Chamberblietchen

2022-2023

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2022-2023

Document	Contenu	Page
CR n°1	Séances n°1, 2, 3, 4	3
CR n°2	Séances n°5, 6, 7, 8	103
CR n°3	Séances n°9, 10, 11, 12	203
CR n°4	Séances n°13, 14, 15	303
CR n°5	Séances n°16, 17, 18	403
CR n°6	Séances n°19, 20, 21	503
CR n°7	Séances n°22, 23, 24, 25	603
CR n°8	Séances n°26, 27, 28	703
CR n°9	Séances n°29, 30	803
CR n°10	Séances n°31, 32, 33	903
CR n°11	Séances n°34	1003
CR n°12	Séances n°35, 36	1103
CR n°13	Séances n°37, 38, 39	1203
CR n°14	Séances n°40, 41	1303
CR n°15	Séances n°42, 43, 44	1403
CR n°16	Séances n°45, 46, 47, 48	1503
CR n°17	Séances n°49, 50	1603
CR n°18	Séances n°51, 52, 53	1703
CR n°19	Séances n°54, 55, 56	1803
CR n°20	Séances n°57, 58	1903
CR n°21	Séances n°59, 60	2003
CR n°22	Séances n°61, 62, 63	2103
CR n°23	Séances n°64, 65, 66	2203
CR n°24	Séances n°67, 68, 69	2303
CR n°25	Séances n°70, 71	2403

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 1 à 4	Questions au Gouvernement
p. 03-06	p. 07	p. 08-89	p. 90-99

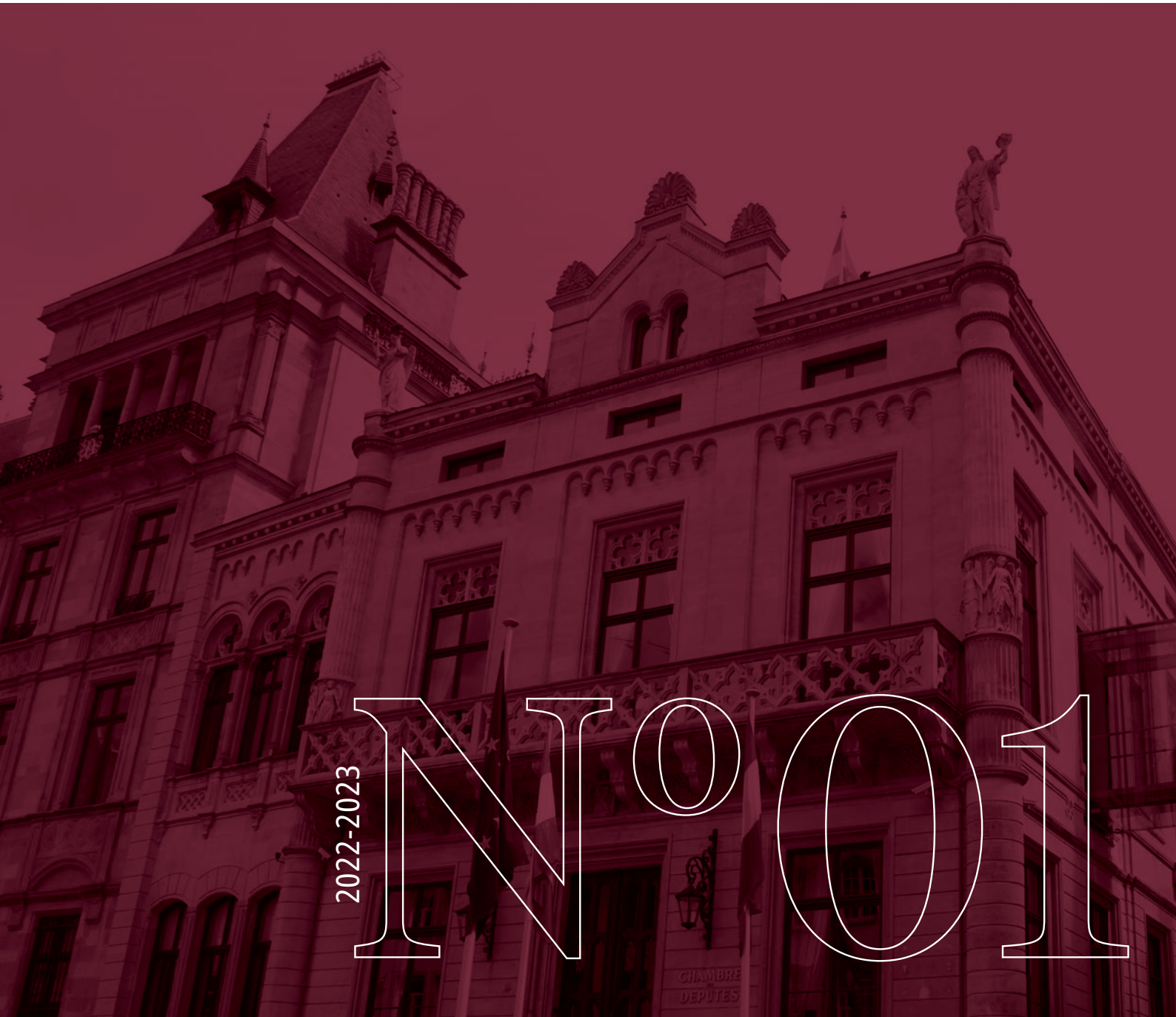

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07

Séances ..... p. 08-89

1re séance du mardi 11 octobre 2022 p. 08-22

2e séance du mercredi 12 octobre 2022 p. 22-58

3e séance du jeudi 13 octobre 2022 p. 58-80

4e séance du jeudi 13 octobre 2022 p. 80-89

Questions au Gouvernement ..... p. 90-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
28/03/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Le Grand-Duché fête les 175 ans de la Constituante !

175 Joer Lëtzebuerger Verfassung 1848 - 2023

Le vendredi 28 avril 2023, les 175 ans de la Constitution luxembourgeoise seront célébrés à Ettelbruck au « Däichhal ». Passez une soirée inoubliable avec des mises en scène théâtrales et des représentations musicales !

En 1848, la Chambre des Députés et le Gouvernement ont siégé à Ettelbruck pour élaborer la première Constitution luxembourgeoise démocratique. Il s'agit d'un moment important dans l'histoire luxembourgeoise qui se doit d'être fêté ! La Ville d'Ettelbruck et la Chambre des Députés invitent tous les résidents à participer à une soirée animée au cours de laquelle le Luxembourg d'aujourd'hui et d'antan est mis à l'honneur.

La première partie des festivités aura lieu à 17.00 heures en présence de S.A.R. le Grand-Duc avec des interventions de M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, et de M. Jean-Paul Schaaf, Bourgmestre de la Ville d'Ettelbruck. Vous serez immergés dans le contexte historique de 1848 grâce à des mises en scène théâtrales de M. Lex Gillen et Mme Natalia Sanchez ainsi qu'à des chansons de M. Serge Tonnar et M. Georges Urwald, en collaboration avec le Conservatoire de musique du Nord, la Philharmonie grand-ducale et municipale d'Ettelbruck, la Chorale Sainte-Cécile, la Chorale municipale Lyra et l'association théâtrale « Rido op » d'Ettelbruck.

L'entrée est gratuite. Étant donné que les places sont limitées, nous vous prions de bien vouloir vous inscrire en ligne en utilisant le code QR ci-dessous ou bien par téléphone au 81 91 81-1 auprès de la Ville d'Ettelbruck.

La soirée se poursuivra à 20.30 heures au « Däichhal » avec le festival « Lëtz elo » qui mettra en avant des artistes luxembourgeois. L'entrée est gratuite.

L'Administration parlementaire recrute :

• un gestionnaire de l'expédition électronique (m/f/d) pour les besoins du service gestion des connaissances dans le groupe de traitement B1
poste à pourvoir soit par un changement d'administration soit par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire

• un juriste (m/f/d) pour les besoins du service juridique sous le régime du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi

Visite de la Commissaire européenne à la Cohésion et aux Réformes

« Le Luxembourg joue un rôle important pour la cohésion de l'UE »

La Commissaire européenne à la Cohésion et aux Réformes, Mme Elisa Ferreira (1re rangée, 7e à gauche), a été reçue à la Chambre dans le cadre d'un échange de vues avec les députés de toutes les commissions et les eurodéputés luxembourgeois.

La coopération entre le Grand-Duché et les régions avoisinantes fait bénéficier le développement de la Grande Région, que ce soit sur le plan économique ou en ce qui concerne les services publics. C'est un des constats dressés par la Commissaire européenne à la Cohésion et aux Réformes, Mme Elisa Ferreira, qui était en visite à la Chambre des Députés le 13 mars 2023 pour un échange de vues avec les députés nationaux et les eurodéputés luxembourgeois.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a lancé les discussions en pointant les différents domaines dans lesquels la coopération entre le Luxembourg et les autres pays européens, notamment les pays limitrophes, a porté ses fruits. Il a mis en évidence la mobilité transfrontalière ou encore la coopération régionale pour l'inclusion et l'emploi. Mme Ferreira a souligné l'importance des programmes et projets mis en place pour une meilleure cohésion, parmi lesquels le programme de coopération ESPON ou encore l'initiative b-solutions. Selon la Commissaire européenne, « le Luxembourg joue un rôle important pour la cohésion au sein de l'UE et pour les réformes mises en place ». Le rôle du Grand-Duché est déterminant dans la construction de l'Europe, que la Commissaire qualifie de « notre maison ».

Les questions des députés étaient aussi variées que les domaines ayant trait à la cohésion au sein de l'Union européenne. Quels sont les résultats de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, initiative européenne qui invitait l'année dernière les citoyens à dessiner l'avenir de l'UE ? Quelles réflexions des citoyens émanant de cette initiative européenne vont être prises en compte et mèneront à des réalisations concrètes ? Certains députés ont évoqué une « certaine frustration » concernant les procédures de prise de décision pour faire avancer la collaboration entre différents pays.

Dans bon nombre d'États membres, les décideurs régionaux sont limités dans leur champ d'action et dépendent des décisions prises par le pouvoir central qui est moins conscient de la réalité vécue par les régions limitrophes. D'autres sujets abordés lors de l'entrevue étaient le soutien des régions qui ont accueilli des réfugiés ukrainiens ou encore la lutte contre la corruption et la fraude.

22e Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et défense commune (PSDC)

Le multilatéralisme – un choix de prédilection pour l'UE

Les députés luxembourgeois ont pu s'entretenir avec leur homologue ukrainien, M. Oleksandr Merezhko, Président de la Commission des affaires étrangères et des relations interparlementaires de la Rada d'Ukraine (au milieu).

Assumant la présidence du Conseil de l'Union européenne pour la troisième fois, le Riksdag suédois a convoqué les parlementaires nationaux et européens à Stockholm les 2 et 3 mars 2023 pour un échange de vues sur la politique étrangère, la sécurité et la défense au sein de l'Union européenne. Les débats des quatre sessions ont porté sur l'agression de l'Ukraine par la Russie, les enjeux et les opportunités de la boussole stratégique de l'UE, la région de l'Arctique, avant de conclure, comme le veut la tradition, avec les priorités de la PESC et la PSDC. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Stéphanie Empain, Présidente de la délégation luxembourgeoise, et par M. Gilles Baum, M. Léon Gloden et Mme Lydia Mutsch, membres de la délégation.

Soutien continu au peuple ukrainien

La guerre d'agression russe contre l'Ukraine a été l'essence de la première session, lors de laquelle les parlementaires n'ont pas manqué de prôner le multilatéralisme comme mot d'ordre et ont réitéré leur soutien continu et accru envers le peuple ukrainien.

À côté de la question de la responsabilité des autorités russes qui pourrait donner lieu à la mise en place d'un mécanisme approprié de poursuite des crimes d'agression, la nécessité de renforcer la coopération transatlantique et le dialogue stratégique transmanche ont été d'autres revendications consensuelles. Il a également été fait appel à un partenariat Afrique-Europe, tout en dénonçant l'ingérence russe via la présence des mercenaires du Groupe Wagner sur le continent africain. Un message fort a également été adressé aux Balkans occidentaux, à la Moldavie et à la Géorgie, en réaffirmant que l'avenir de ces pays se situe au sein de l'UE. Les parlementaires ont par ailleurs plaidé pour une intensification des travaux en vue de l'utilisation des avoirs gelés et immobilisés de la Russie pour le redressement et la reconstruction de l'Ukraine.

La mise en place de la boussole stratégique de l'UE

Un an après la déclaration de Versailles, la mise en œuvre de la boussole stratégique de l'UE constitue la prochaine étape de l'échéancier retenu. Axé sur quatre piliers se résumant à l'action, la protection, l'investissement et la coopération, ce livre blanc pose les orientations et met en exergue les outils pour améliorer les capacités de défense de l'UE et de ses États membres. D'ici 2025, une capacité de déploiement rapide et autonome de 5.000 soldats serait ainsi atteinte. Il a également été question d'augmenter considérablement les dépenses de défense et de stimuler l'innovation afin d'amoindrir les dépendances technologiques. Le renforcement des accords avec les partenaires stratégiques a été abordé au niveau de la coopération, et la troisième déclaration conjointe sur la coopération UE-OTAN a été unanimement acclamée.

Prospections sécuritaires dans la région de l'Arctique

Pour les parlementaires, la stagnation de la coopération pan-arctique est particulièrement déplorable puisque celle-ci touche à des enjeux environnementaux, géostratégiques et de libre navigation sur la « route de la soie polaire » nouvellement accessible reliant le détroit de Béring à la mer de Barents en passant par la mer des Laptev. On assiste à une dynamique changeante dans cette région et les activités militaires russes tout comme les missions d'exploitation chinoises sont inquiétantes. Il est finalement fait appel à l'UE pour préserver la paix, la stabilité et la prospérité de cette région, tout en soutenant le développement inclusif et durable au profit des peuples autochtones et des générations futures.

Les relations Ukraine-Luxembourg

En marge de la conférence, la délégation luxembourgeoise a pu s'échanger avec un représentant de la Verkhovna Rada, M. Oleksandr Merezhko. Un des sujets traités avec le député ukrainien, qui préside la Commission des affaires étrangères et des relations interparlementaires du Parlement ukrainien, était la migration forcée : en un an, 8 millions de personnes ont été contraintes de quitter l'Ukraine. D'après M. Merezhko, la motivation pour ces déplacements ne peut se résumer exclusivement à la contrainte. L'opportunisme a également été évoqué et c'est pourquoi il faut veiller, lors de la reconstruction post-conflictuelle, à créer des conditions attrayantes pour la jeunesse ukrainienne.

Il est d'autant plus important, selon Mme Stéphanie Empain, de se montrer reconnaissant envers les réfugiés en les incluant dans le discours officiel ukrainien. Chaque réfugié est à la fois un ambassadeur mais également partie intégrante du futur de l'Ukraine. Pour l'élu ukrainien, il est urgent que son pays puisse adhérer à l'OTAN et par la suite à l'UE. Selon M. Léon Gloden, il est important de ne pas sauter les étapes et il est nécessaire de veiller à la mise en place de réformes, notamment en matière de lutte contre la corruption.

Après les pays baltes, la Bulgarie et la Pologne, le Luxembourg arrive en 6e position avec 19 % de son budget militaire accordé à l'Ukraine en 2022.

Remise du rapport 2021-2022 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

La pratique de l'euthanasie en nette augmentation

En 2021, 24 personnes ont eu recours à l'euthanasie et à l'assistance au suicide – elles étaient 34 en 2022. Le rapport 2021-2022 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide reprenant ces chiffres a été remis le 14 mars 2023 au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi qu'au Président de la Commission de la Santé et des Sports, M. Mars Di Bartolomeo, par des représentants de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation.

Depuis 2009, année d'entrée en vigueur de la loi relative à l'euthanasie et à l'assistance au suicide, le décompte de la Commission, qui constate une certaine acceptation de la loi par la population luxembourgeoise, s'élève à 170 déclarations d'euthanasie. « Le fait que les déclarations d'euthanasie sont en augmentation confirme cette observation », a expliqué le Président de la Commission, M. Jean-Claude Wiwinius. Une étude réalisée en 2019 avait déjà démontré que la majorité des résidents luxembourgeois étaient favorables à l'euthanasie et à l'assistance au suicide.

De gauche à droite : Le Président de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation, M. Jean-Claude Wiwinius, a remis le 7e rapport sur l'euthanasie et l'assistance au suicide au Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, ainsi qu'au Président de la Commission de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo. Il était accompagné de la Vice-Présidente de la Commission, Mme Godelieve Van den Bossche.

Néanmoins, il existerait toujours un manque d'information quant à la législation existante auprès de la population et des médecins, a souligné M. Wiwinius, tout en mettant en avant la nécessité d'une meilleure sensibilisation.

La Commission avance l'idée d'une formation adéquate des médecins qui ne savent pas comment appliquer la loi de 2009. Dans son rapport, la Commission réitère sa revendication formulée dans le rapport précédent, à savoir l'instauration d'une consultation médico-éthique prestée par des médecins formés à cet effet. Ceci permettrait aux patients ou à leurs proches de se renseigner sur les différentes possibilités pour concrétiser une euthanasie ou une assistance au suicide.

L'âge des patients se situe majoritairement entre 60 et 79 ans pour l'année 2021 et au-dessus de 80 ans pour l'année 2022. Parmi les différentes maladies qui sont à l'origine de la volonté d'avoir recours à l'euthanasie et à l'assistance au suicide, le cancer et les maladies neurodégénératives sont les raisons les plus courantes. Les euthanasies pratiquées dans les établissements hospitaliers étaient au nombre de 11 en 2021 et de 13 en 2022. L'année dernière, 15 décès liés à l'euthanasie ont eu lieu à domicile.

Le rapport sera analysé en détail par la Commission de la Santé et des Sports.

Visite de la Bourse de Luxembourg

« Le Luxembourg Stock Exchange (LuxSE) n'est pas une bourse comme les autres »

Les différentes activités, les projets ainsi que le rôle international du Luxembourg Stock Exchange (LuxSE) ont été évoqués lors d'une entrevue entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et les responsables du LuxSE au siège de la Bourse au 35A, boulevard Joseph II à Luxembourg-ville.

Fondée en 1928, la Bourse de Luxembourg se distingue par son ouverture internationale et sa volonté d'innover. « Le LuxSE n'est pas une bourse comme les autres », a expliqué Mme Julie Becker, CEO du LuxSE. « Le LuxSE est le leader mondial de la cotation d'obligations internationales et innovateur dans beaucoup de domaines », a-t-elle ajouté. Le lancement du Luxembourg Green Exchange en 2016, le LGX Academy et le LGX DataHub en 2020 n'en sont que quelques exemples. Par ailleurs, le LuxSE s'est vu remettre de nombreux prix internationaux pour la promotion de la finance durable.

Les responsables du LuxSE ont insisté sur l'importance de la stabilité politique, régulatoire et économique du Luxembourg en tant qu'atout de la Bourse dans son positionnement international. Pour le Président de la Chambre des Députés, le LuxSE est un « acteur économique stratégique et innovateur à rayonnement international ». La Bourse de Luxembourg joue également un rôle important dans le domaine de la transparence de la place financière, a souligné M. Etgen.

De gauche à droite : Mme Lisi Haas de l'Administration parlementaire, M. Maurice Bauer, Secrétaire général du LuxSE, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, Mme Julie Becker, CEO du LuxSE, M. Alain Kinsch, Président du Conseil d'administration du LuxSE, et Mme Tania Tennina de l'Administration parlementaire

Réunion d'une commission de l'APCE à Marrakech

M. Max Hengel et M. Paul Galles ont représenté la Chambre des Députés lors de la réunion de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui s'est tenue les 16 et 17 mars 2023 à Marrakech.

La sauvegarde de la démocratie, des droits et de l'environnement dans le commerce international, ou encore les lignes directrices pour une transition énergétique durable et socialement juste, illustrée par l'exemple du Maroc, y ont notamment été abordées.

Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte

7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale

Le projet de loi n° 7748 a pour objet d'apporter des modifications à la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale. Il s'agit notamment d'adapter la gestion et l'administration de l'Œuvre aux réalités actuelles du travail à compléter, aux volumes d'activité et à la taille que l'Œuvre a acquis depuis sa création. L'instauration d'un organe de direction vise à permettre une gérance pertinente de la gestion journalière.

Le but du projet de loi est d'adapter la gestion et l'administration de l'Œuvre à l'évolution des activités et aux dimensions nouvelles qu'elle a acquises au fil des années. Actuellement, le conseil d'administration peut déléguer les décisions de gestion courante à un bureau exécutif en son sein. Cependant, la loi actuelle ne prévoit pas un organe de direction distinct de celui des membres du conseil d'administration, chargé à temps plein de la gestion courante, et pouvant être composé de directeurs non membres du conseil d'administration. Le projet de loi sous référence vise à modifier la structure de l'Œuvre en ce sens et de la doter d'un nouvel organe de direction, responsable de la gestion courante.

En outre, le projet de loi cible une adaptation du cadre statutaire de l'Œuvre aux dispositions de la décision du Gouvernement en conseil du 10 février 2017, déterminant les lignes directrices pour la création d'établissements publics, et qui prescrivent la nécessité de prévoir deux organes au niveau de la gouvernance, à savoir un conseil d'administration et une direction.

Le projet de loi prévoit donc des adaptations en ce qui concerne l'instauration d'une direction chargée de la gestion journalière de l'Œuvre composée, d'une part, d'un directeur chargé des missions philanthropiques de l'Œuvre et, d'autre part, d'un directeur chargé de la gestion de la Loterie Nationale. Les deux directeurs étant sur un même pied d'égalité, chacun a la compétence et la charge de son ressort particulier.

Finalement, la référence à la loi portant organisation de la profession de l'audit est mise à jour.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 19/01/2021
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
18/07/2022 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
27/09/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/10/2022
Loi du 26 octobre 2022
Mémorial A : 2022, n° 539, page 1

Reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur

7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

Le projet de loi sous rubrique porte approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021, par les États membres de l'Union Benelux et les États baltes. Ledit traité vise à garantir que toute personne ayant obtenu un diplôme d'enseignement supérieur visé par prédit traité dans l'un des pays signataires est assurée que le niveau académique de son diplôme est automatiquement reconnu dans les autres États signataires. Sont visés les diplômes de Bachelor, de Master et de Doctorat ainsi que les « associate degrees », délivrés conformément à la législation d'un des pays signataires, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencés au Cadre européen des certifications (ci-après « CEC »).

Le traité permet ainsi de renforcer la coopération entre les six États signataires dans le domaine de l'enseignement supérieur, de simplifier les démarches administratives relatives à la reconnaissance académique des qualifications et de faciliter la mobilité des étudiants et travailleurs.

La mise en œuvre du traité par le Luxembourg permet d'étendre la reconnaissance automatique des niveaux des qualifications de l'enseignement supérieur, déjà en place pour les qualifications délivrées par les Pays-Bas et la Belgique, aux qualifications visées par le traité précité, délivrées par la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie. Dans l'hypothèse où d'autres pays adhéreraient au Traité par la suite, les qualifications délivrées par ces États et visés dans le présent contexte feraient également l'objet d'une reconnaissance automatique de niveau.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05/01/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
20/09/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
05/10/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/10/2022
Loi du 14 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 627, page 1

Covid-19 : contrats d'apprentissage

8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Le présent projet de loi a comme objet d'introduire une dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail, afin de protéger les élèves de la formation professionnelle contre les conséquences d'un éventuel rebond du nombre des infections à la Covid-19 à l'automne 2022.

Il est en effet bien probable que le nombre des infections à la Covid-19 augmente au cours de l'automne et l'hiver 2022. En effet, plusieurs scientifiques sont d'avis que la situation épidémiologique va de nouveau se détériorer avec la chute des températures, de sorte qu'un renforcement des mesures sanitaires n'est pas exclu. Par conséquent, il se peut que les apprentis de la formation professionnelle aient plus de mal à trouver un patron formateur pour l'année scolaire 2022-2023.

Un autre phénomène qui risque d'entraver le bon déroulement de l'année scolaire 2022-2023 est la divergence entre le type de métiers recherché par les demandeurs de postes d'apprentissage et celui offert par les organismes formateurs. À l'inverse des années précédentes, le nombre de postes déclarés vacants par les entreprises s'avère en effet supérieur à celui de candidatures pour l'année scolaire 2022-2023. S'y ajoute que le premier choix des demandeurs de postes d'apprentissage ne correspond pas toujours à l'offre de postes vacants. Pour remédier à ce problème, les apprentis doivent être accompagnés, voire réorientés, dans leur recherche d'un poste d'apprentissage, de sorte qu'ils risquent de ne pas trouver de patron formateur avant la date limite pour la conclusion du contrat d'apprentissage, normalement fixée au 1er novembre de l'année en cours.

Afin de garantir que chaque jeune puisse entamer sa formation professionnelle, le présent projet de loi propose de reporter la date limite pour la conclusion du contrat d'apprentissage au 30 novembre 2022. Il convient de rappeler que cette même mesure fut déjà appliquée lors des deux années scolaires précédentes.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 26/09/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
28/09/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
05/10/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/10/2022
Loi du 26 octobre 2022
Mémorial A : 2022, n° 535, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Clôture de la session ordinaire 2021-2022 et ouverture de la session ordinaire 2022-2023** p. 08
   M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. **Composition des organes de la Chambre des Députés** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Hommage à Mme Viviane Reding** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
5. **Octroi d'un titre honorifique à Mme Viviane Reding** p. 09
   M. Fernand Etgen, Président
6. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés** p. 09
   M. Fernand Etgen, Président | Mme Elisabeth Margue
7. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
8. **Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
9. **Communications** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
10. **Ordre du jour** p. 11
    M. Fernand Etgen, Président
11. **Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** p. 11
    M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
12. **Changements de composition de commissions parlementaires (suite)** p. 22
    M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Henri Kox, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Clôture de la session ordinaire 2021-2022 et ouverture de la session ordinaire 2022-2023

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, duerch en Arrêté grand-ducal vum 3. September vun dësem Joer huet de Grand-Duc mer d'Délégation de pouvoir ginn, fir d'Sessioun 2021/2022 vun der Chamber zouzemaachen a fir d'Sessioun 2022/2023 opzemaachen. An heimadder wier dat dann och gemaach.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2021-2022 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2022-2023 ass op.

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hu mir fir d'éischt eng Rei administrativ Ugeleeënheeten ze reegelen.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber.

Den éischte Paragraf vum Artikel 9 aus dem Chambersreglement gesäit Follgendes vir: „Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et neuf membres au plus ainsi que neuf membres suppléants permanents au plus."

Ech froen deemno d'Chamber, ob si domadder averstanen ass, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren an d'Zesummesetzung vum Chambersbureau vun der leschter Sessioun bäizebehalen.

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

De Bureau gëtt deemno fir d'Sessioun 2022/2023 a senger Form bäibehalen. Dat heescht: ech selwer als President; d'Vizepresidenten: éischten den Här Mars Di Bartolomeo, zweeten den Här Marc Spautz, drëtten d'Madamm Djuna Bernard; d'Memberen: den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydia Mutsch, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Simone Beissel, den Här Fernand Kartheiser an d'Madamm Martine Hansen; Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

Déi permanent Suppleantë vum Bureau sinn: den Här Gilles Baum, den Här Léon Gloden, d'Madamm Francine Closener, den Här François Benoy, den Här Sven Clement an d'Madamm Myriam Cecchetti.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents huet säit der leschter Sessioun net geännert an ass deemno zesummegestallt aus mir selwer als President souwéi de Fraktiounspresidenten: den Här Gilles Roth, den Här Gilles Baum, den Här Yves Cruchten an d'Madamm Josée Lorsché.

4. Hommage à Mme Viviane Reding

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier mer elo eng nei Deputéiert vereedegen, soe mer nach där Kolleegin Äddi, déi d'Chamber op den 1. Oktober verlooss huet an elo vun hei uewen op eis erofkuckt: d'Viviane Reding.

(Hilarité)

„43 Joer laang hunn ech versicht, mäi Bescht ze ginn, fir Lëtzebuerg an Europa staark a liewenswäert ze maachen." Mat deene Wierder hat d'Madamm Reding hiren Depart aus der aktiver Politik iwwert déi sozial Medien ugekënnegt. D'Viviane Reding huet sech souwuel um lokalen, nationale wéi och um europäesche Plang en Numm gemaach an d'Politik op ville Plaze gepräägt. Schonn an hirer Kandheet huet dat gebiertegt Escher Meedche geléiert, sech duerchzesetzen, deemools beim Spillen a Streiden op der Strooss an duerno wärend de Studien zu Paräis.

No hirem Doktorat ass d'Viviane Reding zréck op Lëtzebuerg komm an huet als Journalistin beim „Wort" geschafft. 1979 ass si an d'Chamber gewielt ginn an 1981 an den Escher Gemengerot. Déi Joren an der nationaler a lokaler Politik huet si selwer als wichteg Léierjore bezeechent, well een „no bei de Leit ass".

D'Viviane Reding war awer och scho fréi vun Europa ugezunn a gouf 1989 an d'Europaparlament gewielt. Den Héichpunkt vun hirer politescher Karriär ware sécher déi dräi Mandater an der Europäescher Kommissioun, dovun eent als éischt Vizepresidentin.

An hirer Zäit als EU-Kommissärin huet si vill Initiative geholl, ënner anerem den Noutruff 112 an Europa harmoniséiert, déi europäesch Filmindustrie ënnerstëtzt an den Erasmus-Programm weltwäit verännert, fir just dës Beispiller ze nennen.

Hire bekanntsten Dossier bleift awer sécher d'Ofschafe vun de Roaming-Fraisen, ee Kampf, deen oft als Kampf vum David géint de Goliath bezeechent ginn ass an dee si gewonnen hat.

Ech wéilt awer och ganz besonnesch d'Charte des droits fondamentaux vun der Europäescher Unioun ervirsträichen. Eis europäesch Demokratie kënne mer eis ouni déi net méi virstellen. Se ze kréien, huet vill Standhaftegkeet verlaangt. D'Stabilitéit, déi se Europa a senge Bierger gëtt, ass fundamental.

D'Viviane Reding huet esou ëmmer probéiert, Europa eng Séil ze ginn an d'Distanz tëscht der Europäescher Unioun an hire Bierger ze verkierzen.

2018 ass d'Viviane Reding erëm zréck an d'Chamber komm. Den 1. Oktober 2022 ass hir politesch Karriär do, wou se 1979 ugefaang hat, op een Enn gaangen: am Lëtzebuerger Parlament. De politesche Krees schléisst sech.

An der aktueller Legislatur war si virun allem an der Kommissioun fir Digitalisatioun, Medien a Kommunikatioun aktiv. Och hei huet d'Viviane Reding ëmmer den Dialog mat deene concernéierte Leit gesicht, souwuel d'Konsumente wéi och d'Entreprisen. Et ass hir ëmmer drëm gaangen, net nëmme vun uewen erof ze legiferéieren an Europa héichzehalen.

D'Viviane Reding hat an hirer ganzer Karriär vill an ambitiéis Projeten. An engem Interview sot si eng Kéier an deem Kontext: „Ouni Illusioune kann ee keng Politik

maachen!“ Eppes beweegen, d’Welt veränneren, dat waren hir Motivatiounen, fir an d’Politik ze goen. Fir konkreet Problemer huet si probéiert, praktesch Léisungen ze fannen an déi mat hirer ganzer Energie ëmzesetzen. Si ass eng Politikerin, déi kämpft, mee net gär aus der zweeter Rei handelt a léiwer selwer d’Fiedem an d’Hand hëlt.

D’Viviane Reding huet an hirer politescher Karriär bal alles erreecht an hannerléisst op ville Plaze Spueren. Vill Projeten, vun deene mir haut all profitéieren, droen hir Handschréft. An ech si mir sécher, datt d’Madamm Reding e Virbild fir vill Leit ass. Kee Wee war hir ze wäit, keng Erausfuerderung ze grouss, kee politesche Géigner ze staark.

Mam Viviane Reding verléisst eng grouss EU-Politikerin an eng bekannt Perséinlechkeet déi politesch Bün. Och wa si der Politik de Réck dréit, sinn ech sécher, datt een net vu Pensioun ka schwätzen. Ech si mir sécher, datt Ophale keng Optioun ass!

Mir wënschen Iech nach vill Freed bei Äre weidere Projeten an Ärem Engagement hei am Land an an Europa. All Guddes, Viviane, bei dengen neien Erausfuerderungen, a merci!

(Applaudissements)

Ech géif dann dem Premierminister d’Wuert ginn.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d’État | Här President, et ass schwéier, no enger Standing Ovation, déi fir eng Persoun gemaach gëtt, nach eng Kéier d’Wuert ze ergräifen. Mee erlaabt mer, am Numm vun der Regierung och der Madamm Reding Merci ze soen. D’Engagement hei an der Chamber: Ech hat selwer als Medien- a Kommunikatiounsminister déi lescht Joren d’Chance, mat enger engagéierter Politikerin, déi och mat konstruktive Propositiounen an d’Kommissioun eragaangen ass, zesummenzeschaffen. An dat ass och eppes, wat ech hei ervirsträiche wéilt.

Mee erlaabt mer virun allem awer, hir Merci ze soe fir hiert europäescht Engagement. D’Madamm Reding huet zwee Kommissiounspresidente materlieft, den Här Prodi an den Här Barroso – den Här Barroso zweemol –, 15 Joer laang an der Kommissioun, ugefaang mat – sauf erreur de ma part – Educatioun, Jeunesse, Multilinguisme a Kultur, dunn d’Société de l’information et médias, d’Justiz, Droits fondamentaux et la citoyenneté.

Madamm Reding, Dir hutt fir vill europäesch Bierger d’Liewe méi einfach gemaach; Dir hutt fir vill Operateuren d’Liewe méi komplizéiert gemaach.

(Hilarité)

Dat ass Politik eeben heiansdo: sech onbeléift maachen, fir Decisiounen ze huelen, déi am Interêt vun de Bierger sinn.

Iech e grousse Merci am Numm vun der Regierung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister.

(Applaudissements)

5. Octroi d’un titre honorifique à Mme Viviane Reding

De Bureau vun der Chamber huet den 30. September 2022 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéiert Viviane Reding den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen.

Ass d’Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Där neier Éierendeputéierter eis Felicitatiounen!

6. Vérification des pouvoirs et assermentation d’un nouveau membre de la Chambre des Députés

Mir huelen haut en neie Member an d’Chamber op. An hirem Bréif vum 13. September 2022 huet d’Madamm Viviane Reding matgedeelt, datt si vum 1. Oktober dëses Joers un op hiert Deputéiertemandat verzicht. Esou, wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV aus dem Walbezierk Zentrum derzou opgeruff ginn, fir d’Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D’Kommissioun fir d’Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d’Madamm Elisabeth Margue, déi d’Mandat ugeholl huet. Et goufe weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d’Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d’Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d’Chamber d’Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D’Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d’Madamm Elisabeth Margue virum 7. Oktober 2022 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Pièce ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d’identité fir ze beweisen, datt si Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet, e Certificat de résidence, fir ze beweisen datt si am Grand-Duché lieft, souwéi eng Deklaratioun op d’Éier, datt keng Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn.

Mat dëser Deklaratioun erkläert si, datt si net Famill ass am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Elisabeth Margue huet de Parquet général der Chamber d’Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d’Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d’Madamm Elisabeth Margue hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus deene genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt d’Madamm Elisabeth Margue d’Konditiounen, wat d’Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn, d’Madamm Elisabeth Margue vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, sou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D’Pouvoire vun der Madamm Elisabeth Margue sinn deemno gülteg.

Ass d’Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst d’Madamm Elisabeth Margue wannechgelift erakommen.

Madamm Margue, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an deen de follgende Wuertlaut huet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l’État.“ Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: „Je le jure.“

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Je le jure.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Elisabeth Margue. Madamm Margue, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen.

Madamm Margue, ech ginn Iech d’Wuert.

Discours de début de mandat

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer eng grouss Freed, mech haut kënne mat e puer Wierder un Iech ze riichten, fir mech an dat, firwat ech mech heibanne wëll asetzen, kuerz virzestellen.

Den 8. Oktober 2018 sinn ech mat an d’Wale gaangen. Deemools hat ech 28 Joer. Haut, den 11. Oktober 2022, knapps véier Joer duerno, ginn ech mat 32 Joer als Deputéiert vereedegt. An dëse véier Joer ass vill geschitt: Net just, dass ech Mamm gi sinn an elo am Alter eng Dräi vir stoen hunn a keng Zwee méi, nee, d’Welt haut ass eng aner wéi viru véier Joer.

Mir hunn an dëse véier Joer eng Multitude u Krisen erlieft, ugefaange mat der Pandemie, duerno e Krich; e sënnlose Krich, deen eis an eng Energiekris gestierzt huet. Nieft dësen temporäre Krisen hu mir leider och unhalend Krisen erlieft, wéi zum Beispill d’Klimakris oder de Logement. Et ass e Problem, dee besonnesch jonk Leit betrëfft.

Do virdrun huet meng Generatioun Krisen erlieft, awer si stoung net virun deene selwechten Erausfuerderungen, wéi déi, virun deene mer elo stinn. Mir haten 2008 eng Finanzkris. Ech selwer a vill Leit vu menger Generatioun waren nach am Lycée an hunn d’Kris am Fong just an enger Stonn vun der Ekonomiepolitik erlieft. Mir si geléiert ginn, dass een a Krisenzäiten d’Investissementer héichhalen an d’Steieren erofsetze soll an am Kader vun enger antizyklescher Politik da spuersam mat ëffentleche Finanzen ëmgoe soll, wann d’Wirtschaft dréit.

Kuerz drop koum d’Scholdekris. D’Lëtzebuerger Jugend ass och vun dëser Kris méi oder wéineger verschount bliwwen. Genau dës Generatioun kritt awer elo am meeschten déi aktuell Krisen ze spieren. Dës Krise wäerten hiert Liewen an d’Liewe vun den nächste Generatioune laangfristeg beaflossen. D’Aussiichte fir jonk Leit sinn net méi esou gutt, wéi se dat nach fir déi viregt Generatioun waren.

Als jonk Mamm hunn ech haut eng aner Vue op dës Erausfuerderung. Genau dofir wëll ech mech asetzen, dass an der Chamber Politik fir all Generatioune gemaach gëtt, a besonnesch fir déi nächst, onofhängeg dovun, wéi gutt dës Generatioun hei vertrueden ass.

Fir all dës Krisen ze bewältegen, hu mer säit 2020 Solidaritéit vun onse Matbierger agefuerdert. Jo, ons Gesellschaft ass op Solidaritéit opgebaut: Solidaritéit tëschent Leit, deenen et gutt geet, a Leit, deenen et manner gutt geet; Solidaritéit tëscht Generatiounen. Mee als Politiker kënne mer eis net dorop beschränken, Solidaritéit vun onse Matbierger anzefuerderen. Mir brauchen och eng Politik, déi déi wichteg Problemer léist a geziilt Ressourcen opbréngt, fir déi Problemer ze léisen, déi d’Leit dobaussen hunn.

Dobäi stelle mer fest, dass iwwert déi lescht Jore vill Problemer geléist goufen, déi fir vill Leit net wierklech e Problem waren. Mir hu mat der Gratis-Politik sécher enger Rei Leit gehollef, déi och Hëllef gebraucht hunn, an dat ass och richteg esou, mee mir hunn awer och Leit gehollef, déi u sech keng Hëllef gebraucht hätten. Mir hunn d’Sue mat der Géisskan ausginn, déi ons elo feele fir de Wunnengsbau oder d’Klimapolitik.

Donieft huet d'Regierung och eng Erwaardungshaltung geschaf an e Bild vum Staat, dee fir alles zoustänneg ass a fir jiddwereen opkënnt. Courage, fir déi méi komplex Problemer ze léisen, hu mer oft net opbruecht. Et sinn awer déi Problemer, déi ee ganz groussen Deel vun de Leit dobaussen haut treffen. Ëmmer méi Leit hu Schwieregkeeten, um Enn vum Mount d'Enner beieneenzekréien. D'Schéier tëscht Aarm a Räich geet ëmmer weider auserneen. Wa mer haut fuerderen, datt d'Mëttelschicht entlaascht gëtt oder méi Sue fir de Logement mobiliséiert solle ginn, kréie mer als Äntwert, dat géif ze deier kaschten.

A mengem Beruff als Affekot sinn ech vill mat Leit a Kontakt a verteidegen hir Dossieren um Geriicht. Ech hu mech an deene leschte sechs Joer haaptsächlech mat Responsabilitéitsdossieren auserneegesat an hunn dobäi vill Leit begéint, déi Schicksalsschléi matgemaach hunn. Déi Dossieren, déi mech am meeschte motivéiert hunn, waren ëmmer déi, wou ee konkreet konnt e positiivt Resultat fir si bewierken. Ech wëll mech dowéinst heibannen asetze fir eng Politik fir d'Leit dobaussen; eng Politik, déi de Leit konkreet hëlleft an eppes an hirem Liewen ännert.

Ee politeschen Dossier, fir deen ech mech säit 2017 am Stater Gemengerot asetzen, ass dee vum Wunnengsbau. Als Stad Lëtzebuerg hu mer déi grouss Chance, e wichtegen Acteur an dësem Domän kënnen ze sinn a Wunnengen op de Marché kënnen ze bréngen. Leider stellt ee fest, dass bis op d'Gemengen an d'Responsabilitéit ze huele vun nationaler Säit relativ wéineg Resultat bei dësem Problem erziilt ginn ass.

Au contraire: D'Präisser hu sech tëscht 2013 an 2021 verduebelt. Gläichzäiteg stelle mer fest, dass dem Staat seng Recettë geklomme sinn doduerch, dass e méi Droit d'enregistrements a méi TVA erakrut. An awer sinn déi steierlech Avantagë wéi de bëllegen Akt oder de Fräibetrag TVA Logement, déi Privatpersounen hëllefen, hir Immobilien ze finanzéieren, säit 20 Joer net ugepasst ginn. Bei den aktuellen Inflatiounstauxen ass dat net ze verstoen an et stellt ee sech d'Fro, wou déi Suen higaange sinn. Derbäi kënnt, datt d'Zënsen an d'Luucht gaange sinn, dass eng Rei Immobilieprojeten aktuell gestoppt gi wéinst der Onsécherheet um Marché. Wa mer haut manner bauen, wäert dëse Problem sech nach verschäerfen. Mir däerfen also net de Feeler maachen an elo den Investisseuren nach zousätzlech Steng an de Wee leeën!

De Logementsproblem muss endlech zur absolutter Prioritéit ginn an déi néideg Ressourcen dofir musse mobiliséiert ginn! Ech freeë mech, an der Logementskommissioun op dësem Sujet ze schaffen.

Als jonk Mamm ass mer awer och wichteg, dass mer hei derfir suergen, dass onse Planéit och liewenswäert bleift fir déi nächst Generatiounen. Mir mussen ons Liewensgrondlage schützen an onsen Impakt op d'Ëmwelt reduzéieren. Dowéinst ass et wichteg, dass mer an der Klimapolitik weiderkommen. Onst iewescht Zil muss sinn, den CO_2-Ausstouss ze reduzéieren.

D'Energietransitioun musse mer méi einfach maachen, andeem mer administrativ Hürden ofbauen. Mir brauchen einfach ze laang mam Ausbau vun erneierbaren Energien. Ze oft kommen dës Projeten opgrond vun Ëmweltoplagen a laange Prozeduren net virun. Verstitt mech net falsch, et ass wichteg, dass mer ons Natur schützen. Mee an der Politik muss ee kënnen ofweien a sech fir dat entscheeden, wat herno ënnert dem Stréch déi beschte Léisung ass. Wann also d'Virdeeler bedeitend méi grouss si wéi d'Nodeeler, da lount et sech, ee Wee anzeschloen.

Genau dowéinst sinn ech an d'CSV gaangen, well et fir mech déi Partei ass, déi probéiert, ëmmer dat grousst Bild am Bléck ze halen a verschidden Interessen ofzeweien, fir schlussendlech am Interêt vum Mënsch ze entscheeden.

Mir brauchen also eng Ëmweltpolitik, déi pragmatesch ass an ons virubréngt an net perfekt ass an allen Hisiichten. Näischt ze maachen oder nëmme lues, ass fir eis keng Optioun!

Bei der Klimaschutzpolitik ass et awer och wichteg, dass mer eng gewëss sozial Selektivitéit un den Dag leeën, an anere Wierder: deene Leit, deenen et manner gutt geet, verstäerkt hëllefen, an deenen, deenen et gutt geet, e bësselche manner. Well dës Kris trëfft am meeschten déi Schwaach an onser Gesellschaft.

Mir wäerten d'Klimakatastroph awer och nëmmen evitéiere kënnen, wa mer verstäerkt innovéieren. D'Stäerkt vu Lëtzebuerg war ëmmer, Virreider a verschiddenen Domänen ze sinn. Wéisou investéiere mer net verstäerkt an d'Fuerschung vu klimafrëndlechen Technologien? De Staat kann eng Roll spillen, andeems en dee richtege Kader setzt fir Betriber, fir dass och si an d'Fuerschung investéieren.

De Klimaschutz däerf dobäi awer och net op d'Käschte vun der Wirtschaft goen, mee déi zwee mussen an Aklang bruecht ginn. Ons Betriber sinn d'Réckgrat vun onser Wirtschaft. An nëmmen, wann ons Wirtschaft dréit, kënne mer onse Sozialsystem oprechterhalen. Dowéinst ass et wichteg, dass mir als éischt onse Betriber hei am Land, virun allem deene klengen a mëttelstännege Betriber, hëllefe bei der digitaler an nohalteger Transitioun.

Donieft musse mir och als Land attraktiv bleiwe fir Betriber aus dem Ausland. Dat si mer och nëmmen, wa mer attraktiv si fir déi Leit, déi an dëse Betriber schaffen. Mee wéi vill Betriber hu mer fäerdegbruecht iwwert déi lescht Joren op Lëtzebuerg ze bréngen? Duerch vill administrativ Hürden hu mer au contraire Betriber dozou bruecht, sech am noen Ausland nidderzeloossen, wou se mat oppenen Äerm a mat manner Contrainten empfaange gi sinn. Gläichzäiteg hu mir gezéckt an et hat een d'Impressioun, mir wéissten net, wat mer wëllen.

Fir e Lëtzebuerg, wat liewenswäert bleift fir déi aktuell Generatioun a fir déi nächst Generatiounen, wëll ech mech hei an der Chamber asetzen. Dass ech dat ab haut maache kann, verdanken ech enger ganzer Rei Leit. Dowéinst erlaabt mer, mat e puer Mercien opzehalen.

An un alleréischter Stell wëll ech dem Wieler Merci soen, dee mer viru véier Joer d'Vertraue geschenkt huet. Ech wäert mäi Bescht maachen, fir hien hei esou gutt wéi méiglech ze vertrieden.

Da wëll ech awer och der Viviane Reding Merci soen, déi mer d'Méiglechkeet ginn huet, dëst Mandat vun hir ze iwwerhuelen. E grousse Merci fir dat, wat s du, Viviane, an 43 Joer politeschem Engagement fir onst Land erreecht hues! Ech wäert probéieren, mäi Mandat mam selwechten Engagement weiderzeféieren.

An dann zum Schluss e grousse Merci u meng Famill an u mäi Partner, ouni déi ech dëst Mandat als frëschgebake Mamm wuel kaum kéint ausféieren.

Zum Schluss Iech heibanne e grousse Merci fir d'Nolauschteren. Ech freeë mech op eng konstruktiv an eng gutt Zesummenaarbecht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Margue.

7. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

(Brouhaha)

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt den Här Emile Eicher d'Madamm Viviane Reding.

An der Commission de vérification des pouvoirs …

Plusieurs voix | Pscht!

M. Fernand Etgen, Président | … ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue d'Madamm Viviane Reding.

An der Commission des Affaires intérieures de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue den Här Gilles Roth fir de Volet Égalité entre les femmes et les hommes.

An der Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue d'Madamm Viviane Reding.

A schliisslech: An der Commission du Loyer ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue den Här Emile Eicher.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass follgend Ännerung agaangen: An der Délégation auprès de la COSAC ersetzt den Här Claude Wiseler d'Madamm Viviane Reding als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, datt och dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 11 octobre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26/09/2022

8075 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 27/09/2022

8076 – Projet de loi portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 03/10/2022

8077 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 06/10/2022

8078 – Projet de loi relative à l'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 07/10/2022

8079 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;
4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 07/10/2022

8082 – Projet de loi sur l'impôt foncier, l'impôt à la mobilisation de terrains et l'impôt sur la non-occupation de logements, modifiant
1° la loi modifiée dite « Abgabenordnung (AO) » du 22 mai 1931 ;
2° la loi modifiée dite « Bewertungsgesetz (BewG) » du 16 octobre 1934 ;
3° la loi modifiée dite « Steueranpassungsgesetz (StAnpG) » du 16 octobre 1934 ;
4° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;
5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
6° la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;
7° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
8° la loi modifiée du 22 octobre 2008 sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie et introduisant différentes mesures administratives et fiscales en faveur de la promotion de l'habitat ;
9° la loi modifiée du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement ;
10° la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
11° la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer et abrogeant :
1° la loi modifiée du 19 juillet 1904 sur les impositions communales ;
2° la loi modifiée dite « Grundsteuergesetz (GrStG) » du 1er décembre 1936

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 10/10/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2472 – Demande de pétition publique : Fir méi Ersatzautoen, déi fir Leit mat enger Behënnerung zur Verfügung stinn

Dépôt : M. Patrick Curado, le 28/09/2022

2473 – Demande de pétition publique : CFL wird gezwungen, Reisende für Zugverspätungen und -ausfälle finanziell zu entschädigen

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 28/09/2022

2474 – Demande de pétition publique : Pour l'interdiction des réseaux sociaux avant 16 ans

Dépôt : Mme Florence Hachez, le 04/10/2022

2475 – Demande de pétition publique : Déclarer la Russie comme un État soutenant le terrorisme

Dépôt : M. Nicolas Zharov, le 04/10/2022

2477 – Demande de pétition publique : Pour une protection cohérente et efficace du patrimoine architectural luxembourgeois

Dépôt : Mme Karin Waringo, le 04/10/2022

2478 – Demande de pétition publique : Raccourcir le délai de remboursement de la CNS

Dépôt : M. Vitor Da Costa Vilela, le 05/10/2022

2479 – Demande de pétition publique : Accord du droit de travail aux membres de famille d'un ressortissant de pays tiers : Les femmes qui rejoignent leurs maris pour s'installer au Luxembourg sont victimes d'une loi qui leur interdit d'exécuter une activité salariée. Les employeurs refusent de leur faire des permis de travail, car le processus prend beaucoup de temps. Ces femmes se trouvent complètement dépendantes de leur mari.

Dépôt : Mme Zeineb Chaouabi, le 05/10/2022

2480 – Demande de pétition publique : Remboursement de la part de la CNS pour les produits d'hygiène féminine (OB, bande hygiénique)

Dépôt : Mme Joana Mouriz, le 05/10/2022

2481 – Demande de pétition publique : Upasse vun den „Avertissements taxés"-Tariffer

Dépôt : M. Gérard Koneczny, le 06/10/2022

2482 – Demande de pétition publique : Entzug des Sorgerechts, ein komplettes Kontaktverbot, einschließlich Annäherungsverbot, bei narzisstischen Elternteilen

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 07/10/2022

2483 – Demande de pétition publique : Zousätzleche Congésdag/schoulfräi op dem eegene Gebuertsdag!

Dépôt : M. Charel Dormans, le 07/10/2022

2484 – Demande de pétition ordinaire : Adapter le montant des seuils des saisies sur l'index

Dépôt : M. Daniel Steinmann, le 08/10/2022

2485 – Demande de pétition ordinaire : Depressiounen

Dépôt : M. David Cortezzi, le 09/10/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

10. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister Xavier Bettel zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an aussergewéinlechen Zäiten. Zanter dem Mäerz 2020 steet ons Welt op der Kopp. No iwwer zwee laange Joren an der Pandemie stierzt de russesche President d'Mënschheet mat engem mënscheveruechtende Krich an eng nächst Kris mat déifgräifenden a laangwierege Konsequenzen.

Et ass eng vun de schlëmmste Krisen, déi onst Land zanter dem Zweete Weltkrich kannt huet. Mir erliewen net nëmme Krich direkt virun onser Hausdier, mee mir sinn och mat enger historescher Inflatioun an och nach mat Energieenkpäss konfrontéiert. Mir sti kuerz virun enger Weltwirtschaftskris, déi d'Finanzkris vum leschte Joerzéngt an de Schiet kéint stellen.

Mir liewen an Zäiten, déi vun Onsécherheet a vun Ongewëssheet geprägt sinn. Kee vun ons ka mat Sécherheet soen, wéi d'Welt an engem Joer oder souguer an e puer Méint kéint ausgesinn. Wat ech awer mat Sécherheet ka soen, Här President, ass, datt dës Regierung alles dofir maache wäert, datt et de Mënschen zu Lëtzebuerg och an Zukunft gutt goe wäert!

Et ass grad an esou onsécheren an ongewëssen Zäite wichteg, datt d'Politik e rouege Kapp behält an och déi richteg Decisiounen trefft. Et ass a Krisenzäite wéi dëser, wou et wierklech drop ukënnt, wou et heescht, Verantwortung ze iwwerhuelen; Verantwortung fir d'Wuel vum Land a fir d'Wuel vu senge Bierger. Et ass a Krisenzäite wéi dëser, wou mer zesummenhale mussen!

Dës Regierung huet méi wéi eng Kéier ënner Beweis gestallt, datt mir och a stiermeschen Zäiten d'Rudder fest am Grëff hunn, datt mir et fäerdegbréngen, Lëtzebuerg gutt zesummen duerch d'Krisen ze navigéieren.

Mir hunn no der Finanzkris d'Staatsfinanze sanéiert an onst Land an ons Wirtschaft mat neie Rekordinvestitioune fit gemaach fir d'Zukunft. Gläichzäiteg hu mer et och fäerdegbruecht, déi finanziell Mëttelen ze mobiliséieren, fir och op onerwaarte Krise kënnen ze reagéieren.

Ech denken do un déi verschidde Flüchtlingswellen, ech denken do un d'Tornadoen, ech denken do un Iwwerschwemmungen. Mir hunn déi concernéiert Mënschen net am Stach gelooss a probéiert, hinnen och esou gutt wéi méiglech séier an onkomplizéiert ze hëllefen.

Mir si gutt duerch d'Covidpandemie komm, andeems mir dee richtegen Equiliber tëschent de Fräiheeten an dem Schutz och vun de Vulnerabelste fonnt hunn. Mir hu mat beispillslosen Hëllefspäck Betriber ënnerstëtzt an Aarbechtsplazen och kënnen erhalen. Kaum eng Ekonomie an Europa huet sech nom Lockdown esou séier erholl wéi déi Lëtzebuerger Ekonomie!

D'Regierung huet an all dëse Krisen de sozialen a politesche Fridde garantéiert, andeems mir de Leit an de Betriber gehollef hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dës Krisen, a mir sinn eis all eens, Här President, maachen ons all midd. Mee mir loossen eis net decouragéieren! D'Zukunft gehéiert de Couragéierten. Mir halen zesummen, wann et drop ukënnt. Dat mécht onst Land aus, dat mécht d'Lëtzebuerger aus!

Mir wëssen net, wat kënnt. Mee mir wëssen, wat mer kënnen. D'Institutiounen hunn och an deene schwieregste Momenter fonctionéiert. D'Land ass gutt opgestallt, och fir dës Kris zesummen ze meeschteren. Dës Regierung huet an de leschte Joren ëmmer erëm Verantwortung iwwerholl. Mir iwwerhuelen och an dësen Zäite Verantwortung; Verantwortung fir haut, awer och Verantwortung fir muer!

Ugefaang mam Krich an der Ukrain. Déi Biller vun de leschte Stonnen an Deeg weisen, dass an der Ukrain all Dag onschëlleg Mënschen stierwen. Si kämpfen, si sti fir hir Fräiheet a fir hir Onofhängegkeet. Et stierwen onschëlleg Fraen, et stierwen onschëlleg Männer, et stierwen onschëlleg Kanner, déi doheem ermort ginn a souguer vergewaltegt ginn a gefoltert ginn.

Vill vun hinnen hu missen aus hirer Heemecht flüchten. Ech hunn an de leschte Wochen a Méint mat villen ukrainesche Flüchtlingen zu Lëtzebuerg geschwat. Ech hunn hir Verzweiflung gespuert, hir Trauer, awer och hir Angscht – hir Angscht ëm d'Liewe vun hire Familljememberen, déi an der Ukrain bliwwe sinn, déi nach an deenen Territoirë sinn, wou all Dag Bomme falen.

Wann ee mat Ukrainer schwätzt, spiert een awer virun allem hire feste Wëllen, fir hiert Land, fir hir Fräiheet a fir hir Onofhängegkeet weiderzekämpfen. Wéi ech virun e puer Méint an der Ukrain gereest sinn, hunn ech net nëmme komplett zerstéiert Dierfer a Stied gesinn, mir sinn och Mënsche begéint, déi mech impressionéiert hunn.

Ech hunn et schonn op Nationalfeierdag gesot, mee ech widderhuelen et hei nach eng Kéier: Ech erënnere mech gutt un e Gespréich mat enger Groussmamm, déi mat hirem Enkelkand ënnerwee war. Si huet mer erzielt, datt se alles verluer hätt; hire Mann, hiert Meedchen an hiren Eedem sinn duerch russesch Rakéiten ëmkomm. Si huet mir gesot, dass si awer esou vill gekrasch hätt, datt si keng Tréine méi iwwreghätt. Trotz deem onvirstellbare Leed, dat dës Fra erlieft huet, war hir Wëllenskraaft ongebrach.

D'Geschichte vun dëse Mënsche ginn ons Lëtzebuerger besonnesch no, well och onst Land ass virun 80 Joer vun engem groussen Noper iwwerfall ginn. Den ukrainesche President Wolodymyr Selenskyj huet a senger Usprooch hei an dësem héijen Haus net ëmsoss de Motto vun der Lëtzebuerger Identitéit zitéiert: „Mir wëlle bleiwe wat mir sinn!"

Jo, och d'Ukrainer wëlle bleiwen, wat si sinn. An et ass ons moralesch Pflicht, dat ukrainescht Vollek an hirem Kampf fir d'Fräiheet och ze ënnerstëtzen, well mir och, d'Lëtzebuerger, liewen haut just a Fräiheet, well aner Länner eis deemools net am Stach gelooss hunn! Kuckt Är Geschichtsbicher, fir déi, déi et vergiess hunn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Viru bal genee néng Joer si Mënschen an der Ukrain fir eng méi enk Bezéiung mat der Europäescher Unioun op d'Strooss gaangen. Doropshin hunn déi russesch Aggressiounen och ugefaangen.

Wat wiere mir fir eng Europäesch Unioun, wa mir de Ruff vu Mënschen einfach ignoréiere géifen, déi sech onser Wäertegemeinschaft uschléisse wëllen? Et war e wichtegt politescht Signal, der Ukrain a Moldawien och den EU-Kandidatestatus ze ginn. Och wann et keng Ofkierzungsprozedur oder Erweiderungsprozedur am Turboformat gëtt, musse mir de Leit, déi och un eng europäesch Zukunft gleewen, awer och déi gräifbar Perspektiv ginn! Den Dram vun engem europäesche Kontinent, op deem alleguerten d'Mënschen u gemeinsam Idealer vun der Rechtsstaatlechkeet, vun Demokratie a Fräiheet gleewen, ass et derwäert fir ze kämpfen!

Lëtzebuerg iwwerhëlt Verantwortung, andeems mir d'Mënschen an der Ukrain och direkt ënnerstëtzen, virop, andeems mer d'ukrainesch Flüchtlinge mat oppenen Äerm empfänken. An ech muss Iech soen, Här President, ech sinn immens houfreg op d'Hëllefsbereetschaft vun eisen Awunner hei am Land. Iwwer 2.000 vun den insgesamt ronn 4.000 ukrainesche Flüchtlinge si privat bei Lëtzebuerger Residenten ënnerdaach komm. Dat ass en enormen Akt vu Solidaritéit an och vu Matmënschlechkeet!

Lëtzebuerg huet bis elo all EU-Sanktioun géint Russland matgedroen an och integral ëmgesat. Och wa verschidde Leit eppes aneschters wëlle behaapten: D'Sanktioune wierken a si wichteg Elementer, fir déi militäresch Aggressioun duerch Russland ze stoppen!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An och wa mir selwer keng Krichspartei sinn, ënnerstëtze mir d'Ukrain an hirem Recht, hir Bierger an hiren Territoire wëllen ze verteidegen. Fir déi éischte Kéier an der Lëtzebuerger Geschicht hu mir och schwéier Waffen an en aktiivt Krichsgebitt geliwwert.

Bis haut hu mir militärescht Material fir 72 Milliounen Euro an d'Ukrain geschéckt. Dat entsprécht 16 % vun onsem aktuelle Verdeedegungsbudget. Domat gehéiere mir zu de Spëtzereider an der Europäescher Unioun an an der NATO. A mir sinn och fest entschloss, dës Efforte weiderzeféieren. Russland huet mat sengem Aggressiounskrich géint d'Ukrain d'Sécherheet vum ganzen europäesche Kontinent a Fro gestallt.

Lëtzebuerg ass duerch d'Memberschaft an der NATO gutt géint militäresch Aggressioune geschützt. D'NATO ass ons bescht Garantie fir e Liewen a Fridden an an a Sécherheet. Fir datt dat esou bleift, mussen d'EU an d'NATO-Memberstaaten och verstäerkt als Sécherheetsacteuren optrieden. An och Lëtzebuerg muss a wäert säin Deel dozou bäidroen. Mir iwwerhuele Verantwortung fir ons eegen an ons kollektiv Sécherheet!

Dem russesche President seng Krichsdreiwerei huet och zu engem historesche Revirement an onser Verdeedegungspolitik gefouert. D'Regierung huet e Plang ausgeschafft, mat deem mir och an deenen nächste Joren ons Militärausgabe massiv an d'Luucht schrauwen. Mir hunn ons d'Zil gesat, bis 2028 1 % vun onsem PIB an ons Verdeedegung ze investéieren. An Dir wësst, dass et jo och do Krittäre gëtt vun der NATO, deene mer dann och méi no kommen.

D'Regierung ass elo schonn amgaang, dëst Zil aktiv unzegoen. Mir schaffen un engem belsch-lëtzebuergesche Bataillon, fir ons Arméi méi robust ze gestalten. Mir wäerten och de gesamte Fuerpark vun der Arméi mat modernste gepanzerte Ween ersetzen. Mir investéieren an d'Moderniséierung an an d'Renovatioun vun onse militäreschen Infrastrukturen.

Den neien Innovatiounsfong vun der NATO kritt säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg. Mat engem Kapital vun enger Milliard US-Dollar wäert dëse Fong a Start-up-Betriber investéieren, déi Technologien an de Beräicher Cyberspace, kënschtlech Intelligenz an Ëmwelt entwéckelen. Dës Technologië kënne spéider souwuel am ziville wéi och am militäresche Beräich agesat ginn.

Mam neie Kadergesetz, dat aktuell um Instanzewee ass, féiere mir nei Karriären an, iwwert déi d'Arméi déi néideg Spezialisten astelle kann, déi an Zäite vun der hybrider Krichsféierung gebraucht ginn.

Eng performant Arméi hëlleft ons och heiheem, Krisenzäite gutt ze meeschteren. Honnerte vun Zaldoten hu wärend der Pandemie an och no den Iwwerschwemmunge logistesch Meeschterleeschtunge vollbruecht an hu mat hirer Aarbecht gehollef, d'Liewen an d'Gesondheet vun zéngdausende Matbierger ze schützen.

Erlaabt mer och, an deem dote Kader, ob dat elo de CGDIS oder och d'Arméi waren, déi am Ausland intervenéiert sinn, e ganz, ganz grousse Merci ze soen. Et waren eis Ambassadeuren an deene schwéiersten Zäiten, déi eis Noperen an deene leschte Joren haten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, dem Wladimir Putin seng gréisste Waff ass d'Angscht. An de leschte Wochen huet hien dës Waff erëm verstäerkt an den Asaz bruecht. Datt hie mat engem Atomkrich dréit, ass onverantwortlech an och inakzeptabel!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech weess, dass och ganz vill Bierger hei zu Lëtzebuerg Angscht hu virun esou engem Zenario. Ech ka si gutt verstoen. An awer däerfe mir ons net veronsécheren oder auserneendreiwe loossen. Well dat wier genau dat, wat de Kreml duerch seng Menacen erreeche wëll!

Den aussergewéinlechen Zesummenhalt, deen d'NATO an d'EU-Memberstaate bis elo bewisen hunn, ass ons bescht Verdeedegung géint Russland.

Mir däerfen ons näischt virmaachen. Och wa mir keng aktiv Krichspartei an der Ukrain sinn, sinn och mir ugräifbar. Déi warscheinlech Sabotagë vun enger Gaspipeline an der Ostsee ass de beschte Beweis hei-fir. Mir mussen dofir ons kritesch Infrastrukturen och besser schützen.

D'Zuel vun de Cyberattacke geet weltwäit kontinuéierlech erop: Virun allem kritesch Infrastrukturen aus ville Secteuren, mee speziell am Energie- an och am Telekommunikatiounsberäich sinn an de leschte Joren Zil vu Cyberattacke ginn.

Lëtzebuerg ass hei keng Insel. Eng rezent Attack op e grousse Lëtzebuerger Energiebetrib huet ons dat nach eng Kéier virun Ae gefouert. Dofir setze mir ons national Strategie an der Cybersécherheet konsequent ëm a mir hunn ons Efforten an dësem Beräich nach eng Kéier däitlech verstäerkt.

D'Regierung huet och eng Cellule d'évaluation mat alle relevante staatlechen Acteuren aberuff, fir de Cyberrisiko ze iwwerwaachen. De GovCERT an den ILR hu Recommandatiounen un d'Operateure vu kriteschen Infrastrukturen a vun essentielle Servicer erausginn. Mir schaffen och un engem Pilotprojet, fir eng national Cyberreserv opzestellen, also e Pool vu Spezialisten am Beräich vun der Cybersécherheet.

De GovCERT wäert en nationale Reseau vu Sondë bei onse kriteschen Infrastrukturen installéieren. Anomalien am Reseau wäerten an Zukunft un en nationale Sécherheetszentrum weidergeleet ginn, fir d'Informatioune séier un ons kritesch Infrastrukture weiderzeginn a fir esou och besser géint d'Attacken ze schützen. An ouni wëlle virzegräifen: Madamm

Finanzministesch, och merci, dass dat fir d'nächst Joer ka budgetiséiert ginn!

E Liewen ouni Internet ass fir vill Mënschen net méi virstellbar. D'Welt ass haut esou vernetzt, datt och nëmmen eng eenzeg geziilten Attack onsen Alldag, wéi mir e gewinnt sinn, massiv stéiere kann.

Déi fir d'Cybersécherheet zoustänneg Verwaltungen an Autoritéite kréien am nächste Budget an och déi Joren drop däitlech méi Ressourcen, fir onst Land beschtméiglech géint Attacken ze schützen. De Staat, d'Wirtschaft, d'Recherche an d'Bierger mussen hei enk zesummeschaffen.

Nieft dem Krich mat der Angscht an den Attacken op ons physesch an digital Infrastrukture setzt Russland och op en Energie- a Wirtschaftskrich, fir ons auserneenzedreiwen.

Här President, dat ass hinnen net gelongen! Och wann d'Präisser vu Gas, Stroum an Ueleg an de leschte Méint deels dramatesch geklomme sinn, hu mir et als Gesellschaft fäerdegbruecht, ons net auserneendreiwen ze loossen. Ech sinn houfreg op onst Land an och op ons Bierger! Mir sinn net virum russesche President ageknéckt. D'Verdeedege vu Mënscherechter, d'Fräiheet an d'Souveränitéit sinn ons méi wäert wéi kuerzfristege bëllege Gas aus Russland.

Et ass e staarkt Zeechen, dat Lëtzebuerg, dat mir alleguer och eraus un d'Welt schécken. Et ass och e staarkt Zeechen un all déi, déi mengen, si kéinten ons Wäerter an Iwwerzeegunge mat Erpressung an Droungen erkafen. Mir loossen ons net erpressen, scho guer net vun engem Autokrat, deen onst fräit, friddlecht Europa zerstéiere wëllt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech wëll op dëser Plaz, Här President, de ville Bierger a Betriber Merci soen, déi sech och un der Energiespuercampagne bedeelegen a bedeelegt hunn. Hiren Effort hëlleft ons, besser iwwert de Wanter ze kommen an Enkpäss beim Gas a beim Stroum ze vermeiden. Mir sinn um gudde Wee, fir 15 % vun onser Consommatioun anzespueren. Dat ass en enormen Effort vu ville Acteuren an onser Gesellschaft. Well de Präis ass déi eng Saach, mee sou, wéi mer et scho puermol widderholl hunn: Wann näischt méi do ass, ass näischt méi do! A mir kënne virbeugen, fir Enkpäss ze vermeiden. Mir iwwerhuelen, Här President, zesumme Verantwortung fir ons Versuergungssécherheet!

Jo, et ass keng einfach Zäit, Här President, fir vill Bierger an och fir ganz vill Betriber. Si leiden ënnert der héijer Inflatioun, déi virun allem vun der Energiepräisdeierecht ugedriwwe gëtt. Mee mir si wärend all deene schwéiere Méint solidaresch bliwwen, ënnereneen hei bei ons an och mat deene Mënschen, deenen et méi schlecht geet.

Der Regierung war et an de leschte Méint e wichtegt Uleies, d'Bierger an d'Betriber mat hire Suergen net aleng ze loossen. Um Energiedësch an no zwou Tripartitten hu mir historesch Hëllefspäck an Héicht vun insgesamt 2,5 Milliarden Euro decidéiert, fir besonnesch deene finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, déi am meeschten ënnert dëser Situatioun leiden. D'Regierung huet sech dobäi dräi grouss Prioritéite gesat: d'Inflatioun bekämpfen, d'Kafkraaft erhalen an Aarbechtsplaze sécheren.

Ech kann net genuch ënnersträichen, wat fir eng enorm Leeschtung dës 2,5 Milliarden Euro fir e Land wéi de Grand-Duché duerstellen. Zanter der Pandemie hu mir 5,5 Milliarden Euro direkt an indirekt Hëllefen un d'Leit an un d'Betriber ausbezuelt. Dës aussergewéinlech Zomm léisst sech, am internationale Verglach, net nëmme weisen, mee dierft, op de Kapp gekuckt, och eemoleg an Europa sinn.

An ons Mesuren hunn Erfolleg! Mat onsem Antiinflatiounspak wäerte mir d'Präisdeierecht däitlech ausbremsen. Am Duerchschnëtt hunn d'Haushalter mindestens genee sou vill, dacks souguer méi Kafkraaft wéi nach virun der Kris. Mir hunn den Indexsystem geséchert. Dat nächst Joer wäert och all Indextranche ausbezuelt ginn. Mat geziilten zousätzlechen Hëllefe stäipe mir virun allem deenen de Réck, déi et am Moment besonnesch schwéier hunn. An och d'Hëllef fir d'Betriber weisen hir Wierkung, andeems mir Faillitte verhënneren an Aarbechtsplaze sécheren.

D'Zuel vun de Faillitten ass ongeféier um Niveau vun 2019. Dat lescht Joer goufe souguer ronn 12.600 nei Betriber hei zu Lëtzebuerg gegrënnt. D'Zuel vun den ugefroten Autorisatioune läit domadder net nëmmen iwwert dem Niveau vun 2019, mee befënnt sech souguer op engem historesch héijen Niveau! De Chômage ass mat 4,8 % souguer ënnert dem Niveau vu virun der Pandemie.

D'Solidaritéitspäck sinn en historeschen Erfolleg, dee mir och de Sozialpartner ze verdanken hunn! Ech soen hinne Merci, och fir déi konstruktiv Manéier, mat där si d'Verhandlungen an der Tripartite ugaange sinn.

De Lëtzebuerger Sozialmodell huet och ënnert deem gréissten Drock fonctionéiert. Dat ënnerscheet ons vu villen anere Länner an dorops kënne mer alleguerten houfreg sinn! Mir hunn zesumme Verantwortung iwwerholl, fir de soziale Fridden ze erhalen an onse Wuelstand och ze verdeedegen.

Et war dës Regierung, Här President, déi schonn an de leschte Jore massiv an nei Sozialleeschtungen investéiert huet. Eng sëllegen Erhéijunge beim Mindestloun a Revis, d'Aféierung vun der gratis Kannerbetreiung a Maison relais, gratis Schoulbicher a Schouliessen, d'Erhéije vum Wunngeld an eng sozial gerecht Steierreform si just e puer Beispiller vun de ville Geld- a Sachleeschtungen, mat deene mir ville Mënschen zanter 2014 ënnert d'Äerm gegraff hunn.

Ganzer 47 % vun den Depensen am Staatsbudget fléissen an d'sozial Mesuren – 47 %! Dorop kënne mir houfreg sinn! An awer wësse mir, datt et nach ëmmer Leit gëtt, och mat 47 %, deenen et nach ëmmer net gutt geet. Mir hu si net vergiess! Si motivéieren ons all Dag, weider un engem Lëtzebuerg ze schaffen, an deem jiddweree gutt liewe kann.

D'Regierung wäert dofir och an Zukunft de Sozialstaat weider ausbauen an deene Mënsche geziilt ënnert d'Äerm gräifen, déi besonnesch op ons Hëllef ugewise sinn. Mir erhéijen de Mindestloun an de Revis am Januar ëm iwwer 3 %. Déi erhéichten Allocation de vie chère an d'Energieprimm ginn ëm ee Joer verlängert. Fir deene Schwächsten an onser Gesellschaft an Zukunft nach besser hëllefen ze kënnen, setzt d'Regierung de Personalschlëssel fir d'Offices sociaux ëm 50 % erop.

Och op EU-Niveau schafft d'Regierung aktiv mat u Léisungen, fir d'Bierger an d'Betriber ze entlaaschten, déi mat héijen Energiepräisser ze kämpfen hunn. Mir ënnerstëtzen ënner anerem d'Iddi vun engem europäesche Präisdeckel op Gasimporter an enger Iwwergewënnsteier op Benefisser, déi Energieproduzenten ouni déi aktuell Kris och net gemaach hätten.

D'Energiekris féiert ons nach eng Kéier ganz kloer virun Aen, wéi ofhängeg mir de Moment nach vu fossillen Energien, primo, an, secundo, aus dem Ausland sinn.

Dëst ass net nëmmen an der aktueller geopolitescher Situatioun e Problem, mee och schlecht fir ons Klimabilanz. Trotz den aktuellen Erausfuerderungen a Krisen ass a bleift de Klimawandel och déi gréisst an déi eminentst Gefor fir d'Mënschheet, an dat net eréischt an e puer Joerzéngten, mee och schonn elo.

Jiddereen, deen dëse Summer virun d'Dier gaangen ass, huet d'Auswierkunge vum Klimawandel hautno ze spiere kritt. Net vergiessen, wann et elo dobausse gro ass, wéi et virun e puer Wochen an e puer Méint hei zu Lëtzebuerg war a wéi et onse Bauere gaangen ass!

Onse Planéit brennt, Här President! Ganz Flëss a Séien dréchnen aus. Beem stierwen net nëmmen am Feier, mee och un der Hëtzt an duerch d'Dréchent. Akerfelder bidde kee fruchtbare Buedem méi. De Liewensraum vu villen Déiere gëtt zerstéiert, wat elo schonn all Joer zum Ausstierwe vun Dausende vun Déierenaarte féiert an onsen Ekosystem staark negativ beaflosst.

Onst Drénkwaasser gëtt knapp, well et net genuch reent a well onst Grondwaasser keng Zäit méi kritt, fir sech ze erhuelen. Gläichzäiteg liewe mir quasi all Dag mam Risiko vun Iwwerschwemmungen, provozéiert duerch staarke Reen, dee wéinst onsem verdréchente Buedem net méi séier genuch kann ofsickeren.

Dat doten ass net Science-Fiction, Här President, dat doten ass schonn d'Realitéit vun haut! Et ass ons Realitéit, och net op där anerer Säit vun der Welt, et ass ons Realitéit hei zu Lëtzebuerg! Mir wore gewinnt, ëmmer op der Tëlee Biller ze gesinn, wat op där anerer Säit vun der Welt geschitt; mir gesinn dat haut hei! An dat, wat op där anerer Säit vun der Welt am Moment geschitt, ass muer och hei, wa mer näischt maachen!

De Klimawandel a seng Konsequenzen, Här President, sinn och hei zu Lëtzebuerg ukomm. An dës Realitéite kréie mir net méi réckgängeg gemaach. Mir mussen ons bewosst sinn, datt et just nach méi schlëmm wäert ginn, wa mir haut net konsequent handelen, an dat ganz drastesch an och ganz séier!

Kuckt déi Biller aus dem Pakistan, wou déi Mënschen déi katastrophal Auswierkunge vun enger Verschlechterung schonn dëst Joer erlieft hunn! Wéinst enger Kombinatioun aus gewaltege Reemassen a geschmolte Gletscher stoung een Drëttel vum Land ënner Waasser. Mir schwätzen hei vun enger Fläch, déi iwwer 100-mol onst Land duerstellt! 33 Milliounе Leit waren direkt vun den Iwwerschwemmunge betraff.

Här President, un esou Katastrophen, an et ass traureg, musse mir ons leider gewinnen – och zu Lëtzebuerg, wa mir net séier handelen! An awer ass de Klimawandel keng Fatalitéit. Nach hu mir et an onsen eegenen Hänn. Mee d'Zäit leeft ons fort! D'Kipppunkte sinn amgaangen, iwwerschratt ze ginn, mat katastrophale Konsequenzen, och fir Europa. Massiv Äismasse schmëlzen a Rekordtempo. De Mieresspigel kéint méi séier a méi dramatesch klammen, wéi mir ons dat virstelle kënnen!

An ech muss Iech soen, wéi ech virun e puer Wochen zu New York war, wann ech do mat Länner diskutéieren, wou verschidde Staatscheffe mer soen, dass se sech d'Fro stellen, wéi laang et hiert Land iwwerhaapt nach gëtt, kleng Inselen …

Dofir, Här President, musse mir vis-à-vis vun dëse geféierlechen Entwécklungen alles dofir maachen, fir se ze stoppen. Mir hu keen anere Choix. Mir hu keen anere Choix, wéi de Paräisser Klimaaccord ze respektéieren an d'Äerderwiermung op 1,5 Grad ze limitéieren!

Jo, Lëtzebuerg an Europa kënnen de Klimawandel net aleng stoppen. All d'Länner op dësem Planéit si gefuerdert, fir dës global Kris séier an de Griff ze kréien. Mee och wa Lëtzebuerg just e klengen Deel vun der Léisung ass, kënnen an däerfe mir ons der Verantwortung net entzéien!

Mir gehéieren zu deene Länner op der Welt – an dat ass en traurege Rekord –, déi am meeschten CO_2-Ausstéiss op de Kapp hunn a wäertvoll Ressourcë verbrauchen. Mir mussen e Virbild fir aner Länner am Beräich vun der Klimapolitik ginn. Mir kënnen ons et net leeschten, drop ze waarden, dass aner Länner ons de Wee weisen, well da kéint et och schonn ze spéit sinn. Mir mussen a mir wäerten och Verantwortung iwwerhuelen, fir d'Zukunft vun onsem Planéit ze garantéieren.

Lëtzebuerg huet an deene leschte Jore seng Efforte géint de Klimawandel verstäerkt. Fir d'Joer 2021 hu mir ons Klimaziler insgesamt erreecht. Op dësem Erfolleg dierfe mir eis awer net ausrouen. D'Wëssenschaft seet ons, datt déi aktuell Efforte souguer net duerginn, fir déi global Äerderwiermung op 1,5 Grad ze begrenzen. Mir wëssen also, datt mir nach méi a virun allem méi séier handele mussen, fir ons selwer gesate Klimaziler och ze erreechen.

Dofir ass eng enorm gesellschaftlech Ustrengung néideg. Politiker, Bierger a Wirtschaft mussen Hand an Hand goen, fir datt mir d'Erausfuerderunge vum Klimawandel zesumme meeschtere kënnen.

Genee aus deem Grond hunn ech och de Klima-Biergerrot aberuff. Mir hunn 100 representativ ausgewielte Bierger a Biergerinne gefrot, ob si bereet sinn, méi wäit ... oder wéi si d'Klimapolitik gesinn a wéi wäit si bereet sinn, an der Klimapolitik ze goen. Si se bereet, méi wäit ze goen? D'Äntwert vun deene Bierger ass kloer: „Jo!" An net e „Jo, mee ..." E klore „Jo!"

De Klima-Biergerrot huet en impressionnante Katalog vu 56 Propositiounen a wäit iwwer 200 Eenzelmesuren ausgeschafft, fir d'Klimapolitik zu Lëtzebuerg virunzedreiwen. Fir d'éischte Kéier an der Geschicht vun onsem Land souz d'Gesellschaft an esou enger Form mat um Verhandlungsdësch vun der Klimapolitik. De Klima-Biergerrot ass en innovatiivt demokratescht Instrument vun der Biergerbedeelegung, dat an där Form och nach net dacks op der Welt agesat ginn ass.

Dat finaalt Resultat léisst sech weisen, Här President! Ech soen de Membere vum Klima-Biergerrot och e grousse Merci fir déi vill Zäit an och déi Aarbecht, déi se an de leschte Méint an dëse Projet investéiert hunn. Ech soen hinnen awer och Merci fir déi ambitiéis a courageis Propositiounen, déi se ausgeschafft hunn.

Elo ass et un eis. Et ass un eis. Et ass un der Politik, duerch eng ambitiéis Klimapolitik dësem Courage och gerecht ze ginn. D'Regierung steet zu hirem Verspriechen a wäert d'Aarbecht vum Klima-Biergerrot mat an d'Diskussioune ronderëm den neien Energie- a Klimaplang integréieren.

Mir dierfe keng Zäit verléieren, Här President. Ech widderhuele mech, mee mir dierfe keng Zäit verléieren! Dofir huet d'Regierung och direkt no der Presentatioun vum Klima-Biergerrot eng Taskforce agesat, déi zesumme mat de concernéierte Ministèren an de gesetzlech verankerte Gremien déi eenzel Propositiounen analyséiert. Dës Taskforce soll déi néideg Aarbechte koordinéieren, wéi een d'Aarbecht vum Klima-Biergerrot an den Energie- a Klimaplang integréiere kann.

Ech wëll dësem Prozess haut och net virgräifen, besonnesch well d'Regierung wéi versprach fir Enn Oktober en Débat de consultation an der Chamber ugefrot huet, wou déi politesch Parteie sech zu deene Propositioune vum Klima-Biergerrot positionéiere sollen. Ech hoffen op eng breet politesch Ënnerstëtzung an der Chamber, déi dem Eescht vun der Situatioun an dem Respekt virun der Aarbecht an dësem participative Projet och gerecht gëtt.

Här President, erneierbar Energië sinn e wichtege Bausteen vum Klimaschutz an awer och vun onser nationaler Versuergungssécherheet. Mir hunn d'Produktioun vun den erneierbaren Energien an deene leschte sechs Jore méi wéi verduebelt. E besonnesche Succès gesi mir bei de Solaranlagen. Mir hunn dat lescht Joer 15-mol méi nei Anlagen installéiert, wéi dat nach am Joer 2016 de Fall war. Am Juli dëst Joer hunn ons Fotovoltaikanlage bal duebel esou vill Stroum produzéiert wéi nach deen nämmlechte Mount dat lescht Joer. Duebel sou vill!

Och d'Wandenergie hëlleft ons, de Lëtzebuerger Energiesystem méi onofhängeg a klimafrëndlech ze gestalten. Mir hunn an de leschte sechs Joer d'Produktioun vun der Wandenergie verdräifacht. Lëtzebuerg bedeelegt sech och u groussen Offshore-Wandparken am Ausland. Esou hu mir nach déi lescht Woch en Ofkommes mat Dänemark ënnerschriwwen, mat deem mir ons bis zu 4.800 Gigawatt erneierbare Stroum bis 2025 sécheren.

Den Ausbau vun erneierbaren Energië geet also e volle Schrëtt virun, an awer musse mir nach e Gang eropschalten. De Klimawandel waart net op politesch Decisiounen!

Mir hunn och gemierkt, wat den Impakt op d'Stéit an d'Wirtschaft ass, wann e Land vun engem Dag op deen aneren Dag de Gaskrunn zoudréit. Dofir wäert d'Regierung an den nächste Méint zousätzlech Efforten ënnerhuelen, fir d'Energietransitioun nach méi séier virunzedreiwen.

Mir erhéijen de scho bestoende Bonus op 50 % fir d'Ersetze vun enger Heizung mat fossille Brennstoffer duerch eng méi klimafrëndlech Heizung. D'Regierung hëlleft iwwer Subsiden och deene Stéit, déi mat Pellets hëtzen an de Moment mat héije Präishaussen ze kämpfen hunn.

D'Klimabonus-Aidë fir all energeetesch Sanéierung ginn ëm 25 % erhéicht. Do dernieft hu mir en obligatoresche Fong fir d'Koproprietéiten agefouert, mat deem all Zort vu Renovatioun finanzéiert soll ginn, besonnesch am Beräich vun der energeetescher Sanéierung.

Vum 1. Januar 2023 u gëtt den TVA-Taux fir nei Fotovoltaikinstallatiounen op 3 % erofgesat an d'Degressioun bei der Entlounung ausgesat. Wann d'Bedreiwer vun enger Fotovoltaikanlag hire Stroum selwer oder bannent enger energeetescher Gemeinschaft notzen, erhale si zousätzlech e Klimabonus-Subsid vu 25 %. Mir wëllen et de Leit esou einfach wéi méiglech maachen, op den Zuch vun den erneierbaren Energien opzesprangen. Dacks ass dat, wat gutt fir d'Klima ass, och ganz gutt fir de Portmonni.

Mir stelle fest, Här President, datt de Klimabonus, dee mir am Kader vum „Neistart Lëtzebuerg" bei de Subside fir energeetesch Sanéierung agefouert hunn, vun ëmmer méi Leit genotzt gëtt. Dowéinst gëtt d'Effizienz vun onse Gebaier och ëmmer besser.

Vill Leit kënne sech eng engergeetesch Sanéierung oder d'Installéiere vun enger Solaranlag awer nach ëmmer net leeschten. Et si besonnesch déi sozial méi schwaach Stéit, déi an alen an och ganz oft a schlecht isoléierte Gebaier liewen. Si leiden de Moment also duebel un den Energiepräisser.

Mir hätte gären, datt all Proprietär a Locataire an den nächste Jore vun enger energeetescher Sanéierung profitéiere kann. D'Regierung wäert deejéinegen zousätzlech hëllefen, déi et sech net leeschte kënnen, sou e Projet virzefinanzéieren. D'Regierung wäert dofir nei innovativ Finanzéierungsmodeller förderen, fir energeetesch Sanéierungen ze realiséieren, andeems d'Proprietären hire Kreditt iwwer zukünfteg energeetesch Erspuernisser zréckbezuele kënnen. De Staat géif an dësem Fall d'Garantie vun dëse Kredittер iwwerhuelen, fir de Banken och déi néideg Sécherheete kënnen ze ginn.

Mir sinn dovunner iwwerzeegt, dass eng nohalteg Politik sech duerch klimafrëndlech a sozial inklusiv Mesuren auszeechent. Mir loossen dofir bei der Energietransitioun keen op der Streck. Well Energiepolitik ass och Sozialpolitik!

Fotovoltaikanlage sinn e wichtegt Element an dëser Energietransitioun. Op all géeegenten Daach gehéiert esou eng Anlag! Och wann ëmmer méi Leit dëse Schrëtt ginn, musse mir ons Efforten nach weider verstäerken. D'Regierung wäert d'Obligatioun aféieren, datt, no enger Transitiounsphas, op der ganzer Daachfläch vun all neier Konstruktioun eng Fotovoltaik muss installéiert ginn.

Mir sinn ons awer bewosst, datt d'Bauen haut schonn deier ass, a wëllen d'Wunnen net nach méi deier maachen. Dofir iwwerhëlt de Staat d'Käschte vun der Fotovoltaikanlag fir déi Leit, déi sech déi Installatioun net leeschte kënnen. Nodeems de Staat d'Käschten iwwert d'Stroumproduktioun amortiséiert huet, kritt de Proprietär d'Anlag geschenkt. Mir wäerten e Regëster schafen, op dee sech Proprietäre vun existéierende Gebaier androe kënnen, fir hiren Daach dem Staat och zur Verfügung ze stellen.

Dës Initiativ wäert de Staat an enger éischter Phas vill Sue kaschten, mee ass mëttel- a laangfristeg käschtenneutral. Et ass am Fong eng Win-win-win-Situatioun, sou wéi hei de Constat ass: D'Bierger profitéiere laangfristeg vun enger komplett finanzéierter Fotovoltaikanlag, de Staat erreecht méi séier seng Klimaziler an d'Handwierk huet garantéiert Opträg a Previsibilitéit fir déi nächst Joren. Mir gesinn dës Initiativ also net als Käschtepunkt, mee als Investitioun. Eng Investitioun an ons Zukunft!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | D'Regierung wäert dës Fotovoltaikinitiativ am neien Energie- a Klimaplang preziséieren an an den nächste Méint och den néidege gesetzleche Kader preparéieren.

Wéi bei de private Stéit sollen och d'Betriber bei hirer energeetescher Transitioun besser ënnerstëtzt ginn. Mir moderniséieren dofir d'Steierbonifikatioun, fir d'Investitiounen an déi digital, energeetesch an ekologesch Transitioun ze favoriséieren. D'Regierung leet 2023 e Gesetzesprojet vir a peilt en Akraafttrieden 2024 un.

D'Regierung huet och zousätzlech Hëllefe fir Kleng- a Mëttelbetriber virgestallt, déi et hinnen erlaben, sech besser op déi zukünfteg Erausfuerderunge kënne virzebereeden. Interesséiert Betriber kënne vu sougenannten SME-Packages profitéieren, fir beispillsweis Projeten am Beräich vun der Nohaltegkeet an och am Beräich vun der Digitalisatioun ze realiséieren.

D'Betriber solle méi a méi hiren eegene Stroum hierstellen an deen och consomméieren. Dofir wäerte mer déi autonom Consommatioun iwwer Fotovoltaikanlagen an de Betriber nach méi staark förderen. D'Regierung wäert och d'Betriber derbäi ënnerstëtzen, laangfristeg finanziell attraktiv Verträg mat Produzente vun erneierbaren Energien ofzeschléissen.

Nëmme wa mer et hikréien, e groussen Deel vum Bestand u Gebaier energeetesch ze sanéieren, hu mir och eng Chance, ons Klimaziler ze erreechen an onofhängeg vu fossillen Energien ze ginn.

Dat gëllt selbstverständlech och fir staatlech Gebaier. Am Duerchschnëtt, Här President, investéiere mir all

Joer 90 Milliounen Euro fir staatlech Renovatiounsprojeten. No der Sanéierung kann an dëse Gebaier oft och méi wéi d'Hallschent vun der Heizenergie agespuert ginn.

Dës Efforte ginn awer nach net duer. Op villen Diecher vun ëffentlechen Halen, Bürosgebaier, Schoule sinn nach keng Solaranlagen installéiert. 62 staatlech Gebaier sinn de Moment mat enger Solaranlag ekipéiert. Bis 2026 sollen 10 % vum järleche Stroumverbrauch an de staatleche Gebaier iwwer eege Fotovoltaikanlage gedeckt ginn. De Staat muss hei nach méi mam gudde Beispill virgoen.

Och an der Mobilitéit musse mir vun de fossillen Energien ewechkommen. Gefierer mat Verbrennermotor stoussen net nëmme klimaschiedlech CO_2-Emissiounen aus, mee si mëttlerweil duerch déi héich Bensinns- an Dieselpräisser och finanziell net méi wirtschaftlech ganz sënnvoll.

Am Juni hu sech d'EU-Memberstaaten dorobber gëeenegt, datt vum Joer 2035 un nëmmen nach nei Gefierer, déi klimaneutral sinn, zougelooss ginn. Zu Lëtzebuerg si schonn haut 5 % vun all den Autoen, déi ugemellt ginn, elektresch bedriwwen. Dësen Undeel ass amgaangen, konstant an d'Luucht ze goen. Dëst Joer ware 25 % vun den Neiumeldungen Elektroautoen a Plug-in-Hybriden.

Dës positiv Entwécklung ënnerstäicht och den Erfolleg vun de staatleche Primmen, déi d'Keefer vun engem reng elektresche Gefier ufroe kënnen, fir esou déi zousätzlech Käschte vun engem Elektroauto ofzefiederen. D'Regierung huet am Fréijoer annoncéiert, dës Primme bis 2024 ze verlängeren.

D'Elektromobilitéit hëlt zu Lëtzebuerg ëmmer méi u Faart op. Sou goufen am Juli dëst Joer aleng op den ëffentleche Chargy-Bornë 690.000 Kilowattstonne grénge Stroum getankt. Dëst entsprécht ronn 4,6 Millioune Kilometer, déi konnten elektresch gefuer ginn. Ech widderhuelen: 4,6 Millioune Kilometer, déi konnten elektresch gefuer ginn!

Bis 2050, Här President, soll europawäit op all den Autobunnen op d'mannst all 60 Kilometer eng Schnellluedstatioun installéiert ginn. Lëtzebuerg ass an deem Beräich och Virreider.

Vun deenen 88 geplangte SuperChargy-Borne sinn der aktuell schonn 30 am Asaz. Bis Enn vum nächste Joer wäerte se och all installéiert sinn. Op dëse Bornë kënnen d'Consommateure queesch duerch d'Land hiren Auto séier oplueden an och länger Distanzen ouni Zäitverloscht meeschteren. De Chargy-Reseau ass haut schonn ee vun deene beschten a ganz Europa a wäert an noer Zukunft och nach méi performant ginn.

Och onse Subsid fir Luedstatioune fir Privatpersounen ass e vollen Erfolleg. Mir hunn elo scho véiermol méi Ufroe wéi dat lescht Joer. Och de Subsideprogramm fir d'Luedstatiounen an de Betriber ass um Lafen a stéisst op ganz, ganz grouss Demande. Dofir wëll ech mech direkt och bei de Bierger entschëllegen, déi Demanden oder Subside gefrot hunn, dass et och e bësse méi laang dauert. Et gëtt ëmmer gekuckt, fir esou séier wéi méiglech op all déi Demandë kënnen ze äntweren.

Fir eis ass et och wichteg, dass den Elektroauto net nëmmen doheem, mee och op der Aarbechtsplaz ka geluede ginn an do och Bornë sinn. An där selwechter Logik wäert de Logistiksecteur an Zukunft vu Subside profitéiere kënnen, fir hir Camionsflotten och op Null-Emissiouns-Gefierer ëmzestellen.

Am Mäerz huet d'Regierung och den nationale Mobilitéitsplang bis 2035 virgestallt. Mat dësem Plang fänke mir elo un, déi Offer ze schafen, déi mir och 2035 wäerte brauchen. Mir wëllen net méi weider dem Verkéiersproblem mat verspéite Chantieren hannendrulafen, wat e Lëtzebuerger Reflex ass, an dofir musse mer schonn haut un d'Mobilitéit vu muer denken an dru schaffen.

Dozou gehéiert och, d'Digitalisatioun ze notzen, fir d'Mobilitéit méi effikass ze gestalten. D'Regierung ass amgaangen, en Observatoire fir digital Mobilitéit ze schafen. Mir wäerten nach d'nächst Joer e Gesetzestext deponéieren, fir datt dësen Observatoire déi néideg Informatioune ka sammelen an all interesséierten Acteuren och zur Verfügung ka stellen.

Eng nohalteg an zukunftsorientéiert Mobilitéitsstrategie ka sech net op den Auto als aktuell wichtegst Transportmëttel verloossen. Den ëffentlechen Transport muss a wäert an deenen nächste Jore weider ausgebaut ginn, fir datt esou vill Bierger zu Lëtzebuerg wéi méiglech eng mindestens gläichwäerteg, wann net souguer besser Alternativ zum Auto ugebuede kënne kréien.

Wärend aner Länner iwwer bezuelbar Abonnementer fir den Zuch diskutéieren, ass zu Lëtzebuerg de gesamten ëffentlechen Transport säit 2020 gratis. Fir datt awer nach méi Leit vun dëser gratis Offer profitéiere kënnen, muss den ëffentlechen Transport och konsequent ausgebaut ginn. Dofir wäerte mir eis Investitiounen an Zuch, Bus an Tram och weider héichhalen.

Lëtzebuerg beleet 2021 schonn, wéi d'Joer virdrun, d'Spëtzeplaz ënnert de Länner, déi am meeschte pro Kapp an hiert Schinnennetz investéieren. Déi grouss Chantieren op der Beetebuerger Streck an op der Ettelbrécker Gare lafen och op Héichtouren. D'Baue vu Park&Ride-Méiglechkeeten zu Miersch, Rodange, Ettelbréck an Ëlwen wäert d'Ëmklamme vum Auto op den Zuch nach méi einfach maachen.

Vum nächste Joer u ginn endlech och déi nei Automotricen ausgeliwwert, déi d'Passagéiercapacitéit an den Zich bis 2025 ëm 43 % erhéije wäerten. Mat all dësen Investitioune bleift den Zuchreseau och an Zukunft d'Réckgrat vum ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg, andeems nach méi Bierger méi zouverlässeg a méi bequeem mam Zuch vun A op B kommen.

Och beim Tram leeft den Ausbau op Héichtouren. Schonn haut notzen all Dag iwwer 70.000 Passagéier den Tram, fir sech an der Stad virunzebeweegen. An den nächste Jore soll aus enger Tramslinn e modernen Tramsreseau vu 40 km Längt entstoen. Aus der Iddi vun enger Tramslinn vum Findel op d'Cloche d'Or ass eng Realitéit ginn. Bis 2024 soll och dës Linn a Betrib geholl ginn.

Nieft den Etüden, fir e séieren Tram op Esch ze realiséieren, wäert d'Regierung nach an dëser Legislaturperiod och zousätzlech Gesetzesprojeten deponéieren, fir d'Finanzéierung vu weideren Extensiounen, neien Tramslinnen an engem neien Tramsschapp.

Den Tram ass haut schonn e vollen Erfolleg a wäert an deenen nächste Joren och d'Mobilitéit an der Agglomeratioun vun der Stad nach méi attraktiv gestalten. Den Tram ass e gutt Beispill fir eng Iddi, déi virun zéng Joer nach fir deen een oder deen aneren net virstellbar war. An haut ass dës Iddi net nëmme Realitéit, mee fir vill Leit och net méi ewechzedenken.

Och beim Bustransport deet sech eppes. D'Regierung huet eng representativ Consultatioun bei 20.000 Residenten an 10.000 Frontalieren duerchgefouert. Do dernieft goufen iwwer 300 Verbesserungsvirschléi vu Gemengen a Bierger gesammelt, fir den RGTR-Busreseau ze reformëieren.

99,5 % vun den Awunner hunn zanter dem Summer e Busarrêt an der Géigend vun hirem Doheem. De regionale Busreseau ëmfaasst haut esou vill Kilometer wéi nach ni virdrun.

Fir datt d'Bussen net am Stau stinn, schafe mir zousätzlech Korridoren op den Haaptachsen a Richtung vun de Pôles d'échanges. Hei entstinn och zousätzlech Park&Ride-Méiglechkeeten. De Park&Ride op der Cloche d'Or ass och am Bau. De Park&Ride Mesenich zu Mäertert soll och zäitno vergréissert ginn.

Aktuell si bal 50 % vun de Busser elektresch bedriwwen. Mir wäerten ons Ziler erreechen, fir bis 2030 och komplett elektresch ze fueren.

Här President, ech wëll den ëffentlechen Transport net méi schéirieden, wéi en aktuell ass, well besonnesch an de ländleche Géigende muss d'Offer nach däitlech verbessert ginn, fir datt de Bus an den Zuch och eng valabel Alternativ zum Auto ginn. Ech si mer der Situatioun och bewosst, dass et bei verschiddene Leit och keng Alternativ zum Auto gëtt. Dat ass och eng Realitéit. Mee dowéinst mussen an deenen nächste Joren och enorm Zommen an den Ausbau vum ëffentlechen Transport investéiert ginn.

Mir investéieren och weider an den Ausbau vun de Vëlospisten. Iwwer 1.100 Kilometer si gesetzlech virgesinn. Och hei musse mir an den nächste Gang schalten, fir méi séier eng gutt vernetzt a sécher Vëlosinfrastruktur ze schafen. Nieft Vëlosexpressweeër, déi d'Agglomeratioun direkt matenee verbannen, schaffe mir och u regionale Vëlospisten.

Nëmme mat konstant héijen Investitiounen an den ëffentlechen Transport an an déi duuss Mobilitéit brénge mir et nämlech fäerdeg, ons Stroossen ze entlaaschten an och ons Klimaziler ze erreechen. Mir kënnen net einfach akzeptéieren, dass all Dag an den Noriichte fënnef Minutten d'Stauen opgezielt ginn, déi mer alleguerte ronderëm eis hunn, nee!

Ech hunn et scho méi wéi eng Kéier gesot, Här President, an ech hunn et haut och schonn e puermol gesot, mee et ass nach ëmmer wichteg ze widderhuelen: Mir kënnen de Kampf géint de Klimawandel just gewannen, wa mer och zesummenhalen. Mir däerfen ons net ee géint deen aneren ausspille loossen op der Klimafro. Mir dierfen ons net auserneendreiwe loossen, well mir sëtzen nämlech alleguerten an deem nämmlechte Boot. Et gëtt keng verschidde Booter!

Dat gëllt och fir d'Landwirtschaft, Här President. Ech akzeptéieren net, datt d'Bauere vu Verschiddenen als Matschëlleger um Klimawandel duergestallt ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir brauchen de Bauer. A mir brauchen de Wënzer. A mir brauchen deenen zwee – awer deenen zwee! – net ze erklären, dass de Klimawandel hir Existenz bedrot.

Well si sinn et, déi d'Auswierkunge vun enger Äerderwiermung elo schonn an hirer alldeeglecher Aarbecht ze spiere kréien! Déi aussergewéinlech Dréchent an de Waassermangel maache ville landwirtschaftleche Betriber d'Liewen, a munchen esouguer d'Iwwerliewen, schwéier.

Jo, et stëmmt: Verschidde landwirtschaftlech Aktivitéite verursaachen Emissioune vu klimaschiedleche Gasen. Et stëmmt och, datt d'Landwirtschaft sech weiderentwéckele muss, wa mir ons Klimaziler erreeche wëllen. D'Bauere sinn awer net ons Géigner, Här President, mee villméi ons Alliéiert, fir dës Ziler och zesummen ze erreechen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Virum Summer huet d'Regierung e Projet fir dat neit Agrargesetz ugeholl. Iwwer 800 Milliounen aus dem nationalen an europäesche Budget wäerten déi nächst Joren un déi Lëtzebuerger landwirtschaftlech Betriber

fléissen. Ronn 40 % vun de järlechen Ausgabe si fir Hëllefen am Beräich vum Klima an der Biodiversitéit reservéiert. Mat dësen Investitioune maache mir d'Landwirtschaft zu engem aktive Partner an der Klimapolitik, dee fir säi Service am Interessi vun der Allgemengheet gerecht entlount gëtt.

Mir sinn ons awer bewosst, datt virun allem jonk Bauere sech Suerge maachen, datt si ouni Wuesstum hire Betrib net rentabel bedreiwe kënnen. Dat neit Gesetz gesäit dofir eng ganz Rei Mesurë vir, déi de Bauerebetriber finanziell derbäi hëllefen, och ouni zousätzlech Béischte rentabel ze schaffen.

Verschidde Bauereverbänn hunn en Agrarsommet gefrot, fir mat der Regierung iwwert d'Zukunft vun der Landwirtschaft ze diskutéieren. D'Regierung ass och bereet, e konstruktiven Dialog mat hinnen ze féieren.

(Interruption)

Mir brauchen och an Zukunft eng kompetitiv an nohalteg Landwirtschaft. Net nëmmen, well mir et ouni engagéiert Baueren net fäerdegbréngen, ons Klimaziler ze erreechen, mee och, well Lëtzebuerg op zouverlässeg Liewensmëttelproduzenten ugewisen ass.

Wärend der Pandemie an och mam Krich an der Ukrain ass et ons nees all bewosst ginn, datt et keng Selbstverständlechkeet ass, datt mir zu jidder Zäit genuch Liewensmëttel an der ons gewinnter Quantitéit a Qualitéit zur Verfügung hunn. Mir hu geléiert, ons lokal Liewensmëttel nees méi wäertzeschätzen. D'Landwirtschaft ass also e wichtegen Alliéierten am Kampf géint de Klimawandel a fir den Naturschutz. Wien d'Klima schütze wëll, muss d'Natur schützen. Klima an Naturschutz sinn enk matenee verbonnen.

Ons Bëscher an Naturraim bannen net nëmmen CO_2, mee hëllefen ons och, besser mat de Konsequenze vum Klimawandel ze liewen. Beem liwweren e wichtege Schutz géint d'Sonn a suergen derfir, datt ëffentlech Plaze sech net sou staark ophëtzen. Gesond a räichhalteg Biedem souwéi natierlech Flossleef mat Pufferzone kënne staarke Reen an Iwwerschwemmunge vill besser opfänke wéi Stëbsbiedem a kanaliséiert Baachen.

E wichtege Partner am Naturschutz sinn d'Gemengen. Nom grousse Succès vum Klimapakt huet d'Regierung an Zesummenaarbecht mat de Gemengen och en Naturpakt lancéiert. Gemengen, déi derbäi hëllefen, ons Natur ze erhalen, ze stäerken oder erëm opzebauen, ginn no engem Punktesystem zertifiéiert a kréien entspriechend finanziell Mëttel vum Staat zur Verfügung gestallt.

Den Naturpakt ass elo schonn en Erfolleg. Am éischte Joer hu sech schonn iwwer 80 % vun de Gemenge bedeelegt.

Zum Naturschutz gehéiert och de Waasserschutz. Ouni Waasser gëtt et kee Liewen. Duerch d'Ausweise vu bis haut 48 Drénkwaasserschutzzone ronderëm ons Quellen a ronderëm de Stauséi schütze mir och laangfristeg ons Drénkwaasserreserven.

Mam neie Gesetz iwwert d'Drénkwaasser, dat sech zanter Abrëll an der legislativer Prozedur befënnt, wäerte mir ons Waasserressourcen nach besser schütze kënnen.

Här President, Lëtzebuerg ass um europäeschen an internationale Plang eng wichteg Stëmm fir eng ambitiéis Klimapolitik. Den nächste Mount fënnt d'COP27 zu Sharm El-Sheikh statt. Hei wäert Lëtzebuerg säin internationalen Engagement erneieren, fir deenen aarme Länner finanziell am Kampf géint de Klimawandel ze hëllefen, déi elo schonn déi katastrophal Auswierkunge vun der Äerderwäermung ze spiere kréien.

Am Kader vum europäesche Fit-for-55-Package huet Lëtzebuerg sech och fir méiglechst ambitiéis Reegelungen agesat, déi europawäit gëlle sollen, fir d'Zil vun enger CO_2-Reduktioun ëm 55 % bis 2030 ze erreechen.

Lëtzebuerg wäert sech och an Zukunft international weider fir eng méi ambitiéis Klimapolitik asetzen. D'Regierung wäert och d'Virschléi vum Klima-Biergerrot, déi just iwwer europäesch Reegelung ëmgesat kënne ginn, op EU-Niveau virubréngen.

Lëtzebuerg muss awer virun allem emol seng eegen Hausaufgabe maachen. Als Staat iwwerhuele mir dës Verantwortung a mir gi mam gudde Beispill vir. Ech hunn dat lescht Joer ugekënnegt, dass Déngschtreese vu Regierungsmemberen a Beamten CO_2-kompenséiert solle ginn. Zanter Januar vun dësem Joer gëtt all Gramm CO_2 kontabiliséiert, deen op staatleche Fluchreesen ausgestouss gëtt.

Den 1. Oktober waren dëst 860 Tonnen CO_2. De Budget fir 2023 gesäit eng entspriechend Zomm vir, mat där dës Emissiounen och réckwierkend kompenséiert ginn.

Lëtzebuerg féiert och, wéi ugekënnegt, Här President, als éischt europäescht Land e sougenannten Nohaltegkeetscheck an. Dëst Instrument wäert et der Regierung an der Chamber erlaben, déi legislativ Aarbecht nach méi nohalteg ze gestalten.

D'Regierung wäert an Zukunft hir Gesetzesprojeten op Basis vun den zéng Prioritéiten duerchliichten, déi am drëtten nationale Plang fir nohalteg Entwécklung festgehale goufen. Duerch dësen Exercice gesinn d'Regierung, d'Chamber an d'Bierger och ganz transparent, wéi eng Gesetzesinitiativ déi nohalteg Prioritéiten impaktéiert.

Ech wäert an den nächste Wochen zesumme mat der Madamm Welfring d'Detailer vum Nohaltegkeetscheck der Chamber, dem Staatsrot an der Ëffentlechkeet presentéieren.

Zanter dem Summer ass dat neit groussherzoglecht Reglement iwwert déi sektoriell Klimaziler och a Kraaft. Global gekuckt hu mir ons Ziler dat lescht Joer erreecht. Bei eenzelne Secteure si mir awer hannendran. Hei musse mir noleeën, an zwar rapid.

Mir wäerten de Kampf géint de Klimawandel net ouni enorm finanziell Ustrengunge gewannen. Jo, eng effikass Klimapolitik ass deier. Mee ech kann Iech garantéieren: Näischt maache gëtt vill méi deier!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | All Euro, dee mer haut net a Moossname géint d'Äerderwiermung investéieren, kascht ons muer dat Duebelt, wann net dat Dräifacht. Ganz dovunner ofgesinn, dass d'Zukunft vun engem liewenswäerte Planéit sech net a Sue rechne léisst.

Mir iwwerhuele Verantwortung fir ons Zukunft. Lëtzebuerg investéiert haut scho ronn 1,1 Milliard am Joer a seng Klimapolitik. Dat wäert an Zukunft awer net duergoen. Ech stinn haut virun Iech a soen Iech an aller Däitlechkeet: Mir mussen d'Klimakatastroph stoppen! Et kascht, wat et kascht!

Well mer keng Wiel hunn. Well mir et ons an och deenen nächste Generatioune schëlleg sinn. A wa mir nei Scholde mussen ophuelen, da sinn dat gutt investéiert Suen, fir déi ons Kanner a Kandskanner ons dankbar wäerte sinn. Well mir déi Suen haut investéieren, fir datt si och muer nach eng liewenswäert Zukunft hunn.

A Krisenzäite musse mir méi Suen ausginn. Et wier genee de falsche Wee, a schwéieren Zäite wëllen ze spueren. D'Regierung huet dofir massiv Suen an d'Mënschen, an d'Betriber an och d'Zukunft vun dësem Land investéiert. Zanter dem Ufank vun der Pandemie hu mir aleng – an ech hunn et scho gesot, mee déi Zomm ass einfach esou grouss – 5,5 Milliarden Euro, Här President, fir Hëllefspäck ausginn. Dës Ausgabe finanzéiere mir och duerch nei Scholden.

Jo, et stëmmt, Här President, datt mir ons Staatsfinanzen am A behale mussen. Als klengt Land kënne mir ons et net erlaben, ons Staatsschold onkontrolléiert wuessen ze loossen. Mir sinn op den Triple-A ugewisen. Dat ass eng Realitéit. E Verloscht vum Triple-A wier eng Katastroph fir ons Finanzplaz an doduerch och fir onst Land. Well et ass d'Finanzplaz, Här President, déi e groussen Deel vun onse Recettë schaaft. Den Triple-A séchere mir awer nëmmen dann of, wa mir d'Ratingagencen och dervun iwwerzeegt kréien, datt mir ons Staatsfinanzen am Gréff hunn.

Mir kënnen et ons haut erlaben, méi Scholden ze maachen, well dës Regierung säit 2013 eng responsabel Finanzpolitik gemaach huet. Iwwert déi ganz Period 2013-2019 hate mir en Iwwerschoss an der Administration publique. Gläichzäiteg hu mir mat konstant héijen Investitiounen ons Wirtschaft an onst Land prett fir d'Zukunft gemaach.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | De Moment hu mir eng Staatsschold vu 24,6 %. Ënner anerem duerch d'Mesurë vum Energiedësch an aus dem Solidaritéitspak 1.0 an 2.0 wäert d'Staatsschold dat nächst Joer op 26,3 % klammen. Bis 2026 kéint d'Staatsschold op 29,5 % eropgoen.

Dat muss ons elo nach keng Suerge maachen, well dës Suen an deenen heite Krisenzäite gutt investéiert sinn a well mir ons Staatsfinanzen am Gréff hunn. Lëtzebuerg huet nach ëmmer mat déi niddregst Staatsschold an der Eurozon. Mir leien och nach ëmmer ënnert der ambitiéiser Limitt vun 30 %, déi mer ons selwer ginn hunn, a wäit ënner deene 60 % vun den europäesche Reegelen. An awer, Här President, musse mir déi nächst Joren eng responsabel an nohalteg Finanzpolitik viruféieren, fir net an eng Scholdespiral ze geroden.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Et wier onverantwortlech, elo eng grouss Steierreform op Kreditt an zu Laaschte vun den nächste Generatiounen ze finanzéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Jo, mir kënnen a mir wëllen onse Steiersystem nach méi modern an och méi gerecht maachen.

Jo, mir brauchen och geziilte Steiererliichterungen, déi bis an d'Mëttelschicht era wierken. A jo, d'Regierung schafft u konkreete Steiermesuren. D'Finanzministesch wäert éischt Mesurë scho muer virstelle kënnen.

Här President, mir brauche keng Lektiounen, wéi een eng gerecht Steierpolitik mécht. Et war ëmmerhin dës Regierung, déi an de leschte Jore méi wéi eng Steiermesure erfollegräich ëmgesat huet, dorënner Steierentlaaschtunge fir déi allermeeschte Leit hei am Grand-Duché, ugefaange mat der grousser Steierreform, déi 2017 a Kraaft getrueden ass. Niewent enger grousser Upassung vun der Steiertabell hu mir d'Steierkreditter sozial gestaffelt, de Steierkreditt fir déi Alengerzéiend verduebelt, d'Abattemente fir d'Bauspuerverträg an d'Zënsen um Immobiliekreditt erhéicht an déi optional Individualbesteierung agefouert.

2019 hu mir och en neie Steierkreditt fir de Mindestloun agefouert. 2020 hu mir d'Steierkreditter fir d'Salariéen, déi Pensionéiert an d'Independanten ëm 96 Euro d'Joer an d'Luucht gesat.

Well déi wirtschaftlech – an domat déi budgetär Entwécklung – de Moment esou onberechenbar ass, wäert d'Regierung déi nächst Méint ofwaarden, éier mir iwwert den Zäitpunkt vu weidere Steiererliichterungen entscheeden. Et ass net eng Fro, ob, Här President, et ass eng Fro, wéini.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir entzéien ons net onser Verantwortung. Am Géigendeel: Mir stinn zu de Verspriechen, déi mir de Leit gemaach hunn, dat zesummen als Koalitioun. Mir maachen dëst op eng responsabel Aart a Weis, ouni ons Zukunft an onse laangfristege Wuelstand op d'Spill ze setzen.

Mëttelfristeg ass onst Zil, dank enger ambitiéiser Budgetspolitik an den héijen Investissementer erëm schwaarz Zuelen ze schreiwen. Onse ganze Sozialmodell an onse Wuelstand sinn nämlech drop opgebaut, datt mir alljoers och genuch Recetten erakréien, fir déi aussergewéinlech héich Ausgaben an Investitiounen och kënnen ze finanzéieren.

Amplaz elo ze spueren, musse mir derfir suergen, datt et onser Wirtschaft och an Zukunft gutt geet. Nëmmen esou stelle mir sécher, datt d'Betriber och an deenen nächste Jore genuch Aarbechtsplaze schafen an och Steiere bezuelen. Onse PIB ass d'lescht Joer ëm 5,1 % geklommen. Domat gehéiert ons Wirtschaft zu deenen an Europa, déi sech no der Pandemie am beschten erholl hunn an och am meeschte gewuess sinn. Wärend onse PIB dëst Joer nach ëm ronn 2,5 % klamme wäert, kéint déi europäesch Wirtschaft dat nächst Joer an engem Worst-Case-Zenario an eng Rezessioun falen.

Fir dëst ze verhënneren a fir de Wuelstand an d'Liewensqualitéit vun de Mënschen ze erhalen, brauche mir och an deenen nächste Joren héich Investitiounen. De Solidaritéitspak 2.0 gesäit mat der Baisse vun der TVA ëm 1 % an dem Erhale vun der Kafkraaft scho Mesurë vir, déi och d'Wirtschaft stäipe sollen.

Dat nächst Joer wäerten déi ëffentlech Investitioune bei bal 3,8 Milliarden Euro leien. Wie mengt, datt méi héich Steiere fir d'Betriber ons derbäi hëllefen, ons Wirtschaft méi kompetitiv ze gestalten, iert sech. Steiererhéijunge si grad a Krisenzäite Gëft fir d'Betriber. Och wa méi héich Steiere vläicht kuerzfristeg dem Staat méi Recetten abréngen, sou schuede mir ons mëttelfristeg a laangfristeg. Dat wier onverantwortlech an ass dofir och mat dëser Regierung net ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir musse villméi derfir suergen, dass ons Betriber och kompetitiv am Verglach mat hirer internationaler Konkurrenz bleiwen. Gläichzäiteg musse mir als Standuert permanent innovéieren, fir attraktiv fir nei Betriber an Investitiounen aus dem Ausland ze bleiwen.

Mir iwwerhuelen haut Verantwortung, Här President, fir datt et ons och muer nach ëmmer gutt geet. D'Regierung schafft de Moment un enger Laangzäitstrategie, fir déi ekonomesch Entwécklung vum Land och op eng nohalteg Manéier virunzedreiwen. Mat Hëllef vun interdisziplinären Etüden, duerchgefouert an Zesummenaarbecht mat all de Ministèren, ekonomeschen Acteuren an der Zivilgesellschaft, wäerte mir eng ekonomesch Visioun bis d'Joer 2050 ausschaffen. Mat konkreete Pisten an den néidege Mëttel, fir dës Visioun dann och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Am éischten Trimester soll dës Laangzäitstrategie virgestallt ginn. D'Chamber an déi breet Ëffentlechkeet wäerten dee Moment och d'Méiglechkeet hunn, fir sech aktiv an dee Processus anzebréngen.

Mat der Reform vum Droit d'établissement, deen d'Regierung am Fréijoer op de Wee bruecht huet, wäerte mir den Entrepreneursgeescht weider stäerken an zousätzlech Betribsgrënnungen encouragéieren, ënner anerem, andeems mir d'Méiglechkeet vun enger zweeter Chance no enger Faillite aféieren. Aner Länner sinn ons hei schonn e puer Schrëtt viraus, wéi eng sëlleche weltbekannt Betriber beweisen, déi vu Mënsche gegrënnt goufen, déi un engem virege Projet gescheitert waren.

Mir hunn ze vill d'Tendenz – an net nëmmen zu Lëtzebuerg, Här President, mee dat och an Europa –, dass, wann een eng Kéier eng Faillite hat, ee keng zweet Chance méi huet, dass een net d'Méiglechkeet huet, nees opzestoen. Et léiert ee vläicht aus deene Feeler, déi een a senger éischter Experienz gemaach huet. An zu Lëtzebuerg muss de Courage vun der Selbstännegkeet belount ginn an net bestrooft ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Lëtzebuerg war ëmmer dann erfollegräich, wa mir et fäerdeg bruecht hunn, ons séier un nei Situatiounen unzepassen, esoubal et néideg war, an onser internationaler Konkurrenz virun allem och e Schrëtt viraus ze sinn.

Onse Wuelstand ass direkt un ons Capacitéit gebonnen, permanent kënnen ze innovéieren. Déi zwee gréissten Innovatiounspotenzialer leien de Moment an de Beräicher vun der Digitalisatioun an der Nohaltegkeet. Mat Hëllef vun de sougenannter Twin Transition an dem Programm Fit 4 Sustainability huet d'Regierung schonn eng Rei Projete lancéiert, fir d'Betriber och an hirer digitaler an an hirer energeetescher Transitioun ze ënnerstëtzen.

Mir wäerten an deenen nächste Méint alleguerten déi bestoend Hëllefe fir d'Betriber och un d'Zil vun der Dekarboniséierung adaptéieren. Dat ass besonnesch fir d'Lëtzebuerger Industrie eng grouss Erausfuerderung. Mir erwaarde fir Ufank 2023 d'Resultater vun enger Etüd, déi den Haut-Comité vun der Industrie an Optrag ginn huet, mat konkreete Pisten, déi ons dem Zil vun enger CO_2-neutraler Industrie zu Lëtzebuerg e gutt Stéck méi no wäerte bréngen.

Mir hunn iwwer ons Finanzplaz och en enormen Impakt op d'Finanzéierung vun nohaltegen Investitioune weltwäit. Dat lescht Joer sinn 38 % vun all den nohaltegen Investitiounen an Europa och iwwer Lëtzebuerger Fonge gelaf. D'Regierung wëll déi positiv Entwécklung vun den nohaltege Fongen och zu Lëtzebuerg weider förderen.

Mir wäerten e Spacecampus op der Kockelscheier installéieren an och um europäesche Cloudsystem Gaia-X deelhuelen. Am Kader vun Digital Luxembourg investéiere mir an innovativ Initiativen, wéi zum Beispill am Beräich vun der kënschtlecher Intelligenz.

Mir schaffen och weider um Projet vu LuxQCI, mat deem Lëtzebuerg zu de Virreider an der Quantekommunikatioun an Europa gehéiert. Dëst sinn alles wichteg Projeten, fir onse Standuert an de Beräicher vun der Digitalisatioun an dem Weltraum weiderzeentwéckelen.

D'Digitalisatioun, Här President, fänkt beim Staat un, dee säi Service fir d'Bierger an d'Betriber esou einfach an effikass wéi méiglech gestalte soll. Den 2018 geschaaften Digitalisatiounsministère proposéiert kontinuéierlech nei Servicer, déi méi benotzerfrëndlech, sécher, accessibel an och effizient sinn.

D'Regierung stellt bis 2026 bal 2 Milliarden Euro fir d'Digitaliséierung zur Verfügung. An d'Resultat léisst sech weisen. Viru Kuerzem huet den digitalisatiounsdelegéierte Minister och eng Pressekonferenz gemaach, den Här Hansen, wou Lëtzebuerg am eGovernment Benchmark 2022 vun der Europäescher Kommissioun erëm e Sprong no vir gemaach a sech positionéiert huet op der exzellenter drëtter Plaz vu 35 Länner. Mir hunn ons ëm zwou Plaze verbessert am Verglach zu 2021 an ëm aacht Plazen am Verglach zu 2020. Dat ass eng international Unerkennung, déi weist, datt ons Efforten och hir Friichten droen.

An och d'Bierger notzen ëmmer méi déi digital Servicer vum Staat. Et goufen dëst Joer aleng schonn iwwer 1,1 Milliounen administrativ Demarchen iwwer myguichet.lu iwwermëttelt. D'Offer un digitale Servicer gëtt, wéi gesot, ëmmer méi grouss. Zum Beispill gëtt et och säit Februar en Assistent um myguichet.lu, deen de Bierger bei senger Steiererklärung begleet.

D'App MyGuichet.lu ass e grousse Succès an zënter hirem Lancement am Juli d'lescht Joer iwwer 238.000-mol erofgeluede ginn. D'App gëtt konstant weiderentwéckelt, esoudatt de Bierger ëmmer méi Demarchen iwwert den Handy ka maachen.

Mir schaffen och de Moment un engem digitale Portmonni, an deem d'Bierger hir offiziell Dokumenter och um Handy späichere kënnen. Dës Dokumenter sinn dann och offline opruffbar an hunn déi nämmlecht Gültegkeet wéi déi original Dokumenter. An enger éischter Phas wäerten de Fürerschäin an d'Carte d'identité dann och fir den E-Wallet verfügbar ginn.

Dës verstäerkt digital Offer fir d'Bierger dréit aktiv zum Nationbranding vu Lëtzebuerg bäi a mécht onst Land och doduerch fir Investisseuren, mee och fir héich spezialiséiert Talenter aus dem Ausland nach méi attraktiv.

Mir wëssen och, dass mer op déi Talenter ugewise sinn, wa mir onse Wuelstand erhale wëllen. A mir bidden hinnen elo schonn e ganz attraktiivt Aarbechtsëmfeld: héich Salairen, héich Liewensqualitéit a gutt Infrastrukturen.

D'Regierung huet virum Summer och eng Talentstrategie ugeholl. En interministeriellen Aarbechtsgrupp ass amgaang, déi eenzel Pisten ëmzesetzen, déi vun Educatioun bis Immigratioun a vu Logement bis Steiere quasi all Beräicher vun der Politik betreffen.

Mat der Skills-Etüd vun der OECD hu mir och e besseren Abléck an ons Besoine vun Talenter kritt. Mir schaffen un neie Formatiounsméiglechkeeten an de Betriber, déi et ons erlaben, déi gebraucht Kompetenzen och opzebauen.

Här President, et ass der Regierung e permanent Uleies, d'Schaffen an d'Liewen zu Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen. D'Regierung schafft weider un enger besserer Work-Life-Balance. Mir setzen déi entspriechend EU-Texter ëm a féieren ënner anerem e Recht op Deelzäitaarbecht an. D'Regierung huet och eng Etüd iwwert d'Aarbechtszäit lancéiert fir erauszefannen, wéi d'Mënschen zu Lëtzebuerg hir Aarbecht an Zukunft organiséiere wëllen.

Zum attraktive Schaffe gehéiert och den Teletravail. Nodeems mir ons mat Frankräich an der Belsch op eng Erhéijung op 34 Deeg Teletravail am Joer fir d'Frontalieren eenege konnten, schaffe mir weider mat onsen Nopeschlänner un enger nach besserer europäescher Léisung fir jiddereen, deen zu Lëtzebuerg schafft oder wunnt.

Zu dëser Léisung gehéiert och d'Schafe vu Coworkingspaces, déi mir op de Grenzen opriichte wäerten. Nodeems mir d'Gespréicher mat der Chambre

de Commerce an der Chambre des Métiers gefouert hunn, huet d'Regierung och eng Ëmfro ënnert de Verwaltungscheffe beim Staat duerchgefouert. Mir wäerten all dës Informatiounen elo aus a schaffen un enger Strategie, fir esou séier wéi méiglech de Wënsch vun de Betriber, vun de Frontalieren a vun de Residenten no méi dezentrale Coworkingspaces nozekommen.

D'Regierung huet och e Gesetz op de Wee bruecht, mat deem mir d'Recht op Deconnexioun aféieren. Well an enger ëmmer méi digitaler Welt, an där d'Schaffe vun doheem aus ëmmer méi zur Normalitéit gëtt, musse mir och de Salarié virun enger grousser mentaler Belaaschtung schützen. Spéitstens an der Pandemie hu mir geléiert, datt ons Gesondheet iwwer allem anere steet.

Mir wëllen och d'Zesummespill vu Beruff a Benevolat stäerken. Dofir féiere mir de Congé culturel erëm an a bessere beim Congé sportif no. Esou wëlle mir déi Leit zousätzlech ënnerstëtzen, déi sech bis elo an hirer Fräizäit fir hir Matmënschen engagéiert hunn.

D'Liewensqualitéit an engem Land definéiert sech virun allem niewent der Aarbecht: Mir liewen net fir ze schaffen, mee mir schaffe fir ze liewen.

D'Bierger hunn och am Alter d'Recht op eng héich Liewensqualitéit. D'Regierung hélt an deenen nächste Wochen Amendementer fir de Gesetzesvirschlag un, mat deem d'Qualitéit vun de Servicer an d'Transparenz am Beräich vun den eelere Leit och verbessert gëtt. Am Zentrum vun dësem Gesetz stinn d'Autonomie an d'Recht op Selbstbestëmmung fir ons eeler Matbierger. Jidderee muss kënnen an all Alter Acteur vu sengem Liewe sinn a bleiwen a fräi wiele kënnen, wou a wéi e liewe wëll.

Fir dëst ze erméiglechen, wäert d'Regierung an noer Zukunft d'Reform vum gerontologeschen Accueil op de Wee bréngen. Mat dësem Gesetz gräife mir deene Leit ënnert d'Äerm, déi de Pensiounspräis am Altersheim net kënne selwer bezuelen. D'Madamm Cahen wäert dat och an noer Zukunft presentéieren.

Fir dass eeler Leit an den Alters- a Fleegeheemer keng Präiserhéijungen an den nächste Méint musse fäerten, bedeelegt sech de Staat och un de Méikäschten, déi duerch déi héich Energiepräisser entstane sinn. Doriwwer eraus investéiert de Staat weider an den Ausbau an d'Renovéiere vun den Infrastrukture fir déi eeler Leit, soudatt an den nächste Jore ronn 3.000 zousätzlech Better zur Verfügung stinn.

Mir ënnerstëtzen och d'Famillje mat geziilte Mesuren, déi et all Kand erlaben, säi vollt Potenzial ze notzen. Nieft héijen Investitiounen an ons Betreiungs- a Schoulinfrastrukture lafen och d'Initiative vun der gratis Maison relais, gratis Iessen a gratis Hausaufgabenhëllef un.

Déi nei Landesplanung vun der Regierung huet als Haaptzil, eng optimal Liewensqualitéit fir all Bierger iwwerall am Land ze garantéieren. Et geet ons dorëms, all Regioun am Land esou ze organiséieren, datt Wunnen, Schaffen, Fräizäit, Erhuele matenee verbonne ginn.

Zënter dem leschte Mount befënnt sech de Projet de Programme directeur d'aménagement du territoire an der ëffentlecher Diskussioun. D'Gemengen hu véier Méint Zäit, fir sech aktiv matanzebréngen an och hiren Avis zum Projet ofzeginn. De PDAT, esou wéi den Här Turmes eis en och presentéiert huet, huet d'Ambitioun, d'Land fir déi nächst 30 Joer ze orientéieren: Wéi, wou a wéini soll sech Lëtzebuerg entwéckele kënnen?

De PDAT proposéiert mat konkreeten Ziler a Strategien eng Visioun, déi et erlaabt, d'Attraktivitéit vum Land ze erhalen an ze stäerken, andeems mir d'Liewensqualitéit vun de Bierger an den zukünftege Generatiounen erhalen an ons Ressourcë schützen.

Et fléissen och Iddien a Fuerderungen an den neie PDAT, déi vum „Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050" a vun der internationaler Consultatioun „Luxembourg in Transition" ausgeschafft gi sinn.

D'Ëmwandlung vun den Industriebrooche spillt eng wichteg Roll an der Ëmsetzung vun der neier Landesplanung. D'Entwécklungsaarbechte vum Site Quartier Metzeschmelz tëscht Esch a Schëffleng sinn och ugelaf. De leschte Mount sinn d'Terrainen offiziell vun Arcelor un d'Agora iwwerschriwwe ginn. Déi lescht Woch ass dëse participative Projet och virgestallt ginn. Op dësem Site wäert e Quartier entstoen, dee virbildlech ass, well en zesumme mat de betraffene Gemengen a Bierger geplangt an op eng qualitativ an nohalteg Aart a Weis ëmgesat gëtt. Esou Projete si vun enormer Wichtegkeet fir onst Land.

Well Wunnen zu Lëtzebuerg ass deier, och ouni déi héich Energiekäschten, déi vill Mënschen zousätzlech belaaschten. Wärend der Pandemie sinn d'Wunnengspräisser nach méi staark geklomme wéi déi Jore virdrun.

Duerch déi héich Inflatioun a gestéiert Liwwerkette kéint d'Dynamik vun de Präisser um Immobiliemarché liicht ofhuelen. Mee dowéinst riskéiert et awer, datt an den nächste Méint och manner gebaut gëtt. An doduerch gëtt de Manktem u verfügbare Wunnenge just nach méi akut, wéi en elo schonn ass.

De Logement ass also och dëst Joer e Sujet, deen ons beschäftegt. Dat ass net verwonnerlech. Dat lescht Joer hunn ech och den éierleche Constat gemaach, datt mir et vun haut op muer net packen, d'Präisspiral am Logement ze briechen.

Déi vill Mesuren, déi d'Regierung an de leschte Joren op de Wee bruecht huet, brauchen och Zäit, fir richteg ze gräifen. Dat soll awer keng Entschëllegung sinn, fir d'Féiss héichzeleeën. Mir kënnen a wäerten net einfach nokucken, wéi ëmmer méi Mënschen, bis an d'Mëttelschicht eran, mat den héije Wunnengspräisser ze kämpfen hunn a sech näischt méi leeschte kënnen!

D'Regierung huet wärend deene leschten zwielef Méint zousätzlech Efforte gemaach, déi ons hëllefe wäerten, de Logementsproblem an de Gréff ze kréien.

Ons Prioritéite sinn nach ëmmer déi selwecht wéi virun engem Joer:

Éischtens, konsequent als ëffentlech Hand a bezuelbare Wunnraum an all de Regioune vum Land investéieren. An ech kann Iech do just recommandéieren – fir déi, déi et elo verpasst hunn –, d'Projete kucken ze goe vun der SNHBM an och vum Fong. Ech war déi mam Minister Kox besichen. Et ass impressionant, wat gebaut gëtt. A mir hunn ons och engagéiert vis-à-vis vun deene Servicer, dass mer dat d'nächst Joer op d'Chantieren kucke ginn. Mee do entstinn nei Dierfer, do entstinn nei Quartieren.

Zweetens, d'Spekulatioun mat Bauland bekämpfen a massiv Bauterraine mobiliséieren. Mir kënnen däitlech Fortschrëtter an dësen zwee Beräicher verzeechnen. D'Efforte vun der Regierung fänken un, Friichten ze droen. D'Depensë fir den ëffentleche Wunnengsbau si vu 40 Milliounen am Joer 2017 op 220 Milliounen dëst Joer geklommen. Dat ass eng Progressioun vu 450 % bannent fënnef Joer! Onst Zil ass et, mëttelfristeg a laangfristeg eng hallef Milliard Euro d'Joer ze investéieren. Bezuelbar Wunnenge fir jidderee sinn ons dës Suen och wäert.

An deene leschte 24 Méint huet d'Chamber och Finanzéierungsgesetzer fir fënnef grouss Projete gestëmmt. Mat engem Invest vu bal enger Milliard Euro entstinn an den nächste Joren zu Elmen, zu Wolz, zu Diddeleng op der Neischmelz an zu Mamer am Wëltgebond eng 3.500 Wunnengen.

Dat lescht Joer hu mir iwwert de Fonds spécial de soutien au développement du logement 171 Milliounen Euro an den ëffentlechen a bezuelbare Wunnraum investéiert. Dat sinn 252 Projete queesch duerch d'Land mat iwwer 3.300 Wunnengen.

Dës 171 Milliounen Euro kommen iwwregens och dem Bausecteur zu Lëtzebuerg zegutt, well all dës Wunnenge gi vu Lëtzebuerger Bau- an Handwierksbetriber gebaut.

Mir brauchen eng laangfristeg, strateegesch Partnerschaft tëschent den ëffentlechen an de private Bauträger. Well nëmme mat vereente Kräfte kënne mir déi néideg Wunnenge bauen, fir de Logementsproblem zesummen an de Gréff ze kréien.

D'Regierung wëll dofir an Zukunft och nach méi staark mat Privatbetriber zesummeschaffen. Vun esou enger Partnerschaft profitéieren d'Bierger mat engem méi bezuelbare Wunnraum, mee och d'Handwierk, besonnesch elo, wou dës Betriber manner Opträg vu private Clienten erakréien.

Mam Pacte Logement 2.0 wäert an den nächste Joren och eng zousätzlech Dynamik am ëffentleche Wunnengsbau entstoen. Dëst neit Instrument ass zanter Februar a Kraaft an erlaabt et de Gemengen an dem Staat, systematesch bei all neiem gréissere private Bauprojet un Terraine respektiv u Wunnunitéiten ze kommen.

Esou brénge mir et fäerdeg, den ëffentleche Wunnengspark konsequent ze vergréisseren. Mam Pacte Logement 2.0 schafe mir bezuelbare Wunnraum an all de Gemengen, Stied an Dierfer am Land. 99 Gemengen hu schonn déi néideg initial Konventioun ënnerschriwwen a schaffen intensiv un hirem Aktiounsplang fir de Logement.

Mir hunn ons en ambitiéist Zil gesat: Déi ëffentlech Hand soll zéngmol méi ëffentlech Wunnenge geréieren, wéi dat haut de Fall ass.

Fir dëse Wunnengspark effikass ze geréieren, schaffe mir och un engem nationale Register fir abordabel Wunnengen. Hei geet et ëm Transparenz a Gerechtegkeet. Iwwer eng eenheetlech Lëscht sollen déi Persounen am séierste gehollef kréien, déi et och am dréngendste brauchen. Regional Krittäre gi bei der Verdeelung vu bezuelbaren ëffentleche Wunnenge mat a Betruecht geholl.

Här President, den Observatoire de l'habitat ass an enger Etüd zur Konklusioun komm, datt Lëtzebuerg eng Baulandreserv vun 3.750 Hektar huet. Op dësen Terraine kéinte ronn 142.000 Wunnenge fir iwwer 300.000 Awunner gebaut ginn. Et feelt ons zu Lëtzebuerg also net un ausgewisenem Bauland, wéi verschidde Leit dat géife behaapten.

E ganz wichtegt Puzzlesteck, fir dës Terrainen ze mobiliséieren a fir géint d'Spekulatioun virzegoen, ass d'Reform vun der Grondsteier, déi ech virun zwielef Méint ugekënnegt hunn. A wéi versprach huet d'Regierung en entspriechende Gesetzesprojet op den Instanzewee bruecht. An ech soen och der Inneministesch, der Madamm Bofferding, e grousse Merci, well et war den Dag selwer vu menger Ried vu virun zwielef Méint, wou Der Är Pressekonferenz hat a mir et den Dag virdrun am Regierungsrot hate mam Här Kox a mat der Madamm Backes.

Zanter Joerzéngte gëtt vun dëser Reform geschwat. Dës Regierung paakt se endlech un! Mir iwwerhuele Verantwortung fir eng gerecht Logementspolitik.

Déi nei Grondsteier ass sozial gerecht, well d'Proprietären, déi selwer an hirem Haus oder Appartement wunnen, am Duerchschnëtt Käschten an der nämmlechter Gréisstenuerdnung wéi haut wäerten hunn. Déi Proprietären, déi mat hiren Terrainen an Immobilie spekuléieren, andeems si dës net bebauen oder eidel stoe loossen, wäerten allerdéngs däitlech méi bezuele mussen.

Mir wëllen net déi Famillje bestrofen, déi en Terrain behalen, fir datt hir Kanner spéider dorops baue kënnen. Dofir gesi mir och en Abattement pro Kand vir. Dës Terraine sinn also jee no Gréisst a Regioun ganz oder deelweis vun der Mobiliséierungssteier befreit.

Mat der Kreatioun vum nationale Regëster vu Gebaier a Wunnenge verschafe mir dem Staat an de Gemengen e kompletten Iwwerbléck iwwert d'Wunngebaier, hir Notzung oder eeben hir Netnotzung.

Wunnraum, Här President, soll kee Spekulatiounsobjet sinn. Iwwert déi nei Mobiliséierungs- a Leerstandssteier huele mir d'Proprietäre mat an d'Verantwortung, fir d'Wunndeierecht an de Gréff ze kréien. D'Recht op Eegentum bleift bestoen!

Une voix | Ganz gutt!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Wann d'Spekulatioun mat dësem Eegentum allerdéngs op Käschte vun der Allgemengheet geet, musse Proprietäre sech an Zukunft finanziell dru bedeelegen, fir dës Käschten och ze kompenséieren.

D'Reform vun der Grondsteier an d'Schafe vun der Mobiliséierungs- a Leerstandssteier wäerten de Gemengen an dem Staat och derbäi hëllefen, méi bezuelbare Wunnraum ze finanzéieren.

Mam Baulandvertrag a mam Remembrement ministériel wäerten de Staat an d'Gemengen an noer Zukunft zwee zousätzlech Instrumenter zur Verfügung hunn, fir géint d'Spekulatioun mat Bauterraine virzegoen an d'Schafe vun neie Wunnengen ze förderen.

Nodeems den Avis vum Staatsrot zum entspriechende Gesetzesprojet virläit, huet déi zoustänneg Chamberskommissioun nach virum Summer Amendementer ugeholl. Wann dëst Gesetz bis a Kraaft ass, gëtt d'Spekulatioun mat nei ausgewisenem Bauland an Zukunft quasi onméiglech. Mir stellen also sécher, datt all zukünftege Bauterrain zäitno wäert bebaut ginn.

Ons Logementspolitik däerf sech net um Profitt vun Eenzelnen, mee um Wuelergoe vun der Allgemengheet orientéieren. Dëst gëllt och a Steierfroen. Nodeems d'Regierung schonn 2020 steierlech Abuse mat de FIS immobiliers ofgeschaaft an den Amortissement accéléré ofgeschwächt huet, wäerte mir den Amortissement accéléré nach eng Kéier däitlech limitéieren.

An Zukunft däerf all Persoun just nach zweemol an hirem Liewe wärend fënnef Joer vun dësem steierleche Virdeel profitéieren. Esou stelle mir sécher, datt eng kleng Investitioun an Immobilie weiderhin attraktiv bleift, ouni awer dass onse Steiersystem méssbraucht gëtt, fir e Geschäftsmodell op Käschte vun der Allgemengheet ze finanzéieren.

Mat all dëse Mesurë gi mir der neier Verfassung och gerecht: net mat engem bedéngungslose Recht op Eegentum, mee mat engem Recht op wierdegt Wunne fir jiddereen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | E gerechte Wunnengsmaart ass nëmmen da gerecht, wann och all Mënsch Accès op e Logement huet.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Déi staatlech Hëllefen an Investissementer musse méi gerecht a méi cibléiert ginn. Mir wäerten de Privatmarché besser reglementéieren an den Eenzelnen och besser schützen.

Méi ewéi 20.000 Stéit, déi um Privatmarché lounen, ginn iwwer 50 % vun hirem Akommes fir d'Wunnen aus. An der Tripartite vum Mäerz hu mir zesumme mat de Sozialpartner och decidéiert, d'Loyerssubventiounen ze verduebelen. Et kënnen zanter dësem Joer och méi Stéit vun dësen Hëllefe profitéieren. Vill Leit wëssen iwwerhaapt net, dass si en Urecht op Wunngeld hunn. Mir wäerten dofir dës Mesuren, sou wéi och aner Logementsaiden, besser promouvéieren.

Mat der Reform vum Bail à loyer suerge mir fir e bessere Schutz vum Locataire a vereinfachen alternativ Wunnformen. De private Locatiounsmarché kritt e méi kloren an och e méi transparente Kader. Mir setzen d'Deckelung vun de Loyere vun haut 5 % vum investéierte Kapital op 3,5 % erof a souguer op 3 % fir Wunnenge mat niddreger Energieeffizienz. An Zukunft muss de Montant vum investéierte Kapital an de Bail à loyer ageschriwwe ginn, fir datt de Locataire d'Anhale vun der Deckelung och besser kontrolléiere kann.

Mir kréien de Logement dann och just an de Gréff, wa mir all zesummeschaffen: Staat, Gemengen a Privatsecteur. Si all musse Verantwortung iwwerhuelen, fir datt d'Wunnen zu Lëtzebuerg och fir jiddweree bezuelbar gëtt.

Déi nei national Logementsstrategie ass amgaangen, hir Friichten ze droen. D'Regierung wäert hir Bemëiunge konsequent viruféiere fir eng méi gerecht Logementspolitik am Grand-Duché.

Här President, wa mir iwwert d'Liewensqualitéit schwätzen, däerfe mir net ons Gesondheet vergiessen. D'Covidkris huet sech iwwert d'Fréijoer an de Summer aus der éischter Rei vun der Aktualitéit zréckgezunn. De Covid ass net verschwonnen, mee mir léiere lues awer sécher, mam Virus ze liewen. Mir spieren éischt Tendenzen a Richtung vun enger „neier" Normalitéit an déi Pressekonferenzen, déi ech zesumme mat der Vizepremierministesch a Gesondheetsministesch Lenert hat, sinn éischter d'Ausnam wéi de Prinzipp gewiescht, wou mer all Woch oder all zweet Woch virun de Schierm komm sinn.

Här President, nee, mir kënnen nei, méi geféierlech Varianten net ausschléissen. Mir wëssen net, wat d'Zukunft ons brëngt, mee mir droen der Vergaangenheet Rechnung, fir all Eventualitéit ze preparéieren. Mir si prett, op en Neits Verantwortung ze iwwerhuelen, wann et néideg ass.

D'Réserve sanitaire huet sech iwwert de Summer preparéiert. Mir sinn zu all Moment prett, fir de Contacttracing och erëm ze aktivéieren. Den Accès zur Impfung ass a bleift einfach. Mir loosse ganz bewosst en Deel vun den Impfzenteren op, fir séier kënne vill Leit mateneen ze impfen.

Wéi versprach huet d'Regierung d'Aarbechte fir d'Aféiere vun enger Impfflicht virugefouert, fir am Worst-Case-Zenario keng Zäit ze verléieren. De Staatsrot huet a sengem Avis Äntwerten op déi vill oppe juristesch Froe ginn, an déi zoustänneg Chamberskommissioune kënnen elo op den Texter schaffen.

Mir kafen och weiderhi Medikamenter, déi an der Bekämpfung vum Covid eng ëmmer méi grouss Roll spillen, well si no enger Infektioun Liewe rette kënnen. Ons Stocke vu Schnelltester sinn och gutt gefëllt. Mobill Ekippe si prett, fir d'Impfen an d'Teste vu vulnerabele Leit och an Zukunft séier an effikass duerchzeféieren. D'Testméiglechkeeten hu sech zu Lëtzebuerg konstant op engem héijen Niveau beweegt. Dat selwecht gëllt fir d'Impfung.

Eleng an deene leschten zwielef Méint huet d'Regierung ronn 14 Millioune Schnelltester verdeelt. Et sinn iwwer 1 Million PCR-Tester a ronn 600.000 Impfunge gemaach ginn. Den nationale Gesondheetslaboratoire huet ronn 40.000 Sequenzéierunge vu Virusprouwe realiséiert an de Contacttracing huet am Kader vu senger Missioun iwwer 95.000 Leit kontaktéiert. Iwwer 83 % vun den erwuessene Leit hunn e Schéma vaccinal complet, bal 70 % hunn eng éischt Boosterimpfung.

Mir wäerten d'Entwécklung vum Virus och an Zukunft ganz genee am A behalen. Mir wäerten och weiderhin alles dofir maachen, fir ons Matmënschen esou gutt wéi méiglech virun dem Virus ze schützen, ouni onst Liewe komplett vum Virus bestëmmen ze loossen.

A virun zwou Woche war och d'Visitt vum Direkter vun der OMS hei zu Lëtzebuerg, deen och näischt ausschléisse ka vu Varianten an dee fonnt huet, dass dee Wee, dee mer ginn, fir prett ze sinn am Cas vun engem Worst-Case-Zenario, dat Effikasst an dat Räsonabelst wier.

Här President, d'Grondrechter vun de Bierger an hir Fräiheete waren ons ëmmer wichteg. Dat wäert bei all Mesure, déi mer eventuell mussen huelen, ëmmer eng Roll spillen. Mee mir wäerten net zécken ze agéieren, wann et néideg ass.

De Gesondheetssystem zu Lëtzebuerg ass zu kengem – kengem! – Moment ënnert der Laascht vun der Pandemie zesummegebrach. An awer musse mir zouginn, datt Lëtzebuerg, wéi och de Rescht vun der Welt, vum Virus iwwerrascht gouf.

Haut wësse mer, datt mir esou munches och hätte kënnen aneschters maachen, well mir de Virus besser kennen, mee och besser verstinn. Eent ass ganz kloer: Mir mussen op eng zukünfteg Pandemie preparéiert sinn, well déi nächst Pandemie kéint scho muer virun onser Dier stoen.

Sou wéi ech dat lescht Joer och schonn ugekënnegt hat, huet d'Regierung d'OECD dermat beoptraagt, eng onofhängeg Etüd iwwer ons Krisegestioun wärend der Pandemie ze maachen.

D'Resultater vun dëser Etüd si virun enger Woch virgestallt ginn. Déi allergréisst Transparenz war ubruecht, fir datt déi multidisziplinär Experte vun der OECD sech e komplett an och en objektiivt Bild maache konnten. All d'Moossnamen um organisatoreschen, sanitären, ekonomeschen, budgetären, sozialen a gesellschaftleche Plang si beliicht ginn.

D'OECD huet och mat ganz villen Acteuren hei zu Lëtzebuerg geschwat: mat staatleche Servicer, awer och mat Dokteren, mat Spidolspersonal an Infirmieren, mat de Gewerkschaften an de Patronatsverbänn, mat Vertrieder vun der Croix-Rouge, der Caritas, der Mënscherechtskommissioun, mat Deputéierten, Apdikter a Membere vum Wirtschafts- a Sozialrot. Hinnen alleguerten e grousse Merci fir hir Disponibilitéit.

D'OECD lueft, datt Lëtzebuerg schonn an engem ganz fréie Stadium, nämlech Enn Januar 2020, un engem Pandemieszenario geschafft huet, an dat, éier d'Weltgesondheetsorganisatioun vun enger internationaler Urgence geschwat huet. D'Experte stufen eis Krisemechanismen insgesamt als erprouft a belaaschtbar an.

A kierzester Zäit konnte mir eng Organisatioun op d'Bee stellen, déi flexibel a séier op ënnerschiddlech Entwécklunge reagéiert huet.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir waren eent vun den éischten europäesche Länner, dat an de Krisemodus geschalt huet.

Um Niveau vum Krisemanagement hieft d'OECD och besonnesch d'Zesummespill mat Partner aus der Privatindustrie ervir. Dës Kooperatioun huet ons erlaabt, ganz néidegt Schutzmaterial op Lëtzebuerg ze kréien. An d'OECD schléit ons vir, dës Erfarungen och mat anere Länner ze deelen.

D'Kommunikatioun mam Bierger war interaktiv an d'Koordinatioun mat de Gemengen huet zu Lëtzebuerg besser fonctionéiert ewéi a villen anere Länner. Déi aktiv Roll vun der Chamber gëtt och am Rapport ënnerstrach. An och wann am Rapport net drasteet, dass et e permanente Rapporter gouf, wëll ech dem Mars Di Bartolomeo och Merci soen.

Am Gesondheetssystem war den direkten Impakt vun der sanitärer Kris – gemooss un der Iwwerstierflechkeet am Verglach zu normalen Zäiten – manner grouss zu Lëtzebuerg wéi an deene meeschten OECD-Länner. D'Réserve sanitaire huet och derfir gesuergt, datt mir zu Lëtzebuerg net ënner enger Penurie vu Personal gelidden hunn. De Monitoring war effikass.

D'Effikassitéit vun der Impfcampagne ass der OECD no onbestridden. D'Efforten, déi hei vun de mobillen Ekippe gemaach goufen, stufen d'Experten och als remarkabel an.

Ons Schoule ware manner laang zou wéi an deenen aneren OECD-Länner. Déi massiv Digitaliséierung an onse Schoulen an déi individuell Betreiung vun de Schüler erklären, firwat d'OECD am Géigesaz zu anere Länner keng Defiziter bei de Schoulresultater feststelle konnt. Ech wëll och dem Här Meisch hei soen, dass den Direkter vun der OMS eis gesot huet, dass d'Schüler schonn déi Moralbelaaschtung, och nach eng schoulesch Belaaschtung dat Schlëmmst gewiescht wär (veuillez lire: dass fir d'Schüler, déi schonn déi moralesch Belaaschtung haten, eng zousätzlech schoulesch Belaaschtung dat Schlëmmst gewiescht wär), wat an där Pandemie hätt kënne geschéien.

D'Entreprisë kruten einfach an onbürokratesch gehollef. Ufroe si séier beaarbecht ginn. D'Hëllefe ware cibléiert fir déi Secteuren, déi am meeschte vun der Kris betraff waren. An do wëll ech och dem Här Fayot an dem Här Delles Merci soe fir déi onkomplizéiert Aart a Weis, wéi mer et fäerdegbruecht hunn, awer och der Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg an de Betriber ze hëllefen. An d'OECD sträicht och besonnesch d'Stabilitéit vum Akommesniveau vun den Haushalter ervir.

D'Zil vun dëser Etüd war et net, datt d'Regierung an hirer Krisegestioun confirméiert gëtt. Ganz am Géigendeel! Hei ass et net drëms gaangen, eis op d'Schëller ze klappen.

D'OECD krut den Optrag, genee ze analyséieren, wat gutt fonctionéiert huet, mee virun allem, wat hätt kënne besser lafen. Op Basis vun dëser Analys sollen d'Experte konkreet Recommandatiounen ausschaffen, wéi Lëtzebuerg sech op eng nächst Pandemie besser preparéiere kann.

A genee dat huet d'OECD och gemaach. D'Experte ginn ons eng ganz Partie Hausaufgabe mat op de Wee. Mir sollen ons Krisepläng nach méi systematesch aktualiséieren an nach méi Efforte maachen um Niveau vun der Preparatioun vun indirekten Impakter an enger Kris.

D'Fuerschung soll och an Netkrisenzäite méi staark a politesch Decisiounen agebonne ginn. Hir Roll soll institutionaliséiert ginn.

Allgemeng musse mir am Gesondheetsberäich souwéi am Alters- a Fleegeberäich nach méi Efforte maachen. Sou soll Lëtzebuerg méi e groussen Akzent op Preventivmedezinn, op Teleconsultatiounen an op eng multidisziplinär Behandlung vum Patient leeën. D'Attraktivitéit vum Gesondheetssecteur soll gestäerkt a seng Ofhängegkeet vum Ausland erofgesat ginn.

Insgesamt krut Lëtzebuerg eng gutt Zensur vun der OECD ausgestallt. Dat ass en Erfolleg vu ganz villen Acteuren. An ech wëll och all deenen Acteure Merci soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | A wann d'OECD op enger ganzer Rei Punkten an hirem Rapport schreift, datt aner Länner sech e Beispill u Lëtzebuerg sollen huelen, dann däerfe mir als zweetklengste Land an der OECD houfreg doriwwer sinn.

A wann ech virdru gesot hunn, eng Rëtsch vu Leit ..., mir hunn dëst Joer fir Nationalfeierdag ..., also d'lescht Joer ..., nee, dëst Joer fir Nationalfeierdag d'ganzt Personal och gehat vun den Infirmieren a vun den Dokteren. A mir dierfen net vergiessen, wat awer geleescht ginn ass, wat gemaach ginn ass. Och Iech, an ech widderhuelen, Iech, dem Conseil d'État, wéi mer et fäerdegbruecht hunn, wierklech op eng remarkabel Aart a Weis net an engem permanente Mode ze sinn, wou am Fong déi demokratesch gewielten Instanzen net consultéiert ginn a wou nëmme niewelaanscht ..., mee mir haten hei en Débat politique iwwer all Mesure. An ech mengen, dat steet eis elo alleguerten och gutt zu Gesiicht.

Zesummen hu mer dat och gemaach, Här President, zesummen. An dat war d'Stäerkt, déi mer och haten. Och wa mer Differenzen haten, ech ginn haut elo net drop an, op d'Analysen, op d'Mesuren, mee mir hunn awer dee gréissten Deel vun de Mesuren zesummen diskutéiert, zesummen am Echange och gehat. Zesummen, dat ass d'Stäerkt vun onsem Land, Här President. Zesummen, dat zeechent Lëtzebuerg an enger Krisesituatioun och aus. An zesumme si mer staark.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass dës Etüd eng reell Plus-value fir onst Land wäert bréngen.

De Covid huet ons och méi wéi däitlech an Erënnerung geruff, wéi wichteg e gutt fonctionéierende Gesondheetssystem ass. D'Spideeler spillen eng enorm wichteg Roll an onsem Gesondheetssecteur, net nëmmen an der Pandemie. Et ass eng absolutt Prioritéit vun der Regierung, d'Spidolswiesen zu Lëtzebuerg op d'Erausfuerderunge vun der Zukunft beschtméiglech virzebereeden. An esou investéiert de Staat op Propositioun vun der Madamm Lenert 556 Milliounen Euro an den Neibau vum CHL, e Projet, deen insgesamt 820 Milliounen Euro wäert kaschten.

Den neien CHL, an deem och en Häerzzenter integréiert gëtt, ass wierklech en essentielle Grondstee fir d'Ëmsetze vum Virage ambulatoire a fir d'Modernisëierung vun de Spidolsgebaier.

D'Ausschreiwunge fir de Projet CHEM Südspidol lafen an de Bau kann dat nächst Joer ufänken. Dat interkommunaalt Spidol zu Stengefort gëtt nei gebaut mat insgesamt 160 zousätzleche Better. Mir plangen och eng Moderniséierung vum Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique, den Neibau vun der Rehaklinick an d'Ausbaue vun den Hôpitaux Robert Schuman um Kierchbierg.

Mat engem neie Gesetzesprojet erméiglecht d'Regierung d'Schafe vu medezinneschen Zentre queesch duerch d'Land. Esou kréien d'Bierger e besseren an och en dezentralen Accès op Servicer wéi zum Beispill Radiologie an IRMe mat manner laange Waardezäiten.

Déi beschte Strukture sinn net vill Wäert ouni engagéiert a kompetent Personal. Nodeems d'Uni Lëtzebuerg schonn e Bachelor souwéi och dräi Spezialisatiounen an der Medezinn ubitt, wäerten am Hierscht 2023 direkt véier nei Bachelor-Programmer fir d'spezialiséiert Infirmièren an Infirmiere starten. Ab 2024 soll och e Bachelor an der allgemenger Fleeg ugebuede ginn.

Eng aner absolutt Prioritéit vun der Regierung ass d'mental Gesondheet. D'Pandemie huet ons all mental op d'Prouf gestallt. Vill Mënsche leiden haut nach ëmmer ënnert der Belaaschtung, déi si eleng net méi gemeeschtert kréien. Ech si frou, dass d'Regierung bis Enn vum Joer e vaste Plang am Beräich vun der mentaler Gesondheet wäert unhuelen. Mat dësem Plang wëlle mir de Mënschen aus allen Alterskategorien hëllefen, déi ënner engem psychesche Problem leiden.

D'mental Gesondheet ass nach ëmmer fir vill Mënschen en Tabutheema. Mir wëlle mat dësem Tabu och briechen, well mir alleguer sinn zu gewësse Momenter op Hëllef ugewisen, fir Krisen an onsem Liewe gutt ze meeschteren.

Dausende vu Lëtzebuerger sinn zum Beispill op Psychotherapien ugewisen. Fir vill vun hinnen ass et schwéier novollzéibar, dass si dës wichteg medezinnesch Behandlung de Moment komplett aus hirer eegener Täsch bezuele mussen.

Ech ruffen all déi concernéiert Acteuren dozou op, sech an der Mediatioun séier op eng gutt Léisung ze eenegen, fir datt och d'Psychotherapie vun der Krankeversécherung ofgedeckt gëtt. Mir brauchen eng Léisung am Interessi vum Patient.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | De beschte Gesondheetssystem ass just esou vill wäert, wéi en och fir de Patient bezuelbar ass. An esou wéi ech den Här Haagen an d'Madamm Lenert kennen, wäerten déi Diskussiounen och gutt gefouert ginn.

Mir sinn houfreg drop, dass zu Lëtzebuerg zanter dësem Joer kee méi duerch dat soziaalt Netz fält. Mam Aféiere vun der Couverture universelle des soins de santé kréien och déi Mënschen Zougang zu de Leeschtunge vun der Krankeversécherung, déi zwar zu Lëtzebuerg liewen, déi awer bis elo keen Zougang zu Gesondheetsleeschtungen haten.

Déi concernéiert Servicer an Acteuren um Terrain begleeden dës Mënschen aktiv bei all Schrëtt an hëllefen hinnen dobäi, nees an onser Gesellschaft Fouss ze faassen.

De Lëtzebuerger System vun der sozialer Sécherheet ass en essentielle Pilier vun onser Gesellschaft. D'sozial Sécherheet muss sech permanent un eng ëmmer méi komplex medezinnesch Realitéit upassen an däerf net an der Vergaangenheet hänke bleiwen.

D'Digitalisatioun ass dofir och an dësem Beräich eng Prioritéit vun dëser Regierung. All Versécherte soll iwwer e méi einfache Wee Zougang zu de Leeschtungen an Déngschter vun deene verschiddenen Institutioune vun der sozialer Sécherheet kréien.

An der Krankeversécherung schafft d'Regierung un der direkter an automatescher Prise en charge, déi vum nächste Joer un an e puer Etappen agefouert wäert ginn. Mat dësem System brauch ee keng Sue

méi virzestrecken, déi duerno vun der Krankekeess iwwerholl ginn.

Mir iwwerhuelen also Verantwortung fir e méi performanten an e méi inklusive Gesondheetssecteur, dee fir jiddereen zougänglech an och bezuelbar ass.

Här President, ech hunn haut vill iwwert d'Attraktivitéit vun onsem Land geschwat. Nieft all den ekonomeschen an de finanzielle Virdeeler, déi mir offréiere kënnen, gehéieren definitiv och déi sozial an déi politesch Stabilitéit zu onse gréissten Atouten am Verglach zum Ausland.

Grouss sozial Ausernanersetzungen, Streiken a politesch Krise sinn eng absolutt Ausnam hei zu Lëtzebuerg. De Sozialdialog an de soziale Fridde sinn zanter Joerzéngte feste Bestanddeel vun onsem Erfollegsmodell.

Dëst Joer hu mir alt erëm bewisen, wéi wichteg de Sozialdialog a Krisenzäiten ass. Zwou Tripartitten, déi d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner erfollegräich ofschléisse konnt, si Beweis genuch fir den Erfolleg vum Lëtzebuerger Sozialmodell.

Wärend Dausende Salariéen an anere Länner fir méi Loun op d'Strooss ginn, hu mir et fäerdegbruecht, mam Indexsystem den automatesche Lounausgläich fir dat nächst Joer ofzesécheren. Mam Energiesteierkreditt ginn déi kleng a mëttelgrouss Revenuen zanter dem Juli a bis den Abrëll esouguer iwwerkompenséiert.

De Sozialdialog lieft. An domat lieft den Erfollegsmodell Lëtzebuerg. Nëmmen zesumme brénge mir et fäerdeg, och an deene schwéierste Situatiounen déi beschtméiglech Léisungen ze fannen.

Den Zesummenhalt an der Gesellschaft ass eng grouss Stäerkt, Här President, vun onsem Land. Dofir musse mir mat alle Mëttelen déi sozial Kohäsioun erhalen a weider stäerken.

Dat maache mir och iwwer Biergerbedeelegung. De Klima-Biergerrot ass eng Erfollegsgeschicht. Wärend aacht Méint hunn déi 100 Bierger participativ Demokratie gelieft an erlieft. Mir brauche méi esou participativ Initiativen.

D'Bierger hunn d'Bedürfnis, sech zu deene grousse politeschen Erausfuerderunge vun eiser Zäit och ze äusseren an aktiv u Léisunge matzeschaffen. Mir hunn d'Uni Lëtzebuerg dermat beoptraagt, de Projet vum Klima-Biergerrot ze analyséieren, fir esou wäertvoll Léiere fir zukünfteg participativ Projeten och ze zéien.

Mir brauchen eng méi lieweg Demokratie, eng Demokratie, un där d'Bierger aktiv deelhuele kënnen. An déi nei Verfassung leet heifir de Grondstee mat neien Instrumenter fir méi Biergerbedeelegung. Iwwert d'Initiative citoyenne, zum Beispill, kënne Bierger an Zukunft eege Gesetzestexter virschloen, wann dës genuch Ënnerstëtzung an der Bevëlkerung fannen.

D'Akraafttriede vun der neier Verfassung ass en historesche Moment, Här President. Mir kënnen houfreg op ons nei, modern Constitutioun sinn, déi den aktuelle gesellschaftleche Realitéite Rechnung dréit.

Och d'Schoul muss sech permanent de gesellschaftlechen Entwécklungen upassen. Mir brauchen eng gutt Bildung fir jiddereen. Well d'Bildung ass ee vun deene wichtegste Faktoren, déi ons Gesellschaft vu muer formen. Well all Kand aner Talenter huet, fuere mir mat der konsequenter Diversifizéierung vun onser Schouloffer virun, fir datt all Kand och déi nämmlecht Zukunftschancen huet. De Motto „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner" gëtt esou méi zur Realitéit.

Mir dierfe keen aus dem gesellschaftlechen Zesummeliewen ausschléissen.

Och ons auslännesch Matbierger droen zum kulturellen a wirtschaftleche Räichtum vun onsem Land bäi. Mir wëllen hinnen dofir och bei de Gemengewale méi einfach eng Stëmm ginn.

Mir hu mat grousser Majoritéit an dëser Chamber d'Walgesetz ofgeännert, soudass d'Wunnsëtzklausel vu fënnef Joer fir auslännesch Matbierger ewechfält an den Delai, fir sech kënnen anzeschreiwen, verlängert gëtt.

Esou kënne si sech méi einfach integréieren an d'Zesummeliewen an hirer Gemeng och matgestalten.

D'Regierung schafft och an enker Zesummenaarbecht mat de Leit um Terrain un engem Gesetz fir dat interkulturellt Zesummeliewen, dat ons sozial Kohäsioun zousätzlech stäerke soll.

Den Zesummenhalt an onser Gesellschaft geréit ëmmer erëm a Gefor duerch geziilte Falschinformatiounen, déi besonnesch op de soziale Medie gestreet ginn. Dëst huet an der Pandemie och zu enger Radikalisatioun vun engem Deel vun der Gesellschaft gefouert, mam trauregen Héichpunkt dat lescht Joer vun den Ausschreidungen um Chrëschtmaart a ronderëm d'Gëlle Fra.

Zanterhier schafft d'Regierung zesumme mat Experten un engem Aktiounsplang géint d'Radikaliséierung. Mir wäerten nach dëst Joer mat der Chamber zesummen iwwert dësen Aktiounsplang diskutéieren.

Och d'Press, och d'Press ass e wichtegen Alliéierten am Kampf géint d'Desinformatioun a fir d'Stäerke vun onser Demokratie. Mam neie Gesetz iwwert d'Pressehëllef an neie Konventioune fir RTL, de Radio 100,7 an de Radio Ara wäerte mir de Pluralismus an der Press weider stäerken. Insgesamt 18 Publikatioune vu 14 Editeure profitéiere vun der Pressehëllef.

An den éischte sechs Méint vun dësem Joer huet de Staat 6,7 Milliounen Euro fir d'Pressehëllef ausginn. Dat ass eng Erhéijung vun 43 % am Verglach zum leschte Joer.

Mindestens geneesou wichteg ass et fir eng onofhängeg Press, beschtméiglech u staatlech Informatiounen ze kommen. De Staat huet hei an der Vergaangenheet och net ëmmer alles richteg gemaach.

Mir hunn dofir zesumme mam Presserot d'Circulaire iwwerschafft, déi den zoustännege Beamten nei a méi kloer Uweisunge fir d'Zesummenaarbecht mat der Press gëtt. De Staat muss bannent 24 Stonnen op d'Demande vun engem Journalist äntweren, wa méiglech mat de gefroten Informatiounen, awer mindestens mat enger Indicatioun, bis wéini d'Informatioun disponibel ass respektiv aus wat fir enge Grënn d'Informatioun eventuell nach net ka veröffentlecht ginn.

Déi nei Circulaire ass zanter e puer Wochen a Kraaft a soll no engem hallwe Joer zesumme mat der Press an zoustännege Beamten och evaluéiert ginn.

Och dat sougenannt Transparenzgesetz befënnt sech de Moment an enger Evaluatioun, déi mer an noer Zukunft zesumme mat der Press an aneren interesséierten Acteuren diskutéiere wäerten.

Transparenz ass essentiel fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Institutiounen. De Prinzipp vum Open Data ass haut scho fest am Gesetz verankert. Mir stellen awer fest, datt dëse Prinzipp net ëmmer esou respektéiert gëtt, wéi mir ons dat virstellen. De Staat sammelt Millioune vun Donnéeën. Vill vun dësen Informatioune sinn net nëmmen aus Transparenzgrënn wichteg fir d'Bierger, mee stellen och bis elo ongenotzte Chancen duer.

Fuerscher, Associatiounen, Betriber an och, jo, ganz normal Bierger kéinte mat dësen Informatiounen an hirem Beräich am Interêt vun der Allgemengheet schaffen. Dem Staat entginn de Moment ganz vill Kompetenzen, Expertisen a Kreativitéit.

Dat wäerte mir ännneren. Mir wëllen esou transparent wéi méiglech mat staatlechen Donnéeën ëmgoen. Mir wäerten de Prinzipp vum Open Data komplett op de Leescht huelen, fir esou seng Potenzialer ganz ze notzen. Fir d'éischt maache mir e Bilan vun deem, wat bis elo gutt a wat och manner gutt fonctionéiert huet.

Uschléissend wäert d'Regierung de Ministèren a Verwaltungen déi néideg Ressourcen zur Verfügung stellen, fir datt den Open Data net nëmmen um Pabeier existéiert, mee och am ëffentlechen Alldag gelieft gëtt.

Mir iwwerhuele Verantwortung fir eng Gesellschaft, Här President, déi och an Zukunft a schwierege Momenter zesummesteet, andeems mir d'Bierger besser an déi politesch Entscheedung matabannen an de Staat och méi transparent gestalten.

Ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot: Mir liewen an aussergewéinlechen Zäiten. A méi normalen Zäite wier ech haut op alleguerten d'Theemen agaang, déi dat lescht Joer an dat nächst Joer d'Politik am Grousse beschäftegen.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech hätt d'Aarbecht vun all Ministère beliicht, well all d'Ministeren a Verwaltunge leeschten och a Krisenzäiten Aussergewéinleches, an dat net nëmmen an der Krisebewältegung, mee och an der Virbereedung vun onser Zukunft. Ech wëll op dëser Plaz all deene Leit Merci soen, déi zanter Joren onermiddlech fir d'Wuel vum Land a vun de Bierger schaffen.

Ech hu mech dëst Joer op déi gréissten Erausfuerderunge konzentréiert, déi onst Land an ons Bierger am Moment beschäftegen. Dat war eng ganz bewosst Entscheedung, an net, well et zu de villen anere Politikberäicher näischt ze soe géif. Ganz am Géigendeel.

All dës Ministèren hunn an deene leschte Jore vill a gutt Aarbecht geleescht an hu fir d'Zukunft och eng ganz Rei Initiative geplangt, déi et derwäert sinn, hei am Haus am Detail presentéiert an och diskutéiert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, jo, mir liewen a stiermeschen Zäiten. Mir ginn dës Zäite mat dem néidegen Eescht, mat der néideger Konsequenz an och mat Optimismus un.

Dës Regierung huet et an der Vergaangenheet fäerdegbruecht, och an onrouege Gewässer d'Rudder fest am Grëff ze behalen an d'Land gutt duerch all Stuerm ze navigéieren.

Mir hunn net nëmmen op den ons gewinnte Lëtzebuerger Wee vertraut. Mir hunn onsen Erfollegsmodell permanent verbessert an och un nei Erausfuerderungen ugepasst, mam Resultat, datt mir all déi vergaange Krisen net nëmme gutt iwwerstanen hunn, mee datt mir als Land no schwéieren Zäiten esouguer besser dostounge wéi virdrun, an dat och, well mir konsequent déi richteg Léieren aus der Vergaangenheet zéien.

Och d'Pandemie huet Lëtzebuerg besser iwwerstane wéi déi meeschten aner Länner an Europa. Mir lauschteren op de Rot vun internationalen Experten a bereeden onst Land nach besser op eng nächst Pandemie vir. Mir erhéijen d'Investitiounen an de Gesondheetssystem fir eng méi breet opgestallte

medezinnesch Offer, déi fir jiddwereen accessibel a bezuelbar ass.

Mat de Solidaritéitspäck hu mir de Grondstee geluecht, fir och déi aktuell Kris gutt ze iwwerstoen. Mir knécken net viru Krichsdreiwer an a sti fir ons Wäerter riicht.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir schaffe permanent un der Attraktivitéit vun onsem Wirtschaftsstanduert, fir ons Aarbechtsplazen an onse Wuelstand laangfristeg ofzesécheren. Dat maache mir iwwer innovativ Projeten an der Digitalisatioun an an der Nohaltegkeet. Gläichzäiteg hale mir d'Liewensqualitéit héich iwwer eng intelligent Landesplanung an eng besser Work-Life-Balance.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Bezuelbaart Wunne fir jiddereen ass a bleift eng absolutt Prioritéit vun dëser Regierung. Mir kënne wichteg Erfolleger virweisen. Mir schafen an deenen nächste Joren Dausenden ëffentlech an abordabel Wunnengen a gi geziilt géint d'Spekulatioun vir.

D'Regierung schafft an all de Beräicher vum Liewen u konkreeten a spierbare Verbesserunge fir d'Mënschen zu Lëtzebuerg. Mir leeën haut de Grondstee fir eng nach méi liewenswäert Zukunft fir ons selwer, fir ons Kanner an ons Kandskanner.

Dofir iwwerhuele mir och weider eng Virreiderroll am Kampf géint de Klimawandel. Mir schaffe konkreet op de Propositioune vum Klima-Biergerrot a vun den Experten, fir ons Efforten an der Klimapolitik och ze verstäerken. Mir iwwerhuelen international Verantwortung, ouni ons Hausaufgaben heiheem ze vergiessen. Mir schalte bei der Energietransitioun an den nächste Gang fir onst Klima an ons Energiesouveränitéit.

Fir all dës Erausfuerderungen erfollegräich unzepaken, setze mir op de Sozialdialog, méi Biergerpartizipatioun an d'Stäerke vun der gesellschaftlecher Kohäsioun iwwer méi Demokratie an Transparenz.

Mir setzen op e méi staarkt Lëtzebuerg an engem méi staarken Europa, well aleng wäerte mir déi grouss Erausfuerderunge vun onser Zäit net meeschtere kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir befannen ons zanter 2020 an engem permanente Krisemodus. D'Bierger sinn es héchstwarscheinlech midd. An ech hunn et scho virdru gesot, an ech soen et elo nach eng Kéier: „An ech ka se gutt verstoen!"

Si wëllen einfach nëmmen hiert Liewe liewen, Zäit mat hire Léifste verbréngen, hir Zukunft plangen, ouni Suerge mussen ze hunn, ob si déi nächst Stroumrechnung nach bezuele kënnen, ouni Angscht mussen ze hunn, dass de Krich an der Ukrain komplett eskaléiert, ouni Angscht virun onvirstellbare Konsequenzen, déi dat och nach fir ons Sécherheet mat sech brénge kéint.

Ech verstinn dës Suergen an dës Ängschten. Mee et gëtt genuch Grënn, fir déi nächst Wochen a Méint mat Optimismus a Courage unzegoen. Mir stinn dat hei duerch, an dat zesummen, sou wéi mer als Vollek scho vill schwéier Zäiten duerchgestanen hunn. Dat ass Lëtzebuerg. Dat mécht ons aus.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Zesummen!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir loossen d'Bierger net aleng. Mir huelen aussergewéinlech Moossnamen, fir si gutt duerch dësen aussergewéinleche Wanter ze bréngen. Mir maachen alles derfir, datt si an hir Kanner och nach muer op gutt a sécher Aarbechtsplaze kënnen zielen.

Mir investéieren an eng Zukunft vun engem Land, an deem et sech nach besser liewe léisst, wéi dat haut schonn de Fall ass. Mir kënnen och muer a Sécherheet liewen, andeems mir haut net viru Krichsdreiwerei aknécken.

Dës Regierung huet an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier Verantwortung iwwerholl, andeems mir déi richteg Entscheedungen zum richtege Moment geholl hunn.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An och haut si mir dervun iwwerzeegt, datt mir déi richteg Äntwerten op déi grouss Erausfuerderungen hunn, deene mir ons als Land stelle mussen, déi richteg Äntwerten, net nëmmen, fir ons duerch dës Kris ze bréngen, mee och, fir onse Wuelstand an ons Sécherheet laangfristeg ze garantéieren.

D'Wielerinnen an d'Wieler hunn ons viru véier Joer hiert Vertraue geschenkt. Mir stinn an hirem Déngscht.

Mir iwwerhuele Verantwortung, och an dëse schwéieren Zäiten, fir d'Wuel vum Land a senge Bierger, fir haut a fir muer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Zesummen!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen, déi mer muer de Mëtten um 14.00 Auer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

12. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)

Mir haten de Mëtten ugangs der Sitzung leider eppes vergiess.

Plusieurs voix | Pscht!

M. Fernand Etgen, Président | Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech eng weider Ofännerung: An der Commission de la Justice ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue d'Madamm Viviane Reding fir déi europäesch Dossieren.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.45 heures.)

2e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 23
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 23
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation** p. 23
   Mme Martine Hansen (interventions de Mme Stéphanie Empain et M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) (dépôt de la motion 1) | M. Gilles Baum (interventions de M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Claude Wiseler, M. Aly Kaes, M. Léon Gloden et M. Sven Clement) (dépôt de la motion 2) | M. Yves Cruchten (interventions de M. Claude Wiseler et M. Léon Gloden) | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Baum, M. Sven Clement, M. Dan Kersch, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Cécile Hemmen) (dépôt des motions 3 et 4) | Mme Myriam Cecchetti (interventions de Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo et M. Gilles Baum) | M. Sven Clement (dépôt des motions 5 à 7) (interventions de M. Gilles Baum, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et M. Dan Kersch)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Henri Kox, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | D'Regierung ass nolauschtere komm.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

M. Fernand Etgen, Président | Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech eng weider Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue d'Madamm Viviane Reding.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

Mir kommen elo zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Wéi gesäit d'Lag vun der Natioun aus? Wéi geet et de Leit? Wéi geet et de Betriber? Awer och: Wéi geet et dem Klima? Am Prinzipp ass d'Fro: Wéi steet et ëm d'Nohaltegkeet?

Mir liewen definitiv an enger Zäit, Här President, déi aus dem Gläichgewiicht ass. Jo, mir sinn an enger Kris. Mir hunn dat de Moien héieren, mir hunn et gëschter héieren. An déi Krise sinn u sech villfälteg. Mir hu méi Krise beieneen. A mir hunn, dat soen ech hei awer ganz kloer, d'Schmäerzensgrenz vun de Leit esou lues iwwerschratt!

An hei musse mer awer elo gutt oppassen, well den Ukrainkrich ass zwar um Ursprong vun der Zouspëtzung, mee den Ukrainkrich ass net schold un allem. Och virum Ukrainkrich hate mer eng Logementskris, eng Aarmutskris, sozial Ongläichheeten. Mir haten eng potenziell Mëttelschichtkris. Mir hu relativ dacks virdru gewarnt. An do soll een de Leit elo näischt virmaachen, do war e gudden Deel hausgemaach, och wann de Premier sech gëschter virun allem och ganz vill selwer op d'Schëller geklappt huet.

Mee d'Leit – an ech fänke bei hinnen un –, si spieren d'Kris. Si spiere se extreem, d'Präisdeierecht iwwerall, d'Liewe gëtt méi deier; op der Pompel gëschter oder haut méi wéi zwee Euro den Diesel de Liter. Dat spiert vläicht net jiddwereen, mee et spieren der awer ganz vill dat.

D'Wunnenge gi méi deier, d'Zënse klammen, d'Liewensmëttelpräisser klammen och. Dat hu mer, mengen ech, nach net ganz richteg um Radar. An d'Aarmut klëmmt. Kleng Leit wëssen net méi, wéi se sollen iwwert d'Ronne kommen, mee awer och an der Mëttelschicht gëtt esou lues all Euro zwee-, dräimol ëmgedréit. A mir musse wierklech verhënneren, datt d'Mëttelschicht erëm eng Kéier de grousse Verléierer vun dëser Kris gëtt!

A wann ech bei d'Betriber kommen, da geet et de Betriber änlech. D'Industrie, d'Handwierk, si keimen. Och si hunn erhéichte Käschten, net nëmmen d'Energie-, natierlech och d'Aarbechtskäschten, d'Materialkäschten, leider och nach ëmmer ganz laang administrativ Prozeduren, déi och villes verdeieren. A vill Betriibsleeder, déi hunn definitiv carrement Existenzängschten!

An dann hu mer natierlech och nach eise Klima, eis Natur, an och déi Situatioun musse mer eescht huelen!

Wa mer also iwwert d'Lag vun der Natioun debattéieren – an dat misst, mengen ech, jiddwerengem kloer sinn –, da musse mer dat Soziaalt kucken, de Mënsch. Mir mussen d'Betriber kucken, d'Ekonomie. A mir mussen d'Klima kucken, dat Ekologescht. An dat sinn déi dräi Säite vum Nohaltegkeetsdräieck.

An et ass relativ einfach: Ech hunn e Schräiner, deen huet mer en Dräieck gemaach.

(Mme Martine Hansen montre un triangle équilatéral en bois qu'elle utilise en tant que modèle visuel.)

Mir hunn dräi Säiten, dräi Säiten, déi d'selwecht sinn. An et ass un eis fir ze kucken, datt mer déi dräi Säite schéin d'selwecht gewiichten, datt et am Gläichgewiicht ass. Well soubal wéi ech eng Säit, zum Beispill d'Ekonomie – ech géif produzéieren auf Teufel komm raus – méi héich gewiichten: Bumm, falen déi aner ëm. Oder de Klima méi héich gewiichten: Da falen déi aner ëm. Also ass et un eis, e Gläichgewiicht ze halen. An dorobber muss d'Politik definitiv oppassen. Well wa mer e Gläichgewiicht hunn, dann ass de Buedem stabill an dann hu mer eng stabill Zukunft.

A fir et direkt ze soen: Eng nohalteg Politik brauch och nohalteg Staatsfinanzen. A wann dës an noer Zukunft riskéieren, net méi nohalteg ze sinn, esou wéi mer dat de Moien erklärt kritt hunn, dann ass dat ganz kloer d'Verantwortung vun dëser Majoritéit, déi wierklech an deene leschte Joren eng Politik gemaach huet, wéi e Mann mer op der Foire agricole erklärt huet … Do sti se meeschtens nach mat zwee Féiss um Buedem. Dee sot: „Déi maachen eng Politik, wéi wann d'Beem géifen an den Himmel wuessen. Si hunn nämlech an deenen Zäiten, wou et gutt gaangen ass, iwwerhaapt keen Apel fir den Duuscht op d'Säit geluecht."

Wann nämlech de Leit …

(Interruption)

Wann een nämlech de Leit, esou wéi Blo, Rout a Gréng et mécht, ëmmer erëm méi Suen aus der Täsch geholl huet an awer gläichzäiteg 2,8 Milliarde Schold huet, dann huet een e strukturelle Problem. An dee kënnt net vun haut a gëschter!

Wéi gesot, an deene gudden Zäiten ass et verpasst ginn, en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. D'Scholde sinn dunn nach … A mir hunn dacks drop higewisen a mir kruten ëmmer erëm gesot, dat wier jo net problematesch, a Prozent vum PIB wär dat jo erofgaangen. An do hu mir ëmmer gesot: „A wann de PIB dann eng Kéier erofgeet, wat geschitt dann?"

Mee, wéi gesot, dat ass ganz aleng Är Verantwortung – an Dir hutt gëschter ganz vill vu „Verantwortung" geschwat. De Moien huet d'Madamm Finanzministesch vu „responsabel" geschwat. Dat war eng irresponsabel Politik, well och zu Lëtzebuerg wuessen d'Beem net an den Himmel! Wann een e bësse vun de Beem kennt: Wa se ze vill héich ginn, kënne se op eemol gakeg ginn. A wann da Wand kënnt, brieche se ëm oder si fale souguer ëm, wann d'Wuerzel et net méi packt.

An ech hoffe wierklech, datt eist Land net esou wäit kënnt. Well fir eist Land ass et – an och dat soen ech hei ganz kloer – extreem wichteg, datt mer den Triple-A behalen. Mir sinn nämlech ofhängeg vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz. A mat där gesäit et och net méi esou glorräich aus wéi nach viru Joren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et ass fir eis awer genausou kloer, datt d'Leit elo net däerfen d'Konsequenzen droe vun dëser verfeelter Finanzpolitik vu Blo, Rout a Gréng, an do kommen ech nach drop zréck.

Da muss ech leider soen, datt net nëmmen eng verfeelte Finanzpolitik do war, mee Blo, Rout a Gréng huet op ville Plazen net geliwwert. Si hunn a Schéiwiederzäiten u sech Schéiwiederpolitik gemaach. An Dir kënnt net soen, datt mer dat hei dacks gefrot hunn. Dir sot: „Wann et dem Land gutt geet, muss et och de Leit gutt goen." An dann hu mir ëmmer gesot: „A wat ass dann, wann et eng Kéier dem Land schlecht geet?" Mir krute keng Äntwert do. Dir hutt net geliwwert bei zentrale Problemer vun de Leit: de Logement, d'Steieren, d'Mobilitéit, d'Gesondheet.

An d'Kris gëtt elo fir villes als Excuse geholl. Mee d'Kris ass net dru schold, datt et keng Steierreform gëtt oder ginn ass. D'Kris ass och net dru schold, datt net genuch Wunnenge gebaut gi sinn. D'Kris ass och net dru schold, datt d'Leit am Stau stinn oder datt den ëffentlechen Transport op ville Plazen net funktionéiert. D'Kris ass och net dru schold, datt d'Leit kee Rendez-vous beim IRM kréien oder datt Maternitéen zougemaach ginn.

Här President, d'Politik muss nohalteg Perspektive liwweren a pragmatesch Léisunge proposéieren, an dat, wéi gesot, mat deenen dräi Säite vum Nohaltegkeetsdräieck am Bléck an am Gläichgewiicht.

An ech fänken u sech bei deem Sozialen a bei de Leit un. An do kommen ech da bei den Tripartite-Accord. Ech wäert do net am Detail drop agoen, well ech mengen, dorop kënne mer nach spéider am Detail agoen. Mee d'CSV steet fir déi direkt Hëllefen. D'Leit brauchen an dësen Zäite méi Kafkraaft, dofir droe mer och den Tripartite-Accord prinzipiell mat.

D'CSV huet eng Partie Tripartite-Mesurë scho méi laang virgeschloe gehat. D'Präisbrems hate mer viru Méint gefrot. Do si mer e bëssen an d'Lächerlecht gezu ginn. Ben, elo kënnt se, well mer eeben domadder wëllen d'Ursaach bekämpfen an net d'Symptomer.

Dann däerfe mer d'Betriber hei awer och net vergiessen. Nach eng Kéier Nohaltegkeetsdräieck: Wann d'Ekonomie nämlech net funktionéiert, dann hu mer keng Sue méi op där enger Säit fir de Klima. Mir hunn awer och keng Sue méi fir dat Soziaalt, wat an dësen Zäite fir d'Leit extreem wichteg ass.

D'CSV steet zur Tripartite, zum Index als Mëttel, fir d'Präisdeierecht auszegläichen, zum Lëtzebuerger Sozialmodell. Mir hunn natierlech nach eng Partie Froen. A sou wéi de Kolleeg Gilles Roth dat gesot huet, kafe mer hei keng Kaz am Sak a mir waarden nach ëmmer op déi legislativ Texter. A wann déi do sinn, da wäerte mer déi am Detail diskutéieren, konstruktiv, awer och kritesch, well et ass eis Aufgab.

An eppes läit mer awer wierklech um Häerz – oder et läit eis alleguer um Häerz –, dat ass, datt déi Hëllefen, déi ugebuede ginn, datt déi tatsächlech och bei deene Leit ukommen. An dat ass awer leider Gottes nach ëmmer net de Fall. Duerfir, wannechgelift, kommunizéiert proaktiv iwwert déi verschidde Méiglechkeeten! Kuckt, datt d'Informatioune bei deene Leit ukommen, déi kënne vun den Hëllefe profitéieren, well soss bréngt et wierklech absolutt näischt!

Här President, nieft dem Index op där enger Säit, eebe fir dem Kafkraaftverloscht entgéintzewierken, si fir eis op där anerer Säit – an dat wäert Iech net wonneren – d'Steieren als Steierinstrument extreem wichteg. A Blo, Rout a Gréng hat eng ganz grouss Steierreform ugekënnegt, wou kee sollt verléieren, jiddweree sollt gewannen. An ech mengen, et war souguer Blo, Rout a Gréng dee Moment kloer, datt dat guer net méiglech wär.

An de Moien huet d'Madamm Minister du gesot, esou eng Reform hätt zwou Milliarden Euro kascht. Mir kënnen oder ech ka just zu der Madamm Minister soen, datt mir als CSV ëmmer gesot hunn, datt esou eng Reform, wéi Dir se do ugekënnegt hutt, guer net realisabel wär. Mee amplaz eng anstänneg ze realiséierend Steierreform ze maachen, ass einfach guer näischt geschitt.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung ass elo néng Joer am Amt an de Sputt war do, mee et ass näischt geschitt!

(Interruption)

Dat, wat steierpolitesch hannen erauskënnt, wann ech hei d'Wierder vum … Här Kersch – elo war ech bal net op den Numm komm – ka gebrauchen, ass am Prinzipp nieft der Plack, …

(Hilarité)

… well et nieft de Leit ass. Hien hat et zwar elo net an dësem Kontext gesot, mee e bëssen an dësem Kontext. Hien hat et do virun allem op d'DP konzentréiert.

(Brouhaha)

A wann ech dann den Här Kersch nach eng Kéier hei wëll beméien, da sot en e Méindeg am Quotidien, huet en ënnerstrach, datt genuch Sputt do wär fir eng Steierreform. An och den Här Cruchten sot de Moien, e wär enttäuscht, datt keng komm wär. Ben, ech stelle just fest: Dat grousst Walversprieche vu Blo, Rout a Gréng ass net agehale ginn!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Fir eis ass de Message op jidde Fall kloer.

(Interruption)

D'CSV plädéiert mat Nodrock fir Entlaaschtung a manner Steieren. De Moien huet dunn d'Finanzministesch e puer punktuell Mesuren annoncéiert: e Crédit d'impôt fir Elengerzéier, fir Mindestlounempfänger. Dës Mesuren droe mer natierlech mat, mee fir dës Ännerung ze maachen, hätt Der definitiv net misste waarde bis kuerz virun de Walen. De Gilles Roth huet an eisem Numm schonn 2016 Propose gemaach, fir d'Elengerzéier ze entlaaschten.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et sinn och Motioune gemaach ginn. Déi sinn ëmmer ofgeleent ginn a mir si vertréischt ginn op déi grouss Steierreform.

Elo, no néng Joer, gëtt dann endlech eppes gemaach! An ech kann Iech just soen: D'Leit sinn och néng Joer laang vertréischt ginn a si hunn néng Joer laang misse waarden!

Une voix | Ugeschass ginn!

Mme Martine Hansen (CSV) | Egal wéi een et nennt, dat, wat gemaach gëtt, geet op jidde Fall net duer, a mir brauchen eng nohalteg Steierreform. D'CSV steet fir eng Entlaaschtung vun de Leit bis an déi breet Mëttelschicht, well grad dës breet Mëttelschicht däerf net erëm eng Kéier d'Rechnung vun der Kris musse bezuelen.

Duerfir, éischtens – ech widderhuelen nach eng Kéier dat, wat de Gilles Roth scho gesot huet –, brauche mer eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Mir haten dat kloer an eisem Walprogramm stoen a mir stinn dozou. Doduerch datt déi kal Progressioun ni ausgeglach ginn ass – zanter 2017 si fënnef Indextranchen erfall –, huet d'Regierung de facto eng Steiererhéijung gemaach.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Si hu keng Upassung vun der Steiertabell gemaach. Dat heescht am Kloertext: De Staat huet massiv op Käschte vun de Leit akasséiert, fir awer seng, ech nennen dat elo mol esou, „Club-Med-Politik" ze maachen, déi op där anerer Säit d'Leit net gefrot hunn.

Zweetens: Mir froen eng Upassung vun der Steiertabell, andeem een den Ufanksmontant, ab deem een ufänkt, Steieren ze bezuelen, an d'Luucht setzt an duerno d'Steiertranchen an Etappe verbreedert.

A mir sinn drëttens och derfir, fir eng zousätzlech Steiertranche vu 45 % bäizesetze fir d'Spëtzeverdénger.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Well d'Leit, déi brauchen – an do huelen ech nach eng Kéier d'Wierder vum Gilles Roth an de Mond – endlech méi Netto vum Brutto.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | An duerfir muss elo gehandelt ginn! D'Leit hunn es definitiv genuch mam Ofwaarden a mam Vertréischten!

En anere Punkt, Här President, ass de Logement. De Logement ass trotz alle Krisen d'Suergekand Nummer 1 vun de Leit. An de Problem riskéiert, sech doduerch ze verschäerfen, datt d'Scholdzënsen elo och nach an d'Luucht ginn.

Wie ka sech definitiv hei zu Lëtzebuerg nach eng Wunneng leeschten, ouni datt e Sue vun doheem huet? Quasi kee méi! A genau dat … Ech war op der REEL, ech mengen, virun zwou Wochen, do war dat och de Sujet vu ville Studenten. Déi soten, si hätten am Ausland ganz dacks vill aner Perspektiven, fir schaffen ze goen. A wann et dann hei zu Lëtzebuerg nach esou deier ass, da wëllen déi guer net méi heemkommen. An dat ass een Zeechen, wat fir een dramateschen Effekt dat heiten och op de Wirtschaftsstandort Lëtzebuerg huet!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | D'Präisser sinn am zweete Quartal 2022 ëm 11,5 % geklommen. A laut IDEA – dat war en Artikel am Wort, ech mengen, Ufank vun der Woch – wäert d'Situatioun sech nach weider verschäerfen, well op där enger Säit d'Bevëlkerung nach weider steigt, op där anerer Säit awer manner gebaut gëtt.

Am Kloertext: D'Nofro steigt, d'Ugebot zitt net no, well an deenen éischte sechs Méint vun dësem Joer sinn 900 Baugeneemegunge manner ausgedeelt gi wéi dat Joer virdrun. Dat si 45 % manner. Dat ass dramatesch! Do zeechent sech nämlech eng zousätzlech Verschäerfung vun der aktueller Situatioun of. De Marché riskéiert hei, komplett aus de Fugen ze geroden.

An ech widderhuele mech: Aus de groussen Annoncë vun dëser Regierung ass net vill an der Realitéit ze erkennen. An och gëschter, muss ech soen, si mir do zimmlech um Dréchene sëtze bliwwen.

D'Regierung war 2013 ugetrueden, fir e Paradigmewiessel ënnert der fréierer Logementsministesch ze maachen.

(Interruption)

Doraus war eng Prioritéit gemaach ginn. Am Neijoerschdagsinterview vun 2019 sot de Premier: „Ech kann Iech haut soen, datt ech alles wäert maachen, datt mir a fënnef Joer e Land hunn, wou de Stau net den Alldag ass vun all Bierger, wou d'Wunnengspolitik net d'Suerg ass vun all jonkem Stot." Ben, mir stelle fest, datt d'Perspektivlosegkeet vun deene Jonken um Niveau vun de Wunnengen am Joer 2022 nach méi grouss ginn ass, wéi se jee war!

Une voix | Voilà!

Une autre voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | A mat de steigenden Zënse réckelt den Dram vun enger eegener Wunneng bei deene Jonken nach vill méi wäit ewech. Si kréie keng Prête méi oder si riskéieren, hir Prêten net méi kënnen zréckzebezuelen.

Ben, elo sot de Premier gëschter – ech hu mer et genau opgeschriwwen –, datt d'Ausgaben am ëffentleche Wunnengsbau vu 40 Milliounen 2017 op 220 Milliounen 2022 eropgaange wären. Da muss ech soen: Mee endlech beweegt sech emol eppes! Mee wie war da vun 2013 bis 2017 Premier? Dat war d'Regierung Bettel 1. A wien hat de Logementsministère vun 2013 bis 2017? Dat war d'Madamm Nagel an et war den Här Hansen. An och elo nach, zweetens, och wa mer elo méi Suen drastiechen, dann ass dat do nach nëmmen eng Drëps op de waarme Steen, well och elo baut de Fonds du logement am Fënnefjoresduerchschnëtt 98 Wunnengen d'Joer – 98 Wunnengen d'Joer! – an d'SNHBM baut 158 Wunnengen d'Joer. Dat geet net duer! Domadder brauch ee sech net ze bretzen!

Da seet den Här Kox ganz dacks: „Elo hu mer jo awer de Pacte Logement 2.0, elo geet alles besser." Mee de Marc Lies huet et richteg gesot: Et ass éischter e Bauverhënnerungspak an e wäert eis sécherlech net weiderbréngen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et ass relativ einfach – d'Léisunge sinn net einfach, mee de Prinzipp ass einfach –: Mir musse kucken, fir méi ze bauen, fir méi séier ze bauen a fir méi bëlleg ze bauen. An e Marc Lies an och d'Elisabeth Margue hate schonn eng Kéier an enger Pressekonferenz eng Partie Propose gemaach. Mir sti weiderhin, éischtens, fir eng plazeweis Erweiderung vum Bauperimeter – et muss och plazeweis méi héich gebaut ginn –, zweetens, fir d'Fërdere vun anere Wunnformen, drëttens eng Vereinfachung a Beschleunegung vun de Prozeduren.

An do kommen ech dann nach eng Kéier bei d'Naturschutzgesetz, den Artikel 17. Et ass elo déi grouss Chance do, well d'Naturschutzgesetz soll elo nach eng Kéier ugepasst ginn. An dann hoffen ech wierklech, datt deen Artikel 17 erausgeholl gëtt. Den Artikel 17 verdeiert, e mécht u sech d'Prozedure vill méi laang, dat heescht, de Bau gëtt an d'Längt gezunn, an hien ass och nach kontraproduktiv fir d'Natur. Dat heescht, en ass dräimol schlecht an e gëtt awer dräimol – well ech hu schonn zwee- oder dräimol en Amendement an deem Sënn gemaach – ëmmer erëm vun der Majoritéit bäibehalen.

Wéi gesot, elo kënnt nach eng Kéier eng Upassung vum Naturschutzgesetz an dann hoffen ech wierklech, datt d'Majoritéit hei, d'Deputéiert, och eng Kéier hir Verantwortung huelen an dat mat ofstëmmen, datt mer deen Artikel eraushuelen. Souguer de Mouvement écologique freet et!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Véiertens: Als CSV sti mir fir e Matabezéie vun de private Bauträger, fir de

Bau vun erschwéngleche Wunnengen. Och dat huet IDEA gefuerdert. De Marc Lies hat eng Proposition de loi an eisem Numm hei deposéiert a mir wäre wierklech frou, wann déi och Ënnerstëtzung géif fannen.

De Staat ass definitiv ze lues. Hei ginn ëmmer erëm déi selwecht Projeten opgezielt. Ech sinn elo scho relativ laang an der Politik an ech ginn alljoers oder all dräi Joer op iergendeng Aweiung op Wolz bei „Wunne mat der Wooltz“ geruff an et steet nach ëmmer näischt zu Wolz!

(Hilarité)

Also et ass u sech eng Katastroph. Mir verkafen ëmmer dee selwechte Projet. Mir brauche méi wéi zéng Joer, fir eppes ze bauen. An elo sollen 2035 endlech déi Wunnenge fäerdeg ginn.

De Marco Schank hat de Projet deblockéiert. De Marco Schank ass scho längst net méi als Deputéierten hei an der Chamber.

(Interruption)

Et steet nach ëmmer näischt.

(Interruption)

Dat heescht, mir mussen … An duerfir iwwerhaapt, den Här Premier sot nämlech och gëschter, mir bräichten e private Bauträger. Den Här Kox wiert sech awer ëmmer do dergéint. Da soen ech: Gitt Iech wannechgelift eens, well déi Leittragend sinn definitiv déi jonk Leit, Famillen, déi eng Wunneng brauchen!

(Interruption)

Fënneftens: Als CSV si mer och fir en Ausbau vun der Ausbildung, well ouni Leit, déi um Bau schaffen, gëtt näischt gebaut. Ech weess net, ob mer eis hei eens sinn oder bewosst sinn: Mir hunn eng Schoul hei, déi et offréiert. Et war ugeduecht ginn zu Klierf. Firwat ass et net direkt do gemaach ginn? Warscheinlech waren aner Saache méi interessant. Mir brauchen hei méi Ausbildung!

Sechstens: Als CSV sti mer och fir eng anstänneg Landesplanung, och wat d'Léisunge vum Bauschutt ugeet. Och dat ass en Drama. Et si Firmen, déi hu sech a leschter Zäit bei eis gemellt, déi hu gesot: „Ech muss meng Aarbechter geschwë Mëtt der Woch heemschécken, well ech da kee Bauschutt méi ka fortféieren.“ Déi Bauschuttdeponien, déi do sinn, si voll an et kënnt keng nei dobäi. De Problem ass zanter Jore bekannt. Näischt geschitt!

Da sti mer als CSV awer och am Sënn vun deene jonke Leit, fir eng Wunneng ze fannen, fir eng Upassung vun de Plaffonge bei de Steieren. Well déi entspriechen definitiv net méi der Realitéit. Och dat hu mer scho puermol gefrot. Leider Gottes kënnt näischt. De Plaffong vun de Scholdzënse soll verduebelt ginn, de bëllegen Akt soll eropgesat gi vun 20.000 Euro op 50.000 Euro. Den TVA-Fräibetrag soll verduebelt ginn an och d'Staatsgarantie bei Immobiliekreditter. Dat wär wichteg fir déi jonk Leit, déi gären eng Wunneng hätten.

Da wëlle mer als CSV och géint d'Spekulatioun virgoen. Dat hu mer scho méi wéi eemol gesot. Mir hu gefuerdert, e Plaffong fir den Amortissement accéléré anzeféieren an och e Plaffong fir d'Scholdzënse bei Mietwunnengen anzeféieren. Ben, d'Regierung kënnt elo mat enger anerer Propos. Si seet, datt an Zukunft all Persoun just nach zweemol an hirem Liewe wärend fënnef Joer vun deem steierleche Virdeel däerf profitéieren. Ech soen, et geet an déi richteg Richtung. Mir hunn nach keen Text. E Plaffong wär warscheinlech méi kloer a vläicht en zousätzleche Plaffong och fir d'Scholdzënsen wär nach besser gewiescht.

D'Regierung huet och elo d'Spekulatiounssteier, Mobiliséierungssteier heescht se, an d'Upassung vun der Grondsteier nach eemol annoncéiert. Och do ass eis Positioun kloer. Mir haten et 2013 an 2018 am Walprogramm an zu deem sti mer och. Mir hunn eis fir eng Reform vun der Grondsteier ausgeschwat mat enger Upassung un déi haiteg Immobiliewäerter an natierlech och ënner Berücksichtegung vum Baupotenzial. Mir hate schonns méi Motioune gemaach, fir dat ze froen. Ech stellen alt erëm eng Kéier fest: Et huet néng Joer gedauert. Elo läit eppes um Dësch. An d'Ëmsetzung wäert an der nächster Legislaturperiod kommen.

Eng Partie Froe bleiwen awer nach fir eis op, zum Beispill déi, firwat eng Koppel, déi en Haus zesummen huet, zweemol kann en Abattement kréien, eng alengerzéiend Fra oder en alengerzéiende Papp mat een, zwee, dräi Kanner nëmmen eemol. Ass dat gerecht? Ech denken, doriwwer solle mer nach diskutéieren. Allgemeng soe mer, wéi gesot, Jo zur Upassung vun der Grondsteier. D'Detailer mussen nach diskutéiert ginn.

Des Weideren hate mer och schonn eng Spekulatiounssteier op eidel stoende Wunnengen an Terraine gefrot. Do kënnt och elo eng. Mir haten allerdéngs kloer Ausname gefrot. Eng éischt Ausnam war déi vun den direkten Nokommen. Där ass och elo eng dran. Mee do muss ech Iech awer froen, ob Der wierklech mengt, datt ee mat 25 Joer en Haus baut. Hei ass d'Altersgrenz 25 Joer. Een, deen op d'Uni geet, deen huet 19 Joer. Hie mécht e Master, kënnt och nach riicht duerch, dann huet en der 24. Dann huet dee keng Suen, mat 25, fir sech en Haus ze bauen. Also ass déi Limitt do wäit vun de Leit fort, wäit vun der Realitéit vun de Leit fort. Well déi meescht, géif ech soen, hunn da keng Suen, fir eppes ze maachen.

Mir haten och eng zweet Ausnam virgesi fir d'Baueren, déi hir Fläch landwirtschaftlech notzen. Do huet dës Regierung elo näischt virgesinn.

Also, mir sinn och mam Prinzipp vun der Mobiliséierungssteier averstanen. Mir musse géint d'Spekulatioun virgoen, mir mussen och d'Offer an d'Luucht setzen, mee d'Ëmsetzbarkeet schéngt eis a ville Punkte schwéier ze realiséieren ze sinn an den Däiwel läit am Detail. A mir waarden hei op de Gesetzestext.

Mir wäerten op jidde Fall als CSV alles drusetzen, datt d'Eegenheem, d'eege Wunneng net de Privileeg vun e puer Happy Few gëtt, a mir wäerten och d'Mietwunnengen net vergiessen.

Une voix | Den Text ass hei!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hunn en awer nach net. Mir kënnen e jo schlecht elo schonn diskutéieren, wa mer en nach net hunn.

Här President, am Wunnengsbau hunn an deene leschten néng Joer vu Blo, Rout a Gréng véier Ministeren, …

(Interruptions et brouhaha)

… véier Ministeren, Nagel, Hansen – net ech, den Här Hansen! –, Tanson a Kox, sech de Ressort opgedeelt oder en ugeholl, mat der Konklusioun, dass sech d'Situatioun, an dat ass awer e Fait, do kënnt Der net eppes aneschters soen, lafend verschlechtert huet. Ëmmer manner Leit kënne sech nach eng Wunneng leeschten, ouni de Risiko ze lafen, sech ze iwwerschëlden.

An duerfir fannen ech och d'Iddi vun engem gréissere Baupromoteur net schlecht, deen nämlech sot, et wär héich Zäit, datt mer eng Quadri- oder Tripartite géifen zesummeruffen, nämlech d'Zesummeruffe vun der Regierung, de Gemengen, de Bauhären an eventuell de Banken, fir eebe gemeinsam no Léisungen ze sichen. Mir hoffe wierklech, datt de grénge Minister dat och elo endlech agesäit. Well et geet net ouni de private Bauhär!

Dir gesitt, och am Logement muss dës Regierung zréck an en nohaltegt Gläichgewiicht vum gesonde Mateneen!

An e weidere Beräich, deen am Ongläichgewiicht ass, dat ass d'Gesondheet. An d'Nohaltegkeet geet awer nëmme mat enger gudder Gesondheet. A genau dës Gesondheet misst eng Haaptprioritéit vun der nationaler Politik sinn. D'CSV steet fir eng Gesondheetspolitik mam Patient am Mëttelpunkt. Well ëm dee geet et!

Elo huet de Premier gëschter … An zumindest an deem schréftlechen Deel sinn zou Säiten, wou en indirekt d'Regierung iwwert d'OECD gelueft huet. Ech wëll just soen: Mir freeën eis och iwwert déi Debatt heizou an der Chamber. Do ass de Claude Wiseler scho prett, fir iwwert dee Rapport matzediskutéieren. Awer virun allem bréngt dat doten de Leit awer iwwerhaapt guer näischt. No 30 Joer sozialistesch dirigéierter staatlecher Gesondheetspolitik si mer hei an enger Sakgaass. D'Gesondheetsversuergung … … si mer mam Réck widdert der Mauer.

(Interruption)

Ech fannen et wierklech net fir ze laachen! Gitt mol eng Kéier bei eenzel Leit kucken. D'Leit mussen nämlech éiweg laang waarden, ier se Rendez-vouse kréie beim Spezialist. D'Urgencë funktionéieren net. Mir haten am Norden de Problem, datt d'Maternité zougemaach ginn ass. Elo hu Kardiologen do demissionéiert, mat alle Konsequenzen, déi dat fir eng Klinik huet.

Duerch déi laang Waardezäite funktionéieren och d'Preventiounsprogrammer net. E Rendez-vous fir eng Daarmspigelung … Ech hunn op zwou Plazen nogefrot: Bei där enger dauert et sechs Méint, fir e Rendez-vous beim Dokter ze kréien, da muss een nach kucke fir d'Daarmspigelung, bei deem aneren dauert et direkt aacht Méint. Fannt Der dat normal an engem relativ räiche Land, wou mer soen: „D'Preventioun ass wichteg“? Dat ass net normal! An der Mammografie gesäit et änlech aus. Da musse mer eppes ënnerhuelen!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Mir hunn hei zu Lëtzebuerg jo och … Et gëtt deelweis ganz gutt Spezialisten, mee, wéi gesot, et muss een awer bis un déi Spezialiste kommen. Zum Beispill am Häerzzenter, do hu mer wierklech gutt Spezialisten. Et déngt eis awer näischt, wann d'Leit keen einfachen Accès dohinner hunn.

De Secteur hospitalier, dat kann een a Kuerzfaassung soen, dee klappt schlecht. An ech maachen dat un – ech kucke séier – siwe Punkte fest.

Éischtens: Duerch de staatlech veruerdenten Dirigismus hu mer wierklech wichteg Entwécklungen an der Medezinn verschlof. Mir hänke wäit hannendra mat der Médecine ambulatoire. Si steet zwar am Koalitiounsprogramm, mee et geet awer net virun. Als CSV sti mer fir e konsequenten Ausbau vun der Médecine ambulatoire.

Dat selwecht gëllt fir d'Telemedezinn. Hei si mer iergendwou am Nowhere. D'Telemedezinn kéint awer op villen anere Plazen entlaaschten.

Een drëtte Punkt: d'Hospitalisation à domicile. D'Nordstadklinik huet e wierklech formidabele Projet lafen, wou se d'Onkologie doheem maachen u sech. Mee et gëtt keng gesetzlech Basis. Dat heescht, et weess een ni, ob de Projet verlängert gëtt oder net

verlängert gëtt. Firwat gëtt hei net endlech eppes gemaach?

Och bei den IRMe feelt et nach ëmmer un der gesetzlecher Basis. Obwuel de Problem säit Jore bekannt ass, huet de Gesondheetsministère hei eréischt reagéiert, wéi – ech mengen, ech kann dat esou soen – d'Kand schonn am Pëtz louch. An deen Text, deen elo um Instanzewee ass, deen hält an eisen Aen d'Strooss net, well d'Regierung, géif ech mengen, ganz bewosst wëllt all privat Initiativ ausbremsen. Fir eis als CSV ass et kloer: IRMen a sou weider mussen och an der Privatpraxis méiglech sinn, ouni datt d'Praxis muss als Antenn vun engem Spidol funktionéieren. An och hei brauche mer eng Upassung vun der Nomenclature, well mir si géint eng Zwouklassemedezinn.

(Interruptions)

De fënnefte Punkt: den Dossier eSanté. Dat ass am Fong eng Katastroph. Hei misst een u sech fir bankrott oder faillite erklären. Den Dossier partagé funktionéiert net. An de Klinicke klappt et net, well all Klinik hir Zopp kacht. Ech kann Iech e Beispill soen: Et gëtt an enger Klinik en IRM gemaach. Da missten déi Resultater an déi aner Klinik – ech weess net, iwwert wéi ee Wee – geschéckt ginn. Déi sinn awer dann net do. Wat hunn ech misse maachen? Am digitalen Zäitalter hunn ech missen den Auto huelen, mam Auto vun där enger Klinik an déi aner Klinik fueren, fir do eng CD ze kréien, fir dann erëm mam Auto an déi aner Klinik ze fueren. Dat kann dach an dem digitalen Zäitalter net sinn! Firwat komme mer do net virun? D'Digitalisatioun soll eng Prioritéit sinn, mee dovunner erkennt een hei net vill. Hei sinn zéng Joer an x Millioune Suen op d'Käschte vum Steierzueler an de Sand gesat ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Als CSV si mer och fir en Iwwerschaffe vum Plan hospitalier. Mee domadder geet et net duer. Mir brauchen – de Jean-Marie Halsdorf huet dat scho méi dacks gesot – e richtege Plan santé!

An ech ginn hei eng Kéier kuerz op d'Petitioun vun der Onkologie bei de Kanner an. An da soen ech, et ka jo net sinn, datt mir hei zu Lëtzebuerg, wat awer eent vun deene räichste Länner ass, datt mir hei am Land just ee Bett hunn, fir Kanner mat Kriibs ze isoléieren. Da musse se an d'Ausland goen. Et ass net, datt mir et net hei géife fäerdegbréngen, dat hunn d'Onkologen eis ganz kloer gesot. Et kann net sinn, datt mer just zwee Better hunn, fir eng Chimio hei kënnen ze maachen an eisem räiche Lëtzebuerg. Dann ass eppes schifgelaf an deem Plan hospitalier. An dat leeft nach ëmmer schif.

An dann, wann ech domadder virufueren, kann et och net sinn ... Well meeschtens soe mer, mir hunn net genuch Dokteren, mee an dësem Fall hu mer Dokteren, et sinn zwee Kanneronkologen do. Et kann awer net sinn, datt deen zweete Kanneronkolog huet missen iwwert eng Fondatioun bezuelt ginn. Dat ass net ze akzeptéieren!

Dee ganze Gesondheetssystem ass definitiv – zum Deel – eng Feelplanung a riskéiert, wéi e Kaartenhaus zesummenzebriechen, wat awer extreem, extreem Konsequenzen huet fir d'Patienten!

A siwentens: Mir hunn d'Entwécklung an der Medezinn och verschlof, well d'CNS esou schwéierfälleg ass. Ech hu meng Flätsch un: Mir hunn d'Woch vun der mentaler Gesondheet an do ass d'Psychotherapie jo definitiv dat bescht – dat ass e schlecht Wuert –, mee dat Beispill, wéi et net däerft lafen. A wann ech weess, datt de System net funktionéiert, mee hackerstiwwel, da passen ech de System un! Modern Akten, déi kënnen net gemaach ginn, well d'CNS Jore brauch, fir e Code op e modernen Akt ze setzen. Dat kann net sinn. Also, wannechgelift, adaptéiert dee System, fir datt mer virukommen!

Als CSV sti mer fir eng modern, fortschrëttlech Medezinn mat multidisziplinärem Usaz mam Patient am Mëttelpunkt. Mir sinn awer géint eng reng zentral gesteiert Médecine salariée, déi all privat Initiativ ausbremst an domadder d'Attraktivitéit vum Beruff zu Lëtzebuerg verschlechtert.

An dann nach e leschte Punkt zur Gesondheet: d'Attraktivitéit vun de Beruffer am Kranken- a Fleegesecteur am Allgemengen. An da kommen ech bei d'Ausbildung.

Mir brauche gutt ausgebiltent Personal an de Klinicken, an der Fleeg a virun allem brauche mer méi Personal. An da geet et net, wann een eng Reform mécht ouni déi Leit, déi am Secteur schaffen. Elo sot Der mir warscheinlech: „Mir hu jo de Gesondheetsdësch." Ech kann Iech just soen, d'Leit soen eis: „Mir ginn zwar op de Gesondheetsdësch, mir kënnen och nach vläicht eppes soen, mee et gëtt souwisou net op eis gelauschtert." Si hunn d'Gefill, wéi wann d'Konsequenze scho fest wären. Dat hate mer iwwregens hei an enger Petitioun jo och gemierkt. Mir brauchen eng Reform vun den Ausbildungen aus engem Goss anstatt einfach e Bachelor hannendrunzesetzen, dee gëschter sou héich gelueft ginn ass.

Mir brauchen och, zum Beispill beim DAP, op deem Niveau Reformen. An och do net einfach en DAP niewendrusetzen. Elo hu mer an der Educatioun en DAP Educateur. Et ass op eemol déi gréissten Ausbildung, déi mer hunn, mat der Konsequenz, datt mer bal keng Schüler méi hunn, déi Aide-soignant wëlle léieren. Mir brauchen awer Aide-soignanten am Gesondheetsberäich. Also, wannechgelift, probéiert, wann Decisioune geholl ginn, dat Ganzt ze kucken!

Här President, d'Regierung ka sech net éiweg hannert der Pandemie verstoppen. D'Pandemie ass nämlech nëmmen zum Deel Schold. Et feelt ganz einfach um politesche Wëllen an un de politesche Prioritéiten – Stéchwuert Cannabis.

An da bleiwen ech bei der Educatioun. Et ass dee wichtegste Rostoff, dee mer hunn, an dofir och e wichtegen Deel vun der Nohaltegkeet vun eisem Land. An an der Schoul kënnt et op den Enseignant un. An dee muss – an dovunner sinn ech wierklech honnertprozenteg iwwerzeegt –fachlech topp sinn an hie muss pedagogesch topp sinn. A mat de Reforme vum Minister Meisch ass dat an eisen Aen net méi garantéiert.

Als CSV sti mer fir eng Diskussioun iwwert de Profill vum Enseignant an der Grondschoul a fir eng Upassung vun der geförderter Ausbildung. Als CSV si mer géint e Bradéiere vun den Diplomer.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Als CSV si mer och géint en Opbauen hei vun enger paralleller Karriär. An do wäerte mer beim Quereinsteigermodell nach kënnen driwwer diskutéieren.

Als CSV sti mer och fir eng staark ëffentlech Schoul. An och do net ... Mir sinn dogéint, einfach eng parallell Schoulwelt opzebauen. Mir sti fir eng Reform vum Sproochenunterrecht, deen och am klassesche Lycée muss méi Flexibilitéit zouloossen. An als CSV sti mer fir eng Schoul, wou d'Bildungsongläichheete seriö ugepaakt ginn, an net – et deet mer leed, mee ech mengen, dat ass bei dëser Regierung dacks de Fall – medieméisseg gutt verkaaft, awer wierklech ouni Inhalt.

An do kommen ech op déi Hausaufgabenhëllef ze schwätzen, déi huet de Premier d'lescht Joer hei annoncéiert. Déi stoung, mengen ech, och am Koalitiounsprogramm. Déi huet den Här Meisch elo och nach eng Kéier annoncéiert. En huet gesot, si kéim do. Mee et ass keng Hausaufgabenhëllef, et ass just dat, wat scho viru Joren am Gesetz stoung, wat eng Maison relais misst maachen. Et ass keng Hëllef, et ass eng Surveillance. A sou komme mer bei de Bildungsongläichheeten net virun. An en e-Bichelchen, fir dat Ganzt besser ze verkafen, ass sécherlech net d'Léisung.

Als CSV sti mer och fir eng selektiv Ënnerstëtzung bei der Kannerbetreiung. Als CSV si mer och fir eng Ënnerstëtzung vun den Elteren, déi hir Kanner selwer betreien. Mir sinn nämlech dovunner iwwerzeegt, datt et dat falscht Zeechen ass, den Elteren e Famillejebild ze weisen, wou d'Kanner vu moies siwe bis owes siwe solle betreit ginn. An indirekt mécht d'Regierung dat, well se soss näischt aneschters ënnerstëtzt.

Als CSV sti mer virun allem fir eng Educatiounspolitik am Dialog mam Kand, mam Jugendlechen am Mëttelpunkt, an net fir eng Politik als Marketingfassad.

Dann, Här President, e weidert Beispill, wou eist Land net méi am Gläichgewiicht ass, dat ass d'Mobilitéit.

U sech misst jo manner Stau, méi Mobilitéit d'Zil sinn. Mir hunn och elo de Plan national pour la mobilité vun 2035 virgestallt kritt. Dat ass jo u sech eng gutt Saach. Et sinn 200 Säiten dran: Analysen, Fuerderungen, Projektiounen. Villes ass gutt. Mee, oder grad dofir och vläicht: Villes war och scho geplangt, wéi de Claude Wiseler nach Minister war. Mee et ass just net ëmgesat ginn an deene leschte Joren.

De Minister seet, hie wéilt gären antizipéieren, da soen ech och, dat ass gutt. Mee virun allem wär et emol wichteg, Gas ze ginn, datt mer méi séier virukéime beim Hannendrulafen.

An „Infrastruktur effikass notzen" steet och als Ënnertitel um Plan national pour la mobilité. Do muss ech soen, da muss fir d'éischt mol d'Infrastruktur do sinn. An dat bréngt mech da bei de gratis ëffentlechen Transport, wou de Minister selwer sot, dat wär d'Kiischt um Kuch an de Kuch wär nach net do. An ech kann Iech soen: De Kuch ass nach ëmmer op ville Plazen net do! Dat ass nämlech genau an de ländleche Regiounen de Fall. Et ass awer och fir vill Leit de Fall, déi op Schichte schaffen – an hei och erëm eng Kéier d'Klinikspersonal. E funktionéiert emol net fir déi Jugendlech, déi an d'Schoul sollen domadder fueren.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | An dës Leit, déi vun dem gratis ëffentlechen Transport net kënne profitéieren, déi en awer matbezuelt hunn, déi sinn elo gebeidelt mat deenen extreem héije Spritpräisser. Ech hunn Iech gesot, zwee Euro de Liter a mir si schonn driwwer. An déi Leit si richteg rose mat Iech. An u sech hu se Recht!

D'CSV steet fir en Ausbau an eng besser Koordinatioun vum ëffentlechen Transport. Hie muss u sech vun identescher Qualitéit an Disponibilitéit sinn an alle Regiounen an Ecke vum Land, eeben och aus Grënn vun der Gerechtegkeet. An do geet et net duer – ech hunn dat och matbruecht –, fir am digitalen Zäitalter de Leit ze soen, si wären e bëssen ze domm, fir déi nei Nummeréierung vum RGTR do ze verstoen.

Eng grouss Mediecampagne, ech weess schonn net méi, „horaires sur mobilité", „eng Kaart fir d'Täsch" – meng Täsch ass schonn emol net grouss genuch –, an da soll jiddweree sech déi bestellen.

(Mme Martine Hansen montre la carte du réseau des bus RGTR mentionnée.)

Sou, ech hu mer déi och bestallt. An ech muss soen, si ass och zwee Deeg duerno ukomm, mat engem schéine Bréif vum Här Bausch. Ech kann Iech awer just soen, wann ech moies um Bus stinn, an och dat hunn ech getest, an deen huet 21 Minutte Verspéidung, dat gesinn ech op menger Mobilitéitsapp, well ech kann Iech nämlech och nach soen: Heirop gesinn ech et net! Well ech hunn zwar e Brëll, mee déi Linnen, déi vun Ettelbréck, do stinn dann iergendwellech Nummeren, mam Brëll gesinn ech se net, a wann ech … Een, deen net mat der App eens gëtt, deen hëlt jo warscheinlech d'Kaart, a fir een, deen d'Kaart kuckt an näischt gesäit, do bréngt d'Kaart och näischt!

An a mengem Duerf ass emol keng Bushaltestell opgezeechent, dat heescht, déi bréngt mer souwisou näischt. Mee wann de Bus da Verspéidung huet, da kënnt e Bus, deen u sech vill éischter hätt misse kommen, deen awer 31 Minutte Verspéidung hat, dat scho moies um 7.15 Auer – ech froe mech, wou déi Verspéidung hierkënnt. Deen een kënnt iwwerhaapt net an et taucht een op, dee weeder hei dropsteet nach op der Mobilitéitsapp.

(Hilarité)

Da kann ech Iech soen, da bréngt dat hei iwwerhaapt näischt!

(Interruption)

An: Mat där Kaart an der Täsch hätt ech awer den Zuch verpasst. Dat heiten ass erëm eng Kéier eng grouss Marketingaktioun, déi Sue kascht huet, de Steierzueler Sue kascht huet, awer de Leit, déi op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, iwwerhaapt näischt bruecht huet.

(Interruptions)

An elo hunn ech gëschter héieren …

(Interruptions et brouhaha)

Elo hunn ech gëschter héieren, et kënnt en Observatoire fir digital Mobilitéit. Also, mir schafen elo erëm eng Kéier eng Partie Aarbechtsplazen. An ech géif mengen, och déi Aarbechtsplaze wäerten de Leit och net direkt eppes hëllefen.

D'CSV steet fir den Ausbau vum Ruffbus-System am ländleche Raum, fir méi Park&Ride-Parkingen op strateegesch sënnvolle Plazen, an dann, entschëllegt, datt ech eng Kéier eppes hei konkreet vum Norde soen, mee endlech eng anstänneg Eisebunnverbindung am Norden! Mir hunn ëmmer erëm gefrot, datt déi soll zweegleiseg ausgebaut ginn. Si ass eegleiseg ausgebaut, den Tunnel ass zesummegefall an et funktionéiert iwwerhaapt näischt méi. Guer näischt méi funktionéiert am Norden! Also, wannechgelift, plangt dann elo endlech deen zweegleisegen Ausbau!

(Interruption)

D'Madamm Empain wëll keen zweegleisegen Ausbau, mee plangt endlech deen zweegleisegen Ausbau vun där Nordstreck!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wat ass dat do da fir e Blödsinn?

Mme Martine Hansen (CSV) | An da wéisst ech wierklech gären …

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dir hutt lauter Questions parlementaires gestallt an Äntwerten drop kritt!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Martine Hansen (CSV) | Da wéisst ech wierklech gären, wéilt ech wierklech gären, datt Der géift hei eng absolutt Prioritéit maachen, datt déi do Streck sou séier wéi méiglech erëm eng Kéier un d'Funktionéiere kënnt.

D'CSV steet awer och – an dat ënnerscheet eis vu verschiddene Parteien – fir den Individualverkéier, deen natierlech muss méi klimafrëndlech ginn. Fir eis ass et nämlech kloer, datt et och an noer Zukunft net ouni den Auto geet. A genau duerfir fuerdere mer op de strateegesch wichtege Plazen en Ausbau vum Stroossennetz.

Wéi gesot, d'Stroosseprojeten, déi de Claude Wiseler scho geplangt hat, sinn nach net ëmgesat ginn. Mir sinn do net wäit virukomm. Och déi néideg Contournementen, si sinn och elo erëm eng Kéier dran: Käerjeng, Hesper, Ettelbréck. Ettelbréck, wat extreem wichteg wär, och fir d'Entwécklung vun der Nordstad – null, null virukomm!

Et muss dann och opgehale ginn, op déi Leit, déi den Auto brauchen, ze klappen. Ech kann Iech just soen: Et sinn och vill Jugendlecher, déi e brauchen. An do-fir steet d'CSV och weiderhi fir eng Erhéijung vun der Kilometerpauschal a vum Kilometergeld. Well mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport sinn op d'Käschte vun der Allgemengheet déi Leit, déi net kënnen drop zréckgräifen, duebel benodeelegt ginn: Si mussen anstänneg an de Portmonni gräife fir de Spritt, si hunn den ëffentlechen Transport matbezuelt a si hunn näischt dovunner!

Och an deem Kontext muss een, mengen ech, einfach soen: Schaffe muss sech lounen! An et geet een net schaffen, fir de Bensinn ze bezuelen!

A wann ech da beim Auto sinn, jo, dee muss sou séier wéi méiglech méi CO_2-neutral ginn, mee als CSV setze mer net nëmmen op eng Monokultur „Elektro". Mir begréissen awer, datt do d'Bäihëllefe bäibehale ginn, mee mir sinn technologieoppen. Och Waasserstoff, och E-Fuel sollen net vergiess ginn.

Als CSV sti mer och fir e konsequenten Ausbau vun den Infrastrukturen – si ginn u sech och alljoers annoncéiert –, well ech si fest dervunner iwwerzeegt: Wann déi bis do sinn, dann iwwerleeën d'Leit och net méi sou laang, fir en Elektroauto ze kafen.

Als CSV sti mer dann och fir e séieren Ausbau vun de Vëlosweeër. An do, soen ech, mussen och d'Prozedure geännert ginn, well do baue mer och Joren a Joren. Ech soen, de Vëlo ass sécherlech eng Alternativ op klenge Strecken, op grousse Strecken och heiansdo, mee ech soen Iech: Et ass awer kee Spaass, am Däischteren ze fueren! Dofir solle mer do awer och eis Euphorie a Grenzen halen.

An dann eppes, wat ganz dacks vergiess gëtt, wat ech awer extreem traureg fannen, dat ass: Mir sti fir e verbesserten Adapto- a Mobibus-System, well grad dës Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn, si méi wéi all aneren op den ëffentlechen Transport ugewisen.

Béid Servicer hu relativ laang gutt funktionéiert, u sech, bis et zur Reform komm ass. Du koum eng App, eng zentral Organisatioun, eng Reservéierungsplattform a sou weider, an d'Resultat ass, dass de System zanterhier manner gutt funktionéiert. Bei eis komme jiddefalls all Woch Reklamatiounen eran. An dat fannen ech extreem problematesch an et ass net ze akzeptéieren!

Et muss alles drugesat ginn, dass déi Leit, déi op Adapto a Mobibus setzen – fir déi, déi an d'Schoul fueren –, déi drop ugewise sinn, en impeccabelen a virun allem mënschlechen ëffentlechen Transportdéngscht hei zur Verfügung gestallt kréien, an dat all Dag, ouni Ausnam!

Zesumme mat de Leit, hunn ech schonn e puermol gesot, a mat de Betriber, wann ech erëm eng Kéier un eisen Nohaltegkeetsdräieck denken, musse mer och d'Klimapolitik kucken.

Fir eis als CSV ass et kloer, déi wëssenschaftlech Donnéeë soen et: Mir musse konsequent géint de Klimawandel virgoen! Et ass ënner anerem och eng Saach vu Solidaritéit a vu Verantwortung par rapport zu den nächste Generatiounen. A mir sollen op d'Wëssenschaft lauschteren an net enger Ideologie hannendrulafen. Fuerschung an Innovatioun sinn noutwendeg, fir pragmatesch an innovativ Léisungen ze fannen.

Klima- an Ëmweltpolitik gehéiere fir d'CSV an den Nohaltegkeetsdräieck. D'Klimapolitik gräift nëmmen dann, wa se ofgestëmmt ass mat der Ekonomie a mat dem Sozialen. A genau duerfir muss d'Problematik an hirer Komplexitéit ugepaakt ginn!

Et gëtt keng eesäiteg, einfach Léisungen. Do wéilt ech am Beräich vun der Landwirtschaft nach eng Kéier drop zréckkommen. Nee, mir brauche pragmatesch an novollzéibar Léisungen! Eis Haltung ass net déi vum Verbuet, mee eis Haltung ass déi vum Erméiglechen. A mir stinn, wéi gesot, zur wëssenschaftlecher Innovatioun.

Wa mer vu Klima schwätzen, da schwätze mer jo vu Reduktioun vun den Zäregasen an da komme mer och bei d'Energietransitioun. Den Energiemaart ass en internationale Maart a Lëtzebuerg wäert hei – mengen ech, do sinn ech mer zimmlech sécher – ni zum Eegeversuerger ginn. Mir importéieren am Moment 80,7 % vum Stroum.

Als CSV soe mer dofir och Jo zu den annoncéierte Bäihëllefen, fir erneierbar Energien ze förderen. Déi sinn absolutt noutwendeg, fir datt mer virukommen. Mee och hei mussen d'Prozedure vereinfacht ginn, beschleunegt ginn. Mir soen och, datt d'Virschrëfte mussen op de Leescht geholl ginn, zum Beispill déi vun der Kompensatioun. Mir hunn nämlech och hei e bëssen d'Gefill – an ech kommen herno nach beim Naturschutzgesetz drop zeréck –, datt Willkür méiglech ass.

Als CSV fuerdere mer eng transparent Potenzialetüd fir erneierbar Energien zu Lëtzebuerg. E Solarkadaster, wéi mer en hunn, dat geet net duer. Ech gesinn zwar, datt ech op mengem Haus keng Solarpannoe kann dropleeën, well et ass alles rout, mee dat geet net duer. Mir bräichte jo och eng Etüd: Wou kann ech Wandmillen opriichten? Wou kann ech soss eppes maachen? Wou kann de Staat nach méi maachen? Wou hätt ech Fläche laanscht den Autobunnen? A sou weider.

Wéi gesot, et geet awer och net duer, elo jiddwerengem ze soen, hie soll Solarpannoen op den Daach leeën. Ech hat de Mëtteg nach een um Telefon, dee sot: „Ech hunn es awer elo geschwë genuch! Ech wëll es gäre leeën, mee et ass keng Leitung do, wou ech mäi Stroum kann hispeisen, respektiv wann ech es dann hunn, da ka mäin Noper keng méi leeën." Also musse mer mol hei konsequent an d'Infrastruktur investéieren, zum Beispill och a Bäihëllefe fir Traffoen, wat extreem wichteg wär.

Als CSV begréisse mer och, datt d'Regierung mat op de Wee geet, den TVA-Saz op Fotovoltaik op 3 % erofzesetzen. De Gilles hat dat bei eise Steiermesurë proposéiert. Mir begréissen natierlech och déi Mesuren, well se sinn extreem wichteg, fir et de Leit ze erlaben, hiert Haus energeetesch ze sanéieren.

Mir sinn awer och der Meenung, datt mer solle fuerschen, zum Beispill iwwer Späicherméiglechkeeten. Mir brauchen déi. Lëtzebuerg soll do konsequent no

vir goen. Mir sollen awer och fuerschen zum Beispill iwwer Carbon Capture, well souguer de Weltklimarot seet: „Et geet net méi ouni!" Also solle mer dat hei net aus ideologesche Grënn verdäiwelen, wa mer wëssen, datt mer et brauchen. Mir sollen net soen: „Dat eent ersetzt dat anert", mee mir brauchen déi zwou Saachen. Also solle mer do eis Fuerschung higuidéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Da wëll ech awer och nach soen: Mir hu vill Gemengeleit hei. Vill vun eise Gemengen hu wierklech eng super Aarbecht gemaach am Klimaschutz. A si verdéngen och Luef hei fir hir Virbildfunktioun a si brauchen och déi néideg Ënnerstëtzung, och vum Staat.

Op där anerer Säit fannen ech et awer nach ëmmer schued, datt de Staat seng Virreiderroll net esou ausfëllt, wéi en dat misst maachen. Ech erënneren hei just nach eng Kéier drun: Et hat dräi Uleef gebraucht – an dat ass scho bal Cabaret mat deene Gréngen an der Majoritéit –, fir eng Motioun ofstëmmen ze loossen, fir datt de Staat soll kucken, fir klimaneutral ze ginn.

Am Kontext vun de Solaranlage kann een zum Beispill net onbedéngt vu Virbildfunktioun schwätzen, well 4 % vun de ronn 1.500 Gebaier vun den ëffentleche Verwaltungen hunn am Moment esou eng Anlag. 2021 huet d'Verwaltung fir ëffentlech Baute siwe Fotovoltaikanlagen installéiert. Dat ass extreem wéineg. Dat geet ze lues!

An dann hunn ech u sech och nach eng Fro. Mir krute gesot, et géif e Leitfade fir zäregasneutral Verwaltunge fäerdeggestallt ginn. Dat war d'lescht Joer. Da ginn ech dervunner aus, datt e fäerdeg ass. Ech hu kee fonnt um Site. Vläicht kann ee mer soen, wou mer dee fannen, respektiv wann en nach net fäerdeggestallt sollt sinn, wéini datt e fäerdeggestallt gëtt.

Mir begréissen och d'Hëllef vun der Klima-Agence. Mee leider ginn hei och elo, well den Undrang grouss ass, vill Rendez-vouse just iwwer Visio oder iwwer Telefon gemaach. Eng Berodung op der Plaz wär natierlech vill méi cibléiert an zilféierend.

A mir mussen och wëssen – an ech hoffen, datt dat jiddweree weess –, datt mer net iwwerall eng Wärmepompel kënnen an all Haus abauen. Mir kënnen och net iwwerall Pellets dohinnerleeën, wann net genuch Plaz do ass. Also brauche mer och fir déi Haiser eng Léisung, ouni ze soen: „Déi haten dann eebe Pech." Well ech sinn och nach dervunner iwwerzeegt, wann een d'CO_2-Bilanz vun engem alen Haus vun 1800 an eppes géif kucken, an dat géif ee vergläichen: Och wann et eng Masuttsheizung huet, mat Neibauten mat Bëton a sou virun, da wär déi CO_2-Bilanz vun deem alen Haus warscheinlech guer net esou schlecht.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Als CSV, Här President, sti mer net fir Verbuet, mee fir Erméiglechen, mat positiver Klimaënnerstëtzung, mat pragmateschen an net ideologesche Léisungen, mam Nohaltegkeetsdräieck am Bléck a mam Mënsch am Mëttelpunkt.

D'Klimapolitik muss duerfir fir d'CSV einfach, verständlech, effikass an och bezuelbar sinn, fir d'Leit a fir d'Betriber.

An hei, well ech beim Klima sinn, maachen ech just eng kleng Klammer op zum Naturschutzgesetz. Wéi gesot, dat Urteel vum Verfassungsgeriicht ass elo do. An ech kann Iech soen: Ech war frou, datt dat do war, an ech war och frou, datt Leit de Courage haten, nach eng Kéier do en Urteel unzefechten.

A mir fuerdere wierklech d'Majoritéit op, datt se elo d'Chance ergräift a lo déi néideg Upassunge mécht, fir datt dëst Gesetz dem Zil gerecht gëtt, d'Natur ze schützen, an net d'Zil huet, datt et d'Leit soll ploen. D'Zil soll sinn, datt et d'Leit soll alleguer d'selwecht behandelen, datt dat Gesetz also soll ugepasst ginn: manner Willkür, méi Transparenz a méi Rechter fir d'Bierger.

Dir hutt also elo nach eng Kéier eng Chance. An da sollen d'Majoritéitsdeputéierten, wannechgelift, och hir Verantwortung iwwerhuelen. Well heiansdo meckere se nach hei op der Tribün, ech ka mech nach ganz gutt erënneren, bei iergendenger Debatt iwwert de ländleche Raum, iwwer eppes, wat am Naturschutzgesetz steet. Dann iwwerhuelt Verantwortung a stëmmt et dës Kéier mat!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Här President, „de Mënsch am Mëttelpunkt" ass och zentral fir d'Approche zur Ekonomie, d'Wirtschaftspolitik, wat dann den drëtten Deel, déi drëtt Säit vum Nohaltegkeetsdräieck ass. An eis misst och alleguer kloer sinn, datt mer d'Wirtschaft och fir déi aner zwou Saile brauchen, well wann d'Wirtschaft d'Baach ageet, hu mer keng Sue méi fir de Klimaschutz a mir hunn och keng Sue méi fir d'Leit, fir de soziale Volet. An och eis Betriber hunn et am Moment net einfach. D'Käschten explodéieren: Energie, Material, Aarbecht. A vill Betriber, virun allem och d'Industrie, sinn energieintensiv.

Dofir hate mer 2019 eng Motioun ofstëmme gelooss. Si war refuséiert ginn. Mir haten och 2020 eng Motioun ofstëmme gelooss, och déi war refuséiert ginn, fir e Pacte climat mat de Betriber ze maachen, fir si ze ënnerstëtzen. Dat Ganzt ass elo d'lescht Joer vum Premier annoncéiert ginn. Ech weess net, ob en do ass. Mir kruten an der Kommissioun gesot, et wär vill Detailaarbecht gemaach ginn. Dat heescht awer nach net, datt dat fäerdeg ass. Ech froen also ganz kloer: Wat läit elo um Dësch? An ech soen awer och ganz kloer: Hei huet d'Regierung Zäit verschlof, fir d'Betriber matzäit a Richtung vun enger méi klimafrëndlecher Produktioun hinzeguidéieren.

An ech wëll hei och nach eemol betounen, datt Schäinhellegkeet weeder eis nach dem Klima hëlleft. Et kann net sinn, hei eenzel Branchë futti ze maachen an dann awer op där anerer Säit déi Saachen, déi dann net méi hei produzéiert ginn, einfach vu Plazen ze importéieren, wou de Klimaschutz keng Bedeitung huet! Dat gëtt zwar eiser Klimabilanz net ugerechent. A vläicht musse mer och do eng Kéier iwwerleeën, ob een déi berechent, déi kënnt jo och net vum Himmel gefall, ob een déi net eng Kéier misst änneren. Mee dat ass awer soss näischt aneres wéi Schäinhellegkeet! Also ass och hei eis Aussepolitik an eis Europapolitik gefuerdert.

Mir begréissen och d'Aiden, och erëm eng Kéier hei sous réserve – keng Kaz am Sak –, déi elo an der Tripartite fir d'Betriber geholl gi sinn. Mir hunn natierlech nach eng Partie Froen, virun allem: Wat seet d'EU dozou? Wat géif d'EU och zu där Mesure soen, wa mer eng drëtt Indextranche d'nächst Joer kréichen a wann déi komplett géif bei de Betriber ausgeglach ginn? Respektiv wann d'EU domadder Problemer hätt, wat wär dann d'Léisung vun der Regierung?

Mir stinn och zum Nohaltegkeetscheck fir d'Betriber, déi sech hei wëllen umelle oder usidelen – en Nohaltegkeetscheck, awer keen, wannechgelift, keen administratiivt Monster! Dee war d'lescht Joer annoncéiert ginn. Dëst Joer huet den Här Premier u sech vun engem Nohaltegkeetscheck vun de Gesetzer geschwat, awer net méi iwwert deen heiten. Ech wëll also gär wëssen: Wou ass deen heiten drun?

E gutt Beispill, wéi ee kann am Interessi vum Gläichgewiicht an der Nohaltegkeet schaffen, ass déi sougenannte „Loi Rau reloaded". Déi ass deposéiert gi vum Gilles Roth a vum Laurent Mosar. Heimat solle Spuerer Ureizer gebuede kréien, fir an nohalteg an digital Betriber ze investéieren. Och hei hoffe mer dann, datt d'Majoritéit eis ënnerstëtzt.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Da musse mer och de Statut vum Independant upassen. Mir solle si ënnerstëtzen an net diffaméieren. Och hei hunn de Marc Spautz an de Laurent Mosar zwou Gesetzespropositiounen deposéiert, fir d'Ënnerscheeder tëschent dem Independant op där enger Säit an dem Salarié op där anerer Säit am Beräich vun der Sécurité sociale a vum Aarbechtsrecht méi kleng ze maachen. Och hei hoffe mer, datt déi séier an d'Kommissioun kommen an och d'Ënnerstëtzung vun der Majoritéit kréien.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | An da kommen ech bei de gesamten administrativen Opwand. Déi gesamt administrativ Prozedure musse vereinfach ginn. An do ass nach eng Ausso vun deem private Baupromoteur, déi mer ganz sympathesch schéngt. Déi Tax op d'Bürokratie, et kéint een et sech wierklech mol eng Kéier iwwerleeën, also mir soen, mir géifen d'Digitaliséierung fërderen, mee heiansdo, …

(Interruption)

… heiansdo froen ech mech, …

(Interruptions)

… heiansdo froen ech mech …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, d'Madamm Hansen huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Also ech kennen den Här net. Ech hu vun enger Iddi geschwat, ok?

Une voix | A!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hu vun enger Iddi geschwat!

Une voix | Den Här Staatsminister huet …

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dir hutt just gesot vun engem Promoteur.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hu gesot, ech hunn um Radio eppes héieren, an ech ka sécher hei nach eng Iddi iwwerhuelen, wou Dir vläicht e bëssen nervös gitt, well déi Digitaliséierung net esou virugeet. Ech hunn nämlech heiansdo d'Gefill, wéi wa sech d'Dossieren nach ëmmer a Pabeierform géife stapelen, ier ee se géif no an no ofschaffen. Et geet och anescht am digitalen Zäitalter!

(Interruption)

Et dauert op jidde Fall alles vill ze vill laang!

Da brauchen d'Betriber Plaz, fir sech néierzeloossen. Wou sti mir am Dossier Google? Deen Dossier ass en Trauerspill vun Intransparenz! Wat geschitt mam Terrain Google, wa Google net kënnt? Ech soen Iech just: Vill Betriber wäre frou, wa se do eng Kéier eng Äntwert kréichen. Wéini gëtt do eng Decisioun geholl?

Da kënne mer eis hei zu Lëtzebuerg glécklech fillen, datt mer eng Bankeplaz a Finanzindustrie hunn. Mee do gesinn d'Zäiten, ech hunn et scho gesot, net méi esou roseg aus. D'Kompetitivitéit huet am Verglach zu anere Länner, zu den Haaptkonkurrenzlänner, ofgeholl.

Une voix | Richteg!

Mme Martine Hansen (CSV) | An dofir begréisse mer och déi Mesuren, fir Talenter unzezéien op Lëtzebuerg. Déi begréisse mer och! A genau duerfir ass et och fir eis extreem wichteg, den Triple-A ze behalen, well déi Finanzplaz esou eng grouss Bedeitung huet. 80 % vum IRC vum Staatsbudget komme vun der Finanzplaz. De Laurent Mosar huet eng Interpellatioun zur Situatioun vun der Ekonomie hei zu Lëtzebuerg ugefrot. Dofir gräifen ech deem elo net méi vir. Hien huet do nach Zäit, fir dat ausféierlech ze maachen. A mir hoffen, datt déi dann an deenen nächste Woche kënnt.

Ech bleiwen awer bei der Ekonomie an ech bleiwe beim primäre Wirtschaftssecteur: der Landwirtschaft. Als CSV sti mer kloer zur Landwirtschaft: Gaardebau, Wäibau, Uebstbau. A mir stinn zu enger Landwirtschaft, där hir primär Aufgab doranner besteet, gesond Liewensmëttel ze produzéieren. Mir stinn net fir eng Landwirtschaft, déi virun allem soll just d'Landschaft fleegen.

Mir stinn zur Liewensmëttelsécherheet als engem Haaptzil vun der EU-Agrarpolitik. Mir stinn zu enger Landwirtschaft, wou Liewensmëttelproduktioun a Klimaschutz mateneeginn, zu enger nohalteger Landwirtschaft. Mir stinn zu enger Agrarpolitik am Dialog a mir hätte gär dat Agrargesetz am Dialog. Mir stinn zu engem Agrargesetz, wat op fachlech novollzéibare Krittäre baséiert, fir d'Emissiounen ze reduzéieren, an net op enger pauschaler Zuel. E Betrib, dee klimafrëndlech gutt schafft, dee kann einfach net duerch eng pauschal politesch Decisioun a senger Entwécklung ausgebremst ginn!

Ech hoffen, mir sinn eis alleguer heibanne bewosst, datt mer jonk, dynamesch Bauere brauchen. A si brauchen Zukunftsperspektiven. A genau déi Zukunftsperspektive kréie se mat dësem Agrargesetz, wat ideologesch Fessele festleet, net!

An och hei soen ech Iech: Et ass extreem traureg, datt dës Regierung et verpasst huet, matzäit op d'Erausfuerderunge vum Klimaschutz ze reagéieren. Dir hutt bis 2021 d'Bauere gezwongen, méi grouss ze ginn, méi Déieren ze halen, fir datt se kënne Bäihëllefe kréien. Dir hutt et net fäerdegbruecht, e System – a mir hunn dat e puermol gefrot – vun eenzelbetrieblechen Nohaltegkeetschecken, Klimachecken, opzebauen.

A fir et elo ze maachen, sot den Här Minister eis an der Kommissioun, dat wär ze vill komplizéiert, d'Zäit géif fortlafen. Da soen ech: D'Regierung hätt sech missen éischter op déi hënnescht Féiss stellen! A fir elo ganz einfach de Ball dann erëm bei d'Baueren ze geheien, well d'Regierung et verschlof huet, eppes Anstänneges op den Dësch ze leeën, dat geet net! Dat ass definitiv ze einfach!

An duerfir hu mer och eng Motioun, déi ech hei deposéieren, wou mer soen: De Ministère, de Landwirtschaftsministère, huet d'Manpower. De Landwirtschaftsministère huet alleguer d'Donnéeën. A wa mer eis hei eens sinn a mir huelen d'Demonstratioun eescht, déi gëschter hei war, mir huelen déi eescht, déi u sech soen, si wéilte gären d'Liewensmëttelsécherheet, si wéilte gären d'Familljebetriber ënnerstëtzen, si wéilte gären ökologesch Verantwortung gemeinsam iwwerhuelen, si wéilte gären en Agrargesetz, wat reell Perspektiven opweist, wa mer dëse Secteur gäre wëllen ënnerstëtzen, wa mer gäre wëllen de jonke Bauere Perspektiven opweisen, richteg Perspektiven opweisen, da musse mer d'Landwirtschaft kënnen nohalteg gestalten!

Ech kéint elo nach eng Kéier den Dräieck erashuelen. Wann ech just deen ee Wutz vum Naturschutz an d'Luucht hiewen, da fält dee ganze Buttek erof, dann hu mer herno keng Landwirtschaft méi. An dat geet net!

Also, duerfir invitéiere mer d'Regierung hei, an den Här Minister mat senger Verwaltung, datt d'Artikele 6 a 7 ..., wou déi Uewergrenz vun zwou theoreeteschen Aarbechtskräfte festgehale gëtt, Aarbechtskräften, déi Beräicher, Déierenhaltung ... Ab där muss een eng Geneemegung ufroen a wann d'Ziler net erreecht sinn, kritt ee keng Geneemegung; Krittären, déi absolutt näischt aussoen doriwwer, ob de Bauer klimafrëndlech schafft oder net. Mir fuerderen also de Ministère op, datt en dës Artikelen iwwerschafft mat Krittären, déi wëssenschaftlech, technesch nozevollzéie sinn ...

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | ... an déi zielführend sinn, fir d'Emissiounen ze reduzéieren, fir eis dat als Dialogpabeier fir d'Baueren a fir an d'Kommissioun an den nächste puer Wochen ze presentéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant les revendications que les agriculteurs ont formulées récemment lors d'une manifestation devant la Chambre des Députés, à savoir le respect de la souveraineté alimentaire, un renforcement des entreprises familiales, un développement en commun accord de la responsabilité écologique et une loi agraire offrant des perspectives réelles ;

– soulignant l'importance existentielle du secteur de l'agriculture pour la sécurité alimentaire des citoyens et la souveraineté alimentaire de la société ;

– soulignant que les jeunes agriculteurs ont besoin de perspectives réelles et concrètes ;

– soulignant par conséquent l'importance d'exploitations agricoles compétitives et durables ;

– rappelant que l'agriculture exprime une volonté certaine pour faire des efforts en matière de protection du climat ;

– considérant que la taille de l'exploitation seule n'est nullement décisive pour contribuer à la protection du climat,

invite le Gouvernement

– à reformuler les articles 6 et 7 de la loi agraire en tenant compte de critères scientifiquement et techniquement justifiés et vérifiables, afin d'avoir, dans les semaines à venir, au sein de la Commision de l'Agriculture, mais avant tout au sein du milieu agricole, une nouvelle base de discussion pour la réduction des émissions.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Mir fuerderen also, datt dëst Agrargesetz direkt ugepasst gëtt, an dat am Dialog mat de Baueren! Et ass dee falsche Wee, elo nach méi laang ze waarden. An duerno gëtt jo da gesot: „Et ass ze spéit!"

Här President, d'Basis vun all Nohaltegkeet ass Fridden a Fräiheet a Sécherheet. Dat bréngt mech um Schluss vu menger Ried leider zur Ukrain. Well hei, op dräi Fluchstonne vu Lëtzebuerg fort, fënnt am Moment dee schlëmmste Krich an Europa statt zanter dem Zweete Weltkrich, an dat schonn zanter aacht Méint.

Vill vun eis hate gemengt, dat wär net méi méiglech. Mee mir goufe mat dësem Zivilisatiounsbroch vum Här Putin enges Bessere beléiert. A grad elo lafe mer Gefor, datt dëse Krich nach weider eskaléiert. Ech verweisen op déi rezent russesch Attacken op Kiew an op d'Zivillinfrastrukturen an der Ukrain.

Am Detail wäert de Claude Wiseler an der aussepolitescher Debatt op dëse Sujet fir eis agoen. Ech wëll hei just dräi Messagë soen. Éischte Message: Solidaritéit. Dësen Ugréffskrich ass e Vëlkerrechtsbroch just vu Russland an dem Här Putin. Mir stinn als CSV fir eng onageschränkt Solidaritéit mat der Ukrain an de Leit op der Plaz, déi all Dag vill Misär erliewen.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Dat heescht konkreet och, oppen ze bleiwe fir Flüchtlingen.

Ech hoffen – mir hate Kommemoratiounsdag –, datt d'Leit sech däers nach alleguer erënneren. Meng Mamm huet och missen evakuéiert ginn, mat hiren Elteren, mat hirer Schwëster. Déi ware blesséiert. Et huet ee se misse un e Stull strécken, duerch de Schnéi zu Fouss, an du ware se frou, datt iergendzwousch e Camion se mat op Ell ... Et war net wäit, mee si hunn awer evakuéiert misse ginn a si ware frou, wéi ee se opgeholl huet. An och déi heite Flüchtlinge si frou, wa mer se ophuelen. An do hu mer eng Verantwortung.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | An dat hei heescht och Waffeliwwerungen an och soss Hëllefsgidder liwweren. Mir loossen d'Ukrain net eleng!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Zweetens: Sanktiounen. Den Aggressor ass kloer de Putin. A Russland muss spieren, datt de Krich e Präis huet. Mir stinn als CSV duerfir weider zu de Sanktioune géint Russland.

An drëttens: Perspektiven. Et gëtt och eng Zäit nom Krich. Mir mussen de Leit duerfir och elo scho Perspektiven opweisen a Mutt maachen. An dofir zielt och d'Aussiicht, natierlech no alle Reegelen, op eng EU-Memberschaft an och de wirtschaftlechen Neiopbau vun der Ukrain nom Krich. Well d'Ukrain däerf dëse Krich net verléieren. Si kämpfe fir hir Fräiheet, fir hir Demokratie, mee si kämpfen och fir eis Fräiheet.

De Putin däerf dee Krich net gewannen, soss verléiere mer alleguer. Soss verléiert de Fridden an och eis gemeinsam Fräiheet a Sécherheet.

Här President, eist Land ass an enger schwiereger a villschichteger Kris, eng breet Kris fir déi kleng Leit awer och fir déi breet Mëttelschicht an och fir d'Betriber. Blo, Rout a Gréng huet et an néng Joer verpasst, huet et an de gudde Jore verpasst mat hirer Politik, eist Land a méi nach eis Leit staark ze maachen, fir duerch dës Kris ze kommen. Am Géigendeel, Blo-Rout-Gréng huet an néng Joer verpasst, déi grouss Problemer vun de Leit ze léisen: Wunnengsbau, Klimaschutz, Gesondheet, Mobilitéit a villes méi.

Blo-Rout-Gréng ass awer ugetrueden, fir alles besser a méi transparent ze maachen. Fakt ass awer, datt villes méi schlecht an och méi däischter ginn ass, net zulescht d'Stëmmung bei de Leit an och bei de Betriber.

Nohaltegkeet muss definitiv d'Setzwo si vun eiser Politik. Just mat Nohaltegkeet kënnt eist Land, a virun allem seng Leit, d'Familljen, erëm an d'Gläichgewiicht zréck, dat mer verluer hunn. An dës Nohaltegkeet huet dräi Sailen: d'Émwelt, d'Ekonomie an dat Soziaalt. An dës Nohaltegkeet huet e Mëttelpunkt: de Mënsch. A fir dee maache mer Politik. A fir dee brauche mer Entlaaschtung, well dee muss och erëm selwer an d'Setzwo kommen. Wa mer dat Gläichgewiicht net hikréien, da kippt net just den Nohaltegkeetsdräieck, mee da riskéiert eis Gesellschaft ze kippen – an d'Leit mat.

An duerfir nach eemol: D'Problemer vun de Leit mussen nohalteg geléist ginn, musse mer och

nohalteg kucken a behandelen, dat heescht, vun alle Säiten a mat alle Facetten. A gëschter sot de Premier 26-mol „Verantwortung". Da soen ech: Verantwortung heescht net schéint Wieder. Mee Verantwortung, do ass d'Wuert „Antwort" dran, an där hu mer der gëschter ganz vill gefeelt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | U!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen: „Mir liewen an ausserge-wéinlechen Zäiten", sou huet de Premier Xavier Bettel gëschter seng Ried ugefaangen. Zäite voller Onsécherheet a voller Ongewëssheet. De 24. Februar 2022 wäert mat Sécherheet als schwaarzen Dag an d'Geschichtsbicher agoen. En Dag, wou Grenzen iwwerschratt gi sinn an engem Domän, wou mer et net méi fir méiglech gehalen hätten. An dat Ganzt hei direkt bei eiser Hausdier!

Mir hu säitdeem weltwäit mat Liwwerenkpäss, mat héijen Energiepräisser a mat enger staarker Inflatioun ze kämpfen. An dat spiert jiddereen.

An esou enger Situatioun zielt géigesäiteg Solidaritéit. A mir halen zesummen. De beschte Beweis dofir ass deen Accord, deen an der Tripartite tëschent der Regierung an de Sozialpartner virun zwou Woche fonnt ginn ass. Et ass en historeschen Accord, deen op en Neits beweist, dass de Sozialdialog zu Lëtzebuerg fonctionéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass awer och de Beweis dofir, dass mer hei zu Lëtzebuerg kapabel sinn, Kompromësser ze fannen am Interêt vum Land. An ech soen op dëser Plaz alle Sozialpartner e ganz grousse Merci.

An ongewëssen Zäite brauchen d'Leit an d'Betriber eng Regierung ewéi déi, déi mer hunn. Eng Regierung, déi Verantwortung iwwerhëlt, déi d'Problemer ugeet an déi d'Land mat roueger Hand duerch stiermesch Zäite féiert, mat engem Premier un der Spëtzt, deen d'Rudder fest am Grëff huet.

An Erausfuerderungen, där gëtt et am Moment méi wéi genuch. Nieft dem Krich an der Ukrain an den Energiepräisser sinn dat déi ëmmer méi probabel Wirtschaftskris, Rezessioun, de Klimawandel, de Logement an natierlech och d'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet.

De Premier huet gëschter a senger Ried däitlech gesot, dass hien a seng ganz Ekipp all dës Erausfuerderunge wëlle resolutt ugoen. Well et geet hei ëm Problemer, déi alleguerten och Lëtzebuerg concernéieren, well et geet ëm eist Land.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, well et ëm eist Land geet, hu mer an de leschte Jore grouss budgetär Ustrengunge gemaach, fir de Leit, de Betriber an den Independanten zur Säit ze stoen. Jo, Krisenzäite si keng Zäite fir Austeritéitspolitik. Aus de Feeler vun de viregte Regierungen hu mer déi richteg Schléss geholl. Mir hunn eis net doutgespuert, mee d'Leit an d'Betriber bei der Relance ënnerstëtzt.

Zu Lëtzebuerg hu mer, zanter der Pandemie, wäit iwwer 5 Milliarden Euro an de Grapp geholl, fir duerch déi sëllege Krisen ze kommen a gläichzäiteg d'Land zukunftsfit ze maachen.

D'Demokratesch Partei steet voll a ganz hannert där Politik.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Loosst mech dofir mol nach eng Kéier op eng Rei Mesuren agoen, ugefaange mat de Mesuren aus der Covidpandemie.

Fir géint d'Pandemie virzegoen an den Impakt vun der Kris op eist Land ofzefiederen, huet de Staat direkt e Solidaritéitspak ausgeschafft, deen am Joer 2020 2,6 Milliarden Euro kascht huet.

Ouni de Chômage partiel, ouni Hëllefe fir d'Entreprisen, ouni Hëllefe fir verschidde Secteuren, wéi de Konschtsecteur zum Beispill, an ouni eng ganz Rëtsch aner Aiden, wär eis Ekonomie haut um Buedem. D'Chômagezuele wären explodéiert a vill Leit wären an d'Aarmut gerutscht. Dat ass net geschitt, duerch déi Mesuren, déi mer geholl hunn. An doriwwer sollte mer eis alleguer zesummen emol freeën.

Mir hunn dobäi virun allem un déi Schwaach an eiser Gesellschaft geduecht. Jo, mir hu keen am Ree stoe gelooss. Ech erënneren nach eemol drun, dass d'Allocation de vie chère verduebelt ginn ass an dass d'Mindestlounempfänger an där Zäit vum Chômage partiel 100 % vun hirer Pai ausbezuelt kritt hunn, eng eenzegaarteg Mesure an Europa. Keen anert Land an Europa huet sech wärend der Kris esou sozial gewise wéi Lëtzebuerg! An dorobber kënne mer zu Recht stolz sinn.

An der Pandemie ass och en zweete Pak, de sougenannten „Neistart Lëtzebuerg" lancéiert ginn. An deem Pak vu ronn 750 Milliounen Euro sinn nei Jalone fir Lëtzebuerg gesat ginn. Ganzer 23 Moossnamen hunn derfir gesuergt, dass Aarbechtsplaze geséchert gi sinn, an dat a verschiddene Secteure wéi dem Horeca zum Beispill, dass dee weider Ënnerstëtzung kritt huet.

Vill Leit hunn och vum 50-Euro-Bong profitéiert, fir d'Land aus senger touristescher Siicht ze entdecken.

An zousätzlech hu mer e Relance- a Solidaritéitsfong geschaf, deen ënnert anerem d'Transitioun zu enger méi nohalteger Wirtschaft beschleunegt huet.

Och hei gouf séchergestallt, datt kee vergiess gëtt. Notamment goufen d'Loyeren am leschte Joer nach eemol agefruer. D'Regierung huet also e ganz grousse finanzielle Präbbeli opgespaant, mat deem keen am Ree stoe gelooss ginn ass.

Och no der russescher Invasioun géint d'Ukrain huet eis Regierung ganz séier reagéiert. Mat de Mesurë vum Energiedësch goufe weider wichteg Hëllefen decidéiert, fir d'Kafkraaft vun de vulnerabele Stéit ze stäerken, well et si si, déi am schlëmmste vun der Präisdeierecht getraff sinn.

D'Allocation de vie chère gouf gehéicht, fir deene sozial schwächste Familljen duerch d'Energiekris ze hëllefen. D'Stéit kruten hei tëschent 200 a 400 Euro Energieprimm. Doriwwer eraus ass d'Limitt, fir d'Allocation de vie chère ze kréien, ëm 25 % gehuewe ginn. Méi Leit konnten also duerch dës Mesure an de Genoss vun der AVC kommen. Och d'Reseauskäschte vum Gas a vum Stroum sinn op null gesat ginn, wat bei engem Duerchschnëttsstot bis zu 500 Euro ausmaache kann.

Ech erënneren drun: Dat ware Mesuren, déi virun der éischter Tripartite-Ronn beschloss goufen. D'Regierung war zënter Ufank vun der Kris op Zack an huet zäitno an effikass reagéiert, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass nëmmen den Ufank vun deem, wat fir d'Leit a besonnesch fir déi sozial manner gutt gestiwwelt Leit an awer och fir d'Betriber hei am Land gemaach ginn ass. An dat ass net näischt, ganz am Géigendeel!

Wéi d'Energiepräisser an d'Inflatioun ugezunn hunn, huet de Premier Xavier Bettel eng Tripartite zesummegeruff, bei där den éischte Solidaritéitspak decidéiert gouf. An erlaabt mer hei och nach eemol eng Kéier kuerz drop anzegoen, wat an deenen iwwer 800 Milliounen alles dragestach huet, fräi nom Motto: „Tue Gutes und sprich darüber!" Ech wëll hei ënnerstréichen: Dat gëtt heiansdo verwiesselt, mee dee Sproch kënnt net aus der Bibel!

D'Zil vum Solidaritéitspak 1.0 war, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen an Aarbechtsplazen ofzesécheren, Mesuren, déi schonn zum Deel a Vergiessenheet gerode sinn. An dofir widderhuelen ech se, well do si Mesuren drënner, déi lafen elo nach ëmmer.

Mam Verréckele vun der Indextranche vum Juli 2022 ass de Steierkreditt Energie agefouert ginn, deen de Stéit mat méi niddregem a mëttlerem Akommes hire Kafkraaftverloscht kompenséiert, voire iwwerkompenséiert, an déi Mesure leeft nach bis den 1. Abrëll d'nächst Joer. An et ass déi éischte Kéier, wou d'Stéit hei zu Lëtzebuerg esou eng cibléiert Kompensatioun kritt hu fir d'Verréckele vun enger Indextranche.

Nom selwechte Prinzipp kruten och d'Beneficiairë vum REVIS a vum Revenu pour personnes gravement handicapées en Equivalent zum Steierkreditt.

Mir hunn d'Kannergeld 2021 erëm indexéiert. A fir dass d'Familljen net sollten drënner leiden, dass d'Indextranche am Juli verréckelt ginn ass, hu mer d'Échelle mobile des allocations familiales agefouert, esoudass d'Indexéierung vum Kannergeld net verréckelt ginn ass am Juli.

Mir hunn d'Subvention loyer gehéicht an d'Loyere weider agefruer. D'Studentebäihëllefe si gehéicht ginn, besonnesch well si och vun der Präisdeierecht betraff sinn, an dat an der Moyenne ëm 7 %. Mir hunn eng temporaire Reduktioun vu 7,5 Cent um Bensinn, dem Diesel an dem Masutt agefouert, déi nach eemol ëm ee Mount verlängert ginn ass.

A mir hunn eng cibléiert Hëllef fir d'Entreprisë mat extra héijen Energiekäschten agefouert. Mir hunn de Régime d'aide fir Entreprisë mat Liquiditéitsproblemer decidéiert an eng staatlech Garantie erlaabt hinnen, e Prêt opzehuelen. En anere Régime d'aide iwwerhëlt en Deel vun de Käschten, déi de Betriber duerch den europäeschen ETS-System entstinn. A mir hunn natierlech och d'Prime House fir eng energeetesch Sanéierung gehéicht.

Här President, all déi Mesurë stäerken d'Kafkraaft vun de Leit a si bréngen de Betriber Previsibilitéit.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Wéi ech scho virdru gesot hunn, gouf viru Kuerzem den zweeten Accord an der Tripartite decidéiert. Tëschent dem éischten an dem zweeten Accord, ech wëll dat nach eng Kéier ënnerstréichen, do leie just sechs Méint.

De Solidaritéitspak 2.0 huet eng Héicht vun 1,1 Milliarden Euro. D'Regierung huet dobäi op dräi grouss Prioritéite gesat. Éischtens: d'Inflatioun bekämpfen. Zweetens: d'Kafkraaft stäerken. An drëttens: Aarbechtsplazen a Betriber ofsécheren.

Och hei wäert ech nach eemol d'Mesuren opzielen. Déi nächst Indextranche gëtt ganz normal ausbezuelt, normalerweis am Ufank vum nächste Joer. Am Abrëll 2023 gëtt dann déi Indextranche normal ausbezuelt, déi am Juli 2022 verréckelt ginn ass. Um Index gëtt also weeder gefréckelt, nach ass den Index a Fro gestallt. Dat kann een och hei uewe vun dëser Plaz aus net oft genuch widderhuelen!

D'Gaspräisser ginn op enger Hausse vu maximal 15 % gedeckelt, d'Stroumpräisser gi fir dat nächst Joer

ganz agefruer, de Masutt geet ëm 15 Cent pro Liter erof an et gëtt och eng Präisreduktioun bei den Holzpellets. Fir all dat bezilt de Staat d'Differenzen. D'TVA wäert erofgesat gi vu 17 % op 16 % respektiv vu 14 % op 13 % oder vun 8 % op 7 %. D'Energieprimm an d'Allocation de vie chère gi fir 2023 verlängert. Nieft den Indexupassungen gëtt am Januar och de soziale Mindestloun ëm 3,3 % gehéicht. D'Präisser an den Alters- a Fleegeheimer kënnen nëmmen nach mat enger Indextranche erhéicht ginn. Fir de Rescht si se gedeckelt. Kleng a mëttelgrouss Betriber kënnen eng nei Energiehëllef ufroen an et sinn och eng Rëtsch Hëllefen am Kader vun der energeetescher Transitioun decidéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn Iech elo den Iwwerschlag gemaach vun de Mesuren aus der Covidpandemie, awer och vun den zwee Solidaritéitspäck an dem Energiedësch. A wéi gesot, mir leien do däitlech iwwer 5 Milliarden, déi mer an de Grapp geholl hunn. An déi 5 Milliarden, déi stoungen natierlech net am Koalitiounsaccord an déi konnte mer och net virausgesinn.

Et war mer wichteg, dës Mesuren nach eng Kéier opzezielen, well ech ginn nämlech d'Gefill net lass, dass verschidde Leit heibannen – absichtlech oder och net – déi Mesurë schonn erëm vergiess hunn oder se gär vergiess hätten an de Compteur einfach op null stellen, fir mat anere Fuerderunge finanzieller Natur hei op d'Riednerpult ze kommen.

Dobäi ass d'Gesetz vum Solidaritéitspak 2.0 emol nach net gestëmmt. D'Mesurë sinn nach net um Lafen an d'Mesurë vum Solidaritéitspak 1.0 sinn emol nach net fäerdeg. Wéi gesot: „Tue Gutes und sprich darüber!"

D'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet spillt besonnesch a Krisenzäiten eng ganz wichteg Roll. Mir hunn awer net op d'Kris gewaart, fir fir méi Gerechtegkeet ze suergen, och an der Steierpolitik. D'DP steet fir e gerechte Steiersystem, deen der Situatioun vun haut entsprécht. A mat der Steierreform vun 2017 hu mir gewisen, dass dat fir eis eng Prioritéit ass. Jo, ech soen dat kloer an däitlech zu de Kolleegen hei zu menger Rietser: 2017 gouf et eng Steierreform, och wann dat bei menger Virriednerin entweeder vergiess ginn ass oder vläicht einfach ausgeblent ginn ass. Mir hu mat der Steierreform vun 2017 déi kleng a mëttel Revenue staark entlaascht!

Mir hunn d'Steierkreditter sozial gestaffelt. Ech ginn Iech e Beispill: An der Steierklass 2 ass eng Famill mat 45.000 Euro Joresakommes bei der Akommessteier ëm 34 % entlaascht ginn, woubäi eng Famill mat 250.000 Euro just mat 4 % entlaascht ginn ass.

Mir hunn de Spëtzesteiersaz gehéicht, andeem mer eng Tranche vun 41 % op 42 % agefouert hunn, am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet.

Jo, léif Frënn: Dat huet eng DP-gefouert Regierung mat engem DP-Finanzminister duerchgesat!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn d'Steierkreditter fir Persoune mat engem klengen Akommes verduebelt. De Steierkreditt fir elengerzéiend Familljen ass op 1.500 Euro verduebelt ginn, well mer wëssen, dass et grad déi Leit sinn, déi dem Aarmutsrisiko am meeschten ausgesat sinn.

De Conseil économique et social huet confirméiert – an ech mengen, de Conseil économique et social, dat ass en Organ, op dat ee ka vertrauen –, dass de sougenannte Mëttelstandsbockel mat där Steierreform vun 2017, déi verschidde Leit heibanne vergiess hunn, ofgeflaacht ginn ass.

Zousätzlech dozou hu mer 2019 e spezifesche Steierkreditt fir Mindestlounempfänger agefouert, dee fir bis zu 70 Euro netto am Portmonni bei deene Leit suergt.

Mir hunn d'Indexéierung vun de Familljeleeschtungen erëm agefouert, déi eng viregt Regierung ausgesat hat.

Am Januar sinn de REVIS, den RPGH an de Mindestloun ëm 2,8 % an d'Luucht gaangen an d'Publikatioune vum Statec weisen, dass den neie REVIS déi concernéiert Menagen immens entlaascht huet.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass sozial Gerechtegkeet!

D'Bierger goufen awer net nëmme steierlech entlaascht an de leschte Joren, mee si kruten och geziilt Geld a Sachleeschtungen, fir déi kleng a mëttel Revenue weider ze entlaaschten. Ech kommen duerno nach eng Kéier dorobber zréck.

Fir méi Steiergerechtegkeet goufen och vun engem DP-Finanzminister Abuse bei de Steieren ofgeschaaft. Ech denken hei besonnesch un de Regimm vun de Stockoptions, awer och un d'Besteierung vun de FIS immobiliers.

Mir hu mam Budget 2021 d'Fongen, déi Revenuen aus Lëtzebuerger Immobilie kréien, mat 20 % besteiert. An och den Amortissement accéléré – an et ass haut schonn e puermol driwwer geschwat ginn – hu mer manner attraktiv gemaach, andeems mer d'Dauer an den Taux vum Amortissement erofgesat hunn.

D'Sociétés de gestion de patrimoine familial kruten explizitt verbueden, iwwer aner Gesellschaften indirekt Gebaier ze iwwerhuelen. Mir sinn och d'Sharedeals ugaangen, andeems den Droit de mutation verdräifacht ginn ass. Am Summer gouf d'Subvention loyer an der Moyenne ëm 50 % gehéicht, fir der Evolutioun vun de Loyerspräisser um Maart Rechnung ze droen.

Mir bleiwen awer do net stoen, neen, dës Koalitioun ass gewëllt, op där Schinn weiderzefueren. De Budget 2023 gesäit eng méi héich Ënnerstëtzung fir d'Familles monoparentales vir, andeems de Kreditt vum 1. Januar 2023 eropgeet op héchstens 2.505 Euro.

Mir wäerten net nëmmen de Montant vum Steierkreditt ëm 1.000 Euro an d'Luucht setzen, mee och vill méi wäit an d'Mëttelschicht eran de maximale Steierkreditt ausbezuelen. Do gi mer vun engem Joresakommes vu 35.000 Euro erop op 60.000 Euro Joresakommes. Ech mengen, dat ass wierklech e ganz substanzielle Schrëtt.

Mam Budget 2023 wäert och den Amortissement accéléré nach eemol manner attraktiv gemaach ginn. An Zukunft kann de Steierzueler just nach maximal zweemol am Liewe vum Amortissement accéléré profitéieren.

Dat si Mesuren, déi mer am Kader vum Steierdebat, dee mer am Juli hei haten, ugeschwat hunn, déi mer gefuerdert hunn. An dat gëtt elo ëmgesat an dat ass och gutt esou.

Weider hu mer an de leschte Jore vill Mesurë geholl, fir d'Chancëgläichheet vun de Kanner ze stäerken an och fir d'Familljen ze entlaaschten. D'Familljen – a soumat och d'Monoparentaux, well et gëtt oft vergiess, dass d'Monoparentaux och Familljen sinn –, si profitéieren haut vun enger Rei vu gratis Sachleeschtungen. An der viregter Legislaturperiod hu mer d'Kannerbetreiung an de Crèchen 20 Stonne gratis gemaach an och d'Schoulbicher goufe gratis. Dëst Joer hu mer d'Gratuitéit an de Musekschoulen, d'Mëttegiessen an de Kantinnen, Maison-relaisen an och d'Hausaufgabenhëllef agefouert.

Mir däerfen net zouloossen, dass Jugendlecher oder Kanner näischt oder manner gesond iessen, well de Portmonni vun den Elteren doheem dat net erlaabt. All Kand an all Jugendleche muss d'Recht op eng héichwäerteg Moolzecht hunn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An d'gratis Mëttegiessen an der Schoulkantin, am Fondamental, ass dowéinst eng Mesure, déi eis ganz, ganz um Häerz läit.

Fir d'Famillje vun engem Schüler, deen all Dag an d'Kantin geet, maachen dat am Joer bis zu 846 Euro Entlaaschtung fir de Portmonni vun den Elteren aus. Och dat, Kolleeginnen a Kolleegen, ass substanziell.

Eleng d'gratis Maison relais wärend de Schoulwoche chiffréiert sech an der Moyenne, jee no Revenu tëschent 300 a 1.400 Euro d'Joer pro Kand. Och dat ass net näischt!

Eis Sozialpolitik ass awer och generatiounsiwwergräifend. Esou hu mer den Accueil gérontologique fir Alters- a Fleegeheimer reforméiert. All eeler Persoun soll d'Méiglechkeet hunn, an engem Alters- oder Fleegeheim ënnerzekommen, d'Servicer ze notzen; onofhängeg vun hirem Revenu. Mir suergen och dofir, dass an dëser Kris d'Präisser an den Heemer nëmme limitéiert klamme kënnen. Mam Solidaritéitspak 2.0 hu mer och dofir gesuergt, dass d'Präisser nëmmen nach duerch d'Erfale vun enger Indextranche kënnen erhéicht ginn. Dovun ofgesi bleiwen déi Präisser gedeckelt.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn Iech den Iwwerschlag gemaach vun de Mesurë vun de leschte Joren. An da géif ech ganz gär d'Fro stellen: Wou ass de Bling-Bling? Oder, ech muss mech haut ëmstellen a mengem Wording, et ass jo net méi „Bling-Bling", et ass jo elo: Wou ass d'Club-Med-Mentalitéit vun dëser Regierung, wann ee kuckt, wat alles fir d'Leit gemaach ginn ass? An ech géif nawell gäre wëssen, wat vun deene Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn – an et sinn der eng Hellewull –, wat fir eng Mesuren d'CSV dann net gemaach hätt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'DP op alle Fall steet felsenfest zu all deene Mesuren hei. Fir eis sinn et Investissementer an d'Leit vun dësem Land. Et sinn Investissementer an d'Zukunft vun dësem Land. Et sinn Investissementer an eis Kanner. An dozou sti mir zu 100 %.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis haut iwwerhaapt esou Depensen erlabe kënnen, dann ass et, well säit 2013 eng virsiichteg Politik hei am Land gemaach ginn ass. Ech erënneren – an ech weess, dass deen een oder aneren dat elo net gären héiert – un d'Nott vum Formateur aus dem Joer 2013, an där stoung, dass eis Staatsschold à politique inchangée, dat heescht, wann déi nei Regierung mat der Politik vun der CSV weidergefuer wär, …

(Interruption)

… dass eis Staatsschold à politique inchangée vu 24,3 % vum PIB am Joer 2012 op 29,2 % am Joer 2016 geklomme wär – am Joer 2016 à politique inchangée! Abee, ech muss Iech soen: Gutt, dass mer e Politikwiessel gemaach hunn!

M. Gilles Roth (CSV) | War d'CSV eleng an der Regierung?

Une voix | Vu wéini un?

M. Gilles Baum (DP) | Vu wéini un?

M. Gilles Roth (CSV) | War d'CSV eleng an der Regierung?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Et sinn ëmmer déi aner bei Iech!

M. Gilles Baum (DP) | Ech ... Här Roth, Här Roth, ...

(Interruption)

... ech referéiere mech just op d'Nott vum Formateur. An ech soe ganz kloer: Nee, d'CSV war net eleng an der Regierung, mee si hat de Premierminister ...

(Brouhaha)

... an de Finanzminister. Voilà!

M. Claude Wiseler (CSV) | An Dir mengt, no 2013 ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... hätt d'CSV näischt changéiert, wa se an der Regierung gewiescht wär, hätt se net eng Politik adaptéiert?

M. Gilles Baum (DP) | Dat wär ...

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech mengen, Dir verkennt d'politesch Realitéit vun hanne bis vir a vun uewe bis ënnen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech huelen dat doten un, Här Wiseler. Mee op alle Fall wäerte mer ni gewuer ginn, wéi d'Staatsschold evoluéiert hätt, wann d'CSV an de leschten zéng Joer an der Regierung gewiescht wär.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass zwar absolutt richteg, wat Der sot ...

M. Gilles Baum (DP) | Do kënne mer maachen, wat mer wëllen, dat wäert heibannen ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass absolutt richteg, mee dat ass awer och dat Eenzegt, wou der Recht hutt!

M. Gilles Roth (CSV) | Wësst Der, d'Notes au formateur, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... hein, déi si relativ! Ech soen elo net méi.

(Interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Kommt, ech fuere weider.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Wann Der just erlaabt, ech muss mech awer hei virun eng Fonction publique stellen, déi eis Notte schreift, déi dat independant mécht. Ech fannen et vun engem fréiere Beamten, esou sengen Exkolleegen an de Réck ze falen, zimmlech schlëmm!

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn, wéi mer 2013 an d'Regierung komm sinn, och misse mat eppes kämpfen, wat net onbedéngt virgesi war, dat war d'Ewechfale vum Commerce électronique. An awer hu mer dat Zil vun den 30 % vun der Staatsverscholdung ëmmer am A behalen. An dat bleift och elo esou.

Jo, mir hunn et fäerdegbruecht, d'Scholdespiral ze briechen. Mir hunn an de Jore virun der Pandemie d'Staatsfinanze sanéiert a mir konnte souguer virun der Pandemie erëm en Iwwerschoss am Zentralstaat verbuchen, eng Situatioun, déi et virdru just Mëtt den 2000er virun der deemoleger Finanzkris ginn ass.

Ouni Pandemie, ouni Energiekris, ouni Krich an der Ukrain géife mer haut bei enger Staatsschold vu 17,6 % leien.

Jo, eis Staatsschold wär haut däitlech méi kleng wéi se 2013 war, wéi mer d'Rudder iwwerholl hunn, an dat, obwuel mer massiv, massiv Investissementer an d'Zukunft vum Land an an d'Zukunft vun de Leit gemaach hunn. Mir hu Retarden opgeholl, jo, Retarden, déi sech besonnesch och am ëffentlechen Transport accumuléiert hunn.

D'nächst Joer leien eis ëffentlech Investissementer bei 3,8 Milliarden. Dat ass e Plus vun enger Milliard par rapport zum leschte Joer. An erlaabt mer dat ze soen: Dat ass gewalteg!

2013 louchen d'Investissementer just bei annerhallwer Milliard, also bei der Hallschent vun haut. D'Investissementer sinn an deenen zéng Joer deemno verduebelt ginn. Elo erlaabt mer d'Fro nach eng Kéier, ob dat, wat an deenen zéng Joer gemaach ginn ass, ob dat Bling-Bling-Politik war oder – wéi et haut elo neierdéngs heescht, ech muss mech nach do un deen Term gewinnen – ob et Club-Med-Politik war. Abee, ech wäert d'Leit dobausse froen, ob Club Med-Politik gemaach ginn ass fir d'Land a fir d'Leit heibaussen. An ech wäert dann op deem doten Term ..., ech wäert mer deen opschreiwen, ech wäert da Referenz op d'CSV huelen, wann ech mat de Leit iwwert d'Club-Med-Politik vun dëser Regierung schwätzen.

A puncto Staatsfinanze seet d'Oppositioun ëmmer erëm, dass d'Majoritéit keen Apel fir den Duuscht op d'Säit geluecht hätt. En Apel fir den Duuscht: Et ass e richtegen, richtege Lëtzebuerger Ausdrock, deen awer kaum nach ee vun där jonker Generatioun kennt. Och dat wäert ech an Zukunft da probéieren, der jonker Generatioun ze erklären. Mee loosst mech mech elo erklären!

Kolleeginnen a Kolleegen aus der Oppositioun, sot eis emol, an ech mengen, et géif eis wierklech heibannen interesséieren, wéi eng Mesuren, déi dës Regierung an dës Chamber ..., zum groussen Deel hu mer se alleguer zesumme geholl, eng CSV an der Pandemie net geholl hätt oder wat fir eng Mesuren elo an der Energiekris vun der CSV net geholl gi wären. Wéi eng Investissementer hätt Der vläicht net getätegt? Wou hätt Der gespuert? Hätt Der vläicht manner Schoule gebaut? Hätt Der manner an den ëffentlechen Transport investéiert? Hätt Der de Leit an de Betriber wärend der Pandemie keng Aiden ausbezuelt? Ech kann éierlech soen: Ech ka mer dat net virstellen!

Dofir sot eis kloer an däitlech, wou Dir de roude Bic ugesat hätt! An ech soen Iech: D'Investissementer, déi mer déi lescht Jore getätegt hunn, d'Sachleeschtungen, déi mer déi lescht Joren ausbezuelt hunn, dat waren déi richteg Decisiounen. Déi extraordinär Efforten an de Krisen waren déi richteg Decisiounen. A mir hunn derfir gesuergt, dass Land a Leit an dëse Krisen net an d'Gette gaange sinn an och net wäerten an d'Gette goen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn ... a mir wäerten eis Staatsfinanze weider responsabel verwalten, esou wéi mer et an der Vergaangenheet gemaach hunn. A wann ech vun der Stabilitéit vun de Staatsfinanze schwätzen, da schwätzen ech och – an zemools – vun der Staatsverscholdung.

D'Koalitioun huet sech souwuel am éischte Koalitiounsaccord wéi och am zweeten d'Zil gesat, fir d'Staatsschold zu all Moment ënner 30 % vum PIB ze halen. Fir deen een oder aneren ass dat just eng Zuel, mee wann ee sech dermat befaasst an et huet een de Moien der Madamm Finanzminister nogelauschtert, da weess een, dass hannert där Zuel ganz einfach d'Zukunft vun eisem Land steet.

D'Verschëldung par rapport zum PIB ass en essentielle Krittär, fir d'Staatsfinanze vun engem Land ze beurteelen. Et gëtt also e gudde Grond, firwat dat an dësem an och schonn am leschte Koalitiounsaccord stoung. Besonnesch als klengt Land ass et wichteg, d'Staatsverscholdung niddreg ze halen. Wa mir esou e wichtege Krittär net respektéieren, da riskéiere mer, den Triple-A ze verléieren. Dat wär eng Katastroph fir eise Finanzsecteur. An dat hätt ganz, ganz schlëmm Konsequenzen op eis Staatsrecetten an dat heescht: ganz schlëmm Konsequenzen fir dat ganzt Land!

Et muss ee bedenken, dass mir als Grand-Duché just eent vun engem Grapp vu Länner sinn, déi esou eng Bewäertung opweises hunn. Mir däerfen dat Vertrauen an déi finanzpolitesch Stabilitéit hei am Land net verléieren a mir däerfen net liichtfankeg déi 30 % hei op d'Spill setzen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Finanzplaz mécht iwwer en Drëttel vun eisem PIB aus. An an de Recettë vum Staat sinn et iwwer 35 %.

Doriwwer eraus bedeit eng méi héich Schold mat steigenden Zënsen natierlech och méi Scholdzënsen. Dat ass en Aspect, dee mer an de leschte Joren aus den Ae verluer hunn, well d'Zënsen immens déif respektiv bei null louchen. Mee mat der Hausse vun den Zënse muss gesot ginn, dass d'Scholde fir de Staat och an Zukunft wäerten däitlech eropgoen.

Am Moment, mir hunn et de Moien héieren, bezuele mer all Joer 130 Milliounen Euro Zënsen op eis Schold. A wann eis Schold effektiv bis 2026 esou géif eropgoen, da géif déi Zomm, déi Scholden déi mer musse bezuelen, bis op 400 Milliounen eruwuessen. An déi 400 Milliounen, Kolleeginnen a Kolleegen, déi 400 Milliounen, déi feele fir sozial Transferten a fir Investissementer!

Dat wëll ech deenen ze bedenke ginn, déi awer mengen, et wär gerechtfertegt, un déi 30 %-Grenz fréckelen ze goen. Da feelen eis duerch d'Scholdzënsen eleng 400 Milliounen.

Jo, mir hunn et de Moie vun der Finanzministesch héieren: D'Trajectoire bis 2026 seet eis, dass d'Staatsschold bis op 29,5 % vum PIB kéint klammen. Dat ass net gutt, mee opgrond vun der Situatioun an der noutwendeger Envergure vun den Hëllefen an der Pandemie vum Solidaritéitspak 1.0 an 2.0 waren déi Investissementer zu dësem Moment ganz einfach alternativlos.

Eis Situatioun vun der Staatsschold wär ouni d'Krisen haut eng aner. Mir géifen d'nächst Joer bei enger Verscholdung vu vläicht 20 % par rapport zum PIB leien an net bei 26,3 %. 2026 wäre mer dann nach ëmmer däitlech ënnert der 30 %-Limitt, warscheinlech bei 23,5 %.

Dës Hausse vun der Staatsschold – an dat weess jiddwereen heibannen, dat kann och elo kee verneinen, et kann och kee soen, en hätt näischt dovunner gewosst –, dës Hausse vun de Staatsscholden ass besonnesch op déi iwwer 5 Milliarden Euro extraordinär Depensen zréckzeféieren, déi mer getätegt hunn, fir an dëse Krisen hei d'Uewerwaasser ze halen.

Jo, an der Kris ware Mesuren, déi ech virdrun opgezielt hunn, an et waren déi richteg Mesuren, Mesuren, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze halen a fir eis Betriber ze stäerken. An dozou sti mir als DP-Fraktioun zu 100 %.

Mir hunn awer e ganz klore Message: Wa mir aus der Kris erauskommen, da musse weider sozial cibléiert Entlaaschtunge fir d'Stéit kommen! Dir braucht Iech do keng Gedanken ze maachen. Mir brauche keng Lektiounen, weeder vu lénks nach vu riets. Mir mussen och net iwwerzeegt gi fir eppes, wat bei eis souwisou ganz, ganz uewen op der To-do-Lëscht

steet. Mir stinn derzou. Mee loosst eis emol kucken, wou mer budgetär stinn a wou mer budgetär histeieren.

Ech wëll et ganz kloer soen: D'Dier fir zousätzlech Steierentlaaschtungen ass net zou.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Och mir wëllen déi kal Progressioun ugoen, schonn eleng aus engem liberale Gedanken eraus. Dat ass eist Engagement, dat steet an eiser politescher DNA.

Mir sinn awer och ganz kloer géint Schëss aus der Hëft, déi eng irresponsabel Budgets- a Steierpolitik mat sech bréngen. Här Roth.

M. Fernand Etgen, Président | Här Baum, den Här Gilles Roth wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech maachen dat do elo net gär, Här ...

M. Gilles Baum (DP) | Dach! Dach! Dach!

M. Gilles Roth (CSV) | ... Här Gilles Baum, mee erlaabt mer just ze froen – „mir schéissen net aus der Hëft a mir wëllen awer Inflatiounsberengegung maachen" –: Wéini wëllt Der déi da maachen? Well wann Der se d'nächst Joer maacht, da spillt se jo an dëser Legislaturperiod net méi.

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, Dir sidd mer elo just vläicht zwou Minutten zevirkomm.

(Brouhaha)

Une voix | E Visionär!

M. Gilles Baum (DP) | E Visionär. E Visionär.

(Brouhaha)

Mir si kloer géint all Schoss aus der Hëft, deen eng irresponsabel Budgets- a Steierpolitik mat sech bréngt. Nee, mir iwwerhuele weider Responsabilitéit fir d'Land, fir haut a fir muer.

Esou, wéi mer dat gëschter vum Premier gesot kruten, schafft d'Regierung u konkreete Mesuren an der Steierpolitik an och un Iddie vun enger grousser Steierreform. Dat begréisse mer an dat ënnerstëtze mer.

M. Gilles Roth (CSV) | Mee entschëllegt, Här Baum, sidd Der mat mer eens? Alles dat, wat elo net virum Dezember kënnt, dat spillt net méi an dëser Legislaturperiod, well eis Verfassung seet ganz kloer, dass d'Steiere järlech fixéiert sinn. An ech ka mer jo bal net virstellen, wann ech den Här Kersch an anerer héieren, dass Der jiddweree géift bei enger Steierreform entlaaschten.

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, ech fueren elo mol einfach weider, ...

(Brouhaha)

... an da kucke mer weider. Awer dat, wat Der eis gesot hutt ...

(Brouhaha)

Mengt net, Här Roth, dat, wat Der eis elo als Informatioun mat op de Wee ginn hutt, mengt net, mir op dëser Säit hätten déi Informatioun net. Awer, Här Roth, näischt verhënnert, sech an onsécheren Zäite Gedanken ze maache fir steierlech Entlaaschtunge fir méi roueg Zäiten, déi – ech mengen, dat hoffe mer alleguerten – geschwë wäerten antrieden.

(Brouhaha)

Jo, d'Demokratesch Partei wëllt eise Steiersystem nach méi gerecht a méi modern maachen. Jo, mir brauche geziilt Steiererliichterungen, déi wäit bis an d'Mëttelschicht eraginn. A jo, mir sinn och fir eng sozial cibléiert Upassung vum Steierbarème, wa sech an der nächster Zäit den néidege finanzielle Sputt dofir opdeet.

Wa mer awer kee Sputt hunn, wa mer awer kee Sputt hunn, da wier esou eng Adaptatioun irresponsabel an och net ze realiséieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Voilà! An an deem Kontext ginn ech Iech da ganz kuerz zréck: Et ass awer scho kokass, dass just d'CSV ëmmer erëm d'Upassung vun der Steiertabell freet, wou schliisslech d'CSV et selwer war, déi déi automatesch Upassung vun der Steiertabell ofgeschaaft huet.

(Brouhaha)

Mee bon. Mee bon.

(Interruption)

Une voix | Si hu se net ofgeschaaft.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, ...

(Interruption)

... d'Demokratesch Partei huet, ...

(Interruption)

... d'Demokratesch Partei huet eng kloer Visioun, wéi eng grouss Steierreform an hiren Ae soll ausgesinn, well niewent de Steierentlaaschtunge bleift eng déifgräifend Steierreform néideg. Eist Zil ass a bleift eng Individualiséierung vun der Besteierung. Mir wëllen e moderne Steiersystem, deen de Realitéite vum Liewe vun de Leit vun haut gerecht gëtt. An et muss dem Staat egal sinn, op wéi eng Manéier d'Leit hei zu Lëtzebuerg zesummeliewen.

Egal ob bestuet, gepacst, gescheet, Single, d'Steierklasse mussen ofgeschaaft ginn an et däerf nach just eng ginn, well soss kréie mer d'Steiergerechtegkeet ni, ech betounen dat hei ganz kloer, soss kréie mer d'Steiergerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg ni an d'Steierongerechtegkeeten am System ginn ni aus der Welt geschaaft. Dat war, dat ass an dat bleift d'Zil vun der Demokratescher Partei!

Et si rezent e puer mediewierksam Propose gemaach ginn. Et geet ëm eng Steierreform, déi awer trotzdeem géif ronn eng Milliard kaschten, esou eng steet am Raum, obwuel ee sech eigentlech eens war, dass eng grouss Steierreform an dësen Zäiten net ka gemaach ginn, an dat aus guddem Grond.

Zanterhier hu mer einfach weider Krisemesurë missen ergräifen, déi d'Staatskeess a Milliardenhéicht belaaschten. Mir géifen also eng Steierreform op Pomp maachen, eng Steierreform mat Scholden, Suen, déi déi nächst Generatioune muss zréckbezuelen, well mir net de Courage hate fir ze soen: „Am Moment geet et net!"

Genausou wéi d'Demokratesch Partei et weess, wëssen och aner Parteien, dass eng Politik, déi seet: „Ma huel et bei deene Räichen a verdeel et bei deene Klengen!", einfach finanziell a rechneresch iwwerhaapt net opgoe kann, well dat eent dat anert nimools kompenséiere kann.

Kolleeginnen a Kolleegen, sech anzegestoen an der Politik, dass de Sputt dofir – an dat, ouni déi nächst Generatiounen ze belaaschten –, einfach am Moment net do ass, dat gehéiert zu enger responsabeler Finanzpolitik. Mir hunn nach ëmmer mat Verantwortung a Wäitsiicht Finanzpolitik gemaach. An dat musse mir och, mir wëllen et net nëmmen, mee mir mussen dat och an Zukunft maachen.

Dobäi muss ee bedenken, dass sech déi reell Croissance fir dëst Joer nach just op 2,5 % wäert belafen a fir d'nächst Joer op 2 %. A mam zweete Quartal hate mer schonn en Abroch vun engem hallwe Prozent, hunn ech gelies. Dat heescht, d'Rezessioun ass um Wee op Lëtzebuerg, wa se net schonn ukomm ass.

Dat sinn natierlech manner gutt Zuelen, wéi mer se am Budget 2022 virgesinn haten. Do däerfen och déi rezent Zuele vum Finanzministère net falsch verstane ginn. Mir kruten, am Verglach mam leschte Joer, bis elo manner Suen era par rapport zu de budgetiséierte Recetten.

Och gesäit een an den aktuellen Zuelen nach d'Auswierkunge vun de rezenten Hëllefsmoossnamen, Solidaritéitspak 1.0 a Solidaritéitspak 2.0, op d'Staatsfinanzen net. An och d'Inflatioun wäert dat nächst Joer, déi nächst zwielef Méint, bei iwwer 5 % leien.

Wa mer scho bei de Steiere sinn, wëll ech nach e puer Saachen hei ganz kloer soen. Op där enger Säit gi Steierentlaaschtunge gefuerdert, wat duerchaus legitimm ass, an op där anerer Säit ginn erëm Stëmmen haart fir eng Ierfschaftssteier an direkter Linn. Ech soen et hei kloer an däitlech: Dat ass mat der Demokratescher Partei net ze maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An der Praxis si mer iwwerzeegt, dass dës Steier ëmmer nëmmen déi trëfft, déi se net evitéiert kréien, also d'Mëttelschicht. D'Erfarungen aus dem Ausland weisen awer och, dass grad Leit mat engem gewëssene Portmonni Weeër wäerte fannen, fir esou eng Steier ze ëmgoen.

Des Weideren ass d'Eegentum, d'Privateegentum vun enger Persoun, jo schonn an der Zäit vun hirem Liewe besteiert ginn. A mir fannen et och just normal, dass den Eegentum an der Famill weiderverierft gëtt.

Besonnesch kleng a mëttelstännesch Betriber maache sech iwwer esou Proposen heibanne Suergen, wann et ëm d'Succesioun geet. Mir verstinn dat. Wat mir net normal fannen, dat ass, wann et zu Situatioune géif komme wéi am Ausland, dass een zum Beispill misst op d'Bank Sue léine goen, fir de Staat ofzeleeën, an dat, fir en Haus kënnen ze iwwerhuelen, wat een normalerweis kéint vun den Elteren ierwen. Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann an eisen Aen net sinn!

Mir sinn och weiderhin, mir bleiwen derbäi, géint eng Erëmaféierung vun der Verméigenssteier fir Privatleit. Et si genuch Grënn ginn, firwat dass mer se zu Lëtzebuerg erëm ofgeschaaft hunn, notamment, well den administrativen Opwand extreem grouss war par rapport zu de Steierrecetten, déi erakomm sinn. A generell huet d'Erfarung zu Lëtzebuerg och gewisen, datt se bal näischt erabruecht huet.

Dat ka bei enger Reunioun vun enger Sektioun gutt kléngen, et kléngt och bestëmmt gutt op engem Parteikongress, dat ass schéin a gutt, mee an der Realitéit sinn esou Saachen awer méi komplizéiert. Mat der Demokratescher Partei kënnen déi Leit, déi all Dag schaffe ginn, déi Leit, déi all Dag d'Äerm eropstréppen, an déi Leit, déi sech iwwert d'Joren eppes opgebaut hunn, mat eis kënnen déi Leit sécher sinn. Mir setzen eis fir den Erhalt vun Ärem Patrimoine an!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann de Krich an der Ukrain an déi domat verbonnen Energiekris eis eppes geléiert hunn, dann ass et, fir esou séier wéi méiglech vun de fossillen Energië lasszekommen. Eis Gesellschaft ass komplett ofhängeg vun de fossillen Energien. Mir si vulnerabel, mir sinn erpressbar ginn. De russesche Regimm huet d'Energie vun Ufank un als en Drockmëttel géint d'europäesch Länner benotzt. An dat ass inakzeptabel!

Mee och déi méi rezent Decisioun vun den OPEC-Länner, fir d'Produktioun ëm 2 Milliounë Barrel den Dag ze reduzéieren an domadder de Präis weider an d'Luucht ze dreiwen, weist, dass dës Länner eis Ofhängegkeet ouni Skrupel ausnotzen.

Mir wësse scho méi laang, dass mer ofhängeg si vu Gas, vu Kuel, vum Pëtrol, a mir mussen dovu fortkommen, och wa mer de Klimawandel wëllen ophalen. Mee déi aktuell Situatioun huet der energeetescher Transitioun nach eng Kéier eng zousätzlech Dynamik ginn, wann net esouguer eng zousätzlech Urgence.

Den Ausbau vu Solar- a Wandenergie mécht eis net nëmme manner erpressbar, mee et ass och schlussendlech besser fir eise Portmonni, a fir de Klimaschutz souwisou.

Dass mir eis net vun engem Dag op deen anere kënnen ëmstellen, dat ass evident. Dofir musse mer kuerzfristeg d'Versuergungssécherheet stäerken an derfir suergen, dass kee Mënsch muss dëse Wanter am Kale sëtze bleiwen.

D'Regierung huet, ënnert der Leedung vum Premier an zesumme mat de Sozialpartner, Verantwortung iwwerholl. A mam Tripartite-Accord ass séchergestallt ginn, dass d'Leit hir Gas- a Stroumrechnungen och an den nächste Méint kënne bezuelen.

D'Energiepräisser sinn trotz allem net esou niddreg, dass heimat en Ureiz géif geschaaft ginn, Stroum an Hëtzes ouni Rücksicht ze verbëtzen. Ganz am Géigendeel: Energie spueren ass a bleift Tromp!

Gläichzäiteg muss weider massiv an erneierbar Energien an an déi energeetesch Transitioun investéiert ginn. Et ass net de Moment, fir bei deenen Efforten och nëmmen e bëssen nozeloossen. Ganz am Géigendeel, mir mussen hei nach méi maachen!

Als DP kënne mer eis och de Virworf net gefale loossen, beim Tripartite-Acord wier de Klimaschutz op der Streck bliwwen, bien au contraire. D'Subventiounen, fir säin Haus energeetesch ze sanéieren, fir seng al Masuttsheizung auszetauschen a fir Fotovoltaikanlagen op den Diecher ze installéieren, ginn nämlech nach eemol däitlech erhéicht. D'TVA fir Solarpanele gëtt op 3 % reduzéiert. An och fir d'Betriber gi weider Ureizer geschaaft, fir méi klimafrëndlech kënnen ze ginn.

Alles dat, a Kombinatioun mat den héijen Energiepräisser, si staark Ureizer fir d'Leit, fir de Schrëtt ze maachen, hiren eegene Stroum ze produzéieren an ze notzen. An d'Leit si bereet, fir mat op de Wee ze goen. Dat gesäit een un hirem Interessi bei de sëllegen Informatiounsversammlungen an de Gemengen, dat gesi mer bei den Demandë fir d'Subsiden an dat gesi mer och beim Klima-Biergerrot.

Op Initiativ vum Premier ass dëse fir Lëtzebuerg eemolegen Exercice Enn Januar lancéiert ginn. A wärend Méint hu sech d'Membere vum Klima-Biergerrot intensiv mat de verschiddene Facettë vum Theema befaasst a si hu Mëtt September hir Propose presentéiert.

Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir jidderengem, dee sech an deem Kader engagéiert huet, e grousse Merci fir déi geleeschten Aarbecht ze soen. D'Fuerderunge vum Klima-Biergerrot, mengen ech, si kloer. A fir mech war et ëmsou méi erfreelech, well ech, ouni et ze wëssen, d'Geleeënheet hat, fir zwou fréier Schülerinnen erëmzegesinn. Ech wëll Iech soen: Eent vun deene Meedercher ass extra deen Dag vun der Uni vu Paräis erëmkomm, moies mam Zuch, an et ass owes erëm zréckgefuer no der Sëtzung vum Klima-Biergerrot. Ech fannen dat einfach e formidabelt Engagement!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Op d'Fro, ob Lëtzebuerg méi muss maachen, fir de Klimawandel ze bekämpfen, do ass d'Äntwert kloer: jo! Et ass elo un der Politik, fir déi néideg Mesuren ze huelen. An dat, wat proposéiert ginn ass, dat däerf net Lettre morte bleiwen.

An de 25. Oktober wäerte mer heibannen alleguerten d'Geleeënheet hunn, fir eis zu deene 56 Proposen, déi gemaach gi sinn, ze bekennen, Stellung ze huelen. An ech mengen, et wär elo falsch fir virzegräifen. Eise Spriecher, de Max Hahn, wäert zu deem Moment dann och fir eis hei uewe stoen.

Zum Logement: Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schonn ugeschwat ginn, déi héich Inflatioun, d'Problemer mat de Liwwerketten an och d'Penurie u Rostoffer, dat ass Ueleg op d'Feier vun engem vun deene gréisste Problemer, déi mer hei säit Joren, fir net ze soen, säit Joerzéngten, am Land hunn, an dat ass natierlech de Logement!

Schonn zanter Jore lafen d'Präisser eis fort an déi aktuell Kris verschäerft d'Situatioun nach weider. Dass Terrainen deier sinn, dat wësse mer scho méi laang. Dobäi kënnt awer elo, dass d'Baue selwer ëmmer méi deier gëtt. D'Präisser vun de Baumaterialien explodéieren an den Index dreift d'Baukäschten zousätzlech nach an d'Luucht. Déi héich Zënse maachen, dass ëmmer manner Leit sech e Prêt op der Bank leeschte kënnen.

D'Leit, mee och d'Betriber si mat enger grousser Onsécherheet konfrontéiert. Aus deem Grond gëtt och manner gebaut. Projeten, déi geplangt waren, ginn no hanne verréckelt. Mir héieren aus dem Secteur, dass d'Vente en l'état futur d'achèvement massiv agebrach ass. D'Logementspräisser si schonn immens héich a keen ass bereet, de Risiko anzegoen, herno nach mussen Dausenden Euroen dropzeleeën.

Mir soen als Demokratesch Partei ganz kloer: Wunnen däerf kee Luxus sinn! Fir eis jonk Leit ass et hautdesdaags awer ganz, ganz schwéier, sech eppes Eegenes ze leeschten, wa se net vun doheem Hëllef kréien. Dat huet Auswierkungen op eis Wirtschaft an och op d'Attraktivitéit vun eisem Land. Kee kënnt op Lëtzebuerg schaffen, wann d'Paien zwar besser sinn, mee d'Rechnung um Enn vum Mount, wann d'Wunnkäschten ofgezu gi sinn, méi kleng ass wéi am Ausland.

D'Regierung huet vill Efforte gemaach, fir d'Situatioun an de Gréff ze kréien. En Deel ass schonn ëmgesat ginn. Aner Mesurë sinn um Instanzewee a goufe kierzlech virgestallt. Mee dee Problem do ass net mat enger Baguette magique ze léisen, well soss, mengen ech, hätten dem Här Kox seng Vir-, Vir-, Vir-, Virgänger dat och scho gemaach.

Mam Pacte Logement 2.0 gëtt bei all neiem PAG automatesch bezuelbare Wunnraum geschaaft. Mir hunn e Fonds spécial geschaaft, mat deem de Staat konsequent an den abordabele Logement investéiert. De Budget vum Fonds spécial ass Joer fir Joer an d'Luucht gaangen. Mëttlerweil gëtt eng hallef Milliard ugestrieft, déi all Joer an de Bau vu subventionéierte Wunnenge fléisse soll. Mir hunn déi lescht zwee Joer fënnef grouss Lotissementsprojeten am Wäert vu bal enger Milliard heibannë gestëmmt. Op déi kommen ech net zréck.

Et ass evident, dass déi Mesuren net vun haut op muer gräife kënnen. D'Regierung huet awer déi néideg Jalone gesat, fir lues a lues der Situatioun Här ze ginn. Et ass awer och evident, dass mer zousätzlech Efforte musse maachen. Jo, mir musse méi wäit goen. Mir mussen derfir suergen, dass méi Wunnengen op de Marché kommen. Mir mussen derfir suergen, dass méi gebaut gëtt. Mir mussen derfir suergen, dass déi eidel stoend Wunnenge mobiliséiert ginn.

Et kann net sinn, dass mer engersäits e Wunnengsnoutstand hunn an ëmmer manner Leit sech eppes leeschte kënnen an anerersäits Terraine zréckgehale ginn oder mat eidel steeënde Wunnenge spekuléiert gëtt.

De Premier huet et virun engem Joer annoncéiert an déi lescht Woch ass d'Reform vun der Grondsteier heibannë presentéiert ginn. Dobäi kommen nach Mesuren, fir Terrainen a Wunnengen ze mobiliséieren.

Dir gesitt also, och op dësem schwieregen Terrain gëtt net nëmme geschwat, mee et gëtt agéiert. An an engem Dossier, dee wärend Joerzéngten net virugaangen ass, konnt d'Regierung elo de Knuet awer léisen an huet konkreet Texter op den Dësch geluecht.

An deem Kader ass et fir eis als Demokratesch Partei besonnesch wichteg, dass déi Moossnam och déi richteg Leit trëfft. Et geet net drëms, déi Leit ze bestrofen, déi en Terrain fir hir Kanner wëllen halen. Dat ass keng Spekulatioun an dat ass och net de Grond derfir, dass mer haut déi Problemer am Wunnengsbau hunn, déi mer hunn.

Dowéinst begréisse mer als DP ausdrécklech den Abattement, deen an deem Kader virgesi ginn ass. Mir hunn eis dofir staark gemaach a mir si frou, dass déi zoustänneg Ministere mat eis op dee Wee gaange sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir beim Logement wierklech eppes ze bewierken, musse mer einfach d'Offer däitlech an d'Luucht setzen. Grad bei Wunnengen, déi eidel stinn, kann dat séier geschéien, andeems mer Ureizer schafen, fir déi Wunnengen op de Marché ze bréngen oder der Gestion locative sociale zur Verfügung ze stellen.

Staat a Gemengen, an do gëtt et ganz interessant Projeten, mussen och méi op Fonds propres selwer bauen an dann d'Wunnenge par emphytéose un d'Leit, déi do wunnen, weiderginn.

Mir sinn der Meenung, dass déi Mesuren ...

(Interruption)

Här Kaes, hutt Der gesot: „Schéi Geschicht"?

M. Aly Kaes (CSV) | Dat war net ...

M. Gilles Baum (DP) | War et net fir mech?

Une voix | Nee, nee.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass, okay, soss hätt ech Iech de Projet vun de Fonds propres zu Jonglënster eng Kéier erkläert. Et ass ganz interessant. Mir maachen dat dann eng Kéier dobaussen. Dat kann all Gemeng maachen.

Une voix | Dann zielt eis.

M. Gilles Baum (DP) | Dat kann all Gemeng maachen.

Une voix | Dat ass sécher schéin.

M. Gilles Baum (DP) | Mir sinn der Meenung, dass déi Mesuren, déi geholl gi sinn, e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung sinn. Mee si wäerten net eleng de Problem léisen, mee nëmmen am Zesummespill mat all de Mesuren, déi schonn agefouert goufen an déi nach an der Pipeline sinn.

(Brouhaha)

Wie baue seet, dee seet och Bauschutt. An ech si frou, dass et de Mëtte schonn eng Kéier ugeschwat ginn ass. Uechtert d'Land gesäit ee vill Haiser, vill Häff vläicht, déi einfach ewechgerappt ginn, an do fält vill

Bauschutt un. Wou féiere mir dat alles hin? A wie bezilt dat an Zukunft? Ech stelle mer déi Fro oft.

Déi Bauschuttdeponien, déi mir hunn, déi stousse lues a lues un hir Grenzen. Dat ass gewosst. An et kann net sinn, dass mer eng Kéier soen: „Mir kënnen net méi bauen, mir kënne keng grouss Infrastrukturprojete méi maachen, well mer net wëssen, wou mer mam Bauschutt sollen higoen!" An do brauche mer séier Léisungen.

An eng aner Fro stellen ech mer, wann ech laanschtfueren an et ginn Haiser ofgerappt. Ech gesinn déi Kéip a Kéip a Kéip vu Bauschutt, déi do sinn, an déi Fro, déi ech mer stellen – mir schwätze jo ganz vill vu recycléieren, mir schwätze vill vu Circular Economy –, ass: Kann een déi Zillen, déi dann do op deem Koup leien, net concasséieren? Kann een déi Zillen net muelen, kann een aus deenen Zillen net nei Zille maachen? Ech froe mech, ob dat, wat am Ausland gemaach gëtt, net zu Lëtzebuerg méiglech ass. A vläicht hu mer do an eiser Industrie eng kleng Nisch, déi mer kënnen an den nächste Joren ausbauen.

De Kolleeg Max Hahn wäert muer och nach eng Kéier méi am Detail op déi eenzel Mesuren am Logement zréckkommen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Summer war et relativ roueg, wat de Coronavirus ugeet. Dat wëllt awer net heeschen, dass de Virus verschwonnen ass. Mir hunn zwar geléiert, mam Virus ëmzegoen, mam Virus ze liewen, mee en ass net fort. A mir wëssen och, dass de Virus sech weiderentwéckelt. Dofir musse mer prett sinn, falls elo am Hierscht oder am Wanter d'Hospitalisatiounen erëm sollte klammen. Zesumme mat der Regierung wäerte mer, le moment venu, och erëm eng Kéier mussen heibannen eis Verantwortung iwwerhuelen, fir d'Bierger, am Respekt vun hire Grondrechter a Fräiheeten, ze schützen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Demokratesch Partei steet de Patient am Mëttelpunkt. Dat gëllt och a ganz besonnesch bei eisem Gesondheetssystem, wou et ëm de Patient goe muss an net ëm virgefaasste Meenungen, déi de medezinnesche Fortschrëtt kënnen ausbremsen. Wichteg an déifgräifend Reforme vun eisem Gesondheetssystem musse mir och elo upaken.

Mir gesinn objektiv ëmmer méi laang Waardezäiten, eng Entwécklung vun enger Zwouklassemedezinn vu Patienten, déi sech eng medezinnesch Versuergung am Ausland kënne leeschten, an deene Patienten, déi sech dat net kënnen erlaben. Dat muss ee sech einfach objektiv agestoen.

D'Accessibilitéit an d'Disponibilitéit vun der Gesondheetsversuergung mussen dréngend verbessert ginn. D'Aféierung vu spezifesche medezinnesche Bachelorstudiegäng fir Dokteren an Infirmièren ass en éischte Schrëtt, deen d'Regierung ënnerholl huet. Esou leescht eist Land e wichtege Bäitrag bei der Ausbildung vu Medezinner a Gesondheetspersonal a verréngert de Risiko, dass mir medezinneschen Nowuess un d'Ausland verléieren, well dat musse mir op alle Fall verhënneren.

Och baussent de Spideeler mussen an Zukunft kënne méi Behandlunge méiglech sinn. De medezinnesche Fortschrëtt mécht dat méiglech an dat soll een net ausbremsen. Mir denken do un Analyse mat engem IRM, de CT-Scanner oder d'Mammografie, awer zum Beispill och kleng Agrëffer, wou keng Vollnarkos néideg ass. Fir d'Spideeler soll den Extrahospitalier keng Konkurrenz bedeiten.

D'DP ass wuel der Meenung, dass och e Gruppement vun Doktere soll esou eng Struktur leede kënnen, mee déi däerf op kee Fall ouni Lien mat engem Spidol fonctionéieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Spideeler sinn essenziell fir d'Gesondheetsversuergung vun eisem Land an et brauch ee gutt, motivéiert an och genuch Personal, fir derfir ze suergen, dass de Betrib 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg an der Woch rullt.

Nuetsschichten a Gardë sinn eng kierperlech a mental Belaaschtung an hunn och negativ Auswierkungen op d'Work-Life-Balance. Mee ouni déi Disponibilitéit an ouni déi Flexibilitéit geet et an der Santé net. Mir mussen also sécherstellen, dass Dokteren, déi an neie Cabinet-de-groupen oder an neien Extrahospitalier-Strukture schaffen, hiren Deel zu de Garden an och zum reibungslosen Oflaf vun de Spideeler bäidroen. Awer genausou wichteg ass, dass mer den Dokteren e ganz grousse Fräiraum, e ganz grousse Beräich un Autonomie loossen, fir hire Beruff auszeüben. Wéi genee dës Kollaboratioun soll ausgesinn, dat muss nach diskutéiert ginn, wichteg ass awer, dass d'Kontinuitéit vun de Soinen zu all Moment garantéiert bleift.

D'Iwwerhuele vun de Gardë schéngt menger Fraktioun no eng ganz wichteg Konditioun ze sinn, soss riskéiere mer, dass vill Doktere sech ganz aus der Spidolsaarbecht zréckzéien a just nach a Strukture schaffen, wou se owes um sechs oder um siwen d'Dieren zoumaachen.

Dat setzt awer och viraus, dat wëll ech hei uewe ganz, ganz kloer soen, dass d'Gardë vun den Dokteren endlech remuneréiert ginn, well soss wäerten Demissioune wéi déi vu sechs Kardiologen zu Ettelbréck vläicht net déi lescht sinn. Mir hoffen dofir wierklech, dass déi Negociatiounen iwwert d'Bezuele vun de Garden elo zäitno op en Enn kommen.

Fir d'DP stellt den Extrahospitalier e gläichwäertege Pilier vun der Santé duer, deen, wann e richteg ëmgesat gëtt, zu enger Beräicherung vun eisem Gesondheetssystem bäidroe wäert, och fir d'Spideeler, déi entlaascht solle ginn an déi sech esou nach besser ëm déi Behandlunge konzentréiere kënnen, déi wierklech nëmmen an engem Spidol duerchgefouert kënne ginn.

Donieft ass et awer och wichteg, fir d'Soins primaires ze stäerken, duerch d'Förderung vu Gruppecabineten, wéi ech et scho gesot hunn. Den Zesummeschloss vun Dokteren a vu soss Gesondheetsberuffer, sief dat vun der selwechter Spezialiséierung oder pluridisziplinär, huet Virdeeler fir déi Professionell a fir d'Patienten. D'Doktere kënne sech esou d'Fraise vum Cabinet deelen, zum Beispill de Loyer, d'Niewekäschten an d'Personalkäschten.

Mir kënnen et net dacks genuch widderhuelen: D'DP setzt sech konsequent fir en Ausbau vum Extrahospitalier an! A mir brauchen onbedéngt méi kleng Strukturen, déi sech och iwwert d'Land verdeelen. Grad Leit aus dem Norden an aus dem Oste musse sech dacks wäit deplacéieren.

M. Léon Gloden (CSV) | Esou wéi den IRM zu Maacher, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Esou eng méi dezentral Aarbechtsorganisatioun ... Ech hunn Iech héieren, Här Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | Très bien!

Une voix | Dann äntwert!

M. Gilles Baum (DP) | Ech brauch net ze äntwerten, ...

(Brouhaha)

... et war jo keng Fro.

Esou eng méi dezentral Aarbechtsorganisatioun dréit och zu enger besser Work-Life-Balance bäi bei den Dokteren, déi sech och ëmmer méi dacks méi Zäit fir hir Famill wënschen.

Fir d'Patiente läit de Virdeel bei enger besserer Disponibilitéit. Ass den eegenen Dokter grad net do, da kann eeben deen aneren Dokter aus dem Cabinet asprangen. D'Besoine vun de Patiente musse bei esou Entscheedungen ëmmer op der éischter Plaz stoen.

An zanter der Pandemie ass och d'mental Gesondheet – an ech gesinn, dass deen een oder aneren de Banner unhänken huet, well mer an der Woch vun der mentaler Gesondheet sinn –, säit der Pandemie ass och d'Santé mentale an de Fokus vun der Santé geréckelt. Mat den ablécksleche Krisen, déi ech schonn erwäänt hunn, wäert dat sech och esoubal net änneren. Dofir versti mer net, dass et no ganze siwe Joer Diskussiounen nach ëmmer keen Tariff fir de Remboursement vun der Psychotherapie gëtt, an dat, obwuel d'Psychotherapeuten zanter 2015 unerkannt sinn. D'Patiente brauchen dréngend dëse Remboursement. A wat et méi laang dauert, wat déi mental Problemer an eiser Gesellschaft sech nach weider verschlëmmere wäerten.

Déi Soine musse fir jiddwereen zougänglech sinn, onofhängeg vu sengem Portmonni. A mir kommen net derlaanscht, d'Prozedure vun den Tariffverhandlungen op de Leescht ze huelen a Léisungen auszeschaffen, fir esou Situatiounen an Zukunft ze verhënneren.

Dat ass ëmsou méi wichteg, well d'Psychotherapie och fir d'Psychiateren eng gewëssen Entlaaschtung brénge kann. A mir wësse jo, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng extreem, eng extreem Penurie u Psychiateren hunn.

Am leschten Abrëll huet d'Maternité zu Ettelbréck temporär missen zoumaachen, well et u Pediatere gefeelt huet. Dat huet de Personalmanktem an eisem Gesondheetssystem nach eng Kéier däitlech gemaach. Dee Fall huet awer och d'Fro opgeworf, ob d'Hiewamme selwer net méi Verantwortung bei der Gebuert vun engem Kand iwwerhuele kënnen. Bei enger physiologescher Gebuert, wou Komplikatiounen esou gutt wéi ausgeschloss sinn, sinn d'Hiewammen duerchaus kapabel, eng Gebuert eleng ze begleeden, ouni Pediater an och ouni Gynekolog.

Do gëtt et d'Iddi vun engem Gebuertshaus zu Lëtzebuerg, déi vun enger Associatioun vun Hiewamme virugedriwwe gëtt. Ëmmer méi Dammen, Mammen, wënsche sech, fir d'Kand baussent engem Spidol op d'Welt ze bréngen, an engem méi entspaanten Ëmfeld, mat enger Hiewamm, déi si wärend der Schwangerschaft scho begleet huet. D'DP ënnerstëtzt dës Iddi voll a ganz.

Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land brauch mat Sécherheet en attraktive Gesondheetssystem an e Gesondheetssystem, deen erëm méi medezinneschen Nowuess unzitt, en innovativen a moderne System, deen dem Mënsch zu all Moment eng héichwäerteg Gesondheetsversuergung bidde kann.

An à propos Nowuess, do kommen ech bei d'Familljepolitik. Och dofir hu mer eis agesat, dass d'Eltere kënne méi Zäit mat hire Kanner verbréngen. D'Flexibiliséierung vum Congé parental ass e gellegen Erfolleg. D'Zuele schwätzen do fir sech. D'lescht Joer hu souguer méi Pappe wéi Mammen de Congé parental ugefrot. Wa béid Elterendeeler Verantwortung an der Erzéiung iwwerhuelen, da stäerkt dat net nëmmen d'Chancëgläichheet, mee dat kënnt ganz sécher och deem klenge Kand zegutt.

Och de Pappecongé erlaabt et de Pappen, méi laang beim Nowuess ze bleiwen an de Puppelche kënne kennenzeléieren. An der viregter Legislaturperiod ass de Pappecongé vun zwee op zéng Deeg gehéicht ginn. Mir begréissen dat a mir begréissen, dass d'Independanten elo deemnächst och vum Pappecongé wäerte kënne profitéieren. Dat selwecht gëllt fir den zweeten Elterendeel bei enger gläichgeschlechtlecher Koppel. A mir si frou, dass dës Diskriminatiounen elo ofgeschaaft ginn. D'Familljeministesch an den Aarbechtsminister hunn den Text schonn op den Instanzewee geschéckt.

De Congé fir d'Mamm no der Gebuert ass generell vun aacht op zwielef Wochen eropgaangen. Och de Congé fir Elteren, deenen hiert Kand krank ass, ass méi flexibel ginn. Mam Accessibilitéitsgesetz hu mer de Leit mat enger Behënnerung d'Liewe weesentlech méi einfach gemaach. An an Zukunft wäert all Projet missen nom Prinzipp „design for all" gebaut ginn. Am Kader vun eisem Aktiounsplang iwwer fënnef Joer wäerte mer weider Projeten ënnerstëtzen, déi eis Gesellschaft nach méi inklusiv maachen.

An den nächste Méint ginn och weider Moyenen an d'Offer fir eeler Leit gestach. Mir wäerten d'Qualitéit vun de bestoende Servicer verbesseren an zousätzlech Better – bis zu 3.000, hunn ech gëschter héieren – an de Strukture schafen.

Doriwwer eraus wäerte mer d'Präisser an den eenzelnen Haiser méi transparent gestalten. En deementspriechende Gesetzesprojet ass ënnerwee a soll och virun Enn vun dëser Legislaturperiod nach gestëmmt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, eng gutt Bildung ass d'Viraussetzung, fir spéider kënnen am Liewen ze reusséieren. D'Regierung huet an de leschte Jore geziilt Geld- a Sachleeschtungen agefouert, fir eis Gesellschaft sozial méi gerecht ze maachen. Besonnesch vill Wäert gouf op d'Wuelbefannen an op d'Zukunftschancë vun de Kanner geluecht.

Dofir soll d'Kand d'Méiglechkeet hunn, fir seng Talenter fräi ze entfalen an den héchstméigleche Bildungsniveau ze erreechen, onofhängeg vum Portmonni vu sengen Elteren. Dat ass fir eis den A an den O vun der Bildung.

Une voix | Du muss just geierft hunn!

M. Gilles Baum (DP) | D'Mesuren hunn ech scho virdru genannt. No der Aféierung vun de gratis Schoulbicher am Secondaire hu mer dëst Joer zwou weider gratis Saachleeschtunge geschaf: d'Hausaufgabenhëllef an och de Museksunterrecht. Et si Mesuren, déi besonnesch de Kanner aus sozial méi schwaache Familljen zeguttkommen an eise Bildungssystem nees e Stéck méi gerecht maachen.

Net all Kand huet d'Chance, doheem een ze hunn, deen dem Kand bei den Hausaufgaben hëlleft. Dofir bidde mir déi gratis Hausaufgabenhëllef vun dëser Rentrée un a sämtleche Bildungs- a Betreiungsstrukturen uechtert d'Land un.

Mat deem Konzept stäerke mer net nëmmen d'Kanner, mee mir huelen Drock aus de Familljen a mir verbesseren den Austausch tëschent den Enseignanten an den Elteren.

De Museksunterrecht iwwerdeems stäerkt déi kognitiv, kulturell a sozial Entwécklung vun engem Kand. Mat der Gratuitéit vun engem groussen Deel vun der musikalescher Bildung huet elo all Kand d'Méiglechkeet, fir op dee Wee ze goen. Esou wéi bei de Schoulen si mer der Meenung, dass och an der nonformaler Bildung jidderee soll kënnen Zougang hunn.

2017 hu mer 20 Stonne gratis Kannerbetreiung an de Crèchen agefouert, fir all Kand scho fréi un en héichwäertege Sproochenunterrecht erunzeféieren. Zanter der Rentrée sinn elo an de Maison-relaisen d'Mëttegiesse wärend de Schoulwoche fir all Kand gratis. Heimat ginn déi kleng a mëttel Revenuen nach eng Kéier enorm entlaascht.

Nieft de ville Saachleeschtungen huet dës Regierung, wéi gesot, och den Index um Kannergeld nees agefouert, an dat réckwierkend op den 1. Oktober 2021.

D'Eropsetze vun der Schoulflicht op 18 Joer – an ech weess, dass dat an der Kommissioun an och heibanne wäert fir vill Diskussioune suergen – ass eng weider wichteg Mesure, mat där mer de Jonke wëlle besser Bildungschancë ginn. Mir musse verhënneren, dass Schüler hir Ausbildung ofbriechen. A mir brauchen alternativ Weeër, fir si an der Schoul opzefänken, hinnen en Ofschloss ze erméiglechen an esou ze verhënneren, dass se duerno ouni Diplom op den Aarbechtsmaart kommen.

Work-Life-Balance: ee vun de Projeten, dee menger Fraktioun ganz, ganz um Häerz läit an och méi wäert an de Fokus réckelen. Mir mussen hei am Land weider flexibel bleiwen an al rigid Rasteren a Fro stellen, wa se net méi der Realitéit vun de Leit entspriechen. D'DP setzt sech derfir an, fir de Mënschen hei am Land dee richtege Kader ze ginn, an deem si hiert Liewe kënne besser organiséieren. E gutt Beispill dofir ass d'Entwécklung vum Teletravail an der Pandemie. A mir begréissen déi rezent Accorden, déi getraff gi si mat der Belsch a mat Frankräich, wou den Teletravail op 34 Deeg pro Joer eropgesat gëtt. Mir hunn an der Pandemie gemierkt, an de leschten zwee an hallef Joer, dass den Teletravail vill Positives huet.

Fir d'Liewensqualitéit vun de schaffende Leit weider ze verbesseren, wäert och d'Recht op Dekonnexioun agefouert ginn. Et muss kloer definéiert ginn, wéini e Salarié erreechbar bleiwe muss, fir dass den Aarbechtsflux am Betrib garantéiert bleift. Natierlech kann a wëllt net jiddweree vun doheem aus schaffen, wann do net dee laangen Trajet bis op d'Aarbecht wär. Hei kënne Coworkingspaces eng wichteg Roll spillen. Zesumme mat eisen Nopeschlänner wëlle mer derfir suergen, dass d'Salariéë méi no bei hirem Doheem Bürosraum zur Verfügung hunn. Dat géif och eise Frontaliere vill Zäit um Aarbechtswee erspueren an esou de Stroosseverkéier entlaaschten.

Eis Aarbechtswelt fänkt un, manner rigid ze ginn. Fir d'DP ass et en zentraalt Uleies, d'Flexibiliséierung an deem Beräich ze verstäerken. Zäitspuerkonten an eng Joresaarbechtszäit sinn Iddien, déi mer dofir scho méi laang ënnerstëtzen, well si et dem Eenzelnen erlaben, sech esou ze organiséieren, wéi säi Liewen et grad verlaangt.

Mir wëllen och e Recht op Deelzäit aféieren. De Staat soll deen Ament och en Deel vun de Cotisatiounen iwerhuelen, fir dass d'Leit net op hirer Pensioun verléieren.

Mir maachen eis staark, fir de Sozialdialog an de Betriber ze förderen. Well all Betrib anescht fonctionéiert, soll d'Aarbechtsorganisatioun dofir direkt tëschent dem Patron an der Personaldelegatioun ausgehandelt ginn. Dat ass an eisen Aen dee beschte Modell, dee béide Säiten entgéintkënnt.

D'Pandemie huet awer net nëmme Froen ëm d'Work-Life-Balance opgeworf, si huet och d'Problemer vun den Independanten däitlech gemaach, deenen d'Aarbecht an der Pandemie dacks ewechgebrach ass. Do musse mer séier legiferéieren, fir dass och Independanten an esou enger Situatioun besser kënne gehollef kréien. Dozou gehéiert eng beschtméiglech Gläichstellung vun hire Rechter mat deene vum Salarié, och wat de Chômage partiel betrëfft, a fir e méi modernen a favorabele Kader. An enger Interpellatioun, déi vu menger Kolleegin Carole Hartmann ugefrot ginn ass, wäert d'Opwäertung vum Statut vum Independant déifgräifend thematiséiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann d'Pandemie an engem Beräich fir frësche Wand gesuergt huet, da war et mat Sécherheet am Beräich vun der Digitaliséierung. Vill Technologien an digital Hëllefsmëttelen, déi am Ufank als Iwwergangsléisung benotzt gi sinn, hu sech antëscht als dauerhaft Léisungen duerchgesat. De Stellewäert vun der Digitaliséierung huet massiv zougeholl. Et ass dofir wichteg, dass mir dobäi jidderee mat u Bord huelen, well net all Mënsch ass en „digital native".

D'Regierung huet an deem Kontext viru ronn engem Joer en Aktiounsplang ugeholl, fir déi digital Inklusioun vun de Leit ze förderen. An ech begréissen och, dass mäi Kolleeg Guy Arendt do an deem Kontext eng Interpellatioun ugefrot huet.

D'Relatioune mam Staat ginn ëmmer méi digital. D'Zuel vun den Demanden, déi mëttlerweil online gemaach ginn, klëmmt permanent. Eleng dëst Joer sinn et der schonn 1,1 Millioun. An de Staat baut seng Offer aus. Esou gëtt den Ament un engem digitale Portmonni geschafft, an deem de Bierger all seng offiziell Dokumenter wéi d'Carte d'identité a säi Fürerschäin um Handy späichere kann.

Och fir eis Ekonomie huet d'Digitaliséierung en enormt Potenzial. D'Betriber kënnen hir Prozesser moderniséieren, si gi méi effikass a si reduzéieren d'Käschten.

Fir eist Land bitt d'Digitaliséierung grouss Chancen, fir d'Ekonomie ze diversifizéieren an nei Nischen ze fannen. Villes gouf schonn am Beräich vun de Start-ups gemaach, notamment iwwert de Wee vun Incubateuren. Hei gëllt et elo, um Ball ze bleiwen a weider eis Efforten ze verstäerken.

Kolleeginnen a Kolleegen, och dat ass ugeklongen: E groussen Deel vun eisem Räichtum gëtt vun de PMEen, de klengen a mëttelgrousse Betriber, generéiert. Ganz kloer si si d'Réckgrat vun eiser Ekonomie. Si schafen Aarbechtsplazen a sinn och fest am Land verwuerzelt.

Ma grad de sougenannte Mëttelstand huet et am Moment net einfach. Et ginn nach ëmmer Liwwerenkpäss, esoudass d'Präisser vu wichtege Produite wéi Holz, Glas, Faarwen, Stol, Isolatiounsmaterial, Bëton, awer och elektronesche Composanten oder Kabelen duerch d'Luucht ginn. Dobäi kommen déi héich Energiepräisser, déi op de Mäert astronomesch an d'Luucht geschoss sinn.

Dofir ass et wichteg, dass de Staat hinnen elo zur Säit steet. Mir dierfen net riskéieren, dass Betriber zoumaachen. A mir kënnen och net nokucken a mir wëllen net nokucken, dass Dausende Leit hir Aarbecht riskéieren ze verléieren.

D'Mesuren aus de verschiddenen Hëllefspäck, déi an de leschte Méint ficeléiert gi sinn, erhalen dofir net nëmmen d'Kafkraaft vun de Leit, mee si hëllefen och de klengen a mëttlere Betriber, fir duerch déi schwéier Zäit ze kommen, eng Hëllef, déi si wierklech brauchen.

Dës Regierung huet eng aner wichteg Reform op de Wee bruecht: déi vum Droit d'établissement. Esou soll den Entrepreneursgeescht – ech gesinn de Kolleeg Lex Delles dohannen – gestäerkt ginn an d'Grënnung vun neien Entreprisen encouragéiert ginn.

Ech erënneren un d'Méiglechkeet vun enger zweeter Chance no enger Faillite. Jo, jiddwereen huet eng zweet Chance verdéngt. De Courage vun der Selbstännegkeet muss belount an net bestrooft ginn!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, och eis Baueren, Uebst-a Geméishändler an eis Wënzer si kleng oder mëttel Betriber. Si hunn et an der Covid-19-Kris net liicht gehat, a si hu riichtduerch weidergeschafft. Mee och si leiden ënnert der Inflatioun. Méikäschte bei Energie, Dünger a Fuddermëttel kënne si net einfach eent zu eent weiderginn. Och hei sinn Aiden néideg.

Mee niewent der Inflatioun hu se och nach aner Suergen, well dat neit Agrargesetz steet virun der Dier. A fir d'Klimaziler ze erreechen, sollen an Zukunft manner Béischte gehale ginn an de Wuesstum vun de Betriber ageschränkt ginn. Mir hunn et gëschter héiere virun der Dier dobaussen: Dat mécht ganz ville Baueren, dat mécht ganz ville Betriber vill, vill Kappzerbrieches!

Här President, eise Baueren ass d'Ëmwelt net egal, bien au contraire, well de Buedem an d'Waasser sinn hir éischt Matière première a si si sech bewosst, dass se se gutt fleege mussen. D'Landwirtschaft setzt dofir op eng nohalteg Produktioun.

D'Agrikultur ass net en Deel vum Problem, d'Agrikultur ass en Deel vun der Léisung. A mir sollen als politesch Verantwortlech de gudde Wëllen aus dem Secteur net ignoréieren, neen, mir sollen dem Secteur verstäerkt nolauschteren! D'DP wëllt regional a saisonal Produiten ënnerstëtzen, déi souwuel streng Krittäre wéi och d'Wuel vun den Déiere respektéieren, d'Lëtzebuerger Uebst- a Geméisproduktioun förderen an de Choix u Bioproduiten ausbauen.

A bei all deem dierfe mer d'Acteure vum Terrain, déi all Dag dodra schaffen, net vergiessen. D'Kräizer mam roude Stiwwel, déi een uechtert d'Land gesäit, sinn en Zeechen, dass eis Landwirtschaft an eis Baueren eis Ënnerstëtzung a Solidaritéit brauchen, a mir solle si mat an den Decisiounsprozess abezéien. An dofir muss de Kader, dee mer der Landwirtschaft setzen, hinnen och erlaben, déi Virgaben ze erfëllen, an zwar esou, dass se och rentabel kënne schaffen. Baueren, Wënzer, Gäertner musse kënne vun hirer eegener Aarbecht liewen. Dat ass dach nëmmen normal! An et ass dofir un der Politik, deene Leit, a besonnesch deene jonke Leit, déi gëschter dobausse waren, realistesch Perspektiven ze weisen. Nëmme wa mer eis Baueren ënnerstëtzen, kënne mer och Friichten aus lokaler Landwirtschaft kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, Dir sidd warscheinlech och emol oft an de Bëscher ënnerwee an d'Bëscher maache mer ganz, ganz grouss Suergen. D'Dréchent an de Klimawandel hu bei eise Bëscher massiv zougeschloen. Ganz vill vun de Fichten a vun den Dännen hei am Land stinn do wéi hallwer zwielef. Déi sinn einfach futti, déi sinn einfach dout.

A Schwede gëtt et e Programm, fir erëm massiv unzeplanzen. Ech weess, dass et och zu Lëtzebuerg Initiative gëtt, fir déi futtis Beem erauszehaen an duerch méi resistent Bamzorten ze ersetzen. Mir sollten dat wierklech ugoen a mir sollten och hei massiv förderen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an deene leschte Joren hu mer zesumme vill Erausfuerderungen ugeholl. Mir ware mat villen Erausfuerderunge konfrontéiert a mir hu se gemeeschtert. Zu Lëtzebuerg hu mer zesumme villes an deene leschte Jore geleescht. Trotzdeem géif ech dësen Ament gären notzen, fir dass mer eis eng Kéier bewosst sinn, wéi vill mer iwwert déi lescht Joren erreecht hunn. Villes ass geschafft ginn, mee e ganze Pak Aarbecht läit nach virun eis. All neien Dag brëngt fir eis alleguerten nei Erausfuerderungen an et läit an eisen Hänn, wéi mer an Zukunft wëllen domat ëmgoen a wéi mer d'Zukunft politesch wëlle gestalten.

Suerge mer derfir, dass et eis elo, elo op dësem Moment, gutt geet, ouni Rücksicht op déi nächst Generatiounen, oder soe mer: „Mir si bereet, e Schrack zréckzemaachen, mir besënnen eis op dat, wat mer elo hunn, a mir besënnen eis op dat, wat och an Zukunft wichteg ass"?

Onse Premier Xavier Bettel huet eist Land an de leschte Jore mat roueger Hand geleet. Trotz diverse Krisen hunn déi sozial Rou an d'Stabilitéit hei am Land keng gréisser Aboussen ze verzeechnen. Mee et ass just duerch d'Mathëllef vun alle Matbierger, dass villes konnt erreecht ginn!

Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch a Krisenzäite bleift d'Solidaritéit an den Zesummenhalt an der Gesellschaft wichteg. D'DP iwwerhëlt Verantwortung zum Wuel vum Land an zum Wuel vun de Leit, well et ëm eist Land geet. Nëmmen zesumme kënne mer villes erreechen. Nëmmen zesumme kënne mer dat Land hei virubréngen, elo an och an Zukunft!

Ech soen Iech alleguerte Merci, dass Der esou laang mat mir gedëlleg waart.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Ech géif dervunner profitéieren, Här President, fir awer nach eng Motioun ofzeginn. Voilà, wannechgelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant le discours sur l'état de la Nation, prononcé en date du 11 octobre 2022, et la présentation du budget de l'État pour l'année 2023 ;

– considérant que le Luxembourg traverse une période marquée par une insécurité et incertitude à l'échelle mondiale ;

– considérant les incertitudes importantes entourant l'évolution future de la croissance économique, et partant, des dépenses et recettes budgétaires ;

– rappelant les dépenses budgétaires extraordinaires du Gouvernement afin de soutenir les ménages, les entreprises et les indépendants s'élevant à 5,5 milliards d'euros depuis le début de la pandémie et qui incluent les initiatives suivantes :

• le programme de stabilisation de mars 2020, qui a représenté un soutien financier conséquent pour les ménages, les entreprises et les indépendants faisant face à la pandémie ;

• le programme de relance dit « Neistart Lëtzebuerg » de mai 2020 visant à relancer l'économie luxembourgeoise ainsi qu'à favoriser les transitions écologique et numérique, tout en mettant l'accent sur la cohésion sociale et la promotion d'un cadre économique moderne et attrayant ;

• les mesures dites du « Energiedësch » du 28 février 2022 s'adressant aux ménages les plus vulnérables ;

• les paquets de mesures prévues dans les accords tripartite du 31 mars 2022 et du 28 septembre 2022 ayant une envergure historique et répondant à l'objectif de garantir la paix sociale au Luxembourg en limitant l'impact de l'inflation sur les ménages et les entreprises, ceci notamment par le biais de la limitation de la hausse du prix de gaz à +15 %, de la stabilisation des prix de l'électricité et par la baisse temporaire de certains taux de TVA d'un pourcent ;

– considérant que ces mesures ont eu un effet considérable sur les finances publiques, mais que ces paquets de mesures étaient néanmoins indispensables afin de sauvegarder des emplois et d'atténuer l'impact économique et social pour les ménages et entreprises ;

– relevant l'annonce de mesures fiscales ciblées au bénéfice des personnes physiques les plus vulnérables, dont notamment l'ajustement du crédit d'impôt monoparental et l'adaptation du crédit d'impôt salaire social minimum ;

– relevant que les investissement publics continuent de se situer à des niveaux historiquement élevés ;

– notant que le projet de loi n° 8080 table sur un ratio de la dette publique par rapport au PIB allant de 24,6 % en 2023 à 29,5 % en 2026 ;

– relevant l'importance de poursuivre une politique budgétaire responsable, afin de préserver la soutenabilité des finances publiques et le maintien de la notation AAA ;

– considérant les efforts du Luxembourg afin de réduire les émissions des gaz à effet de serre, de développer les énergies renouvelables et d'accélérer la transition énergétique ;

– considérant les résultats de l'étude indépendante de l'OCDE sur la gestion de crise pendant la pandémie ;

– considérant la résilience de notre système de la santé face à la crise du Covid-19,

invite le Gouvernement

– à poursuivre les travaux ayant comme objectif une réforme fiscale ;

– à poursuivre ses efforts en vue de la préservation d'un environnement compétitif, propice à l'attraction et à la rétention de jeunes talents et profils hautement qualifiés ;

– à continuer de suivre de près l'évolution budgétaire et, en cas de marge de manœuvre budgétaire suffisante, procéder à une adaptation socialement échelonnée du barème ou à des mesures équivalentes ;

– à maintenir une politique d'investissement ambitieuse afin d'assurer la prospérité de notre économie et de préserver la qualité de vie des gens ;

– à poursuivre ses efforts en vue d'accélérer l'implantation de technologies permettant à la fois de diminuer notre dépendance aux énergies fossiles, de rester économiquement compétitif et d'atteindre nos objectifs climatiques pour 2030 ;

– à continuer d'investir systématiquement, en tant qu'acteur public, dans le logementabordable ;

– à tenir compte des recommandations de l'étude de l'OCDE afin de préparer le pays encore mieux aux défis et risques d'une pandémie future.

(s.) Gilles Baum, André Bauler, Djuna Bernard, Frank Colabianchi, Yves Cruchten, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Eng Motioun, déi déi weesentlech Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, Här Roth, wat mer an Zukunft nach musse maachen, eng Kéier zu Pabeier bréngt.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat heescht, zéng Säite laang, Här Baum.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A Krisenzäite muss ee Vertrauen opbauen, Sécherheet ginn a weisen, dass mir eis këmmeren ëm d'Wuel vun de Leit, ob dat an der Santé, an der Ekonomie oder am Logement ass oder och nach an der Klimapolitik. An dat, mengen ech, hunn d'Regierung an de Staatsminister gëschter geliwwert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wéi geet et de Leit bei eis am Land? Wéi geet et de Leit no zwee Joer Pandemie, no aacht Méint Krich an

Europa, engem Krich, deen niewent der Inflatioun am Allgemengen a besonnesch der Deierecht vun den Energiepräisser fir vill Leit och eng psychesch Belaaschtung duerstellt? Vill Leit si veronséchert, an dat ass, mengen ech, ze verstoen.

Dëst si Froen, déi d'LSAP ëmdreiwen. Et sinn och d'Suerge vun de Leit, op déi mir wëlle mat konkreete Moossnamen an Decisiounen Äntwerte ginn, déi engersäits zu méi Gerechtegkeet an anerersäits awer och zu engem besseren Zesummeliewe féieren an doriwwer eraus och erëm méi Vertrauen an d'Zukunft ginn. Fir Gerechtegkeet suergen an oppassen, dass d'Schéier tëschent Räich an Aarm net méi wäit auserneegeet – besonnesch a Krisenzäite ass do d'Gefor grouss, dass dat passéiert.

Dës Koalitioun huet vill geschafft an deene leschte Joren an dës Koalitioun huet och nach villes wëlles. De Premier huet a sengem Discours gëschter dofir och eng ganz Partie Moossnamen ugekënnegt.

An dësen dach schwieregen Zäiten hale mir op eise Lëtzebuerger Modell, wou d'Sozialpartner zesumme mat der Regierung no Léisunge sichen. Mir sinn als LSAP frou, dass sech an der Tripartite konnt gëeenegt ginn an dass also eise Lëtzebuerger Sozialdialog funktionéiert. Well e gutt funktionéierende Sozialdialog garantéiert eise soziale Fridden a mir gesi jo an anere Länner, wéi séier dëse Fridden op der Kipp steet. Och dat dréit zur Kompetitivitéit vun eisem Standuert bäi.

Bei all Accord kann ee sech et einfach maachen, andeems een dat eent oder anert Element doraus erauspléckt an et kritiséiert. Dës Schwaarzmolerei bréngt awer kengem eppes, weeder de Salariéen nach den Entreprisen hei am Land. Mir hu vill Mesuren am Accord, déi d'Leit entlaaschten, Aarbechtsplazen ofsécheren an d'energeetesch Transitioun wäerte virundreiwen.

Am meeschten an d'A sprëngt natierlech den Energiedeckel. Eng Duerchschnëttsfamill gëtt haut ewell eng 1.500 Euro méi aus fir d'Energiekäschte wéi nach am September zejoert. Ouni den Energiedeckel hätt dës Famill am Joer 2023 nach eemol bis zu 3.000 Euro méi ze bezuele kritt ewéi dëst Joer, ouni ze vergiessen, dass vill aner Produiten a Servicer och nach méi deier ginn.

Une voix | Ganz richteg!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De Plafonnement vun den Energiepräisser ass net selektiv, mee dofir eng séier an effikass Léisung, fir d'Inflatioun ze bremsen.

Dat alles setzt gesond Staatsfinanze viraus. An eis Staatsfinanzen, wann ee se haut kuckt, bleiwe gesond an eis ëffentlech Schold am EU-wäite Verglach ausserguéinlech niddreg. Bis Enn August hu mir engersäits mat engem Plus vu ronn 10 % eng dynamesch Entwécklung bei de Recetten, anerersäits eng gutt Maîtrise bei den Depensen. Dëst féiert also ënnert dem Stréch zu enger besserer Situatioun vum Sold par rapport zum nämmlechten Zäitpunkt dat Joer virdrun.

Mir hunn Enn August en Iwwerschoss am Zentralstaat vun 970 Milliounen Euro. Natierlech ass dat eng Momentopnam. Dëst ass och op den éischte Bléck eppes, iwwert dat mer eis alleguerten heibanne solle freeën. Déi gesond Staatsfinanzen erméiglechen et eis an dëse schwieregen Zäiten, d'Auswierkunge vun deene sukzessive Krisen ofzefiederen a gläichzäiteg wichteg Investitioune fir d'Zukunft ze maachen. Eis Ausgangspositioun ass deemno am Verglach mat anere Länner nach relativ gutt.

Op den zweete Bléck allerdéngs, wann ee sech d'Zuelen e bësse méi genee ukuckt, da sprëngt an d'Aen, dass dat positiivt Bild vun de Staatsfinanzen zu engem substanziellen Deel vun de Privatpersounen alimentéiert gëtt. D'Lounsteier ass op ee Joer gekuckt ëm 15,5 % eropgaangen. Dës Evolutioun weist eis, dass d'Stéit en ëmmer méi groussen Deel vum kollektiven Effort erbrénge musse fir de Finanzement vun eisem Allgemengwiesen.

Zanter der Reform vun 2017 gouf et keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun – dat ass jo schonn e puermol gesot ginn –, wat mat sech bréngt, dass Privatleit ëmmer méi steierlech belaascht ginn an dass et den Equiliber tëschent deem, wat d'Privatleit an d'Betriber bezuelen, eigentlech net méi gëtt.

Alles dat sinn natierlech Argumenter fir eng gréisser Steierreform mat resolutt sozialem Akzent. A mir haten hei an der Chamber eng breet Debatt iwwer Steiergerechtegkeet. Wéi aner Parteien hu mir als LSAP do och eng Rëtsch u konkreete Mesurë virgestallt, wéi mir wëllen zu Lëtzebuerg erëm méi Steiergerechtegkeet hierstellen.

Mir si wuel an enger ganz besonnescher Situatioun: Engersäits gesi mer, Stand haut an no aacht Méint Krich an Europa, dass eis Staatsfinanze ganz gutt dostinn, souguer besser, wéi mer nach virun engem Joer gemengt haten. Anerersäits awer huet d'Finanzministesch eis de Moien en éischter pessimisteschen Ausbléck gi fir déi nächst Joren.

Mir liewen am Ament an Zäite vu multipele Krisen, déi et engem dofir och ganz schwéier maachen, wäit no vir ze kucken. Dofir soll déi néideg Steierreform net an engem Coup, mee schrëttweis kommen.

Mir begréissen, dass souwuel de Premierminister gëschter an d'Finanzministesch de Moien eng ganz Partie Steiermesuren annoncéiert hunn, an deene sech och eng Partie vun eise Proposen erëmfannen. Vun dëse siwe Mesuren, déi d'Madamm Backes ernimmt huet, waren der och fënnef, déi d'LSAP bei der Steierdebatt gefuerdert huet.

Hei stécht besonnesch d'Erhéijung vum Crédit d'impôt fir Elengerzéier a vum Abattement fir Kanner, déi net am Stot liewen, eraus an d'Upassung vum Steierkreditt fir Mindestlounempfänger, awer och d'Reduktioun vun der TVA op Produiten a Servicer, déi d'Transition énergétique förderen. Den Amortissement accéléré soll reforméiert ginn, fir hei Abusen ze verhënneren. Och dat eng al a laang Fuerderung vun der LSAP. Déi sougenannt „talent attraction" soll hëllefen, oppe Plazen hei zu Lëtzebuerg ze besetzen.

Zu all deenen dote steierleche Moossname kann een och d'Reform vun der Grondsteier, d'Aféiere vun enger Mobiliséierungssteier an eng Steier op eidele Wunnengen zielen, déi d'Regierung virun e puer Deeg hei presentéiert huet. Ech komme méi spéit nach eemol drop zréck. Och déi generell Reduktioun vun der TVA ëm 1 %, wéi se an der Tripartite festgehale gouf, muss een hei ernimmen.

Dat sinn alles eenzel Schrëtt, déi awer grad zu dësem Ament Sënn maachen, an dofir begréisse mer se.

Et feelt natierlech déi grouss Entlaaschtung bei der Lounsteier, déi mer eis awer, mengen ech, heibannen alleguerte wënschen, mee déi awer och – dat muss een och soen – am deiersten ass. Fir d'LSAP ass et wichteg, dass dat Kapitel net ofgeschloss ass an dass d'Aarbechten dorunner an un engem insgesamt méi gerechte Steiersystem viruginn, fir dass mer prett sinn, soubal et erëm méi Sputt gëtt bei de Staatsfinanzen, a séier kënne fir déi néideg Entlaaschtung vun de Salariéë suergen. Et gëllt also, dat grousst Ganzt net aus den Aen ze verléieren a weider ze schaffen un enger méi gerechter Steierlandschaft.

An da loosst mech och nach soen: Et wier falsch, wéi den Hues virun der Schlaang op d'Urteel vun de Ratingagencen ze waarden. Villméi ass elo eng offensiv Politik gefrot fir d'Erhale vun der Kafkraaft, déi am Interessi vun de Leit an eiser Ekonomie ass, an domat och am Interessi vun der Nohaltegkeet vun eise Steierrecetten.

Ech sprangen eriwwer bei d'Santé, an erlaabt mer do, dass ech natierlech aner Konklusiounen zéien an en anere Bilan zéie wéi d'Madamm Hansen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Glécklecherweis!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech mengen, dat ass normal. D'Regierung huet an dëser leschter Legislaturperiod mat ville Krisen ze kämpfe gehat. Déi markantst ass natierlech d'Covidpandemie, déi eis elo méi wéi zwee Joer beschäftegt. Dass mer déi am Fong gutt gemeeschtert hunn, dat soen net just d'LSAP an d'Vertrieder vun deene Gréngen an d'Vertrieder vun der Demokratescher Partei. Nee, déi lescht zwee Joer huet d'Theema Pandemie déi verschidden Interventiounen am Kader vun der Ried zur Lag vun der Natioun dominéiert. Dat ass dëst Joer glécklecherweis anescht, mee dat huet awer näischt mat Gléck ze dinn! Net méi spéit wéi de leschte Mëttwoch krute mir als Land de Rapport vun der OECD presentéiert, deen eis eigentlech eng Bonne note ginn huet, wat d'Gestioun vun der Covidkris ugeet.

Dat heescht net, dass alles perfekt gelaf ass – wéi hätt dat och kënne sinn? –, mee dass eis Regierung, an ech mengen, ech kéint hei och eis Santésministesch besonnesch ervirhiewen, dass déi déi aussergewéinlech Situatioun gutt gemeeschtert hunn.

Dat war awer och nëmme méiglech, well mer eisen ëffentleche Gesondheetssystem am Virfeld gutt opgestallt haten. Als LSAP, déi an dësem esou wichtege Ressort jo scho méi laang Verantwortung dréit, hu mir eng Rei Prinzippien, zu deene mir stinn an déi fir eis och net verhandelbar sinn. An dat sinn an der Haaptsaach véier Punkten: den universellen Zougang zu der Fleeg, d'Garantéiere vun qualitativ héije Gesondheetsleeschtunge fir all Mënsch, e Santéssystem, deem säi Finanzement op dem Prinzipp vun der Solidaritéit baséiert, an eng Prise en charge, déi vun der Gebuert un a bis an déi leschte Stonne vum Liewe gëllt.

Dës Prinzippien hale mir héich, och an Zäiten, an deenen d'Santé vläicht op eemol net méi esou am Fokus vun der Aktualitéit steet. Wat heescht dat konkreet? Wéi geet et de Leit? Natierlech héiere mir, dass sech heiansdo iwwer laang Waardezäite beklot gëtt, fir e Rendez-vous bei engem Spezialist ze kréien. Mee dat ass keng Problematik, déi ee mat einfache Léisunge vun haut op muer ewechgewëscht kritt.

Et ass net, well e privat geféierten IRM-Zenter anzwousch opmaache wëllt, dass all eis Problemer geléist wären. Am Contraire: Dat stellt eis virun nei Problemer an nei Froen, wéi zum Beispill, wéi d'Garden zesumme mat de Spideeler organiséiert solle ginn, wéi de Suivi médical vun de Patiente gereegelt gëtt, oder d'Fro, wie sech do behandelen dierf loossen an zu wéi engem Präis …

M. Léon Gloden (CSV) | Awer nëmmen, wann een et schleefe léisst!

M. Yves Cruchten (LSAP) | … an ob et laangfristeg net drop erausleeft, dass déi Leit, déi sech et leeschte kënnen, éischter bäikommen an déi aner, déi manner gutt dru sinn, guer net bäikommen.

Dat ass net mat eise Prinzippie vereenbar! Dat wär och net gerecht.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass d'Resultat vun 30 Joer Gesondheetspolitik vun der LSAP!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'LSAP ass kloer géint eng Zwouklassemedezinn.

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass d'Resultat vun 30 Joer!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An eiser Gesondheetspolitik ass et essenziell, dass all d'Secteuren enk mateneen zesummeschaffen. A fir eis ass et en No-Go, esou wéi dat vu verschiddene Säite gefuerdert gëtt, de Secteur hospitalier géint de Secteur extrahospitalier auszespillen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee dat heescht awer och net, dass näischt an der Matière geschitt. Aktuell läit e Gesetzesprojet an eiser Santéskommissioun, dee virgesäit, dass medezinnesch Déngschter wéi d'Imagerie – an dorënner ass jo dann och den IRM –, awer och d'Dialys oder d'Onkologie an Zukunft wäerte baussent vun eise véier grousse Centres hospitaliers kënnen ugebuede ginn, dëst verdeelt op bis zu zéng neie Sitten uechtert d'Land.

D'Medezinn kënnt domadder méi no bei de Patient, deen dann net méi fir alles muss an e Spidol. Doduerch wäert d'Offer vergréissert ginn an no objektive Krittären am Land opgedeelt ginn an net no ekonomeschen oder finanzielle Consideratiounen. D'Zil ass et, dass déi nei Strukturen duer kommen, wou se am meeschte gebraucht ginn, an net duer, wou se am meeschte Rendement hunn oder am meeschte Sue verdéngt ginn.

An da wëll ech och dorun erënneren, dass mer eréischt kuerz virun der Summervakanz e Finanzéierungsgesetz gestëmmt hunn, fir en neit Spidolsgebai fir de CHL ze bauen. Souvill zu de Strukturen.

De rezente Fall vun Häerzdokteren, déi decidéiert hunn, net méi am Centre Hospitalier du Nord ze schaffen, weist, dass eise Problem eigentlech manner ee vu Gebaier a méi ee vu Manktem u Personal ass. Mee och hei si mer net ontäteg.

Engersäits gëtt d'Ausbildungsoffer an de medezinnesche Studien op der Uni.lu no an no ausgebaut, fir dass déi jonk Dokteren, déi aktuell am Ausland ausgebilt ginn a riskéieren, do ze bleiwen, an Zukunft och heiheem kënnen hirer Ausbildung nogoen, mam Zil, dass se dann och heibleiwen.

Anerersäits ass nach en zweete bedeitende Gesetzestext hei an der Chamber deposéiert ginn. Dësen Text wäert et den Dokteren an och anere Gesondheetsberuffer erlaben, sech an enger neier Gesellschaftsform zesummenzeschléissen, fir kënne gemeinsam Praxissen opzemaachen, fir et och den Doktere méi einfach ze maachen, Beruffsliewen a Privatliewen ënner een Hutt ze kréien. Dat ass net nëmme legitimm, mee letztendlech och am Interessi vun de Patienten. Och den Dokter muss sech wuel fillen!

Mat dësen zwee Texter gëtt déi gesetzlech Rumm gesat, fir d'Gesondheetsversuergung vu muer virzebereeden, fir dass d'Leit, d'Patienten, egal wat se an hirem Portmonni hunn an egal wou se wunnen, beschtens kënne versuergt ginn.

Här President, et ass net gutt, wa Mesuren, déi ugekënnegt sinn a sollen de Leit zeguttkommen, laang oder méi laang op sech waarde loosse wéi erwaart, an dat trotz alle gudden Absichten an deem beschte politesche Wëllen. Heiansdo si méi Etappen an Hürden ze huelen, méi Detailer ze klären a Verhandlungen ze féieren oder se stelle sech als méi komplizéiert a méi laangwiereg eraus, wéi een dat virdru konnt wëssen.

Ëmsou méi frou sinn ech, dass elo och eng laangjäreg Fuerderung vun der LSAP ëmgesat gëtt, déi och am Regierungsprogramm steet: De generelle Remboursement vun de Verhütungsmëttel, onofhängeg vum Alter oder der Verhütungsmethod, wäert ganz geschwë Realitéit ginn. Zu dëse Methode wäerten och d'Spiral gehéiere grad ewéi d'Sterilisatioun an d'Vasektomie.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Verhütung ass, an dat brauch ee jo awer wuel net méi ze betounen, en integralen Deel vun der Gesondheet a gehéiert zu der Gesondheetsversuergung, a si wäert duerfir och en charge geholl ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Nohaltegkeet ass e Begréff, deen a kenger Ried zur Lag vun der Natioun duerf feelen. Et gouf eng Rei Diskussiounen ëm d'Nohaltegkeet vu Mesuren, déi zum Beispill d'Energiepräisser deckelen. Ech wëll awer dorun erënneren, dass Nohaltegkeet ëmmer en Equiliber tëscht ekonomeschen, ekologeschen a sozialen Interessie bedeit! Doraus ergëtt sech, dass de Wirtschaftsministère hei eng ganz weesentlech Roll spillt, fir dëst Zil ze erreechen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Energieeffizienz ass dobäi nëmmen een Aspekt vu ganz villen. Ze dacks ass der Politik virgehäit ginn, si géif der Entwécklung vun der Gesellschaft hannendrulafen. Ech riichte mäi Bléck no vir a versichen … Elo probéiere mir, de Bléck no vir ze riichten, a mir probéieren, eis beschtméiglech op déi nächst 30 Joer virzebereeden.

An Zäite vum Klimawandel a geopoliteschen Onsécherheeten, wou eis Liwwerketten a Produktiounen ëmmer méi vun Halbleiteren, rare Metaller a Batterien ofhängeg sinn, do musse mir warscheinlech zwee Schratt am Viraus denken. Mir mussen eis eng eege Strategie ginn, fir d'Wirtschaft vu muer schonns haut an d'Weeër ze leeden.

Zanter dem Joer 2020 gëtt an deem Sënn d'„Luxembourg Stratégie" ausgeschafft mam Zil, eis Wirtschaft besser op d'Zukunft virzebereeden. Dobäi geet et drëms, déi sougenannt Megatrends wéi d'Ressourcëknappheet, d'Digitalisatioun an d'demografesch Entwécklunge fréi genuch anzeuerdnen. Mee virun allem geet et drëms, Zenarien auszeschaffen, déi eis wäerten an déi gewënschten Zukunft leeden. Fir d'Dekarbonisatioun vun der Industrie gëtt eng Feuille de route ausgeschafft an hei sollen nach d'nächst Joer méi konkreet Virschléi um Dësch leien.

Déi gréng Transitioun wäert d'Wirtschaft nach ganz vill beschäftegen. An hei muss de Betriber do gehollef ginn, wou et néideg ass. Esou si schonn Hëllefen zum Beispill fir d'Installatioun vun elektresche Borne virgesinn an nach vill anerer.

An der Ekonomie ass et net méi just d'Fro: Wéi kréie mer nei Betriber op Lëtzebuerg, déi Aarbechtsplaze schafen?, mee et geet och drëms, déi gréng Transitioun hinzekréien. D'Zil ass et, intelligente Wuesstem ze schafen, dee Rücksicht op Ressourcen an d'Ëmwelt hëlt.

De Klimawandel an d'Upassung vun eiser Gesellschaft waren e wichtege Sujet am Premier senger Ried. Hien huet e puer ganz konkreet Mesurë fir eng méi nohalteg Gesellschaft opgezielt. A mir ënnerstëtzen dës Mesurë voll a ganz. Och dëst dréit zu méi Gerechtegkeet bäi, Gerechtegkeet net nëmmen tëschent Räich an Aarm, mee och Gerechtegkeet tëschent de Generatiounen.

Mir mussen eis bewosst ginn, dass de Klimawandel ville Leit Angscht mécht: Angscht virun enger ongewësser Zukunft an Angscht, mat all deene Verännerungen iergendwéi zu de Verléierer ze zielen. Et ass un eis, un der Politik, de Leit dës Angscht ze huelen a se mat op de Wee vun där Transitioun ze huelen. Fir d'Leit ass et awer och wichteg, dass dat gerecht a solidaresch geschitt. D'Regierung mécht dat, andeems se zum Beispill de Projet vun de Fotovoltaikanlage lancéiert.

Här President, d'Leit hunn déi éischt Konsequenze vum Klimawandel nawell ze spiere kritt. Ech denken un déi katastrophal Biller vu Käerjeng a Péiteng, déi den Tornado virun dräi Joer hannerlooss huet. Ech denken un d'Iwwerschwemmunge vu virun engem Joer, déi eis bis haut nach Spueren hannerlooss hunn. Dëst Joer goufen d'Leit, awer och d'Déiere vun enger immenser Dréchent geplot. D'Urgence fir ze handelen ass also do!

Eréischt d'lescht Woch huet de Klima-Biergerrot seng Propositiounen hei an der Chamber op den Dësch geluecht. Ech si mer sécher, dass do eng ganz Rëtsch vu Propositiounen eis am Kampf géint de Klimawandel kënnen hëllefen. An dofir soe mir all deenen, déi do matgemaach hunn a sech do engagéiert hunn, e grousse Merci.

Nohalteg liewen dierf kee Privileeg an och kee Statussymbol sinn! Dat heescht, déi, déi sech keng modern Heizung, keng modern Wunneng, kee modernen Auto oder Vëlo leeschte kënnen, mussen am Fong méi gehollef kréien.

Dee gréisste Pollueur hei am Land ass awer den Transportsecteur. Dat ass engersäits op den Tanktourismus zréckzeféieren, anerersäits op dee groussen Individualverkéier. Moies an owes steet dat halleft Land op der Strooss, näischt rullt an d'Motore lafen. D'Loft gëtt verknascht a se mécht d'Leit, déi ronderëm wunnen, och nach krank. Dofir ass et begréissenswäert, dass am neie Plan national de la mobilité 2035 eng Rëtsch Contournemente geplangt sinn, déi de Verkéier aus de Stied eraushuelen.

Et ass och gutt, dass den Ausbau vun den Autobunnen net just fir méi Autoen, mee och fir méi Bussen a méi Verkéiersfloss insgesamt wäert suergen. Duerch Rekordinvestissementer am Beräich Mobilitéit gi souwuel de Bus- wéi och den Tram- an de Vëlosreseau ausgebaut. Dat ass gutt an dat ass néideg! Ech sinn iwwerzeegt, dass vill Leit haut scho vum Auto op de Bus an op den Zuch an op de Vëlo géifen ëmklammen, wa se och kamoud a séier un hiert Zil géife kommen.

Här President, als Sozialist huet een natierlech permanent dat Soziaalt am Bléck. Souwuel de Staatsminister wéi och d'Finanzministesch hunn drop higewisen, dass 47 % vun de Staatsausgaben dem Soziale kënnen zougerechent ginn. Domat beweist Lëtzebuerg, dass mer generéis sinn a solidaresch matenaner, wat absolutt ze begréissen ass.

Anerersäits awer werft et och d'Fro op: Wéisou muss bal d'Hallschent vum Staatsbudget an dat Soziaalt goen? Ass dat net och de Bewäis derfir, dass et nach vill ze vill Ongerechtegkeete bei eis am Land gëtt, déi de Staat stänneg muss korrigéieren?

D'Fro stellt sech awer och, ob all déi gutt Leeschtungen an Hëllefen och do ukommen, wou se sollen. Wie viséiere mer mat eisen Hëllefen? Huet jiddwereen dee selwechten Zougang dozou? Komme se och wierklech iwwerall do un, wou mer mengen? Oder ginn déi Hëllefe vläicht och heiansdo laanscht vill Leit, déi se awer eigentlech zegutt hätten? Alles dat si Froen, déi et verdéngen, dass mer eis hei an der Chamber méi am Detail domadder ausenanersetzen.

Dir Dammen an Hären, wa mer vu Gerechtegkeet schwätzen, da komme mer net derlaanscht: de

Logement, oder besser gesot de Logementsproblem, dee mir hei am Land hunn. Nieft de Problemer, déi sech aus deene sukzessive Krisen erginn, stellt d'Präisentwécklung am Logement weiderhin eng immens Belaaschtung fir d'Menagen duer. Besonnesch d'Locatairen, déi meeschtens kleng Revenuen hunn, leide gläichzäiteg ënnert der Inflatioun an och nach héije Loyeren.

Fir vill Proprietäre gëtt duerch d'Zënshausse de Bankkreditt méi deier. An ëmmer méi Leit wäerte guer kee Kreditt méi kréien, fir sech eng Wunneng ze kafen. D'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft ginn domadder ëmmer méi grouss. Eng Handvoll Leit zu Lëtzebuerg besëtzen esou vill Terrainen a Wunnengen, dass si se broochleien an eidel stoe loosse kënnen an ëmmer nach Profitt draus zéien.

Da gëtt et all déi Proprietären, déi an hire véier Wänn liewen, zum Deel mat enger grousser Scholdelaascht. An da gëtt et ëmmer méi e groussen Deel vun der Bevëlkerung, dee leider ni wäert d'Chance op eng eege Wunneng kréien, soulaang d'Marchéspräisser weider esou staark klammen. Dës Leit wäerten net nëmmen e Liewe laang Loyer bezuelen, si hunn och am Alter méi en héijen Aarmutsrisiko.

D'LSAP war dofir nach ëmmer der Meenung, dass de Staat an esou enger Situatioun muss kënnen an de Maart agräifen! Do gëllt net nëmmen d'Recht op Eegentum, mee och de Grondsaz vum Eegentum, dat verflichtend ass. Et ass richteg, dass ee muss u ville Schrauwen dréien, fir eppes ze erreechen, an dass et leider net déi eng kloer Mesure gëtt, déi all eis Problemer léist. Mir mussen awer alles drusetzen, fir dass jiddwereen hei am Land en Daach iwwert dem Kapp huet an nach genuch vu sengem Revenu Rescht behält, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Kuerzfristeg bedeit dat, dass mir, nieft deene groussen Hëllefe fir d'Inflatioun ofzebremsen, zousätzlech deene mussen ënnert d'Äerm gräifen, déi riskéieren, an Existenznout ze geroden.

Mëttel- a laangfristeg musse mir et awer fäerdegbréngen, d'Offer an d'Demande méi no beieneen ze bréngen. Un éischter Stell heescht dat, dass konsequent muss iwwerall do gebaut ginn, wou de PAG dat och virgesäit. Et däerf einfach net méi rentabel sinn, joerzéngtelaang Bauterrainen einfach broochleien ze loossen, wa Jonker a Familljen zu Lëtzebuerg dee selwechten Ament keng Wunneng méi fannen!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Am Numm vun der LSAP begréissen ech dofir ausdrécklech de Projet vun enger Mobiliséierungssteier, déi d'Inneministesch an d'Finanzministesch an de Logementsminister eis déi lescht Woch virgestallt hunn. Ganz ofgesinn dovun, dass sécher nach Zäit wäert vergoen, ier dee Projet do duerch alleguerten d'Instanzen ass, forcéiert dee Projet d'Proprietären net, fir vun haut op muer eng Residenz op hirem Terrain aus dem Buedem ze klappen! Et ass eng Steier, déi progressiv méi deier gëtt an déi esou awer d'Proprietären incitéiert, eppes mat hirem Terrain ze maachen.

Aner Projeten aus dem Inneministère wéi de Baulandvertrag an de Remembrement ministériel sinn ënnerwee.

Net nëmme Bauterrain läit zu Lëtzebuerg ongenotzt, et gëtt och ganz vill Wunnengen, déi einfach eidel stinn. Mir hoffen, dass dëse Phenomeen mat der ugekënnegter Tax op eidele Wunnengen däitlech, däitlech reduzéiert ka ginn!

Parallell dozou mussen de Staat an d'Gemengen hire Bestand u Sozialwunnengen an un abordabelem Wunnraum esou gutt et geet an d'Luucht setzen. Et ass kloer, dass och am optimisteschsten Zenario net esou vill ka gebaut ginn, dass d'Wunnengspräisser séier géifen erofgoen. Mir wäre scho frou, wa se géifen ophalen, permanent esou staark ze klammen.

De Problem vun der grousser Zuel u Leit, fir déi de Logement ouni Hëllef vum Staat oder vun der Gemeng inaccessibel ass, bleift also bestoen. An deen ass eeben nëmmen ze léisen, wann d'ëffentlech Hand genuch Wunnengen zur Verfügung huet, déi ënnert dem Marchéspräis kënnen ugebuede ginn. Den neie Pacte Logement huet hei nei Akzenter gesat am Verglach zu sengem Virgänger, dee just a reng op de Wuesstum ausgeriicht war.

Besonnesch wichteg ass fir d'LSAP, dass eng éischte Kéier d'ëffentlech Hand an de Besëtz vun Terrainen a Wunnenge ka komme bei gréissere Projeten. Dat gëtt de Gemengen an Zukunft vill Méiglechkeeten, fir abordabele Wunnraum ze schafen. Dat soll och d'Gemenge motivéieren, sech nach méi am Wunnengsbau ze engagéieren. De Logement ass jo eng gedeelte Kompetenz tëschent Staat a Gemengen, déi awer och mat Verantwortung kënnt! Dernieft musse mer Weeër sichen, wéi mer d'Privatinitiativen nach besser matagebonne kréien, fir eis Ziler am Logement ze erreechen.

Fir eis als LSAP ass et wichteg, dass mer d'Wuelbefanne vun de Leit am Bléck halen a fir méi Gerechtegkeet suergen. Dat gëllt och an der Aarbechtswelt. Dës Aarbechtswelt ass, wéi mer alleguerte wëssen, am Wandel. D'Salariéen hunn haut aner Erwaardungen un d'Aarbecht wéi fréier, Stéchwuert: Work-Life-Balance. Dozou kënnt nach den Impakt vun der Digitaliséierung op eisen Aarbechtsalldag.

Mir mussen eis dësen Erausfuerderunge stellen an eis froen, ob eis Aart a Weis ze schaffen nach zäitgeméiss ass. Dowéinst gouf am September vum Aarbechtsminister eng Etüd zur Aarbechtszäitreduktioun an Optrag ginn. Hei sollen d'Vir- an d'Nodeeler gekuckt an eng sachlech Debatt erméiglecht ginn.

Ee weidere Projet, deen eis um Häerz läit an deen um Instanzewee ass, ass dee géint den Harcèlement moral, e wichtege Sujet, ass Lëtzebuerg dach an der Europäescher Unioun dat Land, wou Mobbing am zweetheefegste virkënnt!

Fir d'Leit op hirer Aarbechtsplaz ze schützen, brauch et gutt funktionéierend Kontrollinstanzen. Dofir ass et primordial, dass déi dofir relevant Instanz, nämlech d'ITM, déi néideg Moyene kritt, fir hirer Missioun nozekommen. An dësem Sënn ass e Gesetz an der Prozedur.

Dir Dammen an Dir Hären, e Secteur, deen eng besonnesch schwiereg a komplex Transitioun viru sech huet, ass d'Landwirtschaft. Dës Transitioun bezitt sech net nëmmen op d'Nohaltegkeet a méi en effizienten Ëmgang mat Energie oder anere Ressourcen, mee och op d'Upassung u verännert klimatesch Bedéngungen, déi ëmmer manner berechenbar a stabel ginn.

Derbäi komme verännert an zum Deel widderspréchlech Demanden aus enger Gesellschaft, déi nach just wéineg direkte Kontakt zu de Produzenten huet. Bezuelt ginn d'Baueren net nëmme vun hire Clienten, mee iwwer EU-Subventiounen a Steiergelder. An och hei änneren d'Zilsetzungen an d'Konditiounen a reegelméissegen Ofstänn.

Mat der neier PAC an dem Agrargesetz, dat bis Ufank d'nächst Joer soll prett sinn, ginn d'Weichen nei gestallt, woubäi eise Landwirtschaftsminister säi Bescht a säi Méiglechst mécht, fir de Kader, deen d'EU festleet, esou auszegestalten, dass d'Baueren an d'Wënzer an engem verännerten Ëmfeld nach eng gutt Zukunft hunn.

Fréier huet dat bedeit, dass e Bauerebetrib ëmmer méi grouss huet misse ginn an ouni Rücksicht op den Ëmweltimpakt méiglechst bëlleg Liewensmëttel sollt produzéieren. Deen Trend, dee geet och nach ëmmer virun! Ech hoffen awer, dass mer net och zu Lëtzebuerg enges Daags nach just e puer grouss Industriebetriber an der Landwirtschaft hunn, déi enger grousser internationaler Boîte gehéieren a wou e puer Salariéë mam Mindestloun schaffen.

D'Ukrain-Kris huet eis méi bewosst gemaach, dass et keng Selbstverständlechkeet ass, dass ëmmer genuch Liewensmëttel do sinn. Och wann d'Landwirtschaft an de Wäibau zu Lëtzebuerg ekonomesch gesinn net immens vill an d'Gewiicht falen, esou ass et eis awer erëm, mengen ech, méi bewosst ginn, dass d'Liewensmëttelproduktioun eng essenziell Aufgab an eiser Gesellschaft duerstellt.

Konsequenterweis musse mir d'Baueren an d'Wënzer dann och esou bezuelen, dass si net mussen de Schlëssel ënnert den Teppech leeën, well si déi gewënscht Transitioun net géife packen. Schonn iwwer eng Zäit laang gesäit een, dass ëmmer méi Baueren a Wënzer ophalen an d'Zuel vun deene Betriber ofhëlt, net well de Beruff net flott ass, am Contraire, mee well et sech einfach net méi rentéiert.

D'Politik muss hei e Kader schafen, deen et de klengen a mëttelgrousse Betriber erlaabt, ëmwelt- a ressourcëschounend ze schaffen a gläichzäiteg och ekonomesch ze iwwerliewen. Just da kann d'Landwirtschaft och déi wichteg Roll erfëllen, déi si am Ëmwelt- an am Klimaschutz och ze spillen huet.

Bei aller Suerg ëm d'Ekonomie musse mir awer besonnesch och d'Situatioun vun deene Jonken am A behalen. Wann een op dat lescht Joer zréckkuckt, muss een och op den Impakt vun der Pandemie op d'Kanner ze schwätze kommen.

De Bien-être vu Kanner a Jonken huet an der Coronakris gelidden. Bei Kanner a Jonken ass d'Liewenszefriddenheet ëm iwwer 30 % erofgaangen, dat geet aus der Covid-Kids II-Etüd ervir. D'Pandemie huet verdäitlecht, wéi wichteg de Bien-être an déi mental Gesondheet vu Kanner a Jonke sinn. An dësem Sënn ass den neie Jugendpakt e Schratt an déi richteg Richtung.

Nieft all deene Sujeten, déi ech bis elo ugeschwat hunn, wëll ech hei – an dat ass net ëmmer üblech – och emol iwwert d'Justiz schwätzen an hire Lien zum Bierger vun eisem Land. Den drëtte Pouvoir am Land ass e wichtegen Deel vun enger demokratescher a gerechter Gesellschaft. Genee dës Gerechtegkeet geréit awer ëmmer méi a Gefor. D'Lenteur vun der Justice ass eng bekannt Problematik. An dach ass nach net genuch ënnerholl ginn, fir zum Beispill d'Karriär vun de Magistraten ze reforméieren an esou méi attraktiv ze maachen.

Nieft der Ënnerbesetzung muss eise Justizapparat awer och moderniséiert ginn. Wärend der Pandemie si jo vill Prozeduren digitaliséiert ginn. Op dësen Erfarungswäerter sollte mer opbauen. Paperless justice, modern Technologien erlaben et, Zäit an Opwand ze spueren an eventuell och d'Geriichter ze entlaaschten.

Et geet awer net nëmmen ëm déi verlueren Zäit, mee och ëm d'Geld, dat hautdesdaags néideg ass, fir säi Recht anzefuerderen. Dëst féiert dozou, dass sech d'Bierger et eigentlech zweemol iwwerleeën, ob et iwwerhaapt e Wäert huet, fir viru Geriicht ze goen a fir säi Recht ze streiden.

An dëser Rumm ass eng Reform vun der Assistance judiciaire um Instanzewee. Dës Reform ass méi wéi néideg, well mir duerfen net an eng Situatioun

kommen, wou just déi fortunéiert Leit sech den Accès zu eiser Justiz leeschte kënnen.

An der Justiz ass ewell villes aus eisem Koalitiounsaccord ëmgesat ginn, an dat gehéiert gelueft. Allerdéngs muss sech e Rechtsstaat ëmmer erëm dru moosse loossen, wéi gutt en d'Rechter vu senge Minoritéite schützt. Esou ass et zum Beispill nach net méiglech, sech als drëtt Geschlecht an de Regëster vum État civil anzedroen. 2018 hunn eng 105 Persoune gefrot, fir hiert Geschlecht ze änneren. Et gëtt also vill Leit, déi an deem Fall sinn. A mir mussen de Betraffenen d'Méiglechkeet ginn, sech mat deem Geschlecht an de Regëster anzedroen, als dat si sech empfannen.

Dir Dammen an Hären, Gerechtegkeet hei am Land, mee eigentlech och Gerechtegkeet op der ganzer Welt – et kann een net vu Gerechtegkeet schwätzen, ouni déi grouss Ongerechtegkeet ervirzehiewen, déi d'Ukrainer elo schonns zanter méi wéi engem hallwe Joer erdroe mussen.

Ech kann dat, wat de Premierminister iwwert d'Bierger aus der Ukrain gëschter gesot huet, alles bestätegen. D'Ukrainer sinn e couragéiert Vollek, dat fir seng Fräiheet an och e Stéckelche fir eis Fräiheet kämpft. Mir deele mat hinnen d'Wäerter vu Fräiheet, vun Demokratie an och vu Rechtsstaatlechkeet. An duerfir musse mir d'Ukrain weiderhin énnerstëtzen. Et ass richteg, dass eis Regierung hei bis elo hiert Allermëiglechst gemaach huet.

Dir Dammen an Hären, de Premier huet a sengem Discours betount, wéi wichteg et ass, a Krisenzäiten zesummenzehalen. An dat kënne mir natierlech nëmmen énnerschreiwen. Zesummenhalen, solidaresch énnerenee sinn a fir méi Gerechtegkeet suergen, hei zu Lëtzebuerg an op der ganzer Welt, dat ass d'Manéier, wéi mer an der Vergaangenheet d'Schwieregkeeten iwwerwonnen hunn, an dat muss och an Zukunft eise Wee sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Cruchten. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „D'Welt ass am Wandel", jo, dëse Saz gëtt ganz oft benotzt an ass schonn zimmlech strapazéiert, an awer eegent e sech méi wéi jee, fir d'Welt vun haut ze beschreiwen, an natierlech och eist Land. De Krich an der Ukrain an déi domat verbonnen Energiekris, mee och d'Klimakris an d'Logementskris, déi steigend sozial Ongläichheeten an doriwwer eraus d'Digitalisëierung an d'Globalisëierung, all dës Phenomeener hu laangwiereg Konsequenzen op eis Gesellschaft. De Premier huet et och gëschter betount.

Bei ville Mënsche féiert dësen Ëmbroch och zum Gefill vun Onsécherheet an Angscht an e riskéiert, d'Grief an der Gesellschaft ze verstäerken.

Ech schwätze vun de Grief tëschent deenen, déi d'Präisdeierecht kaum am Portmonni spieren, an deenen, déi all Euro zweemol mussen ëmdréien, deenen, déi sech no un der Aarmutsgrenz beweegen; vun de Grief tëschent deenen, déi Dag fir Dag mat de Konsequenze vun der Klimakris konfrontéiert sinn, an deenen, déi sech keng Gedanken ëm d'Klima maachen, well se hiert Scheefchen ëmmer iergendwou op d'Dréchent kréien; de Grief tëschent deenen, déi sech souzesoen am Schlof un hiren Immobilie beräicheren, an deenen, déi sech keen Daach iwwert dem Kapp kënne leeschten; de Grief tëschent deenen, déi sech an eiser digitaliséierter Welt problemlos zurechtfannen a Virdeeler doraus zéien, an deenen, déi duerch d'Digitaliséierung ofgehaange ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Géigesätz tëschent deenen engen an deenen anere stellen de sozialen Zesummenhalt, dee Lëtzebuerg zanter Joerzéngten auszeechent, haart op d'Prouf. Reagéiere mer net konsequent genuch, riskéiert de politesch rietse Bord gestäerkt ze ginn. An Italien ass dat schonn de Fall. D'Resultat ass eng reaktionär Politik, déi net no vir an eng nohalteg Zukunft féiert, mee zréck an déi däischterst Kapitele vun der Geschicht.

Ech denken, mir sinn eis eens: Esou eng Entwécklung ass geféierlech, an duerfir musse mir se all zesumme verhënneren. An dowéinst däerfe mer net einfach nokucken, wéi d'Grief an eiser Gesellschaft wuessen. Villméi musse mer d'Schëpp an de Grapp huelen a se zouschëppen, well ouni gesellschaftlechen Zesummenhalt kréie mer d'Krisen, mat deene mer konfrontéiert sinn, net bewältegt.

Dovun, Här President, sinn ech iwwerzeegt! Oder anescht ausgedréckt: Gerecht Sozialsystemer, eng gerecht Sozialpolitik, déi keen ausschléissen, stäerken d'Gesellschaft vu bannen eraus a maache se widderstandsfäeg géintiwwer Krisen, Sozialkonflikter, Rietsextremismus a Gewalt.

Vun enger Gewalt wéi beispillsweis där, déi Frankräich mat de Gilets jaunes erlieft huet. D'Opstänn vun de Gilets jaunes an de Stroosse vu Paräis hu sech net nëmmen negativ op déi sozial Kohäsioun an op déi allgemeng Stëmmung a Frankräich ausgewierkt, si haten och en Impakt op eng ganz Rei Secteuren, déi direkt vun de gewalttätegen Opstänn betraff waren. Ech denken un d'Commercen, den Tourismus, d'Sécherheetskräften, déi staark am Asaz waren, a vill aneres méi. A schlussendlech hunn dës Opstänn der ganzer Welt gewisen, zu wéi enge Situatiounen eng ongerecht Sozialpolitik ka féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, zanter 2013 huet dës Koalitioun esou Konflikter zu Lëtzebuerg verhënnert, andeems se proaktiv gehandelt huet. An och an de leschte Wochen hu mir, entgéint der Schwaarzmolerei, déi vu verschiddene Säite bedriwwe gëtt, op en Neits gewisen, datt mir handlungsfäeg sinn, wann et ëm d'Zukunft vun eisem Land geet.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An eebe grad och, wann et drëms geet, de sozialen Zesummenhalt a Krisenzäiten ze stäerken, fir déifgräifend Konsequenzen ze verhënneren.

Mam Tripartite-Accord, deen um bewäerte Modell vum Sozialdialog berout, huet Lëtzebuerg méi séier reagéiert wéi vill aner Länner an Europa. En huet reagéiert op eng exceptionnel Inflatioun.

Dir Dammen an Dir Hären, dank der Energiepräisbrems, déi vum Energieminister Claude Turmes zesumme mat senge Regierungskolleegen op d'Schinn gesat gouf a kuerzfristeg e legale Kader wäert kréien, ginn d'Menagen zu Lëtzebuerg breet geschützt, wärend d'Betriber an hiren Efforten énnerstëtzt ginn, hir Aktivitéite méi nohalteg auszeriichten.

D'Betriber gi viru Faillitte geschützt a vill Aarbechtsplaze bleiwen erhalen doduerch, datt mer der Inflatioun e Rigel virschiben, mat der erfreelecher Nouvelle, datt 619 nei Betriber sech rezent zu Lëtzebuerg implantéiert hunn an datt de Chômagetaux trotz Kris bei ënner 5 % läit.

D'Vertrauen an eis Ekonomie ass also net esou schlecht, wéi et vu Verschiddenen duergestallt gëtt. De Grond vun deem Vertraue läit dodran, datt gréisser sozial Krisen a Konflikter zu Lëtzebuerg verhënnert bleiwen. Si bleiwen eis erspuert, well de Sozialdialog groussgeschriwwe gëtt.

An och wann de Kampf géint d'Klimakris net à la une vun den Noriichten ass oder vun de Medieberichter allgemeng, esou gëtt d'Klimakris am Tripartite-Accord alles anescht wéi ignoréiert. Iwwer 200 Milliioune sinn am Accord fir Mesurë virgesinn, déi d'Energietransitioun konsequent beschleunegen. Neier kommen nach derbäi – an op déi kommen ech nach zréck.

Doriwwer eraus si mer „on track", wéi een dat esou schéi seet, mat eise Klimaziler, an dat trotz der Relance, déi sech am Joer 2021 bemierkbar gemaach huet an déi ekonomesch Aktivitéiten nom pandemiebedéngte Ralentissement nees a Gang bruecht huet.

Wat d'Energiespuercampagne vun der Regierung ugeet, esou ass vu verschiddene Säite jo gefaart ginn, d'Deckelung vun de Präisser kéint zu engem Effet pervers féieren an deem Sënn, datt d'Motivatioun fir ze spueren duerch déi Moossnam op der Streck géif bleiwen.

Här President, haut stelle mer fest, datt déi Suerg onbegrënnt ass. Trotz der Präisdeckelung dréit d'Spuercampagne éischt Friichten: Am September louche mer beim Gas net just bei den ugestriefte 15 % Aspuerung, mir louche ganzer 26 % ënnert der duerchschnëttlecher Consommatioun vun de leschte Joren.

An eisen Aen ass dat net verwonnerlech, well och wann de Präis vu Gas a Stroum gedeckelt gëtt, esou heescht dat nach laang net, datt dës Energië bëlleg ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et heescht och net, datt et de Mënschen egal ass, wéi héich d'Rechnung um Enn vum Mount ausfält a Krisenzäiten, emol onofhängeg dovun, datt d'Angscht virun Enkpäss vill Mënsche ganz sécher dozou beweegt, méi spuersam mat der Energie ëmzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, gehandelt gëtt natierlech och am Logement – dat ass elo méi oft betount ginn –, an zwar méi wéi jee virdrun an der Geschicht an domat och méi wéi ënnert deem Premierminister, deen d'Logementspolitik zur Chefsaach erkläert hat an duerno éierlechkeetshalber huet misse feststellen, datt déi Chefsaach an den Echec gefouert huet.

Wat d'Kris an deem Secteur ugeet, esou huet de Minister Henri Kox virun e puer Deeg e weidere Meilestee geluecht, deen de Locataire zeguttkënnt. Ech schwätze vun der Reform vum Mietgesetz, déi de Locatairë méi Rechter gëtt. Doriwwer eraus schafe mer endlech en nationaalt Instrument, fir eidel stoend Wunnengen ze mobiliséieren. Ech kommen nach drop zréck.

Dëst ass e weidert Beispill, wat d'Handlungsfäegkeet vun dëser Regierung illustréiert, och a virun allem a Krisenzäiten.

Doriwwer eraus huet dës Koalitioun den Austausch mat de Biergerinnen a Bierger groussgeschriwwen. Och dat stäerkt d'Kohäsioun am Sënn vun der Participatioun vun der Gesellschaft un den Entscheedungsprozesser.

D'lescht Woch hunn d'Membere vum Klima-Biergerrot hir Proposen an der Chamber virgestallt. Hir Propose ginn analyséiert an am Plenum diskutéiert. Klasséiert a vergiess gi se net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, ech hunn et gesot, vill Moossname si schonn en place oder gi kuerzfristeg ëmgesat. A wa mir iwwert d'Lag vun der Natioun schwätzen, oder besser gesot iwwert

d'Situatioun vun eiser Gesellschaft a vun eiser Ekonomie, da musse mer natierlech och an d'Zukunft kucken an op d'Erausfuerderungen, déi an den nächste Wochen a Méint op eis waarden.

Et sinn der eng Hellewull, an déi Hellewull fänkt bei der Verantwortung un, déi mer och an Zukunft mussen iwwerhuelen, fir d'Mënschen zu Lëtzebuerg virun der Aarmutsfal ze schützen.

Dir Dammen an Dir Häre, scho virun der aktueller Kris krut e knappt Véierel vun de Stéit zum Schluss vum Mount d'Enner nëmme schwéier beieneen. An och wa mer scho virun zéng Joer e Gesetz gestëmmt hunn op dëser Plaz, wat d'Iwwerverschëldung sollt verhënneren oder zumindest a Grenzen halen, esou woen ech ze behaapten, datt haut méi Stéit vum Surendettement betraff si wéi jee virdrun. Laut der Aschätzung vun der Direktesch vum LISER, déi gëschter Moien Invitée op RTL war, wäert d'Iwwerverschëldung an den nächste Joren nach zouhuelen, an och dat gëtt ze denken!

Genau dowéinst sinn d'Mesuren, déi an dëser Tripartite an an där virdrun, mee och schonn zum Deel virun der Tripartite decidéiert goufen, carrement onëmgänglech gewiescht. Ech schwätze vun der Deckelung vun den Energiepräisser, déi ech schonn ernimmt hunn. Si kënnt séier bei de Leit un an ass onkomplizéiert ëmzesetzen. Ech schwätze vum Indexmechanismus, dee voll wäert spillen, vum Crédit d'impôt énergie, dee verlängert wäert ginn, vun der erhéichter Allocation de vie chère an der Prime énergie, déi bestoe bleiwen, vun der Indexéierung vum Kannergeld, déi mer scho méi laang decidéiert hunn, vum Mindestloun a vum REVIS, déi am Januar ëm 3,5 % eropginn, vun de Menagen, déi méi wéi jee ënnerstëtzt ginn, wa se an d'Richtung vun der Energietransitioun investéieren, fir méi onofhängeg vun den deiere fossillen Energien ze ginn.

Derbäi kommen nei Moossnamen, déi de Premier gëschter annoncéiert huet an déi mir och begréissen: De Personalschlëssel vun den Offices sociaux geet ëm 50 % an d'Luucht an de Steierkreditt fir elengerzéiend Eltere gëtt vu 1.500 Euro d'Joer op 2.500 Euro d'Joer eropgesat bei den Niddregverdénger, fir et an deene Chifferen auszedrécken, déi d'Finanzministesch de Moien hei op dëser Plaz annoncéiert huet.

All dës Moossnamen, Dir Dammen an Dir Hären, sinn e weidere wichtege Schrëtt am Kampf géint d'Aarmut zu Lëtzebuerg. An net ze vergiessen, schonn an der Pandemie goufen iwwer 3,3 Milliarden Euro an déi sozial a wirtschaftlech Stabilitéit vum Land investéiert.

An awer däerfe mer net blauäugeg sinn, well trotz all dëse wichtegen a sënnvolle Moossnamen däerfe mer net aus den Ae verléieren, datt mir zu Lëtzebuerg scho laang virun der Kris mat engem wuessenden Aarmutsrisiko konfrontéiert waren, virun allem bei de Kanner, mee net nëmmen. Dësen Aarmutsrisiko ass struktureller Natur a muss méi déifgräifend analyséiert ginn.

National an international Rapporte schwätze Bänn a verlaangen eng déifgräifend Analys. Esouwuel de Statec wéi och d'Caritas, d'Chambre des Salariés, de Conseil économique et social an d'Unicef, déi sech méi speziell op d'Kanneraarmut konzentréiert, mee och verschidden international Gremien, wéi d'OCDE an den Eurostat, kommen alleguer zu änleche Konklusiounen a warne virun engem wuessenden Aarmutsrisiko an eisem Land.

Virun allem weisen all dës Rapporten op d'Villschichtegkeet vun der Aarmut hin. Villschichtegkeet heescht, datt d'Aarmut vill verschidde Gesiichter a multipel Facetten huet. Si betrëfft an éischter Linn déi Elengerzéiend, déi mam nächste Budget duerch zousätzlech Hëllefstellungen ënnerstëtzt wäerte ginn; ech hu se genannt.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Den Aarmutsrisiko betrëfft awer och d'Familles nombreuses mat ville Kanner, oft Familljen och mat Migratiounshannergrond. En ëmfaasst de Phenomeen vun de Working Poor a reecht bis hin zu de Laangzäitaarbechtslosen, de jonke Schoulofbriecher a Pensionnairen, déi riskéieren, ënnert der sougenannter Altersaarmut ze leiden. Meeschtens sinn et Fraen.

Wichteg ass an deem Kontext d'Tatsaach, datt d'Aarmut sech net just um monetäre Volet moosse léisst, och wann dat méi einfach ass. Dat soziaalt Ëmfeld, an deem d'Mënsche liewen, déi kierperlech a mental Gesondheet, d'Wunnsituatioun, de Bildungsgrad, déi kulturell Participatioun, d'Inklusioun duerch d'Sprooch a vill aner Facteure si weider Gradmiesser vun der Aarmut. Fir déi reell Aarmut ze moossen an de Risiko, an d'Aarmutsfal ze tappen, falen dës Facteuren awer oft net an d'Gewiicht.

An deem Kontext ass et begréissenswäert, datt d'Regierung e Projet mam Numm CUSS, Couverture universelle des soins de santé, finanzéiert. D'Zil besteet doran, all Mënsch, dee sech zu Lëtzebuerg ophält, d'Recht op medezinnesch Soinen ze garantéieren, och wann en aus diverse Grënn keng obligatoresch Krankeversécherung huet.

Vu datt dëse Projet awer kee legale Kader huet bis elo, riskéiert en, eiser Meenung no, op wackelege Féiss ze stoen, well d'Recht op déi Soinen net iwwer en entspriechend Gesetz gereegelt a garantéiert ass.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dat selwecht zielt fir d'Prozeduren an d'Verdeelung vun de Verantwortlechkeete bei der Ëmsetzung vun der Couverture universelle des soins de santé, wuel wëssend, datt net nëmmen d'Servicer vun der Santé, mee och eng ganz Rei aner Acteure virun allem aus dem Sozialberäich an dee Projet implizéiert sinn a matschaffen. Dozou gehéieren och eng Rei ONGen.

Als Gréng plädéiere mir deemno derfir, sämtlech Acteuren an Organisatioune mat an d'Boot ze huelen, fir de Projet an enger nächster Etapp ze evaluéieren an iwwer en entspriechende Projet de loi nozedenken, deen d'Couverture universelle des soins definitiv an eiser Gesetzgeebung verankert.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dozou gehéiert och eng national, ressortiwwergräifend Strategie, an dësem Fall eng Stratégie de santé sociale, wéi et se zum Beispill an eisen Nopeschlänner gëtt.

Och an anere Beräicher, Dir Dammen an Dir Hären, déi mat der Bekämpfung vum Aarmutsrisiko verbonne sinn, brauche mer eng Laangzäitstrategie mat konkreeten a cibléierten Zilsetzungen, déi der Realitéit dobaussen an d'A kucken. Op eiser Pressekonferenz vum leschte Méinden ass meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard op dee Volet agaangen. Dozou gehéiert fir d'éischt emol d'Analys, ob a wéi wäit déi verschidden Allocatiounen de reelle Liewenskäschte gerecht ginn.

Doriwwer eraus brauche mer och eng individualiséiert an dezentraliséiert Prise en charge an der Lutte géint d'Obdachlosegkeet. Mir brauchen en universelle gratis Zougang zu de psychotherapeuteschen Hëllefsleeschtunge fir jiddwereen. Dat kann een net oft genuch widderhuelen an et kann een och net oft genuch bedaueren, datt déi Soinen nach ëmmer net fir jiddwereen accessibel sinn!

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An och déi géhéieren zu der Stäerkung vun der Santé mentale et sociale, well sozial Aarmut a mental Detresse ganz no beienee leien.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Mir brauchen eng „Housing First"-Offensiv, verbonne mat der Stäerkung vun der Sozialaarbecht, an e vereinfachten Zougang zu de finanziellen Hëllefen, déi opgrond vu schwéierfällege Prozeduren net ëmmer vu jiddwerengem wouergeholl ginn, och oft aus Grond vu sproochlechen Hürden.

Datt de Personalschlëssel, wéi ech et scho gesot hunn, vun den Offices sociaux ëm zousätzlech Prozent (veuillez lire: zousätzlech 50 %) erhéicht gëtt, ass an deem Kontext eng absolutt gutt Decisioun.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Generell geet et drëms, an dësem breetgefächerte Beräich geziilt op eng Mise en réseau ze setzen an Zukunft an net méi op e Silodenken, an do sinn all Ressorten, déi nëmmen iergendwéi mat Aarmutsbekämpfung ze dinn hunn, gefuerdert. Dat si vill Ressorten, inklusiv eis eegen. Ech denken och dobäi un de Logement.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een dann iwwert de sozialen Zesummenhalt zu Lëtzebuerg weider nodenkt, kënnt een och net derlaanscht, iwwert de Logement, deen ech grad ernimmt hunn, ze schwätzen; dat ass eng Evidenz. An et ass och eng Evidenz, datt déi héich Präisser dozou féieren, datt ëmmer manner Leit sech eng Wunneng kënne leeschten, sief et fir ze kafen oder fir ze lounen. Dat ass d'Realitéit, mat där vill Biergerinnen a Bierger, virun allem jonker, mee net nëmmen, ëmmer méi staark konfrontéiert ginn.

Fir där Realitéit ze begéinen, muss, an dat gëtt schonn zanter Jore gefuerdert, däitlech méi gebaut ginn. An dann ass et keen anere wéi de Staat, dee seng Verantwortung muss iwwerhuelen a baue muss. Well nëmmen de Staat ka garantéieren, datt d'Wunnengen zu engem bezuelbare Präis vermaart kënne ginn an an der ëffentlecher Hand bleiwen, amplaz datt se duerno zu Spekulatiounsobjete ginn. A genee aus deem Grond investéiert dës Regierung esou vill wéi nach ni virdrun an den ëffentleche bezuelbare Wunnraum.

De Staat baut massiv nei Quartieren. Et kann ee se net oft genuch ernimmen. Si gesinn och nach gutt aus. Elmen, NeiSchmelz zu Diddeleng, An der Schmëtt oder nach Wunne mat der Wooltz sinn zum Beispill Projeten, déi an dëser Legislaturperiod duerch e Finanzéierungsgesetz ofgeséchert gi sinn.

Dat ware fënnef Gesetzer, déi bal 1 Milliard Euro fräigesat hunn, fir iwwer 3.000 Wunnengen ze finanzéieren. Nach gëtt Main-d'oeuvre gebraucht an och Material, um politesche Wëlle scheitert et jiddefalls net.

Bemierkenswäert ass dobäi, datt déi staatlech Ausgabe fir de Wunnengsbau sech pro Joer am Verglach zu 2017 méi wéi verfënneffacht hunn. Wärend am Joer 2017 just 40 Milliounen Euro an den ëffentleche Wunnengsbau investéiert gi sinn, sti mer haut bei 220 Milliounen am Pluriannuel respektiv enger hallwer Milliard am Joer … Do hunn ech mech geiert! Ëmgedréit: 220 Milliounen am Joer an enger hallwer Milliard am Pluriannuel. D'Zil ass et dobäi, méi abordabele Wunnraum ze schafen, deen dann och an der ëffentlecher Hand wäert bleiwen, amplaz datt déi meescht vun dëse Wunnenge wéi an der Vergaangenheet eeben net méi accessibel sinn.

Mam Pacte Logement 2.0 goufen doriwwer eraus contraignant Ziler fir d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum agefouert, zesumme mat de Gemengen. De Fonds spécial logement suergt an deem Kontext derfir, datt déi néideg Mëttelen zur Verfügung stinn, fir ambitiéis Wunnengsbauprojeten ëmzesetzen.

E weidere Fortschrëtt besteet am Iwwerschaffe vun de Wunnengsbauhëllefen, an dat souwuel a puncto Krittäre wéi och a puncto Definitioun vun der Abordabilitéit respektiv de Rechter a Flichte vun den ëffentlechen a soziale Bauträger.

D'Reform vum Mietrecht ass schonn ugeschnidde ginn. Dës Reform gëtt virugedriwwen, andeems d'Rechter vun de Locatairë gestäerkt ginn an dee ganze Marché méi transparent a kontrolléierbar gëtt. Haaptneierung ass an deem Kontext d'Reduktioun vun de Loyeren, déi op 3,5 % vum Invest limitéiert gëtt an domat virun allem deenen zeguttkënnt, déi op moderat Loyeren ugewise sinn, fir iwwerhaapt en Daach iwwert dem Kapp ze hu respektiv fir iwwerdeiert Loyeren einfach emol ze verhënneren (veuillez lire: déi op 3,5 % vum Invest limitéiert ginn, wat virun allem deenen zeguttkënnt, déi op moderat Loyeren ugewise sinn, fir iwwerhaapt en Daach iwwert dem Kapp ze hunn; dëst fir iwwerdeiert Loyeren einfach emol ze verhënneren)!

D'Locatairen, Dir Dammen an Dir Hären, hu keng Lobby, d'Promoteuren ëmsou méi. An doweinst ass et net verwonnerlech, datt verschidde Politiker, déi sech esou gäre fir d'Recht op Wunne staarkmaachen, dann awer e spatze Mëndche maachen a kritiséieren, wa mer Abuse verhënneren an d'Locatairë schützen.

A wéi sot de Premierminister ganz richteg gëschter: Munchmol muss ee sech onbeléift maachen, fir am Déngscht vum Allgemenginteresse Decisiounen ze huelen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Decisioune wéi déi, d'Loyere prozentual zum Invest no ënnen ze revidéieren, sinn Decisiounen am Déngscht vum Allgemenginteresse. A wann e Logementsminister sech domat bei eenzelne Promoteuren oder Politiker onbeléift mécht, dann ass dat en Zeechen, datt dee Minister um richtege Wee ass!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, ech si souguer iwwerzeegt, datt mëttlerweil eng ganz Rei Promoteuren a Bauhären de Problem erkennen a mat am Boot sinn, wann et heescht, d'Wunnengskris zesummen a proaktiv unzegoen, amplaz sech als privat an ëffentlech Acteuren ze bekämpfen. Dat bréngt kengem eppes!

Dat wat d'Virgängerregierunge wärend Joerzéngten net hikruten, well et um politesche Courage gefeelt huet, gëtt och elo um Niveau vun de Steiere geliwwert. Wien ass frou mat Steieren? Dat sinn déi wéinegst, an awer muss een de Courage hunn, verschiddener anzeféieren. Mat der Leerstandssteier kënnen iwwer 5.000 zousätzlech Wunnenge mobiliséiert ginn. Dat ass Wunnraum fir mindestens 12.000 Mënschen, an duerfir brauch ee keng Erweiderung vun iergendengem PAG eran an d'Natur. Ech schwätzen awer och vun der Mobiliséierungssteier a vun der längst iwwerfälleger Reform vun der mëttlerweil 80 Joer aler Grondsteier, un där sech bis haut och keen d'Fangere verbrenne wollt.

En anere Volet, dee mer wichteg ass, ass d'Bildung a Relatioun zu der sozialer Gerechtegkeet – well och déi sinn enk matenee verbonnen.

Virdrun hunn ech d'Bild vun de gesellschaftleche Grief benotzt, déi mir musse probéieren zouzetippen. D'Schoul ass eng Institutioun, déi massiv dozou bäidroe kann. Reegelméisseg féieren déi national Bildungsberichter an och international Etüden eis virun Aen, datt eise Schoulsystem an eisem hyperdiverse Land nach ëmmer eng Rei Hürden ze iwwerwannen huet. Nieft de vill zitéierte sproochlechen Hürden däerfe mer besonnesch an dësen Zäiten no der Pandemie och déi sozial an ekonomesch Ongläichheeten net aus den Ae verléieren.

Eng Rei vu Projete si gutt a geduecht, fir Äntwerten op déi enorm Erausfuerderungen ze ginn. Ech denken un déi méi kleng, mee wichteg Initiativen, wéi d'Aféierung vun der Hausaufgabenhëllef, och wann do nach eng ganz Rei Detailer ze kläre sinn um Niveau vun de Kompetenze wéi och um Niveau vun der Organisatioun. Ech denken un déi ugekënnegt Kreatioun vun engem Eltereforum an alle Schoulregioune vum Land. Ech denken awer och u gréisser Projeten, wéi zum Beispill den Ausbau vun den ëffentlechen internationale Schoulen, déi alle Kanner am Land zougänglech musse sinn a ginn, a vun de Pilotprojeten, wéi zum Beispill der Alphabetiséierung op Franséisch, déi op véier Plazen am Land versicht gëtt, fir duerno dann e Bilan ze zéien a se vläicht ze erweideren.

Och dëst Joer stinn doriwwer eraus nach wichteg Gesetzer um Programm, zum Beispill d'Reform vun den Accueilsklassen a vun der Obligation scolaire bis zum Alter vun 18 Joer, déi relativ vill kritiséiert gëtt. Dat kritt ee mat. Natierlech muss opgepasst ginn, datt Jonker doduerch keng Nodeeler kréien, wa se fréi an der Aarbechtswelt Fouss faasse wëllen, dat ass evident. Mat der Formation professionnelle, déi zur Schoulzäit gezielt gëtt, misst dee Problem dach awer léisbar sinn. Haaptsaach, déi Jonk kréien eng Zukunft, déi se sech selwer kënnen opbauen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, net méi spéit wéi dës Woch krute mer dann och den OECD-Rapport virgestallt iwwert d'Manéier, wéi Lëtzebuerg d'Pandemie gemeeschtert huet. Iwwert d'Santé ass scho vill gesot ginn. Do ginn ech haut net drop an, jiddefalls net, wat d'Gestioun vun der Pandemie ugeet. Ech wéilt mech méi op de Bildungsberäich konzentréieren.

Am Kapitel iwwert de Bildungssystem koum de Rapport zur Konklusioun, datt mir vergläichsweis gutt dostinn, well eis Schoulen net laang zou waren am Verglach zu anere Länner, well mer gutt Infrastrukturen hunn, an awer och net zulescht wéinst dem enormen Asaz vum Léier- a Betreiungspersonal. Wat d'Infrastrukturen ugeet, si mer natierlech frou ze héieren, datt weider investéiert gëtt, och an d'Schoulen, Schoule fir Kanner a Jonker als wichteg zukunftsweisend Infrastrukturen.

Gläichzäiteg gëtt an deem Rapport vun der OCDE awer och e Problem opgeworf: de Problem vun den Inegalitéite bei de Kanner a Jonken. De Rapport recommandéiert dofir, eng laangfristeg strukturell Transformatioun vun eisem Bildungssystem an d'A ze faassen, net vun haut op muer wuelgemierkt, mee gutt iwwerluecht a gutt geplangt. An do wäert dat Joer, dat elo kënnt, e ganz wichtegt sinn, net nëmmen, well wéi no all Legislatur e Bilan muss gezu ginn, mee och well d'Walprogrammer geschriwwe ginn. Dann ass et interessant ze gesinn, wéi all Fraktioun, all Partei an all Groupe politique d'Schoulpolitik vu muer gesäit.

Mat den éischte systemateschen Evaluatioune vun den ëffentlechen internationale Schoulen am Fréijoer 2023 bitt sech dann och eng gutt Geleeënheet, fir d'Weiderentwécklung vum Häerzstéck vun eisem Schoulsystem op en Neits an de Bléck ze huelen. D'Häerzstéck ass fir eis Gréng déi ëffentlech Schoul: eng Schoul, déi fir all Kand a Jonke gratis zougänglech ass an d'Kanner onofhängeg vun hirem soziale Statut zesummebréngt.

Fir eis als Gréng ass et kloer, datt d'Bildungsgerechtegkeet an d'Inklusioun bei der Weiderentwécklung vun eisem gesamte Bildungssystem den zentralen Usproch musse sinn, an dat souwuel bei der Organisatioun wéi och bei den Inhalter, deen zentralen Usproch vun Inklusioun an Accessibilitéit, a bei enger nach besserer Vernetzung vun der formaler an nonformaler Bildung, déi net méi parallell zueneen däerfe lafen, mee matenee musse funktionéieren am Interesse vum Kand.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eist lescht Kapitel, dat ech am Numm vun der grénger Fraktioun wëll thematiséieren, betrëfft natierlech d'Klima an d'Ëmwelt, en entscheedend Theema an dësen Zäiten, mee net nëmmen. Et ass en Theema, wat natierlech de Klima- an Ëmweltschutz ëmgräift an eent vun eise Kärtheemen ass. Och do spillt d'Sozialpolitik eng weesentlech Roll, wann et drëms geet, Fortschrëtter ze erreechen a jidderee mat an d'Boot ze kréien.

Fir et einfach auszedrécken: Fir Mënschen, déi ëm hir Existenz musse fäerten, gehéiert d'Klima net zu den Haaptsuergen. D'Haaptsuerg ass, iwwerhaapt emol am Alldag iwwert d'Ronnen ze kommen. Allerdéngs bedeit dat net, datt de Klimaschutz fir Leit aus niddregen Akommesschichten irrelevant ass. E Beispill: De Summer 2021 war dee wäermsten, dee bis dohin an Europa gemooss gouf. Dee Rekord gouf am Joer 2022 schonn direkt erëm gebrach: Den europäeschen Äerdobservatiounsprogramm Copernicus huet de leschte Mount gemellt, datt d'Méint Juni, Juli an August nach eng Kéier 0,4 Grad méi waarm ware wéi d'Joer virdrun.

A genau dës Wiederphenomeener, déi sech net just op Canicullen oder Iwwerschwemmunge limitéieren, riskéieren déi sozial Ongläichheete weider ze verschäerfen, national wéi international, a Geréngverdénger a -verdéngerinne méi staark ze belaaschte wéi déi aner: Mënschen, déi an engem schlecht isoléierten Haus liewen, leide méi staark ënnert enger Hëtztwell. Dréchente féieren zu der Hausse vun de Liewensmëttelpräisser an déi wierke sech méi staark bei den niddregen Akommensschichten aus wéi bei deenen héijen Akommensschichten, wann een dat proportionell zum Revenu kuckt.

An och déi aktuell Energiekris an d'Steigerung vun den Energiepräisser sinn eng besonnesch Erausfuerderung fir d'Stéit mat manner Akommes. An duerfir begréisse mir ausdrécklech, datt de Staat dës Mënschen an Zukunft nach méi ënnerstëtzt, wa se sech fir Renovatiounen, d'Austausche vun Heizungen, d'Installatioun vu PV-Anlagen, de Kaf vun Elektroautoen an esou weider decidéieren.

D'Subventioune ginn erhéicht an d'Fotovoltaikanlage gi fir Niddregverdénger integral vum Staat finanzéiert. D'TVA gëtt op ville Pläng erofgesat. Jo, mir si gutt ënnerwee, mee d'Vitess gëtt nach beschleunegt. Momentan si mer op engem gudde Stand, wat d'erneierbar Energien ugeet. Dat muss een awer och betounen.

Am Joer 2021 si 15-mol méi nei PV-Anlagen – also Fotovoltaik gemengt – un d'Netz bruecht gi wéi nach 2017. An de leschte fënnef Joer huet sech d'Capacitéit vun der Fotovoltaik méi wéi verduebelt. 56 Wandkraaftanlagen existéieren zu Lëtzebuerg, 23 nei Anlage goufe geneemegt. Eeler Projete si „repowered" ginn, wéi een dat nennt, dat heescht, datt 4 Wandrieder duerch 1 Anlag ersat ginn.

Um Niveau vun der Klimabilanz huet déi Entwécklung hir Friichte gedroen, well mir eis Ziler fir 2021 grosso modo am Globalen erreecht hunn. De Klimabilan gëtt eis awer och Opschloss doriwwer, a wéi enge Beräicher mir d'Moossnamen nach besonnesch mussen acceleréieren:

Dat ass éischtens de Secteur vun der Industrie, deen am Joer 2021, nom Covidjoer 2020, e besonneschen Essor hat. Ganz begréissenswäert ass dowéinst, datt d'Betriber mat zousätzlechen Aiden ënnerstëtzt ginn, wa se hir Aktivitéite méi nohalteg ausriichte wëllen an an déi Richtung wëllen investéieren. Dozou gehéiert och d'Stäerkung vum legale Kader fir d'Autoconsommatioun, déi laang verlaangt ginn ass an elo Realitéit gëtt.

Dat ass zweetens och de Beräich vun der Konstruktioun a vun de Gebaier, wou et an Zukunft obligatoresch gëtt, all neit Gebai mat enger Solaranlag auszestatten, iwwerall do, wou et méiglech ass. Och dat ass e wichtege Schrëtt no vir. An och an där Fro ginn d'Biergerinnen an d'Bierger net eleng gelooss. Mat den ugekënnegte Moossname gi se méi ënnerstëtzt wéi jee virdrun. Ech hunn et gesot: Fir eis ass dat dee richtege Wee an och dee wäert seng Friichten droen, dovu si mer iwwerzeegt!

Dir Dammen an Dir Hären, d'Biergerbedeelegungsprozesser, déi an de leschte Méint a Jore gelaf sinn, Klima-Biergerrot, Luxembourg in Transition a vill verschidden Initiative queesch duerch d'Land, hunn der Politik e klore Message ginn. Si hunn de Message ginn, wéi et soll weidergoen. Eenzelner hunn et och virgemaach, esou zum Beispill d'Transition Minett, déi eng ganz grouss Energiekooperativ opgebaut huet. De Message vun hinnen alleguer ass, datt mer eis Efforte musse beschleunegen, fir der Urgence climatique gerecht ze ginn.

Dat heescht net, datt déi ganz Gesellschaft vun haut op muer un engem Strang géif zéien. Dat wär ze vill schéin. Et heescht awer, datt d'Bewosstsäin vis-à-vis vun der Klimakris bei esou Prozesser gestäerkt gëtt an datt ëmmer méi Biergerinnen a Bierger, och vill Jonker, bereet sinn, hir Verantwortung fir d'Zukunft vun eisem Land ze iwwerhuelen. Dat wëll ech betounen an dofir sinn ech och frou, datt an der Schoul ëmmer méi op d'Bildung zur Nohaltegkeet gesat gëtt.

Dat selwecht zielt och fir d'Betriber, déi zum Deel amgaang sinn, ganz innovativ ze ginn an dobäi ënnerstëtzt musse ginn.

Déijéineg, déi kierzlech bei der 20-Joer-Feier vum IFSB zu Beetebuerg – eng Gemeng, déi ech besser kennen –, dem Institut de formation sectoriel du bâtiment, derbäi waren, wëssen, vu wat ech schwätzen. An deem Institut ginn engersäits d'Acteuren aus der Baubranche an aus der Industrie am Beräich vun der Nohaltegkeet, vum nohaltege Baue forméiert. Den Undrang bei de Formatiounen ass grouss.

Anerersäits liwwert dëse Betrib awer och selwer d'Beispill, datt e risegt Gebai, an deem vill verschidde Bauaktivitéiten a Form vu Formatioune stattfannen, praktesch komplett ouni CO_2-Emissiounen auskomme kann. Dat ass keng irrationell, gefäierlech gréng Ideologie, dat ass eng rationell Tatsaach. Si beweist, datt och am Bausecteur innovativ a kreativ ëmgesteiert ka ginn an datt eng ganz Rei Responsabeler aus deem Secteur schonn haut bereet sinn, mat der Regierung un engem Strang ze zéien.

Domat kéim ech schonn zur Konklusioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den däitschen Altkanzler Helmut Schmidt, deen Der all kennt, kannt hutt, sot de bekannte Saz: „Wer Visionen hat, sollte zum Arzt gehen." E gëtt oft gebraucht.

(Interruption)

An e gëtt interpretéiert als: Wie Visiounen huet, huet se net méi all! Dës Interpretatioun gräift definitiv ze kuerz. Et goung dem Helmut Schmidt villméi drëms ze soen, datt Politik problemorientéiert muss denken a konkreet Léisunge fir d'Leit muss ubidden, datt se sech net däerf an Zukunftsvisiounen an am Idealismus verléieren, mee déi reell an imminent Problemer an Ängschte vun de Biergerinnen a Bierger muss ugoen.

Domat hat dee gudde Mann natierlech Recht. An awer wëll ech dës Ausso ergänzen. Jo, mir brauche konkreet Léisungen! Mir brauchen och eng kloer Richtung, virun allem, wa mer eppes géint d'Ängschte wëllen ënnerhuelen, vun deenen ech am Ufank geschwat hunn.

Der Angscht virun der Zukunft a virun den Onsécherheete vun der Kris begéinen, dat maache mer op eng effikass Manéier, wa mer hir eng positiv Visioun vun der Zukunft entgéintstellen, déi jiddwerengem zeguttkënnt, virun allem de follgende Generatiounen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat ass d'Visioun vun der Klimaneutralitéit, vun engem liewenswäerte Liewen, vun engem gerechte Liewen an enger propperer Ëmwelt, d'Visioun vun enger gerechter Gesellschaft, an där jiddwereen déi selwecht Chancen huet, sech ze entfalen, a sech en Daach iwwert dem Kapp ka leeschten, d'Visioun vun enger Gesellschaft, an där d'Grief tëschent deenen engen an deenen aneren net méi grouss ginn, mee méi kleng.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Koalitioun huet an de leschte Jore béides gemaach: Si huet eng kloer Richtung mat Visioune fir d'Zukunft virginn a si huet gläichzäiteg mat konkreeter Politik ënnermauert.

An och bei dësem sougenannten État de la nation, wéi e scho joerzéngtelaang heescht, huet dat sech op en Neits gewisen. A genau op deem Wee wëlle mir Gréng zesumme mat der Regierung eis och an Zukunft beweegen.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëser Deeg geet ganz vill rieds vu Krich, vu Leed a vun Nout. Den Här Staatsminister huet zu Recht staark dorobber insistéiert. A mir soe Merci fir seng Ried vu gëschter. Deen Drama, dee Krich, dee mir haut am Oste vun Europa erliewen, huet och op eis ganz considerabel Auswierkungen.

Awer eng däerf e ganz sécher net hunn: En däerf eis net d'Meenungsfräiheet huelen! Mir sinn eng fräi Gesellschaft a mir wëllen et bleiwen. Den Här Staatsminister huet gëschter e puermol gesot, datt mir eis net däerfen auserneendividéiere loossen, net beim Klimawandel, net bei der Ukrain. Abee, eise Gesellschaftsmodell zeechent sech genee doduerch aus: dat Recht op Dissens! Dat ass déi Fräiheet, déi mir mengen, déi mir verdeedegen: dat Recht, eng aner Analys an eng aner Meenung ze hunn ewéi d'Regierung an déi och haart an däitlech ze soen.

Den Här Staatsminister a seng Regierung mussen oppassen, datt se net op eemol op déi Iddi kommen, datt just eng Pensée unique domadder verbonne wär, mat der Iddi, sech net auserneendividéieren ze loossen. Mat eis geet dat net! D'ADR steet fir eng lieweg Demokratie a wëll eebe just aner …

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der …? A nee, pardon! Ech hat gemengt …

(Interruption par M. Yves Cruchten)

… an ech hat mech geiert, jo! Et war ee Fanger an der Luucht an dunn hat ech ze fréi reagéiert a falsch reagéiert. Pardon!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also dat deet mer leed, ech hätt mech gefreet, fir mam Här Cruchten kënnen en Echange iwwert d'Meenungsfräiheet ze hunn.

(Hilarité)

Mee vläicht kënne mer herno dann dorobber zréckkommen.

Also den Här Staatsminister muss oppassen, datt en elo net op eng Iddi kënnt, datt mer hei just eng Pensée unique hunn, just nach eng Meenung zougelooss ass, ënnert dem Virwand, eis net auserneendividéieren ze loossen.

Mir hätte gär eng lieweg Demokratie an dat geet nëmmen, wann och vill verschidde Meenunge kënnen zur Geltung kommen. An et gëtt Wourechten, déi ee muss soen an déi net op der Linn vun der Regierung leien. Dat gëllt selbstverständlech och fir déi zwee Sujeten, déi hien ernimmt hat, de Klimawandel an d'Situatioun an der Ukrain.

Well och mir hei am Weste sinn an enger ganz schwiereger Situatioun, an déi ass zu engem groussen Deel hausgemaach. Si war an ass mat bedéngt duerch déi Reaktiounen, déi déi westlech Staaten – inklusiv dës Regierung – no deem illegalen Ugréff op d'Ukrain vum 24. Februar 2022 geholl haten: eng Sanktiounspolitik géintiwwer Russland, déi de Krich net op en Enn brénge, awer eis selwer am héchste Mooss schuet. Si brénge Nout a Leed duerch déi kënschtlech provozéiert Energieknappheet an déi domat verbonnen héich Energiepräisser. An dës Regierung ass nun emol dofir mat verantwortlech.

Hir Politik ass zu engem Bumerang ginn. Den Här Asselborn selwer hat an engem Interview am „Wort" zouginn, datt d'Sanktiounen net wierken. Et freet eis natierlech ëmmer, wann den Här Asselborn der Meenung vun der ADR ass.

Mir fannen et och net normal, datt mir amerikanesche Flësseggas zu engem Präis kafen, dee véiermol méi héich ass wéi dee Präis, deen amerikanesch Firmen dofir musse bezuelen. Mir verléieren eis Kompetitivitéit. Mir ruinéieren eis Ekonomie. D'Politik vun der EU a vun dëser Regierung mécht eis zu engem Verléierer an engem Krich, un deem mir net direkt bedeelegt sinn.

D'Sanktiounspolitik ass mat responsabel derfir, datt mir an Europa an zu Lëtzebuerg um Wee an eng strukturell ekonomesch Rezessioun sinn, datt mir ënner enger héijer Inflatioun leiden, notamment och duerch d'Energiepräisser, datt eis Wärung schwaach ass, datt den Indexsystem ugegraff gëtt, datt eis Scholde klammen a klammen an datt och den Aarmutsrisiko nach weider an d'Luucht geet. Vill Betriber fäerten ëm hir Existenz.

D'DP huet virdru gesot, déi Politik wär alternativlos. Ass dat do ouni Alternativ? Mir zweifelen drun. Et weist jiddefalls op eng ganz drastesch Manéier, wéi wichteg, wéi omnipresent d'Politik ass a wéi si eist Liewe bis an dee klengsten Detail bestëmmt. Vill Leit hunn dat scho bei der Impfdebatt an der Covidkris erkannt.

An elo? Wien hätt geduecht, datt mir eis enges Daags géife Froe stelle wéi dës: Wéi waarm dierf et am Wanter bei mir doheem sinn? Kënne mir kontrolléiert a bestrooft ginn, wa mir d'Heizung ze vill opdréinen? Anscheinend jo net, seet d'Regierung, mee mir sinn nach net an der obligatorescher Phas vum Energiespueren. Esou Froe wären nach virun e puer Méint als absurd bezeechent ginn. Haut gi si Realitéit!

Mir sinn net vun näischt an dës Situatioun geroden. Si ass d'Resultat vu politeschen Decisiounen, déi dacks iwwerstierzt geholl goufen, a virun allem ouni vill eegene Courage gouf aneren nogelauschtert.

Jo, den Ugréff op d'Ukrain ass am Widdersproch zum internationale Recht. Dat hu mir all verurteelt. Awer als ADR wësse mir ganz gutt, datt an all Stadium vun der Entwécklung vun der aktueller Kris och aner an dacks besser Decisioune méiglech gewiescht wären. Dofir hätt et Éierlechkeet, Wäitsiicht a Courage gebraucht, Eegeschaften, déi d'Regierung, d'Regierungsparteien an aner Parteien heibanne leider net genuch gewisen hunn.

Dës Kris weist also nees mat aller Däitlechkeet, datt et net egal ass, wien ee wielt. Mir als ADR gesinn eis jiddefalls als déi wierklech Alternativ zu der Regierungspolitik. Mir sti fir eng zolidd, konservativ a sozial Politik, déi eist Land, seng Traditiounen, seng Interessien net een Ableck aus den Ae verléiert. Jo, fir eis steet Lëtzebuerg un der éischter Plaz a mir bekennen eis dozou.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir moossen och d'Regierung un deem Standard, well dofir ass d'Regierung eigentlech do, fir d'Interessie vun eisem Land ze verdeedegen. Mir brauche jo keng Regierung, déi net d'Interessie vun eisem Land an eise Leit verdeedegt. Mir brauche sécher och keng, déi eisen Interessien och nach virsätzlech schuet. Wie brauch dann esou eng Regierung, déi Aarmut provozéiert a Betriber ruinéiert?!

(Interruption)

Mir als ADR wëllen eng Regierung fir Lëtzebuerg. A mir soen och de Sozialpartner Merci fir deen Engagement, dee si gewisen hunn, datt et méiglech war, an dëser schwiereger Situatioun Accorden ze fannen, déi eis wéinstens e bëssen hëllefen.

Den Här Staatsminister huet a senger Ried – warscheinlech déi lescht an deem Genre virun de Wale vum Oktober 2023 – probéiert, eng ganz positiv Bilanz vun der Aarbecht vun dëser Regierung ze zéien. Och mir wéilten da probéieren, emol esou eng Bilanz opzestellen an op déi lescht Joren zréckzekucken. Wat hu geschwënn zéng Joer Gambia dem Land da bruecht?

Niewelaanscht gesot: Déi Referenz op déi zéng Joer ass net ganz onschëlleg. Well all déi, déi beim Referendum vun 2015 fir op zéng Joer limitéiert Ministeschmandater plädéiert haten an zënter 2013 bis haut an der Regierung sinn, misste jo elo logescherweis 2023 ophalen. Mir ginn also dovun aus, datt den Här Staatsminister selwer eis haut confirméiert, datt hien no de Walen net méi fir e Ministermandat zur Verfügung steet. Dat wär an der Logik vu senger eegener Argumentatioun.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Jiddefalls muss een der Gambia-Regierung ... Mir ware géint déi zéng Joer, mir ware fir dräimol Nee. Dir net, Dir net!

(Interruptions)

Dir waart do derfir. Jiddefalls muss een der Gambia...

A mir hu gewonnen, Här Staatsminister, mir hu gewonnen. Dat ass dat Schéint!

(Interruptions diverses)

A jiddefalls muss een der Gambia-Regierung no zéng Joer eppes zougestoen: Si huet eisem Land op vill Manéiere geschuet. Si hat vun Ufank un eng ideologesch Agenda. Verkaf huet si dat mat esou Slogane wéi: „D'Fënstere wäit oprappen", fir eist Land ze verännere. Dat ass hir zu engem groussen Deel gelongen. Jo, Dir hutt eist Land verännert, mee leider net zum Gudden.

Iwwert d'Joren ass dës Regierung ëmmer méi arrogant ginn. Si schwätzt vu Biergerbedeelegung, léisst déi awer nëmmen do zou, wou si sécher ass, datt déi fir si richteg Resultater dobäi erauskommen, zum Beispill bei gutt kontrolléierten an encadréierte Klimaforen.

Den Trauma vum dräifach verluerene Referendum sëtzt eebe ganz déif. Dës Regierung lauschtert net op d'Leit. Beispiller gëtt et der genuch: De Reliounsunterrecht gouf ofgeschaaft, obwuel 25.000 Leit fir de Choix demonstréiert haten. Wat wär schlecht um Choix gewiescht? Eenzel Ministeren, wéi déi Häre Meisch, Haagen an Hansen zum Beispill, si bei alle Gewerkschaften a Beruffsverbänn aus hire respektive Kompetenzberäicher virun allem dofir bekannt, fir bewosst keen Dialog ze féieren.

Fir d'Verfassung kënnen ze änneren, hu véier Parteien, Gambia an d'CSV, hir Walversprieche virsätzlech gebrach. De Verwaltungsgeriichtshaff kritiséiert d'Ministeren Haagen a Bofferding, well si e Geriichtsurteel net ëmgesat hunn. Den Här Cruchten huet hei iwwert d'Justiz geschwat. Mir géifen em un d'Häerz leeën, de sozialistesche Ministeren ze soen, si sollen emol d'Urteeler respektéieren, déi géint si geschwat ginn – dat ass Respekt virum Rechtsstaat. Dat wär eng gutt Saach!

M. Roy Reding (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An der Digitaliséierung si mir gutt, ausser – ausser! – wann d'Leit sech solle kënnen digital fir e Referendum ausschwätzen. Do ass d'Regierung strikt dergéint! An Ëmfroen hu gewisen, datt et keng Majoritéit bei de Lëtzebuerger gouf, fir d'Residenzklausel beim kommunale Walrecht falen ze loossen. Gambia, d'Piraten an d'CSV hunn et trotzdeem gemaach.

Et ass e bal systematescht Regéiere géint d'Leit. D'ADR steet dogéint konsequent op der Säit vum Land a vun de Leit. Dofir soe mir och, datt déi nei Verfassung esoubal wéi méiglech engem Referendum muss ënnerworf ginn, ob se schonn a Kraaft ass oder net.

(Interruptions)

Här President, an all eenzelnem Beräich vun der Politik hu mir iwwert déi lescht Jore Schlëmmes misse materliewen. Mir wëllen dat dokumentéieren a maachen emol e klenge Réckbléck op d'Politik aus deene leschte Joren.

D'DP huet esouwuel hir eege Walclientèle wéi och d'Geschicht vun hirer Partei vergiess. Am Confinement hunn déi kleng Geschäfter missen zoumaachen, déi grouss hunn däerfen opbleiwen. Ass dat d'Handschréft vun enger DP, déi sech wëll fir d'Geschäftsleit asetzen?

Am Logement geet si elo op de Wee, mat de Gréngen an de Sozialisten, vun der Aushielegung vum Proprietéitsrecht. Déi nei Mobiliséierungs- a Grondsteiere sinn näischt anescht wéi eng staatlech Tutelle iwwert d'Proprietären. Eng liberal Partei hätt dat nimools däerfe maachen, op jidde Fall eng, déi sech eescht hélt.

(Interruption)

Wien de Logementsproblem wëll upaken, muss géint den onkontrolléierte Wuesstum ugoen. E muss de Leit d'Fräiheet an d'Méiglechkeet fir ze investéiere ginn an e muss derfir suergen, datt et manner bürokratesch Hürden an Delaie gëtt. Dat wär d'Aufgab vun enger DP gewiescht. Dat huet si awer net gemaach.

Den Här Staatsminister huet gëschter a senger Ried extra betount: „D'Recht op Eegentum bleift bestoen!" Ma merci! Dat Recht op Eegentum ass e Mënscherecht. Et steet a wichtegen internationalen Dokumenter an et léisst déif kucken, datt doriwwer iwwerhaapt diskutéiert gëtt an dëser Regierung!

Iwwer 70 % vun de Lëtzebuerger si Proprietär vun hirem Haus oder vun hirer Wunneng. Mir mengen a mir fäerten, datt déi Leit sech elo wuel Froe stellen. Gëtt dann hiert Eegentum respektéiert? An op wéi eng Manéier? Déi nei Steiere kënnen do vill Froen opwerfen.

D'DP decouragéiert de privaten Investissement an de Logement. Et ass bal net ze gleewen! De gedeckelte Loyer, d'Reduzéierung vum Amortissement accéléré hu just als Effekt, datt manner gebaut gëtt, datt doduerch d'Wunnengsnout nach klëmmt, datt d'Wunnengen also nach méi deier ginn – elementar Ekonomie, eng Partei wéi d'DP misst dat wëssen.

An et kann een dach net soen, datt eng Wunneng, déi eidel steet, eidel steet well dermat spekuléiert soll ginn. Dat kann e Grond sinn, dat ass awer warscheinlech an enger Minoritéit vun de Fäll iwwerhaapt esou.

(Interruption)

Eng Partei wéi d'DP, déi aus engem patriotesche Mouvement eraus entstanen ass, huet haut eng Integratiounsministesch, déi oppe géint Integratioun ass. Si wëll net, seet d'Madamm Cahen, datt d'Auslänner, déi an eist Land kommen, sech hei mussen upassen. Si sot dat hei an der Chamber. Warscheinlech ass si weltwäit déi eenzeg Integratiounsministesch, déi esou eng Positioun vertrëtt.

D'Madamm Cahen huet och Aktiounen ënnerstëtzt vu Lëtz Rise Up, bei deene Persoune mat wäisser Hautfaarf explizitt ausgeschloss ginn. Dat ass an eisen Aen antiwäisse Rassismus. A mir géife jo hoffen, wann eng Kéier iergendeen eppes organiséiert, ...

(Interruptions)

... wou Leit mat enger anerer Hautfaarf ausgeschloss ginn, datt mir géifen zesummen dergéint optrieden. Mee dat do geet an eisen Aen net!

(Brouhaha)

Ënnert den DP-Finanzministeren ass d'Staatsschold konsequent an d'Luucht gaangen. Déi Partei, déi ëmmer vun der Zukunft vun deene Jonken an och vum Zukunftsfong schwätzt, hannerléisst deenen nächste Generatiounen haaptsächlech e Bierg vu Scholden.

Mir hunn héieren, wéi d'Madamm Backes de Moie géint d'Scholde geschwat huet. A villerlee Punkte ware mer och ganz mat hir d'accord. De Problem ass just, datt d'Madamm Backes géint Scholde schwätzt a massiv Scholde mécht! An do ass den Ënnerscheed zwëschent Theorie a Praxis.

(Interruption)

De Manktum un Dialogbereetschaft vun enger Rei vun DP-Ministere steet am oppene Widdersproch zu den Usprëch vun der DP u sech selwer. Wéi war dach eemol de Motto? „Dialog an Transparenz!" Haut ass et weeder dat eent nach dat anert.

(Interruption)

Amplaz d'Staatsfinanzen ze sanéieren, ënnerstëtzt déi fréier liberal Partei elo Steiererhéijungen. Dat ass Gëft fir eis Ekonomie. All richtege Liberale weess dat.

Mir froen eis, wien eigentlech haut liberal ass. A mir mengen, d'ADR ass et méi!

(Exclamations)

Well mir wëllen d'Entreprisen ënnerstëtzen.

(Interruption)

Mir wëllen d'Entreprisen ënnerstëtzen.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir wëllen de Wunnengsmaart net verstaatlechen.

M. Gilles Baum (DP) | An Ärem fréiere Liewen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir respektéieren d'Eegentum. Mir wëlle keng Steieren erhéijen a mir wëllen de Budget sanéieren. Mir maachen déi Politik, déi Dir sollt maachen an déi net gemaach gëtt! Mee dee warscheinlech schlëmmste Coup ...

M. Sven Clement (Piraten) | Richteg Liberaler sinn och zum Beispill fir den Avortement, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dee warscheinlech schlëmmste Coup géint eist Land, deen d'DP ze verantworten huet, ass d'Schoulpolitik. Mäi Frënd, de Fred Keup, huet och dofir eng Interpellatioun zu deem Theema ugefrot. Well net nëmme fält den Niveau an eise Schoulen zënter Joren, net nëmmen hu mir ëmmer méi Problemer mat Gewalt ënnert de Schüler a géint d'Léierpersonal, nee, den Här Meisch huet et och nach fäerdegbruecht, déi lëtzebuergesch ëffentlech Schoul, déi fréier de Stolz vun onsem Land war, an zwee ze splécken an d'Kanner mat Hëllef vun internationale Schoulen an enger Alphabetiséierung op Franséisch no Sprooch an no Nationalitéit nohalteg ze trennen. Dat ass eng Politik, déi mir net kënnen akzeptéieren! Mir wëllen integréieren. Mir als ADR wëllen zesummeféieren, do wou d'DP d'Gesellschaft spléckt, ...

(Interruption)

... do wou d'DP Parallellgesellschaften ariicht. Dat ass d'Realitéit. Dir hutt eng Kéier gesot: „Zukunft op Lëtzebuergesch". Är Politik ass eng Zukunft géint Lëtzebuerg.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Brouhaha et interruption par la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'DP ass och déi Partei, déi dat akadeemescht Liewen hei am Land limitéiert huet. Wéi vill wëssenschaftlech Instituter goufen ofgeschaaft, fir alles an engem Geschichtsinstitut vun der Uni Lëtzebuerg ze konzentréieren? Dee soll och elo ausgerechent eng Etüd iwwer eng net existent Kolonialgeschicht vun eisem Land schreiwen. Mir freeën eis schonn drop.

Net manner wéi d'DP huet d'LSAP enttäuscht.

(Brouhaha)

Et ass schonn eng wichteg Entwécklung, datt d'LSAP a schwéieren Zäiten, wéi mir et dëst Joer gesinn haten, den Index manipuléiert, Tranchen aussetzt a mat ville Floskelen a Gefor bréngt. Wou ass den Asaz fir déi kleng Leit?

(Interruption par M. Gilles Baum)

Här Baum, Dir braucht d'Sozialisten net ze verdeedegen. Dat kënnen anerer.

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Wou ass d'Solidaritéit bei de Sozialiste mat de Gewerkschaften? Wou ass déi? Dës Entwécklung weist schonn, wéi ee Sozialismus d'LSAP entwéckelt huet: de Kaviarsozialismus! E beschäftegt sech ...

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd dach Expert fir russesch Produiten!

(Interruption par la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, e beschäftegt sech mat Saachen, déi eigentlech deene klenge Leit zimmlech egal sinn. Déi brauchen e sozialen Engagement, esou wéi mir en als ADR weisen an d'LSAP eeben net méi.

D'LSAP, wat mécht se? Si schwätzt fir Quoten. Si ass fir d'Gendersprooch. Foyere fir Männer an Nout gëtt et iwwregens nach ëmmer bal keng. Et gëtt eng ganz Rei vun Initiativen, déi reng ideologesch sinn.

(Interruption)

A mir vergiessen och net, datt d'LSAP et war, déi d'Liberaliséierung vun enger Rei Staatsbetriber monter virugedriwwen hat, Beispiller: d'Eisebunn, eng Rei vu Postreformen. D'Notioun vum Service universel gouf ëmmer méi ageschränkt, d'Karriär vum Bréifdréier fragiliséiert. Haut gesi mir d'Nodeeler vun där Politik. Alles Bilan LSAP!

Eis Krankekeess huet Problemer a misst onbedéngt gestäerkt ginn. Mee wat gesi mir? Nei Zänn an nei Brëller kënne sech vill Leit net leeschten. Mee bei der ADR läit d'Prioritéit bei deem, wat d'Leit sech wierklech kënne vun enger Gesondheetskeess erwaarden, an dat ass Hëllef fir hir Gesondheet.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kënnt Iech druginn, wéi Der wëllt, mee Dir erreecht den Här Gibéryen ni als Büttenredner.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'LSAP ass och bekanntlech déi traditionell Steiererhéijungspartei. A mir gesinn dëser Deeg och, datt se jo gär un d'Eegentum geet. A mir gesinn dat bei de Baueren elo ganz aktuell. Déi Demonstratioun vu gëschter huet mat Recht d'Wichtegkeet vun deem wonnerbare Beruff ënnerstrach. Mir brauche Liewensmëttelsouveränitéit an et ass de Bauer, deen eis déi bréngt. An de Bauer brauch och Sécherheet, fir kënne laangfristeg ze plangen – alles dat, wat dës Regierung him net gëtt!

Elo soll hire Véibestand op eng dirigistesch Manéier reduzéiert ginn. Fir d'Sozialisten ass de Bauer an de Wënzer kee fräien Entrepreneur méi, deen ee respektéiert, dee säin eegene Betrib ka féieren, wéi hie wëll. De Bauer gëtt gedierängelt, kommandéiert. De Staat ass ewell, wou ëmmer méiglech, och nach säi Konkurrent, zum Beispill beim Pachtland. Consultatioune mat de Bauere sinn net am Stil vun dëser Regierung.

Mir haten als ADR iwwregens scho laang virun de Gefore fir de Véibestand gewarnt, an zwar am Kader vun der Aféierung vu politeschen Ziler an där neier Verfassung. Deemools goufe mir als Fantasten duergestallt. Abee, haut gesi mir, datt dat nach méi séier koum, wéi mir gefaart haten. Elo si mir gespaant, wat nach alles op d'Leit duerkënnt, wann déi nei Verfassung bis a Kraaft ass.

D'Madamm Gesondheetsminister ass haut hei. Dann héiert se dat och direkt, wat ech elo ze soen hunn. D'Madamm Gesondheetsminister Lenert huet zwee Joer laang Pressekonferenzen iwwer Covidstatistike gehalen. Si huet Zuele virgelies – esou vill Leit an der Klinick, esou vill Tester positiv – an da Moossnamen ageféiert, déi vun iergendwou diktéiert waren. Zënter datt déi Kris eriwwer ass, héiert een awer vun hir esou gutt wéi näischt méi. Dobäi ass eise Gesondheetssystem krank, d'Resultat vu Joerzéngte vun enger schlechter sozialistescher Gestioun vum Gesondheetssecteur.

(Interruption)

Mir bräichten dréngend e Gesondheetsminister, dee reforméiert, deen innovéiert, deen d'Doktere respektéiert! Mee deen hu mir net. Et feelt u Better an eise Spideeler, un Eebettzëmmeren, un Dokteren a medezinneschem Personal. Et feelt un optimal opgestallte Spideeler an u genuch Fräiraum fir eng liberal Medezinn. Et sollt och méiglech sinn, datt en Dokter kann en aneren engagéieren. Den Tiers payant wier jo am Prinzipp eng gutt Saach, wann den Dokter seng Fräiheet behält.

D'Madamm Lenert huet et bis elo net fäerdegbruecht, d'Garden an d'Urgencen anstänneg ze reegelen. Den Osten an den Norde si medezinnesch ënnerversuergt. An eise Klinicken ass e sproochleche Multikultifestival, just Lëtzebuergesch ass do eng exotesch Sprooch. Dat mécht den Openthalt an de Spideeler fir vill krank Leit net méi einfach.

Am Ableck leeft eng Campagne fir d'Mammografie. Mee wann eng Fra e Rendez-vous freet, dann dauert et e Joer, bis se un d'Rei kënnt.

(Interruption)

D'ADR ass es midd mat deenen Zoustänn, mat där Inkompetenz am Gesondheetswiesen!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Mars Di Bartolomeo wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech liesen nach de Saz fäerdeg, Här President, an da lauschteren ech em gär no.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, nee, Här President. Här President, entschëllegt! Ech wollt dem Här Kartheiser keng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wollt, wann Der erlaabt, Iech eng Fro stellen: ob ech de Mëtteg wierklech an der Chamber sinn oder ob ech op engem ADR-Kongress gelant sinn.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Genau!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma do géift Der vill léieren, Här Mars Di Bartolomeo! Dir sidd wëllkomm.

(Brouhaha)

Ech invitéieren Iech op eisen nächste Kongress an da kënnt Der dat alles nolauschteren, wat do gesot gëtt. Dir sidd eis wëllkomm.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ech muss Iech awer soen, ech gi vill léiwer op en LSAP-Kongress.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Leider ass d'Zäit virugelaf.

M. Fernand Etgen, Président | Domat ass dat och gekläert. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kartheiser.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wär awer frou, wann dee Kongress-Intermezzo vum Här Mars Di Bartolomeo vu menger Zäit géif ofgerechent ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mee, Här President, erënnert den Här Kartheiser wannechgelift drun, dass en an der Chamber ass an net op engem ADR-Kongress.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà, gutt! Nodeem den Här Mars Di Bartolomeo esou wichteg Kontributioune geleescht huet, wëll ech dann hei viruschwätzen.

Mir sinn es midd mat deenen Zoustänn an ech wollt eigentlech soen, datt mäi Frënd a Kolleeg, den Här Engelen, dowéinst och eng Interpellatioun zur Gesondheetspolitik gefrot huet.

Bei der Aarbechtspolitik hu mer och Problemer. D'Prioritéit vun der LSAP schéngt do ze sinn, d'Aarbechtszäit ze reduzéieren an enger Zäit, wou mer mëtten an enger Kris sinn. Dat ass natierlech Gëft fir d'Kompetitivitéit. Mir soen, mir mussen eng Kris esou ugoen, datt mer alles maachen, fir se kënnen zesumme staark ze meeschteren. Dofir muss ee schaffen, gär schaffen a vill schaffen. An dofir soe mir als ADR, datt mer natierlech mat enger Flexibilitéit vun den Aarbechtszäiten averstane sinn. Awer mir sinn net dermat d'accord, fir eng allgemeng Verkierzung vun den Aarbechtszäiten ze envisagéieren.

Mir verlaangen och, datt d'Aarbecht vun deene Leit besser unerkannt gëtt, déi méi perséinlech Risike wéi anerer huelen, an dat sinn zum Beispill d'Independanten an d'Baueren. Dat si Kategorië vu Leit, vu Beruffer, mat deenen d'LSAP jo bekanntlech vill Problemer huet.

Elo héiere mir vun eminente sozialistesche Politiker och nach, datt mir d'Staatsschold op iwwer 30 % sollen dreiwen. Mir nennen dat ekonomeschen a finanzielle Liichtsënn. Et ass eng suicidaire Politik.

D'LSAP ass eng Partei, déi gär volle Risiko fir eist Land fiert an domat weist, datt si nimools däerf de Finanzminister stellen. Wéi kann een higoen, och nach als Regierungspartei, an dann den Triple-A a Fro stellen? E puer Intervenanten hunn Iech haut a gëschter erkläert, datt dat wierklech net geet an eisem Land. An ech hoffen, datt dat och da seng Friichten dréit.

Den Här Asselborn ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Kersch huet sech zu Wuert gemellt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Nee, ech mengen, wann hei Saache gesot ginn, déi einfach net stëmmen, da muss een de Courage hunn, dat och hei dierfen ze soen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir kënnt Froe stellen!

M. Dan Kersch (LSAP) | ... soss brauche mer eis net hei an dës Chamber ze beweegen. Här Kartheiser, sot mir een LSAP-Vertrieder, deen den Triple-A a Fro gestallt huet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir, Här Kersch! Nodeem ech Är Fro beäntwert hätt, géif ech elo ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Maja, dat ass eng ... Här Kartheiser ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Kartheiser, dat ass net wouer!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dach.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech géif elo ... Wann ech net géif soen, et wär eng Ligen, da soen ech: Et ass eng intellektuell Onéierlechkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir kënnt och soen, et wär eng Ligen. Et ass awer eng Wourecht! Et ass mir egal, ob Dir sot: „Et ass eng Ligen", dat spillt guer keng Roll. Et ass wouer.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et mag sinn, dass dat Iech egal ass, mee et bleift awer eng Ligen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, et ass eng Wourecht. No dem Här Kersch senger Fro ...

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch huet d'Wuert, mir sinn elo beim Fait personnel. Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech weess awer, dass dat Iech egal ass fir ze léien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass keen neie Moment.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Mee et ass net dat, wat ech wollt soen. Ech wëll hei ganz kloerstellen, dass et esou eng Ausso vu kengem – vu kengem! – vun den LSAP-Vertrieder gëtt, weeder an der Regierung nach an der Chamber.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, gutt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dass dat elo ganz kloer ass!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Maja!

M. Dan Kersch (LSAP) | An da wollt ech Iech nach eppes soen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | ... well dat jo ganz wichteg ass anscheinend fir Iech, den Triple-A. Deen ass fir jiddwereen hei am Land wichteg. Mee wichteg ass awer och, dass déi Chamber hei nach ëmmer d'Oberhoheet kritt iwwert dat, wat hei am Land geschitt a wat net hei am Land geschitt. An dat wäerte mer net, dat wäerte mir ni zouloossen, dass dat herno vu Ratingagenturen hei zu Lëtzebuerg decidéiert gëtt!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech mengen, dat sollt och e Prinzipp sinn, dee jiddwerengem heibanne sollt kloer sinn. A wann Der mech als Deputéierte vun der zweeter Kategorie oder aus der zweeter Rei tituléiert, da soen ech Iech: Loosst Iech vun engem Deputéierten aus der zweeter Kategorie an aus der zweeter Rei gesot sinn, dass ech dat nach vill léiwer hunn, wéi en Deputéierten ze si vun enger drëtter Kategorie, déi heihinnerkënnt, fir d'Land ze spalten, fir d'Leit auserneenzedreiwen, de Leit Angscht ze maachen, ...

(Interruption)

... fir herno kuerzfristeg Walerfolleger kënnen ze feieren – déi Iech awer net wäerte gelëngen! Dat soen ech Iech viraus!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo hale mer op mat kategoriséieren an den Här ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wollt just soen: Ech si ganz frou iwwert dem Här Kersch seng Interventioun, well ech si mer virkomm wéi bei engem LSAP-Kongress. Voilà! Gutt!

(Hilarité)

Also wat ech elo nach wollt soen, dat ass e Wuert iwwert den Här Asselborn, och en LSAP-Minister. Hien ass e Mann vu Rekorder: de Bausseminister, dee weltwäit onbestridden déi meeschten ondiplomatesch Optrëtter huet. An et ass och e Minister, dee Lëtzebuerg op Joerzéngte mat enger massiver Flüchtlingsproblematik belaascht huet.

Hien ass deen Här, ...

Une voix | Oo!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo, ech sinn nach net fäerdeg! Hien ass deen Här, dee vun enger feministescher Baussepolitik schwätzt, awer mat gréisster Warscheinlechkeet d'Kandidatur vum Iran – vum Iran! – als Member fir d'UNO-Kommissioun fir Fraerechter ënnerstëtzt huet. An der baussepolitescher Debatt komme mir nach dorobber zréck. Datt seng Partei sech ni getraut huet, do d'Noutbrems ze zéien, weist, wéi schwaach d'LSAP ass.

Déi drëtt Regierungspartei – mäi perséinleche Favoritt, wann ech dat däerf soen –: Bei deene Grénge kann ee sech als Oppositiounspolitiker ni iwwer net genuch Aarbecht bekloen. déi gréng sinn déi, déi Biergerbedeelegung ëmmer esou organiséieren, datt hire Programm dobäi erauskënnt. déi gréng sinn och déi, déi verspriechen, keng Waffen a Krisegebitter ze liwweren, wéi am Walprogramm 2019 (veuillez lire: Walprogramm 2018), an dat mat Begeeschterung maachen, fir 72 Milliounen Euro bis elo. Dat ass, mengen ech, kann ee soen: Wéi respektéiert een e Walversprieche?

déi gréng sinn déi, déi vu Mënscherechter a Kannerrechter hei am Land schwätzen – wou mer hinne Recht ginn –, awer roueg nokucken, wéi d'Kanner am Kongo an ongesécherte Minne musse schaffen, fir de Lithium fir d'Elektromobilitéit zesummenzekrazen.

(Interruption)

Dat interesséiert si awer net. déi gréng sinn déi, déi eis Landschafte mat Wandmillen zoubauen, ...

(Interruption)

... déi selwer e staarken Zäregas fräisetzen a fir déi Sielen Äerde mussen ënner schlëmme mënschlechen an ekologesche Konditiounen ofgebaut ginn. Datt hir Energiepolitik eng reng Illusioun ass, ass eng Erkenntnis, déi sech lues a lues duerchsetzt.

Am Joer 2022 fäerte mir de Blackout. Mir stellen op all Kopp e puer Wandmillen a pléischteren d'Land mat Solarzellen zou, déi ënnert dem Stréch, an dat muss ee ganz kloer soen, tëschent null, wa kee Wand ass a keng Sonn, tëschent null a bal näischt vum Gesamtenergiebedarf – net no Stroumproduktioun, Gesamtenergiebedarf – vun eiser Gesellschaft produzéieren an nëmmen onzouverlässeg Stroum liwweren. 18 %, wann et da gutt geet, an dat Ganzt fir e Verméigen!

Mir mussen dat emol ëmmer erëm hei an de Raum stellen, wat de Backup ass: Wann Är alternativ Energien net fonctionéieren – dat huet den Här Turmes selwer am Parlament gesot, Dir kënnt mir dat net reprochéieren –, ass de Backup de Gas. A wéi d'Situatioun beim Gas ass, dat wësse mir elo. Dat heescht, mir kënne ganz vill an alternativ Energien investéieren, awer mir kréien doduerch kee Jota méi Versuergungssécherheet. An et ass dat, wou et drop ukënnt.

A mir mussen dach endlech erkennen, datt mer eng Responsabilitéit als héichindustrialiséiert Gesellschaft hunn, fir d'Energiesécherheet an dësem Land wierklech och ze garantéieren. An Är Methode kënnen dat net garantéieren. Sot de Leit d'Wourecht an der Energiepolitik! Sot de Leit et, well mir kënnen, wéi gesot, Wandmillen a Solar opstellen. Dat léist eisen Energieproblem net. Et gëtt bis elo nëmmen zwou Forme vun Energie, déi dat kënne maachen, ob een dat gär huet oder net, et ass eng Tatsaach. Dat eent ass Fossill, dat anert ass Nuklear. Dat sinn déi zwou eenzeg Méiglechkeeten. An natierlech kënnen alternativ Energien e klenge Bäitrag leeschten, wann dann elo Wand a Sonn a Waasser an esou weider do ass. Mee si léisen de Problem net!

déi gréng ersetzen och de Papp – ech gesinn, och d'Madamm Tanson ass hei, si fillt sech direkt ugeschwat –, déi gréng ersetzen de Papp duerch den „autre parent de naissance" an d'Mamm, a schlechtem Franséisch, duerch „le parent qui a accouché l'enfant". An dann natierlech gëtt et esou Derivë wéi de „parent 1" an de „parent 2". A mir kënnen Iech soen, mat eis géif et dat net ginn. Mir maachen d'Elteren net zu Nummeren. Bei eis ass dat „Mamm" a „Papp"!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | déi gréng sinn déi, déi an Zäite vun Happy Slapping, Madamm Tanson,

an Zäite vun Happy Slapping a vun a Banden organiséierter Jugendkriminalitéit net duerchgräifen, d'Affer, d'Kanner am Stéch loossen an an hirem neie Jugendschutzgesetz der Police esouguer d'Méiglechkeet wëllen ewechhuelen, fir sech selwer géint kriminell Jugendlecher ze verdeedegen.

déi gréng sinn och déi, déi amplaz géint Krimineller resolutt virzegoen, de Frae recommandéieren, owes net eleng erauszegoen. Déi Zort vu gréngem Feminismus ass jiddefalls net eis. Ni war d'Land esou onsécher. Ni haten esou vill Leit esou vill Angscht virun der Kriminalitéit hei am Land, wéi zënter datt déi gréng fir déi ëffentlech Sécherheet zoustänneg sinn.

(Interruptions et brouhaha)

Hire rezente Platzverweis ass kee Su wäert!

déi gréng sinn déi, déi iwwer e Kulturentwécklungsplang d'Konscht verstaatlechen an eise Kënschtler e Maulkuerf undinn an d'Kultur wéi a Sowjetzäite schéi reglementéieren a kontrolléieren. Dat nennt een da bei hinnen e Code de déontologie.

déi gréng sinn déi, déi fréier fir all Bam demonstréiere gaange sinn an haut rücksichtslos ofholzen, fir hiren Tram auszebauen. An dobäi wësse mir all, datt iergendwéini den Zuch awer muss ënnert der Stad duerchgeféiert ginn, esou wéi d'ADR et nach ëmmer gesot huet.

Une voix | E fiert scho laang …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | déi gréng waren ëmmer géint staatlech Gewalt, awer den Här Kox ass haut deen, deen Honnerte vun Demonstranten op oppener Strooss vun der Police stonnelaang festhale léisst, ouni déi geréngste gesetzlech Basis.

Am Wunnengsbau sinn déi gréng déi, déi d'Land wéi wëll zoubetonéieren. Fréier hu si nach géint de wëlle Wuesstum geschwat a wéi d'ADR och en Zukunftsdësch gefuerdert, fir doriwwer nozedenken. Haut si si et, déi ouni all Mooss an ouni Plang – well anstänneg sektoriell Pläng gëtt et nach ëmmer net – op all Wiss am Land wëllen e Passivhaus, wa méiglech e Passivhéichhaus, setzen. Haut liese mir verwonnert, datt déi gréng en 1-Millioun-Awunner-Staat erbäidenken an datt roueg all Joer Zéngdausende vu Leit kéinten nei an eist Land kommen.

Den Här Bausch, fréier Pazifist, féiert haut Krich an Osteuropa a wëll eis Zaldoten duerch e belsch-lëtzebuergescht Bataillon onberechenbare Risiken aussetzen. D'ADR hält näischt vun esou enger Iddi.

Och de Kontrollstaat gëtt ëmmer méi ausgebaut iwwer verschidde Méiglechkeeten, déi mat ëmmer méi Fonctionnalitéite kënnen dozou féieren, datt d'Leit an hirem Privatliewe kënne kontrolléiert ginn.

déi gréng sinn déi, déi d'Ëmweltschutzgesetz net benotzen, fir d'Ëmwelt ze schützen, mee fir d'Bierger vun dësem Land ze dierängelen. Wa si elo d'Ëmweltschutzgesetz ëmänneren, da wannechgelift esou, datt et de Leit entgéintkënnt an net hirer Ideologie!

(Interruption)

Här President, wann een de Bilan vun dëser Regierung mécht, da muss een also feststellen, datt si op vill Manéieren eng Laascht fir eist Land war. Iwwert déi laang Lëscht vu politesche Skandaler wëlle mir emol hei net schwätzen: Plagiater, Chaleten, verjäerten Ieselsställ, Favoritismus. Villes muss nach vu Geriichter tranchéiert ginn. Och an där Hisiicht huet Gambia kee gutt Bild ofginn.

Suerge mécht eis dobäi och, datt dat politescht Versoe vun dëser Regierung vun ëmmer méi Repressioun begleet gëtt. D'Meenungsfräiheet gëtt duerch juristesch Konstruktioune virsätzlech Schrëtt fir Schrëtt ageschränkt. Hatespeech, Political Correctness, Fakenews, Faktencheck, Wokeness, Cancel Culture, Desinformatioun sinn déi Stéchwierder, déi dat dokumentéieren.

Mir hunn eng Regierung, déi mengt, d'Wourecht eleng fir sech gepacht ze hunn, an déi aner Meenunge wëll behënneren oder verbidden, besonnesch an de soziale Medien. Haut ass bal alles Hatespeech oder Hatecrime, wat hir net passt. Si begënschtegt eng Mëssskultur vun Denonciatioun a Repressioun. Ëmmer méi Prozesser ginn iwwer „Meenungsverbrieche" geféiert, e bëssen esou, wéi den George Orwell et ugekënnegt hat.

D'Regierung gesäit d'Radikaliséierung ëmmer bei deenen aneren a vergësst dobäi sech selwer. Si schwätzt gär vu Mëssstänn an anere Länner. Datt si awer selwer d'Fräiheet hei am Land aschränkt, doriwwer schwätzt si léiwer net.

Mir als ADR wëllen eng Natioun, déi wierklech Fräiheet huet, fräi ass, a mir wieren eis géint libertizid Zensurgesetzer iwwer Hatespeech a Cancel Culture. Mir als ADR sti fir eist Land, fir e fräit Land. Dowéinst sti mir op der Säit vun de Leit, vun hire Rechter a vun hirer Fräiheet. Mir hunn dat an der Covidkris bewisen, bei der Verfassungsreform an och elo an der Energiekris.

Zu där Fräiheet, déi mir wëllen, gehéiert och eng fräi Press, keng Press als Partner vun der Regierung am Kampf géint „Desinformatioun" – oder dat, wat d'Regierung esou wëll bezeechnen –, mee eng fräi Press als véierte Pouvoir, déi do virun allem un éischter Plaz d'Regierung soll kontrolléieren an déi och dann d'Pressehëllef kritt, wa si d'Regierung kritiséiert.

Den Här Staatsminister huet gëschter a senger Ried de Kampf géint d'Desinformatioun – oder wat en dorënner versteet – an d'Pressehëllef an de selwechte Paragraf gesat, och nach an zwee Sätz, déi direkt hannerenee koumen, an huet domat seng Absicht verroden: Hie wëll d'Press zu enger Regierungspress degradéieren. Mir net!

(Brouhaha)

Zu där Fräiheet, déi mir wëllen, gehéiert och d'Fräiheet vun der Politik.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Jo, dat ass esou, Här Staatsminister. Dir hutt dat an Är Ried erageschriwwen, da bekennt Iech och elo dozou!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Zu där Fräiheet, déi mir wëllen, gehéiert och d'Fräiheet vun der Politik. Wéi kann et zum Beispill sinn, datt op eng parlamentaresch Fro, ob iwwer Politiker oder Parteien hei am Land polizeilech Enquêtë gemaach goufen oder ginn, d'Regierung all Äntwert refuséiert aus operationelle Grënn? Mir denken, wann de SREL eng parlamentaresch Kontrollkommissioun huet – an de SREL mécht jo keng politesch Opklärung hei am Land –, firwat soll dann d'Aarbecht vun deene Gremien, déi potenziell hei am Land ka politesch Acteure betreffen, net parlamentaresch kontrolléiert ginn?

Mir denken, datt dat muss sinn! An an deem Sënn, Här President, proposéiere mir hei och eng Motioun.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Iwwerwaachung vu Parteien a Politiker net zu den Aufgabe vum SREL gehéiert, mee vun der Police;

– wärend d'SREL-Gesetz vun 2016 de feste Kader fir déi operativ Aktivitéite vum SREL festleet, mat enger permanenter Kontroll op verschiddenen Niveauen – Kontroll duerch eng parlamentaresch Geheimdéngscht-Kontrollkommissioun, duerch d'Justiz an och duerch de Staatsministère –, et awer am Hibléck op déi politesch Iwwerwaachungsaktivitéit vun der Police grand-ducale keng vergläichbar Dispositioune gëtt;

– d'Deputéiert also net wësse kënnen, wien hei am Land, oder och, ob si selwer oder hir Partei, aus politesche Grënn vun der Police iwwerwaacht gëtt;

– am Ausland et awer Reegele gëtt, wéi d'Parteien doriwwer informéiert ginn, an datt si och Recours-Méiglechkeete géint eng Iwwerwaachung hunn,

ass sech bewosst, datt

– et keng Informatiounen doriwwer gëtt, wéi vill Politiker oder wéi eng Parteien an deene leschte Jore vun der Police grand-ducale iwwerwaacht goufen;

– d'Deputéiert als Vertrieder vum Vollek d'Recht hunn op eng vollstänneg Transparenz, wat d'Iwwerwaachung vu Politiker ugeet,

fuerdert d'Regierung op,

– ee Gesetzesprojet virzeleeën, deen d'Asetze vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun am Kontext vun de politeschen Iwwerwaachungsaktivitéite vun der Police virgesäit.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wa mir schonn an deem Theemeberäich vun der ëffentlecher Sécherheet sinn, Här President, da wëlle mir als ADR och do Kloertext schwätzen. Den Här Staatsminister huet et gëschter net fir néideg fonnt, doriwwer e Wuert ze verléieren. Warscheinlech weess hie firwat, well seng Regierung huet do näischt opweises!

D'ADR wëll de Rechtsstaat konsequent verdeedegen, no baussen an no bannen. D'Arméi, d'Police, de Rettungsdéngscht, d'Douane, d'Giischtercher, de SREL kënne sech op eis Ënnerstëtzung verloossen. Mir wëllen hinnen all déi legal, personell a materiell Mëttele ginn, déi si fir hir Aarbecht brauchen. Mir suergen net nëmme fir anstänneg Aarbechtskonditiounen, mee och dofir, datt déi Leit, déi hir eege Sécherheet virun där vun der Allgemengheet zrécksetzen, Respekt, Schutz an Unerkennung fannen. Dozou gehéiert och hir juristesch Ofsécherung.

Mat eis gëtt et en engagéiert Virgoe géint d'Kriminalitéit, eng absolutt Transparenz an den Täterbeschreiwungen a keng Kriminalstatistiken, bei deenen all Mënsch hei am Land weess, datt se net kënne stëmmen.

Mir wëllen dëst Land nees zu engem séchere Land maachen, engem, an deem d'Leit och owes kënnen op d'Strooss goen, ouni mussen ze fäerten, engem Land, an deem besonnesch eis Dammen net mussen dermat rechnen, datt hinnen hir Kette vum Hals gerappt gëtt, oder eis Kanner, datt si vu brutale Banden an der Schoul erpresst an zerschloe ginn. Mir hunn eng kloer Prioritéit, eng onmëssverständlech Haltung: Mir stinn op der Säit vun den Affer, vum Schutz vun eise Bierger, an d'Täter kréie bei eis keng roueg Sekonn méi!

Ech wëll och ganz kloer soen, datt déi Zoustänn, wéi mer se op der Gare hei an der Stad hunn, zu Ettelbréck, zu Esch op ville Plazen, an anere Stied, mat eis net denkbar wären.

(Brouhaha)

Här President, zënter datt Gambia um Pouvoir ass, si mir duerch véier grouss Problemsituatiounen oder esouguer Krise gaangen. Dräi vun deene véier waren net duerch hir Schold entstanen: d'Migratiounskris vun 2015, de Covid 2021, de Krich an der Ukrain

natierlech dëst Joer. Eng Vertrauenskris war duerch Gambia selwer mat der Hëllef vun der CSV orchestréiert ginn: d'Unhuele vun enger neier Verfassung duerch Verrot vun engem Walverspriechen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Loosst eis emol kucken, wéi d'Regierung da mat deene Situatiounen ëmgaangen ass. Et kann een ouni all Iwwerdreiwung soen, datt si sech an deene véier Situatioune reegelméisseg géint d'Gesetz a géint d'Leit gestallt huet.

An der Migratiounskris vun 2015, verursaacht zu engem gudden Deel duerch déi däitsch CDU an d'Madamm Merkel, ass dat internationaalt a kodifizéiert Asylrecht ausgehiewelt ginn, fir eng onkontrolléiert Massenimmigratioun aus ekonomesche Grënn an Europa ze erméiglechen, dëst a Violatioun vum Asylrecht a vun den Immigratiounsgesetzer.

Op déi Manéier sinn zënterhier Milliounе Leit an Europa an dovun Dausenden op Lëtzebuerg komm, vun deenen der vill weeder integratiounsfäeg nach integratiounswëlleg sinn. En enormt kriminellt Schleisertum huet sech entwéckelt. Doduerch si vill Leit, zum Beispill am Mëttelmier, gestuerwen. Eng Partie vun deene Migranten hat leider och en terroristeschen Hannergrond.

Déi Situatioun verursaacht eis nach op Joerzéngten eraus an Europa an och hei am Land enorm Problemer. An Europa ass grousse Sträit entstanen, well vill an ëmmer méi Länner refuséieren, déi Form vu Massenimmigratioun duerch eng Politik vun den oppene Grenzen ze begënschtegen, no baussen, awer leider och am Schenge-Raum.

Déi Politik vum Här Asselborn gëtt haut nach héchstens vun enger hallwer Dose Memberstaaten an der Europäescher Unioun gedroen. Awer mir sinn a waren ëmmer bei deene Länner, déi proportional am meeschte Leit opgeholl hunn, a mir soen als ADR, datt mir eis voll zum Asylrecht bekennen an deene Schutz wëlle ginn, déi Schutz brauchen, an esou laang si Schutz brauchen. Mee fir eis ass Asyl net dat selwecht wéi Immigratioun. Wie kee Schutz méi brauch, muss zréckgoen. Fir eis mussen déi europäesch an national Grenzen och besser kontrolléiert a geschützt ginn. Oppe Grenzen, jo, natierlech, awer fir déi éierlech Leit!

Mir maache ganz kloer och den Ënnerscheed mat deene Refugiéen aus der Ukrain.

M. Sven Clement (Piraten) | Da musst Dir dach doheembleiwen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An zwar ware mir, géif ech mengen, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, chronologesch souguer déi éischt Partei, déi am Februar gesot huet, datt mer eis Grenze musse grouss opmaache fir déi Leit, déi Schutz virun deem Krich an der Ukrain sichen. Dat steet net zur Debatt!

Mee mir gesinn haut och ouni déi Leit, datt mer eis Opnamekapazitéiten an eis Leeschtungsfäegkeet bei den Integratiounsustrengungen iwwerzunn hunn. Ëmmer méi Leit kommen heihinner, am Abléck och nach iwwer 300 de Mount. Länner wéi Italien oder d'Belsch schécken déi Leit, déi si net wëllen, bewosst op Lëtzebuerg. D'Schleiser sinn hei gutt organiséiert a stoussen op kee politesche Widderstand vun der Säit vun der Regierung.

Déi aktuell Situatioun steet am oppene Broch zu geltenden europäeschen Ofkommesse wéi zum Beispill den Dublin-Verträg. Leider huet och d'CSV déi Politik ëmmer ënnerstëtzt a wëll och d'Immigranten op all Gemengen am Land verdeelen. Mir wëllen dat net! Mir hunn do eng aner Politik.

Mir als ADR wëllen där Situatioun en Enn maachen. Mir wëlle Leit ophuelen, déi Asyl brauchen an déi mat den Autoritéiten zu 100 % zesummeschaffen. Et wonnert eis, wa mer hei liesen an héieren an eise Reuniounen, datt hei Leit opgeholl ginn, déi näischt soen, déi vu Schleiser gesot kréien, esou mann wéi méiglech ze schwätzen. Den Här Asselborn hëlt Leit aus Somalia zu Lëtzebuerg op, déi a Litauen, wéi hie seet, „blockéiert" waren. Mee wie bis a Litauen ass, brauch kee politeschen Asyl zu Lëtzebuerg ze froen! Litauen ass e séchert Land. An där Fäll ginn et nach vill. Ech ginn elo net an d'Detailer an, mee ech kéint nach vill erziele vun deene Saachen, déi mer dann esou gewuer ginn. Mee dat ass eng Situatioun, déi mir net akzeptéieren!

Mir wëllen och dowéinst déi illegal Presenz op eisem Territoire zu engem Delikt maachen. Mir wëlle Schluss maache mat wëlle Campingen, net autoriséierte Lager dorëmmer, a mir wëllen déi organiséiert Heescherei stoppen, déi näischt aneres ass wéi eng kriminell Exploitatioun vu schwaache Leit.

Déi zweet grouss Kris war déi vum Covid. Si huet dee ganzen Aarmut vun der Gesondheetspolitik virun Ae geféiert: en dramateschen Defizit vu Spidolsbetter zum Beispill. D'Sozialiste waren net kapabel, iwwert déi lescht Joren eis Infrastrukture kontinuéierlech un déi demografesch Evolutioun vum Land unzepassen.

Wat mir bei Gambia gesinn hunn, war eng Succesioun vun zum Deel absurde Virschréften. E gutt Beispill ass déi Ausgangsspär, bei där een däerf eleng mëtten an der Nuecht mat sengem Hond e Kilometer vun doheem ewech spadséiere goen.

Gambia huet eiser Ekonomie, dem Horeca-Secteur, duerch de Lockdown en enorme Schued gemaach. Duerch d'Maskeflicht hu vill Leit, besonnesch och Kanner, gelidden.

(Interruption)

Den Drock op d'Leit gouf permanent verschäerft. Schlussendlech hunn déi Netgeimpft misse bezuelen, fir schaffen ze goen. An d'Impfflicht ass nach ëmmer net vum Dësch. Si huet sech néierens an Europa kënnen duerchsetzen oder halen. Hei soll se nach ëmmer ageféiert ginn, mee den Avis vum Staatsrot gëtt och eiser Analys Recht. Mir soen Nee dozou!

A mir hätte gär, datt sech endlech seriö mat den Impfschied auserneegesat gëtt. D'ADR ass a war ni géint Impfungen, awer mir verlaangen eng total Éierlechkeet an Transparenz. Mir hätte gär fiabel Statistiken, Remboursementer fir notifizéiert Impftëschefäll, Verbesserunge bei de Krankeschäiner, inklusiv bei Krankheet duerch Impfschied.

Mir sinn als ADR ganz houfreg op eis Positioun an där Kris. Mir hu vun Ufank u konsequent d'Grondrechter vun de Leit verdeedegt an eis géint all Drock an Zwang gewiert. Mir hate fir de Chômage partiel 100 % Lounausgläich gefrot an net nëmmen 80 %. Mir sinn a waren d'Géigner vun der Impfflicht, ouni Hin an Hier, ouni Wiessel vun der Positioun.

Wéi gesot, mir hunn absolutt näischt géint fräiwëlleg Impfungen a sënnvoll Schutzmoossnamen. Awer do, wou se wierklech néideg waren, an den Altersheemer zum Beispill, do hunn d'Madamm Cahen an dës Regierung versot. Bal d'Hallschent vun den Doudesfäll waren an deem Milieu. Do gouf et just onkloer Recommandatiounen. Kärgesond Leit am beschten Alter hunn da Restriktioune missen erdroen, ongeimpft Leit goufe praktesch vum sozialen a kulturelle Liewen ausgeschloss, mee awer an den Altersheemer war dee gréisste Problem, do ass näischt geschitt.

Déi ganz Oppositioun hat konsequenterweis de Récktrëtt vun der Madamm Cahen gefuerdert. Si war sech awer kenger Schold bewosst. Esou wäit zu der politescher Kultur vun dëser Regierung. Och dat vergiesse mir net.

Zur Verdeedegung vun der Regierung muss een awer soen, datt hir Politik jo nach vun der CSV iwwertraff gouf. Si wollt och nach eng Tracingapp aféieren, wou een dann elektronesch hätt kënne kontrolléieren, ob iergendeen Infizéierten an der Géigend wär. A si huet laang fir eng Impfflicht geschwat fir jiddereen, fir jiddereen an all Alter an esou weider. An haut ruddert se zréck, d'Wale kommen eebe méi no.

Mir als ADR verlaangen d'Ofschafung vum Covidzertifikat als Dokument mat QR-Code, als Reesdokument an der EU. Mir hätte gären e komplette Retour an d'Normalitéit.

Déi drëtt Kris ass déi an der Ukrain. An der baussepolitescher Debatt ass dee Krich sécher de groussen Theema. Dir kennt eis Positioun: Déi Sanktiounspolitik, déi d'EU elo bedreift, mécht eis eegen Ekonomie futti. D'Leit leide massiv ënnert der héijer Inflatioun an den doraus resultéierenden Zënserhéijungen an hir Energierechnunge kënnen der vill sech iwwerhaapt net méi leeschten.

D'ADR sicht an dëser Kris prioritär Weeër zum Fridden. A wa mer eis net ieren, huet den Här Staatsminister gëschter dat Wuert „Fridden" emol net an de Mond geholl. Och hei muss ee leider feststellen, datt aner Oppositiounsparteien net op der Héicht vun der Situatioun waren. Ech erënneren un déi Fuerderung vun der CSV, direkt den totalen Embargo anzeféieren, wat d'Situatioun nach verschlëmmert hätt.

Jiddefalls ass fir eis ganz kloer, datt et haut de Leit an den Entreprisë schlecht geet. Mir wëllen dowéinst eng decidéiert Politik fir eis Entreprisë maachen an de Fuerderungskatalog vun der Fedil esou wäit an esou séier wéi méiglech ëmsetzen.

Et feelt un allem: u Méiglechkeeten, héich qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg ze bréngen, un Dechargë fir eis Bauentreprisen, u méi Ënnerstëtzung bei der Digitaliséierung, méi Vernonft an der Energiepolitik, enger besserer Ënnerstëtzung fir d'Recherche an d'Entwécklungsaarbecht, Plaz fir eis Kleng- a Mëttelbetriber, steierlech begënschtegten Investitiounsméiglechkeeten an eis Ekonomie, engem startupfrëndleche Klima, einfach un allem.

Mir hunn héieren, datt e puer Saachen elo ugekënnegt goufe vun der Regierung. Mir kucken dann, wéi dat ëmgesat gëtt. Prinzipiell ass dat jo awer elo mol eng gutt Neiegkeet. Mee vun anere Saache gëtt et vill ze vill. Et brauch manner Bürokratie, manner Drock bei Liwwerketten, manner onrealistesch Ëmweltoplagen, an engem Wuert: manner Ideologie!

Duerch d'Stäerkung vun den Entreprisë wëlle mir och déi sozial Ofsécherung vun de Leit garantéieren. An hei och hu mer eng Rei vu Kärfuerderungen: Bäibehale vum traditionellen Indexsystem ouni Ännerungen, ouni Manipulatiounen, Steierfräiheet fir de Mindestloun an déi kleng Renten, Inflatiounsupassung vun der Steiertabell, op d'mannst emol progressiv en Ufank setzen.

(Interruptions)

Mir wëlle fir Elengerzéiender – do ass elo de Moien eppes ugekënnegt ginn – a fir Wittleit och steierlech Verbesserungen hunn; Kilometerpauschal, Kilometergeld ass e Stéchwuert; keng Steiererhéijungen, och net vun Taxen, Cotisatiounen oder Accisen, och net op Gemengenniveau; Ofschafung vun der Kuelendioxidsteier; Ofsécherung vum Tanktourismus géintiwwer eisen Nopeschlänner; eng méi séier Upassung vun de Renten un déi allgemeng Lounentwécklung; Avancen an Erhéijunge bei der Allocation de vie chère. Eng

nei, méi héich Steierklass, wéi d'CSV se wëll, ass net eise Wee. Esou Initiative schueden eiser Meenung no nëmmen eisem Land an de Leit.

A loosst mech och ganz kloer hei nach eppes ganz Wichteges soen. Bei enger Steierreform sinn och bei eis e puer Kärpunkten ze beuechten. Dat Éischt ass: Eng Ierfschaftssteier gëtt et net an direkter Linn, och eng Verméigenssteier net. A mir sinn och net fir déi Individualiséierung. Mir denken, datt Familljen, Leit, déi Verantwortung fir Kanner hunn, solle steierlech besser gestallt sinn, musse steierlech besser gestallt sinn an datt mer och d'Zuel vun de Kanner mussen dobäi berücksichtegen. E bëssen esou, wéi et fréier war, och mat Ënnerkategorië jee no Zuel vun de Kanner. Dat ass fir eis absolutt de Credo: Familljepolitik – kannerfrëndlech Politik.

Mee all dës Moossname ginn natierlech net duer. Mir mussen, wa mer d'Situatioun wierklech wëlle retabléieren, der Inflatioun en Enn maachen. An dat heescht eeben och, eng Sanktiounspolitik stoppen, déi kee positiven Effet huet.

Fir de Krich an der Ukrain gëtt et souwisou op d'Dauer nëmmen eng diplomatesch Léisung. Dat huet d'ADR vun Ufank u gesot. Mir wëllen e Waffestëllstand an diplomatesch Verhandlungen. Dat ass deen eenzege vernënftege Wee. Mir haten als ADR hei direkt am Ufank vum Krich eng hallef Dose Motioune virgestallt, wéi mir der Ukrain op eng vernënfteg, effikass, friddlech a konstruktiv Manéier kënnen hëllefen. Leider goufe se – bis op eng – all verworf. Mee dee friddlechen a konstruktiven Usaz bleift eise Wee, an Dir wäert gesinn, datt mir um Enn Recht behalen. Leider si bis dohin op deenen zwou Säiten nach Dausende vu Leit gestuerwen!

Och haut nees wëlle mir eng humanitär Motioun fir d'Ukrain proposéieren. An ech wëll hei ausdrécklech dem Här Cruchten Merci soen. Hie war elo an der Ukrain an en ass erëmkomm an en huet gesot: „D'Ukrain brauch dréngend humanitär Hëllef", do si mir ëmmer derfir, „fir d'Follge vum Krich ze bewältegen, notamment Bussen, Ambulanzen, Pompjeesween." Ech soen Iech Merci, Här Cruchten. Mir wëllen dat, Är Erfarung, hei opgräifen a se a Form vun enger Motioun etabléieren, fir datt mer dat och maachen. Dat ass eng Hëllef fir d'Ukrain, wéi mir eis se virstellen. Si ass friddlech, si hëlleft de Leit an dofir ënnerstëtze mir dat. Wannechgelift.

Une voix | Très bien!

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– Lëtzebuerg, wann een de PIB kuckt, ee vun deene gréissten Donateure weltwäit ass, wat d'Liwwerung vu Waffen a militäreschem Material un d'Ukrain ugeet;

– no bal aacht Méint Krich d'Ukrain méi wéi jeemools virdrun op humanitär Hëllef aus dem Ausland ugewisen ass, fir d'Follge vum Krich ze bewältegen a fir duerch den Hierscht an de Wanter ze kommen;

– et der Ukrain am Ablack ganz massiv u Bussen, Ambulanzen a Pompjeesween feelt;

– och a ville Regioune vum Land Ernierungsproblemer opgetruede sinn,

fuerdert d'Regierung op,

– e Plang opzestellen, deen et erméiglecht, der Ukrain schnellstméiglech an op eng effikass Manéier déi humanitär Hëllef zoukommen ze loossen, déi si brauch, fir duerch den Hierscht an de Wanter ze kommen an d'Funktiounsfäegkeet vun hirer ziviller Gesellschaft ze ënnerstëtzen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir haten als ADR vun Ufank vun dësem Konflikt u gefuerdert, op de Wee vu Verhandlungen ze goen, a mir haten dräi Grënn dofir genannt: Mënscheliewe schounen, den Territoire vun der Ukrain esou wäit wéi méiglech preservéieren an eng Eskalatioun verhënneren. Hätte mir dat gemaach, wäre mir haut net do ukomm, wou mer elo sinn.

Här President, et gëtt och Zäit, héich Zäit, datt mir eist Land méi resilient maachen. Mir brauche Reserve vu strateegesch wichtege Produiten, an dozou gehéieren och Tanklager. déi gréng wëllen dat net. Och verschidde Buergermeeschteren hu sech dogéint gewiert. Mir soen: Eist Land brauch méi Sécherheet am Krisefall an dowéinst brauche mir Reserven, och u Pëtrol, fir 90 Deeg op eisem Territoire.

Déi véiert Kris, déi mer hei wëllen uschwätzen, war an ass d'Verfassungsreform. Déi nei Verfassung gëtt am Hierscht ugeholl, als Verfassung vu 54 Deputéierten a fënnef Parteien: Gambia, CSV, Piraten, awer et ass net déi vum Land. Si ass domat legal, awer legitimm ass se an eisen Aen net!

(Exclamations)

Déi, déi dauernd vu Biergerbedeelegung schwätzen, …

(Coups de cloche de la présidence)

… fäerten nämlech näischt méi wéi genee déi. Déi, déi de Referendum versprach hunn, fäerten näischt méi wéi deen.

(Brouhaha)

Et ass eng Verfassung, déi hannert dem Réck vum Vollek virbereet gouf an ouni d'Vollek ugeholl gëtt!

(Brouhaha)

Am Chile hunn d'Leit elo däerfen iwwer hir nei Verfassung ofstëmmen. Zu Lëtzebuerg hunn déi véier Parteien dat blockéiert.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Och hei muss ee leider soen: D'CSV huet enttäuscht!

Déi nei Verfassung huet sech scho gëschter am Premier senger Ried breetgemaach: Dat Recht op wierdegt Wunnen dréckt sech géintiwwer dem Recht op Eegentum no vir. Mir gesinn dat och bei deenen neie Logementssteieren, déi Strofsteiere si fir Leit, déi mat hirem Eegentum nach wëlle maachen, wat si wëllen. De Staat mëscht sech an alles an: Fir seng Kanner däerf een nach e Stéck Land behalen, fir seng Enkelen awer net. Och dat ass déi nei Steierpolitik.

Mir als ADR wëllen esou eng Politik net. A virun allem wëlle mir, datt mir Lëtzebuerger och kënne bleiwen, wat mir sinn, wie mir sinn a wéi mir sinn, oder éischter, datt mer dat emol alles nees ginn, wat mir waren a wat eis och zousteet: eng eegestänneg, méiglechst souverän Natioun an engem Europa vun den Natiounen, eng Natioun, déi hir eege Sprooch a Kultur fleegt an déi weess, datt si eng staark Ekonomie brauch, fir de Wuelstand vun hire Leit ofzesécheren, eng Natioun, déi Wäert op hire Patrimoine leet an net all Bauerenhaus ofrappt, eng Natioun, déi sech net vun enger Handvoll Ideologen hir Geschicht schlechtmaache léisst.

Lëtzebuerg war weeder e Kolonialstaat nach ware mir eng Natioun vu Kollaborateuren am Zweete Weltkrich. Mir hunn e positiivt Bild vun eiser Geschicht. Mir als ADR stinn och zu eisen Traditiounen, inklusiv deene reliéisen Traditiounen. A wa Leit wëllen op d'Sprangpressessioun goen, da wär dat mat eis och méiglech.

(Interruptions)

Mir sinn d'Partei vun der Famill. Mir consideréieren d'Famill als Käerzell vun der Gesellschaft. Mir wäerten alles maachen, fir d'Famill ze stäerken an hir Souveränitéit ofzesécheren. An dofir hale mir un där Iddi fest, fir d'Familljen duerch en Elteregeld ze stäerken, wou déi selwer kënnen decidéieren, ob ee wëll doheembleiwen, ob se och d'materiell Méiglechkeet dofir hunn, ob ee vun den Elterendeeler wëll doheembleiwen, fir sech ëm d'Kanner ze këmmeren, oder ob se wëllen zu zwee schaffe goen. Dat ass eis Politik fir d'Familljen.

Mir wëllen d'Famill stäerken, a wat mer hei gesinn ënnert dëser Regierung, ass, datt d'Regierung esou wäit an d'Familljen agräift, datt d'Regierung virschreift, wien de Congé parental muss huelen, wat si fir Virstellungen huet, wéi d'Famill muss fonctionéieren. A bei eis ass et, datt d'Famill selwer decidéiert, wat si wëll maachen, an do gi mer och net dovun ewech!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir sinn es midd ze gesinn, datt Dausenden an Dausende vu Leit eist Land musse verloossen, well si sech hei och näischt méi kënne leeschten. Mir wëllen net, datt Lëtzebuerger musse géint hire Wëllen zu Frontaliere ginn.

Här President, mir wëllen als ADR dëst Land nees méi liewenswäert maachen. Mir wëllen e Land, dat sech zu senger eegener Sprooch a Kultur bekennt. Mir wëllen d'Qualitéit vun eise Schoulen nees däitlech verbesseren an d'Ideologien aus der Schoul verbannen.

D'Schoul ass do fir ze léieren. D'Schoul ass do, fir auslännesch Kanner ze integréieren. D'Schoul ass do, fir déi Kultur, déi Sprooch, déi Wäerter, déi Geschicht, déi d'Lëtzebuerger Land ausmaachen, un déi nächst Generatioune virunzeginn. D'Schoul ass eng Plaz, an där Gewalt näischt ze sichen huet. D'Regierung propagéiert Veggie-Deeg, awer si bréngt et net fäerdeg, d'Kanner viru Gewalt ze schützen.

Mir wëllen e Land, wou net all Post- a Bankbüro zougemaach gëtt, well de Profitt un éischter Plaz steet. Mir wëlle Liewensqualitéit an eis Dierfer zréckbréngen.

Mir wëllen e gutt opgestallten ëffentlechen Déngscht a wëllen deen aktuelle Bewäertungssystem ofschafen. Den ëffentlechen Déngscht muss iwwerall Lëtzebuergesch schwätzen.

Mir wëllen de private Secteur op villerlee Manéieren ënnerstëtzen. Dozou gehéiert d'Ofsécherung vun den Independantë geneeesou wéi eng materiell Kompensatioun, wa Leit de private Secteur verloossen, déi do forméiert goufen, fir bei de Staat schaffen ze goen.

Iwwerall am Land feelt et u qualifizéierte Leit an un Nowuess. Dat kenne mir aus dem Gesondheetswiesen, mee mir gesinn et och am Handwierk. Amplaz d'Leit all a Richtung Classique ze orientéieren an op Studiegäng, déi kee Mënsch brauch, sollte mir d'Leit nees fir déi formidabel Beruffer am Handwierk begeeschteren.

Mir wëllen e Land, an deem mir d'Solidaritéit mat deene Schwaachen, Eeleren a Kranke liewen a weisen. Mir wëllen de Mënsch unhuelen, schützen, an dat an enger Kultur vum Liewen. An dozou gehéiert selbstverständlech och den Ëmgang mat Leit, déi mat enger Behënnerung konfrontéiert sinn, a Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn.

Mir wëllen e Land, deem seng ëffentlech Finanzen an der Rei sinn, dat keng nei Scholde mécht a seng Scholden, déi et huet, zréckbezilt. Als Staat kann een net alles maachen, scho guer net gläichzäiteg. Doweinst gëllt et, kloer Prioritéiten ze setzen.

Lëtzebuerg soll solidaresch mat anere Länner an der Welt sinn, awer och d'Entwécklungshëllef muss reegelméisseg kritesch iwwerpréift ginn. Do wou et besser Weeër gëtt, musse mir déi goen. Handel ass dacks besser wéi Entwécklungshëllef. Automatisme solle sech ni däerfen an d'Plaz vun enger dynamescher an intelligenter Gestaltung vun der Politik setzen.

Lëtzebuerg ass e ganz oppent Land, och géintiwwer der Groussregioun. Déi Verbindunge mat eisen Nopeschregioune musse méi dynamesch geduecht ginn. Och vill Lëtzebuerger wunnen do an hu vill spezifesch Problemer, déi et gëllt opzegräifen. Dowéinst ass fir d'ADR d'Politik vun der Groussregioun eng politesch Prioritéit. Bei dëser Regierung ass dovun net vill ze gesinn!

(Interruption)

Ech wëll och kloer an dësem Kontext soen, datt mer eis méi mussen ëm d'Frontaliere këmmeren. Well déi Entwécklungen, wéi mer se am Ableck hunn, mat de Bensinnspräisser, mat dem Teletravail, mat de Méiglechkeeten och fir si, an anere Stied iwwer Teletravail ze schwätzen oder ze schaffen, ka Gefore fir eis matbréngen a fir eis Aarbechtswelt hei zu Lëtzebuerg. Duerfir ass et wichteg, datt mer eng Kéier zesummen doriwwer nodenken, wéi mer och d'Frontalieren, déi mer jo brauchen, kënne besser fideliséieren.

Mir wëllen d'Ëmwelt schützen, inklusiv wann et drëm geet, Emissioune vun Dreifhausgasen an d'Atmosphär ze reduzéieren. Awer och hei musse mir innovativ, zouverlässeg, effikass an ekonomesch vertrietbar Léisunge sichen. An dat sinn net déi, déi déi gréng eis haut opdrängen. Ëmweltschutz verlaangt permanent Fortschrëttsdenken.

Klimaschutz, Waasserschutz, Biodiversitéit, Kampf géint de Kaméidi a géint d'Liichtverschmotzung si fir eis all wichteg. Awer mir maachen dat mat wëssenschaftlechen an technologesche Methoden, déi fonctionéieren an déi e Sënn erginn. Mir drängen de Leit näischt op. Mir maache keng Ideologie. Mir subventionéiere keng Technologien, déi sech net um Maart kënnen duerchsetzen. Mir sinn technologieoppen. Mir wëllen de Verbrennungsmotor net verbidden.

Mir wëllen eist Land zukunftsfäeg maachen, an dozou gehéiert dee Courage, fir iwwert d'Pensiounsproblematik ze schwätzen. Mir kënnen dee Problem net einfach deenen zukünftege Generatiounen iwwerloossen, mee et ass un eis, fir derfir ze suergen, datt eis Politik vun haut net de Generatioune vu muer schuet. Dat nenne mir nohalteg Politik!

Mir mussen doriwwer nodenken, wéi mir eis Pensioune laangfristeg ofsécheren. Och déi nächst Generatiounen hu Recht op eng anstänneg Pensioun. Dofir brauch et Courage. D'ADR freet dowéinst am Walkampf e Pensiounsdësch, deen an där nächster Legislatur Léisunge proposéiert, déi och virun de Parlamentswale vun 2028 nach mussen ëmgesat ginn. Et gëtt héich Zäit fir ze handelen!

Här President, zënter datt Gambia dëst Land regéiert, gëtt den Nationalfeierdag ëmmer méi politiséiert. Mir héieren all Joer an der Philharmonie méi a méi Gambia-Rieden, déi mat politescher Neutralitéit an Iwwerparteilechkeet näischt méi ze dinn hunn. Dëst Joer hate si speziell mat Lëtzebuerg a mam Gebuertsdag vun eisem Groussherzog, dee jo op Nationalfeierdag gefeiert gëtt, bal iwwerhaapt näischt méi ze dinn! Den Här Staatsminister huet eis vu senger Rees an d'Ukrain erzielt. Dat kann ee verstoen. Dat ass och eppes, wat beweegt. Awer weess hien op Nationalfeierdag wierklech näischt iwwer eist Land ze soen?

An all Ried gëtt ewell och nach „Vive Europa!" geruff. Firwat? Huet d'Regierung net schonn den 9. Mee zum Europafeierdag gemaach? Brauche mir elo nach op Nationalfeierdag e „Vive Europa!"? Wéi een Europa? D'EU? Solle mer soen: „Vive d'Europäesch Unioun!"? Musse mir virun der „Heemecht" nach eng protokollaresch gläichgestallt Europahymn hunn, déi säit dem gescheiterte Verfassungsvertrag eebe keng offiziell Hymn ass?

Wann dat esou virugeet – an dat ass eng ganz perséinlech Bemierkung –, da muss ech soen, datt ech perséinlech och net méi vill Loscht hunn, dohinnerzegoen, fir Gambia-Rieden ze lauschteren.

(Brouhaha)

Ech mengen …

(Coups de cloche de la présidence)

Ech mengen, datt mer, wa mer eng zivill Feier fir Nationalfeierdag hunn, déi ganz schéin ass – déi ganz schéin ass – a wat eng Iddi ass, déi een absolutt och ka viruféieren, mee da muss se iwwerparteilech sinn, parteipolitesch neutral sinn, si muss sech ëm eist Land dréinen, muss de Gebuertsdag vum Groussherzog feieren. An dann ass et eppes, wat verbënnt an net no politesche Linnen trennt.

Här President, dësen Iwwerbléck weist ganz däitlech, datt dës Regierung hirer Aufgab net gewuess war an net gewuess ass. Mir freeën eis drop, fir bei deenen nächste Walen de Leit eng Alternativ ze bidden. Dëst Land brauch eng konservativ Partei wéi d'ADR als Alternativ, eng Stëmm vun der Vernonft, eng Stëmm fir Lëtzebuerg. Mir als ADR, anescht wéi d'Regierung, stinn dozou bereet!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, déi Lénk hu scho säit ville Jore vun enger Logementskris geschwat an datt mer an eng Mauer lafen, wa mer weiderhin dem Marché fräie Laf loossen. déi Lénk hu scho säit ville Jore vun enger sozialer Kris geschwat, datt d'Inegalitéite stänneg wuessen an datt et bei deenen ënneschte soziale Klasse vir an hannen net méi duergeet. déi Lénk hu scho säit ville Joren dat Wuert „Klimakris" benotzt, laang ier mer 2018 hei am Parlament gesot kruten, et wär néideg, en État d'urgence an der Klimafro auszeruffen. déi Lénk hunn och säit Joren den Energieproblem thematiséiert a vun der dréngender Necessitéit geschwat, d'Energietransitioun esou schnell wéi méiglech unzegoen an ze vollzéien. An déi Lénk hu scho säit ville Jore gesot, datt all dës Krisen zesummenhänken.

Haut ass de Begréff vun der Kris allgéigewäerteg. En huet Agang fonnt an de Mainstream-Discours, gëtt hei am Parlament mëttlerweil vun alle Parteie genotzt, genee wéi an de Medien an op de Stammdëscher vun der Natioun. Jo, e gëtt mëttlerweil souguer esou inflationär benotzt, datt e genee wéi déi Begréffer „Solidaritéit" an „Nohaltegkeet" komplett seng Sënnhaftegkeet verluer huet.

De Begréff „Kris" huet mëttlerweil – an dat ass immens opfälleg – och de Wee fonnt an d'Kommunikatiounsstrategie vun der Regierung. Dem Här Bettel seng Ried gëschter war jo e Paradebeispill dofir. Awer net als Deel vun enger déifgräifender Analys an als Ausgangspunkt fir en Ëmdenken, mee e gëtt mëttlerweil vun de Regierungsmembere virun allem dofir benotzt, e kuerzfristegt politescht Handelen ze rechtfertegen, an als Excuse, fir net un déi eigentlech strukturell Problemer mussen drunzegoen. Dat Wuert gëtt wéi eng Glack iwwert déi ëffentlech Debatt geluecht, rechtfertegt all Mesuren an ënnerbënnt all Diskussioun iwwer strukturell Reformen.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Virun allem awer – an dat stéisst eis besonnesch erop – gëtt an der Kommunikatioun vun der Regierung eng Kris géint déi aner ausgespillt. Si erkennt op eemol d'Klima-Urgence un, spillt se awer géint déi sozial Problematik aus. An elo rechtfertegt se d'Mesuren, déi de Klimawandel weider unhëtzen, andeems se virgëtt, eng Verschäerfung vun der sozialer Lag am Land wëllen ze verhënneren.

Jo, de Coronavirus an de kriminellen Ugréffskrich vu Russland géint d'Ukrain sinn aussergewéinlech Ereignisser, déi esou an dëser Form net virauszegesi waren. Mee wat ee muss verstoen, ass, datt se just Ausléiser a Katalysater si fir Entwécklungen, déi méi grondleeënd Ursaachen hunn, an datt déi Konsequenzen, déi se mat sech bruecht hunn, eis Bevëlkerung virun allem dowéinst esou treffen, well eise Gesellschaftsmodell esou vulnerabel ass géigeniwwer vun esou externe Schocken.

Dat wat ee muss verstoen, ass, datt all d'Krisen zesummenhänken an nëmme kënne geléist ginn, wann ee se zesummen analyséiert an zesummen ugeet.

Här President, mir hunn net eenzel Brënn, déi mer een nom anere musse läsche goen, an dann ass et gutt, bis datt iergendwou aus dem näischt den nächste Brand kënnt. Et ass – fir am Bild ze bleiwen – e Schweelbrand, deen ënnert der Surface stänneg lodert a wou et zwangsleefeg ëmmer nees op verschiddene Plazen nei opflackert, an dat ëmmer méi oft!

Et ass eng eenzeg Kris vun engem ganze System. Eise Wirtschaftssystem ass esou opgebaut, datt eng kleng Minoritéit, déi all Lien verluer huet mam Terrain, hemmungslos Renditten erziilt, andeems se d'Aarbecht vun der Majoritéit ausbeut. Eise Steiersystem ass esou opgebaut, datt en d'Accumulatioun vu Kapital belount an d'Aarbecht bestrooft. D'Resultat ass, datt d'Inegalitéiten explodéieren an datt ganz Bevëlkerungsdeeler an der Aarmut liewen oder beim geréngsten externe Schock riskéieren, an d'Aarmut ofzerëtschen.

D'Natur gëtt komplett der Profittlogik ënnerworf an déi natierlech Grondlage vun de kommende Generatioune ginn zerstéiert. D'Resultat ass: D'Natur schléit zréck a Form vun Hëtztwellen, Iwwerschwemmungen oder a Form vun enger Pandemie, déi jo entstanen ass duerch d'Virdrénge vum Mënsch an onberéiert Naturräim.

Eise Wunnengsmarché ass esou organiséiert, datt e puer Acteuren d'Präisser diktéieren an eng Minoritéit vu Bauhären a Proprietären d'Renten anzitt, wärend déi aner am Hamsterrad dréien, fir d'Loyeren an d'Immobiliekreditter ze bezuelen.

Staatlech Servicer a wichteg Infrastrukture goufen ofgebaut oder privatiséiert. Mir hunn déi demokratesch Iddi net weiderentwéckelt, mee se am Contraire ausgehielegt a verkomme gelooss. Mir hunn d'Individualiséierung vun der Gesellschaft op d'Spëtzt gedriwwen, soudatt jiddweree just nach no sech selwer kuckt, wärend gläichzäiteg d'Leit vereinsamen an Angscht virun hirem Noper kréien.

Dëse ganze System, dësen eenzege Schweelbrand, deen ëmmer erëm nei Urgencen ervirbréngt, ass den Erausfuerderunge vun der Zäit net méi gewuess. Mir wëssen alleguerten, datt dës Entwécklungen, déi ech elo just kuerz ëmrass hunn, sech net op eemol vum selwen opléisen, mee datt se wäerten ongebremst

weidergoen. Et ass e System, dee scho laang am Koma läit an dee just nach kënschtlech mat stännege Kriseninterventiounen um Liewe gehale gëtt.

Op dëser Plaz kommen ech dann zréck op meng eigentlech Roll hei am Parlament, nämlech d'Regierungsaarbecht kritesch ze beurteelen. A wann ech zréckblécken op déi lescht Joren, da gesinn ech eng Regierung, déi stänneg am kuerzfristegen Handelen ass a keen Usaz huet, fir déi strukturell Problemer ze léisen. D'Regierung erkennt duerchaus déi grouss Erausfuerderungen – e bësse spéit, mee ëmmerhin! Si weess, datt mer e Problem hunn am Logement, bei der Aarmut, an de sozialen Illegalitéiten oder bei der Ofhängegkeet vun de fossillen Energien. Si benennt déi Problemer och, schwätzt doriwwer an demonstréiert Handlungsbereetschaft.

Just, datt dann duerno ausser vill Rhetorik net vill erauskënnt: e puer Subside géint de Klimawandel, eng Erhéijung vun enger Allocatioun géint d'Aarmut oder e puer nei Projete vum Fonds du logement géint d'Wunnengsnout. An dat ass och net erstaunlech. Mir hunn dräi Parteien an der Majoritéit ouni gemeinsam Analys, ouni gemeinsam Zukunftsvisioun an ouni kloer Ziler, 17 Ministeschen a Ministeren, déi an hirem Eck hir kleng Zopp kachen a sech dobäi géigesäiteg op d'Féiss trëppelen. Si si manifestement net amstand, déi vill Problemer zesummenhängend unzegoen. Virun allem awer feelt et un der Kreativitéit an um Courage, ausserhalb vun deenen ausgetrëppelte Weeër ze denken.

Aktuell si mer an enger Logik, wou mer probéieren, esou laang wéi méiglech e prekäre Status quo oprechtzeerhalen, wuel wëssend, datt eis Kanner an Enkelkanner et wäerte mussen ausbueden.

Wat mir wëllen, ass d'Äerm eropstrëppen an eng Politik maachen, déi d'Erausfuerderungen unhëlt an elo d'Saachen esou ännert, datt déi zukünfteg Generatiounen iwwerhaapt nach eng Grondlag hunn, fir eegen Entscheedunge kënnen ze treffen. Duerfir brauch ee Kreativitéit a Courage. Mee et ass dëse grondleeënde Wiessel, dee mer endlech an der Politik musse vollzéien!

Här President, näischt verdäitlecht de Kollaps vum System esou däitlech wéi d'Klimaverännerung. Si ass eng Gefor fir déi mënschlech Existenz op dësem Planéit. Si ass Ausléiser vun Dréchenten, Stierm an Iwwerschwemmungen, vun Hongersnéit a vill mënschlechem Leed. A säit e puer Joer mierke mir och hei an eiser nach gemässegter klimatescher Zon, datt sech villes ganz séier verännert, an dat net zum Gudden.

Mee kee Mënsch wëllt d'Klima veränneren. Kee Mënsch schafft geziilt hin op d'Zerstéierung vu senger eegener Liewensgrondlag. Mee wann all Eenzelnen dat net wëllt, wat steiert eis dann an dee Ruin? Ma de System vum Kapitalismus. D'Klimaverännerungen an de moderne Kapitalismus ginn op déi massiv Förderung vu fossillen Energieträger säit dem zweeten Drëttel vum 19. Joerhonnert zréck, ugefaange mat der Kuel, duerno dem Pëtrol, méi spéit dem Gas.

Dofir ass et och kloer, wat geschéie muss! Mir mussen déi fossill Energien am Buedem loossen an a rasantem Tempo eis Energiesystemer op erneierbarer ëmbauen. Nach ni ass an der Geschicht vum Mënsch esou e fundamentalen a séiere Wandel, e Wiessel vun enger Energiequell op eng aner, néideg ginn. A mir sti virun enger enormer Erausfuerderung.

Mir musse resolutt a séier schaffen, eise Courage an d'Hand huelen an nei Weeër sichen a fannen, ewech vum Business as usual. Déi lescht véier Joer Regierungsaarbecht vermëttelen awer näischt vun enger Urgence an deem néidege Wandel. Villméi ass just deen ale System mat gréngem Lack iwwersprayt ginn, fir datt e manner raschteg ausgesäit, mee d'Politik bleift à la base déi selwecht, just datt alles elo als „gréng", „digital" a „smart" verkaaft gëtt – pur Kommunikatioun ouni Substanz!

Vill jonk Mënschen hunn Angschtzoustänn, „eco-anxiety", dat sinn Zukunftsängscht, wéint deem, wat deene bléie kéint, déi hiert Liewen op dësem Planéit nach viru sech hunn. Mee et ass och eng Reaktioun op d'Onverantwortlechkeet vun der regierender Politik hei am Land an doriwwer eraus.

Här President, Angschtzoustänn kréie Jonker awer och aus anere Grënn. Si sinn den Ausdrock vun existenzielle Froestellungen, déi sech vill Leit a besonnesch och Jonker stellen. D'Wunnenge sinn esou deier ginn, datt jonk Leit um Enn vun hire Studien a Formatioune virun enger Mauer stinn. E Kaf vun engem Appartement oder engem Haus ass fir si keng Optioun méi, och net no fënnef oder zéng Joer Schaffen, och net mat enger anstänneger Pai. Ouni eng finanziell Ënnerstëtzung vun doheem bleift ville jonke Leit just nach d'Locatioun um iwwerdeierte Marché, well ëffentlech Wunnenge feelen un allen Enner.

Wéi also kann een déi doten Entwécklung, déi mir säit ville Joer scho komme gesinn, haut anescht bezeechne wéi en Echec op der ganzer Linn? Jorelaang huet dës Regierung och gemengt, si kéint mat minimalen Ausgabe fir déi betraffe Leit a parallell awer mat deelweis zolitte steierleche Kaddoe fir d'Profiteure vun dëser Situatioun de Problem esou mat viruschleefen. Et gouf vill uewen an der Zopp ronderëmgeréiert, wärend ënnen um Fong alles zolitt ugebrannt ass.

Haut stellt sech d'Regierung dohinner, no néng Joer Mandatszäit, a seet: „Mir paken elo d'Logementskris un." An da gi Mesurë presentéiert, déi, sief et bei der Mobilisatiounssteier fir Bauterrainen oder der Reform vum Loyersgesetz, potenziell an 10 bis 20 Joer ufänke kéinten ze gräifen, wann d'Kar nach méi déif am Dreck stécht, virausgesat natierlech, datt déi Reformen net verschwannen tëschent enger Walcampagne an enger neier Regierung, an engem ganz déiwen Tirang.

Ze wéineg, ze spéit! Déi desastréis Situatioun am Logement ass elo do a mir brauche Léisungen, déi direkt gräifen. Mir als déi Lénk hu viru siwe respektiv fënnef Joer Gesetzesvirschléi fir eng Reform vum Loyersgesetz gemaach. D'Regierung huet endlech e Projet virgeluecht, an deem se awer guer näischt um Istzoustand geännert huet, ausser e punktuell nach en Defaveur vun de Locatairen ze verschlechteren.

Elo, bal zwee an en halleft Joer méi spéit a kuerz viru Walen, kënnt eng Nobesserung. Leider huet de Logementsminister jo a virauseilendem Gehorsam géigeniwwer Promoteuren an CSV elo scho verlaude gelooss, datt d'Loyere weider monter solle klammen. Wann dat esou confirméiert gëtt, da wäerte mir Stuerm lafe géint déi Reform!

Här President, e jonke Mënsch, deen op seng Aarbecht ugewisen ass, fir en Akommes ze hunn, kritt et schwéier, fir d'finanziell Grondlag ze leeë fir sech a vläicht eng Famill an der Zukunft. Fréier war dat ganz anescht wéi haut, an d'Regierungspolitik fënnt keng Léisunge fir dës nei Situatioun.

D'Léin verléieren insgesamt no an no u Wäert. Déi klammend Unzuel vu Leit, déi trotz Aarbecht aarm sinn, vu Working Poor, ënnersträicht dat, geneesou wéi déi wuessend Ongläichheeten tëscht Leit, déi schaffen, an de Leit, déi d'Kapital fir sech schaffe loossen. D'Ufuerderungen op der Aarbecht a ronderëm d'Aarbecht huele stänneg zou. Gläichzäiteg gëtt dës Aarbecht awer och ëmmer méi penibel a prekär. D'Entwécklung bei den Zäitverträg an den Interimszuele féiert eis dat virun Aen. Et ass d'Entmënschlechung vun der Aarbecht, déi awer vu Mënsche gemaach muss ginn. Stress, Burnout, Depressiounen an eng generell Onzefriddenheet sinn d'Konsequenzen.

Dës Regierung huet op all dës Froe keng Äntwert parat. De Mindestloun ass a bleift ze niddreg, trotz der ugekënnegter Erhéijung ëm 3,3 %. Et muss ee jo och kloer an däitlech op dëser Plaz soen, datt déi Erhéijung jo och keng nei politesch Decisioun ass, mee eng gesetzlech Virschrëft, an datt déi och näischt mat enger Tripartite ze dinn huet. An dëst geet bei Wäitem net duer, fir de Wäertverloscht vun den déiwe Léin opzefänken. Si ass keng Äntwert op déi ëmmer méi verbreet Aarmut an eiser Gesellschaft.

déi Lénk haten eng Erhéijung ëm 300 Euro gefuerdert. 300 Euro méi Mindestloun géifen net all Aarmutsproblem léisen, däers si mir eis bewosst. 300 Euro géife vill Leit awer Loft verschafen an derfir suergen, datt net all externe Schock direkt op all Stot am Niddreglounsecteur esou duerchschléit wéi elo grad an der Energiekris.

Donieft hätt onbedéngt missen d'Kannergeld retroaktiv reindexéiert ginn, esou wéi mir et mat engem Gesetzesvirschlag gefuerdert hunn. Famillje mat Kanner, besonnesch mat zwee oder dräi Kanner, sinn am meeschte vun Aarmut betraff. D'Kanneraarmut erreecht zu Lëtzebuerg erschreckend Ausmoossen. All véiert Kand ass dovunner betraff.

Bei der Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune gouf et guer keng Annonce. D'Aarbechtszäitverkierzung, och vun déi Lénk gefuerdert, gouf an engem Wuert a Verbindung mat enger Etüd genannt, déi sech an déi laang Lëscht vun aneren Etüden aschreift. A puncto Stäerkung vun de Kollektivverträg koum och keng eenzeg Ausso, wuel wëssend, datt ganz vill Verbesserunge vun den Aarbechtsbedéngungen iwwer Kollektivverträg kënnen duerchgesat ginn. Ronn 50 % vun de Salariéen zu Lëtzebuerg sinn awer net an engem Kollektivvertrag.

Här President, anstänneg Léin an e staarke Sozialstaat sinn d'Garanten, fir duerch Krisen ze kommen, a si sinn en Dar am A vun deenen Interessen, déi duerch Récksiichtslosegkeet a Profittgier dës Krisen ausléisen. D'Klimaverännerung an d'Noutstänn, déi se ausléist, sinn e gutt Beispill dofir. D'Energiekris, an där mer haut stiechen, ass och mat eng Konsequenz dovunner. Iwwer Joren, jo, Joerzéngte gouf gewarnt, vu politescher Säit ëmmer erëm vill versprach an annoncéiert, mee geschitt ass net vill. D'Zopp läffelen elo déijéineg aus, déi duerch d'Ofwäertung vu Léin a schläichende Sozialofbau schonn am meeschte betraff waren a sinn.

Virun e puer Deeg koum eng Recherche an der „Süddeutsche Zeitung" eraus, déi weist, datt an Däitschland déi 10 % mam héchsten Akommes esou vill Energie verbrauche wéi déi 40 % mat den déifste Revenuen. Dës Ongläichheet ass zu Lëtzebuerg genausou present, wann net nach méi staark.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et sinn also déi Stéit, déi am mannsten Zäregasen ausstoussen, déi elo bei d'Lisett gelooss ginn. D'Regierung dréit dëser Realitéit an hirer Krisegestioun iwwerhaapt net Rechnung, am Géigendeel souguer. Eng Präisdeckelung fir de Grondverbrauch an eng Staffelung fir de Präis fir d'Energie gëtt mat problemateschen Argumenter ofgeleent. Scheinbar kënne Stéit mat Elektrogefierer a Wärmepompelen, déi vun der Deierecht op fossillen Energien am Alldag guer net méi betraff sinn an dës Uschafungen och mat staatleche Subventioune kaaft

hunn, net elo e puer Euro méi fir de Stroum ausginn. Datt parallell awer Stéit, déi haut schonn extreem héich Präisser fir Gas a Masutt bezuelen, sech all dës Uschafunge guer net leeschte konnten, schéngt an den Iwwerleeunge vun der Regierung guer keng Roll ze spillen.

Wa mir als Gesellschaft d'Klimaveränneruge stoppen an hiren Impakt offiedere wëllen, da féiert fir déi Lénk kee Wee derlaanscht, fir de Grondbedarf bei der Energie wéi awer och bei anere Gidder a Servicer, wéi zum Beispill bei der Waasserversuergung, fir jidderee ze garantéieren an dat och ëffentlech ze subventionéieren an ofzesécheren.

D'Recht op Energie muss fir jidderee gëllen. Ausgoend vun deem Prinzipp mussen iwwerméissege Verbrauch a Verbëtze vun Energie, zum Beispill fir d'Beliichtung vun digitale Werbeflächen, fir d'Autobunnsbeleuchtungen oder fir séiert Autofueren, ënnerbonne ginn.

Déi lescht puer Wochen hunn och gewisen, datt séier Energieaspuerunge méiglech sinn. De Premierminister huet gëschter gesot, datt déi 15 % Aspuerung, wéi vun der EU gefrot, schonn am September erreecht waren. Dat ass begréissenswäert. Allerdéngs stelle mir eis eng Fro: Wann dat esou séier méiglech ass, wou waren dann déi Aspuerungen déi lescht Joren? Muss et d'Menace vun der temporärer Schléissung vu Betriber ginn, fir datt d'Regierung sech beweegt? Geet et net duer, datt de Planéit brennt?

Här President, de gemeinsame responsabelen Ëmgang mat Energie muss also an eisen Aen d'Grondlag si fir d'Energiepolitik. Déi ëffentlech Subventionéierung vu fossillen Energien, déi elo massiv bedriwwe gëtt, kann op deem Wee scho reduzéiert ginn. Fir ganz domadder opzehalen, muss parallell vill méi op den Ëmbau vun eisem Energiesystem gesat ginn, ugefaange bei der Renovatioun vun de Gebaier.

déi Lénk schloen dofir scho säit gutt fënnef Joer vir, datt mer op de Wee vun enger proaktiver, opsichender Renovatiounspolitik kommen an datt d'ëffentlech Virfinanzéierung no soziale Krittären zur Reegel gëtt bei energeetesche Renovatiounen. De Premier huet elo, nodeem eng méi sozial Staffelung vun den Aidë schonn agefouert gouf, e weidert Element vun eiser Propos iwwerholl, an zwar de Remboursement vun de Prête mat dem agespuerte Geld beim Energieverbrauch. Dat ass gutt, mee wierklech interessant gëtt et eréischt, wann aus ëffentleche Quelle finanzéiert gëtt an d'Gemenge méi aktiv ginn.

(Interruption)

Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass déi zweet Prioritéit an ass jo och ganz staark verbonne mat de Gebaier. Hei gëtt sech ganz op d'Privatinitiativ an d'Betriber verlooss. Mee déi lescht Joren hunn eis jo däitlech gewisen, datt déi Rechnung net opgeet. De Staat an d'Gemenge mussen hei eng vill méi staark Roll spillen.

D'Annoncë bei der Fotovoltaik ginn dofir an eisen Aen an déi richteg Richtung. déi Lénk soe scho säit Joren hei, datt vill méi ëffentlech Investitiounen an erneierbar Energië musse fléissen. Bedauerlech ass just, datt de Premierminister feststelle muss, datt, ech zitéieren, de „Planéit brennt", …

(Interruption)

… bis e bereet ass, aner Weeër ze goen. Do gesi mer dann, wat liberal ideologesch Verblendung an ze spéit Asiichte mat eisem Planéit maachen a wéi engem onverantwortleche Risiko dës Usiichten eis aussetzen.

Mir mussen eis Zukunft all zesummen an d'Hand huelen an net jiddereen eleng a sengem Eck. Den Ufank soll endlech op ëffentlechen Diecher gemaach ginn, mat Solarpannoen, wou et sënnvoll ass. Mee doriwwer eraus bidden déi dezentral erneierbar Energiequellen awer och d'Méiglechkeet, datt Gemengen a Biergerkooperative vill méi staark an d'Energieproduktioun eraklammen. Do gëtt et einfach immens vill Potenzial, dat haut net genotzt gëtt.

Här President, de Budget 2023 ass de Moien eréischt deposéiert ginn a mir haten natierlech nach keng Zäit, eis dat am Detail seriö unzekucken. Och sinn eng Rei fiskal Mesuren ugekënnegt ginn, déi een eréischt seriö kann diskutéieren, wann een déi entspriechend Gesetzestexter analyséiert huet. Ech wëll dofir op dëser Plaz just e puer ganz allgemeng Remarke maachen, wat déi Ukënnegungen ugeet.

déi Lénk si ganz frou, datt d'Regierung d'Investitioune weider wëllt héich halen a begréissen dat och ausdrécklech. D'Investitiounen ze senken, dat hätt bedeit, d'Zukunft vum Land op d'Spill ze setzen. Mir begréissen och speziell zwou steierlech Mesuren: déi zum Crédit monoparental an déi zum Amortissement accéléré.

Et ass wichteg, de Crédit monoparental an d'Luucht ze setzen, an déi Lénk hunn dat hei och scho méi laang gefuerdert. Dat ass fir all déi betraffe Leit sécherlech eng Hëllef. Mee et soll ee sech dobäi net der Illusioun higinn, datt de Problem domadder aus der Welt geschaaft ass. Den héijen Aarmutstaux bei de Monoparentallen ass e multidimensionale Problem, wou notamment de Logement eng ganz grouss Roll spillt. Et muss een dee Problem ganzheetlech ugoen an net mat eenzelne klenge Mesuren.

Déi zweet Ukënnegung, déi ech wëll kommentéieren, betrëfft den Amortissement accéléré. Och dat hunn déi Lénk scho säit Jore gesot, datt do onbedéngt muss eppes geschéien. D'Regierung huet laang gezéckt a kënnt elo mol drop, datt domadder masseweis Abus gedriwwe gëtt. Léiwer spéit wéi ni, mee och do feelt eng déifgräifend Analys.

Mam Amortissement accéléré belount de Staat déi, déi a Wunnengen investéiere fir ze verlounen. Wat awer guer net néideg ass! Et gëtt vill ze vill a Wunnengen investéiert, just fir eng Rent erauszezéien. Dat schaaft eng kënschtlech Iwwerdemande an dreift d'Präisser nach méi an d'Luucht, soudatt déi Leit, déi wëllen investéieren, fir tatsächlech dran ze wunnen, sech näischt méi kënne leeschten. An déi mussen da mat hirem Loyer deene Leit hir Haiser bezuelen, déi de Staat mam Amortissement accéléré och nach subventionéiert huet. Dës Mesure gräift dofir an eisen Aen ze kuerz, och wa mer se vum Prinzipp hier begréissen.

Här President, zur budgetärer Situatioun, do muss een natierlech feststellen, datt d'Regierung an der leschter Zäit vill Suen huet missen an de Grapp huelen, och wa munch déck Ausgaben eiser Meenung no net hätte misse sinn. Si ass mat hire Krisemesurë wéi mat der Strenz iwwert dat ganzt Land, iwwert dat ganzt Patronat gefuer, zemools mat der Kompensatioun fir déi verréckelt Indextranche am Juli. A wéi de leschten Tripartite-Accord et virgesäit, huet se wëlles, bei där nächster Indextranche nach eng Kéier mat der Strenz iwwert dat ganzt Patronat ze fueren, egal ob et e klenge Betrib ass, deen tatsächlech a Schwieregkeeten ass, oder eng grouss Boîte, déi trotz Krisenzäiten déck Profitter verzeechent. A mir si scho gespaant drop, wéi vill Milliounen datt dës déck Entreprisen dëst Joer un hir Aktionären ausbezuelen!

D'Resultat ass, datt déi ëffentlech Finanzen zimmlech strapazéiert goufen an datt dat Lach viraussiichtlech d'nächst Joer nach méi grouss gëtt. An dann ass d'Fro no dem Motto: „Wer soll das bezahlen? Wer hat das bestellt?" Wann et gerechtfertegt ass, dann ass et keen Drama, nei Scholden ze maachen. Mee et muss ee sech ëmmer bewosst sinn, datt domadder ons Kanner an eis Jugend belaascht ginn, och wann et allemol besser ass, wéi zum Beispill d'Investitiounen erofzefueren, well domadder hëlt een eise Kanner a Jugendleche carrement hir Zukunft ewech.

Mee wéi mir dat hei och scho gesot hunn, sinn nei Scholden awer fir eis just déi zweetbescht Optioun. Déi besser Léisung ass, déi verméigend Klassen an déi grouss Betriber mat décke Benefisser elo direkt méi an d'Verantwortung ze huelen. Eng Krisesteier op héije Revenuen an héije Profitter géif substanziell zousätzlech Recetten an d'Staatskeess spullen, déi elo dréngend gebraucht ginn. A vill Leit mat héije Revenue géifen dat och verstoen an akzeptéieren, well se net wëllen an engem Land liewen, wou hir Nopere sech mussen tëschent Hëtzen an Iessen entscheeden.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Domadder géif een en Element vu wierklecher Solidaritéit hei am Land afëieren an et wär och e wichtegt Signal un d'Bevëlkerung. Souguer de Chefekonom vun der Europäescher Zentralbank plädéiert mëttlerweil fir eng méi staark Besteierung vum Räichtum, souwuel aus makroekonomesche Grënn wéi aus Grënn vu Gerechtegkeet.

Mee manifestement feelt och hei de politesche Courage. Oder et ass och vläicht just ideologesch Stuerheet. An domadder bleift d'Fro och weiderhin oppen, wien dann elo schlussendlech d'Rechnung muss bezuelen. Egal wéi wär et awer och mat esou enger Krisesteier net gedoen, well mir brauche strukturell Reformen an eisem Steiersystem, mat dem Zil, méi Gerechtegkeet ze schafen.

Déi schaffend Leit sinn d'Mëllechkéi vun der Natioun, wärend déi grouss Verméigen op skandaléis Aart a Weis geschount ginn. Dee jonke Beruffsufänger gëtt op all Cent besteiert, wärend Multiproprietären an Aktiebesëtzer grousszügeg Steierprivileegie genéissen. Déi kleng Betriber ginn op all Cent besteiert, wärend multinational Konzerner mat effektive Steiersätz ënner 5 % ewechkommen oder a ville Fäll iwwerhaapt keng Steiere bezuelen. Mir hunn e Steiersystem, deen d'Aarbecht bestrooft an de Räichtum belount! Dat ass net ze rechtfertegen.

An ech soen et hei nach eng Kéier kloer an däitlech, well der DP hir Excusen dobausse vill ze oft onkommentéiert nogeplappert ginn: Et brauch ee kee budgetäre Spillraum ze hunn, fir eng strukturell Steierreform ze maachen, déi fir méi Gerechtegkeet suergt! Au contraire, et kann een domadder souguer fir zousätzlech Recettë suergen. Budgetäre Spillraum brauch ee just, wann een eng Steierreform à la DP wëllt maachen, nämlech eng Tournée générale just virun de Walen.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An deem Kontext begréissen ech et och, datt d'LSAP och emol erëm hiert soziaalt Gewëssen entdeckt huet an elo fir eng gerecht Steierreform plädéiert. Ech wëll se awer drun erënneren, datt si schonn 18 Joer onënnerbrach an der Regierung sëtzt an hir dat an där ganzer Zäit anscheinend zimmlech egal war.

(Interruption)

Mee besser spéit wéi ni! A mir sinn dann emol richteg gespaant, wat se dann elo an deenen zwielef Méint bis bei déi nächst Walen nach ëmsetzt.

(Interruption)

Här President, ech wëll dofir nach eng weider Fro uschwätzen, an zwar déi vun der Demokratie. déi

Lénk huet scho säit ville Joren ënnerstrach, datt den aktuelle politesche System en Demokratiedefizitt opweist. Wann een haut op eis Gesellschaft kuckt, muss ee feststellen, datt et zum Beispill net nëmmen un effektive Méiglechkeete vun direkter Bedeelegung a Matbestëmmung feelt, dobäi kënnt, datt e groussen Deel vun der Populatioun net un de legislative Walen deelhuelen dierf. Anescht wéi bei de Kommunalwalen, wou endlech d'Wunnsëtzklausel ewechfält, bleift op nationalem Niveau d'Situatioun also déi, datt vill Matbewunner/innen net direkt d'Gesellschaftsvertrieder/inne matbestëmme kënnen, an dat bei enger Gesellschaft, wou 47,1 % net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn.

Vereinfacht gesot: Aktuell wielt eng Minoritéit aus enger klenger Auswal vu Persounen déi puer eraus, déi dann d'Reegele fir déi ganz Gesellschaft elaboréieren a votéieren!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | D'Konsequenz ass e ganz eeschte Problem vun demokratescher Legitimitéit. Hätt d'Regierung politesche Courage, da géif se dës Erkenntnis seriö huelen.

Wann een haut awer op d'Mandatszäit vun der Regierung zréckkuckt, da fält de Bilan am Beräich vun der Stäerkung vun der Demokratie erniichternd aus, ugefaange mam Referendum vun 2015. Engersäits war d'Informatiounscampagne schlecht virbereet, ze kuerz, ze spéit. Anerersäits, an dat ass ëmsou méi problematesch, ass een net mat de Leit op Aenhéicht an en Dialog getrueden. Wéi och ëmmer, et gouf d'Chance vun engem konstruktiven Debat verpasst. En plus, an dat ass geféierlech, huet dëst Verhalen et verschiddenen Acteuren einfach gemaach, d'Ängschte vun de Leit fir eegen Zwecker ze instrumentaliséieren.

D'Regierung huet awer manifestement net dorauser geléiert, Stéchwuert: Verfassungsrevisioun. Amplaz dës Kéier e wierklechen ëffentlechen Debat ze fërderen an den Text ënner enger echter Abezéiung vun de Bierger auszeschaffen, ass d'Verfassungsrevisioun ëmmer méi zu engem reng politesche Schauspill am klenge Krees zwëschent de Majoritéitsparteien an der CSV ginn.

(Interruption)

D'Resultat ass en Text, deen der grousser Ukënnegung vun enger substanzieller Revisioun net gerecht gëtt an esou den aktuelle gesellschaftleche Realitéiten net Rechnung dréit.

Här President, net nëmme bei der Verfassung weist d'Regierung e komescht Verhältnis zur Demokratie. D'Parlament gëtt ëmmer méi degradéiert zu enger Ofstëmmmaschinn. D'Majoritéit setzt sech net méi mat den Argumenter vun der Oppositioun auserneen, mee votéiert einfach dergéint. Wichteg Texter ginn emol fir d'éischt un d'Press geschéckt ...

(Interruption)

... an duerno iergendwann un d'Parlament. D'Äntwerten op parlamentaresch Froe falen ëmmer méi launesch aus an d'Demandë vun Deputéierten, fir Dokumenter kënnen anzegesinn, ginn einfach ignoréiert, geneesou wéi d'Demande vun der Press fir e richtegt Informatiounsgesetz.

Här President, ech hunn am Ufank vu menger Ried der Regierung de Courage ofgeschwat, fir déi richteg Äntwerten op d'Froe vu ville Leit ze ginn; de Courage, fir de Klimaschutz (veuillez lire: de Klimawandel) als akut Menace fir d'Mënschheet ze gesinn an deementspriechend ze handelen; de Courage, fir an der Logementspolitik de Status quo haut ze veränneren, fir datt jonk Leit muer eng bezuelbar Wunneng fannen; de Courage, fir d'Akommessituatioun vu Klengverdénger substanziell ze verbesseren an der wuessender Aarmut e Stoppschëld ze setzen; de Courage, fir eng Steierpolitik op de Wee ze bréngen, déi d'Sue bei de ganz Räichen an den décke Profitter hëlt, fir se an eng liewenswäert Zukunft fir eis all ze investéieren; de Courage, fir all de Bierger/innen d'Chance op eng reell Matsprooch ze ginn, fir esou och de kollektiven a solidaresche Geescht an der Krisebewältegung ze stäerken.

D'Erausfuerderunge sinn enorm grouss, dat ass eis bewosst, mee si sinn net onméiglech ze meeschteren. Et gëtt kreativ Léisunge fir all dës Problemer. A si ginn och deelweis scho gelieft an ëmgesat, sief et hei bei eis vu sozialen an ekologeschen Initiativen, an der Solidarwirtschaft, um lokalen an um nationale Plang, mee och am Ausland a Stied, déi d'Logementsproblematik wierklech uginn an net fäerten, deem engen oder deem aneren dobäi op d'Féiss ze trëppelen, oder a Regiounen, wou d'Energieproduktioun erëm zréckkënnt an d'Hand vun de Bierger/innen, iwwer ëffentlech a kooperativ Initiativen, an déi eis de Wee weisen an eng demokratesch Energiezukunft.

An der Gesellschaft ramouert et. D'Leit engagéiere sech. Si si sech dem Eescht vun der Situatioun bewosst a baue schonn un Alternativen zum bestoende System, eraus aus der Sakgaass, an déi en eis gefouert huet.

Déi richteg politesch Iddien a Mesurë sinn do, si musse just dat néidegt Gehéier an der Politik fannen. D'Regierung awer zéckt, bleift bei Hallefléisungen an übleche Rezepter. Si sicht ëmmer nom klengste gemeinsamen Nenner a verdeedegt domat noutgedrongen de Status quo, de Stëllstand. Mir brauchen awer Beweegung. Mat dëser Regierung komme mir, fäerten ech ganz, net méi a Beweegung.

Merci fir d'Nolauschteren. An een, dee seet, d'Oppositioun hätt keng Virschléi, deen huet hei jo dann héieren, wivill Virschléi mir als déi Lénk an deene leschte Jore bruecht hunn, déi notamment och an der Ried zur Lag vun der Natioun agefloss sinn an déi geholl gi sinn, ...

(Interruption)

... déi awer leider, wa mir d'Motioune bruecht hunn oder d'Proposition-de-loie bruecht hunn, einfach ofgeschmettert gi sinn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An d'Madamm Simone Beissel wëllt Iech nach eng Fro stellen oder eppes kloerstellen.

Mme Simone Beissel (DP) | Madamm Cecchetti, ech wollt wierklech eppes kloerstellen: Dir hutt immens Circonstance-atténuanten: Dir an d'Madamm Oberweis sidd eréischt ee Joer hei an deem Greemium. Mir schaffen elo 15 Joer un där neier Verfassung. Dir hutt 2015 eng Proposition alternative de révision gemaach. Säit siwe Méint hu mer Iech bestëmmt zéngmol gefrot, dass Der Äre Rapport presentéiert, dee mer géifen an d'Kommissioun huelen. An da wot Dir hei ze behaapten, mir hätten déi nei Verfassung niewent Iech „im stillen Kämmerlein" gemaach. Dat ass onerhéiert!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Beissel.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Dat sinn zwou ganz verschidde Saachen – et deet mer wierklech leed –, wat Der elo hei sot!

Mme Simone Beissel (DP) | Wannechgelift!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Eis deet et och leed, dass mer de Rapport nach ëmmer net hunn.

M. Gilles Baum (DP) | Genau!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat deet eis awer wierklech ganz vill leed!

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Kloerstellung. An de leschten ageschriwwene ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Hutt Der richteg gelauschtert, wat ech gesot hunn? Et brennt! Et brennt! Dat huet elo näischt méi mat der Verfassung ze dinn. Et brennt!

Plusieurs voix | Oo!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Blablabla!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, ...

Une voix | Calméiert Iech!

M. Fernand Etgen, Président | ... weit Är Wierder wannechgelift!

(Brouhaha)

An et ass elo um leschten ageschriwwene Riedner fir haut, an dat ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten begréissen d'Éierlechkeet, mat där de Premier en Dënschden a senger Ried op d'mannst zu engem klengen Deel zouginn huet, wat zu Lëtzebuerg net gutt leeft. Mee dat geet bei Wäitem net duer, well mir sinn an enger Multikris: Logement, Klima, Inflatioun, Santé. Et brennt zu alle Säiten!

Mir begréisse verschidde Mesuren, déi am Kader vum Premier senger Ried ugekënnegt goufen. Si sinn zumindest de Versuch, eng Äntwert op dëse Flächebrand ze liwweren.

Datt d'Fotovoltaikanlagen elo kënne vum Staat op Diecher vu Privatgebaier gebaut ginn, begréisse mer, ass et dach genau dat, wat mer mat eisem Sunergy-Programm säit Mee 2021 hei gefuerdert hunn! Datt de Staat déi Anlage bezilt a se de Leit herno iwwerschreift, wann en d'Geld vun der Installatioun erëm eranhuet, ass eng gutt Saach. Just schued, datt mer net wëssen, ab wéini et da komme soll.

Mir hoffen, datt de Staat dann elo och endlech bei sech selwer net nëmmen eng Schëpp, mee zéng Schëppe bäileet, well déi 4 % un Anlagen op ëffentlechen Diecher si fir sech geholl eng Schan. Och déi Iddi, datt ab engem gewëssene Joer all neit Gebai soll mussen eng Anlag direkt mat drop kréien, déi am Zweifel vum Staat gebaut gëtt, ass begréissenswäert. Mir wéilten dat awer schonn 2023 ëmgesat gesinn, esou séier wéi méiglech op jidde Fall, well och hei seet d'Regierung jo erëm keng Datumer!

Och datt en Nohaltegkeetscheck bei de Gesetzesprojete kënnt, begréisse mer. Mir haten dee scho virun zwee Joer an enger Motioun gefuerdert, deemools fir industriell Projeten, also nëmme fir en Deel vun deem, wat d'Regierung elo annoncéiert huet. An deemools gouf du gesot, dat misst een net matmaachen. Mee bon, besser spéit wéi ni!

An och aner Proposen héiere sech op den éischte Bléck gutt un; waarde mer den Detail nach of: méi Coworkingspace, méi Better an den Altersheemer – wann dann och nach eng Dusch derbäi ass, ass dat super –, den Amortissement accéléré just nach zweemol am Liewen, e Gesetz fir interkulturellt Zesummeliewen, eng Erneierung vum Transparenzgesetz.

Jo, dat kléngt gutt, mee d'Regierung kann eis do awer nach ëmmer net soen, wéini dat alles soll kommen. D'Ukënnegunge si jo schéin a gutt, mee ouni konkreet Daten ze nennen, kënnen d'Chamber an d'Medien hir Kontrollmissioun, hire Rappell net wouerhuelen.

Här President, de Premier huet en Dënschdeg kloer Wierder géint de russeschen Ugrëffskrich fonnt. Deem kënne mir Piraten eis nëmmen uschléissen. D'Piraten schwätze sech kloer fir d'Ënnerstëtzung vun der Ukrain aus. Mir Piraten stellen d'Integritéit vum ukraineschen Territoire net a Fro. Et ass lächerlech, wann ee verschidde Parteien hei an der Chamber héiert, déi soen, et misst ee sech den neie Realitéite stellen. Nee! Mir ënnerstëtzen d'Ukrain. Mir ënnerstëtzen déi ukrainesch Bierger. Mir ënnerstëtzen déi ukrainesch Natioun. A mir ënnerstëtzen och déi ukrainesch Flüchtlingen, déi hei am Land Schutz sichen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier huet a senger Ried vun enger grousser sozialer Steierreform geschwat. Ech froe mech dann awer, vu wéi enger Reform hie schwätzt, zumindest vu kenger an dëser Legislatur. Well ass et éieren déi Reform, bei där déi Elengerzéiend komplett vergiess goufen? Déi Steierreform, bei där d'Dividenden nach ëmmer manner besteiert gi wéi de Salaire? Also mir gesinn net, wou an dëser Legislatur esou eng sozial Steierreform geschitt wier!

D'Caritas huet eis viru Kuerzem nach eng Kéier an Erënnerung geruff, datt déi lescht dräi Joer den Aarmutsrisiko hei am Land nach eng Kéier an d'Luucht gaangen ass. An net all d'Leit sinn d'nämmlecht betraff vum Aarmutsrisiko. Et si grad déi Leit, déi kee staarkt soziaalt Netz hunn, Famill a Frënn, déi der Aarmut am schnellsten ausgesat sinn an déi schnell an d'finanziellt Lach fale kënnen. Den Aarmutsrisiko fir Elengerzéiender an hir Kanner läit hei am Land bei iwwer 40 %. Dat dierf net sinn! Eng Etüd huet erginn, datt eent vu véier Kanner hei am Land mol keng zwee Puer Schong am Joer kaaft ka kréien. Eent vu véier! Dat ass méi wéi nëmmen traureg.

Mir Piraten bleiwe Verfechter vun enger Steierreform, wou ee sech net muss bestueden, fir e faire Steiersaz ze bezuelen, a wou een net bestrooft gëtt, wann ee säi Partner verléiert.

An der Ried vum Premier ass d'Wuert „Verantwortung" ganz heefeg gefall. Eis Meenung ass: Eng verantwortungsvoll Regierung hält hiert Wuert a suergt derfir, datt keen hei am Land opgrond vu sengem Bezéiungsstatus fiskalesch diskriminéiert gëtt. Eng verantwortungsvoll Regierung lauschtert de Biergerinnen a Bierger no a behaapt net, datt si sech vu kengem Lektioune muss gi loossen. Dat gëllt virun allem a Saache Steierpolitik.

D'Regierung wëllt mëttelfristeg erëm schwaarz Zuele schreiwen. Wien dorunner gleeft, dee gleeft och un de Kleeschen. An Äre beschte Joren hutt Dir et net fäerdegbruecht, dee berüümten Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën!

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | A Viz hutt Der och net draus gemaach. An dat hu mer virun der Covidpandemie och oft genuch kritiséiert. Och hei soe mer: Eng verantwortungsvoll Regierung verzielt keng Märercher! Well fir schwaarz Zuele muss eis Wirtschaft weider no uewen explodéieren oder de Staat méi Steierrecetten anhuelen oder mir mussen iergendwou spueren. De Premier huet net duerchblécke gelooss, a wéi eng vun deenen zwou Richtungen et da soll goen, fir mëttelfristeg dat Zil ze erreechen. Och hei: Verantwortung iwwerhuele bedeit och, datt een e Plang an e Kompass huet.

Mir Piraten hunn et an dësem héijen Haus och schonn oft gesot a mir soen et haut nach eng Kéier: Mir brauchen eng Steierreform ouni Honnerte vun Ausnamen. Ob Salairen, Dividenden oder Loyeren, all Akommes soll zum Schluss vum Joer an een Dëppe gehäit ginn an dorobber sollte mer dann den entspriechende Steiersaz bezuelen.

Mir Piraten ënnerstëtzen och weiderhin d'Fuerderung no enger Erhéijung vum Spëtzesteiersaz vun aktuell 42 % mat stufeweisen Erhéijunge fir jiddereen, dee méi wéi 200.000 Euro d'Joer pro Persoun verdéngt, bis erop op 49 %. A mir bleiwen och bei eiser Fuerderung vun engem steierfräie Mindestloun an enger steierfräier Mindestrent, esou wéi mer dat hei am Juli schonn duergeluecht hunn.

A mir mussen och endlech d'Monoparentalle steierlech entlaaschten a besser ënnerstëtzen. A jo, ech hunn der Finanzministesch de Moie gutt nogelauschtert. Si huet ugekënnegt, datt de Crédit d'impôt monoparental wäert erhéicht ginn, wat mer an enger éischter Instanz begréissen. Mee dat geet an eisen Aen net wäit genuch. Et sinn nach ëmmer Elengerzéiender, déi net vun dësem Crédit d'impôt profitéieren, well se en net ufroen.

Mir Piraten fuerderen duerfir, datt eng Pist ausgeschafft gëtt, déi et erméiglecht, datt an Zukunft jiddereen, deen den CIM, also de Crédit d'impôt monoparental, zegutthuet, en och direkt op d'Steierkaart gesat kritt. Duerfir hunn ech eng Motioun matbruecht, Här President.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Am Koalitiounsaccord vun der aktueller Regierung ass virgesinn, dass Lëtzebuerg eng Steierreform soll kréien, déi d'Persounen onofhängeg vun hirer Liewenssituatioun soll besteieren;

– aktuell ginn Elengerzéiender an der Steierklass 1a besteiert, déi par rapport zur Steierklass 2 defavorabel ass;

– d'Zuelen aus dem Panorama social 2022 vun der CSL a vill aner Etüde weisen, dass d'elengerzéiend Elteren nach ëmmer eng vun de Gruppen hei am Land sinn, déi dem Aarmutsrisiko am meeschten ausgesat sinn;

– d'Finanzministesch huet an hirer Ried zum Budget 2023 ugekënnegt, dass de Steierkredit fir elengerzéiend Elteren (CIM) soll erhéicht a vu méi Elengerzéiende kënne beusprocht ginn;

– den CIM muss explizitt vum Steierzueler beim Depôt vu senger Steiererklärung ugefrot ginn a vill Persoune wëssen net, wéi dat geet, oder wëssen net mol, dass et den CIM iwwerhaapt gëtt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– eng Léisung auszeschaffen, déi et erméiglecht, fir den elengerzéiende Steierzueler de Montant vum CIM automatesch ofzehalen oder auszebezuelen, an dëst pro Mount an ouni mussen eng Demande dofir ze maachen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass eis bewosst, datt dat net vun haut op muer ka goen. Duerfir hu mer och net gesot, datt et muer muss ëmgesat sinn, mee et sollt ee sech eng Pist ginn, wéi een dohinner kënnt.

Vun de Steieren dann zu engem piratesche Kärtheema, derDigitaliséierung: Mir Piraten begréissen, datt d'Regierung weider an d'Digitaliséierung investéiert. Mir hate jo scho parlamentaresch Froen, zum Beispill zum digitale Portmonni, a mir sinn och fir esou eng Mesure, fir Paperassen ze digitaliséieren.

Mir hoffen och, datt d'Regierung elo endlech verstanen huet, datt Open Data de Wee ass an eng biergerno digital Zukunft, well d'Regierung huet bis elo de Prinzipp vum Open Data definitiv net iwwerall respektéiert. Vill ze vill Dokumenter sinn als PDF oder an aneren, net accessibelen an domadder net weiderverwendbare Formater publizéiert ginn. A wann et wouer ass, datt d'Donnéen de Pëtrol, jo, mëttlerweil muss een éischter soen de Gas vum 21. Joerhonnert sinn, da muss ee se och exploitabel maachen.

A wann et ëm Open Source geet, mierkt een, datt fir dës Regierung d'Digitaliséierung dach seele méi wéi e Schlagwuert ass. D'CovidCheck-App war zwar op Open Source opgebaut, mee d'Regierung huet dat einfach, am Broch vu legale Lizenzen, net propper deklaréiert. Si huet u sech géint Gesetzer verstouss. Och dat ass e staarkt Stéck an ass am Secteur natierlech deementspriechend opgefall. Hei mussen also definitiv nach Hausaufgabe gemaach gi vun deenen zwee bloe Ministere fir Digitaliséierung.

An da vun engem u sech méi positiven Theema zu enger vun deene ville Krisen, déi eist Land am Moment belaaschten.

Här President, duerch d'Inflatioun sinn d'Zënse staark geklommen. Verschidde Leit musse bis zu 500 Euro op hire Prêt de Mount méi bezuele wéi nach d'lescht Joer. Hir Schold gëtt méi grouss an dëst trëfft virun allem d'Menagen, déi hu missen hire Prêt op e variabelen Taux opbauen, déi guer keen oder nëmmen e klengen Deel zu engem Taux fixe geléint kruten. Hir Zënsen hu sech zum Deel méi wéi verduebelt.

An duerfir fuerdere mir Piraten, datt de Plaffong, fir d'Zënse vun engem eegene Prêt steierlech ofzesetzen, verduebelt soll ginn.

Här President, wannechgelift.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Bei engem Haus, wat eng Koppel bewunnt, dierf déi op 30 Joer 40.000 € pro Persoun vun de Steieren ofsetzen;

– wann eng Koppel haut 1.000.000 € léine geet, bezilt déi ronn 37.500 € Zënsen am éischte Joer, et dierf een als Koppel awer nëmmen 2.000 € pro Persoun op der Steier ofsetzen. Op 30 Joer bezilt een 3,75 % Zënsen, dat sinn 665.000 € op de ganze Prêt;

– den Ënnerscheed tëscht dem Undeel, deen een haut kann ofsetzen an deen ee virun zwee Joer bei 1,8 % Zënse konnt ofsetzen, huet sech halbéiert.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– den Undeel un Zënsen ze verduebelen, déi ee bei sengem Prêt fir déi Immobilie, wou ee selwer dra wunnt, dierf ofsetzen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir wëllen awer net nëmmen déi entlaaschten, déi duerch héich genuch Paien iwwerhaapt genuch Récklagen haten, fir hei zu Lëtzebuerg nach iwwerhaapt iergendeppes kafen ze kënnen. Et muss och deene gehollef ginn, déi hiert Liewe laang hire Loyer bezuelen an héchstwarscheinlech do och ni draus eraus wäerte kommen, deenen, déi all Mount d'Suen net un eng Bank, mee un e Proprietär bezuelen, deen awer d'Zënsen op sengem Prêt kann ofsetzen an deen eventuell och nach aner Investitioune kann ofsetzen. Och hei fuerdere mir nach eng weider Kéier, datt de Loyer och zu engem Deel soll steierlech berücksichtegt ginn.

Här President, wannechgelift.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Regierung wëllt d'Recht op Wunnen an de Vierdergrond stellen;

– aktuell bevirdeelegt déi lëtzebuergesch Steierpolitik d'Proprietären, déi d'Zënse vun hiren Immobilieprête souwéi den Amortissement accéléré kënne vun hirer Steierlaascht ofsetzen;

– d'Locataren hunn aktuell keng Méiglechkeet, fir hir Wunnkäschte vun hire Steieren ofzesetzen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Méiglechkeet auszeschaffen, fir de Loyer bis zu engem bestëmmte Plaffong kënne vun der Akommessteier ofzesetzen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | A wie Logement seet, dee schwätzt natierlech och vun der Grondsteier.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn erliichtert, datt d'Regierung endlech an hirem leschten Amtsjoer mat enger konkreeter Propos fir d'Aféiere vun enger Grondsteier komm ass. Mir Piraten begréissen dës Initiativ an ënnerstëtze se, och wa mer, Stand haut, nach net zu 100 % mat allen Aspekter averstane sinn. Mir géifen eis zum Beispill wënschen, datt d'Situatioun vun den Elengerzéienden a Wittfraen a Wittmänner, also de Contribuabelen aus der Steierklass 1a, bei dëser Steier besser berücksichtegt géif ginn. Déi nei Grondsteier hält, esou wéi et aktuell ausgesäit, awer weider un der Traditioun fest a baut elo souguer Krittären an, wéi eng Ekipementer um Grondstéck sinn a wéi eng Servicer nieft mengem Grondstéck leien.

Do riskéiere mer an eisen Aen, dann alt erëm an d'Onsécherheet ze geroden, wann d'Steierverwaltung fir d'Bewäertung vu mengem Terrain matarechent, ob elo e Bäcker nieft mengem Haus ass oder e Blummebuttek. An datt een, dee Monoparentall ass an nach iergendwéi erlaabt krut, d'Haus, dat fréiert gemeinsaamt Haus, ze halen an elo eleng dra wunnt mat senge Kanner, méi Grondsteier muss bezuele wéi een, deen an der Koppel dra wunnt, dat ass fir eis net nozevollzéien.

Och d'Bewäertung, wéi wäit e Grondstéck vun der Stad Lëtzebuerg ewech läit, ass an eisen Aen net zilféierend. Firwat soll ee vu Péiteng méi Grondsteier musse bezuele wéi eng Persoun vun Dikrech? Mir sinn an enger Logementskris an do zielt all eidelen Terrain, egal wou e läit.

Mir fäerten awer, datt d'Opstelle vun der neier Steier, y inclus dann och déi fir broochleiend Lännereien, alt nees vill bürokrateschen Opwand a Ressourcë virausetzt. Mir gesi jo, wéi laang se schonn dru geschafft hunn. Amplaz sech d'Grondsteier méi einfach ze maachen, wëllt een erëm eppes Komplizéiertes opbauen, wat vill Manpower an de Verwaltunge virausetzt an en Doktertitel fir ze verstoen, ob een dann elo richteg besteiert gouf. A mir als Piraten sinn der Meenung, hei sollt een éischter nom Prinzipp vun der TVA fueren: eng einfach Steier, wierksam a kloer fir jiddereen.

Dat selwecht gëllt jo och fir déi ugekënnegt Steier op Bauland. Mir Piraten hate jo selwer schonn d'lescht Joer, beim leschten État de la nation, eng Gesetzespropositioun agereecht, fir genausou eng Steier op Bauterrainen anzeféieren, iwwregens eng méi séier progressiv Steier. Der Regierung war eis Propos net gutt genuch a si wollt eng besser maachen. E bësse schmunzele musse mer dann awer, well tëschent eise Proposen, där vun de Piraten an där vun der Majoritéit, leie keng Risenënnerscheeder, haaptsächlech d'Montanten an d'Joren, wéini se gräifen. A souguer den Numm – dat ass da warscheinlech dem Franséische geschëllt – hutt Der praktesch vun eisem Virschlag iwwerholl.

Duerfir kann ech d'Kritik, déi d'Regierung deemools un eiser Propos gemaach huet, och net méi ganz novollzéien, ausser et wären Detailfroe gewiescht. Mee dann hätte mer kënnen iwwert den Detail schwätzen an do zesummeschaffen, a mir hätten elo schonn eventuell eppes zum Vott kënne bréngen.

Ech gesinn net wierklech, wou d'Propos, déi elo virläit, besser soll si wéi déi virun engem Joer. Ech huelen duerfir einfach emol un, d'Regierung presentéiert Iddie léiwer selwer, wéi se presentéiert ze kréien. Mee domadder kënne mir ganz gutt liewen. Et geet eis ëm d'Saach, a gutt Iddie sinn do, fir kopéiert ze ginn.

An deem Sënn freeë mer eis och, datt Der de Gesetzesprojet zum Mietgesetz – wat schonn 2020 hei an der Chamber deposéiert gouf – nach iergendwou, au fin fond du tiroir, erëmfonnt hutt. Vill Zäit ass nämlech zanterhier vergaangen a bei den Annoncë vum Wunnengsminister muss een dann awer feststellen, datt net vill Neies beim Iwwerschaffe vum Gesetz derbäikomm ass, ausser dem neien Deckel vun de Loyeren op 3,5 %, deen een op den éischte Bléck begréisse kann, well ëmmerhi sinn d'Präisser hei am Land zënter 2018 reegelrecht explodéiert. Iwwer 20.000 Stéit ginn iwwert d'Hallschent vun hirem Revenu aus fir ze lounen.

An trotzdeem wäert dëse Mietdeckel nëmmen e begrenzten Impakt op d'Locatiounspräisser hunn. Fir en Appartement, wat 1 Millioun wäert ass, kann een an Zukunft, sous condition, datt een et haut keeft – zur Reevaluatioun kommen ech nach –, dann nëmmen nach 35.000 Euro amplaz 50.000 Euro d'Joer froen. Pro Mount sinn dat 2.900 Euro. Déi Zomme sinn um Locatiounsmarché dann awer nach éischter seelen. Fir dee Präis kritt Der aktuell iwwregens 90 Quadratmeter mat zwou Kummeren um Lampertsbierg ze lounen. Avis aux amateurs!

A wa mer scho bei den Amateure sinn, da muss ee mer erklären, wéi een eng Reform mécht, fir d'Präisser ze bremsen, an dann e Communiqué erausgëtt, dee seet, datt d'Präisser souguer nach weider klamme kéinten duerch de Prinzipp vun der Reevaluatioun vum Capital investi. Mee et mécht op alle Fall Sënn, hei den Deckel un d'Evolutioun vun de Wunnengspräisser unzepassen, fir extreem Abusen ze verhënneren. Mee sot dach net op där enger Säit, a): „Mir wëllen d'Präisser bremsen", fir op där anerer Säit, b), e Communiqué erauszeschécken, wou Der de Leit nach virrechent, datt d'Präisser souguer an d'Luucht kéinte goen!

An esou musse mer an der Rubrik Logement dann och soen, datt mer déi vill Moossnamen, déi elo endlech méi konkreet ginn, um Fong begréissen, datt an der Form an am Detail awer nach vill ze schaffen ass. Gläichzäiteg musse mer dann och kritiséieren, datt vill Moossnamen an Annoncen einfach däitlech ze spéit kommen.

Zënter datt dës Regierung d'Verantwortung hei am Land iwwerholl huet, ass d'Wunnengskris eréischt esou richteg a Schwong komm. Mir hunn de Promoteuren an de Groussgrondbesëtzer vill ze laang hei am Land de Marché eleng iwwerlooss. Domadder muss endlech Schluss sinn! Den Dossier Logement ass eng Prioritéit fir d'Land. An och wa mir Piraten sécher net mat all Punkt a Komma vun de Moossnamen averstane sinn, esou fannt Der um Fong vun de Projeten eis Ënnerstëtzung.

Mir sollten elo als Chamber weisen, datt mer den Eescht vun der Situatioun erkannt hunn an dës Projete schnell duerch d'legislativ Prozedur bréngen a se net erëm an engem Tirang verschwanne loossen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et existéiert hei am Land nieft dem Wunnen awer nach eng weider, eng änlech grouss Prioritéit, an dat ass d'Ëmwelt- a Klimapolitik. Wien dem Premier bei senger Ried gëschter nogelauschtert huet, deen huet heibannen d'Impressioun gehat, datt dës Regierung verstanen huet, datt mer eise Planéit an eis Ressourcë schütze mussen, datt mer mussen ewechkomme vu fossillen an nuklearen Energiequellen. Op deem Punkt si mer eis mat der Regierung zu honnert Prozent eens: De Klimawandel ass déi gréisst Gefor fir d'ganz Mënschheet a betrëfft och eist Land. A Beweiser dofir gëtt et genuch, vum Tornado 2019 iwwert déi laang Dréchente bis hin zu massiven Iwwerschwemmungen. D'Natur huet sech verännert. Entweeder gëtt et ze wéineg oder et gëtt ze vill, mee genau dee richtege Mooss staf hu mer net méi. Mir sinn an enger Period, an där d'Extreemwieder ëmmer méi heefeg gëtt.

Mir mussen elo och zu Lëtzebuerg konsequent handelen, éischtens aus Eegeninteressi, mee och aus Solidaritéit zu de Mënschen op anere Plazen op der Welt an zu de Mënschen, déi no eis kommen.

Mir Piraten deelen zwar och hei dem Premier seng Visioun, mee mir deelen net säi Constat, wou Lëtzebuerg aktuell dru wier am Kampf géint de Klimawandel.

Wéi schonn am Ufank gesot, begréisse mer, datt eis Propos iwwert d'bezuelbar Fotovoltaik soll kommen, och wann nach ëmmer net gewosst ass, wéini. Et mag jo stëmmen, datt d'lescht Joer och 4,6 Milliounen Kilometer mat Elektroautoen hei am Land gefuer goufen. Ma wéi vill Milliounen oder Milliarde Kilometer sinn an der selwechter Zäit nach mat Diesel oder Super 98 iwwer eis Strooss gefuer ginn?

Joer fir Joer hélt Lëtzebuerg beim Earth Overshoot Day d'Sëlwermedail, wat de Verbrauch vu Ressourcen ugeet. An dat soll keng Ambitioun fir eis sinn, fir d'Goldmedail ze kréien, well déi gëtt am Moment vum Katar gehalen.

Ech kéint nach vill weider Beispiller huelen an och d'Regierung an hire Verwaltungsapparat an d'Verantwortung huelen, well ëmmer nach gi Staatsgebaier mat Gasheizungen oder Masutt gehëtzt. An am Beräich vum staatleche Wunnengsbau sinn nach ëmmer Projeten am Bau, déi mat Gas hëtzen.

Här President, mir wënschen eis virun allem eng konsequent an éierlech Politik. De Premier huet gëschter nees eng Pirouette gedréit, wat de Gaspräisdeckel op EU-Niveau ugeet. Fir d'éischt kréie mer hei an der Chamber gesot, datt d'Regierung en Deckel op EU-Niveau géif ënnerstëtzen, fir Solidaritéit an Zesummenhalt mat deenen anere Memberstaaten ze hunn. Et wéilt een en Deckel, oder vläicht awer e Korridor oder eppes aneschters – wou mer eis net méi esou sécher waren, et koum keng kloer Ausso. An dann heescht et déi Deeg duerno aus der Press, datt eise Premier an eisen Energieminister dës Fuerderung zesumme mat Däitschland blockéieren. Däitschland, dat sech, wat de Gaspräis ugeet, am Moment alles anescht wéi solidaresch verhält.

Mir sinn dësen Hin an Hier leed! Mir wëlle wëssen, wéi d'Regierung zum Gaspräisdeckel steet. A mir wëllen eng Regierung, déi sech un hiert Wuert hei an der Chamber hält, an net zwee Deeg drop aus der Press gewuer ginn, datt et erëm anescht wär.

Wat A soen a B maachen ugeet, esou fanne mir Piraten et och absolutt inakzeptabel, datt d'Leit, déi sech de Stroum oder de Gas net méi leeschte kënnen, awer de Krunn zougedréit kréien! De Premier an den Energieminister haten heibanne versprach, datt keen, dee seng Rechnungen net ka bezuelen, misst fäerten, am Kalen an am Däischtere gelooss ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat stëmmt awer net. Mir Piraten wësse mëttlerweil vu ville Fäll, wou d'Leit eleng gelooss goufen a si op eemol kee Gas oder keen Elektresch méi haten.

Ech fuerderen d'Regierung nach eng Kéier op, sech un hiert Wuert ze halen. Haalt op, de Leit ouni Geld de Stroum ze spären! Haalt op, d'Leit, d'Familljen, d'Kanner am Kale sëtzen ze loossen! Haalt Äert Wuert, nondidjö!

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Oo! Wannechgelift, Här Clement, dat doten ass eng Terminologie, déi an dësem Haus net erlaabt ass!

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, kënnt Der mer wannechgelift den Artikel aus dem Reglement weisen?

M. Fernand Etgen, Président | Well soss musse mer „game over" maachen.

Une voix | Lamentabel!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, kënnt Der mer wannechgelift den Artikel aus dem Reglement zitéieren, wou dat drasteet?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass de 37.

M. Sven Clement (Piraten) | Ok! Mir huelen dat dann zu Protokoll a mir kucken, ob „nondidjö" do drënnerfält.

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Wann net, behalen ech mer vir, vu datt ech hei och schonn aner Termen héieren hunn, dat awer nach eng Kéier an der Conférence des Présidents ze thematiséieren, Här President. Well Ären Ausruff ass och net onbedéngt der Neutralitéit vum President wierdeg gewiescht.

M. Gilles Baum (DP) | An der Conférénce des Présidents hutt Der kee Stëmmrecht …

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, och dat kéint een emol eng Kéier iwwert d'fair Behandlung zwëschent de Parteien thematiséieren, Här Baum, datt een heibannen et fäerdegbruecht huet, duerch reglementaresch Tricken 8 vu 60 Deputéierten d'Stëmmrecht an engem Gremium, deen iwwert den Ordre du jour entscheet, ewechzehuelen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | … fënnef Minutten, just zur Informatioun.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Premier, maacht Iech keng Suergen driwwer, wéi vill Zäit ech nach hunn!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, et ass fir Iech …

M. Sven Clement (Piraten) | Ech kréie meng Zäit gutt geréiert. Maacht Iech keng Suergen ëm mech!

(Brouhaha)

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Clement, entschëllegt Iech einfach! Et ka jiddwerengem virkommen, mee dann insistéiert net nach drop!

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | No dësem méi negativen Theema dann eppes, wat erëm méi positiv ass, d'Biergerbedeelegung.

(Interruption)

Ech wëll dann och do nach e Wuert zur Bedeelegung soen – nodeem ech mech jo elo hei iwwert de Mangel deelweis u Bedeelegung hei an der Chamber konnt ausloossen –, an zwar zum Klima-Biergerrot, dee vum Premierminister an och vum Chamberspresident schonn e puermol als innovatiivt, neit, demokratescht Instrument gedeeft gouf.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Mir fannen et gutt, datt d'Regierung esou engem Biergergremium d'Chance ginn huet, fir sech ze beweisen. Mir stelle fest, dass sech d'Meenung vun der Majoritéit zum Biergerrot geännert huet. Dat freet eis. Well 2019 hate mer nämlech e Gesetzesvirschlag fir d'Aféierung vun engem permanente Biergerrot nom belsche Modell agereecht. Wat iwwregens weist, wéi innovativ et wierklech ass, well et gëtt dat an der Nopeschregioun vun der däitschsproocheger Belsch scho méi laang.

Deemools hat d'Regierung sech kritesch an zréckhalend géintiwwer méi Biergerbedeelegung ausgeschwat. D'Regierung schwätzt also gäre vu Participatioun, mee eigentlech war et och erëm nëmmen eng Schäinparticipatioun, well nëmmen zu engem Theema oder engem Theemekomplex diskutéiert gouf an net zu all deenen Theemen, déi vläicht néideg wieren.

D'Regierung lueft sech, datt d'Leit eng politesch Participatioun hunn, an nennt als Beispill de Klima-Biergerrot. Si schwätzt grouss dervun, wéi gutt de Rot ass a wéi gutt dëse geschafft huet a wéi wichteg et ass, datt d'Leit sech politesch kënne bedeelegen. Knapps kommen dann awer déi éischt Resultater op den Dësch, dann ass e Minister, jo, souguer e Vizepremierminister an de Medien, deen hir Resultater awer direkt ewechbeetscht an dës offensichtlech direkt wëllt an den Tirang leeën.

Mir sinn als basisdemokratesch Partei der Meenung, datt een d'Bierger bei allen Theemen hei am Land muss abannen an net nëmmen dann e Gremium an d'Liewe rifft, wann et engem an de Krom passt.

Här President, dann nach zur leschter Kris, déi sech mat groussem Ulaf ugekënnegt huet. Wa mer haut iwwert d'Lag vun der Natioun schwätzen, da komme mer leider net derlaanscht, fir iwwert d'Gesondheet vun der Natioun ze schwätzen. An déi ass net gutt.

D'Gesondheetspolitik hei am Land päift aus dem leschte Lach. Mir hu jo vläicht d'Covidpandemie bis elo hannert eis bruecht, mee ausser am Beräich vum Covid ass net vill Konkreetes zur Verbesserung vum Gesondheetssystem geleescht ginn, am Géigendeel. De Problem vum Personalmangel am Santésberäich ass zënter Laangem an net eréischt zënter dem Covid bekannt. An trotzdeem ass an deene leschte Joren net vill geschitt, fir d'Aarbecht an dëser Branche méi attraktiv ze maachen an hir nees méi Wäert ze ginn.

De Spideeler lafen d'Leit dervun. E weidert Beispill vun dësem politesche Versoen ass Ettelbréck, wou d'Problemer jo mëttlerweil esou grouss sinn, datt se iwwerhaapt net méi ze iwwersi sinn. Eng Maternité, déi wochelaang zou ass, a Kardiologen, déi um Enn vum Joer alleguerte fort sinn. De Leit am Norde kann ee bal nëmmen nach roden, am neie Joer nëmme keen Häerzinfarkt ze maachen, soss kéint et sinn, datt se opgrond vu joerzéngtelaanger falscher respektiv net virhandener Santéspolitik stierwen, well se net rechtzäiteg bei de Kardiolog kommen, an dat an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg.

En Hon ass et och, wa bei enger Seance zu enger Petitioun erauskënnt, datt eng privat Associatioun muss mat Gelder en Dokter bezuelen, fir datt keng zwee Doktere méi feelen, mee just nach een. Dat ass en Debakel par excellence an eng déck Datz fir d'Gesondheetspolitik vun de leschte Joren!

De Conseil économique et social warnt a sengem leschten Avis do virdrun, datt et net esou ka weidergoen. Mir brauchen eng Verännerung vun eisem Gesondheetssystem, soss leeft dat Ganzt eng Kéier riicht an d'Mauer. Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg e Reformwëllen, fir dëse Problem unzegoen. Wéi den CES richteg schreift, musse mer alles op de Leescht huelen, vun de Kompetenze vu verschiddene Beruffer iwwert d'Ausbildung bis hin zu de Rechter a Flichte vun de verschiddene Gesondheetsberuffer.

Ech hat gehofft, de Gesondheetsdësch wär dee Gremium gewiescht, wou et keng Tabue géif ginn, well de Gesondheetssecteur huet der Gesellschaft ze déngen. Mee och dat dauert an dauert. D'Regierung muss endlech domadder ophalen ze probéieren, mat Plooschteren hei eng arteriell Bluddung ze stoppen.

Här President, viru menger Konklusioun dann nach e Wuert zur Bildung hei am Land. De jorelaange Mangel u qualifiéiertem Personal besteet net nëmmen am Beräich vun der Santé, mee en général och am Beräich vum Handwierk.

Den Educatiounsminister schwätzt zwar ëmmer nees dervun, datt d'Handwierk nees méi eng grouss Unerkennung soll kréien an dobaussen e besseren Image soll kréien, um Terrain mierkt een awer wéineg dovunner. Nach ëmmer feelen un allen Ecken an Ennen Handwierker, an dat matten an enger Logementskris, wou all qualifizéiert Handwierker oder Handwierkerinnen dréngend gebraucht ginn.

Nëmmen duerch Mediecampagnë wäerte mer net méi Jonker an déi Beruffer kréien. Et muss een de Schülerinnen a Schüler an der Schoul weisen, wat d'Chancë vun esou engem Beruff sinn, wat d'Chancë vun der Selbstännegkeet sinn. De Staat muss och endlech ufänken, seng eegen Handwierkerinnen an Handwierker auszebilden.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir Piraten gesinn e puer richteg, e puer mof Akzenter. D'Regierung gesäit verschidde Problemer an, kënnt awer vill ze spéit mat Léisungsvirschléi. Dës Léisungsvirschléi sinn net genuch, fir der Multikris Meeschter ze ginn. D'Regierung nennt grouss Projeten a puncto erneierbar Energien, ouni awer ze verroden, wéini a wéi dës solle kommen. Mir hu beim EU-Gaspräisdeckel gesinn, datt een der Regierung net ëmmer gleewe kann, datt aus A och emol B ka ginn, wa se Saachen an der Chamber versprécht.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Wou hutt Der déi Quell?

M. Sven Clement (Piraten) | An dofir wäerte mer se un hiren Doten an deenen nächsten zwielef Méint moossen an net un de Verspriechunge vun dëser Woch.

Ech soen Iech Merci.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Wou hutt Der déi Quell?

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ass dat eng Fro, déi ech beäntwerte soll? Oder …

M. Fernand Etgen, Président | Dat ass Iech fräigestallt.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Et ass ee Journalist, deen dat behaapt an dat ...

M. Sven Clement (Piraten) | Här Premierminister, ech verweise ganz gären op d'Sëtzung, wou mer eis Motioun deposéiert haten, déi Der, nach wärend ech se deposéiert hat – wéi Der se also nach net emol gelies konnt hunn –, schonn als superfetatoire deklaréiert hutt. Du war ech u sech dervunner ausgaangen, an dat hunn ech och hei op der Tribün gesot, datt déi Motioun jo da misst op breet Zoustëmmung kënnen treffen, well dat jo alles wär, wat d'Regierung wéilt maachen.

Dunn, wéi mer herno diskutéiert hunn, huet als Éischt den Energieminister eng Versioun vun de Faite ginn, dunn hutt Dir als Premier eng zweet Versioun vun de Faite ginn. A wéi mer dunn zwee Deeg drop bei RTL de Statement vun Iech, oder d'Paraphraséierung vum Statement vun Iech no deem Conseil gelies hunn, war do eng drëtt Versioun vun de Faiten.

Elo sot mir, wéi eng Chamber d'Regierung soll kontrolléieren, wann innerhalb vun zwee Deeg déi nämmlecht Regierung aus zwee verschiddene Mënner dräi verschidde Variante vun där nämmlechter Meenung vu sech gëtt?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, et ass just de Fait, dass de Vertrieder vun de Piraten behaapt huet, dass mir mat Däitschland eng Präisdeckelung blockéiere géifen, wat einfach faktesch falsch ass. Dës Regierung huet zu Prag genau dat selwecht gesot, wat se hei an der Chamber gesot huet: eng Präisdeckelung jo, mee mat Gas! Well wa mer kee Gas hunn, brauche mer och keng Präisdeckelung. Dat war hei meng Positioun, et war och meng Positioun zu Prag! Och wann den Här Clement hei de Contraire behaapt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister.

Domat si mer um Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber fiert muer de Moien um 9.00 Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun.

D'Sitzung ass opgehuewen. Iech all e schéinen Owend.

(La séance publique est levée à 19.40 heures.)

3e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 59
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Parole pour fait personnel** p. 59
   M. Sven Clement | M. Fernand Etgen, Président | M. Sven Clement (intervention de Mme Josée Lorsché) | Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) (intervention de M. Claude Wiseler) | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)** p. 59
   M. André Bauler | M. Max Hahn | M. Gilles Roth (interventions de M. Gilles Baum, M. Sven Clement et M. Yves Cruchten) | M. Gilles Baum (interventions de M. Gilles Roth et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Dan Kersch (intervention de M. Marc Goergen)
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Djuna Bernard, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert, Mme Martine Hansen, M. Marc Lies et M. Marc Goergen) | M. Jean-Paul Schaaf (parole après ministre) | M. le Premier Ministre Xavier Bettel
   Motion 1 : Mme Tess Burton | Mme Martine Hansen | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Mme Martine Hansen | M. le Ministre Claude Haagen | Mme Martine Hansen | M. le Ministre Claude Haagen (intervention de Mme Martine Hansen)
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
   Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Gilles Roth | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti
   Vote sur la motion 2 (adoptée)
   Motion 3 : M. Fernand Kartheiser | Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Fred Keup) | M. Marc Goergen (interventions de Mme Josée Lorsché et M. Sven Clement) | M. Gilles Roth | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Sven Clement | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Myriam Cecchetti | M. Fernand Kartheiser
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
   Motion 4 : M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser
   Vote sur la motion 4 (rejetée)
   Motion 5 : M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Gilles Roth | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 5 (rejetée)
   Motion 6 : M. Gilles Baum | Mme Martine Hansen | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 6 (rejetée)
   Motion 7 : M. Gilles Baum | M. Gilles Roth | Mme Myriam Cecchetti | M. Roy Reding | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 7 (rejetée)
4. **Ordre du jour** p. 77
   M. Gilles Roth | M. Fernand Etgen, Président
5. **7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale** p. 77
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : Mme Simone Beissel
   Discussion générale : M. Claude Wiseler | Mme Cécile Hemmen | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Charles Margue) | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   M. Mars Di Bartolomeo

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Taina Bofferding, Ministre | Nee, Här President.

2. Parole pour fait personnel

M. Sven Clement (Piraten) | Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Sven Clement freet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Wéinst Fait personnel, Här President, esou wéi dat am Artikel 45 Abschnitt 1 festgeluecht ass, datt et ëmmer méiglech ass, als Deputéierten zu engem Fait personnel Stellung ze huelen.

Ech hu gëschter a menger Ried e Wuert benotzt, dat den LOD kennt, nämlech d'Wuert „nondidjö", iwwregens e Wuert, dat och scho vum Ausseminister Jean Asselborn 2018 an engem Klinsch mam Matteo Salvini benotzt gouf, wou en als Éischt ... An ech hunn de Video nogekuckt, Här Baum, éier Der schonn Nee wénkt. Als Éischt huet e „merde alors" gesot, duerno

huet en „nondidjö“ gesot, säi Casque ausgedoen an op den Dësch gepucht.

Fir dat Wuert huet de President mech ënnerbrach. A wéi ech e gefrot hunn, wat da seng Begrënnung wär, huet e mer den Artikel 37 vum Chambersreglement virgehalen. Den Artikel 37, fir déi, déi elo d'Reglement net gelies hunn, seet: „Toute imputation de mauvaise intention“, also eng Ënnerstellung, „toute attaque personnelle, toute interpellation de député à député, toute manifestation ou interruption troublant l'ordre sont interdites.“

Elo stellen ech mir d'Fro, ob de President 2022 der Meenung ass, datt „nondidjö“ nach eng „manifestation troublant l'ordre“ kéint sinn, an datt een dat räsonabel esou kéint festhalen, wann den LOD selwer dat Wuert kennt a selwer seet, datt et „méi graff Synonymme“ fir dat Wuert gëtt – déi ech elo hei net zitéieren, fir net den Uerder ze troubléieren.

Iwwregens huet den Dicks, wat jo den Nationaldichter awer ass, schonn 1903 e Kaméidissték geschriwwen, dat en „Nondikass“ iwwertitelt hat. An ech mengen net, datt den Dicks domadder den Uerder troubléiert huet.

(Brouhaha)

Deementspriechend, Här President, géif ech Iech wierklech ...

(Brouhaha et hilarité)

Här President ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift!

M. Sven Clement (Piraten) | Déi eenzeg Argumentatioun, déi ech mer also virstelle kéint – mee ech loosse mech gäre vum President eppes Bessere beléieren –, wär also, datt Gotteslästerung hei am héijen Haus verbueden ass. An ech hat geduecht, mir géifen an engem Staat vun Trennung vu Kierch a Staat liewen.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Just ganz kuerz e puer Reaktiounen dozou: Dem President seng Missioun ass et, fir d'Bild vun der Chamber ze bewaren. Ech mengen, wann een ëmmer erëm mat Fluchwierder hei an der Chamber operéiert, da gëtt dat Bild am Fong geholl verletzt. An u sech, mengen ech, sinn ech do absolutt a mengem Rôle.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Den Artikel 37, deen ass expressement ganz vag gehalen. Mee Fluchen troubléiert den Ordre public. An et ass genau dat, wat am Artikel 37 drasteet. Dofir, fannen ech, sinn ech absolutt a mengem Rôle, fir dat ze maachen.

D'Séance-publiquë sollen net degeneréieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech mengen, domadder kënne mer dann elo zum Ordre du jour vun haut de Moie kommen.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, ech contestéieren dat nach eng Kéier formell an ech wäert dat och dann nach eng Kéier, elo, wou Der eng offiziell Deklaratioun gemaach hutt, ...

Plusieurs voix | O! Nee.

M. Sven Clement (Piraten) | ... an der Conférence des Présidents zu Wuert bréngen.

(Brouhaha et interruption par Mme Josée Lorsché)

Här President, wannechgelift. Kënnt Der, wannechgelift, d'Madamm Lorsché froen, wat se mer elo grad ënnerstallt huet?

M. Fernand Etgen, Président | Ech wëll Iech just soen: Dir sidd erëm amgaang, den Ordre public vun dëser Sitzung ze stéieren. An Dir musst oppassen, datt Der net haut en Avertissement kritt doduerch, datt ech dat maachen, wat ech gëschter – well ech fei si mat Iech, Här Clement – ënnerlooss hunn.

Ech wollt Iech nëmme fei soen, datt meng Kannerstuff mir verbitt, dat Wuert, dat Der gëschter gesot hutt, iwwerhaapt an de Mond ze huelen. Jo, jo. An et ass dat, wat ech wëll soen.

Wann Der elo nach weiderfuert de Moien op déi doten Aart a Weis, da muss ech dat maachen, wat d'Sanktioune vum Artikel 37 sinn. An dat sinn am Fong geholl déi, fir nom Artikel 36 en Avertissement auszeschwätzen.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, ech ginn Iech absolutt Recht doranner. Ech mierke just, datt d'Reegele manifestement ënnerschiddlech ugewannt ginn. Well dat, wat ech elo grad vun der Madamm Lorsché als eng Imputation de mauvaise intention oder zumindest eng Interpellation de député à député nom Artikel 37 héieren hunn, wou se mer en plus nach eppes virgeworf huet, en ableistesche Statement gemaach huet, datt ech mer soll Psychotherapie siche goen. Dat fannen ech awer eng méi grav Ënnerstellung wéi dat, wat ech gëschter gemaach hunn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Här Clement, ech hunn Iech gesot gehat: Fluchen, dat troubléiert den Ordre public. An et ass dat, wat ech Iech virgeworf hunn. Ech ginn elo wéinst Fait personnel der Madamm Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Also merci, Här President. Ech hunn den Här Clement iwwerhaapt net mam Numm genannt. Ech hu just menge Leit hei op menger rietser a lénkser Säit gesot, dass d'Psychotherapie gläich wäert rembourséiert ginn, well mer jo all wëssen, dass mer do gutt ënnerwee sinn. An dat war eng Informatioun, déi ech menge Leit ginn hunn.

(Interruption par M. Sven Clement)

Une voix | O!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat huet iwwerhaapt näischt mam Här Clement ze dinn. Dat wier jo ganz schlëmm, wann ech dat géif fir hie mengen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Kënne mer elo nees schaffen?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dem Premierminister ass och dru geleeën, datt ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wëll just dëst héicht Haus drun erënneren, dass d'Bierger Iech nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. Ech mengen, besser kann een dat Ganzt net resuméieren. Merci villmools dem Premierminister dofir.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Mir fueren haut de Moie mat der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun virun. Et sinn de Moien nach ageschriwwen: den Här André Bauler an den Här Max Hahn. An ech géif dann elo d'Wuert un den honorabelen Här André Bauler ginn.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen ... Ech zéien d'Pult e bëssen erop.

Jo, gëschter an haut ass a wäert nach iwwer eng Rei Zuelen, Prozentsätz a vläicht och ekonomesch Trajectoirë rieds goen. Gëschter op jidde Fall ass dovunner rieds gaang. Et sinn natierlech technesch Begréffer, déi ville Leit abstrakt virkommen. A si schéngen op den éischte Bléck wäit vun der Liewensrealitéit a vun den Alldagssuerge vun de Leit fort ze sinn.

Dat kann een duerchaus verstoen, also novollzéien, besonnesch an dëse Krisenzäiten. A Wierklechkeet sinn déi makroekonomesch Wäerter awer de Kär vun deem, wat machbar ass a wat eeben net machbar ass. Si ginn eis d'Marge vir, wat de Moment op eng räsonabel a verantwortungsvoll Manéier politesch ëmsetzbar ass a wat eeben net. Steierlech Upassunge sinn en Element dovunner.

Opgrond vu verschiddenen Aussoen a rezente Fuerderunge steierlecher Natur erlaben ech mer nach eng Kéier, op verschidden Aspekter vun der Finanz-, Budgets- a Steierpolitik anzegoen.

Ech fänke mat der Finanzpolitik un.

D'CSV huet gëschter vun enger verfeelter Finanzpolitik vu Blo-Rout-Gréng geschwat. Ech froe mech awer wierklech, wou een de Courage hierhuele muss, fir esou eppes ze behaapten. Kommt, mir kucken eng Kéier, vu wou mer hierkommen. Muncheree schéngt vergiess ze hunn, datt virun zéng Joer hei am Land eppes méi lass war. Eis Schold – virun zéng Joer – wier bei onchangéierter Politik an den Himmel gewuess.

Gëschter ass nach eng Kéier op déi faméis Note aux formateurs, déi vu kompetente Beamten ausgestallt gouf, higewise ginn. Doduerjer hätt ee riskéiert, den Triple-A, also d'Kredittwürdegkeet, d'Bonitéit vum Land, ze verléieren, mat allen negative Konsequenzen, déi dat mat sech bruecht hätt. Ech brauch Iech jo och net drun ze erënneren, wat dat deemools fir eis Finanzplaz, vun där mer eeben esou staark ofhängeg sinn, fir eis Wirtschaft – awer am Allgemenge besonnesch och do de Mëttelstand net ze vergiessen – a virun allem fir déi vill Aarbechtsplazen hei am Land geheescht hätt.

2013 huet déi nei Koalitioun d'Äerm eropgestrëppt an d'Staatsfinanze Schrëtt fir Schrëtt sanéiert. Duerch déi responsabel an nohalteg Budgetspolitik vun deene leschte Joren hu mer et och fäerdegbruecht, schwaarz Zuelen am Zentralstaat ze schreiwen. An datt deemools schwaarz Zuele geschriwwe konnte ginn, dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass sécherlech net op eng Spuerpolitik, eng Austeritéitspolitik, zréckzeféieren.

Dës Regierung huet dee Feeler net gemaach. Si huet deen net widderholl. Nee, mir hu keng Austeritéitspolitik gemaach! Mir hunn d'Investissementer iwwert déi nächst zéng Joer op Rekordniveau gehal. Mir hunn domadder den Investitiounsstau opgeléist an an d'Liewensqualitéit vun de Leit investéiert. Well wien investéiert, investéiert an d'Zukunft a séchert domat – dat soll een och net vergiessen – dem Staat d'Recettë vu muer a vun iwwermuer.

Mir brauchen nëmmen e Bléck bei eis däitsch Noperen ze geheien, iwwert d'Grenz also ze werfe fir ze gesinn, wat engem Land bevirsteet, wann et verfeelt huet, an engem Ausmooss ze investéieren, wéi et noutwendeg ass, fir dat Land op d'Zukunft ze preparéieren, fir et fit ze maachen, fir datt och déi Generatiounen, déi dono kommen, déi méi jonk Generatiounen, domadder kënne rechnen, datt de Staat sech Recetten assuréiert.

Mir hunn d'Leit mat enger substanzieller Steierreform a mat e séllegen zweckgebonnene Sachleeschtungen entlaascht. Ech brauch se hei net méi all opzezielen, dat huet de Gilles Baum gëschter gemaach.

Mir hunn d'Finanzministesch Yuriko Backes gëschter héieren: Wa mir d'Hëllefspäck am Kader vun der Pandemie an der aktueller Energiekris erausrechne géifen, dann hätte mer haut eng Staatsverscholdung vu 17,6 % vum PIB, respektiv vun 23,5 % am Joer 2026.

Dat war d'Trajectoire virun de Krisen. Mee konnt een heibannen dës gravéierend Krise viraussoen?

Här President, hätte mer d'Efforten, fir d'Wirtschaft ze retten, virun allem an der Pandemie, net gemaach, dann hätt een an deene rezente Krisen de Leit an de Betriber net esou séier an ëmfaassend kënnen ënnert d'Äerm gräifen, an eis Wirtschaft hätt sech net vun deem externen an onverhoffte Schock, dee virun allem d'Pandemie duergestallt huet, erholl. A wéi deier wier dat ginn, wann de Staat an d'ëffentlech Hand net agegraff hätten?

D'Mesuren, fir d'Kafkraaft ze erhalen, Aarbechtsplazen ofzesécheren an d'Betriber bei der Relance ze ënnerstëtzen, ware spierbar a si ware ganz konkreet. Jo, mëttlerweil ass d'Schold geklommen. Dat läit un deene bal 3 Milliarden, déi d'Regierung fir d'Bekämpfe vun der Pandemie bereetgestallt huet. Et läit un deene weideren 2,5 Milliarden, déi an d'Ëmsetzung vun de Mesuren am Kader vum Energiedësch an deenen zwou Tripartitte gefloss sinn.

Zu deenen Ausgaben, dëse wichtegen Depensen, sti mer! Se waren eeben, bedéngt duerch déi Krisen, alternativlos. A wien anerer Meenung ass, dee soll eis och soen, wou een dann de roude Bic soll usetzen.

D'DP steet jiddefalls zu gesonde Staatsfinanzen. Mat eis wäert et och keng Finanzpolitik um Bockel vun den nächste Generatioune ginn, och wann d'Versuchung am Virwaljoer vu verschiddene Säite grouss ass. Mir sti fir eng räsonabel a verantwortungsvoll Politik, ouni déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze vergiessen. Och oder grad a Krisenzäite breede mer dat soziaalt Netz esou wäit wéi méiglech aus a mir knäppen et ganz enk.

De Budget, deen d'Finanzministesch gëschter virgestallt huet, ënnersträicht dat op en Neits. Leit, déi et am meeschte brauchen, ginn an dësen aussergewéinlechen Zäite substanziell entlaascht. Bal d'Hallschent vum Budget – 47 % – fléisst an de Sozialstaat, fléisst a sozial Moossnamen. Dozou zielen natierlech déi sozial selektiv Mesurë wéi d'Verlängerung vun der Energieprimm an d'Zoulag fir d'Deierecht. Och ginn de Crédit d'impôt fir d'Alengerzéier an de Steierkreditt fir d'Mindestlounbezéier no uewen ugepasst.

Zousätzlech zu de Moossnamen aus den Tripartite-Accorde bedeit dat nach eng Kéier méi Kafkraaft fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft. De Sozialstaat gëtt ausgebaut an dat fënnt och absolutt d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Här President, ech komme bei d'Steierpolitik. Mir hate virun net allze laanger Zäit e Steierdebat hei an der Chamber. Et war e sënnvollen a wäertvollen Exercice, wou an der zoustänneger Kommissioun eng exzellent an detailléiert Viraarbecht mat diverse Partner geleescht gouf.

Ech wëll och do nach eng Kéier ganz häerzlech deene verschiddenen Administratiounen, dem Conseil économique et social an anere Partner Merci soen, déi dobäi gehollef hunn. An natierlech och de Corapporteur Gilles Roth net ze vergiessen. Iddie si presentéiert an diskutéiert ginn. Verschidde Piste wäerte wuel och an deem engen oder anere Walprogramm erëmzefanne sinn. Do si mer awer de Moment nach net.

D'DP steet weiderhi fir eng sozialliberal Steierpolitik, déi der Wirtschaft dat Ëmfeld bitt, dat se brauch, fir attraktiv ze sinn, fir esou de Kuch baken ze kënnen, dee mer brauchen, fir déi sozial Ëmverdeelung, déi sécherlech weltwäit zu deene generéiste gehéiert, ze finanzéieren. Et baut een eebe kee staarken a gesonde Sozialstaat op enger schwaacher a kranker Wirtschaft op, an där net genuch innovéiert an an déi net genuch investéiert géif ginn. Ech denken, do si mer eis all eens!

Mir stinn och zu enger weiderer Entlaaschtung vun de Privatleit. Wa mir aus dëser Kris erauskommen, wa mer nees méi finanzielle Sputt hunn – an ech hoffen, datt dat an noer Zukunft nees de Fall wäert sinn –, da muss et zu weidere sozial cibléierten Entlaaschtunge kommen, déi wäit bis an d'Mëttelschicht era wierken.

De Premierminister an d'Finanzministesch hunn et onmëssverständlech gesot: Wann d'Situatioun et erëm zouléisst an d'Perspektive strukturell besser sinn, wéi erwaart, da wäerten zousätzlech Erliichterunge kommen. Dëst ass e kloert Engagement vun der Koalitioun. Dozou sti mer. Dat ass eng Prioritéit!

Och d'Demokratesch Partei wëllt déi kal Progressioun sozial geziilt ugoen. Mir sinn awer fir eng responsabel a wäitsiichteg Budgets- a Steierpolitik. Mir kéinten an dësem Moment net veräntweren, datt et elo direkt eng Entlaaschtung géif ginn, wann et no aktuellem Stand dëst Joer 1,3 an d'nächst Joer 2,8 Milliarden Euro Defizit am Zentralstaat gëtt, wann déi am Zentralstaat geschriwwe ginn. Verantwortung fir dëst Land ze iwwerhuelen heescht och, sech dat éierlech anzegestoen.

Zur Individualiséierung. Här President, a leschter Zäit gouf vu verschiddene Kreesser emol méi an emol manner haart gefuerdert, datt eng Steierreform ëmgesat soll ginn, vu datt se am Koalitiounsaccord versprach gouf. Abee, ech wéilt nach emol kloerstellen, datt de Koalitiounsaccord net iergendwellech Steierreforme mat Steiererliichterunge virgesinn huet. Mir wollten an dëser Legislaturperiod progressiv eng Individualiséierung vun eisem Steiersystem mat sozial gestaffelten Entlaaschtungen aféieren.

D'DP wëllt aus dem traditionelle Steierklassesystem eraus, fir d'Leit, déi an deenen ënnerschiddlechste Familljemodeller a Liewenssituatioune sinn, no engem eenzege Steierbarème ze besteieren. An eisen Ae muss et dem Staat egal sinn, ob d'Leit bestuet, gepacst, alengerzéiend oder single sinn. Nëmmen esou kréie mir d'Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem behuewen.

D'Zuelen aus der Steierverwaltung soen eis awer, datt esou eng Reform 2 Milliarden Euro kaschte géif, wann ee jiddereen an d'Steierklass 2 setze géif. 2 Milliarden Euro pro Joer! D'Alternativ dozou géif 1,35 Milliarden Euro erabréngen, wa mer fir jiddereen d'Steierklass 1 als eenzege Barème géifen zréckbehalen. Déi éischt Optioun ass de Moment mat enger responsabeler Finanzpolitik net ze vertrieden. An déi zweet Optioun ass fir eis ni a Fro komm, well dëst fir vill Leit zolidd Steiererhéijunge bedeite géif. Mir brauchen also deen néidege finanzielle Sputt, fir dës Reform an d'Hand ze huelen.

Dee Sputt hate mer eis och iwwert déi lescht Joren opgebaut. Ech erënneren drun, datt eis Staatsschold, ouni Pandemie an ouni Krich, haut bei 17,6 % par rapport zum PIB géif leien. Gläichzäiteg feelt eis awer haut wéinst diverse Krisen d'Marge de manoeuvre, fir dës Reform unzegoen, a se wäert och dowéinst net méi an dëser Legislaturperiod komme kënnen. Dat hat d'Regierung wärend der Pandemie och schonn annoncéiert. Dat heescht awer net, datt mir net méi zur Individualiséierung stinn. Ganz au contraire, et bleift weider eng Zilsetzung vun der Demokratescher Partei, déi mer mëttelfristeg an d'Hand wëllen huelen.

Här President, och a Krisenzäiten hale mer weiderhin un eiser sozialer a liberaler Budgets- a Steierpolitik fest. D'DP steet fir eng Finanz- a Budgetspolitik, déi Verantwortung iwwerhëlt vis-à-vis vun deene kommende Generatiounen, d'Attraktivitéit vum Land wëllt héichhalen an do d'Leit ënnerstëtzt, wou et Sënn mécht.

Mir wëllen, wann an noer Zukunft den néidege Sputt do ass, weider Steiererliichterunge virhuelen. Mëttelfristeg hale mer weiderhin un enger Steierreform fest, fir d'Steierlaascht ze individualiséieren an erofzesetzen.

Mir wäerten d'Investitiounen an eng nohalteg Zukunft am Numm vum Klima- an Ëmweltschutz souwéi an d'Digitaliséierung an an déi administrativ Vereinfachung héichhalen. Mir maachen dat, well et geet ëm eist Land an et geet ëm seng Leit.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Wéi schonn déi Jore virdrun, stinn d'Diskussiounen haut ganz kloer am Zeeche vun der Kris. Wa mer vun der Lag vun der Natioun schwätzen, musse mer feststellen, dass et eng ganz Partie Krise sinn, mat deene mer konfrontéiert sinn.

Déi sanitär Kris steet de Moment manner am Vierdergrond, mee de Virus ass nach net verschwonnen. Mir sinn am Verglach mam Ausland dank den Hëllefe vun der Regierung gutt duerch d'Kris komm. Mee d'Pandemie huet nawell hir Spuere bei de Leit a bei de Betriber hannerlooss.

Zënter dem 24. Februar ass nees Krich um europäesche Kontinent. Nieft dem grousse Leed, dat déi russesch Aggressioun verursaacht, spiere mer am Westen och d'Konsequenze vun der Energieknappheet. D'Inflatioun ass esou héich wéi zënter Joerzéngten net méi. Vill Leit hunn ëmmer méi Schwieregkeeten, hir Rechnungen ze bezuelen. Eis Gesellschaft gëtt op eng weider haart Prouf gestallt.

Duerch déi zwee historesch Solidaritéitspäck huet d'Regierung et fäerdegbruecht, d'Situatioun ze stabiliséieren, de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen an de Betriber Previsibilitéit ze verschafen.

Op där anerer Säit waarde weeder de Klimawandel nach d'Logementskris op eis. Am Géigendeel, déi lescht Méint hunn d'Urgence ganz däitlech gemaach, mat där mer d'Äerderwiermung musse bekämpfen. Hëtzt an Dréchent iwwer laang Méint hunn eis Ekosystemer zu Lëtzebuerg staark belaascht. A villen Deeler vun der Welt blouf et net dobäi. Bëschbränn, déi Flächen, sou grouss wéi ganz Stied, zerstéiert hunn, wärend op anere Plaze ganz Landstréicher ënner Waasser stoungen. Dat ass déi nei Welt, an där mer liewen.

Här President, d'Situatioun am Logement bleift weiderhi kritesch. D'Inflatioun an d'Zënshaussen hunn der ganzer Problematik eng nei Dimensioun ginn. Sue léinen ass däitlech méi deier ginn, vill Leit kënne sech e Prêt net méi leeschten. Mir mussen alles drusetzen, dass dës kuerz-, mëttel- a laangfristeg Erausfuerderungen eis Gesellschaft net splécken an dass de soziale Fridden net a Fro gestallt gëtt. Mir kënnen dës Krisen nëmmen zesummen als Gesellschaft an de Gréff kréien.

Här President, de Logement gehéiert net eréischt zanter gëschter zu de grousse Problemer hei am Land. Den Eescht vun der Situatioun ass jidderengem bekannt, heibannen an dobaussen. Trotz Pandemie sinn d'Präisser um Logementsmarché weider geklommen. D'Reprise nom Corona huet zu Liwwerenkpäss geféiert, wat sengersäits d'Präisser vun de Materialien an d'Luucht gedriwwen huet, an elo hu mer de Krich an der Ukrain, do hu mer eng Energiekris an eng Inflatioun, wéi mer se zënter Joerzéngten net méi kannt hunn.

Mir wëssen, dass den Terrain zu Lëtzebuerg deier ass. Mir sinn elo an enger Situatioun, wou net just den Terrain vill kascht, mee wou och d'Baue selwer ëmmer méi deier gëtt. Sou sinn d'Baukäschten eleng tëscht Abrëll 2021 an Abrëll 2022 an der Moyenne ëm bal 14 % geklomm. Zu all deem kënnt derbäi, dass och d'Geld selwer méi deier ginn ass. Duerch d'Zënshausse sinn haut ëmmer méi Leit an der Situatioun, dass se sech hir Prête fir hir Projeten net méi leeschte kënnen.

Mir gesinn um Terrain: D'Demande geet erof, besonnesch beim Neibau. Gläichzäiteg geet awer och d'Offer zréck. D'Promoteure reagéieren op d'Situatioun um Maart. Laut dem President vun der Chambre immobilière géifen de Moment 1.000 Wunnenge manner gebaut gi wéi normal. An dat grad an enger Zäit, wou mer eigentlech 1.000 bis 2.000 Wunnengen d'Joer méi misste bauen.

Déi aktuell Präisdeierecht, d'Onsécherheet an de Mangel u Previsibilitéit droen also dozou bäi, d'Situatioun am Logement nach eemol ze verschäerfen. Mir wëssen alleguer: Mir mussen eis Efforte weider verstäerken. Allerdéngs gëtt et keng Wonnerléisung, fir de Logement an de Gréff ze kréien. Sou éierlech musse mer sinn. Et ass éischter e Mosaik, wou et ganz, ganz vill eenzel Moossname gëtt, fir herno e Gesamtbild ze hunn.

D'Regierung huet iwwert déi lescht Jore scho sou munch Steng vun dësem Mosaik en place gesat. An et kommen der an nächster Zäit nach eng Partie derbäi.

Vu dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg ëmmer méi deier gëtt a sech och ëmmer méi Leit aus der Mëttelschicht hir eege véier Wänn nach just ganz schwéier kënne leeschten, huet d'Regierung decidéiert, de Logement abordable vill méi staark auszebauen. Hei am Land hu mer do effektiv e gewëssenen Nohuelbedarf, wann een eis och mam Ausland vergläicht. Dofir huet d'Regierung eng ganz Panoplie un Instrumenter geschaf, fir dëse Retard opzehuelen.

Mir hunn an de leschte Méint fënnef Projet-d'envergurë gestëmmt, wou insgesamt eng gutt 3.500 Wunnenge geschafe wäerte ginn. De Staat investéiert bal 1 Milliard a Projete wéi Elmen, Wunne mat der Wooltz oder NeiSchmelz zu Diddeleng.

D'Gemenge sinn an alle Beräicher ganz wichteg Partner, fir déi national Politik ze ënnerstëtzen, an am Beräich vum Logement souguer e ganz, ganz wichtegen Acteur.

Virun zwee Joer gouf de Fonds spécial de soutien au développement du logement an d'Liewe geruff, mat deem de Staat sech och déi finanziell Moyene gëtt, fir Projeten ze realiséieren. Sou sinn d'Depensen, déi am Budget vum Spezialfong virgesi sinn, vu méi wéi 170 Milliounen d'lescht Joer op bal 330 Milliounen dëst Joer geklomm a mëttelfristeg gëtt souguer net manner wéi eng hallef Milliard ugestrieft, déi all Joer an d'Schafe vun abordabelem Wunnraum soll fléissen.

Dat ass och nëmme richteg esou. Déi ëffentlech Hand muss beim Wunnengsbau eng leedend Roll iwwerhuelen, fir all deenen, déi um normale Marché näischt méi fannen, ze hëllefen. An dat, mir wëssen et, sinn der eeben ëmmer méi.

Grad elo an dësen Zäiten, wou eng ganz grouss Onsécherheet um Marché ass, muss de Staat déi Aufgab ëmsou méi iwwerhuelen a weider investéieren. An d'Regierung iwwerhëlt och Verantwortung: Zousätzlech zu de genannte Mesurë sinn der nach eng ganz Panoplie an der Pipeline, déi am Laf vun den nächste Méint hoffentlech wäerte gestëmmt ginn. Ech denken hei un de Remembrement ministériel an d'DP-Iddi vum Baulandvertrag, déi schonn eng länger Zäit um Instanzewee sinn. Mee ech denken och un d'Gesetzer zu de Wunnengsbäihëllefen, de Logement abordable an de Bail à loyer, mat deem mer endlech zu Lëtzebuerg d'Colocatioun definéieren, eppes, dat et an anere Länner scho laang gëtt.

Här President, mir musse méi bauen, méi séier, méi héich, méi dicht. Dozou gehéiert och, déi Wunnengen ze mobiliséieren, déi et scho gëtt an déi aktuell eidel stinn. Dat ass déi séierst an déi effikasst Aart a Weis, d'Offer ze stäerken. Et ass zwar éierlech gesot zum Deel e Rätsel, firwat ee léiwer seng Wunneng eidel stoe léisst, amplaz se ze verlounen. Et ass jo net, wéi wann eng Wunneng, déi ee verlount, u Wäert verléiert. Iwwert de Modell vun der GLS, der Gestion locative sociale, kritt een iwwerdeems och d'Garantie, bannent kuerzer Zäit seng Wunneng zréckzekréien, wann ee se da selwer erëm géif brauchen, an dëst am selwechten Zoustand, wéi ee se ginn huet an et kritt een e garantéierte Loyer.

Grad an dësen Zäiten, wou ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, sech eppes ze leeschten, ass et nëmme schwéier ze akzeptéieren, dass Dausende Wunnengen anscheinend eidel stinn. Dofir muss d'Politik och hei Verantwortung iwwerhuelen.

An d'Regierung iwwerhëlt Verantwortung. Déi lescht Woch goufen dräi nei Mesurë virgestallt, déi nei Beweegung an de Logementsmarché wäerte bréngen. De Premier hat et virun engem Joer op dëser Plaz ugekënnegt an d'Regierung huet Wuert gehalen. Si ass sech dem Eescht vun der Situatioun bewosst a liwwert, wéi versprach. Mir hunn zu Lëtzebuerg Bauterrainen am Perimeter, fir Wunnraum fir 300.000 Leit ze schafen. Mir mussen dat Potenzial beschtméiglech notzen. Als DP ass et fir eis an deem Kader wichteg, dass mer hei mat enger gewëssener Selektivitéit virginn.

Et geet jo schliisslech drëms, déijéineg ze treffen, déi vill Terrainen hunn, déi kéinte bebaut ginn, awer kloer net déi Leit, déi en Terrain fir hir Kanner halen. Et sinn net si, déi Schold un der Penurie u Bauland an den héije Logementspräisser sinn. Mir begréissen doweinst als DP, dass an dësem Kontext en Abattement virgesinn ass, deen dësen Ëmstänn Rechnung dréit.

Här President, fir déi Offer u Wunnraum ze schafen, déi der Demande entsprécht, geet et net duer, wann de Staat eleng baut, och net beim abordabele Wunnraum. An och wann de Fonds du Logement an d'SNHBM gutt Aarbecht leeschten a vill bauen, bräichte mir vun hinnen nach dat Duebelt bis dat Dräifacht, wann net souguer nach méi, fir d'Besoinen ze decken. Mir mussen de Privatsecteur also méi staark abannen. Si hunn d'Capacitéit, den Knowhow an d'Erfarung, fir dat ze maachen.

Eng Iddi wier et, e groussen Appel d'offre ze maachen. De Ministère schafft e Cahier des charges aus an de Privatsecteur liwwert. Grad elo, wou d'Demande zréckgeet, wier dat eng noutwendeg Ënnerstëtzung, fir dass weidergebaut gëtt.

Här President, déi héich Energiepräisser maachen eis all ze schafen. Mee et si besonnesch déi sozial méi schwaach Stéit, déi am meeschten drënner leiden. Als DP hu mer vun Ufank u gesot, dass keen am Ree stoe gelooss däerf ginn an dass kee soll de Wanter am Kale musse sëtzen. D'Leit an d'Betriber brauche kuerzfristeg Ënnerstëtzungen, fir déi nächst Méint ze iwwerstoen an hir Rechnunge kënnen ze bezuelen.

Et war doweinst déi richteg Decisioun vun der Regierung zesumme mat de Sozialpartner, de Stroum- a Gaspräis ze deckelen an d'Inflatioun ze bremsen. Mir sinn als DP och net der Meenung, dass dës Mesuren d'Leit elo encouragéieren, manner op de Verbrauch opzepassen. Et ass jo net, wéi wann d'Energie elo op eemol näischt méi kascht. D'Präisser ginn zwar stabiliséiert, mee dëst op engem héijen Niveau. Et bleift weider wichteg a sënnvoll, Energie ze spueren.

D'Energieprimm gëtt donieft weidergefouert, fir déi Vulnerabelst ze ënnerstëtzen. D'Regierung huet vun Ufank un op sozial cibléiert Mesurë gesat, fir deenen ze hëllefen, déi et am meeschte brauchen. Ech erënneren an deem Kader un aner sozial gerecht Mesuren, déi schonn agefouert goufen: de Steierkreditt Energie, deen d'Verréckele vun der Indextranche fir déi niddreg a mëttel Akommessen iwwerkompenséiert huet. Oder nach d'Wunngeld, dat ëm ronn 50 % gehéicht gouf. Als DP kënne mir dës Mesuren nëmmen ausdrécklech begréissen.

Nieft der Noutwendegkeet vu kuerzfristegen Aiden muss eis déi aktuell Situatioun awer virun allem eppes léieren: Eis Ofhängegkeet vu fossillen Energië schuet net just dem Klima, si mécht eis och immens vulnerabel vis-à-vis vu Staaten, déi dës Schwächt ouni Skrupel ausnotzen. Och d'Decisioun vun den OPEC-Staate viru Kuerzem, manner Pëtrol op de Weltmarché ze bréngen, illustréiert dëst ganz däitlech. Hätte mir haut schonn eng energeetesch Autonomie op EU-Niveau, da wiere mer virun esou Manipulatioune geschützt, et géif eis méi bëlleg ginn an och beim Klimaschutz wiere mer schonn e gutt Stéck méi wäit.

Et ass also elo de Moment, déi energeetesch Transitioun mat alle Mëttele weiderzeféieren an eis Efforten nach emol ze verstäerken. De Premier huet a senger Ried eng ganz Rei Pisten opgezeechent, wéi mer an Zukunft nach méi wäit kënne kommen. Ech wëll just op e puer agoen, déi eis als DP besonnesch gutt gefall hunn. Fir d'éischt d'Annonce, dass op allen neie Gebaier an Zukunft Fotovoltaikanlagen installéiert ginn. Dës Mesure eleng wäert no enger Transitiounsphas, wann déi bis a Kraaft ass, d'Quantitéit u propperem Stroum, dee mer hei zu Lëtzebuerg produzéieren, däitlech an d'Luucht setzen. D'Potenzial ass do. Et gëtt immens vill Flächen, virun allem op den Diecher, déi nach net genotzt ginn. Mir mussen déi bestoend Daachfläche mobiliséieren a bei neie Gebaier d'Fotovoltaik direkt vun Ufank u mataplangen.

Als DP kënne mer dëse Schrëtt nëmme begréissen a besonnesch, dass hei och iwwert en neie Modell jidderee mat an d'Boot geholl gëtt. De Premier sot et zu Recht: Bauen ass souwisou schonn deier, mir dierfen d'Präisser duerch esou eng Obligatioun net weider an d'Luucht dreiwen. Doweinst géif de Staat

jidderengem ënnert d'Äerm gräifen, deen net kann oder net wëll selwer eng Fotovoltaikanlag finanzéieren. Nodeems d'Installatioun duerch d'Stroumproduktioun amortiséiert ass, gehéiert se dann dem Proprietär vum Gebai.

Dat selwecht gëllt fir Gebaier, déi et scho gëtt. Jidderee ka säin Daach zur Verfügung stellen, fir Solarpannoen drop ze installéieren. Nom selwechte Modell bezilt de Staat dann d'Installatioun. An nom Amortissement gehéiert se de Leit.

Bis dass dëse Modell a Kraaft ass, gëtt et haut schonn eng ganz Partie Ënnerstëtzungen, fir d'Leit bei dësem Schrëtt ze ënnerstëtzen. Rechent een déi staatlech Aiden an d'Gemengenaiden an déi och vun den Energiefournisseuren zesummen, da kënnt een nawell op eng zolidd Zomm.

Zousätzlech dozou gëtt och ab dem 1. Januar d'nächst Joer d'TVA vu 17 % op 3 % reduzéiert. An den Interessi bei de Leit ass ganz grouss. Viru Kuerzem hate mer an der Gemeng Dippech zesumme mat der Gemeng Käerjeng en Informatiounsowend zu dësem Theema. A mir hunn eisen Ae bal net getraut, wivill Leit dann tatsächlech dohinner komm sinn. An enger rezenter Entrevue, déi ech mat der Klima-Agence hat, krut ech dësen Androck och bestätegt. Zënter dem Ufank vum Krich sinn d'Demanden ëm 30 % bei hinnen an d'Luucht gaangen. D'Hallschent vun alle Berodunge sinn zum Theema vun der Fotovoltaikanlag.

Mee och déi energeetesch Sanéierung vu Wunnengen ass haut méi wéi jee e Sujet. Mir wëssen: Beim Neibau si mer ganz gutt, mat ganz héije Standarden. Mee beim Albau, do hu mer nach vill Aarbecht virun eis. Do stécht nach ganz vill Potenzial dran. Deen, deen haut an engem gutt isoléierten Haus oder Appartement wunnt, deen am beschte mat enger Wärmepompel hëtzt, déi een duerch déi eege Solaranlag nach bedreift, deen huet et elo grad gutt. Mee dat sinn awer net déi Leit, deenen et net sou gutt geet. Déi sëtzen dacks a schlecht isoléierte Wunnengen, déi hunn och keen Afloss drop, ob sanéiert gëtt oder net, well se lounen. Si mussen dann dat bezuelen un Energiepräisser, wat et kascht.

Et si genee déi Leit, deene mer an Zukunft nach méi ënnert d'Äerm gräife mussen. Et ass dowéinst wichteg a richteg, dass d'Regierung och hei nei Mesuren an d'Liewe rifft. De Premier huet et annoncéiert: Jidderee soll kënne vun enger energeetescher Sanéierung profitéieren, ob Proprietär oder Locataire. Mir dierfe bei der Energietransitioun kee vergiessen. Dat ass och eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet.

Dowéinst gëtt e Finanzéierungsmodell ausgeschafft, bei deem d'Proprietären hire Kreditt iwwer zukünfteg energeetesch Erspuernisser zeréckbezuele kënnen. D'Aiden am Kader vum „Klimabonus Wunnen" gi mam Tripartite-Accord nach emol an d'Luucht gesat an dat ëm bis zu 50 %. Proprietären, déi eng Wunneng verlounen, dierfen an Zukunft méi Loyer froen, wann d'Wunneng gutt isoléiert ass. Bei enger schlechter Energieklass, ab F, dierf ëmmerhin en hallwe Prozent manner gefrot gi wéi bei engem gutt isoléierten Objet. Dat ass an eisen Aen e gudden Ureiz, fir d'energeetesch Sanéierung virunzebréngen.

Här President, virun engem Joer huet de Premier d'Iddi vum Klima-Biergerrot lancéiert, ee fir Lëtzebuerg eenzegaartegen Exercice, bei deem fir d'éischt Kéier iwwerhaapt d'Gesellschaft mat um Verhandlungsdësch souz. Virun engem Mount sinn d'Konklusioune vun dësem Gremium presentéiert ginn. D'Fuerderungen un d'Politik si kloer: Mir musse méi wäit goen, mir musse méi maachen, mir mussen eis Efforten an d'Luucht schrauwen.

Ech wëll den Diskussioune ronderëm déi vill Propose vum Klima-Biergerrot Enn Oktober op dëser Plaz net virgräifen. Just esou vill wëll ech soen: Als DP si mer kloer bei Iech, dass méi gemaach muss ginn. Mir begréissen dowéinst, dass d'Regierung den Engagement geholl huet, d'Resultat vum Klima-Biergerrot mat an d'Aktualiséierung vum PNEC afléissen ze loossen.

An ech wëll natierlech nach eng Kéier vun dëser Plaz profitéieren, jidderengem, dee sech hei engagéiert huet, e grousse Merci fir seng Aarbecht ze soen.

Här President, eis Klimaziler fir 2020 an 2021 konnte mer erreechen. Den Ausbau vun erneierbaren Energien ass déi lescht Joren a Schwong komm. De Premier sot et: An Zäit vu sechs Joer hu mer d'Produktioun vu gréngem Stroum zu Lëtzebuerg verduebelt. Mat den annoncéierte Mesurë wäerte mer souguer nach besser ginn. Wat d'Produktioun vu Wandstroum betrëfft, wäerte mer d'Ziler vum PNEC fir 2030 souguer scho fënnef Joer éischter erreechen. Et ass op d'mannst dat, wat een aus dem Secteur héiert.

Här President, mir erliewe schwéier Zäiten. Et ass un der Politik, de Wandel ze gestalten an Äntwerten op d'Suerge vun de Leit ze ginn. De Premier huet eis den Dënschdeg e ganz komplett Bild ginn, wou mer als Land stinn, wou mer higinn a wéi mer dohinner kommen. Et ass haut méi wichteg wéi jee, eng responsabel Politik ze maachen, déi op der Héicht vun den Erausfuerderungen ass an den zukünftege Generatiounen e Land hannerléisst, an deem et sech weiderhi gutt liewe léisst.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Har Hahn. A leschten, en dernière minute ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Här Staatsminister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Martine Hansen huet gëschter als Spriecherin vun der CSV d'Positioune vun der CSV zu sämtleche Politikberäicher an dësem État de la nation duergeluecht. Si huet dat op eng excellent Aart a Weis gemaach, andeem se op enger Säit de Fanger an d'Wonnen, an déi politesch Wonnen, geluecht huet, wou mir als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei der Meenung sinn, dass politesch Kritik ubruecht ass, mee si huet gradesou am Numm vun eiser Fraktioun op ganz, ganz ville Punkten eis Virschléi duergeluecht. An déi Phrasendreschere: „Wat sinn dann d'Alternative vun der CSV?", ech mengen, déi ginn ëmmer méi feel op der Plaz!

No der Budgetspresentatioun gëschter Moie vun der Madamm Finanzministesch, der Yuriko Backes, där mer am Numm vun eiser Fraktioun fir e Stierffall an hirer Famill eist häerzlecht Bäileed ausdrécken, déi och entschëllegt ass, well se fir d'Regierung op Auslandsrees ass, no där Interventioun an och no eenzelen Interventiounen, déi gëschter an haut de Moien hei gemaach goufen, wëll ech awer am Numm vun eiser Fraktioun op d'Finanzlag vum Staat kuerz agoen.

Ech soen et ganz kloer: Eis Fraktioun ass schockéiert iwwert den Zoustand vun eisen ëffentleche Finanzen: en Defizit – ech widderhuelen, en Defizit – op ee Joer vun 2,8 Milliarden Euro! 2,8 Milliarden Euro bei engem gläichzäitege Plus u Lounsteier vu 900 Milliounen Euro eleng op ee Joer vun 2022 op 2023! Eng Staatsschold – a Fakten zielen – vun 11 Milliarden Euro 2014 op elo 22 Milliarden Euro 2023! Eng Verdueblung a manner wéi zéng Joer! Il faut le faire.

D'Leit, Dir Dammen an Dir Hären, eis Matbiergerinnen a Matbierger bezuelen ëmmer méi Steieren an de Staat kritt nawell d'Enner net beieneen. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vun där vill ugekënnegter kopernikanescher Finanzrevolutioun vu Blo-Rout-Gréng: „Mir maachen alles, mir maachen alles aneschters an alles besser." Dat ass d'Resultat, Dir Dammen an Dir Hären, vu „Mat manner méi" vu Blo-Rout-Gréng. Dat ass d'Resultat, Dir Dammen an Dir Hären, vun dem grousse Fënsteroprappe vu Blo-Rout-Gréng an eenzel sozialistesch Koryphäen, déi de „Mief vun der CSV" wollten eraushuelen, hunn an der Zwëschenzäit bei de Russen d'Fënsteren op- an duerno erëm zougemaach.

Dat ass d'Resultat, Dir Dammen an Dir Hären, vun zéng Joer verfeelter Finanzpolitik vu Blo-Rout-Gréng!

Gëschter sot d'Madamm Finanzministesch, et ass an alle Medien ze liesen: „Mat eis gëtt et kee finanzpoliteschen Harakiri an duerfir maache mer keng Steiererliichterunge fir d'Leit." Dir Dammen an Dir Hären, de finanzpoliteschen Harakiri vun dem Lëtzebuerger Staatshaushalt, deen ass längst geschitt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dësen État de la nation, Dir Dammen an Dir Hären, ass duerfir keng Äntwert op déi legitimm Suerge vun de Leit bei eis am Land. D'Leit kréien d'Enner um Enn vum Mount net méi zesummen. D'Leit brauche méi Suen, fir d'Zënsen op hire Prêten ze bezuelen, grad elo. D'Leit brauche Suen, fir de Caddy am Supermarché ze bezuelen, grad elo. D'Leit brauche Sue fir ze hëtzen, fir de Spritt ze bezuelen. Eng Tankfëllung mëttlerweil, och mat engem klengen Tank, kascht iwwer 100 Euro d'Kéier. D'Leit brauche Suen, fir iwwert de Wanter ze kommen, grad elo. Well d'Leit, Dir Dammen an Dir Hären, kënnen net ewéi de Staat hir Scholden op déi nächst Generatioune vun hire Kanner a Kandskanner vertässelen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | D'Leit brauchen an dëser Kris manner Steieren an net nach méi Steieren. Dat ass awer dat, wat grad elo geschitt.

D'Leit kréien duerch d'Steieren ëmmer méi Suen aus der Täsch gezunn an de Staat kritt trotzdeem d'Enner net zesummen! De Staat mécht gläichzäiteg ëmmer méi Scholden, an dat ass an eisen Aen e fundamentale politeschen, awer och sozialen an ekonomesche Feeler. Jo, dofir ass d'Politik och zoustänneg: fir d'Leit elo net finanziell ze entlaaschten (veuillez lire: ze belaaschten).

An et ass keen einfache Problème du moment. Et ass e fundamentale Strukturproblem an dem System, an deen ass – fir et riichteraus ze soen – hausgemaach an dee kënnt net vun haut op muer. Schold ass eng verfeelt Finanzpolitik iwwert déi lescht zéng Joer. Fir et ze verdäitlechen: 11 Milliarden Euro Schold 2014, 22 Milliarden Euro Schold 2023.

A fir dat ze verdäitlechen – et gëtt jo hei ëmmer de Verglach mam Ausland gemaach –: An der Eurozon, alles statistesch nozeliesen, do ass zwëschent 2016 an 2021 d'Schold ëm fënnef Basispunkten an d'Luucht gaangen. An Däitschland ass d'Schold vum däitsche Staat tëschent 2016 an 2019 ëm ganzer 0,3 Basispunkten an d'Luucht gaangen. An zu Lëtzebuerg, Dir Dammen an Dir Hären, do ass d'Schold 2016 bis 2021, also an deene „fette Joren", ëm ganzer 24 % geklommen.

Une voix | Gitt emol an Däitschland kucken!

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass einfach verpasst ginn, an deene „fette Joren" de berüümten Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, ...

(Interruptions)

… an duerfir steet elo d'Land finanziell mam Réck widdert der Mauer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Fir Land a Leit, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat ëmmer méi Steieren an d'Scholde vun haut, dat sinn d'Steiere vu muer!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An dëse politesche Feeler berappen d'Leit elo duebel. A grad déi zukünfteg Generatiounen, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi heibannen – richtegerweis! – esou vill geschwat gëtt, grad déi sinn et, déi mussen an Zukunft d'Rechnung dovunner bezuelen. Et ass déi Generatioun, et sinn eis Kanner, et sinn Är Kandskanner, déi musse fir déi permanent Defiziter vun dem Staat iwwert déi lescht Joren de Kapp herno duerhalen.

D'Defiziter vum Staat 2020: 3,1 Milliarden Euro. Defizit 2021: 400 Milliounen Euro. Defizit 2022: 1,3 Milliarden Euro. Defizit, geschat, 2023: 2,8 Milliarden Euro! An da gëtt mat Dausende Beamte jo och e pluriannuelle Plang virgerechent. 2024, also a manner wéi engem annerhallwe Joer, Defizit, geschat: 1,9 Milliarden Euro. 2025, déi nächst zwee Joer: 1,8 Milliarden Euro. 2026: 1,5 Milliarden Euro. Zesummen, zwëschent 2020 an 2026, mécht dat weider Scholde vun 13 Milliarden Euro, an dat muss déi nächst Generatioun stemmen.

An eppes, wou net vill driwwer geschwat gëtt – ech weess och firwat: Mir maachen de Leit keng Angscht, mee et muss een awer heiansdo d'Realitéit am An hunn –, dat ass d'Sécurité sociale. Hei ginn och doduerch déi ëffentlech Finanze verschéinert …, well jiddweree weess hei am Land, dass de Staat grouss Defiziter mécht, dass déi Defiziter awer an de gesamtëffentleche Finanze verschéinert ginn. An duerch wat? Iwwert den Iwwerschoss an de Sozialversécherungen. Well mer e gudde Sozialsystem hunn, richtegerweis. A mir sollen och kucken, dass mer dee gudde Sozialsystem, dee breet duerch d'Gesellschaft geet, och erhalen.

Ënner verschiddene Koalitiounen, wou och d'CSV mol d'Chance hat zesumme mat de sozialistesche Kolleegen, zesumme mat de Kolleege vun der DP, ass ëmmer ganz subtill dru geduecht ginn, deen Equiliber ze erhalen. Mee mir mussen awer d'Realitéit kucken. A wann Der d'Zuele vun den nächste Jore kuckt, da geet den Iwwerschoss bei der Sécurité sociale an dräi Joer vun 1 Milliard Euro op 680 Milliounen Euro zréck.

Kuckt een déi blank Zuelen, ass dat en Offenbarungseed, fir net ze soen eng Failliteerklärung, vun dem ëffentleche Finanzsystem. Nach ni, nach ni war d'Schold, déi ëffentlech Schold, hei am Land esou héich: 22 Milliarden Euro. Nach ni war d'Belaaschtung, déi steierlech Belaaschtung, vun de Leit iwwert déi lescht 25 Joer esou héich.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Fakte soen ech. Lounsteier 2021: 4,8 Milliarden Euro. 4,8 Milliarden Euro, Dir Dammen an Dir Hären, hunn déi schaffend Leit hei am Land u Lounsteier bezuelt! Nëmme Lounsteier! Do ass d'Akommessteier, dat Ganzt, d'Base d'assiette, nach guer net derbäi. 2022: 5,2 Milliarden Euro. 2023 – lo haalt Iech gutt un – : 6,1 Milliarden Euro. 6,1 Milliarden Euro, dat ass e Plus vun 900 Milliounen Euro Lounsteier!

An ech erënneren Iech: Gëschter sot d'Madamm Backes op dëser Plaz, si géif keen Harakiri mat den ëffentleche Finanze maachen, mee si kritt mat 900 Milliounen Euro méi Lounsteier nach 50 % méi wéi eng Indexberengegung vun der Steiertabell, wou all Mënsch kéint dervu profitéieren a wou een dat och nach kéint selektiv strecken, wéi mir dat an eisem Steiermodell virgesinn, nämlech den Agangsmontant vun de Steieren op 15.000 Euro an d'Luucht ze setzen. Dat wiere fir déi Leit, déi an der Steierklass 1a sinn, automatesch 30.000 Euro. Déi éischt 30.000 Euro wiere steierfräi!

Zweetens: Inflatiounsberengegung vun de Steiertranchen, déi ee méi breet mécht. An ech soe gradesou kloer, dass mer uewen eng Steiertranche vu 45 % fir Verdéngschter zum Beispill ab 500.000 Euro bäileeën. Käschtepunkt: 600 Milliounen Euro. Fir d'Madamm Finanzministesch e politeschen, e finanzpolitesche Harakiri.

Drëttens: Dir Dammen an Dir Hären, eng Finanzpolitik vun eidele Verspriechen. 2019 wollt de Staatsminister de Problem nach ugoen a sengem État de la nation. An hie sot zur Steierpolitik: „Mir sinn amgaangen", ech zitéieren den Här Staatsminister Bettel, „un enger déifgräifender Reform ze schaffen […]. Iwwert de Wee vun de Steieren hu mer en Hiewel, fir en Afloss drop ze huelen […], wéi d'Land sech soll weiderentwéckelen, wéi eis Ekonomie, mee och den Alldag vun de Mënschen, déi zu Lëtzebuerg hiren Alldag verbréngen, an der Zukunft och sollen ausgesinn." Dat kënne mir, Här Staatsminister, zu 100 % matënnerschreiwen. Dat war eng richteg Ausso. Blouss: Den Worten lasst Taten folgen!

An dann, fir komplett ze sinn, wëll ech och nach aus dem Här Staatsminister Bettel senger Ried vun dem Koalitiounsaccord vum November 2018 zitéieren, an do seet en: „Allgemeng soll laangfristeg méi Gerechtegkeet hiergestallt ginn", richteg, „tëschent de Partner, och op steierlechem Niveau. D'Zil ass et, fir eng steierlech Neutralitéit hierzestellen, onofhängeg dovun, ob et eng bestuete Persoun ass oder net. Mir ginn also op de Wee vun enger Individualiséierung." D'Resultat: alles eidel Verspriechen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Zitéiert richteg, wannechgelift!

M. Gilles Roth (CSV) | Zwou … Ech hunn dat zitéiert, wat do steet!

2 Milliarden, Här Baum! 2 Milliarden, Här Baum, an Dir hutt et elo nach eng Kéier hei gesot. Ech hätt mech an Ärer Plaz geschummt, fir iwwer eppes, wou ech fënnef Joer näischt hikritt hunn, elo nach eng Kéier ze soen, dass Der dat mëttelfristeg wëllt dohinnerkréien. 2 Milliarde kascht Är …

(Interruption par M. Gilles Baum)

2 Milliarden, Här Baum, kascht Är Propos, jiddwerengem d'Steierklass 2 ze ginn a kee soll dobäi verléieren. Wat ass dann do Är Ausso zu dem sougenannte finanzpoliteschen Harakiri vun Ärer Finanzministesch? Dir sot dat eent an Dir sot den Dag drop de Contraire vun deem, wat Är Ministesch behaapt!

Eleng déi dote Finanzreform, Steierreform, déi Der ugeduecht hat 2018, déi hätt an dëser Legislaturperiod 10 Milliarde méi Scholde bedéngt. Dir hat dräi Haaptwalverspriechen. Dat eent, dat waren 100 Euro Mindestloun. Dat hunn d'Sozialisten direkt gecasht. Zweetens war et – wat war et? – de Cannabis … datt ech et elo richteg verstinn … d'Legaliséierung. Bon, elo setze se véier Planzen op de Balcon, da si mer nach net do. An drëttens war et grad dat hei, d'Steierklass 2 fir jiddwereen.

Zwee vun deenen Haaptwalverspriechen, woubäi mir mam Cannabis iwwerhaapt net d'accord waren, sinn net ageléist. An ech soen Iech, dat Walverspriechen, de Leit ze soen: „Jiddweree gëtt no der Steierklass 2 besteiert a kee verléiert", ech mengen, dat wäert esou bal net, fir net ze soe wuel ni, ageléist ginn, well dat ass finanzpolitesch Science-Fiction. Dat bréngt ee weeder finanzpolitesch nach finanztechnesch a virun allem verfassungsméisseg zu Lëtzebuerg an d'Rei. Mee ech weess awer elo schonns, a mir hunn et jo de Moien erëm héieren, dass déi dote Fuerderung, „Steierklass 2 fir jiddwereen!" – dat kléngt esou super –, an eelef Méint op alle Walplakater am Land, vun uewe vun der Wemperhaart bis ënnen op Mondorf, wäert erëm stoen.

Grad ewéi d'Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell. Wann ech de Kolleeg Baum hei héieren: „Mir maachen eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell." D'Madamm Backes schwätzt vu finanzpoliteschem Harakiri. Da kënnt eng Motioun, wou Der eigentlech – herno komme mer jo nach do drop – de Contraire sot vun deem, wat an dem Staatsbudget op dësem Punkt steet. Mee maacht et! Et ass warscheinlech, fir de Koalitiounsfridden iwwert den 1. Januar ze retten.

2019 seet de Staatsminister: „Et kënnt hei am Land zu kenge Steiererhéijungen." Och erëm en eidelt Walverspriechen! Keng Upassung vun der Steiertabell, Kolleeg Baum a vill anerer, dat ass einfach eng kal Progressioun. An eng kal Progressioun, dat kënnt Der an allen … vum Duden iwwert den Dalloz a Gott weess wou noliesen, dat heescht äiskal méi Steieren. A virun allem déi Kleng- a Mëttelverdénger leiden dodrënner.

Fannt Dir et normal, Dir Dammen an Dir Hären, dass grad an dësen Zäiten enger elengerzéiender Persoun mat 4.000 Euro Brutto – do ass se nach net gutt gestiwwelt hei am Land – 3.000 Euro Netto Rescht bleiwen? An och mat Äre Loyersdeckelungen – do komme mer nach derzou – a mat den héije Sprittpräisser, mat deem, wat se muss méi bezuelen op der Bank, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et schwéier fir déi Persoun mat gegeebenefalls och nach Kanner, déi se à charge huet. A wann dann emol eng Kéier, wa si iwwerhaapt eng sollt kréien, eng Pension alimentaire net bezuelt gëtt, ech mengen, da sti lauter rout Zuelen op där hirem Konto.

Erlaabt mer, dat awer trotzdeem ze soen – an ech ginn do e bëssen op dat an, wat de Kolleeg Baum de Moien am Numm vun der DP gesot huet, an den André Bauler ass och nach eng Kéier dorobber agaangen –: Ech wëll un Zäiten erënneren, Här … Pardon, en ass elo net do. Den Här Fernand Etgen huet deemools als Generalsekretär vun der DP eng Ried heibanne gehalen. Deen hat richteg geplout hei, deen hat richteg geplout. Ech wëll just eng Kéier soen, wat d'DP am Kontext vun dem Spuerpak, deen eng CSV deemools a schwieregen Zäiten zesumme mat de Kolleege vun de Sozialiste gemaach huet, gesot huet.

An ech soe riichteraus: D'Sozialisten haten eng ganz gutt Propos, déi se och duerchgesat hunn, géint d'CSV, an ech hunn et richteg fonnt. Haut seet een, dass et richteg ass, dass nämlech déi sougenannte SOPARFIen (ndlr: Sociétés de participations financières) eng minimal Besteierung sollte bezuelen. An dat ass eng richteg Approche. An Dir wësst och, dass mir gesot hunn, wéi Der se nach eng Kéier verduebelt hutt, dass mer dat och als CSV begréisse géifen. Wann een eppes Guddes mécht, soll dat och vun der Oppositioun gelueft ginn.

Mee wann ech awer nogelies hunn, wat deemools de Fraktiounssprecher, den Här Meisch, zu deem Steierpak a Spuerpak gesot huet … Deen huet geschwat vu „Steiergranaten" – „Steiergranaten"! Ech zitéieren: „Ech brauch net méi nach emol op all eenzel Steieraugmentatioun hinzeweisen."

D'Solidaritéitssteier. Ass d'Solidaritéitssteier erofgesat gi bei der DP? Nee. D'Mindestbesteierung. Ass d'Mindestbesteierung, dat heescht de Montant, ab deem ee Steiere bezilt, eropgesat ginn? Nee. Ass de Spëtzesteiersaz bei der DP gläich bliwwen? Nee. En ass an d'Luucht gaangen. Richtegerweis ass en an d'Luucht gaangen. Mee da kann een awer net der Virgängerregierung de Reproche vu „Steiergranate" maachen!

Akzisen ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech weess dat: D'Wourecht deet heiansdo wéi.

Akzisen, Dir Dammen an Dir Hären, sinn déi bei der DP erofgesat ginn? Nee. Si sinn nach eropgesat ginn.

Alles dat, wat d'DP der CSV-an-LSAP-Regierung als „Steiergranate" virgehäit huet, huet se an néng Joer net geännert. Si hunn de Leit ëmmer méi Steieren opgebrummt an den Defizit beim Staat gëtt ëmmer méi grouss, inklusiv d'Staatsschold.

Haut si mer eigentlech an enger Situatioun, wou mer de Monde à l'envers hunn, well grad déi liberal, déi grouss liberal Partei bremst am meeschte bei der Entlaaschtung vun der Mëttelschicht. A just fir et kloer ze soen: Déi grouss Steierreform, déi jo ugeduecht gëtt, déi x-mol ugekënnegt gëtt, abee, mir hunn do eng einfach Propos: Minimum 15.000, fir d'Steierklass 1a 30.000, Steiertranchë verbreederen an uewen eng Steiertranche bäi. Déi kascht net, wéi fälschlecherweis ugemierkt, 2 Milliarden. Fir et nach eng Kéier kloer ze soen: Déi kascht, laut de Berechnungen, déi mer och an der Finanzkommissioun kruten, ëm déi 600 Milliounen Euro. Nach eng Kéier: Déi 600 Milliounen Euro entgéintgesat zu engem Plus, zu engem Plus vun – ech géif mech schummen, de Leit dat do aus der Täsch ze huelen – 900 Milliounen Euro méi Lounsteier vun engem Joer op dat anert.

An dobäi stëmme souguer Majoritéitspolitiker – an net déi mannst! – an och déi grouss Gewerkschaften eigentlech der Fuerderung vun der CSV zou. Ech denken hei zum Beispill un de fréieren – e sëtzt heibannen – Minister, Vizepremier an haitegen LSAP-Deputéierten. Ech sinn net ëmmer mat em eens, mee hei awer voll zu Recht, wou e seet, am „Quotidien" e Méindeg ... et ass op Franséisch, duerfir liesen ech et och op Franséisch. E seet: „L'argent est là pour mener une réforme fiscale." Dat seet den Här Kersch. A weider: „Une augmentation de 495 millions d'euros" – dat war déi éischt aacht Méint dëst Joer. Nach eng Kéier widderholl: Mir si mëttlerweil bei geschaten 900 Milliounen Euro, also méi wéi dat Duebelt! – „sur une année, c'est fou." „C'est fou", seet den Här Kersch. „Ce chiffre à lui seul démontre que l'argent est là pour mener une réforme fiscale", sot den Här Kersch virun dräi Deeg.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Méi däitlech, Dir Dammen an Dir Hären, ass hei nach den OGB-L an engem Communiqué am Virfeld vum Budgetsdepot an der haiteger Debatt: „Dringender Appell des OGB-L: Stoppt den Nettoindexklau! Passt die Steuertabelle an die Inflation an!" A weider den OGB-L: „Seit 2017 wurden die Steuerzahler, aufgrund des regierungspolitischen Verzichts der Anpassung der Steuertabelle an die Inflation, bereits fünf realen Steuererhöhungen ausgesetzt."

Also wann ech et richteg verstinn, si mer elo bei fënnef. Eng nächst Indextranche steet virun der Dier. Kënnt se am Dezember oder am Januar? Da si mer bei enger sechster. Am Abrëll kënnt jo déi nächst, déi meescht kréie se dann ausbezuelt. Da si mer bei enger siwenter. An ech kann dat elo net op der Chamberstribün soen, wat se eis gesot hunn. Den Här Staatsminister hätt anscheinend gesot, dat wier sou sécher, dass keng ...

Une voix | Da sot et net!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech soen et dobaussen. Et wier sou sécher, dass keng drëtt Indextranche géif kommen, wéi, jo, ...

(Interruption)

... wéi bei den Engelen.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Passt op, den Här President passt op!

M. Gilles Roth (CSV) | Wéi bei den Engelen. Gutt.

Da liese mer awer och an engem Communiqué vun der LSAP an dem OGB-L, wou den Här Cruchten, och en eminente Fraktiounsspriecher vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, seet: „Il est grand temps d'entreprendre cette réforme fiscale, une réforme fiscale que nous plaçons sous le thème de la justice fiscale", richteg, „en faveur d'une plus grande équité. Nous proposons une réduction substantielle des impôts sur les salaires et l'introduction d'un barème d'impôt unique."

M. Yves Cruchten (LSAP) | Richteg. Dozou stinn ech och!

M. Gilles Roth (CSV) | Ma et ass och esou! A wann Dir domat d'accord sidd, Dir hutt och elo schonns eng Majoritéit an der Chamber, fir eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Gilles Roth (CSV) | Mee stitt just zu Äre Wierder!

An och d'CGFP, Dir Dammen an Dir Hären, vermësst an hirem Communiqué zum Budget vu gëscht „strukturelle Reformen im Steuerbereich". „Mit Bedauern", stellt déi gréisst Gewerkschaft an dem ëffentlech Déngscht, also d'CGFP, fest, „dass die Regierung erwartungsgemäß in dieser Legislaturperiode nicht mehr dazu bereit ist, die längst überfällige Anpassung der Steuertabelle an die Inflation vorzunehmen." Dat selwecht schreift den LCGB grad ewéi och de Konsumenteschutz.

Wat zielt dann elo méi, Här Staatsminister Bettel? Den Nee zum vermeintleche finanzpoliteschen Harakiri vun der DP-Finanzministesch Yuriko Backes oder de Jo zu de steierlechen Entlaaschtunge vun Ärem Koalitiounspartner an och vun der grousser Majoritéit vun der Oppositioun hei am Parlament, inklusiv de grousse Gewerkschaften? Här Staatsminister, mir lauschteren op deem Punkt op Ärt Wuert, an d'Leit, grad ewéi mir, wëllen endlech dozou Kloertext!

Den Titel, ofschléissend, Här President, vum Budget ass: „Realistesch, solidaresch, responsabel". Den Titel vun der Lag vun der Natioun ass: „Verantwortung iwwerhuelen". Mir stelle fest: Béides ass Etiketteschwindel! Et steet Verantwortung drop, mee et ass soss näischt ewéi e Verschiebebahnhof op Oktober 2023. Fir d'CSV ass et ganz kloer: D'Leit brauchen Entlaaschtung a Perspektiven elo an net just Excusen a Vertréischten op Mokuchsdag!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, den Här Baum. Den Här Baum huet nach Riedezäit.

M. Gilles Baum (DP) | Ech mengen, ech hunn nach eng hallef Stonn. Ech wäert déi net brauchen, well ech weess, dass ech gëschter Är Zäit scho méi wéi strapazéiert hunn. Merci, dass ech nach eng Kéier däerf d'Wuert huelen.

Ech hu virgëschter am Interview dobausse gesot, verschidden Oppositiounskolleege géifen déi lescht dräi Joer ausblenden, wëssentlech oder onwëssentlech. Ech muss soen, dat hei ass net nëmmen ausblenden, mee hei sinn zwee Ae wierklech fest, fest zougeklappt, fir net ze wëssen, wat déi lescht dräi Joer an deem Land hei lass war.

Jo, mir hunn ...

(Interruption)

... en Defizit vun 2,8 Milliarden. A jo, et ass wouer: D'Scholdelaascht ass vun 11 Milliarden op 22 Milliarden eropgeklomm. Finanziellen, finanzpoliteschen Harakiri, huet d'Madamm Minister gëschter gesot, kéinte mer eis net erlaben. Si huet och nach eng Kéier ganz kloer erkläert, firwat mer net un déi 30 %-Scholdegrenz solle goen. Si huet d'Beispill vu Groussbritannie geholl. Ech mengen, ech brauch net nach eng Kéier ze widderhuelen, wat si gesot huet, an ech brauch och, mengen ech, kengem heibannen ze erklären, wéi wichteg den Triple-A ass.

Wann ech soen, dass verschidde Kolleegen aus der Oppositioun déi lescht Joren ausblenden, da blende se d'Joren 2020, 2021 an 2022 aus. Si blenden och aus, dass mer 1 Milliard Recettë verluer hunn iwwert de Commerce économique. Si blende wëssentlech aus, dass mer eng Pandemie haten, wou dës Regierung iwwer 3 Milliarden an de Grapp geholl huet, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, fir d'Betriber ze schützen a fir ze kucken, dass mer géifen aus där Pandemie anstänneg erauskommen. An dat ass eis gelongen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et ass eis gelongen, als Lëtzebuerger Land, anstänneg aus där Pandemie erauszekommen. Dat wëll ech hei ënnersträichen. An domadder wëll ech awer och soen, dass déi meescht Päck an déi meescht Decisiounen, déi do geholl gi sinn, ganz oft och mat de Stëmme vun der CSV matgedroe gi sinn. A jo, dat erfuerdert Respekt, an duerfir wëll ech Iech, Här Roth, och mäi Respekt hei dofir ausdrécken.

Déi zwou Tripartitten, déi mer dëst Joer haten, zwou schonn, an Zäit vu sechs Méint, – 900 Milliounen, 1,1 Milliard –, déi Sue sinn amgaangen, verschafft ze ginn. A wann een einfach heihinnerkënnt a seet: „Majo, ma lauschtert, Dir hutt jo 900 Milliounen iwwreg", dat ass einfach ausgeblent, dass déi 2 Milliarden, déi mer hei an de Grapp huelen, schonn amgaange sinn, ausbezuelt ze ginn un d'Leit. Dir wësst, dass mer eleng 55 Milliounen Euro de Mount u Crédits d'impôt ausbezuelen.

Kommt, mir waarden emol, wou mer am Dezember dru sinn. Kommt, mir kucken, wou d'Finanzlag am Dezember ass, an da wäert Der gesinn, dass mer an enger ganz anerer Situatioun sinn. „Rezessioun" ass e Wuert, dat ee mëttlerweil wierklech iwwerall héiert. Wann am Quartal ..., wa mer zu Lëtzebuerg ëm 0,5 % zréckgaange sinn, dann ass dat en Zeechen, dass mer leider, leider op dem Wee sinn dohinner.

D'Pandemie, d'Tripartite 1, d'Tripartite 2: Iwwer 5 Milliarden Euro hu mer natierlech finanzéiert iwwer Suen, déi mer hu misse léine goen. An ech hunn et gëschter gesot, an ech huelen hei d'Kolleegen op dëser Säit mat dran: Déi Mesuren, déi mer geholl hunn,

waren déi richteg Mesuren, fir d'Leit ze ënnerstëtzen, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, an ech hunn och elo net héieren, dass mer do Saache falsch gemaach hätten. Op alle Fall hunn ech elo an der Ried vum Här Roth net héieren, dass déi Decisiounen an déi Saachen, déi gemaach gi sinn, falsch gewiescht wären.

Dann awer eppes, wat ech net einfach esou ka stoe loossen. Ech hunn Iech gëschter gesot, dass mer am Joer 2013 Investitiounen haten an Héicht vun 1,5 Milliarden. Déi Investitioune sinn ënnert dëser Regierung stänneg, stänneg an d'Luucht gaangen. Dat sinn Investitiounen an de Schinnereseau. Dat sinn Investitiounen a Stroossen. Dat sinn Investitiounen a Schoulen. Dat sinn Investitiounen an Infrastrukturen, iwwerierdesch, ënnerierdesch. Dat sinn Investitiounen och a Spideeler. Jo, dës Regierung huet déi lescht Jore vill Suen an de Grapp geholl, fir d'Land no vir ze bréngen, fir d'Land ze moderniséieren. An dozou sti mir, an dozou solle mer och emol eng Kéier soen, dass mer houfreg dodrop sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn nach grouss Projeten ausstoen. Ech nennen der just zwee: Dat ass d'Spidol zu Esch an et ass och den neien CHL. Wa mer déi zwee zesummerechnen, wäerte mer bei enger annerhallwer Milliard leien. Och dat sinn Investitiounen an d'Leit, dat sinn Investitioune fir d'Leit, et sinn Investitioune fir d'Zukunft. An ech géif emol gäre vun dëser Säit hei héieren, dass mer déi zwee Spideeler do, just fir déi ze nennen, net solle bauen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An da kënnt hei de Vergläich, an da kënnt hei de Vergläich … Entschëllegt, ech fannen dat awer totalement déplacé. Da kënnt hei e Vergläich mat Däitschland. Da kënnt e Vergläich mat Däitschland. Gitt emol kucken, wéi et an Däitschland ausgesäit! Gitt an Däitschland d'Stroosse kucken! Gitt an Däitschland d'Piscinne kucken! Gitt an Däitschland d'Schoule kucken! An da schwätzt Der mat deenen Däitschen, déi op Lëtzebuerg kommen, an da kuckt Der mol, wat déi vun eisem Land halen! D'selwecht fir d'Fransousen. An da gëtt gesot, eis Scholdelaascht wär ze vill gewuess par rapport zu Däitschland!

Wann Däitschland haut do ass, …

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | … wou Däitschland ass, dann ass et vläicht och, well d'CDU 16 Joer do um Rudder war.

(Interruptions)

M. Gilles Roth (CSV) | 70 % Schold! Däitschland: 70 %!

M. Gilles Baum (DP) | An dann …

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Zwouklassegesondheetssystem an Däitschland!

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, ech weess, dass ech mech muss ëmstelle vum Bling-Bling op de Club Med, wat Der jo gären hei sot, wat mer alles gratis gemaach hunn. Ech hunn d'Zuelen hei: de gratis ëffentlechen Transport, d'Schoulkantin, de Museksunterrecht, d'Betreiung an de Maison-relaisen, d'Summerschool. Dat si Leeschtungen, déi d'Familljen entlaaschten. An dat sinn am Joer emol keng 100 Milliounen, dat sinn awer 100 Milliounen, déi direkt an der Täsch vun de Leit ukommen.

Wat Der och vergiesst ze soen, dat ass, dass ab dem 1. Januar d'TVA iwwerall ëm 1 % erofgeet, also gëtt domadder d'Kafkraaft vun de Leit net weider belaascht, mee si ginn entlaascht. An den Index wäert d'nächst Joer probablement zweemol spillen.

Da kréie mer virgeworf, keng grouss Steierreform gemaach ze hunn. An normale budgetären Zäiten, wa mer keng Pandemie gehat hätten, wa mer keng Energiekris hätten a wa mer kee Krich an Europa hätten, deen awer Konsequenzen huet … Ech weess, dass verschidde Leit soen, dat hätt minimal Konsequenzen op Lëtzebuerg. Ech sinn där Meenung net. Wann d'OPEC seet: „Mir produzéieren zwou Millioune Barrel manner" – ech wëll Iech soen, dass an der OPEC (veuillez lire: OPEC+) Russland den zweetgréisste Produzent ass –, dann huet dat och zu Lëtzebuerg-Konsequenzen!

Jo, mir hunn et net fäerdegbruecht, eng grouss Steierreform ze maachen, well mer d'Sue gebraucht hunn, fir duerch d'Krisen ze kommen, a well mer d'Suen dohinner gestach hunn, wou se néideg waren, bei eis Leit a bei eis Betriber, fir ze kucken, dass mer net géifen en sortie de crise ënnert d'Rieder kommen. An ech widderhuelen et: Déi Mesuren, déi mer do geholl hunn, déi waren alleguerte richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Elo kënne mer soen … Den Här Roth seet: „Mir hunn eng Steierpropos gemaach." Den Här Roth huet elo hei gemaach … 600 Milliounen, dat si jo net 600 Milliounen eemol, dat si 600 Millioune pro Joer.

(Interruption)

Ech stellen Iech eng ganz einfach Fro. An ech sinn net dofir bekannt, e pessimistesche Mënsch ze sinn, ech stellen awer fest, dass tëschent der Tripartite 1 an der Tripartite 2 ganz genau sechs Méint louchen.

D'Gewerkschaften, déi de Moien um Radio vun RTL waren, hu gesot, dass mer an enger wéineg previsibeler Zäit wären, an onsécheren Zäiten, dass mer net wéissten, wou et géif higoen. Ech deelen déi Aschätzung. Ech deelen déi Aschätzung, hei net kënnen ze soen, wou mer an dräi Méint a wou mer a sechs Méint dru sinn. Déi Aschätzung, déi deelen ech zu 100 %.

An ech weess och net – an dat wäert och keen heibannen eis kënne soen –, ob mer d'nächst Joer vläicht nach eng Tripartite-Ronn kréien. Mee wa mer eng kréien, da wësse mer jo, dass et déi net zum Nulltariff gëtt. Déi gëtt et sécher net zum Nulltariff! Ech widderhuelen nach eng Kéier, d'Tripartite 1: 900 Milliounen, d'Tripartite 2: 1,1 Milliard.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss Iech soen: Zu enger virsiichteger a responsabeler Finanzpolitik gehéiert Previsibilitéit. A fir mech ass d'Previsibilitéit elo net, ze soen: „Mir huele 600 Milliounen, déi mer verdeelen", fir herno ze soen: „Ben, d'Tripartite, Pech, domm gaangen, et ass elo näischt méi do, et ass näischt méi dran." Neen. Ech sinn der Meenung, dass mer sollen hei virsiichteg bleiwen an net dat maachen, wat den Här Roth eis gesot huet.

Ech wëll Iech just nach eng Kéier soen, dass déi zwou Tripartitten 2 Milliarde kaschten. D'Deckelung vum Gaspräis, d'Deckelung vum Stroum, alles dat kënnt direkt bei de Leit un, dat kënnt direkt am Portmonni vun de Leit un. An ech wëll soen, dass mer eleng fir déi Tripartite-Entscheedungen, wou mer jo prinzipiell, ouni d'Kaz am Sak ze kafen, e prinzipiellen Accord vun der CSV hunn, dat kascht eis 2 Milliarden.

Elo sot Der: „Maacht dat do, huelt einfach déi 600 Milliounen!" Dat heescht, engersäits sot Der, et wär keen Apel fir den Duuscht do gewiescht, well mer massiv investéiert hunn, an anerersäits sot Der: „Maacht méi Depensen!" Mee wéi solle mer dat da finanzéieren? Sidd Dir dann der Meenung, dass mer sollen déi 600 Milliounen do iwwert en neien Emprunt finanzéieren? Wann dat de Fall ass, da sot eis dat! Wann dat net de Fall ass, da géif ech nawell gäre wëssen, wou mer de Stëft sollen usetzen, fir dass mer op déi 600 Milliounen dann am nächste Budget am nächste Budgetsjoer kommen.

Wann Der hei sot … Ech fannen dat e grave Reproche, wann een der Majoritéit seet, mir géifen Excusë sichen. An ech mengen och net, Här Roth, dass d'Leit dobaussen et esou duerch dee Brëll gesi wéi Dir, well déi Leit, déi mat mir schwätzen, déi soen, dass et schwiereg ass, dass mer a schwéieren Zäite sinn, mee dass se dat respektéieren, wat vun der Politik geliwwert gëtt, an dass mer a schwéieren Zäite sinn, wou mer mussen zesummenhalen.

Fir ze soen, mir géifen eis Excusë sichen, mir géifen eis verstoppen hannert enger Pandemie, mir géifen eis verstoppen hannert engem Krich, mir géifen eis verstoppen hannert Tripartite-Accorden, déi iwwer 5 Milliarde kascht hunn, d'Pandemie an d'Tripartite-Accorden … Ech fannen dat e grave Reproche, deen ech esou net ka stoe loossen, deen ech esou net wëll akzeptéieren!

Realistesch, jo …

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Finanzministesch huet gëschter hei eng ganz realistesch Duerstellung vun der Situatioun gemaach. Solidaresch, jo, well mer och mat dësem Budget deene Leit, déi et am schwéierste hunn, nach eng Kéier ënnert d'Äerm gräifen. A responsabel, jo, well mer net wëssen, wou mer higinn. Well mer déi Previsibilitéit einfach brauchen, fir am Joer 2023 – mir wësse jo net, wou mer histeieren – einfach déi finanziell Marge ze hunn, fir kënnen ze reagéieren, wann déi finanzpolitesch an och déi ekonomesch Situatioun géif méi onsécher ginn. Ech huelen d'Wuert vun enger Rezessioun nach eng Kéier an de Mond, well dat a verschiddene Länner an der Eurozon schonn ukomm ass.

Voilà! Ech hu probéiert, hei Verschiddenes riichtzebéien. A wéi gesot, dass mer eis hannert de Krise géife verstoppen, kann ech als Vertrieder vun der Demokratescher Partei kengesfalls stoe loossen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da freet den Här Gilles Roth nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Ben, ech maachen et ganz kuerz. Mee den Här Baum huet mer eng Fro gestallt.

Ech stelle just fest, dass dee Reproche, deen en un d'CSV wëllt maachen, déi elo d'Leit wëllt entlaascht gesinn, déi wëll, dass eng Steierreform kënnt, dass dee Reproche eigentlech vum Här Baum dann och muss geriicht ginn un d'Gewerkschaften a virun allem u säin zweete Koalitiounspartner, d'LSAP, déi nämlech änlech – fir net ze soe méi grouss – Fuerderungen um Niveau vun den Entlaaschtunge fir d'Leit freet.

Zweetens, Här Baum, e Staat funktionéiert eigentlech wéi e Privatbetrib: E muss och kucken, dass en d'Enner um Enn vum Joer oder iwwert eng gewësse Period zesummekritt. De Staat huet awer aner Missiounen. An de Staat huet och aner Méiglechkeeten, fir Recetten ze kréien. An eng vun deene Méiglechkeeten, fir Recetten ze kréien, dat sinn d'Steieren. Déi leet e fest an do ass e souverän. Mee de Staat huet awer virun allem de Bierger an de Matbierger ze déngen. An duerfir muss de Staat sech och – an dat ass dee Feeler, dee mer Iech reprochéieren – a fette Jore selwer limitéieren.

Da kann en net soen: „Ech kréien nëmme Recetten eran", wéi den Här Kersch gesot huet. 495 Milliounen, virdru ware se am änleche Stil. 900 Milliounen elo.

Da muss de Staat och soen: „Ech verlaange manner Steiere vun de Bierger a mat deene manner Sue kucken ech, de Missioune vum Staat gerecht ze ginn an ech kucken net nëmmen, Suen ze kréien, fir deem do eppes ze ginn, deem Zweeten eppes ze ginn an deem Drëtten eppes ze ginn." Well Dir hutt vill Leeschtungen hei ausbezuelt, wou d'Leit iwwerhaapt emol net gefrot gi sinn!

An den drëtte Punkt, an domadder schléissen ech of: Et si vill Gemengepolitiker heibannen. Dir hutt geschwat vun héijen Investitiounen – jo, normal ekonomesch Approche, héich Investitiounen –, mee ech dreiwen awer net meng Investitiounen am Budget esou an d'Luucht, dass ech herno keng Betriber a keng Handwierker méi fannen, fir déi Aarbechten iwwerhaapt kënnen ze maachen!

(Interruption)

Ma, Dir hutt vu Realitéit geschwat. Mee Dir sëtzt dach och an enger Gemeng! Hei sëtze Buergermeeschteren, hei sëtze Schäffen, ma ass et dann normal, dass ëffentlech Aarbechte vergi ginn, wou een ofgëtt, wou den Devis op 100 ass a wou herno d'Vergabe op 150 ass? Dat nenne mir net eng nohalteg Politik an dat nenne mir och net eng Autolimitatioun an eng previsibel Approche vun enger Investitiounspolitik vun engem Staat! An do ënnerscheet eng CSV sech vun Iech a vun dëser Regierung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da freet den Här Dan Kersch nach d'Wuert. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Eigentlech wollt ech de Moien net schwätzen, mee wéi ech héieren hunn, dass den Här Roth sech agedroen huet, da muss een awer, mengen ech, op verschidden Aussoen, déi hei gemaach gi sinn, äntweren.

Här Roth, ech sinn der Meenung, dass dat Bild, dat Der vu Lëtzebuerg moolt, eigentlech e Schreckensbild ass a fir mech, éierlech gesot, onerdréiglech ass. An ech hoffen, dass dat ni esou antrëtt, esou wéi Dir beschreift, dass Dir et empfannt. Ech empfannen et net esou. An ech empfannen, dass mer an engem Land liewen, dat senge Leit, sengen Awunner, alle Residenten hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer kann e glécklecht an dezent Liewe garantéieren.

Ech hu mech e bëssen erënnert gefillt un d'Beschreiwung vun eisem Gesondheetssystem, déi ech gëschter héieren hunn, wou ee sech ... a gëschter och nach eng Ausso héieren, mir hätten e Gesondheetssystem wéi en Entwécklungsland. Ech froe mech, ob dann déi Leit, déi an der Regierung sinn, lauter Zauberer sinn. Well wéi ass et méiglech, mat engem Gesondheetssecteur, wéi en an engem Entwécklungsland wär, praktesch eng vun deene beschten Notten ze kréien an der Bewältegung vun enger Coronakris, déi a ganz Europa ausgedeelt ginn ass? Ech mengen, déi Fro sollt een och emol eng Kéier stellen.

A wann Der de Verglach maacht vum Staat mat engem Haushalt, Här Roth, ass et e ganz interessante Verglach, deen ee sech emol eng Kéier sollt duerch de Kapp goe loossen: Nennt mir emol deen Haushalt hei zu Lëtzebuerg, deen et fäerdegbréngt, mat manner wéi sengem Joresakommes als Prêt eens ze ginn (veuillez lire: mat engem Prêt eens ze ginn). Där gëtt et der ganz wéineg. A wann déi Leit do alleguerte géifen Harakiri maachen, wéi Dir et nennt, well et ass jo de Verglach mam Staat, deen Der mengt, dann ass dat carrement eng Frechheet vis-à-vis vun alle Stéit hei zu Lëtzebuerg, déi guer keen anere Choix hätten, wéi Schold opzehuelen, fir sech en dezent Liewen hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt kënnen ze erméiglechen!

A gëschter hu mer vill iwwer Wunnenge geschwat. Wivill Leit géif et ginn, déi hir Infrastruktur, hiert Haus hätten oder Proprietär wären, wa se eeben net e Prêt opgeholl hätten? Ma genau dat mécht de Staat. De Staat hëlt Prêten op, Emprunten op, fir Infrastrukturen ze bauen, vun deenen och déi kommend Generatioune kënne profitéieren. Genau dat gëtt gemaach. An den Här Baum huet et virdru gesot: Wa mer dat net géife maachen, ma da wär et einfach, dann hätte mer keen Defizit, dann hätte mer keng Schold. Mee mir hätten Zoustänn – an dofir war et wierklech dat bescht Beispill, dat Der konnt bréngen – wéi an Däitschland. An hien huet just vun den Infrastrukture geschwat, den Här Baum.

Kuckt emol déi sozial Situatioun an Däitschland. Dir sidd dach „Bild"-Lieser, wéi Der eis d'lescht Kéier erkläert hutt. „Hartz oder herzlich" (veuillez lire: „Hartz und herzlich"), kennt Der déi Sendung? Dat ass eppes wéi d'Bild. Hutt dir gesinn, wéi d'Leit dohanne liewen a mat wéi enge sozialen Ëmstänn d'Leit an Däitschland mussen eens ginn? An esou eppes gitt Dir eis hei als Beispill!

An iwwregens, wa mer iwwer Däitschland nach weider schwätzen: 70 % Staatsschold. Mir hunn der, mengen ech, 24,6 %, huet eis gëschter d'Finanzministesch erkläert. 24,6 % par rapport zu deem Beispill Däitschland, dat Dir eis gitt, dat 70 % huet an iwwregens och nach ëmmer Triple-A huet, wat ganz genau beweist, dass et e Märchen ass, dat hei op der Tribün elo e puermol verzielt ginn ass, dass et en Automatismus wär, wann d'30-Prozent-Mark géif falen, dass mer da géifen den Triple-A verléieren!

Domat wëll ech net soen, dass ech elo onbedéngt wëll déi 30-Prozent-Mark iwwerschreiden. Ech soe just, dass dat hei esou duergestallt gëtt, wéi wann dat en Automatismus wär. An dat ass absolutt net de Fall!

Dofir, Här Roth, Dir weist drop hin, dass et eenzel Stëmme gëtt op de Majoritéitsbänken, wou déi eng déi eng Meenung hunn an déi aner déi aner. Ben, ech sinn elo aacht Joer, néng Joer an dësem héijen Haus derbäi a verschiddene Fonctiounen, ech héieren elo zënter néng Joren eng Plack an zwar d'Plack vun den 31 Kopfnicker. A wann een dann emol eng Kéier de Courage huet – an ech sinn net deen Eenzegen, et sinn e puer Leit aus eise Fraktiounen, déi heiansdo emol sech d'Fräiheet eraushuelen –, eppes aneschters ze soen, da gëtt gesot: „Gesitt Der, déi si sech net eens! Si hunn décke Sträit!"

(Interruption)

Ma entweeder dat eent oder dat anert, déi zwou Saachen zesummen, dat geet net! Mee dat ass awer eng Taktik, déi Der méi oft uwennt: dat eent an dat anert.

Da komme mer zu Äre Steiervirschléi. An do soe mir, do feelt déi intellektuell Éierlechkeet bei Iech. Dir sot op där enger Säit: „De Staat soll dohinner goen an d'Staatsschold erofsetzen, wa méiglech op jiddwer Fall keng nei Staatsschold maachen. E soll awer d'Investissementer nach an d'Luucht setzen. E soll d'Hëllefe fir d'Betriber an d'Luucht setzen. E soll d'Steieren erofsetzen. E soll d'Leit entlaaschten. E soll nach de Baueren hëllefen." Alles an engems. An Dir wësst ganz genau, dass dat net geet!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wa mer dat wëlle maachen, da musse mer eis eng aner Politik afale loossen, och eng aner Steierpolitik afale loossen a mir mussen de Courage hunn, eng Rei vun hellege Kéi hei zu Lëtzebuerg ze schluechten. An, Här Roth, et deet mer leed, ech zweifelen drun, dass Dir mat Äre siwe verschiddene Meenungen an Ärer Fraktioun jeemools eng Kéier amstand sidd als Partei, dat mat eis ze bewierken!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch.

(Brouhaha)

An da freet nach den Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hätt nach eng Fro un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Kersch, ech hunn Iech elo intensiv nogelauschtert. An do ass ... Dir hutt jo elo d'Ausféierung gemaach vum däitsche Fernsee. Déi Sendung, „Hartz aber herzlich" (veuillez lire: „Hartz und herzlich") heescht se, eng Sendung, déi ech och gekuckt hunn an déi engem wierklech nogeet, virun allem och, wann een zu Lëtzebuerg am soziale Beräich ass. Mee meng Fro un Iech ass dann – d'LSAP ass jo elo scho gefillt éiweg an der Regierung: Sidd Dir dann der Meenung, dass een zu Lëtzebuerg net och esou eng Sendung kéint bréngen an dass d'Leit net vläicht ..., dass mer déi Fäll net och hei hunn an dass zu Lëtzebuerg d'Leit net a genausou prekäre Situatioune liewen, obwuel mer e Sozialsystem hunn, dee vläicht um Pabeier besser ass, mee dass mer net zu Lëtzebuerg genau déi selwecht Fäll fannen, vun deenen Dir elo sot, déi géif et just an Däitschland ginn?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Goergen, Dir braucht mir net ze erklären, dass et och hei zu Lëtzebuerg Leit gëtt, deenen et net gutt geet. Ech behaapten awer hei frei a frank, dass et hei zu Lëtzebuerg keng Leit gëtt, déi an deenen Zoustänn musse liewe wéi an Däitschland, wou dat praktesch e Massephenomeen ass. Dat ass, Gott sei Dank, an dësem Land nach net de Fall.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech soen all de Riednerinnen a Riedner Merci fir hir Interventiounen. A mir sinn eis jo eens: Eng Demokratie lieft vun ënnerschiddleche Meenungen, vu verschiddene Positiounen. An et ass an enger Demokratie dat Normaalst vun der Welt, dass een och op verschiddene Punkte sech net eens ass. Dat ass och richteg esou. An dat ass och gutt esou. An ech kann Iech just soen, dass dës Regierung déi Demokratie, déi Meenungsfräiheet och mat alle Mëttele wäert verdeedegen!

Dofir erlaabt mer just, Här President, awer och dem Här Kartheiser hei just ze soen, dass hei verschidde Saache gesot gi sinn, déi grondfalsch sinn an am Fong all deene Motivatiounen, all deene Wäerter widderspriechen, fir déi ech mech selwer an der Politik asetzen.

Och wa mer seng Äusserungen net gefall hunn, sou huet e jo och gemierkt, dass keen an der Regierung e gestéiert a gehënnert huet, seng Meenung fräi ze äusseren, oder en ënnerbrach huet. Dat ass ..., mee dofir muss ech op verschidde Punkten awer wierklech hei reagéieren.

Dat Éischt ass: Et ass gesot ginn, d'Meenungsfräiheet géif hei zu Lëtzebuerg ageschränkt ginn. Ech fannen dat, och vis-à-vis vun deene Leit, déi op d'Strooss ginn, deene Leit, déi hei manifestéieren, deene Leit, déi am Ausland manifestéieren, deene Leit, déi fir d'Meenungsfräiheet och all Dag kämpfen, e Schlag an d'Gesiicht!

An dat Zweet, dat mech awer – ech muss soen – och wierklech ganz schockéiert huet, dat ass, dass mir eng Press géife bezuelen, fir hei fei mat der Regierung ze sinn. Ech weess net, wéi eng Press Dir liest.

(Hilarité)

Op jidde Fall net déi selwecht, déi ech all Moie liesen, an ech muss Iech soen, ech sinn och frou: Ech kréien der riets a lénks op d'Baken, och d'Regierung, och déi aner Politiker, an ech fannen dat richteg esou! Ech fannen dat an enger Demokratie wichteg, dass mer eng Press hunn, déi dat schreift, wat se fir richteg hält. Dat ass ee vun de Piliere vun onser Demokratie. An ech weess net … a wann ech mech allkéiers géif opreegen, wa se net fein iwwer mech schreift – dat schéngt jo dann de Fall ze sinn –, dann hätt ech scho laang e Schlag gemaach.

(Hilarité)

Här President, ech hunn awer och ganz vill konstruktiv Interventiounen héieren. An ech muss och soen, dass déi Ënnerstëtzung, déi ech hei awer an der Chamber hu fir eng Rëtsch vu Punkten, wou mer dann och wäerten, hoffen ech, eng Unanimitéit fannen, ganz, ganz wichteg ass. An ech soen, deen „Zesummen", dat war jo e bëssen d'Leitmotiv, „d'Verantwortung" an den „Zesummen". Mir hunn jo gesi bei der Covidpandemie, dass mer et wierklech fäerdegbréngen, zesummen och déi Pandemie ze packen. An deen „Zesumme" war wichteg. An d'OCDE ënnersträicht dat och.

A wann ech hei gesot kréien, ech géif mir selwer gären op d'Schëller klappen oder d'Regierung, ech wëll just soen, déi klappen … och hei d'Chamber, mee all d'Institutiounen, de Conseil d'État hunn nach ni esou séier geschafft. All Institutioun huet hei esou séier geschafft. An dat ass just gaangen, well all déi Institutiounen och séier geschafft hunn, soss wier och esou eppes net méiglech gewiescht.

Mee ech muss Iech awer soen, Här President, wann ech verschidde Riedner haut gelauschtert hunn, hunn ech d'Gefill, dass ech néng Joer net am deem selwechte Land wunne wéi si. Ech hunn d'Gefill, ech hunn … Déi schénge vergiess ze hunn, wat awer ëmgesat ginn ass. Wann ech gesinn … Déi Steierreform vun 2017, déi och bis an d'Mëttelschicht eragaangen ass an d'Bierger am Fong enorm entlaascht huet, an e System, deen am Fong méi gerecht ginn ass – hunn déi dat vergiess? Hunn déi dat vergiess?

D'Familljen- an d'Bildungspolitik, mat där mer de Kanner an de Familljen am Fong vill méi Zäit ginn, fir se zesummen ze verbréngen, well mer jo och wëssen, dass dat e wichtege Facteur ass, an och gläichzäiteg entlaaschten – hunn déi dat och vergiess?

Eng seriö, nohalteg Finanzpolitik, mat där mer d'Staatsfinanzen no 2013 sanéiert hunn. An ech muss soen, dat war jo keng einfach Aarbecht – ass dat och vergiess ginn? Rekordinvestitiounen, Schoulen, Infrastrukturen, Alters- a Fleegeheemer, Klinicken, ëffentlechen Transport – ass dat och vergiess ginn?

Also, ech kéint och nach laang esou virufueren, Här President, well wat mech am Fong am meeschten interesséiert hätt vun deenen, déi och soen, dass mer jo alles falsch gemaach hunn: Wat hätte si aneschters gemaach? Wat hätte si net gemaach? Dat ass jo déi interessant Fro, well ech weess nach ëmmer net, wou de roude Bic komm wär.

Ech kréien hei de Reproche gemaach, mir wiere mat de Staatsfinanzen … d'Schold wier elo ze héich. Ech wëll just drun erënneren, dass kee vun eis sech eng Covidkris gewënscht huet. Hätt dann déi gréisst Oppositiounspartei déi ganz Mesuren, déi mer gemaach hunn, net matgestëmmt? Hätte mer déi zwou Tripartitten … a si soen allkéiers, si si fir d'Tripartitten, mee dat sinn Depensen, déi net geplangt waren, an dat sinn déi Depensen, déi eis an déi Situatioun och bréngen, an där mer sinn!

Dat heescht, op där enger Säit … An et ass elo genuch ënnerstrach ginn an ech wëll och dem Här Kersch Merci soe fir seng Interventioun, well si probéieren, eis auserneenzedreiwen, an dat, wat se am meeschten nervt, ass, dass mer zesummenhalen, dass mer zesummen e Plang hunn, dass mer zesumme fir eng sozial, eng liberal an eng ëmweltbewosst Politik hei stinn. An dat ouni Problem och nach bis d'nächst Joer!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ouni Problem! Probéiert net, een ze sichen! Mee et steet fest, Här President, et ass keng vun deenen dräi Majoritéitsparteie mat enger anerer fusionéiert. An dofir erlaabt och, dass déi dräi Parteien hir ADN awer och kënne behalen. Mir hunn als dräi Parteien dräi ADNen. Verschidde Parteien hunn dräi ADNen an enger Partei!

(Hilarité)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dat ass den Ënnerscheed!

An dass mir tatsächlech … an ech respektéieren och d'Meenunge vun deem engen a vun deem aneren. Ech mengen, et ass wichteg, als … Ech war jo selwer 14 Joer an dësem Haus. Et ass jo frustrant, wann een net dierf eng Meenung hunn, dass een déi eraus-bréngt, bon, et gi verschidde Manéieren, wéi een d'Saache seet, mee de Fait ass awer, ech respektéieren Deputéiert, déi hir Meenung verteidegen, mee déi awer zu deem Programm, zu deem Accord, zu deem, wat mir ausgemaach hunn als Koalitioun, och stinn. An dat ass d'Stäerkt vun dëser Koalitioun zënter néng Joer: dass mer vu verschiddenen Horizonter kommen, mee zesummen d'Problemer uginn an zesumme Léisunge sichen, fir ons Bierger a fir onst Land!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An, Här President, ech muss Iech soen, ech hu jo och laang nogelauschtert, wat hei gesot ginn ass, an erlaabt mer just, well ech hat jo och e bëssen Zäit – an dës Nuecht hat ech och nach e bëssen Zäit –, e bëssen ze sichen, …

(Hilarité)

Hei ass zum Beispill ganz laang vu Logementspolitik geschwat ginn a mir hätten alles falsch gemaach an et wier näischt Richteges an etc. an etc. Also, ech wëll Iech just erënneren, dass de Logementsministère 1969 kreéiert ginn ass. En huet Ministère du Logement social geheescht. Virdrun ass et deen net ginn. 1969 war e gewëssene Jean-Pierre Büchler Minister, fir d'Geschichtsbicher, mee och en CSV-Member, an dat war ënnert engem Premierminister Werner. Tatsächlech, Här President, gouf et vun 1974 bis 1979 een Net-CSV-Logementsminister. Dat war de Benny Berg ënnert enger Regierung vum Här Thorn.

Dann ënnert enger Regierung 1979 bis 1981 (veuillez lire: 1979 bis 1980): e Premierminister Pierre Werner, deen och éischter CSV war. Deen hat e Logementsminister, deen huet deemools – dat huet och nach Logement social geheescht – Jacques Santer geheescht, och, mengen ech, CSV. Dunn, vum 3. Mäerz 1980 bis 1984: e gewëssene Jean Spautz. E gewëssene Jean Spautz ass och ënnert enger Regierung vum Här Santer Logementsminister gewiescht vun 1984 bis 1989, e Jean Spautz, mengen ech, och CSV-Minister.

Vun 1989 bis 1994, ënnert engem Premierminister, deen nach den Här Santer war, e Logementsminister, deen och Jean Spautz geheescht huet. An do war et net méi sozial, dunn ass et de Logementsministère ginn. Dat heescht, et war méi generell e Logementsministère.

1994–1995, 1995 och nach, ënnert enger Regierung, wou de Premierminister gewiesselt huet, e gewëssenen Här Santer op en Här Juncker, och, mengen ech, CSV-Leit, zweemol e gewëssenen Här Spautz.

1995–1999: Ännerung, do kënnt e Fernand Boden. 1995–1999, 1999–2004, 2004–2009, e gewëssene Fernand Boden mat engem Här Juncker och un der Spëtzt, 2009–2013 …

M. Gilles Roth (CSV) | Mee do konnten d'Leit sech nach Wunnenge leeschten!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Tatsächlech, de Problem ass komm, soubal keen CSV-Minister do war! Dat wësse mer jo alleguer. Dat versti mer jo, Här Roth. Soubal en CSV-Minister net am Amt ass, sinn et just Problemer a bei Iech ass alles super gewiescht! Et ass jo gewosst, Dir sot et selwer, de Logementsproblem wier jo keen neie Problem, mee ech muss Iech awer soen, da sinn ech iwwerrascht, dass mäi Virgänger selwer gesot huet, et misst zur Chefsaach gemaach ginn, well et esou problematesch wär, wa bei Iech jo ëmmer alles sou gutt gaang ass!

M. Gilles Roth (CSV) | D'Madamm Nagel wollt 10.000 Wunnenge bauen – d'Joer!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | 2009 bis 2013.

M. Fernand Etgen, Président | Här Staatsminister, den Här Gloden wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Jo.

M. Léon Gloden (CSV) | Här Staatsminister, ech si frou, datt Der de Rappell vun der CSV-Geschicht maacht, mee sot de Sozialisten och, datt se säit 35 Joer d'Gesondheet ënnert sech hunn!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dat heescht, Här President, …

(Brouhaha)

… wann Der erlaabt, vun deene 44 Joer, déi ech elo gerechent hu virun eis, waren 39 Joer just an CSV-Hänn.

A gëschter eng grouss Opreegung, Här President, iwwert d'Grondsteier. Mir hätten zéng Joer gebraucht, fir d'Grondsteier hei zesummen ëmzesetzen. A si probéieren, déi Reform, déi zesummen ënnert der Leedung vun der Madamm Bofferding, mam Här Kox a mat der Madamm Backes ëmgesat gëtt, klengzerieden. Ech wëll Iech just erënneren, well ganz vill Leit kennen d'Geschicht och net vun der Grondsteier: D'Grondsteier ass den 1. Dezember 1936 geschafe ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Staatsminister, den Här Di Bartolomeo brennt drop ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, just eng kleng Prezisioun. Ech wëll just drun erënneren, dass an der Virvirgängerregierung d'CSV wärend zéng Joer den deemolege Gesondheetsminister voll a ganz ënnerstëtzt huet a senger Gesondheetspolitik, a senger Gesondheetsreform, a senge Sozialreformen. Also ass et awer liicht hypocrite, dass een, wann een an der Oppositioun ass, ...

(Interruptions)

... all dat frësst, wat een, wéi een an der Regierung war, héichgehalen huet!

Une voix | Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass hypocrite an dat ass enger grousser Partei wéi Ärer net wierdeg! Et deet mer leed, dass ech Iech dat muss soen. Et deet mer ëmsou méi leed, dat mussen ze soen, well mer ganz exzellent an deenen dote Beräicher zesummegeschafft hunn. An ech wëll just, wann Der erlaabt, Här Premierminister, ...

(Interruptions)

... drop hiweisen, dass an deene Joren, wou mer zesummen an der Regierung waren, an der Wunnengsbaupolitik e grousse Projet komm ass, den Numéro vert fir d'Haiser. Wësst Der, wéi laang deen iwwerlieft huet? E puer Méint. An dunn ass et den Numéro vert net méi ginn. Vu soss Initiativen – obwuel de Wunnengsbauministère ganz vill gefiddert ginn ass mat gudden Iddien – war et e Standstill. Dat muss een och emol eng Kéier soen. Ech falen där Politik, déi mer zesumme gemaacht hunn, net an de Réck. Wannechgelift, maacht dat och net!

Mme Octavie Modert (CSV) | An d'LSAP huet d'CSV an hirer Wunnengsbaupolitik ënnerstëtzt!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo huet de Staatsminister erëm d'Wuert a soss keen!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Erlaabt mer just, dass mer nees eng Kéier zeréck an eis Geschichtsstonn kommen.

Plusieurs voix | A!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech sinn amgaang, Iech ze erklären, ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Kuckt Dir roueg no hannen!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... dass d'Grondsteier den 1. Dezember 1936 geschaf ginn ass. Mir hunn tatsächlech ënnert engem CSV-Minister eng Reform probéiert. Dat war 1983 e gewëssene Jacques Santer, dee sech awer net duerchgesat kritt huet. Dofir hunn ech mer geduecht: Beim Logement hues de elo emol scho fonnt, dass dat awer net esou richteg ass, wat d'CSV ëmmer seet. Wéi ass et da beim Interieur? Dat ka jo awer net sinn, datt dat ... D'CSV muss jo dann ni do d'Verantwortung gehat hunn. Dofir hunn ech ugefaangen ... 1936, du koum d'Nokrichszäit, ech fänken un: 1951–1953, e gewëssene Pierre Frieden, CSV, 1953–1958, Pierre Frieden, CSV, 1958–1959, Pierre Frieden, CSV, 1959–1964, Pierre Grégoire, CSV. Ech muss elo ... Passt gutt op! 1964–1969, Henri Cravatte, LSAP, 1969–1974, Eugène Schaus, DP, 1974–1979, de Georges Wolfarth, LSAP. Dat heescht tatsächlech, an där ganzer Geschicht vu virun dëser Koalitioun hat eng aner Partei dräimol den Interieur!

1979–1984 (veuillez lire: 1979–1980), Camille Ney, 1980–1984, een, dee mer schonn am Logement kannt hunn, e gewëssene Jean Spautz, 1984–1989, Jean Spautz, 1989–1994, Jean Spautz.

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dowéinster ... Jo, et stéiert!

Mme Martine Hansen (CSV) | Also, et ass penibel, wann Der Iech no zéng Joer nach hanner eis verstoppt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dann e Michel Wolter. Här President, gesitt Der d'Nervositéit, soubal een de Spigel virun hir Aen hält? Et ass net schéin!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

En Här Wolter, 2004–2009, en Här Halsdorf, 2009–2013, en Här Halsdorf. Ech probéieren hei just, d'Geschicht, Madamm Hansen, opzezielen, wéi awer den Inneministère besat ginn ass.

(Coups de cloche de la présidence)

Dat heescht, vun 62 Joer, Här President, vum Interieur waren tatsächlech, vun deenen, ier mir komm sinn, 15 Joer net der CSV hir. An da werfe se eis vir, mir hätten zéng Joer gebraucht, fir dat doten ze maachen. Wann ee wierklech vun 62 Joer 15 Joer net do war, géif ech e bësse méi bescheiden optrieden!

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha et hilarité)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Am Logementsberäich, Här President, ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Wéi eng Oppositioun wënscht Der Iech?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... am Logementsberäich ... Här President ...

M. Marc Lies (CSV) | A wéi hu sech d'Präisser entwéckelt an deene leschten zéng Joer um Immobiliemaart?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mee Dir hutt jo alles gutt virdru gemaach. Et war jo bewosst. Dofir huet den Här Juncker ...

M. Marc Lies (CSV) | Verduebelt an zéng Joer! Verduebelt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dofir huet den Här Juncker jo och kloer gesot, dass et zur Chefsache muss gemaach ginn, well et e Problem war. Soss hätt en dat jo och net gesot. Här President, ...

(Interruptions et Brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | Dir maacht et léiwer ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat dote wäert den nächste Generatioune guer näischt bréngen!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... ech géif just gären hei dat heite fäerdeg maachen, mam Logement!

Also, just fir Iech matzedeelen: vun 2010 bis 2015 huet de Staat 195 Milliounen an de Bau vu Wunnengen investéiert. 195! Vun 2016 bis 2022 510 Milliounen. Aleng an de leschte Jore waren et an der Moyenne 100 Milliounen d'Joer. D'Chamber huet an deene leschten dräi Joer fënnef Finanzéierungsgesetzer op de Wee bruecht fir de Bau vu ronn 3.500 Wunnengen, mat enger Investitioun vu ronn 1 Milliard.

Dowéinst, also am Logement ... Ech war, Här President, vläicht e bësse méi bescheiden am Ufank, wou ech gesot hunn, ech hätt keng Baguette magique an der Logementsproblematik, well et ass eng Boîte à outils. Et ass eng Boîte à outils, an där et ganz vill verschidde Saache gëtt. Mee déi soll een dann och unhuelen. An och wa se net populär sinn – an ech si frou, dass ech gëschter zitéiert gi sinn –, och wann et net populär ass fir déi eng oder déi aner Mesure (veuillez lire: och wann déi eng oder aner Mesure net populär ass), musse mir alles maachen, fir dass de Präis hei zu Lëtzebuerg erofgeet.

Här President, wa mer vu Logement schwätzen, wa mer vu Bau schwätzen, ass d'Liewensqualitéit och eppes, wat fir d'Leit ganz wichteg ass. D'Leit wëllen och eng gewësse Liewensqualitéit halen. An de But vun der Politik ass net, d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verschlechteren, mee d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verbesseren. Dat hu mer an der Vergaangenheet gemaach an dat maache mir och an Zukunft!

Mir maache Politik fir d'Leit, mir maache Politik net géint d'Leit. Mir maachen et mat méi Demokratie, mat méi Biergerbedeelegung, mat méi Sozialdialog a méi Transparenz. An et ass och hei zum Beispill Dialog gefrot ginn. Den Här Haagen huet mer och elo just bestätegt, dass en am Moment och mat de Baueren en Echange huet fir ze kucken, och deen Dialog do ze verdéiwen, fir ze kucken, wéi do op déi Problematik och Äntwerte kënne fonnt ginn.

Ech kann Iech just bestätegen, Här President: Wat fir mech wichteg ass, ass, dass mer net dat eent an dat anert prônéieren. Ech hu virdrun eng Ried héieren, wou gesot ginn ass: „Et ass katastrophal. Et ass Harakiri. Et si keng Sue méi do. Et ass net an der Rei!", a probéiert ginn ass – dat war jo dat bescht Beispill – ze soen, et wär awer eng Majoritéit hei, fir nach eng Kéier 600 Milliounen op den Dësch ze leeën. Dat ass fir mech net dee Stil vu Politik, deen ech wëll maachen. Et geet net drëms, de Leit just probéieren ze gefalen, et geet och drëms, Verantwortung ze iwwerhuelen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister. Den Här Schaaf hat nach d'Wuert gefrot, fir eng Fro ze stellen.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo. Ech wollt dem Staatsminister just d'Fro stelle bei deem Exkurs, dee mer elo haten iwwert d'Geschicht vun all de Ministeren, wou et ëm d'Grondsteier geet, ob den Här Staatsminister sech awer bewosst ass, dass dat net joerzéngtelaang schonn eng Diskussioun an e Problem war an dass elo eréischt, wéi et e Problem war an een no enger Léisung gesicht huet, ...

Plusieurs voix | O!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... eng Reform vun de PAGen huet missen ofgeschloss ginn, fir d'Base ze hunn, ...

Une voix | A!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... opgrond vun där een dat doten elo ka maachen, an duerfir d'Inneministesch selbstverständlech dat huet missen ofwaarden, fir eebe virdrun déi Base ze hunn. Duerfir ass et keng novollzéibar Iwwerleeung, déi den Här Staatsminister hei gemaach huet, fir ze soen: „Dir hutt näischt gemaach wärend Joerzéngten." Et ass elo, wou et léisbar ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools …

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Op där enger Säit gëtt gesot, et hätt ze laang gedauert, op där anerer Säit kréie mer gesot, dass d'Ministesch iwwerhaapt nach keng Moyene gehat hätt, well fir d'éischt aner Saachen hätte misse geännert ginn. Et ass nees eng Kéier dat eent oder dat anert, mee Dir kënnt net alles matenee vergläichen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

Motions

Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Hansen deposéiert ginn ass a wou gefrot gëtt, d'Artikele 6 a 7 vum Agrargesetz ze reformuléieren. D'Madamm Tess Burton freet d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Jo, d'Motioun 1. Hei freet d'CSV, fir d'Artikele 6 a 7 ze reformuléieren. Ech géif do nach eng Kéier gären drun erënneren, dat war leschten Donneschdeg, wou mer jo och de Minister an der Kommissioun haten, wou mer jo amgaange sinn, Artikel fir Artikel duerchzegoen, a wou mer och scho bei den Artikele 6 a 7 ukomm waren, wou de Minister och sot, e wär bereet, déi Artikelen do ëmzeänneren, wa mer eng aner Propos virleien hunn.

Duerfir wäre mer an dësem Fall d'accord, déi Motioun hei matzestëmmen, wa mer allerdéngs zwou Saache géifen änneren. An zwar wär dat de leschten Tiret, also de sechsten Tiret, dee mer gäre wéilte sträichen. A beim Invite, dass mer anstatt „reformuler les articles 6 et 7" do géife schreiwen „analyser, voire à reformuler les articles 6 et 7". Wa mer dat géifen änneren, da géife mer et matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Merci, Här President. Also wann Der virgëschter virun der Chamber waart, en Dënschdeg, ech mengen, dann hutt Der gesinn, wéi de Baueren d'Waasser bis zum Hals steet an datt se wierklech keng Perspektive gesinn an dësem Agrargesetz. A virun allem, well gutt funktionéierend Betriber einfach esou sollen ausgebremst ginn ouni iergendeng fachlech Erklärung.

An duerfir hunn ech oder hu mir hei gefrot, fir d'Artikele 6 a 7 ze änneren, well mat deenen Artikelen, sou wéi se elo ausgesinn, gëtt de Betriber definitiv eng Fessel ugeluecht – an ech nennen dat awer nach eng Kéier eng ideologesch Fessel –, mat där een net ka wuessen, wou awer emol net berücksichtegt gëtt, ob se gutt oder schlecht fir de Klima schaffen. An dat ass fir eis u sech Quatsch, hat ech schonn eng Kéier gesot.

Sou, lo hunn ech gemengt, ech hätt den Här Minister richteg verstanen, wéi wann hie wéilt eng Propos op den Dësch leeën. Elo hunn ech awer d'Madamm Presidentin esou verstanen, wéi wa mir jo déi lescht Kéier scho festgehalen hätten, datt wann eng Propos do wär, Dir averstane wäert, fir se ze analyséieren. Dat geet eis net duer. Mir fannen, datt de Ministère u sech d'Daten huet, d'Fakten huet vun der Landwirtschaft, déi ee kann analyséieren.

Ech hunn déi lescht Kéier och – do wëll ech och drun erënneren – gefrot, wéi iwwerhaapt d'Emissioune gerechent ginn. Ech konnt do keng Äntwert kréien. Wann ech net weess, wéi d'Emissioune berechent ginn, da weess ech och net genau, wéi eng theoreetesch Hiewelen ech muss upaken. Wëssenschaftlech wéisst ech et vläicht, mee ech weess awer net, ob déi an der Berechnung dra sinn.

Also ass et eiser Meenung no um Ministère, hei eng Propos op den Dësch ze leeën, mat Krittären, fachleche Krittären, novollzéibare Krittären, déi am Prinzipp dann och d'Zil hunn, d'Emissiounen ze reduzéieren.

Duerfir, wann ech elo d'Interpretatioun vun der Madamm Presidentin gesinn, da sinn ech net averstane mat der Ännerung. Den Här Minister wollt eppes soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Da ginn ech direkt dem Här Minister d'Wuert. Den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo, Merci, Här President. Also, wéi mer dat schonn ofgeschwat hunn, déi Diskussioun leeft jo souwisou. Et ass dat, wat, mengen ech, d'Madamm Burton och wollt soen, datt mer an der Kommissioun schonn op déi Artikele 6 a 7 agaange sinn an datt d'Diskussiounen natierlech net ofgeschloss sinn. Dat ass evident.

A mir als Landwirtschaftsministère hunn iwwerhaapt kee Problem, déi wëssenschaftlech Analysen, déi wëssenschaftlech Evaluatioune mat do op den Dësch ze leeën. Iwwregens ass och an der Kommissioun festgehale ginn, datt mer dat souwisou géife maachen. An ech selwer hunn nach gefrot, a wat fir engem Zäitraum mer dat solle maachen. Dat heescht, am Kader vun deem Gesetz, wou mer elo d'Analys maache mam Projet de loi, wäert dat honnertprozenteg kommen. An et ass am Fong dat, wat Dir gefrot hutt an dëser Motioun, wat mir hei wëllen ënnerstëtzen.

Dat heescht, „analyser" déi Artikele 6 a 7, „voire à reformuler", wann déi wëssenschaftlech Krittären dat net erweisen. A mir hunn aner Donnéeë jo dran, wou eng aner – wéi soll ech soen? – Iwwerleeung matafléisst, fir datt mer d'Emissiounswäerter erreechen. Da sinn – an dat hunn ech och an der Kommissioun schonn e puermol gesot, dat hunn ech och ëffentlech gesot – natierlech déi Artikele 6 a 7 do net a Stee gemeesselt. D'Zil ass, datt mer d'Emissiounswäerter erreechen, an ech hunn elo keen héieren, keng politesch Partei, déi d'Ziler vun den Emissiounswäerter a Fro stellt.

Also musse mer dorobber schaffen, an et ass dat, wat mer och an der Kommissioun wëlle maache par rapport zu deem Projet de loi. Dofir sinn déi Artikelen och drakomm, fir datt déi Diskussioun declenchéiert gëtt. Dat ass amgaangen, gemaach ze ginn. Mir hu jo och an der Kommissioun festgehalen, op jidde Fall hutt Dir dat festgehalen, datt mer och d'Avisen ofwaarde vun deene verschiddene Beruffsorganisatiounen, vun der Landwirtschaftskummer. An da géife mer op de Wee goen, déi Analys hei natierlech och ze presentéieren, och déi Zuelen ze presentéieren. An et ass richteg, wat der sot: Et muss ee jo och e Krittär hunn, wou een dorobber kënnt. Duerfir géif ech proposéieren …

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Also hei, ech hunn einfach eng kloer Fro. Ass de Ministère oder d'Majoritéit … Mengt d'Majoritéit, well ech riichte mech jo net un Iech, datt de Ministère soll an deenen nächste Wochen eng nei Propos op den Dësch leeën, mat Krittären, fachlech novollzéibare Krittären, wéi een déi Emissiounsziler kann erreechen, wa mer um Prinzipp vun den Autorisatioune festhalen? Also eppes, wat déi theoreetesch Unzuel vun Aarbechtskräften, déi ee brauch, fir Kéi ze halen, asetzt, fir dat elo mol einfach kloer ze soen.

Ass d'Majoritéit bereet, mat op dee Wee ze goen, fir dat an deenen nächste Wochen op den Dësch ze leeën als nei Diskussiounsbasis fir d'Baueren an net ofzewaarden, bis datt d'Avisen alleguer do sinn? Dann ass och den Avis vum Staatsrot do an da muss et op eemol séier goen an dann ass erëm alles ze spéit. Also mir hätte gär elo nach eng Diskussioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Landwirtschaftsminister.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Also ech wëll deenen anere Fraktiounen hei näischt virschreiwen, mee et ass dee Wee, op dee mer ginn. Mir musse jo fir d'éischt déi Analys nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren, d'Zuelen diskutéieren, wéi mer op déi Emissiounswäerter kommen, déi Ziler kënnen erreechen. An do gehéiert natierlech och eng Analys vun den Artikele 6 a 7 derbäi. Déi kënnt Dir jo elo net ausschléissen.

Ech hunn an der Kommissioun gesot, wa besser Proposen do wären, wa se méi praktikabel wären, wa se ëmsetzbar wären, da wären d'Artikele 6 a 7 och net a Stee gemeesselt.

An da kënne mer natierlech och an eng aner Richtung goen, wat d'Erhalen … oder vun den Emissiounswäerter, wat dat einfach weiderdreift, datt mer och déi Trajectoire geännert kréien. Dat wësst Der, haaptsächlech Ammoniak, par rapport zu plus 8 %, datt mer op Minustrajectoirë kommen, wat am Interêt vun den Emissiounsziler ass.

Et ass am Fong dat, wat Dir proposéiert, Madamm Hansen, domadder hunn ech absolutt kee Problem.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Ech mengen, den Här Minister seet ganz bewosst dat, wat hie wëll soen. An et ass net dat, wat ech gären hätt.

(Hilarité)

Well ech hätt gären, datt vum Ministère aus Propose kommen. Ech hat der gesot. Ech hat gesot, d'Besatzdichte kéint e Facteur sinn. Ech hat gesot, d'Futterautarkie kéint e Facteur sinn. Ech hätt gären, datt de Ministère véier, fënnef Krittären als Propos op den Dësch leet an dann diskutéiere mer driwwer.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Madamm Hansen, …

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo oder nee?

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | … dat si jo déi Proposen, déi da kommen, déi dann analyséiert ginn. Mir kënnen net iwwer Propose schwätzen, déi net kommen. Vu wiem solle se soss komme wéi vum Ministère?

Mme Martine Hansen (CSV) | Et ass gutt.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Et ass jo op deene Krittäre baséiert, fir …

Mme Martine Hansen (CSV) | Domat sinn ech averstanen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | … d'Artikele 6 a 7 ze maachen. Dofir ass dat doten … mir si jo do beieneen. Dat doten ass … natierlech komme Propositioune vum Ministère. A wann déi d'Strooss net halen, fir d'Emissiounswäerter ze erreechen, da komme

mer op déi heiten Artikelen zréck an da musse mer och déi Artikelen diskutéieren. Dofir ass et kloer, fir eis ass et wichteg als Ministère – an ech denken, och fir all politesch Partei, déi hei vertrueden ass –, datt mer d'Emissiounswäerter erreechen.

An dofir musse mer déi Krittären nach eng Kéier zesummen diskutéieren, fir déi Emissiounswäerter ze erreechen. Dozou gehéieren natierlech d'Zuele vum Ministère, mat alle pro Hektar, wéi Dir se scho genannt hutt, an esou weider. Dat gëtt do presentéiert. Iwwregens ass dee Rendez-vous schonn intern beim Ministère fixéiert an dee gëtt der Kommissioun dann och weidergesot, fir eeben do en Datum ze fanne mat der Kommissioun, mat der Chamberskommissioun, wéi mer dat kënne maachen a wéi séier mer et kënne maachen.

Mee et wäert net op de Wee goen – déi Remark, déi Der gemaach hutt –, datt dann d'Avise vun de Beruffskummeren do sinn an esou weider. Ech hu schonn eng Kéier ëffentlech gesot: Och wann den Avis vum Staatsrot do läit, och wann d'Avise vun de Beruffskummeren do leien, datt déi fir d'éischt gekuckt ginn, ier dat Gesetz hei an de Plenum kënnt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Haagen.

Ech mengen, da kënne mer iwwert déi ëmformuléiert Motioun ofstëmmen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– rappelant les revendications que les agriculteurs ont formulées récemment lors d'une manifestation devant la Chambre des Députés, à savoir le respect de la souveraineté alimentaire, un renforcement des entreprises familiales, un développement en commun accord de la responsabilité écologique et une loi agraire offrant des perspectives réelles ;

– soulignant l'importance existentielle du secteur de l'agriculture pour la sécurité alimentaire des citoyens et la souveraineté alimentaire de la société ;

– soulignant que les jeunes agriculteurs ont besoin de perspectives réelles et concrètes ;

– soulignant par conséquent l'importance d'exploitations agricoles compétitives et durables ;

– rappelant que l'agriculture exprime une volonté certaine pour faire des efforts en matière de protection du climat,

invite le Gouvernement

– à analyser, voire à reformuler les articles 6 et 7 de la loi agraire en tenant compte de critères scientifiquement et techniquement justifiés et vérifiables, afin d'avoir, dans les semaines à venir, au sein de la Commision de l'Agriculture, mais avant tout au sein du milieu agricole, une nouvelle base de discussion pour la réduction des émissions.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien d'accord ass mat dem ëmformuléierten Text, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Une voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Gilles Baum deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Auteur selwer.

M. Gilles Baum (DP) | Jo. Merci, Här President. Also wéi gesot, mir formuléieren hei nach eng Kéier d'Positioun vun der Majoritéit, och wat eng Réforme fiscale ugeet. An et ass virdrun do uewe vum Här Roth gesot ginn, d'DP géif bremsen. Dat passt vläicht an den Narrativ vun der CSV, ass awer mat Sécherheet net de Fall! Ech hunn et gëschter gesot. Ech kann et och gäre widderhuelen, an et steet och hei dran: „En cas de marge de manœuvre budgétaire suffisante" pake mer déi Saachen un, wat d'Entlaaschtung vun de Stéit ugeet, an och d'Aarbechten – dat steet hei dran – un enger grousser Steierreform.

Et huet elo kee Sënn, och haut de Moien net, iwwer eenzel Mesuren hei ofstëmmen ze loossen. Mee ech wëll hei nach eng Kéier ganz kloer fir d'Demokratesch Partei e Bekenntnis maachen, fir Upassungen an der Steiertabell ze maachen, wann de budgetäre Sputt do ass, fir d'Leit weider ze entlaaschten.

Wéi gesot, mir bekennen eis hei och weider zu den Investitiounen, zu engem ganz ambitiéisen Investitiounspak, zu den neien Technologien, awer och – dat ass ganz wichteg a mengen Aen – zur Preservatioun vun eiser Ëmwelt, zu weideren Investitiounen an e Logement, deen d'Leit sech kënne leeschten. Dat ass déi Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien ausgeschafft ginn ass an déi mer Iech hei proposéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An da freet den Här Gilles Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Här Baum fir déi Explikatiounen.

Also mat de villen Tireten, déi hei an der Motioun stinn, kënne mir och d'accord sinn. Selbstverständlech ass och eng CSV fir eng Transition énergétique. Dat heescht ewech vun de Fossillen, wat Der hei wëllt, fir méi alternativ Energiequellen. Selbstverständlech si mir och fir Investissementer vun ëffentlecher Hand. Selbstverständlech, well ech mengen, dat ass eng wichteg Aarbecht, déi muss gemaach ginn, si mer derfir, dass een déi Recommandatiounen aus dem OCDE-Rapport iwwert d'Gestioun vun der Pandemie – wou jo gutt Saache sinn, et sinn der awer och, déi manner gutt sinn – muss an aller Transparenz an och ëffentlech kënnen diskutéieren.

A selbstverständlech hu mer awer gradesou e Problem mat der Kohärenz vun der Approche vun der Regierung engersäits an de Majoritéitsparteien anerersäits. Gëschter huet d'Madamm Backes, ons Finanzministesch, e Budget deposéiert. E Budget, ech ginn dervun aus, am Numm vun der Regierung virun allem an och gedroe vun der Majoritéit.

Ech liesen Iech just den Artikel 2 vun der Loi budgétaire vir. Et steet alljoers ëmmer dee selwechten dran zënter 40 Joer: „Les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2022 sont recouvrés pendant l'exercice 2023 d'après les lois qui en règlent l'assiette, les taux ou tarifs et la perception, sous réserve des dispositions des articles 3 à 8."

Wat heescht dat konkreet? Mee dat heescht konkreet, dass Der Iech mat dem Depot vun deem Projet de budget, wou ech jo dervun ausginn, dass d'Majoritéitsparteien deen do stëmmen, eigentlech op d'Weiderféiere vun dem Tariff aus dem Artikel 118 vun dem Gesetz iwwert d'Steiere gëeenegt hutt, dass d'Steieren och ab dem 1. Januar sollten no deem Tariff opgehuewe ginn. Éischtens.

Zweetens hunn ech héieren, dass weeder vun Ärer Säit, nach vun aneren Intervenanten, nach vun dem Staatsminister gesot gouf, dass eng „marge [...] budgétaire suffisante" do wier, fir eng Steierreform – spréch: an dësem Fall d'Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell – ze maachen.

Drëttens muss ech awer soen: Wann een e Budget enger Chamber virleet, ass dat, wéi wann een an enger Gemeng e Budget virleet, an do ass ee grousse Prinzipp – an ech kucken hei de President vun der Finanzkommissioun, de Professer an honorabelen Deputéierten André Bauler, wéi en ëmmer sou schéi seet –, dat ass d'„véridicité budgétaire", dat heescht d'Echtheet, d'Fiabilitéit, vun engem Budget. Ech ka mer awer schlecht virstellen, Här Baum, dass elo d'Finanzministesch esou e prekäre Budget dohinnergeluecht hätt, dass dee misst an deenen nächsten zwee, dräi Méint erëm op ganz anere Prämissen, op ganz anere Budgetszuele revidéiert ginn.

Duerfir huet een awer, contrairement zu enger Oppositioun, um Niveau vum Staat Dausende Beamten, sief dat vum Statec, sief dat vun de grousse Finanzverwaltungen, fir do richteg Zuelen an och richteg Aschätzungen ze liwweren.

Duerfir wier eis konkreet Fro: Wat fir eng Situation budgétaire kuckt Der? Déi dëst Joer, dat heescht, dat wier nach bis den Dezember? Sidd Dir da bereet, eventuell nach kuerzfristeg eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell virzegesinn? Oder spillt dat op d'nächst Joer? A wann et sollt op d'nächst Joer spillen, mee da muss ech soen, dann ass et awer e bësse Windowdressing – oder wéi seet een dat? –, eppes an d'Fënster gestallt, well dovunner hunn d'Leit net ganz vill, well déi kéint jo da fréistens 2024 a Kraaft trieden. Et sief dann, Dir géift jiddwereen entlaaschten.

A wann ech awer eenzel Intervenante vun de Majoritéitsfraktiounen héieren hunn, déi gesot hunn, et misst uewen dropgeschloe ginn, well breet Schëllere géife méi breet deelen, dat kënnt Der ganz einfach rechneresch net maachen. Dir kënnt net an engem Joer, och am Sënn vun der Previsibilitéit a gemääss dem Verfassungsprinzipp vun der Annualitéit vum Budget, einfach en cours de route esou „Verböserunge" virgesinn.

Dat ass dat, wat ech Iech dozou wëll soen. Dat heescht och am Kloertext, onofhängeg vun Ärer Äntwert ... et sief dann, dass Der mer bestätegt, dass nach dëst Joer virun dem Vott vun dem Budget eng Steieradaptatioun kënnt an déi d'Inflatiounsberengegung virhëlt. Da kéinte mer eis Meenung revidéieren. Soss stëmme mer géint déi dote Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. D'Regierung wëll vläicht nach äntweren?

M. Fernand Etgen, Président | Si kënnen da vläicht duerno zesummen äntweren, well den Här Clement huet och nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo. Villmools merci, Här President. Mir soen och Merci fir deen Text hei. Et deet eis e bësse leed, datt mer en net virdru gesinn hunn, well et sinn e puer Saachen dran, déi mer am Prinzipp och kéinte matdroen. An et wär vläicht gutt, wann d'Regierungskoalitioun esou en Text wëllt proposéieren, datt een e virdrun als Oppositioun kéint kucken a vläicht wär et jo méiglech, sech op dat eent oder dat anert als konsensuellen Text ze eenegen.

Hei ass dat awer elo net de Fall. Mir ginn alt erëm eng Kéier gebieden, u sech eng Politik matzeratifizéieren, vun där awer bekannt ass, datt mer se net matdroen. Dat fänkt un, datt vun eis elo gefrot gëtt, datt mer sollen déi Indexmanipulatiounen aus der éischter Tripartite matdroen. Mir hu gesot: Mir maachen dat net, well mir eis zum Index bekennen.

Oder, wou et heiansdo ganz komesch ass, da gëtt gesot „notant“, als wär dat eng Fatalitéit, datt d'Dette publique eropgeet vu 24,6 % op 29,5 % vum PIB. Ma do ginn eis d'Schudderen aus. Mir wëllen dat net!

An da kënnt hannendrun, an et ass bal witzeg: „relevant l'importance de poursuivre une politique budgétaire responsable.“ Ma wou ass déi, wann d'Scholden därmoossen an d'Luucht gedriwwe ginn? Wou ass déi „politique budgétaire responsable“? Mir si jo d'accord mat Iech: Et ass wichteg, esou eng ze féieren, awer dës Koalitioun weist jo, datt se et net mécht.

An da geet dat esou weider. Da solle mer dann och nach déi Transition énergétique ënnerstëtzen. Ma déi Transition énergétique, déi dës Regierung mécht, ass vu Fossill op Blackout. An dat ass eng, déi mir net matmaachen.

Wa mer vun Transition énergétique schwätzen, hätte mer gär e Konzept, deen d'Versuergungssécherheet vun eiser Gesellschaft garantéiert. Dat hu mer net. An dofir musse mer och, Här Minister Haagen, nach eng Kéier a Rou iwwert déi ganz Transitioun schwätzen, iwwert dat, wéi mir eis dat virstellen. Datt mer an den Detail gi vu Saachen. Op jidde Fall ass dee Wee, deen Dir huelt, fir Grimmelen och vun de Bauere sichen ze goen, fir Transitiounsziler ze erreechen, déi Leit ze dirängelen, fir eppes ze erreechen, wat schlussendlech näischt bréngt, sécher net dee Wee, dee mir géife recommandéieren. Kommt, mir diskutéieren eng Kéier am Fong, am gesamte Kontext a ganz seriö, wat mer kënne maachen. Awer, op jidde Fall, fir hei einfach eng Ënnerschréft, …

(Interruption)

… fir hei einfach eng Ënnerschréft ze setzen ënner eng Regierungspolitik, déi mer all Dag mat Recht kritiséieren, dat maache mer sécher net!

Et ass schued. Wéi gesot, mir wäre prinzipiell bereet als ADR, iwwert dat eent oder anert mat Iech ze schwätzen, Pandemie an esou weider, et si wierklech e puer wichteg Saachen dran, mee leider ass d'Chance verpasst ginn, e Konsenstext hei ze proposéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Déi Motioun gesäit op den éischte Bléck ganz interessant aus. Ech mengen, dat hu meng Virriedner gesot. Et stinn eng ganz Rëtsch Saachen dran, wou mer och gëschter an der Ried gesot hunn, datt dat zoutrëfft. Déi meescht Constate si richteg. Et steet och näischt dran, wat kontrovers ass. Ech mengen, déi Zuelen, déi deelweis genannt ginn, dat sinn Zuelen, déi sinn ëffentlech bekannt. Wou et dann awer kontrovers gëtt, ass, wéi sou oft, bei den Invitten. An zwar fänke mer do domadder un, datt mer d'Regierung sollen invitéieren, d'Aarbecht fir eng Steierreform weiderzeféieren.

Ma ech hat geduecht, datt déi Regierung, déi elo néng Joer am Amt war, déi Aarbechte jo awer scho gemaach hätt, datt déi … a wa mir als Oppositioun géifen d'Regierung invitéieren, esou Aarbechte weiderzeféieren, da géife mer gesot kréien: „Ma dat ass superfetatoire, well mir maachen dat dach souwisou.“ An hei stellt d'Majoritéit hirer eegener Regierung eng Motioun, déi u sech superfetatoire ass, well u sech huet d'Regierung jo am Regierungsaccord gesot, si géif dat maachen. Datt se also nach eng Kéier d'Invitatioun vun der Majoritéit brauch, fannen ech, ben, fir dat schéint Wuert ze soen, superfetatoire.

Dann, „à poursuivre ses efforts en vue de la préservation d'un environnement compétitif“. Super. Och dat misst d'Regierung u sech all Dag maachen.

An da kënnt awer deen Invite, mat deem ech dee gréisste Problem hunn. Dat ass deen, wann dann eventuell eng „marge de manœuvre“ wär, kéint een eventuell eng Steierreförmche maachen oder „mesures équivalentes“.

Also ganz éierlech: Et ass d'Regierung, déi e Budget opgestallt huet. Et ass d'Regierung, déi sech hir „marge de manœuvre“ siche geet an déi politesch Choixe mécht, wat hir méi wichteg ass, dat eent oder dat anert. An d'Regierung huet hire Choix gemaach, wéi se hire Budget hei deposéiert huet. An dee Choix kann een elo kritiséieren, wat warscheinlech zum Gros vun dëser Säit vun der Chamber gemaach gëtt, an et kann een deen applaudéieren, och wann een net domadder averstanen ass, wéi dat vu groussen Deeler vun där Säit vun der Chamber gemaach gëtt.

Mee schlussendlech huet d'Regierung hire politesche Choix gemaach, datt se keng Marge de manoeuvre wollt hunn, well soss hätt se Marge de manoeuvre fonnt. An elo d'Regierung ze invitéieren, awer eventuell nach „marge de manœuvre“ ze fannen, wou se keng wëllt fannen, dat ass dann och superfetatoire, well et bréngt näischt. Dofir wäerte mir dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da freet d'Madamm Myriam Cecchetti d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Ouni elo op alles dat anzegoen, wat meng Virriedner scho gesot hunn.

Also dat éischt Wuert, dat mer agefall ass, war wierklech „superfetatoire“. D'Majoritéit géisst d'Regierungspolitik hei an eng Motioun – dat schéngt elo ewell den neisten Trend ze sinn, ech weess net, wéi dat virun zéng Joer war, ob dat do och esou war – an da gëtt se vu wéinstens 31 Deputéierten hei matgestëmmt, vläicht … Jo, voilà. An donieft sinn an dëser Motioun fir eis eeben och – an dat hunn d'Virriedner scho gesot – e ganze Koup Tireten, déi problematesch Elementer hunn, an dofir kënne mir dat hei absolutt net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Laurent Mosar), M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Max Hengel), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der ADR deposéiert ginn ass, déi freet, fir e Gesetzesprojet virzeleeën, deen d'Asetze vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun am Kontext vun de politeschen Iwwerwaachungsaktivitéite vun der Police freet. Den Auteur fir d'éischt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ech mengen, et ass interessant, fir déi Saach hei nach eng Kéier an de Kontext ze setzen. Firwat hu mer déi Motioun hei tabléiert?

Et geet drëm, fir emol vläicht, och vum Här Staatsminister, ze héieren, wéi d'Situatioun wierklech hei ass am Land, an dann doriwwer ze kucken an dann eventuell och eng parlamentaresch Kontrollkommissioun anzesetzen, wat den Objet vun der Motioun hei eigentlech ass.

Ëm wat geet et? Mir wëssen, datt de SREL, de Geheimdéngscht – d'Regierungskoalitioun huet den L fir „Lëtzebuerg“ ewechgelooss, mir behalen e bäi –, keng politesch Opklärung hei am Land géint politesch Parteien an esou weider mécht. Dat ass net Deel vu sengem Mandat. Dat gëtt also net gemaach.

Dann ass et awer esou, datt d'Police duerchaus eng Responsabilitéit huet an der Sécherheet hei, och wat déi bannenzeg Sécherheet vun eisem Land ugeet, an datt et domadder also och prinzipiell méiglech ass, politesch Aktivitéiten, am wäitste Sënn, ze kontrolléieren. Do gëtt et awer keng politesch Kontroll driwwer.

Do ass also e Spannungsfeld, dat sech kann opdoen. A mir denken, datt prinzipiell, wann eng politesch Kontroll ka gemaach ginn, dat war jo d'Argument, fir beim SREL och eng Kontrollkommissioun anzeriichten, da soll dat natierlech do gemaach ginn, wou politesch Opklärung ka gemaach ginn.

Et gouf eng Rei Questions parlementaires. Ech wëll hei kee Plagiat maachen. Dat waren d'Kolleege vun de Piraten, déi haten déi virun enger gewëssener Zäit gestallt. An do ass dann och gefrot ginn, ob d'Police esou Aktivitéite gemaach huet, an d'Regierung huet ëmmer geäntwert, ganz lakonesch, si kéinten aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn keng Detailer iwwer operationell Froe publizéieren. Dat ass aarmséileg!

Ech mengen, d'Fro, déi mir hei haut stellen, déi mir op jidde Fall haut stellen, ass: Gëtt et bei der Police eng politesch Opklärungstätegkeet géintiwwer politesche Parteien oder Politiker? Ass et déi ginn? A wa jo, wéi gëtt déi politesch kontrolléiert?

Elo kënnt Dir soen: „D'Justiz mécht dat“, an esou weider. Jo, dat ass beim SREL och de Fall. Och do gëtt et Riichter, déi dat kucken. Och do gëtt et Beamten, déi d'Aktivitéite vum SREL kucken. Mee et gëtt och eng parlamentaresch Kontroll.

An déi Fro, déi mir eis eebe stellen ass: Wat ass hei an deene leschte Jore gekuckt ginn iwwer Aktivitéite vu politesche Parteien? Iwwer Politiker? A wéi gëtt dat kontrolléiert? Ass d'Regierung net och där Meenung,

wéi mir, datt, wann dat de Fall ass, och d'Politik muss mat e Wuert doriwwer ze schwätzen hunn an net nëmmen d'Regierung, déi dann awer eng Kompetenz iwwer gewëssen Deeler dovunner huet?

De Parquet zum Beispill ass nach ëmmer eng Administratioun vun der Regierung, och wann en onofhängeg ass. Dat diskutéiere mer hei net, mee et ass eng Administratioun. Mir hunn d'Police judiciaire, déi ass zum Deel och ënnert der Verantwortung vum Policeminister. Net nëmme fir d'Operatioune vun der Justiz. Do ass se dann net direkt ënnert sengem Kommando. Mee mir hätte gär eng Kloerheet an där doter Diskussioun: Wat gëtt et u politescher Opklärung hei am Land? An hu mir net e Recht als Politiker, och doriwwer informéiert ze ginn, amplaz gesot ze kréien, aus operatiounstechnesche Grënn kéint d'Regierung eis dat net soen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci, Här President. Här Kartheiser, ech weess net ganz genau, wat Der heimadder wëllt undeiten. D'Police iwwerwaacht jo keen einfach esou. Dir hutt et selwer gesot. Mir hunn e Code de procédure pénale. Mir hu kloer Richtlinnen, déi kloer definéieren, wat d'Méiglechkeete sinn. Déi si ganz enk encadréiert.

Et ass just den Untersuchungsriichter, deen hei Entscheedungen huele kann. An dat ass eng Decisioun, déi eleng der Justiz ënnerläit. An et ass och gewollt, dass d'Politik sech doraus eraushält.

Ech wéilt do awer och umierken, dass déi Aart a Weis, wéi Der déi Gedanken do weiderspannt, mer awer wierklech e bësse Suerge mécht. Dir hutt en Narrativ, wou Der am Fong geholl fir d'éischt dermadder ufänkt ze soen, dass Är Meenungsfräiheet ageschränkt gëtt. Ech hunn nach keen ee Beispill gesinn, wou Är Meenungsfräiheet ageschränkt gëtt. Dir hutt just Leit, déi net mat Iech averstane sinn. Mee Är Meenung konnt Der nach ëmmer soen.

Dir huelt dat elo op den nächste Level. An deen nächste Level ass elo hei esou unzedeiten, dass Der och nach vun der Police iwwerwaacht gitt. Vläicht hutt Der Iech e bësselchen ze vill a Richtung vun Äre Kolleegen an Däitschland orientéiert, dass Der do scho fäert, Dir géift vum Verfassungsschutz beobacht.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wat e Kabes!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat ass iwwerhaapt kee Kabes. Dir hutt d'Recht ze soen, wat Dir wëllt. Dir hutt d'Recht, dat heiten ze deposéieren. An ech hunn d'Recht ze soen oder mir hunn d'Recht ze soen, dass mir déi doten Aart a Weis, wéi Der Ären Narrativ spannt, absolument net wëlle matënnerstëtzen. An domadder ass dat vun eis en Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain.

M. Fred Keup (ADR) | Et si jo awer vill Grénger iwwerwaacht ginn ...

M. Fernand Etgen, Président | Dann hat den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | ... vum SREL an den 80er-Joren, ne?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, Dat ass eng ganz interessant Motioun. Ech beschäftege mech jo elo scho vill méi laang mat dem Theema Iwwerwaachung an hu sëllege Question-parlementairen dozou der Regierung gestallt, och well eeben eis Fäll zougedroe gi sinn, wou awer bei Politiker zum Beispill E-Mail-Inboxen einfach emol gekuckt gi sinn. Déi Fäll huet et ginn. Et ass elo net, dass dat en abstrakt Konstrukt ass.

A just fir Iech eng Kéier alleguerten hei ze erklären: Dir 60 gitt all Dag iwwer eng Vorratsdatespeicherung iwwerwaacht! Dat heescht, rifft een Iech un, da gëtt dat gespäichert. Mir Deputéiert sinn do net ausgeholl. Et gëtt e ganz kloren Tracking vun eise politeschen Aktivitéiten. Et ka bei der Regierung novollzu ginn, wie wou mat wiem schwätzt. Mir hunn dee Quelleschutz, dee mer vum Geriicht zougesprach kritt hunn iwwert d'Urteel vum Gast Gibéryen deemools, als Deputéiert net garantéiert an dësem Land. Dat ass esou!

Mir gi weider esou iwwerwaacht wéi och déi aner. Mir falen ënnert déi selwecht Bedéngungen. An dat ass ee vun de ganz grousse Problemer, an dofir beschäftegen ech mech och scho ganz laang mat deem Theema.

Et ass och ni eng Äntwert komm, et konnt ni ausgeschloss ginn, dass net ee vun Iech, vun eis oder och op lokalem Niveau iergendwéi iwwerwaacht ginn ass. Dat konnt d'Regierung mer ni ausschléissen. An deementspriechend ass et och e bëssen eng Grozon, déi do matspillt. Et ass net en abstrakt Konstrukt, dass Politiker iwwerwaacht ginn. Ech brauch just Pegasus ze soen. Dat ass a Griichenland de Fall gewiescht. Jo, Dir kënnt elo „Ho" hei soen.

(Interruption)

Mir wëssen aus konkreete Fäll, dass och eis Police bei Politiker nogefrot huet, se souguer op Büroe geruff huet. Zu Réimech hate mer elo déi Geschicht, dat ass e bëssen eng aner gewiescht, wou jo do d'Oppositiounspolitiker an de Verdacht komm sinn, se géifen net do wunnen. Do ass d'Police dohinner geschéckt ginn. Wat ass erauskomm? D'Oppositioun war am Recht. Dee Gréngen huet missen demissionéieren, well en zu Gréiwemaacher wunnt an net zu Réimech!

Dat war och esou e politescht Spill, ...

(Brouhaha général)

... fir d'Police ze benotzen. Dat war och esou e politescht Spill, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... fir d'Police ze benotzen, fir Leit ze diskreditéieren.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eng Ligen!

Une voix | Eng Ligen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir wësst also, mir Piraten ...

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, wien huet d'Wuert?

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... sinn der Meenung: Dat Theema muss opgeschafft ginn! Mir sinn net der Meenung, dass et iwwer e Gesetzesprojet sollt sinn, mee mir als Chamber sollten eis deem Theema eng Kéier seriö unhuelen, a wann et muss iwwer eng Resolutioun geschéien, dass mer eng Kéier an engem Huis clos kucken, wéi mer eis Politiker selwer kënne besser schützen. Well weeder Är E-Mailen nach meng nach déi vun där ganzer Säit hei si geschützt, weeder Är Telefonater nach soss eppes. A mir si ganz kloer der Meenung: Wa mer e Quelleschutz fir eis Politiker wëllen, muss dat och fir de SREL a fir d'Police gëllen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Et ass eng Motioun, déi steet um Pabeier, mee si ass awer, éierlech gesot, politesch net anodin. Mir liewen an engem Rechtsstaat. A politesch Iwwerwaachungsaktivitéite ginn an engem Rechtsstaat net, weeder zu Lëtzebuerg nach an engem aneren europäesche Memberstaat! Dat geet net vun engem SREL, wou et gesetzlech ausgeschloss ass, an dat geet och net vun der Police.

Den zweete Punkt ass awer deen: Dat heescht awer net, dass d'Police, ënnert dem Contrôle vun der Procureure générale – ënnert där steet se – net dierft géint e Politiker als Privatpersoun ermëttelen, wann déi Elementer, déi am Code de procédure pénale virgesi sinn, nämlech „éléments susceptibles de pouvoir constituer une infraction", virleien. Dat ass den normale Prinzipp.

Wann also esou Enquêtë géint Politiker am wäitste Sënn vum Wuert sollte gemaach ginn oder gemaach gi wieren, dann hunn déi sech an eiser Optik, där vun der CSV, ëmmer missen a musse sech och weiderhin am Kontext vun de Reegele vun dem Code de procédure pénale beweegen. Mir hunn och keng Zweifel a mir hu Vertrauen an d'Justiz, dass dat och esou geschitt.

Sollt dat, an hei sinn eenzel Fäll ugedeit ginn, net ëmmer respektéiert ginn, ech mengen, dann ass et och esou: Da muss ee sech selwer riicht an d'Ae kucken an ech mengen, dass och do d'Regierung an der Verantwortung steet, an all d'Parteien heibannen, well mer dat net wëllen. Sollt iwwert dat Zil erausgeschoss ginn, da soen ech: Man nenne Ross und Reiter! Da ginn et zwou Méiglechkeeten: Entweeder et denoncéiert een dat beim Parquet, well dat net geet. Dann ass et eng Infraction pénale vun enger Autorité publique.

(Interruption)

Jo, dat ass esou. An zweetens, mengen ech, wann esou Virwërf sinn an et bréngt een dat an de politesche Plenum, jo, da muss een och do Ross und Reiter nennen. An an deem Fall wier et da gutt, wann d'Regierung am Interessi vu Land a Leit an am Interessi virun allem vun der Kredibilitéit vun der Politik géif déi Virwërf aus dem Wee raumen, wou ëmmer dat och soll stattfannen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Da ginn ech nach dem Här Policeminister d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Ouni nach eng Kéier alles ze widderhuelen, wat den Här Roth elo ausgefouert huet: Ech kann dat voll a ganz ënnerschreiwen. An ech ka mech net erënneren, dass ech jee an deene véier Joer als Policeminister konfrontéiert gi wär, fir iwwerhaapt eng Enquête ze lancéieren, well dat geet guer net a meng Kompetenz.

An et ass ganz kloer, mir sinn an engem Land – an ech hoffen, dass mer dat och hei nach wëlle bleiwen! –, dat d'Gewaltentrennung ganz héichhält, dass bei der Exekutioun vun der Police, wann eppes sollt virgefall sinn, dat ëmmer ënnert der Justizautoritéit soll sinn.

Mir hunn zwar – an dat ass eng grouss Debatt, déi mer ëmmer féieren –, mir hunn eng Police administrative, an déi ass ganz kloer cadréiert iwwert d'2018er-Gesetz. Déi kann net an eng Privatsphär eragoen, well dat ass en Tabu. An déi Diskussiounen hate mer wärend der Pandemie, wou eenzel Leit gemengt hunn, mir missten do och nach bei Leit eran. An alles, wat d'Police judiciaire ass, an d'Wuert seet

et jo – judiciaire –, leeft ënnert den Autoritéite vun der Justiz. Dofir weisen ech dat kategoresch hei zréck: Weeder de Policeminister nach d'Police ginn hei eegestänneg vir!

An da muss ech awer nach drop pochen: D'2018er-Gesetz huet nämlech eng aner Instanz mat erabruecht, nämlech d'IGP. D'IGP ass do, wann eppes sollt sinn, fir direkt kënnen ze intervenéieren an och déi néideg Kontroll kënnen duerchzezéien. D'IGP steet jidderengem op, wann eppes sollt sinn. An dann: Nenne Ross und Reiter! Da sollt effektiv do intervenéiert ginn. An da muss dat och iwwer eng Plainte goen, an dat geet iwwert d'Justiz, an déi sollen déi Enquêté maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kox. An da kritt d'Wuert den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wëll net allze vill nach drop agoen. Ech ginn dem Gilles Roth Recht, dass et eng politesch Iwwerwaachung an där Form net ka ginn, well se verbueden ass. An ech ënnerstellen der Regierung an deem doten Dossier net, datt se bewosst géif d'Gesetz briechen. An aneren Dossieren ënnerstellen ech hir wuel d'Vorratsdatenspeicherung, de Marc Goergen huet et gesot. Den EuGH huet schonn nees d'Vorratsdatenspeicherung an Däitschland kasséiert. Lëtzebuerg huet se nach ëmmer!

An de Risiko, an ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass un där Motioun hei, et geet net … Déi Motioun selwer wäerte mer net matstëmmen, well et politesch Iwwerwaachung an där Form net gëtt. Da kënne mer och keng parlamentaresch Iwwerwaachungskommissioun maachen, fir déi ze kontrolléieren. Iergendwéi bäisst sech do d'Kaz an de Schwanz. Mee et ass awer esou, datt d'Rechter, déi d'Geriichter an och d'Verfassung den Deputéierten zouschwätzen an och de Ministeren, haut net ëmmer garantéiert sinn am Kader vun Enquêten, déi net onbedéngt d'Deputéiert betreffen.

Mir hunn e Quelleschutz. Trotzdeem, an de Marc Goergen huet et gesot, gëtt et eng Vorratsdatenspeicherung, wou, wann eng Enquête géint eis Quelle géif lafen, potenziell erausfonnt gëtt, datt se mat engem Deputéierten telefonéiert hunn oder SMSen ausgetosch hunn oder wou den Handy sech dee Moment befonnt huet. Doraus kann ee schléissen, datt een zum Beispill bei een op de Büro komm ass. Dat ka captéiert ginn, fonnt ginn an enger normaler Enquête an domadder kann de Quelleschutz indirekt ënnerlaf ginn.

Mir kënnen heibannen net ausschléissen, au contraire zum Europaparlament, datt mer, deen een oder aneren, mat Pegasus oder änlecher Malware infizéiert sinn. Firwat? Well d'Chamber, au contraire zum Europaparlament, kee Service offréiert huet, fir den Deputéierten, dee sech do Suerge mécht, ze encadréieren an ze begleeden.

A jo, d'Regierung huet a rezente Question-parlementairen och ëmmer erëm drop geäntwert, datt se nach ëmmer onsécher Kommunikatiounsmethoden, souguer ënnerteneen, benotzt, déi also och potenziell vun Drëtten iwwerwaacht ginn, net vum lëtzebuergesche Staat, mee och vläicht vun Drëtten.

Also, ech mengen, d'Theema ass immens wichteg, mee d'Motioun hei ass dee falsche Wee.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. Da kritt d'Wuert den Här Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President, ech si frou, dass den Här Clement dat elo preziséiert huet, well ech muss Iech awer soen, dass d'Aussoe vu sengem Parteikolleeg ganz an déi aner Richtung gaange sinn. Dass Ënnerstellunge komm sinn, wéi wann hei zu Lëtzebuerg Policeiwwerwaachunge wieren. A souguer iwwer Gemengeconseilleren, dass déi e Privileeg hätten, oder dass eng Police emol net d'Aarbecht dierft anstänneg maachen hei. Ech si berouegt, wann elo hei säi Parteikolleeg probéiert huet, en ze retten, andeems e gesot huet: „Elo setzt eis net an den Eck, wou mer net méi erauskommen!"

(Interruption)

Mee bon, d'Haaptsaach, ech wëll Iech just drun erënneren, Här President, an ech muss dem Här Roth haut och op deem dote Punkt Recht ginn, dass mer en CIC (ndlr: Code d'instruction criminelle) hunn, den CIC ze respektéieren ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg am Gesetz och d'Enquêten um Niveau vum SRE verbidden. An do ass jo och keng Fro gewiescht. Hei ass et jo d'Police gewiescht, an d'Police ass net eng Institutioun, déi einfach esou schafft. Déi mécht dat op Mandat, an dat ass vun der Justiz. An ech si frou, dass ech an engem Land wunnen, an deem net d'Chamber der Justiz seet, wat gutt ass oder wat net gutt ass bei den Decisiounen, déi si hëlt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Staatsminister. Dann huet d'Madamm Myriam Cecchetti nach d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Wann ech héieren, wat heibannen alles esou diskutéiert gëtt, kéint een déi Motioun net einfach zréck an d'Kommissioun verweisen, datt déi am Fong kann driwwer diskutéieren?

(Brouhaha)

Nee? Okay.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Den Auteur kann d'Motioun zréckzéien. Duerfir ginn ech him d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | En hëlt d'Wuert, Här President – merci, wann Der esou léif sidd, mer et ze ginn –, awer net, fir d'Motioun zréckzezéien.

Ech wollt vläicht just soen, fir dat heiten nach eng Kéier kloerzestellen, datt dat elo net aus der Loft gegraff ass. Déi Fro, déi gestallt gouf, war dës: „Hunn d'Justiz an d'Police zënter 2013 am Kader vun enger Duerchsichung E-Mail-Boxe vu Politiker, Deputéierten, Gemengerotsmemberen, Leit mat Parteiämter a Kandidate fir d'Wale beschlagnaamt an duerchsicht oder op d'Vorratsdatespäicherung zréckgegraff?" Äntwert: „Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënne keng Detailer iwwert d'Asetze vun deene Mesurë publizéiert ginn."

An da stellt ee sech Froen. An ech mengen, dat, wat mer hei eigentlech bezweckt hunn, a mir halen natierlech déi Motioun bäi, dat ass, eng Diskussioun unzestoussen. Ech mengen, mir haten elo en éischten Echange. Ech zielen elo déi Interventioun vun deene Gréngen net mat. Déi war e bëssen ënnert deem Niveau, dee fir e Parlament ubruecht ass.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee déi aner Interventiounen, déi hei gemaach goufen, weisen awer, mengen ech, datt eng Prise de conscience do ass. Ech hunn dat och bei Kolleege vun anere Parteien hei gesinn. Et ass emol eng Prise de conscience, datt mer mussen doriwwer nodenken. An dat ass schonn, mengen ech, en Erfolleg an dëser Diskussioun.

Mir halen déi Motioun bäi, mir stëmmen elo driwwer of. Mir wëssen, si gëtt verworf. Awer ob et an der Saach falsch ass, ass eng ganz aner Fro. A mir sollten eis weider domadder beschäftegen.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

An da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 53 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Paul Galles), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten) et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4, déi vum Här Kartheiser deposéiert ginn ass a wou d'Regierung gefrot gëtt, fir e Plang opzestellen, deen et soll erméiglechen, der Ukrain schnellstméiglech humanitär Hëllef zoukommen ze loossen. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A merci och der ADR an dem Här Kartheiser fir déi Motioun.

Et ass och gutt, dass mer doriwwer geschwat hunn. Dir hutt an Ärer Interventioun doriwwer geschwat, ech mengen, nach anerer sinn op déi Thematik agaangen. Et ass effektiv esou, dass d'Ukrain nach ëmmer dréngend Hëllef brauch, net nëmmen, a mir schwätze vill vun der militärescher Hëllef, mee et gëtt heiansdo vergiess, dass d'Ukrain och nach humanitär Hëllef brauch.

An obwuel ech eigentlech mat der Iddi hannert där Motioun averstane sinn, muss ech Iech awer soen, dass ech wäert proposéieren, déi Motioun net unzehuelen, well ech hunn dat elo nogefrot, a wann Der wëllt, kann ech Iech dat herno och weisen, dass Lëtzebuerg sech absolutt net brauch ze schummen, wat déi humanitär Hëllef un d'Ukrain ugeet.

Wann ech den Total huelen, komme mer wäit iwwer 8 Milliounen, déi bis elo, an och stänneg nach ëmmer, un d'Ukrain gaange sinn. A Lëtzebuerg participéiert och un internationalen Organismen, wou dann, wann erëm international Demande kommen, Lëtzebuerg

och matmécht. Déi iwwer 8 Milliounen, déi deele sech quasi hallef-hallef op: D'Hallschent, dat sinn direkt Finanzhëllefen, an déi aner Hallschent, dat ass dat, wou mer och driwwer rieds haten, dat si Contributions en nature. Do sinn zum Beispill och 50 Tonnen derbäi, déi fir d'Brandbekämpfung geduecht sinn, oder och nach eisen emergency.lu oder och nach Covidtester, déi gebraucht goufen.

Ech wëll net soen, dass déi Motioun iwwerflësseg ass, mee ech wëll net, dass den Androck entsteet, d'Lëtzebuerger Regierung hätt missen op déi heite Motioun waarden, fir der Ukrain humanitär Hëllef zoukommen ze loossen. Dat huet se bis elo gemaach an dat mécht se och weider.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll just soen, datt ech hei net liesen, datt an dëser Motioun e Reproche wär, datt d'Regierung nach net humanitär Hëllef geliwwert hätt. Ech liesen dat hei just als Opfuerderung, fir nach zousätzlech humanitär Hëllef an engem Wanter, dee fir d'Ukrain ganz, ganz schwéier gëtt, ze liwweren. An deem Sënn kënne mir mat där Motioun d'accord sinn.

Ech wëll awer just hinzufügen, dat ass éischter meng oder eis Remark, ech wëll hei awer elo och net esou verstane ginn, wéi wann dat heite soll déi eenzeg Hëllef sinn, déi Lëtzebuerg liwwert. Mir musse selbstverständlech humanitär Hëllef liwweren. Mee mir sollen och weiderfueren, militäresch Hëllef ze liwweren a Waffeliwwerungen ze maachen, déi d'Ukrain och néideg huet, fir datt dee Krich an déi Richtung geet, an déi mer alleguer wëllen, datt e geet, a wéi et absolutt néideg ass fir déi fräi Länner, datt e soll higoen. Dat ass meng Remark, déi ech wëll dozou maachen. Et ass net exklusiv, mee mir stëmme se mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Also, mir stëmmen déi Motioun hei och mat. Well effektiv, hei steet net dran, datt d'Regierung näischt gemaach huet. Den Här Cruchten huet eis elo opgezielt, wat alles scho gemaach gouf, wat mir alles scho gemaach hunn als Lëtzebuerger Land. An dat ass jo natierlech ganz gutt. Hei steet eeben, datt et wier, fir nach méi effikass duerch den Hierscht an de Wanter ze kommen. An dat heiten, wéi gesot, dat seet net, datt d'Regierung näischt gemaach huet. Et seet just, datt mer elo solle kucken, wat an Zukunft ganz séier muss gemaach ginn. An et ass net, well se vun der ADR kënnt, datt ee muss dergéint sinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O, merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.

(Interruption)

D'Motioun kléngt jo op den éischte Bléck ganz sympathesch. Et muss een natierlech bei där heiter Motioun de Kontext dovunner kucken. D'Partei, déi sech géint Waffeliwwerungen ausschwätzt, déi sech ëmmer erëm fir Friddensbeméiunge mat Russland ouni Viraussetzungen ausschwätzt, déi sech och géint Sanktioune positionéiert, déi sech net en faveur vun der territorialer Integritéit vun der Ukrain ausdréckt, kënnt elo an deposéiert eng Motioun, datt d'Regierung soll en unilaterale Plang ausschaffen, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen.

Ma ech hunn, souwäit ech dat aus mengen Echangen, déi ech mat ukraineschen Deputéierten hunn, matkritt, datt d'ukrainescht Vollek ganz gutt weess, wat et brauch an dat och iwwert déi passend Kanäl ganz gutt un déi national Regierungen, déi him hëllefen, transportéiert, a et dat och meeschtens kritt. Wa se Waffe wëllen, kréie se Waffen iwwert de Ramstein-Format. Wa se Geld brauchen, kréie se Geld, zum Beispill iwwert de Format vum IMF, deen haut ass. Wa se humanitär Hëllef brauchen, da kréie se déi och haut schonn. An ëmmer dat, wat se wëllen a wat se brauchen, an net dat, wat mir mengen, datt mer et wëlle lassginn.

An dann hunn ech einfach d'Gefill, datt, wa mer déi heite Motioun stëmme géifen, mer der ADR e Persilschäi gi fir dat, wat se hei déi lescht Wochen a Méint an der Ukrain-Fro ofgeliwwert huet. Mir stëmmen dergéint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert geet zréck un den Auteur, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also, heiansdo, Här President, verstinn ech, datt d'Leit mat der Politik frustréiert sinn. Dat kann een heiansdo verstoen. Well stellt Iech elo emol vir, wat elo hei geschitt ass: Den Här Cruchten kënnt aus der Ukrain zréck, war elo dräi Deeg ënnerwee, fir e puer Stonne kënnen do ze sinn, wat ech wierklech respektéieren. Et ass e Gest, an dat ass wierklech fir hien och net einfach gewiescht. En huet dat op sech geholl.

E kënnt zréck an e seet eis alleguer: „D'Ukrain brauch Ambulanzen! D'Ukrain brauch Pompjeesween!" Also supplementaire, well dat feelt. Dat feelt jo, soss hätt en eis et net gesot. An da soe mir: „Dat ass eng gutt Saach. Dat wëlle mer ënnerstëtzen." Och wa mer op anere Saachen net d'accord sinn, soe mer: „Kommt, mir maachen dee Gest. Mir gräifen dat op, wat den Här Cruchten seet, a mir maachen dat. En humanitäre Gest."

Gutt. Dat war eigentlech deen eenzege Gedanken, dee mer haten. Mir sinn natierlech net d'accord mat enger Regierung, déi 72 Milliounen – bis elo! – u Waffe geliwwert huet an 8 Milliounen un humanitärer Hëllef. Eng kloer Disproportioun an eisen Aen! Do hunn anerer eng aner Meenung. Déi respektéiere mir. Mee respektéiert wannechgelift och, datt eise Wee net deen do ass. Awer am Humanitären, am Humanitären, am elementar Mënschlechen, an der Solidaritéit, dat wollte mir och ganz kloer weisen, do si mer enger Meenung. Mir mussen deene Leit, déi elo virum Wanter stinn, hëllefen, well déi brauchen eis Hëllef. Humanitär!

An datt dann hei Politik domadder gemaach gëtt a gesot gëtt: „Jo, mee Waffeliwwerungen", oder wéi den Här Clement elo do seet, „Persilschäin" … Et geet eis net drëm. Et geet eis drëm, datt mer de Leit hëllefe mat méi wéi deenen 8 Milliounen, déi bis elo gemaach gi sinn (veuillez lire: déi mer bis elo ausginn hunn). Wou ass do de Problem?

Datt dëst Parlament dat refuséiert, do muss ech soen: „Ech schumme mech schonn dofir." Awer mir …

(Brouhaha)

… stëmme fir humanitär Hëllef. Mir loossen déi Leit net am Stach. Mir hu vun Ufank un an dësem Krich déi Positioun vertrueden, datt mer friddensorientéiert sinn, datt mer selbstverständlech humanitär Hëllef wëllen, datt mer selbstverständlech fir Friddensverhandlunge sinn. Hätte mer dat gemaach, wäre mer net do, wou mer haut stinn. Frot emol, kuckt d'Kaart vun der Ukrain, zielt déi Doudeg! Da wësst Der, datt eis Positioun op jidde Fall net vun näischt ass!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Paul Galles), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mmes Cécile Hemmen, Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 5

Da komme mer elo zur Motioun Nummer 5 vun de Piraten, wou et ëm e Steierkreditt fir déi Alengerzéiend geet. Wie wëllt nach zu dëser d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech muss soen, dass ech eppes hei net verstanen hunn, respektiv et ass och vläicht komesch formuléiert: „Eng Léisung auszeschaffen, déi et erméiglecht, fir den elengerzéiende Steierzueler de Montant vum CIM automatesch ofzehalen". Et geet jo éischter drëm, dass se e sollen automatesch ausbezuelt kréien.

(Interruption)

Loosst mech vläicht meng … Voilà, Dir maacht de Constat vun deem, wat och gëschter gesot ginn ass, dat heescht, dass de Montant eropgeet op 2.500 Euro, an dat bis zu engem Joresgehalt vu 60.000 Euro brutto. 2.500 Euro hunn oder net hunn. Ech mengen, dass dat schonn e substanzielle Montant ass.

Dir frot hei, de CIM misst explizitt beim Depot vun der Steiererklärung ugefrot ginn a vill Persoune wéissten net, wéi dat géif goen. Si wësse vläicht net, wéi et geet, well se nach ni eng Steiererklärung hu misse maachen, vläicht well se ënner engem Seuil leie respektiv si wëssen net, dass et dee Crédit d'impôt iwwerhaapt gëtt. Wa se net wëssen, wéi dat geet, ech mengen, dann ass et un eis alleguerten, déi mer heibanne sinn, fir deene Leit, déi an de Genoss kéinte komme vum Crédit d'impôt, ze soen, wéi et funktionéiert.

Ech hunn e bësse Méi gehat, fir elo och Kontakt ze kréien, fir eng Ausso hei kënnen ze maachen. Ech krut gesot, dass d'Steierverwaltung dat doten net automatesch kéint accordéieren, well se de Leit hir individuell Situatioun à défaut de déclaration – à défaut de déclaration! – net géif kennen. Familljesituatioune kënnen änneren, ännere jo stänneg. Dat selwecht gëllt och fir d'Frontalieren. Mat där Ausso géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, als Éischt emol: Ofzehalen, dat kann ech dem Här Baum ganz einfach erklären. Wann e Patron um Enn vum Mount e Paiziedel ausstellt, dann huet een do eng ganz Rëtsch Steieren, déi schonn abehale ginn. Dat nennt een dann d'Retenue sur traitement et salaire. Dat ass net par voie d'assiette, mee dat ass déi Zeil, fir déi, déi an der Cofibu derbäi sinn, wou direkt d'Steieren erhuewe ginn. Déi iwwerweist de Patron dann och direkt un d'Steierverwaltung. Dat sollt en op alle Fall maachen. A mir wëllen, datt dat eebe wéi aner Crédit-d'impôte fonctionéiert, wéi zum Beispill de Crédit d'impôt sur salaire social minium, deen automatesch applizéiert gëtt, deen de Patron also vun de Steieren, déi e vun der Pai ofhält, schonn nees ofhält. Esou fonctionéiert e Crédit d'impôt. Deen hält ee vun de Steieren, déi een ze bezuelen huet, of.

An datt dat net automatesch soll goen! Mir sinn eis bewosst, datt et keng Léisung ass, déi ee muer mat engem Fangerschnipse kann ëmsetzen. Et geet eis drëm, d'Steierverwaltung ze invitéieren, genau eng Pist auszeschaffen, wéi et geet. Zum Beispill kéint ee sech virstellen, datt een en Deel vum CIM géif automatesch applizéieren op Demande, wann ee seng Steierkaart kritt, well et kann een en zum Beispill op der Steierkaart ufroen – dat mussen d'Leit awer wëssen! –, da kritt een en och schonn am Laf vum Joer applizéiert.

Well am Moment steet am Gesetz, an ech zitéieren: „Le crédit d'impôt monoparental est accordé sur demande aux contribuables résidents et non-résidents assimilés rangés en classe d'impôt 1a." De Problem ass eebe grad deen: Et gëtt Leit, grad Monoparentallen, déi an der 1a sinn, déi sinn ënnert de Seuilen, wou se mussen eng Steiererklärung maachen oder en Dekont. Dat heescht, déi maache keng, an déi mussen och keng maachen, kënnen also dee Kreditt guer net op hirer Steiererklärung ufroen. Obwuel et fir si interessant wär, obwuel hir Steiererklärung hinne géif 2.000 Euro bréngen.

Mee et kann dach net allen Eeschtes sinn, datt mer soen: „Hei gëtt et eng Mesure, déi exzellent ass an déi mir als Piraten ënnerstëtzen, a si gëtt net applizéiert, well et der Verwaltung ze komplizéiert ass, e Wee ze fannen, datt d'Leit automatesch mat all Mount Salaire scho géifen hiren Deel kréien, anstatt eréischt e Joer méi spéit mat hirer Steiererklärung."

Well dat ass deen zweete Problem: Wann ech den CIM ufroen, da kréien ech en eréischt mat mengem Dekont vun der Steiererklärung e Joer drop. Mir wëssen alleguerten, wéi enk grad Alengerzéiender – mat 40 % Risque de pauvreté, dat däerf een net vergiessen! – am Moment hir Keese musse beieneen halen. An do stellen ech mer dann awer vir, datt mer déi Mesure net nëmmen annoncéieren, mee datt mer d'Mesure och direkt applizéieren an e Wee fannen. An dofir invitéiere mer d'Regierung och just, e Wee ze fannen, fir datt d'Leit déi 2.000 Euro undeeleg all Mount kréien an net mussen iwwer e Joer waarden, bis se déi Suen am Portmonni gesinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. D'CSV-Fraktioun stëmmt dës Motioun mat aus engem generelle Prinzipp. D'Politik decidéiert, wat d'Contributioun vun der eenzeler Persoun, dem eenzele Stot zum Fonctionnement vun engem Staat soll sinn. Dat decidéiert d'Politik. Da mussen d'Leit och déi Contributioun à sa juste valeur zréckkréien. Dat heescht am Kloertext: Wa mir decidéieren, dass Steiererliichterunge solle kommen, dann däerf et net de Parcours du combattant sinn, dass deen, deen averti ass, an de Genoss vun deene Steiererliichterunge kënnt, an deen, deen dat net kann, vun deene Steiererliichterunge kee Profitt huet. Dat zielt net nëmme fir dee Crédit d'impôt hei, dat zielt och fir aner Crédit-d'impôten.

Dat zielt och fir vill aner Chargen, déi Leit, déi e bëssen eppes wësse mat de Steieren unzefänken, kënnen ofsetzen. Zum Beispill Charges extraordinaires, wou awer ganz vill Leit am meeschten dervu kéinte profitéieren, zum Beispill wa se e Krankheetsfall an hirer Famill hunn. Et ass net jiddwereen, dee weess, dass en ab engem gewëssene Seuil ka seng – wéi heescht dat? – Dokteschrechnungen ofsetzen, dass en d'Brëller kann ofsetzen, dass d'Kontaktlënsen oder d'Hëllefen, déi ee brauch um Niveau vun den Zänn, steierlech kënne geltend gemaach ginn. Dat wëssen d'Leit net dobaussen. An d'Steiergerechtegkeet verlaangt, dass dat, wat d'Politik decidéiert, och um Niveau vu Steiererliichterungen, dass jiddwereen an de reelle Genoss dovu ka kommen, ouni administrativen Opwand.

A wann d'Politik hei decidéiert, fir dee Steierkreditt – wat mer eng gutt Saach fannen – ze erhéijen, muss d'Politik respektiv d'Verwaltung, déi hannendru steet, ëmsou méi dann och kucken, dass d'Leit an de Genoss vun deene Steiererliichterunge kommen. An duerfir fanne mir déi Motioun hei an der Rei a mir stëmme se mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo. Merci, Här President. Och d'ADR schléisst sech deenen zwee Virriedner voll a ganz un.

Fréier hu mer emol eng Kéier gesot: „Nul n'est censé ignorer la loi." Mee hautdesdaags musse mer awer d'Realitéit gesinn, datt souguer Leit, déi Studie gemaach hunn oder eng Première hunn, net méi duerchgesinn duerch deen Dschungel vu Paragrafen a vu Virschréften a vu Steiererklärungen.

An do wollt ech ganz allgemeng eng Bemierkung maachen. Wann Der Iech de Formulär ukuckt, fir déi Steiererklärung ze maachen, deen ass wierklech, wierklech komplizéiert ze handhaben. An dat wier och emol en Denkustouss fir eng wierklech Simplification administrative – net fir d'Administratioun, mee fir den Administré –, datt mer do e Formulaire kréichen, dee weesentlech méi kuerz a weesentlech méi intuitiv wier. Zu Singapur maacht Der Är Steiererklärung online op zwou Säiten. An ech denken, wat déi fäerdegbréngen, kënne mir als „digital heroes" och fäerdegbréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech schléisse mech och menge Virriedner un. Mir stëmmen dat hei och, well mir begréissen déi Initiativ. An déi kéint een effektiv och nach op ganz aner Kreditter oder Hëllefen applizéieren. Mir hunn et jo ëmmer gesot, och d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm, dat ass alles vill ze vill komplizéiert fir d'Leit. Ganz vill Leit maachen déi Demanden net, wëssen et och net. An dat kann net de Wee sinn. Wann d'Leit eppes zegutt hunn, solle se et och kënne ganz onbürokratesch kréien. An dofir, wéi gesot, stëmme mir dat hei mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da freet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Merci, Här President. Ech hunn esou d'Gefill, datt d'Argumenter vun dëser Säit d'Majoritéit nach net iwwerzeegt hunn, vläicht och wéinst der Impossibilité matérielle, fir un d'Madamm Ministesch ze kommen. Ech kéint, als Alternativ zu engem Vott haut, well dat Theema mer awer wierklech um Häerz läit, och domadder liewen, wa mer dat doten nach eng Kéier an d'Kommissioun géife verweisen an et do géifen traitéieren an dann zréck géife kommen. Well ech géif et wierklech schued fannen als politescht Signal, dat haut ofzeleenen, wou et awer eppes ass, dat de Leit 2.000 Euro am Portmonni méi géif bréngen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

(Négation)

Nee. Dat heescht, de Vott gëtt gefrot iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 5

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Also ass et net, well se d'Ministesch net erreechen!

M. Fernand Etgen, Président | Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Dan Biancalana), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun Nummer 6, wou gefrot gëtt, den Undeel vun den Zënsen, déi een op sengem Prêt kann ofsetze fir dat, wou ee selwer dra wunnt, ze verduebelen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Och hei hunn ech probéiert, e puer Informatiounen eranzekréien.

An der Steierreform vun 2017 ...

(Interruption)

2017 gouf et iwwregens eng Steierreform, an an der Steierreform vun 2017 ass de Montant, deen ee konnt ofsetzen, vu 1.500 op 2.000 Euro eropgaangen. Dat mécht fir eng Koppel mat zwee Kanner 8.000 Euro d'Joer, déi ee kann ofsetzen, plus alleguerten déi aner Hëllefen, déi een am Beräich Logement ka kréien. Den Déchet fiscal vun dëser Mesure ass 100 Milliounen Euro am Moment. Dat heescht, wa mer dat géife verduebelen, géif dat eropgoen op en Déchet fiscal vun 200 Milliounen Euro.

Dat hei ass een Element, een Element an der Steierpolitik. An ech mengen, mir waren eis eens, op alle Fall op dëser Säit, dass mer net sollten iwwer isoléiert Mesuren hei allkéiers am Plenum ofstëmme loossen. A wann dat doten en Element ass an eng Richtung, déi mer wëlle goen, da sollte mer dat maachen am Kader vun engem Gesamtpackage. An dofir proposéieren ech och hei menger Fraktioun, déi hei Motioun net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. De Gilles Roth huet genau dat hei gefrot gehat am Juli bei der Steierdebatt. Ech hunn et e Mëttwoch och nach eng Kéier gefrot gehat, well et extreem wichteg ass. Déi jonk Leit, déi e Prêt ophuele fir en Haus, déi lafen net ganz wäit mat dem Plaffong, deen elo do ass. A mer hu gesot: „Dee Plaffong musse mer endlech un d'Realitéit upassen." An d'Realitéit ass, wéi gesot, relativ krass um Marché vum Logement.

A mir si schliisslech net schizophren a mir stëmmen dat do mat. Ech wëll awer just soen: D'Majoritéit seet, si wéilt keng eenzel Mesuren. Dir hutt och eng eenzel Steiermesure am Logement proposéiert, an déi hutt Der gëschter am Budget proposéiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo. Merci, Här President. Mir als ADR stëmmen dat doten och mat, well et och an déi Richtung geet vun deem, wat mir denken. Et muss een einfach soen: Et gouf virdru geschwat vun der Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, déi kal Progressioun, déi e Fait ass, egal ob ee se elo direkt kann oder wëllt ofschafen oder net, mee d'Zënsen, dat gëtt e risege Problem, déi lafen de Leit elo fort. Ech mengen, jiddereen, deen ee Prêt huet, krut elo Bréiwercher vu senge jeeweilege Banken, datt d'Mensualitéite mussen ugepasst ginn. Dat heescht, dat dote gëtt en enormen Ausgabeposten. An do kéinte mer wierklech déi Leit, déi sech et konnte leeschten, en Eegentum unzeschafen, substanziell entlaaschten, wa mer géifen dat Duebelt vun den Zënsen ofsetzbar maachen. Duerfir si mir als ADR fir dës Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Mat dem Risiko, erëm hei ausgebut ze ginn, mee ech fannen, dat hei gehéiert ...

(Interruptions)

Dat hei gehéiert, denke mir, an eng Kommissioun, fir do seriö driwwer kënnen ze diskutéieren. Well ee grousse Problem gëtt heimat net geléist, dat ass deen, datt vill jonk Leit iwwerhaapt kee Prêt kréien, well op de Banken och do hierrësseg Zomme verlaangt ginn, déi se mussen op der Säit hunn! An dat hei gehéiert dann an eng ganz global Diskussioun. A mir wiere wierklech frou, wann dat kéint an enger Kommissioun gekläert ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Auteur, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wéi déi lescht Steierreform gemaach gouf, waren d'Zënse substanziell méi niddreg. Et konnt een op 30 Joer mat engem Duerchschnëttstaux vun 1,8 léine goen, wann ee ganz wéineg Eegekapital matbruecht huet. Wann een zu deem Taux geléint hätt op 30 Joer, hätt een, op 30 Joer gesinn, bei enger Millioun Prêt – a mir mussen eis näischt virmaachen, dat ass eng realistesch Zomm, déi een hautdesdaags zu Lëtzebuerg muss léinen! – 295.000 Euro op 30 Joer un Zënse bezuelt.

Wann een eng Koppel ass, kann een an där nämmlechter Zäit 80.000 Euro steierlech geltend maachen, e gudde Ratio, wann een nach e Kand hat oder zwee, dann ass een op bis zu 160.000 Euro eropkomm, soudatt een iwwert d'Hallschent vu sengen Zënsen op 30 Joer konnt geltend maachen.

Haut, bei engem Zënssaz, deen d'Courtierë bei 3,75 % gesinn, also e bësse méi wéi duebel esou héich, sinn d'Zënsen net nëmmen duebel esou héich ginn, well et gëtt jo en Zënseszënseffekt, mee si sinn e bësse méi séier geklommen, op 665.000 Euro op 30 Joer. Dat heescht, am Schnëtt eppes iwwer 20.000 Euro d'Joer, wann een dat lineär géif opdeelen.

Gläichzäiteg huet sech awer an deene leschte fënnef Joer op deem heite Volet näischt gemaach. D'Bréiwer sinn elo dëse Mount erausgaangen, den 1. Oktober, mat den Zënshaussë vun den Taux-variabelen. A wann d'Regierung eis seet, et géife keng eenzel Steiermesurë gemaach ginn, da stellen ech mer awer d'Fro, wat dann den État de la nation an och d'Budgetspresentatioun gëschter Moien – jo, gëschter Moien – war. Well d'Héije vum Crédit d'impôt monoparental, dat ass eng eegestänneg Steierreform, Mesure, wéi och ëmmer Der et nennt. An dat heite wär och eng cibléiert Steiermoossnam, déi géif ukommen.

A wa mer tatsächlech kéinte mat 100 Milliounen Euro d'Joer d'Leit entlaaschten, déi däitlech méi belaascht ginn, déi 500 Euro de Mount deelweis elo méi musse bezuelen, dann hätte mer eppes gemaach, wat direkt d'Kafkraaft vun de Leit géif stäerken. An dofir hu mer déi Motioun hei och matbruecht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Da kéime mer elo zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Dan Biancalana), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 7

Da komme mer elo zur Motioun Nummer 7, wou gefrot gëtt, fir d'Méiglechkeet auszeschaffen, fir de Loyer bis zu engem bestëmmte Plaffong kënne vun der Akommessteier ofzesetzen. Wien hëlt nach d'Wuert zu dëser Motioun? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Jo. Merci, Här President. Déi Motioun ass jo eng Motioun, déi am Fong e bëssen an d'Richtung geet vun där anerer. Hei géif ech drop hiweisen, dass et eng Subvention loyer gëtt – ech gesinn de Wunnengsbauminister elo bei eis sëtzen –, déi awer substanziell ass. Eng Famill mat zwee Kanner kann do bis zu 400 Euro de Mount geltend maachen. Ergo gesinn ech elo net wierklech an, firwat dass mer sollen de Loyer bis zu engem gewëssene Plaffong kënnen ofsetzen. D'Leit, déi Problemer hunn, de Loyer ze bezuelen, déi kréien hei vum Staat gehollef. Ech gesinn elo net an, firwat dass mer hei nach eng Mesure niewendru sollen aféieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat kléngt sympathesch, mee d'Fro stellt sech awer: Wat soe mer dann deene Leit, déi an hirem eegenen Haus wunnen? Well déi bezuele jo och dann e fiktive Loyer. An Dir wësst, dass fréier een iwwerhaapt kee Plaffong hat, fir op sengem eegenen Haus Scholdzënsen ofzesetzen. Ech mengen, dat hei geet an eng Richtung, an déi sollt een et och iwwerleeën. An den Här Clement huet keng falsch Beispiller genannt. Wann d'Leit ëmmer méi Niewekäschten hu fir hir Wunneng am generelle Sënn vum Wuert, sief dat de Loyer, sief dat, fir en Eegenheem ze finanzéieren, mengen ech, misst een deem och steierlech aneschters Rechnung droen, wéi dat war an enger Zäit, wou mer elo iwwer eng Dosen oder méi Joren niddreg Zënsen haten. Mee déi hei als eenzel Moossnam, domat kënne mer net averstane sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. An ech sinn nach ëmmer der Meenung, genau wéi bei der Motioun 6, datt dat hei och an déi Kommissioun gehéiert, fir driwwer kënnen ze diskutéieren, datt déi zwou Saache matenee hätte missen diskutéiert ginn.

Bon, wa se elo gestëmmt gëtt, enthale mir eis, well hei keng Staffelung eeben dran ass a well nëmmen déi, déi eng Steiererklärung maachen, dann och hei betraff sinn. An en gros ass et esou: De Marché verseet, an de Staat hëlleft alt erëm. Dat kann et jo net sinn!

Nach eng Kéier: Et wier gutt, wann an där Kommissioun iwwert déi do Saache geschwat géif ginn. Mee méi kann ech och net dozou soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann ass et um Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ech hunn elo grad eng Lanz gebrach fir d'Vereinfachung vun der Steiererklärung. An dozou gehéiert, datt mer net ufänken, iergendwelleche Konsum steierlech ofsetzbar ze maachen, Kleeder, Iessen. Well mat deem selwechten Argument kéint ee soen: „Ma all Mënsch brauch wéinstens 500 Euro de Mount fir ze iessen, elo däerf en déi vun de Steieren ofsetzen. All Mënsch brauch esou vill fir Kleeder, da kann en dat vun de Steieren ofsetzen. All Mënsch brauch esou vill fir ze hëtzen", och eng weesentlech Saach, „da kann en dat ofhalen." Mir kënne wierklech a fundamental net ufänken, Konsum steierlech ofsetzbar ze maachen.

Et kéint een elo soen, an dat ass jo och déi sympathesch Iddi hannert de Piraten hirer Propositioun: Wéi kënnen déi eng Zënsen ofsetzen an déi aner de Loyer net? Den Ënnerscheed zu den Zënsen as: De Loyer ass eng Ausgab, an d'Zënse ginn op eng Verméigensbildung, dat heescht, mer förderen als Staat do d'Verméigensbildung vum Eenzelnen, och eppes, fir dat ech ëmmer eng Lanz gebrach hunn. Mir als ADR sinn nach ëmmer der Meenung, datt all Mënsch, deen hei am Land schafft, sech muss kënnen eng Wunnecht leeschten, eng eege Wunnecht leeschten. Dat sollt d'Zil si vun der Politik.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Also ganz kuerz. D'Subvention loyer mat enger steierlecher Mesure gläichzestellen, ass, mengen ech, onéierlech an deem Sënn, datt et keng steierlech Mesure ass, mee et ass eng Subventioun, esou wéi mer och aner Hëllefen hunn. Mir sinn erëm am Zenario, datt ee se muss ufroen. Dat ass net onbedéngt trivial.

Ech kommen awer ganz konkreet op d'Mesure, déi mer hei fuerderen, zréck. De Proprietär vum Gebai, deen d'Wunneng oder d'Haus verlount, deen däerf d'Zënse vu sengem Prêt, déi hie geholl huet, fir dat Haus oder dat Appartement ze finanzéieren, zu 100 % géint de Revenu vum Loyer urechnen. En huet en Amortissement accéléré. Do kënnt elo eng Reform, mee certes.

Mir hunn zu Lëtzebuerg déi kokass Situatioun, datt mer steierlech dovunner ausginn, datt en Appartement manner Wäert gëtt, wat et méi al gëtt – dofir hu mer den Amortissement; dat ass d'Definitioun vun Amortissement, léif Kolleeginnen a Kolleegen –, wärend mer awer an der Realitéit um Wunnengsmaart gesinn, datt d'Präisser nëmmen an d'Luucht ginn – och am Existant! Also muss ech mer heiansdo d'Fro stellen ... an dat hunn ech och am Juli hei scho gesot, datt déi ganz Logementssteierpolitik misst op de Leescht geholl ginn.

(Interruptions)

An dann ze soen, Loyer wär e Konsum, dat ass, wéi ze soen: „En Daach iwwert dem Kapp ze hunn ass esou wéi an de Kino ze goen a sech dobäi kënnen eng Tut Popcorn ze kafen." Wunnen ass e Mënscherecht a mir sollten et och deementspriechend an all eise Gesetzer berücksichtegen.

A wat dann d'Argument vun eise Kolleeginne vun déi Lénk ugeet, datt dat hei nëmmen déi Leit géif touchéieren, déi eng Steiererklärung maachen: Da briechen ech haut eng Lanz dofir, datt jidderee soll mindestens en Dekont maachen, mindestens de Formulaire 163 soll maachen an areechen, well jiddweree kritt u sech eppes erëm, wann en och nëmme kann eng Assurance geltend maachen. A wann et nëmmen 10 Euro sinn, dann huet et sech nach gelount, fir 10 Euro e PDF op guichet.lu auszefëllen.

Also deementspriechend kann ech nëmmen eng Lanz derfir briechen, datt dat heiten och jiddweree géif betreffen. Mee mir stinn hei op verluerenem Posten. Mir hale se awer bäi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 7.

Vote sur la motion 7

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 2 Jo-Stëmmen, géint 55 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 7 est rejetée par 2 voix pour, 56 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Claude Wiseler), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Paul Galles), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch (par Mme Francine Closener) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

Mir géifen da lo nach zum Projet de loi 7748 kommen, deen d'Gestioun an d'Verwaltung vun der Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte an der Nationallotterie upasst. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Simone Beissel.

4. Ordre du jour

(Interruption par M. Gilles Roth)

Den Här Gilles Roth freet d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Mir wëssen ëm d'Engagementer vum Staatsminister. Wier et méiglech, iwwert dee Projet de loi hei de Mëtten ofzestëmmen?

M. Fernand Etgen, Président | Dat geet.

M. Gilles Roth (CSV) | Ok.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Da soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

Da kommt, mir maachen d'Diskussioun elo de Moien awer?

(Assentiment)

Jo, jo.

5. 7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale

Ech géif dann d'Wuert un déi honorabel Madamm Simone Beissel ginn.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 7748 gëtt d'Gesetz vum 22. Mee 2009 iwwert d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte an d'Loterie Nationale completéiert an adaptéiert.

Ier ech elo op déi verschidde Punkten aginn – et ass u sech e klengt Gesetz –, wëll ech awer, an Dir wësst, ech maachen dat ëmmer ganz gär, dësen Text a säin historesche Kontext setzen.

Also, d'Oeuvre ass Enn vum Zweete Weltkrich 1944 gegrënnt ginn. D'Madamm Pierre Funck-Gindorff aus dem Neiduerf – ech ginn dervun aus, dass dat d'Funcke-Brauerei war – war déi éischt Presidentin vum Conseil d'administration. Si war secondéiert vu lauter dichtege Männer: dem Tony Neuman, dem CEO vun der Croix-Rouge, dann den Direktere vun der ARBED. Do waren d'Häre Loesch, Kaufmann a sou weider. Lauter Nimm, déi Der kennt. Notabilitéiten och aus der Medezinn, wéi de berüümten Dokter René Koltz. Déi hunn dee Conseil d'administration gemaach.

Här President, déizäit: Vill Dierfer hei zu Lëtzebuerg waren zerbommt. D'Land war an engem ganz schlechte wirtschaftlechen an demografeschen Zoustand. Ganz vill Existenze waren zum Groussdeel oder souguer komplett zerstéiert. Gebeidelt duerch de Krich ware vill Leit op d'Hëllef vu baussen ugewisen.

Parallell zu der Grënnung ass du gesot ginn: „Jo, mee wou kréie mer dann elo Geld hier?" Well, wéi gesot, et war 1944. Dunn ass en Appell gemaach ginn, an d'Grande-Duchesse Charlotte huet dat och matgedroen, fir Geld ze sammelen. Et ass e Spendenopruff gemaach ginn un d'Leit. D'Leit si gefrot ginn, fir een Dagesloun ze spenden. An d'Unions professionnelles, dat waren haaptsächlech awer d'Arbeitgeeberuniounen, déi hunn all gesot kritt: „Hei, hëlleft eng Contributioun ze maachen. Mir mussen eebe Geld sichen."

A parallell, wéi gesot, no der Grënnung ass och direkt mam Ausland geschafft ginn, soudass d'Oeuvre sech

do direkt mat auslännesche Fongen, déi schonn existéiert hunn, zesummegedoen huet. Et ass eng risege Kranz opgebaut ginn, eebe just, fir d'Finanzéierung an alles dat hinzekréien.

Et waren och e ganze Koup Lëtzebuerger Auswanderer am Ausland. Déi hunn och déi Initiative matgedroen, soudass sech dat alles zesummefonnt huet.

Dat schonn also wärend dem Krich.

Mee all déi Aidë ware wëllkomm. A lues a lues huet d'Oeuvre se zesummegefouert. Si huet se och zum groussen Deel erëm op Lëtzebuerg zréckbruecht, fir dass dat hei konnt kanaliséiert ginn.

Kommt, mir huelen eis dat emol eng Kéier kuerz vrun Aen. An ech mengen, den Ukrain-Krich, dee mécht dat erëm vu grousser Aktualitéit. Do waren e ganze Koup Leit – Lëtzebuerger – am Krich geflücht. En anere Koup Leit, déi waren a KZ-Gefaangeschaft. Anerer waren zwangsrekrutéiert. Si sinn rapatriéiert ginn an hir Heemecht: op Lëtzebuerg. Well Dir wësst, do war e ganze Mouvement, deen och dee ganze Rapatriement organiséiert huet. An da komme se hei un ouni iergendeppes! Keen Hab a Gutt, keen Ënnerdaach, keng Wunnecht. Si stounge virum absolutten Näischt.

Vill vun hinne waren natierlech och an engem ganz schlechte gesondheetlechen Zoustand. A si haten iwwerhaapt kee Wak, fir sech an iwwerhaapt och fir hir Gesondheet Hëllef ze sichen. Dofir war et extreem wichteg, dass déi Oeuvre gegrënnt ginn ass. Déi huet ugefaangen deemools, a si fiert och nach haut virun, ganz ville Leit ze hëllefen.

Doniewent, wësst Der, do war och déi ganz Organisatioun vum Dommage de guerre. Den Dommage de guerre, wat jo u sech eng staatlech Hëllef war, huet et awer net fäerdegbruecht, fir alleguerten d'Situatiounen och finanziell ofzedecken. Dat heescht, et waren ëmmer e ganze Koup Häertefäll do. Dofir war et och esou wichteg, dass déi Oeuvre dee Moment konnt intervenéieren.

Interessehalber, fir eis alleguerten: 2021 huet d'Oeuvre nach ëmmer aacht Krichsaffer supportéiert!

Här President, no der Grënnung vun der Oeuvre ass dann dat Joer drop, den 13. Juli 1945, d'Loterie nationale gegrënnt ginn. Natierlech mam But, dass déi Lotterie sollt direkt agesat ginn, fir eeben der Oeuvre finanziell Mëttelen ze beschafen, notamment fir hir philanthropesch Missiounen.

Deemools wéi haut ass also d'Oeuvre eng solidaresch ganz wichteg Hëllefsstruktur, déi ganz vill Projete säit där ganzer Zäit an nach haut ënnerstëtzt. Et sinn dat Projeten an all de Secteuren, zum Beispill: Sozialwierker, Ëmwelt – si sinn intervenéiert bei de groussen Iwwerschwemmunge vun de leschte Joren –, Kultur, Gesondheet, Sport, an awer och d'Memoire, déi ganz Geschichte mam Krich, wou se ëmmer hëlleft.

Zréck zum Projet de loi 7748. Ech hunn am Ufank gesot: E gëtt adaptéiert a completéiert. Wat heescht dat? Wat ännert?

D'Haaptzil vum Projet de loi ass eebe just, d'Administratioun an d'Gestioun vun där Oeuvre un d'Aktualitéite vun haut ze adaptéieren. Dëst um Niveau vun der Gréisst, vun der Envergure vun der Oeuvre, déi extreem gewuess ass an de leschte Joren. A wann ee vun Envergure a Gréisst vun engem Organ schwätzt, dann ass et automatesch, datt den Arbeitsvolume parallell natierlech och wiisst. An dofir war et néideg, fir eeben d'Organisatioun/d'Gestioun ze straffen.

Zum Inhalt: De Projet 7748 huet u sech nëmmen dräi Artikelen. Mee wéi gesot, et ass jo d'Basisgesetz vun 2009, dat adaptéiert gëtt.

Elo der Einfachheet halber, fir Iech direkt ze soen, wat dann nei ass, fänken ech direkt u mam Artikel 2. Ech fueren eng Kéier anescht wéi normal.

Am Artikel 2 gëtt en neit Organ gegrënnt. Dat ass eng Direktioun, déi eebe just soll hëllefen, d'Gestioun/d'Administratioun ze verbesseren. Dës Direktioun setzt d'Decisioune vum Conseil d'administration ëm. Si mécht d'alldeeglech Aarbecht a fonctionéiert natierlech ënnert der Kontroll vun dem Verwaltungsrot.

Déi Direktioun gëtt direkt vun zwee Direktere besat. Ech hunn Iech gesot: Op där enger Säit hutt Der d'Oeuvre, déi aner Säit hutt Der d'Loterie Nationale – dat huet dee Moment och Sënn gemaach. Et gëtt also een Direkter agesat mat philanthropesche Missiounen, an en zweeten Direkter fir eeben d'Loterie Nationale.

D'Direktere kënne komme souwuel aus der Fonction publique – mussen awer dann e Congé sans traitement huelen – wéi aus dem Secteur privé. Firwat dat? Dir wësst … oder ech soen Iech et elo, dass d'Oeuvre en Établissement public ass. An dee ganze System vum Personal funktionéiert op privatrechtlecher Basis. Dat heescht, déi zwee Direkteren, egal vu wou se kommen, kréien e privatrechtleche Kontrakt op Basis vun eisem Aarbechtsgesetz vun 1989, wéi et modifizéiert ass. An et si Kontrakter à durée indéterminée.

Et ass nëmmen een Amendement komm an dësem Projet de loi. En Amendement, deen och Sënn mécht. Dee beinhalt just, dass déi zwee Direktere mat Voix consultative kënnen un de Reunioune vum Verwaltungsrot deelhuelen.

Dann zréck op den éischten Artikel. Den éischten Artikel, dee mécht Adaptatiounen um Niveau vum Conseil d'administration, an haaptsächlech Adaptatioune legistescher Natur. Et geet drëm, dass de Conseil d'administration d'Tabell an de Klassement vun de Poste fir d'Gehälter vum Personal fixéiert.

Dann, wichteg – an dofir soen ech och dem Staatsminister Merci fir seng éiweg Hëllef bei der Oeuvre, an och senge Virgänger alleguerten –: Um Niveau vun der Tutelle, déi jo vum Premier- a Staatsminister ausgeféiert gëtt, leet de Conseil d'administration net nëmmen den Organigramm vun där ganzer Oeuvre dem Staatsminister reegelméisseg vir, mee awer och d'Konditiounen an d'Modalitéiten, wéi d'Direktere solle bezuelt ginn a wéi déi solle fonctionéieren.

An et ginn och nach dräi Pouvoire vum Conseil d'administration an dësem Text erweidert a verstäerkt, fir déi wierklech méi an de Vierdergrond ze bréngen:

De Verwaltungsrot kann d'Direkteren engagéieren an entloossen a si an hirer Gestioun an der alldeeglecher Aarbecht kontrolléieren. Dat ass ee vun de Pouvoiren, dee consacréiert gëtt.

Dann doniewent: Dir wësst och eng Oeuvre huet mat Momenter Problemer mat Leit dobaussen. D'Oeuvre kritt hei d'Recht, fir eebe juristesch Aktiounen ze maachen, all Aart, an och Transaktiounen, déi am Interêt vun der Oeuvre sinn.

An dann dat wichtegt Zitat – mee dat kennt Der alleguerten –, dat ass, dass de Conseil d'administration iwwert d'Politique générale vun der Oeuvre decidéiert. Dat heescht, d'Eligibilitéit vun den Dossiere fir ze kucken: „Wat gëtt zréckgehalen? Wat maache mer dermat?"

Also ganz wichteg: Mat dësem Text gëtt d'Plénipotence de décisions vun dem Conseil d'administration consacréiert, erweidert a verstäerkt.

An dann nach kuerz zum drëtten Artikel. Dat ass eppes, wat u sech technescher Natur ass. Dir wësst, et geet an eisem System ëm d'Réviseur-d'entreprisen, déi do kontrolléieren. An do ass elo bäigesat ginn: d'Réviseur-d'entreprisen hei fir d'Oeuvre – et gëtt sech net méi op d'Gesetz vum 1984 baséiert, mee op e Gesetz vun 2016, wat iwwert d'Profession de l'audit geet. Dat heescht, do gëtt u sech just eng technesch Adaptatioun gemaach, wat eeben d'Revisioun vun den Entreprisekontrolle vun der Oeuvre ugeet.

Zu den Avise vum Staatsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi konstruktiv waren – wéineg ze beanstanden –, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech elo zum Schluss kommen, wéi ëmmer e grousse Merci den Damme Carole Closener a Christine Fixmer, awer och de Beamte vum Staatsministère, déi gehollef hunn, dass mer dat do schnell géifen iwwert d'Bün kréien. Ech soen och dem President an de Membere vun der Institskommissioun (ndlr: Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle) en häerzleche Merci fir hir konstruktiv Aarbecht an Iech alleguerte fir d'Nolauschteren an ech bréngen hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice Simone Beissel Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner.

An dat ass den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech soen och der Madamm Beissel villmools Merci fir hir Explikatiounen a fir deen detailléierten historeschen Exkurs, dee se eis gemaach huet.

Jiddwereen, dee sech a sech am soziale Liewen, am kulturelle Liewen, am sportleche Liewen oder an Ëmweltassociatiounen erëmfënnt, weess, wéi een d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse brauch, well se oft ënnert d'Äerm gräift, well se oft hëlleft. An dat ass eng Roll, déi haut a sech net méi ewechzedenken ass.

A wann een effektiv d'Envergure kuckt, déi déi Oeuvre haut kritt huet – dat si méi wéi 50 Employéen, et si méi wéi 100 Milliounen Euro, déi alljoers doriwwer lafen –, dann ass et evident, datt een och ganz gutt muss oppassen, datt d'Gouvernance an datt d'Struktur ordentlech fonctionéieren an datt mer sécher sinn, datt dat alles esou effikass an esou einwandfrei iwwert d'Bün geet, wéi dat bei esou engem Organismus muss goen.

Dofir kënne mer mat deenen zwee Prinzippien äntweren, déi am Fong d'Gouvernance, d'Essenz vum Gesetz hei sinn. Op där enger Säit fir ze soen, datt de Conseil d'administration e Bureau exécutif kritt, deen am Fong d'Aarbecht da besser, anescht ka maachen, an op där anerer Säit, datt mer och eng Direktioun verduebelen – mat engem Direkter fir déi philanthropesch Ugeleeënheeten an engem fir d'Loterie Nationale –, datt mer dat äusserst sënnvoll fannen a selbstverständlech kënnen eisen Accord dozou ginn.

Mir haten eng Rei Diskussiounen an der Chamber, notamment iwwert de Statut vun den Direkteren, wéi se sollen, wa se aus dem Service public kommen, agestallt ginn, respektiv wa se aus dem Secteur privé sinn, wéi dat alles soll fonctionéieren.

Déi Froe sinn awer geléist ginn an deem Sënn, datt d'Äntwerten, déi mer vun der Regierung kruten, och fir eis satisfaisant waren. Et ass e Régime privé. An déi Leit, och wa se aus dem Secteur public kommen, kommen an de Régime privé eran a ginn natierlech

och selbstverständlech dann esou behandelt. Dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Durée vun de Mandater, wou mer, wa mer dem Droit privé ënnerleien, natierlech och mussen ënnert d'Reegele vum Droit privé falen.

Mat deenen Explikatioune ware mer zefridden an der Kommissioun selwer. Dofir kënne mer dësen Text och matdroen a selbstverständlech dann och matstëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Merci virun allem der Rapportrice fir hiren detailléierte Rapport an och deen historeschen Ausbléck, dee se eis gemaach huet.

Ech wéilt natierlech net op d'Wichtegkeet zréckkommen – dat ass gewosst. Et ass och gewosst, dass mer dës gesetzlech Adaptatioun brauchen.

Ech wéilt awer vläicht op eppes zréckkommen, an zwar, wat och vu mengem Virriedner gesot ginn ass: Et sinn nei Erausfuerderungen, déi elo op d'Oeuvre zoukommen. Dat war och scho virun enger Partie Jore gewosst. An dunn ass eebe just eng Etüd an Optrag gi gi vum CEPS/Instead, déi eigentlech eng Enquête gefrot huet, souwuel am associative Milieu wéi och an der ziviller Gesellschaft, fir genee ze kucken, wou dann elo méi a méi Besoine géife bestoen a wou d'Oeuvre kéint asprangen, well et eeben net vun der Action publique kéint couvréiert ginn.

Et huet sech erausgestallt, dass een hätt kënnen och an dësem Gesetz e bësse vun deem méi nationalen Erofdeklinéieren éischter an de lokalen oder an de regionalen Domän ... Dat sinn eventuell Suggestiounen, déi ee fir d'Zukunft nach kéint berücksichtegen.

Wat een och net däerf vergiessen eebe just am Kontext vun der finanzieller Ënnerstëtzung, dat ass, dass d'Oeuvre jo vun der Loterie Nationale matfinanzéiert gëtt. Hei muss ee ganz gutt oppassen, dass grad d'Lotterie hir Plaz hei zu Lëtzebuerg muss behalen. A firwat net drun denken, fir e legale Monopol eventuell ze schafen?

Glécksspill ass eng Aktivitéit, déi och zu enger schlëmmer Sucht ka féieren. Dofir muss een derfir suergen, dass d'Eethik vum Glécksspill an och d'Reegele vun engem verantwortungsvolle Spiller net aus den Aen däerfe verluer goen.

Mee, wéi gesot, de Gesetzesprojet ass e ganz néidegen a legislative Prozess. An dofir si mer natierlech bereet, fir dat heite mat zwou Hänn ze ënnerschreiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt dem Simone Beissel merci fir d'Ausféierungen an och den Historique vun der Oeuvre. Mir reegele mat dësem Text ... Mir ginn der jëtzeger Situatioun, déi de facto besteet, eng gesetzlech Basis. Déi gesetzlech Basis ass néideg – d'Virriedner hunn et gesot. Mat esou vill Geld, dat geréiert gëtt, mat esou ville Projeten, déi geleet ginn, brauch een eng effikass Direktiounsstruktur an e Fonctionnement tëscht dem Verwaltungsrot an der Direktioun.

Doropshi ginn ech dann och kloer den Accord vun der grénger Fraktioun, fir dass mer d'Oeuvre kënne méi effikass maachen.

Mee wat mécht d'Oeuvre fir de Moment? D'Simone Beissel huet et erwäänt: Mer hunn e Kontext gehat nom Krich, wou Solidaritéit gefrot war, fir an där Gesellschaft Gelder ze beschafen.

D'Oeuvre huet sech an deene leschte Jore massiv entwéckelt. An ech wéilt drop hiweisen, dass d'Oeuvre eng Stëmm ass, e Mëttel ass, déi an der Lëtzebuerger Gesellschaft fir Solidaritéit steet, d'Solidaritéit férdert, an dat och nach haut. Mir haten en Nokrichskontext.

Ech gi just op ee Projet an: 2015 war de ganze Programm mateneen opgeluecht ginn. Do huet d'Oeuvre wierklech an d'Gesellschaft eragelauschtert. Wat war lass? Mir hunn eng Flüchtlingskris gehat. 120 Projeten huet d'Oeuvre – do gesitt Der d'Ausmooss vun der Gestioun vun deene Projeten –, déi verlaangen, dass een do Manpower a Womanpower huet, fir dat ze maachen.

Et ass nämlech mat deene Projete matenee gekuckt ginn, déi Leit zu Lëtzebuerg kënnen opzehuelen, dass jiddereen eng Plaz kritt – dat steet och esou an hirem Selbstverständnis vun der Oeuvre – an dass jiddereen autonom ka staark ginn zu Lëtzebuerg, egal wou en hierkënnt, ob en hei gebuer ass oder ob e bei eis komm ass, well en huet misse flüchten oder soss aner legitimm Ursaachen hat.

Dat heescht, d'Oeuvre wierkt als eng Startup-Hëllef fir allméiglech Initiativen, déi an eiser Gesellschaft sinn, fir ze kucken, dass mer an eiser enorm komplexer Situatioun, déi mer hunn zu Lëtzebuerg, mat eiser Demografie, mat eise Migratiounsproblemer, dass mer déi Gesellschaft vun haut kënne virbereeden op déi Gesellschaft vu muer, dass mer alleguerten eis Plaz do fannen. E Projet par tous pour tous. Well et ass net d'Fro: Wien ass deen aneren a wie sinn ech? Ech kann haut deen anere sinn an ëmgekéiert (veuillez lire: Ech kann haut deen een a muer deen anere sinn). Mir gehéieren zesummen an där Gesellschaft.

An d'Oeuvre seet ganz kloer: „de [...] soutenir une émulation nationale collective", dass mer dat hei zu Lëtzebuerg maachen. Dat si mer der Oeuvre ... Dat ass d'Wierkung vun der Oeuvre, déi doduerch och eng ganz Partie Mëttelen all deene Benevolle gëtt, déi sech hei am Land staarkmaachen.

Déi Benevoll brauchen och eng Formatioun. An nieft der Expertis, déi d'Oeuvre hat als Financeur, ass d'Oeuvre, wéi se selwer seet, e Facilitateur. Mee well déi Wierker, déi ënnerstëtzt ginn, esou komplizéiert sinn, notamment och an der Médiation interculturelle, huet d'Oeuvre selwer d'Noutwendegkeet erkannt, fir e Formatiounsprogramm opzebauen, an dat mat dem House of Training a mam Kulturministère déi lescht Joren.

Wéi gesot, d'Oeuvre ass e weesentlechen, e wichtegen Acteur vum gesellschaftleche Liewen an dem sozialen Zesummenhalt haut. Si schafft fir den Intérêt général, och wa se als solch net ëmmer direkt d'Etikett dropschreift: „Ech sinn an Initiativen derbäi." Natierlech seet d'Oeuvre: „Financé par ..." Eise Logo ass wëllkomm drop, mee si sinn awer diskreet an net immens bekannt. Also d'Oeuvre hëlleft eis, dat Liewe méiglech maachen. Et bréngt zu Lëtzebuerg alleguerten déi zesummen, déi hei liewen, an et mécht dat Land méi räich. E Land, dat anescht gëtt. Nom Krich ass et anescht ginn. Fir de Moment gëtt et anescht, mee et gëtt méi räich.

„Dans le but d'identifier les besoins non couverts", schreift se, mécht se Konferenzen, geet bei d'Leit hin, ass gewëssermoossen eng Avant-garde fir ze spieren, wou Konfliktpotenzial ass oder wou Besoin ass, fir d'Leit zesummenzebréngen, fir dat ze maachen.

Wa mer d'Oeuvre net hätten, da misste mer se schafen. Et ass e Facteur vu Solidaritéit. D'Oeuvre ass e Facteur vun der Wëllkommenskultur vu Lëtzebuerg, gehéiert also zu eisem Nationbranding.

Ech soen Iech Merci.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Vläicht, wat de Fong ugeet, fir d'éischt e grousse Merci un d'Madamm Beissel och fir hir Explikatiounen. Dat war, wéi ëmmer, ganz komplett. An ech wéilt mech och all de Riedner uschléissen, déi d'Meritten an d'Bedeitung vun der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte iwwert déi lescht Joerzéngten erausgestrach haten.

D'ADR wäert sech awer trotzdeem enthalen, well mer awer déi Räsonementer, déi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics eis virgeluecht huet, och fir stéchhalteg halen. Déi Froe sinn net aus der Loft gegraff, wa gesot gëtt a Bezuch op en Accord, deen 2002 geschloss gouf tëschent der Regierung an der CGFP, datt am Prinzipp, wann en Établissement public gegrënnt gëtt, dann och d'Personal soll e Statut public hunn. Dat ass hei net de Fall. Hei ass d'Personal ... D'Direkteren an d'Personal sinn do ënnert dem Statut privé. Dat werft effektiv Froen op, genausou wéi d'Fro vun der Durée du mandat vun den Direkteren an hir Renouvelabilitéit. Mir haten do zwee Avise kritt vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. A mir fannen u sech déi Bedenken op jidde Fall emol begrënnt an diskussiounswierdeg.

Mir haten Explikatioune kritt vum Staatsministère. Ech muss soen, si hunn eis net zefriddegestallt. An dofir wäerte mer eis enthalen.

Ech hunn eng Fro, wat elo hei d'Interventioun vum Här Margue ugeet. Ech mengen, den Här Margue war selwer an der Oeuvre aktiv. Ass dat esou, Här Deputéierten?

M. Charles Margue (déi gréng) | Nee!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, sidd Der net aktiv? Nee, déi Fro huet sech nämlech gestallt. Dann ass déi Fro och beäntwert, ob eng eventuell Incompatibilitéit géif virleien. Ech freeë mech, datt dat net de Fall ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen dëse Projet de loi, esou wéi dat, mengen ech, queesch duerch d'Bänk gemaach gëtt, well d'Oeuvre leescht um Terrain wichteg Aufgaben. Dorënner, an et gouf scho gesot an engem exzellente Rapport vun der Simone Beissel, am sozialen an am philanthropesche Beräich. An ouni d'Oeuvre géife mer heiansdo domm aus der Wäsch kucken.

Et ass natierlech ëmmer e bëssen e Geschmäckle derbäi, aus wat fir enger Source déi Suen hierkommen. Et däerf een net vergiessen, datt awer mat engem Vice u sech Sue gemaach ginn, déi awer duerno, an dat ass, mengen ech, de Virdeel vun der Oeuvre, engem gudden Zweck zoukommen.

D'Schafe vun deenen neien Direktiounsstrukture wäert der Oeuvre dobäi d'Méiglechkeet ginn, hir Missioun weiderhin an hoffentlech besser ze

exekutéieren. Mir wäerten dofir als Piraten dëst Gesetz matstëmmen. Net ouni awer nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt och dat heite Gesetz erëm eng Ex-post-Legaliséierung vun u sech enger Struktur ass, déi d'Gesetz net virgesinn huet. A mir géifen eis wierklech wënschen, dass d'Regierung do eng Kéier géif e kompletten Inventaire maache vun all deenen Administratiounen oder Etablissement-publicken, déi haut anescht funktionéieren, wéi hir Gesetzer dat virgesinn, an dann an engem Block och géif dat an d'Rei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Erlaabt mer, fir d'éischt der Madamm Beissel Merci ze soe fir hire Rapport. An ech freeë mech och op eng grouss Unanimitéit hei an dësem Sall.

Erlaabt mer just fir d'éischt e perséinleche Message, well als responsabele Minister vun der Oeuvre wëll ech hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Bley awer och e grousse Merci ze soen, dee 25 Joer laang och aktiv war an der Oeuvre an deen dëst Joer opgehalen huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | A wou d'Madamm Danièle Wagener och d'Presidentschaft iwwerholl huet. An ech wëll dem Här Bley vun dëser Plaz Merci soen an dem Danièle Wagener och bonne Chance wënschen.

Et ass esou vill hei gesot ginn, wat ganz richteg ass. Zum Beispill d'Madamm Hemmen sot elo, dass déi Monopolsfro, déi muss ee sech wierklech eng Kéier stellen, mat der Justiz zesummen. Well tatsächlech, Dir gesitt op där enger Säit eppes, dat kontrolléiert gëtt, eppes, dat e But non lucratif huet – wat jo de But ass, fir déi Sue weiderzeverdeelen –, an op där anerer Säit eng Apparitioun vun Apparater a Caféen, déi awer wierklech de Contraire sinn, dat heescht pur but luctratif, wou guer keng Kontroll ass a wou och bestëmmt keng philanthropesch Iddi hannendrun ass.

An do muss een eng Kéier och ganz genau sech déi Fro stellen, ob een do mat der Monopolsfro oder der Interdictioun méi wäit ka goen. Well dat sollten am Ufank esou Spiller sinn, wou ee soi-disant Trivial Pursuit oder esou Saache ka spillen, mee et si ganz oft Geldspiller, déi och hei gebraucht ginn. An dat muss een ..., do muss ee wierklech eng Kéier déi seriö Diskussioun och féieren.

Ech wëll dem Conseil d'administration vun der Oeuvre Merci soen, well et wierklech déi Villfältegkeet ass. Am Ufank, ech mengen, d'Madamm Beissel ass op den Historique agaangen, war et, et soll een net vergiessen, d'Iddi vun de Lotterië vun de Gueule-casséeën am Ufank, dee ganzen Historique nom Éischte Weltkrich. An ech mengen, dass et hei wierklech wichteg ass, dass mer gesinn, dass d'Oeuvre am Fong geholl op där enger Säit am kulturelle Beräich, mee och am sportleche Beräich, am associative Beräich Saache combléiert, déi ee vläicht net aneschters kéint combléieren. An op där anerer Säit awer och op eng onkomplizéiert Aart a Weis an deene Situatiounen, déi mer déi lescht Joren haten, agesprongen ass, fir de Leit ze hëllefen. An ech mengen, dass dat och ganz, ganz wichteg ass.

Et ass eppes, wat ech Iech just wëll soen: Ech sinn elo néng Joer Premierminister, ech hu mech ni agemëscht an hir Choixen. An ech sinn och ganz frou doriwwer. Et si Choixen, déi apolitesch solle sinn an net vun der Politik sollten dirigéiert ginn. Dofir merci dem Conseil, merci der Direktioun. An d'Evolutioun vun der Oeuvre ass haut eng aner gi wéi dat, wat, den Här Wiseler huet et och gesot, au départ d'Oeuvre war. An et ass wichteg, dass se hei och méi professionaliséiert gëtt. Dofir wierklech all den Intervenanten e grousse Merci fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, dem Här Premierminister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Wéi dat virdru gefrot ginn ass, géife mer dann de Vott de Mëtteg maachen, direkt am Ufank vun der Sitzung, déi um 14.30 Auer ufänkt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | D'Sitzung ass opgehuewen an ech wënschen Iech alleguer e gudden a verdéngten Appetitt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir Iech dat selwecht, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

(La séance publique est levée à 12.23 heures.)

4e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 81**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale (suite)** **p. 81**
   M. Mars Di Bartolomeo | M. Gilles Roth | M. Sven Clement
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7748 et dispense du second vote constitutionnel
3. **Question élargie n° 154 de M. Fred Keup au sujet de l'évaluation professionnelle dans la fonction publique** **p. 81**
   M. Fred Keup | M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique (interventions de M. Fernand Kartheiser) | M. Fred Keup (interventions de M. le Ministre Marc Hansen) | M. le Ministre Marc Hansen (intervention de M. Fred Keup)
4. **Question élargie n° 156 de Mme Carole Hartmann au sujet des inondations de juillet 2021** **p. 83**
   Mme Carole Hartmann | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
5. **Question élargie n° 159 de Mme Martine Hansen au sujet de la culture du cannabis à usage médical** **p. 85**
   Mme Martine Hansen | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Martine Hansen | Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural)
6. **7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021** **p. 86**
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler
   Discussion générale : Mme Octavie Modert | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Mme Octavie Modert (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7941
7. **8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail** **p. 88**
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

8. 7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021 (suite) **p. 89**

Dispense du second vote constitutionnel

9. 8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail (suite) **p. 89**

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8074 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, M. Marc Hansen, M. Claude Haagen et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale (suite)

M. Fernand Etgen, Président | Ier mer elo zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne mat ofzestëmmen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7748, dee mer de Moien diskutéiert hunn. Den Text steet am Document parlementaire 7748[6].

D'Ofstëmme fänkt un.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, mäin Apparat geet net.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Dir musst Iech fir d'éischt aloggen, Här Roth.

Da maache mer elo de Vote par procuration. Elo misst et awer goen.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Madamm Beissel! Fir d'éischt Ären Noper, elo Dir.

M. Fernand Etgen, Président | De Vott hat ze fréi ugefaangen. Hei, da musse mer de Vott frësch maachen. Frësch starten, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, elo si mir scho fäerdeg.

(Concertation interne)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7748 et dispense du second vote constitutionnel

M. Fernand Etgen, Président | Sou, de Vott fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Guy Arendt), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Claude Lamberty), Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Question élargie n° 154 de M. Fred Keup au sujet de l'évaluation professionnelle dans la fonction publique

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 154 vum Här Fred Keup iwwert de Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, et geet ëm de Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht, deen elo virun enger Rei Jore vun dëser Regierung agefouert gouf.

Haut gesi mir, dass eng Rei vu Problemer do existéieren, déi vun de Leit um Terrain, haaptsächlech och vun de Gewerkschaften, festgestallt ginn. Si soen, d'Schwaachpunkte vum Bewäertungssystem sinn: Et ass ongëeegent fir de Staatsdéngscht, et gëtt e Klima vu Mësstrauen erbäigeféiert, et ass deelweis demotivant, d'Bewäertung ass arbiträr oder gëtt als arbiträr ugesinn, et féiert dacks zu engem schlechten Aarbechtsklima.

Den Opwand vun deem Ganze steet a kengem Verhältnis zum Resultat. Duerfir hei eng Partie konkreet Froen elo och zur aktueller Situatioun un den Här Minister.

Et ass elo eng Aarbechtsgrupp, eng Kommissioun, virgesi gewiescht am Accord salarial an déi gouf agesat mam Zil, fir den aktuelle Bewäertungssystem enger kritescher Analys ze ënnerzéien. Et gëtt een awer aktuell net vill iwwert d'Aarbecht vun dëser Kommissioun gewuer. An duerfir wier déi éischt Fro: Wou ass se mat hirer Aarbecht drun?

Zweetens: Fir eng anstänneg Analys ze maachen, muss een och d'Statistiken hunn. Et gi véier Bewäertungsstufen: 1 ass ganz schlecht, 2 ass e bësse besser, 3 ass nach e bësse besser an déi Fonctionnairen, déi an d'4 agestuuft ginn, déi sinn da ganz gutt.

Déi Zuelen, wéi vill Leit dann elo mat 1, 2, 3 oder 4 bewäert goufen, déi ginn et awer anscheinend net. Wann nogefrot gëtt, da gëtt just gesot: „Jo, déi meescht sinn ongeféier an 2 oder 3 agestuuft." Duerfir meng Fro: Firwat gëtt et keng zentral Datebank, wou een einfach d'Zuel u Persounen kann nokucken, déi op deene verschiddenen Niveaue bewäert goufen?

Drëttens: An der Praxis ass et dann oft esou, wann een um manner gudden Niveau 1 agestuuft gouf, da muss d'Verwaltung eng Procédure d'amélioration professionnelle declenchéieren. Well dat awer relativ opwenneg ass, kréie verschidde Chefs d'administration gesot, si solle ganz op d'1 verzichten. Ass d'Regierung doriwwer au courant?

D'selwecht geet et beim Niveau 4. Wann e Staatsbeamten an den Niveau 4 agestuuft gëtt, dann huet en dräi Congésdeeg iwwer eng Period méi zegutt. An hei kréien och verschidde Chefs d'administration erëm gesot, si sollte ganz op d'4 verzichten, well dann déi betraffe Leit dräi Congésdeeg misste bäikréien. Weess de Minister iwwert dës Verhältnisser Bescheed?

Véiertens: De Chef d'administration huet dat lescht Wuert, wat d'Bewäertungen ugeet. Hie kann eng Bewäertung réckgängeg maachen oder änneren. Vill Chefs d'administration, déi Honnerten oder souguer Dausende Leit, wéi zum Beispill bei der Police, ënner sech hunn, wëssen awer kaum Bescheed iwwert d'Leeschtunge vun deene ville Leit. Dat féiert da gär och zu arbiträren Decisioune respektiv zu deem, wat een da kennt an ee „Paltongszéierei" nennt. Wéi kann een deem dote Problem entgéinttrieden?

An da fënneftens, last but not least, ganz einfach: Wier et net méi einfach awer hautzudaags, wann een dat Ganzt kuckt, als Regierung, fir dee ganze Bewäertungssystem ofzeschafen?

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Här President, léif Deputéiert, Här Keup, Dir hutt eng Fro gestallt, déi natierlech héich interessant ass. An

dofir hu mer dat jo och an den Diskussioune mat der CGFP an de leschten Accord salarial gesat.

An deem Accord salarial hu mer eis net drop verstännegt, dass dat ofgeschaaft misst ginn, mir hunn eis net drop verstännegt, dass et soll weidergefouert ginn, mee mir hu gesot, well et déi eng oder aner Diskussioune gëtt: „Ma da kommt, mir kucken déi Saach!“ Et ass de Punkt 3 vun dem Accord salarial, dee ganz genee virgesäit, dass aus Representantë vun der Regierung a Representanten aus der CGFP e paritéiteschen Aarbechtsgrupp – dat ass jo deen, deen Der ugeschwat hutt – soll zesummekommen, fir eebe grad de Bewäertungssystem enger Analyse critique ze ënnerwerfen, Konklusiounen ze presentéiere bis den 1. Juli vun dësem Joer a fir dann eventuell Adaptatiounen unzegoen.

Dee Saz steet jo och net aus Dommheet esou formuléiert do, well ech der Meenung sinn, dass, wann et Diskussioune ronderëm e Sujet gëtt, een dat natierlech an aller Objektivitéit eng Kéier kann diskutéieren. An dofir hu mer dat dann och esou an deen Accord geschriwwen.

Dir frot: „Wou ass deen Aarbechtsgrupp drun?“ Deen Aarbechtsgrupp – an dat war och en Accord mat der CGFP, wéi mer den Accord salarial géifen ëmsetzen – ass zesummegesat ginn aus dräi héije Beamten aus dem Ministère an dräi Vertrieder vun der CGFP. Se sinn eng éischte Kéier zesummekomm an et ass eebe grad driwwer geschwat ginn: „Ma wat heescht dann eng Analyse critique? Op wat kënne mer dat baséieren?“

Do ass op där enger Säit de quantitative Volet an op där anerer Säit de qualitativen. Well et ass effektiv esou, wéi Der sot: Beim Staat gëtt et net eng zentral Plaz, well all Administratiounen an all Supérieurs hiérarchiques a Cheffen déi Evaluatioune maache mat hire Leit. Et gëtt awer néierens eng zentral Plaz, wou d’Resultater herno afléissen. Dat ass esou.

An dofir jo och den Accord, well ech mer däers jo komplett bewosst sinn, virun zwee Joer d’Ausso: „Ma mir maachen dann elo eng Analyse critique a mir kucken, dat dote vläicht ze sammelen.“ Nieft där quantitativer Analys an iwwerhaapt emol bei dem Employeur Staat déi doten Zuelen zesummenzesichen, hu mer och wëllen e qualitative Volet dramaachen, well et ass jo net nëmmen interessant ze héieren, wéi vill Leit herno a wat fir enger Kategorie sinn, well dat seet iwwerhaapt näischt aus.

Ech kann Iech och elo soen, dass an dem Ministère vun der Fonction publique 91 % vun de Leit, well ech jo do d’Zuelen hunn, an de Kategorien 3 a 4 sinn. Mee déi Zuele soe jo iwwerhaapt näischt. Et geet jo awer och ëm den Exercice, fir déi Evaluatioun ze maachen a fir mat deene Leit ze schwätzen an ze kucken. A fir dann op déi einfach Konklusioun ze kommen, dass wann d’Eenten an d’Véieren dann erauskommen, dat ass net dee richtege Wee. Also musse mer och e qualitative Volet dramaachen an esou eng Ëmfro, well et jo och dovunner ofhänkt, mat wiem mir schwätzen, wou déi Leit déi ganz Prozedur gesinn.

Dir sot hei … an da stellen ech Iech d’Fro, nämlech d’Géigefro: Wéi kommt Dir, ouni déi Zuelen iwwerhaapt ze hunn, op d’Konklusioun, fir dann heihinner soen ze kommen: „Et ass ze schwéier, et ass ze komplizéiert, et ass dat heiten an et ass dat doten?“ Dat hutt Dir net. Dir kommt dat hei fräi eran zielen, ouni e Beleeg vun iergendengem. A fir eebe grad op déi Punkten ze kommen, hu mer mat der Gewerkschaft gesot: „Ma kommt, mir kucken, déi Analyse critique ze maachen.“ Well soss ass et e bësse subjektiv, wann Dir elo sot: „Ma dat ass immens komplizéiert, dat ass immens schwéierfälleg.“ Et ka vläicht herno erauskommen, mee da musse mer awer d’Zuelematerial an d’Informatioune kréien.

Qualitativ Ëmfro heescht, ech froe vläicht den Agent, wéi hien et gesäit. Ech froen de Stagiaire, well do ass et nämlech vill méi dacks virgesinn, wéi deen dat mécht. Mir froe vläicht d’Chef-d’administrationen, d’Supérieur-hiérarchiquen an da kucke mer emol eng Kéier, wat do erauskënnt, ob déi dat dann och esou schwéierfälleg als Prozedur gesinn.

A wann dat herno de Fall ass, steet jo dofir bewosst an dem Accord salarial, da kënne mer „d’éventuelles adaptations“ maachen. Déi Aart a Weis fir virzegoen ass an där doter éischter Ronn diskutéiert ginn, huet der Gewerkschaft net esou gutt gefall a si sinn dunn ëffentlech higaangen an hirem Kommunikatiounsblietche fir ze soen, dass déi Approche do net vun hinne géif gedeelt ginn, fir esou déi Analyse critique ze maachen.

An da kënnt awer dee wichtege Punkt: Well ech jo nach ëmmer der Meenung sinn, dass een, ier een Decisiounen hëlt, soll déi Analys maachen, hunn ech och an engem Gespréich mat där Zeitung gesot, ma wann et elo op eemol wichteg géif ginn, dass ech vläicht mat an esou eng Sitzung géif kommen, fir dat doten ze deblockéieren, da wär ech natierlech ëmmer prett, fir dat ze maachen. Sinn ech och elo, soudass et net de Fall ass, wéi Dir och an Ärem schréftlechen Enoncé gesot hutt, dass do Verhandlungen an der Sakgaass sinn. Mir sinn an iwwerhaapt kenge Verhandlungen. Mir sinn amgaang, deen Aarbechtsgrupp do erëm da warscheinlech un d’Liewen ze kréien an awer dat Material eng Kéier op den Dësch ze kréien, fir dass een da ka gefillten anstänneg Decisioune vläicht dorobber huelen.

Ech kann Iech awer nach e puer Zuele liwweren, déi awer net oninteressant sinn. Zanterdeem déi verschidden Appreciatiounen agefouert gi sinn, wären theoreetesch 13.000 Appreciatioune fälleg gewiescht. Firwat esou vill? Ma well et natierlech am Stage bei de Stagiairen ass, dass déi der méi musse maachen. Dofir ass d’Zuel esou héich. A wann et duerno an de Karriäre bei de Leit ass, sinn et der jo net esou vill. Ech mengen, ech muss Iech jo net rappeléieren, dat wësst Der, datt een dräi- bis fënnefmol an enger ganzer Karriär géif deen dote Volet maachen.

Dir kommt heihinner an Dir sot: „Et héiert een, dass Chef-d’administrationen déi do oder déi aner Consigne ginn, et däerft ee keng Eenten oder keng Véieren erausginn.“ Da sot mir, wannechgelift, wou Der dat héiert, da kann ech deenen Administratiounen dat soen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Quelleschutz.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Quelleschutz ass dat Eent, mee et kann een awer net einfach hei heihinnerkommen, Här Kartheiser, a pauschal soen: „Do ass all Chef d’administration, dee seet, et däerfe keng Eenten oder keng Véiere ginn.“ Da muss ee vläicht soen: „Ech hunn héieren …“, aus Quelleschutzgrënn, Här Kartheiser, „Ech hunn dat vläicht vun enger héieren.“ Vu wivill huet den Här Keup et dann héieren? Vun enger oder vun honnert Administratiounen? Dat ass awer interessant, fir gewuer ze ginn, well dat interesséiert mech och, Dir Hären.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Dofir, wann et dat gëtt als Phenomeen, da kann ee mir dat roueg soen an da kann een natierlech doriwwer diskutéieren. Heihinnerkommen an einfach ëmmer esou pauschal Saache soen, déi guer net bewise sinn, wou mer wëlle probéieren, dat hinzekréien, dat ass e bëssen einfach. Grad wéi esou Sätz ze gebrauche wéi „Paltongszéierei“, et hëlt ee gär dat eent oder dat anert.

Ech kenne bei mir am Fonction-publiques-Ministère Leit, déi maachen dat doten immens seriö, déi maachen dat ganz seriö. A wann et dann erëm dat schwaarzt Schof gëtt oder déi schwaarz Schof, well ech jo net vun Iech wëll wëssen, wien dat ass aus Ärem Quelleschutz, dat kann ech Iech ganz zou…, ma da sot mer: „Et gi véier Administratiounen, do weess ech doudsécher, dass dat de Fall ass.“ An och wann Der mer sot: „Ech kucke gär, op de Quelleschutz ze halen.“ Kee Problem. Da sot mer awer op d’mannst: „Ma et sinn d’Douannen.“ oder „Et ass d’Steierverwaltung.“ Da sot dat op d’mannst!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wivill Direktere ginn et da bei der Douane a bei der Steierverwaltung?

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Ma nee, da sot Der mer dat! Et ass jo net den Direkter, deen alleguerten d’Gespréicher mécht, Här Kartheiser. Et sinn alleguerten déi verschidde Superieuren, wou se gemaach ginn. Dat heescht, da kann een heihinnerkommen an da kann ee soen … oder mir eng Kéier uruffen an da kann ee mir soen: „Ma et ass déi doten Administratioun.“ Fir awer pauschal hei Verurteelungen ze maache géint Staatsbeamten, fannen ech relativ dramatesch!

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Dat wëll ech just eng Kéier gesot hunn, fir op meng Positioun ze kommen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Nee.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Wat mech elo interesséiert … Ech maachen och elo fäerdeg, Här Kartheiser, an da kënnt Dir duerno all Parole-après-ministren huelen, déi Der wollt. Ech erklären hei virun dem Här Keup an Iech, wéi dat dote fonctionéiert.

Wat ass meng Meenung dozou? Ma ech soen Iech, ech si ganz op an deem heiten Dossier. Dofir hunn ech jo gesot: „Majo kommt, mir kucken, eng Analyse critique ze maachen. Mir kucken, d’Zuelematerial ze kréien, dat mer effektiv net hunn.“

Elo kënnt Der soen: „Ma dat ass de Minister Hansen, deen huet net derfir gesuergt, dass dat zentraliséiert gëtt. Et ass de Minister esou an esou …“ Nee, dat do ass en neie Prozess. Da musse mer och nei Weeër fannen, fir dat dote vläicht ze zentraliséieren. An dat heite wär eng gutt Geleeënheet. Wéi et do no enger Diskussioun geet, wa mer dann erëm eng Kéier an d’Verhandlungen doriwwer kommen, dat musse mer dee Moment gesinn, wéi et ass.

Hei gouf et e Vott an der Chamber. Hei hu 55 Leit fir deen dote Projet gestëmmt. Deen ass amgaang, ausgebreet ze ginn. Da musse mer kucken, wat ënnert dem Strëch dobäi erauskënnt. An da sinn ech dee leschten, dee sech iergendenger Diskussioun verwiert, soss hätt ech jo emol net an den Accord salarial dat Wuert geschriwwen, fir „d’éventuelles adaptations“ ze maachen.

Wann eppes ze schwéierfälleg ass a mer dat iergendwéi qualitativ a quantitativ hikréien oder ee mech dovunner iwwerzeegt, da kënne mer gär doriwwer diskutéieren. Dat ass e bëssen den Tour vun deem, wat Der mech gefrot hutt. An elo, Här Kartheiser, stinn ech Iech an dem Här Keup natierlech zur Verfügung.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kartheiser huet d'Wuert net zegutt.

(Hilarité)

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Ech entschëllege mech.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo. Bei der Question élargie ass et esou, datt u sech do keng Parole après ministre ass. An et ass just de Froesteller, wann e seng fënnef Minutten net ganz opgebraucht huet – an dat ass dës Kéier de Fall –, deen nach däerf d'Wuert kréien.

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Kann ech, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Dir däerft.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Jo, dat ass ganz schéin, den Här Minister kënnt heihinner an deen äntwert dann och ongeféier op verschidde Froen an e werft eis vir, mir géifen eis hei géint Staatsbeamte stellen.

(Interruptions)

Ech wëll awer hei ganz kloer soen, ...

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Nee.

M. Fred Keup (ADR) | ... a vläicht kucke se eis och haut no: Ech menge ganz kloer, mir verteidegen hei d'Staatsbeamten. An ech fannen, dass Der, ...

(Brouhaha)

... wann een hei Froe stellt, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... déi awer d'Staatsbeamten, an Dir hutt elo gesot, 13.000 Leit goufe schonn evaluéiert, déi déi awer alleguerte betréffen an déi sech ...

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Nee, ech hu gesot, 13.000 theoreetesch Appreciatioune wäre méiglech gewiescht.

M. Fred Keup (ADR) | A!

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Dat hunn ech gesot.

M. Fred Keup (ADR) | Ok. Jo.

(Interruptions)

Dat wier dann déi aner Fro, wéi vill der dann tatsächlech evaluéiert goufen. Mee dat interesséiert jo awer déi Leit elo, well dat ass wichteg fir déi. A fir dann heihinnerzekommen an ze soen, een, deen déi Fro stellt, dee géif sech géint d'Staatsbeamte stellen, do hu mer awer eppes falsch verstanen.

Ech wëll Iech och soen: Ech hunn och näischt gesot, dass hei alleguerten, „pauschal", wéi Der sot, d'Chefs d'administration sech géifen iergendwéi ..., dass ech deenen eppes géif virwerfen. Guer net! Et ass mer einfach zu Ouere komm – Quelleschutz, jo, mir schwätze jo awer vill mat de Leit –, dass eng ganz Partie vu Chefs d'administration esou virginn. A meng Fro war, ob Dir Bescheed wësst, dass dat gemaach gëtt, oder ob Dir net Bescheed wësst. Dat war d'Fro.

Dat anert, dat sinn déi Zuelen, déi feelen. Ech mengen awer, dass, wann een eng Etüd mécht, a mir maachen där jo ganz vill, da brauch een awer als Alleréischt och Zuelematerial. An da wier et awer hei wichteg, dass een dat Ganzt géif zesummesetzen: Wéi vill Leit goufen dann elo evaluéiert vun deenen 13.000 a wéi vill an d'Kategorie 1, wéi vill an d'Kategorie 2, wéi vill 3, wéi vill 4? Da kann een dat jo och ëmmer erëm evaluéieren. Da kann een och spéider eng Kéier kucken, ob der manner do sinn, méi do sinn. Ech fannen, dat ass awer elementar wichteg, fir eng objektiv Analys vun deem Ganzen ze maachen.

Dir hutt jo elo e bëssen ugekënnegt, dass dat géif kommen. Dat wier jo da gutt. Oder dat wier dann d'Fro: Maacht Der dat dann awer, dass dat elo an déi Kommissioun erakënnt oder dass dat bekannt gemaach gëtt?

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Also, ech ginn elo net ze vill nach eng Kéier am Detail op alles an, well Dir widderspriecht Iech, wärenddeem Der schwätzt.

M. Fred Keup (ADR) | Nee, guer net!

(Interruption)

Une voix | Ganz richteg!

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Dat ass emol deen éischte Punkt.

Zweetens soen ech, wann ech jo gesot hunn: „Mir maachen eng Analyse critique", an eis Beamten, dräi Representantë vun dem Gouvernement, déi héchste Beamten, déi an deem Ministère sinn, déi ginn dohinner, fir eng quantitativ a qualitativ Opstellung ze maachen, well ech déi Zuelen net hunn, dann ass et jo genee, dass ech déi Zuelen och gär hätt. Dofir ass dee Grupp jo zesummekomm. Dee war awer paritéitesch zesummegesat mat der Gewerkschaft, déi dat net esou appreciéiert huet, fir déi dote Froen ze stellen. Dat ass jo och hiert gutt Recht. Ech gi jo net hei Urteeler iwwert deenen hir Iwwerleeunge maachen.

Mee natierlech brauche mer déi doten Zuelen an natierlech brauche mer nieft deem Gefillten, wat deen een oder aneren huet, och effektiv Donnéeën, ob déi Prozedur ze schwéier ass, ob ee vläicht am Ufank sollt eppes maachen, ob hannendrun d'Prozedur, fir eppes ze vereinfachen, ob een dorunner muss schaffe goen. An da sinn ech jo prett, fir doropshin Adaptatiounen ze maachen. Dat ass d'Zil vun dem Punkt 3 aus dem Accord salarial, wou genee dat doten och vu mir aus mat dra fonnt ginn ass mat der Gewerkschaft.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Marc Hansen.

Une voix | Très bien!

4. Question élargie n° 156 de Mme Carole Hartmann au sujet des inondations de juillet 2021

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 156 vun der Madamm Carole Hartmann iwwert d'Iwwerschwemmunge vu Juli 2021. An och hei sinn d'Spillreegelen déi selwecht: d'Madamm Hartmann fënnef Minutten, d'Regierung zéng Minutten. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, no de schwéieren Iwwerschwemmunge vun 2016 am Ärenzdall an 2018 ënner anerem zu Greiweldeng an och am Mëllerdall ass d'lescht Joer zu Lëtzebuerg e Joerhonnerthéichwaasser virkomm, dat vill Géigenden am Land ganz haart getraff huet.

Laanscht d'Sauer an d'Uelzecht stounge ganz Landstrécher an Uertschaften ënner Waasser. Meng Heemecht, d'Stad Iechternach, souwéi och eis Nopeschgemeng Rouspert-Mompech ware mat am schrooste vun dësen Iwwerschwemmunge betraff. A souguer op Plazen, déi net un engem grousse Floss leien, ass esou vill Ree gefall, dass de Buedem déi Waassermassen net méi gepackt huet, mam Resultat, dass aus Baachen, déi am Normale knapp e puer Zentimeter déif sinn, richteg Flëss gi sinn a Kelleren an Déifgaragen iwwerschwemmt hunn.

Trotz der Zerstéierung, dem Schued an deem domat verbonnene Misär hate mir zu Lëtzebuerg nach Chance, well anescht wéi am Ausland gouf et bei eis keng Schwéierblesséiert a virun allem och keng Doudeger ze verzeechnen. Mir wëssen awer, dass et eng nächste Kéier dozou komme kéint, an Héichwaasser an Iwwerschwemmunge wäerten och sécher tôt ou tard weider kommen.

D'Auswierkunge vum Klimawandel kréie mir och hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi ze spieren. Fir héije Materialschued an eventuell och mënschlech Katastrophen an Zukunft ze evitéieren, ass et dowéinst absolutt noutwendeg, preventiv Moossnamen ze ergräifen, am beschten esou séier wéi méiglech.

Et gouf och scho verschidde Reuniounen tëschent dem Ëmweltministère, dem Waasserwirtschaftsamt a verschiddene Gemenge fir ze kucken, wéi een d'Awunner besser virum Héichwaasser schütze kann. D'Gemengen hunn an deem Kader d'Méiglechkeet, Etüden an Optrag ze ginn, fir eeben déi Preventiounsmesuren ze identifizéieren, déi sënnvoll an effikass an hirem lokale Kontext sinn. Wann déi Mesuren dann och vun de jeeweilege Gemengen ëmgesat ginn, subventionéiert de Waasserfong dës Moossnamen an Héicht vu 75 % bis 90 %.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ëmweltministesch gäre follgend Froe stellen:

Éischtens, mat wéi ville Gemengen haten den Ëmweltministère an d'Waasserwirtschaftsamt Reuniounen, fir iwwert d'Preventiounsmesuren ze diskutéieren?

Zweetens, wéi vill Gemengen hu Stand haut e Plan de gestion géint Héichwaasser elaboréiert, an deem Preventivmesurë virgesi sinn?

Drëttens, wéi vill Demandë fir Subsiden am Kader vun der Ëmsetzung vun esou Mesurë si beim Ministère erakomm? Wéi vill Demandë goufe bis ewell accordéiert an och ausbezuelt?

Véiertens, gouf et Diskussiounen tëschent dem Ministère an de betraffene Gemenge bezüglech der Renaturéierung an eventueller Retentiounsmesurë bei de grousse Flëss wéi der Sauer oder der Our? Wat waren d'Resultater vun dësen Diskussiounen?

A fënneftens, ass d'Madamm Ministesch am Kontakt mat den däitschen Autoritéiten, fir gemeinsam Preventiounsmesurë fir d'Grenzflëss Our, Sauer, Musel auszeschaffen an ëmzesetzen? A wéi ass generell den Austausch a Saachen Héichwaasserpreventioun mat eisen Nopeschlänner? Kann d'Madamm Minister konkreet gemeinsam Projeten nennen?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, léif Deputéiert, gudde Mëtteg. Erlaabt mer vläicht e klenge Réckbléck op d'Héichwaasserevenement vum 14. op de 15. Juli 2021. Dat, wat mer dunn erlieft hunn, ass wéinst enger aussergewéinlecher meteorologescher an hydrologescher Situatioun entstanen.

Nodeems et wärend Deeg a Woche virum Héichwaasser reegelméisseg gereent hat, waren d'Biedem iwwerall gesiedegt an naass am ganze Land. Dunn ass eng quasi stationär Wiederlag iwwer eis Regioun gezunn a wärend e puer Stonnen huet et onënnerbrach staark gereent.

Hei ass et wichteg, och nach vläicht e puer Zuelen am Kapp ze hunn. Un der meteorologescher Statioun um Findel sinn tëscht dem 14. a 15. Juli innerhalb vun zwielef Stonnen 72,4 Liter de Quadratmeter gemooss ginn. Dat ass den absolutte Rekord, dee jee zu Lëtzebuerg gemooss ginn ass.

Dee ville Reen huet natierlech och mat sech bruecht, datt d'Peegelen un de Baache ganz schnell geklomme sinn. Mir haten un zéng verschiddene Peegelstatiounen eng Iwwerschreidung vun engem honnertjäregen Héichwaasser. Bei 15 Peegelstatiounen hate mer den héchste jee gemoossene Waasserstand.

Wéi an der Question élargie vun der Madamm Hartmann steet, ass et ganz wichteg, alles drunzesetzen, fir preventiv Moossnamen ëmzesetzen, fir eis Bierger ze schützen.

Et ass awer och wichteg ze ënnersträichen, dass d'Regierung net eréischt säit dem Héichwaasser vum Juli 2021 un de preventive Moossname schafft. Preventiv Moossname sinn nämlech extreem wichteg, fir de Risiko vun engem Héichwaasser ze reduzéieren. Den Ëmweltministère, zesumme mat der Waasserverwaltung, schafft säit Laangem um Héichwaasserrisikomanagement, deen nieft konkreeten Héichwaasserschutzmoossnamen och ënner anerem Previsiounen, Sensibiliséierung an Ënnerhalt vun natierlechen Iwwerschwemmungsgebidder ëmfaasst.

Hei ass et nach emol wichteg, drun ze erënneren, dass d'Regierung schonn 2017 d'Waassergesetz geännert huet, fir Subside fir Héichwaasserschutzprojete signifikant ze héijen. An domat kann e Subsid vun 90 % ausbezuelt gi fir konkreet Héichwaasserschutzmoossnamen a bis zu 100 % fir Etüden a fir Renaturéierungsprojeten. An dës Ännerung war och wierklech geduecht, fir d'Gemengen nach emol ze ënnerstëtzen an ze motivéieren, fir bei den Héichwaasserschutzmoossnamen op hirem Territoire matzemaachen an déi och ëmzesetzen.

Esou kommen ech elo bei d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen, wat jo eng Fro war vun der Question élargie. D'Zesummenaarbecht mat de Gemengen ass nämlech e ganz wichtegt Element, fir d'Moossnamen um Terrain ëmzesetzen, an dat geschitt op e puer Niveauen.

Mir hunn op nationalem Plang den Héichwaasserrisikomanagementplang. Deen ass geduecht, fir de Risiko vun den Iwwerschwemmunge souwuel fir d'Sécherheet vun de Leit, wéi och fir d'Ëmwelt, de kulturelle Patrimoine an déi ekonomesch Aktivitéiten ze reduzéieren.

An dësem Plang fënnt een net nëmmen eng detailléiert Analys vum Héichwaasserrisiko am ganze Land, wéi zum Beispill Héichwaasserrisikokaarten an Héichwaassergeforekaarten, an dat fir 17 Gewässer, déi den héchsten Iwwerschwemmungspotenzial hunn, mee et fënnt een och konkreet Ziler a Moossname fir d'Minimiséierung vun den zukünftege Schied. Et koumen am Ganzen 243 Moossnamen.

Vermeidung, Schutz, Virbereedung an och Previsioun si wichteg Elementer vun dësem Plang, deen all sechs Joer erneiert gëtt. Den éischte Plang vun 2015 gouf iwwerschafft an ass de 24. Juni 2021 op enger Pressekonferenz virgestallt ginn. Dëse Projet ass ausserdeem den 12. Juli 2021, also zwee Deeg virum Héichwaasserevenement, all de Gemengen an enger ëffentlecher Informatiounsversammlung virgestallt ginn. An d'Gemenge goufen och iwwer eng Circulaire opgefuerdert, dat Dokument am Kader vun der Enquête publique auszehänken an och Avisen ze erstellen zu deem ganze komplette Moossnameprogramm.

Zousätzlech zu deem nationale Moossnameplang ass et natierlech ganz wichteg, dass lokaliséiert Moossname pro Gemeng ausgeschafft an ëmgesat ginn. Dat ass speziell wichteg, well all Gemeng spezifesch Gegeebenheeten huet an d'Konzepter musse ganz konkreet ënnersicht ginn, wéi d'Preventiounsmoossname kënnen ëmgesat ginn an och wéi ee sech ka virbereeden am Fall vun engem Héichwaasser, fir sech ze schützen, a wéi een och agéiere soll.

Fir d'Ausschaffung vun dëse Konzepter ginn extern Büroe mat beoptraagt an och d'Waasserverwaltung ënnerstëtzt d'Gemenge beim Opschaffe vum Cahier des charges, bei den Analyse vun de Resultater a bei der Ëmsetzung vun de Proposen.

Nieft dëse Konzepter, et sinn Héichwaasserkonzepter, ginn et natierlech och Staarkreenetüden, déi opgrond vun deem Evenement, dat ugeschwat gouf, natierlech elo och staark gefrot ginn a gefuerdert ginn.

Fir dann op déi konkreet Fro no den Zuelen ze äntweren: Säit dem 14. Juli 2021 hunn 51 Reunioune mat de Gemengen an aneren Acteuren op eis Initiativ, och op Initiativ vu menger Virgängerin hi stattfonnt. Et sinn 48 Gemengen, déi hu Kontakt mat der AGE, mat der Waaasserverwaltung, opgeholl, fir Héichwaasser- oder Staarkreekonzepter ze realiséieren. 7 dovu si komplett ofgeschloss, 27 sinn nach an der Elaboratioun a 14 an der Konzeptioun.

Zu den Aiden, do sinn 91 Dossiere fir Mesuren, dat heescht Etüden a Projeten, am Wäert vu 5,5 Milliounen engagéiert ginn. Dat heescht, d'Ausbezuelung geschitt dann opgrond vu Facturatioun au fur et à mesure. Déi Zuelen hu mer elo net accumuléiert virleien, mee 5,5 Millioune si reservéiert, engagéiert, ginn.

Voilà. Zu dem lokalen Héichwaasserschutz, dat ass nämlech och nach eppes, wat am Complement dozou geschitt. Do kënnen nämlech och Privatleit Demandë maache fir Héichwaasserschutzmoossnamen an déi kënnen duerch de Waasserfong zu 75 % bezuschusst gi bis zu enger Héicht vun 20.000 Euro.

Voilà. Et ass op dëser Plaz nach ze erwänen, dass den Natur- an de Klimapakt och Moossname virgesinn, déi och an den Héichwaasserschutz eraginn an och an den natierlechen Héichwaasserschutz, déi natierlech och derzou féieren, dass d'Gemengen am Kader vun deene Pakten nach zousätzlech Punkte kënne kréien an dat natierlech och, mengen ech, nach weider kënne promouvéieren.

Et ass och vläicht eng gutt Geleeënheet, op dëser Plaz nach eng Kéier d'Gemengen opzeruffen, sech mat der Waasserverwaltung a Kontakt ze setzen, fir dës kommunal Konzepter opzestellen.

Zu der Renaturéierung vun de Gewässer ass ze soen, dass nieft deene reng technesche Moossnamen natierlech déi natierlech an naturbaséiert Léisunge ganz interessant Virdeeler hunn. Et ass nämlech ganz interessant an och eng erfollegräich Moossnam, de Gewässer Plaz ze loossen, fir dass d'Waasser dohinner fléisse kann, wou et kee Schued mécht a kee Mënsch a Gefor bréngt.

Renaturéierungsmoossnamen, wou genuch Retentiounsfläch geschaaft gëtt, gehéieren domat zu deene wichtegste Moossnamen a puncto Héichwaasserschutz. Esou Projete sinn ausserdeem och positiv fir d'Qualitéit vun de Gewässer an dofir gi se och bis zu 100 % vum Waasserfong ënnerstëtzt.

Dës Projeten, also d'Renaturéierungen, sinn och ganz interessant am Kader vum Klimawandel, well se hu positiv Effekter. Net nëmme wann et ze vill reent, mee och wann et ganz dréchen ass, erlaben nämlech Renaturéierungsgebidder, dass an de Baachen och bei grousser Dréchent nach genuch Waasser do ass, fir d'Liewewiesen an enger gewësser Biodiversitéit och oprechtzeerhalen.

Egal wéi also d'Konsequenzen vum Klimawandel sinn, si Renaturéierunge vun eise Gewässer ëmmer eng positiv Moossnam.

Nieft der Ëmsetzung vum Héichwaasserrisikomanagement ass dofir och am drëtte Waasserbewirtschaftungsplang dës Moossnam staark virgesinn.

A fir dann och konkreet op déi Fro anzegoen, déi gestallt gouf: Et si landeswäit 86 Kilometer virgesinn, déi bis 2027 sollen ëmgesat ginn, a laanscht d'Sauer an d'Our si 6 Kilometer virgesi vu renaturéierte Flächen. An d'Etüde sinn do och um Lafen am Kader vum Nordstadkonzept.

Dat sinn ambitiéis Ziler, mee et ass ganz wichteg, dass mer déi ambitiéis Ziler och héichhalen an déi net reduzéieren, well mer wëssen, dass grad déi Renaturéierungsprojeten och komplex Projete sinn. Déi musse ganz detailléiert geplangt ginn. Hydrologesch an och ekologesch musse se begleet ginn, fir dass och do déi Moossname wierklech hir Ziler erreechen. Natierlech ass och ëmmer den Defi vum Terrainskaf en Deel vun der Komplexitéit.

Voilà. An och am Kader vun deene Pläng, déi ech erwäänt hunn, de Waasserbewirtschaftungsplang an och den Héichwaasserrisikomanagementplang, ginn et ganz konkreet Echangë mat Gemengen, fir och déi Renaturéierungsprojete weiderzedreiwen.

Zu der Fro vun der Zesummenaarbecht mat Däitschland ass ze soen, dass dat net nëmmen e Choix ass, mee et ass quasiment eng Obligatioun, well mer gemeinsam Gewässer hunn. D'Our, d'Musel an d'Sauer sinn am Grenzberäich mat Däitschland e sougenannte „Kondominium". Dat heescht, dass déi Gewässer op där Plaz deene béide Länner gehéieren, an dofir hu mer och gemeinsam Responsabilitéiten. Dat heescht, dass all Projet, deen un deene Gewässer gemaach gëtt, dann och vu béide Länner muss geneemegt ginn.

An hei kann een eeben och d'Beispill vu Moossnamen zu Steenem an der Gemeng Rouspert erwänen, wou gemeinsam en Interreg-Projet ëmgesat gëtt, oder och un der Our an der Gemeng Park Housen, wou och Projeten amgaang sinn, ëmgesat ze ginn.

Mir schaffen awer net nëmmen am Kader vun de Grenzgewässer mat eisen däitschen Noperen, mee och mat aneren Nopeschlänner, Frankräich an der Belsch, am Kader vun deene verschiddenen internationale Flosskommissiounen zesummen. An do ginn et der fir de Rhäin, d'Musel, d'Saar an och fir d'Meuse. An och do gëtt den Héichwaassermanagement ganz héich gehalen an och do hu mer zum Beispill Héichwaasserrisikomanagementpläng, déi gemeinsam erstallt ginn zwëschent deene verschiddene Länner.

Mee och d'Kooperatioun am Kader vun der Previsioun ass e ganz wichtegt Element, fir eebe gemeinsam do e Warnsystem ze entwéckelen an dann och géigesäiteg ze hëllefen, wann et zu Héichwaasser kënnt. Dat huet sech an der Realitéit scho bewäert.

D'Zesummenaarbecht am Kontext vum Héichwaasserschutz ass elo mat déi wichtegst Aktioun, sief et an der Zesummenaarbecht tëscht de Länner, tëscht dem Staat an de Gemengen, tëscht den ënnerschiddleche Verwaltungen an de Ministèren, mee och mat de Leit an de Bierger. All dat ass noutwendeg, fir e gudden a sécheren Héichwaasserschutz ze garantéieren.

Voilà, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

5. Question élargie n° 159 de Mme Martine Hansen au sujet de la culture du cannabis à usage médical

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 159 vun der Madamm Martine Hansen iwwert den Ubau vu medezinneschem Cannabis. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. D'Behandlung mat medezinneschem Cannabis ass zanter 2018 unerkannt an am entspriechende Reglement gëtt och festgehalen, wéi eng Krankheete domadder behandelt kënne ginn.

Et si mëttlerweil ganz vill Leit, déi op de medezinnesche Cannabis zréckgräifen. Et ass allerdéngs hei zu Lëtzebuerg e Problem mat der Disponibilitéit. An der Vergaangenheet koum et nämlech ëmmer erëm vir, datt Traitementer net konnte weidergefouert ginn, well eebe kee medezinnesche Cannabis disponibel war, well en eebe muss integral importéiert ginn.

D'Regierung war, ech mengen, op e puer Plaze kucken, ënner anerem och a Portugal, an do hat d'Madamm Minister och annoncéiert, datt den Ubau vu medezinneschem Hanf geplangt wär. An an deem Kader hunn ech fënnef Froen.

Déi éischt Fro ass: Wat ass genau d'Definitioun vu medezinneschem Hanf? Gëtt et do e Mindestgehalt vun THC? THC ass dee Wierkstoff, dee psychosomatesch wierkt. Oder gëtt et och vläicht e Mindestgehalt vu CBD? Dee Wierkstoff wierkt jo och géint ganz vill Krankheeten. Ass do eppes festgehalen?

Déi zweet Fro: Wéi soll den Hanf fir medezinnesch Zwecker ugebaut ginn? Um fräie Feld oder och an Zären? Ech gesinn, d'Madamm Minister laacht, mee ech erkläre mech. Ech bleiwen emol nach bei den Zären. Wa jo an den Zären, kann dat an der Grëngzon sinn oder muss dat an der Zone d'activités sinn?

Da kommen ech bei deen um fräie Feld, well dat hänkt vun der éischter Fro of, wann zum medezinnesche Cannabis och Produkter zielen, déi en héije CBD-Gehalt hunn. Do ginn et Ueleger, déi kënnen awer gemaach ginn unhand vu Planzen, déi elo schonn erlaabt sinn, fir dobaussen unzeplanzen, well eeben deen THC-Gehalt, deen, dee fir déi psychosomatesch Wierkung zoustänneg ass, extreem niddreg ass. Also wann een do gäre wëllt eng Wierkung hunn, da muss een, mengen ech, eng ganz Bott fëmmen, ier een eppes géif mierken. Dat heescht, déi Planze kënnen elo schonn dobaussen ugeplanzt ginn.

Ass de Ministère eventuell bereet, dat dann och als medezinneschen Hanf unzeerkennen, déi Ueleger, an dann och do en Ënnerscheed ze maache vun de Bestëmmungen zum Ubau?

Drëttens: Wéi sollen d'Veraarbechtung an d'Vermaartung vum medezinnesche Cannabis organiséiert ginn? U wien däerfen d'Produzente verkafen? Just un d'Apdikten oder och un Endkonsumenten? Oder hänkt dat eeben och vun ënnerschiddleche Produkter vu medezinneschem Cannabis of? Zweetens, wat däerfen d'Produzente verkafen? Nëmme Bléien oder eeben och zum Beispill Ueleger oder och soss verschaffte Saachen? Oder och Planzen oder och Som? Wéi ginn d'Präisser festgesat a wie setzt d'Präisser fest?

Dann hat d'Madamm Minister op eng Äntwert op eng Question parlementaire am Juli gesot, et wär amgaang, eng juristesch Analys gemaach ze ginn, wou d'Konditiounen an d'Krittäre vun de Produzente solle gekläert ginn. Souwäit wéi ech mech do kann erënneren, sollt déi am Hierscht virleien. Dofir ass meng Fro: Läit déi Analys vir? A wat sinn do d'Konklusiounen dozou? A wéi gesäit déi zäitlech Ëmsetzung aus?

An eng lescht Fro: An engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 26. Juni 2022 stoung: „Beim medizinischen Cannabis sind viele Produzenten interesséiert, nach Luxemburg zu kommen". Dat héiert sech also no groussen auslännesche Firmen un. Do stellen ech dann och erëm eng Kéier d'Fro: Gesäit d'Regierung eventuell ënnerschiddlech Bestëmmunge vir, jee no THC-Gehalt vun de Planzen, wien dat och däerf ubauen, respektiv ob zum Beispill och do d'Landwirtschaft, wou jo elo scho Produzente si vun Hanf, déi hir CBD-Produkter maachen, déi Ueleger maachen, ob déi och kéinte medezinnesche Cannabis maachen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Déi éischt Fro: Medezinnesche Cannabis ass u sech net national definéiert, dat gëtt et och net op europäeschem Plang. Wat et am Moment gëtt, si Richtlinne fir den Ubau vu planzleche Medikamenter ganz generell, déi relativ streng sinn. Generell, wa mer vun eppes Medezinneschem schwätzen, dann huele mer et jo an de Beräich op vu Medikamenter, wou streng Oplage sinn.

Ech hunn aktuell keng Kenntnis, dass iergendwou op der Welt medezinnesche Cannabis um Feld ugebaut gëtt. Dat ass éischter a laboratoireänleche Circonstancen, wou dat gemaach gëtt.

Wat mir amgaange sinn ze maachen, eeben opgrond vun eisem Pilotprojet, wou mer wëssen, dass eng grouss Nofro ass, an dee mer och wëlle weiderféieren, an och opgrond vun ëmmer erëm, Dir hutt et erwäänt, Enkpäss beim Akaf vu medezinneschem Cannabis, si mer amgaangen ze exploréieren, ob een hei zu Lëtzebuerg ka Ramebedingunge setzen, fir dat ze maachen. Eng Rei Länner och an Europa hunn dat méiglech gemaach. An an deem Sënn hu mer, esou wéi ech an der Äntwert vum 21. Juli uginn hunn, eng méi breet juristesch Etüd lafen, déi mer och an Optrag ginn hunn.

Firwat? Dat ass nach net den Endprodukt, mee mir hu fir d'éischt eng Kéier eng Analys ze maache vun deene Gesetzer, déi et am Moment gëtt, fir eis dorunner ze inspiréieren, fir, wa mer eppes hei maachen, eppes Sënnvolles ze maachen. Do muss een natierlech néideg Garantien drasetzen. An eeben och déi Definitiounen, déi Der frot, déi sollen herno an e Gesetz kommen. Mir hunn déi Analys tout juste an enger éischter Phas erakritt, mee déi ass awer bei eis intern nach net ofgeschloss. Dat ass eppes Komplexes, wou mer nach wäerten drop schaffen.

Ech hat den Timing uginn, optimistescherweis vläicht, fir Enn des Joers do derduerch ze sinn. Dat hänkt awer vun der Komplexitéit of. Wéi gesot, mir hunn elo tout juste Ufank dëses Mounts en éischte Panorama kritt vu Gesetzgeebungen, déi et wäerte ginn, soudass ech op déi Detailfroen zu dësem Zäitpunkt nach net kann agoen. Dat hänkt eeben ... dat ass justement dat, wat e Gesetz wäert beinhalten, an esou wäit si mer nach net. Wa mer bis op engem Projet schaffen, wäert dee selbstverständlech an der Chamberskommissioun presentéiert ginn, och mat den Inspiratiounsquellen, déi mer da wäerten huelen. Mee et ass schonn eng komplex Saach, dat Ganzt.

Dir hutt och d'Fro gestallt vum Interessi, deen ass. Et ass effektiv vill Interessi doduerch, dass och an Europa elo produzéiert gëtt. Bon, dat huet de Virdeel fir eis, dass mer mëttlerweil och méi Produzenten hunn, vun deene mer kënnen importéieren. Mee et ass selbstverständlech en Interessi un deem Maart. Deen ass amgaangen, sech weltwäit ze developpéieren.

Ech weess net, ob ech Är Fro richteg verstanen hunn. Dir frot, ob mer Lëtzebuerger Produzente kéinte bevirdeelegen. Ass dat Är Fro? Also ech stelle mer e Gesetz vir, dat fir jiddweree gëllt. Do gi Ramebedingunge gesat, a jiddwereen, deen um europäesche Marché present ass an deen déi erfëllt, wäert dat kënne maachen. Mir kënne jo net Reegele maache fir lëtzebuergesch Betriber, déi anescht wäre wéi fir auslännesch Betriber.

Also et wäerten iergendwann, wann dat an e Projet de loi mündet, Reegelen hei zu Lëtzebuerg ginn. An déi gëllen da fir jiddwereen. Ech mengen, dat ass en normale Prinzipp vu Rechtsstaatlechkeet. Mee ech hunn Är Fro do vläicht net richteg verstanen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Hansen ka vläicht direkt hir Fro preziséieren.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, ech wollt nach eng Kéier soen: Et gëtt hei zu Lëtzebuerg Produzenten, dat weess den Här Haagen, déi Hanf ubauen. Déi Hanfplanze si legal, well se e ganz niddregen THC-Gehalt hunn. Mat deenen Hanfplanze kann een awer u sech de CBD extrahéieren. A wann een do gären en héije Gehalt vu CBD huet, da geet natierlech den THC-Gehalt och an d'Luucht. Wat dee CBD-Gehalt awer méi héich ass, wat en natierlech bei verschiddene Krankheeten och eng besser Wierkung huet.

Also ass meng Fro: Déi Produkter, kënnen déi och als medezinnesche Cannabis gezielt ginn? A wann déi Produkter kënnen als medezinnesche Cannabis gezielt ginn, mee da kann ech mer net virstellen, datt déi Planzen, déi elo dobaussen däerfe geplanzt ginn, datt déi net méi däerfen dobausse geplanzt ginn. An dat wär en ... Dat heescht, dat ass eng Produktioun, déi hei zu Lëtzebuerg scho gemaach gëtt.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Am Moment gëtt kee medezinnesche Cannabis hei zu Lëtzebuerg ugebaut.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, mee selbstverständlech, wann e bis definéiert ass, an dat ass jo den Objet vun engem Gesetz an dat ass och den Objet vun deem Benchmark, dee mer maache fir ze kucken, wéi Gesetzer gestréckt sinn an Europa. Et gëtt keng Definitioun vum medezinnesche Cannabis, déi universell géif gëllen. Dofir analyséiere mer, wéi dat definéiert ass, iwwer wéi eng Krittären, fir och déi néideg Garantien ze ginn.

Wann déi Definitioun an d'Krittäre bis stinn, ass et un all Produzent, ass all Produzent fräi, wann en déi Oplagen erfëllt, fir dat dann och ze maachen, et sief, et géif een a Richtung vu Lizenze goen. Et gëtt och Modeller. Dofir soen ech Iech: Dee Panorama, deen ass net an dräi Deeg analyséiert, well et ganz ënnerschiddlech Legislatioune gëtt an de Länner, bei deenen, déi dat bis elo en place gesat hunn.

Do stelle sech Froen, ob een effektiv d'Produktioun ganz opmécht am Land, mat Ramebedéngungen, déi da fir jiddweree gëllen, deen et wëllt maachen, oder ob een et beschränkt, ob een iwwer Lizenze fiert. Dat si Méiglechkeeten, déi et gëtt a wou mer ons musse positionéieren.

Mee dofir kucke mer eebe gären an aller Rou an an aller Déift, wat et vu Méiglechkeete gëtt, wéi een dat ka rummen. Mee wa bis d'Rumm steet, da gëllt déi fir jiddwereen. Déi gëllt fir déi Produzenten, déi haut vläicht zu Lëtzebuerg sinn an interesséiert sinn un deem Marché, genau wéi fir auslännesch Firmen, déi eeben dat wëlle maachen.

Fir de Rescht vum Zonage, do ass een herno dat ... Wéi gesot, ech hunn elo keng Kenntnis vu medezinneschem Cannabis, deen, sief dat a Kanada, a Portugal oder an Holland, géif um Feld ugebaut ginn. Dat ass normalerweis an zouenen Hale mat ganz grousser Technologie a Sécherheetsvirkéierungen. Mee dat hänkt vun der Natur vun der Aktivitéit of. Dat ass warscheinlech eng Activité industrielle, wa mer an der Produktioun vun engem Medikament sinn. Dat muss ee le moment venu kucken, wéi ee Zonage do applikabel ass. Mee dat ass zu dësem Zäitpunkt ze fréi.

Ech mengen, dat Éischt, wat kënnt, ass eng Definitioun, déi ee setzt, Ramebedéngungen, déi ee setzt. An a Fonctioun dovunner ergëtt sech, a wéi e Zonage dat dann op lokalem Plang ka passen oder och net.

Da géif ech Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Landwirtschaftsminister. Oder war keng Fro dofir derbäi?

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Wann Der erlaabt, Här President, et war u sech eng Fro, déi d'Madamm Hansen un de Landwirtschaftsminister gestallt huet, deen awer bei der Produktioun vu Medikamenter generell an och bei medezinneschem Cannabis zu dësem Zäitpunkt keng Kompetenz huet. Dofir ware mer esou fräi, dass ech dat iwwerholl hunn.

(Hilarité et interruptions)

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Nach keng! Dat wäert kommen, an da kommen ech ganz gär heihinner.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

6. 7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

Da komme mer elo bei den nächste Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 7941, d'Adoptioun vum Traité iwwert d'automatesch Unerkennung vun den Héichschoulqualifikatiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill Jonker hunn de Wonsch, no hirer Première an d'Ausland studéieren ze goen. Si wëllen hiert Nascht doheem verloossen, fir nei Leit, nei Kulturen, nei Stied an eventuell och nei Säiten u sech selwer kennen ze léieren. E Studium am Ausland kann eng immens flott a léierräich Zäit fir si sinn. Si léieren, eleng eens ze ginn, bauen eventuell nei Frëndschaften an international Kontakter op, kucken iwwert de berüümten Tellerrand, fir d'Welt mat aneren Aen ze betruechten, a sammelen esou wichteg Erfarunge fir d'Liewen.

Et léiert ee jo bekanntlech net fir d'Schoul ... oder net nëmmen, pardon, mee och fir d'Liewen. Dat soten déi al Réimer schonn an dat ass och haut nach wouer.

Wärend déi eng direkt wëssen, wouhin a wéi e Fach se wëlle studéiere goen, fält et deenen aneren dacks méi schwéier, de richtege Choix ze treffen. Nieft de perséinlechen Interêten a Kompetenzen, den Opnamekrittäre vun der Uni an de finanziellen Aspekter gëtt et nämlech nach e weidere wichtege Punkt, iwwert deen ee sech am Virfeld vu senge Studie sollt informéieren, an zwar wéi et mat der Unerkennung vum auslänneschen Diplom hei zu Lëtzebuerg, also hei am Land, steet.

An der Reegel, Dir wësst dat, muss all Persoun, déi am Ausland studéiert huet, eng Demande beim Ministère fir Héichschoul a Fuerschung maachen, fir hiren Diplom an de Registre des titres de formation aschreiwen ze loossen.

Bei dëser Prozedur ginn zwou Saache vum zoustännege Service iwwerpréift: Éischtens, ob et sech beim Diplom ëm en Titel handelt, deen den Erfolleg vun engem komplette Studienzyklus sanktionéiert; zweetens, ob den Diplom konform ass mat der Gesetzeslag vun deem Land, an deem en ausgestallt gouf.

Nëmme wann dës zwee Krittären erfëllt sinn, gëtt den Diplom an de Lëtzebuerger Regëster ageschriwwen, wou dann och festgehale gëtt, ëm wéi en Niveau vun Diplom et sech am Verglach mam Lëtzebuerger Héichschoulsystem handelt. Normalerweis dauert et tëschent véier a sechs Wochen, bis dann den zoustännege Service seng Entscheedung getraff huet.

Et sief allerdéngs bemierkt, datt et sech hei reng ëm déi akadeemesch Unerkennung vum Diplom handelt an net ëm déi professionell. Den Titulaire kritt deemno d'Recht, den akadeemeschen Titel vu sengem Diplom ze droen, awer net automatesch d'Recht, e bestëmmte Beruff auszeüben. Do kommen och nach ganz aner Reegelen an d'Spill.

Elo ginn et awer och eng Rei Diplomer, déi vun der Inscriptioun an de Registre des titres dispenséiert sinn an déi automatesch zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, nämlech déi belsch an déi nidderlännesch, oder déi hollännesch, wéi mir soen.

D'Titulairë brauchen hir Diplomer an dësem Fall net an den nationale Regëster aschreiwen ze loossen a spueren doduerch net just Zäit, mee och d'Käschte vun der Inscriptiounstax. Dat selwecht gëllt iwwregens och ëmgedréit: Déi Lëtzebuerger Diplomer ginn an der Belsch an an Holland automatesch unerkannt.

Dëst Ofkommes tëschent de Benelux-Staate steet also ganz am Zeeche vun der administrativer Vereinfachung a simplifiéiert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit vun de Studenten an Aarbechter. Nom Virbild vun dësem Modell sollen an Zukunft nach weider multilateral Accorden tëschent den EU-Memberlänner entstoen.

De virleiende Gesetzesprojet huet als Objet, genee esou en Accord zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

De 14. September d'lescht Joer, 2021 also, hunn d'Benelux-Staaten zesumme mat Estland, Litauen a Lettland de sougenannten Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur ënnerschriwwen. Si engagéiere sech heimat, Diplomer, déi an engem vun de sechs Länner ausgestallt ginn, automatesch ënnereneen unzeerkennen.

Konkreet ginn hei sämtlech Bachelor-, Master- an Doktoratdiplomer viséiert, déi dem Héichschoulsystem vum jeeweilege Partnerland ugehéieren an déi am Cadre européen des certifications opgefouert sinn. Och déi sougenannt „Associate Degrees" falen heirënner.

Ech wollt op dëser Plaz nach eemol ervirhiewen, datt et sech hei ëm eng akadeemesch Unerkennung handelt an net ëm eng professionell. Ausserdeem schwätze mer hei vun enger „reconnaissance de niveau", dat heescht, datt den Niveau vun den Diplomer automatesch vun de sechs Partnerlänner unerkannt gëtt. D'Qualifikatioune brauchen also net méi op hir Equivalenz hi gepréift ze ginn, wat den Titulairë vun dësen Titren eng Rei vun administrativen Demarchen erspuert.

Dësen Traité vereinfacht net just d'Mobilitéit vun de Studenten an Aarbechter, mee stäerkt och d'Kooperatioun tëschent de Partnerlänner am Beräich vun der Héichschoul. Dofir wär et nëmme wënschenswäert, wann an Zukunft nach weider Länner de System vun der Reconnaissance automatique géifen adoptéieren.

Den Traité bleift a priori oppe fir de Bäitrëtt vun all de Länner, déi dem Espace européen de l'enseignement supérieur ugehéieren an déi d'Konventioun oder d'Convention de reconnaissance de Lisbonne ënnerschriwwen hunn. Hei dernieft mussen nach verschidde Qualitéitskrittäre bei der Kandidatur respektéiert ginn.

D'Ëmsetzung vun dësem Traité zu Lëtzebuerg erlaabt eis also, de System, dee mir de Moment scho fir déi belsch an déi nidderlännesch Diplomer uwenden, an Zukunft och fir Diplomer ze applizéieren, déi a Lettland, Estland a Litauen ausgestallt ginn. A falls an den nächste Joren nach weider Länner dësen Traité unhuelen, wäerten och hir Diplomer zu Lëtzebuerg vun der automatescher Unerkennung profitéieren.

Fir meng Ried ofzeschléissen, kommen ech nach eemol kuerz op d'Avise vum Staatsrot an der Chambre de Commerce. De Staatsrot huet a sengem Avis keng gréisser Remarke formuléiert, soudatt hien ouni Weideres säin Accord zu dësem Projet konnt ginn.

D'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis, datt d'Diplomer aus de baltesche Staaten an Zukunft automatesch zu Lëtzebuerg wäerten unerkannt ginn. Doduerch wäerten d'Entreprisë méi séier, méi einfach qualifizéiert Aarbechter aus dëse Länner kënne rekrutéieren. D'Handelskummer fir hir Säit ënnersträicht ausserdeem d'Virreiderroll vu Lëtzebuerg am Beräich vun der automatescher Unerkennung vun den Diplomer an hofft, datt nach weider Länner sengem Beispill wäerte follegen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no dësen Ausféierungen, déi Iech hoffentlech konzis a verständlech genuch waren, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter André Bauler.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert ageschriwwen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Här Rapporter fir säin effektiv verständleche Rapport, dee schréftlechen an och dee mëndleche vun elo grad. A mir ginn als CSV-Fraktioun och eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Ech mengen, et ass hautdesdaags och ganz wichteg, méi a Richtung automatesch Unerkennung vun Diplomer, Héichschouldiplomer an dësem Kontext, ze goen. Och administrativ ass dat méi einfach. Mee dat sollt awer am Beschten net iwwer einfach nëmme weider eenzel bi- oder multilateral Traitéen a Verträg goen. Dat misst eigentlech méi wäit gefaasst ginn op iwwergeordneter Eebene.

An den europäeschen Héichschoulraum, dee war ënner eiser Copresidence 2005 weesentlech weidergedriwwe ginn. Et ass schued, datt an de leschte Joren do net méi vill geschitt ass, well dat wär déi richteg Plaz, zesumme mat der EU, fir eng international Unerkennung vun Diplomer an dësem Raum virunzedreiwen. An ech denken, Här Minister, datt een och dat vläicht erëm eng Kéier do kéint hindroen a soen, dat wär wierklech elo de Moment en Theema, wou déi Presidence, déi elo de Moment amgaangen ass, sech deem kéint unhuelen, fir erëm eng Kéier do opzegräifen, wat e wichtegen Theema war, fir e gemeinsamen Héichschoulraum ze maachen iwwert d'EU eraus an Europa.

Ech mengen, grad haut ass dat de Moment, well et geet jo och vill rieds vu Fachkräftemangel. Grad och zanter Covid ass dat nach méi de Fall. Also wär et wichteg, och am Beräich vun der automatescher Unerkennung vun Diplomen, Héichschoul- an awer och anerer Qualifizéierter, weiderzekommen.

Ech erënneren, wann Der erlaabt, Här President, an dësem Kontext och u meng Demande un d'Héichschoulkommissioun virun zwee Joer iwwert d'Ëmsetzung an d'Auswierkunge vum Gesetz iwwert déi spezialiséiert medezinnesch Héichschoulausbildung hei zu Lëtzebuerg. Ech denken, datt no enger normaler Schounzäit – dat ass sécher no zwee Joer de Fall – et awer elo Zäit, héich Zäit, wär an och ganz aktuell wär, fir där Demande nozekommen an dat Theema op den Ordre du jour ze brénge vun enger Kommissioun op enger Plage, wou keng wichteg Gesetzer an anere Kommissiounen dru sinn. Ech mengen, dat ass och eng Fro fir d'Chambersorganisatioun. Ech mengen, och net nëmme wéinst der Aktualitéit wär et awer elo wichteg, déi Saach esou lues erëm op den Ordre du jour ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Mir begréissen dëse Projet natierlech selbstverständlech, well et eng Vereinfachung fir d'Héichschoulinstitutiounen, d'Unien an awer och d'Akkreditéierungsautoritéiten an och d'Studente selwer ass. Dat begréisse mer ganz staark, well bei dësem Traité fale jo dann och déi laang Unerkennungsprozedure fir d'Héichschouldiplomer an och déi domadder verbonne Käschten ewech, an dat ass natierlech fir jiddwereen honnertprozenteg ze begréissen.

Mir, d'LSAP, begréissen dann awer och – mir begréisse ganz vill dës Kéier –, dass den Traité et interesséierte Länner aus dem europäesche Raum erlaabt, dësem bäizetrieden. Dat ass ganz an der europäescher Iddi. Dovunner kënnen dann d'Länner profitéiere fir e méi vereinfachte Wëssensaustausch.

Dofir soen ech dann dem Rapporteur natierlech en häerzleche Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da wier et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och virewech e grousse Merci un de Rapporter fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dësen Text, dëst Gesetz, ass am Interêt vun deene jonke Leit, déi hir Ausbildung an anere Länner maachen. Et ass och am Interêt vun eisem Land. Et ass am Interêt vun enger grenziwwerschreidender Qualifikatioun. An an deem Sënn kënne mir nëmmen eisen Accord zu dësem Gesetzestext ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport, an d'ADR gëtt natierlech hiren Accord fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An dann ass et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dem Rapporter e grousse Merci. Ech mengen, et ass alles gesot ginn. Meng Virriedner hunn alles gesot. Mir stëmmen natierlech och hei zou.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister an Héichschoulminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och fir déi breet Zoustëmmung an e Merci och un de Rapporter, den André Bauler.

D'Remark vum Octavie Modert ass absolutt pertinent. Ech denken, datt mir hei e Schrëtt maachen a Richtung vun engem europäeschen Héichschoulraum mat Länner zesummen, déi dat och wëlle maachen. Mir hunn ënner Benelux ugefaangen, wat, mengen ech, och e Signal war. Mir hunn aner Länner, déi baltesch Staaten, derbäikritt. Mir sinn elo da schonn zu sechs, fir do zesummen ze kucken, datt mer eis Diplomer géigesäiteg unerkennen. Dat kann natierlech nach erweidert ginn, mee ideal wär et natierlech gewiescht, wann dat um Niveau vun der gesamter EU gewiescht wär. A mir géifen esou engem Prozess sécherlech net am Wee stoen. Mir wäre jo, wéi mer hei weisen, éischter e Motor do dervunner.

Vläicht och eng Informatioun, wat déi aner Demande ubelaangt, fir eng Kéier iwwert d'Spezialisatioun zu Studiegäng an der Medezinn op der Uni.lu ze rapportéieren an ze diskutéieren. Dat ass elo dat zweet Joer, wou déi amgaange sinn, zum Deel mat nach bescheidenen Zuele vu Studentinnen a Studenten. Dat leeft awer elo richteg un, lues a lues.

Ech mengen, datt ee sécherlech do kann e Bilan zéien. Vläicht kënne mer dat och maachen, wann dee Gesetzesprojet, deen den 30. September duerch de Regierungsrot gaangen ass, fir allgemeng eng Kéier eng Rei vun Adaptatiounen un eiser gesetzlecher Struktur fir d'Héichschoullandschaft ze diskutéieren. Do hu mer nämlech och dat eent an dat anert schonn als Suite vun deem, wat mer gemierkt hunn, wat een nach kéint verbessere bei de Spezialisatiounen an der Medezinn op der Uni.lu, mat eragoll.

En anere Punkt, mengen ech, wou Dir och hei ganz staark derfir plädéiert hat, nämlech fir de Grad ze schafe vum Docteur en médecine, dat ass domat virgesinn. Mee et gëtt sécherlech nach aner Punkten, iwwert déi mer eis gäre kënnen echangéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Här Minister, wann ech däerf vläicht d'Suggestioun ginn, fir eebe just op EU-Niveau unzereegen – ech mengen, datt Lëtzebuerg an enger gudder Positioun wär, fir dat ze maachen –, fir den europäeschen Héichschoulraum eng Kéier e bësse méi zum Liewen ze bréngen an déi Gremien anzeberuffen, wou een ënnert anerem heiriwwer kéint diskutéieren.

Mir haten deemools, 2005, eng extreem unerkannt Copresidence. An ech denken, datt keen eis béis wär, wa mir géife soen: „Mir hätte gär, datt dat erëm opliewe géif, datt dat erëm an d'Liewe komme géif no deene leschte Joren, wou dat komplett ageschlof war." Well ech mengen, datt d'Zäit eigentlech haut méi wichteg ass, fir en europäeschen Héichschoulraum – well dee geet iwwert d'EU eraus – opliewen ze loossen an do ze kucken, wat mer brauche fir weiderzekommen, well d'Zäite sinn haut nach ganz anerer wéi déizäit, wéi mir d'Copresidence haten. An dat hei ass een Theema, wat wichteg, awer och – zwësche Gänseféisercher – „einfach" wär, an deem Beräich direkt opzegräifen.

Ech denken, datt et Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht géif stoen, Här Minister, wann Dir géift soen: „Kommt, mer loossen dat erëm opgräifen!"

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7941. Den Text steet am Document parlementaire 7941[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7941

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7941 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. 8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 8074, eng temporaire Derogatioun vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. An dee steet scho prett. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv, de leschte Projet vun de Mëtten, dee wäert Iech bekannt virkommen. Et geet ëm eng Derogatioun, déi mer an de leschten zwee Joer schonn emol hei an der Chamber haten am Beräich vun der Beruffsausbildung.

Déi lescht zwou Rentréeë stounge ganz kloer am Zeeche vum Coronavirus. Dofir hu mir missen eng Rëtsch Mesuren ergräifen, fir engersäits d'Gesondheet vun de Léierbouwen a vun de Léiermeedercher ze schützen an anerersäits awer och fir de propperen Oflaf vun hirer Beruffsformatioun ze garantéieren.

Als Politik hu mer séchergestallt, dass déi Jonk hir Ausbildung trotz der sanitärer Kris konnte viruféieren. Déi lescht zwee Schouljore sollten net verluer goen, dofir hu mer alles drugesat, fir den Apprentien e gudden Ofschloss an déi beschtméiglech Perspektiven ze bidden.

Op där enger Säit hu mer d'Delaie fir d'Konklusioun an d'Reprise vun de Léierkontrakter op den 30. November verréckelt an Dispense fir Moduller a Kompetenzen erméiglecht, déi wärend dem Schouljoer net konnten evaluéiert ginn.

Op där anerer Säit hu mer eng temporaire finanziell Ënnerstëtzung agefouert fir Entreprisen, déi sech trotz der Kris weider am Apprentissage engagéiert hunn.

Haut hu mer eng ganz aner Situatioun an ech si frou – ech mengen, mir alleguerten heibannen –, dass d'Schüler dëst Joer nees eng Rentrée ganz ouni Restriktioune konnten hunn. Mir si frou, dass eis Kanner a Jugendlech nees mat Loscht a Freed an d'Schoul kënne goen, ouni Angscht ze hunn ëm sech selwer, ëm hir Gesondheet, awer och ouni Angscht ze hunn, hir sozial Kontakter mussen anzeschränken.

An awer, trotz der aktuell gudder Situatioun hei zu Lëtzebuerg däerfe mer net vergiessen, dass de Virus nach ëmmer present ass. En huet sech net a Loft opgeléist a mir kënnen eis nach ëmmer ustiechen, och wann d'Krankheet haut an de meeschte Fäll ouni schlëmm Symptomer verleeft, wat mer den Impfungen ze verdanken hunn.

Mir hu geléiert, mam Virus ze liewen, mee trotzdeem wësse mer net, wat d'Zukunft bréngt. Eng Rei Fuerscher ginn dervun aus, dass d'Infektiounszuelen an den nächste Wochen a Méint erëm wäerten an den Hierscht- a Wanterméint klammen.

Falls déi sanitär Situatioun sech wierklech géif verschlëmmeren, da besteet de Risiko, dass Entreprisen hiert Engagement an der Beruffsausbildung kéinten erofschrauwen. Et ass also méiglech, dass déi jonk Léierbouwen a Léiermeedercher och dëst Joer nees méi laang Zäit géife brauchen, fir e Patron de stage ze fannen.

Hei dernieft gëtt et nach e weidere Facteur, dee riskéiert, de gudde Fonctionnement vun der Formation professionnelle ze behënneren, an zwar d'Differenz tëschent der Offer an der Demande vu Léierplazen. Anescht ewéi déi Jore virdrun hu mir dëst Joer fir d'éischte Kéier de Fall, dass et méi Plazen an den Entreprisë gëtt wéi Kandidature vun den Apprentië selwer. Ausserdeem stelle mer awer fest, dass den éischte Choix vun deene Jonken oft net mat den ausgeschriwwene Plazen iwwerteneestëmmt.

Fir dës Problemer unzegoen an de Matching tëschent den Apprentien an de Betriber ze verbesseren, huet den Educatiounsministère zousätzlech Mesurë geholl, fir déi Jonk bei der Sich no enger Léierplaz ze begleeden, si ze beroden an, wann et néideg ass, och ze reorientéieren.

Well dës Mesuren awer eng gewëssen Zäit brauchen, fir effikass ze sinn, besteet de Risiko, dass verschidde Jonker déi offiziell Date limite fir d'Aschreiwunge vun engem Léierkontrakt kéinte verpassen, dass se d'Date limite vum 1. November net kéinten anhalen. De Code du travail gesäit nämlech vir, dass all Léierbouf an all Léiermeedche bis spéitstens den 1. November e Léierkontrakt muss kënne virleeën.

Fir sécherzegoen, dass all déi Jonk hir Léier dëst Joer kënnen ufänken, proposéiert de virleiende Gesetzesprojet also, d'Deadline vum 1. November op den 30. November ze verréckelen. D'Apprentien hu soumat ee Mount méi laang Zäit, fir hire Patron de stage ze fannen. Änlech wéi déi lescht zwee Joer proposéiert de virleienden Text eng temporaire Derogatioun zum Artikel L. 111-3 Paragraf 4 vum Code du travail.

Mir gi mat dësem Gesetz also engersäits prophylaktesch vir, andeems mer déi negativ Konsequenzen offiederen, déi eng nei Coronawell am Secteur vun der Beruffsausbildung kéint mat sech bréngen, an anerersäits gi mer eis déi néideg Zäit, fir déi Jonk bei hirer Sich no enger Léierplaz nach méi intensiv ze begleeden.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng gréisser Remarke formuléiert, soudass ech och ouni Weideres kann den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei heizou ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Och e grousse Merci dem Rapporter. Mir hunn dës Bestëmmungen déi leschte Kéier matgedroen a mir wëllen och dëst Joer net deene Jonken am Wee stoen, also stëmme mer dëse Projet de loi mat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An da wier et un der Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Eis geet et d'selwecht. Merci dem Rapporteur an natierlech all Guddes fir déi Jonk, dass se kënnen awer vläicht mat e bësse méi Zäit nach eng Aarbechtsplaz fannen. An dofir soe mer hinne Merci.

A merci, d'LSAP gëtt natierlech den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. A geet et der Madamm Djuna Bernard och d'selwecht?

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, Här President, Dir hutt ganz Recht. Et geet eis och d'selwecht. E grousse Merci un de Rapporter an och vun eiser Säit aus den Accord fir dëse Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. A merci dem Rapporter. An d'ADR gëtt hiren Accord.

M. Fernand Etgen, Président | An dann d'Madamm Cecchetti. Merci, Här Keup.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech wollt elo scho soen: „Ech maachen et d'nämmlecht wéi meng Virriednerinnen", mee et war awer elo och nach e Virriedner do. Mir ginn natierlech och den Accord an e grousse Merci un de Rapporter fir säin exzellente Rapport.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et deet mer leed, ech kann net nëmmen den Accord ginn. Ech wollt awer nach zwee Wierder lassginn. Dat eent ass e grousse Merci un de Rapporter fir de Rapport.

Et ass jo net déi éischte Kéier, datt mer mat esou engem Gesetz befaasst sinn. A mir begréissen et u sech prinzipiell, datt mer och deenen Apprentien, déi am Delai elo keng Plaz fonnt hunn, déi Karenzzäit weider ginn.

Mir hoffen natierlech, datt all d'Apprentië bis zum neien Delai dann elo schlussendlech eng Plaz wäerte fannen, mee gläichzäiteg ass et awer esou, datt d'Fanne vu Léierplaze vu Joer zu Joer, an net nëmmen duerch Covid, ëmmer méi schwéier ze gi schéngt. An deementspriechend musse mer eis méi prinzipiell d'Fro stellen – an dat ass net nëmmen eng Aarbecht fir den Educatiounsministère, dat ass eng Aarbecht virun allem och fir d'Patronat, déi jo déi Plazen ofréieren –, wat mer kënne maachen, fir et méi einfach ze maachen a fir eis Jonker och beschtméiglech ze forméieren.

Et ass fir eis evident, datt et héich Zäit ass, mat alle Betraffenen eng genau Analys vun der Situatioun ze maachen. Ech hunn et gëschter an der Ried zur Lag vun der Natioun gesot: Mir mussen och ophalen, als Staat nëmmen Apprentien ofzewerben, wa se schonn ausgebilt sinn, an de Staat muss massiv selwer méi Apprentisplaze schafen.

Dës Problemer gi leider duerch dëst Gesetz net aus der Welt geschaaft. Si ginn awer zumindest fir déi Betraffen e bëssen ofgeschwächt. An ech mengen, dat ass eng gutt Saach, an duerfir gi mir och eisen Accord fir dëst Gesetz.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Häre, och merci hei nach eng Kéier fir déi breet Zoustëmmung. Datt et wierklech derwäert ass, sech do dee Mount méi Zäit ze ginn, fir nach Léierverträg ze maachen, weist ënner anerem déi Experienz aus dem leschte Joer, wou am Mount November nach 300 Léierverträg ënnerschriwwe goufen, also 300-mol, wou e Patron an e Jonke sech eens gi sinn, fir zesummen en Apprentissage kënnen ze maachen. An deem Sënn soen ech Merci hei fir déi Zoustëmmung, fir dat och dëst Joer virzegesinn.

Woubäi, wa mer dem Rapport vum Rapporter Gilles Baum gutt nogelauschtert hunn, et dës Kéier wierklech nëmmen ënnert engem anere Virzeeche geschitt: Et ass hei net esou, datt mer vun enger Penurie vu Plaze schwätzen a mer da mussen Entreprisen iwwerzeegen, fir Plazen opzemaachen. Dat war elo e bëssen och vläicht esou erauszehéiere bei mengem direkte Virriedner, dem Sven Clement. Dëst Joer hu mer däitlech méi Plaze fräi, wéi mer Kandidaturen hunn, soudatt mer éischter musse kucken, vläicht sektoriell mateneen eens ze ginn, wann een eng Léier an deem enge Beräich wëll maachen, awer éischter nach Léierplazen an deem anere fräi sinn, fir datt een dann do de Matching kann organiséieren.

An hei bidde mer dës Kéier éischter nach de Patronen d'Chance, en Apprenti ze fanne wärend deem Mount, wou mer déi leschte Kéieren éischter den Apprentien d'Chance ginn hunn, nach e Patron ze fannen. Ëmsou méi denken ech, mécht et awer Sënn, eis hei dee Mount méi Zäit ze loossen, fir datt d'Leit beieneekommen a sech duerno alleguerten, alle béid, kënnen engagéieren an enger hoffentlech erfollegräicher Ausbildung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

8. 7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021 (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Bei dem Projet virdrun, beim 7941, hat ech vergiess, no der Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen. Duerfir froen ech d'Chamber: Freet d'Chamber bei deem Projet d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. 8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail (suite)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8074. Den Text steet am Document parlementaire 8074[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8074 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 18., 19. an 20. Oktober virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.43 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Encadrement psychiatrique au Luxembourg	6617	Marc Goergen	90
Situation des patients dans les structures psychiatriques	6618	Marc Goergen	90
Extension du tram vers l'aéroport	6689	Marc Lies	91
Centre de données de Google à Bissen	6713	Fernand Kartheiser, Roy Reding	92
Déponie à Feulen	6718	Jeff Engelen	92
Éboulement de roche dans le tunnel Schieburg	6729	Carlo Weber	92
Syndicats communaux impactés par la hausse du prix de l'énergie	6731	Léon Gloden	93
Mobilité cycliste sur le pont J.-P. Buchler à Luxembourg-ville	6736	François Benoy	93
Prix de l'électricité	6745	Laurent Mosar	93
Réseau cyclable	6747	Jeff Engelen	93
Viaduc entre Esch et Belval	6748	Jeff Engelen	94
Effondrement dans un tunnel ferroviaire entre Wilwerwiltz et Kautenbach	6749	Jeff Engelen	94
Études d'impact	6758	Martine Hansen	94
Accords dérogatoires en matière de télétravail avec la France	6763	Marc Spautz, Gilles Roth	95
Augmentation du prix de « nova naturstroum »	6780	Fred Keup	96
Remboursement de la psychothérapie	6781	Gilles Baum, Carole Hartmann	97
Exploitation de drones	6782	Mars Di Bartolomeo, Carlo Weber	97
« Liste noire » du CHL	6783	Sven Clement	97
Personnel du Rehazenter	6785	Claude Wiseler	98
Délai pour le remboursement des impôts	6789	Marc Goergen	98
Congé pour raisons familiales	6794	Djuna Bernard	98
Pénurie d'AdBlue	6797	Marc Goergen	99

Encadrement psychiatrique au Luxembourg | Question **6617** (05/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4931 hat d'Ministesch fir Gesondheet erkläert, dass 5 Services de psychiatrie hei am Land existéieren. Dës Servicer befannen sech am CHEM zu Esch, dem CHL an dem HRS zu Lëtzebuerg an dem CHdN souwéi dem CHNP zu Ettelbréck. Statistiken zu de Patiente géifen net zentral erfaasst ginn. Deemno misst et jo méiglech sinn, dass all eenzel Psychiatrie dem Ministère verschidden Zuelen nenne kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune schaffen aktuell an de Psychiatrien hei am Land, opgelëscht no Psychiatrie? Wéi vill dovunner si fest an deenen eenzele Psychiatrien agestallt?

2. Wéi vill Psychiateren a Psychologe mat engem Doktertitel schaffen aktuell an de Psychiatrien hei am Land, opgelëscht no Ustalt? Wéi vill vun dësen Doktere si permanent an deenen eenzelen Ustalten affektéiert?

3. Wéi schnell mussen d'Psychiateren a Psychologen, am Fall vun enger Urgence, an enger Psychiatrie fir de Patient do sinn?

4. Wéi vill Persounen sinn aktuell an den eenzele Psychiatrien hei am Land hospitaliséiert? Wéi vill vun dëse Patienten sinn zwangsinternéiert iwwert d'Gesetz vun Dezember 2009?

5. Wéi vill Patiente waren an de leschten zwee Joer an der Moyenne pro Mount an de Psychiatrien hei am Land zwangsinternéiert nom Gesetz vun 2009 (opgelëscht no Mount)?

6. Existéieren aner Zwangsinternementer ewéi déi, déi am Gesetz vun 2009 virgesi sinn?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. D'Prise en charge vum engem psychiatresche Patient ass multidisziplinär an betrëfft dofir eng Unzuel vu verschiddene Beruffer, ënnert anerem d'Dokterschaft, Fleegepersonal, Psychologen, Assistantes sociales, Psychomotriciennes, Ergotherapeuten, Sport-, Musico- an Artherapeuten, déi all entweeder vum Spidol ugestallt sinn oder eng Konventioun hunn. Infirmières psychiatriques si beim Fleegepersonal ee vun den Haaptpilieren, déi d'Prise en charge garantéieren nieft den Infirmiers généraux an Aide-soignanten.

Et muss een, wat d'Dotatioun vun der Prise en charge betrëfft, och zwëschent der Erwuessenepsychiatrie an der Jugend- a Kannerpsychiatrie ënnerscheeden. Eleng de CHEM huet op sengem Site zu Esch eng „psychiatrie intensive", e „centre de crise", eng „antenne mobile" an en „hôpital de jour", esouwéi op sengem Site zu Niederkorn zwou Psychiatries-médecine interne an eng Psychiatrie de liaison, all dës Servicer hunn hir eegen Dotatioun.

D'ETP vun deene verschiddenen Servicer an de Psychiatrië gi mat der CNS an dem betraffene Spidol am Eenzelen ausgehandelt, dat baséiert op Normen an op dem Aktivitéitsbilan vum Spidol. Mir verweisen dofir un de Ministère fir sozial Sécherheet an am Bestëmmten un d'Commissioun des normes FHL-CNS. An dësem Dokument ass virgesinn, datt d'Dotatioun de sécurité zum Beispill fir d'„unité de psychiatrie fermée" dräi Soignants pro Posten 365/365 Deeg ass.

ad 2. Wat den HRS, CHEM a CHdN ubelaangt, schaffen do d'Dokteren als Fräiberuffler a sinn un d'Spidol duerch e Contrat de collaboration gebonnen (Belegarztsystem). Am CHNP a CHL sinn d'Dokteren ugestallt a si „médecins salariés". Fir déi ugestallten Doktere ginn d'ETP och mat der CNS ausgehandelt. Niewent spezialiséierten Dokteren an der Psychiatrie sinn awer och nach Psychotherapeuten am Kontakt mam Patient. Doniewent gëtt awer hautdesdaags vill op zousätzlech Formatiounen an Experienze gekuckt, fir kënnen an enger „psychiatrie" ze schaffen.

ad 3. Fir hospitaliséiert Patienten huet ee Psychiater an all Klinik 24 Stonnen op 24, 7 Deeg an der Woch Bereetschaft. Och gëtt d'Personal duerch Formatiounen ausgebilt, fir esou Evenementer op e Maximum ze evitéieren. D'Zilsetzung bleift, d'Urgences op ee Maximum ze vermeiden duerch Formatioun vum Personal.

ad 4. Am Rapport vun der Carte sanitaire vun 2021 ass d'Unzuel vun de Better beschriwwen:

Wat déi véier Akutpsychiatrie Servicer ugeet, sou sinn am CHdN-Ettelbréck 41 Better, am CHL 48 an am CHEM 45 Better installéiert (27 CHEM-Esch an 18 CHEM-Nidderkuer). Et ginn 92 Better am HRS, dovu 45 am HRS-Kierchbierg, 32 an der Zithaklinik a 15 an der Clinique Ste Marie. Am Ganze ginn et soumat 226 Better am Land an den Akutpsychiatrie Servicer.

Wat de CHNP ugeet, sou ginn et 180 Better de „moyen séjour" a 67 Laangzäitbetter.

Wat d'Better vun der zouener Psychiatrie betrëfft, ginn et der jeeweils 12 am CHEM, CHL, CHdN an HRS, esouwéi 15 am CHNP. Wat d'„Services nationaux" ugeet, sou hu mer fir d'Kannerpsychiatrie 8 Better an der CHL-Kannerklinik an 30 Better fir d'Jugendpsychiatrie an den HRS-Kierchbierg. D'Beleeung vun deenen eenzelen Servicer ass immens héich.

Am Mount August vun dësem Joer waren insgesamt 48 Patienten iwwert d'Gesetz vun 2009 placéiert.

ad 5. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 6. Den Artikel 71 vum Code pénal gesäit en Zwangsinternement vir, dee vun de Justizautoritéite kann ordonéiert ginn am Fall, wou eng Persoun eng Strofdot begaangen huet, mee als onzourechnungsfäeg („pénalement irresponsable") a geféierlech fir sech a fir anerer erkläert gouf. Dëse Placement kann natierlech och mat engem Appell oder enger Oppositioun ugefecht ginn.

D'Modalitéite vun der Exekutioun vun dëse Placementer sinn awer vum Gesetz vun 2009 virgesinn.

Situation des patients dans les structures psychiatriques | Question **6618** (05/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menge parlamentaresche Froen N° 4931 a 5371 wollt ech Informatiounen an Zuelematerial zur Hospitaliséierung vu Persoune mat mentale Problemer kréien. D'Äntwerte vun der Ministesch weisen, dass wéineg ëffentlech Informatioun zum Fonctionnement

an de Psychiatrien existéieren. Dëst mécht et schwéier, fir vu baussen novollzéien ze kënnen, ob ëmmer am Interessi vun de Patiente gehandelt gëtt. Mengen Informatiounen no kritt awer ënnert anerem den Ombudsmann Zuelen an Informatiounen, zum Beispill doriwwer, wéi vill Patienten an den zouenen Anstalten ugestréckt, zwangsmedikamentéiert oder isoléiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Op meng Fro N° 5371 zu der Publikatioun vun den triennale Rapporten, déi d'Gesondheetsministesch der Chamber muss virleeën, huet d'Ministesch zouginn, dass bis elo kee Rapport geschriwwe gouf.

De Gesondheetsministère wäert an deem Sënn d'Commissions de surveillance des établissements psychiatriques mandatéieren, hir Aarbechte sou séier wéi méiglech nees opzehuelen, fir datt d'Chamber zäitno en aktuelle Rapport ka presentéiert kréien.
– Sinn d'Aarbechte schonn amgaangen?
– Wéini rechent d'Ministesch, dass d'Rapporte wäerte presentéiert ginn?

2. An der Äntwert op d'Fro 4931 schreift d'Ministesch, dass zwou Kommissiounen existéieren, déi periodesch analyséieren, ob ee Placement berechtegt ass oder ob d'Persoun muss entlooss ginn. Dës zwou Kommissioune sinn am Gesetz vun 2009 virgesinn.
– Wéi oft sinn dës Kommissiounen an de leschten dräi Joer zesummekomm (opgelëscht no Datum)?
– A wéi ville Fäll hunn dës Kommissiounen entscheet, dass ee Placement net berechtegt war?

3. Den Artikel 44 vum Gesetz vun 2009 beschreift d'Fäll, an deenen d'Contention zum Asaz kommen dierf. De Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) mécht reegelméisseg Rapporten iwwert d'Bedingungen a Prisongen. An engem Rapport vun 2017 a Spuenien schreift de CPT:

Le CPT est particulièrement préoccupé par le recours continu à la contention mécanique des détenus (sujeción mecánica). Les détenus sont encore attachés à un lit pour des périodes prolongées sans surveillance appropriée, ni mention de la mesure dans un registre.
– Wéi vill Leit goufen an deene vergaangenen dräi Joer géint hire Wëllen ugestréckt?
Wou sinn dës Fäll gespäichert?

4. Stellt d'Ustrécke vun engem Patient ee medezinneschen Akt duer?

5. Madamm Justizministesch, goufe vum Parquet an de Psychiatrië schonns Enquêtë betreffend der Contention gemaach?

6. An der Äntwert op meng Fro N° 4931 war der Gesondheetsministesch net bekannt, dass Patiente Medikamenter géint hire Wëlle verofreecht kréien. Kann d'Ministesch ausschléissen, dass nach kee Patient, zënter Aféierung vum Gesetz vun 2009, Medikamenter géint säi Wëlle verofreecht krut?
Falls jo, mat wéi enge Garantien? Falls net, wéi gedenkt si deem Rechnung ze droen?

7. Am Artikel 3 vum Gesetz vun 2009 gëtt d'Zwangsinternéierung als Moossnam beschriwwen, déi zum Zil de Schutz vun der Persoun viru sech selwer an hire Matmënschen huet. D'Zwangsplazéierung ass eng drastesch Moossnam, déi d'Grondrechter vun enger Persoun immens beschneit. D'Follge vun esou enger Internéierung kënnen, wéi eng Prisongsstrof, verheerend sinn. D'Proportionalitéit vun dëser Moossnam muss dofir ëmmer gewärleescht sinn.
– Wéi eng Moossname ginn an de Psychiatrië geholl fir sécherzestellen, dass keng Persoun falsch placéiert gëtt an zwangsplacéiert bleift?

8. Hunn d'Patiente bei hirer Aweisung d'Recht op eng Konterexpertis vun engem Medezinner vun hirem Choix an d'Méiglechkeet, fir direkt kënnen een Affekot vun hirem Choix ze besichen?

9. Hunn d'Patienten, déi placéiert sinn, ee Recht, fir sech eng Zäit dierfen dobaussen an der frëscher Loft opzehalen? Ass dësen Accès an alle Psychiatrië séchergestallt? Wat gëtt gemaach, fir dass d'Leit individuell an a Rou an Dignitéit kënnen erausgoen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Dës Aarbechten hunn erëm ugefaangen an d'Kommissioun huet all déi a Fro kommend Etablissementer besicht. Aktuell ass d'Kommissioun amgaang, Donnéeën ze sammelen an de Rapport ze schreiwen. Dono gëtt d'Kommissioun hire Rapport un de Gesondheetsministère zréck, deen dann en charge ass, de Rapport ze schreiwen, deen an der Chamber deposéiert gëtt.

ad 2. Wat déi sougenannte „Commission spéciale chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement" ubelaangt, déi zoustänneg ass, wann eng Persoun op Uerder vun enger Geriichtsdecisioun op Basis vum Artikel 71 vum Code pénal als onzourechnungsfäeg erkläert a placéiert gouf, enthält de folgenden Tableau déi gefroten Informatiounen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wat déi aner Kommissioun, déi am Artikel 29 vum Gesetz vum 10. Dezember 2009 virgesinn ass, déi fir all déi aner Fäll vu Placementer zoustänneg ass (z. B. e Placement, dee vum Tuteur vun der Persoun ugefrot ginn ass) ubelaangt, huet sech dës Kommissioun op follgenden Deeg versammelt:

– 8. Mäerz 2019
– 12. Juli 2019
– 11. September 2019
– 15. November 2019
– 28. Februar 2020
– 17. Abrëll 2020
– 10. Juli 2020
– 18. September 2020
– 15. Januar 2021
– 19. Mäerz 2021
– 28. Mee 2021
– 24. September 2021
– 17. Dezember 2021
– 11. Februar 2022
– 29. Abrëll 2022
– 17. Juni 2022
– 9. September 2022

All Sëtzung ginn en moyenne sechs Dossiere behandelt. An all Fall ass bis elo de Placement confirméiert ginn, wat awer net verhënnert, dass den Dokter dem Patient Ausgangsméiglechkeeten accordéiert oder souguer de Placement ophieft ouni Avis vun der Kommissioun.

ad 3. Donnéeë betreffend d'Contentiounen zu Lëtzebuerg ginn net zentral erfaasst. D'Kommissioun huet bei hire Visitte vun den Etablissementer an den eenzelen Haiser nogefrot, fir déi Donnéeën ze kréien, fir eng zentral Opstellung ze maachen an e Rapport ze schreiwen.

ad 4. Laut der Version coordonnée vum 1. Juli 2022 vun der Nomenclature des actes et services des médecins et tarifs applicables ass d'Ustrécke kee medezinneschen Akt.

ad 5. Et goufe vun de Parquete Lëtzebuerg an Dikrech nach keng Enquêtë betreffend der Contentioun gemaach.

ad 6. Dem Gesondheetsministère sinn nach keng esou Fäll signaléiert ginn.

ad 7. Iert déi concernéiert Persoun zwangsplacéiert gëtt, gesäit se ëmmer e Psychiater, dee selwer net an der Unitéit schafft. De Psychiater hunn dann de Choix iwwert eng Zwangsplazéierung ze accordéieren oder d'Persoun erëm heemzeschécken.

ad 8. Eng Konterexpertis vun engem anere Medezinner ass net virgesinn. Selbstverständlech huet de Patient d'Recht, en Affekot vun sengem Choix ze kréien an deem à tout moment ze schreiwen.

ad 9. All Patiente kënnen sech an der frëscher Loft ophalen. Ausnam si Leit, déi net dozou fäeg sinn, z. B. no engem Selbstmordversuch. An deem Fall gëtt et dann eng Observation, a wann dem Patient säi Psychiater awer der Meenung ass, dass déi Persoun erausgoe kann, dann dierf si dat och.

Extension du tram vers l'aéroport | Question **6689** (19/08/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Den Tram gëtt a Richtung vum Findel ausgebaut. Nodeems eng Rëtsch Hektar Beem hu missen ëmgehae ginn, huet sech erausgestallt, datt eng bedreete Fliedermaus sech deelweis an dësem Areal opgehalen huet.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Firwat ass déi entspriechend Etude net am Viraus gemaach ginn?

– Wéini ass d'Autorisatioun d'abattage vum Ëmweltministère erausgaangen?

– Wéi gedenken den Ëmwelt- an de Mobilitéitsministère heimat ëmzegoen, fir dës Situatioun nees ze redresséieren?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi néideg Etüde sinn am Virfeld vum Ëmhae vun de Beem gemaach ginn. Den 31. Januar 2017 huet Luxtram de Rapport vun der „Évaluation des incidences" (EIE), dee vun engem agreéierte Bureau d'études ausgeschafft gouf, pour avis un d'Ëmweltministesch geschéckt. De gefroten Avis ass den 2. Juni 2017 ausgestallt ginn, nodeems nach zweemol zousätzlech Informatiounen nogereecht goufen.

Dat alles war néideg, well de Projet vum Tram Deeler vun der „zone d'intérêt communautaire LU0001022 -Grünewald" betraff huet.

Dës Etuden hu schonn 2017 nogewisen, dass de „Grand Murin", „Murin de Bechstein" an den „Oeillard roux" present sinn am Gréngewald, d'„Barbastelle commune" awer net laanscht de geplangte Projet.

Op Basis vun deenen Etüden huet d'Regierung sech den 20. September 2017 fir déi aktuell Variant vum Tramstracé entscheet an d'Ausgläichsmoossname predefinéiert, déi virun allem de Fliedermais sollen zeguttkommen:

– 4 ha Dännebësch solle mat Eechen a Bichen ëmgewandelt ginn;
– 48 Flantermaiskëschten am Gréngewald mussen ubruecht ginn;
– 16 Eechen als Biotopraim mat faulen Äscht, Spiechthielen oder Rëss virgesi ginn;
– 375 Beem op enger Längt vu 750 m geplanzt ginn;

– eng Holzmauer op enger Längt vu 1.500 m opgeriicht ginn;
– de Bau vun enger ökologescher Leedstruktur fir Fliedermais iwwert d'Autobunn studéiert ginn;
– sämtlech Aarbechten, déi virum Bau vum Tram méiglech waren, si schonn ofgeschloss.

D'Extensioun vum Tram op de Findel ass mat engem Arrêté vun der Ëmweltministesch vum 26. Januar 2022 geneemegt ginn, dëst am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 29. Mee 2009 (loi modifiée du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires). An dësem Arrêté sinn esouwuel d'„conditions d'exploitation et d'aménagement" wéi och déi noutwenneg Kompensatiounsmoossname fir de Bau vum Tram op de Findel festgehalen.

Centre de données de Google à Bissen | Question **6713** (25/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

Am Artikel „Wir kommentieren keine Gerüchte", deen de 24. August am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht et, datt déi amerikanesch Internetfirma „Google" wéinst den héijen Energiepräisser bei der Realisatioun vun hirem Projet vun engem Datenzentrum zu Biissen weiderhin zögert, obwuel se duerch en Urteel vum Verwaltungsgeriicht vum 11. Mäerz dëst Joer iwwert déi néideg Rechtssécherheet verfüügt. Weider heescht et, datt déi néideg Etuden zum Ëmweltimpakt souwéi dem Energie- a Waasserverbrauch, déi d'Firma selwer muss an Optrag ginn, nach ëmmer feelen. Den Artikel zitéiert dem Här Ekonomieminister säin Haus schliisslech mat der Ausso, datt d'Regierung op d'Zouso vun engem konkreeten Delai fir d'Realisatioun vum Projet verzicht, mee datt de Staat iwwert säi Virkafsrecht d'Méiglechkeet hätt, den entspriechenden Terrain vun 33 ha gegeebenefalls zum urspréngleche Kafpräis zeréckzekréien a fir aner ekonomesch Aktivitéiten ze notzen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu den allgemengen Aussoen an dësem Artikel?

2. D'Energieversuergung vun eise Betriber wäert net nëmmen am Fall Google an den nächste Méint kontrovers diskutéiert ginn. Wéi d'Regierung schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6042 geschriwwen huet, ass net auszeschléissen, datt am Wanter opgrond vun engem Gasmangel déi grouss Betriber mussen zougemaach ginn. Kann d'Regierung matdeelen, wéi déi duerchschnëttlech Stroum- an Energiepräisser fir d'Betriber sech säit dem 1. Januar 2021 entwéckelt hunn a preziséieren, wéi eng Gespréicher bis ewell souwuel mat Google wéi allgemeng mat Betriber, déi bis ewell d'Intentioun geäussert haten, sech zu Lëtzebuerg néierzeloossen, iwwert de Risiko vun engem zäitweilegen Zwangsstëllstand gefouert goufen?

3. Wéi steet d'Regierung zu der Ausso am genannten Artikel, datt d'Firma Google sech offenbar nach ëmmer net ëm déi néideg Ëmweltimpakt- a Waasserverbrauchsetude beméit huet?

4. Kann d'Regierung matdeelen, wéi eng direkt Käschten dem Staat an domat de Lëtzebuerger Bierger duerch déi laang Verzögerung an déi feelend konkreet Zousoen zu engem Delai entstinn? Kann d'Regierung an deem Sënn preziséieren, ob eng separat Rechnung zu den Opportunitéitskäschten erstallt ginn ass, déi doduerch entstinn, datt den Terrain wärend deem entspriechenden Zäitraum ekonomesch net anerwäiteg ka genotzt ginn a wéi héich dës sinn? Falls net, firwat net?

Réponse (11/10/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Aussoe vum Wirtschaftsministère an deem vum honorabelen Deputéierte genannte Presseartikel ginn dat erëm, wat de Wirtschaftsminister Franz Fayot schonns de 4. Mee 2022 an der Chamber am Kader vun enger erweiderter Fro vum Deputéierte Laurent Mosar iwwer den Dossier Google gesot huet an och op d'parlamentaresch Fro 6692 geäntwert huet.

ad 2. No Informatioune vun Enovos hunn sech déi integréiert Stroum- a Gaspräisser fir d'Betriber vum 1. Semester 2022 par rapport zum 1. Semester 2021 wéi hei an den Tableauen ze gesinn entwéckelt. Dës Entwécklung baséiert op den Zuelen, déi Enovos fir all Semester dem Statec weiderleet.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. De Projet vu Google ënnerläit dem modifizéierte Gesetz vum 15. Mee 2018 iwwert d'Ëmweltimpakter vu verschiddene Projeten („loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement"). An dësem Kontext gouf de 6. Januar 2021, nom Artikel 5 vum EIE-Gesetz, en Avis („Scoping"-Avis) ausgestallt iwwert den Inhalt vum Ëmweltrapport („rapport d'évaluation" nom Artikel 6 vum EIE-Gesetz). Et ass um Maître d'ouvrage, dëse Rapport vun engem agreéierte Büro erstellen ze loossen. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, als zoustänneg Autoritéit fir d'EIE-Gesetz, ass bis haut nach net mat dem Rapport saiséiert ginn. Et ass an dëser Phas vun der EIE-Prozedur eleng an der Hand vum Maître d'ouvrage fir ze kucken, wéi séier déi noutwendeg Etüde kënnen, respektiv solle geliwwert ginn. Laut dem Artikel 20 vum modifizéierten EIE-Gesetz ass de „Scoping"-Avis fënnef Joer valabel, en Delai, deen ëm maximal zwee Joer ka verlängert ginn opgrond vun enger entspriechend begrënnter Demande vum Maître d'ouvrage.

ad 4. Wéi all Projet vun enger bestëmmter Envergure, muss de Projet Google all Etappen duerchlafen am Respekt vum legale Kader an de Prozeduren, déi dofir virgesi sinn. Elo, wou all déi juristesch Recoursen a punkto Ëmännerung vum PAG vun der Gemeng Biissen epuiséiert sinn, ass et um Investisseur, fir déi néideg Initiativen ze huelen a fir déi nächst Demarchë respektiv Etüden ze maachen. Sollt et do zu Retarde kommen, dann entsti weeder fir de Staat nach fir de Lëtzebuerger Bierger eventuell Käschten. D'Fro zum Erstelle vun enger separater Rechnung zu den Opportunitéitskäschten, déi sollen doduerch entstoen, datt den Terrain wärend engem bestëmmten Zäitraum ekonomesch net anerwäiteg ka genotzt ginn, ass reng hypotheetesch a kann dofir net beäntwert ginn.

Déponie à Feulen | Question **6718** (26/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Gemeng Feelen an der Zone verte, matten am Bësch, gëtt eng Bauschutt- a Buedemdeponie bedriwwen („Auf Loderbusch"). Den iwwer een Hektar grousse Site gehéiert zënter Kuerzem der Gemeng Feelen. De 25. Mee 2022 gouf dem Här Buergermeeschter an enger Sitzung vum Gemengerot d'Fro gestallt, ob eng Autorisatioun fir déi Deponie virläit. Dësen huet doropshi geäntwert, datt hie just eng mëndlech Autorisatioun vun der Naturverwaltung hätt, weider huet de Buergermeeschter geäntwert, datt hie soss keng Detailer zu der Deponie wëll ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Ass dem Ëmweltministère dës Deponie am Bësch zu Nidderfeelen bekannt?

2. Ass et méiglech, datt den Här Buergermeeschter vun der Gemeng Feelen eng mëndlech Erlabnis vun der Naturverwaltung krut, fir déi besote Bauschutt- a Buedemdeponie ze bedreiwen?

3. Wa sech erausstelle sollt, datt d'Deponie net uerdnungsgemäss bedriwwe gëtt, missten dann net déi zoustänneg Autoritéiten op d'Plaz kommen, fir alleguerten d'Aktivitéiten ze stoppen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Der Ëmweltverwaltung ass dës al Decharge bekannt (Deponie Rasselbur/Loderbusch). Si ass 2004 als alen Dreckstipp an de CASIPO (Cadastre des sites potentiellement pollués) opgeholl ginn an si war vun 1963–1995 a Betrib. Wärend enger landeswäiter Inspektioun vun den Zoustänn vun all de bekannten alen Dechargen am Joer 2017 ass keng illegal Aktivitéit op deem Site festgestallt ginn. Op engem Deel vun der aler Decharge steet een Depot vun der Gemeng.

ad 2. Nee, dëst ass net méiglech, well Autorisatiounen sinn ëmmer schréftlech Decisiounen vum Minister fir Ëmwelt. D'Gemeng Feelen gouf awer iwwer d'Dispositiounen vum Artikel 9 vum Naturschutzgesetz informéiert.

ad 3. Souwuel den Artikel 27 vum Kommodogesetz an den Artikel 49 vum Offallgesetz, sou wéi och den Artikel 73 vum Naturschutzgesetz gesinn esou Mesurë vir.

D'Naturverwaltung wor op der Plaz an et gouf keng Infraktioun festgestallt. Effektiv gouf rezent op dëser Plaz Buedem (terre arable) entreposéiert an engem Volume (< 50 m^3), deen net autorisatiounsflichteg ass. D'Gemeng Feelen huet och matgedeelt, an Zukunft kee Buedem méi op dëser Plaz ze entreposéieren.

Éboulement de roche dans le tunnel Schieburg | Question **6729** (29/08/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

De 27. August koum et op der Zuchlinn 10 zu engem Äerdrutsch am Tunnel „Schieburg" tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Wat ass den Impakt fir d'Reesender vun dëser Linn?

– Wat ass den Impakt op de Gidderverkéier?

– Wat fir en Impakt huet dësen Tëschefall op d'Moderniséierungsaarbechte vum Tunnel?

– Wéi héich sinn déi doduerch entstane Käschten?

– Wéini gouf dësen Tunnel gebaut a ginn et Tunnellen, déi en änlechen Alter hunn?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Duerch den Äerdrutsch am Tunnel Schieburg ass de Streckendeel tëschent Clierf a Kautebaach fir den Zuchtrafick bis op Weideres gespaart. Dëst huet als

Konsequenz, datt d'Offer op der Linn 10 huet missen ugepasst ginn an d'Clienten zum Deel mussen op ee Schinnenersatzdéngscht per Bus an/oder op verschidden RGTR-Buslinnen zeréckgräife fir hir Deplacementer op der Linn 10. Doduerch verlängert sech d'Reesdauer bis zu 30 Minutte pro Wee.

D'Spärung vum nërdlechen Deel vun der Nordstreck huet net vill Impakt op de Gidderverkéier, well d'Lëtzebuerger Cliente vum Gidderverkéier all südlech vu Kautebaach ugesidelt sinn an d'Fluxe fir an d'Belsch haaptsächlech iwwer déi verschidden Itinerairë vum europäesche Frachtkorridor Nordséi-Mëttelmier transportéiert ginn.

D'Aarbechten am Tunnel si momentan gestoppt. Wa bis déi genau Ursaache vum Äerdrutsch kloer sinn, kann d'Kompatibilitéit vun de geplangte Moderniséierungsaarbechte mat der geologescher Situatioun analyséiert ginn.

D'genau Käschte kënnen eréischt ermëttelt ginn, wa bis déi genau Aarbechtsmethodologie bekannt ass.

Den Tunnel Schieburg gouf tëschent 1862 an 1865 gebaut, wéi och déi aner Tunnellen nërdlech vun Ettelbréck.

Syndicats communaux impactés par la hausse du prix de l'énergie | Question **6731** (29/08/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Déi aktuell Präisdeierecht am Beräich vun der Energie betrëfft net nëmme Privatleit a Betriber, och ëffentlech Träger wéi d'Ofwaassersyndikater wäerte Problemer kréien, fir déi ëmmer méi deier Energiekäschten ze bezuelen.

Déi aktuell an och wuel zukünfteg Haussë bei der Stroumrechnung ginn elo schonns an d'Milliounen a waren esou net an de Previsioune vum „Plan pluriannuel de financement (PPF)" vun den Ofwaassersyndikater virgesinn. Dofir wäert den ordinäre Budget 2023 vun den Ofwaassersyndikater extreem belaascht gi mat och negative Konsequenze fir de Bierger, well déi héich Stroumrechnungen in fine mat an d'Berechnunge vum Waasserpräis afléissen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneminister stellen:

– Ass d'Madamm Minister gewëllt, den Ofwaassersyndikater eng finanziell Ënnerstëtzung betreffend déi héich Stroumrechnungen zoukommen ze loossen? Wéi kéint dës Hëllef ausgesinn?

– Kann d'Madamm Minister schonns éischt Pisten opzeechne betreffend Consignë vun der Circulaire ministérielle fir de Budget 2023?

– Huet d'Madamm Minister och Kenntnis vun esou groussen Erhéijunge bei den Energiekäschte bei anere Gemengesyndikater wéi z. B. bei den Offallsyndikater? Wéi gedenkt d'Regierung dëse Syndikater ze hëllefen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Präis vum Stroum hänkt vun de Konditiounen of, ënnert deenen d'Syndikater de Stroum akafen. Syndikater, déi nach an engem lafende Kontrakt mat hire Fournisseure sinn, si manner vun den Haussë bei der Stroumrechnung impaktéiert wéi déi Syndikater, déi hir Kontrakter kuerzfristeg mussen erneieren.

D'Ofwaasser- an Offallsyndikater ginn aktuell an der Moyenne 5 % vun hire Funktionementskäschte fir d'Energie aus. D'Gemenge finanzéieren d'Onkäschte vun engem Gemengesyndikat duerch eng finanziell Bedeelegung. Wéi och ëmmer wäert sech eng Hausse vun den Energiekäschten an der Participatioun vun de Gemengen erëmspigelen. D'Syndikater deelen de Gemengen déi finanziell Contributioun mat, déi si an hire respektive Budgete mussen androen.

D'Budgetscirculaire 2023 fir d'Gemengen ass de Moment a Virbereedung a wäert zäitno erausgoen.

De Sujet vun der Präisdeierecht am Beräich vun der Energie wäert ënner anerem och an der nächster Reunioun vum Conseil supérieur des finances communales diskutéiert ginn.

Mobilité cycliste sur le pont J.-P. Buchler à Luxembourg-ville | Question **6736** (30/08/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Le pont J.-P. Buchler, qui relie depuis 1994 le quartier de Luxembourg-gare à celui de Bonnevoie, a considérablement évolué ces dernières années afin de permettre la circulation désormais conjointe du tram, du trafic motorisé, des cyclistes et des piétons. Or, l'aménagement initialement prévu pour permettre aux cyclistes et piétons le passage direct entre le pont Buchler et le Mühlenweg (« Millewee ») et donc le quartier de Gasperich n'a finalement pas été réalisé. Depuis lors, un projet alternatif devant permettre une circulation plus aisée que la rampe circulaire du projet initial est à l'étude.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que les études concernant le nouveau projet furent concluantes ?

2) Dans quelle mesure le nouveau projet se différencie-t-il de la rampe circulaire initialement prévue pour raccorder le pont au Mühlenweg ?

3) Quel est le calendrier de réalisation ?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Depuis ma réponse à la question parlementaire n° 5898 du 8 mars 2022 de Monsieur le Député Marc Goergen, les études ont désormais permis d'élaborer le projet d'une rampe rectiligne, donc plus confortable et mieux appropriée pour accueillir l'augmentation anticipée du flux de cyclistes en provenance de Gasperich et de la liaison cyclable express PC103 reliant Bettembourg à la Cloche d'Or.

ad 2) Alors que le projet initial prévoyait une rampe en colimaçon, le nouveau projet prévoit une rampe au tracé rectiligne tout en préservant l'ascenseur.

ad 3) Actuellement, l'étude d'exécution est en cours afin que les travaux puissent commencer début 2023.

Prix de l'électricité | Question **6745** (31/08/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

An der Sendung „Invité vun der Redaktioun" huet de René Winkin, Direkter vun der Fedil, den 31. August 2022 en neie „Maartdesign" fir de Stroummarché gefuerdert, fir „méi verstänneg Präisser" ze kréie fir d'Betriber, awer och fir d'Leit. Et misst ee fortkomme vum aktuelle System, fir méi no un déi reell Käschten erunzekommen. De Problem ass, dass de Stroumpräis aktuell un de Gaspräis gekoppelt ass, un dat deierst Kraaftwierk.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie a Landesplanung stellen:

– Wéi jugéiert den Här Minister deen aktuelle Berechnungsmodus vum Stroumpräis?

– Wéi positionéiert sech den Här Minister par rapport zu der Fuerderung vun engem neie „Maartdesign" fir de Stroum?

– Wéi en Afloss huet déi exponentiell Präishausse beim Stroum op d'Energiepolitik vun der Regierung?

– Wéi eng Moossname gedenkt den Här Minister kuerzfristeg en place ze setzen:
• fir de Stroumpräis ze stabiliséieren,
• fir d'Betriber bei de Stroumkäschten ze ënnerstëtzen,
• fir de Privatleit bis wäit an d'Mëttelschicht era bei de Stroumkäschten ënner d'Äerm ze gräifen?

– Riskéiert deen héije Stroumpräis net, déi ekologesch Transitioun mëttelfristeg méi schwéier ze maachen?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Sou wéi och schonn a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6791 erkläert, huet de sougenannte „merit-order" Prinzipp fir d'Berechnung vum Stroumpräis sech iwwert Joerzéngte bewäert a sollt och net direkt a Fro gestallt ginn, wann d'Präisser op de Boursë ganz héich sinn. Dëse Prinzipp assuréiert, datt de Stroum am EU-Bannemarché fléisst an d'Versuergungssécherheet garantéiert ass.

D'Regierung huet am Kader vun der Tripartite eng Rei Mesuren decidéiert, fir de Privatleit ënnert d'Äerm ze gräifen, andeem Stroumpräisser fir 2023 op dem Niveau vun dësem Joer stabiliséiert solle ginn. Dës Mesure gëtt zum groussen Deel iwwert de „Mécanisme de compensation" (MDC) finanzéiert, deen duerch déi héich Stroumpräisser um Grousshandelsmarché Recettë mécht. Dës Revenuen entstinn doduerch, dass déi erneierbar Anlagen e garantéierten Aspeisetariff iwwer 15 Joer iwwert dëse Mechanismus ausbezuelt kréien, de Stroum awer vun de Fournisseuren zum Maartpräis ofgeholl gëtt.

An der Vergaangenheet war de Maartpräis méi déif wéi de garantéierten Aspeisetariff an d'Fournisseuren hunn d'Differenz aus dem MDC ausbezuelt kritt. Well awer am Moment de Marchéspräis vun den erneierbaren Energien aktuell méi héich ass wéi hire garantéierten Aspeisepräis, entsteet eng Differenz, déi an den MDC fléisst an en Deel vun der Stroumpräisbrems doduerch finanzéiert gëtt.

Doduerch, dass d'Stroumpräisser fir Haushalter fir d'nächst Joer op dem Niveau vun 2022 stabiliséiert wäerte ginn, ass och séchergestallt, dass d'Energietransitioun ewech vu fossillen Energien op déi erneierbar Energien, souwuel am Transport wéi och beim Hëtze vun den Haiser, net a Fro gestallt muss ginn.

Réseau cyclable | Question **6747** (31/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Vëlospist PC21 tëscht Ëlwen a Kautebaach ass och dowéinst wichteg, well si d'Verbindung tëscht dem nationale Lëtzebuerger Vëlosreseau an der Vennbahn hierstellt. Och am Hibléck op d'Ubanne vum nationale Lëtzebuerger Vëlosreseau un déi international Vëlosreseauen ass dës Streck vu besonnescher Wichtegkeet. Bis elo ass et awer sou, datt een Deel vun där Vëlosstreck, nämlech tëscht Clierf an der Maulesmillen, nach an der Maach ass, a bei anere Lousen, ewéi d'Streck tëscht Ëlwen an der Maulesmillen, si bis dato nach net all d'Terraine kaaft.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Infrastrukturminister riichten:

1. Ass een Zäitplang virgesi fir d'Realisatioun vun dësen eenzelen Deelstrecken?

2. Laut der Press ware bis zum 14. Juni nach net all Terraine kaaft, wat den Tracé tëscht Ëlwen an der Maulesmillen ubelaangt: Wéi vill Kilometer vun dëser Streck si well kaaft a wéi vill Kilometer bleiwen nach ze kafen?

3. Wat d'Streck tëscht Clierf a Kautebaach ubelaangt, sinn och nach net all Terraine kaaft: Wéi vill Kilometer vun dëser Streck si well kaaft a wéi vill Kilometer bleiwen nach ze kafen?

4. Leien am Hibléck op déi genannte Strecke well Geneemegunge vir säitens der Naturverwaltung a wéi gesinn déi eenzel Kompensatiounsmoossnamen aus?

5. Wat de PC20 (Nidderwampech-Ëlwen) ubelaangt, do war am Joer 2020 eng Machbarkeetsstudie an Aarbecht: Wou ass dës Etüd de Moment drun?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Op der Deelstreck tëscht Clierf an der Maulesmillen vum nationale Vëloswee PC21, ass virgesi mat den Aarbechte bis Enn dës Joers fäerdeg ze ginn. Befuerbar gëtt dësen Deel awer eréischt, nodeems d'PC7b, dat heescht de Raccord zu Clierf vun der PC21 un d'Strooss CR339, am Fréijoer 2023 realiséiert ginn ass.

Wat d'Segment tëscht der Maulesmillen an Ëlwen betrëfft, esou ass am Moment geplangt, datt d'Aarbechten d'nächst Joer ëffentlech ausgeschriwwe ginn. Dëst awer nëmmen, wann all déi néideg Autorisatioune virleien an och déi verbleiwend Terraine konnte kaaft ginn.

D'Aarbechte wären an deem Fall viraussiichtlech 2024 ofgeschloss.

An der Tëschenzäit gëtt awer eng provisoresch Vëlospist tëscht der Maulesmillen an Ëlwen iwwer d'Pafemillen ausgeschëldert.

ad 2. De gesamten Tracé vun der Maulesmillen bis op Ëlwen besteet aus ongefeier 3 km Streck. D'Majoritéit vun dësen Terraine si schonn an ëffentlecher Hand. Esoubal déi néideg Autorisatioune virleien, soudatt dës Pist och ka realiséiert ginn, ginn déi verbleiwend Terraine kaaft.

ad 3. D'Etüde bei dësem Deelstéck sinn um Niveau vun enger Virentworfsplanung (Avant-projet sommaire APS). Am Ableck gëtt den detailléierte Virprojet (Avant-projet détaillé APD) ausgeschafft.

Wann hei déi definitiv Planung ofgeschloss ass, kann den Emprisendossier erstallt ginn.

Eréischt da kann ermëttelt ginn, wat fir eng Terrainen nach musse kaaft ginn.

ad 4. Am Ableck ass just dat Deelstéck tëscht der Maulesmille bis zum Uschloss zu Clierf un de CR339 autoriséiert. Dësen Agrëff an d'Natur ass an Ekopunkte bilancéiert ginn an den entspriechende Montant ass uschléissend an den nationale Pool fir Kompensatiounsmesuren iwwerwise ginn. Dëse Pool an déi dorausser realiséiert Projeten zur Kompensatioun vu Bauprojete gi vun der Naturverwaltung geréiert.

ad 5. Dëse Projet läit um Niveau vun enger Virentworfsplanung (APS) vir.

An enger nächster Phas ginn déi scho bestoend Weeër ausgeschëldert a mam Accord vun de Gemengen an den nationale Vëlosreseau integréiert. Fir d'Lücken tëscht de bestoende Weeër ze schléissen a laangfristeg Optimiséierungen op dëser Streck ze realiséieren, gëtt een entspriechenden detailléierte Virprojet (APD) ausgeschafft.

Viaduc entre Esch et Belval | Question **6748** (31/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Nodeems et zu engem Tëschefall am Eisebunnstunnel tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach komm ass, stellt sech natierlech och d'Fro, wéi et mat der Sécherheet bei anere Streckenofschnëtter steet, wou den Zuch passéiert. An deem Kontext ass mir zougedroe ginn, datt och den Eisebunnsviaduc tëscht Esch an dem Belval a méi engem kriteschen Zoustand ass an – eventuell – misst bautechnesch iwwerholl ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt de Viaduc tëscht Esch an dem Belval zäitno muss bautechnesch iwwerholl ginn?

2. Wa jo, wéi laang wäerten dës Aarbechten undaueren a wéi eng Konsequenze wäert dëst hu fir d'Reesender an och fir de Gidderverkéier?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Zoustand vum Eisebunnsviaduc tëscht Esch an dem Belval ass esou, datt keng bautechnesch Sanéierungsaarbechte mussen ënnerholl ginn.

Effondrement dans un tunnel ferroviaire entre Wilwerwiltz et Kautenbach | Question **6749** (31/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De rezenten Astuerz am Eisebunnstunnel tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach werft eng Rei méi allgemeng Froen op, wat d'Sécherheet – notamment an den Tunnellen – vun eisem Eisebunnsresau ugeet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Vu datt een Zuch beim Duerchfuere vun engem Tunnel jo vill Vibratioune produzéiert: Hätt den Astuerz vum Tunnel tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach och passéiere kënnen duerch d'Duerchfuere vun engem Zuch?

2. Sinn dem Här Minister weider Tunnelle bekannt, wou et zu engem änleche Virfall ewéi deem uewe beschriwwene komme kann, respektiv, gedenkt de Mobilitéitsministère elo, all d'Tunnellen op hir Sécherheet iwwerpréiwen ze loossen?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Tëschefall, deen am Tunnel Schieburg virgefall ass, ass wärend geplangten Entretiensaarbechte geschitt. Den Tunnel ass net agestierzt, mee wärend Aarbechten un der Voute vum Tunnel ass een Äerdrutsch am Tunnel entstanen. Dësen Äerdrutsch hätt also net kënnen duerch Vibratioune vun engem Zuch ausgeléist ginn.

All fënnef Joer ginn a sämtlechen Tunnelle vum Reseau detailléiert Inspektiounen duerchgefouert. Bei Bedarf ginn duerno Sanéierungsaarbechte realiséiert, soudass keng zousätzlech Iwwerpréiwungen néideg sinn.

Études d'impact | Question **6758** (01/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut Berichter aus de Medie sinn am Juli verschidde Baueren, déi hir Ställ wëllen ëm- respektiv ausbauen, vum Ëmweltministère opgefuerdert ginn, eng Rei Impaktstudië maachen ze loossen. Eisen Informatiounen no verlaangt den Ëmweltministère och bei enger Opstockung vum Véibestand eng Impaktstudie. De Ministère verweist dobäi drop, datt all Erhéijung vum der Unzuel u Béischten en negativen Impakt op d'Ëmwelt hätt, well de Betrib an deem Fall „des unités d'engrais importantes" géif generéieren. De Ministère berifft sech dobäi op d'Naturschutzgesetz vun 2018.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Kënnt Dir bestätegen, datt den Ëmweltministère eenzel Baueren am Juli opgefuerdert huet, am Kader vun engem Ëm- oder Ausbau vun hire Gebaier zousätzlech Impaktstudien ze maachen?

2. Wa jo, wat fir Iwwerleeungen hunn derzou gefouert, datt dës Studië grad zu deem Zäitpunkt verlaangt gi sinn?

3. Huet den Ëmweltministère a vergläichbare Fäll an der Vergaangenheet och esou eng Impaktstudie gefrot?

4. Wann nee, opgrond vu wat fir enger Entscheedung verlaangt de Ministère elo dës Studien?

5. Wat sinn déi konkreet Critèren, opgrond vun deenen den Ëmweltministère decidéiert, ob bei engem Aus- oder Ëmbau eng Impaktstudie muss gemaach ginn oder net?

6. Laut den Informatiounen aus der Press huet den Ëmweltministère d'Opfuederungen nees zréckgezunn. Kann d'Madamm Ëmweltministesch eis dëst bestätegen?

7. Wäerten och an Zukunft a vergläichbare Fäll keng Impaktstudië méi gefrot ginn?

8. Wéi vill Impaktstudië goufe pro Joer zanter 2017 am Kader vun engem Ëm- oder Ausbau vun engem landwirtschaftleche Betrib gemaach?

9. Wéi vill landwirtschaftlech Bauprojete sinn an deem Zäitraum opgrond vum Resultat vun enger Impaktstudie verworf ginn?

10. Wéi definéiert den Ëmweltministère „des unités d'engrais importantes" genau?

11. Gëtt et an deem Zesummenhang eng kloer an transparent Reegelung, déi mam Landwirtschaftsministère ofgeschwat ass, a vun där d'Baueren och a Kenntnis gesat goufen?

12. Op wat fir wëssenschaftleche Critërë baséiert d'Ausso, datt all Erhéijung vum Véibestand zu negativen Auswierkungen op d'Ëmwelt féiert?

13. Sinn den Ëmwelt- an de Landwirtschaftsministère generell géint eng Erhéijung vun der Véizuel pro Betrib, an dat onofhängeg vun der jeeweileger Betriebsfläch an onofhängeg vun den existéierende Gülle- a Mëschtverträg?

14. Ab wéi enger Unzuel u Béischte pro Betrib ass den Impakt op d'Ëmwelt laut dem Ëmweltministère héich?

15. Gëtt et an deem Zesummenhang eng kloer an transparent Reegelung, déi mam Landwirtschaftsministère ofgeschwat ass, a vun där d'Baueren och a Kenntnis gesat goufen?

16. Wéi vill kascht eng Impaktstudie a wie muss d'Käschten droen?

17. Ginn et genuch agreéiert Experten zu Lëtzebuerg, déi esou Studië maache kënnen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1., 2., 3. a 5. Et ass korrekt, dass Impaktstudië gefrot gi sinn. Sou Studië gi gefrot, fir eng Appreciatioun

vun de méiglechen direkten an indirekten Impakter vum Bau oder Ausbau vu Betriber op vum Naturschutz geschützten Elementer wéi Biotopen, Aarten an hir Liewensraim souwéi national Naturschutzgebidder an dem Natura-2000-Netzwierk virleien ze hunn.

Déi gesetzlech Basis, fir esou Studien ze froen, sinn d'Artikelen 32 an 33 (Impakter op Natura 2000) souwéi 59.4 (Impakter op déi natierlech Ëmwelt, d'Landschaft, d'Liewensraim vun Aarten an national Naturschutzgebidder) vum Naturschutzgesetz. Esou Studië ginn ëmmer da gefrot, wann et erfuerderlech ass en vue vun den driwwer genannte Krittären. Den Zäitpunkt dovunner ass dann, wann d'Demande traitéiert gëtt.

ad 4. n. a.

ad 6. Et ass richteg, dass an e puer Fäll d'Obligatioun fir esou Impaktstudien zréckgezu gouf.

ad 7. Den individuellen Impakt vun all Projet gëtt no den uewe genannte Prinzippien evaluéiert. Heibäi geet et am Fall vun de Konstruktiounen nom Artikel 6 vum Naturschutzgesetz ëm den Impakt, deen duerch déi Konstruktioun an d'Exploitatioun um Site kann optrieden. Wann d'Konklusioun déi ass, dass opgrond vun de virleienden Donnéeën esou eng Etude net néideg ass, gëtt dës och net gefrot.

ad 8. Dës Informatioune sinn net an dem aktuellen informatesche Gestiounssystem vun den Naturschutzdemanden erfaasst. Eng nei Applikatioun, déi amgaang ass, opgebaut ze ginn, wäert dëst awer an Zukunft erlaben.

ad 9. Et gouf kee landwirtschaftleche Bauprojet eleng op Basis vun de Resultater vun esou enger Etude refuséiert.

ad 10. an 11. D'Landschaftsfleegeprimm – een Agrarëmweltprogramm, wou sech d'landwirtschaftlech Betriber beim Landwirtschaftsministère engagéiere kënnen – gesäit an Zukunft eng Limitt vun 1,8 Grouss-véieenheete pro Hektar vir, déi net iwwerschratt duerf ginn, wann een an de Genoss vun dëser Bäihëllef wëll kommen. Dëse Seuil ass esou gewielt ginn, fir eng nohalteg Produktioun ofzesécheren, déi un d'Standuertkonditiounen hei am Land ugepasst ass. Wann ee Betrib dee Seuil net anhält – et ass jo eng fräiwëlleg Mesure – ass de Risk vu Schied un der Natur natierlech méi héich.

De Prinzipp vun der Eco-Konditionalitéit am Kader vun der europäescher Agrarpolitik ass alle landwirtschaftleche Betriber bekannt. Duerch dëse Mechanismus ginn d'Flächeprimme gekierzt, wann d'Normen am Beräich vun der Ëmwelt, dorënner och bei der Ausbréngung vu Stéckstoffdünger, net agehale ginn. De Parameter „unités d'engrais" gëtt bei all Betrib administrativ kontrolléiert.

ad 12. Wann ee Betrib säi Véibestand vergréissert, ouni seng Notzfläch ze vergréisseren, fale pro Hektar méi Exkrementer un, déi natierlech qualitativ a quantitativ variéieren. Wann dëst Material op d'landwirtschaftlech Fläch ausbruecht gëtt – als Gülle, Piff oder och Digestat – féiert dëst zu direkten an indirekten Emissiounen, wat an der Loft lokal zu enger schlechter Loftqualitéit féiere kann a bei net sachgeméisser Ausbréngung oder duerch en Zevill vun der ausgebruechtener Gesamtquantitéit, souguer bei sachgeméisser Ausbréngung, am Uewerflächewaasser oder am Grondwaasser zu engem Nährstoffandrag féiere kann. Och eis Biedem kënnen ënnert engem Zevill un organeschem Dünger leiden, wat zu enger Schiedegung vum Ökosystembuedem a senge Fonctionnalitéite kéint féieren. D'Impakter vum Ausbrénge vun organeschem Material sinn also multifaktoriell.

D'Erhale vun aarteräichem Grénglan an Europa ass staark dovunner ofhängeg, datt den Apport vun Dünger op engem nidderegen Niveau bleift. Dat well duerch eng Erhéijung vum Nährstoffapport konkurrenzstaark Grieser aner Planze wéi Blummen a Kraider verdrängen, wat zu engem Verloscht u Planzen- an Déierenaarte féiert.

De Rapport, dee Lëtzebuerg all sechs Joer mécht, mat deem der EU-Kommissioun matgedeelt gëtt, wéi den Erhalungszoustand vun europäesch geschützten Aarten a Liewensraim zu Lëtzebuerg ass, ënnersträicht dëse Constat. Dëst fënnt sech och am leschte Rapport vum Observatoire de l'environnement rëm.

ad 13. Onofhängeg vun de lokalen Impakter ass et de Gesamtimpakt, dee vun all de Betriber zesummen ausgeet, deen dozou féiert, dass eis Ëmwelt belaascht ass. Déi direkt an indirekt Emissioune variéieren en fonction vu der Déierenunzuel, der Aart vun Déierenhaltung, der Fidderung, der Ausbréngungsmethod vun der organescher Düngung an anere Facteuren, dofir kann een och net pauschal soen, wéi vill Impakt z. B. honnert Kéi méi op wéi een Deel vun eiser Ëmwelt hätten. Dofir ass et wichteg, d'Ausbréngung vun dësen déiereschen Exkrementer en fonction vun deem Material an de Flächen, op déi dëst Material ausbruecht gëtt, ze reegelen. De Règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture, deen d'Ausbrénge reegelt, gëtt am Moment iwwerschafft.

Et ass awer och wichteg, dass d'Gesamtdéierenzuel zu Lëtzebuerg erofgeet, fir dass mir als Land europäesch Engagementer ënner anerem bei den Zäregasen (hei ass et virun allem Methan a Lachgas) erreechen, a fir eng gutt Wasserqualitéit ze sécheren.

D'Gesamtdéierenzuel zu Lëtzebuerg bei de Randbéischten an bei de Schwäi geet iwweregens säit 2017 kontinuéierlech erof. Fir dës Entwécklung weider kënnen ze begleeden, ass am Kader vum neien Agrargesetz d'Méiglechkeet virgesinn, fir ënnert gewësse Bedingungen eng Véibestandsaugmentatioun ze refuséieren. Detailer vun dëser Propos sinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6467 vun der éierbarer Deputéierte Martine Hansen erkläert ginn.

ad 14. Wéi schonn an der Äntwert hei driwwer gesot ass déi Fro net pauschal ze beäntwerten.

ad 15. Reegele fir d'Ausbrénge vu stéckstoffhaltegem Dünger gëtt et scho säit 1994. Aktuell gëtt dat modifizéiert Reglement (Règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture) iwwerschafft, fir der aktueller Situatioun besser Rechnung ze droen. Dësen Text ënnerläit de Kompetenze vun de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt.

ad 16. Dem Ministère leie keng Zuele vir iwwer d'Käschte vun esou Etuden. D'Käschte gi vum Requerant gedroen.

ad 17. Aktuell sinn 21 Betriber agreéiert, fir esou Etüden ze maachen. Et ass net bekannt, dass dat der net genuch wären.

Accords dérogatoires en matière de télétravail avec la France | Question **6763** (05/09/2022) de **M. Marc Spautz** | **M. Gilles Roth** (CSV)

Les précités accords dérogatoires fiscaux pour les frontaliers français en télétravail ont en effet pris fin le 30 juin 2022. Depuis le 1er juillet, les frontaliers en provenance de l'Hexagone sont à nouveau limités à 29 jours de télétravail par an.

En réponse à la question parlementaire 6435 du 1er juillet 2022, Madame la Ministre des Finances a informé qu'en octobre 2021, un accord de principe a été trouvé entre le Luxembourg et la France afin de prévoir une augmentation du seuil de tolérance en matière fiscale de 29 jours à 34 jours. Les autorités compétentes des deux pays seraient en contact quant aux modalités techniques avec l'objectif de présenter et de signer un avenant à la convention fiscale entre le Luxembourg et la France qui devra par la suite faire l'objet d'un projet de loi d'approbation soumis à la Chambre des Députés. En attendant, le seuil de tolérance actuel de 29 jours reste d'application.

Selon les informations parues dans la presse nationale du samedi 3 septembre, le cabinet du Ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, aurait réuni vendredi dernier les parlementaires lorrains pour leur présenter les pistes suivies par le Gouvernement français en matière de télétravail dans ses négociations avec le Luxembourg.

Dans un communique de presse du vendredi 2 septembre 2022 intitulé « Un autre cadeau fiscale au Luxembourg ? », les députées Martine Étienne et Charlotte Leduc ainsi que le sénateur Olivier Jacquin ont informé que le Gouvernement français « souhaite permettre d'amplifier le recours au télétravail en simplifiant les démarches pour les entreprises luxembourgeoise par la mise en place d'un acompte prélevé directement par la Direction générale des finances publiques ». De plus, les conseillers du Ministre de l'Économie auraient annoncé leur volonté de proposer la possibilité d'un télétravail illimité pour les frontaliers français dans le cadre d'une compensation fiscale intergouvernementale. Dans le cadre de sa visite de travail la semaine passée à Paris, Monsieur le Premier Ministre aurait également abordé les différents aspects de la question du télétravail avec son homologue français.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Le Gouvernement peut-il nous confirmer les informations susmentionnées de la presse nationale et du communiqué précité ? Quel est, tous domaines confondus, l'état actuel des négociations avec la France en matière de télétravail ?

– Est-ce que lesdites propositions ont également fait l'objet des entrevues de Monsieur le Premier Ministre avec les autorités françaises ?

– Quelle est la position du Gouvernement relative aux propositions du Ministre de l'Économie français ?

– Le Gouvernement peut-il nous fournir des précisions sur le système de compensation fiscale intergouvernementale respectivement sur la méthode de prélèvement de l'acompte en question ?

– L'accord de principe d'octobre 2021 permettant aux frontaliers français de bénéficier de 34 jours de télétravail est-il désormais caduc ?

– Quelles sont les pistes propagées par le Gouvernement en matière de cotisations sociales ?

– Quelle est de surcroît la position du Gouvernement relative à une nouvelle règlementation européenne globale du télétravail pour toute l'Union en phase avec les réalités de terrain du monde du travail en pleine transformation digitale ?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés se réfèrent à un article de presse au sujet

d'une discussion entre le cabinet du Ministre de l'Économie français et des parlementaires lorrains tenue lors d'une réunion au cours de laquelle les pistes suivies par le Gouvernement français en matière de télétravail auraient été abordées. Comme par le passé, nous rappelons qu'il n'appartient pas au Gouvernement de commenter de tels articles de presse.

Nonobstant ce qui précède, l'accord de principe en matière fiscale trouvé entre le Luxembourg et la France lors de la dernière Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) d'octobre 2021 prévoit une augmentation du seuil de tolérance de 29 jours à 34 jours. Les négociations entre le Luxembourg et la France en matière de télétravail, dont l'entrevue du 30 septembre 2022 à Paris entre la Ministre des Finances et son homologue français, ont permis d'aboutir à un accord sur les modalités techniques de cette augmentation de seuil. Un avenant à la convention fiscale bilatérale sera ainsi signé dans un futur proche, et il est prévu que le nouveau seuil de 34 jours soit d'application à partir du 1er janvier 2023.

Nous pouvons en sus confirmer que les accords dérogatoires fiscaux pour les frontaliers français en matière de télétravail ont également été soulevés lors d'entrevues bilatérales entre Monsieur le Premier Ministre et les autorités françaises.

Quant à la demande des honorables Députés de leur fournir des précisions sur le système de compensation fiscale intergouvernementale respectivement sur la méthode de prélèvement de l'acompte en question, le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir les précisions demandées pour le moment, étant entendu que ces éléments n'ont pas fait partie des discussions entre ministres.

En matière de sécurité sociale, le règlement européen 883/2004[1] définit un seuil à partir duquel la personne exerçant une activité professionnelle dans son pays de résidence doit être affiliée à la sécurité sociale dans ce dernier. Ce seuil est de 25 % pour tous les secteurs et pays qui font partie du champ d'application de ce règlement, sauf dans quelques cas très spécifiques qui sont régis par des conventions et accords bilatéraux ou multilatéraux. Sur base d'une note d'orientation de la Commission administrative compétente en la matière au niveau européen, dans laquelle sont représentés les États membres, le Luxembourg a convenu avec ses pays limitrophes de prolonger les dérogations introduites dans le cadre de la pandémie Covid-19 jusqu'au 31 décembre 2022.

En parallèle, le Ministère de la Sécurité sociale a formellement demandé, début août de cette année, l'ouverture de négociations multilatérales avec la Belgique, la France et l'Allemagne pour porter le seuil en matière de télétravail à 41 %, ce qui permettrait aux personnes concernées d'effectuer en moyenne deux jours de télétravail par semaine dans leur pays de résidence sans changement d'affiliation. Éventuellement, les Pays-Bas pourraient aussi être associés à ces négociations étant donné que cette thématique concerne toutes les régions frontalières et notamment le Benelux avec la France et l'Allemagne. À ce stade, le Ministère de la Sécurité sociale n'a pas encore reçu une réponse officielle de la part de la France et ne peut dès lors pas prendre position quant aux propositions du Ministre de l'Économie français.

En ce qui concerne ensuite la question des honorables Députés sur les pistes propagées par le Gouvernement en matière de cotisations sociales, il y a lieu de rappeler que les cotisations sociales ne peuvent pas faire l'objet de transactions puisqu'elles découlent directement de l'affiliation de la personne tout comme les prestations auxquelles les assuré(e)s ont droit. En effet, c'est au pays d'affiliation que revient la prise en charge des prestations de sécurité sociale qui sont directement financées par les cotisations. Dans ce contexte il y a lieu de souligner qu'une personne ne peut être affiliée que dans un seul et même système de sécurité sociale avec les obligations et droits qui en découlent. Dans le contexte de la libre circulation de personnes, qui est l'un des principaux piliers de l'Union européenne, le règlement 883/2004 assure la coordination entre les différents systèmes de sécurité sociale.

De façon générale, il n'est pas contestable qu'une règlementation globale portant sur les volets fiscaux et de sécurité sociale du télétravail des travailleurs frontaliers au niveau de l'Union européenne permettrait à la fois de réduire les charges administratives entre pays et d'assurer une plus grande sécurité juridique avec des règles homogènes pour tous les pays. Néanmoins, la sécurité sociale et la fiscalité sont des matières très hétérogènes avec des spécificités bien distinctes qu'il serait difficile, voire impossible de combiner dans une seule et même règlementation, aussi parce que la question ne pourrait se limiter au seul télétravail mais devrait prendre en compte d'autres éléments de la vie professionnelle.

Plus spécifiquement, une modification du règlement 883/2004 mentionné ci-dessus, pour mieux prendre en compte le télétravail, permettrait d'avoir des règles homogènes en matière de sécurité sociale, sans passer par des accords bi- ou multilatéraux. Le Luxembourg soutient d'ailleurs, au sein du Conseil de l'Union, les États membres qui demandent que cette nouvelle réalité du monde du travail soit également considérée dans le cadre de la révision du règlement 883/2004 en cours. Toutefois, contrairement aux règles en matière de sécurité sociale, les conventions fiscales ont un caractère bilatéral. Le Gouvernement ne peut donc qu'adopter des amendements progressifs en la matière.

Finalement, le débat public devant avoir lieu suite à la pétition publique n° 2384 portant sur le télétravail permettra d'approfondir le sujet et de faire un état des lieux le moment venu.

En tout état de cause, il est primordial pour le Gouvernement que toute négociation tienne compte des particularités de notre pays, dont les spécificités de notre économie, de notre système fiscal et de notre marché du travail et notamment le nombre significatif de frontaliers composant la force de travail du Luxembourg.

[1] Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

Augmentation du prix de « nova naturstroum » | Question **6780** (07/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5121 huet den Här Energieminister iwwer d'Modalitéiten an d'Tariffer vun der Einspeisevergütung fir d'Bedreiwer vu Photovoltaikanlagen ënner anerem dat hei geschriwwen: „Den Aspeisetariff gëtt opgrond vun der Nennleeschtung vun enger Anlag an opgrond vum Aspeisejoer ermëttelt. Déi Tariffer sinn am ‚règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables' festgeluecht [...]. De Maartpräis kënnt bei gréissere Photovoltaikanlagen, also ab enger Leeschtung vun 200 kW an d'Spill. Am Cahier des charges vun den Ausschreiwungen ass ee ‚contrat de prime de marché' virgesinn. Den Anlagebedreiwer muss sech selwer ee sougenannten Direktvermarkter sichen, dee fir hien de produzéierte Stroum um Maart ënnerbréngt. De Reseausbedreiwer bezilt dem Anlagebedreiwer dann nach déi eventuell Differenz tëschent dem Referenzpräis, deen d'Anlag iwwer 15 Joer garantéiert huet, an dem Maartpräis vum Stroum." Sou wéi et mir zougedroe gouf, huet Enovos am Kader vun der allgemenger Energiekris viru Kuerzem och d'Präisser vu sengem Naturstroum „Nova" ëm 30 bis 40 % erhéicht, obwuel hei keng zousätzlech Käschten duerch Sanktiounen ugefall sinn an ouni dës Präiserhéijung un déi privat Biergerproduzente weiderzeginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Virgäng confirméieren? Falls jo, kann den Här Minister preziséieren, ob déi genannte Präiserhéijung eleng op nei Zousazkäschten zeréckzeféieren ass an aus wéi enge verännerten Ëmstänn se resultéieren?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob de Bedreiwer vum Reseau och verflicht ass, Beneficer aus erhéichte Maartpräisser, déi iwwert dem Garantiepräis leien, proportional u privat Biergerproduzente weiderzereechen? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, ob de legalen Aspeisetariff och réckwierkend zugonschte vun de private Biergerproduzente kann ugepasst ginn?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Delaien a Virlafprozedure privat Biergerproduzente mussen anhalen, falls si opgrond vun engem verännerte Maartëmfeld vun der Aspeisung op den Eegekonsum vun hirem privat produzéierte Stroum wëllen ëmstellen?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Den éierewäerten Deputéierte freet Detailer vun engem Produit, dee vun enger privater Entreprise um Marché ugebuede gëtt. Ech kann dozou keng Ausso maachen. Et kann een awer ganz allgemeng soen, dass, wa Präisser um Stroummarché héich sinn, dës Präisser sech op alle Produiten erëmspigelen, egal, ob se op erneierbaren oder op fossille Sourcë baséieren.

ad 2. De garantéierten Aspeisetariff, dee Produzente vun erneierbarem Stroum fir hire Stroum kréien, ass iwwert eng Lafzäit vu 15 Joer nom Règlement grand-ducal vum 1. August 2014 („relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables") festgeluecht a gëtt och net ugepasst.

D'Netzbedreiwer si verflicht, de Bedreiwer de Stroum entspriechend de Modalitéiten an Tariffer vun dësem Reglement ofzekafen a ginn deen awer direkt un e Fournisseur weider. De Fournisseur bezilt de Maartwäert vum Stroum, deen all Mount vum ILR (Institut luxembourgeois de régulation) festgeluecht gëtt. Wann de Maartwäert vun der produzéierter Energie méi niddereg ass wéi déi am Reglement festgeluechten Tariffer, da gëtt d'Differenz iwwert de „mécanisme de compensation" (MDC) nom Règlement grand-ducal vum 31. Mäerz 2010 („relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité") iwwerholl.

Ass de Maartwäert vum produzéierte Stroum méi héich wéi déi am Reglement festgeluechten Tariffer, da gëtt d'Differenz, déi de Fournisseur bezuelt huet, an den MDC abezuelt. Dëst ass säit dem Ufank vun der Energiekris de Fall a mëttlerweil sinn op déi Manéier schonn iwwer 50 Milliounen Euro an den MDC gefloss.

Dofir huet d'Regierung am Kader vun der Tripartite, fir Stroumpräisser fir 2023 op dem Niveau vun dësem Joer ze stabiliséieren, decidéiert, fir dës Mesure zum Deel iwwert den MDC ze finanzéieren.

ad 3. Op Nofro bei der Creos kann de Client seng Demande online maachen. Soubal d'Demande vum Client da bei der Creos agaangen ass, dauert et an der Moyenne 18 Deeg, bis dass d'Autoconsommatioun aktivéiert ass. Technesch muss op der Plaz beim Client an der Reegel näischt geännert ginn.

Remboursement de la psychothérapie | Question **6781** (07/09/2022) de **M. Gilles Baum** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Lors de la séance publique du 8 mars 2022, Monsieur le Ministre s'était montré confiant que les négociations entre la CNS et la Fédération des associations représentant des psychothérapeutes au Grand-Duché de Luxembourg, dite « Fapsylux » allaient mener à un accord favorable et que le remboursement de la psychothérapie par la CNS allait être introduit dans les mois à suivre.

Le cas échéant que les négociations allaient aboutir sans accord entre les entités concernées, Monsieur le Ministre avait prévu, dans une entrevue avec le „Luxemburger Wort", la mise en place de procédures légales, ceci dans le but d'accélérer le processus.

Il s'avère aujourd'hui que les négociations entre la CNS et la Fapsylux ont une nouvelle fois échoué.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à l'échec des négociations confirmé aujourd'hui par la CNS ?

– Conformément à sa déclaration lors de l'entrevue susmentionnée, est-ce que Monsieur le Ministre entend mettre en place des procédures légales afin d'aboutir à un accord entre la CNS et Fapsylux ?

– Pour quand Monsieur le Ministre estime-t-il que le remboursement des traitements psychothérapeutiques pourra être mis en place ?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Suite au constat d'échec des négociations entre la Caisse nationale de santé (CNS) et la Fédération des associations représentant des psychothérapeutes (Fapsylux) sur la valeur de la lettre-clé, constaté par le conseil d'administration de la CNS en date du 14 septembre 2022, la procédure de médiation a été déclenchée et ceci en application de l'article 69 du Code de la sécurité sociale. Cet article dispose que :

« Art. 69. En l'absence d'accord avant le 31 décembre sur l'adaptation de la lettre-clé conformément à l'article 67 ou sur les tarifs conventionnels non établis moyennant lettre-clé, l'Inspection générale de la sécurité sociale convoque les parties en vue de la désignation d'un médiateur.

À défaut d'entente collective :

1) sur l'élaboration d'une nouvelle convention après un délai de négociation de six mois suivant la convocation faite par la Caisse nationale de santé ;

2) sur l'adaptation de la convention dans les six mois suivant la dénonciation totale ou partielle de l'ancienne convention ;

3) sur les dispositions obligatoires de la convention visées à l'article 64 et à l'article 66, alinéa 3, après un délai de négociation de six mois suivant la convocation faite par la Caisse nationale de santé, l'Inspection générale de la sécurité sociale convoque les parties en vue de la désignation d'un médiateur.

Si les parties ne s'entendent pas sur la personne du médiateur, celui-ci est désigné par le Ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale.

[...] »

En application des dispositions légales, l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) a convoqué les parties (CNS et FAPSYLUX) pour désigner un médiateur. Or, faute d'accord entre parties, l'IGSS a dû en informer le Ministre de la Sécurité sociale qui a en conséquence procédé à la désignation d'un médiateur en date du 23 septembre 2022. La procédure de médiation a donc débuté en application des dispositions précitées.

Parallèlement, la Commission de nomenclature a été saisie de demandes standardisées pour introduire dans la nomenclature des actes de psychothérapie. Une première réunion au format « psychothérapie » a eu lieu en date du 5 octobre 2022 afin de débuter les travaux relatifs à la fixation des actes et coefficients dans le domaine de la psychothérapie.

Il y a lieu d'attendre les résultats de la médiation qui peuvent soit se conclure par un accord entre parties, soit par un échec auquel cas la prochaine étape doit être déclenchée. En parallèle, les travaux de la Commission de nomenclature sont poursuivis en vue d'une recommandation circonstanciée qui donnera lieu à un projet de règlement grand-ducal en application des dispositions de l'article 65 du Code de la sécurité sociale.

Exploitation de drones | Question **6782** (07/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Depuis le 31 décembre 2020, les règles européennes relatives à l'exploitation des drones s'appliquent. Dès lors, les personnes physiques et morales ainsi que les autorités nationales doivent s'enregistrer avant qu'un UAS (Unmanned Aircraft System) soit mis en service dans l'espace public. D'autre part, l'utilisation de drones de la catégorie « spécifique » doit faire l'objet d'une autorisation de l'autorité compétente.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment les enregistrements pour l'exploitation ont-ils évolué depuis l'introduction de la nouvelle réglementation ? Quelles observations peuvent être retenues pour les différentes catégories d'exploitants ?

2) Quant aux vols nécessitant une autorisation, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la nature de ces vols ?

3) Combien d'infractions ont pu être constatées depuis l'introduction de la réglementation ?
De quel type d'infractions s'agit-il ?

4) Quelle est la nature des sanctions imposées à cet égard ?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Depuis l'entrée en application du règlement (UE) n° 2019/947 de la Commission du 24 mai 2019 concernant les règles et procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipages à bord, 2.195 exploitants se sont enregistrés auprès de la Direction de l'aviation civile (DAC) (au 27 septembre 2022). Parmi ces exploitants, on compte 2.035 personnes physiques, 136 personnes morales et 24 entités publiques.

ad 2) Les vols nécessitant une autorisation sont ceux qui ne peuvent remplir les conditions prescriptives de la catégorie « ouverte » telles que décrites dans l'article 4 et dans la partie A de l'annexe au règlement européen précité.

À ce jour, ces autorisations ont été principalement délivrées pour des applications de relevé au LIDAR[2] et/ou de photogrammétrie, de la pulvérisation de produits phytosanitaires et de show lumineux par le biais d'essaims de drones.

ad 3) Je me réfère à la réponse du Ministre de la Sécurité intérieure à la question parlementaire n° 6656 du 12 août 2022 : « Une adaptation de la législation actuelle luxembourgeoise concernant les drones et les dispositions pénales y relatives permettant à la Police grand-ducale de constater les infractions réalisées est en train d'être mise en œuvre. »

ad 4) Le projet de loi n° 7790 portant modification 1° de la loi modifiée du 19 mai 1991 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile, et 2° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne prévoit de créer une base légale aux dispositions pénales pour le non-respect des règles concernant l'exploitation des drones. Le projet se trouve actuellement en instance de finalisation, le Conseil d'État a rendu un avis en juin 2021 et les amendements au projet sont en cours d'élaboration en concertation avec le Ministère de la Sécurité intérieure.

« Liste noire » du CHL | Question **6783** (07/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem Artikel am „Paperjam" vum 7. September geet riets vun enger Aart schwaarzer Lëscht vu Patienten am CHL, déi do just nach an urgente Fäll behandelt ginn, sech soss awer un en anert Spidol musse wenden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Am Artikel vum „Paperjam" ass ze liesen, dass d'Leit keen Accès op hir Daten hunn. Kann d'Ministesch dat confirméieren oder hunn déi betraffe Leit nach Accès op hir Daten a kënnen si sech déi heemschécke loossen? Wann si keen Accès méi sollten hunn, ass dëst konform mat GDPR?

2. Wat kënnen d'Leit maachen, wann si fälschlecherweis op der Lëscht stinn, well si zum Beispill de selwechten Numm hu wéi eng aner Persoun?

3. Gëtt déi Lëscht just intern am CHL traitéiert oder gëtt déi och extern, zum Beispill engem anere Spidol, kommunizéiert?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Erlaabt mer, de Kontext vun esou enger exzeptioneller Mesure ze erklären. Et handelt sech ëm eng Schutzmoossnam vis-a-vis vum Personal vum Spidol a net ëm eng Sanktioun vis-à-vis vum Patient. Se gëtt geholl bei physeschen Aggressiounen, schlëmme verbalen Aggressiounen a Menacen.

[2] Light/Laser imaging detection and ranging (LIDAR)

Déi betraffe Leit hu weiderhi wéi all Patient vum CHL Accès op déi Gesondheetsdaten, déi am CHL iwwert si erhuewe gi sinn. Wéi all Patient kënnen si iwwert den DPO vum CHL gewuer ginn, wéi eng Donnéeë vun hinnen traitéiert ginn.

ad 2. D'Mesure gëtt vum Spidol am individuelle Patientendossier als Zousazinformatioun gefouert a kann doduerch net zu Verwiesslunge féieren. Et gëtt keng Lëscht benotzt.

Déi concernéiert Persoune gi wéi all Patient am Land duerch hir IPP (Identifiant permanent du patient) erfaasst, an net duerch hiren Numm/Virnumm/Gebuertsdag. Gemäss JCI-Standarde gëtt am CHL bei all Persoun zur Kontroll vun der Identifikatioun, am Kader vun der Identitovigilance beim Patient de Gebuertsdag, den Numm an de Virnumm virun all wichtegem Geste nogefrot. Ofhängeg vun den Interventioune kann dat e puermol wärend engem Séjour am CHL sinn. An der Admissioun gëtt dës Kontroll op Basis vun der Identitéitskaart gemaach.

ad 3. Wéi an der Äntwert op déi zweet Fro beschriwwen, gëtt et keng Lëscht, déi am CHL circuléiere géif; an deem Sënn gëtt och keng Lëscht un en Aneren, zum Beispill een anert Spidol, kommunizéiert.

Personnel du Rehazenter | Question **6785** (07/09/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Laut engem Bericht an der Press hätten an de leschte Méint eng Rei Dokteren de Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter) verlooss.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Kënnt Dir confirméieren, datt et am Rehazenter eng Rei Departe bei den Doktere gouf?
– Wa jo, wéi vill Dokteren hunn de Rehazenter zanter Januar 2021 verlooss?
– Wéini ginn déi Posten, déi elo op sinn, nei besat?
– Wéi vill Spezialiste fir Rehabilitatiounsmedezinn schaffen am Ablack am Rehazenter?

2. Gouf et och beim anere spezialiséierte medezinnesche Personal Departen?
– Wa jo, wéi vill?

3. Kënnen all d'Patienten, déi eng Rehabilitatiounstherapie brauchen, nach korrekt en charge geholl ginn?
– Wann nee, wat fir Alternative gëtt et, fir dës Patiente medezinnesch ze betreien?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. An dësem Joer hunn dräi Dokteren de Rehazenter verlooss. De Comité de recrutement huet sech op dräi Kandidature gëeenegt, déi vum Conseil médical validéiert gi sinn. Insgesamt schaffen domat zéng Reeducationsdokteren am Rehazenter.

ad 2. Am Département médico-technique hunn dräi Collaborateuren de Rehazenter verlooss. Am Département soins waren et der fënnef.

ad 3. D'Prise en charge vun de Patienten an der Rehabilitatiounstherapie ass weiderhin assuréiert mat enger Ausnam fir d'Prise en charge vun neie Long-Covidpatienten. Déi ginn, fir eng Iwwergangszäit, am Centre de réhabilitation du Château de Colpach en charge geholl, an dat bis de Rehazenter déi Aktivitéit erëm ugangs nächst Joer aleng assuréiere kann.

Délai pour le remboursement des impôts | Question **6789** (07/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéinst der Covid-19-Pandemie goufen 2020 an 2021 d'Delaie fir d'Areeche vun der Steiererklärung fir d'Joren 2019 an 2020 no hanne verréckelt, an d'Steierverwaltung war méi nosiichteg, wat d'Nobezuele vu Steieren ugaangen ass. Och bei den Delaie fir d'Bezuele vun der TVA war de Staat méi nosiichteg während der Covid-19 Kris.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Ass de Staat weiderhi méi nosiichteg, wat Delaie fir d'Bezuele vun de Stéieren an der TVA ugeet? Ginn déi fir d'Joer 2021 an 2022 festgesaten Delaien erweidert?

2. Wa jo, wat fir konkreet Delaie wäerten applizéiert ginn?

Gëtt hei een Ënnerscheed gemaach tëscht de Betriber an de Privatpersounen?

3. Applizéiert d'Steierverwaltung déi monatlech festgehale maximal Limitte fir Saisien op de Paien oder gëtt och hei méi nosiichteg mat manner héije Montante geschafft?

4. Gëtt de Leit an de Betriber, am Kontext vun der Energiekris, allgemeng méi Zäit gelooss, fir hir Steierscholden ze begläichen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Déi Mesurë goufen am spezifesche Kontext vum Ausbroch vun der Pandemie geholl. D'Situatioun haut ass eng ganz aner. Am Kontext vum Energiedësch a vun den zwou Tripartitte goufen eng ganz Serie vu cibléierten Hëllefen decidéiert, fir d'Kafkraaft vun de Stéit ze erhalen, soudass et aktuell net virgesinn ass, déi Mesuren ze verlängeren. Allgemeng ass awer drop hinzeweisen, dass een ëmmer kann, opgrond vun der aktueller Gesetzgebung, beim zoustännege Receveur en Delai de paiement ufroen, wann déi spezifesch Situatioun dat noutwenneg mécht.

Allerdéngs wäert d'Regierung am Kader vum Budgetsgesetz proposéieren, den Delai fir d'Areeche vun der Steiererklärung op den 31. Dezember ze verleeën. Dës Moossnam concernéiert souwuel d'Privatpersoune wéi och Betriber a wäert net an der Zäit limitéiert sinn. Dat heescht, datt all d'Steierzueler méi Zäit wäerten hunn, fir hir Steierscholden ze begläichen.

Zu der TVA bleift nach ze ënnersträichen, dass dës Steier normalerweis vum Endkonsument bezuelt ass, an dass et also dem Assujetti seng Sue guer net sinn.

Wat d'Saisien op de Paien ugeet, ass op d'Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 5904 iwwert de Recouvrement forcé ze verweisen, wou ausféierlech beschriwwe gouf, wat fir Moyenen dem Steierzueler zur Verfügung stinn, fir eng Saisie ze vermeiden.

Congé pour raisons familiales | Question **6794** (08/09/2022) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le congé pour raisons familiales est défini par la loi du 15 décembre 2017 portant modification à la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales. Il est accordé à tout.e salarié.e ayant à charge un enfant nécessitant, en cas de maladie grave, d'accident ou d'autre raison impérieuse de santé, la présence de l'un de ses parents. Le système prévoit un contingent de jours de congés utilisables pendant plusieurs années, dont le nombre varie en fonction de la tranche d'âge de l'enfant concerné.

Dans le cas d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle (ex. cancer), seule la durée du congé peut être prorogée sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale, mais les deux parents ne peuvent pas prendre leur congé en même temps. Dans une situation pareille, la présence physique des deux parents semble toutefois primordiale pour offrir le meilleur soutien possible à l'enfant concerné, pour prendre soin des frères et sœurs éventuels et pour se soutenir mutuellement.

Dans ce contexte, j'aimerais recevoir les informations suivantes de Madame la Ministre de la Famille :

1) Depuis 2017, combien de formulaires de demande de congés pour raisons familiales ont concerné des cas de maladie d'une gravité exceptionnelle et de quelle manière ces demandes ont-elles été traitées ?

2) Madame la Ministre juge-t-elle nécessaire d'adapter ce point dans la loi afin de créer une base légale permettant à l'enfant concerné de recevoir le meilleur soutien possible de la part de ses deux parents ?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de périodes de congés pour raisons familiales (CRF) en cas « d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle » en vue d'une prorogation de la durée saisie par le département compétent de la Caisse nationale de santé « CNS », le nombre de périodes irrecevables, ainsi que leur taux de proportionnalité. Un nombre exact de formulaires de demande ne peut pas être fourni.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il est important de noter que le tableau repris ci-dessus ne représente pas entièrement la réalité pour les raisons suivantes :

– Des cas de refus ont été imputés au compte du CRF « normal ».
– Les demandeurs potentiels se renseignent généralement au préalable quant à la recevabilité de leur demande pour CRF « cas grave ». En cas de retours négatifs, les personnes concernées ne présentent usuellement pas de nouvelle demande.
– La possibilité de demander un CRF extraordinaire Covid-19 pour raison de vulnérabilité de l'enfant (limité jusqu'au 24.07.2022) a probablement fortement diminué les cas de nécessité d'introduire une demande de CRF en cas « d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle » en vue d'une prorogation de la durée. Un nombre de cas de vulnérabilité accordés ne peut pas être extrait a posteriori.
– Les cas de refus de cas graves n'ont pas été tous recensés dans le système, ceci par défaut de demande pour une période précise au préalable.

Les dispositions relatives au CRF en cas « d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle » en vue d'une prorogation de la durée sont définies à l'article 1er règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales :

« Art. 1er. Sont définies comme maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle au sens de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales :

– les affections cancéreuses en phase évolutive ;
– les pathologies entraînant une hospitalisation en secteur aigu d'une durée dépassant deux semaines consécutives ;
– la mise en quarantaine d'un enfant, décidée par le médecin de la Direction de la santé conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé en vue de limiter la propagation d'une épidémie ;
– les mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile d'enfants pour des raisons impérieuses de santé publique décidées ou recommandées par les autorités compétentes pour faire face à la propagation d'une épidémie. »

La loi du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail, a toutefois enlevé le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) de la procédure pour apporter une simplification administrative. Depuis, le seul contrôle est celui administratif réalisé par la CNS qui porte également sur les conditions légales et réglementaires pour la prolongation sur base des informations fournies.

La législation actuelle ne prévoit pas la possibilité pour les deux parents de bénéficier simultanément du CRF, quel que soit le type de CRF demandé.

ad 2) Depuis la création du CRF, qui se basait sur les connaissances médicales et les besoins lors de sa création, les besoins ont évolué et aussi les traitements médicaux qui ne requièrent par exemple pratiquement plus une hospitalisation continue de deux semaines, sauf dans des cas spécifiques.

Pour tenir compte de ces évolutions, le projet de loi numéro 7489, portant modification des articles L. 234-51, L. 234-52, L. 551-2, L. 551-5 et L. 552-1 du Code du travail, sera modifié par voie d'amendements gouvernementaux qui proposeront notamment une modification de l'article L. 234-52 pour y prévoir une exception au principe que ledit congé ne peut pas être pris par les deux parents en même temps.

Sous réserve que ledit texte soit adopté dans sa version proposée cette interdiction ne s'appliquera plus si l'enfant bénéficie de l'allocation spéciale supplémentaire au sens de l'article 274 du Code de la sécurité sociale ou s'il est atteint d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle telles que définies par le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un CRF et attestées par le médecin traitant.

Au-delà de cette modification, d'autres modifications sont en cours d'élaboration pour que ce dispositif puisse soutenir au mieux les parents et enfants visés par le CRF « normal » et « prolongé ».

Ces modifications seront discutées avec les partenaires sociaux qui sont également représentés au sein du conseil d'administration de la CNS.

Pénurie d'AdBlue | Question **6797** (08/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschidden däitsch Medie mellen, dass d'Hiersteller vun AdBlue an Däitschland an Holland hir Produktioun gedrosselt, respektiv ganz agestallt hunn. AdBlue ass ee Produit, deen de Schuedstoffausstouss verréngert an ouni dee Camionen an och verschidde Busser an Trakteren net kënne fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wouhier kommen déi gréisst Quantitéiten un AdBlue, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn?

2. Schonn am November 2021 war de Manktem un AdBlue een Theema an Däitschland.
Huet de Minister Gespréicher mat sengem däitschen Homolog zu dësem Theema gehat?
Wa jo, wat waren hei d'Resultater?

3. Gesäit de Minister hei am Land ee Risiko vu Versuergungsenkpäss?

4. Hunn déi betraffe Spediteuren, Busgesellschaften a Baueren nach Reserven?
Wa jo, wéi laang géifen dës Reserven duergoen?

5. Huet de Lëtzebuerger Staat Reserven un AdBlue?
Wa jo, wéi héich sinn dës Reserven?
Wéi ginn dës Reserven am Noutfall verdeelt?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Laut dem Groupement énergies mobilité luxembourgeois gëtt et momentan kee Manktem un AdBlue zu Lëtzebuerg. Verschidden europäesch Produzente vun AdBlue hu wéinst engem Manktem u Rentabilitéit hir Produktioun gestoppt. Dëst well de Gaspräis ee groussen Deel vun de Produktiounskäschte beim AdBlue ausmécht. D'Distributeuren zu Lëtzebuerg bezéien an der Reegel den AdBlue vun Hiersteller aus den Nopeschlänner a fir de Moment géif et keng Penurie un AdBlue ginn, mee gréisser Ënnerscheeder beim Präis.

Zu Lëtzebuerg besteet keng Obligatioun fir d'Distributeuren, fir den AdBlue ze stockéieren an et gëtt och soss keng national Reserve heivunner. Do dernieft gouf et rezent kee Gespréich zu dësem Theema tëschent dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a sengem däitschen Homolog.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Lëtzebuerg feiert 175 Joer Verfassung!

Freides, den 28. Abrëll 2023 ginn zu Ettelbréck an der Däichhal 175 Joer Lëtzebuerger Verfassung gefeiert. Freet Iech op e flotten Owend mat Theateropféierungen a musikaleschen Optrëtter! Den Entrée ass fräi.

De „Lëtz elo"-Festival fänkt um 20.30 Auer un. Weider Informatiounen zu der ganzer Veranstaltung fannt Dir op der Säit 03 vun dësem Chamberblietchen.

175 Joer Lëtzebuerger Verfassung 1848 - 2023

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 5 à 8	Questions au Gouvernement
p. 03-06	p. 07-09	p. 10-94	p. 95-99

2022-2023

N°02

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07-09

Séances ..... p. 10-94

5e séance du mardi 18 octobre 2022 p. 10-35

6e séance du mercredi 19 octobre 2022 p. 35-50

7e séance du jeudi 20 octobre 2022 p. 50-71

8e séance du mardi 25 octobre 2022 p. 71-94

Questions au Gouvernement ..... p. 95-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
11/04/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Visite d'une délégation du Parlement polonais

La Pologne et le Luxembourg : deux économies en transition confrontées à des défis différents

Les députés des Commissions des Finances et du Budget et du Contrôle de l'exécution budgétaire se sont entretenus avec leurs homologues polonais.

Les défis liés à l'inflation, à la guerre en Ukraine et à la transition énergétique ont figuré parmi les sujets abordés le 22 mars 2023 lors d'une entrevue des députés des Commissions des Finances et du Budget et du Contrôle de l'exécution budgétaire avec une délégation du Parlement polonais.

Tant la Pologne que le Luxembourg se trouveraient dans une phase de transition en ce qui concerne la lutte contre l'inflation ainsi que le développement des énergies renouvelables, même si les deux pays feraient face à des défis différents. C'était un des constats lors de l'échange entre les députés luxembourgeois et la « double » délégation polonaise, composée de membres de la Commission des Comptes publics du Sejm polonais (Chambre basse) ainsi que de membres de la Commission du Budget et des Comptes publics du Sénat polonais (Chambre haute).

Les parlementaires ont discuté des mesures prises par leurs gouvernements respectifs afin d'atténuer les pressions liées à l'inflation. Suite à des investissements conséquents, un ralentissement de l'inflation a pu être constaté en Pologne, a affirmé le Président de la Commission des Comptes publics de la Diète de Pologne.

Un « mix énergétique » et un rapport à la défense très différents

Les stratégies pour l'approvisionnement en énergie et de la gestion énergétique ont été abordées lors de l'échange. Une députée polonaise s'est notamment intéressée aux gels des prix de l'énergie au Luxembourg et a voulu savoir quels en ont été les effets sur les habitants. Les similarités et les différences dans le « mix énergétique » des deux pays ont également été abordées. Selon les explications des parlementaires polonais, l'arrêt de l'exploitation minière serait un des grands objectifs qui s'inscrivent dans un programme de développement durable de la Pologne.

La transition énergétique serait ainsi « inévitable ». La Pologne aurait cependant un rapport à l'énergie nucléaire très différent de celui du Luxembourg : elle continuerait ainsi à investir dans l'énergie nucléaire afin d'assurer sa sécurité énergétique.

La guerre en Ukraine a également été un des sujets abordés par les parlementaires des deux délégations. Les députés luxembourgeois ont salué les efforts de solidarité de la Pologne qui a accueilli plusieurs millions de réfugiés ukrainiens. Du point de vue polonais, l'augmentation du budget de la défense depuis le début de la guerre de la Russie contre l'Ukraine impacte fortement les finances du pays : le budget de la défense s'élèverait désormais à plus de 4 % du PIB, a expliqué le Président de la Commission des Comptes publics.

Un député luxembourgeois a attiré l'attention sur le réarmement rapide de la Pologne et sur le fait que les investissements du pays en matière de défense dépassent de loin ceux du Luxembourg, qui vise désormais à investir jusqu'à 1 % de son PIB à l'horizon 2028. L'envergure des investissements consacrés à la défense, acclamés de façon « pratiquement unanime » par le monde politique, s'expliquerait par les expériences historiques largement négatives de la Pologne en ce qui concerne la Russie, a souligné le Président de la Commission des Comptes publics de la Diète de Pologne.

L'Administration parlementaire recrute :

• un responsable en sécurité (m/f/d) pour les besoins du service achats, gestion des biens et bâtiments et sécurité dans le groupe de traitement A1, A2 ou B1
poste à pourvoir soit par un changement d'administration soit par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire

• un électricien (m/f/d) pour les besoins du service achats, gestion des biens et bâtiments et sécurité sous le régime du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi

Échange de vues avec la Coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains

Le combat contre la traite des êtres humains continue

La Coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, Mme Diane Schmitt (6e à droite), a fait le point sur la situation du Luxembourg en matière de traite des êtres humains.

Un peu plus de la moitié des victimes de la traite des êtres humains au Luxembourg proviennent de pays tiers. La plupart de ces victimes sont des hommes exploités professionnellement. La Coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, Mme Diane Schmitt, était en visite à la Chambre des Députés le 24 mars 2023 pour partager ses observations concernant la lutte contre la traite des êtres humains aux niveaux national, européen et international avec les députés membres du Bureau et des Commissions de la Justice et des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ainsi qu'avec des représentants de la Commission consultative des droits de l'homme.

Au Luxembourg, le nombre des victimes de l'exploitation par le travail dépasse celui des victimes de l'exploitation sexuelle. Le Grand-Duché se distingue à cet égard de la majorité des autres États membres de l'Union européenne (UE) où l'exploitation sexuelle est prédominante et où la plupart des victimes sont des femmes et des filles. Au niveau de l'UE, on peut certes constater que les chiffres de l'exploitation par le travail augmentent par rapport à ceux de l'exploitation sexuelle, mais selon la Coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, ceci peut être expliqué par le fait qu'il est devenu plus difficile de détecter l'exploitation sexuelle qui, depuis la pandémie de Covid-19, se déroule davantage dans des espaces privatifs. La criminalité et la mendicité forcées sont quant à elles en augmentation, a précisé Mme Schmitt.

Elle a par ailleurs souligné que la traite humaine consiste en un acte intentionnel – recrutement, transport, hébergement ou autre – commis par le recours à la menace, à la force ou à une autre forme de contrainte afin d'exploiter une personne. « Le travail illégal ne s'apparente donc pas nécessairement à la traite des êtres humains », a-t-elle signalé suite à la question d'une députée. Les priorités dans la lutte contre la traite des êtres humains seraient entre autres la prévention qui inclut la sensibilisation, la coopération policière et judiciaire, la protection des victimes et la coopération internationale avec les pays tiers.

Mise à jour de la directive européenne contre la traite

La Coordinatrice européenne a également abordé les travaux actuellement en cours pour peaufiner la directive européenne concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes (2011/36/EU). La Commission européenne a notamment proposé d'y inclure :

– le mariage forcé,

– les infractions de traite des êtres humains commises en ligne ou facilitées par des moyens en ligne,

– des sanctions obligatoires à l'encontre des entreprises responsables d'infractions dans le domaine de la traite des êtres humains,

– des sanctions obligatoires à l'encontre des personnes ayant utilisé des services des victimes en toute connaissance de cause.

Lors de l'échange de vues, les députés se sont notamment intéressés aux mesures qui pourraient être prises afin d'améliorer les procédures de lutte contre la traite des êtres humains au Luxembourg et en Europe. D'après la Coordinatrice européenne, les professionnels du domaine judiciaire, entre autres, devraient davantage suivre des formations concernant le travail avec les victimes. Ces dernières seraient souvent traumatisées et réticentes à se prononcer contre l'auteur des infractions, a-t-elle souligné, tout en saluant les efforts entrepris ces dernières années par l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui s'investit désormais davantage dans la lutte contre l'exploitation par le travail. Une députée a encore voulu savoir si une politique de régularisation des étrangers en situation irrégulière serait de nature à endiguer le phénomène de la traite. Selon Mme Schmitt, il est difficile de se prononcer à ce sujet, tout en précisant que beaucoup de victimes sont des ressortissants de l'UE ou des ressortissants de pays tiers en situation régulière.

En 2021, quatre personnes ont été poursuivies au Luxembourg dans des affaires de traite des êtres humains, a encore précisé la Coordinatrice européenne.

Sous-commission des droits de l'homme de l'APCE

À l'occasion de la réunion de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui s'est tenue le 22 mars 2023 à Paris, Mme Octavie Modert a été élue Vice-Présidente de la Sous-commission des droits de l'homme.

Visite de la fondatrice et directrice exécutive de l'ONG « Campaign For Uyghurs »

« La protection des droits humains est une priorité pour le Luxembourg »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a accueilli Mme Rushan Abbas, fondatrice et directrice exécutive de l'ONG « Campaign For Uyghurs », et son époux, M. Abdulhakim Idris.

« Au niveau bilatéral ou multilatéral, le Grand-Duché saisit chaque occasion pour aborder la situation des Ouïghours et continuera à le faire », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, face à la fondatrice et directrice exécutive de l'ONG « Campaign For Uyghurs ». Mme Rushan Abbas a été accueillie le 28 mars 2023 à la Chambre des Députés pour un échange bilatéral.

La politique chinoise envers les Ouïghours serait une politique d'éradication et de répression, selon Mme Rushan Abbas, qui qualifie les actions entreprises contre son peuple de « génocide ». Elle a notamment expliqué que les Ouïghours sont emprisonnés dans des camps de travail forcé, illustrant leur situation par son expérience personnelle. Depuis 2018, la sœur de Mme Abbas, le Dr Gulshan Abbas, est emprisonnée par les autorités chinoises qui l'accusent d'actes terroristes. L'époux de Mme Abbas, M. Abdulhakim Idris, également présent lors de cet échange, a quant à lui témoigné de la disparition de ses parents et de plusieurs membres de sa famille en avril 2017.

« Les Ouïghours ont besoin d'aide », a rappelé Mme Abbas, tout en mettant en évidence la nécessité de sensibiliser les citoyens quant au fait que certains produits sont issus du travail forcé des Ouïghours, notamment ceux en provenance de la province chinoise de Xinjiang. En évitant la confrontation avec la Chine, chacun se rendrait complice du mal que subit le peuple des Ouïghours, a-t-elle souligné. La situation des femmes ouïghoures a également été abordée qui, selon Mme Abbas, seraient victimes de mariages forcés avec des Chinois ainsi que d'avortements et de stérilisations forcées.

La fondatrice et directrice exécutive de l'ONG « Campaign For Uyghurs » a formulé plusieurs revendications, parmi lesquelles des sanctions plus sévères envers les entreprises employant des travailleurs forcés ou encore une interdiction d'importation au niveau européen, voire international, des produits issus du travail forcé des Ouïghours. Elle a salué l'initiative de la Commission européenne qui a proposé un règlement interdisant les produits issus du travail forcé en septembre 2022. « La protection des droits humains et le combat contre le travail forcé sont une priorité du Luxembourg et de l'Union européenne », a rassuré le Président de la Chambre, tout en rappelant que le Luxembourg est membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Visitt vum Gebai „T“ um Kierchbierg

D'Membere vun der aussepolitescher Kommissioun an den Ausseminister, den Här Jean Asselborn, ware sech d'Gebai „T“ um Kierchbierg ukucken. An dëser Infrastruktur fir Flüchtlinge sinn Demandeurs a Bénéficiaires de protection internationale ënnerbruecht. Am Ganze stinn 1.167 Better zur Verfügung, dovunner sinn zwee Drëttel vun ukrainesche Flüchtlinge beluecht. D'Deputéiert hunn sech wärend der Visitt iwwer d'Zesummenaarbecht tëscht der Caritas, der Croix-Rouge luxembourgeoise an dem Office national de l'accueil (ONA) informéiert. Donieft gouf iwwer déi alldeeglech Defie geschwat.

Conférence « Le gouvernement des juges existe-t-il ? Points de vue luxembourgeois »

La conférence publique a été organisée par l'Amicale des anciens résidents luxembourgeois de la Fondation Biermans-Lapôtre avec le support de la Chambre des Députés.

Juristes, chercheurs, acteurs de la fonction publique et membres de la Chambre des Députés se sont réunis le 27 mars 2023 dans la salle plénière de la Chambre pour échanger leurs points de vue sur une question qui touche à la balance des pouvoirs au sein de l'État : « Le gouvernement des juges existe-t-il ? »

Cette conférence publique a été organisée sur initiative de l'Amicale des anciens résidents luxembourgeois de la Fondation Biermans-Lapôtre à Paris avec le support de la Chambre des Députés. Le président de l'amicale et juge auprès la Cour de justice de l'Union européenne, M. François Biltgen, s'est posé les questions suivantes : quel rôle incombe aux différents pouvoirs ? Y a-t-il un déplacement des décisions politiques vers la justice ? Quid de l'indépendance de la justice ? Quelles sont les avancées de la Constitution révisée qui entrera en vigueur le 1er juillet 2023 ? Qui distribue les cartes du jeu politique ?

La conférence a permis à des orateurs de différents horizons de partager leurs expériences et analyses, notamment :

– M. Norbert Campagna, professeur-associé de philosophie du droit, de l'histoire de la philosophie et d'éthique appliquée à l'Université du Luxembourg ;

– M. Jean-Claude Wiwinius, Président honoraire de la Cour supérieure de justice et de la Cour constitutionnelle ;

– ainsi que M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés.

La Fondation Biermans-Lapôtre est la résidence des étudiants belges et luxembourgeois au sein de la Cité internationale universitaire de Paris (CIUP).

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. M. Engin Yürür, Ambassadeur de la République de Turquie

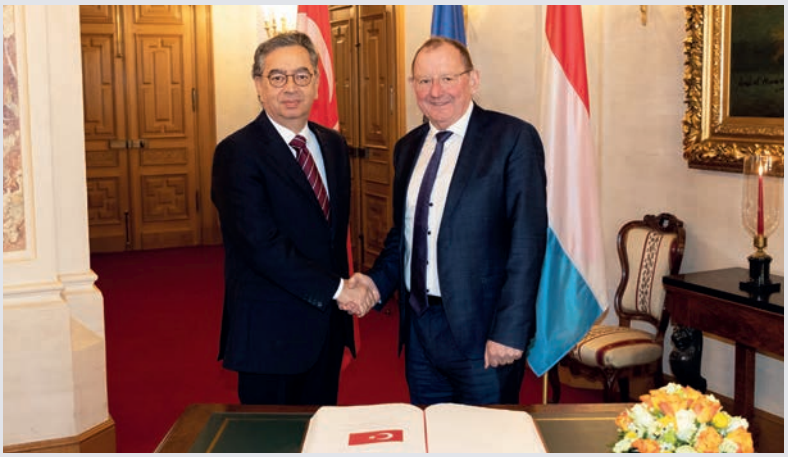

Procédure de dissolution administrative sans liquidation

6539B – Projet de loi portant création de la procédure de dissolution administrative sans liquidation et modifiant : 1° le Code de commerce ; 2° le Nouveau Code de procédure civile ; 3° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; 4° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
5° la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts

Le présent projet trouve son origine dans la décision de la Commission de la Justice de scinder le projet de loi n° 6539 en deux textes distincts, à savoir le présent texte traitant de la procédure de dissolution administrative sans liquidation et le projet de loi n° 6539A regroupant la réforme des procédures d'insolvabilité.

L'instauration de la procédure de dissolution administrative sans liquidation donne suite à plusieurs constatations faites lors de nombreuses procédures de liquidation judiciaire.

D'une part, un nombre conséquent des procédures de liquidation judiciaire concernent des sociétés qui ont commis de manière répétée des manquements au droit des sociétés (absence de siège social, démission de tout le conseil d'administration sans qu'il ne soit remplacé, défaut de dépôt des comptes annuels au RCS, etc.). D'autre part, beaucoup de sociétés faisant l'objet d'une liquidation judiciaire sont complètement dépourvues d'actif, voire ont même cessé leur activité depuis un certain moment. Les clôtures de procédures de liquidation pour absence d'actifs ne cessent de croître et engendrent une charge administrative conséquente pour les tribunaux et des coûts importants pour l'État.

Partant, l'introduction d'un mécanisme dans la législation nationale permettant d'évacuer, sous certaines conditions, ces « coquilles vides » dans un court laps de temps et avec des coûts réduits pour l'État est devenue impérativement nécessaire.

L'objectif de la procédure de dissolution administrative sans liquidation est de permettre de procéder à une dissolution administrative d'une société sans devoir passer par une procédure formelle de liquidation judiciaire complète telle que prévue à l'article 1200-1 de la loi modifiée du 10 août 1915.

Les sociétés tombant dans le champ d'application de la procédure introduite par le présent projet de loi doivent répondre à trois conditions cumulatives :

1) Les sociétés visées sont celles sans actifs.

2) L'absence de salariés est obligatoire. En effet, en présence de salariés, la procédure de liquidation judiciaire devient nettement plus complexe (obligation de vérifier les déclarations de créance et risque de contestation).

3) Les sociétés visées sont celles qui tombent sous le champ d'application de l'article 1200-1, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 10 août 1915, c'est-à-dire les sociétés qui poursuivent des activités contraires à la loi pénale ou qui contreviennent gravement aux dispositions du Code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales, y compris en matière de droit d'établissement.

La procédure de dissolution administrative sans liquidation est principalement de nature administrative. En effet, la décision d'ouverture de la procédure n'est pas prise par un tribunal mais par le procureur d'État, qui requiert le gestionnaire du Registre de commerce et des sociétés d'ouvrir une telle procédure, ce dernier étant chargé de la recherche d'actifs ou plutôt de la vérification de l'absence de salariés et d'actifs.

Dépôt du projet de loi 6539 par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01/02/2013
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

22/07/2021	Scission du projet de loi 6539 en deux projets de loi distincts : 6539A et 6539B
	Désignation d'un rapporteur
	Adoption d'une série d'amendements
	Attribution de l'instruction parlementaire à la Sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite »
23/12/2021	Adoption d'une deuxième série d'amendements
09/02/2022	Adoption d'une troisième série d'amendements
19/05/2022	Adoption d'une quatrième série d'amendements
28/09/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite »
(Président : M. Guy Arendt) :

04/10/2021	Continuation des travaux
13/12/2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
20/12/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
	Continuation de l'instruction parlementaire du projet de loi
26/01/2022	Échange de vues avec les membres du Conseil d'État
07/02/2022	Continuation des travaux
25/04/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04/05/2022	Échange de vues avec des représentants de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg
12/05/2022	Continuation des travaux
21/07/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen de l'avis consultatif de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg

Vote en séance publique : 18/10/2022
Loi du 28 octobre 2022
Mémorial A : 2022, n° 541, page 1

Qualifications professionnelles dans la navigation intérieure

7817 – Projet de loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et portant modification de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation

Le projet de loi n° 7817 a pour objet de transposer dans la législation nationale la directive (UE) 2017/2397 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure – ci-après « la Directive 2017/2397 » – telle que modifiée, après le dépôt du présent projet de loi, par la directive (UE) 2021/1233 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 en ce qui concerne les mesures transitoires pour la reconnaissance des certificats de pays tiers.

La Directive 2017/2397 – dont le délai de transposition était le 17 janvier 2022 – abroge les directives du Conseil 91/672/CEE et 96/50/CE qui constituaient les premières étapes communautaires de l'harmonisation et de la reconnaissance des qualifications professionnelles pour les membres d'équipage dans le domaine de la navigation intérieure. Elle poursuit la politique communautaire de suppression des obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre et de simplification des cadres juridiques régissant les qualifications professionnelles au sein de l'Union européenne afin de renforcer le marché intérieur du travail dans le secteur de la navigation intérieure.

La Directive 2017/2397 entend faciliter la mobilité de la main-d'œuvre à travers la délivrance d'un certificat de qualification de l'Union européenne. Elle prévoit que les États membres ne devraient délivrer de certificats de qualification qu'aux personnes possédant les niveaux minimaux requis en matière de compétence, d'âge, d'aptitude médicale et de temps de navigation pour l'obtention d'une qualification spécifique. À cet égard, elle fixe des conditions matérielles et organisationnelles harmonisées pour la délivrance de certificats de qualification professionnelle dans le domaine de la navigation intérieure.

En conséquence, le présent projet de loi prévoit donc à la fois la possibilité pour le ministre ayant les transports dans ses attributions de délivrer, de renouveler et de retirer de tels certificats, et l'obligation d'être muni d'un tel certificat de qualification de l'Union délivré par un des États membres pour pouvoir naviguer sur la Moselle et la partie navigable de la Sûre. Enfin, le projet de loi définit également les exigences en matière de contrôle du temps de navigation et de l'aptitude médicale des membres d'équipage de pont, ainsi que la procédure d'évaluation des compétences dans le cadre de la délivrance des certificats de qualification susmentionnés.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/04/2021
Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

10/03/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07/07/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06/10/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
14/10/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/10/2022
Loi du 7 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 607, page 1

Navigation aérienne

7900 – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2° de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ; 3° de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne

Le projet de loi n° 7900 poursuit quatre objectifs :

1) Il vise tout d'abord à modifier et à compléter la loi modifiée du 31 janvier 1948 pour la rendre conforme aux exigences découlant de plusieurs traités internationaux issus des travaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale (ci-après « OACI ») visant à renforcer le cadre juridique international relatif à la sûreté de l'aviation civile et récemment ratifiés par le Luxembourg. Il s'agit d'introduire les infractions ou parties des obligations issues de trois traités non encore couvertes par le droit pénal commun ou d'autres textes européens ou nationaux en matière de sûreté de l'aviation civile.

2) Ensuite, il entend moderniser et adapter les dispositions pénales prévues par le cadre légal national de l'aviation civile aux évolutions du droit pénal général. Ces adaptations au niveau de la qualification des infractions et du montant des seuils des peines pénales aux dispositions actuelles du code pénal s'avèrent nécessaires du fait que les dispositions existantes n'ont pas été modifiées depuis le texte d'origine et ne sont donc plus d'actualité. Par ailleurs, il est procédé à l'introduction d'une nouvelle infraction concernant le bagage abandonné, qui constitue de plus en plus un problème au niveau de la sécurité de l'Aéroport de Luxembourg.

3) En troisième lieu, il étend le champ d'application de certaines dispositions de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne à la zone délimitée de l'aéroport, garantissant ainsi un meilleur niveau de sûreté et de sécurité de l'Aéroport de Luxembourg.

4) Enfin, en quatrième lieu, il entend clarifier certains aspects de la coopération entre l'aéroport, respectivement l'exploitant de l'aéroport, et le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (« CGDIS »).

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18/10/2021
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

07/07/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
29/09/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/10/2022
Loi du 21 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 682, page 1

Infrastructure ferroviaire et régulation du marché ferroviaire

8027 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Le présent projet de loi a pour objet
– de compléter la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire par l'adaptation :

1) de la liste des projets d'infrastructure ferroviaire à charge du Fonds du rail sous l'annexe 1. Il s'agit concrètement de l'adaptation de deux projets en cours de réalisation et de l'insertion d'un nouveau projet à la liste reprenant les projets de grande envergure ;

2) des articles 72 et 73 afin d'assurer la compatibilité avec le règlement (UE) 1301/2014 de la Commission du 18 novembre 2014 concernant les spécifications techniques d'interopérabilité relatives au sous-système « énergie » du système ferroviaire de l'UE ;

– et de rendre conformes les mesures nationales de transposition par rapport aux procédures d'infractions n° 2020/2303 et n° 2020/2311 concernant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen ou la non-conformité du droit national au droit européen.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09/06/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

29/09/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
14/10/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/10/2022
Loi du 12 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 564, page 1

Prise en charge médicale de réfugiés ukrainiens

8035 – Projet de loi relative au recrutement des professionnels de la santé pour la prise en charge médicale des personnes bénéficiaires de la protection temporaire dans le contexte du conflit entre la Russie et l'Ukraine

Le conflit armé entre l'Ukraine et la Russie a entraîné la fuite de nombreuses personnes hors de l'Ukraine. Au Luxembourg, entre mars et août 2022, 4.755 demandes d'obtention d'une protection temporaire ont ainsi été introduites. Afin d'organiser l'accueil de ces réfugiés, diverses structures d'hébergement d'urgence ont été ouvertes. De même, des services médicaux spécifiques, permettant un accès aux soins de première nécessité, ont été mis en place. Pour garantir une prise en charge médicale efficace dans ces endroits, il s'avère nécessaire de recourir à du personnel médical supplémentaire. Afin de pouvoir recruter du personnel de santé de manière rapide, le présent projet de loi propose de recourir aux professionnels de la santé de la réserve sanitaire introduite dans le contexte de la gestion de la crise liée à la pandémie Covid-19. Toutefois, ce dispositif ne peut pas être repris tel quel, étant donné qu'il a été introduit dans le cadre de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, dite « loi Covid », et qu'il y est limité à la lutte contre la pandémie.

C'est pourquoi le présent projet de loi propose de déroger à la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, afin que les personnes exerçant soit une profession médicale, soit une profession de soins, puissent accéder à un emploi en qualité d'employé de l'État pendant une période à durée déterminée. La seule condition qui sera exigée est que les personnes concernées disposent du droit d'exercer leur profession de santé. Cette disposition est largement inspirée de l'article 6 de la loi Covid.

Il est prévu de déployer ces personnes auprès de centres de primo-accueil, de maisons médicales, de la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales ou d'autres lieux où des soins de première ligne sont prodigués. Elles seront soumises aux règles d'organisation internes qui y sont applicables.

L'entrée en vigueur de la loi future est prévue le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29/06/2022
Rapportrice: Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
11/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
18/10/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/10/2022
Loi du 26 octobre 2022
Mémorial A : 2022, n° 538, page 1

Loi Covid-19 : nouvelles mesures

8077 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi se propose d'apporter des adaptations à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19. Il ne prévoit pas de nouvelles restrictions, mais il maintient le cadre légal mis en place dans la lutte contre la pandémie de sorte à pouvoir ajuster les mesures en cas de besoin.

Les modifications proposées par le projet de loi :

1) La durée d'isolement sera réduite de sept à quatre jours. L'émission d'une ordonnance d'isolement, ayant valeur d'arrêt de travail, sera toujours émise, de sorte à ne pas surcharger le système de soins primaires en cas de forte hausse du nombre d'infections. Si les symptômes persistent après le quatrième jour, le patient devra s'adresser à son médecin traitant. La disposition permettant de terminer l'isolement dès que deux tests antigéniques rapides Sars-CoV-2 (autotests) réalisés à 24 heures d'intervalle sont négatifs est maintenue.

2) La mesure relative au confinement forcé est supprimée. Celle-ci ne remplit plus les critères de proportionnalité. À noter qu'elle n'a jamais été appliquée depuis le début de la crise sanitaire.

3) Certaines dispositions relatives au régime CovidCheck sont supprimées. À noter toutefois que la définition du régime CovidCheck est maintenue dans la loi, même s'il n'est pas d'application actuellement.

4) L'obligation de port du masque dans les structures pour personnes âgées et dans les établissements hospitaliers est maintenue afin d'assurer la protection des personnes vulnérables dont font partie les personnes âgées de 60 ans et plus.

Il est proposé que ces dispositions restent en vigueur jusqu'au 31 mars 2023, tout en maintenant la possibilité de modifier la loi rapidement si un nouveau variant plus pathogène devait émerger.

L'entrée en vigueur du texte de loi est prévue le lendemain de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 06/10/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
11/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18/10/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/10/2022
Loi du 26 octobre 2022
Mémorial A : 2022, n° 536, page 1

Baisse temporaire de la TVA et du prix de produits pétroliers

8083 – Projet de loi portant mise en œuvre de la baisse temporaire du taux de TVA et modifiant la loi du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Le projet de loi met en œuvre trois mesures retenues dans l'accord signé le 28 septembre 2022 à l'issue des réunions du Comité de coordination tripartite.

La première mesure vise la baisse des taux normal, intermédiaire et réduit d'un point de pour cent pour l'année 2023. Ainsi, le taux normal sera fixé à 16 %, le taux intermédiaire à 13 % et le taux réduit à 7 %.

La deuxième mesure concerne l'augmentation de la compensation financière de 0,075 euro à 0,15 euro par litre sur le gasoil utilisé comme combustible. À cette fin, le projet de loi modifie la loi du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers. De plus, cette compensation financière, initialement prévue jusqu'au 31 décembre 2022, est prolongée jusqu'au 31 décembre 2023.

La troisième mesure vise l'introduction d'une compensation financière sur le gaz de pétrole liquéfié utilisé comme combustible à hauteur de 0,20 euro par kilogramme pour la période allant du 31 octobre 2022 au 31 décembre 2023. Une disposition correspondante est insérée dans la loi précitée du 12 mai 2022.

En outre, il est profité des modifications de la loi précitée du 12 mai 2022 pour prolonger la compensation financière du gasoil utilisé dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et la pisciculture rétroactivement jusqu'à la fin du mois d'août 2022. Ladite compensation financière avait initialement été décidée jusqu'au 31 juillet 2022. Cette modification vise à aligner la compensation financière à la période pendant laquelle une réduction similaire du prix similaire était applicable pour les carburants.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 12/10/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
14/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18/10/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/10/2022
Loi du 26 octobre 2022
Mémorial A : 2022, n° 534, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 11
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 11
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 12
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement** p. 12

   Question n° 344 du 18 octobre 2022 de M. Aly Kaes relative à l'éboulement de roche au sein du tunnel Schieburg entre Kautenbach et Wilwerwiltz, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 345 du 18 octobre 2022 de M. Carlo Weber relative aux travaux du tunnel « Schieburg » et des délais quant à sa réouverture, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 12
   M. Aly Kaes | M. Carlo Weber | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 346 du 18 octobre 2022 de M. André Bauler relative à la limitation projetée des commissions des agences immobilières, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 13
   M. André Bauler | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

   Question n° 347 du 17 octobre 2022 de M. Jeff Engelen relative au cannabis médical, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 13
   M. Jeff Engelen | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 348 du 17 octobre 2022 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à l'évolution des travaux législatifs concernant la révision de la loi d'intégration adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 14
   Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

   Question n° 349 du 18 octobre 2022 de Mme Myriam Cecchetti et Mme Nathalie Oberweis relative à la reconnaissance juridique et politique du crime de féminicide, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à Mme la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes p. 14
   Mme Nathalie Oberweis | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes (intervention de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice) | Mme la Ministre Sam Tanson

   Question n° 350 du 18 octobre 2022 de Mme Djuna Bernard relative au traitement, par les offices sociaux, des notifications envoyées par les fournisseurs d'énergie concernant les clients résidentiels en défaillance de paiement, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 15
   Mme Djuna Bernard | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

   Question n° 351 du 18 octobre 2022 de M. Jean-Paul Schaaf relative au Conseil en énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 16
   M. Jean-Paul Schaaf | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

   Question n° 352 du 18 octobre 2022 de Mme Carole Hartmann relative à l'ouverture d'un centre de naissance à Bertrange, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 17
   Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Question n° 353 du 18 octobre 2022 de M. Fred Keup relative au nouvel organigramme de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 18
   M. Fred Keup | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

   Question n° 354 du 18 octobre 2022 de M. Dan Biancalana relative au renforcement du personnel des offices sociaux, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 18
   M. Dan Biancalana | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

   Question n° 355 du 18 octobre 2022 de M. Léon Gloden relative à la montée de la criminalité au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 19
   M. Léon Gloden | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Gilles Roth (parole pour fait personnel) (interventions de M. le Ministre Henri Kox et Mme Martine Hansen) | M. le Ministre Henri Kox | M. Gilles Roth
5. **Question élargie n° 160 de M. André Bauler au sujet des zones d'activités économiques** p. 19
   M. André Bauler | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
6. **Question élargie n° 161 de M. André Bauler au sujet des problèmes en rapport avec les transports en commun** p. 21
   M. André Bauler | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)
7. **7900 – Projet de loi portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;
   2° de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
   3° de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne p. 22
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7900 et dispense du second vote constitutionnel
8. **7817 – Projet de loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et portant modification de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation** p. 23
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Jessie Thill

   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7817 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8027 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire** p. 24
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8027
10. **6539B – Projet de loi portant création de la procédure de dissolution administrative sans liquidation et modifiant :**
    1° le Code de commerce ;
    2° le Nouveau Code de procédure civile ;
    3° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;
    4° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Admnistration des douanes et accises et portant modification de
    – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
5° la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts **p. 26**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Guy Arendt

Discussion générale : M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Cécile Hemmen | M. Charles Margue | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

11. 8027 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire (suite) **p. 29**

Dispense du second vote constitutionnel

12. 6539B – Projet de loi portant création de la procédure de dissolution administrative sans liquidation et modifiant :
1° le Code de commerce ;
2° le Nouveau Code de procédure civile ;
3° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;
4° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
5° la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts (suite) **p. 29**

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6539B et dispense du second vote constitutionnel

13. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet de la charte de déontologie pour les structures culturelle **p. 29**

Exposé : M. Fernand Kartheiser

14. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 30**

M. Fernand Kartheiser

15. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet de la charte de déontologie pour les structures culturelles (suite) **p. 31**

Débat : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard (intervention de M. Fred Keup) | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture (intervention de M. Fernand Kartheiser)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premier Ministres ; Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert**.**

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 18 octobre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :
1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
8° la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;
9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 12/10/2022

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 12/10/2022

8083 – Projet de loi portant mise en œuvre de la baisse temporaire du taux de TVA et modifiant la loi du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 12/10/2022

8084 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2021

Dépôt : Commission des Comptes, le 12/10/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2486 – Demande de pétition ordinaire : Priorité pour les personnes à mobilité réduite

Dépôt : Mme Kimberley Duarte, le 10/10/2022

2487 – Demande de pétition publique : Le droit d'établissement / En tant que citoyen luxembourgeois de nationalité belge, je fais cette pétition en mon nom et au nom de tous les citoyens qui ont subi le même sort que moi / Où vous en êtes avec le projet de loi pour la réforme du droit d'établissement? Dossier parlementaire : 7989 / Les PME attendent que ce projet sera plaidé et voté pour approbation

Dépôt : M. Fadhel Akremi, le 11/10/2022

2488 – Demande de pétition publique : Éliminer les avances énergétiques (gaz, électricité et eau) par des factures mensuelles de consommation réelle

Dépôt : M. Jonathan Verpillot, le 12/10/2022

2489 – Demande de pétition publique : Mise en place d'une commission d'enquête pluridisciplinaire indépendante censée conclure sur la réalité sanitaire, statistique, scientifique et politique pour la période Covid-19 au Luxembourg

Dépôt : M. Amar Goudjil, le 12/10/2022

2490 – Demande de pétition ordinaire : Late Night Bus

Dépôt : M. Fabio Da Silva Manaia, le 10/10/2022

2491 – Demande de pétition publique : Schwammen no 7e ofschafen

Dépôt : Mme Luna Cabral Costa, le 12/10/2022

2492 – Demande de pétition publique : L'administration luxembourgeoise a un système de communication très lourd en papier

Dépôt : M. Mustafa Zohair, le 12/10/2022

2493 – Demande de pétition publique : Interdiction du mariage blanc au Luxembourg

Dépôt : M. Jacques Parasch, le 13/10/2022

2494 – Demande de pétition publique : Keng weider Tramslinn duerch d'Stad

Dépôt : M. Roger Jean Paul Braun, le 14/10/2022

2495 – Demande de pétition publique : Selwecht Classe d'impôt fir Familljen, déi eng Garde alternée hunn

Dépôt : M. Daniel Boujong, le 14/10/2022

2496 – Demande de pétition publique : Index soll un de Salaire gekoppelt ginn

Dépôt : M. Joé Schmit, le 15/10/2022

2497 – Demande de pétition publique : Pour l'amélioration du service vel'OH! à Luxembourg / l'annulation du contrat avec le groupe industriel JCDecaux

Dépôt : M. Raphaël Thomas, le 16/10/2022

2498 – Demande de pétition ordinaire : Réajustement du barème d'impôt à l'inflation

Dépôt : M. Armand Bandiera, le 16/10/2022

2499 – Demande de pétition ordinaire : Lancer un débat pour améliorer et garantir l'accès utile, rapide et équitable aux moyens de diagnostique d'imageries médicales comme la mammographie, la coloscopie, l'IRM, la densitométrie, le scanner etc.

Dépôt : Mme Isabelle Faber, le 17/10/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Am Ganzen hu mer 13 Froen erakritt. A wann no der Fro 11 méi wéi eng Stonn depasséiert ass, musse mer déi zwou lescht Froe faleloossen. An duerfir fänke mer direkt un, da komme mer vläicht duerch se alleguer.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 344 vum Här Aly Kaes an d'Fro Nummer 345 vum Här Carlo Weber un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten iwwert den Tunnel Schieburg. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 344 du 18 octobre 2022 de M. Aly Kaes relative à l'éboulement de roche au sein du tunnel Schieburg entre Kautenbach et Wilwerwiltz, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question n° 345 du 18 octobre 2022 de M. Carlo Weber relative aux travaux du tunnel « Schieburg » et des délais quant à sa réouverture, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Aly Kaes (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Här Minister, Madamm, de 27. August 2022 ass bei Aarbechten de Plaffong vum Eisebunnstunnel Schieburg – dat ass, fir déi, déi dat net esou richteg kennen, beim Schibbreger Schlass tëscht Kautebaach a Wolz (veuillez lire: Wëlwerwolz) – erofgefall.

Doropshin hunn d'CFL déifgräifend Analysen an Optrag gi fir erauszefannen, firwat dësen Incident konnt passéieren. Och wann d'CFL séier reagéiert huet – dat muss ee ganz kloer soen –, mat Ersatzbusser engersäits, mee awer och anerersäits mat Zich op den nach operationelle Linnen a mam Amenagement vu Park&Ridë laanscht d'N7, esou ass et dach esou, datt d'Leit aus dem Norden an och d'Schüler ganz vill Problemer hunn, fir kënnen, jo, eenegermoossen zur Zäit a Richtung Stad ze kommen.

Ech krut grad gesot, se bräichten tëschent enger an annerhallwer Stonn, fir déi Streck zréckzeleeën. Ech brauch schonn net ze soen, datt domadder zu Spëtzenzäiten d'N7 nach méi belaascht ass, wéi se scho belaascht war.

Laut Communiqué vum 9. September geet a sech déi integral Nordstreck eréischt fréistens den 11. Dezember 2022 op. An deem Kontext wollt ech dann dräi – oder véier – Froe stellen:

Si schonn éischt Resultater do, firwat dee Plaffong erofgefall ass? Wat fir eng Moyene ginn opbruecht, fir d'Securisatioun vun dem Tunnel ze assuréieren, soudatt duerno de Persounentraffic erëm normal derduerch zirkuléiere kann?

Wéi gesäit et an deenen aneren Tunnellen aus? Ass do eppes Änleches méiglech?

A schlussendlech déi lescht Fro: Ass den 11. Dezember déi Streck erëm definitiv op?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. Den Här Carlo Weber huet d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci, Här President. De 27. August koum et op der Zuchlinn 10 tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach am Tunnel Schieburg zu engem Äerdrutsch. D'Nordstreck Kautebaach ab Ëlwen erop bleift bis Mëtt Dezember zou.

Den Zuch, dee soss Kautebaach–Ëlwe gefuer ass, ass dunn duerch Busser ersat ginn. Mee dat huet d'Liewe vu vill Passagéier, déi am Süden oder am Zentrum schaffen, a speziell vun de Schüler méi schwéier gemaach. D'Eltere sinn oft an enger Ongewëssheet: Wou si meng Kanner grad drun? Op wat fir engem Quai sti se ze waarden?

D'Leit mussen zu Ettelbréck ëmklammen a wéinst dem ville Verkéier, wéi elo grad ugeschwat gouf, an elo nach verstäerkt duerch dës Situatioun kommen d'Busser ze spéit op der Gare un an den Zuch fir op déi Destinatioun ass ewell fort oder mir gesinn en nach just fortfueren. Deemno kommen d'Schüler och net zur Zäit an de Lycéeën un.

E weidere Problem: Mir sti kuerz virum Wanter. Bei glate Stroossen, speziell am Éislek, ass et sécher net méiglech, déi genau Farpläng anzehalen, an dës Situatioun wäert sech leider doduerch verschäerfen.

Et muss een och ervirhiewen, datt den Tunnel sech an enger Natura-2000-Zon befënnt, wat bedeit, datt all Aarbechte méi strenge Krittäre betreffend den Agréff an d'Natur ënnerleien.

Als Norddeputéierten ass et mer wichteg, datt mer an deem Dossier respektiv Chantier schnellstméiglech virukommen, an ech hoffen, datt mer hei duerch d'Ëmweltkrittären net nach zousätzlech wäertvoll Zäit verléieren.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Transportminister follgend Froe stellen:

Ass den Här Minister der Meenung, datt den Delai vun Dezember kann agehale ginn?

A wou si mer dru mat de Preparatioune vum Chantier? Ass bis elo eng Demande betreffend d'Reparaturaarbechte beim Ëmweltministère eragereecht ginn? Am Prinzipp kann d'Äntwert op esou eng Demande op d'mannst dräi Méint op sech waarde loossen. Riskéiert dat och hei, de Fall ze sinn? Wäerten eis Aarbechten enger Évaluation d'incidences ënnerleien? Dat géif bedeiten, datt d'Aarbechten nach méi laang géifen daueren.

Gi sech Gedanke gemaach, fir de Passagéier e bessere Service wéi deen, deen am Moment do ass, unzebidden?

Villmools merci fir eng Äntwert a villmools merci fir déi Leit, déi sech an iergendenger Form dofir asetzen, datt dës wichteg Linn am Norden erëm normal ka fonctionnéieren. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. Den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech mengen, dat Pult hei ass awer méi kleng ewéi ech.

(M. François Bausch règle la hauteur du pupitre.)

(Hilarité)

Voilà. Här President, ech soen deenen zwee Deputéierte Merci fir hir Froen. An ech kann dem Här Weber och versécheren: Net nëmmen d'Norddeputéierte maache sech Suergen a si frou, wann déi Linn erëm fonctionéiert, mee och de Rescht vum Land a virun allem de Minister. An et muss ee soen, hei hat d'CFL natierlech extreeme Pech, well déi Aarbechten, déi an deem Tunnel do gemaach gi sinn, gi gemaach am Kader vun der Renovatioun vun all den Tunnellen, déi mer am Reseau maachen, virun allem am Norden.

An deem Tunnel ass geschafft ginn. D'Streck war jo gespaart, et war am Summer. A wéi d'Streck du gespaart war an dru geschafft ginn ass an de Plaffong opgemaach ginn ass, huet et ab engem gewëssene Moment op eemol ugefaangen, Stëbs ze riselen, an do ass ëmmer méi Stëbs komm an ëmmer méi Sand komm. An do ass festgestallt ginn, datt den Hang selwer, deen Hiwwel selwer, vu bannen a kengem gudden Zoustand ass.

Mee dat hat awer mam Tunnel direkt näischt ze dinn. An ech wëll och soen: Et ass net esou, datt, wann do net dru geschafft gi wier, deen Tunnel dann hätt

kënnen zesummebriechen. Esou war et net. Dat konnt nëmme passéieren, well en opgemaach ginn ass bannen a well dru geschafft ginn ass.

Bon, glécklecherweis hunn d'Leit um Chantier ganz gutt reagéiert. Si hunn direkt d'Aarbechter erausgeholl aus dem Tunnel, soudatt och kengem eppes geschitt ass.

An et ass och esou, datt entre-temps Foragë gemaach gi sinn. An och fir déi Foragen hu missen extra Autorisatioune gefrot ginn. An enger urgenter Situatioun gëtt et do och urgent Prozeduren. Hei gëtt et eng exzellent Zesummenaarbecht tëschent der Natur- a Forstverwaltung, de Ponts et chaussées an der CFL-Verwaltung, also den CFL, dem Betrib CFL, fir dee ganze Chantier an déi Aarbechten ze koordinéieren, soudatt déi Foragë ganz, ganz rapid autoriséiert gi sinn. Déi sinn entre-temps och ofgeschloss. Mir waarden op d'Resultater.

An d'nächst Woch ginn déi eigentlech Aarbechte vum Tunnel awer och schonn erëm un. Dat heescht, do gëtt fir d'éischt en Accès gemaach zum Tunnel. Dee geet natierlech och duerch deen Natura 2000, mee mir hunn awer do a ganz enker Ofsprooch mam Environnement och scho kloer gesot kritt, datt mer dat alles zügeg kréien, déi Autorisatiounen. Mir si jo hei an enger Urgencesituatioun.

An niewebäi bemierkt, dat gëtt ëmmer nach falsch verstanen, an enger Natura 2000, déi ass zwar extra protegéiert, mee et ass net, datt een an enger Natura 2000 näischt dierf maachen. Esou ass dat jo net. Do gëtt et scho gewësse Grënn, déi ee kann ..., wann déi invoquéiert ginn, da kann een do eppes maachen.

Am Moment besteet op alle Fall keen ee Grond, fir dorun ze zweifelen, datt den 11. Dezember – mengen ech, ass et, also de Farplanwiessel – dann d'Streck erëm kéint opgoen.

Bon, elo musse mer kucken, d'nächst Woch wäert sech erausstellen, wat genau, wivill deen Tunnel muss vu banne stabiliséiert ginn. Dat ass nach e bëssen eng Inconnue. Ech maache mer méi Suergen ëm déi wéi de Fait, datt et an der Natura 2000 läit, soen ech Iech éierlech, well wann d'Foragen elo géifen erginn, datt deen Hiwwel do insgesamt an der Stabilitéit e Problem hätt a vill méi wäitgeeënd Mesurë misste getraff ginn, zum Beispill Ofdroen an esou weider, dat wär wierklech net gutt, well da géife mer natierlech Zäit verléieren. Also et ass net d'Natura 2000, déi eis hei Suerge mécht, mee wierklech: Wéi ass deen Hiwwel banne konzipéiert a wéi konnt dat geschéien?

Jo, wësst Der, den Ënnergrond, deen Der hutt, de part et d'autre, dat ass ëmmer ... do wësst Der ni honnertprozenteg, wat dran ass. Souguer wann Der Buerunge maacht, kritt Der oft nach Iwwerraschungen. An hei, dat war einfach Pech. Ech mengen, de Gros vun de Chantiere vun der CFL leeft de Moment éischter wierklech richteg gutt. An hei ass een, wou mer Pech haten, an dat deet mer natierlech och schrecklech leed fir déi Leit, déi betraff sinn.

Mir maachen eist Bescht, fir deenen ze hëllefen, mat Bussen, mat soss Ersatzméiglechkeeten, a mir setzen alles drun, fir dee Chantier esou séier wéi méiglech op en Enn ze kréien, fir datt d'Leit erëm en normalen Zuch kënnen huelen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 346 vum Här André Bauler un den Här Wirtschaftsminister iwwer eng geplangte Limitatioun vun den Immobiliekommissiounen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 346 du 18 octobre 2022 de M. André Bauler relative à la limitation projetée des commissions des agences immobilières, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech wollt den Här Wirtschaftsminister froen, wou hien de Moment mat sengem Projet drun ass, fir d'Kommissioune vun den Immobilienagencen ze begrenzen.

Avertéiert Kritiker behaapte jo, datt am Fall, wou d'Offer séier inelastesch ass, ënnert dem Stréch net de Keefer, mee de Verkeefer vun esou enger Moossnam profitéiere géif. D'Agence verléiert an de Vendeur profitéiert. Dat ass eng banal ekonomesch Feststellung.

An deem Kontext wollt ech Iech, Här Wirtschaftsminister, froen, ob Der schonn en Avant-projet fir eng legal Basis an dësem Zesummenhang ausgeschafft hutt. Hat Dir, Här Minister, Echangë mat der Chambre immobilière, fir hiren Avis an dëser Matière anzehuelen, virun allem wat d'Wierksamkeet vun dëser eventueller Moossnam ubelaangt? A sidd Der wierklech nach ëmmer der Iwwerzeegung, datt dës Begrenzung vun de Kommissioune vun den Immobilienagencen zu enger Baisse bei den Immobiliepräisser féiere géif?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, fir d'éischt géif ech dem Här Bauler gär Merci soe fir seng Fro. Bon, mir wëssen alleguer – an dat ass den Dauerbrenner och hei am Parlament –, dass d'Hausse vun den Immobiliepräisser natierlech säit Joren ee vun deene grousse Sujeten hei am Land ass. Et ass e strukturelle Problem, dee mer onbedéngt mussen an de Grëff kréien, am Sënn vun de Leit alleguerten, awer och haaptsächlech vun deene jonke Generatiounen, déi einfach keng Wunnenge méi fannen, och vu Leit mat méi klenge Revenuen.

Mir sinn amgaangen, dat weider ze analyséieren. Meng Leit am Ministère sinn amgaangen, dat och ze kucken ënnert dem Bléckpunkt vun der Konkurrenzpolitik. A mir hunn do eng Rei Indicë fonnt, déi awer weisen, dass et do duerchaus Liene gëtt zwëschent där Situatioun op dem Marché vun den Immobilienagencen an der Hausse vun de Präisser. Ech wëll domadder net soen, dass dat den eenzege Facteur ass, deen natierlech hei zu Land zur Präisdeierecht am Logement bäidréit, mee et ass awer sécher een, dee matspillt.

Mir gesinn zum Beispill, dass Lëtzebuerg dat éischt Land an Europa ass, wat de Ratio zwëschent der Zuel vun den Agencen an den Awunner ugeet. Wann een elo kuckt, wéi vill Agencen et op 1.000 Awunner gëtt, gëtt et bei eis bei Wäitem am meeschten Agencen.

Dat bréngt natierlech och mat sech, dass déi Situatioun vun der Konkurrenz zwëschent den Agencen och derzou féiert, dass déi Agencen, déi engem Verkeefer den héchste Präis offréieren oder an Aussiicht stellen, natierlech déi sinn, déi och als Éischten d'Mandat kréien, fir de Bien en vente ze setzen. Dat heescht, dat ass e Phenomeen vu Surestimatioun, dee ganz kloer do ass.

Mir constatéieren och, dass den Taux vun der Kommissioun effektiv meeschtens bei 3 % läit, obwuel natierlech den Taux erofgeet, wat de Bien méi deier ass oder wat de Bien ... oft wann de Bien an der Stad Lëtzebuerg ass, wou natierlech déi héchste Präisser sinn, ass och do den Taux liicht méi niddreg.

Iwwer ee Joer gesi gesäit een 2020/2021 an der Stad Lëtzebuerg bei Wäitem déi meeschten Immobilientransaktiounen, wat vläicht och net verwonnerlech ass. Allerdéngs ass et och esou, dass déi Situatioun, déi ganz konkurrenziell Situatioun op deem Marché, kombinéiert mat deene wéinegen Objeten, déi et en fin de compte gëtt, mat sech bréngt, dass d'Vendeuren och gutt positionéiert sinn, fir hir Konditiounen ze negociéieren. Dat heescht, et geet éischter an déi aner Richtung. Do ass och schonn effektiv e Pouvoir bei de Vendeuren, fir dat ze verhandelen.

An absolutter Valeur gesi mer awer och, dass de Montant vun enger moyenner Kommissioun, déi zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt, ëmmer nach bei Wäitem déi héchsten ass an Europa. Dat heescht, et ass schonn e lukrative Marché, wat dann natierlech och explizéiert, firwat et esou vill där Agencen do gëtt.

Eppes aneres, wat mer gesinn, dat ass, dass d'Consommateuren oft net gutt gesinn, wat elo de Coût réel vun enger Kommissioun ass. Dat heescht, et ass e Problem vun der Transparenz.

Bon, mir hunn, fir méi e komplett Bild ze kréien, elo eis national Konkurrenzautoritéit, déi och elo deemnächst en Établissement public gëtt. De Conseil de la concurrence ass elo amgaangen, déi Situatioun vum Immobiliemarché au sens large ze kucken.

Dat ass och eng Demande vun der Chambre immobilière. Ech hat do eng Entrevue mat hinnen am Fréijoer dëst Joer, wou mer e gudden Echange haten a wou si och begréisst hunn, dass mer eng Kéier dee ganze Marché do kucken, dat heescht, net just d'Immobilienagenten, mee awer och déi ganz Chaîne de valeur, dat heescht d'Offer vun Terraine bis zu der Gestioun vun de Koproprietéiten, fir ze kucken, wéi dat op de Präis vun den Immobilien awierkt.

A wa mer dee Constat an déi Analys bis hunn – dat wäert am Fréijoer d'nächst Joer virleien –, da musse mer kucken, ob mer eventuell Mesuren huelen oder vläicht legislativ agräifen, fir eppes um Niveau vun de Kommissiounen ze maachen. Do wäert och sécher nach eng Kéier en Echange komme mat der Chambre immobilière.

D'Zil muss natierlech weiderhi sinn, eng méi grouss Offer ze kréien. Dat ass dat iwwergeuerdent Zil. Mee iwwerall, mengen ech, wou mer op d'Präisser awierken an d'Präisser erofdreiwe kënnen, och iwwert d'Kommissiounen, wann dat dann effektiv de Fall ass, mengen ech, solle mer dat maachen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Mir kommen elo bei d'Fro Nummer 347 vum Här Jeff Engelen un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert de medezinnesche Cannabis. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 347 du 17 octobre 2022 de M. Jeff Engelen relative au cannabis médical, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, als ADR si mer der Meenung, datt een a Saache medezinnesche Cannabis den Déngscht um Bierger verbessere soll an datt een dëse mat enger Ordonnance och an all Apdikt soll ze kafe

kréien, eeben net just an deene puer Spidolsapdikten am Land.

Mir froen dat, well déi Leit, déi de medezinnesche Cannabis vun hirem Dokter verschriwwe kréien, dacks ganz vill Péng oder schwéier Krankheeten hunn. Dat heescht, mam ablëckleche System musse si zum Beispill aus ländleche Regiounen an d'Spidolsapdikt fueren, wou se och nach mussen dacks laang waarden, an et ass awer u sech e wichtegt Medikament fir déi Leit.

Mir froen, ob et méiglech wier, dat ze änneren an datt een de betraffene Cannabis, dee verschriwwe gëtt, och a senger Apdikt, lokal gesinn, ze kafe soll kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. An och merci fir dës Fro. Fir eng Kéier op de Pilotprojet vum medezinnesche Cannabis anzegoen: Wou sti mer do? Dir wësst, dass Lëtzebuerg e ganz ambitiéise Pilotprojet huet, och eenzegaarteg an Europa an deem Sënn, dass dat integral bezuelt gëtt fir déi Leit, deenen et zeguttkënnt.

Do hu mer eng éischt Pilotphas elo ofgeschloss, wou mer justement den Echange mat deene Partner sichen, déi hei implizéiert sinn. De Krees vun de Spidolsapdikten ass e relativ klenge Krees, wou mer éischt Erkenntnisser dorauser zéien. Ech wëll net virgräifen. D'Evaluatioun leeft nach. Mir sinn do ënner anerem och am Austausch mat eisen däitschen Noperen, déi och e Pilotprojet Cannabis médecinal lafen hunn.

Ech kann awer esou vill virgräifen, dass am Moment nach net wierklech eng Demande do ass, dat méi opzemaachen. Et ass mat ganz grousse Sécherheetsvirkéierunge verbonnen, déi kënne garantéiert sinn am Spidol. Wann een dat à grande échelle mécht an den normalen Apdikten, ass dat ganz vill Opwand. An och d'Berodung, déi ugebuede gëtt, ass, wéi et schéngt, nach ganz extensiv, wéi déi Virbereedung muss sinn, fir dee Cannabis médicinal ze benotzen.

Et ass awer eng Pist. Ech hunn dat och ugeschwat a menger Entrevue, déi ech elo rezent hat mat de Spidolsapdikter. Wéi gesot, dat do war elo e bëssen esou en direct, wat de Feedback dozou war. Mir hunn eis lescht Konklusiounen nach net, mee am Moment deit sech un, dass mer effektiv an eng zweet Pilotphas géife goen, wou awer méi de Fokus ass op deene Konditiounen, ënner wéi enge Bedingungen, fir wéi eng Indicatiounen een de Cannabis ka kréien, dass mer dorobber nach eng Kéier schaffen, dat verfeineren, mat am Moment effektiv enger Tendenz, fir dat op alle Fall nach an där Pilotphas an de Spidolsapdikten ze halen, fir och eng gewëssen Emprise ze hunn an och esou Feedback ze kréien iwwert d'Schwieregkeeten, déi zum Deel mat der Clientèle sinn.

Ech verstoppen net, dass där och signaléiert gi sinn. An dat stelle mer eis am Moment … oder op alle Fall si stelle sech dat am Moment och nach schwiereg vir, dat wierklech auszebreeden op déi normal Apdikten. Dat wäert sécherlech an enger Phas duerno d'Normalitéit ginn. Dat ass emol esou, wéi ech mer et virstellen. Mee am Moment si mer op der Pist, nach a Pilotprojete ze bleiwen, mat engem e bësselche méi securiséierte Kader. Voilà.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 348 vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Revisioun vum Integratiounsgesetz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 348 du 17 octobre 2022 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à l'évolution des travaux législatifs concernant la révision de la loi d'intégration adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg ass en Awanderungsland. Mir hunn eng ganz laang Geschicht vu Migratioun an och Integratioun, an d'Diversitéit ass eng vun de grousse Stäerkte vun eisem Land. Dofir brauche mer och e gesetzleche Kader, deen d'Wëllkommenskultur an d'Integratioun fërdert.

Ganz an deem Sënn gesäit jo och de Regierungsprogramm eng Revisioun vum Gesetz vun 2008 vir. An an der Legislatioun musse jo do d'Missioune vun eisen Administratiounen un déi aktuell Situatioun ugepasst ginn. D'Chamber huet 2019 och eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung derzou oprifft, eng Revisioun vun dësem gesetzleche Kader ze maachen.

An dës Richtung ass jo och scho munches geschitt. 2020 huet de Familljen- an Integratiounsministère eng ganz Rei Consultatiounen organiséiert an Avise vu relevanten Associatioune gefrot. Och d'Chamber huet d'Madamm Ministesch am Januar d'lescht Joer zu der Ausleeung vum „vivre ensemble" vun haut a vu muer consultéiert. Den Ament ass och eng weider Motioun fir d'Elaboratioun vun engem Projet de réforme gestëmmt ginn. An am November 2021 huet d'Madamm Cahen och eng OECD-Etüd iwwert d'Integratioun zu Lëtzebuerg presentéiert. Voilà.

Da kéim ech op meng kuerz a kloer Fro. Ech wéilt einfach gäre froen: Wou ass déi aktuell Revisioun vun dem Integratiounsgesetz drun? Wéini kënne mer dann eventuell mat engem Depot vun dësem Gesetz rechnen? Voilà.

Ech soen Iech elo scho Merci fir d'Äntwert, an Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. D'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci, Här President. Dir Hären an Dammen Deputéierten, villmools merci der Madamm Asselborn-Bintz fir déi Fro, well mir schaffen do wierklech all Dag drun. Mir schaffen am Moment awer nach mat deem ale Gesetz, mat deem alen Integratiounsgesetz, an do geschitt net näischt.

Dir wësst selwer, a ganz vill Leit heibannen, dass mer am Moment mat ganz ville Gemengen de „Pakt vum Zesummeliewen" ënnerschreiwen. A wann ech soen, „de Pakt vum Zesummeliewen", dann ass dat och dee Wee – an dat hat ech jo scho gesot –, op dee mer wëlle goen a wou mer amgaange sinn, drun ze schaffen.

Dir hutt et grad gesot, mir hu ganz, ganz breet consultéiert. Mir probéieren awer och schonn elo, mam ale Gesetz, wéi gesot, ze schaffen. Mir hunn zum Beispill elo vill méi Signataires, wat de CAI, de Contrat d'accueil et d'intégration, ugeet.

Mee firwat wëlle mer iwwerhaapt dat Gesetz nei schreiwen? Et ass virun allem, well mer fannen, dass mer mussen d'Zesummeliewen hei am Land esou organiséieren, dass jiddweree sech dran erëmfënnt, dass net op där enger Säit Auslänner sinn an op där anerer Säit Leit, déi schonn hei sinn. Mee mir sollte kucken, d'Zukunft vun dësem Land zesummen ze plangen, zesummen an d'Zukunft ze kucken.

Mir hu scho kleng Instrumenter. Wéi gesot, de „Pakt vum Zesummeliewen" ass e gréisstert. Mir hunn awer och … ech invitéieren Iech alleguerten, de Site kucken ze goe vun infolux.lu, well et drëms geet, dass mer net Informatioune publizéieren, déi just fir eng Kategorie vu Leit sinn. Mee op infolux.lu kënnen och ganz sécherlech Leit mat der Lëtzebuerger Nationalitéit Informatioune fannen, déi se net hunn, déi se nach net hate bis elo.

An dofir wëlle mer an Zukunft och méi op de Wee goe vu Modüllen, dass een einfach ka Modülle wielen, an net soen: „Majo, wann een Auslänner ass, da muss en automatesch a verschidde Coursë goen oder, zum Beispill, wann ee Flüchtling ass, muss en a verschidde Coursë goen." Well ech muss soen, wat mer do vun Erfarunge gemaach hunn, ass, dass déi eng natierlech ukomme mat engem zolitte Bagage aus der Schoul vu bei sech an anerer komme vläicht un a se kënne weeder liesen nach schreiwen.

Fir déi dann zesummen a Coursen ze schécken, dat mécht am Fong geholl kee Sënn, weeder fir déi eng nach fir déi aner. Also musse mer mat engem modulairë System fueren, wou jiddwereen an déi Modülle ka goen, déi e brauch, sief et fir vläicht liesen a schreiwen ze léieren, fir eng Sprooch ze léieren, sief et awer och fir vläicht méi iwwer Lëtzebuerg ze léieren, nach méi déifgräifend eppes iwwer eis Kultur gewuer ze ginn. An dat wäerte mer mat verschiddene Modülle maachen.

Elo sinn ech ganz frou, dass Der d'Fro gestallt hutt, well effektiv hätt ech scho laang wëllen d'Gesetz deposéieren. Mir hu ganz breet consultéiert, wéi gesot. Mir sinn och elo an de leschten Zich. Ech wëll Iech natierlech hei och e Gesetz deposéieren, wat flott a gutt geschriwwen ass. An dofir erlaabt mer, nach eng Kéier zwou, dräi Wochen drun ze schaffen, an da wäert dat awer nach virun Enn vun dësem Joer hoffentlech kënnen deposéiert ginn. An da freeën ech mech elo schonn, fir an der Chamberskommissioun mat Iech zesumme kënnen doriwwer ze schwätzen a vläicht nach deen een oder anere Feinschliff ze maachen, éier d'Gesetz da ka votéiert ginn.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ministesch Corinne Cahen.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 349 vun der Madamm Myriam Cecchetti an der Madamm Nathalie Oberweis un d'Madamm Justizministesch an d'Madamm Ministesch fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer iwwert déi juristesch a politesch Unerkennung vum Feminizid. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 349 du 18 octobre 2022 de Mme Myriam Cecchetti et Mme Nathalie Oberweis relative à la reconnaissance juridique et politique du crime de féminicide, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à Mme la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, d'Gewaltdote géint Fraen a Meedercher sinn immens verbreet Verbriechen. Ëmmer erëm héiert een dovunner, meeschtens aus dem Ausland, mee och Lëtzebuerg war rezent méi dovunner betraff.

Innerhalb vun dräi Woche sinn zwou Fraen, déi zu Lëtzebuerg Residentë waren, brutal ermort ginn. Mir alleguerten hunn dovunner an der Press héieren oder gelies. Déi meescht denken dobäi spontan un e Familljendrama. Da geet dacks rieds iwwert d'Famill, iwwert d'Geschichte vum Affer oder vum Täter. Kuerz: De Mord gëtt individualiséiert.

Et sinn awer eiser Meenung no keng Eenzelfäll, well sexistesch Gewalt fält net vum Himmel, mee schreift sech an e patriarchale System an, dee bis haut weiderlieft, e System, dee virun allem sougenannt männlech Wäerter representéiert, eng politesch-ekonomesch Uerdnung, déi historesch vu Männer erbaut gouf an och weidergefouert gëtt.

Ee Beispill dovunner ass, dass zum Beispill Fraen nach vill méi oft d'Care-Aarbecht maachen, also déi onbezuelt Care-Aarbecht, an dass dovunner natierlech vill méi Frae betraff sinn. An dat weist, awéiwäit d'Fraen trotzdeem ëmmer nach als mannerwäerteg ugesi sinn.

E klengen Ëmwee bei d'Patriarchat, fir d'Wichtegkeet vun dëser Notioun ze ënnersträichen, déi eis strukturell Ongläichheeten tëscht Mann a Fra verdäitlecht.

De Mord un enger Fra schreift sech deemno an e spezifesche Kontext an, an zwar dee vun engem strukturellen Ongläichgewiicht. Et ass eis deemno wichteg, dës Form vu Gewalt als spezifesch Gewalt unzeerkennen, fir dass dës Gewalt besser erkannt gëtt an och fréi erkannt gëtt a wouergeholl ka ginn.

Also mam Feminicide gëtt et en Term fir dës spezifesch Gewalt. Am Ausland gëtt deen Term och scho vill méi benotzt, mee och zu Lëtzebuerg gëtt et Acteuren aus der Zivillgesellschaft, déi deen Term scho méi benotzen an eeben och déi brutal Gewalt do denoncéieren.

Dofir meng Froen un d'Regierung, a spezifesch un d'Ministesch vun der Égalité entre femmes et hommes, an duerno och un d'Madamm Justizministesch. Fir d'éischt un d'Madamm Taina Bofferding: Wäert Dir an Zukunft op de Wee goen, den Term „Feminicide" ze benotzen? Erkennt Dir d'Wichtegkeet vun där Terminologie un, fir dëser spezifesche Gewaltform Ausdrock ze ginn a se och ze denoncéieren? Wäert Dir och an Ärem Rapport op violence.lu eng eege Kategorie „Feminicide" schafen? A gesitt Der vir, Moossnamen ze ergräifen, fir iwwert de Feminicide ze informéieren an ze sensibiliséieren?

An dann un d'Madamm Justizministesch: Sidd Der der Meenung, dass de Rechtssystem, dee mer am Moment hunn, an ënner anerem de Code pénal duergeet, fir dës Form vu Gewalt ze erkennen an ze prevenéieren an och ze bestrofen? Wann net, gesitt Der vir, de Feminicide an de Code pénal mat eranzehuelen? A wann net, wat kënnt Der eis zu den Erfarungsberichter aus dem Ausland, notamment an Italien, soen, wou de Feminicide jo an d'Rechtsbicher erageholl gouf?

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. D'Madamm Ministesch fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer, d'Madamm Taina Bofferding, huet d'Wuert. Oder fir d'éischt d'Madamm Justizministesch. Et ass genau esou, wéi Dir et wëllt. Madamm Bofferding, wannechgelift.

(Hilarité)

Nee, et ass am Duett.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Här President, well mer véier Minutten ze deelen hunn, maache mer dat och elo hei ganz knapps. A wann ech iwwer meng Riedezäit eraus sinn, da wäert d'Justizministesch mech kuerz eng Kéier pëtzen. Gutt.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, well da si mer an enger Circonstance aggravante, deemno wéi, wou ech dann herno drop zréckkommen.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Här President, d'Deputéiert ginn hei op rezent, aktuell Faiten, déi eis, mengen ech, alleguerten net kalloossen, ganz am Géigendeel. Ech mengen, et bestierzt eis ëmmer erëm, wa mer vun esou gravéierende Fäll héieren, wou esou eng fuerchtbar Gewalt vis-à-vis vu Fraen ausgeüübt gëtt, déi dann och nach déidlech Suitten huet.

Dir stellt eis elo hei d'Fro, wéi mer mam Term vum „Feminicide" ëmgi respektiv wéi mer e jo och wëllen an eiser Aarbecht integréieren. Ben, dat hänkt jo virun allem dovunner of, wéi mer och elo juristesch mat deem Term ëmginn. Ben, do wäert elo virun allem d'Justizministesch drop äntweren.

Dir hutt den Observatoire ugeschwat an och de Rapport. Effektiv, am Observatoire de l'égalité ass elo keng eenzel Statistik an deem Sënn opgelëscht, well eeben och keng Strof am Code pénal hei virgesinn ass. Ech wëll awer soen, dass et wichteg ass, dass mer alleguerten déi Statistiken, déi mer kréien, schonn nom Sex ventiléieren. An am Rapport ass effektiv kee Fall an deem Sënn opgezeechent, well d'lescht Joer de Parquet och keen Homicide am Kader vun häuslecher Gewalt enregistréiert huet.

Mir hunn awer am Rapport, wann een ënne kucke geet, och nach e Verweis gemaach op déi Aarbecht, déi vum EIGE (ndlr: European Institute for Gender Equality), vum europäeschen Institut, gemaach gëtt, déi och do wierklech ganz vill Aarbecht leeschten, och Opklärungsaarbecht, well mer wëssen, dass och ëmmer méi Leit sech dofir interesséieren.

Ech wëll awer och soen, dass elo hei an där Froestonn e bësse kuerz Zäit ass, fir doriwwer ze diskutéieren. Dofir fanne mir, dass de Problem vill ze vill schwéierfälleg ass an dass ee sech do scho misst méi Zäit huelen, fir driwwer ze diskutéieren. An ech mengen, mir zwee stinn och do zur Verfügung, wann d'Chamber nach eng Kéier wéilt do méi an den Detail eragoen. Well do ass ganz vill Aarbecht, déi awer och geleescht gëtt um Terrain vun eise Servicer.

Ech wëll just nëmme soen, de Budget vum MEGA: 85 % vun eisem Budget fléisse reng an d'sozial Servicer. Do gëtt wierklech ganz vill Aarbecht geleescht. Mir hunn déi Hotline, déi mer opgestallt hunn, alles, wat mer am Kader vun der Pandemie geleescht hunn. Also, do gëtt ganz vill Aarbecht gemaach. An et wär scho gutt, wann een do méi Zäit hätt, fir dat dee Moment kënnen am Detail ze diskutéieren. Do sti mer Iech och zur Verfügung.

Voilà, nach dee juristesche Volet an den nächsten zwou Minutten.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et si keng zwou Minutte méi, Madamm Bofferding.

(Hilarité)

Nee. Ma merci fir d'Fro. Si ass effektiv extreem wichteg. D'Fro ass natierlech: Wat wëlle mer erreechen? Mir wëllen natierlech erreechen, dass keng Feminiciden zu Lëtzebuerg stattfannen. Dat heescht: Alles maachen, fir dass d'Zesummeliewen tëschent zwee Partner – well et ass jo oft dat, wat à la base vum Feminicide ass – net derzou féiert, dass deen een deen aneren ëmbréngt.

Do hu mer schonn e ganze Kader en place. Mir hunn d'Convention vun Istanbul gestëmmt an och ëmgesat zu Lëtzebuerg. Et gëtt extreem vill Preventiounsaarbecht gemaach. An och um strofrechtlechen Niveau sinn all d'Strofen en place, déi kënnen en place sinn. Wann een zu Lëtzebuerg een ëmbréngt, kritt een eng maximal Strof. Dat ass dat, wat eise Code pénal virgesäit.

Elo ass et awer esou, dass et natierlech wichteg ass, och verschidde Saachen an de Virdergrond ze stellen an eeben drop opmierksam ze maachen, dass dat e ganz grave gesellschaftleche Problem ass. Dofir ass am Gesetzesprojet 8032 eng Circonstance aggravante généralisée proposéiert fir eng ganz Rei vu spezifeschen Diskriminatiounsmotiver, sief et en fonction vum Sex, vun der Rass, vun dem Glawen. Wann dat den Hannergrond ass, datt een eng Strofdot begeet, da gëtt d'Strof verduebelt.

A fir dat awer och eng Kéier richtegzestellen: A ganz Europa gëtt et kee Feminicide an de Strofbicher. D'Italieener hunn eigentlech en änleche System wéi deen, deen ech och elo wëll aféieren. Dat heescht, si hunn och eng Circonstance aggravante, wann een an där doter Situatioun ass.

Mee ech si ganz bei menger Kolleegin, dass et extreem wichteg ass, e wichtege Sujet ass, dee mer jo och gären ëmmer erëm am Kader vun der Chamber mat Iech diskutéieren, a wou vläicht zwou Minutten op de Kapp net duerginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Bofferding. Merci villmools der Madamm Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 350 vun der Madamm Djuna Bernard un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Veraarbechtung duerch d'Offices sociaux vun de Matdeelungen iwwer onbezuelten Energierechnunge vun hire Residenten. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 350 du 18 octobre 2022 de Mme Djuna Bernard relative au traitement, par les offices sociaux, des notifications envoyées par les fournisseurs d'énergie concernant les clients résidentiels en défaillance de paiement, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, gëschter war den internationalen Dag vun der Eliminatioun vun der Aarmut. E politescht Zil, wat mer eis alleguerten – hoffentlech – ganz uewen op eisen Ordre du jour an eis politesch Agenda gesat hunn.

Eng zentral Plaz an eisem soziale System sinn eis Office-sociallen. An déi 30 Office-sociallen an eisem Land sinn Ulafplaze fir Biergerinnen a Bierger – déi, déi finanziell Suergen hunn, déi, déi Hëllef brauchen, déi, déi och heiansdo emol net méi wëssen, wou ee wéi eng Demande zu wéi engen Aidë fënnt a wéi se auszefëlle sinn.

An dëse Wochen a Méint réckelt d'Theema vun der Energieaarmut ëmmer méi an de Mëttelpunkt. Energieaarmut heescht notamment, datt ee sech d'Heizkäschten oder d'Elektreschkäschten net méi leeschte kann. Fir dëst ze vermeiden, huet de Legislateur – also mir hei an der Chamber – gesetzlech verankert, dass d'Office-sociallen sollen asprangen, wann et zu esou Urgencefäll kënnt, fir eebe grad ze vermeiden, dass eng Famill kee Stroum oder keng Heizung méi huet.

Stéit, déi Rappelle vum Fournisseur kréien, kënnen a solle sech deemno un hiren Office social wennen, fir finanziell Ënnerstëtzung an dëser prekärer Situatioun ze kréien. Nieft dëser konkreeter finanzieller Ënnerstëtzung sinn d'Office-sociallen natierlech och do, fir

de komplette Suivi social vun dëse Mënschen ze maachen, fir kënnen doriwwer eraus bei aneren Demarchen, wéi beispillsweis bei der Ufro vun Aiden, ze hëllefen.

An der leschter Woch konnt een allerdéngs an den Noriichte liesen, dass eng Partei sech domadder profiléiert huet, d'Energiekäschte vun eenzelne Stéit selwer ze bezuelen, amplaz si un déi vum Legislateur festgeluechten Instanz ze guidéieren, amplaz se dohinner ze guidéieren, wou se strukturell Hëllef kréien a Begleedung bei den noutwendegen Demarchen duerch professionell Acteuren. Domat gouf de Sozialsystem an eisem Land menger Meenung no iwwergaangen a vill Mënsche si veronséchert, wou se elo wéi eng Hëllefen a wéi engen Noutsituatioune kënne kréien.

Dat ass bedauerlech an et hëlleft de Suerge vun de Leit virun allem immens wéineg. An ech géif gären der Familljeministesch dowéinster follgend Froe stellen: Wat mussen déi concernéiert Stéit genee maachen, wa se am Fall vun hirer Energierechnung, déi se net méi kënne bezuelen, Hëllef brauchen? Wéi e Suivi social kréien déi concernéiert Stéit vun den Office-sociallen an dëser Situatioun? A wéi eng Aidë kënne si geziilt kréien?

Madamm Ministesch, merci fir Är Äntwerten, déi de Leit dobaussen hëllefe wäerten, op der richteger Plaz déi richteg Hëllef ze kréien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. D'Madamm Ministesch fir Integratioun a Famill, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Merci och der Madamm Djuna Bernard fir déi Fro.

Et ass effektiv esou, dass jiddereen, dee mierkt, dass e Schwieregkeeten huet, d'Rechnung ze bezuelen um Enn vum Mount, ka bei säin Office social goen, an da kritt en do gehollef.

Mer hunn nach eng zweet Fro iwwert d'Office-sociallen. Ech behale mer dann de Rescht vun der Äntwert fir herno.

Mee et ass esou, dass wann een dann effektiv bei säin Office social geet, da gesäit een do en Assistant social oder eng Assistante sociale. An da gëtt au cas par cas natierlech gekuckt, wéi een de Leit dee Moment kann hëllefen.

D'Zil ass et natierlech, de Leit nohalteg ze hëllefe fir ze kucken, dass se vläicht net nach eng Kéier an esou eng Situatioun kommen. Do gëtt natierlech dann déi ganz Situatioun gekuckt. Do gëtt gekuckt, ob d'Aiden, déi virgesi sinn, ugefrot goufen. A wann net, wéi een de Leit dann hëllefe kann oder hinnen dann effektiv och hëlleft, fir déi Aiden alleguer unzefroen, op déi se Usproch hunn. Well heiansdo wësse se net, op wat se alles Usproch hunn.

Da geet et natierlech och drëms, d'Rechnunge kënnen ze bezuelen. An do gëtt et zwou Zorte vu Secoursen.

Also et gëtt d'Avancen: Dat heescht, wann en Assistant social decidéiert, dass d'Famill Avancë virgestreckt kritt, da muss een déi och zréckbezuelen. Dat heescht, do gëtt dann e Plang gemaach iwwer e puer Méint, wéi een déi Zomm nees kann zréckbezuelen.

Et gëtt awer och de sougenannte „Secours", wou een dann d'Suen net méi brauch zréckzebezuelen.

Dat gëtt, wéi gesot, au cas par cas da vum Assistant social gekuckt. Well dacks ass dat jo och e ganzen Dossier. Do geet et net nëmmen ëm eng Rechnung, mee et gëtt eeben och gekuckt, wéi d'Leit kënnen Hëllefe kréien, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, a wéi se och kënnen déi Méint, déi dann duerno kommen, autonom liewen an och responsabel liewen. Ech mengen, dorëms geet et ganz, ganz vill.

Ech hunn awer profitéiert vun Ärer Fro, Madamm Bernard, fir och eng Kéier ze kucke mam SIGI, wivill Demandë bis elo schonn dëst Joer gestallt gi sinn. Effektiv sinn der elo op den Dag vun haut scho méi gestallt ginn, fir d'Energiekäschten ze couvréieren, wéi d'lescht ganzt Joer. Mir si jo elo ongeféier Mëtt Oktober.

D'lescht Joer waren am ganze Joer, vu Januar bis Dezember 2021, 828 Dossieren traitéiert ginn, wat d'Energiekäschten ubelaangt, an den 30 Office-sociallen. Dëst Joer si scho bis elo 896 Dossieren traitéiert ginn. Dir gesitt also: Virun allem elo am Mount Oktober gesi mer, dass d'Demanden eropginn, dass méi Leit an d'Office-socialle kommen.

Ech géif nach vläicht e lescht Wuert wëlle soen: An enger Urgencësituatioun, wou dann d'Leit kommen, wann d'Assistante sociale bei der Anamnees zum Beispill feststellt, dass eng Drénglechkeet virläit, wann zum Beispill de Fournisseur géif soen: „Mir schneiden elo d'Elektrescht iwwermuer of, wann d'Rechnung net bezuelt ass", da kann de President vum Conseil oder säin Delegué direkt och eng Decisioun huelen. An déi Decisioun muss da vum President an der nächster Sëtzung vum Conseil d'administration och eeben notifiéiert ginn.

Dat heescht, et kann een och ganz séier hëllefen. Et muss een net ëmmer waarden, bis déi nächst Reunioun vum Conseil d'administration ass. Wa séier Hëllef gebraucht gëtt, dann hunn d'Office-sociallen d'Méiglechkeet, ganz, ganz séier kënnen ze hëllefen, fir dass d'Leit eeben d'Elektresch net ofgeschnidde kréien.

An, ech mengen, dat ass jo am Sënn vun deem, wat mer alleguerte wëllen: De Leit hëllefen, den Office-sociallen – do kommen ech herno nach eng Kéier drop zréck – d'Moyene ginn, fir de Leit och kënnen adequat ze hëllefen, a virun allem, hinnen esou ze hëllefen, dass se net eng eemoleg Hëllef kréien, mee dass se och en Accompagnement kënne kréie fir ze kucken, wéi se besser kënne mat deem wirtschaften, wat se hunn, respektiv och dat nach kënne kréien, wat se zegutt hunn, a vläicht nach net woussten, dass se et zegutt hätten.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 351 vum Här Jean-Paul Schaaf un den Här Energieminister iwwert d'Energieberodung. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 351 du 18 octobre 2022 de M. Jean-Paul Schaaf relative au Conseil en énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo, merci. Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng einfach Fro un den Energieminister stellen.

An d'Geschicht derhannert ass eeben einfach déi, dass ech feststellen, dass ganz vill Leit bei sech selwer och wëllen e Beitrag leeschten zur Klimaneutralitéit am Land a sech bei sech selwer an hirer Wunneng eigentlech d'Fro stellen: „Wat kann ech bei mir nach optimiséieren, wat kann ech maachen, fir eigentlech e Stéck vun der Léisung ze sinn?", wéi et dacks genannt gëtt.

An dobäi kënnt nach eng zweet Motivatioun, dat ass déi vun den Energiepräisser an enger Energiekris, an där mer dra sinn a wou och elo just an der Fro virdrun och dovunner scho rieds gaangen ass.

Elo ass et esou, datt ee fir eng Rei vun Aiden eeben op en agrementéierte Klimaberoder zréckgräife muss. A mir gëtt gesot, och vu Bauteservicer, dass se soen: „Mee mir erliewen eng Rei Leit, déi zécken einfach, fir iwwerhaapt eng Demande ze stellen, well se bal dovunner ausginn, dass do alles iwwerlaascht ass, dass dat éiweg dauert an dass een do keng Äntwert kritt an dass een do riskéiert, dann einfach an enger Waardeschläif ze hänken." An déi dann éischter soen: „Majo bon, ech waarden emol nach an ech kucken, mat mengem Dossier iergendwann eng Kéier drunzekommen. Mee ech maache mer zwar Suergen a stelle mer Froen, mee ech ginn awer elo net aktiv zu dësem Moment."

Duerfir meng Froen, dat ass also den Hannergrond dovunner, an dat sinn e bësselchen déi:

Wou si mer dru mat der Zuel vun de Beroder am Land, déi mer hunn? Um Internetsite vun der Klima-Agence kann ee liesen, dass mer de Moment 64 Beroder hunn, déi agrementéiert si vun der Klima-Agence an déi a 47 verschiddene Betriber d'Land ofzedecken hunn op deem dote Beräich. Geet dat duer? Geet dat net duer? Dat ass jo e bëssen d'Fro. Respektiv sinn der derbäikomm? Oder kommen der do nach bäi? Wéi gesäit dat doten aus?

Zweet Fro ass vläicht déi: Wéi gesäit et mat der Demande aus? Mat engem Delai? Wann ech elo do uruffe fir ze soen: „Hei, ech hätt gären eng Berodung bei mir doheem op der Plaz", mat wat muss ech do rechnen? Wéi séier kann ech an de Genoss dovunner kommen? A wann Der d'Zuel hutt, da wier ech frou och ze wëssen, wéi laang et dauert, bis d'Ausbezuele vun de Primme ka realiséiert ginn, wou mer do ongeféier dru sinn.

Ech denken, de Sënn an Zweck ass hei net, ze maachen, datt de Minister schlecht drun ass. Sënn an Zweck ass et, fir einfach Confiance an de System ze schafen. Duerfir wollt ech déi Fro hei stellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Schaaf. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéierten, villmools merci, Här Schaaf, fir déi Fro, well et grad an dësen Zäite vun der Energiekris, mengen ech, wichteg ass, dass mer um Dill sinn an dass mer och kloer Messagen hunn, wéi mer de Leit hëllefen.

Ech mengen, wat wichteg ze verstoen ass: Mir hunn eigentlech dräi Niveaue vu Berodung. Dat Éischt ass d'Klima-Agence, dat Zweet sinn déi zertifizéiert Energieberoder an dat Drëtt sinn déi zertifizéiert Handwierker. An ech probéieren, elo e bëssen duerzeleeën, wat eise System ass, fir dass en esou effizient wéi méiglech ass.

D'Klima-Agence ass eigentlech déi éischt Ulafstell. Mir hunn duerfir d'Homepage vun der Klima-Agence komplett iwwerschafft. An op där Homepage huet een elo eigentlech zwou Saachen. Dat Éischt ass, et huet een all déi Techniken an all déi Informatiounen: Wéi ersetzen ech meng Gasheizung duerch eng Wärmepompel? Wéi isoléieren ech eng ..., also wéi

kann ech bei der Fënster manner Energie verbrauchen? An esou weider an esou weider. Dat ass alles op där Homepage gutt erkläert.

An dat Zweet, wat mer gemaach hu virum Summer, ass: Mir hunn och e Simulator bei der Klima-Agence maache gelooss. An dee Simulator, dee simuléiert d'Aiden, d'Héicht vun den Aiden, déi s de kriss. An dat sinn net nëmmen d'Aiden, déi de Staat gëtt, mee et sinn och d'Aiden, déi d'Gemenge ginn, well d'Gemenge sech jo och oft unhänken. An dat Drëtt sinn awer och nach Aidë vun den Energieversuerger.

An dee Simulator ass wierklech super flott gemaach. Also fir déi, déi selwer net eng Kéier kucke waren, et ass e bëssen esou, wéi wann ee Shopping mécht bei iergendengem vun deenen, déi mat „A" uginn a mat „on" ophalen. Dat heescht, dass Der da wierklech op eng flott Aart a Weis gesitt: Wann ech meng Gasheizung ersetzen duerch eng Wärmepompel – wéi vill Suen hunn ech zegutt, an net nëmme vum Staat, mee och vun de Gemengen?

An dat Drëtt ass: Op der Homepage vun der Klima-Agence gëtt et och eng Hotline, an déi Hotline, déi kann ech uruffe fir zwou Saachen.

Dat Eent ass, ech ka se uruffen, einfach fir eng éischt Berodung ze kréien iwwert Telefon. An dat gëtt eigentlech systematesch gemaach fir alles, wat relativ einfach ass. A relativ einfach ass, datt ee seet: „Ok, ech hunn einfach Verglasung, wann ech elo ..., wat kann ech do maachen? Oder ech hunn eng Gasheizung, wéi kann ech déi duerch eng Wärmepompel ersetzen?" An dat gëtt quasi alles iwwert Telefon gemaach.

An dann déi méi komplex Projeten: Dat ass oft, wann ee wëll renovéieren, da gëtt e Rendez-vous geholl an da gëtt och dee Rendez-vous op der Plaz selwer gemaach. Awer d'Klima-Agence mécht de Gros vun hire Berodunge mëttlerweil iwwert Telefon, well dat och zäitspuerend ass, well een dann och méi Berodunge ka maachen.

An dat gesäit een och un de Chifferen: Vum Januar bis elo am September si bal 9.000 Berodungskontakter gewiescht an et sinn 2.380 Rendez-vousen doheem gewiescht. Dat heescht, déi méi komplex Renovatiounsberodungen doheem, dat sinn der bal, kann ee soen, Richtung 3.000, an et sinn awer och 9.000 konkreet Berodunge op deene méi einfache Projeten.

An dat gëtt geleescht vun am Moment 6 Beroder, mee am Dezember wäerte mer op 9 sinn an nach 3 externer. Dat heescht, et sinn eigentlech 12 Leit bei der Klima-Agence, déi déi Hotline maachen an awer och dann déi eenzel Berodung, wou se heemginn, fir eng éischt Berodung ze maache bei engem komplexe Projet wéi enger Renovatioun.

Déi Moyenneszäit, fir e Rendez-vous ze kréie fir doheem, ass sechs Wochen. An d'Toptheemen am Moment si wierklech Gas a Masutt, eraus aus de fossillen Energien eriwwer op erneierbarer, Photovoltaik. Déi zwee si 34 %, 33 % an d'Renovatioun ass bei 20 %.

An dann, dat ass wierklech, dat ass eigentlech just nëmmen den Entrygate, dat ass den Ufank vun der Berodung. An dann do hannendru si 70 mëttlerweil zertifizéiert Energieberoder. Déi ginn an der Reegel op den Terrain an déi beroden d'Leit virun allem bei de Renovatiounen.

An dann – an dat ass en Novum –: Mir hu mëttlerweil och eng Formatioun ugefaange vun zertifizéierten Handwierker. Déi gi weidergebilt op déi ganz Klimabonusaiden. An et ass mëttlerweil esou, wann ech en einfache Projet hunn, wéi eng Fënster ersetzen, eng Gasheizung ersetzen, eng Masuttheizung ersetzen, dat kann den Handwierker aleng maachen an du brauchs eigentlech keen Energieberoder.

A mir hu jo Honnerte vun Handwierker. Dat heescht, d'Klima-Agence als Entrée, wou den éischte Kontakt gemaach gëtt, déi éischt Informatiounen, 70 spezialiséiert Leit, déi mussen eng Prüfung maachen an noweisen, datt se e gewëssenen Niveau vun Knowhow hunn, Energieberoder.

(Interruption par la présidence)

An da si mer elo amgaang, déi Handwierker ze zertifizéieren, fir dass de bürokrateschen Opwand hannendru vum Ausfëlle vun de Formulairë fir d'Demanden, dass deen nach vu méi Leit ka gemaach ginn, ...

(Interruption par la présidence)

... wéi just vun deene 70 Energieberoder. Vun dohier ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Turmes, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Ech war och esou wäit um Schluss.

(Hilarité)

A vun dohier hu mer e gudde System, a Merci nach eng Kéier fir d'Nofro.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Da komme mer elo un d'Fro Nummer 352 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Opmaache vun engem Gebuertszenter zu Bartreng. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 352 du 18 octobre 2022 de Mme Carole Hartmann relative à l'ouverture d'un centre de naissance à Bertrange, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, an deene leschte Méint ass d'Iddi vun engem Gebuertshaus hei zu Lëtzebuerg verstäerkt an de Fokus geréckelt.

Am Kader vun enger Question élargie, déi ech Iech de 26. Abrëll gestallt hat, waart Dir nach éischter zréckhalend, wat d'Installatioun vun engem Gebuertshaus zu Lëtzebuerg ugeet, notamment mam Argument, dass d'Sécherheet vun de Fraen zu all Moment misst kënne garantéiert ginn. A spéideren Interventiounen huet dat sech awer scho méi positiv unhéieren.

Elo ass mir zu Ouere komm, datt zu Bartreng eng Gebuertspraxis opgaangen ass, déi vun e puer Hiewane geleet gëtt an nom Prinzipp vun engem Gebuertshaus fonctionéiert. Well dat elo en neie Moment ass, deen de Fraen eng weider Optioun gëtt, wou si wëllen a kënnen accouchéieren, wollt ech der Madamm Minister follgend Froe stellen.

Als Éischt: Wat ass Är Positioun zur Initiativ vun dësen Hiewanen? Zanter dem 1. Februar 2022 ginn d'Hausgebuerten hei am Land jo remboursëiert an d'Hiewane kënne reng theoreetesch och an hirer eegener Praxis eng Gebuert suivéieren. Falen dann d'Gebuerten an der neier Gebuertspraxis ënnert déi nei Nomenclature a kréien déi concernéiert Fraen d'Fraise vun der Gebuert an der Gebuertspraxis remboursëiert? Wat beinhalt dëse Remboursement?

An de Maternitéë ginn d'Gebuerte mindestens vun engem Gynekolog an enger Hiewan encadréiert. Bei Gebuerten doheem oder an enger Hiewanspraxis gëtt a priori just den Asaz vun enger Hiewan vun der CNS remboursëiert. Kënnt Dir bestätegen, dass eng zweet Hiewan aus eegener Täsch bezuelt muss ginn? A gëtt et Iwwerleeungen, dass bei extrahospitalièrë Gebuerten och eng zweet Hiewan vun der CNS remboursëiert gëtt?

A wéi stitt Dir, Madamm Minister, zu der Fuerderung vu weideren Tariffer, déi och en Deel Betribskäschte géife couvréiere respektiv Astreinten, déi Hiewane maachen?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci fir dës Fro. Dat ass en Theema, dat effektiv staark am Fokus steet iwwert déi lescht sechs Méint. Ech géif och gären direkt op eng ganz interessant Question parlementaire vun der Madamm Adehm verweisen, déi iwwert de Summer komm war, wou justement och dee leschten Aspekt vun Ärer Fro beliicht gi war vun eiser Säit. Do kann een dat gutt noliesen.

Virop Är Fro: Mir hu keng Kenntnis vun deem Gebuertshaus, dat Der uschwätzt. Ech hunn dat an där kuerzer Zäit, déi ech hat, säit déi Fro de spéide Moien erakomm ass bis elo, iwwer Telefon verifiéiere gelooss. Also, weeder d'Societéit vun de Gynekologen nach d'Societéit vun den Hiewammen huet Kenntnis vun dësem Haus. Mir wäerten där Saach awer nogoen.

Ech géif gären drun erënneren, wéi dat och schonn oft preziséiert ginn ass, dass et de Wonsch vun dësem Haus war, 2018 am Gesetz iwwert d'Spideeler, d'Obstetrique de Spideeler virzebehalen. Et ass och an den Attributioune vun den Hiewamme just eng Gebuert bei der Persoun, déi accouchéiert, doheem virgesinn. Mee de Service vun engem Gebuertshaus huet nach kee Cadre légal. Dat ass d'ailleurs och déi Vue, déi d'Societéit vun den Hiewammen, déi mer just kuerz telefonesch elo konnten iwwert d'Mëttegstonn erreechen, vertrëtt.

Et brauch also do natierlech eng Reform vum Cadre légal, op där mer schaffen. Ech géif och gäre preziséieren, dass meng Suerg fir d'Fra an hir Sécherheet absolutt net ofgeholl huet. Dat ass dat, wat mech dreift. Dat ass och dat, wat déi eenzel Echangen, déi ech an der Lescht eeben hunn, mat Persounen, déi d'Intentioun hunn, e Gebuertshaus jo ze maachen ... Do hate mer schonn éischt Echangen. Och deenen ass d'Sécherheet extreem wichteg an och d'Zesummenaarbecht mat de Spideeler.

Et muss een ëmmer wëssen, dass an engem Noutfall, dee kee sech wënscht, mee deen et awer nun eeben emol statistesch gëtt, e ganz enkt Zesummespill muss sinn tëschent dem Transport an d'Spidol, der Interventioun vum Gynekolog, dem Anästhesist sur place an anere Corps-de-métieren, wou dat dann eng ganz Chaîne de prise en charge gëtt, soudass mer zu dësem Zäitpunkt och e breede Konsens hunn, dass dat nëmme kann an engem harmoneschen Zesummespill tëschent allen Acteure stattfannen, wou een och muss déi néideg Qualitéitsgarantien hunn.

Eng Fra, déi zu Lëtzebuerg accouchéiert, soll u sech rassuréiert sinn, dass se gutt opgeholl ass, dass alles en place ass, fir hir Sécherheet ze assuréieren.

Wéi gesot, mir hu vun deem dote Gebuertshaus keng Kenntnis. Wann dat sollt fonctionéieren, entsprécht et net deem, wat d'Gesetzer zu dësem Zäitpunkt virgesinn, engersäits d'Spidolsgesetz vun 2018, wou d'Obstetrique eeben, also e Service vun der Obstetrique, vum Gebären, de Spideeler virbehalen ass, an anerersäits déi aktuell Attributioune vun der Hiewamm, wou et just eng Gebuert doheem gëtt.

An der Nomenclature ass dat méi breet gefaasst, mee d'Nomenclature setzt awer net d'Attributiounen ausser Kraaft, déi jo och reegelméisseg iwwerschafft ginn.

Wann do eppes leeft, wat net gesetzeskonform ass, da musse mer alleguerten, Dir esou gutt wéi mir och, natierlech intervenéieren. Mir wäerte weider duerfir suergen ..., wann Dir eng Adress hutt, ech mengen, dann ass et och Är Flicht dat weiderzeginn un déi néideg Instanzen, fir dass mer dat kënne kontrolléieren.

Mir gi reegelméisseg ... net reegelméisseg, et ass awer scho virkomm, dass mer op esou Saachen opmierksam gemaach gi sinn. Deem gi mer natierlech no mat eisen Officiers de police judiciaire fir festzestellen, falls eppes gesetzeswiddreg wär, wat am Moment um Terrain leeft.

Voilà. Fir de Rescht lafen eis Gespréicher. Ech hat schonn e puermol elo d'Geleeënheet, hei iwwert d'Aktualitéit opzeklären. Mir hu Gespréicher engersäits natierlech mat enger ASBL Gebuertshaus, déi dat hei zu Lëtzebuerg envisagéiert. Doropshin hu mer Gespréicher enclenchéiert mat der Societéit vun de Gynekologen an och mat der Societéit vun den Hiewammen. Dat huet missen ausgesat ginn, well en aussergewéinleche Regierungsrot dertëschent komm war. Mee dat steet un op menger Agenda, déi Aarbechte lafen.

Ech kann nëmme betounen, dass jiddwereen d'Suerg huet – also op alle Fall vun allem, wat ech bis elo héieren hunn, ass jiddwereen drëms besuergt –, dass hei déi néideg Qualitéitskrittäre sollen en place gesat ginn an dass, wann een dat dote mécht, een e Kader dofir brauch, deen iwwert d'Gesetz soll geschafe ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 353 vum Här Fred Keup un de Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert den neien Organigramm vun der Police. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 353 du 18 octobre 2022 de M. Fred Keup relative au nouvel organigramme de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, et geet ëm den Organigramm bei der Police an déi sougenannte PARPen (ndlr: Postes à responsabilités particulières).

Schonn 2018 hat den deemolege Minister Étienne Schneider en Organigramm an och d'Lëscht vun de PARP-Posten an der Police per Arrêté ministériel approuvéiert. Elo kierzlech hutt Dir, Här Minister, en neien Organigramm arrêtéiert, allerdéngs ouni den Ausgang vum Litige, deen amgaangen ass, ofzewaarden.

Duerfir meng Froen: Aus wéi enge Grënn huet den Här Minister net gewaart, bis de Litige ofgeschloss ass? An déi zweet Fro: Huet den Här Minister awer wëlles, d'Resultater vun der Mediatioun, déi dann elo ugeet, déi amgaangen ass, ze berécksiichtegen, fir eventuell en neien Organigramm ze arrêtéiere respektiv dann d'Resultater vun der Mediatioun an den Organigramm afléissen ze loossen?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Här President, merci fir déi Fro. Den Organigramm vun der Police vum 24. August 2018 huet déi aktuell Opstellung vun der Police net méi reflektéiert an den Traitement vun der B1 och net berücksichtegt. Dofir hunn ech den 23. September en neien Organigramm ënnerschriwwen.

Just als Erënnerung: 2018 gouf et nach kee Beamten am Grad B1. Haut hu mer dogéint 1.221 Polizistinnen a Polizisten am Grad B1. Duerch den neien Organigramm kommen 185 Polizisten, déi am B1 sinn, zu enger Majoration d'échelon, wat ech dann och domadder gemaach hunn.

D'Approbatioun vum Organigramm ass an der Police positiv opgeholl gi bis elo. An ech mengen, dat war och de leschte Stand, et hu 15 Persounen nogefrot an nach zousätzlech Informatiounen dozou gefrot.

Dee Litige tëschent der SNPGL an der Regierung ass den 23. November 2021 an eng Conciliatioun gaang. Am Ganze gouf et fënnef Reuniounen an de 5. Oktober, nodeems déi Conciliatioun gescheitert ass, huet den SNPGL nach eng Kéier eng Mediatioun gefrot.

Et sief awer bemierkt – an dofir hunn ech d'Decisioun geholl –, dass weeder d'Conciliatiounsprozedur nach d'Mediatioun en Effet suspensif hunn op d'Decisioun vum Minister. An de Minister huet eebe grad ofgewaart, ob net awer nach eng Solutioun sollt fonnt ginn. Dofir hunn ech den 23. September 2022 d'Decisioun geholl, fir deenen 100, mëttlerweil 185, Polizisten, déi scho laang op hir Majoratioun gewaart hunn, Satisfaktioun ze ginn.

Déi éischt Reunioun vun der Mediatioun ass de 27. Oktober, dat heescht, nächsten Donneschden. Also leeft d'Prozedur an enger normaler Diskussioun weider a mir waarden op dat Resultat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Henri Kox.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 354 vum Här Dan Biancalana un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Verstäerkung u Personal an den Offices sociaux. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 354 du 18 octobre 2022 de M. Dan Biancalana relative au renforcement du personnel des offices sociaux, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. D'Covidkris, d'Energiekris, d'Inflatioun an déi héich Wunnengspräisser maachen, dass ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, d'Enner beieneenzekréien.

Well d'Offices sociaux an deem Kontext ëmmer méi gefuerdert sinn a riskéieren, iwwerlaf ze ginn, huet d'Regierung virun enger Woch ugekënnegt, dass de Personalschlëssel vun den Offices sociaux géif ëm 50 % eropgesat ginn. Dës Nouvellë goufe generell begréisst an et ass wichteg a richteg, dass déi sozial Hëllef grad am aktuelle Kontext gestäerkt gëtt, fir de Leit esou gutt wéi méiglech kënnen och ze hëllefen.

Dobäi gëtt et allerdéngs e klenge Bemoll, dee rezent an der Press vun de Professionellen aus dem Secteur beschriwwe gouf, nämlech, dass et, esou wéi et ausgesäit, schwéier wäert ginn, dat Personal ze rekrutéieren.

Als Gréisstenuerdnung: Aktuell schaffen, an et gouf virdru scho gesot, eisen Informatiounen no 150 Leit an den 30 Offices sociaux uechtert d'Land. Schonn am Moment ass et anscheinend net ëmmer einfach, Personal ze fannen a mir schwätzen elo vun enger ronn 75 zousätzleche Sozialaarbechter, déi missten an nächster Zäit rekrutéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob si au courant ass iwwert d'Schwieregkeete vun den Offices sociaux, fir Sozialaarbechterinnen a Sozialaarbechter ze rekrutéieren. Wéi wéilt si virgoen, fir dëst Personal anzestellen? Respektiv wéi eng Moyene wëllt se un den Dag leeën, fir deem Problem entgéintzewierken? A wat sinn och vläicht d'Grënn vun dëse Rekrutementsproblemer?

Huet dëse Problem vläicht och mat der Belaaschtung ze dinn, déi d'Aarbecht an deem Beräich effektiv mat sech bréngt?

An zu gudder Lescht wollt ech wëssen, ob si och vläicht Réckmeldungen huet vun hiren Homologinnen an Homologen aus dem Ausland, vläicht aus Däitschland, Frankräich oder der Belsch, ob si änlech Schwieregkeeten hunn am Rekrutement vu Personal am Beräich vun der Sozialhëllef.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. D'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci dem Här Biancalana fir déi Fro. Ech knäppen dann do un, wou ech elo d'éinescht opgehalen hunn, wou ech der honorabeler Deputéierter Djuna Bernard geäntwert hunn. Et ass esou, dass d'Dossieren effektiv ëmmer méi komplex ginn, och an den Office-sociallen, well d'Leit mat multipele Problemer kommen an net nëmme mat engem, an dofir brauchen déi Sozialaarbechter Zäit, fir sech ëm se ze këmmeren. An ech mengen, mir wëssen alleguerten: Een, deen op eng Schoul geet, fir Assistant social ze ginn, dee wëllt de Leit och hëllefen, dee wëllt sech kënnen déi néideg Zäit huelen, fir de Leit ze hëllefen, dee wëllt kënnen en Accompagnement maachen, deen deem Numm och wierklech gerecht gëtt.

A mir hunn am Fong vum Terrain ëmmer méi d'Réckmeldung kritt vu verschiddenen Office-sociallen – ech wëll dat direkt preziséieren, net vun allen Office-sociallen, mee vu verschiddenen –, dass de Personalschlëssel, wéi en am Gesetz vum 18. Dezember 2009 virgesinn ass iwwert d'Aide sociale, eeben net duergeet.

An dofir sinn ech immens frou, dass mer konnten dee Personalschlëssel ëm bis zu 50 % erhéijen. Bis zu 50 %, soen ech och ganz kloer, well dat ass jo keng Mussesaach! Dat ass de Maximum, deen am Gesetz virgesinn ass. 50 % gi souwisou vum Staat gedroen an déi aner 50 % vun de Gemengen. Dat heescht, si leeën och nach eng Kéier 50 % bäi.

An dofir wësse mer och ganz kloer all zesummen, dass do just wäerten déi Leit rekrutéiert ginn, déi gebraucht ginn. Dat heescht, déi Maximalzuel, déi Dir genannt hutt, ech hunn hei d'Maximalzuel fir de sozialen Encadrement: Wa wierklech alles géif ausgereizt ginn, da wären dat 53,78 ETPe méi, wat d'Sozialaarbecht ugeet, a 26,89, wat dat administratiivt Personal ugeet.

Et sinn awer allerdéngs éischtens emol Gemengen, déi dat net brauchen, oder Office-sociallen, déi net méi Personal brauchen. Anerer brauche méi Personal. Et gëtt och Leit, déi zum Beispill an engem CDD schaffen an engem Office social, et kéint jo emol sinn, dass déi dann e CDI kréien. An da muss ee jo soen: Mir hunn dat elo an de Projet de budget geschriwwen. Dir musst fir d'éischt dee Budget emol stëmmen. A wann deen da gestëmmt ass, da wäerte jo do net op den 1. Januar esou vill Leit engagéiert ginn!

Mee dat wäert iwwer Méint, voire iwwer Joren natierlech e Prozess sinn, wou mir einfach wëllen den Office-sociallen dee Sputt ginn, dee si brauchen, fir kënnen dat néidegt Personal ze rekrutéieren, fir kënne mat de Leit ze schaffen, fir sech kënnen Zäit ze huele fir d'Leit, fir och d'Dossieren anstänneg kënnen ze traitéieren, well eeben, wéi ech am Ufank gesot hunn, d'Aarbecht och ëmmer méi komplex gëtt. Et gëtt vill Hëllefen, wéi ech elo d'éinescht gesot hunn, mee et gëtt awer och ëmmer méi komplex Situatiounen, wat d'Leit ubelaangt. An do mussen déi einfach kënnen Zäit hunn. A fir kënnen Zäit ze hunn a fir d'Leit alleguer kënnen anstänneg ze zerwéieren, brauch een dann einfach méi Personal.

Wat elo d'Personal ugeet, hunn ech elo näischt aus dem Ausland direkt héieren, wat d'Sozialaarbechter ugeet. Allerdéngs hu mer nach gëschter Moien an der Familljekommissioun an der Chamber doriwwer geschwat, dass elo an all Secteur, oder a ganz ville Secteuren, ganz vill Schwieregkeete sinn, fir Leit ze rekrutéieren. Dat ass net nëmmen an den Office-sociallen esou.

Ech hu bis elo an den Office-sociallen och nach keng esou Réckmeldunge kritt, well finalement, wann een Assistant social ass, dann ass dat warscheinlech déi Plaz, wou een och wierklech wëllt schaffen. Dat ass genau déi Aarbecht, déi ee wëllt maachen. Mee ech mengen, dass am Allgemenge Plazen hei zu Lëtzebuerg fräi sinn a ville Beräicher, och vun Assistant-sociallen, där iwwerall gesicht ginn, net nëmmen an den Office-sociallen, mee och op ganz anere Plazen.

An do, mengen ech, ass et ëmmer en Appell un déi Jonk: Wa se dat wëlle maachen, solle mer se wierklech ënnerstëtzen, fir an d'Sozialaarbecht ze goen. Dat ass eng ganz flott Aufgab. Dat ass ganz divers. Et langweilt ee sech ni. Et ass all Dag aneschters an ech mengen, dass dat wierklech e ganz, ganz schéine Beruff ass.

An ech maache mer elo net ze vill Gedanken oder Suergen, dass do d'Personal net géif fonnt ginn. Well, wéi gesot, op den 1. Januar gëtt jo do net ganz vill agestallt. Mee eeben, wéi gesot, au fur et à mesure, wéi d'Leit gebraucht ginn, ginn déi Posten dann dee Moment ausgeschriwwen. An, wéi gesot, et sinn der och doruechter a CDDen, soudass awer hoffentlech nach e bësselche Sputt do ass.

Voilà. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 355 vum Här Léon Gloden un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert d'Hausse vun der Kriminalitéit. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 355 du 18 octobre 2022 de M. Léon Gloden relative à la montée de la criminalité au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. De 17. dëses Mounts véier Meldungen op RTL: „Zwou Persounen zu Nidderkuer erschoss – Presuméierten Täter festgeholl", „Sträit op der Aire de Berchem – Schosswaff am Auto fonnt", „D'Police sicht Zeien no Messerugréff zu Bierchem", „Persoun mat Messer an d'Bee gepickt". Op RTL konnt ee liesen: „Poliziste si komplett um Enn – Sécherheet vun de Bierger steet um Spill."

Op der AG gëschter vun dem SNPGL ass gesot ginn, datt d'Police vun der Politik am Stach gelooss gëtt. Ech kann elo net op all d'eenzel Punkten hei an der Froestonn agoen, mee Fakt ass, datt d'Kriminalitéit zouhëlt, kloer ass, datt de Platzverweis, esou wéi d'Regierung en hei stëmme gelooss huet, keng Léisung ass …

(Interruption par M. François Benoy)

… – dat huet eppes domadder ze dinn, Här Benoy – an datt d'Police muss Moyene kréien.

D'Policebeamte mussen Iwwerstonnen drummen, fir datt se iwwerhaapt deels der Aarbecht nokommen. Den Här Benoy schéngt hei ganz onroueg ze si fir d'Stad Lëtzebuerg.

(Brouhaha)

Duerfir … Dobäi kënnt nach, datt rezent eng Rei Urteeler d'Policebeamten an hirer Aarbecht veronsécheren. Duerfir meng konkreet Froen, Här Minister:

Wéi gesitt Dir dës Entwécklung? Wéi gesitt Dir an Zukunft d'Responsabilitéit vun de Policebeamten am Kader vun hiren Aktiounen am Beruff? A sidd Der gewëllt, do Ännerunge virzehuelen?

Merci fir d'Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Här President, Här Gloden, merci fir d'Fro. Dat gëtt mer e bëssen d'Geleeënheet, iwwert d'Struktur vun der Police ze schwätzen an d'Ënnerstëtzung, déi dës Regierung der Police zur Verfügung gestallt huet wéi nach ni gesinn.

Fir d'éischt wëll ech soen, dass mer keen Amalgamm däerfe maache vu verschiddene Faiten, déi dobausse sinn. Dee Schosswiessel gëschter – oder dee Schoss gëschter –, ass deplorabel an all Doudegen, deen duerch e Gewaltakt entsteet, ass een ze vill. An dofir gëtt d'Police mat deenen néidege Moyenen ausgestatt, Moyenen, déi scho laang hätte misse bei der Police ukomm sinn. An ech kucken net op eng Säit an ech ziele just, wat dës Regierung gemaach huet.

Dës Regierung huet nach ni esou e Rekrutement gemaach, wéi et de Moment amgaangen ass. Haut de Moie war eng Pressekonferenz, wou eng drëtt Rekrutementswell gestart ginn ass, nämlech vu 600 Effektiver netto, Polizisten, déi mer scho laang gebraucht hätten, fir dobaussen ze sinn.

Mir reforméieren, mir investéieren a moderniséieren, mir reforméieren eng ganz Rei vu Gesetzer. Jo, den Equiliber tëschent deem enge senge Fräiheeten an deem anere senge Beweegungsfräiheeten ass e ganz wichtege Krittär an eisem Rechtsstaat, an ech sinn derfir, dass dat och esou bleift.

D'Police ass net do, fir d'Aarmut ze bekämpfen. D'Police ass och net do, fir Leit anzespären, déi Sansabrie sinn. D'Police ass do, fir Recht an Uerdnung an dem ëffentleche Raum ze garantéieren, an dat maache se mat där néideger Ënnerstëtzung, déi mir hinnen zur Verfügung stellen.

Ee vun de Krittären, dee ganz wichteg ass, dat ass dee vun der Responsabilité partagée. D'Police ass net do, fir all Misär an eiser Gesellschaft kënnen ze léise mat just Repressioun.

An hirem Gesetz, dem Artikel 2 vum Policegesetz 2018, steet ganz kloer: „proaktiv an och preventiv schaffen". An déi Preventioun kann nëmmen zesummegoe mat de Gemengen. An dofir, eng ganz Rei vu Gemengen hu sech deem ugeschloss, fir de Plan local de sécurité kënnen ze maachen. Just zesumme kënne mer dat Vertraue vis-à-vis vun der Bevëlkerung erreechen. An et ass net, dass mer hei en Amalgamm vu verschiddene Faiten dobausse maachen, wou dat geet.

Ech weess net, wou déi Berodung fir Är Informatioun hei oder all d'Informatiounen hirkoum, mir kënnt zu Oueren, dass vläicht en Engagement an enger Partei bevirsteet. Dat wär jiddefalls eppes, wat ech géif deploréieren.

(Interruption)

Jiddefalls, d'Police ass nach ni vun enger Regierung esou ënnerstëtzt gi wéi dës Kéier an dëser Koalitioun, souwuel wat d'Personal ugeet, souwuel wat d'Moderniséierung ugeet wéi och d'Infraktiounen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, ech wéilt vum Här Minister …

M. Fernand Etgen, Président | Parole après-ministre gëtt et net hei.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, da soen ech, ech wéilt vun dem Policeminister wëssen, wéinst Fait personnel …

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth huet d'Wuert, kuerz.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Den Här Minister huet hei eng Allusioun gemaach vun Engagementer an enger Partei. Ech hätt gären, dass e „Ross und Reiter" nennt.

(Brouhaha)

Une voix | Wat huet dat mat där Fro hei ze dinn?

(Brouhaha)

Une autre voix | Dat do geet net!

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Wéi eng Fro hutt Dir dann? Ganz kloer, ech …

M. Gilles Roth (CSV) | Ben, ech hunn déi Fro: Dir hutt hei gesot, „en Engagement an enger Partei", an Dir kuckt op dës Säit. An da stellen ech Iech d'Fro: „Man nenne Ross und Reiter!"

Mme Martine Hansen (CSV) | An dat als Äntwert op eng konkreet Fro, déi mer haten!

(Interruption)

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Dir sollt Iech ëm d'Kriminalitéit bekëmmeren hei am Land.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Dat maachen ech mat voller Energie. An d'Police ass nach ni esou ënnerstëtzt gi wéi de Moment, …

(Brouhaha)

… souwuel wat d'Personal ubelaangt wéi wat hir Moderniséierung ubelaangt a wat d'Infraktiounen ubelaangt.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, Här President, ech stelle fest, dass et eng Insinuatioun ass an dass den Här Polizeiminister hei net „Ross und Reiter" kann nennen!

Une voix | Wou ass hei de Fait personnel?

M. Fernand Etgen, Président | Merci. D'Chamber hëlt Akt dovunner.

(Brouhaha)

Domadder si mer um Enn vun der Froestonn ukomm.

5. Question élargie n° 160 de M. André Bauler au sujet des zones d'activités économiques

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 160 vum Här André Bauler iwwert d'Aktivitéitszonen. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vun dem Här Minister eventuell eng Zousazfro. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

(Brouhaha)

Une voix | Dat do hate mer nach net!

M. Fernand Etgen, Président | Mir haten dat dote scho ganz dacks. U sech si mer um Schluss vun enger Trame, Här Benoy, an eng Stonn ass eng Stonn, a mir hunn elo eng Stonn an aacht Minutte Froestonn gehat, fir eebe genau dat ze respektéieren, wat mer am Ufank vun dëser Sessioun an der Conférence des Présidents eestëmmeg festgehalen haten. An domadder huet elo den Här Bauler d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. An der Covid-19-Kris ass et méi wéi eemol gesot ginn: Mir mussen eis Industrie weider diversifizéieren a strateegesch wichteg Aktivitéiten, déi viru Joren ausgelagert goufen, wéinstens zu engem Deel nees an Europa zréckhuelen. Denke mer zum Beispill un d'Produktioun vu Medikamenter.

D'Lëtzebuerger Industrie ass vun der Erschléissung vun nationalen a regionale wirtschaftlechen Aktivitéitszonen ofhängeg. Méi a méi Firmen hunn et awer schwéier, fir entspriechend Terrainen ze fannen, ze kréien, fir nei Aktivitéitszonen bezéiungsweis nei Produktiounsaktivitéiten ze installéieren an déi bestoend ze erweideren. Dobäi brauchen d'Betriber an d'Leit, déi an hinne schaffen, Planungssécherheet. Si brauche Perspektiven.

An dofir wollt ech follgend Froen a menger erweiderter Fro un den Här Wirtschaftsminister stellen:

Wat ass am Moment d'Capacité d'accueil, vläicht an Hektar ausgedréckt, an de verschiddenen Aktivitéitszonen, déi am Land verfügbar sinn?

Wéi vill där Zone si momentan nach an der Planung, sollen ausgebaut oder moderniséiert ginn?

Wéi vill Aarbechtsplaze gëtt et am Ableck an deene verschiddenen Zonen? A wéi vill kéinten Der nach derbäikommen, wann eebe kann ausgebaut ginn?

Wat sinn dann och déi courant Grënn, déi erklären, firwat et zu Retarden an der Realisatioun vun esou Aktivitéitszonen oder Firmegebaier an Aktivitéitszone kënnt?

An zu gudder Lescht wollt ech froen: Wat sinn d'Strategien, déi Äre Ministère aktuell an zukünfteg an der nationaler Industriepolitik verfollegt, dat fir déi energeetesch, déi ekologesch an och déi digital, déi numeresch Transitioun ze vollzéien? Wat hunn also do déi rezent Prospektiounsreesen an d'Ausland konkreet bruecht?

Dat gefrot an dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, léif Deputéiert, och nach merci dem André Bauler fir dës Question élargie. Et ass eng Fro, déi ganz gutt an d'Aktualitéit vun dëser Woch passt, well mer dëse Freiden zesummen d'Erweiderung vun der regionaler Zon zu Ëlwe wäerte maachen. An do ass et an deem Kontext natierlech esou, dass déi national a regional Aktivitéitszonen evidemment, an Dir hutt dat gesot, Här Bauler, weiderhin eng ganz wichteg Roll spillen an der nationaler Entwécklung an och an der Diversifikatiounspolitik vun eiser Wirtschaft, primairement fir industriell a fir handwierklech Aktivitéiten, dat doduerch bedéngt, datt déi Aktivitéite ganz spezifesch Besoinen hunn, wat d'Infrastrukturen ugeet an och, wat d'Gréisst vun den Terrainen ugeet.

De Plan sectoriel „zones d'activités économiques" gesäit eng Surface vun am Ganze 420 Hektar vir. Dat ass eng Surface, déi reservéiert ass fir zousätzlech national a regional Zonen, entweeder fir nei Zonen ze entwéckelen oder fir bestoend Zonen ze erweideren.

Dat sinn awer, wéi gesot, just reservéiert Terrainen, ausgewisen Terrainen. Deemno mussen d'Gemengen och nach gewëllt sinn, déi Flächen an hire PAG ze iwerhuelen. An do si mer dann natierlech tributär als Wirtschaftsministère, dass d'Gemengen dat och maachen. Mir sinn do a ganz enkem Kontakt mat de betraffene Gemengen, awer och mat de Syndikater, déi responsabel si fir d'Ëmsetzung vu regionalen Zonen. Dat sinn ëmmer konstruktiv Diskussiounen. Mee dat ass um Terrain net ëmmer einfach, well engersäits déi Terrainen net ëmmer disponibel sinn, well et och Terraine sinn, wou de Proprietär net ëmmer wëllt verkafen. D'Gemenge sinn a munche Fäll scho Proprietär vun enger ganzer Rei vun deenen Terrainen, an anere Fäll awer net. Dat heescht, dat si ganz divers Situatiounen, déi mer do virfannen. Mee, wéi gesot, de Wëllen ass awer ganz kloer, fir dee PSZAE esou wäit wéi méiglech auszeschëpfen an och weiderhin nei Aktivitéitszonen do ze erschléissen.

Dann déi éischt Fro, déi Der stellt, dat ass: Wat ass elo d'Capacité d'accueil an Hektaren, déi elo nach disponibel sinn an deene verschiddenen Zone-d'activitéen am Land? Mir kucken do, wat déi Capacitéiten ugeet, souwuel déi Flächen, déi mer selwer nach disponibel hunn an den nationalen Zonen, an anererséits awer och op d'Donnéeën, déi d'Syndikater eis matdeelen.

Déi rezentst Bestandsopnam, déi gemaach ginn ass fir déi national Zonen, ass vum Mäerz 2022, an do gesi mer, dass mer nach ronn 60 Hektar disponibel hunn. Dat ass e Chiffer, dee sech awer ka ganz schnell änneren, well mer a Kontakt sinn, konstant a Kontakt sinn, oder an Diskussiounen, mat interesséierten Investisseuren. A wann dann den Droit de superficie bis definitiv zougesprach ass, eréischt da gëllt den Terrain an där Zon als besat. Mee vun deene 60 Hektar sinn der elo awer eng ganz Rei och an der Diskussioun, wou mer relativ fortgeschratt si mat verschiddene Projeten. Bei verschiddenen ass dat méi wäit avancéiert, bei anere läit dat zum Deel op Äis wéinst verschiddene Facteuren. Dat huet natierlech och ëmmer mat deene Prozeduren ze dinn, déi do lafen, fir esou Projeten ze realiséieren.

Da sinn och nach zum Deel Prozeduren amgaangen, fir dass wierklech och op deenen Terraine ka gebaut ginn, wéi zum Beispill e Plan d'aménagement particulier, PAP, Kompenséierungsmesuren, déi ze maache sinn, Baachen, déi mussen ëmgeluecht ginn, Terrainen, déi mussen echangéiert ginn an esou weider. Dir kennt dat alles. Dat ass net ëmmer einfach an dat geet och net ëmmer esou schnell, wéi een dat gären hätt.

Wat déi regional Zonen ugeet, ass de Constat u sech genee dee selwechten, an d'Evolutioun par rapport zu der Disponibilitéit u Fläche variéiert hei och quasi permanent.

Laut dem Inventaire, dee mer mat de Syndikater am Januar dëst Joer gemaach hunn, si mer do bei ronn 27 Hektar un disponibele Flächen. Domadder kéime mer an den nationalen an de regionalen Zone cumuléiert op en Total vu ronn 90 Hektar, déi nach disponibel wieren, fir emol nei Betriber oder schonn anerwäerts bestoend Aktivitéiten opzehuelen.

Dann ass d'Fro, déi Der gestallt hutt, wivill där Zonen aktuell an der Prozedur sinn, fir nach nei geschaaft ze ginn oder fir vergréissert ze ginn oder reamenagéiert ze ginn. Do ass et esou, dass ee fir déi national a regional Zonen, déi aktuell an der Prozedur sinn, fir geschaaft, vergréissert oder reamenagéiert ze ginn, ka follgende Bilan maachen:

Bei deenen nationalen Aktivitéitszonen, déi ënnert dem Lead vum Wirtschaftsministère stinn, do sinn aktuell zwou Extensiounen an der Planung, wou d'Aarbechten awer nach net ugefaangen hunn. D'Prozedure sinn awer do allerdéngs zimmlech wäit avancéiert, soudass u sech viraussiichtlech d'nächst Joer Vergréisserunge kënne gemaach ginn. Dës Extensioune maachen insgesamt ronn 27 Hektar brutto aus an entspriechen de Flächen, wéi se och am PSZAE ausgewise sinn. Dat ass méi prezis eng Kéier d'Extensioun vun der Zone Wolser zu Beetebuerg an eng Kéier d'Extensioun vun der Zone Gadderscheier um Territoire vun der Gemeng Suessem. Dës zwou Extensioune viséieren allkéiers den Ausbau vun Aktivitéite vu Betriber, déi schonn an dësen Zone sinn.

Dann huet och d'Planung ugefaang vun engem neie Parc technologique an der nërdlecher Entrée vun Diddeleng mam Site Koibeschtrachen. Dat sinn 9,8 Hektar, déi och am PSZAE ausgewise sinn, an do wäert d'Erschléissung vun där Zon viraussiichtlech 2026 ufänken.

Wat déi regional Zonen ugeet, esou sinn aktuell fënnef Zonen an der Planung an engem ënnerschiddlech avancéierte Stadium. Insgesamt representéieren dës fënnef Zone ronn 63 Hektar u Bruttosurface, déi kënnen erschloss ginn. Dës fënnef Zone wäerte viraussiichtlech, wann all d'Terraine kënne kaaft ginn an d'Prozedure ganz ofgeschloss sinn, virun 2030 erschloss ginn.

E geneeën Echeancier ass hei allerdéngs schwéier méiglech, well, wéi gesot, ganz vill Contrainten an Inconnuë sinn um Niveau vum Kaf vun deenen Terrainen an de Prozeduren, déi nach do drunhänken.

Da wollt Der och wëssen, wéi vill Aarbechtsplazen duerch d'Erweiderung vu bestoenden oder duerch d'Schafe vun neien Zonen entstinn. Et ass ganz schwéier, ganz schwéier bis onméiglech, dat ze chiffréieren. Dat hänkt vun enger ganzer Rei Facteuren of, éischtens vum Typ vun der Aktivitéitszon, an da vun der Zort vun den Aktivitéiten an den Entreprisen, déi sech do reell och néierloossen.

Klasseschersweis hu mer et an de regionalen Zone mat enger méi héijer Dicht un Aarbechtsplazen ze di wéi an nationalen Zonen. Et hänkt och dervunner of, ob e Betrib zum Beispill säi Siège an där Zon huet oder eng ganz Rei vun aneren administrativen Aktivitéiten.

Wann an enger nationaler Zon e grousse Grupp zum Beispill och seng Quartiers généraux mat an d'Zon transferéiert, dann hu mer natierlech eng ganz aner Dicht vun Aarbechtsplazen, wéi wann do reng eng héich automatiséiert industriell Produktioun entsteet.

Dacks transferéieren och bestoend Betriber hir Aktivitéiten an Zonen, fir sech weider kënnen ze entwéckelen, well se aktuell op Plaze sinn, wou se net méi genuch Raimlechkeeten hunn oder well se einfach ze kleng sinn. Dann entstinn och do manner Aarbechtsplazen, wéi wann et da ganz nei Betriber sinn.

Eng Relokalisatioun bréngt effektiv och ëmmer kuerz-, mëttel- a laangfristeg nei Aarbechtsplaze mat sech, mee déi Entwécklung hänkt vu ville Facteuren of, déi och net ëmmer an der Hand vun de Betriber leien.

Voilà. Ech mengen, dat sinn …

(Interruption)

Bon, Dir wollt och nach wëssen, wat déi verschidden Ursaache sinn, déi derzou féieren, dass d'Delaien, fir nei Zonen ze plangen an ze erschléissen, munchmol laangwiereg sinn, deelweis och, fir nei Produktiounslinnen ze

bauen. Ech mengen, grosso modo, wat mer gesinn, dat ass, dass an alle Gemengen, och an all deene regionalen Zonen an de Syndikater, iwwerall ganz vill Demandë sinn. Dat, mengen ech, kann ee queesch duerch d'Land esou resüméieren. Mee, wéi gesot, ganz oft hänkt et konkreet un der Acquisitioun vun deenen Terrainen. Sinn déi disponibel? Oft gesi mer, haaptsächlech am ländleche Raum, dass dat oft Terraine sinn, wou nach Bauere sinn, déi dann net wëlle verkafen, wat natierlech och ganz justifiéiert ass, an dass et en fait eng Diskrepanz gëtt engersäits zwëschent de Besoinen an anerersäits der Rapiditéit vun de Prozeduren. Dat huet och mat eise Prozeduren ze dinn, Ëmweltprozeduren, déi heiansdo laang daueren, mee huet awer och aner Grënn, voilà, déi jiddwereen novollzéie kann, mee déi einfach mat sech bréngen, datt dat alles laang dauert.

Op alle Fall kënnt der sécher sinn, dass de Wirtschaftsministère dat weiderféiert. Mir hunn och nach nei Infrastrukturen, déi mer elo entwéckelen, de Space Campus, wéi gesot, de Parc technologique an eng Rei aner Projeten, de Campus HE:AL, de Santéscampus, dee mer maachen. Alles dat si Projeten, wou och nei Betriber kommen. Mee donieft schaffe mer, wéi gesot, mat ganz vill Determinatioun drun, déi Zonen do ze erschléissen.

Eng lescht Saach, wat Der gefrot hutt: Wat ass do nei an deenen Zonen? Majo, wat nei ass, an dat ass eppes, wat mer zesumme mam Aménagement du territoire maachen, dat ass, dass déi nei Aktivitéitszone vill méi circulaire ginn, dass vill méi zesummegeluecht gëtt um Niveau vun de Parkingen, um Niveau vun den Decheten, eng ganz Rei Fonctioune ginn zesummegeluecht, fir dass och méi Espace do ass fir d'Entreprisen an dass déi Saachen, déi kënne mutualiséiert ginn, dann och mutualiséiert ginn. Dat ass e Leitfaden, deen och deemnächst wäert presentéiert ginn a wou mer, wéi gesot, am Endeffekt méi Plaz wëlle schafe fir d'Entreprisen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

6. Question élargie n° 161 de M. André Bauler au sujet des problèmes en rapport avec les transports en commun

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 161 vum Här André Bauler iwwert d'Problemer am ëffentlechen Transport. An och hei sinn d'Spillreegelen déi selwecht, den Auteur huet fënnef Minutten an d'Regierung zéng Minutten. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci nach eemol, Här President. An deene leschte Wochen ass et zu sëllege Korrespondenzproblemer am ëffentlechen Transport am Land komm, speziell eeben am Norden. Besonnesch de Schülertransport war betraff. Et ass natierlech dann net erstaunlech, datt dat fir vill Nervositéit bei Elteren a Schüler gesuergt huet a suergt, grad eréi generell bei Leit, déi op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, fir op d'Aarbecht oder an d'Schoul ze fueren.

Et wier also net vu Muttwëll, sech eng Method ze ginn, déi fir méi Stabilitéit, Kontinuitéit an, wann néideg, Flexibilitéit suergt. Besonnesch d'Awunner aus de Kantone Clierf a Wolz si betraff, zemol an der aktueller Situatioun, wou en Deel vun der Linn 10, notamment den Tunnel zu Kautebaach, dat wësst Der, gespaart ass an doduerch méi Zäit beim Deplacement gebraucht gëtt. Mee dat ass awer net déi eenzeg Ursaach, dat wëll ech och hei soen.

Ech krut sëllege Bréiwer aus dem Éislek, déi virun allem eeben op déi Korrespondenzproblemer hiweisen.

En Usager schreift mer, Zitat: „Zanter dem 12. September sinn Ersatzbusser tëscht Cliärref an Ettelbréck ënnerwee. Zu Ettelbréck soll een dann d'Méiglechkeet hunn, fir op den Zuch, dee vu Kautebaach erofkënnt, ëmzeklammen. De Moien awer ass eise Bus mat e puer Minutte Verspéidung komm. Do denkt ee sech jo, den Zuch géif op de Bus waarden, op d'mannst e puer Minutten. Mee nee, d'Leit aus deenen zwee Busser vu Cliärref konnten dem Zuch um Quai nowénken, well deen ass gefuer, wéi d'Leit op de Quai koumen." Zitatenn.

An en aneren Usager schreift, ech zitéieren: „De Ministère huet Reklamm gemaach, den RGTR-Reseau esou ugepasst ze hunn, datt een déi Linne benotze kann, fir an der bekannter Situatioun an d'Stad ze kommen. Esou ass d'Linn 140 ëmgeännert ginn, datt se elo d'Gare vu Wolz ufiert. Alles schéin a gutt. Een Dag hat den Zuch Kautebaach–Wolz zum Beispill e puer Minutte Verspéidung. Zu Wolz war de Bus Linn 140 awer fort gewiescht an huet net op d'Passagéier vun deem Zuch gewaart. Also stoung ech um 17.50 Auer eng Stonn do op den nächste Bus ze waarden." Zitatenn.

E Schüler vu Bënzelt brauch iwwer dräi Stonnen, fir an de Lycée op Dummeldeng ze kommen, aller-retour sinn dat bal sechs Stonnen den Dag.

Well all déi RGTR-Korrespondenzproblemer de Leit vill Suerge maachen, wollt ech dem Här Emile, dem Här Minister, pardon, net dem Här Emile Eicher, mee dem Här Minister follgend Froe stellen.

(Brouhaha et hilarité)

Ech mengen, do ass de Subconscient mat engem duerchgaang.

Firwat ass et an der Lescht ëmmer erëm zu spierbare Verspéidungen oder Ausfäll op der Eisebunnslinn 10 komm, besonnesch tëscht Ettelbréck a Lëtzebuerg?

Wéi vill Fäll sinn dem Här Minister bekannt, wou et de Moment nach Korrespondenzproblemer am Bustransport a bei de Verbindungen tëschent Bus an Zuch gëtt, besonnesch eeben am Schülertransport?

Wéi soll an Zukunft kënnen evitéiert ginn, datt et zu dëse Korrespondenzproblemer kënnt, besonnesch, wann eeben den Zuch- a Busplang geännert gëtt? Dat war jo elo erëm an der Lescht de Fall.

Wéi wëllt den Här Minister, zesumme mat den zoustännege Verantwortlechen, an Zukunft generell d'Situatioun vun der Mobilitéit am Norden a speziell d'Repercussioune vun Ännerunge vum Bus- an Zuchhoraire op d'Mobilitéit besser am Bléck behalen? Wéi wëllt den Här Minister also derfir suergen, datt méi séier op eventuell Komplikatioune ka reagéiert ginn?

A wéi wëllt hien, zesumme mat den zoustännege Verantwortlechen, den Dialog mat de Bierger an och besonnesch hei mat de Lycéeë verbesseren, fir de Schülertransport de spezifesche Bedürfnisser vun deene jonken Usageren unzepassen?

An zum Schluss wollt ech nach drunhänken: Ass virgesinn, fir de Bustransport am Norden nach eemol vläicht ganz op de Leescht ze huelen, fir datt en esou wierksam agesat gëtt, datt en effektiv de reelle Bedierfnesser vun de Leit aus der Regioun, besonnesch aus dem Éislek, entsprécht?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. An och merci dem Här Bauler fir seng Froen.

Den ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg ass zënter enger Rei Joren an enger enormer Ëmbrochphas an d'ganzt Land ass am Fong e Chantier. An dat gëllt virun allem fir den Zuchreseau. Mir sinn amgaangen – ech wëll emol eng Kéier déi Zuelen och rappeléieren, fir dass ee sech dat virun Ae ka féieren –, 25 Garen am Land ëmzebauen an ze moderniséieren, 25 grouss Garen. A wann ech soen „ëmbauen a moderniséieren", dann heescht dat net nëmmen, d'Fassad frësch ze maachen a bannendran unzesträichen, mee dat heescht, och de Gleisbau ze veränneren, d'Gleiser ze vergréisseren.

Eleng d'Gare Lëtzebuerg … wann et fäerdeg ass – elo Enn d'nächst Joer ass dee Chantier komplett fäerdeg –, dann huet d'Stad Lëtzebuerg eng Capacitéitssteigerung vu 35 % an der Gare, geschafft ënner lafendem Betrib, um Häerz vum Reseau vun der CFL, extreem komplizéiert.

Parallell dozou hu mer nach misse Brécken a Stroossen nei maachen, wéi de Pont Büchler, well den Tram jo och nach gebaut ginn ass Richtung Houwald. Also e gigantesche Chantier aleng an der Gare Lëtzebuerg, deen natierlech och en Impakt huet op de ganzen Zuchreseau, well all d'Zich natierlech do iergendwou ukommen.

Dat nämmlecht geschitt op bal alle Strecken. Dir hutt op der Nordstreck nach ëmmer ganz vill Moderniséierungsaarbechten, déi am Lafe sinn. D'Gare Ettelbréck ass e Risechantier, bal 200 Milliounen Euro, dee voll am Lafen ass.

Dir hutt natierlech och a Richtung Süden e ganze Koup Chantieren. D'Gare Rodange, de Park & Ride, deen d'nächst Joer opgeet, bal 2.000 Plazen, wou an der Gare ëmgebaut gëtt.

Mir investéieren tëschent 500 a 600 Euro pro Awunner pro Kapp pro Joer de Moment an d'Moderniséierung, den Ausbau an an d'Qualitéit eleng vun dem CFL-Schinnereseau. Dat ass de loin Rekord an Europa. Bis elo war d'Schwäiz ëmmer Spëtzereider mat eppes ëm déi 400 Milliounen. Mir hunn d'Schwäiz schonn zënter e puer Joer iwwertraff. Mir sinn iwwerhaapt weltwäit Rekordhalter an dem Ausbau vun dem klassesche Schinnereseau.

Natierlech, wann een dat alles investéiert a baut, dann ass dat net déi flottsten Zäit. An dann, egal wéi gutt ee sech ustrengt, egal wéi ee probéiert, datt et gutt geet, e Chantier ass ëmmer eng Nuisance an ass net déi optimal Situatioun.

An eleng deen Accident, also deen Tunnelsproblem, dee mer elo hunn am Norden, deen eis natierlech vill Misär mécht, dee beleet dat, wéi séier iergendeppes ka passéiere wärend dem Chantier, wat een natierlech éischtens zréckgeheit, mee zweetens virun allem och fir zousätzlech Nuisancë suergt um Reseau. Well wann de Chantier fonctionéiert, also souguer wann de Chantier gutt leeft, bedeit dat awer, datt natierlech d'Capacitéit net déi ass, wéi wann de Chantier net do wier, an en huet eng Inzidenz op de ganzen Zuchreseau.

De Busreseau – d'Chamber huet dat Gesetz jo gestëmmt, et ass nach net esou laang hier, dat ass och e ganz deiert Gesetz gewiescht –, do hu mer d'Capacitéit vum Bus ëm iwwer 30 % gesteigert par rapport zu virdrun. Virdrun ass samschdes a sonndes a ville Regiounen am Land quasiment kee Bus gefuer, vun nuets net ze schwätzen, a virun allem net a ländleche Regiounen. Elo hu mer mol en normalen Takt duerch d'ganzt Land. Mir hunn dat gemaach an engem ganz

participative Prozess: Mat Biergerversammlungen, ier mer de Reseau ausgeschafft hunn, nom Reseau huet en Aarbechtsgrupp vu Bierger dra matgeschafft, a mat iwwer 100 Avise vun de Gemengen, wou e ganz, ganz groussen Deel vun den Doleancë mat berücksichtegt ginn ass. A mir hunn elo en neie Reseau, dee steet. En ass fäerdeg vum September un, do ass déi lescht Phas gemaach ginn.

Natierlech kommen ëmmer nach Ajustementer do derbäi, mee och deen do Reseau, dee muss een herno zesumme gesi mam Zuch, mat deene Pôle-d'échangen, déi solle fonctionéieren. An dat ass alles natierlech nach net fäerdeg an dofir kann dat nach net optimal fonctionéieren. E richteg gutt Bild, wat dat bedeit fir déi nei Qualitéit, kritt een eréischt,wann alles bis fäerdeg ass.

Mee vu Joer zu Joer wäert et besser goen, ganz sécher. Wat mer méi Projete fäerdeg hunn, méi Chantiere kënnen ofraumen an den Zuch gesteigert fuere loossen, wat d'Situatioun besser gëtt. Dat wäert Der gesinn, wann d'Beetebuerger Streck bis fäerdeg ass. Dir hutt op der Beetebuerger Streck, also vu Frankräich erof op Lëtzebuerg, an de Spëtzestonnen aacht Zich d'Stonn. Gitt mer emol am Ausland eng Plaz sichen, wou Der op esou engem Tronçon aacht Zich d'Stonn hutt! Dat ass quasi e Metrosystem vu Frankräich op Lëtzebuerg.

Wa mer mat deem Ausbau bis fäerdeg sinn, och nach mat der Streck mat Dikrech a mat deenen neie Garen, déi solle gebaut ginn, mat deem neie Pôle d'échange zu Ierpeldeng, wann dat alles bis fäerdeg ass, dann hutt Der och op der Ettelbrécker Streck, also op der Nordstreck, haaptsächlech vun Ettelbréck erof – vun Ëlwen e bësse manner, mee awer och nach e ganz gudden Takt –, en extreem héijen Takt.

Mee, wéi gesot, mir mussen dat alles bauen, an dat Ganzt, och deen neie Busreseau, kann eréischt optimal fonctionéieren, wann all déi Chantieren eriwwer sinn, och bei de Korrespondenzen. Mir hu jo och immens vill investéiert an den digitale System, deen eise ganze Reseau Zuch, Bus an alles steiert a wou och d'Verbindungen an d'Korrespondenzen ëmmer besser kënnen openeen ofgestëmmt ginn. Dat fonctionéiert natierlech nëmme richteg gutt, wann d'Chantieren eng Kéier fäerdeg sinn, well Dir kritt natierlech, esou laang wéi Der d'Chantieren hutt, net all déi Verspéidungen esou an de Grëff, datt Der dat kënnt perfekt openeen ofstëmmen. Do hutt Der ganz sécher ëmmer nach Schwieregkeeten.

Ech kann Iech awer soen: Den RGTR-Reseau, deen neie Reseau, wou jo ëmmer gemengt ginn ass, d'Leit wären alleguer onzefridden an de Reseau géif net gutt fonctionéieren, déi lescht Zuelen – well mir hu jo am RGTR an de Bussen och elo Zäleren agebaut wéi beim Tram, dat heescht, mir hunn do genau Zuelen, wivill Leit op den Arrêten eran- an erausklammen –, do si mer mat den Zuele vun der Notzung vum RGTR elo schonn op dem Niveau vu viru Covid. A bei enger ganzer Rei Linnen hu mer schonn 10 %, 15 % Steigerungsrate par rapport zu viru Covid, a virun allem déi nei Expressbuslinnen, déi mer agefouert hunn, déi richteg gutt fonctionéieren.

Wann ech dat soen, da wëll ech awer net domadder behaapten, datt den RGTR-Reseau elo perfekt wär a wierklech scho genau sou géif fonctionéieren, wéi ech mer dat virstellen. Mee do gëtt dru geschafft an, wéi gesot, do komme ganz sécher ëmmer nach Ajustementer.

Den Tramsreseau, ech mengen, dee leeft och op Volltouren. Elo nach déi lescht Deeg sinn déi éischt Schinne geluecht ginn op der Cloche d'Or. Ech si gudder Déng, datt mer ouni Schwieregkeeten a mam Accord vun alle Proprietären op deem Stéck do deen Tram wäerte bauen, wéi et virgesinn ass, bis Enn 2024. Dann hu mer 16,4 Kilometer fäerdeg, déi éischt Linn mat néng Pôle-d'échangen, déi och erëm wichteg sinn am Zesummespill mam Zuch a mam Bus. A mir hunn dat hikritt op engem ganz komplizéierten Tronçon, ouni datt mer hu missen, wann et da fäerdeg ass, eng Enteegnung maachen, an trotz Covid an trotz Schwieregkeeten hu mer den Timing grosso modo respektéiert, wéi mer eis et virgestallt hunn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da verweist op den Zesummenhang.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Gelift?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da verweist op den Zesummenhang!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, selbstverständlech. Selbstverständlech, gären.

An da kënnt d'Gesetz zum Schülertransport, do kënnt jo nach e separat Gesetz, e Finanzéierungsgesetz, an d'Chamber, well mir hu jo beim Busreseau den RGTR-Reseau ganz getrennt vum Schülertransport, well dat d'Situatioun herno verbessert. Dat gëtt eis beim RGTR an och beim Schülertransport, separat gesinn, méi Flexibilitéit. Dat Gesetz ass souwäit fäerdeg a wäert dann elo och eng Kéier der Chamber virgeluecht ginn.

Da kënnt nach eng Kéier e Gesetz no zu dem CFL-Bustransport. Dat ass och an der Ausaarbechtung. De Gesetzesprojet fir e Contrat de service public mat der CFL fir déi nächst 15 Joer, deen hutt Der schonn an der Chamber leien. Dat ass dat deierst Gesetz, wat bis elo an der Chamber deposéiert ginn ass. Dat ass iwwer 7 Milliarden Euro fir 15 Joer. Do si Steigerungsrate vu der Capacitéit vu 5 % pro Joer mat agerechent. Dat heescht, et ass net nëmmen einfach 15 Joer Status quo iwwerluecht, mee och zum Beispill de Fait, datt fir 400 Milliounen neit Zuchmaterial bestallt ginn ass, wou déi éischt elo d'nächst Joer wäerte geliwwert ginn.

An zu Ärer Freed, Här Bauler: Déi éischt, déi wäerten ersat ginn, sinn déi Z2. Dat heescht, fir d'Leit vun Dikrech gëtt dat eng grouss Erliichterung, …

Une voix | A!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | … wa se endlech dann neit Material kréien. Dat heescht, déi éischt, déi mer geliwwert kréien am Laf vum nächste Joer, wäerten natierlech och geduecht sinn, fir op der Nordstreck agesat ze ginn.

(Interruption)

Mee, wéi gesot, och dat ass eng ganz gutt Saach.

Mee wat wëll ech domadder soen? Ech wëll domadder soen: Mir sinn an engem Risenëmbroch an deem ganzen ëffentlechen Transport. Mir investéiere Rekordzuelen, Rekordfinanzmëttele mobiliséiere mer hei, fir datt mer dat hikréien. Mir hu bis elo op deene Chantiere gutt geschafft, trotz alle Krisen a Schwieregkeeten, déi mer haten. Mir hunn e bësse Pech gehat bei eenzelne Chantieren an ech soen de Leit Merci fir déi Gedold, déi se natierlech wärend der Chantierszäit mussen hunn, well d'Chantierszäit ass net flott. Dat weess ech och. An da gëtt et oft Situatiounen, wou et net esou ass, wéi et soll sinn.

Mee ech sinn iwwerzeegt, wa mer dat esou weidermaachen an och alles, déi Projeten, déi am Plan national de mobilité 2035 virgesi sinn, esou ëmsetze bis 2035 … Wat sportlech ass, dat muss ee bedenken. Dat ass en Zäitraum vun 13 Joer. A kuckt Iech emol all déi Projeten un, déi doranner beschriwwe sinn. Mee wa mer dat fäerdegbréngen – an dat musse mer fäerdegbréngen –, da sinn ech och iwwerzeegt, datt mer zu Lëtzebuerg mat dee beschten ëffentlechen Transport an Europa wäerten hunn.

A bis dohinner maache mer eist Bescht, fir de Leit entgéintzekommen, fir do ze hëllefen, wou et net gutt rëtscht an net gutt fiert. Mee, wéi gesot, ech soen haut scho Merci fir d'Gedold fir déi nächst Joren. Mee mir schaffen drun, datt et vill besser geet.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

7. 7900 – Projet de loi portant modification de :

1° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;

2° de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

3° de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7900, eng Upassung vum Aviatiounsgesetz. D'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7900 geet et ëm d'Reglementatioun vun der Navigation aérienne an eng ganz Rëtsch vun noutwendegen Upassunge vum Loftfaartgesetz vun 1948. Dëse Projet de loi poursuivéiert véiert Objektiver:

Éischtens, de Projet de loi viséiert d'Modifikatioun an d'Ergänze vum modifiéierte Gesetz vum 31. Januar 1948 iwwert d'Navigation aérienne, fir den Ufuerderunge vu verschiddenen internationalen Traitéë konform ze ginn, déi mer rezent ratifizéiert hunn.

Heibäi handelt et sech engersäits ëm d'Konventioun vu Beijing iwwert d'Repressioun vun illegalen Handlunge géint d'zivill Loftfaart, anerersäits ëm de Protokoll vu Montréal, deen d'Konventioun vun Tokio vun 1963 iwwer Infraktiounen u Bord vu Fligeren ofännert, a schlussendlech ëm den Zousazprotokoll vu Beijing, deen d'Den Haager Konventioun vun 1970 iwwert d'Repressioun vu Fligerentféierungen ofännert.

Dës dräi international Traitéen hate mir zu Lëtzebuerg schonns den 31. Mee 2021 per Gesetz ratifizéiert. Mam Projet vun haut brénge mer elo eis national Legislatioun an Aklang mat dësen Texter, andeems mer eng Rëtsch Obligatiounen, déi aus der Ratifikatioun vun dësen Traitéë fir all Memberstaat entstinn an déi mer zu Lëtzebuerg esou nach net an eiser Legislatioun virgesinn hunn, an eis national Gesetzgeebung iwwerhuelen.

Zweetens sollen d'penal Dispositiounen, déi am nationale legale Kader fir d'Aviation civile virgesi sinn, moderniséiert an adaptéiert ginn an un d'Entwécklunge vum allgemenge Strofrecht ugepasst ginn.

An dësem Kontext kënnt dann zum Beispill och eng nei Infraktioun fir e Fall derbäi, deen ëmmer méi e Problem um Niveau vun der Sécherheet um Lëtzebuerger Flughafen, a sécherlech och op de meeschten anere Flughäfen, gëtt, nämlech de Fall vum „bagage abandonné", also vu Gepäck, dat einfach stoegelooss gëtt an da jee no Ëmstänn e gréissere Sécherheetsdispositif ausléist.

Virun allem awer – an dat ass warscheinlech kaum engem opgefall – ginn hei zwee ganz al respektiv net méi aktuell Relikter aus dem 1948er-Fligereigesetz geholl, nämlech d'Strofméiglechkeete vun der Zwangsaarbecht an esouguer vun der Doudesstrof. D'Doudesstrof ass zwar 1979 vun der blo-rouder Regierung per Gesetz ofgeschaaft ginn an zanter 1999 och laut Verfassung verbueden. An deem Sënn handelt et sech heibäi just ëm d'Botze vun Oublien ouni praktesch Konsequenzen.

An da kommen ech zum drëtten Objectif vum Projet de loi: Mat dësem Projet gëtt och de Champ d'application vu verschiddene Sécherheetsdispositioune vum Loftfaartgesetz vum 31. Januar 1948 vun dem ofgegrenzte Beräich vum Flughafen ausgeweit, wouduerch e méi héije Sécherheetsniveau garantéiert gëtt.

An als véierten a leschte Punkt gesäit dëse Projet de loi vir, d'Zesummenaarbecht tëscht dem Flughafe respektiv dem Exploitant vum Flughafen an dem CGDIS ze klarifiéieren. Laut den aktuelle Loftfaart- respektiv Flughafereegele fält de Brand- a Rettungsdéngscht mëttlerweil an den Zoustännegkeetsberäich vum Exploitant vum Aerodrom, soudatt dëst och am Lëtzebuerger Gesetz muss formaliséiert ginn. Mat den haitege Modifikatioune gëtt deemno preziséiert, datt de CGDIS, de Service d'incendie et de sauvetage, um Flughafe formal net méi fir d'Administratioun, also d'ANA, iwwerhëlt, mee fir den Exploitant vum Flughafen, also lux-Airport.

Här President, dëse Rapport ass den 29. September eestëmmeg an der Mobilitéits- an ëffentlech Bautekommissioun ugeholl ginn, a fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Jo, villmools merci. Ech soen der Madamm Gary Merci fir hire Rapport an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wilmes. An dann ass et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, ech schléisse mech deem Merci un an ech géif den Accord vun der Fraktioun …

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn.

M. Max Hahn (DP) | … vun der Demokratescher Partei ginn. Merci, Här President.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Villmools merci der Rapportrice fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ech schléisse mech deene Mercien natierlech un a ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An dann ass et um Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Mir soen der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot, wat ze soen ass zu deem Rapport. Et ass eng Verbesserung vun ale Gesetzer. An deem Sënn gi mer den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech schléisse mech ganz einfach menge Virriedner un, a mir ginn den Accord vun déi Lénk.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Marc Goergen als leschten ageschriwwene Riedner.

M. Marc Goergen (Piraten) | Genau dat selwecht. Merci dem Chantal Gary, an ech ginn och den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci der Madamm Gary, an ech sinn och averstanen, Här President.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Très bien. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7900. Den Text steet am Document parlementaire 7900[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7900 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7817 – Projet de loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et portant modification de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 7817 iwwert d'Unerkennung vun de Qualifikatiounen am Beräich vun der Navigatioun. An d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vum Projet de loi 7817 ass d'Ëmsetzung an nationaalt Recht vun der EU-Direktiv 2017/2397 iwwert d'Unerkennung vun de Beruffsqualifikatiounen an der Banneschëfffaart, ewéi och a Bezuch op d'Iwwergangsmoossname fir d'Unerkennung vun Certificaten aus Drëttstaaten.

D'EU-Kommissioun wollt mat hirem Virschlag fir dës Direktiv souwuel d'Mobilitéit an d'Sécherheet vum Schëffsverkéier am Generellen, wéi och den Ëmweltschutz, de Gesondheetsschutz an d'Sécurité au travail am Banneschëfffaartssecteur verbesseren. An deem Sënn enthält d'Direktiv eng ganz Rëtsch Harmoniséierungsvirschréfte fir d'Certificatioun vun de Beruffsqualifikatiounen, fir d'Gestioun dovunner a fir déi géigesäiteg Unerkennung vun den entspriechende CertifiCaten am Beräich vun der grenziwwerschreidender Banneschëfffaart.

D'Direktiv 2017/2397, där hir Ëmsetzungsfrist de 17. Januar 2022 war, erliichtert d'Mobilitéit vun den Aarbechtskräften un éischter Stell duerch d'Aféierung vun engem EU-Qualifikatiounscertificat.

Si gesäit och vir, datt d'Memberstaaten dës harmoniséiert Qualifikatiounscertificate just u Persounen ausstellen, déi iwwert d'Mindestufuerderungen a Bezuch op Kompetenz, Alter, Aptitude médicale a Séifuerzäit verfügen.

An dësem Zesummenhang harmoniséiert si materiell an organisatoresch Bedéngunge fir d'Ausstellung vu Beruffsqualifikatiounscertificate fir d'Banneschëfffaart. Follglech gesäit dëse Projet de loi esouwuel d'Méiglechkeet fir den Transportminister vir, esou Certificaten auszestellen, se ze erneieren, se zréckzezéien, wéi och d'Verflichtung, datt all betraffe Persoun, déi op der Musel oder um befuerbaren Deel vun der Sauer navigéiert, esou en Certificat bei sech huet.

Och gesäit de Projet de loi vir, datt Kontrolle gemaach ginn zu der Navigatiounszäit an der medezinnescher Aptitüd vun de Membere vun der Deckbesatzung ewéi och eng Prozedur zur Evaluatioun vun de Kompetenzen am Kader vun der Ausstellung vun dëse Qualifikatiounscertificaten.

D'Sports- a Fräizäitschëfffaart, de Betrib vu Fären, déi sech net selbstänneg fortbeweegen, ewéi och d'Schëfffaart vu Sträitkräften an Noutdéngschter sinn Tätegkeeten, fir déi keng änlech Beruffsqualifikatiounen erfuerderlech si wéi fir d'Förderung vu Gidder a Persounen. Duerfir fale Persounen, déi esou Tätegkeeten ausüben, net ënnert dës Direktiv.

Wichteg ass hei awer ze erwänen, datt duerno, onofhängeg vun der Direktiv, duerch dëse Projet de loi – genee wéi et an eisen Nopeschlänner schonn de Fall ass – e „Behördenpatent" fir staatlech Aktivitéiten agefouert gëtt. De Projet viséiert hei méi prezis d'Schëfffaartsaktivitéite vun der Arméi, der Police, dem CGDIS an dem staatleche Service de la navigation.

Zousätzlech zur genannter EU-Direktiv vun 2017 huet d'EU-Kommissioun awer och eng ganz Rëtsch sougenannt „delegéiert Rechtsakte" geholl, déi majoritär d'Form vun EU-Reglementer hunn an deemno direkt an de Memberstaate gülteg sinn. Detailer dozou fannt Der a mengem schréftleche Rapport.

Well d'Schëffer, déi bei eis verkéieren, ganz dacks och um Rhäin verkéieren an d'Häfen am Nordatlantik ufueren, sinn dës Schëffer aktuell scho verflicht, Rhäinschëffspatenter ze hunn, wou d'Bestëmmungen

op 1868 zréckginn. Duerfir gouf d'Iddi fir e rengt Muselpatent verworf an déi Lëtzebuerger Autoritéiten hu bis elo kee spezifeschen nationale Certificat ausgestallt fir d'Conduite vu Banneschëffer.

Dat ännert awer elo mat dëser Direktivëmsetzung. Hei gëtt elo mat der EU-Harmoniséierung d'Recht agefouert, fir och zu Lëtzebuerg d'EU-Qualifikatiounscertificaten unzefroen. An de Staat muss sech deemno d'Moyenen an d'Prozedure ginn, fir mat zukünftegen Demanden an all deene Missiounen am Kader vun dëser EU-Gesetzgeebung kënnen ëmzegoen. Dozou gehéiert ënner anerem d'Schafe vun engem zousätzleche Posten.

Déi finanziell Auswierkunge vun dësem Projet de loi bleiwe laut Ministère éischter limitéiert a ginn zu engem gudden Deel duerch d'Aféierung vun enger „taxe d'instruction" kompenséiert.

Ofschléissend wëll ech nach kuerz erwänen, datt mer dank der Remark vum Staatsrot mat dësem Projet net nëmmen déi erwäänt Direktiv vun 2017 an hirer ursprünglecher Versioun ëmsetzen, mee direkt esou, wéi se d'lescht Joer – nom Depot vum Projet de loi an der Chamber – vun der Direktiv 2021/1233 ofgeännert gouf.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, datt de Projet de 27. Abrëll 2021 (veuillez lire: den 29. Abrëll 2021) vum Minister François Bausch deponéiert gouf an nieft dem Staatsrot just nach vun der Chambre de Commerce aviséiert gouf.

Vum Staatsrot gouf de Projet de 17. Dezember 2021 fir d'éischte Kéier an no de jeeweilege Serië vu parlamentareschen Amendementen de 14. Juni fir d'zweete Kéier an de 27. September fir d'drëtte Kéier aviséiert.

De schréftleche Rapport konnt dunn an der Sëtzung vum 14. Oktober gepréift an approuvéiert ginn. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, an et bleift mer just nach ze soen: E Merci u jiddereen, dee matgeschafft huet un dësem Projet. An domat ginn ech och den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Jessie Thill villmools Merci a ginn d'Wuert un den honorabelen Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech soen och der Madamm Thill Merci fir hire Rapport an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Ech géif mech dann nach eng Kéier de Wierder vum Serge Wilmes uschléissen an der Madamm Jessie Thill Merci soe fir hir zwee Rapporten. An ech géif den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, villmools merci der Madamm Jessie Thill fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn heimat och den Accord vun der LSAP. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif der Madamm Jessie Thill en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et ass deem näischt méi bäizefügen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, och dës Kéier: Ech schléisse mech ganz einfach menge Virriedner un an ech ginn den Accord vun déi Lénk.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci dem Jessie Thill, an och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | An d'Regierung kritt och d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci der Madamm Thill an och der Chamber fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Minister François Bausch.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7817. Den Text steet am Document parlementaire 7817[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7817 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8027 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8027 iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur an d'Regulatioun vun deem Marché. An d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, fir eist lëtzebuergescht Schinnennetz ze verbesseren an un déi zukünfteg Besoinen unzepassen, sinn eng Rei Investitiounsprojeten en cours respektiv an der Planungsphas.

Bei zwee esou Infrastrukturprojeten à charge vum Fonds du rail aktualiséiere mer mat dësem Gesetzesprojet hir finanziell Rumm an ee weideren Infrastrukturprojet setze mer op dës Lëscht bäi. Dës Lëscht hänkt als Annex 1 um Gesetz vum 6. Juni 2019 iwwert d'Gestioun, den Accès an d'Benotzung vun der Zuchinfrastruktur esouwéi iwwert d'Regulatioun vum Marché ferroviaire.

Dëse Projet de loi besteet insgesamt aus dräi Deeler:

Den éischten Deel betrëfft, wéi gesot, dräi Projets d'investissement à charge vum Fonds du rail. Déi zwee besteeënd Projete fannt Dir op der erwäänter Lëscht als Nummer 7 „Création d'un faisceau de remisage pour le matériel roulant en Gare de Luxembourg" an als Nummer 25 „Gare périphérique de Howald. Aménagement de la phase 1". An den neie Projet, deen derbäikënnt, kritt d'Nummer 40 a betrëfft och d'„Gare périphérique de Howald", mee dës Kéier ass et den „Aménagement de la phase 2".

Den zweeten Deel vum Projet de loi 8027 betrëfft net méi d'Annex 1, mee d'Artikelen 72 an 73 vum Gesetz. De Projet de loi adaptéiert dës zwee Artikelen, fir se an Aklang ze brénge mat den Dispositioune vum EU-Reglement 1301/2014 iwwert technesch Interoperabilitéitsspezifikatiounen am Beräich „Energie" vum europäesche Marché ferroviaire. Méi konkreet geet et bei den Ännerungen ëm harmoniséiert Prozedure fir eng méi prezis Facturatioun vun de Stroumkäschte vun all Zuch.

A beim drëtten Deel vum Projet de loi 8027, deen a priori dréngendsten Deel, geet et ëm noutwendeg Upassungen, fir eis national Legislatioun konform ze maache mat zwou Infraktiounsprozeduren, déi d'EU-Kommissioun géint Lëtzebuerg engagéiert huet.

Méi konkreet geet et ëm d'korrekt Ëmsetzung vun der Direktiv 2012/34 vum europäesche Parlament souwéi vum Conseil vum 21. November 2012 zur Schafung vun engem eenheetlechen europäeschen Espace ferroviaire. Hei geet et haaptsächlech drëms, eenzel Dispositiounen explizitt an d'Gesetz opzehuelen, déi momentan just iwwert d'Document de référence du réseau gereegelt sinn.

Fir nach eng Kéier op déi éischt dräi Deeler anzegoen, dat sinn:

De Projet Nummer 7 huet als Zil, d'Aktivitéite vum CFL-Depot an den CFL-Atelieren op engem Standuert ze regruppéieren, an zwar op der Houwalder Gare. No der aktuellster Reevaluatioun vun de Käschte schwätze mer hei vun engem Budget vun 164.007.000 Euro.

De Projet Nummer 25, den Amenagement vun der Phas 1 vun der Gare périphérique Houwald, huet dora bestan, e Quai fir d'Voyageuren ze realiséieren, mat allen domat verbonnenen Infrastrukturmoossname fir de Schinneverkéier. D'Accessibilitéit un de Quai sollt iwwer eng provisoresch Foussgängergerbréck assuréiert ginn. An de Budget vum initiale Projet huet sech op 42.878.500 Euro beschränkt. Fir dëse Projet schlussendlech ze realiséieren, hunn allerdéngs nach weider Elementer misse realiséiert ginn, soudatt den neie Projet sech op 66.250.000 Euro chiffréiert.

Beim Projet Nummer 40 geet et, wéi elo grad erwäänt, ëm d'Phas 2 vum Amenagement vun der Gare périphérique Houwald. Hei soll en zweete Quai amenagéiert ginn, souwéi de proppere Raccordement vun der neier Zuchlinn tëscht Lëtzebuerg a Beetebuerg. Hei schwätze mer vu Gesamtkäschte vu 95.300.000 Euro.

Fir all weider Detailer zu den dräi Deeler vun dësem Gesetzesprojet verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, deen de 14. Oktober eestëmmeg an der Kommissioun fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten ugeholl ginn ass.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech soen heimat Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice Chantal Gary villmools Merci a ginn d'Wuert un den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Jo, villmools merci. Ech soen nach eng Kéier merci der Madamm Gary fir hire Rapport a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An dann ass et um Här Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Och ech soen der Madamm Gary nach eng Kéier villmools Merci fir hir zwee Rapporten a ginn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert geet weider un den Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Ech soen der Madamm Chantal Gary villmools Merci fir de schréftlechen an de mëndleche Rapport a ginn den Accord vun der LSAP. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. An elo ass de Mikro fräi fir den Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech soen der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et un der Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, als Allerëischt emol e grousse Merci. Mir begréissen ausdrécklech dës nei Investissementer an eisen Zuchreseau, souwuel wat de Projet op der Stater Gare betrëfft, wéi och den Ausbau vun der Hollerecher Gare (veuillez lire: Houwalder Gare). Déi zousätzlech Investitioune si gutt argumentéiert a schéngen eis och wierklech justifizéiert ze sinn.

Allerdéngs enthält dëse Projet de loi fir eis awer och verschidde problematesch Dispositiounen, déi mat der Liberaliséierung vum europäesche Schinnennetz zesummenhänken. déi Lénk huet sech ëmmer, vun Ufank un, do dogéint gewiert, géint dës Liberaliséierung. A wéi och am Avis vun der CSL ze liesen ass, bréngt dat manner Qualitéit a manner Sécherheet, dofir awer Sozialdumping a méi héich Präisser. D'Liberaliséierung huet eigentlech net zu enger Renaissance vum Zuch bäigedroen, si steet hir carrement am Wee.

Netdestotrotz stëmme mir awer dësem Projet zou, well déi Investitioune fir eis immens wichteg sinn, fir datt mer weiderkommen an eisem Zuchreseau.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann ass et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Chantal Gary. A sécherlech hätt ech och mäi Bauch wéi bei dësem Gesetz, wann déi Liberalisatioun esou géif drastoen, wéi dat elo gesot ginn ass.

Et ass awer esou, dass mer zu Lëtzebuerg en anere Modell gewielt hunn, an zwar dass d'CFL eng gewësse Sécherheet kruten, dass se eeben dierfe weiderhin eisen Zuchreseau huelen. Well ech mengen, heibanne géif jo och keen zoustëmmen, wa muer iergenden anere wéi CFL géif eis Zich operéieren oder fueren. Deementspriechend sinn déi Dispositiounen zum Schutz vun eisen nationalen CFL, déi elo dra sinn an déi och den Zouschlag kruten an dat och iwwert déi nächst zéng oder zwanzeg Joer wäerte maachen.

Deementspriechend kann een haut berouegt zoustëmmen. Anescht hätt ech natierlech haut och Nee gesot, mee esou stëmmen ech och zou. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. A merci der Madamm Gary an allen Deputéierte fir hir Beiträg an och d'Bereetschaft zu der Zoustëmmung zu deem Gesetz hei.

Hei ass erëm dat Beispill, wat am Fong gutt an dat erapasst, wat ech virdrun dem Här Bauler och geäntwert hu vun deem, wat mer alles investéieren. Dat hei sinn natierlech erëm eng Kéier Riseprojeten, mee mir si frou a mir wëlle se alleguerte maachen. Mee ech mengen, wann Dir kuckt, wou se stattfannen, da wësst Der, datt dat natierlech erëm eng Kéier mat Chantiere verbonnen ass. Mee, wéi gesot, dat sinn awer och Chantieren, déi an där Zäitrumm virgesi sinn, wou ech se virdru beschriwwen hunn, esou bis 2028/2030.

A wann dat alles fäerdeg ass, féiert dat natierlech derzou, datt d'Gare Lëtzebuerg net méi déi eenzeg grouss Gare ass niewent der Gare Pafendall, déi mer jo och gebaut hunn, mee datt mer hei eng drëtt Gare an der Stad Lëtzebuerg hunn, um Rand vun der Stad Lëtzebuerg, wou ee kann ëmsteigen, wou den Tram jo och herno ukënnt, wou eng Busgare niewendru gebaut gëtt, also e risege Pôle d'échange. An dat ass natierlech eng formidabel Saach an dat féiert derzou, datt d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport ganz kloer besser gëtt.

Da wollt ech awer och nach ee Wuert soen, Här President, zu deem, wat d'Madamm Cecchetti gesot huet zu der Liberaliséierung. Et ass, wéi den Här Goergen dat richteg ënnerstrach huet: Mir hunn duerch de Fait, datt mer am Kader vun der Lëtzebuerger Presidence dee Paquet ferroviaire esou ëmgeännert kritt hunn, datt fir Reseaue wéi Lëtzebuerg eng Direktvergab ka gemaach ginn, eis erausgeholl aus där Liberaliséierung, déi elo – zu Recht, fannen ech – kritiséiert gëtt.

An duerfir hunn ech jo dat Gesetz deposéiert. Dat ass den neie Contrat de service public. D'Chamber huet deen entre-temps. A wa 60 Deputéierten, hoffentlech, dee wäerte stëmmen an deenen nächste Wochen – den Avis vum Staatsrot feelt eis nach –, dann ass fir de Lëtzebuerger Zuchreseau op alle Fall fir déi Joren, 15 Joer vun 2025 u gerechent, d'Situatioun ofgeséchert. Dat heescht, dann hu mir vum Staat aus garantéiert e Service public am Schinneverkéier, dee sech weise léisst. An duerfir spillt dat fir eis sécher net.

Et kënnt nach derbäi, datt déi Ännerungen, déi elo hei dra sinn, wat de Paquet ferroviaire ubelaangt, Madamm Cecchetti, net deen do Deel betreffen. Déi betreffen deen éischte Pilier dovunner. Et ware jo e puer Pilieren. An dat hei ass awer dee Pilier, muss ech Iech awer soen, dee mat der Liberaliséierung an deem Sënn näischt ze dinn huet, datt dat dee positiven Deel dovunner ass. Well do geet et precisement drëms, datt d'Standarden an Europa solle méi vereenheetlecht ginn, Sécherheetsstandarden an esou weider. An dat ass egal wéi eng gutt Saach. Also d'Liberaliséierung kann och gutt Saachen hunn.

An deem Fall huet se eppes Guddes, bréngt se eis eppes Guddes, well dat och bedeit, datt mer zum Beispill entre-temps eng europäesch Agentur hunn, déi ëmmer méi ze soe kritt, wéi déi Sécherheetsstandarden openee sollen ofgestëmmt ginn. Den europäesche Sécherheetssystem, den ECTS, dee mir zu Lëtzebuerg scho komplett ëmgesat hunn, dat ass och en Deel vun deem Ganzen. Dat heescht, wou mer et wierklech fäerdegbréngen, datt herno am europäeschen Zuchreseau d'Zich vill besser kënne mateneen organiséiert ginn. Well mat deene ville Standarden, déi mer haut hunn, dat mécht et fir de Client sécherlech net méi interessant an och fir d'Operateuren net ëmmer einfach, fir dat alles openeen ofzestëmmen.

Duerfir, deen „technesche" Pilier, wéi ech en ëmmer genannt hunn, vum Paquet, dat war eng gutt Saach. Fir de Rescht huet d'Kommissioun fir meng Begréffer keng esou gutt Aarbecht gemaach.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8027. Den Text steet am Document parlementaire 8027[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8027

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

10. 6539B – Projet de loi portant création de la procédure de dissolution administrative sans liquidation et modifiant :

1° le Code de commerce ;
2° le Nouveau Code de procédure civile ;
3° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;
4° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
5° la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 6539B iwwert d'Aféiere vun enger administrativer Opléisungsprozedur ouni Liquidatioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert Iech haut eng e bësse méi technesch Matière virstellen. Bei dësem Projet de loi handelt et sech nämlech ëm e Gesetzesprojet am Kader vun de Faillitte vu Gesellschaften, vun Handelsgesellschaften.

Mir schaffe scho ganz laang un enger Moderniséierung vun eisem Faillittegesetz. An ech ka mech erënneren, 1980 am Kader vun enger Konferenz, déi vun engem Affekot gehale ginn ass iwwert d'Faillite, do huet dee scho gesot: „Dat Gesetz muss onbedéngt reforméiert ginn." 1980! Den heite Projet, deen ass den 1. Februar 2013 vum deemolegen CSV-Justizminister François Biltgen deposéiert ginn, an Dir gesitt, dat si schonn zéng Joer hier.

Ech erspueren Iech elo de ganzen Detail iwwert de Werdegang vun dësem Gesetzesprojet iwwer all déi Joren. D'Detailer kënnt Der ënnert de Rôlenummere 6539, 6539A a 6539B erëmfannen.

D'lescht Joer huet d'Justizkommissioun sech entscheet, de Projet de loi 6539 – dat heescht, den originalen, originäre Projet mam Titel „Préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite" – an zwee opzesplécken, an zwar den aktuellen Text 6539B, dee sech mat der Prozedur fir administrativ Opléisungen ouni Liquidatioun befaasst, an de Gesetzesprojet 6539A, deen d'Reform vun de Faillitte per se traitéiert. An do komme mer an enger spéiderer Sitzung eng Kéier drop zréck.

D'Fro, déi sech stellt, ass, firwat proposéiert gëtt, déi sougenannt „procédure de dissolution administrative sans liquidation" anzeféieren.

Engersäits bezitt sech eng bedeitend Unzuel vun de Liquidatiounsprozeduren iwwer e Geriichtsurteel op Firmen, déi ëmmer erëm géint d'Gesellschaftsrecht verstouss hunn: e Feele vun engem Siège social, d'Demissioun vum ganze Verwaltungsrot, ouni dass dësen ersat goufen, Joresberichter, déi net beim Handelsregëster eragereecht gi sinn, fir nëmmen dës Verstéiss ervirzeträichen.

Op där anerer Säit hu vill Entreprisen, déi Objet vun enger judiciairer Liquidatioun sinn, och keng Active méi oder hunn hir Aktivitéit souguer scho säit enger gewëssener Zäit agestallt.

Virun allem d'Liquidatiounsprozedure wéinst feelenden Aktivaen huelen ëmmer méi zou. Mir nennen dat am Beruff „d'Dier fir op- an zouzemaachen". Dat bréngt eng enorm administrativ Charge fir eis Geriichter mat sech a kascht de Staat relativ vill Suen.

Fir dat an Zukunft méiglechst erofzeschrauwen, gesäit dëse Gesetzesprojet vir, d'Procédure de dissolution administrative sans liquidation anzeféieren. Heimat soll, wéi den Numm et seet, eng Gesellschaft opgeléist kënne ginn, ouni dass eng formell Prozedur vun der Liquidatioun muss gemaach ginn, wéi se u sech am Artikel 1200-1 am modifizéierte Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'Handelsgesellschafte virgesinn ass.

Fir allerdéngs ënnert déi Procedure, déi hei virgesinn ass, ze falen, mussen dräi Konditiounen erfëllt ginn: Éischtens, d'Gesellschaft dierf keng Aktivaen hunn. Zweetens, si dierf och keng Salariéen hunn, well wa Salariéen am Spill sinn, ass d'Liquidatioun vill méi komplex. Drëttens, déi vum Gesetzesprojet viséiert Gesellschafte sinn déi, déi ënnert d'Applikatioun vum Artikel 1200-1 Paragraf 1 vum modifizéierte Gesetz vun 1915 falen, dat heescht, d'Gesellschaften, déi géint d'Strofrecht verstoussen oder déi substanziell net konform zum Handelsrecht si respektiv géint d'Gesetzer verstoussen, déi sech op kommerziell Gesellschaften uwennen. Dozou gehéiert notamment den Droit d'établissement.

Wéi soll dann elo dës Procedure an der Praxis oflafen? D'Procedure vun dëser Dissolutioun ass am Fong vun administrativer Natur. Et ass awer esou, dass de Parquet, de Staatsanwalt, d'Decisioun hëlt, fir esou eng Procedure anzeleeden. De Gestionnaire vum Handelsregëster gëtt vum Procureur opgefuerdert, eng Prozedur opzemaachen. An anere Wierder, de Gestionnaire vum Handelsregëster ass den Exécutant vun enger Decisioun, déi d'Staatsanwaltschaft geholl huet. Dat ass wichteg ervirzehiewen.

De Gestionnaire vum Handelsregëster gëtt also opgefuerdert, no Salariéë vun der Gesellschaft ze sichen an no Aktiven, oder besser gesot, d'Absence vun Aktiven ze kontrolléieren.

No der Kontroll an der Feststellung, dass d'Gesellschaft weeder Aktiven nach Salariéen huet, muss de Gestionnaire de Procureur doriwwer informéieren. Doropshin gëtt eng Décision de clôture publizéiert an d'Radiatioun vun der Gesellschaft aus dem Registre de commerce ënnerholl.

Och wann et sech ëm eng administrativ Prozedur handelt, kritt dës Procedure e judiciairë Charakter, wann e Recours geholl gëtt.

Hei bleift unzemierken, dass d'Voies de recours vun dësem Gesetzesprojet no engem änleche Mechanismus funktionéiere wéi et am modifizéierte Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert de Registre de commerce et des sociétés souwéi d'Kontabilitéit an d'Comptes annuels vun den Entreprisë virgesinn ass.

De Projet de loi gesäit och vir, datt de Recours net virum Verwaltungsgeriicht, mee dem Tribunal d'arrondissement verhandelt gëtt.

Fir all weider Detailer verweisen ech op de Commentaire des articles an awer och op d'Travaux parlementaires zu de Projeten, déi ech virdrun opgezielt hunn.

Zu den Avisen. De Staatsrot huet de 16. November 2021 säin éischten Avis zum Projet de loi 6539B eragereecht. Nieft enger Rëtsch vun anere Remarken, huet déi Héich Kierperschaft d'Scissioun vum Projet op Anhieb guttgeheescht. An dat well d'Dispositioune vum Projet de loi ouni Impakt op déi rechtlech Dispositioune vum initiale Projet kënne getrennt ginn.

Am Artikel 6 huet de Staatsrot eng Opposition formelle ausgeschwat bei de Punkten 1 an 2 vum zweete Paragraf, well e sech freet, wat ënnert den Termen, ech zitéieren, „principales banques de guichet" an „principaux assureurs non-vie" ze verstoen ass.

De Staatsrot gëtt och un, dass ee sollt d'Wierder „acteurs" an „agents, professionnels, dirigeants et salariés" duerch „les personnes suivantes" ersetzen, oder awer duerch „les personnes visées à l'alinéa 2".

De Staatsrot huet sech och beim zweeten Alinea vum Artikel 10 opposéiert, well d'Geriicht vum Procureur d'État an net vum Magistrat, deen d'Bezierksgeriicht an den Handelsaffären als Juge du fond presidéiert, saiséiert gëtt.

Des Weidere goufe beim Artikel 18 e puer Ongereimtheeten opgeworf.

A sengem Avis complémentaire vum 1. Abrëll 2022 seet de Staatsrot sech en gros mat den Amendementer, déi mir proposéierten haten, d'accord. De Staatsrot huet nach e puer Ajustementer proposéiert an eng Textpropos fir den Amendement 18 ënnerbreet. Just beim Amendement 19 zum Artikel 18 vum Projet de loi huet de Staatsrot sech weider opposéiert. Dat huet sech awer duerch eng weider Navette am zweeten Avis complémentaire vum 22. Juni (veuillez lire: vum 28. Juni) vun dësem Joer mat der Héijer Kierperschaft erleedegt.

De Conseil de l'ordre vun den Affekoten huet säin Avis den 29. Juni 2022 ofginn. Hirem Avis no stousse sech eenzel Demarchen, déi mam Projet proposéiert ginn, u fundamentale rechtlechen Iwwerleeungen, notamment well an hiren Aen dës Procedure fir onéierlech Zwecker kéint benotzt gi respektiv well en d'Rechter an d'Interête vun de Partie-prenantë beschneide kéint.

Fir weider Detailer an zu den Avise verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ass e klengen awer wichtege Schrëtt a Richtung vun der Moderniséierung vun eisem

Faillittegesetz. Déi méi grouss Changementer, hunn ech schonn ugekënnegt, wäerten awer nach mam 6539A nokommen.

An awer ass d'Procédure de dissolution administrative sans liquidation e wichtegen Outil, fir vill sougenannte „Coquilles vides" aus dem Verkéier ze zéien, déi keng Utilitéit méi hunn an dohischlofen.

Dat wäerte mer an Zukunft méi einfach kënne maachen. An engems wäert Zäit gewonne ginn an de Staat wäert bei der Prozedur Suen aspueren.

Ech soen Iech, ech soen all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, haaptsächlech de Beamte vum Justizministère, mee och de Mataarbechter a Kolleegen a Kolleeginnen e grousse Merci, an Iech fir d'Nolauschteren. An ech ginn och heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner.

An dat ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Direkt e grousse Merci dem Rapporter fir säin exzellente schréftlechen a mëndlechen Rapport.

Wéi gesot ass dat hei e Projet, dee mer musse virzéien, well am Fong dëst Kapitel am generelle Projet de loi virgesi war iwwert d'Reform vun de Faillitten. An de Rapporter huet et gesot, mir schaffe scho ganz laang un deem Projet de loi a probéieren och ëmmer, dann déi neisten europäesch Reglementatioun mat anzefügen.

Ech erënneren drun, datt dat neit Faillittegesetz, dat mer dann eng Kéier hei an dësem Plenum wäerte stëmmen, dozou soll féieren, datt een eng zweet Chance soll kréien, wann ee sech traut, e Geschäft opzemaachen.

Well mer awer musse mat dësem Projet de loi virukommen, och en vue vum Contrôle vum GAFI hei zu Lëtzebuerg, hu mer decidéiert, dës Partie iwwert d'Dissolution sans liquidation virzezéien, an duerfir haut hei de Vott iwwert dëse Projet.

Dëse Projet gesäit am Fong, wann een dat wëll vereinfacht soen, eng ofgekierzte Prozedur vun enger laanger Faillitteprozedur vir.

Ech wéilt awer och ganz kloer hei soen, datt Lëtzebuerg kee Bréifkëschteland ass. Den Ausseminister, den Här Asselborn, hat eng Kéier um däitsche Fernsee gesot, hei géifen esou vill Bréifkëschten un de Fassaden hänken, well mer eeben esou e klengt Land wieren an et wier soss keng Plaz do, fir Bréifkëschten opzehänken.

Dat ass …

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mee fir dran ze wunnen!

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass net méi de Fall. An ech wëll och soen – an ech hunn et eng Kéier gesot –: An der Groussregioun, besonnesch am däitsche Grenzraum, hänke méi Bréifkëschte wéi zu Lëtzebuerg, well déi meescht Lëtzebuerger sech hire Colis dann dohinner liwwere loossen, fir Porto ze spueren.

(Brouhaha)

Et ass e Gesetz, wat ganz streng Konditioune virgesäit, well et eeben eng vereinfacht Procedure ass. Dat heescht, et betrëfft Gesellschaften, déi éischtens keen Aktiva hunn an zweetens keng Salariéen. Dat ass ganz wichteg, well soubal een Aktiva huet oder Salariéen huet, fält een net méi hei an dat neit Gesetz an da wier een am Kader vun der normaler Faillitteprozedur. De Rapporter ass och dorobber agaang. Eng drëtt Konditioun ass: Et muss eng Violatioun vun den Obligatioune virleien aus dem Gesellschaftsrecht oder aus dem Gesetz iwwert de Registre de commerce.

Ech wëll elo net méi am Detail op d'Prozedur agoen. De Rapporter ass dorobber agaang. Vläicht nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt d'Initiativ beim Procureur d'État läit an duerno gëtt et eng administrativ Prozedur.

Wichteg awer ass och, an do kënne mir esou gutt an esou prezis en Text hei ausfeilschen, d'Zesummespill vun deene verschiddene Verwaltungen. Dat muss klappen, fir datt dëst Gesetz kann effektiv ëmgesat ginn.

Ech wëll och betounen, datt eng Rei Gesellschafte guer net an de Champs d'application vun dësem Gesetz falen, wéi zum Beispill d'Banken oder d'Assurancen. Also keng Panik: D'Banken an d'Assurancë kënnen net iwwer eng vereinfacht Prozedur en liquidation gesat ginn. Et wier och e bësse komesch, wa bei enger Assurance a bei enger Bank keng Aktiva an och kee Personal wieren.

Dann e Punkt, wou ech nach kuerz wéilt drop agoen, ass d'Recoursméiglechkeet. Éischtens kann ee géint d'Decisioun e Recours maachen, wann decidéiert gëtt, datt d'Gesellschaft eeben opgeléist gëtt oder wa gesot gëtt, d'Prozedur gëtt arrêtéiert an déi Gesellschaft däerf viruliewen.

Mir haten och do en Avis vum Conseil de l'ordre kritt, well eeben e Fall unhänglech ass, wou im Nachhinein festgestallt ginn ass, datt Aktiva notamment am Ausland fonnt gi sinn. An do huet sech d'Fro gestallt, ob een déi Problematik hei an d'Gesetz kéint mat abannen. Dat ass natierlech eng berechtegt Fro. Mee esou e Constat kann no sechs, siwen, aacht, néng Joer op eemol optauchen a mir sinn zur Konklusioun komm, datt een dat net bräicht mat anzebannen, well eeben och den Artikel 13 souwisou eng Reouverture vun der Prozedur virgesäit. An da fält een an déi normal Prozedur vun der Faillite.

Ech wëll ofschléisse mat dem Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da wier et un der honorabeler Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci den Hären Arendt a Gloden fir d'Explikatiounen, virun allem dem Här Arendt fir den exzellente Rapport mat all den Detailer. Deem ass natierlech näischt méi bäizefügen, wat elo d'Verständnis vun dësem Gesetzesprojet ugeet.

Ech wollt vläicht just nach drun erënneren, dass de Bierger jo vun de Geriichter dat fundamentaalt Recht vum Accès zur Justice muss garantéiert kréien, wat iwwregens och an der europäescher Mënscherechtscharta festgehalen ass. A fir dës Garantie net ze gefäerden, musse mer ganz einfach de grousse Problem vun där sougenannter Lenteur vum Justizapparat och an de Grëff kréien a Léisungen um Terrain ëmsetzen.

Ech gesinn dëse Projet de loi als en Deel vun esou enger Léisung an dofir kann ech getrouscht am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporter Guy Arendt huet eis erkläert, ëm wat et an dësem Projet geet. De Léon Gloden huet weider Explikatiounen dozou ginn.

Mir wëssen och elo, firwat mer d'Reform vum Faillittegesetz schlussendlech an zwee gespléckt hunn an eis elo eebe beschränken op dës Prozedur, fir Betriber, besser gesot Net-méi-Betriber oder Ex-Betriber, kënnen opzeléisen an iergendwéi – och e wéineg méi salopp ausgedréckt – Karteiläichen aus dem Handelsregëster ze sträichen.

Voilà, merci och un de Rapporter fir säi Bericht a virun allem, fir d'Presidence vun der Sous-commission „Faillite" iwwerholl ze hunn an an der Justizkommissioun, nodeem de Franz Fayot an d'Regierung gewiesselt ass.

An deem Zesummenhang ass et mer och nach wichteg ze soen, dass mer an dëser Souskommissioun all zesummen un engem Strang gezunn hunn a virun allem hunn d'Juriste vum Terrain hir Erfarung mat erabruecht, fir esou mat de Professionelle vun der Ekonomie, vum Barreau a vun de Geriichter en zefriddestellend Gesetz zustanenzebréngen, mat deem klenge Bemoll, deen de Léon Gloden opgeworf huet, wou net jiddweree komplett domat d'accord war. Awer och e spezielle Merci un d'Madamm Millim an den Här Ruppert aus dem Justizministère, déi sech an dëser Matière beschtens auskennen an och an den internationale Verhandlungen zu Bréissel munnech Blutt geschweesst hunn, mengen ech.

Mir sinn hei, wéi de Rapporter et gesot huet, an engem Deel vun dem Projet iwwert d'Faillittegesetz. E puer Wuert zur allgemenger Problematik vun de Faillitten: Eng dynamesch Ekonomie brauch och eng modern Faillittegesetzgeebung. Faillite maachen, faillite goen ass entgéint deem, wéi et leider oft gesi gëtt, keng Fatalitéit. Natierlech ass et am Eenzelfall näischt Schéines an et wënscht een et kengem, ausser vläicht eng Partie Leit hirer Konkurrenz, wann ee selwer eng Entreprise huet, well et jo nieft deem finanzielle Schued och oft mat Aarbechtsplazverloschter an domadder och perséinleche Schicksaler zesummenhänkt. Mee Faillitte gehéieren an enger dynamescher Ekonomie derzou an an engem kompetitive Marché kann net all Geschäftsiddi zum Erfolleg féieren.

An eebe grad dowéinst muss d'Gesetzgeebung esou opgestallt ginn, dass dës inevitabel Faillitten och esou séier an esou effikass wéi méiglech kënnen ofgewéckelt ginn, wéi d'Cécile Hemmen et och elo ugedeit huet.

Eng modern Faillittegesetzgeebung ass och noutwendeg fir e gudden Entrepreneursgeescht an eisem Land. Wa mer wëllen, dass Entrepreneuren, Jonker a manner jonk Mënsche sech mat innovativen Iddie lancéieren, fir eis Ekonomie méi klimafrëndlech, méi digital a méi ressourcëschounend opzestellen, da musse mer hinnen och d'Sécherheet ginn, dass am Fall, wou et net klappt, keng éiweg a schwéierfälleg Prozeduren op si waarden, fir d'Situatioun vun enger Faillite ze iwwerwannen an hiren Entrepreneursgeescht kënne weider geltend ze maachen an deem Land.

Ech mengen, mir sinn eis all eens, déi aktuell Gesetzgeebung erfëllt dës Krittären net. Wa bei eis zum

Beispill am Moment Geriichter quasi an all Etapp vun der Liquidatioun involvéiert sinn, mussen d'Geriichter an anere Länner net permanent intervenéieren, wouduerch d'Prozedur däitlech manner opwenneg ass.

Zënter Jore weisen och international Gremie wéi d'OCDE drop hin, dass eis Faillittegesetzgeebung iwwerschafft muss ginn. Dass dës Erkenntnis heibannen an och bei der Exekutiv scho méi laang besteet, weist sech jo doduerch, dass den initiale Projet, op deen dëse Projet de loi zréckgeet, schonns, wéi de Rapporter et sot, Ufank 2013 vun der CSV/LSAP-Regierung deposéiert gouf. A virdru gouf et schonn 2003 de Luc Frieden, deen en éischte Gesetzesprojet deposéiert hat, aus deem awer ni eppes ginn ass.

Mir begréissen et dofir als Gréng, dass mer haut endlech en éischte Schrëtt ginn a Richtung vun enger moderner Faillittegesetzgeebung mat der Aféierung vun der vereinfachter administrativer Prozedur, fir sougenannte „Coquilles vides", also Entreprisen, déi eigentlech just nach um Pabeier existéieren, kënnen opzeléisen.

Andeems dës Entreprisen an Zukunft mat enger einfacher Prozedur kënnen zougemaach ginn, ginn och d'Käschte fir de Justizapparat an domat fir eis alleguerten als Steierzueler reduzéiert an d'Justiz huet méi Zäit, sech ëm méi wichteg Saachen ze këmmeren.

Am Numm vun der grénger Fraktioun ginn ech natierlech den Accord fir dëse Gesetzesprojet. Erlaabt mer awer nach ze soen: Mir mussen och elo beim zweete Volet, dem Gesetzesprojet 6539A, séier virukommen, fir eebe grad dee moderne gesetzleche Kader, dee mir fir dës dynamesch Ekonomie brauchen, esou séier wéi méiglech an d'Realitéit ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, merci, Här President. Dee Speed-off hei mécht Sënn, besonnesch well mer hei eebe just net vu Faillittegesellschafte schwätzen, mee vu „Coquilles vides", Gesellschaften, déi nach am Regëster – ech soen einfach elo mol ganz salopp – erëmtrëllen, keng Aktiva hunn, keng Salariéë méi hunn an déi bis elo duerch relativ laangwiereg an deier Prozeduren hu misse liquidéiert ginn.

Genau dat spuere mer elo. De Steierbierger spuert hei eng Hellewull Geld. Mir brauchen engem Liquidateur keen Honoraire ze bezuelen, fir eng „Coquille vide" ze liquidéieren. Mir brauche keng Annoncë méi an den Zeitungen ze maachen. Mir brauchen net d'Geriichter ze belaaschte mat onsënnege Requête-en-clôturë vu Liquidatiounen, wou näischt dran ass. Et ass also eng wonnerbar Saach.

Merci nach un de Rapporter Guy Arendt, deen eis dat dote wonnerbar erkläert huet a mat där Prezisioun, déi ech elo ginn hunn, ginn ech selbstverständlech den Accord vun der ADR.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding. An ech ginn d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dem Rapporter och nach e grousse Merci, natierlech, fir dëse Rapport.

Jo, dëse Projet huet als Objektiv, eng Procédure de dissolution administrative sans liquidation anzeféieren, déi et erméigleche soll, Gesellschaften, déi dräi kumulativ Krittären erfëllen, séier a käschtegënschteg administrativ opzeléisen.

D'Erfarunge vun der Liquidation judiciaire weise momentan effektiv op, dass besonnesch sougenannte „Coquille-viden", also zum Beispill Gesellschaften ouni en Actif an ouni e Salarié eng grouss administrativ Charge fir déi zoustänneg Juridictiounen a Käschte fir de Staat duerstellen, Suen, déi op anerer Plaz sécherlech besser investéiert wieren.

Klammert een d'juristesch Froen a Bedenken aus dem Avis vum Conseil de l'ordre aus, deen ech wierklech och elo net ka beurteelen, da schéngt de Projet op den éischte Bléck begréissenswäert: Den RCS gëtt gebotzt an de Staat spuert Suen. Net schlecht!

Här President, mir hunn awer déi eng oder aner Fro: Firwat hu mir iwwerhaapt esou vill „Coquille-viden" am RCS stoen? Firwat hu mir esou vill där Strukturen, dass mir dowéinster en eegent Gesetz musse stëmmen?

Bon, mäin Zil ass et elo net, iwwert d'Legitimitéit oder iwwert d'Konsequenze vun gewëssen Aktivitéiten hei ze debattéieren. Mee et geet mer an éischter Linn drëms, wéi mer weiderfueren, wa mir den RCS dann emol ganz grëndlech gebotzt hunn.

Ännere mir verschidde Saachen a probéieren, an Zukunft konsequent ze vermeiden, dass esou „Coquille-viden" entstinn? An deem Fall kann een de Projet éischter begréissen. Botze mir allerdéngs nëmmen den RCS a maachen duerno weider wéi bis elo, an deem Fall kann ee skeptesch sinn.

D'Procédure de dissolution administrative sans liquidation gëtt zwar als méi käschtegënschteg wéi d'Liquidation judiciaire beschriwwen, mee finalement ass se och net gratis. Wa mir also nëmmen den RCS botzen, ouni datt mir gläichzäiteg Mesuren huelen, déi ënnerstëtzen, dass Gesellschaften net einfach als „Coquilles vides" ronderëmgeeschtere gelooss ginn, soubal hiren eigentlechen Zweck eriwwer ass, da bleiwe mir an enger Situatioun, wou, vereinfacht gesot, d'Allgemengheet hannert dem perséinlechen Interessi vun e puer opraume muss. Kuerz, mir botzen en RCS, fir Plaz ze maache fir nei ..., fir déi nächst, u sech.

Här President, an deem Kontext stellt sech d'Fro, ob et net interessant wier, an d'Richtung ze goen, datt all Gesellschaft, déi gegrënnt gëtt, en Deel vum Kapital fir hir eege Liquidatioun aplange muss. Dëse Betrag wier natierlech ugepasst un d'Envergure an d'Objektiv vun der Gesellschaft.

Geeschtert eng Gesellschaft, déi reng fir een Zweck gegrënnt gouf, iergendwann eng Kéier, aus wat fir enger Ursaach och ëmmer, einfach ronderëm a verstéisst géint déi bestoend Krittären, wat dann zu enger ordonnéierter Liquidatioun féiere kann, da kéint dëse Betrag fir déi noutwendeg Liquidatioun benotzt ginn. D'Iddi ass do, fir d'Gesellschaft vun Ufank u mat an d'Verantwortung ze huelen. Et ass e klengen Ustouss u sech, just e Gedankespill, fir datt d'Allgemengheet net d'Käschte muss droen.

Well mir awer op eiser Skepsis sëtze bleiwen an déi Froe fir eis am Raum stoe bleiwen, wat elo d'Weiderféiere vun där Praxis vun de „Coquille-viden" ugeet, si mir éischter skeptesch géintiwwer dësem Gesetz a stëmmen et net mat.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Awer och merci dem Guy Arendt fir dee gudde Rapport a virun allem fir déi gutt Leedung vun der Kommissioun an der Souskommissioun, wou virun allem vill Experten zu Wuert komm sinn. Et ass keen einfachen Dossier, an dee groussen Dossier wäert jo eréischt an e puer Méint hei an d'Plenière kommen. Mir wäerten och eis Zoustëmmung haut ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President. An éier ech nach e bësse méi op de Fong aginn, fir dass ech et net vergiessen: e ganz, ganz grousse Merci un d'Souskommissioun „Faillite" mat hirem President a Rapporter, dem Guy Arendt, an natierlech och de Matarbechterinnen a Mataarbechter aus dem Justizministère, déi déi Knachenaarbecht un deem Projet de loi à la base, dem Faillitteprojet, vun deem deen heite jo ofgetrennt ginn ass, an deem heite Projet iwwert déi lescht Jore geleescht hunn. Et ass wierklech eng ganz, ganz knëffleg Detailaarbecht. Et kënnt nach déi europäesch Direktiv mat dobäi, déi mer elo mat verschafft hunn am Faillittentext. An ech weess wierklech Är wäertvoll Zäit ze schätzen, déi Der Woch fir Woch opbruecht hutt, fir hei zesummen ..., déi all matgeschafft hunn. Och dem Léon Gloden, dem Charles Margue, dem Cécile Hemmen, dem Marc Goergen wierklech merci fir ... Wien hunn ech vergiess?

M. Fernand Etgen, Président | De Roy.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Den Här Reding. Ech weess net, ob deen och esou oft dobäi war, mee jo, och dem Här Reding da merci fir déi Zesummenaarbecht.

Zum Fong. Ech muss soen, déi lescht Interventioun huet mech elo e bëssen interpelléiert, well u sech ass dat heiten en Text, deen extreem wichteg ass bei der Bekämpfung vun der Geldwäscherei.

A wann ee gär hätt, dass mer alles maachen, fir dass déi Entitéiten, déi zu Lëtzebuerg existéieren, hei agedroe sinn an eisem offizielle Firmeregëster, datt déi esou propper wéi nëmme méiglech sinn, da musse mer och alles maachen, fir keng eidel Entitéiten hei ze hunn, well nämlech och gewosst ass, dass déi kënnen – net mussen, mee kënnen – riskéieren, méi wéi anerer, méssbraucht ze ginn, eebe grad zu kriminellen Zwecker.

Natierlech kann een elo driwwer philosophéieren, wisou mer iwwerhaapt déi Situatioun hunn. Do gëtt et vill Erklärungen. Ech mengen, do hätte mer ganz gutt kënnen am Kader vun der Kommissioun laang driwwer diskutéieren an och Erklärungen dozou ginn. Dat sprengt elo hei meng Riednerzäit. Mee et ass net, well e Constat do ass, dee regrettabel ass, dass een näischt soll géint dee Constat maachen, wann ee weess, datt dat heiten en extreem wichtegen Outil ass.

Mir hunn am Moment eng schwéierfälleg Liquidatiounsprozedur, verschiddener vun de Virriedner hunn dorobber higewisen. Déi kann a verschiddene Situatioune wäertvoll an effikass sinn. Mee fir déi heiten, wou keng Konten deposéiert sinn, wou keng Salariéë sinn, wou manifestement keng Aktivitéit ass, ass dee Käschtepunkt, dee geschat gëtt op ëm déi 2.500 Euro pro Liquidatioun, fir just eng Gesellschaft aus der administrativer Welt ze schafen, déi souwisou a priori keng Aktivitéit huet, en extreem, extreem wichtegen Outil, deen eis wäert hëllefen an der Bekämpfung vun der Geldwäscherei an och an eisem

Nationbranding, wann ech et esou ka soen, fir eis als responsabel Finanzplaz ze positionéieren.

An et schreift sech och an … Et ass jo net just deen heiten Text. Wann Der Iech e bësse mat deene Froen ausernanersetzt, da wësst Der, dass et och en aneren, e Projet de loi, gëtt, deen um Instanzewee ass, wou ech och frou sinn, wa mer den Avis vum Staatsrot dozou kréien, deen eng ganz Sanktiounsprozedur virgesäit fir ze evitéieren, dass mer iwwerhaapt an déi heite Situatioun kommen. Dat heescht, dass Avertissemente geschwat ginn, wann d'Konten net deposéiert ginn, dass Vermierker gemaach ginn, wann d'Depoten net alleguerten esou gemaach gi sinn, wéi se hätte solle gemaach ginn, dass dann och Strofe gesprach ginn, wann dat net gemaach gëtt. An um Enn vun der Chaîne steet dann deen heite Projet, deen eeben déi Dissolution administrative virgesäit, dat alles am Sënn vun enger propperer, responsabeler Finanzplaz Lëtzebuerg, esou wéi mer se gären hätten.

Fir de Rescht, mengen ech, hunn all déi honorabel Deputéiert … ganz am Detail si se agaangen op déi verschidden Dispositiounen. An ech soen Iech Merci fir, éischtens, d'Zesummenaarbecht an dann och, fir déi, déi se ginn, d'Zoustëmmung.

A just vläicht nach eppes, wat mer awer och um Häerz läit, well dat och elo … – ech hat dat och schonn d'lescht Woch hei héieren –, zu der sougenannter „Lenteur" vun eise Geriichter: Mir hu keng allgemeng „Lenteur" vun eise Geriichter, dofir brauch ee just déi international Rapporten ze liesen. Déi gëtt et zu Lëtzebuerg net. Mir hunn extreem vill Aarbecht op de Geriichter.

Mir hu verschidde Geriichter, wou mer vläicht e bëssen ënnert der Moyenne leien. Dat ass virun allem um Verwaltungsgeriicht. Dat kënnt awer duerch déi ganz vill Kompetenzen, déi se hei an deenen ënnerschiddleche Gesetzer ëmmer erëm bäikréien. Mee am europäeschen Duerchschnëtt kann een eis keng „Lenteur" noweisen. Natierlech musse mer alles maachen, fir datt se hir Aarbecht kënnen esou gutt wéi méiglech an ënnert deene beschte Konditioune maachen. Dat hu mer iwwert déi lescht Jore scho gemaach. Et sinn hei och nach eng Rëtsch Gesetzesprojeten um Instanzewee, fir dat nach besser ze maachen. Ech denken notamment un de Referendairestext oder un aner prozedural Ameliratiounen, déi mer gemaach hunn. Mee ech wëll net eise Geriichter eng generaliséiert „Lenteur" hei ënnerstallt kréien, well ech mengen, dass dat net justifizéiert ass.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

11. 8027 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Beim Vott vun deem Projet virdrun, dem Projet de loi 8027, hat ech vergiess, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen.

Une voix | Eieiei!

M. Fernand Etgen, Président | Duerfir froen ech d'Chamber: Freet d'Chamber hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. 6539B – Projet de loi portant création de la procédure de dissolution administrative sans liquidation et modifiant :

1° le Code de commerce ;

2° le Nouveau Code de procédure civile ;

3° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

4° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;

5° la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts (suite)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6539B. Den Text steet am Document parlementaire 6539B[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6539B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Fernand Kartheiser fir den Depot vun enger Proposition de loi.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech géif dat an der …

M. Fernand Etgen, Président | Duerno dann.

13. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet de la charte de déontologie pour les structures culturelles

Ma da komme mer fir d'éischt bei de leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut: Dat ass déi Aktualitéitsstonn iwwert déi nei Charte de déontologie pour les structures culturelles, déi d'politesch Sensibilitéit ADR ugefrot huet. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, déi aktuell Verfassung, déi schreift am Artikel 24 e ganz wichtegt Recht vir: „la liberté de manifester ses opinions" (veuillez lire: „la liberté de manifester ses convictions"), d'Fräiheet vun der Ried, an domat och d'Fräiheet vun der Kultur, well Konscht a Kultur woren ëmmer wichteg Vecteure vun der Meenungsfräiheet, egal wéi si sech ausgedréckt huet, iwwer Literatur, Theater, Molerei, Film, wéi och ëmmer.

An déi Fräiheet gëllt et och ze erhalen! An deem Klima, an deem mir haut dacks liewen, ass dat awer alles anescht ewéi einfach.

Radikal Beweegunge verlaangen och hei am Land, datt Monumenter ofgerappt ginn, d'Stroossen aner Nimm solle kréien, an op verschiddene Plaze gëtt esou Drock och leider noginn. Esou einfach Erfolleger stäerken natierlech nach esou eng Zeen, déi sech mat liichte Succèsen an hirer Methodik bestätegt fillt.

Dëse Summer hate mir an Däitschland Debatten iwwer e Schlager „Layla" an iwwer „Winnetou"-Bicher, déi de Ravensburger Verlag zréckgezunn huet, béides ënnert dem Zeeche vun enger sougenannter Cancel Culture, enger Culture de l'effacement, wou Saachen da sollen aus dem ëffentleche Raum verdrängt ginn, déi Verschiddener aus ideologesche Grënn net wëllen do gesinn.

Vill Leit wëssen, datt Zensur ënner ville Formen optriede kann. D'Ëmschreiwe vu Bicher gehéiert dozou bis hin zu engem Verbuet oder souguer hirer materieller Zerstéierung, wéi dat nach viru Kuerzem a Kanada geschitt war.

Besonnesch kriddeleg gëtt et, wa Konscht a Kultur vum Staat finanziell ënnerstëtzt ginn, wat jo u sech eng ganz gutt Saach ass, mee doduerch entsteet natierlech och eng Ofhängegkeet vun der Konschtzeen vum Staat.

Iwwert déi Ofhängegkeet kënne Verschiddener probéieren, Drock op déi kulturell Kreatioun auszeüben. Sou ass et der Krimi-Serie „Capitani" gaangen. E

sougenannte Kënschtlerkollektiv wor ideologesch mam Contenu net zefridden an huet seng Attitüd, bal seng Intoleranz, géif ech soen, op dës Manéier artikuléiert: „Capitani ass als staatlech finanzéiert kulturell Kontributioun mat wäiter Distributioun e richtege Problem, mat deem sech auserneegesat gi muss." De Message ass kloer: Iwwert d'Sue vum Staat soll hei zensuréiert an ëmgeschriwwe ginn.

Och d'Fräiheet vun der Wëssenschaft ass a Gefor! An deem Beräich gouf et och eng grouss a gëtt et nach ëmmer eng grouss Tentation totalitaire géint Wëssenschaftler, déi net déi politesch gewënschten Theorien ënnerstëtzen. Am Kader vun der Klimadiskussioun hate mir och esou eng Diskussioun hei zu Lëtzebuerg.

An engem klenge Land wéi eisem kënnt der staatlecher Ënnerstëtzung vun der Kultur eng besonnesch Wichtegkeet zou. Déi kleng Publikumszuelen an deen allgemeng limitéierte Marché fir national Produktioune maache si néideg.

De Kulturministère an de Filmfong spillen hei zentral Rollen. Dat gëtt hinnen allerdéngs och eng besonnesch Verantwortung, fir deen Afloss net ze mëssbrauchen.

D'Analys vun der Praxis stellt awer Froen, a besonnesch déi, ob et hei am Land iwwerhaapt méiglech wär, e Film ze dréien oder en Theatersték nach op d'Bün ze bréngen, déi der Ideologie vun der Regierung géifen oppe widderspriechen.

Dowéinst ass et eng ganz wichteg Fro, deen neie Code de déontologie fir d'Kulturstrukturen ze hannerfroen, deen d'Madamm Minister Tanson dëst Joer am Juni agefouert huet. Ass een nach fräi, eppes anescht ze soe wéi d'Regierung? Oder ass een nëmmen nach fräi, dat ze soen, wat d'Regierung wëllt héieren?

(Brouhaha)

Esou Behuelcoden …

Une voix | Très bien!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Esou Behuelcodë kënnen d'Kulturzeen ganz liicht a ganz séier an e „vorauseilende Gehorsam", wéi déi Däitsch soen, drécken.

(Interruption)

Wat d'Politik net wëllt, produzéiert ee besser net. Schliisslech geet et net nëmmen ëm déi gutt Relatioune mat den Autoritéiten, mee och ëm de Su an ëm Aarbechtsplazen.

(Interruption)

Den Artist mécht eng Autozensur. En zensuréiert sech selwer am Viraus, fir méigleche Problemer aus dem Wee ze goen.

Ech wollt just soen, Här President, ech mengen, ech hunn zéng Minutten. Hei geet et op fënnef Minutten.

M. Fernand Etgen, Président | Dir hutt zéng Minutten, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci.

Eng weider Schwieregkeet ass déi, datt déi postuléiert Wäerter am Deontologiekodex, déi et ze respektéiere gëllt, an engem héich ideologiséierten Ëmfeld ganz séier kënnen evoluéieren. Wat haut nach politesch korrekt ass, ka muer schonn net méi radikal oder „progressiv" genuch sinn.

Den Artist riskéiert och ëmmer méi, mat sengem Wierk identifizéiert ze ginn. Net méi d'Konschtwierk ass Objekt vun der Diskussioun, mee virun allem déi politesch Conformitéit vum Artist oder aner Krittären, seng Nationalitéit oder aneres.

De perséinleche Risiko vum kulturell Aktive wiisst also. Iwwerhëlt hien e staatlechen Narrativ, kann him net vill geschéien. Wielt hien awer d'Dignitéit vun deem, wat e Václav Havel als „Liewen an der Wourecht" bezeechent huet, riskéiert en heiansdo och seng berufflech Existenz.

Fir elo hei d'Geforen ze weisen, wëlle mir emol Passagen aus deem Communiqué vum Kulturministère vum 14. Juni zitéieren. Dee berüümte lëtzebuergesche Kulturentwécklungsplang hat d'Richtung virginn, Zitat: „Instaurer un nouveau mode de gouvernance des institutions culturelles sous tutelle du Ministère de la Culture". Also d'Kulturinstitutioune „sous tutelle du Ministère de la Culture" – dat ass eng interessant Formuléierung!

An där Charta – dem Deontologiekodex –, Artikel 4, gëtt déi artistesch a kulturell Onofhängegkeet vun de kulturelle Strukturen extra haart, besonnesch feierlech an explizitt visuell betount. Dat ass awer alles anescht wéi glafwierdeg! Mir sinn e bëssen a „Feigenblatt"-Formuléierungen hei, fir eng aner Realitéit ze verstoppen.

Aacht sougenannt „Wäerter" muss all Struktur respektéieren, woubäi et ënnert deene keng Hierarchie gëtt. Dobäi sinn: „l'égalité des chances et des genres", eng Referenz op d'Gendertheorie, „la diversité culturelle", woubäi keng Referenz op eng spezifesch lëtzebuergesch Kulturproduktioun gemaach gëtt, an d'„écoresponsabilité" mat der Opfuerderung an deem Kontext, de Lignes directrices vum Klima- an Ëmweltministère nozekommen.

Déi Charta gëllt zu all Ableck fir all Struktur, déi Sue vum Staat kritt, an applizéiert sech och op Leit, déi hierarchesch net vun där Struktur ofhängeg sinn, wéi zum Beispill d'Fournisseuren oder d'Prestataires de service. Och si kënnen also indirekt ënner Drock gesat ginn.

De Kulturministère mécht en direkte Link tëschent Suen a Charta „Le Ministère de la Culture a mis en place une politique de financement public qu'il souhaite accompagner dorénavant par la publication de la présente charte de déontologie." Dobäi geet et och ëm „cohésion sociale" an ëm d'„démocratisation culturelle", ouni déi Begréffer awer méi no ze erklären oder ze definéieren.

All Struktur muss awer en, Zitat, „comportement exemplaire" weisen. An all Struktur muss eng Persoun fir d'Anhale vun deenen neie Reegelen zoustänneg sinn. An d'Struktur muss sech och nach eegen an zousätzlech Reegele ginn.

Wie sech an enger Kulturstruktur net un d'Reegelen hält, fält ënner eng „procédure de signalement interne". Mir sinn also och hei an engem System vun Delatioun an Denonciatioun, esou wéi mer et aus anere Regimmer kennen!

Wann eng Struktur d'Reegelen net respektéiert, zum Beispill ee vun deenen aacht Wäerter net, wéi et heescht, „vehiculéiert", kann hire Finanzement gestrach ginn.

Selbstverständlech muss et bei deene Gréngen och Quote ginn, souwuel an den Organes de prise de décision wéi och um Niveau vun der Programmatioun. An der Praxis däerft dat e bësse schwiereg sinn …

An da gëtt nach geschwat vun „différents genres", woubäi kee Mënsch weess, wéi vill dat der da sinn. An et däerf keng, Zitat, „catégorisation abusive" – dat weess een och net genau, wat dat soll heeschen – „en lien avec le genre ou l'orientation sexuelle" ginn. Dat ass Interpretatiounssaach, elo e bësse och schwéier, dat ze verstoen.

Déi Lëtzebuerger Kulturinstitutioune solle sech bei Gambia och net speziell fir déi Lëtzebuerger Kultur interesséieren, mee, Zitat, d'„multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression" unerkennen. Si sollen d'Inklusioun an d'Participatioun vun alle Kulturen an den interkulturellen Dialog fleegen. Wéi gesot, vu Lëtzebuerger Kultur geet do guer net rieds. An da muss d'Kulturinstitutioun selbstverständlech och nach géint de Klimawandel kämpfen!

Här President, mir mengen, d'Froe leien op der Hand. Esou e Code de déontologie brauch kee Mënsch, deen un d'Fräiheet vun der Kultur gleeft an déi wëllt verdeedegen! Mir wëllen, datt esou vill wéi méiglech an esou variéiert wéi méiglech Kultur ka gewisen, gelieft, gelies ginn, och, fir datt eis jonk Leit eng breet Palette vu Meenungen, Iddien, Nuancë kenneléieren, léieren, an net nëmmen deen Eenheetsbräi vun enger bestëmmter Ideologie.

Eng Kulturstruktur, déi Sue vum Staat kritt, soll selbstverständlech dorophi kontrolléiert ginn, ob déi Sue korrekt geréiert ginn. Awer déi Gefor vu permanenten Agréffer an déi kulturell an artistesch Fräiheet, déi dëse Code duerstellt, ass inakzeptabel!

Mir als ADR vertriede jiddefalls d'Iddi vun der Fräiheet vun der Kultur. Mir wäre frou, wann déi Kulturinstituter hei am Land och eiser eegener Lëtzebuerger Kultur vill Plaz géife ginn, ier si sech a Richtung interkulturellen Dialog beweegen, well fir den Dialog gehéiert eist Eegent jo och mat derbäi.

Mir als ADR wëllen de Kulturinstituter hei am Land hir Fräiheet erhale respektiv zréckginn an domat déi Wäerter konkreet liewen, déi eis westlech Zivilisatioun ausmaachen.

Här President, an där neier Verfassung ass d'Fräiheet vun der Kultur leider net explizitt virgesinn. Deen zukünftegen Artikel 44 (veuillez lire: Artikel 42) seet just, datt den „accès" zu der Kultur soll garantéiert ginn, mee de Begréff vun der „liberté de la culture" fënnt een do net. Dat ass schued!

14. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

Mir op jidde Fall als ADR wäerten eis weider fir d'Fräiheet vun der Kultur asetzen. An deem Sënn, Här President, wollte mer och haut eng Proposition de loi hei deponéieren, wou mer weisen, wéi ee ka géint déi Culture de l'effacement, déi Cancel Culture konkreet Schrëtt setzen.

Déi Proposition de loi, déi ech d'Éier hunn, Iech elo ze iwwerreechen, ass eng Iddi an déi Richtung, well mir hu gesot, ech hat dat och virdrun ernimmt, datt d'Ëmschreiwe vu Bicher ee Wee ass, fir Zensur ze maachen. An dat Ëmschreiwe vu Bicher gesi mer ëmmer erëm! Mir gesinn et ganz heefeg bei Kannerbicher, bei Auteuren, an dat geschitt och dacks natierlech ouni d'Awëllegung vun den Auteuren oder wéi et och ëmmer ass.

Mir hunn dofir eng Iddi, déi mer wëlle proposéieren, dat ass, datt bei Bicher, déi ëmgeschriwwe sinn, d'Leit sollen dorobber opmierksam gemaach ginn, datt et net deen originalen Text ass, dee se kréien, net d'Intention première vum Auteur, och bei Literaturwierker, mee datt et eeben en ëmgeschriwwenen Text ass. An dofir kéint een déi Bicher markéiere mat engem Warndräieck um Titel, zum Beispill, wou ee seet: „Hei, dat doten ass dat an dat Buch vun deem an deem Auteur, mee passt op, et ass ëmgeschriwwen, et ass net déi original Versioun!"

Ech mengen, datt d'Leit e Recht drop hunn ze wëssen, wa se e Buch kafen, ob dat d'Original vum Auteur ass oder ob dat eng, aus politesche Grënn, modifizéiert Versioun dovunner ass.

An deem Sënn, Här President, wéilt ech Iech déi Proposition de loi iwwerreechen.

8085 – Proposition de loi du jj/mm/aaaa luttant contre les pratiques appelées « culture de l'effacement » ou « culture de l'annulation » dans le domaine de la littérature

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | An ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

15. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet de la charte de déontologie pour les structures culturelles (suite)

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert ageschriwwen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Iwwert déi Charta hei war schonn eng Kéier an der Kulturkommissioun rieds gaangen. Do hate mer alleguerte Froe gestallt a Bemierkunge gemaach.

Ech wëll hei kuerz nach op e puer Punkten agoen. Ech géif eigentlech gär ronderëmmer dräi grouss Begréffer d'Saach elo opbauen. Dat eent ass sécher d'Professionaliséierung, dat anert ass ganz sécher d'Onofhängegkeet an d'Fräiheet vum kulturelle Schafen an och nach d'Proportionalitéit.

Ech mengen, wat sécher an evident ass, dat ass, datt d'Onofhängegkeet vun der Kultur, d'Fräiheet vum kulturelle Schafe keen Agréff vun uewen däerf kréien an hunn. Ech mengen, dat ass evident, dat ass ganz kloer, do brauche mer net weider nach eppes driwwer ze soen, well wa mer eppes méi missten driwwer soen, wär dat net gutt.

Mir haten an der Kommissioun och doriwwer rieds. Ech hat gemengt, d'Madamm Minister och ze verstoen, datt dat och net esou geduecht wär. Well wann et esou geduecht wär, mengen ech, wäre mer eens, datt dat net géif kënne sinn. Dat ass ganz kloer.

D'Professionaliséierung, déi geduecht war, fir mat dëser Charta ënnerstëtzt ze ginn, ass sécherlech e gudden Usaz. Allerdéngs muss een hei soen, datt d'Charta éischter méi d'Relatioune vun enger kulturreller Struktur zum Ministère schéngt ze regéiere wéi déi vun de Strukturen zum Beispill vis-à-vis vun den Artisten.

D'Pofessionaliséierung ass selbstverständlech e ganz wichtege Punkt. An do sinn och eenzel Usätz dran, déi si ganz, ganz an der Rei. Dat hätt een och vläicht einfach an eng Konventioun kënne schreiwen.

Ech mengen, datt een d'Prinzippien ënnerstëtze kann. Vill dovunner si souwisou eigentlech selbstverständlech. Natierlech kann een och Froe stellen: Wat bedeite se? – ech wäert se elo net alleguerten hei ofliesen, déi Wäerter, déi genannt ginn an drastinn –, mee awer och nëmmen ënnert der Konditioun, datt d'Onofhängegkeet garantéiert bleift.

Wien, natierlech, garantéiert déi Onofhängegkeet? A wie garantéiert a wie kontrolléiert dat? Ass et e Contrôleur contrôlé herno? Mir sinn also, mengen ech, d'accord a mussen d'accord sinn, datt déi Prinzippien do cum grano salis ugewannt musse ginn. Et däerf keen Diktat sinn. Dat ass ganz kloer.

Ech mengen och, datt der Proportionalitéit muss Rechnung gedroe ginn. Et däerf keng Usine à gaz sinn. Et muss een och der Gréisst vun de Vereenegungen, vun de Verbänn, vun de klenge Strukture Rechnung droen. Et kann ee sech, mengen ech, souguer d'Fro stellen, ob een net sollt eng Exemptioun maache fir kleng, ganz kleng Strukturen an ASBLen oder och nach jee nodeem, wéi ee Betrag se vun Ënnerstëtzung kréien. Dat, mengen ech, wär och eppes, wat ee sech sollt iwwerleeën.

En Deel Froe stelle sech natierlech, well ech mengen …

Just, fir dat nach virdru virzemaachen: Dat soll och scho proportionell si jee no Struktur, an dat soll och net ze vill Pabeierkrom herno mat sech brénge fir ze beweisen, ob een eppes gemaach huet oder net. Ech mengen nach eng Kéier, datt dat dofir, och vis-à-vis vun der Onofhängegkeet, awer och vun der Zweckbindung, muss ganz, ganz sécher gekuckt ginn, datt do keen ënner Tutelle gestallt gëtt. Dat, mengen ech, muss evident sinn.

Et bleiwen en Deel Froen, déi ech einfach wollt stellen. Zum Beispill: Wéi participativ war tatsächlech de Prozess vun der Ausschaffung vun där Charta? Ech weess, datt e Webinar gemaach ginn ass, ech weess, datt och verschidde Strukturen et geschéckt kritt haten. Hu se all Äntwerte kritt? Oder ass herno déi definitiv Versioun dann eng Kéier opgetaucht an dat war et? Ech mengen, do ass sécherlech och e Punkt, datt de participative Charakter hei e ganz wichtege Prozess wär.

Ee vun de ganz, ganz wichtege Prinzippien, déi dann drastinn, ass eng fair a gerecht Bezuelung. Ech mengen, do brauche mer guer näischt dovunner ze soen. Dat ass scho richteg. Wéi een dat formuléiert an enger Charta oder wou, dat ass eng aner Fro.

Et stellt sech dann awer d'Fro: Wéi eng Mëttele gëtt et fir d'Ëmsetzung do dovunner? Respektéieren och d'Konventiounen dat dee Moment? Gëtt et indexéiert? Zielt dat och fir d'Personal? Wou reie sech d'Gemengen an an dëser Charta, déi jo ganz dacks awer och grousse Geldgeeber vu verschiddene Strukture sinn? Dat si sécher Froen, déi och mussen adresséiert ginn.

Den Delai fir ze ënnerschreiwen ass virun zwee oder dräi Deeg ofgelaf. Madamm Minister, et ass wuel publizéiert, wéi vill der ënnerschriwwen hunn. Sinn der och vill, déi net ënnerschriwwen hunn an där Charta hei? An hu si Ursaache genannt do derfir? An nach eng Kéier: Ech mengen, datt dat awer net däerf sanktionéiert ginn! Dir hat eis gesot, dat wär net den Zweck vun der Saach. Da ginn ech och do dovunner aus, datt dat esou soll sinn.

Och, wa mer bei der Proportionalitéit sinn, nach e Wuert, datt de Benevolat wichteg bleift, an do musse mer och drop oppassen.

Elo kéint ee sech natierlech d'Fro stellen: War d'Dokument wierklech néideg? Konnt een déi Prinzippien op eng aner Fassong bannen, déi, déi gutt a wichteg sinn? Ech mengen, de Fazit hei soll sinn: Et däerf keng Zweckbindung sinn, mee et ka gutt a richteg Praxissen ënnerstëtzen, Reflexiounen ustoussen. An dat ass natierlech e gudden Aspekt do dovunner.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Här President, léif alleguer …

Hei ass et rout! Elo geet et, elo héieren ech mech, jo.

Här President, léif alleguer, d'Charte de déontologie, déi de Ministère eis schonn am Juni ënnerbreet hat an der zoustänneger Kommissioun, déi mer och eng Kéier duerchgeschwat hunn, déi mer analyséiert hunn, schéngt a priori e gutt Dokument ze sinn. Andeems se d'Dokument ënnerschreift, engagéiert sech déi kulturell Struktur, verschidde Prinzippien a Reegelen ze applizéieren.

Et geet drëm, am Ganzen aacht Wäerter, déi als fundamental jugéiert ginn op deontologeschem Plang, ze respektéieren. Et wieren dat zum Beispill, et ass schonn d'éinescht ugeklongen, eng gerecht Bezuelung vun de Kënschtler, déi kulturell Diversitéit an de géigesäitege Respekt am Ëmgang mateneen; eigentlech, fir un d'Octavie Modert unzeknëppen, selbstverständlech Saachen.

Dir hutt eis op meng Nofro hin, Madamm Minister, preziséiert, datt et déi Strukture sinn, déi vum Ministère eng budgetär Dotatioun kréien oder déi eng Konventioun mam Ministère ënnerzeechent hunn, datt et déi sinn, déi ënnert dës Charte falen. Déi, déi just e Subsid kréien, déi wieren oder sinn ausgeholl.

Et ass mer och gesot ginn, datt de Ministère eng järlech Evaluatioun vun de konventionéierte Strukturen duerchféiert, a wann da Problemer detektéiert géife ginn, datt dat da kéint diskutéiert ginn.

De Ministère, also den Executif, huet de Pouvoir, fir de Budget ze kierzen oder d'Konventioun opzeléisen, wa sech net un d'Charte gehale gëtt.

Ech hunn am Juni an der Kommissioun gefrot, ob de Staat sech net esou iwwer eng Aart Hannerdier kéint an déi artistesch Programmatioun vun den Haiser direkt oder indirekt amëschen, och mam Risiko, datt et, gewollt oder ongewollt, zu enger staatlech determinéierter Kultur kéim. Dat wier awer net méiglech, gouf mer gesot, well den Artikel 04.04 stipuléiert, datt de Staat d'Onofhängegkeet vun de Kënschtler an de kulturellen Haiser net dierft a Fro stellen.

Wann et ëm d'Bewäertung geet a wann et heescht ze iwwerpréiwen, ob d'Wäerter, déi an der Konventioun opgelëscht ginn, och respektéiert ginn, da stellt sech awer déi méi wéi berechtegt Fro, wien dat mécht! Et ka jo awer net sinn, datt am kënschtleresche Beräich de Staat, also e Ministère, bewäerte géif, wat gutt a wat schlecht ass! E géif riskéieren, denken ech, sech domadder op en zimmlech delikaten Terrain ze beweegen.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | D'Fro drängt sech op, ob et net méi wéi berechtegt wier, eng neutral Instanz jugéieren an iwwerpréiwen ze loossen, wou e kulturellt Haus oder eng kulturell Organisatioun dann d'Charte net respektéiert sollt hunn. Änlech wéi op anere Plazen, wou mer jo eng Agence de qualité hunn, déi dann och Appreciatiounen duerchféiert fir erauszefannen, wou et zu qualitative Verbesserunge misst kommen.

Eng aner Saach, déi mech interpelléiert, dat ass d'Bezuelung vu sougenannten „droits de monstration" – ech hunn do en neit Wuert bäigeléiert – un d'Kënschtler oder eventuell un hir Nokommen, déi elo am Gespréich eeben ass, déi Bezuelung.

Net, datt ech dergéint wier, d'Kënschtler anstänneg ze bezuelen. Ganz am Géigendeel, dat steet hei

iwwerhaapt net zur Diskussioun. Mee et muss een awer bedenken, datt, wa privat Acteure wéi ASBLen, déi fir Kënschtler eng Plattform bidden a wou haaptsächlech benevoll geschafft gëtt, och nach Droits de monstration misste bezuelen, da kréichen der vill dat net méi gestemmt. An da wäerten och ettlech Gemenge Raute wénken a sech gutt iwwerleeën, ob se nach Expoen organiséieren.

Bei enger Expo, fir nëmmen e Beispill ze nennen, vun – disons – 20 Kënschtler an der Galerie „A Spiren" zu Stroosse misst d'Gemeng dann eventuell e puer dausend Euro eleng u Monstratiounsrechter bezuelen. Ech froe mech och, Madamm Minister, wéi héich dann d'Käschte fir den Nationalmusée wieren, wa bei der aktueller Retrospektiv vum Gast Michels oder bei där vum Robert Brandy esou Tariffer misste bezuelt ginn. A wéi sollen ASBLe wéi den ARC, den LAC, de CAL, ViArt an anerer, déi jo eigentlech Vereenegunge vun Artiste sinn, dëst bezuelen?

Der langen Rede kurzer Sinn: Jo zum Respekt vu Prinzippien a Wäerter, déi jiddereen am kulturelle Beräich akzeptéiere kann, ech denken, mir alleguer heibannen. Nee awer zu enger qualitativer Bewäertung vun den Haiser an Institutiounen duerch de Staat selwer. Jo zu engem onofhängege Gremium, dat dës Bewäertung mécht. Nee zu enger Méibelaaschtung vun de privaten Acteuren, déi mat enke Budgete schaffe mussen an net déi personell Ressourcen hunn, iwwert déi ëffentlech subsidéiert Haiser oder Institutioune verfügen.

Et muss also Exceptioune fir d'ASBLen, fir d'Veräiner ginn an d'Evaluatioun muss vun enger neutraler Instanz virgeholl ginn.

Mir behalen eis allzäit e kritesche Bléck an dësem Kontext a mir froen eis, ob all Haus, dat dës Charte ënnerzeechent huet, dat mat gréisstem Äifer a Begeeschterung soll gemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat hirer Aarbecht, hire Projeten an hire Programmatioune leeschten déi divers kulturell Strukturen hei zu Lëtzebuerg e wäertvolle Bäitrag zu eiser Kulturlandschaft. Si erhalen eise kulturelle Räichtum net nëmmen, mee si schafen och mat artistesche Kreatioune permanent Neies an entwéckelen esou eise kollektive Patrimoine weider.

D'Charte de déontologie, déi de 14. Juni dëst Joer virgestallt ginn ass, reit sech an de Kontext vun der Recommandatioun Nummer 13 vum Kulturentwécklungsplang, KEP, an, déi eng nei Form vun der Gouvernance als Zil huet. Déi kulturell Strukturen, vun deenen haut hei rieds geet, kënne kulturell Institutiounen am klassesche Sënn sinn, wéi zum Beispill e Musée, mee awer och Organisatiounen an Associatiounen, déi kulturell Aktivitéiten tätegen.

Här President, Kultur dréit weesentlech zum Meenungsaustausch an enger demokratescher Gesellschaft bäi. Kultur ka politesch Messagen zum Ausdrock bréngen an d'gesellschaftlech Aktualitéit opschaffen. Mee si ass gradesou fräi, dëst net ze maachen. Fir dëse Meenungsaustausch ze erméiglechen, brauch ee Konschtfräiheet, an un dëser Konschtfräiheet gëtt et fir d'LSAP näischt ze réckelen.

Mir hunn als LSAP an eiser Geschicht d'Konschtfräiheet ëmmer héichgehalen a mir wäerten dëst och mat Iwwerzeegung an Determinatioun weider maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Mir gesinn an der Charte de déontologie allerdéngs och kee Grond, d'Konschtfräiheet an iergendenger Form attackéiert ze gesinn.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Mir kënnen eis au contraire mat de Wäerter, déi an der Charte de déontologie festgehale sinn, identifizéieren. D'Charte preziséiert nach eng Kéier, dass den Accès zur Konscht e Mënscherecht ass. An dat gesi mir grad esou. Si reaffirméiert d'Roll vun der Konscht fir d'sozial Kohäsioun. Och dat kënne mir ënnerschreiwen.

De Respekt vis-à-vis vun deenen aneren, d'Confidentialitéit vu privaten Donnéeën, eng gerecht Entlounung vun den Agenten a Kënschtler, d'Integritéit vun de Membere vun der jeeweileger Struktur an d'Preventioun vu méiglechen Interessekonflikter, d'kulturell Onofhängegkeet vis-à-vis vu Mecènen, d'Chancëgläichheet an d'Gläichheet vun de Genrë gradesou wéi déi kulturell Diversitéit an d'Transparenz si wichteg Wäerter, déi och d'LSAP deelt.

Dës Wäerter si keng Meenung vun Eenzelnen. Dës Wäerter si Grondprinzippien, déi eng demokratesch a solidaresch Gesellschaft auszeechnen. De Kultursecteur huet sech d'ailleurs iwwerall op der Welt, do wou e fräi schaffe kann an däerf, nach ëmmer staarkgemaach fir eng tolerant a solidaresch Gesellschaft. De Kultursecteur huet nach ëmmer Positioun ergraff en faveur vun deene Schwächsten an en faveur vu Minoritéiten. De Kultursecteur huet de Wee fräi gemaach fir esou munch gesellschaftleche Fortschrëtt.

Dofir mengen ech, dass an eis kulturelle Strukturen am Land wuel nach ni eng Programmatioun entstanen ass géint iergendeen, mee ëmmer nëmme fir een oder fir eppes.

D'Charte seet notamment och Folgendes, an ech zitéieren: „La structure culturelle agit en toute indépendance artistique et intellectuelle dans le cadre de ses activités et n'accepte aucune intervention sur ses choix artistiques ou le contenu artistique de ses projets, ni de la part de l'État, ni d'aucune autre instance [...]." A weider: „Aucun soutien financier du ministère de la Culture ne saurait porter atteinte à sa liberté d'expression artistique."

Ech denken, dass mat dëse Passagen, déi esou an der Charte schwaarz op wäiss festgehale sinn, d'Intentioun vum Ministère kloer ass, fir d'Konschtfräiheet ze respektéieren.

Och ass et esou, dass de Kultursecteur Sécherheete brauch fir seng zukünfteg Entwécklung. Wéi an all Charte oder an anere Texter kann een iwwer Detailer diskutéieren, an dat a gudder oder och a manner gudder Absicht, wéi mer dat jo och hei elo schonns de Mëtteg héieren hunn.

Fir eis als LSAP ass et awer ganz kloer, dass mir dës Charte, esou wéi se ausgeluecht ass, matdroen, an dat aus all de Grënn, déi ech och virdru schonns ernimmt hunn. An ech hoffen, dass all eis kulturell Institutiounen nach vill Projeten entwéckelen, déi zu eisem kollektive Patrimoine bäidroe wäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, 2015 koum aus de Reie vun der Alternativer Demokratescher Reformpartei eng Question parlementaire, an där si sech iwwer eng kënschtleresch Initiativ vum Studentekollektiv „Richtung22" opgereegt hunn, dat Lëtzebuerg gesellschaftskritesch hannerfrot huet an dobäi drastesch Wierder benotzt huet. Deemools war et de Kulturministère, dee sech huet missen éierlech fir d'Konschtfräiheet staarkmaachen an d'Ënnerstëtzung fir déi Konschtschafend verteidegen.

2018 dunn eng weider QP un de Claude Meisch, ob Kanner am Cycle 4.2 kéinte gezwonge ginn, mat der Schoul en Theatersteck kucken ze goen, an deem Homosexualitéit thematiséiert gëtt.

2019 huet e jonke Museker e Lidd iwwer eist Land opgeholl, deem säin Titel ee kann „FCK LXB" ofkierzen – mee et muss een et awer och net. Och deemools hu sech Sympathisante vun der ADR op d'Féiss getrëppelt gefillt an hu geklot. An och deemools hate si domadder keen Erfolleg. Déi Kéier war et de Pouvoir judiciaire, deen hinnen d'Konschtfräiheet huet missen erklären.

An haut, léif Kolleeginnen a Kolleegen, féiere mer eng Diskussioun an der Chamber, well déi selwecht ADR mengt, de Kulturministère géif d'Konschtfräiheet net respektéieren. Majo dann!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | An dozou kann ech just soen: Merci fir dës Heure d'actualité, déi mer d'Geleeënheet gëtt ze weisen, wéi sech de Kulturministère fir de Schutz vun de Rechter vun der Kulturzeen asetzt, wéi d'Aarbechtskonditioune vun de Kënschtlerinnen a Kënschtler geschützt an héichgehale sollen a musse ginn a wéi de Kultursecteur d'Theema Nohaltegkeet fir sech kann definéieren a säi Bäitrag ka leeschten.

Här President, Kulturinstitutioune gi staatlech gefërdert, well si eng Mission d'intérêt général erfëllen. Si kréien ëffentlech Gelder ënner anerem dofir, dass si hir Programmer kënschtleresch fräi gestalte kënnen. Den Deontologieskodex verschrëftlecht just eng Basis un evidente Verflichtungen, déi mat dem Vertrauensvirschoss Hand an Hand ginn.

An der Charte ass dat esou ausgedréckt: „défendre les valeurs d'éthique et de professionnalisme qui sous-tendent la relation de confiance entre les structures culturelles, les artistes et les citoyen/nes."

D'Charte adresséiert sech u Strukturen an net un eenzel Kënschtler/innen. D'Zil ass grad, déi Konschtschafend ze schützen an hir Rechter ze garantéieren. Et ass dobäi intellektuell onéierlech, hei alles ze vermëschen an an Zweifel ze zéien.

D'Fuerderung no enger Deontologiescharte koum aus dem Kultursecteur selwer. Ech verweisen, gradesou wéi verschidde vu menge Virriedner, op d'Recommandatioun 14 am Kulturentwécklungsplang, „Redéfinir la politique de conventionnement pluriannuel", wou eng Mesure ass: „Mise en place d'une charte de déontologie, charte de conduite ou code d'éthique".

Sou, a wat steet dann elo eigentlech an där Charte dran? Ma si baséiert op aacht Valeuren a se goufen deelweis schonn erwäänt. Ech wëll se awer nach eng Kéier widderhuelen, well et ass mer wichteg, datt mer heibäi iwwer Fakten an iwwer Inhalter schwätzen. Et geet ëm Kompetenz, Respekt, fair Bezuelung, Integritéit, Chancen- a Geschlechtergerechtegkeet, Diversitéit, Transparenz an Ekoresponsabilitéit.

Dass dës Punkten der ADR sauer opstoussen, dat seet méi aus driwwer, wéi réckwäertsgewant a

klengkaréiert d'Haltung vun der ADR ass, wéi iwwert den Inhalt vun dëser Charte.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | A wann dem Demandeur vun dëser Heure d'actualité déi kënschtleresch Independance esou wichteg ass, ma sou verweisen ech genausou wéi meng Virriednerin dorobber, dass d'Dokument selwer d'Konschtfräiheet ausdrécklech garantéiert. An ech soen der Madamm Asselborn-Bintz Merci, dass se et och nach eng Kéier zitéiert huet. Dat erlaabt mir, et net nach eng Kéier mussen ze maachen. Mee ech mengen, et ass ganz, ganz däitlech an deem Dokument ausgedréckt.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Sou. Wat de Virworf vun engem Agréff an d'Konschtfräiheet ugeet, gëtt et also hei op dëser Plaz just en Non-lieu ze constatéieren. Fir de Rescht ass dës Charte e Progrès, eng Äntwert op eng Demande, eng Guidance an eng Ureegung zur Reflexioun vun all Kulturhaus. Et ass en Dokument, wat de Kultursecteur responsabiliséiert. Schéin, dass mer haut heiriwwer geschwat hunn, a vive eis progressiv, responsabel a villfälteg Kulturzeen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Wéi naiv!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, änlech wéi d'Madamm Djuna Bernard war beim Liese vun der Motivatioun vun dëser Heure d'actualité mäin éischte Gedanken: Hu mir soss keng aner Problemer, wéi iwwert dës Charte ze schwätzen? Hu mir soss keng aner Problemer, wéi iwwer eng Charte ze schwätzen, déi eigentlech gutt ass?

Ech hu se zweemol gelies op der Sich no iergendengem Problem, iergendeppes, wat et ze bemängele gëtt, an ech muss soen, ech hunn näischt direkt fonnt. Eis geet se éischter net wäit genuch. Et ass eigentlech eng Wëllenserklärung a fir eis ass dat éischter eng Evidenz, wéi dat och schonn hei gesot gouf.

Si ass jo net obligatoresch, woubäi mer awer eng gewëssen Ambiguitéit feststelle beim Punkt „Non-respect des règles déontologiques". Do steet jo: „Le non-respect des présentes règles peut conduire à une diminution voire un arrêt du financement public du ministère de la Culture."

An do wär ech frou … an dat wär meng eenzeg Fro un d'Madamm Ministesch, eng Kéier dorops anzegoen, wat dat genee bedeit, just als Kloerstellung och vläicht un déi jeeweileg Acteuren, wat dann eebe geschitt mat dem ëffentleche Finanzement a wéini dat entscheet gëtt, also wat do d'Krittäre sinn, fir dass dat vläicht e bësselche méi kloer ass.

Dat ass e bëssen déi eenzeg Ambiguitéit, déi ech awer erausgelies hunn, och well ech effektiv vun engem Acteur aus der Kulturzeen drop ugeschwat gouf. Eiser Meenung no misst een dat kloerstellen, fir dass eeben och déi jeeweileg Acteuren do rassuréiert sinn.

Allgemeng awer begréisse mer d'Charte, wéi ech scho sot, a mir sinn deenen dankbar, déi se ausgeschafft hunn. Well wat mécht dës Charte? Si gesäit elementar Reegele vir, un déi d'Acteuren aus der Zeen sech sollen halen. Déi Reegele liese sech fir eis wéi allgemeng akzeptéiert gesellschaftlech Wäerter. Dass d'ADR sech dorunner stéisst, seet méi iwwer si aus wéi iwwert d'Charte.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Fir déi, déi et net wëssen – an ech mengen, d'Madamm Bernard huet et scho gesot –: Et gëtt aacht Wäerter. Ech ziele se nach eng Kéier op: Dat sinn d'Kompetenz, de Respekt, Remunération juste et équitable, Integritéit, Égalité des chances et des genres, kulturell Diversitéit, Transparenz an Ekoresponsabilitéit, mat jeeweilegen Ënnerkapitelen.

Ech wëll just ënnersträichen, wéi wichteg et ass, notamment fir déi kleng a jonk Kënschtler an Intermittents du spectacle, dass si sech op dës Charte kënne beruffen, fir eng korrekt a fair Remuneratioun verhandelen ze kënnen, wat wierklech keng Evidenz ass. A virun allem no deenen zwee Joer Covidpandemie, mengen ech, ass dat fir si immens wichteg an definitiv e Fortschrëtt.

Och de Volet Transparenz wëll ech ervirhiewen, well an engem Rechtsstaat, un deem mir jo wëlle festhalen, hält een op Transparenz. An heimat verflichte sech d'Acteuren, sech u gewësse Mindestnormen ze halen. D'Allgemengheet huet doduerch och Accès zu dësen Informatiounen. Och dat ass net ëmmer eng Evidenz an anere Secteuren. Dofir ass dat definitiv och hei e Fortschrëtt.

Ech zitéiere gären eemol verschiddener vun dëse Reegelen. Ënner „Diversité culturelle" steet dann zum Beispill: „[La structure culturelle] favorise l'inclusion et la participation de toutes les cultures dans sa programmation et encourage le dialogue interculturel propice à l'épanouissement des capacités créatrices."

Ech zitéieren dat, well ech der Meenung sinn, dass dës Diversitéit extreem wichteg ass an eiser Gesellschaft. An ech mengen, mir si stolz op déi Diversitéit an eisem Land an iwwerhaapt an eiser Géigend. A gottseidank si mer net alleguerten d'selwecht. An där Diversitéit muss een natierlech och um kulturelle Plang Rechnung droen a se net niéieren.

Wat och besonnesch wichteg ass an eiser Zäit, ass d'Égalité des chances et des genres. An do steet ënner anerem: „La structure culturelle s'efforce à ce que la représentation des hommes et des femmes soit équilibrée au sein des organes de prise de décisions et au niveau de la programmation. Au-delà de ce principe, la structure culturelle veille à avoir une attitude respectueuse envers les différents genres et à s'opposer à toute forme de discrimination ou de catégorisation abusive en lien avec le genre ou l'orientation sexuelle."

Wéi gesot, dës Debatt schéngt eis zimmlech iwwerflësseg, well alles, wat do steet, ass fir eis absolutt net problematesch. Eigentlech misste mer eis all eens sinn iwwer gewësse Mindestwäerter am Joer 2022. Ënner Diversitéit fale jo eigentlech alleguerten d'Meenungen, soulaang dës Meenungen net an d'Kategorie vun Diskriminatioun oder Rassismus falen.

Ech fannen et dann ëmmer erëm witzeg an interessant, wéi mam Term „Ideologie" hei ronderëmgeheit gëtt. Dat, mat deem een net averstanen ass, gëtt dann als Ideologie bezeechent. Realitéiten, an deene mer liewen, net unzeerkennen oder net wouerzehuelen, wéi zum Beispill „différents genres" oder „diversité culturelle", ass Ausdrock vun enger verstengerter Ideologie.

Wat maache mer mat där Realitéit, an där mer liewen? Wat maache mer mat Kanner a Jugendlechen, déi sech net wuel spieren an hirem Kierper an déi eventuell deem anere Sex wëllen zougehéieren? Solle mer se ignoréieren? Solle mer se niéieren? Solle mer se ewechzauberen? Si gehéieren zur Gesellschaft a si musse gehéiert ginn, a si mussen och um kulturelle Plang gehéiert ginn.

An och déi Diversité culturelle, déi anscheinend esou problematesch ass, ass eng Realitéit, an där mer liewen. A mir sollen, wéi ech scho gesot hunn, stolz drop sinn a se och representéieren. Fir eis ass dat eng absolutt Evidenz, mee anscheinend ass dat net fir jiddwereen esou a mir fannen dat schued. Mee mir stinn definitiv zu dëser Charte, a merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, d'Chamber diskutéiert haut, wat déi deontologesch Charta fir d'Kultur ugeet. 69 Organisatiounen (veuillez lire: 88 Organisatiounen) hunn d'Charta schonn ënnerschriwwen an hale sech un dës Reegelen. Et kann ee matmaachen, ob een elo Hëllef vum Staat kritt oder net. Fir déi Hëllef ze kréien, ass dës Charta obligatoresch.

Mir Piraten sti fir déi absolutt Konschtfräiheet. Mir wëlle keng Qualitéitskriterien, déi enger Kulturorganisatioun géife virschreiwen, wat se dierfe maachen oder wat net. An dëser Charte ass dat och net de Fall.

Mir Piraten freeën eis virun allem, wa Jonker d'Konscht fir sech entdecken a probéieren, sech esou auszedrécken an eppes ze bewierken.

Mir Piraten sinn dofir och fir e Grondakommes, wat grad och Kënschtler a Kënschtlerinne géif ofsécheren, esou dass si net nëmmen dat musse produzéieren, wat sech verkeeft, mee dat, wat hinne wierklech Spaass mécht. Duerch e Grondakommes kéint een d'Leit an der Zeen schützen an d'Konscht an d'Kultur hei am Land weiderbréngen.

Mir Piraten sinn also fir d'Kultur a géint Qualitéitskriterien, an dat bréngt dës Charta. Hei gëtt et keng Qualitéitskriterien. Hei gi Kriterie wéi Transparenz, Dateschutz, Ëmweltschutz a Gläichberechtegung gefërdert, wat mir Piraten ganz kloer ënnerstëtzen. Dat hei sinn alles Kriterien, déi d'Konschtfräiheet an eisen Aen net aschränken. Et si Kriterien, déi derfir suergen, dass alles ronderëm d'Kultur stëmmt.

D'Artisten an d'Artistinne sollen heimat besser virun onfaire Bezuelungen an, jo, och sexuellen Iwwergréffer geschützt ginn. Et soll keen Ënnerscheed an der Bezuelung oder an den Jobchancë ginn tëscht den eenzelne Geschlechter. Dat gëllt fir all Aspekt am Beruffsliewen an doriwwer eraus.

Och dass et Standarde gëtt, wat den Dateschutz vun den Employéën ugeet, ass an eisen Ae ganz gutt. Wat fir d'Patrone Standard ass, soll och fir d'Konscht gëllen. Dat alles kënne mir nëmme begréissen an dëser Charta.

Mir Piraten froen eis also, firwat d'ADR dës Aktualitéitsstonn iwwerhaapt ugefrot huet. Grad déi Partei, déi d'Konscht an d'Meenungsfräiheet eeben net respektéiert. Als Partei, aus där Deputéiert jonk Lëtzebuerger Kënschtler bei der Police usiche ginn. Als Partei, déi Journalisten usiche geet.

Dass grad d'ADR sech hei wëll als Partei vun der Meenungsfräiheet profiléieren, ass scho bal eng Comedie. Et ass en eenzege grousse Widdersproch.

(Interruption)

Här President, mir Piraten ënnerstëtzen dës Charta, well se d'Leit sozial ofséchert, déi am Milieu schaffen.

Well se e séchere Kader schaaft, an deem d'Leit kënne fräi schaffen. Mir gesi keng Problemer doranner, déi Organisatiounen, déi vum Staat ënnerstëtzt ginn, ze obligéieren, den RGPD ze respektéieren a méi ëmweltfrëndlech ze handelen. Esoulaang keng Qualitéitskriterie matspillen, wäerte mir Piraten esou Initiativen ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Eigentlech sinn ech jo ëmmer frou, wann d'Kultur e Sujet hei an deem héijen Haus ass, wat se net oft genuch ass.

Et ass scho vill gesot ginn iwwert de Contenu vun där Charte. Ech erkläre vläicht eng Kéier de Werdegang dovunner aus menger Perspektiv an aus där vum Kulturministère insgesamt.

Dir wësst, dass e Kulturentwécklungsplang ausgeschafft ginn ass, dee mam Secteur zesummen d'Recommandatiounen aus dem Secteur opgeholl huet an déi eeben an déi 60 Recommandatiounen ageschafft huet. An eng dovunner, dat ass d'Recommandatioun Nummer 13, an et ass och dorauser, mengen ech, wou den Här Kartheiser virdrun zitéiert huet, an net aus engem Pressecommuniqué.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et stoung awer och an Ärem Pressecommuniqué.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo dat war en Zitat. Ech sinn immens … ech leeën en immense Wäert op Fakten. Ech weess, dass dat net jiddwerengem säi Fall ass. Mee d'Zitat vun deem Communiqué verweist op de Kulturentwécklungsplang, e participatiivt Dokument. An déi Recommandatioun Nummer 13 seet: „Instaurer un nouveau mode de gouvernance des institutions culturelles sous tutelle du ministère de la Culture (instituts culturels de l'État, établissements publics, fondations, associations para-administratives)". Wann ech nach Zäit hunn, erklären ech Iech nach eng Kéier de Begréff vun der Tutelle, quitte dass ech mengen, dass Der e kennt.

Dat heescht, dat war eng Recommandatioun aus dem Kulturentwécklungsplang, dem Kulturentwécklungsplang, deen en Deel vum Regierungsaccord ass, deen also déi Revendicatiounen do iwwerholl huet.

Dunn hate mer eng Pandemie, un déi Der Iech, ech mengen, och nach all kënnt erënneren, déi gewisen huet, wéi fragill dee Secteur ass, wéi exposéiert d'Artiste sinn, déi ouni Kontrakter schaffen, déi vun haut op muer keng Aarbecht méi haten, keng Remuneratioun méi haten a wou sech eeben zum Beispill erausgestallt huet, dass oft emol keen Écrit virläit.

Dat heescht, dass eng Institutioun, eng Associatioun eng Commande gëtt fir eppes an dat mëndlech ofgemaach gëtt a wann herno verschidde Konditiounen net erfëllt sinn, déi Produktioun einfach net stattfënnt, mat dem Resultat, dass de concernéierten Artist net dofir bezuelt gëtt. Or, den Artist ass e Professionelle wéi Dir an ech a vill aner Leit och, deen e Recht drop huet, eng Pai, eng Remuneratioun ze kréien a vu senger Konscht ze liewen.

An dat war u sech e bëssen d'dreiwend Kraaft vun deem Pabeier, ëm deen et haut geet, dass mer responsabiliséieren, dass mer drop opmierksam maachen, dass eng Pai, mat där ee ka liewen, fir e Kënschtler genausou wichteg ass wéi fir all anere Bierger, deen enger Aarbecht nogeet, och.

Parallell dozou huet eng Rëtsch vun de Federatiounen am kulturelle Beräich Diskussioune lancéiert iwwer „Wat ass eng gerecht Remuneratioun?" Et ass och e puermol elo haut dovunner geschwat ginn. D'ASPRO huet do notamment wierklech eng Viraarbecht geleescht. Mir hunn um Niveau vum Ministère – mir nennen dat e „Working Title" – Tripartitten, wou mer déi ënnerschiddlech Institutiounen, Federatiounen zesummebréngen, fir doriwwer ze diskutéieren: Wat ass eng Aarbecht wäert? Wat ass en Tariff, dee soll bezuelt ginn? Dass et, wéi bei anere Beruffer och, ech denken zum Beispill un d'Architekten, Grille-tarifairë gëtt, un deenen ee sech kann orientéieren a wou ee weess, wat herno soll bezuelt ginn.

Déi selwecht Diskussioun hu mer mat der AAPL, den Artistes plasticiens. Erlaabt mer just vläicht nach eng kleng Klamer. Et ass natierlech en Ënnerscheed, ob Der enzwousch ausstellt, wou Der herno Är Wierker kënnt verkafen oder ob just enzwousch ausgestallt gëtt, wou herno keng Remuneratioun fir den Artist erausspréngt a wou also net kloer ass, ob en déi Aarbecht, déi en do gemaach huet, professioneller Natur, iergendwéi remuneréiert kritt.

D'Fro ass gestallt ginn: Wat war de Werdegang heivunner? Mir hunn en Appell un de ganze Secteur gemaach, wou mer e Webinaire organiséiert hunn de 15. Juni, fir en éischten Draft vun dëser Charte virzestellen. Dat war en Aarbechtsdokument. Déi éischt Mouture hat deemools fir extreem vill Diskussiounsstoff gesuergt, haaptsächlech bei verschiddene konventionéierte Kulturhaiser. An do hate mer e laangen Delai ginn, bis Mëtt Oktober 2021, fir schréftlech Stellung ze huelen. Do krute mer 18 Retouren eran. An op Basis vun deene Retouren hu mer du weidergeschafft an déi sinn all berücksichtegt ginn.

Ech hat eng lescht Reunioun mat all deene Leit am Ministère, wou ech dunn dräimol gefrot hunn: „Ass elo nach een, deen eppes dozou ze soen huet?" D'Äntwert war: „Nee." Mir waren eis eens um Contenu. Dat war de 26. Abrëll 2022. Dat ware wuelverstanen déi Leit, déi wollte matschaffen.

Dunn hu mer et virgestallt. Ech hunn et an der Chamberskommissioun virgestallt. Mir haten en Delai gesat fir ze ënnerschreiwen. An et si Stand elo 90 Strukturen der Charte bäigetrueden. Et sinn der awer nach ënnerwee. Verschidde Gemengen a Verwaltungsréit kommen nach an deenen nächsten Deeg zesummen.

Niewent menger Haaptsuerg an där heiter Logik – déi, dass muss e Kontrakt existéieren, e Schreiwes, wou ee weess: Wat sinn d'Konditiounen, dass eng Remunération juste soll ausbezuelt ginn? – ass awer eppes, an duerfir ass et mer och wichteg, dat nach eng Kéier ze betounen, wat mir als Kulturministesch an als politesche Responsabel extreem wichteg ass a wou ech och iwwerzeegt sinn, dass dat net jiddwerengem heibanne gläich wichteg ass: Dat ass d'Onofhängegkeet vum Kultursecteur a senger Expression culturelle.

Dat heescht net, dass ee sech net muss u Reegelen halen. Dir hutt e Code de déontologie, d'Regierung huet e Code de déontologie, dat ass eppes, wat ëmmer méi gängeg ass, dass ee sech Reegele gëtt, no wéi enge Mechanismen ee ka fonctionéieren, no wéi enge Mechanismen een zum Beispill an engem Jury matmécht, wou dann een erausgesicht gëtt, sou wéi eise Kultursecteur jo vill fonctionéiert.

Mee wat ech wierklech wëll garantéieren, an dofir steet dat net nëmmen an de Konventioune vum Kulturministère, den Artikel 3, „Liberté d'expression artistique et d'association", mee och an der Charte, den Artikel 4, d'„Indépendance artistique et culturelle": „La structure culturelle agit en toute indépendance artistique et intellectuelle dans le cadre de ses activités et n'accepte aucune intervention sur ses choix artistiques ou le contenu artistique de ses projets, ni de la part de l'État, ni d'aucune autre instance."

Firwat ass dat wichteg? Ech denken net drun, engem virzeschreiwen, wéi e seng Programmatioun ze gestalten huet. Mee wann ech mer verschidde Question-parlementairen – an d'Djuna Bernard huet se virdrun zitéiert – an Erënnerung ruffen, da weess ech awer och, dass dat net all Politiker seng Meenung hei am Land ass, an dat mécht mer extreem Suergen.

An esou en Artikel wéi dat doten ass wichteg, dass ee kann Theaterstécker opféieren, wou et ëm Homosexualitéit geet, dass Leit aus engem Musée kënne Bréiwer schreiwen, wou et zum Beispill ëm Impfgéigner geet, dass awer och kann den Avortement thematiséiert ginn op enger Bün am Theater. Just fir dräi Beispiller aus Question-parlementairen ze nennen, déi ech an deene leschte Wochen, Méint a Jore gestallt krut. An et gëtt der nach.

Dann zu e puer vun de Froen. Dat, wat jo vill diskutéiert gëtt, ass d'Fro vum Budget. Kréie se d'Sue gekierzt? Dat hei ass u sech eppes, wou een emol e bëssen eng Richtlinn huet, wat et heescht, eng Konventioun ze kënnegen, an a wéi enge Konditiounen iwwerhaapt emol kéint esou eppes an d'Diskussioun kommen.

Ech erënneren drun, dass 2015 vun den deemools 71 Konventiounen, déi de Kulturministère hat, der 11 gekënnegt goufen, ouni dass sech op iergendwellech valabel Krittäre baséiert ginn ass. Déi sinn einfach gekënnegt ginn. Haut hu mer duebel esou vill Konventiounen. A wa mer bei de Sue bleiwen, wat jo natierlech eng Suerg ass, wann ee vun … Dat heescht, mir hunn haut 120 Konventiounen am Kulturministère.

Natierlech, wann een dovunner schwätzt, dass all déi Institutioune mussen och uerdentlech bezuelen, da mussen déi och vun eis ëmsou méi finanziell ënnerstëtzt ginn. Mir wäerten de Budget nach virstellen an der Kommissioun, mee de Konventiounsposte geet fir d'nächst Joer ëm 18 % an d'Luucht. Dat ass net just dat hei, dat sinn och nach e puer aner Saachen, déi mer Iech wäerten erklären. Mee et ass och dat hei, wat mer do natierlech mat en compte huelen.

Dann ass d'Fro komm vum Grondakommes, Här Goergen. Et gëtt ee Secteur, do hu mer e Grondakommes: Dat ass de Kultursecteur. Mir hunn d'Chance, dass de Statut vum Intermittent agefouert gouf scho virun enger ganzer Rei Joren. Mir wäerten en elo nach verbesseren. De Gesetzesprojet ass op där leschter Ligne droite. E Kënschtler huet e Recht op e Grondakommes hei am Land, an ech sinn houfreg drop, dass mer dat hunn an dass mer et nach wäerte verbesseren.

Da vläicht nach eppes Leschtes zu dem „sous tutelle", quitte dass ech mengen, et ass e bëssen iwwerflëssig. Mir schwätzen hei vun der Tutelle administrative. All Ministère huet verschidde Verwaltungen, Établissements publics ënnert senger Tutelle. Bei mir sinn dat dann natierlech och e lauter. Dat heescht net, dass ech der Meenung sinn, dass ech se „ënnert Tutelle" stellen, mee datt se ënnert der Tutelle vum Kulturministère fonctionéieren, esou wéi dat, mengen ech, bei ganz villen aneren och de Fall ass.

Vläicht nach e Punkt zu de klengen ASBLen, wou sech Suerge gemaach gëtt. Och do kann ech Iech garantéieren, datt dat u sech déi Éischt waren, déi mat

ënnerschriwwen hunn. An dass déi Froen do alleguerte ganz aktuell an akut sinn, notamment d'Madamm Oberweis huet et gesot, déi vu sexuellen Iwwergréffer, déi kënne kommen. Ech hat nach dës Woch eng Reunioun mat verschiddene Vertrieder aus dem Kultursecteur, déi sech extreem mat deem Sujet ausenanersetzen, déi och elo do wëllen – an d'Madamm Arendt wäert sech dofir och interesséieren – eng Initiativ lancéieren, fir eeben och op deem Sujet ze sensibiliséieren.

Dat heescht, och dat ass natierlech e Sujet an der Kultur. Och dat ass eppes, wou mer mussen drop opmierksam maachen. An hei, déi Charte, déi näischt aneres mécht, wéi Valeuren an e Kader ze setzen, déi mer bal all heibannen deelen, dass mer responsabiliséieren, dass mer dovunner schwätzen an dass et och wichteg ass, dass een, dee concernéiert ass, deen an enger Situatioun ass, wou en d'Impressioun huet, e wär net uerdentlech behandelt ginn, ka soen: „Hei lauschtert emol, hei gëtt et jo awer deen Écrit. Kënne mer vläicht doriwwer schwätzen?" Duerfir och déi Strukturen „in house", well et eebe grad net ëm eng extern Delatioun geet, mee fir emol ze kucken, e Problem am Haus ze klären.

A mir am Ministère selwer hunn och nach e Point d'attache, un deen ee sech kann da wennen, wann e Problem ass. A mir probéieren, wéi dat och schonn haut ass, déi Problemer am Dialog ze léisen an net ze waarden, dass déi Saachen explodéieren oder zu Problemer ginn.

Merci fir Är Attentioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Kulturministesch Sam Tanson. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.04 heures.)

6e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 35
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen** p. 35
   Exposé : Mme Martine Hansen
3. **Question élargie n° 155 de M. Marc Hansen au sujet du développement stratégique de l'Université du Luxembourg** p. 36
   M. Marc Hansen | M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
4. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'éducation aux médias** p. 37
   Exposé : Mme Francine Closener (dépôt de la motion 1) (intervention de Mme Josée Lorsché)
   Débat : Mme Diane Adehm | M. Claude Lamberty | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (interventions de Mme Stéphanie Empain et Mme Francine Closener)
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
5. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la pollution lumineuse** p. 44
   Exposé : Mme Cécile Hemmen
   Débat : M. Paul Galles | M. Max Hahn | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Paul Galles) | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Charles Margue) (dépôt de la motion 1) | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Motion 1 : M. Marc Goergen | M. Paul Galles | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre | Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

2. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Ech géif dann d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. An der Tripartite ass festgehale ginn, datt d'Ursaache vun der Inflatioun solle bekämpft ginn, ënner anerem doduerch, datt jo och gekuckt gëtt, fir d'Präisser ze bremse bei der Energie. Au contraire awer vun deene leschte Moossnamen, déi geholl gi sinn, ass dës Kéier näischt virgeschloe ginn, fir de landwirtschaftlechen Diesel ze subventionéieren, ausser eeben am Projet de loi 8083, wou réckwierkend, well d'Verlängerung verpasst gi war ze maachen, dat heescht réckwierkend déi Bäihëllef vu 7,5 Centime de Liter elo nach eng Kéier verlängert gëtt bis den August.

Nom August hu mer awer hei keng Bäihëllefen. Mir wëssen awer, datt d'Landwirtschaft, fir déi néideg Kulturen ze planzen, Buedembeaarbechtung muss maachen. Déi Buedembeaarbechtungsmaschinne gi mam Trakter gezunn an den Trakter, dee brauch Masutt.

A fir eeben ze verhënneren, datt d'Produktiounskäschten hei och nach eng Kéier extreem an d'Luucht ginn, an domadder am Endeffekt och d'Liewensmëttelpräisser, fir eeben och d'Landwirtschaft an dëser Kris ze ënnerstëtzen, fuerdere mer d'Regierung op, fir erëm eng Kéier eng Kompensatioun vun der Präishausse vum landwirtschaftlechen Diesel virzegesinn, a wéi engem Gesetz och ëmmer.

Wéi gesot, mir hunn et e puermol an der Kommissioun gefrot gehat. Et huet kee Minister et direkt um Radar gehat. Den Här Turmes wousst et och net direkt. Mir haten den Här Fayot an den Här Delles gefrot. Si hu gesot, si géifen et mat an de Regierungsrot huelen. Den Här Baum huet och gesot, hie géif et am Préconseil vum Regierungsrot ëmmer erëm mathuelen. Mee Fakt ass, et ass awer nach keng Propos do. A Fakt ass, d'Bauere brauchen hei Hëllef. An dofir deposéieren ech hei am Numm vun der CSV dës Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– saluant l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB, CGFP et OGBL à l'issue des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022 ;

– rappellant la loi du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers ;

– rappelant qu'en vertu de cette loi, les prix de vente de certains produits pétroliers mis à la consommation au Luxembourg se trouvaient réduits obligatoirement d'un montant toutes taxes comprises de 7,5 centimes d'euro par litre et ce jusqu'au 31 juillet 2022 ;

– constatant que les compensations pour le gasoil utilisé comme combustible (« Mazout ») et le gasoil utilisé comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales ont été prolongées jusque fin août 2022 ;

– constatant que la compensation s'appliquait seulement jusqu'au 31 juillet 2022 au gasoil utilisé exclusivement

pour des travaux agricoles et horticoles, dans la pisciculture et la sylviculture ;

– saluant que le projet de loi 8083 prévoit de mettre en place un système de remboursement pour des livraisons de gasoil utilisé pour des travaux agricoles et horticoles, dans la pisciculture et la sylviculture et de gasoil utilisé comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales qui ont eu lieu pendant la période allant du 1er août 2022 au 15 août 2022 ;

– déplorant qu'aucune nouvelle compensation pour le gasoil utilisé exclusivement pour des travaux agricoles et horticoles, dans la pisciculture et la sylviculture n'est prévue par le Gouvernement ;

– considérant que la hausse des prix de l'énergie risque d'engendrer une hausse des prix des produits agricoles et alimentaires,

invite le Gouvernement

– à prévoir une nouvelle compensation pour le gasoil utilisé exclusivement pour des travaux agricoles et horticoles, dans la pisciculture et la sylviculture.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

3. Question élargie n° 155 de M. Marc Hansen au sujet du développement stratégique de l'Université du Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 155 vum Här Marc Hansen iwwert déi strateegesch Entwécklung vun der Uni Lëtzebuerg. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Här President. 2023 kritt d'Uni Lëtzebuerg net nëmmen 20 Joer, mee am Januar kritt se och en neien Direkter an am November en neie Conseil de gouvernance. E wichtegt Joer deemno fir hir strateegesch Ausriichtung.

Och wann d'Uni e puer schwiereg Momenter ze geréieren hat, wéi d'Plënneren op de Belval oder 2017 eng budgetär Kris, ass si, op Dauer gekuckt, eng Successstory. Si konnt sech souwuel an der internationaler Fuerschungslandschaft wéi och als gesellschaftlechen Acteur hei am Land etabléieren. Dëst spigelt sech och am World University Ranking vun 2023 erëm, wou d'Uni Lëtzebuerg weider Plaze geklommen ass a sech elo ënnert den 250 beschten Héichschoule befënnt.

D'Uni Lëtzebuerg muss verschiddenen Usprëch gerecht ginn, nämlech enger internationaler Fuerschungswelt, engem Ausbildungs- a Léieroptrag an och enger Verflichtung vis-à-vis vum Land. Grad wéi eis Gesellschaft entwéckelt sech d'Uni permanent weider. Wichteg ass, datt se dat engersäits am Kader vun hirer Autonomie selwer ka gestalten an anererséits och an d'Héichschoulpolitik an an eis Gesellschaft agebett bleift. Dofir och haut meng Froen un den Héichschoulminister.

Eng éischt Serie betrëfft déi strateegesch Ausriichtung vun der Uni Lëtzebuerg an do virun allem d'Balance tëschent Fuerschung a Léier. Als kleng a jonk Uni ass de Fokus logescherweis vun Ufank u staark op Fuerschung an Exzellenz gesat ginn. No engem gemëschte Bilan zur Léier virun e puer Joer hat d'Uni hei Efforten ënnerholl. Kann een do eng positiv Entwécklung feststellen? Wéi wäert an Zukunft d'Balance tëschent Fuerschung a Léier op der Uni ausgesinn? Aktuell ass et jo esou, datt d'Léier am Véierjoresplang net zu den Indicateurs de performance fir d'Evaluatioun gehéiert. Gesäit de Minister vir, dat eventuell ze änneren?

Eng aner Fro, déi sech bei der Ausriichtung och stellt: Gëtt et nieft der Educatioun an der Santé nach aner Beräicher, an deenen d'Uni verstäerkt e Bäitrag zu eiser Wirtschaft a Gesellschaft soll leeschten? Gëtt et do scho konkreet Pisten?

Meng zweet Rei vu Froe betrëfft d'Gouvernancestrukture vun der Uni.

Den 1. Januar 2023 gëtt de Jens Kreisel neien Direkter vun der Uni, en uni-interne Kandidat, deen de Betrib scho kennt. Gouf et scho Gespréicher tëscht dem Minister an him, wat seng Prioritéite fir déi nächst fënnef Joer ugeet? Den aktuelle Véierjoresplang gesäit d'Méiglechkeet vun enger Revisioun op den 31. Dezember 2023 vir. Wäert de Minister mat Bléck heirop mam neien Direkter kucken, wou deen d'Akzenter setze wëllt, oder ass de Conseil de gouvernance hei den Haaptuspriechpartner?

Wichteg wär och ze wëssen, wéi eng Influenz den neien Direkter op de Laangzäitplang huet, deen 2021 ugeholl ginn ass an dee bis 2039 soll gëllen. Dat ass eng laang Zäit! Sinn do reegelméisseg Upassungen ugeduecht respektiv ass dëse Plang bannend fir all déi nächst Véierjorespläng bis 2039?

Vum Direkter dann eriwwer zum Conseil de gouvernance. D'Mandat vun den aktuelle Membere geet am November 2023 op en Enn, also ee Mount no de Chamberwalen. D'Uni brauch awer Planungssécherheet. Well déi vun der Regierung op Propos vum Héichschoulminister genannt Membere majoritär am Conseil de gouvernance sinn, wollt ech de Minister froen, ob hie gedenkt, fir 2023 erëm d'Nominatioun e puer Méint am Viraus ze annoncéieren, wéi dat och 2018 geschitt ass. Wa jo, kann hien eis scho soen, ob hien hei éischter op eng Kontinuitéit wëll setzen oder ob am Géigendeel Changementer sech undeiten?

Eng lescht Serie vu Froe betrëfft dann de gesetzleche Kader vun der Uni. 2023 wäert d'Unisgesetz och fënnef Joer kréien. Plangt de Minister, fir am kommende Joer e Bilan dozou ze maachen an de Fonctionnement vun der Uni ënnert dem neie Kader ze evaluéieren? Gëtt et eventuell scho Pisten, wou Verbesserunge méiglech wären? Wéinst der Mandatsdauer vu fënnef Joer ass et zum Beispill gutt méiglech, datt och iwwert déi nächst Joren den Untrëtt vum neie Conseil de gouvernance ëmmer wäert an den „Interregnum" tëschent zwou Regierunge falen. Wär en Decalage par rapport zum politesche Kalenner net eng Pist?

Eng weider Pist wär, ob d'Entwécklung an d'Autonomie vun der Uni net duerch eng Opwäertung vum Conseil universitaire kéint gefërdert ginn, dee jo d'Uniscommunautéit representéiert.

Dat waren elo vill Froen. Mee mat Bléck op de Kalenner war et mer wichteg, d'Uni an hir Entwécklung ze thematiséieren. Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet a si gespaant op dem Minister seng Äntwerten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Héichschoulminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, e grousse Merci och un den Deputéierte Marc Hansen fir seng Froen hei ronderëm d'Uni, wat eis, wann och nëmme fir eng Véirelstonn, d'Geleeënheet gëtt, eis kuerz auszetauschen iwwert d'Entwécklung vu gläich bal zwanzeg Joer. An de Marc Hansen huet et ugedeit: eng Entwécklung, déi duerchaus, an dat gëtt net nëmme vu bannen, mee och vu baussen esou gesinn, och international esou gesinn, déi duerchaus positiv war. A wann et virun 2003 nach déi eng oder déi aner kritesch Stëmm par rapport zur Schafung iwwerhaapt vun enger Universitéit ginn ass hei zu Lëtzebuerg, denken ech, sinn déi verstommt.

Dat virun allem – an dat gesinn ech d'selwecht wéi de wäerten Deputéierten –, well mer et fäerdegbruecht hunn, datt mer op där enger Säit international Exzellenz, notamment an der Fuerschung, erreecht hunn an dat ganz kloer als Ambitioun och ëmmer virun eis gehalen hunn. An op där anerer Säit awer och, vläicht e Stéckwäit méi nach an der Léier wéi an der Fuerschung, awer Service um Land muss déngen (veuillez lire: awer och, well d'Uni, vläicht e Stéckwäit méi nach an der Léier wéi an der Fuerschung, als Service um Land muss déngen).

An et ass och dat, wat ech an deenen Echangen, déi ech hunn … Dir hutt gefrot, ob ech mat deem engen oder aneren, och mam zukünftege Recteur scho mech echangéiert hätt. Jo, dat hunn ech och an der Vergaangenheet, well et jo e Member vum Ekosystem hei vun der Fuerschung a vun der Héichschoul hei zu Lëtzebuerg ass a mer jidderengem ëmmer nees rappeléieren, datt eigentlech all déi ëffentlech Fuerschungs- an Héichschoulinstituter, dont d'Uni.lu wéi awer och d'Centre-de-recherche-publicken, eng Haaptmissioun hunn: Dat ass, Exzellenz um internationalen Niveau ze erreechen, wierklech Lëtzebuerg op d'Landkaart ze setzen, an op där anerer Säit, dem Land ze déngen.

A bei der Uni, dat heescht, beim Enseignement, ass et wierklech nach esou, datt dat eisen eenzegen Institut ass hei zu Lëtzebuerg, eisen eenzegen ëffentlechen Institut hei zu Lëtzebuerg, soudatt et do keng Fro ass, ob d'Uni.lu dat mécht, wat mer brauchen, mee si muss et ganz einfach maachen. An ech denken, datt dee Message verstane ginn ass an deene leschte Joren.

Ech si kee Frënd vun deenen, déi permanent elo kucken: Leet d'Uni elo vläicht eng Grëtz ze vill Wäert op d'Recherche par rapport zum Enseignement oder ëmgedréit? Et gëtt der ëmmer nees, déi probéieren, do déi Balance genau ze moossen. Ech denken éischter, datt dat eent dat aner bedéngt. Eng gutt Qualitéit an der Recherche heescht och, datt ganz villes kann do positiv bewierkt gi fir den Enseignement. A mir wëssen awer och, datt et ouni gudden Enseignement schwiereg ass, den Nowuess herno an der Recherche ze assuréieren. Et brauch een also do e Ganzt.

An dat huet sech och iwwert déi lescht Joren entwéckelt. Dir hutt selwer zwee Beräicher ugeschnidden, déi fir d'Land essentiel sinn: de Gesondheetsberäich mat der Medezinnerausbildung, wou d'Uni jo scho munneches elo geleescht huet, awer nach villes virhuet iwwert déi nächst Joren, an de Beräich vum Enseignement, well mer och keen aneren Institut zu Lëtzebuerg hunn, wou mer eis eegen Enseignantë kënnen ausbilden. A mir wëssen – a mir schwätzen dacks hei doriwwer –, datt d'Erausfuerderungen an eise Schoulen nach eng Kéier eppes aneschters sinn, anerer sinn ewéi op villen anere Plazen. Duerfir musse mir och selwer als Land en Effort maachen, fir ons Enseignanten auszebilden.

Mee et beschränkt sech sécherlech net op deen doten Niveau. D'Uni.lu huet eng Rei vu strateegeschen Decisiounen a Projete vun der Regierung ënnerstëtzt déi lescht Joren. Ech denken un den interdisziplinäre Space-Master zum Beispill, wou d'Regierung gesot huet: „Mir hunn eis an der wirtschaftlecher

Entwécklung vum Land eng Strategie ginn." An d'Uni huet gesot: „Jo, da maache mir do mat a mir kucken, datt mer deementspriechend och Studiegäng ubidden, fir datt mer déi héich qualifizéiert Agenten duerno erauskréien, déi déi Prozesser och kënnen do um Terrain mat ëmsetzen."

Wann ech awer och kucken, wat d'Uni.lu déi lescht Jore geleescht huet an enger Rei vu Studiegäng, déi et wuel scho gouf, am Domän vun de Finanzen, am Domän vun der Ingenierie, am Domän vun der Informatik, fir déi awer méi breet opzestellen an och nach eng Kéier vill méi Studentinnen a Studente kënnen opzehuelen, dann ass dat eng duerchaus positiv Entwécklung.

Sécherlech geet dat net duer. An dat wësse mer. Sécherlech ass et nach ëmmer wichteg, datt mer och eng Héichschoulpolitik maachen, déi de jonke Lëtzebuerger Resident-Student hei zu Lëtzebuerg encouragéiert, och an aner Länner op d'mannst en Deel vu sengem Studium maachen ze goen an dann zréckzekomme mat deenen Erfarungen a mat sengen Diplomer. Mee d'Uni.lu huet déi Messagen do verstanen an huet sech an deene leschte Joren an déi dote Richtung entwéckelt.

D'Fro zum neie Recteur, do denken ech, datt et net fundamental eppes wäert änneren, well de jëtzege Recteur war Vice-recteur bis elo, zoustänneg wuel fir Recherche, a kritt elo méi eng iwwergeuerdent Aufgab. En huet sécherlech net nëmmen, wat déi alldeeglech Aarbecht vun der Universitéit a vum Rektorat ubelaangt, vill méi eng breet Responsabilitéit, mee e muss sécherlech och – an dat ass d'Aufgab vun all Recteur vun all Universitéit, wéi et bei all Direkter vun enger anerer Entreprise oder enger Verwaltung ass – strateegesch méi wäit kucken a kucken, op wat fir eng Entwécklung ee soll reagéieren.

Jo, mir hunn eng Rei vu Guidelinë virginn. D'Uni huet sech selwer eng Entwécklungsstrategie bis 2039 ginn, wat awer eng grouss Guideline ass, déi net eent zu eent tel quel muss ëmgesat ginn, mee wou ee sech ëmmer nees soll drun orientéieren. An ech denken, wann een esou wäit no vir kuckt, dach awer bal 20 Joer no vir kuckt, da muss een op där anerer Säit sécherlech och heiansdo dertëschent nach eng Kéier kucken, ob net awer déi strateegesch Ausriichtung nach punktuell emol muss ugepasst ginn, well kee kann d'Zukunft ëmmer komplett virausgesinn. Och déi bescht Universitéit vun der Welt net! An do muss sécherlech nach ëmmer nogebessert ginn.

E Recteur ass awer sécherlech net aleng a senger Fonctioun. En huet e Rektorat. E gëtt natierlech och zum Deel kontrolléiert a guidéiert vun engem Conseil de gouvernance, dee jo och fir eng ganz Rei vun Decisiounen, déi de Rektorat proposéiert, mat zoustänneg ass a sécherlech awer och ëmmer nees, wat eng streetegesch Ausriichtung ubelaangt, ëm Avis gefrot gëtt a virun allem muss soen, ob een an eng gewësse Richtung geet oder net.

Et gëtt jo och nach aner Instrumenter eigentlech, déi, mengen ech, mir als Politik eis ginn, fir d'Entwécklung vun der Uni.lu, awer och vun den aneren éffentleche Fuerschungsinstituter matzeënnerstëtzen an awer och a gewësse Richtungen ze lenken. Dat sinn déi Véierjorespläng, wou mer Kontrakter maachen, wou mer kloer Ziler och definéieren, wou mer op där enger Säit d'Moyene festschreiwen, déi déi Instituter – hei d'Uni.lu – fir déi nächst véier Joer kréien, an awer och dat, wat mer eigentlech gären un Entwécklungsschrëtt an u Leeschtungen zréckhätten. An dat ass eppes, wat mir wichteg ass, datt mer och gewësse Punkten ëmmer nees doranner festhalen.

Grad well et déi eenzeg Universitéit ass zu Lëtzebuerg, mengen ech, solle mer déi Méiglechkeet do notzen, fir der Uni eng Rei vu Messagë mat op de Wee ze ginn, wat sécherlech net empietéiert op hir Autonomie an op d'Autonomie vun dem eenzelne Fuerscher. Mee wat awer kloer ass: datt mer als deen, dee substanziell Montanten zur Verfügung gestallt huet an iwwert déi lescht Joren déi Montanten ëmmer erëm eropgesat huet, a wou jo och fir déi nächst Joren nach eng Kéier eng däitlech Croissance virgesinn ass vun deene Montanten, déi de Staat an d'Uni.lu investéiert, op där anerer Säit awer och eng Entwécklung kënne verlaangen, déi dem Land déngt.

Ech selwer, wéi ech virun néng Joer déi Responsabilitéit iwwerholl hunn, hunn decidéiert gehat, datt mer net nëmmen dee Kontrakt op véier Joer maachen, mee ëmmer eng Midtermreview op zwee Joer och dertëschent kënne maachen, well och do erëm eng Kéier nei Momenter kënne komm sinn. An dat huet d'Universitéit eigentlech arrangéiert an et huet awer och d'Politik arrangéiert, well een dann awer nach méi flexibel ass, fir vläicht op Neierunge kënnen ze reagéieren. An ech géif dat och fir d'Zukunft recommandéieren.

Wat de Rôle an och d'Nominatioun vum Conseil de gouvernance ubelaangt, do hutt Dir selwer gesot, datt viru fënnef Joer – oder elo véier Joer – et esou war, datt nach vun der austriedender Regierung matzäiten déi Nominatioune virgeholl goufen. Ech sinn emol dovunner ausgaangen, datt mer dat och dës Kéier esou géife maachen, well et wichteg ass, datt et en handlungsfäege Conseil gëtt. Well d'Mandater lafen effektiv de leschten November aus a mir wëssen net, wéini datt mer eng nei Regierung hunn.

Aus der Erfarung eraus – an ech hunn dat do jo schonn eng Zäitche suivéiert – ass et och esou, datt ee Membere vum Conseil de gouvernance net aus dem Aarm réselt. Virun allem, well ee jo hei net politesch Nominatioune wëll virhuelen, mee well et hei ëm Kompetenz geet, ëm Sachverstand geet. Mir kucken, datt mer souwuel de Fuerschungsberäich ofgedeckt hunn an deem Conseil wéi awer och de Beräich vun der akadeemescher Léier. Mir kucken, datt mer national Acteuren hunn, mir kucken awer och, datt mer international Acteuren hunn. Mir kucken, datt mer Acteuren hunn, déi éischter vläicht emol fir den Domän vun der Ekonomie an der ekonomescher Entwécklung kënne schwätzen, datt awer gläichzäiteg och gesellschaftlech Acteuren aus der Société civile matintegréiert sinn an deem Conseil.

Eigentlech probéiere mer doduerjer, e gesonden Equiliber, e gesellschaftlechen Equiliber an den Diskussiounen an deem Conseil ze kréien. An et ass eigentlech näischt, wat elo direkt vun enger Regierung géif ofhänken. Duerfir gesinn ech do net onbedéngt eng Schwieregkeet, wa mer dat, sou wéi d'Gesetz et virschreift, matzäiten elo géife maachen.

Ech wëll awer och virun allem soen, datt et do eng Kontinuitéit wäert ginn, wann ech et nach sollt proposéieren. Well et gëtt eng ganz Rei vu Memberen, deenen hiert Mandat nach net op Echeance komm ass, wou dat nach kann eng Kéier renouveléiert ginn. An ech denken, datt do jiddereen et meritéiert huet, seng Mandater kënne fäerdeg ze maachen, souwäit et geet.

Vläicht nach ganz kuerz, Här President, e Wuert zu den Experienze mat dem leschten Héichschoulgesetz, oder mat dem leschte Gesetz vun der Uni.lu, déi duerchaus positiv sinn, well mer eng ganz Rei vu Froe vun der Gouvernance doranner ugaange sinn, d'Matbestëmmung méi breet gemaach hunn, och am Conseil de gouvernance, an och de Conseil universitaire dee Moment scho gestäerkt gouf, och mat enger Presenz am Conseil de gouvernance. An dat huet a mengen Aen dozou gefouert, datt gewëssen Diskussiounen éischter intern am Conseil de gouvernance konnten op eng ganz sachlech Manéier gefouert ginn an net herno ronderëm d'Uni oder wierklech carrement op der Place publique hu misse gefouert ginn. An dat hunn ech als e grousse Fortschrëtt empfonnt.

Ech denken, datt nieft deem, wat mer deemnächst an der Chamber eng Kéier kënnen diskutéieren, nämlech déi komplett Revisioun vum Héichschoulgesetz, wou mer eng Rei vun Avancéeë maachen, wat d'Akkreditatioun generell ubelaangt, mer och mussen an Zukunft eng Kéier driwwer nodenken, ob net déi Léierprogrammer, déi d'Uni.lu ubitt, missten akkreditéiert ginn no deene selwechte Konditiounen, wéi och aner Programmer vun zum Beispill privaten Instituter mussen accreditéiert ginn. Einfach fir do nach eng Kéier ze soen: Mir wëlle Qualitéit. A mir wëllen déi iwwerall. A mir wëlle se eigentlech och no deene selwechte Krittären.

Sécherlech mussen eng Rei vun Iwwerleeunge gefouert ginn, wat déi universitär Weiderbildung ubelaangt. Do ass en éischte Schratt gemaach ginn am leschten Universitéitsgesetz mam University of Luxembourg Competence Centre. Dee soll een eng Kéier evaluéieren an ech denken, datt do nach méi Dynamik noutwendeg ass fir déi nächst Joren. Sécherlech sollt een och nach eng Kéier kucken, ob net eenzel Formation-continuë kënne certifiéiert ginn herno, datt een och do Certificate kritt, déi ee kéint cumuléieren iwwer eng ganz Beruffskarriär a wou ee vläicht och herno kéint en Diplom draus maachen. Dat sinn Iwwerleeungen, déi och an anere Länner gefouert ginn, an déi sollte mer och hei fir d'Uni.lu féieren.

Ech denken awer nach eng Kéier, datt et haaptsächlech awer an der Kontinuitéit sollt weidergoen, well, wéi Dir selwer gesot hutt, d'Uni.lu ass eng Successstory. Si huet et fäerdegbruecht, eis als Fuerschungs- an Héichschoulstanduert wierklech op eng international, weltwäit Landkaart ze setzen, wou mer iwwerall respektéiert gi fir dat, wat mer maachen. A mir wëssen, datt, wa mer eis eppes virhuelen an deem Domän, datt mer et och kënnen erreechen an och wäerten erreechen. An op där anerer Säit huet se awer och dem Land bis elo grouss Déngschter geleescht, och wann et do ëmmer nees Korrektioune muss ginn, well den Usproch vum Land, deen ännert jo, d'Gesellschaft ännert jo, d'Societéit ännert. An duerfir muss déi Äntwert, déi d'Uni.lu dorobber gëtt an hire Leeschtungen, déi se bitt, sief et Fuerschung oder Léier, sech ëmmer nees upassen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Héichschoulminister Claude Meisch.

4. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'éducation aux médias

D'Chamber féiert de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Medieneducatioun, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Claude Lamberty, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fred Keup an d'Madamm Myriam Cecchetti. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Francine Closener als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun.

Exposé

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, liesen, schreiwen, léieren, schaffen, schwätzen, spillen, shoppen, Sport maachen, Filmer kucken, Musek lauschteren –

et gëtt net méi vill, wat mer net an der digitaler Welt maachen. An ob mir heibannen, gréisstendeels Boomer, dat wëllen oder net: Déi Entwécklung huet déi reell Welt, déi analog Welt fundamental verännert. D'Kanner a Jugendlech vun haut, déi sougenannt Generatiounen Z an Alpha, si mam Internet opgewuess, mat allem, wat dat u Vir- an Nodeeler bréngt. An et gëtt vill Vir- an et gëtt vill Nodeeler!

Der LSAP geet et drëm, datt déi Jonk vun haut selbstbestëmmt Constructeure vun där digitaler Welt ginn, datt se déi Welt verstinn, kritesch gesinn a se esou matbestëmmen an opbauen. Mir wëllen net, datt se manipuléiert an ofhängeg Konsumente vun de soziale Medie ginn. Mir wëllen net, datt se e Spillball vun den Algorithme ginn, Affer vun Desinformatioun, Ligen a Propaganda.

Mediekompetenz ze hunn ass bäi Wäitem net nëmmen am individuellen Interessi vun all Kand, et ass am direkten Interessi vun eiser ganzer Gesellschaft, well d'Gefor fir eist Zesummeliewen, fir eis Demokratie duerch d'sozial Medien ass evident a wiisst eigentlech vun Dag zu Dag.

Ech erënneren nëmmen un de Skandal vu Cambridge Analytica, dem Gamechanger fir dem Donald Trump säi Walkampf. Anert Beispill: Vill Leit waren a si vläicht nach ëmmer bis haut dovunner iwwerzeegt, datt dat Entwiermungsmëttel fir Päerd si, also d'Mënschen, géint Corona géif schützen. An dann hunn ech nach guer net vum Noriichtekrich geschwat, dee sech grad am Zesummenhang mam Krich an der Ukrain ofspillt. D'Wourecht war dat éischt Affer vun deem Krich.

Dat si just e puer Beispiller. D'Manipulatioun schéngt grenzelos méiglech ze sinn, wann een net amstand ass, den Tri ze maachen tëscht dem Fake an dem Fakt. Et ass also kruzial fir eis all, datt eis Kanner a Jugendlech digital Mediekompetenzen hunn. Dat muss eng vun den Haaptaufgabe gi vun hirer Bildung an hirer Ausbildung!

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Duerfir begréisse mir als LSAP et och ausdrécklech, datt et do Fortschrëtter gëtt. Et gëtt ee Codingcours am Fondamental. Et gëtt dee sougenannte „Medienkompass", dee fächeriwwergräifend kann ugewannt ginn. An enger ganzer Rei Lycéeë gëtt et den Digipass, en Outil, deen d'Jugendparlament begréisst huet, iwwerall wollt hunn. An da gëtt et virun allem de Cours „Digital Sciences", deen d'lescht Joer an enger Pilotphas an 18 Lycéeën op der Septième agefouert gouf. Et war batter néideg, datt esou ee Cours an d'Schoul komm ass! Zanter der Rentrée elo virun engem Mount gëtt dee Cours flächendeckend an alle Lycéeën op Septième ugebueden an an de Pilotlycéeën och op Sixième.

Dës verschidden Instrumenter a Coursë si vun engagéiertem Personal ausgeschafft ginn an duerfir hinne vun dëser Plaz e ganz grousse Merci!

An eisen Ae stelle sech an deem Zesummenhang awer och eng Rei vu Froen. De Cours „Digital Sciences" orientéiert sech ronderëm sechs grouss Thematiken, déi alleguerten derwäert sinn, datt ee se an der Schoul behandelt. Dorunner besteet keen Zweifel. Awer et bestinn Zweifel um Terrain an de Schoulen um roude Fuedem an deem Ganzen.

D'Theeme vum Cours si follgend, ech ziele se kuerz op: éischtens: „Mon monde digital et moi !", wou de Fokus op der Kommunikatioun läit; zweetens: „Le World wide web, sa toile et moi !", hei geet et ëm kritescht Denken. Dat drëtt Theema ass Big Data, dann, véiert Achs, de Volet Programmatioun. Ee weidert Theema ass Robotik. An dann an där leschter Achs geet et ëm artificiell Intelligenz.

Eleng duerch d'Opziele vun deenen Thematiken héiert ee jo, wéi vast dee ganzen Domän ass an datt et och queesch duerch de Gaart geet. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob an dësem Fall vläicht e wéineg manner net méi wier. Follgend Kriticke si mir an deem Zesummenhang aus Lycéeën zougedroe ginn:

Wann een all eenzel vun deene sechs Achsen am Detail wëllt duerchgoen, da gëtt ee mam Programm, deen eng Stonn pro Woch géif virgesinn, net fäerdeg. Ëmgedréit, wann een awer alles wëllt duerchkréien, da muss ee Verschiddenes ganz séier gesinn an et kann een net an d'Déift goen.

Eng weider Kritik, déi ech och héieren hunn, ass, datt ze mann Exercicer an deene verschiddene Matièrë virgesi wieren. Ze mann, fir datt d'Schüler och wierklech verstinn, wéi et dann eigentlech geet. An dat ass jo awer wuel de Sënn an Zweck vun deem Ganzen!

D'Enseignantë mussen deemno decidéieren, wéi een Deel se sollen op der Säit loossen, well se net d'Zäit kréien, fir alles ze maachen. Dat ass natierlech net glécklech. En plus riskéiere mer, datt déi eng Schüler dat eent gesinn, déi aner dat anert, an datt et op Sixième, op Cinquième grouss Diskrepanze gëtt, un deene weeder Schüler nach Enseignantë schold sinn.

Deementspriechend wichteg wier et, eng seriö Evaluatioun vun deem Cours ze maachen. An eis géif et natierlech hei an der Chamber och interesséieren ze wëssen, wéi déi Evaluatioun dann ausgefall ass. Wat soll bäibehale ginn? Wat soll verbessert ginn?

An deem Sënn deposéieren ech och eng Motioun am Numm vun de Majoritéitsparteien, an där mir d'Regierung invitéieren, esou eng Evaluatioun ze maachen, an zwar um Enn vum Cycel.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le cours « Digital Sciences » a été généralisé dans les lycées lors de la rentrée scolaire 2022-2023 ;

– considérant que le cours s'étend sur un cycle de trois années (septième, sixième et cinquième) ;

– considérant l'importance croissante que prennent les nouvelles technologies dans la vie des élèves et des enseignants ;

– considérant la résolution du Parlement des jeunes sur la modernisation de la vie scolaire du 4 juin 2022,

invite le Gouvernement

– à procéder à une évaluation du cours « Digital Sciences » au bout de trois ans, soit à l'issue d'un cycle complet, et à en présenter les conclusions à la Chambre des Députés.

(s.) Francine Closener, Djuna Bernard, Claude Lamberty.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Francine Closener (LSAP) | Eng aner Fro, Här President, déi sech stellt: Sinn eis Enseignanten, déi d'Fach „Digital Sciences" halen, selwer eigentlech genuch Expert an all deenen Thematike vun deene sechs Achsen? Am Ufank huet et geheescht, datt all Enseignant, oder quasi all Enseignant, deen neie Cours kéint halen. Dat schéngt awer net onbedéngt de Fall ze sinn, eeben aus deem einfache Grond, datt vill Professeren dat Basiswëssen, wat se brauchen, fir dee Cours och gutt kënnen ze halen, net hunn. Mee si brauche jo awer natierlech richteg seriö Expertis a virun allem och eng Avance am Kënnen an am Wëssen op de Schüler.

D'Entwécklung vun der digitaler Welt ass jo rasant. Deementspriechend spillt d'Formation continue grad an dësem Beräich eng immens wichteg Roll. A misst net och am Stage vun deenen neien, vun den zukünftege Proffe vill méi Wäert dorobber geluecht ginn?

Här President, de Cours heescht, wéi gesot, „Digital Sciences". Fir eis als LSAP ass den Ëmgang mat de Medien, d'Medienerzéiung awer net just ee vu sechs Punkten, deen esou e Cours misst uschneiden, fir eis ass dat den zentrale Punkt. Mir wësse jo awer, datt déi Jonk hir Informatioune quasi integral an exklusiv aus dem Netz huelen. Dat ass jo d'office net schlecht, mee natierlech besteet d'Gefor, datt se nëmmen Informatiounen aus hirer Bulle kréie respektiv carrement op bewosst gestreet Fakenews erafalen.

Duerfir ass eis och de Kontakt an d'Vernetzung an d'Bildung mam Zentrum fir politesch Bildung ganz wichteg. Duerfir d'Fro: Wéi enk ass déi Vernetzung? Ass séchergestallt, datt all Schüler mam Zentrum fir politesch Bildung a Verbindung kënnt?

An där selwechter Logik begréisse mer och, datt et scho laang eng Zesummenaarbecht mat den Ekippe vu BEE SECURE gëtt. Woubäi ee sech och hei d'Fro ka stellen, ob déi net nach méi intensiv soll a muss a kéint ginn. Well wann déi nei Medie vill Chancë bréngen, da lauere jo awer och Geforen, deene sech d'Elteren dacks net esou vill bewosst sinn. Ech erënneren un dee grujelege Video, dee viru Kuerzem op de Reseauen zirkuléiert ass, wou Jonker gefilmt hunn, wéi e Jong geschloen a gedeemütegt ginn ass. Mir hunn hei haut de Moien nach an enger gréisserer Reunioun mat dräi Regierungsmemberen doriwwer geschwat.

An d'Aktualitéit weist eis leider, datt et keen Eenzelfall ass. Duerfir wëll ech vun dëser Plaz och déi Efforte luewen, déi vu BEE SECURE a Saache Preventioun géint Cybermobbing gemaach ginn. Wichteg ass, datt all Schüler a Beréierung kënnt mat där Opklärung, datt do kee Jonken duerch de Raster fält. Well Cybermobbing ass leider wierklech kee Randphenomeen méi. Enger Etüd no, déi d'lescht Woch publizéiert ginn ass, war an Däitschland ee vu sechs Schüler schonn eng Kéier Affer vu Cybermobbing. Ee vu sechs!

Natierlech gouf et och scho Mobbing virum Internet an der Schoul oder am Schoulhaff, mee mam Smartphone an der Täsch kann dat ganz aner Proportioune kréien. Dat betraffent Kand huet de Mobbing souzesoen ëmmer bei sech, bis doheem a sengem Zëmmer.

Dës Etüd, déi vum „Bündnis gegen Cybermobbing" gemaach gouf, weist och, datt de Phenomeen vum Cybermobbing duerch d'Pandemie verstäerkt gouf, vu datt d'Kanner wéinst Confinement an Homeschooling vill méi online waren.

Jiddefalls, wa mir soen, datt eis déi mental Gesondheet vun de Jonke wichteg ass, da musse mer Cybermobbing nach vill méi eescht huelen, well mer jo wëssen, datt et zu Suchtverhalen, Depressiounen a Suicide ka féieren.

Duerfir stellt sech och d'Fro: Wéi solle mer mat engem akute Fall ëmgoen? Sollen d'Elteren d'Direktioun vun engem Lycée informéieren? Solle se sech un de CePAS wenden? Un den Child Protection Officer? Am Zweifelsfall direkt vläicht un de Parquet, wann et e schlëmme Fall ass? Do brauch ee kloer Richtlinne fir Schüler, Elteren, fir Proffen an Direktiounen.

Selbstverständlech ass d'Preventioun dat bescht Mëttel, fir géint Cybermobbing virzegoen; Stéchwuert Medienerzéiung. Mee mir mussen eis keng Illusioune maachen: Och dee beschte Cours ass keen Allheelmëttel. Duerfir wollt ech och follgend Iwwerleeung mat op de Wee ginn:

Sollt een net, wéi a Frankräich, op de Wee goen, fir Cybermobbing carrement als en Delikt an de Code

pénal anzesetzen? Net nëmmen, fir kënne repressiv dergéint virzegoen, mee virun allem, fir de Victimme kloer ze vermëttelen, datt se eescht geholl ginn, fir hinnen ze weisen, datt, wann ee si filmt, wa se geschloe ginn, an et an d'Netz gesat gëtt, d'Justiz dann op hirer Säit ass an datt dat net nëmmen e banale Sträit tëscht Kanner ass. Ech denken, dat wier eng Iwwerleeung wäert, och a grad fir de symbolesche Charakter vun esou engem Akt.

Zum Schluss wollt ech nach eng Kéier ganz kuerz op d'Resolutioun agoe vum Jugendparlament am Juni 2022. D'Jugendparlament hat gefuerdert, datt den Informatikcours op Septième a Sixième géif bäibehale ginn, well och wann Digital Natives e Schlagwuert ass, esou ass net all Schüler am Lycée scho mat Basisoutile wéi Word oder Excel bewandert. Dat soll een och net aus den Ae verléieren.

Si fuerderen och, datt den Digipass soll an all Schoul ugebuede ginn. Ass dat eng Optioun oder ass dat eigentlech hifälleg ginn duerch d'Generaliséierung vum „Digital Sciences"-Cours?

Här President, fir d'Digital Natives ass eng Welt ouni Smartphone an Internet net virstellbar. Se surfen, chatten, spille mat grousser Selbstverständlechkeet, mee e User ass net d'office digital kompetent. An dat ass awer sonner Zweifel eng Kärkompetenz, déi d'Schoul vun haut ze vermëttelen huet. Dat kënne mer net dem Zoufall iwwerloossen, dem Choix vun engem Enseignant, dee sech domadder auskennt, de Schoulen, déi dat erkannt hunn. Dat do ass en Theema, deen all Schüler an all Schoul betrëfft, ouni Ausnam!

Ënnerschiddlech Schoulen, jo, mee dës Matière, besonnesch de Volet vun der Mediekompetenz, muss iwwerall enseignéiert ginn a virun allem permanent adaptéiert ginn. Zesumme mat den Experte vu baussen, mat den Enseignanten, fir déi deen Theema an der Grondausbildung an an der Weiderbildung eng fest a kloer definéiert Roll muss spillen, an zesumme mat den Elteren, déi sech och hirer Verantwortung bewosst solle sinn.

D'Zil muss et sinn, datt all Kand, all Jugendlechen ekipéiert ass, fir mat Medien am Allgemengen a mat Phenomeener wéi Cybermobbing eens ze ginn, fir datt se muer selbstbewosst Bierger ginn, déi net op Leit erafalen, déi Fake als Fakte verkafen an allze dacks eis Demokratie just wëlle futti maachen.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Dat dierfe mer net zouloossen. Dorunner musse mer weider schaffen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop wéilt ech soen, dass mir et als CSV begréissen, dass endlech an de Schoulen „Digital Sciences" agefouert ginn ass. Et ass e Beräich, vun deem scho ganz laang hei an der Chamber geschwat gëtt, an et ass och eppes, wat scho vu ganz villen Deputéierten an hiren Interventiounen heibannen an der Chamber gefrot ginn ass.

Fakt ass, dass eis Kanner a Jugendlech mat den digitale Medien opwuessen a vill ze oft souzesoe „learning by doing" an dësem Beräich maachen. D'Pandemie huet den Homeschooling mat sech bruecht, an dëst war fir vill Jonker gläichzäiteg eng Beräicherung, awer och eng Gefor. Si si praktesch iwwer Nuecht an d'Onlinewelt katapultéiert ginn an hate ganz oft net déi néideg Viraussetzungen dofir.

Si hu misse léieren, eens ze gi mat Teams, mat OneNote an esou weider. D'Hausaufgabe sinn entweeder direkt am Office gemaach ginn oder si goufen, haaptsächlech bei deene méi Klengen, nach um Pabeier gemaach, da goufe se gescannt an dem Enseignant gemailt. De Cours, dee gouf vum Enseignant digital virun enger Kamera ofgehalen oder den Enseignant huet d'Kanner a klenge Gruppe stonneweis ënnerriicht. Fir vill Enseignanten, awer och fir Eltere war dëst eng nei a grouss Erausfuerderung.

Mee déi Jonk hunn an dëser Zäit net nëmmen digital geléiert, och hiert Sozialliewen huet sech gréisstendeels digital ofgespillt. Et gouf kee Sportstraining, keng Musekschoul, kee Rendez-vous mat Frënn dobaussen. Duerfir awer vill Snapchat, TikTok, Fortnite, Formel 1 online, Minecraft, Brawl Stars a wéi se alleguerten heeschen.

Gläichzäiteg sinn awer och Begréffer wéi Cybermobbing, Dateschutz am Internet, Schutz vun der Privatsphär, sougenannt Freemium-Spiller ëmmer méi bekannt ginn. An dertëschent sëtzen déi Jonk a mussen dat alles geréieren, ouni awer onbedéngt dat néidegt Basiswëssen ze hunn. Si kennen net ëmmer d'Gefore vun de soziale Reseauen. Si wëssen net all, dass si mat hire Liken a verschiddenen Appen hëllefen, Algorithmen ze programméieren, an dowéinst dann ëmmer méi Inhalter ugewise kréien, déi an d'Richtung vun de Likë ginn, mat deene si Saachen ugeklickt hunn. Och e Selfie ass séier eropgelueden a kann awer heiansdo ongewinnt Konsequenzen hunn.

Aus all dëse Grënn ass et batter néideg, dass eis Jonk sech esou séier wéi méiglech mam Internet vertraut maachen, dass si léieren, wéi e funktionéiert, wéi d'sozial Reseaue fonctionéieren a wat d'Konsequenze kënne si vu verschiddenen Akten.

Aus all dëse Grënn begréisse mir als CSV, dass sech an der Schoul mat der Digital Science befaasst gëtt. Mee mir stellen eis awer och Froen iwwert d'Form vum Cours an iwwert den Inhalt.

Mir verstinn, dass et d'Fortsetzung vum Codingcours aus dem Fondamental ass. Mir verstinn och, dass et d'lescht Joer e Pilotprojet op der Septième war an dëst Joer e Pilotprojet op Sixième an d'nächst Joer op Cinquième wäert ginn.

Mir stellen eis d'Fro, ob eng Evaluatioun iwwert de Summer gemaach ginn ass vum Cours op der Septième, ier de Cours dësen Hierscht op de Septièmme verallgemengert gouf. Wa jo, wat gouf evaluéiert? A wat war d'Resultat? A wéi eng Konsequenze goufen doraus gezunn?

„Digital Sciences" krut keng eege Schoulstonn, mee et gouf de verschiddene Lycéeën d'Méiglechkeet gelooss, dëst Fach an déi verschidde Fächer ze integréieren, wéi zum Beispill d'Sproochen, d'Sciencen. Wéi huet dat praktesch funktionéiert an de Schoulen? A wéi enge Fächer gouf et agebaut?

D'Madamm Closener huet gesot, wéi de Cours opgebaut ass. Do stellt sech d'Fro, ob den Inhalt net vill ze vill voluminéis ass fir eng Stonn an der Woch. A wat eis och vun Enseignantë gesot gouf, dat ass, dass bis elo ee Cours ass am Secondaire, esouwuel fir de Classique, General a Modulaire. A si froen, ob et do net méiglech wier ze differenzéieren, well laut den Enseignantë wieren d'Niveauen awer zimmlech ënnerschiddlech.

An: Wéi goufen d'Enseignantë virbereet? Si hunn zwar Formatioune kritt, mee sinn déi Formatiounen duergaangen?

Eis als CSV ass et wichteg, dass déi Jonk vun haut optimal op eng digital Welt virbereet sinn an dobäi och op d'Geforen hi sensibiliséiert ginn. Dës Welt ass eng aner wéi déi, an där mir opgewuess sinn. Villes ass duerch d'Digitaliséierung méi einfach ginn, mee et sinn och vill nei Problemer zesumme mat der Digitaliséierung oder grad duerch d'Digitaliséierung komm.

Ofschléissend soen ech der Madamm Closener Merci fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn an Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Diane Adehm Merci a ginn d'Wuert weider un deen nächsten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Villmools merci, Här President. Éischtens, et ass emol eng aner Introduktioun: Ech fannen et nämlech ganz flott, dass mer iwwer e Sujet, deen haaptsächlech Kanner a Jonker wäert interesséieren, schwätzen. An da begréisse mer do uewen eng Schoulklass. Ech weess elo net, vu wou, mee dir schéngt mer nach relativ jonk ze sinn. Duerfir ass dat ganz flott, ...

(Interruptions)

... dass dat dote ganz ...

(Interruption par Mme Diane Adehm)

Ass eppes net gutt?

(Interruption)

Ech gesi schonn, op der rietser Säit si se souguer bei esou Sujete schonn nervös. Dat ass natierlech ganz schued, well et war wierklech eng ganz positiv gemengt Remark. Et ass awer guer net schlëmm, Här President, ech wende mech trotzdeem un d'ganz Chamber; och u meng riets Säit.

D'Mediekompetenz: Ech mengen, dass et e richtegen an och e wichtegen Zäitpunkt ass, fir iwwer Mediekompetenz ze schwätzen. Dofir merci dem Francine Closener fir déi Heure d'actualité, déi ugefrot ginn ass, well ech menge wierklech, dass et ganz wichteg ass, an dësen Zäiten iwwert d'Kompetenz an de Medien a vun de Medien, awer och den Ëmgang dermat ze schwätzen. Merci awer och dem Minister Claude Meisch fir déi vill an déi sëlleg Saachen, Projeten, Aktiounen, déi an de leschte Jore gelaf sinn.

Dir kennt, souwuel op menger lénker wéi bestëmmt och op menger rietser Säit, an Ärem Ëmfeld Situatiounen, wou Der bestëmmt schonn emol gestaunt hutt, wann Der klenge Kanner nogekuckt hutt, wéi se eigentlech ouni grouss oder gréisser Problemer hirer Mamm, hirem Papp hire Smartphone geholl hunn an dann do ganz zilsécher, mat engem oder zwee klenge Fanger, op Fotoe geklickt hunn, Spill-Appen opgedréckt hunn oder einfach emol eng Foto gemaach hunn.

Vill Kanner léieren duerch eng gewësse Selbstverständlechkeet, mat Medien ëmzegoen, se ze benotzen. Firwat? Ma einfach, well d'Kanner scho ganz fréi mat Medie konfrontéiert sinn. Am Alldag vun de Kanner, am Familljekrees a mat hire Frënn, do si se einfach present.

Derbäi kënnt den natierleche Virwëlz vun de Kanner, dass Kanner aus engem Spill vum Knäppercherdrécken, also aus engem einfachen Ausprobéieren, ëmmer Neies derbäiléieren, wéi zum Beispill eng Fernbedienung ze benotzen, eng Computermaus ze

benotzen oder och einfach um iPad d'App vun der Sendung mat der Maus opzedrécken.

D'Mediekompetenz u sech ass natierlech vill méi, wéi just ze wëssen, wéi een e Knäppchen dréckt. E sënnvollen Ëmgang mat Medien ze hunn, ass u sech, an einfache Wierder ausgedréckt, wat et heescht, Mediekompetenz ze hunn. An ech soen et ganz kloer: D'Kanner sollen, jo, dierfen d'Medien entdecken a solle gesinn, wéi villsäiteg d'Medie kënne benotzt ginn. Dat geet wäit doriwwer eraus, wat et heescht, just Medien ze consomméieren. Anstatt also wallos ze consomméieren, sollen d'Kanner geziilt a bewosst Sënnvolles uklicke léieren. Si sollen dat, wat se am Internet oder soss begéinen, kritesch beurteele kënnen. Si sollen Inhalter an Informatiounen anuerdne kënnen a si sollen awer och d'Medie benotze kënnen, fir selwer kreativ ze ginn.

Mediekompetenz kréien d'Kanner natierlech mol als Alleréischt an hirem familiären Ëmfeld mat op de Wee. Dat heescht: Déi éischt, kommt, mer nennen et emol „Virbiller" am Mediekonsum, dat sinn d'Elteren, dat sinn d'Geschwëster, dat ass d'Famill. De primären Zougang zur Medienerzéiung geschitt also an der Famill. Do musse sech d'Elteren dann och hirer Verantwortung bewosst sinn.

Wann d'Kanner dann de Wee bis an de schoulesche Kader fannen, geet et drëm, e mediekompetent Kand aus dem Kand ze maache mat de Moyenen, déi d'Schoul kann ubidden.

E wichtege Constat: Medienerzéiung muss pedagogesch ganzheetlech gesi ginn. Et ass net esou, dass just eng isoléiert Aktioun derzou féiert, dass e Mënsch Mediekompetenz kritt. Et ass e Ganzt. An et muss och genau esou gesi ginn.

Wat bedeit dat? Majo Jonker, där klenger an och manner klenger, ginn op ganz ënnerschiddlechen a besonnesch och ville Plazen zu all Auerzäit am Dag mat der Digitaliséierung konfrontéiert. Dofir muss een et och kollektiv kucken, déi formal an och déi nonformal Bildung, ëmmer zesumme mam familiären Ëmfeld, fir dass eis Kanner eng digital Identitéit entwéckelen, déi hinnen et erlaabt, duerch hir Entwécklung zu engem Acteur an der digitaler Welt ze ginn, dee responsabel handele kann.

Et kéint een de Sujet elo op ganz ënnerschiddlech Aart a Weise beliichten, analyséieren an och kommentéieren. Onméiglech a fënnef Minutten. Dofir konzentréieren ech mech op e puer weider wichteg Messagen, déi besonnesch dat schoulescht Ëmfeld a seng Partner betreffen.

Säit 2018 schafft den Educatiounsministère un enger ëmfaassender Strategie, fir d'Vermëttlung vun den digitale Kompetenze virunzedreiwen, fir dass déi Jonk sech sécher an der digitaler Welt kënne beweegen. Dozou gehéiert, dass d'Kand déi technologesch Zesummenhäng op engem gewëssenen Niveau och beherrscht a versteet.

De Coding ass ugeschwat ginn am Fondamental, an dee leet e wichtege Grondsteen, dass d'Kanner an hirem Alter eigentlech spilleresch léieren, wéi Computeren iwwerhaapt fonctionéieren. Dat Wësse gëtt da spéiderhin am Lycée verdéift mat „Digital Sciences", an et ass scho virdru gesot ginn: wat weider an den nächste Jore wäert ausgebaut ginn, mam Zil, dass déi Jonk op d'Realitéit vun der digitaler Welt virbereet kënne ginn.

Nieft dem Wëssen iwwert d'Technologië selwer ass et awer och wichteg, dass mir de Jonken e responsabelen Ëmgang mam Internet a besonnesch mat de soziale Medie vermëttelen. Hei kann een och de „Medienkompass" ervirsträichen, deen 2020 de Referenzkader fir d'Schoulprogrammer agefouert huet.

Wärend der Coronakris, an och elo am Kader vum Krich an der Ukrain – et ass och schonn ugeschwat ginn – si ganz vill Falschinformatiounen am Netz. Et geet also och drëm, dass Hannergrondwëssen, dass Aussoen op Echtheet kënnen iwwerpréift ginn. Mee dat ass eppes, wat iwwert d'Zäit muss kënnen opgebaut ginn.

Den Zentrum fir politesch Bildung, ech erwänen en nach eng Kéier, a BEE SECURE, déi hunn hei e ganz wichtege Lead. 2019 gouf d'Campagne #checkyourfacts lancéiert, wou et drëm geet, de Grand public iwwert d'Mechanisme vun der Desinformatioun opzeklären. Ech kéint och nach iwwer VieSo schwätzen, iwwert de CePAS, de Kanner-Jugendtelefon, d'Helpline vu BEE SECURE. Dir gesitt, onméiglech a fënnef Minutten déi vill, vill, vill Aktivitéiten an deem dote Beräich opzezielen!

Mir geet et haut drëm, d'Wichtegkeet einfach nach eng Kéier ervirzesträichen, déi d'Mediekompetenz huet an eiser Zäit. An ech hoffen, dass och déi riets Säit, besonnesch e puer ganz riets hei, extreem gutt nogelauschtert hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech fänken da mol un.

(Interruption)

Virewech e grousse Merci un d'Madamm Closener, dass si dëse Sujet op den Ordre du jour gesat huet.

Am Mäerz 2021 hat ech d'Geleeënheet, am Kader vun enger Question élargie dem Här Minister eng Rei Froen iwwert déi neisten Initiative ronderëm dëst Theema ze stellen. Am Theema Medienerzéiung, a ganz besonnesch am Beräich vun den digitale Medien, deet sech enorm vill a sëlleg nei Trends, nei Reglementer an nei Entwécklunge brénge mat sech, dass sech eise Schoulsystem muss deene rezenten Upassungen ëmmer erëm och selwer upassen an immens reaktiv muss sinn. An deem Sënn kann een net genuch iwwert dëst wichtegt Theema schwätzen.

Um europäeschen Niveau gouf entre-temps den Digital Markets Act de 4. Oktober ugeholl an e verbitt den „targeted advertising" bei Kanner. Dat begréisse mir ausdrécklech. A mir setzen eis och weider derfir an, dass mer op EU-Niveau, mee awer och op nationalem Niveau anstänneg Reegele fir den digitale Raum brauchen. Dëst schaaft nämlech Transparenz a Sécherheet fir jiddereen.

A fir op der Madamm Closener hir Fro no enger Introduktioun vum Cyberharcèlement am Code pénal ze äntweren, sou krut ech d'Informatioun, dass dëst am Code pénal am Artikel 442-2 schonn drasteet an dass dat scho couvréiert wier.

D'EU-Kommissioun huet virun e puer Deeg Guidelines zur Digital Literacy erausginn, déi sech ganz besonnesch un d'Léierpersonal riichten. Do ass zum Beispill och e Kapitel iwwert d'Bewäertung vun de Kompetenzen am Beräich Digital Literacy dran. An ech stelle mer hei d'Fro, wéi mer dat zu Lëtzebuerg applizéieren. An ech wollt do de Minister froen, wéi d'Benoutung an deem Beräich zu Lëtzebuerg organiséiert ass.

Communitymedien a Schülermedie si wichteg fir Jonker, fir selwer Kompetenzen an der Medieproduktioun opzebauen a selwer zu engem Sujet ze recherchéieren. Dass d'Welt net ëmmer schwaarzwäiss ass, dass d'Problemer villschichteg sinn, dass ënnerschiddlech Quelle gehéiert an hannerfrot musse ginn, sinn enorm wichteg Kompetenzen, déi een als jonke Mënsch muss kënnen a verinnerlechen. Esou Projeten, ob an der nonformaler Bildung, am Parascolaire oder am Kader vu fächeriwwergräifenden Initiativen, si wichteg, fir sech an der Déift mat Sujeten, déi de Jonken um Häerz leien, auserneenzesetzen, Schreif-, Lies- an digital Kompetenzen opzebauen a kritescht Denken unzereegen. Si mussen dowéinst ëmmer weider ënnerstëtzt ginn.

Et gouf vill gutt Initiativen an deene leschte Joren. Et goufen der och scho vill genannt. Ech denken u BEE SECURE, de „Medienkompass", de Mediepass am Fondamental an d'Fach „Digital Sciences", dat jo scho vu menge Virriedner/innen ugeschwat gouf. Säit der Pandemie huet d'Theema nach eng Kéier weider u Profill gewonnen. An ech mengen, dass besonnesch am Fondamental den Ëmgang mat de soziale Medien, d'kritescht Hannerfroe vun Algorithmen, Trends, Schlagzeilen an d'Erkenne vun eventuelle Falschnoriichte scho muss fréi an op eng spilleresch Aart a Weis thematiséiert ginn.

Här President, soulaang d'Medienerzéiung substanziell op déi fräiwëlleg Initiativ vum Léierpersonal setzt, wäerten d'Schüler/inne ganz verschidden domat konfrontéiert ginn, souwuel a Quantitéit wéi Qualitéit. Dofir ass et gutt, wann d'Mediekompetenze wierklech iwwert de reguläre Programm konsequent gefërdert ginn an natierlech och hire feste Bestanddeel an der Enseignantsausbildung an hirer Weiderbildung hunn.

Bei der Mediekompetenz an -notzung ass d'Approche iwwert d'Familljen och wichteg, well d'Notzungsgewunnechten, déi gesäit ee virun allem als Kand schonn doheem. Dofir mussen och d'Elteren hei ugeschwat ginn. An an dësem Beräich kënne vläicht déi zukünfteg Eltereforen, déi jo dann deemnächst operativ sinn, och eng Ulafstell fir d'Eltere sinn.

Ofschléissend wëll ech awer op dëser Plaz ënnersträichen, dass d'Mediebildung zwar enorm wichteg bei de Kanner a Jonken ass a ganz sécher eng wichteg Plaz an der Bildungs- a Betreiungswelt muss hunn, mee och am Lifelong Learning an an der Erwuessenebildung hir Wichtegkeet huet. Besonnesch am Erwuesseneberäich feelt et menges Wëssens och eklatant u Statistiken an Analysen iwwert d'Mediekompetenze vun eise Residenten. Fir d'Politik wier dat awer ganz sécher eng grouss Plus-value. An dofir hoffe mer, dass sech hei och an Zukunft nach eppes wäert doen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci och un d'Madamm Closener, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet, fir iwwert dat wichtegt Theema ze schwätzen. E Medienunterrecht, dat neit Fach, wat elo op Septième ass, am Fong ass et ganz villëmfassend, wourëms et hei geet. A fir dat an e puer Minutten do alles eriwwerzebréngen, ass schwiereg. Ech probéiere mech emol op deem Exercice hei.

Dat Éischt, wat mer ugeschwat hunn, dat sinn d'sozial Medien. Dat sinn d'Smartphonen, déi et säit elo awer schonn enger ganzer Rei Jore gëtt an déi ganz vill verännert hunn, eebe grad besonnesch bei Kanner a Jugendlechen.

E grousse Problem ass natierlech deen, dass d'Kanner oft, an dat ass schonn hei ugeklongen, dat besser

beherrsche wéi hir Eltere respektiv wéi aner Erwuessener a wéi d'Proffen an d'Schoulmeeschteren. An d'Kanner wëssen och ganz gutt, wéi se dat kënne benotzen, an och, wéi se et kënne benotzen, dass hir Eltere respektiv aner Erwuessener et net matkréien.

An dora besteet natierlech eng relativ grouss Gefor. An ech mengen, de Ministère huet jo och schonn esou Aktioune gemaach, wou et drëms geet, eebe grad drop opmierksam ze maachen, dass d'Kanner net sollen déi ganzen Zäit oder op jiddwer Fall vill Zäit mat hirem Handy eleng verbréngen. An ech si souguer der Meenung – a bei mir doheem ass dat esou –: Viru Septième gëtt et kee Smartphone fir d'Kanner.

Dann ass geschwat ginn hei vun engem anere Problem, dat ass de Cybermobbing. Dat ass effektiv sou, an ech schwätze jo aus Erfarung als Proff am Lycée, dass mer ganz oft domadder ze dinn haten, dass awer ganz oft de Problem ass, dass doriwwer net vill geschwat gëtt, well mir wësse jo och aus den Diskussiounen de Moien, wéi mer iwwert d'Gewalt bei de Jugendleche geschwat hunn, dass ganz oft déi Jugendlech sech net trauen, fir bei Erwuessener ze goen, ob dat elo an der Schoul ass oder bei soss Leit, fir hinnen ze hëllefe respektiv fir dann iwwer anerer ze berichten, deelweis och aus Angscht, déi se dann hu viru Revancheakten.

Allgemeng géif ech hei de Rot ginn un all Betraffen: Wa se wierklech Affer gi vu Cybermobbing, an ech mengen elo net eppes ganz, ganz Klenges, Banales, mee wann dat wierklech schonn eppes ass, wat méi oft virkënnt a wat och eng gewësse Schwell iwwerschreit, da solle se net nach laang am Lycée no Hëllef froen, mee da solle se direkt d'Police kontaktéieren. Dat ass mäi Rot, deen ech u si hunn. An ech mengen, dat ass och dat, wat de Moie bei der Kommissiounssëtzung hei erauskomm ass.

Da wëll ech en zweete Punkt uschwätzen, dat ass de Problem, wa mer nei Fächer aféieren, allgemeng an der Schoul. Ech ginn Iech Recht, dat hei ass wichteg, absolutt, ganz wichteg! Et stellt sech awer d'Fro, op wat fir engem Fach seng Käschten dat heite geet. Well wa mer en neit Fach aféieren, da musse mer en anert ewechhuelen.

A mir hunn oft hei Diskussiounen, dass mer mussen an der Schoul méi Sport maachen, dass mer musse méi Geschicht maachen, dass mer musse méi – ech weess net – Literatur maachen. An d'Fro stellt sech, et huet een ëmmer nëmmen 30 Stonnen oder esou zegutt: Wat léisst een ewech? An ech géif dofir och awer oppassen, an ech fannen et gutt, dass dat Fach do ass, mee dass mer déi aner Fächer – Liesen, Schreiwen, Rechnen, Geschicht, Geografie, Biologie an esou weider – net vergiessen. D'autant plus, dass jo och an deene Fächer, zemools elo Geschicht, Geografie an och an de Sproochefächer, ganz vill gemaach gëtt a puncto Medienunterrecht, elo net onbedéngt, wéi een e Smartphone benotzt, mee ganz vill iwwert déi aner Repercussiounen.

An da wiere mer beim nächste Punkt, dat ass dee vun der Desinformatioun. Et gëtt vill geschwat haut vun Desinformatioun an de soziale Medien. An dat ass och ganz berechtegt. Ech wëll Iech awer hei just eng Kéier drun erënneren, fir déi, déi schonn e bësse méi laang derbäi sinn, et ass emol e Lidd erauskomm, 1983, vum Reinhard May, dat huet geheescht: „Was in der Zeitung steht". An deem Lidd ass et iwwert de Ruffmord duerch gewësselos Journalisten an den Zeitunge gaangen. Bon, 1983 ass et nach keng sozial Medie ginn. A mir wëssen alleguerten: Desinformatioun gëtt et net eréischt säit de soziale Medien, net eréischt säit Smartphone, mee Desinformatioun gëtt et schonn éiweg. A ganz besonnesch emol iwwerhaapt, säit et Medien, Zeitunge gëtt, well d'Medien an d'Zeitunge sinn eebe subjektiv. A si probéieren eebe ganz oft, am Numm vun deem, dee se bezilt, oder vun deem, deen d'Agenda festleet, d'Leit och an eng Richtung ze beweege respektiv ze manipuléieren.

Ech ginn Iech e Beispill: Ech hat och Medienunterrecht. Do ass et net iwwer dat Digitaalt gaangen, mee iwwert déi normal Medien. An ech hat e Proff, dat war deemools eng Koryphäe, ech soe säin Numm net, mee deen ass … Dat war op Septième, an deemools ass den „RTL Hei Elei" owes ugaangen, dat war ganz nei, an dann ass e moies an d'Klass komm an dann huet en eis ëmmer gesot, wat si alles op der Tëlee Falsches erzielt hunn an déi géifen dach déi ganzen Zäit Desinformatioun maachen.

Just fir Iech dat emol eng Kéier ze erklären, dass et dat och scho ginn ass, respektiv an der Perspektiv vun deem Proff. Duerno hate mer nach een, deen huet dat mat der gréisster Zeitung vum Land gemaach. Deen ass an eis Klass erakomm an huet am Geschichtsunterrecht gewisen, wat an der Zeitung da fir Dommheete géife stoen. Ob dat elo gestëmmt huet oder net …, mee warscheinlech war jo awer iergendwéi e bëssen eppes drun.

Dat heescht, wat ech wëll soen, dat ass: Desinformatioun ass elo net nëmmen eppes, wat mer an de soziale Medien hunn, mee allgemeng och an den Zeitungen an och soss. Well ech mengen, wann ee lo Ligen erzielt kritt, Dommheeten erzielt kritt, ass et am Fong egal, wou et ass, et muss een einfach drop oppassen. Et muss ee kritesch duerch d'Welt goen. Ob Der elo an e Bistro gitt an do sëtzt een um Comptoir, deen Iech Geschichten erzielt, déi erfonnt sinn, déi egal wat sinn, ob Der et an den Zeitunge liest, …

(Interruptions)

… ob Der et op Social Media liest, ob Der als Kand …

(Coups de cloche de la présidence)

… an der Schoul, am Schoulhaff vun iergendengem eppes erzielt kritt, et geet eeben drëms, dass ee kritesch domadder ëmgeet. Well Dir kritt iwwerall Dommheeten erzielt. An d'Konscht ass eeben, dass mer eisen …

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

D'Konscht ass eeben, dass mer eise Kanner bäibréngen, dass se kritesch mat allem, wat se héieren, mussen ëmgoen. A soubal een hinne seet: „Deen do, deen huet d'ganz Wourecht!", oder: „Do steet ëmmer dat Richtegt!", grad da muss een oppassen, well grad dann ass et ganz geféierlech. Da muss ee besonnesch kritesch sinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Brouhaha général)

M. Fred Keup (ADR) | Voilà! Gutt. Voilà!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Déi lénks Säit …

M. Fred Keup (ADR) | Ech soen Iech villmools Merci. Reegt Iech nach weider op. Schéinen Dag nach.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. A mir lauschteren elo nach fir d'éischt der Madamm Myriam Cecchetti no.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'lescht Joer am November war eng Debatt iwwer Hatespeech a Cybermobbing hei an der Chamber. De Sujet krut deemools eng gréisser Opmierksamkeet opgrond vu senger Mediatiséierung. An der Press gouf bericht vu besuergten Eltere vu Jugendlechen, deenen hiert Liewe gekippt ass, nodeems Videoe vun hinne mat problemateschem Contenu op de soziale Reseauen zirkuléiert sinn.

Besonnesch bekannt goufen an deem Kontext Fäll vu jonke Fraen tëschent 14 a 16 Joer, déi um Netz vu jonke Männer am selwechten Alter bloussgestallt goufen an hirer Intimitéit an doropshi vu jidderengem mat virtuelle Steng beworf gi sinn. Dës Meedercher traue sech haut nach net virun d'Dier. Si sinn net just Affer vu Cybermobbing an Hatespeech, si si virun allem eng Zilscheif vu sexistescher Gewalt a groussem Ausmooss um Netz, mee och am reelle Liewen.

Zäitgläich gouf et Berichter vum OKaJu a rezent Donnéeën iwwert de mentale Gesondheetszoustand vu Kanner a Jugendlechen zu Lëtzebuerg, dee sech nom Confinement verschlechtert hätt.

Här President, deemools gouf vill geschwat an all d'Parteie ware sech eens: Mir musse preventiv géint d'Gewalt am Internet ugoen, sensibiliséieren, informéieren, pedagogesch Mëttel schafen, fir de gesonden Ëmgang mat de Medien, virun allem de sozialen an digitale Medien ze erméiglechen.

Ech schwätzen elo net méi vun deemools, ech hu mech just gefrot, wat elo den neien Ulass fir dës Aktualitéitsstonn ass. Gëtt et eng nei Informatioun iwwert d'Evolutioun vum Gesondheetszoustand vu Kanner a Jugendlechen a Bezuch zu de Geforen am Kader vum Notze vum Internet an de soziale Medien? Huet sech d'Situatioun vläicht verschlechtert? Verbréngen déi Jonk eventuell elo nach méi Zäit virum Ecran wéi fréier? Sinn déi addiktiv Tendenzen an d'Luucht gaangen? Gëtt et doriwwer Zuelen, Berichter, iwwerhaapt Etüden hei zu Lëtzebuerg? Oder schwätze mer hei einfach blann an de Raum?

Ech mengen d'Geforen, déi den Internet mat sech bruecht huet, si scho méi laang bekannt. An de leschte Jore weise sech d'Konsequenze vum massiven Datenechange souwuel op d'Privatsphär wéi op d'Staatssécherheet. Onverifizéiert Informatiounen, déi faméis Fakenews am Internet hu sech wärend der weltwäiter sanitärer Kris massiv verbreet.

Mëttlerweil steet fest: Facebook, Instagram a Co maache süchteg. Exzessiivt an onverstännegt Notze vu Social-Media-Applikatioune féiert zu Suchtverhalen, wéi d'„fear of missing out": all zwou Sekonne säin Handy kucken, ob eppes komm ass, e Like, e Message, endlos swipen, endlos scrollen. Och als Erwuessener tappe mir alt scho vill ze vill oft an dës Fal. An déi Fale goufe gutt a clever opgestallt vun de Leit aus dem Silicon Valley. All dës Applikatioune funktionéieren no engem onbestännege Belounungsprinzipp, dee süchteg mécht. Dat gëllt fir Tinder, Instagram a Facebook. D'Algorithmen halen eis bei der Staang. Heiansdo e klenge Like, heiansdo e Match, am Ufank mol méi, dann ëmmer manner. Dat ass wéi beim Candy-Crush-Spillen: Wann ee gewënnt, zack fléissen d'Gléckshormoner.

Här President, wann een dat weess, misst ee jo bal derfir plädéieren, datt déi Saache verbuede ginn a verschwannen. Mir konnte jo och virdrun ouni Facebook, Instagram an Datingapplikatioun liewen. Souguer och ouni Smartphone. Mir hu keen Internet an der Boxentäsch gebraucht. Mee bon, dat wier jo dann awer retrograd an entsprécht net onbedéngt engem liberale Fräiheetsgedanken. Mir si jo schliisslech hei net a China.

Da musse mer alt kucken, datt mer léieren, mat deenen digitale Medien ze liewen an ëmzegoen. Dat ass jo och d'Zil vum „Digital Sciences"-Cours, deen neierdéngs am Secondaire agefouert gouf. Mir kënnen dat alles nëmmen ënnerstëtzen. Et ass déck Zäit

ginn, datt mir eis déi digital Techniken appropriéieren. Am Moment schéngt et, wéi wa mer der digitaler Evolutioun dauernd géifen hannendrulafen. Dat gëllt virun allem fir déi eeler Generatioun, mee awer och fir déi Jonk.

Jo, och déi Jonk, well en Digital Native notzt zwar all Dag säi Smartphone, iPad, Computer an esou weider, e weess vläicht intuitiv domadder ëmzegoen, mee sou richteg informéiert iwwert déi technesch, informatesch oder sozial Hannergrënn ass en awer trotzdeem net. Wéi sinn déi Applikatiounen opgebaut? Wéi funktionéiert den Algorithmus? Wat geschitt mat deenen Donnéeën? Wou gi se gelagert? Wat ass déi materiell Säit vum Internet? Wat ass en Datenzenter? Ass dat iwwerhaapt alles ökologesch tragbar? Am Kader vum „Digital Sciences"-Cours missten an eisen Aen d'Schüler och iwwert d'Internetinfrastrukturen an d'Hannergrënn vun der Fabrikatioun vun digitale Supporte wéi dem Smartphone informéiert ginn. Et soll kengem virgegaukelt ginn, déi digital Zukunft wier eng propper oder eng nohalteg Zukunft.

E bewossten, intelligenten Ëmgang mat digitale Medie bedeit dann och, sech als Notzer/in ze emanzipéieren, andeems een dat theoreetescht a praktescht Wësse vermëttelt kritt, fir dann och selwer kënnen Applikatiounen ze schafen, Softwaren ze programméieren. Dat digitaalt Wësse muss onbedéngt demokratiséiert ginn, fir de Megaentreprisen aus Kalifornien de Wand aus de Seegelen ze huelen.

Dass dat iwwert den Enseignement leeft, ass e richtegen a wichtegen Usaz. Wéi wäit dofir Personal genuch do ass, ass eng aner Fro. An och wann eng Formatioun fir d'Enseignantë virgesinn ass, wat gutt ass, froe mir eis: Geet dat dann awer och duer? Sinn eis Enseignantë prett, fir dës Matière ze enseignéieren? A wat ass mat den Instituteurs/-trices spécialisé/e/s en compétences numériques? Kommen déi hei och zum Asaz?

Et wier schued, wann dës rezent Initiativ vum Educatiounsminister géif scheiteren, well se ze schlecht organiséiert ginn ass. Dofir fanne mir och ganz gutt, datt déi Evaluatioun soll stattfannen no dräi Joer. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg fir erauszefannen, wat gutt gelaf ass a wat vläicht net esou gutt gelaf ass, a fir d'Schrauwen erëm da richteg ze stellen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir liewen an enger moderner Welt, wou d'Digitaliséierung eng ëmmer méi wichteg Roll spillt. Eis Jugend ass ëmmer méi digital ënnerwee, dëst besonnesch an de soziale Medien. Dat ka souwuel Fluch wéi awer och Seege sinn. An et dierf een den Internet net verdäiwelen. Ëmmerhin ass en déi gréisst Wëssensdatebank, déi mer hunn.

Mee grad fir Jugendlecher kann den Internet negativ Säiten hunn, grad wéi se et an de soziale Medie schonn erlieft hunn. Den 30. August konnt een op rtl.lu en Artikel iwwer eng Etüd vun der Universitéit Bielefeld zu Jugendlechen an de Medie liesen, wou d'Zuel erausstécht, dass et eeben eng reell Gefor ass.

Vill Jonker versuerge sech op de soziale Medie mat Informatiounen. Dëst gëtt besonnesch dann zu engem Problem, wann dës Informatiounen ongepréift vun de Jonken als wouer ugesi ginn. Ëmmer méi dacks ginn Hallefwourechte verbreet an dëst ass da fir eis Demokratie eng Gefor. An de soziale Medie gëtt et keng Algorithmen, déi Informatiounen op hir Korrektheet préiwen.

D'Coronapandemie ass e gutt Beispill dofir. Vill Falschinformatiounen a Verschwörungstheorië gi verbreet, an dat bis haut. Dat hu mir selwer nach e Méindeg hei an der Seance zu enger Petitioun erlieft.

Mir kënne Kanner a Jonker net einfach onvirbereet eleng am Internet loossen. Mir mussen hinne proaktiv weisen, wéi se mat Informatiounen ëmginn, wéi se Informatiounen op hire Wourechtsgehalt kënnen iwwerpréiwen a wéi se solle mat de soziale Medien ëmgoen.

Och de Cybermobbing spillt hei eng grouss Roll. Cybermobbing ass kee Kavaléiersdelikt, deen een op déi liicht Schëller dierf huelen. Nee, ganz am Contraire: Ganz dacks geet et hei ëm Strofdoten, déi juristesch Konsequenze missten hunn. Vill Betraffener wëssen awer net, wéi se sech wiere kënnen. Dowéinst den Opruff un Elteren, deenen hiert Kand Affer vu Cybermobbing gëtt: Wennt Iech u BEE SECURE, d'Police oder den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher! Do kann Iech gehollef ginn a si weisen engem déi richteg Pisten op.

D'Piraten haten och scho virun e puer Méint eng Motioun eraginn, déi Mesurë géint d'Hierstellung vun „child sexual abuse material" virgesäit. Dës Motioun gouf och unanime ugeholl. Trotzdeem ass bis haut nach näischt ze héiere gewiescht, awéiwäit mer mat der Ëmsetzung ugefaangen hunn.

Mir fuerderen nach ëmmer, dass all d'Schüler aus dem Cycle 4.1 en Training mat BEE SECURE vu mindestens zwou Schoulstonne pro Schouljoer obligatoresch solle kréien an dass d'Unitéit vun der zoustänneger Police judiciaire personell opgestockt gëtt. Verbriechen am Internet mussen – an dorënner falen och Doten am Beräich Cybermobbing – vun der Justiz méi staark kënne verfollegt ginn.

An ech hu mech elo no der Reaktioun vun der Madamm Bernard nach eng Kéier schnell informéiert, och nach eng Kéier bei BEE SECURE gekuckt, déi selwer schreiwen, dass déi Gesetzer nach net esou do sinn. An domadder deelen ech d'Meenung vun der Madamm Closener, dass mer mussen am Code pénal en anere Wee goen, wéi dat am Moment de Fall ass.

(Interruption)

Jo, Dir kënnt jo behaapten, dass et couvréiert ass. Ech hu bei BEE SECURE gekuckt, et ass net couvréiert, an och Juriste soe mer, et ass net esou couvréiert, wéi Dir et hei behaapt. Et deet mer leed! De Cybermobbing ass am Code pénal net esou couvréiert, wéi Dir et wëllt hei behaapten.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | En ass couvréiert iwwert deen Artikel.

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee! Dir gitt en an en aneren Artikel sichen, wou et dat vläicht kéint sinn. Mee Cybermobbing ass net explizitt an deem Code pénal. Dir kënnt dach elo als Gréng hei net maachen, wéi wann et esou wär! D'Madamm Closener huet et virdru gesot, ech hunn et elo nach eng Kéier gecheckt, eise Büro huet et nach eng Kéier nogekuckt, mir hu souguer e Jurist gefrot, deen huet gesot: „De Cybermobbing ass net an deem Code pénal", wéi Dir et behaapt hutt. An da kommt Der elo nach eng Kéier dermat! Ech hat et awer elo fein ausgedréckt.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et geet jo net drëm, ob een et fein ausdréckt, et geet drëm, wat drasteet. En ass couvréiert! Et steet net „Cybermobbing" do, mee en ass iwwert den Artikel couvréiert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Nennt mir den Artikel!

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Closener wëllt …

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | 442.

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech mengen, Här President, béid hunn hei Recht. Et gëtt effektiv deen Artikel, do geet et ëm den Harcèlement. An a Frankräich gëtt et eeben en extra Artikel, wou et just ëm de Cyberharcèlement geet. An dorëms ass et mir gaangen, fir eeben den Ënnerscheed ze maachen an eeben och nach eng Kéier den Affer vum Cybermobbing ze weisen, dass d'Justiz dat ganz seriö hëlt an eeben hinnen en extra Artikel dediéiert. Dat war d'Iddi. Natierlech ass dat awer schonn haut och couvréiert duerch deen doten Artikel.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Closener fir deem klenge Sträit en Enn ze setzen. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Goergen.

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir hunn dach kee Sträit. Et ass kee Sträit. Ech hunn der Madamm Closener vun Ufank u Recht ginn, Här President. Also et war guer kee Sträit oder guer keng Diskussioun.

Et kann ee sech awer net drop verloossen, dass eleng d'Aarbecht vu BEE SECURE wäert duergoen. Si leeschten eng exzellent Aarbecht, dat ass sécher. Mee et muss een insgesamt vill méi an de Schoule virun de Gefore vum Internet warnen. Mir mussen de Kanner a Jugendlechen déi néideg Instrumenter an d'Hand ginn, fir dass si sech méi sécher am Internet beweege kënnen. An dat geet just, andeems hinne gewise gëtt, wéi een Informatioune kritesch préift, wéi ee richteg mat Falschinformatiounen ëmgeet a wéi ee richteg reagéiert, wann ee mat Leit ze dinn huet, déi op Falschinformatiounen eragefall sinn.

Ofschléissend dann nach e Merci un d'Madamm Closener an d'LSAP, fir dëst wichtegt Theema haut ugefrot ze hunn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, e grousse Merci un d'Deputéiert Francine Closener, datt mer haut nees erëm eng Kéier kënnen iwwer e ganz wichtege Sujet schwätzen, deen ni ausdiskutéiert ass, wou mer permanent natierlech och Neies entdecken, jo, well d'Gesellschaft sech geännert huet, eng aner Welt haut dosteet a well mer – an dat ass vun e puer Leit jo virdrun awer och ganz kloer hei artikuléiert ginn – an der Schoul ze laang stoe bliwwe sinn. An et hat een e bëssen d'Impressioun, virun e puer Joer nach, datt eis Schoulprogrammer zwar nach an der Welt vu virum Internet Bestand haten, mee awer eng Rei vu Revolutiounen, déi digital notamment, net matkritt hunn.

An dat hu mer awer opgeholl a mir hunn och elo net bis d'Joer 2022 gewaart, fir dat ze maachen. Ech erënnere mech un e breet ugeluechte Programm an der Legislaturperiod 2013–2018, Digital 4 Education hu mer dee genannt, wou mer op ganz villen Niveauen, am formalen, am nonformalen, gekuckt hunn, d'digital Kompetenze vun deene Jonken ze stäerken, deemools scho mam Zil, souwuel digital Outilen an der Schoul anzesetzen, fir besser ze léieren, mee awer och dat Digitaalt ze vermëttelen, fir duerno, sief et an der Beruffswelt, sief et awer och als Bierger an der digitaler Welt besser kënnen dozestoen.

Mir hunn eis an der lafender Legislaturperiod 2018–2023 dann awer och en op d'mannst esou ambitiéise Programm gi gehat, dee mer „einfach digital" genannt hunn. Fir och e bëssen d'Angscht do virdrun ze huelen, datt elo jidderee misst programméiere léieren an dat eppes ganz Komplizéiertes wär, hu mer e ganz bewosst „einfach digital" genannt. Mee en ass och do erëm eng Kéier ganz breet duerch sämtlech Bildungsinstitutioune gaangen an huet op ganz ënnerschiddlechen Niveauen ugesat.

An et ass haut hei jo schonn ugeschwat ginn, datt mer an der Grondschoul, an den éischte Jore schonn – natierlech altersgerecht, natierlech spilleresch – probéieren, d'Prinzippie vum Coding, vum „computational thinking", wat eigentlech d'Logik duerstellt vun Algorithmen, ze vermëttelen, déi haut scho bei deene ganz Klengen zum Alldag gehéieren, an datt dat dann eropwiisst, elo eeben dann och flächendeckend zanter der leschter Rentrée op der Septième mat engem neie Schoulfach „Digital Sciences" am Secondaire, wat sech dann iwwert déi dräi éischt Joer am Secondaire wäert erstrecken.

An ech wëll soen: Wann een esou e Paradigmewiessel virhëlt an der Educatioun – an dat kënnt jo net all Dag vir, et kënnt net all Dag vir, datt en neit Schoulfach agefouert gëtt, dat ass wierklech éischter d'Ausnam, datt dat geschitt, wéi datt dat d'Reegel ass –, dann ass et fir mech evident, datt mer do och reegelméisseg evaluéieren.

Mir ware jo och virsiichteg bei der Aféierung. Mir hunn eng Rei vu Pilotschoulen, wou der awer ganz vill Interessi hate schonn am éischte Joer, oder am leschte Schouljoer, déi u Bord waren. Dat hu mer och begleet iwwert dat ganzt Joer. Mir hu schonn elo bei der Generaliséierung op Septième eng Rei vun Adaptatioune gemaach a mir wäerten dat och lafend maachen.

Ech kann awer absolutt mat der Propos liewe fir ze soen: „Jo, no dräi Joer sollte mer eis dat doten nach eng Kéier méi genau ukucken", wéi mer eigentlech alles ëmmer nees nach eng Kéier sollten op de Leescht huele fir ze kucken: Wat wollte mer erreechen? Wat hu mer erreecht? Wou si mer vläicht souguer nach besser? Oder wou musse mer vläicht iwwer en anere Wee da kucken, datt mer nach eng Kéier nobesseren? Duerfir fannen ech dat eng ganz, ganz gutt Propos an ech géif der Chamber recommandéieren, och déi Motioun do ze stëmmen.

Dat virun allem, well mer hei net nëmmen en neit Schoulfach agefouert hunn, mee – et ass op eenzelne Plazen och ugedeit ginn – mir hunn och nei Léiermethoden agefouert. Et ass gefrot ginn: „Wéi evaluéiere mer dat?" Mir hunn e Badge-System, fir do ze evaluéieren, fir och ze weisen, datt et net ëmmer nëmme muss eng ganz klassesch Prüfung sinn, déi benout gëtt, mee datt et … Grad well et hei esou villfälteg ass als Schoulfach an och wierklech transversal duerch sämtlech aner Schoulfächer reecht, fir do ze kucken, datt een herno och déi eenzel Aspekter ofgedeckt huet a wat een dann do gemaach huet.

Mir hunn effektiv e Programm definéiert, e Curriculum definéiert an och Materialien definéiert, déi iwwergräifend sinn, aus dem Enseignement secondaire général an de Classique. Et ass awer och duerfir esou, datt den Enseignant eng Flexibilitéit huet, fir sech emol dat eent, fir sech emol dat anert do erauszepicken an och op deem Niveau, mat deene Materialien dat esou ze maachen, wéi et eebe Sënn mécht a senger Klass. An dat kann, denken ech, den Enseignant am beschte beurteelen, dat muss een net alles vun uewen erof dès le départ festschreiwen.

Dir gesitt also, datt mer hei net nëmmen innovéiert hunn, fir en neit Schoulfach anzeféieren, mee och nach eng Kéier innovéiert hunn, souwuel wat d'Léiermaterialien ubelaangt, wéi wat d'Léiermethoden ubelaangt, wéi wat d'Evaluatioun ubelaangt. An dat soll dann och herno nach eemol gekuckt ginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträichen – an eenzel Riedner hunn et gesot –, datt mer bei eisen Ambitiounen, fir Jonker prett ze maache fir déi digital Welt, wëllen, datt se herno souwuel déi Kompetenzen hunn, fir an d'Beruffsliewen eranzekommen, wéi awer och, datt se als Bierger an enger digitaler Gesellschaft kënnen existéieren an d'Chancen dovunner notzen, mee awer och d'Risike gesinn an déi sou gutt wéi méiglech kënne prevenéieren, datt sech eng digital Identitéit kann entwéckele bei engem jonke Mënsch, datt e kritikfäeg ass, datt en awer och oppen ass fir digital Neierungen, datt e kommunikatiounsfreedeg ass an awer eeben net direkt an déi sëllege Falen, déi an der digitaler Welt op de Jonke laueren an och op Erwuessener laueren, op jiddereen eigentlech laueren, erafält.

Mir wëllen, datt dee Jonken d'Mechanisme vun der Digitaliséierung versteet. Mir wëllen, datt e souwuel en Acteur ass an der digitaler Welt wéi awer och en Auteur ka sinn an der digitaler Welt. Dat sinn eis Zilsetzungen, déi mer och mat deenen neie Schoulfächer, souwuel dem Coding am Fondamental wéi mat „Digital Sciences" am Secondaire, wëllen erreechen.

Mee ech soen awer ganz kloer: Dat erreeche mer net nëmmen do. An duerfir setze mer weiderhin op eng ganz Rei vun aneren Initiativen. BEE SECURE ass haut de Mëtteg hei ugeschwat ginn, well et eigentlech déi éischt Initiativ war, déi geziilt bei Jonken – mee och net nëmme bei Jonken – present war, fir do digital Kompetenzen ze vermëttelen, awer och fir iwwert d'Risiken opzeklären an déi Jonk eigentlech staark ze maachen, fir datt se de Geforen an der digitaler Welt kënne standhalen.

An et passt eigentlech ganz, ganz gutt haut op dësen Dag – et war zwar wierklech Zoufall –, datt mer als Ministère haut eng nei Campagne, eng zousätzlech Campagne, lancéiert hunn. Ënnert dem Motto #NOHATEONLINE fënnt een och do nees eng Kéier eng ganz Rei vun Informatiounen, vun Opklärungen, fir eeben op d'Gefore vum Cybermobbing, vum Hatespeech online hinzeweisen an awer och ze soen, wat een dogéint ka maachen.

Well ech denken, jiddereen huet hei nach Opklärungsbedarf: sécherlech d'Enseignanten an der Schoul, dat ass e puermol hei gesot ginn, Educateuren an anere Bildungsstrukturen, awer och d'Elteren. Vill Eltere fille sech aleng gelooss doduerjer, well se jo keng Referenzen hunn, wat hir eegen Erzéiung ubelaangt, well se sech net kënnen d'Fro stellen: „Wéi hu meng Eltere mech deemools guidéiert, mir Grenze gesat an awer och Chancë gelooss?", well et einfach esou nei ass a mer eréischt zanter e puer Joer awer an där doter Welt si vun de soziale Medien, och vu soziale Medien, déi ganz geziilt concipéiert ginn, fir Jonker unzelackelen, jo, zum Deel, fir se ofhängeg ze maachen. Dat ass eng Realitéit an duerfir, mengen ech, musse mer och d'Eltere stäerken, fir deem kënnen entgéintzewierken.

Duerfir däerf d'Diskussioun sech och net dorobber limitéieren, datt mer elo eng Schoulstonn agefouert hunn an der Woch an domadder alles ofgedeckt wär. Duerfir brauche mer aner Initiativen. A mir mussen onbedéngt och d'Eltere doranner stäerken, fir hirer Verantwortung kënnen nozekommen, och doheem heiansdo Jo oder Nee kënnen ze soen, fir och doheem ze wëssen, wat nach gutt ass a wat net méi gutt ass.

An ech denken, datt fir e Kand an engem gewëssenen Alter TikTok net gutt ass! Dat muss een einfach esou kënne soen, well dat ass concipéiert ginn, fir Jonker ofhängeg ze maachen. Dat ass concipéiert ginn, fir permanent um Ecran ze sinn. Dat ass concipéiert ginn, fir och Contenuen ze vermëttelen, déi iergendwann eng Kéier net méi gutt sinn. An et kann haut net garantéiert ginn, datt do net allméiglech Erwuessener mat schlechte Gedanken ënnerwee sinn, fir u Kanner erunzekommen – fir et emol esou ze nennen. An duerfir, mengen ech, wär all Mamm an all Papp gutt beroden, fir extreem gutt opzepassen, wat d'Kanner dann an der digitaler Welt alles erliewen an erfueren a wou se ënnerwee sinn an och, mat wat fir engem Outil se ënnerwee sinn.

BEE SECURE erreecht haut mat deenen 12.000 Formatiounen, déi se ubidden, 25.000 Kanner a Jugendlecher an engem Joer. Dat ass e Véierel vun eiser Schoulpopulatioun, wëll ech awer emol eng Kéier soen, wat enorm ass! An ech denken, datt dat eng formidabel Entwécklung ass an datt mer jo net soen: „Mir hunn dat eent ‚oder' dat anert." Mir hunn elo net e Schoulfach gemaach, wou mer och op d'Risiken hiweisen, wou mer dat nach eng Kéier vill méi systematesch maachen – well déi dräi éischt Joer am Secondaire, dat sinn 108 Schoulstonnen, an do ass vill Plaz fir ganz vill och ze thematiséieren! –, mee mir hu gesot: „Dat maache mer zousätzlech", nieft den Initiative vu BEE SECURE an anere Campagnen, déi mer gemaach hunn, nieft deem, datt mer Trainingsmaterial fir Enseignanten hunn, dat mer op den Terrain ginn hunn, fir Educatricen an Educateuren an de Maison-relaisen, fir awer och an de Jugendhaiser kënne mat där doter Thematik ze schaffen, fir eeben de Cybermobbing kënnen ze thematiséieren, datt mer extra Broschüre lancéiert hunn, fir och do Unterrechtseenheete kënnen unzebidden.

Mir haten eng Campagne iwwer Bildschiermzäit, fir den Elteren nozeleeën, wat dann a wat fir engem Alter vun Zäit nach gutt ass, déi een op engem Ecran verbréngt iwwert den Dag, a wéini et awer exzessiv ka sinn an iergendwou aner Besoine vum Kand net méi kënne gedeckt ginn. Mir haten eng Campagne #checkyourfacts. Mir haten eng Campagne iwwer Cybermobbing. Mir hunn d'kritescht Denken ënnerstëtzt. Mir haten eng Campagne: „Wéi connected bass du?", fir sech eebe selwer bewosst ze ginn, wou een iwwerall ënnerwee ass an der digitaler Welt a sech deem och emol eng Kéier mat Distanz kënnen ze näheren.

A mir hunn do net nëmmen eng breet Kollaboratioun mat BEE SECURE, wat sécherlech de Referenzzentrum ass, fir dat doten an all eis Bildungsstrukturen eranzekréien, mir hu se och mam Zentrum fir politesch Bildung. A mir hu se awer och mam Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht, dee mer zanter Kuerzem nach méi staark ënnerstëtzen a wou ech viru Kuerzem och bei der Inauguratioun vun den neie Raimlechkeete konnt derbäi sinn.

An ech soen Iech: Wat een do héiert, dat ass da wierklech net méi gutt! Wa Jonker net méi schlofen, fir just nach online ze sinn, wa Jonker net méi an d'Schoul ginn, fir just nach online ze sinn! Dat ass och eng Realitéit an ech denken, datt mer do net nëmmen herno kurativ mussen hannendrulafen, mee datt mer och wierklech preventiv matzäite mussen u sinn, fir deene Geforen do kënnen ze begéinen.

Eng aner Thematik ass de Mëtteg ugeschwat ginn, Här President, an ech wëll awer och soen, datt mer do kloer opgestallt sinn. Mir hunn eng ganz Rei vu Kontaktstellen, wou een Informatioune kritt, wann een zum Beispill Affer vu Cybermobbing ginn ass, awer och, wann een illegal Inhalter am Web fonnt huet, virun allem am Zesummenhang mat Kanner a Jugendlechen, wou dat jo elo wierklech näischt méi

ass, wou een däerf a soll ewechkucken. An duerfir gëtt et do eng ganz Rei vun Ulafstellen:

D'Helpline vu BEE SECURE kann eng Orientatioun ginn, de Kanner-Jugendtelefon sécherlech och fir Jonker selwer, wa se sech do mol vläicht net un hir Elteren oder net un Enseignanten oder Educateure wende wëllen, mee éischter vun engem Drëtten, Aussesteeënden, do e Rot wëlle kréien. De SePAS ass natierlech och do, fir an dëse Froen ze beroden, fir d'éischt nozelauschteren an dann och kënnen Tuyauen ze ginn, wéi ee sech an der digitaler Welt vläicht an Zukunft besser orientéiere kann a wat nach gutt ass a wat net méi gutt ass.

A mir hunn och eng Helpline, fir eeben illegal Inhalter anonym mellen ze kënnen. „Stopline" ass dat, wou erschreckend vill iwwer e Joer erakënnt an dat allerallermeescht un de Parquet muss weidergeleet ginn. Och dat ass eng Realitéit, déi mer kennen!

An och dat soll eis nach eng Kéier ofschléissend hei d'Bedeitung vun där ganzer Thematik kloermaachen: datt et richteg war, datt mer queesch duerch eise ganze Schoulsystem digital Contenuen agefouert hunn! Ganz kleng ugefaangen, spilleresch, kandgerecht, altersorientéiert, mat Aktivitéiten, datt mer Chancë probéieren ze notzen. Well mir brauchen och muer digital Experten. Mir däerfen dat net verdäiwelen! A mir verbauen deene Jonke Chancen an der digitaler Welt, wa mer se dovunner ewechhalen. Mee awer gläichzäiteg musse mer se stäerken, ëmmer nees stäerken, fir datt se de Gefore kënnen trotzen, an der Schoul, an der nonformaler Bildung, mee – an dat ass mäin Appell vun de Mëtteg – awer och doheem!

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Motion 1

Éier mer dëse Punkt kënnen ofschléissen, musse mer nach iwwert d'Motioun befannen, déi d'Madamm Closener deposéiert hat. Wëllt nach een zu dëser Motioun Stellung huelen?

(Négation)

Da kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen. Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la pollution lumineuse

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Liichtverschmotzung, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot hat. Et hu sech hei schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo d'Madamm Cécile Hemmen als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Dir Häre Ministeren, ganz vill Leit kucken de Moment gespaant, awer och ganz gestresst a Richtung Enn des Joers, da kënnt nämlech normalerweis den Dekont vu Gas- an Elektreschrechnungen. Bis haut weess een net genee, op wéi e Montant ee sech wéinst der Energiekris muss virbereeden. Mee et huet een awer eng Sécherheet, an zwar déi, dass d'Rechnung manner héich wäert ausfalen, wa gespuert gëtt!

Grad an Zäiten, wou et Energie net méi esou am Iwwerfloss gëtt, wou d'Energie knapp an deier gëtt, grad an Zäite vun der Kris kritt een en anere Bléck an et stellt ee villes a Fro, wat virdrun nach selbstverständlech war.

Jiddweree spuert a probéiert ze spueren, wou et nëmme geet. Also gëtt d'Heizung méi kal gestallt, d'Dusch leeft ënner Ëmstänn manner laang an d'Gewunnechte ginn am Allgemengen hannerfrot. Muss et an der Wunneng wierklech esou waarm sinn oder ginn een, zwee Zëmmeren duer? Wéi ass et mat der Luucht am Gank? Muss déi da wierklech u sinn oder och net?

A wann d'Luuchten doheem ausbleiwen, dann eréischt fält engem op, wéi vill Liicht vu baussen an d'Wunneng erakënnt. Och matzen an der Nuecht, wann et jo eigentlech ganz däischter soll sinn, ass d'Schlofkummer nach hell, well d'Luucht vun der Strooss aus eraliicht.

Déi selwecht Luucht straalt och erop an den Himmel, se straalt eriwwer op de Bam, a wie weess, vläicht och eriwwer an de Weier oder op eng Baach. Do, wou et eigentlech sollt däischter sinn, ass et awer ongewinnt hell. Et schwätzt een hei vu Liichtverschmotzung. An domat sinn ech dann och beim Theema vun dëser Stonn ukomm.

D'Liichtverschmotzung gëtt ëmmer nach net richteg wouergeholl an och d'Terminologie ass nach laang net am geleefege Sproochgebrauch. An duerfir ginn d'Geforen an d'Risike fir Mënsch an Ëmwelt eréischt lues a lues richteg erkannt. Deene meeschte fält d'Liichtverschmotzung eréischt op, wa se owes an der Stad sinn a se kucken eng Kéier erop a si gesi keng Stären. D'Konsequenze vun ze vill Luucht ginn allerdéngs nach wäit doriwwer eraus.

Grad ewéi bei der Loftverschmotzung vun Emissiounen a Smog geschwat gëtt, fënnt een déi Begréffer och bei der Liichtverschmotzung erëm. Fir d'Geforen an d'Schied vun dëser Pollutioun ze weisen, kommen ech op d'Beispill vun der Luucht vun dobaussen zréck, also vun der Stroossebeliichtung, déi an d'Schlofkummer, op de Bam a bis erof an de Weier liicht. Iwwerall do, wou eigentlech kënschtlech Luucht hikënnt, gi Mënschen, Déieren a Planzen an hirem natierlechen Dag- an Nuetszyklus gestéiert.

Fir de Mënsch kann dat zum Beispill bedeiten, dass et zu Stéierungen um Niveau vun den Hormoner kënnt. D'Produktioun vu Melatonin gëtt ënnerdréckt, wat erëm zu Schlofstéierunge féiert. Virun allem déi blo Luucht ass problematesch. An aus deem Grond hunn nei Apparater, wéi d'Handyen, e Bloliichtfilter. Déi blo Luucht wierkt nämlech nach méi intensiv op Mënsch an Déier, ënner anerem, well se méi street. Dat ka beispillsweis am Verkéier och ganz geféierlech sinn. A modern Autoe si mat LEDen ekipéiert, déi vill blo Luucht ausstralen. Dat erëm bréngt mat sech, dass virun allem eeler Leit vill méi staark am Stroosseverkéier geblent sinn.

D'Liichtverschmotzung huet awer net nëmme gesondheetlech Niewewierkungen op de Mënsch. Grad well een am urbane Raum de Stärenhimmel ëmmer manner gesäit respektiv d'Mëllechstrooss guer net méi gesäit, warnen d'Wëssenschaftler souguer virdrun, dass en Deel vun dësem natierleche Patrimoine lues a lues verluer geet.

D'Liichtverschmotzung wierkt sech och negativ op d'Déierewelt aus. Esou kann d'Luucht am Waasser wéi eng Barriär fir Fësch wierken, déi grad op Läichwanderung sinn. An der Loft ginn d'Villercher, d'Fliedermais an d'Insekten an hirer Orientéierung gestéiert. Fir d'Insekten heescht dat zum Beispill, dass se vun de Stroosseluuchten ugezu ginn. An hei ginn d'Déiercher oft duerch Verbrennung oder ganz einfach Ermiddung futti. Doduerch feelen op där anerer Säit nees Insekten, déi fir d'Bestäubung vu bestëmmte Planzen néideg sinn.

All dës Beispiller weisen, dass d'Aart a Weis, wéi den ëffentleche Raum beliicht gëtt, a Fro gestallt muss ginn. An deem Sënn hu mir all Interêt, d'Liichtquantitéit an d'Verschmotzung esou vill wéi méiglech ze reduzéieren, ouni awer d'Sécherheet fir de Mënsch a Fro ze stellen. A grad a puncto Sécherheet ass et net onbedéngt déi permanent Beliichtung, déi Schutz a Sécherheet viraussetzt, mee gutt Beweegungsmelder sinn och ofschreckend an deemno ganz effikass.

Am Kader vun enger Pressekonferenz hat de Camille Gira zesumme mat engem Schwäizer Expert, dem Lukas Schuler, am Joer 2017 d'Resultater vun enger Etüd presentéiert iwwert d'Situatioun vun den deemolegen nach 105 Gemengen. Interessant war d'Feststellung, dass ronn 20 % vun de Gemengen d'Ëmwelt mat enger duerchschnëttlecher Liichtidicht vun zwee Vollmounden, oder souguer méi, belaaschten. Si sinn deemno permanent iwwert dem natierleche Liichtniveau.

Dës an aner Feststellungen hunn derzou gefouert, dass an deem Beräich grad an de leschte Jore vill geschitt ass. Ech denken do engersäits un de Guide vum Ministère „„Gutes Licht' im Aussenraum" an anererséits sinn och eng Partie Pilotprojete lancéiert gi mam Zil, fir d'Liichtverschmotzung ze reduzéieren. Hei ass souwuel déi beweegungsgesteiert Stroossebeliichtung am Naturpark Our ze ernimme wéi och den Asaz vu Luuchten, déi e manner héije Blo-Undeel hunn.

Mir hunn hautdesdaags vill Méiglechkeeten, fir d'Liichtverschmotzung op e Minimum ze reduzéieren. Esou kann een zum Beispill strateegesch kucken, wat an zu wéi engem Zäitpunkt eppes soll kënschtlech beliicht sinn. Esou misst analyséiert ginn, op wéi enge Plazen d'Beliichtung eigentlech Sënn mécht a wou net. An och d'Beliichtungszäite misste jee no Besoin vun de Leit intelligent ugepasst ginn. Vill Emissioune kënnen och ganz verhënnert ginn, andeems d'Luuchten zilgeriicht just déi wichteg Plaze fokusséieren an net, wéi bis elo, an all Richtung stralen. Deementspriechend soll bei enger Stroosseluucht just d'Strooss respektiv en Deel vum Trottoir beliicht ginn an net ganz einfach alles ronderëm.

Op där anerer Säit ass et awer och wichteg, op déi richteg Technik zréckzegräifen. Esou kënnen ëffentlech Gebaier méi effikass beliicht ginn. Nei LED-Luuchte sinn zwar méi deier am Akaf, se sinn awer weesentlech méi bëlleg am Betrib. Si loosse sech och méi effizient an och nom Besoin vun de Leit individuell astellen. Hei muss, wéi gesot, just op de Blo-Undeel vun de Luuchten opgepasst ginn.

Och wann et vill Méiglechkeete gëtt, fir d'Liichtemissiounen ze reduzéieren, esou tendéiere mer jo dach awer an den däischtere Wanterméint derzou, d'Luuchten nees éischter a vill méi unzemaachen. An an deem Sënn, Här Minister, wéilt ech Iech awer gären déi follgend Froe stellen:

Gëtt eigentlech aktuell versicht, fir d'Hotspots vun der Liichtverschmotzung systematesch ze detektéieren an ze markéieren?

Wéi eng Mesurë sinn eigentlech kuerz- an och laangfristeg geplangt, fir d'Liichtverschmotzung am Allgemengen ze reduzéieren?

Wéi ass et mam Retour vun deene Plazen, wou et scho Pilotprojete gëtt? Sou zum Beispill an der Gemeng Rammerech oder am Naturpark Our, vun deem ech geschwat hunn.

A well jo awer ni eppes esou schlecht ass, dass net awer eppes Guddes derbäi erauskënnt, stellen ech Iech d'Fro, ob net grad elo an der Energiekris déifgräifend Iwwerleeunge gemaach ginn, fir méi restriktiv Recommandatiounen erauszeginn a puncto Beliichtungsaspuerungen, an dat am Sënn vum Portmonni an natierlech och am Sënn vun der Liewensqualitéit vu Mënsch, Natur an Déier.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci der Madamm Cécile Hemmen fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn. D'Fro iwwert d'Liichtverschmotzung ass eng Fro, déi tatsächlech, mengen ech, nach net oft genuch gestallt gëtt a wou ech ganz frou sinn, dass se haut gestallt gëtt, well et en Theema ass, wat eis méi a méi wäert beschäftegen, an zwar net nëmmen aus Grënn vum Energiespueren – natierlech e Grond, deem mer eis am Moment alleguerte stellen –, mee och aus anere Grënn.

Wa mer eis d'Fro vun der Liichtverschmotzung stellen, da stelle mer eigentlech déi Fro: Wou gëtt ze vill Liicht gebraucht oder ugemaach, wat eigentlech net gebraucht gëtt? A wou gëtt souguer d'Liicht geféierlech, do wou et net misst geféierlech ginn? D'Fro vun der Liichtverschmotzung: ze vill Liicht do, wou et net gebraucht gëtt.

A Frankräich soe se: „Illuminer ce qu'il faut quand il faut et comme il faut." A wann een dat ausenanerdividéiert a zum Beispill déi Fro stellt vu „comme il faut", da kann ee sech d'Froe stellen: Mat wat fir enge Luuchte gëtt dann do beliicht? A wat fir eng Luuchte ginn net gebraucht? Wat fir eng Luuchte si gesond? A wat fir eng Luuchte sinn net gesond? „Ce qu'il faut": Wat fir eng Infrastrukture musse beliicht ginn – d'Madamm Hemmen huet et schonn e bëssen ugeschwat – a wat fir eng Infrastrukture mussen net beliicht ginn?

An och déi Fro „quand il faut" ass eng Fro, déi sech stellt. Ech ginn dervun aus, dass nëmmen déi wéinegst tëschent 1.00 an 5.00 Auer an der Nuecht mam Mupp spadséiere ginn. Dann ass natierlech d'Fro, déi sech stellt, ganz anescht zu där Zäit wéi zu aneren Zäiten, am Ufank vum Owend oder zum Enn vun der Nuecht.

D'Fro vun der Liichtverschmotzung, dat ass e ganz breet Theema. Et geet méi wäit wéi just déi Fro: Gesinn ech elo d'Stären oder d'Mëllechstrooss? D'Madamm Hemmen huet dat och beschriwwen. Also ech hat d'Chance, an héchstwarscheinlech och eng ganz Rei vun Iech, fir d'Mëllechstrooss op anere Plazen, an den Alpen, an de Bierger oder an der Wüüst iergendwann eng Kéier ze gesinn, an den Ënnerscheed ass eklatant zu deem, wat ee gesäit, wann een iergendwou op enger Plaz ass, wou vill Liichtverschmotzung ass.

Mee d'Theema ass e gutt Stéck méi breet. Et geet vill méi wäit an et stellt sech déi Fro: Woufir ass et nach wichteg? Formal gesinn hu mer e puer Usätz schonn an eiser Lëtzebuerger Aart a Weis, fir matenaner ze liewen. Zum Beispill gëtt et de Guide vum Ministère, et gëtt eng Rei gutt Beispiller. An ech hat tatsächlech och e Gespréich mam Naturpark Our, wou se an deem Beräich vun der Liichtverschmotzung ganz staark Virreider sinn a sech och do ganz vill Gedanken driwwer maachen. Am Naturpakt ass et verankert. Am Klimapakt ass et verankert.

Awer och am Naturschutzgesetz gëtt et elo en Artikel, den Artikel 61, wou d'Liichtverschmotzung dra virkënnt, zwar nëmmen op Gréngzone bezunn. An do kann ee sech natierlech déi Fro stellen – an ech kann Iech déi direkt weiderginn, Här Minister –, ob et net sënnvoll wär, iergendwann eng Kéier ze legiferéieren, dat ass natierlech awer eng Fro un d'Chamber, mee ze legiferéieren iwwert d'Gréngzonen eraus, dat wat am Naturschutzgesetz am Moment jo da schonn ofgeséchert ass.

E Bléck iwwert d'Grenze weist, dass et gutt Beispiller gëtt. A Frankräich huet een Drëttel vun de Gemenge sech scho selwer e Reglement gi géint d'Liichtverschmotzung. An Däitschland ass et e Véierel vun de Gemengen. A si stellen iwwregens do fest, dass dat keng Inzidenz huet op d'Kriminalitéit. Dat ass interessant, an ech komme gläich nach op dee Punkt zréck.

Geféierlech ass et, an d'Madamm Hemmen huet et schonn am Detail beschriwwen, fir nuetsaktiv Déieren, grad och, wann et eeben d'Déieren aus engem Rhythmus bréngt. Et gouf rezenterweis e ganz gudden Artikel um 100,7 – dat däerf een eng Kéier nennen, well et ass wierklech belobegend ze nennen – iwwert déi Fro vun der Liichtverschmotzung, wou dat doten Theema am Detail ausenanergeholl gouf. D'Fro och vun de Beem, vun der Flora, Beem, déi, wann et beliicht ass, wat d'Sonneliicht imitéiert, natierlech denken – denken ..., oder den Instinkt hunn ze soen –: „Majo, et ass ëmmer nach Dag, dat heescht, ech behuele mech wéi am Dag", an dann doduerch vläicht d'Blieder méi spéit ofwerfen. An dann all déi Nuisancë fir d'Mënschen, mat eisem Liewensstil, déi d'Madamm Hemmen och schonn opgezielt huet.

D'Bottleneckthema bei deem Ganzen ass natierlech d'Fro vun der Sécherheet. Kriminalitéit a Verkéierssécherheet, do gëtt et eng Etüd, oder et gëtt der eng ganz Rei, ech nennen elo mol eng, nämlech d'LANTERNS-Etüd aus England, an déi seet, dass eng Liichtreduzéierung keng Inzidenz huet op méi Kriminalitéit oder méi Verkéiersonsécherheet. Bezunn op d'Kriminalitéit see se ganz einfach: „Och e Kriminelle brauch Luucht, well soss fält e mat senger Täscheluucht ganz besonnesch gutt op." Dat heescht, do geet et ëm déi Fro, dass d'Kriminalitéit net an d'Luucht geet, wann d'Liicht erofgeet.

Mir haten, mengen ech, an der Stad hei och eng Kéier eng Diskussioun iwwert déi ganz Kriminalitéitsgeschichten. An do ware Proposen eropgeruff gi fir méi Liicht. An dat schéngt awer net de sprangende Punkt ze sinn, dass d'Liicht elo géif hëllefen, fir d'Kriminalitéit ze reduzéieren. Et geet do éischter ëm e Sécherheetsgefill, mee net ëm eng objektiv Sécherheet, déi duerch méi Liicht géif produzéiert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | An dann d'Fro vun der Verkéierssécherheet: D'Autoe vun haut, déi sinn esou ausgerüst, dass se dat Liicht, wat mir produzéieren, wat ze vill ass, net brauchen. Si kënne selwer dat Liicht produzéieren, wat se brauchen, fir gutt kënnen ze verkéieren, souwuel an der Natur wéi och an den Uertschaften.

Wat ergëtt sech elo doraus? Sou vill Liicht wéi néideg a sou wéineg Liicht wéi méiglech – also eng Fro vum richtege Gläichgewiicht. Am Sënn vun der Energiekris, déi mer hunn, awer och vun der Klimakris an der Biodiversitéitskris, an all deene Beräicher ass déi Fro vun der Liichtverschmotzung wichteg.

An do hunn ech awer elo eng ganz interessant a wichteg Fro, déi d'Madamm Hemmen och schonn opgeworf huet, an ech wëll dem Här Minister se och stellen, nämlech: Gëtt et zu Lëtzebuerg e Plang, fir tatsächlech ze kucken, wou déi Hotspots sinn, wat muss ofgeschallt ginn? Wat sinn déi Punkten, déi am Moment einfach vill ze vill Liicht verstralen a wou mer eppes kënnen dergéint maachen?

An ech nenne just zwee Beispiller. Dat eent sinn zum Beispill d'Panneaux publicitaires, do gëtt et ganz, ganz vill Liichtverschmotzung, déi eigentlech onnéideg ass. An dann ass awer och nach e Beispill, dat ass mer elo opgefall, wéi ech hei d'Heure d'actualité virbereet hunn. Ech sinn aus dem Norden erofkomm iwwert d'Bréck zu Luerenzweiler, an déi Bréck vu Luerenzweiler, déi ass liichtintensiv. An do ass déi Fro, déi ech mer gestallt hunn, ob een do net eppes kéint maachen. Well et mengt ee bal, et wär een op enger Landepist fir Cargofligeren. An et ass eeben eng Fro, déi sech do ganz staark stellt. An et gëtt héchstwarscheinlech eng ganz Rei vun aneren Infrastrukturen, wou ee sech déi dote Fro och misst stellen.

Voilà, an deem Sënn ginn ech déi Fro weider, ob et do e Plang gëtt, fir eebe genau dat do ze bewierken.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Jo, wa mer vu Verschmotzung schwätzen, ass dacks vu Loft- a Waasserqualitéit rieds oder vun Offall, Plastik an Zäregasen, mee et denkt een net onbedéngt direkt un d'Liichtverschmotzung. An awer dierfe mer net ënnerschätzen, wéi een Impakt d'Luucht op d'Gesondheet an d'Wuelbefannen huet.

Wa mer d'Satellittebiller vu Westeuropa kucken, da fält engem op, dass nëmme ganz wéineg Géigenden däischter sinn. Vill Géigende sinn hell beliicht. Dat kann een och selwer nuets feststellen, wann een zum Beispill dobaussen ënnerwee ass. Oder wie ka scho behaapten, dass en zum Beispill d'Mëllechstrooss bei sech am Gaart gesäit? Vill Leit si sech guer net bewosst, dass een normalerweis bei klorem Himmel d'Mëllechstrooss misst kënne gesinn. Sou gewinnt si mer un d'Liichtverschmotzung! Nëmme wann een a Géigenden ënnerwee ass, wou wäit a breet keng mënschlech Aktivitéit ass, gëtt engem bewosst, wat een alles um Himmel ka gesinn.

Dës Liichtverschmotzung belaascht d'Déiere grad ewéi d'Mënschen. Nuetsaktiv Déiere kommen an hirem natierleche Rhythmus komplett duerjerneen, sief et d'Fliedermais, d'Villercher oder d'Insekten, deenen hiert Juegd- a souguer Reproduktiounsverhalen negativ beaflosst gëtt. Bei Mënschen hu Studien nogewisen, dass d'Liichtverschmotzung zu Schlofstéierungen, zu kierperleche wéi och psychesche Krankheete ka féieren.

Liichtverschmotzung ass also e wichtege Sujet, deen awer leider net déi Opmierksamkeet kritt, déi néideg wier. Dofir sinn ech frou, dass d'Madamm Hemmen dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet a mer haut d'Geleeënheet hunn, doriwwer ze debattéieren.

Tatsächlech ass grad elo e gudde Moment, fir och iwwert d'Liichtverschmotzung ze schwätzen, well et

ass zwar eng Fro vun der Gesondheet, mee net nëmmen. Et ass och eng Fro vun Energieeffizienz. An an dësen Zäiten ass dee Sujet bekanntlech méi aktuell wéi jee.

Wa mer also elo vill iwwer Stroumspuere schwätzen, wa mer als Gemengen higinn an op LED bei der Beliichtung ëmrëschten, dann ass dat tendenziell och e Schrëtt an déi richteg Richtung bei der Liichtverschmotzung.

Mir hunn zu Dippech scho viru Joren all eis klassesch Gemengestroosseluuchten duerch LED-Luuchten ersat. Dat kënnt eis natierlech grad an der aktueller Kris zegutt, well mer bis zu 90 % Energie spueren. Mee doduerch, dass d'LEDe sech och automatesch wärend der Nuecht erofdimme loossen, reduzéiere mer och den Impakt op Mënsch an Déier. Besonnesch op Weeër duerch d'Natur kann een d'LEDen och mat Beweegungsmeldere kombinéieren, soudass se nëmmen dann uginn a gegeebenefalls och méi hell kënne ginn, wann tatsächlech och eng Persoun ënnerwee ass.

Dat eleng geet awer net duer. Och mat LEDe kann ee Liichtverschmotzung schafen, wa se net optimal ausgeriicht sinn. Fir deem entgéintzewierken, brauch et e Gesamtkonzept, wéi d'Luuchten ausgeriicht sinn a wat iwwerhaapt beliicht gëtt. Muss een all ëffentlecht Gebai déi ganz Nuecht iwwerall hell beliichten? Ech mengen net.

Här President, de Ministère huet 2018 e Guide verëffentlecht, fir d'Gemengen ze beroden, wéi se Liichtverschmotzung evitéiere kënnen, an dëst mat flotte Best-Practice-Beispiller. Och am Kader vum Naturpakt ass d'Liichtverschmotzung eng vun de Mesuren, déi een ëmsetze kann, an eng vun den Aufgabe vum Naturpaktberoder ass jo och, d'Gemengen zu dësem Sujet ze beroden.

Den Här Minister kann eis do eventuell Informatioune ginn, wat de Feedback um Terrain ass, wéi vill Gemenge schonn Efforte gemaach hunn a wéi vill Subsiden de Ministère an deem Kader ausbezuelt huet iwwert déi lescht Joren.

Als DP si mer der Meenung, dass déi Problematik u sech bei all neiem Projet vun Ufank u matgeduecht sollt ginn. Et gëtt vill negativ Beispiller doruechter, wou d'Beliichtung net effizient agesat gëtt, dat heescht, dass méi beliicht gëtt, wéi et u sech néideg ass. Et ass evident, dass mer déi Feeler an Zukunft net dierfe widderhuelen, mee d'Beliichtung vill méi sënnvoll asetze musse fir eng besser Liewensqualitéit, fir e besseren Ëmweltschutz, mee och fir méi e gescheiten Ëmgang mat der Energie.

Anererséits musse mer d'Beliichtung an eisen Dierfer a Stied, déi schonn do ass, iwwerdenken an nei ausriichten. Grad wann ee sech souwisou iwwerleet, fir Stroum ze spueren an op LEDen ëmzeklammen, geet dat jo an engems. Jiddereen ass hei gefrot, fir Efforten ze maachen. Och déi ëffentlech Hand huet natierlech hei eng Virbildfunktioun. De Staat soll bei senge Gebaier mam gudde Beispill virgoen a sech konsequent net just bei neie Konstruktiounen, mee allgemeng e Plang gi mat Ziler a konsequent neie Beliichtungskonzepter an déi dann ëmsetzen.

Et si scho verschidden Efforten an der Vergaangenheet gemaach ginn. An der Äntwert op eng Question parlementaire vum Gusty Graas a mir selwer huet déi deemoleg Ëmweltministesch vu Pilotprojeten an dësem Beräich geschwat. Dat ass luewenswäert, mee mir sinn der Meenung, dass et net bei deene Pilotprojeten dierf bleiwen. De Staat muss hei systematesch virgoen an iwwerall do, wou et sënnvoll ass, d'Beliichtung och adaptéieren.

Donieft gëllt et awer och, d'Bierger an d'Betriber mat op dee Wee ze huelen. Hei ass sécher nach Sensibiliséierungsaarbecht ze leeschten. Mee et kéint ee sech jo virstellen, dass dee Punkt am Kader vun der Energieberodung och automatesch thematiséiert gëtt.

Grad elo ass de Moment, wéi gesot, den Interessi ass do, fir Stroum ze spueren, ëmzeklammen op méi nohalteg Beliichtungen, al Bieren duerch LEDen ze ersetzen. Ma da kommt, mir profitéieren dovunner, fir gläichzäiteg och op dësem Sujet verstäerkt virzegoen. Et wieren déi spréchwiertlech zwou Mécke mat enger Klapp, déi een dann hei kéint erwëschen.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an och eng Kéier e grousse Merci un d'Madamm Hemmen, fir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Här Minister, Kaméidi, Zäregasemissiounen, d'Verschmotzung vun der Loft, dem Buedem an de Gewässer: D'Ëmweltverschmotzung huet vill Facetten, och wann déi eng vläicht an der Ëffentlechkeet méi bekannt sinn a méi unerkannt si wéi anerer. D'Liichtverschmotzung ass eng, déi manner am Mëttelpunkt steet wéi anerer an eventuell och ënnerschat gëtt. Et ass awer en immens wichtege Sujet an dofir soen ech dem Cécile Hemmen villmools Merci fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn.

De Stärenhimmel ass eppes, wat ons Mënsche vun Ufank un op dëser Äerd begleet huet. Queesch duerch d'Mënschheetsgeschicht huet en ons guidéiert an inspiréiert. Mat der Liichtverschmotzung wuessen awer haut ganz Generatioune vu Kanner op, déi ni d'Mëllechstrooss um Himmel gesinn hunn an ausser enger Handvoll ganz hell Stären och generell kee Stärenhimmel. Doduerch verléiere mer als Gesellschaft e wichtege kulturelle Patrimoine an och eist Bewosstsi fir d'Tatsaach, datt mer hei zesummen op engem Planéit sëtzen an Deel vun eppes onendlech Groussem sinn: dem Universum. An et ass eebe grad déi Erkenntnis, wéi mir mam Universum, der Natur an der Ëmwelt zesummenhänken, déi eis muss motivéieren, d'Natur mat Vehemenz ze schützen an ze stäerken.

Weltwäit hëlt d'Liichtverschmotzung alljoers ëm 2 % zou. An och zu Lëtzebuerg ass et kloer en Theema. Eng Etüd vun 2017 huet d'Luminositéit an der Nuecht gemooss an ass zur Konklusioun komm, dass an 20 % vun de Gemengen et all Nuecht esou hell ass, wéi wann ëmmer zwee ganz Vollmounden um Himmel géife stoen. Dat ass wäit iwwert dem natierlechen Niveau an huet negativ Impakter op Fauna a Flora. D'Déiere ginn duerch d'Luucht desorientéiert an Habitater gi weider fragmentéiert. D'Planze kënnen zum Deel d'Joreszäiten net méi richteg bestëmmen. Natierlech Zykle kënne verännert ginn an d'Fortplanzung vun den Déiere gëtt impaktéiert. An d'Déiere verléieren och carrement hire Liewensraum.

D'Liichtverschmotzung huet natierlech och e groussen Impakt op d'Gesondheet vun de Mënschen an op d'Energieverschwendung, wat grad dëst Theema am Moment an e ganz neit Liicht réckelt. An och wann d'Liichtverschmotzung nach wäit manner en Theema ass wéi aner Ëmweltverschmotzungen, esou huet d'Regierung an hunn och mir dat Theema net negligéiert: Ufanks des Joers hu mer am Naturschutzgesetz d'Pollution lumineuse an d'Gesetz integréiert als eng Quell vu Verschmotzung fir ons Ëmwelt. D'Gesetz gesäit elo vir, datt de Minister ka Prescriptioune ginn, wat d'Beliichtung vun enger Konstruktioun ugeet, eebe grad fir d'Verschmotzung duerch kënschtlech Luucht ze reduzéieren.

Mee dat ass jo just an der Zone verte an dofir sinn d'Gemengen och gefuerdert, hir Reglementer unzepassen. An dat kënne se och haut scho maachen. Mee och fir se dofir ze motivéieren, hu mer déi néideg Instrumenter en place gesat. Ech wëll do de Klima- an den Naturpakt nennen, déi mir jo och d'lescht Joer reforméiert hunn an déi eng ganz Partie Elementer virgesi fir d'Reduktioun vun der Liichtverschmotzung, fir eng Evaluatioun dervun ze maachen an ze kucken, wéi een d'Liichtverschmotzung ka reduzéieren. An dofir gëtt et da Punkten, also och Suen an also Motivatioun fir d'Gemengen, fir eppes ze maachen.

Mee et gëtt och schonn eng Partie aner Initiativen uechtert d'ganzt Land. E puer Elementer sinn haut scho genannt ginn, den Naturpark Our zum Beispill, deen zanter Längerem méi aktiv ass an dem Beräich vun der Liichtverschmotzung, fir dass déi reduzéiert gëtt, mat sengem regionalen Aktiounsplang „Éislek am neie Liicht". D'Gemeng Clierf – de Buergermeeschter sëtzt hei – huet mam Energieministère an dem Ministère fir ëffentlech Bauten och e Memorandum ënnerschriwwen, fir e Pilotprojet an der Gemeng ze maache fir d'Reduzéierung vun der Liichtverschmotzung a fir eng besser an eng méi effizient Beliichtung ze maachen.

Et gëtt eng ganz Partie Fascicullen, zum Beispill: „Gutes Licht' im Aussenraum" vun 2018 vum Nohaltegkeetsministère, mat Recommandatiounen, grad ewéi och eng Broschür vun der Natur- a Bëschverwaltung. Ganz wichteg sinn awer och d'Plans sectoriels „Paysages", déi d'Couloirs écologiques schützen a verbessere sollen. An do ass et natierlech och grad wichteg, dass och net duerch d'Liichtverschmotzung déi wichteg Couloire fir d'Aarte gebrach ginn.

Mir hunn also schonn eng Partie Instrumenter a mir wëssen eigentlech och, wat muss gemaach ginn. An do sinn elo alleguerten d'Acteure gefuerdert, d'Gemengen, de Staat, fir dass méi géint d'Liichtverschmotzung gemaach gëtt: op de Stroossen, bei de Gebaier, bei den Infrastrukturen an esou weider.

An elo ass et jo och vläicht grad e gudde Moment, am Kader vun der Spuercampagne, wou d'Bierger warscheinlech nach méi bereet sinn, mat op dee Wee ze goen – am Interessi vun der Gesondheet vun ons alleguerten a vun onser Fauna a Flora.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wa mer esou en technesche Sujet wéi deen heiten diskutéieren, da si mer eis jo u sech all eens, wat dat fir eng wonnerbar Saach ass. Et gëtt Nuancen tëschent deenen engen an deenen aneren, mee u sech, mengen ech, halen ech elo déi fënneft selwecht Ried. An da kënnt nach e Kolleeg, deen hält déi sechst selwecht Ried an da kënnt nach een, deen hält déi siwent selwecht Ried. An da si mer all d'accord.

Dat ass och gutt esou, dat ass och gutt esou! Mee ech mengen, loosse mer mol kucken: Wat ass elo Theorie? Déi hu mer jo all diskutéiert. A wou sinn déi praktesch Problemer? Wéi solle mer d'Saach upaken?

Ech mengen, et hat ee vun de Kolleegen elo gesot: „Wann een d'Welt aus dem Weltraum gesäit, dann ass et virun allem ganz hell." Ech huelen un, deen helle Punkt ass de Cargozenter zu Beetebuerg.

(Interruption)

Well do gëtt et elo och eng Biergerinitiativ, déi sech do forméiert huet. Mir sinn eis jo all eens, mee da kommt, mir kucke mol, well mir hu jo där Plazen am Land, wéi zum Beispill de Cargozenter Beetebuerg oder Parkplazen, déi dorëmmer nuets beliicht sinn, wat absolutt net néideg wär. An et ass eigentlech och do de Lackmustest. Do mussen d'Gemengen oder d'Operateure kucken, an och Privatfirme kucken: Ass dat wierklech néideg, wat do gemaach gëtt? Well mir hu jo alleguer thematiséiert, wou d'Problemer si fir d'Natur, och fir de Mënsch, fir d'Gesondheet. Ma da loosse mer elo einfach dat an d'Praxis ëmsetzen, wat mer awer alleguer heibannen denken! Ech mengen, dat ass eigentlech dee groussen Ënnerscheed.

Wou mer mussen oppassen, dat ass eigentlech, datt mer elo net ze wäit ginn oder aus politeschen Hannergedanken elo probéieren, Saache restriktiv duerchzesetzen. Mir mussen och d'Besoine vun de Mënschen ëmmer mat am A behalen. An de Besoin vun de Mënschen, dat ass einfach, och kënnen a Sécherheet ze liewen. Ech si mam Här Galles, deen ech ganz respektéieren, ... Ech mierken, datt hie sech och nuets méi sécher evaluéiert wéi den Duerchschnëtt vun de Mënschen. Mee: De Mënsch ass dagaktiv! En ënnerscheet sech doduerch zu engem groussen Deel vun dem Rescht vun der Fauna. Ech wëll natierlech, Här Galles, de Mënsch net op seng biologesch Dimensioun, ouni déi reliéis, philosophesch an anerer, reduzéieren, mee et ass einfach esou, datt de Mënsch am Vergläich zu anere Membere vun der Fauna op dëser Welt dagaktiv ass. An dat Gefill vu Sécherheet ass eebe verbonne mat Luucht. An da sollte mer och kucken op deene Plazen, wou de Mënsch ass, datt do och Luucht ass, fir seng Sécherheet ze garantéieren.

Mir brauchen och Luucht fir e puer aner Saachen ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Galles eng Fro stellt, oder ...?

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo? Sécher, jo sécher!

M. Paul Galles (CSV) | Et ass just fir ze ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hat net geduecht, bei dësem Sujet ... Mee jo, gären.

M. Paul Galles (CSV) | Et ass just fir ze preziséieren: Ech hunn eng Ënnerscheedung gemaach – an déi ass mer wichteg – tëschent enger objektiver Sécherheet an engem Sécherheetsgefill. Den Här Kartheiser schwätzt vun engem Sécherheetsgefill. Ech kann deen Instinkt oder dee Reflex wierklech novollzéien, mee déi Etüde weisen, wéi et schéngt, no, dass déi verstäerkt Beliichtung net dozou féiert, dass manner Kriminalitéit stattfënnt oder ëmgekéiert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Paul Galles (CSV) | Dat heescht, dat ass dat, wat ech wollt soen. An deen Ënnerscheed ass mer wichteg. Merci awer! Ech wollt, dass Der nach eng Kéier doriwwer nodenkt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här Galles. Ech hat dat matkritt, mee ech sinn do net ... Ech mengen éischter, et ass awer vläicht gutt, wa méi Luucht ass. Wann ee kriminell ass, mengen ech, brauch ee wuel Luucht. Mee wann et däischter ass, da muss ee se net hunn, mengen ech, ...

Une voix | Dat seet d'Police och!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... fir kriminell ze sinn. Also ech géif scho mengen, datt dat awer e Virdeel ass.

D'selwecht am Verkéier. Ech mengen, mir mussen einfach kucken, wa mer wëllen d'Liichtbelaaschtung reduzéieren, datt mer op deene Plazen, wou awer wierklech eng gefillten oder eng reell Plus-value ass, wéi zum Beispill bei der Sécherheet, wéi beim Verkéier, och bei anere Saachen, ... Den Tourismus ass och eng Consideratioun, eng Rei vun ekonomesche Consideratiounen, mir mussen dorunner denken! An ech wëll och speziell soen – well mer jo hei wëssen, wie wéi denkt –, datt zum Beispill och d'Beliichtung vun engem Chrëschtmaart net dee Risenënnerscheed mécht am globale Gläichgewiicht oder am globalen Energiekonsum, soudatt, wannechgelift, kee mat där Iddi kënnt, datt mer de Chrëschtmaart elo sollen net méi beliichten, well mer domadder eppes géife maache géint d'Liichtverschmotzung!

Also do, mengen ech, sollte mer awer verschidde Saachen net elo duerch restriktiv Moossnamen aschränken. D'Gemenge mussen natierlech jiddereng fir sech kucken, wat un intelligente Systemer méiglech ass. An et gëtt ganz vill.

Ech wëll och soen, ech plädéiere ganz oppen hei fir de „Routliichtmilieu" bei den Insekten. Dir wäert Iech elo wonneren, ...

(Brouhaha)

... mee et ass eng wëssenschaftlech Tatsaach, sou schéngt et, datt orange a rout Luucht op d'Insekte manner Afloss hunn, datt se manner stéiere wéi wäiss Luucht oder anerer, déi op engem vill méi breede Frequenzband ausstralen an doduerch méi negativ Konsequenzen hunn op d'Natur. A mir musse wierklech dorobber oppassen. Mir hu Vullen, déi nuets sangen. Vill Déiere kënne sech net méi orientéieren, well se sech um Mound orientéieren an deen net méi kënnen erkennen, och net aner Stären. An dat huet natierlech och, dat hu schonn aner Kolleege gesot, Konsequenzen op d'Befruchtung vu Planzen, well d'Päiperleken droen nuets immens vill dozou bäi, net nëmmen d'Beien am Dag, mee eeben och eng ganz Rei vun Déieren, déi nuets aktiv sinn.

Natierlech ass et eppes, wat Energie ka spueren, och Kuelendioxidemissiounen. Wësst Der, Etüde gëtt et ganz vill! Et weess een ni, wat déi eng oder aner wäert ass, mee dat hei schéngt awer eng ze sinn, déi relativ wäit akzeptéiert gëtt. Et gëtt gesot, datt d'Liichtemissiounen an engem Joer ongeféier engem Kuelendioxidausstouss entsprieche vun 20 Milliounen Autoen. Dat ass scho ganz considerabel, wann déi Etüden dann ... Wéi gesot, Etüde kritt Der der esou vill wéi Der der gären hätt, an alles, wat Der wëllt duerch eng Etüd beweisen, kritt Der och bewisen! Mee dat hei schéngt awer eng Gréisstenuerdnung ze sinn, där mer eis sollte bewosst sinn.

LED-Luuchten, jo, selbstverständlech, mee da muss ee se esou ausriichten, datt se no ënne stralen. Net op d'Säit, net no uewen, dat ass eppes ganz Wichteges! A virun allem, et gëtt intelligent Systemer, wou een och ka wéineg benotzt Weeër a Stroossen duerch Beweegungsmelder oder aner Saachen esou benotzen, datt d'Luucht nëmmen dann do ass, wa se wierklech gebraucht gëtt. Et gëtt och déi Méiglechkeet, nëmmen all zweet oder all drëtt Luucht unzemaachen. Mir musse just oppassen, ob dat net kann zu engem Stroboskopeffekt féieren. Dat misst dann op de Plaze gekuckt ginn.

Op jidde Fall freeë mir eis, datt mer gesinn, datt mer u sech hei wäitgeeënd enger Meenung sinn. Et kënnt just drop un, datt mer dat elo an d'Praxis ëmsetzen, wat mer alleguer mengen, datt richteg ass, datt gutt ass, an dat ass d'Reduzéierung vun der Liichtverschmotzung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Net méi spéit wéi d'lescht Woch huet de Gemengerot vu Paräis e Verbuet vu beliichter Publicitéit tëschent Mëtternuecht a 6.00 Auer moies beschloss. Digital, elektronesch an och beliicht analog Reklammen am ëffentleche Raum mussen dann elo ausgemaach ginn. Geschäfter an änlech Lokaler mussen d'Beliichtung vun hire Vitrinnen ausmaachen, soubal si mat hirer Aktivitéit owes ophalen. Geschitt dat net, gëtt et Strofen.

Zu Paräis waren et d'Ekologisten, déi dat proposéiert hunn an dat mat lénke Parteien och duerchgesat hunn.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Zu Lëtzebuerg ass de grénge Minister fir ëffentlech Bauten den Éischten, deen opsteet, fir Argumenter géint esou e Verbuet virzebréngen, sou wéi am Mäerz geschitt, wéi mir als déi Lénk genee dat doten, wat ech elo hei beschriwwen hunn, och fir Lëtzebuerg virgeschloen hunn.

Här President, ech brauch net méi am Detail op dat zréckzekommen, wat meng Virriedner/inne scho gesot hunn. Ze vill Luucht dann, wann et däischter soll sinn, ass eng zolidd Belaaschtung fir d'Aartevillfalt. Märelen, déi duerch d'Beliichtung déi ganz Nuecht hir Jonk fidderen an doduerjer vun Erschëpfung stierwen, Fluchinsekten, déi un de Strooseluuchte verbrennen oder aknuppen a beliicht Glas- a Plastikflächen, dat si just e puer Beispiller. Et gëtt der Dausende méi.

Och fir de Mënsch ass d'Liichtverschmotzung an éischter Linn eng gesondheetlech Belaaschtung. Wann et ni richteg däischter gëtt, huet de Mënsch Schwieregkeeten, fir anzeschlofen an an den Déifschlof ze kommen, also dohinner ze kommen, wou e sech wierklech erhuele kann. Ouni den déiwe Schlof gëtt de Mënsch ufälleg, fir krank ze ginn oder fir verstäerkt ënner psychesche Belaaschtungen ze leiden. Besonnesch an de Stied, a méi dicht besidelte Géigenden, ass dat e Problem. Wann een an enger beliichter Strooss wunnt, kann ee matten an der Nuecht viru senger Dier ouni gréisser Ustrengung e Buch liesen, well d'Luuchten einfach esou hell sinn. Am urbane Raum hu vill jonk Leit hiert ganzt Liewen nach kee Stärenhimmel gesinn.

Et ass grondleeënd fir dëse System, an deem mer liewen, dass Saachen, déi schiedlech si fir de Mënsch an d'Natur, weidergefouert ginn, wa se bestëmmten Interessen déngen. Souguer wann dréngend Energie soll agespuert ginn, da gi se weidergefouert, well beliicht Reklammen ausmaache géif heeschen, d'Férderung vun der Iwwerproduktioun an dem Konsum zréckzestellen.

Här President, d'Regierung huet viru mëttlerweil sechs Joer eng Etüd iwwert d'Liichtverschmotzung zu Lëtzebuerg maache gelooss. Erauskomm ass e Bichelche mat Recommandatiounen ouni kloer Mesuren, ouni kloren Adressat, nom Motto: „Haaptsaach, mir hu mol eng Kéier doriwwer geschwat." Erstaunlecherweis gëtt do gesot, dass nëmmen dat soll beliicht ginn, wat néideg ass. Dat fanne mir och ganz richteg. A mir stellen awer elo déi pertinent Fro: Ass eng Aldi-Reklamm fir Crustacéen op engem Bushaischen eng

Necessitéit? Oder d'McDonald's-Reklamm um Quai vun den CFL, brauch een déi wierklech? Oder och, datt déi ganz Nuecht Immobilien a Luxusbutteker an der Uewerstad oder Grande-surfacen op den Dierfer beliicht musse sinn?

Objektiv gëtt et kee Grond, dat zouzeloossen. Besonnesch net haut, wou d'Energie riskéiert, knapp ze ginn. Den eenzege Grond, deen et heifir gëtt, ass den Interessi vun décke multinationalen Entreprisen, déi dës Reklamme wëlle maachen. Fir eis ass dat kee Grond. Dofir si mir der Meenung, datt all kommerziell Werbefläch, déi an iergendenger Weis Energie verbraucht respektiv Liicht verstraalt, ofgestallt misst ginn. An dofir iwwerreeche mir Iech hei eng Motioun, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu les traités internationaux ratifiés par le Luxembourg, en particulier l'accord de Paris sur le climat ;

– vu le règlement (UE) 2018/842 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris ;

– vu le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021 à 2030 dont l'économie d'énergie constitue une des pièces maîtresses ;

– considérant l'actuelle crise de l'approvisionnement énergétique ;

– considérant la campagne nationale de réduction de la demande d'énergie Zesumme spueren – Zesummenhalen ;

– considérant l'impact de la publicité sur l'incitation à la surconsommation, phénomène contradictoire avec l'urgence de préserver les ressources et de réduire les émissions de gaz à effet de serre ;

– considérant l'usage énergétique important et non-essentiel pour l'alimentation, l'éclairage et le fonctionnement de dispositifs publicitaires ;

– considérant la hausse des prix de l'énergie qui frappe en premier lieu les ménages à revenus faibles ou moyens dans la satisfaction de leurs besoins essentiels ;

– considérant les recommandations adressées aux communes par le biais de la circulaire n° 4182 concernant les enseignes et publicités lumineuses, éclairages de façades et de vitrines et intérieurs de locaux professionnels ou salles d'expositions ;

– considérant qu'une étude commanditée en 2016 par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a montré que la pollution lumineuse est en augmentation au Luxembourg ;

– considérant que la pollution lumineuse, bien qu'elle est également en augmentation dans les espaces naturels, concerne en premier lieu les zones urbaines ;

– considérant l'impact néfaste de la pollution lumineuse sur la santé humaine et l'environnement naturel,

invite le Gouvernement

– à interdire l'usage énergétique pour l'alimentation, l'éclairage et le fonctionnement de panneaux publicitaires numériques, rétro-éclairés et déroulants dans l'espace public ;

– à fournir aux communes des recommandations applicables visant l'extinction quotidienne des enseignes lumineuses et vitrines de locaux d'activités économiques ou d'activités associatives, dès lors que ces organisations cessent leur activité journalière et que ces locaux ne sont plus occupés.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | D'Energieaspuerungen domadder wieren och net just anekdotesch, well e klengen digitale Werbepanno am Joer duerchaus esou vill Stroum brauch wéi en duerchschnëttleche Stot. Bei deene méi groussen ass et e Villfacht méi. Donieft menge mir och, dass beliicht Vitrinnen an de Stied an an den Dierfer owes no der Fermeture mussen ausgemaach ginn. Fir d'Fauna am urbane Raum a fir d'Bewunner wier dat sécherlech kee Verloscht. An d'Energieaspuerunge wieren och substanziell.

Des Weidere géife mir d'Stroossebeliichtung an den Dierfer an op den Autobunnen nuets eroffueren, voire eventuell ganz ausmaachen. Si soll am Beruffsverkéier aus Sécherheetsgrënn ubleiwen. Mee firwat mussen um 3.00 Auer nuets d'Stroosse beliicht si wéi d'Landebunn um Findel? Dat liicht wuel deene mannsten an. Wann et aus Sécherheetsgrënn ass, kéint ee jo och emol d'Vitess erofsetzen, eppes, wat och scho vun déi Lénk proposéiert ginn ass.

Här President, natierlech kënnen a sollen och Fortschrëtter mat technesche Mëttelen erreecht ginn, wéi manner helle Bieren, enger anerer Conceptioun vun der Beliichtung vu Stroossen a Weeër am éffentleche Raum mat Beweegungsdetecteuren, esoudatt d'Luuchten net ëmmer musse brennen a just dann uginn, wann ee kënnt, oder mat der Aschränkung vun der Beliichtung an de Gréngzonen, sou wéi d'Regierung et jo och schonn agefouert huet.

Dat alles ass schéin a gutt, mee och dat kascht vill Geld an hëlt vill Zäit an Usproch, wärend dat, wat mir proposéieren, op ee Coup vill Energie géif aspueren an onnëtz Liichtquellen nuets géif ausmaachen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn elo vill där Constaten, déi elo schonn erwäänt gi sinn – vun de Fliedermais, Insekten, Planzen – emol gestrach, well et wär eigentlech just eng Widderhuelung vun deene Constaten, déi ech vu quasi all Partei deelen, dass eeben e Problem do ass. An et ass elo zënter 150 Joer, dass de Mënsch kann entscheeden, wéini Liicht ass a wéini net, an der Zäit vun eisem Planéit ganz, ganz kuerz.

Mee wa mir Mënschen entscheeden, fir eis eng Luucht unzemaachen, huet dat natierlech och Nodeeler fir eis Natur. Dofir ass dat eng Ressource, mat där mer ganz schounend mussen ëmgoen. An et huet een heiansdo den Androck, wann een owes ënnerwee ass, dass dat net iwwerall d'selwecht gesi gëtt.

Heiansdo mengt een, wann een owes duerch gewëssen Tunnelle fiert, dass een op eemol misst de Sonnebrëll erëm eraushuelen, dass se esou beliicht sinn, dass … D'Autobunn, déi ass nach, nenne mer et „ok", mee da kënnt een an den Tunnel, wou et iwwerbeliicht ass, guer net ze schwätzen – ech mengen, dat ass och schonn ugeklongen –, wann een eng Kéier op der Beetebuerger Autobunn do géif laanschtfueren, wou een net weess, wat bei den CFL do gemaach gëtt, mee et mengt een, déi hätte jo d'Energie do am Iwwerfloss. Et sinn eeben déi Klengegkeeten, déi och de Leit dobaussen eropstoussen, wa se gesinn, dass do eigentlech awer ganz vill Energie, nenne mer et emol „verhonzt" gëtt.

An do kann een als Regierung, als Gemeng, als Gesellschaft awer ganz kloer Moossnamen huelen. Hautzudaags erméiglecht eng modern Technik et, Luuchte ganz geziilt sief et an der Intensitéit, sief et an der Fuerf, sief et an der Zäit ze steieren. Jo, dat brauch en Invest, dat muss een eemoleg maachen, mee duerno huet een op där enger Säit de Bonus, dass d'Energiekäschten erofginn, op där anerer Säit huet een awer och eppes fir d'Gesondheet gemaach.

Et ass ganz kloer beluecht, dass an deene Stroossen, wou d'Stroossebeliichtung schlecht, al oder falsch ausgeriicht ass, et bei der Bevëlkerung zu vill méi Schlofstéierunge féiert, wat dann erëm zu Diabetes, Blutthéichdrock oder Iwwergewiicht féiere kann.

(Brouhaha)

Dat heescht, et ass och e Punkt, wou mer ganz kloer medezinnesch mussen drun denke fir ze kucken, dass eis Leit eeben nuets kënne roueg schlofen. Ech hunn eeben elo d'Chance, nach an engem Duerf ze wunnen, wou dat net de Fall ass, dass een iwwerbeliicht wär. Ech gesinn nuets och nach d'Stären. Ech hunn awer och d'Erfarunge gemaach an anere Stied …

(Hilarité et interruptions)

Am Positiven, d'Stären, wann den Himmel fräi ass!

(Hilarité et interruptions)

Et ass awer leider net iwwerall am Land de Fall, soudass een eng Kéier misst ganz kloer iwwerdenken, wéi mer eis Luuchten opbauen, a virun allem an der Intensitéit. An do gesinn ech och de Syvicol als de richtege Partner, fir dat zesumme mat de Gemengen ze maachen.

Ech gesinn awer och do, dass d'Gemengen keen onendleche Budget hunn an dass, wa mer dat Theema mat de Luuchte wëllen esou intensiv ugoen, wéi d'Regierungsparteien dat haut gesot hunn, ee vläicht och misst doriwwer nodenken, bei der Inneministesch eng Kéier ze froen, ob d'Gemengen net méi Hëllef kréichen, fir déi Luuchten och esou opzeriichten. Well et si grouss Reseauen an ech hu mer och soe gelooss vu verschiddenen Nordpolitiker, déi immens vill Stroossen hunn, awer manner Awunner, dass dat e risege Käschtepunkt wäert sinn, wann déi elo musse muer op déi modern LEDen oder anerer ëmklammen. Wann déi Meenung jo awer elo esou grouss gedeelt ginn ass, dann hoffen ech jo awer, dass och d'Inneministesch de Gemenge wäert e bëssen zur Säit sprangen, well et sinn nun emol d'Gemengen, déi déi meescht Luuchten do deementspriechend ënnerhalen.

Et freet mech och wierklech, dass elo hei quasi unanime de Problem gedeelt gëtt. Ech fannen et e bësse spéit, no néng Joer Regierung, elo ee Joer virun de Walen. Et hätt ee kënne méi fréi ufänken. Ech weess, et ass elo eng Energiekris komm, déi dat Ganzt e bësse gedriwwen huet. Mee mir Piraten hätten eis awer gewënscht, dass ee scho virdrun iwwert d'Liichtverschmotzung nogeduecht hätt an deene leschten néng Joer, wou Der ugetruede sidd, fir der Ëmwelt awer do eng Hand unzepaken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, villmools merci un d'Cécile Hemmen fir dës Ufro an dës Debatt. Et war effektiv esou, dass dem Camille Gira dat heiten Theema

perséinlech ganz wichteg war. An hien hat eigentlech de Meritt, dass mer hei zu Lëtzebuerg ugefaangen hunn, un deem Theema ze schaffen. An de Camille huet sengerzäit dunn och am Ëmweltministère derfir gesuergt, dass e Guide gemaach ginn ass mat deene beschten Experten, déi et an Europa gëtt. Dee Guide steet alle Gemengen zur Verfügung, awer och natierlech de staatlechen Instanzen. An dat ass eigentlech e bëssen dat, wourop mer opgebaut hunn déi lescht Joren.

Firwat d'Liichtverschmotzung bekämpfen? Ech mengen, et ass Naturschutz. An dat muss ee wierklech eescht huelen. Den Här Hahn huet gesot, dass mer hei zwou Mécke mat engem Schlag hunn. De Problem bei der Liichtverschmotzung ass: Do ginn Dausende Milliounen Insekten drop wéinst der Liichtverschmotzung! An dat ass e ganz, ganz eeschte Problem. Dat ass quasi den zweetgréisste Problem fir d'Insektewelt no de Pestiziden. Also et ass schonn eppes, wat ganz relevant ass.

A fir de Mënsch ass et … Ech mengen, dat ass ugeklongen, dass ganz vill Schlofstéierunge doduerch kommen. Et ass natierlech och en onnëtzen Energieverbrauch. A perséinlech sinn ech och ganz frou, dass den Naturpark Our, an de President vum Naturpark, den Emile Eicher, ass hei, dass si déi lescht Jore wierklech och am Kader vun engem europäesche Projet net nëmmen un der Technik geschafft hunn, mee och dunn duerno – wann ech dann déi Beliichtung an de Gréff kréien, déi Liichtverschmotzung – de Mënschen dat och erliefbar gemaach hunn an eeben och zum Beispill am Summer dann Owenter organiséiert hunn, wou mer erëm de Stärenhimmel richteg konnte gesinn. Well ech mengen, dat ass wichteg, fir eeben och d'Konnexioun oder d'Verbindung zwëschent dem Mënsch an der Natur weiderhin ze halen.

Ech ginn elo net op all déi eenzel Saachen an, déi virun allem am Naturpark Our gemaach gi sinn. Wat, mengen ech, elo méi wichteg ass, dat ass: Mir hunn hei e ganz, ganz breede Konsens. A wéi kënne mer elo zesumme weiderfueren an den nächste Méint, fir dat Theema eigentlech nach méi massiv no vir ze dreiwen?

Dat Éischt ass, effektiv, mir hunn eenzel Plazen am Land – warscheinlech kéint do en UEFA-Match drop gespillt ginn –, déi si sou hell, datt se … A si sinn deelweis och onnéideg hell. A mir sinn amgaangen, mat Experten eeben déi Hotspotten do ze identifizéieren an dann och drun ze schaffen.

Hei ass e Punkt ugeschwat ginn, dat ass zu Beetebuerg de Cargozenter. Mir hunn eng Zesummenaarbecht mat den CFL. An natierlech muss op esou enger Plaz, wou awer grouss Containeren … Do si Kranen, do sinn awer och Mënschen, déi do zwëschent deene Containere sinn, déi schaffen, dat heescht, mir mussen do e Kompromëss fannen. A mir sinn amgaangen, mat den CFL dorunner ze schaffen.

Dat heescht, mir maachen déi Hotspotanalys. Mir hunn ee Punkt am Naturpark Our, dat war deen hellste Punkt, dat war d'SEO zu Veianen. An iwwert déi lescht zwee Joer ass mat der SEO zu Veiane geschafft ginn a mir bréngen et elo fäerdeg, hir Installatiounen … Aus Sécherheetsgrënn waren hir Trafoe beliicht a mir hunn elo e System, wou dat schonn extreem gedimmt ass. A mir ginn och elo op de Wee, fir souguer deelweis op deenen Industriebeliichtunge vun der SEO nach just iwwer Beweegungsmelder ze schaffen. An dat, déi Erfarung, déi mer bei der SEO elo hunn, si mer och amgaangen, dann aneren Industriezonen, also Aktivitéitszonen, zur Verfügung ze stellen.

Wat mer och maachen, ass d'Formatioun vun de Gemengentechniker. Mir hunn d'Chance, dass mer am Naturpark Our wierklech en ultimativen Expert hu vun där ganzer Technik ronderëm d'LEDen, awer och déi verschidde Faarfspektrumen a wéi ech déi Luuchten dann ëmrëschten. A mir notzen den Daniel Gliedner, fir eeben elo iwwert den INAP Formatiounen ze maache vun de Gemengentechniker. Mir notzen hien och, fir Formatiounen ze maache vun den Techniker vu Bâtiments publics. An hie schafft och ganz intensiv mat den CFL zesummen.

Dann ass et awer och wichteg, dass mer deem Ganzen e politesche Kader ginn. An dee Kader, dee mer elo entwéckelt hunn, ass de Kader mat der Gemeng Clierf, well d'Gemeng Clierf eebe schonn e Liichtplang huet, well d'Gemeng Clierf och scho virbildlech eng ganz Rei vun hire Stroosse mat Ponts et chaussées, mat Bâtiments publics, mat den CFL, mat och der Kultur, also hir Schlässer an esou, ganz flott beliicht. An eigentlech wier et och gutt, Dir géift eng Kéier owes dem Emile seng Gemeng besiche goen, fir dass Der och den Ënnerscheed gesitt …

(Brouhaha général)

… zwëschent esou enger Plaz, wou d'Beliichtung optiméiert ass, par rapport zu anere Plazen. A mir notzen elo …

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

A mir hunn elo en Accord gemaach zwëschent mengem Ministère, dem Ministère vum François Bausch, also dann eeben de d'Ponts et chaussées, den CFL, Bâtiments publics, fir eeben de Gemengen eng Plattform unzebidden: Wann Dir als Gemeng op de Wee gitt, fir d'Liichtverschmotzung wierklech exemplaresch ze bekämpfen, dann engagéiere mir eis och vun der staatlecher Säit, dass déi staatlech Institutiounen, déi eebe Gebaier hu bei Iech oder eebe Luuchte bedreiwen, wéi d'Ponts et chaussées, dann och mat op dee Wee ginn.

Dat heescht, mir hunn e Memorandum of Understanding, deen elo gemaach ginn ass fir d'Gemeng Clierf, an dee kann och elo replizéiert ginn iwwerall soss am Land.

Dann ass d'Fro vun de Subsiden ugeschwat ginn. Dir musst wëssen, et gëtt haut schonn e Subsideprogramm, deen iwwert d'Ëmwelt leeft, vun 100 Euro Ëmrüstungskäschte pro Point lumineux. Dat heescht, wann Dir eng Luucht ëmrëscht vun enger traditioneller Bier op eng LED, da kritt Der 100 Euro. Dat heescht, dat ass e besteeënde Subsideprogramm, deen och ganz vill genotzt gëtt.

Dann hu mer dee Punkt, deen am schwieregsten ass, dat ass dee vun de Liichtreklammen. A bei de Liichtreklammen ass et esou, dass mer säit dem Omnibusgesetz, dat déi lescht Regierung gemaach huet, do net méi an enger nationaler Kompetenz sinn, mee an enger kommunaler Kompetenz. An et ass esou: Mir hunn eng Gemeng, déi e ganz virbildlecht kommunaalt Reglement dozou gemaach huet, dat ass d'Gemeng Parc Housen. A mir sinn amgaangen, dann och an Zesummenaarbecht mam Naturpark Our eeben och aner Gemengen ze forméieren an hinnen eeben dat exemplaresch gutt Reglement, fir d'Liichtreklammen an enger Gemeng an de Gréff ze kréien, elo iwwerall, also an de Gemengen, zur Verfügung ze stellen, fir dass aner Gemengen dat och adoptéieren.

Vläicht nach e Punkt, deen och wichteg ass: Mir hunn et och duerch déi ganz Expertis, déi mer hei opgebaut hunn, fäerdegbruecht, verschidde Projeten, déi a Gréngzone waren, wou den Environnement extreem skeptesch war, dann awer méiglech ze maachen. Ech ginn Iech e Beispill: Zu Luerenzweiler, do war, fir et eeben och aus deenen Dierfer do niewendrun ze erlaben, op d'Gare ze kommen, e beliichte Wee geplangt ginn. An dee Wee, dee war esou geplangt, dass do immens Liichtverschmotzung entstane wier. Dunn ass sech un den Dësch gesat ginn an et ass … Haut gëtt et dee Wee an dee funktionéiert mat Beweegungsmelder, mee souguer méi, en huet och eng extra Beliichtung, déi net blo an net wäiss ass, soudatt souguer wann d'Luuchten nuets uginn, se an engem Spektrum sinn, deen den Déieren net schuet. Dat heescht, mir hunn do elo e Vademecum, wéi mer Projete kënne méiglech maachen, déi virdrun eventuell net méiglech waren.

All déi doten Aarbecht dréit och elo eng aner Fruucht, an zwar hu mer an der nationaler Spuercampagne „Zesumme spueren – Zesummenhalen" elo net manner wéi 23 Gemengen, déi sech bei eis gemellt hunn, bei Ponts et chaussées an och bei Bâtiments publics a mengem Ministère, déi bereet sinn, am Kader vun der Spuercampagne hir Beliichtung nuets vun 1.00 Auer bis moies 5.00 Auer ofzeschalten. An ech mengen, dat passt jo eigentlech dann och e bëssen an déi ganz Bekämpfung vun der Liichtverschmotzung.

Mir sinn elo zesumme mat Ponts et chaussées an och – also virun allem mat Ponts et chaussées – op der Schnëttstell mat der Creos an e puer Luuchtenelektriker amgaangen, fir deene Gemengen, déi dat elo decidéiert hunn …, dass dat och elo no an no applizéiert gëtt.

An Dir musst wëssen, d'Beliichtung mécht am Gemengebudget oft 20 % vun der Energie aus, déi d'Gemeng verbraucht. A wann ech nëmme véier Stonnen nuets ofschalten, da kann ech en Drëttel vun där Beliichtung aspueren. Also et ass och finanziell, mengen ech, wierklech interessant, grad elo an dësen Zäiten.

Vläicht zum Schluss nach zu der Motioun, déi d'Madamm Cecchetti presentéiert huet: Also meng Analys ass, éischte Punkt, dass dat eng Gemengekompetenz ass. Dat heescht, et ass … Mir kënnen net iwwer e Gesetz …, well dat am Beräich vun der Liichtverschmotzung, also vun der Beliichtung vun de Reklammen an esou, dat ass hautdesdaags juristesch gesinn eng Gemengekompetenz.

An dat Zweet, wat Der fuerdert, dat maache mer schonn. Dat heescht: Mir hunn en nationale Guide, mir maache Formatioun fir all déi Gemengentechniker, soudass ech mengen, dass Är Motioun – wéi nennt Der dat scho méi ëmmer? – „superfétatoire" ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Energieminister.

(Interruption par M. Paul Galles)

Här Galles, u sech ass et esou, datt et bei enger Heure d'actualité Parole après ministre net gëtt, Artikel 40 (8).

(Brouhaha général et interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ma nee, dat geet net. Ech ginn him et och net.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A, ok.

M. Fernand Etgen, Président | Dat gëllt och fir den Här Galles. Dat, wat gëschter fir den Här Kartheiser wouer war, ass och haut fir den Här Galles wouer.

Motion 1

Mir kënnen dëse Punkt awer net ofschléissen, éier mer zum Vott iwwert d'Motioun komm sinn. Wëllt nach een zur Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Goergen, den Här Galles duerno.

(Hilarité et brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also déi Motioun ass gutt an och sympathesch. Ech gesinn och net do d'Excuse, dass een dat elo op d'Gemenge soll erofhuelen, well dat kléngt einfach ... Wa mer et da géifen national maachen als Virgab? Ech mengen, Dir maacht jo esou vill haut. An d'Gemengepolitiker si jo all hei, wéi vill hu se elo national gesot kritt, wat se an hire Gemenge solle maachen, Guiden a wat net nach alles! An hei sot Der bei de Pannoen dat als Excuse: „Dat geet elo net." Bon, et ass ok, et ass politesch Spillschoul!

Mee fir mech ass et souwisou ... Dee Problem mat deene Liichtpannoen ass do. An dat muss eeben eng Kéier national gereegelt ginn. Mir kënnen net waarden, bis déi 100 Gemengen dat an d'Hand huelen.

Et ass awer een interessante Fakt, dee mer elo grad nach agefall ass – a wéi ech gelies hunn. Mir hunn nämlech e Walkampfofkommes vun de Parteien alleguer, wou mer amgaange sinn ze verhandelen, wéi d'nächst Joer sollen déi Walen ausgesinn. An do war et nämlech déi gréng Partei, déi an deem Ofkommes d'Demande lancéiert huet, dass déi Pannoen erëm drakommen. Déi Pannoe waren nämlech an engem Walofkommes, also dass déi eraus waren: D'Parteien duerften do keng Reklamm maachen 2018, 2017. An an der leschter Versammlung war do d'Demande vun deene Gréngen, dass déi Pannoen erëm erakommen.

Dofir verstinn ech jo och elo, dass Der sot: „Déi Pannoe kënnen net reglementéiert ginn", wann Der als Partei wëllt do Publicitéit d'nächst Joer maachen.

(Brouhaha)

Ech hoffen, Dir wäert et net maachen! Mee wann dat soll gemaach ginn, bréngt et jo näischt, wann Der se elo reglementéiert.

Merci.

Une voix | Déi Pannoe sinn net ...

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da kritt d'Wuert den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President.

(Brouhaha et interruptions)

Ech si frou, dass ech eppes kann ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift!

M. Paul Galles (CSV) | Ech soen da kuerz eppes zur Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

(Interruptions)

Den Här Galles huet d'Wuert a soss keen! An hei sinn der awer immens vill, déi sech de Moment d'Wuert geholl hunn. An et huet awer nëmmen een et, an dat ass den Här Paul Galles!

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wollt just kuerz eppes zu der Motioun soen. Also et ass esou, ech verstinn d'Beweeggrënn, fir dat heiten elo ze fuerderen. Ech mengen awer, wann ee se genau liest, déi zwee Punkten, wou Der Invitte maacht, dat si jo u sech zwou ënnerschiddlech pedagogesch Approchen: Beim éischte wëllt Der „interdire" a beim zweete wëllt Der Recommandatioune maachen.

Mir hätte proposéiert, einfach Recommandatiounen ze maachen, zumools wou den Här Minister, mengen ech, dat ganz richteg erkläert huet, dass et eng Kompetenz vun de Gemengen ass no dem Omnibus-Gesetz.

Mee et ass scho richteg esou, dass vill Gemengen och tatsächlech e Guide fir gutt Liicht hunn. Dat ass och schonn de Mëtten erwäänt ginn. An dee gëtt och op ville Plaze gelies an och applizéiert. Wat natierlech interessant wär, dat wär, dass d'Gemengen an hirem Règlement sur les bâtisses d'Liicht kéinte reegelen. Dat wär interessant. An da kéint ee jo sou wäit goen, dass do Liichtreegele sinn, zum Beispill och am Verhältnis mam Noper. Dat ka ganz wäit goen, wéi dat ...

Ech géif et wierklech net esou maachen, wéi Dir et hei elo maacht, dofir wëlle mir déi heite Motioun och net ënnerstëtzen. Mee ech verstinn awer déi Beweegung, déi Motivatioun, déi dohannert ass, déi Der do hutt. Mee mir wäerten déi hei elo net esou kënne matstëmmen, wéi Dir se elo hei presentéiert hutt.

(Interruption)

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. An dann huet den Här Minister d'Wuert gefrot.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also ech hunn dem Här Goergen seng Interventioun net ganz verstanen, well bis elo hate mer jo awer keng beliicht Pannoen. An ech mengen, dat war och an der High-tech-Partei vun de Gréngen net d'Intentioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Turmes.

Wa weider keng Wuertmeldung méi do ass, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme mat 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat si mer um Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.21 heures.)

7e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 51
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Motion de Mme Martine Hansen relative à une nouvelle compensation pour le gasoil utilisé exclusivement pour des travaux agricoles et horticoles, dans la pisciculture et la sylviculture** p. 51
   Exposé : Mme Martine Hansen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
   Discussion générale : M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen
   Vote sur la motion (rejetée)
3. **8077 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19** p. 52
   Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   Discussion générale : M. Max Hengel | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | Mme la Ministre Paulette Lenert (interventions de M. Fernand Kartheiser) | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | Mme la Ministre Paulette Lenert
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8077 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8035 – Projet de loi relative au recrutement des professionnels de la santé pour la prise en charge médicale des personnes bénéficiaires de la protection temporaire dans le contexte du conflit entre la Russie et l'Ukraine** p. 57

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Francine Closener

Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf | M. Gusty Graas | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8035 et dispense du second vote constitutionnel

5. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la canicule de l'été 2022** p. 59

Exposé : Mme Cécile Hemmen

Débat : M. Paul Galles (intervention de Mme Cécile Hemmen) | M. Max Hahn | Mme Jessie Thill | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 et 2) (intervention de Mme Simone Beissel)

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Motion 1 : M. François Benoy | M. Paul Galles | M. Gilles Baum | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Max Hahn | M. Paul Galles | M. Marc Goergen

Retrait de la motion 2

6. **8083 – Projet de loi portant mise en œuvre de la baisse temporaire du taux de TVA et modifiant la loi du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers** p. 67

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Yves Cruchten) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8083 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Turmes, M. Claude Haagen, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Motion de Mme Martine Hansen relative à une nouvelle compensation pour le gasoil utilisé exclusivement pour des travaux agricoles et horticoles, dans la pisciculture et la sylviculture

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 19 octobre 2022 – à consulter en page 35 de ce compte rendu)

M. Fernand Etgen, Président | Als éischte Punkt um Ordre du jour hu mer de Mëtteg d'Motioun vun der Madamm Martine Hansen iwwer eng Kompensatioun fir den Diesel, deen exklusiv vum landwirtschaftleche Secteur genotzt gëtt. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. Ech hat se gëschter scho kuerz virgestallt an ech sinn och frou, datt de Mëtteg elo direkt kann doriwwer ofgestëmmt ginn.

Am Kader vun der Tripartite war festgehale ginn, fir géint d'Inflatioun virzegoen, andeems een d'Ursaache bekämpft. An eent vun deenen Instrumenter, déi geholl gi sinn, ass u sech, fir d'Präisser ze stabiliséiere bei der Energie respektiv se ze deckelen.

Et ass awer bei dësem Mesurëpak bis elo nach näischt fir de landwirtschaftlechen Diesel virgesinn, ausser datt bei engem Projet de loi déi Bäihëllef, déi virgesi war bis de Juli, elo verlängert gëtt bis den August. Mee nom August ass näischt virgesinn.

Fir eis ass et awer wichteg, datt och fir de landwirtschaftlechen Diesel soll eng Kompenséierung ausbezuelt gi fir ze verhënneren, datt d'Liewensmëttelpräisser nach eng Kéier an d'Luucht ginn doduerch, datt d'Produktiounskäschten an der Landwirtschaft an d'Luucht ginn. A wann d'Liewenskäschten an d'Luucht ginn, dann hu mer natierlech och en Afloss op d'Inflatioun.

Dofir wär ech frou, wann dës Motioun d'Ënnerstëtzung vun der Majoritéit kréich.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen.

Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo, merci, Här President. Merci un d'Madamm Hansen fir dës Motioun.

Ech hu mer déi Motioun och ugekuckt: Dir wësst, datt am Projet de loi 8083 virgesinn ass, fir d'Mesurë fir Menagen op der Pompel, also fir de Masutt, ze verlängeren an och vu 7,5 op 15 Cent ze goen. Dir wësst och, datt d'Mesure, wat den, ech nennen dat emol einfach „roude Masutt" oder „rouden Diesel", ubelaangt, den 31. August, Dir hutt et selwer gesot, opgehalen huet.

Dat betrëfft net nëmmen d'Landwirtschaft, dat huet och mam Génie civil ze dinn. Wat d'Konstruktioun ubelaangt, do gi se och net verlängert, well mer déi Méiglechkeet net méi hunn, well se net verlängert ginn ass. Dat ass och an der Tripartite esou ofgeschwat ginn.

Dir hutt d'Mesurë fir d'Landwirtschaft ugeschwat. Dir hutt och ugeschwat, datt eng Mesure géif verlängert gi bis den 31. Dezember, dat ass an deem ganze Pak vun de Mesuren, déi och iwwert d'Kommissioun proposéiert ginn. An ech hu jo och schonn e puermol hei am Plenum gesot, datt déi Mesure vum Solidaritéitspak, notamment déi 35.000 Euro, déi op d'Energie placéiert ass an och op d'Düngemittel an och op d'Engraisen, ganz einfach gekuckt gëtt ex post. Dat heescht, datt dann eng Analys gemaach gëtt par rapport zum Joer 2022, par rapport zu der Fluktuatioun vun den Energiepräisser.

Déi Mesure – an dat hunn ech e Méinden, nieft anere Länner, gesot um Agrarconseil hei zu Lëtzebuerg – wäert verlängert ginn. D'Kommissioun wäert och op dee Wee goen, fir déi Mesure ze verlängeren, an natierlech och, fir déi Montanten, déi do virgesi sinn – momentan sinn et 35.000 Euro –, eropzesetzen. Och dat spillt do mat, soudatt mer als Landwirtschaftsministère do eng Mesure hunn, déi mer geziilt kënnen a puncto Energie an och a puncto Düngemëttel asetzen.

Natierlech kann een dat eréischt ex post maachen, wann een d'Chifferen huet a wann een déi verschidden Dokumenter huet, wivill datt gebraucht ginn ass.

Dat, wat am Gesetz 8083 steet, an deem, wat de Mëtten och zur Diskussioun ass, ass eng Verlängerung, well dat vu 7,5 Cent ass gemaach gi bis den 31. Juli, dat ass verlängert gi bis den 31. August. An dat ass iwwer eng Procédure silencieuse gemaach ginn um Niveau vum Regierungsrot, vum 31. Juli bis den 31. August.

Dir gesitt, am Projet de loi missten Ënnerscheeder gemaach ginn tëschent dem 1. an dem 15. August an dem 15. an 31. August, wat de Remboursement ubelaangt. Dat eent, dat muss iwwer Dokumenter beluecht sinn, eebe well dunn d'Gesetz oder well d'Procédure silencieuse nach net a Betruecht gezu ginn ass, soudatt d'Konditiounen do fir jiddwereen d'selwecht waren. An do hu mir eis natierlech och als Landwirtschaftsministère derfir agesat, d'autant plus datt d'Ekonomie och betraff war.

Elo si mer an enger neier Situatioun, wat d'Hëllefen ubelaangt, an dofir gëtt dat iwwert dee Contrôle ex post gemaach. Dofir géif ech recommandéieren, fir déi Motioun hei net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

Dann huet den Här Jeff Engelen d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Mir kënnen déi Motioun vun der Madamm Hansen ënnerstëtzen. Domadder soen ech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten déi Motioun ënnerstëtzen. Et sinn ëmmer méi Baueren, déi ënnert de Käschtendrock geroden. An dat heite wär eeben eng direkt Mesure.

Fir den Tanktourismus hutt Der Är 7,5 Cent mat der Géisskan iwwert d'ganzt Land verdeelt. Hei gitt Der emol net hin an Dir hëlleft de Baueren direkt. Et sinn nämlech d'Baueren, déi herno d'Auswierkung op d'Liewensmëttelpräisser hunn, déi Liewensmëttel, déi d'Leit sech haut scho bal net méi kënne leeschten.

Kuckt eng Kéier iwwerall am Land, wéi vill Demanden den Office social ewell kritt. Et ass confirméiert gi vun der Ministesch: Et si vill méi Demandë wéi virdrun, wou d'Leit emol net méi kënnen an de Supermarché goen, wou do den Office social soll bäileeën.

Da kommt, mir maachen elo eppes fir d'Landwirtschaft! Et si si, déi eis Ernärung maachen. Et si si, déi eis Ernärung sécheren. Kommt, mir ginn hinnen direkt eppes an net esou technokratesch, wéi Dir et erkläert, iergend eng Kéier no Chrëschtdag vläicht oder d'nächst Joer oder wéini och ëmmer. Mir mussen de Baueren elo hëllefen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

Da kënne mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Elisabeth Margue (par M. Paul Galles), M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Als nächste Punkt vum Ordre du jour steet de Projet de loi 8035 iwwert d'Astellung vum Gesondheetspersonal am Kader vun der Betreiung ..., nee, pardon, dat ass schonn deen hannendrun.

(Brouhaha)

3. 8077 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir komme fir d'éischt bei de Projet de loi 8077, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den Här Mars Di Bartolomeo ass scho prett fir de Rapport vun dësem Projet de loi. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, „une crise peut en cacher une autre". Dat gëllt haut och fir déi successiv Krisen, déi mir am Moment duerchliewen. Déi vum Covid-19-Virus provozéiert Gesondheetskris ass nach net iwwerstanen, mee duerch deen dramatesche Krich an d'Leed an der Ukrain a seng Konsequenze fir eis all manner am Fokus.

Mir dierfen awer net de Feeler maachen, de Virus ze vergiessen. Deen ass nach ëmmer do. E mécht nach ëmmer krank an et stierwe leider nach ëmmer Leit drun. Wuel ass déi sanitär Situatioun net méi mat där vun 2020 oder 2021 vergläichbar. Dank der Impfung vun engem groussen Deel vun der Populatioun an der Evolutioun vum Virus ass d'Lag haut manner bedrolech.

Déi nei Varianten hu fir vill Infektiounen an der éischter Joreshallschent vun 2022 gesuergt, mee wëll se e manner schlëmme Krankheetsverlaf hu wéi hire Virgänger, d'Delta-Variant, ass d'Situatioun an de Spideeler stabill bliwwen.

Wuel musse mir weider mam Virus liewen, mee duerch dee formidabelen Asaz vun eisem gesamte Gesondheetspersonal an dem Verantwortungsgefill vun deene meeschte Leit hu mir gutt resistéiert. An der Bewäertung vun eiser Krisegestioun kritt Lëtzebuerg dofir vun den Experte vun der OECD och eng duerchweegs gutt Nott.

Elo zu der Situatioun vun haut. Am Moment erliewe mer eng sougenannten „Hierschtwell". Laut dem leschte Wochebilan vun der Santé sinn d'Infektiounszuelen an der Woch vum 3. op den 9. Oktober op 3.004 geklommen. An der Woch virdru waren et der nach 2.324.

An de Spideeler ass d'Zuel vun de Covidpatienten an deem selwechten Zäitraum vu 14 op 26 geklommen. Op der Intensivstatioun war awer just ee Covidpatient. Dat huet sech och stabiliséiert. Dat weist, dass d'Situatioun ënner Kontroll ass, mee si muss am A behale ginn.

Déi meescht Virusinfektioune sinn nach ëmmer vum Typ Omikron BA.4 an Omikron BA.5. Dat wësse mir dank eisem Dispositif fir d'Supervisioun mat a sengem Zentrum dem Staatslabo LNS, deen och weiderhin en place bleift.

D'Populatioun huet allgemeng e gudden Impftaux, virun allem d'Leit, déi iwwer 60 Joer al sinn, déi jo als vulnerabel gëllen. Do si mer bei 90,4 %. E groussen Deel vun hinnen, 84,3 %, hunn och en éischte Booster kritt. Wou elo nach muss geschafft ginn, ass beim zweete Booster, well mer do eréischt bei 37,4 % an dëser Alterskategorie sinn.

D'Uni Lëtzebuerg gesäit an hire Prognose vir, datt am November d'Zuel vun den Infektioune kéint op 800 Infektiounen den Dag eropklammen, wat mat sech géif bréngen, datt in etwa 50 Persoune missten hospitaliséiert gi respektiv sinn. Op der Intensivstatioun gëtt an deem Zenario mat ongefeier 10 Patiente gerechent. Domat sinn eis Spideeler zwar betraff, awer net iwwerlaascht.

Dozou kënnt, datt vill Leit, wéi gesot, scho geimpft sinn an an der éischter Joreshallschent mat enger Omikron-Subvariant infizéiert gi sinn, wat hir Immunitéit fir dësen Hierscht nach eemol dierft stäerken.

Aus all dëse Grënn sinn elo, wou dat bestoend Gesetz Enn Oktober ausleeft, net nëmme keng weider Restriktioune mat deem Gesetz, dat ech haut presentéieren, virgesinn, mee am Contraire eng Rei weider Erliichterungen, dëst elo mol viraussiichtlech bis an d'Fréijoer a méi prezis den 31. Mäerz vum nächste Joer.

D'Situatioun erlaabt eis, de Bléck dës Kéier e bësse méi wäit no vir ze geheien, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, wou mer quasi vu Woch zu Woch respektiv vu Mount zu Mount hu misse reagéieren oder agéieren.

De legale Kader, also d'Rumm vum Covidgesetz, gëtt awer bäibehalen. Dat erlaabt et, am Noutfall ganz séier nozebesseren, wann et dann néideg géif ginn.

Konkreet gesäit dës x-te Modifikatioun – ech hunn opgehal mat zielen – vum Covidgesetz virun allem dräi Ännerunge vir.

D'Isolementsdauer gëtt vu siwen op véier Deeg reduzéiert. Ass eng Persoun positiv – dat ka se an enger éischter Phas duerch e Selbsttest feststellen –, muss se sech weiderhin um Site vun der Santé mellen. Si kritt dann och nach ëmmer eng Ordonnance fir e PCR-Test, deen dann als Krankeschäin gëllt. Wärend véier Deeg muss se dann doheem bleiwen. Wa se zwee Autotester mat engem Intervall vu 24 Stonne mécht a wann déi allen zwee negativ sinn, ka se och éischter aus dem Isolement eraus. Dëse Mechanismus, dee jo mëttlerweil bekannt ass, bleift bestoen. Sollt de Contraire de Fall sinn an d'Persoun no véier Deeg nach ëmmer positiv sinn, da muss se sech un hiren Hausdokter wennen. Dofir och d'Wichtegkeet vum Hausdokter.

Déi zweet Mesure ass de sougenannte „confinement forcé", deen aus dem Gesetz erausgeholl gëtt. Dëst war en Dispositif, deen et erlaabt huet, Persounen, déi eng Infektioun haten an déi sech net isoléiere wollte loossen, ouni hiert Averständnis an e Spidol oder an eng aner Struktur ze placéieren. Deen Dispositif ass elo ugesiichts vun der Situatioun net méi justifizéiert an en ass och wärend der ganzer Lafzäit vun der Pandemie ni ugewannt ginn.

Déi drëtt Modifikatioun betrëfft verschidden Dispositiounen am Zesummenhang mam CovidCheck-Regimm, déi aus dem Gesetz geholl ginn. Esou gi verschidden Zorte vun Zertifikater net méi gebraucht, well de CovidCheck-Regimm jo net méi applizéiert gëtt. Dat gesot, bleift awer d'Definitioun vum CovidCheck-Regimm am Text drastoen.

Wichteg ass och ze betounen, wat sech bei dësem Gesetz net ännert. Dat ass virun allem d'Maskeflicht, déi an de Spideeler an an de Strukture fir eeler Persoune wéi Altersheimer bestoe bleift, dëst, fir déi vulnerabel Persoune weider ze schützen. Vulnerabel Persoune sinn net nëmmen eeler Persounen, mee och Leit, déi, och wa se méi jonk sinn, fragiliséiert sinn oder ënner chronesche Krankheete leiden an dofir och potenziell méi oft an d'Spideeler kommen.

Virgesinn ass, datt d'Gesetz dës Kéier bis den 31. Mäerz 2023 a Kraaft bleift, et sief dann, wat keen hofft, datt en neie Variant géif optauchen, deen d'Leit erëm géif méi krank maachen. Da misst natierlech schnell reagéiert ginn a mir hu jo an der Vergaangenheet gewisen, dass mer dat kënnen.

A Kraaft triede soll dësen Text den Dag, nodeems en am Journal officiel publizéiert ass, selbstverständlech nodeems de Conseil d'État d'Dispens vum zweete Vott ginn huet.

Zu den Aarbechten an der Santéskommissioun: Den Text ass den 11. Oktober an der Kommissioun presentéiert ginn. Eng Woch méi spéit, den 18. Oktober, ass den Avis vum Staatsrot, dee wéi gewinnt ganz schnell koum, gekuckt ginn. De Staatsrot huet keng Observatiounen zum Fong vum Text gemaach. An der selwechter Sëtzung ass och de Rapport unanime ugeholl ginn.

An dësem Rapport fannt Dir och e Resümmee vun deene verschiddenen Avisen. Favorabel Avise krut den Text vum Collège médical a vun der Chambre de Commerce. Si hunn allen zwee d'Reduktioun vun der Isolatiounsdauer guttgeheescht respektiv begréisst.

D'Dateschutzkommissioun huet sech hirersäits net geäussert, well keng nei Mesuren agefouert ginn, déi den Dateschutz betreffen. Déi consultativ Mënscherechtskommissioun huet sech hirersäits erfreet gewisen, datt den Dispositif vum Confinement forcé, deem se vun Ufank u kritesch géintiwwerstoung, aus dem Text erausgeholl ginn ass.

Méi rezent krute mer den Avis vun der Chambre des Salariés, deen et dofir leider net an de schréftleche Rapport gepackt huet. Dofir wëll ech ganz kuerz op deen agoen. D'Salariatskummer freet an hirem Avis, firwat d'Zertifikater, déi am Kader vum CovidCheck-Regimm agefouert gi sinn, elo erëm aus dem Gesetz erausgeholl ginn, dorënner virun allem den Zertifikat fir Leit, déi sech aus gesondheetleche Grënn net kënnen impfe loossen, well et kéint sinn, datt esou en Zertifikat awer nach ëmmer an engem anere Land gefrot géif. Deemno plädéiert d'CNS – d'CSL, entschëllegt; d'CNS war an deene leschten Deeg vill am Gespréich –, d'CSL derfir, datt dësen Zertifikat bäibehale gëtt. Ech ginn déi Fro da gären un d'Madamm Minister weider respektiv un d'Santé.

Zum Schluss wëll ech drop opmierksam maachen, datt elo net just eng Covidinfektiounswell, mee och eng Grippewell kann op eis zoukommen. Dofir ass et wichteg, déi Reflexer, déi mer an der Covidkris geléiert hunn, net ze vergiessen. Si hunn och bei sonstege Krankheeten, infektiéise Krankheeten, hire volle Wäert. Also, a liichter Ofwandlung vun deem, wat mer soss ëmmer an d'Vitrinn gestallt hunn: Hänn wäschen an do, wou et e Sënn ergëtt, Distanz halen. A virun allem, sech weider impfe loossen an, bei deene fragille Leit, sech och géint d'Gripp impfe loossen. Besonnesch, wann ee méi vulnerabel ass, ass dat méi wichteg.

Mir wëssen, datt déi zwee Vaccine géint d'Gripp a géint de Covid net inkompatibel sinn a souguer gläichzäiteg kënne gesprëtzt ginn a virun allem, datt se effikass sinn a Liewe retten. An dat ass wichteg, well de Vaccin eise beschten Atout am Kampf géint dee Virus an anerer sengesgläichen ass. Ouni de Vaccin wiere mer elo net do, wou mer haut sinn, wat awer net heescht, datt elo alles erëm wéi fréier ass.

Wéi ech am Ufank gesot hunn: Mir däerfen net de Feeler maachen, déi sanitär Kris am Schiet vun der Ukrain-Kris an der Energiekris auszeblenden, mee mir mussen eis Efforte bis zum Schluss oprechterhalen. Mam Virus mussen ze liewen heescht net, ze en akzeptéieren, mee am Contraire alles ze maachen, datt mer en iwwer kuerz oder méi laang ganz Meeschter ginn.

Et bleift mer just, zum Schluss all deene Merci ze soen, déi un dësem Text matgeschafft hunn, an Iech merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Max Hengel.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säin x-te Rapport. Ech hoffe fir eis all, datt ech ni esou oft muss zum Covid schwätze wéi de Kolleeg Mars Di Bartolomeo.

Ech maachen et ganz kuerz, de Mars hat e bëssen iwwerzunn, en hat eng Punktlandung prophezeit, et war awer e bësse méi laang. D'Mesuren huet en awer am Detail virgestallt. Duerfir e grousse Merci, och fir d'Aarbechten an der Kommissioun. A mir si mat deenen Erliichterungen als CSV, déi zu dësem Moment richteg sinn a wou mer hoffen, datt mer net nach eng Kéier mussen drop zréckkommen, averstanen. Duerfir ginn ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, virop dem Rapporter e grousse Merci fir säi Rapport.

Am Summer huet d'Chamber déi meescht sanitär Mesuren am Kampf géint de Covid-19 opgehuewen. D'Droe vun enger Mask ass, ofgesi vun de Spideeler esouwéi den Alters- an de Fleegeheimer, net méi obligatoresch. Fir un Eventer deelzehuelen, brauch ee kee CovidCheck méi virzeweisen. An esou konnte mer alleguerten u grousse Manifestatiounen am Summer deelhuelen, notamment zum Beispill un der Schueberfouer.

Mir hunn de Virus als Deel vun enger neier Normalitéit akzeptéiert. Am Alldag kéint een heiansdo bal vergiessen, dass de Virus nach present ass, wären net déi klammend Infektiounszuelen, déi sech wärend de leschte Wochen awer nees bemierkbar gemaach hunn – de Moien hunn ech um Radio héieren, mir hätten 28 Leit am Spidol, 5 dorënner op Intensivstatioun.

Den neie Gesetzestext proposéiert zu dësem Zäitpunkt keng Verschäerfung vun de Mesuren. D'Isolatiounszäit, wann ee sech ugestach huet, gëtt weider bäibehalen. Meng Fraktioun begréisst awer, dass d'Durée vu siwen op véier Deeg erofgeet. Dat mécht et, mengen ech, ville Betriber och méi einfach mat den Disponibilitéite vun hirem Personal.

Mir däerfen net vergiessen, dass vill Secteuren awer gehemmt sinn, wa mer vill Leit an der Isolatioun hunn, an dass et Secteure gëtt, déi en akute Personalmangel hunn, virop d'Horeca, wou 1.500 Leit feelen. A genau dëse Secteure kënnt dës Reduktioun vun der Isolatiounszäit, mengen ech, entgéint.

Här President, ech mengen, et war eis alleguerte bewosst, dass am Hierscht d'Erkältungssaison nees géif lassgoen, an och, dass de Sars-CoV-2, de Coronavirus, sech erëm méi géif verbreeden. Domadder musse mer léieren ëmzegoen.

D'Maskeflicht gëtt an dësem Gesetz net erëm agefouert, mee et steet awer jiddwerengem fräi, an ech mengen, dass dat e Geste utile ass, d'Mask ze droen. Ech denken do haaptsächlech drun, wann ee mam Bus fiert respektiv an engem Zuch sëtzt, wou ganz, ganz vill Leit op enkem Raum beienee sinn. Dann ass dat mat Sécherheet net vu Muttwëll.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An och d'heefegt Hännwäschen, mengen ech, hëlleft eis an dëser Situatioun weider. Dat Wichtegst ass a bleift awer, dass mer eis sollen impfe loossen.

Genau wéi bei der Gripp solle virop déi vulnerabel Leit op d'Impfung zréckgräifen an den zweete Rappel fir d'Leit ab 60 wäert dofir verstäerkt promouvéiert ginn.

Mir wëssen net, wéi eng weider Variant eis dëse Wanter erwaart. All weider Protektioun kann en ausschlaggeebenden Ënnerscheed maachen, wann nees eng méi ustiechend Variant ënnerwee ass. An zu Lëtzebuerg si mer an der glécklecher Situatioun, dass mer genuch Impfstoff disponibel hunn. Vun dëser Offer sollt dowéinst am eegenen Interêt an och am Interêt vun de Matmënsche profitéiert ginn.

Och dem Personal an eise Spideeler, Alters- a Fleegeheimer wier gehollef, wann eist Land bei de Rappeller en héijen Impftaux géif erreechen, well nëmmen esou stelle mer sécher, dass d'Hospitalisatioune weider niddreg bleiwen.

Heimadder ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée, nee, pardon, den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Virop: Ech gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem neie Covidgesetz. An ech soen dann och dem Rapporter villmools Merci fir säi gudde Rapport an och seng Aarbecht als President vun der Santéskommissioun, fir dat alles gutt virbereet ze hunn.

Ech schléisse mech dem Rapporter och gären un, wann e seet, mir dierften de Covid elo net vergiessen. A bei all deem anere Misär, dee mer am Moment alleguerten hunn, deen an der Welt ass, däerfe mer deen dote Problem op alle Fall net vergiessen. Well wéi de Gilles Baum et richtegerweis gesot huet: Muer kéint eng nei Variant kommen, déi vläicht erëm e bësse méi krank mécht oder déi vläicht eisen Immunschutz e bësselche besser kann ëmgoen, an da si mer erëm forcéiert ze agéieren.

Dofir, och do ginn ech dem Gilles Recht, wann e seet: Mir hu keng Maskeflicht méi iwwerall, dat heescht awer net, dass et verbueden ass, dorëmmer eng Mask unzedinn, zemools do, wou et Sënn mécht. Wann een zu vill openeen ass, och nach bannenan, mécht dat absolutt Sënn.

Duerfir hoffe mer, dass mer an deenen nächste Méint gutt derduerchkommen, dass net ze vill Leit krank ginn an dass eis alleguerten déi Zenarie mat neie Varianten erspuert bleiwen. Op alle Fall gesi mer elo: Dat Gesetz hei ass déi richteg Äntwert zum richtegen Zäitpunkt op de Covid.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Yves Cruchten. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Natierlech fënnt dëse Projet de loi och d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun, well en der aktueller Situatioun am Beräich vun den Infektiounen natierlech gerecht gëtt. D'Haaptännerung besteet jo doran, dass mer d'Quarantän vu siwen Deeg op véier reduzéieren an de Betraffenen dann och e gewëssene Choix loossen, wat d'Plaz vun der Quarantän ugeet.

Vu datt d'Infektiounen zurzäit zimmlech harmlos verlafen an de Moment keng akut Iwwerbelaaschtung

vun de Spideeler usteet oder ze fäerten ass, ass dat natierlech eng richteg Decisioun, déi eis Zoustëmmung fënnt.

Datt d'Maskeflicht an de Spideeler an an den Alterstrukturen oprechterhale bleift, ass allerdéngs sënnvoll op där anerer Säit, well déi méi vulnerabel Mënschen natierlech weiderhi geschützt musse ginn, ouni datt d'Recht op Besuch a Fro gestallt däerf ginn.

Wann ee sech dann awer déi steigend Infektiounszuele queesch duerch d'Gesellschaft ukuckt, da wier et effektiv net vu Muttwëll, en Appell ze lancéieren, fräiwëlleg op Masken zréckzegräifen iwwerall do, wou vill Mënschen zesummekommen. De Gilles Baum huet drop higewisen an och eise Fraktiounskolleeg, de Marc Hansen, hat dat Theema schonn an der Santéskommissioun opgeworf. An ech denken, och do besteet Konsens.

En anere Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, op deen ech haut awer méi an den Detail wëll agoen, betrëfft déi Dispositioun, déi beim Vott vum éischte Covidgesetz am Juni 2020 hefteg contestéiert gi war. Mat dësem Projet de loi gëtt dës Dispositioun erfreelecherweis aus dem Text gestrach. Dir wësst, wat ech mengen. Ech schwätze vum Zwangsconfinement, vum Confinement forcé, deen am initialen Text vum éischte Gesetzesprojet als „hospitalisation forcée" bezeechent gi war, dëst an Uleenung un d'Zwangshospitaliséierung, déi am 1980er-Gesetz iwwert d'Santésdirektioun enthalen ass.

Op Recommandatioun vum Staatsrot war d'Hospitalisation forcée a „confinement forcé" ëmbenannt ginn, ëmfonctionéiert gi souzesoen, fir der Situatioun vun de Covidpatiente besser Rechnung ze droen. Iwwert dee Wee gouf dann och d'Recht op Recours géint dës Zwangsmoossnam an d'Covidgesetz ageschriwwen, wat ganz wichteg war, fir wierklech e bësselche méi human mat där Dispositioun ëmzegoen.

Och, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer den Zwangsconfinement haut aus dem Covidgesetz sträichen, esou ännert dat trotz allem nach näischt un der Tatsaach, datt d'Hospitalisation forcée nach ëmmer am Artikel 11 vum Gesetz iwwert d'Santésdirektioun bestoe bleift. Dës Dispositioun gesteet dem President vum Bezierksgeriicht d'Recht zou, eng Persoun géint hire Wëllen an engem Spidol ënnerzebréngen, fir net ze soen anzespären, am Fall wou se mat enger ustiechender Krankheet konfrontéiert ass, dorënner leit an duerch hir Krankheet dann och riskéiert, anerer unzestiechen, an dat an engem héije Mooss. Dëst op Basis vun enger Requête vum Santésdirekter, deen de Staatsanwalt mat engem entspriechenden Dossier saiséiere kann, deen dann déi néideg Schrëtt an d'Wee leet, fir d'Persoun an e Spidol ënnerzebréngen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, egal wéi mer et nennen, esouwuel beim Confinement forcé, deen haut aus dem Covidgesetz gestrach gëtt, wéi och bei der Hospitalisation forcée, déi, wéi gesot, am Gesetz iwwert d'Santésdirektioun bestoe bleift, handelt et sech ëm e forcéierte Fräiheetsentzuch.

Schonn am Juni 2020, ech mengen, Dir kënnt Iech all dorun erënneren, ware mer eis parteiiwwergräifend eens, datt eng Moossnam wéi d'Hospitalisation forcée net an eng modern an human Legislatioun gehéiert. Esou eng Moossnam ass weeder konform zu eiser Verfassung nach zum Artikel 5 vun der internationaler Konventioun vun de Mënscherechter. An déi Mënscherechtskonventioun, déi jo nach iwwer eiser Verfassung steet, schreift explizitt vir, datt all Fräiheetsentzuch gewësse Garantië muss enthalen, déi am Fall vun der Hospitalisation forcée awer net existéieren. Dës Garantië si geduecht, fir Abusen ze verhënneren an en humanen Ëmgang mat all de Mënschen ze garantéieren, wuel wëssend, datt d'Fräiheet d'Reegel muss sinn an d'Restriktioun d'Exceptioun.

Politesch relevant ass an deem Kontext, datt déi ganz ëmstridden Zwangsmoossnam vun der Hospitalisation forcée op engem verstëbsten Text vun 1952 berout, dee vu senger Ausriichtung hier nach ëmmer Bestand huet, esou wéi ech et erkläert hunn, an nach ëmmer applikabel ass. En ass awer bis op eng eenzeg Ausnam zanter 1980 net applizéiert ginn an dat ass berouegend.

Allerdéngs däerf et net heeschen, dass mer eis an Zukunft iwwert déi fundamental Fro ronderëm d'Zwangsaweisung an e Spidol däerfen ewechsetzen. A genee aus deem Grond hu mer den 22. Juni 2020 beim Vott vum éischte Covidgesetz eng Motioun an der Chamber gestëmmt, an där d'Regierung opgefuerdert ginn ass, d'Gesetz iwwert d'Santésdirektioun kuerzfristeg ze reforméieren, notamment wat den Artikel 11 iwwert d'Hospitalisation forcée ugeet.

Ech zitéieren d'Regierungsspriecherin: „Mir mussen dës onkonventionell Dispositioun aus eiser Legislatioun erauskréien!", war deemools de Wording. An dowéinst wéilt ech Iech froen, Madamm Minister, wou d'Reform vum 1980er-Gesetz konkreet drun ass a wéini mir mam Depot vun engem entspriechende Projet de loi kënne rechnen. Mir zéien do all um selwechte Fuedem an dofir, mengen ech, ass et am Interesse vun eis all, op deem Wee weiderzekommen.

Eréischt wann human Moossname wéi Therapien, Informatioun, Responsabiliséierung an Opbaue vu Vertraue géintiiwwer den Autoritéiten net gräifen, kënne koerzitiv oder invasiv Moossnamen an d'A gefaasst ginn, natierlech ënnert der Konditioun, datt se noutwendeg, proportionell a justifizéiert sinn. Quitte datt de Confinement forcé haut, wéi gesot, berechtegterweis aus dem Covidgesetz gestrach gëtt, esou muss och am Gesetz iwwert d'Santésdirektioun derfir gesuergt ginn, ...

(Interruption par la présidence)

... datt d'Mënscherechter an en humanen Ëmgang mat de Patiente garantéiert ginn.

Aus deem Grond ënnerstëtze mer natierlech net nëmmen dëse Projet de loi vun haut. Mir ënnerstëtzen och all weidere Schrëtt, deen Dir ënnerhuelt, fir de Prinzippie vun der Mënscherechtskommissioun an eiser Gesetzgeebung Rechnung ze droen.

An dofir wäre mer frou, wann déi Reform dann och nach gläich géif ugekënnegt ginn. Un engem Rapporteur, engem äifrege Rapporteur wäert et ganz sécher net scheiteren. An dofir wéilt ech him net nëmme fir dëse Projet de loi fir säi Rapport Merci soen, mee an Zukunft wäert ech Iech och nach fir vill aner Rapporte Merci soen, déi Der hei presentéiert, a vläicht och bei der Reform vun der Santésdirektioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Josée Lorsché. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, heimat wéilt ech da fir dës Sessioun dem Här Mars Di Bartolomeo fir säin ausgezeechente Rapport iwwert de Covid offiziell Merci soen. An ech mengen, en hätt en och domadder offiziell opgemaach fir dës Sessioun. Ech hoffen, datt et säi leschte Covidrapport war fir dës Sessioun, also fir dës Period. Mir hoffen a wënschen eis dat all. Jiddefalls soe mir him Merci fir seng fläisseg a gutt Aarbecht. Och dëse Rapport ass e Schratt an déi richteg Richtung, well nees weider Restriktiounen opgehuewe ginn.

Ganz zefridden ass d'ADR awer nach net, well mir bekanntlech wëllen, datt all déi Restriktiounen opgehuewe ginn. Eist Zil war an ass et, datt d'Bierger nees alleguerten hir verfaassungsméisseg garantéiert Fräiheeten zréckkréien.

Dowéinst begréisse mer, datt de sougenannte „confinement forcé" elo ganz aus dem Covidgesetz erausgeholl soll ginn, genausou wéi datt d'Isolatiounsdauer am Fall vun engem positiven Test vu siwen op just véier Deeg erofgesat gëtt. Well dës Moossnamen an eis Richtung ginn, stëmmt d'ADR dësem Gesetz och zou.

Doriwwer eraus denkt d'ADR awer, datt mer aus der Vergaangenheet musse Léieren zéien an dat opschaffen, wat an der Covidkris richteg a falsch gelaf ass oder schifgelaf ass.

Mir denken, datt d'Regierung misst e festen Engagement huelen, datt et ni méi däerf sinn, datt d'Leit net däerfe schaffe goen oder net däerfen um sozialen a kulturelle Liewen deelhuelen, well se net géint de Covid geimpft sinn.Et däerf ni méi sinn, datt d'Leit musse ganz deier Tester bezuelen, fir hirer Aarbecht kënnen nozegoen.

Fir eis ass et och net akzeptabel, datt eng Impfflicht nach net ganz vum Dësch ass. Dëst huet d'Madamm Justizminister nach dee leschte Méindeg hei an der Chamber an hirer Interventioun an der Petitiounskommissioun méi wéi däitlech gemaach. Déi grouss Fro ass, firwat d'Regierung un enger Impfflicht festhält, déi sech a ganz Europa néierens huet kënnen duerchsetzen. Och de Staatsrot ass skeptesch a gëtt der Analys vun der ADR domadder Recht.

(Brouhaha)

Sollt d'Regierung esou e Projet de loi deposéieren, muss si mam Widderstand vun der ADR rechnen.

(Brouhaha)

Mir sinn a ware Géigner vun der Impfflicht.

Här President, d'ADR war ni géint fräiwëlleg Impfungen, mee mer verlaangen, datt dës Regierung sech seriö mat de Schied, déi duerch Covidimpfungen entstane sinn an nach ëmmer entstinn, auserneesetzt.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Mir verlaange komplett Transparenz, Éierlechkeet an Opklärung. Mir wëllen net ofwaarden. Mir hätte gär fiabel Statistiken an och d'Unerkennung vu Krankheeten duerch Impfschied. Nëmmen esou kënnen d'Leit d'Vertrauen zréckkréien, dat si wéinst dem Covid verluer hunn.

Sollt et zu enger neier Well kommen, verlaange mer, datt de Schutz vun deenen eelere Leit déi Kéier konsequent a professionell organiséiert gëtt.

Här President, dann hätt ech nach eng wichteg Fro. Mir gouf zougedroen, datt et op verschiddene Plazen nees soll Covidrestriktiounen op Palliativstatioune ginn. Fir eis ass et net akzeptabel, datt Leit, déi am Stierwe leien, kee Besuch dierfen empfänken. Weess d'Madamm Ministesch, wéi d'Situatioun an de Klinicken ass? A wat sinn an deem Fall oder an deem Beräich d'Instruktioune vun der Madamm Minister?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt merci dem Rapporter fir säin x-te Rapport zu dësem Covidgesetz an och all den

Deputéierten an der Ministesch natierlech fir dee laangen Otem an dësem Dossier.

Mir begréissen natierlech d'Lackerungen, esou wéi mer all d'Lackerunge vum Covidgesetz bis elo begréisst hunn. A mir begréissen, wéi den Här Di Bartolomeo et gesot huet, awer och dat, wat en place bleift, an zwar spezifesch d'Masken an de Spideeler an do, wou vulnerabel Leit sinn. Dat ass, mengen ech, definitiv richteg an och allgemeng en Zeeche vun der Zäit, vum Hierscht, wou effektiv vill Grippevirusse ronderëmginn. Dofir, mengen ech, ass dat scho richteg, fir dat Zeeche bäizebehalen.

Et ass effektiv esou, dass mer erëm an enger klenger Well sinn. Mee esou wéi et ausgesäit, ass schonn erëm bal de Pic vun der Well ukomm. Dofir mengen ech, dat heite Gesetz reflektéiert effektiv ganz gutt déi Situatioun, an där mer sinn, also eng relativ Stabiliséierung vun den Zuelen.

Mir bleiwen nawell op enger gewëssener Skepsis an op enger Rei Froe sëtzen an et hannerléisst awer och bei eis e batteren Nogeschmaach, dat ganzt Covidgesetz, wou jo awer vill Hin an Hier war, mat deem mir och net averstane waren, wou eiser Meenung no och villes dra war, wat zum Deel gottseidank elo schonn net méi dran ass, wéi zum Beispill en 2G. Also, mir mengen nach ëmmer, dass villes do net néideg gewiescht wier. An och wann haut nach Labberunge gestëmmt ginn, mengen ech, ass et wichteg, drun ze erënneren, dass do villes geschitt ass, wat warscheinlech net néideg gewiescht wier.

Well wie seet dann, dass mer bei enger nächster Pandemie net erëm an esou Derivë fueren? Ech géif et mat der CCDH soen, mat der Mënscherechtskommissioun: All Moossnam muss wëssenschaftlech ënnermauert sinn! An dat war net ëmmer de Fall bei dëse Mesuren. An och bei dëser Lackerung vu siwen op véier Deeg bei der Isolatioun ass, wéi d'CCDH schreift, net ganz kloer wëssenschaftlech beluecht, wéi dës Lockerung beluecht ass.

Mir gesinn also, dass eise Gesondheetssystem? elo no der Pandemie net gestäerkt ass an och net méi resilient aus dëser Pandemie erauskënnt. Déi grouss Fro, déi mir eis trotzdeem haut stellen, ass: Wéi steet eise Gesondheetssystem do no dëser Pandemie? Si ass net wierklech eriwwer, dat däerf een natierlech och net esou vermëttelen. An awer gesi mir, dass eise Gesondheetssystem net onbedéngt méi resilient an net méi nohalteg an net méi gestäerkt aus dëser Pandemie erausgeet.

De Moien nach huet d'Presidentin vun der ANIL, vun der Infirmièresassociatioun, dat an engem Interview gesot an un den Zäitdrock erënnert, déi emotional Belaaschtung an de Frust, dee beim Gesondheetspersonal besteet, deen och zum groussen Deel natierlech mat der Belaaschtung vun der Covidpandemie koum, mee deen awer och zum Deel koum duerch dee ganzen Drock, dee mat der Impfflichtdiskussioun koum.

Erënnere mer drun, dass awer och dat ganzt Gesondheetspersonal e bëssen ënner Beschoss stoung, wéi dervunner rieds goung, eng Impfflicht bei dem Gesondheetspersonal eeben obligatoresch ze maachen. An dat huet bei hinnen, mengen ech, och zum Deel fir schlecht Stëmmung gesuergt a fir Frust an eng emotional Belaaschtung. Och dat muss ee gesinn. A mir mengen och, dass déi ganz Impfflichtdiskussioun do net gehollef huet, mee am Géigendeel éischter och vill futti gemaach huet.

Duerfir géif ech och d'Fuerderung vun der Madamm Hanff, der Presidentin vun der ANIL, hei gäre widderhuelen, an zwar, eng Strategie bei der Formatioun vun de Gesondheetsberuffer an d'Weeër ze leede mat kloren Delaien. Dat riicht sech zwar elo net onbedéngt un d'Gesondheetsministesch, mee si ass jo awer Member vun der Regierung an héiert sécherlech dës Fuerderung och en vue vun engem méi resilienten onofhängege Gesondheetssystem, fir eng kloer Strategie ze hunn, wéi mer eis Gesondheetsberuffler forméieren a mat wéi engen Delaie mer wéi vill Leit wëlle forméiert hunn.

Dat muss eiser Meenung no eng ganz kloer Prioritéit sinn. Nieft dem Logement, soe mir ganz kloer, muss dat doten eng absolutt Prioritéit vun dëser Regierung – a vun deene kommende Regierungen natierlech – sinn.

Da géif ech och gären eis Fuerderung no engem Pandemiegesetz widderhuelen. Dat hu mir hei éfters gesot. Mir mengen, och dat géif eis méi resilient opstelle fir d'Zukunft, wann nach eng Kéier géif eng Pandemie op eis duerkommen. Dat kënne mer jo och, mengen ech, net ausschléissen. Mir mengen, dass dat eis géif besser opstellen, fir net erëm ëmmer nëmme kuerzfristeg Mesuren ze huelen, mee fir méi kloer, kohärent an nohalteg ze fueren.

Mir mengen, dass esou e Pandemiegesetz definitiv méi ubruecht wär wéi en Impfflichtgesetz, well d'Impfflichtgesetz ganz kloer méi d'Responsabilitéit op den Eenzelne leet, woubäi e Pandemiegesetz éischter d'Planung vun engem Staat viraussetzt.

Da géif ech der Ministesch just nach eng Fro mat op de Wee ginn, an zwar déi vun de Medikamenter, déi jo säit dësem Joer do si fir déi Coviderkrankten, ob si eis do schonn iergendeppes ka mat op de Wee gi vun Donnéeën, déi si huet, wéi dës Medikamenter wierken, wat den Impakt dovunner ass op d'Spideeler, op d'Statiounen an de Spideeler. Ech mengen, dovunner hate mer e puermol geschwat, dass een dat misst evaluéieren. Dat wär net oninteressant, dozou méi Informatiounen ze kréien.

An domadder géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Mars Di Bartolomeo fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir Piraten begréissen déi Lackerungen, déi elo kommen. An eise Message ass awer och ganz kloer: Mir kënnen nëmmen an där Fräiheet weiderliewen, wann een impfe geet, wann ee sech de Booster siche geet fir de Wanter. A mir sinn och dofir frou, dass de Booster elo opgemaach ginn ass fir jiddereen. A mir kënne just soen: Impfe wierkt! Gitt Iech impfen, da kënne mer weiderhin an der Fräiheet liewen! An zum Projet gi mer och eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Virop och e repetéierte grousse Merci un de Mars Di Bartolomeo fir deen ausféierleche Rapport iwwert d'Gesetz an och iwwer generell Situatioune ronderëm Covid hei zu Lëtzebuerg.

Et ass richteg gesot ginn: Mir sinn an enger Observatiounsphas zu dësem Zäitpunkt mat enger staarker Presenz nach ëmmer vun engem Variant Omikron, deen eis net allze vill Suergen däerft maachen. Ech wëll net soe „keng Suergen", mee soulaang mer deen als Dominant hunn, si mer an enger Situatioun, wou mer als Gesellschaft e gudden Immunitéitsniveau erreecht hunn an eis och laut de Projektioune vun den Experten kënnen drop astellen, dass mer a priori keen ze vill beonrouegenden Ustig an eise Spideeler wäerten hunn.

Et muss een awer an de Raum setzen, dass zanter Juli en neie Variant observéiert ass, de BA.2.75.2, vun deem nach net vill gewosst ass. Bon, e schéngt sech net ze verbreeden, da loosse mer optimistesch bleiwen, dass dat eis vum Hals bleift. Mee ceci dit ass et net, fir onvirsiichteg ze ginn. Et muss ee weider observéieren, sur ses gardes bleiwen, well mir sinn nach net eraus.

Wat mer elo gemaach hunn, ass wierklech nach, déi lescht Mesuren, déi mer hunn, liicht ze allegéieren. D'Isolatioun ass generell erofgesat gi vu siwen op véier Deeg. Dat bedeit awer net, dass Leit, déi sech zu deem Zäitpunkt nach ëmmer krank spieren, erëm misste schaffe goen. Wa se krank sinn, solle se selbstverständlech Kontakt mat hirem Dokter ophuelen an da switcht dat eriwwer an …

(Interruption)

… an e ganz normale Krankeschäin. Dat ass och dat, wat mer recommandéieren. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck. Mee d'Normalitéit, soe mer elo mol esou, vum Isolement ass liicht erofgesat ginn.

Dann och déi spezifesch Mesure fir de Placement, de Confinement forcé huele mer eraus. Do gesi mer zu dësem Zäitpunkt keng Ursaach méi derfir. Mir hunn net méi déi Situatioun wéi am Ufank vun der Pandemie, wou en Héichustiechenden eeben e grousse Risiko géif duerstelle fir eng Populatioun, déi absolutt net geschützt war zu deem Zäitpunkt, deen an deem Mooss net méi ginn ass.

Ech huele mat op de Wee, dass e Wonsch do ass, déi generell Modifikatioun vun eisem Direktiounsgesetz unzegoen. Ech wäert derfir suergen, dass mer en Aarbechtsgrupp, selbstverständlech zesumme mam Justizministère, op d'Bee wäerte setzen. Dat gëtt, denken ech, méi ausgibeg Diskussiounen.

Ech géif awer och gären dorun erënneren, dass mer kee rechtsfräie Raum hunn. Contrairement zu villen anere Länner ass deen Text, deen de base an eisem Direktiounsgesetz steet, dach scho relativ fortschrëttlech gewiescht an deem Sënn, dass en d'Justizautoritéite mat abënnt. Dat ass nach laang net an all europäeschem Land de Fall, obwuel se alleguerte Signataire vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun sinn.

An et ass och e Recours virgesinn, dat ass Droit commun hei zu Lëtzebuerg. An ech kann Iech aus eegener Erfarung soen, dass et an esou engem Fall, där mer effektiv keen haten déi ganzen Zäit, zu engem ganz schnelle Referé kënnt. Eis Geriichter si ganz sensibel dofir. An och wa keen Delai vun engem Dag oder zwee Deeg am Gesetz steet, ass dat awer d'Praxis, dass, wa Leit hirer Fräiheet beraubt sinn, d'Riichteren och hiert Bescht maachen, fir da ganz schnell ze agéieren. Dat heescht, dat ass u sech eisen Droit commun, mee mir kënne gären dorobber schaffen.

Mir hunn, wéi Der wësst, ganz vill Projeten hei am Haus, wou eng gewëssen Urgence ass, déi déi honorabel Deputéierten och wëlle gesi weidergoen. Asoufern ass dat doten ee vu ville bei eis op der Lëscht.

Ech wëll drun erënneren: An der Kommissioun hate mer eng Kéier den Dokter Schmit present, dee gesot huet, dass hie just vun engem eenzege Fall an deene leschten 20, 30 Joer Kenntnis huet. Dat war ee ganz héich ustiechende Mënsch mat Tuberkulos, deen

äusserst aggressiv war. Do huet missen op esou eng Mesure zréckgegraff ginn. Mee dat ass absolutt net d'Normalitéit hei am Land. Dat ass absolutt net de Fall. Hei geet et drëms, sech eebe preventiv da juristesch esou opzestellen, wéi dat als zäitgeméiss empfonnt gëtt.

De Contacttracing géif ech och betounen, dass mer deen zréckfueren. Dat ass e ganz opwennege Service, deen natierlech och vill vun eise Ressourcen am Ministère an an der Direktioun mobiliséiert, déi mer op aneren Dossiere brauchen, fir do weiderzekommen. Mir maachen awer net kee Contacttracing, mee mir maachen deen nach spezifesch. Zum Beispill wa Clustere wären an Altersheemer oder esou, da gëtt dat aktivéiert. Dat ass ganz wichteg.

Ech géif och op dëser Plaz gären e grousse Merci ausschwätze fir all déi Leit, déi elo iwwer mëttlerweil Joren do matgeschafft hunn. Dat si vill Efforten. Mir hunn ni ee gezwongen, dat ze maachen. Dat berout op vill Fräiwëllegkeet. Och wann et remuneréiert war, ass dat en Asaz, deen awer e grousse Merci a Respekt verdéngt.

Weiderhi bleiwe mer virsiichteg. Et ass scho gesot ginn: D'Geste-barrièrë bleiwen nach just, just do en place, wou eebe geschafft gëtt ronderëm Leit, déi dans un sens méi vulnerabel sinn an och esou, egal, wéi d'Situatioun generell ass, ëmmer méi ufälleg wäerte bleiwe fir esou e Virus. Dat ass an de Spideeler, an den Alters- a Fleegeheemer an och an de Reseauen. Mir denken, dass dat elo am Hierscht nach eng gutt Virsiichtsmoossnam ass, fir dës Leit awer maximal ze schützen an esou de Risiko vu schwéieren Erkrankungen nach maximal kënnen ze drosselen.

Weiderhi bleiwe selbstverständlech sämtlech Recommandatioune vun der Gesondheetsdirektioun en place. Ech géif nach eng Kéier un déi erënneren, wann Der erlaabt. Dat ass: Wann ee Symptomer huet um Niveau vun den Otemweeinfektiounen, recommandéiere mer de Leit doheemzebleiwen, e Schnelltest ze maache fir ofzechecken, ob dat Covid ass oder net, an dann eeben och, wa méiglech, wann déi Symptomer unhalen, op Teleconsultatioun zréckzegräifen. Do sinn déi Tariffer bäibehale ginn. Dat ass alles verlängert ginn. Dat ass ëmmer nach dat Sécherst.

Bei engem positive Schnelltest bleift dann och weiderhin eis Plattform aktivéiert, déi, wann dat een interesséiert, aktivéiert bleift, ...

(Interruption)

... jo, ech weess, mee et ass egal, ...

(Interruption)

... déi aktivéiert bleift, wou een dann och kann automatesch seng Ordonnance kréien. Ech weess net, wat esou witzeg drun ass, mee et sief. Voilà.

Weiderhin gëtt dann och, wéi et schonn ugeschwat ginn ass, vun eiser Säit natierlech d'Droe vu Maske recommandéiert, wa grousse Mënschenundrang ass. Et steet natierlech jiddwerengem fräi, fir sech ze decidéieren, wéi staark e sech wëll schützen, mee dat ass eppes, wat een an Hierschtzäiten, wou de Virus dach awer staark zirkuléiert, nëmme ka recommandéieren.

Dann och nach ëmmer d'Recommandatioun, wann ee vulnerabel Persoune besicht, déi méi ufälleg sinn, fir dann am Viraus vläicht e Schnelltest ze maachen. Och dat ass eng Recommandatioun vun eiser Säit. Generell d'Handhygiène, och nach ëmmer wichteg. A gutt lëften. Generell ass dat gutt, mee natierlech grad, wann een esou Vire vun deem doten Typ huet, déi zirkuléieren, ëmsou méi wichteg. Voilà. Dat ass et en gros.

Och déi spezifesch Recommandatioune fir d'Spideeler, Alters- a Fleegeheemer bleiwe bestoen an eis Impfcampagne fuere mer selbstverständlech weider. Et ass wichteg, dass mer dodrop schaffen, dass d'Boostere gemaach ginn, dass dat aktualiséiert gëtt an dass mer nach ëmmer och nach wie vor probéieren, déi Leit, déi sech net impfe gelooss hunn, ze iwwerzeegen, obwuel dat ëmmer méi schwéier wäert ginn.

Sinn ech iwwert d'Zäit, oder ...?

Une voix | Nee, nee, ech wollt just ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee, nee.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Ech géif nach kuerz agoen op déi Fro, déi opgeworf ginn ass vun der Salariatskummer, mat dem Certificat fir Leit, déi eeben aus engem medezinnesche Grond net kënne geimpft ginn. Vu datt mir dat hei am Land net méi fuerderen an dass een et net méi brauch, brauche mer dat och an eisem Gesetz net méi verankert ze gesinn. Déi aner Länner sinn och net gebonne un déi Virschréften, déi mir hei hunn. Wann elo en anert Land esou eppes verlaangt, dann ass et un deem Land ze definéieren, wéi een Typ vu Certificat et gären hätt. An et steet natierlech all Dokter hei fräi, sengem Patient esou eng Bescheinegung ze ginn, wann en déi bräicht fir am Ausland. Mee dat huet u sech zu dësem Zäitpunkt keng Plaz méi an eisem Gesetz, vu datt et eist Gesetz reegelt, wéi et hei a Lëtzebuerg ofleeft a wat mer do unerkennen als Certificat. Voilà.

Da géif ech just nach eng lescht Remark gäre maachen. Et ass gesot ginn, et wär net alles ëmmer wëssenschaftlech hannerluecht. Dat ass absolutt richteg. Ech hätt mer gewënscht, dat wär de Fall gewiescht. Ech kann Iech just garantéieren, wa mer dorobber gewaart hätten, bis alles, wat mer gemaach hunn, wëssenschaftlech hannerluecht gewiescht wär, da wäre mer mat Vollgas an d'Mauer gaangen. Dat war keng einfach Situatioun fir keen, Decisiounen ze huelen, ouni déi dote Virlagen ze hunn. Ech mengen, et war dat Eenzegt, wat mer konnte maachen, an dat ass dat, wat eis duerch de Bësch geféiert huet.

Mir hu gesinn op ville Plazen, wat et bedeit huet, wann een ze spéit reagéiert huet. Leider hate mer dee Luxus net. Et ass esou, wéi ee sech ideal virstellt ze schaffen, mee dat war net de Fall. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gesondheetsministesch. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wollt eigentlech der Madamm Minister eng Fro stellen, Här President, wa se déi frëndlecherweis wéilt unhuelen.

Mir hate viru Kuerzem eng Auditioun am Europaparlament, déi ass och ganz vill dorëmmer zirkuléiert iwwer sozial Medien an esou weider a si ass och an aneren Zeitunge kommentéiert ginn. An do ass et u sech drëm gaangen, datt eng Vertriederin vu Pfizer gesot huet, si hätte virun der Mise an de Maart vun deem Impfstoff vu Pfizer net getest, ob e géif derzou bäidroen, fir kënnen eng weider Verbreedung vun der Infektioun ze verhënneren.

Bon, dat ass natierlech eng relativ remarkabel Ausso, well et si jo ganz vill Restriktiounen hei an och anere Länner op der Basis geholl ginn, datt ee sech soll impfe loossen, fir anerer ze schützen. Or, et gouf dozou keng Informatiounen. Dat ass emol net getest ginn, well eeben d'Mise sur le marché méi séier oder méi eng wichteg Consideratioun fir Pfizer war wéi elo zum Beispill déi aner.

Ech wollt dofir d'Madamm Minister froen: Wousst d'Regierung dat, datt eeben esou Saachen net getest gi sinn? Wousst si et vum Produkt vu Pfizer, vu Moderna, vun Johnson & Johnson, ech weess et net, vun all deene Produiten, déi op de Maart komm sinn? Hat d'Regierung Informatiounen doriwwer, datt wéinstens déi vu Pfizer, warscheinlech dann déi aner och, net getest gi sinn, ob eng Krankheet oder eng Infektioun ka virugi ginn oder net? A wa se et wousst, firwat huet d'Regierung da Restriktioune geholl, déi eigentlech perséinlech Kontakter sollen aschränken, wëssend, datt dat absolutt net getest ass a warscheinlech och net effikass ass?

Dofir wollt ech der Madamm Minister Merci soen, fir op d'Fro ze äntweren. Merci.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, ma wéi Der Iech alleguerten erënnert, ass d'Mise sur le marché vun deenen Impfstoffer an engem Schnellverfare gaangen, wat net erfonnt ginn ass fir déi hei Situatioun, mee wat gereegelt ass op europäeschem Plang. Do si verschidden Testphasen natierlech eréischt méi spéit derouléiert ginn, well een eebe justement och net kann ... Mir hätten net kënnen ëmmer déi ganz Prozedur esou derouléieren – ben „mir", dat ass eng europäesch Prozedur, mir hu jo net déi Zouloossung gemaach. Da wäre mer och vun där Pandemie iwwerrullt ginn, ier mer do derduerch gewiescht wären.

Alles, wat do virlouch un Etüden, ass absolutt transparent. An ech ginn och dervun aus, dass eis Representanten an deene Gruppen déi Dossiere kannt hunn. Mee, wéi gesot, dat sinn Zouloossungsprozeduren, déi europäesch Prozedure sinn, mat Minimalufuerderungen. Natierlech, wann een esou schnell virgeet, Dir schwätzt et un: Den Effet op d'Transmissioun, dee gesäit ee justement eréischt, wann een an engem Déploiement à plus grande échelle ass. A mir gesinn haut réckbléckend, dass dat ee ganz gudden Effet hat bei éischte Varianten, déi mer haten, mee dass deen Impfstoff haut op Omikron zum Beispill d'Transmissioun manner impaktéiert, wéi dat de Fall war bei deenen, ben, quasi guer net, jo, et ass quasi guer net effektiv. Dat, wat een haut eebe gesäit statistesch: dass et e schwéiere Verlaf statistesch gesinn awer nach extreem drosselt an de Risiko do staark vermindert ass par rapport eeben zu enger netgeimpftener Persoun.

Mee an enger éischter Phas vun der Pandemie huet een och statistesch ganz gutt gesinn, dass iwwert de Contacttracing, dee mir jo relativ gutt dokumentéiert haten, eeben zu deem Zäitpunkt och d'Transmissioun gedrosselt war. Mee esou Erfarungswäerter huet een im Nachhinein natierlech méi wéi am Virfeld.

Mee Dir hutt ganz Recht, hei sinn ... Et ass e Schnellverfare gewiescht. Do sinn net déi nämmlecht Delaie respektéiert ginn, wéi dat soss de Fall ass. An et hätt och net kënnen anescht sinn. Soss hätte mer ni kënne vum Benefiss vun deenen Impfstoffer zum richtegen Zäitpunkt profitéieren.

Et war och nach eng Fro gestallt ginn, ech mengen, vun Ärer Säit mat de Spideeler.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, entschëllegt. Jo, wann Der erlaabt, Madamm Minister, den Här Engelen hat Iech nach gefrot mat der Palliativmedezinn ...

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, et ass mer elo just agefall, wou ech e gesinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... a mat der Haltung vun der Regierung zu den Impfschied, fir do méi Transparenz ze kréien.

Merci.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, mir hu keng spezifesch Recommandatioune fir d'Visitten erausginn. Ech hunn och keng Kenntnis dovunner. Ech kann dat gären – mir hunn nach ëmmer eis wëchentlech Rendez-vousen – eng Kéier nofroen. Mee et muss een och ëmmer erëm drun erënneren, dass all Spidol natierlech eegestänneg ass a seng eege Verantwortung huet fir d'Gestioun vu sengem Haus. Dat ass eppes, wat net onbedéngt mat eis elo muss concertéiert sinn.

An déi Fro …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Transparenz bei den Impfschied a wéi déi …

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | D'Transparenz bei den Impfschied, wéi gesot, do gëtt et déi Plattform, dovunner hate mer d'leschte Kéier an der Plenière rieds, wou alles gemellt gëtt vun den Dokteren, wat zäitlech an engem Zesummenhang steet mat enger Impfung. Da gëtt dat an Europa geschéckt, fir analyséiert ze ginn.

Mir hunn nach keng Plaintë virleien zu dësem Zäitpunkt, op alle Fall net virun zwee Deeg, wou ech hei stoung. Dat hunn ech elo haut net extra nach eng Kéier nogefrot, mee bis elo ass nach kee Fall, dee bei eis erukomm ass a Relatioun mat engem Covidimpfstoff.

Mir hate wuel zu Lëtzebuerg schonn Impfschiedfäll, wou och indemniséiert ginn ass. Déi sinn ofgeweckelt ginn, dat ware laang Prozeduren. Ech hu Kenntnis vun zwou, déi eréischt op en Enn komm sinn elo méi rezent, mee dat war nach net am Zesummenhang mat enger Covidimpfung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Nach eng Fro vun der Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Entschëllegt, ech hu just … Vläicht hunn ech et iwwerhéiert, meng Fro zu de Medikamenter …?

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Fir Medikamenter hu mer selbstverständlech e Monitoring, deen an de Spideeler gemaach gëtt. Déi kommen an den Asaz. Mir hunn och eng Vue dorop, wat wou erausgeet. Mee Dir musst verstoen, ech hunn dat net, ech droen dat net mat mer an d'Chamber. Mee dat sinn awer Donnéeën, déi mer hunn. Déi kënne mer Iech gäre ginn, wann dat Iech interesséiert, mee dat passt éischter vläicht da fir eng schrëftlech Ufro. Mir hu scho genau eng Vue drop, wat vu Medikamenter erausgeet a wou mer mat de Stocken dru sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8077. Den Text steet am Document parlementaire 8077[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8077 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Stéphanie Empain), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8035 – Projet de loi relative au recrutement des professionnels de la santé pour la prise en charge médicale des personnes bénéficiaires de la protection temporaire dans le contexte du conflit entre la Russie et l'Ukraine

Als nächste Punkt vum Ordre du jour steet de Projet de loi 8035 iwwert d'Astellung vum Gesondheetspersonal am Kader vun der Betreiung vun den ukrainesche Flüchtlingen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schonn néng Méint hier, datt Russland d'Ukrain ugegraff huet an et ass keen Enn en vue vun deem Krich an deem ganze Leed, deen e mat sech bréngt.

Ech si frou, datt Lëtzebuerg sech vun Ufank u solidaresch gewisen huet mat der Ukrain a mat den ukrainesche Flüchtlingen. Tëscht Mäerz a September si laut den Zuele vum Ausseministère 4.957 Demandë fir de Statut vun der Protection temporaire hei am Land agereecht ginn. Dovunner sinn déi allermeescht, 4.688 Demanden, och accordéiert ginn. De Statut temporaire, dat ass jo dee Statut, deen eeben déi Leit ufroe kënnen, déi virum Krich an der Ukrain flüchten.

Wéi Der wësst, sinn hei am Land eng Rei Strukturen opgemaach ginn, fir dës Refugiéen alleguerten ënnerkréien ze kënnen. Déi Prise en charge huet eng ganz Rei vun Aspekter, dorënner natierlech och déi medezinnesch Prise en charge. An do kënnt elo dëse Projet de loi an d'Spill.

Fir eng adaptéiert medezinnesch Offer fir all dës Leit kënnen unzebidden, muss an engem relativ kuerzen Zäitraum méi Gesondheetspersonal kënnen agestallt ginn. Fir datt dat elo séier ka goen, proposéiert dësen Text, op d'Réserve sanitaire zréckzegräifen. Esou eng Réserve sanitaire ass jo am Kader vun der Bekämpfung vun der Covidkris an d'Liewe geruff ginn. Op déi Manéier konnte Leit agestallt ginn, déi zum Beispill an den Impfzentere geschafft hunn an och nach ëmmer schaffen.

Technesch gesinn ass dës Réserve sanitaire mam Covidgesetz jo schonn agefouert ginn, mee well d'Covidgesetz sech awer nëmmen op d'Pandemiebekämpfung bezitt, muss fir d'Behandlung vun de Flüchtlingen aus der Ukrain eeben en neit Gesetz gestëmmt ginn, an dat ass deen Text, deen Iech haut virläit.

Konkreet geet et drëm, eng Derogatioun anzeféiere fir d'Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert de Regimm an d'Indemnitéite beim Staat, dëst fir Leit, déi als Gesondheetsberuffler täteg sinn, fir eng bestëmmten Zäitdauer onkomplizéiert astellen ze kënnen. Dat heescht, et geet dowéinst duer, datt déi Leit hir Autorisation d'exercer virweise kënnen.

Wéi gesot, et gouf sech bei deem ganzen Dispositif ganz staark um Artikel 6 vum Covidgesetz inspiréiert, well dat jo ganz gutt fonctionéiert.

Dat Personal kann dann op verschiddene Plazen agesat ginn, wou et hëlleft, d'Refugiéen ze behandelen an ze guidéieren. Konkreet si véier Plaze virgesinn: de medezinnesche Posten an der SHUK um Kierchbierg, d'Maison médicale an der Stad, bei der Ligue de prévention et d'action médico-sociale a beim Guichet Unique, och an der Stad. Esou vill zum Text.

Elo zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Projet de loi ass de Membere vun der Kommissioun den 11. Oktober virgestallt ginn.

Dee selwechten Dag ass och den Avis vum Staatsrot scho gekuckt ginn. De Conseil d'État huet eis invitéiert, den Intitulé vum Gesetz ze änneren, an deem ass d'Kommissioun och nokomm.

Den 18. Oktober ass de Projet unanime vun der Kommissioun ugeholl ginn.

D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis eng Rei Froen opgeworf. Generell war et d'Kritik, datt et keng systematesch Léisung kéint sinn, just op CDDen ze setzen, fir Gesondheetspersonal anzestellen. Dat ass natierlech och guer net den Objektiv vun dësem Projet de loi. Wéi schonn am Covidgesetz ass dat hei och eng Reaktioun op eng Krisesituatioun, vun där mer jo haut net wëssen, wéi laang se dauert, well jo kee weess, wéini de Krich eriwwer ass, wéi vill Refugiéen nach kommen a wéini dass déi, déi hei sinn, vläicht nees kënnen heemgoen, wa se dat da wëllen.

De Conseil supérieur de certaines professions de santé sengersäits huet op e Mëssel an der Fiche financière vum Gesetzesprojet higewisen. Laut dem Montant, deen do ugi war, hätten d'Leit, déi an dëser Réserve sanitaire agestallt gi wieren, manner kritt wéi déi, déi an der Réserve sanitaire Covid agestallt gi sinn. An der Santéskommissioun ass eis awer versécher ginn, datt dat just e materiellen Iertum ass an datt absolutt keng Differenz gemaach gëtt tëscht deenen zwou Réserve-sanitairen, wat d'Remuneratioun vum Personal ugeet.

Erlaabt mer nach drop hinzeweisen, datt et e grousse Besoin gëtt, fir am Beräich vun der Santé mentale vun de Flüchtlingen ze hëllefen. Kee vun eis ka sech richteg virstellen, wat et heescht, seng Heemecht mussen ze verloossen aus Angscht viru feindleche Bommen, ouni ze vergiessen, datt vill Famillje jo auserneegerappt gi sinn, well zum groussen Deel d'Kanner mat Fraen, mat de Mamme geflücht sinn an d'Familljepappen hu missen dohanne bleiwen.

Deemno ass et kee Wonner, datt vill Leit ënnert engem Trauma leiden an op psychologesch Hëllef

ugewise sinn. An der Kommissioun krute mer och erkläert, datt et eng Rei Benevolle gëtt, déi sech als Iwwersetzer proposéiert hunn an dorënner iwwregens och Refugiéë selwer, déi eng vun eise Sprooche kënnen, wat et méiglech mécht, d'Sproochebarriär ze iwwerwannen, fir datt d'Prise en charge och effikass ass.

Dat néidegt Personal ass aktuell jo och disponibel, wat eng gutt Saach ass. Et geet hei drëm, elo séier an onkomplizéiert kënnen ze rekrutéieren. Duerfir dëse Projet de loi, zu deem ech no dësem mëndleche Rapport natierlech och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Francine Closener.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Rapportrice Merci soe fir dee gudden, kuerzen, op de Punkt landende mëndleche Rapport an och schréftleche Rapport.

Et ass kloer, dass mir dat esou gesinn, wéi Dir et gesitt. Erlaabt mer awer, dass ech soen, dass dëst Zréckgräifen op déi Leit vun der Réserve sanitaire, dass dat effektiv en exceptionelle Charakter behale muss. An et mécht Sënn, et elo ze maachen, well et eng exceptionell Situatioun ass, wéi et elo eng mam Covid ass.

An ech wëll dat nach widderhuelen, wat virdrun an der Diskussioun vum Här Di Bartolomeo an där ganzer Diskussioun gesot ginn ass: dass de Covid nees kann erëmkommen. An da kréie mer Enkpäss. Duerfir ass et och wichteg, parallell ..., an dat wëll ech nach eng Kéier och an dësem Kontext soen, dass et wichteg ass, dass mer am Beräich vun dem Fleegepersonal an och vun den Dokteren do Rou kréien, dass mer deen Challenge, dee mer do hu mat de Leit, mat dem Rekrutement, an och déi Challengë mat der Formatioun an esou weider, dass mer dat léisen, wa méiglech zäitno, soss riskéiert dat heiten, net méi en exceptionelle Charakter ze behalen, mee éischter en normale Charakter. An dat wier net gutt.

Nichtsdestotrotz gi mir natierlech den Accord zu dësem Projet de loi. A voilà, dat wier et, wat ech wollt soen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här Buergermeeschter. Ech mengen, et hat awer ...

(Hilarité générale)

Esou fält ee wéinstens op, wann een eppes seet! Well ech wollt net vill soen. Här President, entschëllegt; „Här President", selbstverständlech!

De Krich, deen ass jo elo schonn zënter dem 24. Februar amgaangen, wou warscheinlech kee geduecht hätt, datt en déi do Dimensioun kréich, datt en esou laang géif daueren.

A leider: Wann een d'Ëmstänn kuckt, da muss ee feststellen, datt dee Krich och nach muer net eriwwer ass, datt d'Gefor grouss ass, datt dat eis nach déi nächst Wochen a Méint wäert beschäftegen. Ech ginn elo net an den Detail an, wat d'Ursaachen dovunner sinn. Ech mengen, duerfir kréie mer elo a 14 Deeg nach eng Kéier d'Geleeënheet, fir méi am Detail driwwer ze diskutéieren. Mee et ass awer wichteg, datt mer och als Lëtzebuerg hei e Signal setzen. Ech mengen, mir hu Signaler gesat vis-à-vis vun der Ukrain um europäeschen Niveau, wou mer all Initiativ mat ënnerstëtzt hu bis elo. Mir hunn och eis Ënnerstëtzung ginn, wat zum Beispill dat militärescht Material ubelaangt. Mir hu bis elo 72 Milliounen do investéiert. An hei hu mer och elo eng Méiglechkeet, fir de Flüchtlingen aus der Ukrain entgéintzekommen. Et ass e ganz wichtegt Gesetz, et ass e ganz weesentlecht Gesetz.

Ech wëll elo kuerz dat opgräifen, wat de Kolleeg Jean-Marie Halsdorf hei gesot huet. Natierlech musse mer och do awer e gudden Equiliber fannen an der Hoffnung natierlech, datt d'Covidkris eis net méi wäert an deem Mooss beschäftegen, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war.

Wat och wichteg ass: datt ee vläicht no baussen och nach en Appel mécht un all déi Leit, déi d'Méiglechkeet hunn, an déi Reserv hei eranzekommen, datt déi sech och ugesprach fillen, fir eng Hand hei mat unzepaken.

Et ass also e wichtegt Gesetz, et ass e weesentlecht Gesetz, deem ech natierlech och selbstverständlech am Numm vun der DP eis Zoustëmmung ginn. An ech soen och der Madamm Rapportrice nach villmools Merci fir hire Rapport.

An entschëllegt nach eng Kéier, Här President!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Mir sinn hei an der Chamber an net op der Beetebuerger Gemeng. Merci villmools.

(Hilarité)

An domadder ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Jo, merci, Här President.

(Hilarité)

Ech géif dann och der Rapportrice wierklech Merci soe fir déi zwee Rapporten, dee schréftlechen an dee mëndlechen. Et ass effektiv, fannen ech, wichteg, dass mer hei schnell agéieren. Et ass och u sech eng Krisesituatioun. Mir musse kucken, dass mer en effikasse medezinneschen Encadrement vun deenen ukrainesche Flüchtlingen organiséiert kréien. Duerfir fannen ech et ganz sënnvoll a logesch, dass mer eng Struktur, déi existéiert an am Kader vun der Covidkris an d'Liewe geruff ginn ass, hei an dësem Fall eeben och notzen, fir deen Encadrement médical schnell kënnen ze organiséieren.

Et ass kloer, dass dat ëmmer soll eng Struktur sinn, déi eeben a Krisesituatioune genotzt gëtt. Ech hoffen, dass déi zwou Krisen, déi mer momentan hunn, sech net nach wäerten ze laang iwwerlappen. Voilà.

Dës Kéier hu mer ... Also, déi gréng sinn op jidde Fall mat där Approche d'accord a wäerten dann och d'Zoustëmmung gi fir dëse Projet de loi.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Marc Hansen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Francine Closener fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech ginn dann d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz. Et ass eng sënnvoll Moossnam, fir d'Réserve sanitaire ze garantéieren. Ech mengen, a Krisenzäite muss ee flexibel sinn. An heimadder hu mer dat gewisen. An ech géif domadder den Accord gi vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Francine Closener fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Jo, de Krich an der Ukrain ass eng mënschlech Katastroph. An et ass nëmme richteg, dass mer d'Krichsflüchtlingen ophuelen an hinnen all d'Méiglechkeete ginn, déi een hei am Land soll hunn. Dat ass mënschlech, dat ass gutt. An dofir wäerte mir haut och dëse Gesetzesprojet matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Vizepremier- a Gesondheetsminister, d'Madamm Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci fir d'Zoustëmmung fir dëse Projet.

Wéi gesot, et sinn exceptionell Ëmstänn, déi och exceptionell a schnell Mesurë verlaangen. Mir hu säit dem 24. Februar dëst Joer 4.755 Demandë kritt vu Leit aus der Ukrain, déi gestallt gi si fir eng Protection temporaire. An déi Leit hunn, wéi all aner Leit och, natierlech e Besoin fir eng Prise en charge um Niveau vun der Gesondheet. Mir wëlle se gären anstänneg betreien, hinnen Accès ginn zu eisem Gesondheetssystem. An da musse mer kënnen op dat néidegt medezinnescht, awer och paramedezinnescht Personal zréckgräifen.

Mir hu proposéiert, dat ganz pragmatesch ze maachen, wéi mer et mat gudden Erfarunge wärend der Kris hikritt hunn. Och do, ech hat et virdru gesot, e grousse Merci un all déi Leit, déi sech an eis Réserve sanitaire ageschriwwen hunn. Mir hunn der vill an et geet och net anescht, wéi iwwert deen heite Wee ze fueren.

Wa mer géifen den normale Wee goen, hu mer Formalitéiten, déi awer eng gewëssen Zäit huelen. Dat, wat mer hei elo verlaangen, ass wierklech just eng Kopie vun der Zouloossung zum Beruff, deen déi Persoun huet, fir awer e Minimum u Garantien ze hunn.

Zu dësem Zäitpunkt hu mer 15.600 Leit, déi an der Réserve sanitaire ageschriwwe sinn. Dat ass remarkabel. Déi sinn natierlech net alleguerten am gläiche Mooss disponibel a ginn och net an deem Mooss am Moment, Gott sei Dank, an der Kris gebraucht. Dofir denke mer, dass et eng gutt Saach ass, heirop zréckzegräifen.

Et ass scho mentionéiert ginn, dee klenge Quiproquo mat der Remuneratioun. Dat ass näischt anescht wéi eng Erreur matérielle. Et ass selbstverständlech net ugeduecht gewiescht, dass déi Leit an deem heite Kontext eng méi niddreg Remuneratioun géife kréien, wéi wa se an der Covidkris géifen aktivéiert ginn. Mir hunn och an deem Sënn eng Rektifikatioun um Niveau vun der Fiche financière scho gemaach.

Voilà, ech géif Merci soe fir den Zousproch, deen dëse Projet krut, an och e Merci un d'Rapportrice fir déi ausféierlech Beschreiwung dovunner.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8035. Den Text steet am Document parlementaire 8035[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8035 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la canicule de l'été 2022

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Hëtztwell vum Summer 2022, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet.

D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Cécile Hemmen am Numm vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, Dir Damme Minister, hu mer eis an de Kannerjoren nach driwwer gefreet, wann et am Wanter richteg kal war a mir konnte vu Chrëschtdag u mat Sécherheet Schlitt fuere goen oder awer am Summer beim gudde Wieder, spéitstens an der grousser Vakanz, all Dag an d'oppe Schwämm goen, esou sinn d'Wiederlag an och d'Meteo zanter enger Zäitchen op der Kopp. De Schnéi gëtt rar an d'Temperaturen am Summer si bal net auszehalen. Mat Genoss huet dat allerdéngs guer näischt méi ze dinn.

De Bilan climatologique vu MeteoLux kann net méi däitlech sinn. De Summer 2022 zu Lëtzebuerg war vill ze waarm, vill ze sonneg an extreem dréchen an dat als Suite vum Bilan vum Fréijoer, wou et och ze waarm war, ze sonneg an ze dréchen. Ouni elo an den Detail vun dësen antizykloneschen Anomalien anzegoen, muss een awer schlussfollgeren, dass et en historesche Summer war um Niveau vun der Sonnenastralung an awer och dem Defizit un Nidderschléi.

Et kéint ee sech nach an d'Statistiken eranäiferen, mee dat mécht d'Situatioun nodréiglech och net besser. A sollt een de Wëssenschaftler gleewen, da wäerte mer eis vu Joer zu Joer an de Rekorder vun de Meteoextreemer eropschaukelen. Déi eng an déi aner Experte versichen, Prognosen op laang Siicht ze maachen, mee och dat ännert näischt.

Alles an allem bleiwen d'Konsequenze vun enger Canicule net aus an déi Konsequenzen, déi reechen an all Domän eran. De Waassermangel wierkt sech op de Grondwaasserspigel aus, mam Risiko vu Waasserknappheet. E Buedem, deen ausdréchent, kritt Rëss, wat ënnert anerem mat sech bréngt, dass carrement Haiser beschiedegt ginn. D'Consommatioun vun Elektrizitéit hëlt onmoosseg zou duerch d'Benotze vu Ventilatoren a soss Klimaanlagen. D'Ozonwäerter ginn erop an domadder déi gesondheetlech Schied fir d'Otemweeër. An och dat ass nëmmen eng vu ganz villen Auswierkunge vun der Hëtzt op d'Gesondheet. An ech kéint déi Lëscht nach ganz laang viruféieren.

Mir mussen eis also a ville Beräicher d'Fro stellen, wéi mir eis astellen op eng Zukunft, an där d'Canicullen an och aner Wiederextreemer méi heefeg ginn. Dat ass e Constat, deen ee ganz einfach maache muss. Et ass ze spéit, fir de Klimawandel ze verhënneren, mir sinn nämlech scho matzen dran. A mir mussen eis elo adaptéieren, fir net all Joer op en Neits béis erwëscht ze ginn!

Duerch de Wuesstum ass Lëtzebuerg e Land, dat sech ganz séier entwéckelt huet a wou vill gebaut gëtt. Bauland ass knapp an esou gëtt versicht, all Parzell fir Neibauten ze notzen. D'Ëmwelt rutscht natierlech dobäi an den Hannergrond.

Déi schwéier Hëtzt hunn d'Leit dowéinst virun allem am urbane Raum ze spiere kritt. D'Sonn dréckt vun uewen erof an de waarme Makadamm straalt vun ënnen erop. Op zougebaute Plaze kënnen esou Temperature vun iwwer 50 Grad entstoen, déi iwwer Nuecht erëm am Stee gespäichert ginn.

Et fillt ee sech wéi an engem Bakuewen an et sicht een heiansdo ganz laang no Schiet. An och do ass et net wierklech kill. Well de Buedem an de Stied ëmmer méi versigelt ginn ass, feelt et u Vegetatioun, déi Waasser an och Fiichtegkeet späichert. Déi natierlech Klimaanlag, déi den urbane Raum awer ëm gutt 7 Grad kille kéint, geet doduerch verluer. E Mangel u Planzen a Beem an de Stied heescht jo och, dass et u wichtegem Schiet feelt.

De Fazit: D'Stied erhëtze sech a kënne manner gutt ofkillen. Dat féiert derzou, dass d'Hëtzt och méi séier an d'Haiser kënnt an an d'Wunnengen. An ëmmer méi Leit benotzen dofir, wéi ech et scho gesot hunn, eng kënschtlech Klimaanlag, déi allerdéngs nees no baussen Hëtzt fräigëtt an och vill Energie verbraucht, och dacks Energie, déi net nohalteg ass. An da fänkt den Däiwelskrees erëm un.

Duerfir ass et wichteg, d'Natur nees méi an eis Stied eranzeloossen. Dat ass keng Fro vun der Plaz, mee dat ass eng Fro vun der Prioritéit. Et feelt och net un Iddien, mee u konkreete Mesuren, déi séier gräifen.

Ee Beispill: Fir dass d'Virgäert nees Virgäert ginn amplaz vu Steelandschaften, kéint een de Leit zum Beispill Primme ginn, wa se hire Virgäertchen natierlech loossen. Och de sougenannte „Verticalgardening" ass eng ganz flott Approche, déi zu engem gudde Stadklima bäidréit an och eng Plus-value fir den Tourismus zum Beispill kéint sinn.

An deem Kader wier meng Fro, wéi eng Mesuren dann iwwerhaapt ënnerholl ginn, fir d'Stied besser op esou zukünfteg Hëtztwelle virzebereeden. Wéi kann iwwerhaapt séchergestallt ginn, dass iwwerall, wou nei gebaut gëtt, den Aspekt vun der Summerhëtzt géif mat berücksichtegt ginn?

D'Auswierkunge vun der Canicule op d'Natur selwer, sinn natierlech ausserhalb vum urbane Raum am allerdäitlechsten ze gesinn. Esou geet aus enger Äntwert vun der Madamm Minister op meng Question parlementaire iwwert den Zoustand vun de Bëscher ervir, dass wéinst der extreemer Dréchent de phytosanitären Zoustand vun eise Beem a Bëscher ganz schlecht ass.

Dëst Joer gouf festgestallt, dass 61,7 % dovunner Schied an der héchster Klass 2, 3, 4 opweisen. Dat ass erschreckend. All Bam, dee verschwënnt, huet en Impakt op d'Mikroklima ronderëm. Och d'Qualitéit vum Buedem geet erof. En dréchent méi séier aus a ka manner Waasser späicheren.

Engersäits erhéicht dat de Risiko fir Iwwerschwemmungen. Anerersäits féiert vill dréchene Buedem, deen net vu Beem geschützt gëtt, zur Wüstebildung.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass scho méi laang bekannt, dass d'Monokulture vun de Fichte méi schlecht wéi gutt maachen. Duerfir gëtt jo och mëttlerweil mat Nodrock versicht, vun de Monokulturen ewechzekommen a staark Mëschbëscher anzesetzen. An awer stellt sech an deem Sënn d'Fro, ob eis eenheemesch Bamzorten dem Klimawandel eigentlech kënne standhalen. Wéi eng Mesurë kéinten eventuell nach geholl ginn, fir eis Bëscher oder awer och eenzel Beem virun der nächster Dréchent ze schützen?

„Un été 2022 exceptionnel, marqué par la chaleur et la sécheresse", dat ass d'Iwwerschrëft vum Meteobulletin 2022 vun der ASTA iwwert d'Méint Juni, Juli an August. Jo, och an der Landwirtschaft ass deemno all Innovatioun wëllkomm, déi hëlleft, fir extreem Drécheperiode besser ze iwwerstoen.

Net méi spéit wéi haut de Moien hunn de Landwirtschaftsminister, den Energieminister an d'Ministesch fir Environnement en Appel d'offre lancéiert fir Pilotprojete fir d'Agri-Fotovoltaik. Baueren, déi sech Suerge maachen, dass ëmmer méi landwirtschaftlech Fläche fir aner Zwecker benotzt ginn, hu geleegentlech derfir plädéiert, keng Fotovoltaikanlagen op dësen Terrainen ze installéieren. Allerdéngs gëtt et entre-temps awer Modeller, wou Fotovoltaikanlagen esou ausgeriicht sinn, dass een op deem selwechten Terrain och Notzdéiere kann halen an dass d'Anlagen och gläichzäiteg Schiet spenden. Interessant sinn esou Projeten och am Geméisbau, wou dës Anlagen engersäits Energie produzéieren an och anerersäits Schiet spenden.

Grad am Geméisbau, wa mer schonn dobäi sinn, ass d'Waasserversuergung ëmmer e ganz groussen Theema. Et muss also och iwwer nei Méiglechkeeten nogeduecht ginn, fir Waasser ze stockéieren oder awer méi effizient ze notzen. Souwäit ech weess, gëtt et do eng Zesummenaarbecht tëschent dem Landwirtschaftsministère, dem Ekonomieministère an dem Ëmweltministère, fir no bei viabiliséierten Terrainen, wéi zum Beispill Aktivitéitszonen, Zäre kënnen optimal ze notzen, souwuel wat d'Benotze vum Reewaasser wéi och vun Energie ugeet.

Här President, et si vill Beräicher, déi betraff sinn, wann et zu Wiederextreemer kënnt, a bannent Deeg a Woche fält eng Gesellschaft reegelrecht an de Ralenti. Den Zenario 2022 huet eis et virgemaach an et ass net ausgeschloss, dass et esou weidergeet. Et

sinn och um Regierungsniveau vill Ministèren, déi zesummeschaffe mussen, fir no Léisungen ze sichen.

D'Fro ass elo: Wéi kann d'Politik déi beschtméiglechst Mesuren am Virfeld ausschaffen, fir preventiv all Eventualitéit an d'A ze faassen, dass mer gutt duerch esou Periode kommen, an dat am Sënn vum Schutz vum Mënsch, dem Erhale vun der Natur an dem Wuel vum Déier?

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Hemmen.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. An och merci dem Cécile Hemmen fir d'Ufroe vun dëser Aktualtitéitsstonn iwwert d'Hëtztwell an dësem Summer, eng Hëtztwell, déi esou staark war, dass se héchstwarscheinlech paradoxalerweis derzou gefouert huet, dass mer an der breeder Bevëlkerung eis alleguerte bewosst gi sinn, wéi staark de Klimawandel elo hei zu Lëtzebuerg ukomm ass. Héchstwarscheinlech méi staark wéi all Rieden, déi ee soss kann driwwer halen, ass d'Erliewe vun deem, wat Klimawandel bedeit, de Wee, fir dass een am stäerkste mierkt, dass et elo tatsächlech esou wäit ass.

Dee Summer, dee mer erlieft hunn, wann een d'Statistiken esou zesummefaasst, mengen ech, erlaabt leider ze soen, dass dëse leschte Summer dee wäermsten an Europa war säit mindestens 500 Joer. Et gëtt eng Graduéierung: 2010, 2018, 2021, 2022. An et ass esou wäit gaangen, dass souguer vun der Onbewunnbarkeet vu ganze Regioune muss geschwat ginn, an Europa, awer och wäit doriwwer eraus. Zum Beispill an Indien an am Pakistan war dat eng ganz, ganz wichteg Fro. Mir gesinn, dass déi Fro vun der Hëtztwell eeben net nëmmen eng ass, déi mir hei zu Lëtzebuerg an an Europa erlieft hunn, mee op der ganzer Welt.

Déi Follgen, déi sech doraus erginn, gesinn ech op zwee Niveauen. Dat eent ass de sozial-humane Beräich an dat anert ass de Beräich vun der Dréchent, déi sech doraus erginn huet.

De sozial-humane Beräich, dee stellt eis eng Rei Froen. Et ass esou, dass de Service épidémiologie et statistiques vun der Direktioun vun der Gesondheet, vum Gesondheetsministère, Statistike mécht fir ze kucken, wéi d'Stierflechkeet wärend dem Summer ass, an et gëtt zumindest de Verdacht, dass een, wann ee covidberengegt d'Stierflechkeetsrat am Summer kuckt, zum Resultat kënnt, dass et eng Iwwerstierflechkeet gëtt opgrond vun der Hëtzt.

Et wier awer natierlech interessant ze wëssen – ech weess, dass dat elo eng Fro ass, déi ech héchstwarscheinlech net un déi zwee Ministere ka stellen, déi elo hei sinn –, wéini dass dee Rapport publizéiert gëtt a wéini dass een doraus da kann déi ganz Saachen deduzéieren, ob et och hei zu Lëtzebuerg eng Iwwerstierflechkeet gouf duerch déi Hëtzt am Summer.

An dann eng aner Fro: Ech mengen, d'Kolleege vun deene Grénge hate kuerz virum Summer eng Question parlementaire gestallt iwwert de Plan canicule, wéi deen a leschter Zäit ëmgesat ginn ass a wéi e sollicitéiert ginn ass, wéi vill Leit och ugefrot hunn, dass se begleet gi wärend deene groussen Hëtztdeeg, fir dass se genuch ze drénken hunn an dass se genuch drénke wärend där Zäit. Déi Fro, déi sech elo natierlech stellt no dësem Summer, ass, ob dee Plan canicule am Summer ofgeruff ginn ass, vu wivill Leit dass deen an Usproch geholl ginn ass a wéi gutt en och fonctionéiert huet, a wat een elo och mat deem Plan canicule nach ka léieren opgrond vun deem, wat mer am Summer duerch déi grouss Hëtzt erlieft hunn.

An déi aner Fro, déi sech stellt, ass déi vun der Dréchent an och vun de Konsequenze vun der Dréchent. A bei de Konsequenze vun der Dréchent gesinn ech dräi Beräicher, déi d'Madamm Hemmen och schonn zum groussen Deel ofgedeckt huet a genannt huet, oder zwee Beräicher, déi ech hei am Kontext vun der Dréchent gesinn, nämlech déi dréche Flëss an déi dréche Felder.

Déi dréche Flëss hunn derzou gefouert, dass natierlech eng Gefor vun Iwwerschwemmungen, oder eng méi grouss Gefor vun Iwwerschwemmung, sech doraus ergëtt. Flëss, déi ausgedréchent sinn, wären dee Moment, wou et géif zu Staarkree kommen, net kapabel, dat Waasser opzefänken, dat heescht, d'Gefor vun der Iwwerschwemmung gëtt vill méi grouss.

Dann awer och déi Fro, déi sech mat ausgedréchente Flëss stellt, ass déi vun dem Drénkwaasser an den Drénkwaasserenkpäss. Mir waren am Summer, am Ufank vum Summer, hei zu Lëtzebuerg ee Moment an enger Phase de vigilance. An heiraus ergëtt sech déi Fro: Wéi gi mer domat ëm, wann nach eng Kéier eng Situatioun kënnt, wou mer an eng Phase de vigilance vum Drénkwaasser kommen? Wat hu mer fir eng Strategie zu Lëtzebuerg, fir d'Drénkwaasser ofzesécheren, fir dass mer net an eng Penurie komme vum Drénkwaasser? Muss et eng aner Anlag ginn, eng zousätzlech Anlag, fir Drénkwaasser opzebereeden?

Deen anere Beräich, dee sech aus dréchene Flëss ergëtt, ass dee vun der Biodiversitéit. Well do waren, an d'Madamm Hemmen huet et gesot, eng ganz Rei vu Beem, déi gestuerwe sinn. 61,7 % vun eise Beem sinn an engem desolaten Zoustand. An doraus ergëtt sech déi Fro, déi och scho formuléiert ginn ass: Wat fir eng Bamaarte brauche mer hei zu Lëtzebuerg, déi klimaresilient sinn, wann et zu där Hëtzt kënnt?

Do gëtt et am Kader vun der Akerbauschoul de Projet vum Klimabaumpfad, ech hunn en och entdeckt während der Klimaexpo an der Luxexpo an hu mech extra op deem Stand nach eng Kéier opgehalen, fir do e bëssen nozefroen. An dat ass elo eng Fro, déi ech och da wëll weiderginn, nämlech: Kann een aus deem Projet elo schonn eppes léieren? Wou si mer do drun, fir aus deene Projeten ze léieren, wat fir eng Beem mer hei zu Lëtzebuerg an nächster Zäit kënnen uplanzen?

Am Beräich vun den dréchene Felder ass d'Landwirtschaft an dësem Fall och erëm eng Kéier dee Beräich, deen am meeschten drënner leit. An och hei muss een e puer Froe kënne stellen. Mir wëssen zum Beispill alleguerten, dass duerch déi grouss Hëtzt net vill gewuess ass. Et war awer och de Fall, an dat, mengen ech, hu mer aus e puer Petitiounen, déi mer hei an der Chamber erakruten, och erausgelies, et war och de Fall, dass vill Béischten dobausse stounge wärend der grousser Hëtzt, déi natierlech dann der Hëtzt ausgesat waren. Ech kenne mech an der Landwirtschaft net gutt genuch aus fir ze wëssen, wat fir eng Méiglechkeeten do als Schutz gi sinn. Mee wann een do misst e Schapp opriichten, fir déi Béischte wärend der grousser Hëtzt um Feld ze schützen, ass natierlech déi Fro, déi sech stellt, déi vun de Geneemegungen, ob et do eng acceleréiert Prozedur ka ginn, fir genau déi Schäpp da séier ze assuréieren, fir dass déi Béischte geschützt sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass, mengen ech, alles scho gesot. A mir sinn eis héchstwarscheinlech och an der Beschreiwung vun de Geforen eens.

Elo bei der Adaptatioun, d'Madamm Hemmen huet et och scho kuerz ugedeit, ass et kloer: Mir mussen eis Emissiounen erofkréien, mee do si mer eis och alleguerten eens.

Bei der Adaptatioun stellt sech natierlech d'Fro: Wéi maache mer et mat der Begréngung? An der Stad Lëtzebuerg hu mer eis déi Fro gestallt. Also, wann ee moosse geet, wéi d'Temperatur ass um Asphalt par rapport zur Temperatur an der Luucht, dann huet een all Interessi, dat am Dag ze maache fir den Ënnerscheed. Awer et huet een nach méi Interessi, dat an der Nuecht ze maachen, well da mierkt een nämlech, wéi vill Hëtzt dass de Buedem späichert an dass eng Stad tatsächlech net méi ofkillt während der Nuecht, wat eigentlech eng dramatesch Saach ass.

(Interruption par la présidence)

An dat ass meng allerlescht Propositioun, déi ech och der Madamm Ministesch wëll matginn: Zu Paräis gëtt et e Plang, dee weist déi Plazen aus, wou et kill ass wärend de groussen Hëtztdeeg. Ass dat net eng Iddi, dat och hei zu Lëtzebuerg ze maachen?

An domat soen ech Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Galles. An nächsten ageschriwwenen ...

(Interruption)

D'Madamm Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Wann Der erlaabt, géif ech just wëllen dem Här Galles eng kleng Informatioun mat op de Wee ginn, well en d'éinescht vun der Mortalitéit geschwat huet. Ech wollt dem Här Galles soen, dass eng QP de Moment bei eiser Ministesch vun der Santé ass, wou ech genee déi do Thematik ugeschwat hunn: d'Surmortalitéit, d'Mortalitéit, d'Malaisen, d'Urgencen; alles, wat sech op de gesondheetlechen Aspekt bezitt, eebe just am Kader vun dëser Canicule. Dofir sinn ech a mengem Exposé hei och net ze vill an deen Domän eragaangen.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci fir d'Prezisioun. Dann huet elo direkt den Här Max Hahn d'Wuert. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Vun de leschte fënnef Joer hate mer der véier mat engem aussergewéinlech waarmen an dréchene Summer. Dat eenzegt Joer, wou dat net de Fall war, dat war 2021, also d'lescht Joer. 2021 hate mer allerdéngs e Joerhonnerthéichwaasser, dat vill Plazen am Land ganz haart getraff huet.

De Klimawandel ass zu Lëtzebuerg ukomm. Et gëtt keen, deen dat nach bestreide kann. Am Rescht vun Europa an an der ganzer Welt hu mer dat selwecht Bild op ville Plazen, déi souguer nach deelweis vill, vill méi schlëmm getraff sinn.

Mir mussen eis Efforten, fir de Klimawandel ze stoppen, also nach däitlech verstäerken. Dat steet ausser Fro. De Premier huet eng Rei Annoncen a senger Ried zur Lag vun der Natioun gemaach. An déi nächst Woch wäerte mer och iwwert d'Propositioune vum Klima-Biergerrot hei an der Chamber diskutéieren.

Donieft steet awer geneesou ausser Fro, dass mer och musse léieren, mat de Konsequenze vum Klimawandel ze liewen. Mir wëssen, dass esou Hëtztwellen an Dréchente méi reegelméisseg wäerten optrieden. Domat musse mer an Zukunft léieren ze liewen.

Dowéinst brauche mer eng Adaptatiounsstrategie mat konkreete Mesuren, fir eist Land, eis Dierfer an eis Stied méi resilient ze maachen. Wa mer gären hätten, dass et sech an deenen nächste Joren och weiderhi gutt an eisen Uertschafte liewe léisst, dann ass d'Saach u sech relativ einfach: Steewüüsten evitéieren a méi Grénge planzen!

Et ass kee Geheimnis, dass Planzen hëllefen, am Summer d'Temperaturen erofzekréien a méi en agreabele Klima ze schafen. A Länner, déi nach vill méi staark mat der Hëtzt ze kämpfen hunn, déi hunn dat scho laang verstan. Zu Madrid planze se zum Beispill eng gréng Mauer ronderëm d'Stad, eng hallef Millioun nei Beem op enger Längt vu 75 Kilometer, fir d'Stad am Summer ofzekillen. Dat Einfachst ass also, Beem ze planzen iwwerall do, wou et méiglech ass, op oppene Plazen, laanscht d'Stroossen an a Wunngebidder.

Mee d'Begréngung limitéiert sech net eleng op d'Beemplanzen. Ech denken hei un d'Diecher a souguer un d'Fassaden, wou et flott Méiglechkeete gëtt, fir Grénge ze planzen. Stéchwuert „vertikal Gäert" oder, an engem méi breede Sënn, „Urbangardening".

Här President, d'Regierung huet mam Naturpakt en Instrument an d'Liewe geruff, fir d'Gemengen derzou ze beweegen, hir Uertschafte méi nohalteg an ëmweltfrëndlech ze gestalten, fir d'Biodiversitéit ze förderen an och Moossnamen ze ënnerstëtzen, déi hëllefen, eis Liewensraim den Auswierkunge vum Klimawandel unzepassen.

D'Fro, déi sech stellt, ass natierlech, wéi effikass dëst Instrument ass, ob et duergeet oder ob mer awer nach méi séier mussen handelen.

D'Regierung huet och en Aktiounsplang zur Upassung un de Klimawandel ausgeschafft fir d'Period vun 2018 bis 2023. Vläicht eng kleng Fro: Wéi e Progrès ass bis dato hei gemaach ginn? Ginn déi proposéiert Mesuren duer? Oder misst een deen Aktiounsplang eventuell och iwwerschaffen? D'Madamm Ministesch kann eis sécher heirobber Äntwerte ginn.

Ech wëll nach op ee Punkt agoen, wou ech der Meenung sinn, dass op alle Fall nach vill Loft no uewen ass: Wa mer engersäits mat laangen Drécheperiode konfrontéiert sinn, déi eise Grondwaasserpeegel belaaschten a wou mer geschwënn all Summer mussen eng Phase de vigilance beim Drénkwaasser ausrufen, a wa mer anerersäits awer Phasen hunn, wou et net méi ophält mat reenen, wa mer Iwwerschwemmungen a Rekordhéichwaasseren hunn, da misste mer dach kucken, wéi mer dat Waasser, dat deen ee Moment ze vill do ass, deen anere Moment, wou Waasser feelt, da kënnen notzen!

Et gëtt haut schonn e Subsid, wann een e Reewaassertank bei sech doheem installéiert an d'Reewaasser notzt, fir zum Beispill och d'Toilette dermat ze spullen oder de Gaart ze nätzen oder och nach d'Wäschmaschinn dermat ze bedreiwen. Et kann ee sech allerdéngs froen, ob de Subsid, deen et aktuell hei gëtt, vläicht kéint iwwerschafft ginn. An et sollt een awer och driwwer nodenken, firwat net nach méi heivunner profitéiert gëtt.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt – et ass schonn eng Zäitchen hier, dofir sinn dat net déi allerleschten Zuelen –, mee am Zäitraum vun 2015 bis 2020, also wärend fënnef Joer, si just 300 där Subsiden ausbezuelt ginn, wat ech als relativ wéineg empfannen, wa mer wëssen, dass mer awer no bäi 4.000 Konstruktiounen d'Joer hunn. Da musse mer eis vläicht eng Kéier froen, wéi mer dat nach kënne méi un d'Leit brëngen an eebe méi interessant maachen, dass méi Leit dat hei notzen.

Wat am Klenge richteg ass fir d'Privatstéit, ass et natierlech och am Groussen. Och um Gemengenniveau kéint een higoen a grouss Reservoiren uleeën, fir d'Reewaasser opzefänken an dann ze späicheren. Och hei gëtt vill Waasser gebraucht fir ze nätzen. Dat ass sécherlech och eppes, wat mer nach all musse léiere besser ze maachen a méi op dee Wee ze goen. Op deem Wee spuere mer nämlech net nëmme kostbaart Drénkwaasser, et ass och eng Méiglechkeet, Reserven unzeleeë fir déi Summeren, wou et eeben net genuch reent. Kloer kritt een doduerch eng Dréchent net komplett kompenséiert, mee et ass op alle Fall eng Pist, déi et an eisen Aen derwäert ass ze verdéiwen.

De Klimawandel, jo, deen ass zu Lëtzebuerg ukomm. Mir mussen eis Weeër iwwerleeën, wéi mer domadder ëmginn an d'Auswierkungen esou gutt wéi et geet opgefaange kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a virun allem der Kolleegin Cécile Hemmen e ganz grousse Merci, fir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och Iech. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech profitéieren, fir der Madamm Cécile Hemmen villmools Merci ze soe fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité.

Mir hunn elo vill héieren iwwer Klimaadaptatiounsmoossnamen. An déi si wichteg an onëmgänglech, well mir spieren och haut schonn d'Konsequenze vun der Klimakris. Mee wat mir virun allem musse maachen a virundreiwen, ass proaktiv Klimapolitik. Well wa mer dat verpassen, kréie mir och mat de beschten Adaptatiounsmoossnamen d'Effekter net méi opgefaangen.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | A jo, dëse Summer war mat 19,3 Grad Celsius den zweetwäermste Summer säit dem Ufank vun der Opzeechnung an den dréchenste Summer säit 1921. Mee en ass keen Eenzelphenomeen, keng Exceptioun, mee e Symptom vun der Klimakris, en Trend.

Vun 1961 bis 1990 hate mir zwee Méint, déi reegelméisseg vun Dréchente betraff waren. An de leschten 30 Joer hate mir just nach zwee Méint pro Joer, déi net vun Dréchente betraff waren. Mir sinn also vun zwee Méint mat reegelméissegen Dréchenten op 10 Méint Dréchent gaangen.

Mat der Klimakris wäerten extreem Wiederphenomeener ëmmer méi heefeg an extreem ginn. Duerfir musse mer och ons Dierfer a Stied méi resilient maachen, well si kënnen oft an hirem Zentrum mat héich versigelte Fläche sougenannten „Hëtztinsele" bilden, wou et zu Iwwerwiermunge kënnt, déi net genuch an der Nuecht kënnen ofkillen.

An den Här Galles huet och dervu geschwat, an ech wollt en drop opmierksam maachen, dass et och eng Etüd gouf vun der Ëmweltverwaltung aus dem Februar 2021, wou dës Hëtztinsele ganz genau identifizéiert goufen hei am Land a wou och eng Rei Moossnamen opgezielt goufen, wéi ons Dierfer a Stied méi resilient gemaach kënne gi par rapport zu extreemer Hëtzt a wou och Ofkillungsréckzuchsgebidder fir Mënsch an Natur kënne geschaaft ginn.

E wichtege Volet ass d'Planung vun neie Quartiere bei neie PAPen. Et brauch een eng klimaoptiméiert Begréngung, eng hell Gestaltung vum urbane Raum mat wéineg Versigelung an zum Beispill enger oppener Reewaasserféierung. Anerersäits kann een awer och bei de bestoende Gebaier a Quartieren norëschten: entsigelen, méi hell, méi Beem, déi Schiet spenden, generell méi gréng gestalten.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Wichteg Outilen, fir dës Moossname praktesch ëmzesetzen an d'Gemengen ze incitéieren, op dëse Wee matzegoen, sinn de Klima- an Naturpakt. Am Klimapakt 2.0 ass ee vun de Schwéierpunkter d'Klimaupassung an onse Gemengen. Eng Moossnam ass zum Beispill d'Ausschaffe vun engem Klimaupassungskonzept vun der Gemeng, wou et notamment drëms geet, fir d'Effekter vun dësen Hëtztinselen ze reduzéieren. Dat Ganzt gëtt da komplettéiert duerch den Naturpakt, wou d'Gemengen och Ënnerstëtzung kréie fir Moossname wéi d'Opsetzung vun engem Gréngflächegestaltungs- a Managementplang.

Wéi esou oft gëtt et och hei net déi eng gëlle Léisung, mee et ass d'Zomm vun de Moossnamen, déi et mécht. An d'Gemenge ginn also begleet a finanziell ënnerstëtzt, fir den Impakt vun Hëtztwellen op d'Bierger/innen ofzefiederen. Mee et läit natierlech an hiren Hänn, fir politesch Verantwortung ze iwwerhuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Allerdéngs sinn et net just Siidlungsräim, déi impaktéiert si vun dëse Wiederphenomeener. Klimaupassung ass eng transversal Aufgab.

2018 schonn huet d'Carole Dieschbourg dofir eng Klimaupassungsstrategie ausgeschafft, déi och haut am Klimagesetz verankert ass, mat ganzen 43 Moossnamen an 13 verschiddene politesche Beräicher, zum Beispill an der Landwirtschaft, wou Dréchenten d'Recolten affektéieren an de Secteur Ënnerstëtzung brauch.

Mee och bei der mënschlecher Gesondheet. Tropesch Nuechte gi méi heefeg an den thermesche Stress, dee si ausléise kënne fir ganz jonk Kanner, eeler Leit a Persoune mat chronesche Krankheeten, ka geféierlech ginn. Dowéinst, genau dowéinst huet eise Marc Hansen, an de Paul Galles huet et schonn erwäänt, nach rezent eng QP gestallt zum Plan canicule vum Gesondheetsministère.

An natierlech am Ëmweltberäich, wou d'Klimaupassung proaktiv ugaange gëtt. Am neie Bëschgesetz wäerte mir eis Bëscher méi klimaresilient maachen an den Ëmweltministère schafft aktiv un der Ofsécherung vun onsem Drénkwaasser.

Zum Schluss wollt ech just nach eng Kéier widderhuelen, wat ech schonn a menger Untrëttsried sot: Et geet net méi just drëms, den Äisbier op engem schmëlzende Stéck Äis ze retten, mee ëm eis eege Liewensgrondlagen, eis Liewensqualitéit.

Haut scho spiere mir d'Effekter vun der Klimakris. D'Canicule dëse Summer an d'Iwwerschwemmunge vum leschte Joer hunn dat däitlech gemaach. Elo geet et drëms, all zousätzlechen Zéngtel Grad ze evitéieren an esou dat Schlëmmst ze verhënneren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Dir Dammen an Häre Ministeren, ech wollt och mol fir d'éischt Merci soen

der Madamm Hemmen fir d'Initiativ zu dëser Aktualitéitsstonn. An ech wollt hir och Merci soe fir déi ganz vill gutt Iddien, déi si hei formuléiert huet a wou ech mengen, dass ee ka soen, dass se vun eis alleguerten hei gréisstendeels gedeelt ginn. Et ass eebe just eng Fro vun der Ëmsetzung.

Dann, jo, de Summer 2022, ech géif deen emol esou resüméieren: „Des einen Freud ist des anderen Leid", wou also ganz vill Leit, op jidde Fall esou, wéi ech et verstanen hunn, immens frou waren, dass mer e schéinen, waarmen, dréchene Summer haten. Et ass natierlech och net ze verleegnen, dass ganz vill Problemer doduerch komm sinn, ënner anerem fir d'Natur, d'Flora, d'Fauna, eis Flëss an natierlech och eis Baueren. Woubäi et do nach Nuancë gëtt. Ech kommen dorobber zréck.

Et ass wichteg, eng historesch Anuerdnung ze maachen. Mir hunn engersäits ee Phenomeen, dat ass d'Hëtzt, an anerersäits d'Dréchent. Dat sinn och zwou verschidde Saachen. Dëse Summer sinn déi zwou zesummekomm. Wann een e bëssen d'Statistike kuckt, an dat hunn der hei schonn e puer och virgedroen: Elo fir Lëtzebuerg war dat hei deen zweetwäermste Summer no 2003 an et war dat siwentdréchenst Joer zënter 1854. D'Joer 1921 war méi dréchen.

An Däitschland ass et änlech. Do war et dat sechstdréchenst Joer zënter der Opzeechnung an deen dréchenste Summer an Däitschland virun deem leschte war 1911, dee war nach méi dréchen; do huet et also nach manner gereent.

Et ass dann och esou: Bon, ech hat eng Kéier d'Chance oder de Pech, a mengem Liewe musse Klimatologie ze studéieren, a wann een iwwert d'Klima schwätzt, da muss ee sech bewosst sinn, dass een d'Klima net ka festmaachen un eenzelnen Evenementer an och net un eenzelne Joren. Dat ass d'Wieder. Dat ass den Ënnerscheed zwëschent der Meteo an dem Klima. Wa mir iwwert d'Klima schwätzen, dann ass dat eng Entwécklung, déi ee muss kucken. Normalerweis ginn do 30 Joer geholl.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An da kann een zum Beispill feststellen, dass et déi lescht 30 Joer méi waarm ginn ass. Dat ass ganz kloer. Dat heescht, d'Klima gëtt also tatsächlech méi waarm.

Wann een awer elo en eenzelt Joer hëlt, dann ass et ganz schwiereg, fir dat elo direkt konkreet an e Kontext ze setze vun enger Klimaännerung oder engem Klimawandel, well een ëmmer erëm esou Picen hat, och scho viru laanger Zäit, wou emol eng Kéier e ganz waarme Summer war, wou et mol eng Kéier konnt Iwwerschwemmunge ginn, wou et mol eng Kéier konnt extreem Dréchente ginn. Dat ass also net onbedéngt elo d'Klima. Ech wollt dat eng Kéier hei erwänen, fir dat e bëssen awer méi richteg auszedrécken.

Wa mer elo déi konkreet Auswierkungen hei zu Lëtzebuerg kucken: D'Landwirtschaft, do war am Ufank ganz vill gefaart ginn, am Endeffekt war et awer, mengen ech, net esou schlëmm, natierlech mat regionalen Nuancen. De Weess war relativ gutt, d'Ernte bei de Gromperen a beim Mais waren deelweis schlecht. Bon, beim Hee, eventuell huet een do nach e weideren Heeschnatt, dee kënnt, dat heescht, dat ass, bon, eenegermoosse gaangen.

Wou et problematesch war, dat ass en anere Punkt, dat waren eis Baachen, déi deelweis natierlech extreem wéineg Waasser gefouert hunn. Och dat ass awer eppes, wat all puer Joerzéngte schonn eng Kéier erëmkomm ass. Do hate mer eng Kéier d'Fro gestallt, wat dat da fir eng Auswierkungen op de Fëschbestand hätt. An do krute mer als Äntwert, dass der Waasserverwaltung an der Saison 2022 kee gréissert Fëschstierwe bekannt war, wat jo och dann emol eppes Positives ass, trotz där héijer Dréchent.

Dann ass et ganz wichteg gewiescht, hei déi Geforen och unzeschwätzen, déi natierlech besti fir déi ganz Jonk an och fir déi eeler Leit an eiser Gesellschaft, déi een natierlech méi muss schützen, wou een natierlech ëmmer muss drop opmierksam maachen, dass se sollen am Schiet bleiwen, wou et kill ass, an dass se vill drénken. Do ass jo och eng Fro gestallt ginn, dofir soe mer Merci, fir elo eventuell Statistiken dozou ze kréien.

Et ass och vill geschwat gi vun der Erhëtzung am urbane Raum. An dat ass eppes, wat mir 100%eg deelen. Mir brauche méi Gréngs innerhalb vun eisen Uertschaften, iwwerall do, wou et méiglech ass. Dat si jo meeschtens d'Gemengen, déi dat maachen, déi sollte kucken, fir méi Gréngs dohinnerzebréngen, ob dat Beem sinn oder Wisen oder Hecken, wat och ëmmer.

An ech wëll och nach eng Kéier do eppes aneschters als Iwwerleeung mat eraginn, dat sinn déi sougenannte „Baulücken", déi mer ëmmer esou nennen, woubäi „Baulücke" schonn eppes ausseet iwwert d'Zil, wat een huet mat enger Fläch. Et kéint een et och einfach ausdrécken als „wäertvoll Gréngfläch innerhalb vun engem urbane Raum". An esou „Baulücken" hëllefen natierlech och immens, wann et ganz waarm ass, fir e bësse méi agreabel Temperaturen ze schafen.

Da kommen ech nach op dee, mengen ech, ganz wichtege Problem, dee mer hei hunn, an dat ass dee vun der Waasserversuergung. An do wëll ech einfach mol hei all deene felicitéieren, déi fir d'Waasserversuergung hei am Land responsabel sinn. Dat sinn, mengen ech, gréisstendeels d'Gemengen. Si hunn et fäerdegbruecht, eng Waasserversuergung hei am Land opzebauen, déi, och wann et esou e waarmen, dréchene Summer gëtt wéi elo 2022, esou gutt ass, dass et zu kengem Moment eigentlech am Land Restriktioune gi sinn, vläicht vereenzelt. Et si Recommandatioune ginn. Mee jiddweree konnt awer am Endeffekt, oder duerft, soe mer esou, ouni Restriktioune seng Wiss nätzen an en duerft de Fussballsterrain nätzen. Dat war souguer méiglech. Ech mengen also, dass eis Waasserversuergung zimmlech gutt fonctionéiert huet, wat natierlech och drop zréckzeféieren ass, dass mer déi lescht een, zwee Joer, haaptsächlech d'lescht Joer, relativ vill Reen haten an dass mer doduerch natierlech eng gewësse Reserv hunn.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Mir mussen allerdéngs oppassen, an ech mengen, dat huet dann éischter eppes mam Wuesstum ze dinn: Wa mer eng Kéier zwee, dräi dréche Summeren esou hannereneen hunn, da wäerte mer net méi esou gutt dervukommen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, Hëtztwellen an Dréchente sinn zu Lëtzebuerg en éischter rezente Phenomeen, zumindest an der Reegelméissegkeet an an der Intensitéit, an där se optrieden.

Dat, wat mir dëst Joer als Summer kannt hunn, hu mir an de leschte Jore scho ganz änlech erlieft, wann och vläicht a manner staarkem Ausmooss. D'Klimafuerschung ass ganz däitlech, wat dës Wiederphenomeener ugeet: D'Frequenz an d'Intensitéit, mat där dës an de leschte Joren optrieden, si ganz kloer eng Konsequenz vun der Klimaverännerung. Dat selwecht gëllt fir d'Stierm, d'Iwwerschwemmungen an och d'Katastrophen. Mir mussen eis also drop astellen, dass mer an de kommende Jore reegelméisseg mat der Konsequenz vun Hëtztwellen an Dréchenten ze kämpfe wäerten hunn.

Zu Lëtzebuerg wéi och an anere Länner war de ganz waarme Summer vun 2003 den Ausléiser vun enger verstäerkter Prise en compte vun Hëtztwellen, besonnesch wat d'gesondheetlech Aspekter ugeet. Wéi och schonn a Frankräich virdrun, gouf e Plan canicule opgesat, dee jo no Risikostuf bestëmmte Schrëtt virgesäit. Besonnesch eeler Leit, déi keng Prise en charge vun der Assurance dépendance hunn an aleng sinn, kënne sech an deem Kader umellen, fir reegelméisseg Visitten ze kréie fir ze kucken, ob alles an der Rei ass.

Här President, Hëtztwellen, Dréchenten an aner extreem Wiederphenomeener stellen awer iwwert de gesondheetleechen Aspekt eraus an éischter Linn och e wirtschaftlechen a soziale Risiko duer. Dëse Risiko ass ganz ongläich an eiser Gesellschaft verdeelt. Net jidder Mënsch ka sech individuell géint dës Risike versécheren, well dat jo och einfach ganz vill Geld kascht.

Mir hunn awer Systemer, déi den individuellen, wirtschaftlechen a soziale Risiko op eng kollektiv a solidaresch Aart a Weis versécheren. Invaliditéit, Krankheet, Accidenter, Chômage an den Alter sinn esou Risiken, déi iwwer eis sozial Versécherungssystemer finanzéiert ginn. Et sinn déi Risiken, déi eng Persoun temporär oder definitiv ausser Stand setzen, hire Liewensënnerhalt mat enger bezuelter Aarbecht ze bestreiden. Dee Risiko, dee vun extreeme Wiederphenomeener ausgeet, ass dogéint net solidaresch ofgeséchert.

Fir et mat Zuelen ze weisen: An der EU sinn am Schnëtt just 25 % vun de Klimaschied, wourënner Hëtzt an Dréchent och falen, privat verséchert. An dës Versécherunge betreffen an éischter Linn d'Stéit mat héije Revenuen, déi sech zousätzlech an oft net bëlleg Versécherungen och leeschte kënnen. Dës Ongläichheet bei der Expositioun géigeniwwer Klimakatastrophe wäert och weider klammen, wat d'Schied ëmmer méi grouss an deier ginn an d'Assurancen deementspriechend och ëmmer méi wäerte kaschten.

An et ass an eisen Aen also zentral wichteg, datt sech mat dëser Erausfuerderung ausernanergesat gëtt, wéi mir an Zukunft als Gesellschaft de Risiko, deen duerch dës Klimaverännerungen ausgeléist gëtt, awer solidaresch opfänke kënnen.

Dobäi kommen natierlech d'Preventiouns- an d'Adaptatiounsmoossnamen, fir den Impakt vun Hëtzt an Dréchent ofzeschwächen an domat och de Risiko ze reduzéieren, dee vun esou Phenomeener ausgoe kann.

Dozou gehéieren evidenterweis manner Versigelung vu Biedem a méi Gréngs an de Stied an an den Dierfer, aner Bauweisen, d'Verbannung vum Auto aus de Sidlungsraim, d'Uleeë vu Fréschloftschneisen, den Erhalt an d'Stäerkung vun de Bëscher mat all hiren Aflëss op d'Mikroklima, entre autres duerch d'Usidele vu méi resiliente Beem, an ouni dës Bëscher weider ofzeholzen, fir zum Beispill Contournementen ze bauen. Et gehéieren awer och déifgräifend Reforme vun der Landwirtschaft dozou, déi eng Verbesserung vun der Buedemqualitéit an notamment der Absorbtiounsqualitéit vu landwirtschaftlech genotzte Biedem bewierken.

Fir all dës Moossname brauche mir awer eng Strategie, déi, ausgoend vun engem Diagnostic, och Prioritéite festleet. De Plan canicule vun haut ass do vläicht eng gutt Ausgangspositioun, mee misst eigentlech ausgebaut ginn, fir all d'Ufällegkeeten um Territoire bei Hëtztwelle wierklech ze erkennen an dann och drop reagéieren ze kënnen.

Prioritär gëllt et natierlech, déi vulnerabel Leit am Alter oder mat Krankheeten ze schützen. Mee Vulnerabilitéit ass net just e Facteur vu Krankheet an Alter. Ech erënneren un d'Confinementer, déi bei deelweis scho méi héijen Temperature gewisen hunn: D'Gréisst, d'Qualitéit an d'Lag vum Logement an den Accès zu de Gréngfläche bedéngen de Grad vun Ufällegkeet vun enger Persoun oder engem Stot.

Wann een dat weess, da musse prioritär Efforte gemaach ginn, fir energeetesch Renovatioune vun dëse Logementer ze maachen an déi Quartieren och ekologesch ëmzegestalten. Ee méi ëmfangräiche Plan canicule am Kader vun enger ambitiéiser Adaptatiounsstrategie fir d'Klimaveränneru kann hei sécherlech hëllefräich sinn.

Donieft, Här President, hunn ech och d'Versécherungswiesen ugeschwat. Bei de groussen Iwwerschwemmunge vum leschte Joer a beim Tornado am Kordall huet d'Regierung eng Budgetsenveloppe deblockéiert, fir de Leit mam net privat versécherte Schued ze hëllefen.

Mir mengen, dass een eng Form vu kollektiver Prise en charge vun esou Naturkatastrophen a Phenomeener muss aféieren, fir esou de Risiko kënnen ze mutualiséieren. Dat soll net vu Canicule zu Canicule a vun Iwwerschwemmung zu Iwwerschwemmung ëmmer erëm nei mussen opgesat ginn. Mir mengen, dass e stännege Mechanismus muss geschafe ginn, eventuell ënnert der Form vun engem ëffentleche Fong, deen ënner bestëmmte Bedingunge ka mobiliséiert ginn.

Mir hätte jo och heizou eng Motioun eragereecht, mee dat huet alles jo kee Wäert, well déi gëtt ofgeleent.

(Brouhaha)

Villmools merci fir Äert Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Cécile Hemmen an der LSAP, dass Der dës Heure d'actualité iwwert d'Hëtztwell an d'Dréchent vum leschte Summer ugefrot hutt. Et ass en Theema, wat elo am Klimawandel, an domadder ass et spierbar ginn, leider zur Normalitéit wäert ginn. Mir mussen dermat rechnen, dass och déi nächst Summere wäerten esou waarm an dréche ginn.

Lëtzebuerg ass am internationale Vergläich immens schlecht, wat seng Klimabilanz ubelaangt. Pro Kapp si mer mat déi schlechtst mat den USA. Huele mer kuerz eng Kéier den Overshootday. Do si mer de 14. Februar just hannert dem Katar. Bon, Katar ass jo bestëmmt net d'Referenz, déi ee wëllt huelen. An da kënnt d'USA den 13. Mäerz. Déi meescht europäesch Länner sinn awer eréischt am Mee op hirem Overshootday. Dat heescht, Lëtzebuerg muss och eng Kéier sech an d'Politik vun deene leschten néng Joer mat der eegener Nues huelen, well eisen Overshootday ass ëmmer no vir geréckelt anstatt no hannen. Vum 16. Februar si mer elo um 14. Februar. Also musse mer och selwer eng Hand mat upaken, dass eeben dee Klimawiessel net stattfënnt, dass e gebremst gëtt. An dat mécht ee sécherlech net mat 7,5 Cent Remise op der Tankstell wärend dem Summer.

Dofir geet et drëms, elo d'Klima ze schützen, fir eeben déi Dréchenten ze verhënneren. An do wënsche mer eis vill méi Courage vun der nach aktueller Regierung.

Ech kéint jo elo nach eng Kéier alleguerten déi Mesuren, déi d'Virriedner souwisou schonn opgezielt hunn, vum Baue bis Ëmwelt an alles, opzielen. Ech hu mech awer haut op en anert Theema konzentréiert, wat mech och am Summer wärend der Dréchent scho beschäftegt huet, an dat sinn déi Leit op der Strooss, déi immens ënnert dëser Dréchent gelidden hunn.

Ech hat och direkt eng Question parlementaire gestallt, fir eeben drop opmierksam ze maachen, dass déi Leit net d'Méiglechkeet hunn, fir iergendzwousch Schiet ze fannen, fir sech ofzekillen, an dat scho guer net an enger Haaptstad, wou quasi iwwerall Bëton ze fannen ass an ëmmer manner Beem, soudass déi Leit, déi keen Doheem hunn a keen Daach iwwert dem Kapp, keng Méiglechkeet op Schiet hunn.

Deemools gouf leider, trotzdeem dass d'Graden immens héich waren, déi Question parlementaire natierlech net als urgent unerkannt. Ech krut dofir no engem Mount eng net zefriddestellend Äntwert, dass souwisou vusäite vun der Regierung deene Leit net géif gehollef ginn a keng Summeraktioun géif stattfannen.

Dofir hunn ech haut déi Motioun nach eng Kéier matbruecht. Et stoung jo an der Demande vun der LSAP: „als Virbereedung fir déi nächst Hëtztwell". Kéinte mer dann do op de Wee goen a fir déi Leit op der Strooss zumindest virgesinn, dass eng Summeraktioun opgemaach gëtt, fir dass se Schiet hunn, dass se sech kënne schütze virun där Hëtzt?

An déi zweet Motioun, déi ech matbruecht hunn, dat ass, dass jidderee wärend där Hëtztwell och soll Zougang kréien zum Waasser. Et ass esou gewiescht, dass Leit, déi op der Strooss wunnen, leider zum Deel den Zougang verwiert kruten, fir op Toiletten ze goen an hir Bidonen opzefëlle wärend der Hëtztwell. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, fir eng Kéier festzehalen, dass all déi ëffentlech Gebaier d'Toiletten och fir Leit opmaachen, déi eebe vläicht net esou propper dee Moment ausgesinn, déi eng schwéier Situatioun hunn, dass och déi dierfen op enger Gemeng op eng Toilette goen, zumindest fir de Bidon ze fëllen, fir dass se Waasser hunn.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– datt d'Stad Lëtzebuerg an aner Gemengen de Leit mat gratis Trinkbrunnen een onbeschränkten Accès op Drénkwaasser ginn an dat virun allem an deene waarme Méint vum Joer;

– datt et a verschiddene Gemengen ëffentlech Toilettë ginn, déi fir jidderee fräi zougänglech sinn;

– datt et op ville Plazen am Land nach un engem gratis Accès zu Drénkwaasser an ëffentlechen Toilettë feelt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

– all Persoun, déi op der Strooss lieft, et ze erméiglechen, an ëffentlech zougänglechen, staatleche Gebaier op d'Toilette kënnen ze goen oder do e Glas Waasser ze kréien.

(s.) Marc Goergen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– De Klimawandel huet och Lëtzebuerg längst erreecht.

– MeteoLux huet dëse Summer vun enger „Rekordsonnenscheindauer" souwéi vun enger vun den héchsten Duerchschnëttstemperature geschwat.

– De Summer 2022 war de sonnegsten zënter 1947 an och den zweetwäermsten.

– Dës Wiederextremer treffe virun allem déi Schwächst an eiser Gesellschaft. A grad déi gëllt et an dësen Zäite virun den Auswierkunge vum Klimawandel ze schützen.

– Virun allem d'Mënschen, déi op der Strooss liewen, si wärend den héijen Dagestemperaturen enger grousser Gefor ausgesat. Si hunn dobaussen net vill Méiglechkeeten, sech virun der Hëtzt ze schützen a sech genuch ofzekillen an ze hydratéieren.

– Et gi laut dem Familljeministère zwar schonn eng ganz Rei Mesuren, déi a solche Fäll geholl ginn, mee dës si punktuell a mat groussen zousätzleche Belaaschtunge fir d'Leit um Terrain verbonnen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

– d'Wanteraktioun duerch eng „Summeraktioun" ze ergänzen. Et soll am Summer eng Struktur fir Sans-abrisen opgemaach ginn, wou si Schiet fannen, fir sech virun der Sonn an der Hëtzt ze schützen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mat deenen zwou Motioune bereede mer eis ganz kloer dorop vir, dass den nächste Summer, wann eng Hëtztwell kënnt, déi Schwächsten am Land och e Schutz kënnen hu virun der Sonn an dass déi Leit an enger Summeraktioun sinn oder mat genuch Waasser ausgestatt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. D'Regierung huet ...

(Interruption)

D'Madamm Simone Beissel freet d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Ganz kuerz, wann Der erlaabt. Här Goergen, ech wollt Iech awer froen, Dir sidd jo oft an der Stad, ob Dir net wësst, dass d'Stad Lëtzebuerg 39 Waasserspender, dobäi der 7 op de Spillplazen a soss ronderëm d'ganz Stad, fir Mënschen a fir Déieren installéiert huet. Déi sinn iwwerall op der Place public an all Mënsch, och déi Leit, vun deenen Dir schwätzt, kënnen do hir Bidone fëllen an alles huelen, wat se brauchen. Ech wollt Iech dat awer soen. Dir mengt awer hei op eemol, d'Stad Lëtzebuerg wär eng hallef Wüüst an d'Leit dierften net op d'Toilettë goen, well just do Lavaboe sinn. Nee, 39 Waasserspender hu mer ronderëm d'Stad installéiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Beissel. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci fir d'Erklärung, Madamm Beissel. Mee ech hat mech eigentlech landeswäit un all d'Gemenge geriicht, wou net all Gemeng e Waasserspender zur Verfügung stellt.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Geleeënheet, op d'Konsequenzen an d'Suitte vun der Dréchent an der Canicule hei dierfen anzegoen.

Et ass scho vill iwwert d'Statistiken an d'Meteo geschwat ginn, mee et ass tatsächlech esou, dass dee

leschte Summer deen dréchenste säit dem Ufank vun de Miessungen um Findel ass, säit 1947, an och deen zweetwäermste säit den Opzeechnungen.

Allebéid Saache si Konsequenze vum Klimawandel. Dat ass elo wierklech eppes, wat ganz kloer a confirméiert ass an de wëssenschaftleche Gremien duerch d'ganz Welt. Dat heescht, dat musse mer net méi a Fro stellen.

An dat huet natierlech och Auswierkungen op d'Natur, net nëmmen op d'Leit, mee och op d'Natur, op d'Baachen an op eis Flëss. Zum Beispill hate mer Mëtt Juli landeswäit eng niddreg Waassersituatioun a méi kleng Baachbetter am Éislek an am Süde vum Land ware wierklech komplett dréchen. Gréisser Gewässer wéi d'Our an d'Sauer haten och nach just ganz wéineg Offloss an zousätzlech huet dat natierlech derzou gefouert, dass d'Waassertemperaturen an d'Luucht gaange sinn, wat e ganz negativen Impakt huet op déi aquatesch Ekosystemer.

Et ass och wierklech all Grond, fir sech Suergen ze maachen, well mer 2020 eng änlech Stresssituatioun haten, an dat weist natierlech, dass dat doten eppes ass, wat keng Ausnam ass, mee eng Tendenz.

Als aner Auswierkunge kann een och natierlech de Bësch nennen. Dat ass och schonn ugeschwat ginn. D'Biller vun ofgestuerwene Fichtebestänn sinn eis alleguerte present. Den Inventaire phytosanitaire vun dësem Joer, deen d'Bëschbeem recenséiert an op 1.200 Beem kuckt, wéi sech d'Konsequenzen auswierken a wéi et hinne geet, an dat iwwer vill Joerzéngten, weist ganz kloer, dass no dräi relativ voire ganz dréchenen, waarme Summeren tëschent 2018 an 2020 – de Verlaf 2021 war e bësse méi favorabel – och d'Joer 2022 schonn am Fréijoer mat héijen Temperature gläich nom Lafausdriff derfir gesuergt huet, dass wierklech vill Beem staark geschiedegt sinn. Dat heescht, mir hu wierklech effektiv, an et ass schonn ugeklongen, 61 % vun de recenséierte Beem, déi an de Klasse „beschiedegt" bis „ofgestuerwe" sinn. An et ass net sécher, ob déi, déi beschiedegt sinn, sech nach eng Kéier erhuelen. Dat heescht, dat ass wierklech en eeschte Constat.

Wéi huet d'Regierung kuerzfristeg op déi do Saach reagéiert, haaptsächlech op d'Situatioun mam Waasser? Den 13. Juli war schonn e Verbuet ausgeschwat ginn – souguer fir déi, déi Geneemegungen hunn! –, fir Waasser aus de Baachen an de Flëss ze huelen, dëst mam Zil, fir d'Fauna an d'Flora ze schützen an e minimalen Oflaf vun eise scho relativ klenge Waasserleef awer ze garantéieren. Dëst Verbuet konnt de 5. Oktober iwwregens erëm opgehuewe ginn.

Donieft huet d'Waasserverwaltung ab Mee de Verbrauch an den ëffentlechen Drénkwaasserreseauen, zesumme mat de Gemengen an den Drénkwaassersyndikater, ganz genau beobacht. Well et ka sinn, dass et bei steigendem Verbrauch, wat bei héijen Temperaturen de Fall ass, zu Problemer kënnt a vereenzelten ëffentleche Reseauen, well méi Waasser verbraucht gëtt, wéi et aus de Leitungen an de Behälter kann nofléissen.

Zousätzlech wësst Der, dass d'Hallschent vun eisem Drénkwaasser, eisem Krunnewaasser, aus Grondwaasserquelle kënnt. An d'Quellewaasser ass awer och grad an de Summerméint ganz bedeitend fir d'Ekosystemer an de Baachen. Dat heescht, all Waasser, wat net verbraucht gëtt, kënnt de Baachen am Summer zegutt.

Dofir ass och de Verbrauch vum Drénkwaasser eppes, wat mer ganz genau beobachten. An den 13. Juli gouf bei dësem Drénkwaasserverbrauch och de Seuil iwwerschratt an d'Waasserverwaltung huet gefuerdert, eng Phase de vigilance auszeruffen an dozou landeswäit d'Leit opzeruffen, fir virsiichteg mam Verbrauch vum Krunnewaasser ëmzegoen. Dat heescht, dass een et méiglechst net soll notze fir d'Nätze vu privaten an ëffentleche Flächen an och net, fir Autoen domadder ze botzen. Dat si Besoinen, déi net ganz essenziell sinn an déi ee soll, wa méiglech, net maachen an deenen dote Situatiounen.

Mat Ausnam vun dräi Gemenge koum et net zu enger kriddeleger Situatioun, datt et huet missen zu obligatoresche Restriktioune kommen.

Um Ufank vum Congé collectif huet sech d'Situatioun erëm e bësse berouegt an de Verbrauch ass signifikant erofgaangen an d'Phase de vigilance ass dofir de 4. August erëm opgehuewe ginn, wat awer net heescht, dass een dann a Situatioune wéi och elo, wann et meteorologesch net esou dramatesch ass, net soll spuersam mam Waasser ëmgoen. Dat soll een ëmmer maachen an et prioritär fir Drénken, Iessen a kierperhygieenesch Zwecker notzen. Voilà.

Et ass awer net, dass d'Regierung op dës Canicule gewaart huet, fir och laangfristeg Strategien ze definéieren an ëmzesetzen. Dat ass och virdru schonn ugeklongen. Mir wëssen, d'Dréchent an déi ganz Extreemer sinn eppes, wat sech ëmmer erëm wäert bemierkbar maachen an den nächste Joren. Dofir gouf och 2018 schonn, an dat gouf och scho kloer gesot, vu menger Virgängerin eng laangfristeg iwwergeuerdent Klimaupassungsstrategie definéiert fir iwwer 13 verschidde Secteuren, déi besonnesch speziell viséiert waren, mat iwwer 40 prioritäre Moossnamen, déi definéiert goufen, och fir de Schutz vum Mënsch. An och hei waren Elementer vun Assurancë scho virgesinn.

Dëst muss ugepasst ginn, dat ass ganz kloer. Mir sinn och elo schonn amgaang, dorunner ze schaffen. D'nächst Joer soll dës Strategie ugepasst ginn an do wäerte ganz kloer Léieren, déi mer och elo gezunn hunn aus deene rezenten Erfarungen, hei mat afléissen.

Elementer vun der Ëmsetzung kann ech just beispillhaft hei opféieren. Dat ass ganz kloer, dass mer do villes scho gemaach hunn.

De Klimapakt 2.0 ass och hei schonn ugeklongen. Dat ass en Outil, dee sech bewäert huet. Deen ass virun zéng Joer agefouert ginn an en huet wierklech iwwert d'Joren ëmmer méi Succès gehat. Sämtlech Gemengen – bis op eng, déi amgaang ass ze fusionéieren – si mëttlerweil dem Klimapakt 2.0 bäigetrueden.

Och den Naturpakt ass e ganz wichtegen Outil, fir och Klimaupassungsstrategien an de Gemengen ëmzesetzen, wéi urban Gäert unzeleeën, wéi och Begréngungspläng. Och fir déi Elementer kritt een elo als Gemeng scho Punkten an déi sinn och ganz, ganz wichteg an dësen Zäiten, mir wëssen et.

Och de Klimabonusbësch ass eppes, wat d'lescht Joer agefouert ginn ass. Dat ass e järleche Subsid fir Privatbëschbesëtzer, déi hir Bëscher méi naturno a resilient geréieren. Dat ass och e wichtegen Outil. Mir wëssen, dass mer de Bësch an dësen Zäite ganz néideg brauchen, och als Partner géint de Klimawandel, well en nieft dem Schiet an dem Refuge, deen en ass fir Biodiversitéit, natierlech och CO_2 späichert. Voilà.

Zousätzlech zu dëser Strategie ginn et awer och eng Rei thematesch Pläng a Strategië wéi am Waasserberäich. Dovun hunn ech zum Deel d'lescht Woch schonn hei geschwat. De Waasserbewirtschaftungsplang ass ee Beispill, den Héichwaasserrisikoplang en anert, an och d'Strategie fir d'Ofsécherung vum Drénkwaasser, wat jo och elo schonn hei erwäänt ginn ass, d'Sécherheet vun der Drénkwaasserversuergung, berout op esou gudde Strategien.

A puncto Biodiversitéit gëtt et natierlech och eng Rei vun Elementer wéi zum Beispill den Nationalen Naturschutzplang, deen och am Moment an der Enquête publique ass an dee muer och nach eng Kéier mat deene verschiddenen Acteuren am Detail wäert ugeschwat ginn. Deen drëtten dovun wäert hoffentlech dëst Joer nach finaliséiert kënne ginn, mir schaffen do op alle Fall mat Héichdrock drun, deen zum Zil huet, d'Aartevillfalt ze schützen, wat och en Element ass vun der Klimaupassung.

An och hei am Kader vun der Biodiversitéit si mer amgaangen, en Appel à projet un d'Gemenge virzebereeden, fir justement d'Begréngung an de Stied eeben och do nach e Schrëtt weiderzebréngen.

Wéi gesot, d'Begréngung vun de Stadzenteren, och d'Restauratioun vu Biotope sinn Elementer vun deem Biodiversitéitsplang, wou mer am Moment dru schaffen, wat och ganz wichteg ass am Kader vum Klimawandel.

Konkreet am Bëschberäich: Wéi Der wësst, ass e Bëschgesetz och um Instanzewee, dat nach zousätzlech déi naturno Gestioun vum Bësch soll stäerken, och hei, an dat ass och virdrun ugefrot ginn, ganz kloer och d'Notzung vun einheimeschen Aarten, och standuertgerechten Aarten, bei der Verjéngung vum Bësch soll zousätzlech nach verstäerken. Hei gëtt et och elo schonn en Tableau, de Fichier écologique des essences, deen och elo scho relativ gutt benotzt gouf a sech och scho bewäert huet. Dat wäert an Zukunft e Reglement ginn, en ausféierend Reglement vun dësem Gesetz, wat ech hoffentlech an den nächste Wochen eng Kéier ka mat Iech hei an dësem Raum diskutéieren.Jo, dëst Bëschgesetz wäert och nach zousätzlech Rechter a Sécherheeten och fir d'Privatbëschbesëtzer mat sech bréngen.

Et ass an de leschte Joren och ganz vill an engem Aarbechtsgrupp „Resilience vun eise Bëscher" geschafft ginn, wou och ganz kloer zum Droe koum, dass en Ewechbrieche vun de Monokulturen an de Bëscher e ganz wichtegt Element ass vun eisen nohaltege Bëscher an eng Diversitéit. Dat ass eppes, wat och wäert zousätzlech d'Bëscher stäerken an am Bëschgesetz och nach zousätzlech eng Kéier eng Verstäerkung kritt.

De Programme forestier national ass eppes, wat mer de Mueren eigentlech quasi mat enger Aarbechtsgrupp a mat breet ugeluechten Acteuren diskutéiert hunn. Dat ass e Programm, deen och elo aktualiséiert gëtt, deen zousätzlech zum Bëschgesetz en Element gëtt, eng Basis, fir zousätzlech zukünfteg politesch Decisiounen. An dofir ass et ganz wichteg, soubal mer de Bësch fir esou vill verschidde Funktioune brauchen an en och vu ville verschiddenen Acteure benotzt gëtt, dass mer all déi Acteuren hei an enger Table ronde mat abanne fir dëse Programm. An do schaffe mer och drun. Voilà.

Vläicht elo nach e puer Beispiller. Virdru gouf – dat wollt ech dann och nach soen – ugeschwat, wéi dat mat der Planung ass vun neie Quartieren, an et gouf zum Deel och scho beäntwert. Et gëtt en Outil, e Guide iwwert d'klimaökologesch Analys vun de Stadzenteren, déi bei der Planung vun neie Quartiere kann a soll genotzt ginn. Dat ass en Outil, dee vun der Ëmweltverwaltung erstallt gouf an deen ech nëmme ka recommandéiere bei der Planung vun neie Quartieren, fir och do eeben esou Hëtztinsele vun Ufank un ze evitéieren. Voilà.

Wat ass nach vu kuerz- a laangfristege Moossname grad am Waasserberäich scho geholl ginn? Am Waasserschutz zum Beispill, Dir wësst, dass feelende Reen net kann an de Baachen ersat ginn. An dat Waasser, dat verbleift, muss esou gutt wéi méiglech

geschützt ginn. Mir sinn eeben op enger Plaz, wou mer eis zwëschent zwee Anzuchsgebidder eis situéieren. Dat heescht, eis Waasserleef si ganz kleng. An dofir muss dat Waasser, dat dran ass, onbedéngt geschützt ginn, qualitativ an och, wat d'Temperaturen ugeet.

Héich Temperature féieren zu zousätzleche Problemer. Wat d'Temperatur méi niddreg ass, wat méi Sauerstoff am Waasser bleift, wat den aquatesche Liewewiesen d'Liewe méi einfach mécht. Dat heescht, et ass ganz wichteg, dass mer einfach Moossnamen ..., wéi zum Beispill Uferrandstreifen a Korridoren uleeën op deenen zwee Borde vun de Gewässer. Dat sinn da relativ einfach Moossname mat Gehëlzer, déi derzou féieren, dass Schiet op de Gewässer bleift. An dat ass zousätzlech zu dem Renaturéieren eng Moossnam, déi mer och an eisem Waasserbewirtschaftungsplang staark wäerten ënnerstëtzen. Dat ass elo ee Beispill.

D'Waasserqualitéit ass natierlech och grad wichteg, wann de Waasserstand ganz niddreg ass. An dofir ass och d'Oprëschtung vun de Kläranlagen e wichtegt Element vun eisem Waasserbewirtschaftungsplang.

Ech wollt hei nach eng Kéier bemierken, dass mir fir sämtlech Moossnamen, wat Waasserschutz an Héichwaasserschutz ugeet, 483 Milliounen Euro am Waasserfong reservéiert hu bis 2027. An och do, ech ënnerschreiwen do quasi all Dag Projeten, déi ëmgesat ginn, fir déi Saachen ze ënnerstëtzen, déi ech elo grad erwäänt hunn. Voilà.

Drénkwaasser, och dat ass ganz wichteg, dass mer domadder suergsam ëmginn. Et ass schonn eng Kéier ugeklongen: Mir hunn och hei eng Strategie, déi op dräi Piliere berout: de Schutz vu bestoende Sourcen, Waasserspuermoossnamen an zousätzlech Ressourcen erschléissen. Et gouf och schonn an anere Kontexter hei am Detail eng Kéier ugeschwat, dofir wëll ech elo net méi heirop agoen.

Mir hunn awer an de leschte Joren, zesumme mat eiser Waasserverwaltung an och mat verschiddene Gemengen, verschidde Méiglechkeeten ausgelot am Kader vu Pilotprojeten. Och dat gëtt nach weider ausgebaut, souwuel bei den Haushalter wéi och bei de klenge Betriber.

An der Industrie an och am landwirtschaftleche Secteur goufe Méiglechkeeten erfuerscht, fir ze kucken, wéi nach Waasser ka gespuert ginn.

Bei den Haushalter besteet e ganz grousst Potenzial, engersäits duerch d'Verhalensännerung. Och domadder kréie mer iwwert d'Drénkwaassergesetz nei Méiglechkeeten, well mer doranner eng Méiglechkeet aféieren, fir an de Rechnungen ..., oder eng Obligatioun fir d'Rechnungen, déi an d'Stéit kommen, fir do iwwert de Waasserverbrauch ze renseignéieren, wat och e ganz wichtege Moyen ass, fir de Leit Bewosstsäin doriwwer ze verschafen, wéi vill Waasser consomméiert gëtt. Do wäerten och nach zousätzlech Campagnen, Drénkwaasserspuercampagnen, organiséiert ginn.

An dann ass och kloer, dass duerch d'Drénkwaassergesetz, wat jo och hoffentlech geschwënn hei eng Kéier wäert kënnen thematiséiert ginn, och zousätzlech Méiglechkeeten, Obligatioune wäerten entstoen, fir op ëffentleche Plazen Zougang zu Drénkwaasser ze kréien, zu Krunnewaasser.

Jo, zousätzlech Waasser spueren: Déi Installatiounen, wéi zum Beispill Armaturen oder Duschkäpp, déi waasserspuerend sinn, sinn am Moment och Elementer, wou mer amgaang sinn, Pilotprojeten ze maache mat eenzele Gemengen. An Erfarungen, déi mer do wäerte gewannen, wäerte mer ganz gären a Form vu Recommandatioune méi breet herno ugewannt gesinn.

Och d'Subsitutioun vun Drénkwaasser: Net fir all Gebrauch brauch een Drénkwaasser. Et kann een och Reewaaser asetzen oder Growaasser. Do lafen och am Moment Pilotprojete an der Planung vun neie Quartiere mat zum Beispill der Gemeng Schëffleng oder och zu Clierf am Lycée, wou mer Projete lafen hunn, fir déi do Saachen ze préiwen an och d'Ëmsetzung dovun herno nach kënne besser ze ënnerstëtzen.

Am landwirtschaftleche Beräich hu mer och Projeten um Lafen, fir zum Deel Klärwaasser ze notzen, awer och, fir och do Waasserspuermoossnamen ..., grad am Uebst- a Geméisbau, aner Zorte vu Gewässer, och vu Growaasser, ze benotzen. Hei lafe Pilotprojeten, déi mer och wëllen an Zukunft nach ausbauen.

Am Industriesecteur, do gëtt och nach zum Deel ganz vill Drénkwaasser zu Killzwecker benotzt. Och dat muss net sinn. Hei hu mer mat Fuerschungspartner och Projete gemaach, wou mer am Moment amgaang sinn, d'Konklusiounen dovun ze zéien an doranner och Recommandatiounen auszeschaffe fir d'Zukunft.

Déi Dréchent, déi mer leschte Summer haten, huet eis all nach eng Kéier gewisen, wéi limitéiert eis Ressourcë sinn an dass mer suergsam musse mat deene Ressourcen ëmgoen. Dëst ass dofir och ganz wichteg, nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass eis Regierung net gewaart huet, fir verschidde Moossnamen an och Strategien en place ze setzen. Dës ginn an Zukunft nach weider verdéift, aktualiséiert an nach weider verstäerkt ëmgesat mam Zil, eis Gewässer ze schützen, eis Biodiversitéit ze erhalen, an dëst am Aklang mat den Interesse vun de Mënschen, an domat d'Auswierkunge vun der Dréchent an och Iwwerschwemmungen ze reduzéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Motions

Ier mer dëse Punkt kënnen ofschléissen, musse mer nach erëm iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Den Här François Benoy freet direkt d'Wuert. Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. D'Madamm Beissel huet jo grad schonn e ganz gutt Beispill genannt, dass och haut schonn eng ganz Rei Gemengen an Acteure sech wierklech Suergen drëm maachen, dass d'Waasser am ëffentleche Raum disponibel ass, dass Drénkwaasser disponibel ass. Dat heescht, mir hunn haut schonn eng Realitéit, dass a ganz ville Gemengen op ganz ville Plazen net nëmme fir d'Drénkwaasser sensibiliséiert gëtt, mee dass et och accessibel gemaach gëtt.

Ech wëll an deem Kontext och drop hiweisen, dass mer immens frou sinn als Fraktioun, dass mam Gesetzesprojet 7995, wéi d'Ministesch et och grad scho gesot huet, dat awer nach weidergemaach gëtt, dass den Accès zum Drénkwaasser wierklech favoriséiert gëtt an dass mer domadder grad un engem Gesetz an der Ëmweltkommissioun schaffen, wou wierklech den Accès zum Drénkwaasser fir jiddwereen – am Text steet „à tout le monde", „à tous" –, dass dat nach weider soll verbessert ginn. Am Artikel 16 steet dat an dat soll notamment gemaach ginn iwwert den Espace public. An deem Sënn brauche mer déi heite Motioun net.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. Dann huet den Här Paul Galles d'Wuert gefrot.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. An och merci dem Marc Goergen fir den Depot vun dëser Motioun. Ech kann den Impuls ganz gutt verstoen. Elo ass natierlech d'Bemierkung, déi d'Madamm Beissel gemaach huet, scho ganz richteg. An ech mengen, déi gëtt schonn eng grouss Erklärung, firwat dass mir eis hei wäerten enthalen.

An et ass awer trotzdeem ... Och an der Motioun selwer gëtt geschriwwe vu staatleche Gebaier. Dat ass e relativ generellen Term. Do fale ganz vill Gebaier drënner. An dat geet héchstwarscheinlech e bëssen ze wäit, fir dann derfir ze suergen, dass an all deene staatleche Gebaier da genau dat zur Verfügung steet, wat hei gefrot ass.

Et wär vläicht méi interessant, et ëmgekéiert ze maachen an de Gemengen ze recommandéieren, dass all Gemeng gratis ëffentlech Toiletten huet, also déi Gemeng, déi dat eeben huet oder kéint hunn, fir dann an deenen Toiletten dann eeben och do e Glas Waasser kënnen ze kréien.

Dofir, mir wäerten eis enthalen. Mir verstinn den Impuls, awer d'Erklärung war jo schonn do, woufir mer mengen, dass dës Motioun net de richtege Wee ass.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech wollt drop hiweisen, dass et eng Aktioun gëtt, déi landeswäit, mengen ech, deem engen oder anerem bekannt ass, deen an de Gemengen aktiv ass, dat ass den „Drëpsi". „Drëpsi" heescht dat an do gëtt et och eng App an do sinn effektiv alleguerten déi Gebaier, déi zougänglech sinn, fir gratis Waasser ze kréien, repertoriéiert. Dat heescht, wann een, ech soen elo emol, zu Esch ass, kann ee kucken, wou een do da kann eppes drénke goen.

Wéi de Kolleeg Paul Galles et gesot huet: Hei ass et awer effektiv e bëssen allgemeng gehale mat den ëffentlech zougängleche Gebaier. Ech muss Iech elo éierlech soen, wann ech elo hei bei eis kucken, ech wär vläicht net ganz frou, wann elo de Finanzministère oder e Landwirtschaftsministère géifen opgemaach ginn an dass all Mënsch do kéint eran op d'Toilette goen an do kéint drénke goen. Ech mengen, dat wär vläicht e bëssen iwwerdriwwen.

(Brouhaha)

Bei de Gemengen: Ech mengen, d'Gemenge kënne mer nach mat an d'Boot huelen. Déi Gemengen, déi beim „Drëpsi"-Projet nach net dra sinn, do kann ee vläicht en Effort maachen, nach eng Kéier motivéieren. Mir hunn zu Jonglënster fënnef Plazen an der Gemeng, wou d'Leit kënnen drénke goen.

Wéi gesot, dat soll een, mengen ech, promouvéieren, den „Drëpsi"-Projet. Mee ech géif och menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net ze stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also, dat, wat den Här François Benoy gesot huet, also dat fannen ech ..., grad dofir misst een déi heite Motioun matstëmmen! Also mir wäerte se matstëmmen, well firwat soll net op enger ëffentlecher

Plaz d'Toilette op sinn, fir kënnen op d'Toilette ze goen?

Ech mengen, déi Fraen, zumindest emol déi Fraen, déi heibanne sinn, déi wäerte jo awer emol wëssen, wa se eng Toilette sichen, datt ee ganz wéineg ëffentlech Toilettë fënnt. A wann ee se fënnt, si se och nach net grad där propperster!

(Brouhaha)

An ech weess net, wéi eng Stad et ass, mee et si Stied am Ausland, déi maachen zum Beispill en Deal mat hire Cafetieren, datt déi d'Leit op d'Toilette goe loossen, an da bezuelen d'Gemengen hinnen e klengen Obolus zréck, well da jo awer Waasser verbraucht gëtt a méi Toilettë musse gebotzt ginn. Dat ass vläicht eng Pist, op déi ee ka goen.

Datt déi heiten esou ganz oppe gehalen ass, fannen ech ganz gutt. An ech soe just eent hei: Vis-à-vis vu mir sëtzen dräi Parteien, déi hunn emol gesot virun enger Zäit, si hätte gären oppen Dieren, oppe Fënsteren, frësche Wand, de Mif eraus!

(Brouhaha et interruptions)

Maja, dann ass dat hei dach ganz sympathesch, wa Leit och a Gebaier era kënne goen an do op d'Toilette kënne goen. Dat ass jo awer guer kee Problem. Also mir stëmmen déi op alle Fall mat, Här Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hunn eis elo e bëssen hei verrannt mat de Waasserspender ...

(Brouhaha)

... vun eenzelne Gemengen oder soss iergendeppes. Also, meng Iddi dohannert war, fir generell eeben déi Gebaier – wann déi Hëtzt ass, wuelverstan! – opzemaachen, dass ee kann op d'Toilette goen.

Bon. Ech muss awer do op dem Här Baum seng Interventioun elo reagéieren, well déi huet mech awer elo e bësse schockéiert.

(Interruptions)

Also, ech hoffen net, ech hoffen net, an ech appeléieren awer do un de President vun dëser Chamber, wann do ënnen ee géif stoen, deen duuschtereg wär an e Besoin hätt, dass déi Dier zou wär, mee dass de President esou mënschlech wär an d'Verwaltung esou mënschlech wär, fir där Persoun, déi Duuscht huet oder e Besoin huet, do ënnen ze hëllefen.

(Brouhaha)

Mir si keng besser Leit. Eis Toilettë kënnen och aner Leit benotzen, wann dee Besoin drëngend do ass. Ech verstinn net, wéi een do ka soen, nee, mir géife kee Waasser ginn!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Félix Eischen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 2

Da komme mer elo zur Motioun Nummer 2, wou et drëm geet, fir d'Wanteraktioun duerch eng Summeraktioun ze ergänzen.

Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, merci, Här President. Merci dem Auteur vun dëser Motioun. Mir wäerten dës Motioun net matstëmmen, well mer d'Necessitéit net agesinn. Mee mir kënnen eis awer gären dovun iwwerzeege loosse vun de Fachleit.

Mir sinn eis jo eens, dass et sécher zu kenger Hëtztwell méi wäert komme bis virum éischten Dezember. Den éischten Dezember ass den Datum, wou d'Wanteraktioun wäert opgoen. An Dir wësst et oder Dir wësst et net, dass d'Familljekommissioun wäert bei Inter-Actions goen, fir mat de Responsabelen ze diskutéieren an ze kucken, wéi d'Wanteraktioun fonctionéiert. Dat hu mer virgesinn, dat ze maachen, ier se opgeet. A priori, ausser d'Wiederkonditioune géife sech ganz séier änneren, geet se jo den éischten Dezember op. Da gesi mer déi Responsabel.

Da kann ech Iech ubidden, dass mer dann do an deem Austausch, dee mer hunn, dass Der hinnen dann natierlech och déi heite Froe kënnt opwerfen. A wann Der dann do géift gesinn, dass een hei déi Necessitéit gesäit, oder mir alleguerten, da kënnt Der déi heite jo selbstverständlech nach eng Kéier eraushuelen. Bis dohinner wäert sech jo an deem heiten Dossier sécherlech meteorologesch gesinn op d'mannst näischt doen, soudass dat eppes wier, wéi gesot, wat ech Iech kéint ubidden.

Mee wéi gesot, wann Der se géift zum Vott stellen, géife mer se net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci nach eng Kéier, Här President. Och nach eng Kéier merci dem Marc Goergen fir déi heite Motioun. Ech fannen déi Propos vum Max Hahn eigentlech ganz interessant, dass ee sech eng Kéier mat den Acteuren och consultéiert.

Meng instinktiv Reaktioun war elo ze soen: Summeraktioun ass net gläich Wanteraktioun. Also, am Wanter si mer an anere Konditiounen. Do sinn d'Mënsche souwisou dobannen. Do mécht et och iergendwou Sënn, se op enger Plaz dann zesummenzehuelen, wa se eebe geschützt solle gi virun den déiwen Temperaturen. Am Summer, wou eigentlech de Zock ass, dobaussen ze sinn, mécht et am Sënn vun enger sozial politescher Approche net onbedéngt dee selwechte Sënn, fir se op enger Plaz zesummenzehuele wéinst den héijen Temperaturen.

An da muss een och nach kucken: Ech denken, dass d'Streetworker awer scho ganz vill och do maachen, och ganz vill ubidden. Dat ass elo zumindest emol meng Approche oder mäi Gefill bei där Saach.

Dofir, mir géifen eis hei enthalen, well mer den Impuls verstinn, wa se elo zum Vott géif gestallt ginn. Awer déi Approche vum Max Hahn ass natierlech interessant, fir dann iwwert d'Kommissioun dann iwwerhaapt déi doten Donnéeën och eranzehuelen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. Ech mengen, da kënne mer och zum Vott ... Nee, d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, a sech sinn ech elo der Iwwerzeegung, dass mer weeder eng Summeraktioun nach Wanteraktioun sollte maachen, mee eng Ganzjoresaktioun, fir de Leit ze hëllefen.

Ech fannen den Datum vum éischten Dezember och onglécklech. Mir sollten de Leit och elo schonn hëllefen, dat ganzt Joer iwwer, an net soen als Regierung: „Mir maachen eréischt den éischten Dezember op!"

Ech ka mat der Schlussfollgerung liewen, dass mer se am Suspens halen – ech mengen, dat wier déi Versioun, déi Der elo virgeschloen hätt – a se nom 1. Dezember nach eng Kéier an der Plenière diskutéieren oder an enger Kommissioun.

Mir geet et einfach drëm, dass déi Leit op der Strooss nächste Summer, wann erëm esou eng Hëtztwell kënnt, Schiet hunn. Dat ass dat, wat ech wëll erreechen. A wa mer doduerjer, duerch de Suspens, dat kënnen erreechen a mat deene Leit schwätzen ... Well ech hu mat de Leit um Terrain geschwat an déi hu mer alleguerte gesot, dass dat gefeelt huet am Summer, fir ënnerdaach ze kommen.

Ob dat eng Wanteraktioun ass oder ob d'Gemengen herno hir Centre-culturellen opmaachen, déi souwisou iwwert de Summer eidel sinn, fir Schiet, dat sief dohinnergestallt. Et soll einfach eppes sinn, wou d'Leit Schiet fannen a sech e bësse kënnen ofkillen.

Also setze mer se an de Suspens. Ech sinn averstanen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Här Goergen, verstinn ech dat richteg, datt Der d'Motioun zréckzitt?

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Dir sot „en suspens". Well mir hu schonn esou vill Motiounen am Suspens a mir wëllen am Fong geholl dee Stock, dee mer do hunn, esou niddreg wéi méiglech halen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, Här President, ech wëll, dass déi Summer- a Wanteraktioun fir d'Leit kënnt. An dofir war dat elo de Kompromëss, dass mer mat de Leit um Terrain schwätzen. Wann dat elo formell e Problem ass, dann huelen ech se haut zréck an ech brénge se nom éischten Dezember, wann Der dat léiwer hutt.

M. Fernand Etgen, Président | Richteg. Da kënnt Der se nach eng Kéier nei deposéieren.

Ok. Ech mengen, domadder ass déi Motioun zréckgezunn.

(La motion 2 de M. Marc Goergen est retirée.)

6. 8083 – Projet de loi portant mise en œuvre de la baisse temporaire du taux de TVA et modifiant la loi du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Da kënne mer zum nächste Punkt kommen, dem leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 8083 iwwert d'Ëmsetzung vun dräi Mesuren, déi wärend der Tripartite vum 28. September festgehale gi sinn.

A wéi eng Mesuren datt dat sinn, dat wäert eis elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum, soen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut virstellen, ass deen éischte vun enger Serie vu Projeten, déi am Kader vum Solidaritéitspak 2.0 hei an der Chamber wäerten diskutéiert a gestëmmt ginn.

Den zweeten Tripartite-Accord, deen d'Regierung mat alle Sozialpartner den 28. September ënnerschriwwen huet, huet jo als iewescht Zil, éischtens emol d'Inflatioun ze bekämpfen, zweetens d'Kafkraaft vun de Leit ofzesécheren an drëttens d'Käschte vun de Betriber, esou wäit et geet, niddreg ze halen.

An ech brauch Iech heibannen net – ech mengen, kengem heibannen – ze erklären, wat grad am Moment d'Inflatioun massiv undreift: Dat sinn d'Energiepräisser, dat ass de Präis vum Pëtrol, vum Gas a vum Masutt.

An dëse Projet, dee besteet am Fong aus zwee Volet-en: Deen éischte Volet, do geet et ëm alles, wat d'Energiepräisser sinn, an deen zweete Volet, do geet et ëm d'TVA.

Follgend dräi Mesuren, wat d'Energiepräisser ugeet:

Déi éischt Mesure: D'Subventioun um Masutt fir Privatstéit, déi gëtt ab dem 31. Oktober, an dat bis zum 31. Dezember 2023, op 15 Cent pro Liter gehéicht. Momentan gouf de Masutt mat 7,5 Cent um Liter subventionéiert. Dat ass e Käschtepunkt, deen de Staat ze droen huet, vun 33 Milliounen Euro.

Déi zweet Mesure, do geet et ëm de GPL, de Gaz de pétrole liquéfié en citerne. Dat heescht, et geet net ëm d'Leit, déi un de Gasreseau ugeschloss sinn, mee et geet ëm d'Leit, déi wierklech en Tank bei sech doheem hunn an déi dann de Propangas heemgeliwwert kréien. Tëschent dem 31. Oktober vun dësem Joer bis den 31. Dezember d'nächst Joer kréien d'Leit hei och gehollef, an zwar gëtt et 20 Cent um Kilo, déi de Staat hei wäert iwwerhuelen. Dat ass eng Ausgab, déi sech op zwou Milliounen Euro chiffréiert.

An déi drëtt Mesure, dat ass eng, déi Der kennt, well iwwert déi hu mer de Mëtteg scho geschwat. Do geet et ëm de rouden Diesel an der Landwirtschaft, awer och an der Forstwirtschaft a bei de Wënzer. Do hate mer den 12. Mee e Gesetz geholl, wat ausgelaf ass den 31. Juli. Wéi dunn op den Tankstellen e Mount verlängert ginn ass, ass och dat doten automatesch verlängert ginn, ouni dass mer awer heibannen d'Gesetz ugepasst haten. Dat heescht, mir ginn elo retroaktiv déi Upassung maachen op den 31. August vun dësem Joer, dat heescht fir wat een nennt de „rouden Diesel". An dat ass fir de Staat en zousätzleche Käschtepunkt nach eng Kéier vun 200.000 Euro.

Kolleeginnen a Kolleegen, en zweete Volet, dee betrëfft d'TVA. Do wäert et am Joer 2023 zu enger Baisse vun 1 % kommen op alleguerten den TVA-Sätz. Den normalen Taux geet erof vu 17 % op 16 %, den Taux intermédiaire vu 14 % op 13 % an den Taux réduit geet erof vun 8 % op 7 %.

Fir nach eng Kéier ganz kloerzestellen: Dës Reduktioun op der TVA bezitt sech net nëmmen op d'Energiepräisser, mee op alleguerten d'Produiten an och d'Servicer, déi dobaussen ugebuede ginn. Op all deene gëtt ab dem 1. Januar e méi déiwen Taux applizéiert. Dat heescht, déi TVA-Reduktioun wäert déi ganz Panoplie vu Produiten a vu Servicer natierlech betreffen. Dëst ass eng Mesure, déi natierlech och dozou soll bäidroen, fir d'Inflatioun 2023 ze bremsen. An de Finanzministère huet eis ausgerechent, dass do mat engem Déchet fiscal vun 317 Milliounen Euro ze rechnen ass.

Zum Schluss kann ech Iech da soen, dass dës Mesuren zesummegeholl e Käschtepunkt wäerten hu vun 352,5 Miliounen Euro.

Wat déi verschidden Avise betrëfft, do kann ech op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Ech soen Iech alleguerte Merci, dass Der nogelauschtert hutt, an ech ginn elo schonn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Gilles Baum villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'CSV wäert dëse Gesetzesprojet matstëmmen, well d'Erofsetze vun der TVA, besonnesch op den Energieprodukter, dat war och eng vun de Propose vun eis, déi mer schonns am Juni gemaach haten am Kontext vun der Energiekris. A mir stinn och haut zu eisem Engagement.

Dës Moossnam mag fir deen een oder aneren net sozial cibléiert sinn oder mat der Géisskan, wéi et ëmmer esou schéin heescht, iwwert d'Land gefuer. Mir respektéieren als CSV déi Meenung, mee mir deele se net, well mer der Meenung sinn, dass et elo an dëser Kris heescht, direkt ze handelen.

Dat, wat fir eis awer wichteg ass, dat ass: Wa mer elo als Gesetzgeeber zréckbehalen, fir d'TVA erofzesetzen, jo, da muss se och hanne beim Bierger ukommen! Well soss ass nämlech dat Zil, wat ee sech setzt a wat awer de Steierzueler – mir mussen dat jo eng Kéier soen – 317 Millioune kascht, soss ass dat net erreecht!

An den Tripartite-Accord gesäit dat jo ausdrécklech vir, well do steet: „Le Gouvernement et l'UEL" – also d'Unioun vun den Entreprisen – „appellent les entreprises à ce que cette baisse de la TVA soit répercutée sur les prix des produits et services de façon à déployer pleinement son effet de freinage de l'inflation."

Dat heescht am Kloertext: D'Entreprisë kréien hei déi TVA-Reduktioun, déi se kënnen applizéieren, wouduerch natierlech hir Produkter – ech denken zum Beispill un Autoen, ech denken och am Bau, well do spillt se am meeschten –, wou déi méi interessant sinn. Allerdéngs heescht et och, dass se matspillen, fir dass déi Inflatiounskurv no ënne ka gefuer ginn. Well soss ass der Saach näischt gedéngt!

An Dir hutt alleguerte matkritt, dass de Statec d'Inflatioun bei eis fir de leschte September op ronn 7 %, 6,9 %, chiffréiert huet. Mir hunn och gesinn: Eurostat, dat ass de Moie komm, déi hunn eng Inflatioun fir Lëtzebuerg op September gerechent vun 9 %. Also, dat ass scho substanziell!

A mir wieren och do als CSV frou, wann déi TVA-Reduktioun net nëmme bei Produiten ugewannt géif ginn, wou et einfach ze berechnen ass – en Auto, deen huet en Nettopräis, an dat gesitt Der, wann Der e kafe gitt, da steet herno d'TVA als Plus derbäi –, mee och an deem, wat d'Leit alldeeglech ze kafen hunn an de Supermarchéen, um Niveau vun de Servicer, well do spillt et och, Kleeder oder aneres, dass et do applizéiert gëtt, well soss bréngt dat hei net ganz vill an d'Bierger bezuelen déi ëm déi 300 Milliounen Euro erëm zréck. Well déi 300 Milliounen Euro, fir et eng Kéier ze soen, dat ass d'Equivalenz, wat de Staat kasséiert bei enger Indextranche. Also, mir schwätzen hei net vun näischt!

Den zweete Punkt ass och deen – de Gilles Baum ass drop agaangen – faméisen Heizungsmasutt. Mir hunn och deemools gesot, dass soll de Präisdeckel, dat war eis Propos, op dem Heizungsmasutt geschéien. Mir stinn och zu där Moossnam, fir hei déi Subventioun um Heizungsmasutt, wat elo ass 7,5 Cent, fir déi op 15 Cent als Rabatt eropzesetzen.

Ech soen Iech och ganz einfach, firwat: Et kann een net all Mënsch op eng Wärmepompel drainéieren. An iwwregens, dat héiert een ëmmer méi: Och eng Wärmepompel brauch Elektresch; also déi gëtt et net zum Nulltariff! An eng Wärmepompel, et si jo eng Rei vu Buergermeeschteren heibannen, Dir wësst, déi Wärmepompelen, wat der ëmmer méi kommen, also deen ee setzt se hanne bei sech op den Eck vum Gaart an deen aneren ass awer direkt drop, fir ze reklaméieren, wat ech och duerchaus kann novollzéien.

An ech mengen, et wier wichteg – den Energieminister ass hei –, et wier och gutt, wann d'Regierung géif dee Message mat un d'Inneministesch huelen, fir dass ee vläicht landeswäit eng Reegel géif fannen, dass een eng Wärmepompel en dehors vun dem Gabarit vun engem Haus, an dat si jo meeschtens flaach Diecher, op den Daach ka setzen. Well nämlech do geet de Schall an d'Luucht an dee Moment ass deen een an deen anere manner dervu genéiert. An iwwregens héiere mer aus dem Secteur, dass si och gewëllt sinn, fir déi Wärmepompelen uewen dranzesetzen. Dat heescht, et muss een erlaben, grad wéi bei Geschäftsinfrastrukturen, dass eng Wärmepompel hors gabarit kann erlaabt ginn.

Et si 55.000 Stéit hei am Land, déi hëtzen nach mat Heizungsmasutt – 55.000! Also, dat ass zolidd! An et kann een deene Leit och net e Virworf maachen, well vill am ländleche Raum, do leien iwwerhaapt keng Gasreseauen, déi dat géifen erlaben.

An ech muss Iech ganz éierlech soen, d'Leit, déi en Haus hunn, wat 40, 50 Joer an alt nach méi laang do steet, an d'Leit mat hire Pensiounen an deem, wat alles op se duerkënnt, déi hunn och net ëmmer d'Méiglechkeeten, fir alles ëmzerüsten. Ech mengen, hei kann een net mat der Fuchtel ronderëmergoen.

An dann ass eppes, wat den … Jo, ech kommen nach kuerz op den Heizungsmasutt, fir Iech nëmmen ze verdäitlechen, dass och déi heite Moossnam awer sënnvoll ass. 2017 huet dee 54 Cent de Liter kascht mat der TVA. Virun engem Joer, den 19.10.21, wat huet en do kascht? 79 Cent. An den Heizungsmasutt

kascht op haut 1,40 Euro. Also gesitt Der, wat fir eng Augmentatiounen dass dat scho kannt huet!

Dann hunn ech nach eng lescht Saach, an de Marc Spautz kënnt ëmmer domadder, dass dat net vergiess gëtt: Mir maachen elo eppes fir déi Leit, déi mam Gas hëtzen. Mir maachen eppes fir déi Leit, déi mam Masutt hëtzen. De Marc Spautz als fréiere Creos-Mataarbechter ënnersträicht ëmmer, dass et ronn 12.000 Stéit am Land nach ginn, déi mat Nuetsspäicherheizungen, dat heescht op Elektresch fueren.

Dat heescht, wann ech de Marc Spautz richteg verstinn: Nuets ginn zu engem verbëllegten Tariff déi Elektroheizungen opgespäichert an déi ginn dann am Dag dat Hëtzes of. Mee och déi Leit, och déi Leit, mengen ech, sollen déi néideg Ënnerstëtzung fannen, well och déi brauchen eng gewëssen Energie, fir sech hiert Haus ze hëtzen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Et war manner streng wéi d'lescht Woch.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ma merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, haut setze mer jo da mat dësem Projet de loi en Deel vun deene Mesuren ëm, déi mer am Tripartite-Accord festgehalen haten, mat deem mer probéieren, géint d'Explosioun vun den Energiepräisser virzegoen.

Déi finanziell Kompensatioune vu 15 Cent de Liter beim Masutt respektiv 20 Cent de Kilogramm beim Flësseggas ziele wuel net zu deene Mesurë vum Accord, déi am meeschte Visibilitéit kritt hunn an der Lescht, mee si bedeiten awer fir deen eenzelne Stot, deen do a Fro kënnt, eng ganz wichteg finanziell Entlaaschtung.

Ech si virun allem frou, dass mir dës Mesure bis Enn d'nächst Joer verlängeren. Dat gëtt nämlech de Stéit hei am Land eng gewësse Previsibilitéit an ënnert dem Stréch sinn et ëmmerhi 35 Milliounen Euro u Kafkraaft, déi mer op dësem Wee zréck bei d'Stéit kënne ginn.

Et ass elo schonn e puermol gesot ginn: D'Reduktioun vun den dräi TVA-Sätz ëm allkéiers ee Prozentpunkt ass eng Mesure, déi sech d'Regierung eng 317 Milliounen Euro kaschte léisst, fir géint d'Präisdeierecht virzegoen.

Den Här Roth hat elo grad nach erkläert, dass allkéiers, wann eng Indextranche erfält, et beim Staat natierlech och an der Keess rabbelt. Mir haten d'Fro gestallt an der Finanzkommissioun an Dir hat, mengen ech, de Chiffer elo genannt. D'Äntwert war deemools, dass dat variéiert tëschent 240 an 280 Milliounen.

Dobäi muss een awer wëssen, dass dat net netto ass. Well op där anerer Säit huet de Staat, allkéiers, wann eng Indextranche erfält, och erëm eng ganz Partie méi Depensen, sief dat, dass d'Primmen an d'Luucht ginn oder allgemeng d'Paien, déi de Staat muss bezuelen, soudass déi Suen also net als netto ze gesi sinn. Mee hei sinn awer 317 Milliounen Euro netto, déi mer erëm zréck un d'Leit ginn an un d'Ekonomie.

Mir gesinn am Fong alle béid Mesuren als Puzzlestécker vun engem ganzen Accord, deen eigentlech de grousse Meritt huet, dass hei am Land d'Salariéen net mussen op d'Strooss goen. Ech mengen, mir gesinn d'Biller an eisen Nopeschlänner an da wësse mer, wat eis dat dote wäert ass. Hei brauche se sech dofir net Gehéier ze verschafen oder gehollef ze kréien. Dat ass mat dësem ganze Mesurëpak assuréiert an dëst kann een eigentlech net dacks genuch ervirhiewen.

Aus dësem Grond ginn ech also ganz gären am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nieft der Deckelung vun de Gas- a Stroumpräisser ass d'Reduktioun vun der TVA ëm 1 % an deenen dräi Tauxen e wichtege Bestanddeel vum Solidaritéitspak, dee séier an effikass ka gräifen. Et ass also net direkt eng sozial Mesure, mee eng Mesure, déi séier bei de Leit ukënnt an direkt wierksam gëtt.

D'Zil besteet bekanntlech doran, d'Inflatioun bis Enn 2023 ze bremsen, den Indexmechanismus op déi Manéier oprechtzeerhalen, wat zum soziale Fridde bäidréit, an d'Kafkraaft ze schütze vun all de Stéit an Entreprisen an och dobäi nach eng duebel Kraaft ze ginn, dëst mat 35 Milliounen Euro eleng fir d'Kafkraaft.

An der Tripartite hunn d'Reduktioun vun der TVA grad wéi déi aner Moossnamen zu engem breede Konsens gefouert. An awer koum duerno d'Suerg op, op déi de Gilles Roth och virdrun agaangen ass, d'Suerg, datt d'Reduktioun vun der TVA op enger Rei Produiten net bei de Konsumente géif ukommen, an zwar doduerch, datt d'Betriber, d'Commercer an d'Déngschtleeschter d'Reduktioun net konsequent un hir Clientë géife weiderginn.

D'Fro, ob dës Suerg dann elo berechtegt ass oder net, ass natierlech wichteg. A fir eng Äntwert dorop ze fannen, kann ee beispillsweis e Bléck an Däitschland geheien, wou d'TVA op enger Rei Produite schonn am Ufank vun der Pandemie erofgesat ginn ass, fir d'Konjunktur ze stäerken, an dat vu Juli bis Dezember 2020. Zanterhier gouf analyséiert, awéifern dës Senkung sech effektiv op de Portmonni vun de Stéit géif auswierken.

Quitte datt et nach aner Aflëss ginn, déi de Präis eebe beaflossen, aner Effeten, esou konnten d'Finanzexperten an Däitschland awer feststellen, datt d'Präisser vun de Liewensmëttel direkt no der TVA-Senkung däitlech erofgaange sinn. Bei den Energiepräisser ass d'TVA-Reduktioun ëm 80 % bei de Konsumenten ukomm. An an de Supermarchéë koum d'Reduktioun praktesch integral bei de Clienten un.

An anere Wierder: Laut den Erfarunge vun Däitschland huet d'Reduktioun vun der TVA ganz kloer en inflatiounsdämpfenden Effet an dréit derzou bäi, datt d'Kafkraaft vun de Konsumenten a Konsumentinnen an der Kris gestäerkt gëtt.

Domat wëll ech natierlech awer net soen, datt een d'Entwécklung, oder besser gesot d'Reduktioun vun de Präisser, net soll am A behalen. Och dat ass wichteg.

Wat d'Moossnamen ugeet, déi sech méi speziell op den Diesel a Flëssegas bezéien, esou sinn dës jo just temporärer Natur. Si ginn zum Deel verlängert oder verstäerkt. An duerfir soen ech dem Gilles Baum och villmools Merci fir säi Rapport, wou en déi Moossnamen am Detail erkläert huet. Si si virun allem geduecht, fir d'Secteure vun der Agrikultur, dem Commerce, der Industrie an anerer ze stäerken, mee och d'Stéit natierlech, dëst an Zäite vun enger rasanter Inflatioun.

Allerdéngs, an dat kann een net oft genuch ënnersträichen, däerfe mer eis net just op dës kuerzfristeg a krisebedéngt Besoinen oder Moossname konzentréieren, well weiderhin ass et onëmgänglech, alles drunzesetzen, fir d'Transitioun a Richtung Erneierbarer ze beschleunegen, an dat souwuel bei de Privatstéit wéi och bei den Entreprisen. An et ass do, wou an der Lescht esou vill Efforte gemaach gi wéi ni virdrun an der Vergaangenheet.

Och wann all dës Moossnamen, déi ech elo net all opzielen, soss géif et ze laang daueren, wann déi net Bestanddeel vun dësem Projet de loi sinn, esou ass et mir awer wichteg, am Numm vun der grénger Fraktioun ze ënnersträichen, datt een dëse Projet de loi am Gesamtkontext vun der Energiekris muss gesinn. Et ass eng Kris, aus där mer eis Léiere mussen zéien, an déi Léieren heeschen erneierbar Energie an Energieeffizienz.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Vläicht och e puer Wuert vun eiser Säit. Ech wéilt emol fir d'éischt dem Här Gilles Baum Merci soe fir déi ganz detailléiert Presentatioun, déi en eis gemaach huet.

Ech mengen, et ass einfach wichteg, datt mer wëssen, wouriwwer mer hei schwätzen, ëm wat et geet, well mir schwätzen awer e bësselche ronderëm de Bräi. Hei steet och am Gesetzestext oder an deem Rapport, dee mer kruten: „La hausse des prix de l'énergie, notamment suite à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine …" Gutt! Mee ech mengen, mir schwätzen hei iwwer Sanktiounspolitik. Mir schwätzen iwwert d'Resultat vun der europäescher Sanktiounspolitik. Et ass dat, wouriwwer mer hei schwätzen. An d'Resultater dovunner, do sinn der eng ganz Partie.

Do ass emol éischtens dat, wat d'Virriedner gesot hunn, datt mer ronn 8 % Inflatioun hunn. Dat bedéngt natierlech d'Zënserhéijungen, dat bedéngt enorm Belaaschtunge fir d'Stéit, och fir d'Entreprisen. Et bedéngt extreem héich Energiepräisser. Dat heescht, wat hei esou ëmschriwwe gëtt als Energiekris oder aner Kris, et ass u sech e Resultat vun eiser Politik. Mir hunn als ADR ëmmer gesot, datt mer déi Politik kritiséieren, well et e Bumerang ass.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Cruchten Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wollt mäi Räsonement fäerdeg maachen an dann natierlech ganz gär. War et dës Kéier eng Fro, Här Cruchten? Well d'lescht Kéier war et net ganz kloer, wéi Der de Fanger ausgestreckt hat.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Mee dann, ech kommen op Iech zréck. Ech kommen op Iech zréck. Ech maache just de Räsonement fäerdeg an da ganz gär.

Also, mir musse wëssen, wouriwwer mer hei schwätzen. Et ass d'Resultat vun enger Sanktiounspolitik, déi mir féieren, an déi u sech dat Zil, wat fixéiert ginn ass, nämlech datt et soll zu engem Enn vun engem Krich kommen, net erreecht huet, net bis elo, an ob dat jee dann ass, do si mer am Beräich vun der Spekulatioun. Do ginn d'Meenunge wäit auserneen.

Wat gesi mer? Mir zerstéieren de Räichtum an eise Gesellschaften, mir belaaschten d'Stéit, mir belaaschten d'Entreprisen.

D'ADR dréit all déi Moossnamen, déi haut ugekënnegt gi sinn, mat, well mir wëlle jo d'Konsequenze fir d'Stéit a fir d'Entreprisen esou niddreg wéi méiglech halen. Mee mir mussen eis einfach och froen: Wéi laang geet dat do virun? Well mir pléischtere jo just hei! Mir pléischteren, mir probéieren, d'Konsequenze vun där Politik, déi mer féieren, e bëssen ofzefiederen. Mee et ass u sech dat, wat mer maachen. An d'Fro ass: Wéi laang geet dat?

An ech mengen, et ass elo net hei an deene puer Minutten, déi mer hunn, an ech muss jo och nach dem Här Cruchten äntweren, fir do laang iwwert d'Sanktiounen ze schwätzen. Mir hunn eng Interpellatioun zu deem Theema ugefrot.

Mee et muss een awer och wëssen, datt sech vläicht eng Ännerung ergëtt elo Ufank November. Et komme Walen an den USA. An dat ass eng ganz grouss Entwécklung. De 6., 7. November hu mer hei eng Diskussioun iwwert d'Baussepolitik, wou den Här Asselborn da seng Positioun duerstellt, a mir wäerten eis duerstellen. An den Dag drop, mengen ech, oder zwee Deeg drop, hu mer Walen an den USA an déi kënne ganz vill änneren.

Well wann Der déi zwou Parteie kuckt an Amerika: Bei de Republikaner ass weesentlech méi Kritik géintiwwer där Politik, déi am Ableck vun der Administratioun Biden geféiert gëtt am Kontext Sanktiounen, Ukrain an esou weider, wéi wann elo d'Demokrate géifen d'Wale gewannen.

Mir wäerten also an enger Situatioun sinn an e puer Wochen, wou mer vläicht eng Reevaluatioun wäerte maache vun där Politik a villes wäert nei beliicht ginn am Fall, wou sech géif den amerikanesche Kongress substanziell anescht zesummesetzen, wéi dat am Ableck de Fall ass. Ech wollt dat just soen.

Wéi gesot, eis Grondpositioun ass, datt ee muss anescht mat deem Krich ëmgoe wéi duerch déi Sanktiounspolitik, déi eis op jidde Fall an engem ganz héije Mooss schuet, all de Leit hei am Land schuet, de Leit an Europa schuet, an datt mer, wéi gesot, musse kucken, fir laangfristeg Léisungen ze fannen a besser Léisunge wéi déi do.

Här Cruchten, Dir wollt mir eng Fro stellen, wannechgelift.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, Här Kartheiser. Dir hat mech och duerchkuckt, ech hunn nämlech keng richteg Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A!

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech hunn eng Äntwert dorobber.

(Brouhaha)

Ech wëll nämlech net …, Dir sot dat ëmmer erëm an dofir muss ech Iech elo eng Kéier äntweren: Dir behaapt ëmmer erëm, dass déi héich Präisser an déi héich Inflatioun, dass dat alles eleng d'Schold vun de Sanktiounen ass, déi d'Europäesch Unioun getraff huet géint Russland. Abee, dat dote sinn Direktsuitte vun deem Krich, dee Russland géint d'Ukrain féiert!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Yves Cruchten (LSAP) | An net ëmgedréit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | A mir kënnen de Spiiss net dauernd esou ëmdréien, wéi et eis gefält. Hätte mer Fridden an Europa, dann hätte mer déi ganz Entwécklung do net. An dat muss emol eng Kéier gesot ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien! Très bien, Här Cruchten! Mat Ärem leschte Saz sinn ech …, „hätte mer Fridden an Europa". Mee ech wëll Iech vläicht e klenge chronologesche Rappel maachen.

(Interruptions et brouhaha)

Ech hunn d'Recht, op eng Fro ze äntwerten, ob dat Iech elo interesséiert oder net. Mee dat Recht hunn ech.

(Brouhaha)

De 24. Februar, de 24. Februar 2022, huet Russland am Broch vum internationale Recht d'Ukrain militäresch ugegraff. Mir hunn dat verurteelt. Kuerz drop hunn europäesch Ministeren – kuerz drop! –; den Här Le Maire an anerer, déi hunn dunn direkt … An de Bruno Le Maire huet gesot, si géifen, ech mengen, d'Situatioun war: „deen totale wirtschaftlechen a finanzielle Krich géint Russland ufänken". Dat war d'Zitat vum franséischen … En huet zwar kee Lëtzebuergesch geschwat, mee soss war et awer richteg: de Wirtschaftskrich, de Finanz-, den totale Wirtschafts- a Finanzkrich, géint Russland!

An dunn huet déi Sanktiounspolitik ugefaangen. Dat heescht, wou mer eis eens … An déi huet natierlech all déi Konsequenzen op eis Ekonomie, op d'Inflatioun, op d'Stéit an esou weider, déi mer elo probéieren hei ze pléischteren.

Mee wou ech mat Iech komplett d'accord sinn, Här Cruchten, dat ass, datt mer musse Fridden an Europa hunn! A wéi kënnt een dozou?

An dofir hu mir als ADR vun Ufank un, vum éischten Dag u gesot: Mir musse kucken, datt mer déi Situatioun hei berouegt kréien, amplaz an e Krich …, wou mer ëmmer méi eskaléieren an esou weider. Dir erënnert Iech, Dir kënnt alles noliesen: Vun Ufank un hu mir als ADR derfir plädéiert, fir eng diplomatesch Léisung ze huelen, fir ze kucken, datt mer d'Parteien un en Dësch kréien, fir ze kucken, datt mer Mënscheliewe schounen, den Territoire vun der Ukrain esou wäit wéi méiglech preservéieren an eng Eskalatioun vum Konflikt verhënneren. Vun Ufank un, Här Cruchten, hu mir fir eng diplomatesch Léisung plädéiert!

An Dir wäert gesinn, datt an e puer Méint spéitstens d'LSAP heihikënnt an d'Membere vun dëser Regierung heihikommen an déi Positioun, déi mir vun Ufank u vertratt hunn, da wäerten adoptéieren a soen, dat wär elo déi gutt Iddi. Eppes, wat no Dausende vun Doudegen da leider eréischt der Regierung afält. An och Parteie wéi Iech, déi Waffe liwweren a Krich favoriséieren amplaz de Fridden.

Une voix | O, Här …!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Cruchten freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, do muss ech Iech natierlech elo awer nach eng Kéier drop äntwerten. Also, Dir wäert dat net gesinn, dass mir Är Positiounen deelen!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat kann ech Iech elo scho garantéieren. Mee et ass kloer, dass mer alleguerte gäre Fridden hätten, am léifsten haut, an dass mer och am allerléifsten eng diplomatesch Léisung hätten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee eng diplomatesch Léisung, dat heescht, dass mer op där anerer Säit vum Dësch ee mussen hunn, mat deem mer kënne schwätzen. Wie soll dat da sinn? Soll dat dee Staat sinn, deen amgaangen ass, en anere Staat brutal ze iwwerfalen, do Leit ëmzebréngen, Zivilisten ze beschéissen, Infrastruktur futti ze maachen, Fraen ze vergewaltegen a Krichsverbriechen ze maachen? Also ganz éierlech gesot, mir deelen alleguerten dee Wonsch vum Fridden. A mir deelen alleguerten de Wonsch vun enger diplomatescher Léisung. Mee awer net mat deenen, déi elo hei Krichsverbriche maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Cruchten, ech hunn all Sympathie, all Sympathie fir Leit wéi Dir, fir en Här, dee, wéi Dir, sech opreegt iwwert déi Grausamkeet vum Krich, all Sympathie!

Et muss een allerdéngs och soen, datt Krichsverbriechen an esou weider op deenen zwou Säite gemaach ginn. Et ass net, datt do eleng russesch Truppe sinn. Dir erënnert Iech un e Rapport vun Amnesty International iwwert d'Behuele vun der ukrainescher Arméi an esou weider, vun zwou Säiten.

Mee dat Gefill, wat Dir hei weist, dee Refus vun der Grausamkeet an deenen Exaktiounen, déi an engem Krich sinn, dat deele mir och.

Allerdéngs muss ech Iech soen: Wann Der wëllt Fridden hunn, da musst Der mat deene verhandelen, déi do sinn! Dir kënnt Iech net eng russesch Féierung oder eng ukrainesch Féierung, fir relativ neutral hei opzetrieden, wënschen, déi et net ass! Dir hutt déi Leit, déi do sinn. A wann Der wëllt e Friddensofkommes erreechen, musst Der mat deene verhandelen, déi de Pouvoir hunn. A Russland ass dat den Här Putin, an der Ukrain den Här Selenskyj.

Mir sinn einfach an där Situatioun, wou mer musse kucken, datt mer déi Parteien un en Dësch kréien. An ech soen Iech – ech soen Iech! –: Dat huet bis elo och heiansdo fonctionéiert!

Mir hunn en Ofkommes gehat tëschent Russland an der Ukrain iwwert den Austausch vu Krichsgefaangenen. Mir hunn en Ofkommes gehat tëschent der Ukrain a Russland iwwert den Accès vun der internationaler Atomenergieagentur op d'Atomkraaftwierk vu Saporischschja. Mir hunn en Accord gehat tëschent der Ukrain a Russland iwwert d'Liwwerung vu Weess, deen aus der Ukrain exportéiert gouf.

A mir haten déi meescht vun deenen Accorde Gott sei Dank duerch den Här Erdoğan, deen op eng ganz gescheit Manéier probéiert huet, do d'Leit un en Dësch ze kréien a Kompromësser ze arrangéieren. Dat ass eng intelligent Politik, soudatt dat wéinstens op dräi Punkten – Atomrisiken, Krichsgefaangener an Exportatioun vu Weess – zu gudden Erfolleger geféiert huet.

An dofir, mengen ech, muss een och optimistesch sinn. A wann ee wierklech wëllt verhandelen, da kann een och mat dem Här Selenskyj a mam Här Putin en Accord erreechen. Et muss een doru gleewen an et muss een dat Bescht maachen, fir Bons offices unzebidden an zu engem Fridden ze kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt emol merci dem Rapporteur fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ëmmer méi Menagë sti mam Réck widdert der Mauer. Vill hate scho virdrun net genuch fir ze liewen, an elo wéinst der Deierecht rutschen ëmmer méi Stéit an d'Nout.

Dës Baisse vun der TVA ëm ee Prozentpunkt ka vläicht derzou bäidroen, dass de Caddie am Supermarché ganz e bësselche méi bëlleg gëtt. A mir hoffen och, dass dëse Projet wäert dobäi hëllefen, d'Inflatioun ze stabiliséieren. An dofir wäerte mir och dëse Gesetzesprojet matstëmmen. Mee dat verhënnert awer net, e puer kritesch Wierder dozou ze soen.

Éischtens ass déi Hoffnung deier bezuelt, dass dës Baisse vun der TVA en Impakt op d'Inflatioun wäert hunn. 317 Millioune sinn net näischt! Mat deem Montant hätt een och vläicht aner Mesurë kënne finanzéieren.

Zweetens ass et och kloer, dass dës Mesure net immens sozial selektiv ass. Déi aarm Menagë wäerten zwar proportional zu hirem Revenu méi spueren, mee an absolutten Zuele profitéieren natierlech déi, déi am meeschte kënne kafen, dat heescht deen, deen am meeschte Suen huet.

Drëttens ass jo vu virera kloer, dass dës 317 Milliounen nëmmen deelweis wäerte beim Konsument ukommen. De Rescht wäert eventuell an d'Margë vun de Betriber fléissen. Wéi héich den Undeel wäert sinn, kann am Viraus kee soen. Sécher ass just, dass dat weeder de Staat nach d'Konsumenten decidéieren, méi eng begrenzten Unzuel vu privaten Acteuren. D'Regierung wär dofir gutt beroden, deene wichtegsten Acteure ganz kloer ze maachen, wat de Staat vun hinnen erwaart, a ganz speziell de Supermarchéen.

Et wär och gutt, wann den Impakt vun dëser TVA-Senkung genee beobachtet an och dokumentéiert géif ginn, schonn eleng, fir am Nachhinein kënne festzestellen, wat se dann awer och wierklech reell bruecht huet.

Dofir mengen ech, dass een de Bierger/innen och kloer muss soen, dass den Impakt op d'Inflatioun wäert relativ geréng bleiwen, net dass dobausse falsch Hoffnungen opkommen. Egal wéi d'Betriber sech entscheeden, dës Mesure kann net d'Präisdeierecht ënner Kontroll bréngen. Si kann héchstens derzou bäidroen, se e bëssen ofzebremsen, wat natierlech immens wichteg ass.

Zu deenen aneren zwou Mesuren ass ze soen, dass dat natierlech nees eng staatlech Subventionéierung vu fossillen Energien ass, an dat ass jo matten an enger Klimaurgence net grad ganz immens. Mee well mer an deene leschten 30 Joer d'Energietransitioun verschlof hunn, hu mer elo keng wierklech Alternativ dozou. An dofir stëmme mir dat och mat.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Haut entscheede mer iwwer Direkthëllefen, déi och direkt beim Bierger wäerten ukommen, wa mer d'TVA erofsetzen.

Ech hat e puermol hei op der Plaz dat schonn am Summer gesot, virum Summer an herno am Summer nach an Interviewen, dass mer eigentlech gär 2 % gehat hätten, also en alen Taux. Bon, ech war elo scho frou, dass mer iwwerhaapt Diskussiounen haten, fir op 1 % erofzegoen. Deementspriechend kënne mer do ganz zefridde sinn. Et kritt ee jo ëmmer ..., e klenge Kompromëss muss jo awer erauskommen.

Ech hat mer awer ..., wann ech ganz éierlech sinn, wéi ech deemools hei gesot hunn, hat ech d'Erwaardung net, dass d'Regierung op de Wee géif goen, fir d'TVA erofzesetzen. Ech sinn awer dofir haut ëmsou méi frou, dass dee Wee agehale gëtt!

Déi eenzeg Fro hunn ech dozou, an dat ass: D'Madamm Lorsché hat et och elo nach eng Kéier ugekënnegt, an Däitschland, si hat Statistiken erausgesicht mat 20 % op de Liewensmëttel. Hei zu Lëtzebuerg ass et awer elo esou, dass den Taux vun de Liewensmëttel net an dëser Moossnam mat dran ass. Dat ass den Dräi-Prozent-Taux. An do ass d'Fro un d'Finanzministesch, firwat dass Der grad bei de Liewensmëttel deen Taux net erofgesat hutt op déi 2 %. Et ass eigentlech dat, wat de Besoin am Alldag ass vun de Leit. Dir hutt elo bei 17 % op 16 %, dat sinn d'Autoen, dat ass zum Deel Alkohol, Zigaretten, Allméigleches. Mee de Besoin vum Alldag hutt Der net mat erofgesat. Firwat dass net doru geduecht ginn ass.

Da musse mer allgemeng och oppassen, ech hat Iech do och e sëllege Question-parlementairen derzou scho geschriwwen, wa mer esou Ukënnegunge maache mat der TVA, déi mer begréissen, déi sinn deemools ëm de Solar gaangen, wou elo d'TVA op 3 % wäert erofgoen, vu 17 % op 3 %, wat eng super Iddi ass a wat ech direkt mat ënnerschreiwen! De Problem ass just, dass d'Handwierker, wéi mer elo gesot hunn, esou vill Storno kritt hunn, well d'Leit gesot hunn: „Nee, waart, ech loosse meng Anlag eréischt am Januar maachen" – well esou eng Solaranlag läit ëm déi 30.000 Euro; da kënnt Der jo schnell rechnen, wat Der spuert, wann Der vu 17 % op 3 % erofgitt –, dass d'Handwierker elo am Leerlauf ee Moment sinn an d'Leit dann alleguerte gären am Januar déi hätten.

Elo sidd Der mat der Propos komm mat der Rechnung, dass den Datum vun der Rechnung herno géif spillen. Mee do si mer um Problem, dass den Handwierker déi ganz Marchandise dann elo muss virfinanzéiere bis de Januar, bis déi Rechnung da ka geschriwwe ginn.

Deementspriechend ass et ëmmer schwiereg, wa mer esou TVA-Reduktioune maachen a se awer net direkt maachen. Dat ass déi Kritik, déi mer e bëssen awer nach musse mat haut heihinnerbréngen, dass Der hätt kënne méi schnell déi TVA-Reduktioun maachen.

Ech verstinn am grousse Ganzen, dass Der déi elo maacht fir den 1. Januar. Et ass méi einfach fir d'Kontabilitéit vun de Betriber; dat ass d'Konterargument, an dat verstinn ech och. Mee zum Beispill um Solar hätt een awer kënne vill méi schnell reagéieren an d'Leit och doduerch motivéieren fir ëmzeklammen. Well dat ass deen anere Punkt.

Ech hunn e bësse Bauchwéi, fir de Masutt matzestëmmen, mee ech weess awer och, wéi d'Lag am Moment bei den Handwierker ass, dass se einfach d'Alternativen, vu Wärmepompel bis Solar, Allméigleches, net erbäikréien. D'Leit musse jo awer iergendwéi am Moment mat hirem Masutt doheem hëtzen, well eeben d'Alternativ net do ass.

A wann den Handwierker och nach genuch Leit huet, fir den Optrag unzehuelen, dann huet en och nach Problemer, fir iergendzwousch seng Paneelen oder säi Material hierzekréien, well dann do erëm ... Dat sinn awer da Coronaauswierkunge vu fréier.

Also, et däerf een och net alles mateneen ëmmer vermëschen. Et si sécherlech Punkten, déi duerch Sanktioune komm sinn, déi ganz richteg sinn a wou mir Piraten dozou stinn, well et däerf een net d'Sanktiounen huelen als Excuse, dass dat komm ass, mee et ass déi Invasioun an d'Ukrain, déi iwwerhaapt zu deene Sanktioune gefouert huet.

Mee et sinn awer och e puer Saache wéi d'Materialien, wéi aner Produiten, déi doduerjer kommen, dass mer eng ze labber Geldpolitik haten ee Moment an doduerjer elo d'Inflatioun esou héich ass.

Merci och dem Gilles Baum fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. A mir wäerten haut eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Voilà. Merci, Här President, honorabel Deputéiert. Fir d'éischt natierlech e grousse Merci un de Gilles Baum fir säin exzellente Rapport. An ech soen och der Chamberskommissioun an hire Memberen natierlech Merci, dass dëse Projet huet kënnen esou séier analyséiert ginn an elo schonn haut esou kuerz nom Depot dann och zum Vott steet.

Dëse Projet de loi steet natierlech ganz am Zeeche vun der Bekämpfung vun de weiderhin immens héijen Energiepräisser an der Inflatioun am Allgemengen. Schonn am éischten Tripartite-Accord ware Mesuren, fir séier eppes och géint déi héich Energiepräisser ze maachen, virgesinn. D'Situatioun mam Ukrain-Krich a sengem Impakt op d'Disponibilitéit an natierlech op d'Präisser vun Energieproduiten huet sech leider iwwert déi lescht Méint net verbessert. Ech mengen, dat gesi mer alleguerten. An den Tripartite-Verhandlunge vum September stoung d'Inflatiounsbekämpfung doméinst wierklech am Mëttelpunkt. Dat hei ass also elo den éischte Projet de loi mat Mesurë vun der Tripartite, déi dann elo och gestëmmt ginn.

Wéi de Rapporteur Gilles Baum dann och erkläert huet: Wann dëse Projet de loi a Kraaft trëtt, gëtt d'Mesure um Masutt dann ab dem 31. Oktober vun dësem Joer bis Enn d'nächst Joer 2023 verduebelt vu 7,5 Cent pro Liter op 15 Cent pro Liter. Esou wéi och vun der Chambre des Salariés ënnerstrach ginn ass, ass dëst eng Mesure, déi awer besonnesch och Leit mat niddrege Revenuen zeguttkënnt.

Des Weidere gëtt dann och, fir kee Konsument eeben ze benodeelegen, de sougenannten LPG, deen och nach zu Lëtzebuerg vu Menagë benotzt gëtt fir ze heizen, op den 31. Oktober an och bis Enn d'nächst Joer mat 20 Cent pro Kilogramm subventionéiert. Dëse Montant vun 20 Cent pro Kilogramm entsprécht der Subventioun vum Masutt vu 15 Cent pro Liter. Deemno ginn d'Bäihëllefe fir ze heize beim Masutt konsequent eeben an d'Luucht gesat a verlängert bis Enn 2023 an den LPG gëtt mat an de Champ d'application geholl.

Net zulescht gesäit dann dëse Projet de loi och d'Ëmsetzung vun der Baisse vun der TVA aus dem Tripartite-Accord vir, wou den TVA-Taux vu 17 % op 16 %, vu 14 % op 13 % a vun 8 % op 7 % temporaire erofgesat gëtt wärend dem Joer 2023. Dëst ass eng ganz konkreet Mesure, fir d'Hausse da vun der Inflatioun ze begrenzen an de Leit hir Kafkraaft ze renforcéieren.

Fir dës Mesure huet d'UEL am Accord vun der Tripartite mat opgeruff, dass d'Betriber dës Baisse vun der TVA un d'Ennkonsumente weiderginn. An ech mengen, dat ass natierlech e ganz, ganz wichtege Volet, och wa mer alleguerte wëssen, mer hunn et jo och erkläert: D'Verwaltunge vum Staat hu keng Méiglechkeeten, fir d'Entreprisen heizou ze zwéngen. Dat ass esou. Mee d'Regierung ass awer zouversiichtlech, dass d'Betriber sech op dësem Punkt un hiren

Engagement wäerten halen, well, ech mengen, et ass trotzdeem an hirem Interessi.

Schlussendlech gesäit dëse Projet de loi dann och nach d'Regulariséierung vun der Verlängerung vun der Remise vun de 7,5 Cent pro Liter fir de sougenanntene rouden Diesel vir, an dat da par analogie och zum Tankrabatt.

Insgesamt, ech mengen, de Rapporteur huet et och mentionéiert, wäerten dann dës Mesuren de Staat ronn 352 Milliounen Euro kaschten, wouvun d'TVA-Mesure natierlech déi Haaptmesure oder déi deierst Mesure ass vun 317 Milliounen Euro, eeben déi mat deem meeschte Gewiicht hei. Voilà.

Vläicht nach, fir op eng Fro anzegoe vum honorabelen Deputéierte vun de Piraten, wat déi 3 % ugeet: Dat war effektiv e Kompromëss dann och an de Verhandlungen. Fir de Käschtepunkt hu mer jo awer och trotzdeem missen e bëssen, e bësse kucken.

Voilà, ech mengen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech soen Iech och Merci fir wierklech deen immens breede Support, wéi ech dat hei geheiert hunn, deen d'Chamber gëtt fir dëse Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8083. Den Text steet am Document parlementaire 8083[4A].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8083 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8083 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 25. a 26. Oktober virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.01 heures.)

8e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 71
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 71
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 72
   M. Fernand Etgen, Président | Mme Martine Hansen
4. **Débat de consultation au sujet des propositions formulées par le « Klima-Biergerrot »** p. 72
   Exposés : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Paul Galles et M. Sven Clement) | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel)
   Débat : M. Paul Galles | M. Max Hahn (dépôt de la motion 1) | Mme Cécile Hemmen (intervention de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) | M. François Benoy | M. Fred Keup (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Roy Reding, M. Dan Kersch, M. Gilles Baum, M. Fernand Kartheiser et Mme Martine Hansen) | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (interventions de M. Roy Reding, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gilles Baum et Mme Simone Beissel) | Mme Myriam Cecchetti (dépôt de la motion 2) |M. Marc Goergen (interventions de M. François Benoy, M. Sven Clement et M. le Premier Ministre Xavier Bettel) | Mme Martine Hansen | M. Gusty Graas | M. Sven Clement
   Prises de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de Mme Martine Hansen) | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   Motion 1 : M. Max Hahn | M. Paul Galles | M. Marc Goergen (intervention de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie) | M. Fred Keup | M. le Ministre Claude Turmes
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : M. Paul Galles
   Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding, M. Claude Haagen et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 13.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Herno.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Propositions de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 25 octobre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8086 – Projet de loi relative aux registres national et communaux des bâtiments et des logements

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 19/10/2022

8087 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 24/10/2022

3) La proposition de loi suivante a été déposée auprès de l'Administration parlementaire :

8085 – Proposition de loi du jj/mm/aaaa luttant contre les pratiques appelées « culture de l'effacement » ou « culture de l'annulation » dans le domaine de la littérature

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 18/10/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2500 – Demande de pétition ordinaire : Demande d'amélioration du projet de loi 8082 déposé le 10/10/2022 concernant l'impôt sur la non-occupation de logements

Dépôt : M. Patrick Schneider, le 17/10/2022

2501 – Demande de pétition publique : Solidarité pour tous/La Chambre des Députés renonce au solde jusqu'aux élections 2023/Solidarität für alle/Die Kammer der Abgeordneten freiwillig ohne Lohn bis zu den Wahlen 2023

Dépôt : M. Ben Schronen, le 18/10/2022

2502 – Demande de pétition publique : Compensation financière pour travailleurs essentiels, non éligibles au télétravail

Dépôt : M. Geoffrey Aubert, le 19/10/2022

2503 – Demande de pétition publique : Développement de véhicules aériens sans pilote (UAV) et de nouveaux systèmes antiaériens par le Ministère de la Défense

Dépôt : M. Antonio Rodriguez, le 19/10/2022

2504 – Demande de pétition publique : Garantir et améliorer l'accès utile, rapide et équitable aux moyens de diagnostique d'imageries médicales (la mammographie, la coloscopie, l'IRM, la densitométrie, le scanner, etc.)

Dépôt : Mme Isabelle Faber, le 19/10/2022

2505 – Demande de pétition ordinaire : Zweet Stuf vun der Demande fir d'Erhuelung vun Nationalitéit nom Artikel 89 vum Gesetz vum 8. März 2017 iwwert d'lëtzebuergesch Nationalitéit

Dépôt : Mme Carina Maria de Souza Goulart, le 19/10/2022

2506 – Demande de pétition publique : Baisser les prix des loyers

Dépôt : Mme Catarina Coimbra Rodrigues, le 21/10/2022

2507 – Demande de pétition publique : Augmenter les chèques-services – les mêmes droits pour tous

Dépôt : Mme Andrea Chaves, le 21/10/2022

2508 – Demande de pétition publique : Fairer Prozess für Frank Schneider in Luxemburg und keine Auslieferung in die USA

Dépôt : Mme Carole Weis, le 23/10/2022

2509 – Demande de pétition ordinaire : Le Casino sur GTA 5

Dépôt : M. Adriano Antinori, le 18/10/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Plusieurs voix | Jo!

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Merci, Här President. Mir hunn nach eng ganz Partie Froen, Question-parlementairen, déi iwwerfälleg sinn. Zwou un den Här Bausch. Déi eng, déi war schonn d'lescht Woch iwwerfälleg – ech hat geduecht, ech géif em nach eng Woch Zäit loossen, mee déi ass awer nach ëmmer net beäntwert ginn –, wou et ëm den Adapto geet. Eng, wou et ëm d'Parkplaze geet bei der Akerbauschoul. An dann hu mer och nach eng un d'Madamm Welfring, wou et ëm d'Bauschuttdeponië geet. Do wär ech frou, wann ech déi Froe kéint stellen.

M. Fernand Etgen, Président | Jo. Merci, Madamm Hansen. Mir wäerten dat weiderginn. Mee et sinn der eng ganz Rei vun deenen Destinataren, déi hunn europäesch Verflichtungen an déi sinn de Moment net am Land. Un déi wäerte mer jiddefalls net kommen, wéi zum Beispill den Här Bausch.

Une voix | En hat jo genuch Zäit!

Une autre voix | D'Madamm Welfring ass hei.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Welfring ass hei. Da kënne mer déi herno eraushuelen. Mee mir géifen awer déi zum Schluss vum Consultatiounsdebat huelen, well mer jo gesot hunn, datt dat heiten e Chamberdag ass, dee mer extra hunn, fir déi hei Debatt ze maachen, fir dat fir deen Dag ze reservéieren. Da géife mer se zum Schluss vun der Sitzung huelen oder eréischt muer.

4. Débat de consultation au sujet des propositions formulées par le « Klima-Biergerrot »

Op eisem Ordre du jour vun de Mëtteg ass nämlech d'Consultatiounsdebatt iwwert d'Propositioune vum Klima-Biergerrot. Fir dësen Debat optimal virzebereeden, hate mer de 4. a 5. Oktober e ganz interessanten Austausch mam Klima-Biergerrot, stellvertriedend fir eis Gesellschaft.

Als Deputéiert gesi mir et als eis Missioun un, de parlamentareschen Dialog mam Bierger oprechtzeerhalen an ze stäerken. Mir sinn eis all bewosst, datt mir de Klimawandel méi staark mussen ugoen an datt mir et zesumme musse maachen.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht mat zéng Minutte fir d'politesch Sensibilitéiten. D'Wuert huet elo de Premier- a Staatsminister, den Här Xavier Bettel.

Exposés

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si ganz frou, dass mer haut och déi Plage a mat deem Echange hei kënnen ufänken. Well jo, virun der virleschter Ried zur Lag vun der Natioun hat ech d'Aféiere vun engem Klima-Biergerrot jo och ugekënnegt. An haut, ee Joer méi spéit, ass net nëmmen d'Iddi ëmgesat ginn, mee ech muss Iech soen, dass d'Resultat sech och weise léisst. An et ass am Fong fir d'éischte Kéier, wann een och an der Geschicht vum Land kuckt, dass d'Gesellschaft mat um Verhandlungsdësch iwwert d'Klimapolitik souz. An ech gesinn och eng Presenz vun enger Rëtsch vu Leit, déi do matgemaach hunn, hei am Sall. An dofir mengen ech, et wier kee gutt Bild, wa mer elo net awer deen dote Stellewäert, deen déi Leit an déi Aarbecht, déi se och gemaach hunn, haten, géifen och hei respektéieren.

Mir hunn an deem Klima-Biergerrot, Här President, Memberen, déi am Fong onst Land representéieren, d'Land representéieren a senger Demografie, a Leit vun iwwerall. Mir hunn e Katalog vu Propositiounen ausgeschafft, fir d'Klimapolitik zu Lëtzebuerg am Fong virunzedreiwen.

Ech soen de Memberen, an net nëmmen a mengem perséinlechen Numm, mee och am Numm vun de Kolleegen an der Regierung, e grousse Merci op dëser Plaz fir déi vill Zäit, jo, fir déi vill Zäit, fir déi vill Aarbecht, déi si och an deene leschte Méint an dëse Projet investéiert hunn. Ech soen hinnen awer och Merci fir de Courage, dee se haten, fir Propositiounen auszeschaffen a Propositiounen ze weisen.

Jo, heiansdo si mir als Politik manner wäit wéi d'Bierger. Dat ass eng Realitéit. Heiansdo hunn d'Bierger souguer manner Angscht wéi mir. An ech hunn Iech et jo just gesot, Här President, si hu Courage bewisen. An ech muss Iech soen, dass et fir mech och wichteg wier, dass mer eis och vun deem Courage inspiréiere loossen.

Dat onofhängegt Schaffe vun de Bierger ouni politesch Aflossnam war am Fong eng wichteg Konditioun och fir den Erfolleg vum Klima-Biergerrot. A genau dofir ass et och geneesou wichteg, dass mer haut déi Resultater vun dësen Aarbechten och eescht huelen. An dofir sinn ech och houfreg, dass mer haut an der Chamber en Debat iwwert dem Klima-Biergerrot seng Aarbecht kënnen hunn.

Ech hoffen op eng breet Ënnerstëtzung hei an der Chamber, déi dem Eescht am Fong vun der Situatioun an och dem Respekt virun der Aarbecht vun deem participative Projet – awer och vun deem neie Projet – gerecht gëtt.

Ech wëll elo net widderhuelen, wat ech Iech schonn op eng laang Aart a Weis virun e puer Wochen hei iwwert d'Klimasituatioun gesot hunn. Ech wëll et net widderhuelen, mee Dir hutt awer gesinn, wéi e wichtegen Deel d'Klimafro och an dem État de la Nation war. An ech si frou, dass ech awer vill Zoustëmmung vun all de Bänke kritt hunn iwwert déi Situatioun, déi mer awer alleguerten och erkennen.

A mir stelle fest, dass d'Klimafro net nëmme méi eng politesch Fro ass, mee et ass och eng Gesellschaftsfro. Jiddweree fillt sech awer och concernéiert. An et ass scho bal all Sphär vun onser Gesellschaft, déi och concernéiert ass. A sief dat den Impakt eeben op eis Gesellschaft. Op dat, wéi et ass mat den Iesswueren: Kréie mer der? Kréie mer der net? D'Phenomeen vu Klimaflüchtlingen. D'Phenomeene vu Catastrophenaturellen et cetera, et cetera. Ech kéint nach ganz vill Saachen opzielen, déi am Fong mam Klima Lienen hunn, vun deem Impakt erzielen, deen en op eis bréngt.

A wa mer eis och net op allem ëmmer alleguerten hei an dësem Haus eens sinn, ass et fir mech wichteg, dass mer, wann et ëm d'Ëmwelt, wann et ëm d'Natur, wann et ëm d'Leit geet, awer och net duerch Ënnerscheeder einfach soen: „Da gëtt et näischt, wann Ënnerscheeder do sinn."

Et gëtt verschidde Meenungen, wéi séier an och wéi ambitiéis mer handele sollen a mussen. Déi eng fannen d'Iddi vu klore Reegelen am Kampf géint de Klimawandel eebe méi wichteg. Déi aner soen: „Et muss alles fräiwëlleg sinn an da musse mer kucken, e Bilan ze zéien no enger gewëssener Zäit, wou mer higinn."

Mir wëllen awer och all, dass déi nächst Generatiounen … Well dat schreiwe mir am Moment. Mir schreiwen am Fong am Moment, wat mer deenen nächste Generatiounen och hannerloossen, wéi eng Liewensqualitéit mer hinnen och wëlle loossen. A mir wëllen awer och net, dass eis Kanner an eis Petits-enfants mussen ënnert de Follge vum Klimawandel leiden. An ech wëll och net eng Kéier …, an ech sinn net am Fall, mee Ären Enkelkanner musst Der erklären, firwat Der net gehandelt hutt. Dee Risk besteet. An 20, 30 Joer, wa gesot gëtt: „Hei, mee Bopi, Bomi, deemools, du waars dach an der Politik. Firwat hutt Der deemools dann näischt gemaach?“ Ne?

(Interruption)

Also ech wëll just soen, dass dës Regierung Verantwortung wëll iwwerhuelen an dës Regierung och scho Verantwortung iwwerholl huet. Ech mengen, ech brauch net nach eng Kéier op alles anzegoen, wat scho gemaach ginn ass.

Wat fir mech awer wichteg ass, ass, dass et hei net geet, dass eng Majoritéit Verantwortung iwwerhëlt oder eng Regierung Verantwortung iwwerhëlt oder eng Partei Verantwortung iwwerhëlt. Hei ass dat, wat ech wierklech och an dëser Ried zur Lag vun der Natioun scho gesot hunn: Hei kënne mer just zesumme Verantwortung iwwerhuelen. Mir mussen all Verantwortung iwwerhuelen. Et kann net eppes sinn, wat e Monopol vun enger Partei wier, an et kann och net eppes sinn, an ech warnen do virdrun, wou eng Partei seet: „Et ass alles falsch!“ Well do, wou ee virun 10, 15 Joer nach konnt Doutten hunn, hu mer haut schwaarz op wäiss bewisen – bewisen! –, an dat soen net nëmme Spezialisten um anere Wupp vun der Welt, dat soen och eis Leit hei: Den Impakt ass do! A Verantwortung, net nëmme fir d’Mënschen elo, mee och fir eis an hir Zukunft.

An, Dir Dammen an Dir Häre, mir sëtzen all an deem selwechte Boot. Mir sëtzen all an deem selwechte Boot a mir kënnen eis et net leeschten, näischt ze maachen. D’Iddi vum Klima-Biergerrot ass entstanen, well et fir dës Regierung kloer war, dass mir et schwiereg géife kréien, eng ambitiéis Klimapolitik ze maachen ouni d’Bierger. Dat kléngt elo vläicht einfach esou plomp. Mee eng Klimapolitik, déi mer ambitiéis wëlle maachen, éischtens souguer vläicht méi wäit wéi déi, déi mer geplangt haten, ze maachen – well ech mengen, d’Madamm Welfring wäert duerno erklären och mam PNEC, wéi eeben d’Aarbechten elo matafléissen –, musse mer mat de Bierger maachen.

Eng Klimapolitik dierf net géint de Bierger sinn. Eng Klimapolitik heescht och net eng Politik géint de Wuestum oder eng Politik géint d’Wirtschaft oder géint de Bierger oder déi verbitt. Nee. Eng Klimapolitik ass an onsen Ae ganz, ganz wichteg, wa mer zesumme mat de Leit och déi Ziler zesummen erreechen.

An ee vun deene wichtegen Acteuren, Här President, wa mer wëllen och Ambitiounen hunn, ass d’Chamber. Dir sidd am Zentrum vum demokratesche System. Dat ass esou. Dir vertriet d’Interête vun de Leit. An ech hu jo schonn héieren, deen een oder aneren op der Tëlee soen, wat e vun engem Klima-Biergerrot oder net hält an dass d’Chamber ëmmer muss decidéieren. Jo, Dir maacht d’Gesetzer! Dat ass eng Tatsaach. An dat ass och esou. Dir maacht d’Gesetzer. Mee nolauschteren, wat d’Bierger dobausse sech och vun der Politik erwaarden, ass gradesou wichteg an engem Mandat. Et kann net sinn, dass ee just all fënnef Joer e Rendez-vous mam Bierger huet an da kuerz virun enger Echeance emol freet, wat d’Leit brauchen, wann een d’Méiglechkeet huet, och vun de Bierger den Input ze kréien, wat si sech am Fong och als Attente vun der Politik, als Réponse commune – an ech erwaarde mer net hei eng Reponse vum Gouvernement oder eng Reponse vun enger Majoritéit als Réponse commune – vun der Politik erwaarden.

An dofir ass den Austausch fir eis och esou wichteg, Här President. Dir sidd déi direkt Vertrieder vun deene Biergerinnen a vun deene Bierger, déi ech elo just och beschriwwen hunn. Är Ënnerstëtzung elo wéi och an Zukunft fir eng méi ambitiéis Klimapolitik ass keng Optioun. Si ass noutwendeg, fir dass mer dat Schlëmmst och verhënnere kënnen. An do geet et ëm Verantwortung och fir déi nächst Generatiounen.

Här President, de Biergerrot huet en impressionnante Katalog vu 56 Propositiounen geliwwert. Et sinn och wäit iwwer 200 Eenzelmesuren, déi ausgeschafft gi sinn, fir d’Klimapolitik zu Lëtzebuerg virunzedreiwen. D’Regierung steet zu deem Verspriechen, dass mer gären och hätten, dass dës Aarbechte mat an eng Diskussioun ronderëm den neien Energie- a Klimaplang integréiert ginn, genannt de PNEC.

Mir dierfen och keng Zäit verléieren. Dee Rendez-vous vun haut ass fir eis deen, wou mer och wëllen direkt no der Presentatioun, déi mer och gemaach kritt hunn als Regierung … Et ass jo och eng Presentatioun hei an deem Haus gemaach ginn. Mir hunn och um Niveau vun de Ministèren eng Taskforce agesat, fir am Fong a gesetzlech verankerte Gremien déi eenzel Propositiounen ze analyséieren. Dass eng Taskforce soll déi néideg Aarbechte koordinéieren, wéi d’Aarbechten, wéi gesot, vum Klima- Biergerrot kënnen an de PNEC och afléissen.

De But vun haut, Här President, ass, dass mir als Regierung de Bols bei Iech fille kommen. Et geet drëms ze wëssen … An ech si mer et bewosst, ech froen haut net, dass jiddweree fir all déi Propositiounen eis seet: „Jo, Nee. Gutt, net gutt.“ Et sinn nach ganz vill Hausaufgaben, déi nach musse vun onser Säit gemaach ginn, fir zesummen eeben déi néideg Informatioune kënnen ze hunn. Déi eng Saache sinn um europäeschen Niveau ze klären. Fanne mer do eng Majoritéit? Bei verschiddene Saache gëtt gefrot: Wat ass de genauen Impakt? Da muss een dat och analyséiere kënnen.

Mee fir mech ass et awer wichteg, dass mer haut als Regierung vun Iech gesot kréien: „Wéi wäit gi mer? Si mer bereet, dës Propositiounen, déi vun de Bierger komm sinn, seriö ze huelen?“ Si mer bereet, eis déi néideg Zäit ze ginn, fir déi Analysen ze féieren, fir dass mer an deem PNEC … Well dëst ass vläicht den éischte Rendez-vous haut tëschent Regierung an Iech, fir iwwert de Klima-Biergerrot a seng Konklusiounen ze diskutéieren, mee net dee leschten. Net dee leschten! Loin de là. A fir d’Adoptioun vum PNEC wëlle mer och, och wann et kee Gesetz ass, iwwert de PNEC wëlle mer eis och mat der Chamber selbstverständlech echangéieren an der respektiver Kommissioun.

Mee fir eis ass et wichteg, haut ze wëssen: Wat ass d’Akzeptanz vun engem Parlament? Wat ass mat esou enger Prozedur? Sidd Dir bereet? Well eng large Majoritéit … Et wier traureg, Här President, wa mer hei duerno Piste géifen ausschaffen, wou een d’Gefill hätt, dass 31/29 géif kommen. De But, an dat ass eeben de Wonsch och vun dëser Regierung, ass, dass mer et fäerdegbréngen, bei där Klimafro déi Barriären, déi mer awer heiansdo an der Politik hunn, kënnen ze iwwerschreiden. A gleeft mer et, Här President, eng ambitiéis Klimapolitik packe mer och just, wa mer et fäerdegbréngen, keng Politique politicienne ze hunn. Dat Schlëmmst ass ze probéieren, een ze stigmatiséieren, een deen aneren an enger Klimapolitik wëllen an den Eck ze drécke fir ze soen: Deen doten ass dee Gudden, deen doten ass dee Béisen.

Mir bréngen et just fäerdeg, Här President, wa mer et fäerdeg…

(Interruption par Mme Myriam Checchetti)

Ech weess net, wat d’Madamm Cecchetti scho géint de Prinzipp huet, mee si schéngt scho prinzipiell e Problem ze hunn.

(Exclamations)

Mee …

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Prinzipiell schonn en …

(Interruptions)

… prinzipiell Problemer ze hunn.

Ech kann Iech just soen, Här President, ech sinn houfreg op dat, wat gemaach ginn ass. Ech sinn houfreg, dass mer eis … An ech géif et traureg fannen, wa mer soen, mir hätten eis net getraut d’Leit ze froen. Et ass eng verdammte Flicht an der Politik, och de Leit nozelauschteren a wa se Input ginn, a wa se en Input ginn, deen och seriö ze huelen. An ech géif et hei inopportun fannen, direkt schonn ze soen: „Déi doten Iddi ass näischt“, well ee politesch mengt, et kéint een doraus Kapital schloen.

Ech soen Iech just: Déi nächst Generatioune lauschteren och no, iwwer wat mer hei diskutéieren. An et geet drëms, zesummen de Leit dobaussen ze weisen, dass mir vläicht bis elo frileux op deem engen oder deem anere Punkt waren, awer de Message verstanen hunn. Mir hunn eng Responsabilitéit vis-à-vis vun den nächste Generatiounen. D’Politik geet net nëmmen ëm déi nächst zwielef Méint, Här President, et geet och ëm déi nächst Generatiounen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel Akt vu senger Deklaratioun.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d’Wuert.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President, léif …

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d’État | Här President? Här President, ech hu just eng kleng … Ech hat Iech gesot, d’Madamm Welfring géif duerno nach d’Wuert ergräife fir d’Regierung, wann Der erlaabt.

M. Fernand Etgen, Président | Jo. Absolutt, ech hunn dat dann net matkritt.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d’État | A pardon Här Galles.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Galles, setzen, 6!

M. Fernand Etgen, Président | Da musst Dir entschëllegen, Här Galles, da loosse mer fir d’éischt …

M. Paul Galles (CSV) | A jo.

M. Fernand Etgen, Président | … nach d’Madamm Welfring schwätzen.

M. Paul Galles (CSV) | Ganz gären, Madamm Welfring.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d’État | Nee, mee si sollt erklären nämlech, wéi och de Mechanismus wier mam ganze PNEC. Voilà! Pardon.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | D’Madamm Welfring huet d’Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, a merci, dass ech dann awer nach d'Chance kréien, hei vläicht nach eng Kéier duerzeleeën, wéi mer eis organiséiere wëllen, fir deen Energie- a Klimaplang ze preparéieren.

Fir d'éischt emol e grousse Merci och vu menger Säit un d'Vertrieder vum Klima-Biergerrot fir hir gutt a vill a ganz wäertvoll Aarbecht.

An dësem Raum hate mer d'lescht Woch en Echange iwwert d'Canicule an och déi Woch virdrun iwwert d'Iwwerschwemmung, soudass ech der Iwwerzeegung sinn, dass de Message och hei ganz kloer ass, dass de Klimawandel en Deel vun eiser Realitéit ginn ass an dass mer all zesumme mussen Efforte maachen, fir en ofzeschwächen an eis sou gutt wéi méiglech drun unzepassen.

Et ass also méi wéi kloer, dass de Klimawandel eis alleguerte betrëfft an dass mir d'Erausfuerderunge vun der Klima- an Energietransitioun nëmme gemeinsam, all zesummen, kënne léisen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mir eng breet gesellschaftlech Akzeptanz kréie fir déi Veränneurungen, déi onausweichlech musse kommen.

Als Complement zu de Gremien, wéi dem wëssenschaftlechen Observatoire an der Klimaplattform, déi iwwert d'Klimagesetzer an d'Liewe geruff goufen an déi eebe grad dëse breeden Input an dës breet gesellschaftlech Diskussiounen erméiglechen a méi systematesch etabléieren, ass de Biergerrot e weideren extreem wichtegen a wäertvolle Bausteen, well en erlaabt, déi ganz Thematik aus dem Bléckfeld vun de Bierger ze beliichten.

Mir si ganz frou iwwert déi vill Usätz an Iddien a konkreet Pisten, déi sech aus deene 56 Propositiounen, déi elo um Dësch leien, erginn. An ech weess, dass dës mat vill Aarbecht, Diskussiounen, Recherchen, deels iwwert de Summer, verbonne waren. Mir wëssen dat ze schätzen.

Och den Timing passt optimal. Déi 56 Propositioune leien elo vir, zu engem Moment, wou am Energie- a Klimaministère d'Preparative fir den integréierte Klima an Energieplang op Volltoure lafen.

Zum weidere Verlaf vun dësen Aarbechte wollt ech e bëssen an den Detail agoen.

Mir sinn also elo an der glécklecher Situatioun dës Kéier, éischtens, e vum Gesetz hier ganz strukturéierte Prozess ze hunn, wéi dee sougenannte PNEC soll aktualiséiert ginn, an zweetens, Dank dem Klima-Biergerrot, awer och Dank deenen neien, am Klimagesetz verankerte Gremien, e ganz villschichtegen Input ze kréie vun de Bierger, de gewielte Volleksvertrieder – haut –, de Wëssenschaftler an och den diversen Institutiounen, Organisatiounen, déi an der Plattform, also der organiséierter Zivillgesellschaft, vertruede sinn.

D'Iwwerschaffe vum PNEC wäert an e puer Etappen oflafen. De Prozess ergëtt sech deels aus eiser nationaler Gesetzgeebung an awer och aus den europäeschen Texter. Déi éischt Etapp ass: Spéitstens Enn Februar leeën den Här Turmes an ech selwer, no Ofstëmmung mat deene fir déi jeeweileg Beräicher zoustännege Ministèren, dem Regierungsrot en Avant-projet vun der Mise à jour vum PNEC zur Approbatioun vir.

Ausgangspunkt fir d'Erstelle vun dësem Avant-projet ass den aktuellen État des lieux vun der Klima- an Energiepolitik, deen de Claude Turmes an ech de 7. Oktober der Press an den Dag selwer an der Ëmweltkommissioun hei am Haus virgestallt hunn.

Als Informatiounsquellen an Impulser fir dësen Avant-projet leien eis dann zënter Mëtt September d'Recommandatioune vum Klima-Biergerrot vir an zanter dem 7. Oktober deen alleréischte Rapport vum Observatoire de la politique climatique.

Derbäi kënnt nach den Input vun der Klimaplattform, déi och schonn an der éischter Phas vun den Aarbechten associéiert gëtt. Eng éischt Reunioun huet en marge vun der Klimaexpo stattfonnt tëschent dëser Klimaplattform, de Bedeelegten dovunner, a mir haten eis awer och d'Fräiheet ginn, fir de Klima-Biergerrot hei mat ze invitéiere wéi och d'Membere vum Observatoire, wat eis och erlaabt huet, dass déi verschidde Gremie sech konnten austauschen a sech och konnte kenneléieren, wat eng wichteg Etapp ass an dëser Kollaboratioun.

Am Uschloss, also no der Approbatioun vum Avant-projet vun der Mise à jour vum PNEC duerch de Regierungsrot Enn Februar fannen zwee weider Prozesser statt. Éischtens, eng Consultation publique. Mir wëllen dës esou participativ, wéi et geet, gestalten. Ouni dass ech elo scho wéilt iwwer e geneeë Format prejugéieren, wäerte mer op jidde Fall déi interesséiert Vertrieder aus dem Klima-Biergerrot hei invitéieren, sech an dëser Phas vum Prozess ze bedeelegen.

Zweetens, an dëst ass eebefalls am Klimagesetz virgesinn, wäert d'Klimaplattform invitéiert ginn, innerhalb vun dräi Méint hir Stellungnam ze ginn.

Anschließend, also zum Schluss vum éischte Semester 2023, wäerten den Energieministère an den Ëmweltministère zesumme mat deenen anere Ministèren den Input aus dëser Consultatioun verschaffen an dem Regierungsrot e Projet vun der Mise à jour vum PNEC ënnerbreeden.

Spéitstens den 30. Juni 2023 muss dëst Dokument der Europäescher Kommissioun virgeluecht ginn. Duerno wäert d'Europäesch Kommissioun dëst bewäerten an och d'Resultater vun der Ëmweltimpaktstudie wäerte mussen nach eng Kéier afléissen an eng weider Ronn, soudass dann den 30. Juni 2024 dee ganze Prozess ofgeschloss gëtt.

Wichteg ass, eng ambitiéis, previsibel a gutt duerchduechten Energie- a Klimapolitik ze hunn, dat hunn eis déi lescht Méint virun Ae gefouert: d'Klimakatastrophen iwwerall uechtert d'Welt, och an Europa, op där enger Säit an eis ëmmer nach vill ze grouss Ofhängegkeet vun den importéierte fossillen Energien op där anerer Säit.

Déi allgemeng Erausfuerderung ass kloer: Mir musse méi séier virukommen, an dëst an alle Beräicher. Et féiert kee Wee laanscht e méi bewossten, spuersamen Ëmgang mat der Energie duerch Energie- a Ressourceneffizienz, mee et féiert och kee Wee laanscht e konsequent an e séiert Ëmklammen op erneierbar Energien.

Et ass och kloer, et ass iwwert déi lescht Joren ëmmer méi kloer ginn, dass d'Transitioun nëmme ka reussëieren, wa se fair fir all Bedeelegt ofleeft. Dëst gëllt souwuel fir d'Bierger wéi och fir d'Entreprisen. Mir mussen onbedéngt sécherstellen, dass dës Transitioun esou encadréiert an ënnerstëtzt gëtt, dass se sozial gerecht ass. Wou mir mussen histeieren, ass kloer: Et geet drëms, d'Emissiounen ëm 55 % par rapport zum Referenzjoer 2005 ze reduzéieren an allerspéitstens 2050 Klimaneutralitéit ze erreechen.

Mir hunn Enn Juli en éischte provisoresche Bilan iwwert d'Joer 2021 gezunn. An dee weist, wou mir insgesamt stinn an och wou mer an den eenzele Secteuren, wéi se am Klimagesetz definéiert sinn, dru sinn.

Aus dësem Bilan kann ee mat Sécherheet eng Rei vu positiven Erkenntnisser zéien. D'Zäregasemissioune sinn no dem staarken a sécher och zum Deel pandemiebedéngte Réckgang 2020 d'lescht Joer nees liicht geklommen, ëm knapp 5 %. Se sinn awer, an dat ass déi gutt Noriicht, mat bal 13 % däitlech ënnert dem Niveau vun 2019, dat en héicht Joer war.

Dëst huet dann och erméiglecht, dass den Emissiounsbudget, dee fir Lëtzebuerg fir 2021 zur Verfügung stoung, konnt respektéiert ginn. Allerdéngs just mat enger knapper Marge vun ongeféier 90.000 Tonnen-CO_2-Equivalenten. Mir sinn also net an enger komfortabeler Situatioun.

Weider Efforte sinn also onbedéngt noutwendeg, a besonnesch wann ee weess, dass eisen Emissiounsbudget ab elo Joer fir Joer ëm 400.000 Tonnen-CO_2-Equivalenten, dat heescht an der Moyenne ëm 6,3 %, wäert erofgoen.

Wat elo déi eenzel Secteuren ubelaangt, ass den Transportsecteur mat ronn 60 % vun den Emissiounen ëmmer nach kloer predominant, virun de Secteure vun de Gebaier, der Landwirtschaft an der Industrie, woubäi ee muss wëssen, dass d'Emissioune vun de ronn 20 gréissten industrielle Betriber, déi vum europäeschen Emissiounshandelssystem couvréiert sinn, net an dësem Secteur Industrie comptabiliséiert sinn.

Wann ee sech esou d'Situatioun vum Joer 2021 um Niveau vun den eenzele Secteuren ukuckt, ass d'Bild e bësse méi nuancéiert. An dräi Secteuren – Landwirtschaft, Transport, Offall- respektiv Ofwaassergestioun – konnten déi jeeweileg Emissiounsbudgeten erreecht ginn. Au contraire zu de Secteure vun de Gebaier an der Industrie.

Ech ginn elo hei net an d'Detailer vun den eenzelen Zuelen an. Dat gouf, wéi gesot, an der Chamberskommissioun virgestallt.

Genee wéi den Observatoire huet och de Klima-Biergerrot prezis Virschléi fir déi jeeweileg Secteure gemaach an och transversaler. Et ass also net haut un ons fir ze prejugéieren, wat genee vun deene 56 Propositiounen ënner wéi enger Form kann zréckbehale ginn. An ech wëll drop hiweisen, dass mer net nëmmen de PNEC hunn als Plang, mir hunn och de Biodiversitéitsplang an de Klimaupassungsplang, just déi genannt, an och verschidde Gesetzer, wou dës wäerten afléissen.

Et ass eng substanziell Aarbecht. Mir hu selbstverständlech schonn ugefaangen, sämtlech Propositiounen ze analyséieren zesumme mat anere Ministèren, a consideréieren dës Virschléi dann zesumme mat de Recommandatioune vum wëssenschaftlechen Observatoire, den Iwwerleeunge vun der Plattform an natierlech och de Reaktiounen aus dem Débat de consultation, deen haut hei stattfënnt an op deen ech mech besonnesch freeën.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

An da wier et elo um éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An nach eng Kéier meng Entschëllegung, Här Galles!

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren an och léif Membere vum Klima-Biergerrot, et ass e ganz

spannenden Exercice, an deen Der eis an deene leschte Woche mat erageholl hutt.

An Dir waart selwer hei an der Chamber, wéi mer mat Iech hei stonnelaang d'Dokument duerchgaange sinn. Ech muss zouginn: Et war en Exercice, dee mech perséinlech ganz staark interesséiert an och beréiert huet. E war ganz spannend, well Der immens vill Iddien hutt, well Der immens vill geschafft hutt a well herno do wierklech e Pabeier louch, mat deem ee ganz vill konnt schaffen.

An dofir wëll ech och an eisem Numm Iech Merci soe fir Äert Engagement, fir déi Zäit, fir déi Energie, héchstwarscheinlech och déi Diskussiounen, och heiansdo dat, wat Der hutt missen aushalen un Nerven, fir iwwerhaapt zu deem Dokument ze kommen, zu deem Der komm sidd. A merci och deenen an eisem Numm, déi Iech begleet hunn an déi derfir gesuergt hunn, dass de Kader esou war, dass Der schaffe konnt.

Et war deemools intensiv. Sechs Stonnen insgesamt héchstwarscheinlech, fir iwwer all déi Proposen ze schwätzen. Mir waren zu ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen Deputéiert hei, fir mat Iech iwwert déi eenzel Theemen ze schwätzen. Ech selwer hat probéiert, mer d'Méi ze maachen, déi ganz Zäit hei ze sinn. An ech ka mech erënneren, wéi vill ënnerschiddlech Iddie mer do ëmmer erëm duerch de Kapp gaange sinn a wivill Froe mer eis gestallt hu bei deem, wat Der eis proposéiert hutt.

Iwwerhaapt ass et spannend ze gesinn, dass Biergerbedeelegung stattfënnt. A leider hate mer deemools, wéi mer hei an der Chamber matenee geschwat hunn, net d'Geleeënheet, fir an de Fong vun där Fro ze goen, wéi Biergerbedeelegung selwer eigentlech passéiert, wat dat fir Krittäre brauch, fir Konditiounen an och wéi Dir et selwer erlieft hutt als Klima-Biergerrot de Moment, d'Form vun der Participatioun.

Hei ass haut den Nomëtteg och de Moment, doriwwer kuerz nozedenken, a meng Kolleegin Martine Hansen wäert dat herno maachen.

Et ass natierlech eng enorm intensiv Zäit fir d'Klimapolitik insgesamt. Net eleng, well elo d'COP27 an d'Haus steet, d'Madamm Ëmweltministesch huet et grad scho gesot, a mir wäerte jo dann an zwou, dräi Wochen do och ganz villes erliewen an och ganz vill Meenungen, déi weltwäit d'Gefüge vun der Klimapolitik solle prägen, do anhuelen an och diskutéieren.

Zugläich hu mer eebe ganz villes, dat hei zu Lëtzebuerg leeft: Eebe grad Är Aarbecht vum Klima-Biergerrot. Den Observatoire huet d'lescht Woch, mengen ech, säi Bilan virgestallt, d'lescht Woch oder d'virlescht Woch säi Bilan virgestallt. D'Evaluatioun vum PNEC ass geschitt. An och op lokalem Niveau leeft am Moment ganz villes. A ville Gemenge gëtt iwwerluecht, wéi een an de Gemenge selwer sollt d'Gemeng esou organiséieren, dass een elo zum Beispill och mam Klimawandel sech richteg adaptéiert. A mir hate selwer och d'lescht Woch hei an der Chamber Diskussiounen iwwert d'Liichtverschmotzung an iwwert d'Canicullen.

Dir kommt also mat Äre Proposen an eng ganz intensiv Zäit eran. An héchstwarscheinlech hat Der och kee liichte Stand, well et ass vill iwwer Iech geschwat ginn. Et ass scho vill kommentéiert ginn an et ass vill och hin- an hiergerappt ginn a gefrot ginn: „Jo, gutt, ass et elo …? Wéi ass et dann? Wou stitt Der? Wat maacht Der? Wie sidd Der?" An esou weider an esou virun. Et ass vill vun Iech erwaart ginn. A mir kënnen haut tatsächlech iwwer e Pabeier schwätzen, an deem villes drasteet a wou vill, ganz, ganz vill Gedanken zesummegelaf sinn.

Et ass sécherlech och keen einfache Stand, well ee weess, dass Är Missioun eriwwer ass. An déi Fro, déi ech eigentlech och hei eng Kéier wëll stellen oder och eigentlech un Iech hätt misse stellen an deem Moment, wou mer an der Chamber zesumme waren, mee et war eeben net d'Geleeënheet, fir all d'Froen ze stellen, ass: Ass Är Missioun wierklech eriwwer? A wat bedeit dat fir Iech? Wat bedeit dat fir Mënschen, déi sech elo iwwert déi ganz Zäit do engagéiert hunn a vun deenen ech elo ausginn, an et géif mech wonneren, wann Der net iergendwou och soss nach engagéiert wäert?

A wann Der iergendwou nach Saache sicht, mir brauchen an de Gemengen an op ganz villen anere Plaze Leit, déi sech engagéiere mat deem ganzen Elan a mat där Dynamik, déi Der matbréngt. Do gëtt et ganz vill Iddien a Participatioun leeft op ville Plazen, an dat ass sécherlech och hei nach eng Kéier d'Plaz fir ze valoriséieren, op wéi villen anere Plazen d'Participatioun geschitt. Wourun Dir eis elo erënnert, ass, dass dëst Land opgebaut ass op eng Demokratie, wou mer de Bierger esou vill wéi méiglech Plaz wëlle ginn.

An da war et héchstwarscheinlech och e schwéiere Stand, well Der Iech ënnereneen net ëmmer eens waart. An dat ass och eng Fro, déi mir elo zum Beispill bleift, no all deem, wéi mer eis zesummen ausgetosch hunn: Wat ass dann elo mat deene Meenunge geschitt, déi net deem entspriechen, wat herno deene 56 Propositiounen do zugronn läit? Wat ass mat deene Meenunge geschitt? A wou sinn och déi Meenungen herno dann hikomm? Oder sinn déi iwwerhaapt diskutéiert ginn? Dat ass eng Fro, déi mir oppe bliwwen ass an deem Moment, wou mir eis an der Chamber hei begéint hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Klimapolitik huet jo zwou Facetten. Engersäits sinn et ganz vill Iddien, Mesuren a Felder, déi mer musse beschaffen. An et gëtt an dëse Propositiounen eng Rei Saachen, wou mir als CSV ganz mat Iech d'accord sinn. An et gëtt och eng Rei Saachen, wou mer net mat Iech d'accord sinn. An dat wëlle mer Iech och elo gläich da ganz transparent soen an och der Regierung mat op de Wee ginn, well mer mengen, dass dat Beräicher sinn, an deene mer sollten diskutéieren, déi doten Iddie seriö huelen, awer dann trotzdeem kucken, wéi mir eis Politik hei am Land kënne gestalten, well mer mengen, dass et en anere Wee misst ginn, well mer am grousse ganze Kader mengen, dass een aner Akzenter misst leeën.

D'Klimapolitik ass also engersäits ganz kloer a konkreet Iddien. An anerersäits ass et awer eebe grad déi Fro, déi mir eis hei an der Chamber ëmmer erëm stellen: Wat denken d'Leit dobaussen? Dat, wat mer probéieren, iwwerall do, wou mer bei d'Leit ginn, erauszefannen: Wat denken d'Leit? Wivill si se bereet matzemaachen? Op wat fir ee Wee wëlle se matgoen? Wat si se bereet, selwer ze investéieren? A wéi kënne mir hinnen dann hëllefen, dee Wee esou ze goen, dass si selwer dee Wee och kënne gutt matgoen? Wéi tickt d'Gesellschaft? An dat ass eng Fro, déi Dir eis och mat an d'Chamber bruecht hutt: Wéi tickt déi Gesellschaft, fir déi mir heibanne probéieren, Politik ze maachen?

De Klima-Biergerrot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet a senge Propositiounen eigentlech, wann een et logesch kuckt, déi fënnef Secteuren duerch, déi mer am PNEC definéiert hunn a mécht zu deene fënnef Secteuren eng ganz Rei vu Propositiounen. Doriwwer eraus hutt Der Iech awer elo e puer interessant an transversal Theemen erausgesicht, déi am PNEC esou tel quel net virkommen oder souguer, vun der Logik hier, driwwer erausginn an do sinn och ganz interessant Saachen derbäi. Zu de Secteure wäert och meng Kolleegin Martine Hansen gläich op d'Landwirtschaft agoen an ech wäert zu e puer aneren Iddien aus Propositiounen aus Ärem Pabeier dann och Stellung bezéien am Numm vun der CSV.

Mee bei deenen Iddien, wou Der iwwert dat erausgitt, wat eigentlech am PNEC ka beschriwwe stoen, sinn awer zwou, déi ech wëll kuerz opgräifen. Dat eent ass eng Iddi, wou Der och d'Jugendparlament op Ärer Säit hutt, nämlech d'Iddi vum Nohaltegkeetscours. Dat ass eng Iddi, déi eis ëmmer erëm iwwerall begéint, bei Jonke besonnesch, déi op eis duerkommen a soen: „Mir géife gär dat Theema vun der Nohaltegkeet an der Schoul institutionaliséieren an et soll an eisem Curriculum esou virkommen, dass et eis iwwert déi ganz Zäit begleet."

Dat ass eng Iddi, mengen ech, déi mer nach eng Kéier sollten och op anere Plaze weider diskutéieren, well déi Jonk selwer dat ëmmer erëm fuerderen. An ech hunn et och an deene leschten Deeg ëmmer erëm begéint, dass Jonker genau mat där Iddi komm sinn. Wa mer wëllen, dass déi nei Generatioun, dass déi jonk Generatioun a mir selwer och nohalteg denken, da muss iergendwann eng Kéier dofir d'Basis geluecht ginn, andeem ee léiert, Nohaltegkeet ze denken an déi och duerchzedeklinéieren an déi eenzel Beräicher vum Liewen.

An dann déi aner transversal Fro, déi ëmmer erëm interessant ass an déi de PNEC natierlech net ka behandelen – a mir haten och eng Kéier an der Chamber schonn doriwwer geschwat –, ass d'Wuesstumsfro. Wat fir e Modell vu Lëtzebuerg stelle mer eis da vir? A wat fir e Modell vu Lëtzebuerg wënsche mer eis dann? Wéi soll Lëtzebuerg ausgesinn am Joer 2040, 2050? Mir schwätzen hei an der Chamber normalerweis driwwer, op wat fir en Niveau vun Emissioune mer wëlle komme bei deene Joren. Mee mir schwätze wéineg an deem Moment dann driwwer, wa mer op deen Niveau wëlle kommen: Wéi gesäit dann d'Gesellschaft hannendrun aus? A wéi ass d'Wuesstumsfro an deem Moment da gereegelt? Dir gitt eis dee Ball och op eist Spillfeld. An dat ass sécherlech e Ball, dee mer mussen opgräifen, an eng Fro, déi eis wäert an nächster Zäit vill beschäftegen.

Erlaabt mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo einfach séier op sechs Proposen anzegoen, déi de Klima-Biergerrot gemaach huet. Dat si Proposen, ech hu se erausgegraff, well se mer iergendwéi wéi esou Proposes phares geschéngt hunn. Dat heescht net, dass déi aner 50 net interessant gewiescht wären, mee ech huelen einfach déi heite sechs Proposen eraus, well ech mengen, dass ee mat deene sechs Propose kann exemplaresch awer noweisen an och e bëssen ëmschreiwen, wéi d'Positioune kéinte sinn.

Dat Éischt ass d'CO_2-Bepräisung. Dat ass en Theema, iwwert dat mer deemools hei an der Chamber mat Iech zesumme vum Klima-Biergerrot ganz vill diskutéiert hunn: d'CO_2-Bepräisung, natierlech pour cause, well Dir gitt hin an Dir sot, eng CO_2-Bepräisung, déi vill méi héich ass, wéi dat, wat mer am Moment hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech maachen et ganz kuerz, ech resüméieren et, mee déi, déi interesséiert sinn, hunn de Pabeier héchstwarscheinlech souwisou gelies. Dir sot, 200 Euro d'Tonn CO_2, well dat déi Käschten, déi externaliséiert sinn, internaliséiert, also dat, wat den CO_2 eigentlech provozéiert a produzéiert, dann an de Präis zréckgeholl gëtt.

Mir sinn als CSV mat där Propos net d'accord. A mir sinn der Meenung, dass et ganz interessant ass, also dass … Dat, wat Dir sot, ass wierklech interessant, well Dir gitt net einfach nëmmen dohinner an Dir verlaangt eppes, mee Dir gitt dohinner an Dir probéiert, dat an e System eranzestellen, wou Der sot: „Mir

mussen déi Réckkopplung, also dee Remboursement, deen doduerch passéiert, dass natierlech déi Saachen, déi op CO_2 baséiert sinn, vill méi deier ginn, dee Remboursement, deen doduerch néideg gëtt, gutt organiséieren." Dat war wierklech interessant, mat Iech heiriwwer ze diskutéieren. An et wär héchstwarscheinlech och interessant, dat eng Kéier mat Zuelen duerchzedeklinéieren, wat dat da bedeit, wann een dee Remboursement esou organiséiert, wéi Dir et hei proposéiert. An och, wann een den CO_2-Präis esou héich géif usetzen, wéi Dir e proposéiert.

Et ass héichinteressant. Mee ech wëll Iech soen, firwat mir als CSV dee Wee net wëlle matgoen. Mir sinn d'accord mat deem, wat am Moment passéiert: eng graduell, lues, gutt begleetbar Upassung a Steigerung vun der CO_2-Bepräisung. Also, CO_2-Präis: jo. Awer net an deem Mooss, wéi en hei elo proposéiert ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | De Grond ass ganz einfach. Mir soen eis, grad an der momentaner Situatioun, mee de Krich soll eigentlech keng Excuse derfir sinn, et wär nämlech och eng Propositioun ouni de Krich gewiescht, mee mir soen eis: An der momentaner Situatioun ass et héchstwarscheinlech vun de Leit ze vill verlaangt, déi Ëmstellung esou staark ze maachen, dass op där enger Säit d'Präisser esou vill an d'Luucht gi bei Saachen, déi elo nach fir vill Leit weesentlech sinn, an dann op där anerer Säit e ganz neie System opzestellen, fir dat ze remboursëieren.

Wéi gesot, et ass héichinteressant. A mir sinn och gäre bereet, nach eng Kéier do ze kucken, wann eeben déi Zuelen och eng Kéier kéinten duerchdeklinéiert ginn, wat dat géif bedeiten. Mee ech wollt Iech just éierlecherweis an transparenterweis soen, wéi mir et am Moment, am Bléck op dat Ganzt, upaken a wéi mir wëllen als CSV mat der CO_2-Bepräisung ëmgoen.

CO_2-Bepräisung, jo, awer esou, plus ou moins esou, och an Zukunft, wéi et sech am Moment ergëtt, soudass et och sozial ausgeglach ass, sozial ofgefiedert ass an et net zu engem grousse Clash am System fir de Moment kënnt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | Den zweete Punkt, deen ech wëll erausgräifen, dat ass e ganz interessanten, mat den Incentives fir Entreprisen, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. An do gëtt et eeben dat interessant Instrument vun de Carbon Contracts for Difference. An och doriwwer, mengen ech, hate mer deemools hei an der Chamber geschwat, wéi Der hei op Besuch waart. An dat ass iwwregens en Instrument, dat vill gefuerdert gëtt vun Entreprisen, mat deene mir am Gespréich waren, dat vill gefuerdert gëtt vun Entreprisen, déi am Moment mussen ëmstellen, an dat vill gefuerdert gëtt vun deenen Entreprisen, déi am Moment hir Energie mussen anescht bezéien, wéi se se bis elo bezunn hunn, déi also den Energieswitch wëlle maachen an déi sech awer net kënnen dorop verloossen, dass se genuch op der Säit hunn, fir dee Switch elo esou staark ze maachen, dass se selwer net drënner leiden.

Dat heescht, déi brauchen eng Hëllef vum Staat, fir de Switch kënnen hinzekréien. De Carbon Contract for Difference heescht jo: Déi Differenz, déi ech als Entreprise net ka bezuelen, streckt de Staat mer vir. An et gëtt e Modell, fir dass ech em et herno erëm zréckginn. Dat heescht, ech kréien eigentlech eng Startschosshëllef als Entreprise, fir den Energieswitch ze maachen. Dat fanne mer eng ganz interessant Iddi. An dofir wëlle mer och déi doten Iddi ganz, ganz staark ënnersträichen. Dat ass, mengen ech, eng Iddi, déi fir d'Zukunft ganz interessant ass.

Eise Retour, dee mer kréien aus der Gesellschaft an aus den Entreprisen, ass deen, dass dat och fir vill Entreprisen eng grouss Hëllef wär.

Den drëtte Punkt, op deen ech wëll agoen, ass dee vum immens staarken Ausbau vun erneierbaren Energien, deen Der proposéiert. Dat ass natierlech eng ganz interessant an eng ganz attraktiv Iddi. Déi Iddi, déi hannendru steet, ass jo, dass Lëtzebuerg iergendwann eng Kéier esou vill wéi méiglech energieautark gëtt opgrond vun erneierbaren Energien an iergendwann eng Kéier ganz autark kéint ginn. Mee wat misst dann dofir alles geschéien? An dat ass och dat, wat ech elo der Regierung an eisem Numm wëll mat op de Wee ginn. Well wa mer déi doten Iddi nämlech wëllen opgräifen an eisen Ausbau vun erneierbaren Energië méi wäit wëllen dreiwe wéi déi 25 %, déi am Moment am PNEC stinn, wa mer do wierklech méi wäit wëlle goen, dann, mengen ech, misste mer e puer Konditioune schafen, fir dat ze erméiglechen.

Eng éischt Konditioun ass sécher déi vun de vereinfachte Prozeduren, fir dass eebe genau déi doten Installatiounen, déi gebraucht ginn – an dat si virun allem Wandinstallatiounen a Solarinstallatiounen –, méi séier kënne gebaut ginn, sou séier, wéi mer se brauchen, fir dass mer zu Lëtzebuerg op déi erneierbar Energië kënnen zréckgräifen.

Dat Zweet, wat ee brauch oder wat ee bräicht, si verännert Oplagen. Ech hu lo viru Kuerzem an dësen Deeg nach vun engem Kolleeg matgedeelt kritt, dass et an Däitschland elo eng Reegelung gëtt, déi seet: „Mir wëllen an dësem Land an de Bëscher Wandanlagen opbauen, an zwar bis zu engem gewëssene Prozentsaz, fir dass mer domat mat enger Sécherheet och e grousse Prozentsaz vun erneierbaren Energien iwwerhaapt ofdecke kënnen." Déi Oplage sinn an Däitschland anescht wéi hei zu Lëtzebuerg. Hei zu Lëtzebuerg ass dat do net méiglech. An déi Fro, déi sech stellt, ass: Kënne mer hei zu Lëtzebuerg eng Kéier op dee Punkt goen, natierlech op eng intelligent Aart a Weis, mat Reegelen, net mat Raubbau, mee mat Reegelen, fir Wandanlagen an e Bësch ze stellen?

Well dat géif engersäits bedeiten, dass mer dee Bëtonsklotz an deene Felder, wou se elo zum Deel stinn, net do stoen hätten. Et géif zum anere bedeiten, dass dee ganze Schiet, Schattenwurf an och déi Lärmbelästegung, déi duerch eng Wandanlag kéint entstoen, net méi an d'Agglomeratioune géif zéien, mee dass déi am Bësch géif opgefaange ginn, well de Bësch selwer jo e gewëssene Geräuschpeegel huet. An dee Wee, deen ee brauch, fir dohinner ze goen, nämlech am Bësch zum Beispill e Wee ze maachen, fir esou eng Wandanlag bis an d'Mëtt vum Bësch ze bréngen, dee kann herno och erëm ouni gréissere Problem zréckgebaut ginn.

Eng Iddi, vun där mir mengen, dass déi ganz gutt géif hei kënnen ëmgesat ginn an déi eis et géif erlaben, eng ganz Rei méi Wandanlagen ze bauen, wéi déi, déi mer am Moment kënne bauen. A mir hunn alleguerte scho materlieft, an eise Gemengen oder iwwerhaapt elo an Diskussiounen an der Chamber, dass eigentlech vill méi geplangt ass a gewollt ass, an dass vill méi Terrainen identifizéiert gi sinn, wou ee Wandanlagen hätt kënne bauen, wat herno awer un den Oplage scheitert.

An dann nach eppes Drëttes, wat och heizou gehéiert, bei dem staarken Ausbau vun erneierbaren Energien, an och dat wëlle mer nach eng Kéier der Regierung mat op de Wee ginn, wann et tatsächlech an déi Richtung geet, wéi de Klima-Biergerrot dat zu Recht a legitimmerweis verlaangt, nämlech, dass mer esouvill wéi méiglech autark ginn zu Lëtzebuerg mat erneierbaren Energien, da brauche mer fir dat Netz, an dat déi erneierbar Energien eragespeist ginn, Puffer a Späicher. A mir mengen als CSV weiderhin, dass d'Theema vum Waasserstoff hei ënnerthematiséiert bleift an dass dat Theema elo onbedéngt muss och mat deenen dote Rolle vu Puffer a Späicher méi seriö geholl ginn. An dann hätte mer hei zu Lëtzebuerg och déi dote Méiglechkeet.

An da kéint ee souguer esou wäit goen a soen, dass déi eng Tankstell, déi elo grad zu Beetebuerg geschafe gëtt, hannen um Enn och iergendwann eng Kéier kéint agebonne ginn an e ganzt Netz vu Waasserstofftankstellen, soudass een néierens am Land méi immens wäit muss fueren, bis ee bei enger Waasserstofftankstell ukënnt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | Erlaabt mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op e véierte Punkt anzegoen, nämlech am Beräich vum Logement. An da wëlle mer Iech och nach eng Kéier Recht ginn: Dir hutt eng ganz Rei vu Propose gemaach – ech ginn net dorop an, ech sinn och selwer net den Expert dofir, do hu mer aner Leit bei eis, mee ech ginn eng Kéier kuerz op déi Saachen an –, iwwert déi ech mer awer do Gedanke gemaach hunn an deem Moment, wou Der doriwwer geschwat hutt an déi ech och mat de Kolleeginnen a Kolleegen diskutéiert hunn, nämlech déi eng Saach vun der gesetzlecher Reegelung vu Colocatiounen a Souslocatiounen.

An anerersäits déi Fro vun den Tinyhouses. Natierlech eng ganz interessant Fro, wou mir awer der Meenung sinn, dass dat net an den normale PAG drapasst, well d'Tinyhouses jo oft op Baulücke gebaut ginn. An op Baulücke kéint méi an och méi intensiv a méi dicht gebaut ginn, wéi nëmmen an deem Moment, wou een en Tinyhouse géif bauen. Dee Moment misst een eigentlech e PAP „Nouveau quartier" entwerfe fir esou Tinyhousen. An et gëtt jo och schonn Iddien, op Campinger an hei zu Lëtzebuerg gëtt et jo och schonn, ech mengen, zu Schëffleng, zu Stroossen – elo rezenterweis ass driwwer geschwat ginn, vläicht och op anere Plazen, ech weess dat net – esou Tinyhouses, déi opgebaut gi sinn. Et gëtt also schonn éischt Erfarungen, déi do ëmgesat gi sinn.

E fënnefte Punkt, deen ech wollt erwänen, an dat ass schonn dee virleschten, ass de Reparaturbonus. Eng Iddi, déi mer och ëmmer erëm gefuerdert hunn, déi mer ganz gutt fannen an déi mer ganz spannend fannen, eebe fir d'Leit ze incitéieren ze reparéieren, amplaz erëm nei ze kafen.

E „Reparaturbonus", ech soen et just tëschent Klammeren, hu mer och an der Stad Lëtzebuerg elo bei den Energiemoossnamen, déi mer hei geholl hunn, matagefouert, fir d'Leit ze incitéieren, eebe genau dat doten ze maachen.

An déi sechst, an déi leschten Iddi, déi ech nach wollt mat op de Wee ginn, ass am Kader vun der Mobilitéit. An do ass natierlech Är Iwwerleeung interessant, nämlech den Opbau vun engem ganzen Netz. Vun engem Netz, dat gutt funktionéiert, fir duuss Mobilitéit. An do si mer der Meenung, dass een da sech muss wierklech gutt Gedanke maachen iwwert staark Park&Ride-Parkingen u gewëssene Knuetpunkten un de Grenzen an op anere Knuetpunkten, fir dann op d'duuss Mobilitéit kënnen ëmzestellen.

Mir si mat enger Saach net d'accord an dat wëll ech Iech och ganz transparenterweis soen. Et ass nämlech déi Fro gestallt gi mam Auto, wann een en Auto huet, dass een dann nach misst méi bezuelen iwwer gewëssen Instrumentarien, a wann een dann en zweeten huet … Et gëtt einfach Leit zu Lëtzebuerg, et ass einfach esou, déi brauchen den Auto an déi mussen

op den Auto kënnen zréckgräifen. A mir hunn déi Mesure éischter empfonnt als eng Bestrofung vun deenen, déi keng aner Alternativen hunn. Soulaang den ëffentleche Verkéier souwisou net esou ausgebaut ass, wéi mer en eeben eigentlech kéinte brauchen a wéi et vläicht nimools méiglech wäert sinn, en auszebauen, ass dat doten eng Mesure, mat där mer net d'accord sinn a wou mir et e bëssen anescht gesinn, fir och déi ze schützen, déi op den Auto ugewise sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat war elo mäi bescheidene Versuch, eng Kéier kuerz duerch déi Mesuren duerchzegoen, nodeems ech se probéiert hunn, och mat de Kolleeginnen a Kolleegen alleguerten eng Kéier duerchzekucken, an och dat einfach, fir Iech gerecht ze ginn, mat där viller Aarbecht, déi Der geleescht hutt.

An erlaabt mer nach eng Kéier an eisem aller Numm, Iech fir déi Aarbecht villmools Merci ze soen. An Iech alleguerte villmools merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President, de Klimawandel ass a bleift eng existenziell Gefor fir d'Mënschheet. Et hänkt un eis of, wéi et mat eiser Welt an Zukunft weidergeet. Déi lescht Méint a Joren hunn eis méi wéi däitlech d'Konsequenze virun Ae gefouert, wat op eis duerkënnt, wa mer net esou séier wéi méiglech eis Emissioune reduzéieren.

Dat kënnen a wëlle mir net akzeptéieren. Och wa Lëtzebuerg nëmmen eng kleng Roll op der Welt spillt an eis Emissiounen nëmmen e Brochdeel vun de globalen Zäregasen duerstellen, sou hu mir dach eng Verantwortung, eise Bäitrag ze leeschten, e Virreider ze sinn an e Beispill fir aner Länner. Wann dat net dat räicht Lëtzebuerg kann hikréien, wéi sollen dann aner Länner, mat manner Wuelstand wéi mir en hei kennen, dat packen?

Lëtzebuerg huet sech ganz ambitiéis Klimaschutzziler gesat. An eist Land huet seng Efforte géint de Klimawandel an de leschte Jore verstäerkt. Fir 2021 hu mer souguer eis Klimaziler erreecht. Dat ass awer elo bestëmmt kee Grond, fir eis op d'Schëller wëllen ze klappen. Mir mussen nämlech méi maachen an dat och méi séier.

Fir eis als DP ass et wichteg, d'Bierger an d'Wirtschaft mat op dee Wee ze huelen. Mir mussen als Gesellschaft zesummen déi Erausfuerderunge meeschteren an déi energeetesch Transitioun hikréien.

De Premier Xavier Bettel huet mam Klima-Biergerrot en historesch eemolege Projet an d'Liewe geruff, deen et an där Form zu Lëtzebuerg nach net gouf. Fir d'éischt Kéier sëtzt d'Gesellschaft mat um Verhandlungsdësch, fir iwwert esou en immens wichtege Sujet wéi de Kampf géint de Klimawandel ze diskutéieren. Dëse Sujet geet eis alleguerten eppes un. Dofir ass et wichteg, eng breet Majoritéit ze hunn, fir déi Mesuren, déi néideg sinn, och ëmzesetzen.

Ech sinn dowéinst immens frou, dass sech esou vill Leit gemellt haten, fir bei dësem innovativen a participativen Exercice matzemaachen. 56 Propositiounen an iwwer 200 Eenzelmesurë sinn e Resultat, dat sech definitiv weise léisst. An dofir un all d'Membere vum Klima-Biergerrot e ganz, ganz grousse Merci, och fir déi flott a spannend Diskussiounen, déi mer hei mat Iech haten an dat iwwer zwee Mëtteger.

Ech an och meng Partei hunn de gréisste Respekt virun all där Aarbecht an och virun där Zäit, déi déi vill Memberen investéiert hunn, fir nei a couragéis Propositioune fir eist Land auszeschaffen. A mir sinn och frou, dass d'Regierung versprach huet, dës Aarbechten an d'Diskussioune ronderëm den neien Energie- a Klimaplang matzeintegréieren.

Här President, et sinn d'Sonn an de Wand, déi eis wäerten hëllefen, propper a klimaneutral an nohalteg Energie ze produzéieren, an dofir muss d'Energietransitioun och konsequent an nach méi séier wéi bis elo weidergoen.

Och d'Propositioun 13 vum Rapport schwätzt sech derfir aus, dass déi nohalteg Energieproduktioun hei am Land muss virugedriwwe ginn. Wou bis elo virgesinn ass, dass 23 % bis 25 % vun eiser Energie bis 2030 vun Erneierbare soll kommen, traut sech de Rapport, e Schratt méi wäit ze denken, a fuerdert, dass bis 2030 80 % vun eiser Energie hei am Land iwwer erneierbar Energië solle produzéiert ginn. Dozou soll dann och e massiven Ausbau vun der Wand- a Solarenergie gehéieren an eng Weiderentwécklung vun de Reseauen an de Späicheren, fir dës Energie och ze stockéieren.

De Premier huet et am État de la Nation gesot: Lëtzebuerg huet d'lescht Joer 15-mol méi Solaranlage wéi nach 2016 ze verzeechnen. Mat der Fotovoltaik-Initiativ wëll d'Regierung dëse Progrès och viruféieren. Och bei der Wandenergie hu mer an deene leschte sechs Joer d'Produktioun verdräifacht. Aus dem Secteur héiere mir, dass mir gutt virukommen, an dass mer eis Ziler fir 2030 och schonn 2025 kéinten erreechen. Mir sinn also um richtege Wee.

Trotzdeem sollt een am Hannerkapp behalen, dass Lëtzebuerg zwar e klengt Land ass, mee och e Land mat engem groussen Energieverbrauch. Lëtzebuerg wäert ni kënne komplett autark ginn an dofir bleift et och an Zukunft wichteg, am Ausland an d'energeetesch Transitioun ze investéieren, wéi zum Beispill an d'Offshore-Wandparken. Do ass jo och viru Kuerzem en Ofkommes mat Dänemark ënnerschriwwe ginn.

Grad beim Wand ass dann och ze ernimmen, dass ee Wandrad vun der neitster Generatioun genausou vill Stroum wéi zéng Hektar Solarpanele produzéiert. Et gëllt also, prezis ze kucken, wou a wat fir Moyene Sënn maachen, d'Leit mat op de Wee ze huelen an intelligent Investissementer an déi energeetesch Transitioun vun eisem Land ze maachen.

Här President, och d'Mobilitéit spillt e grousse Rôle an der Klimaproblematik an ass, nieft villen anere Punkten am Rapport, deen Aspekt, deen déi meescht vun eis, wann net souguer eis alleguerten, betrëfft. Domat ass et awer och deen Aspekt, un deem mir all zesummen eppes kënne beweegen.

De Cycle fënnef vum Rapport geet allgemeng drop an, den Individualverkéier ze reduzéieren an d'Mobilitéit generell méi effizient a méi nohalteg ze maachen. Alternativen zum Auto förderen ass en Usaz, deen ech och gären ënnerstëtzen. An enger zukunftsorientéierter Mobilitéitsstrategie dierf den Individualverkéier net weider als den Nec plus ultra ugesi ginn, mee den ëffentlechen Transport soll als fiabel an eebebürteg, wann net souguer als besser Alternativ parallell dozou d'Méiglechkeet bidden, méi effizient a méi nohalteg vun A op B ze kommen.

Fir dat ze erreechen, muss den ëffentlechen Transport méi attraktiv ginn. Och dat ass e Punkt, deen am Rapport ugeschwat gëtt. De Bus, Zuch an Tram mussen eng reell an adequat Alternativ zum Status quo bidden. Dofir muss den ëffentlechen Transport net nëmme gefërdert ginn, mee e muss virun allem konsequent ausgebaut ginn, fir en Ëmklammen op Bus, Zuch an Tram ze inspiréieren.

Lëtzebuerg huet an deene leschte Jore scho vill Efforte gemaach mat ganz ambitiéisen Investissementer an eis Schinnennetzer, an eisen Tram oder mat der Reformatioun vum regionale Busreseau uechtert d'Land. An d'Aarbechte lafen nach op Héichtouren, fir den ëffentlechen Transport iwwert déi nächst Joren nach ze verbesseren.

Manner Trafick an eng Limitatioun am Stroosseverkéier kann awer och iwwert eng Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen erreecht ginn. Wa mir de Leit d'Méiglechkeet ginn, méi Teletravail ze maachen, méi am Homeoffice ze bleiwen oder op Bürosplazen ze schaffen, déi méi no bei hirem Wunnuert leien, sinn automatesch d'Stroosse manner belaascht, et gëtt manner Stauen an och manner Ofgase gi produzéiert. Gläichzäiteg huet et dee positiven Niweneffekt, dass d'Leit sech vill Zäit an Ierger erspueren an eng besser Work-Life-Balance erreechen, déi sech hirersäits erëm positiv op hir mental Gesondheet an hiert Liewe kann auswierken.

Fir déi Fäll, wou et da wierklech net ouni Auto geet, muss d'Elektromobilitéit an Zukunft déi grouss Prioritéit sinn. Mat eisem Chargy-Reseau ass do schonn e gudden Ufank gemaach. Dobäi kommen d'Hëllefe vum Staat, wann ee sech en Elektroauto keeft respektiv wann een eng Born bei sech doheem installéiert.

Wichteg ass et awer och hei, dass, wann een en Ëmschwong wëll erreechen, et dréngend noutwendeg ass, dass d'Elektromobilitéit fir d'Leit an och fir d'Betriber esou einfach wéi nëmme méiglech gemaach gëtt. Effektiv ass dat een net onwichtege Punkt. Et ass besonnesch am Ufank enorm wichteg, de Prozess esou einfach an accessibel wéi nëmme méiglech ze halen, fir negativ Erfarungen ze evitéieren, mat deenen ee soss potenziell en Ëmdenke beim Konsument behënnert.

Här President, nom Transport ass de Logement den zweetgréisste Secteur hei am Land, wat d'Emissioune betrëfft. Ronn 20 % vun eisen Zäregase sinn op Gebaier an op d'Behëtze vun de Gebaier zréckzeféieren. Nom virleefegen Inventaire vun de sektorielle Klimaziler waren et 2021 eng 1,6 Milliounen Tonnen CO_2. Domat huet dee Secteur seng Emissiounsallokatiounen ëm 156.000 Tonnen iwwerschratt. Do ass also nach Sputt no uewen; och wa mer wëllen déi Emissiounen à terme komplett op null kréien. Klimafrëndlecht Bauen an Hëtzen, gradewéi d'energeetesch Sanéierung vu Wunnengen, mussen dowéinst weider eng absolutt Prioritéit bleiwen, och wann et, wéi gesot, e ganz grousse Chantier ass.

Am Verglach mam Ausland si mir schonn zënter enger gewëssener Zäit Virreider, wat d'Energiestandarde bei den neie Konstruktioune betrëfft. Zënter 2017 dierfe just nach Gebaier vun der Energieklass AAA gebaut ginn, also sougenannte Passivhaiser. Ab dem 1. Januar 2023 gi mer e Schrëtt méi wäit a maachen d'Energieklass A+ zum Standard. D'Wärmepompel gëtt d'Referenztechnologie bei Neibauten.

Et ass virun allem den Albau, bei deem mer nach ganz grouss Efforte musse maachen. Als DP begréisse mer dofir ausdrécklech dem Premier seng Annonce an deem Kader, dass jiddereen an den nächste Jore soll vun enger energeetescher Sanéierung profitéiere kënnen. D'Regierung wëll zu deem Zweck déijéineg zousätzlech ënnerstëtzen, déi et sech et net leeschte kënnen, esou e Projet virzefinanzéieren.

Haut scho gëtt et eng ganz Rei Hëllefen am Kader vum Klimabonusprogramm, fir säin Haus ze isoléieren a fir seng al Masutts- a Gasheizung duerch eng klimafrëndlech Alternativ ze ersetzen. Mam leschten Tripartite-Accord ginn d'Montante vun dësen Aidë mat bis zu 50 % plus nach emol däitlech gehéicht.

Als DP hu mer ëmmer gesot: Klimaschutz geet just mat de Leit! Et geet drëms, jidderee matzehuelen, jidderengem d'Méiglechkeet ze ginn, sech fir klimafrëndlech Alternativen ze entscheeden. D'Klimafro an déi sozial Fro ginn Hand an Hand.

Den nohaltege Gedanken applizéiert sech awer net just op déi eenzel Gebaier, och op den Niveauen driwwer, um Niveau vum Quartier a vun de Gemengen a Stied musse mer ëmwelt- a klimafrëndlech Prinzippien nach vill méi staark ëmsetzen.

Mir haten déi lescht Woch eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Konsequenze vum Klimawandel, iwwert d'Hëtzt, d'Dréchent a wéi mir eis deem mussen upassen. Mir waren eis alleguerten eens, dass mer d'Natur nees vill méi staark an eis Uertschafte brénge mussen, dass mer den ëffentleche Raum méi staark musse begréngen, fir och d'Temperaturen am Summer erofzekréien.

Mir begréissen dann och besonnesch d'Fuerderung, eist Reewaasser vill méi effizient ze notzen. Amplaz et versickeren ze loossen, musse mer op de Wee goen, et opzefänken an ze notzen. Deen ee Moment ass es ze vill do, deen anere Moment feelt es. Et geet hei ëm näischt aneres wéi ëm de sënnvollen Ëmgang mat eise Ressourcen.

D'Waasser ass ee Beispill. Dat gëllt awer natierlech fir alleguerten eis Ressourcen. E lineare Ressourcëverbrauch, sou wéi en haut Standard a villen Hinsichten ass, kann op Dauer net fonctionéieren. Dowéinst musse mer d'Kreeslafwirtschaft nach vill méi staark ausbauen. E wichtege Punkt, dee mam Budgetsgesetz wäert ëmgesat ginn, ass d'Reduktioun vun der TVA fir Reparatioune vun Haushaltsgeräter.

Et ass haut net just vill méi einfach, mee och dacks méi bëlleg, eppes ewechzegeheien an eppes Neits ze kafen, wéi et ze flécken. Esou eppes muss einfach an Zukunft der Vergaangenheet ugehéieren. Mir brauchen hei en Ëmdenken an d'Politik muss do d'Richtung virginn.

Am beschte wier et, bei der Konzeptioun vun engem Produit de Reuse an de Recycling direkt matzedenken. D'EU muss hei den néidege Kader duerfir setzen a Lëtzebuerg muss sech staark derfir asetzen.

Op nationalem Niveau musse mer iwwer steierlech Ureizer de responsabelen Ëmgang mat eise Ressourcë förderen. D'TVA erofzesetzen ass do e ganz gutt Beispill.

Här President, d'Konklusioune vum Klima-Biergerrot si kloer. Jo, mir mussen als Lëtzebuerg e Krack bäileeën. Jo, mir mussen nach méi ambitiéis sinn. A jo, mir mussen dofir Mesuren huelen, déi net jidderengem gefale wäerten. Als DP kënne mer eis deem nëmmen uschléissen.

Ech hat et am Ufank gesot: 56 Mesuren, dat ass net näischt! Et ass virun allem eng enorm divers Approche a bitt vill Schrauwen, un deene mer kënnen dréien. Dofir fanne mir als DP der vill gutt, e puer vläicht manner sënnvoll, mee dat Wichtegst ass, dass mer virukommen. Et brauch virun allem politesche Courage, déi Mesuren ze huelen, déi néideg sinn, fir de Klimawandel wierksam ze bekämpfen. Als Lëtzebuerg solle mer hei Virreider sinn a keng Méi scheien, fir esou séier wéi méiglech klimaneutral ze ginn.

Als DP si mer iwwerzeegt, dass d'Regierung hir Verantwortung wäert iwwerhuelen, fir bei der Iwwerschaffung vum PNEC de Propositioune vum Klima-Biergerrot Rechnung ze droen. Well dass mer zousätzlech Efforte musse maachen, doriwwer si mer eis alleguerten heibannen eens. Mir hunn hei keng Zäit ze verléieren!

Här President, Iech ass et ganz bestëmmt opgefall, dass ech d'Landwirtschaft an d'Waasser net thematiséiert hunn, dat wäert de Kolleeg Gusty Graas no mir nach maachen.

Da géif ech ganz gären eng Motioun am Numm vun de Regierungsparteie proposéieren, déi awer op ass, fir nach mat kënnen ënnerschriwwen ze ginn – Dir kritt déi jo elo ausgedeelt –, déi haaptsächlech dräi Saache fuerdert: Éischtens, dass d'Regierung hir Efforten zur Bekämpfung vun der Klimakris weiderféiert an ausbaut, souwuel d'Promotioun vun den erneierbaren Energië wéi och d'Steigerung vun der Energieeffizienz, zweetens, d'Propositioune vum Klima-Biergerrot op hir Machbarkeet ze préiwen an an d'Diskussioune ronderëm d'Upassunge vum PNEC ze integréieren, an drëttens, déi participativ Approche weiderzeféieren an d'Zivilgesellschaft mat an de Prozess anzebauen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– soulignant que nous faisons face à une urgence climatique et environnementale qui menace les écosystèmes, la biodiversité, la sécurité alimentaire, la stabilité politique et l'humanité ;

– soulignant l'urgence sans pareil de prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre la crise climatique, atténuer ses répercussions, réduire lés émissions de gaz à effet de serre et pour atteindre la neutralité carbone le plus rapidement possible et au plus tard en 2050 ;

– rappelant les conclusions du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), présenté en avril 2022, selon lequel les mesures actuelles de la communauté mondiale sont insuffisantes pour respecter l'engagement des parties de l'Accord de Paris à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ;

– relevant les objectifs climatiques ambitieux que le Luxembourg s'est fixé par la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, reprises dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), dont notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % jusqu'en 2030 ainsi que la neutralité carbone jusqu'en 2050 ;

– considérant que le Luxembourg a plus que doublé sa production d'énergies renouvelables depuis 2016 ;

– constatant que le Luxembourg a atteint ses objectifs climatiques pour l'année 2021 en ayant réduit ses émissions d'environ 20 % par rapport à 2005 ;

– considérant l'annonce du Gouvernement de vouloir accélérer les procédures d'autorisation pour la construction de projets de production d'énergies renouvelables d'envergure ;

– considérant les mesures en faveur de la transition énergétique dans le cadre de l'accord tripartite du 28 septembre 2022, dont, entre autres, les aides financières « Klimabonus » qui ont été revues à la hausse, ainsi que l'application du taux de TVA réduit de 3 % pour les installations photovoltaïques à partir du 1er janvier 2023 ;

– approuvant la volonté politique du Gouvernement de renforcer les efforts du Luxembourg en matière de lutte contre le réchauffement climatique au-delà des engagements et mesures actuels prévus par le PNEC ;

– soulignant l'importance d'impliquer la société civile dans l'élaboration de nouvelles politiques et mesures climatiques plus ambitieuses ;

– considérant, dans ce contexte, la mise en place, sur initiative du Premier ministre, du « Klima-Biergerrot » ;

– félicitant les membres du « Klima-Biergerrot » pour huit mois de délibérations intenses, de nombreux débats avec des experts, plusieurs weekends de travail et de dizaines de visites sur le terrain ;

– considérant que les membres du « Klima-Biergerrot » ont retenu 56 propositions destinées à intensifier la politique climatique du Luxembourg,

invite le Gouvernement

– à poursuivre et à accélérer ses efforts dans la lutte contre la crise climatique, la promotion des énergies renouvelables et de l'efficience énergétique, ainsi que l'adaptation au réchauffement climatique ;

– à analyser la faisabilité des propositions formulées par le « Klima-Biergerrot » et à les intégrer dans les discussions entourant la mise à jour du plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) ;

– à poursuivre l'approche participative et à associer la société civile étroitement au suivi, à l'évaluation et, le cas échéant, à l'adaptation de la politique climatique du Luxembourg comme prévue par la loi climat.

(s.) Max Hahn, Gilles Baum, François Benoy, Yves Cruchten, Cécile Hemmen, Josée Lorsché.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Här Chamberpresident, Här Minister, Dir Damme Ministeren, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, virun aacht Joer sot den amerikanesche President Barack Obama um UN-Klimasommet: „We are the first generation to feel the impact of climate change and the last generation that can do something about it."

Jo, mir spieren de Klimawandel och an eisem klenge Land däitlech! Stierm, Iwwerschwemmungen an dann déi enorm Dréchent an dësem Joer si keng Eenzelfäll méi, mee se geschéien am Kader vun enger globaler Erwiermung.

No der Aféierung vun der CO_2-Tax a Frankräich hunn d'Protester vun de Gilets jaunes gewisen, dass eng gutt Klimapolitik net vun uewen erof, mee vun ënnen erop fonctionéiere muss. Eis Kanner sinn et, déi 2019 duerch déi weltwäit Beweegung Fridays for Future derfir gesuergt hunn, dass d'Klimapolitik nees eng vun de gréissten, wann net souguer déi gréisst Prioritéit ginn ass. An nach am selwechte Joer huet de franséische President Emmanuel Macron d'Convention citoyenne pour le climat an d'Liewe geruff. 150 Biergerinnen a Bierger hunn iwwer néng Méint 149 Propositiounen ausgeschafft, vun deenen déi franséisch Regierung der 15 zréckbehalen huet.

Am selwechte Kader – an och vläicht e bëssen op dee selwechte Modell hin – huet eise Premierminister de Klima-Biergerrot zu Lëtzebuerg an d'Liewe geruff, an dat mat der Ugangsfro, ob a wéi eist Land géint de Klimawandel kann a wëll virgoen.

Dësen Exercice ass eng Chance fir eis Gesellschaft. Initiative wéi de Biergerrot stäerken eis Demokratie, se honoréieren a se fleegen eist Mateneen. Grad a Krisenzäiten ass et wichteg, de Ball reegelméisseg un d'Biergerinnen a Bierger ze ginn. Wann ee bedenkt, dass ganz vill vun eise Matbierger net wielen dierfen, obwuel se hei schaffen, an och hei hir Steiere bezuelen, dann ass esou e participativen Austausch wéi de Klima-Biergerrot ëmsou méi wichteg, jo, ech géif souguer soen, eng Mussesaach.

Duerfir wëll ech Iech, grad op dëser Plaz, och e bëssen d'Iddien an d'Propositioune vum Biergerrot, déi bei eis hei agaange sinn, och aus der Siicht vun der LSAP beliichten. Awer net, ouni direkt am Virfeld

schonn emol e grousse Merci ze soen an déi Aarbecht ze luewen, déi vun deene Leit gemaach gouf. E grousse Merci un all déi, déi sech heifir Zäit geholl hunn an déi mat dëser Aarbecht aktiv derzou bäigedroen hunn, dass mir gëeent fir eng besser Klimapolitik kämpfen. Dat ass eng Form vu Participatioun, déi mir an Zukunft och fir aner grouss gesellschaftlech Froe sollten notzen.

Iwwert déi konkreet Propose fir de Klimaschutz eraus muss dës Geleeënheet och an d'A gefaasst ginn, fir Léieren aus dësem Exercice ze zéien.

En éischte Punkt betrëfft d'Aart a Weis, wéi d'Biergerinnen an d'Bierger un dësem Programm deelhuele konnten. Do stellt sech d'Fro vun der Representativitéit. Wärend déi eng aus enger Datebank kontaktéiert goufen, hu sech déi aner missen iwwer en Online-Formulaire umellen. A wéi gutt déi Leit kënnen erreecht ginn, déi manner gutt digital ënnerwee sinn, ass net esou kloer.

Och hunn d'Participantë ganz vill Zäit missen investéieren, wat nach laang net jiddwerengem ëmmer méiglech war. Do besteet dann de Risiko, dass grad déi Leit, déi sech elo vläicht manner Gedanken ëm de Klimawandel maachen, ënnerrepresentéiert waren.

Et gouf sécher e groussen Effort gemaach, fir e méiglechst representative Gremium zesummenzestellen, mee och mam beschte Wëllen ass dat vläicht net ëmmer esou méiglech, wéi mir eis dat hätte kënne wënschen. Dat muss een e bëssen als Contrainte och bei esou engem Prozess vläicht gesinn an och akzeptéieren. Et ass duerfir gutt, dass de Rapport heiriwwer ganz transparent war.

Zweetens ass och aus deem Rapport ervirgaangen, dass de Klima-Biergerrot wichteg Sujeten net esou richteg konnt uschwätzen. Ënner anerem goufen de Wuesstumsmodell a säin Impakt op de Klima, Ëmweltklauselen an déi bestoend Hëllefen net esou richteg thematiséiert. Dës sinn awer ganz, ganz wichteg Theemen, déi een och zäitno ugoe misst.

Aus dem Rapport geet iwwregens och ervir, dass ee gäre méi Zäit gehat an och gebraucht hätt, fir d'Komplexitéit vun der Matière besser ze verstoen a fir nach méi fundéiert a substanziell Fuerderungen op den Dësch ze leeën. Donieft muss ee feststellen, dass virun allem Administratiounen a Ministèrë sollicitéiert goufen, d'ONGe goufen awer leider net richteg an de Prozess matagebonnen, wat eigentlech schued ass. An och dat sinn erëm Contrainten, mat deenen zukünfteg Biergerréit wäerte mussen eens ginn.

Ëmsou méi wichteg ass et, dass awer d'Bierger hir Aarbecht gemaach hunn an eis hir 56 Mesurë proposéiert hunn. Am Kader vun dëser Debatt ass et elo d'Flicht vun eis Deputéierten, eng éischt Äntwert op déi eenzel Virschléi ze ginn. Opgrond vun eiser Riedezäit wäert et mer natierlech net méiglech sinn, op all eenzel Mesure anzegoen, mee ech wéilt verschidden Theemeberäicher uschwätzen, wéi ech et ugangs scho gesot hunn.

Ee vun den éischten Theemen: Bësch a Landwirtschaft.

Mir sinn eis all eens, dass béid Secteure mussen nohalteg schaffen. Dat bedeit awer och, dass d'Mesuren esou mussen ausgeschafft ginn, dass se fir déi Betraffen ekonomesch viabel sinn. D'Baueren hu gréisstendeels zwee Typpe vu Revenuen: de Präis, dee se fir hir Produkter kréien, an déi ëffentlech Subsiden. An am éischte Fall sti si a Konkurrenz zu Produkter aus der ganzer Welt. Wat d'Subside betrëfft, sou sinn déi grouss Linnen och iwwer EU-Reegele festgeluecht, an dës Reegelen hënneren d'Memberlänner drun, hir national Produkter um Marché ze bevirdeelegen. Mir däerfen eis Baueren awer och net mat zousätzlechen Oplagen esou benodeelegen, dass se ophalen, well hir Produktioun sech net méi rentéiert. An an deem Fall géife mir just nach aus dem Ausland importéieren, wou dann eebe manner Oplage sinn. An domat ass kengem gedéngt, am allermannsten dem Klimaschutz!

Wéi schwiereg dat ka sinn, weisen déi éischt an och zum Deel déi zweet Propos vum Klima-Biergerrot, e ganz einfachen ekologeschen Indicateur auszeschaffen an all d'Produzenten souzesoen ze zwéngen, hir Produkter esou ze etikettéieren. Éischtens ass den Etiquetage vu Liewensmëttel um EU-Niveau gereegelt. Mir kënnen also net Produzenten aus anere Länner doriwwer eraus Virschrëfte maachen. Méi Sënn mécht dofir u sech just e Label, dee besonnesch Leeschtunge vun eise Bauere positiv eraushieft. Einfach ass dat natierlech net, wa vill verschidde Produkter a vill verschidde Qualitéitskrittäre mat engem eenzele System esou solle bewäert ginn.

An esou e Qualitéitssystem, un deem landwirtschaftlech Gruppementer fräiwëlleg kënnen deelhuelen, hu mir rezent agefouert. Positiv dorunner ass, dass et an Zukunft e Label gëtt fir all regional Produkter, dee liicht fir de Konsument ze erkennen ass. A wat fir eng zousätzlech Qualitéitskrittären deen eenzele Produit erfëllt, gesäit een net op den éischte Bléck, mee et war awer ugeduecht, dem Konsument dës Informatiounen iwwert e QR-Code zougänglech ze maachen.

Ganz d'accord ass d'LSAP mat der Propositioun 3, fir d'Verschwende vun de Liewensmëttel ze reduzéieren. Wann ech hei d'Antigaspi-Campagnë vum Ministère, eenzel Aspekter aus dem zukünftegen Agrargesetz an déi nei Offallgesetzer, déi etappeweis a Kraaft trieden, ukucken, da mengen ech, dass mer do zesummen um richtege Wee sinn.

Positiv fannen ech och, dass de Klima-Biergerrot sech net nëmmen op eis Reduktiounsziler bei Emissioune konzentréiert huet, mee och Propose mécht, wéi mir an Zukunft mat de Klimaverännerunge besser liewe kënnen. Dozou zielen ech d'Mesuren aus der véierter Propos, déi den Ëmgang mam Waasser betreffen. Besonnesch fir de Geméisbau ass de Volet Stockage vu Reewaasser, dat ka genotzt gi fir ze netzen, extreem wichteg. Hei sollte mir kucken, wéi dës Méiglechkeeten nach kënnen ausgebaut ginn.

Eng Fuerderung vum Klima-Biergerrot, déi d'Reduktioun vum Véibestand betrëfft, gëtt am Moment souwuel am Kontext vum neien Agrargesetz wéi awer och vun de Baueren intensiv diskutéiert. Dat neit Agrargesetz huet effektiv zum Zil, d'Véihaltung méi extensiv ze maachen. Dat geet laang net sou wäit, wéi de Klima-Biergerrot dat proposéiert, an trotzdeem suergt dat bei deene betraffene Baueren, a besonnesch bei deene Jonken, fir ganz vill Onmutt.

De Klima-Biergerrot schwätzt haaptsächlech vu Fleeschvéi a manner vun de Mëllechkéi. Fakt ass awer, dass zu Lëtzebuerg däitlech méi Fleesch konsuméiert gëtt, wéi eis Bauere kënne liwweren. Woumat mir erëm beim Import wieren. D'LSAP ass d'accord, dass et gutt Grënn gëtt, de Véibestand ze reduzéieren a méi eng extensiv Déierenhaltung ze förderen. Et wier awer onfair, d'Baueren zu Lëtzebuerg mam Argument vum Klimaschutz un hir Existenzgrenzen ze bréngen, wann d'Konsumente gläichzäiteg de Büfdeck aus Argentinie komme loossen.

En anere wichtege Beräich, deem de Klima-Biergerrot sech unhëlt, ass dee vun den erneierbaren Energien. An ech mengen, do wäert haut de Mëtteg nach deen een oder aneren drop ze schwätze kommen. Grondsätzlech gëtt hei an der Propos 11 gefuerdert, d'CO_2-Tax op fossille Combustibele vu 25 op minimum 200 Euro pro Tonn ze erhéijen. Andeems déi iwwerduerchschnëttlech Emissioune méi besteiert ginn, sollen doduerch virun allem déi méi räich Stéit cibléiert ginn, well si fir méi Emissioune responsabel sinn. D'Recettë vun esou enger Steier sollen duerno allgemeng u jidderee gläichméisseg verdeelt ginn.

No den Auteurë géif dat derzou féieren, dass déi, déi wéineg fossill Energië verbrauchen, duerch de Remboursement méi Suen erakréien, wéi se bezuelt hunn. Déi aner, par contre, bezuele méi, wéi se zréckkréien, a ginn doduerch incitéiert, méi nohalteg ze liewen.

Duerch esou ee System soll déi ganz Gesellschaft gläichermoossen dozou incitéiert ginn, d'Emissiounen op e Minimum ze reduzéieren.

Wat an der Theorie ganz gutt kléngt, huet awer leider och e klengen Hoken: Et si virun allem déi méi aarm Stéit, déi en Appartement loune mussen, dat elo mat Gas oder Masutt befeiert gëtt. Si hunn an der Reegel keen Afloss drop, fir eng méi nohalteg Heizung ze installéieren. Och sinn hir Wunnengen net esou gutt isoléiert, also muss iwwerduerchschnëttlech vill gehëtzt ginn. An an deem Modell, deen hei presentéiert gëtt, géifen déi méi Aarm also massiv besteiert ginn, wärend déi Aiséiert sech eng modern Heizung leeschten a gläichzäiteg vum Remboursement profitéiere kënnen. Dëse Modell géif déi Leit, déi ze wéineg Suen hunn, fir nohalteg ze liewen, zousätzlech bestrofen a se domadder an eng Däiwelsspiral bréngen.

D'LSAP steet awer voll a ganz hannert de Fuerderunge vum Klima-Biergerrot, méi an erneierbar Energien ze investéieren. Virun allem Wand- a Solaranlage misste vervillfacht ginn. De Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun betount, „dass op all Daach eng Fotovoltaikanlag soll kommen".

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Et ass awer wichteg, dass mir net nëmmen d'Fotovoltaik u sech förderen, mee och d'Main-d'oeuvre an d'Aarbecht, déi domadder zesummenhänken. An et geet net duer, just méi erneierbar Energien ze produzéieren, zousätzlech muss awer och nach gespuert ginn, wou et méiglech an néideg ass. An duerfir ënnerstëtze mir och voll a ganz déi eenzel Propositiounen a puncto Spueren, déi de Klima-Biergerrot eis proposéiert huet.

Wat elo d'nohaltegt Bauen ugeet, esou ass dat och an den Ae vun der LSAP eng Prioritéit. Zu Lëtzebuerg gëtt ganz vill a kuerzer Zäit gebaut. Do läit et op der Hand, dass nei geschafene Wunnraum esou energieeffizient muss si wéi méiglech, well dat iwwer Joerzéngten en Impakt op eisen Energieverbrauch huet. Lëtzebuerg huet ganz séier héich Standarden an deem Beräich agefouert a war am Verglach zu aneren EU-Länner absolutte Virreider.

De Klima-Biergerrot wëllt hei nach méi wäit goen. An am Prinzipp ënnerstëtzt d'LSAP dat och. Allerdéngs si mir der Meenung, dass een an der Realitéit och iwwerpréiwe muss, wéi energieeffizient eigentlech déi Gebaier tatsächlech sinn, déi och an deene leschten zéng Joer no den neieste Standarde gebaut gi sinn. An och d'Handwierk muss kënne Schrëtt hale mat zousätzlechen Ufuerderungen, déi mir da wäerten an d'Gesetz schreiwen.

De Klima-Biergerrot fuerdert, dass bei Neibauprojete méi en héijen Undeel fir Sozialwunnengen a Logement abordable soll reservéiert ginn. Domat rennt e bei der LSAP oppen Dieren an, well mir scho laang kritiséieren, dass an der Vergaangenheet verpasst ginn ass, konsequent e Park un ëffentleche Wunnengen opzebauen.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Dat kascht d'éffentlech Hand haut ganz vill Geld. Mee mir sinn awer iwwerzeegt, dass dat eng absolutt Noutwendegkeet ass.

E ganz wichtege Schrëtt an deem Sënn huet eis Inneministesch gemaach mat deem neien Artikel 29bis, deen am Kader vum Pacte Logement an d'Gesetz iwwert den Aménagement communal ageschriwwe gouf.

National Virgabe si ganz ok, allerdéngs muss een oppassen, dass mer den Aménagement communal net zu enger staatlecher Kompetenz maachen. All Gemeng ass nämlech aneschters! An nëmmen déi Leit, déi och wierklech an der Gemeng um Terrain sinn, verstinn am allerbeschten, wat fir en Entwécklungspotenzial besteet. Hei muss de Staat seng Roll als État partenaire iwwerhuelen, wat e jo och iwwert déi verschidde Konventiounen an de Beräicher Logement, Klimaschutz an Naturschutz mécht.

Eng weider Suerg vum Klima-Biergerrot betrëfft déi vill onbebauten Terrainen am Bauperimeter an och de Leerstand vu Wunnengen. Fir d'LSAP ass d'Bekämpfung vun där Zort vu Spekulatioun eng Prioritéit. A mir sinn der Meenung, dass d'Mobiliséierungssteier an d'Leerstandssteier, déi rezent vun der Inneministesch an dem Logementsminister virgeschloe goufen, de richtege Wee sinn, fir dergéint virzegoen.

Mir hoffen duerfir, dass et e breede Konsens iwwert dee Projet gëtt, an dass déi entspriechend Gesetzer nach an dëser Legislaturperiod kënne gestëmmt ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | E weidere wichtegen Theemebräich, mat deem sech de Klima-Biergerrot beschäftegt huet, ass dee vum Offall. A well eisen aktuelle Wirtschaftsmodell um Wuesstumsprinzipp berout, entsteet kontinuéierlech méi Dreck, dee bleiwend Schied an eiser Ëmwelt hannerléisst.

D'Textilindustrie ass zu engem groussen Deel fir d'Ëmweltschied verantwortlech, well grad hei gëtt onnéideg vill produzéiert, consomméiert a ganz séier erëm ewechgehäit.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Och den europäeschen Elektroschrott gëtt an Drëttlänner exportéiert, lant do op engem risegen Dreckstipp a gëtt dann ouni Schutz ënner fräiem Himmel verbrannt.

Mir mussen eise Konsum a Fro stellen. An duerfir ënnerstëtzt d'LSAP d'Propositioune vum Klima-Biergerrot voll a ganz, fir méi qualitativ a bewosst ze produzéieren. Et muss nees méi Wäert drop geluecht ginn, futtis Saachen ze flécken an – firwat net? – ze recycléieren. Eise Wirtschaftsminister Franz Fayot huet an deem Sënn d'Luxembourg Strategy lancéiert mat Zenarien, wéi mir eis Wirtschaft méi nohalteg ausriichte kënnen. Deemno sollen d'Akzenter op eng Kreeslafwirtschaft ausgeriicht ginn, wou et drëms geet, manner Ressourcen ze verbrauchen a méi ze recycléieren.

Komme mer lues awer sécher zum Schluss an zum Beräich vun der Mobilitéit. An der Propos 33 soll den individuelle Verkéier reduzéiert ginn, andeems méi op kollektiven Transport gesat gëtt. Hei gëtt et am Moment schonn eng sëlleg Projeten, déi awer alleguerten ausbaufäeg sinn. An esou ass et wichteg, dass endlech an engem europäesche Geescht déi ganz Achs Bréissel–Lëtzebuerg–Stroossbuerg moderniséiert gëtt. Mee och am lokale Beräich stëmme mer der Propositioun zou, méi a Sammelservicer, wéi zum Beispill och de Bummelbus, ze investéieren.

De Carsharing gëtt definitiv nach net genuch ugebueden an dowéinst och net genuch benotzt. An duerfir ënnerstëtze mir als LSAP all Mesure, déi de Carsharing méi zukunftsfäeg a rentabel mécht, an och de Covoiturage misst an deem Sënn promouvéiert ginn.

An der Propositioun 34 plädéiert de Klima-Biergerrot fir eng Digitaliséierung, déi den Transport méi accessibel soll maachen. Dat ass grondsätzlech eng ganz interessant Approche. Et muss een awer bedenken, dass déi staatlech Applikatiounen deenen aneren um Weltmarché hannendrustinn. Iwwerdeems muss och gewosst sinn, dass esou eng Digitaliséierung och vu perséinlechen Donnéeën ofhängeg ass. An et stellt sech d'Fro, wéi wichteg eis an deem Moment den Dateschutz och ass.

Duerno schléit de Klima-Biergerrot vir, d'Immatrikulatiounstax an d'Vignette vum Auto dem CO_2-Verbrauch no ze erhéijen. Heizou léisst sech soen, dass säit dem 1. Januar 2021 d'Valeur double WLTP (ndlr: Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure) applizéiert gëtt. An dës Valeur ass eng nei Norm, fir d'Emissioune vum Auto ze moossen. D'Tax riicht sech no dëser Norm. An domat gëtt dem Prinzipp „pollueur-payeur" Rechnung gedroen.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | De Klima-Biergerrot mécht och um Enn vu sengem Rapport nach e puer grondsätzlech Propositiounen, déi allgemeng ganz de Wäerter vun der LSAP och entspriechen. Hei fanne mir et wichteg, dass dës Virschléi net am Tirang dierfe verschwannen, mee dass um Terrain mat de Leit gekuckt gëtt, wéi a wat mir kënnen ëmsetzen.

E Kärpunkt ass, dass et eis esou séier wéi méiglech gelénge muss, eis Gesellschaft fir d'Wichtegkeet an och d'Prioritéit vum Klima- an Ëmweltschutz ze mobiliséieren.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Här Chamberspresident, Dir Damme Ministeren, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbecht läit um Dësch. Eis Biergerinnen a Bierger hunn e formidabele Platto mat Iddien zerwéiert. Elo mussen déi concernéiert Verwaltungen, Institutiounen, Betriber a Ministèrë ganz einfach zougräifen. Mat ville Propositioune kann een direkt eppes ufänken.

A wéi ech virdru scho gesot hunn, kann eng gutt, zilgerecht an effikass Klimapolitik net vun uewen erof gemaach ginn, mee se muss an der Gesellschaft, mat de Leit gefouert ginn. An nëmmen esou kréie mir et hin, de Klimaschutz vun alle Säite gläichzäiteg unzepaken. An nëmmen esou kréie mir eis zesumme geschützt fir d'Zukunft.

Mee et muss beileiwen net bei der Ëmwelt- a Klimathematik bleiwen. Ech erënneren drun, dass d'Initiatives citoyennes an der neier Verfassung verankert goufen, déi et eise Bierger erméiglechen, sech politesch anzebréngen an dat souguer mat der Méiglechkeet, fir eng Proposition de loi auszeschaffen. An och d'Petitiounen hunn als nationale participativen Outil absolutt hir Preuvë gemaach.

An erlaabt mer awer och nach ganz zum Schluss, … Ech hunn eis Inneministesch elo dacks zitéiert: Ech wéilt och gären de Klima-Biergerrot e bëssen op de lokalen Niveau deklinéieren an ech wéilt d'Biergerbedeelegung an eise Gemengen hannerfroen. Ech wier frou, wa mer vläicht e puer Wuert dozou kéinte gesot kréien, well ech fannen, dass et e ganz wichtege Sujet ass, grad elo am Virfeld vun de Gemengewalen.

A ganz, ganz zum Ofschloss nach emol e ganz grousse Merci u sämtlech Participantë vum Klima-Biergerrot. Merci fir Är Aarbecht. Merci awer och fir Är Disponibilitéit, déi Der gewisen hutt, wou Der hei an der Chamber eis e ganz beräicherenden Austausch ginn hutt, zesumme mat eis Deputéierten.

E grousse Merci fir Är Opmierksamkeet!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Klimabierger, déi aktuell Energiekris an och Klimakris weisen ons mat enger ongeheierer Däitlechkeet, wéi dréngend mir ons onofhängeg musse maache vun de fossillen Energieimporter. Mir brauchen eng rapid Energietransitioun an den Ausbau vun erneierbaren Energien a méi Energieeffizienz gradewéi och eng déifgräifend Verännerung vun onser Gesellschaft an der Ekonomie.

An an där Transitioun si mer awer scho matzendran an déi musse mir och als Chance notzen, fir méi Liewensqualitéit justement an onsen Dierfer an an onse Stied ze schafen. An do si mer alleguerte gefuerdert. D'Politik awer muss de Kader do setzen. Mir mussen awer alleguerten d'Acteure mathuelen. An do ass d'Initiativ vum Premier, fir de Klima-Biergerrot anzeberuffen, e wichtege Bäitrag derzou.

De Klimabilan, dee mir virun e puer Woche presentéiert kruten, huet gewisen, dass mer ons Klimaziler fir 2021 erreecht hunn. Mir hunn also mat den Instrumenter wéi dem Klimagesetz, de sektoriellen Ziler an dem PNEC wierklech déi richteg Instrumenter. Gläichzäiteg awer bleift et e risegen Challenge, fir elo Joer fir Joer weider ons Reduktiounsziler ze erreechen.

A well dat eebe justement esou e groussen Challenge ass, si Biergerbedeelegungsprozesser esou wichteg, fir ons mat de Bierger auszetauschen iwwer ons Politicken an esou och déi néideg Legitimatioun ze kréien. An de Klima-Biergerrot huet mat senge 56 ambitiéise Propositiounen der Politik e kloren an däitleche Message ginn. D'Leit si prett fir méi Klimaschutz. Ons Efforte musse mer acceleréieren, fir der Urgence climatique gerecht ze ginn.

Et ass natierlech elo un der Politik, d'Leit eescht ze huelen an ambitiéis ze agéieren. Sou wéi mir et och am Hearing héieren hunn, kruten d'Bierger vum Premier gesot, dass elo géif nogebessert ginn. A fir ons Gréng ass et op alle Fall kloer, dass d'Propose musse ganz seriö gekuckt ginn, fir dass d'Aarbechten an d'Regierungspolitik respektiv an de PNEC kënnen afléissen, deen elo an den nächste Méint iwwerschafft gëtt.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll a menger Ried kuerz iwwert de Prozess vum Klima-Biergerrot schwätzen, dann awer och kucken, wou mer haut a puncto Klimaschutz zu Lëtzebuerg stinn, gradewéi Positioun bezéien zu e puer vun den inhaltleche Propositioune vum Klima-Biergerrot an duerno awer och eng Konklusioun zéien, wat dat fir d'Biergerbedeelegung allgemeng heescht zu Lëtzebuerg, an och en Ausbléck maachen.

D'Biergerbedeelegung ass wichteg, fir dem demokrateschen Defizit entgéintzewierken, dee mer am Moment op verschiddenen Niveauen zu Lëtzebuerg kennen, sief et, well verschidde Bierger kee Walrecht hunn oder aus anere Grënn vun der Politik ausgeschloss sinn. An esou ass et och wichteg, dass d'Politik grad an deene grousse Froe begleet gëtt vu Biergerbedeelegung. An dat ass eng wierklech Beräicherung an eng Plus-value fir d'representativ

Demokratie. An dofir begréisse mir och de Prozess vun dem Klima-Biergerrot, dee professionell organiséiert war an no enger klorer Methodologie fonctionéiert huet an och vun Experte begleet gouf. An dat ass eebe wichteg fir den Erfolleg vu Biergerbedeelegung.

De Klima-Biergerrot gouf aus engem representativen Echantillon vun 100 Leit zesummegestallt, déi zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen. An ech wëll hinnen hei wierklech felicitéiere fir hir Aarbecht, déi se dëst Joer gemaach hunn, an am Ganze 56 Propositiounen, déi se ausgeschafft hunn. Dat war vill Aarbecht! An ech wëll alleguerten de Bedeelegten am Numm vun der ganzer grénger Fraktioun dofir nach eng Kéier villmools Merci soen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Dat selwecht gëllt natierlech och fir den Austausch, dee mer hei an der Chamber haten iwwer zwee Nomëtteger, wou mer den Debat vun haut preparéiert hunn. Mir souzen do schonn emol eng Kéier ganzer sechs Stonnen zesummen.

An de Klima-Biergerrot selwer ass zefridde mat dem Prozess an och mat de Resultater. A si hoffen elo, dass e Maximum dovunner ëmgesat gëtt. An do si mir als Politiker elo an der Verantwortung, dat och eescht ze huelen.

An och, wann ee vläicht iwwert déi eng oder aner Mesure kann diskutéieren, oder net jiddwereen honnertprozenteg mat alle bis an de leschten Detail d'accord ass, esou ass eng Ausso awer kloer: Si fuerdere méi Ambitioun. An do kann ech och ganz däitlech soen, dass déi gréng Fraktioun weiderhin alles wäert drusetzen, dass mer eng wierklech ambitiéis Klimaschutzpolitik och an Zukunft maachen. An ech appelléieren un déi ganz Chamber, dass se mat op dee Wee geet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Wou sti mer haut an onser Klimapolitik? 2021 si mer knapp ënnert onsem Budget vun 8,18 Megatonnen CO_2-Equivalent gelant an domadder hu mer onst Zil erreecht. Mir louchen domadder souguer 20 % ënnert dem Niveau vun 2005. Ons Efforten droen also Friichten dank dem Klimagesetz, de sektoriellen Ziler, dem nationalen Energie- a Klimaplang, Rekordinvestitiounen a Klimaschutz an de leschte Joren. An och mam neie Budget sinn nach eng Kéier 2,3 Milliarden Euro virgesi fir d'Dekarboniséieren.

Am Transport, dee gréisste Pak, wat den CO_2-Ausstouss ugeet, louche mer ënnert der Trajectoire, och wa mer bei der Industrie oder bei de Gebaier driwwer louchen.

Mee 2030 hu mer just nach en CO_2-Equivalent vu 4,55 Megatonnen zegutt. Also musse mer par rapport zu 2021 do eng Reduktioun vun 43,7 % virhuelen. An dat seet eis och alleguerte ganz däitlech, dass mer nach eng Kéier musse weider Efforte maachen a Joer fir Joer eis Politik mussen upassen, fir an d'Richtung vun der Klimaneutralitéit ze goen.

Ech wëll dann op e puer vun den inhaltleche Propositioune vum Klima-Biergerrot zréckkommen. Dozou gehéiert natierlech de massiven Ausbau vun den erneierbaren Energien hei am Land. E Wee also, dee mir an de leschte Jore schonn ugefaangen hunn an deen elo konsequent muss weidergoen.

Mir hunn 2021 15-mol méi Leeschtung beim Solar installéiert wéi an der Moyenne vun der leschter Legislaturperiod. An och bei der Wandenergie hu mir an de leschte Joren den Turbo ageluecht a mir wäerten onst Zil scho fënnef Joer méi fréi erreechen, wéi mer dat geplangt hunn. A mir mussen do natierlech heiheem e Maximum maachen, awer gläichzäiteg och an internationale Partnerschafte fonctionéieren.

Och de Prinzipp vun enger CO_2-Steier gëtt vun de Bierger als en absolutt zentraalt Element gesinn. A wa mer bedenken, wéi polemiséiert ginn ass, wéi mir deen agefouert hunn, dann ass dat eng immens Ënnerstëtzung vun de Bierger fir dee wichtege Prinzipp.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Duerch déi héich Energiepräisser si mer elo zwar an engem aneren Zenario wéi dee Moment, wéi mer se agefouert hunn, an awer ass de Prinzipp wichteg, fir e Präis op déi klimaschiedlech Zäregasemissiounen ze setzen, fir klimaneutral Investissementer ze favoriséieren. A gradewéi de Klima-Biergerrot ass an onsen Aen eng sozial an ekologesch Ëmverdeelung immens wichteg an et heescht, dat Instrument déi nächst Joren an deem Sënn konsequent weiderzeentwéckelen.

An et gëtt och ënnerstrach, dass alleguerten d'Acteuren, notamment d'Entreprisen, hiren Deel zur Reduktioun vun den Emissioune musse bäidroen an déi néideg Ënnerstëtzung dofir bräichten.

Mat de sektoriellen Ziler gi mer jo iwwert déi nächst Jore genau dee Kader, deen och d'Entreprisë brauchen, fir Emissiounsreduktioune pro Secteur ze maachen. Dofir musse mer den Entreprisen awer och déi néideg Instrumenter ginn an déi weiderentwéckelen. Steierofschreiwungsregimmer fir Klimaschutzmesuren an de Klimapakt fir Betriber si jo an der Entwécklung.

Dat selwecht gëllt och fir d'Gebaier. Och wa mer schonn haut héich Standarden hunn a ganz attraktiv Primmen, esou ass den Challenge enorm. An dofir brauche mir och weider Initiativen, fir d'Renovatioun vum Bestand nach méi accessibel ze maachen.

Fir eis ass et och evident, dass mer d'Kreeslafwirtschaft am Bausecteur weider musse stäerken. Eist Offallgesetz huet jo schonn e Schrëtt an déi Richtung gemaach. Mee fir dass „zero waste" um Bau wierklech Realitéit gëtt, mussen déi Instrumenter nach weiderentwéckelt ginn.

An eng vun den zentralen transversalen Thematiken, déi de Klima-Biergerrot och uschneit, déi awer vill mam Beräich vun der Konstruktioun ze dinn huet, ass d'Stäerkung vun dem Handwierk. Mir si ganz d'accord, dass e staarkt Artisanat primordial ass, wa mir d'Transitioun wëlle meeschteren. Mir mussen engersäits d'Attraktivitéit also vum Handwierk stäerken an anerersäits och d'Formatioun valoriséieren.

Mat ville konkreete Mesuren am Beräich vun der Offallgestioun plädéiert de Klima-Biergerrot derfir, d'Transitioun an d'Kreeslafwirtschaft ze acceleréieren. Et ass och genau déi Richtung, déi mer mat der Null-Offall-Strategie scho viséiert hunn. Mir hunn Ufank des Joers immens vill Mesuren en place gesat mat de fënnef Offallgesetzer. Zum Beispill Single-Use-Materialien op de Fester oder an der Restauratioun, déi schrëttweis aus dem Verkéier gezu ginn, iwwerflësseg Verpackungen, déi reduzéiert ginn. An dës Gesetzer mussen elo natierlech um Terrain ëmgesat ginn. An da musse mer déi Mesuren och weiderentwéckelen, fir der Visioun vum Null-Offall gerecht ze ginn.

De Klima-Biergerrot fuerdert notamment och, d'Reparatioun an d'Reutilisatioun weider ze stäerken an d'Lafzäit vun de Produiten ze verlängeren. Och e Reparaturbonus gëtt proposéiert. Alles Propositiounen am Sënn vum Null-Offall an der Zirkularitéit.

E weidere Punkt, deen awer och immens wichteg ass an dee mer sollte weiderentwéckelen, ass d'Aféierung vun engem Pfandsystem zu Lëtzebuerg. Do hu mer ons mam neie Gesetz jo och schonn eng legal Basis derfir ginn.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Zwee Drëttel vun den Emissioune ginn dann awer op d'Mobilitéit zréck. An dofir ass dat natierlech och en zentral wichtege Levier. Déi massiv Investiounspolitik vun de leschte Joren dréit hir Friichten, wéi mir an der Klimabilanz och gesinn hunn.

De Vëlo, Zuch, awer och de Foussgänger ginn am Rapport vum Klima-Biergerrot awer wéineg ernimmt, obwuel dat onser Meenung no awer wierklech zentral Punkte sinn, wa mer iwwert d'Dekarboniséierung vun der Mobilitéit schwätzen. Mir däerfen net vergiessen, dass d'Hallschent vun den Deplacementer zu Lëtzebuerg ënner fënnef Kilometer sinn an awer an zwee Drëttel vun de Fäll den Auto dofir geholl gëtt. D'Potenzial vum Foussgänger a vum Vëlo als klimaneutral Deplacementer sinn also nach gewalteg – an dat och am ländleche Raum.

Aus dem Hearing vum Klima-Biergerrot goung jo och eraus, dass d'Efforte vun der Politik do eeben och unerkannt ginn, gradewéi och d'Visioun an d'Propositiounen aus dem Mobilitéitsplang 2035, an dass dat awer de Grond ass, firwat dass déi Elementer vläicht manner elaboréiert an de Propositiounen dra sinn.

Beim ëffentlechen Transport sinn an de leschte Jore jo och extreem vill Retarden opgeholl ginn. Mee et bleift och do nach vill ze maachen. Eis Prioritéit muss an Zukunft also och do leien, de Leit wierklech eng performant Offer ze bidden – an dat och iwwert d'Grenzen eraus.

Zur Landwirtschaft dann, déi wierklech e Rôle huet, grad och wat de Biodiversitéitsverloscht ugeet, oder och an der Klimakris, an déi muss anescht, fundamental anescht ausgeriicht ginn – esou seet de Klima-Biergerrot et och an aller Däitlechkeet a plädéiert derfir, dass mer hei e besseren ekologeschen Niveau fannen.

Si schwätze vun enger Reduktioun vum Véibestand an och vun enger Diversifikatioun vun der Landwirtschaft a fuerderen, dass d'Subsidepolitik an d'Berodung an déi Richtung orientéiert ginn an dass d'Bauere bei där Transitioun ënnerstëtzt ginn – och an notamment a Richtung Biolandwirtschaft, déi do wierklech e wichtegen Deel derzou bäidréit.

Vum Klima-Biergerrot hu mir de kloren Optrag, net just un technesche Léisungen ze schaffen, mee virun allem a Richtung vun enger buedemgebonnener Landwirtschaft ze goen, déi mat deem Terrain schafft, deen hir zur Verfügung steet. Et ginn do och am nationale Strategieplang an an dem Agrargesetz éischt Usätz. Mee dës Usätz ginn dem Usproch awer net gerecht vun enger Agrarpolitik, déi fundamental am Aklang mat de Ressourcë Buedem a Waasser steet an de Baueren eng reell Zukunftsperspektiv an deem Sënn gëtt. A leider trëppele mer och am Bioaktiounsplang op der Plaz.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | De Klima-Biergerrot fuerdert hei wierklech en Ëmstellen op eng aner Agrar- an och Ernärungspolitik.

A grad an den Zäiten, wou mer elo dra sinn, wëll ech dann och nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Liewensmëttelsécherheet an och eng aner nohalteg Landwirtschaftspolitik zesumme ginn, an dass mer dat net däerfe géinteneen ausspillen an ons do net däerfen ausspille loossen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Weltwäit ginn nämlech zwee Drëttel vun de Liewensmëttel verschwent. D'Hallschent vun de Kären, déi an der Europäescher Unioun produzéiert ginn, ginn un Déiere verfiddert. An ech wëll dofir nach eng Kéier mat där Zuel kommen, déi heiansdo a Vergiessenheet geréit: Fir 1 Kilo Fleesch ze maachen, musse 15 Kilo Planze produzéiert ginn. Effizienz heescht also: planzlech Ernärung promouvéieren a resolutt géint d'Liewensmëttelverschwendung virgoen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | De Klima-Biergerrot fuerdert eeben och grad d'Promotioun vun der vegetarescher Ernärung an de Kantinnen, awer och generell.

E Beispill dofir ass och, dass d'Populatioun an och déi Jonk do vläicht vill méi wäit si wéi esou munchereen hei am Haus. Dat weisen och ganz nei Zuelen, déi ech elo aus enger Question parlementaire erausliesen, wou nämlech gesot gëtt, dass an de Schoulkantinnen zu Lëtzebuerg d'lescht Joer 49,7 % vun de verkaafte Plate vegetaresch oder vegan waren. Also all zweete Plat, deen an de Kantinnen zu Lëtzebuerg an der Schoul iwwert d'Théik geet, ass vegetaresch. Virun zwee Joer louche mer do nach bei 13,3 %.

D'Realitéit vum Terrain an och d'Fuerderunge vum Klima-Biergerrot ginn also wierklech a Richtung fir ze soen: Mir mussen d'planzlech an och d'Biooffer wierklech verstäerken. Dofir menge mir och, dass ee béides, also d'planzlech an och d'Biooffer an de Restopolis-Gesetzer (veuillez lire: am Restopolis), an deem Gesetz sollt verankeren.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Nach eng Kéier kuerz zréck bei d'Liewensmëttelverschwendung. 118 Kilo Liewensmëttel lande pro Kapp pro Joer zu Lëtzebuerg an der Poubelle. Also knapp d'Hallschent dovun, nämlech 48 % (veuillez lire: 48 Kilogramm), wären ze evitéieren.

Déi Zuele sinn en plus nach net op der ganzer Kette baséiert. Laut enger franséischer Etüd geet een Drëttel vum gesamte Gaspillage alimentaire op de Beräich vun der Produktioun zréck.

Mam neien Offallgesetz hu mer schonn e puer Mechanismë ginn, fir géint dee Gaspillage alimentaire virzegoen. Mee grad tëscht dem Feld an der Produktioun an dem Supermarché gëtt et ëmmer nach vill Verloschter. An hei brauche mer Instrumenter, fir deem nach besser entgéintzewierken, wéi de Klima-Biergerrot dat och fuerdert.

Si soen ons och ganz däitlech, dass d'Bierger musse reell erkennen, wat nohalteg ass a wat net nohalteg ass. Also brauche mer eng wierklech adequat Indicatioun vun, wéi ekologesch e Produit ass a wéi ekologesch en eeben och net ass. An deem Sënn si mir och der Meenung, dass mer méi streng Krittäre brauche wéi déi, déi mer aktuell am Labelsgesetz virgesinn hunn.

An och wa mir alles musse maachen, fir ons net nach méi an d'Klimakatastroph eranzegeheien, esou spiere mer se haut schonn. E Rekordreen de leschte Summer, eng Rekordhëtzt dëse Summer, an och grad Temperaturen, déi iwwert der Moyenne si vun der Reegel fir dës Joreszäit weisen eis – an dat schreift de Klima-Biergerrot och a sengem Rapport –, dass eebe Klimaadaptatioun och elo muss wierklech seriö geholl ginn. Si appelléieren dofir un d'Regierung an un d'Gemengen, der Klimaadaptatioun och nach méi Wichtegkeet ze ginn. D'Natur ass onse beschten Alliéierten am Kampf géint d'Klimakris. An e Stäerke vun der Natur geet Hand an Hand mat méi Resilienz, och par rapport zur Klimakris.

Lëtzebuerg huet sech do e Klimaadaptatiounsplang ginn an deen och am Gesetz verankert. Dee musse mer elo ëmsetzen, zesummen och mam Klimapakt an dem Naturpakt, deen de Gemenge vill Incitatiffe gëtt, fir an déi Richtung ze schaffen. D'Gemenge mussen do och alleguerten hir Verantwortung huelen.

De Klima-Biergerrot pocht och op d'Wichtegkeet vun engem gesonden an intakte Bësch a proposéiert do eng Rei Mesuren. Mam neie Bëschgesetz, un deem mer och grad schaffen, geet et jo grad drëm, fir eeben eng nohalteg Gestioun an de Bëscher ze garantéieren, fir dass de Bësch senge verschiddenste Funktioune ka gerecht ginn, se erfëlle kann an och méi resilient ka ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, wat zéie mer elo aus där heiter Biergerbedeelegung a wéi geet et weider?

Wéi ech et ugangs scho gesot hunn, ass d'Biergerbedeelegung aus verschiddene Grënn immens wichteg: notamment, fir dem demokrateschen Defizit oder der Enttäuschung iwwert d'Politik, déi vill Leit hunn, entgéintzewierken an awer och fir ons Politicken ze verbesseren; wat also grad och wichteg ass bei deene ganz grousse Froen, wéi och dem Klimaschutz.

De Klima-Biergerrot ass awer net déi eenzeg oder déi éischt Biergerbedeelegung, déi mer zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Ech denken do zum Beispill u Luxembourg in Transition mat dem Biergerkomittee „Lëtzebuerg 2050", dee 44 Recommandatioune gemaach huet, fir d'Transitioun vun onsem Territoire a Richtung vu Klimaneutralitéit ze maachen, oder d'Workshoppen, déi gemaach gi sinn am Virfeld vun der Elaboratioun vum PNEC, oder och d'Zero-Waste-Strategie, fir just zwee weider national Beispiller ze nennen. An och a ville Gemenge gëtt et flott Beispiller, wéi een d'Bierger kann abannen.

D'Klimabierger schreiwen an hirem Rapport och, dass de Prozess gutt fonctionéiert huet a ginn ons awer e puer Recommandatioune mat op de Wee. D'Zäit war dann awer vläicht e bësse knapp a si hätte gären e bësse méi Zäit gehat, wat derzou gefouert huet, dass net alleguerten d'Sujete konnten am Detail traitéiert ginn, wéi si et am léifste gemaach hätten.

D'Bierger/inne selwer waren och net beim Ausschaffe vun der Methodologie matagebonne respektiv bei de Froe vun der Gouvernance, wat awer bei esou engem Prozess am Ufank eigentlech wichteg ass, dass een dat mécht. Dat sinn duerchaus pertinent Froen. An dofir ass et wichteg, dass ee sech bei nächste Prozesser bei der Preparatiounsphas vläicht e bësse méi Zäit gëtt.

Mam Klima-Biergerrot hu mer e weidere wichtege Biergerbedeelegungsprozess gemaach. Et ass elo d'Responsabilitéit vun der Regierung, d'Recommandatiounen eescht ze huelen a se an d'Elaboratioun vum PNEC anzebannen – gradewéi och aner Acteuren agebonne ginn. Ech schwätzen do vun der Klimaplattform, wou d'Zivillgesellschaft, d'Jugend, d'Salariat, d'Patronat, d'Gemengevertrieder, Investisseuren a sou weider, dra sinn, den Observatoire, also d'Wëssenschaft. Alles Plattformen, déi mer geschafen hunn am Kader vun dem Klimagesetz.

A mengen Aen ass et natierlech och wichteg, dass mer de Biergerkommittee Lëtzebuerg 2050 froen, well si hunn och e ganz pertinente Bäitrag gemaach.

Mir mussen ons awer och méi generell domadder auserneesetzen, wat mir aus deene verschiddene Biergerbedeelegungsprozesser zu Lëtzebuerg zréckbehalen a wéi mer d'Biergerbedeelegung zu Lëtzebuerg weiderentwéckelen oder institutionaliséiere wëllen, wéi de Lëtzebuerger Modell vun der Biergerbedeelegung ausgesäit.

Fir dass mir dat haut hei am Haus kënne maachen, hunn ech och schonn den 1. Juni eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Biergerbedeelegung ugefrot, wou et justement ëm déi dote Froe geet. An do hu mer dann och Zäit, fir driwwer ze diskutéieren. Ech hunn do eng Partie Iddien, Dir bestëmmt och. An ech freeë mech dofir, an den nächste Wochen a Méint déi Debatt hei weiderzeféieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, ons Klimaschutzpolitik, mat hiren Instrumenter vun dem Klimaschutzgesetz an de sektoriellen Ziler, dem PNEC mat sengen 200 Mesuren, déi gräifen: Mir hunn onst Zil 2021 erreecht. Mee ons Reduktiounsziler sinn ambitiéis a Joer fir Joer mussen d'Secteuren dofir mathalen. An dofir ass dee Biergerbedeelegungsprozess, dee mer hei gemaach hunn, och esou wichteg. Dee vum Klima-Biergerrot mat senge 56 Mesuren, awer och dee vum Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050. Si ginn der Politik e klore Message, dass mir ons Efforte mussen acceleréieren, fir der Urgence climatique gerecht ze ginn. Si si prett a weisen op d'Drénglechkeet hin.

D'Politik muss d'Bierger eescht huelen an elo déi néideg Konsequenzen aus deene Prozesser zéien an och liwweren, fir dass mer a Richtung Klimaneutralitéit ginn, fir dass mer energieonofhängeg ginn, an awer och, fir d'Biergerbedeelegung zu Lëtzebuerg weider auszebauen an ze stäerken.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President, léif Kolleegen, Dir Dammen an Häre Ministeren, ech wëll fir d'éischt, wann Der erlaabt, deene Leit Merci soen, déi do an deem Klima-Biergerrot derbäi waren. Si hu vill Engagement gewisen, si hu vill Zäit opgewannt. An ech mengen, jiddwereen, dee sech engagéiert, fir eppes op de Pabeier ze brénge, dee musse mer respektéieren an deem solle mer da Merci soen.

Si hunn och bestëmmt gemierkt, well ech denken, si lauschteren hei no, dass hei ganz villes och gelueft gëtt aus hirem Rapport, dass vill gesot gëtt, dass dat och soll ëmgesat ginn, an interessanterweis eeben och vun de Majoritéitsparteien. A si freeë sech bestëmmt, dass dat da gläich wäert geschéien, vu dass se sech alleguerten a ganz ville Saachen eens sinn, fir da schrecklech schnell ze handelen. Mir sinn da gespaant. Ech op jiddwer Fall, wann ech Member wier am Gremium, ech wier do e bësse skeptesch.

Wann een e bëssen iwwert de Klima-Biergerrot schwätzt, wéi en opgesat ass, wéi e fonctionéiert huet, da stelle sech eng Partie Froen, op déi ech hei wëll agoen. Ech wëll awer direkt soen: Dat ass net d'Schold vun deene Leit, déi dra sinn, mee éischter déi vun deenen, déi dat Ganzt organiséiert hunn!

Déi éischt Fro ass déi, ob dat Ganzt wierklech, esou representativ ass, wéi gesot gëtt. Ob dat wierklech elo e Biergerrot ass an ob een hei wierklech dervu schwätze kann, dass d'Bierger hei am Land dat dote virgeschloen hunn. An eiser Meenung no ass dat net onbedéngt esou an ech géif dat duerfir och net Biergerrot nennen. Ech géif éischter soen, et ass e Forum oder e Panel, dee vun der TNS ILReS eeben zesummegesat gouf, deelweis aus Leit, déi si kontaktéiert

hunn an deelweis aus Leit, déi si erausgezunn hunn, bei deenen, déi sech gemellt haten.

Interessant wier, do hunn ech leider keng Informatioune fonnt, wéi déi Leit zesummegesat goufen. Et ass gesot ginn, dat wier representativ, en Echantillon vun der Bevëlkerung. Zielt dat och fir de sozioekonomesche Status vun deene Leit? Zielt dat fir de Beruff, dee se hunn? Zielt dat och fir de Schoulniveau? Hu mer do wierklech eng Representativitéit vun der Situatioun vun den Awunner hei am Land, jee no Schoulniveau? No Nationalitéit? Ech sinn do skeptesch. Ech mengen net, dass dat de Fall ass.

Wéi eng Leit sinn do dran? An do geet et och dorëms, wéi eng Meenung se hu par rapport zu där ganzer Problematik.

An ech wëll hei einfach emol op eppes agoen, wat och bis elo net gesot ginn ass. Mir mussen trotzdeem awer soen, dass Der an der westlecher Welt, hei an Europa, jee no Land, jee no Ëmfro, awer ëm déi 30 % vun de Leit hutt, déi entweeder soen, „Et gëtt kee Klimawandel", ...

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | ... oder soen: „Et gëtt e Klimawandel, mee en ass net mënschegemaach", oder soen: „Et gëtt e Klimawandel, mee mir Mënsche kënnen näischt maachen, fir et ze verhënneren." Dat sinn, jee no Ëmfroen, an de westleche Länner ëm déi 30 %, mol méi, mol manner.

(Interruptions)

Wou sinn déi 30 % dann, wann ee seet, dass déi Bierger hei representativ si fir d'ganz Bevëlkerung? Déi si warscheinlech net derbäi. Ech kann dat och verstoen, well da wier dat Ganzt warscheinlech näischt ginn. An et ass jo och vun den Organisateure gesot ginn: „Et melle sech eebe just déi Leit, déi sech fir Klimaschutz asetzen." An dann hutt Der logescherweis natierlech och just därer derbäi. An et ass dann en Deel vun der Gesellschaft, mee et representéiert net déi ganz Gesellschaft. Ech mengen, dat musse mer klipp a kloer hei soen.

Bei Reporter.lu hu se geschriwwen – do hu se gekuckt an ech zitéieren dat hei –, dass déi 14 Sprecher, déi geschwat hu fir de Gremium, sougenannte „professionell Bierger", wéi se dat nennen, wieren, zwar ënnerschiddlech am Geschlecht an am Alter, awer all héich gebilt, eloquent an deels mat Fachwëssen an Ëmwelt- an Energiefroen. Dat heescht, och do hu mer net wierklech eng Representativitéit. Dat stoung op Reporter.lu!

Dat heescht, ech wëll klipp a kloer als éischte Constat hei soen: Dat hei ass ... De Klima-Biergerrot, all Respekt fir déi, déi matgemaach hunn, mee et ass net representativ. Et ass net representativ fir d'Bevëlkerung vu Lëtzebuerg!

(Interruption)

Da stellt sech d'Fro vun der Onofhängegkeet vun der Aarbecht. An dat ass vill diskutéiert ginn, och a verschiddenen Artikelen a leschter Zäit. War dee Gremium wierklech onofhängeg? Wann ech de Rapport kucken, a wéi ech e gelies hunn, war ech dach e bëssen iwwerrascht.

Une voix | En huet e scho gelies!

M. Fred Keup (ADR) | Elo wëll dat net onbedéngt eppes soen, mee wa mer da kucken, direkt op der drëtter Säit, hu mer eng Preface vum Premierminister. Dat kann ee maachen, mee ech fannen et net grad opportun an ech verstinn och net, wisou d'Membere vum Biergerrot an hirem Rapport op der drëtter Säit eng Preface vum Premierminister gemaach hunn. Wann ech am Biergerrot gewiescht wär, hätt ech et net gemaach. A wann ech Premierminister gewiescht wär, hätt ech gesot: „Nee, maacht et net, well ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

... da gesäit et méi neutral aus!"

M. Roy Reding (ADR) | Très bien!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Fred Keup (ADR) | De Premierminister schreift dann och natierlech hei: „Je suis très fier", ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Très bien!

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | ... an e seet: „[ils] s'expriment ainsi au nom de toute la population." Nee, nee, nee, nee! En Deel vun der Populatioun, net „toute la population"! „Toute la population", wann Der déi wëllt hunn, Här Bettel, da musst Der e Referendum maachen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | Exakt!

M. Fred Keup (ADR) | E schreift „est un instrument démocratique" ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ma dann ënnerschreift dat ...,

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... wat Äre Kolleeg dann deposéiert!

M. Fred Keup (ADR) | ... jo, Här Bettel, ech hunn Iech net ënnerbrach, wéi Dir geschwat hutt.

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | Da géif ech Iech bieden, mech och net ze ënnerbriechen!

Une voix | Voilà!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Da steet hei: „Le travail indépendant des citoyens sans prise d'influence de la politique est une condition importante pour le succès de la participation citoyenne." Dat kléngt dann och gutt. Mee dann, et ass awer da schwiereg, wann een dann d'Säit ëmdréit an da steet grad do, dass et keng Influence de la politique géif ginn. An dann ass op der Säit duerno dat heiten, wou da steet: „Les ministères impliqués", mat den dräi Fotoe vun dräi Ministeren. Also dat ass einfach ... Do kritt ee kee gutt Gefill bei deem Ganzen. An Dir hätt dat sollen ewechloossen.

M. Roy Reding (ADR) | Et ass jo manner Fake.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg! Den Här Keup huet d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Inhaltlech, wann ech de Rapport liesen, do schreiwe se dann och, d'Leit, d'Memberen aus dem Rot: „Cela n'aurait été possible sans le courage politique du Ministre d'État qui a lancé cette initiative", a si begléckwënschen de Minister fir säi grousse Courage. Ech géif soen, e grousse Courage wier, a politesch interessante Froen e Referendum ze maachen.

Mee dat ass eng aner Saach.

Da steet weider do: „les groupes en sont venus à des propositions revues, peaufinées, avisées par des experts", dat heescht, iwwerschafft, verfeinert ... an en entscheedenden Afloss op de Klimarot haten déi vill Experten, déi gefrot gi sinn, fir do matzemaachen.

Bei Reporter.lu steet: „Teilnehmer berichten von engen Zeitplänen, vorgegebenen Experten", déi se sech net selwer konnten eraussichen „und dem Druck, schnell zu einem Ergebnis zu kommen". Dat ass och scho gesot ginn. Dat ass net ideal.

Da krute mer aus engem Bréif, deen intern do zirkuléiert ass ..., dee krute mer weidergeschéckt. An ech wëll Iech elo einfach emol soen, wat och do drasteet a wat och an déi Richtung geet. Ech zitéieren dat elo. Do ass dann en Artikel, en Abschnitt, deen ass: „Deuxièmement, à la suite de ça, nous proposons de vérifier de manière transparente toutes les esquisses de textes avec Madame"– déi nennen ech net – „de l'équipe ‚Climat' du Ministère de l'Environnement."

Une voix | A!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

M. Fred Keup (ADR) | „Non pas pour réécrire ou juger, mais dans le seul but d'éviter les erreurs de raisonnement." „Dans le but d'éviter les erreurs de raisonnement" musse mer also eng Persoun vum Ministère froen. A, dat kléngt net ganz onofhängeg!

Weider: „Troisièmement, nous disposerons d'une série de propositions sous la forme d'esquisses de textes provisoires que vous pouvez faire circuler auprès de nos experts afin qu'ils réalisent un retour et une finalisation." Ech verstinn dat och net richteg. Dat ass och net grad onofhängeg. Firwat kann de Biergerrot net dat alles selwer maachen? Firwat musse se iwwert aner Leit fueren, déi hire Rapport finaliséieren? Dat kann ech net verstoen.

Awer et ass ee Mann, deen et op de Punkt bréngt, an dee war och laang heibannen, an dat ass de Robert Goebbels an dee sot et ganz einfach an ech mengen, esou ass et: Et ass „die manipulierte Demokratie" ...

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | ... „der ‚Experten'!" Dir héiert et net gären ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Keup, erlaabt Der, dass, a Stellvertriedung vum Här Goebbels, den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Den Här Kersch? Jo, ganz gären. Jo.

(Interruption)

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt zwar net als Stellvertrieder vum Här Goebbels schwätzen, ech wollt just Iech drop opmierksam maachen an an engems eng Fro stellen, Iech drop opmierksam maachen, dass Der elo schonn d'Hallschent vun Ärer Riedezäit do verbraucht hutt, fir d'Integritéit an d'Representativitéit vum Klimarot a Fro ze stellen, an ech wollt Iech froen, ob Der dann och endlech inhaltlech Äntwerten zu deene 56 Propositiounen eis hei virbrénge wäert. Mir si gespaant drop, eppes Inhaltleches vun Iech ze héieren.

M. Fred Keup (ADR) | Mee Dir hutt ganz Recht, Här Kersch. An natierlech kommen ech nach op dee Punkt, mee et ass wichteg, dat hei unzeschwätzen, well ech hunn och leider gemierkt, dass bis elo nach keen dat ugeschwat huet. An dat ass awer eppes, dat brennt an der Bevëlkerung, déi onbedéngt doriwwer wëll Bescheed wëssen.

(Hilarité et interruptions)

Une voix | Très bien! Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mee Dir misst awer elo Gas ginn, wann ...

M. Fred Keup (ADR) | Sou, wann ... Jo, mee den Här Kersch, deen hat mech ënnerbrach. Also dat ass ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, déi 30 Sekonne kritt Der.

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | Also nach eng Kéier: Ech mengen, wann een et wierklech wëll ganz demokratesch mengen, da muss een higoen an da muss een e Referendum maache fir wichteg Punkten.

Plusieurs voix | A!

M. Fred Keup (ADR) | An da kënnt Der och heihinner kommen a soen, dir hätt d'Bierger gefrot.

Ech kommen dann och zum Inhalt.

Plusieurs voix | A!

M. Fred Keup (ADR) | Den Inhalt vun deem Ganzen ... Ech hunn, wéi gesot, ganz grousse Respekt fir déi Leit, déi dat geschriwwen hunn. Et ass eng grouss Aarbecht. Ech muss awer soen, dass et am ...

(Interruptions)

... grousse Ganzen ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

M. Fred Keup (ADR) | Am grousse Ganzen ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

M. Fred Keup (ADR) | ... fanne mer an deem Rapport am Fong Saachen erëm, déi mir awer och schonn heibannen e puermol héieren hunn. Dat si Geschwindegkeetsbegrenzungen, dat hu mer schonn héieren. Mir sinn iwwregens net dermat averstanen. Dat ass d'Iddi – oder besser den Zwang, well dat ass et am Fong –, fir vegan z'iessen: „minimum de deux Veggiedays" an der Kantin. Bei de Kanner kann een et jo maachen. Do si mer och dergéint. Dat hate mer och hei schonn. Aschränkunge fir d'Baueren, doriwwer hate mer och schonn hei vill Diskussiounen. Steiererhéijungen, vill Steiererhéijungen. Doriwwwer hate mer och hei schonn Diskussiounen. D'CO_2-Steier. An esou weider. Stroum spueren. Absolutt, domat si mer d'accord. Mir musse kucken, fir Stroum ze spueren. Alternativ Energien. Doriwwer schwätze mer hei reegelméisseg, och dat ass näischt Neits.

Am Rapport steet, bis 2040 soll d'Ëmstellung op WWS, „wind-water-sun", da quasi vollzu sinn. Am Moment hu mer awer, bei eisem ganzen Energieverbrauch, e minimalen Undeel u Wand, Waasser a Sonn, deen am 1–2%ege Beräich läit. Also, wann Der wëllt op 100 % kommen an Zäit vun 10, 20, 30 Joer, da Bonne chance! Dat ass ganz schéin, mee et wäert net fonctionéieren. An ech erënneren och erëm drun, dass wann am Wanter eng Woch keng Sonn ass a kee Wand ass, da musst Der iergendee Backup hunn, soss hutt Der dee Moment keng Energie.

(Interruption)

Müll vermeiden. Absolutt dermat d'accord. Ressourcë schounen. Do si mer eis alleguerten eens: Mir musse kucken, fir Ressourcen ze schounen, sou vill wéi méiglech. Ëffentlechen Transport ausbauen. Sécher, och ganz wichteg. Awer net vergiessen: Och den Auto an och de Verbrennermotor hunn eng Daseinsberechtegung!

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Bon, ech kéint do nach eppes Klenges umierken: Ech hunn och gelies, ... Dat ass einfach eng Fro, mee Der musst se net beäntweren. Et steet do: „30 % des logements construits doivent être des logements sociaux." Ech fannen déi Iddi jo net onbedéngt elo schlecht, ech wëll déi net bewäerten, mee ech weess net, wat dat mam Klima elo direkt ze dinn huet.

M. Roy Reding (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat Ganzt liest sech trotzdeem e bësse wéi de Walprogramm vun der grénger Partei. Da wësse mer, wat do dra kënnt.

(Interruptions)

Eppes ass iwwregens net dran – an dat ass och ganz interessant –, an dat ass dem Greta seng Meenung. Dem Greta seng Meenung ass net representéiert am Klimarot, d'Greta ass nämlech fir Atomstroum. E Wuert, dat guer net dra virkënnt.

(Interruptions)

Eigentlech, wa mer ganz realistesch sinn, muss een och soen, hei als klengt Lëtzebuerg hu mer e klengen Afloss. Mir kënnen natierlech soen: Mir wëlle Virreider sinn. Mir wëlle mam gudde Beispill virgoen. Mee vergiesse mer net: Dat kascht eis Milliarden, et si vill Aschränkunge vun de Rechter vun de Leit an et wäert fir d'Klima op der Welt net wierklech relevant sinn.

Wa mer wierklech eppes wëllen hei zu Lëtzebuerg maache fir d'Ëmwelt a fir d'Klima, ma da musse mer de rasanten ongebremste Wuesstum bremsen.

A wann ech dann héieren, dass verschidde gréng Politiker dervu schwätzen, dass mir Plaz hei am Land hu fir weider 300.000 Awunner, dass mer op 1 Millioun Awunner kommen, da soen ech mer: Wéi kann dat da goen? Dir kënnt net een Dag hei an d'Chamber kommen a soen: „Mir wëllen eng Millioun Awunner. Mir bauen Dausenden an Dausende vun Haiser bäi, wou Dausenden an Dausende Leit bäikommen", an op där anerer Säit da soen: „Mir wëllen CO_2 reduzéieren." Dat geet net. Dat ass net éierlech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ee ganz interessante Punkt an deem Zesummenhang vum Bauen, dat muss ech awer hei zitéieren, well deen ass elo net zitéiert ginn, dat ass dee vum nohaltege Bauen an dat ass d'Konzept vun der groer Energie. Dat ass bis elo hei nach net wierklech eng Kéier thematiséiert ginn. Dat ass déi Energie, déi Der braucht, fir e Gebai, fir en Haus ze bauen. Dir braucht Material. Dir musst dat dohinner bréngen. Dir musst d'Aarbechter dohinner bréngen. Dir musst dat mat vill Energie zesummebauen. An déi ganz Energie, déi Der braucht, fir en Haus ze bauen, ass am Fong méi héich wéi dat, wat déi Haiser normalerweis wärend 40, 50 Joer un Energie duerno verbrauchen.

Dat heescht am Fong – an dat ass dat, wat hei drasteet –, mir musse kucken, wa mer dat wëlle respektéieren, al Haiser net méi ofzerappen, mee ze renovéieren an am beschten esou wéineg wéi méiglech ze bauen. Well alles, wat gebaut gëtt, ass natierlech klimaschiedlech. Ausser mir bauen et mat Holz. Mee do wësst Der, däers hu mer och net ganz vill.

An d'Schoule solle mer och goen. An de Schoule gëtt ganz vill Nohaltegkeet gemaach an deene verschiddenste Fächer. Dat gëtt scho gemaach. Mir mussen net Éveil aux sciences ëmbenennen, mir mussen och net d'Geografie am Lycée ëmbenennen. An deene Fächer gëtt Nohaltegkeet, gëtt Ëmwelt gemaach. Dat ass alles do scho present.

Ech kommen dann zum Schluss. Wa mer an der Logik sinn, dass e Biergerrot eppes Guddes ass, da solle mer de Biergerrot dach och fir aner Sujete benotzen. An ech géif zum Beispill zwou Saache proposéieren: Firwat net e Biergerrot fir d'Kriminalitéitsbekämpfung hei am Land?

(Interruptions)

Oder e Biergerrot fir d'Erhale vun der Lëtzebuerger Sprooch? Dat wier och interessant. Esou e Biergerrot fuerdere mir.

A wann Der wierklech gären, wéi gesot, Demokratie hätt, zesumme mat de Bierger, da musst Der d'Bierger froen. An zwar all. An dat ass de Referendum. Dat wier demokratesch. Do wou d'Demokratie versprach gi war, do hutt Der Iech net dru gehalen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ënnerschreift dach séier ...

M. Roy Reding (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Méi Biergerbedeelegung wéi bei engem Referendum geet net. An dat fannen d'Leit scho bedenklech. An do gi mer all d'Leit Recht.

Wann Der de Courage, ...

(Brouhaha)

... wann Der de Courage wëllt weisen, da maacht méi Referenden. Frot d'Bierger!

M. Gilles Baum (DP) | 700 Ënnerschréften!

M. Fred Keup (ADR) | Mee dee Courage hutt Der net!

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Premierminister huet d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech hu just eng kleng Fro un den Här Keup, Här President. Et war jo och eng Initiativ vum Här Kartheiser lancéiert. Firwat hu seng eege Parteimemberen oder Fraktiounsmemberen dann net ënnerschriwwen, wa se gäre wëllen e Referendum lancéieren? Do gëtt et Prozeduren. Ech sinn awer e bëssen iwwerrascht iwwert dat, wat hei gesot gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser | Zwee Méint Vakanz!

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Dat war natierlech kuerz virun der Vakanz erakomm.

(Exclamations et hilarité)

An ech hat d'Kolleegen alleguer gefrot a si soten, si wéilten net matënnerschreiwen, leider.

(Interruptions)

Do hunn ech geduecht: Dat mécht net méi vill Sënn. Ne?

Dat ass jo och dat ...

(Interruptions et hilarité)

Iergendwann ... Dat ass jo och dat, firwat dass iergendwann och manner Leit op d'Gemeng ënnerschreiwe ginn, well se iergendwann mierken, dass dee Seuil, deen onrealistesch ass, net kann erreecht ginn. Wann dat méi realistesch wier, da géifen d'Bierger et och méi seriö huelen. An da géife se och ënnerschreiwe goen.

Plusieurs voix | A!

(Interruption et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Entschëllegt, ech géif Iech nach eng Kéier 30 Sekonne ginn, fir op déi Fro vum Här Premier ze äntweren, well den Här Premier ...

(Interruptions)

... hat gefrot, firwat dass Är eege Kolleegen d'Demande vum Här Kartheiser net ënnerschriwwen haten.

M. Fred Keup (ADR) | Ech hunn dat jo beäntwert. Iergendwann, wann s de et 200-mol gemaach hues, an du mierks, dass et näischt bréngt, da fält dat vläicht an d'Vakanz an da méchs de et net méi. Dat huet näischt dermat ze dinn. Natierlech ënnerstëtze mer dat.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ok.

Une voix | Lamentabel, Här President!

Mme Martine Hansen (CSV) | Si wäerten dat och bei aneren Deputéierte maachen. Ech fannen ...

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Et ass net schlëmm. Si hunn net gären, wann een dat Wuert „Referendum" seet. Duerfir soen ech et nach eng Kéier: Mir si fir de Referendum. Maacht e Referendum! An da sidd Der éierlech.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, den Här Premierminister hat mech genannt. Ech wollt dofir e puer Wuert soen, wann Der erlaabt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt éischtens emol soen, Här President, datt ech den Toun vun dëser Debatt awer regrettéieren. Ech mengen, et ass ... Dat hei ass eng seriö Diskussioun iwwert de Klima-Biergerrot an déi Konsequenzen. An datt den Här Premierminister dat elo benotzt, fir op déi do Manéier op déi Thematik vun deem Referendum anzegoen, bedaueren ech perséinlech.

(Interruptions)

Dat Zweet ass, ech muss ... Elo hunn ech d'Wuert an ech géif dat gär och benotzen, fir e puer Saachen ze soen! An notamment iwwert den Niveau vun der Debatt, déi hei geféiert gëtt.

Dat Zweet ass, Här President, ech muss Iech och bieden, wann hei esou Diskussioune sinn, dat an enger absolutter Neutralitéit ze maachen. Dir hutt hei, ...

Une voix | Absolutt! Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... Dir hutt hei eng héich Dignitéit als President vun der Sessioun. An ech géif Iech och bieden, wann e Kolleeg vu menger Partei um Riednerpult ass, hien net anescht ze behandele wéi iergendeen anere Spriecher, och vun de Majoritéitsparteien, an dat an enger perfekter Dignitéit ze maachen.

Vu datt ech hei och ugeschwat gouf, well ech hei déi Initiativ gemaach hunn, muss ech soen: Déi Symbolik war dat Wichtegst. Ech gesinn dat esou. Mir hu véiermol als ADR déi Prozedur lancéiert, fir e symboleschen Akt ze maachen. Mir wousste jo vun Ufank un, datt hei net eng Majoritéit zustane kënnt.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An de Problem ass jo net d'ADR, well mir hunn eis zum Walversprieche konsequent bekannt.

(Interruptions)

M. Roy Reding (ADR) | Als Eenzeg!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | De Problem läit bei deene Parteien, déi de Referendum versprach hunn an hiert Wuert net gehalen hunn. Loosse mer also d'Saachen net ëmdréien hei! Wann e Problem besteet, firwat d'Leit hire Referendum net kruten, dann huet dat domadder ze dinn, datt heibanne wéinstens véier Parteie sinn – leider och d'CSV, muss ech soen –, déi e Walverspriechen net agehalen hunn.

(Interruption)

Dat ass en demokratesche Problem hei am Land.

Dir maacht hei e Klima-Biergerrot. Très bien. Dat kann een alles maachen. Den Här Keup huet dat extensiv elo diskutéiert. D'Virdeeler, d'Nodeeler, d'Bedenken huet e genannt. Awer dat, wat wierklech Biergerbedeelegung ass, ass de Referendum.

Ech wëll Iech just nach – an dat ass meng lescht Iwwerleeung – erënneren, Här Staatsminister, un e Referendum 2015, wou d'Regierung an Är Parteien dräimol mat 80 % verluer hunn. Ech erënneren Iech un e Charles de Gaulle: e Staatsmann mat enger impeccabeler Reputatioun. Deen huet e Referendum verluer mat knapp iwwer 50 % an en ass zréckgetrueden. Dir hutt dräimol 80 % verluer an Dir sëtzt haut nach do!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech sinn zréckgewielt ginn!

(Hilarité)

Ech sinn zréckgewielt ginn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An dat ass dat, wat ech nennen: e Manktum ...

(Brouhaha général et hilarité)

Dat ass de Manktum u politeschem ...

M. Gilles Baum (DP) | An d'Koalitioun ass bestätegt ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass e Manktum u politeschem Stil, Här Staatsminister.

M. Gilles Baum (DP) | Dat ass den Ënnerscheed!

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass de Manktum u politeschem Stil! Wann Der Stil gehat hätt a wann Der géift op d'Leit lauschteren, da wäert Der bei dräimol 80 % zréckgetrueden!

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel (DP) | Et ass jo guer net dorëm gaang!

M. Gilles Baum (DP) | Wat ass d'Theema de Mëtten?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou.

Mme Simone Beissel (DP) | Dat ass Demokratie, Här Kartheiser! Dat ass Demokratie.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Domat wär dat doten erleedegt.

Ech géif mer erlaben, mech bei Iech ze entschëllegen, well ech Ärem Kolleeg wollt d'Geleeënheet ginn, fir op eng kloer Fro eng kloer Äntwert ze ginn. Ech entschëllege mech also ganz kloer bei Iech.

Jo, et ass un Iech, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci. Als Alleréischt emol am Virfeld dem Klima-Biergerrot e grousse Merci. Ech war och all déi Stonnen hei an der Chamber, wou mer mat hinnen diskutéiert hunn. Et waren immens interessant Diskussiounen an et ass eigentlech schued, datt mer net nach weider konnten diskutéieren, well et wier nach vill Matière do gewiescht. Mir hätten nach vill Zäit matenee kënne verbréngen. A Biergerbedeelegung steet bei eis vun der Lénker scho ganz laang um Fändel. Fir eis ass et ganz wichteg, datt een d'Bierger participativ bedeelegt.

Här President, wéi de Premierminister de Klima-Biergerrot viru ronn engem Joer hei op der Chambertribün ugekënnegt huet, hu mir eis d'Fro vum Méiwäert vun dëser Initiativ gestallt. Engersäits, well et änlech Initiative jo scho gi sinn, déi zu dem Zäitpunkt vun der Annonce nach net ganz ofgeschloss waren, wéi Luxembourg in Transition vum Ëmwelt- a Landesplanungsministère. Och hei gouf et e participative Volet, an deem e Panel vu Bierger/inne Proposen ausgeschafft huet, déi sech zum Deel staark mat deem iwwerschneiden, wat de Klima-Biergerrot schliisslech sollt als Rapport presentéieren. Donieft gëtt et weider Réit, Plattformen, Bündnisser iwwert d'Klimathematik. Also d'Fro: Brauche mer nach e weidert Gremium?

Anerersäits awer och, well mir den Androck haten, dass koalitiounsinternt Geplänkels ronderëm d'Klima-fro a wie sech elo am glafwierdegsten dobäi politesch profiléiere géif, eng weider Initiativ ervirbruecht huet, déi wéineg bis guer net an der Koalitioun ofgeschwat war an am Endeffekt e weidert Joer an d'Land goe loosse géif, bis beim Klimaschutz ee Gang eropgeschalt géif ginn.

Donieft war déi Fro vun der eigentlecher Zilsetzung vum Klima-Biergerrot fir eis awer nach vill méi wichteg. De Premierminister sot, dass et drëms géif goen, erauszefannen, ob et eng Bereetschaft géif ginn, fir iwwert d'Objektiver vum PNEC erauszegoen. A wa jo, wéi dat kéint ausgesinn. Fir eis war dës Zilsetzung awer den Haaptproblem vum Klima-Biergerrot.

Éischtens ass et vum wëssenschaftleche Standpunkt hier evident, dass mer iwwert de PNEC erausgoe mussen. Net fir näischt gouf et am europäesche Parlament Virstéiss bis op minus 65 % CO_2-Ausstouss ze komme bis 2030. Wat dann och méi no un dat erukomme géif, wat d'Wëssenschaftler als noutwendeg eruechten, fir de Paräisser Accord iwwerhaapt nach respektéiert ze kréien.

Dofir ass, zweetens, de Kader PNEC awer vill ze exklusiv. Wann een iwwert dëse PNEC wëllt erausgoen, gläichzäiteg awer dee selwechte PNEC als eng Aart thematesche Korsett ronderëm d'Diskussioune vum Klimabiergerrot spaant, da riskéiert een, am Krees ze dréien a fundamental Froen auszeblenden.

Drëttens ass de PNEC en 200-säitegt Dokument, bei deem ee vill Fantasie muss matbréngen, fir der Meenung ze sinn, dass den Instrumentarium an déi wéineg konkreet politesch Mesuren do dran duerginn, fir d'Ziler och ze erreechen.

Déi zoustänneg Ministeren hu viru Kuerzem en Tëschebilan am Tramsschapp gezunn a gesot, dass den CO_2-Ausstouss ëm 20 % reduzéiert gi wier säit 2005 oder éischter säit 1990; also dem Basisjoer vum Paräisser Accord. Tëschent minus 20 % a minus 55 % ass awer e ganz grousst Lach. Déi nächst Regierung wäert bal zweemol méi staark d'Emissioune mussen erofdrécke wéi déi siwe Regierunge virun hir. A siwe bis aacht Joer brauche mer eng Reduktioun vun Zäregasausstéiss, déi quasi deem Duebele vun deem entsprécht, wat 32 Joer virdru realiséiert ginn ass.

Mir brauchen also ronn minus 5 % d'Joer. Dat ass enorm a bedeit eng radikal Ëmkéierung vum Trend. Well déi lescht Zuele vum Eurostat weise keng Baisse, mee e Rebond vun den Emissioune säitdeem duerch de pandemiebedéngten Abroch ëm d'Joer 2020 an dann awer elo schonn erëm eng Stabiliséierung no uewe säit 2021.

Här President, dës Agangsbemierkunge solle weisen, wéi mir un de Rapport vum Klima-Biergerrot

erugaange sinn. Et gëllt, fir den CO_2-Ausstouss iwwert d'Zil vu minus 55 % eraus ze denken. Et gëllt, iwwert de PNEC eraus ze denken. An, ech mengen, d'Madamm Ministesch huet jo och gesot, datt do elo ganz, ganz massiv muss dru geschafft ginn. An dat ass och ganz, ganz wichteg. Dat hu mer wierklech gutt verstanen an et ass och wichteg. Et gëllt awer och mindestens emol, déi minus 55 % bis 2030 ëmzesetzen. D'Aufgabe beim Klimaschutz sinn also gewalteg.

Mir fannen, datt d'Leit vum Klimabiergerrot eng ganz Partie gutt Iddien a Proposen zesummegedroen hunn – an dat a ganzer kuerzer Zäit –, déi dëser Erausfuerderung och mat gerecht kënne ginn. Ech ginn elo net d'Mesuren am Detail duerch, mee ech beschränke mech op méi fundamental Froen: déi vun den Investitiounen an déi vun der sozialer Gerechtegkeet.

International Organisatiounen an déi meeschten Etüde weisen ëmmer erëm, datt et e risegt Lach gëtt tëscht den aktuellen Investitiounen an deem, wat néideg wier, fir d'Ekonomie an d'Infrastruktur ze dekarboniséieren. D'international Energieagentur seet zum Beispill, datt bis 2030 eng Verdueblung pro Joer vun de weltwäiten Investitiounen néideg ass, fir 2050 op Netto null Emissiounen ze kommen. D'Problematik gëtt haut verschäerft duerch falend Investitioune weltwäit an d'erneierbar Energien.

2020 si weltwäit 82 % fossill Energië gebraucht ginn. 30 Joer virdru waren et 84 %. Dat dann zum fräiwëllegen Erofsetze vu fossillen Energien. Dat geet net! Déi aktuell Energiekris an déi méiglech Gasknappheet an den nächste puer Joer riskéiert dëse Problem souguer nach ze verschäerfen, well elo gewalteg Investitiounen a Flësseggas-Terminals an an nei Pipelines gemaach ginn, also erëm Investitiounen a fossill Energië fléissen. Lëtzebuerg entzitt sech dëser Problematik och net.

D'Fro, wéi d'Energietransformatioun bewierkstellegt soll ginn a wéi se finanzéiert soll ginn, ass natierlech och immens komplizéiert. De Rapport vum Klima-Biergerrot geet op dës Froen net an, och well se scheinbar net Géigestand vun den Diskussioune waren oder hunn dierfe sinn.

Besonnesch bezeechnend heifir ass de Rentefong, deen am Bericht net thematiséiert ass, mee deen awer mat senger finanzieller Schlagkraaft eng ganz zentral Sail am Finanzement kéint sinn – sief et beim Ausbau vun erneierbaren Energien, bei der Dekarboniséierung am Logement oder och bei der Entwécklung vun nohaltege wirtschaftlechen Aktivitéiten.

Et sinn déi richteg Investitiounen an d'Infrastruktur an an d'Servicer, déi d'Grondlag leeë kënne fir d'Akzeptanz fir méi déifgräifend Klimaschutzmesuren, fir d'Verännerung vun de Liewensweisen, sou wéi se am Rapport vum Klima-Biergerrot och mat de verschiddene Proposen erofdeklinéiert ginn.

Fir et un engem Beispill festzemaachen: De Bau vun abordabele Wunnengen an der Stad Lëtzebuerg, wou Leit wunne kënnen, déi an der Stad schaffen, ouni dobäi ganz héich Paie mussen ze hunn, ass esou eng Investitioun, déi eng Grondlag fir en ambitionéierte Klimaschutz leet. Si befreit d'Leit aus der Energie- a Mobilitéitsfal an erméiglecht e besseren Accès zu Servicer a Commercen; an dat ouni zousätzlech CO_2-Emissiounen auszestoussen.

Am Rapport vum Klima-Biergerrot ginn an deem Sënn bestëmmt Pisten opgezeechent, besonnesch beim Deel iwwert d'Alimentatioun (lokal a bio), d'Offäll, (Durabilitéit, keng Verpackungen) an och d'Mobilitéit (duuss Mobilitéit, méi staark Besteierung vum individuellen Auto), déi eis alleguer ganz pertinent erschéngen. Mee wa parallell respektiv virgelagert keng Wäiche gestallt ginn, déi dës Proposen och fir jiddweree finanziell méiglech an am alldeegleche Liewen och realistesch ëmsetzbar maachen, da feelt eis do e ganz wichtegt Element.

Enk heimadder verbonnen ass och d'sozial Gerechtegkeet, déi just mat sozialen Transferte kann ofgeséchert ginn. Vill Leit mat déiwe Revenue wëllen eng anstänneg Pai fir hir Aarbecht, an net just Allocatiounen a Steierkreditter. Dat ass fréier oder spéider finanziell eng Sakgaass an et stäerkt d'Leit och net fir d'Zukunft.

Ee Kärstéck am Rapport vum Klima-Biergerrot ass an deem Zesummenhang déi renforcéiert CO_2-Steier, bei där d'Recetten erëm un d'Leit verdeelt ginn. Dëse Steiermodell ass esou zweedeiteg, datt e vu lénken Intellektuelle scho begréisst a vun neoliberalen Hardliner vun der Republikanescher Partei an den USA scho gefuerdert gëtt. Mir hunn awer éischter d'Tendenz ze mengen, datt net déi éischtgenannte se am beschten duerchkuckt hunn.

Ech knäppen un un dat éischt Beispill, dat ech genannt hunn, mat deenen abordabele Wunnengen. An enger Welt, an där d'Leit no bei hirer Aarbechtsplaz ekologesch héichwäerteg wunnen an hirem normale Liewen nogoe kënnen, ouni grouss Deplacementer mussen ze maachen, hunn och Klengverdénger d'Méiglechkeet, null CO_2 auszestoussen an also vun esou enger Steier kënnen ze profitéieren.

Mee d'Welt, mee déi Welt gëtt et haut awer leider nach net. Haut fiert de Klengverdénger iergendwou aus engem Duerf, oft aus engem Nopeschland, mam Auto all Dag an d'Stad, wunnt an engem schlecht isoléierte Logement a muss, fir e Kapp Zalot ze kafen, an de Supermarché an eng Aktivitéitszon oder op d'gréng Wiss fueren. Esou ee Stot profitéiert net vun dëser Tax, éischter am Géigendeel. De besser situéierte Stot, deen an der Stad schafft a wunnt a sech mam Tram a mam Bus kann deplacéieren dogéint, profitéiert éischter dovunner. Dobäi huet dëse Stot schonn haut d'Méiglechkeet, ganz wéineg CO_2 auszestoussen an trotzdeem an héijem Confort ze liewen. An da sti mer am Fong grosso modo do, wou mer haut scho stinn. Wou vill Leit d'materiell Grondlag guer net hunn, fir hir Liewensweis ze änneren.

Den Ausgangspunkt fir ze soen, datt Räicher méi ausstousse wéi Aarmer ass allgemeng natierlech richteg. Mee wann ee Räichtum mat héijem CO_2-Ausstouss gläichsetzt, da muss an éischter Linn dëse Räichtum, also de Patrimoine an héich Revenuen, méi besteiert ginn.

Här President, mir si ganz kritesch bei dëser Steier, och well se guer keng Äntwert gëtt op d'Fro vum Finanzement vum Klimaschutz. Wa mir dovunner ausginn, datt esou eng Steier gerecht wier an enger gläicher Gesellschaft, also an där jiddereen déi selwecht Capacitéiten hätt, fir ökologesch sënnvoll Decisiounen ze treffen, da muss ee sech jo och virdrun awer d'Fro stellen, wéi fir jiddereen zougänglech d'Infrastrukturen a Servicer kënnen opgebaut ginn, fir dass esou eng Steier och déi gewënschte Lenkungswierkung entfale kann an dass dës Steier net just déi aktuell Inegalitéite sanktionéiert.

Villméi gesi mir de Klimaschutz zesumme mam Kampf géint d'Aarmut an d'Ongläichheeten. Ganz gutt kéint dat mat enger Staffelung vu verschiddene Präisser goen: de Präis fir de Grondbedarf beim Waasser, Gas a Stroum op ganz déiwem Niveau deckelen a parallell ganz héije Verbrauch vill méi deier maachen. D'Staffelung hätt och eng Lenkwierkung, well dee méi deiere Präis ganz änlech wierkt wéi eng Steier, just vill méi geziilt op dat, wourop de Mënsch net ugewisen ass. Mir bedaueren, dass esou e Modell vum Klima-Biergerrot net zréckbehale ginn ass.

An engem aneren Deel iwwert d'Konstruktioun an d'Wunne sinn och ganz vill gutt Virschléi dran. Och hei, wat d'Steierpolitik an d'Mobiliséierung vun disponibele Bauflächen ugeet. Mee d'Renovatioun u sech ass eis e bëssen ze kuerz komm an deene Proposen. Besonnesch och, well dat jo och e wichtege Schwaachpunkt an der Regierungspolitik bis haut ass. Déi energeetesch Renovatioun vu schlecht isoléierte Wunnengen, oft vu Locatairen oder manner gutt gestallte Proprietäre bewunnt, kënnt nëmme schwéier an d'Gäng, obwuel se vu villen Experten als e Schlëssel vun enger sozial gerechter Klimaschutzstrategie ugesi gëtt.

Mir hu selwer eis Virschléi dozou jo scho widderhuelt virgestallt. Ech maachen dat elo hei net nach eng Kéier.

Här President, ech hu vum Salarié geschwat, dee mam Auto aus der Groussregioun gefuer kënnt. Dat bréngt mech op eng weider fir eis zentral Fro: Wou tauchen dës Leit am Rapport op? Frontaliere waren zwar deelweis am Klima-Biergerrot present, wat mir och ausdrécklech begréissen, mee déi sozioekonomesch a geografesch Realitéit vun der Groussregioun taucht am Rapport net op, souwéi och d'Wirtschafts- an d'Aarbechtswelt vum Land an hiren Impakt op d'Regioune ronderëm eis guer keng Roll spillen.

D'Exklusivitéit vum PNEC kann dat esou net klären. Villméi ass et wuel e politesche Choix vun den Organisateuren, fir d'Ausriichtung vun eiser Wirtschaft an der Zukunft net an engem participative Kader mat de Bierger/innen ze thematiséieren, geneesou wéi och d'Finanzen, d'Investitiounspolitik, de Klimaimpakt vun der Finanzplaz a vum Rentefong net Theema hunn dierfe sinn. Dat ass äusserst bedauerlech a schmälert de Rapport och a senger politescher Portée.

Här President, mir hätte sécher en nach méi interessant Dokument hei leien, fir dës Debatt ze féieren, wann de Prozess méi oppe gewiescht wier. Vill gouf an der Press doriwwer bericht, dass de Klima-Biergerrot net fräi schaffe konnt, eesäiteg Informatioune kritt huet, vu Regierungs- a Ministersäit, aner Meenungen a Proposen, fir Theemefelder ze erweidere vun den Organisateuren, deelweis sec an d'Schranke gewise goufen an et Drock gouf, fir séier virunzekommen, well déi politesch Agenda vum Här Bettel dat esou verlaangt hätt.

Mir konnte selwer och mat Leit schwätzen, déi de Klima-Biergerrot verlooss hunn, well se d'Aarbechtsweis net akzeptéiere konnten. Mir wësse bis haut net, wéi d'Ofstëmmungen iwwert d'Mesuren tatsächlech ofgelaf sinn, wivill Membere vum Klimabiergerrot sech dorunner iwwerhaapt nach bedeelegt hunn.

Dat, wat mir héieren a gelies hunn, hannerléisst e batteren Nogeschmaach. Besonnesch natierlech bei de betraffene Membere vum Klimabiergerrot. Mee fir eis ass et awer déi domat verbonne Fro, wéi mer dat, wat mer virun eis leien hunn, bewäerte sollen. Wann een d'Zustanekommen an d'Substanz vun engem Text net gutt duerchblécke kann, ass et net evident, fir sech ze positionéieren. Vill méi wichteg ass et an eisen Aen awer elo, dass zumindest d'Suitte vun dëser wäertvoller Aarbecht transparent oflafen. D'Regierung huet sech jo bis elo awer an deene leschte Minutten derzou engagéiert, dat ze maachen.

Dëse Rapport gëtt elo hei zur Debatt gestallt. A bis elo huet d'Regierung net ganz kloer gesot, wéi déi méiglech Suitte kéinte sinn. Awer et ass scho méi kloer wéi mer et am Virfeld woussten.

Verschidde Regierungsmemberen hunn Deklaratioune gemaach, dorënner och de Premier selwer, dee mat Annoncen am État de la nation virgeprescht

ass, ouni an iergendenger Weis konkreet ze ginn an ouni datt de Finanzministère iergendeppes budgetiséiert huet fir 2023.

Den Transportminister huet als Reaktioun gehat, datt d'Propositiounen net wäit genuch géife goen, wärend d'Ëmweltministesch kuerz dono awer verlaude gelooss huet, et géif scho gekuckt ginn – an, ech mengen, Dir hutt dat virdrun och nach eng Kéier gesot –, wéi dës Mesuren an de PNEC kéinten a sollen agebaut ginn, wat fir eis ganz, ganz wichteg ass.

Mir erwaarden eis dofir, dass rengen Dësch gemaach gëtt, wéi mat dësem Rapport weidergeschafft gëtt. Ech mengen, en Deel hu mer schonn héiere virdrun. Mir hunn dowéinst awer eng Motioun virbereet, an där mir fuerderen, dass dës Proposen am Rapport sollen analyséiert ginn. Fir all Mesure sollt zumindest eng Aschätzung iwwert d'Ëmsetzung, d'finanziell Enverguren an de Klimaimpakt gemaach ginn. A well jo schonn am PNEC geschafft gëtt, wëlle mir och wëssen, wéi eng Mesuren am Endeffekt do zréckbehale ginn a wéi eng net. An dann och eng Begrënnung, firwat eng Mesure refuséiert ginn ass.

D'Regierung steet eeben elo an der Verantwortung. Si huet dëse Prozess lancéiert, ma da muss se och elo derfir suergen, dass een um Zil ukënnt. Dat ass nëmme fair géigeniwwer dem Klima-Biergerrot an awer och der ganzer Bevëlkerung, déi novollzéie wëllt kënnen, wéi elo politesch Decisiounen zustane kommen, nodeem ee Joer op dëse Bericht vum Klima-Biergerrot gewaart ginn ass.

De Klimabiergerrot soll weider un dësem Prozess däerfen deelhuele kënnen an e soll och reegelméisseg informéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech hu just nach eppes ganz Kuerzes ze soen: Datt et am Joer 2022 nach ëmmer Leit gëtt, déi de Klimawandel verleugnen, kann ech wierklech net verstoen, ausser déi liewen iergendwou um Mound.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– vu les 56 propositions et les plus de 200 mesures visant à renforcer la lutte contre le réchauffement climatique élaborées par le Klima-Biergerrot ;

– saluant l'engagement pris par le Gouvernement et notamment le Premier Ministre lors de la déclaration sur l'état de la nation de rendre justice au travail accompli par le Klima-Biergerrot par une approche politique climatique ambitieuse ;

– vu que les travaux d'évaluation et de mise à jour du Plan intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021 à 2030 sont déjà en cours ;

– considérant l'annonce du Gouvernement d'intégrer les travaux réalisés par le Klima-Biergerrot dans les réflexions à propos dudit Plan intégré en matière d'énergie et de climat ;

– considérant la mise en place d'un groupe de travail chargé de l'analyse des propositions et mesures en vue de leur intégration dans le PNEC,

invite le Gouvernement

– à préciser pour chacune des propositions retenues du rapport du Klima-Biergerrot la manière de son intégration dans le PNEC ;

– à préciser pour chacune des propositions non retenues les raisons pour leur non-prise en compte ;

– à associer les membres du Klima-Biergerrot au suivi du processus d'intégration des propositions dans le PNEC.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Merci, fir d'Motioun.

An nächste Riedner ass den Här Marc Goergen, deen och scho prett ass. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir d'éischt schwätzen ech e bëssen zur Form vum Klima-Biergerrot, duerno dann zum Inhalt, deen dobäi erauskoum. En Inhalt, deen eis Piraten wierklech gutt gefält.

Zur Form. Mir begréissen all Form vu Biergerbedeelegung hei am Land, well et vill ze vill selte virkënnt, dass de Bierger seng Iddien op der politescher Tribün ka presentéieren. Dofir hate mir och schonn 2019 eng Proposition de loi eraginn – an ech hunn dat extra nach eng Kéier erausgesicht: den 9. Oktober 2019 –, wou d'Regierung eis awer zimmlech negativ geäntwert huet den 10. August 2020, an dat bis haut an der Chamberskommissioun läit an nach net virugaangen ass, wou et ëm d'Biergerbedeelegung an ëm genau dee selwechte Modell vum Rot gaangen ass.

Deemno ass de Klimabiergerrot elo hoffentlech e Virbild, fir weider Forme vu Basisdemokratie hei am Land ze erschafen. E grousse Merci un all d'Bierger, déi sech engagéiert hunn, déi hir Iddien abruecht hunn, déi am Hearing de Politiker hei am Parlament hir Positiounen, an dat iwwer Stonnen ewech, erkläert hunn an déi och haut Zäit hunn, fir d'Reaktiounen unzekucken, unzelauschteren. Merci fir Är Aarbecht an déi gutt Virbereedung!

Fir eis Piraten mussen d'Bierger gehéiert ginn. A wa si hir Stëmm an esou Formater erhuewen hunn, muss hir Meenung och an der Politik op en oppent Ouer falen. Ech ginn elo net grouss op déi Bemierkungen direkt nom Resultat an, déi e grénge Minister um 100,7 gemaach huet, déi ee quasi als respektlos ka bezeechne géigeniwwer jidderengem, dee sech am Klima-Biergerrot d'Méi gemaach huet, fir matzeschaffen.

(Interruption)

Antëscht hunn ech och verstanen, wisou déi Reaktioun koum, well dat ganzt Dokument mat senge 56 gudde Proposen eng riicht op de Bak ass fir déi gréng Partei, awer och fir déi ganz Regierung. Ech hoffen, dës Leit sinn net ze vill vun deenen ale Parteien enttäuscht, wa se haut nogelauschtert hunn.

2013 goufen déi gréng gewielt fir méi Ëmweltschutz an eisem klenge Land. Mee et ass eeben net genuch gemaach ginn, an dat ass elo fein ausgedréckt. Dofir sinn et elo d'Bierger am Klima-Biergerrot, déi de Spigel virgehalen hunn, mat enger Datz fir d'Ëmweltpolitik vun der aktueller Regierung.

Ze laang gouf net staark genuch fir de Klimaschutz geschafft. Ze laang huet déi Regierung geschlof an net un eis Ëmwelt geduecht. Et huet een d'Gefill kritt, eis Ëmwelt wär e lästegt Theema, dat awer ëmmer vu méi wichtegen Theemen, déi sech ofgewiesselt hunn, verdrängt gouf an der Koalitioun. Et huet een d'Gefill kritt, et wär ëmmer eppes méi wichteg, ëmmer eng Excuse do, fir net genuch Projeten op de Wee ze brénge, fir eise Kanner eng propper Ëmwelt ze hannerloossen.

Eng mof Ëmweltpolitik bedeit och vill méi Ëmweltschutz, méi e staarkt Engagement fir eis Ëmwelt. Dat hu mir Piraten an de leschte Joren hei och oft kritiséiert a méi staark Moossname fir den Ëmweltschutz gefrot. Awer oft huet d'Regierung dëst ofgeleent. E puer vun deenen Iddien tauchen awer interessanterweis elo erëm beim Klima-Biergerrot op, Iddien, déi a Motioune wärend Joren hei ofgeleent gi sinn.

Et war och e kloert Signal vun den dräi Regierungsparteien, dass se net, wéi am Hearing gefrot vun engem Member aus dem Klima-Biergerrot, eng symbolesch Ofstëmmung akzeptéiert hunn oder zougelooss hunn, fir iwwert déi Punkten oder eenzel Theemen ofzestëmmen. Ech hunn och verstanen, wisou déi dräi Parteien dat net zougelooss hunn: Et hätt ee sech jo schliisslech blaméiert, wann een alt nees géint d'Propose gestëmmt hätt!

De Klima-Biergerrot huet net just Problemer opgeworf, mee och direkt Léisunge proposéiert. A menger kuerzer Riedezäit ginn ech op déi ausgewielte Propositiounen aus deene 56 an.

Et huet mech schonn ëmmer rose gemaach, wann ech gesinn, wat de Commerce oder och Privatleit u Liewensmëttel an d'Poubelle geheien, wärend aner Leit um Planéit net genuch z'iessen hunn. Duerfir sollte mir manner ewechgeheien. Vun Ufank u froe mir Piraten besser Kontrollen am Beräich vun der Liewensmëttelverschwendung. D'Supermarchéë mussen hei nach vill Verantwortung iwwerhuelen, fir dass eebe keng Liewensmëttel méi ewechgeheit ginn, mee alles gespent gëtt, wat nach iessbar ass.

Mir brauchen och méi Transparenz bei de Produkter, och dat stoung an enger vun eise Proposen. De Client soll zu all Moment, am einfachste via QR-Code, kënne kucken, wat am Produkt dran ass an, wéi och de Klima-Biergerrot freet, den CO_2-Ofdrock gesinn.

Den Déierentransport gehéiert fir eis Piraten op de strengste Minimum reduzéiert. Dat wéinst dem Déiereschutz, mee och aus Ëmweltgrënn. Eng méi kontrovers Diskussioun hat ech hei beim Hearing lassgestouss, wéi ech gefrot hunn, wéi de Passage am Dokument gemengt wär, fir d'Juegd ze vereinfachen. Wéi sech erausgestallt huet, ass do keng wierklech eenheetlech Meenung bei den 100 Bierger zustane komm. Fir eis Piraten dierf d'Juegd net méi opgemaach ginn, wéi dat aktuell de Fall ass. Am Géigendeel, d'Klappjuegd gehéiert direkt verbueden. Eenzel Memberen am Klima-Biergerrot hunn eis jo op deem Punkt och Recht ginn am Hearing.

Zum Cycle 2, den erneierbaren Energien. Och eng Datz! Déi nach aktuell Regierung behaapt zwar, vill ze maachen am Solar, mee kuckt een d'Fakten, sinn emol net hir eege Gebaier ausgerüst. Kloer, wann ee wéineg huet, kann een och oft soen, et hätt ee sech verduebelt. Dat ass eeben e Rechentrick. Wichteg ass hei ze kucken, wéi vill Prozent vum Stroumbedarf ee selwer ka produzéieren. Do ënnerstëtze mir ganz kloer d'Fuerderung vum Klima-Biergerrot vun 80 % bis 2030 an 100 % bis 2040.

Besonnesch gefreet huet mech d'Propos, fir Solar iwwert eisen Autobunnen anzeriichten. Genau dat hate mir Piraten nämlech och hei gefrot an de Minister hat et refuséiert.

Bei der Wandenergie schreift de Klima-Biergerrot, iwwer siwe Joer géif et daueren, bis een ewell Autorisatioune kréich. Am Süde vum Land kënne mir jo e Liddche sangen, wéi laang et dauert, bis eng Wandmille ka gebaut ginn, wa se da kënnt! Et goufen der jo genuch refuséiert. Hei freet de Klima-Biergerrot eng kloer Reduktioun vun der Zäit, mindestens op d'Hallschent.

Fir Energie ze späicheren, huet de Klima-Biergerrot och de Problem opgeworf, dass net genuch Méiglechkeete bestinn. Jidderee weess, dass eenzel erneierbar Energien net zu all Dageszäit méiglech sinn. Dofir brauch een nei Späicheren, fir déi Energie ze hunn, wann ee se brauch.

An engem Land, wou d'Regierungsparteien hirer Meenung no net schnell genuch investéiere kënnen,

fir an de Weltraum ze fléien, hu si et awer nach ëmmer net fäerdegbruecht, fir hei um Buedem emol hir Netzer mat LED-Luuchten auszestatten, fir esou massiv Energie ze spueren. Nummer 13 am Dokument, wou genau dat kritiséiert ginn ass.

Am Cycle 3 ass de Klima-Biergerrot drop agaangen, wat am Logement alles schifgelaf ass, dës Kéier net aus der Vue vum Präis, mee vun dem Ëmweltimpakt vum Logement op eis Ëmwelt.

Bauen ass och schéin a gutt, mee et gëtt net genuch nom Ëmweltimpakt gekuckt, net genuch no de Materialien. De Biergerrot huet och en Tabu gebrach an zwar deen, fir d'Autonomie communale ze hannerfroen, ob wierklech an all Gemeng d'PAGen/PAPe mussen esou ënnerschiddlech sinn, ob een net, am Sënn vun der Ëmwelt, sollt national eng kloer besser Virgab ginn. Eng Fuerderung, déi ech just kann ënnerstëtzen. Kommunal Feeler dierfen net den Ëmweltschutz blockéieren!

D'Propositioun 18 geet genee an déi Richtung, déi mer mat eisem Projet vun zéng Euro de Meterkaree ëmmer proposéieren. Do huet de Klima-Biergerrot genau erkläert, wéisou et wichteg wär, dass de Staat oder d'Gemenge géifen déi Terraine kafen a selwer bebauen.

Mir Piraten soen awer och kloer, dass een als Éischt muss de bestoende Perimeter bauen, ier mer eng Erweiderung vum Perimeter a Betruecht zéien.

De Cycle 5, d'Mobilitéit. Jo, fir eis ass kloer: Net just e Confortfaktor, mee e Faktor och fir d'Ëmwelt. Den ticketlosen ëffentlechen Transport ass genau dat, wat mir Piraten iwwert d'Jore gefrot hunn an endlech ëmgesat gouf, mee de Klima-Biergerrot mécht richtegerweis drop opmierksam, dass e sollt grenziwwerschreidend sinn. Elo kommen zum Beispill d'Frontaliere mam Auto bis bei eis op Rodange a klammen do eréischt an den Zuch. Do ass net wierklech geschafft gi fir eis Ëmwelt. Mir sollten eis an der Groussregioun beméien, en Accord ze fannen, fir direkt vun doheem aus kënne gratis mam Transport ze fueren.

Fir déi Leit, déi mam Auto fueren: D'Propositioun 35 gräift genau do eis Propos op, fir eng Autossteier ze reformëieren. Zënter Jore froe mir Piraten eng Autosvignette fir all Auto. Dat baséiert op der Ëmweltbelaaschtung. Iwwregens och eng Motioun, déi hei ofgeleent gouf. Et kann dach net sinn, dass hei am Land nach ëmmer Autoen iwwer eis Stroosse fueren, ouni dass ee se kontrolléiert, iwwerhaapt weess, wat hir CO_2-Belaaschtung fir eis Natur ass.

Fir eis Piraten ass kloer: Wann ee sech fir méi e klengen a propperen Auto entscheet huet, soll een och finanziell Virdeeler hunn, bei der Steier oder TVA. A wie sech en Auto kafe wëll, dee méi propper ass, d'Propositioun 35 nach ëmmer, soll vum Staat eng Garantie kréien, fir e Kreditt ze kréien, an, wéi de Klima-Biergerrot do richteg schreift, muss een do oppassen, dass déi Garantië just fir méi kleng Revenue sinn.

Komme mer zur Propositioun 36, zu der Loftfaart. En Theema, dat déi gréng net gären héieren, ass dach déi massiv ausgebaut ginn ënner hirem Transportminister. D'Mesure 1 geet direkt ëm den CO_2. Do wëll ech drun erënneren, dass Dir eng Motioun vun eis Pirate gestëmmt hat – soll och emol virkommen! –, fir eebe genau op den Ticketen den CO_2-Ausstouss unzeweisen, fir en eeben ze kompenséieren. Eng Motioun, déi de Minister nach ëmmer net ëmgesat huet. An dat ass am Dokument ze fannen op Säit 61.

D'Mesure 2, de Kerosinn. Ech weess schonn net méi, wéi oft ech hei schonn um Pult kritiséiert hunn, dass nach ëmmer keng Taxen um Kerosinn sinn. Och dat huet de Klima-Biergerrot opgegraff.

Dann zu engem aneren Theema, de Schëffer ënnert dem Lëtzebuerger Fändel, déi duerch d'ganz Welt fueren, Tax-Dumping an Ëmweltschied maachen. Dat ass der Regierung och no néng Joer nach ëmmer egal, well och do ass näischt geschitt. D'Propositioun 37 kritiséiert genau dat.

Komme mer nach op de Fuerpark vum Staat. Eng sëlleg parlamentaresch Froen hat ech zu deem Theema, well mech eeben ëmmer gestéiert huet, dass grad eng Regierung bei hire Limousinnen oder de Staat bei sengem Fuerpark alles anescht wéi virbildlech sinn. Och dee Punkt ass am Dokument opgegraff, well eeben d'Regierung all déi Joren net virbildhaft gehandelt huet.

An ech kéint nach esou weiderfueren, well et gëtt nach genuch Punkten an deem Dokument, déi Defiziter vun der Klimapolitik opweisen. Mee, och wéi beim Klima, leeft bei mir elo d'Riedezäit of.

A sech ass dat ganzt Resultat vum Klima-Biergerrot méi wéi en Audit, deen der Regierung eng schlecht Zensur ausstellt beim Theema Ëmweltschutz.

100 Bierger hunn de Parteien e Spigel virgehalen, dee kloer gewisen huet, dass se net aktiv genuch sinn am Klimaschutz. Dofir ass fir mech de Premier och ee vun deene Bopen, déi herno dann do wäerte bildlech sëtzen a sech gewësse Froen herno vun den nächste Generatioune musse gefale loossen. 100 Leit hu méi Iddien a Proposen ausgeschafft wéi e ganze Staatsapparat no néng Joer!

Mee et ass nach net ze spéit. Dir hutt virdrun hei vum Courage geschwat. Vill vun de Moossnamen aus dem Dokument kéinten och bannent engem Joer nach gestëmmt ginn an da vun enger Regierung realiséiert ginn, hätt een de Courage a wéilt een eis Ëmwelt schützen. Wann dat natierlech just vun enger Majoritéit heibannen och gewollt wär.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence)

Mir Piraten kéinte mat engem ganz gudden Deel aus dem Dokument, quasi mat alle Proposen, liewen a se ënnerstëtzen.

Merci un de Klima-Biergerrot fir déi gutt an déi éierlech Aarbecht, déi Der geleescht hutt. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass ...

(Interruptions et brouhaha)

O, jo, Här Goergen, erlaabt Der, datt den Här François Benoy Iech eng Fro stellt?

M. Marc Goergen (Piraten) | Natierlech.

M. François Benoy (déi gréng) | Et ass eigentlech net, Här President, fir eng Fro ze stellen, mee et ass, fir op eng Ausso ze reagéieren, déi den Här Goergen gemaach huet, déi ech esou net ka stoe loossen, well et nämlech eng Falschausso ass.

M. Sven Clement (Piraten) | Wéi eng Prozedur, Här President?

M. François Benoy (déi gréng) | Ech ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Looss en, ech äntweren direkt.

M. François Benoy (déi gréng) | Ech fannen et wichteg, dass mer hei mat reellen Aussoe schaffen an net mat Falschaussoe schaffen. Den Här Goergen huet dem Vizepremier hei an de Mond geluecht, hien hätt de Prozess vum Klima-Biergerrot schlechtgeschwat. Dat ass ganz kloer eng Falschausso, déi ech net akzeptéiere kann, an dat ass eng Onéierlechkeet! An dofir géif ech dat och gär richtegstellen.

De Radio 100,7 hat effektiv eng Ausso vum François Bausch hei publizéiert, wou sech awer duerno de Chefredakter derfir entschëllegt an och confirméiert huet, dass dem Mobilitéitsminister seng Ausso an de falsche Kontext gesat ginn ass a si hu sech och dofir entschëllegt an dat duerno verbessert, well d'Informatioun nämlech net deem entsprach huet, wat de François Bausch gesot huet.

Wat huet e gesot? Hien huet sech par rapport zu dräi Mesurë vum Klima-Biergerrot ausgeschwat. En huet gesot: „Se si sympathesch, mee si gi mir awer net wäit genuch." Doropshin huet ... En huet awer och zousätzlech nach gesot, dass en awer frou wär, dass d'Leit och prett sinn, op dee Wee matzegoen.

An ech fannen et, Här Goergen, wierklech inakzeptabel, dass Der hei esou eng bëlleg Poleemik maacht an dass Der mat falschen Aussoen operéiert. Dat ass net, wéi et geet. An ech wëll Iech och hei eigentlech d'Fro stellen: Hutt Dir dat doten iwwerhaapt net matkritt oder ass et Iech einfach just drëm gaang, mat falschen Aussoen ze spillen?

Une voix | Net fir d'éischt!

Une autre voix | Et ass jo net fir d'éischt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Kloerstellung. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Goergen, wann e wëllt drop reagéieren.

Une voix | Et ass jo net fir d'éischt!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech ka gär dorop reagéieren. Also ech hu matkritt, dass de Minister dat gesot huet. Duerno huet e sech vun der Press falsch verstane gefillt.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Do ass e bei der Press intervenéiert, do huet en am RTL-Background nach eng Kéier gesot, d'Press hätt de Mann falsch bruecht. Bon. Dir kënnt Är Pressekritik ubréngen ...

M. François Benoy (déi gréng) | Här Goergen, nach eng Kéier: De Chefredakter vun 100,7 huet sech dofir entschëllegt an en huet gesot, dass si d'Saach falsch erëmbruecht hunn. An Dir hutt den Ustand, hei nach eng Kéier op d'Pult ze goen, mat enger Ausso ze kommen, wou de Chefredakter vun engem wichteger Noriichteradio hei seet, si hätten et falsch erëmginn. Dat ass zudéifst onéierlech an inakzeptabel!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech deelen Är Pressekritik net!

M. Fernand Etgen, Président | An da wär et elo un der Madamm Martine Hansen. Merci.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Do musst Der Iech dru winnen!

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President.

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Benoy schwätzt eebe gär!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech wäert mech de Mëtteg elo op d'Landwirtschaft konzentréieren, well d'Landwirtschaft een Deel vun der Léisung ass, och am Klimaschutz, wat dacks net gesot gëtt. D'Landwirtschaft, a virun allem d'Grénglan, bënnt extreem vill Zäregaser. Et ass natierleche Carbon Capture. An dofir ass d'Landwirtschaft e ganz wichtegen Acteur.

An der Presentatioun hei am Plenum hunn d'Membere vum Klima-Biergerrot ënner anerem och gesot: „Mir brauchen d'Landwirtschaft." A mir kënnen déi Ausso hei mat 42 Hänn direkt ënnerschreiwen. A mir géife se just nach erweideren a mir géife soen: „Mir

brauchen d'Landwirtschaft fir d'Produktioun vu gesonde Liewensmëttel." A fir et nach emol kloerzemaachen: Eis Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg wäert och weiderhin op den Haaptproduktiounszweiger Mëllechproduktioun a Rëndvéihaltung baséieren.

Ech wëll och nach eng Kéier erklären, firwat. Et ass relativ einfach. Mir hunn 120.000 Hektar – ronn – landwirtschaftlech Notzfläch. Dovunner si 50 %, dat heescht ronn 60.000 Hektar, Grénglan. Mir kënnen d'Gras net iessen. Mir kënnen eis also net ernäre vum Grénglan. Wa mer déi Fläch gäre wëlle nach fir eng produktiv Landwirtschaft notzen, da muss dat Gras vereedelt ginn iwwert d'Déieren. A mir wëllen als CSV och déi Fläch nach landwirtschaftlech notzen. Dofir si mer der Meenung, datt d'Rëndvéihaltung hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer wäert e wichtegt Standbee sinn.

An ech wëll hei och nach eng Kéier kloer soen, obschonns dat vun der EU net erlaabt gëtt, mee et gëtt awer ganz dacks vu Leit gefuerdert: Als CSV wäre mer, och wann d'EU dat géif erlaben, strikt dergéint, fir Grénglan ëmzewandelen a fir et anescht ze notzen, well dat wär definitiv eng Katastroph fir eise Klimaschutz, well da géifen extreem vill Zäregaser fräigesat ginn.

Als CSV si mer awer och dovunner iwwerzeegt – an dat ass och vum Klima-Biergerrot gesot ginn –, datt d'Landwirtschaft sech weiderhi muss diversifizéieren. Ech hunn eng Interpellatioun ugefrot, an déi kënnt normalerweis am Januar op den Ordre du jour. Do wäerte mer also nach genuch Zäit hunn, fir doriwwer ze debattéieren. Ech wëll hei just zwee Punkte soen: Bei der Diversifikatioun geet et net just duer, dat a Sonndesrieden ze fuerderen, mee, éischtens, si muss dann och ënnerstëtzt ginn. Als CSV hate mer scho méi wéi eemol eng Motioun, fir zum Beispill en Innovatiounsberoder anzestellen, wou ee Bauer, deen eng innovativ Iddi huet, kann op eng Plaz goen an Ënnerstëtzung kritt an net direkt gesot gëtt: „Dat do geet net." An zweetens muss een et och geneemegen. An och do hu mer ganz dacks Problemer.

En drëtte Punkt, deen ech gäre wëll uschwätzen, dat ass d'Iddi vum nohaltegen ekologeschen Indikator fir d'Liewensmëttelprodukter. Dat ass eng ganz sympathesch Iddi. Ech wëll just hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer d'lescht Joer hei en neit Gesetz gestëmmt hunn, dat d'Zertifizéierung vun eise lokale Produkter u sech nach eng Kéier neireegelt. Als CSV hu mer et e bësse mat Bauchwéi gestëmmt. Mir hunn et awer matgestëmmt, well soss hätte keng Labele méi kënne subventionéiert ginn. Mir hunn awer Bauchwéi gehat, well dat, wat do als regional verkaaft gëtt, net regional ass. Et ass eng regional Produktioun. Mee déi regional Produktioun kann och a Spuenie geschéien an da kommen d'Produkter heihinner an da kréie se awer hei de regionale Label.

Dofir hu mer och do eng Evaluatioun no dräi Joer gefrot. A mir halen och un där Fuerderung fest. Wann nämlech mat dësem Zertifizéierungslabel, wéi mer en elo hunn, net zousätzlech garantéiert gëtt, datt eis regional Produkter hei besser vermaart ginn, da mussen do Upassunge gemaach ginn.

E véierte Punkt an eng Iddi vum Klima-Biergerrot, dat sinn déi kuerz Weeër, dat heescht, tëschent dem Produzent an dem Konsument. Dat ass och schonns ganz laang eng Fuerderung vun der Landwirtschaft, déi mir als CSV voll ënnerstëtzen. An deem Sënn bedaueren ech awer hei – an dat war och eng Form vu Biergerbedeelegung –, datt 2016 eng Petitioun, déi u sech direkt 8.000 Ënnerschréften hat, also vill Bierger, déi drun interesséiert waren, mat der Fuerderung, méi lokal Produkter an der nationaler, regionaler, ëffentlecher Restauratioun anzesetzen … Do war ënner anerem festgehale ginn, datt e Matchmaker géif agestallt ginn, een, deen de Lien mécht tëschent dem Produzent, dem Handel, der Veraarbechtung an der Restauratioun, deen am Prinzipp kuckt: Wou sinn d'Problemer? An deen da mat den Acteuren zesumme kuckt, d'Problemer ze léisen. Dee Matchmaker gëtt et nach ëmmer net. Et war och gesot ginn, et kéim e GIE. Och dat kënnt nach ëmmer net. Wéi gesot, Biergerbedeelegung ass wichteg. A wa mer dann och nach esou eppes verspriechen, da fannen ech, wär et och wichteg, datt mer et géifen halen.

E fënnefte Punkt: d'Mesurë fir d'Liewensmëttelverschwendung. Mir si mat all deene Mesuren averstanen. Ech wëll hei just nach eng Kéier drun erënneren: 2019 sinn 53.000 Tonne vu privaten Haushalter u sech fortgehäit ginn. An do musse mer alleguer um selwechte Strang zéien an och do d'Iddie vum Klima-Biergerrot natierlech begréissen an do mussen ënner anerem och verschidde Reglementatiounen iwwerschafft ginn, fir datt mer dës Meng u Liewensmëttel, déi fortgehäit gëtt, reduzéieren.

De Klima-Biergerrot huet also ganz vill positiv Iwwerleeunge gemaach. An dofir soen ech hinnen och villmools Merci. Mat enger Partie vun Aussoe kënne mer allerdéngs net averstane sinn. An ech denke wierklech, datt, wann och nëmmen ee praktesche Bauer mat am Klima-Biergerrot gewiescht wier, déi Aussoen dann net gemaach gi wären. Ech weess, datt der sech eng Partie gemellt hunn. Ech weess net, no wéi enge Krittären TNS ILReS d'Leit erausgesicht huet, mee mengen Informatiounen no war keen als representativ erausgesicht ginn.

Eng Ausso ass zum Beispill: „Aujourd'hui, l'élevage est devenu super-intensif." Dat stëmmt esou net hei zu Lëtzebuerg. Eng aner Ausso ass: „D'Massendéierenhaltung ass klimaschiedlech." Ech soen: Jo, si ass klimaschiedlech. Mee mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng esou eng Massendéierenhaltung.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hunn en Artikel gelies – ech weess net méi, ob et an der „Bauren-Allianz" oder „De Letzeburger Bauer" war, dofir soen ech elo, eng vun deenen zwou Zeitunge war et –, do ass e Biobetrib virgestallt gi vun 300.000 oder 360.000 Hinger. Ass dat Massendéierenhaltung? Déi gëtt et net hei zu Lëtzebuerg. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et emol kee Konventionelle mat esou villen Déieren! Ass dat Massendéierenhaltung? Wat ass d'Definitioun vu Massendéierenhaltung?

Wéi gesot, ech behaapten hei: Hei zu Lëtzebuerg hu mer déi Massendéierenhaltung net. Et gëtt awer villes importéiert. Et gëtt dann och kaaft. An et gëtt dann och giess. Mee et gëtt dann net eisem Klimaplang zougerechent.

Dann den organeschen Dënger, dee gëtt ganz vill kritiséiert. Den organeschen Dënger ass awer de facto net schlecht. Et muss ee just alles drusetzen, fir en optimal ze verwäerten. An et misst een u sech alles drusetzen, fir de mineraleschen Dënger, wou d'Produktioun immens CO_2-intensiv ass, esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren. Mee och dee gëtt eiser Klimabilanz net zougerechent, well d'Produktioun jo net hei geschitt.

Als CSV hu mer schonns e puermol gefuerdert – leider ass dat ëmmer vun der Majoritéit refuséiert ginn –, datt d'Betriber sollen ënnerstëtzt ginn, fir eng betriblech Närstoff- oder Klimabilanz ze maachen. Wann ech nämlech net méi Närstoffer, net vill méi Närstoffer an de Betrib eranhuelen, wéi ech der eraushuele mat de Produkter, dann hunn ech net vill Problemer. Firwat ass dat net gemaach ginn? Ech weess et net. Hei bräichten d'Betriber Hëllef. An hei bräichte se och eng Berodung. Fachlech novollzéibar Krittäre sollen d'Diskussioun leeden. A mir wäerte beim Agrargesetz sécherlech nach méi wéi eemol dës Diskussioun féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei war just eng kuerz Reaktioun zu de Virschléi. Wéi gesot, ech kann net op all déi Virschléi agoen.

Fir eis als CSV ass et awer wichteg, datt an deene ganzen Diskussiounen – an do hat ech bei der Ried zur Lag vun der Natioun u sech drop gepocht – den Nohaltegkeetsdräieck muss am Mëttelpunkt sinn, mat deenen dräi Säiten: dem Ekologeschen, dem Klima, dem Ekonomeschen, der Wirtschaft an eeben och dem Sozialen. An d'Politik huet eng Verantwortung, fir déi dräi Säiten am Gläichgewiicht ze behalen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Fir eis als CSV ass et och wichteg, an da kommen ech erëm eng Kéier op den Deel Landwirtschaft, an dat wëll ech wierklech hei betounen: Wann iwwer ee Secteur – well hei ass jo ee spezifesche Secteur, iwwert deen decidéiert gëtt –, wann iwwer ee Secteur decidéiert gëtt, datt dann och mat deem Secteur geschwat gëtt an och op dee Secteur gelauschtert gëtt!

An deem Sënn froen ech mech – an da kommen ech bei d'Form –, firwat datt de Landwirtschaftsministère zum Beispill net matagebonne war. Ech hu gesinn, den Ëmweltministère war derbäi, d'Naturverwaltung war derbäi. De Landwirtschaftsministère hunn ech bei deem Deel Landwirtschaft net gesinn!

Ech froe mech och, wien d'Experten an dësem Deel erausgesicht huet. Ech hu gelies „ont participé", do stoung och d'Bauerenzentral derbäi, do stoungen och d'Jongbaueren derbäi. Déi waren a Visiokonferenzen derbäi, déi droen awer net dat, wat hei elo steet. Mee wien huet déi Experten erausgesicht?

Hei an der Diskussioun hu mer ëmmer vun enger Beroderin vum IBLA héieren, dem Institut fir biologesch Landwirtschaft. Wann een nëmme vun enger Organisatioun eng Berodung huet, dann ass dat natierlech an déi Richtung guidéiert. Firwat waren net nach aner Experten do? Fir eis wär hei e Gläichgewiicht extreem wichteg gewiescht.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech froe mech och, wien d'Visitten definéiert huet. Et ass just ee landwirtschaftleche Betrib besichtegt ginn. Just een! Dee Betrib, dee besichtegt ginn ass, ech kennen en, dat ass e ganz gudde Betrib! Et ass e Betrib, dee biologeschdynamesch schafft, et ass e Betrib, deen e Buttek um Haff huet. Et ass e Betrib, deen ënner anerem mat der Waldorfschoul schafft. Ech weess net, mat wéi enger Schoul datt en nach schafft. Mee de Betrib ass awer net representativ fir eis Landwirtschaft! Firwat sinn also hei net nach aner Visitten organiséiert ginn? Dat wär am Sënn vun engem Gläichgewiicht an am Sënn vun enger méi breeder Informatioun immens wichteg gewiescht.

Ech weess, wéi gesot, net, wien d'Experten erausgesicht huet. Ech weess och net, wien d'Visitten definéiert huet. Mee ech denken, datt een op jidde Fall muss oppassen, datt eng Biergerbedeelegung net däerf gesteiert ginn duerch esou eng Auswiel vu Visitten an Experten. Well d'Form, d'Representativitéit, d'Organisatioun, an domadder, mengen ech, och d'Zäit, déi de Klima-Biergerrot zur Verfügung hat – well och dat war gesot ginn: „Si waren ënner Zäitdrock, si haten net esou vill Zäit" –, déi sinn ausschlaggeebend fir d'Resultat vun dëser Aart vu

Biergerbedeelegung, vun enger participativer Politik. An op d'Leit lauschteren, dat soll jiddwer Politiker! Op d'Leit lauschteren ass extreem wichteg!

Här President, am Kader vum Klima huet d'Regierung elo eng Partie Gremie geschaaft. An ech weess wierklech net, ech hunn d'Iwwersiicht net, an ech sinn awer berouegt, well am „Kloertext" hu mer d'Fro gestallt kritt, an et konnt och kee vun der Majoritéit direkt äntweren dodrop, wéi déi Aarbecht zesummeleeft a wie se koordinéiert.

Dës Gremien hunn zum Deel déi selwecht Aufgaben: De Klima-Biergerrot soll zousätzlech Mesurë virschloen; den Observatoire de la politique climatique, de Comité interministériel pour l'action climat, d'Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique (ndlr: Nouvelle plateforme action climat et transition énergétique). Dann hu mer awer och nach de Klimapakt bei de Gemengen um lokale Plang, déi eng formidabel Aarbecht leeschten. An elo hu mer nach net zulescht eng Taskforce, déi u sech dem Klima-Biergerrot seng Iddien analyséiert. Also eng Hellewull vu Gremien!

D'Madamm Minister huet virausser de Prozess beschriwwen, wéi d'Regierung wëllt zum iwwerschaffte PNEC Klima- an Energieplang kommen. Si huet och do an deene verschiddenen Etappen d'Klimaplattform, den Observatoire genannt an de Klima-Biergerrot genannt. Si huet och nach gesot, datt, ier en u sech finaliséiert gëtt, nach eng Kéier eng Consultation publique kënnt.

D'Gemengen, de Klimapakt, si leider net ernimmt ginn. Ech denken awer, datt de Klima extreem wichteg ass an ech fannen, datt dës Form vu Biergerbedeelegung, déi awer um lokalen Niveau geschitt, wou och vill Bierger bedeelegt sinn, wou eis Gemengen extreem vill Aarbecht maachen – mir hu siwe Gemengen, déi Goldmedailen hunn, sechs sinn der vun der CSV, a mir si richteg houfreg dorobber, ech mengen, den Aly hat eng vun deenen éischte Goldmedailen, mir si richteg houfreg dorobber –, datt dës Leit net däerfen am Prozess ignoréiert ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Dann huet d'Madamm Minister d'Chamber, déi 60 gewielte Vertrieder, déi hei sëtzen, an deem ganze Prozess eemol erwäänt, an dat ass haut bei der Debatt. Si hat awer selwer gesot an der Kommissioun, de Ministère, d'Regierung, déi hätten net genuch Zäit, fir déi 56 Mesurë bis haut am Detail duerchzekucken. Ben, mir hunn et misse maachen! An ech fannen awer, datt dës Virschléi och extreem wichteg sinn. An als CSV si mer der Meenung, datt d'Chamber, déi 60 gewielten Deputéiert, beim weideren Ausschaffe vum PNEC net däerfen ignoréiert ginn.

Ofschléissend wëll ech awer op dëser Plaz am Numm vun der CSV nach emol alle Leit, déi sech wierklech an hirer Fräizäit Gedanke gemaach hunn, fir eise Klima ze schützen, villmools Merci soen. Dat ass nämlech keng Evidenz. Dat ass keng Selbstverständlechkeet. Nämlech au contraire! Dat ass Affere vu wäertvoller Fräizäit – woubäi mer wëssen: Déi ass fir jiddweree vun eis meeschtens relativ enk bemooss – , wäertvoller Fräizäit fir eist Allgemengwuel.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Mäi Kolleeg Max Hahn, deen huet jo de Mëtteg schonn hei am Numm vu menger Partei ausféierlech Stellung zu dem Klima-Biergerrot sengem Rapport geholl. Ech wollt awer nach op zwee Theemen zréckkommen, déi fir eis als Demokratesch Partei awer ganz wichteg sinn. Dat ass engersäits d'Landwirtschaft hei enchaînéieren an dat, wat meng Virriednerin gesot huet. Ech wëll awer direkt hannendru soen, datt ech awer mat Sécherheet net onbedéngt dat selwecht wäert soen. An dann awer och de Gewässerschutz, deen och ouni Zweifel eng ganz wichteg Roll ze spillen huet.

Ech mengen, et ass ganz kloer, datt d'Landwirtschaft am Fokus steet vun där ganzer Diskussioun hei. An dat ass och richteg esou an dat ass och gutt esou. An duerfir ass och – ech kierzen dat elo of – de KBR ze begléckwënschen, datt e sech och ganz intensiv mat där Thematik auserneegesat huet.

Et däerf een natierlech net vergiessen, datt d'Landwirtschaft haut leider, muss ee soen, net méi dee Stellewäert huet, wéi se vläicht fréier hat. Ech wëll drop hiweisen: 1952 huet d'Landwirtschaft nach 9,3 % vum PIB ausgemaach an haut sinn et nach 0,3 %, Här Budgetsrapporter, wann déi Zuel richteg ass. An e seet Jo.

Dat soll eis awer net dervun ofhalen, fir eis intensiv Gedanken iwwert d'Landwirtschaft ze maachen! Si huet awer doriwwer eraus nieft deem reng ekonomeschen Aspekt och nach eng aner Roll ze spillen. Ech denke virun allem och un d'Kultur, u Landschaften, an ouni eng Landwirtschaft géif déi mat Sécherheet och net esou ausgesinn.

Mir haten 1990 nach 3.803 Betriber. Elo hu mer der nach 1.869. Dat ass natierlech eng Entwécklung, déi net ganz glécklech ass, déi awer och eis muss ouni Zweifel als Politiker interpelléieren.

Wa mer de Rapport vum KBR méi am Detail liesen, wat d'Landwirtschaft ubelaangt, spiert een natierlech och eng gewësse Skepsis vis-à-vis och vum Véibestand eraus, wou am Fong geholl e bëssen d'Meenung vertruede gëtt, datt de Véibestand soll hei zu Lëtzebuerg iergendwéi ofgebaut ginn. Haaptsächlech op d'Problematik Ammoniak gëtt do higewisen.

Ech wëll allerdéngs hei och ënnersträichen, datt mer och do musse virsiichteg sinn. Ech mengen, et si ganz vill Betriber, déi an deene leschte Joren enorm investéiert hunn; besonnesch, fir sief et Mëllechkéi, sief et Rëndvéi eebe kënnen an der Zukunft nach méi opzebauen. Dowéinst musse mer do ganz gefillvoll virgoen an net déi Investissementer vläicht iwwert d'Joren eraus dann awer dee Moment méi kleng maachen, wat sech natierlech géif och negativ op d'Produktioun auswierken.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt de Rannerbestand hei zu Lëtzebuerg souwisou ofgeholl huet. Mir haten 2000 205.072 Ranner an Enn 2021 nach 189.543. Dat sinn Zuelen, déi ech vum Statec hunn, also stëmme se jo och.

Par konter ass op där anerer Säit awer den Héngerbestand an d'Luucht gaangen. Dee war 2000 bei 71.785 an elo läit e bei 170.591.

Et gëtt jo och am Rapport virgeschloen, fir de Schofbestand eropzesetzen. Och deem ass an deene leschte Jore scho Rechnung gedroe ginn. Do ass zum Beispill 2000 nach eng Zuel festgehale gi vu 7.971. An Enn d'lescht Joer waren et der schonn 9.956.

Et gëtt dann, ënner anerem, och virgeschloen, fir zum Beispill eng Woch ouni Fleesch anzeféieren. Ech fannen et richteg, datt u sech d'Leit solle sensibiliséiert ginn, effektiv vläicht manner Fleesch ze iessen. Obwuel een awer nach soll hei och deem Eenzelnen eng Fräiheet iwwerloossen. Awer d'Sensibiliséierung soll schonn an déi Richtung goen.

Obwuel, och de Fleeschkonsum ass immens zréckgaangen! Um europäeschen Niveau zum Beispill rechne se, datt dëst Joer 1,34 Milliounen Tonne manner Fleesch giess ginn ass, an dat si ronn 3 % dann och manner.

Zu Recht gëtt dann hei och op de Pestizidenasaz um Niveau vun der Landwirtschaft higewisen. Jo, och do, mengen ech, musse mer natierlech oppasse mat der Scholdzouweisung – „Schold" zwësche Guillemets. D'Landwirtschaft steet natierlech ënner engem gewëssene Produktiounsdrock, deen an all deene Joren och duerch d'Politik opgebaut ginn ass. Dat huet natierlech mat sech bruecht, datt eng konventionell Landwirtschaft huet missen och deementspriechend fonctionéieren, fir datt se och rentabel ass.

An där ganzer Diskussioun komme mer dann natierlech och ganz séier bei d'biologesch Landwirtschaft. An dat ass och zu Recht an deem Rapport ganz detailléiert duergestallt ginn. Ech mengen, mir wëssen, datt natierlech d'biologesch Landwirtschaft eng Rei vun Avantagë mat sech brëngt, déi een net hei muss am Detail nach eng Kéier oplëschten.

Ech wëll just op dat neit Agrargesetz hiweisen, wat mer jo de Moment amgaange sinn, an der Kommissioun ze diskutéieren. An och do spiert ee jo awer eraus, datt de Wëlle vun der Politik do ass, fir d'biologesch Landwirtschaft an Zukunft nach méi staark ze ënnerstëtzen.

Interessant Aussoe ginn dann awer och gemaach zum Beispill, wat de Retraçage vun der Liewensmëttelproduktioun ubelaangt. Do ass ee ganz op der Säit och vun dem KBR, datt hei ganz kloer de Konsument ëmmer méi muss déi Informatioun kréien: Wou kommen déi Liewensmëttel hier, déi ech konsuméieren? Ech mengen, och an eiser Legislatioun sinn do an deene leschte Joren Efforte gemaach ginn. Zum Beispill hu mer hei e Gesetz gestëmmt den 3. Mee iwwert den Etiquetage, wou jo eng Rei Labele festgehale goufen.

Mee dat wëllt awer net verhënneren, datt nach zousätzlech Efforte gemaach ginn. Ech weisen zum Beispill op de fräie Verkaf an enger Metzlerei hin oder op anere Plazen, wou een u sech oft net kann novollzéien, wou dat Fleesch dann elo hierkënnt. An ech mengen, do bestinn och nach potenziell Méiglechkeeten, fir dat ouni Zweifel auszebauen.

An där ganzer Diskussioun däerf een awer net vergiessen, datt de Konsument awer och eng Responsabilitéit huet! Et ass vläicht ëmmer e bëssen ze vill einfach, fir alles nëmmen op de Produzent ze drécken. Och de Konsument kann de Marché matbeaflossen! An e Produkt, dat vill gefrot gëtt, gëtt automatesch och vill produzéiert. Duerfir brauch ee kee groussen Ekonomist ze sinn, fir dat ze verstoen.

An dowéinst soll permanent ëmmer den Appell un de Konsument gemaach ginn, datt e méi geziilt a méi selektiv virgeet bei dem Akaf an och sech méi konzentréiert op biologesch Produkter. An do gëtt et jo awer haut scho vill Méiglechkeeten.

Et gëtt jo ee spezifesche Buttek, deen ech awer elo natierlech net hei nennen, mee dee warscheinlech vill Leit kennen. Op där anerer Säit muss een och soen, datt och d'Supermarchéë ganz grouss Efforten déi lescht Jore gemaach hunn, wou ewell spezifesch Rayone sinn, wou een nëmme biologesch Produkter kritt. An ech sinn iwwerzeegt, wann d'Demande fir esou Produkter géif an d'Luucht goen, da géife mat Sécherheet och déi Rayonen nach méi ausgebaut ginn.

An deem ganze Kontext si mer natierlech dann och séier bei dem Gaspillage alimentaire; e ganz wichtegen, ganz weesentleche Punkt an der Diskussioun. An ech mengen, och do muss ee ganz éierlech sinn: Jo, mir mussen eis jo bal heiansdo schummen, wa mer gesinn, wéi vill gutt Liewensmëttel einfach nach ewechgehäit ginn! Ech mengen, et brauch een nëmmen duerch de Restaurant ze goen, da gesäit een oft, wéi vill voll Telleren nach zréckgedroe ginn. An ech mengen, et soll keng Schan méi sinn, wierklech keng Schan méi sinn, datt een, wann ee säin Teller net ganz packt, sech dat soll apake loossen. Dat war vläicht emol an der Zäit net ëmmer gär gesinn, mee déi Zäite sollen eriwwer sinn. An et ass einfach inakzeptabel, wann, wéi gesot, elo einfach esou Liewensmëttel ewechgehäit ginn!

Dat selwecht gëllt och fir gréisser Geschäfter, wou sech da mordicus op den Verfallsdatum baséiert gëtt, fixéiert gëtt. A mir wëssen hoergenee, datt dat awer net onbedéngt och muss an der Praxis esou sinn.

Ech wëll dann och op d'Propositioun 3 nach eng Kéier hiweisen, wou da gesot gëtt: „Majo, da sollen och déi Liewensmëttel, déi no bei der Date d'expiration sinn, weiderverwäert ginn." Dat ass ganz richteg! Op där anerer Säit muss een awer och hei ënnersträichen: Et gëtt där Initiativen. An ech wëll virun allem eng hei ënnersträichen, dat ass de Cent Buttek. Dat ass eng Initiativ, déi och ganz gutt bekannt ass. An ech mengen, dat ass grad dee richtege Wee, datt do versicht gëtt, esou vill wéi méiglech Liewensmëttel, déi zwar um Punkt sinn, vläicht net méi vu jiddwerengem gär konsuméiert ze ginn, mee déi awer mat Sécherheet keng Gefor duerstellen, datt déi och sollen dann an e Circuit erakommen, fir do eebe kënnen dann nach konsuméiert ze ginn.

Hei gëtt dann och proposéiert, datt de Konsument méi en vrac kann an engem Geschäft kafen. Jo, dat ass eng ganz gutt Iddi, déi an Zukunft och mat muss ënnerstëtzt ginn.

Da geet an der Propositioun 6 vill iwwert d'Bongerte rieds. An och do muss ee leider feststellen, datt dat grad immens ofgeholl huet an deene leschte Joerzéngten. Ech mengen d'Bongerten, déi am Fong geholl eis Kulturlandschaft gepräägt hunn, an all Duerf sinn et Bongerte ginn, an de Stied sinn et Bongerte ginn. Elo spiert een, datt lues a lues erëm de Wäert dovun erkannt gëtt.

(Coup de cloche de la présidence)

An och do muss méi drop gesat ginn.

Här President, war dat elo fir mech, oder?

M. Fernand Etgen, Président | Jo, genau.

M. Gusty Graas (DP) | Jo.

(Interruptions)

Mee ech wëll just drop hiweisen, ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Dir musst zum Schluss kommen, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Mir hunn anscheinend nach fënnef Minutten, fir iwwert d'Motioun ze schwätzen.

Une voix | Dat zielt net.

M. Gusty Graas (DP) | Oder zielt dat net?

(Interruptions)

O, ech hätt awer nach esou vill ze soen!

(Hilarité)

Okay. Hei, da ganz séier, ganz séier trotzdeem nach ee Punkt, well dee mer awer och nach uewe läit. Do geet et ëm de Waasserschutz. Ech mengen de Waasserschutz, deen och an deem Rapport natierlech intensiv diskutéiert gëtt. Wann et ee Punkt gëtt, wou mer nach trotzdeem, jo, gréisser Retarden hunn, dann ass et awer um Niveau vun dem Waasserschutz. Sief dat um Niveau Renaturéierung, sief dat Kläranlagebau. An do gëtt och ënner anerem drop higewisen, datt de Risiko géif bestoen, datt de Waasserpräis géif an deenen nächste Joren an d'Luucht goen.

Jo, ech mengen, et muss een esou éierlech sinn, och als Politiker. An dat kann een net evitéieren, well enorm Investissementer hu misse gemaach ginn, zum Beispill déi véiert Stuf bei de Kläranlagen, déi massiv Geld wäert kaschten. An da wäert dat och eng Retombée hunn op de Waasserpräis.

An dann, dat soll mäi lescht Wuert sinn, Dausend Liter Waasser, wat héichwäerteg Qualitéit ass, kaschten hei zu Lëtzebuerg am Duerchschnëtt 2,8 Euro! Ech mengen net, datt Der nach e Liter Spruddelwaasser oder platt Waasser am Supermarché fir 2,8 Euro kritt. Och do soll een also e bësse relativéieren, wann ee mengt, d'Waasser hei zu Lëtzebuerg wier vill ze vill deier.

Ech wëll ofschléissend awer och nach eng Kéier all deene Membere vum Klima-Biergerrot e ganz grousse Merci ausspriechen. Ech mengen, dat do war eng wichteg Aufgab, eng Aufgab, déi eis als Politiker och soll dozou animéieren, net nëmmen de Leit nozelauschteren, mee och ze kucken: Wat kënne mer vun deene Punkten do ëmsetzen?

Selbstverständlech muss ee realistesch sinn. Selbstverständlech kann een net all Punkt eent zu eent ëmsetzen, mee mäi grousse Merci – de Max Hahn huet dat jo och scho gemaach – fir déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass! Dat ass ouni Zweifel och wäertvoll fir d'Politik.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Mir hunn nach e bëssen Zäit. A wann ech meng Gusty-Graas-Minutten derbäihuelen, hu mer nach gutt Zäit.

Ech kommen nach eng Kéier op eppes zréck, wat virdrun hei diskutéiert gouf. An dat war mäi Kolleeg, de Marc Goergen, deen ugeschwat huet, datt en irritéiert war iwwert d'Wierder vum Vizepremier François Bausch an der Press géintiwwer vun de Resultater vum Klima-Biergerrot. An do huet den Här Benoy dach relativ sec hei gemengt, datt dat jo verbessert gouf.

Ma, mir hunn eis déi verbessert Versioun natierlech och nach eng Kéier ugekuckt an eis Kritik bleift déi nämmlecht. Well de François Bausch huet ... An Dir hutt selwer den Artikel gepost, dat heescht, ech huelen un, datt dat dann de Fakten entsprécht, déi de François Bausch da ginn huet. E start mat dem Titel, Zitat: „Symbolik. François Bausch iwwert d'Mobilitéitsiddie vum Klima-Biergerrot".

An da geet et weider, wou de François Bausch seet, datt him d'Iddien zwar sympathesch wieren, datt déi gutt gemengt wieren, mee eeben ze bescheide wieren. Datt also de Klima-Biergerrot u sech net wäit genuch gaange wär, well de Mobilitéitsplang 2035 vill, vill méi wäit géif goe wéi dat. Dat ass paraphraséiert, wat hei steet.

Positiv wier, an dat huet de François Benoy richteg erëmginn, datt de Wëlle bei de Bierger/innen do wier, fir méi mat an déi Richtung ze goen. Ech fannen et awer da ganz speziell, datt ënnert deem nämmlechte korrigéierten Artikel Membere vum Biergerrot sech opreegen, datt se de Mobilitéitsplang 2035 guer net virgestallt kruten, respektiv net an der Déift, deen et erlaabt hätt, dat ze appreciéieren! Dat heescht, de Minister huet, a mir bleiwen derbäi, u sech hei dem Klima-Biergerrot e bëssen esou gesot: „Jo, et ass jo schéin, datt Der dat gemaach hutt, mee hätt Der mäin Dokument gelies, da wäre mer scho vill méi wäit."

A ganz éierlech: Dat huet e gesot! Dat hutt Der selwer gepost, Här Benoy. Sot also näischt anescht! A wann e Minister muss intervenéieren, fir Saachen an der Press ännere ze loossen, fannen ech dat nach méi wéi bedenklech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Energieminister Claude Turmes.

(Brouhaha)

Här Turmes, Dir hutt d'Wuert. A soss keen!

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Villmools merci, Här President. Léif Deputéiert, léif Kolleegen aus der Regierung, a virun allem haut léif Membere vum Klima-Biergerrot, fir d'éischt wëll ech mech entschëllegen: Ech sinn e bësse méi spéit komm, well mer haut Energieconseil haten hei zu Lëtzebuerg. Déi gutt Noriicht ass, dass mer weiderkommen. A wierklech, et war e gudde Rot, fir weiderzekomme bei der Gas- an der Stroumversuergung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Léif Leit vum Klima-Biergerrot, Dir maacht eis als Politiker Courage. Dir hutt an Ärem detailléierte Bericht d'Drénglechkeet vun der Klimakris erkannt an Dir hutt eis ganz vill gutt Virschléi gemaach, wéi mer eis Klimapolitik an Zukunft nach kënne verbesseren. Dem Premierminister nach eng Kéier e grousse Merci och fir déi Initiativ.

An ech mengen, d'Madamm Welfring huet jo och erklärt, wéi mer dat elo ... Punkt fir Punkt wäerte mir eis all déi Virschléi vum Klima-Biergerrot eenzel ukucken. Mir hu schonn en Template gemaach dofir, wéi mer dat maachen, no wéi enge Krittären. An da wäerten och nach Reunioune stattfannen zu deenen eenzele Bräicher, wéi: erneierbar Energien ausbauen, eis Haiser besser renovéieren, manner Offall, méi Reparatur, Économie circulaire, Mobilitéitsberäich.

An, fir den Här Clement ze berouegen: Den Här Bausch wäert och d'Leit vum Klima-Biergerrot gesinn. An natierlech wäert dann do och nach eng Kéier e flotten Echange sinn iwwer eeben alles dat, wat am nationale Mobilitéitsplang ass, an dann déi Iddien, déi am Klimarot do sinn. Ech mengen, méi eng ëmweltfrëndlech Agrarpolitik.

An dann ee Punkt, dee mir och ganz gutt gefall huet, dat ass, dass de Klima-Biergerrot och nach eng Kéier drop higewisen huet: Mir mussen nach méi maachen am Beräich vu Formatiounen. Mir brauchen eigentlech och nach méi Leit um Terrain fir all déi Saachen, déi mer mussen ëmsetzen, ob dat Solarpanele sinn, Haiser isoléieren, elektresch Bornen opriichten. Ech mengen, dat gëtt a Wierklechkeet e groussen Defi.

Ech wollt nach zu zwou, dräi Remarken, déi hei gefall sinn, Stellung huelen.

Dat Éischt, dem Här Keup seng Fantasien, dat hei wier net representativ. Wéi ass dee Panel hei zesummegestallt ginn? Fir d'éischt ass ëffentlech annoncéiert ginn. Doropshin hu sech 200 Leit gemellt. Duerno huet d'ILReS 500 Leit ugeruff, random, also nom Zoufall. Duerno huet d'ILReS 500 Leit iwwer Internet

ugeschriwwen, och random, also iwwer Zoufall. Duerno hate se 1.200 Kontakter.

A si hunn dunn, esou wéi de Statec d'Lëtzebuerger Bevëlkerung zesummesetzt, de Panel erausgesicht. Dat heescht: d'Proportioune vu Männer a Fraen, d'Proportioune vun Alteren, d'Proportioune vu Lëtzebuerger a vun Netlëtzebuerger, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, awer och Frontalieren.

An dann, och ganz wichteg, si hunn explizitt zum Beispill och d'Leit gefrot: Sidd Dir éischter een, dee gär mam Auto fiert, oder hutt Der den Auto net esou gär? Dat heescht, et ass och souguer eng Meenungsvillfalt vun der ILReS agebaut ginn, contrairement zu deem, wat Dir behaapt. Dat heescht, mir hunn hei wierklech probéiert, déi representatiivst Assemblée, déi ee kann organiséieren, ze kréien.

An et gëtt ëmmer ee Punkt, deen immens schwéier ass, dat ass d'Representativitéit zwëschent de méi akadeemesch Ausgebilten an aneren. A souguer och dorobber ass extra opgepasst ginn, well et sinn iwwerduerchschnëttlech Leit och erageholl ginn, déi eeben net eng Première oder méi Diplomer hunn. Dat heescht, et ass wierklech eng representativ (veuillez lire: representativ Assemblée). An duerfir wëll ech dat hei guer net am Raum stoe loossen. Wat Dir behaapt, ass falsch. An dat ass ganz anescht vun eis ugepaakt ginn.

(Interruptions)

Dat anert ass och, et waren Experten … Zum Beispill ass elo gesot ginn, et wiere keng Representante vun de Baueren derbäi gewiescht. Dat stëmmt net. De Christian Wester vun der Bauerenzentral war am …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Also et waren net nëmme Representante vu verschiddene Ministèren, déi Input ginn hunn, mee et waren och Vertrieder vun der Société civile, zum Beispill och vu Baueren.

M. Fernand Etgen, Président | Här Turmes, d'Madamm Hansen wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gären.

M. Fernand Etgen, Président | Oder eppes kloerstellen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, ech wëll eppes kloerstellen. Ech hunn nämlech net gären, wa Saache gesot ginn, déi ech net gesot hunn! Ech hu gesot: Et war d'Bauerenzentral, ont participé Christian Wester, d'Jongbaueren a Jongwënzer ont participé, stinn do derbäi. Déi waren awer just bei de Visioen derbäi, sot ech. Bei dräi Stéck, mengen ech, zwou oder dräi Stéck. An déi sinn net onbedéngt Vertrieder vun de Konklusioune vun dësem Rapport.

Ech hu gefrot, firwat datt de Landwirtschaftsministère als Ministère net derbäi war. Just den Ëmweltministère an d'Naturverwaltung, mengen ech, waren derbäi. An dann hunn ech gesot, et wär kee praktesche Bauer Member vum Klima-Biergerrot.

Merci!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Ok, gutt. Also ech denken, dass … Also den Agrarministère war iwwer Experten och vertrueden. Ech mengen, dat hei war eng Initiativ vun der ganzer Regierung, wou mer ganz breet och eis Expertis zu gewëssene Momenter abruecht hunn, an duerno huet natierlech de Biergerrot onofhängeg geschafft.

A fir déi Leit, déi un der Integritéit vun deene Leit, déi am Biergerrot sinn, zweifelen, géif ech awer gär soen: Liest nach eng Kéier och de Lieserbréif vu Reinig, Trauffler, Lorentz an Huberty, deen e Samschdeg an der Zeitung war. Ech mengen, déi Leit, déi hunn éierlech geschafft. An et ass wierklech net flott, wa se dann denigréiert gi fir hir Aarbecht. Déi hu sech an hirer Fräizäit vill Méi ginn. An ech soen hinne Merci, a mir als Regierung soen hinnen op alle Fall e grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Vläicht dann nach e Wuert zur Madamm Cecchetti. Dir hutt virdru behaapt, d'Klimainvestitioune géifen zréckgoen. Dat mag op verschiddene Plazen an der Welt de Fall sinn. Hei zu Lëtzebuerg ass dat net de Fall. Eis Klimainvestitioune ginn an d'Luucht: am ëffentlechen Transport, am Stroumnetz, bei den erneierbaren Energien, an der Renovéierung. Dat heescht, mir sinn e Land, dat Klimaschutz seriö hëlt, an eis Investitioune ginn och an d'Luucht.

An, Här Goergen, Dir behaapt, hei wier eng Zensur ausgestallt ginn. Also, Dir kënnt jo och selwer eng Kéier mat de Bierger schwätzen. Ech kann Iech just nëmme soen: An där Reunioun, déi mir hate mam Biergerrot, do hu si gesot: „Dir maacht scho vill als Regierung an hei sinn nach eng Rei zousätzlech Iddien." Also ech mengen, op alle Fall, eis ass et net zougedroe ginn, dass mir hei elo eng schlecht Zensur hunn. Ech fannen dat och net flott, wann een hei dann esou eppes instrumentaliséiert, fir seng eege politesch Meenung duerzeleeën.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. A fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Relais d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Jo, merci, Här President. Ech kann dat vun hei maachen, well ech wéilt just ganz kuerz op véier Stéchwierder reagéieren.

Zum Volet Logement, do muss ech soen, dass villes vun deem, wat gefrot gëtt, eis eigentlech bestätegt mat eise Reformen, wéi de Pacte Logement 2.0 mam Artikel 29bis, de Remembrement ministériel, d'Mobiliséierungssteier, och de Baulandvertrag, soudass mer do jo net esou falschleien a sécherlech och deene Revendicatiounen do kënne Rechnung droen.

Et war eng konkreet Fro och gestallt gi respektiv eng Revendicatioun, dass d'PAGe sollte méi kohärent sinn. Ben, ech verstinn, vu wou déi Fuerderung och hierkënnt. Wann een effektiv eng Rëtsch Wunnquartiere kuckt, da stellt ee fest, dass dat net esou ass, wéi mer eis dat virstellen. Villes ass zoubetonéiert, a gro Këschte sinn do uneneegereit. Ech muss awer soen, dass an deene leschte Jore ganz vill gemaach ginn ass, dass mir eis souwuel am Aménagement communal wéi och an de Gemenge mat hiren neie PAGe ganz aneschters opgestallt hunn. Déi nei PAGe si weesentlech méi kohärent.

Et ass allerdéngs schwiereg, an ech warnen och virdrun, elo alles national iwwer ee Kamp ze schueren: D'Nationalpolitik kann duerchaus d'Zil an de Kader setzen, soll se och maachen! Mee d'Nationalpolitik kennt net ëmmer d'Besoine vum Terrain a kann net ëmmer alles am Detail plangen. Domadder wëll ech soen, dass et gutt ass, dass d'Stadentwécklung a Gemengekompetenz ass, well d'Gemengen do besser opgestallt sinn, fir eebe genau déi lokal Spezifissitéiten ze kennen. An dofir ass et och gutt, dass d'Stadentwécklung weiderhin an der Gemengekompetenz bleift.

Dann ass e puermol d'Stéchwuert vun de Baulücke gefall. Do ass jo och de Projet vum Tinyhouse hannendrun. Hei wollt ech just d'Chamber informéieren, dass mer amgaange sinn, am Interieur esou e Règlement type auszeschaffen. Well duerchaus kënnen de PAG an de PAP et hierginn, dass eeben op enger Baulück temporär fir alternativ Wunnformen …, dass déi Baulück ka verlount ginn. A wéi gesot, well eng Rëtsch Gemenge sech och froen, wéi se dat sollen handhaben. An do sinn ech jo och komplett am Rôle mat mengem Ministère, fir eeben och hei kënnen déi Guidance un d'Gemengen ze ginn. Da wësse se, dass se dat kréien.

E lescht Wuert nach zur Participatioun, well och e puermol gesot ginn ass, dass et wichteg ass, dass mer och déi lokal Participatioun, also um lokalen Niveau, stäerken. Ech gesinn dat absolutt esou.

A fir mech ass et och wichteg, niewent deene ville gudden Initiativen, déi et an de Gemenge gëtt, dass mer dat och nach gesetzlech aneschters encadréieren. An am Kader vun der Refonte vum Gemengegesetz ass dat do e Volet, wou ech nach gäre géif an den nächste Méint e Projet de loi deposéieren, justement fir eeben d'Biergerbedeelegung um lokalen Niveau nach kënnen ze stäerken. An eng Iddi dovunner wäert sécherlech dann esou e lokale Biergerinnen-/Biergerrot sinn, wa mer eeben de Gemengen aner Instrumenter ginn, wéi se d'Leit nach kënne matabannen. Well ech mengen, dat heite weist, dass et e gudden Exercice ass a wéi wichteg et och ass fir eis Politikerinnen a Politiker, nach weider Iddien, jo, vun de Leit ze kréien a se esou och kënne matanzebannen.

Voilà! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. An da geet d'Wuert un den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Ech mengen, et war wichteg, dass mer deen Echange haut konnten hunn. Ech wëll just op e puer Punkten agoen.

Dat Éischt ass: Et si jo iwwert d'Form Diskussioune gewiescht. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass d'ILReS mat der Uni zesummegeschafft huet, dass hei keng Politik sech agemëscht huet. Ech ka mech erënneren, d'Madamm Dieschbourg, den Här Turmes an ech ware just beim Kick-off derbäi, bei där éischter Reunioun, wou mer iwwer Video bäigeschalt waren, fir deene Leit Merci ze soe fir hiert Engagement. Duerno huet kee Politiker sech agemëscht. An dat ass och wichteg bei der Biergerbedeelegung, wann ee wëllt, dass dat och leeft. Dat gëtt eeben zesummen organiséiert mat Proffen, déi an der Biergerbedeelegung Spezialist sinn, mat der Uni Lëtzebuerg.

An hei si Kriticken zitéiert ginn. Ech wëll just haut den 100,7 nennen, well dee jo vill zitéiert ginn ass, et huet awer nach kee vun deem Artikel geschwat vun deem Politolog, deen au contraire seet, wéi gutt deen Exercice awer och war. Et ass vum Här Goebbels geschwat ginn, mee et ass awer net vun der Reaktioun vun de Membere vum Klima-Biergerrot geschwat ginn, déi awer soen, wéi wichteg si et fonnt hunn a wéi richteg si et fonnt hunn.

Heiansdo hunn ech d'Gefill, datt e Best of gemaach gëtt vu just de Kriticken, déi ee vläicht lénks a riets konnt fannen, wann ee wierklech och nach wäit siche gaangen ass, mee all déi positiv Aspekter, déi déi lescht Wochen awer an der Press waren, „sont un peu passés inaperçu" oder soe mer alt, et war eng Lecture un peu … eng eesäiteg Lektür vun deem engen a vun deem anere bei deem heiten.

Dowéinst, fir mech ass et wichteg, et ass jo och fir d'éischt, wou mer dat dote maachen! Ech sinn deen Éischten, deen duerno gär e Bilan driwwer zitt, fir

dass mer, wa mer d'Méiglechkeet hunn, dat erëm ze maachen, aus de Feeler och vläicht léieren. Mee ech muss Iech awer soen: Fir eng éischte Kéier, wann ech den Echo gesinn, wann ech d'Resultat gesinn, wann ech mat deene Leit schwätzen, déi dra waren, mengen ech, dass et eng positiv Erfarung ass an dass mer au contraire sollen houfreg sinn op déi Participatioun vun de Leit!

A wa mir et net seriö huelen, da kann ech Iech just soen, dass et eng zweete Kéier oder eng drëtte Kéier vill méi schwéier gëtt, wann d'Leit op eng Kéier d'Gefill hunn: „Mir huelen eis esou vill Zäit, fir dat doen ze maachen, an et gëtt net seriö geholl." Hei gëtt eng Politique politicienne gemaach. Et gëtt just gekuckt, wat schlecht war. Et gëtt probéiert, déi, déi dra waren, ze dekredibiliséieren, dass déi bal op engem anere Planéit géife liewen, andeems se mengen, dass eppes géif geschéien um Planéit.

An ech sinn och frou, dass awer de Gros vun de Memberen heibannen der Meenung ass, dass et seriö ass an dass wierklech e Minimum vu Leit heibannen awer nach de Réchauffement climatique a Fro stellt. Dofir, mir sinn eis jo net oft eens, Madamm Cecchetti, mee hei si mer eis ganz eens: D'Zäit tickt!

(Interruption)

D'Zäit, de Wecker tickt, an et ass wierklech, wierklech wichteg, dass mer do agéieren!

Just, Här President, ech si virdrun hei vernannt gi vun engem Deputéierten, dass ech hei vum Referendum geschwat hätt. Ech hunn net vum Referendum geschwat, et ass en Deputéierten, deen hei de Sujet vun der Referendumssprozedur abordéiert huet. Doweinst, ech wollt just als Premierminister de Constat maachen, dass hei den 13. Juli den honorabelen Här Kartheiser den Député initiateur war. Dat steet bei Iech am Text. A just fir genau ze zitéieren, am Artikel 189 steet: „Chaque député a le droit de faire une demande d'organisation d'un référendum tel que prévu à l'article 114, alinéa 3 de la Constitution." Dat ass an Ärem Reglement! Ech brauch jo just d'Lektür, Här President, vun Ärem Reglement ze maachen. An et war d'Initiativ vum Här Kartheiser, deen den 13. Juli Initiateur war.

An da steet am Artikel 190 fir e Referendum: „doit la signer et la déposer sur le bureau de la Chambre". Dat war den 13. Juli. An dann: „Cette demande d'organiser un référendum est irrecevable si elle n'est pas signée par plus d'un quart des membres de la Chambre dans les deux mois." Dat heescht, bis den 13. September. Ech hu just de Constat elo matkritt, dass déi vun der ADR zwee Méint iwwerhaapt net disponibel sinn, fir op d'mannst hirem Kolleeg, deen Initiateur ass, déi néideg Ënnerstëtzung ze bréngen. Dat ass e Constat, méi ass et net! An doweinst wollt ech ...

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... just soen: Et ass gutt, wann een hei vu Referendume schwätzt, mee da misst een och seng Leit vläicht selwer mobiliséieren!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Op jidde Fall merci, Här President, fir deen Echange, dee mer konnten hunn. Merci och deene Leit, déi an deem KBR geschafft hunn. An ech hu jo en Engagement geholl. Et ass net fir d'lescht, wou mer hei driwwer diskutéieren, well ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer dat doten Dokument hunn an dass et d'Basis eeben och ass, fir dass mer duerno am PNEC och déi ambitiéis Klimapolitik maachen. Net nëmme fir ons, mee virun allem fir déi, déi no eis kommen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Fir dëse Punkt ofzeschléissen, musse mer awer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Max Hahn deposéiert ginn ass. Den Här Hahn freet direkt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Jo. Merci, Här President. Ech kann dat ganz kuerz halen, well ech virdru schonn am Kader vu menger éischter Interventioun drop agaange sinn. Dat ass och d'Erklärung, firwat de Kolleeg Gusty Graas da profitéiert huet, fir e bësse méi laang ze schwätzen.

Wéi gesot, fir et ganz kuerz ze maachen: Mir fuerdere mat där heiter Motioun – an, wéi gesot, Dir sidd all invitéiert, déi heite matzestëmmen, eng Motioun, déi ech am Numm vun de Regierungsparteien hei ofginn hunn –, mir fuerderen d'Regierung op, hir Ustrengungen zur Bekämpfung vun der Klimakris net nëmme weiderzefëieren, mee och nach auszebauen, haaptsächlech och wat den Ausbau vun erneierbaren Energien ugeet an d'Steigerung vun der Energieeffizienz.

An da kënnt et, da géif ech vläicht schonn Zäit spueren, fir zu der zweeter Motioun ze erklären, firwat mer déi net wäerte matstëmmen herno. Et geet hei am zweete Punkt drëms, d'Maachbarkeet ze préiwe vun deenen eenzele Mesuren, déi de Klima-Biergerrot dann hei opgeworf huet an déi da selbstverständlech och mat an d'Diskussioun ze huelen, wa mer un engem neie PNEC schaffen. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. Ech mengen, dat huet de Klima-Biergerrot och verdéngt. A wann ech soen „ech", da schwätzen ech, mengen ech, fir déi ganz Säit hei, déi, wéi gesot, déi Motioun deposéiert huet, a vläicht, hoffentlech, schléisse sech jo nach Kolleegen un.

An da kënnt de leschte Punkt, eppes, wat Iech jo och an Ärer Motioun wichteg ass, wat an där heiter awer ofgedeckt ass a wat hei eebe méi wäit geet: Dat ass, fir eng ganz participativ Approche ze halen. An ech mengen, d'Madamm Ëmweltministesch huet dat dote jo och schonn annoncéiert gehat an enger vun de leschte Kommissiounssitzungen, fir eebe justement ze kucken, dass mer dat hei och an der Kommissioun wäerten diskutéieren, dass mer op déi eenzel Piste wäerten agoen. Den Energieminister ass virdrun drop agaangen, wéi e gesot huet, dass se Tabloen opstellen. Ech mengen, dat sinn alles Saache ganz am Sënn, wéi mir eis dat virstellen, am Sënn vun enger participativer Approche, wou et eeben drëms geet, och d'Zivillgesellschaft matanzebannen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. An och merci nach dem Här Hahn fir den Depot vun dëser Motioun. Mir wäerten eis enthalen aus engem ganz einfache Grond.

Also, et ass natierlech vill Selbstverständleches dran, mee et gëtt einfach eng Formuléierung, déi eis net gutt gefält. Dat ass den zweeten Invite, wou drasteet vun der Analys vun der Faisabilitéit vun de „propositions formulées par le Klima-Biergerrot et à les intégrer dans les discussions". An dat kléngt eis e bëssen ze vill no engem Fräifaartschäin. Mir hunn eis haut d'Méi gemaach a wierklech probéiert, kritesch a konstruktiv all déi Virschléi ze kucken an och ze verstoen, wou mer dermat d'accord sinn, wou mer net dermat d'accord sinn. Dat hei kléngt eis ze vill no Fräifaartschäin. Dir verstitt, dass mer déi dote Formuléierung e bësse skeptesch kucken. Mir wëllen op kee Fall dergéint stëmmen, mir wäerten eis einfach hei enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerte se och net matstëmmen. Wann een alleguerten d'Constate virdru liest, mengt ee jo, et wär eng gutt Klimabilanz opgestallt ginn. Dat ass awer leider net esou. Dir referéiert Iech jo och op 2021, wéi schonn an Ärer Pressekonferenz an och an de Social-Media-Postings vun déi gréng, op d'Coronajoer 2021, wou d'Emissiounen erofgaange sinn. Hätt Der éierlecherweis d'Relatioun gepost am internationale Vergläich, wär Är Klimabilanz eng ganz schlecht gewiescht.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Dir sidd am falsche Joer!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir hunn Är Bilanz dach gekuckt!

(Coups de cloche de la présidence)

Dat selwecht: Dir hätt eng „volonté politique contre le réchauffement climatique". Jo, Dir maacht 7,5 Cent Tankrabatt. An ech weess net, wéi een dat heite ka matstëmmen, wann Der wierklech wëllt soen, Dir géift eppes maache fir de Klimaschutz! Äre Bilan ass net, wéi Dir et hei beschriwwen hutt. Deementspriechend kënne mir dat guer net matstëmmen, well et geet souwisou net wäit genuch. Et ass nämlech hanne geschriwwen, et kéint ee jo mol kucken, „à analyser".

Mir wäerten awer déi vun déi Lénk matstëmmen, well déi ganz kloer soen: „Et muss een déi Punkten analyséieren an, wann déi Punkten net géifen ëmgesat ginn, soe firwat." Dat ass dee groussen Ënnerscheed.

Dir schreift ganz soft einfach„ à analyser", iergendeng Kéier. Mee déi Lénk si ganz prezis a si si vill méi wäit gaangen. Souguer déi, déi non retenu sinn, och déi missten ernimmt ginn. Dat wär e gudden Exercice, dee mer als Chamber kéinte maachen: Firwat eppes net kann ëmgesat gi vun deene 56 Proposen. Dat wär dee richtege Wee vun enger Motioun gewiescht.

Also, déi vun déi Lénk stëmme mer mat, déi vun der Regierung net.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. Da kënne mer elo zum ... Den Här Keup freet nach d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ganz schnell. Mir kënne se och net matstëmmen, well eng Partie Punkten eis net esou gefalen. Ech géif der dräi hei zitéieren. Éischtens emol gëtt hei erëm eng Kéier gesot, dass mer 55 % Reduktioun sollen hu bis 2030. Dat ass net méiglech! Dat wäert Der gesinn, enfin, wann Der esou weidermaacht mat där Vitess, wéi Der et elo maacht, da wäert dat absolutt net méiglech sinn!

Zweetens ass et esou, dass hei 2021 als Joer de référence geholl gëtt, dass mer d'Objectifs climatiques sollen erreecht hunn. Et muss een awer wëssen: 2021 war e Covidjoer, wou automatesch immens vill manner CO_2 verbraucht ginn ass. Dat heescht, dat solle mer also net gebrauchen.

An dann den drëtte Punkt, dat ass deen, dass hei steet, dass een elo soll d'Prozeduren acceleréieren, fir Projeten ze baue wéi zum Beispill dann déi industriell Wandanlagen. Mir wëllen awer soen: Wa mer wierklech de Bierger wëllen nolauschteren, da musse mer och op d'Dierfer goen, wou esou Wandanlage gebaut

ginn. An da mierkt Der, dass ganz oft d'Bierger dat am Fong net wëllen, op d'mannst emol een Deel, an oft souguer e groussen Deel vun der Bevëlkerung. An dat muss een och a Consideratioun zéien, wann ee vu sech seet, dass een de Bierger gären nolauschtert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da geet d'Wuert un den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Hei gëtt eppes behaapt, wat net richteg ass, an zwar d'Joer 2021. Am Joer 2021 ware keng Lockdownen. Am Joer 2020 ware Lockdownen. An d'Joer 2021 ass souguer e Joer vun engem Rattrapage vu Produktiounen, déi 2020 net konnte sinn. Dat heescht, dass mir et 2021, an deem Joer, wou et keng Lockdowne gi sinn a wou e Rattrapage économique war, fäerdegbruecht hunn, d'Klimaziler ze erreechen. Dat ass eng Leeschtung. An ech wëll déi hei net schlechtriede loossen, souwuel vum Här Goergen wéi vum Här Keup net, well Dir eppes Falsches behaapt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister. Da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 33 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf).

Motion 2

Da kéime mer elo bei d'Motioun Nummer 2. Da kéime mer och do direkt zum Vott elo. D'Ofstëmme fänkt un. Nee, den Här Paul Galles wëllt nach d'Wuert ergräifen.

M. Paul Galles (CSV) | Jo. Merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Ech wollt just soen, dass mer hei mat gemëschte Gefiller dru ginn an eis och do wäerten enthalen. Also, wat interessant ass an dëser Motioun, ass einfach d'Tatsaach, dass par rapport zu den eenzele Propositiounen tatsächlech och soll am Detail erkläert an argumentéiert ginn, woufir dass se opgeholl ginn an de PNEC oder woufir se net opgeholl ginn. Dat ass wierklech eng interessant Propositioun.

Gutt. Dee leschten Tiret, dee géif eigentlech dem Klima-Biergerrot elo eng Missioun ginn, déi e bis elo net hat. An dat kann een elo ginn. Do kann een de Klima-Biergerrot och tatsächlech abannen. Eis feelt e bëssen awer trotzdeem dat Element vun der Chamber, well soss hu mer de Klima-Biergerrot natierlech mat senger Expertis do dran an deem Prozess, an d'Chamber wär erëm eng Kéier méi ausse vir. Dofir si mir do virsiichteg. Mir géifen eis aus deem Grond do einfach enthalen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles.

Vote sur la motion 2

Da komme mer elo zum Ofstëmmen. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.55 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Délais de traitement des dossiers par l'ADEM	6439	Jeff Engelen, Fred Keup	95
Financement de la recherche	6449	Léon Gloden	95
Manifestations des agriculteurs néerlandais	6464	Jeff Engelen	96
Catégorie B6 de l'impôt foncier (IFON B) dans le cadre du plan d'aménagement général des communes	6466	André Bauler	96
Alimentation des animaux dans le cadre de la sécheresse	6505	Marc Spautz, Martine Hansen	97
Voitures électriques munies de caméras	6507	Sven Clement	97
Consommation d'énergies fossiles du parc immobilier de l'État	6546	Marc Goergen	97
Problèmes environnementaux au Congo	6715	Fred Keup	98
Session ordinaire 2022-2023			
Listes des candidats pour les élections communales	7806 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	98
Listes des candidats pour les élections communales	7815 urgente	Marc Goergen	99
Listes des candidats pour les élections communales	7835 urgente	André Bauler	99

Délais de traitement des dossiers par l'ADEM | Question **6439** (04/07/2022) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fred Keup** (ADR)

Qualifizéiert Salariéen ze fannen, entwéckelt sech fir vill Patronen zu enger Erausfuerderung. A verschiddene Secteuren ass et ëmmer manner méiglech, op direktem Wee an ouni Delaie gëeegent Kandidaten ze fannen. Dat huet dozou gefouert, datt d'ADEM rezent sou vill fräi Aarbechtsplazen um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gemellt huet wéi bal nach ni virdrun. A verschiddene Branchë kënnt et duerch de Manktem u qualifizéiertem Personal schonns zu Optragsverzögerungen. An dëser Situatioun sinn d'Patrone méi wéi virdrun op d'ADEM ugewisen. Eisen Informatiounen no ginn et bei der ADEM awer grouss Réckstänn (Retarde vu bis zu 3 Méint) beim Behandele vun neien Dossieren.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Wéi laang dauert aktuell d'Behandele vun engem neien Dossier, dee vun engem Patron eragereecht gëtt, fir eng Persoun anzestellen?

2. Ginn et an deem Zesummenhank Ënnerscheeder jee no Beräich/Secteur?

3. Wéi vill Placeure sinn am Ablack bei der ADEM agestallt? Wéi vill Dossieren huet ee Placeur am Schnëtt ze behandelen?

Réponse (20/07/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Eng oppe Plaz, déi e Patron der ADEM mellt, ass normalerweis bannent den éischte 24 Stonnen an eisem System encodéiert an de Patron kritt och dann eng E-Mail, an där hien dat matgedeelt kritt, mat der Nummer vun senger Offer an de Coordonnéeë vu sengem direkte Beroder aus dem Service Employeurs. Opgrond vun der massiver Hausse vun de Posten op 13.253 oppe Plazen am Mee 2022, wat eng Hausse vu 50 % op 1 Joer bedeit, kann et virkommen, dass mir den Zäitraum vun de 24 Stonne liicht iwwerschreiden.

Den nächste Schrëtt fir de Patron ass, dass d'ADEM Kandidaten ënnert den disponibelen Aarbechtssichenden op d'Offer „assignéiert", also un de Patron schéckt. Dëst ass nëmme méiglech wann och Kandidaten do sinn, déi beschtméiglechst op d'Critèrë vun der Offer passen. Wéinst der aktueller Inadequatioun tëschent Offer an Demande um Aarbechtsmarché, ginn et 29 % vun de rezenten Offeren (1.2021–4.2022), fir déi d'ADEM kee Kandidat konnt assignéieren. Fir déi aner Offere gouf fir 25 % schonn um Dag vun der Entrée selwer (Dag 0) den 1. Kandidat assignéiert. Fir weider 26 % vun den Offere gouf déi 1. Assignatioun um Dag 1 gemaach. Insgesamt kréien 80 % vun den Offeren (fir déi eng Assignatioun ka gemaach ginn) innerhalb vun der 1. Woch hir Assignatioun, an insgesamt 87 % innerhalb vun den éischten 2 Wochen. Fir eng Rei Offeren dauert et méi laang fir déi 1. Assignatioun, well net ëmmer e passende Kandidat do ass. Den Délai moyen (tëschent der Entrée vun der Offer an der 1. Assignatioun) ass 8 Wochendeeg. D'Mediane ass allerdéngs nëmmen 1 Wochendag.

Doriwwer eraus besteet d'Méiglechkeet fir en Employeur, d'Offer, déi hien der ADEM mellt, als „public" ze mellen. Dës bedeit, dass Aarbechtssichender direkt kënnen op d'Offer postuléieren, ouni dass si vun engem Conseiller vun der ADEM mussen assignéiert ginn. Ausserdeem sinn dës Offeren no 7 Deeg automatesch visibel fir jiddereen iwwert den EURES Portail, och fir Leit, déi net als aarbechtssichend bei der ADEM ageschriwwe sinn. Esou kann en Employeur nach méi Kandidaturen (an dat och méi séier) op seng Poste kréien.

ad 2. Den Encodage vun den oppene Plazen an eisem System ass onofhängeg vum Beräich. Et ass awer richteg, dass bei Posten aus dem Finanz-, Informatik- oder och Industrieberäich, déi méi spezifesch Profillbeschreiwungen hunn, den eenzelen Encodage e bësse méi laang brauch, mee och dës Offere sinn an der Reegel bannent de 24 Stonnen encodéiert.

Beim Delai vun den Assignatioune ginn et natierlech sektoriell Ënnerscheeder, well et a verschiddene Beräicher méi komplizéiert ass, e passende Kandidat ze fannen ewéi an aneren. Méi kuerz Delaie ginn et am Horesca, am Transport an am Commerce, wou d'Moyenne bei 3 bis 5 Deeg läit. Bei Santés- an Informatiksberuffer läit d'Moyenne bei 14 bis 16 Deeg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Et sinn aktuell 154 „Placeuren" (Conseillers demandeurs) agestallt. An Équivalents temps plein (ETP) sinn et der 140. Dës Conseilleren hunn insgesamt 20.684 oppen Dossiere vun Aarbechtssichenden, déi aktiv suivéiert ginn*. Dat mécht am Duerchschnëtt 148 Dossiere pro Conseiller ETP.

* Dorënner si +/- 13.600 Residenten, déi disponibel sinn (dat heescht net an enger Aarbechtsmesure/Formatioun an net am Krankeschäin/Congé de maternité), +/- 2.600 Netresidenten, déi disponibel sinn, a +/- 4.400 Aarbechtssichender, déi an enger Mesure/Formatioun sinn, mee awer nach weider vun hirem Conseiller suivéiert an assignéiert ginn.

Financement de la recherche | Question **6449** (05/07/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Le 13 janvier dernier, le Gouvernement diffusait un communiqué concernant la signature des conventions pluriannuelles 2022-2025 entre l'État et l'Université du Luxembourg, les centres de recherche publics et le Fonds national de la recherche. Dans le cadre de ces conventions pluriannuelles, les dotations de l'État en faveur des institutions s'élèvent à 1,7 milliard d'euros sur quatre ans (2022 à 2025). Ce montant est en augmentation de 17,6 % par rapport aux précédentes conventions (2018 à 2021).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

– En contrepartie de ces financements étatiques, les institutions se sont engagées par leurs missions à « renforcer le développement économique et social du pays ». Quels résultats les institutions doivent-elles atteindre d'ici 2025 ? Est-ce que des objectifs quantifiables ont été définis, par exemple en termes de quantité de brevets ?

– Quel est l'impact espéré sur le développement économique et social du pays ?

– Les missions poursuivies par les institutions sont à comprendre d'après le communiqué du Gouvernement comme « des collaborations renforcées entre la recherche publique, l'enseignement supérieur et le monde économique et la société en général ». Est-ce que des acteurs du « monde économique » ont déjà été identifiés ? Dans l'affirmative, lesquels ?

Réponse (19/07/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

À l'instar des conventions précédentes, les conventions pluriannuelles 2022-2025 comportent une description des missions et des objectifs stratégiques que les institutions de recherche se proposent de réaliser et les indicateurs permettant de mesurer la réalisation de ces objectifs.

Les indicateurs peuvent être classifiés suivant trois catégories :

– Indicateurs d'ordre financier : en contrepartie de la dotation de base de la part de l'État, l'institution s'engage à générer des recettes (financement tiers) dans les catégories suivantes :

• recherche compétitive : il s'agit de fonds provenant de programmes de recherche scientifique, mettant en compétition des institutions pour financement sur base de projets de recherche, suite à un appel à

proposition, comme cela est par exemple pratiqué par le Fonds national de la recherche (FNR) ou dans le cadre du programme de recherche Horizon Europe de l'UE ;
• recherche collaborative : il s'agit du cofinancement de projets avec une entité privée ou publique dans le cadre d'un projet de recherche.

Indicateurs portant sur les résultats : Les objectifs de résultats notamment scientifiques et de valorisation socio-économique constituent le deuxième pilier des conventions.

• Publications scientifiques : la production scientifique se mesure avant tout par la quantité et la qualité des publications scientifiques. La quantité se trouve décrite par l'intensité de publication, c.-à-d. le nombre de publications scientifiques dans des journaux scientifiques à comité de lecture. La qualité de la production scientifique des institutions se mesure par le nombre de publications dans des journaux scientifiques qui sont classés dans les meilleurs 10 % du domaine.
• Thèses de doctorat : la contribution des centres de recherche publics au développement de la relève scientifique de la prochaine génération de chercheurs ainsi qu'au développement d'une force de travail hautement qualifiée se trouve mesurée par le nombre de thèses de doctorat défendues pendant la période considérée.
• Le potentiel de valorisation socio-économique des activités de recherche est mesuré par le nombre de doctorants et de post-doctorants en partenariats public-privés entre les institutions et des entreprises ainsi que par le nombre de brevets, licences et spin-offs créés.
• La coopération au niveau national entre les institutions se voit renforcée par l'objectif de publications scientifiques communes.
• Pour l'université, un certain nombre d'indicateurs supplémentaires permettent de mesurer les objectifs en matière d'enseignement supérieur, comme p. ex. le pourcentage de la totalité des étudiants inscrits au niveau bachelor ou master qui participent à au moins une évaluation de cours, le nombre de programmes de bachelor et de master évalués avec succès par une agence externe ou dans le cadre du système interne d'assurance qualité de l'Université du Luxembourg.

– Indicateurs d'ordre structurel : Au niveau des objectifs d'ordre structurel se retrouvent entre autres l'intégrité scientifique, le libre accès (« open access ») des publications scientifiques, le développement des méthodologies et la réalisation d'études d'impact, etc.

Pour ce qui est du détail des objectifs quantifiables, je me permets de renvoyer aux conventions pluriannuelles mêmes qui sont publiques et disponibles et sur le site Internet du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et sur les sites Internet des différents établissements publics. Le niveau des différents objectifs et indicateurs varie selon les missions et visions des différentes institutions.

À côté de la mission principale de la recherche qui consiste à développer des connaissances nouvelles, la recherche contribue également au développement économique et sociétal du pays. En guise d'exemple d'impact de la recherche publique, rappelons le rôle qu'ont joué les acteurs de la recherche publique dans le cadre de la crise Covid. En effet, la task force regroupant, sous la coordination du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'Université du Luxembourg, le Luxembourg Institute of Health (LIH), le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), Luxinnovation et le FNR, mettait tout l'éventail des compétences disponibles au sein de la recherche publique au service du secteur de la santé.

Parmi les projets mis en œuvre par la task force, citons le Large Scale Testing (LST) et l'analyse des eaux usées (projet Coronastep). La task force a développé une stratégie de dépistage à grande échelle (Large Scale Testing) dont l'objectif principal était d'amortir les effets de nouvelles vagues d'infections et d'éviter un autre confinement, et ce faisant de réduire les problèmes psychologiques, économiques et sociaux en résultant.

Le projet Coronastep quant à lui mesure la présence et la concentration du Sars-CoV-2 dans les eaux usées. Ce monitorage de l'évolution de la présence virale dans la population est basé sur des techniques développées dans le cadre d'activités de recherche du LIST et permet un suivi en temps réel de la situation.

Parmi les impacts escomptés pour les années à venir, citons le renforcement du tissu industriel du pays ainsi que la création de nouvelles entreprises contribuant à la diversification économique, le développement de politiques modernes basées sur des connaissances scientifiquement établies, des contributions à la cohérence sociale par une meilleure compréhension de la société, des contributions à la modernisation du système éducatif.

L'université et les centres de recherche publics se sont mis d'accord pour développer dans le cadre de la convention pluriannuelle quatre missions dans les domaines suivants :

– médecine personnalisée ;
– sciences des données dans le cadre de la transformation industrielle et des services ;
– fintech ;
– éducation du 21e siècle.

Ces quatre missions seront cofinancées par des instruments du FNR.

Les missions visent à fournir une approche intégrée de la recherche et de l'innovation au Luxembourg. La recherche axée sur ces missions se caractérise par une approche systémique pour atteindre un objectif spécifique défini par la mission, en utilisant une approche basée sur les solutions et axée sur les résultats. Afin de mettre en œuvre cette approche intégrée, le recours à des partenariats stratégiques avec des acteurs du monde économique, des acteurs du secteur de la santé et d'autres acteurs publics est incontournable pour soutenir les efforts de recherche collaborative déployés dans le cadre des missions.

En ce qui concerne des acteurs du monde économique, il est renvoyé aux rapports annuels des institutions de recherche.

Manifestations des agriculteurs néerlandais | Question **6464** (08/07/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An Holland eskaléieren den Ament d'Bauereprotester. D'Roserei vun de betraffene landwirtschaftlechen Acteuren ass awer op eng gewëss Manéier och nozevollzéien. D'Regierung huet nämlech méi streng Oplage beim Ausstouss vu Schuedstoffer, notamment Stéckstoff an Ammoniak, decidéiert. Dës solle bis 2030 ëm 50 Prozent reduzéiert ginn. Dës Mesurë visséiere virun allem d'Baueren, déi Notzvéi halen. An deem Kontext sinn d'Previsiounen dramatesch: Et rechent een domat, datt duerch dës Mesurë bis zu 30 Prozent vun de Bauerebetriber, déi Notzvéi halen, net méi weider schaffe kënnen. Dës Leit riskéieren also ganz konkreet, hir Existenz ze verléieren.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wéi schätzt den Här Minister d'Situatioun an Holland an? Kann hien d'Existenzangscht vun de villen hollännesche Baueren novollzéien?

2. Ugeholl, d'Lëtzebuerger Regierung géif déi nämmlecht Mesuren huelen, wéi dat an Holland de Fall ass: Wéi vill Lëtzebuerger Bauerebetriber missten an deem Fall ëm hir Existenz fäerten?

3. Kann den Här Minister confirméieren, datt an Zukunft net och zu Lëtzebuerg sollen änlech Mesurë wéi an Holland getraff ginn, déi d'Existenz vu ganz ville Lëtzebuerger Baueren op d'Spill setzen?

Réponse (20/09/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. bis 3. Et ass net um lëtzebuergesche Landwirtschaftsminister, fir d'Situatioun an engem anere Memberstaat ze evaluéieren. Et muss een awer soen, datt Holland viru groussen Erausfuerderunge steet, fir d'Stéckstoffemissiounen ze reduzéieren, genausou wéi all aneren EU-Memberstaat dat maache muss.

D'Lëtzebuerger Regierung envisagéiert net, fir déi selwecht Mesuren ze huele wéi Holland.

Am Kader vum strateegesche Plang fir d'Ëmsetzung vun der PAC 2023–27 ginn notamment eng ganz Panoplie vu Moossname proposéiert, déi d'Baueren ënnerstëtze wäerten, fir den Ausstouss vu Schuedstoffer an der Landwirtschaft ze reduzéieren, dëst souwuel um Niveau vun den Agrarëmweltmoossnamen, den Ecoschemes an och den Investitiounsbäihëllefen.

Zil ass, fir d'Zukunft vun der Landwirtschaft och hei am Land ofzesécheren, andeem se nach méi nohalteg gëtt.

Catégorie B6 de l'impôt foncier (IFON B) dans le cadre du plan d'aménagement général des communes | Question **6466** (11/07/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient que vingt-trois communes du pays n'ont encore pas classé des terrains à bâtir à des fins d'habitation situés à l'intérieur de leur plan d'aménagement général (PAG) dans la catégorie B6 de l'impôt foncier (IFON B).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quelles sont les vingt-trois communes ayant renoncé jusqu'à ce jour à classer des terrains à bâtir à des fins d'habitation situés à l'intérieur du PAG dans la catégorie B6 de l'impôt foncier (IFON B) – quatorze ans après l'introduction de cette disposition dans la législation fiscale ?

2) Quelles sont les dix communes qui se distinguent par le taux communal B6 le moins élevé ? Et quelles sont celles qui se distinguent par le taux le plus élevé ?

Réponse (20/07/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1) Les communes qui ont jusqu'à ce jour renoncé à classer des terrains à bâtir à des fins d'habitation situés à l'intérieur du PAG dans la catégorie B6 de l'impôt foncier, au nombre de vingt-trois, sont les suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) *(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Alimentation des animaux dans le cadre de la sécheresse | Question **6505** (19/07/2022) de **M. Marc Spautz** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Duerch dat waarmt Wieder an de feelende Reen steet an de Wisen am Moment bal kee Fudder méi fir d'Béischten. Op extensiv genotztem Grénglandginn et awer bestëmmte Restriktiounen, wat d'Bäifidderen ugeet. An deem Kontext wollte mir follgend Drénglechkeetsfro un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Ass d'Regierung, wéinst der aktueller Dréchent, gewëllt, eng Ausnamereegelung ze erloossen, wat d'Bäifidderen op extensiv genotzem Grénglandugeet?
• Wa jo, wéini trëtt dës Ausnamereegelung a Kraaft?

Réponse (20/07/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

D'Regierung ass sech der aktueller Dréchent bewosst, an dowéinst ass e Freiden, de 15. Juli 2022 eng Décisioun ministérielle ënnerschriwwe ginn, déi d'Bäifidderen op extensiv genotztem Dauergrénglandfir d'Kulturjoer 2021/2022 erlaabt. Déi entspriechend Kommunikatioun ass och schonns gemaach.

Voitures électriques munies de caméras | Question **6507** (20/07/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ëmmer méi elektresch Autoen hu verschidde Kameraen, déi net nëmme wärend dem Fueren d'Ëmgéigend filmen, mee och wann den Auto geparkt an net a Gebrauch ass. Soubal den Auto eng Aktivitéit erkennt, fänkt en u mat filmen. Esou sollen a Fäll vu Schied an Accidenter Beweiser gesammelt ginn an de Besëtzer gëtt och vum Auto selwer iwwer Schied alarméiert, wärend den Auto geparkt ass. Dës Kameraen, wéi se zum Beispill an den Autoe vun Tesla ze fanne sinn, an déi 24h/24 kënnen ufänken ze filmen, werfen eng Rei Froen op, wat d'Recht op informationell Selbstbestëmmung vun deene Leit ugeet, déi bei eventueller Beweegung ronderëm den Auto onfräiwëlleg mat gefilmt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. U wéi eng gesetzlech Basis mussen sech Besëtzer vun Autoen halen, wann hiren Auto ëffentlech Plaze filmt?

2. Muss eng Autorisatioun ugefrot gi fir den Asaz vun den Autokameraen?

3. Wéi eng Konditioune ginn et fir d'Police, fir op dës Donnéeën zougräifen ze kënnen?

Wéi oft ass dëst an de leschten 12 Méint gemaach ginn?

Réponse (05/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

Den honorabelen Deputéierte freet Präzisiounen iwwert d'Iwwerwaachung vun der Ëmgéigend duerch an Autoen agebaute Kameraen.

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4912 vum 27. August 2021 präziséiert, equipéieren ëmmer méi Autoshiersteller, bedéngt och duerch europäesch Virgaben am Kader vun der Homologatioun vun de Gefierer, d'Autoe mat enger Rei Kameraen, fir zum Beispill d'Fuerbunnmarkéierungen, d'Stroosseschëlder oder d'Verkéiersluuchten ze erkennen. Generell ass dat primäert Zil vun dësen Assistenzsystemer, fir de Fuerer ze ënnerstëtzen an domadder d'Stroossesécherheet ze verbesseren, fir esou der Vision „ZERO" méi no ze kommen – also kee Verkéiersdoudege méi op onse Stroossen ze hunn. An dësem Kader ass besonnesch op d'europäesch Reegelung 2019/2144 vum europäesche Parlament an dem europäesche Conseil ze verweisen, déi zum Deel och Systemer virgesäit, déi eng Kamera brauchen, fir ze funktionéieren, wéi dat zum Beispill de Fall fir Schëldererkennung ass bei engem intelligente Vitessassistent. D'Bildmaterial heivunner ass eigentlech geduecht, fir direkt am Auto veraarbecht ze ginn a verléisst domadder net den Auto. Mam Accord vum Benotzer kënnen dës Donnéeën awer och fir d'Verbesserung vun den Algorithmen un den Hiersteller pseudonymiséiert weidergereecht ginn. Et sief awer hei och betount, datt d'Verbaue vu Kameraen an Autoen sech net just op Elektrogefierer bezitt, mee generell fir sämtlech Gefierer gëllt.

Wat elo d'Filme vun der Ëmgéigend vun engem Gefier wat geparkt ass ubelaangt, esou ass hei dat primäert Zil net méi d'Verkéierssécherheet, mä d'Iwwerwaache vun der Ëmgéigend. Dee vum Här Deputéierten ernimmten Hiersteller bitt bei senge Modeller dem Notzer d'Méiglechkeet, ee sougenannte „Sentry Mode" ze aktivéieren, wou den Notzer iwwert d'Applikatioun Videoe geschéckt kritt, falls eng Persoun oder soss ee Géigestand an d'Ëmgéigend vum Gefier kënnt. Am Fall wou perséinlech Donnéeë vun esou engem Iwwerwaachungssystem erfaasst ginn, esou ginn dës an der Reegel och net onkenntlech gemaach.

Wat déi gesetzlech Basis ugeet, sief notéiert, datt am Fall wou Bordkameraen, déi ëffentlech Parkplaze filmen, et méiglech maachen, Biller vun identifizéierbare Persounen, déi op d'Gefier duerkommen, oder d'Plackennummere vun anere Gefierer, déi liesbar am Siichtfeld vun de Kameraen erschéngen, opzehuelen, d'Benotzung vun dëse Kameraen ënnert de Règlement général sur la protection des données („RGPD") fält.

A sengem thematesche Dossier zu „Dashcams"[1] erklärt d'CNPD, datt beim Benotze vu mobille Videoiwwerwaachungskameraen, déi a Privatautoen installéiert sinn, fir ëffentlech Stroossen ze filme wann den Auto a Beweegung ass, et schwéier ze justifizéiere wier, datt eng vun de Konditiounen aus dem Artikel 6 vum RGPD betreffend déi gesetzlech Basis erfëllt wier. D'CNPD huet an deem Kontext och hannerfrot, wéi de Benotzer vun enger „Dashcam" an esou engem Fall seng Verpflichtung kéint anhalen, déi concernéiert Persoune vu senger Aktivitéit ze informéieren, am Aklang mat den Artikelen 12 an 13 vum RGPD.

D'CNPD stellt fest, datt déi selwecht Froe sech am Kader vu Bordkameraes tellen, déi eng ëffentlech Parkplaz filmen. Et sief bemierkt, datt d'Benotzung vun esou Bordkameraen op privatem Terrain awer kee besonnesche Problem aus der Siicht vum Dateschutz duerstellt, soulaang se net en Deel vun der ëffentlecher Strooss filmen, vu datt den RGPD sech an dësem Fall net applizéiert. Laut der CNPD huet si bis haut keng konkreet Reklamatioun zu dësem Theema kritt, a kann sech dowéinst net méi präzis zu dësem Theema äusseren. Änlech wéi bei de sougenannten „Dashcams" a wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0469 vum 18. August 2014 erklärt, schéngt et also schwéier bis onméiglech, datt esou ee permanenten Iwwerwaachungsmodus vun engem ofgestallten Auto déi geltend Dispositioune betreffend den Dateschutz respektéiert.

Wéi och an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4912 vum 27. August 2021 präziséiert, ass dowéinst bei de Gefierer vun Tesla aus dem Fuerpark vum Staat an der Police grand-ducale dësen Iwwerwaachungsmodus net aktivéiert.

Doriwwer eraus warnt den Hiersteller op senger Websäit, datt et eleng d'Verantwortung vum Benotzer ass fir ze kucken, ob et rechtlech erlaabt ass, an de jeeweilege Länner dëse „Sentry Mode" ze aktivéieren.

Note: It is your sole responsibility to consult and comply with all local regulations and property restrictions regarding the use of cameras.[2]

ad 2. D'CNPD huet confirméiert, datt keng Autorisatioun ugefrot muss ginn.

Den RGPD, dee säit dem 25. Mee 2018 applicabel ass, souwéi d'Gesetz vum 1. August 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, dat dat viregt Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 ersetzt, gesi keen Autorisatiounsregimm méi vir. Deemno mussen och Bordkameraen an Autoen net der CNPD gemellt ginn.

D'CNPD ënnersträicht an dësem Kontext awer, datt eng Rei Prinzippien a Verflichtungen trotzdeem respektéiert musse ginn, am Fall wou esou Kamerae Biller vun identifizéierbare Persounen oder Plackennummeren ophuele kënnen. Dës Reegele sinn am RGPD souwéi am uewe genannte Gesetz vum 1. August 2018 virgesinn.

ad 3. Am Kader vun enger penaler Affär kann d'Police d'Biller an der Flagrance (Artikel 31 vum Code de procédure pénale) oder fir eng Enquête préliminaire (Artikel 66 vum Code de procédure pénale) saiséieren. De Besëtzer vum Auto kann d'Biller och fräiwëlleg un d'Police weiderginn, andeems e säi Recht un de Biller oftrëtt.

D'Police verfüügt iwwer keng statistesch Informatiounen zu der Fro, an hir Servicer si bis dato och nach net requeréiert ginn, fir esou Daten ze saiséieren.

Consommation d'énergies fossiles du parc immobilier de l'État | Question **6546** (25/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6214 huet de Minister geäntwert, dass d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten an och Wunngebaier vun der ëffentlecher Hand nach zu groussen Deeler mat Gasheizungen equipéiert goufen. Dem Minister fir ëffentlech Aarbechten no, wäert een ab 2023 domadder ophalen. Fakt ass deemno, dass de Staat a seng sëllege Verwaltunge selwer nach ee groussen Deel vun de Gebaier mat fossille Brennstoffer hëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gebaier sinn aktuell am Besëtz vum Staat? Wéi vill Gebaier ginn aktuell vum Staat oder vun ëffentlechen Etablissementer gelount?

2. Wéi vill vun de Gebaier, déi vum Staat genotzt ginn oder dem Staat gehéieren, sinn aktuell mat enger Gasheizung equipéiert?

3. Wéi vill vun de Gebaier, déi vum Staat genotzt ginn oder dem Staat gehéieren, sinn aktuell mat enger Masuttsheizung equipéiert?

4. Wéi vill vun de Gebaier, déi vum Staat genotzt ginn oder dem Staat gehéieren, hëtze schonns mat nohaltegen Heizsystemer?

5. Wéi vill Euro goufen an de vergaangenen 3 Joer (opgelëscht pro Joer) fir Gas beim Staat ausginn? Wéi vill Kubikmeter Gas waren dëst pro Joer?

[1] https://cnpd.public.lu/fr/dossiers-thematiques/dashcams.html

[2] https://www.tesla.com/support/car-safety-security-features#sentry

6. Wéi vill Euro goufen an de vergaangenen 3 Joer fir Masutt beim Staat ausginn? Wéi vill Liter Masutt waren dat pro Joer?

Réponse (20/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. D'Verwaltung fir ëffentlech Bauten ënnerhält aktuell ronn 1.600 Gebaier, déi dem Staat gehéieren. Bei déi Gebaier kommen der nach 210 dobäi, déi gelount ginn. Déi Zuele betreffen net nëmme Schoulen a Bürosgebaier, mee och Atelieren, Hangaren an Depoten oder klenger Wunnengen.

Dat ëffentlecht Etablissement „Fonds du logement" lount aktuell verschidde Gebaier. Dozou gehéieren nieft dem Siège mat der Nummer 52 um Boulevard Marcel Cahen an der Stad, een Appartementsgebai mat 23 Wunnengen zu Gréiwemaacher, 6 Eefamilljenhaiser zu Suessem, souwéi 2 Eefamilljenhaiser zu Uewerkuer/Déifferdeng, déi alleguer sozial verlount ginn.

D'Äntwerten op d'Froen 2 bis 4 bezéie sech op déi 1.810 Gebaier, fir déi d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten zoustänneg ass.

ad 2. Zurzäit ginn ca. 1.270 Gebaier mat Gas gehëtzt. Dat entsprécht 70 % vun de Gebaier, woubäi ee präzisséiere muss, dass et sech hei oft ëm kleng Unitéiten handelt. Flächeméisseg entsprécht dësen Undeel 49 % vun der Gesamtfläch.

ad 3. Am Moment ginn ca. 290 Gebaier mat Masutt gehëtzt. Dat entsprécht 16 % vun de Gebaier, déi zesummen 8,5 % vun der Gesamtfläch vun de Gebaier ausmaachen.

ad 4. Wou et méiglech war goufen d'Staatsgebaier u Fernwärmenetzer ugeschloss. An de meeschte Fäll notzen esou Fernwärmenetzer Gas als Brennstoff, well bis an d'2000er Jore Gas-Cogenerationsanlage wéinst hirer gläichzäiteger an effizienter Produktioun vu Stroum a Wäermt ëffentlech gefërdert goufen. Mëttlerweil gi sou Netzer moderniséiert an oft op Biomass ëmgerëscht.

Zurzäit gi 7,7 % vun alle Gebaier duerch Fernwärme, déi mat Gas-Cogenerationsanlage fonctionéieren, gehëtzt. Déi Gebaier maachen 21,3% vun der Gesamtfläch vun alle Gebaier aus. Duerch Fernwärme op Basis vun erneierbaren Energien (Holzhackschnitzel, Biogas, Pellets) ginn 3,2 % vun alle Gebaier gehëtzt, hei ass de Flächenundeel 16,5 % vun der Gesamtfläch.

3 % vun de Gebaier gi mat Heizsystemer, déi mat Holzhackschnitzel a Pellets fonctionéieren, gehëtzt. Déi Gebaier stelle 4,5 % vun der Gesamtfläch duer. Bei engem Drëttel vun der Gesamtfläch vun de Gebaier, déi mat dëse Brennstoffer gehëtzt ginn, gëtt nach e Gas-Spëtzekessel agesat, deen ongefëier 20 % vum Gesamtwärmebedarf vun engem Gebai ofdeckt. D'Unzuel vun dëse Gaskesselen ass an der genannter Zuel vu Gaskesselen an der Äntwert op d'Fro 2 net mat abegraff.

Den Undeel vu Wärmepompele läit am aktuelle Patrimoine bei 0,3 % vun de Gebaier. Déi Gebaier maachen 0,2 % vun der Gesamtfläch aus. Dësen Undeel wäert awer an den nächste Jore staark klammen, well an de meeschten neie Projeten, déi aktuell a Planung sinn, dës Technik virgesi gëtt. An dësem Zesummenhang erënnere mir drun, dass op Basis vum Reglement vum 9. Juni 2021 zur Energieeffizienz vun de Gebaier (Règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments) ab dem 1.1.2023 eng Wärmepompel als Referenz gëllt fir all neit Gebai (Wunngebai oder Funktionalgebai), fir dat eng Baugeneemegung ugefrot gëtt. D'Virgaben un d'energeetesch Performance vun neie Gebaier kënnen da praktesch just nach mat enger Wärmepompel erreecht ginn a fossill Heizunge sinn net méi méiglech.

Zesummefaassend kann ee soen, datt aktuell ongefëier 14 % vun de Gebaier, déi vum Staat genotzt ginn oder dem Staat gehéieren a fir déi d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten zoustänneg ass, duerch erneierbar Energien oder Fernwärme gehëtzt ginn. Déi 14 % vun de Gebaier maachen awer 42,5 % vun der Gesamtfläch vun de Gebaier aus.

ad 5. D'Verwaltung fir ëffentlech Bauten huet heizou keng Donnéeën, well d'Energiekäschte vun de jeeweilegen Notzer bezuelt ginn.

ad 6. D'Verwaltung fir ëffentlech Bauten huet heizou keng Donnéeën, well d'Energiekäschte vun de jeeweilegen Notzer bezuelt ginn.

Problèmes environnementaux au Congo | Question **6715** (26/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Sou wéi déi däitsch Zeitung „Handelsblatt" schreift, gëtt déi Demokratesch Republik Kongo aktuell ëmmer méi staark mat Ëmweltproblemer, zum Beispill Schneisen am Urbësch, konfrontéiert, dëst besonnesch wéinst dem ekologeschen Impakt vum Biergbau vu Sielenen Äerden, déi hei am Land besonnesch fir digital Elektronik an Elektroautoe gebraucht ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Sinn der Regierung déi beschriwwen Ëmweltproblemer bekannt? Falls jo, wéi ginn se an där aktueller Promotiounspolitik fir den Elektroauto berécksiichtegt?

Réponse (10/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

D'Thematik, déi vum éierewäerten Deputéierten ugeschwat gëtt, ass ewell an e puer parlamentaresche Froe behandelt ginn, sou notamment an den Äntwerten op d'Froen Nr. 0243 an Nr. 1533 vun der lafender Legislaturperiod.

D'Lëtzebuerger Regierung setzt sech international an notamment um Niveau vun der Europäescher Unioun weiderhi fir eng kontrolléiert Wäerteketten an. Aktuell lafen och d´Verhandlungen iwwert d'„proposition de directive sur la gouvernance durable des entreprises et devoir de vigilance", fir op europäeschem Niveau gemeinsam déi selwecht Standarden ze erreechen.

Listes des candidats pour les élections communales | Question urgente **7806** (21/03/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Madamm Inneministesch huet eis an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7679 opgekläert, dass d'Kandidaten net ënnert deene 50 Persounen dierfe sinn, déi fir eng Lëscht fir d'Gemengewalen ënnerschreiwen.

Et ass eng Interpretatioun vum éischten Alinea vum Artikel 228 vum Walgesetz, dee schreift:

« Les listes sont constituées pour chaque commune par les groupements de candidats qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette commune, et sont présentées conjointement soit par cinquante électeurs inscrits dans la commune, soit par un conseiller communal, sortant ou en fonction. »

Och wann d'Madamm Ministesch dat net explizitt schreift, schéngt et esou wéi wann dëst a Verbindung mat dem Artikel 230 géing stoen, deen am éischte Saz seet:

« Nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune. »

D'Madamm Ministesch an hirer Äntwert:

„[…] dass déi 50 WielerInnen, déi d'Lëscht presentéieren, net gläichzäiteg KandidatIn op där Lëscht dierfe sinn."

Vu datt am Artikel 223 steet „soit par cinquante électeurs […], soit par un conseiller communal", misst een der Madamm Ministesch hire Saz da jo och mutatis mutandis verstoen als:

„[…] dass déi Gemengeconseilleren, déi d'Lëscht presentéieren, net gläichzäiteg KandidatIn op där Lëscht dierfe sinn."

Schonns 2003 hat de Conseil d'État eng ënnerschiddlech Behandlung vu WielerInne mat Gemengeréit op Basis vum Ordre général kritiséiert, wéi een am Rapport vum Projet de loi 4885 noliese kann, wou am Commentaire des articles steet:

« En vertu de la remarque d'ordre général qu'il a formulée à l'ingrès de son avis, le Conseil d'État propose de lire le premier alinéa de cet article "… vingt-cinq électeurs inscrits dans la commune" au lieu de "… cinquante électeurs inscrits dans la commune", soit par un conseiller communal, sortant ou en fonction". »

De Staatsrot huet des Weideren a sengem Avis geschriwwen:

« Dans ce contexte, le Conseil d'État ne partage pas l'intention des auteurs du projet de loi visant à accorder aux députés et aux conseillers communaux en exercice des poids relatifs plus élevés qu'à d'autres citoyens. Il doit être possible – et il a toujours été possible par le passé – de réunir aisément les 100 signatures requises par circonscription ou les 250 signatures requises pour tout le pays, sans faire renaître la notion de notables que leurs prétendues sagesse ou perspicacité feraient sortir de la masse des citoyens ordinaires. »

Weeder aus de Chamberdebatte vum 12. Februar 2003 nach aus de Procès-verballen vun der Kommissioun geet ervir, datt KandidatInnen net och WielerInne wieren an domadder hir eege Lëscht net ënnerschreiwe kéinten.

Alles wat sech aus de PVe vun der Chamber zum Artikel 228 (am Projet de loi 234) erausliese léisst, ass:

« Concernant l'article 234, alinéa premier, M. Gira estime que le nombre de cinquante électeurs pour présenter les listes est trop élevé et favorise les partis politiques établis dans la commune. M. Halsdorf propose de remplacer le nombre par un pourcentage. M. Jaerling se rallie à M. Gira et estime que le fait que la liste peut aussi être présentée par un conseiller communal favorise également les partis établis. »

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch dës Froe stellen:

1. Firwat dierfen da Gemengeconseillere fir d'Lëschten ënnerschreiwen, wou si selwer Kandidat sinn?

2. Ass dëst net eng Ongläichbehandlung ënnert dem Verfassungsprinzipp vun « Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi » (Art. 10bis (1)), wann e Gemengeconseiller dierf Kandidat a Presentant sinn, eng Biergerin awer net dierf Kandidatin a Presentante sinn?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Réponse (22/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Op Nofro hin hunn d'Presidente vun den Haaptwalbüroe vun de „Chefs-lieux de circonscription" bei de Chamberwalen hir Positioun revidéiert a festgehalen, dass déi 50 WielerInnen, déi d'Lëscht presentéieren, och gläichzäiteg Kandidat op där Lëscht dierfe sinn. Dat gëllt also och fir d'Gemengeconseilleren, déi d'Lëschten ënnerschreiwe kënnen, op deenen si selwer Kandidat sinn.

D'Circulaire N° 2023-038 wäert deemno kuerzfristeg redresséiert ginn, fir eng eenheetlech Applikatioun vum Walgesetz ze garantéieren.

Listes des candidats pour les élections communales | Question urgente **7815** (22/03/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Depot vun de Kandidatelëschte fir d'Gemengewale steet virun der Dier. Dofir sinn elo vill Kandidaten an déi, déi et wëlle ginn, déi sech op hir Gemeng beginn, fir do Informatiounen zu de Lëschten an de Walen am Allgemengen ze froen. Net all Gemeng schéngt awer prett, fir dës Informatiounen ze ginn. Eis Piraten ass vun enger Gemeng gesot ginn, dass d'Persoun, déi sech ëm d'Gemengewale këmmert dës Woch am Congé wier a géing net ersat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

– Fënnt d'Ministesch net, dass elo wou d'Parteien hir Lëschte virbereeden, déi Poste musse besat sinn?

– Falls et net esou ass, wäert d'Madamm Ministesch mat enger Circulaire reagéieren, fir dass hei net wäertvoll Zäit verluer geet?

Réponse (23/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den Deputéierten informéiert sech iwwert en Eenzelfall, wou op enger Gemeng de Service vun de Gemengewalen net soll disponibel gewiescht sinn. Mir ass keen esou ee Fall bekannt. Et ass awer ganz kloer, dass en ëffentleche Service bestänneg muss ugebuede ginn a wann een Agent oder Agentin ausfält, soll dësen, de Méiglechkeeten no, vun engem aneren Agent oder Agentin ersat ginn. Well et sech hei ëm een Eenzelfall handelt, gesinn ech aktuell keng Noutwennegkeet, fir eng Circulaire ze verschécken.

Listes des candidats pour les élections communales | Question urgente **7835** (29/03/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient que, contrairement à l'usage des dernières années électorales, il existe une divergence d'interprétation des textes légaux en ce qui concerne l'inscription des prénoms sur les listes prévues à cet effet.

La législation en vigueur prévoit en effet que les noms et les prénoms doivent être inscrits sur les listes à déposer. Or, à l'heure qu'il est, il nous est rapporté que le président d'un bureau de vote exige l'inscription de l'ensemble des prénoms tel qu'ils sont inscrits dans le Registre national des personnes physiques et dans ce même ordre. Cette exigence peut mener à des situations inhabituelles, dans la mesure où le prénom sous lequel la personne est connue usuellement n'est pas identique à celui figurant sur la liste électorale.

Il va sans dire qu'une telle situation prête manifestement à confusion, au moment de l'élection au plus tard. Autrement dit, les électeurs doivent pouvoir reconnaître aisément les candidats qu'ils sont disposés à élire, notamment dans l'intérêt d'un bon fonctionnement de la démocratie locale.

Vu que la date limite pour ce dépôt se rapproche, il va de soi qu'une clarification s'impose dans les plus brefs délais afin de garantir un traitement équitable des candidats concernés.

Réponse (31/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Député s'enquiert des prénoms à inscrire sur les listes de candidats dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle alors que le président d'un bureau de vote principal exigerait l'inscription de l'ensemble des prénoms sur la liste.

Selon les dispositions de l'article 228, alinéa 4 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 : « La liste indique les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité des candidats [...]. »

Le prénom qui ressort du Registre national des personnes physiques (RNPP) diverge souvent de celui sous lequel un candidat aux élections communales est connu du public. Dans de tels cas, il était d'usage que les présidents des bureaux de vote ne se livrent pas à une interprétation stricte de l'article précité. Ils ont accepté l'inscription de prénoms sous les formes de noms abrégés, de diminutifs, de surnoms ou autres variantes aussi longtemps que ces prénoms présentaient un lien suffisant avec le prénom officiel du candidat et que l'électeur ne pouvait pas se tromper sur l'identité de celui-ci. Dans le même esprit, l'ensemble des prénoms n'était pas systématiquement porté sur la liste et le choix en était laissé au candidat.

Il me revient que dans le cas auquel il est fait allusion à la question parlementaire, le président a accepté des prénoms dans un esprit d'ouverture tout en veillant à concilier les exigences de la loi et les intérêts des candidats.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Samschdes, den 22. Abrëll 2023

vun 10:00 bis 18:00 Auer

Am Kader vun der

JOURNÉE PORTES OUVERTES DES INSTITUTIONS 22 AVRIL

Méi Informatiounen

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 9 à 12	Questions au Gouvernement
p. 03-05	p. 06	p. 06-76	p. 77-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06

Séances ..... p. 06-76

9e séance du mercredi 26 octobre 2022 p. 06-24

10e séance du mardi 8 novembre 2022 p. 25-35

11e séance du mercredi 9 novembre 2022 p. 35-70

12e séance du mardi 15 novembre 2022 p. 70-76

Questions au Gouvernement ..... p. 77-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
18/04/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Visite de travail du Secrétaire d'État du Saint-Siège

« Le Luxembourg et le Vatican entretiennent d'excellentes relations »

Le Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'État du Saint-Siège (troisième à droite, première rangée), a été reçu à la Chambre par le Président et les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Dans le cadre d'une visite de travail au Luxembourg, Son Éminence le Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'État du Saint-Siège, était en visite au Parlement luxembourgeois le 6 avril 2023 pour un échange de vues avec les députés. La question des migrants et de leur accueil était un des principaux sujets discutés.

Face aux députés, le Secrétaire d'État de Sa Sainteté le Pape, qui revêt une fonction comparable à celle d'un Premier Ministre, a souligné la « grande qualité de l'accueil que le Luxembourg réserve aux migrants ». La question de la migration était en effet le fil rouge de la visite de travail du Cardinal Pietro Parolin au Luxembourg, au cours de laquelle il a notamment visité des structures d'accueil pour des demandeurs de protection internationale.

Le Secrétaire d'État du Saint-Siège a été accueilli à la Chambre des Députés par le Président, M. Fernand Etgen, et par le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. Lors d'un échange de vues avec les membres du Bureau et de la commission prémentionnée, M. Etgen a constaté que « le Luxembourg et le Vatican entretiennent d'excellentes relations, voire même chaleureuses » – un message confirmé par la délégation du Vatican. Le Président de la Chambre des Députés a rappelé la récente visite du Premier Ministre et Ministre des Cultes, M. Xavier Bettel, auprès de Sa Sainteté, et la nomination récente du Cardinal luxembourgeois Jean-Claude Hollerich au Conseil des cardinaux – autant de preuves manifestes de ces relations intenses, selon M. Etgen.

Guerre en Ukraine : quel rôle diplomatique pour le Vatican ?

Différents députés ont saisi l'opportunité pour aborder le rôle diplomatique que le Saint-Siège pourrait jouer dans « cette guerre affreuse que la Russie mène en Ukraine ». Le Cardinal Pietro Parolin a confirmé la volonté du Pape François de se rendre à la fois à Kyiv et à Moscou. Malgré les difficultés inhérentes à cette mission, le Pape « n'a pas perdu l'espoir de pouvoir faire quelque chose », a affirmé le Secrétaire d'État du Vatican.

Un attachement commun au multilatéralisme, les défis liés au changement climatique et les relations entre l'Église et la sphère politique en général étaient d'autres sujets abordés au cours de l'échange de vues entre les députés et le Cardinal Pietro Parolin. Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a également évoqué l'évolution des liens entre l'État luxembourgeois et les communautés religieuses ces dernières années, qui a mené, selon M. Etgen, à une « relation plus inclusive et égalitaire entre l'État et l'ensemble des cultes représentés au Grand-Duché ».

L'Administration parlementaire se dote d'un programme de travail

L'Administration parlementaire a récemment mis en place un programme de travail visant à définir et à guider l'action des quelque 150 agents qui la composent. L'objectif principal : être au service de l'institution, des 60 députés et de la démocratie.

Ce document stratégique, qui s'inscrit dans la gestion par objectifs des administrations et services de l'État, définit neuf objectifs stratégiques et 29 objectifs opérationnels avec 88 projets associés pour la période 2023-2025.

Mettre en avant les valeurs de l'Administration parlementaire

« Le programme de travail repose entièrement sur la participation des agents parlementaires », a expliqué le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck, à l'occasion de la présentation du programme de travail au personnel de l'administration. « À travers son tout premier programme de travail établi dans une logique intégralement participative, l'administration souhaite mettre en avant ses valeurs d'impartialité politique, d'engagement et d'innovation, de respect et de solidarité, tout en s'inscrivant dans une vision stratégique pour la réalisation transparente d'objectifs clairement définis », a précisé M. Scheeck. Le Secrétaire général est responsable de la mise en œuvre de la gestion par objectifs au sein de l'administration. Celle-ci œuvre sous la supervision du Bureau de la Chambre des Députés qui s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel.

L'Administration parlementaire est une organisation dynamique qui cherche en permanence à se doter des moyens adéquats pour répondre au mieux aux défis qui se posent à elle. Quelques changements récents, tels que la réorganisation du service des technologies de l'information ou la création de nouvelles entités comme le service légistique et la cellule scientifique, peuvent être cités en exemple.

Retrouvez le document intégral du programme de travail de l'Administration parlementaire en scannant le code QR suivant :

Session plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux

Amélioration du transport des voyageurs au sein du Benelux

Les membres de l'Assemblée interparlementaire Benelux (AIB) se sont réunis les 17 et 18 mars 2023 à La Haye, aux Pays-Bas, pour discuter d'un sujet qui a un impact direct sur la mobilité des citoyens des trois pays membres, à savoir l'amélioration du transport ferroviaire des passagers au sein du Benelux. Dans son introduction, M. Herman Welter, expert ferroviaire, a fait valoir qu'au cours des dernières décennies, de nombreuses propositions ont été faites pour améliorer le transport ferroviaire de passagers mais que bon nombre de ces projets n'ont pas été réalisés. L'expert du rail a appelé les responsables politiques à définir une vision à long terme qui tienne compte des enjeux actuels.

Ces enjeux ont ensuite été exposés aux parlementaires par Mme Vivianne Heijnen, Secrétaire d'État à l'Infrastructure et à la Gestion de l'eau (Pays-Bas), M. Georges Gilkinet, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité (Belgique), qui a adressé un message vidéo aux députés, ainsi que M. Raphaël Zumsteeg, Chargé de direction « Chemins de fer » auprès du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (Luxembourg). Les intervenants ont tous souligné que les trois pays continuaient à investir de manière conséquente dans les infrastructures ferroviaires et qu'ils considéraient le train comme un moyen de transport durable et à part entière. Le train serait également de plus en plus prisé par les passagers pour leurs déplacements transfrontaliers. Cependant, pour continuer à fluidifier le trafic transfrontalier, il serait impératif de lever un certain nombre d'obstacles juridiques et techniques. Les organisations d'usagers des transports publics ont également été entendues et les députés d'autres régions européennes ont présenté les meilleures pratiques en matière de transport ferroviaire.

De gauche à droite : M. Jean-Claude Meyer, Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Jean-Marc Hoscheit, Ambassadeur du Luxembourg aux Pays-Bas, Mme Diane Adehm et Mme Josée Lorsché, membres effectives de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AIP, Mme Cécile Hemmen, Présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas et Mme Lydia Mutsch, membres effectifs de la délégation, et M. Raphaël Zumsteeg et M. Pierre Gierenz du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et Président du Comité des ministres de l'Union Benelux, M. Wopke Hoekstra, a également participé à la session plénière pour présenter les priorités 2023 de la présidence néerlandaise de l'Union Benelux.

En outre, un débat sur le télétravail transfrontalier a été organisé le deuxième jour de la session. Les parlementaires ont par ailleurs adopté une déclaration dans laquelle le Parlement Benelux condamne résolument l'agression armée de la Fédération de Russie contre le peuple ukrainien. Dans la même déclaration, ils dénoncent la déportation illégale, par la Russie, d'enfants dans les parties occupées de l'Ukraine.

En mission pour l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

« Relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil »

M. Paul Galles a rencontré Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, cheffe de l'opposition bélarussienne en exil en Lituanie.

Comment améliorer la situation des centaines de milliers de Bélarussiens contraints de fuir leur pays ? Dans le but de formuler des recommandations concrètes à l'adresse des gouvernements des 46 États membres du Conseil de l'Europe, dont le Luxembourg, M. Paul Galles s'est rendu en Pologne et en Lituanie pour une série de rencontres de haut niveau. Le 30 mars 2023, le député luxembourgeois et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est entretenu avec Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, cheffe de l'opposition bélarussienne, en exil en Lituanie.

« Les Bélarussiens en exil se trouvent dans une situation sans issue », a déploré M. Paul Galles. Négligés par les politiques européens et tombés dans l'ombre de la guerre en Ukraine, les réfugiés bélarussiens sont souvent assimilés aux Russes alors qu'ils font face à des problématiques spécifiques liées à la situation politique de leur pays. Depuis les élections contestées en août 2020 et l'instauration d'un « régime de la terreur » mis en place par le dictateur au pouvoir Alexandre Loukachenko, entre 200.000 et 500.000 personnes ont fui le Bélarus, qui compte désormais près de 1.500 prisonniers politiques, a expliqué M. Galles.

L'agenda du député en mission pour l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a été bien rempli pendant les quatre jours partagés entre la Pologne et la Lituanie, pays voisins le Bélarus qui hébergent un grand nombre d'exilés. Représentants du « Gouvernement en exil » et de la société civile, entrepreneurs exilés ou encore des membres du Gouvernement polonais comme le Secrétaire d'État aux Affaires intérieures, M. Bartosz Grodecki, ont figuré parmi les interlocuteurs du député.

L'objectif de M. Galles était de rassembler des bonnes pratiques concernant les problématiques qui touchent au statut des ressortissants bélarussiens, leur droit au regroupement familial ou l'accès au marché du travail. Une autre question importante a concerné l'accès aux documents comme des pièces d'identité. La Pologne a instauré certaines procédures considérées comme « exemplaires », a fait remarquer le député.

« La situation se dégrade »

Dans les semaines à venir, la mission devrait aboutir dans une série de recommandations formulées à l'attention des gouvernements de tous les pays membres du Conseil de l'Europe. Elles seront rassemblées dans le rapport de M. Galles intitulé « Relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil ». « La publication de ce rapport devient de plus en plus urgente, étant donné que la situation se dégrade », a affirmé M. Galles.

Il est prévu que le député luxembourgeois présente son rapport devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe réunie en séance plénière au mois de juin à Strasbourg. Il y parlera au nom de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées, qui l'avait mandaté pour effectuer cette mission.

Déi iwwerschafft Verfassung op Lëtzebuergesch

Experte vun der Uni Lëtzebuerg goufe beoptraagt, déi iwwerschafft Lëtzebuerger Verfassung, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft triede soll, vum Franséischen an d'Lëtzebuergescht ze iwwersetzen. De Chamberpresident krut den 31. März 2023 feierlech eng Kopie vun der lëtzebuergescher Versioun iwwerreecht.

Bei dëser Geleeënheet goufen d'Responsabel vum Projet vun der Universitéit, d'Professere Luc Heuschling, Herwig C. H. Hofmann a Jörg Gerkrath esou wéi de wëssenschaftleche Chercheur Michel Erpelding, an der Chamber empfaangen.

Recherche scientifique au Parlement

La conservation et l'exploitation de données à caractère personnel par les opérateurs du secteur des communications électroniques

La directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques consacre **le principe de la confidentialité des données relatives au trafic et des données de localisation générées par l'utilisation de services de communications électroniques**.

Cette directive crée des obligations pour les opérateurs, comme l'effacement ou l'anonymisation de telles données lorsqu'elles ne sont plus nécessaires à la transmission d'une communication, ou encore le recueil du consentement des utilisateurs lorsque leurs données peuvent être traitées à des fins commerciales.

Cette protection peut toutefois être limitée. L'article 15, paragraphe 1 de la directive 2002/58/CE permet aux États membres d'adopter des mesures législatives restrictives de cette protection qui prévoient, par exemple, la conservation des données par les opérateurs.

La limitation doit toutefois constituer « **une mesure nécessaire, appropriée et proportionnée, au sein d'une société démocratique, pour sauvegarder la sécurité nationale – c'est-à-dire la sûreté de l'État –, la défense et la sécurité publique, ou assurer la prévention, la recherche, la détection et la poursuite d'infractions pénales ou d'utilisations non autorisées du système de communications électroniques [...]** ».

La mesure de limitation, adoptée dans le respect des principes généraux du droit de l'Union européenne, doit être d'une durée limitée et justifiée par les motifs d'intérêt général mentionnés ci-dessus.

Dans un contexte de lutte plus accrue contre le terrorisme et la criminalité, les États membres ont été amenés à adopter de telles réglementations. Certaines de ces législations ont donné lieu à une jurisprudence récente et fournie de la Cour de justice de l'Union européenne précisant les exigences auxquelles elles doivent répondre, particulièrement l'exigence de proportionnalité.

La cour réaffirme **le principe de l'interdiction de la conservation généralisée indifférenciée et de l'exploitation des données de connexion**. Elle apporte des nuances à ce principe, en précisant aux autorités nationales qu'afin que leurs réglementations soient conformes **à l'exigence de proportionnalité** de l'article 15, paragraphe 1 de la directive, elles doivent **mettre en relation le niveau de gravité de l'ingérence avec le niveau de gravité de la menace qui la justifie**.

Cette analyse a ainsi conduit la cour à admettre, dans des conditions strictement définies, qu'une législation puisse imposer aux opérateurs de communications électroniques une conservation généralisée et indifférenciée des données de connexion lorsqu'elle poursuit des finalités de sécurité publique.

Ces arrêts rendus par la Cour de justice impliquent une **lecture renouvelée de l'article 15, paragraphe 1 de la directive 2002/58/CE** et exigent, en conséquence, des États membres d'adapter leurs législations afin de se conformer aux exigences clarifiées. C'est dans ce contexte que s'inscrit le « projet de loi relative à la rétention des données à caractère personnel et portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques ; et 3° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État » présenté le 25 janvier 2023 par Mme la Ministre de la Justice.

***Aperçu scientifique par Racha El Herfi : « La conservation et l'exploitation de données à caractère personnel par les opérateurs du secteur des communications électroniques »**, Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 3 février 2023.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Centre de données monégasque au Luxembourg

7957 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021

Le projet de loi n° 7957 vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021. Cet accord a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation d'un centre de données de la Principauté de Monaco au Luxembourg en donnant à Monaco les garanties appropriées au regard de la sécurité et de l'inviolabilité de ses lieux et ses données. Un contrat de location entre le Luxembourg et Monaco déterminera les obligations des parties au contrat. La mise en service du centre de données est prévue pour 2022. À l'image du centre de données de la République d'Estonie déjà installé au Luxembourg, l'installation d'un centre de données monégasque s'inscrit parfaitement dans la stratégie « Digital Luxembourg ».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 25/01/2022
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

19/09/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10/10/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/11/2022
Loi du 28 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 614, page 1

Règlement extrajudiciaire de litiges : homologation d'accords

7796 – Projet de loi portant modification du livre 4 du Code de la consommation

L'unique objet du projet de loi amendé est d'introduire dans le Code de la consommation la possibilité pour une partie de demander l'homologation des accords issus de la procédure de règlement extrajudiciaire d'un litige traité par le Service national du Médiateur de la consommation afin de leur conférer force exécutoire.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 30/03/2021
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

07/07/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11/07/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/09/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20/10/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/10/2022
Loi du 18 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 574, page 1

9e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 07**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 164 de Mme Tess Burton au sujet du Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 »** **p. 07**
   Mme Tess Burton | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
3. **7796 – Projet de loi portant modification du livre 4 du Code de la consommation** **p. 08**
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Gusty Graas | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7796 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Interpellation de M. Guy Arendt au sujet du Plan d'action national d'inclusion numérique** **p. 09**
   Exposé : M. Guy Arendt (dépôt de la motion 1)
   Débat : Mme Diane Adehm | Mme Lydia Mutsch (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Marc Hansen | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Marc Hansen) | M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation (interventions de Mme Diane Adehm, M. Yves Cruchten, M. Sven Clement et M. Gilles Roth) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen
   Motion 1 : M. Fernand Kartheiser | M. Gilles Roth | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Guy Arendt (intervention de Mme Nathalie Oberweis)
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Question élargie n° 164 de Mme Tess Burton au sujet du Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 »

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänke mat der erweiderter Fro Nummer 164 vun der Madamm Tess Burton iwwert den Aktiounsplang PAN-Bio 2025 un. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet sech d'Zil gesat, déi biologesch Landwirtschaft konsequent ze förderen. Den nationale Bioaktiounsplang soll derzou bäidroen, dass bis 2025 20 % vun den Agrarflächen no de Reegele vun der Biolandwirtschaft bewirtschaft ginn.

Vu dass zu Lëtzebuerg e groussen Deel vun deene Fläche Gréngland ass, spillen d'Vermaartung vum Biorëndfleesch a vu Mëllechprodukter an deem Kontext eng besonnesch Roll.

De Bioaktiounsplang gesäit ënner anerem vir, dass d'Nofro u Bioprodukter gestäerkt gëtt. Sou solle bis 2025 50 % vun de Produkter, déi a Kantinne verschafft ginn, vu Lëtzebuerg kommen. Zwee Fënneftel dovunner solle Bioprodukter sinn. An enger éischter Etapp goufe Pilotprojete gestart an de Maison-relais-en an och an de Lycéeën.

Dozou wéilt ech dem Minister Claude Haagen haut hei follgend Froe stellen:

Wat ass d'Resultat vun deene Pilotprojeten? Wéi héich ass den Undeel u Bioproduiten an u Lëtzebuerger Produiten insgesamt an deene Kantinnen, déi fir d'Pilotprojeten ausgewielt goufen? Kënne si d'Zilvirgaben aus dem Bioaktiounsplang erreechen? Falls net, wat sinn d'Ursaachen dofir? A bei wat fir enge Liewensmëttel ass déi Lëtzebuerger Landwirtschaft an der Lag, d'Nofro vun de Kantinnen u Bioprodukter ofzedecken? A wéi héich ass am Schnëtt d'Präisdifferenz pro Menü fir d'Kantinnen, déi un de Pilotprojeten deelhuelen?

Voilà. An do soen ech Iech scho Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här President. Merci och der Madamm Burton fir déi Question élargie iwwert d'Pilotprojete par rapport zum PAN-Bio 2025. Et gëtt eng ganz Rei interessant Resultater par rapport zu deene Pilotprojeten an och, wat am Fong erreecht ginn ass, souwuel – Dir hutt et gesot – an de Lycéeën oder an de Crèchen an de Kantinnen.

Et ass och esou, datt mer hei net eng Definitioun oder eng Wouerecht hunn, well alleguerten déi Kantinne verschidden Eegeschaften hunn. Dofir hu mer eis och limitéiert um Ministère, wéi Dir et gesot hutt, am Kader vun deem Pilotprojet op dräi Kantinnen anzegoen. Zum Beispill, wivill datt do den Undeel vu Bioliewensmëttel ass an, domadder verbonnen, wat déi national Liewensmëttel sinn, wat déi regional Liewensmëttel sinn a wat de Bezuch ass zum Beispill beim Kaf vu Bioliewensmëttel an d'Politik am grousse Ganzen an deene Lycéeën oder an deene Kantinnen.

Et gëtt jo oft argumentéiert, datt Bioprodukter oder regional an national Liewensmëttel méi deier wieren. Bon, och do hu mer en État des lieux gemaach. Dir hutt et schonn deelweis an Ärer Fro ugeschwat. Wat ass de Budget an deene verschiddene Kantinnen, wann een zum Beispill Projete fir den Akaf mécht vun de Liewensmëttel, déi dann zur Verfügung stinn?

D'Resultater, dat hunn ech scho gesot, si vu Kantin zu Kantin verschidden, well d'Eegeschafte vun de Kantinne verschidde sinn. Dat hänkt zum Beispill vun der Gréisst vun der Kantin of. Et hänkt och dervun of, ob zentral oder dezentral gekacht gëtt an op wat fir engem héije Bioundeel d'Kantinnen, oder an deem Fall d'Kantin, déi analyséiert ginn ass, schonn ass.

Ech ginn op dräi Pilotprojeten an. Dat éischt ass de Lycée Ermesinde. Do ass den Undeel vun de Bioliewensmëttel op iwwer 80 % eropgeschrauft ginn. Wat dann doriwwer erausgeet, dat heescht, wat net a Bioqualitéit ass, déi reschtlech 20 % ginn da vun nationalen a regionale Produkter ofgedeckt. Mir schwätzen natierlech hei ëmmer par rapport zum Bezuch op den Akaf an Euro vum gesamte Budget, déi eng Kantin fir den Akaf vun de Liewensmëttel zur Verfügung hutt.

Wéi hu se dat kënnen erreeche beim Lycée Ermesinde? Do ass – do muss ech kucken, ee Moment – nieft enger Approche den Undeel vun deem Akaf direkt beim Produzent gesteigert ginn. Dat heescht, et geet een direkt bei de Produzent akafen an domadder kuckt en dann och, wat den Undeel ass vu méi deiere Komponenten, zum Beispill Fleesch oder anere Liewensmëttel, déi da par rapport zu deem erofgesat ginn. Do schwätze mer hei einfach vun der Preparatioun vun den Telleren, wéi dat mam Grammage gemaach gëtt an datt et dann eeben och méi op vegetaresch Menüen dann eriwwergeet.

Net méi spéit wéi gëschter, mengen ech, ass och ugeklongen an der Diskussioun, déi hei war iwwert de Bierger …

(Interruption)

… voilà, datt 50 % vun de Molzechten, déi an de Lycéeskantinne sinn, vegan a vegetaresch sinn. Dat heescht, dat ass eng Evolutioun, déi kënnt, déi och weider kënnt, wat net nëmmen eis gréng Frënn dierft freëen, mee jiddwereen heibannen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | An dofir spillt jo och déi Politik, déi mer zesumme mam Landwirtschaftsministère maachen, um Niveau vun der Regierung mam Educatiounsministère, Food4Future, och a puncto Restopolis eng Roll, op déi ech nach wëll kommen.

Am Kannerhaus vu Wolz ass den Undeel vu Bioliewensmëttel op 45 % eropgaangen. Do sinn déi national Produkter elo iwwer 70 % um Teller vertrueden. Hei hu mer festgestallt, datt et sech bei deene Menüen ëm 10 % verdeiert. Do huet de Landwirtschaftsministère an deem dote Projet, well et e Pilotprojet ass, och deen Differenzial opgeholl an och bezuelt.

Bei der Anne ASBL aus dem Grupp Elisabeth ass am Fong déi selwecht Approche gemaach gi wéi bei deenen anere Crèchen och. Hei ware Liewensmëttel am Menü mat engem héije Bioundeel vun 41 %. De Méipräis war 42 Cent bei engem Menü vun 3,85 Euro. Bei der Anne ASBL ass d'Zilsetzung esou formuléiert, datt an Zukunft op 30 % Bioliewensmëttel zréckgegraff gëtt an déi aner 70 % konservativ Liewensmëttel sinn, wat awer natierlech Repercussiounen huet. Déi gi genotzt fir den nationalen a lokale Marché.

Wat kënne mer dorauser festhalen? Mee et ass ganz einfach: Wann een d'Gestioun vu Kantinne mécht, da soll ee laut de Mesurë vum PAN-Bio 2025 dat einfach an de Cahier des charges schreiwen, dann ass et um Fournisseur, déi entspriechend Akafswënsch och ze erfëllen. Mir kucken dat an der Landwirtschaft mat engem Kaskadesystem. Dat heescht, Lëtzebuerger Bioprodukter, dann Ëmstellungswuer an national Produkter. An et ass schonn an der Froestellung ugeschwat ginn, datt mer hei en Undeel vu 50 % wëllen erreechen, wou zwee Fënneftel – dat sinn 20 % – dann och Bioprodukter sinn.

Restopolis hunn ech schonn ernimmt mat hirem Projet mam Educatiounsministère zesummen: Food-4Future. Do ass d'Analys gemaach ginn. A Restopolis wëllt bis d'Joer 2025 fir op d'mannst 50 % vun hirem Akaf vu Liewensmëttel op Lëtzebuerger Produiten zréckgräifen an dann natierlech och op zwee Fënneftel Bioprodukter, dat sinn dann 20 %, déi do wäerten als Bioprodukter mat afléissen.

Momentan si mer bei engem Undeel vun 12,38 % Biowueren. Ech mengen, dat war am Juni vun dësem Joer. An déi lokal Produite si bei Restopolis momentan mat 51 % present. Mir sinn also do op enger Trajectoire, déi et eise Bauere wäert erlaben, och op déi Produiten ze setzen, déi nogefrot ginn an deem dote Kontext.

Een anere wichtege Punkt wëll ech nach ënnersträichen, dat ass, datt mer als Ministère, als Landwirtschaftsministère, och Uspriechpartner si fir d'Kantinnen, fir Hëllefen ze ginn, wann do Problemer sinn. Mir hu mat enger Agence eng Formatioun ausgeschafft, déi zum Beispill Käch kënne maachen, fir eeben déi Ziler do ze erreechen, fir richteg anzekafen no deem Choix, deen eeben determinéiert ass, an och den Theema Gaspillage alimentaire esou ze traitéieren, wéi mir et och als Ministère ganz einfach prekoniséieren.

Dann hat Der nach gefrot, wat fir eng Liewensmëttel aus der Lëtzebuerger Landwirtschaft an der Lag sinn, d'Nofro vun de Kantinnen a Bioprodukter ofzedecken. Dat sinn haaptsächlech d'Mëllechproduiten, Eeër a Randfleesch, do ass kee Problem ze erwaarden, bei Uebst a Geméis ass nach Potenzial a Sputt an der Primärproduktioun no uewen.

An dann déi lescht Fro, mengen ech, déi Der hat, war: Wat ass d'Präisdeierecht pro Kantin, wann een un deene Pilotprojeten do matgeschafft huet? Do muss ech Iech soen …, bon, nach eng Kéier, d'Kantinnen, do si verschidden Eegeschaften, dofir kann een dat net esou en bloc determinéieren. Mir hunn dat an deenen dräi Pilotprojete gesinn. Mee fir Iech eng Virstellung ze ginn: Mir hu festgestallt, datt d'Méikäschte bei deenen dräi Pilotprojeten en général tëschent 0 Cent an 42 Cent pro Plat sinn.

Ech mengen, dann hätt ech op Är Froen alleguerte geäntwert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

3. 7796 – Projet de loi portant modification du livre 4 du Code de la consommation

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 7796. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi, deen den 30. Mäerz 2021 deposéiert ginn ass, berout op enger Initiativ vum Service national du médiateur de la consommation.

Dësen neutralen an onparteiesche Service, deen 2016 gegrënnt ginn ass, huet an Tëschenzäit méi wéi seng Preuvë gemaach. De Médiateur de la consommation gëtt ganz vill solicitéiert a saiséiert.

Zejoert sinn zum Beispill 403 Demanden erakomm. Dovu waren déi allermeescht, nämlech 98 %, Ufroe vu Consommateuren an nëmmen 2 % vu Betriber.

Bei engem Drëttel vun deenen Demandë gëtt no Informatioune gefrot. Iwwer 60 Demandë sinn un aner zoustänneg Entitéite weidergeleet ginn, un den ILR, d'ACA oder d'CSSF. An a sämtlechen anere Fäll hëlleft de Service, fir aussergeriichtlech Léisungen ze fannen a spuert domadder béide Säiten Energie, Zäit a Geld.

Déi meescht Dossieren hate mam Bau a mam Onlinehandel ze dinn. An den Taux de réussite vun dësem Service ass exzellent. E louch zejoert bei 92,4 %, wou also en Accord fonnt gouf.

Souwäit zum Kader, Här President. Elo zum Projet vun haut. Dësen Text gesäit vir, datt esou Accorden, déi duerch de Service de médiation fonnt goufen, virum Bezierksgeriicht homologéiert kënne ginn. Et handelt sech heibäi ëm e Pilotprojet, dee just an exklusiv de Médiateur de la consommation betrëfft.

An enger éischter Versioun vum Projet de loi war nach eng Kompetenzerweiderung fir de Mediateur virgesinn. Et war a sech ugeduecht, datt och zwee Betriber Sträitfäll beim Mediateur vun der Consommatioun hätte kënne schlichte loossen, an zwar well de Service relativ vill solicitéiert gouf vu Betriber, déi zum Beispill Differenzen hate mat hire Fournisseuren, well d'Condition-de-paiementen net respektéiert goufen. En plus huet d'Pandemie verhënnert, datt e sëllege Litigë bäigeluecht goufen. De Médiateur de la consommation hätt an dëse Fäll kënnen aushëllefen.

Dës Iddi vun der Kompetenzerweiderung ass awer wéinst juristeschen Onkloerheete fale gelooss ginn. A sengem éischten Avis vum 30. November 2021 huet de Conseil d'État drop higewisen, datt et net d'Bestëmmung vum Médiateur de la consommation ass, fir tëscht zwou Entreprisen ze vermëttelen. An deem Sënn wier esou eng Kompetenzerweiderung just een Zousaz un Aarbecht, dee riskéiere géif, den Accès zu dësem wichtege Service méi schwiereg ze maachen.

Den 11. Juli 2022 huet d'Wirtschaftskommissioun dëse Bedenke Rechnung gedroen an den Text vum Projet de loi an deem Sënn amendéiert, datt d'Kompetenzerweiderung gestrach ginn ass.

D'ULC fir hiren Deel freet an hirem Avis, fir d'Méiglechkeet vun där Homologatioun vun den Accorden och op déi aner unerkannten aussergeriichtlech Mediateuren auszedeenen. Och d'Chambre des Salariés wielt dës Approche, grad eméi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers an engem gemeinsamen Avis. Och si géifen dat begréissen, wann d'Accorde vun anere Mediateure kéinten offiziell unerkannt gi viru Geriicht.

Dëse Projet de loi concernéiert, wéi gesot, awer exklusiv de Médiateur de la consommation.

De Staatsrot huet dunn a sengem Avis complémentaire vum 22. Juli 2022 festgestallt, datt d'Kommissioun all sengen Observatioune Rechnung gedroen huet. An am finale Projet de loi bleift deemno just nach den Article unique zur Homologatioun vun den Accorden iwwreg.

Fir méi Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn heimadder natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Francine Closener.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Fir d'éischt e Merci un d'Madamm Rapportrice fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Mat dësem Projet ginn am Fong d'Rechter vun de Konsumente gestäerkt doduerch, datt mer eng nei Prozedur aféieren, wou deen Accord de médiation ka virun engem Geriicht homologéiert ginn, wat zur Rechtssécherheet an dem Caractère exécutoire vun dëser Decisioun bäidréit.

Am initiale Projet war am Fong virgesinn, datt dat sech och géif op d'Relatioun zwëschent zwee Professionellen, also zwee Geschäftsleit, bezéien. Dat war e seriöe juristesche Feeler vun der Regierung, well de Code de la consommation ka sech just op eng Relatioun zwëschent engem Geschäftsmann an engem Konsument bezéien. An dofir huet de Staatsrot och mat Recht do eng Opposition formelle gemaach.

Déi Prozedur, déi mer elo hei aféieren, wéi gesot, ass eng Stäerkung fir d'Rechter vum Konsument. Si ass awer net nei, well mir hunn déi Prozedur och schonn am Nouveau Code de procédure civile de façon générale agefouert, wou eeben och do en Accord de médiation virum Zivillgeriicht kann duerch de Riichter homologéiert ginn.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas.

Une voix | Ganz gutt!

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir liewen an enger Gesellschaft, wou natierlech ganz vill Streidereien ëmmer opkommen. An doweinst ass et och wichteg, datt een eng Institutioun wéi de Mediateur huet. Mir mierken dat jo a villen anere Beräicher, wéi wichteg datt déi Institutioun ass. Et sinn och ewell vill Gemengen, déi e Mediateur astellen. An doweinst ass et gutt, datt mer op deem heiten Niveau elo och do legiferéieren. Et ass e klengt Gesetz, mee et ass awer keen onweesentlecht Gesetz.

Ech mengen, mir ginn hei e wichtege Schratt no vir. Eng Mediatioun, kann een ëmmer soen, verhënnert vläicht onnéideg Prozesser herno um Tribunal. An dofir si mir och der Meenung, datt dat heiten e gutt Gesetz ass.

An ech bréngen och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei, soen der Madamm Closener awer och nach Merci fir hir verschidde Rapporten. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Deputéiert, Här Minister, fir d'alleréischt e grousse Merci natierlech un d'Rapportrice fir de schréftlechen, awer natierlech och fir de mëndleche Rapport.

Et ass schonn immens vill gesot ginn, mee trotzdeem wollt ech awer eng Kéier gäre soen, datt e Betrib net nëmmen ofhängeg vu senger Clientèle ass, mee natierlech ass en och ofhängeg vun engem gudde Fonctionnement. An dat kann nëmme geschéien, wann déi Relatiounen zwëschent Fournisseur a Betrib eeben an enger gudder, positiver Ambiance verlafen.

Dofir ass dëse Projet de loi sënnvoll, wéi och meng Virriedner dat scho betount hunn. Mir erlaben och heimadder, d'Ulafstell vum Médiateur national de la consommation weider ze stäerken. An natierlech stäerke mir och domadder d'Sécurité juridique dovunner.

Leider ass et esou, datt, wa bis e Konflikt oder e Litige mat engem Fournisseur de services entsteet, am allerschlëmmste Fall dëse Betrib riskéiert, faillite ze goen. Esou wéi an anere Beräicher ass eng Mediatioun meeschtens de Prinzipp vum Dialog zwëschent zwee Acteuren. A ganz oft ginn och séier Léisungen ugebueden. „Time is money", wéi et esou schéin heescht. Dofir ass et grad am professionelle Beräich immens wichteg, datt ee ka séier agéieren an, wéi ech scho virdru gesot hunn, och séier Léisunge ka fannen.

Dës Méiglechkeet ass ëmsou méi noutwendeg, well zënter der Covidkris musse mir eise Betriber, ob kommerziell, industriell, handwierklech, liberal oder landwirtschaftlech, déi néideg Opportunitéit ginn, fir flénk ze sinn, fir kënnen diligent ze reagéieren, fir esou e reegelméissegt Akommes, de sougenannte Cashflow, ze sécheren an ze garantéieren.

Merci fir d'Nolauschteren, an natierlech ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci, Här President. Och der Madamm Closener e grousse Merci vun eiser Säit fir e ganz komplette Rapport. Ech mengen, mat hir an alle Virriedner sinn all d'Aspekter beliicht.

Also, et bleift mir just nach, den Accord vun der ADR ze ginn. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, als Alleréischt emol villmools merci der Rapportrice fir hire ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Dat heiten ass eent vun deene Beispiller, wou ee gesäit, datt d'Majoritéit och Kriticke kann eescht huelen a se dann och ëmsetzen an deem Gesetzesprojet. Well d'Extensioun vun de Kompetenzen hätte mir net kënne matstëmmen. Mee vu datt dat jo elo eraus ass, kënne mir ganz, ganz gutt domadder liewen. A mir sinn awer och der Meenung, wéi d'CSL an d'ULC, datt een un d'Homologatioun och op aneren Instanzen hätt kënne goen.

Mee bon, mir stëmmen dat hei awer mat. Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt e Merci un d'Rapportrice fir souwuel de mëndleche wéi de schréftleche Rapport. Ech muss soen, datt ech mech net erënnere kann, datt mer, säit ech gewielt gouf, hei an der Chamber eng Kéier e Projet de loi haten, wou herno 80 % vum Contenu gestrach goufen.

Dat weist awer och, datt u sech seele Gesetzer esou aus der Chamber erauskommen, wéi se hei erakommen. Keng eng Beruffskummer, keen Interessevertrieder hat et eng gutt Iddi fonnt, fir déi Homologatioun, den Accès zum Mediateur, och fir Betriber opzemaachen. An ech mengen, et éiert eis, datt mer eis deem dunn och ugeschloss hunn an et elo op deem beloossen, wat u sech Sënn mécht a wat wichteg ass, nämlech, datt, wann d'Konsumente Sträit haten an dat mam Mediateur geléist hunn, dat homologéiert ka ginn, datt se dann och hir Saache kréien, ob dat Sue sinn, ob dat Entschiedegungen an anerer Form sinn, datt dat net iergendwou an engem Vide juridique herno hänkt.

Ech froe mech awer natierlech e bëssen, ob et net vläicht an Zukunft besser wär, bei esou Projeten d'Interessevertrieder en amont ze consultéieren an net als Éischt e Gesetz ze schreiwen, et an d'Chamber ze bréngen an dann 80 % erëm erauszesträichen. Mir hätten eis, mengen ech, Aarbecht kënne spueren, wann d'Regierung en amont eng aner Aarbecht gemaach hätt an d'Interessevertrieder direkt consultéiert hätt.

Mir ginn awer eisen Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Och merci der Rapportrice fir e ganz gudde Rapport.

Bon, et kann een effektiv – an dat ass eng Diskussioun – sech d'Fro stellen, ob Rapporten zwëschent Professionellen hei eragehéieren oder net. Et gëtt beim Médiateur de la consommation munchmol Demanden, wou effektiv Betriber an engem Rapport mat engem anere Betrib sinn an do duerchaus Froen hunn, déi och dem Droit de la consommation ënnerleien.

Wann Dir ArcelorMittal sidd an Dir gitt e Staubsauger kafe bei en anere Betrib, da sidd Der an deem Rapport e Consommateur, da sidd Der do kee Professionnellen a keen Expert en la matière. An dat war aus deem Grond an deem Projet de loi.

Dat ass iwwerholl ginn aus dem franséische Recht an der franséischer Jurisprudenz, wou et do ganz vill Rechtsspriechung derzou gëtt. Dat heescht, dat kann ee ganz gutt novollzéien a ganz gutt justifiéieren. An där Beispiller gëtt et der eng séllegen, soudass mer dat doten en fait just gestrach hunn, fir hei weiderzekommen, well déi allermeeschte Fäll effektiv zwëschent Consommateure sinn. Mee et gëtt awer nawell och eng ganz Rei där anerer.

Dat gesot, géif ech awer Merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7796. Den Text steet am Document parlementaire 7796[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7796 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Paul Schaaf) et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Interpellation de M. Guy Arendt au sujet du Plan d'action national d'inclusion numérique

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Guy Arendt iwwert den nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un den Här Guy Arendt als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

Exposé

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Häre Ministeren, et kann ee sech d'Fro stellen: Firwat dës Interpellatioun? Well déi digital Inklusioun wichteg ass, fir dass jiddereen un der digitaler Welt deelhuelen an dovunner profitéiere kann.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | D'Digitalisatioun kann engem am Alldag vill Zäit spueren, a mir hu wärend der Pandemie kënne feststellen, dass hire Stellewäert massiv zougeholl huet, zemools mat der Verbreedung vum Teletravail.

Mir gesinn als DP d'Digitaliséierung als eng Chance fir Lëtzebuerg a seng Bierger. D'digital Transitioun huet eis gewëss vill spannend Opportunitéite bruecht. Leider hu mir awer och de Phenomeen, dass verschidde Leit nach keen Accès op déi digital Welt hunn, sech den Zougang net leeschte kënne respektiv net geléiert hunn, wéi ee kann dorunner deelhuelen.

Als DP si mir der Meenung, dass et der Politik hir Responsabilitéit ass, fir eng digital Kohäsioun ze garantéieren an den digitale Wandel esou ze gestalten, dass all d'Bierger dovunner profitéiere kënnen.

D'Technologie spillt eng ganz wichteg Roll an eisem Liewen an et mussen déi noutwendeg Rechter a Prinzippien agefouert an an de Politicken ëmgesat ginn am Sënn vun engem gerechten Accès fir jiddwereen op déi vernetzte Welt.

Jo, eng Gläichberechtegung beim Zougang op den Internet gesi mir als e Grondrecht fir jiddwer Bierger un. Mir kënnen net nëmmen op d'ekonomesch a sozial Kohäsioun kucken an eisem Land, och déi digital Kohäsioun spillt hautzudaags ëmmer méi eng wichteg Roll.

Schonn op der Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa gouf unerkannt, dass déi digital Kohäsioun komplementaresch ass zu der ekonomescher a sozialer Kohäsioun.

Wann ech vun digitaler Kohäsioun schwätzen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, denken ech och dorunner, dass all Bierger soll Zougang hunn zu enger gudder Internetverbindung an digitale Servicer, an dass déi digital Infrastrukture solle robust a resilient sinn.

Fir d'DP ass et och wichteg, dass déi digital Kohäsioun an allen Deeler vum Land, an net nëmmen no bei der Haaptstad, gefërdert gëtt. Esou ass et mer net méi spéit wéi de leschte Weekend virkomm, datt ech bei engem vun eise Kolleegen an der Gemeng war, an do war et einfach net méiglech, fir kënnen ze telefonéieren oder E-Mailen ze verschécke mam Telefon. Dat heescht, déi „last mile" ass nach net iwwerall ukomm.

(Interruption)

Fir Iech e Beispill ze ginn: Et soll mat der Breetbandstrategie 2021–2025 erreecht ginn, dass jiddwer Bierger, egal a wéi engem Deel vum Land e wunnt, Zougang kritt op déi beschtméiglech Konnexioun. Och d'5G-Infrastruktur, déi am Moment opgebaut gëtt, gëtt ëmmer méi flächendeckend an all den Deeler vum Land. Mir mussen hei nach weider Efforte maachen, fir dëse Projet virunzedreiwen, fir dass all Haushalt gutt konnektéiert ka sinn.

Mir hu wärend der Pandemie déi immens Opportunitéiten a Stäerkte vun der Technologie gesinn. An awer gläichzäiteg, wéi mir déi technologesch Outile vill méi benotzt hunn, sinn och Schwächte vun der Infrastruktur an der digitaler Kultur an d'Liicht gefall an d'digital Spaltung ass ëmsou méi markant gi wärend där Zäit.

Si beschränkt sech och net op ee Secteur, mee ass bal flächendeckend an alle Secteuren ze gesinn, esou zum Beispill am Gesondheetssystem, wou dekonnektéiert Persoune wärend der Pandemie keen Zougréff op Onlineservicer oder e reduzéierten Zougang zu de rezentste Covidinformatiounen haten.

Dekonnektéiert Leit hunn et och ëmmer méi schwéier, u sozialen Initiativen deelzehuelen, déi online organiséiert ginn, an hir politesch Rechter auszeüben.

Nach e lescht Beispill wiere finanziell Servicer. An enger zouneemender „cashless" Gesellschaft verstäerkt sech och d'finanziell Ausgrenzung, an d'sozioekonomesch Spaltung gëtt méi grouss an enger Gesellschaft, wou déi eng dank technologesche Moyene kënnen à distance schaffen an déi aner net.

Fir d'DP ass et dofir immens wichteg, dass digital Inklusiounspolitik zesumme mat der ëffentlechecher Inklusiouns- a sozialer Kohäsiounspolitik aneneefléisst.

Mir sinn eis och zu 100 % bewosst, dass verschidde Bierger op d'Erausfuerderunge vun den technologeschen Apparater vun haut net virbereet sinn oder net wëllen un enger digitaler Biergerschaft deelhuelen, an dat esouguer, wa vill Progrèse gemaach ginn, fir d'Apparater méi accessibel ze maachen.

Esou kann een zum Beispill hautzudaags sech op engem Tablet den Text um Ecran virliese loossen oder et kann een eruzoomen, fir dass d'Schrëft méi grouss lieserlech ass. Mee mir sinn eis awer och bewosst, dass et verschiddene Leit wichteg ass, dass mënschlech Interfacen, zum Beispill bei de Guicheten, an de perséinleche Kontakt bestoe bleiwen, wéi zum Beispill ënner anerem an enger Bank oder bei enger ëffentlecher Verwaltung.

Déi Leit kënnen a wëlle mir och net zwénge matzemaachen an dat, wat ech déi „analog Alternativ" nennen, muss fir si garantéiert bleiwen. Et soll een och enger Vertrauenspersoun kënnen erlaben, administrativ Onlinedemarchen amplaz vum betraffene Bierger duerchzeféieren. Heizou lafe momentan Etüden, wéi een dës Iddi kéint ëmsetzen.

Jo, et gëtt och esou munch Erausfuerderunge bei der digitaler Inklusioun an eisem Land. D'Bierger musse sech haut e Liewe laang mat de Progrèse vun der Technologie auserneesetzen a mam Fortschrëtt matgoen, well wann een haut eens gëtt op sengem Telefon, dann heescht dat net, dass een an zwee Joer nach esou gutt zurechtkënnt mat engem Apparat vun enger méi rezenter Generatioun.

An d'Evolutioun vun den Technologië geet och ëmmer méi séier. Do ass ee séier hannendran a kënnt net méi no, wann ee sech net permanent um Lafenden hält.

Mir sollen och net aus den Ae verléieren, dass Projeten an Initiativen am Beräich vun der digitaler Inklusioun mat den neien Technologië mussen evoluéieren, fir kontinuéierlech qualitativ Informatiounen a Formatiounen unzebidden. Och besteet e grousse Besoin u Formatioune fir d'Ekippe vun den Associatiounen an aneren Acteuren, déi am Beräich vun der digitaler Inklusioun zu Lëtzebuerg aktiv sinn.

Eelere Leit feelt et bei deem séiere Wandel vun der digitaler Welt heiansdo u Motivatioun, awer och u Vertrauen an déi digital Apparater.

Dann héiere mir natierlech a leider rezent och vill an den Noriichte vu Cyberkriminalitéit. Do denke mir all un déi rezent Cyberattack op eng wichteg a bekannt Gesellschaft hei am Land. Och dëst kann Deeler vun der Bevëlkerung, déi eventuell net an der digitaler Welt doheem sinn, ofschrecken.

Leit, déi méi e schwaachen Niveau am Liesen a Schreiwen hunn, fille sech och gären éischter ageschüchtert vun Apparate wéi engem Computer zum Beispill. A Leit mat engem Handicap kënne mol séier un d'Grenze vun der Technologie stoussen, wa Problemer mat der Accessibilitéit sinn.

En anert Hindernis zu der Participatioun online ass d'Sprooch. An eisem Land hu mir zirka 170 Nationalitéiten a soumat och eng ganz grouss Villfalt u Sproochen. An d'Leit, déi an eist Land wunne kommen a keng vun den offizielle Sprooche kënnen, kënne sech séier online ausgegrenzt spieren. Och fir eis Frontalieren ass et wichteg, dass e Site an enger Sprooch ass, déi si verstinn. Mir wëllen dofir d'Méisproochegkeet online förderen, fir dass méi Leit kënnen digital integréiert ginn.

Festzehalen ass, dass d'Hindernisser fir d'Digitaliséierung mat deenen d'Bierger konfrontéiert sinn, vu Fall zu Fall staark auserneeginn an datt d'Grënn, firwat d'Leit entscheeden, sech vun der digitaler Welt ofzegrenzen, oft ganz ënnerschiddlech sinn.

Ma et muss ee soen, et gëtt och scho vill gemaach um nationalen Niveau, fir d'Erausfuerderunge vun der digitaler Kohäsioun unzepaken. Stéchwuert: nationalen Aktiounsplang fir d'digital Inklusioun. Dësen Aktiounsplang, deen 2021 vum Regierungsrot ugeholl gouf, soll d'Opkomme vun enger digitaler inklusiver Gesellschaft vereinfachen an enger digitaler Spaltung entgéintwierken, déi der Gesellschaft kéint schueden.

D'Regierung huet sech engagéiert, en Aktiounsplang opzestellen, deen d'Inklusioun vu jiddwerengem an der digitaler Transformatioun vun der Gesellschaft soll garantéieren. Ee vum Ministère fir Digitaliséierung koordinéierten interministeriellen Aarbechtsgrupp gouf geschaaft, fir all d'Facettë vun der digitaler Inklusioun ze analyséieren an openeen ofgestëmmten Aktiounen anzeféieren, fir och op déi ermëttelt Besoinen anzegoen.

Doniewent huet de Ministère fir d'Digitaliséierung och eng ganz Partie net staatlech Acteure consultéiert, déi an dësem Beräich aktiv sinn, fir all d'Erausfuerderungen, déi d'digital Inklusioun mat sech bréngt, ze berücksichtegen a passend Léisungen ze fannen.

Den Aktiounsplang ass d'Resultat gi vun all deenen Diskussiounen a Consultatiounen, woubäi d'Regierung déi digital Transformatioun an den Zentrum vun hire Projete gestallt huet.

Et handelt sech ëm 40 Initiativen, opgedeelt op néng Ministèren. Déi dräi Piliere vum Aktiounsplang sinn: digital Kompetenzen ze entwéckelen, en Accès zu digitalen Technologien ze vereinfachen an d'Motivatioun fir d'digitaalt Vertrauen ze steigeren.

Nieft dem Aktiounsplang huet d'Regierung awer och nach vill aner Mesuren ëmgesat.

D'DP setzt sech an, fir den Internet méi accessibel ze maachen. An deem Kader geet et engersäits dorëms, den Developpement vun accessibelen Technologien ze förderen, an och d'Technologië wierklech fir jiddwereen zougänglech ze maachen. Dobäi denken ech zum Beispill u gratis Internet an der Stad an op villen ëffentleche Plazen, an ëffentlech Kontakt- an Zougangstelle bereetzestellen op nationalem a kommunalem Niveau.

D'Regierung huet Aktivitéiten agefouert wéi den éischten nationalen Dag fir d'digital Inklusioun zu Lëtzebuerg. D'Zil ass et, méi Visibilitéit vun den Acteuren an de besteeënden Initiativen zu Lëtzebuerg am Zesummenhang mat der digitaler Inklusioun ze schafen. Dobäi gouf och e Concours lancéiert an et krute sechs Gewënner, déi derzou bäidroen, d'digital Spaltung ze ënnerbannen, jeeweils eng finanziell Ënnerstëtzung fir hir Pilotprojeten. Fir nëmmen ee Gewënner ze nennen: Autisme Luxembourg ASBL krut e Präis fir d'Schafe vun enger sozialer Plattform fir Leit mat Autismus. An dat ass nëmmen ee Beispill.

Jo, och un déi Leit mat engem Handicap musse mir denken. Et ass eis wichteg, d'Entwécklung vun Technologien ze förderen, déi hinnen hëllefen, sech an der digitaler Welt besser zurechtzefannen. Esou huet guichet.lu notamment seng Offer un explikative Fichen an einfacher Sprooch erweidert. Eng kleng Parenthèse: Och fir Privatbetriber ass et ekonomesch interessant, accessibel Servicer online unzebidden. Et gëtt geschat, dass et an der EU ronn 100 Milliounе Persoune mat engem Handicap gëtt. Dat ass also e grousse Marché, deen nach wäitleefeg onexploréiert ass.

Ech wëll nach op eng Rei staatlech, parastaatlech a privat Acteuren am Land agoen, déi sech fir d'digital Inklusioun asetzen. Iwwregens fënnt een eng Lëscht vun deenen Acteuren um Site zesummendigital.lu.

Et ass wichteg, defavoriséierte Bierger, deenen eng Marginalisatioun a sozial Ausgrenzung droen, Méiglechkeete fir eng Ëmschulung a fir d'Verstäerkung vun den digitale Kompetenzen unzebidden. Dobäi hëlleft notamment d'ADEM, déi Formatiounen an digitale Kompetenzen ubitt fir Leit, déi eng Aarbecht sichen. Eleng den Accès zu den digitale Kompetenzen an déi entspriechend Formatioune kënnen och zu enger Entwécklung vun der digitaler Motivatioun a vum digitale Vertraue féieren. An ëmmer méi Jobbe froen e Minimum u solche Kompetenzen.

No deem selwechte Gedanke gouf den Digital Learning Hub um Belval geschaaft, en neie Léierzentrum am Beräich vun der Formation professionnelle continue, dee Formatiounen ubitt am Coding, an der Cybersecurity, am Blockchain an am Design Thinking. Dëst koum als eng Reaktioun op déi steigend Demandë vum Lëtzebuerger Aarbechtsmarché am Beräich vun den digitale Kompetenzen.

BEE SECURE, eng Regierungsinitiativ, sensibiliséiert Kanner a Jugendlecher iwwer e sécheren, verantwortungsvollen a positiven Ëmgang mat den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien. Och um europäeschen Niveau setzt sech d'Regierung iwwert den Digital Services Act derfir an, sozial Netzwierker derzou ze bréngen, e gréissert Verantwortungsbewosstsinn ze entwéckelen an d'Interêten an d'Privatsphär vun de Benotzer ze schützen.

D'DP hält um Prinzipp fest, dass jiddweree soll gläich behandelt gi bei der Iwwerdroung vu sengen Donnéeën am Internet an en Zougang soll hunn, ouni diskriminéiert ze sinn.

Eng weider Aktioun, déi ech erwäne wollt, ass d'ErwuesseBildung ASBL, déi d'i-Stuff Convict mat Wifi-Zougang fir all Bierger geréiert. Mir kënnen op alle Fall houfreg sinn op déi vill Benevoll, wéi och nach zum Beispill d'Digital Inclusion ASBL, déi an dësem Beräich eng wonnerbar Aarbecht leeschten. Och den Digibus, deen uechtert d'Land fiert, fir Smartphone-, Tablet- a Computerbenotzer ze informéieren an ze beroden, ass e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Am grousse Ganzen ass et fir d'DP wichteg, mat Hëllef vu sozialen Inklusiounsprojeten ze garantéieren, dass méi defavoriséiert Leit kënnen un ëffentlechen, sozialen an ekonomeschen Aktivitéiten deelhuelen. Ech hat virdru vum gratis Internet op ëffentleche Plaze geschwat. Jo, mir sëtzen eis och derfir an, dass vill Reklamm gemaach gëtt iwwer esou Mesuren, dass dat nach méi bekannt soll ginn.

Schlussendlech wëll ech kuerz op d'Digitaliséierung bei den ëffentleche Verwaltungen agoen. Wa mir d'Digitaliséierung weiderdreiwe wëllen an alle Secteuren, da muss dat och geschéien um staatlechen Niveau. Och hei ass natierlech déi richteg Planung a benotzerorientéiert Virgoensweis wichteg, fir déi digital ëffentlech Servicer fir eng gréisstméiglech Unzuel vu Leit accessibel an attraktiv ze maachen.

Et goufen iwwert déi lescht Jore vill Moossnamen ëmgesat, fir d'administrativ Vereinfachung an d'Digitaliséierung vun den ëffentlechen Déngschter virunzedreiwen. Dëst dréit direkt zu der ekonomescher Attraktivitéit vun eisem Land bäi. D'DP wëllt den ëffentlechen Déngscht an deem Sënn weider stäerken.

Mir kënnen och immens houfreg drop sinn, dass Lëtzebuerg déi drëtt Plaz kritt huet am eGovernment Benchmark 2022 vun der Europäescher Kommissioun. 2021 ware mir nach op der fënnefter Plaz an

2020 op der eelefter. Dëse Score spigelt d'Efforten erëm, déi d'Regierung gemaach huet, fir den digitalen Accès op Servicer auszebreeden.

Wat d'Offer un digitale Servicer vun den ëffentleche Verwaltungen ubelaangt, steet Lëtzebuerg gutt do am Verglach zu eisen europäeschen Noperen. E Beispill, wat ouni Zweifel e grousse Succès ass, ass den elektroneschen Identifikatiounssystem LuxTrust, dee ganz vill benotzt gëtt vun de Bierger, ëffentleche Verwaltungen an natierlech och der Regierung.

Och gouf eng nei Publicitéitscampagne fir GovJobs lancéiert mam Zil, Talenter unzezéien an de Leit Loscht ze maachen, sech an engem modernen an attraktiven ëffentlechen Déngscht ze engagéieren. Mat der Introduktioun vun der GouvID-App um Ufank vum Joer, kruten d'Bierger d'Méiglechkeet, hir Lëtzebuerger elektronesch Carte d'identité, eID, zesumme mat hirem Smartphone ze benotzen, fir sech op engem PC oder engem Tablet bei verschiddenen ëffentlechen Onlineservicer wéi zum Beispill dann dem myguichet.lu ze identifizéieren. D'GouvID erlaabt et och, Demarchen, déi eng elektronesch Ënnerschrëft erfuerderen, op myguichet.lu ze ënnerschreiwen.

Da gouf och vum Digitalisatiounsministère d'Introduktioun, d'Aféierung, vun engem nationalen digitale Portmonni, also engem E-Wallet ugekënnegt. Soumat wäerten d'Bierger hir Carte d'identité oder hire Führerschäin elektronesch kënnen op hirem Smartphone consultéieren. Och wäert de Bierger an der Zukunft kënnen e Rendez-vous bei enger Verwaltung per Videokonferenz maachen.

Ech hunn elo eng zeg Mesuren erwänt, ma mir sinn eis awer och bewosst, dass mir eis net just kënnen zefridde gi mat deem, wat mir bis elo erreecht hunn. Et ass wichteg, d'Bierger an d'Betriber aktiv deelhuelen ze loossen un der administrativer Vereinfachung.

E Beispill vun enger Ëmsetzung heivun ass d'Initiativ „Zesumme Vereinfachen" mat der Plattform zesumme-vereinfachen.lu, déi vum Digitalisatiounsministère an d'Liewe geruff gouf. Do kënne Bierger e Feedback ginn an Iddien abréngen, wéi administrativ Prozeduren nach kënne méi einfach gestalt ginn. Well et ass keen, deen d'Effizienz vun de Prozedure besser beurteele ka wéi de betraffene Bierger selwer. Sämtlech Verwaltungsprozedure ginn deemno op hir Effizienz a Komplexitéit getest an e grousse Prozentsaz vun de Suggestioune vun de Bierger gëtt och ëmgesat. Esou ginn d'Prozeduren am Sënn vun de Leit ugepasst.

Ënnert de Suggestioune sinn zum Beispill de Wonsch, dass administrativ Dokumenter schonn am Viraus ausgefëllt si mat deenen Donnéeën, déi de Staat schonn iwwert de Bierger huet, oder d'Aféierung vun Chatbots um guichet.lu, fir de Bierger den Informatiounszougang ze erliichteren. Anerer wënsche sech e personaliséierten Zougang, jee nom eegene Profill, ob ee Student ass, visuell behënnert ass, eeler ass, Kanner huet.

En anere wichtege Punkt ass de Partage vun Donnéeën tëschent den ëffentleche Verwaltungen, déi mir musse virundreiwen, fir eng méi effikass Zesummenaarbecht tëschent hinnen ze garantéieren. Sou mussen an der Zukunft Bierger oder Betriber net déi selwecht Informatiounen onnéideg e puermol liwweren, wa méi Verwaltungen un enger administrativer Prozedur bedeelegt sinn.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Eng modern an effizient ëffentlech Verwaltung mat kuerze Weeër ass e weesentleche Bestanddeel vum Lëtzebuerger Erfollegsmodell an dréit zur Kompetitivitéit an Attraktivitéit vun eisem Land bäi.

Fir ofzeschléissen, bei der Accessibilitéit vum Web geet et net nëmmen ëm technesch Standarden, Webarchitektur an Design. Fir d'DP ass dëst eng Fro vu politeschem Wëllen a moralescher Verflichtung. Mir mussen entspriechend Moossnamen treffen, fir Leit mat enger Behënnerung an defavoriséierte Leit op gläiche Féiss mat aneren Zougang zu der digitaler Welt ze garantéieren.

Et ass fir ons eng Fro vun der Solidaritéit. Technologië sollen d'Bierger zesummeféieren an net vuneneen ofgrenzen. Jiddweree muss Zougang zum Internet, zu digitale Kompetenzen an zu digitalen ëffentlechen Déngschter hunn an och kënne vu gläichberechtegten Aarbechtskonditioune profitéieren.

Mir géifen d'Regierung wëllen opfuerderen, fir esou vill wéi méiglech an déi Richtung weiderzeschaffen a weider Efforten ze maachen am Sënn vun der digitaler Inklusioun. An dofir, Här President, géif ech Iech eng Motioun iwwerreechen, wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance de l'inclusion numérique pour la cohésion socio-économique de notre pays ;

– considérant les solutions déjà mises en place par le Gouvernement et les projets futurs visant à contrecarrer une fracture numérique ;

– considérant que l'accès à Internet relève des besoins primaires en vue de la participation à la société contemporaine ;

– saluant le mécanisme d'aide financière du « service universel abordable » introduit dans la législation luxembourgeoise par la loi du 17 septembre 2021 sur les réseaux et les services de communication électroniques ;

– considérant que ce mécanisme est sujet à déclenchement par l'Institut luxembourgeois de régulation ;

– considérant l'application du plan d'action national d'inclusion numérique visant à faciliter l'émergence d'une société numérique inclusive ;

– considérant la première organisation d'une journée nationale de l'inclusion numérique le 17 mai 2022 lors de laquelle une cérémonie de remise des prix « Inclusion numérique » s'est tenue ;

– soulignant le lancement du Digital Learning Hub à Belval proposant des formations professionnelles continues dans les domaines de la programmation, de la cybersécurité, du blockchain et du Design Thinking ;

– considérant les efforts menés autour de l'initiative « Zesumme Vereinfachen » avec la plateforme « zesumme-vereinfachen.lu » contribuant à l'image d'une administration publique efficace et orientée vers les citoyens et les entreprises ;

– saluant l'obtention de la 3e place dans l'eGovernment Benchmark de la Commission européenne 2022,

invite le Gouvernement

– à poursuivre ses efforts en matière de transformation numérique de l'Administration publique, notamment en ce qui concerne le partage d'informations entre les administrations ;

– à continuer de promouvoir l'égalité d'accès à Internet, la neutralité du réseau et les compétences digitales afin de contrecarrer la « précarité numérique » ;

– à maintenir et à renforcer sa collaboration avec la société civile proposant des formations pour les équipes des associations et autres acteurs actifs dans le domaine de l'inclusion numérique ;

– à poursuivre les efforts pour promouvoir une compréhension et un bon usage des nouveaux outils technologiques dans tous les secteurs ;

– à maintenir des alternatives « analogues » pour les parties de la société qui en sont dépendantes ;

– à promouvoir une communication multilingue sur les réseaux sociaux et les sites web et de promouvoir ainsi l'inclusion au niveau linguistique ;

– à promouvoir le développement de technologies accessibles ;

– à créer plus de visibilité pour les acteurs et initiatives existantes en lien avec l'inclusion numérique.

(s.) Guy Arendt, Diane Adehm, Gilles Baum, Yves Cruchten, Marc Hansen, Josée Lorsché, Lydia Mutsch.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Si ass bei alle Fraktiounen a Parteien zirkuléiert. Ech sinn och frou, dass d'Diane Adehm am Numm vun der CSV déi Motioun och mat ënnerschriwwen huet. Déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi nach net ënnerschriwwen hunn, kënnen dat selbstverständlech nach ëmmer maache respektiv herno d'Motioun mat unhuelen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Auteur vun der Interpellatioun, dem Här Guy Arendt.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm ageschriwwen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, d'Coronakris war ouni Zweifel den Duerchbroch fir vill Beräicher an der Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft, vun der Schoul iwwert den Teletravail bis an d'Fräizäit eran, och bis hin zu ganz traurege Momenter, wou souguer stierweskrank Leit just nach iwwer Ecran mat anere verbonne waren.

Wichteg ass, dass d'Digitaliséierung weeder gutt nach schlecht vu sech aus ass. Et kënnt drop un, wéi se be- a genotzt gëtt. Well am Fong ass de Mënsch ..., si mir alleguerten analog Wiesen. Also muss déi digital Welt sech der analoger Welt vun de Leit upassen an net ëmgedréit, egal ob een „digital native" ass oder net.

A grad hei läit den Hues am Peffer. D'digital Welt dréit ëmmer méi séier. Vill Leit fille sech ofgehaangen. Fir si geet et einfach ze séier a si kommen net méi mat. Si leiden ënnert der sougenanntener „Fracture numérique".

Schonn am Joer 2001 huet d'OCDE d'Fracture numérique definéiert a si sot, dat wier u sech den Ecart zwëschent de Leit, den Entreprisen, den Espaces géographiques an Différences socio-économiques an do géif et u sech drëms goen, wéi en Accès dass si zu de sougenannten TIC hätten a wéi d'Kommunikatioun an d'Benotze vum Internet sech an hiren Aktivitéite géif erëmspigelen.

De Plan d'action national d'inclusion numérique, iwwert dee mir haut diskutéieren, ass d'Äntwert vun der Regierung op d'Fracture numérique hei zu Lëtzebuerg.

Mee wéi ass d'Situatioun dann hei zu Lëtzebuerg an dësem Beräich?

Am Joer 2019 war Lëtzebuerg am DESI, also am Digital Economy and Society Index vun der Europäescher Kommissioun op der 6. Plaz vun 28 mat 61,79 vun 100 méigleche Punkten. Eise Klassement war gutt, fir net ze soen exzellent, mee d'Punktzuel war e Satisfaisant.

Ënnerdeelt ass dësen DESI a fënnef Indikatoren: Konnektivitéit, am Joer 2019 hate mer déi 2. Plaz

mat 73 Punkten; digital Kompetenzen, hei war et eng 3. Plaz mat 70 Punkten; d'Benotze vum Internet vun de Privatpersoune mat 62 Punkten an enger 6. Plaz; wat d'Digitaliséierung vun de Firmen ugeet an den elektroneschen Handel, do ware mir ënnert der EU-Moyenne mat 38,7 Punkten an enger 17. Plaz, a schlussendlech bei den digitalen ëffentleche Servicer war Lëtzebuerg 2019 mat enger 17. Platz an 59 vun 100 méigleche Punkten ënnert der EU-Moyenne. Dëst war, wéi gesot, am Joer 2019.

Haut si mir dräi Joer méi spéit. A wou sti mir dann haut an dësem Index? Ben, haut huet Lëtzebuerg am DESI-Index eng aachte Plaz mat 59 Punkten. Mir sinn also zréckgefall am Verglach zu 2019.

Mee kommt, mir kucken eis déi verschidden Indikatoren emol am Detail un. Wann een de Beräich vum ëffentleche Secteur hëlt, do hu mir eis op eng 7. Plaz verbessert mat 83 Punkten a mir leien haut iwwert der EU-Moyenne. An den eGovernment Benchmark vun der Europäescher Kommissioun bestätegt dës Verbesserung mat enger 3. Plaz fir d'Joer 2022.

D'Regierung huet eng Strategie ausgeschafft iwwert d'Gouvernance électronique fir d'Joren 2021 bis 2025. D'ganz Verwaltung soll digitaliséiert ginn an alles soll sech erëm ronderëm de Mënsch dréinen, kee soll ausgeschloss ginn, egal wéi en digitaalt Material en huet oder wéi eng digital Kompetenzen en huet oder wéi ee Background dass en huet.

Um Pabeier kléngt dat ganz gutt. Wichteg ass awer fir eis als CSV, dass d'Digitaliséierung kee Selbstzweck ass, weeder fir de Bierger nach fir de Beamten. Fir déi zwee mussen d'Liewen an d'Aarbecht méi einfach ginn an net méi komplizéiert duerch d'Digitaliséierung.

An och hei géllt oder haaptsächlech hei géllt: Näischt ersetzt de mënschleche Kontakt! Eng E-Mail-Adress op engem Courrier vun der Verwaltung ass gutt, mee et wéisst een als Bierger heiansdo gären, mat wiem dass een et dann an der Verwaltung ze dinn huet. An dëst ass besonnesch fir eeler Leit oder Leit, déi sech an eisem System net esou gutt auskennen, ganz wichteg. An och e Rendez-vous sur place ass oft eng grouss Hëllef a bréngt méi wéi e laangen Echange vun E-Mailen.

Gi mer op den zweete Punkt: d'Digitaliséierung vun de Betriber. Hei si mir mat enger 18. Plaz a 35 Punkte manner gutt wéi 2019. D'Digitaliséierung vun de Betriber ass enk verbonne mat der Digitaliséierung vum ëffentleche Secteur. Duerch besser Interaktioune mat der Administratioun, vereinfachten administrative Prozeduren a kloren a séieren Informatiounen iwwert de Status vun den Dossieren géifen d'Betriber wäertvoll Zäit spueren an et géif ville klenge Betriber hëllefen, hir Prozeduren ze optimiséieren. Well et si besonnesch kleng Betriber, déi net ëmmer déi néideg Ressourcen hunn, fir d'digital Transitioun duerchzeféieren.

Laut dem Baromètre de l'Économie, dee vun der Chambre de Commerce gemaach gouf, si méi wéi 60 % vun de Betriber der Meenung, dass d'Ofschléisse vun den administrativen Demarchen nach ze vill Zäit brauch. Am genannte Baromètre fir déi zweet Hallschent vun 2021 hu 34 % vun de Betriber d'Digitaliséierung vun den Aktivitéiten als eng vun den Erausfuerderunge fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun hire Geschäfter identifizéiert an dat direkt no dem Manktum u Main d'oeuvre, de Käschte vun der Aarbecht an dem Präis vun der Energie an der Matière première.

Duerfir ass et an eisen Ae wichteg, d'digital Transitioun vun de Firme weider ze ënnerstëtzen an Investitiounen an d'digital Transitioun ze förderen.

Ech erënneren an dësem Kontext och drun, dass meng Kolleege Laurent Mosar a Gilles Roth e Gesetzesprojet deposéiert hunn, eng sougenannte „Loi Rau reloaded", déi iwwer e Steierusaz oder Steierureiz a Form vun engem Abattement soll d'Privatpersoun encouragéieren, hir Suen a PMEen ze investéieren, déi nohalteg oder digital Aktivitéite bedreiwen.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Den drëtten Indikator: Bei den digitale Kompetenze si mir och zréckgefall op eng 6. Plaz mat 58 Punkten. Mir leien awer nach ëmmer iwwert der EU-Moyenne.

Dëst Resultat ass erstaunlech: Am Juli 2019 hat den europäesche Conseil eng vu senge Recommandatiounen am Kader vum Programme national de réforme a vum Programme de stabilité geschriwwen, déi gesot huet, d'Investissementer an d'Digitaliséierung am Allgemengen an d'digital Kompetenze misste gefërdert ginn. Am Joer 2020 gouf dës Recommandatioun widderholl. Am Joer 2021 gouf erëm vum europäesche Conseil gefrot, fir d'Investissementer an d'ekologesch an d'digital Transformatioun weider ze förderen.

Doropshin sinn an dësem Beräich an de leschte Jore ganz vill Initiative geholl ginn. Ech denken do zum Beispill un de Programm „Digital Skills", bei deem all Chômeur partiel e Bong vu 500 Euro kritt huet, fir eng Formatioun ze maachen am digitale Beräich. Eng 30.000 Leit hei am Land haten esou e Bong kritt. Mir wiere gespaant ze wëssen, wat dës Mesure bruecht huet. Wivill Chômeuren oder Chômeurs partiels hunn dann dëse Bong ageléist? A wéi huet sech hir Aarbechtssituatioun doduerjer entwéckelt?

Ech denken hei och un eis Schoulen, an deene ganz vill geschafft gëtt, fir eis Kanner fit ze maache fir d'digital Welt. Mir hunn op dëser Plaz d'lescht Woch iwwert d'„Digital Sciences" am Enseignement secondaire geschwat, d'Weiderféierung vum Coding, deen an der Grondschoul agefouert ginn ass. Dat Ganzt ass Bestanddeel vun der Approche „einfach digital", mat där d'Digitaliséierung am Klassesall eng Realitéit gëtt. D'Zukunft wäert eis weisen, ob dës Approche duergeet oder net. Mir si gespaant op d'Resultat.

Véierten Indikator, d'Konnektivitéit: Hei si mir zréckgefall op eng 11. Plaz mat 59 Punkten. An domadder si mir ganz liicht ënnert der EU-Moyenne. D'Regierung huet eng „Stratégie ultra-haut-débit" fir d'Joren 2021 bis 2025 ausgeschafft. Wou si mir mat där Strategie drun? Wéi gesäit et aus mat der Couverture vum 5G hei zu Lëtzebuerg?

Mir begréissen och, dass mam Gesetz vum 17. Dezember 2021 „sur les réseaux et services de communications électroniques" e Mécanisme d'aide financière du service universel abordable agefouert gouf, och wann dëst Gesetz u sech éischter eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv ass.

De fënneften Indikator, deen et 2019 nach gouf, nämlech d'Benotze vum Internet, dee gëtt et leider 2022 net méi. Mee de Statec huet awer Statistike gemaach a gesot, dass 99 % vun de Leit tëschent 16 a 74 Joer hei zu Lëtzebuerg konnektéiert sinn, dat heescht, si hunn Accès op Internet a si benotzen en och.

Gläichzäiteg publizéiert de Statec awer och Zuelen iwwer eis Alterspyramid hei zu Lëtzebuerg an aus där geet ervir, dass am Joer 2022 bal 70.000 Persounen am Alter zwëschent 65 an 79 Joer sinn an iwwer 25.000 Leit sinn iwwer 80 Joer al. Bei enger Bevëlkerung vu 645.000 Leit, sinn dat bal 15 % vun eiser Bevëlkerung.

Mee wéi steet et dann zu Lëtzebuerg ëm den Accès zum Internet an d'Benotze vum Internet vun dëse 15 % vun der Bevëlkerung, déi iwwer 75 Joer (veuillez lire: 65 Joer) al sinn? Hu si en Zougang zur digitaler Welt? Wéi een Zougang hu si? Wéi eng Kompetenzen hu si? A wat gëtt eigentlech konkreet fir déi eeler Leit gemaach, déi am Kapp ganz gutt sinn an eigentlech nach alles selwer maache kéinten, mee well eis Gesellschaft ëmmer méi digital gëtt an dës Leit aus iergendengem Grond och ëmmer den digitalen Uschloss verpasst hunn? Ech denken do zum Beispill u Banken. D'Guichete ginn ëmmer méi zougemaach a Pabeieriwwerweisunge musse bezuelt ginn.

Da liesen ech am Aktiounsplang vun der Regierung, dass iwwer eng digital Procuratioun nogeduecht gëtt. Eng digital Procuratioun ass schéin a gutt, mee déi eeler Leit wëllen awer selwer d'Kontroll iwwer hir Konte behalen. Bei aller Digitaliséierung solle mir d'Leit ouni digitalen Anschluss net aus den Ae verléieren. Si brauchen nach ëmmer analog Servicer an dat ass net nëmme fir eeler Leit de Fall. Et gëtt och vill Leit mat engem Handicap. A fir si ass eng digital Welt gläichzäiteg e Seegen an e Fluch.

Mir hunn hei am Joer 2019 e Gesetz gestëmmt iwwert d'Accessibilitéit vun den Internetsitten an de mobillen Applikatiounen am Allgemengen, awer och spezifesch fir Leit mat engem Handicap.

Här President, e Punkt, deen och ganz oft vergiess gëtt an dësem Kontext, ass d'Benotze vum Internet vu Meedercher a Fraen, esou wéi hir digital Kompetenzen. Hei ass de „Women in Digital"-Index, e wichtege Rapport vun der Europäescher Kommissioun. Op der Basis vun dësem Rapport louch Lëtzebuerg am Joer 2019 op enger gudder 3. Plaz an der EU. Am Joer 2021 ass Lëtzebuerg an dësem Index op déi 6. Plaz zréckgefall, awer mir leien nach ëmmer iwwert der EU-Moyenne.

Erstaunlech ass an dësem Kontext – an do war ech wierklech perséinlech iwwerrascht, wéi ech et gesinn hunn –, dass mir bei de Fraen als eGovernment-User ënnert der europäescher Moyenne leien. Eng méiglech Erklärung kéint eventuell sinn, dass et e gewëssene Retard am eGovernment-Beräich gouf an dass dat heiten d'Zuel vun 2021 ass. Mee bon, dat ass déi eenzeg Erklärung, déi ech derzou fonnt hunn.

No dësem État des lieux vun der Digitaliséierung vun eisem Land, géif ech zréckkommen op den eigentlechen Nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun.

Et ass wéi esou oft bei Blo-Rout-Gréng – ech verweise just op de rezenten État de la nation – eng schéi Broschür mat schéine Wieder, awer mat wéineg konkreetem Inhalt. Et gi 40 verschidden Initiativen opgezielt, déi dräi verschidden Objektiver hunn: éischtens, d'Motivatioun eropsetzen an d'Vertrauen an dat Digitaalt erwächen, zweetens, den Zougang zur digitaler Welt vereinfachen an drëttens, d'digital Kompetenzen entwéckelen.

Bei den Ziler si mir eis alleguerten eens: Et geet ëm eng digital inklusiv Gesellschaft, also wou dat Digitaalt fir Kohäsioun a Matenee soll suergen, wou also Brécke solle gebaut ginn a keng Grief oder Gappe sollen entstoen.

D'Däitscht Institut fir Mënscherechter huet d'Inklusioun definéiert, andeems et gesot huet, dass kee Mënsch ausgeschloss, ausgegrenzt oder un de Rand vun der Gesellschaft däerf gedrängt ginn. An déi däitsch Aktion Mensch, déi och jiddwerengem heibannen dierft e Begréff sinn, definéiert Inklusioun, andeems se seet, dass jidder Mënsch ganz einfach derzougehéiert. Mee et gi scho Klufte bei eis am Land am Sënn vum faméisen Digital Divide. Also musse mir séier Brécke bauen a mir mussen d'Leit do ofhuelen,

wou se digital stinn, an op kee Fall mam béisen digitale Fanger op si weise respektiv erofkucken.

Et geet net iwwert de Selbstlob vun der Regierungskommunikatioun, déi seet, datt dëse Plang géif eng zolidd Grondlag fir nohalteg Aktioune schafen an eng förderend Roll spillen, fir d'digital Technologien zu engem wirtschaftlech a sozial wierkungsvollen Instrument ze maachen.

Wat mir brauchen, ass eppes, wat ech géif digital Gerechtegkeet nennen, well déi sozial Schéier däerf net nach méi wäit auserneegoen a scho guer net duerch dat Digitaalt. Et ass och eng Fro vun Hardware, et ass eng Fro vu Software an et ass eng Fro vun Knowhow. Et ass och eng Fro vun der mënschlecher Software, der Educatioun. Well Fakt ass, den Zougang zu Internet, Hardware a Software ass leider ongläichméisseg verdeelt, och zu Lëtzebuerg.

Et däerf een d'Bedeitung vun der digitaler Inklusioun op kee Fall ënnerschätzen. An hei musse mir ganz gutt oppassen, well dat gëllt fir all Gesellschaftsschichten, och tëschent de Generatiounen. Lëtzebuerg däerf net eng Gesellschaft gi vun den Happy Few, déi alleguerten alles hunn – Smartphone, Tablet, Laptop, Smartwatch, Smartauto a wat soss nach alles smart ass –, an dann hu mer op där anerer Säit déi aner, déi materiell net méi kënne mathalen.

An am Schoulhaff, do geet et haut schonn un. Ouni Smartphone, wa méiglech deen neiste Modell, ass ee jo scho kee méi. An ouni Spillkonsol doheem kann een net matschwätzen an der Paus. An dat Digitaalt ass amgaang, ëmmer méi zu engem Statussymbol ze gi vum Derzougehéieren, an dat net nëmme bei eise Kanner a Jugendlechen, mee och bei eis Erwuessenen.

Déi digital Gerechtegkeet oder digital Kohäsioun gesinn ech duerfir als déi gréissten Erausfuerderung fir d'Zukunft. Oder: Wéi kréie mir d'Leit alleguerte mat an dat digitaalt Zukunftsboot? Mir brauchen, fir et ganz einfach ze soen, stabill Internet- a GSM-Verbindunge landeswäit. Dat ass bei Wäitem haut net iwwerall de Fall. Ech erënnere just drun, wa mir Kommissiounssitzung hunn, wësse mer ganz genee, dass verschidden Deputéiert mussen hir Kameraen ausmaachen, fir dass een iwwerhaapt versteet, wat se soen.

Jiddweree muss Zougang zu genuch Datevolumen hunn. Dat däerf keng Fro vum Portmonni sinn.

(Brouhaha)

Nee, et sinn der och, déi d'Kamera aushunn, mee et sinn der awer och, wa se sech d'Wuert froen, da maache se d'Kamera aus, well ee soss keng gutt Verbindung huet an et versteet een net, wat se soen.

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

Mme Diane Adehm (CSV) | Voilà! Fir et da ganz prezis ze soen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschléissen: Et ass nach ëmmer schwéier, eng laangfristeg Visioun vun allen Digitaliséierungsprojeten, déi d'Regierung an de leschte Jore lancéiert huet, opzeweisen. Och wa mir vill vun dëse Projete begréissen, wéi zum Beispill Fit 4 Digital oder Fit 4 Innovation, fir d'digital Inklusioun vun de Betriber ze förderen, oder d'Schafe vum neie Fach „Digital Sciences" an der Schoul, dat lescht Woch hei an der Chamber laang a breet diskutéiert gouf, erkenne mir awer keng laangfristeg Strategie. Fir eis ass et u sech e Sammelsurium vu 40 verschiddenen Initiativen, déi an en nationalen Aktiounsplang zesummegefaasst gi sinn.

Zentral bei all Inklusioun ass, datt keen an där neier, schéiner digitaler Welt op der Streck bleift. D'Digitaliséierung ass kee Selbstzweck, fir sech op e Marketingfändel ze schreiwen. D'Digitaliséierung muss dem Mënsch déngen an him a sengem Alldag hëllefen, an zwar alle Mënschen.

Duerfir muss et fir alles nach ëmmer en net digitale Wee ginn, grad fir eeler Leit, déi näischt mat engem Computer, engem Smartphone oder generell mam Digitalen ufänke kënnen, awer och fir Leit, déi en Handicap hunn, oder Leit, déi einfach net genuch Suen hunn, fir kënne matzehalen. Duerfir muss och all digitale Service ronderëm de Mënsch opgebaut sinn, ouni Virkenntnisser ze verlaangen. An um Enn vum digitalen Dag däerfe mir och dat Digitaalt net technesch denken, mee mënschlech, well d'Technik ass ni d'Zil oder den Zweck. Deen ass a bleift ëmmer de Mënsch, d'Famill an all aner mënschlech Gemeinschaft.

Um Enn vum Dag geet et fir eis ëmmer ëm eng Verbesserung an eng Vereinfachung vum Liewe vun de Leit wéi bei all Politikberäich. Net de Mënsch muss sech der digitaler Welt upassen, déi digital Welt muss sech de Leit upassen. Si muss abannen an däerf net ausschléissen.

Onofhängeg vun all digitaler Inklusioun brauche mir hei am Land vill manner Bürokratie. Mir brauche vereinfacht Prozeduren an e Staat, deen no beim Bierger ass, soss gi mir enger mënschlech kaler Zukunft entgéint. An dat musse mir mat alle Mëttele vermeiden.

D'digital Welt muss mënschegerecht bleiwen, an duerfir soen ech et och nach eng Kéier: Mir brauchen eng digital Aktion Mensch, einfach gemaach a fir jiddwereen zougänglech.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Ofschléissend soen ech dem Guy Arendt Merci fir dës Interpellatioun an Iech soen ech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. An den nächsten ageschriwwene Rieder ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | „E soll super einfach ze benotze sinn!" Dat waren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Steve Jobs seng Wierder, wéi hien den 9. Januar 2007 der Ëffentlechkeet deen éischte Modell vum iPhone presentéiert huet.

Haut, méi wéi 15 Joer duerno, wësse mir, wéi eng Revolutioun dëse klengen Apparat lassgetréppelt huet. An engem gewëssene Sënn huet de Smartphone wuel eng grouss Kontributioun fir méi digital Inklusioun gemaach, eist Theema vun haut. An dofir och direkt mengem Kolleeg, dem Guy Arendt, e grousse Merci, dass hien dës Interpellatioun ugefrot huet.

D'Zil vun der digitaler Inklusioun soll et jo sinn, dass keen dobäi op der Streck bleift. De Smartphone erlaabt et effektiv ganz ville Leit, ëmmer en Internetaccès an der Boxentäsch oder an der Posch derbäizehunn. Mat der klenger Aschränkung, dass dëse klengen Apparat aleng schonn opgrond vu sengem stolze Präis net ouni Aschränkunge fräi zougänglech ass; een Aspekt, deen een, wann ee vun digitaler Inklusioun schwätzt, net ënnerschätzen dierf. Oder fir et ganz pragmatesch auszedrécken: Nieft alle Strategië ronderëm Benotzerfrëndlechkeet oder neien digitale Méiglechkeete muss een, fir online ze sinn, fir d'éischt emol an de Portmonni gräifen, an zwar zolidd.

Och hei am Land ka sech net jiddweree reegelméisseg deen neiste Laptop oder Smartphone leeschten, an dat huet eis grad d'Pandemie nach eemol ganz kloer virun Ae gefouert. „Bleift doheem!", huet et am Mäerz 2020 vun engem Dag op deen aneren op eemol geheescht an d'Schoule sinn zum Deel zoubliwwen. An do war net jiddwer Schüler oder Schülerin an der glécklecher Situatioun, iwwer en eegene Computer oder Tablet ze verfügen, fir seng oder hir Coursen op Teams vun doheem aus ze suivéieren.

Mir ass zum Beispill ee Fall bekannt, wou eng elengerzéiend Mamm mat zwee Kanner als eenzegen informateschen Outil en Handy hat. Vun deem aus hunn d'Kanner dann ofwiesselnd Coursë verfollegt op engem klengen Ecran an ouni d'Méiglechkeet, eng Fiche fir d'Aufgaben doheem erauszedrécken. En dezente Revenu ass deemno eng Grondviraussetzung, wann een digital Inklusioun wierklech ustrieft.

(Interruption)

Duerfir wëlle mir als LSAP ënnersträichen, dass Inklusioun vläicht net ausschliisslech, mee an engem héije Mooss eng Fro vu Pouvoir d'achat ass.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Dëst hat och schonn 2009 eng Resolutioun vum Conseil de l'Europe ënnerstrach, deen deemools sot, dass de Begrëff vun der sougenannter Fracture numérique net als Fracture, also e Broch, ze verstoe wier, mee éischter als gesellschaftleche Gruef, deen onofhängeg vun der Entwécklung vun den Technologien ëmmer méi ausgeprägt gëtt. Et sinn déi selwecht Mënschen, déi och haut nach riskéieren, um digitale Plang ausgeschloss ze ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee vun digitaler Inklusioun schwätzt, da kënnt een deemno net derlaanscht, och déi sozial Ënnerscheeder ze thematiséieren. Hei spillt de Bildungsniveau eng ganz wichteg Roll, dat och hei am Land, well mir haten elo zimmlech rezent Zuele vun enger Ëmfro, déi de Statec 2020 an Optrag ginn hat. An doraus ass ervirgaangen, datt 53 % vun de Leit, déi e méi héije Bildungsniveau hunn, de Site guichet.lu benotzen, wat a mengen Aen e ganz gudde Moossbarometer ass. Bei deenen, déi e mëttlere Bildungswee hunn, sinn et der 45 % a bei deene Leit mat engem méi niddrege Bildungsniveau si mer da just nach bei 23 %. Oder aneschters ausgedréckt: D'Leit mat engem méi héije Bildungsniveau benotzen de Site guichet.lu duebel esou oft wéi Leit mat engem méi niddrege Bildungsniveau.

An dat läit net nëmmen un de finanzielle Méiglechkeete vun dëse Leit. Eng Rei vu Leit si ganz einfach skeptesch oder och ängschtlech, fir Onlineformulairen unzefroen.

A Frankräich, wou de Phenomeen vun der Fracture numérique nach vill méi ausgeprägt ass wéi bei eis zu Lëtzebuerg, gëtt et en Term derfir, den „Illectronisme". Dat ass d'Schwieregkeet an a verschiddene Fäll souguer d'Onméiglechkeet, informatesch Outilen ze notzen, well et ganz einfach u Basiskenntnisser feelt oder eng Hemmschwell do ass, iwwert déi déi Leit net ewechkommen. Déi franséisch Regierung ass 2021 dovunner ausgaangen, dass 17 % vun der Populatioun vun där Problematik betraff wieren, e Phenomeen, deen een och bei eis net sollt ënnerschätzen, wann ee wëll, dass keen op der Streck bleiwe soll. An dofir ass dee Sujet vun haut och esou wichteg.

Zu Lëtzebuerg gehéiere mir, wat d'digital Couverture an Déngschtleeschtungen uginn, zum Peloton vun de Musterschüler. An dat begréisse mir ausdrécklech als LSAP, genee wéi och de Plan d'action national, deen

de Minister fir Digitaliséierung 2021 presentéiert huet a wou ganz wichteg a richteg Pisten an Aktioune fir d'Zukunft dra sinn, deen eis Zoustëmmung fënnt.

An dach hu mech e puer Zuelen, déi ech an der Dokumentatioun zu dësem Aktiounsplang gelies hunn, interpelléiert. Laut Eurostat gi 54 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg online ënnerwee sinn, un, dass si am Fong just elementär oder ganz wéineg informatesch Basiskenntnisser hunn. Dat weist, dass och bei eis nach Verbesserungsméiglechkeete bestinn. Wéi esou oft spillt och an dëser Thematik d'Schoul eng zentral Roll. Déi lescht Woch, dofir si ganz vill Referenzen op deen Debat och vu menge Virriedner gemaach ginn, hat meng Kolleegin Francine Closener an enger Heure d'actualité de Sujet vun der Medienerzéiung thematiséiert. Abee, wann ee vun digitaler Inklusioun schwätzt, da kënnt een net derlaanscht, dëse wichtege Volet ze thematiséieren. Dat Digitaalt huet ewell esou eng Wichtegkeet an eisem Liewe kritt, dass een d'Kanner dorobber muss preparéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Fir datt bei eis keen, egal mat wéi engem sozialen oder och sproochleche Background, muss fäerten, fir Dokumenter online unzefroen oder auszefëllen oder vun aneren Onlineservicer ze profitéieren, musse mir derfir suergen, dass dee Gruef, vun deem ech éineschters geschwat hunn, net besteet. Well och wa mir haut vu sougenannten Digital Natives schwätzen, dierfe mer eis net ieren. Et ass net, well eis Kanner schonn a jonkem Alter wëssen, wéi een e Selfie mécht oder e Video op TikTok eropluet, dass si spéider och mat administrativen Demarchen eens ginn oder Fakenews erkennen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Et geet schonn domadder un, dass vill Kanner ni richteg mat Basisprogrammer, Schreifprogrammer oder Mise-en-pagen oder Onlinesecuritéit familiariséiert ginn, wat sech jo elo hei am Land amgaangen ass ze änneren. Duerfir och eis Fuerderung als LSAP, dass eng zolidd Offer un Informatikscoursen a Medienerzéiung fir jiddwer Schüler an alle Schoulen ugebuede muss ginn. Den Ufank ass gemaach. Dës Basisformatioun fir all Schüler ass eng vun de Grondviraussetzungen, fir dass keen op der Streck bleift.

D'Schoul ass net déi eenzeg Plaz, och wa se eng ganz wichteg ass, wou ee sech fir déi digital Inklusioun asetze muss. An do si mir ganz frou, dass am Plan national esou vill verschidden Initiative geholl gi mat konkreeten Offeren am ganze Land. Dat ass och noutwendeg, woubäi natierlech ëmmer de Risiko besteet, datt ee virrangeg déi Leit erreecht, déi et am Fong guer net méi esou néideg hunn.

Den Challenge besteet jo ëmmer doranner, fir un déi Populatiounen ze kommen, déi déi noutwendeg Kenntnisser nach guer net hunn oder net gutt eens ginn. Dozou gehéieren an eisen Aen och virrangeg déi eeler Leit. Well Medienerzéiung, och wann d'Wuert Erzéiung dran ass, ass net just en Theema fir jonk Leit. Dëst ënnersträicht och e Rapport mam Titel „L'ère du numérique? C'est aussi mon époque!", deen am Mäerz dëst Joer vum Conseil de l'Europe publizéiert ginn ass.

Dëse Rapport weist, wéi wichteg et ass, datt och eeler Persounen – an der Reegel sinn domat déi 65+ gemengt, fir déi, déi elo hei déi Fro an de Raum stellen – net vergiess ginn. An dësem Text gëtt eng Etüd zitéiert, déi 2016 an Europa duerchgefouert ginn ass. Deemools, dat war also nach virun der Pandemie, si Projeten ënnert d'Lupp geholl ginn, déi mat Medienerzéiung ze dinn haten an déi net an engem schoulesche Kader stattfonnt hunn. Insgesamt waren et der 145. Dorënner waren der just 7, déi sech mat Medienerzéiung vun eelere Persoune beschäftegt hunn.

Erfreelecherweis, ech soen dat direkt, steet och Lëtzebuerg op der Lëscht vun deene Länner, déi esou e Projet ugebueden hunn. Mee Dir hutt verstanen, wourobber ech erauswollt. Just 7 vun 145 Projeten hu sech un eeler Matbierger geriicht. Dat geet net duer! Medienerzéiung dierf sech net ausschliisslech u Kanner oder Leit am Beruffsalter riichten, si muss sech un déi gesamt Populatioun riichten.

Am Kader vun där Heure d'actualité, vun där ech elo grad geschwat hunn, hat d'Madamm Closener d'Beispill vu Cambridge Analytica ugeschwat. An deem Fall sinn d'Onlineprofiller vu Milliounen vun amerikanesche Wieler analyséiert ginn, ouni dass si Kenntnis dovunner haten, an duerno sinn hinne Messagë geschéckt ginn, déi op si zougeschnidde waren, fir se derzou ze brengen, fir e bestëmmte Kandidat ze stëmmen. Ech brauch Iech jo elo kee Bild ze molen. Déi selwecht Strategie soll iwwregens och a Groussbritannien am Kader vum Brexit ugewannt gi sinn.

Dat si Praxissen, déi eisen demokratesche Fonctionnement natierlech op eng schwéier Prouf stellen, a géint déi muss ee gewappnet sinn. Nach méi dramatesch kann et um perséinleche Plang sinn, wann een op Fakenews erafält, wéi se wärend der Pandemie leider zimmlech heefeg waren. A well et grad vill eeler Leit sinn, déi zu de vulnerabele Populatioune gehéieren, muss een heigéint virgoen, fir si virun esou Praktiken ze schützen.

Haut hunn an Europa ongefeier 20 % vun der Populatioun méi wéi 65 Joer. 2070 wäert et en Drëttel sinn. Dat ass eng sougenannte Megatendenz. Eng zweet Megatendenz ass natierlech déi informatesch Evolutioun. Konnektéiert Aueren, fir déi, déi eng hunn, stellen do eréischt den Ufank vun neie Méiglechkeeten duer. Dës zwou Megatendenzen, déi och als solch vum Conseil de l'Europe erkannt gi sinn, mussen antizipéiert respektiv begleet ginn. A mengen Aen hu mir déi moralesch Obligatioun, fir an Zukunft verstäerkt Environnementer ze schafen, déi inklusiv sinn. An do spillt, wéi gesot, Medienerzéiung eng zentral Roll.

A wien elo mengt, dee Problem géif sech vum selwe léisen, spéitstens wann déi Jonk vun haut, déi sougenannten Digital Natives, eng Kéier selwer al ginn, deen iert sech. Well d'Technologien evoluéiere jo dauernd an dat, wat een als Teenager haut als Sumum vun der Technolgie ugesäit, dat wäert a 60 Joer oder manner wéi dat, wann een da selwer Senior ass, total vereelzt sinn. An da wäert och hie riskéieren, sech net méi erëmzefannen, wann hien all déi Joren net bei der Staang bliwwen ass.

Wat kann een dann ënnerhuelen, fir déi digital Inklusioun vu virrangeg eelere Leit ze favoriséieren? Am Plan d'action national d'inclusion numérique sinn eng ganz Rei Initiativen opgelëscht, déi mir begréissen – dat ass ganz positiv –, Informatiounsseancen, déi sech un déi sougenannt Silver Surfer riichten, oder Formatiounen a Saachen E-Banking. A grad bei eelere Leit ass d'Angscht jo verstäerkt do, vun Onéierlechen duerch déi nei Technologië beduckst ze ginn oder vu Leit ugeschriwwen ze ginn, mat deenen een näischt wëll ze dinn hunn.

Dës Ängschten, déi jo leider net ganz onberechtegt sinn, mussen ofgebaut kënne ginn. Dofir ass all Initiativ, déi an d'Richtung vun Internetstuffen oder Workshoppen, déi an engem Senioreclub stattfannen, geet, ze ënnerstëtzen. Mee och do dierf et net just dovunner ofhängeg sinn, a wéi enger Gemeng ee wunnt an ob een d'Chance huet, fir esou eng Struktur ze hunn. Esou Méiglechkeete mussen idealerweis landeswäit bestoen, fir dass och hei keen op der Streck bleift.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie huet eis awer net nëmme gewisen, wat net gutt fonctionéiert, mee och, wat gutt leeft. Et si glécklecherweis ganz vill Saachen, déi bei eis am Land ganz gutt fonctionéieren. Ech denken zum Beispill un déi vill Efforten, déi am Portal guichet.lu respektiv myguichet.lu ënnerholl gi sinn. Dëse Portal ass mat der Zäit e risege Reservoir u prakteschen Informatioune ginn. Hei gouf gutt Aarbecht geleescht. Datt dëse Luef net aus der Loft gegraff ass, weist d'Notzung vum Site. Ufroen an Demarchen, déi all Joer gemaach gi vun de Bierger, ziele sech mëttlerweil a Milliounenhéicht. Als Beispill d'Steiererklärung rezent, fir déi säit dësem Joer en Onlineassistent Hëllef ubitt, fir datt dach heiansdo méi kryptesch Formuléierunge besser verstane kënne ginn. An de Succès weist, datt een och do um gudde Wee ass. An all déi Efforte soll ee weiderféieren.

Wou och weider Efforten ze maache bleiwen, ass am Beräich vun der Sprooch. An domadder mengen ech net just Iwwersetzungen elo vun enger Sprooch an déi aner, mee virun allem de Gebrauch vun der sougenannter „Leichte Sprache". Dat ass jo en Theema, dee menger Kolleegin Simone Asselborn-Bintz besonnesch um Häerz läit. A si ass hei schonn oft dozou intervenéiert. Well e Site kann nach esou gutt opgebaut sinn, wéi e wëll, wann eng Persoun déi komplizéiert administrativ Sprooch net versteet, dann hëlleft dat hir net weider.

Dofir ass et fir eis fundamental, datt déi informatesch Opbereedung vun administrative Prozeduren och genotzt gëtt, fir se verständlech ze erklären. Mee bei allem Fortschrëtt ass a bleift et a mengen Ae ganz wichteg, dass och an Zukunft verschidden Déngschter traditionell op Pabeier ugebuede kënne gi respektiv an engem Guichet ofgewéckelt kënne ginn. Dofir ënnerstëtze mir de Fait, dass ee weiderhin e physesche Guichet.lu an der Stad huet, wou een eng ganz Rei Demarchë maache kann. Fir eis stellt sech an deem Zesummenhang d'Fro, ob een dee Service eventuell kéint erweideren an och nach op anere Plazen ubidden.

Här President, ier ech zum Schluss vu menger Interventioun kommen, wëll ech ënnersträichen, datt et gutt a richteg ass, wa mir a Saachen digital Inklusioun net just selwer bewäerten, mee och Expertis vu bausse siche ginn, zum Beispill wéi dat elo mam OECD-Rapport iwwert d'Digitalisatioun zu Lëtzebuerg rezent geschitt ass, wat mir als LSAP ausdrécklech begréissen.

Ech wollt net ofschléissen, ouni nach eng lescht Iwwerleeung mat op de Wee ze ginn. An der Suite vun deem, wat ech iwwert de physesche Guichet.lu gesot hunn, denken ech, dass et wichteg ass, dass mir eis och net digital Raim erhalen, Plazen, wou tëschemënschlech Echangen am Vierdergrond stinn.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Et ass a bleift richteg, dass mir fir alles eng Onlineléisung virgesinn. Dat ass tipptopp. Allerdéngs kënnen an dierfe mir net verlaangen, dass just nach déi digital Léisungen ugebuede ginn.

Une autre voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Dat ass extreem wichteg a puncto sozialen Zesummenhalt. Eis Gesellschaft huet eng Tendenz, sech a Richtung Individualiséierung ze beweegen. Do ass déi digital Entwécklung net de Grond derfir, mee si dréit och mat derzou bäi. Bei allem digitale Fortschrëtt dierfe mir net verléieren, ee mat deem aneren ze schwätzen. Da wier nämlech scho ganz vill gemaach a Saachen Inklusioun.

An ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Mutsch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft entwéckelt sech ëmmer méi schnell. E Liewen ouni Internet kënne mer eis haut guer net méi virstellen. Analyséiert ee säin Dagesoflaf, stellt ee fest, dass een ëmmer méi vernetzt ass. D'Tendenz ass och, dass ëmmer méi ëffentlech Servicer online ugebuede ginn.

Et ass awer esou, dass net jiddereen dee selwechten Zougang zum Internet huet an deemno och net zu dëse Servicer. Et gëtt Leit, déi sech informatescht Material guer net kënne leeschten, anerer beherrschen den Ëmgang domadder net. Duerfir ass et wichteg, esou ville Leit wéi méiglech ze hëllefen, Zougang zum Internet ze kréien, a gläichzäiteg awer och offline respektiv Netinternet-Alternativen oprechtzeerhalen, déi ouni Diskriminatioun kënne genotzt ginn. Et sinn ëmmer Leit, déi bei schnellen Entwécklungen op der Streck bleiwen, an dat gëllt et, mat alle Mëttelen ze evitéieren.

Opgrond vun där rasanter Entwécklung an der digitaler Welt gëtt déi digital Inklusioun duerfir ëmmer méi wichteg.

Wat heescht Inklusioun fir déi gréng? D'Gesellschaft als solch soll eng onkomplizéiert an ondiskriminatoresch Participatioun vun all Eenzelne méiglech maachen. Dat heescht, datt eis Gesellschaft op ass fir Diversitéit, datt si jidderengem onofhängeg vu senger Fäegkeet eng Plaz an eng Wäertschätzung gëtt. Eist Zil ass deemno eng tolerant Gesellschaft nom Prinzipp vum Design for all, eng Gesellschaft, wou jiddereen ouni individuell Upassung oder besonnesch Assistenz ka barriärefräi liewen.

Bei der digitaler Inklusioun ass d'Zil deemno, all de Mënschen onofhängeg vun hire kulturellen, eethneschen, sozialen, mentalen oder physeschen Ënnerscheeder den Zougang zu der digitaler Welt ze erméiglechen. Dobäi ass et primordial, datt d'Ëmfeld sech un d'Leit adaptéiert an net ëmgekéiert.

Et muss een déi digital Inklusioun aus zwee verschiddene Bléckwénkele betruechten. Et geet engersäits ëm d'Inklusioun an der digitaler Welt, wou een, andeems een d'Mënschen an déi digital Gesellschaft inkluéiert, hir Chancëgerechtegkeet a Beräicher wéi Aarbechtsmaart, Bildung, sozial Bezéiung a Kultur verbessert. Anerersäits bezitt déi digital Inklusioun sech awer och op d'Inklusioun duerch déi digital Medien. Dat heescht, hei sinn déi digital Medien en Outil, fir all d'Mënschen an d'Gesellschaft anzebannen. Dozou gehéiert besonnesch hei zu Lëtzebuerg och, d'Sproochebarriären iwwerbréckt ze kréien. An eisem méisproochege Land ass et ëmsou méi wichteg, fir offiziell digital Offeren a ville Sproochen ze hunn. Jo, eng hallef Dose Sproochen an och eng Versioun a Leichter Sprache ass opwendeg an huet e gewëssene Käschtepunkt. Mee dat muss eis d'Inklusioun wäert sinn, och besonnesch wann et ëm ëffentlech Servicer geet.

Dir Dammen an Hären, déi gréng si sech der politescher Verantwortung bewosst, fir d'Leit optimal um Wee an d'Digitalisatioun ze begleeden. Mir begréissen duerfir, datt d'Regierung e Plan d'action national d'inclusion numérique ausgeschafft huet. Mir sinn och mat der Approche, wéi dësen Aktiounsplang ugepaakt ginn ass, averstanen.

Esou war 2019 an der Chamber en Débat de consultation iwwert d'Digitaliséierung, wou all Partei hir Positioune presentéiert huet, notamment zu der digitaler Inklusioun.

Ech hunn deemools scho gesot, datt déi gréng gradewéi d'Regierung d'Digitaliséierung als eng Chance fir Lëtzebuerg gesinn an datt mer Virreider an dësem Beräich solle ginn. Ech hunn awer och drop insistéiert, datt mer net coûte que coûte sollen iwwerall digitaliséieren, mee datt d'Digitalisatioun der Gesellschaft soll déngen an net d'Leit aus der digitaler Welt soll ausschléissen.

D'Digitaliséierung soll och net méi Problemer schafen, wéi se der behieft. Et ass also besonnesch wichteg, net just d'Vitess vun der Entwécklung ze kucken, mee och d'Effizienz an d'Resilienz vun der Infrastruktur an de Servicer, an dëst eeben am Déngscht vun alle Bierger.

D'Sécherheet an d'Nëtzlechkeet mussen am Zentrum vun den Digitaliséierungsefforte stoen. Nieft dem Débat de consultation ass och en interministeriellen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn, Questionnairen iwwer bestoend Initiative beim Staat sinn ausgewäert ginn, et ass sech mat net gouvernementalen Acteuren ausgetosch ginn an et sinn och Questionnairen iwwert d'Bedürfnisser an d'Erwaardunge vun der Zivillgesellschaft ausgewäert ginn.

Mir begréissen déi breet an transversal Approche, déi hei ugeholl ginn ass, an dass och vu virera besonnesch vulnerabel Gruppe respektiv hir Vertrieder proaktiv mat an d'Consultatioun agebonne goufen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, da géif ech gären op den Aktiounsplang u sech agoen. Am Aktiounsplang sinn e puer Statistike genannt, déi ee muss méi genau analyséieren. Laut Statec hu 6 % vun de Leit Angscht ëm d'Sécherheet vun hiren Donnéeën. Laut TNS ILReS fäerten 33 %, datt den Internet hiren Alldag net vereinfacht. A laut Eurostat sollen awer just 8,3 % den Internet net bal all Dag benotzen. Et kann een also soen, dass trotz Ängschten an Zweifelen quasi jiddereen den Internet all Dag benotzt, wat e bësse widderspréchlech ass no de Statistiken, déi mer gesinn hunn.

Et kann een also soen, dass trotz Ängschten an Zweifele quasi jiddereen den Internet all Dag benotzt, wat e bësse widderspréchlech ass no de Statistiken, déi mer gesinn hunn.

Hei gesäit een eppes, wat meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard schonn d'lescht Woch op dëser Plaz gesot huet, wéi et ëm Mediebildung gaangen ass. Dat ass d'Feststellung, dass der Politik vill gehollef wär, wa mer besser Statistiken zu den digitale Kompetenze vun eiser Residentsbevëlkerung hätten. Dat ass sécher eng Pist fir d'Zukunft, fir méi geziilt nach Donnéeën heizou ze kréien. Den Här Minister kann eis vläicht dozou e puer Informatioune ginn.

An deem Kontext begréisse mer, och wann dat just en Deel vun der Digitalisatiounskompetenz ofdeckt, datt e Fuerschungsprogramm soll en place gesat ginn, dee sech mat der Benotzerfrëndlechkeet vun ëffentlechen digitale Servicer befaasst. Och hei kann eis den Här Minister eventuell Detailer ginn, wéini dëse Projet soll ulafen a wéini mat Resultater ze rechnen ass.

Interessant ass och, datt eng juristesch an technesch Machbarkeetsstudie soll vum Digitalisatiounsministère lancéiert gi fir eng méiglech Aféierung vun enger digitaler Vollmuecht, datt eng drëtt Persoun digital Behërdegäng am Numm vun engem Ugehéierege ka maachen. Hei wär et interessant ze wëssen, ob déi Machbarkeetsstudie schonn amgaangen ass.

déi gréng begréissen och all Initiativ, déi a Richtung Inklusioun vu behënnerte Persounen an eiser Gesellschaft geet. Duerfir si mer och besonnesch frou, dass deen Aspekt am digitale Kader nieft de sozialen a generationelle Consideratiounen net vergiess gouf.

E weidere gudde Punkt am Aktiounsplang ass fir eis d'Ënnerstëtzung vun de Gemengen. Esou soll d'Entwécklung vu Plattforme mat engem sougenannten „universellen Design", déi inklusiv an accessibel sinn, fir de Staat a fir d'Gemengen entwéckelt ginn. Et ass wichteg, datt d'Biergerinnen a Bierger bei ëffentleche Servicer net mat x verschiddene Plattforme konfrontéiert sinn. Duerfir ass et absolutt sënnvoll, fir d'Gemengen, wou vill Demarchë gemaach ginn, mat ze plangen.

Da wollt ech awer och nach op eng gutt Initiativ vum Digitalisatiounsministère vun 2021 agoen. An zwar ass do déi éischte Kéier de Weltdag vun der Telekommunikatioun an der Informatiounsgesellschaft de 17. Mee an en nationalen Dag vun der digitaler Inklusioun ëmgewandelt ginn an et si Projeten aus dësem Beräich geéiert ginn. Meng Fro wär, ob dat just eemol geplangt war oder ob et soll méi reegelméisseg geschéien. Wa jo, wéini soll deen nächsten nationalen Dag vun der digitaler Inklusioun stattfannen? Ass do schonn eppes geplangt?

Wat eis am Aktiounsplang awer och opgefall ass, ass, datt net ëmmer kloer ass, wéi d'Zoustännegkeeten organiséiert sinn. Esou ass zum Beispill den Aspekt vun der Accessibilitéit allgemeng beim SIP vum Staatsministère ugesidelt. Deen huet nämlech laut Plang d'Kompetenz fir déi lafend Evaluatioun vun der Accessibilitéit vun ëffentleche Websäiten a mobillen Uwendungen. Donieft hunn awer och déi jeeweileg Ministèren an hire Beräicher déi Aufgab mol méi, mol manner explizitt am Plang.

Et ass sécher net schlecht, dass verschidden Acteure sech iwwert d'Accessibilitéit Gedanke maachen an d'Digitaliséierung ass per se en transversalen Dossier. Ech wollt awer de Minister froen, firwat déi Kompetenz net beim Digitalisatiounsministère läit.

Här President, wéi scho gesot, geet d'Entwécklung vun der Digitaliséierung enorm schnell weider. An och wann d'Majoritéit vu Leit trotz esou munch Bedenke se notzen an och dovunner profitéieren, sinn awer och nach ëmmer Leit do, déi net domadder eens ginn. Grad si musse mer esou encadréieren, datt och si vun der Digitaliséierung kënne profitéieren. Soulaang dat net méiglech ass, ass et eis Gréng extreem wichteg, dass analog Alternative bestoe bleiwen. Heirop haten och déi zivillgesellschaftlech Associatiounen insistéiert, déi beim Ausschaffe vum Inklusiounsplang consultéiert goufen.

Mir si frou, dass d'Regierung dee Besoin och unerkennt. Den Ombudsman ass a sengem Rapport vun 2021 och op dës Problematik agaangen. Si schwätzt vun enger Depersonalisatioun vun de Relatiounen tëschent den ëffentleche Servicer an de Bierger, déi op d'Digitaliséierung vun den administrativen Demarchen zréckzeféieren ass.

E Grupp vu Leit, déi hei besonnesch betraff sinn, si Leit, déi net gutt liesen a schreiwe kënnen. Dës Leit sinn am onperséinlechen digitale Kader oft nach méi vulnerabel a marginaliséiert wéi souwisou schonn. D'Wuert „literacy" an der „digital literacy" huet duerfir eng ganz grouss Bedeitung. Hei besteet deemno e grousse Besoin, fir nieft den digitale Servicer eng Alternativ ze hunn, wou de Leit, déi et brauchen, en direkten Austausch erméiglecht gëtt, fir dës Leit ze guidéieren an hinnen déi néideg Erklärungen ze ginn. Digitaliséierung däerf duerfir och kee Selbstzweck sinn!

déi gréng si wéi den Ombudsman och der Meenung, datt een net all Servicer kann digitaliséieren. Do, wou Fangerspëtzegefill an Empathie verlaangt ass, kann ee kee Computer dotëschent schalten. Duerfir ass et fir eis extreem wichteg, datt all Verwaltung eng Analys mécht, bei wéi enge Servicer d'Digitaliséierung net zilfürend ass a wou et besser ass, an den direkte Kontakt mat de Biergerinnen a Bierger ze trieden, fir déi besteeënd Problemer besser a méi schnell léisen ze kënnen. Och dat ass Deel vun enger Digitaliséierungsstrategie.

Da wéilt ech awer och nach op d'Fracture digitale agoen. A menger Ried zum Projet de loi 7632 zu de Communications électroniques hat ech schonn drop higewisen, datt den Aktiounsplang fir d'digital Inklusioun en Outil ass, fir do dergéint unzegoen.

Am Zäitalter vum Homeoffice an Homeschooling ass de garantéierten Accès op de schnellen Internet souzesoen iwwerliewenswichteg. D'Covidpandemie huet gewisen, datt doheem, an der Schoul an och an de Betriber den Internet awer net zu all Moment einwandfrei fonctionéiert huet. Wann een zum Beispill an der Schoul op de Wee vun der Digitaliséierung geet, dann huet de Staat eng Responsabilitéit, fir all Schüler déi selwecht Ausgangsbasis ze erméiglechen. Et geet net duer, jidderengem en iPad zur Verfügung ze stellen, et muss ee sech och iwwerleeën, wéi d'Schüler konnektéiert sinn, fir och doheem korrekt kënnen ze schaffen.

An da wéilt ech och nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer nieft der Fracture digitale och d'Précarité numérique, dat heescht déi sozial Brochlinn am digitale Beräich, mussen am A behalen. Et geet ëm d'Fro, wéi ee soll virgoen, wann e Client seng Rechnung net ka bezuelen an e riskéiert, datt den Operateur ëm den Zougang zum Internet generell ofschalt, an dëst besonnesch virum Hannergrond vum Homeoffice a vum Homeschooling.

déi gréng si weiderhin der Meenung, wéi meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard et viru méi wéi engem Joer beim Projet de loi 7632 an der Kommissiounsaarbecht proposéiert hat, dass den Internetzougang an der haiteger Zäit och soll zur Grondversuergung gerechent ginn, wéi et beim Stroum oder beim Gas de Fall ass. Dat géif deemno nach e Schrëtt méi wäit goe wéi d'Notioun vum „Service universel abordable", wéi e säit leschtem Joer an eiser Legislatioun verankert ass. Mir kéinten eis eng änlech Prozedur virstelle wéi bei der Précarité énergétique, wann een, ouni et selwer verschëlt ze hunn, seng Rechnung net ka bezuelen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Dir Dammen an Hären, zum Schluss wéilt ech nach op ee Beräich agoen, dee mir perséinlech am Kader vun der Digitaliséierung besonnesch um Häerz läit. Et geet ëm d'Digitaliséierung an der Santé an dorëm, jiddereen dovunner kënne profitéieren ze loossen. Just zwee Beispiller: 2023 soll de Paiement immédiat direct an eng nächst Phas goen. Eigentlech misst een et de „Paiement électronique immédiat direct" nennen, well dës Méiglechkeet fir de Patient, fir beim Dokter just seng Part patient ze bezuelen, déi fonctionéiert nëmmen, wann een digital konnektéiert ass, wëll soen, datt een e Smartphone huet.

Elo sinn awer grad eeler Leit, déi oft méi héich Dokteschrechnungen hunn, oder sozial schwaach Leit eebe grad net konnektéiert. Dës Leit mussen da weider hir Dokterrechnunge virfinanzéieren a kommen net an de Genoss vum Remboursement immédiat. Hei wär et ubruecht, un enger analoger Alternativ zum Paiement immédiat direct fir dës Persounen ze schaffen.

Da wéilt ech och nach op den Dossier de soins partagé, den DSP, agoen. Dëse soll et erméiglechen, datt d'Gesondheetsdonnéeën alleguer an engem elektronesche Patientendossier hannerluecht ginn. Fir datt de Flux vun den Informatioune gutt fonctionéiert, muss de Patientendossier awer vum Patient parametréiert ginn, zum Beispill muss hien definéieren, ween direkten Accès op säin Dossier huet – wéi een Dokter huet en direkten Accès, wéi een net?

Den DSP ass awer relativ komplizéiert opgebaut. Do muss ee bal IT-Spezialist sinn, fir e Parametrage kënnen ze maachen. D'Accessibilitéit op den DSP, souwuel vum Patient wéi och vum Dokter, muss onbedéngt vereinfacht ginn, wa mer wëllen, datt d'Gesondheetsdonnéeën aus deem Dossier komplett sinn, vun deene consultéiert kënne ginn, déi déi Informatioune brauchen, a fir méi effizient a schnell kënnen domadder ze schaffen.

Vereinfache mer dat net, wäerte vill Patienten, awer och vill Dokteren, net gewëllt sinn, aktiv mam DSP ze schaffen, wat mat sech bréngt, datt déi vum Notze vum elektronesche Patientendossier wäerten ausgeschloss sinn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, Dir gesitt, déi gréng sti ganz favorabel géigeniwwer dem Aktiounsplang fir déi digital Inklusioun.

Mir begréissen, datt e ganz breet diskutéiert ginn ass an datt en transversal organiséiert ass, soudatt all Ministère seng Responsabilitéit a sengem Beräich muss huele fir weiderzekommen. Och wann et op där enger oder anerer Plaz nach Froe gëtt, stëmmt d'Richtung awer ganz kloer. Interessant wär natierlech, wa mer an de verschiddene Kommissiounen driwwer kéinten diskutéieren, wat an de verschiddene Ministèrë geplangt ass, an iwwert d'Entwécklung informéiert kéinte ginn, soudatt mer ëmmer um neiste Stand sinn.

An da sollte mer och a reegelméissegen Ofstänn hei an der Chamber iwwert d'Entwécklung vum Aktiounsplang vun der digitaler Inklusioun schwätzen, fir datt och d'Biergerinnen an d'Bierger weider um Lafende bleiwen.

Ofschléissend wéilt ech dann nach Merci soe fir Är Opmierksamkeet an dem Guy Arendt Merci soen, dass hien déi Interpellatioun hei ugefrot huet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Marc Hansen. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt dann och dermat ufänken, dem Här Arendt e ganz grousse Merci ze soen. Dat war wierklech eng ganz interessant Introductioun an en Dossier, dee mer awer u sech alleguer als wichteg empfannen, a wéi esou dacks an technesche Froen, wéi och dat heiten eng ass, si mer eis praktesch an allem eens.

A mir hunn hei eng Debatt, déi eigentlech soll dorobber hifëieren, datt jiddereen nach Iddie bréngt oder op Schwaachpunkten hiweist, fir datt mer kënne besser mat deenen neie Medien ëmgoen an datt mer eigentlech Iddie sammelen, wéi mer kënnen zesumme virgoen.

Dat heiten ass eigentlech kee Feld, wou mer eis politesch wierklech ënnerscheeden, et gëtt awer Punkten, op déi mir och als ADR wëllen opmierksam maachen. Mir si ganz op fir déi nei technologesch Weeër. Mir gesi grouss Méiglechkeeten a Chancen an der Digitaliséierung. An et muss ee soen, datt deen nationalen Aktiounsplang wierklech och ganz gutt ausgeschafft ass a vill interessant Piste weist. Et muss een natierlech och da kucken, wéi een dat kann an d'Praxis ëmsetzen.

Et ass kee Geheimnis, datt och bei den digitalen Technologië ganz vill Loft no uewen ass, wat d'Prozeduren ugeet, fir déi ze vereinfachen, den Accès och zu den Technologien ze vereinfachen. A mir denken alleguer hei un déi Leit, déi elo mat engem Handicap konfrontéiert sinn, d'Virriedner hunn dat och scho gesot.

A mir wéilten hei och op eis eege Verantwortung als Fraktiounen, als politesch Fraktiounen, opmierksam maachen an denken, datt mer och mussen ënnerenee méi driwwer diskutéieren, wéi mer als Chamber an als Fraktiounen eis eegen Internetsäiten an eis eegen digital Aarbecht kënnen esou nach verbesseren, datt méi Persoune kënnen dervu profitéieren. Besonnesch déi méi kleng Fraktiounen heibannen oder Gruppen, déi hunn elo net ëmmer déi Méiglechkeeten. Dofir denken ech, datt mer do sollten zesummeschaffen, fir dat awer och ze maachen.

Mir gi grondsätzlech dervun aus, datt ëmmer de fräie Choix vum Bierger muss bleiwen, ob e wëll op deen digitale Wee goen oder e Recht op en analoogt Liewe wëll behalen. An ech mengen, et ass scho wichteg, datt mer déi zwou Saachen ëmmer parallell denken. Dofir loosst eis vläicht fir d'éischt iwwert déi „paperless administration", déi Verwaltung ouni Pabeier, schwätzen.

Do muss ee selbstverständlech all Efforte maachen, de Leit Coursen offréieren an hinnen assistéieren, fir datt se och kënne Verwaltungsweeër um Internet maachen, wa se dat da wëllen. Déi Iddi, eng Vertrauenspersoun ze ernennen, déi hinnen dobäi hëlleft, ass eng interessant. Dat kann eng Aufgab fir d'Gemenge sinn zum Beispill, datt een op der Gemeng ka verschidde Saache maache mat engem vereedegte Beamten, deen do vläicht kann assistéieren, wat och eng gewësse Confidentialitéit deen Abléck ka favoriséieren.

Mee et sinn eng Rei Froe bei der Verwaltung ouni Pabeier, déi een awer muss uschwätzen. Dat eent ass d'Vertrauensfro, an dat ass besonnesch … Ech mengen, mäi Virriedner huet och iwwert deen Dossier de soins partagé geschwat. Dat ass kee groussen Erfolleg bis elo. An ee vun de Problemer ass, datt e ganz komplizéiert ass. Et ass komplizéiert, en opzemaachen, komplizéiert ze geréieren, komplizéiert och, en zouzemaachen. Och dat si Fäll, déi eis zougedroe goufen. Wann een deen Dossier net méi wëll aus iergendengem Grond, ass et och ganz schwiereg, dat zouzemaachen.

Mee virun allem bei esou sensibelen Donnéeë muss en absolutt Vertrauen an de System do sinn. An dofir muss een dorunner schaffen, datt eebe bei medezinneschen Donnéeën dat Vertrauen och do ass, an dann och Reklamm derfir maachen op eng kredibel Manéier.

Dat Zweet, wat mir als ADR awer wëllen ënnersträichen, ass: Mir wieren eis géint déi Iddi, datt Strofen iwwer Maschinnen ausgeschwat kënne ginn. Mir haten zum Beispill eng Diskussioun mat der Steierverwaltung. Do hunn d'Leit elo viru Kuerzem e Bréif kritt: „Wann Der Är Steiererklärung bis d'nächst Joer", oder bis elo, ech weess net, iergendeen Datum, „net ofgitt, da kritt Der 25.000 Euro Strof!" Dat an enger Situatioun, wou déi selwecht Steierverwaltung respektiv d'Finanzministesch gesot huet: „Dat schafe mer d'nächst Joer of. D'nächst Joer huet een Zäit bis den 31. Dezember, mee dëst Joer ass nach dee System, datt, wann een dat dann net bis e bestëmmten Datum eraginn huet, da kann een eng Strof kréien."

Do hu mer gefrot: „Ass dat dann nach sënnvoll?" An d'Äntwert war: „Jo, et ass automatiséiert." Jo, mir

denken awer als ADR, et kann net automatiséiert sinn, datt d'Leit eng Amende kréien oder iergendeppes iwwer eng Maschinn, iwwer e Programm, iwwer en Algorithmus. Dat kann net sinn! Do muss dann awer ëmmer e Mënsch do sinn, deen decidéiert, deen ënnerschreift, deen dat mécht mat enger Recoursméiglechkeet, wann esou eppes ausgeschwat gëtt, och wann et Delaie sinn, well et gëtt och Ursaachen, fir en Delai net ze respektéieren. Also de Grondprinzipp ass: Eng Maschinn ka keng Strof ausschwätzen.

Dat Drëtt, wat mer wëlle maachen, dat sinn d'Sproochen. Jo, mir hunn e Land, wou vill Sprooche geschwat ginn, awer fir eis ass de Grondprinzipp kloer: Lëtzebuergesch ass ëmmer derbäi. A Lëtzebuergesch ass net nëmmen derbäi, mee Lëtzebuergesch ass un éischter Plaz. Mir hunn e Sproochegesetz vun 1984, dat leet eng Nationalsprooch fest. Mir hunn den Androck, datt am Ableck d'Regierung dat net eescht genuch hëlt, zum Beispill beim Guichet.lu, eppes, wat jo awer ganz staark benotzt gëtt a wat och staark promouvéiert gëtt – wat och gutt ass. Mee och do misst fir eis déi Lëtzebuerger Sprooch un éischter Plaz stoen.

Dann d'Rechnungen an d'Formulairen ..., de Minister vun der Fonction publique ass jo hei. Ech mengen, ech wëll och keng Verwaltung nennen, mee ech mengen, mir kennen alleguer Beispiller heibannen, wou d'Formulairen einfach ganz schwéier verständlech sinn, souguer fir Leit, déi dat gewinnt sinn, wou een awer muss mat enger gewëssener Objektivitéit soen: Mäi Gott, wann een elo sou ee Formulaire heem kritt, versteet jiddereen dat? An ass et einfach genuch, kloer genuch? Do kënne mer wierklech ëmmer dru schaffen.

Oder och einfach Saache fir déi eeler Leit. Wann déi do Rechnungsnummere mussen ofschreiwen, zum Beispill wa se Rechnungen, déi se geschéckt kréien, wëllen elektronesch bezuelen, do sinn d'Rechnungsnummeren, déi se sollen ofschreiwen, 15 Stelle laang mat lauter Nullen. Da muss een emol zielen, wat dat ass an esou weider. Ech mengen, mir sinn all mat deene Problemer konfrontéiert, datt mer och dacks mat eelere Leit ze dinn hunn, deene mer dann dëst oder dat anert ofhuelen. Mee dat ass net praktesch. An do muss een einfach och an de Verwaltungen ëmmer Reklamm derfir maachen, datt dat soll einfach sinn a maniabel.

Mir wëlle keng Gesellschaft ..., wa mer och kënnen do mat op de Wee goen, datt mer d'Verwaltung méi digitaliséieren an engem gewësse Mooss, mir wëllen net d'Gesellschaft ouni Pabeier. Dat ass nach eppes ganz aneres: Mir géifen do e wäertvollt Kulturgutt a Fro stellen, nämlech d'Buch, iwwerhaapt de „support papier" a mir gesi jo och, datt d'Digitaliséierung – dat soe jo d'Experte ganz vill – derzou féiert, datt d'Leit sech dacks net méi kënnen op laang a méi komplizéiert Texter konzentréieren. Mir mussen also kucken, datt mer och d'Kulturgutt „Buch" an d'Kultur vum Liese bäibehalen an och favoriséieren.

A mir wëllen och net, datt alles iwwer Internet akaf gëtt. Mir sollten de Wäert vum Geschäft, vun der Librairie, mee och vun anere Geschäfter ... Et gëtt Leit, déi kafen ewell hiert ganzt Gezei iwwer Internet. Mee mir verléieren d'Geschäftswelt, mir verléieren d'Geschäfter. Dat sinn Aarbechtsplazen, dat si Steieren, déi bezuelt ginn.

Mir sollen dat erhalen, an dofir musse mer och kucken ... Et ass och gutt, déi Lëtzebuerger Geschäfter hu sech och elo zu enger Plattform zesummegeschloss. Dat ass eppes, dat kann een da favoriséieren. Dat ass eng Reaktioun op dat, wat mer international gesinn. Awer mir mussen de Wäert vum Geschäft ... Mir mussen och vläicht de Leit soen: „Wat Der hei am Land kënnt kafen, och wann et e bësse méi laang dauert, bis et geliwwert gëtt, bestellt Är Saachen an eise Geschäfter hei, net ëmmer automatesch op grousse Plattformen!", well et ass einfach wichteg, datt mer dee ganzen ekonomeschen Tissu an deem Sënn preservéiere mat sengen Aarbechtsplazen.

Bei de Bankfilialen an esou weider: Den E-Banking gëtt jo och staark favoriséiert, mee dat ass och e Problem. Post- a Bankfiliale brénge Liewen an d'Dierfer, si sinn e wichtege Punkt vum sozialen Zesummesinn, d'Leit kënne berode ginn; alles dat ass iwwer E-Banking vill méi komplizéiert oder iwwerhaapt net méiglech. An och do wëlle mer dann also kucken, datt wuel natierlech Saachen, déi mussen elektronesch gemaach ginn hautzudaags, dat muss ëmmer méiglech sinn. Awer déi Rationaliséierung, déi mer am Ableck hunn, dat bal systematescht Aschränke vu Post- a Bankbüroen, dat muss awer en Enn fannen!

Borgeld däerf net a Fro gestallt ginn. D'Digitaliséierung däerf d'Borgeld net op d'Säit drécken, well d'Borgeld ass e wichtegen Deel vun der Fräiheet vun de Leit.

An och bei de Bankomaten: Mir gesinn, wa mer bei e Bankomat ginn als Lëtzebuerger, do, wou de Staat och Aktionär ass a Banken, steet da Franséisch als éischt Sprooch, wann een un e Bankomat geet. Firwat? Ech muss als Lëtzebuerger hei am Land, wann ech un e Bankomat ginn, dann drécken, ech wëll net Franséisch, mee Lëtzebuergesch. Dat ass, mengen ech, e falscht Signal! Mir sollten dach wéinstens bei eise Bankomate wéi an Däitschland Däitsch, Frankräich Franséisch Lëtzebuergesch als éischt Sprooch ubidden an net Franséisch! Näischt géint Franséisch, eng wonnerbar Sprooch, mee mir sinn hei zu Lëtzebuerg a mir sollten dach eis Nationalsprooch ëmmer un déi éischt Plaz setzen.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Sécherheet ass och natierlech e ganz wichtege Beräich an allem, wat digital ass. A mir hunn einfach mat Cyberkriminalitéit, mat Mobbing ze dinn. Dofir ass et och wichteg, datt mer eis Police esou opstellen, datt dee ganzen Dark Web – dat ass nämlech do, wou déi meeschte Kriminalitéit leeft –, datt dat och wierklech kann ugepaakt ginn.

Mobbing selbstverständlech, Phishing, dat gëtt och ëmmer méi raffinéiert. Et hu Leit mer Bréiwer gewisen, déi iwwer Internet zirkuléieren, do ass eng gefälscht Ënnerschrëft vum Polizeidirekter drop. Also dat ass schonn ..., wa Leit dann esou eppes kréien, da fale se vläicht drop eran – mat Numm an Ënnerschrëft!

Also dat si Saachen, do muss een awer vläicht eng Ulafstell hunn – oder wann et eng gëtt, da muss se propagéiert ginn, well ech perséinlech kenne se net –, fir datt d'Leit, wa se mat esou Bréiwer, wou se sech net sécher sinn, wann esou eng Phishingoperatioun leeft, direkt kënnen nofroen: „Wat ass dat? Ass dat vun Iech?", oder dat kënne virumailen an direkt eng Äntwert kréien: „Dat do ass richteg. Dat do ass falsch." Mee datt mer d'Leit besser protegéiere géint esou Phishing.

Gradesou wéi recycléiert Telefonen: Mir wëllen d'Telefone jo net ewechgeheien. Do si Rar Äerden dran. Mee et ass elektronesch relativ liicht, och wann d'Fichieren esou geläscht sinn, déi ee gesäit, awer an dem Gediechtnes vun den Telefonen da ganz villes erëm sichenzegoen an domadder d'Privatliewen vu Leit a Gefor ze zéien.

Vläicht zwou lescht Bemierkungen, Här President, well ech gesinn, datt d'Zäit schonn ofgelaf ass. Dir sot, Här Minister, Dir wäert ganz houfreg drop, datt mer eng drëtt Plaz kritt hunn als Lëtzebuerg an deem Ranking do iwwert d'Digitaliséierung. Wësst Der, wéi Der eng zweet oder eng éischt Plaz kënnt kréien? Sidd dach endlech d'accord, datt mer och e Referendum kënnen iwwer eng digitaliséiert Prozedur ufëieren, ...

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... da kritt Der d'Goldmedail, op jidde Fall emol vun eis an och warscheinlech vun der Europäescher Kommissioun.

An een allerlescht Wuert, dat ass den Energiekonsum. Mir mussen oppassen, datt mer déi elektronesch Medien net als eppes duerstellen, wat elo terribel ëmweltfrëndlech wär. Et ass net esou. Et ass en terribelen Energiekonsum, deen domat verbonnen ass. A wann ee mengt, dat wär eng gutt Iddi, de Pabeier duerch Elektronik ze ersetzen, da muss ee soen, dat kann awer eng „fausse bonne idée" sinn. Och dat ass eng extreem Ëmweltbelaaschtung. E Beispill: Wann een ee Lidd streamt. Et ass ee Lidd, dat ass esou dacks gestreamt ginn, gëtt mer hei matgedeelt, esou dacks, datt dat 4.000 Transatlantikflich entsprécht. Also mir schwätzen hei wierklech iwwer eppes, wat awer substanziell ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Sven Clement (Piraten) | Wéi ee Lidd war dat dann, Här Kartheiser?

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hunn haut also eng Interpellatioun op Demande vun der Majoritéit, fir iwwert deen nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun vun der Regierung ze diskutéieren. An ech soen dem Här Arendt dofir Merci. An och de Virriedner e grousse Merci fir dës interessant Debatt.

Jo, d'Digitaliséierung ass a relativ kuerzer Zäitspann iwwer eis komm a se geet weiderhi rasant virun. Net jiddweree kann oder wëll dësen Tempo awer mathalen. An do muss een tatsächlech gutt oppassen, dass net en déiwe Gruef entsteet an eiser Gesellschaft. An dofir kënne mir och déi meeschte Beméiunge vun der Regierung an deem Beräich ënnerstëtzen.

Wat eis awer e bësse feelt an deem Aktiounsplang, dat ass, wéi esou dacks och, d'Problemanalys. Fir d'éischt gëtt festgehalen, datt d'Grënn fir de sougenannten „éloignement du numérique" oft ganz ënnerschiddlech sinn a vu Fall zu Fall ganz staark auserneeginn. Da gi just eenzel Beispiller genannt an duerno ginn emol einfach pauschal e puer Gruppen opgezielt, déi dovunner besonnesch betraff sinn, ënner anerem eeler Leit a Mënsche mat enger Behënnerung, Aarbechter, Chômeuren a Migranten.

De Problem gëtt also relativ kategoriséiert. Ech fannen dat perséinlech e bësse wéineg als Problemanalys, wann een dee Problem wëll seriö ugoen.

Mech géif zum Beispill interesséieren, firwat dann een Drëttel vun de Leit fäert, datt den Internet hiren Alldag net vereinfacht, oder firwat datt verschidde Leit ganz wéineg Vertrauen hunn an déi digital Servicer, oder firwat datt verschidde Mënschen eng psychologesch Ofwierhaltung dergéint entwéckelen an näischt wëllen domadder ze dinn hunn, awer och virun allem wéi vill Leit einfach net déi materiell Viraussetzungen hunn a sech keen Internetuschloss kënne leeschten oder kee performant Gerät doheem hunn.

Ech mengen op alle Fall, datt bei där Problemanalys nach vill Sputt no uewen ass an dofir och de Katalog vun de Léisungsusätz vläicht net breet genuch gefächert ass.

Här President, fir eis ass et besonnesch wichteg, datt d'Participatioun un der digitaler Welt net zu enger Obligatioun gëtt. Egal wéi vill Efforten an dësem Beräich ënnerholl ginn, et wäerten ëmmer Mënsche ginn, déi net kënnen oder net wëllen op den digitale Wee matgoen. An do muss ee ganz gutt oppassen, datt d'Politik net nach méi Grief hei schaaft. Mir dierfe Mënschen net ausschléisse vum gesellschaftleche Liewen, well si net wëllen en „digitale Mënsch" sinn, wéi een dat nennt.

An ech muss soen, ech muss e bësse reagéieren op dem Här Hansen seng – ech mengen, en ass elo kuerz eraus, a nee, en ass do, pardon – Ausso vu virdrun, well Dir hutt jo gesot, dass elo vum nächste Joer un déi Leit, déi dann eeben digital konnektéiert sinn, just nach den Deel ze rembourséieren hunn, dee mer ze rembourséieren hunn an de Santésfraisen als Patient. An do soen ech: Mee dat ass jo dann awer u sech eng Benodeelegung vun deene Leit, déi net digital konnektéiert sinn. Wann dat esou ass, wär dat jo ... Mir schwätzen hei vun Inklusioun. Wann ech Iech elo richteg verstanen hunn – Dir kënnt elo reagéieren oder herno, dat ass egal –, ma da wär dat jo eigentlech eng Benodeelegung vun deene Leit, déi net konnektéiert sinn, par rapport zu deenen, déi konnektéiert sinn. Wëllt Der gär reagéieren?

M. Marc Hansen (déi gréng) | Jo, ganz kuerz. Dat ass genau dat, wat ech gesot hunn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo. Dat ass awer problematesch, wa mer an enger Diskussioun sinn effektiv ..., also dat huet mech markéiert, well ech mer soen: Mir schwätzen iwwer Inklusioun an dat doten ass awer en zimmlech krasst Beispill, wann dat dann esou ass. Merci dofir.

D'Associatiounen, déi consultéiert goufen an dësem Prozess, déi hunn dorobber higewisen, datt et wichteg ass, dass een och weiderhi seng administrativ Demarchë kann iwwer e Guichet, iwwer Telefon oder iwwer e Postcourrier maachen.

D'Regierung seet och an hirem Dokument, se wéilt weiderhin en net digitalen Accès zu den ëffentleche Servicer garantéieren. An ech kann do och vu mir zielen. Ech zum Beispill ruffen ëmmer nach gäre bei den CFL um 2489 2489 u fir ze froen, wéini den Zuch da fiert an ob kee Chantier ënnerwee ass. Ech schwätzen ëmmer nach léiwer mat engem, wéi dass ech um Ecran kucken, muss ech ganz éierlech soen. A fir mech ass dat och ganz perséinlech eppes, wou ech mer soen: Ech wëll net, dass déi Mënschen duerch e Computer ersat ginn. An dofir ruffen ech ëmmer nach léiwer dohinner un.

D'Digitalisatioun soll also keen Endzweck u sech sinn. Si ass jo net derfir ...

(Interruption)

Si ass jo net derfir geduecht, ze digitaliséiere fir ze digitaliséieren, mee d'Digitalisatioun soll eis d'Liewe méi einfach maachen. An déi, déi eeben net kënnen oder net wëllen op dee Wee matgoen, fir déi mussen och aner Weeër opbleiwen. Dat ass wichteg an dat dierf och net niewebäi gemaach ginn. Well d'Fro ass, wéi deen Zougang dann duerno ausgesäit. D'Gefor ass nämlech, dass deen Zougang ëmmer méi mat zousätzleche Fraisen oder zousätzlechen Demarchen oder zousätzlechem Zäitopwand verbonne gëtt, zum Beispill wa regional Ulafstelle wéinst der Digitaliséierung mat der Zäit zougemaach ginn an dann op eemol just nach en zentrale Guichet an der Stad fir déi net digital Demarchen op ass oder wann op eemol dem Bierger dee méi groussen Aarbechtsopwand verrechent gëtt. Dat ass also fir eis op jidde Fall e Risiko, deen am Raum steet.

Donieft ass deen Usproch vun der Regierung, fir weiderhin en net digitalen Accès zu den ëffentleche Servicer ze garantéieren, och net esou vollstänneg, wéi et kléngt. Fir just e klengt Beispill ze ginn: Anscheinend brauch een elo zwéngend eng E-Mail-Adress, fir kënnen an ëffentleche Bibliothéike Bicher auszeléinen. Dat ass just e klengt Beispill, mee et weist awer, dass den net digitalen Accès lues a lues ausgehielegt gëtt. A wann d'Regierung dat seriö mengt, da muss se och an deem Beräich eng handfest Strategie hunn an d'Inklusioun muss wierklech iewescht Zil sinn an däerf net just niewebäi gemaach ginn!

Ech wëll awer och nach méi allgemeng iwwert d'Vertrauen an d'Digitaliséierung schwätzen.

Wat mir als Lénk grondsätzlech problematesch fannen un der Approche vun der Regierung zur Digitaliséierung, ass, datt se virun allem Opportunitéite gesäit a keng oder wéineg Risiken. D'Digitaliséierung gëtt als eenzege Seegen duergestallt, deen eis glécklech Biergerinnen a Bierger nach méi glécklech mécht, a jiddwereen, deen net mat op dee Wee geet, ass awer e wéineg selwer Schold.

Et gëtt awer net just Opportunitéite bei der Digitaliséierung, mee och e ganze Koup Risiken. Ech wëll der hei just e puer opzielen.

D'Aarbechtsrecht gëtt vun der Digitaliséierung ausgehiewelt a muss dréngend ugepasst ginn. Dat geet vum Problem vun der Scheinselbstännegkeet, iwwert den Droit à la déconnexion, de Problem vun den Aarbechtszäiten, déi an der digitaler Welt net agehale ginn, bis hin zu ongeléiste Problemer mam Teletravail. Mir denken do och virun allem un d'Diskussioun, déi mer iwwert d'Plattformaarbecht haten.

Zweetens: D'Steiergesetzgeebung ass net un d'Digitaliséierung ugepasst, weeder um internationalen Niveau nach um nationalen Niveau. D'Staate verléieren doduerjer Recetten, och well se ënnert de Staaten nei verdeelt ginn.

Drëttens: de risege Stroumverbrauch, dee mat der Digitaliséierung verbonnen ass an deen ëmmer weider klëmmt an domadder de Klimawandel weider unheizt.

Véiertens: d'Fro vun der Protection des données an natierlech och d'Kommerzialiséierung vun dësen Donnéeën. Iwwerhaapt gëtt an der digitaler Welt mëttlerweil esou zimmlech alles kommerzialiséiert, wéi mer wëssen.

Fënneftens: déi quasi Monopolstellung vun e puer risege Konzerner an der digitaler Welt, déi doduerjer eng Muechtstellung anhuelen, déi aus demokratescher Siicht awer zimmlech problematesch ass.

Sechstens: Wat mer méi ofhängeg gi vun den digitalen Instrumenter, wat mer méi vulnerabel gi géigeniwwer vu Cyberattacken natierlech, mee net nëmmen. Et brauch ee sech just virzestellen, wat géif geschéien, wa fir eng Woch de Stroum géif ausfalen.

A siwentens: D'Digitaliséierung féiert an eisen Aen och zu engem ganze Koup Problemer am Beräich vum sozialen Zesummeliewen. Familljen, déi net méi kënne matenee schwätzen, well jiddwereen um Smartphone hänkt. Leit, déi net méi aus dem Haus ginn. Hatespeech an Desinformatioun an de soziale Reseauen. Dat si just e puer Beispiller fir Entwécklungen an eiser Gesellschaft, déi awer problematesch sinn an déi mat der digitaler Entwécklung Hand an Hand ginn.

Wéi gesot, dat si just e puer Beispiller. Mir wëssen alleguer, datt d'Digitaliséierung net nëmme Guddes mat sech bréngt. D'Regierung awer begräift d'Digitaliséierung an eisen Ae virun allem als e Mëttel, fir Käschten ze spueren a Geld ze maachen. An dofir ginn d'Risiken einfach ignoréiert a kommen an hirer Duerstellung net wierklech vir.

Sech domadder auserneenzesetzen, heescht jo net, datt een d'Digitaliséierung erëm wëll réckgängeg maachen. Dat soll also elo kee vun eis hei behaapten. Dat wär jo och guer net méiglech. Mee et muss een awer als Regierung déi Problemer uschwätzen a konkreet ugoen an net alles duerch e rosae Brëll kucken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här Président de séance. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Guy Arendt fir d'Ufroe vun der Interpellatioun an ech mengen, datt d'Digitalisatioun jo awer e grousst Theema ass. A wie „grouss" seet, dee mengt domadder meeschtens „wichteg". An et ass domadder och en Theema, wat eis alleguerten ugeet. Et ass keen Theema, iwwert dat een einfach nëmme schwätzt, well et gutt an den Agenda vun der Chamber géif erapassen, mee et ass en Theema, bei deem mer all Dag mierken, wéi ofhängeg mer sinn a wéi interkonnektéiert eis Welt awer hautdesdaags ass.

Am Alldag kënnt een als Bierger u sech net méi derlaanscht, an iergendenger Form eppes digital ze maachen. Sief dat Onlineshopping, och bei lokale Commercen, d'Sich no engem Restaurant oder d'Buche vu Servicer. An déi meescht vun eis, virun allem déi méi Jonk an digital Verséiert, profitéiere vun de Virdeeler vun der Digitalisatioun. Et mécht eis d'Liewen dacks méi einfach. E Klick hei, e Klick do a schonn ass eng Saach organiséiert, déi virdrun en Appell, zwee, dräi, vläicht och nach eng Kéier e Réckruff gebraucht hätt. Dëst gëllt awer net fir jiddereen. Vill Leit an eiser Gesellschaft sinn aus ganz verschiddene Grënn nach analog ënnerwee. Mir hunn alleguer bestëmmt schonn eng Kéier eng eeler Persoun begéint, déi nach net mat Smartphone, Internet a Co. vertraut ass: ...

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | ... de Bopi oder d'Bomi, déi hir Kanner oder Enkele musse froen, fir hinnen Informatiounen erauszesichen, e Rendez-vous ze fixéieren oder Änleches. Ech mengen, jiddweree vun eis erënnert sech un d'Buche vun den Impfrendez-vouse wärend der Covidpandemie, wou mer jo awer alleguerte warscheinlech fir Familljememberen aushëllefen hu missen. Dat heescht, déi Delegatioun, déi de Guy Arendt haut schonn ugeschwat huet an an de Raum geworf huet, ass héchstwarscheinlech eppes, wat mer dréngendst bräichten, eng Delegatioun, fir am Numm vu Familljememberen oder och vun Drëtten, déi eis vertrauen, Demarchë kënnen op MyGuichet ze maachen. Dat ass eppes, wat haut net méiglech ass, wat awer da mat sech bréngt, datt een eventuell op eemol awer e LuxTrust-Toke vun engem Drëtten uvertraut kritt, wat dann net onbedéngt am Interêt vun der Erfindung ass.

E Fait, deen awer och haut dacks unzetreffen ass, an allze dacks gär vu méi jonke Leit belächelt gëtt, ass eeben déi Vertrauensbasis, déi muss do sinn, well soss geet et net. Mee et sinn awer net nëmmen déi eeler Leit, déi net digital ënnerwee sinn. Et gëtt ganz ënnerschiddlech Gruppe vu Leit, déi keen Accès op digital Produiten hunn.

De Guy Arendt huet virdru vu 5G geschwat, deen net iwwerall disponibel ass. Also, ...

(Interruption par M. André Bauler)

... net emol 5G ... Also, mir hunn tatsächlech ..., an ech kann e Lidd dovu sangen, wann ech ënnerwee si vun doheem fir an d'Chamber, da geet d'Verbindung mindestens eng Kéier, jee no Wieder och zweemol fort. Dat ass leider nach ëmmer de Fall an ...

M. André Bauler (DP) | Dir kënnt och eppes sangen!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech weess net, ob ech esou haart sange kann, Här Bauler, datt ee mech géif bis an d'Chamber héieren.

Mee et falen awer och Leit drënner, net nëmme wéinst der Konnektivitéit, mee och Leit zum Beispill mat enger Behënnerung, déi dowéinst vun der digitaler Welt ausgeschloss sinn, well déi Saachen einfach net accessibel sinn. Oder Leit mat enger méi niddreger Qualifikatioun an dowéinst dacks engem méi niddrege Salaire. Well dat, maache mer eis näischt vir, geet meeschtens Hand an Hand. An och si si ganz dacks mat Problemer aus der digitaler Welt konfrontéiert.

Hinne feelt et allze oft un den néidege Grondkenntnisser a vu weiderféierende Kenntnisser emol guer net ze schwätzen. An do bäisst sech den Hond dann dacks selwer an de Schwanz. Opgrond vun hire méi niddrege Qualifikatioune schaffe se dacks a Beräicher, wou méi niddreg Salairë bezuelt ginn. Si selwer hunn doduerch net déi néideg finanziell Mëttel, fir u Formatiounen deelzehuelen. A grad a verschiddene Secteure wëllen d'Patronen oder mussen d'Patronen och net hir Mataarbechter an esou Formatioune schécken. Sief dëst aus Angscht, datt de Salarié sech duerno mat dem neie Wëssen eng aner Aarbechtsplaz géif sichen oder well hie kee Meerwäert fir säi Betrib an esou enger Formatioun gesäit.

An ech erënnere mech ganz gutt un eng Formatioun, déi eng Kéier offréiert gouf, fir Kompetenzen am Social-Media-Beräich ze kréien, wou ech d'Dozentin ganz gutt kennen. An déi huet mer du gezielt, wien dann déi Leit waren, déi an där Formatioun souzen. Et waren 2 Leit do vun 18, déi wollten do sinn, déi wollte sech weiderbilden. An da 16 vun deenen 18 ware Leit, déi vun hirem Patron wéinst engem Plan de maintien dans l'emploi oder wéinst engem Ofbau vun Aarbechtsplazen, wou Formatioune verhandelt goufen, dohinnergeschéckt goufen. Do war eng Persoun da vun 58 Joer, déi do dann op eemol an där Formatioun souz, fir sech zum Social-Media-Expert weiderzebilden.

Ech bezweifelen, datt dat där Persoun wierklech dat bruecht huet, wat se gebraucht huet, fir um Aarbechtsmaart ze bestoen. An ech mengen, dofir musse mer och, wann et Formatioune gëtt – an déi Formatioune maache meeschtens Sënn –, och oppassen, datt déi Formatioune Sënn fir déi Persoune maachen, déi se maachen. Well, just well d'Formatioun Sënn mécht oder d'Participatioun un enger Formatioun Sënn mécht, heescht dat net, datt béides ëmmer och op eng Persoun zoutrëfft.

Änlech, an ech wollt domadder e bëssen d'Bréck schloen, geet et och de Chômeuren. Dacks feelt et hinnen un digitale Grondkenntnisser, déi awer eng Viraussetzung fir vill Aarbechtsplaze sinn. Ouni dës wichteg Grondkenntnisser kënne se zwar probéieren, sech fir Plazen ze bewerben, mee mir wëssen hei, mengen ech, ganz gutt, datt se dann eng Ofso kréien, well d'Checkbox „Microsoft Word" oder „PowerPoint" oder soss iergendee Programm net ginn ass.

Awer och Demandeuren oder Beneficiairë vun der Protection internationale hunn dacks keng bis ganz wéineg Grondkenntnisser, zumindest, wann et drëm geet, op méi formalen IT-Programmer ze schaffen.

E Grupp vu Leit, deen an dësem Projet awer guer net virkënnt, sinn dann d'Sans-abrien. Si gi guer net consideréiert. An och do stellt sech d'Fro ... Majo, och déi hunn e Besoin, fir digital ze participéieren. A grad do kéinte mer ganz vill administrativ Problemer léisen, wa mer se géifen digital inkludéieren. Well ech mengen, all déi Froe ronderëm de Courrier an esou kann een natierlech digital zu engem gewëssene Grad léisen, ouni datt een nach eng Boîte brauch, sous condition, datt Kompetenzen do sinn. Do musse mer och dru schaffen.

Natierlech zielen an éischter Linn wichteg Saache wéi en Ënnerdaach – Stéchwuert Housing First – an den Zougang zu medezinnesche Soinen, mee och den Zougang zu digitale Medien a Servicer däerfe mer net vergiessen. Schliisslech geet et jo hei laut dem Titel ëm eng digital Inklusioun. An och an der Einleitung heescht et, datt et drëms geet, fir – an ech zitéieren aus dem Projet –: „en Aktiounsplang opzestellen, deen d'Inklusioun vu jidderengem an der digitaler Transformatioun vun der Gesellschaft soll garantéieren." Do steet jo ganz däitlech dat Wuert „jidderengem" an net „jidderengem, deen eis geneem ass". Also jo, och Sans-abrie sollen hei net vergiess ginn, well och si hunn als eis Matbiergerinnen a Matbierger en Urecht op eng ganz Rei vu Servicer.

Här President, et gëtt héich Zäit, datt dës Problemer ugaange ginn. Et ass längst iwwerfälleg, datt endlech méi dofir gemaach gëtt, fir dës Problemer unzegoen an ze léisen. Mir bretzen eis dach dacks mat enger moderner Gesellschaft, vergiessen dobäi awer oft Randgruppen, déi net ëmmer an eist Bild oder an den Narrativ passen. Awer och si sinn en Deel vun eiser Gesellschaft an däerfen net vergiess oder ausgeschloss ginn.

A sech begréisse mir Piraten dëse Projet also ganz kloer, ass d'Digitaliséierung dach eent vun eise wichtegsten Theemen. A vill vun de geplangte Mesurë kléngen à la base och ganz gutt. Mir fuerderen awer vehement, datt och wierklech keng Ënnerscheeder gemaach ginn tëscht de Regiounen. Et ass längst bekannt, datt grad – an do si mer erëm bei der Konnektivitéit – Norden an Osten dacks, ech wëll elo net zweetklassesch soen, mee awer zumindest net „au premier rang" mat anere Regioune stinn. Jo, esou kann een dann awer schonn nees bal vun Zweetklassegkeet schwätzen.

Loosst eis hei net nees den nämmlechte Feeler maachen. Wann et hei heescht, „jiddereen", da soll dat och fir jidderee sinn, an dat ouni, datt e Mënsch opgrond vu sengem Wunnuert benodeelegt gëtt.

Gläichzäiteg musse mer och verstäerkt derfir suergen, datt och wierklech jiddereen Zougang zu den entspriechende Geräter kritt. Net jidderee ka sech en deieren an neie Smartphone, Tablet oder Computer leeschten. Loosst eis net vergiessen, datt den Zougang zu esou Geräter déi éischt Viraussetzung ass fir d'Digitaliséierung.

D'Aféierung vun engem Programm, mat deem all sozial méi schwaache Menage hei am Land e Secondhandcomputer kéint zur Verfügung gestallt kréien, wier eng gutt Iddi. Gëtt et schonn, jo. Mee fir esou ee Computer ufroen ze kënne bei deem Veräin, deen eng exzellent Aarbecht mécht, Digital Inclusion, muss een eng E-Mail schécken. Jo, Dir héiert richteg: Fir e Computer unzefroen, muss een eng E-Mail schécken, an och soss ass de Kontakt just per E-Mail méiglech! Uruffe kann een do net, et gëtt keng ëffentlech zougänglech Telefonsnummer.

Elo sich iergendeen hei emol de Feeler, wéi dat da soll goen!

Obwuel d'Ëmsetzung vun enger ganzer Rei vun hei presentéierte Mesuren net am Detail duergeluecht gëtt, hoffe mer, datt déi ganz Mesurë séier an onbürokratesch ëmgesat ginn, well d'Digitaliséierung muss weider op de Leescht geholl ginn.

Vill Demarchë kann een nach ëmmer net online maachen. A wann, da meeschtens just mam LuxTrust-Produit oder mëttlerweil mat der GouvID, déi awer fir staatlech Administratioune limitéiert ass.

Mir brauchen endlech intelligent Servicer, déi op alle Plattforme fonctionéieren, an dat net just mat kommerzielle Produiten oder just ënner verschiddene Viraussetzungen. Dofir mussen d'GouvID-Applikatiounen endlech opgemaach gi fir net staatlech Prestatairen. Och wann dat Aarbechten un der Applikatioun bedeit, sou ass den Notze fir d'Populatioun dach ginn.

Lëtzebuerg muss endlech e puer Schëppe bäileeën, fir och eis staatlech Institutioune méi séier, performant a virun allem méi accessibel fir jiddereen ze maachen.

Nach de Moie gouf ech vun engem Kolleeg ugeruff, dee mech gefrot huet, ob et normal wär, datt säi Steierbüro him seng digital agereechte Steiererklärung zréckgeschéckt huet, well hie se aleng ënnerschriwwen hätt. Dobäi wär et jo awer eng Imposition conjointe mat senger Partnerin an deementspriechend missten zwou Ënnerschréften drop sinn. Dat geet awer mat MyGuichet zum Beispill net. Wat muss de Kolleeg elo maachen? E muss seng Steiererklärung nach eng Kéier erausprinten, zu zwee ënnerschreiwen a se op den zoustännege Steierbüro schécken.

(Interruption par la présidence)

Dat ass also Digitaliséierung!

Här President, ech kommen zum Schluss. E lescht Beispill vläicht nach, wat weist, wéi digital Inklusioun kéint fonctionéieren. Wien d'Allocation de vie chère ufreet an de REVIS kritt, muss extra mat engem Formulaire noweisen, datt en de REVIS kritt, obwuel béides de Fonds national de solidarité ass, deen u sech scho weess, dass de de REVIS kriss, mee du muss et nach eng Kéier noweisen.

An en anert Beispill nach ganz zum Schluss, Här President, ass d'Gebuert vun engem Kand. Fir d'Allocation prénatale, d'Allocation de naissance an d'Allocation postnatale gëtt et dräi Formulairen, fir déi een aacht Stempele brauch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a wou de Formulaire och nach ënnerschiddlech strukturéiert ass op der éischter Säit, obwuel déi nämmlecht Donnéeën dräimol ofgefrot ginn.

Wie mer elo erkläert, datt d'Digitaliséierung schonn zu Lëtzebuerg ukomm ass, sollt sech vläicht déi Projeten als Alleréischt virhuelen, well domadder géife mer ganz ville Leit hëllefen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

An d'Wuert huet d'Regierung, den Här Minister Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Här President, léif alleguerten hei an der Chamber, ech sinn och ganz frou, dass mer haut de Mëtteg déi heiten Interpellatioun hunn. An et ass e puermol de Mëtteg opgetaucht, de Sujet vun der Digitalisatioun ass jo immens vast an immens komplex, soudass dat Ganzt sech net op déi ganz Digitalisatioun haut de

Mëtteg beschränkt, mee eebe just op de Plan d'inclusion numérique an dee ganz spezifesche Volet. Well iwwert d'Digitalisatioun, do, mengen ech, kann ee ganz vill Facetten erauskristalliséieren an dat dann och op dëser Plaz thematiséieren.

Well awer iwwert d'Digitalisatioun am Allgemenge geschwat ginn ass, wëll ech och op e puer Zuele vläicht agoen, fir Iech awer de Kader ze sëtzen, an deem mer eis beweegen.

Ganz vill vun den Demarchen, vun de Kontakter, déi d'Bierger an d'Betriber mam Staat hunn, lafen iwwert de Guichet.lu an de MyGuichet.lu, wat natierlech déi zentral Plattform ass fir ganz vill vun den Doleancë vun de Leit. Do sinn Dausende vun Demarchen a ville Sproochen thematiséiert a ganz vill vun deenen Demarchen, déi kënnen och iwwert deen Internetsite gemaach ginn.

An der Zäit vun der Pandemie goufen do 3,5 Milliounen Transmissiounen enregistréiert. An dëst Joer, wou mer net méi déi coronagelinkten Transmissiounen hunn, si mer elo scho bei 1,5 Milliounen där Demarchen.

Och d'Applikatiounen, fir e bëssen iwwert déi technesch Voleten ze schwätzen, déi mer hunn, sinn amgaang ze boomen. Mir hunn déi MyGuichet-App, do si mer bei 260.000, GouvCheck 100.000, d'GouvID, déi relativ nei ass, si mer bei 25.000 Downloade vun deene verschiddenen Applikatiounen.

Dee Kontext, dee steet. Ëmmer méi Betriber a Leit profitéiere vun deenen Demarchen. Wat awer ganz kloer ass …, an dat verwonnert mech dann, wa mer haut de Mëtteg op eemol op de Constat wëlle kommen, wéi wann d'Regierung hei net wéilt bougéieren oder net géif genuch maachen. Eng vun de véier strateegeschen Achsen an dem neie Ministère ass d'Inclusion numérique. Eng ass fir dee méi technesche Volet, et ass eng fir den eGovernment an et ass eng ganz besonnesch fir d'Inclusion numérique. Dat ass scho symbolesch, dass mer déi och gewielt hunn, well dat eis wichteg ass, well mer hei wëllen agéieren a well mer eis dofir och ganz vill Moyene ginn, souwuel vu Leit, déi bei eis schaffen, wéi u finanziellen.

Et ass op dëser Plaz en Tour gemaach gi vun deene verschiddenen Etüden. Ech kann Iech soen, dass d'Welt virun der Covidpandemie eng aner ass wéi d'Welt no der Covidpandemie. Dat kann een u ville Facteure festmaachen. Dat muss ech Iech op dëser Plaz net erklären. Mee et kann een natierlech da vun den Etüde vu virun der Kris schwätzen a vun deene vun no der Kris.

Dat bescht Beispill – wat awer keng Etüd ass, mee dat ass de Fakt, an do hunn ech viru Kuerzem och driwwer geschwat –, dat ass den Teletravail, dee mer dorëmmer hunn. Als Minister vun der Fonction publique hunn ech elo en Accord gemaach mat der CGFP. Virun der Pandemie waren 160 Leit an engem Pilotprojet. Entre-temps si 15.000 Leit beim Staat eligibel, fir Teletravail ze maachen.

Wann op dëser Plaz geschwat gëtt iwwer Aarbechtsrecht an Evolutiounen, déi do musse geschéien. An deenen Accorden, déi ech elo gemaach hunn, an deene Reglementer, déi ech wäert huelen, steet den Droit à la déconnexion och dran, well dat de Mëtteg thematiséiert ginn ass an dat gëtt et net nëmmen an dem Beräich vun der Fonction publique, mee och an deenen Texter vun dem Privatsecteur steet den Droit à la déconnexion dran, soudass do natierlech och dorobber reagéiert gëtt.

Wann d'Etüden hei zitéiert gi vun dem DESI vun 2019, dann ass dat eng Etüd, déi dee Moment gemaach ginn ass, wou entre-temps d'Methodologie och geännert huet. An ech kommen dann awer och, well hei geschwat ginn ass, d'Regierung géif nawell gär mam Marketingsfändel sech bretze goen … Abee, wann en eGovernment Benchmark gemaach gëtt vun den europäeschen Institutiounen a wann dobäi erauskënnt, dass Lëtzebuerg entre-temps op der drëtter Plaz ass, grad no der Pandemie, well dat gekuckt ginn ass, dann ass dat kee Marketingsfändel oder -outil, mee dann ass dat gekuckt ginn, éischtens mat de Leit um Terrain an am Verglach mat anere Länner, mat Leit hei zu Lëtzebuerg, déi déi verschidde Servicer benotzen. An ech mengen, da gëtt genuch gemaach. A wann ech soen, „genuch gemaach", dann ass dat schonn dee falschen Ausdrock, well et gëtt am Fong an deem heite Beräich ni genuch gemaach. Technologien evoluéieren esou séier, dass do ganz vill Changementer sinn an dass mer eis ni kënnen op deene Lorbeeren ausrouen, déi och a verschiddene Benchmarke stinn, well dat ass onwichteg.

An dann, Här Clement, kënnt Dir zwar soen, dass Dir elo zwee, dräi Appelle kritt hutt, wou emol effektiv nach Demarchen dobäi sinn, déi vläicht net optimal lafen. Mee ech kann Iech soen, et sinn awer Länner, alleguerten déi, déi vun der véierter Plaz bis hannen eran hannert eis sinn, an deene Länner …, an dat ass jo awer e bësse méi eng global Vue, wéi déi dräi, déi Dir natierlech berechtegterweis zitéiere konnt. Et ass jo awer e bësse méi korrekt, wann ee seet: „Ma europawäit ass Lëtzebuerg", och mat deenen dräi, déi Dir elo ernimmt hutt hei, „verglach gi mat anere Länner a se sinn déi Drëtt ginn." Da kann een dat natierlech op déi eng oder op déi aner Aart duerstellen.

Mir schwätzen haut de Mëtteg iwwert d'Digitalisatioun, awer méi spezifesch iwwert de Plan d'inclusion numérique, wat eng vun eisen Haaptachsen ass. An ech wëll awer eng Kéier den Tour maachen, et ass jo emol net schlecht, et gëtt Marc Hansenen, déi effektiv gutt schwätzen.

(Hilarité)

An et huet dann haut de Mëtteg deen Deputéierten heibanne festgestallt an dat nach eng Kéier rappeléiert: Wéi mer de Plang gemaach hunn, fir heihinner ze kommen, do ass awer eng breet Debatt gemaach ginn och mat der Chamber. An da wär et, mengen ech, och vläicht net onwichteg, dass, wann deen Exercice gemaach gëtt – heibannen eng Consultatiounsdebatt, dobausse breet consultéiert –, e Plang elo do läit; d'Chamber also mat agebonne ginn ass a vill vun deene Saachen – an ech hunn dat nach eng Kéier ganz genee gelies vu virun e puer Joer –, déi hei thematiséiert gi sinn, an deem Plang dra sinn. Ech mengen, dat heiten ass, dee Plan d'inclusion numérique, net eppes, wat d'Regierung sech op iergende Fändel schreift, mee dat ass eppes, wat mer alleguerten zesummen och mat der Chamber queesch duerch verschidde Parteien hikritt hunn. An dat ass net onwichteg.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An da wëll ech soen …, well jo gesot ginn ass: „Et gëtt kategoriséiert", oder: „Verschidde Leit si vergiess ginn." An den Här Clement – a pardon, wann ech Iech elo nach eng Kéier muss ernimmen –, wann Dir sot, d'Sans-abrien dierft een net vergiessen, abee, d'Consultatioun heiriwwer, iwwert dee Plan d'inclusion numérique, ass mat der Stëmm vun der Strooss gemaach ginn. Wat ass dat anescht, wéi och iwwert déi dote Sujeten an eisem Plang ze schwätzen?

An deem Plang si consultéiert ginn: d'ASTI, de CLAE, de Syvicol, Club-Senioren, Digital Inclusioun, fir déi eeben eng Kéier erëmzebréngen, déi haut de Mëtteg an der Thematik waren, WIDE, déi sech mat der Plaz vun de Fraen an der Digitalisatioun beschäftegen, déi sinn all consultéiert ginn, fir op där heiter Plaz zu engem Plang hinzekommen.

Nieft deem gouf et och eng Kéier eng ILReS-Etüd, déi ech an der Chamber presentéiert hat, an et gouf eeben intersektoriell an interministeriell consultéiert, fir op deenen heiten Donnéeën erauszekommen.

An dann, an dat ass dat wichtegst drun: Dat Dokument, wat hei läit, ass net figéiert! Et ass en dynamescht Dokument, wou och nach an der nächster Zäit wäert vill dru geschafft ginn, well een hei och ni kann ophalen an een der sécher vergiess huet a mer do natielech nach Loft no uewen hunn.

Et ass e Plang, deen am September 2021 am Regierungsrot war mat 40 konkreeten Initiativen. An do, Madamm Adehm, kënnt Dir awer elo net soen, dass et wéi esou dacks just en Ukënnegen ass vu 40 Initiativen. Dat si ganz konkreeter! An ech ernimmen Iech se hei. Déi si méi wéi konkreet, déi elo schonn ëmgesat ginn, soudass een also net kann heihinner kommen a soen: „Dat si just Etüden" oder: „Dat ass net um Terrain ukomm."

Wann ech bei deene 40 Initiative bleiwen, kommen ech mol bei déi, déi an dem Ministère vun der Digitalisatioun ëmgesat ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madamm Diane Adehm Iech eng Fro stellt?

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Natierlech.

Mme Diane Adehm (CSV) | Här Minister, et ass net direkt eng Fro. Ech wéilt just soen: Ech hunn déi Saach net a Fro gestallt! Ech hu just gesot: „Et ass en Opziele vu 40 verschiddene Mesuren." Ech hunn déi domadder nullement kritiséiert oder a Fro gestallt. Ech hu just gesot: „Et ass en Opzielen."

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Dir hutt gesot: „Et ass wéi esou dacks bei där hei…"

Mme Diane Adehm (CSV) | Ech wéilt dat hei präziséieren.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Dir hutt gesot: „Et ass wéi esou dacks bei där heiter Regierung", an Dir hutt d'Faarwen nach genannt, „wou et just en Opzielen ass vun Initiativen."

Et si konkreet Sujeten op där anerer Säit an net nëmme Punkten, déi an Zukunft wäerten ëmgesat ginn.

(Brouhaha)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wat wär da falsch gaangen, Madamm Adehm?

M. Sven Clement (Piraten) | Här Cruchten, faalt elo net ëm!

Mme Diane Adehm (CSV) | Hunn ech dann eppes falsch gemaach?

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Hunn ech gesot, datt Der eppes falsch gemaach hutt? Ech hunn Iech just zitéiert, Madamm Adehm.

Une voix | O!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Da lauschtere mer dat no. Et ass jo digital méiglech, fir dat nozelauschteren. Dat ass jo kee Problem.

(Brouhaha)

A wa mer elo dorunner hänke bleiwen, da packe mer den Nomëtteg och nach, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech mengen och.

(Hilarité)

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Déi konkreet Initiativen, déi an deem heite Plang dra sinn, ...

(Brouhaha)

... sinn, dass Formatiounen ugebuede gi fir grad déi verschiddenst Kategorien, déi haut de Mëtteg ernimmt gi sinn. Well ech soen net, dass et nëmmen Eelerer sinn, déi net kënnen domadder ëmgoen oder Leit, déi en Handicap hunn a verschiddene Sparten. Déi Initiativen, déi riichte sech un all méiglech Gruppen.

An dofir hu mer zesumme mat der ErwuesseBildung Modullen ausgeschafft, déi och reell op den Terrainen ukommen, wou „train the trainers"-Modülle gemaach ginn, wou eeben déi verschidde Leit, sief dat aus Jugendhaiser, sief et aus aneren Associatiounen, designéiert ginn, déi där Formatioune kënne maachen an déi dee Moment selwer zréckginn an hir Associatiounen an d'Leit kënne forméieren an deene verschiddenste Modüllen, sief et den Internetfürerschäin, sief et d'Kommunikatioun, sief et, wéi ee mat dem MyGuichet ëmgeet, sief et, wéi et an dem E-Banking ausgesäit, well dat war de Mëtteg och en Theema. An och do ass mat der ABBL an der CSSF e Modüll ausgeschafft ginn, wou gratis Coursen an dem E-Banking proposéiert ginn.

Et gëtt an deem Kontext dann och en Internetsite, den zesummendigital.lu, dee fonctionéiert a véier Sproochen zanter dem Februar vun dësem Joer, deen d'Acteuren an deem dote Beräich och kënne consultéieren a wou se dee Moment och all d'Informatioune kréien, wou se u Leit kommen, déi hinnen eng Hand kënnen upaken.

De Ministère huet och, an dat ass, mengen ech, ernimmt ginn de Mëtteg, en Appel à projets gemaach, fir de Finanzement vun Associatiounen ze maache vun digitale Projeten.

Bei der éischter Editioun waren 150.000 Euro agesat ginn, 29 där Projete koumen eran, 6 kruten der e Finanzement, an dat waren Associatioune wéi den Autisme Lëtzebuerg, d'Gemeng Diddeleng, GoldenMe fir eeler Leit, WIDE ANDCO, d'Stëftung Hëllef Doheem an d'Club Haus op der Heed, fir och e bëssen ze weisen, dass dat queesch duerch d'Land gemaach gëtt. Et ass net nëmmen, dass dat am Zentrum vum Land geschitt, mee dat ass op ville Plazen, wou déi Formatioune geschéien a wou Leit Ënnerstëtzung kréien.

Dir hutt gefrot, wéi et domadder virugeet. Dëst Joer waren et 150.000 Euro, déi mer konnten ausdeelen. Am Budget vum nächste Joer sinn 250.000 Euro virgesinn, wou mer kucken, fir dann och erëm aneren Associatiounen Ënnerstëtzung ze ginn, déi op deem Dag belount ginn an déi dee Moment natierlech och vun enger Jury ausgewielt ginn.

D'Fro ass haut de Mëtteg och gestallt ginn – ech mengen, wann ech schonn op Iech kucken –, wéi et ass, dass bei der Accessibilitéit de SIP deen ass, deen dat kontrolléiert an net de CTIE. Dat ass aus engem ganz einfache Grond eraus: Well de CTIE zum Beispill den Developpeur vun deene Sitten ass an en Developpeur och vu verschiddenen Appen. An dofir wëlle mer op där anerer Säit en Organisme de contrôle hunn, deen net dee selwechten ass wéi de Produzent dovunner. An dofir ass den Organisme de contrôle, dat gëtt jo och international gekuckt, de SIP.

D'Fro ass gestallt ginn: „Kuckt Der dann och genee op déi Leit, déi hei hannendru stiechen, also déi digital vulnerabel sinn? Hutt Der genuch Informatiounsmaterial?" Et leeft am Moment zesumme mat dem LISER grad eng Etüd, fir eeben iwwert d'Auswierkunge vun de rezenten digitalen Evolutiounen ze kucken op eeben déi Deeler vun der Bevëlkerung, déi net an der digitaler Welt doheem sinn oder Problemer domadder hunn a wéi déi domadder kënnen ëmgoen. Dat heescht, mir ginn elo net nëmmen iwwer eng representativ Etüd un d'ganz Bevëlkerung, mee mir hu mam LISER e Projet lancéiert, fir och ganz spezifesch bei déi Leit kucken ze goen, wéi do d'Suerge gelagert sinn. An ech ginn dervun aus, dass déi Etüd dann ugangs 2023 presentéiert gëtt.

Den 1. Dezember – an alleguerten déi, déi an de Gemenge si vun Iech, krute viru Kuerzem e Bréif – ass den éischte Forum zum Theema vun der digitaler Inklusioun. Dee fënnt am Alen Tramsschapp statt. Do sinn e ganze Koup Leit invitéiert, fir bei deem Forum mat derbäi ze sinn, fir do en Echange ze hunn. Dee soll zweemol am Joer stattfannen an do sinn déi verschiddenst Acteuren, déi dorunner kënnen deelhuelen, fir nieft där Journée vun der Inclusion numérique och am alldeeglechen Ëmgang ee mat deem anere kënnen ze schaffen.

Et ass de Mëtteg oft iwwert déi Procuration numérique geschwat ginn. An do huet den Här Clement zu Recht e Punkt ervirgehuewen, dass dat e Problem ass fir Leit, déi eeben digital net esou doheem sinn, dass dat awer dacks geschitt: Déi gi bei en anere säi LuxTrust-Token léinen. Dat ass keng Procuration numérique. Dat ass gutt gemengt, mee ech ka mech effektiv net fir en aneren an deem senger Plaz identifizéieren, andeems ech de LuxTrust-Token huelen.

Déi Procuration numérique hat ech an dee Plang geschriwwen. Do leeft och d'juristesch Etüd, an déi misst ech normalerweis bis Enn des Joers vun de spezialiséierte Juristen um Dësch leien hunn, wéi ee ka mat deem Sujet ëmgoen, well deen ass definitiv méi facettëräich wéi just, wa mer hei soen, engem de LuxTrust-Token ausléinen, well esou kann een natierlech net verfueren.

Vläicht nach een, zwee Punkte vun anere Ministèren aus dem Kontext geholl, wou ech selwer net op den Detail aginn, mee dat ass de Mëtteg ugeschwat ginn. Et gëtt ganz vill Initiativen an dem Ekonomiesministère an an dem Classe-moyennes-Ministère. Et gëtt natierlech och ganz vill där Initiativen an der Educatioun, well et do ugeet, an déi sinn natierlech och alleguerten an eisem Plang dran an déi sinn definitiv amgaang, ëmgesat ze ginn.

Ee Wuert iwwert d'Sproochen, och op de Sitten, déi mer benotzen. Mir hunn ee wichtege Volet, dat ass dee vun der Leichten Sprache. Well egal a wat fir enger Sprooch een dat Ganzt thematiséiert, et ass ëmmer komplizéiert a mir alleguerten hunn och vläicht méi Einfachheet, fir kucken ze goen, wann et an der Leichten Sprache thematiséiert ass. Fir verschidde Formulairë fir verschidden Demarchen awer an där Leichten Sprache ëmgesat ze kréien, brauch ee spezifesch Acteuren. Do sinn der net vill hei am Land, déi dat kënne maachen. Mir hu momentan 19 där Demarchen a Leichter Sprache, déi disponibel sinn. Mir schaffe kontinuéierlech drun, fir där méi ze maachen, mee där kritt een der awer just zwou oder dräi, vläicht véier am Joer ëmgesat, well déi Acteuren op där anerer Säit ..., dat ass net esou evident.

An ech kann Iech soen: Och wann Dir selwer, an ech selwer, eppes an der Leichten Sprache liesen, dat versteet een! Wou een et vläicht net ëmmer, sief et op Lëtzebuergesch, Franséisch, Englesch oder an iergendenger anerer Sprooch, onbedéngt versteet. An der Leichten Sprache ass et definitiv och fir eis alleguerte méi evident. Mee dat geet eeben net esou einfach. Do ginn et net vill Acteuren, mat deenen ee ka schaffen. Mee déi Efforten, déi gi gemaach.

Et ass haut de Mëtteg ganz dacks iwwert déi analog Dier geschwat ginn, déi nach soll bleiwen. Dat ass eis immens wichteg, och an deem dote Ministère. Et muss ëmmer e Wee ginn, fir nach kënnen op deen analoge Wee hinzegoen, mat senge Pabeieren enzwousch hinzegoen, seng Dossieren ze deposéieren an och en Echange ze hunn.

Vläicht ee Wuert, well dat de Mëtteg gesot gouf, iwwer eng Dezentraliséierung vun deem Guichet.lu, deen et och hei ënnen an der Ënneschtgaass gëtt. Doriwwer denke mer ganz kloer no, fir dat net nëmmen an der Stad ze hunn, mee fir dat och op anere Plazen ze maachen, fir dass een dat och op d'mannst op dräi, véier Plazen am Land huet, wou een da mat sengem Dossier kann higoen. Dat ass deen ee Volet. Déi Fro ass de Mëtteg hei gestallt ginn.

An op där anerer Säit ass et d'Geschicht vun dem Kontakt mat dem Beamten. Et si Leit, déi brauchen dee Kontakt net méi. Et geet deenen duer, wa se dat iwwer iergendwellech elektronesch Weeër maachen. Da gëtt et Leit, déi brauchen dat ganz vill, déi wëllen deen Echange hunn. An da gëtt et natierlech alleguerten déi dozwëschent. An do hu mer an eisem GovTech Lab eng Entwécklung lafen, fir eeben och virtuell Äre Beamten ze begéinen.

Dat heescht, esou wéi dat an der Kris war an och elo plazeweis dorëmmer eebe gemaach gëtt, esou wéi ee mam Dokter konnt eng Videokonferenz maachen, sou wäert et och an Zukunft kënne Méiglechkeete ginn, an dat gëtt grad entwéckelt, wou Der Rendez-vous hutt mat Ärem Beamten. A well Der Iech ageloggt hutt, well Der iwwert de Guichet zum Beispill Äre Rendez-vous gefrot hutt, gesitt Der déi Fra oder dee Mann, an dee kennt dee ganzen Dossier, deen huet dee scho viru sech an dee kann dann iwwer eng Videokonferenz mat Iech zesummen deen Echange hunn.

Esou e virtuelle Meetingroom si mer amgaang ze installéieren an auszeschaffen. Dat ass eppes, wou mer natierlech dru schaffen. Mee ech sinn der Iwwerzeegung, dass et och ëmmer wichteg ass, nach de Kontakt ze hunn. An et ass och net, dass mat der Digitaliséierung d'Kontakter, déi et mat Beamte gëtt, ganz ofgeschaaft ginn. Mee d'Vitess vun deene verschiddenen Demarchen, déi ass natierlech an d'Luucht gesat ginn.

E grousst Beispill, well ech dat ganz gutt kennen, dat sinn d'CEDIES-Bourssen. Dir erënnert Iech alleguerten, an et sinn der jo heibanne vill, déi domadder ze dinn haten an deene verschiddenste Fonctiounen, sief et als Studenten, Beamten, Leit, déi Kanner hunn, Leit, déi a Fonctioune waren hei an der Chamber oder déi Minister waren: An der Zäit war dat relativ komplizéiert! D'Leit hunn dat ageschéckt, da louchen d'Dossiere méintelaang do, dat ass digitaliséiert ginn. Dat geet hautzudaags – fir alleguerten déi Leit, déi dat matkréien – bannent e puer Deeg, wou dat dann digital ofleeft. Dat ass dann och e Virdeel fir de Student, deen am Ausland ass. Dat geet mat enger Rapiditéit, dat ass wierklech scho bal spektakulär, wéi dat geschitt!

Dat ass eppes, wat och net bannent engem Joer komplett digitaliséiert war. Dat hëlt natierlech och Zäit, fir dat gutt ze maachen. An et gëtt natierlech och do nach ëmmer Hicken. Mee esou eppes weist, dass och de Beamten op där anerer Säit et méi einfach gemaach kritt. De Bierger kritt et méi einfach gemaach, de Student kritt et einfach gemaach, d'Rapiditéit geet an d'Luucht. An dat ass sécher net gemaach, fir Geld ze maachen, fir iergendwéi domadder Geld ze verdéngen, mee dat ass, fir de Leit an de Bierger an de Betriber d'Saachen definitiv méi einfach ze maachen.

De Staat muss sech digitaliséieren, dat ass richteg. De Staat huet en enorme Retard iwwer Joerzéngten am Fong cumuléiert. D'Boursse sinn e gutt Beispill. Do ass eng ganz laang Zäit nogekuckt ginn, wéi dat schonn hätt kënnen digitaliséiert ginn. A wann dat da bis attackéiert gëtt, brauch et Joren, bis dat amgaang ass a ka gemaach ginn.

Et sinn am Moment 400 Prozesser, déi op dem Leescht si bannent den Administratioune fir ze digitaliséieren; esou ze digitaliséieren, dass net nëmmen eng Administratioun den Accès drop huet, mee dass parallell verschidden Administratioune kënnen drop schaffen. Dat heescht, se kënnen déi verschidden Dokumenter kucken, Äntwerte kënne parallell eragereecht ginn, fir eeben esou d'Saachen ze vereinfachen.

An dat bréngt mech da bei ee vun de Punkten, deen eeben och aus Inclusion-numériques-Grënn, an och aneren, de Mëtteg ernimmt ginn ass. D'Inclusion numérique kann natierlech am beschte fonctionéieren, wann d'Prozedure vereinfacht ginn. Och dofir hu mer en Internetsite geschaaft, den zesumme-vereinfachen.lu, wou mer grad all eis digital Toolen och enger Analys ënnerzéie vun deene Leit, déi se benotzen, aus alle méiglechen, verschiddenen, och digital vulnerabele Gruppen.

Ech ginn e Beispill: Mir hunn eis Appen, déi mer maachen, do a Workshoppen eraginn, wou Leit invitéiert ginn, fir déi kommentéieren ze komme fir ze soen: „Dat do sinn eis Erfarungen!" An op enger Journée vun der Inclusion numérique hate mer zum Beispill eeler Leit, déi mer geruff hunn, fir grad déi Appen ze analyséieren, fir eis matzedeelen, wat dann dorunner gutt ass, a fir eis och esou Saachen ze soen, wéi se de Mëtteg hei op d'Tapéit koumen: „Et ass ze kleng geschriwwen!", „Et ass ze grouss geschriwwen!" A fir op där anerer Säit natierlech an engems ze kucken, fir déi verschidde Prozeduren ze vereinfachen.

D'Digitaliséiere vun enger komplizéierter Prozedur mécht et zwar digital, mee dann ass et eng komplizéiert digital Prozedur. An dat ka jo net den Zweck sinn! Dofir och zum Beispill deen dote Site. Deen ass awer mat vill méi Opwand verbonnen, well dat natierlech och mat legislativen Decisiounen ze dinn huet, déi hei an der Chamber gestëmmt ginn, wou eebe jiddweree muss an alle Ministèren dru schaffen, fir d'Saache méi einfach ze maachen. Well och wa se digital herno sinn, hëlleft dat net onbedéngt, wann et komplizéiert ass, fir et dann hinzekréien.

Déi digital Inklusioun ass eis alleguerten immens wichteg. Dat hunn ech de Mëtteg och nach eng Kéier hei an der Chamber héieren. An dat ass eppes, wou ech och den Opruff dann nach eng Kéier maachen un Iech alleguerten. An dat, wat elo erëm eng Kéier gemaach ginn ass, do maachen ech et d'selwecht wéi bei der Consultatiounsdebatt vun deemools. Dat huele mir bei eis op.

Eise Plan d'inclusion numérique ass kee fixt Dokument. Alles, wat erakënnt u gudden Iwwerleeungen, kënne mer do mat aschaffen. Well dat digitaalt Boot, dat kann nëmme gutt fueren – dat huet de Mëtteg och heibannen en Deputéierte gesot –, wann Der esou vill wéi méiglech drasëtzen a wa mer alleguerten zesummeschaffen, fir dass mer kee vergiessen. Well dat ass ee vun den Atouten an eise Resultater, déi mer dann esou erauskréien: Dat ass, wann e Vertrauen do ass a wann d'Leit alleguerte mat an dat Boot geholl ginn, da brénge mer et fäerdeg, och déi Inclusion numérique an iwwerhaapt d'Digitalisatioun ze packen!

D'Vertrauen ass mäi lescht Stéchwuert, well dat haut de Mëtteg och en Theema war. D'Vertrauen – an dat koum elo eraus bei der OECD-Etüd – ass hei zu Lëtzebuerg relativ héich par rapport zu anere Länner, well d'Vertrauen, an dat héiert elo vläicht net jiddwereen heibannen esou gär, hei am Land an d'Regierung an an d'Institutiounen héich ass. Dee Moment ass och Vertrauen an déi Offerten, déi gemaach ginn um digitale Plang, déi relativ appreciéiert gi vun de Leit. A par rapport zu anere Länner – an dat koum bei der OECD-Etüd eraus – ass et e gutt Stéck méi héich, an et ass méi einfach, fir Saachen ze digitaliséieren, wann dem Staat vertraut gëtt. An dat ass och ee vun den Atouten, dee mir bei eis als Constat konnte kréien.

M. Fernand Etgen, Président | Parole après ministre nach fir den Här Gilles Roth.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Ech war nach net fäerdeg. Ech hat just gesinn …

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Gilles Roth, dee konnt et net erwaarden.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Mee wann awer den Här Roth elo direkt seng Interventioun wëllt maachen, solle mer net bis no dem Minister waarden. Vläicht ass et da vergiess oder net méi esou pertinent. Also, ech hu kee Problem, Här Roth, fir elo op dat anzegoen, wat Der wëllt froen.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här Minister. Dir hutt vu Vertrauen an d'Regierung geschwat. An dat huet mech interpelléiert, an duerfir wollt ech Iech eng konkreet Fro stellen.

Mir lafe ronderëm mat enger Carte d'identité, mat enger Carte de sécurité sociale, mat enger Kaart, wou de Fürerschäin drop ass. Ass et net méiglech zu Lëtzebuerg, 650.000 Leit, grad ewéi an den nordesche Länner, wou dat scho fonctionéiert, fir ee Biergerpass ze hunn, wou déi dräi Fonctiounen do drop sinn a wou déi jee no Kontroll kënne cibléiert ofgefrot ginn? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet Fro ass déi: Gedenkt d'Regierung net, opgrond vun deene Schwieregkeeten, déi et gëtt um Niveau vun dem kommunale Secteur, notamment bei engem grousse Syndikat, fir eng méi enk Kollaboratioun virzegesinn zwëschent dem CTIE an der Informatik, déi op dem Gemengenniveau fonctionéiert?

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Här President, ech géif elo ganz gär nach wäit wëllen aushuelen, dat féiert eis awer natierlech doriwwer eraus, well déi Sujeten do héich interessant sinn. Mee ech géif Iech awer gär äntwerten dorobber.

Dat Éischt mat dem Fürerschäin a mat der Carte d'identité a mat der Käertchen, wat mer amgaang sinn ze maachen …, an ech mengen, et ass de Mëtteg ugeklongen. Ech kann Iech et e bëssen ëmräissen, well ech amgaang sinn, un engem Règlement grand-ducal ze schaffen, wat mer elo grad amgaang sinn, ze probéieren ëmzesetzen. D'Informatiounen, wat Äre Fürerschäin ugeet an d'Carte d'identité, déi hu mir als Staat, déi si bei eis. Mir sinn amgaang ze kucken, fir dass Der dat net als Käertche méi kritt, mee als digitale Support. Dann hutt Der dat zum Beispill an Ärem Handy. Dat heescht, Dir hutt de Fürerschäin an d'Carte d'identité an Ärem elektronesche Wallet. Dat gëtt herno eng Attestatioun vun der Carte d'identité oder vun dem Fürerschäin, – an elo ginn ech schonn e bëssen an eppes eran, wou mer dru schaffen, well ech mengen, dat ass och, wéi Dir et sot, eppes, wat jiddwereen interesséiert, an Iech alleguerten och – an dat wäert herno och esou kënne fonctionéieren, dass ech déi Dokumenter herno, wann ech dat wëll, wann ech gesot hunn, ech hätt se gär, da kann an den elektronesche Wallet sëtzen. Do wäert e QR-Code drop sinn.

Déi Leit, déi dat zum Beispill kontrolléieren, wéi d'Police, déi wäerten en extrae Lecteur hunn, deen dat da kuckt, déi kommen dann och direkt op déi richteg Donnéeën hannendrun. An da braucht Der herno Är Käertchen à la rigueur net méi mat derbäizehunn, also Är Carte d'identité oder de Fürerschäin – ech schwätzen iwwert déi zwee, well ech op deenen zwee schaffen –, mee dann hutt Der déi herno op Ärem Handy an dem E-Wallet, wéi Der elo vläicht Är Fligertickеten dran hutt, e Parkingsticket oder whatever. Dat dote si mer grad amgaang ze maachen. Dat ass natierlech elo méi vast wéi d'Inclusion numérique. Mee dat gëtt gefrot, dat gëtt et plazeweis och schonn, dat heiten.

An dann herno kënnt déi nächst Fro hannendrun, dat gëtt méi kniwweleg, fir dass dat och op europäeschem Plang fonctionéiert. Dat sinn europäesch Projeten, mee mir probéieren, dat elo mol schonn zu Lëtzebuerg ëmzesetzen, dass et hei scho fonctionéiert, fir Fürerschäiner, déi hei zu Lëtzebuerg ausgestallt goufen, mol op jidde Fall. Dat heescht, bei all de Leit, déi e lëtzebuergesche Fürerschäin hunn oder hiren ëmgeschriwwe kritt hunn, bei deene wäert dat doten eng Kéier fonctionéieren. A bei de Carte-d'identitéë wäert dat mat e bësse Chance och fonctionéiere mat anere Carte-d'identitéen. Dorunner schaffe mer, well dat doten ass eppes … An dann hutt Der et herno emol net méi op enger Kaart, mee vläicht just, esou wéi Der Är Kreditkaarte grad an Ärem Handy oder an Ärer Auer hutt oder wou Der se och hutt, hutt Der déi heiten och als Attestatioun dran, an déi kënnen dann och vun deene Leit kontrolléiert ginn, an déi géifen duerch e QR-Code dann och fonctionéieren.

Dat Ganzt, deen E-Wallet, wäert eis GouvID-App sinn. Doranner wäert dat stockéiert sinn. Mee dat ass awer en interessante Sujet. Do kéinte mer vill méi laang driwwer schwätzen. Ech wollt Iech awer elo just dorobber äntwerten.

Zweete Volet: SIGI, Syvicol, CTIE. Ech hat viru Kuerzem nach mat dem Kolleeg, dem President vun dem Syvicol, och en Echange iwwer verschidde Punkten, déi mir als CTIE scho kënne mat de Gemenge maachen. Et gëtt jo och scho vill gutt Zesummenaarbechten. Ech mengen, de CTIE schafft och gutt mat der Stad Lëtzebuerg zesummen, wou e ganze Koup Punkten a Prozeduren och méiglech sinn. Ech war op dem Anniversaire vun dem SIGI, an ech hunn op dem Anniversaire vum SIGI gesot, dass déi Entitéiten nach vill méi intensiv missten zesummeschaffen, well dem Bierger dobaussen ass et wierklech egal, ob dee sech herno op d'Gemeng Mamer alogge geet oder op enger zentraler Plaz. An als eng zentral Plaz gesinn ech zum Beispill de Guichet.lu. Dat ass einfach eng Entitéit, déi iwwer Joren, Joerzéngten opgebaut ginn ass. Da muss do vill méi zesummegeschafft ginn.

Ech ginn awer elo net – a scho guer net hei op der Chamberstribün – méi an den Detail oder un d'Autonomie communale fréckelen, wie fir wie wat mécht. Ech hunn awer op alle Plaze gesot an ze erkenne ginn an ze verstoe ginn: De CTIE steet zur Verfügung! Et sinn och scho vill Gemengen, déi elo bei de CTIE kommen, aus diverse Grënn, fir vun deene Servicer ugebueden ze kréien, fir mat deenen zesummenzeschaffen. An do si mir ganz disponibel fir all méiglech Zesummenaarbechten – all méiglecher! –, fir ganz no zesummenzeschaffen, ganz no beieneenzeréckelen an de Support ze ginn, deen do gebraucht gëtt. Well ech fannen, an engem klenge Land, wéi mir et sinn, brauche mer net 20 informatesch Entitéiten à la rigueur, fir herno dat selwecht ze maachen. An de Bierger, dee versteet dat doten herno jo souwisou net. Deen hätt gär säi Certificat de résidence, säi Certificat de naissance, et j'en passe. An dorunner musse mer schaffen.

An dofir sinn ech frou, dass Dir och an déi dote Richtung Iwwerleeunge maacht op deenen do zwee Punkten. Dat ass genee dat, wat iergendeng Kéier muss an dësem Land alles geschéien.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Domadder géif ech deen dote Sujet digital Inklusioun, mengen ech, einfach ofschléissen a soen, dass et eis wichteg ass, dass mer dat aus ganz bewosste Grënn als véiert strateegesch Achs vun eisem Ministère gesat hunn, dass vill Efforte mussen dragesat ginn, dass mer an deem Plan d'inclusion national, vun deem mer haut geschwat hunn, nach weider Efforte musse maachen, am Echange mat der Société civile a mat jiddwerengem, dee sech do wëllt abréngen.

Well eis kann d'Digitalisatioun just reusséieren, wa mer dat mat alle Leit hei am Land maachen. Net nëmme mat deenen, déi Suen hunn, net nëmme mat deenen, déi konnektéiert sinn, mee och mat alleguerten deene Leit, déi e bësse méi schwaach sinn, also déi digital vulnerabel sinn, och mat deene musse mer d'Digitalisatioun zesumme maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem delegéierten Digitalisatiounsminister, dem Här Marc Hansen. Parole après ministre fir de Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt emol wollt ech dem Minister nach eng Kéier soen, datt ech net – an ech hoffen, en huet mech a menger Ried net esou verstan – gesot hunn, et géif näischt gemaach ginn. Déi éischte Kéier, wéi Der mech zitéiert hutt, huet et e bëssen esou geklongen. Ech hunn net gesot, et géif näischt gemaach ginn! Ech hu gesot, datt et net ëmmer duergeet. An natierlech, et kann een dee véiertbeschte sinn, mee „unter den Blinden ist der Einäugige König", seet een esou schéin op Däitsch. Wann all déi aner nach méi schlecht si wéi mir, heescht dat nach net, datt mir gutt sinn. Dat wollt ech, mengen ech, domadder soen. Mir kënnen nach däitlech besser sinn.

Wat d'Inklusioun grad mat de Sans-abrien ugeet, do hunn ech nach eng Kéier extra am Plang gekuckt. Ech hu wierklech nach eng Kéier nom Wuert „Sans-abri" gesicht. Ech hu probéiert, all méiglech Variatioun ze sichen. Ech hunn dat Wuert net fonnt.

Wann Der mer elo sot, Dir hätt mat der Stëmm vun der Strooss geschwat, da begréissen ech dat. Ech froe just, wou d'Retombée dovunner am Plang ass. Ech hu se net fonnt. Dir kënnt mer vläicht soen, wou se konkreet ass.

An da muss ech awer och nach e Feeler zouginn, deen ech virdru gemaach hunn. Ech hu virdru gesot, d'Allocation de naissance, d'Allocation prénatale a postnatale, dat wären aacht Stempelen. Ech hu mech geiert, et sinn 13 Stempelen. An dat bescht ass, deen drëtte Formulaire, dee kann een net emol als PDF eroflueden. Well wann ee bei der Zukunftskeess wëllt digital déi Demande maachen, do geet een dann hin, da seet een „Demande d'allocation postnatale", an da steet drënner, „Merci de remplir le formulaire ci-dessous". Da mengt een: O, exzellent! – „Vous recevrez le formulaire de l'allocation postnatale par voie postale à l'adresse indiquée." Bon, dat wollt ech just mat op de Wee ginn. Et gëtt och an deem Land, wat an deenen OECD-Rankingen esou gutt ofschneit, definitiv nach Demarchen, déi am Kader vun der Inclusion digitale numérique kéinte besser gemaach ginn!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Also, Här Clement, ech wëll elo net hei alleguerten Är Feeler ervirsträichen, mee ech kéint direkt nach een nennen, well Dir hutt d'Beispill gi vun der Steiererklärung mam Assistent, dass een dat erausdréckt. Ech soen Iech et just, dat do ass ee klenge Volet vun der Geschicht: Déi Leit, déi allen zwee e LuxTrust-Certificat hunn, déi kënnen am neien Assistent dat digital maachen. Just fir Iech ze soen, dass dat fonctionéiert. Ech kennen net all Bréif vun der Administratioun, deen elo erausgaangen ass, duerfir sollte mer elo net ze vill an een eenzele Fall eragoen. Mee vun dem Prinzipp hier: LuxTrust-Certificat allen zwee, da kann dat am Assistent geschéien.

An da soen ech nach eng Kéier, an dofir hunn ech et jo gesot, heiansdo hunn ech hei d'Impressioun, an elo erëm, dass gesot gëtt: „Anerer sinn esou schlecht, dass mir besser sinn." Ma kommt, mir sinn emol einfach als Land eng Kéier houfreg op dat, wat mer kënnen an op dat, wat mer sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Wa mir an europäeschem Kontext op déi drëtt Plaz kommen an engem Benchmark, an do geet d'Digitalisatioun jo schonn iwwer Joerzéngten, an dat doten ass dat, wat herno erauskoum, ma da kommt, mir sinn och emol eng Kéier an der Chamber hei zefridden a mir soen elo mol eng Kéier: „Mir sinn déi Drëtt a mir sinn dat net, well mer immens schlecht sinn, well déi aner och esou schlecht sinn." Mee mir sinn einfach eng Kéier zefridden. Do si Leit, déi dorunner schaffen. An dat kéinte mer vläicht eng Kéier hei maachen amplaz ëmmer ze soen: „An dann ass nach …"

Natierlech si mer do, an Dir sollt eis kontrolléieren. Duerfir ass dat heite jo och gutt. Mee eng drëtt Plaz op europäeschem Niveau kritt een net nëmmen, well all déi aner Dräibize sinn! Dat kritt een och, well ee gutt Leit bei sech schaffen huet an Efforte gemaach ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement freet nach eng Kéier d'Wuert a kritt et och.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Pardon, mee wann de Minister mer e Feeler ënnerstellt, da géif ech scho bieden, datt e mer dee richtege Feeler géif virhalen. Et ass nämlech definitiv esou, Dir hutt ganz clever elo grad gesot: „Fir déi Leit, déi den Assistent benotzen, geet et mat der duebeler Signature." Fir déi Leit, déi awer de PDF eroplueden – de PDF kann een op My-Guichet eroflueden, ausfëllen an eroplueden –, geet et net! Dat heescht, mir hunn hei eng Situatioun, wou et tatsächlech Leit gëtt, wou et net geet.

An iwwregens, ech wëll guer net iwwer Bréiwer vu Steierverwaltunge schwätzen, well dat muss een dann och luewen: Dee Beamte vun der Steierverwaltung, déi do betraff war, huet mäi Kolleeg nämlech ugeruff, fir en ze bieden, dat ze maachen, éier en e Bréif géif schécken. Dat huet da vläicht zwee Deeg an en Timber gespuert.

A mir hunn eeben eng aner Visioun, wéi d'Digitaliséierung an d'Inklusioun an der Digitaliséierung kéinten ausgesinn. Och dee quasi Monopol vu LuxTrust ass fir eis eppes, wat nach ëmmer net akzeptabel ass. Mir si frou, datt et elo GouvID gëtt. Mir bedaueren awer, datt et zum Beispill fir d'Betriber net méiglech ass, och op GouvID zréckzegräifen, fir zum Beispill digital Ënnerschrëften un de Staat ze schécken. Och dat géif warscheinlech vill Demarchë vereinfachen. Dir schwätzt vill vu Facturation électronique, déi elo obligatoresch gouf. Do sinn eng ganz Rëtsch kleng Betriber, wou déi Leit, déi do schaffen, och elo Problemer mat der Inclusion numérique kréien.

Ech mengen, mir hunn nach vill ze maachen. Mir kënnen houfreg sinn, datt mer besser si wéi déi aner.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Mee mir sollten awer och net eis op deene Lorbeeren ausrouen, well wéi huet eng Kéier ee gesot „Lorbeeren, déi gehéieren op de Kapp an net dohinner, wou ee sech géif drop setzen!"

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet zréck un den Här Minister.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | Deen huet näischt méi zouzesetzen zu all deenen Diskussiounen, …

(Brouhaha et hilarité)

… well dat féiert eis iergendwou hin an eng Diskussioun, déi kee Mënsch méi herno interesséiert.

(Brouhaha)

Ech mengen, den Tour vun de wichtege Sujeten, deen hu mer gemaach.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir mussen awer nach iwwert d'Motioun ofstëmmen, déi vum Här Guy Arendt deponéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech wéilt och dem Här Arendt am Numm vun der ADR villmools Merci soe fir déi Initiativ. Et ass eng gutt Motioun. An ech soen him och extra Merci dofir, datt en eis d'Méiglechkeet ginn huet, se och matzedroen an ze ënnerschreiwen. Mir hu se och matzäit kritt de Moien. Dat ass bal virbildlech, géif ech mengen, well dacks ass et esou, datt mer eng Motioun kréien an der Sessioun selwer an datt mer eis dann net méi kënne concertéieren.

Mir hunn zwou Bemierkungen, wat déi Motioun ugeet. Déi éischt ass: „invite le Gouvernement à poursuivre ses efforts en matière de transformation numérique de l'Administration publique", do si mer d'accord, „notamment en ce qui concerne le partage d'informations entre les administrations", do wäre mer frou, wa mer kéinten e Saz derbäisetzen, „en reprenant" oder „en respectant les principes de la protection des données". Ech mengen, de Partage vun den Donnéeën tëschent Verwaltungen ass am Prinzipp eng gutt Saach, mee dat muss awer u gewësse Konditioune gebonne bleiwen.

Op där anerer Säit hu mer awer och Diskussiounen hei gehat, wou mer gesinn hunn, datt den Dateschutz heiansdo ze wäit geet. Ech soen dat och a Presenz hei vum Här Minister. Dat kann en och gär mathuelen. Mir haten eng Diskussioun hei iwwert d'Jugendkriminalitéit, bei där mer gewuer gi sinn, datt d'Police judiciaire net kann déi Donnéeë kucke goen, wann eng Plainte gemaach gëtt op enger Polizeistatioun iergendwou, op engem Kommissariat, déi d'Police judiciaire direkt interesséieren. Dat kann d'Police judiciaire net kucke goen. Dat ass „à l'intérieur d'une seule et même administration" vun der Police. Do gëtt et Absurditéiten!

Also, heiansdo, mengen ech, iwwerdreiwe mer, an heiansdo, do, wou et néideg ass, musse mer awer op den Dateschutz oppassen. Also, do wäre mer frou, wa mer kéinten awer eng Bemierkung derbäischreiwen.

Déi zweet Bemierkung, déi mer wéilte maachen, dat ass, do steet: „à promouvoir une communication multilingue“, do si mer ganz d'accord, „sur les réseaux sociaux et les sites web et de promouvoir ainsi l'inclusion au niveau linguistique“. Do si mer komplett d'accord. Mir stëmmen dat dowéinst och mat. Mee et deet eis e bësse leed, Här President, vläicht wollten d'DP an hir Partner dat dann och nach dra schreiwen. Mee fir eis ass kloer, wa mer schreiwen „à promouvoir une communication multilingue“, dat wëlle mir och als ADR, awer fir eis misst eigentlech do stoen: „en privilégiant la langue luxembourgeoise“.

Voilà, villmools merci. Mir stëmmen dat hei mat a mir wäre frou, wann awer eisen zwou Bemierkunge kéint Rechnung gedroe ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech dem Här Gilles Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech kann elo wierklech ganz kuerz sinn, well ech dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, kann ënnerstëtzen an dass ee sollt derbäischreiwen: „dans le respect des réglementations relatives à la protection des données et des secrets professionnels“. Well nämlech beim Secret professionnel jo och dat vun de Steiere spillt. An ech mengen, opgrond vun der Informatisatioun vun den Donnéeën, déi d'Steierverwaltungen hunn, an den Transferten, déi gegeebenefalls bei d'Sécurité sociale gemaach ginn, do muss een och eng Kéier kucken, wat eriwwergeet a wat net eriwwergeet.

Eng Rei Kolleegen, déi Gemengemandater hunn, déi wëssen, zu wat fir enge Problemer dat aktuell féiert. Ech mengen, dat misst och eng Kéier spezifizéiert ginn, also eng Kéier d'Protection des données an zweetens och d'Reglementatioun, wat de Secret professionnel ass. Wann den Auteur, den Här Arendt, domadder d'accord wier – ech mengen, dat wier esou –, da géife mer dat gäre bäigesat gesinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Da ginn ech nach der Madamm Oberweis d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Bon, ech géif jo elo soen, se ass superfetatoire fir eis. Et steet vill dran, wat weider gemaach gëtt, weidergefouert gëtt an esou virun. Et ass awer ok, et ass näischt Schlechtes dran. Dat heescht, dann ënnerstëtze mir och Saachen, déi superfetatoire sinn, wa se gutt sinn. Mir ënnerstëtzen dat.

Par contre, dat Eenzegt, wat ech kéint bemängelen, ass, wéi ech virdru wierklech insistéiert hunn, dass déi analog Weeër méi eng Prioritéit kréien. Ech fannen, hei geet eigentlech relativ gutt doraus eraus, dass dat net esou eng staark Prioritéit ass. Dat ass eréischt de fënnefte Punkt, wann ech mech net ieren: „à maintenir des alternatives ‚analogues'“. Ech fannen dat relativ problematesch. Ech géif fannen, dat misst eigentlech wierklech vir stoen. Wa mer vun Inklusioun schwätzen, misst dat wierklech vir stoen, dass déi Weeër awer trotzdeem och nach ëmmer eng Prioritéit hunn, fir déi Leit mat eranzehuelen.

Mee, wéi gesot, mir ënnerstëtzen dat och esou a ginn dervunner aus, dass dat dann och esou ëmgesat gëtt. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir hunn d'Motioun net mat ënnerschriwwen, mir wäerte se awer matdroen. Mir hu se net mat ënnerschriwwen, well zwou Saachen – jo, och zäitlech, mir krute se zwar haut de Moien –, zwou Ännerungen u sech, mer eis géife wënschen.

Et si kleng Ajoutten, ech soe se just eng Kéier. Am drëtten Invite gëtt geschwat vun: „et à renforcer sa collaboration avec la société civile“. Mir stellen eis vir, datt do u sech och de Secteur privé misst mat an d'Boot geholl ginn.

An dat Zweet ass, beim sechsten Invite, „à promouvoir une communication multilingue“, ech mengen, datt do och „et inclusive“ misst stoen. Well wa mer scho vun Inclusion numérique schwätzen, da sollte mer och vun enger inklusiver Sprooch schwätzen. Dat sinn zwou ganz kleng Ännerungen. Hätte mer de Moien net och nach aner Kommissiounssëtzunge gehat, déi bei klenge Sensibilitéiten awer heiansdo fir Aarbecht suergen, dann hätte mer déi och schrëftlech schonn un den Här Arendt erugedroen. Mee esou konnte mer se net mat ënnerschreiwen. Mir kënne se awer mat oder ouni eis Ännerunge matstëmmen, well et ass näischt dran, wat wéideet. Ech mengen, d'Ännerunge kéinte se nach e bësse besser maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da géif ech d'Wuert un den Auteur zréckginn, den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Merci och de Kolleeginnen a Kolleege fir hir Commentairen. Vläicht just zu dem Nathalie Oberweis: Wou géift Der dann déi Alternatives „analogues“ wëllen hisetzen? Éischten, zweeten, drëtte Punkt?

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Vläicht um éischten oder um zweete Punkt?

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Zweete Punkt, ok. Domadder, mengen ech, kéint een awer d'accord sinn, dass een deen als zweete Punkt géif eropsetzen. Dann: „promouvoir une communication multilingue“, do, Här Kartheiser, do géife mer einfach emol bei deem Text bleiwen, mengen ech.

(Hilarité)

Mee wou ech awer mat Iech d'accord sinn, ...

(Brouhaha)

... wou ech awer mat Iech kann ouni Problem liewen, an och mam Kolleeg Gilles Roth: „dans le respect du principe“ oder „des principes de la protection des données et des secrets professionnels“.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Ech mengen, dat kéint ee gäre bäiflécken. Dat ass keng Affaire. Ech mengen, fir de Rescht ... A jo, „promouvoir une communication multilingue et inclusive“, domadder kann ech och liewen.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), interpellateur | Also, mat deenen Ëmännerunge géif ech dann d'Motioun zum Vott stellen.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Auteur. Kënne mer dann elo iwwert déi modifizéiert Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance de l'inclusion numérique pour la cohésion socio-économique de notre pays ;

– considérant les solutions déjà mises en place par le Gouvernement et les projets futurs visant à contrecarrer une fracture numérique ;

– considérant que l'accès à Internet relève des besoins primaires en vue de la participation à la société contemporaine ;

– saluant le mécanisme d'aide financière du « service universel abordable » introduit dans la législation luxembourgeoise par la loi du 17 septembre 2021 sur les réseaux et les services de communication électroniques ;

– considérant que ce mécanisme est sujet à déclenchement par l'Institut luxembourgeois de régulation ;

– considérant l'application du plan d'action national d'inclusion numérique visant à faciliter l'émergence d'une société numérique inclusive ;

– considérant la première organisation d'une journée nationale de l'inclusion numérique le 17 mai 2022 lors de laquelle une cérémonie de remise des prix « Inclusion numérique » s'est tenue ;

– soulignant le lancement du Digital Learning Hub à Belval proposant des formations professionnelles continues dans les domaines de la programmation, de la cybersécurité, du blockchain et du Design Thinking ;

– considérant les efforts menés autour de l'initiative « Zesumme Vereinfachen » avec la plateforme « zesummevereinfachen.lu » contribuant à l'image d'une administration publique efficace et orientée vers les citoyens et les entreprises ;

– saluant l'obtention de la 3e place dans l'eGovernment Benchmark de la Commission européenne,

invite le Gouvernement

– à poursuivre ses efforts en matière de transformation numérique de l'Administration publique, notamment en ce qui concerne le partage d'informations entre les administrations en respectant le principe de la protection des données et des secrets professionnels ;

– à maintenir des alternatives « analogues » pour les parties de la société qui en sont dépendantes ;

– à continuer de promouvoir l'égalité d'accès à Internet, la neutralité du réseau et les compétences digitales afin de contrecarrer la « précarité numérique » ;

– à maintenir et à renforcer sa collaboration avec la société civile proposant des formations pour les équipes des associations et autres acteurs actifs dans le domaine de l'inclusion numérique ;

– à poursuivre les efforts pour promouvoir une compréhension et un bon usage des nouveaux outils technologiques dans tous les secteurs ;

– à promouvoir une communication multilingue et inclusive sur les réseaux sociaux et les sites web et de promouvoir ainsi l'inclusion au niveau linguistique ;

– à promouvoir le développement de technologies accessibles ;

– à créer plus de visibilité pour les acteurs et initiatives existantes en lien avec l'inclusion numérique.

(s.) Guy Arendt, Diane Adehm, Gilles Baum, Yves Cruchten, Marc Hansen, Josée Lorsché, Lydia Mutsch.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 8. an 9. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.56 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 25
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 25
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 25
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère** p. 25
   M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Laurent Mosar)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, M. Lex Delles et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, Ministre | Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 8 novembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8088 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 26/10/2022

8089 – Projet de loi relatif à la signature électronique des actes en matière administrative et portant modification de la loi du 25 juillet 2015 relative à l'archivage électronique

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, le 27/10/2022

8090 – Projet de loi portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 03/11/2022

8091 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03/11/2022

8093 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut et les privilèges et immunités du CICR, fait à Luxembourg, le 1er juin 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/11/2022

8094 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/11/2022

3) Le projet de règlement grand-ducal suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8092 – Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 07/11/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2510 – Demande de pétition publique : Offrir l'asile aux Russes contre la guerre

Dépôt : M. Sergei Kusheev, le 25/10/2022

2511 – Demande de pétition publique : Train à grande vitesse de Luxembourg à Bruxelles (en 2h)

Dépôt : M. Joao De Sa Ferreira, le 28/10/2022

2512 – Demande de pétition publique : Elteregeld amplaz vun institutionellen Ariichtungen

Dépôt : M. Luc Firmin Martiny, le 28/10/2022

2513 – Demande de pétition publique : Een obligatoreschen Éischt-Hëllef-Cours, fir kënnen den Fürerschäin ze maachen

Dépôt : M. Sebastian Pohl, le 28/10/2022

2514 – Demande de pétition publique : Mise en place d'actions préventives contre le harcèlement moral au sein des établissements scolaires et de sanctions disciplinaires plus sérieuses à l'égard des auteurs d'harcèlement

Dépôt : Mme Lidia Rahal, le 29/10/2022

2515 – Demande de pétition publique : Passer à l'heure d'été fin février 2023

Dépôt : Mme Mihaela Benea, le 29/10/2022

2516 – Demande de pétition publique : Contrôle technique vun de Gefierer all zwee Joer, wéi an deenen aneren EU-Länner och

Dépôt : M. Marc Detail, le 30/10/2022

2517 – Demande de pétition publique : Reconnaissance de la maladie de la fibromyalgie

Dépôt : Mme Sabrina Reverberi, le 31/10/2022

2518 – Demande de pétition publique : Réduire le temps d'attente aux urgences hospitalières et augmenter leur efficience !

Dépôt : Mme Anne Goeres, le 01/11/2022

2519 – Demande de pétition publique : Abolition de la chasse type battue / Cette pétition a pour but de faire réagir face à ce type de chasse qui est une torture envers les animaux chassés

Dépôt : M. Cyril Perrichon, le 03/11/2022

2520 – Demande de pétition publique : Rennstrecke in Luxemburg

Dépôt : M. Sam Hardt, le 04/11/2022

2521 – Demande de pétition publique : Horaires plus flexibles de la Bibliothèque nationale de Luxembourg : des heures d'ouverture plus accommodantes pour des employés, fonctionnaires et étudiants

Dépôt : M. Carmine Ferraro, le 04/11/2022

2522 – Demande de pétition publique : Distribution du pain non vendu

Dépôt : Mme Margarita Krier, le 06/11/2022

2523 – Demande de pétition publique : Droit à sa propre information concernant sa santé

Dépôt : M. Henri Paul Klein, le 07/11/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, um internationale Plang huet d'Joer 2022 de 24. Februar ugefaangen: deen Dag, wou am fréie Moie russesch Panzeren iwwert d'ukrainesch Grenz gerullt sinn an déi éischt Missillen op

Kiew gefall sinn. Wat kee vun eis wollt wouerhunn, wat kee vun eis konnt gleewen, ass brutal agetraff: Europa sollt am 21. Joerhonnert trotz allen Efforte fir de Fridden awer nees Krich erliewen.

Natierlech gouf et an den 90er-Joren, wéi mer alleguerte wëssen, déi schrecklech Jugoslawiekricher. D'Nowéien an där Regioun spiere mer jo nach ëmmer haut. Et gouf och de Krich a Georgien an natierlech gouf et virum 24. Februar 2022 och de Februar 2014, wéi Russland ugesat huet, d'Krim ze annektéieren.

Mee mir sinn eis all am Kloren, dass de militäreschen Ugréff, deen de 24. Februar declenchéiert gouf, a sengem Ausmooss, a senger Brutalitéit, a senge Konsequenzen alles iwwertraff huet, wat dëse Kontinent zënter dem Zweete Weltkrich kannt huet.

Eppes muss eis bewosst sinn: Hei ass et net nëmmen e Krich vu Russland géint d'Ukrain – et ass eng Konfrontatioun tëschent zwee politesche Systemer, tëschent zwou Weltvirstellungen. Et geet virun allem hei ëm Wäerter an et ass eis kollektiv Verantwortung, mengen ech, déi universell Wäerter vu Fräiheet, vun Onofhängegkeet, vu Gläichberechtegung a vu Mënschlechkeet héichzehalen.

Et hat ee gemengt, et kéint ni méi Krich an Europa ginn. Elo musse mer awer erëm alles drusetzen, ganz séier, datt dat déi leschte Kéier ass, wou d'Force vun dem internationale Recht …

(Interruption)

… dem Onrecht vun der militärescher Force weeche muss.

Zanter Joren hat de President Putin konsequent all demokratesch Oppositioun a sengem Land ënnerdréckt a seng Muecht systematesch ausgebaut. Elo probéiert hien, seng Ideologie vum „Russki Mir" mat brachialer Gewalt duerchzesetzen – dee Modell, wou d'Leit de Bak ze halen hunn a wou de Regimm allmächteg ass.

Laang hu mer hei an eisem Deel vun Europa gegleeft, dass mer dem Putin säi Russland iergendwéi kéinten an eiser Wäertegemeinschaft an an eiser Sécherheetsarchitektur och abannen, oder et wéinstens esou un de Rescht vun Europa ubannen, dass ee friddlecht Zesummeliewen um europäesche Kontinent méiglech wier. Dat ass offensichtlech net de Fall.

De Putin wollt dëse Krich. D'Geschicht wäert beleeën, dass hien dëst scho virun engem Joer, also am Hierscht 2021 decidéiert hat. All Beméiunge bis an den Dezember d'lescht Joer eran – souwuel vun der Europäescher Unioun, vun der NATO, vum NATO-Russland-Rot, vun der OSCE –, fir dem Putin ze soen, dass de „Westen" – ënner Gänseféisercher – bereet wier, d'Vuë vu Russland a Saache Sécherheetsarchitektur … hinnen nozelauschteren, de Russen, fir der Diplomatie eng Chance ze ginn an diplomatesch Léisungen ze fannen, waren alleguerten, wéi Der wësst, ëmsoss.

Allerdéngs weess een net, ob de Putin dës verbriecheresch Aktioun gemaach hätt, wann en deemools gewosst hätt – virum 24. Februar, also viru bal néng Méint –, wou e géif stoen, no néng Méint, politesch, wirtschaftlech a virun allem militäresch, no där Aktioun.

Russland trëppelt zanter elo méi wéi aacht Méint d'internationaalt Recht brutal mat Féiss. All déi Verbriechen, déi Russland begaangen huet an déi och vun der UNO verurteelt goufen, kënnen net ignoréiert ginn. An dësem Krich kann et dofir och keng Neutralitéit ginn. Russland net ze verurteelen, heescht Russland ze ënnerstëtzen, heescht ze akzeptéieren, dass dee Stäerkste Recht hätt.

Wann de Putin säi Krich géif gewannen, da wier dat net méi an net manner wéi d'Doudesurteel vun der internationaler Weltuerdnung, sou wéi mer se kennen, sou wéi mer se nom Zweete Weltkrich opgebaut hunn.

De Krich an der Ukrain huet villes anescht gemaach. Et gëtt dacks vun engem Paradigmewiessel an der Geopolitik geschwat. De Krich, ënnert deem d'Leit an der Ukrain zanter bal néng Méint leiden, huet Konsequenzen op allen Niveauen: heiheem, an Europa, an der Welt.

D'Ukrain brauch all Hëllef, déi mer hir kënne ginn, fir sech ze verteidege géint déi mäerderesch Aggressioun vu Russland. Den Artikel 51 vun der Charta vun der UNO seet et kloer – an ech zitéiere se, wann Der wëllt, op Däitsch –: „Diese Charta beeinträchtigt im Falle eines bewaffneten Angriffs gegen ein Mitglied der Vereinten Nationen keineswegs das naturgegebene Recht zur individuellen oder kollektiven Selbstverteidigung, bis der Sicherheitsrat die zur Wahrung des Weltfriedens und der internationalen Sicherheit erforderlichen Maßnahmen getroffen hat. Maßnahmen, die ein Mitglied in Ausübung dieses Selbstverteidigungsrechts trifft, sind dem Sicherheitsrat sofort anzuzeigen; sie berühren in keiner Weise dessen auf dieser Charta beruhende Befugnis und Pflicht, jederzeit die Maßnahmen zu treffen, die er zur Wahrung oder Wiederherstellung des Weltfriedens und der internationalen Sicherheit für erforderlich hält."

Den Artikel 51 leet also de Fanger matzen op d'Wonn, déi de Krich an eis Weltuerdnung gerappt huet: Den UNO-Sécherheetsrot, an deem Russland eng Vetomuecht ass, wéi mer wëssen, ass fir de Moment total onfäeg, seng Roll fir de Weltfridden ze spillen. Dofir ass et un eis all ze handelen am Kader vum internationale Recht. Dat muss eis als engem méi klenge Land besonnesch um Häerz leien, well et jo fir déi méi kleng Länner liewenswichteg ass.

Lëtzebuerg huet direkt nom 24. Februar zesumme mat sengen europäeschen an internationale Partner séier an och defensiv reagéiert an ass zanterhier ferm engagéiert. Elo gëllt et, net verdrësslech ze ginn, net ze zweifelen, net midd ze ginn an eiser Ënnerstëtzung fir d'Ukrain. Wa mir si elo net resolutt géint d'Aggressioun stäipen, wuer géif de Putin oder och en anere Putin dann als nächst amarschéieren, Fragezeichen?

Mir hunn Decisioune geholl, heiheem an an der EU, déi virun e puer Méint nach ondenkbar gewiescht wieren. Och Lëtzebuerg huet, déi éischte Kéier a senger Geschicht iwwerhaapt, Waffen an e Krichsgebitt geliwwert. Lëtzebuerg huet bis elo Waffen a Material fir méi wéi 72 Milliounen Euro un d'Ukrain geliwwert. Dat entsprécht 16 % vun eisem Verdeedegungsbudget. Déi Waffen hëllefe mat, um Terrain en Ënnerscheed ze maachen.

Als Member vun der Europäescher Unioun leeschte mer och eise finanzielle Beitrag fir déi gemeinsam Efforten am Kader vun der europäescher Friddensfacilitéit, deen et, wéi Der wësst, bis elo erlaabt huet, sechsmol 500 Milliounen zur Verfügung ze stelle fir Waffeliwwerungen an natierlech och fir anert Material.

Et däerf een d'Equatioun, Här President, net opstellen, dass militäresch Hëllef fir d'Ukrain méi Krich bedeite géif an, ëmgedréint, dass keng militäresch Hëllef méi fir d'Ukrain de Fridde méi no brénge géif. Dat ass e Feelschluss, deen am Fong dem Putin ee Blankoscheck ausstelle géif, fir d'Ukrain total ze zerstéieren. Jo, ouni militäresch Hëllef un d'Ukrain wier de Krich eriwwer, mam Resultat, dass et keng Ukrain méi géif ginn an Honnertdausenden ukrainesch Doudeger.

(Interruption)

Heiheem si séier nom 24. Februar déi éischt Leit, déi virum Krich hu misse fortlafen, ukomm. Och dës Kéier huet Lëtzebuerg Verantwortung iwwerholl an de Leit, déi aus der Ukrain geflücht sinn, direkte Schutz ugebueden.

Zanter Enn Februar vun dësem Joer hu mer ronn 4.500 Leit de Statut vun der temporärer Protektioun zougesprach: ronn 3.000 Erwuessenen a 1.500 Kanner. Am Ufank gülteg fir ee Joer, bis Mäerz 2023, ass de Statut elo ëm zousätzlech ee Joer verlängert ginn. Bis Mäerz 2024 kënnen also d'Mënschen, déi aus der Ukrain hu misse fortlafen, ënnert deem Statut an eisem Land wunnen, schaffen an hir Kanner an d'Schoul schécken – also e méiglechst normaalt Liewe féieren, souwäit dat méiglech ass, wann ee vum Krich aus sengem Heemechtsland verdriwwe gëtt.

Wann ee gesäit, wéi Russland säi brutale Krich géint d'Ukrain ëmmer weider eskaléiert, an elo, wéi mer gesinn, virun allem all Energieinfrastrukture viséiert, da kann et gutt sinn, dass nees méi Leit aus der Ukrain an d'Europäesch Unioun an op Lëtzebuerg och kommen. Dorop musse mer preparéiert sinn an dofir schaffe mer och weiderhin, fir relativ kuerzfristeg d'Zuel vun de Better nach emol eropzesetze bis den Ufank vum Joer 2023.

Dëst gëtt net nëmme gemaach fir d'Mënschen aus der Ukrain, mee och fir all déi Mënschen, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg ufroen. Och do gesi mer ee méi neien a méi groussen Afflux zënter dem Enn vum Summer 2022. Et kommen erëm vill méi Mënschen hei un. Ech verstoppen et net: Et ass eng grouss Erausfuerderung, där mer eis weiderhi mat all de concernéierten Acteuren a Partner stellen, fir de Leit beschtméiglech Konditiounen am Accueil ze bidden.

An deem Kontext wëll ech hei nach eng Kéier deene séllegen Acteure Merci soen: als Éischt eise Matbierger, déi nach ëmmer – op fräiwëlleger Basis – ganz vill Leit bei sech ophuelen an opgeholl hunn; de Gemengen; de villen ONGen, virop der Croix-Rouge an der Caritas; de Ministèren all an den Administratiounen, mat deene mer enk zesummegeschafft hunn.

D'Mataarbechter vum Office national de l'accueil, dem ONA, hunn effektiv a Rekordzäit een neie parallellen Accueil am Hebergementssystem fir d'Leit, déi aus der Ukrain geflücht sinn, opgebaut. Den éischten Accueil – dat war e Guichet unique – ass jo organiséiert gi vun der Immigratioun. Dat war eng zentral Ulafstell, wou all d'Servicer – also d'Immigratiounsdirektioun, den ONA, d'Santé, d'Educatioun an d'Police – zesummebruecht gi sinn, fir d'Demanden esou séier wéi méiglech ze traitéieren. Déi staatlech Servicer hunn do gutt Aarbecht geleescht an eng grouss Reaktivitéit a Flexibilitéit gewisen, zesumme mat de Partner, déi d'Leit mam Statut vun der Protection temporaire an de Strukturen ze encadréieren.

Wéi een un der Gestioun vun der Ukrainkris gesäit, ass eng EU-koordinéiert Äntwert an der Migratiounspolitik an Europa méiglech. Mir hunn et a kierzter Zäit fäerdegbruecht, iwwer 6 Milliounen ukrainesch Flüchtlingen europawäit opzehuelen. Et war déi éischte Kéier, dass de Mechanismus vun der Protection temporaire vun der Europäescher Kommissioun aktivéiert ginn ass. A mir gesinn all Dag, wéi wäertvoll de Statut ass, well en erlaabt, onbürokratesch a séier a mënschlech ze handelen.

Zanter der Migratiounskris 2015/2016 huet d'Europäesch Unioun an deem Beräich, wéi mer wëssen, kee Bild vun Eenheet ofginn. Dës Kéier huet d'Europäesch Unioun glécklecherweis gewisen, datt, wann de politesche Wëllen do ass, och zesumme ka gehandelt ginn.

Dat heescht beileiwen net, dass ee kann een Ënnerscheed tëschent den ukraineschen an deenen anere Migrante maachen. Esou eng Distinctioun wier net akzeptabel! D'Europäesch Unioun muss eng Plaz bleiwen, déi verfollegte Leit Schutz bitt. Mir mussen iwwerall op der Welt astoe fir Solidaritéit mat deene Leit, déi hiert Heemechtsland musse verloosse fir ze iwwerliewen.

D'Flüchtlingsrecht ass zënter 1951 an der Genfer Konventioun verankert. Dorunner dierf net geréckelt ginn. Wann een awer verschidden EU-Länner am Zesummenhang mat net ukrainesche Flüchtlingen nolauschtert, géif ee mengen, si hätte vergiess, dass d'Recht op Asyl eng international Obligatioun ass an dass d'Ratifikatioun vun der Genfer Konventioun och eng vun de Konditioune fir e Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun war an och bleift.

De Krich an der Ukrain stellt effektiv och e Paradigmewiessel fir d'Europäesch Unioun duer – d'Enn vun enger Ära. 70 Joer nodeems hei zu Lëtzebuerg d'Europäesch Gemeinschaft fir Kuel a Stol hir Aarbecht opgeholl huet, ass e Land an eiser direkter Noperschaft Affer vun engem brutalen Iwwerfall ginn.

Dëst ass eng komplett nei Situatioun fir d'Europäesch Unioun. Déi russesch Aggressioun ass eng Attack op alles, fir dat d'Europäesch Unioun an der Welt steet: Fridden, Demokratie, Rechtsstaatlechkeet a Multilateralismus, fir nëmmen déi ze nennen.

D'Europäesch Unioun als solch kann an dierf deem Konflikt also net gläichgülteg géigeniwwerstoen. Mir hunn hei déi moralesch Flicht, den Ukrainer zur Säit ze stoen an näischt onversicht ze loossen, fir dësem bluddege Krich en Enn ze setzen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dofir ass och séier reagéiert ginn: Zanter der Invasioun huet d'Europäesch Unioun hir Sanktiounen, déi schonn 2014 géint Russland am Kader vun der illegaler Annexioun vun der Krim geholl gi waren, a bis elo aacht, wéi Der wësst, successive Päck signifikativ verschäerft.

Mir hunn elo hei e Sanktiounsmechanismus opgebaut, deen et bis elo an dëser Form nach ni ginn ass, mam Zil, deenen, déi a Russland d'Soen hunn, d'Mëttel ze entzéien, fir dëse Krich weiderzeféieren! D'Objektiv vun de Sanktiounen ass, den Drock op Russland esou ze erhéijen, de Krich esou deier ze maachen, dass Russland d'Invasioun muss stoppen. Dat si mer den Ukrainer schëlleg. Dat si mer eis selwer schëlleg, fir kredibel ze bleiwen.

Dës Sanktioune sinn also kee Choix, mee et ass eng Noutwendegkeet. Mir kënne jo net einfach nokucken, wéi Russland un eise Grenzen d'Vëlkerrecht, d'Genfer Konventiounen an d'Mënscherechter mat Féiss trëppelt an esou schrecklech vill Misär uriicht. Déijéineg, déi dëst net gesinn oder déi op dem Putin seng verluere Propaganda erafalen, hunn net verstanen, dass et ëm vill méi geet wéi ëm ee Konflikt tëschen zwee Länner.

Mir dierfen houfreg sinn op déi Eenheet, déi d'Europäesch Unioun hei am grousse Ganzen no baussen dach demonstréiert huet. Mir dierfen houfreg sinn, dass mer an der Europäescher Unioun an dëser Kris zesummegeréckelt sinn, an net, wéi der vill gefaart haten a wéi de Putin gehofft hat, ausenanergedrift sinn. Et gouf ganz ënnerschiddlech Ausgangspositioune vun de verschiddene Memberstaaten. An et war net einfach, aacht Päck Sanktiounen unzehuelen a se och ëmzesetzen.

Mee mir bréngen et bis elo fäerdeg, hei dach gréisstendeels un engem Strang ze zéien. Eis Exportrestriktioune sollen dem russesche militäresch-industrielle Komplex d'Technologien an aner Mëttelen entzéien, déi hinnen erlaben, hir militäresch Fäegkeete weider ze entwéckelen.

D'Importrestriktioune maachen de Krich fir Russland vill méi deier. Déi, déi dee Konflikt finanziell oder materiell ënnerstëtzen oder dovunner profitéieren, ginn duerch déi finanziell Sanktioune fir hir Aktiounen zur Rechenschaft gezunn. Och déi perfid russesch Propagandamaschinerie ass duerch d'Medierestriktiounen, déi eis selbstverständlech a ganz Europa net liichtgefall sinn, awer zolidd ausgebremst ginn.

D'Europäesch Unioun huet hei bewisen, dass se a Rekordzäit decisiv a solidaresch handele kann, fir d'Sécherheet, fir d'Objektiver vun der Europäescher Unioun ze verteidegen.

Ech verstoppen net, dass besonnesch d'Haltung vum ungaresche Premier ganz oft net konstruktiv war an et och e puermol esou ausgesinn huet, wéi wann eis Unitéit a Schiebele géif goen. Bis elo hu mer awer zesummegeschafft, deelweis – mengen ech jiddefalls ze verstoen –, well kee sech getraut huet, als Eenzegen eis gemeinsam Politik opzehalen.

D'Unitéit heescht och, dass mir Konzessioune hu misse maachen, zum Beispill, wann een d'Hand hält iwwer verschidde Leit, déi onbedéngt missten ënner Sanktioune stoen. An ech denken do virun allem un de Patriarch Kyrill, deen dem Putin säi Krich glorifizéiert.

Elo huet de Premierminister vun Ungarn, wéi Der wësst, e Referendum ugekënnegt, an deem d'ungarescht Vollek gefrot gëtt, ob si d'accord wieren, dass d'Sanktioune schlecht fir Ungarn wieren. Dat ass e Meeschtersték vu Populismus.

Fir den Impakt vun de Sanktiounen op Russland ze maximiséieren, koordinéiert d'Europäesch Unioun dëst enk mat hiren internationale Partner: mat den Amerikaner, de Kanadier, de Britten, de Japaner. Eng sëllege Länner hu sech jo bis elo deelweis oder komplett mat eise Sanktiounen alignéiert, a weiderer wäerten nokommen.

Mir wëssen, dass net all d'193 UNO-Memberstaaten dat maachen. Den Impakt vu Russland ass a ville Länner politesch, mee awer virun allem, wat d'Waffeliwwerungen ugeet, ganz grouss.

Wat d'Effikassitéit vun de Sanktiounen ugeet, sou sinn iwwer 17 Milliarden Euro bis ewell duerch d'Unioun agefruer ginn, dovunner iwwer 5,5 Milliarden Euro hei zu Lëtzebuerg. Den interministerielle Kommitee fir de Suivi vun de restriktive Mesuren am Finanzberäich mécht hei eng exzellent Aarbecht, wat d'Ëmsetzung vun de Sanktiounen um nationale Plang ugeet. An zesumme mam Finanzministère, mam Wirtschaftsministère hu mer an der Handelskummer een Helpdesk opgesat, fir eis Entreprisen ze begleeden an och ze guidéieren an dësem neien Ëmfeld, an esou eng kohärent a komplett Ëmsetzung vun de Sanktioune sécherzestellen.

Deelweis huet do missen Neiland betruede ginn. A mir stinn natierlech och an enkem Kontakt mat der Kommissioun an och mat eise Partnerlänner, fir eng kohärent, eng robust Ënnerstëtzung an Ëmsetzung vun de Sanktiounen um nationale Plang sécherzestellen an och natierlech Contournementer ze verhënneren.

D'Sanktiounen hunn e konkreeten Impakt op de Kreml an op d'russesch Elitt, déi de Krich ënnerstëtzen oder guttheeschen. Trotz den héije Pëtrol- a Gasrevenuen, op déi Russland jo virun allem an de leschte Méint konnt zielen, erwaarden d'Weltbank an d'OCDE sech eng Rezessioun a Russland tëschent 4,5 a 5,5 % fir dëst Joer, tëschent 3,6 a 4,5 % fir 2023.

De russesche Finanzsecteur ass ausserdeem ganz zolidd getraff. Seng Capacitéit, d'Ekonomie an der Zukunft ze stäipen, ass däitlech zréckgaang. De federale Budget affichéiert zanter September en Defizit trotz den héijen Energierecetten.

Déi massiv Sanktioune wäerte weiderhin d'strukturell Stabilitéit vun der russescher Wirtschaft beaflossen. Honnerten auslännesch Firmen – iwwer 1.200 elo, huet eis Ambassade mer de Mueren nach gesot – zéie sech progressiv aus deem Land zréck oder si schonn eraus.

Domadder geet ganz vill Knowhow verluer an dat féiert zu engem grousse Produktivitéitsverloscht. Russland ka seng EU-Importer nëmme begrenzt duerch eege Produktioun oder Importer aus Drëttstaaten ersetzen, wat déi russesch Industrie massiv schwächt. Vill jonk a qualifizéiert Leit verloossen d'Land. Dat mënschlecht Kapital ass ganz schwéier ze ersetzen. Den Embargo op Pëtrol a Pëtrolsprodukter, deen am Dezember elo dëst Joer respektiv am Februar d'nächst Joer a Kraaft trëtt, wäert den Handlungsspillraum weider aschränken. Et wäert elo also nach méi schwéier ginn, de Krichseffort a Russland oprechtzeerhalen – dat, wat mer jo och wëllen.

Et geet hei net drëms, déi russesch Bevëlkerung ze strofen, mee déi, déi fir de Krich responsabel sinn, an hinnen hir Mëttele laangfristeg dann ewechzehuelen.

Lëtzebuerg war vun Ufank u bei deenen, déi sech derfir agesat hunn, iwwerluecht an och beduecht ze handelen. Mir hunn eis derfir agesat, dass mer déi Sanktiounen, déi mer huelen, och op Dauer kënnen oprechterhalen an dass se, wéi zum Beispill virun allem d'Persounesanktiounen, virun der Cour de justice vun der Europäescher Unioun standhalen.

Wa keen Alenke vu Russland kënnt, sinn awer weider Sanktiounen onëmgänglech. Wichteg wäert hei sinn, déi dach grouss Eenheet, déi mer bis ewell an der Europäescher Unioun haten, ech hunn et gesot, oprechtzeerhalen. Dat ass eigentlech eis richteg Stäerkt an déi däerfe mer net liichtfankeg op d'Spill setzen.

Lëtzebuerg huet sech och derfir agesat, d'Konsequenze fir onbedeelegt Drëttlänner esou kleng wéi méiglech ze halen. Der Europäescher Unioun hir restriktiv Moossname viséiere keng landwirtschaftlech Produkter an enthalen explizitt Ausnamen, besonnesch am Bezuch op den Transport vun esou Produkter. Et ass also falsch ze behaapten, dass d'Sanktiounen d'Liewensmëttelkris verursaacht hätten! Aleng dem Putin säi Krich ass Schold dorunner!

Esou, wéi et ausgesäit, wäerten d'Sanktiounen, déi mer geholl hunn, fir eng Zäit musse bestoe bleiwen. Et ass och schwéier, sech den Ablack virzestellen, dass mer nom Enn vum Konflikt bei all deene roude Linnen, déi iwwerschratt goufen, erëm einfach kéinten do weiderfueren an eise Relatioune mat Russland, wou mer opgehalen haten.

Hei dierf ee sech keng Illusioune maachen. Souguer wann de Putin a säi Regimm eng Kéier net méi do sinn, bleift Russland dat gréisste Land vun der Welt, um Globus, ee Land, mat deem mir de Kontinent deelen, wéi Der wësst.

Mir hunn eis an der Europäescher Unioun dergéint ausgeschwat, an dëst mat enger Majoritéit vu Memberstaaten, dass keng Visae méi u russesch Leit ausgestallt sollte ginn. Mir maachen dat weiderhi ganz geziilt un éischter Stell fir Familljen, déi a Russland an zu Lëtzebuerg liewen, fir déi kënnen zesummenzebréngen. Et gëtt och all Demande vu russesche Bierger, déi zu Lëtzebuerg Asyl froen, an eiser Prozedur zougelooss.

Mir sinn hei mat déifgräifende Verännerungen am Zesummeliewen op eisem Kontinent konfrontéiert. Et ass déi gréissten Ëmwälzung an Europa zënter 1989. An déi mëttel- a laangfristeg Konsequenze sinn nach net ofzeschätzen. Wéi esou dacks droen esou Entwécklungen derzou bäi, d'Tendenzen, déi et jo scho gouf, ze acceleréieren.

An dësem Fall wäerten déi tragesch Evenementer an der Ukrain derzou bäidroen, eis Ofhängegkeete vu Russland ofzebauen. Mir mussen an den nächste Méint alleguerte weider un engem Strack zéien, aus Solidaritéit mat der Ukrain, aus Solidaritéit mat deenen, déi un der Front fir hir Fräiheet an och fir eis gemeinsam Wäerter kämpfen.

Deejéinegen, déi mengen, dass et eng Alternativ zu de Sanktioune gëtt, wëll ech vläicht dat hei soen: Mat engem Land, dat sech esou zynesch a brutal géint dat internationaalt Recht, géint Mënscherechter went, mécht ee keng Geschäfter!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat wier géint eis Wäerter a géint alles, woufir mir als Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun stinn!

Mir sinn hei solidaresch a bereet, de Präis ze bezuelen, fir dass dëse grujelege Krich an dat uergt Leide vun der Bevëlkerung an der Ukrain e séiert Enn kritt. Et geet hei ëm esou vill méi wéi ëm eise Portmonni. Lëtzebuerg steet op der richteger Säit vun der Geschicht als verlässlechen, als glafwierdegen, als seriöe Partner an der internationaler Staategemeinschaft, dee bereet ass, seng Verantwortung ze iwwerhuelen, och a schwieregen Zäiten!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat ass, woufir eis Diplomatie steet, woufir och eis Regierung steet, an ech gesi wierklech, Här President, keng fundamental Differenze mat enger ganz grousser Majoritéit hei an der Chamber doran.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | D'Regierung hëlt hir Verantwortung, fir de Leit hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Äerm ze gräifen, fir mat der Inflatioun, der Deierecht, Energiepräisser an anere Konsequenze vum Krich eens ze ginn. Den aktuelle Konflikt huet och den europäeschen Energiemaart, wéi mer alleguerte wëssen, iwwert de Koup gehäit.

Russland, esou wéi virdrun och d'Sowjetunioun, ware jo eigentlech bis viru Kuerzem ...

(Interruption)

... en zouverlässegen Energieliwwerant, onofhängeg vun de Spannungen an den Differenzen, déi et iwwert déi verschidde Joerzéngte gouf. Dat louch och op der Hand, et brauch een nëmmen d'Geografie vun Europa a vu Russland oder der Sowjetunioun ze kucken.

Mee och an dësem Beräich si mer elo an engem Paradigmewiessel. Och an dësem Beräich ass d'Kris een Accelerateur, géif ech mengen, fir Changementer. Et gëllt elo, esou séier wéi méiglech onofhängeg vu russesche fossille Brennstoffer ze ginn. Eng Reduktioun vun eisem Energieverbrauch ass jo natierlech, wéi an alle Länner, déi éischt an déi bescht Léisung am Fall vun Energieenkpäss.

Kuerzfristeg kënne mer eis Gewunnechten upassen, wat d'Mobilitéit an och d'Hëtzen ugeet, doheem, op der Aarbecht. Mee laangfristeg musse mer massiv an d'thermesch Renovatioun vun de Gebaier investéieren, esou wéi och a méi effizient industriell Prozesser, déi net ofhängeg vu fossillen Energië sinn.

Lëtzebuerg huet sech fir déi europäesch Mesuren agesat, déi den Energieverbrauch reduzéiere wäerten. De „Save Gas for a Safe Winter" ass e Schlësselelement, fir déi aktuell Situatioun beschtméiglech ze léisen.

D'Kommissioun huet an deem Kader Mesuren a Recommandatioune proposéiert, fir ze versichen, eise Gasverbrauch koordinéiert, wéi Der wësst, ëm 15 % ze reduzéieren.

Lëtzebuerg setzt sech och op europäeschem Niveau fir en acceleréierten Deploiement vun erneierbaren Energien an, en ligne mat der Propos vun der Europäescher Kommissioun am Plang „REPowerEU".

Wa mer gesinn, dass elo de Gaspräis sech schéngt ze stabiliséiere respektiv esouguer fält, op alle Fall um Gasmaart, da weist dat, dass sech Beweegung am gudde Sënn ofzeechent. D'Europäesch Unioun wäert kollektiv Gas akafen an duerfir dann och e méi grousse Afloss op de Präis hunn. Alternativ Fournisseure goufe fonnt, LNG-Capacitéite ginn ausgebaut, d'Mechanisme vum Energie- a vum Stroummaart ginn op de Leescht geholl. D'Energiekris ass bei Wäitem nach net iwwerstanen, de Wanter steet virun der Dier, wéi mer wëssen, dee Wanter duerno awer och an och nach dee Wanter drop.

Mee Europa huet et a kuerzer Zäit fäerdegbruecht, decidéiert ze handelen a Léisungen ze presentéieren. Et ass net ëmmer einfach. D'Resultat ass, wat zielt. Eng Rei Froe stinn nach op, wéi zum Beispill dee berüümte Gaspräisdeckel. Dat ass net einfach, hei ze tranchéieren, well deen internationale Maart seng eege Gesetzer huet. Flexibilitéit a Wäitsiicht schénge mer hei ubruecht.

Mee an e puer Joer kucke mer zréck a mir wäerte gesinn, dass d'Energietransitioun an Europa am Joer 2022 eigentlech esou richteg an d'Gäng komm ass.

Am Zesummenhang mat der Energiesécherheet wëll ech ënnersträichen, dass eng séier Adoptioun vu „Fit for 55", deem Pak, mat deem d'EU hir Klimaobjektiver wëllt ëmsetzen, eng vun den éischten Äntwerten op d'Klimakris an déi aktuell Energiekris ass.

Mir wëlle rapid en Accord fir dee Pak erreechen, fir dass en esou séier wéi méiglech den Impakt op eis Klimaziler fir 2030 kann hunn. Eng wichteg Zwëschenetapp ass de 27. Oktober geholl gi mam Accord iwwert d'Enn vun de Verbrennungsmotoren am Joer 2035. An ech wëll hei awer ënnersträichen, dass mer d'Qualitéit vum Pak net sacrifiéiere wäerten, fir just d'Verhandlung séier ofzeschléissen. Dëse Pak muss eng Äntwert op d'Klimaambitioun vun der Europäescher Unioun sinn an eng Ëmweltintegritéit garantéieren, déi irreprochabel ass.

An deem Sënn wäerte mer eis och asetze fir e staarkt Signal op der COP27, déi jo virgëschter zu Sharm El Sheikh ugefaangen huet. An en anere wichtege Rendez-vous hu mer direkt schonn am A: Dat ass de Rendez-vous vun der „Biodiversitéits-COP" am Dezember zu Montreal.

An deem Kontext – a spezifesch, wat de Kampf géint d'Deforestatioun ugeet –, hoffe mir, dass d'Wal vum President Lula a Brasilie virun e puer Deeg et erlabe wäert, besser op deene grousse Klimadossiere weiderzekommen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dem Lula seng Wal, och wa se ganz knapp war, méi knapp wéi erwaart, ass jo eng gutt Nouvelle fir de Rescht vun der Welt, well op där Welt gëtt et elo zumindest een Autokrat manner. An et ass och eng gutt Nouvelle fir den Amazonas a fir eise gemeinsamen Effort géint de Klimawandel.

An eisen Aen ass d'Atomenergie eng schlecht Léisung: ze gefäierlech, ze deier, ze lues, virun allem net nohalteg an hirer Ëmsetzung, an eppes, woumat mer, dat ass fir mech mat dat Wichtegst, déi kommend Generatioune mam ongeléiste Problem vum Atomoffall ganz, ganz schwéier géife belaaschten!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Duerfir ënnerstëtze mir d'Klo vun Éisträich um Europäesche Geriichtshaff géint den delegéierten Akt vun der soi-disant „grénger Taxonomie".

Spéitstens zanter der Covidpandemie ass och d'Wichtegkeet vun eisem Europäesche Bannemaart, deen dëst Joer säin 30. Gebuertsdag feiert, erëm méi an den Zentrum vun der Opmierksamkeet geréckelt. Opgrond vun eise véier Grondfräiheeten ass de Bannemaart ouni Zweifel eng vun de fundamentaalste Viraussetzunge fir eis europäesch Eenheet zënter 1992 an e Garant vun eisem wirtschaftlechen Erfolleg bannent Europa an dobaussen an der Welt.

Ech mengen, et kann ee soen, dass d'Wirtschaft an d'Politik dës Ausso gläichermoossen deelen. Mee déi ganz Wourecht ass, dass d'Potenzial vum Bannemaart nach ëmmer net ganz genotzt gëtt an eng weider Verdéiwung dréngend néideg ass.

D'Integritéit vun eisem gemeinsame Maart, deen an der Pandemie schwéier ënner Drock komm ass, an déi aktuell Stéierungen an de Wäertschëpfungsketten ënnersträichen d'Noutwendegkeet vun engem méi déiwen an integréierte Bannemaart ëmsou méi. Wa mer vu Resilienz vun eiser Wirtschaft schwätzen, da musse mer mam Bannemaart ufänken.

Déi speziell Situatioun vun eisem Land – geografesch, sozial, wirtschaftlech – mécht Lëtzebuerg traditionell zu engem vun de gréisste Verfechter vun engem richteg integréierte Bannemaart an Europa.

D'Entrepreneuren zu Lëtzebuerg an och an der Grussregioun si sech dem Potenzial vun de Grenzregioune bewosst a wëssen, wéi wichteg e Bannemaart ass, dee funktionéiert, fir de grenziwwerschreidenden Handel an och fir den Aarbechtsmaart. Besonnesch fir kleng a fir mëttelgrouss Betriber ass et een enormen Effort, mat 27 dacks ënnerschiddlechen nationale Gesetzer konform ze ginn. Lëtzebuerg setzt sech zënter Jore fir eng maximal Harmoniséierung a gläichzäiteg och eng Unerkennung an. Duerfir wëlle mir Effizienz a manner zousätzlech Käschten duerch manner national Derogatiounen, déi den Zougang zum Maart fir Liwweranten aschränken.

Am Kader vun eiser Benelux-Presidence dëst Joer setze mer eis och fir eng weider Ofsenkung vun den territoriale Limitatiounen, déi et nach ëmmer gëtt, vun der Offer am Bannemaart an. Mir wieren eis och zesumme mat anere Memberstaate géint déi ëmmer méi heefeg Versich, nei Hürden opzebauen. Bannent der Europäescher Unioun war Lëtzebuerg dat Land mat deem héchsten Undeel vun den Intra-EU-Exporter am Joer 2020: 80 % vum Lëtzebuerger Wuerenexport si bannent der Europäescher Unioun bliwwen.

Fir dass Europa op der internationaler Bün handele kann, brauche mer en oppenen, en nohaltege Wirtschaftsmodell, dee virun allem op engem staarken Netz vun internationalen Handelspartnerschafte baséiert an duerfir och op engem staarke Bannemaart. Nëmmen esou kënne mer d'Resilienz vun eiser europäescher Wirtschaft stäerken an eis Ofhängegkeet vu strateegesch wichtege Produkter reduzéieren.

Grad d'Coronakris huet bewisen, wéi vill mer als Unioun op eis selwer ugewise sinn, op e Bannemaart, dee funktionéiert, an op oppe Grenzen. Och eis grenziwwerschreidend Kooperatioun ass däitlech gestäerkt aus der Kris erauskomm a wäert och dës Kris meeschteren duerch Kooperatioun, Solidaritéit an dann och mam Wuelsi vun de Bierger am Mëttelpunkt.

Mir sinn den Ament op internationalem Plang mat enger Rei vun Entwécklunge konfrontéiert, déi de fundamentale lëtzebuergeschen Interessen zuwidderlafen. Do musse mer géigesteieren. D'Kris vum Multilateralismus, déi geopolitesch Spannungen, d'Versuchung vu wirtschaftlechen Ofkoppelunge bréngen de reegelbaséierten Handelssystem zanter e puer Joer a Gefor. D'Covid-19-Pandemie an hiren Impakt op d'Wäertschëpfungs- an d'Liwwerketten an natierlech de Krich an der Ukrain hunn dat just nach vill méi schlëmm gemaach.

Den Impakt, deen déi russesch Aggressioun op d'Liewensmëttelexporter aus der Ukrain huet, an d'Debatten iwwert d'europäesch Energieautonomie illustréiere perfekt d'Konsequenzen, déi Kricher op en internationalen Handelssystem hunn, deen d'Entwécklung vum internationalen Handel als Basis fir de Wuelstand vun den Natioune virgesinn huet. An deem Sënn si mer als Europäer ouni Zweifel e bëssen naiv gewiescht, well mer dru gegleeft hunn, dass och eis Partner rational géifen denken an handelen, zum Wuel vun hire Bierger an hiren Entreprisen.

Dat internationaalt Klima ass allgemeng an de leschte Jore vill méi rau ginn. Deem huet d'Europäesch Unioun sech missen upassen a reagéieren, fir eis Wirtschaft an eis Entreprisë besser schützen ze kënne virun den Acteuren, déi heiansdo net nëmmen no renge Wirtschaftsinteressen handelen. Am Kader vun hirer neier Handelspolitik wäert d'Europäesch Unioun also an Zukunft hir Interesse méi selbstbewosst virundreiwen.

Duerfir ass an der Europäescher Unioun e Kader geschafe gi fir d'Iwwerpréiwung vun auslänneschen Direktinvestissementer fir sécherzestellen, dass dës net d'Sécherheet an déi ëffentlech Uerdnung a Gefor bréngen. Aus deem selwechte Grond gëtt och en neit Rechtsinstrument geschaf, fir Zwangsmoossname vun Drëttstaaten ofzewenden an ze konteren.

Wat eisen nationale Projet de loi fir d'Iwwerpréiwung vun auslänneschen Direktinvestitissementer ugeet, sou gëtt den Ament nach de Remarke vum Staatsrot Rechnung gedroen. Den iwwerschaften Text wäert der Chamber deemnächst virgeluecht ginn an ech sinn iwwerzeegt, dass mer dann och kënnen an den nächste Wochen a Méint hei an der Chamber concluéieren.

Dës Initiative wäerten et méiglech maachen, eis Betriber an eis Wirtschaft besser ze schütze géint déi, déi den Handel als Waff géint eis Sécherheet wëlle benotzen oder eis hir Positioun wëllen opzwéngen.

Mir ënnerstëtzen net nëmmen dës Instrumenter, mee och d'Initiative vun der Europäescher Kommissioun, fir eng méi gerecht Behandlung vun den europäesche Firme vis-à-vis vun auslänneschen Entreprisen ze garantéieren, wann déi Entreprisë sech net un déi selwecht Spillreegelen halen, virun allem, wa se an eisem Bannemaart operéieren.

Mir ënnerstëtzen dës nei Approche, déi d'Transparenz an d'Diversifizéierung vun eise Liwwerketten assuréiert, andeems eis strateegesch Ofhängegkeeten och identifizéiert an och reduzéiert ginn. Dat setzt allerdéngs och viraus, dass mer gläichzäiteg eis international Handelspartnerschafte stäerken a weider ausbauen, virun allem mat deenen, déi wéi mir un dem reegelbaséierten internationalen Handelssystem festhalen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Nëmmen esou kënne mir eis wirtschaftlech Entwécklung weider garantéieren an d'Ëmsetzung vun der duebeler grénger an digitaler Transitioun weiderbréngen, fir déi mir jo wichteg Rohstoffer brauchen.

Lëtzebuerg setzt sech deemno derfir an, op EU-Niveau d'Versuergungssécherheet ze stäerken an eng technologesch Féierungsroll auszebauen, esou wéi dat zum Beispill mam europäeschen Chipgesetz ugeduecht ass. An dëser konstruktiver Demarche stäipe mir eis op déi staark Fundamenter, déi mir schonn an der Europäescher Unioun hunn, fir technologesch Exzellenz weider auszebauen an eis laangfristeg Widderstandsfäegkeet a sensibele Beräicher ze garantéieren. Et geet also drëm, en delikat Gläichgewiicht an dëser verännerter Welt ze fannen.

An der aktueller ugespaanter geopolitescher Lag brauche mir net nëmme sécher Liwwerketten, mee mir mussen och garantéieren, dass d'Produkter, déi um Bannemaart ugebuede ginn, nohalteg hiergestallt ginn. Si mussen net nëmmen eise Reegelen an Normen entspriechen, mee och mat eise Wäerter am Aklang stoen.

Duerfir huet Lëtzebuerg sech op dem EU-Niveau fir eng Stäerkung vun de Mënscherechter am Beräich vum internationalen Handel agesat. Et ass net zulescht wéinst eisem Engagement, dass mer elo endlech e Projet vun enger Direktiv iwwert d'Nohaltegkeetsflichte fir d'Entreprisen um Dësch leien hunn.

Negociatiounen zu dëser Direktivpropositioun lafen elo op Héichtouren zu Bréissel. Lëtzebuerg bedeelegt sech aktiv un dësem Prozess a mir hu gemeinsam Positioune festgeluecht tëschent Ministèren, déi concernéiert sinn. An et ass mer wichteg, dass Lëtzebuerg hei net d'Geleeënheet verpasst, ambitiéis Ziler op dem EU-Niveau festzeleeën.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | D'Haaptlinne vun eiser Positioun sinn déi hei:

Éischtens: Mir engagéieren eis fir e Projet, dee sech esou wäit wéi méiglech op déi international Normen a Standarden alignéiert.

Zweetens: E Projet, deen en effektiven Accès zur Justiz garantéiert, beispillsweis duerch e Renversement vun der Beweislaascht zugonschte vun de méiglechen Affer. Mir wëllen also eng staark Protektioun vun den Affer!

Drëttens, Lëtzebuerg ass fir eng Kontroll en amont et en aval, also vun der ganzer Chaîne de valeur, mat engem Fokus do, wou d'Risiken am gréisste sinn.

Véiertens: De Spezifizitéite vum Finanzsecteur muss korrekt Rechnung gedroe ginn an der Direktiv. An deem Sënn froen eng Rei Länner, dass d'Fongen aus der Direktiv sollen ausgeschloss ginn. Mir ënnerstëtzen dës Positioun.

Fënneftens: Mir ënnerstëtze souwuel eng administrativ wéi och eng zivillrechtlech Responsabilitéit vun den Entreprisen.

Sechstens: Lëtzebuerg ass fir d'Designatioun vun nationalen – ech soen: nationalen! – Kontrollautoritéiten an d'Schafung vun engem europäeschen dezentraliséierte Koordinatiounsreseau.

A siwentens: Wat d'Zuel vun den Entreprisë betrëfft, déi vun der Direktiv viséiert sinn, ënnerstëtze mir d'Seuile vun der Kommissioun a mir sinn oppen an der Diskussioun.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | An där selwechter Logik ënnerstëtze mir och d'Propositioun fir e Reglement, dat Produkter, déi duerch Zwangsaarbecht hiergestallt goufen, um europäesche Bannemaart verbidde wäert.

Heimadder wëlle mir och derzou bäidroen, eis Standarden dobaussen an der Welt ze promouvéieren an eis international Handelsbezéiungen op där Basis weider ze stäerken an auszebauen.

Mir sollten eis näischt virmaachen: Dës Initiative wäerten zwar den internationalen Handel besser encadréieren, mee et soll ee sech net erwaarden, dass Länner, déi eis Wäerter net deelen, hiert Verhalen iwwer Nuecht änneren.

Ech hoffen awer, dass d'Normen, zu deenen eis Betriber verflicht wäerte sinn an hire Relatioune mat auslännesche Länner – fir zréck op d'Suergfaltflicht ze kommen – sech verbreede wäerten, andeems se der Welt weisen, dass en aneren Handel och méiglech ass.

Wa mir eng Virbildfunktioun wëllen anhuelen, da musse mer eis och als Europäesch Unioun selwer déi fundamental Prinzippien a Rechter vun enger Demokratie ..., musse mer eis an de Spigel kucken. De Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet a vun eisen demokratesche Wäerter garantéiert d'Sécherheet an e friddlecht Zesummeliewen.

D'Europäesch Unioun ass e grousse Friddensprojet, an dat ass hir zentral Missioun. Wien d'Justiz, wien d'Press, wien d'Zivillgesellschaft un d'Kette leet, deen ass wäit ewech vun den europäesche Wäerter an dee seet un de Grondwäerter vun eiser gemeinsamer Unioun!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dëst geet eis alleguerten un a mir kënnen net einfach ewechkucken. Grad elo geet et drëms, keen Zweifel opkommen ze loossen, firwat mir an Europa stinn. Dat ass genee de Géigendeel vun deem, fir wat d'Russland vum Putin steet. Dat muss jidderee kloer gesinn an et dierf hei keng Ambiguitéite ginn, ...

(Interruption)

... néierens uechter Europa.

An deem Sënn goufe jo och, wéi Der wësst, an de leschte Joren Instrumenter ausgeschafft, fir fir de Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet ze suergen. Mat der sougenannter „Artikel-7-Prozedur" – dat heescht, eng Prozedur, duerch déi e Land säi Stëmmrecht am Conseil des ministres kann ewechgeholl kréien – hoffe mer, dass Polen an Ungarn erëm op de richtege Wee zréckfannen, och wann een do vill, ganz vill Gedold muss hunn.

De Konditionalitéitsmechanismus vum Dezember 2020, fir den EU-Budget ze schützen, ass elo eng éischte Kéier an den Asaz komm am Fall vun Ungarn. Konkreet heescht dat, dass Ungarn riskéiert, den europäesche Finanzkrunn zougedréit ze kréien, wann et net d'Kéier kritt a Saache Rechtsstaatlechkeet.

Et kann net sinn, dass Suen a Memberstaate fléissen, déi d'Wäerter vun der Europäescher Unioun ignoréieren!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Hei huet Lëtzebuerg zesumme mat senge Benelux-Partner derfir plädéiert, dass d'Kommissioun konkreet Analysen zu den ugekënnegte Mesurë vun Ungarn maache wäert, fir dass mer gesinn,

wat Ungarn wierklech bereet ass ze maachen. Dat ass néideg, fir dat Vertrauen, wat an de leschte Jore verluer gaangen ass, erëm hierzestellen.

De Krich an der Ukrain huet och eng nei Dynamik an den EU-Erweiderungsprozess bruecht. Den 23. Juni 2022 kruten d'Ukrain an d'Republik Moldawien den EU-Kandidatestatus mat der Erwaardung, dass och eng Rei Reformprozesser natierlech séier mussen ëmgesat ginn. Georgien krut eng Perspektiv op den EU-Kandidatestatus, wann eng Rei Konditiounen erfëllt sinn.

Dëst sinn historesch Decisiounen, historesch Decisiounen! Heimadder sinn eng Kéier d'Weiche gestallt gi fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun a mir dierfen d'Bedeitung heivunner net ënnerschätzen.

Der Ukrain eng europäesch Perspektiv ze ginn, war jo e wichtegt an e richtegt Signal un d'ukrainesch Bevëlkerung, e Signal, dat a senger Symbolik net ze ënnerschätzen ass. Natierlech si mer eis bewosst, dass d'Ukrainer den Ament aner Suergen a Prioritéiten hunn an net vun haut op muer kënnen déi déifgräifend Reformen op de Wee bréngen, déi verlaangt sinn am Kader vum Adhesiounsprozess.

Mee trotz de schwieregen Ëmstänn schaffen d'ukrainesch Autoritéiten un der Ëmsetzung vun de Reformen a si kënnen derbäi op déi néideg Ënnerstëtzung och vu Lëtzebuerg zielen.

D'Krittären, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, si jo zanter Laangem bekannt a si fir all Kandidaten och déi nämmlecht. Et ass en transparente Prozess, deem seng Vitess vun de Regierungen an de Kandidatelänner gesteiert gëtt. Wat d'Reformen éischter ëmgesat sinn, wat een enger Memberschaft éischter méi no ka kommen. An deem Sënn war Nordmazedonien, muss ech hei soen, leider eng Ausnam. Obwuel all déi néideg Reformen ëmgesat waren, si si wéinst engem bilaterale Problem dru gehënnert ginn, fir Verhandlungen iwwer hiren EU-Bäitrëtt unzefänken. Dëst schuet der Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioun an däerf net méi virkommen!

Lëtzebuerg huet sech duerfir agesat, dass d'Verhandlunge mat Nordmazedonien an Albanien lancéiert konnte ginn, a mir begréissen, dass endlech och déi éischt Regierungskonferenzen den 19. Juli 2022 zu Bréissel konnte stattfannen.

Lëtzebuerg wäert weiderhi säin Deel derzou bäidroen, fir d'EU-Wäerter a -Prinzippien am westleche Balkan ze verankeren. Mir ënnerstëtzen heifir d'Zivillgesellschaft an deene Länner. Mir wäerten och weiderhi virun allem déi jonk Leit, déi mat hire Länner an d'Europäesch Unioun wëllen, motivéieren. Esou hu mer och 2022 de Länner am westleche Balkan eis technesch Ënnerstëtzung a Form vu Formatioun an Expertis ugebueden, esou wéi d'Stipendie fir Studien am EU-Recht, zum Beispill. Mir hëllefen hinnen och bei der Aféierung an Ëmsetzung vum Acquis communautaire.

Wéi de rezente Rapport iwwert d'Erweiderung vun der Europäescher Kommissioun gewisen huet, bleiwen d'Fortschrëtter ënnerschiddlech an deene verschiddene Länner, virun allem, wat d'Ëmsetze vun de fundamentale Reformen ugeet. Hei wäerte mer eis fir e strikte Respekt vun de Krittären asetzen.

Mee och hei hu mer aktuell geopolitesch Situatiounen, déi net ausser Uecht gelooss kënne ginn. Mir dierfen net zouloossen, dass aner Acteuren, déi eis Wäerter net deelen, d'Fortschrëtter, déi an de leschte Jore gemaach goufen, a Fro stellen. An deem Sënn gouf och Bosnien-Herzegowina opgefuerdert, e kloert Signal ze setzen, fir dass d'Europäesch Unioun deem Land och de Status vum Kandidat kann zougestoen, hoffentlech nach virum Enn vum Joer.

Wat de Kosovo ugeet, e Land, mat deem mer jo eng besonnesch enk Partnerschaft hunn, ënnerstëtze mir d'Recommandatiounen, déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Visaliberaliséierung ze erméiglechen. De Kosovo huet gemaach, wat gefuerdert gouf, a mir sollten de Bierger vum Land e klore Message schécken, dass esou Ustrengunge sech och bezuelt maachen.

Et goufe vill Efforte gemaach am Kader vum EU-facilitéierten Dialog tëschent Serbien a Kosovo. Déi aktuell awer ganz geféierlech Spannunge ronderëm d'Autosplacke mussen ophalen a béid Säite sollte sech un dat halen, wat am Kader vun deem Dialog festgehale gouf. Virun allem déi lescht néng Méint hu kloer gemaach, wéi wichteg de Balkan fir d'Sécherheet vun Europa ass. Gläichzäiteg ass och ganz kloer, wat d'Europäesch Unioun vun de Kandidatelänner erwaart: eng integral Ausriichtung op der EU hir gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik. Wann d'Kandidate wëlle kredibel sinn a virukommen op hirem Wee an d'Europäesch Unioun, da féiert näischt laanscht en Alignement op der europäescher Aussepolitik, an dat gëllt natierlech och a Saache Sanktioune géigeniwwer Russland.

Déi nei Entwécklungen am Erweiderungsprozess bréngen eis an eng ganz aner Situatioun wéi nach virun engem Joer: Et gëtt elo zéng Länner – zéng! –, déi entweeder de Kandidatestatus hunn oder eng Perspektiv hunn, fir en ze kréien. Wat bedeit dat fir eng Europäesch Unioun mat potenziell 37 Memberstaaten? Fragezeichen! Wéi kann esou eng erweidert Unioun nach mat den aktuelle Reegele fonctionéieren? Grousst Fragezeichen! Hei muss an den nächste Joren no Léisunge gesicht ginn.

Mir mussen op alle Fall weiderhin op dat richtegt Gläichgewiicht tëschent dem EU-Erweiderungsprozess an dem EU-Integratiounsprozess oppassen, datt dat Horizontaalt mat deem Vertikalen ofgewie gëtt. Dat ass e kontinuéierleche Prozess, an deem mir eis et net leeschte kënnen, Ofkierzungen ze huelen.

Lëtzebuerg als Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun setzt sech derfir an, dass d'DNA vun der Europäescher Unioun erhale bleift. Zesumme mat eise Partner wäerte mer an den nächsten Etappen oppassen, eis Prinzippien a Wäerter net ze verwässeren.

D'Erfarungen aus de leschte Joren hunn eis gewisen, dass éischter méi wéi manner muss opgepasst ginn, wat d'Ëmsetzung an de Beräicher Rechtsstaatlechkeet, gutt Gouvernance, Onofhängegkeet vun der Justiz, Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit a Kampf géint d'Korruptioun ugeet.

Et stellt sech och d'Fro vun der Absorptiounscapacitéit vun der Unioun, d'Fro, wéi eng erweidert EU konkreet am Alldag fonctionéiert, wéi se fonctionéiere soll a wéi se weiderhin hir verschidde Politikberäicher finanzéiere kann.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dës Diskussioun muss gefouert ginn, wa mer wëllen derfir suergen, dass d'Europäesch Unioun weider esou effizient, wéi et geet, ka schaffen. Mir si prett, méiglech Upassungen ze ënnerstëtzen, déi am Interessi vun der Europäescher Unioun a vu Lëtzebuerg sinn.

D'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa huet hei eng Rei Virschléi ausgeschafft, mat deene sech elo wäert eeschthaft ausernanergesat ginn. E groussen Deel vun de Virschléi vun den europäesche Bierger kann op Basis vun de bestoenden Europäesche Verträg ëmgesat ginn. Och wäerte se geschwënn d'Theema vun enger europäescher Gesetzgeebung kënne sinn, wann de politesche Wëllen do ass.

D'Regierung ass net iwwerzeegt, dass en Europäesche Konvent, also Traitésännerungen unzegoen, an dësem Moment de beschte Wee wier. Ënnert deenen aktuellen Ëmstänn, wa mir d'politesch Situatioun an de Memberstaate kucken an d'Erausfuerderungen, déi de Krich an der Ukrain mat sech bréngt, sinn d'Risiken ze grouss, virun allem d'Gefor, dass dee Konvent net zu engem zefriddestellende Schluss kéim. Et gëllt, déi politesch Konsequenze vun deene successive Krisen zanter 2008, d'Finanzkris, d'Migratiounskris, d'Covidpandemie, net ze ënnerschätzen.

Mir kënnen net d'Aen zoumaachen, wann nationalistesch a rietsextreem Kräften nees an Europa erwächen. Dat si Realitéiten, déi mer net ignoréiere kënnen. Ass dat wierklech – meng Fro – de beschte Moment, fir europäesch Verträg opzemaachen? Mir dierfen hei den europäesche Besëtzstand net liichtfankeg op d'Spill setzen.

D'Fuerderung no engem Konvent stoung och net am Mëttelpunkt vun den Diskussioune mat de Bierger, deenen éischter u konkreete Verbesserungsvirschléi läit wéi un institutionellen Diskussiounen.

D'Bierger wëllen awer, dass d'Europäesch Unioun méi einfach kann Decisiounen huelen. An am Rapport vun der Konferenz gouf ënner anerem festgehalen, a verschiddene Fäll d'Modalitéite vun den Ofstëmmungen am Rot esou ze änneren, dass, amplaz vun engem eestëmmege Vott, e Vott mat qualifizéierter Majoritéit méiglech gëtt. Am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung ware mir eis am Prinzipp eens, dass Lëtzebuerg Ofstëmmunge mat qualifizéierter Majoritéit an der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik aktiv ënnerstëtze géif a mir sti weider zu där Propositioun.

D'qualifizéiert Majoritéit ass awer bei Wäitem keng Wonnerléisung an alle Beräicher. Dat hu mer och an de leschte Wochen a Méint an der Diskussioun op europäeschem Niveau am Energieberäich gesinn. Duerfir musse mir an dëser Diskussioun virsiichteg sinn an oppassen, dass aner Memberstaaten, zemools méi grousser, net probéieren, sech à la carte ze zerwéieren. Mir hunn dat gesinn an der Diskussioun ëm de Gaspräisdeckel. Dat heescht, wann et e Punkt vun essentiellem Interessi fir dat eent oder dat anert Land gëtt, da soll d'qualifizéiert Majoritéit nees an den Tirang geluecht ginn, fir d'Eestëmmegkeet nees amplaz ze setzen.

Als Grënnungsmember an als Land, dat sech déi europäesch Integratioun matzen op de Fändel geschriwwen huet, ass et wichteg, dass mer weiderhin d'EU-Integratioun als eppes fundamental Positives gesinn, ouni natierlech eis national Interessen als klengt Land an engem verännerten Ëmfeld ze vergiessen. An där Logik schaffe mer och weider aktiv un eiser Siègepolitik, fir Lëtzebuerg als eng vun den dräi Haaptstied vun der EU weider ze stäerken an ze entwéckelen.

Fir un de 70. Anniversaire vun der éischter Versammlung vun der Héijer Autoritéit vun der CECA ze erënneren, huet de Collège vun de Kommissären am Juli seng wéchentlech Reunioun zu Lëtzebuerg an an der Märei vun der Madamm Polfer a vun der Gemeng Lëtzebuerg organiséiert, an zwar genee an deem Sall vun der Stad Lëtzebuerg, an deem déi Héich Autoritéit sech viru 70 Joer versammelt huet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Lëtzebuerg ass och houfreg, dass den Europäesche Geriichtshaff dëst Joer seng 70 Joer am Land feiert. 70 Joer! Den neien Europäesche Parquet spillt och eng zentral Roll bei der Verdeedegung

vun der Rechtsstaatlechkeet. Mir kënnen et nëmme begréissen, dass den europäesche Parquet dëst Joer weider héichspezialiséiert Personal rekrutéiere konnt. D'Cour d'appel an de Greffe vun der Juridiction unifiée du brevet, JUB genannt, wäerten d'nächst Joer derzou bäidroen, de juristesche Pilier zu Lëtzebuerg weider auszebauen.

Am Finanzberäich koum och déi gutt Nouvelle, dass de Global Green Growth Institute, GGGI, e regionale Büro zu Lëtzebuerg opmécht an doduerch eis Positioun un der Spëtzt vum Peloton fir nohalteg Finanze festleet.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Am drëtte grousse Pilier vun der Siègepolitik, dem digitale Beräich, huet den internationale Kommitee vum Roude Kräiz, de CICR, decidéiert, seng weltwäit alleréischt Delegatioun fir Cyberspace zu Lëtzebuerg opzemaachen.

Et ass wichteg fir eis, dass de franséisch-däitsche Motor gutt fonctionéiert an net un d'Houschte kënnt an et weiderhi fäerdegbréngt, déi néideg Impulser ze gi fir virunzekommen.

Et geet den Ament vill rieds dovunner, dass de Gravitéitszentrum vun der Europäescher Unioun amgaange wier, sech ze verlageren. A menger Erfarung war et ëmmer esou, dass déi Länner, déi konkreet Propose gemaach hunn, fir d'Europäesch Unioun als solch virunzebréngen, och déi waren, déi am meeschten Afloss haten.

An der Praxis bis elo waren et meeschtens Däitschland a Frankräich, mee och de Benelux – vergiesse mer dat net –, wou mer jo dëst Joer elo d'Presidence hunn, huet iwwer seng Geschicht oft eng Pionéierroll an deem Kontext bewisen.

Méi wichteg, wéi iwwert d'Gravitatiounsléier ze diskutéieren, ass sécherzestellen, dass mer an der aktueller Situatioun den Iddie vun de Grënner vun der Europäescher Unioun trei bleiwen a keng Kompromësser maachen, wat eis Wäerter ugeet.

Wann enges Daags d'Ukrain Member ass vun der Europäescher Unioun, an all d'Länner vum Balkan, dann ass et evident, dass de Schwéierpunkt sech an den Oste verlagert. Dat ass elementar Mechanik. Wat da wichteg ass, ass, dass d'Wäerter sech gradesou a Richtung Osten ausbreeden, fir keng zwou Zorten Europäesch Unioun ze kréien. Dem Rumsfeld seng Vue vun 2003, wou Der Iech kënnt drun erënneren, vum alen a vum neien Europa däerf duerch eng spéider Osterweiderung net méi legitiméiert ginn!

Déi aktuell europäesch Sécherheetsarchitektur ass eng iwwergräifend Konstruktioun, déi op den zéng Prinzippien opgebaut ass, déi 1975 mat der Sowjetunioun zesummen an der Schlussakt vun der Konferenz vun Helsinki am Kader vun der haiteger OSZE festgeluecht goufen. Zu deene fundamentaalste Prinzippie gehéieren och d'Demokratie an de Respekt vun de Mënscherechter. En Equiliber tëscht de Staaten ass nëmme méiglech, wann op Gewalt verzicht gëtt a keng Grenze verletzt ginn!

Geschwë kritt déi Schlussakt 50 Joer. Si bleift esou pertinent wéi den éischten Dag. Mat sengem Krich an der Ukrain huet Russland all eenzelne vun deenen zéng Prinzippie verletzt, ugefaange mat dem alleréischten, deem vun der souveräner Egalitéit vun de Staaten a vum Respekt vun de Rechter, déi d'Souveränitéit mat sech bréngt.

Zanter dem Ufank vu senger Invasioun huet Russland all Dag onschëlleg Liewen um Gewëssen a mécht irreparabele Schued. Russland huet bewosst den Equiliber, vun deem eis Sécherheet ofhänkt, fundamental iwwert de Koup gerannt. Eis Positioun zu Lëtzebuerg ass kloer: Mir kënne keng À-la-carte-Sécherheetsarchitektur akzeptéieren, wou déi mënschlech Dimensioun vun der Sécherheet ignoréiert géif!

Mir hunn iwwer Jore mat Russland un deenen dräi Piliere geschafft, op deenen eis Sécherheetsarchitektur gegrënnt ass: Sécherheet, Demokratie a Mënscherechter. Fir d'Sécherheetsfroe souze mer mat de Russen zesummen an der OSZE, genau wéi och am NATO-Russland-Rot, dee jo 1997 an d'Liewe geruff ginn ass. Do sollt Vertraue geschaaft ginn, do sollt Transparenz derbäi hëllefen, sech géigesäiteg net als Menace ze gesinn.

Fir d'Verdeedegung vun der Demokratie a vun de Mënscherechter souze mer zesummen am Europarot. Déi Zäite vu Kooperatioun si fir den Ament eriwwer, well Russland aus dem Europarot ausgetrueden ass. An der OSZE blockéiert Russland den normale Fonctionnement komplett, ugefaange beim Budget.

Russland huet all Kredibilitéit als Partner verluer an ass souwisou net bereet, seriö ze diskutéieren.

Do stellt ee sech d'Fro: Wéi soll dat weidergoen? Wéi gesäit d'Sécherheetsarchitektur vun Europa an den nächste Joren aus? Fir et kuerz ze maachen, als Äntwert mengersäits: Méi NATO a méi Europäesch Unioun!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat war schonn d'Äntwert an den 90er-Jore fir déi nei onofhängeg Länner aus Osteuropa. Dat ass och elo nees d'Äntwert fir ganz Europa. Mam Bäitrëtt vu Finnland a vu Schweden kënnt neie Wand an d'NATO. Virun e puer Joer nach hate mer d'NATO bal fir dout erkläert. Haut erlieft se scho bal eng nei Jugend. D'Diskussioun iwwert den Zweck an den Notze vun der NATO ass vum Dësch.

D'NATO ass am russesche Krich géint d'Ukrain keng Krichspartei. Si spillt eng wichteg Roll an der Ënnerstëtzung vun der Ukrain. Virun allem huet déi kollektiv Verdeedegung fir d'NATO-Alliéiert eng nei Wichtegkeet kritt. An Dir kennt de Bündnisfall ënnert dem Artikel 5: Also, wann e bewaffneten Ugréff géint e Member vun der NATO geschitt, dann ass all Land vun der NATO ugegraff. Dësen Artikel 5 bleift déi fundamental Garantie, op déi mer eis kënne stäipen. Duerch de Krich an der Ukrain huet d'Europa vun der Verdeedegung bal noutgedronge méi Profill kritt. Strateegesch Autonomie ass keen Tabu méi. Et ass eng Necessitéit an der Verdeedegung, sou gutt wéi a ville wirtschaftleche Beräicher. Et gëtt aktiv u gemeinsamen europäesche Waffesystemer a Verdeedegungstechnologië geschafft.

Dat autonoomt Europa ass complementaire zur NATO. Dat huet dës Kris bewisen: D'NATO stellt d'Defense an d'nuklear Ofschreckung vun der Allianz sécher. D'EU mécht hirersäits wirtschaftlechen Drock op Russland a baut hir Verdeedegung sou op, dass d'NATO sech kann op d'Ofschreckung konzentréieren. D'EU ënnerstëtzt d'Ukrain militäresch, gradewéi humanitär an am Neesopbau a Beräicher, wou d'NATO keng Instrumenter huet.

Erlaabt mer kuerz e Saz, e Wuert ze soen iwwert déi nuklear Menacen, déi de Wladimir Putin jo ëmmer nees méi oder manner oppen ausschwätzt. Do muss eis ganz kloer bewosst sinn, dass de russesche Krich och e Geschäft virun allem mat der Angscht ass. Et ass eng Tentative, eis am Westen ausernanerzedreiwen a fäerten ze doen, fir esou eis Solidaritéit mat der Ukrain ze briechen.

An dësem Moment, wou Russland op der Front relativ schwaach dosteet a probéiert, mat alle Mëttelen iwwert de Wanter ze kommen, schéngt et och drëms ze goen, mat ëmmer weideren Eskalatioune Verhandlungen ze erzwéngen no Termen, déi Russland diktéiert, wat natierlech net kann akzeptéiert ginn.

Russland, mat deenen anere véier Nuklearmuechten aus dem UNO-Sécherheetsrot, huet eng Erklärung ugeholl, dass en nukleare Krich net ka gewonne ginn, vu kengem. Also däerf en och net gefouert ginn!

Mir mussen dervunner ausgoen, dass Russland sech un déi ongeschriwwe Gesetzer do hält, déi et hei tëschent den Nuklearmuechte gëtt. Um Terrain deit näischt drop hin – ech mengen, dat muss een de Leit kloer soen –, dass Russland amgaange wier, taktesch oder strateegesch Atomwaffe prett ze maachen. An och, wa mir déi Droung natierlech musse seriö huelen an d'NATO och zu all Moment op esou e Schlag muss preparéiert sinn, sou dierfe mir eis awer och net verschotere loossen.

De Putin hätt jo näischt léiwer, wéi wa westlech Regierunge géifen ophalen, d'Ukrain ze ënnerstëtzen, well hir Leit grouss Angscht virun de russeschen Atomwaffen hätten.

D'OSZE an den Europarot bleiwe wichteg Elementer vun der Sécherheetsarchitektur. Am Europarot musse Länner, déi sech fréier heefeg hanner Russland konnte verstoppen, elo kloer Faarf bekennen. Dës Kris schweesst Europa och an engem méi breede Sënn zesummen. Dat konnt een och feststellen um éischte Sommet vun der neier Communauté politique européenne, der Europäescher Politescher Gemeinschaft, de 6. Oktober zu Prag, an där 44 Länner aus Europa zesummekomm sinn, fir sech vu Russland ze desolidariséieren.

Zweck an Zil vun der CPE bleiwen an der Substanz nach relativ flou, mee dee Sommet huet eemol méi gewisen, wéi isoléiert Russland ass a wéi geschlossen de Kontinent dosteet, wann et zielt.

D'OSZE, ech hunn et gesot, ass fir de Moment relativ blockéiert an hirem Dagesgeschäft. An trotzdeem spillt se eng wichteg Roll, doduerch, dass de „Moskau-Mechanismus" aktivéiert ginn ass, fir déi fuerchtbar Mënscherechtsverletzungen an der Ukrain ze dokumentéieren. Dëse Mechanismus, deen et zënter 1991 gëtt, ass geduecht fir Fäll, wou d'Memberstaaten hir Obligatiounen am Beräich Demokratie, Rechtsstaat a Mënscherechter net respektéieren.

Änlech Efforte mécht den internationale Strofgeriichtshaff zu La Haye, wou de Procureur Khan eng Enquête opgemaach huet iwwert déi grav Verbriechen, déi Russland an der Ukrain Dag fir Dag mécht.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'CPI finanziell a mir kucken de Moment och, ob aner materiell Kontributioune méiglech wieren. Fridden ouni Justiz gëtt et net. Wann d'Zäit vum Fridden endlech kënnt, dann ass et ganz wichteg, dass mir prett sinn, déi zur Rechenschaft ze zéien, déi fir Krichsverbrieche responsabel sinn.

D'USA spillen traditionell jo eng wichteg Roll fir d'Sécherheet an d'Stabilitéit an Europa. E puer Joer laang hu mer missen un deem transatlantesche Partner zweifelen. Zanter dem Amtsuntrëtt vum President Biden sinn déi transatlantesch Relatiounen nees zouverlässeg ginn. Virun allem am aktuelle Kontext mierkt een, dass d'Trump-Joren hannert eis leien. Hoffentlech bleift dat esou. Haut si jo déi sougenannte Midtermswalen, wou d'ganz Representantenhaus an een Drëttel vum Senat erneiert gëtt. An do kréie mer eng éischt Indicatioun, vläicht scho muer, ob an zwee Joer en Trump-Déjà-vu kéint nei erlieft ginn. En Trauma!

Fir de Moment kënne mer eis an Europa nees op eng seriö Partnerschaft mat den USA verloossen. Dat gëllt net just fir d'Verteidegung a fir d'Sécherheet a fir d'NATO, mee och an aneren Domänen an op ville multilaterale Sujeten, an et muss och fir den internationalen Handel gëllen, wou tëschent Amerika an Europa de Risiko vun neie Restriktioune besteet. D'USA sinn erëm bereet, Responsabilitéiten ze iwwerhuelen op globalen Dossieren. Dat ass eng gutt Saach. Allerdéngs ass net alles roseg an d'USA bleiwen ee staark, wéi mer gesinn, polariséiert Land, dat vill mat sech selwer beschäftegt ass. D'Europäesch Unioun steet op eegene Féiss a muss weiderhin drop hischaffen, als fiabele Partner zu globale Froen ze stoen.

Mir schwätzen zanter e puer Joer vun enger Kris vum Multilateralismus. Déi multilateral Zeen ass elo eng Plaz ginn, wou verschidden Narrativen, verschidde Weltbiller frontal openeestoussen. Eng Rei Länner probéieren, d'Grondrechter a Kategorien opzedeelen, déi ënnerschiddlech wichteg wieren, a behaapten, dass si déi politesch an zivill Mënscherechter eréischt respektéiere kéinten, wa se wirtschaftlech esou entwéckelt sinn, wéi mir an Europa oder zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg a seng Partner setze sech a fir d'Universalitéit – mir als Lëtzebuerg – vun de Mënscherechter, fir d'Inalienabilitéit, fir d'Interdependenz a fir d'Ondeelbarkeet vun alle Mënscherechter. D'Mënscherechter sinn e Ganzt a si gëlle fir jiddereen, iwwerall, gläichzäiteg a gläichméisseg!

Fir vill Länner, déi traditionell gutt Relatioune mat Russland hunn oder haten, ass de Krich an der Ukrain eng Zerräissprouf. Si deklaréieren hir Ënnerstëtzung fir d'Wäerter an d'Prinzippien, déi an der Charte vun der UNO stinn, a fäerte gläichzäiteg, de laangen Aarm vu Moskau ze spieren an hire Liwwerketten, an hirer Verdeedegung oder an den Dossieren, fir déi si zum Beispill am Weltsécherheetsrot op déi russesch Stëmm ugewise sinn.

Beim leschte Vott vun der Vollversammlung vun der UNO iwwer eng Resolutioun géint d'Annexioun vun Deeler vum ukraineschen Territoire hu mir zu 143 Länner vun 193 d'Zoustëmmung kritt. Dat waren der 2 méi wéi am Mäerz beim éischte Vott.

Trotzdeem maachen déi Länner, déi sech enthalen, dorënner och grouss Acteure wéi och Partner, wéi Indien, eis Suergen. Et ass onbedéngt wichteg, dass d'Europäesch Unioun oppe bleift fir den Dialog mat deene Länner, hinnen nolauschtert an hir Situatioun eescht hëlt.

Verschiddener vun hinne sinn einfach ze vill gequëtscht tëschent Russland an eis. Et ass ze hoffen, dass se sech mat där néideger Zäit ëmstellen an hir Onofhängegkeet opbauen.

Ech denken elo zum Beispill un Zentralasien, wéi u Kasachstan, wou e grousse Reformprozess lancéiert ginn ass, oder och un de Kaukasus, wéi Armenien. Mir däerfe si net einfach, souzesoen, ofschreiwen. Natierlech ass dës Kris eng Geleeënheet, fir kloer ze gesinn, wien eis weesentlech Partner sinn. Gläichzäiteg muss d'Europäesch Unioun an dëser Kris Wäitsiicht beweisen a Länner net an en Tirang stiechen an hinnen eng Chance ginn, e Partenariat mat der Europäescher Unioun anzegoen.

Wann een, wéi de Kasachstan, méi wéi 7.000 Kilometer Grenz mat Russland huet, ass dat net esou einfach an et brauch Zäit. Et sief an dësem Kontext zum Beispill un de Partenariat oriental erënnert, deen eis Bezéiunge mat sechs fréiere Sowjetrepublicke reegelt. Nieft der Ukrain a Moldawien, déi jo Bäitrëttskandidate sinn, a Georgien, deem seng europäesch Perspektiv kloer widderholl gouf, sinn och Armenien an den Aserbaidjan Membere vum Partenariat oriental.

D'EU hat nom Bergkarabach-Krich vun 2020 eng wichteg Vermëttlerroll an dëser Géigend iwwerholl. Virun allem Armenien, en demokratescht, mee geschwächtent Land, dierfe mer net vergiessen. Ech begréissen an deem Sënn, dass d'Europäesch Unioun zanter dem Enn Oktober vun dësem Joer eng Observatiounsmissioun an Armenien op d'Grenz mat Aserbaidjan geschéckt huet.

Ënnert dem President Biden gouf et an den USA eng Réckbesënnung op de Multilateralismus an op d'Noutwendegkeet, global Problemer zesummen unzegoen. Wat d'Relatioune vun den USA mat China ugeet, gëllt awer weiderhin de Motto „America First". An d'Rivalitéit mat Beijing huet d'Iwwerhand. Dëst gëllt souwuel am internationalen Handel wéi och, wat d'global Sécherheetsstrukturen ugeet. D'USA gesi China als déi gréisste Menace, well China an de leschte Jore politesch, ekonomesch a militäresch en enormt Gewiicht weltwäit kritt huet. Dass China a Russland strateegesch Relatioune mateneen hunn, verschäerft déi Rivalitéit am aktuelle Kontext.

Vun Europa aus gesi riskéiert déi amerikanesch Politik vis-à-vis vu China allerdéngs, Russland a China nach méi no zesummenzebréngen, och wann et glécklecherweis nach ëmmer international Momenter gëtt, wou ee kloer gesäit, dass d'Relatioun tëschent China a Russland virun allem eng Zweckallianz ass. De Chineesen hir Haltung am Ukrain-Krich kann een als neutral pro-russesch bezeechnen. Bis elo gëtt et keng Unzeechen derfir, dass Beijing Moskau géif mat Waffen ënnerstëtzen.

Direkt chineesesch Ënnerstëtzung fir de russesche Krichseffort wier och komplett kontradiktoresch zu de chineeseschen Deklaratiounen, dass d'Onofhängegkeet an d'territorial Integritéit elementaire sinn.

A multilaterale Froen huelen d'Chineese Russland deelweis a Schutz, mee et ass duerchaus remarkabel, dass China net zu deene Länner an der UNO gehéiert, déi mat Russland stëmmen. Dat sinn der just e Grappvoll, dorënner Syrien an Nordkorea. China enthält sech meeschtens. China huet och Russland onmëssverständlech gewarnt, net mat Nuklearwaffen ze operéieren.

An all eise Kontakter mat der chineesescher Diplomatie schwätze mir och de Krich an der Ukrain un, dee selbstverständlech och negativ Konsequenze fir China huet. Kuerzfristeg profitéiert China zwar vu verbëllegten Energieliwwerungen aus Russland, mee mëttel- a laangfristeg sinn de Krich an der Ukrain an déi global Onstabilitéit, virun allem am wirtschaftleche Beräich, net am Interessi vun der Volleksrepublik China.

Peking analyséiert de Konflikt an der Ukrain ganz genee a kuckt sécher och, wat eis Sanktiounspolitik kéint sinn, wa China eng militäresch Eskalatioun an der Taiwanstrooss sollt provozéieren.

Eis kloer Haltung am Ukrain-Krich ass e ganz wichtegt Element, fir och an der Weltpolitik zur Stabilitéit bäizedroen, net just an Europa, mee och an Asien. Mir plädéiere resolutt derfir, de Status quo an der Taiwanstrooss ze erhalen. China ass a bleift awer och e Partner a ville Beräicher, och wann et natierlech grouss Onstëmmegkeete gëtt, un éischter Stell natierlech iwwert d'Mënscherechter.

Ouni China kënne mir zum Beispill de Klimawandel net an de Grëff kréien. Schonn eleng aus deem Grond dierfe mer net zouloossen, dass et nees zu enger Blockmentalitéit kënnt, wéi mer se wärend dem Kale Krich erlieft hunn: Op där enger Säit de Westen, op där anerer Säit Russland a China, dat wier fir kee gutt a géif all déi Länner dertëschent an onméiglech Situatioune bréngen.

Lëtzebuerg an d'EU wäerte weider déi universell Mënschewäerter verdeedegen, och a China. Mir sichen op alle Sujeten de kriteschen, konstruktiven Dialog hei. Dëst Joer ass de 50. Anniversaire vun eisen diplomatesche Bezéiungen, also Lëtzebuerg mat China. An esou enger Relatioun muss iwwer alles kënne dialogéiert ginn, och natierlech iwwer schwiereg Sujeten.

Lëtzebuerg ass sech senger Verantwortung am Mënscherechtsrot zu Genève bewosst, wou mer jo zënter dem Ufank vum Joer Member sinn. Mir hunn och do déi Propositiounen engagéiert ënnerstëtzt, fir de Rapport iwwert d'Situatioun am Xinjiang ze diskutéieren. D'Situatioun am Xinjiang ass zudéifst beonrouegend an et ass eng Schan, dass de Vott am Mënscherechtsrot, dee jo just geduecht war, fir eng Diskussioun kënnen ze kréien an déi op d'Agenda ze setzen, negativ ausgaangen ass.

Wat Russland am Mënscherechtsrot ugeet, sou fuerdere vill Acteure schonn zënter e puer Joer, also scho virum Krich, d'Opsetze vun engem Mandat vun engem Spezialrapporter vum Mënscherechtsrot, fir d'Mënscherechtssituatioun a Russland ze dokumentéieren a se ze iwwerwaachen.

Mam Aggressiounskrich géint d'Ukrain ass d'Situatioun a Russland natierlech vill méi schlëmm ginn. Well d'Mënscherechtsverletzungen a Russland esou flagrant sinn, huet Lëtzebuerg d'Roll vum Penholder fir esou eng Resolutioun zu Genève iwwerholl an d'Aarbecht vun de 26 EU-Memberstaaten, déi Coauteure waren, koordinéiert an den Text formell och op den Dësch geluecht.

Am Vott, Dir wësst et vläicht, ass dës Resolutioun mat 17 Stëmmen derfir, 24 Abstentiounen a 6 Stëmmen dergéint ugeholl ginn. Déi 6 Länner, déi dergéint gestëmmt hunn, si Bolivien, Kuba, Eritrea, Kasachstan, China a Venezuela, déi ëmmer géint Länneresolutiounen am Mënscherechtsrot sinn. Och hei sinn et déi vill Abstentiounen, déi eis Suerge maachen an déi weisen, dass Moskau nach ëmmer ze vill Afloss huet.

D'Adoptioun vun dëser Resolutioun ass awer virun allem e grousse Succès, well et déi éischte Kéier ass, dass eng Resolutioun iwwert d'Mënscherechtssituatioun vun engem P5-Land, also vun engem Vetorechtsland am Sécherheetsrot, engem permanente Member also vum Sécherheetsrot, um Agenda vum Mënscherechtsrot stoung. Dat ass e staarke Message doriwwer, dass d'Mënscherechter iwwerall gëllen.

Deen neie Spezialrapporter wäert elo geschwë mat sengen Aarbechten ufänken an den éischte Rapport wäert am September 2023 presentéiert ginn, wou dann och säi Mandat ka verlängert ginn.

Respekt vum internationale Recht a Multilateralismus sinn existenziell wichteg fir kleng Staaten. Och duerfir setze mer eis esou staark an allen internationalen Organisatiounen derfir an, Russland esou wäit wéi méiglech ze isoléieren a fir déi fuerchtbar russesch Verstéiss géint d'internationaalt Recht unzeprangeren.

D'Kredibilitéit vum Multilateralismus a vun allen internationale Mechanismen, déi op der Kooperatioun berouen, hänkt dovunner of. Russland huet esou villes vun der internationaler Zesummenaarbecht futtigeschloen. Ech si fundamental dervun iwwerzeegt, dass Russland sech domadder selwer enorm schuet, vläicht fir Generatiounen. Sou laang, wéi Russland d'Aggressioun géint d'Ukrain oprechterhält, kënne mir keng Hand a Richtung Russland reechen.

De Moment vun der Diplomatie muss allerdéngs och nees erëm kommen a mir, d'Europäesch Unioun an d'NATO, mussen da prett sinn. Ech zielen drop, dass

d'UNO an de Generelsekretär Guterres eng grouss Roll ze spille kréien, wann et méiglech ass, iwwert e Waffestëllstand an en Enn vum Krich ze verhandelen. Dee Moment kënnt awer prinzipiell eréischt, wann déi russesch Panzeren zréck iwwert d'Grenz rullen.

Et kéint eng Chance kommen, jee nodeem, wéi d'Schluecht vu Cherson ausgeet, dass Russland net aus enger Position de force, mee, bien au contraire, aus der Defensiv eraus sech géif gezwonge fillen, sech un den Dësch ze sëtzen. Et ass kloer, dass all Initiativ an deem Sënn der Ukrain a kenger Form kann opgezwonge ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mam Konflikt an der Ukrain an all de Konsequenze vun der russescher Aggressioun behaapten elo verschidde Leit, dass d'Liewensmëttelkris d'Konsequenz vun de wirtschaftleche Sanktioune wier, déi d'EU an aner Länner géint Russland geholl hunn. Do verwiessele se bewosst de richtegen Ausléiser vun der Kris an d'Reaktioun dorobber.

D'Liewensmëttelkris huet, dat ass evident, en disproportionéierten Impakt op Länner, déi scho vulnerabel waren, a virun allem um afrikanesche Kontinent. De Krich war no der Pandemie fir vill Länner déi Drëps, déi d'Faass iwwerlafe gelooss huet, an déi sozial Konsequenze vum Impakt vum Krich kënnen dramatesch sinn. An all deene Länner falen déi Argumenter, de Weste wier un allem Schold, natierlech op oppen Oueren. An deem Kontext ass et immens wichteg, dass mer d'Eenheet an der Europäescher Unioun erhalen an dass eis Kommunikatioun glaskloer an iwwerzeegend ass, souwuel um multilateralen Niveau wéi och an de Relatioune mat de verschiddene regionale Gruppen.

An deem Kontext begréissen ech, dass et dem Generalsekretär Guterres mat Hëllef vun der Tierkei gelongen ass, de sougenannte „Grain Deal" hinzekréien an um Liewen ze erhalen. Dass Moskau an enger éischter Phas den Deal kippe wollt, muss engem awer ganz vill Suerge maachen. Dat Ofkommes huet et nämlech iwwert déi lescht Wochen erlaabt, Milliounen Tonne Kären aus den ukrainesche Späicheren eraus bei d'Leit an Nout ze brëngen. Des Weideren huet d'Ofkommes derzou bäigedroen, weltwäit d'Präisser vun de Liewensmëttelen erofzedrécken. Et ass also wichteg, dass d'Ukrain mat de Liwwerunge weiderfuere ka wéi virdrun. Méi wéi 10 Milliounen Tonne sinn zanter dem 3. August exportéiert ginn.

De Krich op eisem Kontinent däerf eis op kee Fall vergiessen doen, dass et op ville Plaze vun dëser Welt och aner Kricher gëtt, aler an neier, déi en enormen humanitären Impakt hunn, a fir déi d'Europäesch Unioun och gefuerdert ass, Léisunge matzesichen. Déi Wäerter, fir déi d'Ukrainer kämpfen, sinn déi selwecht Wäerter wéi déi, wéinst deene mir eis och uechtert d'Welt mussen engagéieren.

An Afrika hunn d'Liewensmëttelonsécherheet an d'Präisdeierecht humanitär Urgencen, déi et scho gouf, nach vill méi schlëmm gemaach. Dozou kënnt déi schlëmmst Dréchent zanter 40 Joer, zemools um Horn vun Afrika. Dës akut Erausfuerderunge komme bei albekannt Problemer a laang Konflikter derbäi: e Manktum un Demokratie, u Gouvernance, gradewéi Mënscherechtsverletzungen; an dat alles op deem Kontinent, deen eis jo am noosten ass.

Mir gesinn zanter e puer Joren eng nei Well vu Militärputschen a Westafrika, zemools an der Regioun vum Sahel, wou Lëtzebuerg jo traditionell ganz engagéiert ass, rezent nach am Burkina Faso. D'Toleranz, mat där déi Putsche vun der Bevëlkerung higeholl ginn, illustréiert och, wéi dramatesch de Verloscht u Vertraue bei der Bevëlkerung an hir Regierungen ass, well déi Regierungen ëmmer méi Terrain vis-à-vis vun de Rebellegruppen an Terroriste verléieren. D'Putschiste fëllen e Vakuum, dee just mat zolitter Gouvernance a konsequente Reformen ze fëlle wier, an doraus gëtt en Däiwelskrees.

Déi militäresch-politesch Situatioun am Mali huet sech weider verschäerft, elo wou déi franséisch Missioun „Barkhane" fort ass. „Barkhane" war jo déi franséisch Militäroperatioun, déi zanter 2014 am Mali fir all aner Militär- an Zivillmissiounen d'Sécherheet garantéiert huet. „Barkhane" ass d'Affer gi vun där zudéifst antifranséischer, antieuropäescher Haltung vun der malescher Junta, déi léiwer mat de russesche Sëldner vun der Wagner-Grupp zesummeschafft.

Déi militäresch Iwwergangsregierung konnt zwar mat der Annonce vun engem konstitutionelle Referendum 2023 a Presidentschaftswalen 2024 seng regional an international Partner kuerzfristeg berouegen, mee dat heescht net, dass d'Land an enger gudder Verfassung wier: De Sécherheetschaos tëschent den terroristesche Gruppen, engem schlecht organiséierte Militär respektiv Sëldnergruppen huet bal eng hallef Millioun Malier intern deplacéiert an an Nopeschlänner verdriwwen. Dozou kommen ëm déi zwou Milliounë Mënschen an akuter Liewensmëttelonsécherheet. De Mali bleift also den Epizenter, kann ee soen, vun der Krisis an der Sahelzon.

An deem Kontext sinn ech uganks dës Joers déi éischte Kéier a Mauretanien gereest, e Land, dat souzesoen d'Bréck ass tëscht dem Maghreb an dem Rescht vun Afrika. Mauretanien ass onheemlech interessant a wichteg fir d'Sahelregioun, well et fäerdegbréngt, eng gewësse Konstanz a Saache Gouvernance a Fridden ze beweisen. Mir konnten eng Co-Akkreditatioun vun eisem Ambassadeur vun Dakar a Mauretanien an d'Weeër leeden an och rezent en Honorarkonsul, den Abderrahmane Sissako, nennen.

Mauretanien ass e Pol vu Stabilitéit an der Regioun, gradewéi och den Niger, wou de President Bazoum et mat gudder Gouvernance an demokratescher Regierungsféierung fäerdegbréngt, säi Land vun der Instabilitéit am Rescht vum Sahel ofzeschiermen.

Manner gutt Noriichte kommen, wéi ech gesot hunn, aus dem Burkina Faso, wou am Oktober den zweete Coup d'État dëst Joer war. Domadder goufen all international Efforte fir e Retour zu enger zivill gefouerter Regierung op null gesat. Wéi am Mali ass et och hei wichteg, trotz allem weider am Dialog mat den Autoritéiten ze bleiwen, fir de Burkina zréck op de Wee vun der Demokratie ze begleeden.

Et besteet natierlech de grousse Risiko, dass extern Acteure wéi Russland mat hirem simplisteschen antieuropäeschen Discours weider Uklang an der Bevëlkerung fannen. Als bilateralen, mee och europäesche Partner dierfe mer dem Burkina an dësen ongewëssen Zäiten net de Réck dréien. Do géif just d'Zivillpopulatioun, déi mir an eiser Entwécklungshëllef zanter Joren ënnerstëtzen, drënner leiden.

Op der anerer Säit vum Kontinent, um Horn vun Afrika, huet zwee Joer laang e komplizéierte Krich am Norde vun Äthiopien geherrscht. Honnertdausende Leit – Honnertdausende Leit! – sinn deem brutale Krich zum Affer gefall, dorënner ganz, ganz vill Fraen a Kanner.

D'Nopeschland Eritrea war vun Ufank u mat sengen Truppen an de Krich géint d'Regioun vum Tigré am Norde vum Land verwéckelt, mee och aner extern Acteuren. Glécklecherweis konnte sech béid Parteien, wéi mer wëssen, den 2. November a Südafrika wéinstens emol op e Waffestëllstand eenegen.

Et ass ze hoffen, dass dës wichteg positiv Etapp sech och an den nächste Wochen um Terrain verwierklecht, fir dass d'humanitär Hëllef endlech d'Populatiounen erreecht, déi drop ugewise sinn: Am Norde vun Äthiopien sinn haut 13 Milliounë Mënschen ofhängeg vun der humanitärer Hëllef. Nieft der akuter Hongersnout ass a verschiddene Regiounen eng grouss Dréchent an op anere Plazen huet d'Reesaison Iwwerschwemmungen an ustiechend Krankheete mat sech bruecht: bei bal 200 Leit gouf mëttlerweil scho Cholera nogewisen.

D'EU muss sech och erëm méi aktiv an der Regioun abréngen an de Friddensprozess ënnerstëtzen. Ouni de Fridden an Äthiopien kann déi ganz Regioun net dauerhaft stabill sinn!

Am Iran, Här President, stinn zwou jonk Fraen, Niloofar Hamedi an Elaheh Mohammadi, ronn 20 Joer al, viru Geriicht a riskéiere liewenslängleche Prisong. Wat hu se verbrach? Si waren déi éischt, déi d'Geschicht vum Mahsa Amini erzielt hunn, enger jonker Fra vun 22 Joer. Mir kennen d'Geschicht, déi Tragedie: Si war zu Teheran mat hiren Elteren op Besuch, wéi d'Moralitéitspolice se festgeholl huet, den 13. September dëst Joer. D'Ursaach war fir dës Police, dass en Deel vun hiren Hoer ënnert dem Voile erausstoung. Mir kennen d'Suite: D'Mahsa ass dräi Deeg laang um Kommissariat zerschloe ginn, si ass an de Koma gefall an ass an d'Spidol transportéiert ginn, wou se de 16. September verscheet ass.

D'Revolt doropshin am Iran ass gewalteg, an d'Repressioun och: 300 Leit hunn zënterhier an deem Land – 300 Leit vu 85 Milliounen Awunner – hiert Liewe verluer. 14.000 – 14.000! – sinn der festgeholl ginn. Dovunner sinn déi meescht jonk Leit, Fraen a Meedercher.

„Fraen, Liewen, Fräiheet", op Kurdesch „Jin, Jiyan, Azadî", dat ass de Slogan vun der Protestbeweegung am Iran. Jonk Iranerinnen an Iraner hunn d'Gefill ze erstécken ënnert dem theokratesche Regimm vun de Mullahen. Virun allem déi jonk Frae wëllen endlech a Fräiheet an a Gläichheet mat hire männleche Kompatriote liewe kënnen. Hiren dagdeegleche Kampf verdéngt eisen déifste Respekt an déi brutal Repressioun vun den iraneschen Autoritéite muss ophalen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Den Iran ass nom Hoffnungsschimmer ënnert dem President Rohani an de Joren 2015 bis 2017 zu enger reegelrechter militärescher Tyrannie ginn. All berechtegt Kritikaktioune kréien als eenzeg Äntwert, schreift de „Monde" virun e puer Deeg: „À chaque contestation, la République islamique d'Iran n'a qu'une réponse : elle tue."

Als EU hu mer eis Orientatioune ginn, wéi mir d'Mënscherechtsverdeedeger uechtert d'Welt besser beschütze kënnen. Dës Orientatioune mussen elo konsequent applizéiert ginn. De 17. Oktober huet d'Europäesch Unioun jo domat ugefaangen, eelef Persounen a véier Entitéiten op d'Sanktiounslëscht ze setzen. Den nächste Méindeg, am Conseil vun den Ausseministeren zu Bréissel, gëtt mat grousser Warscheinlechkeet eng weider Lëscht ënnert dem Mënscherechtsmechanismus adoptéiert. Derbäi kommen nach Sanktioune wéinst der Liwwerung vu Kamikaze-Dronen u Russland, wou den Iran jo elo zouginn huet, dass hie se de Russe géif zur Verfügung stellen.

Well no dësen Evenementer aus de leschte sechs Wochen net drun ze denken ass, nees Gespréicher iwwert d'Nuklearofkommes JCPOA opzehuelen, geschweige denn, se zu enger Konklusioun ze brëngen, musse mer der Realitéit an d'Ae kucken, dass dëse Regimm vun den Ayatollahen déi mäerdereschst

Waff, déi et gëtt, a kuerzer Zäit an den Hänn kann hunn, eng Tatsaach, där d'Welt sech ze stellen huet.

Och a Palästina gëtt d'Repressioun ëmmer méi schlëmm, virun allem duerch déi israeelesch Arméi an arméiert Siidler, mee och vun der palästinensescher Autoritéit am Westjordanland oder vum Hamas an der Gazasträif. D'Gazasträif, déi zënter 15 Joer ënner israeelescher Blockad steet, gouf dëst Joer op en Neits vun Israel bombardéiert.

Et kann een et net oft genuch widderhuelen: D'Awunner vu Gaza kënnen néierens hi flüchten. Si si gefaangen am gréisste Prisong ënner fräiem Himmel vun der Welt, an engem endlosen Zyklus vu Gewalt a vun Zerstéierung. D'Westjordanland ass drop an drun ze explodéieren an d'Gefor vun enger drëtter Intifada ass reell.

D'Zweestaateléisung ass de facto quasi onméiglech ginn. Nëmmen eng Zuel fir dat ze illustréieren: An den illegalen israeelesche Siidlungen am Westjordanland wunne 600.000 Leit – ongeféier d'Awunnerzuel jo och vun eisem Land – op deem Gebitt, wou eigentlech de palästinensesche Staat soll entstoen. Wann Dir mat de Jonken a Palästina oder och an Israel schwätzt, soe verschiddener – an et gëtt der ëmmer méi –, dass, wann et keng zwee Staate gëtt, dann eeben ee Staat, an deem jiddereen déi selwecht Rechter huet. Dat allerdéngs geet erëm net, well dann déi jiddesch Communautéit an engem binationale Staat net méi an der Majoritéit wier. A wéi Der wësst, huet Israel sech 2018 als jiddeschen Nationalstaat deklaréiert.

Also, mir sinn an engem Däiwelskrees: Et ka weeder zwee Staate ginn nach ee Staat. Wat iwwregbleift, ass eng éiweg Occupatioun. De facto een eenzege Staat, awer mat ongläiche Rechter fir déi eng a fir déi aner. Wouzou dat féiert, hu mer bei de rezente Walen an Israel gesinn, wou eng rietsextreem Partei drëttstäerkste Kraaft ginn ass an deemnächst Deel vun der israeelescher Regierung wäert sinn.

Am Israel-Palästina-Konflikt huet d'Europäesch Unioun just eng Chance, gehéiert ze ginn, wa se eng Positioun huet, keng zwou a keng dräi. An deem Sënn beméit Lëtzebuerg sech weiderhin a mécht sech staark fir d'Recht vun de Palästinenser op en eegene Staat. Dëst ass laangfristeg déi eenzeg nohalteg Léisung, fir dass Israel dauerhaft a Fridde liewe kann, Säit u Säit mat Palästina.

Loosst mech op dëser Plaz nach e puer Wuert verléieren iwwer zwee Konflikter, déi ëmmer méi a Vergiessenheet geroden, well se schonn esou laang daueren an esou aussiichtslos sinn: Syrien an de Jemen.

D'Situatioun am Jemen gëtt allgemeng als déi schlëmmst humanitär Katastroph op der Welt ugesinn. An dat heescht eppes, nodeems ech Iech déi fuerchtbar Situatioun am Tigré beschriwwen hunn.

A Syrien huet den Assad, fir sech um Pouvoir ze halen, mat Hëllef vu Russland dat ganzt Land zerstéiert. Déi russesch Bombardementer an déi iranesch Dronen, déi mir haut an der Ukrain gesinn, kommen net vun ongeféier: All dat hu mer zënter Jore schonn a Syrien an am Jemen beobacht. Si hannerloosse weider näischt wéi Misär an Zerstéierung. Dëst weist, wéi wichteg et ass, Krichsverbriecher iwwerall op der Welt zur Rechenschaft ze zéien. An der arabescher Welt gëtt et konkreet Unzeechen, den Assad ze rehabilitéieren an nees politesch salonfäeg ze maachen, ouni en zur Rechenschaft ze zéien.

A wa mer vun de Brigange vun dëser Welt schwätzen, dann däerfe mer och d'Situatioun an Afghanistan net aus den Ae verléieren. Contrairement zu deem, wat d'Taliban zougesot haten, wéi se am August 2021 nees un d'Muecht komm sinn, hu jonk Fraen nach ëmmer keen Zougang zur Educatioun iwwert d'Primärschoul eraus. Dat kann näischt Guddes fir dat Land heeschen. E Land, wat seng Populatioun …, an deem 50 % vun der Bevëlkerung net méi däerf an d'Schoul goen, ass e Land, wat sech selwer zum absolute Stëllstand verdaamt.

Une voix | Richteg!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Am Afghanistan gëtt et haut keng Perspektiv, guer keng, fir iergendeng Zukunft fir d'Leit a fir d'Kanner. Mir sëtzen eis weider derfir an, dass d'Situatioun vun de Meedercher a Fraen am Afghanistan sech verbessert. Mir kënnen net an de Buedem kucken an net d'Läpper hänke loossen. Mir mussen hoffen, dass och hei d'UNO eppes ka fäerdegbréngen, wat konkreet där Gesellschaft am Afghanistan hëlleft.

De Wanter um Hindukusch ass batter an d'Leit am Afghanistan leide weider, dëst no 20 Joer grousser, grousser Hoffnung. D'UNO ass och hei eleng an enger Positioun, fir Drock op d'Taliban ze maachen, fir dësen Diskriminatiounen en Enn ze setzen.

Den Afghanistan bleift eent vun deene Länner, wéi mer alleguerte wëssen, aus deenen déi meescht Leit bei eis flüchten. Am August 2021, wéi d'Taliban brutal un d'Rudder komm sinn, huet de Grand-Duché Lëtzebuerger Awunner vun afghanescher Hierkonft, wéi Der wësst, a Leit mat engem Lien zu onsem Land direkt evakuéiert. Drëttlänner, muss een och ënnersträichen, wéi virun allem de Katar, mee och Pakistan, hunn eis immens vill gehollef. Ouni déi hätte mer déi Evakuéierung net fäerdegbruecht, fir dann d'Departen an der Urgence vun den éischte Woche méiglech ze maachen.

Lëtzebuerg huet och zougestëmmt, afghanesch Staatsbierger opzehuelen, déi besonnesch a Gefor waren an hirer Heemecht. Insgesamt hu mir am Kader vun der humanitärer Evakuéierung aus Afghanistan eng 60 Leit opgeholl, an all déi Leit hunn zu Lëtzebuerg internationale Schutz kritt. Ënnert hinne sinn och Leit, déi fir d'NATO a fir d'Europäesch Unioun geschafft hunn, an och aner Leit, déi besonnesch bedrot waren, zum Beispill Riichterinnen an hir Familljen.

Gläichzäiteg hu mer zanter Mëtt August 2021 65 Afghanen en Titre de séjour fir Familljememberen ausgestallt, am Kader vun der Familljenzesummeféierung. Vun 2021 bis den 20. Oktober 2022 hunn insgesamt 263 Afghanen eng Demande fir internationale Schutz gestallt. An där selwechter Zäit kruten 210 Afghanen internationale Schutz zu Lëtzebuerg zougestanen, dorënner déi 60 Leit, déi am Kader vun der humanitärer Evakuéierung bei eis komm sinn. Och wann d'Joer 2022 staark duerch de Krich an der Ukrain gepräägt ass, dierfe mer awer d'Leit am Afghanistan an op esou villen anere Plazen net vergiessen!

Den Ament klëmmt de Migrationsdrock – ech hunn et schonn e puermol gesot an och an Ärer Kommissioun – allgemeng erëm ganz staark, nodeems en zanter dem Pandemiejoer 2020 staark zréckgaange war. Am Mëttelmierraum, a virun allem an Italien, dat gesi mer all Owend op der Televisioun, mee och op Zypern, kommen zënter Ufank vun dësem Joer erëm méi Leit un. Och iwwert d'Westbalkanroute komme vill méi Leit an d'Europäesch Unioun. Op eise Baussegrenzen am Osten hate mer et jo mat enger Instrumentaliséierung vun der Migratioun duerch den autokratesche Regimm vum Lukaschenko aus Belarus ze dinn.

An der Europäescher Unioun leien d'Zuelen nach hannert deene vum Krisejoer 2015, mee se sinn awer vill méi héich wéi an deene leschte Joren. An et bleift fir mech kloer, dass mir eis drëngend nei Reegelen an der Unioun musse ginn, fir eng geuerdent, eng automatesch, eng obligatoresch Gestioun vun der Migratioun ze hunn.

D'Verhandlunge fir de Migrationspak gi leider nëmme ganz, ganz lues, wann iwwerhaapt, virun, wat den Aspekt vun der Solidaritéit ugeet. Mir setzen eis och hei bei der UNO a fir dës Sujeten. Dëst Joer war Lëtzebuerg Cofacilitateur zu New York fir den International Migration Review Forum, deen den Tëschebilan gezunn huet vum Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, deen 2018 jo ugeholl gi war.

Zu Genf geet eisen Asaz fir d'Mënscherechter Hand an Hand mat eisem Asaz fir eng mënschlech Migrationspolitik. Mir als Europäesch Unioun musse kloer Zeeche setzen. Mir brauchen eng gesond legal – ech ënnersträichen: legal! – Migratioun an Europa an och op Lëtzebuerg. 13 % – 13 %! – vun de weesentleche Beruffer ginn an Europa vun Drëttstaatler iwwerholl. Ech loossen Iech d'Rechnung maache fir Lëtzebuerg. Ouni dës Drëttstaatler hätte mer nach vill méi eng grouss Penurie a verschiddene Secteuren, wéi zum Beispill am ICT-Beräich.

D'Ophuele vu Flüchtlingen ass e staarkt Zeeche vu Solidaritéit, e Prinzipp, deen am EU-Recht, zumindest um Pabeier, groussgeschriwwe gëtt. Fir e Land wéi Lëtzebuerg ass d'Solidaritéit immens wichteg. Dat ass virun allem während der Pandemie kloer ginn. Mir waren ugewisen op d'Solidaritéit vun esou ville Partner, fir d'Kris ze meeschteren. Migratioun an Asyl sinn déi Beräicher, an deene mir eis Solidaritéit kënnen zréckginn, an dat maache mer och!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mir hunn eis an där Logik konstant solidaresch gewise mat anere Memberstaaten, andeems mer iwwer 100 Demandeurs d'asile am Kader vun de Relocations zanter 2018 aus der Mëttelmierregioun opgeholl hunn. Eréischt virun e puer Woche koume weider Flüchtlingen an deem Kader aus Italien um Findel hunn. Leider hunn zwee Drëttel – deux tiers! – vun den EU-Memberstaaten nach keng – keng! – Flüchtlingen iwwert d'Relokalisatioun opgeholl.

Dat ass ee vun de Grënn, firwat eng obligatoresch Solidaritéit innerhalb vun der Europäescher Unioun ëmmer méi indispensabel gëtt. Et kann net sinn, dass déi Länner, déi duerch hir geografesch Lag d'Zil an der Europäescher Unioun vu ville Flüchtlinge ginn a sinn, elenggelooss ginn! Do geet et net duer, dass vereenzelt Memberstaate sech solidaresch weisen an ëmmer vläicht e puer Migranten an Nout ophuelen.

Solidaritéit ass ee vun den absolutte Grondwäerter vun der Europäescher Unioun. Solidaritéit muss um Terrain a Wierklechkeet och Entlaaschtung kréien (veuillez lire: Solidaritéit muss um Terrain och eng wierklech Entlaaschtung bréngen). Solidaritéit geet net just an eng Richtung. Sougenannt „Pushbacks" op verschiddene vun eisen europäesche Baussegrenze sinn den absolutte Contraire vu Solidaritéit.

Solidaritéit gëtt et awer net nëmmen am Kader vun der Europäescher Unioun. Och international weist eist Land sech solidaresch an hëlt Responsabilitéit, virun allem vis-à-vis vun deene Leit, déi opgrond vu Krich a Gewalt hu missen hiert Land verloossen. Zanter 2014 goufen iwwer 350 Leit am Kader vun der Reinstallatioun opgeholl aus der Tierkei, aus dem Libanon, aus Jordanien an aus dem Niger.

Déi aktuell Ëmwälzungen erfuerderen och nach méi wéi an der Vergaangenheet, dass mer eis Funktiounsweis reegelméisseg iwwerpréiwen a sécherstellen, dass mer eis d'Mëttele ginn, déi mir brauchen, fir eisen internationale Responsabilitéite gerecht ze ginn

an eis Interessen esou gutt wéi méiglech an der Welt ze vertrieden. Dozou gehéiert och, dass mir eisen diplomatesche Reseau upassen, wann et néideg ass.

De Krich an der Ukrain huet der Sécherheetsdimensioun erëm e ganz anere Stellewäert ginn. Eis Sécherheet bleift garantéiert vun der NATO. An deem Kontext hu mer decidéiert, eis Vertriedung bei der Allianz zu Bréissel ze stäerken. De Lëtzebuerger Ambassadeur bei der NATO wäert sech an Zukunft mat senger Ekipp honnertprozenteg op eis Interesse bei der Allianz konzentréieren an net méi, wéi dat bis elo de Fall war, och fir eis Relatioune mat eise belsche Noperen zoustänneg sinn. Dëst erlaabt eis gläichzäiteg, och d'Relatioune mat der Belsch a besonnesch hire federalen Entitéiten – där hu se der jo e puer – méi effikass ze fleegen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dëse Schrack war scho laang iwwerfälleg an ass duerch de Krich an der Ukrain inevitabel ginn.

Ech hunn et uganks gesot: Mir mussen och eis Handelsrelatiounen iwwerdenken an nach méi enk mat deene Partner zesummeschaffen, mat deene mer déi selwecht Wäerter hunn. Eis Relatioune mat Südkorea hunn an de leschte Joren eng gewëssen Dynamik entwéckelt, a mir hunn dann decidéiert, eng Ambassade zu Seoul opzemaachen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dës aussepolitesch Ried, Här President, léif Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass déi 16., zanter dass ech 2004 duerft Ausseminister ginn. An ech soen: Firwat nëmmen déi 16.? Mir haten 2005 an 2015 d'Presidence, do war keng Ried. An am Joer 2013, et kënne vläicht Verschiddener sech erënneren, war eppes méi lass och hei an der Chamber.

Et war déi schwéierst Ried an der Preparatioun, well d'international Situatioun därmoossen opgewullt ass. Eng militäresch Aggressioun vun deem Ausmooss konnte vill sech – natierlech schléissen ech mech do an – natierlech op dësem Kontinent net virstellen. Wa mer de jonke Leit versicht hunn, Europa méi no ze bréngen, hu mer jo dacks vun deem grousse Friddensprojet geschwäermt, deen an de leschte 70 Joer geschaaft gouf. Net seelen huet een awer misse feststellen, dass déi Jonk an och déi manner Jonk vun haut mat deem Argument net méi wierklech vill ufänke konnten, well de Fridden eng Normalitéit gi war, eppes, wat ee sech guer net méi anescht konnt virstellen.

Zanter dem 24. Februar wësse mir, dass Fridden um europäesche Kontinent alles anescht ass wéi eng Selbstverständlechkeet, dass et Muechten an Acteure gëtt, déi an alen Denkscheemen hänkebliwwe sinn, déi eis Denkweis net deelen an déi net zécken ze probéieren, hir Ziler mat réier Gewalt duerchzesetzen. Mir hu misse feststellen, dass et de Fridden net fir näischt gëtt, dass et net duergeet, eng dauerhaft Friddensarchitektur an Europa ze schafen, mee dass dës och muss versuergt an ënnerhale ginn a virun allem resistenzfäeg, resilient, wéi een haut seet, gemaach ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | An deem Sënn ass de 24. Februar e Paradigmewiessel. Et ass deen Dag, wéi alles anescht ginn ass. Deen Dag, wéi mer verstanen hunn, dass d'Nokrichsuerdnung an Europa a Fro gestallt ginn ass. Dat friddlecht Zesummeliewen ass unilateral opgekënnegt gi vum russesche President, mat all deem Leed a Misär, déi e Krich mat sech bréngt.

Mir wëssen elo nees, wéi wäertvoll an onverzichtbar de grousse Friddensprojet Europa ass. A mir gesinn, no de Balkankricher aus den 90er-Joren, nees mat absolutter Däitlechkeet, wéi sënnlos a schrecklech all Krich ass, wéi evident et ass, dass e Krich net ka gewonne ginn, jiddefalls net ouni sou enorm Verloschter, dass kee Krichszil domadder ze justifizéieren ass, net um Schluechtfeld, net an de Käpp a bestëmmt och net an den Häerzer vun de Leit.

Jidderee muss elo kucken, wou e steet, op wéi enger Säit vun der Geschicht e wëll stoen. Et gëtt keng Neutralitéit a keng Ambiguitéit, fir esou e Krich richteg anzeschätzen. D'Geschicht wäert jugéieren, ob een op där richteger Säit stoung.

Fazit: Mir mussen an Zukunft nach méi investéieren, fir de Fridden ze erhalen, fir eis ze schützen, eis Bierger, eis Aart a Weis fir ze liewen, eis Wäerter, eis Idealer vun Toleranz a Respekt géigeniwwer eise Matbierger.

Dës nei Situatioun ass och en Accelerateur, ech hunn et gesot, fir eng Rei Projeten, déi mer schonn op de Wee bruecht hunn, sief et d'Energietransitioun, d'Schafe vun enger méi grousser Resilienz an eiser Wirtschaft, d'Reduzéierung vun eisen Ofhängegkeeten, e bessere Schutz vun eisen Infrastrukturen an och leider den Ausbau vun eise Verdeedegungscapacitéiten.

All dat muss elo vill méi séier virubruecht ginn, wéi mer dat eigentlech geduecht haten. Dat kritt déifgräifend Konsequenzen op eist deeglecht Liewen, op eis Gesellschaften, op eis Wirtschaft. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass mir méi staark aus dëser Kris erauskommen, wa mer dëst ëmsetzen. Duerfir musse mir déi staark Eenheet, déi mir ewell an der Europäescher Unioun ënner Beweis gestallt hunn, onbedéngt bäibehalen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Nëmme gëeent kënne mer op der internationaler Bün déi Roll spillen, déi d'Europäesch Unioun am 21. Joerhonnert spille muss. D'Europäesch Unioun als Friddensprojet ass méi relevant wéi jeemools virdrun: eng souverän Unioun, déi eng direkt Responsabilitéit fir hir Noperschaft huet, déi Stabilitéit a Wuelstand propagéiert, mee déi och muss bereet sinn, strateegesch ze denken a sech ze wiere géint schiedlech Interferenzen an Aflossnamen.

D'Demokratie ass net alles, mee ouni Demokratie ass alles näischt, fir de Willy Brandt ze paraphraséieren. Mäi Message wier et, kee Milimeter Rechtsstaatlechkeet opzeginn, weeder bei eis zu Lëtzebuerg nach an der Europäescher Unioun!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Aus engem Milimeter gëtt séier e Meter, dann e Kilometer a schliisslech lant een do, wou Autokrate fräi Hand hunn, wou d'Géigegewiichter zur politescher Muecht eliminéiert sinn.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech sinn zouversiichtlech, dass dem Putin säi brutale Krich an der Ukrain eis all opgerëselt huet a gestäerkt huet, fir d'Demokratie ouni Konzessiounen ze verteidegen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister.

Muer de Mëtte féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Aussen- an Europapolitik.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.16 heures.)

11e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 36**
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Dan Biancalana** **p. 36**
   Exposé : M. Dan Biancalana
3. **Débat sur la politique européenne et étrangère** **p. 36**
   M. Claude Wiseler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) | M. Gusty Graas (interventions de M. Fernand Kartheiser) | M. Yves Cruchten (dépôt des motions 1 à 3) (intervention de M. Fernand Kartheiser) | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Mme Simone Beissel, M. Gusty Graas, M. Marc Goergen et Mme Nathalie Oberweis) (dépôt de la motion 4) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

   Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (interventions de M. Claude Wiseler, M. Sven Clement et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn) | M. Claude Wiseler (parole après ministre) (interventions de M. Gilles Roth) | M. le Ministre Jean Asselborn | M. Claude Wiseler (parole après ministre)

(interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. Dan Kersch) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Jean Asselborn (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1 : M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Motion 2 : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motion 3 : M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Motion 4 : M. Sven Clement | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et M. Sven Clement) | M. Dan Kersch | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten (interventions de M. Dan Kersch et M. Sven Clement) | M. Sven Clement

Vote sur la motion 4 (rejetée)

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement **p. 68**

Exposé : M. Sven Clement

5. 7957 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021 **p. 68**

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7957 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Gudde Mëtteg, Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op. Eise President huet mech gebieden, hien zum Ufank vun der Sëtzung ze ersetzen.

An ech wollt direkt d'Fro un d'Regierung stellen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet. Här Aussenminister?

M. Jean Asselborn, Ministre | Entschëllegt, de Moment, Här President, ass näischt ze mellen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Regierung mellt herno.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Dan Biancalana

Dann hunn ech d'Demande vum Här Biancalana, fir eng Proposition de loi ze deponéieren. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), auteur | Merci, Här President. Jo, ech wollt hei am Numm vum Mars Di Bartolomeo a vu mir selwer eng Proposition de loi deposéieren, fir den 102 fräiwëllege Spuenie-Kämpfer, déi 1936 Lëtzebuerg verlooss hunn, fir an de Spuenie-Krich ze goen, à titre posthume déi offiziell Unerkennung als Resistenzler ze accordéieren. Si hunn hiert Liewe riskéiert. Verschiddener sinn och am Krich gefall. E puer vun hinnen hunn iwwerlieft. Haut, 83 Joer duerno, ass leider kee vun deenen 102 méi ënner eis.

Dir wësst, am generelle politeschen an historesche Kontext, de Generol Franco huet duerch säi Putsch a mat Hëllef vum Mussolini an Hitler déi jonk spuenesch Republik gestierzt. An effektiv sinn international Brigade vun 1936 bis 1939, an duerfir och déi aus Lëtzebuerg, dohinnergaangen, fir sech fir déi demokratesch Wäerter anzesetzen, an hu gekämpft fir d'Fräiheet, de Fridden an d'Justiz. Si ware Resistenzler vun der éischter Stonn, well se am Fong dem Faschismus an dem Naziregimm d'Stier gebueden hunn, an dat virum Ufank vum Zweete Weltkrich.

1997 kruten d'Spuenie-Kämpfer am Quartier Italien zu Diddeleng bei der Gare, do wou se fortgaange sinn, e Monument mam Numm „No pasarán" gestëft, mat Bezuch op Guernica.

2003 huet dëst Haus der Proposition de loi vum Alex Bodry a vum Mars Di Bartolomeo unanime Rechnung gedroen, fir d'Spuenie-Kämpfer ze rehabilitéieren a fir si esou definitiv juristesch aus hirem illegale Statut erauszehuelen, an dee se duerch d'Gesetz vum 10. Abrëll 1937 gesat goufen, dat Gesetz, dat d'Participatioun am Spuenie-Krich ënner Verbuet gestallt hat. 2021 kruten d'Spuenie-Kämpfer eng Plack bei der Gëlle Fra a sinn och an deen offizielle Programm opgeholl gi vun der Commémoration nationale.

Wat awer 2003 net erfollegt ass an net zréckbehale gouf, obwuel dat an der Proposition de loi stoung – an dat wëlle mer haut mat dëser Proposition de loi nohuelen –, dat ass, e Schratt méi wäit ze goen, an zwar eng Ausdeenung vum Champ d'application vum Gesetz vum 25. Februar 1967 virzehuelen, dat notamment de Statut vum Resistenzler definéiert. Et soll kee Régime spécifique ginn, d'Spuenie-Kämpfer solle mat deem Statut assimiléiert ginn. An aneren europäesche Länner goufen änlech Demarchë gemaach, notamment a Frankräich, wou se de Statut vum Ancien combattant och unerkannt kruten.

Dës Unerkennung, déi largement am Fong meritéiert a verdéngt ass, soll, wéi gesot, à titre posthume an ouni iergendeng materiell Entschiedegung erfollegen.

Merci.

8095 – Proposition de loi relative à la reconnaissance du titre honorifique de résistant aux volontaires de l'Espagne républicaine

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och, Här Biancalana.

3. Débat sur la politique européenne et étrangère

Da géife mer haut zu eisem normalen Ordre du jour iwwergoen, dat heescht zu eisen Debatten iwwert d'Aussen- an d'Europapolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An den éischte Riedner, deen och scho prett ass, ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Dëst Joer ass et déi lescht Debatt iwwert d'Aussepolitik an dëser Legislaturperiod. Ech hunn och dowéinst e wéineg nogekuckt, wat säit 2019 gesot ginn ass a menge Rieden, am Ausseminister senge Rieden, och an anere Kolleegen hire Rieden an hu festgestallt, datt d'Welt säithier vill, total geännert huet an den Astellungen, an de Visiounen, déi mer hunn, an deem, wat mer ausdrécken, an de leschten Debatten, déi mer iwwert d'Aussepolitik haten. Mir sinn duerch zwou Krise gaangen, d'Covidkris an d'Ukrain-Kris, an déi hunn och eis Approche zur Aussepolitik fundamental geännert. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass awer: Et ass villes anescht, mee awer och villes net anescht. Villes vun deem, wat mer haut als eng grouss Menace gesinn oder wat anescht ass, louch schonn déizäit, an deene leschte Joren an deene Rieden, déi mer gehalen hunn, an deem, wat mer expriméiert hunn, och an der Loft, wat och zu engem Deel schonns kloer gesot ginn ass.

Ech war doriwwer erstaunt, wéi kloer heiansdo Saache scho waren, éier se geschitt sinn. Dee Ruff no der Independenz an no der Autarcie hutt ganz Diskussiounen hei gefëllt, Säite vun eisen Discoursen gefëllt an dësem Debat iwwert d'Aussepolitik, och d'Diskussioun iwwert d'Globalisatioun, iwwert d'Energieversuergung, iwwert d'Alimentatioun, déi scho Problemer gestallt huet virun zwee, dräi Joer. Och eis Verteidegungspolitik, wou mer gefrot hunn – ech ka mech erënneren u vill Rieden, déi ech hei gehalen hunn – fir méi Engagement, well et inakzeptabel ass, datt Lëtzebuerg am Kader vun der Verteidegungspolitik dee Leschten an der NATO-Klass ass; dat froe mer säit Joren.

Oder och nach d'Noutwendegkeet, fir déi aussepolitesch Decisiounen esou ze huelen, datt kee Blocage an der Europäescher Unioun kann entstoen, dat heescht, fir de Prinzipp vun der absolutter Majoritéit, oder der Unanimitéit, an Europa ze briechen, ass och eng Konstant a villen Discoursen heibanne gewiescht. An och déi Warnungen iwwer China, Russland, d'Tierkei ware Konstante vun eisen, vu mengen Discoursen am Numm vun der CSV heibannen an deene leschte Joren.

D'Welt ass weidergaangen. Si ass anescht weidergaangen, wéi mer geduecht haten. Déi Krisen, déi mer unthematiséiert hunn, sinn am Fong méi schnell komm a méi hefteg komm, wéi mer et an deene Jore virdru geduecht hunn. Mir waren eis de Gefore bewosst, mee mir hunn awer net als Lëtzebuerg an als Europa reagéiert, well mer selwer warscheinlech net esou dru gegleeft hunn, wéi mer hätte sollen dru gleewen.

Mir hu geduecht, mir hätten nach Zäit. Mee Zäit hunn ass ganz oft déi bescht Excuse, fir näischt ze maachen. Vun der Theorie, déi mer hei developpéiert hunn, an d'Realitéit ass et e grousse Schrëtt a vill Regierunge waren ageschlof. Si hunn d'Geforen zwar ganz kloer an däitlech gesinn, mee si hunn net richteg dru gegleeft oder si hunn net reagéiert.

Anescht gesot, d'Regierungen hunn d'Gefore kannt, mee waren net kapabel ze reagéieren. Mir hunn eis am Fong an eisem eegene Confort extreem wuel gefillt a mir haten net ëmmer de Courage, de Leit ze erklären, datt d'Virbereedung op d'Geforen an d'Efforten, déi do missten hannendru gemaach ginn am Kader vun eiser Verteidegung, am Kader vun eiser Autonomie, fir Stäerkt ze beweisen a fir Sécherheet ze garantéieren, noutwendeg wären.

An haut musse mer léieren, léiere mer draus a léiere mer op eng haart Aart a Weis draus! Elo gëtt et deier an elo muss et schnell goen, mee et muss awer evidenterweis sinn.

Wat ech elo hoffen, dat ass, datt mer aus deene Lektiounen, déi mer an deene sechs leschte Méint konnten aus der Geschicht zéien, eppes geléiert hunn an datt mer net aus Confortgrënn – well et méi einfach ass, well mer eis besser domadder fillen oder well et méi einfach ass, Rieden domadder ze halen –, aus Middegkeet virun der Ustrengung léiwer direkt opginn, mee datt mer eis weider derfir asetzen, déi Efforten ze maachen, déi eis erlaben, dat ze erhalen, wat eis zu Lëtzebuerg an eiser okzidentaler europäescher Gesellschaft wichteg ass. Dat war deen éischte Punkt, deen ech wollt als Introduktioun soen.

Deen zweeten, dat ass, datt ech och gemierkt hu säit 2019, datt ech nach ëmmer net weess, wellech Richtlinnen an der Lëtzebuerger Aussepolitik virherrschen. Wou gi mer hin? Wat wëlle mer? Wat sinn eis Prioritéiten? A firwat maachen a soe mer dat, wat mer soen?

Säit bal 20 Joer hunn ech d'Impressioun, datt d'Lëtzebuerger Aussepolitik e „Blindflug" ass, ouni Pilot, ouni Plang an ouni Zil, gedriwwe vun Interesse vun deem engen oder deem aneren, oder respektiv, wéi eng Zeitung et virun e puer Jore gesot huet, an ech zitéiere se: „Jiddweree kennt eise Minister, de Jean Asselborn, mee kee weess, wat seng Aussepolitik ass." An dat säit 20 Joer!

(Interruption)

Am Regierungsprogramm steet – a mir hunn dat all Joer gefrot –, datt mer sollen hei zu Lëtzebuerg eng Planification stratégique maachen, eng Matrice vun de Relatioune vun der Politique extérieure. Dat ass all Joer gefrot ginn, ëmmer erëm versprach ginn, et ass näischt gemaach gi bis elo, keng Richtlinnen an der Aussepolitik festgeluecht!

An anere Länner sinn esou Prinzippien, ass esou eng Doktrinn, ass esou eng Philosophie bekannt. Haut de Moien nach huet de President Macron an der Aussenan Defensepolitik eng Rei vun de franséische Richtlinne virgestallt. D'EU huet sech och eng Boussole stratégique virun e puer Méint ginn. Déi ass elo do.

Mir hunn an deem leschten a virleschte Joer gesot kritt: „Mir waarden op déi europäesch Boussole stratégique, da kënne mir eis och besser festleeën." Ech stellen elo fest, datt déi europäesch Boussole stratégique do ass, datt mir awer nach ëmmer keng hunn!

Dofir ass d'Fro: Ass alles dat, wat an der Aussepolitik gemaach gëtt, och esou vun der Regierung honnertprozenteg gedeelt, ëmmer an der Regierung honnertprozenteg ofgeschwat? Zum Beispill déi absolutt Palästinenserfrëndlechkeet oder déi Anti-Israel-Politik, déi mer maachen, zum Beispill eis Votten an den Nations Unies, zum Beispill eis Presenz op der Durban-Konferenz an aner Beispiller, déi ech och nach kéint nennen.

Ech hunn haut d'Impressioun, datt d'Aussepolitik e Patchwork vun eenzelnen Interessen ass a keen Zesummenhang huet. An dat Eenzegt, wat se zesummenhält, an dat wëll ech och kloer an däitlech soen, dat ass d'Exzellenz vun eisem diplomatesche Corps, deen ëmmer an dauernd inventiv ass an déi richteg Intuitiounen huet, fir dat Ganzt zesummenzehalen a fir d'Lëtzebuerger Interêten esou gutt wéi et geet dobaussen ze verteidegen. Dofir hinnen e grousse Merci.

Ech wëll dann och, fir ze soen, wat ech praktesch domadder mengen, hei e puer Punkten uschwätzen, déi, mengen ech, an esou enger Matrix vun der Lëtzebuerger Aussepolitik absolutt wichteg wären. Wat fir e Kader musse mer eiser Aussepolitik ginn, wëssend, datt mer, wa mer Aussepolitik maachen, eis mussen op d'Realpolitik baséieren an net op Dreem, déi mer hunn?

Déi Zäit ass eriwwer, wou mer just no 1989 gemengt haten, de Westen hätt deen ideologesche Kampf gewonnen, Demokratie a Mënscherechter géife sech op der ganzer Welt duerchsetzen an eise Modell géif sech lues a lues weltwäit imposéieren. Haut ass dat do iwwerhaapt net méi d'Fro, eise Modell ze verbreeden. Déi Fro, déi mer haut stellen, dat ass ganz einfach déi: Wéi brénge mer et fäerdeg, eise Modell, dee mer hunn, e Modell, dee sech op Rechtsstaatlechkeet, op Mënscherechter baséiert, wéi brénge mer et iwwerhaapt fäerdeg, deen als Modell hei an eisem Europa bäizebehalen? Wéi kënne mer liewe mat eisem Modell, andeems mer vun anere Modeller wëssen, déi sech op anere Kontinenter, an anere Géigenden duerchgesat hunn an och esoubal net do ewechzedenke sinn? Dat ass de grousse Changement, deen an deene leschten 20, 30 Joer an der Philosophie vun eiser Politik geschitt ass.

Ech wëll fënnef grouss Evolutiounen opzeechnen. Déi éischt huet an der Crimée ugefaange virun aacht Joer, wou mer gesinn hunn, datt et erëm méiglech wär, datt an Europa géif e Krich kommen. Et ass méiglech, datt et weidergeet, a mir waren eis bewosst, datt et och kéint weidergoen. A wéi Recht haten all déi, déi do virdru gewarnt hunn, wou mer elo vun der Geschicht beléiert ginn a vun deem, wat mer an der Ukrain an der leschter Zäit gesinn hunn!

Mir hu sengerzäit bei der Crimée nogekuckt. Mir hunn au fur et à mesure vun de Méint a vun de Joren akzeptéiert, wat geschitt ass. A wann een dat akzeptéiert, ass d'Léier vun der Geschicht, déi se eis gëtt: Da gëtt et ëmmer méi méiglech! Da kann et weidergoen! An dofir musse mir elo d'Léier draus zéien, datt et ëmmer méiglech ass, datt een also ëmmer virbereet muss sinn. An dat hate mer warscheinlech an deene leschte Joren tel quel vergiess.

Deen zweete grousse Prinzipp, dat ass dee vun de Vereenegte Staaten. Mir hunn do ënnert der Trump-Administratioun eng isolationistesch Politik gesinn, déi bei de Republikaner ganz oft normal war, mee hei sech op eng Aart a Weis duerchgesat huet, wéi mer se awer kaum virdru gesinn haten. En fin de compte war ënnert der Trump-Administratioun Europa net nëmmen egal, ech géif souguer soen, et war heiansdo nach méi schlëmm, mir sinn als Konkurrent an als Feind betruecht ginn! An et muss ee sech einfach bewosst sinn, wann ee kuckt, wat gëschter an haut an de Walen an an den Aussoen an Amerika geschitt ass, datt dat ëmmer kann erëmkommen.

D'Administratioun vum Joe Biden ass natierlech, wann een eleng Europa kuckt, besser fir eis, well d'Administratioun e Gefill fir Europa huet an och e Gefill hat, wéi ee kéint a sollt an där wichteger Ukrain-Kris reagéieren. Mee et muss een awer och gesinn, wat d'lescht Joer – an dat hu mer och schonn erëm bal vergiess – an Afghanistan geschitt war, wou dat amerikanescht Zréckzéie geschitt ass, ouni datt dat mat den Europäer ofgeschwat ginn ass, ouni datt eng aner Léisung en place war, mat der klorer Ausso, déi am Fong d'amerikanesch Aussepolitik, och ënner engem Joe Biden, deen ech duerchaus appreciéieren ..., mee trotzdeem, seng Aussoe soe ganz kloer, datt ëmmer nëmmen do Interventioune vun den USA gemaach ginn, wou den Interêt, de primordialen Interêt vun den USA um Spill steet. Dat musse mer einfach wëssen, wa mer eis Aussepolitik opbauen a wa mer an Europa déi noutwendeg Moossnamen huelen.

Mäin drëtte Punkt ass China, dat zur Weltmuecht ënnert dem Xi Jinping opwiisst, wou eng aner Politik ass wéi déi, déi ënner engem Hu Jintao oder engem Jiang Zemin gemaach ginn ass, wou Politicke ware virun zéng Joer, wou een am Fong konnt mengen oder wou vill Leit gemengt hunn, China géif sech opmaachen zur okzidentaler Welt, mir géife lues a lues e Partner a China kréien. Säit zéng Joer ass dat anescht. Mir hunn eng Muecht, déi militäresch, ekonomesch net ëmmer fair, mee kalbliddeg Muechtpolitik mécht.

De véierte Punkt ass Russland, do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

De fënnefte Punkt ass déi absolutt Schwächt vun Europa, an där ware mer eis och virun 10, 20 Joer net an deem Mooss bewosst. Mee mir hunn intern mat eisen eegenen Demokratien a verschiddene Länner a mat eiser Rechtsstaatlechkeet grouss Problemer, déi mer heiansdo net wëlle gesinn, déi awer manifestement do sinn. Mir hunn och an deene leschte Méint kënnen e Rietsruck an Europa feststellen, wou mer deelweis mat deenen Aussoen, déi gemaach ginn, och eis Repèrë verléieren an där Iddiewelt, an där mer doheem sinn.

Mir hunn och eis Verteidegungsstruktur virun engem Joer a Fro gestallt. Ech erënneren un déi Diskussioun, déi mer iwwert d'NATO haten. Dat ass awer elo gottseidank erëm anescht ginn, säit den Ukrain-Krich d'Noutwendegkeet vun der NATO bewisen huet.

D'Konklusioun dovun ass, datt d'Gewiicht sech geännert huet, datt Europa an der Welt net méi dee Modell ass, dee mir ëmmer gemengt hunn, datt et wär, datt do, wou mir hëllefen, net nëmmen op eis gekuckt gëtt, mee och op aner Länner gekuckt gëtt, op China gekuckt gëtt, op Russland gekuckt gëtt, op d'Tierkei gekuckt gëtt.

Et geet net duer, am Ausland mat gudden Intentiounen e Wee wëllen ze weisen, deen déi wéinegst vun deenen, deene mer e weisen, wëllen oder kënne matgoen. Dat veriergert souguer heiansdo méi wéi et bréngt a mir ginn net ëmmer doranner seriö geholl. Mir mussen zu Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun eis Attitüd änneren. An der Europäescher Unioun ass dat schonn amgaang. Zu Lëtzebuerg musse mer nach dozou kommen.

Eis prioritär Missioun an der Aussepolitik ass evidenterweis, an Europa Europapolitik ze maachen an an der Europapolitik mol fir unzefänken, an dat ass mäin éischte Punkt iwwert d'Europapolitik, d'Lëtzebuerger Interêten ze verteidegen.

Ech weess net ëmmer, wou d'Koordinatioun zwëschent deene verschiddene Ministèren an der Lëtzebuerger Aussepolitik ass. Ech ka mech un déi Diskussioun virun e puer Wochen erënneren iwwert de Präisdeckel vum Gas, wou mer op där enger Säit da soen: „Mir si géint e Präisdeckel", an dann duerno soen: „Mir si fir e Präisdeckel." En Hin an Hier, deen awer dat Bild, wat mer no bausse ginn, net als seriö empfanne loossen deet!

Dat Zweet ass en anert Beispill. Mir soen hei dauernd an alle Finanzkommissiounen an och vum Finanzminister aus, datt mer géife gär all d'Direktiven eent zu eent ëmsetzen. Mir stellen awer fest an der Realitéit, wa mer et da maachen, datt mer net ëmmer eent zu eent bei den Direktive sinn, mee datt mer heiansdo e sougenannte „gold-plating" derbäisetzen, wou deen een deem anere widdersprécht an den Aussoen, déi gemaach ginn.

An dann als drëtt Beispill dat, wat mech am meeschte schockéiert huet: Dat waren déi Aussoen, déi eisen Ausseminister gemaach huet iwwert den Här Putin, deen en am léifsten „eliminéiert" hätt. Op där enger Säit Aussoen, déi mer kritiséiert hunn, well mer fannen, datt een als Ausseminister net kann esou schwätzen. Mee dat, wat mech nach méi stéiert, dat ass dann, datt dee selwechten Dag, oder zwee Deeg, nodeem den Här Asselborn déi Aussoe gemaach huet, den Här Bettel den Telefon hëlt, fir dem Här Putin ze telefonéieren, fir mat deem eng laang Diskussioun ze féieren. Do muss ech soen, datt déi Kontradiktioun an der Regierung awer ganz schwéier ze erklären ass an datt déi am Fong och déi Politik, déi mer hei zu Lëtzebuerg maachen, dobaussen absolutt lächerlech, amateurhaft an inkompetent ausgesi léisst. An dat ass fir mech e Riseproblem an der Lëtzebuerger Aussepolitik, déi Inkonsequenz, déi mer heiansdo zu Dag bréngen. D'Kohärenz, wéi gesot, ass eng Katastroph an eisen Aen.

En anert Beispill, dat ass dat vun dem Lëtzebuerger Interêt, fir esou kënnen an der EU-Politik demokratesch geholl Decisioune vum Europaparlament juristesch unzesichen. Dat ass mat Éisträich geschitt iwwert dat Taxonomiesreglement. An ech soen hei ganz kloer: Mir sinn och géint dat Taxonomiesreglement, esou wéi et elo besteet. Mir sinn dogéint! Eis Europadeputéiert, déi zwee vun der CSV, hunn dergéint gestëmmt. A mir hunn eis a multiple Reprisen och dergéint ausgeschwat.

Just, déi Wal hu mer net am Europaparlament gewonnen, déi hu mer demokratesch verluer. An ech sinn awer gewinnt, datt an enger Demokratie, wann een eng Wal an engem Parlament, an engem Europaparlament demokratesch verléiert, datt een dann net juristesch Moyenen hëlt, fir se awer nach ëmzekippen, well se engem net gefält. Do hunn ech d'Impressioun, datt et schiedegend fir Lëtzebuerg ass, well et an eisen Aen aus reng innepolitesche Grënn geschitt.

Da gëtt mer gesot: „Mee wann déi Decisioun awer net der Verfassung oder de Grondtexter vun der EU entsprécht, da musse mer se dach usichen!" Do soen ech Iech awer: Heiansdo hu mir och heibanne verschidden Decisiounen, déi d'Regierung geholl huet, als net verfassungskonform empfonnt. A mir hunn dat och heibanne gesot. Zum Beispill déi Decisiounen, déi sengerzäit iwwert d'Cour grand-ducale an iwwert d'Reglement geholl gi sinn, fir d'Cour grand-ducale ze reorganiséieren, do hu mir gesot: „Mir empfanne se net als verfassungskonform!" Zum Beispill och eng ganz Rei Moossnamen, déi an der Covidzäit geholl gi sinn, notamment an der Educatiounspolitik, wou mer konstant op dëser Tribün gesot hunn: „Mir fanne se net verfassungskonform, mir mengen, Dir leit do falsch!" Mir sinn iwwerstëmmt ginn doranner. Mir sinn awer net op den Tribunal gaangen, well et eng demokratesch Decisioun war, déi hei geholl ginn ass, a well mer se och esou ugeholl hunn!

Ech fannen dee Wee net gutt, deen d'Regierung hei gaangen ass, an eisen Aen aus innepolitesche Grënn. A wat ironesch bei der Geschicht ass, dat ass, datt och nach déi gréng Ministere d'Klo mat Éisträich gemaach hunn, engem Land, wat den Ausseminister net fäerdeg ginn ass an deene leschte Joren ze kritiséieren, ugefaange mam Här Kurz – mee deen ass jo net méi do –, mee awer och den Här Nehammer déi Zäit, wéi en Inneminister war. Den Här Asselborn huet en als populistesch vernannt an en huet em virgeworf, en hätt Sätz gebraucht, déi him géifen Angscht maachen. Ech fannen et e wéineg ironesch, datt mer da genau mat där Regierung, déi esou vum Här Asselborn attackéiert gëtt, dee Schrëtt op d'Juridictioun, déi europäesch Juridictioun ginn. Mir mengen, dat wär géint d'Lëtzebuerger Interêten.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech hätt dann och gär, an dat ass deen zweete Punkt, datt mer eis op Dossiere konzentréieren, déi fir eis wichteg sinn an Europa: zum Beispill déi Diskussiounen iwwert d'sozial Mindestsockelen, zum Beispill déi Diskussiounen iwwert den Ofbau vun der Bürokratie, zum Beispill déi Diskussiounen iwwert den Opbau vun enger gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik. Et ass an deenen Dossieren, wou mer kënne kredibel sinn, wou mer och sollen an deenen europäeschen Diskussioune Leadership beweisen! Dat war mäin zweete Punkt.

A mäin drëtte Punkt, dat ass, datt mer och am Interêt vu Lëtzebuerg ganz gutt mussen eis Alliéiert sichen a se, wa mer se gesicht hunn a wa mer se fonnt hunn, och iwwert d'Jore fleegen.

Wie sinn eis Alliéiert? Dat sinn zum Beispill Frankräich, d'Belsch an Däitschland, ons Nopeschlänner, dat ass eng Evidenz. Ech mengen, dat mécht d'Regierung, dat mécht de Staatsminister ganz oft, dat musse mer och als CSV soen. Dat mécht den Ausseminister och, heiansdo. Just, wann ech déi Interviewe kucken, déi e mat där neier Aarbechtskolleegin, der Madamm Baerbock, heiansdo an der Zeitung huet, da fannen ech dat jo gutt, datt mer esou Relatiounen opbauen, mee wann ech natierlech den Artikel liesen, froen ech mech heiansdo: Ausser där Kommunikatiounsoffensiv, déi Der do maacht, wat sinn d'Inhalter, déi Der wëllt weiderginn? Mee dat ass awer dann nach eng aner Fro.

Ech fannen et prinzipiell gutt, datt esou bilateral Bezéiungen opgebaut ginn. Dat soll och konsequent ugaange ginn. An et ass och wichteg, datt et am Benelux ugaange gëtt, zum Beispill iwwert d'Accordfiscallen, zum Beispill iwwert d'Gesondheetspolitik, zum Beispill iwwert d'Transportpolitik, wou och an der Aussepolitik eng ganz Rei Schrëtt kéinten, missten, sollte gemaach ginn.

Mee iwwert déi klassesch Länner vun den Nopeschlänner eraus ass et wichteg, sech och nach aner Alliéierter an Europa ze sichen. Déi fir eis evidentst sinn hei an engem Sënn Portugal – jiddweree weess, aus wellechem Grond: well mer och reegelméisseg gutt Relatioune mat hinnen opbauen a well se kënnen e strateegesche Partner a ganz ville Punkte sinn – oder och nach Irland, wat e Land ass, wat duerch seng Finanzplaz ganz oft déi selwecht Froen, déi selwecht Problemer huet wéi mir a wat kann an Diskussiounen, déi an der Europäescher Unioun gefouert ginn, e ganz wäertvollen Alliéierte ginn. Ech erënnere just un déi ESMA-Diskussiounen, déi mer virun e puer Joer hei haten, wou mer frou waren, datt mer esou en Alliéierten haten. Dofir sinn ech och frou, datt elo endlech en Ambassadeur vu Lëtzebuerg an Irland ass, deen amgaang ass, déi Ambassade do opzemaachen. Ech mengen, dat hëlleft eis ganz vill an dat ass eng gutt an eng richteg Decisioun gewiescht.

Déi drëtt Zilgrupp, déi mer hunn an déi mer vläicht manner fleegen, déi, mengen ech, awer fir d'Zukunft gradesou wichteg ass, dat ass déi vun deene Länner am Osten an am Norde vun Europa. Dat ass keng esou Gewunnecht fir eis, fir diplomatesch ganz staark Relatioune mat hinnen ze hunn, well mir heiansdo aner Reflexer hu wéi si a si heiansdo anerer wéi mir. Mee esou Länner wéi Lettland, Litauen, Estland oder och nach Tschechien an d'Slowakei kënnen, wat hir Sujeten ugeet, wat hir Inhalter ugeet, heiansdo ganz wäertvoll Alliéierter fir eis sinn. Just, datt een dat muss diplomatesch extreem fleegen. Dat ass net esou sexy, wéi wa mer an der grousser Weltpolitik kënnen hin- an hierreesen, well dat ass eng Knachenaarbecht, fir déi Relatiounen do oprechtzeerhalen. Mee ech mengen, datt et absolutt wichteg wär fir d'Lëtzebuerger Aussepolitik. Well ech sinn iwwerzeegt, fir datt mer an där multilateraler Welt kënne gutt fonctionéieren, musse mer ganz gutt drop oppassen, datt eis bilateral Relatioune konkreet, prezis an effikass sinn an datt déi noutwendeg Hannergrondaarbecht och doranner gemaach gëtt.

Ech si fest iwwerzeegt, datt mer nëmme kënnen a groussen europäeschen Dossiere weiderkommen, wa mer kloer Positiounen hunn, an notamment, wa mer eis och kloer positionéieren an all deene Froen, déi am Kader vun der Konferenz fir d'Zukunft vun Europa opgeworf gi sinn. Ech wëll hei net meng Meenung iwwert déi Konferenz – wéi se entstanen ass, wéi se sech derouléiert huet, wat hir Effikassitéit war – nach eng Kéier widderhuelen, well mer dat schonn op anere Plaze gemaach hunn. Mee mir hunn elo d'Resultater dovunner. An déi Resultater sinn awer op enger ganzer Rei Punkte kloer an dofir musse mer eis och domadder beschäftegen.

Eng Saach, wou mer direkt domadder d'accord sinn, dat ass, datt mer eng gemeinsam Aussepolitik brauchen. Dat kënnt kloer an däitlech aus deenen Diskussioune vun där Konferenz eraus. Ouni gemeinsam Aussepolitik maache mer eis lächerlech dobaussen. Ech erënnere just un déi verschidde Pilgerfaarten, déi zéng, zwielef Ausseministeren op Moskau gemaach hunn, vu wou se alleguer ouni Resultat zréckkomm sinn a méi oder wéineger schlecht ausgesinn hunn. Mee dat war warscheinlech vu Moskau esou gewënscht. Oder och nach un déi Humiliatioun, déi den Här Borrell huet misse matmaachen, wéi e selwer zu Moskau war a wéi e kaum mat engem A bekuckt gi war. Dat war peinlech an dat däerf Europa net méi virkommen!

Dofir musse mer an enger gemeinsamer Aussepolitik kucken, datt mer déi noutwendeg Moyene kréie fir ze agéieren. An dat geet nëmme mat enger Verfassungsännerung, wou d'Majorité qualifiée festgehale gëtt.

An déi Diskussioune weiderzedreiwen, fir der EU e permanente Sëtz an dem UN-Sécherheetsrot ze ginn, dat ass och e Resultat, wat erauskomm ass aus där Konferenz, wat eis wichteg ass.

Den zweete Punkt, dat ass de Plädoyer fir d'EU-Accord-commerciallen, deen drasteet. Ech weess, datt heibannen allkéiers, wa mer vu kommerziellen Accorde schwätzen, ëmmer grouss Diskussiounen entstinn. Ech froe mech awer heiansdo firwat. Well mir brauchen – an dat hu mer gesinn an der Covidkris, dat hu mer och elo gesinn an der Energiekris – esou kommerziell Accorden, wa méiglech mat Länner, déi eis nostinn, well dat eis Approvisionnementer garantéiert, mee well et eis awer och d'Méiglechkeet gëtt, fir eng ganz Rei Punkten an esou Accorden eranzesetzen, déi an eisem Sënn sinn. Dofir verstinn ech net ëmmer déi Opreegung, déi heibannen ass, wa mer vun Accord-commercialle schwätzen.

Drëttens: Sécherheet garantéieren. Mee Sécherheet garantéieren ass net nëmmen déi militäresch Sécherheet, dat geet och, wa mer déi noutwendeg Schrëtt am Frontex-Dossier ënnerhuelen, wa mer bei Europol

d'Entwécklung ënnerstëtzen, wa mer och déi Diskussioun iwwert d'Unioun vun de Protection-civillen an Europa uginn a wa mer beim Zesummeschaffe vun eise Renseignementsservicer endlech prett sinn, seriö Schrëtt ze maachen.

Selbstverständlech gehéiert dann och de Militärbudget dozou. An ech wëll och soen, datt ech ganz frou sinn a sensibel dofir sinn, datt d'Regierung decidéiert huet, op 1 % eropzegoen. Mir hunn dat scho laang gefrot. Ech fannen dat eng fundamental richteg Diskussioun. Dat Eenzegt, wat mer elo brauchen, dat ass awer nach eng Diskussioun, wéi mer deen 1 % gebrauche respektiv wéi mer dee Budget, dee mer elo kréien, fir wellech Arméi – fir wellech modern Arméi – ausginn a wéi mer d'Arméi wëlle moderniséieren, wat e weesentleche Punkt ass. Déi Diskussioun musse mer nach heibanne féieren.

Dat selwecht gëllt fir de Santésberäich, den Ëmwelt- a Klimapolitikberäich, de sozialen Aspekt respektiv dat kompetitiivt Europa. Ech wëll net op déi Froen ze vill agoen, well mer soss einfach elo d'Zäit fortleeft.

Mir brauchen och, an dat seet déi Diskussioun iwwert d'Zukunft vun Europa ganz kloer, eng gemeinsam Äntwert iwwert d'Migratiounsfroen. An de Migratiounspak, deen um Dësch louch, muss och weider diskutéiert ginn. Den Här Asselborn sot richtegerweis, et géif „lues" domadder weidergoen. Ech soen: Et geet „ze lues" domadder weider! Well mir kommen zu kengen uerdentleche Konklusioune momentan. Déi gemeinsam europäesch Asylpolitik, déi mer absolutt brauchen, déi effektiv Reform vun den Dublin-Prozedure respektiv déi Diskussiounen iwwert d'legal a regulär Migratiounspolitik, déi onbedéngt an Europa musse geféiert ginn, sinn och Domänen, wou eis Positiounen, mengen ech, kloer sinn. Awer mir mussen och kucken, datt mer se dobausse verteidegen.

Mir brauchen och kloer Prioritéiten an institutionelle Froen. Zum Beispill si mer der Meenung, datt d'Pouvoire vum Europaparlament mussen op voll legislativ a budgetär Pouvoiren erausgoe respektiv op Pouvoiren, wou et kann e Contrôle vun der Europäescher Kommissioun maachen.

A wéi sti mer zu deenen transnationale Lëschten, wou d'Europaparlament eng Propositioun eraginn huet, déi nach muss diskutéiert ginn? Och do, mengen ech, misste mir am Parlament eng Kéier eng ganz seriö Diskussioun driwwer féieren, well dat huet Implikatiounen op dat, wat an deenen nächsten – vläicht nach net an deenen nächsten, mee sécherlech an deenen iwwernächsten – Europawale geschitt. An dat huet domat och Implikatiounen, wéi mir am Europaparlament als Land representéiert sinn. Doriwwer brauche mer kloer Positiounen.

Da wollt ech nach e Wuert soen iwwert déi ganz Fro, déi hannert där Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa opkomm ass, dat ass déi vun den Traitésännerungen. An ech hunn do dem Här Asselborn nogelauschtert, deen eng grouss Apprehensioun fir Traitésännerungen ausdréckt – wann ech Iech richteg verstanen hunn.

An ech muss soen, datt ech Iech Recht ginn doranner. Well ech hunn d'Angscht, wa mer eis elo Hals iwwer Kapp an eng Traitésdiskussioun lancéieren – well mir nach alleguer dee Souvenir hu vun deem, wat 2005 geschitt ass –, da si mer fir fënnef oder zéng Joer a gréisseren Diskussioune blockéiert. An dat an enger Zäit, wou mer awer wëssen, datt an Europa fundamental Decisioune musse geholl ginn a wou ee ganz gutt muss oppassen, datt een net mat esou Diskussiounen iwwer seng eegen Inhalter, iwwer säin eegenen Nuebel déi grouss Decisiounen, déi eis Positioun an der Welt festmaachen, derniewentsetzt respektiv net ordentlech diskutéiert kritt!

Dat ass deen éischte Grond. An deen zweete Grond ass, datt ech och eng gréisser Apprehensioun hunn, wann ech gesinn, wéi duerno, wa mer eng Traitésreform gemaach hätten an eis eens wären, wéi déi da misst an eenzelne Länner ëmgesat ginn, wëssend, datt eng Rei Länner elo scho gesot hunn, datt bei gréisseren Traitésännerungen e Referendum an hirem Land géif gemaach ginn. A mir wëssen, wéi dat a verschiddene Länner ka populistesch ausgenotzt ginn. A wann dat derniewentgeet, weess ech net, ob mer net méi falsch gemaach hunn, wéi mer richteg gemaach hunn.

(Interruption)

Dofir soen ech hei ganz kloer, datt mir der Meenung sinn, datt deen Traité, deen elo hei existéiert, net perfekt ass, sécherlech seng Lacunnen huet, mee eis awer géif erlaben, vill méi an der europäescher Politik ze maachen, wéi haut gemaach gëtt. An ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt sech elo hannert der Necessitéit vun enger Traitésännerung verstoppt gëtt, fir net dat ze maachen, wat mer awer scho kéinte maachen, wa mer et da wéilte maachen!

Dofir ass mäin Appell deen: Kommt, mir maachen elo mol dat, notamment an der Aussepolitik oder an der Defensepolitik, wat mer mat dësem Traité kënne maachen! A kommt, mir bremsen eis net selwer! A wann eng Traitésännerung muss gemaach ginn, da just op deene wichtegen, prezise Punkten, déi strikt delimitéiert sinn, fir eis net duerno an eng Situatioun ze beginn, wou mer selwer alleguer net méi erauskommen. Dat wëlle mer jo sécher net.

A mäi leschte Punkt heizou ass dann och déi kloer Positioun zur Rechtsstaatlechkeet, wou mer natierlech d'Regierung dran ënnerstëtzen, wa se seet, datt mer ouni Rechtsstaatlechkeet net weiderkommen an Europa. A woura mer se och ënnerstëtzen, dat ass, datt d'Rechtsstaatlechkeet sécherlech a verschiddenen Domänen eng Conditio sine qua non muss sinn, soudatt mer dofir d'Asetze vun der Artikel-7-Prozedur, da wa se noutwendeg ass, selbstverständlech ënnerstëtzen an och de Konditionalitéitsmechanismus, notamment am Fall Ungarn, fir richteg a fir äusserst wichteg empfannen. Dat ass och en Deel vun der Kredibilitéit an Europa, datt ee sech muss zur Rechtsstaatlechkeet an alle Fäll bekennen.

Och nach ee Punkt – éier ech Europa verloossen – ass deen iwwert d'Adhesiounen an d'Kandidaten, fir an Europa eranzekommen. Mir hu gesinn an deene leschte Joren, datt dat, wat mat de Memberschaftskandidate geschitt ass a wéi mer als Europa mat hinnen ëmgaange sinn, net ëmmer – a mengen Aen – ganz korrekt war. Ech hunn et net ëmmer flott fonnt. Europa versprécht, Leit an d'Unioun eranzehuelen, an dann huet een heiansdo d'Impressioun, datt alles oder villes gemaach gëtt, fir dat esou laang wéi méiglech viru sech hierzeschiben, well een et am Fong awer net esou richteg wëllt.

Am Westbalkan – dat hate mer 2003 versprach – hätte mer vläicht déi Länner och méi solle/missen ënnerstëtzen, fir datt se mat deenen noutwendege Schrëtt, déi natierlech musse gemaach ginn, och weiderkommen. Haut si mer a verschiddene Länner an enger Situatioun, wou se sech zu China, Russland oder zur Tierkei dréinen, well et do heiansdo méi schnell geet. An dat ass extreem schued! Dofir soen ech a bieden ech, datt mer wierklech deen Dialog sollen esou schnell wéi méiglech, esou fest wéi méiglech, esou kredibel wéi méiglech relancéieren.

Wat an Nordmazedonien an Albanie geschitt ass, wou, muss ech awer soen, eng peinlech Temporisatioun fir den Ufank vun den Diskussioune geschitt ass ... Mir wëssen alleguer, vu wat mer schwätzen, an ech wëll elo kengem d'Schold dohinnerwerfen, mee ech muss soen: Dat muss elo weidergoen! An ech war frou, wéi ech den Ausseminister héieren hunn, dee gesot huet, datt mat Hëllef vu Lëtzebuerg déi do Diskussiounen erëm lancéiert wären. Tant mieux! Well dat ass och en Deel vun eiser Kredibilitéit: Wa mer A soen, musse mer och iergendeng Kéier B soen an net dann de Contraire vun A erëm behaapten.

An d'Ukrain a Moldawien, déi hunn elo e Kandidatestatus kritt an d'Adhesioun versprach kritt. Mir wëssen alleguer a si wëssen et och, datt dat net direkt geet, datt do eng ganz Rei Schrëtt musse gemaach ginn, datt dat e ganze Parcours ass, éier ee bis an der Europäescher Unioun ass. Mee ech wëll just hei kloer an däitlech soen: Ech hoffen, datt déi Versprieche, déi deenen zwee Länner elo gemaach gi sinn, keng eidel Versprieche gewiescht sinn! Datt mer och seriö dru schaffen an datt mer net an e puer Joer d'selwecht dostinn wéi am Westbalkan! Well ech soen Iech: Wann dat de Fall ass, kënnt natierlech e risege Frust op an da kann déi Frëndschaft, déi mer mat deene Länner hunn, mat der Ukrain, mat Moldawien, sech och mol an de Contraire changéieren, wa se d'Impressioun hunn, datt mer se net seriö huelen. Also, wa mer et soen, da soen ech, musse mer et och maachen! Och dat ass en Deel vun eiser Kredibilitéit.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | A wa mer gesinn, datt dat mat der Türkei net geet – well dat hu mer jo gesinn an deene leschte Joren, dat hu mer och scho méi wéi eng Kéier hei am Raum ugeschwat –, da solle mer dat och kloer an an aller Däitlechkeet no bausse soen!

Den Här Macron huet am Oktober eng Initiativ geholl, déi mech e wéineg erstaunt huet, well ech warscheinlech net Insider sinn: déi, fir d'Communauté politique européenne zesummenzeruffen de 6. Oktober zu Prag. An ech muss soen, ech hunn et am Fong eng ganz interessant Initiativ fonnt, fir iwwert d'EU eraus 44 europäesch Regierungs- a Staatscheffen zesummenzeruffen, ganz Europa ausser Russland a Belarus, well dat kloer gewisen huet, wou d'Grenze vun Europa haut sinn, well et eis ganz kloer delimitéiert huet a well et och deene Leit d'Gefill vun der Zougehéieregkeet vun de Kandidatelänner an anere ginn huet.

Mir musse just oppassen, datt dat net esou consideréiert gëtt als Ofstellgleis fir Kandidatelänner, déi mer domadder, well mer eng aner Struktur kreéieren, kënnen ausbremsen. Dat ass et sécherlech net. Dat däerf et och net ginn! A wann et dat net ass, da fannen ech, datt et e ganz positiivt Instrument ass, fir an engem Europa, dat e wéineg erweidert ass, seriö Problemer kënnen unzeschwätzen.

Mee Kärstéck vun der Diskussioun ass sécherlech haut d'Ukrain. An do ass eis Positioun och kloer. Ech mengen, ech brauch déi net méi am Detail ze widderhuelen, dat hu mer oft genuch hei gemaach. Mir mussen alles maachen, fir datt den Här Putin net gewënnt. En hält net op, wann en dee Krich hei gewënnt. An et ass e mënscheveruechtende Krich, mat massiv Doudegen, mat Massakeren, mat Vergewaltegungen, mat Bombardementer op d'Zivillpopulatioun, mat Krichstechnik, déi systematesch géint d'Populatioun agesat gëtt, fir se ze terroriséieren, a wou och d'Konsequenze vun enger Hongersnout an Afrika esouguer mat akzeptéiert ginn!

Mir hunn d'Regierung an allem ënnerstëtzt a mir stinn hannendrun. Mir hu se bei Sanktiounen ënnerstëtzt, mir hu se op Sanktioune gedréckt. Mir hu se bei de Waffeliwwerungen ënnerstëtzt. Mir hu se bei dem Accueil vun de Flüchtlingen ënnerstëtzt. Mir hu

se och ënnerstëtzt derbäi, nach méi Sanktiounen ze froen. Mir hu se och kontrolléiert an ënnerstëtzt beim rigouréisen Ëmsetze vun dëse Sanktiounen.

An do just eng kleng Klammer op: Ech si frou, datt d'Lëtzebuerger Regierung déi Sanktiounen ordentlech – oder hoffentlech ordentlech – ëmsetzt. Ech wär just der Meenung, et soll och an anere Länner kontrolléiert ginn, ob d'Ëmsetzung vun de Sanktioune gradesou geschitt, wéi dat hei zu Lëtzebuerg amgaangen ass ëmgesat ze sinn.

Mir stinn also do voll a ganz hannert der Regierung. De Fridden erhalen, dat ass haut, Stäerkt weisen, hëllefen, do, wou onschëlleg Länner ugegraff ginn, net zouloossen, datt an Europa d'Recht vum méi Staarke sech einfach duerchsetzt. Eis europäesch Geschicht huet eis méi wéi eng Kéier gewisen, zu wat dat féiert. Dat féiert just zu nach méi Krich an zu nach méi Leed an Ënnerdréckung.

An ech wëll dat och nach eng Kéier kloer soen: Fir all déi Parteien, déi sech hei an Europa dohinnerstellen a soen: „Mir sinn d'Partei vum Fridden. Mir wëlle sofort verhandelen an de Fridden hierstellen", zu deene soen ech, datt se am Fong genau de Contraire erreechen. Si liwwere fir d'éischt d'Ukrain an duerno aner Länner dem Putin, der Diktatur an der Ënnerdréckung aus, ouni mat der Wimper ze zucken, kalbliddeg a fir mech absolutt zynesch!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Eng Rhetorik, déi seet: „D'Sanktioune bréngen näischt", „Letal Waffe liwwere verlängert de Krich a kascht Liewen", oder „D'Ukrain ass keng richteg Demokratie, et ass e korrupte Regimm an dofir ass et net derwäert, datt ee sech esou derfir asetzt", dat ass eng Rhetorik, déi mënscheveruechtend Ugréffskricher letztendlech justifizéiert, de Putin faktuell a souguer a senger Kommunikatiounsoffensiv ënnerstëtzt, an et ass eng Rhetorik, déi d'Fräiheet, d'Sécherheet an d'Striewe no engem friddleche Liewe vun engem Land, dat sech der Aggressioun erwiert, einfach mat Féiss rennt!

Déi Parteien heibannen, wa se sech virstellen als konservativ Partei – well dat maache se jo –, da soen ech, datt déi aner konservativ Parteien an Europa, wéi déi englesch konservativ Partei oder déi konservativ Partei a Polen, PiS, déi ech net ganz gär hunn, mee déi awer kloer ass an hiren Aussoen, wéi souguer déi italieenesch Partei Fratelli d'Italia, souguer Vox a Spuenien, sech kloer an däitlech géint de Putin, géint déi Invasioun, fir Waffeliwwerungen absolutt kloer an däitlech ausgeschwat hunn an an aller, aller Däitlechkeet genau déi selwecht Positioun hu wéi d'CSV respektiv och d'Regierungsparteien heibannen: wichteg Fuerderung, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen, vigouréis Condamnatioun vu Russland an absolutt all Hëllef der Ukrain ginn!

Déi Eenzeg – an ech soen dat och, well dat mech richteg rose mécht –, déi d'Argumenter, déi Dir heibannen huelt, och nach an der Europäescher Unioun gebrauchen, dat sinn op där enger Säit de Rassemblement National mam Marine Le Pen, den Éric Zemmour, dat ass och nach d'AfD, dat ass och nach d'Aube dorée a Griichenland. Dat sinn déi, déi mat där Argumentatioun fueren, mat där Dir hei fuert. Oder wann ech op déi aner Säit vun dem Extreem kucken – mee do stellen ech Iech net hin –, dat ass d'Extrême gauche mam Här Mélenchon an der France insoumise, dat si Syriza a Podemos.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Sou, ech wëll just soen, et kann een ëmmer behaapten: „Mir si bei de Konservativen", mee wann ech déi Positiounen hei kucken, da stitt Der enzwousch anescht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech wëll dat eng Kéier kloer an däitlech soen.

Mir ënnerstëtzen also d'Regierung, well mer der Meenung sinn, datt een haaptsächlech als klengt Land muss wëssen, wéi et sech ufillt, vum groussen Noper ënnerdréckt ze ginn, iwwerrullt ze ginn, wann ee frou ass, wann ee vun aneren dann Hëllef kritt. An natierlech, wa mir och wëllen, datt déi Friddensdiskussioune stattfannen, wa mer och der Meenung sinn, datt iergendzwousch eng Kéier muss verhandelt ginn, da soe mer awer kloer, datt et net elo an engem Moment ka sinn, wou mer géint d'Ukrain géifen déi Verhandlunge maache respektiv wou d'Ukrain an enger Schwächesituatioun ass, well domat kann ee keng uerdentlech Verhandlunge maachen.

Mir ënnerstëtzen also d'Regierung, mee mir soen awer och, datt heiansdo d'Regierung soll ophale mat verschiddenen naiven Aussoen, déi se mécht. Ech hunn dem Här Asselborn säin Interview vum 10. August 2022 am „Lëtzebuerger Wort" gelies, wou en dorop ugeschwat gëtt, datt den Här Lawrow e puer Deeg virum Iwwerfall an der Crimée dem Här Asselborn frëndschaftlech gesot hätt, datt et awer esou wär, datt d'Integritéit vun der Ukrain ni géif a Fro gestallt ginn. An e puer Deeg méi spéit war et esou. An den Här Asselborn ass gefrot ginn, ob en dann der Meenung wär, datt en ugelu gi wär vum Här Lawrow. An d'Äntwert vum Här Asselborn huet mech jo awer erstaunt: „Nee", sot en, „den Här Lawrow wousst et net." Also, come on! Sérieusement! Ausseministere si vläicht oft am Ausland a wëssen net ëmmer, wat am Land geschitt – Här Asselborn, do sidd Der net deen Eenzegen –, mee sérieusement, ech kann dat do ... Déi Naivitéit kann ech awer net ganz seriö huelen!

Iwwert d'Ukrain eraus musse mer wëssen, datt Russland och nach eng Gefor op anere Plazen ass, net ëmmer wéinst geografesche Conquêten, déi et mécht, mee och op anere Punkten, notamment, well et eis an der Energiefro natierlech ënner Drock wëllt setzen, dat ass absolutt evident. Dofir musse mer eis Energieindependenz drécken, sou schnell wéi méiglech, mat Alternativenergie, mat Waasserstoff, mat Biofuel oder mat Atomenergie – elo nach, an hoffentlech net méi ganz laang, mee elo nach an dësem Moment. Dat schéngt mer absolutt evident ze sinn.

Mee deen anere Kampf, dee geliwwert gëtt, ass och nach e Kampf géint d'Desinformatioun, wou mer och wëssen, datt systematesch agegraff gëtt vun de Russen an eisen Demokatien, fir a sech d'Vertrauen an de System ze huelen, fir Haass a Spaltung ze maachen. Och dat musse mer kloer soen, och dat musse mer als Politiker, als Aussepolitiker, bekämpfen.

A schlussendlech och d'Amëschen an d'demokratesch Systemer an an d'demokratesch Wale selwer. Mir wëssen, wat an Amerika geschitt ass. Mir wëssen och, wat d'Tentativen a Frankräich waren. Dofir wär et wichteg, datt d'Lëtzebuerger Regierung och dat géif thematiséieren, datt se et net nëmme géif thematiséieren, mee och déi noutwendeg Moyene sech ginn, fir sech dogéint ze wieren a fir sécherzestellen, datt mer prett sinn, fir dogéint unzekämpfen. Dat schéngt mer och eng Prioritéit ze sinn.

An da wësse mer och nach, datt Russland op anere strateegesche Felder doheem ass. Am Mëttleren Osten zum Beispill, mat enger direkter Interventioun a Syrien 2015, wou d'Ënnerstëtzung vu Russland et erlaabt huet, datt de Bashar al-Assad iwwerhaapt um Pouvoir bliwwen ass, an him natierlech d'Méiglechkeet ginn huet, zu Tartouse Base-maritimmen ze kréien an eng nei Base aérienne zu Lattaquié opzesetzen. Mir wëssen dat. Mir wëssen, datt mer militäresch dorobber musse virbereet sinn. A mir mussen och wëssen, datt déi Erpressung vun der Türkei a vun Israel, déi domadder ka gemaach ginn, datt Flüchtlingen aus Syrien heiansdo provozéiert gi vu Russland, datt dat eng extreem grouss Gefor ass, net nëmme fir d'Türkei, net nëmme fir Israel, mee fir ganz Europa. An dofir musse mer eis prett dofir maachen.

An dat selwecht gëllt an Afrika, wou mer wëssen, datt déi Truppe vum Wagner d'Fransouse schonn deelweis aus dem Mali erausgedréckt hu respektiv och am Burkina Faso, am Niger present sinn an datt Russland och an Algerie present ass, mat de Militärmanöveren, déi fir d'éischt vu Russland an Algerien zesumme gemaach ginn, och mat Waffeverkeef selbstverständlech. Dofir brauche mer do och eng kohärent Militärstrategie, déi muss iwwerkuckt ginn.

Dat Eenzegt, wat mech berouegt an deem Ganzen, an all deem, wat do geschitt ass, dat ass, datt sech an der Ukrain gewisen huet, datt déi russesch Arméi net déi Arméi ass, déi mer gemengt haten, datt se wär. Si ass schlecht preparéiert, si ass oneffikass a si ass och nach korrupt. Dat Eenzegt, wat hannendrun ass, dat ass, datt se d'Nuklearwaff hunn. An dat musse mer als Gefor extreem seriö huelen. Dofir war ech och frou, datt de chineesesche President zumindest iwwert d'Intervention nucléaire kloer Wierder fonnt huet.

Also als Resümmee a fir de generelle Kader ze soen: Eis Aufgab ass elo, éischtens, der Ukrain ze hëllefen, de Krich ze gewannen an illegal annexéiert Territoiren erëmzekréien, zweetens, Krichsverbriecher virun international Geriichter ze bréngen, drëttens, d'Ukrain erëm opzebauen, véiertens, de Kampf géint Desinformatioun unzegoen, fënneftens, eis energeetesch Independenz hierzestellen, sechstens, der Ukrain ze hëllefen, fir prett ze ginn, fir an enger Rei Joren och Member vun der EU ze ginn – dat ass nach e laange Wee, mee dat muss kommen –, a siwentens, op deenen aneren Theateren, wou Russland present ass, net naiv ze sinn, mee ze probéieren, notamment an Afrika, notamment am Mëttleren Osten, och an deene Länner, wou Russland present ass, an d'Spill ze kommen.

A China si mer an engem Dilemma, dee kloer ass. Mir wëssen op där enger Säit vun deene massive Mënscherechtsverletzungen, ob dat zu Hongkong ass, ob dat géint d'Uiguren ass, ech brauch se net ze beschreiwen. Mir wëssen awer op där anerer Säit och, datt mer ekonomesch net laanscht Russland, net laanscht China an deenen nächste Jore kommen.

An ech muss soen, et kann een also net naiv op där enger Säit an net naiv op där anerer Säit sinn, net, well ee wëllt Business maachen, soen: „Et ass alles gutt, wat a China geschitt." Dat ass et net! An et kann een awer och net soen, well ee gesäit, wéi a China d'Mënscherechter mat Féiss gerannt ginn: „Mir hunn an deenen nächste Jore strictement keng Relatioune méi mat China!" Dat ass och esou, wéi d'Welt momentan leeft, absolutt net méiglech an do muss ee realistesch un déi Saachen drugoen.

Wat ass eng realistesch Haltung fir drunzegoen? Ma dat ass evidenterweis, am Mënscherechtsrot seng Meenung iwwert déi Mënscherechtsverletzungen, déi a China geschéien, kloer an däitlech zum Ausdrock ze bréngen. Dat ass awer och, sech driwwer am Kloren ze sinn, datt ee muss wirtschaftlech Relatioune mat China hunn, mee awer och do eng Rei Grenzen ze setzen. An eng vun de Grenzen huet den Här Asselborn gottseidank richtegerweis ugeschwat, dat ass ze soen: Mir wëlle keng Produkter aus deene Géigenden, wou esou Mënscherechtsverletzunge geschéien, wéi am Xin..., wéi bei den Uiguren!

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo, voilà, Dir hutt mer do gehollef.

Dat ass fir eis natierlech absolutt an total inakzeptabel!

Mee da kënnt awer och hannendrun, datt mer strateegesch mussen oppassen, wéi mer virginn. Mir wëssen, datt China, wann et sech an d'europäesch Ekonomie eramëscht, dat net einfach esou mécht, mee dat mat prezisen Zilsetzunge mécht, datt et Entreprisen opkeeft, net well se ekonomesch interessant sinn, mee well se e strateegeschen Interêt hunn.

Dofir soen ech nach eng Kéier: Mir waren dergéint, fir enger chineesescher Gesellschaft Enovos zu 25 % ze verkafen. A mir hoffen, datt endlech deen Text kënnt! Ech hunn eng Proposition de loi gemaach an d'Regierung huet och en aneren Text ofginn, wou mer mat der Filterung vun den Investissementer aus drëtte Länner dann der Regierung Méiglechkeete ginn, fir déi ze blockéieren. Déi ass absolutt wichteg!

Wann ech kucken, wat haut nach geschitt ass, wou an Däitschland de Wirtschaftsminister – deen dat gutt gemaach huet, muss ech soen – souwuel ERS electronic wéi Elmos haut gestoppt huet a gesot huet: „Nee, d'Chineese kommen net an déi Betriber eran, well et strateegesch e Feeler wär, se eranzeloossen!", dat fannen ech eng couragéiert an eng richteg politesch Haltung. An ech verstinn net, soen ech als Klammer hannendrun, déi Decisiounen, déi zu Hamburg am Hafe geholl gi sinn, déi géint sechs Ministeren, déi géint och d'Sécherheetsservicer vun Däitschland respektiv géint d'EU-Decisiounen oder -Opinioune geholl gi sinn.

Wat d'Handelsofkommes mat China ugeet, ass et op Äis geluecht ginn. Mat Recht ass et op Äis geluecht ginn, well China sengerzäit eng ganz Rei Europadeputéiert sanctionéiert huet.

Mee ech soen awer och hannendrun: Vum Prinzipp hier ass och mat China en Handelsaccord ze consideréieren. Well ech menge wierklech, datt mir méi drun ze gewannen hunn, wéi mer drun ze verléieren hunn, wa mer kënne villes méi fair gestalten, wa mer méi Kontrolle kënnen aféieren a wa mer méi Ouverturë kënne maachen. All eis Diskussiounen, déi mer mat China féieren, mussen ëmmer a konstant als Prinzipp hunn, datt mer Reciprocitéit froen: Wann d'Chineesen eppes hei kréien, musse mir et och dohanne kréien. Dat muss de grousse Prinzipp vu sämtlechen Negociatioune sinn.

An de Prinzipp muss et och sinn, datt mer eis als Lëtzebuerg gemeinsam an eng China-EU-Politik aschreiwen. Dat kléngt elo einfach, just datt Lëtzebuerg et net gemaach huet virun zwee, dräi Joer, well mer als Land individuell en Accord ënnerschriwwen hunn, d'„Belt and Road Initiative", wou mer am Fong inhaltlech näischt kritt hunn, guer näischt kritt hunn! Et steet och net ganz vill dran an deem Accord, well et just e politeschen Accord ass, dee China erlaabt, ee Land méi op seng Lëscht vu Länner ze schreiwen, mat deenen et gutt Relatiounen huet, a wat d'EU a sech net wollt. Ech fannen et eng falsch Decisioun! Mir hunn dat déizäit ganz kloer gesot a mir soen et haut och nach an aller Däitlechkeet.

An de sechste Punkt ass, datt mer all déi Inititiative mussen op EU-Säit ënnerstëtzen, déi doranner bestinn, datt mer europäesch Champione méiglech maachen, well soss hu mer géint amerikanesch respektiv géint chineesesch Betriber an Zukunft keng Chance méi.

An da soen ech och nach, datt mer an de Relatiounen, déi mer an der Chamber hu mat anere Länner, heiansdo mussen ophalen. Ech war erstaunt virun enger Rei Méint, wéi ech héieren hunn, datt de Chamberspresident virun enger Zäit eng Videokonferenz mam President vun der chineesescher Chamber hat, ouni datt mer als Chamberskommissioun informéiert gi sinn driwwer, a wou ech mech gefrot hunn: Wat fir eng Zilsetzung huet dann déi Diskussioun? Wat fir eng Messagë gi mir? Wat fir eng Konklusioune ginn dann do gezunn? Dat war just zu enger Zäit, wéi zwee Lëtzebuerger Europadeputéierter vun de Chineese sanctionéiert gi sinn. Do féiere mir esou eng Diskussioun als Lëtzebuerger Chamber! Firwat? A mat wat fir engen Ziler? Ech wëll déi Fro awer hei eng Kéier gestallt hunn, well se fir mech extreem sensibel ass.

An ech kommen duerno nach eng Kéier ganz kuerz op d'parlamentaresch Diplomatie zréck, déi fir mech net onwichteg ass.

E puer Wierder iwwert d'USA, wou ech virdru scho gesot hunn, datt mer zwou Zäsuren haten, déi vum Isolationismus vum Trump an déi vum Här Biden, dee sech awer méi konzentréiert op déi Gebidder, wou den direkten Interêt vun de Vereenegte Staaten um Spill steet. Mee fir mech ass et nach wie vor kloer, datt eng transatlantesch Relatioun fir eis weesentlech ass – absolutt weesentlech ass! –, datt mer just musse kucken, wéi mer se uginn. Mir si kee Vasall vun de Vereenegte Staaten. Mir hänken net vun de Vereenegte Staaten of. Mir wëllen en Alliéierte vun de Vereenegte Staate sinn, well mer mengen, datt mer eng ganz Rei Saache kënnen zesumme maachen, a well mer mengen, datt mer besser hunn, eng Sécherheetsstrategie mat den Amerikaner zesummen ze maachen.

Mir brauchen also an eisen Aen d'USA méi als Alliéierten, fir Sécherheet an Europa hierzestellen, wëssend awer, datt d'Sécherheet an Europa net d'amerikanesch Prioritéit an dësem Moment ass, mee datt si éischter drop fokusséiert sinn, Sécherheet am Indopazifik hierzestellen an hirem Suprematiekampf mat China, an datt net ëmmer Europa hir Prioritéit ass.

Mee dat heescht awer och, datt hir Prioritéit och net de Mëttleren Osten ass, Nordafrika an Afrika ass respektiv d'Türkei ass. An dofir ergëtt sech fir mech d'Konklusioun dorauser, datt mir verantwortlech sinn als Europäer fir eis eege Sécherheet, fir Sécherheetsfroe ronderëm Europa, fir Flüchtlingsfroe ronderëm dës Konflikter a fir de Liewensstil an d'Verteidegung vun eise Wäerter. Dat kënne mer u keen aneren delegéieren, déi Verantwortung musse mer scho selwer iwwerhuelen.

Mir brauchen och nach d'USA, net nëmmen an der NATO, net nëmme fir d'Verteidegung, mee sécherlech och nach a kommerzielle Froen, fir gemeinsam Reegelen opzestellen, fir den Accord vu Paräis anzehale respektiv fir Mënscherechter a Covidfroen an de Multilateralismus weltwäit. Ouni d'USA geschitt do net ganz vill. Dat musse mer wëssen! Mir si keen Unhängsel. Mir sinn onofhängeg a mir mussen eis d'Moyenen zu där Autonomie ginn.

An dat selwecht gëllt fir déi Länner, déi net an der Europäescher Unioun sinn oder wäit vun eis ewech sinn an déi awer wichteg sinn an deem ganze Concert vun demokratesche Länner, wéi zum Beispill Australien, wéi zum Beispill Kanada oder wéi zum Beispill, méi no bei eis, de United Kingdom oder Norwegen.

E puer Wuert och nach iwwert den Noen Osten. Dat ass ëmmer eng Fro, wou mer net op där selwechter Linn leien, Här Asselborn. Mee den Här Asselborn huet gëschter gesot, datt déi Zweestaateléisung, quitte datt se schwéier ze erreechen ass, awer nach ëmmer d'Zil ass. Ech sinn och absolutt domadder d'accord. Ech deelen d'ailleurs och seng Meenung, datt et momentan e schwierege Wee dohinner ass, deen all Dag méi schwiereg gëtt. Bis dohinner si mer eis eens.

Mee wat ech net mat him deelen, wat mir net mat him deelen, dat ass dat, wat mir als eng absolutt eesäiteg Analys gesinn, fir d'Schold dorunner just op Israel ze drécken. Dat ass an eisen Ae sécher falsch, well dat berücksichtegt net déi Honnerte Rakéiten, déi op Israel heiansdo eriwwergeschoss ginn. Dat ass fir eis eng eesäiteg Approche, gëtt der Realitéit net gerecht, verhëlleft och an eisen Aen net zu enger Léisung. Well wann een eng Léisung an engem Konflikt wëll fannen, da muss een ëmmer mat deenen zwou Säite schwätzen. A wann een eng eesäiteg Haltung anhëlt, an dat ass déi vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, dann hëlt ee sech selwer aus dem diplomatesche Spill eraus an et gëtt een net méi seriö geholl an et kann een net méi an enger Diskussioun domat weiderfueren.

Ech maachen dat un e puer Beispiller ganz kloer fest. Dat éischt Beispill, dat ass d'Reaktioun vum Lëtzebuerger Ausseminister op déi sougenannt Abraham-Accorden, wéi se ënnerschriwwe gi sinn. Am Ufank ass do eng ganz grouss Retizenz ausgeschwat ginn, well déi Accorden tëschent Israel an aneren arabesche Länner ouni prealabel d'Palästina-Fro ze léise geschitt sinn. An dann ass meng Fro: Ass dat wierklech Lëtzebuerger Aussepolitik? Ass dat wierklech d'Lëtzebuerger Aussepolitik, fir ze soen, wann Israel Ofkommesse mat anere Länner mécht aus dem Moyen-Orient, datt dat net e positive Punkt wär? Mat där Ausso hu mer eis am Fong op déi selwecht Linn gesat wéi d'Türkei, wéi den Iran a wéi Russland. All déi aner Länner, och EU-Länner, hunn dat ganz positiv opgeholl!

A wann een haut kuckt, wat aus deenen Accorde ginn ass, da gesäit een, datt se wuel fonctionéieren, souwuel beim Tourismus wéi bei der industrieller Zesummenaarbecht.

Dat selwecht Onverständnis ass dann zum Ausdrock komm, wéi elo den 3. Oktober no zéng Joer endlech erëm e Conseil d'association zwëschent der EU an Israel zesummekomm ass. Ech hunn dat eng positiv Saach fonnt, datt erëm uerdentlech mateneen diskutéiert gëtt. Ech hunn awer héieren … oder mengen Informatiounen no gëtt dat vun eiser Aussepolitik respektiv vun eisem Ausseminister net esou ënnerstëtzt, wéi et sollt ënnerstëtzt ginn.

An da mäi lescht Beispill, dat si verschidden UN-Resolutiounen, wou ech och en Onverständnis muss ausdrécke bei Votten an der UN, wou mer jo am Mënscherechtsrot sëtzen, zum Beispill bei deem Vott, wou mer Israel condamnéiere wéinst Verstéiss géint d'Fraerechter – an dat mat Saudiarabien, dem Jemen, Pakistan an dem Iran –, do stëmme mir eng Motioun (veuillez lire: eng Resolutioun), fir Israel wéinst Verstéiss géint d'Fraerechter ze condamnéieren!

(Interruption)

Do muss ech awer soen: Wat soll dat? Wat soll dat? Ass dat wierklech seriö gemengt? Fir mech, fir eis ass dat total onverständlech! A wann Dir sot, Här Asselborn, datt d'EU hei muss an där doter Politik aus engem Mond schwätzen, da fannen ech dat absolutt richteg. Mee wann een esou eng Positioun vertrëtt, wéi Dir se elo vertrueden hutt, ass et natierlech schwéier fir déi aner EU-Länner, mat Iech d'accord ze sinn!

Niewent de Froe vun Israel a Palästina gëtt et och nach eng ganz Rei aner Punkten an dem Moyen-Orient, déi wichteg sinn. Am Libanon ass extreem dramatesch, wat an deene leschte Joren, an deene leschte Méint do geschitt ass: d'Explosiounen am Hafen … De facto hu mer kee Staat méi, dee

fonctionéiert, et ass e „failed state“ momentan an Israel (veuillez lire: am Libanon), wann ech dat vu Wäitem kucken.

(Interruption)

Säit e puer Deeg hu mer d'ailleurs och kee President méi, well dem Michel Aoun säi Mandat ofgelaf ass. Dat gesäit een, datt visiblement an enger Rei Gebidder am Libanon d'Hisbollah iwwerholl huet an hire Pouvoir do exercéiert. An déi gëtt selbstverständlech vum Iran finanzéiert, wat en absolutten Onstabilitéitsfacteur ass. Dofir fannen ech et dramatesch! An d'Fro ass: Wéini hëllefe mer deem Land, wat am Fong gewinnt en europanot Land war, wat amgaang ass ënnerzegoen a wat dem Iran ausgeliwwert ass?

A Syrien ass de Bashar-al-Assad-Regimm mat russescher Ënnerstëtzung um Liewe gehale ginn. Wann een awer kuckt, wat do amgaang ass, och ze geschéien, mat organiséiert vu Russland, wou iwwert déi Flüchtlingswaff, déi kalbliddeg ausgenotzt gëtt, Griicheland ënner Drock gesat gëtt, Zypern ënner Drock gesat gëtt, wou Flüchtlingen och duerno weider an Europa kommen, da misst hei konsequent Pressioun gemaach ginn, fir Griicheland an Zypern ze hëllefen, déi absolutt exposéiert sinn!

A wann ech dann iwwert den Iran nach e puer Wuert soen: Et ass natierlech den Iran de groussen Onrouherd an der Géigend, wou d'Mënscherechter – an dat hu mer an deene leschte Wochen an aller Däitlechkeet gesinn – absolutt net respektéiert ginn a wou d'Populatioun amgaang ass ze revoltéieren. Mir hunn eng Motioun doriwwer, déi ech erabruecht hunn, hei an der Chamber virun e puer Woche gestëmmt. Mee maache mer eis keng Illusiounen: Et ass en totalitäre Regimm, deen all Oppositioun ouni Rücksicht wäert nidderknëppelen, sou wäit en et an esou laang en et fäerdegbréngt!

A wann d'Europäer momentan net esou vigouréis äntweren, wéi ech gemengt hätt, datt misst geäntwert ginn, dann ass et warscheinlech, well nach ëmmer d'Hoffnung besteet, datt den Nukleartraité, dee jo awer wichteg ass, zu engem gudden Enn gefouert gëtt. Mee ech woen awer dorunner och absolutt ze zweifelen an ech wëll do och virun all Naivitéit warnen!

Mir hätten hei normalerweis eng Motioun erabruecht. Ech hunn awer ..., well ech mam Här Cruchten geschwat hunn, deen den Noriedner elo ass, a weess, datt hien och eng Motioun erabréngt an deem Sënn, hu mer gemengt, et wär besser, ech géif déi mat ënnerschreiwen an da kéinte mer als Parlament eng gemeinsam maachen, quitte datt eis e wéineg méi vigouréis a méi hefteg war. Mee mir si jo och an der Oppositioun an Dir an der Majoritéit, da gehéiert dat warscheinlech derzou; mee de Sënn an d'Zil si jo awer déi selwecht gewiescht.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | De Mëttleren Osten ass also komplizéiert an et muss ee kucken, datt een Alliéierter fënnt, notamment wann ee kuckt, wat d'Roll vum Iran ass. An do kënnen aner sunnitesch Länner, och wa se engem net onbedéngt gefalen, respektiv Israel awer Alliéierter sinn, zumindest an där doter Problematik. De Mëttleren Osten ass komplizéiert, mee loosse mer eis näischt virmaachen: Et steet och hei direkt eis Sécherheet um Spill an dofir muss en eng absolutt Prioritéit hunn!

Iwwer Afrika wollt ech am Fong just ganz kuerz soen, datt mer do vill Kooperatiounspolitik maachen, déi mer och total hei ënnerstëtzen, mee datt mer och mussen an eiser Aussepolitik eis Efforten esou ëmwandelen, datt mer net nëmme Kooperatiounspolitik maachen, mee datt mer och ekonomesch Partner a strateegesch Alliéierter an deene Länner sichen a fannen.

Mir gesinn, wat aner Länner, wéi zum Beispill d'Türkei, wéi zum Beispill Russland, wéi zum Beispill China, fir en Asaz an Afrika hunn, ouni déi mënschlech Gedanken, déi mir ëmmer mat erabréngen, ouni déi Kooperatiounshëllef, déi a sech virun all Interêt vun eisem eegene Land geet, mee déi mat reellen – souwuel strateegeschen, militäreschen, wéi och ekonomeschen – Interêten a mat enger grousser Effikassitéit do eraginn. Däers musse mer eis bewosst sinn.

Dofir mengen ech, musse mer iwwer eis Kooperatiounspolitik erausgoen, kucken, datt mer déi weiderféieren, mee awer och wirtschaftlech a strateegesch Partnerschafte mat de Länner an Afrika méi systematesch schléissen a méi systematesch uginn.

Dann nach ee Wuert zu deene Konflikter, déi, well esou vill Konflikter elo an der Welt waren, awer heiansdo vergiess ginn. Dat sinn déi Konflikter, déi mer ënner anerem – mat enger anerer Natur – mat der Türkei haten, wou ech soen, datt d'Zilsetzung vun eiser Aussepolitik muss sinn, datt mer absolutt Zypern ënnerstëtzen, déi scho Schwieregkeete genuch hu mat där Trennung, déi se mëtten am Land hunn a wou se och Refugiéë vun den Türken iwwert déi „Green Line“, déi an hirem Land entstanen ass, eriwwergesat kréien a wou och Buerungen an hire Gewässer gemaach ginn. Respektiv muss och d'Zilsetzung sinn, datt mer eng voll an total Ënnerstëtzung Griicheland ginn, dat déi selwecht Problemer huet mat sengen Inselen a mat de Buerungen, déi op sengem Territoire gemaach ginn. Do däerf an Europa keen Zweifel opkommen, bei wiem mer stinn!

An deen anere Konflikt, dat ass dee vun Armenien am Nagorny-Karabach, deen nach ëmmer weidergeet, och wann en elo aus der Aktualitéit verschwonnen ass, wou d'Russe soi-disant de Krich gestoppt hunn, awer elo nach am Gebitt present sinn. Mee dat mécht eis Relatioune mat Armenien net ëmmer méi einfach.

Mee hei gesinn ech awer, datt et e Vollek ass, wat fir seng Fräiheet kämpft, wat vum staarken Noper iwwerrullt gëtt, wat vun anere Länner net onbedéngt ëmmer vill Hëllef kritt a wou de Westen och nach amgaang ass, mam Aserbaidjan ze verhandelen, fir seng Energieproblemer ze léisen, wat d'Situatioun jo net méi einfach mécht.

Mee ech mengen, an der Aussepolitik muss an eisen Aussoen zumindest ganz kloer sinn, op wat fir enger Säit mer stinn, an dat ass déi Säit vum Aserbaidjan, well déi Aggressioun geet ...

(Brouhaha et interruption par M. Fernand Kartheiser)

Pardon! Merci. Dat ass déi Säit vun Armenien – honnertprozenteg an total! Ech kommen an deem Konflikt och schonn duerjerneen. Dat ass déi Säit vun Armenien. An dofir sinn ech der Meenung, datt d'Regierung déi soll total ënnerstëtzen, bilateral an och op EU-Säit, an datt mer och kucke sollen, well mer vun der Chamber dohinner invitéiert sinn, och aus symbolesche Grënn déi Rees an Armenien, déi mer solle maachen, unzehuelen, fir och ze weisen, op wat fir enger Säit mer stinn. An do ka keen Zweifel entstoen: Dat muss an dat kann nëmmen déi armeenesch sinn!

Ech sinn e groussen Unhänger vun der parlamentarescher Demokratie. An dofir, dat ass a sech da fir déi nächst Legislaturperiod, do mengen ech, datt mer eis als Parteien all zesumme missten eng Kéier dohisetzen a kucken, wéi mer d'parlamentaresch Demokratie – egal wien an der Regierung ass a wien an der Oppositioun ass – kënnen anescht organiséieren. Well mir kënnen als Parlamentarier heiansdo eng Diplomatie maachen, déi d'Regierung net ka maachen an déi eng ganz staark Symbolkraaft huet, well si d'ganz Populatioun kann ëmfaassen – well och d'Oppositioun kann derbäi sinn – a well ee kann iwwerzeegend Messagë weiderbréngen, déi d'Regierung net ëmmer ka maachen. An ech fannen, datt mer dat als Lëtzebuerger Parlament weesentlech méi systematesch kéinte maachen.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt d'Welt méi gefäierlech ass, net nëmmen an der Ukrain, mee och am Mëttleren Osten, am Indopazifik, an Afrika, a Pakistan oder an Indien. Si ass och méi polariséiert. Den Theater vun den Operatiounen, déi eis eppes uginn, ass momentan weltwäit an dofir muss Europa suerge fir seng Verteidegung, fir seng Plaz a seng Wäerter, fir seng Wirtschaft a säi Wuelstand.

An dofir brauch Europa, brauch och Lëtzebuerg e klore Kompass an der Aussepolitik. Europa huet sech ee ginn, dat ass en theoreetesche bis elo. An der Realitéit mussen d'Länner sech och un dee Kompass, deen d'EU sech elo ginn huet, halen, a sech och konsequent drun halen. An ech hoffen, datt mer net dauernd wäerten elo vun deene 27 Länner Kriticken un deem Kompass kréien, datt déi eng heimadder net d'accord sinn, datt déi aner domadder net d'accord sinn, mee datt en och kann, ouni datt verschidde Länner hir Schlaumeierei erëm spille loossen, an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Lëtzebuerg huet sech nach keng esou eng Strategie ginn. Den Ausseminister wollt dat net, aus welleche Grënn och ëmmer. Ech sinn der Meenung, datt dofir eis Aussepolitik ganz massiv u Konsequenz verluer huet, well mer ganz oft just dann e Sammelsurium vu gutt gemengten Initiativen op de Wee bréngen, well mer vill Optrëtter an allméigleche Medie maachen, wou een awer net ëmmer gesäit, wat fir eng Linn dran ass, a well mer ganz oft just moraliséierend Lektiounen ausdeelen, wou aner Länner béis Fangere gemaach kréien, wat d'Problemer awer kaum léist.

Fir d'CSV geet et duer domadder. Mir brauche Kohärenz an der Aussepolitik. Mir brauchen eng Aussepolitik, déi d'Interête vum Land als éischt Zil huet. Mir brauchen eng Aussepolitik, déi net d'Kämpf vu gëschter bestreit, mee déi der Welt, den Erausfuerderungen an der Realitéit vun haut ugepasst ass. Oder, fir et einfach ze maachen: Mir brauchen eng Aussepolitik, déi dësen Numm verdéngt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Wiseler. Vu dass et eng ganz wichteg Diskussioun ass, déi mer de Mëtteg féieren, hunn ech och Fangerspëtzegefill bei der Riedezäit gelte gelooss.

An, wann Der mer erlaabt, just e Wuert zum Plädoyer fir d'parlamentaresch Diplomatie, wou ech ganz op der Säit si vum Här Wiseler a wou ech just wëll drop hiweisen, dass mer an deene leschte Joren enorm, enorm Efforten op deem dote Gebitt gemaach hunn, liicht ënnerbrach vun der Covidkris. Mee Dir kënnt Iech erënneren, dass mer bei deene puer leschte Rendez-vousen, déi mer haten, um Rand vun deem engen oder deem aneren Incident diplomatique waren, doduerch dass mer keng Langue de bois gebraucht hunn, mee Kloertext geschwat hunn. A ganz richteg, mir kënnen eis dat als Parlamentarier heiansdo erlaben.

Merci.

An da ginn ech direkt d'Wuert weider un de Gusty Graas, deen och prett ass.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Mënschheet ass gewinnt, mat Krisen ze kämpfen. Et vergeet kee Joer, wou mer an dësen Debatten net mussen iwwer Krise schwätzen a wou dës Debatt net och vun där enger oder anerer gréisserer Kris ganz kloer dominéiert gëtt. An deene leschten zwee Joer war dat de Covid, deen eis an Otem gehalen huet. Och wann dës Pandemie net ganz verschwonnen ass, sou ass awer nieft dem Klimawandel leider eng nei Kris opgetaucht zënter dem 24. Februar, déi eis ganz staark beonrouegt.

Mam Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain ass d'Welt ouni Zweifel eng aner ginn. Dat wat mir an Europa u sech net méi fir méiglech gehalen haten, ass erëm agetrueden, dat heescht, e Krich op europäeschem Buedem, e Krich, deen och e planetarescht Ausmooss krut entre-temps. Den Här Putin huet ouni Zweifel hei säi richtegt Gesiicht gewisen. Et ass kee sympathescht Gesiicht!

Une voix | Nee!

M. Gusty Graas (DP) | Et ass e Gesiicht, dat näischt Guddes verheescht. Haut wësse mer, datt den Här Putin e ganz geféierleche Personnage ass, deen zu villem fäeg ass. Haut regrettéiere mer och, datt mer 2014, wéi schonn déi illegal Annexioun vun der Krim iwwert d'Bün gaangen ass, déi net méi staark sanktionéiert hunn. Dat war ouni Zweifel e Feeler. An dofir musse mir, all d'demokratesch Länner, an där gëtt et jo glécklecherweis nach genuch, méi haart a méi determinant vis-à-vis vum Regimm a Russland virgoen. D'Verhältnis zu Russland wäert warscheinlech fir déi nächst Joren, ech woe bal ze soen, Joerzéngten, méi wéi gestéiert sinn.

1802 huet den däitschen Dichter a Philosoph Johann Gottfried Herder iwwer Russland geschriwwen: „Siehe die Weltkarte an: Wohin gehört Russland? Zu Europa oder zu Asien? Zu beiden. Dem größten Erdstrich nach zwar zu Asien; sein Herz aber liegt in Europa."

Ech mengen awer, zënter dem 24. Februar stëmmt dat elo net méi esou. Russland huet säin Häerz fir Europa verluer. An et wäert ganz laang daueren, bis datt erëm europäescht Blutt duerch d'russescht Häerz fléisst. Esou e Staat wéi Russland brauche mir och net an Europa.

Glécklecherweis mierke mer awer och an deene leschte Wochen, datt d'russesch Arméi dach och eng Rei Schwäche weist. D'Opgi vun der strateegesch wichteger Stad Lyman an d'Nidderlag am nordukrainesche Gebitt Charkiw si gutt Beispiller. D'Annexioun no engem Schäireferendum vun de véier ukrainesche Gebidder Cherson, Donezk, Luhansk a Saporischschja war eng gelongen Zirkusnummer, muss ee soen, déi och fir ganz vill Gelächter dobaussen – an zu Recht! – gesuergt huet.

An datt déi russesch Arméi u sech elo méi schwaach ausgesäit, dat ass virun allem doduerch ze erklären, datt d'ukrainesch Arméi massiv ënnerstëtzt gëtt, dat natierlech an éischter Linn virun allem vun den USA. Mee déi Solidaritéit, déi een um Niveau vun der NATO bis elo gesinn huet respektiv och um Niveau vun der Europäescher Unioun, ass ouni Zweifel och remarkabel. Och mir Lëtzebuerg hunn en Deel derzou bäigedroen. Bis elo hu mer ronn 72 Milliounen a militäresch Material investéiert, fir eise Frënn, kann ee scho soen, aus der Ukrain ze hëllefen.

De Wanter, dee jo elo zumindest dem Kalenner no virun der Dier steet, wäert awer och gären entscheedend ginn. An dowéinst riskéieren och d'Reegele vum Krich ze änneren. Dowéinst ass et och wichteg, datt mer deem Rechnung droen. Dofir musse mer och elo versichen, d'ukrainesch Arméi mat adaptéiertem Material nach méi ze ënnerstëtzen. Ech denken zum Beispill u Parkaen, ech denken u Polarhändschen. Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill 1941 – d'Operatioun Barbarossa – déi Däitsch, d'Wehrmacht de Krich praktesch do verluer hunn, eeben och duerch déi klimatesch Verhältnisser. Duerfir däerfe mer dat net ënnerschätzen.

Wichteg ass och, datt déi ukrainesch Zaldote forméiert ginn, datt se ausgebilt ginn. Et ass evident, datt d'ukrainesch Arméi sech net onbedéngt mat deem modernste Krichsmaterial auskennt. An duerfir begréisse mir och als Demokratesch Partei, datt am Moment eng ronn 15.000 Zaldoten ausgebilt gi vun Däitschland a vu Polen, dat an hirem Trainingscamp Nowa Deba. Dës Missioun, déi heescht jo EUMAM Ukraine an déi gëtt och duerch europäesch Fonge finanzéiert. Dat wäert e Kreditt sinn zwëschent ronn 50 a 60 Milliounen. An zënter Juni huet och Groussbritannie schonn änlech Formatioune gemaach mat der Hëllef vun europäeschen Arméien, sief dat vu Schweden, Holland oder Dänemark. Et ass also wichteg, datt déi Formatioun och an Zukunft nach méi koordinéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP kann d'Sanktiounspolitik vis-à-vis vu Russland nëmme guttheeschen. An all déi, all déi, déi mengen – an et sëtzen der leider och heibannen –, déi Sanktioune géifen näischt bewierken, déi ieren, déi iere wierklech! Déi mengen, mir sollten eis op de Putin zoubeweegen, déi maachen e schwéiere Feeler!

A muss een dann hei nach eng Kéier drun erënneren, un d'Konferenz vun 1938, wou e gewëssenen Här Hitler, ënnerstëtzt vun engem gewëssenen Här Mussolini, den Här Daladier an den Här Chamberlain invitéiert hat a wou déi zwee Hären heemkomm sinn an der Meenung, de Fridde wier gerett? D'Konsequenze kenne mer, op déi brauche mer net zréckzekommen. Dowéinst muss ee wierklech do virdru warnen, och vis-à-vis vun engem Här Putin! An ech trauen deem dat wierklech zou, datt en änlech géif reagéieren. Hu mer da wierklech näischt aus der Geschicht geléiert?

(Interruption)

Et ass kloer, déi Sanktiounen, déi di wéi, déi dinn och eis wéi. Mee da muss een awer déi kruzial Fro stellen: Wat soll priméieren? Eisen Egoismus oder de Fridden, de Fridden op der Welt? An ech wëll déi Fro wierklech deene Leit stellen an nach eng Kéier soen – et gëtt jo virun allem eng Partei heibannen, déi op engem anere Pad sech do beweegt –, da solle se och déi Fro beäntweren, ob se bereet sinn ze akzeptéieren, datt mir hei, wa mer géifen déi dote Schinn fueren, dem Putin géifen an d'Hänn spillen. Et ass jo just dorobber, wou den Här Putin waart! E waart jo nëmmen drop, datt déi Solidaritéit um europäesche Plang ufänkt ze zerbréckelen. Dat ass jo seng grouss Hoffnung.

A just dat wëlle mir jiddefalls emol als Demokratesch Partei guer net! An dowéinst gëtt et nëmmen ee Wee, fir dëse Konflikt fréier oder spéider – hoffentlech éischter fréier – geléist ze kréien, dat ass, déi Sanktiounen nach ze verstäerken, ganz, ganz kloer!

An ech fannen et schonn onverantwortlech, wa verschidde Leit, och aus elektorale Grënn virun allem, elo versichen, d'Leit e bëssen opzestëppelen, och hei zu Lëtzebuerg, géint dës Sanktiounen, fir de Leit dann d'Gefill ze ginn, datt déi Sanktioune hinne géifen eppes u Liewensqualitéit huelen. Dat ass e kuerzfristegt Denken. Dat ass e falscht Denken! E ass en elektoraalt Denken. A genau dat däerf een zu dësem Zäitpunkt op kee Fall maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An d'Regierung ass sech däers jo och bewosst. Firwat hu mer an deene leschte Wochen a Méint déi vill Decisioune geholl? Fir de Leit eeben dobaussen ze hëllefen, fir déi néideg Kompensatiounen och zréckzebehale fir eeben de Verloscht, deen de Leit heiheem an dobaussen entsteet. Awer nach eng Kéier, mir mussen un där Politik do ouni Zweifel festhalen.

Mir begréissen duerfir och als DP deen aachte Sanktiounspak, dee jo ënner anerem Präisdeckele fir Ulegimporter aus Russland oder weider Importbeschränkungen an Héicht vu 7 Milliarden Euro virgesäit. Ab dem 5. Dezember däerf jo dann och kee russesche Pëtrol méi an d'EU agefouert ginn. An d'EU soll all, all méiglech Pisten ausnotzen, wéi een der russescher Ekonomie, an ech soen dat elo mol ganz brutal hei, nach méi wéi kann dinn!

D'russesch Ekonomie muss esou wäit kommen, datt se muss un e Beootmungsapparat gehaange ginn, datt wierklech do bekannt gëtt, datt do wierklech awer d'Situatioun opkënnt an och d'Vollek mierkt, datt dee Krich hei irresponsabel ass an datt déi Autoritéiten aus deem Land de Moment amgaang sinn, e falsche Wee ze fueren, an datt si och hirem Vollek an dem Land wéidinn. Dowéinst musse mer, wéi gesot, op där Schinn ouni Zweifel weidergoen. An datt déi Sanktiounen och schonn hir Friichten droen, dat gesäit ee jo un enger Rei vu Beispiller. Ech denken un d'Aviatioun, zum Beispill. Ech denke speziell u cheemesch Grondstoffer, déi elo net méi kënnen a Russland geliwwert ginn. De russeschen Inflatiounstaux ass de Moment schonn op iwwer 13 % ugewuess, an dat seet jo genuch.

An ech mengen, den Här Ausseminister huet gëschter a senger ganz interessanter Ried ënner anerem gesot – an dat kann een nëmmen ënnersträichen –: „Et geet hei net drëms, déi russesch Bevëlkerung ze strofen, mee déi, déi fir de Krich responsabel sinn", an domadder ass alles gesot an et ass grad déi Positioun, déi ee muss anhuelen.

Natierlech, déi bescht Sanktiounen notzen näischt, wann net déi néideg effikass Kontrolle gemaach ginn. An och mat der Deelmobillmaachung vum Här Putin huet Russland ouni Zweifel e weidere Schrëtt a Richtung Eskalatioun gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der ganzer Diskussioun stellt sech natierlech dann och d'Fro vun dem Bäitrëtt vun der Ukrain zur NATO. Dat ass keng nei Diskussioun. Ech mengen, et ass schonn 2008 lancéiert ginn. À moyen terme misst dat och méiglech sinn. Ech wëll och hei ënnersträichen, datt grad mir jo als Parlament hei eent vun deenen éischte waren, déi dat guttgeheescht hunn. An et muss een och der Ukrain, wéi gesot, déi Perspektiv ginn.

An natierlech, datt d'NATO de Moment och en zweet Fréijoer erlieft, dat ass bemierkenswäert. An ech wëll och all deene soen – dat ass net pejorativ, net schlecht gemengt –, déi sech den Numm Pazifist gäre ginn, datt och si sech sollen awer elo vläicht bewosst sinn, wéi d'Situatioun ass: Mir brauchen – leider muss een zwar soen, leider! – eng staark Verdeedegungsgemeinschaft, déi defensiv virgeet, net offensiv. Ech mengen, datt och dee Leschten dat muss elo agesinn hunn, och wann dat natierlech vläicht net ganz interessant kléngt.

Leider ass et an där ganzer Diskussioun ëm d'Memberschaft vun der Ukrain an der NATO elo engem Mann awer „ze verdanken" – ze verdanken zwëschent Guillemeten –, datt eeben dee Prozess vun der Memberschaft elo méi lues geet, dat ass den Erdoğan. Ech schwätzen natierlech elo vu Schweden a vu Finnland, datt hien hei nach ofbremst. An dat ass, wéi gesot,

net ganz korrekt. Et kann een nëmmen hoffen, datt et vläicht d'nächst Joer bei de Walen an der Türkei awer zu engem Wiessel dann och do um Niveau vum Presidenteposte kënnt.

D'Angscht, datt Russland och emol vläicht eng Kéier kéint Atomwaffen asetzen, ass leider net onbegrënnt. Ech beruffe mech hei op en Interview vum leschten 8. Oktober am „Lëtzebuerger Wort", an deem de Rüstungsexpert Hans Møller Kristensen behaapt, datt Russland sech géif an enger Endphas vun enger joerzéngtelaanger Moderniséierung vu senge strateegeschen an net strateegeschen Nuklearwaffe befannen.

Et gëtt geschat, datt Russland Ufank vun dësem Joer ongeféier 4.477 Nuklearsprengkäpp gehat hätt, ëm déi 1.588 strateegesch Sprengkäpp. An dat géif e Gesamtstand vu 6.000 Sprengkäpp ginn. Am schlëmmste Fall kéinte souguer domadder Honnerte vu Milliounen Mënschen ëmbruecht ginn. Bon, ech wëll elo net ze vill en negativen Zenario hei molen, mee mir sollen eis där Situatioun awer bewosst sinn.

De Moment ass jo nach deen atomaren Ofrüstungsvertrag tëschent den USA a Russland bis 2026 a Kraaft. Dat ass dat sougenannt „New Start"-Ofkommes a mir musse just hoffen, datt eeben, wéi gesot, d'Situatioun sech awer wäert esou entwéckelen, datt dat awer kann dee Moment och verlängert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ukrain-Krich, dee verännert awer ouni Zweifel och déi international Staategemeinschaft. Ursaach ass och do de Pëtrolspräis, dee jo zënter dem Ufank vun der Invasioun elo op iwwer 100 Dollar de Barrel geklommen ass. Wéi en am September ënner 80 Dollar de Barrel gefall war, dunn hat d'OPEC sech jo mam Diktator aus Russland gëeenegt, fir d'Produktioun vum Pëtrol ëm 2 Milliounen Barrel pro Dag erofzesetzen.

Do muss ee scho bal soen, dat ass awer zum Deel – entschëllegt den Ausdrock elo, en ass vläicht net ganz diplomatesch gewielt –, mee et ass scho bal eng hannerlëschteg Roll vu virun allem och Saudiarabien. Do ass jo virun allem de Krounprënz Mohammed bin Salman – dee gëtt jo MBS genannt –, deen huet sech ganz kloer op d'Säit vum Putin gestallt an en huet domat och déi strateegesch Allianz mat den USA am Fong geholl staark hypothekéiert. An et muss een och drun erënneren, datt den Här Biden jo am Juli a Saudiarabie war an datt en do net onbedéngt ganz häerzlech empfaange ginn ass.

Wat méi schlëmm ass, datt et och Leit a Saudiarabie gëtt, déi haut behaapten, datt u sech déi Invasioun vum George Bush, muss ee soen, 2003 am Irak gläichzesetze wier mat dem Afall vum Putin an d'Ukrain. An da gëtt och dem Westen vusäite vu Saudiarabie virgehäit, déi israeelesch Besetzung a Palästina géif vum Westen akzeptéiert ginn. Jiddefalls ass net dermat ze rechnen, datt à court terme d'Distanz zu Moskau aus dem Noen Oste wäert méi kleng ginn (veuillez lire: datt à court terme den Noen Oste wäert op méi grouss Distanz zu Moskau goen), au contraire. Dat spillt natierlech och dem Putin an d'Hänn an däers musse mer eis och natierlech ëmmer erëm bewosst sinn.

Och dem Här Ilham Aliyev aus dem Aserbaidjan gëtt elo ërem e bësselche méi Opmierksamkeet geschenkt. D'Madamm von der Leyen huet jo duerchblécke gelooss, datt ee gegeebenefalls och kéint Pëtrol aus dem Aserbaidjan kréien. Europa fänkt natierlech elo un, e bëssen tëschent zwee Still sëtzen ze kommen. Elo kann ee soen, mir hunn d'Wiel zwëschent Pescht a Cholera. Et muss ee just oppassen, datt déi gutt Virsätz, déi mir als Europäer hunn, fir eis Wäerter no baussen ze exportéieren, hei net op eemol e bësselchen ënnert d'Rieder kommen. Well wa mir Saudiarabien an de Vereenegten Emirater d'Méiglechkeet ginn, elo erëm Waffen ze kafen, am Fong geholl zum Deel mat eise Suen, dann ass dat awer zumindest ze hannerfroen.

Duerfir ass et enorm wichteg, datt Europa esou schnell wéi méiglech erëm op eege Bee kënnt, virun allem och, wat déi wirtschaftlech Ofhängegkeet ubelaangt, net nëmme vis-à-vis elo vu Russland. Ech denken och natierlech u China, wou ech herno nach wäert drop zréckkommen. Et ass wichteg, datt Europa erëm déi Autonomie zréckkritt, wat virun allem d'Produktioun vun enger ganzer Rei Produiten ubelaangt. Den europäesche Bannemaart huet nach ganz vill Potenzial, do ass guer keen Zweifel. Ech mengen, och eis Liwwerkette musse méi sécher ginn. Mee wa mer dovunner schwätzen, da musse mer natierlech awer och iwwert d'Nohaltegkeet schwätzen. Ech mengen, eis Liwwerkette sollen awer ganz kloer an Zukunft nach vill méi wéi virdrun no nohaltege Krittäre fonctionéieren.

Fir d'Kapitel vum Ukrain-Krich awer elo ofzeschléissen, wëll ech nach drop hiweisen, datt jo och eng Kéier den Dag kënnt, hoffentlech séier, wou dat definitiv eriwwer ass. Eppes ass ganz kloer: Déi Leit, déi dat do verbrach hunn, déi musse virun en internationale Geriichtshaff gestallt ginn, e spezielle Geriichtshaff, wéi et dann och ëmmer ass, mee si musse responsabel gemaach gi fir dat, wat se verbrach hunn. An ech maachen hei e Lien zum Strofgeriichtshaff vun Den Haag, wou jo awer och d'Krichsverbriecher vum fréiere Jugoslawie-Krich hei verurteelt goufen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll aus Aktualitéitsgrënn kuerz op d'Resultater vun de Wale vun de Midterms agoen. Bon, mir kennen nach keng definitiv Resultater. Et schéngt jo e Kapp-u-Kapp-Rennen ze ginn. Et kann een nëmmen hoffen, datt et awer net zu enger Victoire vun de Republikaner kënnt. Mee dat, wat ee bis elo héieren huet, schéngt leider net ganz positiv ze sinn.

No der inakzeptabeler russescher Invasioun ass jiddefalls déi gemeinsam westlech Sécherheetspolitik erëm méi an de Fokus komm. Da stelle sech natierlech déi selwecht Froen, déi mer schonn oft gestallt hunn, dat ass och déi: Brauche mer net um europäeschen Niveau virun allem méi Unitéit an der Verdeedegungspolitik? Ech mengen, déi Fro muss ee ganz kloer mat Jo beäntweren.

Mir hunn de Moment, kann ee soen, en Embryo vun enger europäescher Arméi. Musse mer eng europäesch Arméi kréien? Iwwert déi Fro ass scho vill diskutéiert ginn. Déi soll op alle Fall nach ëmmer weider och als Diskussioun hierhalen. Mir hunn, wéi gesot, schonn Usätz do gemaach. Et ginn de Moment ganz vill gemeinsam Übunge gemaach. Et gëtt och zum Deel d'Material zesummen akaaft. Mee, wat wichteg ass: datt u sech awer hei nach vill méi koordinéiert gëtt. Well mir sollen eis leider kengen Illusiounen higinn: De Fridden op dëser Welt, zumindest à court terme, an och à moyen terme, fäerten ech, ass awer eng Utopie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 29. Oktober 1922, dat ass also elo e bësse méi wéi 100 Joer hier, do huet e gewëssene Benito Mussolini mat sengem Marsch op Roum – et war zwar kee Marsch –, mee en huet et awer fäerdegbruecht, datt en d'Muecht iwwerholl huet mat engem Regimm, deen ënner „Faschismus" bekannt ginn ass. Elo, gutt 100 Joer méi spéit, ass eng Partei un d'Rudder komm, Fratelli d'Italia, a wann een déi éischt Aussoe vun där Cheffin kuckt, der Madamm Giorgia Meloni, da muss ee sech allerdéngs och seng Gedanke maachen. D'Madamm Meloni scheit sech net ze behaapten, datt den Här Mussolini e gudde Politiker war.

Ech wëll hei net ënnerstellen, datt Italien elo riskéiert, erëm an e System zréckzefalen, wéi dat virun 100 Joer war. Mee trotzdeem musse mer awer ganz vigilant sinn an Italien riskéiert jiddefalls elo, méi no riets ze réckelen. Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wat heescht dat fir d'Zukunft vun Italien? Mee wat heescht dat virun allem awer och fir d'Zukunft vun Europa? Mir riskéieren also, elo nieft Ungarn an nieft Polen en zousätzleche Member an der Europäescher Unioun ze kréien, deen nach wäert fir vill Onrou suergen.

Do stellt sech natierlech och d'Fro: Wéi ass et méiglech, datt et awer nach ëmmer Unhänger gëtt fir esou e mënscheveruechtende Regimm, wéi deemools de Mussolini awer een opgebaut hat? D'Fro, déi och muss gestallt ginn: Huet Italie vläicht seng Geschicht net definitiv opgeschafft? Oder wat méi schlëmm wär: wann eenzel Leit ëmmer méi géifen erkennen, datt de Faschismus eng Alternativ zur Demokratie wier.

Dat si ganz seriö Froen, déi mir eis och hei zu Lëtzebuerg stelle mussen. Ech mengen, grad mir als Lëtzebuerg géife gutt dostoen a stinn och gutt do, fir u sech déi klassesch an onersetzlech Wäerter wéi Fräiheet, Toleranz a Respekt ze verteidegen. Duerfir muss een déi Entwécklung ganz eescht huelen an et däerf ee jiddefalls Europa net Orbán a Kompanie iwwerloossen.

Ungarn krut jo iwwregens – dat muss ee sech emol virstellen – de Statut vun enger Demokratie ofgeschwat vun dem Europäesche Parlament. An dat Parlament huet betount, Ungarn wier zu engem „hybride System vun der Walautokratie" verkomm. Dat sinn natierlech ganz haart, ganz schlëmm Wierder. Mee dat ass e Land, dat awer an der Europäescher Unioun ass. An et ass jo gewosst, datt Ungarn och reegelméisseg u sech de rechtsstaatleche Prinzipp ënnergrueft.

Et kann also och net sinn, datt d'Europäesch Kommissioun hei deem nokuckt. Do muss ouni Zweifel reagéiert ginn. An déi Länner däerfe kee Fräifaartschäi kréien, fir sech weider esou ze entwéckelen. Mir mussen duerfir derfir suergen, datt jiddefalls all Vertragsverletzung muss Konsequenzen hunn. Duerfir ass et och gutt, datt mëttlerweil méi haart vis-à-vis vun esou Länner reagéiert gëtt.

Da stellt sech natierlech an deem ganze Kontext d'Fro: Wéi soll d'Europäesch Unioun vu muer ausgesinn? Kierzlech hat jo den Här Emmanuel Macron op Prag invitéiert, fir u sech eng europäesch politesch Gemeinschaft ze schafen. Bon, do muss ee soen, dat ass natierlech och keng nei Iddi. Déi huet den Här François Mitterrand schonn 1990 a senger Neijoerschusprooch och no bausse bruecht, mam Resultat, wat mer kennen. Dat war en Echec deemools.

Et ass eng Propos, déi natierlech soll diskutéiert ginn, muss diskutéiert ginn. Allerdéngs muss een och d'Fro stellen, ob net scho besteeënd Institutioune solle vläicht valoriséiert ginn, déi awer och de Moyen hätten, schonn zum Deel déi do Aufgab ze iwwerhuelen. Ech schwätzen hei vun dem Conseil de l'Europe.

Et ass e bëssen ze bedaueren, datt de Conseil de l'Europe, dee jo awer ëmmerhi 46 europäesch Memberen de Moment zielt, de Conseil de l'Europe, deen ech perséinlech als esou e Precurseur vun der Europäescher Unioun gesinn, deen e Filter duerstellt: Wie kann an eng Europäesch Unioun kommen? Wie kann net kommen?, ... Sollt een net zu dësem Zäitpunkt éischter esou en Organ valoriséieren, ier mer vläicht erëm eng nei Struktur schafen? Mee ech hoffen, datt dat och an deem Sënn undiskutéiert gëtt.

Mir haten iwwregens gëschter hei eng ganz interessant Entrevue och mat der Madamm Calteux. A si huet – déi Fro war och hei ugeschnidde ginn – gesot, datt dat schonn ugeschnidde gi wier. Mee, wéi gesot, nach eng Kéier, et ass awer net onweesentlech, datt ee sech eeschthaft Gedanken och mécht iwwert d'Zukunft vum Conseil de l'Europe.

Ech wëll eppes hei ënnersträichen: De Conseil de l'Europe huet eng Decisioun geholl, déi guer net esou evident war, well de Comité des ministres vum Conseil de l'Europe war do e bësse méi retizent. Et ass ëm d'Russesch Federatioun gaangen. An d'Assemblée parlementaire huet et fäerdegbruecht, fir d'Russesch Federatioun, wéi gesot, aus dem Conseil de l'Europe, aus der Assemblée parlementaire vun dem Conseil de l'Europe eeben, wéi een dat esou gutt op Lëtzebuergesch seet, erauszegeheien. An dowéinst, wéi gesot, muss dat ouni Zweifel och an Zukunft nach méi duerchdiskutéiert ginn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt Lëtzebuerg d'Presidence huet vum Conseil de l'Europe vum November 2024 bis de Mee 2025. An et ass och gutt, datt mer do schonn eng éischt Reuniouun hate fir d'Preparatioun vun där wichteger Presidence.

Da muss een natierlech an där ganzer Diskussioun hei och d'Fro stellen: Solle mer nach de Prozess vun der EU-Erweiderung weiderféieren? Ech soe ganz kloer: Jo! Et wier e Feeler, fir elo dee Prozess ze stoppen. Mir hu rezent Kandidaten, wéi Nordmazedonien, Albanien, déi prett sinn. Bon, mat Serbie gëtt scho méi laang verhandelt, dat bis elo ouni Resultat, et huet awer och seng Ursaachen. Eng Kéier war et, datt Griicheland, Frankräich, Bulgarie sech géint Nordmazedonien ausgeschwat hunn, Frankräich war net frou mat Albanien an esou weider an esou fort.

Mee wa mer deene Länner net eng Perspektiv à court terme ginn – à court terme! –, da brauche mer eis awer och net ze wonneren, wann déi Länner sech eng Kéier ëmdréien an hire Bléck an eng aner Richtung féieren. An do gesi mer jo, wat fir eng Länner do scho prettstinn, fir mat hinne vläicht éischter da Kontakter opzehuelen.

Duerfir, wéi gesot, musse mer do Signaler setzen, och vis-à-vis vun der Ukrain. Och d'Ukrain huet jo d'Demande gemaach, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn. Sécher muss ee realistesch sinn. Sécher kann dat net an der Vitess vun engem TGV geschéien. Och muss natierlech d'Ukrain elementar Krittäre vu Kopenhage respektéieren. Och d'Ukrain muss weisen, datt se rechtsstaatlech Prinzippie respektéiert. Mee mir mussen awer deem Land zu dësem Zäitpunkt – an dat ass eng wichteg Symbolik – och déi Hoffnung ginn, datt et zu engem gewëssenen Zäitpunkt eng Kéier kann an d'Europäesch Unioun kommen. Et krut jo de Kandidatestatus zesumme mat Moldawien op eisem Nationalfeierdag.

Da gëtt et nach e Land wéi de Kosovo. Ech mengen, den Här Ausseminister ass gëschter och drop agaangen. Ech mengen, mir als Lëtzebuerg hu jo do eng positiv Approche zum Kosovo. Ech wëll och soen, datt d'Lëtzebuerger Delegatioun an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe och u sech ënnerstëtzt huet, datt de Kosovo soll fréier oder spéider Member do kënne ginn. An dowéinst solle mer och do weider eng positiv Approche hunn.

Wa mer de Chaos, den aktuelle politesche Chaos, an England kucken, a Groussbritannie kucken, da stellt sech natierlech och ganz séier d'Fro zu Schottland. An deemno wéi do en nächste Referendum ausgeet, kann och déi Fro eng Kéier opkommen: Soll Schottland eng Kéier vläicht gegeebenefalls Member vun der Europäescher Unioun ginn? Ech mengen, dat wär eng Fro, déi manner schwéier ze beäntwere wär. Dat selwecht gëllt och fir de Montenegro. Ech mengen, och do sollen d'Bäitrëttsverhandlunge relativ séier ofgeschloss ginn.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et awer ouni Zweifel ausgeschloss, datt d'Türkei à court terme et à moyen terme soll eng Kéier Member vun der Europäescher Unioun ginn, a virun allem soulaang och den Här Erdoğan do um Rudder ass.

An nach eng Kéier: Seng Haltung zu de Bäitrëttsdemandë vu Schweden a vu Finnland fir an d'NATO ass einfach irresponsabel. Och seng Menacë vis-à-vis vu Griicheland sinn intolerabel. An elo dee leschte Coup, fir et emol esou ze soen, deen e gelant huet, dat ass d'Ënnerschreiwen den 3. Oktober vun engem Protokoll mat Libyen iwwert d'Exploitatioun vu Gas a Pëtrol am Mëttelmier. An do si jiddefalls aner Länner, déi och Revendicatioune kënne stellen! Mee dat ass him egal gewiescht. An d'Griiche schwätzen op alle Fall och do där ganzer Diskussioun d'Legitimitéit of, fir eeben, wéi gesot, kënnen deen Accord ze ënnerschreiwen.

Och d'Europäesch Unioun huet iwwregens deen …

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ech hunn hei näischt ze soen, also …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Graas, ech reagéieren, wann Der erlaabt?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wann den Här Graas dat wëllt?

M. Gusty Graas (DP) | Fir mech ass et ëmmer eng intellektuell Erausfuerderung, wann den Här Kartheiser mer eng Fro stellt.

(Hilarité)

Déi ech awer net ëmmer meeschteren, wëll ech awer och soen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee. Dat heiten ass wierklech keng intellektuell Erausfuerderung, éischter vläicht eng politesch. A merci, Här President, datt Der mer d'Geleeënheet gitt, a merci, Här Graas, datt Der wëllt drop äntweren.

Ech wollt just op déi Fro vun der Tierkei agoen. Dir hutt elo eigentlech fir d'Demokratesch Partei gesot, datt kuerz- a mëttelfristeg d'Tierkei net ka Member sinn. Ech wollt just dorobber opmierksam maachen, datt d'Regierung nach ëmmer op där Linn ass, fir eeben de Bäitrëtt vun der Tierkei awer ze envisagéieren an d'Positioun ni geännert huet.

Duerfir wollt ech Iech froen: Koalitiounsintern, wéi stellt sech dat duer? Wéi ass dat, datt d'Regierung no baussen dann eng Positioun vertrëtt, déi awer eng – ech géif soen: déi gréisst – vun deenen dräi Parteien an der Koalitioun net matdréit?

Une voix | O!

Une autre voix | En huet dat jo guer net gesot.

M. Gusty Graas (DP) | Ben, Här Kartheiser, Dir iwwerrascht mech elo!

(Hilarité)

Awer wierklech! Ech gesinn absolutt guer keen Ënnerscheed zwëschent deem, wat ech gesot hunn, an deem, wat am Koalitiounsaccord steet. Fir mech heescht „à court, à moyen terme" op alle Fall net, datt d'Türkei ni eng Méiglechkeet hätt, eng Kéier der Europäescher Unioun bäizetrieden. Punkt! Voilà. An Dir hutt et verstanen? Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A, ganz gutt!

M. Gusty Graas (DP) | All Respekt.

(Hilarité)

Dann ass mäin Exercice mer jo da gelongen.

Bon, wéi gesot, wann d'Europäesch Unioun soll gutt fonctionéieren, da muss déi Achs Berlin–Paräis ouni Zweifel och stëmmen. Do gouf et jo an de leschte Wochen e puer Dissonanzen zwëschent deenen zwee Staatscheffen – nee, den Här Scholz ass Bundeskanzler, zwëschent dem Här Macron an dem Här Scholz. Bon, de leschte 26. Oktober hu se sech ausgeschwat. Ech verstinn och, datt d'Fransouse sech e bësselche brüskéiert gefillt hunn, wéi déi Däitsch e gewëssenen Alleingang gemaach hunn, wat d'Verdeedegungspolitik ubelaangt, well si wëlle jo e sougenannte „Rakéiteschëld" iwwer Europa spanen, dat zesumme mat 14 aneren NATO-Staaten.

Ech mengen, déi Däitsch musse sech och bewosst sinn, datt se sech keng Feeltrëtt däerfen erlaben um Niveau vun der Europäescher Unioun an datt den Term „europäesch Souveränitéit" u sech muss an Zukunft méi staark spillen. Mee ech sinn awer do gudder Déng, datt déi Dissonanzen net wäerten zu gréissere Problemer féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschten 2. November waren et 105 Joer hier, datt déi berüümt Balfour-Deklaratioun guttgeheescht gi war. An Experte gi jo dovun aus, datt déi u sech matverantwortlech ass fir den nach haitege Konflikt zwëschent de Palästinenser an Israel. Jiddefalls dierft et och no deene leschte Wale keng gréisser Hoffnunge ginn, datt et hei eng Kéier zum definitive Fridde kënnt. Ech wëll och nach eng Kéier hei drun erënneren a besonnesch och den Appell un Israel maachen: Si hunn 1993 d'Accorde vun Oslo ënnerschriwwen, wou ganz kloer drastoung, datt de Gazaträifen an d'Westjordanland sollen ënner palästinensesch Verantwortung kommen. Et wier inakzeptabel, wann elo retroaktiv illegal Kolonien op eemol legaliséiert géife ginn.

Den Här Netanjahu, dee jo elo mat der Ënnerstëtzung vun engem Rietsblock, enger Rietsallianz méiglecherweis dann erëm un d'Rudder kënnt, ass leider kee Garant, fir datt, wéi gesot, de Fridden do kann dauerhaft gefestegt ginn. Dës Regioun wäert ouni Zweifel och an Zukunft nach ëmmer e Polverfaass bleiwen. Dowéinst ass et immens wichteg, datt och d'Europäesch Unioun eng erausragend Roll um diplomatesche Plang do spillt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun Israel ass et och net schrecklech wäit bis an den Iran. Bon, et ass jo gewosst, datt an deem Land intern d'Mënscherechter net onbedéngt schrecklech grousgeschriwwe ginn. Dee Staat zéckt jo guer net, fir ganz séier Gewalt anzesetzen, wann d'Bierger net esou fonctionéieren, wéi e sech dat virstellt.

An ech mengen, nom Doud vun der Madamm Mahsa Amini de 16. September, déi vun der Police festgeholl gouf, well se de Voile net ganz richteg gedroen huet, si jo eng ganz Rei bluddeg Onrouen ausgebrach. Dat huet sech souguer iwwert d'Haaptstad Teheran eraus ausgebreet. Bis elo si Schätzungen no 500 Leit ëmbruecht ginn. Et ass um Niveau vun den Universitéiten, wou natierlech ganz vill Onrou ass. Et däerf een net vergiessen, datt och Dokteren, Professeren, Ingenieure sech un deenen Onrouen do bedeelegen. Och an der helleger Stad Maschhad ass dat de Fall. An duerfir fannen ech et och gutt, datt mir als Lëtzebuerger Chamber eis deem Sujet do unhuelen. Mir hate jo och hei eng Resolutioun an deem Sënn schonn eng Kéier zréckbehalen.

Mee ech mengen, bei deem Protest, do geet et elo net méi eleng ëm den Doud vun der Madamm, esou tragesch en och ass, mee dat ass de Fonke gewiescht, fir u sech en allgemengen Opstand ze entfachen.

Well mat der neier Regierung ënnert dem President Raisi goufen nach méi streng Reegelen agefouert, u sech gouf d'Bevëlkerung nach méi ageengt an der Ausübung vun hiren elementare Rechter. An et däerf een och net vergiessen, datt virun allem déi jonk Leit am Iran keng Bezéiung méi hunn zur Revolutioun vun 1979. Dowéinst ass och d'international Communautéit hei immens gefuerdert an d'Europäesch Unioun wéi och d'UNO mussen hir Stëmm hei ouni Zweifel erhiewen.

Mee den Iran mécht sech de Moment och nach op eng aner Manéier negativ bemierkbar. An der Fachzäitschréft „Military Watch Magazine" konnt een nämlech noliesen, datt den Iran Dronen u Russland liwwert. An den Här Selenskyj hat jo behaapt, dat wieren der 2.400 vum Typ Shahed-136 a Shahed-137. Den Iran huet dat am Ufank ofgestridden, huet awer elo déi lescht Deeg zouginn, datt en där Dronen u Russland geliwwert huet. An domadder beweist e jo, datt e sech um militäresche Plang och méi enk mat Russland zesummegedoen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro muss natierlech och gestallt ginn, wa mer e Bléck op déi international Entwécklung werfen, ob sech net leider en neie Kale Krich um Horizont ofzeechent, an dat zwar mat dem Räich vun der Mëtt, mat China. Munch Zeeche weise leider drop hin. Peking – an dat ass keen neit Phenomeen – ass jo amgaangen, sech ganz staark ze implantéieren iwwert de Planéit, sief dat ekonomesch, sief dat awer och politesch. A si verstoppen hir Hegemoniebestriewunge jo absolutt guer net.

A virun allem den Appetitt op Taiwan ass vill méi grouss ginn a spéitstens och no der Visitt vun der Madamm Pelosi am August 2022 ass dat erëm vill méi an de Fokus geréckelt. An de Staatschef, den Här Xi Jinping, dee jo och elo erëm kloer confirméiert ginn ass un der Spëtzt, huet jo keen Heel draus gemaach, datt en am Fong geholl léiwer haut wéi muer Taiwan géif direkt erëm u China annektéieren.

Ech wëll och hei drop hiweisen, datt zum Beispill zwëschent Amerika a China u sech do awer schonn 1972, wéi den Här Nixon do war, ofgemaach gi war, datt Taiwan scho sollt zu China gehéieren, allerdéngs dierft dat net mat Gewalt geschéien. An d'USA sinn natierlech elo an der Situatioun, wou ee sech muss iwwerleeën, ob déi Positioun nach ka bäibehale ginn, well do sinn awer Länner wéi zum Beispill Japan oder Singapur, déi wiere warscheinlech brüskéiert, wann d'Amerikaner net eng kloer Positioun géifen anhuelen, wat d'Situatioun vun Taiwan ubelaangt. An duerfir ass et och wichteg, datt d'Amerikaner hei eng kloer Positioun bäibehalen.

Wat och interessant ass an där neister Militärstrategie vun der US-Regierung: Do gesi se China als déi gréisst Gefor. De Verdeedegungsminister, de Lloyd Austin, deen huet nämlech gesot, China wier dat eenzegt Land, dat de Moment fäeg wier, déi international Uerdnung kënnen ëmzebauen, dat och dozou déi Kraaft hätt, a Russland géif just als akut Bedroung aklasséiert ginn. Duerfir, wéi gesot, sinn dat och Entwécklungen, déi ee ganz genee muss verfollegen.

Wa mer scho bei China sinn, kommen ech och nach eng Kéier ganz kuerz op den Här Olaf Scholz zréck, dee jo elo eng Rees a China gemaach huet. Och do muss ee sech d'Fro stellen, ob déi elo opportun war grad zu dësem Zäitpunkt, ob net grad zu dësem Zäitpunkt virun allem d'Europäesch Unioun muss méi eng Eenegkeet weise vis-à-vis vun der chineesescher Féierung. An ech bezéie mech och hei nach eng Kéier op eng Ausso, déi den Här Macron gemaach huet, datt Europa misst ophalen, e Supermarché fir China ze sinn. An dat ass effektiv esou an duerfir huet déi Rees vum Bundeskanzler natierlech op jidde Fall och fir vill Diskussioune gesuergt, well och do musse mer vill méi onofhängeg gi vis-à-vis vun deem Land.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a Brasilie sinn d'Walen och elo eriwwer. Elo kann ee soen, déi Wale si gutt ausgaangen, mee och dat muss ee relativéieren, well leider hat d'brasilianescht Vollek am Fong geholl nëmmen d'Wal zwëschent zwee Kandidaten, déi u sech verhaasst sinn. Deen een ass op där enger Säit verhaasst, deen aneren ass op där anerer Säit verhaasst.

Wat positiv ass, ass, datt den Här Luiz Inácio da Silva elo awer ganz kloer direkt ugekënnegt huet, datt d'Ofholze vum Amazonas géif ophéieren. „Desmatamento zero" huet en dat genannt. Dann hoffe mer, datt e sech och dorunner hält, datt et keng eidel Wierder bleiwen. Mee Brasilien ass ouni Zweifel e ganz wichtege Partner am Kampf géint de Klimawandel. An d'„Handelsblatt" huet zum Beispill kierzlech matgedeelt, datt d'Ofholzung am Joer 2012 bei 4.500 Quadratkilometer louch. 2021 waren dat der awer schonn 13.038. Duerfir ass och elo ze hoffen, datt zu Sharm El Sheikh, wou jo elo da Vertrieder vun iwwer 200 Staaten zesummekommen, déi COP27 awer och wäert zu engem positive Resultat kommen.

D'Diskussiounen iwwert de Mercosur wäerten och elo erëm opgeholl ginn an dat wäert eis natierlech och fréier oder spéider erëm hei an der Chamber beschäftegen.

Dat Eenzegt, wat elo ze hoffen ass, ass, datt den Här Bolsonaro awer elo net op déi Schinn vum Här Trump iwwerspréngt an déi Wale contestéiert, net akzeptéiert. Et ware jo schonn éischt Uläss do an dat wier natierlech inakzeptabel. A mir hoffen och, wéi gesot, datt e sech als méi e faire Verléierer erausstellt wéi de fréieren Amtsinhaber an den USA.

Et sinn eng Rei aner Konflikter, iwwert déi een elo hei natierlech nach kéint villes soen. Ech wëll dat awer elo net ze vill am Detail maachen. Awer een, deen hei och scho gëschter vum Minister ugeschwat ginn ass, och vu mengem Virriedner, dat ass Armenien/Aserbaidjan. Dat ass natierlech och e leidege Problem. Do war u sech eng Wafferou Mëtt September festgehale ginn, mam Resultat, wat mer kennen: Et koum elo awer erëm zu neien Opstänn, wou och dann dräi Armeenier dout gemaach goufen. Duerfir, hei ass d'Europäesch Unioun virun allem och gefuerdert, fir an deem Konflikt ze intervenéieren. A wéi gesot, et ass schued, datt hei bis elo keng Léisung fonnt ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Aussepolitik diskutéieren, da musse mer natierlech och iwwert de Volet Migratioun schwätzen. Grad d'Migratioun wäert eis an deenen nächste Joren nach vill méi beschäftege wéi bis elo, dat an éischter Linn natierlech och erëm eng Kéier duerch de Klimawandel, wat oft nach ënnerschätzt gëtt. Mee de Klimawandel wäert derzou bäidroen, datt eng ganz Rei Leit musse souguer hir Heemecht verloossen. A wou gi se prioritär hin? Natierlech an Europa.

Ech mengen, d'Situatioun huet sech elo an deene leschte Woche virun allem um Balkan zougespëtzt. Do gëtt geschwat vun 228.000 illegalen Areesen, déi an deenen éischten dräi Quartaler vum Joer registréiert goufen. Dat sinn der 70 % méi wéi am Verglach zum selwechten Zäitraum vum leschte Joer. An dann däerf een net vergiessen, da kommen nach 3 Milliounen ukrainesch Flüchtlingen derbäi.

Da si mer natierlech och séier bei Serbien, déi do natierlech och eng ganz speziell Roll spillen, virun allem wat hir Visaspolitik ubelaangt, well se u sech Leit, déi migréieren, éischter an déi Länner orientéieren, déi de Kosovo unerkennen, wat si jo natierlech net maachen. Dat huet als Konsequenz, datt elo Leit aus Indien, Kuba oder dem Burundi och an Europa kommen. Dowéinst – an dat muss ganz kloer sinn – muss Serbie seng Visaspolitik änneren. A besonnesch e Land, wat awer permanent un d'Dier vun der Europäescher Unioun klappt, muss sech awer bewosst sinn, datt et iwwert déi dote Manéier mat Sécherheet net kann eng Kéier bei eis opgeholl ginn. Well ëmmer nëmmen de Luussepätter spillen, dat geet och net! An dat gesäit ee jo och, datt se awer ëmmer erëm vis-à-vis vu Russland versichen, sech positiv duerzestellen. Dat ka jiddefalls net esou akzeptéiert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Wa mer iwwer Migratiounspolitik schwätzen, da komme mer net derlaanscht, och e Wuert iwwer Frontex ze verléieren, d'Frontex, déi sech jo an deene leschte Méint net onbedéngt grad positiv duergestallt huet. Ech wëll just drop hiweisen, datt d'Europäescht Parlament elo bannent sechs Méint zweemol – zweemol! – de Budget vu Frontex refuséiert huet. Dat ass e Budget vu 754 Milliounen Euro. An och no der Demissioun vun hirem Chef, dem Här Fabrice Leggeri, schéngt sech d'Situatioun jiddefalls nach net verbessert ze hunn. Do ginn eng ganz Rei Virwërf gemaach, virun allem natierlech zu de Pushbacks, dann och aner Virwërf, op déi ech elo net wëll hei am Detail agoen. Dat sinn natierlech ënner anerem och grav Beschëllegungen an do musse Konsequenze gezu ginn.

Et ass inakzeptabel, datt esou eng wichteg EU-Institutioun, esou e Service am Fong geholl awer esou een Image entre-temps kritt huet. A bis 2027 soll jo de Personalbestand op 10.000 Leit steigen, also muss do, wéi gesot, awer och Remedur geschafe ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e Ministaat wéi Lëtzebuerg huet awer um internationalen Niveau seng Roll ze spillen. Dofir begréisse mir och, datt eise Premier, de Xavier Bettel, elo zu New York a senger Ried am September virun der UNO-Vollversammlung erëm eng Kandidatur gestallt huet, fir am Joer 2031 an 2032 nees Member am UNO-Sécherheetsrot ze ginn. Mir waren dat jo schonn 2013 an 2014 als net permanente Member vun dësem trotzdeem awer extreem wichtege Gremium.

(Interruption)

De Staatsminister huet jo och ugekënnegt, datt e sech fir eng Reform vun dem Sécherheetsrot géif asetzen, datt en zum Beispill méi representativ a méi effikass sollt ginn. Da setzt e sech och fir méi eng grouss Presenz vun den afrikanesche Länner an, vun de mëttelgroussen a klenge Staaten, och virun allem vun de klengen Inselstaaten. An eist Land gehéiert jo och zu deene méi wéi 100 Memberstaaten, déi zwou Initiativen an deem Kontext matdroen, engersäits déi franséisch-mexikanesch iwwert d'Suspensioun vum Veto am Fall vu massiven Atrocitéiten an och de Code de conduite iwwert d'Aktioun vum Sécherheetsrot géint Genoziden, Verbrieche géint d'Mënschlechkeet a Krichsverbriechen.

Här President, ech wëll ofschléissend am Numm vun der Demokratescher Partei awer och eisem Ausseminister e grousse Merci ausspriechen, dem déngschteelsten Ausseminister an der Europäescher Unioun. Här Minister, Dir bréngt nach wie vor dat néidegt Engagement mat, wat jo mat Sécherheet och net ëmmer esou einfach ass.

An ech deelen net, ech soen dat ganz kloer hei, ech deelen net d'Aussoen, déi vum CSV-Riedner hei gemaach goufen. Ech sinn och erstaunt, ech sinn erstaunt iwwert déi Aussoen, déi hei gemaach goufen, déi net stëmmen!

Une voix | Wou si se?

M. Gusty Graas (DP) | Jo, voilà! Wou si se? Jo!

A wann een hei vun Inkohärenz schwätzt um Niveau vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, da soll een och mat Beweiser kommen! An déi Beweiser, déi hei koumen, dat ware keng! A wéi gesot, mir gesinn dat ganz anescht. Mir sinn au contraire der Meenung, datt Lëtzebuerg eng gutt Aussepolitik mécht, datt Lëtzebuerg nach wie vor déi Renommee, déi mer an de leschte Joerzéngten ... An hei schléissen ech selbstverständlech all déi Regierunge vu virdru mat an, well dat wär onfair soss, déi schléissen ech mat an. Déi gutt Renommee, déi mir opgebaut hunn – an ech soen elo „mir“: praktesch all Parteien zesummen –, déi ass och an deene leschte Joren net ugegraff ginn.

Au contraire: Lëtzebuerg steet nach wie vor ganz staark dobaussen. Mir sinn héich unerkannt dobaussen. Ech mengen, dat huet ee gesinn un enger Rei Posten, déi mer an de leschte Joerzéngte kritt hunn. Lëtzebuerg gëtt gehéiert dobaussen. Dat ass dank ënner anerem och Ärem Engagement. An dowéinst, naja, fannen ech et awer trotzdeem erstaunlech, wann awer hei elo eng Kritik verbreet gëtt, déi esou einfach net stëmmt an och net kann akzeptéiert ginn.

Jiddefalls merci vun der Demokratescher Partei fir Ären Asaz! D'Demokratesch Partei steet hannert der Regierung hirer Aussepolitik, déi se als geschlossen ugesäit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | E bësse kuerz.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Keng Provokatiounen, wannechgelift!

(Hilarité)

M. Gusty Graas (DP) | Ech kann awer nach weiderfueren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Graas. An den nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech kann eigentlech do enchaînéieren, wou den Här Graas elo just opgehalen huet: nämlech och mäi Merci un den Här Minister an och all seng Mataarbechter.

An ech wéilt och ganz kuerz soen, datt déi Kritik, déi de Vertrieder vun der CSV hei un der Lëtzebuerger Aussepolitik insgesamt gemaach huet, datt en net richteg wéisst wouhinner ... an de roude Fuedem an esou weider an esou fort ..., ech fanne grad de Contraire. Ech fannen, datt dee gewëssene Francparler, deen eise Lëtzebuerger Ausseminister huet, datt dee gutt ass an datt seng Positioun ëmmer kloer verständlech ass. Ganz anescht, muss ech soen, ass dat bei ville vu senge Confrèren. An duerfir gëtt hien hei am Land geschätzt, an net nëmmen hei am Land, mee och a ville vun eisen Nopeschlänner.

Här President, virun engem Joer louch de Fokus vu menger Ried zu der aussepolitescher Debatt um Theema Sécherheet, am eigentlech breede Sënn vum Wuert: Cybersécherheet, Versuergungssécherheet, awer och sozial Sécherheet. Deen Ament konnte mir eis nach net virstellen, wéi dramatesch sech d'Sécherheet an Europa an eigentlech an der Welt géif veränneren a wéi eng Auswierkungen dat op eist Liewe géif kréien.

De 24. Februar huet dem Wladimir Putin säin duerch näischt ze rechtfertegende brutalen Ugréffskrich op d'Ukrain eis an d'Welt schockéiert. Zanter elo 259 Deeg kämpfen d'Ukrainer ëm hiert Iwwerliewen als fräit an eegestännegt Land. Mee si kämpfen net nëmme fir hiert eegent Land, mee e Stéckwäit och fir eis Sécherheet an eis Fräiheet. Dat Eenzegt, wat si sech zu Schold komme gelooss hunn, wann een esou wëll, ass, sech fir eis demokratesch Wäerter entscheet ze hunn.

An dësen Zäiten, fannen ech, ass Haltung gefrot. Et steet een entweeder op där enger Säit oder op där anerer, eppes dotëscht gëtt et net. Dat betrëfft net nëmmen d'Verurteelung vum Krich, mee och d'Positionéierung zu de Sanktiounen an déi allgemeng aussepolitesch Haltung. Fir eis ass kloer, datt déi eenzeg Äntwert ka sinn, dem Wladimir Putin säi Krich op dat Schäerfst ze verurteelen, de russesche Regimm dofir ze sanktionéieren an eis mat den Ukrainer solidaresch ze weisen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Grad an dësen Zäite musse mir dach eis Wäerter héichhalen, well ouni Demokratie gëtt et keng Sécherheet an och keng Fräiheet. An de Wee dohinner, d'Aart a Weis, wéi mer eis musse fir eis Wäerter staarkmaachen, ass duerch Diplomatie, duerch Zesummenhalt an och duerch Multilateralismus, an awer och andeems mer deenen zur Säit stinn, déi eis Wäerter deelen.

Mir stinn an der Verantwortung, eis Stëmm ze hiewen, wann internationaalt Recht gebrach gëtt a wa Mënscherechter mat Féiss getrëppelt gi wéi an der Ukrain, awer leider och a villen anere Regioune vun der Welt.

Lëtzebuerg huet fir d'éischte Kéier d'Geleeënheet, am UNO-Mënscherechtsrot Member ze sinn a sech iwwert dëse Kader fir de Schutz vun de Mënscherechter an de Respekt vum internationale Recht anzesetzen. A mir si frou ze gesinn, datt mir dës Geleeënheet och notzen. Un dëser Plaz wëll ech eisen Ausseminister an all seng Mataarbechter luewen, déi eis net enttäuschen an hir Aufgaben am Mënscherechtsrot mat vill Asaz uginn. Dat steet eisem klenge Land ganz gutt zu Gesiicht!

De Krich an der Ukrain, matzen an Europa, huet eis gewisen, datt mir net nëmmen de Fridden an Europa, mee och eis Fräiheet, eis wirtschaftlech Stabilitéit an eise Wuelstand net dierfen ëmmer fir selbstverständlech halen. Mir ginn drun erënnert, firwat Lëtzebuerg sech 1951 mat aneren europäesche Länner zesummegedoen huet: fir eebe Krich an Europa ze verhënneren a fir iwwert de Wee vu Multilateralismus e méi séchert, e méi staarkt an e méi gerecht Europa ze gestalten.

An dofir steet d'Europäesch Unioun och haut nach. Bei aller berechtegter Kritik, déi mer kënnen hunn un der Europäescher Unioun, well se vläicht nach net esou wäit ass, wéi mer eis dat eigentlech wënschen, sollte mer dach houfreg sinn op dat, wat mer zesummen als Europäer an de leschte Joerzéngten erreecht hunn.

Dës EU huet vill Pappen: De Jean Monnet an de Robert Schuman natierlech, De Gasperi, Spinelli, Weiss, Mitterrand a Kohl, awer och de Gaston Thorn, de Jacques Santer an de Jean-Claude Juncker hu grouss Meritten un deem, wat mer bis elo erreecht hunn.

(Interruption)

Jo, Lëtzebuerg huet déi EU, wéi mer se haut kennen, e gutt Stéckelche mat façonéiert. A mir brauchen eis net ze genéieren, fir dat och heiansdo ze soen.

(Interruption)

Haut bilden déi europäesch Institutiounen e komplexe System, dee versicht, op eng méiglechst demokratesch Aart a Weis eist Zesummeliewen an der Unioun an och d'Situatioun vun de Bierger an den eenzelne Länner ze verbesseren. Mir wëssen awer alleguerten, datt d'EU dacks net einfach ze verstoen ass.

Mir dierfen déi grouss Errongenschaften net vergiessen: déi véier Grondfräiheeten, méi Chancëgerechtegkeet, den europäesche Bannemaart, eng gemeinsam Wärung, besser sozial Netzer an och méi sozial Gerechtegkeet. Loosst eis och drun denken, wéi eng Stellung an Auswierkung d'EU an der Welt huet: Fridden, Stabilitéit, Verfechter vu Mënscherechter, awer och zouverlässegen Handelspartner. D'EU ass e Modell, dee vill aner Regiounen an der Welt inspiréiert huet fir sech zesummenzedoen, fir duerch Kooperatioun a Multilateralismus eng méi friddlech a méi sécher Welt ze gestalten.

Dat heescht awer net, datt d'EU perfekt ass. Villes, wat mer eis virgeholl hunn, hu mer och nach net erreecht. Ënner anerem d'Versprieche vu gemeinsamem Wuelstand fir jiddereen an dem Ëmsetze vu soziale Rechter sinn nach net all ageléist. Den europäesche Projet ass jo och net a Stee gemeesselt, mee en ass eigentlech eppes Lieweges. An et ass net ze iwwersinn, datt a verschiddene Beräicher Reformen néideg sinn.

Déi aktuell Krisen ënnersträichen déi Dréngleechkeet. Wa mer wëllen, datt d'EU och nach an der Welt vu muer an iwwermuer besteet an datt d'Generatiounen, déi no eis kommen, vun den europäeschen Errongeschafte profitéiere kënnen, mussen och Ännerunge gemaach ginn. Dofir war d'Konferenz fir d'Zukunft vun Europa, kuerz CoFE, en immens begréissenswäert Experiment, dat eigentlech keen Ament ze fréi koum.

Ech si frou, datt mir hei zu Lëtzebuerg an als Chamber dësen Exercice esou eescht geholl hunn a seriö ëmgesat hunn. Mir si bei d'Bierger gaangen an hunn d'Gespréich mat der Zivillgesellschaft gesicht. Wéi Der wësst, hu mir hei als Chamber eng speziell Souskommissioun an d'Liewe geruff, déi och haut nach ëmmer besteet. Mat enger Resolutioun hu mir eis als Chamber engagéiert ze préiwen, wéi d'europäesch Institutiounen de Suivi vun dësem eenzegaartegen Exercice maache wäerten.

An dat ass och immens wichteg, datt mir als nationaalt Parlament hannendrubleiwen. Et ass nämlech net ganz kloer, awéiwäit d'Revendicatioune vun de Bierger herno och wäerten ëmgesat ginn. Vis-à-vis vun de Bierger, déi sech abruecht hunn, déi vill Zäit an Energie an dësen Exercice gestach hunn, wier et nëmme richteg, wann hir Méi och e reellen Impakt hätt, zemools well d'EU-Institutiounen eeben op d'Vertraue vun de Bierger ugewise sinn.

Pour rappel, d'Resultat vun der CoFE war e Rapport mat 49 Proposen an 326 konkreete Moossnamen. Zu engem gudden Deel sinn déi grouss Projete vun der EU, wéi de Green Deal, den digitalen Agenda oder och déi europäesch Gesondheetsunioun, legitiméiert ginn. 13 Recommandatioune fuerderen awer och Ännerunge vun den Traitéen. Dozou zielen zum Beispill: europawäit Referenden, EU-Besteierung vu grousse Konzerner, Pouvoire vun der EU an der Gesondheetspolitik, eng europäesch Verfassung, Federaliséierung vun der EU, en Initiativrecht fir d'EU-Parlament, Reform vum europäesche Walrecht an Ofschafe vun der Unanimitéit.

Vill pertinent Proposen, déi et verdéngt hunn, datt mer eis domadder ausernanersetzen. Ech si ganz bei de Bierger, wann ech soen: Besonnesch d'Ofschafe

vun der Unanimitéit an der EU-Aussepolitik weist sech als ëmmer méi dréngend!

Wa mer vun der Zukunft vun Europa schwätzen, ass et evident, datt d'Unioun muss méi handlungsfäeg ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'EU muss kapabel sinn, séier op d'Aktualitéit ze reagéieren, séier Entscheedungen ze treffen an dës och séier ëmzesetzen. Mir kënnen eis net stänneg vun eenzelne Staate mat Partikularinteresse blockéiere loossen. Fakt ass, an der europäescher Sécherheets-, Verdeedegungs- an Aussepolitik ginn déi eenzel Memberstaaten den Toun un an net d'Europäesch Unioun.

D'Unanimitéit muss duerch e „qualified majority voting" ersat ginn. De Poids vun der qualifizéierter Majoritéit muss d'Positioun vun Eenzelnen iwwerweien. No bausse musse mir als Europäer mat enger Stëmm schwätzen. Dat ass menger Meenung no eng vun de gréissten Erausfuerderungen, déi mer den Ament an Europa hunn. An dës Hürd musse mer iwwerwannen, engersäits, fir eis gemeinsam europäesch Wäerter bannent der EU ze stäerken, déi leider schéngen a verschiddene Länner manner eescht geholl ze ginn, notamment an Ungarn. Anerersäits wëlle mer op der Weltbün als staarke Block wouergeholl ginn, wirtschaftlech, awer och politesch.

Leider gesi mer dëst Joer bannent der EU en Opschwong vu Populismus, Desinformatioun a rietsradikalen Iddien a Parteien. Si splécke Gesellschaften an dreiwen d'Mënschen auserneen. Grad a Krisenzäiten duerfe mir als iwwerzeegt Europäer dësen Agitateure keng Chance loossen. Elo si mir eigentlech op eisen Zesummenhalt ugewisen.

Här President, an der Urgence, kuerz nom Ausbroch vum Ukrain-Krich, huet d'EU esou zesummegehale wéi scho laang net méi. D'Gravitéit vun der Situatioun war bei allen Europäer ukomm. Esou war et méiglech, praktesch direkt de Statut de protection temporaire ze aktivéieren, fir de Leit aus der Ukrain, déi bei eis flüchten, séier an onkomplizéiert kënnen ze hëllefen. Stand Oktober hunn EU-wäit ronn 4,2 Milioune Mënsche kënne vun dësem Statut profitéieren. Mir kënnen op déi europawäit Solidaritéit mat den Ukrainer houfreg sinn.

En anere Punkt, wou wéinstens an den éischte Méint vum Krich groussen Zesummenhalt an Eestëmmegkeet bestoungen, waren d'Sanktioune géint de russesche Regimm a russesch Individuen. D'Sanktioune sinn, kann ee bal soen, vun historeschem Ausmooss. Nach ni ass e Land esou staark sanktionéiert gi wéi Russland. Aacht Ronne vu Sanktiounen huet d'EU schonns verhaangen. 1.239 Persoune mat 116 Entreprisë si vum „asset freeze" a vun den Areesbeschränkunge betraff.

Ech erënneren op dëser Plaz nach eng Kéier drun, datt d'Sanktiounen net déi russesch Populatioun viséieren. Duerfir goufe Secteure wéi Liewensmëttel, Landwirtschaft an de Gesondheetsberäich vun den EU-Sanktiounen ausgeholl. Sanktioune sinn en Instrument, dat Zäit brauch fir ze wierken. A mir gesinn elo: D'Sanktioune wierken! Si treffe Russland a si dinn do wéi, wou se sollen. D'Weltbank, den internationale Wärungsfong an d'OECD si sech eens: Déi russesch Ekonomie ass massiv duerch d'Sanktiounen impaktéiert!

Wann een op déi ekonomesch Eckdate kuckt, soll de PIB vu Russland tëscht 5 % an 9 % falen. Den Handel mat Russland ass massiv erofgaangen. Jee no Source ginn d'Exporter bis zu 31 % erof an d'Importer souguer ëm bis zu 35 %. An déi russesch Präisdeierecht soll der Weltbank no dëst Joer bis zu 22 % héich sinn.

Dat stännegt Widderhuele vun Eenzelnen, datt d'Sanktiounen näischt bewierken, ass deemno komplett widderluecht. An et gëtt och net richteg, wann een et stänneg an ëmmer erëm widderhëlt. Een Zil vun de Sanktiounen ass jo, d'Finanzéierung vum Krich esou schwiereg wéi nëmme méiglech ze maachen.

Wéi mer wëssen, huet de Putin missen op eng Deelmobiliséierung zréckgräifen. Déi huet intern a Russland fir Widderstand gesuergt an huet d'Populatioun och direkt mat der Realitéit an dem Putin senge Lige konfrontéiert. D'Russen hunn och Schwieregkeete beim Ravitaillement vun hirem militäreschen Ekipement, zum Beispill feelen Ersatzdeeler fir hir Militärfligeren. Och dat sinn Unzeechen, datt d'Sanktioune wierken.

Fir eis als LSAP ass kloer: Lëtzebuerg, d'EU an eis Partner mussen onbedéngt weider un de Sanktioune festhalen. Deemno wéi d'Situatioun sech entwéckelt, solle se deementspriechend och verschäerft ginn.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Richteg!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eng Auswierkung vum Krich, déi mir hei zu Lëtzebuerg ze spiere kréien, ass d'Präisdeierecht. Déi ass allerdéngs, an dat wëll ech hei ganz kloer eng Kéier soen, déi direkt Konsequenz vun dem Putin senger Invasioun vun der Ukrain. Bei eis an Europa sinn et an éischter Linn d'Präisser vu Gas, Pëtrol, Diesel, Masutt a Stroum, déi massiv an d'Luucht ginn a sech dann op aner Beräicher auswierken. Dat ass eng Belaaschtung fir d'Privatleit an och fir d'Betriber, där eis Regierung mat de Solidaritéitspäck 1 an 2 probéiert, esou gutt wéi méiglech entgéintzewierken.

D'Leit verstinn awer och, datt dës aussergewéinlech Zäite sech op eist Liewen hei zu Lëtzebuerg auswierken. A falls et der nach sollt ginn, déi fannen, datt eis dee Krich do näischt ugeet, da muss een deene rappeléieren, wat an deene leschte Joren alles geschitt ass: de Kaukasus-Krich 2008 mat der russescher Besetzung vu Südossetien an Abchasien, den Iwwerfall op d'Krim 2014 mat kuerz drop dem Besetze vu groussen Deeler vun der Ostukrain, déi Russland entre-temps onrechtméisseg annektéiert huet. Et ass deemno kloer, datt sech den Här Putin net wäert domadder zefridde ginn an e wäert esou laang virufueren, wéi mir e gewäerde loossen.

Wie kënnt als Nächstes? Estland? Lettland? Litauen? Duerno Finnland? Firwat net e Stéck vu Polen? Wien also déi schaarf Sanktioune géint Russland kritiséiert, hëlt mat a Kaf, datt d'Grenzen an Europa frësch gezu ginn.

Déi eenzeg Kritik un de Sanktiounen, déi mer hei musse gëlle loossen, ass, datt se net scho vill méi fréi komm sinn a vill méi konsequent. Jo, dat wësse mer haut, et war e Feeler, net schonn 2008 respektiv 2014 mat aller Schäerft ze reagéieren. Dem Weste säi passiivt Nokucken huet de Regimm Putin just ermontert virunzefueren. All eis diplomatesch Beméiungen an eise Wonsch, duerch d'Schafe vu gemeinsame wirtschaftlechen a politeschen Interessien de Putin dozou ze bréngen, waren, op Lëtzebuergesch gesot, fir d'Kaz.

An da gëtt et dann och nach déi, déi mengen, mir, de Westen, wiere Schold um Krich, mir hätte Russland net genuch Sécherheetsgarantië ginn, déi béis USA, wéi ëmmer, hätten dee Krich provozéiert an d'EU géif blann hannendrulafen. Deene roden ech, dem Putin seng Ried vum 30. September ze lauschteren.

An dëser Ried léisst hien nämlech keen Zweifel drun, datt hire Feind net zu Kiew sëtzt, mee zu Washington, zu London an an der Europäescher Unioun. Hie seet kloer an däitlech, wat e vum Westen hält: nämlech näischt. Hie fabuléiert iwwert déi westlech Gendertheorien, iwwer Satanismus, Experimenter u Mënschen an natierlech iwwert de westlechen Neoimperialismus. Wien déi ganz Ried lauschtert, kënnt net derlaanscht festzestellen, datt hien eigentlech eng fundamental Krichserklärung un dee fräien an demokratesche Weste mécht.

Hien ass, wéi all d'Diktatoren, gedriwwe vun der Angscht, datt seng Bierger enges Daags a Fräiheet an an Demokratie liewe wëllen. Dem Putin seng Offensiv riicht sech deemno net nëmme géint d'Ukrain, mee virun allem och géint eise Liewensstil, eise fräiheetlechen demokratesche System an eigentlech och géint eis Wäerter.

Une voix | Ganz richteg!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eis Fräiheet an eis Sécherheet an Europa sinn net gratis a mir dierfe se och net fir selbstverständlech huelen. An dat maachen d'Europäer och net. Aus deem leschten Eurobarometer geet ervir, datt d'Majoritéit vun den Europäer der Meenung ass, datt eis Wäerter wéi Fräiheet an Demokratie mussen eng Prioritéit sinn, och wann dat en Impakt op d'Präisser an d'Liewenskäschten huet.

Och hei zu Lëtzebuerg sinn iwwer zwee Drëttel vun de Leit der Meenung, d'Verdeedegung vun eise gemeinsamen europäesche Wäerter steet iwwer enger Hausse vun eise Liewenskäschten. Dat ass eng Fro vun der Solidaritéit. An do sti mir als Europäer och net eleng. D'Vereenegt Kinnekräich war mat bei deenen Éischten, déi Sanktioune géint Russland ageleet hunn a massiv Hëllefen un d'Ukrainer geliwwert hunn. D'USA sinn hei natierlech och am éischte Peloton derbäi.

(Interruption)

De Krich huet eis drun erënnert, wien eis Alliéiert sinn, wann et ëm d'Verdeedegung vum internationalen humanitäre Recht geet. Dat trëfft natierlech och op d'NATO zou.

Här President, bei eise Militärausgabe gouf et dëst Joer e grousse Paradigmewiessel. Lëtzebuerg huet fir d'éischte Kéier Waffe geliwwert un e Land, dat onprovozéiert an onrechtméisseg ugegraff ginn ass. Dës Entscheedung ass net zustane komm, well mir eisen Asaz fir de Fridde vergiess oder eis Wäerter iwwer Bord geheit hätten, mee dës Decisioun huet eis Regierung getraff, well mer fir de Fridden an de Respekt vum internationale Recht sinn. An där Situatioun, an där mer sinn, war a bleift dat doten déi eenzeg richteg Entscheedung, well – ech widderhuele mech – d'Ukrainer kämpfen och fir eis Wäerter. Dofir weise mir eis solidaresch mat den Ukrainer an ënnerstëtze si net nëmme politesch, humanitär, mee och militäresch.

Als LSAP si mir keng grouss Verfechter vun der Militariséierung. Déi russesch Invasioun huet eis awer gewisen, datt Verdeedegungsbündnisser haut leider nach ëmmer noutwendeg sinn. Mir mussen der Realitéit an d'Ae kucken an eis bewosst ginn, datt eis Verdeedegung eis eppes kascht. Do huet d'Regierung e prezise Plang virgeluecht, deen duerleet, wéi mer bis 2028 no an no mat eisem Militärbudget op 1 Milliard Euro wäerten eropgoen.

Op dëser Plaz kann ee sech awer d'Fro stellen, wéi mir eis Aussepolitik ausriichte wëllen. Wourop leeë mer budgetär de Fokus? A wéi sollen d'Ausgabe fir d'Defense an d'Kooperatioun zueneen am Verhältnis stoen?

Fir d'LSAP ass op alle Fall kloer, datt eng Erhéijung vum Defensebudget net duerf op d'Käschte vun der Kooperatioun goen. Mir hale fest un deem 1 % vum

RNB. D'nächst Woch wäerte mer jo nach eng Debatt iwwer eis Kooperatiounspolitik hunn. Lëtzebuerg ass do weltwäit mat Schwede beispillhaft. An dat soll och esou bleiwen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De Fait, datt mir eis Verdeedegungsausgaben héijen, ass awer ganz am Sënn vun eiser Verantwortung als NATO-Member, och fir méi no un déi faméis 2 % vum PIB ze kommen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Wichtegkeet vun dëser Allianz ass duerch de Krich an Europa, praktesch virun eiser Dier, ganz anescht beliicht ginn. Den Zesummenhalt an der NATO ass esou staark wéi zanter Laangem net méi.

D'Invasioun vun der Ukrain huet, wéi Der wësst, souguer Finnland a Schweden derzou beweegt, hire militäreschen „non-alignement" opzeginn a sech der NATO unzeschléissen. Leider ass hire Bäitrëtt nach net definitiv. All NATO-Member muss d'Bäitrëtter a sengem nationale Parlament ratifizéieren. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg grousse Wäert drop geluecht, dat esou séier wéi méiglech ze maachen. An ech soen hei nach eemol alle Parteien am Parlament Merci ...

(Interruption)

... fir d'Flexibilitéit an datt mir dat nach virum Summer ganz onkomplizéiert konnten unhuelen. Dat ass leider net de Fall fir all NATO-Member.

Eng zentral Roll an der NATO an domat och an eiser Sécherheetsarchitektur spillen d'USA. D'USA sinn hei eise Partner a mir solle weider staark transatlantesch Relatiounen halen, wirtschaftlech an och politesch.

Mir begréissen als LSAP och, datt d'EU weider op de Wee geet, fir mat den Amerikaner zesummen en zolitte rechtleche Kader fir d'Digitalisatioun en place ze setzen. Eis héich Standarde garantéieren, datt fundamental Rechter och am digitale Raum hir Plaz kréien. Dat ass net nëmmen eng ekonomesch Fro, mee virun allem eng Fro vun Dateschutz, Perséinlechkeetsrechter, Fräiheet a Sécherheet.

Mam Krich huet den Amerikaner hir Roll als Sécherheetsgarant an Europa och nees Opschwong kritt. Dat wëllt awer net heeschen, datt mir eis an der selwechter Konstellatioun befanne wéi virun e puer Joerzéngten an datt mer eis nëmme sollen op d'Amerikaner verloossen, am Contraire. D'EU strieft, wéi gesot, weiderhin e staarkt Bündnis mat den Amerikaner un, mee als Europäer wëlle mer haut méi onofhängeg sinn, Stéchwuert: Strategic Autonomy. Wéi glafwierdeg ass d'EU, wa mer net amstand sinn, fir eis eege Sécherheet ze suergen?

Duerfir kënne mir als LSAP den europäesche Plang fir eng Rapid Deployment Capacity nëmme begréissen. Mat dësem Instrument ass d'EU schonn e Schratt méi no un engem flexibelen, robusten a séiere Mechanismus, fir eegestänneg a Krisesituatiounen ze intervenéieren.

Mir mussen awer och realistesch bleiwen an eis multilateral a bilateral Bündnisser weider stäerken. Et ass nun emol leider esou, datt net jiddereen eis Wäerter deelt. Mir mussen eis Relatioune mat deenen, déi eis no sinn, stäerken an eis Wäerter weider promouvéiere bei deenen, déi eis eebe manner no sinn.

De Franz Fayot, souwuel als Wirtschafts- wéi och als Kooperatiounsminister, huet an engem Interview gesot, mir missten eis Handelspolitik iwwerdenken. Lëtzebuerg verfollegt eng pazifistesch a feministesch Aussepolitik, déi sech staark mécht an all de Froe ronderëm d'Mënscherechter. An och eis Wirtschaftspolitik muss deem Rechnung droen.

Dat gëllt selbstverständlech och fir eis Relatioune mat China. China bedreift weider eng aggressiv Aussepolitik, déi ganz op chineeseschem Pragmatismus berout. Zanter Februar huet d'Relatioun tëscht Russland a China sech verännert. Engersäits ass Russland méi ofhängeg gi vu China, nodeems seng Handelspartner am Weste wéinst dem Ukrain-Krich ewechgebrach sinn. Anerersäits kënne mer dervun ausgoen, datt China iwwert dee Krich iwwerhaapt net erfreet ass, well militäresch Ausernanersetzungen, Onstabilitéit an Onsécherheet si fir kee gutt. Och China probéiert also, en diplomatesche Spagat ze maachen tëschent der Situatioun mat Russland a senge Relatioune mam Westen. Wat dee Krich méi laang dauert, wat et fir China méi schwéier wäert ginn, dësen, loosse mer soen, onbequeeme Spagat laang ze halen.

Lëtzebuerg huet e relativ enken ekonomesche Lien zu China. An och wann et dacks schwiereg ass, ekonomesch a politesch Relatiounen ausernanerzehalen, well se ëmmer méi anenee verstréckt sinn, ass et wichteg, datt mir eng nuancéiert Siicht op China behalen. An dës ekonomesch Relatioune solle mer notzen, fir d'Problemer ze benennen, fir eise Positioune Gehéier ze verschafen, mat eise Wäertvirstellunge Standarden ze setzen an esou och e gewëssenen Drock ze maachen.

Här President, den Ukrain-Krich hat geopolitesch net nëmmen en Impakt op Europa, mee och op aner Länner a Regiounen, deenen hir Situatioun sech zanter dem Ausbroch vum Krich an der Ukrain deels dramatesch verschlechtert huet. D'Onstabilitéit, déi de Krich verursaacht huet, an de Blocage vun ukrainesche Liewensmëttelexporter hu bei ville scho virdru vulnerabele Populatiounen zu groussen Hongerskrise gefouert.

Virgëschter hunn eis Vertrieder vun den ONGe verzielt, datt den Ament eng 222 Milliioune Mënsche weltwäit un akutem Honger leiden. Zemools d'Kärenexporter aus der Ukrain an aus Russland, déi a groussen Deeler ewechgebrach sinn, hunn derzou gefouert, datt an Indien, am Mëttleren Osten an a subsaharesche Länner d'Präisser duerch de Plaffong gaange sinn, an dat an enger Zäit, wou déi meescht Ekonomien nach amgaange sinn, sech vun der Pandemie ze erhuelen. Mee och déi eekeleg Spekulatioun, déi mat de Liewensmëttel bedriwwe gëtt, deet d'Präisser an d'Luucht schéissen, grad an deene Länner, wou sech der vill scho virdrun dat Néidegst net leeschte konnten.

Den Internationale Wärungsfong schwätzt och vun der gréisster weltwäiter Liewensmëttelkris zanter ville Joren. Hei ass um internationale Plang Solidaritéit gefrot. Eis Kooperatiounspolitik an humanitär Hëllef kënne sech international weisen. Ech wëll op dëser Plaz net der Debatt vun der nächster Woch virgräifen, ech wëll just soen: Mir mussen déi multilateral Plattformen notzen, fir eis och bei eise Partner fir méi Engagement a méi Solidaritéit staarkzemaachen.

Da kommen ech nach gär op d'Situatioun am Kaukasus ze schwätzen, déi besonnesch bedenklech ass. An där Regioun ass Georgien dat eenzegt Land, dat sech kloer fir eis fräiheetlech demokratesch Wäerter ausschwätzt. Dräi vu senge véier Nopere sinn autoritär Regimmer an zwou vu sengen eegene Regioune ginn nach ëmmer vu Russland besat. Georgien huet e grousst Potenzial, fir d'Regioun ze stabiliséieren. Dat ass allerdéngs keng einfach Aufgab, zemools well et och mat grousse Migratiounswellen aus Russland konfrontéiert ass, an d'Regioun ass alles an allem fragill.

De Konflikt tëscht Armenien an Aserbaidjan ass nees opgeflaamt. Et ass schlëmm, wéi den Aserbaidjan probéiert, elo wou d'ganz Welt op d'Ukrain kuckt, op en Neits säin Noper ze iwwerfalen. Mir kucken awer net ewech. An déi Motiounen, déi mer hei an der Chamber ewell gestëmmt hunn zu deem Konflikt, behalen all hir Bedeitung.

D'Situatioun an dëser Regioun huet och en direkten Impakt op Europa. D'EU huet d'Verantwortung, de Fridden a senger Noperschaft ze promouvéieren. Mir duerfen d'Aen net virun dësem Konflikt verschléissen, och well an der Perspektiv, energeetesch onofhängeg ze gi vu Russland, d'EU am Juli e Memorandum of Understanding mam Aserbaidjan ënnerschriwwen huet. Bis 2027 solle sech d'EU-Gasimporter aus dem Aserbaidjan op d'mannst verduebelen an domat bei wéinstens 20 Milliarde Meterkibb pro Joer sinn. Un dës Importer musse mer och d'Fro vum Fridden an der Regioun Bergkarabach hänken.

D'Froe vun de Mënscherechter, dem Rechtsstaat an der Demokratie gehéieren och op den Dësch, wa mer mam Aserbaidjan schwätzen. D'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe mécht dat reegelméisseg. D'Europäesch Unioun muss dat och maachen. An ech mengen, den Här Gusty Graas als Vizepresident vun der Assemblée parlementaire, dee kann dat bestätegen.

Une voix | E gudde Mann!

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, den Här Graas ass e gudde Mann. Ech wëll him Merci soen an och all deenen anere Kolleegen aus der Delegatioun an der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, datt se sech aktiv asetze fir déi wichteg Institutioun an datt se iwwerall probéieren, déi Wichtegkeet ze ënnersträichen an ëmmer erëm ze rappeléieren, firwat déi Institutioun gutt ass, déi leider vill ze dacks bei eis am Weste vergiess gëtt! Dofir soen ech all de Kolleegen en häerzleche Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et ass evident, datt d'Memberstaaten esou séier wéi méiglech onofhängeg vu russeschem Gas musse ginn. Déi europäesch Ofhängegkeet vu russeschem Gas ass iwwert déi lescht Méint scho massiv erofgaangen: Virum Krich koumen nach ongeféier 40 % vum Gas aus Russland, haut sinn et nach knapps 10 %.

Mir wëssen och, datt d'Zouverlässegkeet vun der Gasliwwerung net méi ginn ass. De Putin huet d'Ofhängegkeet vun der EU instrumentaliséiert, fir eis ënner Drock ze setzen. Nord Stream 1 soll, well se ondicht ass, net funktiounsfäeg sinn. D'Attack op Nord Stream 2 war och e klore Message. Dës Attack, déi virun engem Joer nach onvirstellbar gewiescht wier, huet eis d'Realitéit awer nach eng Kéier méi no bruecht. Et ass nach net gekläert, wie fir dëst Attentat responsabel ass. Mee ënnert dem Stréch ass fir eis kloer: Europa muss an Zukunft ouni russesche Gas auskommen!

D'Strategie vun der Kommissioun ziilt op d'Diversifikatioun vun eise Quellen a gläichzäiteg op d'Reduktioun vun eisem Verbrauch. Well et ass net evident, Gasexportateuren ze fannen, déi a puncto Demokratie a Mënscherechter all eis Krittären erfëllen. D'Beispill Aserbaidjan hunn ech scho genannt. Mëttel- a laangfristeg ass déi eenzeg nohalteg Léisung, op erneierbar Energien ze setzen, aus politeschen, awer och aus ëmwelttechnesche Grënn. Dat verlaangt och eise Sënn fir Gerechtegkeet.

De Krich an der Ukrain a seng Repercussiounen ënnersträichen nach eemol d'Dréngleechkeet fir eng global Energietransitioun. Bei allem Leed an deem ville Misär, deen de Krich mat sech bréngt, wäert en awer och derfir suergen, datt mir Europäer eis

Energietransitioun méi séier wäerte kënne realiséieren. Éischt konsequent Schrëtt huet d'Regierung jo schonn an d'Weeër geleet.

Här President, déi lescht siwe Joer waren déi wäermst Joren, déi jee gemooss gi sinn. De Sonndeg ass an Ägypten déi neist Editioun vun der gréisster Klimakonferenz ugaangen, d'COP27. Den Tenor vun de leschte Jore kann een och dëst Joer widderhuelen: Mir mussen zesummen un engem Strang zéien, fir esou séier wéi méiglech géint de Klimawandel ze kämpfen! Mee et dierf net bei eidele Versprieche bleiwen. De Klimawandel ass scho längst do, an net nëmmen a wäit fort geleeëne Regiounen, mee och hei an Europa an hei zu Lëtzebuerg.

D'Haapttheeme vun der COP27 si „mitigation, adaptation, finance and collaboration". An dat ass gutt esou, well et geet net duer, just iwwer Schadensbegrenzung an d'Reduktioun vun Zäregasemissiounen ze diskutéieren, och wann dat absolutt muss en Haapttheema bleiwen. Well wann een déi individuell Efforten an Ziler vun alle Länner weltwäit zesummerechent, geet d'Rechnung net op, fir ënner 1,5 respektiv 2 Grad Celsius ze bleiwen.

De Rapport „The Heat is On", dee vum United Nations Environment Programme publizéiert ginn ass, stellt fest, datt déi national Engagementer, fir d'Emissiounen erofzekréien, bei Wäitem net duerginn. Esou wéi et elo ass, mat deenen Engagementer, déi elo do sinn, ass eise Planéit um Wee fir eng Erhéijung vun der Welttemperatur vun 2,7 Grad. Do musse mer bedenken, datt och net jidderee seng Engagementer ëmmer anhält. An dësem Sënn ass och d'EU-Taxonomie e battere Réckschrëtt. An de Frackinggas, deen elo am Boom ass, féiert eis och net an déi richteg Richtung.

Dofir muss d'COP27 sech verstäerkt mat der Realitéit ausernanersetzen, wéi d'Mënschheet sech un de Klimawandel adaptéiere kann. De Global Goal on Adaptation war eent vun den Haaptresultater vun der COP26 zu Glasgow zejoert. Dëst Joer geet et drëms, all d'Parteien derzou ze beweegen, hir Engagementer ze materialiséieren an deen néidege politesche Wëllen un den Dag ze leeën, fir d'Klimaresilienz weltwäit ze verbesseren a sech mat aneren, méi vulnerabele Länner solidaresch ze weisen.

An a puncto Solidaritéit gi Rhetorik an eidel Versprieche net duer. Et musse kloer definéiert Decisiounen an Engagementer um Niveau vun de Finanze getraff ginn. Déi 100 Milliarden US-Dollar pro Joer, déi fir Klimaschutzmoossnamen zu Kopenhagen decidéiert gi sinn, mussen endlech och geleescht ginn. Wa Länner Engagementer aginn, musse se och agehale ginn! An hei muss d'EU seng Virreiderroll ausbauen.

Ganz am Prinzipp vum Pollueur-payeur si Staaten an der Verantwortung, hiren Deel bäizedroen. Fir all Land kënnen ze responsabiliséieren, brauche mer e Plan de route iwwert d'Opschlësselung vun deenen 100 Milliarden US-Dollar. Et muss kloer sinn, wiem seng Responsabilitéit wéi grouss ass. Zousätzlech muss jiddereen eng Plaz um Dësch kréien. Et geet net duer, datt e puer Wéineger aus dem globalen Norden eppes ënner sech ausmaachen.

Ech rappeléieren, datt d'UN-Generalversammlung am Juli den Accès zu enger propperer a gesonder Ëmwelt zu engem universale Mënscherecht deklaréiert huet. An dat ass och ganz richteg esou, well de Klimawandel bedrot haut schonn d'Existenz vu ville Mënschen. Dacks si Populatioune betraff, déi opgrond vu Konflikter scho vulnerabel sinn. D'Konsequenze vu Klimawandel a Konflikter bedénge sech nämlech géigesäiteg – ee Grond méi, fir eis aktiv géint de Klimawandel a fir de Fridden op der Welt anzesetzen!

Här President, et ass nëmme verständlech, datt vill Mënschen, déi sech an dëse miserabele Situatioune befannen, decidéieren, aus hirer Heemecht ze flüchten, sech a Sécherheet brénge wëllen an hoffen, eng besser Zukunft fir sech an hir Famill ze schafen.

Ech vergiessen ni e Gespréich, dat ech 2015 op der tierkesch-syrescher Grenz an engem Flüchtlingscamp zu Kilis mat engem jonke Papp hat, e wäert ongefeier 30 Joer al gewiescht sinn. Dat war e puer Méint virun där grousser Flüchtlingswell. De Mann, mengen ech, war Dokter an e sot mer: „Wësst Der, mäi Liewen an dat vu menger Fra, déi si gelaf. Ech erwaarde mer näischt méi vum Liewen, mee op d'mannst wëll ech alles maachen, datt meng zwee Kanner d'Chance kréien, e liewenswäert Liewen ze féieren." Deen Ament huet déi Famill scho véier Joer an engem Zeltlager gelieft.

Als LSAP setze mir eis derfir an, datt d'Asylrecht no der Genfer Konventioun an eisen europäesche Gesetzer bedéngungslos respektéiert gëtt. Migratioun ass nämlech e Sujet, bei deem eng ganz Partie Memberstaaten hir Wäerter lénks leie loossen. Verschidde Parteie profitéieren ëmmer erëm vun dësem Theema, fir de Leit Angscht ze maachen an op eng subtill Aart a Weis Friemenhaass ze verbreeden, fir da populistesch Léisungen ze presentéieren.

Hei ass eigentlech a ganz Europa en Ëmdenken néideg: Mir brauchen eng gemeinsam europäesch Migratiounspolitik, déi op Evidenz a Fakte baséiert, net op Eenzelnen hiren Emotiounen. Mir wëssen, datt déi Securiséierung oder souguer Militariséierung vun eisen europäesche Baussegrenzen net funktionéiert! Wien ass responsabel fir den Doud vu Kanner, déi op den EU-Baussegrenze stierwen?

Et ass inakzeptabel, datt nach ëmmer Mënschen an europäesche Gewässer stierwen! Et ass inakzeptabel, datt eng Rei Memberstaate reegelméisseg op illegal Pushbacks zréckgräifen, fir onerwënscht Migratioun ze verhënneren! Et ass inakzeptabel, datt Flüchtlinge wéinst hirer Hautfaarf, hirer Originn, hirer Relioun, hirem Geschlecht oder hirer sexueller Orientéierung anescht behandelt ginn! An et ass och net ze verzeien, datt Flüchtlingen op hirem Wee geschloen a maltraitéiert ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jiddereen, deen op der Sich no Schutz ass an an d'EU flücht, muss d'selwecht behandelt ginn a seng Rechter kënne wouerhuelen. Mir musse Maueren ofbauen, amplaz pickegen Drot ze zéien. A mir musse legal a sécher Weeër schafen.

Här President, ech hunn elo vill vu Mënscherechter a menger Ried geschwat. Jo, mir sollen déi iwwerall no bausse promouvéieren an héichhalen. Mee wa mer als EU vu Mënscherechter schwätzen, da musse mer och mat eis selwer haart zu Geriicht goen. De Skandal ronderëm Frontex ass een, fir dee mir eis eigentlech musse schummen.

D'Demissioun vum fréieren Direkter Fabrice Leggeri war längst iwwerfälleg. Et kéint ee mengen, an der Leedung vu Frontex hätt kee verstanen, datt Frontex am Sënn vun de fundamentale Rechter sollt agéieren. Et ass confirméiert, datt Frontex am Zäitraum vu Mäerz 2020 bis September 2021 un illegale Pushbacks vun op d'mannst 957 Migrante bedeelegt war. An d'Leedung vun der Agence war informéiert. Ech sinn entsat driwwer, datt eng europäesch Agence hire Pouvoir an ëffentlech Gelder méssbraucht, fir europäescht Recht esou massiv ze briechen an eklatant Gewaltdoten ze begoen!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De schockéierende Rapport vun der Europäescher Administratioun fir Bedruchsbekämpfung, dem OLAF, identifizéiert nieft dem seriöe Feelverhale vun eenzelne Persounen awer och Schlësselproblemer. Sou gouf dem Fundamental Rights Officer den Zougang zu operationellen Informatioune bewosst verwiert an hie gouf net bei Berichter iwwer seriö Tëschefäll mat Verstouss géint Mënscherechter matagebonnen. Dat Personal, dat seng Aarbecht gemaach huet, Verantwortung geholl huet, d'Prozeduren agehalen huet an dës schlëmm Tëschefäll och gemellt huet, gouf einfach ignoréiert.

(Interruption)

Mir mussen dervun ausgoen, datt d'Struktur vun der Frontex ganz faul ass. Fir heivun ewechzekommen an no vir ze kucken, muss d'Europaparlament onzenséierten Accès zu den Informatioune vun dem OLAF kréien. Als LSAP kënne mir nëmme begréissen, datt d'Europaparlament refuséiert, de Budget vun der Frontex vun 2020 ze approuvéieren, bis dat Ganzt anstänneg opgeschafft ass.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Och als Chamberskommissioun wäerte mir dat weider suivéieren, dat verspriechen ech.

Eng nei Frontex muss ënnert dem kritesche Bléck vun der Ëffentlechkeet opgebaut ginn. An et duerf op kee Fall heeschen, datt mer a Migratiounsfroen allgemeng esou virufuere wéi bis elo. Och an der Migratiounspolitik mussen eis Wäerter am Vierdergrond stoen.

Eis Verantwortung beschränkt sech och net op d'Migratiounsbeweegungen an der EU an op eise Grenzen. Amnesty International huet am Summer e Rapport publizéiert, deen duerleet, wéi onmënschlech Flüchtlingen aus dem Afghanistan am Iran an an der Tierkei behandelt ginn. Och ee Joer no den Airlift-Evakuatiounen aus dem Afghanistan riskéieren d'Mënschen hiert Liewen, fir aus deem Land erauszekommen. Si flüchten dacks an den Iran a bis an d'Tierkei. Béid Länner gräifen am Ëmgang mat der Migratioun systematesch op brutal Gewalt zréck. Hei kënne mir net roueg nokucken.

Als Europäer stinn all d'Dublin-Staaten an der Flicht, déi legal Méiglechkeete voll auszeschëpfen, fir Afghanen d'Flucht ze erméiglechen, beispillsweis iwwert d'Familljenzesummeféierung fir d'Afghanen, déi schonns Famill an der Europäescher Unioun hunn. Mir si frou, datt, wéi den Ausseminister eis gëschter bestätegt huet, Lëtzebuerg hei seng Verantwortung hélt.

Wa mer vum Iran schwätzen, féiert kee Wee derlaanscht, déi eklatant Gewalt vun de leschte Wochen ze thematiséieren. D'Protester am Iran an hir Dauer an hiert Ausmooss sinn historesch a schéngen och muer net ofzeklëngen. D'Vollek an zemools d'Frae sinn net méi bereet, sech de strenge Reegele vum Regimm ze ënnerwerfen. An de Regimm scheit net, fir brutal virzegoen, fir dës Protester ze ënnerdrécken. Iwwer 300 Doudeger an eng 14.000 Arrestatiounen, déi schwätze fir sech. D'Mënsche maache sech natierlech och d'sozial Medien zunotzen, mee de Regimm huet hinnen den Internetzougang limitéiert.

Op dëser Plaz wëll ech eist Matgefill an eis Solidaritéit mam iranesche Vollek a besonnesch mat den iranesche Fraen ausdrécken: Mir ënnerstëtzen Iech an Ärem Kampf fir „Fraen, Liewen, Fräiheet". Dëse Slogan dréit d'Iddi, datt d'Liberatioun vun de Fraen eng Viraussetzung ass fir déi universal Fräiheet.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Wéi Der wësst, verfollegt eis Regierung jo eng feministesch Aussepolitik, déi sech genee dofir asetzt. D'Entwécklungen am Iran weisen, wéi wichteg dës Perspektiv ass.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Eng feministesch Aussepolitik wierkt transformativ, si erkennt d'Geschlechtergerechtegkeet als zentral Viraussetzung fir Fridden a Sécherheet un. Do denken ech och un d'Fraen an d'Meedercher, déi ënnert dem Taliban-Regimm am Afghanistan liewen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Hei musse mer eis derfir staarkmaachen, datt et kee Gap tëschent der Theorie an der Praxis gëtt. Feministesch Aussepolitik muss sech an eisen Entscheedungen erëmspigelen. Dofir kënne mir als LSAP d'EU-Sanktioune géint Individuen an Entitéiten, déi fir uerg Fraerechts- a Mënscherechtsverletzungen am Iran responsabel sinn, nëmme begréissen.

An deem Kontext hunn ech eng Motioun ze deposéieren, déi d'Ënnerschrëfte vu bal alle Parteien hei aus dem Parlament dréit. Ech soen all deenen, déi se ënnerschriwwen hunn, Merci. An déi Partei, déi se net matgedroen huet, déi wäert bestëmmt herno erklären, firwat.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– réitérant sa résolution du 28 septembre 2022, dans laquelle elle a condamné les violations massives des droits humains en Iran, appelé les autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations, et proclamé sa solidarité avec les femmes et tout le peuple iranien ;

– saluant la décision du Conseil de l'Union européenne du 17 octobre 2022 d'ajouter onze personnes et quatre entités à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives dans le cadre du régime existant de sanctions en matière de droits de l'homme à l'encontre de l'Iran, en raison de leur rôle dans la mort de Mahsa Amini et de la réaction violente aux récentes manifestations en Iran ;

– constatant que la répression brutale par les autorités iraniennes continue sans cesse et a déjà causé la mort de 300 personnes, dont une cinquantaine d'enfants, ainsi que la détention de 14.000 personnes ;

– considérant l'utilisation de drones iraniens par la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine ;

– saluant la décision du Conseil de l'Union européenne du 20 octobre 2022 d'ajouter trois citoyens iraniens et une entité iranienne à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives au motif qu'elles compromettent ou menacent l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine ;

– considérant le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2022-2024, dans le cadre duquel il s'est engagé à appuyer les défenseur-e-s des droits humains et à mettre un terme à l'impunité pour violations des droits humains ;

– considérant la déclaration sur la politique étrangère du Ministre des Affaires étrangères et européennes du 8 novembre 2022, dans laquelle il a souligné l'importance pour le Luxembourg et l'UE d'appuyer et de protéger les défenseur-e-s des droits humains en Iran, ainsi que de maintenir la pression sur le régime iranien,

invite le Gouvernement à

– poursuivre ses travaux au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en appui aux défenseur-e-s des droits humains en Iran et à travers le monde ;

– poursuivre ses efforts, au niveau de l'Union européenne, pour sanctionner les personnes et entités responsables pour la répression violente en Iran dans le cadre du régime de sanctions en matière de droits de l'homme à l'encontre de l'Iran ;

– poursuivre ses efforts, au niveau de l'Union européenne, pour sanctionner les personnes et entités responsables pour la fourniture de drones iraniens à la Russie ;

– soutenir toute autre initiative visant à amener les responsables iraniens à rendre des comptes pour leurs crimes et de veiller dès aujourd'hui à documenter ces violations des droits humains.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wéi ass et mat menger Zäit? O, ech muss scho bal ... Elo muss ech villes ewechloossen.

Une voix | Du has eng Motioun.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech hunn nach e puer Motiounen hei.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Jo, et geet nach. Et war och virdrun e bëssen iwwerzu ginn. Dir hutt nach Zäit.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech probéieren, nach e bësse virunzekommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Loosst Iech Zäit!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Da sprangen ech direkt duerno zur Konklusioun. Ech géif gären och profitéieren, fir eng weider Motioun anzereechen. Déi dréit d'Ënnerschrëft vun alle Parteien hei am Parlament. Déi hate mer och schonn ugeschwat an eiser Chamberskommissioun. Do geet et ëm de Genozid, deen um Vollek vun de Jeside verbrach gëtt. Ech wär och frou, Här President, wa mer iwwert déi herno kéinten ofstëmmen.

Et ass Zäit, datt och Lëtzebuerg unerkennt, wéi dat jesidescht Vollek a Syrien an am Irak ënnert dem sougenannten „Islamesche Staat" massakréiert gouf. A mir fuerderen an där Motioun eis Regierung derzou op, sech an der UNO a besonnesch am Mënschrechtsrot derfir anzesetzen, datt de Genozid weltwäit unerkannt gëtt a virun den Internationale Geriichtshaff kënnt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

a) considérant les massacres et les persécutions spécifiques, systématiques et extrêmes subis par les Yézidis en Irak et en Syrie de la part du groupe terroriste « État islamique en Irak et au Levant » (EIIL) visant à éradiquer cette communauté ;

b) vu la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 ;

c) vu l'article 136bis du Code pénal luxembourgeois qui réprime le crime de génocide ;

d) vu le Statut de la Cour pénale internationale du 17 juillet 1998 que le Luxembourg a ratifié et qui prévoit que le crime de génocide doit être réprimé et est imprescriptible ;

e) considérant que la volonté de destruction systématique des Yézidis est constitutive du crime de génocide ;

f) considérant que des combattants terroristes étrangers ont participé aux attaques contre la communauté yézidie et qu'il est important de poursuivre les auteurs de ces crimes en justice et de fournir des réparations aux victimes ;

g) vu le rapport de la Commission d'enquête sur la Syrie des Nations Unies du 16 juin 2016 intitulé « Ils sont venus pour détruire : les crimes de l'EIIL contre les Yézidis », qui a constaté que le groupe terroriste EIIL avait commis le crime de génocide contre les Yézidis ;

h) vu la résolution du Parlement européen du 4 février 2016 sur le massacre systématique des minorités religieuses par le soi-disant groupe « EIIL/Daech » (2016/2529(RSP)) ;

i) vu la résolution 2170 (2014) du Conseil de sécurité du 15 août 2014 sur la condamnation des violations des droits de l'homme par des groupes extrémistes en Irak et en Syrie ;

j) vu la résolution 2388 (2017) du Conseil de sécurité du 21 novembre 2017 sur la lutte contre la traite des êtres humains en situation de conflit ;

k) considérant le rapport de l'équipe d'enquête des Nations Unies chargée de mettre en lumière les responsabilités concernant les crimes commis par le groupe terroriste EIIL (UNITAD) du 1er mai 2021 intitulé « Sixième rapport du Conseiller spécial et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Irak et du Levant à répondre de ses crimes » qui a recueilli la preuve claire et convaincante qu'un génocide a été commis par l'EIIL contre les Yézidis en tant que groupe religieux ;

l) vu les constatations de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Irak et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD), présentées le 10 mai 2021, qui font état de la preuve claire et convaincante qu'un génocide a été commis par le groupe terroriste EIIL contre les Yézidis ;

m) vu l'article 7 de la « Loi sur les survivantes yézidies », adoptée par le Parlement irakien le 1er mars 2021, qui reconnaît les crimes commis par le groupe terroriste EIIL contre les Yézidis et les communautés turkmène, chrétienne et shabake comme crimes de génocide et crimes contre l'humanité ;

n) vu le jugement du Tribunal régional supérieur de Francfort du 30 novembre 2021, et le jugement du Tribunal régional supérieur de Hambourg du 27 juillet 2022, qui ont reconnu des anciens membres du groupe terroriste EIIL coupables du crime de génocide contre les Yézidis ;

o) vu la doctrine de la responsabilité de protéger (R2P), adoptée à l'unanimité lors du sommet des Nations Unies de 2005, qui prévoit que la communauté internationale a la responsabilité d'empêcher le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité lorsque les autorités nationales ne le font pas ;

p) vu l'article 6 de la « Loi sur les survivantes yézidies », adoptée par le Parlement irakien le 1er mars 2021, qui prévoit des réparations pour les survivantes Yézidies et des autres communautés couvertes par la loi ;

q) considérant que la plupart des Yézidis n'ont toujours pas pu regagner leur foyer ;

r) considérant les conditions d'existence précaires de ces populations dans des camps de personnes déplacées dans le Kurdistan irakien, ainsi que dans le Sinjar ;

s) considérant la visite d'une délégation de survivantes yézidies au Luxembourg le 18-19 novembre 2021 et la visite subséquente du Ministre des Affaires étrangères et européennes en Irak du 29 mars au 1er avril 2022, lors de laquelle il a pu constater les conditions d'existence précaires des Yézidis dans les camps de personnes déplacées ;

t) considérant le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2022-2024, dans le cadre duquel il s'est engagé de mettre un terme à l'impunité pour les crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale, tels que le génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre,

I. reconnaît et condamne le crime de génocide perpétré par le groupe terroriste EIIL en Irak et en Syrie à l'égard des Yézidis à partir de 2014 ;

II. invite le Gouvernement à

1) reconnaître politiquement le crime de génocide perpétré par le groupe terroriste EIIL en Irak et en Syrie à l'encontre de la communauté yézidie à partir de 2014 ;

2) utiliser toutes les voies de droit interne et international pour s'assurer que le crime de génocide perpétré contre les Yézidis en Irak et en Syrie par le groupe terroriste EIIL ne reste pas impuni, à jouer dans ce cadre un rôle international de premier plan en œuvrant activement à la coopération entre les États membres de l'UE et d'autres États partageant les mêmes vues ;

3) militer activement, au sein des Nations Unies, pour l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies d'une résolution prévoyant le renvoi de ces crimes devant la Cour pénale internationale ou la création d'un tribunal ad hoc ou hybride pour juger ces crimes ;

4) utiliser le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour souligner l'importance de la reconnaissance du génocide et de la mise en œuvre de la législation irakienne du 1er mars 2021 dite « Loi sur les survivantes yézidies » ;

5) encourager le Gouvernement irakien à adhérer à la Cour pénale internationale ou à déposer une déclaration conformément à l'article 12 (3) du Statut de Rome pour consentir à ce que la Cour exerce sa compétence à l'égard des crimes commis sur son territoire depuis le mois d'août 2014 par le groupe terroriste EIIL ;

6) contribuer au retour des Yézidis qui le souhaitent dans leurs villes et villages d'origine, notamment en demandant la mise en œuvre, en consultation avec la communauté yézidie, de l'accord entre le Gouvernement du Kurdistan irakien et le Gouvernement central de Bagdad et en proposant une supervision internationale de cet accord ;

7) encourager le Gouvernement irakien à mettre en œuvre la législation du 1er mars 2021 dite « Loi sur les survivantes yézidies » et à œuvrer au sein de l'Union européenne pour identifier des moyens d'appui au Gouvernement irakien ;

8) encourager le Gouvernement irakien à prendre des mesures concrètes pour libérer les femmes yézidies et leurs enfants toujours détenus par le groupe terroriste EIIL et à assurer que les fosses communes au Sinjar soient exhumées le plus rapidement possible.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, soulaang et Verstéiss géint Mënscherechter gëtt, musse mir eis mat ganzer Kraaft zesumme mat eise Partner mobiliséiere géint déijéineg, déi näischt vun eise Wäerter halen an internationaalt Recht mat Féiss trëppelen.

De Krich an der Ukrain huet eis mat immens dramatesche Biller ganz no gewisen, datt net jiddwereen eis Wäerter deelt. Staaten, déi eng aner Opfaassung dervun hunn, wéi Gesellschafte funktionéiere sollen: mat Gewalt, mat Zensur, mat deels totaler Iwwerwaachung an Ënnerdréckung. Esou Gesellschaftsmodeller verstousse géint eis fundamental Opfaassung vun der Dignitéit vum Mënsch.

De Krich an der Ukrain, dee mir eis virun engem Joer net konnte virstellen, huet eis dës Realitéit nach méi no bruecht. De Respekt vu Mënscherechter ass eng Garantie fir Stabilitéit, déi mer an dësen Zäite vun Ongewëssheet ustriewen.

Als europäesch Wäertegemeinschaft hu mir d'Verantwortung, eis fir Fridden, Gerechtegkeet a Sécherheet an Europa, an eiser Noperschaft an och an der Welt anzesetzen. Loosst eis eis demokratesch, friddlech an och diplomatesch mat aller Kraaft dofir asetzen!

Zu deene villen Theemen, déi ech ugeschwat hunn, wéi d'Mënscherechter, déi feministesch Aussepolitik oder och nach d'Konflikter an der Ukrain, d'Protester am Iran, hunn ech nach eng Motioun, déi ech gäre wéilt deposéieren an zur Ofstëmmung bréngen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– saluant l'engagement international du Gouvernement en matière de protection des droits de l'homme, notamment au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève ;

– se félicitant de l'adoption par le Conseil des droits de l'homme d'une résolution, tablée par le Luxembourg, portant sur la situation des droits humains en Russie ;

– considérant le soutien du Luxembourg à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et son engagement en faveur du droit naturel de l'Ukraine à se défendre contre l'agression russe conformément aux dispositifs de la Charte des Nations Unies ;

– notant les efforts continus du Gouvernement pour alléger le sort des populations civiles dans les pays en conflit ou en situation de détresse ;

– déplorant que dans un nombre croissant d'États, l'espace civique des défenseurs des droits humains est systématiquement restreint,

invite le Gouvernement

– à poursuivre l'engagement du Luxembourg au sein du Conseil des droits de l'homme, y compris sur les sujets impliquant les actions de la Russie ;

– à s'engager de façon déterminée afin que les responsables des violations des droits humains et du droit humanitaire dans les conflits armés, notamment en Ukraine, soient traduits devant la justice internationale ;

– à maintenir son action en faveur de la paix, du respect des droits humains et du droit international humanitaire dans le contexte d'autres conflits armés ;

– à continuer, dans l'esprit de la politique étrangère féministe ancrée dans l'accord de coalition, à renforcer l'égalité des genres dans les enceintes internationales et européennes et à promouvoir les droits des femmes ainsi que les droits des communités LGBTIQA+ partout dans le monde, y compris en Iran, en Arabie Saoudite, au Qatar et en Afghanistan ;

– à poursuivre son action sur la thématique du devoir de diligence en s'engageant notamment dans les négociations en vue d'une directive au sein des groupes de travail pertinents au Conseil de l'UE ;

– à soutenir, en collaboration avec ses partenaires internationaux, la société civile dans les nombreux États où le travail vital des ONG et des défenseurs des droits humains est entravé ou criminalisé ;

– à poursuivre son engagement en matière d'action humanitaire et de coopération au développement dans les endroits où la population civile est en détresse et à lutter contre la pauvreté, les objectifs de développement durable établis par l'ONU gardant toute leur pertinence ;

– à continuer à promouvoir la mise en œuvre de l'agenda 2030, qui préconise des standards sociaux et environnementaux et la durabilité, notamment dans la politique commerciale internationale.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Si dréit och, an dofir soen ech och Merci, d'Ënnerschréft vu bal alleguerten de Parteien hei, ausser enger Partei.

Ech soe Merci fir Äert Versteesdemech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, et ass erëm déi Zäit vum Joer, wou mer hei stinn am Kader vun der aussepolitescher Debatt a wou mer versichen, e bëssen de Bilan ze maachen iwwert den Zoustand vun eiser Staategemeinschaft, a wou mer eis och doriwwer austauschen, wéi mir d'Roll vun eisem Land an deem Kader gesinn.

Mir sinn e klengt Land, eise Poids ass vläicht net ëmmer deen allergréissten. Mee mir sinn, mengen ech, ganz gutt doran, als klengt Land Allianzen ze initiéieren an ze bilden. A mir sollten de Poids vun engem klenge Memberstaat och net ënnerschätzen. Mir si Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun, mir sinn e Member vum gréisste Bannemarché vun der Welt, mir sinn aktuell Member am UNO-Mënscherechtsrot a mir ware viru knapp zéng Joer ee vun den zéng net permanente Memberen am UN-Sécherheetsrot: Mir hunn also eng Stëmm a mir maache se geltend. Et ass net eisen Usproch, um Bord vum Spillfeld ze stoen a just nozekucken, wéi anerer hire Match maachen.

Ma wa mer haut ronderëm eis kucken an e bëssen den Topo maache vum Zoustand vun der Welt, da musse mer feststellen, dass mer virun Erausfuerderunge stinn, déi fir déi gesamt demokratesch Staategemeinschaft schier enorm sinn. Mir si wäit vun enger perfekter Welt ewech! Eng perfekt Welt ass vläicht och elo héich gegraff, mir wëlle jo och elo net ze vill verlaangen.

Mee stellt Iech just fir eng Minutt eng Welt vir, an där all d'Staate sech d'internationaalt Recht halen, an där et keng Autokrate gëtt, déi hir Gesellschaften a Geiselhaft huelen an d'Weltgemeinschaft destabiliséieren, an där all Land d'Chance huet, fir sech zu enger oppener Demokratie ze entwéckelen, ouni fäerten ze mussen, vun engem aggressiven Noper zur Raison gebommt ze ginn, an där Fraen, egal a wéi engem Land se op d'Welt komm sinn, fräi entscheede kënnen, ob se e Kappduch wëllen undinn oder net, an där se sangen an danzen dierfen, ouni eng Prisongsstrof ze riskéieren, an där se an d'Schoul dierfe goen an u gesellschaftleche Prozesser dierfen deelhuelen, ganz selbstverständlech, an an där Faschisten eng Saach vun der Vergaangenheet sinn a Leit, déi virun e puer Joer nach mat Hakekräizbänner duerch d'Géigend gelaf sinn, haut net hire Comeback an enger neier italieenescher Regierung dierfte feieren, ...

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... an där Acquisen aus der feministescher Aussepolitik net einfach iwwer Bord geheit ginn, soubal Rietskonservativer un d'Rudder kommen, an där d'Staategemeinschaft um Wee zur Emissiounsfräiheet un engem Strang géif zéien an eng COP an Ägypten net ënnert dem Doute ofgehale géif ginn, dass se am Endeffekt och eng Plattform fir en autoritäre Regimm ass, fir sech der Staategemeinschaft mat schéine Kulissen ze presentéieren. Eng Welt, an där mer net vun Autokraten ofhängeg sinn, fir eis Energieversuergung ze garantéieren, an där net Millioune vun Uiguren a chineesesche Lageren agespaart a gefoltert ginn, an där e Friddensnobelpräisträger net op eemol e Biergerkrich entfacht a bereet ass, seng Populatioun

carrement erhéngeren ze loossen, an där Palästinenser a Palästinenserinnen net joerzéngtelaang ënner miserabele Konditiounen an ouni Perspektiven an engem Open-Air-Prisong liewe mussen, an där net Millioune Leit aus hirer Heemecht fortlafe mussen, well Konflikter a Klimawandel hinnen all Liewensgrondlag geholl hunn. Eng Welt, an där Europa Flüchtlingen net forcéiert, fir d'éischt dem Doud am Mëttelmier an d'Aen ze kucken a Grenzen illegal ze iwwerwannen, fir iwwerhaapt kënnen eng Asyldemande ze stellen an hiert Recht op eng fair Asylprozedur geltend ze maachen, an där mer och net fir d'éischt jorelaang missten driwwer diskutéieren, ob et eisen Entreprisen iwwerhaapt zouzemudden ass, sech u Basismënscherechter ze halen!

Leider hu mer selwer net ëmmer alles an der Hand, fir dësen Ziler esou séier wéi néideg an esou schnell wéi méiglech méi no ze kommen. Mee et ass eis Aufgab als Land an als EU, eis ëm Fridden ze beméien, eis Wäerter ze verteidegen an alles an eiser Geschierkëscht ze benotzen, wat eis hëlleft, den aktuellen Tendenzen entgéintzewierken.

Mir wëssen, dass Demokratië vill manner d'Tendenz hunn, sech géigesäiteg ze bekrichen. Demokratie a Rechtsstaatlechkeet ze förderen ass also e Must, an dat net nëmme fir déi Mënschen, déi aktuell ënner autoritäre Regimmer musse leiden, mee och am Sënn vun enger méi friddlecher Weltuerdnung. Eng Gemeinschaft, déi op demokratesche Wäerter baséiert, notzt eis alleguer, well se suergt fir wichteg Stabilitéit. Si schützt eis viru Kricher, virun Onsécherheet, Flucht, Rezessioun an Angscht.

Mir mussen also aus de Feeler léieren, déi eis an eng Positioun bruecht hunn, an där mer oft zécken, fir dës Wäerter anzetrieden, aus Angscht, mir kéinten eis selwer virun allem wirtschaftlech ze vill domadder schueden. Ze laang hu mer a Richtung Russland duerch d'Fangere gekuckt, och well Energieimporter eis ze vill ofhängeg gemaach hunn.

De Präis, dee mer haut dofir bezuelen, fir der Ukrain bäizestoen, deen ass schonn däitlech spierbar, an awer hält e sech, relativ gesinn, nach a Grenzen. Géife mer nämlech vun engem Land wéi China schwätzen, da géif déi Saach ganz aneschters ausgesinn, och a grad well mer eis vu China immens ofhängeg gemaach hunn, ënner anerem, well mer wichteg Produktiounslinnen a China delokaliséiert hunn.

Zousätzlech huet China sech och clever a ville Beräicher a kritesch europäesch Infrastrukturen akaf. Esou si mir vu China ofhängeg, wann et ëm d'Energietransitioun geet, well mer kaum Produktioun vu Batterien a Solarpanels et cetera an Europa hunn. An et ass gutt, dass mer do amgaange sinn, den Hiewel ëmzeleeën, och am Beräich vun der Medikamenteproduktioun. Och do wiere mer ellen drun, wa mer China net hätten, well mer och do villes delokaliséiert hunn. Mir brauchen also China a ville Beräicher, och wa mer driwwer schwätzen, de Klimawandel an de Gréff ze kréien.

Kee wëll sech virstellen, wat géif passéieren, wann no Covidkris an Ukrain-Krich nach eng Taiwan-Kris géif derbäikommen, déi eis géif forcéieren, eng konsequent Äntwert dorobber ze formuléieren. Dobäi geet et an eisen Ae guer net drëm, vis-à-vis vu China e grousst Säbelrasselen ze veranstalten oder eis ofzeschotten. Mee et geet drëm, eis d'Fro ze stellen, ob mer de Warnschoss aus Russland verstanen hunn an ob mer bereet sinn, déi richteg Konklusiounen doraus ze zéien, nämlech eis ze schützen, eis aus verschiddenen Ofhängegkeeten erauszehiewen, wichteg Produktiounsschinnen erëm zréck an Europa ze kréien.

Wéi gesot, et geet net drëm, sech ofzeschotten. Scho guer net geet et drëm, den Dialog ofzebriechen. Dofir ass et och richteg a wichteg, dass Geleeënheete fir Visitten, fir Dialog wouergeholl ginn, virausgesat, dass dës kënne genotzt ginn, fir sech op Aenhéicht auszetauschen an zum Beispill och iwwert d'Roll vu China am Krich an der Ukrain ze schwätzen. Dialoger, an deenen awer och iwwert d'Mënscherechtssituatioun a China ka geschwat ginn, an deene mer eis Relatiounen notze fir ze soen, dass et muss méiglech sinn, iwwert d'Situatioun zum Beispill vun den Uiguren ze schwätzen. Et geet also ganz wuel drëm, eis China-Politik nei ze denken. „Business as usual" dierf elo net méi de Mot d'ordre sinn, ze vill steet do och fir eis um Spill.

An an deem Liicht betruechten ech dann och eng Visitt vum däitsche Bundeskanzler elo a China, déi fir eis als solch absolutt hir Legitimitéit huet: als wichtege Schrëtt, fir deen Dialog oprechtzeerhalen, fir d'Diplomatie schaffen ze loossen an och, fir e friddlecht Mateneen ze förderen.

Wéi eng Messagen den däitsche Bundeskanzler mat wéi vill Nodrock wärend där Visitt tatsächlech placéiert huet, dat wësse mir net. Par contre wësse mer, wéi ee Message en no dëser Visitt veröffentlecht huet, nämlech deen, dass Verlässlechkeet a Vertrauen zwou Valeure sinn, déi fir Däitschland a China eng wichteg Roll spillen. An do, muss ech soen, sinn ech mer dann awer manner sécher, ob mer do nach am Beräich vun engem selbstbewosste Message sinn oder éischter schonn am Beräich vun der Schönrederei. Well dat ass elo net onbedéngt de Genre vu Message, deen e selbstbewossten, konstruktiv-kriteschen Dialog erëmspigelt.

Dee Malaise gëtt eventuell och doduerch befeiert, dass dee selwechte Kanzler e puer Deeg virdru souguer de Koalitiounsfridden op d'Spill gesat huet, well e bal net dervunner ofzebrénge war, China eng operativ Bedeelegung um Hamburger Hafen, also enger kritescher Infrastruktur, zouzegestoen. Do freet ee sech dann, ob de Message vun der Wichtegkeet, eis kritesch Infrastrukturen ze schützen, tatsächlech scho bei jidderengem an iwwerall gesackt ass. Dass et och anescht geet a muss goen, weist jo elo déi ganz rezent Decisioun vum däitsche Wirtschaftsminister Habeck, de Verkaf vun enger däitscher Chipfabrick, also och héichsensibele Produktiounscapacitéiten, un eng Duechtergesellschaft vun engem chineeseschen Halbleiterkonzern ze ënnerbannen. Decisioune wéi dës si fir eis éischt wichteg Schrëtt a Richtung „aus de Feeler vun der Vergaangenheet léieren" a fir kritesch Beräicher effektiv ze schützen.

A wa mer bei de Feeler aus der Vergaangenheet sinn, déi eis haut staark beschäftegen, da si mer erëm bei deem onsägleche Krich, deen de Putin zënter Februar an der Ukrain féiert, an dat mat enger enormer Brutalitéit. E Krich, deen duerch eng riseg Desinformatiounscampagne begleet gëtt, op déi leider nach ze vill Leit erafalen.

Déi Desinformatiounscampagne presentéiert sech jiddefalls an alle Schattéierungen. Dat fänkt u bei dem Bezeechne vun deem Krich als einfach kleng „militäresch Operatioun", geet iwwert den Narrativ vum béise Westen, dee Russland zerstéiere wëll an duerch seng ganz Sanktiounspolitik elo fir eng weltwäit Narungsmëttelkris verantwortlech wier, bis hin zu esou abstruse Geschichten aus enger russescher Noriichtenagentur, laut deene mir aarm an hallef erfruere Lëtzebuerger eis elo an e russesche Kulturzentrum hei an der Stad kéinten opwierme goen, waarmen Téi do géife kréien an och eis Handye kéinten oplueden.

Wat fir déi meescht vun eis also ganz schnell als Staatspropaganda erkennbar ass, weist leider trotzdeem plazeweis Wierkung: Laut enger rezenter Etüd aus Däitschland gleewen ëmmer méi Leit an Däitschland prorussesche Verschwörungstheorien. Par rapport zu der selwechter Etüd aus dem Abrëll 2022 sinn alleguer d'Zoustëmmungswäerter gestigen, esou zum Beispill ware 40 % vun de Leit domadder d'accord, dass de russeschen Ugréff eng alternativlos Reaktioun vu Russland war, dat op d'Provokatioun vun der NATO. 44 % si souguer iwwerzeegt, dass de Putin géint eng global Elitt kämpft, an dat sinn 12 % méi wéi nach am Abrëll.

A mir mussen do gutt oppassen, well an Zäite vu komplexe Krise verspriechen esou falsch Messagen einfach Léisungen a verbreeden esou demokratiefeindlech Narrativen. Duerfir brauche mer nach vill méi e breet Verständnis a Sensibiliséierung fir Propaganda an Desinformatioun, an och Strategië fir eisen Ëmgang domadder.

An an deem Kontext weisen ech och op e rezenten Artikel an eiser gréisster Dageszeitung hin, wou op eemol esou Narrativen ze liese sinn. Net dass et falsch wier, sech och mat deenen Analysen ze beschäftegen, mee wann ech awer do liesen, an ech zitéieren aus deem Interview mam Här Ganser: „Das Beste, was wir jetzt, nicht für die Ukraine und nicht für Russland, sondern für die Welt tun können, ist, eine nukleare Konfrontation zu vermeiden. Dann ist es besser, die Ukraine wird ein bisschen kleiner und Russland ein bisschen größer." Do bleift engem dann awer fir e puer Sekonnen d'Loft ewech!

Une voix | Yes!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Well wie sech fir Fridden asetzt, dee suergt derfir, dass Fridden net gläichzesetzen ass mat der Muecht vum Stäerkeren, dee gëtt net dem Aggresseur Recht an encouragéiert en net, och nach an Zukunft genau dat selwecht nach eng Kéier ze maachen, wann e gären e weidert Stéck vum Kuch hätt. Wou géifen esou Aggressiounen dann iwwerhaapt ophalen?

Eppes steet op alle Fall fest: Mir sinn net d'accord mat Entscheedungen, déi iwwert d'Käpp vun den Ukrainer solle geholl ginn, déi d'Recht vum Stäerkere legitiméieren an d'Souveränitéit vun engem fräien an onofhängege Land einfach a Fro stellen. Well wie gesäit, mat wéi enger Vehemenz de Putin déi ukrainesch Gesellschaft zermürbe wëll, wéi zivill Infrastrukture konsequent ugegraff ginn, d'Energieversuergung vum Land attackéiert gëtt, Fakereferenden organiséiert ginn a Kanner zu Dausende verschleeft ginn, dee gesäit, dass et hei ni drëm gaangen ass, russesch Interessen ze schützen oder d'Ukrain vun Nazien ze befreien.

Wien erkennt, dass de Putin Honger als Waff benotzt an d'Keelt an de Wanter elo als säi gréissten Alliéierte gesäit, dee muss erkennen, dass et vun Ufank u just drëm gaangen ass, Grenzen nei ze zéien a sech d'Ukrain ze ënnerwerfen. Mee dee Plang ass net opgaangen.

Mëttlerweil huet mussen op eng Deelmobiliséierung zréckgegraff ginn, déi gläichbedeitend ass mat Dausende vu Jonken a manner Jonken, déi kaum bis guer net ausgebilt a mat schlechtem Material ekipéiert als Kanounefudder benotzt ginn. Kee Wonner, dass vill Russe sech am Ausland a Sécherheet bruecht hunn a fortgelaf sinn. Mir schwätzen hei carrement vun enger Hemorragie vun hire jonken, talentéierte Leit, vun enger ganzer zukünfteger Generatioun, déi verheizt oder verdriwwe gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat gekoppelt mam Fait, dass Russland ëmmer méi isoléiert ass an dass et kaum nach u Kapital an nei Technologië kënnt, bedeit, dass et am Beräich Innovatioun nach méi an d'Hannertreffe wäert geroden. Mir dierfen op alle Fall dovunner ausgoen, wann de Putin dat do richteg virausgesinn hätt, dann hätt en deen do Krich ni ugefaangen.

Mee en huet et nun emol gemaach an domadder derfir gesuergt, dass Milliounen Ukrainer hiert Land, hir Familljen, Partner a Pappen hu musse verloossen. Fir si all ass et ganz batter de Moment a schwéier, d'Moral ze behalen. Si hate gehofft, virum Hierscht kënnen heemzegoen, a wëssen elo, dass et sécher nach de Wanter wäert daueren, bis dass si erëm heem bei hir Familljе wäerte kommen. Si sinn zwar hei a Sécherheet, si wëssen awer, dass hir Familljen a Frënn doheem an engem kale Krichsgebitt mussen iwwerliewen.

Et war natierlech hei dat eenzegt Richtegt, all deene Leit, déi elo bei eis sinn, dee Schutz ze bidden. An ech wëll och jidderengem wierklech e grousse Merci soen, deen derbäi geholl huet an nach ëmmer hëlleft, där Mammutaufgab gerecht ze ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech sinn och frou iwwert déi Informatioun, déi mer gëschter kritt hunn, dass hire Statut elo mol sécher bis de Mäerz 2024 geet.

Wa mer 5.000 Leit a kierzester Zäit ophuelen, da bedeit dat Ënnerbréngung a Strukturen oder bei private Leit, Aschoulungen, Sécurité sociale, ADEM, Sproochecoursen, Santé mentale – dat ass e risegen Effort, deen a ville Beräicher muss gestäipt ginn, an dat ass net selbstverständlech! A wéi gesot, geheiert do all deene Leit, déi sech do engagéiert hunn, d'Strukturen esou einfach wéi méiglech ze maachen, eise grousse Merci, ...

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... besonnesch well mer wëssen, dass mer vir bäi an hanne widder sinn, souwuel wat d'Prise en charge ubelaangt, wéi och wat d'Infrastrukturen ubelaangt. Grad um Kierchbierg, wou mer vun Honnerte Leit an engem Gebai schwätzen, ass et wichteg, dass d'Dignitéit vun de Bewunner an de Bewunnerinne grouss geschriwwe gëtt, dass et logistesch erméiglecht gëtt, a klenge Wunngruppen ze liewen, sech kënnen zréckzezéien oder Begleedung a Betreiung ze kréien.

Mir wëssen, dass si Traumatesches erlieft hunn a permanent mat Traumateschem aus hirer Heemecht och haut nach konfrontéiert ginn. Si hunn e grousse Besoin u psychotherapeutescher Hëllef an och spezifescher Traumahëllef. A mir wësse jo, wéi vill mer hei am Land an deem Beräich allgemeng scho struewelen. Et feelt u Spezialisten, déi déi Leit kéinten en Charge huelen a si opfänken. A mir mussen hei weider Efforte maachen an déi vill Ukrainer an Ukrainerinnen, déi momentan an eiser Mëtt liewen, ophuelen, se integréieren, se begleeden an hinnen Hëllefstellung bidden, wou se gebraucht gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Eis bleift also näischt aneres iwwreg, wéi weiderhin eist Bescht ze ginn, wuel wëssend, dass och eis gréissten Ustrengungen hiert Doheem an hir Famill net kënnen ersetzen.

Loosst mech elo iwwergoen zu deem, wat grad am Iran geschitt. Dat ass näischt manner wéi feministesch Weltgeschicht, déi hei geschriwwe gëtt. Wat d'Fraen am Iran den Ament beweisen, ass, dass den Drang no Fräiheet a Selbstbestëmmung näischt ass, wat hinne vu baussen oder vum Westen ënnergejubelt gi wier. Mir hu si laang genuch eleng gelooss, och andeems mer deem Regimm mat engem Sëtz am UN-Fraerechtsrot nach eng Legitimatioun ginn hunn!

Wat si haut maachen, dat ass, hiert Liewen op d'Spill setzen, fir fir sech a fir zukünfteg Generatiounen erëm eng Perspektiv jenseits vun der Oppressioun ze hunn. Si hu weltwäit eng riseg Well vu Solidaritéit lassgetrëppelt an do ass och tëschemënschlech immens vill, wat grad passéiert, vun de Mënschen an Europa, déi sech solidariséieren, bis hin zu de Fraen an Afghanistan, déi och fir sech erëm e bësselchen Hoffnung doraus kënne schäffen an aus dëser Beweegung kënnen zéien.

Et geet awer wäit doriwwer eraus. Mir schwätzen hei net just iwwert de Kampf fir d'Fräiheet vun de Fraen. Mir schwätzen allgemeng vum Kampf fir e fräit Liewe fir déi ganz iranesch Gesellschaft. Dëst ass net den éischten Opstand am Iran. A bis elo si se alleguerte bluddeg néiergeschloe ginn. Mee Experte mengen, dass et dës Kéier anescht kéint sinn. Dës Kéier gi Männer mat de Fraen op d'Strooss, Jonk an Al, an dëse Protest zitt sech duerch all d'Gesellschaftsschichten, duerch all d'Regiounen am Land.

De Regimm selwer schwätzt vun 100.000 Leit, déi op de Stroosse sinn. Dat ass warscheinlech hoffnungslos ënnerdriwwen. Mee souguer, wann et der just 100.000 wieren, musse mer bedenken, dass et sech hei ëm Leit handelt, déi hiert Liewe riskéieren, wa se dat maachen. An eleng dass de Regimm zougëtt, dass et Opstänn gëtt, weist, dass en ënner Drock steet.

Déi Zuele schwätzen also fir sech a weisen, dass déi Atmosphär vun der Angscht an der Bevëlkerung de Moment scheinbar net méi dominéiert, an dat, obwuel de Regimm bereet ass, e Bluttbad unzeriichten. Dat gesi mer un de Biller, déi eis all Dag iwwer Ëmweeër erreechen. Eleng an de leschte Woche sinn ëm déi 250 Demonstranten an Demonstrantinne gestuerwen, bis zu 15.000 Leit festgeholl ginn an an de Prisong gestach ginn. Vill vun hinne riskéieren elo d'Doudesstrof.

Wat mir vun de Leit am Iran héieren, ass, dass si eis opfuerderen, hir Stëmm ze sinn, si ze héieren an hinnen ze weisen, dass mir solidaresch sinn. A mir héiere si a mir wëllen hir Stëmm sinn! Mee ech mengen, dass Wierder eleng de Moment net duerginn, fir de Mënschen am Iran ze hëllefen, dass si endlech a Fräiheet an hirem Land kënne liewen. Ëmmerhi sti si do engem Regimm géigeniwwer, dee mat senge Revolutiounswächter bis op d'Zänn arméiert ass. Ob si an dëser Revolutioun erfollegräich kënne sinn, hänkt och vun eis of an dovun, wéi vill politeschen an ekonomeschen Drock mir bereet sinn, op dee Regimm auszeüben.

D'EU an déi eenzel Memberstaate schwätze mat klore Wierder. Et gëtt vill Solidaritéitsbekundungen. Dat dierf een och net ënnerschätzen. Mir hunn d'Lëscht vun de Leit, déi op der Sanktiounslëscht stinn, schonn ausgeweit, awer just zaghaft, an ech mengen, eis Geschierkëscht géif och do méi hierginn. Méi schnell a méi konsequent Sanktioune wieren noutwendeg.

A mir hu jo elo eng gewëssen Erfarung am Afréiere vu Verméige vu Leit an Organisatiounen, déi fir d'Gewalt géint déi Protestéierend responsabel sinn. An do wollt ech froen: Ass dat eppes, wat aktuell och fir den Iran konkreet diskutéiert gëtt? Rezent hu mir jo och all d'Membere vun der Duma sanktionéiert duerfir, dass se d'Invasioun an d'Ukrain legitiméiert hunn. Sollte mer net dat selwecht maache mat all de Membere vum iranesche Parlament, déi elo dëse Sonndeg eng Motioun gestëmmt hunn, fir Protestéierender méi haart ze bestrofen, jo, dee Protest och mat der Doudesstrof ze aanden? Mir schwätzen ëmmerhi vun 227 vun 290 Parlamentarier, déi dëst gefuerdert hunn: d'Doudesstrof fir protestéierend Leit!

Wat ass mat weidere Sanktioune géint den iranesche Regimm? Wat ass mat Areesverbueter? Ausserdeem, wat ass mat de Mënscherechtsverletzungen, déi grad stattfannen an déi jo eigentlech missten duerch UN-Organisatiounen dokumentéiert ginn, fir dass et herno iwwerhaapt méiglech ass, déi Responsabel zur Rechenschaft ze zéien? U wat läit et, dass dëst bis elo nach net konsequent an Ugréff geholl ginn ass?

Der iranescher Bevëlkerung hei bäizestoen ass eis Flicht! A wa mir zouloossen, dass och dës Revolutioun zerschloe gëtt, da wäerte vill Leit festgeholl an exekutéiert ginn.

Mir wëssen, dass esou e Regimm, dee senge Leit quasi d'Loft zum Ootmen hëlt, dee seng Jugend ëmbréngt a foltert, seng Fraen an d'LGBTIQA+-Communautéit monddout bis wuertwiertlech dout mécht, net op éiweg ka Bestand hunn. Mee wa mer wëlle verhënneren, dass et nach fënnef Uleef brauch a weider Joerzéngten, bis dass et endlech klappt, wa mer wëllen, dass dem Jina Amini säin Doud an dee vun allen aneren, déi an der Tëschenzäit zu Doud geschloe gi sinn, wierklech zum Symbol vu Fräiheet kënne ginn, da si mir elo gefrot! An deem Kader wollt ech froen, Här Minister, wéi eng ... Ech wollt net ënnerbriechen, pardon! ...

(Hilarité)

... wollt ech froen, wéi eng Initiativen diesbezüglech am UN-Mënscherechtsrot geholl gi sinn. A wéi enger Form huet dëse Gremium sech bis elo där Saach ugeholl?

Ee Message, deen Iraner an Iranerinnen, déi an Europa liewen, och un eis erugedroen hunn, ass nämlech Follgenden: Si wënsche sech, dass d'Welt unerkennt, dass d'Leit am Iran sech eng aner Regierung wënschen. Si kämpfen zënter iwwer 30 Joer fir hir Fräiheet. Si fille sech vum Westen an där Hisiicht och e bësse verlooss, well mir ze laang net op d'Mënschen am Iran gesat hunn, mee vun der Premiss am Fong geholl ausgaange sinn, dass dee Regimm net ze ännere wier an dass mer eis an deem Sënn misste mat em arrangéieren an hoffen, dat Schlëmmst eeben ze verhënneren.

D'Leit wëllen, dass mer gesinn an agesinn, dass den Iran och anescht kann, dass e Changement méiglech ass. Si brauchen eis net, fir hinnen ze soen, wat Demokratie ass. Si wëssen, wat Demokratie ass, a si hätten déi gär. Dat hei ass eng Bottom-up-Revolutioun, déi ganz déif an der iranescher Gesellschaft wuerzelt. A si erënneren eis drun, dass en Iran ouni dee Regimm eis ganz, ganz nei Perspektiven an der regionaler Sécherheetsarchitektur géif ginn: keng Atomwaffen, keng Ënnerstëtzung vun extremistesche Gruppéierungen, manner Interventiounen an der Regioun. Alles dat kéint Realitéit ginn, wa mer de Mënschen am Iran eng Chance ginn, sech a fräie Walen ze prononcéieren. Also, wat virun e puer Méint fir si nach geklongen huet wéi e ganz fernen Dram, kéint elo fir si – an am Endeffekt och fir eis – Realitéit ginn.

Zum Schluss wollt ech Iech, Här Ausseminister, nach eemol Merci soe fir Ären Asaz, Iech an all de Leit an all den Administratiounen, virun allem fir Ären Asaz fir de Respekt vun de Mënscherechter bei eis an iwwerall op der Welt.

Dir hutt eis gëschter eng laang Opzielung gemaach vu sämtlechen Erausfuerderungen, deene mer aktuell géintiwwerstinn. A vill Erfreeleches gouf et do leider

net ze berichten, mat e puer Ausnamen, wéi der Wal vum neie brasilianesche President, déi eis Grond fir Hoffnung gëtt, oder wéi och dem Waffestëllstand, deen elo fir Äthiopien ausgehandelt ginn ass an deen eis och hoffen deet, op d'mannst an deem Deel vun der Welt eng vun de gréissten humanitäre Krisen ze entschäerfen.

Ob mer dat, wat elo am Iran geschitt, kënnen op der positiver Säit verbuchen, mat Hoffnung op Verbesserung vun enger Situatioun, déi eis scho laang op internationalem Plang quäält, oder ob et just eng weider Kris ass, déi mer mussen op eis laang Lëscht derbäisetzen, dat wäerten déi kommend Wochen a Méint eis weisen. Mee och hei gëllt: Mir hunn net alles an der Hand, mee et dierf och net eisen Usproch sinn, just um Bord vum Spillfeld ze stoen an nozekucken.

Här Minister, mir deelen Är Aschätzung, dass et vu Joer zu Joer méi schwiereg gëtt, dës Debatt ze preparéieren. Dir hutt awer villes opgezielt, wat eis an eise Preoccupatioune verbënnt.

Ech verzichten dofir och drop, hei als weider Riednerin op sämtlech Punkten anzegoen an dat ze widderhuelen, wat scho gesot ginn ass. Mir deelen de Gros vun Äre Wierder eent zu eent. Just de Punkt vum Devoir de vigilance, engem Sujet, deen eis, wéi Dir wësst, och immens um Häerz läit, dee géif ech gäre weider developpéieren. Mee ech hale mer dat fir déi kommend Woch, wou ech am Kader vun der Kooperatiounsdebatt nach eemol gäre géif méi am Detail dorop agoen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir soen dem Här Asselborn och villmools Merci fir déi Erklärung, déi en eis gëschter ginn huet. Wéi et ze erwaarde war, war si virun allem duerch de Krich an der Ukrain markéiert.

Den Här Asselborn huet eng eesäiteg Ried gehalen. Am Kader vun der Ukrain huet hien d'Virgeschicht vum Konflikt net diskutéiert, net de Biergerkrich am Donbass an och net déi Problemer ronderëm d'Expansioun vun der NATO an och vill aner Saachen net.

Den Diplomat awer ass an der historescher Wourecht verwuerzelt a muss no Objektivitéit sichen. Seng wichtegst a vorneemst Aufgab ass déi, fir am Déngscht vun de Mënschen ëmmer de Fridden ze sichen an ze sécheren. Dofir sicht hien och den Ausgläich vun Interessien an hien entwéckelt Perspektiven. Dovu gouf et awer am Här Asselborn senger Ried keng. Mir hunn 100 Minutten e Requisitoire héieren an null Minutten iwwert déi zukünfteg Friddensuerdnung an Europa. Mir hunn 100 Argumenter fir Krich a Konflikt héieren, awer keent fir de Fridden. Dat war enttäuschend!

(Brouhaha et exclamations)

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Haut a gëschter ass virun allem och geschwat ginn iwwert d'Onméiglechkeet – fir et emol esou ze soen –, fir am Ableck Friddensverhandlungen ze féieren. Mee ech muss soen, déi Leit, déi dat haut argumentéiert hunn, déi si scho vun der Geschicht iwwerholl.

Mir hunn an Amerika e Bréif vun 30 Deputéierte vun der Demokratescher Partei gesinn, déi sech fir Friddensverhandlungen ausgeschwat hunn. Si hunn dee Bréif zréckgezunn, mee dëse Weekend huet d'Administratioun Biden der „Washington Post" no den Här Selenskyj invitéiert, fir sech oppe fir Verhandlungen ze weisen. Dofir brauch ech also net an e konservatiivt Lager oder soss enzwousch kucken ze goen, ech brauch just d'Demokratesch Partei an Amerika ze kucken an d'Administratioun Biden selwer!

Den Här Macron huet virun zwee Deeg an Ägypten en Opruff gemaach: „Il faut retourner à la table des négociations." En huet just de Moment opgelooss. En huet gesot, et ass um Här Selenskyj, fir deen ze bestëmmen. Mee mir wëssen alleguer heibannen, déi mer e bëssen d'Politik kennen, datt den Här Selenskyj, deen esou ofhängeg ass vun anere Staaten, scho wäert gesot kréien, wéini hie soll mengen, datt den Ableck komm ass fir Friddensverhandlungen.

Mir hunn hei e Requisitoire héiere vun eise Kolleege vun der CSV, dee gesot huet: „Dës oder déi konservativ Parteie sinn op enger anerer Schinn wéi d'ADR." Dat ass ganz richteg! Dat ass ganz richteg: Mir hunn an der Famill vun eise Parteien heiansdo ënnerschiddlech Meenungen, an dëser Fro, och an aneren, mee villes méi verbënnt eis.

Ech wëll awer de Kolleege vun der CSV eppes anescht soen: Si hunn den „C" am Numm an hu bis elo net drop verzicht, dat obschonn et Diskussioune gëtt, ob net den „C" sollt „Zentrum" heeschen oder soss eppes, wat alles esou an der Geschicht vun der CSV do un Diskussioune geféiert gouf. Mee ech wëll hinne soen – fir déi, déi an der CSV nach iergendwéi e Bezuch zum „C" wéi „chrëschtlech" hunn –, datt de Poopst Franziskus genau déi Positioun vertrëtt, déi och mir als ADR wëlle vertrieden: nämlech den Opruff zum Fridden an zur Ausgeglachenheet!

(Brouhaha)

A genau dofir wëll ech Iech an anere soen, datt mir als ADR eise vorneemsten Optrag doranner gesinn, fir weider fir de Fridden ze plädéieren. An ech wëll all deene soen, déi dat net maachen, wéi katastrophal datt d'Bilanz vun hirer Politik ass!

Kuckt Iech dach un, kuckt Iech dach un, Dir alleguer, déi heibannen elo esou derfir geschwat hunn, …

(Interruption par M. Gilles Roth)

Här Roth, hutt Der eng Fro?

M. Gilles Roth (CSV) | Ob Dir net emol an der DP waart?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dach. Viru ville Joren. Wou ass den Zesummenhang, Här Roth?

(Brouhaha et interruption)

Wou ass den Zesummenhang?

M. Gilles Roth (CSV) | Ech hunn Iech d'„C"-Fro gestallt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt. Also, ech wëll probéieren, op den Niveau vun enger Diskussioun zréckzekommen, déi deen Numm verdéngt, Här Roth!

(Brouhaha et interruptions)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dir sidd awer schäinheleg!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wëll hei ganz kloer soen: Kuckt Iech emol un, kuckt Iech emol un, Dir alleguer, déi hei Friddensverhandlungen eigentlech zrécksetzen op iergendwéini, wat dach d'Resultat ass vun där Politik, déi bis elo geféiert gouf!

Am Februar hate mer d'Chance, wéi den Ugréff war – dee mir all verurteelen, dat ass ganz kloer –, fir Friddensverhandlungen ze féieren, an déi haten och ugefaangen. A wann déi Presseechoe stëmmen – mir si jo och net am Geheimnis, mee wat iwwerall gesot gëtt –, da waren et Leit wéi den Här Johnson an anerer, déi hunn zum Här Selenskyj deen Ableck gesot, si sollen net verhandelen.

Zënterhier sinn Zéngdausende vu Leit gestuerwen. Zënterhier huet d'Ukrain e groussen Deel vun hirem Territoire verluer. Zënterhier ass dat Land ekonomesch zerstéiert ginn. Dat ass dach keng Politik, wou ee ka soen, déi ass esou gutt, datt mer se wëlle viruféieren! Et muss dach eis gemeinsam Verflichtung si fir ze kucken, datt mer e Fridden hierstellen, reparéieren, wat ze reparéieren ass, an eng nei Basis do fannen, fir deem Land och eng Chance an Zukunft ze ginn.

Dofir kann een net novollzéien – mat allem gudde Wëllen! –, datt hei einfach Schwaarzwäissmolerei gemaach gëtt, datt gesot gëtt: „Mir mussen onbedéngt do dee Krich viruféieren." Mee zu wéi engem Präis?! Ass dat dann net eng Politik op d'Käschte vun den Ukrainer schlussendlech? A solle mer dann net éischter d'Leit encouragéieren a se dobäi ënnerstëtzen, fir Léisungen ze fannen, déi eng Zukunft an déi Géigend bréngen, an domadder och vill Nout endlech ofwennen?

Dir kritiséiert eis, well mer géint Waffeliwwerunge sinn. Mir kënnen dat laang erklären: Jo, dat ass richteg, dat verlängert de Konflikt. Mir wëlle se jo a Friddensverhandlungen opléisen, et ass jo net, datt mer elo soen, wa mer keng Waffeliwwerunge maachen, da géife mer d'Ukrain ausliwweren – nee! Mir wëlle se a Friddensverhandlungen ënnerstëtzen an en neien Ufank erméiglechen.

Mee firwat kritiséiert Der eis, déi vun Ufank un, vum éischten Dag un eng Positioun vertrueden hunn, déi kohärent a friddensorientéiert ass, an net déi, déi am Walkampf gesot hunn a Walversprieche gemaach hunn, si géifen ni Waffe liwweren, an haut fir 72 Milliounen Euro Waffe scho geliwwert hunn? Déi hunn hiert Wuert gebrach! Mir als ADR hunn eng konsequent Linn vun Ufank u geféiert. An hätte mer dat gemaach, wat mir gesot hunn, wär deem Land a ganz villen anere Regiounen an Europa vill Misär erspuert bliwwen!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Amplaz als Affekot vu Krich opzetrieden, hätt eise Minister vläicht sollen … Ech wëll och an deem Sënn … Ech hätt dat elo bal gesot … Mir hu selbstverständlech och eng Motioun virbereet – do kënnt Der all driwwer ofstëmmen –, wou mer froen, datt d'Regierung soll bei den héijen Autoritéite vun der Russescher Federatioun an der Ukrain intervenéieren, „fir datt si esou séier wéi méiglech e Waffestëllstand deklaréieren an a Friddensverhandlungen antrieden".

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

Une voix | O!

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– den internationale Krich an der Ukrain ewell scho bal néng Méint dauert,

weist sech déif besuergt

– iwwer déi humanitär an ekonomesch Situatioun an der Ukrain, déi sech duerch de Wanterabroch an den nächste Wochen nach verschäerfe kéint,

fuerdert d'Regierung op,

– bei den héijen Autoritéite vun der Russescher Federatioun an der Ukrain ze intervenéieren, fir datt si esou séier

ewéi méiglech e Waffestëllstand deklaréieren an a Friddensverhandlungen antrieden.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, mir hätten eis gewënscht, datt eis Regierung déi lescht aacht Joer, wou mer gesinn hunn, datt d'Situatioun an der Ukrain sech progressiv deterioréiert huet, sech agesat hätt, fir d'Minsker Accorden ëmzesetzen, datt och eisen Ausseminister am Normandie-Format intervenéiert hätt bei Däitschland a Frankräich, fir datt sech méi seriö mat der Situatioun befaasst gëtt, datt mer net einfach nogekuckt hätten an eis desinteresséiert hätten iwwert déi Deterioratioun an der Ostukrain. Mir haten hei e puermol driwwer geschwat. Mir haten d'Situatioun evoquéiert, wéi mer iwwert déi Assoziatiounsofkommen tëschent der Ukrain an der Europäescher Unioun geschwat hunn. Et ass net esou, datt mer net gewosst hätten, datt e Konflikt do ass. Mee d'Regierung huet sech net engagéiert!

A wann den Här Asselborn haut seet: „Mir mussen hei elo eppes maachen!", an esou weider, dann ass awer eis Äntwert, och wann een dann der historescher Wourecht verflicht ass: Firwat hu mer déi lescht aacht Joer dann näischt gemaach, wéi mer nach déi Chance gehat hätten, mat aneren zesummen, fir dee Konflikt ofzewennen? A fir vläicht déi ze ënnerstëtzen, op déi geschoss gouf an der Ukrain, well se eng aner Sprooch schwätzen! Och dat ass en Deel vun der historescher Wourecht!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A wann haut hei gesot gëtt: „An der Ukrain gi Wäerter verdeedegt, dat sinn och eis." Ech zweifelen dorunner! Ech zweifelen dorunner. A wësst Der, firwat ech dorunner zweifelen? Ma well mer déi Mënscherechtsrapporten aus der Ukrain genau kennen an iwwert déi lescht Jore genau gelies hunn.

Kuckt Iech un, wat den Här Poroschenko gemaach huet a wéi déi international Rapporten doriwwer waren! Kuckt Iech d'Korruptioun un a wéi den Här Selenskyj nach viru Kuerzem an de „Pandora Papers" war! Kuckt Iech d'Situatioun vun der Oppositioun an der Ukrain un, scho virum Krich, an elo nach méi schlëmm, wou grouss Parteien einfach verbuede sinn! Kuckt Iech d'Mediefräiheet an der Ukrain un! Déi ass praktesch inexistent. Leit ginn do gefoltert.

Ech wëll net hei de Prozess vun der Ukrain maachen an deem Sënn, datt ech soen, et wär gerechtfertegt gewiescht, dat Land ze iwwerfalen. Dat war et sécher net! Mee ech wëll awer zu där Rhetorik, déi hei gemaach gëtt, als wär dat de Foyer vun der Demokratie a vun der Fräiheet an Europa, deen eis Wäerter verdeedegt, do wëll ech awer wéinstens soen: Kuckt Iech dat do emol un! An et ass eis Aufgab, géintiwwer der Ukrain a géintiwwer anere Länner esou opzetrieden, fir ze soen: „Ma respektéiert dach d'Mënscherechter! Respektéiert d'Fräiheet och bei Iech!"

Et ass net esou, datt do eis Wäerter verdeedegt ginn! Et ass „leider" net esou, muss ech soen – mir géifen eis jo och eng demokratesch a fräi Ukrain wënschen!

Mir hunn déi Sanktiounen, déi hei esou gelueft ginn. Jo, natierlech schuede se Russland, dat stellt kee Mënsch a Fro. Dat ass e Problem, technologesch an op vill aner Manéieren. Mee éischtens dauert dat ganz laang, wann et iwwerhaapt wierkt. Well, wann Der de Bilan kuckt vun enger Sanktiounspolitik op der Welt, dann hunn déi praktesch ni gewierkt. Den Iran, iwwert dee mer nach schwätzen hei, deen ass sanktionéiert. Vill aner Länner si sanktionéiert ginn. Et huet näischt bruecht! Dat eenzegt Beispill an der Literatur, wou ëmmer gesot gëtt, dat huet eppes bruecht, dat war Südafrika mat der Apartheid. An et huet do gewierkt, well déi ganz Welt – déi ganz Welt! – déi Sanktioune matgedroen huet. An d'Apartheid war a Südafrika scho kontestéiert, dat war schonn intern fragiliséiert. An dann huet et gewierkt, awer soss huet et ni gewierkt!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir mussen eis dat dach emol ukucken: Dat heescht, mir huelen eng Moossnam, vun där mer eigentlech wësse missten, datt se géintiwwer deem gréisste Land vun der Welt mat deene meeschte Ressourcen op der Welt net ka wierken, well et och nach ganz vill aner Länner ronderëm gëtt, déi him hëllefe wäerten, fir déi Sanktiounen ze ëmgoen.

Mir wëssen, datt d'Sanktiounen also hiert Zil net wäerten erreechen, awer si schueden eis. Si schueden eiser Populatioun. Si bréngen Inflatioun an engem héije Mooss. Si féieren derzou, datt an eise Länner, hei zu Lëtzebuerg, Leit an Energienout kommen an datt se finanziell, materiell, ekonomesch Problemer hu wéinst enger Politik, vun där mer wëssen, datt se déi Ziler net kann erreechen, déi se sech fixéiert huet.

Ass dat sënnvoll? Dir alleguer verdeedegt d'Sanktiounen. Erlaabt et der ADR dach, déi Fro ze stellen, ob dat eng sënnvoll Politik ass! Firwat solle mer eis Leit hei leide loosse fir eppes, wat den Effekt net erreecht? Firwat solle mer iwwerhaapt eppes viruféieren, wou et dach besser wär ze probéieren, e Fridden hierzestellen, wéi mer et elo hei proposéieren, ëmmer erëm proposéieren, amplaz e Krich virunzeféieren, deen de Leit Leed an Nout an Europa bréngt?

Mir hunn eng aner Politik. Mir schummen eis net derfir, well mer soen, mir stinn einfach ... Dir sot, Dir stitt op der richteger Säit vun der Geschicht. Ech bezweifelen dat. Mee mir stinn op där richteger Säit vun der Mënschlechkeet, an dat ass méi wäert!

Une voix | Très bien!

(Exclamations)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Zäit leeft, dofir loosst mech e puer Wuert nach soen. Mir sinn net op der Säit vum Här Asselborn senger Politik a ville Punkten. Den Här Asselborn weess dat, mir haten dacks Geleeënheet, hei mateneen ze diskutéieren.

Am Noen Osten, Här Asselborn, dat wëll ech ganz kloer soen, datt mir déi Diaboliséierung vun Israel net matdroen. An d'Lëtzebuerger och net! Déi meescht Lëtzebuerger wënsche sech dach näischt anescht wéi e gerechte Fridden, wou souwuel Israel wéi och den zukünftege palästinensesche Staat kënne matenee liewen an enger géigesäiteger Unerkennung vum Existenzrecht. A soulaang mer dat net hunn, d'Unerkennung vum Existenzrecht, kann et dee Fridden net ginn. Maacht wannechgelift net méi déi eesäiteg Analysen. Mir musse géintiwwer deenen zwou Säiten och do en Affekot vum Fridde sinn, och géintiwwer de Palästinenser an hiren och méi radikalen Elementer, well dat ass deen eenzege Wee, wéi mer aus där Situatioun erauskommen.

Mat der UNO ..., wësst Der, Dir schwätzt vu „feministescher Baussepolitik". Ech wëll Iech eppes soen: Mir haten Iech gefrot – well dat ass awer ëmmer an der Diskussioun ënner Diplomaten –, ob Lëtzebuerg dach net matgestëmmt huet, fir datt den Iran ka Member ginn an der UNO-Kommissioun fir Fraerechter; well dat gëtt geschwat. A mir hunn Iech dat an enger Question parlementaire gesot, dann hätt Dir déi Decisioun nämlech geholl, Här Minister. Dir hutt eis gesot: „Dat kann ech net soen. Dat war eng geheim Wal, ech kann dat net confirméieren, net dementéieren."

Mee da sot eis awer elo, elo wou den Iran soll erausfléien aus där selwechter Kommissioun fir Fraerechter, ob Dir dat dann ënnerstëtzt. Well do héiere mer, datt e puer Länner dat ënnerstëtzen. Mee ënnerstëtzt Lëtzebuerg, datt den Iran elo ausgeschloss gëtt aus der UNO-Kommissioun fir Fraerechter? Well mir wären do derfir als ADR! Mir wären do derfir.

Mir hunn och, wësst Der – an dat ass och e wichtege Punkt –, eng ganz aner Positioun wéi Dir an der Migratiounspolitik. Net am Asyl! Well den Asyl ass eppes, wat wierklech eng Errungenschaft ass, eng mënschlech Errungenschaft, déi mer alleguer akzeptéieren. E Mënsch, dee verfollegt gëtt, dee soll kënne Schutz fannen. Awer wat mir ni akzeptéiert hunn zënter 2015, ass eng onkontrolléiert, ekonomesch Massenimmigratioun an Europa, déi eeben illegal ass. Dat hu mir ni akzeptéiert! A mir wëllen och do keng aner Léisungen, keng Automatismen an Europa. Mir wëllen dat net! Mir akzeptéieren dat net. Mir wäerten et bekämpfen. Mir wëllen déi Leit zréckschécken, déi kee Recht op Asyl hunn oder dat Recht net méi brauchen. Do hu mer eng fundamental aner Meenung.

A wat mir constatéieren, Här Asselborn, dat ass, datt ëmmer manner Länner an Europa dat do matmaachen. Am Ufank hat Der vläicht nach 18, 20 Länner. Am Abléck hutt Der eng Handvoll vläicht nach, déi dat matmaachen. Dir sidd geschwënn richteg eleng an Europa. A wann een dat ass, da soll ee sech dach Froe stellen, ob et dat ass!

Déi aner Länner, déi setze Krittären an der Immigratiounspolitik, déi soen: „Wie bei eis erakënnt, dee muss e gewëssene Qualifikatiounsniveau hunn, e muss sech kënnen integréieren, e muss eng Sprooch léieren, e muss hei, e muss do, e muss sech behuelen, e muss d'Gesetzer respektéieren!" Wat mir maachen, dat ass, mir huele jiddereen eran a mir bauen ee Foyer nom aneren, fir ëmmer méi Leit opzehuelen. Mee eis Opnamecapacitéiten ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Asselborn ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, direkt. Ech maachen de Saz fäerdeg, an da ganz gär. Ech sinn ëmmer frou, wann ech ka mam Här Asselborn diskutéieren.

Eis Opnamecapacitéiten, Här Asselborn, sinn iwwervoll. Eis Integratiounsméiglechkeete sinn iwwerschat ginn. Mir packen dat do net méi!

An elo äntweren ech Iech ganz gär op Är Fro oder Äre Kommentar, wann Der een hutt.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Nee, Här Kartheiser, ech stellen Iech déi prezis Fro: D'lescht Joer, am August 2021, Dir wësst gradesou gutt wéi ech, wat geschitt ass am Afghanistan. Ass Lëtzebuerg ee Land, wat hëlleft, Leit, déi dem Doud an d'Ae kucken, wa se net aus dem Land erauskommen, ze hëllefen, fir se bei eis ze kréien, an net Konditioune stellt, mee hinnen d'Chance gëtt, fir en neit Liewen unzefänken? Éischt Fro!

Zweet Fro: Wat hätt ech da sollen anescht maachen? Wat hätt d'Regierung sollen anescht maache mat de Leit, déi aus der Ukrain an d'Europäesch Unioun komm sinn? Et waren 9 Milliounen e gewëssene Moment! Mir hunn zu Bréissel siwe Stonnen diskutéiert. Dir wësst, mir hunn dat fonnt mat der Protection temporaire. A Lëtzebuerg huet seng Dieren opgemaach, wéi vill Länner an Europa! Mee déi awer net hir Dieren opmaachen, wann et ëm d'Migrante geet, déi aus Syrien kommen oder déi aus Afghanistan kommen! An do ass de Problem an der Europäescher Unioun!

Sot mer net, et wieren nëmmen e puer Länner. Ech kennen d'Länner, ech kenne se! An ech wäert dem

Här Wiseler drop äntweren, wat eent vun deene Länner war, déi am meeschten dru gehënnert hunn, dass mer eng Solidaritéit kritt hunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt, ech äntweren Iech. Villmools merci, Här Asselborn. Dir hutt ganz Recht, well ech hunn e ganz wichtege Punkt vergiess. Mir waren als ADR warscheinlech zäitlech, wann ech déi Rieden do vum 24. Februar oder 25. Februar hei rekapituléieren, déi hei an der Chamber gehale goufen, déi éischt Partei – déi éischt –, déi gesot huet: „Mir mussen d'Ukrainer ophuelen, ouni iergendwellech Restriktiounen." Do si mir Ärer Meenung. Mir hunn e bewaffnete Konflikt an Europa, enger Nopeschregioun, an et ass iwwerhaapt keen Zweifel – vun eiser Säit net, an ech si frou, och vun Ärer Säit net –, datt eis Diere fir déi Leit aus der Ukrain grouss op sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dir maacht also do e kompletten Ënnerscheed tëschent engem bewaffnete Konflikt an der Ukrain an engem bewaffnete Konflikt an Afghanistan oder a Syrien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dee maacht Der.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo dann ... Ech verstinn, datt Der gespaant sidd op meng Äntwert, Här Minister, mee da gitt mer eng Chance, awer doriwwer ze schwätzen. Jo, natierlech maachen ech en Ënnerscheed, an zwar a villerlee Hinsicht. Dat Éischt ass, datt mer als Europa net jidderee kënnen ophuelen. Dat heescht, mir brauchen eng Politik, déi elo net nëmmen emotional argumentéiert ass – wéi dat, wat Dir probéiert –, mee mir mussen och rational kucken, wat mer maache kënnen an esou weider. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Mir mussen och d'Solidaritéit vun den Nopeschregioune kucken, zum Beispill a Syrien oder an aneren arabesche Staaten, wou mer dee Problem haten. Firwat huele Länner wéi Saudiarabien oder esou net Leit op vun hirer eegener Sprooch, vun hirem kulturellen Hannergrond, vun hirer Relioun? Firwat sollen déi an Europa kommen? Ech mengen, et ass och eng Saach vu Politik, fir déi Länner an deene Regiounen dann ze sensibiliséieren.

(Brouhaha)

Eng drëtt Saach ass: Mir musse ganz kritesch kucken, wat d'Asylgrënn sinn ...

Ech mierken eng gewëssen Onrou hei, ech verstinn zwar net firwat, well ech mengen, dat Argument ass ganz kloer: d'Solidaritéit vun den Nopeschregiounen.

Eng drëtt Saach: Mir mussen ëmmer ganz genee analyséieren, mat wéi engen Ursaache mer d'Leit ophuelen. Mir hunn zum Beispill Eritrea, ech weess, datt Der do ganz grousszügeg sidd mat den Eritreeër, déi desertéieren. Mee am internationale Recht ass d'Desertioun kee Grond fir Asyl! Dat muss een einfach ëmmer erëm soen. Dat heescht, wa mir vun Asyl schwätzen, beruffe mer eis op d'Asylrechtskonventioun vun 1951 – primordial, dat ass dat Éischt, déi éischt Referenz. Da gëtt et nach aner Rechtsinstrumenter, déi ee ka kucken. Mee de Sënn vum Asyl ass et net, déi national Legislatioun am Sënn vun der nationaler Sécherheet net ze respektéieren. Dat ass net am internationalen Asylrecht.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Da maache mer dat och mat der Ukrain.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelift?

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Da maache mer dat och mat de Mënschen aus der Ukrain, déi fortgelaf sinn?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also dat musst Dir mat der ukrainescher Regierung kucken, ob Dir Männer vun 18 bis 60 Joer hei wëllt ophuelen. Dat ass awer eng Regierungsdecisioun. Mee ech soen Iech just, wéi et am internationale Recht ausgesäit.

(Interruption)

Mee ech wollt nach weider iwwert déi eenzel Fäll do schwätzen. Mat Afghanistan: Afghanistan, wësst Der, mir hunn déi Biller alleguer an Erënnerung, dat war e katastrophalen Echec, e katastrophalen Echec vum Westen! Mir hunn déi Biller gesinn, wéi Leit um Flughafen an esou weider do gelaf sinn. Mee och do muss ech Iech soen: Selbstverständlech musse mer déi Leit ophuelen, déi fir Lëtzebuerg geschafft hunn oder déi e Lien mat Lëtzebuerg hunn, selbstverständlech! Ech mengen, dat steet jo guer net zur Debatt.

Mee wat awer wichteg ass, politesch am Kontext Afghanistan ze betounen, dat ass, datt mer och do zënter Jore woussten, datt eis Positioun net ze halen ass. Wéi dacks hu mer hei an der baussepolitescher Kommissioun, an der Verdeedegungskommissioun gesot: „Wat ass dann de Konzept fir Afghanistan?" An et ass ëmmer gesot ginn, jo, mir bleiwen do a mir verleeën eis Truppen op déi an déi Plaz a mir maachen esou an esou virun. Schlussendlech war et e Fiasko.

An dat ass dat, wann een an e Krich erageet ouni Konzept oder ouni zäitlechen Horizont, et ass och e bëssen dat, wat an der Ukrain ka geschéien: datt schlussendlech, amplaz eng séier Léisung oder eng negociéiert Léisung ze sichen, e Fiasko dobäi erauskënnt.

Dat si just véier Elementer vun enger Äntwert, déi méi laang géif daueren a méi komplex ass. Mee ech wëll Iech eppes nach eng Kéier soen, Här Minister: Wat dat Humanitäert ugeet, do si mer enger Meenung. Awer mir maachen eng rational Politik, baséiert op dat internationaalt Recht, wou mer eis eege Capacitéiten net iwwerzéien a wou mer eng Solidaritéit liewen, déi mer och kënne verdeedegen an déi net reng emotional argumentéiert gëtt.

Gutt. Ech komme vläicht zréck bei dat, firwat ech hei sinn, fir e bësse méi iwwer Aussepolitik ze schwätzen. Mir wëlle vläicht emol e Bléck werfen op de Bilan vun deem Krich, dee mer am Ableck hunn, a kucken, wéi dann d'Europäesch Unioun an deem Konflikt dosteet. Mir wëssen, datt d'Amerikaner gewonnen hunn. Mir wëssen och, datt d'Chineese gewonnen hunn. A well mer hei vu China ...

Här President, d'Auer, Dir hutt hei ..., mee ech hunn esou laang dem Här Asselborn geäntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, ech weess, jo, jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Also, mir hunn eeben och déi Situatioun mat China. An och do hu mer haut héieren, datt vill Leit soen, ... an et ass och e bëssen déi Logik an der Europäescher Unioun, fir China als e Rival ze gesinn, mee mat enger, ech weess net, e bëssen enger Feindschaft doranner. Dat ass net de Wee! Et ass sécher eng konkurrenziell Supermuecht, mee mir musse China respektéieren an och mat China partnerschaftlech zesummeschaffen. Och hei gëllt, datt Kooperatioun besser wéi Konfrontatioun ass.

An dat ass och am Interessi vun der Sécherheetspolitik vun Taiwan, déi mer ni däerfen aus den Ae verléieren. Mir sollten derfir antrieden, datt Taiwan an internationalen Organisatioune kann op Expertsniveau zum Beispill oder och op aneren Niveauen optrieden, well doduerch gëtt China net méi aarm, et gëtt och net entéiert. Mee d'Welt gëtt méi räich u chineeseschem Wëssen, u chineesescher Erfarung, u chineesescher Expertise. A mir sollten dat och maachen tëschent Taipeh a Peking fir ze kucken, datt och do dee Konflikt sech kann op eng friddlech Manéier lues a lues opléisen. An dat ass eng Roll vun der Aussepolitik, fir konstruktiv do anzewierken, fir datt sech déi Situatiounen, déi elo konfliktuell sinn, kënne berouegen an net de Contraire.

Mee d'Europäesch Unioun, wat ass dann dovunner ze halen? Virun e puer Joer – o, virun e puer Joer? –, virun e puer Méint hu mer nach héieren: „D'Europäesch Unioun soll eng strateegesch Autonomie entwéckelen." Wat ass dann dovunner Rescht bliwwen? Et ass dach esou – loosse mer dach realistesch sinn! –, datt mer just nëmmen nach dat maachen, wat eis amerikanesch Partner vun eis verlaangen. Wou ass déi strateegesch Autonomie? Wéi kéinte mer déi artikuléieren? Wéi kéinte mer se iwwerhaapt formuléieren, definéieren? Wéi kéinte mer se duerchsetzen?

Eis Interessen als Europäer sinn net déi selwecht, net ëmmer déi selwecht, net deckungsgläich déi selwecht wéi d'Interesse vun den amerikanesche Partner. Da musse mer dach kënnen en Ënnerscheed maachen. Awer d'Chancen dovunner, déi hu mer am Ableck op jidde Fall verspillt. Och an der NATO hu mer gesinn, datt just eng Politik sech duerchsetzt, direkt ouni Problem: déi amerikanesch Linn.

Mee dat ass net deckungsgläich mat eisem Interessi! Mir deelen dëse Kontinent mat de Russen, och nach an 10 Joer, och an 20 Joer, och an 30 Joer. De Generol de Gaulle hat jo gesot: „L'Europe, de l'Atlantique à l'Oural". Dat bleift! Dat bleift a mir musse kucken, datt mer kënnen och mat Russland eng nei Relatioun opbauen, well et an eisem laangfristegen Interessi ass. An eisem laangfristegen Interessi läit och net, datt mer vun amerikaneschem Frackinggas ofhängeg sinn oder mat Aserbaidjan musse Geschäfter maachen.

Dir, Här Minister, hat gëschter an Ärer Ried gesot, mir solle keng Geschäfter maache mat Länner, déi d'Mënscherechter net respektéieren. Mee et ass dach genau dat, wat mer maachen! Domadder hutt Dir Russland gemengt, an Dir gitt an den Aserbaidjan oder an aner Länner Gas akafen, déi d'Mënscherechter net respektéieren a Kricher ufänken. Wou ass do d'Logik?

Mir mussen, wa mer wëllen Europäer sinn, a mir als ADR sinn Europäer, ...

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... iwwerzeegt Europäer, just mat engem Ënnerscheed ...

(Interruption)

O jo, da kommt, mir schwätzen een Ableck iwwer Europa, schwätze mer een Ableck iwwer Europa! Mir hunn haut héieren, den Här Asselborn, och den Här Wiseler, si hunn an hire Riede gesot, mir sollen d'Traitéen net opmaachen, mir sollen elo kee Konvent maachen, well et politesch net passt. Den Här Asselborn hat erkläert, datt do Parteien an Europa wären ..., da géif warscheinlech net dat Resultat erauskommen, wat hie sech wënscht. Mee Demokratie besteet doranner, datt een och mat anere Leit ka schwätzen a muss en Interessenausgläich fannen, déi eng aner Meenung vertrieden!

Mir hu keng Angscht virun engem Konvent, fir d'Traitéen nei ze definéieren. Mir si bereet ze verhandelen an ze kucken, datt mer en Europa erauskréien, an deem Lëtzebuerger Interesse gewaart sinn an Europa insgesamt méi staark gëtt. An dee beschte Modell dofir ass en Europa vun den Natiounen.

Mir fäerten och net wéi aner Riedner heibannen, datt d'Resultater vun engem Konvent géifen engem Referendum virgeluecht ginn. Mir wäre frou doriwwer, well all déi, déi sech jo Demokraten nennen, sollen dach fir de Referendum sinn. A gitt net an Europa dat kritiséieren, wat Der hei am Land de Leit versprach hat an net gehalen hutt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, d'Madamm Beissel huet nach eng Fro fir Iech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ganz gär, merci.

Mme Simone Beissel (DP) | Här Kartheiser, eng prezis Fro. Dir hutt elo virdru gesot, Dir wäert Europäer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

Mme Simone Beissel (DP) | Dir schwätzt zwar vun engem Europa vun den Natiounen – doriwwer kann een diskutéieren. Wann Dir elo hei haart a fest sot, Dir wäert Europäer, kënnt Dir mir dann erklären, firwat Dir Iech mordicus dergéint gewiert hutt, dass Europa an déi éischt aacht Artikele vun eiser Verfassung ageschriwwe ginn ass?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Kënnt Dir mir den ... ech weess elo net méi den Artikel, kënnt Der mer dat do zitéieren, Madamm Beissel? Dat doten ass elo esou eng Fro, wësst Der, firwat ...

Mme Simone Beissel (DP) | Ma nee, mee d'Intégration européenne hu mer mat ganzem Konsens vun net nëmmen der Verfassungskommissioun, mee vun de meeschte Leit hei am Sall offiziell an d'Verfassung erageholl.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A jo, et ass gutt, jo.

Mme Simone Beissel (DP) | An Dir hutt Iech mordicus do dergéint gewiert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech hat och en Argument. An ech mengen, ech hunn natierlech ... Wësst Der, dat do ass déi Fro ...

(Interruptions)

Nee, nee, dat do ass déi Fro, wësst Der, da kënnt op eemol een an da seet en: „Wat hues de den 2. Juni 2004 moies um 8.00 Auer gemaach?", a weess et och net direkt.

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee, mee ech weess awer elo, ech weess awer elo ...

(Coups de cloche de la présidence)

Ech weess awer elo ongeféier, wat deen Artikel war. Ech hunn en awer net virleien. Ech sinn also virsiichteg an der Formuléierung, ech wëll Iech an der Richtung awer äntweren, souwäit ech mech erënneren.

Mir haten en Artikel an där neier Verfassung, do stoung dran, datt mer Member an der Europäescher Unioun sinn an esou weider. An dat Argument, wat mir bruecht hunn, dat ass, datt, wa mer ufänken, eenzel international Institutiounen opzezielen, et da ganz schwéier ass, fir dann den Ënnerscheed ze maachen: Firwat net an der NATO? Firwat net an der UEBL an esou weider an esou virun? An dofir hu mer gesot: Et ass besser, ...

(Interruption)

... dat ewechzeloossen, well soss, wann een e Choix mécht, dann ass dat ëmmer e Problem, well da privilegiéiert een déi eng international Organisatioun géintiwwer deenen aneren.

Mme Simone Beissel (DP) | Dat war awer net Ären Narrativ, wat Der eis haut erzielt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O, ech weess ..., wéi gesot, mir kënnen d'Protokoller noliesen. Mee, wéi gesot, dat do ass eng Fro ... Mee dat doten ass ongeféier dat, u wat ech mech erënneren. Gutt.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | ... Dir musst elo gläich zum Enn kommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech hunn zwar laang Interventioune vum Här Asselborn a vun der Madamm Beissel, wéi gesot.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da loosst mech vläicht ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech hat dat ganz a Betruecht gezunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O, dat ass ganz fei vun Iech, Här President. Dat ass fein. Ech wollt awer elo vläicht nach, wann ech nach eng Minutt kann hunn, just iwwert déi Sanktioune schwätzen an d'Auswierkungen op d'Finanzplaz Lëtzebuerg. Well dat ass eppes, wat eis gëschter awer frappéiert huet an, ech mengen, wat fir eis vu grousser ekonomescher Wichtegkeet ass.

Den Här Minister Asselborn huet gëschter gesot, datt an der Europäescher Unioun eng 17, eppes méi wéi 17 Milliarden Euro – equivalent russescht Kapital – agefruer gi sinn, wann ech mech richteg erënneren, dovunner 5,5 Milliarden zu Lëtzebuerg. Dat ass méi wéi e Véierel. Dat ass wäit méi wéi ee Véierel! A Lëtzebuerg ass net déi gréisst Finanzplaz an der Europäescher Unioun. Mir hu Paräis, Frankfurt, Dublin, mir hunn nach anerer. An da stellt ee sech awer Froen!

Wat maachen dann déi aner Länner an deem Kontext vun deene Sanktiounen? Mir héieren, datt Holland 91 Ausname gemaach hätt. Ech weess net, ob dat elo genee stëmmt oder wat och ëmmer. Mee si mir net déi an der Europäescher Unioun, déi schlussendlech eleng déi Sanktiounen ëmsetzen, an all déi aner huelen déi Amenagementer do? Dat wär dach, mengen ech, e Sujet, deem sech déi lëtzebuergesch Regierung sollt genee consacréieren, well mir hu jo awer och géintiwwer aneren ekonomesch Interessen. A wann anerer dat net respektéieren, mengen ech, sollte mer eis awer Froe stellen.

Ech maache vläicht eng Konklusioun, Här President, well mir sinn ...

M. Fernand Etgen, Président | Eng hallef Minutt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Eng hallef Minutt. Mir si schrecklech ugegraff ginn hei vu verschiddene Riedner wéinst eisem Engagement fir de Fridden.

(Exclamations)

An ech soen Iech, ech soen Iech, léif Kolleegen, ech soen Iech, ...

(Brouhaha et interruptions)

... datt näischt eis méi houfreg mécht als ADR, ...

M. Gusty Graas (DP) | Nenne Ross und Reiter!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... wéi datt mer ugegraff gi wéinst engem Engagement fir de Fridden.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass en Engagement fir Russland, wat Der huelt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Madamm Oberweis huet nach eng Fro un Iech.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, Här Kartheiser, ech wollt Iech eng Fro stellen, wann Der erlaabt? Dir sot jo ëmmer, also Dir hutt elo erëm eng Kéier gesot, dass de Fridden am Noen Osten, deen Der Iech wënscht, vun der Reconnaissance mutuelle ofhänkt vun deenen zwee Staaten.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Wësst Dir dann, dass 1988 d'OLP Israel unerkannt huet an 1993 nach eng Kéier?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci. Ech hunn e gewëssent Wëssen an der Geschicht, ech wéisst awer näischt esou, datt zum Beispill eng Hamas dat gemaach hätt. Ech weess just, datt et einfach eng Spléckung gëtt an der palästinensescher Beweegung an datt mer e ganz grousse Problem hunn, net nëmmen, wat d'Demokratie ugeet – ausserjudiciaire Exekutiounen, Folter, alles dat si Realitéite bei der Palästinensescher Autoritéit –, mee leider hu mer och kee Konsens iwwert d'Existenzrecht vun Israel. Ech géif mer näischt méi wënsche wéi dat, a mir hunn et awer net.

A wann Dir zoufälleg déi Informatioun hätt, datt d'Hamas muer Israel unerkennt als dat, wat et ass, da wäre mer ganz frou. Sot et wannechgelift dem Här Netanjahu, dee wär och frou, dat ze héieren!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech géif nach kuerz reagéieren. Effektiv ass d'Hamas net de Representant vum Staat Palästina als solchem, éischtens emol. An zweetens kann ech Iech gären Informatioune weiderginn, wou hir Positioun schonn e wéineg geännert huet; ouni dass ech hire Porte-parole sinn, loin de là. Mee ech mengen, dass déi Positioun effektiv entre-temps schonn e wéineg geännert huet. Ech kann dat gär fir Iech nokucken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An Dir hutt elo d'Wuert hei uewen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, beim Nolauschtere vum Ausseminister senger Ried gëschter krut ee gären a schnell Bauchwéi. Wann ee sech däers ganze Leed bewosst ass an der Ukrain an och uechtert d'Welt, well och déi aner Konflikter an der Welt si jo net verschwonnen, da kann ee schnell iwwerwältegt sinn.

Ech wëll dann och op dësem Wee direkt all deenen, déi haut am Iran an och an anere Länner op der Strooss sinn a géint autokratesch a mënscherechtsverueechtend Regimmer demonstréieren, eis Solidaritéit ausdrécken.

Ufänken awer wëll ech mam Ugréffskrich vum russesche Regimm géint d'Ukrain, e wéineg wéi all déi aner Virriedner och. Et ass eng eenzeg Tragedie. Mir sinn alleguerten enger Meenung, mengen ech: Krich ass Haass. Krich ass Zerstéierung a Brutalitéit, Verzweiflung, onendlecht Leed a Misär. Krich ass Wansinn, ëmsou méi wéi dëse Krich jo zréckzeféieren ass op grouss Muechtfantasië vun enger klenger Clique vu Leit.

Iwwer 250 Deeg schonn dauert de Krich elo. All Dag ass een ze vill a mir fäerten, dass en nach Méint a Joren eventuell wäert undaueren. Déi massiv russesch Attacken op déi kritesch Infrastruktur an der Ukrain déi lescht Deeg weisen op eng weider Eskalatioun hin an et ass warscheinlech, dass et am Fréijoer zu enger

russescher Konteroffensiv wäert kommen. Schonn elo sinn Dausende Mënschen ëmkomm, Zéngdausenden hu misse flüchte mat traumateschen Erliefnisser.

Eng Léisung vum Ukrainkrich kann nëmmen op diplomateschem Wee erreecht ginn, dovunner si mir weiderhi fest iwwerzeegt. Vläicht kréie mir net all diplomatesch Initiativ mat, mee mir hu weiderhin d'Gefill, dass net alles probéiert gëtt op diplomateschem Wee, fir dëse Krich esou schnell wéi méiglech ze stoppen. Et ass extreem frustrant ze gesinn, dass et der internationaler Gemeinschaft nach ëmmer net gelongen ass, e Waffestëllstand ze erreechen.

A wann ech „international Gemeinschaft" soen, da mengen ech domadder net just déi sougenannt westlech Länner, mee sämtlech Länner op dëser Welt. Well et ass evident, wie bei dësem Konflikt d'Vëlkerrecht op senger Säit huet, an dofir mussen alleguerten d'Staaten op Russland awierken. An déi ambivalent Haltung vu China, Indien a villen anere Länner par rapport zur Ukrain an zu Russland weist awer och, wéi déif déi Grief sinn tëschent de sougenannte räiche Länner an de méi aarme respektiv Schwellen- oder Entwécklungslänner.

An dorunner si mir net onschëlleg. Et géif eis Europäer och emol guttdoen, e bëssen doriwwer nozedenken, well mir brauchen onbedéngt erëm e Multilateralismus, dee fonctionéiert, wa mer net wëlle vun deene risegen Erausfuerderungen, déi op eis waarden, déi virun eis stinn, iwwerwältegt ginn.

Här President, ech muss soen, dass ech meng Schwieregkeeten hu mat där Duerstellung vun Europa als Héichbuerg vun de Mënscherechter an dem Humanismus, dat quasi selbstlos op Partnerschaft a Multilateralismus setzt. Wa mer tatsächlech wëllen dëse Planéit zu enger besserer Welt maachen, da sollte mer vläicht emol mat e bësse Selbstreflexioun ufänken, well d'Wourecht ass, dass mir net bereet sinn, an enger multipolarer Welt ze liewen, wou mer op Aenhéicht mat deenen anere Staate sinn. Mir probéiere mat alle Mëttele weiderhin, eis ekonomesch a politesch Vormachtstellung vum Weste weiderzedreiwen.

Geneesou wéi aner Kontinenter a Länner probéiere mir och, eis Wirtschaftsinteressie knallhaart an der Welt duerchzedrécken. Mat ultraliberalen Handelsaccorde verschafen d'Europäer hire Multinationalle weiderhin Zougang zu de Rostoffer an den Ofsazmäert virun allem an de sougenannten Entwécklungslänner, déi mer weiderhin hemmungslos ausbeuten. Multinationallen, déi d'Liewensgrondlag vu ganze Populatiounen zerstéieren an hir Profitter iwwer Steieroasen erëm an den Norden exportéieren.

An deem Kontext ass et immens bezeechnend, dass mer beim Devoir de vigilance net weiderkommen, weeder um europäeschen nach um nationale Plang. Den Här Ausseminister huet et gëschter kloer gesot, datt hie sech derfir asetzt, dass d'Fongenindustrie net däerf ënnert déi Sorgfaltsflicht a Saache Mënscherechter kommen. Esou vill dann zu eise Wäerter, déi mir iwwerall verteidegen!

Europa huet déi gréisst historesch Schold um Klimawandel, kritt awer keng wierklech Reduktioun vun den Emissiounen hin a stellt awer Fuerderungen un déi aner.

(Interruption)

Mir versprieche Finanzement fir d'Adaptatioun an halen eis Verspriechen net, genee wéi bei der Entwécklungshëllef, wou vill vun den europäesche Staaten nach ëmmer net esou wéi Lëtzebuerg iwwert deenen 0,7 % leien. A matten an enger Pandemie hu mir och eis Patenter vun de liewenswichtegen Impfstoffer geschützt an de Maart opkaf vun den Impfstoffer weltwäit.

Mir intervenéiere militäresch a Krise wéi am Mosambik, wou mer wëllen Äerdgas förderen, a loosse Konflikter wéi an Äthiopien oder am Jemen lénks leien, do, wou et näischt ze huele gëtt. Mir ënnerstëtzen Autokraten, wa se eis an de Krom passen, a kucken op anere Plaze grousszügeg iwwer Mënscherechtsverletzungen ewech an erdeelen awer paternalistesch Lektiounen a Saachen Demokratie.

D'Profittgier vun de wirtschaftsliberalen Elitten an d'Duebelmoral an eiser Aussepolitik ass mat responsabel dofir, dass d'Liewensbedéngunge ronderëm den europäesche Kontinent sech weiderhi verschlechteren. An dat muss een am Hannerkapp hunn, wa mer iwwer eng zentral Erausfuerderung schwätzen, an zwar déi onfräiwëlleg Migratiounen, op déi ech mech wierklech wëll fokusséieren an dëser Ried. Mir kënnen et net oft genuch soen: Wien déi onfräiwëlleg Migratioune wëll begrenzen, dee muss op d'Ursaache kucken an net mat enger méi repressiver Politik just d'Symptomer bekämpfen.

Här President, natierlech migréiert een, wann een a sengem Land keng Perspektive méi huet. Natierlech geet ee fort vu sengem Land, wann dat ausgedréchent, erodéiert an net méi beackerbar ass. Natierlech verléisst ee säin Duerf, seng Stad a säi Land, wann ee keng Perspektiven huet. An natierlech mécht dat kee gären. Kee verléisst gär seng Frënn, säi Land, seng Repèren a seng Famill.

Ech wëll e bësse méi breet op dës Fro agoe vun der Migratioun, well se ee Gesiicht vun der Baussepolitik ass a well dës Mënschen net genuch gehéiert ginn. An déi sëllegen, déi um Migratiounswee ëmkommen, héiere mer natierlech am mannsten.

Eigentlech misste mer jo alles maachen, fir Mënsche virum Erdrénken ze retten. Eigentlech misste mer esou vill Rettungsbooter op d'Mëttelmier schécken, dass kee méi erdrénke muss. Mir misste Brécke bauen a sécher a legal Weeër erlaben.

Eigentlech misst eng Frontex an hirer Koordinatiounsroll vun de Rettungsaktiounen ëmmer direkt op Rettungsschëffer Bescheed soen. Leider ass dat net esou. Net nëmmen ass entre-temps gewosst, dass si fortkucken, mee och gewosst, dass si gär de libesche Garde-côtë Bescheed soen, amplaz den europäesche Rettungsbooter. An et ass dokumentéiert, dass dat och geschitt, wa Flüchtlingsbooter an europäesche Gewässer ënnerwee sinn an net a libesche Gewässer.

Do, wou d'Frontex eigentlech verflicht ass, d'Mënscherechter ze garantéieren, do huet den OLAF, d'EU-Antibedruchsagence, wéi den Här Cruchten et scho sot, elo rezent an engem Rapport festgestallt, dass d'Frontex keng Schrëtt ënnerholl huet, fir Mënscherechtsverletzungen ze verhënneren. Am Géigendeel, et sinn ëmmer erëm bewosst Moossnamen ergraff gi fir sécherzestellen, dass d'Mënscherechtsverletzungen net beobacht, net dokumentéiert an ënnersicht ginn. D'Frontexdirektioun huet och ëmmer erëm den interne Mënscherechtsdepartement a senge Méiglechkeeten ageschränkt an him allméiglech Informatioune verweigert. Jo, de Mënscherechtsscreening ass als Gefor wouergeholl gi fir eng wierksam Grenzkontroll.

Et geet rieds vu Pushbacks a Richtung Tierkei vu Griicheland aus mat Komplizitéit vu Frontex. Et geet rieds vu Pullbacks a Richtung Libyen, eeben och vum Mëttelmier aus. Déi Refoulementer sinn illegal a konträr zu de Mënscherechter an dem internationale Recht.

All Mënsch huet d'Recht ze migréieren, ze flüchten an d'Recht op Schutz. Dat Recht awer gëtt vun der EU-Agence Frontex systematesch violéiert. Temoignagë vun der OIM, der Weltmigratiounsorganisatioun, no, si mindestens 252 Mënschen am Mëttelmier am Kader vun dësen illegale Refoulementer erdronk. D'OIM schreift, dës Zuel wär éischter ënner- wéi iwwerschat. An dat ass eigentlech Mord!

Et ass e strukturelle Problem. Grenzschutz ass esou net mat Mënscherechter vereinbar. D'Recht op Liewen an d'Recht op Migratioun a Schutz kann een net esou vereinbar maache mat enger arbiträrer Kontroll an Zréckféierung. Et kann ee sech nëmme schummen, EU-Bierger ze sinn, well mat eise Steiergelder ginn dëser krimineller Agence hir Machenschafte weiderhin ënnerstëtzt.

Elo hu mer de Rapport vum OLAF, dee vernichtend ass, an et gëtt einfach gesot, Frontex hätt elo en neien Direkter, elo wär alles gutt! Nee, et ass eng strukturell Fro, et hänkt net just vum Direkter of. Et si strukturell Incompatibilitéiten an de Missioune vun der Frontex mat eise Mënscherechter. An ech wéilt de Minister och froen, fir drop anzegoen, wéi eng Konsequenzen hien aus dem OLAF-Bericht zitt.

D'lescht Joer sinn ech hei a menger Ried op d'Externalisatioun vun der Kontroll vun de Baussegrenzen agaangen. Ech hunn duergeluecht, wéi d'EU d'Kontroll vun hire Baussegrenzen un Drëttstaaten delegéiert respektiv wéi si un Drëttstaaten, sief et an Nordafrika, an de Sahellänner, d'Kontroll auslagert an domadder Drëttstaaten zu Handlanger vun der repressiver EU-Migratiounspolitik mécht.

An och ass et esou, dass elo, nom EU-Tierkei-Deal a Milliardenhéicht, virun enger Woch en neien Deal tëscht der EU mat Ägypten ënnerschriwwe ginn ass vun 80 Milliounen, fir dass och si d'Migrante besser geréieren a kontrolléiere kënnen. Dës Dealer si fir mech ganz kloer Ausdrock vun enger verzweifelter Politik.

D'Konsequenz vun enger verzweifelter a kuerzsiichteger Politik ass, dass elo an de leschte Méint dann nees méi Mënschen aus der Tierkei op Lëtzebuerg kommen, nodeems si jorelaang an der Tierkei bliwwe waren am Kader vum EU-Tierkei-Deal. Elo awer huet den Erdoğan keng Loscht méi, 5 Millioune Flüchtlinge bei sech ze halen, mee en huet annoncéiert, dass en 1 Million syresch Refugiéen erëm wëll zréck a Syrie schécken. Dës Leit wëllen natierlech net zréck a Syrien – evident! – a fänken un, zum Deel an Europa ze flüchten. Do hu mer et: Mat Autokraten zesummenzeschaffen, bréngt näischt ausser Problemer a Suergen!

Illegal Migratioun bekämpfen … An iwwerhaapt, den Term „illegal Migratioun" muss ee sech dann awer och emol op der Zong zergoe loossen. Mir hunn eis esou u verschidden Expressioune gewinnt, dass mer keng Distanz méi dozou hunn. Wéi kann e Mënsch wannechgelift illegal sinn? Wéi kënnen e Mënsch a seng Würd contraire à la loi sinn? Wéi ka säi Recht ze migréieren, säi Recht ze flüchten, säi Recht op Liewen illegal sinn?

A wa mer vun eis behaapten, dass d'EU eng Terre d'asyle ass, e Kontinent, wou Mënsche kënne Protektioun ufroen – an ech mengen, dat maache mer jo –, wéi sollen dës Mënschen da bis dohinner kommen, wann et keng legal a sécher Weeër gëtt? Si sinn also gezwongen, zu sougenannten illegale Migranten ze ginn, bis se dann eventuell hei, wa se dee Periple iwwerliewen, kënne beweisen, dass si e Recht op Schutz hunn. Dat ass einfach nëmmen degelass!

Neen, de Feind ass net de Geflüchteten! De Feind ass net deen ouni Pabeieren. De Feind ass eigentlech e politeschen, ekonomesche System, deen d'Mënschen am Norden an am Süden zu Ressourcë mécht, déi et just nach am Endeffekt auszebeute gëllt. De Feind ass déi Gier no Muecht an no Profitt!

D'Konsequenz, wéi kéint et anescht sinn, vun dëser eurozentristescher a migratiounsfeindlecher Politik sinn natierlech Doudeger un eise Grenzen. Zu Dausenden an Zéngdausenden erdrénke se an erfréiere se un eise Grenzen, der OIM no zënter 2021 iwwer 5.500 Mënschen an zënter 2014 iwwer 29.000 Mënschen! Dës Zuelen eleng sinn en Opruff dozou, dass mer sécher legal Flucht- a Migratiounsweeër brauchen. All déi, déi dat net wëllen, huelen dës Doudeg mat a Kaf!

D'Zuele sinn erschreckend a si ginn an d'Luucht, der OIM no. D'Weeër ginn ëmmer méi gefäierlech, wéi zum Beispill d'Route vu Westafrika a Richtung Kanaresch Inselen an och de Wee tëscht Griicheland an der Tierkei.

Et gëtt keng Wierder, fir esou vill Leed ze beschreiwen. Dofir bleiwen ech emol stoen, fir deene Mënschen ze gedenken, déi um Wee an Europa, um Wee vun hiren Dreem an der Hoffnung op e bessert Liewen, hiert Liewe verluer hunn.

(Mme Nathalie Oberweis respecte un moment de silence.)

Här President, wat ass dat fir e Kontinent, dee sech esou oppe gëtt a gläichzäiteg esou ofschott? Wat ass dat fir eng EU, déi esou vill op sech hält an op hir Wäerter a gläichzäiteg Mënscherechter un hire Grenzen an ausserhalb vun hire Grenze verletzt?

Et ass déi EU, där hire Baussebeoptraagten d'EU als Gaart an de Rescht vun der Welt als Dschungel duergestallt huet. Et ass genee dat Denken a Scheemaen aus dem 19. Joerhonnert. An och wann hie sech dofir entschëllegt huet, ännert dat näischt un deem, wat dës Ausso verstoppt, an zwar eng eurozentristesch Vue op d'Welt, wéi wa mir den Zentrum vun der Welt wieren.

Ech soen et kloer: Et ass eng Politik, déi op kolonialen a rassisteschen Denkscheemae baséiert! Migratioun erkenne mer un, wa se eis déngt, wa se eisen Interessien déngt, wa se Kompetenze matbréngen, déi mer brauchen. Fir all déi aner gëlle Maueren. Flüchtlinge kënnen erdrénken, erfréieren an erdiischteren!

(Exclamations et interruption)

Ben, dat sinn d'Fakten, pardon! Ech hunn d'Zuele virdru genannt.

(Interruption)

D'Geld an d'Wuere wëlle mer, d'Mënschen, déi d'Wuere gemaach hunn, net. Fir d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen an Drëttstaaten, déi eis Kleeder bitzen, gëfteg Mineraien ofbaue fir eis Handyen, Ecranen an esou weider, gëlle weiderhi mënscheverueechtend Aarbechtskonditiounen.

Mir wëllen eng EU, déi mat sech kohärent ass, déi net dat eent seet an dat anert mécht, eng EU, déi Mënschen net virun der Dier erfréieren an erdrénke léisst, eng EU, déi oppen ass, d'Dieren opmécht fir d'Mënschen, egal vu wou se kommen an och wa se net déi perfekt Kompetenze matbrénge fir eisen Aarbechtsmaart, eng EU, an där all Land e bestëmmte Prozentsaz vu geflüchte Mënschen ophëlt. Net well et muss, mee well et eng nobel Tâche ass!

Jo, et ass eng nobel Tâche, Mënsche bei sech opzehuelen a säin Haus opzemaache fir dës Mënschen, déi am Besoin sinn, genee esou, wéi dëst Joer och vill Mënschen hei zu Lëtzebuerg an uechter Europa hir Diere fir Flüchtlingen opgemaach hunn.

Mir wëllen eng EU, déi sech an der internationaler Communautéit derfir engagéiert, dass mer eng solidaresch Welt schafen. Mir wëllen en internationale Mindeststeiersaz, e Steiersystem, deen endlech global geréiert gëtt, well och d'Wirtschaft global organiséiert ass. Mir brauchen en ambitiéist Liwwerkettegesetz, fir d'Entreprisë mënscherechtskonform ze maachen. Mir wëllen eng Handelspolitik, déi Südstaaten net méi just als Rostoffmäert ugesäit, déi et auszebeute gëllt, an Handelsmäert, an deenen net den Elefant an d'Maus an där selwechter Liga spillen, mee wou schwaach Staate sech kënne schützen, geneesou wéi mir dat och an der Zäit gemaach hunn, an hir eegen Ekonomie kënnen opbauen.

Mir wëllen eng Baussepolitik, déi op Wäerter an op Mënscherechter baséiert an net just op Wierder. Dem Wirtschaftsminister seng Ausso nom russeschen Afall an d'Ukrain ufanks des Joers, et misst een déi Doktrinn iwwerdenken, egal mat wiem Business ze maache wär ok, war ganz schnell nees vergiess.

Ech wëll him dat och nach gleewen, mee da soll e wannechgelift dat maachen oder d'Regierung soll dat maachen, wat se seet. Säitdeem, säit där Ausso, hu mir nees e Steierofkommes mat Äthiopien ënnerschriwwen, mat enger Regierung, déi sech massive Mënscherechtsverletzunge schëlleg gemaach huet. Mir si Partenariater am Ruanda agaangen, engem autokratesche Staat, deen Oppositioneller ënnerdréckt.

Dat ass et, wat eis midd mécht, wat vill Leit midd mécht a wat mécht, dass vill Leit net méi un d'EU gleewen an dass Mënschen der Politik de Réck dréinen, well se dat eent seet an dat anert mécht.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Bausseminister huet eis gëschter seng Linnen a seng Konklusioune vun deene leschten zwielef Méint presentéiert. An a sengem groussen Tour du monde, deen e glécklecherweis net huet komplett um Vëlo misse maachen, well soss wär en nach méi an d'Schweesse komm, ...

(Interruption)

... huet en eis awer trotzdeem gesot, datt et déi schwieregst Ried a senger Karriär gewiescht wier. An en huet Recht, déi lescht zwielef Méint waren alles anescht ewéi einfach. D'Mënschen an der EU fäerten erëm en Atomkrich. An ausserhalb vun der EU mussen d'Mënschen hiert Liewe gi fir hir Familljen an eis gemeinsam Wäerter.

Mir Piraten hunn et schonn oft op dëser Plaz gesot: Mir stinn hannert der Ukrain, hannert de Sanktiounen, hannert der Ënnerstëtzung, déi Lëtzebuerg der Ukrain zoukomme léisst a fir en Ophuele vu Flüchtlingen. Mir stinn derfir an, datt all Persoun, déi hiert Heemechtsland muss verloossen, hei zu Lëtzebuerg eng Chance op e BPI-Status kritt. Mir stinn och fir d'territorial Integritéit vun der Ukrain an a mir hoffen, datt d'Regierung och weiderhi bei där Positioun bleift.

Mir hoffen, datt och d'Positioun vun den Amerikaner no de Midterms, déi Stand elo nach ëmmer net ganz entscheet sinn, nach ëmmer wäert proukrainesch sinn. Finanziell hu mer mat der EU zesumme scho vill gehollef. Mee duerch déi vill Stroumausfäll, déi duerch d'russesch Attacken op d'Zivillinfrastruktur, déi absolutt inakzeptabel sinn, ausgeléist goufen, muss d'EU och kucken, wéi si hei kann a puncto Energieversuergung hëllefen.

Mir sinn och der Meenung, datt déi Leit, datt déi Familljen, déi Leit ophuelen, an dat waren der 2022 glécklecherweis enorm vill, vum Staat op d'mannst zum Deel sollte finanziell ënnerstëtzt ginn. De Merci, deen de Minister gëschter hei ausgeschwat huet, ass wichteg, mee e geet net duer. Misst den ONA all déi Familljen och nach ënnerbréngen, hätt de Staat nach e méi grousse Problem. Dofir ass hei eng kleng finanziell Ënnerstëtzung vläicht net vu Muttwëll an et ass och eng Demande, déi d'Associatioun LUkraine mat ënnerstëtzt.

De Staat an de Bausseminister stelle sech gären als Paradebeispill a puncto Flüchtlingsopnam duer. A jo, Lëtzebuerg ass do besser wéi déi meescht aner Länner. Mee wien A seet, muss dann och B maachen!

Déi Leit, déi op Lëtzebuerg flüchten, waarde méintelaang op eng Decisioun op hirem Dossier. Verschidden afghanesch Matbiergerinnen a Matbierger kréie kee Status, se ginn awer gedult. Bon, dat ass besser wéi eng Ausweisung un d'Taliban. Esou kënnen déi Leit sech hei awer kee Liewen opbauen a virun allem och keng Zukunft. Dës Leit hunn eng schnell Entscheedung verdéngt, déi et hinnen erlaabt, sech hei am Land eeben déi Zukunft opzebauen. Dozou gehéiert och den Zougang zum Logement.

Et kann een als DPI net iwwert d'Grenz wunne goen, wann een hei säin Dossier lafen huet. Als BPI och net. Déi Leit kënnen net emol an d'Ausland auswäichen, wat leider haut vill Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger maachen; well mer de Logementsmarché kennen. Dat heescht net, datt et gutt ass, an d'Ausland auswäichen ze mussen. Och do ass d'Politik gefuerdert – mee mir sinn elo an der aussepolitescher Debatt an do geet et net ëm de Logementssecteur. Mee et dierf een hei awer virun allem net zwou Gruppe vu Leit, déi Hëllef brauchen, géinteneen ausspillen. D'Regierung huet derfir ze suergen, datt jiddereen hei am Land en Daach iwwert dem Kapp kann hunn.

Här President, gëschter krute mer vum Minister endlech och gesot, wat d'Positioun zur Liwwerkettendirektiv ass, déi scho bal néng Méint virläit. Mir fuerderen awer dann hei och nach eng Kéier op dëser Plaz formell, datt dës Positioun och schréftlech ëffentlech gemaach gëtt.

Och a puncto Klimawandel a Mënscherechter stellt d'Regierung sech jo gären als Virreider duer, mee och op dës Annoncë follgen net ëmmer déi passend Doten.

An deene leschten zwielef Méint huet sech heirunner wéineg geännert. De Pensiounsfong huet nach ëmmer keng nohalteg Investitiounspolitik.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass fënnef Sekonne virun zwielef an eis Pensiounsgelder ginn nach ëmmer a Pëtrol an an autoritär Regimmer investéiert. Laut Joresrapport vun 2020 hat de Pensiounsfong 20 Milliounen u russesche Staatsscholden – wat déi haut wuel nach wäert sinn? – an nach eng Kéier 15 Milliounen, déi mer a Gazprom-Aktie stiechen haten, donieft nach Milliounen u Rubel, déi de Fong reegelméisseg keeft oder verkeeft.

D'Sanktioune géint Russland hu sech am Pensiounsfong déi éischte Kéier erëmgespigelt, wéi eng nei Liste d'exclusion am Juni, Enn Juni, de leschten Dag vum Juni, publizéiert gouf, well de Fong dat nëmmen zweemol d'Joer mécht. Do stellt ee sech dann d'Fro, ob e Krich an Europa net vläicht e Grond gewiescht wier, méi séier ze reagéieren.

Laut enger Studie vum FTSE Russell ass eng gréng Ekonomie scho säit 2014 méi sécher a méi rentabel wéi Investissementer a Pëtrol oder Gas. D'Resultater vun dëser Etüd ginn iwwregens vum UNFCCC – dat sinn déi, déi d'COP organiséieren – gedeelt. Mir schwätzen hei also vill iwwer gréng Finanzpolitik, ginn awer als Staat net ëmmer mam gudde Beispill vir. An och do: Wien A seet, muss B maachen!

Här President, beim Punkt Klimawandel dann nach zwee Sätz zur COP27. Mir Piraten hunn ewell eng Aktualitéitsstonn ugefrot, fir iwwert d'Resultater ze schwätzen, wa se eriwwer ass. Mee mir hoffe virun allem, datt een hei zu engem Accord kënnt, bei deem méiglechst vill Länner matmaachen – an och do, mengen ech, sinn d'Midterms an den USA dann awer erëm wichteg –, engem Accord, deen et eis duerch massiv Aspuerunge vun Zäregasen an all technologesch Moyenen erméiglecht, fir awer nach bei 1,5 Grad Celsius ze bleiwen.

Duerfir hei eisen Appell un d'Regierung, fir ambitiéis Accorden ze ënnerstëtzen a matzedroen a virun allem keng Mesuren ze ënnerstëtzen, déi just nach Greenwashing sinn.

Generell muss d'Regierung méi Kohärenz weisen, wat hir Aussoen op der nationaler Bün ugeet an dann d'Aktiounen duerno op internationalem Niveau. Mir kréien hei an der Chamber eng Ënnerstëtzung vum EU-wäite „gas price cap" versprach, fir dann e puer Deeg duerno ze liesen, datt mir eent vun deene Länner waren, déi do blockéiert hunn. Generell gëllt dat fir all Decisioun op EU-Niveau, wou d'Chamber an d'Medien heefeg vill ze mann Informatioune kréien. An dat ass net nëmmen an deene Conseilen, wou den Ausseminister sëtzt. Dat ass an all de Conseilen.

Mir wëssen oft net, wéi an de Conseilsgremien an eiser aller Numm ofgestëmmt gëtt, vu COREPER (ndlr: Comité des représentants permanents des Gouvernements des États membres de l'Union européenne) bis hin zu de politesche Conseilen. Et ginn och keng Motiounen ugeholl, déi der Regierung e kloert d'Mandat géife mat op de Wee ginn. Et herrscht Intransparenz. Intransparenz, déi d'Akzeptanz vun de Mesuren, déi am Conseil geholl ginn, net bevirdeelegt. D'EU muss méi op Transparenz setzen, wa se EU-feindlech Stréimunge wëll ënnerbannen.

Nëmmen als eng staark a gëeent Unioun kënne mer eis autoritären Tendenzen aus Ungarn an anere Länner entgéintstellen. Nëmmen esou loosse sech Walresultater wéi an Italie verhënneren. Duerfir brauche mer Transparenz beim Conseil an en effektive Rechtsstaatlechkeetsmechanismus. Et gëtt iwwregens Länner, an déi goufen haut och schonn zitéiert, wou dat gang und gäbe ass: Éisträich, fir nëmmen eent ze nennen, wou virun all Conseil d'Regierung an den EU-Unterausschuss kënnt, fir e kloert Mandat mat an d'Verhandlungen ze huelen. Souguer Frankräich gouf haut schonn zitéiert, wou de President awer reegelméisseg, wann och net ëmmer, an den zoustännegen Ausschoss kënnt, fir do e Mandat matzehuelen.

Wéi de Minister gëscht jo och scho sot, sinn éischt Gelder an deem Kader vum Rechtsstaatlechkeetsmechanismus zréckgehale ginn, mee de Premier Orbán probéiert weiderhin, d'EU ze erpressen.

Ungarn huet, Stand gëschter, nach ëmmer net d'Bäitrëttserklärung vu Schweden a Finnland ratifizéiert. An ech hunn esou meng Doutten, datt se et haut gemaach hätten. Domat schuede se eis all, well mir brauche grad elo eng staark NATO. Dat dierf net sinn an d'EU muss hei Stäerkt weisen an Ungarn muss endlech agesinn, datt, wann een Deel vun eppes ass, een och muss säin Deel leeschten an eis Wäerter respektéieren an no bausse verteidegen.

Här President, d'lescht Joer op dëser Plaz hate mir Piraten déi polnesch Ofdreiwungsgesetzer kritiséiert, Gesetzer, déi a Pole scho méi wéi ee Liewe kascht hunn. Och d'Entscheedung vum Supreme Court an Amerika musse mir Piraten kritiséieren. Och an Amerika si Mënsche mat Gebärmutter elo erëm op archaesch a liewensgefäierlech Mesuren ugewisen, wa se net Mamm wëlle ginn. Och an den USA wäerte Fraen duerch dëst Urteel an déi Gesetzer, déi doropshi komm sinn, hiert Liewe verléieren.

Et huet een e Recht op seng eege Gesondheet. Et huet een d'Recht, selwer ze decidéieren, ob een e Kand wëll oder net. Dofir setze mir Piraten eis a ganz Europa an. D'Recht op Ofdreiwung ass e Recht op Gesondheet, et ass e Recht op Selbstbestëmmung.

D'Rechter vun de Frae sinn nach ëmmer weltwäit kontestéiert, wéi een och am Iran trauregerweis erëm muss gesinn. Leider hunn ech keng Zäit, fir op d'Situatioun am Iran an der Déift anzegoen. Ech wëll awer hei kloer soen, datt et schrecklech ass, datt d'iranescht Parlament elo all déi verhaften Demonstranten an Demonstrantinnen u sech esou sevère ewéi méiglech wëllt penaliséieren. An dat kéint bis zur Doudesstrof goen. Hei muss d'Weltgesellschaft elo séier reagéieren!

Här President, den Ausseminister ass och ganz kuerz op China agaangen, a mir begréissen et natierlech, datt d'Lëtzebuerger Representanten ëmmer erëm de Krich uschwätzen, wa se mat chineeseschen Homologe schwätzen. Dat selwecht sollt awer och fir d'Mënscherechtssituatioun a China gëllen a fir déi konstant Droungen, déi d'Land géint anerer ausschwätzt. Mir Piraten fuerdere jo, datt bei all Missioun vun engem Minister e Mënscherechtsbeoptraagten ageluede gëtt.

D'Situatioun a Xinjiang an d'Drounge géintiwwer Taiwan musse vun eis Europäer ëmmer an ëmmer erëm erwäänt ginn. Dës Theeme mussen op internationalem Niveau Gehéier fannen. Et ass eis Flicht als Demokratie, fir d'Uiguren Opklärung ze fuerderen an Taiwan de Réck ze stäipen.

China stellt sech gär als politesch neutraalt Land op internationalem Plang duer. Mee wéi de Minister richteg sot, ass am Fall vum Ukrain-Krich eng passiv Positioun u sech eng Positioun, déi Russland zegutt-kënnt. Dat muss ee genausou soen an et muss een als Lëtzebuerg sech alt erëm froen, awéiwäit ee mat esou Länner nach weider wirtschaftlech Relatioune wëllt ausbauen. Dat gëllt fir de Lëtzebuerger Staat, dat gëllt awer och zum Beispill fir d'Chambre de Commerce, déi elo erëm eng Missioun gemaach huet.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, kommen ech awer nach zu engem weideren Theema, dat mir Piraten hei an der Chamber schonn op den Ordre du jour bruecht hunn. Et ass en europäeschen Dossier, an dat ass ChatControl. Mir Piraten kämpfen EU-wäit géint dës Propos, déi dorobber ofziilt, all eis Noriichten, Videoen a Fotoen ze scannen. Dëst ass fir eis eng kloer Mënscherechtsverletzung, déi net ze akzeptéieren ass. Eng generell Iwwerwaachung vun der Bevëlkerung ass eng Praxis vun autoritäre Regimmer, déi mer a China zu Recht kritiséieren, déi mir eis net uneegne sollten!

Bis ewell ass nach näischt vun der EU-Kommissioun ze héieren, datt de Projet ChatControl soll zréckgezu ginn. Néngmol ass awer elo schonn op Conseilsniveau iwwer ChatControl geschwat ginn, fir d'lescht nach den 3. November. D'Propos gouf elo dem EU-Parlament virgeluecht, wou am Oktober elo d'Aarbechten an der Kommissioun och schonn ugaange waren.

ChatControl wäert den Internet net méi sécher maachen. E wäert eis Kanner net virun Ausbeutung schützen. Dëst bestätegt iwwregens och elo rezent e Bericht vum Service scientifique vum Däitsche Bundestag. Dee bezweifelt, datt d'Propos vun der Kommissioun wäert derzou bäidroen, datt eis Kanner besser geschützt sinn. An e bezweifelt och, datt se virun dem Europäesche Geriichtshaff géif standhalen. En hält et fir eng disproportional Mesure, déi zu weideren Aschränkunge vu Fräiheeten an der EU kéint féieren, wa se bis ageféiert géif ginn.

Mir Piraten hu scho probéiert, hei an der Chamber iwwert d'Gefore vun ChatControl opzeklären. Eis Piraten-Kolleegen am EU-Parlament wäerten dat zu Bréissel weider maachen, an d'éisträichescht Parlament, vun deem ech virdru schonn eng Kéier geschwat hunn, huet als Parlament der Regierung eng kloer Resolutioun mat op de Wee ginn, fir e Mandat géint ChatControl anzehuelen. Do hunn d'Regierungsparteien hire Ministere kloer gesot, wéi Éisträich sech op EU-Niveau positionéiere wäert.

Och wann eis Motioun deemools hei net matgestëmmt gouf, hoffe mir dach, datt d'Regierung hei Wuert hält a sech géint deen Text stellt. Méi wéi hoffe kënne mer net, eis kloer Motioun gouf jo ofgeleent.

An déi nämmlecht Kerb kann een u sech och schloen, wann een iwwert de rezente Leak vum EU-AI-Act wëllt schwätzen, e Reglement, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat u sech d'kënschtlech Intelligenz soll reglementéieren, wat am Endeffekt awer näischt anescht bedeit, wéi flächendeckend d'biomeetresch Kameraiwwerwaachung ze legaliséieren. A wann déi aktuell Propos vun der tschechescher Rotspresidentschaft esou géif duerchgoen am Conseil, dann hu mer eng Situatioun, wou China quasi nach mënscherechtsfrëndlech eriwwerkënnt.

Och do musse mer an eiser Aussepolitik, an eiser Europapolitik kloer Faarf bekennen, datt mer eis eeben net inspiréieren u Länner, déi Mënscherechter mat Féiss trëppelen, mee datt mer eis fir Mënscherechter, fir d'Recht op Privatsphär, fir d'Recht op en dignet Liewen hei an Europa asetzen.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sot A. Mir als Chamber erwaarden, datt de B dann och ass, fir deen A ëmzesetzen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänke mat enger Informatioun. Et kéint eventuell haut e wichtegen Dag sinn am Ukrain-Krich, also am Krich an der Ukrain, well de Putin soll decidéiert hunn – ech hunn dat vun e puer Sourcen elo héieren –, fir déi russesch Truppen aus Cherson zréckzezéien.

Dat heescht, Cherson ass jo déi éischt Haaptstad, déi vu Russland occupéiert ginn ass an déi sech westlech vum Dnjepr, also vum Floss, befënnt. Dat ass also een immens grousse Réckschlag fir de Putin. An et kéint sinn, wann dat sech confirméiert a wann dat sech och amplifiéiert, dass dat kéint eppes sinn, wat de Putin zréck un de Verhandlungsdësch kéint zwéngen, net, ech soen et nach eng Kéier, aus enger Position de force, mee defensiv.

An ech wëll vläicht bei deem Punkt hei dem Här Kartheiser direkt äntweren. Ech mengen net, Här Kartheiser, dass an dësem Raum, an och net am Raum, wou d'Regierung taagt, et Affekote vum Krich gëtt. Ech ka mer dat net virstellen, och net an der Argumentatioun, déi mer hei elo an all deene Méint gefouert hunn. Dat ass falsch! An ech wëll Iech vläicht just soen, dass et a mengen Ae keng, awer nu keng Justifikatioun fir de Putin gëtt, fir dee Krich do ze féieren!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | A mir mussen oppassen, wann een argumentéiert, wéi Dir argumentéiert hutt, dass een do net iergendwéi um Pad ass vum Putin.

Wat seet de Putin? De Putin seet – dat sot Dir net –, de Putin seet: „Et si lauter Faschisten an der Ukrain, si hu kee Recht op hire Staat!" Dat seet de Putin. Dir sot, an Dir hutt dat hei minuttelaang argumentéiert, dass d'Ukrain keng Demokratie wier, ...

(Interruption)

... dass d'Ukrain keng Demokratie wier. Wann also d'Ukrain keng Demokratie ass, misst eigentlech no Ärer Logik dann alleguerten déi Hëllef, déi mer ginn – déi Sanktiounen, déi mer maachen, déi Waffen, déi mer hëllefen dohinnerzeginn, fir dass d'Leit sech kënne verteidegen an der Ukrain –, si gelooss ginn.

Ech wëll hei warnen, dass dat eppes ass, wat mer net héiere vun iergendengem Land – och net vun Ungarn! – an der Europäescher Unioun. An duerfir sinn ech zimmlech, zimmlech houfreg, dass an eiser Regierung an hei an der Chamber dat doten eng exklusiv Positioun ass.

Dann, d'Demokratie ass den Dialog tëscht der Majoritéit an der Oppositioun. Ech war 20 Joer hei an deem Parlament an ech sinn een, dee ganz vill op déi Dynamik do hält, well déi ass wichteg. An den Här Wiseler huet mer a senger Ried fir d'CSV e puer ..., jo, e puer Saachen dohinnergeluecht, op déi ech wëll agoen.

Fir d'éischt, Här Wiseler, soen ech Iech ganz éierlech, an ech soen dat wierklech éierlech: Ech si frou, dass Der sot, dass mer gutt Diplomaten an dësem Land hunn an dass deen, dee Minister ass, schlecht ass, schonn 20 Joer! Ech hunn dat d'léiwer, wéi wann Der de Contraire gesot hätt! Ech soen Iech dat.

(Hilarité)

Dat Zweet, dat ass: Dir hutt en Dadda! An allen Debaten zënter 2019 kommt Der mat Ärer Matrice! Ech weess net, ob Dir wësst, wat dat ass. Ech weess et net! Mee et kënnt nach ee Joer derzou, et kënnt nach ee Joer dozou!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dir hutt et awer an de Regierungsprogramm geschriwwen.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo. Dir hutt ganz schlecht argumentéiert, wann Der sot, dat do wier déi lescht Deklaratioun gewiescht. D'nächst Joer ass selbstverständlech hei och eng Deklaratioun iwwert d'Aussepolitik. Da kënnt Der Ären Dadda nach eng Kéier widderhuelen!

(Hilarité)

Elo zu der Saach.

M. Claude Wiseler (CSV) | Warscheinlech mam selwechte Resultat!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat Alleréischt, wat ech Iech wollt soen, Här Wiseler, ass zu Éisträich. Ee vun deenen éischte Sätz, déi Der hei gesot hutt, war: „Dir kritiséiert Éisträich, Dir kritiséiert de Kanzler Kurz." Mee ech soen Iech dat heiten: Et ass schued, dass ech deen Eenzege war an dass aus deem Veräin, wou Dir dra sidd, der EVP, keen Eenzegen de Bak opgedoen huet! Well dee Kurz, deen huet d'Solidaritéit a Saachen Immigratioun an der ganzer Europäescher Unioun kapottgeschloen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Duerfir soen ech Iech ganz éierlech: Wann Der esou Messagen un d'Leit gitt, da kuckt wannechgelift e wéineg, wat hannendrun ass!

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Ech hunn d'Wuert. Herno kënnt Dir schwätzen!

Zweetens, wat ech wollt soen: Dir sidd, wann ech awer trotzdeem Iech richteg aschätzen – mir waren zesummen an der Regierung –, e Mënsch, deen normalerweis, géif ech soen, e sensibele Mënsch ass an deen net an iergendenger schwaarzer Ideologie do gefaangen ass. Duerfir, wann ech Iech kéint bieden – an ech soen Iech och elo gläich, firwat –: Kommt wannechgelift, wat Israel a Palästina ugeet, ewech vun Ären Astellungen! Déi si queesch! Déi si falsch, déi si baséiert op Referenze vun engem Typ, deen dacks Lieserbréiwer schreift. An ech soen Iech herno, firwat, an ech soen Iech och genee un engem Beispill, dass Der total nieft der Plack leit!

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Israel ass 1947, mat de Stëmme vu Lëtzebuerg, e Staat ginn, dunn huet Israel säi Staat kritt, 1947. Dir Hären an Dir Damme vun der CSV, mir sinn elo 75 Joer duerno, 75 Joer duerno! An d'Weltgemeinschaft huet et net fäerdegbruecht, dass och d'Palästinenser hire Staat kréien. Dorëms geet et: eng Zweestaateléisung!

A wat schlëmm ass, an dat musst Der dach eng Kéier agesinn, wann Der eng Kéier op d'Landkaart kuckt oder wann Der eng Kéier mat Leit schwätzt, déi eppes dovunner kennen: Eng Zweestaateléisung ass net méi méiglech! Ech soen Iech, firwat: Et wunne 600.000 Leit, israeelesch Leit, also Siidler, am Westjordanland. Dat sollt d'Land si vun de Palästinenser! Duerfir musst Der dach ophalen ze soen: „Den Asselborn mécht eng propalästinensesch an eng antiisraeelesch Politik!" Wien Iech esou eppes erzielt, a wann Dir gleeft, wat do geschriwwe gëtt – ech verstinn dat net! Ech soen Iech nach eng Kéier elo, firwat.

Dir hutt awer an Ärer ganzer Ried immens vill Guddes gesot!

Une voix | A!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dir hutt gesot: „Mir sinn d'accord, wat de Balkan ugeet. Mir sinn d'accord, dass d'Traitéen net sollen opgemaach ginn. Mir sinn d'accord mat allem, wat Der maacht bei Russland an der Ukrain, mir sinn d'accord, mir ënnerstëtzen d'Regierung iwwerall do. Mir sinn d'accord mat de Filtragë vun Investissementer. Mir sinn eis eens, wat d'Evolutioun an Amerika ugeet. Mir sinn eis eens mat Armenien an Aserbaidjan", an esou weider an esou weider.

Elo soen ech Iech just ..., wat Der eis nach virgeworf hutt, vläicht och net mir eleng, mee dat mat der Taxonomie: Ma Här Wiseler, den 22. Mäerz – ech hunn dat nofroe gelooss – hunn 100 Europadeputéierter e Bréif geschriwwen un d'Kommissioun: „Wannechgelift, zitt deen Acte délégué zréck, well mir sinn net domadder d'accord." Ënnerschriwwen hunn zwee Leit vun der CSV, d'Madamm Wiseler an den Här Hansen. Firwat ass dann elo do eng Kritik un d'Regierung, déi weider näischt mécht, wéi hiert Recht ze notzen, wann d'Kommissioun dat net mécht, dass se dann dat mécht, wat se ka maachen, dass se virun en europäesch Geriicht geet a freet, dass hirer Positioun soll Rechnung gedroe ginn? Sou.

Dat Véiert, wat ech Iech wollt soen, wat mech wierklech rose gemaach huet a wat mer wéideet op eng Manéier – och well mer zesummen an enger Regierung waren –: dass Der op esou falsch Informatiounen an esou Verdréier erafaalt! Passt op! Et ass een, dee Lieserbréiwer schreift, deen huet e Virus, e ganz schlëmmen, deen huet deen erwëscht – et ass net de Covid, mee et kéint e sinn –, en huet de Verdréiungsvirus! Elo soen ech Iech emol, ...

(Hilarité)

... wat dat ass, wat Der do erzielt hutt.

Wat Der erzielt hutt, dat ass eng Resolutioun am ECOSOC zu New York, wou mir 2019 dra waren. Do war e Vott iwwer: „La situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter". Här President, et deet mer leed, mee ech brauch elo e wéineg Zäit. Mat Jo hu gestëmmt 2019: Andorra, Angola, Armenien, Aserbaidjan, Belarus, Benin, Kambodja, China, Colombia, Dänemark, Ecuador, Egypte, El Salvador, Äthiopien, France, Ghana, Indien, Iran, Irland, Japan, Kenia, Lëtzebuerg, Mali, Malta, Marokko, Holland, Norway, Pakistan, Paraguay, Philippinnen, South Korea, d'Russen, Saint Vincent, Saudiarabien, Sudan, Türkei, Turkmenistan, Uruguay, Venezuela a Jemen. Dat ass dat, wat 2019 gestëmmt ginn ass! Wou kënnt Der mir dann elo virwerfen, ech géif eng Resolutioun maachen – dat war 2019, do hate mir am ECOSOC eng Resolutioun gemaach! –, déi géint d'Israeelie geriicht wier?!

Elo soen ech Iech de Clou dovunner: Déi nämmlecht Resolutioun ass gestëmmt ginn am Joer 2022, wéi Lëtzebuerg net am ECOSOC war. Vu wiem ass se gestëmmt ginn? Schreift Iech et op: Argentinien, Bangladesch, Belsch, Belize, Benin, Bolivien, Botswana, Bulgarien, Chile, China, Kolumbien, Kongo, Côte d'Ivoire, Dänemark, Finnland, France, Grèce, Indien, Indonesien, Italie, Japan, Kasachstan, Latvia, Libya, Mauritius, Mexiko, Montenegro, New Zealand, Nicaragua, Nigeria, Oman, Panama, Peru, Portugal, Südkorea, Russland, Thailand, Tunesien, Tansania a Simbabwe. Dat war d'Resolutioun, wéi mir iwwerhaapt net méi dra waren! Déi nämmlecht Resolutioun; wou Der eis hei wëllt un de Kapp geheien, mir géifen eppes stëmme géint d'Interête vun de Palästinenser! Ma dat mécht een dach net, dat do! Wann een dach esou eppes seet, da muss ee sech dach informéieren! An Dir kritt Informatioune vun eis, esou vill wéi Der wëllt, wat mer an der UNO maachen. Basta! Sou.

(Interruptions)

Nächste Punkt. Et ass schlëmm, dat do! Schlëmm vun enger grousser Partei hei zu Lëtzebuerg, déi esou verluge Saachen hei erzielt! Verluge Saachen!

(Exclamations, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler (CSV) | Et geet awer elo duer mat där Terminologie do!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, jo, jo!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... wat ech soen!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Mierkt Iech dat do!

(Interruptions)

Mierkt Iech dat!

(Coups de cloche de la présidence)

Sou. Nächste Punkt, dat ass den Här Graas, ...

(Brouhaha)

... den Här Graas, deen hei natierlech eng ganz gutt Ried gehalen huet, ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här Graas, elo geet et Iech och nach un de Kolli!

(Interruptions et brouhaha général)

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes |... deen eng ganz gutt Ried gehalen huet hei.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Du bass dee Gudden déi aner Säit!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | An ech si mat him eens.

Plusieurs voix | Aa!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech si mat him eens, dass a Saachen Immigratioun selbstverständlech vill, vill Problemer op eis zoukommen. An ech wëll vläicht him an deene Leit, déi och dovunner geschwat hunn, vu Frontex – ech mengen, och d'Madamm Oberweis an och anerer –, soen, dass mer effektiv jo elo grouss Efforte gemaach hunn an der Immigratioun, wat Frontex ugeet. Net eleng den Direkter ass net méi do, och de Sousdirekter net, déi alles do beweegt hunn. Also, et konnt nëmme besser elo goen. An duerfir hu mer um Niveau vum Management elo dräi Directeurs adjoints, déi operationell Aspekter, déi goufen nogebessert an och am Beräich vun de Grondrechter sinn elo 46 Moniteuren agestallt ginn, déi stinn zur Verfügung fir ze kucken, dass dat anescht zougeet. Frontex hat e Problem an huet e Problem, effektiv, mat de Verstéiss géint d'Mënscherechter, déi vun den nationale Grenzbeamte gemaach gi sinn.

Dann den Här Cruchten. Ech mengen, ech soen him virun allem Merci fir all déi Aarbecht, déi e mécht als President vun der aussepolitescher Kommissioun, wou mer duerch d'Bänk och anstänneg matenee fueren, wou op jidde Fall ech ëmmer bereet sinn, fir an d'Kommissioun ze kommen, och vis-à-vis vun der Oppositioun. An ech hoffen, dass mer awer wierklech erëm zu engem Geescht zréckkommen, deen eis et erlaabt, dat lescht Joer vun dëser Legislaturperiod och anstänneg iwwert d'Bün ze kréien, an dass net een deem anere Saachen dohinnergehäit, oder eis Saachen dohinnergehäit ginn, déi absolutt net wouer sinn an déi falsch sinn, fir eis Aussepolitik ze diskreditéieren.

Wësst Der, d'Aussepolitik ass eppes, wat d'Land betrëfft, dat betrëfft net e Match tëschent de Parteien hei!

Ech wëll och soen, dass d'Stéphanie Empain Recht huet, fir op den Iran hinzeweisen. Mir hunn do Sanktiounen den nächste Méindeg um Ordre du jour vun der Europäescher Unioun. An zweetens wëll ech och soen, dass mer am Mënscherechtsrot vun der UNO eng Initiativ mat de Kanadier hunn, fir do och eis Positioun géint déi vun den iraneschen Autoritéite festzehalen.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Der Madamm Oberweis … Jo, also ech mengen, Dir hutt Recht, wann Der aus dem Häerz eraus esou total alles sot, wéi Der dat denkt. Ech wëll just soen zur Migratioun hei zu Lëtzebuerg: Mir hu 7.000 Better, fir hei zu Lëtzebuerg Migranten opzehuelen, bei enger Awunnerzuel vu manner wéi 700.000! Wann all Land dat hätt, wann all Land dat hätt a si hätten och de politesche Wëllen an all Land, fir do virunzekommen, da wier alles vill méi einfach! Mee dee Wëllen ass net do!

Mee Dir kënnt net Lëtzebuerg dann un de Kapp geheien, dass mir absolutt näischt géife maache fir d'Migratioun. Ech mengen, dat stëmmt net. Wou Der och Recht hutt, dat ass, dass mer legal Weeër brauchen. Mir brauche legal Weeër, déi mer net hunn. Also, déi musse mer onbedéngt ausbauen.

Da wëll ech schliisslech dem Här Clement soen, wat Afghanistan ugeet: Mir sinn dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun – dat eenzegt! –, wat nach keen afghanesche Matbierger, deen hei Asyl gefrot huet, heemgeschéckt huet. Et gëtt keen anert Land! A mir hunn dat elo net gemaach, mir hunn et och virdrun net gemaach. A mir maachen dat och weider. A mir sichen, fir mat deene Leit Weeër ze fannen, fir dass se kënnen a Sécherheet hei zu Lëtzebuerg hiert Liewe maachen. Natierlech musse mer eis awer och bei Afghanistan wéi bei allen anere Länner un d'Reegele vum Spill halen, wat d'Prozedur ugeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Parole après ministre fir den Här Kartheiser fir d'éischt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hu vläicht eng Fro, Här President, wann den Här Asselborn esou frëndlech wär, dorobber ze äntwerten. Mir sinn eis jo alleguer eens, op jidde Fall sinn ech voll iwwerzeegt dovunner, iwwert déi ausgezeechent Qualitéit vun deem Corps diplomatique, dee mer hunn. Dir hat dat kuerz evoquéiert, Här Minister, …

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Maja.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | … an ech sinn och frou, datt den Här Wiseler an aner Kolleegen dorobber opmierksam gemaach hunn. Mee ech wollt Iech froen, …

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | En ass zwar net méi esou gutt, vun un dass Dir net méi do sidd, mee et geet awer nach.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat kënnt elo an dat gëllent Buch! Mee bon, ech gleewen dat zwar net. Mee ech wollt …

(Hilarité)

Ech wollt allerdéngs am Interessi vun de Kolleegen aus dem diplomatesche Corps awer vläicht do eng Fro stellen.

Mir hunn elo héieren, datt déi Regierung, an där Dir sidd, jo och Steiere wëll ophiewen op Wunnengen, déi eidel stinn. Dat ass eeben an deem Kontext do gesot ginn, an ech wëll elo net op den Detail do agoen, Dir kennt dat esou gutt wéi mir alleguer. Mee d'Diplomaten, déi an d'Ausland ginn, behalen dacks hir Wunneng doheem, fir wa se mol an d'Vakanz kommen oder Familljesaachen hunn, oder wa se zréckgeruff ginn, fir mat Iech ze schwätzen oder fir eng Conférence diplomatique. Déi behalen déi Wunneng. An et sinn och vill Leit, déi fir eng Firma an d'Ausland geschéckt ginn, déi och an där Situatioun sinn, datt se eng Wunneng zu Lëtzebuerg behalen.

An do ass, souwäit mir wëssen, keng Ausnamereegelung virgesi fir Leit, déi am Interessi vun eisem Land oder eeben och vun enger Firma zäitweileg an d'Ausland ginn, déi dann hir Wunneng awer missten héich besteiert kréien, déi se awer brauchen, wa se zréckkommen.

An ech wollt Iech bieden, Här Minister, am Interessi vum diplomatesche Corps an der Regierung ze intervenéieren, fir datt do eng Ausnamereegelung ass fir Leit, déi vum Staat oder vun hirem Patron an d'Ausland geschéckt ginn aus déngschtleche Grënn, fir eng beschränkten Zäit, fir datt déi net musse Steieren op hir Wunneng bezuele fir déi Zäit, wou se fort sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ok. Ech maachen dat.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Da Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll awer éischtens protestéiere wéinst der Aart a Weis, wéi den Här Asselborn een hei perséinlech ugeet. Dat ass net déi Aart a Weis, déi ech vun him gewinnt sinn.

M. Gilles Roth (CSV) | Och d'Partei!

M. Claude Wiseler (CSV) | An och wat eis Partei ugeet, dat ass net d'Aart a Weis, wéi mer gewinnt sinn, mateneen ze schwätzen.

M. Gilles Roth (CSV) | Mir si keng verluge Band!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech denken, datt dat zréckzeféieren ass op d'Emotiounen, déi dat Ganzt lassléist. Mee ech wëll den Toun elo rëm vereinfachen an an engem normalen Toun sinn.

Dat Éischt, dat ass, wann Der vun Ären éisträicheschen Aussoe schwätzt, do hunn ech net gesot – expressement net gesot! –, datt ech inhaltlech op enger anerer Linn wär. Ech hunn expressement gesot, an ech widderhuelen dat nach eng Kéier, datt ech fannen, datt Der als Ausseminister e Land wéi Éisträich net kënnt op déi do Aart a Weis ugoen. Dat huet beim Här Kurz gegollt an dat huet och beim Här Nehammer gegollt.

(Interruption)

Wann Dir deen offiziell, inklusiv an éisträicheschen Zeitungen, als Populist, deen Iech Angscht mécht, beschreift an änlech Wierder an de Mond huelt, dann dréit dat net zu enger normaler Relatioun bäi, déi ee muss mat engem Land wéi Éisträich hunn.

Elo kann ee mat Ministeren a Regierungen net d'accord sinn, mee et kann een a mengen Aen net déi do Aart a Weis hunn, fir mat Regierungen ëmzegoen. An en plus wësse mer, datt den Här Nehammer elo Kanzler ass. A wat vun eis d'Meenung ass, oder wat eist Bild an Éisträich ass, an der éisträicheschen Press, an der éisträicheschen Bevëlkerung, dat ass net positiv! Dat ass an eisen Aen also schiedlech fir Lëtzebuerg.

Déi zweet Remark, dat ass déi iwwer Israel an iwwer all déi Resolutiounen. Ech hu just festgestallt, datt iwwert d'Fraerechter eng Resolutioun gestëmmt ginn ass iwwer Israel an datt keng Resolutioune gestëmmt gi sinn iwwer aner Länner, wou d'Fraerechter weesentlech méi a Problemer waren, wéi dat hei de Fall ass. An ech fannen dat äusserst, äusserst problematesch.

Ech fannen och, datt aner Resolutioune gestëmmt gi sinn, wou ech fannen, datt Israel weesentlech méi un d'vordere Front vu Mënscherechtsverletzunge gesat gëtt wéi aner Länner, wou manifestement méi Problemer sinn. Domat entschëllegen ech net dat, wat an Israel geschitt, wou ech och ganz genau gesinn, datt eng ganz Rei Feeler geschitt sinn.

Den drëtte Problem, dat ass dee vun der Taxonomie. An do muss ech awer soen: Dat iergert mech awer och elo ganz e wéineg, wéi Der hei d'Saache verdréit doranner! Et ass e groussen Ënnerscheed, ob een als Deputéierten – als Europadeputéierten oder als Deputéierten – seet, ech si géint eppes, a wannechgelift, Kommissioun, zitt eppes zréck oder maacht eppes net, well dat meng Meenung ass. Dat hunn eis Europadeputéiert, notamment déi vun der CSV, gemaach. Si hunn dat ëmmer gesot. Si hunn dergéint gestëmmt a si hunn och duerno de Suivi dovunner ginn. Et ass awer eppes anescht, ob een als Deputéierten eng Regierung freet: „Wannechgelift, Regierung, maacht dat do net, well mer et schlecht fannen", oder ob een déi Regierung op d'Geriicht hëlt! Dir kënnt awer net soen, datt dat eent an dat anert genau dat selwecht wär an eis dann der Inkonsequenz accuséieren! Dat ass och net ganz korrekt an net ganz fair.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Bon, ech fänke beim drëtte Punkt un. Ech mengen, Här Wiseler, mir musse jo kucken, an der Substanz si mer hei esou: Mir wollten net, dass

et zu enger Positioun kënnt vun der Kommissioun, wou deen een e wéineg Gas kritt huet an deen aneren e wéineg Elektresch. Dat ass och am Europaparlament agesi ginn. An do ware mer jo net eleng, dat waren honnert Deputéierter! Et waren net nëmme Lëtzebuerger, et waren honnert Deputéierter, déi do geschriwwen hunn, wat ech och gutt fannen.

Sou, elo kréien déi net Recht. Mee an den Traitéë steet dran, och fir ënnert den Institutioune gëllt: Wann een net Recht kritt, huet een d'Recht, fir vläicht d'Recht ze siche virun der Cour européenne de justice. Dat ass jo awer keng Attack, weeder géint d'Kommissioun nach iergenden anert Land! An ech mengen, et ass awer konsequent, dass, wa mer déi Positioun do hunn, dass mer do bis zum Schluss versichen, Recht ze kréien.

Dat Zweet ass dat mat Israel a Palästina. Ech kann Iech éierlech soen, ech fannen et scho gutt, dass Der iergendwéi trotzdeem agesitt, dass dat doten e Punkt ass, wou mer awer musse versichen, als Europäesch Unioun matzehëllefen, dass mer 75 Joer, nodeem mer als Europäer virun allem eis agesat hunn, fir dass Israel säi Land kritt, awer och als Europäer eppes maachen, fir dass Palästina säi Land kritt.

A gleeft mer, haut sinn och Mënschrechtsverletzungen a Gaza oder an der Westbank! Déi gëtt et och, déi gëtt et net nëmmen an Israel. Mee ech kann Iech awer soen, wann Der kuckt, elo, wou den Netanjahu erëm do ass – bon, et ass eng demokratesch Wal –, do geschitt näischt! Dat heescht, mir bleiwen elo erëm eng Kéier x Joren an enger Occupatioun, ouni dass déi vill Leit – an dat si jo awer déi Leit, fir déi mer och als Europäer missten eist Häerz hunn, dat sinn déi kleng Leit, déi Leit, déi gebéckt do a Palästina liewen –, ouni dass déi awer eng Hoffnung kréien.

Dat ass dat, wat ech wëll soen. An ech mengen, Dir musst mech e wéineg verstoen. Ech setze mech duerfir an, zënter dass ech Ausseminister sinn. An ech mengen awer, wann Der gewosst hätt, oder Dir hätt mat mer geschwat iwwert déi Resolutioun do, da wiere mer zesummen eis eens ginn, dass dat net eng Resolutioun ass – an esou hutt Der dach gesot! – vu Lëtzebuerg. Et ass eng Resolutioun, déi am ECOSOC zu New York all Joer – all Joer! – zum Vott gestallt gëtt. All Joer! Wéi gesitt Der dann do, dass en europäescht Land wéi Lëtzebuerg sech kéint iwwerhaapt trauen, do dergéint ze stëmmen?

An dat ass de Punkt, wou ech Iech soen, dass et Leit gëtt hei am Land, déi ganz bewosst dat dote propagéieren an alleguerten déi Punkten, déi se kënnen do zesummeschären, huelen an da soen: Lëtzebuerg – oder den Asselborn – huet eng antiisraeelesch Politik! An ech hoffen, dass mer an engem Debat, dee seriö ass an dee mer a Rou kënne féieren, dorop hiweisen. Mee verstitt awer och, dass ech e wéineg rose gi sinn doriwwer, wéi Der dat hei gesot hutt!

Sou, an dann dat mat deem „verlugen", ok, gutt, ech verstinn dat. Ech war elo e wéineg an der Emotioun hei. Ech huelen dat och zréck. Mee ech wëll awer eent soen, …

(Interruption)

… ech wëll awer eent soen, dat ass: Mir mussen awer oppassen, Här Wiseler, Dir sidd heihinnerkomm, Dir hutt Är Ried ugefaangen, zu engem Zäitpunkt, wou et wierklech an der Welt zimmlech komesch ausgesäit, a fir dann ze soen, een, deen elo 20 Joer Ausseminister ass, deen daacht näischt, awer mir hunn eng gutt Diplomatie … Ech ginn domadder eens, Dir braucht net ze fäerten! Do gëtt et jo och nach aner Krittären an der am Land, déi vläicht eng aner Meenung hunn. Mee dat ass net de Punkt. Mee Dir hutt do en Einstieg gemaach, deen awer och provokant war a mech provozéiert huet, an esou hunn ech och drop geäntwert.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Wiseler, an duerno den Här Clement.

M. Claude Wiseler (CSV) | Kuckt emol, ech wëll Iech nach eng Kéier soen, Här Asselborn, Dir hutt elo iwwer Israel a Palästina gesot: „Dat gëtt näischt, well den Här Netanjahu do ass." Ech si kee Frënd vum Här Netanjahu, an et ass och net u mir, do an déi Saachen anzegräifen. Ech soe mer just: Et gëtt awer vläicht net nëmmen dowéinst näischt. Mee et gëtt och net eppes, well op där anerer Säit net Leit do sinn, déi vläicht och deen Dialog wëlle féieren. An dat, wat ech vun Iech gär hätt, dat ass, datt Der deen zweete Saz och ëmmer hannendru sot. Ma just, deen zweete Saz vergiesst Der ëmmer! An dat iergert mech dann.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ma gëschter hunn ech déi dräi Sätz beienee gesot!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat iergert mech dann.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Gëschter hunn ech der dräi beienee gesot.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, et ass an der Rei.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Liest den éischte Saz!

M. Claude Wiseler (CSV) | Also ech verstinn, wat Dir sot, mee ech wëll awer och, datt dobausse kloer ass, wat ech wëll. Ech wëll, datt deen Equiliber do gehale gëtt, well déi eng, déi kreéiere Problemer an déi aner kreéieren der awer mindestens gradesou vill – oder loosse mer soen „gradesou vill", fir dat dann equilibréiert ze halen.

Dann hunn ech net gesot an der Ausso, datt den Här Asselborn näischt daacht. Ech hu just mech hei op Är Politik konzentréiert. An ech hunn an Ärer Politik keng Linn a keng Matrix erëmgesinn, déi Dir d'ailleurs an de Regierungsprogramm geschriwwen hutt. Dat kënnt jo net vu mir! Dir hutt an de Regierungsprogramm geschriwwen, Dir géift dëser Aussepolitik endlech eng strateegesch Orientatioun ginn, Dir géift eis eppes virleeën, wéi aner Länner, wou mer gesinn, wou Der hifuert. Just, Dir maacht et net! Et ass keng Iddi vu mir, Dir hutt se bruecht, Är Regierung huet se bruecht. Dir hutt se elo net ëmgesat.

Mee dat ass awer normal, absolutt normal, datt eng Oppositioun dat seet. An datt ech dat gär …

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo.

M. Claude Wiseler (CSV) | … an der Aussepolitik hätt, schéngt mer eng absolutt Logik ze sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ok. Gutt, et bleift do derbäi …

M. Fernand Etgen, Président | Dorobber wollt nach den Här Kersch reagéieren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn dem Här Wiseler de Mëtte gutt nogelauschtert, an och Ären Erklärungen, déi Der elo ginn hutt. An ech sinn och frou, dass Der zesumme mam Ausseminister elo e bëssen en aneren Toun fonnt hutt, wéi dat de Mëtten an der Ried de Fall war.

Ech muss awer soen, Här Wiseler, ech hunn Iech de Mëtten …

(Interruptions)

… esou verstanen, dass Der gesot hat, um Beispill vun där Resolutioun vun 2019, wou et ëm eng Verurteelung gaangen ass vun Israel wéinst Netbeuechtung vu Fraerechter an de besate Gebidder, dass Der dat als Beispill geholl hutt, fir ze argumentéieren, dass Lëtzebuerg sech a senger Aussepolitik géif isoléieren.

Esou hunn ech Iech de Mëtte verstanen. An ech mengen, et ass och vun Iech wuertwiertlech esou gesot ginn, dass ee sech dann net däerf wonneren, wann een isoléiert ass, wa Lëtzebuerg zesumme mat Saudiarabien a mat dem Iran esou eng Resolutioun géif stëmmen. Dir hutt ënnerschloen, dass eng ganz Rei vun anere Länner, ënner anerem notabel europäesch Länner wéi Frankräich, wéi Dänemark, wéi Irland, déi nämmlecht Resolutioun och matgestëmmt hunn. An Dir hutt gemaach, wéi wa Lëtzebuerg dat eenzegt europäescht Land wär, wat dat gemaach huet, wat offensichtlech net stëmmt.

Ech ginn dervun aus, dass Der dat zu deem Moment, wou Der dat gesot hutt, net wousst. Den Ausseminister huet eis dat de Mëtten nach eng Kéier kloergestallt an domadder wär dat och evakuéiert. Mee de Mëtten hunn ech Iech ganz kloer esou verstanen an ech mengen, dass de Wording dat och erëmgëtt. Wann dat net esou ass, dann hutt Der elo d'Geleeënheet, dat nach eng Kéier richtegzestellen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech hunn dat gesot – merci, datt Der mer déi Geleeënheet gitt, Här Kersch –, wat ech nach ëmmer soen a wat ech virdrun och gesot hunn. Ech hu gesot, datt eis Politik absolutt eesäiteg ass an datt se net op déi zwou Säite kuckt. An dat ass déi Ausso, déi ech gemaach hunn, an zu där stinn ech!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Sou, ech mengen, mir hunn nach d'Motiounen? Jo, …

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech nach d'Wuert un den Här Clement fir Parole après ministre.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wollt u sech just eppes kloerstellen. De Minister huet mech virdrun nach eng Kéier zitéiert mat der Fro vun den Afghanistan-Flüchtlingen. Ech hunn zu kenger Sekonn a menger Ried contestéiert, datt mer d'Leit hei dulden. Ech hu gesot, dat wär gutt. Mee – an do ass dee grousse „Mee" an dee grousse Bemoll: Mir ginn hinne keng Zukunftsperspektiven. De Problem ass: Ouni Status ass et schwéier, vill méi schwéier, eng Aarbechtsplaz ze fannen, wat heescht, vill méi schwéier, sech ze integréieren. Dat heescht: vill méi schwéier, fir op engem Wunnengsmaart Fouss ze faassen, vill méi schwéier, sech ze integréieren, laangfristeg.

Dat ass d'Kritik un där Politik. Ech verstinn, wou dat textuell, reglementaresch hierkënnt. Ech muss dat awer net gutt fannen, well d'Oppositioun ass och heiansdo do, fir drop hinzeweisen, datt Texter, déi haut a Kraaft sinn, vläicht muer anescht kéinte geschriwwe sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo. Däerf ech just äntweren?

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo. Also just nach eng Kéier, fir dass mer eis am Wuertlaut gutt verstinn, Här Clement: Ech gi kengem de Statut. De Statut kritt een um administrative Plang am Ministère. Do si Leit, déi weider näischt maachen, déi d'Leit enquêtéieren an déi da Jo oder Nee soen. Wann et Nee ass, ass et d'Geriicht, dat déi lescht Decisioun hëlt.

Et deet mer leed, dat ass de Rechtsstaat, wéi en zu Lëtzebuerg fonctionéiert. A mir kucken elo jiddereen, deen de Statut net kritt huet, fir dass mer e kënnen, wann en eng Méiglechkeet huet, fir schaffen ze goen, dass mer e kënnen iwwert deen Travailleurstatut huelen, fir dass e kann zu Lëtzebuerg bleiwen. Dat ass dat, wat mer maachen. Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech freeë mech drop, dann eng Proposition de loi hei ze deposéieren, wat dat ugeet.

M. Fernand Etgen, Président | D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, mir hunn als ADR déi Motioun net mat ënnerschriwwen, well hei eng Vermëschung ass. Et ass eng Vermëschung do tëschent der Mënscherechtssituatioun am Iran, wou mer d'Meenung vun de Kolleege komplett deelen, an da kommen aner Elementer hei eran, déi net direkt eppes domadder ze dinn hunn. Dofir hu mer et net ënnerschriwwen.

Mir wëllen awer déi Motioun matstëmmen, och wa mer se net ënnerschriwwen hunn, awer mat där Bemierkung eeben, wéi gesot, datt mer wëlle géintiwwer den Autoritéiten am Iran e ganz klore Message maachen. Mir hoffen op eng Eestëmmegkeet fir dës Motioun, well mer einfach e Signal wëlle setze fir d'Mënscherechter, speziell eeben d'Fraerechter am Iran, déi a Gefor sinn. Mir bedauere just, datt hei aner Elementer matdrakomm sinn. Mir hätte léiwer gehat, dat wär separat behandelt ginn. Awer kloer, wéinst der Situatioun am Iran stëmme mer dat hei mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir déi Motioun, déi mer mat ënnerschriwwen hunn. Nichtsdestotrotz – an ech hunn et virdrun an der Ried ugeschwat – feelt eis nach ee Punkt dran, dat ass d'Aktioun vun 227 Deputéierten am Iran dës Woch, wou se u sech d'Justiz opgefuerdert hunn, déi strengst Strofen – an dat kann am Iran bis zur Doudesstrof goen, wann dat als Terrorismus géif klasséiert ginn – op déi 14.000 Prisonéier, an et muss ee bal soe „politesch Prisonéier", ze applizéieren.

Ech géif dofir den Auteur an och d'Chamber froen, ob se averstane wären, fir hannert dem drëtten Tiret, „– constatant […]", also wou déi 14.000 Prisonéier erwäänt ginn, e weidere Punkt anzefügen, dee sech kéint liesen: „– notant les rapports de presse que 227 députés iraniens demandent aux instances judiciaires iraniennes l'application de peines sévères aux 14.000 prisonniers".

Ech hu bewosst net „prisonniers politiques" gesot, well mer och net genau … Also et ass alles am Flou, mir wëssen och net, wat d'Parlament konkreet gefuerdert huet. D'Iwwersetzunge sinn do, muss ech ganz éierlech soen, ganz ënnerschiddlech: Déi eng soen, et wär e Bréif gewiescht, deen un d'Justiz gaange wär, déi aner soen, d'Parlament hätt e Vott geholl. Sou ganz gutt ass mäi Persesch och net, fir dat kënnen nozevollzéien, …

(Brouhaha)

… soudatt ech mech dann drop baséieren, fir wéinstens awer Nott dovunner ze huelen, wat d'Press doriwwer geschriwwen huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech muss soen, den Här Clement huet et eigentlech elo gutt erklärt. Et ass effektiv esou, mir hunn eis allen zwee e bëssen de Kapp zerbrach. Déi Noriicht, déi ass komm, déi gëtt awer effektiv … Bon, mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi speziell Situatioun, mir liesen däitsch Noriichten, mir liese franséisch Noriichten, mir liesen och nach vläicht englesch Noriichten, an iwwerall war d'Geschicht e bëssi aneschters gezielt ginn.

Dofir fannen ech och seng Formulatioun, déi e proposéiert, eigentlech richteg, nämlech: „notant les rapports de presse […]". Ech fannen, nodeem déi Strofe gefuerdert gi fir alleguerten déi Leit, ech fannen, dat gehéiert hei derzou. D'Madamm Empain hat et och an hirer Interventioun gesot. Ech ka mat där Proposition de texte absolutt averstane sinn an ech géif dann och d'Kolleege bieden, déi Motioun an deem Sënn ofzeänneren an unzehuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– réitérant sa résolution du 28 septembre 2022, dans laquelle elle a condamné les violations massives des droits humains en Iran, appelé les autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations, et proclamé sa solidarité avec les femmes et tout le peuple iranien ;

– saluant la décision du Conseil de l'Union européenne du 17 octobre 2022 d'ajouter onze personnes et quatre entités à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives dans le cadre du régime existant de sanctions en matière de droits de l'homme à l'encontre de l'Iran, en raison de leur rôle dans la mort de Mahsa Amini et de la réaction violente aux récentes manifestations en Iran ;

– constatant que la répression brutale par les autorités iraniennes continue sans cesse et a déjà causé la mort de 300 personnes, dont une cinquantaine d'enfants, ainsi que la détention de 14.000 personnes ;

– notant les rapports de presse que 227 députés iraniens demandent aux instances judiciaires iraniennes l'application de peines sévères aux 14.000 prisonniers ;

– considérant l'utilisation de drones iraniens par la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine ;

– saluant la décision du Conseil de l'Union européenne du 20 octobre 2022 d'ajouter trois citoyens iraniens et une entité iranienne à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives au motif qu'elles compromettent ou menacent l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine ;

– considérant le mandat du Luxembourg au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2022-2024, dans le cadre duquel il s'est engagé à appuyer les défenseur-e-s des droits humains et à mettre un terme à l'impunité pour violations des droits humains ;

– considérant la déclaration sur la politique étrangère du Ministre des Affaires étrangères et européennes du 8 novembre 2022, dans laquelle il a souligné l'importance pour le Luxembourg et l'UE d'appuyer et de protéger les défenseur-e-s des droits humains en Iran, ainsi que de maintenir la pression sur le régime iranien,

invite le Gouvernement à

– poursuivre ses travaux au sein du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies en appui aux défenseur-e-s des droits humains en Iran et à travers le monde ;

– poursuivre ses efforts, au niveau de l'Union européenne, pour sanctionner les personnes et entités responsables pour la répression violente en Iran dans le cadre du régime de sanctions en matière de droits de l'homme à l'encontre de l'Iran ;

– poursuivre ses efforts, au niveau de l'Union européenne, pour sanctionner les personnes et entités responsables pour la fourniture de drones iraniens à la Russie ;

– soutenir toute autre initiative visant à amener les responsables iraniens à rendre des comptes pour leurs crimes et de veiller dès aujourd'hui à documenter ces violations des droits humains.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Grass, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

Wien d'accord ass, fir iwwert déi ofgeännert Motioun à main levée ofzestëmmen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass dann domadder eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt do nach een d'Wuert ergräifen? Da kënne mer och iwwert dës Motioun ofstëmmen.

(Interruption)

Den Här Asselborn, wannechgelift.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Erlaabt mer just, zwee Wierder zu där Motioun ze soen. Also am November d'lescht Joer hunn ech zwee vun deene jonke Jesiden aus dem Irak hei empfaange gehat an ech sinn dann dunn och am Mäerz op Duhok gaangen. Dat ass am Norde vum Irak. An ech hunn dunn déi jonk Leit erëmgetraff, déi ganz Schreckleches matgemaach hu vum Islamesche Staat an déi do nach ëmmer a Refugiéscampe liewen.

Déi zwee Meedercher, déi virun allem mat mer geschwat hunn, heeschen Hala a Salwa. Do ass eng immens Trauregkeet, well do ass et net méi gutt-zemaachen: Si hunn hir Elteren an hir Geschwëster verluer. Si si virun hiren Aen erschoss ginn. A si hunn nach eng immens Kraaft. Si reesen och uechtert d'Welt a gi keng Rou. Ech mengen, et gëtt keen hinnen hir Heemecht erëm, mee si wëllen nach eng Kéier zréck an de Sinjar. Duerfir ass et, mengen ech, immens gutt, dass dës Chamber haut dës Motioun – a wann et méiglech ass, eestëmmeg – unhëlt an de Jesiden am Irak an och a Syrie weist, dass dat effektiv an eisen Aen och Vëlkermord ass. An duerfir géif ech Iech e grousse Merci soen, wann Der dat géift maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Asselborn. Kënne mer iwwer dës Motioun och à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wien ass d'accord mat dëser Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och d'Motioun Nummer 2 eestëmmeg ugeholl.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wëllt do nach een d'Wuert ergräifen? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen. Et sinn eng Rei Punkten dran, déi mer wierklech och gutt fannen. Mir hunn der haut och eng ganz Rei dovunner diskutéiert. Mee op där anerer Säit solle mer hei eng Regierungspolitik ënnerstëtzen, déi mer op enger Rei vu Punkte kritiséieren.

Just ee Beispill: Zum Beispill den Devoir de diligence, dat ass eppes, d'Liwwerketten an esou weider, wat eis Entreprisë betrëfft. An den Här Asselborn huet do gëschter gesot, wéi seng Positioun ass, notamment zum Beispill de Renversement de la charge de la preuve a lauter esou Saachen, wou mir awer skeptesch sinn, well mer mengen, datt dat eng ganz Rei vu rechtsstaatleche Problemer kann opwerfen.

Also do wéilte mer awer elo kee Blanc-seing gi fir eng Regierungspolitik. Mee wéi gesot, et sinn och vill gutt Saachen hei dran. Mir wäerten eis also als ADR doweinst enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kéinte mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est adoptée par 55 voix et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Max Hengel), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass déi, déi vum Här Fernand Kartheiser deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also mir wäerten – dat wäert elo déi wéinegst Leit erstaunen – déi Motioun hei net matstëmmen. Mir wäerten och keng Motioun hei stëmmen, déi primär russesch Interesse vertrëtt, well genau dat ass et.

Am Moment gëtt et een, deen um Réckzuch ass, an een, deen am Moment awer gutt Chancen huet, un Terrain erëm guttzemaachen, an dat ass d'Ukrain. Russland weist all Dag mat senge barbareschen Akten, sief dat … A mir däerfen net vergiessen – Butscha a Co. … –, do weess ech net, wéi am Moment eng Friddensverhandlung kéint ausgesinn. Ech wéisst och net, mat wiem een dee géif verhandelen, wiem een iwwerhaapt nach traue kéint, well genau dat ass de Problem: Wann een nämlech verhandele wëll, da brauch een och e Partner, zumindest e Verhandlungspartner, deem een och traue kann, datt e seng Engagementer hält. Minsk I: Russland huet se net gehalen. Minsk II: Russland huet se net gehalen. D'Ofkommes fir d'nuklear Ofrüstung an der Ukrain: Russland huet se net gehalen.

Also ech mengen, mir kënnen do weidergoen, mir kéinte souguer elo nach Armenien an d'Dëppe puchen, wou Russland seng Sécherheetsgarantien net an deem Mooss gehalen huet, wéi et versprach hat. Also am Moment kann ee Russland net als Verhandlungspartner trauen. Also bleift just, datt d'Ukrain dee Krich hei gewënnt, andeem se hiren Territoire zréckerobert. An dofir kann ech déi Motioun net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech muss soen, datt d'Motioun an haaptsächlech och d'Ried vum Här Kartheiser am Fong just sengem Credo trei bliwwen ass, wat am Fong eng kalbliddeg a russlandfrëndlech Politik ass. An ech mengen och, dat, wat hei an der Motioun steet, an dat, wat gesot ginn ass, dat ass am Fong a mengen Aen engem Vollek an de Réck gefall, dat sech fir seng Fräiheet wiert, andeem ee seet: „Dir sollt keng Waffe liwweren", andeem ee seet: „Keng Sanktioune géint Russland", andeem ee seet: „Et ass keen demokratescht an och nach e korrupt Land."

A fir dann d'Administratioun Biden an den Här Macron ervirzsträichen an ze soen, déi hätten elo gär direkt Friddensverhandlungen … Mee déi hunn natierlech awer och nach e puer Sätz hannendrugesot, wou se am Fong soen, d'Friddensverhandlunge kënnen awer nëmmen da sinn, wann d'Ukrainer mat op de Wee gi vun de Friddensverhandlungen a wa mer an enger Positioun vu Stäerkt sinn.

„Mir stinn op der Säit vun der Mënschlechkeet", sot den Här Kartheiser. Mech stéiert deen Typ vu Wierderverdréiunge fundamental! Dat, wat Dir sot, dat heescht am Fong, e Vollek der Diktatur ausliwweren an dësem Moment. Dat heescht, datt Der e Vollek virun de Choix stellt, entweeder sech ënnert den Deckel vum russeschen Totalitarismus ze beginn oder sech massakréieren ze loossen – wann Der hinne keng Waffe wëllt liwweren. Dat ass de Choix, deen Dir hinnen heimadder gitt. An Dir setzt och nach, andeem Der dat dote sot, d'Sécherheet vu Moldawien a vun de baltesche Staaten änlech a Gefor. Dat ass Är Politik. Déi kënne mer absolutt net matdroen an dofir wäerte mer déi am Fong hypokritesch Motioun, déi hei virläit, sécherlech net matstëmmen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Also ech wéilt der ADR soen … bon, ech mengen, mir hunn dat schonn oft gesot: Mir wënschen eis esou schnell wéi méiglech e Waffestëllstand – natierlech! Mir gesinn awer och, dass Lëtzebuerg keng ganz neutral Positioun huet, well Lëtzebuerg Waffe liwwert un eng Partei. A mir mengen dofir, dass et éischter un der UNO ass respektiv un der EU, fir Initiativen ze huelen, wat elo Fridden, wat Waffestëllstand ugeet. Dofir kënne mir dat esou net matdroen. Mir denken eeben éischter, dass d'Initiativ misst vun der UNO kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech wéilt mech hei dem Här Wiseler an och dem Här Clement uschléissen. Ech mengen, dass et fir d'alleréischt emol un der Ukrain selwer ass, dat do ze decidéieren. Et ass hiert Land. Et ass hiert Land, wat besat ass. Et ass hiert Land, wat am Krich ass. Et sinn hir Leit, déi stierwen. Et sinn hir Fraen, déi vergewaltegt ginn. Mir hate jo schonn eng Kéier en Echange doriwwer, Här Kartheiser, ech wëll dat net méi alles widderhuelen.

Mee Dir fuerdert hei, dass mer sollen dann och bei der Ukrain intervenéieren, fir a Friddensverhandlungen anzetrieden. Dir wësst, dass ech virun net allze laanger Zäit zu Kiew war, an do hunn ech iwwert dat dote mat Regierungsvertrieder geschwat an déi hu mer kloer gesot: „Mee mat wiem solle mir da schwätzen?" A si hu Recht! Si hu Recht, wa se sech dat froen, well op där anerer Säit vum Dësch – dat verlaangt Der jo hei –, do sëtzt e Mann, deen eis nach den 23. Februar gesot huet, dass en net wäert mat der Ukrain e Krich ufänken an an d'Ukrain afalen. Den Dag drop huet e säi Wuert gebrach an den Dag drop huet e genau dat gemaach!

Et ass also e Mënsch, deem mer net méi traue kënnen, dee responsabel ass fir Morden a Groussbritannien an an Däitschland, also hei bei eis an Europa, fir Morde bei sech am Land géint politesch Géigner a Journalisten, déi em net bequeem sinn. E Mann, deem seng Söldnertruppen duerch d'ganz Welt, an Afrika an an Asien, fir déi schlëmmste Verbrieche responsabel sinn an – dat hu mer jo och gesot – deem säi Land am Moment Territoiren a Georgie besetzt an eebe grouss Deeler vun der Ostukrain. An ech mengen net, dass mir dat heite kënnen deelen.

Selbstverständlech, an dovu sinn ech iwwerzeegt: 60 Deputéierter heibannen an och déi ganz Regierung, jiddweree wënscht sech, dass dee Krich séier ophält an dass séier d'Waffe rouen! Mee dat heiten, dat kënne mer awer net matdroen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci. Et ass elo net jiddereen, deen eis nokuckt, dee weess, wat hei drasteet. Ech wëll et ganz kuerz nach eng Kéier resuméieren: Mir weisen eis besuergt iwwert déi humanitär an ekonomesch Situatioun an der Ukrain a mir froen eigentlech just d'Regierung, datt se soll bei deenen zwou Regierungen „intervenéieren, fir datt si esou séier ewéi méiglech e Waffestëllstand deklaréieren an a Friddensverhandlungen antrieden."

Et ass erstaunlech, wéi dat hei interpretéiert gëtt. Et ass jo ganz kloer, datt, wa mer dat net maachen, datt

dee Krich virugeet. Ech mengen, den Här Minister huet elo gesot, datt d'Russe sech aus enger Haaptstad do, Cherson, zréckzéien. Dat heescht jo awer net, datt de Krich eriwwer ass. Dat ass eng taktesch Decisioun, an da musse mer kucken, wéi et virugeet. Ech hunn ...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Gelift?

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Et ass awer eng wichteg Defaite, well dat war déi éischt Stad, déi de Putin geholl huet an der Ukrain.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also wësst Der, Här Minister, ech sinn Offizéier vun der Arméi. Et ass eng Moossnam, déi ee kann huelen. Wann e Secteur iwwert de Wanter besser ze verdeedegen ass, da gëtt een Terrainen op. Mee ech kann Iech soen, dat heescht awer net, datt dat eng Defaite am Krich ass. Dat ass eng aner Diskussioun.

Mee ech mengen, de russeschen Etat-major kann Iech vläicht déi Erklärung ginn, a mir. Ech weess jo net, wat d'Intentioun dohannert ass. Mee wat ech Iech wëll soen, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dir hutt de Kontakt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... wat ech Iech awer wëll soen am Kontext vun dëser Resolutioun (veuillez lire: vun dëser Motioun), dat ass dat hei: Mir hunn hei eng Alternativ. Entweeder mir intervenéiere fir de Waffestëllstand a fir de Fridden. An dat heescht net, datt mer d'Ukrain géife sech aleng iwwerloossen, mee a Verhandlunge kann een op hirer Säit sinn. Et kann ee kucken, datt ee se ekonomesch ënnerstëtzt. Et kann ee villes maachen, fir e Land, dat esou zerstéiert ass an esou vill Misär erleit, ze ënnerstëtzen, fir datt et sech erëm kann erkréien. Oder mir ginn an déi aner Richtung, an et ass, mengen ech, dat, wat hei ënnert dem Mantel vun der Kritik un dëser Motioun propagéiert gëtt: De Krich geet virun! Bis den Här Selenskyj oder anerer fir hien decidéieren, datt et elo duergeet. An dat ass awer d'Garantie vu Leed, vun Doud, vu Misär, vun Zerstéierung!

Dofir hunn ech Problemer nozevollzéien, wann déi eng oder aner hei d'ADR kritiséiere mat deem heite Wee. Mir wëllen d'Ukrain net faleloossen. Mir sinn op der Säit vum ukrainesche Vollek fir en neien Ufank, wou mir do sinn. Awer mir brauche Fridden an Europa. De Krich schuet der Ukrain. De Krich schuet eis. E schuet all deene jonke Leit, déi an deem Krich stierwen. An dofir maache mir weider dësen Appell.

Et ass schued, datt mer am Ableck hei nach net vill Ënnerstëtzung hunn, a mir hoffen, datt dat sech geschwënn ännert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Kartheiser, souguer wa mer Ärer Logik géife follgen, wat soll dann d'Positioun vun der Ukrain, déi jo do misst mat um Dësch sëtzen, fir déi Friddensverhandlunge sinn? Soll déi unerkennen, dass d'Russe virun enger gewëssener Zäit d'Krim annektéiert hunn? Soll dat d'Unerkennung sinn, dass d'Russen elo e groussen Deel vun der Ostukrain erobert hunn a sech dat wëllen averleiben? Solle se dat unerkennen an domadder Fridde kréien?

Ech mengen, dass dat eng falsch Optik ass, déi, sou wéi eise Fraktiounspresident et och scho virdru gesot huet, net akzeptabel ass, dass mir als Lëtzebuerger Parlament dem ukrainesche Vollek esou eppes géifen hei operleeën.

An ech wëll och e Verglach maache mat deem, wat hei zu Lëtzebuerg war. Virun 80 Joer ware mer an enger änlecher Situatioun. Do hate mer och de Choix, entweeder eis dem Diktat vun enger faschistescher Regierung ze erginn oder ob mer eis géife wieren. Eis Pappen a Mammen, eis Bopen a Bomen hunn deemools decidéiert, dass se sech géife wieren. A mat wéi engem Recht géife mer haut dem ukrainesche Vollek dat virenthalen, wat eis Pappen a Mammen deemools fir eis gemaach hunn, fir eis Fräiheet gemaach hunn?

Dat ass jo eng Fro, déi een awer eng Kéier muss beäntwerten. An Dir hutt weeder op déi eng Fro, nämlech, wat dann d'Positioun wär, déi Friddenspositioun, vun där Der ëmmer schwätzt, mat där esou Verhandlunge sollte gefouert ginn, nach zweetens, mat wéi engem Recht mir géifen dem ukrainesche Vollek virschreiwen, dass et sech net méi dierf wiere géint den Aggressor ... Dorop hutt Der bis elo nach ni eng Äntwert ginn.

A fir mech ass et och – wann ech de Verglach nach eng Kéier maachen dierf mam Lëtzebuerger Widderstand – u sech eng posthum Beleidegung vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg gottseidank Widderstand geleescht hunn. An dat Recht solle mer och dem ukrainesche Vollek loossen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Just ee Saz, fir dem Här Kartheiser ze erklären, firwat mer seng Motioun esou interpretéieren, wéi mer se interpretéieren: Mee dat ass, well mer Ärer Ried nogelauschtert hunn a well do d'Intentiounen alleguer dra waren! An dofir fanne mer se hei hypokritesch an zynesch.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert nach eng leschte Kéier zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech krut Froe gestallt, Här President, vum Här Kersch. Jo ... Also op dem Här Wiseler seng Bemierkung ginn ech net an. Ech hunn ze vill Respekt virum Här Wiseler, fir op esou en Niveau erofzegoen. Mee de Problem ass elo, den Här Kersch huet zwou ganz pertinent Froe gestallt.

Déi éischt ass: „Wat wären d'Positiounen?" Dat ass natierlech un der Ukrain, fir déi ze definéieren, dat kënne mir net. Awer ech soen Iech, Dir sot: „Solle se unerkennen, datt déi Territoiren do annexéiert gi sinn?" Ech halen et – an et ass meng déifst Iwwerzeegung –, ech halen et fir extreem onrealistesch, datt déi Territoirë kënnen zréckeruewert ginn. Russland huet déi zu nationalem Territoire erklärt an déi hunn eng Doktrinn, Dir wësst dat, ...

(Brouhaha)

... Dir wësst dat, datt se och net ausschléissen, nationalen Territoire – dat ass an der russescher Nuklear-doktrinn – och mat esou Waffen ze verdeedegen.

Ech halen et fir ganz onwarscheinlech, mee dat ass eng privat Meenung, déi ech do hunn. Dofir denken ech, datt déi territorial Froen, déi do an deenen Negociatioune mussen diskutéiert ginn, bestëmmt mat déi schwieregst sinn iwwerhaapt, niewent e puer aneren Aspekter, wéi dem Statut vun den nationale Minoritéiten an esou weider.

Déi institutionell Architektur vun der zukünfteger Ukrain ass eng aner grouss Problematik. Mir haten hei eng Vizebausseministesch op Besuch, deen Ableck wou den Här President mam Här Selenskyj geschwat hat, a mir haten duerno eng Entrevue mat hir an der zoustänneger Chamberskommissioun. An ech hat hir d'Fro gestallt, wat dann d'Perspektiv vun der Ukrain wär, fir déi national Reconciliatioun. An déi Damm huet geäntwert: „No reconciliation."

Bon. Dat ass eppes ..., dat si Problemer. An ech mengen, dat gi ganz schwiereg Verhandlungen. Dat ass awer kee Grond, fir keng ze féieren.

Dir hutt dann dee Verglach gemaach mat virun 80 Joer. Dee Verglach, deen hält d'Strooss net, well all Konflikt huet seng eege Geschicht a Virgeschicht. An der Ukrain ass et nun emol esou, ech weess, dat gëtt an der politescher Diskussioun dacks ausgeklamert, datt déi Internationaliséierung vum Konflikt de 24. Februar, déi mer och verurteelen, datt déi awer eng Virgeschicht huet vun aacht Joer Biergerkrich an der Ukrain. An dat sinn eeben och Aspekter, déi ee muss matkucken: de Sproochestatut, d'Rechter vun den nationale Minoritéiten. An ech mengen, datt een dowéinst déi zwou Situatiounen net ka vergläichen. Lëtzebuerg huet ni déi däitsch Minoritéit hei am Land an eng Situatioun bruecht wéi d'Ukrain déi russeschsproocheg Minoritéit ënnert dem Här Poroschenko, dem Här Selenskyj a sou weider.

Une voix | Ganz interessant!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass ganz interessant. Dat entsprécht einfach den Tatsaachen, den historeschen Tatsaachen. Kuckt d'Rapporte vun der OSZE. Kuckt all déi Rapporte vu Spezialbeoptragten an esou weider. Mir hate leider an deenen aacht Joer Biergerkrich an der Ukrain iwwer 10.000 Doudeger.

A wann Der wëllt Konflikter vergläichen, Här Kersch, et kann een alles an der Geschicht probéieren ze vergläichen, mee et muss een awer kucken, datt een net Äppel a Bire matenee vergläicht. An de Konflikt an der Ukrain huet nun emol eng dramatesch Virgeschicht, wat net d'Internationaliséierung en tant que tel justifiéiert, mee et kann een et awer och net ausblenden. Wann een d'Analys mécht a probéiert, a Friddenskategorien ze denken, da weess een, datt de Statut vun den nationale Minoritéiten an de Statut vun de Sproochen essenziell Froe sinn, fir d'Problematik an der Ukrain ze verstoen, an dowéinst och, fir Friddensléisungen ze sichen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wa mer scho bei de Sprooche sinn ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, mir mussen d'Anlag hei kontrolléieren: Ech gesinn den Här Kartheiser schwätzen, mee dat, wat ech héieren, dat ass Radio Moskau. Dat, wat en hei gesot huet, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... dat ass eigentlech PDG: „Pech, domm gaange" fir d'Ukrain. An dat, wat Der eigentlech elo gesot hutt, wéi Der gesot hutt, Dir gleeft net drun, dass déi Territoiren iergendwann eng Kéier kënnen zréckeruewert ginn, domadder fuerdert Der eigentlech d'Kapitulatioun vun der Ukrain. An domadder kënne mer net averstane sinn!

(Interruptions)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da freet den Här Sven Clement nach eng Kéier d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, nee, pardon, ech wollt virdrun net drop agoen ... Den Här Kartheiser huet jo virdrun e längert Argument gemaach, firwat d'Ukrain esou korrupt wär an datt do dann och de

President an iergendwelleche Papers erwäänt gouf. Also ech géif als Chef vun enger Sensibilité politique, wou eege Memberen an de Panama Papers erwäänt goufen, vläicht esou Argumenter net onbedéngt ervirbréngen.

Une voix | O!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4 kommen.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 4 est rejetée par 4 voix pour, 53 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), MM. Georges Mischo, Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

Da géife mer zum Depot vun enger Proposition de loi vum Här Sven Clement kommen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dat bewosst net virum Debat maachen, well ech fonnt hunn, datt et wichteg wär, datt mer deen Debat als Éischt géifen a Serenitéit iwwert d'Bün bréngen.

Wéi mer alleguerte wëssen, fënnt am Moment an Ägypten d'COP27 statt. An ech wollt an dësem Kontext d'Geleeënheet haut notzen, fir Iech eng weider Gesetzespropos vun de Piraten ze presentéieren, un där mer elo zanter méi wéi engem Joer geschafft hunn.

Et geet bei dëser Propos drëm, e weidere Bäitrag géint d'CO_2-Emissiounen an der Atmosphär a soumat och géint d'Äerderwäermung ze leeschten. Et ass onbestridden, datt d'Energiewend e Schlësselelement ass, fir d'CO_2-Emissiounen erofzekréien. D'Elektrifizéierung an d'Effizienzoptimiséierung vun eisen Energiequelle fir Mobilitéit a Wäermeproduktioun leeschten dee gréisste Bäitrag, fir eis Wirtschaft an eng CO_2-neutral Zukunft ze leeden a se och nach nohalteg klimaneutral ze halen.

Allerdéngs huet sech an deene leschte Joren e breede wëssenschaftlechen Accord fonnt, datt d'CO_2-Aspuerungen aleng net méi duerginn, fir eist Klimazil vu maximal 1,5 °-Äerderwäermung ze erreechen. Parallell zur Reduktioun vun den Zäregase mussen elo schonn Ustrengungen ënnerholl ginn, fir de besteeënden CO_2, deen an der Atmosphär ass, erauszekréien. Mir schwätzen heibäi vum sougenannte Carbon Capture.

Dëse Carbon Capture maache mer duerch sougenannt negativ Emissiounstechnologien. Dës Technologien hunn als Zil, fir de Kuelendioxid aus der Loft ze filteren an duerno an anere Forme festzesetzen. Ab deem Moment dréit den CO_2 dann net méi zur Äerderwäermung bäi. D'Festsetze vum CO_2 kann ënner verschiddene Forme sinn: a Steeschichten oder och a Baumaterialie wéi Bëton. Doduerch datt den CO_2 net méi an der Atmosphär ass, dréit en dann och net zum Zäregaseffekt bäi, deen d'Äerderwäermung bekannterweis provozéiert. Et ass e bësse wéi beim Pëtrol, deen nach ëmmer ënnert der Äerd rout. D'Festsetze vum CO_2 an nohaltege Materialie gëtt och Storage genannt.

Et existéiert awer dernieft och d'Méiglechkeet vum Carbon Capture fir d'Hierstellung vu sougenannten E-Fuels. E-Fuels sinn Dreifstoffer, déi, änlech wéi de Waasserstoff, duerch Elektrolys produzéiert ginn a wou den CO_2 aus der Loft genotzt gëtt. Dës Dreifstoffer sinn dann am Endeffekt op d'mannst CO_2-neutral an eegne sech, fir nach eng Kéier d'Part vun de fossillen Dreifstoffer kuerz- a mëttelfristeg ze reduzéieren.

Doduerch reduzéiere mer also nach méi schnell d'Emissiounen, well mer nieft dem agefaangenen CO_2 och nach eng Aspuerung vu fossillen Dreifstoffer hunn. Déi meescht Airlines an och Schëffsreeder sinn och ewell un Demarchen amgaangen, fir nohalteg Dreifstoffer ze notzen. Mir sollten den Elan notzen an dat Praktescht mam Néidege verbannen.

Schonn 2018 huet nämlech den IPCC geschriwwen, datt keng Weeër laanscht Carbon Capture méi féieren, wa mer eis Klimaziler bis 2050 nach wëllen erreechen. Ech zitéieren aus dem Rapport: „All pathways that limit warming to 1.5 °C use carbon dioxide removal. [...] Unless affordable and environmentally and socially acceptable CDR becomes feasible and available at scale well before 2050, pathways to 1.5 °C will be difficult to realize."

Wat proposéiere mir Piraten also konkreet? Eis Gesetzespropos handelt dorëms, Investissementer an de Carbon Capture auszebauen. Eiser Meenung no muss de Staat derfir suergen, datt negativ Emissiounstechnologien esou schnell wéi méiglech op grousser Skala asazbereet sinn, fir de Carbon Capture am grousse Stil weltwäit anzeféieren.

Mir hunn et bei der Fotovoltaik gesinn: Wat eng Technologie sech méi entwéckelt, wat d'Produktiounskäschte fir all weider produzéiert Unitéit méi erofginn. Huet eng Kilowattstonn Stroum aus enger Solaranlag an de 70er-Joren nach iwwer 100 Euro kascht, esou si mer haut bei engem Käschtepunkt am niddregen eestellege Centberäich. Den Experten no kënne mer änlech Economies of scale och bei den negativen Emissiounstechnologien erwaarden. Mee dofir muss een ufänken. A wéi bei ville groussen Erfindunge muss de Staat d'Viraarbecht leeschten. D'Entwécklung vum Carbon Capture muss virun allem am Deploiement subventionéiert ginn.

Mir proposéieren dofir en Aspeisetariff, deen änlech wéi am leschte Stroumgesetz weidergefouert gëtt, fir d'Subventioun vu Projeten, déi an negativ Emissiounstechnologien investéieren. Dëse Subventiounsprogramm soll Lëtzebuerg zu engem Virreider an dësem Beräich maachen. Zousätzlech zum PNEC soll dëse Programm Lëtzebuerg nach méi schnell zur Klimaneutralitéit bréngen.

Fir d'Finanzéierung vum Projet kënne mer de Klimafong spille loossen, wou aktuell nach net all d'Ressourcë genotzt ginn an dee jo dofir geschaaft gouf, fir eise Bäitrag zur Klimakris ze leeschten.

Weider Informatioune souwéi éischt Rechnunge fannt Der am schréftlechen Deel vun eiser Propos, déi ech dann och elo hei deposéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Ech hoffe vun deene meeschten Deputéierten, datt mer eng konstruktiv Aarbecht op deem Dossier kënne maachen an datt mer esou der Klimaneutralitéit mat grousse Schrëtt méi no kommen.

Ech soen Iech Merci.

8096 – Proposition de loi créant une aide financière pour les investissements dans des projets de technologies à émissions négatives

M. Marc Goergen (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

5. 7957 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7957, en Accord mat Monaco iwwert den Hosting vun Daten a vun Informatiounssystemer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet approuvéiere mir haut en Accord – ech gi mol dovun aus – tëscht Lëtzebuerg a Monaco, fir en Datazenter fir confidentiel Donnéeën aus der Principautéit hei bei eis am Land ze etabléieren.

De Projet de loi à article unique ass de 25. Januar 2022 vum Ausseminister deposéiert ginn. De Staatsrot huet de 15. Juli (veuillez lire: de 5. Juli) säin Avis ofginn. Den 1. August huet och d'Chambre de Commerce hiren Avis eragereecht an de Projet de loi begréisst. D'aussepolitesch Kommissioun ass den 19. September zesummekomme, fir de Gesetzesprojet ze analyséieren an d'Avisen am Detail ze kucken. An dëser Sëtzung sinn ech och als Rapportrice genannt ginn. An hirer Reunioun vum 10. Oktober huet d'aussepolitesch Kommissioun de Rapport ugeholl.

Den Accord, dee mat dësem Projet de loi approuvéiert gëtt, huet, wéi gesot, d'Zil, hei zu Lëtzebuerg en Datenzenter respektiv eng digital Ambassade fir d'Principautéit vu Monaco ze etabléieren. Et handelt sech dobäi ëm den zweeten Datazenter vun dëser Zort, deen hei zu Lëtzebuerg installéiert gëtt. 2015 war eng éischt digital Ambassade fir Estland hei zu Lëtzebuerg schonn en place gesat ginn.

Bei den digitalen Ambassaden handelt et sech ëm en neien Usaz an eiser Diplomatie. Déi sougenannt digital Ambassaden, och E-Embassies genannt, sinn effektiv en innovativt Konzept. Déi zentral Aufgab vun enger E-Embassy ass den Hosting vu sensibelen Donnéeën aus engem Partnerland, an dësem Fall zu Lëtzebuerg. Deen Ament gëllen och bestëmmte Reegelen a Prinzippien, fir d'Onverletzbarkeet an d'Sécherheet souwuel vun de Raimlechkeete wéi och vun den Donnéeën, déi do gespäichert ginn, ze garantéieren.

Trotzdeem kann een awer dësen Datazenter net als klassesch Ambassade qualifizéieren, weeder aus juristescher nach aus diplomatescher Siicht. Deen Term ass nämlech iwwert d'internationaalt ëffentlecht Recht definéiert, notamment an der Wiener Konventioun vum 18. Abrëll 1961. D'Dispositioune vun der Wiener Konventioun gëllen also net fir eng E-Embassy an och net fir den Accord, dee mir haut ratifizéieren, och wann d'Wiener Konventioun awer als Grondlag gedéngt huet, fir eng Rei vun Immunitéiten a Privileegien am Zesummenhang mat de gespäicherten Donnéeën ze definéieren. Natierlech Persoune genéissen awer keng speziell Privileegien oder Immunitéiten, wéi et bei traditionellen Ambassaden de Fall ass.

D'Konzept vun den E-Embassies schreift sech och ganz gutt an eis Strategie „Digital Luxembourg" an. Mat dëser Strategie, déi 2014 lancéiert ginn ass, setzt Lëtzebuerg sech aktiv fir eng digital Transitioun an. Lëtzebuerg verfüügt iwwer zwee essenziell Virdeeler, déi an der Ëmsetzung vun digitale Projete vun zentraler Bedeitung sinn. Éischtens: eist Telekommunikatiounsnetzwierk, dat optimal mat de primären auslänneschen Internetzougangszentere vernetzt ass. Dat bestätegt och den Digital Economy and Society Index, kuerz DESI. A puncto Vernetzung hu mir 2020 iwwregens europawäit déi drëtt Plaz beluecht.

Zweetens: Eist Land huet ganz vill Erfarung um Niveau vun der Cybersecurity. Duerch all eis Efforten iwwert déi lescht Jore si mir haut féierend am Beräich vun den Tier-IV-zertifizéierten Datenzenteren. Dat ass och de Sécherheetsstandard, deen am Fall vum Datenzenter fir d'Donnéeën aus Monaco virgesinn ass.

Den Accord, Här President, fir dësen Datazenter bei eis ze etabléieren, ass de 25. Juli (veuillez lire: de 15. Juli 2021) zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn. Den Accord selwer ass just en Deel vum Projet, fir deen Datenzenter ze erméiglechen. De Projet besteet nämlech aus zwee Voleten. Deen éischten ass technescher Natur a gëtt vum Centre for Information and State Technologies en charge geholl, selbstverständlech an enker Zesummenaarbecht mat der monegassescher Contrepartie. Hei gëtt och d'Sécherheetsnorm „Tier IV constructed" festgeluecht. An dësem Sënn wäert och e Locatiounsvertrag opgesat ginn, deen all Detailer reegelt.

Den zweete Volet betrëfft déi juristesch Aspekter. Dozou gehéiert niewent dem genannten Accord eng Déclaration d'intention vun den zwou Parteien, der Principautéit an dem Grand-Duché also, fir e bilateralen Accord ofzeschléissen an den Datazenter ze etabléieren. Dës Déclaration d'intention gouf de 6. Dezember 2018 vum Kommunikatiouns- a Mediminister ënnerschriwwen.

Zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wollt ech drop hiweisen, dass et wichteg ass a gutt, wa mer dëse Projet de loi haut stëmmen an domadder erméiglechen, dass déi nei E-Embassy schnellstméiglech bei eis am Land en place gesat ka ginn.

An ech soe Merci a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Lydia Mutsch.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, merci. Just, fir et ganz kuerz ze maachen: Och merci der Madamm Mutsch fir hir Rapporten. An ech ginn domat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir eng Kéier sinn ech och mat der CSV d'accord. An ech kann déi selwecht Wierder gebrauche wéi den Här Wiseler. An ech soen dann och der Madamm Mutsch villmools Merci fir hir verschidde Rapporten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An da wier et un der Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Och mir soen der Rapportrice e grousse Merci. Si huet alles gesot, wat ze soe war. An ech ginn domadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt elo eng hallef Stonn schwätzen, wann d'Kolleegen d'accord sinn, ech fannen de Sujet wichteg.

(Brouhaha et hilarité)

Nee, ech wollt och der Madamm Mutsch Merci soen. An ech wollt awer dem Här Asselborn vläicht eppes mat op de Wee ginn, an dat ass dat heien: Ech mengen, mir hu lo där elektronescher Ambassaden e puer zu Lëtzebuerg, mee mir hunn eng Rei Ambassaden opgemaach an deene leschte Joren an anere Länner, an do ass awer d'Reciprocitéit nach net do. An dat si richteg Ambassaden, also mat Gebaier a Leit an esou weider. Mir hunn eng Ambassade an Indien. Mir hunn eng a Brasilien. Dat si Länner, déi sech et och kéinte leeschten, och hei present ze sinn. An ech wollt dem Här Minister just vläicht mat op de Wee ginn ze probéieren, fir och déi Länner ze iwwerzeegen, eng resident Ambassade an eisem Land opzemaachen.

Dat gesot, gi mer natierlech den Accord vun der ADR. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Dir kënnt Iech et vläicht denken, mir ginn net esou chaud mat där Strategie vun der Regierung, fir esou elektronesch Ambassaden op Lëtzebuerg ze bréngen. Éischtens, well esou Ambassaden awer och vill Stroum a Waasser verbrauchen, Ressourcen, déi mer net am Iwwerfloss hunn. An zweetens wësse mer net wierklech, wéi eng Donnéeë mer domadder heihinnerbréngen. Dat heescht, mir sinn do e bësse skeptesch an halen eis léiwer zréck a wäerten dëst och net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt och e grousse Merci un d'Rapportrice fir den ausgezeechente schréftlechen a mëndleche Rapport. Si ass, mengen ech, op d'Fakten agaangen. Den Accord ass 2018 ënnerschriwwe ginn. An et ass haut dann un der Chamber, fir och dat Ganzt a Musek ëmzesetzen.

An domadder kënnen dann, wa mer dat da gestëmmt hunn an de Staatsrot d'Dispens ginn huet an alles publizéiert ass, d'Monegassen hir wichteg vertraulech Dokumenter zu Biisse stockéieren. Dës Dokumenter dierfen net perquisitionéiert oder saiséiert ginn. An et ass awer wichteg ze soen: Dëse Schutz gëllt fir d'Donnéeën, fir d'Software an d'Hardware, awer net fir eventuell Persounen, déi do schaffen. Dat ass vläicht och e bëssen ënnerschiddlech zu traditionellen Ambassaden, woufir et dann och eng E-Ambassade ass.

Mir Piraten sti fir en dezentralen Dateschutz a mir verstinn, firwat Länner wéi Monaco an Estland op dëse Wee ginn. Et misst ee sech och eng Kéier d'Fro stellen, ob Lëtzebuerg am Kader vu sengem Disaster-Recovery-and-Resilience-Plang net och misst Demarchen ënnerhuelen, fir déi wichtegst Donnéeën am Ausland an net nëmmen innerhalb vum Land ze stockéieren.

Mir schützen nämlech heimat d'Datenzwillinge vun eise Partnerlänner. Estland fäert virun allem Attacke vu Russland. An datt d'Ukrain haut handlungsfäeg ass, ass u sech enger, kann ee soen, cleverer Planung oder dem glécklechen Zoufall ze verdanken, datt zwee Deeg virun der russescher Invasioun d'Migratioun vun hirer IT an d'Cloud fäerdeg war. Wann dat net gewiescht wär, wäre ganz vill Administratiounen an der Ukrain ab dem Dag vun der Invasioun vu Russland net handlungsfäeg gewiescht. Datt d'Ukrain haut nach ëmmer Päss, Fürerschäiner, Studiebescheinegungen et cetera pp. kann ausstellen, läit dorunner, datt se hiren Datenzwilling am Ausland stockéiert hat.

A Monaco, jo, déi fäerten, mengen ech, elo keng Invasioun, déi fäerten awer d'Naturgewalten. An och Lëtzebuerg leeft ëmmer méi Gefor, wat d'Naturkatastrophen ugeet. Eis Archive goufe mëttlerweil jo dann och nogerüst, mee honnertprozenteg Garantië gëtt et am Fall vun Naturkatastrophen ni.

Ech hunn awer ee klenge Bemoll nach, deen net Deel vum Text ass, mee wou ech awer e bëssen e Geschmäckle fannen. Mir autoriséieren hei eng E-Ambassade, déi schlussendlech vun enger gréisserer amerikanescher Firma, laut Presseberichter vun enger gréisserer amerikanescher Firma mat Siège hei zu Lëtzebuerg soll exploitéiert ginn. Eng Firma, déi soss keng Datenzenteren hei zu Lëtzebuerg exploitéiert bis elo. Do muss ee sech dann och d'Fro stellen, wéi deen Deal zustane koum, a virun allem, wéi dat praktesch herno och fonctionéiert an inwiefern mir deenen an och d'Monegassen hinne vertrauen. Bref, fir hir E-Ambassade ass dat hir Verantwortung. A wa si hinnen trauen, da kënne mir do och net vill dergéint maachen.

Mir sinn der Meenung, datt et en interessante Projet ass an datt hei Partnerschaften entstinn, déi och fir Lëtzebuerg laangfristeg kënne vun Notze sinn. An dofir wäerte mir dëse Projet matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, ganz kuerz. Also ech mengen,

dat hei ass elo déi Drëtt. Et ass kee Land, well mir hu jo Estland a mir hunn …

(Interruption)

Nee, den CICR, an dann elo Monaco. Duerfir merci der Madamm Lydia Mutsch fir dee Rapport. Ech mengen, dat steet eis gutt zu Gesiicht.

A wat den Här Kartheiser gesot huet mat den Ambassaden, wou mir sinn a si net hei sinn: Dat maache mer permanent! Mee dat huet elo net direkt eppes ze di mat der E-Ambassade. Do musse mer jo kucken, dass se och physesch dann heihinner kommen, wéi zum Beispill d'Inder.

Sou. Merci op jidde Fall fir d'Vertrauen op deem Punkt do.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7957. Den Text steet am Document parlementaire 7957[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7957 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7957 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Max Hengel), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 15., 16. a 17. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.15 heures.)

12e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 70**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour** **p. 70**
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire** **p. 70**
   M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Franz Fayot, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Déclaration de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Franz Fayot, Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten, iwwert d'Entwécklungshëllef. Här Kooperatiounsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, léif Deputéiert, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech d'lescht Joer hei op dëser Tribün meng Deklaratioun iwwert d'Kooperatiounszesummenaarbecht an d'humanitär Aktioun gemaach hunn, hunn ech gesot, dass mir géife Liicht um Enn vum Tunnel gesinn. Liicht um Enn vum Tunnel, well mer lues a lues amgaange waren, aus der Pandemie vum Covid-19 a senge Konsequenzen erauszekommen. Mir hate gehofft, dass mer déi Réckschléi, déi mer a Saachen Aarmut, Ernierung, Educatioun a Sécherheet erlieft hunn, erëm kéinte séier iwwerwannen.

Dat ass awer leider net de Fall. Säit dem 24. Februar ass d'Welt eng aner. An haut ass déi Luucht um Enn vum Tunnel bei ons, mee insbesonnesch op ville Plazen an der Welt leider erëm e bësse manner hell.

D'Konsequenze vun dem inakzeptabele russeschen Aggressiounskrich sinn iwwerall op der Welt ze spieren. D'extreem Aarmut geet erop, an d'Liewensmëttelonsécherheet geet och erop. D'Situatioun ass dramatesch a riskéiert, sech nach weider ze verschlëmmeren.

Wéi d'Weltbank virun engem Mount gemellt huet, gëtt et ëmmer méi schwéier, onst Zil ze erreechen, d'extreem Aarmut bis 2030 auszemäerzen. Si prognostizéiert, dass bis 2030 nach ëmmer 574 Millioune Leit, also 7 % vun der Weltbevëlkerung, mat manner wéi 2,15 Dollar am Dag iwwerliewe mussen, déi meeschten dovunner an Afrika. Duerch de russeschen Aggressiounskrich an der Ukrain a seng Konsequenze gëtt d'Erreeche vun onsen Ziler nach méi schwéier.

Mee wann dëse Krich munch Problemer an der Welt nach verstäerkt huet, sou huet e se awer natierlech net all ausgeléist. Liewensmëttelonsécherheet an Aarmut, extreem Wiederphenomeener als Konsequenz vum Klimawandel, Dréchenten an Iwwerschwemmungen, ekonomesch Instabilitéit, Präisdeierecht a ganz héich Staatsverschëldung, allgemeng Onsécherheet, dat sinn alles Phenomeener, déi mir säit Laangem kennen an déi sech géigesäiteg verstäerken. All dës Krise sinn amgaang, nee, hu sech schonn zu enger globaler Polykris forméiert.

Wéi den David Beasley, den Directeur exécutif vum Welternärungsprogramm, dem PAM, seet, si mir an engem „perfect storm on top of a perfect storm". E perfekten – heftegen – Stuerm, ausgeléist vu Covid, Konflikter a Klimaschocken. D'Welt brennt! An dofir kann an däerf ons Äntwert sech net just op d'Reaktioun op déi aktuell Situatioun beschränken. Déi Erausfuerderungen, virun deene mer stinn, sinn enorm.

Wann een un déi sëlleg humanitär Krisen denkt, da kënnt engem natierlech direkt dat schrecklecht Leed an der Ukrain an de Kapp. D'Konsequenze vun deem Krich si gewalteg, genausou wéi d'Besoinen. Déi aktuell Schätzunge soen, dass eleng fir den Erëmopbau vun der Ukrain 349 Milliarden US-Dollar wäerte gebraucht ginn. Deen Opbau wäert ganz laang daueren. An och mir wäerten hei zu Lëtzebuerg do ganz sécher onsen Deel derzou bäidroen.

Säit dem Ugréff de 24. Februar huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun iwwer véier Milliounen Euro a Form vu finanzieller humanitärer Hëllef fir d'Ukrain mobiliséiert. Zousätzlech zu dëse finanzielle Kontributiounen

hu mir och materiell Done gemaach, wéi déi 700.000 Covidschnelltester oder och déi 50 Tonne Feierläschekipementer a Medikamenter, déi Lëtzebuerg geliwwert huet.

Mee mir musse méi maachen! De Wanter steet virun der Dier, an domat ginn d'Besoine weider erop. Dofir wäerte mer elo nach zousätzlech véier Milliounen Euro deblockéieren an eis Hëllef domat fir de Wanter verduebelen. Mir mussen eis op e laangwierege Rekonstruktiounsprozess vun der Ukrain astellen. A soubal d'Situatioun et zouléisst, musse mer prett sinn, zu engem nohaltegen Erëmopbau bäizedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Fir esou e Mammutprojet wäert de Kooperatiounsbudget awer natierlech net duergoen. A mir mussen dann ënner anerem och op déi makrofinanziell Systemer an op de Privatsecteur zréckgräifen.

Dir Dammen an Hären Deputéiert, de Krich an der Ukrain huet natierlech net just Konsequenzen op ons zu Lëtzebuerg an an Europa. De Krich an der Ukrain huet en Impakt op der ganzer Welt, an insbesonnesch op déi Schwächst. En huet d'Liewensmëttelonsécherheet op der Welt nach verschäerft.

Dir wësst, dass ons Kooperatioun säit laange Joren an deem Beräich aktiv ass. An déi aktuell Situatioun weist ons, wéi wichteg a richteg et war a bleift, sech verstäerkt deem Theema ze widmen. Ech soen „deem Theema", mee et ass net just een Theema. Liewensmëttelsécherheet ass un der Schnëttstell vu ganz ville Phenomeener a betrëfft ganz vill Beräicher.

Se betrëfft dat Humanitäert, well et kuerzfristeg selbstverständlech dorëms geet, den akuten Honger ze bekämpfen. Mee se betrëfft och d'Entwécklungszesummenaarbecht, well et wichteg ass, d'Ernärungssystemer laangfristeg esou resilient ze maachen, dass mir d'Ernärungssécherheet kënne garantéieren.

Mee et geet wäit doriwwer eraus. Et betrëfft d'Klimapolitik an de Klimawandel, well d'extreem Wiederphenomeener wéi Dréchenten oder Iwwerschwemmungen natierlech en Afloss op d'Liewensmëttelsécherheet hunn. Se huet och en Impakt op d'Sécherheet an onse Partnerlänner an doriwwer eraus, well d'Ernärungsonsécherheet zu Verdeelungskämpf féiert. An dës féieren zu Konflikter an zu enger ëmmer méi grousser Onsécherheet, déi hirersäits zu grousse Flüchtlingsstréim féiert.

Ech konnt dat mat mengen eegenen Ae gesinn, wéi ech am Juni mam Premier am Niger de Flüchtlingscamp vun Ouallam südwestlech vun Niamey besicht hunn. Do liewen Dausende Fraen, Männer a Kanner zesummegepercht op enger Plaz, wou et wéineg Waasser an Ernierung gëtt, just well se an hirem Duerf net méi sécher si géint Attacke vun Terroristen.

D'Fro vun der Liewensmëttelsécherheet spillt also eng zentral Roll an der Bekämpfung vum Honger a vun der Aarmut.

Wéi seriö mir dee Sujet huelen, gesäit een un onsen Aktiounen an deem Beräich. 2021 hu mer 10 % vun onser Enveloppe, onser APD, aleng fir Projeten am Beräich vun der Agrikultur, der Agroekologie an de Basisnarungsmëttel investéiert. 10 % vun onser APD, dat si gutt 40 Milliounen Euro.

2022 wäerte mer dës 10 % mat viraussiichtlech iwwer 60 Milliounen Euro wäit iwwerschreiden. Dee gréissten Deel dovunner ass an d'landwirtschaftlech Entwécklung an onse Partnerlänner gaangen, well Ernärungssécherheet – an ech hunn et virdru gesot – muss ee laangfristeg garantéieren. An dofir muss ee sech och laangfristeg engagéieren.

Am Mali setze mer dofir op de Programme d'appui aux filières agropastorales, an dat zesumme mat der Schwäiz. Iwwert dee Programm ënnerstëtze mer Familljebauerebetriber a kleng Betriber, andeems mer d'Produktiounskette vun der Mëllech an de Grompere stäerken.

Am Niger ënnerstëtze mer de Programme d'appui au développement agricole durable an der Dosso-Regioun. Hei geet et ënner anerem ganz konkreet drëms, Jonken eng berufflech Chance ze ginn am Beräich vun der nohalteger landwirtschaftlecher Entwécklung.

Am Burkina Faso dréit onse Projet vun der Zréckgewënnung vu staark degradéiertem Land derzou bäi, de Buedem, deen duerch d'Dréchenten an Erosioun staark gelidden huet, erëm fruchtbar a fir d'Landwirtschaft notzbar ze maachen.

Dat si just e puer Beispiller, wéi mer kucken, nohalteg a laangfristeg d'Liewensmëttelversuergung ze stäerken.

Och déi innovativ an inklusiv Finanz spillt am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet eng kruzial Roll. Iwwer kleng a Mikrokreditter, iwwer Prêten u Kleng-a Familljebaueren, doduerch, dass mer d'Mikrofinanzinstitutioune stäerken, déi hirersäits mat de Baueren zesummeschaffen, droe mir derzou bäi, dass sech d'Ernärungssécherheet erhéicht.

Ronn 1,7 Milliarden Erwuessener op der Welt hu keen Zougang zu Finanzinstrumenter. 1,7 Milliarden! Déi Finanzinstrumenter sinn awer weesentlech, fir et deene klenge Bauerebetriber ze erlaben ze iwwerliewen. A wann ech vu klenge Bauerebetriber schwätzen, da sinn dat Familljebetriber, déi hei an éischter Linn viséiert sinn.

Si brauchen Zougang zu Kreditter, fir sech kënnen déi absolutt néideg Maschinnen ze kafen. Si brauchen Zougang zu Assurancen, fir sech kënnen ze versécheren, wann eng Recolte ausfält. An dat passéiert, wéi Der wësst, an de betraffene Länner a Géigende leider allze oft. Déi meescht vun deenen 1,7 Milliarden Erwuessener, déi keen Zougang zu Finanzinstrumenter hunn, wunnen a rurale Géigenden. Et ass awer grad do, wou den Honger, d'Aarmut an d'Ernärungsonsécherheet am gréisste sinn. An dofir ass et esou wichteg, do ze intervenéieren an d'Klengbaueren ze ënnerstëtzen.

Dat maache mir iwwer e Projet wéi den SSNUP, de Smallholder Safety Net Upscaling Programme, e Programm, deen op zéng Joer ugeluecht ass a vun der ONG Appui au développement autonome, der ADA, ëmgesat gëtt. Et geet hei eebe just drëms, geziilt d'Klengbaueren ze ënnerstëtzen, d'Liewensmëttelstandarden eropzesetzen an doduerch och d'Liewenskonditioune vun der Bevëlkerung am ländleche Raum ze stäerken.

Och e Projet wéi den ABC Fund, den Agri-Business Capital Fund, dee mir zesumme mat der Europäescher Kommissioun an dem Internationalen Agrikultur-Entwécklungsfong, dem FIDA, gegrënnt hunn, setzt geziilt drop, vulnerabel Persounen a rurale Géigenden ze stäerken, Aarbechtsplazen am Beräich vun der Agrikultur ze schafen a soumat géint d'Liewensmëttelonsécherheet virzegoen.

All déi Projeten am Beräich vun der inklusiver Finanz droen derzou bäi, dass d'Liewensmëttelsécherheet an deene Länner laangfristeg gestäerkt gëtt. D'Semaine européenne de la microfinance – déi aktuell Editioun ass fir de Moment um Kierchbierg amgaang – wäert dowéinst d'nächst Joer op de Sujet vun der Sécurité alimentaire agoen.

Iwwert déi mëttel- a laangfristeg Äntwerten eraus stellt sech d'Fro vun der Liewensmëttelsécherheet leider och ëmmer méi ganz direkt. Laut de Vereenten Natioune befanne sech am Moment 50 Milliounen Mënschen am Afghanistan, an Äthiopien, a Somalia, am Südsudan an am Jemen an enger Situatioun vun akuter Hongersnout. Derbäi kënnt d'Zuel vun den 828 Milliounen Mënschen, déi all Dag hongereg an d'Bett ginn. Dës Zuel huet sech an deene leschten dräi Joer verdräifacht.

Mënschen op der ganzer Welt si ganz akut op Hëllef ugewisen. A wa mer net matzäiten agéieren, da wäerte mir eng Katastroph erliewen, wéi et se scho säit enger Generatioun net méi gouf. Dofir hunn ech dëst Joer och entscheet, zousätzlech zu den éinescht genannte Projeten, déi mir maachen, an den Hëllefen, déi mer ginn, nach eng Kéier weider 20 Milliounen Euro just fir d'Bekämpfe vum akuten Honger an onse Partnerlänner ze deblockéieren. Mir schaffen hei ënner anerem mam Welternierungsfong, dem PAM, mee och mat lokalen Acteuren zesummen.

Zousätzlech dozou hu mer fir ons ONGen en Appel à projets gemaach, déi ganz kuerzfristeg derzou bäidroen, fir deene Schwächsten op der Welt direkt ze hëllefen. 13 ONGen hunn op déi Aart a Weis hir Expertis an hir lokal Netzwierker kënnen asetzen, fir séier an effikass op dës Kris ze reagéieren a Projeten an der Héicht vun insgesamt 2,2 Milliounen Euro ëmzesetzen. Hei geet et em Projeten a Länner wéi dem Südsudan, dem Somalia, dem Niger, dem Bangladesch, Haiti, dem Burkina Faso oder och nach dem Senegal.

Här President, léif Deputéiert, Exzellenzen, laut der UNO sinn 274 Milliounen Mënschen an 63 Länner op humanitär Hëllef a Schutz ugewisen. Dat sinn 274 Milliounen Mënschen, déi viru Kricher fortlafe mussen, déi hiert Doheem verloossen a viru Gewalt flüchte mussen. 274 Milliounen Mënschen, déi net wëssen, wou si hi sollen a wouhier si muer eppes z'iesse kréien. 274 Milliounen Mënschen, deenen d'Krisen an d'Konflikter, de Klimawandel an d'Drëchent keng Perspektiv a keng Liewensgrondlag bidden.

Mir mussen op déi Situatioun reagéieren. An dofir hu mer dëst Joer eng nei Strategie fir humanitär Hëllef ausgeschafft a virgestallt, déi aus 6 strateegesche Prioritéiten, 6 horizontalen Thematiken a 50 Aktiounspunkte besteet. Mir wäerten doduerch nach méi geziilt schaffen an ons nach méi strateegesch opstelle kënnen.

Laut dem leschte „Globalen humanitären Iwwerbléck" vun der UNO ginn am Moment 50 Milliarden US-Dollar gebraucht, fir dass de multilateralen humanitäre System op déi verschidde Krise weltwäit reagéiere kann. Dat sinn aacht Milliarde méi wéi nach am Ufank vum Joer ugekënnegt, wat schonn deemools en absolutte Rekord duergestallt huet.

Et ass ons Flicht, prett ze sinn, fir an den akute Krisen ze hëllefen. An dofir engagéiere mer ons och am Kader vun der neier Strategie, fir op d'mannst 15 % vun eise finanzielle Mëttel fir humanitär Zwecker ze benotzen an esou eise Bäitrag ze leeschten, fir op all déi Krisen an dat mënschlecht Leed ze reagéieren. Onse Budget, dee mir fir d'humanitär Hëllef virgesinn, geet dofir konstant an d'Luucht. Aktuell läit e fir 2022 bei 65 Milliounen Euro, a fir d'nächst Joer hu mer 80 Milliounen Euro virgesinn.

Déi fënnef gréisst Krise weltwäit sinn och ganz uewen op onser Prioritéitelëscht: Afghanistan, Syrien, Jemen, Äthiopien a Sudan. Donieft verfollege mer natierlech awer ganz genau, wat am Sahel geschitt, a probéieren och sou gutt et geet, op aner Krisen ze reagéieren, wéi zum Beispill am Pakistan, wou mir kierzlech zousätzlech eng Millioun Euro deblockéiert hu fir Nouthëllef engersäits a fir de fréien Erëmopbau anerersäits.

Donieft stelle mir och Nouthëllef zur Verfügung fir déi sougenannt méi „vergiesse" Krisen, wéi op Haiti, a Palästina, a Libyen, an der Demokratescher Republik Kongo, och am Myanmar – fir der nëmmen e puer ze nennen –, well mer trotz dem Krich an der Ukrain dës Konflikter an dat mënschlecht Leed, dat doraus uechtert d'Welt entsteet, eben net wëlle vergiessen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Fir bei Krisen an Naturkatastrophen am Ausland eng nach méi effikass an nach besser koordinéiert humanitär Hëllef ze erméiglechen, hunn ech wëlles, zesumme mat de concernéierte Kolleegen aus der Regierung an anere staatlechen Acteuren eng national Koordinatiounsplattform opzestellen. Éischt Gespréicher an déi Richtung lafen, mam Zil, dass mer déi Plattform am Laf vum nächste Joer stoen hunn, fir esou nach méi effikass a séier kënnen am Krisefall ze reagéieren.

Laangfristeg wëlle mir Lëtzebuerg och als Standuert fir den humanitäre Secteur weider stäerken. E gutt Beispill heifir ass d'Delegatioun vum CICR, dem Internationale Kommitee vum Roude Kräiz, fir de Cyberspace, déi mir iwwermuer hei zu Lëtzebuerg wäerten aweien. Et ass déi éischt Delegatioun vun där Zort weltwäit a se huet dowéinst en historeschen a strateegesche Charakter. Mat dëser neier Delegatioun fir de Cyberspace ka Lëtzebuerg sech als humanitären Acteur um internationale Plang weisen a beweisen. Mir hunn hei eis Stäerkten am Beräich vun der Digitaliséierung a vun der Cybersécherheet an den Déngscht vun enger innovativer humanitärer Infrastruktur gesat, wéi et se weltwäit nach net gëtt.

Ons Expertis ass och an anere Beräicher gefrot. UNDAC ass de Service vun der UNO, deen derfir zoustänneg ass, bei enger akuter Kris spezialiséiert Ekippe vun der UNO an national Experte bannent Stonnen op den Terrain ze schécken. Si maachen op der Plaz eng éischt Evaluatioun vun de Besoinen an ënnerstëtzen d'Koordinatioun vun den Hëllefsefforten. UNDAC huet ons gefrot, se beim Ausschaffe vun hirer neier Strategie fir d'Joren 2023 bis 2026 mat onser Expertis ze ënnerstëtzen an Deel vum Strategy Development Working Group ze sinn. Dat weist dat grousst Vertrauen an och déi grouss Unerkennung um internationale Plang fir d'Aarbecht vun onse Leit.

Mir kréien och ëmmer méi Ufroe vun eisen humanitäre Partner, déi eis ëm eis Ënnerstëtzung froen, fir se bei der Entwécklung vun innovative Solutiounen a Servicer ze ënnerstëtzen. Dofir geet et elo drëms, d'Erfarungen, déi mir duerch emergency.lu gesammelt hunn, ze notzen an nei Projeten ze entwéckelen, andeems mer Techniker, Experten an Acteuren aus verschiddene Secteuren an Disziplinnen zesummebréngen.

Aus deem Grond hunn ech decidéiert, d'nächst Joer zesumme mam Welternärungsprogramm en internationale Programm an d'Liewen ze ruffen, mam Zil, nei Solutiounen auszeschaffen an ze testen, soudass se séier um Terrain kënnen agesat ginn. Mir ënnerstëtzen hei d'Recherche an d'Innovatioun, fir Léisunge fir déi akut humanitär Erausfuerderungen ze fannen. Déi éischt Editioun vum Humanitarian Innovation Accelerator – esou heescht dee Programm – wäert Enn Juni d'nächst Joer zu Lëtzebuerg stattfannen.

Léif Deputéiert, nieft der akuter humanitärer Hëllef an der Suerg sécherzestellen, dass d'Mënschen op der Welt sech kënnen ernären, ass et awer genausou wichteg, och d'Gesondheet ze stäerken. Dofir musse mir eis Efforten an deem Beräich héichhalen. An Dir wësst, dass mer do eng Traditioun hunn. Mir wäerten, zesumme mat onse multilaterale Partner, preventiv d'Gesondheetssystemer stäerken an ons weider fir eng universell Gesondheetscouverture asetzen.

Mir hunn dëst Joer dofir ons Kontributioun un de Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ëm 30 % eropgesat, op elo 11,7 Milliounen Euro. A mir iwwerhuelen och ons Responsabilitéit bei der Gouvernance vun deem Fong: Ab dem Summer 2023 wäerte mer fir zwee Joer ons Circonscriptioun am Verwaltungsrot vum Fonds mondial vertrieden.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Mir schaffen an dësem Beräich och weider mat der OMS an Organisatioune wéi der CEPI, der Coalition for Epidemic Preparedness Innovations, oder der Global Polio Eradication Initiative zesummen. A mir ënnerstëtze weiderhin d'ONUSIDA bei hiren Efforten, d'Objektiver 10-10-10 vun hirer globaler Strategie géint den Aids ze erreechen.

Doriwwer eraus hu mir och ons Kontributioun un de gemeinsame Programm vun der Unicef an dem Bevëlkerungsfong vun der UNO fir d'Eliminatioun vun de Mutilations génitales féminines fir 2022 bis 2025 verduebelt, an dat op 2,4 Milliounen Euro.

Här President, léif Kolleegen, Excellences, léif Nolauschterer, ech hu virdru vill vun der Liewensmëttelsécherheet geschwat an dovun, wéi mir kuerz-, mëttel- a laangfristeg probéieren, drop anzewierken, fir d'Situatioun ze verbesseren. Mee déi Mooss-nahmen eleng ginn net duer. An dofir ass et esou wichteg, sech net just op punktuell Mesuren ze konzentréieren, mee d'Situatioun a hirer gesamter Komplexitéit ze erfaassen. Do spillt d'Kohärenz vun onse Politicken eng kruzial Roll.

Kee Ministère an och kee Land kann déi haiteg Erausfuerderungen eleng upaken. An ech hat d'lescht Woch nach d'Geleeënheet, mat der Secrétaire adjointe vun der UNO, der Madamm Amina Mohammed, zesumme mam Krounprënz doriwwer ze echangéieren, wou mer gesinn hunn, dass d'Erreeche vun den SDGen an eng ëmmer méi wäit Distanz réckelt. Mee mir mussen do alleguerten zesummeschaffen.

D'Zesummenhäng téscht Ëmwelt a Klima, der Sécherheetssituatioun, Gender-Ongläichheeten, wirtschaftlechen a soziale Froe musse systematesch betruecht ginn. Eist Verhalen hei zu Lëtzebuerg, an Europa, an insgesamt an der sougenannter „entwéckelter Welt" huet en Afloss op d'Mënschen an eise Partnerlänner a ganz besonnësch op déi Vulnerabelst. An dowéinst musse mer sécherstellen, dass dat, wat mir an der Kooperatioun maachen, och duerch dat ënnerstëtzt gett, wat mer an anere Beräicher maachen. Mir musse mat ons selwer kohärent a konsequent sinn.

Mat der OECD an dem Ëmweltministère si mer dofir amgaang, eng Analyse ze maache vun onsen institutionelle Mechanismen am Kontext vun der Kohärenz vun de Politicken an dem Erreeche vun den Objektiver vun der nohalteger Entwécklung, kuerz SDGs. D'OECD ass amgaang, hire Rapport dozou ze preparéieren. Mir erhoffen eis dovunner, dass mer op Grondlag vun deem Rapport nach besser zu Lëtzebuerg zesummeschaffe kënnen, fir d'nohalteg Entwécklungsziler ze ereechen.

Wann ee vu Kohärenz vu Politicke schwätzt, da schwätzt een och vum Impakt vun den Aktivitéite vum Mënsch op de Rescht vun der Welt, sief dat am Beräich vum Klimawandel, dem Verloscht vun der Biodiversitéit, der Desertifikatioun oder nach der Ëmweltverschmotzung.

De Klimawandel ass iwwerall ukomm, och bei eis, mee en ass wierklech dramatesch an den Entwécklungslänner, déi – an dat ass déi ganz grouss Ongerechtegkeet – jo am mannsten derfir kënnen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Am Niger, am Senegal, am Mali, am Burkina Faso, iwwerall gesinn ech, dass d'Desertifikatioun rasant weidergeet. Am Cabo Verde reent et säit véier Joer bal iwwerhaapt net méi.

Wéi ech d'lescht Joer am Senegal war, war et och erschreckend ze gesinn, wéi d'Land am Plastik ënnergeet. Wa mir elo do am Senegal eisen neie PIC identifizéieren, ass et mer och wichteg, déi Problematik unzegoen.

De Klimawandel ass eng global Erausfuerderung mat extreeme Konsequenzen uechtert d'Welt, déi global Solutioune brauch. Och dës Woch gëtt nach op der COP27 an Ägypte verhandelt, fir d'Engagementer am Beräich vum Klimawandel ze verstäerken. An och mir hunn d'lescht Joer d'Klimaambitioune vun eiser Kooperatiounspolitik eropgeschrauft an eng nei Ëmwelt- a Klimastrategie ausgeschafft. Mir wäerten op där enger Säit méi klimafokusséiert Projeten ëmsetzen an op där anerer Säit d'Dimensioun vu Klima an Ëmwelt systematesch an all ons Projeten integréieren.

Dir Dammen an Hären, léif Deputéiert, d'Covidpandemie an den Ukrainkrich hunn ons wäit zeréckgeworf beim Ereeche vun den nohaltegen Entwécklungszieler a si hunn déi Vulnerabel, d'Fraen an déi Jonk, am heftegste getraff. Duerch de Klimawandel gëtt dësen Impakt nach verstäerkt. An et si grad oft d'Fraen, déi am meeschten un de Konsequenze vum Klimawandel leiden.

Mee grad si spillen awer och eng extreem wichteg Roll beim Erreeche vun onsen Ziler: als Acteure vum Wandel, bei der Mobilisatioun vun de Communautéiten oder bei der Ëmsetzung vu Strategië géint de Klimawandel – fir just e puer Beispiller ze ginn. Sief et an der Konfliktpräventioun a bei der Promotioun vun engem nohaltegen an inklusive Fridden, iwwerall do, wou d'Frae méi implizéiert si, geet et virun. Dofir ënnerstëtze mer och grad am Afghanistan, wou et am Moment besonnesch schwéier ass ze schaffen, eis Partner, déi sech weiderhin derfir engagéieren, dass och Fraen a jonk Meedercher eng fair Chance hunn, sech ze verwierklechen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Sech fir d'Gläichheet téschent de Geschlechter anzesetzen, heescht, sech derfir anzesetzen, ons Ziler ze erreechen, de Klimawandel ze bekämpfen, d'extreem Aarmut auszemäerzen an d'Sécherheet op der Welt ze verbesseren. Mir wäerten ons Ziler net erreechen, wa mer d'Hallschent vun der Mënschheet ignoréieren.

An dofir loosse mir déi Dimensioun, ganz am Sënn vun onser feministescher Aussepolitik an der Ëmsetzung vun eiser neier Genderstrategie, verstäerkt an transversal an ons Projeten afléissen. Mir wäerten eis fir eng Verstäerkung vun der wirtschaftlecher Emanzipatioun vun de Fraen asetzen, wéi och fir de Schutz vun hirer sexueller a reproduktiver Gesondheet an hir Rechter. A genausou setze mir ons och fir d'Bekämpfung vu sexueller a genderspezifescher Gewalt, notamment a Konflikter, an.

Dir Dammen an Hären Deputéiert, d'Acteure vun der Entwécklungszesummenaarbecht si sech eens, datt éffentlech Gelder net duerginn, fir d'Objektiver vun enger nohalteger Entwécklung bis 2030 ze erreechen.

Aktuell Schätzunge ginn dervunner aus, datt zousätzlech bis zu véier Billiounen – dat si 4.000 Milliarden – US-Dollar gebraucht ginn, fir dës Ziler ze erreechen, an zwar pro Joer. Et steet also ausser Fro, datt ëffentlech Gelder an ëffentlech Acteuren net eleng fir dës Zomme kënnen opkommen.

Mee och Suen eleng ginn net duer. Fir déi gewalteg Erausfuerderungen unzegoen, musse mer nei Weeër goen: Mir mussen innovativ a kreativ sinn. Mir mussen all Méiglechkeeten notzen, déi sech ons bidden, a mir kënnen an däerfe keen d'office ausschléissen, wann et drëms geet, nei Äntwerten ze fannen op déi Froen, déi sech ons stellen.

Dat gëllt och fir de Privatsecteur, well et ass grad de Privatsecteur an onse Partnerlänner, deen Aarbechtsplaze schaaft an domat och eng Zukunft fir déi Jonk erméiglecht. Mir mussen d'Innovatioun an d'Dynamik, déi ouni Zweifel vum Privatsecteur ausgeet, fir ons Zwecker notzen.

D'Business Partnership Facility ass e gutt Beispill derfir, wéi d'Zësummenaarbecht vun Entreprisen aus dem Norde mat deenen aus dem globale Süde kann ënnerstëtzt ginn. Iwwert déi Business Partnership Facility ginn Aarbechtsplazen an onse Partnerlänner geschaaft an den Transfert vun Technologien ënnerstëtzt. Op der Basis vun den Erfarungen aus de viregten Editiounen hu mer dëst Joer d'Business Partnership Facility moderniséiert an un d'Besoine vum Privatsecteur, awer och vun eise Partnerlänner ugepasst.

Doriwwer eraus schaffe mer och dorunner, mat onser bilateraler Kooperatiounsagence, der LuxDev, déi néideg Instrumenter opzestellen, déi et erméigleche sollen, Projete mam Privatsecteur an onse Partnerlänner nach besser kënnen ze ënnerstëtzen, ëmmer mam Objektiv, ons nohalteg Entwécklungsziler ze erreechen.

Och d'Digitaliséierung spillt beim Erreeche vun onsen Ziler eng ganz wichteg Roll. Wärend der Pandemie huet de Beräich vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien net nëmme bei ons, mee och an onse Partnerlänner e grousse Schratt no vir gemaach. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng grouss Expertis an deem Beräich a mir mussen dorop opbauen, fir d'Efforten an onse Partnerlänner weider ze ënnerstëtzen.

Dofir hu mer och op europäeschem Niveau zur Grënnung vun enger globaler Plattform bäigedroen, dem Digital for Development Hub. A grad eréi um nationale Plang setze mir zum Beispill och an der Entwécklungszesummenaarbecht an an der humanitärer Hëllef verstäerkt op Projeten an der Cybersécherheet. Ee Beispill dovun hunn ech scho genannt: Dat ass d'Cyberdelegatioun vum CICR. Mee och Projete wéi LuxWays, wou mer mam SnT vun der Uni Lëtzebuerg am Burkina Faso an am Senegal Doktorande formëieren, hunn d'Zil, d'Kapazitéiten an onse Partnerlänner am Beräich vun der Cybersécherheet ze stäerken.

Där Projete wäerte mer an Zukunft nach méi maachen, well d'Digitaliséierung et erlaabt, op ville Gebidder d'Etappen ze iwwersprangen: am Accès zu Bankservicer, an der Mobilitéit, an der Gesondheet an esou weider.

Dir Dammen an Hären, léif Deputéiert, Excellences, léif Nolauschterer, ee Wuert zum Space. Dëst ass e weidere Secteur, an deem Lëtzebuerg sech international duerch Innovatioun en Numm gemaach huet. An och wa „Space for Development" vläicht à première vue wäit hiergeholl kléngt, ass awer de Contraire de Fall. D'Innovatioun huet och an dësem Beräich d'Potenzial, nei Äntwerten ze fannen op d'Erausfuerderungen, déi sech ons haut stellen.

D'Konnektivitéit, wéi iwwer emergency.lu, am eLearning oder an der Telemedezinn iwwer SATMED, d'Observéiere vun an d'Adaptatiounen un d'Konsequenze vun Naturkatastrophe wéi Iwwerschwemmungen oder Dréchenten, d'Iwwerwaache vun der Entwécklung vun enger Recolte am Sahel oder och nach d'Moosse vun der Biodiversitéit an nohalteg geréierte Bëscher an Zentralamerika, dat sinn nëmmen e puer Beispiller fir konkreet Uwendunge vum Space for Development, wéi de Space eis och an eiser Entwécklungszesummenaarbecht zeguttkomme kann. Dëst wäert och e feste Bestanddeel vun eiser neier, nohalteger Spacestrategie ginn, déi ech elo deemnächst wäert an de Regierungsrot ginn.

Mir wäerten dofir och an dësem Domän weider schaffen, zesumme mat den Acteuren aus dem Secteur, fir d'Innovatioun hei fir ons Entwécklungszwecker ze notzen.

Dir Dammen an Dir Hären, et geet net méi duer, mat Bëton Schoulen oder Spideeler ze bauen, och wann dëst weiderhi ganz wichteg ass. Mir mussen anescht un d'Problemer erugoen, fir eng méi resilient Welt ze schafen. De „build back better and greener" ass an Entwécklungslänner oft e „build forward better and greener". Et ass kloer, dass mer méi Efforte musse maachen, fir insbesonnesch Afrika an eiser direkter Noperschaft ze entwéckelen, an nei Weeër musse goen, ouni dass mir déi Feeler maachen, déi mer an Europa oft gemaach hunn.

Dës Innovatioun gëtt et net ouni Recherche. An zu Lëtzebuerg hu mer d'Chance, en exzellenten an dynameschen Ekosystem an dësem Beräich ze hunn. Dofir si mer amgaang, zesumme mam FNR a mam Héichschoul- a Fuerschungsministère e gemeinsaamt Finanzéierungsinstrument fir d'Fuerschung auszeschaffen, eng Zort Research Partnership Facility. Hei geet et drëms, Chercheuren aus dem Norde mat deenen aus dem sougenannte „globale Süden" zesummenzebréngen, fir innovativ Fuerschungsprojeten ze förderen, déi Äntwerten op déi gewalteg Erausfuerderunge fannen.

Här President, léif Deputéiert, ech wëll hei nach zwee Punkten ënnersträichen, déi mer ganz wichteg sinn, wa mer iwwert d'Kooperatioun mam Privatsecteur schwätzen.

Deen éischten ass am Fong eng Evidenz. Et geet drëms, de Privatsecteur a wirtschaftlech Filièren an eise Partnerlänner ze entwéckelen, net eise Privatsecteur. De Privatsecteur am Süde soll wuessen a sech entwéckelen, Aarbechtsplaze schafen an eng Zukunft fir déi Jonk erméiglechen. Dofir wäert d'Lëtzebuerger Kooperatioun weider – natierlech! – dem Prinzipp vun der Aide non liée verflicht sinn, fir ons Partner am sougenannte „globale Süden" ze ënnerstëtzen.

An zweetens: D'Lëtzebuerger Kooperatioun ass wéi keen aneren Acteur zu Lëtzebuerg besuergt, der Suergfaltsflicht vun eise Betriber, dem Schutz vun de Mënscherechter, der Promotioun vu gerechte Sozialstandarden an dem Schutz vun der Ëmwelt Rechnung ze droen. Fir eis kënnt just eng Zesummenaarbecht mat engem responsabele Privatsecteur a Fro.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dofir hu mer bei onsen Instrumenter d'Exigenze vun der Due diligence verstäerkt, fir dass héich Standarde respektéiert musse ginn, ier eng Kooperatioun an d'A gefaasst ka ginn.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dir Dammen an Hären Deputéiert, et ass mer och wichteg, dass dat, wat mer maachen, analyséiert gëtt an evaluéiert gëtt op der Basis vu wëssenschaftlech verifizéierte Methoden. An et ass do wichteg, iwwert den eegene lokalen an nationalen Tellerrand erauszekucken, well dat ass eng Fro, déi sech iwwerall stellt. Mir mussen e Bléck vu baussen op d'Kooperatioun werfe fir ze gesinn, wat d'Projete bréngen, déi mir Länner am Norden zesumme mat de Länner aus dem globale Süden ëmsetzen. Hu mer déi richteg Approche? Sinn ons Instrumenter déi richteg? Ginn ons Projete genuch op d'lokal Gegeebenheeten Uecht an äntwere se op d'Besoinen an onse Partnerlänner?

An och hei kann d'Recherche ons weiderhëllefen, fir méi wäit ze goen a fir méi déifgräifend Analysen ze féieren, dat mam Zil, d'Wëssen an d'Verständnis vun deenen déiwen a komplexen Ursaache vun der Persistenz vun der Aarmut ze verbesseren.

An deem Sënn hunn ech dëst Joer en Accord mam LISER ënnerschriwwen, fir an deem Beräich méi enk zesummenzeschaffen. Hei hu mer wëlles, mam Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab, kuerz J-PAL, zesummenzeschaffen, dee säin Europabüro op der Paräisser Wirtschaftsschoul huet an dee vun der Nobelpräisdréierin an der Ekonomie, der Madamm Esther Duflo, geleet gëtt, déi ganz vill an deem Beräich gefuerscht huet. Ech wëll, dass d'Resultater vun dëser Aarbecht dann op enger Konferenz zu Lëtzebuerg presentéiert ginn, déi Wëssenschaftler, Experten an Decideuren aus dem ëffentleche Secteur zesummebréngt.

Donieft wäerte mer 2023 och de Forum international francophone de l'évaluation zu Lëtzebuerg organiséieren, ëmmer mam Zil, d'Evaluatioun am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht ze verbesseren.

Dir Dammen an Hären, léif Deputéiert, och wann ech haut als Éischt – an Dir verstitt firwat – op d'Liewensmëttelsécherheet an der Welt an op ons Efforten an deem Beräich agaange sinn, bleift déi bilateral Entwécklungszesummenaarbecht e weesentlechen, dee gréissten Deel vun onser Kooperatiounspolitik an et ass bei Wäitem net ëmmer deen einfachsten. Ech hunn et uganks gesot: D'Situatioun a ville vun onse Partnerlänner ass fragill, an dat präägt ons Kooperatioun an deene Länner.

Am Sahel gesäit ee ganz extreem d'Resultat vum Zesummespill vun all deene Krisen, vun deenen ech uganks geschwat hunn. D'Resultat ass eng wuessend Onsécherheet an en ëmmer méi onstabille Gronn fir Entwécklungszesummenaarbecht.

Am Burkina Faso huet en Deel vun der Arméi am September bannent néng Méint fir d'zweet dëst Joer geputscht. Eis éischt Prioritéit war a bleift natierlech d'Sécherheet vun eise Leit um Terrain. Fir si sinn esou Situatioune bei Wäitem net einfach. D'Lag zu Ouagadougou war ufanks méi wéi oniwwersiichtlech, an den Ausseministère, zesumme mat der d'Ambassade an der LuxDev op der Plaz, huet d'Situatioun enk suivéiert a geréiert.

D'Cellule de crise op der Plaz an och ons Sécherheetsmesuren hu gutt funktionéiert, soudass ons Leit déi Situatioun gutt gemeeschtert hunn, wouriwwer ech natierlech immens frou sinn. Et weist awer och, wéi wichteg et ass, onse Sécherheetsdispositif ëmmer erëm op de Leescht ze huelen, fir ons Leit beschtméiglech ze schützen, a wéi wichteg och d'Sécherheetsformatioune sinn, déi mer ëmmer erëm fir ons Leit organiséieren.

Duerch deen éischte Putsch am Januar dëst Joer konnte mer leider net, wéi virgesinn, en neie PIC mam Burkina Faso ënnerschreiwen. D'Besoine sinn awer weiderhin immens grouss. An dofir hu mer, genau wéi och am Mali, d'Decisioun geholl, dass mer d'Bevëlkerung an eisem laangjärege Partnerland

grad elo net am Stach loossen a weider ënnerstëtzen, an dat op der Basis vun enger Transitiounsstrategie.

Dofir hu mer weeder de Budget fir d'Aktivitéite vun den ONGen nach dee vun onsen multilateralen oder bilaterale Programmer reduzéiert. Allerdéngs hu mer decidéiert, dass eng Rei vun deenen Aktivitéiten, déi do virgesi waren, direkt vun der LuxDev ëmgesat ginn an net méi iwwer zentral Fongen, déi mir zesumme mat der Regierung geréiert hunn. Eis Positioun ass do enk mat eisen europäeschen an aneren – wéi ee seet – „like-minded" Partneren ofgestëmmt.

Och am Mali huet sech déi komplizéiert Situatioun am leschte Joer nach verschlechtert. Déi politesch Instabilitéit an d'Verschlechterung vun der Sécherheetslag, virun allem am Norde vum Land, hunn déi scho ganz schwiereg humanitär Lag nach verschäerft. Wéinst der katastrophaler humanitärer Situatioun a fir d'Kontinuitéit vun eisem laangjäregen Engagement am Mali sécherzestellen, hu mer ons Transitiounsstrategie do ëm zwee Joer, bis Enn 2024, verlängert, och fir der Bevëlkerung weiderhin eng Perspektiv an Hoffnung ze ginn.

Am Niger hu mer 2021 en neie PIC ënnerschriwwen. Dat ass mat 145 Milliounen Euro iwwer fënnef Joer dee gréisste vun onse bilaterale Kooperatiounsprogrammer. Dat si grouss Zommen, mee et muss ee soen, dass d'Erausfuerderungen am Niger och gewalteg sinn.

Grad an dësem Land gesäit een d'Konsequenze vum Klimawandel ganz extreem. Dowéinst ass och fir d'éischt Kéier d'Action humanitaire e feste Bestanddeel vun dësem Programme indicatif de coopération, dat ganz am Sënn vun enger Nexus-Approche an der nohalteger Vernetzung vun onser Entwécklungszesummenaarbecht mam Humanitären.

Wéi ech am Februar zu Niamey war an och am Juni nach eng Kéier zesumme mam Staatsminister, konnt ech mer e Bild vun der Situatioun op der Plaz maachen. Et huet sech erëm bestätegt, wéi néideg ons Interventiounen do sinn. A menge Gespréicher mam President Bazoum an och mam Ausseminister Massoudou hu si ganz kloer d'Wichtegkeet vun onse Projeten ënnerstrach, dëst net nëmmen am Beräich vun der Educatioun an der Beruffsausbildung oder och dem Waasser, wou mir laang Jore Chef de file waren, mee och am Domän vun der inklusiver Finanz, wou mer d'Roll vum Chef de file wäerten iwwerhuelen. Hei wäerte mir ons Expertis kënnen abréngen, fir insbesonnesch Jonken a Fraen eng ekonomesch Perspektiv ze ginn.

Am Niger, genausou wéi am Mali, am Burkina Faso an um Cap Vert, hu mer dëst Joer och nach zousätzlech Mëttel zur Verfügung gestallt am Kampf géint d'Ernärungsonsécherheet. Déi sinn Deel vun deenen zousätzlechen 20 Milliounen Euro un Hëllef an deem Beräich, vun deenen ech uganks geschwat hunn.

De Senegal bleift, trotz der wuessender Instabilitéit an der Regioun vum Sahel, en zouverlässege Partner, mat deem mer op eng laangjäreg Kooperatioun vu bal 30 Joer zréckkucke kënnen. Mir hunn onse Programme indicatif de coopération do bis Enn 2023 verlängert an och eist finanziellt Engagement ëm 13,3 Milliounen erhéicht.

D'Resultater vun der Revue à mi-parcours vum PIC, déi mer dëst Joer mat onse Partner gemaach hunn, wäerten elo afléissen an d'Identifikatioun vum neien, deem fënnefte PIC, deen 2024 wäert ulafen.

De Cabo Verde, als klengen Inselstaat, ass de Konsequenze vum Klimawandel ganz besonnech ausgesat a gläichzäiteg extreem ofhängeg vun Importer. D'Präisdeierecht vun de Liewensmëttel als Konsequenz vum Ukrainkrich huet de Cabo Verde ganz haart getraff. D'Regierung huet Enn Juni eng Situation d'urgence économique et sociale do ausgeruff. Als Reaktioun dorobber huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun dräi Milliounen Euro zousätzlech bereetgestallt, fir d'Schoulkantinnen ze finanzéieren, an dat och an de Vakanzen. Hei hëllefe mer 89.000 Kanner, ëmgerechent 20 % vun der Bevëlkerung, sech ze ernären.

Dëst schreift sech och an eis global Ënnerstëtzung vun der School Meals Coalition an. Dat ass eppes, wat mer besonnesch um Häerz läit, well et hei dorëms geet, grad deene Jéngsten a Schwächsten ze hëllefen, déi am meeschten um Honger leiden.

Dës Kris weist awer och, wéi wichteg a richteg d'Ausriichtung vun eisem aktuelle Programme indicatif de coopération mam Cabo Verde ass. Nohaltege Wirtschaftswuesstem, eng energeetesch Transitioun, Zougang zu Drénkwaasser a Klimapolitik stinn hei am Mëttelpunkt vun eiser Aarbecht, déi mer an enger Approche-pays mat de Kolleege vum Ëmweltministère an Energieministère ëmsetzen.

An Asien si mer haaaptsächlech an zwee Länner aktiv, dat am Laos, onsem prioritäre Partnerland, an an der Mongolei, engem vun onse Projetslänner.

Mam Laos markéiere mer dëst Joer de 25. Gebuertsdag, souwuel vun eisen diplomatesche Bezéiunge wéi och vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht. D'lescht Joer hu mer hei en neie PIC ënnerschriwwen, deen 2023, also d'nächst Joer, ulafe wäert.

Ufanks Dezember wäert ech elo zesumme mam Grand-Duc dohinner fueren, fir ons e Bild vun onser Entwécklungszesummenaarbecht op der Plaz ze maachen. An deem Kader wäert ech och déi néideg Accorden ënnerschreiwen, fir déi eenzel Programmer, déi mer am Laos ëmsetzen, ze lancéieren.

Am Juli dëst Joer war ech elo och an d'Mongolei, dat ënner anerem fir den 20. Gebuertsdag vun onser Entwécklungszesummenaarbecht an deem Land. Ons Projeten an de Beräicher vun der Telemedezinn a vun der kardiovaskulärer Medezinn droen e groussen Deel zur Verbesserung vun der gesondheetlecher Lag vun de Leit an der Mongolei bäi, inbesonnesch an ofgeleeëne Géigenden. Zesumme mat hirem Finanzminister hunn ech en neien Accord iwwer fënnef Joer ënnerschriwwen, fir d'Mongolei mat fënnef Milliounen Euro weider an dëse Beräicher ze ënnerstëtzen.

Am Kader vu menger Visitt hunn ech och dem FNUAP, dem Bevëlkerungsfong vun der UNO, ons Hëllef an der selwechter Héicht zougesot fir hir Projeten an den Domäner vun der Eliminatioun vun der Mammen- a perinataler Stierflechkeet. A mir wäerten och kucken, fir d'Unicef an der Mongolei an dësem Beräich ze ënnerstëtzen.

Ech hat dëst Joer och d'Geleeënheet, direkt zweemol an de Kosovo ze goen. Mir hunn hei en neie Kooperatiounsaccord ënnerschriwwen an och en MoU an der Héicht vu 35 Milliounen Euro, deen de Kader setzt fir ons Zesummenaarbecht fir d'Joren 2023 bis 2025. Mir wäerten do weiderhin an de Beräicher vun der Gesondheet an der Formatioun aktiv sinn, mat engem staarken Accent op Digitalisatioun an erneierbar Energien, dat mam Zil vum Schafe vun Aarbechtsplazen an der Verbesserung vun der ekonomescher Situatioun vun de Leit am Kosovo.

Wéi ech am Juli do war, hat ech och d'Geleeënheet, d'Manifesta 14 mat ze eröffnen. D'Kultur spillt eng ganz wichteg Roll bei der Entwécklung vun enger Gesellschaft, net just am Sënn vun der Formatioun vu Jonken an dem Schafe vun Aarbechtsplazen, mee besonnesch och am Zesummebrénge vu Gesellschaften, haaptsächlech a Kontexter wéi dem Kosovo, wou dat oft gespléckt ass. An dofir wëll ech kucken, wéi mir och soss an onse Partnerlänner Projeten am kulturelle Beräich verstäerkt ëmsetze kënnen.

Well och meng Visitt am September an de besate palästinensesche Gebidder huet gewisen, wéi wichteg d'Kultur, d'Musek an den Danz fir déi Jonk sinn, déi ënnert dem Noostkonflikt leiden. Wärend menger Missioun konnt ech déi vill Erausfuerderunge gesinn, mat deenen d'palästinensesch Bevëlkerung konfrontéiert ass, déi an der Westbank an zu Ostjerusalem wunnt. Déi weider Verschlechterung vun der Sécherheetssituatioun, dorënner eng wäitverbreete Gewalt, arméiert Afäll a Flüchtlingslageren, souwéi Restriktioune vun der palästinensescher Beweegungfräiheet a vun hirem Zougang zu Land, Ressourcen, Servicer a Beschäftegung, hu ganz grav negativ Konsequenzen op hir kierperlech a mental Gesondheet, wéi och méi breet gesellschaftlech Auswierkungen.

Geleet vun humanitäre Prinzippie leescht Lëtzebuerg humanitär Hëllef an de besate palästinenseschen Territoiren a mir setzen ons fir de Respekt vum internationalen humanitäre Recht an.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Zesumme mat onse Partner wäerte mer eis Efforten a puncto Entwécklungshëllef weiderféieren, andeems mer ausschliisslech d'Zivillgesellschaft an de besate palästinensesche Gebidder verstäerkt ënnerstëtzen, an dat a Secteure wéi der ländlecher a landwirtschaftlecher Entwécklung, der Gesondheet, dem Kampf géint Korruptioun an der psychosozialer Ënnerstëtzung.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Léif Deputéiert, Dir Dammen an Dir Hären, den Nicaragua ass zanter dësem Joer kee prioritäert Partnerland méi vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Wéi Der wësst, hate mer schonn 2019 mat onser direkter bilateraler Entwécklungszesummenaarbecht an deem Land opgehalen. An der Suite vun de Wale vum leschte Joer, déi alles anescht wéi fräi waren, an och der ëmmer weiderer Verschlechterung vun der Mënscherechtssituatioun op der Plaz, hu mer am Januar vun dësem Joer ons physesch Presenz, also d'Büroe vun der Ambassade, zougemaacht.

D'Regierung zu Managua ass ëmmer méi op Isolatiounskurs. Si huet d'Ambassadeure vun der EU a vun Holland aus dem Land gehäit respektiv zu Personae non gratae erkläert. All dat mécht d'Aarbecht an deem Land natierlech net méi einfach.

Mir wäerten awer weiderhi kucken, fir d'Populatioun an d'Zivillgesellschaft am Land iwwer Projete mat multilateralen Agencen an och mat ONGen ze ënnerstëtzen an ze stäerken, sou wéi mer dat och am Myanmar iwwer humanitär Projete maachen.

Am Salvador lafen ons Programmer och aus a mir musse kucken, wéi mer ons Kooperatioun do zukünfteg opstellen, fir der Bevëlkerung och do esou gutt wéi méiglech ze hëllefen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, d'Situatioun an onse Partnerlänner ass oft net einfach. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer ons méi breet opstellen. Wéi ech d'lescht Joer gesot hunn, reorientéiere mir ons an Zentralamerika deelweis nei a mir wäerte mat enger Rei Länner an Afrika méi enk zesummeschaffen.

Am Nicaragua, hunn ech elo just gesot, hu mer d'Büroe vun der Ambassade am Januar zougemaach. Et ass awer wichteg, dass mer an der Regioun present sinn, present bleiwen, eng Regioun, an där mer säit den 90er-Joren aktiv sinn.

Op der Basis vun de Resultater vun Iwwerleeungen, déi mer d'lescht Joer lancéiert hunn, hu mer wëlles, an Zentralamerika déi regional Zesummenaarbecht verstäerkt ze ënnerstëtzen. Et geet ons drëm, eng méi inklusiv an nohalteg regional Integratioun ze färderen. Mir hunn dofir wëlles, méi verstäerkt mam Costa Rica zesummenzeschaffen.

Firwat de Costa Rica? Ee Grond dofir ass, dass de Costa Rica e stabillt Land ass, e Pôle de stabilité an der Regioun. Dir wësst och, dass mer iwwert den FCCF, de Forestry and Climate Change Fund, scho säit Joren do aktiv sinn, wierklech e Projet, dee Succès huet.

Doriwwer eraus ass och de Costa Rica un der Stäerkung vun der regionaler Zesummenaarbecht am Sënn vun enger Coopération triangulaire interesséiert. Dat heescht net, dass de Costa Rica elo e prioritäert Partnerland vun der Kooperatioun wäert ginn. Mir sinn natierlech weiderhin op déi mannst developpéiert Länner konzentréiert.

Mee de Costa Rica soll als eng Plattform, en Hub, fungéieren, als Basis fir ons Kooperatioun an a mat de Länner aus der Regioun, wéi och aner EU-Memberstaate wéi Frankräich, gradesou wéi d'Europäesch Unioun selwer dat mécht, well si organiséieren och hir Kooperatioun an der Regioun vu San José aus. Mir wäerten dofir och ons Ambassade aus dem Nicaragua an de Costa Rica transferéieren.

Am Februar dëst Joer war ech och am Benin, engem Nopeschland vum Burkina Faso an dem Niger um Golf vu Guinea. De Benin steet op der Lëscht vun der OCDE vun deene sougenannten „am mannsten entwéckelte" Länner op der Welt. Bei där Geleeënheet hu mer eng Lettre d'entente ënnerschriwwen, fir ons Zesummenaarbecht ze verstäerken a Secteure wéi der berufflecher Ausbildung an der inklusiver an nohalteger Finanz.

Zesumme mat der Belsch wäerte mer ënnert anerem e Projet ëmsetzen, deen zum Zil huet, eng nohalteg a lokal Landwirtschaft ze ënnerstëtzen an ze stäerken. Dobäi wäerte mer och a Beräicher wéi der Gouvernance an dem Rechtsstaat an och der Ëmwelt an dem Klimawandel aktiv sinn. Fir dës Zesummenaarbecht kënne méi effikass ëmzesetzen, wäerte mer 2023 och hei e Büro opmaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Ruanda gehéiert genausou wéi de Benin zu deene sougenannten am mannsten entwéckelte Länner op der Welt. E war wärend laange Joren e Partnerland vun der Kooperatioun an eng Rei vu Lëtzebuerger ONGe sinn haut am Ruanda aktiv, ënner anerem an der Educatioun, an der Beruffsausbildung, an der Gesondheet an an der Preventioun vu Konflikter.

Ons Kooperatiounsagence, d'LuxDev, huet am September hei e Büro opgemaach zu Kigali, fir ons Zesummenaarbecht och mat onsen europäesche Partner sur place ze verdéiwen. Esou wäerte mer zum Beispill och hei mat der Belsch e grousse Projet ëmsetzen, fir nohalteg an inklusiv Landwirtschaft ze ënnerstëtzen an domat zu der Ernärungssécherheet am Ruanda bäizedroen.

Ech war d'lescht Joer op d'Plaz, genausou wéi am Juni dëst Joer zesumme mam Staatsminister. D'Besoinen genau wéi d'Potenzial am Ruanda si grouss. A gläichzäiteg muss ee selbstverständlech och am Hannerkapp behalen, dass do, wéi an enger Rei vun onsen anere Partnerlänner, net alles perfekt ass, bei Wäitem net. Et däerf een op kee Fall d'Ae verschléisse virun de Problemer, déi et och hei a puncto Rechtsstaat a Respekt vun de Mënscherechter gëtt.

Dofir hunn ech dat och bei menge Visitten d'lescht Joer an och am Juni dëst Joer ganz direkt ugeschwat an ech hu bei menge Gespréicher, sief dat mam Ausseminister oder mam Finanzminister, e ganz oppent Ouer derfir fonnt. Ech kann Iech och soen, dass mer bei eiser Entrevue mam President vum Ruanda och en oppent Ouer fir déi Theeme fonnt hunn.

Mir ass et wichteg, dass mir ons an deene Länner, an deene mer present sinn, fir d'Verbessere vum Respekt vun de Mënscherechter an dem Rechtsstaat asetzen. Dat kënne mer awer just maachen, wa mer sur place sinn, wa mer déi Saachen eeben uschwätzen. Et kann een entweeder d'Situatioun ignoréieren an de Kapp an de Sand stiechen oder et kann ee Problemer, déi et gëtt, aktiv ugoen a probéieren, eppes ze änneren an d'Situatioun ze verbesseren. Ech wäert ëmmer zu där zweeter Kategorie gehéieren.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | D'ekonomesch Dimensioun ass sécher eng wichteg Dimensioun vun der Entwécklung vun engem Land, mee et ass an däerf net déi eenzeg sinn. An dofir wäerte mer verstäerkt Projete maachen, déi ganz prezis dorop hinzilen, de Schutz vun de Mënscherechter ze verbesseren. An deene Länner, an deene mer aktiv sinn, wäerte mer en Deel vun onsem Budget dorop verwennen, fir Projeten ëmzesetzen, déi zum Zil hunn, ganz spezifesch de Respekt vun de Mënscherechter ze stäerken. A mir wäerte weiderhi sougenannt Défenseurs des droits humains ënnerstëtzen, wéi mer dat zum Beispill mat der ONG Front Line Defenders maachen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Excellences, léif Nolauschterer, an engem Mount wäerte mer op den Assisen och d'Geleeënheet hunn, fir iwwert dat Theema ze schwätzen. Nieft der Sécurité alimentaire wäerten d'Mënscherechter als zweet Haapttheema op den Assisen ugeschwat ginn. Ech hätt do gären e breeden Austausch zu deem Theema, fir nei Iddien an deem Beräich ze diskutéieren an duerno ëmzesetzen.

An ech si frou, dass mer no dräi Joer endlech erëm kënnen d'Assisen en présentiel halen. Et ass wichteg fir d'Kooperatioun zu Lëtzebuerg, deen Austausch ze hunn. An et ass och gutt, dass de Cercle des ONG erëm bereet ass, en Deel vun den Assisen ze gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësen onsécheren Zäiten ass et indispensabel, sech kënnen op staark Partner ze stäipen, fir ons Ziler ëmzesetzen. A gläichzäiteg ass et wichteg, dass mer selwer, selwer e verlässleche Partner um internationale Plang sinn. Dofir ass a bleift ons multilateral Kooperatioun en elementare Bestanddeel vun onsen Aktivitéiten.

D'Ofkommessen, déi mer d'lescht Joer mat verschiddenen UNO-Agencen ënnerschriwwen hunn, hu mir dëst Joer duerch eng Rei weider Partenariater ergänzt. Ech sinn houfreg, dass mer am Juli eisen éischte Partenariat mat UN Women fir 2023 bis 2025 konnten ënnerschreiwen. Dëse setzt e kloert Zeeche fir eng nach méi enk Zesummenaarbecht fir d'Rechter an d'Autonomie vun de Fraen a Meechercher op der ganzer Welt.

Donieft hu mer am Ufank vum Joer och en neit Partenariat iwwer véier Joer mat der Internationaler Organisatioun fir d'Aarbecht, der OIT, ënnerschriwwen. D'Covidkris huet gewisen, wéi wichteg sozial Schutzsystemer sinn, fir d'Mënsche virun alldeegleche Risiken, systeemesche Krisen a Schocken ze schützen. An dorop wäerte mer mat der OIT schaffen.

Ons Entwécklungszesummenaarbecht schreift sech selbstverständlech och weiderhin an eng gemeinsam europäesch Approche an. D'Zesummenaarbecht vun der Europäescher Unioun ass iwwert déi lescht Joren ëmmer méi enk ginn an huet am Team Europe säin Ausdrock fonnt.

Ob am Kontext vun der Covidpandemie oder och bei der aktueller Ernärungskris, d'Team Europe huet bewisen, dass mer zesummen als Europäer séier an effikass kënnen hëllefen. Duerch eng effizient Koordinatioun ënner europäesche Partner konnte mer zum Beispill zesummen zousätzlech 600 Milliounen Euro mobiliséieren, fir géint den Honger an Afrika, der Karibik an dem Pazifik virzegoen.

Mir wäerten ons um europäesche Plang weider fir ons Valeuren a Prioritéiten asetzen an insbesonnesch derfir, dass och déi europäesch Entwécklungszesummenaarbecht sech weiderhin op déi Länner konzentréiere soll, wou d'Besoinen am gréisste sinn, an deene Mënschen hëllefe soll, déi am meeschten an der Nout sinn.

Déi nei Strategie vun der EU, de Global Gateway, ass e wichtegt Instrument fir den Engagement mat Drëttstaaten. Bei der Ëmsetzung vun där Strategie dierfe mer als Europa op kee Fall eis fundamental Visioun, eis fundamental Valeuren a Prinzippien aus den Ae verléieren: D'nohalteg Entwécklungsziler, d'Geschlechtergerechtegkeet an eng ambitiéis Mënscherechtspolitik mussen eis éischt Prioritéite bleiwen.

Mir sinn, dat wësse mer alleguer, net dat gréisste Land op der Welt mat deene meeschte Moyenen. Mir brauchen ons europäesch an international Partner, ouni déi mer ons nohalteg Entwécklungsziler net kéinten ëmsetzen. Dofir ass dës Zesummenaarbecht ëmsou méi wichteg an ech si frou, dass mer se weiderféieren an nach verstäerke konnten. Mee net nëmmen op europäeschem an internationalem Plang brauche mer staark Partner.

Fir eng modern an innovativ bilateral Kooperatioun ëmzesetzen, brauche mer och eng effikass, kompetent an engagéiert Agence d'exécution, déi bereet ass, nei Weeër matzegoen. Mir brauchen eng Agence, déi gutt opgestallt ass fir ze hëllefen, ons bilateral Kooperatiounspolitik ëmzesetzen, an enk mat ons zesummeschafft, sief dat hei an der Capitale, wéi mer soen, oder um Terrain.

Zu deem Zweck hu mer an de leschte Wochen a Méint och déi néideg Ännerungen an der Gouvernance vun onser Agence, der LuxDev, gemaach. Mir hunn nei Statuten, en neie Conseil d'administration an en neien Directeur général en place gesat, dat alles mam Zil, eng méi effikass an eng méi innovativ Kooperatiounspolitik wéi virdru kënnen ëmzesetzen.

Ech erwaarde mer dovun eng besser an eng méi enk Zesummenaarbecht, fir ons Projete méi séier a méi effizient ze formuléieren an duerno um Terrain och ëmzesetzen. An ech muss soen, dass ganz vill Leit vun der LuxDev, déi ech reegelméisseg op menge Visitten a Reunioune begéinen, eng exzellent Aarbecht maachen a motivéiert sinn, déi nei Weeër och mat anzeschloen.

En anere wichtege Partner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun sinn d'ONGen. Si hunn eng ganz wichteg Roll an onser Kooperatioun ze spillen. Si sinn um Terrain, si schaffe ganz enk mat lokale Partner zesummen a si kennen d'Besoine vun de Leit.

Wéi ech elo am Juli a Palästina war, konnt ech mer e Bild maache vun der schrecklecher Situatioun op der Plaz a vun de schwieregen Ëmstänn, an deene vill Kanner liewen oder, besser gesot, iwwerliewe mussen. An ech konnt op en Neits erëm gesinn, wéi eng wichteg Aarbecht d'ONGen op der Plaz maachen, zum Beispill am Beräich vun der psychologescher Ënnerstëtzung vun de Kanner, déi ënnert dem Konflikt an der Oppressioun leiden.

E Projet wéi den Teacher Creativity Center zu Bethlehem ass kruzial, fir d'Kanner opzefänken an hinnen ze hëllefen, fir mat hirem Leed, dat se dagdeeglech an de besatene palästinensesche Gebidder erliewen, fäerdegzeginn.

91 Lëtzebuerger ONGen hu beim Ministère en Agrement. Si setzen insgesamt ronn 16 % vun onser Entwécklungshëllef ëm. Aktuell finanzéiert de Ministère 23 Entwécklungs-accord-cadren, 2 Accord-cadren am Konsortium an 93 Entwécklungsprojeten, déi vu 60 ONGen ëmgesat ginn.

D'ONGe bleiwe vun de weltwäite Verwerfungen an der domat verbonnener Präisdeierecht natierlech net verschount. Mee ech hunn et d'lescht Joer gesot, an et ass mer wichteg, et hei nach eng Kéier ze ënnersträichen: An Zäite vu Covidpandemie a vun enger Baisse vun eisem RNB hate mer onsen Engagement an ons Ënnerstëtzung fir d'ONGe konstant ganz héich gehalen. Et ass zu kengen Aspuerungen oder Aschnëtter bei den ONGe komm. Am Géigendeel: De Ministère huet sech a Covidzäite ganz flexibel gewisen an huet senge Partner et erlaabt, Budgeten ëmzeverdeelen, do wou se am meeschte gebraucht gi sinn.

An dat ass och an der aktueller Situatioun net anescht. Dofir hu mer och derfir gesuergt, dass an de Budgete vun de Projeten déi néideg Flexibilitéit genotzt ka ginn, fir op déi aktuell Situatioun ze reagéieren. Do wou nach Sputt no uewe war am Kader vun de virgesinne gesetzleche Limitten, konnten d'ONGen zousätzlech Ënnerstëtzung ufroen.

Mee mir ass et wichteg, dass d'ONGen déi essenziell Aarbecht, déi se an der Entwécklungszesummenaarbecht leeschten, och weiderhi kënne maachen. An dofir wäerte mer hinnen eng zousätzlech Ënnerstëtzung bei hire Frais administratifs ginn. Mir wäerten also de Plaffong, dee bei der Berechnung vun de Frais administratifs réels geholl gëtt, fir d'Ënnerstëtzung vum Staat ze rechnen, erëm vu 14 % op 15 % eropsetzen. Dat heescht ganz konkreet, dass mer déi Moossnam, déi 2016 decidéiert gi war, erëm réckgängeg maachen, fir domat ons ONGen an hirer Aarbecht ze stäerken.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Wéi ech d'lescht Joer ugekënnegt hat, leeë mer e verstäerkten Akzent op d'Sensibilisatioun an d'Entwécklungseducatioun, woubäi d'ONGen e wichtege Partner sinn. Dofir hu mer dëst Joer och déi finanziell Mëttelen op där Budgetslinn staark an d'Luucht gesat, vun 2,7 Milliounen Euro 2021 op 4 Milliounen Euro dëst Joer. A mir hunn zwee Mandater fir de CITIM, de Centre d'information Tiers Monde, a fir Rethink Your Clothes verlängert. Dat ass e Projet, dee mir och als Ekonomiesminister ganz staark um Häerz läit. Et geet hei drëms, d'Leit doriwwer ze sensibiliséieren, wou hir Kleeder hierkommen, wéi se produzéiert ginn, an e Bewosstsinn dofir ze schafen, wéi wichteg eng nohalteg Produktioun an d'Benotze vu Kleeder sinn, an eis och ze weisen, wou se landen.

An ech géif all déi, déi dat nach net gesinn hunn, invitéieren, sech dat ukucken ze goen an de „Lët'z Refashion"-Shop, deen um Roude Pëtz ass, wou eng ganz androcksvoll Expositioun ass vun enger ONG aus dem Ghana, déi eis weist, wou eis Fast Fashion konkreet lant. An där Beispiller gëtt et natierlech eng sëlleger an eise Gesellschaften.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Léif Deputéiert, nieft der Ënnerstëtzung fir ons ONGe gi mir och all Joer jonken Unis- oder BTS-Absolventen d'Méiglechkeet, sech am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an der Action humanitaire ze engagéieren. Se kënnen esou éischt berufflech Erfarungen um Terrain sammelen, sief dat als Junior Professional Officer oder Volontaire bei den UNO-Agencen, als Assistants techniques juniors bei der LuxDev an de prioritäre Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun oder an enger EU-Delegatioun als Jeunes experts bei der EU-Kommissioun oder beim Auswäertegen Déngscht vun der Europäescher Unioun.

Här President, d'Finanzministesch huet et virun engem Mount gesot, wéi se de Budget fir 2023 virgestallt huet: D'Zeeche vun der wirtschaftlecher Entwécklung sinn net esou positiv, wéi mer ons dat géife wënschen. Trotzdeem wäert ons APD duerch déi wirtschaftlech Entwécklung 2022 dëst Joer viraussiichtlech fir d'éischte Kéier iwwer 500 Milliounen Euro leien. An d'Regierung wäert, wéi och déi Jore virdrun, un hirem Zil festhalen, 1 % vun onsem Bruttonationalakommes fir d'Entwécklungs- an d'humanitär Hëllef opzewenden.

Well mir sinn net eleng op der Welt an e Stuerm bei onsen Noperen huet ëmmer och Konsequenzen op ons. D'Nout an der Welt gëtt net méi kleng, an dofir ass et selbstverständlech, dass mir alles maachen, fir dergéint unzekämpfen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dës Ried dëst Joer dem Ann Kemmer a senger Famill widmen.

D'Ann Kemmer, ons jonk Chargée d'affaires am Niger, ass leider virun e puer Woche ganz onerwaart verstuerwen. D'Ann war eng extreem kompetent, engagéiert a léif Persoun, déi sech bei ons säit Laangem ganz staark fir d'Entwécklungszesummenaarbecht agesat huet. An onser Kooperatiounsfamill an doriwwer eraus huet d'Ann e grousst Lach hannerlooss a mir wäerten et ni vergiessen.

Ech wëll op dëser Plaz awer och dem Raymond Bausch gedenken, dee vill ze fréi vun ons gaangen ass an dee mat ganz vill Engagement ee Joer laang de Conseil d'administration vun der LuxDev geleet huet.

Zum Schluss wëll ech jiddwerengem Merci soen, dee sech mat eis zesummen asetzt, fir iwwert d'Kooperatioun an d'humanitär Hëllef d'Welt dobaussen zu enger besserer ze maachen, sief dat bei der LuxDev oder bei den ONGen, déi esou eng wichteg Aarbecht hei zu Lëtzebuerg an um Terrain leeschten, oder och bei onsen internationale Partner bei der EU oder bei den UNO-Agencen, mee awer och menge Leit am Ministère an op den Ambassaden, ouni déi mer dat alles net kéinten ëmsetzen an déi dat ganzt Joer esou engagéiert a motivéiert schaffen. Ouni Iech all kéinte mer ons Ziler net erreechen.

An et ass just zesummen, an enger globaler Solidaritéit, wéi mer déi grouss Erausfuerderunge kënne meeschteren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Kooperatiounsminister Franz Fayot. Ech ginn dem Här Kooperatiounsminister Akt vu senger Deklaratioun.

Muer de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.43 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Brûleurs diesel	6719	Fred Keup	77
Cyberattaque sur le groupe Encevo	6724	Sven Clement	77
Hausse du prix du gaz	6750	Gilles Roth	78
Prix de l'électricité sur les bornes de recharge	6752	Marc Goergen	78
Production d'armes	6767	Mars Di Bartolomeo	79
Incidence de l'inflation sur les coûts des hôpitaux	6799	Gilles Baum, André Bauler	79
Égalité entre hommes et femmes dans le domaine du sport	6800	Carole Hartmann, Claude Lamberty	79
Marquage routier fluorescent	6801	Marc Goergen	80
Affichage d'informations sur les bornes de recharge	6804	Marc Goergen	80
Taux d'occupation des lits en soins intensifs	6807	Jeff Engelen	80
Plan de délestage en cas de coupure de gaz naturel	6811	Max Hahn	81
Amende pour un réseau social	6817	Mars Di Bartolomeo	81
État de la N7 entre « Këppenhaff » et « Fridhaff »	6819	André Bauler	81
Contrôle à distance de la température par le « Smartmeter »	6824	Fred Keup	82
Accusations envers la présidente du conseil d'administration de Cargolux	6829	Sven Clement, Marc Goergen	82
Risque d'un retour de la poliomyélite	6830	Josée Lorsché, Marc Hansen	82
Stratégie dans le domaine des crypto-actifs	6831	Laurent Mosar	82
Réforme du cadre budgétaire européen	6832	François Benoy	83
Plainte contre la taxonomie verte de l'UE	6833	Fred Keup, Fernand Kartheiser	84
Expulsions d'élèves	6834	Fred Keup	84
Développement durable dans la coopération	6835	Fred Keup	85
Contrat-type d'agrément des médecins libéraux	6836	Laurent Mosar	85
Populations de poissons	6837	Fred Keup	86
Mise en berne des drapeaux nationaux	6838	Simone Asselborn-Bintz, Dan Biancalana	86
Réserves pétrolières nationales	6839	Fred Keup, Fernand Kartheiser	86
Changement d'horaires des trains de la ligne 10	6840	André Bauler	87
Réglementation des engrais	6841	Martine Hansen	87
Résiliation du contrat d'un médecin psychiatre par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation	6842	Laurent Mosar	88
Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan	6843	Fernand Kartheiser	88
Plateforme d'échange de données nationale	6844	Fernand Kartheiser	88
Ligne scolaire A05 entre Niederwampach et Clervaux	6845	Jeff Engelen	89
Chauffeurs d'autobus	6846	Jeff Engelen	89
Information des communes des changements d'horaires des transports publics	6847	Marc Lies	89
Pannes d'électricité	6849	Marc Spautz	90
Changement d'horaires des trains de la ligne 10	6850	Martine Hansen	90
Santé mentale	6851	Max Hengel	91
Initiation des chauffeurs du service Adapto	6852	Martine Hansen	91
e-Bichelchen	6853	Martine Hansen	92
Exclusion de Taiwan de l'« International Civil Aviation Organization »	6854	Fernand Kartheiser	92
Moyens des offices sociaux	6855	Léon Gloden	92
Aides financières pour l'Ukraine	6857	Fernand Kartheiser	93
Prise de rendez-vous pour un test tuberculine auprès de la Ligue médico-sociale	6858	Carole Hartmann	93
Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan	6859	Laurent Mosar	94
Étiquette d'oreille pour bétail	6860	Martine Hansen	94
Directeur général de lux-Airport	6861	Gilles Roth, Serge Wilmes	94
Droit à l'accompagnement du patient	6862	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	94
Distribution de l'huile de cannabis	6864	Sven Clement	95
Prime énergie pour l'année 2022	6865	Myriam Cecchetti	95
Allocation de vie chère et prime énergie	6866	Marc Goergen	95
Mise à disposition de voitures de leasing	6867	Léon Gloden	95
Prêts immobiliers contractés par des acquéreurs de logements réalisés par les promoteurs publics	6868	Nathalie Oberweis	96
Lutte contre le travail forcé	6869	Fernand Kartheiser	96
Impact de la baisse du taux de la TVA pour les entreprises	6870	Roy Reding	97
Investissements dans les « start-up »	6871	Roy Reding	97
Attractivité de la place financière	6872	Roy Reding	97
Vaccins périmés	6873	Sven Clement	97
Jugement de la Cour de justice de l'Union européenne concernant la conservation des données	6874	Gilles Roth, Laurent Mosar	98
Parking du Lycée technique agricole Gilsdorf	6876	Martine Hansen	98
Session ordinaire 2022-2023			
Licenciements chez Husky Technologies	7847 urgente	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	99

Brûleurs diesel | Question **6719** (26/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi d'Regierung an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6042 schreift, ginn am Fall vun enger Gasknappheet de Wanter fir d'éischt déi grouss Betriber ofgeschalt. Wéi haut am „Quotidien" ze liese war, kéinte vill Betriber hiert Gasspuerpotenzial erhéijen, wann si méi staark op Dieselaggregater zeréckgräifen. Eng Rei Betriber halen sech sou Apparater als Reserveinfrastruktur, fir de Fall vu gréisseren Aarbechten un hirem Gasequipement. Weider war am „Quotidien" awer ze liesen, datt d'Autorisatioun fir den Asaz vun esou Generatoren d'Limitatioun op eng prezis Unzuel u Stonne pro Joer virgesäit.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung sech virstellen, am Fall vun enger Gasknappheet kuerzfristeg provisoresch Autorisatiounen ouni zäitlech Asazlimitt fir Dieselaggregater auszestellen, fir de Betriber an der Noutsituatioun eng méiglechst onbürokratesch Ëmstellung ze erméiglechen?

Réponse (10/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Dieselaggregater, esou wéi se zum Beispill als Noutstroumaggregater agesat ginn, brauche keng Autorisatioun vum Ëmweltminister, et brauchen dohier och keng provisoresch Autorisatiounen ausgestallt ze ginn.

Dieselaggregater brauchen awer ab enger bestëmmter Gréisst eng Geneemegung vum Aarbechtsminister op Basis vum Kommodosgesetz. Dës Geneemegunge gesinn allerdéngs keng zäitlech Asazlimitt vir.

Cyberattaque sur le groupe Encevo | Question **6724** (26/08/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 22. Juli gouf et eng Cyberattack op den Energiekonzern Encevo, bei deem leider vill perséinlech Donnéeë vu Clientë geklaut goufen. Betraffe Clientë

kruten elo ee Bréif, an deem se op méiglech Phishing-Tentative preparéiert ginn a wou gebiede gëtt, dësen op kengem Fall nozekommen.

Ënnert deenen Donnéeën, déi geklaut goufen, fannen sech och d'Bankdonnéeë vun de Clienten, wat et den Hackere kéint erlaben, ee SEPA-Direct-Debit-Mandat ze initiéieren, wëssend, dass dëst Mandat komplett digital agereecht ka ginn an d'Kontroll, ob Ënnerschréfte vun de Clienten tatsächlech virleien, nëmmen ex-post ka gemaach ginn, nodeems de Client reklaméiert an eng Transaktioun annuléiert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Waren d'IBAN-Donnéeën, déi bei der Fuite vum 22. Juli bei Encevo geklaut goufen, verschlësselt? Falls jo, wéi eng Verschlësselungsmethod gouf hei agesat?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi potenziell Affer vu Bedruch duerch d'Bréiwer vun Encevo genuch gewarnt goufe viru méiglech falschen Ofbuchungen?

3. Firwat gouf net op dem Client säi Recht ënnert den SDD-Reegelen higewisen, fir frauduléis Domiciliatioune wärend 180 Deeg réckofwéckelen ze loossen?

Réponse (10/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Op Nofro huet de Grupp Encevo informéiert, dass d'IBAN-Donnéeë vun hire Clienten, déi an hire Systemer respektiv Base-de-Donnéeë stockéiert sinn, duerch appropriéiert technesch an organisatoresch Mesurë securiséiert sinn, déi den héchste Standarden an de beschte Praktiken an deem Beräich gerecht ginn. Déi Systemer sinn den 22. Juli net attackéiert ginn, mee verschidden aner Fichieren, déi IBAN-Nummeren enthalen hunn, si bei der Attack illegalerweis extrahéiert ginn. Doropshin huet Encevo de potenzielle Risiko analyséiert, dee besteet, wann een IBAN-Nummeren zesumme mat anere perséinlechen Donnéeë probéiert ze mëssbrauchen. D'Resultat dovunner ass, dass ausser „phishing" et eigentlech net méiglech ass, mat deenen Donnéeë frauduléis Transaktiounen ze maachen, well d'Banke mëttlerweil eng Zwee-Facteur-Identifikatioun verlaangen, fir kënnen online Iwwerweisungen ze maachen. Dem Kenntnisstand vun Encevo no si bei der Cyberattack keng Donnéeën iwwer Kreditkaartennummeren oder Passwierder piratéiert ginn.

ad 2. Encevo huet iwwer d'Cyberattack mat Hëllef vu verschiddene Medien informéiert, sou wéi déi legal Virschréften dat virgesinn. Nieft der Notifikatioun un d'CNPD huet Encevo iwwer d'Medie mat Hëllef vu Pressecommuniquéen informéiert mam Zil, sou vill wéi méiglech Leit ze erreechen. Do dernieft huet Encevo een dediéierten Internetsite opgemaach (https://www.encevo.eu/en/encevo-cyberattack) an eng Telefonsnummer en place gesat, fir hire Callcenter ze kontaktéieren, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, ee Maximum vun Informatiounen iwwer d'Cyberattack an de Klau vun Donnéeë kënnen ze kréien.

Wa Clienten identifizéiert gi sinn, déi duerch d'Attack concernéiert waren, dann hunn déi Clienten eng detailléiert Notifikatioun a Bréifform kritt, sou wéi den Artikel 34 vum GDPR dat virgesäit. D'CNPD huet den Inhalt vun deene Kommunikatioune matgedeelt kritt an hat keng weider Kommentaren oder Demandë fir ze änneren. An deene Bréiwer huet Encevo genee erkläert, wéi eng Donnéeë betraff waren a wéi ee potenzielle Risiko a Konsequenzen aus deene Fuitte kéinte resultéieren. Weiderhi sinn och nach verschidde méi konkreet Recommandatioune gemaach gi fir ze verhënneren, dass déi geklauten Donnéeë frauduléis oder abusiv genotzt kënne ginn.

ad 3. Encevo selwer hätt keng Informatiounen a wier och net vu Clienten oder vun hire Banken an deem Sënn kontaktéiert ginn, dass Bankdonnéeën op onéierlech oder frauduléis Manéier iergendwéi benotzt gi wieren, och net fir frauduléis Domiciliatiounen oder Versich vu sou frauduléisen Domiciliatiounen. D'Absicht vun de Bréiwer, déi betraffe Cliente gescheckt kruten, wier gewiescht, fir hinne prezis Recommandatiounen ze ginn, besonnesch fir hir Bank ze kontaktéieren an iwwert den Dateklau ze informéieren an an nächster Zäit besonnesch gutt ze kontrolléieren, ob ongewéinlech Beweegungen op hirem Bankkonto stattfonnt hunn.

A Consideratioun vun de bestoende Sécherheetsreegelen am Bankeberäich, dorënner déi fir SEPA Direct Debit (SDD), wier Encevo zur Schlussfolgerung komm, dass et net noutwenneg wier, fir de betraffene Clienten ze recommandéieren, fir hir Bankkontoen zouzemaachen.

Hausse du prix du gaz | Question **6750** (31/08/2022) de **M. Gilles Roth** (CSV)

An engem Communiqué huet Enovos Detailer ginn zu der Hausse vun de Gaspräisser vum 1. Oktober un. Deemno hätt en Duerchschnëttshaushalt vu véier Leit mat engem duerchschnëttleche Joresverbrauch vun 3.300 Kubikmeter an Zukunft Gaskäschte pro Joer vu 5.400 Euro. Dat si ronn 2.400 Euro méi, wéi aktuell fir déi selwecht Quantitéit muss bezuelt ginn. Dës an aner Präishaussë bei Energieträger wäerten e substanziellen Impakt op de finanzielle Spillraum vu ville Menagen hunn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Finanzminister an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Wéi ass déi aktuell Gewiichtung vu Gas, Heizungsmasutt, Stroum a Carburant (Bensinn an Diesel) am Index-Wuerekuerf?

– Wéi misst déi Gewiichtung opgrond vun den aktuellen a kommende Gaspräisser (vum 1. Oktober un) ugepasst ginn?

– Wat wier den Afloss op d'Declenchéiere vun enger nächster Indextranche, wann een der reeller Gewiichtung – i. e. eng Gasrechnung, déi par rapport zum leschte Joer 2.400 méi héich ass – géif Rechnung droen?

Réponse (10/10/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

D'Gewiichtung vun den eenzele Positiounen am Indice des prix à la consommation national (IPCN) gëtt all Joer iwwert e Règlement grand-ducal fixéiert. Dësen Tableau gëtt eng Iwwersiicht iwwert d'Gewiichtung vum Stroum, Gas, Heizungsmasutt, Diesel a Bensinn am IPCN fir d'Joer 2022:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

De „règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 concernant l'établissement de l'indice des prix à la consommation" gesäit a sengem Artikel 2 vir, dass:

« la liste des positions de référence de l'indice des prix à la consommation et de leur pondération est révisée annuellement pour tenir compte des modifications dans les habitudes de consommation ».

E gesäit zousätzlech vir, dass:

« les révisions annuelles de la liste des positions de l'indice et de leur pondération font l'objet de règlements grand-ducaux à prendre chaque année [...] ».

Dës annuell Revisioun vum Gewiichtungsscheema gëtt am Kader vun der „Commission Indice des prix" an am Conseil économique et social (CES) aviséiert. D'Beruffschambere ginn och am Kader vun der järlecher Revisioun vum Gewiichtungsscheema konsultéiert.

D'Gewiichtungsscheema gëtt gemengerhand vum Privatkonsum vun de Stéit aus den Nationalkonte vum virleschte Joer (t-2) ofgeleet, an op d'Präisser vum leschte Joer (t-1) aktualiséiert, ënnert der Hypothees, dass strukturell Ännerungen am private Konsum iwwert déi Period limitéiert sinn.

Duerch d'Covidkris ass d'Konsumstruktur zanter 2020 awer staark beaflosst ginn, an eng einfach Präisaktualiséierung geet net méi duer, fir d'Representativitéit vum Gewiichtungsscheema ze garantéieren. Am Aklang mat de methodologeschen Empfeelunge vun Eurostat[1] berout d'Gewiichtungsscheema 2023 dofir op de leschte verfügbaren Donnéeën an deckt d'Period vum véierte Quartal 2021 bis zum drëtte Quartal 2022 of, op d'Präisser vun Dezember 2022 aktualiséiert. Well dës Donnéeën eréischt am Januar 2023 wäerte verfügbar sinn, kann zum aktuellen Zäitpunkt nach net gesot ginn, wéi d'Gewiichtung vun den eenzele Positiounen am Verbraucherpräisindex IPCN fir 2023 wäert ausgesinn.

Prix de l'électricité sur les bornes de recharge | Question **6752** (01/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op RTL gëtt den Enovos-Direkter an engem Artikel zu den héije Gaspräisser vun haut (31. August) zitéiert. Laut dem Direkter wier dëst Joer de Präis vum Stroum ëm 2,5 % an d'Luucht gaangen, fir d'nächst Joer misst ee mat „signifikanten" Haussë vun 30 % bis 40 % fir Privatpersoune rechnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wäerten d'Präisser vum Stroum op den Elektroborne méi deier ginn? Wa jo, ëm wéi vill?

2. Wann d'Präisser an d'Luucht ginn, wäert d'Regierung hei Hëllefe fir d'Konsumenten ubidden, fir dass dës duerch den Ëmstig op en Elektroauto net bestrooft ginn an d'Kafe vun esou engem Auto attraktiv bleift?

Réponse (10/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass schwéier, pauschal ofzeschätzen, wéi héich dës Hausse wäert sinn, well et gréisstendeels dovun ofhänkt, wéi déi eenzel Bornebedreiwer hire Stroum akafen. Dobäi ass ze bemierken, dass den Endpräis op de Borne sech net eleng aus den Energiekäschten zesummesetzt, mee och aus dem Netztariff, den Taxen an de Käschten, fir d'Borne selwer ze amortiséieren. Do dernieft ass bei den ëffentlech zougängleche Luedstatiounen den Endpräis och ofhängeg dervun, wéi de Luedservice-Provider (Fr: fournisseur de service de charge) eng Präishausse op seng jeeweileg Tariffstruktur (Präis pro geluede Kilowattstonn, Abonnementspräis, ...) applizéiert.

ad 2. D'Regierung huet am Kader vun der Tripartite eng Stabiliséierung vun de Stroumpräisser fir Haushaltsclienten op den Niveau vun 2022 decidéiert.

[1] https://ec.europa.eu/eurostat/documents/10186/10693286/Guidance-on-the-compilation-of-HICP-weights-incase-of-large-changes-in-consumer-expenditures.pdf
https://ec.europa.eu/eurostat/documents/10186/10693286/Derivation-of-HICP-weights-for-2022.pdf/

Dëst kënnt domadder och de Leit zegutt, déi hiren Elektroauto doheem lueden. D'Regierung ass och amgaangen ze kucken, wéi eng Mesurë sënnvoll an noutwenneg si fir d'Notzer vun den ëffentlech zougänglechen Elektrobornen.

Production d'armes | Question **6767** (05/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Grand-Duché de Luxembourg n'étant pas producteur industriel d'armes, des holdings et des fonds opérant au Luxembourg sont régulièrement cités dans la presse en relation avec des entreprises internationales fabriquant des armements.

– J'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre des Finances quelle est, en l'absence d'une production d'armes, l'importance de notre place financière dans ce domaine, ceci en matière d'actionnariat respectivement de financement sur le plan international.

Réponse (10/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert de l'importance de l'actionnariat et du financement de notre place financière dans le domaine de la production d'armes, sur le plan international.

Le Ministère des Finances ne dispose pas de données granulaires sur les entreprises dans lesquelles ont investi les fonds d'investissement luxembourgeois et ne saurait donc fournir ces informations.

Néanmoins, il convient de rappeler que le Luxembourg a prévu, à l'article 3 de la loi 4 juin 2009 portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo le 3 décembre 2008, qu'« il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives ».

Par ailleurs, la majorité des stratégies d'investissements durables excluent des investissements dans la production d'armes.

De manière générale, une stratégie d'investissement durable va au-delà d'une analyse conventionnelle du rendement/risque et inclut les aspects de durabilité dans l'analyse des sociétés avant l'investissement.

Dans cette logique, c'est généralement une analyse d'exclusion qui est effectuée dans un premier temps, permettant d'éliminer complètement certains secteurs d'activité.

Incidence de l'inflation sur les coûts des hôpitaux | Question **6799** (09/09/2022) de **M. Gilles Baum** | **M. André Bauler** (DP)

L'inflation actuelle de 6,8 %, notamment due à l'augmentation des prix de l'énergie, pèse sur le pouvoir d'achat des ménages. Dans ce cadre il convient de s'interroger sur l'incidence de l'inflation sur les coûts à supporter par les hôpitaux du pays, ceci notamment en raison de leur consommation en énergie élevée et de l'augmentation du coût des denrées alimentaires.

– Quelle est la somme estimée des coûts supplémentaires que les hôpitaux devront supporter ?

– Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peuvent-ils nous renseigner sur la capacité des hôpitaux à faire face à l'inflation sans recevoir des dotations spécifiques extraordinaires ?

– Si de telles dotations s'avéraient nécessaires, jusqu'à quel montant global maximal Madame et Monsieur les Ministres les estimeraient-ils pour l'année 2022 ?

– Les participations statutaires des patients hospitalisés pourraient-elles augmenter afin de faire face à la hausse des prix ?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

En exécution de l'article 74 du Code de la sécurité sociale, l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) a soumis son rapport d'analyse prévisionnel de l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier (EBG) pour les années 2023 et 2024 pour avis à la Caisse nationale de santé (CNS) et à la Commission permanente pour les hôpitaux.

Les projections de l'IGSS incluent, sur base des données et informations fournies pour les années 2021 et 2022, une croissance des frais d'énergie du simple au double. Cette hausse représente une augmentation des coûts d'énergie de l'ordre de 16 millions d'euros par rapport aux estimations initiales, de sorte à atteindre une dépense prévisible de l'ordre de 32 millions d'euros en 2022.

Vu les incertitudes concernant l'évolution des frais d'énergie, le montant y relatif pour l'année 2022 est doublé pour les années 2023 et 2024 et atteint ainsi une dépense prévisible de l'ordre de 64 millions d'euros en 2023, ainsi qu'en 2024.

À noter que les projections de l'IGSS établies dans le cadre de l'EBG contiennent aussi une réserve pour imprévus de l'ordre de 30 millions d'euros en 2023 et en 2024 pour tenir compte des nombreuses incertitudes pouvant s'accompagner d'impacts considérables sur les dépenses éligibles des établissements hospitaliers, telles que l'évolution de l'échelle mobile des salaires, la hausse des taux d'intérêt, les effets liés à l'épidémie Covid-19, tout comme l'évolution des prix énergétiques.

Au vu des dispositions retenues dans le cadre de la fixation de l'EBG 2023/2024 il ne nous semble pas requis que des dotations extraordinaires additionnelles soient mises à disposition.

Les frais de fonctionnement des hôpitaux opposables à la CNS sont pris en charge par l'assurance maladie moyennant l'EBG, y compris l'énergie (électrique ou fossile) nécessaire pour ces activités. L'augmentation du prix de l'énergie est donc absorbée par l'EBG et non par une participation statutaire.

Égalité entre hommes et femmes dans le domaine du sport | Question **6800** (09/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Claude Lamberty** (DP)

D'Gläichstellungspolitik zu Lëtzebuerg huet sech déi lescht Joerzéngte kontinuéierlech verbessert. Dëst net zu gudder Lescht wéinst dem engagéierten Handele vun der aktueller Regierung. Leider si vill Beräicher an eiser Gesellschaft – och de Sport – nach ëmmer vu Stereotyppe gepräägt.

Meedercher a Frae sinn a ville Beräicher vum Sport – sief et als Athletinnen, Trainerinnen, Mataarbechterinnen oder a responsabele Positiounen an de Sportsveräiner, als Arbitterinnen oder als Supporter – ënnerrepresentéiert. Dat zielt och fir d'LGBTQ+ Communautéit.

Besonnesch de Sport kann awer eng wichteg Roll bei der Gläichstellung tëschent alle Persoune spillen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer an dem Här Sportminister follgend Froe stellen:

– Ginn et Zuelen iwwert de Prozentsaz vu Männer, Fraen a Persounen aus der LGBTQ+ Communautéit, déi an de Lëtzebuerger Sportveräiner selwer aktiv sinn an/oder als Trainer oder Arbitter engagéiert sinn?

– Ginn et Zuelen iwwert de Prozentsaz vu Männer, Fraen a Persounen aus der LGBTQ+ Communautéit, déi an de Gremie vun de Lëtzebuerger Sportfederatiounen aktiv sinn?

– Wéi huet sech de Prozentsaz vu Fraen entwéckelt, déi an de verschiddene Kadere vum COSL gefërdert gi sinn, respektiv ginn?

– Wéi huet sech de Prozentsaz vu Fraen entwéckelt, déi Lëtzebuerg op den Olympesche Spiller vertrueden hunn?

– Ginn et am Lëtzebuerger Spëtzesport nach ëmmer Ënnerscheeder bei de Remuneratioune vun de Sportler respektiv bei de Präisgelder op Lëtzebuerger Sportsmanifestatiounen?

– Wéi eng Mesurë ginn ënnerholl a wéi eng Efforte si geplangt, fir d'Gläichstellung bei der Förderung vu Lëtzebuerger Spëtzesportler ze erméiglechen?

– Wéi eng Mesurë si geplangt, fir d'Gläichstellung am Sportbenevolat ze stäerken?

– Ginn am Sënn vun der Gläichheet vun alle Persounen och Initiative geholl, fir d'LGBTQ+ Communautéit am Lëtzebuerger Sport ze integréieren an ze ënnerstëtzen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

D'Gläichstellungspolitik zwëschent Fraen a Männer ass generell eng Prioritéit vun der Lëtzebuerger Regierung, sou wéi de Regierungsprogramm an den Nationalen Aktiounsplang fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer et och ënnersträichen. De Sport spillt schonn haut eng Virreiderroll, well en e wichtegen Undeel um alldeegleche Liewe vu Meedercher a Jongen, vu Fraen a Männer anhëlt. Am Sport sinn d'Stereotyppen, déi mer de Geschlechter zouuerdnen, besonnesch staark ausgeprägt. Déi sozial Constructioune vu Maskulinitéit a Feminitéit spillen do eng iwwergeuerdent Roll, well mer mam Sport virun allem männlech Eegenschafte wéi Kraaft, Stäerkt, Duerchsetzungsvermëigen a Virilitéit verbannen. Dëst schléit sech och leider an der Wäertschätzung vu Meedercher a Fraen am Sport néier, dëst ganz besonnesch bei hirer Representatioun an den Héichleeschtungskaderen, de Verwaltungsgremien an de jeeweilege Federatiounen a Clibb an net zulescht och bei der Remuneratioun vun hire sportleche Leeschtungen.

Virun dësem Hannergrond setzt den Nationale Gläichstellungsplang engersäits den Akzent op de Kampf géint geschlechtsspezifesch Stereotyppen an anererséits op d'Promotioun vun der Egalitéit am Sport:

– de Gläichstellungsministère ënnerstëtzt d'Fuerschung am Beräich vun de Geschlechterstereotyppen an seng Konsequenzen op eis Gesellschaft, dëst an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg;

– de Gläichstellungsministère ass doriwwer eraus amgaangen, eng Informatiounscampagne iwwert de Sexismus auszeschaffen, déi sech op d'Campagne vum Europarot „Sexisme: Vois-le, dis-le, stoppons-le!" baséiert, an déi sech och op de Sexismus am Sport bezitt;

– den Dialog mat de Schlësselacteuren am Sport – dem Sportsministère, dem Conseil supérieur des sports, de Sportfederatiounen an hiren affiliéierte Veräiner, dem COSL an der Sportspress – ass en anere wichtege Schwéierpunkt.

De Gläichstellungsministère an de Sportsministère sinn och a Kontakt, fir mëttelfristeg e Gläichstellungsplang am Sport auszeschaffen.

Wat elo konkreet Zuelen ubelaangt, esou huet de Sportsministère den 10. Februar 2022 den agreéierte Sportsverbänn per Circulaire ee Questionnaire iwwert d'Gläichstellung zoukomme gelooss, deen eben als „point de départ" sollt gëlle fir d'Ausschaffe vun engem Gläichstellungsplang am Sport. Well nach net all Verband dëse Questionnaire eragereecht huet, wäerten dës Aarbechten nach undaueren. De Sportsministère huet a wäert allerdéngs dëse Verbänn wäermstens un d'Häerz leeën, dëst zäitno eranzereechen. D'Circulaire mam Questionnaire fënnt een um Portail vum Sportsministère (www.sports.lu). Déi lescht Zuelen a punkto Gläichstellung sinn am Aktivitéitsrapport 2021 vum Sportsministère nozeliesen, deen och um Portail publizéiert ass.

Wat elo déi verschidde Kadere vum COSL ubelaangt, esou ass ze soen, dass d'Kaderzesummestellung eng Kompetenz vun den zoustännegen Instanze vum COSL ass, an dëst no de Krittären, déi den COSL sech selwer ginn huet.

Och d'Selektioun vun de Sportler a Sportlerinnen, déi eist Land op den Olympesche Spiller vertrieden, fält an d'Zoustännegkeet vum COSL.

D'Ënnerscheeder bei de Remuneratiounen respektiv de Präisgelder sinn ee Sujet, mat deem sech souwuel de Gläichstellungsministère, ewéi och de Sportsministère befaassen. Allerdéngs fält dëse Sujet och zum Deel ënnert d'Autonomie vum Fonctionnement vun de Sportverbänn, an hänkt och zum Deel vun der Spezifizitéit vun der jeeweileger Sportaart of. Wat Subsiden an de Congé sportif ubelaangen, esou gëtt et do am Beräich vum Sportsministère eng absolutt Gläichstellung zwëschent de Geschlechter.

Wat elo d'Initiative fir d'LGBTQ+-Communautéit betrëfft, esou huet déi Lëtzebuerger Regierung 2018 den éischten nationalen Aktiounsplang ausgeschafft, fir d'Rechter vun de lesbeschen, schwulen, bisexuellen, transgender an intergeschlechtleche (LGBTI) Mënschen ze stäerken. Dëse gouf an Zesummenaarbecht mat der Zivillgesellschaft an den nationale Mënscherechtsorganisatiounen ausgeschafft, an huet eng global Approche, fir d'Diskriminatioune géint LGBTI Mënschen an de verschiddene Liewensberäicher ze bekämpfen.

Marquage routier fluorescent | Question **6801** (09/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op de soziale Medie kursëiere Biller vun enger Firma, déi an Australien Stroossebunnmarkéierunge mat fluoreszéierender Faarf hierstellen. De Prinzipp vun dëser Faarf kennt ee vu Kannerspillsaachen: D'Faarf hëlt d'Luucht op a stéisst dës dann an der Donkelheet of an ass am Donkele gutt erkennbar.

De Prinzipp ugewannt op d'Stroossemarkéierunge bewierkt, dass dës an der Nuecht besser siichtbar sinn. Virun allem op Landstroossen, wou keng kënschtlech Beliichtung do ass, kéint dës Technologie hëllefen, fir d'Stroosse méi sécher ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

– Ass et ënnert der aktueller Gesetzgebung méiglech, d'Stroossemarkéierunge mat dëser spezieller Faarf ze zeechnen? Falls nee, wéi eng gesetzlech Dispositioune verhënneren dat aktuell?

Réponse (10/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Et ass ze bemierken, datt déi vum honorabelen Deputéierten opgeworfen Thematik an Technologie schonn eng Kéier an der parlamentarescher Fro Nr. 4837 traitéiert ginn ass. An dëser Fro ass och de Volet vun de gesetzlechen Dispositioune behandelt ginn.

Fir dem honorabelen Deputéierten hei awer op d'Fro ze äntweren, kann ech matdeelen, datt deen erwäänte Marquage dem Stand vun der Technik entsprécht an et och säitens dem Code de la route keng Restriktioune gëtt, fir esou ee Marquage ze benotzen.

Anerersäits gouf och deemools schonn drop higewisen, datt dëse Marquage d'Erwaardungen net erfëllt huet, an et kann haut ergänzend gesot ginn, datt op den Teststrecken zu Lëtzebuerg kuerz Zäit duerno de fluoreszente Marquage bal iwwerall ewechgefrääst gouf an duerch e Standardmarquage ersat gouf. De Standardmarquage entsprécht den Normen, ass déi ganz Nuecht visibel an ass vill méi bëlleg.

Am Kader vun dëser parlamentarescher Fro ass och nach eng Kéier ze preziséieren, datt d'Liichtdauer vun esou fluoreszente Marquagen net iwwert déi komplett Nuecht unhält. Doriwwer eraus dierfen d'Plazen, wou esou e Marquage opbruecht gëtt, an der Nuecht kenger anerer Liichtquell ausgesat sinn, soss gëtt den Effekt nach weider erofgesat.

Et ass also weiderhin net verhältnisméisseg, fir esou eng deier Technologie dem Standardmarquage op de Stroossen oder Vëlospiste virzezéien.

Affichage d'informations sur les bornes de recharge | Question **6804** (09/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschidde Luetstatiounen hei am Land weisen dem Client net un, wéi vill Stroum e gelueden huet. Deemno kann de Client net novollzéien, wéi vill Stroum e gezaapt huet, wat eng transparent Berechnung onméiglech mécht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi eng Moossnamen an national Reegele suergen dofir – am Sënn vum Konsumenteschutz – dass de Client op enger Luetstatioun de Präis vun enger Charge op enger Luetstatioun muss duergeluecht kréien?

2. Wéi vill Luetstatiounen hei am Land weisen dem Client net, wéi vill Stroum e gelueden huet?

Sinn dës Luetstatiounen am Aklang mat eise Gesetzer an Normen?

3. U wie kënne Clienten sech, am Fall wou si sech bedru fillen, an dësem Fall wenden?

4. Mussen d'Luetstatiounen an Zukunft uweisen, wéi vill Stroum geluede gëtt?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

An der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 6674 vum 18. August 2022 ass am Detail erkläert, wéi de Präis op den ëffentlech zougängleche Bornen an Europa muss affichéiert ginn a wéi eng zousätzlech Dispositiounen an dësem Kontext geplangt sinn.

An der Praxis gëtt d'Gesamtunzuel vun de geluedene Kilowattstonnen heefeg ugewisen, dëst notamment op de Schnellluederbornen. Et ginn awer kleng Wiesselstroumbornen, déi keen Display hunn an dowéinst déi geluede Quantitéit net kënnen uweisen. An den Handy-Applikatioune vun de Luetservice-Provider (op Franséisch: Fournisseurs de service de charge, „FSC") kritt een an der Reegel awer relativ direkt no all Luetvirgang déi genau Quantitéit an och de Präis heivir ugewisen. D'Direktiv 2014/94/EU iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer gesäit d'Uweisen op der Born vun de geluedene Kilowattstonnen net vir, an dowéinst ass dëst an der respektiver nationaler Transpositioun och net obligatoresch.

Eng Lëscht, wéi vill ëffentlech accessibel Luetstatiounen zu Lëtzebuerg sinn, déi keen Display hunn an dem Client net direkt déi geluede Quantitéit u Stroum uweisen, läit de Ministèren net vir.

Et ass nach wichteg ze präziséieren, datt am Kader vum „Fit for 55 Package" d'europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 ënnert anerem eng Propos fir een neit Reglement iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer gemaach huet, wat déi uewe genannten Direktiv ersetze soll. Nieft Mindestziler u Luetinfrastruktur, déi all Memberstaat muss virgesinn, gesäit dëst neit Reglement am Artikel 7 och eng Rei kloer Reegelen a punkto Präistransparenz an Affichage op ëffentleche Luetstatioune vir. Esou soll de Präis vum „Ad-hoc"-Luede pro Kilowattstonn oder pro Minutt an alleguerten d'Komponenten, aus deenen sech dëse Präis zesummesetzt, kloer op all Born affichéiert ginn. Dat selwecht gëllt fir alleguerten d'Handy-Applikatioune vun de FSC. Par contre ass net virgesinn, datt op de Borne muss déi geluede Quantitéit u Kilowattstonne ugewise ginn. Dëst géif nämlech mat sech bréngen, datt méi präiswäert Wiesselstroumbornen ouni Display net méi kéinten an Europa installéiert oder bedriwwe ginn.

Bei engem Sträitfall rode mir de Clienten un, fir d'éischt ze probéieren, eng Léisung mam Fournisseur ze fannen. Wann dëst awer zu näischt féiert, kënnen d'Clienten sech un d'Union luxembourgeoise des consommateurs, de Service national du Médiateur de la consommation oder, bei grenziwwerschreidende Problemer, den europäesche Verbraucherzentrum Lëtzebuerg wenden. De Ministère fir Konsumenteschutz kann de Clienten och hëllefen, andeem en hinnen Informatiounen zu méigleche weidere Schrëtt gëtt.

Taux d'occupation des lits en soins intensifs | Question **6807** (09/09/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Interview, deen den 23. Juni an der franséischer Zäitschréft „Valeurs actuelles" publizéiert gouf, sot e franséischen Epidemiolog, datt d'Zuel vun de schwéiere Krankheetsverleef an den Hospitalisatiounen am Kader vum Covid-19 wäit ënnert deene vun der saisonaler Gripp louch an d'Spideeler wärend der Covidkris insgesamt souguer ënnerduerchschnëttlech ausgelaascht waren, zum Beispill well eng Rei Operatiounen ofgesot goufen an d'Leit sech deelweis guer net méi getraut hunn, bis an d'Spidol ze goen. Wéi a Frankräich huet déi potentiell Iwwerlaaschtung vun de Spidols- an Intensivbetter, souwéi dem Personal, dat wichtegst Argument fir eng ganz Rei Restriktiounen am ëffentleche Beräich wéi am Privatliewe vun de Bierger duergestallt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

– Kann d'Madamm Gesondheetsminister eng Tabell presentéieren, déi d'Gesamtzuel vun de Spidols- an Intensivbetter zu Lëtzebuerg an de Joren 2010 bis 2021, souwéi déi duerchschnëttlech Auslaaschtung pro Mount, ausgedréckt a Prozent regruppéiert a preziséieren, wéi vill Better 2020 an 2021 jeeweils spezifesch op Covidpatienten entfall sinn?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère verweist den honorabelen Deputéierten op d'Carte sanitaire 2021, déi vum

Observatoire national de la santé ausgeschafft gouf an am Juli dëst Joer presentéiert ginn ass. Sie dokumentéiert a resüméiert d'Aktivitéiten am Spidolssecteur. Dëst Dokument, wat um Site vum Gesondheetsministère (https://sante.public.lu/fr/espace-obsante/carte-sanitaire.html) publizéiert ass an domat fir jidder Bierger fräi zougänglech ass, huet eng speziell Sektioun iwwert „Organisation et activités liées à la Covid-19" op de Säiten 111–128 vum „document principal" a misst domat op déi meescht Froe vum honorabelen Deputéierten äntweren. Lëtzebuerg huet 2.042 akut Spidolsbetter, dovun 153 als Intensivbetter. Dobäi muss awer präziséiert ginn, dass dovun 21 Better fir Pediatrie an Neonatologie sinn a 36 Better fir spezialiséiert Servicer (Cardiologie, Maladies neurovasculaires, Neurochirurgie). Et bleiwen also nach 96 Intensivbetter fir allgemeng erwuesse Patienten.

Am Joer 2020 goufen et 1.741 Hospitalisatioune fir Covid-19, dovu 14 % an de Soins intensifs. D'duerchschnëttlech Hospitalisatiounsdauer vun de Covidpatiente war 10,9 Deeg an den normalen Unitéiten an 20,6 Deeg an de Soins intensifs.

Am Joer 2021 goufen et 1.841 Hospitalisatioune fir Covid-19, dovun 20,3 % an de Soins intensifs. D'duerchschnëttlech Hospitalisatiounsdauer vun de Covidpatiente war 13 Deeg an den normalen Unitéiten, a 25 Deeg an de Soins intensifs.

Weider ass ze bemierken, dass d'Zuel vun de Covid-19-Patienten an den normalen Unitéiten, wéi an de Soins intensifs vun der Santé all Dag publizéiert gouf säit dem Ufank vun der Pandemie. Als Rappell, hei nach emol dës Donnéeën a graphescher Form.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aus dësen Zuele kann een ofleeden, dass maximal 10 % vun den normalen Akutbetter mat Covid-19-Patiente beluecht waren, a maximal 52 % vun de Soins-intensifs-Better.

Leider gëtt et keng Opspléckung vun den Donnéeë pro Mount.

Plan de délestage en cas de coupure de gaz naturel | Question **6811** (12/09/2022) de **M. Max Hahn** (DP)

Laut dem Generaldirekter vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg wier d'Aktualiséierung vum „Plan de délestage", deen definéiere soll, wéi eng Acteuren am Fall vun enger Coupure vum Gas hir Aktivitéit wéi vill an a wéi enger Reiefolleg reduzéiere mussen, nach net fäerdeg – dat obwuel den Hierscht virun der Dier steet.

Vu dass déi verschidde betraffen Acteuren, ënner anerem déi kleng a mëttelstänneg Betriber an d'Industrie, natierlech Previsibilitéit fir déi nächst Méint brauchen, ass et wichteg, d'Aarbechten un dësem Plang sou séier et geet ze finaliséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten un der Aktualiséierung vum genannte Plang drun?

2. Firwat konnten dës Aarbechte bis elo nach net ofgeschloss ginn?

3. Fir wéini wäert den aktualiséierte Plang fäerdeg gestallt kënne ginn?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. De „Plan de délestage" gëtt vun deene Gestionnairë fir de Gasreseau ausgeschafft an ass nieft dem „Plan d'intervention d'urgence" vum HCPN an dem „Plan d'urgence relatif à la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel du Luxembourg" vum Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ee vun deenen dräi operative Pläng fir d'Gestioun vun eventuelle Versuergungskrisen am Gasberäich zu Lëtzebuerg. Fir all dräi Pläng gouf am Fréijoer virun dem Hannergrond vun der aktueller Energiekris vun deene jeeweilege responsabelen Acteuren eng Mise à jour ugestouss. Den HCPN huet d'Mise à jour vu sengem Plang de 16. September adoptéiert, an déi zwee aner Pläng wäerten den 19. Oktober op enger Pressekonferenz virgestallt ginn.

ad 2. Déi verschidde Pläng hunn zum Deel substanziell missen iwwerschafft ginn, fir der neier a komplexer Gesamtsituatioun an der Gasversuergung adequat Rechnung ze droen. Dobäi war et wichteg, d'Pläng konsistent openeen ofzestëmmen, an doriwwer eraus och mat deene verschiddenen Acteuren am Secteur, souwéi mat deene relevante Ministèren am Kader vun der Taskforce Energie ze konsultéieren.

ad 3. Dee „Plan de délestage", souwéi dee „Plan d'urgence relatif à la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel du Luxembourg" wäerten den 19. Oktober op enger Pressekonferenz virgestallt ginn.

Amende pour un réseau social | Question **6817** (12/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Instagram, l'un des réseaux sociaux les plus populaires parmi les jeunes a écopé d'une amende record de 405 millions d'euros pour des manquements au traitement des données des mineurs.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias quels sont les détails de cette décision prise par le régulateur irlandais agissant au nom de l'Europe.

2) Est-ce que des utilisateurs de ce réseau résidant au Luxembourg sont concernés par ces manquements au traitement de données ?

3) Quelle sera le cas échéant la réaction de nos instances chargées de la protection des données ?

Réponse (10/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1) La Commission nationale pour la protection des données (« CNPD ») a indiqué que son homologue irlandaise, la Data Protection Commission (« DPC »), a diligenté un contrôle de sa propre initiative à l'encontre du réseau social en question, Instagram, détenu par la société Meta Platforms Ireland Limited (« Meta IE »). Ce contrôle concernait, en particulier, la publication par cette plateforme des adresses e-mail et/ou des numéros de téléphone des enfants détenteurs d'un compte professionnel Instagram sur leurs profils, ainsi que le paramétrage public, par défaut, des comptes personnels Instagram des enfants.

La question des bases de licéité fondant la publication des adresses e-mail et/ou des numéros de téléphone des enfants détenteurs d'un compte professionnel Instagram a notamment fait l'objet de discussions dans le cadre du mécanisme européen de contrôle de la cohérence prévu par le règlement (UE) 2016/679 (« règlement général sur la protection des données » ou « RGPD »). En effet, le projet de décision initial de la DPC avait reconnu la conformité les bases de licéité invoquées par cette société. Le Comité européen de la protection des données[2] (en anglais « EDPB ») a conclu, au contraire, que ces bases de licéité n'étaient pas valides concernant ces traitements de données et a ainsi enjoint la DPC de modifier son projet de décision, en vue de constater un manquement à l'article correspondant du RGPD (art. 6, par. 1).

La DPC a dûment tenu compte de l'avis de l'EDPB dans sa décision finale, et ce manquement compte parmi les griefs qui ont amené l'autorité irlandaise à prononcer une amende de 405 millions d'euros à l'encontre de cette société[3].

ad 2) La CNPD répond affirmativement à cette question. En effet, les manquements constatés concernent des traitements relatifs aux données des enfants détenteurs d'un compte professionnel dans l'Union européenne, donc y compris au Luxembourg[4]. Cependant, la CNPD n'est pas en mesure de fournir le nombre de comptes professionnels Instagram détenus par des mineurs résidant au Luxembourg.

ad 3) La CNPD, au même titre que ses homologues européens, participe au mécanisme de contrôle de la cohérence instauré par le RGPD (art. 63). Le caractère transfrontalier de cette affaire ayant été reconnu, ce mécanisme a été enclenché par la DPC en tant qu'autorité de contrôle chef de file. La CNPD a indiqué avoir pris part aux échanges en tant qu'autorité de contrôle concernée et a fait part d'observations.

État de la N7 entre « Këppenhaff » et « Fridhaff » | Question **6819** (12/09/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Déi al N7 tëscht dem Këppenhaff an dem Fridhaff ass an engem äusserst bedauerlechen Zoustand an deelweis kaum nach ze befueren. Dëse Streckenofschnëtt ass also net méi gutt accessibel fir d'Proprietairë vun de Wisen a Bëscher, déi laanscht dës fréier Strooss leien.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass geplangt, fir dëse Streckenofschnëtt ze erneieren?

2. Ass virgesinn, dëse Streckenofschnëtt an Zukunft ze notzen am Fall, wou op der N7 geschafft gëtt oder en Accident ass, dat net séier geraumt ka ginn?

3. Wéi vill aner Streckenofschnëtter laanscht d'N7 sinn de Moment an engem schlechten Zoustand a misste sanéiert ginn, fir och als Spadséierwee, als Picknickplaz oder einfach als Noutstrooss am Fall vun Aarbechten an Accidenter genotzt ze ginn?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass geplangt, dëse Streckenofschnëtt am Kader vun der Securisatioun vun der Nationalstrooss (N7) ze erneieren. Dësen Ofschnëtt gëtt uschléissend als national Vëlospist (PC7) benotzt.

ad 2. Wéi an der éischter Fro well duergeluecht ginn ass, ass et geplangt, dësen Ofschnëtt als Vëlospist ze notzen. Sollt et awer zu engem Ongléck op dëser Plaz kommen, kéint een sech awer virstellen, och den Autostrafic iwwert dësen Ofschnëtt ze deviéieren.

ad 3. Déi meescht aner Streckenofschnëtter laanscht d'N7, déi an engem änlechen Zoustand sinn, wäerte spéiderhin am Kader vun der Securisatioun vun der

[2] L'EDPB se compose de représentants de l'autorité de contrôle de chaque État membre de l'UE, dont la CNPD, et du Contrôleur européen de la protection des données (en anglais « EDPS »).

[3] La décision de la DPC peut être consultée à l'adresse suivante : https://www.dataprotection.ie/sites/default/files/uploads/2022-09/02.09.22%20Decision%20IN%2009-09-22%20Instagram.pdf

[4] Il est possible de consulter à ce sujet les paragraphes 50 à 52 de la décision susmentionnée qui reconnaissent le caractère transfrontalier de ces traitements de données.

N7 Bestanddeel vun der neier nationaler Vëlospist (PC7) ginn.

Contrôle à distance de la température par le « Smartmeter » | Question **6824** (12/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Creos ne peut pas prendre le contrôle de votre chauffage", deen den 9. September am „Paperjam" publizéiert gouf, gëtt d'Angscht vu ville Leit thematiséiert, datt hir Smartmeteren an der Energiekris och kéinten agesat ginn, fir hire Konsum kuerzfristeg ouni hiren Accord ze plafonéieren oder souguer ganz ofzestellen. Den Artikel ziilt drop of, fir d'Bierger ze berouegen, gläichzäiteg gëtt awer och geschriwwen, datt Stéit lo schonn tëschent 22.00 a 6.00 Auer kënnen d'Leeschtung reduzéiert kréien, wann d'Nofro d'Offer vum Fournisseur iwwerschreit. Aktuell befanne mir eis op EU-Niveau an enger Phas, wou gemeinsam fräiwëlleg Energiespuermoossname sollen decidéiert ginn, déi awer zu all Ablack mat qualifizéierter Majoritéit an Zwangsmoossname kënnen iwwerfouert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister garantéieren, datt d'Smartmeteren nimools géint d'Lëtzebuerger Stéit agesat ginn, fir energiepolitesch Zwangsmoossnamen ze iwwerwaachen an duerchzesetzen, och wann um EU-Niveau decidéiert gëtt, datt fräiwëlleg Moossnamen net duerginn, fir der Energiekris ze begéinen?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

An der parlamentarescher Fro N° 6640 vum 10. August 2022 vun den éierewäerten Deputéierte Fred Keup a Fernand Kartheiser iwwer de Plan d'urgence am Gas war d'Fro opgeworf ginn „Ass am Fall vun enger verbindlecher EU-Veruerdnung ugeduecht, fir déi Smartmeteren, déi vill Leit elo doheem hunn, zum Zweck vun enger Rationéierung vum Energiekonsum oder der Kontroll vum private Konsumverhalen anzesetzen?" Ech ka mech nëmmen nach eng Kéier widderhuelen: Wat d'Asetze vun de Smartmeter, fir eng Reduktioun vu Gasfluxen ëmzesetzen, ugeet, stellt sech déi Fro net, well dëst technesch net méiglech ass. Och eng Kontroll, ob sech d'Leit un déi geplangte Mesuren halen, ass iwwert de Smartmeter technesch net ëmsetzbar.

Accusations envers la présidente du conseil d'administration de Cargolux | Question **6829** (13/09/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Artikel vu Reporter.lu vum 12. September geet et ëm d'Madamm Wickler, déi wärend der Coronapandemie duerch d'Verbreede vu Verschwierungstheorien opgefall war an 2021 vun der Regierung an de Verwaltungsrot vu Cargolux genannt gouf, mat der Begrënnung, dass d'Madamm Wickler eng „dynamesch Geschäftsfra" wier mat enger „wirtschaftlecher Erfarung, déi extreem grouss ass". Wéi Reporter.lu bericht, steet d'Madamm opgrond vun angeeblech suspekte Geschäftspraktike viru Geriicht.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wosst de Minister Bausch zum Zäitpunkt vun der Nominatioun vun der Madamm Wickler fir de Poste bei der Cargolux vun deem Geriichtsprozess?

2. Wann net, firwat gouf keng Due Diligence virun der Nominatioun gemaach?

3. En vue vun dësen Informatiounen, hält de Minister un senger deemoleger Evaluatioun vun der Madamm Wickler fest?

Réponse (18/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4189 vum 29. Abrëll 2021 präziséiert, war d'Regierung net mat der Nominatioun vun der Präsidentin vun der Cargolux befaasst an de legalen a statutaresch virgesinnenen Decisiounsprozess vun der Gesellschaft ass suivéiert ginn.

Risque d'un retour de la poliomyélite | Question **6830** (13/09/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Dans l'État fédéré de New York, l'état d'urgence a été décrété il y a trois jours après la détection du virus causant la poliomyélite dans les eaux usées de quatre counties. Entre-temps, ce chiffre est revu à la hausse et concerne cinq counties. Un premier cas de poliomyélite symptomatique avec les symptômes typiques de paralysie a été rapporté en juillet et concerne un jeune adulte non vacciné. Il s'agit du premier cas symptomatique détecté aux États-Unis depuis 1979.

Le poliovirus est également détecté dans les eaux usées de Londres en juin 2022. Les autorités britanniques estiment que : « Ces résultats suggèrent qu'il peut y avoir une propagation localisée du poliovirus, très probablement chez des personnes qui ne sont pas à jour de leur vaccination contre la polio. » Un cas de polio a été confirmé en mars auprès d'une jeune fille de trois ans en Israël et dans l'ouest de l'Ukraine, un cluster de 20 cas, dont deux symptomatiques a été confirmé déjà fin 2021.

Aussi, l'OMS juge « important que tous les pays, en particulier ceux qui ont un volume élevé de voyages et de contacts avec les pays et zones touchés par la polio, renforcent la surveillance afin de détecter rapidement toute nouvelle importation de virus et de faciliter une réponse rapide ». Elle ajoute que « toute forme de poliovirus, où qu'elle se trouve, constitue une menace pour les enfants du monde entier ».

Au Luxembourg, le dernier rapport sur la couverture vaccinale des enfants de 2018 note : « Entre l'enquête de 2012 et l'enquête de 2018, on remarque une diminution significative de la couverture vaccinale des vaccins contre la poliomyélite (...). » Avec 89,6 % des enfants vaccinés, ce taux se situe toujours au-dessus du seuil critique d'immunité collective, mais la tendance rapide à la baisse est préoccupante, surtout dans un contexte de pandémie qui a favorisé des retards de vaccination chez les enfants, combiné à la résurgence du virus de la poliomyélite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les analyses des eaux usées Coronastep peuvent-elles être adaptées afin de détecter la présence d'autres virus, notamment du poliovirus ?

2) Dans l'affirmative, endéans quel délai les résultats pourraient-ils être disponibles ?

3) Quand est-ce que le prochain rapport sur la couverture vaccinale des enfants sera disponible ? Madame la Ministre dispose-t-elle déjà de données actualisées concernant l'évolution des taux de vaccination des enfants, notamment en ce qui concerne le poliovirus ?

4) Est-il prévu de mener une campagne d'information auprès des pédiatres et des parents sur le risque de résurgence de la poliomyélite et sur l'importance de la vaccination y relative ?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Il faut d'abord préciser que la région OMS Europe est indemne de polio depuis 2002 et que toute l'Europe utilise un vaccin inactivé pour la vaccination qui ne peut donner lieu à une contamination secondaire ou même une contamination des eaux usées par du virus vaccinal. La polio circule encore dans de rares pays et plusieurs pays utilisent encore un vaccin vivant atténué qui peut être transmis et retrouvé dans les eaux usées. Le risque d'avoir des cas de polio est surtout lié à des taux de vaccination insuffisants dans la population comme dans certains pays de l'Europe de l'Est ou l'Ukraine proche où un cas importé d'un pays où la maladie circule encore pourrait déclencher une épidémie.

ad 1) Il est possible d'utiliser des échantillons d'eaux usées pour effectuer la recherche d'autres virus, comme les poliovirus. La méthode de préparation des échantillons est adaptable à un panel assez large de virus ou bactéries, même si des validations sont nécessaires au cas par cas. Les techniques sont néanmoins coûteuses et requièrent des ressources pour les analyses et interprétations.

ad 2) Les résultats peuvent être disponibles dans un délai court après réception des échantillons d'eaux usées. Néanmoins, la stratégie de mise en place d'une surveillance des eaux usées doit être globale et inclure les priorités de santé adaptées pour le Luxembourg.

ad 3) Le service Epidémiologie et statistique de la Direction de la santé est en charge de l'enquête de couverture vaccinale chez les enfants de 25 à 30 mois. La dernière enquête a eu lieu en 2018 et le rapport est disponible en suivant le lien suivant : https://sante.public.lu/fr/publications/e/enquete-couverture-vaccinale-lux-2018.html.

La prochaine collecte de données pour mesurer la couverture vaccinale chez les enfants de 25 à 30 mois aura lieu en 2023 et le rapport final devrait être publié en 2024.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) La couverture vaccinale du pays est élevée et il n'y a pas de groupes de population non vaccinés (pour des raisons religieuses par exemple comme aux Pays-Bas) dans lesquels une surveillance plus intense serait indiquée. Une surveillance polio est en place dans la mesure où toutes les personnes en provenance de pays où du virus sauvage a été détecté sont testées à la recherche d'un portage asymptomatique de virus (examens lors des demandes d'autorisation de séjour). En outre, un système de surveillance clinique est en place pour détecter tous les cas de maladies qui pourraient ressembler à la poliomyélite et qui doivent être déclarés à l'OMS. Une réflexion est en cours avec le LIST et l'Administration générale de l'eau pour mettre en place une surveillance de polio dans les eaux usées pour compléter notre dispositif. Une lettre de rappel a été adressée au corps médical par le Directeur de la santé afin d'insister sur l'importance d'un schéma de vaccination complet.

Stratégie dans le domaine des crypto-actifs | Question **6831** (13/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Récemment, le législateur européen a trouvé un accord sur deux actes législatifs visant à libérer et à renforcer encore davantage le potentiel que la finance numérique peut offrir sur le plan de l'innovation et de la concurrence, tout en limitant les risques :

– le règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 909/2014 et la directive 2014/65/UE (« régime pilote »), et
– la proposition pour un règlement du Parlement européen du Conseil sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2019/1937(« MiCA »).

À travers le projet de loi 8055, le Gouvernement s'apprête à adapter la législation luxembourgeoise en vue de la mise en œuvre du « régime pilote ».

En ce qui concerne les marchés de crypto-actifs, le Luxembourg a été pionnier, la CSSF accordant assez tôt des licences à des plates-formes de négociation de crypto-actifs. Depuis lors, la France a accordé une licence à la plus grande plate-forme de négociation de crypto-actifs, Binance[5], et le Gouvernement britannique a dévoilé un plan visant à faire du Royaume-Uni un centre mondial de la technologie des crypto-actifs[6], y compris à travers une expérimentation gouvernementale directe avec des « jetons non fongibles ».

C'est dans ce contexte que je désirerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation et à Madame la Ministre des Finances :

– Le Gouvernement est-il en train de développer une stratégie gouvernementale spécifique dans le domaine des crypto-actifs ?

– Le Gouvernement prépare-t-il déjà des projets de loi en vue d'adapter la législation luxembourgeoise au règlement « MiCA » ?

– Le Gouvernement essaiera-t-il d'attirer plus de plates-formes de négociation ainsi que d'autres acteurs de l'industrie des crypto-actifs dans le pays ?

– Le Gouvernement envisage-t-il d'expérimenter avec l'utilisation de « jetons se référant à des actifs » et/ou des « jetons de monnaie électronique » (tels que définis par le règlement « MiCA ») ?

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux « jetons non fongibles » et à la « finance décentralisée », deux champs d'applications de la technologie des crypto-actifs non encore couverts par « MiCA » ?

Réponse (13/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Le Gouvernement promeut l'innovation et accompagne le secteur financier dans l'adoption de technologies transformatrices, y compris la technologie des registres distribués utilisée notamment en matière de crypto-actifs.

Sur le plan national, le cadre législatif a été modifié de façon ciblée aux cours des dernières années, et ce dans l'attente de règles harmonisées à l'échelle de l'UE, afin de permettre aux acteurs de la place de profiter pleinement, et en toute sécurité juridique, des opportunités offertes par les technologies innovantes.

Le Gouvernement continuera à veiller à ce que le cadre légal au Luxembourg soit propice à l'émergence de nouvelles technologies afin de permettre au secteur financier de continuellement innover. De même, le Gouvernement continuera à travailler en étroite collaboration avec la « Luxembourg House of Financial Technologies » (LHoFT), avec « Luxembourg for Finance » (LFF), mais également avec des acteurs dans le domaine de la recherche et de l'innovation comme l'Université, les centres de recherche, et le Luxembourg Blockchain Lab afin de soutenir le développement de nouvelles solutions et de nouvelles entreprises FinTech au Luxembourg, tout en veillant à encadrer les risques y relatifs.

Sur le plan européen, le Luxembourg participe activement à la négociation des mesures législatives proposées par la Commission européenne en matière de finance numérique. Afin de renforcer la compétitivité de la place financière luxembourgeoise dans ce segment prometteur, le Gouvernement veille, ici encore, à assurer une mise en œuvre rapide des textes législatifs européens, y compris de la proposition pour un règlement sur les marchés de crypto-actifs (MiCA), après la publication des textes finaux dans le Journal officiel de l'UE. En ce qui concerne le règlement MiCA, le Luxembourg soutient la décision des colégislateurs européens de ne pas inclure des dispositions spécifiques par rapport aux jetons non fongibles (NFTs) et à la finance décentralisée (DeFi) dans le texte final et de mandater la Commission européenne pour évaluer la nécessité et la faisabilité de réglementer la DeFi ou les NFTs à l'avenir.

Enfin, le Gouvernement suivra de près l'évolution des avancées technologiques dans l'industrie financière pour évaluer l'opportunité de leur application dans le cadre des services étatiques.

Réforme du cadre budgétaire européen | Question **6832** (13/09/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Les règles budgétaires européennes d'aujourd'hui sont le fruit de réformes successives au cours des dernières années, en particulier en temps de crises. En date du 5 février 2020, la Commission européenne a lancé un débat sur le réexamen de la gouvernance économique européenne. En raison de la crise Covid, ce réexamen a perdu de l'élan. Par ailleurs, l'activation de la clause dérogatoire pour 2020 et 2021 qui fut depuis prolongée jusqu'en 2023 dans le contexte de la crise déclenchée par la guerre en Ukraine, a temporairement suspendu les règles budgétaires européennes.

Dans ce contexte exceptionnel resurgit la question de l'avenir du cadre budgétaire européen. Début août 2022, le Gouvernement allemand s'est mis d'accord sur les principes d'une réforme du cadre budgétaire. Il propose notamment de maintenir le principe d'une dette maîtrisée tout en soulignant l'importance de garder la marge de manœuvre nécessaire pour mener une politique anticyclique.

Par ailleurs, il y est proposé de réformer le cadre budgétaire européen afin de mieux favoriser les investissements publics dans le développement durable au sein de l'UE. Il est notamment proposé d'accorder une meilleure flexibilité pour ces investissements publics même en dehors des périodes de crise. En effet, une critique souvent formulée à l'égard des règles actuelles est qu'elles ont freiné au lieu de favoriser les investissements publics.

Quant à la clause dérogatoire générale, il est proposé de créer des critères plus clairs concernant son application. Finalement, le Gouvernement allemand propose aussi d'étudier la possibilité de créer un conseil fiscal européen (« European Fiscal Board ») qui aurait comme tâche la mise en œuvre conséquente des règles budgétaires européennes.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport aux propositions faites par l'Allemagne ?

2) Madame la Ministre partage-t-elle la proposition selon laquelle une plus grande flexibilité devrait être prévue pour les investissements publics dans le développement durable ? Dans l'affirmative, quelle est sa proposition concrète ?

3) Madame la Ministre soutient-elle l'idée de créer un conseil fiscal européen ?

4) Endéans quel délai Madame la Ministre envisage-t-elle le cas échéant définir la position détaillée du Luxembourg concernant la réforme du cadre budgétaire européen ?

Réponse (18/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Les principes de réforme proposés par le Gouvernement allemand représentent une contribution constructive et utile aux débats actuellement en cours sur une éventuelle réforme du Pacte de stabilité et de croissance, dont les règles demeurent suspendues jusqu'à la fin de 2023.

S'il est vrai que le pacte est devenu de plus en plus complexe à la suite des diverses réformes réalisées au fil des années et que son application a subi de manière négative de cette complexité croissante, il est essentiel que des règles budgétaires appropriées entrent à nouveau en vigueur pour accompagner la conduite de la politique budgétaire en Europe.

Les ratios d'endettement public ont en effet fortement augmenté dans tous les États membres de l'UE à la suite de la pandémie et ils dépassent désormais 100 % du PIB dans plusieurs États membres. La crise actuelle, provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine et menant notamment à un renchérissement inédit des prix de l'énergie, exige des efforts importants et indispensables de la part des autorités publiques et exercera à son tour une forte pression sur les finances publiques.

Dans un tel contexte, un Pacte de stabilité et de croissance réformé doit contribuer à une maîtrise, voire à terme à une réduction, crédible de la dette publique et partant à un retour durable à des positions budgétaires plus saines, surtout dans le cas des pays hautement endettés. C'est pourquoi l'idée d'accorder plus de flexibilités à ces derniers en ce qui concerne la trajectoire d'ajustement de leurs finances publiques est tout à fait défendable, puisque les exigences de l'actuel pacte pourraient s'avérer contre-productives et nuisibles pour les perspectives de croissance et pour la cohésion sociale des pays concernés.

Alors qu'il convient de tenir compte des circonstances propres à chaque pays, il est également important qu'un pacte réformé assure une application cohérente et équitable des règles dans tous les États membres.

Quant à la question de la création d'un conseil fiscal européen, il faut relever qu'un tel organe est déjà opérationnel depuis 2016. La mission principale du Comité budgétaire européen (« European Fiscal Board ») de la Commission européenne consiste à évaluer la mise en œuvre des règles budgétaires de l'UE. Un renforcement de cet organe consultatif, comme le propose le Gouvernement allemand, pourrait en effet contribuer à plus de transparence, sachant que la Commission européenne demeure la « gardienne des traités » et que son rôle clé dans la surveillance des dispositions du pacte ne peut être amoindri.

Enfin, le Luxembourg soutient le traitement différencié des investissements publics dans un Pacte de stabilité et de croissance réformé, notamment pour relever les défis de la double transition climatique et numérique. Une telle approche permettrait de donner les impulsions nécessaires pour mieux orienter les politiques budgétaires vers l'avenir, en favorisant des dépenses publiques qui contribuent à une croissance qualitative et durable. La proposition allemande à cet égard pourrait aider à trouver un compromis, puisqu'une exclusion intégrale des investissements précités du calcul

[5] https://www.cnbc.com/2022/05/04/crypto-exchange-binance-wins-regulatory-approval-in-france.html
[6] https://www.gov.uk/government/news/government-sets-out-plan-to-make-uk-a-global-cryptoassettechnology-hub

des déficits publics ne semble pas trouver le soutien nécessaire au sein du Conseil de l'Union européenne.

La Commission européenne devrait par ailleurs prochainement présenter ses pistes de réforme du Pacte de stabilité et de croissance.

Plainte contre la taxonomie verte de l'UE | Question **6833** (13/09/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 7. Juli hat d'Regierung annoncéiert, fir beim Europäesche Geriichtshaff eng Plainte géint d'Integratioun vun Atomenergie an Äerdgas an d'EU-Taxonomie ze deposéieren, wärend d'Energiepräisser ëmmer weider klammen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, ob si dës Decisioun zeréckzéie wëll oder dëse Schratt eventuell schonn ënnerholl huet? Falls net, ka si elaboréieren, wéi si an der aktueller Kris, wou vill Lëtzebuerger Stéit net méi wëssen, wéi se hir Rechnunge bezuele sollen, d'Verhältnisméissegkeet vun där Moossnam beurteelt?

Réponse (12/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Taxonomieregulatioun, déi Atomenergie an Äerdgas enthält, gouf am Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) de 15. Juli 2022 publizéiert.

Éisträich huet decidéiert, géint d'Taxonomieregulatioun ze kloen. D´Lëtzebuerger Regierung huet decidéiert, dass Lëtzebuerg Éisträich an dëser Prozedur wäert ënnerstëtzen (art. 40 Protocole (3) sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne).

D'Regierung gesäit keng kausal Relatioun tëschent der aktueller Kris an der Klo géint d'Taxonomie.

Expulsions d'élèves | Question **6834** (13/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerg gëtt aktuell mat engem net gekannten Ausmooss vu Gewalt an de Schoule konfrontéiert. Sënnbildlech duerfir steet de Phenomeen vum sougenannten „Happy Slapping". Wéi an der Press ze liese war, krute verschidde vun dësen Täter och schonn e Schoulverweis, hunn awer wéinst der Schoulflicht duerno ëmmer nees an engem anere Lycée missen opgeholl ginn.

Wat déi allgemeng Zuel vun de Schoulverweiser am Schouljoer 2021/2022 ugeet, schreift den Här Minister a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 6453, datt dat Joer 286 Disziplinarréit (Conseils de discipline) an de Lëtzebuerger Lycéeën aberuff goufen; 209 Mol ass e Schüler doropshi vun der Schoul verwise ginn. Zu de Grënn, aus deenen dës Disziplinarréit aberuff goufen, gehéiert och, sou wéi et am Artikel 43 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) mentionéiert ass, de Besëtz vu Waffen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. A wéi ville Fäll ass am Schouljoer 2021/2022 ee Schüler wéinst Waffebesëtz vun der Schoul verwise ginn?

2. Gëtt de Ministère dovun a Kenntnis gesat, wa géint e Schüler ee Schoulverweis ausgeschwat gëtt? Verfüügt de Ministère deemno iwwert d'Donnéeë vun deem betreffende Schüler? Kann den Här Minister eis deemno matdeelen, esou wéi dat virgesinn ass bei enger parlamentarescher Fro, wéi d'Opdeelung vun den 209 Schoulverweiser sech gestallt no Geschlecht, Alter an Nationalitéit?

3. Wéi vill Schüler goufen 2021/2022 pro Lycée verwisen? A wéi eng Lycéeë si se opgeholl ginn?

4. Wéi vill vun dëse Schüler goufe fir d'zweet oder fir d'drëtt Kéier vun der Schoul verwisen? Gëlle fir dës Schüler speziell Reegelungen, wat hire Schoulverweis ugeet?

5. Wéi eng Instanze ginn iwwer de Schoulverweis vun engem Schüler informéiert (souwuel am Lycée, vun deem hie verwise gëtt, wéi am Lycée, an deen hie verwise gëtt)?

6. Wéi gi Schüler, déi eng Geschicht vu Gewalt hunn, an der Schoul, an déi si verwise ginn, encadréiert, bzw. en charge geholl?

7. Gëtt et am Kontext vum Schoulverweis vun engem gewaltbereete Schüler ee Virgespréich mat den Enseignanten, déi an der neier Schoul mat dësem Schüler direkt ze di wäerten hunn? Wéi ginn dës Enseignanten op hir Aufgab virbereet?

8. Gëtt et an deem Kontext een Informatiounsgespréich mat den Eltere souwuel vum betreffende Schüler wéi och vun deene Schüler, déi an der selwechter Klass si wéi hien?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An dësem Fall ass et wichteg ze ënnersträichen, datt de Begréff „Waff" sech op d'Definitioun am Artikel 43 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 conernant l'organisation des lycées) bezitt an net op déi aus dem Strofgesetz. De Begréff „Waff" bezeechent laut Schoulgesetz geféierlech Objeten, wéi z. B. Messeren, déi d'Schüler net däerfe bei sech féieren. An dem vergaangene Joer si siwe Schüler wéinst dem Besëtz vun esou Objete vun der Schoul verwise ginn. Dës Zuel ass iwwer déi vergaange Jore stabel bliwwen, esou datt et sech net ëm en neie Phänomeen handelt.

ad 2. D'Lycéeë kommunikéieren dem Ministère zweemol am Joer d'Donnéeën iwwert d'Schoulverweiser; fir d'Schouljoer 2021/2022 geet d'Opdeelung no Alter a Geschlecht aus de follgenden zwee Tabloen ervir.

Opdeelung no Alter:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Opdeelung no Geschlecht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Nationalitéit vun de Schüler gëtt net erfaasst.

ad 3. D'Zuel vun de Schoulverweiser pro Lycée grad ewéi d'Nimm vun de Lycéeën, déi dës Schüler ophuelen, si Renseignementer, déi aus Dateschutzgrënn net kënne kommunikéiert ginn, well de Risiko besteet, datt e Schüler op déi Manéier kéint identifizéiert ginn. A wéi engem Lycée déi concernéiert Schüler opgeholl ginn, hänkt vu verschiddene Facteuren of: Bei der Sich nom passende Lycée gëtt den envisagéierte Parcours scolaire vum Schüler consideréiert; och déi schoulesch Offer, d'Zuel vun den zwou fräie Plazen an d'Distanz zu de potentielle Schoule spillen eng Roll. D'Servicer vum Ministère ënnerstëtze souwuel de Lycée wéi och d'Elteren am Fall vu Schwieregkeeten, fir eng nei Plaz ze fannen.

ad 4. Et ginn aktuell keng Prozeduren, fir dës Donnéeën ze sammelen; allerdéngs hunn ech meng Servicer domat chargéiert, ee méi enke Suivi vun deene Schüler ze ënnerhuelen, déi e Schoulverweis kréien.

ad 5. Wann de Conseil de discipline e Renvoi sprécht, sou gëtt d'Decisioun motivéiert a schrëftlech festgehal. De groussjärege Schüler oder d'Eltere vum mannerjärege Schüler souwéi gegeebenefalls de Patron am Kontext vun enger Beruffsausbildung an déi concernéiert Beruffschambere kréien dës Decisioun mat ageschriwwenem Bréif matgedeelt.

Bei engem schoulflichtege Schüler, deen e Renvoi kritt, gesäit de legale Kader vir, datt den Direkter dofir suerge muss, datt dee Schüler an der Woch nom Renvoi an engem anere Schoulgebai ageschriwwe gëtt. Den Direkter këmmert sech ëm d'Kommunikatioun mam Lycée d'accueil.

Am Kader vun der Lutte géint den Décrochage scolaire an der Verbesserung vum Suivi vun de Schüler, déi reorientéiert ginn oder e Schoulverweis kréien, ass eng Prozedur ausgeschafft ginn, déi virgesäit, datt all Schüler, géint deen e Renvoi gesprach gëtt, fir e Gespréich un de Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) verwise gëtt, ier hien d'Gebai verléisst. Dëst Gespréich bitt de Professionellen d'Geleeënheet, den emotionalen Zoustand vum Schüler, déi psychosozial Risken an d'Betreiungsbesoinen am Zesummenhang mat senge Problemer ze bewäerten. Dëst Gespréich wäert och systematesch mat all Schüler gemaach ginn, deen de Lycée fréizäiteg verléisst, an dat nach ier hien seng Fiche de désinscription kritt.

Et muss awer drop higewise ginn, datt och an der Vergaangenheet schonn d'Majoritéit vun de Lycéeë systematesch dem Schüler e Gespréich ugebueden hunn, ier hien d'Schoulgebai verlooss huet.

Am Fall, wou en net méi schoulflichtege Schüler e Renvoi kritt, gesäit d'Gesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) vir, datt den Direkter e Rendez-vous fixéiert fir de concernéierte Schüler a seng Elteren (wann et sech ëm e mannerjärege Schüler handelt) am Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS), méi konkreet dem Centre de consultation pour jeunes et familles, fir ze kucken, wou d'Schwieregkeete sinn, a fir een op seng Besoinen adaptéierte Suivi virzeschloen.

Am Fall vu Gewalt gëtt déi Problematik kloer theematiséiert an et gi Piste proposéiert fir eng adequat Begleedung, déi dono vum Lycée d'accueil iwwerholl an ëmgesat gëtt.

ad 6. Den Artikel 43 ter vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juni 2004 gesäit vir, datt bei engem Schüler, dee vun der Schoul verwise gouf, den Direkter vum Lycée d'accueil d'Konditioune vun der Aschreiwung festleet. Eng vun de Konditioune kann z. B. sinn, datt de Schüler vun enger Persoun aus dem SePAS encadréiert gëtt, déi him hëllefe kann, sech senge Ressourcë bewosst ze ginn an op déi méiglech Risikofacteuren, déi virdrun identifizéiert goufen, anzegoen.

Am Reegelfall schaffen d'SePAS-Servicer vu béide concernéierte Lycéeën zesummen, fir gënschteg Bedéngunge fir d'Integratioun an d'Begleedung vun engem Schüler, deen eng Gewaltdot begaangen huet, ze schafen.

Fir d'Prozedure vun der Gestioun vu Gewaltsituatiounen an de Schoulen transparent a verständlech ze maachen, gouf den Dispositif bientraitance vum CePAS ausgeschafft. Dëse Preventiounsdispositif erlaabt et de Schüler, op eng einfach a sécher Manéier Gewaltdoten ze mellen, vun deene si Affer gi sinn. D'Zil heivunner ass eng séier Prise en charge vun den Affer an eng adequat Reaktioun op d'Gewaltdoten.

Dësen Dispositif, deen den Ament nach an enger Pilotphas ass, gesäit eng spezifesch Prise en charge vun den Auteure vu Gewaltdote vir, mam Zil:

– de Schüler vum edukative Standpunkt hier bei disziplinaresche Problemer ze vertrieden;
– dem Schüler d'Méiglechkeet ze ginn, virun all Decisioun gehéiert ze ginn;
– eng Sanctioun ze huelen, déi dem Schüler et erlaabt, sech engersäits bewosst ze ginn, wat e gemaach huet a wat d'Konsequenze fir hie selwer an och fir déi aner sinn, mee anerersäits och ze léieren, wat hie maache kann, fir säi Verhalen ze verbesseren.

Ab dem Schouljoer 2023/2024 soll dësen Dispositif op all d'Schoulen ausgeweit ginn.

ad 7. Vill Lycéeë setze Membere vum sozioedukative Personal als Tuteure fir verschidde Klassen an, déi an enker Zesummenaarbecht mam Regent schaffen an de Schüler individuell begleeden. De Regent gëtt am Virfeld iwwer d'Situatioun vum Schüler a senger Problematik informéiert a spillt eng wichteg Roll an der Vernetzung an an der Kommunikatioun mat allen Acteuren, notamment mat allen Enseignanten.

An der Klass gi verschidde Preventiounsmethode proposéiert. Haut gehéiert z. B. d'Method „espaces de paroles régulés" zu de meeschtverbreetsten Techniken, fir an engem geschützte Kader de Jonken ze erméiglechen, hir Emotioune fräi zum Ausdrock ze bréngen. Dësen Espace hëlleft den Erwuessenen, d'Unterrechtsklima besser ze kontrolléieren, mee och op eng aktiv Manéier Gewaltsituatiounen ze verhënneren an op Gewaltsituatiounen, déi schonn agetruede sinn, ze reagéieren. Doriwwer eraus erméiglecht et den Auteure vu Gewaltdoten, sech bewosst ze ginn, wat d'Konsequenze vun hiren Aktioune fir hir Affer bedeiten, Empathie ze entwéckelen an hiert Verhalen ze änneren.

ad 8. D'psycho-sozio-edukatiivt Personal ass am Kader vun enger schoulescher an/oder psycho-sozio-edukativer Prise en charge un d'Deontologie vun der Confidentialitéit an/oder un d'Beruffsgeheimnis gebonnen. Ausserdeem ass e vertraulecht Ëmgoe mat der Situatioun vum Schüler weesentlech, fir déi néideg Vertrauensrelatioun ze schafen, fir datt dee Jonken engem Suivi zoustëmmt. Aus dësem Grond dierfen déi Informatiounen den Eltere vun deenen anere Schüler net matgedeelt ginn, och fir, vu vireran, all Form vun Diskriminéierung ze vermeiden.

Développement durable dans la coopération | Question **6835** (13/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4777 huet d'Regierung iwwer d'Zesummespill vu klimapolitescher Entwécklungshëllef an Nohaltegkeet ënner anerem dat hei geschriwwen: „D'Nohaltegkeetspolitik konzentréiert sech haaptsächlech op d'Ëmsetzung vum 3. Nohaltegkeetsplang (PNDD), deen sech op 17 Ziler, déi sougenannten SDG (sustainable development goals) vun de Vereenten Natioune baséiert. Zum Aktiounsfeld vum PNDD gehéieren d'Klima, Genderpolitik, d'Energie an de Schutz vun den Ökosystemer."

Zu de potenziellen Ursaache vun zukünfteger Klimamigratioun war ënner anerem dat hei ze liesen: „ee steigende Manktem u Liewensmëttel a Drénkwaasser esouwéi en allgemenge Réckgang vun der Liewensqualitéit an de wirtschaftleche Perspektiven". Als Léisung fir dee Probleem huet d'Regierung ënner anerem dat hei virgeschloen: „Amelioratiouun vun den Agrarsystemer, Ënnerstëtzung vun nohalteger Landwirtschaft".

Den asiateschen Inselstaat Sri Lanka huet rezent eng déifgräifend Regierungskris duerchlieft, nodeems Manifestanten de Presidentepalais gestiermt haten an de Staatschef d'Land huet misse verloossen. Den Ausléiser vun dëse Protester louch an där massiver Präissteigerung bei de Liewensmëttel vun 80 %, déi hirersäits duerch eng Ëmstellung op eng extensiv Landwirtschaft verursaacht goufen, déi der Regierung am Kader vum Kampf géint den anthropogeene Klimawandel och vun der UNO recommandéiert gouf.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Kooperatiounsminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister matdeelen, wéi séchergestallt ass, datt déi Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik Feeler, wéi a Sri Lanka geschitt, vermeit an datt déi Ëmstellung op déi sougenannt „nohalteg Landwirtschaft" op kee Fall zu engem Effizienzverloscht féiert?

Réponse (15/09/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

An der Aleedung, déi zu der Fro vum Här Deputéierte féiert, schreift dësen, ouni en Noweis dofir ze liwweren, dass „[d]en Ausléiser vun [de] Protester [a Sri Lanka] [...] an där massiver Präissteigerung bei de Liewensmëttel vun 80 % [louch], déi hirersäits duerch eng Ëmstellung op eng extensiv Landwirtschaft verursaacht goufen, déi der Regierung am Kader vum Kampf géint den anthropogeene Klimawandel och vun der UNO recommandéiert gouf".

D'Regierung huet net wëlles, sech iwwert d'méiglech Konsequenze vun eegenen, net weider ënnermauerten, Stellungname vum Här Deputéierten ze äusseren.

Contrat-type d'agrément des médecins libéraux | Question **6836** (13/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans la première partie de sa réponse à la question parlementaire 6480 du 14 juillet, Madame la Ministre de la Santé allègue que le contrat-type de collaboration entre les médecins libéraux agréés et les établissements hospitaliers est fondé sur les dispositions de l'article 33, paragraphe 7 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et constate en même temps que l'accord en question entre l'AMMD et la FHL n'a pas fait l'objet d'une publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. N'empêche que d'après nos recherches, la FHL (anciennement EHL) avait négocié un contrat-type en 2002. Le Ministère de la Santé a été informé à l'époque par courrier. Selon nos informations aucun contrat-type n'a été négocié entre l'AMMD et la FHL depuis la mise en vigueur de la loi hospitalière en 2018. En conséquence, le contrat-type auquel Madame la Ministre se réfère ne peut être que celui négocié entre ces deux parties sur base de l'article 31 de l'ancienne loi hospitalière du 28 août 1998. Dans ce contexte nous voudrons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé.

1) D'après les détails cités ci-dessus, est-ce que Madame la Ministre ne doit pas reconsidérer que le seul modèle de contrat-type applicable au sein des établissements hospitaliers se base encore sur l'accord entre l'AMMD et la FHL de 2002 ?

2) Comment Madame la Ministre peut-elle affirmer que le Ministère de Santé n'a pas été saisi du contrat-type en question, alors qu'en 2002 son prédécesseur l'a accepté ?

3) Est-ce que Madame la Ministre et son intermédiaire, le commissaire aux hôpitaux, ne devraient pas veiller au respect du contrat-type d'agrément des médecins libéraux par tous les établissements hospitaliers ?

4) Quels éléments du contrat-type négocié en 2002 sont incompatibles avec la loi hospitalière de 2018 ?

5) Est-ce qu'il existe un contact-type négocié répondant aux exigences de la loi de 2018 ?
– Si non, pourquoi la situation légale en rapport avec le contrat-type n'a pas été régularisée ?

6) Étant donné que le monopole conféré par l'État aux hôpitaux pour une grande partie de la médecine spécialisée, met les médecins libéraux dans une situation professionnelle fortement dépendante, en quoi la liberté constitutionnelle conférée en son article 11 (6) aux professions libérales, serait toujours respectée si les établissements hospitaliers ne respectent pas un contrat-type négocié ?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le contrat-type de collaboration négocié en 2002 entre la FHL (anciennement EHL) et l'AMMD est fondé sur les dispositions de l'article 31 de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers. Force est de constater que l'article 31 de la loi précitée prévoyait uniquement que « Les contrats de collaboration des prestataires de soins non salariés exerçant dans les hôpitaux et établissements hospitaliers spécialisés doivent correspondre à un contrat-type, dont le contenu minimal est arrêté d'un commun accord entre les différents groupements professionnels des prestataires de soins et les groupements des hôpitaux prévus à l'article 62 du code des assurances sociales. À défaut de cet accord, le Ministre de la Santé peut arrêter le contrat-type. » Dès lors, il y a lieu de noter que le contrat-type de 2002 était conforme aux dispositions légales puisque le contenu minimal a été arrêté d'un commun accord entre la FHL et l'AMMD et la loi ne prévoyait pas qu'il devrait faire l'objet d'une publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Pourtant, il y a lieu de préciser que depuis 2018, le contrat-type de collaboration est fondé sur les dispositions de l'article 33, paragraphe 7 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Ces dispositions varient par rapport à celles de l'article 31 de la loi précitée de 1998 en ajoutant comme condition supplémentaire la publication du modèle de contrat-type de collaboration une fois arrêté par le ministre au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Il y a eu des échanges entre le Ministère de la Santé et les acteurs concernés en 2002 sans qu'un contrat-type finalisé n'ait été avalisé à l'époque.

ad 3) Le contrat-type n'a pas été arrêté par le ministère et il revient aux acteurs ayant conclu d'un commun accord les stipulations du contrat-type de s'assurer que les contrats conclus entre médecins libéraux et les établissements hospitaliers y répondent.

Toutefois le projet de loi[7] portant modification : 1° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire ; 2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ; 3° du Code de la sécurité sociale prévoit une adaptation des dispositions de l'article 33 (7) et le Ministère de la Santé va demander aux établissements hospitaliers de lui transmettre les exemples-type de contrats de collaboration existants.

ad 4) et 5) Le contenu du contrat-type, tel qu'arrêté en 2002, n'est pas incompatible avec les exigences légales relatives au contrat-type de collaboration. Une restructuration des dispositions du contrat-type afin d'adresser au mieux les dispositions de l'article 33 (7) de la loi

[7] Projet de loi n° 8009

modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière serait toutefois utile.

ad 6) Le contrat-type a pour objet de régler la relation entre le médecin libéral et l'établissement hospitalier auquel il est agréé, et n'a pas d'emprise sur l'exercice libéral proprement dit de la profession de médecin.

Populations de poissons | Question **6837** (14/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An engem Interview, deen den 12. September am „Quotidien" publizéiert gouf, fuerdert de President vum Verband vun de Sportfëscher, fir den Hierscht a Wanter eng Bestandsopnam vun den Auswierkunge vun de waarme Summertemperaturen op d'Flora a Fauna vun eise Gewässer an domat och d'Fëschbestänn ze lancéieren an op Basis vun de Resultater eng geziilt Repopulatiounsstrategie ze entwéckelen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister gär dës Fro stellen:

– Gesäit d'Madamm Minister vir, fir sech déi zitéiert Fuerderung zu eegen ze maachen? Falls net, firwat net?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Een zousätzleche Monitoring fir den Hierscht/Wanter 2022 ass aus Ressourcëgrënn net virgesinn. Doriwwer eraus ass et wëssenschaftlech méi sënnvoll, e Monitoring am Fréijoer/Summer 2023 ze lancéieren, wou een dann och d'Reproduktioun vun de Salmoniden (notamment Baachfrellen) a Cypriniden mat erfaasst, fir den Impakt op d'Fëschpopulatioune besser evaluéieren ze kënnen.

Et ass awer ze präziséieren, dass e spezifesche Monitoring, fir den Impakt vun enger Drécheperiod ze evaluéieren, just Sënn mécht, wann een déi selwecht Gewässerstrecke matenee vergläicht. Deemno realiséiert d'Waasserverwaltung jo säit Joren de Monitoring op de Baachen a Flëss am Kader vun der europäescher Waasserrahmenrichtlinn (2000/60/CE), deen all Joer stattfënnt, a wou een d'Resultater vu verschiddene Jore ka matenee vergläichen.

Et ass awer och ze bemierken, dass der Waasserverwaltung an der Saison 2022 kee gréissert Fëschstierwe bekannt ass. Dat heescht awer net, dass déi laang Drécheperiod keen Impakt op d'Fëschpopulatiounen hätt. Et ass sécherlech net auszeschléissen, dass et zu lokale Stéierungen an der Fëschpopulatioun koum. Den eventuelle Verlosch ass awer ganz schwéier anzeschätzen, virun allem, wat déi verpachte Gewässer ubelaangt.

Der aktueller Situatioun vun de Fëschpopulatiounen no deem dréchene Summer gëtt, souwäit méiglech an néideg, am alljärleche Besaz vun den ëffentleche Gewässer Rechnung gedroen.

De Besaz eleng ass awer net d'Léisung, fir d'Populatiounen no enger Dréchent, wéi se dëst Joer war, opzebauen an ze stäerken. Et ass net méiglech, een aquatescht Ökosystem aleng duerch Fëschbesaz erëm opzebauen. Et kritt een nämlech net all d'Fëschaarte vun enger typescher Fëschgemeinschaft um Marché ze kafen, an dobäi kënnt och, dass d'Narungsquell vun de Fësch, notamment déi kleng Insekten an Nährdéiercher, déi indispensabel fir d'Fëschpopulatioune sinn, duerch déi extreem Dréchent zréckgaange sinn, soudass e Risiko besteet, dass d'Ëmweltbedingungen net onbedéngt optimal sinn, fir dass de Fëschbesaz kann iwwerliewen.

Et ass gewosst, dass gesond an nohalteg Fëschbestänn an hir nohalteg Notzung op intakte Liewensraim baséieren. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, Moossnamen ze ergräifen, fir d'Gewässer an en naturnoen Zoustand ze bréngen.

Effikass Moossname sinn ënner anerem, eng Beschattung vum Gewässer duerch eng natierlech Ufervegetatioun opkommen ze loossen, an des Weidere kënschtlech Stauberäicher, déi sech séier ophëtzen, ze besäitegen, andeems déi natierlech Fléissdynamik vun enger Baach rëm hiergestallt gëtt. Och ass et wichteg, méiglechst vill Struktur an d'Flëss an d'Baachen ze bréngen, fir de Fësch bei Dréchent an Hëtzt Réckzuchsméiglechkeeten ze bidden, ënner anerem duerch d'Uleeë vu méi déiwe Beräicher.

An der Perspektiv vum Klimawandel ass et deemno ëmsou méi wichteg, déi aquatesch a semi-aquatesch Liewensraim mateneen ze vernetzen an d'Gewässer an hiren naturnoen Zoustand zréckzeféieren, soudass bei enger Erwiermung vun de Gewässer Réckzuchsan Iwwerliewensméiglechkeete fir Planzen an Déieren an notamment Fësch geschaf ginn.

E strukturräicht Gewässer mat vill verschiddene Liewensraim, déi matenee vernetzt sinn, mécht e Flosssystem am Allgemenge méi widderstandsfäeg vis-à-vis vun de Klimaveränneringen, deenen d'Gewässer zukünfteg wäerten ausgesat sinn.

Mise en berne des drapeaux nationaux | Question **6838** (14/09/2022) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans une lettre circulaire datant du 12 septembre 2022, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État informe les ministères, administrations et services de l'État qu'à la suite du décès de la Reine Elizabeth II du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les drapeaux nationaux pavoisant les édifices des ministères, administrations et services de l'État seront mis en berne le lundi 19 septembre 2022 à l'occasion des funérailles de la reine Elizabeth II.

– Comprenant qu'il s'agit d'une marque de respect et de l'expression de deuil et de compassion du Grand-Duché avec la famille royale et le peuple britannique, nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Premier Ministre s'il existe des critères, voire une base légale concernant les occasions, événements ou incidents suite auxquels les drapeaux nationaux seront mis en berne.

– Si de tels critères ou textes légaux font défaut, Monsieur le Premier Ministre estime-t-il qu'il serait opportun de définir de tels critères et de se doter d'une base légale adaptée ?

Réponse (04/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

La loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, dont fait partie le drapeau national, qui relève des attributions du Premier Ministre, ne définit pas les conditions de la mise en en berne du drapeau national.

La mise en berne des drapeaux nationaux est décidée par le Premier Ministre au cas par cas et sur base d'un ensemble d'éléments incluant, entre autres mais non exclusivement, pour le cas d'un événement international comme le cas d'espèce :

– les relations diplomatiques et historiques avec l'État concerné par l'événement ;
– la nature de l'événement, et
– la fonction revêtue par l'individu concerné.

Ainsi, c'est en tenant compte de la profondeur des liens d'amitié et de l'excellence des relations diplomatiques et historiques entre le Royaume-Uni et le Luxembourg, et du fait qu'il s'agit du décès d'un chef d'État en exercice, mais aussi du fait que la figure et le règne de S.M. la Reine Elizabeth II sont exceptionnels à plusieurs égards, qu'il a été décidé de participer au deuil collectif du Royaume-Uni, le jour des funérailles, par la mise en berne des drapeaux nationaux.

À titre d'information complémentaire, le dernier cas de figure récent et comparable dans lequel une mise en berne des drapeaux nationaux a été décidée fut lors du décès et des funérailles du Pape Jean-Paul II, les 4 et 8 avril 2005.

Finalement, le Gouvernement estime qu'il n'est pas nécessaire de se doter d'une base légale formelle pour une pratique dont l'usage reste exceptionnel.

Réserves pétrolières nationales | Question **6839** (14/09/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 3738 vum 29. Mäerz 2018 vun der ADR huet déi deemoleg Regierung iwwert eis national Pëtrolsreserven dat hei geschriwwen: „Fir d'Versuergungssécherheet vum Land och am Fall vun enger schwéierer Kris ofzesécheren, erlaben déi bestoend national Tankkapazitéiten haut, just circa aacht Deeg Sécherheetseserven op nationalem Gebitt ze halen." Iwwer d'Verfügbarkeet vun dëse Reserven am Fall vun enger schwéierer Kris war dat hei ze liesen: „Trotz dëser Obligatioun, an obschonn an deem jeeweilege Land d'Sécherheetseserven disponibel sinn, kéint et an enger schwéierer Kris, an aus verschiddene Grënn, dozou kommen, datt déi néideg Quantitéiten net op Lëtzebuerg transportéiert kéinte ginn. Dat ka beispillsweis geschéien, wa verschidde Facteuren zäitgläich optrieden: Feele vun néidegen Transportkapazitéiten, Streik, laang an intensiv Schlechtwiederperioden, déi den Transport iwwert d'Strooss, d'Eisebunn oder d'Waasser onméiglech maachen, a sou weider."

Iwwer déi weider Evolutioun vun eise Pëtrolsreserven op nationalem Terrain gouf schliisslech deen hei Zenario skizzéiert: „Déi aktuell Geneemegunge fir déi bestoend Tanklagere vu verschiddenen Importeuren zu Bartreng, Hollerech an och um Fluchhafe lafe bis 2020 aus. Am Fall, wou déi Geneemegungen net erneiert géife ginn an tëschenzäitlech keng néi Tanklagere gebaut géife ginn, géifen d'Tanklagerkapazitéiten um nationalen Territoire staark erofgoen an et wier bei Wäitem net méi méiglech, fir déi haiteg aacht Deeg Sécherheetseserven um nationale Gebitt ze halen, wat gréisser Auswierkungen op d'Versuergungssécherheet vum Land mat Pëtrolsproduiten dierft hunn."

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro Nummer 5387 vum 14. Dezember 2021, huet den Här Energieminister zur Fro vum Zesummespill vun zouene Grenze fir Energieproduiten am Fall vun enger gréisserer Kris an eis national Versuergungssécherheet dunn dat heite geschriwwen: „Am Pëtrolsberäich gëtt et eng europäesch Direktiv, déi an déi national Gesetzgebung duerch d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwert d'Organisatioun vum Marché vun de Pëtrolsproduiten transposéiert ginn ass. No den Ufuerderunge vun där Direktiv gesäit d'Gesetz vir, dass all Importateur vu Pëtrolsproduiten eng Sécherheetsreserv vun 90 Deeg par rapport zu sengem Importvolume vum Joer virdru muss halen. D'Hale vun deene Reserven ass also eng Obligatioun, déi privatrechtlech vun de betraffenen Acteuren ëmgesat muss ginn. Fir d'Käschte fir d'Uleeën an d'Hale vun dëse Sécherheetsreserve mussen déi betraffen Importateure selwer opkommen a sinn Deel vun hirem Gesteeungspräis. D'Dispositiounen aus der

europäescher Direktiv gesi vir, dass de Memberstaat, an deem een anere Memberstaat (respektiv seng Acteuren) seng strateegesch Reserven ugeluecht huet, muss dofir suergen, dass den Accès zu deene Stocken zu all Moment an ënner alle Bedéngunge geséchert ass."

Den 2. September 2022 huet den Här Energieminister op enger Pressekonferenz zesumme mam Här Staatsminister dunn drop higewisen, datt Spuenien seng Gasexporter Richtung Frankräich scho gestoppt hätt, a virun enger weiderer Fragmentéierung vum EU-Bannemaart fir Energie an entspriechenden „zouene Grenze" gewarnt.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Energieminister nach gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill a wéi eng Geneemegunge fir Tanklageren op nationalem Territoire säit 2020 erneiert goufen an iwwert wéi een Zäitraum d'Pëtrolsreserven, déi nach hei am Land gelagert sinn, op Basis vun den aktuelle Konsumgewunnechten am Fall vun engem Importstopp opgebraucht wieren?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi d'Regierung sech op dës Zenarie virbereet,
– datt eis national Pëtrolsreserven, déi am Ausland stockéiert sinn, an enger akuter Krisesituatioun duerch d'Autoritéite vun eise Partnerlänner confisquéiert ginn, eng Situatioun, an där de privaten Entreprisen, déi aktuell d'Gestioun vun deene Reserve sécherstellen, naturgeméiss d'Hänn gebonne sinn,
– datt duerch Liwwerschwieregkeeten (z. B. wéinst engem Manktum un Ad Blue) keng Camione méi kéinten op Lëtzebuerg kommen?

3. Wéi steet d'Regierung aktuell zu der Méiglechkeet, nei Tanklager op Lëtzebuerger Territoire ze bauen? Gesäit si esou eng Noutwendegkeet, besonnesch am Liicht vun där aktueller Kris?

4. Wéi kontrolléiert d'Regierung, datt déi privat Importateuren effektiv déi virgeschriwwe Reserve bereethalen?

Réponse (12/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Alleguer d'Kommodosgeneemegungen, déi Tanklager betreffen an déi bis 2020 auslafe sollten, sinn an der Tëschenzäit verlängert ginn.

D'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwer d'Organisatioun vum Maart vu Pëtrolsproduite gesäit vir, datt all Importateur mindestens aacht Deeg Sécherheetsstocken am Land hale muss. Zousätzlech mussen och nach mindestens 37 Deeg Sécherheetsstocken op dem regionalen Territoire gehale ginn. Dës Sécherheetsstocke sollen hëllefen, fir d'Versuergung vum lëtzebuergesche Maart am Fall vun enger lokaler Versuergungskris oprechtzeerhalen. Insgesamt hält Lëtzebuerg 93 Deeg Sécherheetsstocken. Am Prinzipp gëtt déi deeglech Versuergung vun der Populatioun awer iwwer déi kommerziell Stocken op dem nationalen a regionalen Territoire assuréiert.

Am Fall vun enger stënterlecher a kompletter Ënnerbriechung vun der Versuergung vum Land mat Pëtrolsproduiten, stéingen also esouwuel déi kommerziell Stocke wéi och d'Sécherheetsstocken zu Verfügung, fir d'Versuergung vum Land ze assuréieren. Vu datt dës Stocke permanent variéieren, ass et schwiereg, fir d'Fro vun den éierewäerten Deputéierten no engem prezisen Zäitraum ze beäntweren. Insgesamt ginn awer permanent mindestens 45 Deeg Sécherheetsstocken an der Regioun gelagert an dovun op d'mannst aacht Deeg um nationalen Territoire.

ad 2. D'Dispositioune vun der Direktiv 2009/119/CE iwwer d'Obligatioun fir d'Memberstaaten, fir minimal Stocke vu Pëtrol an/oder Pëtrolsproduiten ze halen, déi duerch d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwer d'Organisatioun vum Maart vu Pëtrolsproduiten an nationaalt Recht transposéiert gouf, verbidden, datt e Memberstaat, an deem een anere Memberstaat seng strateegesch Reserve gelagert huet, Mesuren huelen däerf, déi den Transfert, de Gebrauch oder d'„mise en circulation" vu Sécherheetsstocke behënnere kënnen. Des Weidere muss all Memberstaat permanent d'Disponibilitéit an d'Accessibilitéit vun de Sécherheetsstocken assuréieren.

Déi lëtzebuergesch Sécherheetsstocke ginn an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch an an Holland gehalen an, ënner den aktuelle Bedéngungen, gesäit ee kee Grond, fir drun ze zweiwelen, datt ee vun dëse Memberstaaten d'Dispositioune vun der Direktiv am Fall vun enger Versuergungskris net respektéiere géif.

Betreffend d'Problematik vum Adblue gëtt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6797 verwisen.

ad 3. D'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwer d'Organisatioun vum Maart vu Pëtrolsproduite gesäit vir, datt all Importateur mindestens aacht Deeg Sécherheetsstocken um nationalen, a 37 Deeg Sécherheetsstocken um regionalen Territoire hale muss. Dat sinn insgesamt 45 Deeg Sécherheetsstocken, déi am Noutfall der Versuergung vum nationalen Territoire zu Verfügung stinn. Op Basis vun den aktuellen Erfarungswäerter an der Noutwendegkeet, datt d'Consommatioun vu Pëtrolsproduiten an den nächste Joren erof wäert goen, schéngen déi aktuell Stockagekapazitéiten um nationalen Territoire appropriéiert ze sinn, fir d'Versuergung vum Land och an der Zukunft ofzesécheren.

Och wa momentan d'Situatioun op den internationale Mäert ganz schwiereg ass, gëtt et momentan keng akut Versuergungsenkpäss bei de Pëtrolsproduiten. Insgesamt ass awer ze soen, datt déi aktuell Kris prinzipiell eng international Kris ass a keng lokal. Am Fall vu Versuergungsenkpäss wier domadder sécherlech eng international/europäesch Aktioun méi appropriéiert wéi eng Aktioun, déi sech just op de lokale Marché fokusséiert. Deementspriechend ass et, a priori, schwiereg, fir aus der aktueller Kris och direkt Konklusiounen op d'Besoine vun Tankkapazitéiten um nationalen Territoire ze zéien.

ad 4. All Importateur muss déi virgeschriwwe Sécherheetsstocke permanent halen an dem Energieminister am Viraus all Ännerung deklaréieren. Op dëser Basis gëtt da kontrolléiert, ob den Importateur seng Obligatiounen erfëllt. Alleguer d'Sécherheetsstocken, déi am Ausland gehale ginn, mussen och am Virfeld vun dem jeeweilege Land autoriséiert ginn.

Zousätzlech zu dëse Kontrollen um Pabeier ginn d'Sécherheetsstocken um nationalen a regionalen Territoire och reegelméisseg vun engem onofhängegen Expert kontrolléiert, dee sech perséinlech an déi betraffen Tanklager deplacéiert. Déi leschte Kéier sinn d'Sécherheetsstocken am véierte Quartal 2021 kontrolléiert ginn. Den Expert huet keng signifikativ Anomalie fonnt an huet confirméiert, datt déi deklaréiert Stocken effektiv permanent an de respektive Lagere wärend der betraffener Period gehale gi sinn.

Changement d'horaires des trains de la ligne 10 | Question **6840** (14/09/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Laut offiziellem Horaire vun der CFL, dee bis Dezember 2022 gülteg ass, soll op der Linn 10 zu all voller Stonn en Zuch vu Kautebaach an d'Stad fueren. Et ass mir allerdéngs zu Ouere komm, dass dësen Zuch aktuell net fiert, wat fir vill Leit aus der Géigend, déi op Ettelbréck, Dikrech oder an d'Stad an d'Schoul oder op d'Schaff fueren, onnéideg Ëmstänn mat sech brénգt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Aus wéi engem Grond fiert den Zuch zur voller Stonn net méi?

– Wat ass geplangt fir ze garantéieren, dass d'Leit aus der Géigend vun enger gudder Verbindung mam ëffentlechen Transport an d'Nordstad an an d'Stad Lëtzebuerg kënne profitéieren?

Réponse (26/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Sämtlech IC-Zich op der Linn 10 aus an a Richtung Léck fueren zënter dem 5. September 2022 effektiv net méi um Tronçon Kautebaach–Lëtzebuerg. Dës Zich ginn duerch Material vun der SNCB assuréiert am Kader vun der stëndlecher Verbindung tëschent Léck a Lëtzebuerg.

Bedéngt duerch den Äerdrutsch am Tunnel Schieburg de 27. August 2022 ass de Streckendeel tëschent Klierf a Kautebaach bis op Weideres gespaart, soudatt dës Zich hiren Terminus zu Klierf hunn.

Well sämtlecht Material schonn an den Traficker agesat ass, war et den CFL och net méiglech, fir dës Zich an der Tëschenzäit duerch CFL-Material ze assuréieren. CFL hunn awer zesumme mat der SNCB no Léisunge gesicht, soudatt d'Faarte vun dësen Zich rëm kënnen, no enger Upassung vum Ëmlafplang vum Material vun der SNCB, ab dem 19. September 2022 garantéiert ginn.

Wéinst der Spärung vum Streckendeel tëschent Klierf a Kautebaach fueren dës Zich awer, bis zum Ofschloss vun de Reparatiounsaarbechten am Tunnel Schieburg, just tëschent Ettelbréck an der Stad an zeréck.

Duerch operationell, ewéi och infrastrukturell Contrainten ass et leider net méiglech, fir dës Zich ab a bis Kautebaach fueren ze loossen.

D'Organisatioun vun engem Schinnenersatzdéngscht per Bus tëschent Kautebaach an Ettelbréck, deen nieft der bestoender stëndlecher RE-Zuchverbindung tëschent Kautebaach an Ettelbréck géif fueren, ass mangels den néidege Personalressourcen och net méiglech.

Dobäi kënnt, datt d'Fuerzäit vu minimum 40 Minutten, fir d'Streck tëschent Kautebaach an Ettelbréck per Bus ze bewältegen, keng interessant Alternativléisung fir d'Clienten, par rapport zu der Fuerzäit vun 13 Minutte vun der stëndlecher RE-Zuchverbindung tëschent Kautebaach an Ettelbréck, duerstellt.

Déi eenzeg Alternativ, déi de Reesenden ab Kautebaach a Richtung Ettelbréck an der Stad kann de Moment ugebuede ginn, bleift deemno just déi stëndlech RE-Zuchverbindung.

Réglementation des engrais | Question **6841** (14/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An engem Interview mam „Luxemburger Wort" huet d'Madamm Ëmweltministesch erklärt, datt hiert Haus amgaangen ass, d'Düngerveruerdnung aus dem Joer 2000 unzepassen. Konkreet geet et ëm d'Stéckstoffdüngung am Zesummenhang mat der Waasserqualitéit.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen.

– Wat sinn d'Eckpunkte vun den neien Düngerbestëmmungen?

– Bezéien se sech just op de Stéckstoff oder och nach op aner Zorte vun Dünger?

– Wéini wäerten déi nei Reegelen a Kraaft trieden?

– Sinn d'Vertrieder vum Beruff aktiv an d'Virbereedungsaarbechten agebonne ginn a fléissen hir Proposen an Doleancen an den Text an?

Réponse (10/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Wéi déi honorabel Deputéiert richteg an der Press gelies huet, sinn d'Viraarbechten zur Ofännerung vum Règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture amgaangen. Dëst Reglement transposéiert déi sougenannt EU-Nitratdirektiv 91/676/CEE a concernéiert all Form vun organeschen a stéckstoffhaltegen Düngeren, déi an der Landwirtschaft benotzt ginn an déi zu enger diffuser Verschmotzung vun der Ëmwelt bäidroe kënnen.

Et ass momentan virgesinn, ee fachlechen Austausch mat de Vertrieder vun de beruffleche Landwirtschaftsorganisatiounen an och mat de Vertrieder vun Associatiounen aus dem Ëmweltberäich nach dësen Hierscht duerchzeféieren, an zwar op Basis vun engem éischten, provisoreschen Avant-projet de règlement grand-ducal.

Résiliation du contrat d'un médecin psychiatre par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation | Question **6842** (14/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La loi modifiée de 1983 sur l'exercice de la médecine précise dans l'article 20 : « Est nulle toute convention conclue par les membres des professions de médecin et de médecin-dentiste entre eux ou avec un établissement hospitalier, stipulant des partages sur les honoraires ou des remises sur les médicaments prescrits, sans préjudice des dispositions concernant la rémunération des médecins prévues par les lois organiques relatives à certains établissements hospitaliers. » Selon l'article 32 du Code de déontologie « Toute connivence d'intérêts des médecins entre eux, et des médecins avec d'autres professions médicales (pharmaciens, infirmières etc.) est une dichotomie. Toute forme de dichotomie est interdite, notamment : Tout partage d'honoraires entre médecins et non-médecins. »

Dans ce contexte j'aimerais poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Santé dans le contexte de la résiliation du contrat d'un médecin psychiatre par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation.

– Par quelle justification, le Ministère de la Santé suggère-t-il, en général, la légalité d'une rétribution financière, à l'exception des médecins salariés du CHL ?

– Sur quelle base légale s'appuie le Ministère de la Santé pour classifier la rétribution financière de mesure de simplification administrative ?

– Est-ce que, dans la réponse à la question parlementaire 6480 du 14 juillet, il n'y a pas eu de confusion entre « rétribution financière » et une éventuelle location d'un bureau de consultation ou une participation transparente aux frais de secrétariat ?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

À titre préliminaire, il importe de préciser que le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation n'était pas lié contractuellement à un médecin-psychiatre et donc a fortiori, il ne put y avoir de résiliation de contrat.

Dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 6480, il a été précisé que la rétribution en cause est une contrepartie financière versée par le médecin pour couvrir les frais directs et indirects pour l'utilisation des ressources des établissements hospitaliers tels que les bureaux de consultations, les prestations administratives etc. Une telle obligation conventionnelle ne contrevient pas aux dispositions légales en vigueur.

Le contrat-type a pour objet de régler la relation entre le médecin libéral et l'établissement hospitalier auquel il est agréé, et n'a pas d'emprise sur l'exercice libéral proprement dit de la profession de médecin.

Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan | Question **6843** (14/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den Aserbaidjan an Armenien hunn zënter laange Joren ee Konflikt, deen ëmmer emol nees bluddeg gëtt. Ganz rezent sinn nei Artillerie-Ugréff vum Aserbaidjan op armeenescht Gebitt. D'Ziler leien ausnamsweis net am Biergkarabach, mee baussent där Regioun, déi Aserbaidjan fir sech an Usproch hélt, trotz der majoritär armeenescher Bevëlkerung. Dat ass eng Verschäerfung vun der Krichssituatioun, där och vill Mënschen zum Affer gefall sinn. Dozou wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Den Aggressor Aserbaidjan kritt weeder vun Europa nach vu Lëtzebuerg mat Sanktioune gedrot, wann hien Armenien ugräift. Ass dat net eng duebel Moral vun der europäescher a lëtzebuergescher Baussepolitik, wann ee mat der ukrainesch-russescher Situatioun vergläicht?

2. Zënter Juli gëtt et europäeschersäits no de Wierder vun der Kommissiounspresidentin Madamm von der Leyen „ein neues Kapitel in der Energie-Zusammenarbeit" mam Aserbaidjan, dee seng Gasliwwerungen un Europa verduebelt. Gëtt et keng moralesch Bedenken, fir mat engem erwisenen Diktator an Aggressor vun engem Nopeschland an Energiefroen zesummenzeschaffen?

3. De Lëtzebuerger Bausseminister huet an der Vergaangenheet scho méi schaarf formuléiert Kritik um aserbaidjanesche Krich geüübt. Ass dee rücksichtsvollen Ëmgang haut op wirtschaftlech Interessen zeréckzeféieren?

Réponse (17/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Europäesch Unioun verurteelt d'grenziwwerschreidend Gewalt géint Armenien. Als Konsequenz huet d'EU, déi offiziell als Mediateur fungéiert, eng „mission civile" an den Haut-Karabakh geschéckt.

ad 2. Den Aserbaidjan huet enger EU-Zivillmissioun zougestëmmt an et gëtt kontinuéierlech un enger pazifistescher Léisung fir d'Situatioun am Haut-Karabakh geschafft. Den Aserbaidjan ass, wéi och Armenien, Member vum Partenariat oriental. De Partenariat oriental ass eng Initiativ vun der Europäescher Unioun, fir d'Zesummenaarbecht a verschiddene Beräicher ze förderen, fir sou Stabilitéit a Fridden an der Regioun ze schafen.

ad 3. Den 13. September 2022 huet den Ausseminister op Twitter d'Ugréff vun Aserbaidjan op Armenien kloer verurteelt:

"Luxembourg is deeply concerned at reports about military operations by Azerbaijan directed against Armenia that have caused many casualties. Hostilities must stop. FM #Asselborn calls on both parties to refrain from further escalation."

Plateforme d'échange de données nationale | Question **6844** (14/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Press gëtt de 24. Abrëll de PNED (Plateforme d'échange de données nationale) annoncéiert, an zwar als wirtschaftlechen Interesseverband. Dës Plattform offréiert Servicer zu Lëtzebuerg an iwwer Lëtzebuerg eraus mat Daten, déi zu Lëtzebuerg an iwwer Lëtzebuerg eraus gesammelt goufen. Besonnesch de Wirtschaftsministère schéngt ze hoffen, datt sech Clienten an de Beräicher Mobilitéit, Logistik, Weltraum a Landwirtschaft fannen. De Projet, deen elo op d'Bee gesat gouf an deen och Date vum Health Data Hub soll integréieren, werft eng Rëtsch Froen op:

1. D'PNED-Plattform selwer soll, laut Press („Paperjam" vum 24. August), op legal Zwäng oppassen. Allerdéngs sinn d'Technologien, déi aus der Verknäppung vu villen ënnerschiddlechen Datebanken an Datamining-Software entstane sinn, esou performant, datt Anonymitéit nëmmen nach e vage Begréff ass an aus manner sensibelen Donnéeën, déi online ze fanne sinn, haut schonn individualiséiert Bréiwer kënne gezu ginn. Wéi gesäit d'Regierung hei d'Gefor vum gliesene Bierger opgrond vun a priori vertrauleche Regierungsinformatiounen?

2. Ass bei der Komplexitéit vun der Technologie an de quasi onendleche Recherche- an Datamining-Méiglechkeeten iwwerhaapt eng juristesch Garantie méiglech, datt dem Bierger seng Privatsphär onverletzt bleift?

3. Ass beim Zougréff op ënnerschiddlech Regierungsdatebanken iwwerhaapt drun ze denken, datt dës Donnéeë kéinten anonym bleiwen, wa wierklech intensiv gekuckt gëtt?

4. Wär et an deem Moment net opportun, all Lëtzebuerger Resident verschidden Optiounen ze offréieren, an zwar
– en totalen Optout aus deem ganze Projet,
– e partiellen Optout aus eenzelen Datebanken (oder eng geziilt Erlabnis, wat fir Donnéeën de PNED däerf notzen),
– d'Méiglechkeet, zu all Moment einfach an transparent ze verlaangen, datt Donnéeën, déi sech op déi eege Persoun bezéien an am PNED genotzt goufen, musse geläscht ginn?

5. Vu datt déi mannste Leit sech eng Virstellung dervu kënne maachen, wat fir aussergewéinlech Recherchefäegkeete modern Computertechnologie duerch d'Verknäppung vun Datebanken huet, ass dru geduecht ginn, de Bierger esouwuel ëffentlech wéi individuell iwwert de Projet do ze informéieren?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1. Et ass wichteg unzemierken, dass keng Datebanken direkt matenee verknäppt ginn. D'Datebanke bleiwe getrennt an dezentral, sou wéi si et elo och sinn. D'PNED wäert just Servicer fir d'Fuerschung zur Verfügung stellen, fir Donnéeën aus verschiddenen Datebanke matenee verknäppen ze kënnen, wann et dofir eng legal Basis gëtt, déi dem urspréngleche Detenteur vun den Daten erlaabt, dëst ze maachen. D'PNED entwéckelt keng Servicer fir ee generellen Datamining op den Donnéeë vu Bierger, well Ufroe fir Donnéeën an all eenzelem Fall vun dem respektiven

Detenteur vun den Donnéeë gepréift ginn. Ausserdeem muss bei sou enger rechtlech ofgesécherter Verknäppung duerch entspriechend technesch Moyene séchergestallt ginn, dass keng onzoulässeg Identifikatioun vu Privatpersoune ka geschéien.

ad 2. Et ass wichteg, tëscht juristesche Garantien an technesche Garantien ze ënnerscheeden. Déi generell Dateschutzbestëmmunge vun der EU (Règlement général sur la protection des données – RGPD) stellen den allgemenge legale Kader duer. D'Haaptzil vun dësem Reglement ass et, fir déi fundamental Rechter a Fräiheete vu Privatpersounen, a besonnesch hiert Recht op de Schutz vu perséinlechen Donnéeën ze assuréieren.

Donieft wäerten technesch Garantië geschaf ginn, déi eng zousätzlech Sécherheet bidden. Dës technesch Mesurë solle verhënneren, dass Bierger kënnen identifizéiert ginn, a si erlaben et festzestellen, wann ee probéiert, Sécherheetsvirkéierungen ze ëmgoen oder Donnéeë fir onerlaabten Zwecker ze benotzen. Esou Servicer sollen notamment och an der PNED entwéckelt ginn, fir dass déi juristesch Garantien och mat deene beschtméiglechen technesche Servicer ënnermauert ginn.

D'PNED wäert sech och un europäeschen an internationalen Aarbechtsgruppen an Initiative bedeelegen, fir um neiste Stand vun der Entwécklung ze sinn, wat technesch an organisatoresch Mesuren ugeet, fir d'Privatsphär ze schützen.

ad 3. Utilisateuren, déi Zougang zu Donnéeën autoriséiert kréien, wäerten net direkt op Regierungsdatebanken zougräife kënnen. Nëmmen déi Donnéeën, déi si wierklech fir hir Fuerschung brauchen, wäerten hinnen an engem separaten informateschen Ëmfeld zur Verfügung gestallt ginn.

D'Donnéeë ginn, entweeder an anonymiséierter Form oder a pseudonymiséierter Form, analyséiert. Am éischte Fall sinn déi betraffe Persounen net méi erkennbar. Am zweete Fall kënnen d'perséinlech Donnéeën net méi direkt enger Persoun zougeschriwwe ginn a Moossname gi geholl, fir all ongewollte Reattributioun ze verhënneren.

Doriwwer eraus kréie potentiell Notzer Zougang zu Donnéeën nëmme fir e kloer definéierten a justifiéierten Zweck. Dëst beinhalt och, dass si d'Zort vun Analys, déi se wëlle maachen, kloer beschreiwen. D'Operatiounen, déi op den Donnéeën duerchgefouert ginn, ginn dann och iwwerwaacht an, wann néideg am Fall vu Mëssbrauch, sanktionéiert.

ad 4. D'PNED ass eng Plattform vu Servicer, déi dobäi hëllefe soll, dass d'Donnéeën am Aklang mam Dateschutz fir ee kloer identifizéierte Fuerschungs- an Innovatiounszweck kënne genotzt ginn. All d'Originaldonnéeë bleiwen an de jeeweilegen Datebanken. Am Kader vun der PNED kann nëmmen dann op Donnéeën zeréckgegraff ginn, wann de legale Kader dëst och erlaabt an d'Rechter, déi d'Bierger par rapport zu hiren Daten hunn, bleiwe bestoen. Falls d'Ausübung vun dëse Rechter iwwer technesch Servicer kann ënnerstëtzt ginn, kéint d'PNED den Developpement vun esou Servicer iwwerhuelen.

ad 5. Niewent de legalen an technesche Servicer, déi d'PNED soll ausschaffen, huet si an hire Missiounen och den Optrag, fir Formatiounen an Informatiounsmaterial zum Theema Datennotzung auszeschaffen. Fir Vertrauen ze schafen, ass Transparenz essenziell, an dofir sollen am Kader vun dësem Optrag souwuel déi legal wéi och déi technesch Aspekter vum Gebrauch vun Donnéeën erkläert ginn. Et wäert och doru geschafft ginn, dem Bierger e besseren Abléck ze ginn, a wéi fern Donnéeë kënne fir d'Fuerschung, d'Innovatioun oder fir aner Zwecker vun allgemengem Interessi genotzt ginn.

Ligne scolaire A05 entre Niederwampach et Clervaux | Question **6845** (15/09/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Betreffend d'Schoullinn A05 vun Nidderwampech bei de Clierfer Lycée ass ville Leit opgefall, datt dës Linn an der Uertschaft Selscheid zwou Haltestellen huet an zu Wäicherdang souguer dräi. D'Uertschaft Knapphouschent awer huet keng eenzeg Haltestell, obwuel dës Buslinn duerch Knapphouschent fiert.

1. Aus wat fir engem Grond ass an der Uertschaft Knapphouschent keng Haltestell virgesinn?

2. Wär et net méiglech, hei eng Haltestell anzeplangen, well vun hei aus ginn och Schüler an de Clierfer Lycée?

Réponse (27/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Zum Zäitpunkt vun der Rentrée an der Fro vum Deputéierte war dës Fro scho geléist. An der Tëschenzäit sinn an der Uertschaft Knapphouschent dräi Arrête virgesinn (Kleinhoscheid, Dahl, Schenten). Den RGTR Schülertransport fiert elo mat der Schülerlinn A05 via Knapphouschent de Clierfer Lycée un.

Chauffeurs d'autobus | Question **6846** (15/09/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Duerch d'Erneierung respektiv den Ausbau vun den RGTR-Linne ginn eng Rei vun zousätzleche Buschauffere gebraucht. Och eenzel Schoullinne sinn dobäikomm, déi vun den RGTR-Linne getrennt gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an un den Här Aarbechtsminister riichten:

1. Wéi vill Buschauffere waren agestallt an de Joren 2019, 2020 respektiv 2021?

2. Wéi vill Buschauffere ginn effektiv gebraucht, fir déi ganz RGTR-Linnen ze fueren, déi programméiert sinn?

3. Wéi vill Buschauffere gi gebraucht, fir déi eenzel Schoullinnen ze fueren?

4. Gëtt et bei de Buschaufferen eng Reserv, fir eenzel Linnen ze fueren, wann den Zuch ausfält?

Réponse (26/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Laut den Informatioune vun der Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autocars et d'autobus (FLEAA) ass déi gesamt Unzuel vun de Chauffere bei Lëtzebuerger Busfirme mat engem D-, D1- respektiv B-Führerschäin, inklusiv Voll- an Deelzäit, folgend:

2019: 3.069
2020: 3.113
2021: 3.479

ad 2. Eng genee Zuel ass schwéier ze identifizéieren. Laut den Informatiounen aus den Offere an der Soumissiounsprozedur kann een dovunner ausgoen, dass mindestens 1.600 Buschauffere fir den RGTR-Reseau fueren.

Ech weisen drop hin, dass et aktuell ronn 200 RGTR-Linne gëtt, an dass d'Buschaufferen am Laf vun hirem Schaffdag kënne verschidden Zorte vu Servicer assuréieren, zum Beispill mueres eng Schoulfaart, duerno eng regulär RGTR-Linn, an nomëttes en Ausfluch.

ad 3. Och fir d'Exploitatioun vun de Schoullinnen ass et ganz schwiereg, eng genee Zuel unzeginn.

De Moment gëtt et 268 Schoullinnen, déi vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport nieft dem RGTR organiséiert ginn. Well moies an der Spëtzestonn, Richtung Schoul, ëmmer mindestens eng Faart gefuer gëtt, kann een domat rechnen, dass moies och 268 Buschaufferen am Asaz sinn. D'Retouren nomëttes dogéint si méi verdeelt.

ad 4. Bei de Betriber gëtt et selbstverständlech eng Reserv u Buschaufferen, fir den Déngscht ze assuréieren, zum Beispill bei Krankheetsausfäll. Aus mengen Äntwerte geet jo och ervir, datt d'Betriber och nach Chaufferen hunn, fir aner Servicer ze assuréiere wéi just den RGTR an de Schoultransport. Detailer sti mir awer net zur Verfügung.

Information des communes des changements d'horaires des transports publics | Question **6847** (15/09/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Laut engem Schreiwes vum Mobilitéitsministère sollen d'Gemengen net méi iwwer Ännerungen um Fuerplang vum RGTR-Busreseau informéiert ginn. D'Gemenge kréie geroden, sech um Site „mobiliteit.lu" iwwer Changementer ze renseignéieren an do déi entspriechend „fiches horaires" erofzelueden.

D'Gemenge sinn awer weiderhi gehalen, d'Fuerpläng op den Arrête bei Upassungen ze aktualiséieren. Opgrond vun der neier Reegelung ouni systematesch Informatioun duerch de Ministère kéint et an Zukunft zu Problemer kommen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wier et aus Transparenzgrënn net méi einfach, datt bei enger Upassung vun den Horairen awer eng Informatioun un déi jeeweileg Gemeng géif goen?

– Kéint de Verkéiersverbond net iwwer eng Alerte (push mail) déi concernéiert Gemeng e puer Deeg am Viraus iwwer d'Upassung vun der spezifescher Linn informéieren, soudatt de Fuerplang an de Bushaltestellen ugepasst ka ginn?

– Misst de Mobilitéitsministère net dofir suergen, datt den ëffentlechen Transport gefërdert gëtt an domat och den Informatiounsfloss?

Réponse (10/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

An senger parlamentarescher Ufro vum 15. September 2022 freet den éierewäerten Deputéierten no der Informatiounsstrategie fir d'Gemenge beim RGTR-Fuerplangwiessel.

D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP), déi säit dem 1. Mäerz 2021 duerch d'Fusioun vun der Direktioun vum ëffentlechen Transport (MMTP) an dem fréiere Verkéiersverbond entstanen ass, huet fir de Fuerplangwiessel vun dëser Rentrée effektiv net méi déi gewinnte Kommunikatioun un d'Gemenge gemaach. Den Haaptgrond dofir war, datt d'Informatioun, déi geméinlech u Gemenge verschéckt gouf, genee déi selwecht war, wéi se un d'Busbetriber gaangen ass. Dëst war bis elo en Avis, deen alles regruppéiert huet, wat op all de Linnen am ganze Land geännert gouf. Et war een eenzegt laangt Dokument, mat sëllegen Detailer technescher Natur, déi fir den Usager awer net relevant sinn. D'ATP huet dowéinst d'Entscheedung geholl, d'Informatioun fir d'Gemenge vun der Kommunikatioun fir d'Exploitanten ze trennen, och ënner anerem nach wéinst dem Akraafttriede vun den neien Exploitatiounskontrakter mat de Busbetriber.

Wat elo konkreet dëse Fuerplangwiessel betrëfft, sou gouf Ufank September 2022 e Bréif un all d'Gemenge verschéckt, mat der Informatioun, dass den 11.

September 2022 e Fuerplangwiessel stattfanne géif. Heiranner gouf matgedeelt, datt d'Fuerpläng souwéi d'Informatioune zu den RGTR-Buslinnen um Internetsite mobiliteit.lu disponibel wieren, ënnert der Rubrik vun de Fiche-horairen. De Site enthält déi selwecht Informatiounen, wéi se virdrun am Avis ze fanne waren, awer ouni déi technesch Instruktiounen, déi just fir den Exploitant relevant sinn. D'Linnen, wou eng Änneerung war, goufe mat engem Ausrufezeechen extra ervirgehuewen, déi op d'Änneerung higewisen hunn. Och gouf op d'Méiglechkeet vun de Filteren higewisen, déi d'Recherche vereinfachen. All Fiche horaire ka vum Site erofgeluede ginn.

D'ATP huet deemno d'Informatioun zentraliséiert; virdrun haten d'Gemengen op engem dediéierte Site Zougang zu den neien RGTR-Fuerpläng, wat duplikativ war.

Et ass nach ervirzehiewen, datt d'Verschécke vun de Busarrêt-Fuerpläng un all Gemeng nach ëmmer gemaach gëtt.

D'ATP wäert awer, opgrond vu verschiddene Retoure vu Gemengen, fir den nächste Fuerplangwiessel nach eng méi geziilte Kommunikatioun fir d'Gemengen ustriewen.

Pannes d'électricité | Question **6849** (15/09/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An de leschten Deeg a Woche koum et e puermol zu gréissere Stroumpannen op verschiddene Plazen am Land, dorënner Diddeleng, Käl, Ell, Réiden a Rammerech, fir e puer Beispiller ze nennen. Plazeweis hate ganz Uertschafte keen Elektresch.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie a Landesplanung stellen:

1. Kann den Här Minister mech iwwer d'Grënn vun dëse Stroumpannen opklären?

2. Gëtt et e Problem mam Stroumnetz?
– Wa jo, duerch wat sinn dës Problemer bedéngt?
– A wat gëtt aktuell ënnerholl, fir d'Stroumnetz beschtméiglech ze stabiliséieren?

3. Wéi vill Stroumpanne goufen dëst Joer bis elo landeswäit verzeechent?

4. Wéi laang huet et an der Moyenne gedauert, bis se behuewe waren?

5. Wéi läit d'Unzuel vu Stroumpannen dëst Joer am Verglach mam selwechten Zäitraum vum leschte Joer?

Réponse (17/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Op Ufro hin huet Creos follgend Informatioune matgedeelt:

Zu der Pann vum 10. September 2022 zu Keel/Diddeleng:

An der Nuecht vum 10. September géint 3.53 Auer war zäitgläich op zwou Plazen am Creos-Netz en Defekt op engem an deem selwechte Mëttelspannungsstrang, dee vum Héichspannungsposte Keel alimentéiert gëtt, an zwar eemol tëscht de Poste Kayl–Spellini an Dudelange–Place Gymnich, souwéi tëscht de Posten Dudelange–École (Rue Gaffelt) an Dudelange–Weirich. Betraff vun dëser Kabelpann waren insgesamt 14 Mëttelspannungsposte mat 1.023 Uschlëss, déi ausgefall sinn. De betraffene Kabel ass aus den 1980er Joren an um Programm, fir am Joer 2023 gewiesselt ze ginn.

Zesumme mam Dispatching hunn d'Creos-Leit vun der Permanence op der Plaz de Feeler isoléiert a fräigeschalt, fir uschléissend d'Posten an d'Clienten nees etappeweis un d'Netz ze huelen. Insgesamt huet d'Stroumpann 244 Minutte gedauert, woubäi no 60 Minutten déi éischt 110 Uschlëss nees Stroum haten.

Zu der Pann vum 12. September 2022 zu Diddeleng:

Den 12. September 2022 ass op dem nämmlechte Mëttelspannungsstrang en drëtte Stroumausfall géint 10.09 Auer enregistréiert ginn. Hei huet et sech nees ëm eng Kabelpann gehandelt tëscht de Statiounen Dudelange–Route de Kayl an Dudelange–Rue Aloyse Kayser, déi op en Neits de ganzen Tronçon mat de 14 Statiounen an 1.023 Uschlëss vum Netz getrennt huet. Den Ausfall huet insgesamt 68 Minutte gedauert mat follgende Bäischaltphasen:

– 209 Uschlëss no 24 Minutten
– 169 Uschlëss no 48 Minutten
– 242 Uschlëss no 56 Minutten
– 403 Uschlëss no 68 Minutten

No deenen dräi Feeler innerhalb vun nëmmen e puer Deeg op dem selwechte Kabel, huet Creos decidéiert, de Remplacement virzezéien. D'Creos Projektteam ass zur Zäit amgaangen, déi néideg Autorisatiounen eranzehuelen, fir an den nächste Wochen de Kabel op enger Längt vu ronn 600 m ze ersetzen.

Zu der Pann vum 10. September 2022 zu Réiden:

Den 10. September 2022 huet en Aascht an enger Fräileitung tëscht Holz a Pärel (Gemeng Rammerech) fir en Declenchement am Héichspannungsposten zu Réide gesuergt. Heibäi haten d'Lokalitéite Réiden, Ell, Nidderkolpech a Kleng Elchert wärend 37 Minutte kee Stroum (insgesamt 387 Uschlëss), wärend Holz a Pärel (451 Uschlëss) insgesamt 54 Minutte vum Netz getrennt waren. Et koum zu kengem Materialschued an de Stroumreseau war no 54 Minutten an enger Rei manueller Schaltmanöver um Terrain nees operationell.

ad 2. Ee Stroumnetz ass eng technesch Installatioun, an där et duerch verschiddenst Ursaachen ëmmer mol rëm zu Tëschefäll ka kommen. Fir déi ze miniméieren, ginn et Ufuerderungen un d'Exploitatioun, d'Maintenance an d'Erneierung vun sou Infrastrukturen.

D'ofgeännert Gesetz vum 7. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché gesäit a sengem Artikel 11 (3) vir, dass de Regierungskommissär fir Energie all zwee Joer ee Rapport iwwer all Aspekter vun der Sécherheet an der Qualitéit vun der Versuergung mécht. Dee Rapport („Bericht über die Versorgungssicherheit im Strombereich in Luxemburg – 28. Juli 2022") beliicht verschiddenst Aspekter am Zesummenhang mat de Stroumreseauen an ass um Internetsite vum Energieministère veröffentlecht[8]. De Rapport identifizéiert souwuel am Beräich Transportnetz wéi och am Beräich Verdeelnetzer verschidde Punkten, déi am A ze behale sinn, mä werft awer keng relevant Punkten op, déi d'Versuergungssécherheet géifen a Fro stellen.

ad 3. bis 5. D'Creos weist drop hin, dass d'Stroumpannen an hirem Netz am Joer 2022 liicht méi niddreg si wéi am Vergläichszäitraum 2021. Ware bis September 2021 insgesamt 446 Panne mat enger Duerchschnëttsausfallzäit vun 167,3 Minutten, sou sinn dës Wäerter fir 2022 op insgesamt 416 Pannen an 153,7 Minutten erofgaangen. Haaptursaache fir d'Ausfäll sinn un éischter Stell Beschiedegung duerch Drëtter an intern Ursaache wéi z. B. Materialschwächten oder lokal Iwwerlaaschtungen am Netz. Den Detail dovun ass an de follgenden Tableauen ersiichtlech.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

[8] https://mea.gouvernement.lu/dam-assets/energie/electricite/mea-vsberichtstrom2022.pdf

Changement d'horaires des trains de la ligne 10 | Question **6850** (15/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Bei der Rentrée hunn sech vill Leit beschwéiert, datt moies um 7.00 Auer op der Linn 10 keen Zuch méi vu Kautebaach op Ettelbréck respektiv an d'Stad fiert. Eisen Informatiounen no ginn och keng Bussen agesat, fir d'Verbindung bis op Ettelbréck ze garantéieren. D'Zuchverbindung vu moies 7.00 Auer ass besonnesch wichteg fir Schüler a Studenten, fir datt si pünktlech an der Schoul sinn. De selwechte Problem existéiert och mëttes an déi aner Richtung um Trajet Stad–Kautebaach. An deem Kontext wollt ech follgend Drénglechkeetsfroen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

– Kënnt Dir d'Informatioun, datt den Zuch vu 7.00 Auer net méi vu Kautebaach bis op Ettelbréck fiert, confirméieren?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Ännerung am Fuerplang?

– Kënnt Dir Alternativen nennen, wéi d'Schüler aus dem Norde moies solle bis op Ettelbréck kommen, ouni datt si ze laang ënnerwee si fir an d'Schoul?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir dës Situatioun esou séier wéi méiglech ze verbesseren?

Réponse (27/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Sämtlech IC-Zich op der Linn 10 aus an a Richtung Léck fueren zënter dem 5. September 2022 effektiv net méi um Tronçon Kautebaach–Lëtzebuerg. Dës Zich ginn duerch Material vun der SNCB assuréiert am Kader vun der stëndlecher Verbindung tëschent Léck a Lëtzebuerg.

Bedéngt duerch den Äerdrutsch am Tunnel Schieburg de 27. August 2022 ass de Streckendeel tëschent Klierf a Kautebaach bis op Weideres gespaart, soudatt dës Zich hiren Terminus zu Klierf hunn.

Well sämtlecht Material schonn an den Traficker agesat ass, war et den CFL och net méiglech, fir dës Zich an der Tëschenzäit duerch CFL-Material ze assuréieren. CFL hunn awer zesumme mat der SNCB no Léisunge gesicht, soudatt d'Faarte vun dësen Zich rëm kënnen, no enger Upassung vum Ëmlafplang vum Material vun der SNCB, ab dem 19. September 2022 garantéiert ginn.

Wéinst der Spärung vum Streckendeel tëschent Klierf a Kautebaach fueren dës Zich awer, bis zum Ofschloss vun de Reparatiounsaarbechten am Tunnel Schieburg, just tëschent Ettelbréck an der Stad an zeréck.

Duerch operationell, ewéi och infrastrukturell Contrainten ass et leider net méiglech, fir dës Zich ab a bis Kautebaach fueren ze loossen.

D'Organisatioun vun engem Schinnenersatzdéngscht per Bus tëschent Kautebaach an Ettelbréck, deen nieft der bestoender stëndlecher RE-Zuchverbindung tëschent Kautebaach an Ettelbréck géif fueren, ass mangels den néidege Personalressourcen och net méiglech.

Dobäi kënnt, datt d'Fuerzäit vu minimum 40 Minutten, fir d'Streck tëschent Kautebaach an Ettelbréck per Bus ze bewältegen, keng interessant Alternativléisung fir d'Clienten, par rapport zu der Fuerzäit vun 13 Minutte vun der stëndlecher RE-Zuchverbindung tëschent Kautebaach an Ettelbréck, duerstellt.

Déi eenzeg Alternativ, déi de Reesenden ab Kautebaach a Richtung Ettelbréck an der Stad kann de Moment ugebuede ginn, bleift deemno just déi stëndlech RE-Zuchverbindung.

Santé mentale | Question **6851** (16/09/2022) de **M. Max Hengel** (CSV)

Laut enger Studie, déi 2019 am Deutschen Ärzteblatt publizéiert gouf, läit d'Stierflechkeet bei Patiente mat enger schwéierer mentaler Krankheet (Severe Mental Illness, SMI) wéi beispillsweis bei enger Borderline-Perséinlechkeetsstéierung oder psychoteschen a bipolare Stéierungen däitlech méi héich wéi beim Rescht vun der Bevëlkerung. Laut dëser Publikatioun kéint sech d'Liewenserwaardung vun de Patiente mat enger SMI bis zu 10 Joer verkierzen. Den Traitement vun dëse Krankheete gëtt zu Lëtzebuerg net integral vun der CNS rembourséiert, obwuel se als Krankheeten unerkannt sinn. Zudeem ass bewisen, datt eng Kombinatioun vun enger medikamentéiser an enger psychotherapeutescher Behandlung déi beschte Resultater bréngt. An deem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Minister vun der Sécurité sociale stellen:

1. Wann d'Verhandlunge bis erfollegräich ofgeschloss sinn an d'Psychotherapie vun der CNS rembourséiert gëtt, wäert déi nei Reegelung dann och fir SMI-Patiente gëllen, déi sech schonn an enger psychiatrescher Behandlung befannen?
– Wann nee, firwat net?

2. Wat plangt d'Regierung ganz generell, fir den SMI-Patienten eng besser Prise en charge ze assuréieren?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) definéiert als véiert Zil am Europäeschen Aktiounsplang fir mental Gesondheet, datt all Mënsch d'Recht op eng respektvoll, sécher an effikass Behandlung soll hunn. D'Gesondheetsdirektioun schafft den Ament en nationale Plang fir d'mental Gesondheet aus. D'Ausschaffe vun dësem Plang baséiert op Ziler, déi d'WHO fir d'Memberlänner spezifiéiert huet.

Onofhängeg vun der Gravitéit vun der Krankheet an och egal, ob e Patient schonn an enger psychiatrescher Behandlung ass, ass de Patient fräi, souwuel säin Dokter wéi och seng Therapie ze wielen; dëst steet am Artikel 5 vum Gesetz vum 24. Juli 2014[9]: « [...] Chaque patient a le droit de choisir librement le prestataire de soins de santé par lequel il désire être pris en charge en vue de la prestation de soins de santé. Ce choix peut être modifié à tout moment. »

D'Therapie an d'Behandlung vu geeschtege Krankheeten hänkt ëmmer vun der jeeweileger Krankheet, dem individuellen Zoustand vun de Symptomer an vun deenen domat verbonnenen Aschränkunge vun der betraffener Persoun of. Ausserdeem an onofhängeg vun der Gravitéit vun der psychiatrescher Krankheet, kann eng psychiatresch Behandlung aus verschiddene Grënn ofgeschloss ginn. Wann een déi uewe genannten Aspekter berécksiichtegt, däerf d'Tatsaach, datt eng Persoun, déi wéinst enger schlëmmer mentaler Krankheet a Behandlung ass, keen Hindernis sinn, fir Zougang zu enger Psychotherapie ze hunn.

Eweí schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6781 iwwert de Remboursement vun der Psychotherapie präziséiert gouf, ass d'Nomenklaturskommissioun de 5. Oktober 2022 eng éischte Kéier zesummekomm, fir d'Akte mat hire Koeffizienten ze fixéieren am Beräich vun der Psychotherapie.

Et muss een d'Aarbechte vun der Nomenklaturskommissioun ofwaarden, ier een sech kann zu bestëmmte Behandlungen äusseren.

D'Ufro fir eng besser Prise en charge vun den SMI-Patiente gëtt awer un déi zoustänneg Servicer weidergeleet, déi och an der Nomenklaturskommissioun vertruede sinn, fir kënnen an den Aarbechte berécksiichtegt ze ginn. Et ass awer ze präziséieren, datt eng SMI de renge Beräich vun der Psychotherapie depasséiert, well et an de psychiatresche Beräich erageet. Hei kënnen dann och Psychiateren eventuell Medikamenter verschreiwen, wann dës fir den Traitement néideg sinn. D'Akten am psychiatreschen an am psychotherapeutesche Beräich mussen sech also och hei ergänzen, fir kënnen de betraffene Persounen déi beschtméiglech Ënnerstëtzung ze ginn.

ad 2. Den zukünftegen nationale Plang fir d'mental Gesondheet definéiert ënner anerem d'Moossnamen an d'Campagnen op verschiddenen Niveauen, sief dat op Niveau vun der Gesondheetsversuergung, der Präventioun, der Behandlung oder der Betreiung. D'Betreiung vu Patiente mat schwéiere psychesche Krankheete gëtt an dësem Kontext berécksiichtegt. D'Elaboratioun vum Plang fënnt zesumme mat verschiddenen Acteuren aus dem psychiatresche Milieu statt an integréiert domat déi verschidden Aspekter, déi am bestoende Fleegesystem besonnesch wichteg sinn an an deem Sënn eng Verbesserung vun der Betreiung mat sech brénge soll.

Initiation des chauffeurs du service Adapto | Question **6852** (16/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Beim Adapto-Service kënnt et laut Aussoe vu Leit mat ageschränkter Mobilitéit – déi an hirem Alldag op dës spezifesch Transportoffer op Demande ugewise sinn – ëmmer nees zu Mëssverständnesser, Schwieregkeeten an Tëschefäll. Sou gouf et mengen Informatiounen no rezent e Fall, bei deem e Chauffeur op sengem éischte Schaffdag direkt eleng op d'Streck geschéckt ginn ass – mam Resultat, dass hie mat sengem Gefier net op der ofgemaachener Plaz op säi Client gewaart huet an déi concernéiert Persoun gemengt huet, den Adapto-Bus kéim net. Doriwwer eraus geet och vu Fäll rieds, bei deenen de Firmen-Handy, iwwer deen de Adapto-Chauffeur ka kontaktéiert ginn, net fonctionéiert.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann den Här Minister mech am Detail iwwer d'Aweisungsprozedur vun neien Adapto-Chauffeuren informéieren?

2. Huet den Här Minister Kenntnis vu Fäll, bei deenen dës Aweisungsprozedur net duerchgefouert gouf?
– Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?
– Wéi soll an Zukunft assuréiert ginn, dass kee Chauffeur méi ouni Initiatioun op d'Streck geschéckt gëtt?

3. Huet den Här Minister Kenntnis vu Fäll, wou de Chauffeur am Déngscht wéinst techneschen Defaillancen net iwwer den Handy vum Bus-Prestataire ze erreeche war?

4. Wéi ass d'Prozedur fir ze assuréieren, dass den Adapto-Chauffeur zu all Moment via d'Adapto-App erreechbar ass an dass hien och vun der Mobilitéitszentral telefonesch ka kontaktéiert ginn?

5. Gëtt et an deem Kontext e Kontrollsystem fir d'Bedreiwer vun den Adapto-Busse fir sécherzestellen, dass all spezifesch technesch Equipementer fonctionéieren?
– Wa jo, wéi gesäit dee Kontrollsystem an der Praxis aus an a wéi enger Frequenz ginn d'Prestatairen op hir Effikassitéit hin iwwerpréift?
– Wann net, ass den Här Minister net der Meenung, dass sou e System misst agefouert ginn, dëst am Interessi vun deene Leit, déi an hirem Alldag op d'Adapto-Servicer ugewise sinn?

Réponse (26/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Madame Deputéiert huet Froen iwwer den Adapto-Transport, déi follgendermoosse beäntwert kënne ginn.

ad 1. Am Kontrakt vun de Betriber, fir den Adapto ze assuréieren, ass festgehalen: « L'exploitant s'engage à ne mettre en service sur le matériel roulant que du personnel ayant suivi les cours de formation arrêtés par le ministre. »

D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport organiséiert ronn 48 Formatioune pro Joer, un deene jeeweils sechs potenziell Adapto/Mobibus (anc. CAPABS) deelhuelen. Et kënnen, falls néideg a jee no Budget, weider Formatiounen organiséiert ginn. D'Formatioune ginn duerchgefouert vum Centre de formation pour conducteurs (CFC) zu Suessem an dauere jeeweils en hallwen Dag. Se bestinn aus engem theoreeteschem a engem prakteschem Deel a sinn ausgeriicht op d'spezifiesch Bedürfnisser vun der Adapto/Mobibus-Zilgrupp.

Hei en Aperçu vum Programm:

30 minutes : Accueil
– Présentation des règles et différences entre « Adapto et Mobibus »
105 minutes : Théorie sur la complexité du métier pour le chauffeur Adapto/Mobibus
– Sensibilisation sur les demandes et problématiques du client
– Législation et outils d'arrimage pour fixation des chaises roulantes
– Déficience visuelle – communication et techniques de guidage des personnes malvoyantes
90 minutes : Exercices pratiques
– Arrimage des chaises roulantes avec leur propre matériel et dans leurs véhicules des sociétés amenés par les participants
– Exercice de guidage des personnes malvoyantes
– Démonstration pratique sur le circuit fermé

ad 2. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet 50.000 Euro (Budgetsartikel 20.7.41.000) fir d'Joer 2022 zur Verfügung; de Kreditt gouf 2022 an d'Luucht gesat no 2021, wou et nach 37.600 Euro waren.

Wärend der Pandemie an de Joren 2020 an 2021 konnten aus sanitäre Grënn net vill Formatiounen duerchgefouert ginn, weeder an dësem nach an anere Beräicher, déi de CFC assuréiert; wéi dës Aktivitéiten erëm konnten opgeholl ginn, huet et u Ressourcë gefeelt, fir all déi gefrote Formatiounen nozehuelen. Sou koum et, dass net all neie Chauffer direkt forméiert konnt ginn. An der Pandemie krut de Chauffer dofir eng Aweisung vum Betrib selwer.

Mir ass awer de Moment net bekannt, dass Chauffere fueren, déi keng Formatioun hätten.

Ech rappeléieren awer och, datt et eng immens grouss Fluctuatioun vum Fuerpersonal gëtt a mer un der Limitt sinn, fir Chaufferen ze fannen, sief et am ëffentlechen nach am spezifeschen Transport.

ad 3. Neen. Mee wann esou Defaillancë wieren, an de Chauffer hätt weeder Zougrëff op seng Adapto-App

[9] Loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant : la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ; la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel; le Code civil.

nach op en Telefon, misst analyséiert ginn, wat d'Ursaach an och d'Durée war.

ad 4. Soulaang den Adapto-Chauffer säin technesche Support gelueden huet an och eng Netzverbindung huet, ass en erreechbar a ka vum Callcenter mobiliteit.lu, sengem Betrib oder dem Adapto-Notzer kontaktéiert ginn. D'Betriber krute recommandéiert, datt den Telefon/Tablet ëmmer soll un enger Fixatioun an um Akku fixéiert sinn. D'Erreechbarkeet vum Chauffer ass ausserdeem och begrenzt, wann hie grad beschäftegt ass mat engem Client, deen Hëllef brauch beim Eran- oder Erausklammen, wou zum Beispill d'Ramp muss erop- oder erofgelooss ginn, oder e Rollstull an e Client muss fixéiert ginn, oder e blanne Client dobaussen op den Trottoir begleet.

ad 5. De Busbetrib souwéi d'Verwaltung fir ëffentlechen Transport kënnen à distance mëttels dem Adapto-Logiciel iwwerwaachen a sécherstellen, ob den technesche Support aktiv ass, wéi héich oder niddereg den Akkustand ass a wou de Bus grad drun ass.

e-Bichelchen | Question **6853** (16/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Mat der Schoulrentrée 2022/2023 soll, am Kader vum neien Hausaufgabendispositif, den digitalen Tool „e-Hausaufgabebichelchen" agefouert ginn. Mat dësem Tool solle souwuel Betreiungsstrukture wéi och d'Eltere kënnen de Suivi vun de Kanner hiren Hausaufgaben assuréieren. Den Enseignant op där anerer Säit notéiert hei sämtlech Hausaufgaben a kann och d'Bemierkunge vun dem Betreiungspersonal souwéi den Elteren an der App liesen, falls Schüler nach Schwieregkeeten oder soss Problemer mat den Aufgaben haten.

An deem Kontext géife ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Ass den Tool respektiv d'App „e-Bichelchen.lu", dee vum CGIE entwéckelt gouf, obligatoresch ab dem Schouljoer 2022/2023 fir all d'Schoulpartner (Enseignants, Educateurs, Elteren) oder duerfen och aner Tools benotzt ginn, déi haut schonn um Marché verfügbar sinn (Dimmi, Schoolfox, ...)?

2. Ass geplangt, den Tool „e-Bichelchen.lu" an Zukunft och nach auszebauen, sou dass en net just exklusiv Hausaufgabe ka verwalten, mä och aner Funktionalitéite kritt, wéi zum Beispill allgemeng Kommunikatioun mat den Elteren etc.?

Vill Schoulen notze schonns aner digital Tools, déi deelweis déi selwecht oder méi Funktionalitéite besëtze wéi d'„e-Bichelchen.lu".

3. Ass et am Kader vun der Simplification administrative sënnvoll, dass d'Elteren herno méi Appen ze verwalten hunn?

4. Besteet net d'Gefor, dass herno ee groussen Duerjerneen entsteet respektiv d'Elteren iwwerfuerdert sinn?

Réponse (13/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Educatiounsministère huet d'Applikatioun e-Bichelche vum CGIE entwéckele gelooss en vue vun enger eenheetlecher Organisatioun vun der Hausaufgabenhëllef, an dat fir all Enseignanten, Erzéier, Elteren a Kanner. Dës Applikatioun, déi deemnächst och als App fir iOS an Android disponibel gëtt, ass gratis a soll de Suivi vun den Hausaufgabe vun de Kanner vereinfachen an dat doheem, an der Maison relais oder a soss enger Betreiungsstruktur.

D'Schouljoer 2022/23 ass geduecht als Pilotphas, wou Enseignanten, Erzéier, Elteren a Schüler sech solle mat der App familiariséieren. Vun der Rentrée 2023/24 un ass gewënscht, datt dësen Outil dann all Dag an iwwerall an den Asaz kënnt.

Mir si bewosst op de Wee gaangen, fir en eegenen Outil ze entwéckelen, well mir domat op intern Datebanke kënnen zeréckgräifen, wat bei scho besteeënden Applikatiounen aus dateschutztechnesche Grënn net méiglech ass. D'Zeréckgräifen op intern Datebanke bitt och d'Potenzial fir weider zukënfteg Entwécklunge vun dëser neier Applikatioun. Et sief nach drop higewisen, datt sämtlech perséinlech Donnéeën an den Datenzentre vum CGIE zu Lëtzebuerg gespäichert an traitéiert ginn, dëst am Aklang mat de Finalitéiten, wéi se am Gesetz vun 2013 iwwer d'Schülerdatebank festgehale goufen.

ad 2. D'e-Bichelche wäert an deenen nächste Schouljore permanent ausgebaut ginn, fir nei Funktionalitéiten dobäizesetzen, wéi zum Beispill e Kommunikatiounsmodüll fir Enseignanten an Elteren, en digitaalt Klassebuch, eng Gestioun vun den Absencen asw. Och wann et vergläichbar Outilen um Marché gëtt, esou gëtt et keng kommerziell Applikatioun, déi mat de besteeënden informatesche Systemer vum CGIE interoperéiert.

ad 3. a 4. Nee, déi Gefor vun engem Duerjerneen duerch d'Benotze vu verschiddenen Applikatioune besteet net, eebe grad well eng eenzeg Applikatioun fir d'Kommunikatioun tëscht Enseignanten, Erzéier, Elteren a Schüler ronderëm d'Hausaufgabenhëllef an noer Zukunft benotzt gëtt.

Exclusion de Taiwan de l'« International Civil Aviation Organization » | Question **6854** (16/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Eng vun den Destinatiounen, déi reegelméisseg vun der Cargolux ugeflu ginn, ass Taiwan Taoyuan zu Taipei. Allerdéngs ass Taiwan zënter 1971 vun de Reunioune vun der ICAO (International Civil Aviation Organization) ausgeschloss. Dës UN-Organisatioun wëll op hirer 41. Versammlung, vum 27. September bis de 7. Oktober zu Montreal, iwwert d'Relance vun der ziviller Loftfaart no Corona diskutéieren, woubäi et haaptsächlech ëm d'Fluchsécherheet geet. An deem ganz aktive Loftsecteur Ostasien ass Taiwan fir Fluchinformatiounen zoustänneg.

Duerfir wéilt ech an dësem Zesummenhank der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass de Sécherheetsrisiko, deen duerch en Ausschloss vun Taiwan vun dësem Treffen entsteet, eventuell och fir Lëtzebuerger Fliger? Wéi héich schätzt den Här Transportminister d'Wichtegkeet vun taiwaneschen Informatioune fir e gereegelten Oflaf vum Loftverkéier iwwer Ostasien an?

2. Et gëtt Ausnamen zur Exklusioun vun Taiwan an der ICAO, well Taiwan war als besonnesche Gaascht vun der ICAO op der 38. Versammlung 2013 duerch seng national Agence Taiwan ACA (Civil Aeronautics Administration) vertrueden. Firwat ass 2022, wou et ëm d'Fluchsécherheet geet, bis elo nach keng analog Ausnam gemaach ginn?

3. Wéi ass an dësem Fall d'Positioun vun den USA a vun der EU? Ass d'Regierung sech bewosst, datt z. B. d'Europaparlament fir eng méi grouss Bedeelegung vu Taiwan un internationalen Organisatiounen antrëtt? Ass déi Lëtzebuerger Regierung wëlles, op europäeschem an internationalem Niveau dofir anzetrieden, datt Taiwan op déi 41. Sëtzung vun der ICAO invitéiert gëtt?

Réponse (07/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Taiwan applizéiert op fräiwëlleger Basis d'Standarden a recommandéiert Praktike vun der International Civil Aviation Organization (ICAO), en Organ vun de Vereenten Natiounen (UNO), an dat, obwuel d'Land weeder de Statut vun engem Memberstaat vun der UNO huet, nach dee vun engem Memberstaat vun der ICAO.

Déi rigouréis Uwennung duerch Taiwan vun dëse standardiséierten internationalen Normen hëlleft, d'Sécherheetsrisike vun der ziviller Loftfaart an der Fluchinformatiounsregioun Taipei (FIR) ze minimiséieren. D'Sécherheetsstatistiken aus der Regioun sinn och gutt a weisen absolutt net, datt festgeluechte Sécherheetsmesuren net géifen ugewannt ginn.

Sou ass bis elo nach kee Sécherheetsrisiko identifizéiert ginn, dee mat der Tatsaach verbonne wier, datt Taiwan kee Member vun der ICAO ass.

Weeder vusäite vun den Autoritéiten, nach vun den Operateure selwer, besteet e Grond, fir Bedenken iwwert d'Fluchsécherheet an Taiwan ze hunn.

ad 2. D'Joer 2013 ass dat eenzegt, an deem eng Delegatioun vun der taiwanesescher ziviller Loftfaart-Autoritéit invitéiert gouf, fir un der ICAO- Generalversammlung deelzehuelen, an zwar ënner dem Numm „Chineesesch Taipei" an ënner dem Status vu „Gaascht" (Guest), dee keng speziell Bedeitung huet.

Dës Delegatioun gouf vum President Roberto Kobeh González invitéiert, mat der Zoustëmmung vun den Autoritéite vun der Volleksrepublik China. An de Joren 2016, 2019 an 2022 waren d'chineesesch Autoritéiten awer géint eng Invitatioun vun enger Delegatioun aus Taiwan.

ad 3. D'Positioun vun der Europäescher Kommissioun an och vun der Lëtzebuerger Regierung ass déi, praktesch Léisungen ze encouragéieren, wat eng Bedeelegung vun Taiwan an internationale Kaderen ugeet, do wou et konsistent ass, mat der „One China Policy" an do wou Taiwan ka mat senger technescher Kompetenz eng „valeur ajoutée" bréngen.

Moyens des offices sociaux | Question **6855** (16/09/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Laut engem Bericht vu Reporter.lu sinn d'Offices sociaux net gutt genuch opgestallt, fir de Stéit, déi wéinst den héijen Energiekäschte finanziell Problemer hunn oder kréien, effikass a séier ze hëllefen. D'Presidentin vun der Entente des offices sociaux, Ginette Jones fuerdert, datt de Stat misst méi staark agräifen, well Sozialämter eleng dat Ganzt net kéinte stemmen. Eng Etude vun der Uni Lëtzebuerg hat ewell 2019 op Problemer bei den Offices sociaux higewisen. An deem Zesummenhang géif ech gären eng parlamentaresch Fro un d'Madamm Familljeministesch stellen.

1. Plangt d'Regierung wéinst der Energiekris, d'Sozialämter finanziell a personell opzestocken, fir datt se deem erwaarten Ustuerm un Demandë besser kënne gerecht ginn?
– Wa jo, wéi wäert dës Opstockung ausgesinn?

2. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Koordinatioun tëschent den Offices sociaux an de verschiddene Ministèren ze verbesseren?

3. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir besser Statistiken zu den eenzelen Aiden ze kréien, déi vun den Offices sociaux ausbezuelt ginn?

4. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Leit, déi op Hëllef ugewise sinn, besser iwwer méiglech Aidë vun de Sozialämter ze informéieren?

Réponse (12/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Den Office social ass oft déi éischt Ulafstell fir Leit an enger prekärer Situatioun. Den Office social informéiert a beréit d'Leit, ënnerstëtzt si an hiren Demarchen, fir datt si Accès zu de verschiddene soziale Mesuren a Prestatiounen hunn a kann de Leit och eng Aide matérielle accordéieren.

Aktuell gesäit d'Gesetz iwwert d'Aide sociale vir, datt de Personalschlëssel bei engem Poste fir de sozialen Encadrement an 0,5 Poste fir dat administratiivt Personal pro 6.000 Awunner läit.

Verschidden aktuell Phenomeener, ewéi de sozioekonomeschen Impakt vun der Pandemie, déi héich Energiepräisser an awer och d'Wunnengspräisser, betreffe besonnesch Leit mat geréngem Akommes oder a prekäre Liewenssituatiounen. Duerch dës Defie wiisst natierlech och den Drock op d'Offices sociaux. Dobäi kënnt, datt d'Demanden, fir Hëllef an Usproch ze huelen, zouhuelen an d'Tâche vum Assistant social méi komplex gëtt, respektiv d'Betreiung vun engem Client méi Zäit an Usproch hëlt.

Een intensive Suivi ass d'Grondlag, fir d'Leit aus enger Schiflag erauszekréien a si sozial a finanziell ze stabiliséieren. Dowéinst ass et essenziell, déi Organismen ze ënnerstëtzen, déi sécherstellen, datt d'Leit déi néideg Moyenen hunn, fir kënnen dignement ze liewen.

Aus deem Grond huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun sech dofir agesat, datt de Personalschlëssel an den Offices sociaux ëm 50 % eropgesat gëtt, fir datt d'Offices sociaux gutt opgestallt sinn an den aktuellen Ufuerderungen, déi u si gestallt ginn, gerecht kënne ginn.

An deem Kontext wäert d'Regierung am Gesetzesprojet iwwert de Budget 2023 eng Ännerung vum Personalschlëssel am Artikel 23 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale virschloen. De Personalschlëssel géif domadder bei 1,5 Poste fir de sozialen Encadrement an 0,75 Poste fir dat administratiivt Personal pro 6.000 Awunner léien.

ad 2. De Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun huet reegelméisseg Kontakt mat den Offices sociaux, sief et per Telefon, per E-Mail oder am Kader vu Plattformen. D'Officë concertéieren sech och reegelméisseg mam Ministère, wann si bei verschiddene Situatiounen eng Fro hunn oder eng Hëllefstellung brauchen. Zousätzlech huet de Ministère och ee reegelméissegen Austausch mat Vertrieder vun der Entente des offices sociaux.

D'Offices sociaux kënnen sech och ënnerteneen austauschen, wann de Besoin besteet.

ad 3. De Ministère ass aktuell derbäi, zesumme mam Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) an den Offices sociaux, den informatesche Programm vun den Offices sociaux ze iwwerschaffen an nei ze strukturéieren. Eent vun den Ziler ass, de Programm esou ze gestalten, datt bessert statistescht Material ka generéiert ginn.

ad 4. De Ministère ass sech bewosst, datt um Bild vun den Offices sociaux nach muss geschafft ginn, fir hir Aktivitéiten dem Bierger méi nozebréngen.

D'Iddi ass, fir op der enger Säit eng Internetsäit ze developpéieren, wou de Bierger, a verschiddene Sproochen, generell Informatiounen zu soziale Froe fënnt an doriwwer eraus och eng méi eng detailléiert Beschreiwung vun den Offices sociaux an hire Missiounen. Zousätzlech soll och gekuckt ginn, ewéi een déi nei Medie ka mat abannen, fir d'Leit beschtméiglechst iwwert déi verschidden Hëllefsméiglechkeeten an den Offices sociaux ze informéieren.

Aides financières pour l'Ukraine | Question **6857** (19/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'europäesch Hëllef fir d'Ukrain ass net nëmme militäresch, mee och finanziell. Heiriwwer wéilt ech d'Regierung ëm Prezisioune bieden:

1. Wéi vill Milliarden u finanzieller Hëllef si bis ewell vun der EU un d'Ukrain zougeséchert ginn, wéi vill sinn der scho gefloss?

2. Wat ass de Verwendungszweck vun dëse Suen? Ginn domat militäresch an technologesch Gidder kaf, fëlle si d'ukrainesch Staatskeess mat Liquiditéiten, fir lafend Ausgaben ze bezuelen oder gi si nach fir aner Zwecker agesat?

3. Wéi grouss war bis elo déi lëtzebuergesch Hëllef fir respektiv zivill a militäresch Zwecker?

4. Iwwer wéi e Wee ginn déi europäesch respektiv lëtzebuergesch Transaktiounen ofgeweckelt an zu wéi engem Deel ass d'Europäesch Investitiounsbank domat beoptraagt?

5. Entsprécht et de Missioune vun der EIB, direkt oder indirekt e Krich ze finanzéieren oder ass si net éischter statutaresch drop festgeluecht, grouss an nohalteg Infrastrukturprojeten an EU-Länner ze begleeden? Op hirer eegener Websäit beschreift d'Bank hir Missioun esou: "The mission of the European Investment Bank is to foster sustainable growth within the EU and abroad. We are firmly committed to sustainable development, which is anchored in our strategy and remains the foundation of our business model."

Réponse (24/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Säit der russescher Invasioun vun der Ukrain sinn op europäeschem Niveau eng Rei Mesurë geholl ginn, fir d'Ukrain um wirtschaftlechen, sozialen a finanzielle Plang ze stäerken.

Aktuell beleeft sech d'Ënnerstëtzung, déi d'EU zougesot huet, op knapp 12 Milliarden Euro. Dës finanziell Hëllefe sinn virun allem, fir de Staatsapparat an essenziell Servicer vum Land wärend dem Krich ze erhalen.

De Finanzement gëtt gréisstendeels iwwert den EU-Budget mobiliséiert a kann a follgend Kategorien agedeelt ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Zousätzlech zu den Hëllefen, déi am Tableau opgelëscht sinn, ënnerstëtzt d'EU d'ukrainesch Arméi via hir Facilité européenne pour la paix mat 3,1 Milliarden Euro. Doriwwer eraus goufen iwwert den EU Civil Protection Mechanism Sachleeschtungen am Wäert vu 400 Milliounen Euro bereetgestallt.

Iwwerdeems huet d'BEI am Mäerz 2022 668 Milliounen Euro un Direkthëllefe fir d'Ukrain ausbezuelt. Eng weider Tranche vun 1,59 Milliarden Euro ass am Juli 2022 decidéiert ginn, wouvunner bis elo 1,05 Milliarden Euro ausbezuelt gi sinn.

Lëtzebuerg huet bis ewell 99,7 Milliounen Euro fir zivill a militäresch Zwecker mobiliséiert, wouvunner 73,5 Milliounen Euro Militärhëllef duerstellen. Donieft bedeelegt de Grand-Duché sech un europäeschen an internationalen Initiativen, zum Beispill indirekt iwwert seng Kontributioun an den EU-Budget oder direkt duerch d'Kontributioun an d'Facilité européenne pour la paix.

Andeems déi finanziell Ënnerstëtzung dem Land erméiglecht, seng Infrastrukturen, essenziell Servicer an domat säi Staatsapparat wärend dëse schwéieren Zäiten um Liewen ze halen, gëtt d'Basis geluecht fir eng zukünfteg, nohalteg Entwécklung vun der Ukrain. Dës Hëllefen si soumat en ligne mat de Missioune vun der BEI an d'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt all entspriechend Initiativ vun dëser Institutioun.

Prise de rendez-vous pour un test tuberculine auprès de la Ligue médico-sociale | Question **6858** (19/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Un ressortissant d'un pays tiers doit, en vue de l'octroi d'un titre de séjour, se soumettre à un contrôle médical composé d'un examen médical et d'un dépistage de la tuberculose auprès de la Ligue médico-sociale (ci-après: « LMS »). Ces conditions s'appliquent également aux enfants souhaitant rejoindre le système scolaire national.

En raison de l'afflux de réfugiés en début de la guerre en Ukraine, le délai d'attente pour l'obtention d'un rendez-vous auprès de la LMS s'est allongé considérablement. Dans sa réponse à la question parlementaire 6313 en juin 2022, Monsieur le Ministre avait confirmé que les effectifs auraient été adaptés et que les examens pourraient dès lors être réalisés plus rapidement.

Or, il me revient que la prise de rendez-vous s'avère toujours lente et que la liste d'attente s'allonge encore davantage. En effet, beaucoup de ressortissants de pays tiers, adultes et mineurs, seraient en attente d'un examen à la tuberculine afin d'obtenir leur titre de séjour, d'entamer une recherche de travail ou de fréquenter l'école.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

– Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer les faits relatés ci-dessus ?

– Quelles en sont les conséquences pour les demandeurs d'emploi et les élèves venant des pays tiers ?

– Les ministres peuvent-ils confirmer que les personnes mineures ne peuvent pas fréquenter l'école si aucun test à la tuberculine n'a été réalisé ? Considérant l'obligation scolaire au Luxembourg, les ministres jugent-ils cette situation admissible ?

– Combien de personnes mineures et majeures sont actuellement en attente d'un examen auprès de la LMS ?

– Quels sont les délais d'attente actuels à partir de la demande initiale jusqu'à la réalisation de l'examen auprès de la LMS ?

– Quels sont les délais actuels pour la délivrance de leurs résultats ?

– Dans quels délais les conclusions finales sont-elles transmises à la Direction de la santé ?

– Madame et Monsieur les Ministres jugent-ils opportun de limiter l'obligation du dépistage aux ressortissants de pays à risque afin de réduire les délais d'attente ? Par quels autres moyens envisagent-ils accélérer le dépistage et ainsi la délivrance d'un titre de séjour ?

Réponse (20/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Au vu du nombre croissant d'étrangers soumis au contrôle médical d'entrée sollicitant un titre de séjour

au Luxembourg, les délais pour obtenir un rendez-vous pour effectuer un test de tuberculine ont effectivement considérablement augmenté ces derniers mois, retardant pour les personnes concernées l'obtention de leur titre de séjour.

Ainsi, le Conseil de Gouvernement a décidé en sa séance du 5 octobre dernier de procéder à une modification en urgence du règlement grand-ducal modifié du 3 février 2009 relatif au contrôle médical des étrangers et plus précisément de son article 2 concernant les maladies sur lesquelles porte l'examen et les modalités de cet examen. Le règlement grand-ducal modifié est entré en vigueur le 13 octobre dernier.

Grâce à cette modification, la compétence de réaliser des tests de dépistage de la tuberculose latente a été élargie à des laboratoires d'analyses médicales afin d'accroître le nombre de professionnels ayant la possibilité d'effectuer ces contrôles médicaux. L'examen pulmonaire et le test à la tuberculine ne sont dès lors plus effectués exclusivement dans un centre médico-social de la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'actions médico-sociales, mais peuvent également être réalisés dans des laboratoires d'analyses médicales. Ceci devrait considérablement réduire les délais d'attente dans les semaines à venir.

En ce qui concerne les tests relatifs au contrôle médical, ils sont obligatoires et permettent de prévenir tout risque de santé publique lié à une maladie contagieuse qui ne serait pas isolée si nécessaire ou traitée.

Notons que les retards n'ont toutefois pas eu d'impact sur l'exercice de l'activité professionnelle des concernés. D'ailleurs, le règlement en question ne limite pas l'accès à l'éducation.

Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan | Question **6859** (19/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Zanter dem 13. September ginn et nees militäresch Gefechter tëschent Aserbaidjan an Armenien. De Berichter an de Medien no, hätt Aserbaidjan Stellunge ronderëm d'Stied Goris, Sotk an Dschermuk op armeeneschem Gebitt ugegraff. Verschidden international Organisatioune ginn esouguer dovunner aus, datt et zu Krichsverbrieche kéint komm sinn. Net méi spéit wéi den 18. Juli hat d'Europäesch Unioun, als Reaktioun op déi ugespaante Situatioun bei der Energieversuergung als Folleg vum Krich an der Ukrain, mat Aserbaidjan eng Absichtserklärung fir zousätzlech Gasliwwerungen an den nächste fënnef Joer ënnerschriwwen. An deem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Ausseminister stellen:

1. Ginn et verlässlech nei Informatiounen zu de militäreschen Ausernanersetzungen tëschent Aserbaidjan an Armenien?

2. Huet Aserbaidjan Armenien ugegraff?
– Wa jo, befanne mer eis dann net an enger änlecher Situatioun wéi beim Ugrëffskrich vu Russland op d'Ukrain?
– Wann deem esou ass, soll d'EU dann um Gasofkommes mat Aserbaidjan festhalen?

Réponse (20/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Et koum den 28. September zu neie Schëss tëschent Aserbaidjan an Armenien, bei deenen dräi armeenesch Zaldoten ëm d'Liewe komm sinn. Säit dësem Virfall koum et awer zu konstruktive Gespréicher tëschent béide Parteien, notamment tëschent den zwee Ausseministeren den 2. Oktober zu Genf, an och zu Prag, de 6. Oktober, am Kader vum Sommet vun der Europäescher Politescher Gemeinschaft, wou sech d'Präsidenten Emmanuel Macron, Charles Michel, Ilham Aliyev an de Premier Nikol Pachinian gesinn hunn, an eng gemeinsam Deklaratioun ugeholl hunn. D'EUMM Georgien soll wärend zwee Méint d'Situatioun op der Grenz tëschent den zwee Länner observéieren.

ad 2. Béid Parteie beschëllege sech géigesäiteg, mat den Ausenanersetzungen ugefaangen ze hunn. Fakt ass, datt dës Kéier armeenesch Positiounen ënnerhalb vun Armenien ugegraff goufen. D'Situatioun ass awer net mat där vum Ugrëffskrich vu Russland op d'Ukrain ze vergläichen, an deementspriechend stellt d'Fro vum Gasofkommes mat Aserbaidjan sech fir de Moment net.

Étiquette d'oreille pour bétail | Question **6860** (19/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Et ass gesetzlech virgeschriwwen, datt d'Notzdéiere mussen zwou Ouermarken hunn. Am Géigesaz zu eenzelen Nopeschlänner gëtt et zu Lëtzebuerg anscheinend just eng Gréisst vun Ouermarken. Bei méi klengen Déieren, wéi beispillsweis bei gewësse méi klenge Geessen a Schofsrassen, kann dat zu Problemer féieren.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Kënnt Dir bestätegen, dat et just eng Gréisst vun Ouermark zu Lëtzebuerg gëtt?
– Wa jo, firwat gëtt et net och méi kleng Ouermarken?

2. Ass d'Regierung bereet, fir de Baueren an den Ziichter an Zukunft Ouermarken a verschiddene Gréissten zur Verfügung ze stellen?

Réponse (13/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Et gëtt nëmmen eng Gréisst vun Ouermarke fir Schof a Geessen, déi op generaliséiert Manéier un d'Halteren, déi an der zentraler Datebank opgefouert sinn, verdeelt gëtt. D'generaliséiert Notzung vun enger anerer Gréisst ass net virgesinn, vu datt déi aktuell genotzte Gréisst de physiologesche Bedierfnisser vun alle Schof- a Geesserasse gerecht gëtt. Och erfëllt dës Gréisst ideal d'Traçabilitéitscritèren, déi vun der europäescher an nationaler Gesetzgeebung virgeschriwwe sinn.

ad 2. Hei ass d'Äntwert op d'Fro Nummer 1 ze berécksiichtegen. D'Demande fir eng méi kleng Gréisst vun Ouermarken ass prinzipiell op ästheetesch Wënsch zeréckzeféieren. Dëst ass awer weeder vun der europäescher nach vun der nationaler Gesetzgeebung gefrot. Dofir ass déi generaliséiert Notzung vun enger zweeter Gréisst vun Ouermarke fir Schof a Geessen nieft der aktueller net virgesinn.

Directeur général de lux-Airport | Question **6861** (19/09/2022) de **M. Gilles Roth** | **M. Serge Wilmes** (CSV)

Laut engem Artikel haut op wort.lu soll den aktuelle Generaldirekter vun der Luxair säi Posten an de kommenden Deeg ofginn, fir uschléissend CEO vu lux-Airport ze ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatiounen aus der Press confirméieren?

– Wa jo, wéi begrënnt den Här Minister d'Decisioun, fir déi betreffend Persoun mat der Leedung vu lux-Airport ze chargéieren?

– No wéi enge Krittären ass dee Choix getraff ginn?

– Gouf et am Virfeld en „appel à candidature public"?

Réponse (20/09/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dës Informatioun ass komplett aus der Loft gegraff a falsch. Domadder eriwweregen sech déi dräi aner gestallte Froen.

Droit à l'accompagnement du patient | Question **6862** (19/09/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le droit de se faire accompagner lors des démarches de santé lorsque l'on est malade est un droit crucial. En général, un.e patient.e se trouve dans une position de vulnérabilité et la solitude peut renforcer cette vulnérabilité.

Ainsi, l'article 7 (Droit à l'assistance) de la loi modifiée du 24 juillet 2014 dispose que :

« (1) Le patient est en droit de se faire assister dans ses démarches et décisions de santé par une tierce personne, professionnel de santé ou non, qu'il choisit librement. La personne ainsi choisie par le patient pour le soutenir et l'aider est appelée "accompagnateur du patient". »

Selon des informations qui nous sont parvenues, ce droit ne serait pas appliqué auprès du médecin du contrôle médical. En effet, des patient.e.s qui s' y rendent pour des visites se voient régulièrement refuser un.e accompagnateur.accompagnatrice.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) À votre avis et lecture, est-ce que les visites chez le médecin de contrôle médical font partie des « démarches de santé » ?

2) Dans le même esprit, est-ce que le droit de se faire accompagner par une personne chez le médecin vaut également pour les visites auprès du médecin du contrôle médical ?

3) Si la réponse à la question 2 est non, ne pensez-vous pas que tout.e patient.e devrait pouvoir, conformément au texte ci-dessus, se faire accompagner tout au long de ses « démarches de santé » ?

4) Êtes-vous au courant d'une telle pratique de refus de l'accompagnateur.accompagnatrice du.de la patient.e auprès des médecins du contrôle médical ? Êtes-vous d'accord avec cette pratique ?

Réponse (20/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Contrairement aux consultations chez les autres prestataires de soins, les assurés ne font pas de « visites chez le médecin de contrôle médical » mais sont convoqués de manière officielle auprès d'un médecin-conseil pour se faire contrôler et non pas pour se faire diagnostiquer voire même traiter. Par ailleurs, le Code de la sécurité sociale prévoit des sanctions dans le cas où l'assuré ne se présente pas à son rendez-vous de convocation. Évidemment, les absences dûment justifiées (par exemple pour assurer un traitement ou en cas d'hospitalisation) ne donnent pas lieu à une sanction.

Aussi, les examens de contrôle auprès du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ne font pas partie des « démarches de santé ».

L'examen de contrôle auprès du CMSS se fait normalement en colloque singulier. Il arrive cependant que les

circonstances sont telles qu'une tierce personne est appelée à assister à l'examen de contrôle, ceci d'un commun accord entre la personne à examiner et le médecin-conseil. Tel est par exemple le cas lorsque la barrière de langue s'avère insurmontable pour que le médecin-conseil puisse satisfaire à sa mission légale selon les règles de l'art.

Distribution de l'huile de cannabis | Question **6864** (19/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro 6171 huet d'Ministesch erkläert, dass de Cannabisueleg nach net un d'Patiente verdeelt gouf. Laut Ministesch sollte fir d'éischt Analyse gemaach ginn an dës sollte viraussiichtlech am August ofgeschloss ginn. Wéi eis vum CHL confirméiert ginn ass, gëtt den Ueleg awer weiderhin net distribuéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn d'Analysen, vun deenen d'Ministesch geschwat hat, mëttlerweil ofgeschloss? Wann nee, wéini sollen dës ofgeschloss ginn an wéi ass hei de Retard ze erklären?

2. Fir wéini sinn déi nächst Liwwerungen u Cannabisbléien a Cannabisueleg virgesinn a wéi eng Quantitéite sinn hei ze erwaarden?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Jo, dës Analyse sinn ofgeschloss an d'Ueleger sinn aktuell just disponibel fir hospitaliséiert Patienten. Parallell wäerten d'Ueleger an den nächste Wochen awer och vun den Dokteren un net hospitaliséiert Patiente kënne verschriwwe ginn.

ad 2. Déi nächst Liwwerungen u Cannabisprodukter si fir Enn November 2022 virgesinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Vu datt d'Cannabisueleger réischt säit dem 1. September un d'Patiente verdeelt ginn, waart d'Gesondheetsdirektiouun aktuell nach op d'Consommatiounszuele fir de Mount September, fir déi nächst Bestellung quantifizéieren ze kënnen.

Prime énergie pour l'année 2022 | Question **6865** (19/09/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le Gouvernement en conseil a décidé en date du 16 septembre 2022 de prolonger la date limite d'introduction de la demande de l'allocation de vie chère et de la prime énergie jusqu'au 31 octobre 2022.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Combien de demandes pour l'obtention de la prime énergie ont entre-temps été introduites auprès du Fonds national de solidarité (FNS) ?

2) Quel est actuellement le taux d'éligibilité pour la prime énergie parmi les ménages ayant introduit une demande ?

3) Quelle est la part des ménages bénéficiant d'une prime énergie tout en ne remplissant pas les critères de revenu pour l'allocation de vie chère parmi la totalité des bénéficiaires de la prime énergie ?

4) Quelle est la durée d'attente moyenne pour le versement de la prime énergie à partir de la date d'introduction de la demande ?

5) Vos services prévoient-ils des mesures d'information et de sensibilisation supplémentaires auprès de la population éligible pour la prime énergie afin de toucher un maximum de ménages ? Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre prévoit-elle ?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le Fonds national de solidarité (FNS) a enregistré, à la date du 22 septembre 2022, un nombre de 33.058 demandes en obtention de l'allocation de vie chère (AVC) et de la prime énergie. À noter que la demande de ces prestations se fait par un formulaire unique.

ad 2) et 3) 22.393 ménages se sont vu attribuer la prime énergie de sorte que le taux d'accord s'élève à 84,60 %. Sur ces 22.393 ménages, 2.773 ménages ont uniquement touché la prime énergie, donc sans la partie AVC.

ad 4) Le règlement du Gouvernement en conseil introduisant une prime énergie a été adopté le 18 mars 2022 ; au 1er mai 2022, le FNS a liquidé 8.042 primes énergie en faveur des ménages ayant déjà bénéficié d'une AVC. Les liquidations de l'AVC majorée de la prime énergie ou de la prime énergie seule sont mensuelles.

Comme le FNS est saisi d'un nombre important de demandes en début d'année, la liquidation en début de la prestation peut prendre entre 1 et 6 mois alors qu'en ce moment de l'année ce délai se situe entre 1 et 2 mois.

ad 5) Le délai d'introduction des demandes a été prolongé jusqu'au 31 octobre 2022. Dans ce contexte, une campagne supplémentaire d'information a été lancée sur les réseaux sociaux entre le 21 et le 30 septembre 2022. Une vidéo en cinq langues (luxembourgeois, français, allemand, anglais et portugais) expliquant la procédure de demande de la prime énergie sera disponible dans les prochains jours sur les réseaux sociaux du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et sur les sites Internet du Ministère et du Fonds national de solidarité.

Allocation de vie chère et prime énergie | Question **6866** (20/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch den Energiedësch gouf d'Allocatiouun de vie chère erhéicht an et koum eng Energieprimm dobäi. Bis den 31. Oktober kann een dës Primm nach ufroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratiouun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hunn d'Energieprimm ugefrot?

2. Wéi vill Demandë goufen zougelooss?

3. Wéi vill Persoune kruten d'Primm mëttlerweil ausbezuelt?

4. Wéi vill Persoune waarden nach op d'Primm?

5. Wat ass d'Duerchschnëttswaardezäit bei den Dossieren?

6. Wéi vill Leit wiere Schätzungen no fir d'Energieprimm eligibel gewiescht?

7. Wéi vill Leit hunn d'Allocation de vie chère fir dëst Joer ugefrot?

8. Wéi vill Leit wiere Schätzungen no fir d'AVC eligibel gewiescht?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. De Fonds national de solidarité (FNS) huet bis den 22. September 2022 33.058 Demandë fir d'Allocation de vie chère (AVC) an d'Prime énergie enregistréiert.

ad 2. an 3. 22.393 Demandë goufen acceptéiert. Dovunner kruten 2.773 Stéit eng Prime énergie eleng an 19.620 Stéit kruten d'AVC an d'Prime énergie. 22.393 Stéit kruten also eng Prime énergie ausbezuelt.

ad 4. Op den 22. September 2022 sinn nach 6.589 Demanden ze traitéieren.

ad 5. Am Ufank vum Joer ass d'Waardezäit méi laang, well dann déi meeschten Demanden erakommen; do kann et tëschent 1 a 6 Méint daueren. Am Moment geet dës Waardezäit op tëschent 1 an 2 Méint erof.

ad 6. Et ass net méiglech, fiabel Previsiounen ze maachen, well een dofir déi genau Kompositioun vum Stot a sämtlech Revenue misst kennen.

De Plaffong fir d'Prime énergie ass 25 % méi héich, wéi dee vun der AVC fir eng Eenzelpersoun. De Plaffong vun der AVC ass esou festgeluecht, datt eng Eenzelpersoun mam Mindestloun an de Genoss vun der Prestatioun ka kommen.

ad 7. Vu datt déi zwou Prestatiounen iwwert ee gemeinsame Formulaire ugefrot ginn, hunn 33.058 Stéit eng Demande souwuel fir d'Allocation de vie chère wéi fir d'Prime énergie gemaach.

ad 8. Fir dës Fro verweise mir op d'Äntwert op d'Fro 6.

Mise à disposition de voitures de leasing | Question **6867** (20/09/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

La question porte sur l'article 7 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu tel que modifié par le règlement grand-ducal du 12 mai 2022. L'article 1er de ce règlement indique que « dans certaines situations, il arrive qu'à défaut de biens ou de services réellement comparables à ceux alloués par l'employeur au salarié ou de données suffisantes en vue d'une évaluation précise de ces biens ou services, l'application rigoureuse des règles d'évaluation de l'article 104, alinéa 2 de la loi pose des problèmes sur le plan de l'exécution pratique des dispositions en question. Pour pallier ces difficultés et garantir l'équité fiscale, le présent règlement établit, pour certains avantages en nature, des règles d'évaluation forfaitaire. »

L'article 3 de ce même règlement prévoit un système d'évaluation forfaitaire pour l'automobile prise en leasing par l'employeur et mise à disposition du salarié. Ce système forfaitaire permet de déterminer la valeur de l'avantage résultant de la mise à la disposition d'une voiture sur base du prix global d'acquisition du véhicule à l'état neuf multiplié par un taux prévu par l'article 3bis. Les taux de l'article 3bis varient en fonction de la motorisation et de la quantité de CO_2 rejetée par le véhicule mis à disposition. Fort logiquement, plus la quantité de CO_2 d'un véhicule est importante et plus le montant de l'avantage en nature (et donc le montant imposable) est important, afin de rendre plus attractif financièrement les véhicules hybrides ou électriques moins polluants.

L'article 7 du même règlement grand-ducal précise que la méthode de l'évaluation forfaitaire n'est pas applicable en cas d'attribution d'un avantage en nature en contrepartie d'une diminution de la rémunération en espèces. C'est donc la valeur effective de la réduction qui doit être considérée comme montant de l'avantage en nature.

Ainsi, un employeur souhaitant mettre en place un leasing automobile pour ses employés ayant déjà un contrat de travail, devrait donc, sur base de la

diminution en espèce convenue entre l'employeur et l'employé destinée à financer le coût du leasing, utiliser la valeur effective du leasing pour déterminer le montant de l'avantage en nature. En interprétant strictement le règlement grand-ducal, ce même employeur pourrait distinguer dans le contrat de travail d'un nouvel employé une partie de la rémunération en espèce et une partie allouée au financement du leasing. Dans ce 2e cas, en l'absence de diminution du salaire en espèce, la méthode forfaitaire pourrait donc être appliquée.

Étant donné que le Gouvernement semble déployer de nombreux efforts pour pousser les employeurs et les salariés vers les véhicules moins polluants (projet de loi 7925 déposé le 6 décembre 2021 relatif au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques), je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Est-ce que Madame la Ministre confirme que l'évaluation forfaitaire n'est pas applicable en cas d'attribution d'un avantage en nature en contrepartie d'une diminution de la rémunération en espèces ?

– En cas de réponse affirmative à la première question, est-ce que Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que ceci soit contraire aux efforts gouvernementaux précités ?

– Est-ce que Madame la Ministre modifiera le règlement précité dans le sens que l'évaluation forfaitaire soit applicable en cas de diminution de la rémunération en espèces en contrepartie de l'attribution d'un avantage en nature en relation avec une voiture de leasing ?

Réponse (20/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'application des différentes méthodes d'évaluation forfaitaire prévues par le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu tel que modifié par le règlement grand-ducal du 12 mai 2022.

La disposition évoquée par l'honorable Député, écartant une évaluation forfaitaire lorsque l'avantage d'une mise à disposition d'une voiture de service est alloué au salarié en contrepartie d'une réduction du salaire, est effectivement ancrée dans l'article 7 règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Le Gouvernement n'envisage pas de modifier le règlement précité dans le sens que l'évaluation forfaitaire soit applicable en cas de diminution de la rémunération en espèces en contrepartie de l'attribution d'un avantage en nature en relation avec une voiture de leasing. Il s'agit d'une disposition importante et qui permet d'éviter de potentielles constructions fiscales. Le Gouvernement ne considère pas non plus que le traitement fiscal dans cette situation très particulière est contraire aux efforts gouvernementaux cités par l'honorable Député.

Prêts immobiliers contractés par des acquéreurs de logements réalisés par les promoteurs publics | Question **6868** (20/09/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Dans un reportage télévisé en date du 12 septembre 2022 au sujet du projet immobilier Rothweit II du promoteur public SNHBM, il a été question de problèmes en matière de remboursement des prêts immobiliers accordés aux ménages acquéreurs auprès de la SNHBM. Ainsi on pourrait constater une augmentation du nombre d'acquéreurs contraints de renoncer à leur logement à cause de difficultés de remboursement de leur prêt immobilier suite à la hausse récente des taux d'intérêt des prêts immobiliers. Ce problème pourrait encore s'accentuer dans les mois à venir dans un contexte d'une augmentation plus prononcée des taux d'intérêt.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre peut-il me donner plus de détails sur l'envergure de ce problème ? Combien d'acquéreurs de logements de la SNHBM et du Fonds du logement ont dû renoncer à leur logement depuis le début de l'année suite à l'augmentation des taux des crédits immobiliers tout en sachant que les logements en question sont en principe repris par le promoteur public en question ?

2) Comment la situation actuelle diffère-t-elle par rapport aux années précédentes en matière de défauts de remboursement de la dette immobilière pour l'acquisition de logements réalisés par les promoteurs publics ?

3) Monsieur le Ministre s'attend-il à une aggravation de la situation dans les mois à venir ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place des mesures pour éviter la cessation de paiement du service de la dette d'un nombre croissant de ménages ayant acquis un logement auprès d'un promoteur public ? Si oui, quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il ?

Réponse (14/10/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Ni le Fonds du logement ni la SNHBM n'ont jusqu'ici eu connaissance d'acquéreurs ayant dû renoncer à leur logement suite à l'augmentation des taux de crédits immobiliers ou ayant proposé pour ces motifs un rachat de leur logement au promoteur public.

Il est à noter dans ce contexte que le Fonds du logement vend ses logements achevés et non en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement). La SNHBM vend ses logements certes en VEFA, mais n'applique pas de clause d'indexation du prix de vente dans les actes.

Dans les deux cas, le prix de vente de l'immeuble ne change dès lors plus à partir du moment de la signature des actes notariés.

Dans le cadre de la procédure de sélection des acquéreurs auprès des deux promoteurs, les candidats déposent un dossier qui doit obligatoirement comprendre un accord bancaire pour un prêt hypothécaire. Au regard de l'évolution générale des prix et des taux d'intérêts, il devient certainement plus difficile pour un candidat de pouvoir contracter un crédit.

Par ailleurs, le Fonds du logement ou la SNHBM n'ont connaissance ni de la situation financière des acquéreurs, ni des conditions contractuelles liées au crédit.

À partir de la sélection du candidat-acquéreur jusqu'à la signature de l'acte notarié, le délai peut atteindre plusieurs mois. Pendant cette période, les banques peuvent procéder à des augmentations de taux d'intérêts, mettant le cas échéant en péril l'accord du crédit.

Dans le cadre des ventes de gré à gré auprès du Fonds du logement, procédure dans laquelle le compromis de vente est signé sans accord bancaire préalable, quelques refus bancaires ont été constatés depuis le début de l'année, mais ceci reste dans la norme des années précédentes.

En ce qui concerne les demandes de rachats avec droit de préemption, la plupart étaient liées à des changements de situation familiale (divorce, enfants supplémentaires) et/ou à une volonté d'acheter un autre bien immobilier. Cependant, les promoteurs publics ne demandent pas que les acquéreurs motivent leur intention de vente de leur logement.

Pour ce qui est des mesures envisagées, la réforme des aides individuelles, dont le projet de loi 7937 a été déposé par le Ministre du Logement en date du 24 décembre 2021, prévoit une large panoplie d'aides et d'améliorations en faveur des futurs acquéreurs de logements abordables, dont notamment :

– la bonification et la subvention d'intérêts seront fusionnées pour plus d'équité, de transparence et de compréhension auprès du citoyen ;
– le montant éligible pour la subvention passera de 175.000 € à maximum 240.000 € pour une famille avec quatre enfants ou plus ;
– le seuil d'éligibilité pour la subvention d'intérêt sera augmenté, afin que plus de ménages puissent en profiter ;
– la condition de remboursement des aides si le logement n'est pas habité par l'acquéreur même sera réduite de dix ans à deux ans ;
– la subvention d'intérêt sera répartie sur 300 versements, permettant ainsi le payement de l'aide sur une durée d'un emprunt de 25 ans, et ce aussi sur plusieurs crédits différents, dans l'éventualité où une famille déciderait de déménager pour passer d'un studio à un appartement plus grand.

Au-delà, la prime d'épargne sera substantiellement augmentée afin de motiver les gens à épargner et ainsi établir leur capital de départ, avant l'achat d'un logement.

Pour tous détails supplémentaires, nous vous renvoyons à la documentation parlementaire relative au projet de loi 7937.

Lutte contre le travail forcé | Question **6869** (20/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'EU wëll Produkter aus der Zwangsaarbecht verbidden a berifft sech op eng Definitioun vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun (ILO). Dësen Text soll scho gräifen, wann nëmmen e Risiko vun Zwangsaarbecht besteet, déi net fir e Produkt muss explizitt nogewise ginn. Dozou hunn ech dës Fro:

– D'International Labour Organization (ILO) ass ganz aktiv am Kampf géint d'Kanneraarbecht an den afrikanesche Kobaltminnen. Wéi eng Konsequenzen hunn dës Entwécklungen op d'Elektromobilitéit? Ass d'Regierung weider der Meenung, d'Elektromobilitéit wëllen ze subventionéieren?

Réponse (20/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0243 vum 22. Januar 2019 am Detail beschriwwe gouf, ass d'Zil, d'Produktioun vu Batterië méi nohalteg a sécher ze gestalten. Bei de Produktiounsprozesser gëtt ëmmer méi Wäert op Nohaltegkeet an och op de Respekt vun de Mënscherechter geluecht. Et si Verbesserungen an deem Beräich visibel; de problematesche Klengbiergbau huet deemools nëmmen nach ronn 20 % vun der weltwäiter

Gesamtproduktioun entsprach, mat enger Tendenz no ënnen (am Verglach 2002: 90 %). Et muss een och ënnersträichen, datt eng ganz Rei vu Ressourcen, déi fir d'Batterieproduktioun gebraucht ginn, och op eisem Kontinent fonnt kënne ginn a sou eng Produktioun mat kuerzen Transportweeër erméiglecht ka ginn, wéi z. B. Kobalt aus Finnland, Frankräich, Schweden, Portugal oder der Slowakei.

Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6610 vum 4. August 2022 präziséiert, gëtt et zënter 2017 och eng europäesch Initiativ, „European Battery Alliance", déi sech och genee mat den Ëmwelt- a Sozialstandarden ausernanersetzt, well d'Batterien e feste Bestanddeel vun der Energietransitioun sinn. D'Zil ass et, d'Produktioun vu Batterië méi nohalteg a sécher ze gestalten, an op eng Entwécklung vun alternative Batterien ouni Kobalt hinzewierken. Eng Rei Batteriehiersteller hunn an der Press Annoncë gemaach, Batterien ouni oder mat geréngem Kobaltgehalt ze entwéckelen.

An dësem Kontext schafft d'EU dofir mat der Revisioun vun der Direktiv vun 2006 iwwert Batterien an Offallbatterien op engem Batteriereglement, fir de ganze Liewenszyklus vun de Batterien ze encadréieren, et gëtt erwaart, dass déi Diskussioune bis Enn 2022/Ufank 2023 ofgeschloss sinn. Fir Lëtzebuerg verhandelt den Ëmweltministère d'Verschäerfung vun dëser Gesetzgebung.

Impact de la baisse du taux de la TVA pour les entreprises | Question **6870** (21/09/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

D'Tripartite koum zu engem prinzipiellen Accord. D'TVA soll ëm ee Prozent erofgesat ginn, fir d'Inflatioun ze bremsen an d'Betriber ze entlaaschten. Eng kuerzfristeg Ännerung vun de Präisser bréngt fir d'Betriber awer nees weider Erausfuerderungen a Käschte mat sech. D'Comptabilitéit muss groussfläcHEG ugepasst ginn, d'Etikette mussen ausgetosch ginn asw. Um Enn entsti fir d'Betriber also just Zousazkäschten, wärend och d'Clienten den Effekt opgrond vun der allgemenger Präisdeierecht kaum spieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës dréngend Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, wéi déi Decisioun begrënnt ass, fir an der aktueller Noutsituatioun keng méi substanziell Reduzéierung vun der TVA virzehuelen, déi et de Betriber erlaabt hätt, souwuel d'Ëmsetzungskäschte vun esou enger Moossnam ze droen, wéi och eng reell Entlaaschtung un d'Cliente weiderzeginn?

Réponse (06/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

De prinzipiellen Accord an der Tripartite, an deem d'Reduktioun vun der TVA ëm 1 % een Element vu villen ass, muss als Ganzt gekuckt ginn an ass d'Resultat vu Kompromësser, op déi déi dräi Verhandlungspartner sech zesumme gëeenegt hunn.

Investissements dans les « start-up » | Question **6871** (21/09/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

Am Artikel „Krise als Chance nutzen", deen den 20. September am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt déi Lëtzebuerger Startupbranche notamment bedauert, datt et zu Lëtzebuerg un attraktive Méiglechkeete feelt, fir Investitiounen an nei gegrënnten Entreprisë kënnen ofzesetzen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng natierlech a juristesch Persoune wéi eng Montanten ënnert wéi enge Konditiounen déi éischt fënnef Joer no der Investitioun an e Startup kënnen ofsetzen, wann een en Deel oder souguer de ganzen Asaz verléiert oder den Asaz zwar nominell (ouni Berécksiichtegung vum Wäertverloscht duerch Inflatioun) erëmkritt, awer kee Benefice realiséiert. Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wou si Spillraum fir weider steierlech Ureizer gesäit, fir d'Startupkultur zu Lëtzebuerg ze stäerken?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi Revenuen aus Kapital, dat an e Startup investéiert gouf, wärend den éischte fënnef Joer besteiert gëtt? Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wou si Spillraum fir weider steierlech Ureizer gesäit, fir d'Startupkultur zu Lëtzebuerg ze stäerken?

Réponse (24/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

D'Steiergesetzgebung gesäit hautzudaags keng spezifesch Dispositioune vir, fir Investitiounen an nei gegrënnten Entreprisë kënnen ofzesetzen. Nom ofgeännerten Akommessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 applizéieren sech an deem Kontext déi allgemenggülteg steierlech Reegelen. Als Beispill kann een erwänen, datt méiglech Dividenden, déi vu sou gegrënnte Gesellschaften ausgeschott ginn, ënner verschiddene Konditiounen zu 50 % befreit kënne sinn, a vun engem steierfräie Betrag an Héicht vu 1.500 Euro profitéieren. Eng méiglech Plus-value bei der Veräusserung vun der Bedeelegung kann ënner verschiddene Konditiounen och steierlech befreit sinn, besonnesch wann d'Bedeelegung méi wéi sechs Méint gehale ginn ass. Eng Perte ass am Prinzipp ofsetzbar, wann d'Bedeelegung manner wéi sechs Méint gehale ginn ass.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, dass « [...] le Gouvernement analysera l'introduction de mesures fiscales pour favoriser les investissements des personnes physiques dans les entreprises innovantes ».

An deem Sënn schafft de Finanzministère un engem Avant-projet de loi, fir Investitiounen an innovativ Entreprisë steierlech ze promouvéieren, wat och zur Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidroe géif.

Mat Bléck op d'Covid-19-Pandemie an de Krich vu Russland géint d'Ukrain, mat de bekannten Auswierkungen op d'Energiepräisser an den Impakt op de Staatsbudget, hunn d'Prioritéite mussen ugepasst ginn, soudass d'Aarbechten un dësem Dossier aktuell nach net ofgeschloss sinn.

Attractivité de la place financière | Question **6872** (21/09/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

D'„Luxembourg Times" schreift, datt déi brittesch Regierung diskutéiert, fir de Plafonnement vun de Bonusprimme vu Mataarbechter aus dem Bankeberäich, deen d'Vereenegt Kinnekräich nach als Member vun der EU akzeptéiert huet, opzehiewen, fir op déi Manéier fir international Investoren a qualifizéiert Personal nees méi attraktiv ze ginn. Sou eng Decisioun géif London natierlech och op den Hibléck mat der Konkurrenz zur Finanzplaz Lëtzebuerg huelen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Finanzminister gär dës Froe stellen:

– Gesäit d'Madamm Finanzminister de Virstouss aus London als Geleeënheet, fir op nationalem an EU-Niveau den nämmlechte Schratt ze ënnerhuelen? Falls net, wéi gedenkt d'Madamm Minister, dëse kloren Nodeel an der Kompetitivitéit, deen eiser Finanzplaz géif entstoen, op aner Manéier ze kompenséieren?

Réponse (20/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

De Plafonnement vu Bonussen am Bankesecteur huet säin Ursprong an den 3. a 4. Eegekapital-Direktiven – Direktiven 2010/76/EU an 2013/36/UE.

Als EU-Memberstaat huet Lëtzebuerg sech un déi Reegelen ze halen an huet, contrairement zu Groussbritannien, keng Méiglechkeet, dës Reegelen national ofzeschafen. Et ass och drun ze erënneren, dass dës Reegelen aus guddem Gronn agefouert gi sinn no der Finanzkris, fir ze ënnerbannen, dass d'Politique de rémunération vu Banken iwwerméisseg Risikobereetschaft encouragéiert.

Generell setzt Lëtzebuerg sech op EU-Niveau a fir eng Reglementatioun, déi och iwwert d'EU-Grenzen eraus kuckt an d'Kompetitivitéit vum EU-Finanzsecteur am A behält.

D'Regierung gesäit den Developpement, d'Attraktioun an d'Retentioun vun Talenter als eng Prioritéit, net nëmme fir d'Finanzplaz. An deem Sënn sinn am Budgetsgesetz fir d'Joer 2023 och Upassunge virgesinn, fir esouwuel de Régime d'impatriés wéi och de Regime vun de Primes participatives méi attraktiv ze gestalten.

Vaccins périmés | Question **6873** (21/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 22. November 2021 hat ech eng dréngend parlamentaresch Fro un d'Madamm Gesondheetsminister gestallt (N° 5271), fir gewuer ze ginn, wéi vill Covid-19-Impfstoff, deen no um Oflafdatum ass, zu Lëtzebuerg nach am Stock ass. Trauregerweis hunn dunn iwwer 13.000 Dosen Enn November missen zerstéiert ginn. Weider Dosen sinn nokomm.

Aus der Äntwert op d'Fro Nummer 5704 kann een erausliesen, dass vill weider Vaccine mëttlerweil hiren Oflafdatum erreecht kéinten hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch eis d'Oflafdatumer grad ewéi déi verbleiwend Unzuel u Flacone vun all deene verschiddenen Impfstoffer ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

2. Wéi vill Vaccinen huet d'Regierung bis elo missen zerstéieren? Kann d'Regierung oplëschten, ëm wéi vill Flacone vu wéi engen Hiersteller et sech heibäi handelt?

3. Wéi héich war de Käschtepunkt vun deenen zerstéierte Flaconen?

4. Huet d'Ministesch Informatiounen iwwert déi EU-wäit Zerstéierung vu Covid-19-Vaccinen?

Réponse (19/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Déi héich Zuel u Vaccinen an dem Stock zu Lëtzebuerg – ewéi och an deenen aneren europäesche Länner – erkläert sech duerch d'Aart a Weis, ewéi d'Hiersteller vum Vaccin d'Kontrakter mat der Europäescher Kommissioun verhandelen.

D'Länner mussen sech gréisstendeels 12–15 Méint virun der effektiver Liwwerung vun de Vaccinen iwwert d'Quantitéit prononcéieren.

Zu deem Moment gëtt et nach keng Gewëssheet, wéi ee Vaccin vu wéi engem Hiersteller effektiv eng Zouloossung fir de Marché kritt.

Och ginn et zu deem Moment nach keng Studien iwwert d'Effektivitéit vum jeeweilege Vaccin par rapport zu der Virusvariant, déi de Moment vun der Liwwerung zirkuléiert. Dat erkläert, datt d'Länner am Prinzipp net nëmme Vaccin vun engem Hiersteller, mä Vaccin vu méi Hiersteller bestelle mussen.

Doriwwer raus wëssen d'Länner am Moment vun der Bestellung nach net, eréi d'Impfcampagne 12–15 Méint méi spéit ausgesäit, dat souwuel wat d'Intervallen tëschent de Boosterdosissen eréi d'Impfbereetschaft vun de Leit ugeet.

Och ass zum Moment vun der Commande nach net gewosst, wéi eng weider Vaccinen d'Hiersteller tëschent dem Dag vun der Commande an dem Dag vun der effektiver Liwwerung par rapport zu eventuellen neie Varianten entwéckelen. Esou konnt een z. B. déi nei bivalent Vaccinen, déi zanter dem Mount September vu Pfizer a Moderna geliwwert ginn, réischt relativ rezent bestellen.

Schlussendlech bleift ze bemierken, datt d'Hiersteller vun de Vaccinen der Europäescher Kommissioun oft eng Mindestunzuel u Vaccinen imposéieren. Souguer wann d'Länner da scho genuch Vaccine bei engem Produzent bestallt hunn, sinn se de facto obligéiert, duerch déi virgenannten Inconnuen (Impfstrategie, Impfbereetschaft, reell Effektivitéit vum Vaccin, Virusmutatiounen ...) trotzdeem nach weider Vaccinen ze bestellen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Den Akafspräis vun de Vaccinen, am Punkt 2, läit ëm déi 1,4 Milliounen Euro.

ad 4. Et gi keng EU-Chifferen, wéi vill déi aner Länner zerstéieren. Moderna a Pfizer sinn awer offiziell gefrot ginn, fir een Service unzebidden, fir hir Dose kënnen zeréckzehuelen an se duerno ze zerstéieren, well all Land sech iwwer Stockagecapacitéite beschwéiert.

Jugement de la Cour de justice de l'Union européenne concernant la conservation des données | Question **6874** (21/09/2022) de **M. Gilles Roth** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

An engem Urteel vum 20. September 2022 erklärt den Europäesche Geriichtshaff (EuGH), dass déi däitsch Vorratsdatenspeicherung géint EU-Recht verstéisst. Telekom Deutschland a SpaceNet hate virun den däitsche Geriichter géint hiert Telekommunikatiounsgesetz (TKG) an déi dora virgeschriwwe Flicht, ab dem 17. Juni Verkéiers- a Standortdate vun hire Cliente mussen ze späicheren, geklot. Dëst ass net dat éischt Urteel vum EuGH an dëser Form a betrëfft och Lëtzebuerg, vu dass eist aktuellt Gesetz och esou eng generell Vorratsdatenspeicherung virgesäit.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizminister an un den Här Minister fir Kommunikatioun a Medie stellen:

1. Wéi ee politeschen, juristeschen a prakteschen Impakt huet d'Urteel vum EuGH fir Lëtzebuerg, wëssend, dass et sech net ëm déi éischt Jurisprudenz an deem Kader handelt?

2. Verstéisst eist aktuellt Telekommunikatiounsgesetz zu Lëtzebuerg an den Ae vun der Regierung konkreet géint EU-Recht?

3. Firwat gëtt esoulaang gewaart mam Virleeë vum ugekënnegte Projet de loi zum generelle Späichere vun Donnéeën, obwuel de Probleem scho säit Jore besteet? Wéini ass mam Projet ze rechnen?

Réponse (25/10/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1. D'Urteel „SpaceNet" an den Affairë C-793/19 a C-794/19, vum 20. September 2022, confirméiert dem EuGH seng rezent Jurisprudenz am Kader vun der Vorratsdatenspäicherung.

De Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun huet nach eng Kéier bestätegt, datt eng allgemeng an ondifferenzéiert Retentioun vu Verkéiers- a Standortdaten ausgeschloss ass, ausser et gëtt eng seriö Gefor fir d'national Sécherheet. Fir eescht Kriminalitéit ze bekämpfen, kënnen d'Memberstaaten awer, am strikte Respekt vum Proportionalitéitsprinzipp, geziilt Retentioun vun esou Donnéeë virgesinn, souwéi allgemeng an ondiskriminéiert Späichere vun IP-Adressen.

ad 2. Bis haut gouf d'Validitéit vum geännerte Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwer de Schutz vun der Privatsphär am elektronesche Kommunikatiounssecteur net virun de Lëtzebuerger Geriichter a Fro gestallt.

ad 3. Fir ze verhënneren, dass et op EU-Niveau zu fragmentéierte Legislatiounen am Beräich vun der Datespäicherung kënnt, huet Lëtzebuerg zesumme mat enger Majoritéit vu Memberstate fir eng europäesch Léisung plaidéiert, déi konform ass mat der Jurisprudenz vun der CJUE.

An Erwaardung vun enger europäescher Léisung, huet de Justizministère effektiv ugefaangen, un engem Gesetzprojet ze schaffen, deen den Evolutioune vun der europäescher Jurisprudenz Rechnung droe soll. Dës Jurisprudenz, déi de Prinzipp präziséiert a spezifesch Critèrë festleet, un deene sech eng national Legislatioun riichte soll, gouf eréischt duerch d'Urteel „Quadrature du Net et FDN" a „Privacy International" vum 6. Oktober 2020 an d'Urteel „Commissioner of the Garda Síochána e. a" vum 5. Abrëll 2022 gesprach.

De Gesetzprojet wäert an den nächste Wochen am Regierungsrot presentéiert ginn.

Parking du Lycée technique agricole Gilsdorf | Question **6876** (21/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Beim Lycée technique agricole (LTA) zu Gilsdref gëtt et e Parking mat 100 Plaze fir d'Enseignanten, dat technescht an dat administrativt Personal, d'Visiteuren an d'Fournisseure vun der Schoul. Weeder fir d'Schüler, nach fir d'Leit, déi un de Weiderbildungscoursen deelhuelen, si Parkplaze virgesinn. A bei der Ubannung vun der Akerbauschoul un den ëffentlechen Transport wier och nach villes ze verbesseren.

A wéi aus der Äntwert op d'Question parlementaire Nummer 5256 ervirgeet, ass den Här Minister och an Zukunft net gewëllt, eng adequat Léisung fir déi spezifesch Situatioun vum Lycée technique agricole a senge Schüler, déi aus dem ganze Land op Gilsdref kommen, ze proposéieren: Et „gi fir den LTA déi selwecht Kritären ugewant wéi bei anere Schoulgebaier am Land an et gi keng Parkplaze fir Schüler virgesinn".

D'Resultat dovun ass, dass weiderhi vill Schüler an och Leit aus de Weiderbildungscourse mam Auto op Gilsdref (musse) kommen a mangels engem Parking um Terrain vum Lycée ausserhalb no enger Ofstellméiglechkeet fir hiert Gefier musse sichen. Laut mengen Informatioune parken doduerch nach ëmmer vill Autoe laanscht d'Haaptstrooss, wou ausserdeem keen Trottoir ass, deen d'Foussgänger kéinte benotzen. An der Praxis bedeit dat, dass dës Leit iwwer d'Strooss mussen trëppelen a se sech doduerch engem zousätzleche Risiko aussetzen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Ass den Här Minister sech de Gefore bewosst, déi sech duerch de feelende Parking fir d'Schüler vum LTA erginn?

2. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dëse Risiko ze evitéieren an d'Sécherheet vun de Schüler an de Leit aus de Weiderbildungscoursen, déi mam Auto kommen, ze verbesseren?

3. Mat Bléck op dës Geforen a Risiken, deenen déi betraffe Leit ausgesat sinn, ass den Här Minister net awer gewëllt, Parkraum fir si um Site vum LTA ze schafen?
– Wa jo, wéi vill Parkplaze si geplangt a bis wéini sollen déi gebaut sinn?
– Wann net, wéi argumentéiert den Här Minister seng Retizenz?

Réponse (31/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. Laangfristeg ass virgesinn, wéi am nationale Mobilitéitskonzept 2035 fir d'Nordstad ugedeit, e Parkhaus als Opfangparking fir Dikrech an der Géigend vun der Schwämm ze bauen.

Zousätzlech gëtt vun der Stroossebauverwaltung ee Projet fir de Foussgänger an de Vëlo ausgeschafft, deen eng nei Vëlospist laanscht d'Nationalstrooss N14 virgesäit, déi d'Rue Joseph Merten mam Site vum LTA verbënnt.

Ënnert der Konditioun, datt all déi néideg Autorisatioune virleien an datt all déi verbleiwend Terraine kënne kaf ginn, kéinten d'Aarbechten 2024 ufänken.

ad 3. Fir d'éischt ass ze bemierken, datt dat „wëllt" Parke laanscht eng Staatsstrooss ausserhalb vun der Uertschaft, laut dem Artikel 166 vum Code de la route, net erlaabt ass.

Ausserhalb vun der Uertschaft ass de Foussgänger och laut dem Artikel 162 vum Code de la route gebieden, am Fall wou keen Trottoir do ass, iwwert den Accotement vun der Strooss ze goen.

Am Fall wou dëst awer net sollt méiglech sinn, dierf dësen och déi lenks Säit vun der Strooss benotzen. Dëst jeeweils a Bezuch op d'Richtung, an déi sech de Foussgänger beweegt.

Sou wéi bei anere Schoulgebaier steet de Parking vum LTA dem Léier- an technesche Personal, der Direktioun souwéi och de Visiteuren zur Verfügung. Och d'Leit aus de Weiderbildungscourse kënnen déi Plazen notzen, oder iwwer den neie Foussgängerwee vun Dikrech aus de Site erreechen. Op Basis vun den Informatioune vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an der Direktioun vum LTA, ass de Parking mat 100 Plazen 2008 an de Bauprogramm opgeholl ginn a fir déi Notzer geplangt ginn.

De Site bitt keng fräi Fläche méi, fir ee weidere Parking ze bauen, well déi komplett Ausseféläche vun der Schoul genotzt ginn, respektiv well duerch d'Topographie vum Terrain ee Parking schwéier ze integréieren ass. Déi restlech Fläch am PAG ass fir dat neit Gebai vun der ASTA reservéiert. Dëse Projet ass an der Phas vum detailléierte Virprojet.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

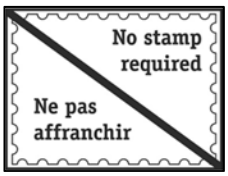

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Licenciements chez Husky Technologies | Question urgente **7847** (30/03/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

C'est avec consternation que nous avons appris par la presse l'intention de Husky Technologies de supprimer 155 emplois à Dudelange, une ville marquée par son histoire industrielle. Cette suppression annoncée de postes serait non seulement un coup dur pour Dudelange et sa diversité économique, mais aussi pour le personnel visé. La nouvelle est d'autant plus accablante qu'il s'agit de la deuxième annonce récente de licenciements dans l'industrie luxembourgeoise.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les raisons qui sont à la base de l'abandon des activités concernées et partant des licenciements annoncés ?

– Compte tenu de l'importance de l'industrie à Dudelange et du maintien d'emplois, la mise en place d'un plan de maintien dans l'emploi (PME) est-elle envisagée ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les moyens à leur disposition et ce qu'ils comptent faire pour assurer les emplois concernés ?

– Messieurs les Ministres entendent-ils soutenir la revendication des syndicats visant à mettre en place une cellule de reclassement ?

Réponse (07/04/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Suite à l'annonce de la suppression de 155 postes chez Husky Technologies, la direction de l'entreprise s'est réunie en date du 5 avril 2023 avec les représentants des syndicats LCGB et OGB-L et de la délégation du personnel, en présence de représentants du Ministère de l'Économie et du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. Lors de cette réunion, les représentants des deux ministères ont encouragé les partenaires sociaux à entamer, dans le cadre du dialogue social, les discussions en vue de la conclusion éventuelle d'un plan de maintien dans l'emploi.

Les ministres Franz Fayot et Georges Engel préconisent cette option et encouragent les partenaires sociaux à s'engager dans une telle démarche pour que l'entreprise et ses salariés concernés puissent bénéficier des avantages liés à l'existence d'un plan de maintien dans l'emploi, permettant la mise en œuvre de différents instruments pour éviter des licenciements. Parmi ces instruments peuvent figurer l'application de la préretraite-ajustement, du chômage partiel ainsi que l'application du prêt temporaire de main-d'œuvre, l'organisation de formations pour les salariés concernés ou bien leur accompagnement pour la recherche d'un nouveau poste de travail. Actuellement, la mise en place d'une cellule de reclassement n'est pas à l'ordre du jour.

Aujourd'hui, le groupe Husky occupe au total plus de 1.000 personnes au Luxembourg. La suppression envisagée de 155 postes à Dudelange fait suite à la décision du groupe d'arrêter de servir le marché des « specialty closures ». Cette décision avait entraîné la fermeture d'une usine en République tchèque et un surplus de postes a été créé au Luxembourg dans la foulée, en raison du transfert de ces mêmes activités, il y a quelques années, de l'Autriche vers le Luxembourg. Par ailleurs, le groupe Husky vient de décider de se rapprocher géographiquement de ses clients issus de pays émergents (Afrique, Inde, Moyen-Orient). Ces régions sont actuellement desservies par le Canada et l'Europe.

Convocation d'une réunion tripartite

Les ministres Franz Fayot et Georges Engel ont invité les syndicats OGB-L et LCGB ainsi que la FEDIL à une réunion tripartite qui aura lieu prochainement.

Lors de cette réunion, les partenaires sociaux et le Gouvernement discuteront de la situation économique actuelle et des défis à relever dans le futur pour consolider et développer le secteur de l'industrie luxembourgeoise.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

4th & 5th May 2023
Multidisciplinary conference
Cercle Cité Luxembourg

Mega trends 2050

Shaping the future with scientific foresight

Keynote address
by Philip Crowther
Reporting the future: news, analysis and communication in the 2020s and beyond

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Fonds National de la Recherche Luxembourg

Register by scanning the QR code:

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 13 à 15	Questions au Gouvernement
p. 03-07	p. 08-09	p. 10-98	p. 98-99

2022-2023

Nº 04

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-07

Nouvelles lois ..... p. 08-09

Séances ..... p. 10-98

13e séance du mercredi 16 novembre 2022 p. 10-35

14e séance du mardi 22 novembre 2022 p. 35-56

15e séance du mercredi 23 novembre 2022 p. 57-98

Questions au Gouvernement ..... p. 98-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
28/04/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Journée portes ouvertes des institutions

Méi wéi 2.200 Visiteuren hunn hannert d'Kulisse vun der Chamber gekuckt

D'Editioun 2023 vun der Journée portes ouvertes des institutions e Samschdeg, den 22. Abrëll beim Lëtzebuerger Parlament war e grousse Succès. De Flux u Visiteuren ass de ganzen Dag net ofgebrach.

„Et ass grad an dësen Zäiten esou wichteg, dass mir d'Diere vun eisem Gebai ganz grouss opmaachen, fir de Fonctionnement vun enger Demokratie ze erklären. Dofir gesäit een haut, mat deene ville Visiteuren, dass den Interessi grouss ass", huet de Chamberpresident Fernand Etgen erkläert. „D'Leit wëllen transparent Institutiounen hunn", sot hie weider.

Déi éischt Editioun vun der Journée portes ouvertes no der Pandemie huet de Visiteuren d'Méiglechkeet ginn, déi Plazen ze besichen, déi normalerweis net fir de Grand public zougänglech sinn, wéi de Plenièressall an d'Kommissiounssäll, den Hall vum Chambersgebai oder och d'Regie vu Chamber TV.

Wärend de Visites guidées a verschiddene Sproochen, déi vun eenzelen Deputéierten a vu Mataarbechter vun der parlamentarescher Verwaltung offréiert goufen, konnten d'Visiteure méi gewuer ginn iwwert de Fonctionnement vum demokratesche System am Grand-Duché esouwéi iwwert de Gesetzgeebungsprozess.

„Et ass eng Freed, fir d'Chamber kënnen opzemaachen, fir d'Aarbecht vun den Deputéierten ze weisen, mee och déi vill verschidde Metieren, déi et an der Chamberadministratioun gëtt, duerzestellen", huet de Generalsekretär Laurent Scheeck ënnerstrach.

D'Visiteure konnten och mat villen Deputéierten diskutéieren, déi fir d'Evenement komm waren, an de Chamberpresident a sengem Büro treffen. Um Enn vun der Féierung konnten d'Leit hir Andréck an engem gëllene Buch festhalen, esou wéi d'Invitéen dat bei enger offizieller Visitt am nationale Parlament maachen.

Verschidde Partner an Organer, déi mat der Chamber zesummeschaffen, waren och op der Plaz, fir de Bierger hir Aarbecht virzestellen:

- den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB)
- den Ombudsman
- den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu)
- de Centre pour l'égalité de traitement (CET)
- d'Commission consultative des droits de l'homme (CCDH)
- d'Chaire de recherche en études parlementaires.

Visite officielle au Cameroun

Une première visite parlementaire luxembourgeoise en Afrique continentale

Le député luxembourgeois a pu s'échanger avec les membres du groupe d'amitié parlementaire du Cameroun (de gauche à droite : M. Gabriel Fandja, M. Gusty Graas, M. Paul Eric Djomgoue, Mme Eveline Tassi, M. Bakia Lawson Tabot).

Comme suite à l'invitation de l'Assemblée nationale de la République du Cameroun, M. Gusty Graas s'est rendu à Yaoundé du 1er au 4 avril 2023 pour y représenter le Président de la Chambre des Députés. Ce déplacement s'inscrit dans la lignée d'une visite de retour à celle effectuée par une délégation du groupe d'amitié parlementaire du Cameroun en octobre 2021 à Luxembourg. Il ne s'agit non seulement de la première visite parlementaire luxembourgeoise dans ce pays de la sous-région d'Afrique centrale, mais également de la première en son genre en Afrique continentale.

Vers une coopération parlementaire bilatérale entre les deux pays

Homologue de M. Graas de par sa fonction de Président de section auprès de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), le Premier Vice-Président de l'Assemblée nationale camerounaise, M. Hilarion Etong – questionné au sujet des relations de son pays avec la Chine et la Russie – a qualifié le Cameroun de « pays ouvert » qui entretient des échanges diplomatiques avec toutes les nations. La réunion avec les parlementaires du groupe d'amitié, présidé par le député M. Paul Eric Djomgoue, a permis d'échanger sur les bonnes pratiques et expériences respectives.

Se côtoyant grâce à l'organisation internationale qu'est l'APF, les deux institutions entretiennent déjà des relations concrètes à l'échelle multilatérale. À ce niveau, la coopération parlementaire est bien tangible de par l'organisation régulière de séminaires à destination des parlementaires et de formations pour les fonctionnaires d'administrations parlementaires. L'occasion a été saisie pour lancer les bases d'une nouvelle coopération bilatérale potentielle en nouant des contacts à travers la diplomatie parlementaire. Forte d'une diaspora de 871 ressortissants camerounais, le Luxembourg pourrait, selon M. Graas, approfondir les relations avec le Cameroun, jusqu'ici encore assez modestes.

L'échange a porté sur le fonctionnement de l'État, le code électoral imposant un quota féminin d'un tiers de postes au Parlement camerounais, le cumul de mandats qui n'est plus autorisé au Cameroun, la couverture territoriale du parti « Rassemblement démocratique du peuple camerounais » (RDPC) ou encore les modalités du droit de vote actif et passif. Une particularité consiste dans le fait que les Camerounais à l'étranger peuvent voter lors des présidentielles.

Les causes du ralentissement du secteur agricole camerounais

La deuxième journée de travail a été l'occasion, pour le député luxembourgeois, de s'échanger avec différents représentants du Gouvernement camerounais, dont les portefeuilles respectifs pourraient s'avérer être les pistes d'une future coopération.

L'agriculture camerounaise représente 17 % du PIB et le secteur agricole est le premier employeur du pays, responsable à hauteur de 80 % de l'autosuffisance alimentaire. Le Cameroun est producteur de cacao, de coton, de sucre, de maïs ou encore de soja. Selon M. Gabriel Mbairobe, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, un enjeu essentiel de l'économie camerounaise consiste en la transformation sur place de ces matières premières pour contrer les importations massives actuelles de produits finis. La faiblesse de la mécanisation, considérée comme le « tendon d'Achille » de l'agriculture locale, demeure un des principaux obstacles, tout comme l'absence de structures de conservation et de transformation ainsi que l'adaptabilité difficile du machinisme aux réalités du terrain, qui ralentissent l'expansion de ce secteur.

En réponse à une question posée par M. Graas, le ministre a affirmé que le calendrier des récoltes est tributaire des conditions météorologiques. Une double problématique pouvant s'avérer paradoxale se pose à l'agriculture camerounaise : le déficit hydrique pendant les périodes de sécheresse et l'excès des pluies saisonnières.

Le Cameroun, synonyme de stabilité dans la sous-région d'Afrique centrale

Le Cameroun constitue une véritable mosaïque ethnique – on y dénombre plus de 300 ethnies différentes –, raison pour laquelle le pays est confronté à un défi d'intégration. Des défis d'ordre économique ou relatifs à la politique intérieure et à la sécurité viennent s'y ajouter. Malgré cela, le pays est synonyme de stabilité dans la sous-région d'Afrique centrale, selon le Ministre des Relations extérieures, M. Lejeune Mbella Mbella, notamment grâce à sa résilience économique. L'économie du pays serait en cours de diversification avec la numérisation, d'un côté, et l'économie bleue exploitable dans le Golfe de Guinée, de l'autre.

Le député luxembourgeois a salué le processus de démocratisation continu en cours et a félicité le ministre pour sa gestion de l'accueil des réfugiés. À ce jour, le Cameroun a donné refuge à quelque 500.000

Cérémonie de la pose de la première pierre du centre culturel luxembourgeois dans la commune de Lobo

personnes venant des pays avoisinants, notamment le Nigéria et la République centrafricaine. Pour le chef de la diplomatie camerounaise, son pays ne veut « pas de diktat ». Il a plaidé pour un dialogue mutuel en condamnant toute ingérence interétatique, avant de proposer l'établissement d'un consulat dans l'intérêt d'un renforcement des relations bilatérales entre les deux pays.

Au niveau des transports, le Luxembourg et le Cameroun ont signé un accord aérien en 2016 permettant à la compagnie de fret Cargolux de desservir Yaoundé. Selon le Ministre des Transports camerounais, M. Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe, cette potentielle « opportunité commerciale » pourrait amener la compagnie nationale camerounaise Camair-Co à sous-traiter pour la société Cargolux afin d'endosser le rôle de hub pour le fret africain.

Rayonnement culturel

Reçu au Ministère des Arts et de la Culture, M. Graas a rendu hommage au rôle fédérateur que peut jouer la culture. En octobre 2022, une délégation ministérielle camerounaise s'était rendue à Luxembourg pour visiter le Musée national d'histoire et d'art, le Lëtzebuerg City Museum et les Archives nationales.

L'importance de la diaspora camerounaise n'est pas non plus négligeable. En effet, l'ASBL Centre de développement Europe-Afrique s'était portée volontaire pour nouer les premiers contacts et pour faciliter les premiers échanges interinstitutionnels.

Par ailleurs, M. Graas s'est rendu dans la commune de Lobo qui se situe à une trentaine de kilomètres de la capitale camerounaise. Celle-ci sera desservie par l'autoroute en phase de construction qui devrait, à son aboutissement, relier Yaoundé à la ville portuaire de Douala, deuxième ville du pays et principal centre d'affaires.

Le député a pu assister à la pose de la première pierre du centre culturel luxembourgeois, symbole de la coopération culturelle et lieu de convergence. Lors de la cérémonie, il a déclaré qu'il s'agit d'un « lieu répondant à nos intérêts communs, un endroit abritant notre patrimoine culturel, un espace d'entrée, d'échanges, de rencontres et d'accueil ».

Visite du Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux

L'inadéquation des compétences, un défi pour le marché du travail luxembourgeois

Le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit (6e à droite, première rangée), a été reçu à la Chambre des Députés.

Les fonds européens accordés au Luxembourg suite à la pandémie de Covid-19 ont contribué à stabiliser l'économie luxembourgeoise. C'est ce qui est ressorti des explications du Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, lors des discussions avec les députés nationaux et eurodéputés luxembourgeois le 17 avril 2023 à la Chambre des Députés.

Quelque 83 millions d'euros ont été accordés au Luxembourg par le biais de la « Facilité pour la reprise et la résilience », a précisé M. Schmit. Celle-ci est un instrument financier qui aide les États membres de l'Union européenne à atténuer les conséquences de la pandémie de Covid-19 et qui s'inscrit dans le programme « NextGenerationEU » de la Commission européenne. Au total, environ 724 milliards d'euros (en prêts et subventions) ont de cette façon été mis à disposition des États membres. Le montant plus modeste accordé au Luxembourg s'explique par le fait que l'économie luxembourgeoise s'est relativement bien portée tout au long de la crise sanitaire. Le secteur prédominant des services a pu en effet continuer ses activités.

De plus, les aides accordées aux autres États membres ont permis de stabiliser le marché intérieur et à l'économie luxembourgeoise de récupérer plus rapidement, notamment dans le domaine des exports. Celle-ci dépend en effet largement des échanges avec d'autres pays européens.

L'inadéquation des compétences reste un défi pour le Luxembourg

Les aides accordées par le biais de la « Facilité pour la reprise et la résilience » sont notamment conditionnées par des réformes réalisées par les États membres pour atteindre des objectifs nationaux qu'ils ont fixés dans leur « Plan pour la reprise et la résilience » respectif. Un des objectifs du Luxembourg dans ce cadre est le développement des compétences. Selon le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, des ajustements en matière de « reskilling », « upskilling » et de formation tout au long de la vie (« lifelong learning ») sont en voie de réalisation, mais le Grand-Duché est actuellement encore confronté à un problème structurel en termes d'inadéquation des compétences avec les besoins du marché du travail luxembourgeois. Les trois piliers du « Plan pour la reprise et la résilience » luxembourgeois concernent la cohésion et la résilience sociale, la transition verte ainsi que la digitalisation.

Lors des discussions, les députés nationaux et européens se sont notamment intéressés à la position de l'Europe par rapport aux autres économies mondiales et plus concrètement par rapport à la Chine. M. Schmit a expliqué qu'un des objectifs de la Commission européenne actuelle est de renforcer la base industrielle de l'Europe pour permettre à celle-ci de devenir plus indépendante en matière l'énergétique, mais aussi en ce qui concerne les produits industriels. Selon le Commissaire européen, l'Europe est de plus en plus en concurrence avec la Chine, tant sur le plan économique que sur le plan géopolitique.

Un autre sujet abordé par les députés était celui de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur des services. Le Commissaire européen a reconnu la crainte que l'utilisation renforcée de l'intelligence artificielle puisse entrainer une perte d'emplois, mais il a estimé que cette évolution peut aussi mener à la création de nouveaux emplois. Il a expliqué que la Commission européenne actuelle a travaillé sur une directive pour promouvoir l'intelligence artificielle. En revanche, la prochaine Commission – dont les membres seront nommés en 2024 – sera confrontée au défi de créer un cadre qui met l'intelligence artificielle au service des employés sans la retourner contre eux.

Réunion annuelle de printemps de la Commission permanente de l'AP-OTAN

« Nous resterons unis et déterminés pour soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra pour vaincre »

M. Yves Carl de l'Administration parlementaire et Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN

La Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est réunie le 26 mars 2023 à Oslo pour sa réunion annuelle de printemps. Cet organe exécutif de l'Assemblée a permis à plus de 40 parlementaires des 30 États membres de l'OTAN[1] et de la Suède, candidate à l'adhésion, d'échanger leurs points de vue sur la situation actuelle.

Les membres ont discuté d'un projet de déclaration qui devrait être adopté définitivement lors de la session de printemps de l'AP-OTAN en mai à Luxembourg. La discussion s'est concentrée sur la réaction à l'agression brutale et illégale de la Russie envers l'Ukraine. Les membres étaient d'accord quant au fait qu'ils devraient poursuivre leur soutien indéfectible à l'Ukraine et à son indépendance, son intégrité territoriale, son droit à l'autodéfense et son droit à l'autodétermination. Dans ce contexte, la Présidente de l'AP-OTAN et sénatrice française, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, a réaffirmé : « Nous resterons unis et déterminés à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra pour vaincre. »

[1] Le 4 avril 2023, la Finlande est devenue le 31e État membre à rejoindre l'OTAN.

Les participants ont examiné les possibilités d'un soutien supplémentaire à l'Ukraine et ont convenu que le soutien militaire, civil et financier des alliés devrait être renforcé.

Au cours de la réunion, les parlementaires ont également échangé des informations sur les derniers développements concernant l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, ainsi que sur la coopération avec les pays partenaires de l'Alliance atlantique. Le Premier Ministre norvégien, M. Jonas Gahr Støre, a souligné que l'adhésion de la Finlande et de la Suède représente une contribution essentielle au renforcement de la sécurité européenne et a appelé les parlements à ratifier l'adhésion.

M. Yehor Cherniev, chef de la délégation ukrainienne auprès de l'AP-OTAN, a informé le Comité permanent de l'évolution de la situation sur le terrain et a notamment évoqué la situation à Bakhmut. M. Cherniev a longuement évoqué les besoins de l'Ukraine en matière de soutien supplémentaire.

12e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)

Le contrôle parlementaire d'Europol

Les 26 et 27 mars 2023, le Riksdag (Parlement suédois) a organisé la 12e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne. Les membres des parlements nationaux des États membres de l'UE et du Parlement européen ont eu l'occasion de s'échanger avec les responsables d'Europol sur le travail de l'agence, la coopération policière européenne et la lutte contre la criminalité organisée, notamment la traite des êtres humains.

La Commissaire européenne chargée des affaires intérieures, Mme Ylva Johansson (Suède), a interpellé les parlementaires sur la lutte contre la criminalité organisée et en particulier les abus sexuels commis sur les enfants. Mme Johansson a mis l'accent sur le rôle central que doit jouer la proposition de règlement de la Commission européenne qui est actuellement débattue par le Parlement européen et le Conseil. Cette proposition, qui obligerait les fournisseurs de services en ligne à identifier, signaler et supprimer les contenus à caractère pédopornographique, est très controversée sur un point en particulier : les opposants craignent que l'adoption du règlement ne conduise à une analyse généralisée ou aveugle du contenu de tous les types de communications électroniques.

La commissaire a affirmé devant les parlementaires que le champ d'investigation des contenus suspects était très limité et que la procédure était soumise à des conditions et des garanties strictes. Selon elle, la proposition exigerait également que les fournisseurs déploient des technologies qui portent le moins possible atteinte à la vie privée. Mme Johansson a ajouté qu'il fallait donner aux forces répressives les outils nécessaires pour éviter que l'UE ne devienne un refuge pour ce type de criminalité.

Le Ministre de la Justice suédois, M. Gunnar Strömmer, a informé les participants des priorités de la présidence suédoise de l'UE en matière de sécurité intérieure. Le Contrôleur européen de la protection des données (CEPD), quant à lui, a fait état de son activité de surveillance du traitement des données à caractère personnel par Europol et a répondu aux questions des parlementaires.

Les participants se sont également mis d'accord sur un mandat pour un groupe de travail chargé d'élaborer une proposition pour un forum consultatif sur les droits humains d'Europol.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Stéphanie Empain, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès du GCPC.

Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (EUSC)

« Notre soutien à l'Ukraine est indéfectible »

« Notre soutien à l'Ukraine pour l'accession à l'Union européenne et à l'OTAN est indéfectible. » C'est le message principal adressé par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors d'une entrevue avec son homologue ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, le 24 avril 2023 en marge de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (EUSC) à Prague. M. Etgen a exprimé son admiration pour le courage et la détermination du peuple ukrainien face à la guerre d'agression russe. « Le drapeau de l'Ukraine continuera à flotter devant la Chambre des Députés jusqu'à ce qu'une paix juste puisse être trouvée », a encore affirmé le Président de la Chambre.

La rencontre avec la Présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie, Mme Urška Klakočar Zupančič, a permis de mettre en avant le rôle de la diplomatie parlementaire afin de renforcer les efforts de paix et de solidarité dans le contexte de la guerre en Ukraine. Le Président a, par ailleurs, déclaré qu'il était important de maintenir un dialogue ouvert et sincère avec les citoyens pour lutter contre les discours de haine et la désinformation.

M. Etgen a également rencontré la Présidente du Sénat roumain, Mme Alina Gorghiu, avec qui il a discuté de la nécessité de renforcer la sécurité le long de la frontière orientale de l'Union européenne. Depuis le 12 mars 2023, 27 soldats luxembourgeois sont déployés dans le groupement tactique de l'OTAN situé dans le camp d'entraînement roumain de Cincu.

Pendant la conférence, le Président a rappelé qu'il était indispensable que l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie accèdent à l'Union européenne afin de construire un bloc démocratique de défense commune des valeurs européennes de paix et de liberté. Dans ce contexte, il a souligné le rôle des parlements en tant que défenseurs de la démocratie et promoteurs du pluralisme et de l'inclusion afin de contrer les mouvements antidémocratiques.

Les cinquante-et-un parlements nationaux représentés et la Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, ont adopté une résolution condamnant avec la plus grande fermeté la guerre illégale, non provoquée et injustifiée menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine et demandent la cessation immédiate, complète et inconditionnelle des activités militaires de la Russie en Ukraine. Par le biais de cette résolution, ils ont réaffirmé leur soutien total à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Le Président de la Chambre des Députés s'est entretenu avec son homologue ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, en marge de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne à Prague.

Un échange de vues sur le droit à la santé

L'accès aux soins de santé était au cœur de la visite de la rapporteuse spéciale sur le droit à la santé physique et mentale des Nations Unies à la Chambre des Députés. Le 21 avril 2023, Mme Tlaleng Mofokeng a été accueillie par les députés membres de la Commission de la Santé et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile pour un échange de vues sur les bonnes pratiques et les défis dans la réalisation du droit à la santé.

Entrevue avec l'envoyé spécial du Président de la République d'Azerbaïdjan

Le conflit dans le Haut-Karabakh et le renforcement des différents domaines de la coopération entre le Luxembourg et l'Azerbaïdjan étaient au cœur d'un échange de vues entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et l'envoyé spécial du Président de la République d'Azerbaïdjan, M. Elchin Amirbayov, le 19 avril 2023 à la Chambre des Députés.

Transposition de la directive « Omnibus »

7904 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs

Ce projet de loi vise à modifier le Code de la consommation afin de transposer la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs, ci-après la « directive 2019/2161 (Omnibus) ».

Cette directive fait suite au bilan de qualité des dispositions législatives relatives au droit des consommateurs et de la commercialisation, réalisé par la Commission européenne en 2016 et 2017. La Commission européenne en a conclu que l'efficacité du droit sur la protection des consommateurs est compromise par un manque de sensibilisation des professionnels et des consommateurs et qu'il pourrait être plus souvent tiré parti des voies de recours existantes.

La directive 2019/2161 (Omnibus) modernise non seulement certains droits des consommateurs, mais adresse également des lacunes dans les systèmes juridiques nationaux concernant des sanctions réellement efficaces et proportionnées pour dissuader et sanctionner les infractions.

Ainsi, la directive 2019/2161 (Omnibus) insère des critères harmonisés pour l'imposition des sanctions concernant les infractions visées par les directives 93/13 (clauses abusives), 2005/29 (pratiques commerciales déloyales) et 2011/83 (droits des consommateurs). Pour ces trois directives, la directive 2019/2161 (Omnibus) prévoit également un montant maximal pour les amendes encourues en cas d'infraction de grande ampleur ou d'infraction de grande ampleur à l'échelle de l'Union lorsque celles-ci doivent être imposées dans le cadre de l'article 21 du règlement 2017/2394 (CPC) relatif aux mesures d'exécution que peuvent prendre les autorités compétentes concernées par l'action coordonnée. Afin de garantir l'effet dissuasif des amendes, l'amende maximale pour ces infractions est de 4 pour cent du chiffre d'affaires annuel du professionnel dans le ou les États membres concernés.

Afin d'améliorer la protection des consommateurs et le respect du droit de la consommation par les professionnels, le projet de loi propose également de doter le ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions d'un nouveau dispositif d'avertissement écrit à l'égard des auteurs de certaines des infractions visées par lesdites directives.

Lorsque le ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions prend connaissance du non-respect par un professionnel des dispositions protectrices visées, le projet de loi propose un système en deux temps : dans un premier temps, la possibilité d'inviter le professionnel à fournir des explications quant à la pratique incriminée et, dans un deuxième temps, la possibilité de décerner un avertissement écrit en l'absence de fourniture d'explication ou dès lors que les explications fournies ne sont pas satisfaisantes. À défaut d'une mise en conformité du professionnel avec les dispositions du Code de la consommation, le ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions pourra engager une action en cessation ou en interdiction.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 28/10/2021
Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

02/12/2021	Présentation du projet de loi
30/06/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/10/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/11/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 591, page 1

Organisation de la Direction de la santé

8026 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé

Le présent projet de loi propose de rendre accessible le poste de « directeur adjoint médical et technique » de la Direction de la santé à des candidats n'ayant pas l'autorisation d'exercer la médecine ou la médecine dentaire au Luxembourg.

Cette modification est nécessaire, d'une part, parce que les missions de ce directeur adjoint sont largement opérationnelles et comportent des volets tels que par exemple l'organisation de dépistages systématiques, l'élaboration de programmes de vaccination ou encore des missions liées à la pandémie Covid-19. D'autre part, la fonction publique, comme le secteur privé, est confrontée à une pénurie de médecins d'autant plus aiguë que le niveau de rémunération n'y est pas compétitif par rapport aux perspectives offertes dans le cadre d'un exercice libéral.

Le présent projet de loi propose dès lors de modifier la dénomination du poste de « directeur adjoint médical et technique » en celle de « directeur adjoint opérationnel et technique ». De même, il est prévu de changer la dénomination du « département médical et technique » en « département opérationnel et technique ». Les candidats au poste en question devront justifier d'une formation universitaire de niveau master et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins trois ans.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 09/06/2022
Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

15/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17/11/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/11/2022
Loi du 14 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 628, page 1

Révisions de la Constitution : organisation du Conseil d'État

8046 – Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

La présente proposition de loi a vocation à adapter la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État aux modifications constitutionnelles afférentes opérées par la proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution (doc. parl. n° 7777) en cours de procédure. L'article 7 lie l'entrée en vigueur de la proposition de loi à celle des nouvelles dispositions constitutionnelles.

Dans le cadre de la proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution, l'article 95, alinéa 5 dispose : « La Chambre des Députés et le Gouvernement peuvent déférer au Conseil d'État toutes autres questions selon les modalités déterminées par la loi. »

Si l'actuel article 83bis de la Constitution donne au seul Gouvernement la possibilité de déférer « toutes autres questions » au Conseil d'État, l'alinéa 5 du nouvel article 95 prévoit que désormais tant la Chambre des Députés que le Gouvernement peuvent lui déférer « toutes autres questions » selon les modalités à déterminer par la loi.

Par analogie au Gouvernement, il est par ailleurs proposé de prévoir la possibilité pour la Chambre des Députés de consulter le Conseil d'État sur le principe d'une proposition de loi. De son côté, le Conseil d'État pourra appeler l'attention de la Chambre des Députés sur l'opportunité de légiférer.

Suite à ces modifications, il y a lieu de prévoir les modalités de communication et de publicité des avis émis par le Conseil d'État. Par l'ajout de ces dispositions, les pouvoirs de la Chambre des Députés se voient renforcés et les attributions du Conseil d'État sont élargies.

Par ailleurs, la proposition de loi vise à adapter le serment des membres du Conseil d'État.

Enfin, suite à la renumérotation de la Constitution, il y a lieu d'adapter les renvois.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, M. Charles Margue, Mme Simone Beissel et M. Léon Gloden, le 13/07/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
18/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/10/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/11/2022
Loi du 23 janvier 2023
Mémorial A : 2022, n° 47, page 1

Subvention de loyer : redressement d'une erreur matérielle

8073 – Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer

Le projet de loi sous rubrique entend corriger une erreur matérielle qui s'est glissée dans le tableau des paramètres de calcul de la subvention de loyer qui est annexé à la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer.

Ainsi, le projet de texte prévoit de modifier le tableau des paramètres de calcul en remplaçant dans la colonne relative aux communautés domestiques avec 3 enfants à charge le montant de « 6.937 » par le montant de « 8.937 ».

En raison du faux montant, certaines communautés domestiques avec 3 enfants à charge obtiennent actuellement une aide mensuelle réduite par rapport à celle que le législateur a initialement visée, ce que le projet de loi entend rectifier.

Afin de ne pas pénaliser les bénéficiaires concernés, le redressement de l'erreur matérielle s'appliquera de manière rétroactive au 1er août 2022.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 19/09/2022
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :
10/11/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 586, page 1

Régime d'aides aux entreprises lié aux prix de l'énergie

8075 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Une partie de ces modifications vise à tenir compte des amendements apportés à l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de l'Ukraine, apportés le 20 juillet 2022.

De plus, le projet de loi met en œuvre des mesures en faveur des entreprises retenues dans le cadre du Comité de coordination Tripartite, incluant notamment :

– l'introduction d'une nouvelle aide en matière énergétique pour les entreprises. Celle-ci vise à soutenir les requérantes pour lesquelles les achats de produits énergétiques correspondent à au moins 2 % de leur chiffre d'affaires ou de leur valeur de production pendant le mois pour lequel la requérante fait une demande d'aide ;

– le rallongement de la période éligible pour les deux autres types d'aides introduites par la loi du 15 juillet 2022 ;

– l'augmentation du plafond du montant total de l'aide aux entreprises couvrant une partie des surcoûts du gasoil utilisé comme carburant routier de 400.000 euros à 500.000 euros.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 27/09/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
06/10/2022 Décision de renvoi du projet de loi à la Commission spéciale « Tripartite »

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
14/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
08/11/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
17/11/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 587, page 1

Limitation de la hausse des prix du gaz naturel

8088 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

Le projet de loi transpose une des mesures de l'accord tripartite conclu entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022, qui consiste en une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals pour la période du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2023.

Les dispositions introduites par le présent projet de loi concernent la limitation de l'augmentation du prix du gaz naturel à +15 % par rapport au niveau de prix moyen de septembre 2022 (0,8325 par mètre cube de gaz naturel consommé) pour tous les clients disposant de compteurs de flux horaire maximal inférieur à 65 mètres cubes. La différence entre ce prix plafonné et le prix d'affichage du fournisseur est prise en charge par l'État.

Le présent projet de loi oblige également les fournisseurs à s'approvisionner, nonobstant la contribution financière de l'État, au meilleur tarif et à garantir l'établissement d'une offre de base à des prix du marché, ce qui est également contrôlé par le régulateur national (l'Institut luxembourgeois de régulation). À ce titre, des sanctions sont prévues en cas de non-respect des obligations précitées.

Le coût de cette mesure est évalué à 390 millions d'euros, dont 78 millions d'euros sont prévus pour l'année 2022 et 312 pour l'année 2023.

Enfin le projet de loi modifie également la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel qui sera reconduite jusqu'au 31 décembre 2023. Les frais engendrés par la prolongation de cette mesure sont estimés à 80 millions d'euros.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 26/10/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
27/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
11/11/2022 Echange de vues avec les fournisseurs de gaz naturel
17/11/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
21/11/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/11/2022
Loi du 2 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 597, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Débat sur la politique de coopération au développement** p. 10
   M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch (dépôt de la motion 1) | Mme Stéphanie Empain | M. Fred Keup (interventions de M. Dan Kersch et M. Fernand Kartheiser) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Franz Fayot
   Motion 1 : M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
4. **8046 – Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État** p. 31
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement (intervention de M. Léon Gloden)
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8046 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8073 – Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer** p. 34
   Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8073 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Franz Fayot, Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 16 novembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8097 – Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due au Sars-CoV-2 (Covid-19) et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 15/11/2022

8098 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 15/11/2022

8100 – Projet de loi modifiant l'article 48 sub B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 16/11/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2524 – Demande de pétition publique : Réformer l'indexation

Dépôt : M. Pierre Tarczynski, le 08/11/2022

2525 – Demande de pétition publique : Assurer un accès au logement aux étudiants et doctorants de l'Université du Luxembourg sur le marché privé

Dépôt : Mme Rafieh Mosaheb, le 10/11/2022

2526 – Demande de pétition publique : Besser vun neie Stroosse Gebrauch maachen duerch Prioritéit fir de Bus / Mieux tirer profit de nouvelles routes par une priorité aux bus

Dépôt : M. Patrick Hurst, le 11/11/2022

2527 – Demande de pétition publique : Student/innen a Schüler/inne sollen um Weekend dierfe schaffen

Dépôt : Mme Jennifer in't Groen, le 11/11/2022

2528 – Demande de pétition publique : Pour plus de ponctualité dans les transports en commun / Pour privatiser les transports en commun ou les rendre payants afin d'avoir une meilleure ponctualité avec une indemnisation en cas de retard

Dépôt : M. Patrick Champenois, le 14/11/2022

2529 – Demande de pétition publique : Chèque-repas plafonné et que pour l'alimentation

Dépôt : M. Alain Klein, le 14/11/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Débat sur la politique de coopération au développement

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter gëschter heescht et, mir wieren zu aacht Milliarden. Zanter gëschter wiere mer zu aacht Milliarde Bierger op dëser Welt. An an de Pronosticke soe se, et géif net bei deenen aacht Milliarde bleiwen, mee mir wäerten och nach op néng Milliarden an op zéng Milliarde kommen, soudass op der Welt dann esou vill Leit géife liewen, wéi dat ni virdrun de Fall war.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll e bëssen en anere Usaz wielen, fir iwwert d'Kooperatiounspolitik ze schwätzen, wéi dat soss meng Kolleege gemaach hunn. Ech wëll net klassesch virgoen, an deem Sënn eng Kéier all déi Länner kommentéieren, déi eis Partnerlänner sinn, déi de Minister gëschter genannt huet an op all eenzelt Land – wat awer selbstverständlech ass, dass d'Regierung dat mécht – agoen, mee ech wëll gären iwwer eis Strategien an eis Ziler schwätzen, fir dann zesummen ze kucken, ze fuerschen an ze hannerfroen, wat do geschitt, a gläichzäiteg vläicht déi eng oder déi aner Iddi mat op de Wee ginn, wat een an der Kooperatiounspolitik nach kéint maachen.

Ech wëll awer virewech ënnersträichen, dass d'Kooperatiounspolitik a mengen Aen, an dat hu mer bis elo och ëmmer fäerdegbruecht, keng Parteipolitik ass, mee dass d'Kooperatiounspolitik eppes ass, wou hei zu Lëtzebuerg bis elo ëmmer zesummegeschafft ginn ass. Dat am Interêt vun deene Leit, déi op d'Kooperatiounspolitik ugewise sinn, mee dat awer och am Interêt vum Image, dee Lëtzebuerg no baussen ze vertrieden huet.

Et muss ee jo dervun ausgoen … an d'Aktualitéit gëtt jo all Dag, Dag an, Dag aus, aneschters bestëmmt. Gëschter Owend ware mer nach, no de Wierder vun eisem Kooperatiounsminister, alleguerte plus ou moins an enger positiver Laun, wéi mer hei erausgaange sinn, bis mer do Meldunge kritt hunn, dass net wäit ewech vun hei, nämlech an der Ukrain, am russesche Krich, zwou Rakéiten a Polen ageschloen hunn. Ech wëll elo net iwwer Polen schwätzen, ech wëll och net iwwert déi Rakéite schwätzen, mee et ass op alle Fall keng gutt Situatioun. An ech wëll och elo net dat maachen, wat verschidde Leit scho gemaach hunn, déi sech ze séier zu Wuert gemellt hunn, wien do dru schold ass. Ob et elo eng ukrainesch Ofwierrakéit war oder eng russesch Attacksrakéit, déi de Schued gemaach huet, sécher ass: Dat ass alles just zustane komm, well d'Russen an der

Ukrain amarschéiert sinn, well soss wier et awer net geschitt. Mee dat ass elo net d'Theema vun haut, well d'Theema vun haut ass, dass mer kucken, wat an der Flüchtlingspolitik geschitt, wat an der Kooperatiounspolitik geschitt.

An ech mengen do muss ee sech bewosst sinn, dass humanitär Krisen do ganz vill derzou bäidroen, wat geschitt an der Kooperatiounspolitik a wat geschitt mat de Flüchtlingen. An déi lescht Jore war eis dat vläicht ... Do war et ëmmer e bësse méi wäit ewech, an et ass eis alleguerte vläicht eréischt méi bewosst gi säit dem 24. Februar 2022, dass dat alles och ka bei eis virun der Hausdier geschéien, a wat och virun eiser Hausdier geschitt ass.

Mee mir schwätzen haut manner iwwer Syrien, Afghanistan, d'Flüchtlingskris vun 2015 an dann d'Situatioun an eise Partnerlänner – dem Mali an dem Niger an dann och engem aneren, wat zwar kee Partnerland vun eis ass, déi Situatioun, déi an der Zentralafrikanescher Republik war, fir nëmmen elo mol déi ze nennen –, wou och, duerch Krich, duerch Onrouen, duerch intern ..., souguer duerch Biergerkrich an deene jeeweilege Länner, d'Situatioun net grad friddlech ass an dat och keng gutt Viraussetzung ass, fir de Leit Liewensperspektiven ze ginn an hirem Land an op hirer Plaz.

An da wëll ech och iwwert dat schwätzen, wouriwwer nach manner geschwat gëtt, iwwert déi Katastrophen, déi an Eritrea, am Sudan, Jemen, Bangladesch, a groussen Deeler vu Venezuela an nach villen anere Länner ..., wou och Onroue sinn, wou och virun allem Honger ee vun de gréisste Problemer ass, dee sech stellt. An och do ass et wichteg, dass een dat alles net aus den Ae verléiert, wann ee vun humanitärer Hëllef a wann ee vu Kooperatiounspolitik schwätzt.

Sécher, genau sou kloer ass et awer, dass e Land wéi Lëtzebuerg sech muss limitéieren op verschidde Länner, wou ee kann hëllefen, dat vu Regierungssäit aus. Bei eisen ONGen ass et do vill méi wäit gestreet, well eis ONGe si jo net nëmmen an de Partnerlänner, mee och doriwwer eraus. Mee wichteg ass awer, dass een net nëmmen dann no de Partnerlänner kuckt, mee dass een och ëmmer weess, wat geschitt an deenen anere Länner. An do ass virun allem dat Humanitäert, wou Lëtzebuerg sech och nach ni ze schued war an och ëmmer matgehollef huet, op anere Plazen an Netpartnerlänner humanitär ze hëllefen. An ech wëll och do all deen Asaz vun emergency.lu ënnersträichen, deen op all deene Plazen ëmmer ass a wou Lëtzebuerg domadder ëmmer mat am Mëttelpunkt ass, wann et do dann drëm geet, fir esou séier wéi méiglech och eng Kommunikatioun opzebauen. Eng Kommunikatioun opzebauen, fir dann och duerno kënnen an enger Kooperatioun hinnen ze hëllefen, am Fong kann ee soen, hëllefen ze hëllefen, dass mer och an deene Länner dat kënne maachen.

Wann ech elo op all déi Punkten agaange sinn, ass dat, an dodrëm geet et mer, fir och ze soen, dass kee vun deene Leit fräiwëlleg seng Heemecht verléisst. Wann ech da kucken, wat och elo déi lescht Woche lass war, mat de Flüchtlingen an dem Behuele vun engem EU-Grënnerland, wat sech och do grad net mat Ruhm bekleckert huet, nämlech, wéi d'Flüchtlinge komm sinn an d'Italieener gesot hunn: „Nee, mir wëlle se net", do muss een och verschidde Leit nach eng Kéier vläicht drun erënneren, dass et och emol eng Kéier si waren, déi op Hëllef an Ënnerstëtzung ugewise waren.

Dass mer och alleguerte wëssen, dass keng Famill Suen zesummereeft fir e Kand, e Bouf oder e Meedchen oder seng Fra u Schlepper ze ginn, fir dass déi sollen an Europa kommen, fir dass se eng aner Perspektiv kréien, dass keen dat fräiwëlleg mécht. Mee déi Leit, déi maachen dat, well se keng Perspektiv méi hunn.

An ech hunn nach gëschter mat mengem Kolleeg, dem Paul Galles, geschwat, deen de Moment an engem aneren afrikanesche Land ass, wou et och ëm d'COP geet, wou e mer och verzielt huet iwwer all déi Diskussiounen, déi si dohanne féieren an och, wat grad do – d'Klima, d'Energie – och alles mat an déi Kooperatioun erageet.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass mer alles dat, wat d'Klima ubelaangt, net däerfen an eiser Kooperatiounspolitik aus den Ae verléieren, well dat ass ee vun den Haaptpunkten. An dat wäert an deem nächste Joerzéngt, fir net ze soen, an deenen nächste Joerzéngten, mat den Haaptproblem sinn, deen et ze bekämpfe gëllt.

De Gerd Müller – a fir d'Fans vu Bayern München: net de Fussballspiller, ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Spautz (CSV) | ... net dee Goalgetter, mee de Gerd Müller, de fréiere Chrëschtlech-Soziale Kooperatiounsminister an Däitschland – huet eng Kéier gesot: „Klimaschutz ernst nehmen heißt: Wir müssen nicht nur im eigenen Land handeln, sondern vor allem unser Engagement für den globalen Klimaschutz massiv ausbauen. Denn Klimaschutz ist die Überlebensfrage der Menschheit."

An dat, wat e gesot huet, ass richteg. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer eis domadder beschäftegen, wa mer iwwer Kooperatiounspolitik schwätzen. Dass et och wichteg ass, dass mer iwwert d'Iwwerschwemmunge schwätzen, déi d'lescht Joren erlieft gi sinn am Pakistan, fir nëmmen dat elo ze huelen. Wann een déi Ernteausfäll an déi Hongersnout an Afrika kuckt, fir nëmmen och do ee Beispill ze nennen. Dofir ass et och vläicht eng Kéier wichteg d'Kooperatiounspolitik ze duerchliichten am Kader vun de Klimachangementer.

Éischtens gehéiert d'Klima schonn zu eiser transversaler Strategie, dat heescht, mir si schonn deelweis drop preparéiert. Mir hunn e Mindset dofir. Dann ass et awer och esou, dass mir de Prinzipp vun der Additionalitéit hunn, an do muss een eeben dat Dëppe vun de Finanzéierungen ..., muss ee vuneneen ënnerscheeden. An do gëtt et der och fir Klimagerechtegkeet. An och dat gehéiert zu enger Entwécklungshëllefspolitik. Mee dat däerf net aleng der Entwécklungshëllefspolitik iwwerlooss ginn, do ass et och wichteg, datt am Klimafong an an anere Fonge-matgehollef gëtt, fir dat riichtzebéien, wat do alles geschitt ass.

Ech hunn en Zeitungsartikel matbruecht, eng Zeitung, déi net den Ustrach huet, mir parteipolitesch nozestoen, mee et ass d'„taz", d'Dageszeitung vu Berlin, déi huet eng Kéier geschriwwen: „Wer soll das bezahlen?" An do geet et ëm all dee Schued, deen Europa, an net nëmmen Europa, mee och Amerika um afrikanesche Kontinent an a Südamerika gemaach hunn. An déi hunn och nach eng Kéier ënnerstrach, et wier jo awer komesch, an der Ëmwelt géife mer ëmmer soen, de Verursaacher misst fir dat, wat e verbrach huet, riichtstoen. Da misst dat jo och elo vläicht an der Klima- an an der Kooperatiounspolitik sinn, dass déi Länner, déi do awer de Profitt erausgezunn hunn, dass se awer och elo derzou misste bereet sinn, déi Chargen an dat, wat dat kascht, alles mat a Rechnung ze huelen a sech net hannendrun ze verstoppen.

A firwat soen ech dat? Do gëtt et jo eng Versammlung, déi reegelméisseg an Amerika stattfënnt – ech mengen, se heescht UN-Versammlung –, do ass sech eng Kéier drop gëeenegt ginn, dass mer géifen 0,7 % vum PIB huelen an an d'Entwécklungshëllefspolitik stiechen. Elo kréie mir heibannen alleguer, eist Land, mir kréien eng Eins. De Minister huet et gëschter nach eng Kéier ënnerstrach. Mir leie wäit iwwert deenen 0,7 %.

Et gëtt och nach aner Länner an Europa, e puer, déi och iwwert deenen 0,7 % sinn. Mee da gëtt et der awer och, déi gären Decideure vun dëser Welt sinn, och Nopeschlänner vun eis, déi ëmmer schwätze vun hirer Achs, wann déi gestéiert wier, dann hätt Europa den Hick – wat och heiansdo richteg ass an där Politik –, déi sinn awer nach wäit ewech vun deenen 0,7 %, vun dem 1 % net ze schwätzen.

An ech mengen, och do ass et wichteg ..., an ech géif dofir och de Kooperatiounsminister bieden – mee ech ginn awer dovunner aus, dass en dat souwisou mécht –, dat mat op Bréissel ze huelen, wann e seng Kolleegen a Kolleeginne gesäit, dass e se och emol nach méi oft, wéi en dat sécherlech mécht, drun erënnert, un déi Engagementer, déi se agaange sinn. Well an anere Punkte gëtt een ëmmer u seng Engagementer erënnert, mee wann ee si dann erënnert un déi 0,7 %, dann héiere se dat manner gär.

A wann ech dat soe fir Länner an Europa, sou ass do och dann nach en anert Land, e bësse méi e grousst, et läit um amerikanesche Kontinent, geet vun enger Säit bis op déi aner Säit vum Kontinent, och Amerika, dat eis jo soss a verschidde Saache Lektioune wëll ginn. Och déi si vun deenen 0,7 % relativ wäit ewech.

Et soll een net do ee géint deen aneren ausspillen, mee et muss een awer och heiansdo drun erënneren, wat do d'Situatioun ass a wat do d'Realitéit ass. An da stellen ech mer d'Fro, a sécherlech och vill vun Iech heibannen an och nach vill aner Leit: Wivill Suen hätte mer kënnen huelen an an d'Entwécklungshëllefspolitik, an d'Kooperatiounspolitik stiechen, wann de 24. Februar 2022 net e Land decidéiert hätt, an en anert Land anzemarschéieren?

Wa mer do emol zesummerechnen, wat do bis elo u Militärhëllefe gefloss ass, fir alleguerten deene Leit sur place ze hëllefen, well all Dag eng ..., net all Dag, mee reegelméisseg Rakéiten aschloen, d'Leit vum Elektresch, vum Waasser ofgeschnidde ginn. De Minister hat gëschter e Chiffer genannt, dee gebraucht gëtt, fir d'Ukrain herno erëm eng Kéier opzeriichten. Wat hätte mer do all mat deene Sue kënne maachen an deene Länner, déi eis Partnerlänner sinn, oder doriwwer eraus an der Kooperatiounspolitik, wann dat net geschitt wier?

An da misst een och do sech d'Fro stellen, wann et do op eemol esou séier méiglech war, dass Gelder gefloss sinn, ob dat dann net och kéint an der Kooperatiounspolitik esou sinn. An do mengen ech dann net déi Länner, déi bei 1 % sinn, mee déi Länner, déi éischter ënner 0,5 %, ënner 0,4 % vun hirem PIB sinn, dee se an d'Kooperatiounspolitik, an d'humanitär Hëllefen investéieren.

Well fir mech steet eppes fest – an net nëmme fir mech, mee fir vill Leit –: Wa mir de Leit an Afrika an a Südamerika an och nach um asiatesche Kontinent – do sinn der och nach – net hëllefen, hir Géigend liewenswäert ze maachen, da wäert dat och mat der Flüchtlingspolitik net ophalen an da wäerten ëmmer méi Leit probéieren, och aus hire Länner fortzegoen. An ech wëll do just drun erënneren, et ass zwar schonn e bësse méi laang hier, et ass am virviregte Joerhonnert, ëm 1800, Mëtt 1800, wou och Lëtzebuerger fortgaange sinn, well mer nach keng Stolindustrie haten, well mer nach keng Bankeplaz haten, well mer nach keng Satellitten haten. Mee déi Leit si fortgelaf an Amerika, well se sech an Amerika Perspektiven erwaart hunn, déi Leit si fortgelaf a Brasilien, well se sech do eng Zukunft

erwaart hunn, an et sinn anerer nach op aner Plaze gefuer. Mee dat sinn déi zwee Länner, wou déi meeschten deemools higaange sinn.

Wann déi och deemools einfach gesot hätten: „Ma dann hat der Pech …“ Also, dat beweist, dass dat, wat elo geschitt mat Leit, déi wëllen an Europa kommen, déi Leit, déi probéieren, an déi Länner ze kommen, déi haut un der Spëtzt stinn, dass dat och scho virun 150 oder 200 Joer net aneschters war. Et ware just aner Länner, déi dovu betraff waren, an do ware mir hei zu Lëtzebuerg och derbäi.

Well déi Leit si jo och net gaangen, well et hinnen hei net gefall huet. Dach, et huet hinne vläicht net gefall, well se Schwieregkeeten haten ze iwwerliewen, well se Schwieregkeeten haten, Aarbecht ze fannen, well se Schwieregkeeten haten, eppes all Dag um Teller ze hu fir ze iessen, an dass se dofir de Schratt gemaach hunn, dohinner auszewanderen.

An dat solle mer alleguerten och ëmmer erëm mat an eisen Diskussiounen …, wa mer soen: „Wat soll dat?“, wéi ee jo nach ëmmer héiert dobaussen. „Musse mir wierklech esou vill Suen an d'Kooperatiounspolitik stiechen?“ Meng kloer Äntwert dorop: „Jo, a wa méiglech nach vill méi!“ Mee engem Plakege fuert der och net an d'Täsch. Mee Dir hutt verstanen, wat ech wëll soen, dass mer do och nach méi misste maachen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Wa mer schwätze vun all deene Leit, déi dovu betraff sinn, da muss een och do natierlech och ëmmer drun denken, wann eng Naturkatastroph war a wann Héichwaasser war. An eis Kolleegen aus dem Mëllerdall an eis Kolleege vun Iechternach, vu Miersch, fir elo mol nëmmen déi ze huelen, déi wësse jo, wat et ass, wann Héichwaasser ass, a wat do alles futtigemaach gëtt. An déi Leit wësse jo och, wéi laang et dauert, fir dat erëm opzeriichten – pardon, wann ech dat elo esou méi sarkastesch soen – an enger ziviliséierter Situatioun, do, wou net d'Geld e Manktum ass. Et ass zwar heiansdo vläicht e Manktum, dass d'Geld net op där Plaz ass, wou et gebraucht gëtt, mee wou awer soss d'Technik an d'Finanzmëttel dofir do sinn a wéi laang déi brauchen, fir dat erëm alles opzeriichten a wéi laang déi brauchen, fir dee Schued duerno zréckzebezuelen an dat ze iwwerliewen.

An da setze mer dat ëm op déi Länner, déi elo vun Héichwaasser an aneren Naturkatastrophe betraff sinn, déi do Schwieregkeeten hunn, wéi laang déi brauchen, fir dat erëm opzeriichten. A vill vun hinnen hu knapps opgeriicht, da kënnt schonn erëm dat nächst Evenement, well se net déi Méiglechkeeten hunn, net déi Moyenen hunn, déi mir Gott sei Dank an eiser Situatioun haten, fir elo ze soen: „Da maache mer eppes géint d'Héichwaasser. Mir maachen en Héichwaasserschutz a mir maachen do …“ Si sinn elo nach amgaang … Mir kréie jo elo nach SMSe fir ze testen, fir dat anzehuelen.

Ech wëll Iech soen, um afrikanesche Kontinent kréie se keen SMS, wann do fir d'éischt de Problem kënnt, ob dat Feier oder Waasser ass. An dofir ass et och wichteg, dass mer do hëllefen an dass mer eis däers bewosst sinn, wa mer déi Diskussioune féieren, wat an d'Kooperatiounspolitik soll investéiert ginn a wat net.

An dann, mengen ech, ass et och wichteg – an och do soll Lëtzebuerg ëmmer erëm drop drécken –, dass dat och nëmme geet, wa mer dat all zesumme maachen an net een eleng, an dass mer all zesummen dee Wee decidéieren, dee wichteg ass, fir dass mer d'Klima an de Gréff kréien. An do hoffen ech … An de Paul huet mer gëschter ganz enthusiastesch erzielt: „Mir kréien elo alles“, en huet net gesot „an de Gréff“, mee: „Mir kréien elo verschidde Situatiounen an Zukunft besser dohinner an do muss och jiddweree sech senger Responsabilitéit bewosst sinn.“

Wéi e mer dat bis gesot huet, hunn ech mer awer nach verschidde Froe gestallt, an ech mengen, de Minister weess dat esou gutt ewéi ech. Do sinn awer och emol nach Decisioune gefall gewiescht, mir hätten en Nordsüdgefälle. An do huet et och ëmmer geheescht, mir géifen do mat Hëllefen a mat Suen Transferte maachen, fir deene Leit kënnen ze hëllefen. Do ass d'Fro: Wéi wäit si mer do? Well wa mer jo kucken, wie mat fir de Klimawandel verantwortlech ass, sinn dat net grad déi Länner, déi am meeschten un der Rechnung musse bezuelen. Et sinn net eis Frënn um afrikanesche Kontinent, mee et si virun allem d'Industrielänner, et ass virun allem och China, déi mat derzou bäidroen, déi déi Haaptpollueure sinn, déi mat am meeschten derzou bäidroen, dass d'Äerderwiermung an d'Luucht geet. An et sinn net grad d'Entwécklungslänner, well si hunn déi Méiglechkeeten net.

An dofir musse mer och alleguerte kucken, wéi mer dat maachen. Wat wëll ech domadder soen? Mir hunn et elo op eemol ganz séier fäerdegbruecht. Et huet mech bal an enger Hisiicht drun erënnert: Mir si wärend Joren net am Teletravail virukomm; wéi mer de Covid bis haten, ass et ganz séier gaange mam Teletravail. Wärend Joren huet et ëmmer geheescht: „Mir mussen aner, alternativ Energië kréien.“ Do si mer och laang Zäit net virukomm. Säit dem 24. Februar 2022, dem Dag vum Amarsch vu Russland an der Ukrain, geet et och op eemol ganz séier domadder, mat den alternativen Energien, wat et alles gëtt vun Alternativen, dass mer méi musse maache mat der Solarenergie, dass mer méi musse maache mat der Wandenergie a manner op déi aner Liwwerungen zréckgräifen.

An ech mengen, och dat soll eis bewosst sinn, dass mer och do eise befrënnte Länner kënnen hëllefen, dass mer och do d'Méiglechkeeten hunn, eppes ze maachen, fir dass och si do déi Hëllefe kréien an dass och si hir Energie kënnen op dee Punkt opbauen.

Et ass jo awer scho komesch: Mir probéieren elo alles ze maache mat Sonn a mat Wand. Ech mengen, dee Kontinent, deen déi meeschte Sonn huet, ass den afrikanesche Kontinent, an deene probéiere mer ze erklären: „Elo huelt der Kuel an da maacht der Kuelewierker dohinner an da maacht der Iech domadder Energie an dann huelt der nach aner Punkten, fir kënnen Energie ze maachen.“ Mir halen hei op mat der Kuel an da géife mer am léifsten hinnen nach déi Anlagen zur Verfügung stellen, fir dass si iwwert déi Method kéinten Energie maachen, a mir bauen hei Solaranlagen a mir bauen hei Wandanlagen. Mee da muss ee sech d'Fro stellen, ob een do net eng Etapp iwwersprëngt an hinnen direkt hëlleft, fir datt och si kënnen Energie iwwer Solar maachen, well si hunn d'Grondviraussetzung, fir dat kënnen ze maachen: d'Sonn, am meeschten do.

An ech mengen, alles dat sinn Diskussiounen, déi een och net däerf vergiessen, wa mer iwwer Kooperatiounspolitik schwätzen: Ma dass mer och do eis Verantwortung hunn. Well alles dat, wat mir do maachen, dat si Win-win-Situatiounen an der Kooperatiounspolitik.

Ech hunn dat virdru gesot, vum Norden op de Süden. Do waren honnert Milliarden Dollar ofgemaach ginn, déi eigentlech 2020 hätte solle fléisse vum Norden erof an de Süden, dat wier e wichtegt Element. Ass dat passéiert? Sinn déi honnert Milliarde gefloss, Här Minister? Wivill sinn der gefloss? A wéi ass do d'Philosophie, fir domadder weiderzefueren, fir dass mer och do zu eisen Engagementer, déi mer awer geholl hunn … a wann ech elo soe „mir“, da mengen ech elo net onbedéngt Lëtzebuerg aleng, mee Europa, wat fir eng Engagementer mer do geholl hunn, ob déi och esou gefuer gi sinn.

Do muss ee sech och d'Fro stellen: Wéi ass et mat der finanzieller Strukturéierung vun all deenen Hëllefen? Sinn déi gutt opgedeelt an de jeeweilegen Dëppen, esou wéi et ass? Den Här Minister huet eis gëschter schéi propper am Detail erkläert, wat hei zu Lëtzebuerg mat deenen eenzele Sue geschitt, mee wéi gesäit dat an der europäescher Strategie aus? Well ee Land aleng, also Lëtzebuerg aleng, kann do och näischt ausriichten, mee do ass et wichteg, dass mer och do, geopolitesch gekuckt, als Europa zesummestinn. An et ass och wichteg, dass déi Verspriechen, déi mer ginn, och agehale ginn, well soss ka kee Vertrauen do si vun där anerer Säit fir alles dat, wat mer do maachen.

An e leschte Gedanken, deen ech do och wëll maachen – an ech hunn dat gutt fonnt, wéi de Minister dat gëschter ënnerstrach huet –, dat ass, wou mer gesot hunn, dass mer och do déi Privat …, an ech mengen domadder net déi Privat hei zu Lëtzebuerg, mee déi Privat, déi et an deene Länner gëtt, dass een deenen och schonn déi Hëllef gëtt, déi se brauchen, mee dass een och do muss garantéieren, dass do eng Onofhängegkeet ass, fir dass déi Leit sech och net do u Leit erumaachen, déi nëmmen e kuerzsiichtege Profitt virun Aen hunn an da kuerz hëllefen, an duerno si se verschwonnen. Och dat ass wichteg, dass et net dozou kënnt.

A firwat soen ech dat? Dat ass – an Dir wësst et alleguer – dat Beispill vum Mali. De Mali, wou mer elo wärend Joerzéngte gehollef hunn. Wann ech soe „mir“, mengen ech net nëmme Lëtzebuerg, mee och Europa. Mir haten eng Geeberkonferenz, wou mer vill Sue versprach hunn, mee d'Sue waren nach net all gefloss, do war schonn erëm deen nächsten interne Problem geschitt. D'Fransousen hunn elo decidéiert, sech zréckzezéien, an d'Wagner-Truppen, déi sinn amgaangen opzemarschéieren. A wou déi hierkommen a wiem déi méi nostinn, dat ass jo jiddwerengem heibanne bekannt.

A wann ech vun de Wagner-Truppe schwätzen, kann ech dat och soe fir Libyen. Ech kann dat soe fir d'Zentralafrikanesch Republik. Do koume jo och scho Berichter iwwer Hiriichtungen, Massenerschéissungen, Vergewaltegungen, fir nëmmen dat ze soen. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob dat dee richtege Wee ass an ob dat gutt ass, wat do geschitt. Musse mir – an domadder mengen ech eis als Europa – do alles hinnen iwwerloossen, Russland a China, a mir zéien eis iwwerall zréck? An de Russen an de Chineesen, ech wëll elo kengem eppes Schlechtes ënnerstellen, mee ech mengen, deene geet et virun allem drëm, d'Mainmise op déi Buedemschätz ze kréien, déi an deene Länner sinn. An déi hunn awer nach eng aner Virstellung vun Demokratie a vu Liewensqualitéit, wéi mir dat hei hunn.

An dofir froen ech den Här Minister: Wéi gesitt Dir d'Lag zanter dem Réckzuch vu Frankräich am Mali? Wéi geet et virun? Dir hat gëschter schonn déi eng oder déi aner Pist heibannen erwäänt. Wat bedeit dat? A wéi komme mer an där ganzer Roll virun? Wann ech vum Mali schwätzen, kann een och vun engem anere Land, mee do kommen ech méi spéit nach drop, iwwert den Niger schwätzen, wat jo och eent vun eisen Haaptpartnerlänner ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen hinnen all hëllefen. An hëllefen ass dach am Fong eppes Schéines, wann een engem kann hëllefen. Ob dat privat ass, ob dat berufflech ass oder wou

dat ass, dat deet engem dach gutt, wann een engem Mënsch kann hëllefen. Dat ass eppes, wat mer an eiser Bildung, wat mer vun doheem aus matkritt hunn, dass et wichteg ass, een deem aneren ze hëllefen. An dofir ass et och wichteg, dass mer de Länner hëllefen, dass si d'Méiglechkeet hunn, sech selwer kënnen ze entwéckelen, a mir hëllefe fir ze hëllefen.

Ech hunn dat gesot zwësche Kooperatioun, zwëschen Ëmwelt an Energie. Meng Kolleegen, de Paul Galles an de Jean-Paul Schaaf, haten do schonn eng Kéier eng Initiativ geholl, fir eng Commission jointe ze maache vun der Ëmweltkommissioun an der Energiekommissioun fir ze kucken, wat mer alles kënne maachen am Kader vun enger Energiezesummenaarbecht mat Partner vun der Kooperatioun. An do kann een d'Beispill vum Cap Vert huelen, wou jo och schonn Initiative geholl gi sinn. Mee ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer alles maachen, och dofir Kooperatioun ze maache mat den erneierbaren Energien an och domadder de Länner kënnen ze hëllefen.

Mee ier een och do eppes ka maachen, ass et och wichteg, dass een eng Rou huet, eng innepolitesch Rou huet an dass et net a Krichsgebidder ass, wou et ass, well dann hëlleft et och net, eppes opzeriichten, wat e puer Stonnen drop erëm eng Kéier zerstéiert gëtt.

A wa mer dat alles kucken, Kolleeginnen a Kolleegen, da misste mer eis och emol d'Fro stellen … Wa mer vu Kooperatiounspolitik schwätzen, ass dat eng Aufgab vun der Weltgemeinschaft, fir dass een deem anere kann hëllefen. An ech hunn et virdru gesot: Wa mer vun aacht Milliarden op zéng Milliarden an d'Luucht ginn, wäert et net méi einfach ginn, alles dat ze erreechen. Mee dass mer och do déi richteg Akzenter setzen, fir kënnen ze hëllefen an och virun allem – ech schwätzen ëmmer vu „kënnen" – wëllen ze hëllefen. An do kann ee sech heiansdo d'Fro stellen, ob mer dat alleguerte mat deem selwechte Brëll, aus deem selwechte Bléckwénkel kucke fir ze hëllefen oder ob do net och aner Interessen an aner Potenzialer hannendrustiechen.

Ech géif nach eng Kéier soen: D'Bekämpfung vun der Aarmut, d'Bekämpfung vum Honger kann nëmme geléngen, wa mer alleguerten zesummeschaffen a wa mer alleguerten zesumme kucken, fir deene Leit ze hëllefen an deene Leit och eng Perspektiv ze ginn. Well wann ech virdru geschwat hu vun aacht Milliarden – déi sinn et zanter gëschter –, da wësse mer och, op der Altersskala …: An de Länner vum afrikanesche Kontinent, do ass den Duerchschnëttsalter e bësse méi niddreg wéi hei um europäesche Kontinent. An och do ass d'Liewenserwaardung nach net esou héich. Mee dat misst jo awer och eng Kéier en Zil sinn, fir dat ze erreechen.

A wa mer vun all deene Liwwerunge schwätzen, déi gemaach ginn, vun Hëllefsmëttelen, déi mer op deem Plang an déi Länner liwweren, wat d'Liewensmëttelsécherheet ubelaangt – an de Minister ass gëschter e bësse méi am Detail dorop agaangen –, da musse mer och kucken, wat mer do alles – pardon fir den Ausdrock, mee – „verbrach" hunn an deene leschten honnert Joer: Dass déi Leit op eemol Saachen ugebaut hunn, déi mir gär gehat hätten, an net onbedéngt dat, wat si wollten. Dass do Saachen ugebaut gi sinn, déi net ëmmer deem entspriechen, wat fir dat Klima a fir déi Gewunnechten, déi do sinn, gutt ass, mee dass mir, wann ech soe „mir", mengen ech elo net onbedéngt Lëtzebuerg aleng, mee dass déijéineg, déi do decidéiert hunn, si zu eppes forcéiert hunn.

A wann ee Kooperatiounspolitik mécht, dann ass dat eng Win-win-Situatioun, dann ass dat eng Situatioun, wou si solle matdecidéieren op Aenhéicht, wat geschitt, an net mir vun uewen erof decidéieren, wat si ze maachen an ze denken hunn, dass dat och wichteg ass, a wa mer hinnen hëllefen, nei Saachen unzebauen, wa mer hinnen hëllefen, Spideeler a Schoulen opzebauen, dass et och un hinnen ass, fir do selwer kënnen ze decidéieren, wéi an a wat fir enger Form, an net dass mer vun uewen erof probéieren, wéi dat am virege Joerhonnert meeschtens de Fall war: „Entweeder maacht der dat, wat mer iech soen, oder dir kritt näischt méi!", dass dat dee falsche Wee ass. Mee dass ee mat deene Leit op Aenhéicht driwwer diskutéiert, wéi si et gesinn a wat si och wëlles hunn ze maachen.

An dat ass ganz wichteg. Och wa mer hinne soen: „Mir hëllefen Iech, eng nei Landwirtschaft opzebauen." Eng Landwirtschaft opbauen, jo, mee eng Landwirtschaft, esou wéi si sech et virstellen, vläicht mat eiser Hëllef a mat eiser Berodung, mee net dass mir vun uewen erof decidéieren, wat si ze maachen hunn, wat si unzebauen hunn a wat si alles doriwwer eraus ze maachen hunn. „Hilfe zur Selbsthilfe" ass deen däitschen Ausdrock, deen ech do fonnt hunn.

An deem selwechte Kontext ass et och mat der Educatioun, wat jo ëmmer ee vun de Piliere vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik war, dass mer gesot hunn: „Mir mussen deene Leit hëllefen, Schoulen opzeriichten. Mir mussen hinnen hëllefen, fir dass och do d'Méiglechkeet besteet, dass se sech kënnen eng Bildung, eng Erzéiung uschafen." Och do stelle mer fest, dass et nach ëmmer grouss Ënnerscheeder gëtt zwësche Jongen a Meedercher, wéi déi do d'Perspektiven hunn an deene Länner, dass et och do wichteg ass, dass mer do déi néideg Akzenter drop setzen, dass et do eng Gläichberechtegung gëtt, an dass et och wichteg ass, deene Leit dat bäizebréngen.

Mir diskutéieren de Moment vill iwwer eng Fussballweltmeeschterschaft, déi an engem komesche Land … net an engem komesche Land, mee am Katar stattfënnt, wou mer wëssen, wéi et mat der Demokratie a mat allem gespaant ass. Do hate mer elo kee Problem. Do huet och kee Problemer mat der Energie.

Mee da musse mer awer och drun denken, wa mer soen, mir hätte gären, dass demokratesch Prinzippien ugewannt ginn, dass mer dat och selwer maachen an deene Gremien, wou mer sëtzen, well soss si mer och fir déi Länner an Afrika, deene mer Beispiller gi vun der Gläichberechtegung, net ëmmer e gutt Beispill, wann een deenen elo seet: „D'COP fënnt an Afrika statt," ech mengen, och net grad an der gréisster Demokratie, déi et gëtt, wa meng Informatioune richteg sinn, wat an Ägypte geschitt a wat ëmmer an deene Rapporten ass, déi den Yves Cruchten eis och reegelméisseg an der aussepolitescher Kommissioun an Erënnerung rifft, wat do alles vu Mënscherechter ass, oder wa mer elo eng Fussballweltmeeschterschaft an de Katar ginn.

Doriwwer eraus, wa mer vun Investitioune schwätzen, déi mer do maachen, ass och d'Gesondheetspolitik eng ganz wichteg Politik, déi et do gëllt. An och do ass et wichteg, drop hinzeweisen, dass et och bei der Gesondheetspolitik d'Spideeler sinn, déi feelen. Et sinn awer och d'Dokteren, déi feelen, an et ass och d'Gesondheetspersonal, wat feelt.

Wéi ech gëschter Owend u menger Ried geschafft hunn, sot mäi Meedchen, wat selwer aus deem Secteur ass: „Schwätz de elo muer iwwer eis, …

(Hilarité)

… wann s de iwwert déi Doktere schwätz, déi feelen, iwwert déi Gebaier, déi net virukommen, an iwwer Infirmieren oder Infirmièren?" Ech sot: „Nee, ech schwätzen am Fong an der Kooperatiounspolitik." Du sot et: „Ma da misst de vläicht Lëtzebuerg an der Kooperatiounspolitik mat eranhuelen, well dat mat den Dokteren a mat den Infirmièrë spillt sech och hei am Land of."

An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, wa mer vläicht net an deem Spektrum … Här Kersch, ech gesinn an Ären Aen, Dir hutt Problemer mat menger Ausso, mee de Manktum vun de Leit ass awer hei zu Lëtzebuerg och eng Realitéit.

Mee da musse mer och bei der Gesondheets- a bei der Bildungspolitik Opklärung maachen. Ech erkläre mech. Eent vun eise wichtegste Partnerlänner – fir net ze soen: dat wichtegst oder dat gréisst oder dat, wat déi meeschten Hëllefe kritt – ass den Niger. Den Niger an Dänemark waren 1970, dat steet am Geografiesbuch vun 1970, d'selwecht grouss, wat d'Awunner ubelaangt: Dänemark hat 4,93 Milliounen Awunner an den Niger 4,51 Milliounen Awunner. Dat war 1970. Am Joer 2000 – dat stoung awer net am Geografiesbuch, dat hunn ech nogekuckt – hat Dänemark 5,34 Milliounen Awunner an den Niger 11,33. An 2021 hat Dänemark 5,86 Milliounen Awunner an den Niger 25,13. Just fir déi Entwécklung ze kucken, déi do a 50 Joer stattfonnt huet.

An dat ass net nëmmen am Niger esou, mee et ass eebe just, well dat am Package beieneegepasst huet, fir dat Beispill ze soen. An och do ass et wichteg, do drop hinzeweisen: Fir 25 Millioune Mailer ze stoppen, brauchs de méi wéi fir 5. An och dat alles gehéiert mat, wa mer dervu schwätzen, vun den Infrastrukturen, vun de Liewensmëttelen, vun de Schoulen a vun de Spideeler an dass et och do wichteg ass, dass mer do de Leit hëllefen, déi Opklärung ze maachen, déi noutwendeg a wichteg ass.

1982 huet Lëtzebuerg säin éischt Gesetz iwwer Kooperatioun gestëmmt. An 2012 (veuillez lire: 2013), dat sinn elo zéng Joer hier, huet de Laurent Moyse e Buch iwwer 30 Joer Entwécklungshëllefspolitik vu Lëtzebuerg erausginn. Haut, 2022, sinn et der da 40, awer d'Noutwendegkeet fir ze hëllefen ass nach ëmmer grouss an ass nach ëmmer wichteg, a villes, wat deemools richteg war, ass dat och nach haut.

An ech mengen, och gëschter si mer eis däers jo nach eng Kéier bewosst ginn, net nëmme gëschter Mëtten, wéi den Här Minister de Kooperatiounsrapport vun der Lëtzebuerger Regierung virgestallt huet, mee och wéi gëschter Moien de Charel Schmit, de Chef vum OKaJu, eis emol nach eng Kéier drun erënnert huet, wivill DPIen hei zu Lëtzebuerg sinn, an och mineur DPIen. A wann een déi Länner kuckt, dat si Syrien, Eritrea, Afghanistan, Venezuela. An dann ass ee Land, wat een ëmmer erëm spraachlos mécht. Ech mengen, dat ass NATO-Land an dat ass och EU-Bäitrëttskandidat: d'Türkei. Den Irak, den Iran an Albanien, dat sinn déi, wou déi meeschte mineur DPIen hei zu Lëtzebuerg ukommen. Dat beweist, dass nach ganz vill Aarbecht virun eis läit an dass nach ganz vill Aarbecht kënnt.

An erlaabt mer déi Klammer: Ech mengen, no deem wat den Här Schmit eis gesot huet, misste mer och als Chamber driwwer nodenken, ob mer net am Budget vläicht nach en Amendement kéinte maachen – wou ass den Här Hahn? –, fir dass mer och do deene Problemer kéinten op de Fong goen, déi gëschter hei vum Här Charel Schmit ënnerstrach gi sinn. D'Klammer erëm zou.

Da wollt ech soen, dass mer eis an all deene Punkten och solle bewosst sinn, dass alles dat, wat de Staat mécht, en Deel dovun ass, an dass et och ganz vill ass, wat eis ONGen do maachen. An ouni all déi Aarbecht, déi d'ONGen do maachen an déi vill Benevollen, wier dat alles net ze stemmen, wat Lëtzebuerg mécht an der Kooperatiounspolitik. Mee net nëmme

Lëtzebuerg, och an anere Länner gëtt et ONGen a Benevollen, an dofir deenen alleguerten e ganz grousse Merci fir dat, wat se dagan an dagaus maachen, wou se sur place hëllefe ginn, wou se Geld derfir sammelen. Dofir och de Vertrieder vun den ONGen e ganz grousse Merci.

Mee ech mengen, alles dat, wat an der Kooperatiounspolitik geschitt ass, och hei vun der Lëtzebuerger Regierungssäit aus, wier ouni ee vun den Haaptacteuren – esou wéi ech dat a mengem Käppche gesinn – vun der Kooperatiounspolitik net méiglech gewiescht, an dat ass LuxDev. Alles dat, wat LuxDev ëmsetzt, wat alles vu staatlecher Säit kënnt, gëtt jo duerno am Fong zum gréissten Deel vun hinnen ëmgesat. Do muss een och deene Leit vu LuxDev e grousse Merci soe fir dat, wat se hei am Land leeschten, genausou wéi d'Vertrieder vum Ministère, mee awer och virun allem, wat déi Leit vu LuxDev um Terrain maachen, wou se um Terrain dat ëmsetzen, wou déi Gelder, déi hei vun der Chamber der Regierung geneemegt gi sinn, déi Gelder, déi och vun den ONGe gesammelt gi sinn … och deene gehéiert e ganz grousse Merci fir dat, wat se gemaach hunn. An ech mengen, eppes, wat sécher ass: D'Aarbecht wäert hinnen och an deenen nächste Joren, fir net ze soe Joerzéngten, net ausgoen. An et ass nach vill Aarbecht virun hinnen, a merci fir hiren Asaz.

Da wëll ech awer och nach eng Kéier un eppes erënneren. Mir hunn 2015 eng Decisioun geholl – net mir, mee et war och erëm eng Kéier, wou dat am Kader vun internationale Versammlungen decidéiert ginn ass –, an dat ass „17 Ziler fir eng nohalteg Entwécklung bis 2030", sou huet dat geheescht. An dat ass 2015 decidéiert ginn an déi 17 Ziler, wann een déi virliest – ech wëll se elo net all am Detail virliesen, soss wier ech ze laang amgaang –: Aarmut an all Form beende steet dran. D'Verfügbarkeet vun der Bewirtschaftung vu Waasser- a Sanitäranlage soll iwwerall virhande sinn. Eng aner, déi drasteet, ass, dass et wichteg wier, dass mer d'Ongläichheeten innerhalb vun de Staate géife méi kleng maachen. Dass mer et géife färdegbréngen, d'Ozeanen an d'Mierer am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung och nohalteg ze notzen, an dass et och virun allem wichteg wier, dass mer friddlech an eiser Gesellschaft géifen zesummeliewen.

Dat waren der elo nëmme fënnef vun deene 17, mee wann de Wonsch besteet, kann ech awer jiddwerengem nach eng Kéier déi 17 ausdeelen. An do gesäit een, dass mer nach wäit dervun ewech sinn, mee dass et awer och elo, 2022, nach ëmmer genausou noutwendeg ass wéi 2015 an dass mer do vill musse maachen, fir dat bis 2030 erreecht ze hunn. An Här Minister, ech wënschen Iech do alles Guddes, dass Der et färdegbréngt – also Dir net eleng, mee Dir musst do de Punkt setze bei Äre Kolleeginnen a Kolleegen –, dass mer dat och bis 2030 an de Grëff kréien.

An an där ganzer Geschicht däerfen eis d'Flüchtlingen och net egal sinn, well alles dat, wat ech elo gesot hunn a wat duerch d'Kooperatiounspolitik am Positive geschitt, dat ass jo och, fir deene Leit eng Perspektiv ze ginn.

Mee, Här President, well ech och vun de Flüchtlinge schwätzen, wollt ech Iech gläichzäiteg hei eng Demande ginn, fir eng Heure d'actualité iwwert …

(M. Marc Spautz dépose une demande d'heure d'actualité.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Marc Spautz (CSV) | … d'Flüchtlingspolitik ze féieren, well ech mengen, dat wier och wichteg, wa mer eis heibannen eng Kéier géifen iwwert d'Flüchtlingen ënnerhalen.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: An der Kooperatiounspolitik gi mer deene Leit Perspektiven a mir ginn deene Leit Hoffnung, dass iergendeppes geschitt. Dass dat net alles ka vun haut op muer geschéien, dat ass kloer. Dat wäerte mir net färdegbréngen – wann ech soe „mir" : an dësem Fall hei, mir als Lëtzebuerg –, mee trotzdeem ass et wichteg, dass mer weider eis Efforten, finanzieller Natur an och personeller Natur, an d'Luucht setzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wichteg ass virun allem, dass d'Kooperatiounspolitik net do ass, fir Almosen ze verdeelen, dass mir de Länner virschreiwen, wéi si ze liewen hunn, mee et geet drëm, hinnen ze hëllefen, dass si op Aenhéicht mat eis diskutéieren a Projeten zesummen uginn an hirem Interessi.

Et geet drëm: Mir kënne vun hinne léieren a si kënne vun eis léieren. An dat ass keng Einbanstrooss. An dofir muss een och bereet sinn, dat ze maachen. Et muss ee bereet sinn, dat ze liewen. Mir léiere vun hinnen a si léiere vun eis. An dat soll och ëmmer e Motto vun eis sinn. An dat ass ëmmer nëmme méiglech, wann een dat op Aenhéicht mécht.

Et geet drëm, de Länner an de Leit Zukunftsperspektiven ze ginn an eng Liewensperspektiv an deene Länner ze schafen. An dat ass fir mech – an net nëmme fir mech, mee och fir meng Partei – de wichtegste Punkt vun der Kooperatiounspolitik: Dat ass, een deem aneren ze hëllefen, well mir brauchen een deen aneren.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Covidpandemie an den Ukrain-Krich, dat si ganz schlëmm Krisen, zwar éischter temporairer Natur; nieft dem Klimawiessel ass awer och d'Aarmut eng permanent Kris. „Leider", muss ee soen. An Hëllefe fir Länner, déi op Entwécklungshëllef ugewise sinn, där sinn et der nach ëmmer ginn an ech fäerten, där wäert et och leider an Zukunft ginn.

Bis elo jiddefalls huet déi international Communautéit et nach net färdegbruecht, den Honger op der Welt ze bekämpfe respektiv ganz ze eliminéieren, obwuel sech natierlech och reegelméisseg awer ganz nobel Ziler gesat ginn. Dat soll awer selbstverständlech déi wuelhabend Länner – a mir gehéiere jo och derzou – net dervun ofhalen, och an Zukunft maximal Ustrengungen ze maachen, fir eeben, wéi gesot, dee Fleau do an de Grëff ze kréien.

An duerfir huet och deen Debat haut hei an der Chamber, dee jo eng Traditioun huet, esou eng Wichtegkeet, an ech begréissen et och, datt et déi éischte Kéier ass, datt mer deem Debat hei och no baussen eng gréisser Importenz ginn an deem Sënn, datt eebe gëschter d'Deklaratioun war an datt analog, wéi gesot, och zu der Debatt iwwert d'Aussepolitik dann haut eeben, wéi gesot, d'Debatte stattfannen.

Et muss een natierlech direkt am Ufank eng kruzial Fro stellen: Ass an Zäite vu Krich a gréissere Krisen de Wëllen nach do, fir d'Kooperatiounspolitik als primäert Zil unzegesinn?

Elo, leider ass dat och e bësselche bei eis spierbar, wou nationalistesch Téin ëmmer méi opkommen, ass et natierlech net ausgeschloss, datt dee Bléck iwwert d'Grenz ëmmer méi dréif gëtt bei verschiddene Leit, an et gëtt sech ëmmer méi verstäerkt och op national Interesse konzentréiert.

Ech mengen, den Ukrain-Krich huet dat elo am beschte symboliséiert. Wa mer iwwert d'Sanktioune schwätzen, da mierke mer, datt och do awer lues a lues eng gewësse Solidaritéit um europäesche Plang amgaangen ass ze zerbréckelen. Leider gëtt et och Leit hei zu Lëtzebuerg, déi mengen, déi Sanktioune géifen näischt bréngen, déi mengen, déi Sanktioune géifen derzou bäidroen, datt eis Liewensqualitéit géif drënner leiden. An dann natierlech si mer och ganz séier, wéi gesot, bei der Fro: Musse mer an dësen Zäiten nach Entwécklungshëllef leeschten?

Ech mengen, déi Fro ass, op alle Fall aus der Perspektiv an aus der Siicht vu menger Partei, ganz kloer mat Jo ze beäntweren.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Et ass ze bedaueren, datt mer eis e bëssen an engem Gemësch beweegen zwësche Populismus an och aneren negativen Approchen, fir, wéi gesot, no baussen ze kucken an och no baussen Hëllef ze leeschten. A grad dowéinst ass eeben och d'Sensibilitéit vun der Populatioun an dësen Zäite gefuerdert. A grad an dësen Zäite soll een eng positiv Approche hu vis-à-vis vun der Kooperatiounspolitik.

Entweeder mir bekämpfen elo d'Ursaachen, an där Ursaache gëtt et ganz vill, oder mir maachen näischt an da brauche mer eis awer net ze wonneren, wa mer a Joren a Joerzéngte Rechnunge kréien, déi, ech géif soen, ëm dat Dausendfacht méi héich si wéi dat, wat mer elo investéieren, fir dann eenegermoossen d'Problematik an de Grëff ze kréien.

An dowéinst ass et evident, datt virun allem och um internationalen Niveau nach vill méi enk muss zesummegeschafft ginn. A Lëtzebuerg huet do eng besonnesch Verantwortung ze droen. Natierlech gëtt et och Problemer hei zu Lëtzebuerg. Natierlech wësse mer, datt eng Rei Leit och musse permanent gehollef kréien, an ech mengen, dat maache mer jo awer och. Et ka jo awer keen hei behaapten, mir géifen déi Leit, déi net déi néideg Hëllef hei bei eis hätten, am Ree stoeloossen –ganz au contraire. Mee mir sollen awer vläicht reegelméisseg de Bléck iwwert d'Grenze werfen, an da gesi mer ganz, ganz séier, datt eise „Misär" – zwësche Guillemeten, muss ee bal soen – dach am Verglach zu deem, wat vill Leit op der Welt mussen all Dag erliewen, dann awer u sech vill méi bescheiden ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | De „Sustainable Development Report" vun 2022 klasséiert eist Land op der 162. Plaz vun 163 Länner, wat déi negativ sozial an Ëmwelteffekter op aner Länner betrëfft. Jo, dat ass mat Sécherheet net auszeschléissen, och wann ee sech vläicht awer muss méi déifgrënneg Gedanke maachen, ob dee Rapport dann der Wierklechkeet entsprécht, mee mir sollen awer näischt schéirieden. Ganz kloer: Eise Liewensstil dréit och derzou bäi, datt Problemer virun allem an der Drëtter Welt bestinn. Da schwätze mer natierlech vum sougenannte „spillover score". An datt mir, wéi gesot, mat eisem Konsumverhalen negativ Spuren hannerloossen, däerf och net hei vertuscht ginn. Dat ass ganz kloer.

An da si mer natierlech ganz séier erëm eng Kéier bei der Ëffentlechkeetsaarbecht a mir si ganz séier bei den ONGen. An ech profitéieren och direkt vun der Geleeënheet hei, fir allen ONGen – et sinn der 96, mengen Informatiounen no, dovu sinn der 91 agreéiert – e ganz groussen, éierleche Merci ze soen. An dee Merci ass wierklech … dee kënnt, dee kënnt vun Häerzen, well ech sinn awer iwwerzeegt, wa mer net déi ganz vill, déi Honnerten, déi Dausende Leit hätten hei am Land, déi esou engagéiert sinn, déi sech esou hiergi fir déi do Problematik, da wier

d'Bewosstsinn warscheinlech nach vill méi bescheiden, an dowéinst gëllt hinnen dee ganz grousse Merci. Ech kommen herno och nach eng Kéier e bësselchen op hir Aarbecht zréck. Wéi gesot, si spillen och oft eng Roll vun Don Quichotte a mer wësse jo, datt deen et net einfach hat, a si hunn et dann an deem Sënn och net einfach.

Mee jiddweree vun eis ass natierlech och op seng Manéier gefuerdert. Och do soll keen dat elo net esou gesinn. A mir hunn och d'Méiglechkeet, haaptsächlech un eisem Konsumverhalen eppes ze änneren.

Da si mer och ganz séier bei de Fairtrade-Produkter. Do gëtt et ganz vill alternativ Produiten zu deem, wat ee klassescherweis ugebuede kritt. An et ass och ze begréissen, datt do awer e gewëssent Ëmdenken ze erkennen ass, och virun allem um Niveau vu Geschäfter an och um Niveau vu gréissere Geschäfter.

De Klimawandel, d'Liwwerketteproblemer an de Krich an der Ukrain hu leider derzou bäigedroen, datt den Honger an d'Aarmut an der Welt nach zougeholl hunn. Zemools um Horn vun Afrika ass déi schlëmmsten Dréchent zënter deene leschte 40 Joer festgestallt ginn. Bal 15 Milliounë Sudanese leiden ënner Honger. Dat ass natierlech och eng direkt Konsequenz vum Ukrain-Krich, well de Sudan plus ou moins 80 % vu senge Kären aus der Ukrain geliwwert kritt huet.

An dofir mussen eeben all Ustrengunge gemaach ginn, fir datt déi Liwwerungen eeben och weider kënne gefouert ginn. Et däerf een net vergiessen, datt scho méi wéi zéng Milliounen Tonnen zënter dem 3. August aus der Ukrain exportéiert gi sinn. An da kënnt natierlech och nach d'Erhéijung vun de Pëtrols- an de Gaspräisser derbäi. An dat Gemësch féiert zu deem, wat mer eeben elo de Moment hei erliewen. An den UN-Generalsekretär, den António Guterres, dee fäert, datt mer riskéieren, déi gréisst Hongerskatastroph zënter 1945 ze kréien.

Da gëtt et natierlech doriwwer eraus nach ganz aner Krisen, den Här Minister ass gëschter drop agaangen, sief dat Afghanistan, Syrien, Jemen, Äthiopien an natierlech och am Sahel. Et ass evident, datt mer déi Regiounen och musse prioritär an Zukunft behandelen.

Sécher, d'Schéier zwëschen aarmen a räiche Länner ass net méi kleng ginn. Se ass éischter vläicht souguer nach méi grouss ginn! An duerfir hu mer eeben och déi verdammte Flicht, muss ee scho bal soen, datt deen Ecart op kee Fall däerf nach an d'Luucht goen. Éischter muss e verréngert ginn.

Well d'Zuel vun deene Leit, déi Honger leiden, déi ass vun 2019 vu 628 Milliounen op tëschent 700 an 828 Milliounen eropgaangen. Dat sinn Zuele vun der UNO-Welternärungsorganisatioun. D'UNO schätzt, datt 1,9 Milliarde Leit op der Welt mat manner wéi 3,20 Dollar den Dag auskomme mussen, an 3,4 Milliarden hunn net méi wéi 5,5 Dollar den Dag zur Verfügung. Dat ass entre-temps also méi wéi d'Hallschent vun der Mënschheet insgesamt, well déi jo zënter gëscht, Statistiken no, op 8 Milliarde geklommen ass.

Jiddefalls, déi Diskrepanz zwëschent Aarm a Räich, déi fält engem natierlech och op, wann een emol aner Länner besiche geet. Da gesäit een, a wéi engem Ëmfeld déi Leit do oft musse liewen. Duerfir ass d'DP och der Meenung, datt déi Strategie, déi d'Regierung zréckbehalen huet, an déi jo elo aus 50 Aktiounspunkte besteet, fir u sech déi ganz Problematik ze bekämpfen, déi richteg ass. A mir begréissen och déi Efforten, déi um Niveau vun der Innovatioun gemaach ginn, déi um Niveau vun der Recherche gemaach ginn.

Da kënnt natierlech e ganz grousse Problem och op der Plaz selwer derbäi an deene Länner, dat ass de sougenannte „Landgrabbing". Do geet et drëms, datt eeben international Konzerner fir 50 oder fir 100 Joer Fläche lounen, fir dann do eeben haaptsächlech Planzen unzebauen, déi awer net fir den direkten Ernärungszweck gebraucht ginn, mee déi haaptsächlech agesat ginn als Déierefudder.

D'Oxfam-NGO ass der Meenung, datt zum Beispill de Moment déi Fläch, déi fir esou Saache genotzt gëtt, géif duergoen, fir eng Milliard Mënschen op der Welt ze ernären. Den Akzent muss also méi wéi jee och verstäerkt op d'Agroekologie geluecht ginn.

2017 gouf jo schonn d'Joerzéngt vun den Nations Unies fir d'Familljelandwirtschaft dekretéiert an d'FAO gesäit och, zu Recht, an der Agroekologie eent vun de Schlëssele-lelementer, fir eeben d'Aarmut ze bekämpfen.

Jiddefalls, d'Liewensmëttelsécherheet muss also an Zukunft nach méi eng strateegesch Achs vun eiser Kooperatiounspolitik ginn. Ech verweisen och op d'Deklaratioun hei vun de Vereenten Natiounen iwwert d'Rechter vun de Baueren, UNDROP. An enger Rei Länner si jo och do eng Rei interessant Projeten ze bemierken. Ech wëll stellvertriedend hei zum Beispill de Centre de formation vun der Asdm (ndlr: Agence de soutien et de développement des médias) am Togo oder e Projet vun der Fondation Partage Luxembourg am Guatemala erwänen.

Jiddefalls, wa mir den Drock op d'Kären an d'Planzenueleger gäre reduzéiere wëllen, da musse mir och manner Agrocarburanten notzen. A wéi gesot, eng Rei ONGen, ech hunn elo zwou Stéck hei stellvertriedend genannt, weisen am Fong och de richtege Wee. An ech verweisen och hei op de Koalitiounsaccord. Do steet op der Säit 224: „La coopération luxembourgeoise entend privilégier les partenariats respectueux des besoins des petites structures agricoles et des methodes agroécologiques."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zwëschent Aarmut a Klimawiessel besteet natierlech en direkte Lien, dat ass ganz kloer. An datt dat déi gréissten Erausfuerderung fir d'Mënschheet de Moment duerstellt, ech mengen, dat stellt och entre-temps kee méi a Fro. Hei geet et wierklech ëm eis eege Substanz. An dat muss eis jo awer méi wéi ze denke ginn. Jiddefalls, déi lescht Zuele si méi wéi alarmant. Mir hunn de Klimawiessel och an eisen direkte Regiounen hei, virun allem dëse Summer, gespuert, ouni elo an den Detail anzegoen.

Datt mir elo am November nach Deeg hate mat 15 Grad, dat war nach onvirstellbar viru Joerzéngten. Duerfir ass elo ze hoffen, datt zu Sharm el Sheikh d'Bewosstsinn nach ëmmer méi grouss gëtt an ee jiddefalls muss zur Konklusioun kommen, datt schnellstméiglech muss gehandelt ginn. Jiddefalls, datt d'Duerchschnëttstemperatur elo schonn annerhallwe Grad iwwert der virindustrieller Zäit läit, dat muss méi wéi ze denke ginn.

D'Schmëlze vun de Gletscher geet ganz monter virun. An den Alpen, zum Beispill, gëtt de Verloscht vun der Äisdecken op 3 bis 4 Meter geschat. Dat ass däitlech méi wéi am Rekordjoer vun 2003. A Grönland – ech hat selwer d'Chance, elo virun e puer Méint do ze sinn – do ass scho 26 Joer noeneen d'Äis geschmolt. An do huet et souguer am August 2021 um héchste Punkt, wou et ëmmer schneit, deemools awer scho gereent.

Jiddefalls ass jo och de Mieresspigel rapid eropgaangen, an d'Konzentratioun vun alle Gasen – ech denken un den CO_2, CH_4, an N_2O – ass dëst Joer nach ëmmer weider an d'Luucht gaangen. De Süde vu China an och Europa hunn, wéi gesot, dëst Joer dorënner gelidden.

An d'WMO – dat ass d'Weltwiederorganisatioun – schätzt, datt duerch d'Dréchent an Ostafrika dëst Joer 19,3 Milliounë Leit grouss Problemer haten, sech iwwerhaapt ze ernieren. Och a Westafrika war d'Situatioun ganz dramatesch. An dann natierlech am Pakistan. Ech mengen, déi Biller hu mer nach all virun eis, déi enorm Iwwerschwemmungen, wou et zu 1.700 Doudege komm war. Ronn 33 Milliounë Leit waren an deem Land do betraff. D'Malaria, d'Cholera an d'Dengueféiwer hu sech jiddefalls do och rapid ausgebreet.

Déi Flut huet natierlech awer och erëm Konsequenzen op déi Schwächst vun eiser Gesellschaft: Dat sinn eis Kanner. Vill Schoulen hu missen zougemaach ginn, a vill Schoule ginn haut fir aner Saache gebraucht. Dat heescht, déi Kanner ginn dann dee Moment automatesch erëm zur Aarbecht gezwongen. Mir wëssen, wat dat alles bedeit.

Mee dat brëngt awer och Veränneruing mat an der Ekonomie an deene Länner. Ech erënneren zum Beispill drun, datt d'Banannen- an d'Kaffisproduktioun a Mëttelamerika oder de Kakaoubau am Peru an an der Dominikanescher Republik elo ëmmer méi schwiereg wäerte ginn. An et gëtt Studien, déi behaapten, datt bis d'Joer 2050 d'Hallschent vun där Fläch dann net méi kéint fir de Kaffiubau gebraucht ginn.

Duerch de Klimawiessel gëtt natierlech d'Migratiounswell nach verschäerft. D'Weltbank schätzt zum Beispill, dass et bis 2050 eng 143 Milliounë Flüchtlinge gëtt, déi da just reng aus klimatesche Grënn wäerten hir Heemescht verloossen. Duerfir ass et besonnesch ze bedaueren, datt déi Länner, déi am mannsten zum Klimawiessel bäidroen, déi sinn, déi awer am meeschten drënner ze leiden hunn. An duerfir ass och d'Fro ze stellen, ob net déi Länner, déi d'Haaptemittente sinn – a mir gehéieren och dozou! –, net awer misste verstäerkt fir e gewëssene Schued, deen do entsteet, opkommen. Mir hu jo och hei de Fonds pour le financement climatique international geschafen. Do konnten eng ronn 30 Projeten an zéng verschiddene Länner bis elo realiséiert ginn, sief dat am Bangladesch, am Nepal, de Philippinnen oder dem Benin.

Wéi een natierlech net soll mat Flüchtlingen ëmgoen, dat huet eis awer elo erëm déi nei italiensch Regierung bewisen. Ech mengen, dat Trauerspill, wat sech do ofgespillt huet op der „Ocean Viking", dat ass awer wierklech ënner kengen Ëmstänn ze akzeptéieren. A glécklecherweis huet Frankräich do eng aner Positioun ageholl. Mee ech mengen, d'Madamm Meloni huet elo scho gewisen, „wessen Geistes Kind ich bin". An ech hoffe jiddefalls, datt et net op déi dote Manéier weidergeet. Do ass jiddefalls awer och de Beweis erbruecht, datt mer leider hei zu Lëtzebuerg respektiv virun allem och an Europa net déi koordinéiert Migratiounspolitik entwéckelt hunn, an do mussen effektiv nach ganz vill Efforte gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een awer éierlech sinn: D'Lëtzebuerger Entwécklungspolitik léisst sech weisen! Se ass net perfekt, mee trotzdeem musse mer awer drop hiweisen, datt mer awer ëmmerhin nach 1 % vun eisem RNB – richtegerweis – der Entwécklungspolitik zur Verfügung stellen. A wéi de Minister och gëschter gesot huet, wäerte mer dëst Joer de Kap vun de 500 Milliounen iwwerschreiden. An et ass wichteg, datt mer och an Zukunft mat enger Rei internationalen Organisatiounen enk zesummeschaffen, sief dat d'OMS, d'Unicef, d'UNFPA, d'FIDA (ndlr: Fonds international de développement agricole) an esou weider.

An da wëll ech och drun erënneren, datt mer jo 2015 zu Addis Abeba zu deene Länner gehéiert hunn, déi sech als Donateur duergestallt hunn, fir de Pays moins avancés ëmmer tëschent 0,15 an 0,20 % vun hirem RNB zoukommen ze loossen. An da muss een och nach soen, datt déi Fraisen, déi eis hei zu Lëtzebuerg duerch d'Gestioun vun der Flüchtlingskris entstinn, jo net mat aberechent ginn an eis APD.

Ech wëll och op dëser Plaz dann hiweisen op d'Delegatioun vum CICR fir de Cyberspace, déi jo, wann ech dann elo gëschter de Minister richteg verstanen hunn, muer ageweit gëtt. An ech wëll hei de Minister aus senger interessanter Ried vu gëschter zitéieren, wéi e gesot huet: „Mat dëser neier Delegatioun fir de Cyberspace ka Lëtzebuerg sech als humanitären Acteur um internationale Plang weisen a beweisen." An dat ass och richteg esou!

Ee wichtegen Acteur an der ganzer Entwécklungspolitik bei eis hei gëtt munchmol vergiess, dat sinn d'Gemengen. Et sëtze jo vill Kolleeginnen a Kolleegen heibannen, déi och e Mandat um lokale Plang hunn, an déi wëssen, datt d'Gemengen hei kënnen eng ganz wichteg Roll spillen, sief dat, datt se verstäerkt op Fair-Trade-Produkter setzen, sief dat, datt se Ëffentlechkeetsaarbecht leeschten, sief dat, datt se selwer Initiateur si vun enger ONG, déi dann all déi lokal ONGe vläicht an enger zesummefléisse léisst. An da kënnen d'Gemengen och iwwert de Klimapakt nach ganz vill wichteg Aktioune maachen. Kleeserchersdag steet elo virun der Dier – vläicht e klengen Opruff un déi Gemengen, déi Titercher ausdeelen: Déi kann ee ganz gutt mat flotte Produite vu Fairtrade fëllen!

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An der Gemeng, déi mir nosteet – d'Madamm Schäffe kann dat jo nëmme bestätegen –, maache mir dat scho mindestens ...

Une voix | Zéng Joer.

M. Gusty Graas (DP) | ... zéng Joer. Maja. Do gesäit een also, datt ee Méiglechkeeten huet, wann een nëmme wëllt!

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer och ..., ech wéilt nach eng Kéier zréckkommen op d'ONGen, virun allem op de Cercle des ONG, an zwar, fir hiert Dokument „En route pour 2023" hei e bësselchen ze analyséieren.

Fir d'éischt wëll ech nach eng Kéier dem Cercle felicitéieren, virun allem fir déi konstruktiv Approche. Ech hat selwer d'Chance, op zwou verschiddene Plaze mat hinnen eng Entrevue ze hunn. An et muss een ëmmer erëm feststellen, datt hei awer dee richtegen Toun fonnt gëtt: Kritesch, selbstverständlech, eng Rei Suggestiounen, net alles kann een ëmsetzen. Mee et ass awer ëmmer erëm flott, mat hinnen den Dialog ze féieren. An ech soen dat ganz éierlech. Ech mengen, mir sollen eis och glécklech schätzen hei zu Lëtzebuerg, datt mer esou eng Lobby – Lobby am positive Sënn vum Wuert! – hunn.

Natierlech ass et evident, vill Aarbechte vun hinne ginn um Niveau vum Benevolat gemaach; da kënnt natierlech ëmmer erëm zu Recht d'Fro op: Wéi wäit kënne mer nach zousätzlech ënnerstëtzt ginn? Dann ass och ëmmer d'Fro vun de Salairen, ob déi net solle matintegréiert ginn an d'Projeten.

An da wëll ech awer och drop hiweisen, datt den Här Minister gëschter eng luewenswäert Ausso gemaach huet, dat heescht, de Plaffong fir d'Berechnung vun de Frais administratifs gëtt jo elo vu 14 % erëm op 15 % eropgesat. Här Minister, do fannt Der jiddefalls ganz kloer d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei!

Mir sinn dann natierlech och direkt beim Privatsecteur: Wat fir eng Roll soll de Privatsecteur an der Entwécklungshëllef spillen? Ech mengen, do muss een ëmmer e gudden Equiliber fannen. Et muss een eng intelligent Virgeeënsweis ervirbréngen. De Privatsecteur huet natierlech och eng Rei Virdeeler. E ka méi séier schaffen. E schaaft Aarbechtsplazen, soudatt also do ëmmer eng gutt Symbios muss bestoe bleiwen. An ech verweisen hei zum Beispill op de Business Partnership Facility, wat jo u sech och eng gutt Saach ass.

D'Fro ass natierlech awer: Wéi soll déi Partnerschaft mam Privatsecteur an Zukunft ausgesinn? Natierlech besteet do ëmmer d'Gefor, datt verschidde Firmen, Entreprisen e politeschen Afloss kënnen huelen. Dat ass natierlech net grad de Wee, wou et soll higoen.

Ech zitéieren och hei d'Journalistin Naomi Klein. Si huet zum Beispill geschriwwen, datt verschidden humanitär Katastrophe leider vun eenzelnen, onverantwortleche Gesellschaften ausgenotzt goufen, fir eeben e gewëssene Profitt ze maachen. Si nennt do d'Beispiller vum Krich am Irak oder dem Tsunami an Indonesien. Dat sinn natierlech déi Momenter, wou d'Politik gefuerdert ass, dat sinn déi Momenter, wou d'Politik muss Grenze setzen! Ech bleiwen awer der Meenung, mir sollten net a priori ze vill skeptesch si géintiwwer enger Zesummenaarbecht zwëschent dem ëffentlechen an dem Privatsecteur an deem dote Beräich.

Natierlech ass och d'Fro ugeschnidde gi vum Cercel, wat d'Kohärenz vun eiser Entwécklungspolitik ubelaangt, wéi dee Comité interministériel schafft, wat fir eng Iddien e virbréngt. An dann ass jo d'Propos gemaach ginn, fir d'Gesetz vum 15. Dezember 2017 iwwert d'Kooperatioun ze änneren. Vläicht kann den Här Minister dozou herno kuerz Stellung huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass jo och zënter dem Januar 2022 Member vun der UNO-Mënscherechtskommissioun. Dat ass net nëmmen eng grouss Éier, mee dat ass eng grouss Verflichtung. An et gëtt eis awer och d'Méiglechkeet, direkt an der Entwécklungspolitik anzewierken, virun allem vis-à-vis vun totalitäre Regimmer. An do ass natierlech ganz vill ze maachen.

Ech ginn ee Beispill hei: d'Republik Kongo, do, wou virun allem d'Fraerechter nach enorm mat Féiss gestouss ginn, wou d'Fraen nach violéiert ginn. An doweinst sollt een och hei nach eng Kéier zréckgoen op déi luewenswäert Initiativ, déi de Friddensnobelpräisträger vun 2018, den Dokter Mukwege, geholl huet, deen zu Panzi eng spezifesch Klinick fir eeben déi Frae kreéiert huet. Jiddefalls, et ass inakzeptabel, wat do nach ëmmer vir sech geet.

Et ass och inakzeptabel, wéi Kanner maltraitéiert ginn. An da si mer och ganz séier bei de Kannerrechter. Gëschter Moie war dat jo hei och en Theema. An datt eng ronn 160 Milliounë Kanner mussen ënner onméigleche Konditiounen liewe respektiv schaffen, ass inakzeptabel!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Entwécklungspolitik schwätzen, musse mer natierlech och e Wuert iwwert den Devoir de vigilance verléieren. Den Ausseminister hat dat a senger Ried d'lescht Woch e bësse méi ausféierlech thematiséiert. Ech war dunn a menger Interventioun net drop agaang. Ech wëll dat awer haut kuerz maachen, wéi gesot, nach eng Kéier, well dat awer och e wichtege Volet ass vun der Entwécklungspolitik.

Mir wëssen, datt mer de Moment op EU-Niveau mat engem Projet vun enger Direktiv konfrontéiert sinn. Déi ass vum zoustännege Justizkommissär, dem Här Didier Reynders, ausgeschafft ginn. Déi soll sech dann op Betriber bezéien, déi mindestens 500 Employéen hunn. Dat wären, op Lëtzebuerg gekuckt, 0,4 % vun eisen Entreprisen.

Mir sinn als Demokratesch Partei jiddefalls der Meenung, datt eng Kontroll en amont an en aval ouni Zweifel muss gemaach ginn, datt och souwuel eng administrativ wéi eng zivillrechtlech Responsabilitéit muss an Zukunft spillen. Fir eis ass et och ganz normal, datt Produiten, wou wierklech nogewise ka ginn, datt se ënner Zwangsaarbecht hiergestallt goufen, natierlech dee Moment musse vum EU-Marché ewechgeholl ginn.

Dann awer e Wuert zur Fongenindustrie. Den Ausseminister huet jo ganz kloer gesot, datt Lëtzebuerg dergéint ass, datt d'Fongenindustrie mat an déi Direktiv do involvéiert gëtt. Mir gesinn dat als Demokratesch Partei och esou. Iwweregens sti mer do net méi eleng. Et sinn eng ganz Rei gréisser Länner um europäeschen Niveau, déi dat och deementspriechend esou gesinn. Et däerf een net vergiessen, d'Finanzindustrie ass vill méi eppes Mobilles, dann däerf een och net de Finanzprodukt mat engem Produkt aus der Realwirtschaft vergläichen. Duerfir solle mer eis och déi néideg Zäit ginn, fir en „impact assessment" opzestellen.

An erlaabt mer awer, nach eng Remark hei ze maachen: Et ass net ganz glécklech, wann ëmmer erëm versicht gëtt vu verschiddene Säiten, eis Finanzplaz schlecht duerzestellen, wéi wann hei zu Lëtzebuerg géifen Aktivitéiten um Finanzniveau stattfannen, déi net ëmmer ganz korrekt wären oder hei an do. Dann hätt ech och gär, datt déi Leit sollen de Beweis bréngen! Kommt, mir halen op, déi Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg schlechtzerieden! Dat bréngt eis näischt an et bréngt och villen anere Leit näischt. Dat awer just emol zwëschent den Zeilen hei gesot.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Ech wëll elo an deem Kontext awer och op positiv Saachen hiweise vun der Finanzplaz, zum Beispill de Luxembourg Microfinance and Development Fund. Deen ass 2009 kreéiert ginn. An do ass jo d'Zil d'Bekämpfung vun der Aarmut. An do si bis elo schonn 39,9 (veuillez lire: 38,9). Milliounen Euro verschafft ginn an et konnte 76.000 Entreprisen aus 26 Länner dovunner profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen elo eppes, wat mäi Virriedner dës Kéier net wollt maachen, mee ech ginn awer trotzdeem e bëssen op d'Pays-cibles an. Dat ass elo keng Kritik un der Ried vu mengem Virriedner, bestëmmt net, mee ech sinn der Meenung, datt ee sech awer sollt iwwert dat eent oder anert Land hei ausloossen.

Ech fänken u mam Burkina Faso. Dat ass natierlech eent vun eise gréisste Suergekanner. De Burkina Faso, wou elo bannent e puer Méint zwee Putsche waren, ass e Land mat 21 Milliounen Awunner, wou d'Liewenserwaardung bei plus ou moins 57 Joer läit. De Burkina Faso steet ënnert deenen 189 äermste Länner op der 182. Plaz. Et ass eng zimmlech jonk Populatioun, dat heescht, 78 % vun der Populatioun hu manner wéi 35 Joer. Am Verglach: zu Lëtzebuerg leie mir bei 42 % (veuillez lire: 43 %). D'Liewenserwaardung hat ech scho gesot. An eng Fra kritt do an der Moyenne 5,6 Kanner.

Mir wëssen, datt de Burkina Faso natierlech e ganz grousse Problem duerstellt. Mir wëssen, datt do d'Mënscherechter alles aneschters wéi respektéiert

ginn. 2014 war e gewëssenen Hoffnungsschimmer ze erkennen, wéi de Blaise Compaoré dee Moment gestierzt gi war. Dunn hat ee geduecht, dat Land géif sech e bëssen a Richtung Demokratie beweegen. Mee entre-temps hu mer jo festgestallt, datt dat net méi de Fall ass. De Moment ass jo dann de Kapitän Ibrahim Traoré um Rudder. Mee ech mengen awer trotzdeem, mir sollen a mir mussen och weiderhin an deem Land present bleiwen. Dofir ass jo elo den drëtte PIC verlängert gi bis Enn des Joers, an dee beleeft sech jo op 96,3 Milliounen.

Dat selwecht gëllt och fir de Mali. Och de Mali ass natierlech e ganz grousst Suergekand. Do huet d'Situatioun sech elo an deene leschte Joren natierlech nach verschäerft, nodeems och elo déi franséisch Missioun Barkhane op en Enn komm ass. Mee dat ass ganz kloer der Junta aus dem Mali hir Schold. An déi schénge jo léiwer mam Grupp Wagner zesummenzeschaffen. Wien deen duerstellt, dat wësse mer jo och alleguer. Och do gëtt et zwar e klengen Hoffnungsschimmer: 2023 soll jo e konstitutionelle Referendum stattfannen an 2024 si jo Presidentschaftswalen ugesot.

Am Mali sinn d'Problemer esou grouss, datt eng hallef Millioun Leit sech intern am Land hu missen deplacéiere respektiv och an d'Nopeschlänner geflücht sinn. Mir ënnerstëtze jo do zwee Secteuren iwwer LuxDev an de Proman: Dat ass den Développement rural an d'Formation professionnelle. Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob net vläicht nach méi soll um Niveau vun der Santé am Mali gemaach ginn, wéi dat de Moment de Fall ass, iwwer LuxDev zum Beispill. Ech wëll och drun erënneren: Do ass eng Klinick, „Mère-Enfant" huet déi geheescht, haut gëtt se „Hôpital Luxembourg" genannt.

A fir déi nächst zwee Joer ass zwar e Santéisprogramm, mengen ech, am Norde virgesinn, zu Kidal, zu Bamaku awer da just e Projet Formation professionnelle. Duerfir kann een awer d'Fro stellen, grad ënnert dësen Ëmstänn – Covid, Malaria –, ob een net sollt och zu Bamaku selwer nach e Projet Santé, esou wéi mer dat bilateral jo an anere Länner iwwer LuxDev maachen, kéint an d'Weeër leeden. Ech denken do zum Beispill un den Amenagement vun enger Bluttbank oder och Ënnerstëtzung fir tropesch Krankheeten.

Dramatesch ass d'Situatioun natierlech och am Nicaragua. Och do brauch een net op d'Detailer zréckzekommen. Mir wëssen, datt den, et muss ee scho bal soen, „Clan Ortega" do ganz Schlëmmes gemaach huet. Virun allem si jo 200 ONGe verbuede ginn.

A wat nach méi dramatesch ass, dat ass, datt grad dat Land, wat en extreem aarmt Land ass, och nach ënnert de Konsequenze vum Klimawandel ze leiden huet, reegelméisseg Naturkatastrophe muss iwwer sech ergoe loossen. A mir hu jo do zu Recht eise Chargé d'affaires ofgezunn. Deen ass jo elo an de Costa Rica gaangen. Ech mengen, iergendwéi muss een och heiansdo e ganz kloert Zeeche vis-à-vis vun esou Regimmer setzen!

Et gëtt dann natierlech nach eng Rei aner Plazen, ech wëll se hei net all am Detail opzielen. Et kënnt een awer och net derlaanscht, erëm eng Kéier e Wuert iwwer Palästina ze verléieren. Ech mengen, dat ass leider och eng Situatioun, wou ee keen Enn gesäit. An no de rezente Walen, wou jo elo den Här Netanjahu riskéiert, mat Hëllef vun engem Rietsbündnis dann erëm un d'Muecht ze kommen an derzou wäert bäidroen, datt de Problem do mat Sécherheet à court et à moyen terme net wäert geléist ginn …

An do ass och erëm de Problem vun der Liewensmëttelsécherheet. Ech mengen, et muss ganz vill op d'Landwirtschaft gesat ginn. Mee do bestinn eng Rei Contrainten, well eeben och d'Transportweeër vun de Palästinenser oft duerch Kontrolle vun den Israelien ënnerbrach ginn. An dat ass natierlech och net ganz positiv.

Bis de Februar 2021 war och de Myanmar e potenziellt Zil. An och do wësse mer, wat entre-temps geschitt ass. Och do wësse mer, datt d'Militärjunta d'Regierung iwwerholl huet, also d'Muecht iwwerholl huet. An d'Arrestatioun vun der Madamm Aung San Suu Kyi, déi huet jiddefalls d'Situatioun an deem Land do ouni Zweifel och nach dramatesch verännert.

Et muss een awer drop hiweisen, leider ass de Myanmar e bëssen aus der internationaler Press verschwonnen, mee do gi wierklech ganz schlëmm Verbriechen un der Mënschheet gemaach. Ech erënneren drun, datt hei Dierfer niddergebrannt ginn. Ech erënneren drun, et ass nach net allze laang hier, datt e Concert ënnerbrach ginn ass, wou da 70 bis 80 Leit doutgemaach goufen, haaptsächlech Musiker an aner Artisten. Den Drogenhandel huet elo erëm extreem zougeholl. Et gëtt nach eng Rei ONGen, déi do aktiv sinn. An dowéinst muss ee versichen, vläicht iwwer aner Kanäl mazethëllefen, déi nach ze ënnerstëtzen. An et gëtt och eng Rei Gruppen, déi awer versichen, de Myanmar demokratesch no baussen ze representéieren. D'Situatioun ass warscheinlech ganz schwiereg ze duerchblécken. Natierlech spillt China do och eng ganz grouss Roll. An awer soll een och d'EU hei opfuerderen, iwwer ASEAN vläicht ze kucken, och do nach Awierkungen ze hunn, well dat ass menger Meenung no eng vun deene wéinegen Organisatiounen, déi zu dësem Zäitpunkt nach kënnen am Myanmar intervenéieren.

2021 gouf jo och eng Etüd gemaach, wat eis Hëllef an Zentralamerika ubelaangt. Duerfir begréisse mir et och, datt iwwert den ADA (ndlr: Appui au développement autonome) nach wichteg Kreditter zur Verfügung gestallt ginn.

Costa Rica hat ech virdru scho genannt. Da kënnt natierlech den El Salvador, och e Suergekand. Et ass zwar keen Zilland, dat war fréier eent. Mee och am El Salvador ass natierlech ganz vill ze maachen, do ass guer keen Zweifel.

Bon, dann ass natierlech d'Fro ze stellen: Wéi e Land kann een zréckbehalen an Zukunft, fir als Pays cible ausgewisen ze ginn? Ech weess, datt den Här Minister do scho munchmol duerchblécke gelooss huet, datt dat ënner anerem kéint de Ruanda sinn. Jo, firwat net? Mir wëssen och, datt de Ruanda op immens vill Hëllef ugewisen ass. Et gëtt natierlech de Moment ee Problem am Ruanda, dat ass eeben d'Situatioun mam Nopeschland, d'Demokratesch Republik Kongo, wou jo awer déi sougenannten „M23-Rebelle" sinn, wou d'Kongoleese behaapten, déi géife vum Ruanda ënnerstëtzt ginn. An dat sinn natierlech awer och Situatiounen, déi eis et de Moment mat Sécherheet net einfach maachen, fir do aktiv ze ginn. Vläicht kann den Här Minister dozou herno och nach eng méi kloer Ausso maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Entwécklungspolitik ass ouni Zweifel e ganz sensibelt Theema, ech war am Ufank schonn drop agaangen. Déi Leit, déi sech mat Häerz a mat Léift fir d'Entwécklungspolitik asetzen, déi kréien net iwwerall geklappt, dat wësse mer, dat ass eeben esou. A mir wëssen och, datt et leider nach vill Leit gëtt, déi och Reserven hu vis-à-vis vun der Entwécklungspolitik. Mee dat soll eis, wéi gesot, awer net drun hënneren, eis nach wie vor voll dofir anzesetzen.

Wou mer natierlech ëmmer méi de Problem kréien, dat ass eebe vis-à-vis vun deene verschiddenen autoritäre Regimmer. Da gëtt natierlech ëmmer déi kruzial Fro an déi berechtegt Fro gestallt: Solle mer an deene Länner nach aktiv bleiwen, jo oder neen?

Mir mussen eis natierlech och bewosst sinn, datt mer eise Wirtschaftsmodell net kënnen eent zu eent an deene Länner ëmsetzen. Mir mussen och Respekt vis-à-vis vun hire Kulturen hunn. Mir musse méi Verständnis fir hir Liewensaart a -weis entwéckelen. Dat ass ganz kloer. Mee wou mer kee Verständnis kënnen hunn, dat ass natierlech vis-à-vis vun enger Rei vu Regimmer!

An do ass natierlech dann d'Fro ze stellen, ob mer net solle versichen, iwwer aner Kanäl, an zwar net bilateral mat der Regierung, mee iwwer aner Kanäl, an ech denken do erëm eng Kéier un d'ONGe respektiv gegeebenefalls international Organisatiounen, iwwer esou Weeër verstäerkt de Leit ze hëllefen. Well et muss een dat éierlech soen: D'Populatioun ka jo net fir de politesche Regimm an deene Länner! A si sinn déi, déi am meeschten drënner ze leiden hunn. An dowéinst solle mer eis awer maximal do engagéieren.

Jiddefalls, wat d'Hongersnéit ubelaangt ass natierlech d'Geldiwwerweisung wichteg. Mee dat ass ëmmer nëmmen eng Symptombekämpfung. A mir mussen awer versichen, esou vill wéi méiglech och Ursaachefuerschung ze maachen an do den Hiewel usetzen. Duerfir ginn, wéi gesot, finanziell Hëllefsprogrammer eleng net duer, fir d'Grondnarungsmëttel ze finanzéieren.

Et ass jo eng absurd Situatioun! Dat muss ee sech awer emol virstellen, datt a ganz ville Länner, afrikanesche Länner virun allem, Gelder mussen investéiert ginn, fir datt d'Populatioun sech do d'Grondnarungsmëttel kann akafen – akafen natierlech, also vu baussen importéiere loossen –, woubäi se awer am Fong geholl d'Méiglechkeet hätten, selwer déi Liewensmëttel ze produzéieren.

Humanitär Hëllef däerf jiddefalls och an Zukunft keng Grenze kennen, onofhängeg vum politesche Regimm. Naturkatastrophe wäerten, ouni elo en negative Propheet ze sinn, awer zouhuelen. Dat hunn déi lescht Jore gewisen. Mir mussen also och gewappnet sinn. Wann ech elo soe „mir", dann ass et natierlech an éischter Linn d'Europäesch Unioun, da sinn et virun allem Länner wéi Lëtzebuerg, déi do mussen u viischter Front stoen, awer déi mussen natierlech dann och beschtméiglech drop preparéiert sinn, fir kënnen anzegräifen.

Ofschléissend wëll ech soen, datt d'Demokratesch Partei nach wie vor voll hannert der Entwécklungspolitik vun dëser Regierung steet. Besonnesch an dëse Krisenzäite wier et e falscht Signal, dovunner ofzeréckelen. A mir sinn och besonnesch frou – ech ginn dervun aus, dat wäert och de Budgetsrapporter, den Här Hahn freeën –, datt jiddefalls d'Kreditter fir d'nächst Joer net zréckgeschrauft goufen. Dat ass e wichtegt Signal, wat mer ginn. An ech wëll och hei vun der Geleeënheet profitéieren, dem zoustännege Minister, dem Franz Fayot, Merci ze soen. Et huet ee gespuert an et spiert een, datt en och mat groussem Engagement senger Aarbecht hei nokënnt. Mir brauchen esou Leit un der Spëtzt.

An an deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2022 hunn eis

Partnerlänner net nëmme mat de bestoende globalen Erausfuerderungen ze kämpfen, mee och mat den direkte Konsequenzen an Nowéie vun der Pandemie a vum russeschen Ugréffskrich an der Ukrain.

Dee schwieregen internationale Kontext huet och eist Land an der Kooperatiounspolitik mat multiplen a ganz komplexen Erausfuerderunge konfrontéiert. Dofir louch et eis och um Häerz, eisen Engagement an der Entwécklungszesummenaarbecht net nëmme bäizebehalen, mee weider eropzeschrauwen. Als LSAP hale mir ausdrécklech op de Prinzipp, 1 % vun eisem Bruttonationalakommes an d'Aide publique au développement, kuerz APD, ze investéieren.

2021 huet sech d'APD op ronn 456 Milliounen Euro belaf. Dovunner sinn ongeféier 83 % vum Ausseministère an eng 10 % vum Finanzministère geréiert ginn. Par rapport zu 2020, wou dëst an absolutten Zuele ronn 397 Millioune waren, huet dëst eng Hausse vu bal 15 % ausgemaach.

Mir waren immens frou, wéi eise Kooperatiounsminister gëschter annoncéiert huet, dass eis APD och dëst Joer wäert an d'Luucht goen a sech fir d'éischte Kéier op iwwer 500 Milliounen Euro belafe wäert. Dorop kënne mir houfreg sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Mir sinn awer leider eent vun deene wéinege Länner, bei deenen dat de Fall ass. Bis elo war och Schweden an der Logik vun 1 %. Dat ass elo eriwwer. Mam Regierungswiessel huet Schweden de Prinzipp vun 1 % gestrach. Fir 2023 si ronn 673 Milliounen Euro manner fir international Hëllef a Kooperatioun virgesinn. Dat ass e ganz battere Réckschlag fir déi international Communautéit. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mir als Land weider un eisem Engagement festhalen an eis um internationalen Niveau mat dofir asetzen, dass och aner Länner matzéien. Fir eis ass dat eng Fro vu Responsabilitéit a vu Solidaritéit.

Och als klengt Land kënne mir e groussen Impakt hunn. Mir begréissen dofir d'Efforte vun eiser Regierung, fuerderen awer, dass all Beméiungen am Hibléck op déi staatlech Investitiounen an d'Entwécklungszesummenaarbecht och um internationale Plang verstäerkt an acceleréiert musse ginn.

1970 – dat sinn elo schonn iwwer 50 Joer hier – hat d'Assemblée générale vun der UNO an enger Resolutioun festgehalen, dass all wirtschaftlech fortgeschratt Land seng APD progressiv erhéije wäert, fir e minimum Nettobetrag vun 0,7 % vu sengem Bruttonationalakommes bis Mëtt vum Joerzéngt ze erreechen. Et ass bedauerlech, dass vill Länner dat bis haut net ëmgesat hunn. Hei musse mer eis wierklech verstäerkt Gedanke maachen, wéi ee Länner derzou bréngt, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an zu hiren Engagementer ze stoen.

Et ass heibanne schonn e puermol gesot ginn, an et ass nach ëmmer richteg: D'APD a Form vu Subventioune soll privilegiéiert ginn an d'Roll vun der Kooperatioun als Katalisator fir d'Mobiliséierung vun zousätzleche Ressourcë weider verstäerkt ginn. Mir schwätzen eis als Land och derfir aus, dass d'Additionalitéit vun de Fongen, déi fir déi international Klimafinanzen a fir den Accueil vun de Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg mobiliséiert ginn, weiderhin applizéiert gëtt. Dat stäerkt och eis Roll an eisen Afloss als Leader an der Kooperatioun um internationale Plang.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Mee trotz oder grad wéinst dem komplizéierten internationale Kontext hale mir als Land un eisen Ziler fir nohalteg Entwécklung fest. D'APD ass net nëmmen eng wichteg Finanzéierungsquell, fir dës Ziler ze erreechen, mee och e ganz mächtegt Instrument, fir ëffentlech a privat Investitiounen ze mobiliséieren. Mir mussen dobäi d'Privatwirtschaft abannen a Partnerschaften agoen, well ouni hir Bedeelegung an hir Ënnerstëtzung ass et iwwerhaapt net méiglech, eis Ziler ze erreechen.

Eng vun de Public-private-Partnerships, déi ech an deem Zesummenhang wëll ervirhiewen, ass emergency.lu. Ech sinn och net dat Éischt, dat dat hei mécht. Mee et ass wierklech eng ganz wichteg Partnerschaft, well et ass e Konsortium vun Organisatiounen, déi do matmaachen. Et besteet schonn zënter zéng Joer. D'SES ass mat dran, HITEC, Air Rescue.

Si ass en place gesat ginn, fir bei humanitären an zivillen Aktiounen um Niveau vun der Telekommunikatioun déi éischt Responder kënnen ze ënnerstëtzen. Op Demande vun der Unicef ass emergency.lu och a Syrien deployéiert ginn, fir e Satellittenterminal en place ze setzen; ganz wichteg deemools. Déi Missioun leeft elo schonn zënter Juli 2020. An emergency.lu ënnerstëtzt aktuell och déi humanitär Hëllef un d'Ukrain an ass wierklech en immens wäertvollen Outil, fir konkreet ze hëllefen, do, wou Hëllef gebraucht gëtt.

Um Niveau vun der Kollaboratioun mam Privatsecteur fir d'Ëmsetzung vun eisen nohaltegen Entwécklungsziler wéilt ech och d'Business Partnership Facility, BPF, ernimmen, déi vu Lux-Development geréiert gëtt. Dëst Instrument promouvéiert net nëmmen den Transfert vun Technologien, wat u sech scho ganz wichteg ass, a vun Expertisen natierlech, mee encouragéiert och d'Schafung vun Aarbechtsplazen an eise Partnerlänner, wat jo eent vun eise wichtegsten Uleiessen ass.

Zu de Secteuren, déi cibléiert sinn, zielen ënner anerem: d'Technologies de l'information et de la communication, erneierbar Energien, Logistik, d'Économie circulaire, an neierdéngs och de Secteur vum Space, d'Mobilitéit, CleanTech an HealthTech. Haut zielt BPF net manner wéi 34 Projeten. An ech muss soen, dass ech dat beandrockend fannen.

D'Zesummenaarbecht mam Privatsecteur ass also essenziell: fir d'Finanzementer ze mobiliséieren; fir eis national Strategien ëmzesetzen; och fir eis Cohérence des politiques, op déi ech herno nach wäert agoen; an, last but not least, fir déi nohalteg Entwécklungsziler tatsächlech ze erreechen.

Här President, den Optimismus, deen d'Weltgemeinschaft 2015 verspuert huet, wéi mer eis mat der Agenda 2030 den SDGe verschriwwen hunn, dee schéngt e bësse verflunn ze sinn. Mir sinn elo schonn um hallwe Wee a Richtung 2030, a rezent Trende weisen, dass kaum ee vun deene Staaten, déi sech den SDGe verschriwwen haten, dës Ziler wäert erreechen. Et feelt massiv u finanzielle Mëttelen an zum Deel leider och u politeschem Wëllen.

Bei den SDGe geet et net just ëm politesch Aspiratiounen. All eenzelnen SDG an 93 % vun den 169 Ziler hunn en direkte Lien zum internationale Mënscherechtstraité. Dorunner hänken d'Schicksaler vu Millioune vu Mënschen an, net ze vergiessen, d'Zukunft an d'Bewunnbarkeet vun eisem gesamte Planéit.

Aktuell feelen, internationale Schätzungen no, iwwer 4 Billiounen US Dollar, fir déi 17 SDGen ze erreechen. Den UN Special Rapporteur on Human Rights huet a sengem Bericht „The human right to a clean, healthy and sustainable environment: a catalyst for accelerated action to achieve the Sustainable Development Goals", deen am August dëst Joer publizéiert ginn ass, siwe Sourcë fir Finanzementer identifizéiert, déi et géifen erméiglechen, alljoers bis zu 7 Billiounen US Dollar generéieren ze kënnen, déi an d'SDGe kéinten investéiert ginn.

Zu dëse Finanzquellen zielen, ënner anerem: en internationale Kader fir d'Aféierung vu Besteierungsmesurë fir Superräicher a fir déi, déi responsabel si fir d'Verschmotzungen am grousse Stil; Scholdenerloossunge fir Staate mat niddregem a mëttlerem Akommes; d'Zoumaache vu Steierschlupflächer; de cibléierten Asaz vu staatleche Subventiounen an nohalteg Aktiounen; an d'Anhale vu bestoenden Engagementer an der Kooperatioun an an de Klimafinanzen.

Déi international Communautéit an och mir als Lëtzebuerger sinn hei an der Verantwortung, fir eis verstäerkt fir den Investissement an déi SDGen anzesetzen. Nach ass et méiglech, d'Kéier ze kréien an domat d'Liewensqualitéit vu Millioune vu Mënschen an de Schutz vun eisem Planéit radikal ze verbesseren.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Ëmsetzung vun den SDGen hu mir zu Lëtzebuerg, nieft der genereller 2030-Strategie, dräi weider Strategien, déi 2021 deklinéiert goufen: Dat ass d'Strategie „Environnement et changement climatique", et ass d'Strategie „Genre" an et ass d'Strategie „Finance inclusive et innovante". Mat dëse Strategië kënne mir eis Ambitiounen an deene Beräicher preziséieren an och konkretiséieren.

D'lescht Joer am Juli huet eise Kooperatiounsminister Franz Fayot zu New York zwee Accorde fir Kaderstrategien ënnerschriwwen – ee mam United Nations Development Programme, UNDP, an een zweete mam United Nations Capital Development Fund, UNCDF – fir eng Gesamtzomm vun 29,1 Milliounen.

Déi zwee Accorde gëlle fir d'Period vun 2022 bis 2025 a schreiwe sech voll a ganz an eis 2030-Strategie an. D'Zil vun dësen Accorden ass et, fir déi rezent Entwécklunge vun der UNO matzeberücksichtegen an eis och un déi neiste Strategië vun den UNO-Agencen ze alignéieren.

Et kann een et net oft genuch ënnersträichen: Bei der Ëmsetzung vun den SDGen um internationale Plang spille souwuel d'APD wéi och d'ONGen eng ganz zentral Roll! Ouni d'Aarbecht vun den ONGDe wier eis Lëtzebuerger Kooperatioun nämlech absolutt guer net méiglech. Si mécht net ouni Grond ronn 20 % vun eiser APD aus, sou wéi et aus dem Rapport d'activité vun 2021 ervirgeet.

Am Februar dëst Joer huet eise Minister eng Partie Accords-cadre de développement mat ONGDen ënnerschriwwen. Dorënner waren der fënnef, déi verlängert gi sinn. Een Accord-cadre mat der ONGD „Le soleil dans la main" ass fir d'éischte Kéier ënnerschriwwe ginn. A fir d'Aide internationale à la Croix-Rouge luxembourgeoise an Handicap International Luxembourg ass fir d'éischte Kéier en Accord-cadre am Konsortium ënnerschriwwe ginn, wat eng gutt Saach ass.

Déi siwen Accorden zesumme belafe sech ëmmerhin op eng Gesamtkontributioun vun 32 Millioune mat enger Lafzäit vun 2022 bis 2026. Domat sinn d'Aktivitéite vun eisen ONGe mat 60 % bis 80 % kofinanzéiert; wat beachtlech ass, a mengen Aen.

Geografesch gesi riicht sech d'Aarbecht u 25 Länner, déi sech op dräi Kontinenter verdeelen. Mir begréissen och, dass déi staatlech Ënnerstëtzung bei de Frais administratifs réels vun den ONGen eropgeet, andeems de Plaffong erëm op 15 % gehuewe gëtt. Och dat ass eng ganz wichteg Saach.

A wa mer vun ONGe schwätzen, dierfe mer net vergiessen, datt hannert dëser Ofkierzung vill immens passionnéiert an engagéiert Mënsche stinn, an d'Ufuerderungen un d'Organisatioun an un d'Leit vum Terrain sinn déi lescht Jore gewuess an extreem komplex ginn.

Kooperatioun kléngt a priori no enger spannender Aarbecht: Am Ausland liewen, no bei der Bevëlkerung sinn, de Leit hëllefen, Guddes maachen. Fir an der Kooperatioun ze schaffen, brauch et awer vill méi, wéi d'Bereetschaft fir ze hëllefen. Erfuerderlech sinn nieft engem héije Grad u sozialem Engagement och Know-how an interkulturellt Verständnis. Dëst bedeit virun allem d'Upassung un d'Gewunnechten an d'Liewensbedéngunge vun enger anerer Kultur, déi net eis ass.

A well d'Aarbecht ëmmer méi komplex gëtt, si gutt forméiert Mataarbechter ëmmer méi gefrot. Kooperatioun brauch héich qualifizéiert Spezialisten aus de verschiddenste Beräicher. D'Palett ass ganz breet a geet vum Asaz fir méi Ëmweltbewosstsinn iwwer berodend Aktivitéiten am Beräich vun de Ressources humaines bis hin zur Assistance bei der Organisatioun vu Walen. D'Ëmsetzung vu Projeten geet net ouni den Austausch tëscht de Kulture vun de Liewens- an Aarbechtsmethoden. Aleng bei Lux-Development schaffen insgesamt 524 Leit, dovunner 456 am Auslandsasaz. An hinnen alleguerte gehéiert eis Unerkennung an eise Respekt.

Dobäi kommen akut Erausfuerderungen un d'Leit um Terrain, bedéngt duerch Katastrophen, Pandemien, militäresch Konflikter, wéi et leider op ganz ville Plazen an och bei ganz ville Partnerlänner vun eis de Fall ass.

D'Sécherheet vun de Leit sur place ass dobäi ëmmer vun héchster Bedeitung a verdéngt eis onageschränkten Attentioun.

Dofir sinn ech frou, dass de Ministère zanter 2020 net nëmme Formatiounen a puncto Sécherheet fir d'Leit um Terrain finanzéiert, mee och verstäerkt militärescht Schutzmaterial zur Verfügung stellt, fir d'Sécherheet vun de Mataarbechter an de lokale Partner ze garantéieren.

Här President, grad an dësen Zäiten, déi duerch massiv Onsécherheete markéiert sinn, musse mir un eise laangfristeg ausgeriichtenen Usätz festhalen. A ville Länner hunn iwwert déi lescht Méint Onstabilitéit a Gewalt zougeholl. Dozou zielen och eng Rei Länner, déi scho laang Joren eis Partnerlänner an der Kooperatioun sinn. Dat betrëfft, zum Beispill, den Nicaragua, awer och d'Sahelregioun, wou de Roli ..., wou de Rôle vum Mali ganz zentral ass.

(Hilarité)

Och d'Situatioun am Burkina Faso huet sech, net nëmmen, wat de Respekt vu Mënscherechter a vu Rechtsstaatlechkeet ugeet, weider degradéiert, wat jo mat dozou gefouert huet, dass keen neie PIC am Februar mam Burkina ënnerschriwwe ginn ass.

Déi partnerschaftlech Approche an déi staark lokal Verankerungen an der Kooperatioun erlaben et eis an der Reegel, séier ze reagéieren an d'Konsequenze vu Krisen a Kricher beschtméiglech ofzefiederen.

Dofir ass et och esou wichteg, dass déi konkreet Zesummenaarbecht mat eise Partnerlänner weiderhin am Vierdergrond vun der Kooperatioun steet. Dat setzt allerdéngs viraus, dass eng effektiv Kooperatioun och nach ëmmer méiglech ass. Wa sech d'Situatioun an engem Partnerland esou dramatesch verännert a mëttelfristeg keng Verbesserung a Siicht ass, da musse mer eis ëmmer erëm kënne froen, ob eng Partnerschaft nach ëmmer Sënn mécht. An deem Fall muss grëndlech ofgewie ginn, wat d'Konsequenze sinn. Fir am Sahel ze bleiwen, sou setzt Lëtzebuerg sech iwwert den European Institute of Peace, EIP, fir Konfliktpreventioun an. Bei deem Projet geet et virun allem drëms, dass Land a Ressourcen an der Konfliktléisung berücksichtegt ginn. Esou Initiative sinn an deem Kontext immens wichteg, fir nei Hoffnung ze schëpfen an d'Situatioun am Sahel laangfristeg ze stabiliséieren.

Jiddefalls musse mir eis Ressourcë virrangeg do asetzen, wou se och eng reell Chance hunn, unzekommen a wierksam ze sinn. Och dat ass eng Fro vu Verantwortung.

Här President, de Minister Franz Fayot huet am August ugekënnegt, dass eis humanitär Hëllef generell weider an d'Luucht wäert goen, wat mir als LSAP nëmme begréisse kënnen. Ab dësem Joer wäert se sech op 15 % vun der APD belafen. Gutt esou!

Duerch déi vëlkerrechtswiddreg Attack vu Russland op d'Ukrain gesi mir déi traureg Noutwendegkeet vun enger Verstäerkung vun der humanitärer Hëllef och hei an Europa. Ronn 4 Milliounen Euro si vu Lëtzebuerger Säit bis elo aleng an d'Ukrain gefloss, fir deem Land a senger Populatioun an där schwiereger Situatioun zur Säit ze stoen. Am Juli huet eise Kooperatiounsminister op der Ukraine Recovery Conference an der Schwäiz déi Lëtzebuerger Ënnerstëtzung un d'Ukrain weider gefestegt. Als LSAP begréisse mir, dass Lëtzebuerg sech an der Deklaratioun vu Lugano mat engagéiert huet, fir d'Ukrain an hirem Parcours vun der Rekonstruktioun kuerz- a laangfristeg ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext schafft Lëtzebuerg och mat ukraineschen Entreprisen zesummen, déi an der Entwécklung vun héichwäertege modulairen a mobillen Haiser spezialiséiert sinn, fir Mënschen, déi innerhalb vun der Ukrain op der Flucht sinn, ze hëllefen. Dat fanne mir eng ganz gutt Initiativ.

Zousätzlech engagéiere mir eis um europäesche Plang, fir der Ukrain humanitär bäizestoen. Fir eis als LSAP ass dat och eng Fro vu Solidaritéit a Verantwortung, déi mir als Europäer mussen iwwerhuelen. Dofir begréisse mir och dem Minister seng Ukënnegung, dass de Soutien financier humanitaire fir d'Ukrain sech vu 4 Milliounen op 8 Milliioune wäert verduebelen.

Enn Oktober huet d'EU-Kommissioun e Supportpackage vu bis zu 18 Milliarde virgesinn, an dat a Form vu Prêten, déi ab 2023 iwwert en Instrument, dat sech „Macro-Financial Assistance Plus" nennt, zum Asaz kënne kommen. Dës Sue si fir akut Besoine geduecht, awer och fir den Opbau vu ganz kriteschen Infrastrukturen, wéi Waasserversuergung, Transportnetzwierker, Stroossen, Klinicken, Schoulen oder sozial Infrastrukturen. Déi Fonge kënnen och fir institutionell Reforme benotzt ginn a fir den Erëmopbau vum Land gebraucht ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, duerch de Krich an der Ukrain ginn d'Liewensmëttelpräisser an d'Produktiounskäschte ronderëm d'Welt massiv eropgedriwwen, wat eng ganz kriddeleg a schwiereg Situatioun schaaft. Dat trëfft, wéi sou oft, déi Äermst am häertsten. Dofir mussen dréngend a verstäerkt Géigemoossname geholl ginn, fir eng weltwäit Hongersnout ze verhënneren.

De Programme alimentaire mondial schwätzt vun enger dramatescher Welternärungssituatioun. 2022 ass amgaangen, d'Joer vu beispilllosem Honger ze ginn. Ronn 345 Millioune Mënsche sinn dëst Joer vun akuter Hongersnout betraff a brauchen dréngend eis Hëllef. Hei si mir alleguerten zesumme gefuerdert. An et ass e globalen Challenge, deen eis alleguerten eppes ugeet.

2021 huet Lëtzebuerg 40 Milliounen fir Liewensmëttelsécherheet ausginn. De Montant, dee fir Liewensmëttelsécherheet debourséiert gëtt, ass 2022 weider eropgaangen op iwwer 60 Milliounen. Domat fléissen iwwer 10 % vun der APD an d'Sécurité alimentaire.

Des Weidere spillen och d'Kaderbedéngungen an den internationalen Handelsbezéiungen eng wichteg Roll. An et ass noutwendeg, eng Rei vu bestoende Mechanismen ze hannerfroen, fir se kënnen ze verbesseren. Wat eis Handelsbezéiungen ugeet, kënne mir Lëtzebuerg net lassgeléist vun der Europäescher Unioun kucken. Et ass um europäeschen Niveau, wou mer eis derfir asetze mussen, anstänneg Kadergesetzer en place ze setzen, dat och am Sënn vum Schutz vun de Mënscherechter, dem Klimaschutz an eiser Cohérence des politiques. An dofir brauche mer och en europäescht Liwwerkettegesetz.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Als LSAP plädéiere mir derfir, dass an Zukunft verstäerkt d'Energiesécherheet (veuillez lire: d'Ernärungssécherheet) fir déi Länner, déi am meeschte betraff sinn, an all Entscheedungsprozesser afléisst, duerch finanziell an technesch Ënnerstëtzung, duerch den Austausch vu Wëssen an duerch d'Förderung vun innovative Konzepter, déi lokal wuesse kënnen.

Nëmme sou kënne mer mëttel- a laangfristeg eng Reduktioun vun der staarker Ofhängegkeet am Liewensmëttelberäich vun dëse Länner erreechen an och gläichzäiteg domadder hir Méiglechkeet stäerken, sech besser a méi nohalteg am Kampf géint de Klimawiessel opzestellen.

An deem Zesummenhang, Här President, wéilt ech och eng entspriechend Motioun deposéieren, déi vun alle Majoritéitsparteien an och vun der CSV signéiert ass. Mir waarden nach op e Feedback vun deene Lénken a vun de Piraten. Ech géif dann den offiziellen Dépot domadder maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'Agenda 2030 des Nations Unies pour un développement durable et la stratégie générale de la coopération luxembourgeoise « En route pour 2030 » ;

– considérant l'impact majeur de la guerre d'agression non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie sur l'augmentation des prix de l'énergie, des combustibles, des matières premières et des produits agricoles, entraînant une forte augmentation des coûts de production qui compromet la continuité de la production, risquant d'entraîner des ruptures dans la chaîne d'approvisionnement et aggravant ainsi la situation alimentaire mondiale ;

– considérant les estimations du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies chiffrant à 345 millions le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et ayant besoin d'une aide urgente en 2022, représentant une duplication par rapport à 2019,

invite le Gouvernement

– à maintenir un niveau élevé de ses contributions en faveur d'organisations multilatérales pour l'aide humanitaire ;

– à poursuivre ses efforts de mobilisation au niveau international, en particulier regardant l'investissement étatique d'un pourcent du revenu national brut dans l'aide publique au développement ;

– à renforcer son action au niveau international de sorte que la sécurité alimentaire soit au coeur de la prise de décision, afin d'éviter la pénurie et d'assurer la sécurité nutritionnelle dans les pays les plus vulnérables, en particulier sur le continent africain ;

– à s'engager davantage pour la réduction de la dépendance actuelle de l'Afrique à l'égard des importations de denrées alimentaires, de semences, d'engrais et de pesticides, à travers la continuation du soutien financier et technique, le dialogue politique, l'échange de connaissances et de nouvelles technologies et la promotion de l'innovation africaine ;

– à poursuivre son engagement au niveau européen et international en faveur de la promotion de l'investissement dans la coopération au développement se concentrant sur les énergies renouvelables, l'approvisionnement en eau, les mesures d'adaptation au climat, et la construction d'infrastructures publiques, portant une attention particulière à la création d'emplois locaux et à l'approfondissement des chaînes de valeur.

(s.) Lydia Mutsch, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Marc Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Et ass mëttlerweil ganz kloer ginn: An der Kooperatioun muss de Fokus ganz besonnesch op deene Projete leien, wou eebe grad erneierbar Energien, d'Agroekologie – e Stéchwuert, dat och an der aussepolitescher Kommissioun vum Cercle des ONG thematiséiert ginn ass –, d'Waasserversuergung, d'Klimamesuren, de Bau vun ëffentleche Gesondheets- a Versuergungsinfrastrukturen an d'Schafung vu lokalen Aarbechtsplazen am Mëttelpunkt stinn. Well dat sinn nämlech d'Prioritéiten, wéi se sech am Moment stellen. Nëmmen esou kënne mer d'Resilienz vun de Populatioune verbesseren an nohalteg Verbesserungen iwwerhaapt erreechen.

Heibäi dierfe mer net vergiessen, dass et sech ëm Sujeten handelt, déi ganz komplex Léisungen erfuerderen an och net ëmmer einfach um Terrain ëmzesetze sinn. Dofir musse mer de Wëssensaustausch och direkt an de Vierdergrond vun deene Projete setzen, déi mer wëllen um Terrain ëmsetzen. Wéi zum Beispill bei engem Projet zu Sikasso am Mali, wou virrangeg Fraen eng Formation continue iwwer landwirtschaftlech Wäertschëpfungskette vu Mëllech a Gromperen ugebuede kréien. Haaptbestanddeeler vun där Formatioun sinn ënner anerem d'Agroécologie paysanne, d'Kompostéierung an d'Entwécklung vu Gestiounspläng. De Klimaschutz muss dobäi als transversaalt Theema an all eise Projete permanent afléissen.

Ech wéilt awer net schléissen haut, Kolleeginnen a Kolleegen, ouni op dëser Plaz un den Ursprong an un d'Ziler vun der Kooperatioun ze erënneren. D'Kooperatioun dierf jo – do si mer eis, mengen ech, all heibannen eens – keen Neokolonialismus sinn! Dofir war de Wandel vun der Entwécklungshëllef, wéi fréier gesot ginn ass, hin zur Kooperatioun, zur Entwécklungszesummenaarbecht jo och esou wichteg. Et ass eis drëm gaangen, e Bewosstsinn derfir ze schafen, firwat mir an deene Länner aktiv sinn a firwat eis iewescht Prioritéit d'Eradikatioun vun der extreemer Aarmut ass a firwat dat och fir eis Länner wichteg ass, wann dat eis zu engem gudde Stéck geléngt, a kloerzemaachen, dass et net ëm d'Opzwénge vun eise Meenungen a vun eise Modeller geet oder ëm eis wirtschaftlech a finanziell Interêten an deene Länner, déi iwwregens wierklech genuch geplot si mat invasiven a guer net selbstlose sougenannte „Partnerlänner". Mir wëssen all, vu wéi engen ech schwätzen.

Ee Beispill, wéi een et anescht ka gesinn, wëll ech hei nennen: Am Laos ass d'Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerg virun allem op d'Santé, d'Educatioun an d'Entwécklung vun de Ressource-humainen axéiert, adaptéiert un déi konkreet Besoine vum Land. Am Beräich vun der Gesondheet huet sech Lëtzebuerg um Bau vun engem Spidol bedeelegt, dunn op d'Aus- a Weiderbildung vum Personal ..., also wierklech openeen opgebaut. An aktuell, am Kader vum Programm „LAO/027", participéiert Lëtzebuerg un der Ëmsetzung vun enger Reform vum Gesondheetssecteur als solchem, an där d'Gesondheet vu Mammen a Kanner eng besonnesch Prioritéit duerstellt.

Eis Agence Lux-Development ass natierlech och hei am Asaz, fir déi Projete laangfristeg ze begleeden. An doduerch hu mer eng Form vu Kooperatioun fonnt, wou een ee vun deem aneren och léiere kann a wou ee sech besser kenneléiert. Dat erlaabt och, Krise besser ofzefiederen a séier ze reagéieren, wann et noutwendeg ass a wann eng schwiereg Situatioun entsteet.

Bei der Covid-19-Pandemie war dat zum Beispill de Fall. Hei konnte mer dem Laos net nëmme finanziell schnell ënnert d'Äerm gräifen, mee gläichzäiteg och d'Gestioun vun der Kris begleeden an déi eng oder déi aner Tuyaue mat op de Wee ginn.

Den Ursprong vun eiser Kooperatioun baséiert um Prinzipp, dass mir an der Verantwortung sinn an eis fir Solidaritéit a Gerechtegkeet asetze mussen. Mir wëllen dat esou, mir wëllen dat heiheem maachen a mir wëllen dat och an der Welt maachen.

Wéi d'Wuert „Kooperatioun" et seet, muss de Mateneen, den Austausch op Aenhéicht an de Respekt vu verschiddene Liewensaart a -weisen eng Premiss vun eiser Politik sinn. Fir eis als LSAP si mir an engem Zäitalter ukomm, wou all Land eng Plaz um Dësch muss kréien, ...

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | ... wou all concernéiert Acteure musse kënne gehéiert ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Nëmmen esou ka Multilateralismus fonctionéieren.

Dat dierf eis net dervun ofhalen, iwwerall do, wou mer kënnen, eis Grondwäerter, wéi Rechtsstaatlechkeet, Recht op Meenungsfräiheet, Gläichstellung vu Mann a Fra a generell de Respekt vu Mënscherechter an all senge Facetten, no baussen ze droen, Allianzen ze sichen a se beschtméiglech an eis jeeweileg Zesummenaarbecht afléissen ze loossen.

An aus genee deem Grond ass d'Cohérence des Politiques och esou wichteg, well dorunner gi mer gemooss an dovunner hänkt e gudden Deel vun eiser Kredibilitéit, doheem an och an der Welt, of. Mir gi gemooss un deem, wat mer maachen, a mir wëllen dat och esou.

Et sinn dës Grondiwwerleeungen, déi souwuel eis Aussepolitik wéi och eis Kooperatiounspolitik an eis humanitär Hëllef erëmspigelen. Och an eiser Politik vun den dräi „D"e stinn – iwwregens an enger, alt erëm, kann ech soen, transversaler Logik – Diplomatie, Defense an Developpement fir déi selwecht Politik, am Interêt vun deenen, déi eis Hëllef am meeschte brauchen.

A well Krisen a Kricher net genderneutral sinn, dat hu mer gesinn, an d'Stäerkung vun de Fraerechter net vum selwe geet, wëll ech op dëser Plaz nach eng Kéier de Besoin an d'Bedeitung vun enger feministescher Aussen- a Kooperatiounspolitik ënnersträichen. Et ass ganz einfach: Et gëtt keng nohalteg Entwécklung ouni Geschlechtergerechtegkeet! An dofir muss d'Genderstrategie eng Prioritéit an eiser Kooperatiounspolitik bleiwen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | An deem Zesummenhang begréisse mir als LSAP, dass eise Minister am Juli dëst Joer deen éischte pluriannuellen Accordcadre mat ONU Femmes fir 2023-2025 ënnerschriwwen huet. Dat ass eng ganz wichteg Saach!

Mir begréisse selbstverständlech och, dass Gender, nieft enger inklusiver humanitärer Approche, der mentaler Gesondheet, der Lokalisatioun vun Hëllef, der Innovatioun, der Ekologisatioun, eng vun de sechs „priorités transversales" vun der neier „stratégie de l'action humanitaire" ass.

Dës nei Strategie schreift sech voll a ganz an eng Kontinuitéit vun eiser Kooperatiounspolitik an. Lëtzebuerg ass a bleift e Verdeedeger vun der lokaler Aktioun um Terrain. Se huet awer och d'Erneierung bruecht, do wou se néideg war. Et ass generell noutwendeg, souwuel am Beräich vun der Kooperatioun wéi och vun der Aide humanitaire, eis opgrond vun neie Besoinen an neien Erausfuerderungen an och neien Erkenntnisser permanent ze adaptéieren an dofir ze suergen, dass eis Ressourcen esou effizient wéi méiglech agesat kënne ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an eiser Kooperatiounspolitik geet et, wéi gesot, ëm Solidaritéit an ëm Verantwortung. Déi aktuell Krisen ënnersträichen op en Neits, wéi dréngend eisen Engagement gefuerdert ass a gebraucht gëtt, grad haut gebraucht gëtt, net nëmmen, fir eis eege Verantwortung ze ënnersträichen, mee och, fir aner Länner verstäerkt ze motivéiere fir matzemaachen a fir si ze mobiliséieren. Nëmmen zesummen erreeche mir deen Impakt, dee gebraucht gëtt, fir nohalteg d'Wuelbefanne vun de Mënsche weltwäit ze verbesseren an ze festegen.

Merci fir Är Attentioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, wéi gëschter scho vum Här Minister ugeschwat ginn ass: D'Liicht um Enn vum Tunnel, dat gesi mer net. Au contraire, et kritt een d'Gefill, dass den Tunnel, an deem mer grad ënnerwee sinn, ëmmer méi laang gëtt.

Meng Zäit leeft hei ëmmer nach weider, ech wollt Iech et just soen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, kuckt emol just virun Iech op deem klenge Schierm ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ok, wonnerbar. Tipptopp, et leeft elo.

Voilà. No den Erausfuerderungen, déi zwee Joer Pandemie grad och fir d'Kooperatiounspolitik an d'Kooperatiounsaarbecht duergestallt hunn a wou mer gehofft haten, 2022 erëm frësch starten ze kënnen, si mer elo mat enger nach méi schwiereger Situatioun confrontéiert a mir si vun eisen Ziler méi wäit ewech wéi eh und je.

Dësen Äerdball zielt elo aacht Milliarden Awunner an e groussen Deel vun hinne lieft an extreemer Aarmut. Den Undeel vun de Leit, déi ënner akutem Honger leiden, huet nees extreem zougeholl. Mir schwätzen hei vun engem Kontext vu Multikrisen: Klimawandel, Dürren, eng allgemeng Sécherheetssituatioun, déi sech a ville Länner verschäerft, an derbäi kënnt dann nach deen total iwwerflëssegen an net gerechtfertegten Ugréffskrich vu Russland op d'Ukrain, deen net nëmmen d'Ukrainer an d'Ukrainerinnen terroriséiert an an eng ganz prekär Situatioun bréngt, ëmmer méi prekär, mee deen och ganz uerg Konsequenzen op d'Liewensmëttelversuergung vu ganz ville Länner, virun allem an Afrika, huet.

Allgemeng stelle mer fest, dass d'Besoinen an eise Partnerlänner konstant an d'Luucht ginn. A mir maachen, wat mir kënnen, fir do ze hëllefen, wou et néideg ass. Mir dierfen awer net vergiessen, dass mir eis hei an engem Kader beweegen, wou eng Rezessioun

ganz konkreet och eng Reduzéierung vum Kooperatiounsbudget bedeite kann, well eist Zil, 1 % vum PIB an d'Kooperatioun ze investéieren, eeben och bedeit, dass déi Zomm jee no Wirtschaftslag méi oder manner no uewen, awer eeben och no ënne ka schwanken.

Mir beweegen eis hei nach ëmmer op engem héijen Niveau, an dach schwéngt iergendwou déi Suerg um Terrain dann awer nach ëmmer mat, dass d'Budgete kéinten erofgoen an domadder och d'Planungssécherheet, notamment vun den ONGen, net méi gi wier.

An deem méi schwierege Kontext fënnt also eis diesjäreg Debatt statt, an ech wollt dem Här Minister wierklech Merci soe fir déi Ried, déi Dir gëschter gehalen hutt. Dir hutt d'Komplexitéit vun der Problematik wierklech breet an theemeniwwergräifend erläutert a mir hu virun allem vill Informatioune kritt iwwer nei Entwécklungen, nei Projeten an nei Initiativen, déi beweisen, dass ganz vill lassgekappt ginn ass an dass mer an eiser Kooperatiounspolitik parallell zu de Problemer, déi ëmmer weider wuessen, och capabel sinn, do matzewuessen.

Ech hunn aus där Ried och eraushéieren, dass mer versichen, eis méi breet opzestellen, dass mer innovativ sinn an eis net scheien, nei innovativ Weeër ze goen, fir déi grouss Erausfuerderungen och unzegoen.

Ugefaange mat der Liewensmëttelonsécherheet, mat där mer erëm, wéi gesot, akut ze kämpfen hunn. Den Honger weltwäit ass ee vun eise ganz akute Problemer, fir dee mer Léisunge musse fannen. Laut aktuellen Zuele wiere mer elo bei ëm déi 800 Millioune Leit, déi un Honger leiden. Dat ass eng däitlech Verschlechterung par rapport zu nach virun e puer Joer – mat „e puer Joer" kann ee soen: dräi bis véier Joer.

Wéi gesot, et sinn elo aacht Milliarde Leit op dësem Planéit. Dat ass also quasi all zéngt Persoun, déi vun Honger betraff ass. Dat sinn also haut Rekordzuele vu Mënschen, déi an dësem Zenario vu Multikrise mussen ernäert ginn, an hinnen all hëllefen ze kënnen, dat sollt och eisen Usproch sinn.

A virewech: Theoreetesch wier genuch Iesse fir jiddereen do. Eleng 2019 si weltwäit 931 Milliounen Tonne Liewensmëttel verschwent ginn. Dat seet eis de „Food Waste Index Report". Eleng dee Constat ass dramatesch, wann een deem d'Zuel vun de Millioune Leit entgéintsetzt, déi ënner Mangelernärung leiden. Vun deene verbëtzte Liewensmëttel kéint een theoreetesch zwou Milliarde Mënschen ernären. Theoreetesch bedeit dat also, dass kee Mënsch méi misst hongereg sinn.

Ressourcen effizient asetze bedeit awer net just, dass mer der Verschwendung de Kampf mussen usoen, mee och dass mer op Effizienz poche mussen. Mir dierfen net vergiessen, dass zum Beispill an der EU d'Hallschent vun de Kären un Déiere verfiddert ginn. Fir ee Kilo Fleesch ze produzéieren, muss ee 15 Kilogramm Planze produzéieren. Dee Constat mag vläicht net jidderengem ganz geneem sinn, mee en auszeblenden, bréngt eis um Fong net weider. A wa mer bis bereet sinn, dee Constat och tatsächlech sacken ze loossen, da musse mer an aller Kohärenz och dierfe soen an och dierfe fuerderen, dass Effizienz nieft dem Evitéiere vu Verschwendung eeben och bedeit, dass eng planzlech Ernärung muss gefërdert kënne ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et geet also net just ëm d'Fro, wat mer musse maachen, fir méi ze produzéieren – eis Äerd hätt duerchaus genuch ze bidden, fir dass kee misst hongereg an d'Bett goen –, mee et geet drëm, dass mer déi Ressourcen, déi mer hunn, endlech méi effizient asetzen.

Duerfir si mir frou ze gesinn, dass d'Liewensmëttelsécherheet nach ëmmer eng vun den Toppprioritéiten zu Lëtzebuerg an eiser Kooperatiounspolitik ass. An de Minister huet mat Recht drop higewisen, dass et wichteg ass, eis Ernärungssystemer laangfristeg resilient ze gestalten, och a grad am Kontext vum Klimawandel.

Huele mer als Beispill den Niger. Aus engem Interview mam François Moreillon vum Internationale Kommitee vum Roude Kräiz geet ervir, dass am Niger aktuell 4,4 Millioune Mënschen net ausräichend ernäert kënne ginn. An all Joer ginn deem Land wéinst der Äerderwärmung zousätzlech ëm déi 120.000 Hektar Land verluer. Dat ass den Equivalent vun 160.000 Fussballsterrainen, just fir dat emol eng Kéier an d'Relatioun ze setzen.

An do steet et ausser Fro, dass Ernärungssécherheet och en direkte Lien zur Sécherheetslag vun enger Populatioun huet, well Ernärungsonsécherheet onweigerlech zu Verdeelungskämpf féiert. Och aus deem Bléckwénkel betruecht ass den Handlungsbedarf evident.

Mir mussen an deem Kader nach méi systeemesch denken an och all déi Mechanisme verstoen, déi zu Migratioun a Flucht féieren. Wann zum Beispill duerch de Klimawandel Mënschen aus Regioune verdrängt ginn, wou se vläicht familiär gewirtschaft hunn, an déi dann a grouss Regiounen oder Stied migréieren, wou dann d'Waasserknappheet nach verstäerkt gëtt, da potentéiert dee Problem sech nach emol. An dofir sinn esou Projete wéi zum Beispill deen am Burkina Faso, wou et drëm geet, staark degradéiert Land erëm landwirtschaftlech opzewäerten, vun enormer Bedeitung.

An do wollt ech och nach op d'Demande vum Secteur agoen, dass mer eebe fir eis Aktiounen am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet op 10 % vun eiser APD eropginn. Gëschter hutt Dir, Här Minister, eis confirméiert, dass mer entre-temps effektiv bei deenen 10 % ukomm wieren an dass dëst Zil fir 2022 esouguer wäert iwwerschratt ginn.

Do hätt ech eng Verständnisfro, well Der eebe gëschter gesot hutt, dass 2021 10 % vun der APD an de Beräicher Agrikultur, Agroekologie an awer och Basisnarungsmëttel investéiert gi sinn: Bedeit dat elo, dass déi 10 % exklusiv a Projete fir méi resilient Ernärungssystemer gefloss sinn? Oder ass do awer och eventuell den Akaf vu Basisnarungsmëttel matagerechent, wat natierlech och wichteg ass, mee dee Moment net onbedéngt ënnert dem Volet Produktioun vu Liewensmëttel, Agroekologie oder lokal Produktioun ze verbuche wier? Dat als Verständnisfro.

Soulaang mer nämlech genee déi doten Erausfuerderungen net geléist kréien, wäert de Basisbesoin un Aide humanitaire ëmmer weider steigen, mat alle Konsequenzen, déi dat fir d'Acteuren um Terrain mat sech bréngt. Si sinn ëmmer méi oft net méi an der Lag, eng Grondversuergung fir d'Leit kënnen unzebidden, an dat aus Mangel u Gelder.

Esou huet viru Kuerzem zum Beispill den UNHCR, also d'UN-Flüchtlingshëllefswierk, en dréngenden Appell gemaach, well si wéinst finanziellen Enkpäss am Uganda net ausräichend hëllefe kënnen, fir géint d'Ebolaepidemie unzekämpfen. Se haten einfach net méi genuch Geld, fir Seef an aner Hygiènesartikelen ze kafen. An aus deem selwechte Grond ass am Tschad d'Waasserversuergung an engem Lager ënnerbrach ginn oder am Libanon waren et iwwer 70.000 Flüchtlingen, déi net déi néideg Hëllef konnte gebuede kréien. Alles an allem wieren et eleng fir den UNHCR bis Enn des Joers 700 Milliounen Euro, déi géife feelen.

Lëtzebuerg gëtt an dësem Kader ëmmer als ganz zouverlässege Partner gelueft, well mer eis laangfristeg engagéieren an och ëmmer erëm bereet sinn, spontan Gelder ze deblockéieren, wann dat néideg ass. Duerfir fannen ech et immens wichteg, dass mer eis hei engagéieren, fir minimum 15 % vun eise Mëttele fir humanitär Zwecker ze benotzen.

Mir weisen, wéi gesot, och, dass mer reaktiv sinn. Den Här Minister huet gëschter d'Beispill gi vum Pakistan, wou mer schnell eng Millioun deblockéiert hunn, fir no den Iwwerschwemmungen direkt Hëllef kënnen ze leeschten. An déi selwecht Richtung geet och d'Entscheedung, nach emol 20 zousätzlech Milliounen Euro ze deblockéieren, fir den akuten Honger an onse Partnerlänner ze bekämpfen.

Ma och d'Ukrain ass net vergiess: Véier Milliounen Euro goufen zënter Februar fir d'Ukrain a Form vu finanzieller humanitärer Hëllef zur Verfügung gestallt a weider véier Milliounen Euro ginn elo fir de Wanter deblockéiert, fir déi dréngend benéidegt Hëllef kënnen ze leeschten. An trotzdeem komme mer awer och hei net ëm de Constat erëm, dass och dëst eng weider Kris ass, bei där muss gehandelt ginn, an dobäi gëtt den internationale Kuch vun der humanitärer Hëllef jo net méi grouss.

An ech wollt am Kader vun der Aide humanitaire awer och nach op eppes zréckkommen, wat Dir gëschter virgestallt hutt, Här Minister. Dir hutt nämlech vun enger neier Koordinatiounsplattform geschwat, déi och schonn dat nächst, dat kommend Joer stoe soll. An do géif et drëm goen, bei Krisen an Naturkatastrophen am Ausland eng méi effikass a besser koordinéiert humanitär Hëllef ze erméiglechen. An dat kléngt natierlech immens spannend.

Ech wéilt do awer nofroen, wat ee sech elo genau dorënner ka virstellen. Wéi eng Ressorte sinn do concernéiert respektiv wéi eng aner staatlech Acteure sinn do eventuell involvéiert? Wéi gesäit et do mat den ONGen aus? Si si och an dëse Projet mat agebonnen? Also wann Der do e bësselche méi allgemeng Informatioune fir eis hätt, wär dat sécher ganz interessant.

An da wollt ech och nach froen: Dir hat och en neien internationale Programm an Zesummenaarbecht mam Welternärungsprogramm ugeschwat, dee sollt innovativ Solutiounen a Servicer ënnerstëtzen, e bëssen änlech wéi emergency.lu – esou hunn ech dat elo mol verstan. An och dat kléngt relativ interessant, schéngt och eng weider Méiglechkeet ze sinn, mat där mir och als klengt Land erëm kënnen en Ënnerscheed maachen, andeems mer wierklech, wéi gesot, innovativ virginn an och nei Iddien entwéckelen. An och dofir wär ech ganz interesséiert, wann Der eis hei kéint e puer weider Detailer dozou ginn, fir dass et méi einfach ass, sech e Bild dovunner ze maachen, wat dëst an der Praxis géif bedeiten.

Ech wollt d'Geleeënheet och net verpassen, fir Iech Merci ze soen, dass Der an Ärer Ried och vill Wäert drop geluecht hutt, op d'Roll vun de Fraen an der Kooperatiounspolitik anzegoen. Well wann et drëm geet, eis Ziler ze erreechen, sief dat bei der Konfliktpreventioun, bei Strategië géint de Klimawandel, der Aarmutsbekämpfung, der Rechtsstaatlechkeet an esou weider, do si Fraen eeben net aus deem Kader ewechzedenken.

An an deem Kader wéilt ech och dat neit Partenariat mat UN Women ervirhiewen, dat fir den Zäitraum 2023 bis 2025 ënnerschriwwe ginn ass. Dat ass och eent vun de Beispiller, dat beweist, dass mer net stoebleiwen an eis Partenariater och an deem Beräich

ausbauen, well, wéi Der gëschter gesot hutt: Iwwerall, wou Fraen implizéiert sinn, do geet et virun. Mir kënnen eis Ziler net erreechen, wa mer d'Hallschent vun der Weltbevëlkerung carrement ausschléissen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An duerfir ass et gutt, dass mer do drubleiwen an un de Prinzippie vun der feministescher Aussepolitik festhalen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An dat verhënnert awer net, dass mer selwer och nach weider Efforte musse maachen, fir eis selwer och mat de Prinzippie vun der feministescher Aussepolitik konform ze setzen, zum Beispill och an der Opstellung vun eisen eegenen Delegatiounen, déi, opmannst wat ee ka vun de Fotoe beurteelen, déi een dann esou gesäit, och net ëmmer ganz equilibréiert opgestallt sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A propos Delegatiounen: Dir hutt eis gëschter eng ganz remarkabel Lëscht opgezielt vu Partenariater, och neie Partenariater, déi rezent och konnten am Kader vu verschiddene Visitte ficeléiert ginn. D'Presenz op der Plaz, den Austausch mat den Acteuren an eisen Zillänner, institutionell Acteuren, awer och d'Zivillgesellschaft, dat ass natierlech immens wichteg. Dat ass awer an enger Rëtsch Länner, notamment eeben am Sahel, net méi esou einfach méiglech, well sech d'Sécherheetssituatioun do extreem verschlechtert huet.

Bon, ech brauch elo net méi op déi ganz schwiereg Situatioun am Burkina Faso an am Mali anzegoen. Mir wëssen all, dass dës e ganz grousse Problem fir eis Partnerschaft mat deene Länner duerstellt. An et ass trotzdeem immens wichteg a richteg, dass mer eis net komplett vun eise Partner dohannen ofwenden. Mir dierfen d'Bevëlkerung do net ganz am Stach loossen, well si brauchen eis an eis Hëllef haut och ganz besonnesch.

Richteg ass et awer och, dass Hëllef net méi via déi jeeweileg Regierunge sollt lafe gelooss ginn, mee eebe just nach via ONGen oder eeben déi multilateral Organisatioune gestallt sollt ginn. Dat selwecht gëllt deementspriechend dann och fir den Nicaragua. Do läit et dann allgemeng awer och op der Hand, no Alternativen ze sichen, a mir hu gëschter de gesamten Iwwerbléck, wéi gesot, kritt iwwert déi nei Initiativen, déi ergraff gi sinn. An dorënner fält zum Beispill och d'Informatioun, dass mer d'Ambassade aus dem Nicaragua elo wäerten an de Costa Rica transferéieren, fir vun do aus, quasi vun där Basis aus, d'Kooperatioun mat anere Länner an der Regioun ze organiséieren.

Dir sidd gëschter och op de Benin agaangen. Uganks des Joers gouf mat deem Land eng Lettre d'entente ënnerschriwwen, fir zum Beispill am Beräich vun der inklusiver an nohalteger Finanz eis Zesummenaarbecht auszebauen. Et sollen awer och aner Projete lancéiert ginn, wéi zum Beispill dee Projet, vun deem Der gëschter erzielt hutt, dee mer zesumme mat der Belsch géife maachen a wou et drëm geet, eng méi nohalteg a lokal Landwirtschaft ze stäerken. Hei soll souguer 2023 en neie Büro opgemaach ginn, an och dat weist erëm, dass net chômériert ginn ass an der leschter Zäit a mer gewëllt sinn, eis Presenz um Terrain weider auszebauen.

Änleches gëllt fir de Ruanda, wou LuxDev ganz rezent och e Büro opgemaach huet a wou mer och eng Rei Projeten ënnerstëtzen. Dir hutt, wat de Ruanda ubelaangt, gëscht haaptsächlech vu Projeten am Kader vun der nohalteger an inklusiver Landwirtschaft geschwat. Bei deem Partenariat – et gouf jo eng ganz Partie Artikelen an der Press doriwwer –, wat do uviséiert gëtt, geet et jo zu engem ganz groussen Deel och ëm d'Zesummenaarbecht am Kader vun hirer an eiser Finanzplaz.

Am Kader vun deene rezente Visitten an der Regioun ass deementspriechend och vill de Slogan „Trade, not Aid" gefall. An hei géif ech awer gär e puer Gedanken drop verwenden. Hei geet et mer effektiv drëm, dee Spagat unzeschwätzen, dee mer wëllen hikréien, wa mer engersäits vun enger Aide non liée schwätzen, an op där anerer Säit awer och Win-win-Situatiounen ustriewen. Ech wëll dat elo hei emol nach net direkt a Fro stellen, mee mir sinn eis bewosst, dass net all Partnerland d'selwecht ass an deemno och d'Besoinen anerer kënne sinn.

Kooperatioun ass, dat wësse mer, net „one size fits all", mee grad hei fannen ech et awer wichteg, dass mer eis do och permanent selwer hannerfroen, fir eeben och keng Inkohärenzen ze schafen. An ech wéilt dat un dem rezente Beispill vun der Visitt am Ruanda och opgräifen.

Do ass am Kader vun där Visitt gesot ginn – an dat war fir mech eventuell och en neie Moment –, dass an der Welt vun der Kooperatioun d'Aide liée, also net d'Aide non liée, am Domän vum Donnant-donnant läit. An dat war eng éierlech Ausso: Déi eng hunn e Besoin an erwaarde sech eng Hëllefstellung, an en contrepartie zu där Hëllefsstellung schléit dat sollicitéiert Land och e bëssen eppes fir seng eege Betriber eraus. Ouni dat elo ze bewäerten, héieren ech dorauser eraus, dass mer am Kader vun eise Partenariater duerchaus net méi just op Aide non liée setzen, mee et kann awer och sinn, dass ech do eppes Falsches draus eraushéieren. Duerfir géif ech do ëm eng kleng Opklärung bieden.

Vläicht ass et och einfach esou, dass dee Cut tëscht Wirtschaft oder Finanzen op där enger Säit an der Kooperatioun op där anerer Säit no baussen net méi esou visibel ass. An ech mengen, dass dat awer net onweesentlech ass, dass do e kloren Ënnerscheed gemaach gëtt. An ech ginn awer gären zou, dass deen Exercice vläicht méi schwéier ass, wann een, wéi aktuell, an enger Situatioun ass, wou een op de Wirtschaftsminister an op de Kooperatiounsminister dat selwecht Gesiicht setzt. Duerfir ass et vläicht méi schwéier dann, deen Ënnerscheed ze maachen. Mee och heizou wären Är Iwwerleeungen dozou fir eis ganz interessant.

Fir dee Gedankegang weiderzespannen: Mir schwätzen zum Beispill iwwert de Ruanda am Kader vun der Kooperatiounsdebatt. Mir baséieren eis do och op Informatiounen, déi mer vum Kooperatiounsminister kréien. Do sinn och ganz vill, ganz interessant a ganz villverspriechend Kooperatiounsprojeten, déi virgestallt gi sinn. A gläichzäiteg kréie mer, wa mer d'Zesummesetzung vun der Delegatioun kucken, déi dohinner gaangen ass, awer éischter d'Signal vermëttelt, datt et sech ëm eng Wirtschaftsmissioun kéint gehandelt hunn.

An dat wier zum Beispill ee vun de Sujeten, déi mir am Kader vun eise reegelméissegen Evaluatioune géife wichteg erschéngen, dass déi Kommunikatioun no baussen, och vis-à-vis vun eisen nationale Stakeholders, do relativ kloer ass, dass zum Beispill och evaluéiert gëtt, wéi dann déi Debatt iwwert déi nei Partnerschaften an deenen hir Ausriichtung ..., wéi do d'Decisioune falen, wéi eng Krittäre benotzt ginn, wéi eng Moyene mer eis och ginn, fir dës nei Initiativen herno op hiren Output hin ze evaluéieren an och, wéi en Impakt eis Projeten op déi jeeweileg Communautéiten hunn.

An dëst si Froen, déi mir eis stellen, a mir stellen déi awer och ganz kloer am Bewosstsinn, dass mer déi Defien, mat deene mer konfrontéiert sinn, net eleng iwwert d'ëffentlech Hand kënne geréieren, dass mer also do mussen och nei Weeër goen.

An de Constat, dass de Privatsecteur vill méi staark misst matagebonne ginn, dee steet jo och elo net eréischt zënter gëschter am Raum. Wou et eis elo drëm geet, ass, dass mer dës nei Weeër dann och mat rouegem Gewësse kënnen ugoen, andeems mer de richtege Kader derfir schafen an eis, nach eemol, eeben och déi néideg Moyene ginn, fir Evaluatiounen ze maachen.

An Dir hat do gëschter an deem Kader zum Beispill och déi Business Partnership Facilities ugeschwat, e Konzept, wat op enger ganz novollzéibarer Basis berout, mee wou et eis – oder virun allem mir – vläicht u konkreete Beispiller feelt, fir mer wierklech eppes kënnen ënnert deene Prozedure virzestellen. De Basisconstat, deen deele mer, mengen ech, all: Mir dierfe keen ausschléissen a mir mussen all Méiglechkeet notzen, déi sech eis bitt, fir nei Quelle kënnen unzezapen.

Dat grousst Fragezeichen ass herno bei der Erugeeënsweis an de Prozeduren, déi en place sinn, well mer sinn eis jo iergendwou awer eens, dass mer och net komplett – ech soen elo mol – naiv kënnen un déi Saach erugoen, well net all privatwirtschaftlechen Acteur ass u Win-win-Situatiounen interesséiert. Oft geet et eebe justement ëm den eegene Win a manner ëm de Win vun engem aneren. A fir mech ass et nach ëmmer net richteg gräifbar, vläicht och unhand vu konkreete Beispiller, wéi esou Projeten opgebaut ginn a wéi de Kader dovunner och evoluéiert.

Wa mer zum Beispill haut dervu schwätzen, dass dëst Joer eis Business Partnership Facility moderniséiert ginn ass – Dir hat dat gëschter ugeschwat –, fir se besser un d'Besoine vum Privatsecteur unzepassen, dann drängt sech bei mir direkt hannendrun d'Fro op: Wéi eng Adaptatioune sinn dann am Endeffekt do virgeholl ginn an op Basis vu wéi enger Demande? War dat Feedback vun eisem Privatsecteur oder waren dat Acteuren aus eise Partnerlänner? Vläicht kënnt Der eis dozou och nach e puer Informatioune ginn.

An do kommen ech dann och nach emol op meng Iwwerleeung vu virdrun zréck. Mir soen als Land jo eigentlech, dass mer um Wee vun der Aide non liée wëlle bleiwen. Awer dee Prinzipp fonctionéiert jo net wierklech gutt, wa mer vu privatwirtschaftlechen Acteure schwätzen. Also: Wéi kréie mer elo finalement dee Spagat hin? Wéi kënne mer garantéieren, dass dës Partenariater an eis allgemeng Strategie passen an net contraire dozou verlafen? Wat sinn dat fir Instrumenter, déi mer eis ginn hunn, déi sécherstellen, dass héich Standarde respektéiert ginn, ier eng Kooperatioun kann zustanekommen?

Fir mech, deen dat dann awer als Aussesteeënde betruecht, wieren e puer Beispiller aus eiser Praxis do vläicht ganz hëllefräich, fir e bessert Bild vun dëse Mechanismen a Prozeduren ze kréien.

Ech wëll awer preziséieren, Här Minister, dass all déi Froen, déi ech elo hei stellen, wierklech net solle méssverstane ginn als allgemeng Skepsis géigeniwwer eiser nationaler Approche. Et si wierklech Verständnisfroen, déi eis eege Capacitéit zur Selbstreflexioun absolutt net a Fro stellen, virun allem – an dat wëll ech ënnersträichen – wann een déi Explikatioune kuckt, déi Der eis gëschter ginn hutt iwwert déi verschidden Evaluatiounsmechanismen, déi eis wierklech ganz positiv gestëmmt hunn.

An zwar geet et net nëmmen ëm eng Autoevaluatioun, well Dir hutt effektiv och drop higewisen, wéi wichteg et ass, e Bléck vu baussen op eis Aarbecht ze werfen. Déi nei Stratégie humanitaire ass deemno och ganz bewosst esou opgebaut ginn, dass se vill besser kann evaluéiert ginn. Dat ass also en Zil, eebe fir ze moossen, wéi een Impakt déi lëtzebuergesch Kooperatiounspolitik an der Praxis och huet.

Ech wëll och nach emol drop hiweisen, dass Lëtzebuerg sech och rezent enger Revue nationale volontaire ënnerzunn huet, dëst am Kader vum Forum politique sur le développement durable zu New York. An dës Evaluatioun huet och en Deel beinhalt, deen op d'Kooperatiounspolitik axéiert war.

Ma et geet jo net nëmmen drëm ze evaluéieren, mee et geet och drëm, d'Recommandatiounen dorauser herno eescht ze huelen. A wann een do kuckt, wéi mer domadder ëmginn, dann ass dat awer och ganz positiv. Well, zum Beispill, an enger vun de vergaangenen Evaluatiounen, nämlech där vum CAD Peer Review vun der OECD, hate se d'Recommandatioun erausginn, an eise Projete méi Wäert op eng resultatsorientéiert Gestioun ze leeën. A Lëtzebuerg huet sech dat dunn och zu Häerze geholl an huet doropshin d'Gestiounsprinzippie vu senge Programmer ëmgestallt. An ech mengen, dorobber kënnt et dann am Endeffekt och wierklech un: sech ëmmer erëm a Fro stellen, Evaluatiounen zouloossen an ëmmer bestrieft sinn, falls néideg – munchmol ass et jo net néideg – seng Approche ze adaptéieren, fir mat eise Moyenen dat beschtméiglecht Resultat ze erzilen.

An duerfir fannen ech et och wierklech ganz luewenswäert, dass dëst Joer deen Accord mam LISER an deem Beräich ënnerschriwwe ginn ass, fir och hei méi enk zesummenzeschaffen. Dat weist dorop hin, wéi gewëllt mer sinn, déi Evaluatiounen och ze maachen an eis Politicke permanent och a Fro ze stellen.

Evaluatioune sinn natierlech och derfir do fir ze kucken, dass mer eisem Usproch am Kader vun der Cohérence des politiques gerecht ginn. De Minister huet ganz Recht, wann e seet, dass eist Verhalen, eist Konsumverhalen an eis Aart a Weis ze wirtschaften en direkten Impakt op d'Mënschen am Globale Süden huet, op si ganz besonnesch. Si leiden als Éischt un eisen Deriven. Duerfir kënne mer nëmme begréissen, wa gesot gëtt, dass mer och mat eis selwer musse kohärent a konsequent sinn. Ech sinn a menge leschte Riede relativ ausféierlech op dëse Volet agaangen, duerfir wäert ech mech elo net nach emol do widderhuelen.

Ech géif awer gären nach emol op den Devoir de vigilance ze schwätze kommen, well et hei op EU-Niveau wichteg Evolutioune gëtt. An dass mer op EU-Niveau endlech seriö virukomme mam Sujet vun der Sorgfaltsflicht fir Betriber, ass wierklech begréissenswäert. Mir si frou, dass Lëtzebuerg sech hei aktiv engagéiert huet, fir dës Direktivpropositioun op de Wee ze brëngen. Mir sinn och frou, dass mer eng gemeinsam lëtzebuergesch Positioun festgehalen hunn, déi eis et erlaabt huet, ambitionéiert Ziler op EU-Niveau eebe festzeleeën. An den Här Asselborn huet déi lescht Woch a senger Deklaratioun och déi Haaptlinne vun eiser Positioun presentéiert.

Zum Beispill heescht et do, dass mer eis fir e Projet asetzen, deen den Afferschutz stäerkt. Ausserdeem steet Lëtzebuerg fir eng Kontroll op der gesamter Chaîne de valeur no ënnen an no uewen. Dat ass gutt a wichteg. Wat mer déi lescht Woch och gesot kritt hunn, dat ass, dass mer déi gemeinsam Positioun vun deene Länner ënnerstëtzen, déi gär hätten, dass awer d'Fongen net an d'Direktiv sollen integréiert ginn. A wat d'Seuilen ubelaangt, do géif gëllen, dass eng Entreprise just dann ënnert d'Direktiv fält, wa se méi wéi 500 Mataarbechter huet. Déi Positioun hate mer och mat ënnerstëtzt.

Als Gréng begréisse mer op alle Fall, dass d'Aarbechten op EU-Niveau weiderkommen, souguer relativ zügeg weiderkommen. Mir géifen et awer genausou begréissen, wann och d'Initiativ, fir och un engem ambitionéierten nationalen Text ze schaffen, géif weidergefouert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Den Didier Reynders hat et selwer gesot: Eng EU-Direktiv, dat gëtt e Minimalkonsens. An natierlech, wa mer bis eng EU-Direktiv hunn, da muss dës an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Domadder hätte mer jo och en nationale legislative Kader, dat ass kloer. Mir geheien awer weiderhin eis Bedenken an de Raum, ob den EU-Text, wéi en aktuell virläit a wéi mir eis elo och dozou positionéiert hunn, dem Lëtzebuerger Kader effektiv gerecht gëtt respektiv, fir méi kloer ze sinn: ob dee Kader am Endeffekt net kéint e gréissert Schlupflach fir eist Land duerstellen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wann d'Fongen, ee vun de grousse Risikosecteuren, ausgeschloss sinn a just Betriber ab 500 Leit géifen en compte geholl ginn, da wieren et emol keng 100 Entreprisen, déi hei am Land géifen drënner falen.

Den Här Ausseminister hat bei senger Ried, zumannst wat d'Seuile vun de Salariéen ubelaangt, Gespréichsbereetschaft signaliséiert, fir och eventuell méi niddreg Seuilen ze diskutéieren. Mee wat eis Finanzplaz ubelaangt, do schénge mer awer e bësse wäit vun enger ambitionéierter Positioun ewech ze sinn, déi och en ligne wier mat eisen allgemenge Valeuren, déi mer notamment och am UN-Mënscherechtsrot vertrieden.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An an deem Sënn: Mir hunn eis zwar da ganz wuel fir en halleweegs ambitionéierten EU-Text agesat, mee mir selwer falen net ganz vill ënnert déi Dispositiounen. An ech hunn en Doute, ob dat eisen Usproch soll sinn, op en Text hinzeschaffen, vun deem mer wëssen, dass mer zu engem gudden Deel herno duerch d'Raster falen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An ech géif mer wënschen, dass mer eis och do vum Gedanke géife leede loossen, dass mer eis musse kohärent a konsequent sinn, well et ass am Endeffekt och eng Fro vun der Glafwierdegkeet.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Loosst mech zum Schluss awer nach kuerz op d'Zesummenaarbecht mat den ONGen agoen an op hire wichtege Rôle, dee si an deem ganze Gefüge hunn.

Virop wéilt ech nach eng Kéier de Rappel erausginn, dass déi aktuell Situatioun och e groussen Impakt op eis ONGen huet: D'Inflatioun, den Index, d'Salairë ginn an d'Luucht, d'Käschten allgemeng ginn an d'Luucht, awer d'Done ginn an Zäite wéi haut net parallell zu de méi héijen Depensen an d'Luucht an éischter de Géigendeel ass de Fall.

Dat ass e Problem fir d'Planungssécherheet vum Secteur. Dobäi leeschten eis ONGen eng essenziell Aarbecht an deem Gefüge vun der Kooperatiounspolitik, wou ganz vill Zännrieder mussen anenanergräifen.

Duerfir begréisse mir d'Nouvelle, dass entscheet ginn ass, hir Frais administratifs erëm eropzesetzen. Domadder hu si erëm méi Sputt, fir hir Aarbecht ze maachen.

Et ass wichteg, dass deen institutionaliséierte Raum fir den Echange an d'reegelméisseg Consultatioun vum Secteur bestoe bleift an ausgebaut gëtt, dass si d'office invitéiert ginn, wann et drëm geet, nei Strategien auszeschaffen, bei deenen hirer Ëmsetzung si am Endeffekt herno och musse mat un engem Strang zéien.

An an deem Sënn wéilt ech och hei nach emol hir Aarbecht honoréieren an hinnen alleguer Merci soen, well nëmmen zesummen hu mir eng Chance, den haitegen Erausfuerderunge wierklech gerecht ze ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An an deem Sënn freeën ech mech natierlech op d'Geleeënheet, déi sech eis sécherlech wäert bidden, bei de kommenden Assisen, fir zesummen ze kommen, eis auszetauschen an aus deenen Echangen dann och frësch Energie ze tanke fir déi kommend Méint.

Duerfir och e Merci, Här Minister, dass dës Assisen entgéint eisen, zum Gléck onbegrënnten, Befierchtunge kënne stattfannen, an dat en plus en présentiel. Dat freet eis ganz besonnesch.

An ech soen Iech domadder villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ... A, ech hunn den Här Kartheiser hei stoen. Dann ass dat warscheinlech en Iertum. Den Här Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Spende ginn e gutt Gefill. Hëllefe gëtt e gutt Gefill. Da kann ee gutt schlofen, mat propperem Gewëssen. Dat ass schéin. Dat ass esou.

Mir als Lëtzebuerger kënnen an deem Sënn gutt schlofen a mir kënnen eis gutt fillen, well mir gi vill méi wéi dat, wat mer eigentlech misste gi laut den Accorde vu Rio vun 1992, déi 0,7 % vun eisem Bruttonationalakommes virgesinn. Mir ginn iwwer 1 %.

Allerdéngs kënne mir och net genee soen, wat eis Entwécklungshëllef an eis Kooperatioun wierklech iwwer all déi Zäit brëngt. Et gëtt sécher positiv Resultater – a mir hunn dat och hei elo héieren – op der Plaz. Mir hunn och vill flott Projeten erkläert kritt, déi absolutt ënnerstëtzenswäert sinn, och vun eiser Säit aus.

Awer mir wësse jo alleguer, dass och Entwécklungshëllef keen Allheilmittel ass, dass se scho ganz laang gemaach gëtt, deelweis vläicht net dat bruecht huet, wat ee sech erwaart huet. Si kann deelweis och detournéiert ginn, zum Beispill duerch Korruptioun, oder an der Bürokratie stieche bleiwen. A si kann och negativ Konsequenzen hunn, wéi beispillsweis eng Lämung vun der Wirtschaft dohannen an d'Verlueregoe vun der Eegeninitiativ.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Wësst Der, do gëtt et e Spréchwuert vum Kurt Tucholsky, wat am Fong relativ gutt heihinner passt. An dat Spréchwuert, dat geet: „Das Gegenteil von gut ist nicht böse, sondern gut gemeint." Eppes, wat gutt gemengt ass, dat ass eeben net onbedéngt och gläichzäiteg gutt.

An, Här President, ech géif dofir op méiglech Kritiken un der Entwécklungshëllef respektiv un der Kooperatiounspolitik agoen. An ech wëll am Ufank awer och agoen op d'Bild, wat mir haut hu vun den aarme Länner, vun der fréier sougenannter „Drëtter Welt",

vun den Entwécklungslänner. Dat Bild, wat nach ëmmer vill Leit hunn, wann een hinnen einfach „Afrika" seet: Dann denke Leit u Krich, u Knascht, u Bulli, u Chaos, u Pescht, u Cholera an esou weider an esou fort, an déi Biller hunn eng grouss Muecht. Iwwregens – Klammer op –, och déi Leit dohanne maache sech vläicht falsch Biller vun eisem Liewen hei. Oft denke si bei „Europa" u BMWen, u Penthousen, u Piscinnen, u Party, u Luxus, wat jo och net onbedéngt der ganzer Wourecht hei entsprécht. Et ass méi nuancéiert.

An ech mengen, et wier och un der Zäit, dass mer alleguerten an der westlecher Welt dee Stereotyp vun den „ënnerentwéckelten Afrikaner" – an ech schwätzen och fir déi aner, déi an deem Fall sinn – ze briechen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Well 400 Milliounen Afrikaner gehéieren haut zur Mëttelschicht, déi produzéieren, déi studéieren, déi konsuméieren, an et gëtt der ëmmer méi.

Et gëtt een anert Afrika, wéi dat, wat mir oft gewise kréien. Well eis gi jo haaptsächlech dann déi méi problematesch Situatiounen, déi et jo och gëtt, an d'Vitrinn gestallt. Et soll een natierlech och net vergiessen, dass ronn 30 % vun den Afrikaner nach ëmmer ganz aarm sinn a mat manner wéi 2 Dollar den Dag mussen eens ginn. Mee et gëtt eeben och e méi nuancéiert Bild.

An dat Bild, wat d'Leit oft hunn, ass eebe vläicht dat, wat falsch ass, wou se mengen, dass do en ënnerentwéckelte Kontinent ass, dee permanent eis Hëllef brauch fir ze iwwerliewen. Well da froen d'Leit sech iergendwann: „Jo dat ass säit Joerzéngten esou. A wat huet dann déi ganz Hëllef, déi mir gemaach hunn, iwwerhaapt bruecht?" Mee bon.

Ech wëll och kloer drop hiweisen, drun erënneren hei, dass et an Afrika selwer trotzdeem ëmmer méi Stëmme gëtt vun Intellektuellen, vun Organisatiounen an och vu Regierungen a Politiker, déi sech géint d'Entwécklungshëllef a géint déi traditionell Kooperatioun, déi déi westlech Länner maachen, ausschwätzen. Firwat, soe si, sollte mir Europäer d'Recht hunn, d'Afrikaner aus hirer Verantwortung fir hir eegen Entwécklung ze verdrängen? Si soen – an dat gëtt et wierklech vill –: „Afrika brauch net méi Geld. Afrika brauch net méi Hëllef." Si soen: „Afrika brauch méi Eegeverantwortung." A méi Entwécklungshëllef a Kooperatioun kann eeben d'Eegeverantwortung schwächen. Dat kenne mer jo alleguer aus anere Beispiller.

Wat gutt gemengt ass, ass eeben net ëmmer och wierklech gutt am Nachhinein. Méi Geld a méi Hëllef féieren eeben net onbedéngt zu méi Entwécklung. An dat, wat fundamental stéiert, dat ass, dass déi Hëllef op der Iddi baséiert, dass déi, déi ganz ënnen op der Leeder dohanne sinn, net selwer eppes zustane géife bréngen. Vill Beispiller a sougenannten Entwécklungslänner hunn awer och schonn de Contraire gewisen.

Wat sécherlech gebraucht gëtt – an do sti mer op der Säit och mam Minister, dee, mengen ech, dat zu enger Prioritéit och gemaach huet –, dat ass, dass mer bei humanitäre Katastrophen schnell an effizient mussen agräifen. Ech kommen nach eng Kéier drop zréck, mee ech mengen, eist Agräifen an den humanitäre Méiglechkeeten an der Ukrain ass e ganz gutt Beispill. An ech mengen, dass mir do och natierlech op enger Linn sinn hei alleguerten.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Et gëtt weider extreem Erausfuerderungen. Och déi sinn hei scho genannt ginn. E risege Problem, an dat schonn zënter Laangem, dat ass d'Bevëlkerungsexplosioun. Nigeria, dat bevëlkerungsräichste Land an Afrika, huet haut ëm 200 Milliounen Awunner a wäert am Joer 2050 450 Milliounen Awunner hunn – an dat sinn der méi wéi d'USA an dat sinn der méi wéi d'ganz Europäesch Unioun!

Den Här Spautz huet och geschwat vun de leschten Deeg, wou déi 8 Milliarde Mënschen op der Äerd iwwerschratt gi sinn. An dat féiert natierlech zu immens grousse Problemer.

Esou eng Bevëlkerungsexplosioun, wéi mer se haut gesinn, besonnesch an Afrika, ass et an der Geschicht vun der Mënschheet nach ni ginn. An dat bréngt ganz vill Problemer mat sech: Mangel un allem, Iwwerweidung am ländleche Raum mat der Desertifikatioun, Stied, déi explodéiere mat hire Slums, Manktum un Infrastrukturen, Verkéiersweeër, Waasserversuergung, Schoulen et cetera.

À propos Schoulen: Gutt ausgebilte Leit feelen nach vill an Afrika. An oft ass et leider esou, dass, wa se emol gutt ausgebilt sinn, op Unien zum Beispill hei an Europa oder an den USA, da wandere se gutt a gär an Industrielänner aus, an dat ass de Brain Drain, Migration des cervaux, an dat ass e groussen Handicap fir d'Entwécklung vun deene Länner, wa se déi „beschte Gehierer" esou un d'Industrienatioune verléieren, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... op där anerer Säit fir eis vläicht gutt.

Här President, d'ADR ass kloer fir Zesummenaarbecht a fir néideg Hëllef, fir eng Entwécklungshëllef mat Häerz a Verstand. An och an dësem Beräich musse mer awer d'Ausgabe vu Steiergelder mat der néideger Suergfalt geréieren. Well och dat soll een trotzdeem net vergiessen: Mir verschölden eis hei ëmmer méi a mir riskéieren och ëmmer méi, a finanziell Schwieregkeeten ze kommen.

500 Milliounen, eng hallef Milliard, abee, dat ass ganz vill pro Joer. An déi dinn eis och wéi. Dat kann een och soen. Dat sinn, wann Der emol eng Kéier rechent, 2.000 Euro pro Stot hei am Land. Dat ass also, wéi wann all Famill géif 2.000 Euro d'Joer spenden. An, „toute proportion gardée", mir hunn och vill – dat ass virdrun och schonn eng Kéier e bësse vum Här Spautz ugeschwat ginn – Problemer hei am Land an och eng gewëssen Aarmut hei am Land.

A wann ech da kucken – an dat ass eng Fro, déi mer dem Här Minister scho gestallt haten –, ech verstinn dat och, wa mir Sue gi fir Entwécklungshëllef an Indien. Ech verstinn, do gëtt et ganz vill Ongläichheeten, do gëtt et schreckleche Misär, an ech versti ganz gutt, dass et ONGe gëtt, déi an Indien deenen Äermsten hëllefen. An ech verstinn och, dass mir higinn an déi mat Milliounen ënnerstëtzen.

Trotzdeem stellen ech mer d'Fro, ob en technologesch esou erfollegräicht Land, wéi Indien et awer aktuell ass, mat enger Raumfaartindustrie, mat enger grousser Arméi, mat Atombommen, mat soss Industrie an esou weider an esou fort ..., ob ee wierklech soll higoen an do nach Hëllef ginn, respektiv, jo, fir dass si sech sollen entwéckelen. Solle si net awer och emol gesot kréien, dass se sech selwer sollen ëm hir Leit këmmeren? Well d'Méiglechkeeten hätte se!

Här President, d'ADR steet hannert der Fuerderung vum Weltsommet vu Rio aus dem Joer 1992, datt déi räich Länner 0,7 % vun hirem nationale Bruttoakommes fir déi ëffentlech Entwécklungshëllef asetzen. Awer, an dat ass och gesot ginn, aner Industrienatiounen, a ganz besonnesch d'Memberstaaten aus der Europäescher Unioun, leien däitlech drënner. Zum Beispill leie Spuenien an Italien bei ëm déi 0,2 % a Frankräich bei eppes ëm déi 0,4 %. Schweden an Norwegen, déi bis elo ëmmer och ganz héich waren, hu kierzlech decidéiert erofzegoen. An dat ass am Fong eng Situatioun, wou een awer, wann ee wierklech kohärent wëll sinn, emol vläicht och deene Länner misst staark rappeléieren, dass se dat, wat 1992 festgesat ginn ass, sollen anhalen. Well et ass nämlech och eng Saach vun der Gerechtegkeet, wou ee sech dann iergendwann awer ka froen: Firwat solle mir dann 1 % ginn, wann eis Nopeschlänner däitlech, däitlech manner ginn?

A mir mengen do och, dass an deem dote Kontext ... 0,7 %, dat sinn déi, déi virgesi sinn, déi géifen am Fong och duergoen. Et kann een natierlech ëmmer nach méi héichgoen, mee 0,7 %, menge mer, dat wier scho ganz korrekt an da géife mer dat, wat mer eis virgeholl hunn, ganz gutt erfëllen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech géif dann eng Partie konkreet Propositiounen hei nach maachen. Déi éischt, an dat sinn am Fong Saachen, déi mer och scho gesot hunn: Éierlech a komplett Zuelen hätte mer gär!

Mir sinn nämlech a Wierklechkeet däitlech iwwer 1 %. A mir fuerderen, dass mer endlech all déi ëffentlech Gelder kontabiliséieren, déi an d'Entwécklungshëllef fléissen, reell, fir de Prozentsaz ze rechnen, dëst no de Krittäre vum CAD, dem Comité d'aide au développement, a vun der OECD. Da géif sech wuel erausstellen, dass mer nach vill méi an Entwécklungshëllef stiechen, wéi déi aktuell Zuelen dat aussoen.

(Interruption)

Dëst betrëfft speziell déi Gelder, déi fir Flüchtlingen an och a puncto Klima ausgi ginn an eigentlech och zur Entwécklungshëllef misste gezielt ginn. Duerfir, Här Minister, hätte mer gären eng Kéier déi ganz Rechnung, fir dass d'Leit sech och e komplett Bild kënne maachen a fir dass mer eis och besser mat aneren Industrienatioune vergläiche kënnen, well déi zielen déi Gelder natierlech mat an hirer Statistik. Dat wier éierlech an dat wier transparent!

Zweetens, mir hätten och gären onofhängeg Kontrolle vun der Kooperatioun. Mir hätte gär méi Evaluatiounen; Evaluatiounen, déi net onbedéngt gemaach ginn, doduerch, dass déi Acteure sech een deen anere géigesäiteg kontrolléieren, déi oft matenee verstréckt sinn. Well de Punkt ass jo deen: Mir schwätzen hei vu 500 Milliounen Euro pro Joer a mir kréien dat jo net onbedéngt mat, wat iergendwou op enger anerer Plaz hei an der Welt leeft. Mir gesinn dat a Rapporten. Mir kréien dat erzielt. Mee et ass jo eppes fundamental aneres, wéi wa mer hei am Land Investissementer maachen, wou mer dat matkréien am Alldag, wou mer Leit kennen, déi do involvéiert sinn a wou mer do oft eng neutral Berichterstattung kënne kréien. Dat ass hei ganz, ganz schwiereg, well mer eeben net do sinn a well mer déi Leit dohannen net onbedéngt kennen, déi dervu solle profitéieren.

Dann, drëttens: Mir brauchen och eng richteg Zesummenaarbecht, wou och déi Länner, mat deene mer zesummeschaffen, dach awer och eis heiansdo kënnen entgéintkommen. An ech denken do beispillsweis un ... Et ass net elo onbedéngt elo e lëtzebuergesche Problem, mee en allgemengen europäesche Problem, dass oft, wa Persoune bei eis um Territoire sinn an Europa, déi illegal hei sinn an déi sollen zréckbruecht ginn aus verschiddene Grënn, da si verschidde Länner, déi wuel Kooperatioun mat eis maachen, déi sech awer do weigeren, deene Leit Pabeieren, zum Beispill, auszestellen. An do wier et gutt, wa mer eng gewësse Kohärenz hätten, wa mer kéinten ... Légitimement kéinte mer vun deene Partnerlänner dach awer verlaangen, dass se eng

gewësse Loyautéit an der Bezéiung hätten, an deem, wat mer maachen, an dann och dat ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Véiertens: D'Chamber méi mat abauen. Et geet hei schliisslech ëm ganz héich Zommen: Wann een et ganz rechent, dann iwwer 2,5 Milliarde pro Legislaturperiod. An dofir hätte mer gär eng Ratifizéierung vun de Programmes indicatifs de coopératioun hei am Parlament. Dat soe mer allkéiers, an esou ass et am Fong och virgesinn an eiser Verfassung. An et géif eis och erlaben, an dat wär gutt, allkéiers eng Diskussioun iwwert d'Opportunitéit an d'Netopportunitéit vu verschiddene Projeten ze debattéieren. An da misst d'Chamber och reegelméisseg iwwert de Fortschrëtt vun de sougenannte PICen informéiert ginn, an da misst een och e qualitativen a chiffréierte Bilan ënnerbreet kréien, an da kéint een dann och do eng Decisioun hei an der Chamber dozou treffen.

Wat de Fong vun der Entwécklungshëllef a vun der Kooperatioun ugeet, géife mer nach dräi Propose maachen.

Déi éischt, déi ass e méi korrekten Handel. D'Entwécklungshëllef, d'Kooperatioun, kéint nei iwwerduecht ginn an hirem Konzept. An ech wëll och elo guer net soen, dass dat net gemaach gëtt. Ech mengen, dass hei am Land och vum Här Fayot gutt geschafft gëtt an dass mer an déi Richtung ginn. Mee mir hätte gär, dass dat eebe wierklech och weidergefouert gëtt a vläicht nach méi wäit.

An dat, wat wichteg ass, dat ass, dass mer Handelsrelatioune mat deene Länner kréien, déi esou gerecht an oppe si wéi méiglech, keng onfair Konkurrenz méi, fir et deene Länner ze erlaben, e richtegen Zougang zu de Mäert ze kréien an hinnen derbäi ze hëllefen.

Dat ass laangfristeg e bessere Wee wéi déi traditionell Entwécklungshëllef an déi traditionell Kooperatioun, déi mer elo zanter der Dekoloniséierung kennen. Da kréie mer eng richteg Kooperatioun op Aenhéicht mat Partner, mat deene mer zesummeschaffen, genau esou, wéi mat aneren dichtege Länner och.

Ganz wichteg ass an deem Kontext natierlech och d'Eegeverantwortung vun deene Leit an d'Vertrauen, wat mir a si stiechen.

An da musse mer awer och ganz genee d'Politik vun deenen anere grousse Playeren op dëser Welt am A behalen. Ech denke ganz besonnesch u China, déi op eng aner Aart a Weis an Afrika ënnerwee sinn, sech do implantéieren, ëmmer méi groussen Afloss kréien, och op den Ofbau vun de Ressourcen natierlech, an déi awer trotzdeem da bei deene Länner oft ganz gutt ukommen, well se einfach manner Froe stellen an hir Infrastrukturen ausbauen. Dat ass fir eis natierlech geféierlech a mir mussen do geostrateegesch gutt oppassen, wéi d'Zukunft an deem Kontext wäert ausgesinn.

Dann en anere Punkt, dat ass d'Ideologiséierung vun der Entwécklungspolitik. An ech géif dat an engem Kontext gesi vun engem gewëssenen Neokolonialismus. Aner Länner, aner Kulturen. Jo, munches gefält eis net an anere Kulturraim, an anere Länner, bei anere Vëlker. Si liewen aneschters wéi mir. Si hunn aner Traditiounen, en anert Gesellschaftsbild, en anert Fraebild, en anert Bild vu Kannererzéiung, en anert Verhältnis zur Relioun, zur Autoritéit, zu der ethnescher Hierkonft, en anert Verhältnis och zu de Mënscherechter an esou weider an esou fort. Jo, si hunn eng aner Kultur wéi mir.

(Brouhaha)

Dat ass d'Diversitéit, déi et op der Welt eebe gëtt. An d'Fro ass: Wéi wäit solle mir eis amëschen an hir Kultur? A wéi wäit solle mir dohigoen an hinnen erklären, dass déi Manéier, wéi si elo säit Honnerte vu Jore liewen, eng falsch ass an dass se hir Kultur sollen änneren, fir se eiser esou gutt wéi méiglech unzepassen? Ass dat net och eng Form vun Neokolonialismus?

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An ass et net eng Form vun Disrespekt och vis-à-vis vun deene Leit, vun där Kultur? Musse se wierklech esou gi wéi mir? Ech mengen, mir wéilte jo och net, dass d'Leit heihinner kommen an eis op eemol soen, dass mir misste liewen, wéi dat aktuell op anere Plazen op der Welt ass, déi eis net esou gutt gefalen.

Et gëtt sécher Saachen, déi kann een net guttheeschen an do muss een dergéint virgoen. An déi sinn och schonn hei genannt ginn. An ech mengen, dat ass och wichteg. Mee am grousse Ganze sollt een awer och probéieren, hinnen d'Recht ze loossen, esou ze liewen, wéi si dat dohannen decidéieren, ouni dass mer hinnen dat mat enger bekannter westlecher Arroganz virschreiwe wëllen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Am grousse Ganze wëll ech ofschléissen an nach eng Kéier drun erënneren, dass mir ganz sécher derfir sinn, deenen Aarme vun deenen Äermsten ze hëllefen. Mir wëllen déi 0,7 % natierlech bäibehalen. Mir sinn awer och skeptesch, wou ee ka wierklech kucken, dat nach weider ze erhéijen. Mir sinn op 1 %. Mir hunn hei an Europa och am Moment eng Kris. An ech weess net, ob et wierklech realistesch ass ze soen, dass mer dat an den nächste Jore kënnen a solle bäibehalen.

An e leschte Punkt ass deen, dass et eis ganz wichteg ass, dass mer an engem Punkt wierklech net spueren an dass mer am Fong e groussen Deel sollen huele vun deem Gesamtpackage a fir déi humanitär Hëllef solle gebrauchen, wann an der Welt Kricher sinn, Naturkatastrophen, Epidemien, wat och ëmmer, wou wierklech e Schicksalsschlag d'Leit dohanne staark betrëfft. Da solle mer keng Méi a keng Efforte scheien an dohinner goen an deene Leit ... natierlech musse mer deenen dann hëllefen, esou wéi mer et och elo maachen, wou mer de Leit an der Ukrain hëllefen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Dan Kersch)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, wann den Här Keup ...

M. Fred Keup (ADR) | A, ech hunn ... Nee, also, ech hu wierklech immens gär, wann den Här Kersch mer eng Fro stellt, jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hu gär, wann Dir et gär hutt, wann ech Froe stellen.

(Hilarité)

Ech wollt Iech froen, ob Der Iech bewosst sidd, wann der insinuéiert, dass déi 500 Millioune Kooperatiounshëllef eventuell kéinten ze vill sinn, well et der jo méi si wéi déi 0,7 %, dass Der et domadder enger ganzer Rei Leit, déi jo vu sech aus och nach privat dozou spenden, u sech jo am Fong onméiglech maacht respektiv dass Dir Iech awer och eng Frechheet vis-à-vis vun hinne leescht, well déi Leit jo mat Sécherheet wëssen, dass de Staat op där enger Säit ganz vill an der Kooperatioun mécht, an trotzdeem Der Meenung sinn, dass dat net duergeet a selwer och nach privat eppes maachen.

Ech perséinlech sinn doriwwer ganz frou a mengen, dass déi Leit alleguerten, an dat sinn der Dausenden an Dausenden, Är Meenung op jidde Fall net deelen.

Dat war dat eent. An déi zweet Fro, déi ech Iech wollt stellen, ass, ob Der net mengt, dass d'Ausriichtung, déi d'Lëtzebuerger Regierung gewielt huet, fir ganz bewosst méi an d'Kooperatioun ze stieche wéi déi 0,7 %, déi vun eis verlaangt ginn, an op där anerer Säit vläicht e bësse manner ze maachen am Militär, wéi dat, wat international vun eis ugeduecht ginn ass, dass dat net dach déi richteg Aart a Weis ass. Dat ass nämlech déi richteg Friddensförderung, déi mer queesch duerch d'Welt kënne maachen iwwert d'Kooperatioun. An ech mengen, dass dat e ganz, ganz richtege Choix ass, zu deem mir als Partei op jidde Fall wäerte stoen. An ech hoffen, dass Dir, déi Iech jo gären als Friddensengelen hei an der Chamber opféiert, dat och kënnt esou ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Majo, also, Här Kersch, do kann ech jo bal nëmme mat Iech averstane sinn, bei deem, wat Dir elo gesot hutt. Also ech wëll effektiv déi Dausende Leit begléckwënschen, déi hei am Land bereet sinn, aus hirer privater Täsch an aus hirer eegener Motivatioun eraus ze spenden. An ech géif emol dervun ausgoen, dass déi allermeescht heibannen och dozou gehéieren. An dofir wëll ech all deene Leit e grousse Merci soen.

Hei schwätze mer natierlech vun eppes anerem: Hei geet et ëm de Budget och vum Lëtzebuerger Land. An deen ass nun eeben emol och net onbegrenzt. A wat déi aner Saach ugeet, dat ass e ganz interessante Punkt: d'Militärausgaben an op där anerer Säit dann d'Ausgabe fir d'Kooperatioun. An ech mengen awer kënnen ze soen, dass et e gewëssen ..., dass déi zwee wichteg sinn, dass et e Gläichgewiicht muss ginn. Ech mengen, mir sinn och keng Fanatiker, déi wëllen, dass mer déi 2 % bei de Militärausgaben erreechen, déi eis virgi ginn. A bei den 0,7 % si mer awer komplett d'accord, dass mer déi erreechen.

Mee ech mengen, fir op der Welt Fridden ze garantéieren a fir op der Welt derfir ze suergen, dass Entwécklung stattfënnt, do brauch een awer déi zwee, souwuel op där enger Säit d'Hëllef an och op där anerer Säit d'militäresch Kraaft, fir, wann et muss sinn, dann eeben Drock ze maachen oder eppes duerchzesetzen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech gesinn also, dass Der verstanen hutt, dass d'Regierung um richtege Wee ass.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt Humor, Här Kersch. Dat do war déi Bescht haut!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, merci och. An d'Wuert huet dann direkt d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir d'éischt wollt ech meng Absence vu gëschter entschëllegen, well ech war krankheetshalber doheem an ech hunn dem Här Minister awer ganz opmierksam vun doheem aus nogelauschtert.

(Hilarité et interruption par M. Fernand Kartheiser)

Majo. Am Fréijoer hat den Här Minister nach an engem Interview ugekënnegt respektiv hannerfrot, ob een dann an Zukunft nach weider sollt Geschäfter maache mat allméiglechen Diktatoren. Dat ass eis alleguerten a besonnesch mir am Kapp hänke bliwwen. Mir wëssen alleguer, dass dat ganz schnell nees vergiess war, well Ufank Juni ass hien zesumme mam

Premier op eng Visitt an de Ruanda geflunn, fir do als Wirtschaftsminister Geschäfter ze maachen – mat engem Diktator.

Déi international Organisatioune sinn zimmlech explizitt, wann et ëm d'Situatioun vun de Mënscherechter am Ruanda geet. Dat muss een ëmmer erëm ënnersträichen. De President Paul Kagame, dee säit iwwer 20 Joer do un der Muecht ass, huet generell e Problem mat der politescher Oppositioun. Bei Amnesty oder bei Human Rights Watch geet rieds vun Oppositionellen, déi einfach esou verschwannen, vu Folter, arbiträre Prozesser an enger genereller Ënnerdréckung vun der Meenungsfräiheet.

Ech si frou, datt den Här Fayot bei senger Visitt mat de Verantwortlechen dat ugeschwat huet an dass de President Kagame anscheinend en oppent Ouer derfir hat. Ech betounen awer, dass dat den absolutte Minimum ass, wann ee mat Diktatoren zesummeschafft an ech zweifelen dorunner, dass een do iergendeen Impakt wäert hunn.

Jo, ech zweifelen och un där Theorie „Wandel durch Handel", déi jo ëmmer erëm vu westleche Politiker zitéiert gëtt, wann ee sech da muss rechtfertegen. Ech denken un Dubai, Katar, d'Tierkei, elo Ruanda an nach bis viru Kuerzem Russland.

Nach d'lescht Woch hat ech virdru gewarnt, mat Autokraten zesummenzeschaffen. Do kritt ee mëttel- oder laangfristeg noutgedronge Problemer. An datt de Premier Xavier Bettel de President Kagame dann och nach op Lëtzebuerg invitéiert, ass jo eigentlech d'Kiischt um Kuch.

Ech wollt awer eigentlech déi Visitt ënnert dem entwécklungspolitesche Gesiichtspunkt thematiséieren, well dat jo och d'Theema vun haut ass, fir d'éischt emol, wat de Choix ugeet, fir verstäerkt mat Ruanda zesummenzeschaffen.

Déi lëtzebuergesch Kooperatioun huet hir afrikanesch Zillänner jo alleguerten a Westafrika. Et ass do, wou si eng laangjäreg Expertis opgebaut huet. Dat entsprécht jo och dem Prinzipp vun der „concentration géographique", deen an der Lëtzebuerger Strategie steet, mat explizitter Referenz op Westafrika.

D'Entscheedung, fir elo verstäerkt mat engem Land zesummenzeschaffen, dat 3.000 Kilometer wäit ewech an Ostafrika läit, ass do fir eis net richteg nozevollzéien, och wa schonn an der Vergaangenheet Projeten do gemaach goufen.

Ech hat dem Här Fayot och eng Fro an enger Question parlementaire gestallt an d'Äntwert huet mech awer e wéineg stutzeg gemaach. Déi Entscheedung, esou heescht et an der Äntwert, „constitue un choix cohérent dans le contexte actuel, où la Coopération luxembourgeoise cherche à ce diversifier géographiquement suite aux difficultés bien connues, rencontrées dans d'autres régions, notamment en Afrique de l'Ouest."

Dës Äntwert schéngt mer e bëssen am Widdersproch ze si mat deem, wat de Minister gëschter sot, nämlech, dass mer eis westafrikanesch Partnerlänner net am Stéch wäerte loossen. A vläicht kann de Minister dann och herno eng Kéier op dës apparent Kontradiktioun agoen.

Jo, et gëtt e Sécherheetsproblem a Westafrika, mee um Terrain gëtt et fir d'alleréischt emol e Problem vun Iwwerliewen, vun Aarmut a vu Perspektivlosegkeet. An doraus eraus ass e Sécherheetsproblem entstanen. A jo, d'Kooperatioun gëtt ëmmer nach als ee vun den eenzegen Hiewelen ugesinn, fir iwwerhaapt nach op d'Situatioun anzewierken, nodeems déi europäesch Militärmissiounen an d'Box gaange sinn.

An deem Kontext si mir der Meenung, datt mer mussen eisen Engagement do stäerken, och wann dat aktuell um Terrain immens schwiereg ass. A vläicht eeben net an aner afrikanesch Géigenden auswäiche wéi an de Ruanda.

An deem Kontext wier ech frou, wann den Här Minister duerno kéint erklären, wat ee sech genee ënnert enger „stratégie transitoire" fir d'Sahellänner muss virstellen, vun där e gëschter hei geschwat huet.

Mir sinn natierlech net esou naiv ze mengen, dass dee Choix, mam Ruanda zesummenzeschaffen, aus enger entwécklungspolitescher Logik entstanen wier. Et geet eiser Meenung no villméi ëm Business, an déi Lëtzebuerger Kooperatioun ass do just en Türöffner.

D'Regierung vum Ruanda wëll nämlech gären hir Haaptstad Kigali zu engem internationale Finanzhub maachen, wéi mer alleguerte wëssen. Si huet dofir déi Initiativ „Kigali International Financial Center" an d'Liewe geruff, déi dann och elo vun der lëtzebuergescher Kooperatioun ënnerstëtzt gëtt.

Wann ee sech d'Homepage vun där Initiativ ukuckt, da mierkt ee schnell, ëm wat et eigentlech do geet: Do gëtt Kigali ugebueden als Destinatioun fir Investoren, déi hir afrikanesch Geschäfter effizient vun enger Plaz aus strukturéiere wëllen. D'Investore kéinte vun enger ganzer Rei Virdeeler profitéieren, dorënner keng Devisekontrollen, 100 % Rapatriatioun vu Profitter a Steiervirdeeler bei Strukturatiounen. Et gëtt Reklamm gemaach mat preferentiellen Tauxe bei der Kierperschaftssteier a mat Exemptioune bei der Quellesteier op Dividenden, Zënsen a Royalties.

Kee Wonner also, dass de President Kagame d'Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerg sicht. Hei geet et ganz kloer drëms, eiser Meenung no, eng Finanzplaz „à la luxembourgeoise" opzebauen, déi de westleche Multinationale soll hëllefen, hir Profitter aus ganz Afrika zu Kigali ze sammelen, fir se do eventuell ze rapatriéieren, ouni mussen an aneren afrikanesche Länner Steieren ze bezuelen.

Ech erënneren an deem Kontext och drun, dass d'Chamber geschwënn e Steierofkommes mat dem Ruanda soll votéieren, dat d'Besteierung vun de Kapitalflëss tëschent deenen zwee Länner soll erofsetzen.

Une voix | Ech mengen, d'nächst Woch.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | E Rapport vun der CNUCED, also vun der UNO, vun 2020 schätzt, dass déi afrikanesch Staate pro Joer ëm déi 89 Milliarden Dollar wéinst illicitte Finanzstréim verléieren, dorënner virun allem déi aggressiv Steieroptimiséierung vu westleche multinationalen Entreprisen. Dee Montant ass vill méi héich wéi déi ganz Kooperatiounsgelder, déi laut der OECD 2020 bei 73 Milliarden Dollar louchen.

Grouss Konzerner, déi an Afrika Ressourcen exploitéieren, exportéieren déi Profitter via Steieroase méiglechst integral erëm an de Westen, mat der Konsequenz, dass a ganz Afrika Steiergelder feele fir Santé, fir Educatioun a fir Sozialsystemer. Och dat ass näischt Neits. Och dat wësse mer alleguerten.

A mir ënnerstëtzen awer elo mat eiser lëtzebuergescher Kooperatioun eng Initiativ, déi dat trotzdeem an deem Beräich vun der Steieroptimiséierung wëll facilitéieren. Awer natierlech ënnert dem Deckmantel vu Stéchwierder wéi „finances durables", „FinTech" an „investissements à impact", well dat kléngt jo och vill besser. Och dat kënne mer ganz gutt hei op der lëtzebuergescher Finanzplaz.

Mir schwätzen hei am Parlament reegelméisseg vu „cohérence des politiques", wann et ëm d'Entwécklungszesummenaarbecht geet, an d'Regierung hänkt sech dat jo och ganz gären op de Fändel. Och de Kooperatiounsminister huet gëschter d'Politikkohärenz e puermol genannt. Bei esou Dossiere wéi deem heite mierkt een da ganz schnell, dass et awer och schnell dermadder eriwwer ass.

Une voix | Jo!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Politikkohärenz awer ass eppes, wat een net einfach nëmmen niewebäi mécht, vun deem een net just schwätzt, mee dat ass eppes, wat duerch alles an duerch all Politik soll goen, wéi e roude Fuedem. An da muss ee sech och kohärent drun halen.

Här President, an deem Kontext vun der Politikkohärenz wëll ech gären d'Geleeënheet notzen, fir enger Persoun ze gedenken, déi ech selwer gutt kannt hunn, nämlech dem entwécklungspoliteschen Analyst Rainer Falk. Hien huet laang Joren zu Lëtzebuerg gelieft an zemools den ONGe ganz vill mat sengem Wëssen a sengen Analyse weidergehollef. Am August dëst Joer ass hien am Alter vu 70 Joer vun eis gaangen.

De Rainer Falk ass engem méi grousse Publikum zu Lëtzebuerg bekannt duerch eng kleng Studie, déi 2009 am Optrag vum Cercle de coopération verëffentlecht ginn ass. Verschiddener vun Iech kënne sech vläicht nach drun erënneren, et ass dodranner ëm den Impakt vun eiser Finanzplaz op déi sougenannten „Entwécklungslänner" gaangen. Den deemolege Premier Jean-Claude Juncker hat doropshin hei op der Tribün de Cercle gerüügt an d'Dokument als „primitiv Etüd" ëmschriwwen.

Ech kann Iech nëmme roden, dat Dokument haut, 13 Joer méi spéit, nach eng Kéier ze liesen, well seng Analys huet sech am Nachhinein natierlech als richteg erausgestallt a seng Recommandatioune vun deemools gi mëttlerweil an den internationalen Institutiounen diskutéiert a goufen och deelweis schonn ëmgesat.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An där Studie hat de Rainer Falk och geschriwwen, datt et net duergeet, wa sech d'Finanzplaz un déi international Standarden hält a mat Green Finance e puer positiv Akzenter setzt. Entscheedend, sou de Rainer Falk, ass d'Bereetschaft, kritesch Froen zouzeloossen iwwert den Impakt vun der eegener Finanzplaz op d'Entwécklungslänner.

Ech hunn d'Gefill, dass déi liberal Bereetschaft awer ëmmer nach net do ass.

Här President, bei der Visitt am Ruanda waren och eng ganz Rei lëtzebuergesch Entreprisë mat derbäi, well dëst war jo virun allem och eng Wirtschaftsmissioun, méi wéi eng Kooperatiounsmissioun. Trotzdeem mengen ech, datt een déi Schnëttstell tëscht dem Privatsecteur an der Entwécklungszesummenaarbecht sollt thematiséieren, sou wéi de Minister et och gëschter gemaach huet, well déi lëtzebuergesch Kooperatioun engagéiert sech jo ëmmer méi op deem Wee, fir enk mam Privatsecteur zesummenzeschaffen.

Dës Approche ass jo keng lëtzebuergesch Spezifizitéit, mee scho säit e puer Joren och Deel vum internationalen Agenda. Well déi räich Natiounen hir Verspriechen a Saachen Entwécklungshëllef – net sou wéi Lëtzebuerg – net anhale wëllen, gläichzäiteg d'Besoinen awer ëmmer méi grouss ginn um Terrain, virun allem an de Südlänner, soll elo de Privatsecteur asprangen, fir d'Leit aus der Aarmut ze féieren. Deem zu Gronn läit de Glawen, datt en Euro, dee vun enger Entreprise doran investéiert gëtt, genee dee selwechte Wäert hätt wéi en Euro, dee vun der staatlecher Kooperatioun investéiert gëtt.

Do gëtt et awer en décken Ënnerscheed, eiser Meenung no: Déi staatlech Kooperatioun schafft, zumindest an der Theorie, oneegennëtzeg; privat Entreprisen awer sichen, par la nature, e Return-on-Investment. Ausserdeem këmmert sech déi staatlech Kooperatioun, zumindest an der Theorie, ëm déi Äermst, wärend de Privatsecteur virun allem Leit cibléiert, déi och eng gewësse Kafkraaft hunn.

Ech soen dat net als Accusatioun un d'lëtzebuergesch Kooperatioun. Wann ee sech, zum Beispill, d'Business Partnership Facility ukuckt, wou déi lëtzebuergesch Kooperatioun privat Entreprisë subventionéiert, déi an Entwécklungslänner investéieren, do gëlle relativ streng Krittären an et geet och ëm verhältnismëisseg geréng Montanten. Mee et muss een an deem Bräich awer immens gutt oppassen, eiser Meenung no, datt et net eng Eegendynamik gëtt, an dass een duerno net méi Schued uriicht wéi Guddes mécht, virun allem, wann ee mat Acteure vun der Finanzplaz zesummeschafft, wéi ech virdrun unhand vum Beispill Ruanda gewisen hunn.

Här President, am Hierscht 2020, matten an der Coronapandemie, hat mäi Kolleeg Marc Baum, deemools hei an der Chamber, hei eng Motioun zur Ofstëmmung bruecht, fir d'APD an absolutten Zuelen anzefréieren op de Montant vun 2019. Dat, well duerch de covidbedéngte Réckgang vum Revenu national brut, och d'Entwécklungshëllef riskéiert huet erofzegoen, déi jo op 1 % vum RNB fixéiert ass. Deemools wollt d'Regierung net mat op de Wee goen, mam Resultat, datt mer vu 420 Milliounen op 396 Milliounen am Joer 2020 gefall sinn, fir dann erëm erop op 456 Milliounen ze klammen.

Sou Schwankungen no ënne bréngen eng gewëssen Onsécherheet mat sech, bei den Acteuren, natierlech, vun der lëtzebuergescher Kooperatioun an natierlech bei de Beneficiairen um Terrain. Zemools, well an deem Beräich jo generell mat pluriannuelle Programmer geschafft gëtt.

Et muss ee sech also froen, ob et wierklech derwäert war, hei elo 24 Milliounen anzespueren. Dat soen ech net, fir eng Poleemik ze maachen, mee fir doraus ze léiere fir eng nächste Kéier. Mir mengen, dass ee sollt iwwer eng Reegel nodenken, fir déi dach rar Fäll, wou eisen RNB eventuell sollt erofgoen, dass ee sollt probéieren, zumindest de Montant vum Virjoer ze halen, fir eng gewësse Previsibilitéit ze erhalen, quitte datt een dat dann an de Joren duerno erëm kompenséiert. Vläicht kann den Här Minister jo och duerno kuerz op dës Propos agoen.

Zum Schluss da wëll ech nach op d'Aarbecht vun den ONGen agoen. Ech mengen, et kann een net genuch d'Wichtegkeet vun der Aarbecht vun den ONGen ënnerstréichen. D'ONGen – de Secteur, aus deem ech och kommen –, déi jo bal alleguerte mat Partnerorganisatiounen zesummeschaffen um Terrain, hunn eng ganz gutt Connaissance vun de lokale Realitéiten a kennen de Beräich, an deem se schaffen, extreem gutt. Do, wou d'bilateral Kooperatioun Schwieregkeeten huet, effektiv, wéi zum Beispill am Beräich vun de Mënscherechter oder och an der Ënnerstëtzung vun der Zivillgesellschaft, do kënnen d'ONGe vill besser um Terrain schaffen.

Vill ONGe mierken och dann haut, dass d'Mënscherechter, virun allem Mënscherechtsverteideger, ëmmer méi eng wichteg Roll hunn. Dat, well a ville sougenannten Entwécklungslänner d'Ëmweltrechter, mee och d'kulturell an d'politesch Rechter vu ganz ville verschiddene Bevëlkerungsgruppen, a virun allem och vun indigeene Bevëlkerungen, a Gefor sinn an dacks carrement och ënner Beschoss kommen, wéi a ville latäinamerikanesche Länner, mee och op de Philippinnen oder och zum Beispill am besate Palästina.

A well Entwécklung net ouni Mënscherechter geet a Mënscherechter net ouni Entwécklung geet, dofir ass dës Grille d'analyse vun de Mënscherechter esou wichteg. A mir brauchen d'Mënscherechtsverteideger.

Et kéint ee sech also froen, ob de Ministère net nach méi op de Wee wéilt goen, fir d'zivillgesellschaftlech Acteuren direkt um Terrain ze ënnerstëtzen, sou wéi zum Beispill d'Mënscherechtsverteideger. Wann d'Mënscherechter dem MAE jo esou wichteg sinn, kéint ee jo och direkt op dee Wee goen, fir an deene Länner, wou massiv Mënscherechtsviolatioune gemaach ginn – zum Beispill an de Sahelländer, wou mer eis eventuell elo e bësse vum Terrain zréckzéien –, esou Acteure méi direkt um Terrain ze ënnerstëtzen.

D'lescht Joer hat ech hei zwou Motiounen an deem Sënn agereecht, fir zu Lëtzebuerg temporär Defenseuren, also Mënscherechtsverteideger, opzehuelen, déi an hire Länner a Gefor sinn, an e Referent fir Mënscherechter am Bausseministère proposéiert. Wat mat deenen zwou Motioune geschitt ass, dat wësse mer haut. Déi éischt Fuerderung no sougenannte „shelter cities" ass méi aktuell wéi jee, wa mer wëssen, dass alljoers Honnerte vu Mënscherechtsaktivisten ëmbruecht ginn.

An deem Kader wëll ech och d'Fuerderung vum Cercle des ONG ënnersträichen, dass Lëtzebuerg sech dach wannechgelift eng transversal Strategie fir Mënscherechter soll ginn. Déi feelt dach gewalteg, wann een d'Wichtegkeet vun der Grille d'analyse vun de Mënscherechter gesäit a wouerhëlt.

Eng Grille d'analyse dann, oder de Brëll, mat deem mer d'Realitéiten an eiser Welt liesen, deen hu mer jo alleguerten un. Mir si jo alleguerten net onbedéngt ëmmer mateneen averstanen, mee dass mer e politeschen an e kritesche Brëll unhunn, dat wësse mer alleguer, an dat fanne mer och gutt, a mir wëlle jo eigentlech och, dass Jonker esou eng kritesch Lektür vun der Welt a vun den Interconnexiounen an der Welt maachen, zumindest en théorie.

D'Éducation au développement an d'Éducatioun aux droits humains ginn dann och ëmmer méi zu engem unerkannten Deel vun der Kooperatiounsaarbecht. Laang ass d'sougenannten „ED" als onwichteg ugesi ginn. Mee fir all déi, déi iwwerzeegt si vu Politikkohärenz fir Entwécklung a fir Mënscherechter, déi wëssen, dass d'ED, d'Éducatioun au développement, extreem wichteg ass. Do geet et drëms, wéi de Minister et och gëschter gesot huet, eis Gewunnechten aus der Perspektiv vum globale Süden ze beliichten, eis Aktiounen am Liicht vum Impakt op de globale Süden ze kucken, Stéchwuert „ekologesche Foussofdrock" oder och – en Term, dee mer bis viru Kuerzem net bekannt war – de „Spillover-Effekt", wou mer jo anscheinend als Lëtzebuerg déi zweetschlechtste Plaz beleeën. Merci dem Cercle des ONG, fir dës Beliichtungen an der Kommissioun.

Den administrativen Opwand dann, fir de Suivi vun de Projeten ze maachen, ass fir d'ONGen enorm an huet och d'Tendenz, mat der Zäit eropzegoen: Demanden, Rapporten, Finanzsuivien, Cadre-Logiquen, Evaluatiounen, Auditen an esou weider. Et ass e grousse bürokrateschen Opwand fir dacks ganz kleng Strukturen, virun allem, wann een dat vergläicht mat den éischter laxen Exigenzen an anere Beräicher. Ech hu mer dann och erkläre gelooss, dass an deene Business-Partnership-Facility-Projeten d'ONGen dacks méi streng Oplagen hu wéi déi aner privat Acteuren, an dat fir en änlechen, fir dee selwechte Projet.

Deementspriechend kënne mir d'Fuerderung vun den ONGen och gutt verstoen, de Kofinanzement bei de Frais-administratiffen ze erhéijen. Wann de Staat hinnen esou rigouréis administrativ Oplage mécht an ëmmer méi Professionaliséierung verlaangt, da muss de Staat och fir de Finanzement suergen, well soss geroden d'ONGen an eng Situatioun, wou se ëmmer méi Geld – an dat heescht och Donen – musse siche goen an dat da fir Pabeierkrom an net fir d'Projeten agesat gëtt.

D'Ukënnegung dann, fir de Plaffong vu 14 % op 15 % ze erhéijen, ass sécher e Schratt an déi richteg Richtung. Et geet awer eiser Meenung no net duer. Domadder komme mer just op d'Situatioun vun 2014 zréck. An dat ännert näischt drun, dass dës Fraise just zu 66 % kofinanzéiert ginn. Eiser Meenung no missten d'Personalkäschten, déi mat direkter Betreiung vun de Projeten zesummenhänken, an d'Projete kënnen integréiert ginn, fir dës Aarbecht méi nohalteg ze maachen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol soen ech dem Minister Merci fir seng ausféierlech Erklärunge gëschter Mëtten, mee awer och fir déi 23 Accord-cadren, déi dëst Joer da konnten ënnerschriwwe ginn an déi elo a Kraaft trieden.

Och dëst Joer nämlech wäert en ustrengend Joer fir d'Kooperatioun an d'Acteuren um Terrain ginn. Wéi de Minister richteg sot, ass d'Luucht um Enn vum Tunnel erëm e bësse manner hell ginn. Et gëtt e bësse méi däischter an d'Situatioun gëtt eng méi schwéier – weltwäit. Dat ass net nëmmen de Fall an eise Partnerlänner, dat ass och am Moment ganz akut de Fall natierlech an der Ukrain, wou ech schonn d'lescht Woch hei op dëser Plaz gesot hunn, datt mer dréngend mussen op EU-Niveau zesummeschaffe fir ze assuréieren, datt jiddwereen do weiderhi Stroum an Hëtzt huet.

Mir Piraten begréissen, datt de Minister hei eng éischt zousätzlech Hëllef vu véier Millioune versprach huet. An ech hoffen, datt déi séier ukënnt an datt mir als Lëtzebuerg do weiderhi kënne positiv an Erscheinung trieden.

De Krich an der Ukrain huet awer och ganz konkreet Konsequenze fir eis Partnerlänner. De Krich kann e groussen Afloss op d'Liewensmëttelsécherheet op der Welt hunn, virun allem awer a Länner, wou en Deel vun der Bevëlkerung haut schonn ënnererniert ass. Den ukrainesche President hat et a senger Ried hei an dësem Haus scho gesot: D'russesch Propaganda probéiert, der Ukrain d'Schold un der Liewensmëttelknappheet ze ginn, alternativ der EU respektiv dem globalen Norden.

Mir mussen d'Ukrain an hire Beméiungen ënnerstëtzen, déi russesch Propaganda opzedecken an ze weisen, datt et net si, mee de russesche Regimm ass, dee schold drun ass, datt et weltwäit zu Liewensmëttelknappheet an Energieknappheet kënnt. Och dat muss eis Aufgab als Alliéiert vun der Ukrain sinn.

Well d'Handelsorganisatioun, op déi ech och nach ze schwätze kommen, huet dann och festgehalen, datt et keng Exportlimitatiounen op Weess an Ueleg aus der Ukrain sollt ginn. Leider waren awer schonn am Juli eng 20 Länner – dorënner wichteg Exportateuren, wéi zum Beispill Indien –, déi ugefaangen hunn, Exportrestriktiounen op hir eege Produiten anzeféieren an domadder natierlech d'Situatioun net onbedéngt entlaascht hunn.

Et ass ganz verständlech, datt ee wëllt seng eege Populatioun als Éischt emol virun enger Hongersnout schützen, mee et ass bedauerlech, datt hei Länner net méi ënnerenee kooperéieren an zesumme Léisunge fannen, fir d'Zuel u Mënschen, déi musse weltwäit Honger leiden, weider ze reduzéieren.

Här President, vum Krich an der Ukrain kommen ech dann op eng aner Kris, déi eis déi lescht Jore geprägt huet, nämlech d'Covidkris, déi eis awer och nach ëmmer net ganz verlooss huet. D'Covidkris ass nach net ausgestanen an et gëllt, eise Partnerlänner weider ënnert d'Äerm ze gräife mat Vaccinen, Tester a Masken. Datt Lëtzebuerg aleng mëttlerweil schonn iwwer 78.000 Dose Vaccin fir 1,4 Milliounen ewechgepucht huet, weist, wéi ongerecht dëse verdeelt ass.

Mir hu gesinn, datt eng Ëmverdeelung vun de Vaccinen, wa se bis hei am Land ukomm sinn, net funktionéiert. Dofir musse Länner, déi um Wee vun der Entwécklung sinn, anescht Accès kréien. An dofir begréisse mir Piraten, datt d'Welthandelsorganisatioun erreecht huet, datt d'Patentrecht op de Covidvaccine fir fënnef Joer ausgesat gëtt; och wa mer bedaueren, datt et just fënnef Joer sinn an d'Tester an anert medezinnescht Material net drënnerfalen.

Mir Piraten fannen et schued, datt hei kee méi couragéisen Accord konnt fonnt ginn, dee virun allem méi fréi hätt kënne kommen. Ech erënnere mech gutt drun, wéi mer hei an der Chamber schonn iwwer Motiounen zu deem Theema diskutéiert hunn, wou ech deelweis och nach gesot krut, datt dat alles guer net géif goen, ma elo gesitt Der, léif Kolleeginnen a Kolleegen: D'Welthandelsorganisatioun huet et fäerdegbruecht.

Mir als Partei schwätzen eis zanter eiser Grënnung géint Patenter op Liewen aus. Patenter a Beräicher vu Liewewiesen, Software a Medikamenter dierft et an eisen Ae guer net ginn, respektiv streng limitéiert. All Mënsch soll kënnen Accès zu liewensrettende Medikamenter an domadder och Vaccinen hunn. Dat hei ass awer net nëmmen en Theema wéinst Covid-19-Vaccinen, mee gëllt generell fir eng fair Verdeelung vu Wëssen a medezinneschem Schutzmaterial.

Mir hätten eis hei also gewënscht, datt sech Länner wéi d'USA, England an awer och Staategemeinschafte wéi d'EU net vun der Pharmaindustrie beschwätze gelooss hätten, mee Patenter fréizäiteg fräiginn hätten. Wie weess, wéi vill Leit mer duerch eng Vaccinsproduktioun lokal a weidere Länner hätte kënne retten.

Well d'Zäit awer nëmmen no vir an net no hannen dréit, gëllt et dann elo, dat Bescht aus deem Accord ze maachen an de Staaten, déi wëlle selwer produzéieren, esou vill wéi méiglech Hëllef zoukommen ze loossen. Eng weltwäit Vaccinsproduktioun, ob am Beräich vum Covid oder vun anere Krankheeten, kënnt eis alleguerten zegutt, well se Liewe rett an d'Verbreedung vum Virus, an domadder och vu Mutatiounen, andämmt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet kooperatiounstechnesch vill ze bidden: Mir sinn e Land mat Mëttelen, mir sinn e Land mat Knowhow. Mir Piraten soen et op dëser Plaz alljoers: Lëtzebuerg soll dësen Knowhow weiderginn! Mir hunn a puncto Digitalisatioun Projete mat ville Länner a mir sinn duerch eis Finanzplaz international vernetzt.

Leider ass et esou, datt sech d'Kooperatioun gefillt ëmmer méi u wirtschaftlech Interessie vun eisem Land upasse muss. An dat ass ee Gefill, dat och vum Cercle, an domadder vum Terrain, gedroe gëtt.

E rezent Beispill dofir ass – an et gouf haut schonn ugeschwat – de Ruanda. Ee Land, mat deem Lëtzebuerg an Zukunft vill méi enk wëllt zesummeschaffen.

Ee Land, dat de Premier an de Kooperatiouns- a Wirtschaftsminister am Juni besiche waren a wou de Minister gëschter op dëser Plaz sot, datt bei Wäitem net alles perfekt ass an datt et Problemer a puncto Rechtsstaat a Respekt vun de Mënscherechter gëtt.

Dat ass en Discours, dee mech un eppes erënnert huet. Den CSV-Minister Frieden, deemools Finanzminister, hat 2012 iwwert de Katar gesot, datt et zwar keng lupenrein Demokratie wier, mee datt ee se kéint mam Handel op déi richteg Pist brëngen. Ma, ech mengen, d'Diskussioun, elo zéng Joer méi spéit, ronderëm d'Weltmeeschterschaft am Katar weist, datt, just mam Handel Länner derzou ze kréien, awer iergendwéi eppes fir Mënscherechter ze maachen, iergendwéi net klappt.

Et ass iwwregens och een Discours, deen e fréiere Kolleeg, also e Virgänger vum Här Wirtschaftsminister – da muss ech et elo eng Kéier esou soen – och schonn eng Kéier gesot huet, wéi e gemengt huet, datt ee Russland jo als Alliéierte kéint halen, wann ee just genuch Geschäfter mat enger russescher Bank hei zu Lëtzebuerg géif maachen. Och dat ass schifgaangen, wéi mer an der rezenter Geschicht geléiert hunn.

Wéi 2012 gleewe mir Piraten och haut net un esou Aussoen. Mir bedaueren, datt déi zweet grouss Rees vum Minister no der Debatt iwwert den eetheschen Handel dann net dat widdergespigelt huet, wat de Minister hei an der Chamber betount huet, nämlech, datt eis Wäerter musse méi wichteg si wéi den Handel ëm all Präis.

De Ruanda ass e Land – an och dat gouf haut scho gesot –, dat vun Amnesty als Diktatur ugesi gëtt an dat mat England en Accord ënnerschriwwen huet, dee vun alle Mënscherechtsorganisatiounen, déi iergendwéi um Terrain aktiv sinn, kritiséiert gëtt. D'Mënscherechter ware laut dem offizielle Communiqué vum Ministère awer nëmmen eng kleng Fousszeil, anescht wéi de Minister dat gëschter hei duergestallt huet. Well nämlech an engem Saz ginn d'Mënscherechter erwäänt, wärend duerno iwwer eelef Paragrafen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer all méiglech gemeinsam Projeten am Beräich Digitalisatioun geschwat gëtt. Ee Saz versus eelef Paragrafen!

De Cercle de coopération huet dat och no der Visitt an engem Communiqué kloer kritiséiert. Si bedaueren, datt et keng detailléiert Strategie gëtt, wat de Rôle vun de Mënscherechter an eiser Kooperatioun ugeet.

Nach eng Kéier: Mir Piraten sinn derfir, datt Lëtzebuerg dat Wësse weidergëtt, wat mer hunn. Mir sinn awer net dermat d'accord, wa Lëtzebuerg esou wichteg Reesen net notzt, fir mam Land iwwer offensichtlech Mënscherechtsverletzungen ze schwätzen.

An ech erënnere mech un eng aner Rees, wou ech d'Chance hat, als parlamentaresch Delegatioun mat derbäi ze sinn – an och dat Land gouf haut scho vum Lydia Mutsch ugeschwat –: de Laos, wou mer och eng Ënnerstëtzung ginn hunn, fir e Code pénal neizeschreiwen, dee weiderhin d'Doudesstrof beinhalt. Och do muss ee sech d'Fro stellen, ob een esou Projeten dann iwwerhaapt als Land ënnerstëtze sollt. Ëmmerhin: Den Europäesche Kommissär hat deemools dann awer staark Wierder fir déi Situatioun fonnt.

An zréck bei de Ruanda. Den Accord mat England ass och esou e Fall. Den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet déi éischt Deportatiounen a Richtung Ruanda gestoppt. Amplaz, datt béid Länner den Accord opgeléist hunn, deen England elo schonn 120 Millioune Pond kascht huet, ass an England d'Diskussioun entbrannt, ob een net no der EU dann och nach sollt aus der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter austrieden.

Mir hoffen, datt den Accord tëscht England an dem Ruanda viru Geriicht gekippt gëtt an et ni zu Ausweisungen an dës Diktatur kënnt. Mir Piraten sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg engem anere Land net soll virschreiwen, wat fir Accorden et ageet. Mir sinn awer fest dervun iwwerzeegt, datt den Asaz vu Mënscherechter bei esou enger Visitt sech muss a méi wéi engem Saz an engem Communiqué erëmspigelen.

Mir huelen de Minister dofir beim Wuert, wann e seet, datt an Zukunft en Deel vun onsem Budget dorop verwennt gëtt, Projeten ëmzesetzen, déi zum Zil hunn, ganz spezifesch de Respekt vun de Mënscherechter ze stäerken. De Kigani Financial Centre (veuillez lire: Kigani International Financial Centre), dee Lëtzebuerg jo offiziell ënnerstëtzt, ass op jidde Fall keen esou ee Projet, dee sech spezifesch fir d'Mënscherechter asetzt an onofhängeg vun eise wirtschaftlechen Interesse wier.

De Ruanda ass dofir e Beispill. Et kéint een awer och vun der Visitt vum Grand-Duc zu Peking uganks dës Joers schwätzen, wou Lëtzebuerg eent vun deenen eenzegen EU-Länner war, déi e Representant dohinner geschéckt hunn a wou schlussendlech de lëtzebuergesche Fändel nieft deem vu China gehaangen huet.

Mir dierfe Mënscherechter net nëmmen op den Ordre du jour setzen, wann et eis passt! A mir dierfen et och net bei enger Randnotiz oder enger Foussnott beloossen. D'Piraten fuerderen dofir weiderhin, datt d'Mënscherechtsbeoptraagte konsequent op Missiounen ageluede ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten hei an der Chamber virun net allze laanger Zäit eng Aktualitéitsstonn zum Theema Wirtschaft a Kooperatioun an d'Fro, ob mer wierklech nach mat alle Länner sollten zesummeschaffen an Handel bedreiwen.

D'CONCORD, d'europäesch NGO confederation of Relief and Development, huet viru Kuerzem eng Studie publizéiert, déi opgrond vu verschiddene Facteuren d'Kooperatiounspolitik vun den EU-Memberstaate bewäert. Lëtzebuerg schneit hei deelweis ganz gutt of – an dat soll een och zitéieren –, well mer eis net nëmmen a Rieden engagéieren, mee dann och konkreet Schrëtt folge loossen.

Allerdéngs weist dee Rapport och, datt mer keng sougenannten „Targeted Actions" kënne virleeën, wat d'Integratioun vu Mënsche mat engem Handicap ugeet. Beim Punkt „Praxis and Tools" kënne mer kee vun deenen eelef Punkten erfëllen, deen d'CONCORD oplëscht. Mir analyséieren net genuch den Impakt vu verschiddene Mesuren a maachen och net genuch, fir Inegalitéiten duerch d'Digitalisatioun virzebeugen.

Eis Kooperatiounspolitik schneit am Allgemenge schlecht of, wat d'Ugoe vun Inegalitéiten ugeet. Esou beleeë mer mat Rumänien hei déi lescht Plaz vun deene 24 analyséierte Staaten. Eng immens interessant Analys, wou mir Piraten eis géife wënschen, datt sech déi Resultater zu Häerz géife geholl ginn an d'Recommandatioune géifen ëmgesat ginn.

Esou Rapporte sinn nämlech immens wichteg, well se d'Schwaachpunkte vun enger insgesamt dach ganz gudder Kooperatiounspolitik awer opleeën. Leider maache mer hei zu Lëtzebuerg ze seele selbstkritesch Analysen a Suivien iwwer eis Regierungspolitik. Dat ass generell eppes, wou mir Piraten eis géife wënschen, datt d'Regierung méi oppe fir esou eng Selbstreflexioun wier.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. An ech wëll op dëser Plaz e grousse Merci un déi Leit ausschwätzen – an, ech mengen, jiddweree vu menge Virriedner a Virriednerinnen

huet dat gemaach –, déi sech och dëst Joer erëm engagéiert hunn, déi Lëtzebuerg virbildlech no bausse vertrieden an eiser aller Respekt verdéngt hunn. Grad a Krichszäiten an elo, wou d'Zuel u Mënschen, déi probéieren, eise Kontinent ze erreechen, erëm klëmmt, ass dëst Engagement méi schwiereg an dofir awer ëmsou méi wichteg ginn.

Mir Piraten ënnerstëtzen d'Beméiunge vu Lëtzebuerg, wann et drëms geet, mat anere Länner zesummenzeschaffen a vuneneen ze léieren. Mir begréissen et och, datt de Plaffong vun de Frais administratifs erëm vu 14 % op 15 % eropgeet. De Cercle des ONGDs freet awer méi, nämlech datt d'Fraise vun de Gestionnaires de projets erëm an de Budget „Projet" amplaz an den „Administratif" kommen, well een doduerch erëm méi Leit bezuele kéint. Mir denken, datt een hei den Acteuren um Terrain nach méi wäit kéint a sollt entgéintkommen.

Eis geet den Asaz vun eise Ministere fir d'Mënscherechter net wäit genuch. Dat hunn ech, mengen ech, haut kloergemaach. Demokratië wéi Lëtzebuerg hu Mënscherechtsverletzungen op d'Agenda vu Reuniounen ze brénge! Mir mussen op internationalem Niveau Ënnersichunge fuerderen, wa Berichter iwwer Mënscherechtsverletzungen ëffentlech ginn. Mir musse se konsequent bei alle Visitten an allen Treffen uschwätzen. An hei ass nach Loft no uewen.

Lëtzebuerg muss an der Entwécklungshëllef méi wäit kucke wéi déi eege wirtschaftlech Interessen, a Projeten ënnerstëtzen, déi de Leit an deene Länner och wierklech eppes brénge an net nëmmen heiheem positiv Schlagzeile maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech géif fir d'alleréischt gäre jiddwerengem Merci soen, deen haut an deem Debat hei intervenéiert ass. Et war e flotten Debat, e räichen Debat. An ech mengen effektiv, dass et em och guttgedoen huet, dass mer dës Kéier d'Deklaratioun getrennt hu vun der Diskussioun, vun der Debatt, well dat effektiv jiddwerengem hei méi Zäit ginn huet, fir sech och ze preparéieren.

Ech géif gäre kuerz agoen op dat, wat verschidden Deputéiert gesot hunn, ugefaange mam Marc Spautz, deen och laang geschwat huet iwwert d'Flüchtlingen, iwwert d'Problematik vun de Flüchtlingen. Déi Leit, wéi e gesot huet, déi mussen hir Heemecht verloossen an déi dat net fräiwëlleg maachen.

Dat erënnert mech effektiv un en Zitat, wat ech eng Kéier gelies hunn am Buch vum Esther Duflo a vum Abhijit Banerjee „Good Economics for Hard Times", wou se eng brittesch-somalesch Poetin zitéieren, d'Warsan Shire – ech zitéieren dat elo net ganz –, mee wat seet: „Et ass keen …"

„no one leaves home unless

home is the mouth of a shark.

[…]

you only leave home

when home won't let you stay."

An ech hunn dat selwer gesinn a Jordanien zu Amman, awer och méi wäit ewech am Niger zu Niamey, am Burkina Faso, am Mali. Iwwerall do sinn déi meeschte Flüchtlingen. D'Flüchtlinge sinn zu 80 % ganz no bei de Krisegebidder. Et ass net esou, dass d'Flüchtlingen Europa oder déi entwéckelt Welt iwwerrullen. Dat ass net esou.

An Dir hutt och alleguerte Recht ze soen, dass dat vläicht e Risiko ass, deen ëmmer méi reell gëtt, wa mer de Klimawandel net eeschthuelen, wa mer d'Hongerskris net eeschthuelen, dass mer dann iergendwann eng Kéier do viru ganz vill méi grousse Problemer stinn. Ech deelen déi Suerg. An dat ass och de Grond, firwat mer eis esou asetzen.

Et ass och vu verschiddenen Deputéierten ugeschwat ginn, dass mat Suerg gekuckt gëtt, dass eng ganz Rei Länner dat Zil vun den 0,7 % APD vun hirem Bruttonationalprodukt net respektéieren, deem se sech verschriwwen hunn. Dat ass effektiv eng Suerg, déi ech och deelen. Mir gesinn, dass dat eng Tendenz ass, déi extreem besuergniserreegend ass. Mir gesinn, dass Länner effektiv … Schweden ass genannt ginn, England; Groussbritannien huet och hir APD relativ staark erofgeschrauft. Dat ass a mengen Aen eng ganz kuerzfristeg an eng kuerzsiichteg Vue. Fir do ze spueren, dat ass op der falscher Plaz gespuert.

Mir sinn e Land, wat elo säit bal 40 Joer Entwécklungszesummenaarbecht mécht. Wéi mer d'Gesetz 1983 gestëmmt hunn – an ech hat dat nogekuckt an den Travaux parlementaires –, du lounge mer mat eiser Entwécklungshëllef nach ënner 0,2 %. Mir sinn also säithier wierklech e wäite Wee gaangen an déi 1 %, déi mer haut an eis Entwécklungshëllef investéieren – 1 % vun eisem Bruttoakommes –, déi stinn eis net nëmme gutt zu Gesiicht, mee déi sinn extreem wichteg an eiser Aussepolitik.

An ech géif och gär soen, dass dee Principe de non additionnalité, deem mer eis verschriwwen hunn, fir ze soen: „Gutt, mir rechnen déi Investissementer, déi Käschte fir eis Flüchtlingspolitik an och fir eis Klimapolitik net an eis APD an", dass dat genee richteg ass.

Dir hutt gefrot, Här Keup, wat dat dann elo ass, dee Montant. Ech géif Iech invitéieren, de Budget ze liesen. Dat gëtt net verstoppt! Dir kënnt dat ganz einfach zesummerechnen. An et ass kloer, dass mer iwwer 1 % sinn. Ech sinn och houfreg drop, dass mer iwwer 1 % sinn. An ech kann Iech soen, dass dat eppes ass, wat eis ganz héich ugerechent gëtt.

Déi Länner an déi Regierungen, déi elo erofgi mat hirer Entwécklungshëllef, jo, dat si Länner wéi Schweden, virun hinnen d'Englänner, dat sinn och déi Länner, wou Regierunge sinn, déi net midd ginn, ëmmer erëm op d'Flüchtlingen ze klappen, d'Flüchtlingen ze diaboliséieren, déi nationalistesch Tendenzen hunn. Déi zwee gi ganz kloer zesummen. Dat ass net déi Politik, fir déi dës Regierung steet. Dat ass net eis Approche zur Entwécklungszesummenaarbecht.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dat sinn och Länner, déi sech inspiréieren un enger Politik vun engem Donald Trump, dee mengt, dass ee sech mat Mauere kéint géint Flüchtlinge schützen.

Et ass och vill geschwat ginn, oder thematiséiert ginn, dass heiansdo eis Entwécklungszesummenaarbecht ugezweifelt gëtt oder heiansdo sech gefrot gëtt, firwat mer dat maachen oder firwat mer dat mat där Ambitioun maachen, mat där mer et maachen.

Ech sinn der Meenung, an dat ass och vun e puer Deputéierten ugeschwat ginn, d'Lydia Mutsch huet dat ugeschwat a senger Interventioun, dass et do eng ganz Rei Grënn gëtt.

Deen alleréischte Grond an den Haaptgrond, dat ass de Grond vun der Mënschlechkeet. Mir maachen dat aus mënschleche Grënn a mir maachen et aus Solidaritéitsgrënn, aus Grënn vun internationaler Solidaritéit. Eis Philosophie berout op der internationaler Kooperatioun. Mir liewen alleguerten zesummen als mënschlech Communautéit op engem Planéit. An et geet eis heiheem eppes un, wann et Leit an aneren Deeler vun der Welt schlecht geet. An ech sinn och frou, dass dat esou breet heibanne gedeelt gëtt.

Mee et gëtt och nach en anere Grond dofir, an och dat ass ugeschwat ginn: Mir hunn eng Verflichtung, dat ze maachen, och aus historesche Grënn, an dëser Regioun vun der Welt, an Europa. Virun net allze laanger Zäit – an ech weess net, ob se nach amgaangen ass – war eng Expositioun hei am Musée iwwer eis kolonial Vergaangenheet. Och dat explizéiert, firwat mer dat alles maachen. Mir maachen et aus Mënschlechkeet, mir maachen et aus internationaler Solidaritéit, mee och, well mer eng Verflichtung hunn, dat seriö ze maachen.

Mee mir maachen et och – a wann et nëmmen doméinst ass, ass dat och e wichtege Grond – aus ganz eegeninteresséierte Grënn. Den David Beasley, den Directeur exécutif vum Welternierungsfong, huet nach virun zwee Deeg an engem Interview mam „Monde" e ganz einfacht Rechebeispill ginn. E sot: „Mat ee bis zwee Dollar pro Dag kann een e Resilienzprogramm finanzéieren, deen ee Kand kann ernieren. Wann een dat selwecht Kand muss en charge huelen, wann et op der Grenz ass, zum Beispill mat Amerika, da kascht dat 4.000 Dollar." An dee selwechte Calcul kann een natierlech an Europa maachen. Et ass onendlech méi deier, wann een dat duerno als Flüchtlingsproblematik muss ugoe wéi am Fong zum Beispill Resilienzpogrammer fir d'Liewenssécherheet (veuillez lire: d'Liewensmëttelsécherheet).

Dat si wierklech déi wichteg Grënn, firwat mer dat alles maachen. Mee ech ginn dem Gusty Graas och ganz Recht, mir mussen och ëmmer méi dorobber sensibiliséieren. D'Informatioun iwwert dat, wat mer maachen, d'Kommunikatioun iwwert eis Projeten, iwwert eis Entwécklungszesummenaarbecht ass extreem wichteg. An dat fänkt natierlech och alles u bei der Educatioun, bei der Bildung an der Schoul.

Ech war virun zwou Wochen zu Dublin, wou mer, ënner Lëtzebuerger Copresidence, zesumme mat den Iren eng Deklaratioun adoptéiert hunn, déi „Dublin Declaration" heescht. Dat war am Kader vum GENE, wou mer och ganz implizéiert sinn – dat ass de Global Education Network Europe –, deen eng ganz progressiv Deklaratioun ausgeschafft huet, och mat Participatioun vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, wou sech wierklech der Educatioun op globalen Theeme verschriwwe ginn ass, sief dat de Klimawandel, d'sozial Gerechtegkeet, d'Mënscherechter, d'Gläichheet zwësche Mann a Fra, all déi Saachen, a wou all déi Länner sech engagéiert hunn, fir dat och nach vill méi staark an hirer Educatioun anzebannen, dat heescht, an der Schoul déi global Perspektiv op d'Welt nach vill méi ze ginn. An ech mengen, et ass extreem wichteg, dass mer dat heiheem maachen, dass d'Kanner, dass déi Jonk, dass d'Leit iwwerall, d'Bierger, déi Perspektiv, déi global Perspektiv, an Ausbléck hunn, wa se sech mat de Problemer heibannen ausenanersetzen. Ech hunn dat gëschter gesot: Mir hu Campagnë wéi „Rethink Your Clothes", wou mer justement deen Eclairage ginn, zum Beispill op eise Konsum vu Kleeder.

Dofir ass et esou wichteg, fir eeben och déi Akzeptanz par rapport zu der Entwécklungszesummenaarbecht dobaussen ze kréien.

Et ass och e puermol gesot gi vu verschiddenen Deputéierten, vum Gusty Graas an, ech mengen, och vum Lydia Mutsch, dass eise Liewensstil natierlech och zu de Problemer bäidréit. Dat ass richteg. Eis Modernitéit an och eise Wirtschaftsmodell, eise Konsummodell, dat geet op d'Käschte vun der Entwécklungswelt.

A wann Der, wéi mer dat am Juli gemaach hunn zu New York, de Voluntary National Review presentéiert, wou mer eise Progrès bei den ODDen, bei den nohaltegen Entwécklungsziler, presentéieren, dann ass dat natierlech och eng vun de Remarken, déi Der gemaacht kritt, dass Der eent vun deene Länner sidd, wat als Éischt säin Overshoot Day huet. Eis Empreinte op de Planéit ass enorm. An dofir musse mer och weiderhi ganz offensiv un der Dekarbonisatioun vun eiser Ekonomie an eiser Gesellschaft schaffen. Mir mussen un technologesche Léisunge schaffen, sief dat d'Digitaliséierung, sief dat d'Kreeslafwirtschaft, sief dat d'Deelwirtschaft, awer och natierlech un enger Gesellschaft an enger Wirtschaft, déi méi sober ass, déi sech der Sobrietéit verschriwwen huet.

An natierlech och eng Ekonomie, déi d'Mënscherechter seriö hélt! An do géif ech gären och kuerz op dat agoen, wat d'Stéphanie Empain sot iwwert den Devoir de viligance. Dir wësst, dass dat eppes ass, wat mir ganz staark um Häerz läit. Mir hunn dat schonn a vergaangenen Debatten hei iwwert d'Kooperatioun an och iwwert d'Ekonomie ugeschwat. Do gëtt et elo eng Direktiv, déi virläit, wou mer eis interministeriell concertéiert hunn derzou, wou mer als Lëtzebuerg eng gemeinsam Positioun hunn a wou mer wierklech eis och engem ambitiéisen Text verschriwwen hunn.

Do kann ee kritiséieren, dass d'Fongen net dra sinn. Dat kann een awer och ganz gutt justifiéieren, dat hunn och aner Länner gemaach an hirer Approche zu der Direktiv. Et war ëmmer meng Suerg, mir war ëmmer wichteg an deem Dossier, dass mer en Text géife kréien, deen op eisen Tissu économique passt. Et geet hei net duer, en Text ze hunn, deen op eemol all d'Entreprisë betrëfft, och déi, déi dat guer net kënnen um Terrain verifiéieren. Mir brauchen en Text, deen op eis Wirtschaft passt. An et mécht wéineg Sënn, fir zum Beispill Kleng- a Mëttelbetriber ënnert deen Text ze kréien, wëssend, dass se guer net d'Moyenen hunn, fir dat an hirer ganzer Liwwerketten ze verifiéieren.

Dofir kann ee vill diskutéieren iwwert de Champ d'application vun deem Text. Déi Entreprisen, déi dat kënne verifiéieren, sollen dat musse maachen. An dofir wäerte mer eis ganz kloer derfir asetzen, dass dat och duerno de Fall ass.

Ech hunn, schonn ier déi Direktiv virlouch, a mengen zwee Ministèren, a mengen Aiden-Instrumenter, sief dat am Business Partnership Facility, sief dat awer och an den Aiden an der Ekonomie, eng Konditioun draschreiwe gelooss, dass déi Entreprisen, déi Beneficiaire si vun deenen Aiden, sech och de Mënscherechter verschreiwen an hirer ganzer Liwwerketten. Dat ass eppes, wat kontraktuell festgeluecht ass, an dat ass eppes, wou et mer och wichteg ass, dass mer dat duerno och am Gesetz verankeren.

Dofir kënnt Der sécher sinn, dass ech mech wäert asetze fir en ambitiéisen Text vun där Direktiv, well deen ass jo nach net fäerdeg verhandelt, awer duerno och fir eng ambitionéiert Transpositioun vun deem Text.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Et ass och geschwat ginn, am Kontext vum Ruanda, awer net nëmmen, iwwert déi Fro vun der Aide non liée. D'Aide liée, dat ass, wann d'Entwécklungshëllefsgelder bedéngt sinn, konditionéiert sinn zur Vergab vu Marchéen. Dat ass d'Aide liée. An et sinn eng ganz Rei Länner, déi dat maachen – an net där Klengster! – a wou ganz kloer ass: Wa mer de Marché, oder wann eis grouss Entreprisen d'Marchéen net kréien an deene verschiddenste Beräicher, da gëtt et och keng Entwécklungshëllef!

Jo, dat ass: Eng Hand wäscht déi aner! Dat ass net dat, wat mir zu Lëtzebuerg maachen, ganz kloer net. An ech wäert dat och net stoe loossen, dass mer dat maachen.

Mir ass, par contre, dru geleeën, dass mer an eise Partnerlänner, an iwwerhaapt an der Entwécklungszesummenaarbecht, och en ekonomeschen Empowerment maachen. Et geet net duer, sech an d'Educatioun ze implizéieren oder an d'Beruffsformatioun, wann et duerno keng Debouchéë gëtt, wann et duerno keng Aarbechtsplaze gëtt an deene Länner, wou mer dat maachen.

An dat ass de Grond, firwat et esou wichteg ass, och ekonomesch Fillièren ze developpéieren, och wirtschaftlech Opportunitéiten ze developpéieren. An do schummen ech mech net, dat ze maachen. An et geet, nach eng Kéier, net drëm, déi Lëtzebuerger Ekonomie ze entwéckelen! Par contre hunn ech kee Problem domat, wa Lëtzebuerger Entreprisen am Partenariat mat Entreprisen – jo, och zum Beispill am Ruanda, am Benin, op anere Plazen – zesummeschaffen, fir do nei Aktivitéiten ze entwéckelen.

An ech soen Iech: Dat ass eng Demande an deene Länner! Wa mer am Ruanda ware mat Entreprisen, dann ass dat, well se eis dat gefrot hunn, well se interesséiert sinn, mat eis zesummenzeschaffen, mat eisen Entreprisen, am Beräich vun der Digitaliséierung, am Beräich vun de Finanzen. Och dat ass näischt, woufir ee sech muss schummen!

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Am Beräich vun der Agrikultur: Dat ass dat, wat mer maachen am Ruanda. An nee, mir sinn net do, fir Business ze maachen! Mir sinn do aus anere Grënn. Mir sinn do, fir d'Agrikultur opzebauen. Mir sinn och do, fir iwwer Mënscherechter ze schwätzen. Mir sinn do, well mer eng Geschicht do hunn a well mer nach ëmmer respektéiert gi wéinst där Kooperatiounspolitik, déi mer do gemaach hu virun 10, 15, 20 Joer, well se sech nach un eis erënneren a well mer e kredibelen a respektéierte Partner do sinn. An ech schumme mech och net fir déi Orientéierung vun enger wirtschaftlecher Kooperatioun.

An ech géif Iech och gär soen, dass déi Verdäiwelung, déi oft kënnt par rapport zu där Iddi, fir och e wirtschaftlechen Developpement ze maachen, ganz oft aus Ecke kënnt, déi nach an enger Mentalitéit sinn, déi een aus enger Zäit kënnt, déi ee konnt am Musée do gesinn. Dat kënnt aus Milieuen, aus enger Zäit, wou d'Kooperatioun effektiv nach vill méi mat Hëllef ze dinn hat wéi mat Zesummenaarbecht, am Fong aus enger Zäit, wou d'Entwécklungshëllef vu Missionare gemaach gouf, mat enger ganz spezieller Iddi vun Nächstenliebe.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dat ass net meng Iddi vun der Kooperatioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Ech gleewen, dass ee muss Perspektive schafen, och wirtschaftlech Perspektiven, dass ee muss Aarbechtsplaze schafen. Do ass fir mech, wéi gesot, näischt Anrücheges drun. Dat ass, au contraire, wierklech dat, wat mer musse maachen. A mir mussen do effektiv eis Atouten abréngen, d'Digitalisatioun, eis Fuerschung, eis inklusiv Finanz, all déi Saachen, wou mer e Savoir-faire hunn, musse mer do matabréngen. An dat ass och dat, wat mer maachen. An do sinn ech och houfreg drop.

De Business Partnership Facility ass eent vun deenen Instrumenter. An do sinn ech e puer Beispiller gefrot ginn. Ee vun de Projeten, zum Beispill, ass e Betrib aus Frankräich, deen am Senegal zesummeschafft am Beräich vum Agrivoltaisme, dat heescht, fir dekarboniséiert Agrikultur ze maachen. En anere Betrib ass een am Beräich vum Space, dee Fotovoltaikpannoe mécht mat Sand, deen am Burkina Faso e Projet huet. An e weideren ass een am Beräich vun der Konstruktioun, wou och am Burkina Faso nohaltegt Konstruktiounsmaterial gemaach gëtt. Dat sinn déi Genrë Projeten, déi do iwwert d'Business Partnership Facility gemaach ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Loosst mech just wannechgelift fäerdeg maachen, da kann den Här Kartheiser duerno froen.

Da war nach eng Fro vun der Madamm Empain, déi gefrot huet, wat déi 10 % am Beräich vun der Sécurité alimentaire alles géifen duerstellen. Dat ass d'Sécurité alimentaire am breede Sënn. Dat heescht, do ass alles dran. Do sinn och Saache wéi de Soutien, d'Ënnerstëtzung vu Schoulkantinnen an de Welternärungsfong dran, zousätzlech zu eise Projeten an der Agrikultur, der Agroekologie, an d'Opbaue vu Resilienz ass och do dran.

Dann Är Fro zur Koordinatiounsplattform. Bon, do brénge mer Acteuren zesumme wéi de CGDIS, mat deem mer jo zesummeschaffe bei emergency.lu, awer och d'Santé, d'Defense, fir notamment d'Fligeren, awer och den HCPN, déi si bei där Plattform do mat dran. An dat ass, wéi gesot, eppes, wat elo an deenen nächste Méint, Ufank d'nächst Joer, dierft operationell ginn.

Dann hat Der och nach eng Fro iwwert deen Humanitarian Innovation Accelerator. Et war effektiv d'Iddi, fir opgrond vum Succès vun emergency.lu am Fong een nächste Projet esou opzebauen, erëm eng Kéier mat der Implikatioun vum Welternärungsfong, well de PAM ass u sech déi Agence bei der UNO, déi am stäerksten an am meeschten op der Innovatioun schafft. Dat heescht, do war et natierlech, fir mat deenen zesummenzeschaffen, awer och aner UNO-Agencen an aner humanitär Acteuren zesummenzebrénge mat eisen Entreprisen – awer net nëmme mat eisen –, mee mat Entreprisen am Beräich vun der Digitalisatioun, vun der Finanz, vum Space an och aneren, fir eeben ze kucken, fir d'éischt emol d'Besoinen ze identifizéieren. An da gëtt en Appel à projets gemaach, fir eeben do och Solutiounen ze entwéckelen, déi da kënnen agesat ginn an an den Déngscht gesat gi vun der humanitärer Aktioun. Dat ass d'Iddi vun deem Accelerator, an dee wäert dann d'nächst Joer eng éischte Kéier operationell gemaach ginn.

Här President, ech géif och elo hei zu engem Schluss kommen. Ech hat virun zwee Joer gesot – 2020 bei menger Ried, wéi ech hei war, do ware mer matten am Covid –, dass et an enger Zäit, wou de Wand vun der Ännerung bléist, zwou Zorte Leit gëtt: Et gëtt déi, déi Mauere bauen, an et gëtt déi, déi Wandmille bauen. An ech hat gesot, dass ech zu där zweeter Kategorie géif gehéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | An ech hoffen, dass all d'Deputéiert heibannen och dozou gehéieren.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kooperatiounsminister Franz Fayot. Da Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. An och dem Här Minister merci fir seng Aussoen an déi Bereetschaft, dann op dës Fro ze äntweren.

Dir sot, Här Minister, „Et gëtt der, déi Mauere bauen an et gëtt der, déi Wandmille bauen." Ech hätt d'Tendenz, elo mol unzehuelen, datt Dir och zu deene gehéiert, déi Mauere bauen. An ech wollt Iech dat kuerz erklären, an da kënnt Der Stellung huelen.

Dir hat geschwat iwwert déi Politik vum Här Trump an Amerika. Deen huet effektiv dann do déi Politik géint iwwert dem Süden op der Südgrenz do gemaach. Mäin Androck war, datt den Här Biden viru gutt engem Mount decidéiert huet, dat virunzebauen. Also, et schéngt net nëmmen den Här Trump ze sinn, mee och den Här Biden. Ech wollt dat just soen.

(Brouhaha)

Dat Zweet ass, wa meng Informatioune richteg sinn, Här Minister – Dir kënnt mer dat bestëmmt soen –, huet d'Europäesch Unioun, wou mir matfinanzéieren, Fongen zur Verfügung gestallt fir d'Befestegung vun der Grenz tëschent Griicheland an der Tierkei an tëschent der polnesch-belarussescher Grenz. Dat gëtt alles mat EU-Fonge gebaut, zum Deel Honnerte vu Kilometeren Drot, pickegen Drot, Gelänneren, elektronesch Iwwerwaachungsmoossnamen, wou mir Lëtzebuerger matfinanzéieren, also Är Regierung.

Dofir wollt ech Iech froen, ob Der dat kënnt confirméieren, datt d'Lëtzebuerger Regierung iwwer EU-Fonge mathëlleft, Grenzbefestegungen ze maachen, notamment a Polen an a Griicheland.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Jo, bon, dat do ass wéi ëmmer eng Vermëschung vu ville Saache beim Här Kartheiser. Dat si mer gewinnt.

(Interruption)

Saachen, déi aus dem Kontext gerappt ginn an à dessein detournéiert ginn. Mir wëssen alleguerten, dass mer an Europa, an haaptsächlech wéinst Länner, déi vu Parteie regéiert ginn, déi Iech ideologesch ganz no stinn, keng ideal Flüchtlingspolitik hunn. An et ass effektiv net déi allerbescht Solutioun, fir Maueren oder pickegen Drot opzeriichten. Et wär effektiv eng vill besser Solutioun, fir vill méi nach an d'Kooperatiounspolitik ze investéieren, fir déi Saachen do un der Wuerzel ze bekämpfen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Dat ass déi Positioun, déi mer vertrieden an déi natierlech och ëmmer rëm hei vu mengem Kolleeg Jean Asselborn vertruede gëtt an zu där ech och 100%eg stinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Kooperatiounsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Dëse Punkt kënne mer awer eréischt ofschléissen, wa mer iwwert d'Motioun ofgestëmmt hunn. Wie wëllt nach zu der Motioun, déi vun der Madamm Mutsch ofgi gi war, d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Mutsch fir déi u sech exzellent Motioun, déi mer och kënne matdroen.

Ech wëll just vläicht op een Invite méi am Detail agoen. An ech mengen, datt ech an der Konklusioun d'Approche hei vun deene véier Parteien, déi ënnerschriwwen hunn, deelen, mee vläicht am Wee fir dohinner net onbedéngt d'nämmlecht sinn, an dat ass, ech sot et virdrun an der Ried, wann et ëm d'Liewensmëttelsécherheet geet. Do musse mer derfir suergen, datt och jiddwereen Accès zu de Liewensmëttel huet an och zum Som. Dir schreift explizitt „sémences" an den Invite. Et ass awer haut leider esou, datt et wéinst Patenter op Som ganz heefeg zu Problemer kënnt, fir eebe Planzen nach eng Kéier unzebauen, fir de Som ze benotze vu Planzen, déi schonn eng Kéier geplanzt goufen. Alles e bëssen technesch.

Um Enn vum Dag, wa mer eis derfir asetzen, datt an Zukunft d'Liewensmëttelknappheet soll verhënnert ginn, da musse mer eis definitiv nach eng Kéier alleguerten zesummesetzen an eis och engagéieren, datt déi Patenter op Som, op genmodifizéiertem Som, net däerfen zu Limitatioune vun der Uplanzbarkeet féieren. Dat ass haut leider nach de Fall. Mee ech mengen, datt mer, wa mer gudde Wëllens sinn, dat och géifen hikréien.

Duerfir wäert ech déi Motioun och matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci och, Här President. Och merci fir d'Propos vun der Motioun. Mir hu se net matënnerschriwwen, well mer e bëssen hin an hier iwwerluecht hunn. Mir droe se nawell mat, well se elo näischt beinhalt, wat mer elo problematesch fannen.

Mee mir fanne se awer éischter schwaach. Mir fannen och, dass gewësse Kontradiktiounen dra sinn, wann dervu rieds geet, dass een d'Dependance vun den, ech mengen, do steet, afrikanesche Länner vis-à-vis vun den entwéckelte Länner soll reduzéieren, a gläichzäiteg gëtt een awer eng Aide humanitaire a weiderhin d'Ënnerstëtzung vun den Organisatiounen. U sech kreéiert d'Aide humanitaire och eng gewëssen Dependance, wann een déi muss maachen.

Eise Wee wär deen, éischter op Souveränitéit, op Liewensmëttelsouveränitéit, ze setze wéi op Sécherheet, well Sécherheet a Souveränitéit, dat ass net dat selwecht. D'Sécherheet ass déi Notioun, déi u sech méi kuerzfristeg denkt wéi d'Souveränitéit, déi méi laangfristeg denkt. Mat der Liewensmëttel- oder Narungsmëttelsouveränitéit kënne mer Projete wéi agroekologesch Projeten ënnerstëtzen, wou d'Leit d'Méiglechkeet hunn, selwer u Land ze kommen, selwer hir eege Semencen ze produzéieren, selwer unzebauen an an deem Sënn eng méi resilient an nohalteg Landwirtschaftspolitik ze maachen.

Dat ass méi e resiliente Wee, méi en nohaltege Wee. An domat kreéiere mer méi eng Souveränitéit wéi eng Sécherheet. Netdestotrotz ënnerstëtze mer et mat, well et elo net falsch ass. Mee, wéi gesot, mir géifen éischter op de Wee vun der Liewensmëttelsouveränitéit goen, wat méi en nohaltege Wee ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen? Nee. Dat heescht, de Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

4. 8046 – Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'Etat

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet d'Proposition de loi 8046, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dëser Proposition de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren Iech elo an e puer Wierder e mëndleche Rapport iwwert d'Gesetzespropositioun 8046. Et geet hei ëm e Gesetz am Kontext vun der Verfassungsreform, an zwar iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot.

Deenen, déi elo fortginn, soen ech, dass mer geschwë wielen, nee, stëmmen.

(Hilarité)

Op dëser Plaz hunn ech de leschten 13. Juli dës Propos deposéiert. D'Propositioun gouf cosignéiert vun de véier Corapportere vun der Verfassungsreform Simone Beissel, Léon Gloden, Mars Di Bartolomeo a mir selwer.

Mir hunn de Rapport den 20. Oktober eestëmmeg an der Kommissioun vun den Institutiounen ugeholl, d'Kommissioun, déi sech och ëm d'Verfassungsreform këmmert. Dës Propos koum eestëmmeg zustan no Iwwerleeungen an eiser Kommissioun. Se

ass och an der Suite ze gesi vum Léon Gloden senger Propos 7687 vum 21. Oktober 2020, déi sech mam selwechten Theema befaasst huet: Wie kann ëm en Avis beim Staatsrot froen an zu wat?

Déi Propos ass awer no Avise vun der Regierung an dem Staatsrot selwer fale gelooss ginn. Esou si mer elo haut bei engem Text, deen de Staatsrot a sengem Avis vum 11. Oktober 2022 ouni weider Observatiounen zu den Artikele guttgeheescht huet.

Dëst kuerzt Gesetz wäert awer an Zukunft d'Praxis vum Fonctionnement vun eisen Institutiounen änneren, notamment d'Zesummespill vun eis, der Chamber, an dem Staatsrot.

Am Kapitel 4 vun der Verfassungsreform gesi mer vir, dass souwuel d'Chamber wéi och d'Regierung all méiglech Froe kënnen un de Staatsrot riichten. D'Modalitéite ginn duerch d'Gesetz festgeluecht. Dëst Gesetz ass eeben dat vun haut, wou mer déi Modalitéite festleeën, an dat trëtt a Kraaft dee selwechten Dag wéi déi nei Verfassung.

Mir modifizéieren haut d'Gesetz vum 16. Juni 2017, wou de Staatsrot reforméiert gouf.

Bis ewell huet just d'Regierung sech kënnen un de Staatsrot wennen, fir Froen ze stellen a fir vum Staatsrot Gesetzesprojeten a -proposen aviséieren ze loossen. Dat mécht de Staatsrot jo souwisou. Dat ass seng Haaptfunktioun, esou wéi mir et och kennen. Mee par analogie kritt och d'Chamber elo dëst Recht. Et geet drëms, dass d'Chamber de Staatsrot ka prealablement zu engem Gesetzesprojet oder enger Gesetzespropositioun froen, ob et prinzipiell opportun ass, iwwerhaapt e Gesetz zu engem Theema ze maachen.

An deem selwechten Artikel 2 hu mer och drageschriwwen, dass de Staatsrot an déi aner Richtung däerf souwuel der Regierung wéi der Chamber soen oder recommandéieren, nei Gesetzer ze maachen oder besteeënd Gesetzer unzepassen. Dëst gëlt och fir Reglementer.

Am drëtte Paragraf vum zweeten Artikel steet och elo ganz einfach a kloer, dass d'Chamber an d'Regierung dem Staatsrot all aner Fro kënne stellen, d'Chamber grad ewéi d'Regierung. Dat war de sprangende Punkt vun dësem kuerze Gesetz.

Am Artikel 4, ech sinn elo komplett, reforméiere mer dann och nach den Eed, deen d'Membere vum Staatsrot leeschte bei hirer Vereedegung: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité. Je promets de tenir secrètes les délibérations du Conseil d'État et les affaires du Gouvernement et de la Chambre des Députés."

Voilà. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. E grousse Merci un de Rapporteur, de Kolleeg Charles Margue, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

De Rapporteur huet et gesot: Dës Proposition de loi schreift sech an am Kader vun der Verfassungsreform, wou mer jo an den nächste Wochen hei wäerten den zweete Vott huelen, a baséiert op enger Proposition de loi, wéi de Rapporteur et gesot huet, déi ech 2020, Dir erënnert Iech, am Kader vun der Reform vun der Maison grand-ducale, deponéiert hat, wou virgesi war, datt fënnef Deputéierter kéinten de Staatsrot uruffen, fir en Avis betreffend enger Proposition de loi, engem Projet de loi oder engem Reglement kënnen ze kréien.

Opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, opgrond och vun deenen Avisen, déi erakomm si par rapport zu där Proposition de loi, ware mer dunn och bereet, déi zréckzezéien an eeben op de Wee vun där gemeinsamer Proposition de loi vun der Kommissioun ze goen.

De Rapporteur huet et richteg gesot: Mir kënnen elo als Chamber de Staatsrot froen, éier eng Proposition de loi deponéiert gëtt, ob et richteg a wichteg wier, esou eng Proposition de loi ze deponéieren. A mir kënnen och all aner Fro stellen.

Ech weisen drop hin an ech ënnersträichen dat, well dat war och en Diskussiounspunkt an der Kommissioun, an dat war och wichteg fir eis als CSV: Sollt d'Chamber – well et ass d'Chamber, déi als Organ hei de Staatsrot urifft, net en eenzelnen Deputéierten – zur Konklusioun kommen, datt et net opportun wier, de Staatsrot unzeruffen, dann ass et natierlech ganz kloer, well dat steet an eise Verfassungstexter, datt all eenzelnen Deputéierten dat Recht behält, eng Proposition de loi ze deponéieren. An déi muss och hire prozedurale Wee goen. Dat huet de Rapporteur och opgrond vun der CSV-Interventioun nach eng Kéier ganz kloer am Rapport ënnerstrach, datt et do net zu enger Ambiguitéit oder zu engem Malentendu kënnt. Duerfir wëll ech dat hei nach eng Kéier um Riednerpult ënnersträichen.

Et ass och e Paradigmewiessel, dee mer hei vollzéien. Ech erënneren drun, datt 1856 de Staatsrot am Fong an d'Liewe geruff ginn ass als Organ, fir deemools dem Roi Grand-Duc ze hëllefen, d'Chamber ze iwwerwaachen, fir datt déi keng Dommheete géife maachen an den Ae vum Roi Grand-Duc. A bis elo war de Staatsrot am Fong ëmmer en Organ, wat a Relatioun mat der Exekutiv stoung. Si hunn d'Projet-de-loien aviséiert an och d'Propositions de loi vun der Chamber.

Mee elo kënne mir selwer d'Initiativ huelen, fir de Staatsrot unzeruffen. Dat heescht, et ass e Paradigmewiessel, an ech sinn der Meenung, datt dat och zu enger moderner Demokratie gehéiert, datt déi Relatiounen tëschent de verschiddenen Institutiounen, éischtens, méi transparent ginn an, zweetens, datt och e Parlament kann e Staatsrot uruffen, fir en Avis ze kréien, well in fine geet et drëm, datt mer hei an dësem héijen Haus eng gutt legislativ Aarbecht maachen. An duerfir ginn ech och fir d'CSV den Accord zu dëser Proposition de loi.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech géif och virun allem dem Charles Margue Merci soe fir seng zwee Rapporten, schréftlech a mëndlech. Et ass u sech schonn alles gesot. De Léon Gloden huet och nach lescht Detailer a Prezisioune ginn.

Ënnert dem Strëch kann ee festhalen, dass duerch dësen Text d'Chamber verstäerkt gëtt, se kritt méi Pouvoiren. Allerdéngs, déi aner Säit ass, dass de Conseil d'État eeben och e bësselche méi mat Aarbecht iwwerlaascht gëtt, well mer jo eng Partie Froe kënnen direkt stellen am Virfeld, soudass ee sech vläicht kéint d'Fro stellen als Schlussfolgerung vun dëser Proposition de loi, ob een net misst de Conseil d'État verstäerken. Jiddweree sollt gesinn, wat eck domadder mengen.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP) | Dat gesot, géif ech den Accord vun der DP ginn zu dësem Text.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An d'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, déi verschidde Kapitele fir déi fundamental Revisioun vun eiser Verfassung féieren niewent enger ganzer Rei vu wichtegen Adaptatiounen zu enger Opwäertung vun eiser Chamber.

Déi Bestriewung zitt sech wéi e roude Fuedem duerch déi eenzel Kapitelen, déi jo schonn eng éischte Kéier hei an der Chamber mat grousser Majoritéit duerchgaange sinn. Den zweete Vott ass am Laf vun deenen nächste Woche virgesinn.

Déi Proposition de loi, déi mer haut diskutéieren, déngt derzou, déi Dispositioune betreffend d'Relatiounen tëschent Chamber a Staatsrot, déi an der neier Verfassung virgesi sinn, auszeféieren an ze preziséieren. Si wäert zu nach méi engem systematesche Austausch tëschent Chamber a Conseil d'État a vice versa féieren.

Deen Austausch, dee wäert an Zukunft vergläichbar sinn – net absolutt identesch, mee vergläichbar – mam Austausch tëschent der Regierung an dem Staatsrot. Esou kënne mer de Staatsrot offiziell consultéieren, wa mer Froen un hien hunn oder hien och zum Prinzipp vun enger Proposition de loi wëlle befaassen, ier déi Proposition de loi deponéiert gëtt. An de Léon Gloden huet zu Recht drop higewisen, dass dat kengem Deputéierte säi Recht schmälert, egal wéi den Avis vum Conseil d'État oder d'Stellungnam vum Conseil d'État ausfält, eng Proposition de loi ze deponéieren, déi da selbstverständlech och instruéiert gëtt wéi all aner Proposition de loi.

Dee méi breeden Austausch geet net nëmmen an eng Richtung, an esou kann de Staatsrot d'Chamber drop opmierksam maachen, wann en eng Opportunitéit gesäit fir ze legiferéieren.

Insgesamt ginn also den Dialog tëschent Conseil d'État an der Chamber grad ewéi hir Kompetenze gestäerkt. Iwwerhaapt, mat deene verschiddenen Dispositioune gëtt derfir gesuergt, dass déi verschidden Institutiounen hei am Land op Aenhéicht matenee kënne kommunikéieren an den interinstitutionellen Dialog verbessert gëtt.

An der Praxis huet sech dësen Dialog tëschent Staatsrot a Chamber an deene leschte Jore scho weesentlech verbessert, well ech ka mech nach un eng Zäit erënneren, wou et quasi verpöönt war, dass d'Chamberskommissioune mam Conseil d'État kommunikéiert hunn. A mengen Aen e graffe Feeler, well et kënnt ëmmer eppes Besseres eraus, wann eng objektiv, neutral, net „partie prise" Kommunikatioun zwëschent den Institutioune stattfënnt.

Just nach e puer Informatiounen iwwer eis Aarbechten un den Ausféierungsgesetzer, de Propositionde-loien an den Ännerungen un eisem Reglement, déi duerch déi nei Dispositiounen an der Verfassung noutwendeg ginn.

Mir hu schonn eng ganz Rei vu Propositions de loi deponéiert betreffend legislativen Initiative vun de Bierger, Commissions d'enquêtes an Dispositioune betreffend den Ombudsman. D'Regierung schafft un enger Rei vu weideren Texter. Mir haten eng ganz gutt Zesummenaarbecht och tëschent der Reglementskommissioun an der Institutiounskommissioun, fir eist

Reglement ze adaptéieren, Texter, déi alleguer entweder schonn deponéiert sinn oder drop an dru sinn, deponéiert ze ginn. Mir waarden nach op eng Rei Texter vun der Regierung.

A vu dass de Premier just kuerz erausgaangen ass an den Här Kox awer hei ass, géif ech e waarmen Appell un d'Regierung riichten – a, de Premierminister ass do –, fir déi Texter, déi nach an der Maach sinn, esou schnell wéi méiglech hei an der Chamber ze deponéieren. Ech weess, dass op ville Plazen dru geschafft gëtt, et sinn der och keng Honnerten, fir dass mer dat quasi zäitgläich mat den zweete Votte vun der Verfassung kënne behandele respektiv ofstëmmen.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a gi selbstverständlech och den Accord vun der LSAP fir dës Proposition de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An d'Wuert ass elo fir den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken an dem Här Margue Merci soe fir dee Rapport, deen en eis gemaach huet. E seet, et ass e kuerzt Gesetz, et ass awer e wichtegt Gesetz. A mir begréissen dat.

Ech wëll dat och ausdrécklech soen. Et si jo Saachen an där neier Verfassung, wou mir als ADR gesot hunn, dat géife mir och esou matdroen, dat wéilte mir maachen. Wär et nëmme méiglech gewiescht, dat am Konsens erauszehuelen, wou mer eis all hätte kënnen drop eenegen, fir dat de Bierger zum Referendum virzeleeën, da wier et haut méi einfach wéi dat, wat mer haut hunn!

Ech wéilt awer vläicht zwou Bemierkunge maachen.

Dat Éischt ass, datt mir eis jo och vill Gedanke gemaach hunn iwwert dat ganzt lescht Joer, oder méi wéi ee Joer, wou mer déi Verfassungsdebatt haten an och elo, wou mer dat Gesetz hei diskutéiert hunn.

Ech wéilt just op zwee Aspekter agoen. Dat Éischt ass dat, wat och den Här Arendt scho gesot huet, dat ass, datt mer der Meenung sinn, datt mer de Staatsrot iergendwéini musse verstäerken. Well déi Aarbecht vun deem Gremium ass net nëmmen extreem wichteg, och vun enger héijer Qualitéit, mee mir musse kucken, datt mer de legislative Prozess heiansdo kënne méi séier gestalten an esou weider. An dat bedéngt eeben, datt de Staatsrot déi néideg Mëttelen huet, fir dat ze maachen. Dat heescht, mir denken och an déi Richtung, datt mer déi Institutioun sollte verstäerken.

Eng zweet Iwwerleeung ass awer eng méi allgemeng. Wéi mer iwwert déi Verfassung gekuckt hunn, hu mer eis och e bëssen international situéiert, wat d'Eedesformel ugeet. An ech wéilt hei just soen, wéi et an Däitschland ass. Do ass jo och déi Optioun, wann ee vereedegt gëtt, datt ee kann derbäi soen, „so wahr mir Gott helfe", fräiwëlleg, da kann een dat maachen oder net maachen, esou wéi jiddereen dat wëllt.

Hei ass dat an den Texter net virgesinn. Mir hunn eis bei där Saach zum Beispill och d'Fro gestallt: Wat wär dann zum Beispill, wann een hei géif soen, niewent sengem Eed, „ainsi que Dieu me soit en aide"? Wär dat akzeptéiert, wär et net akzeptéiert? Géif gesot ginn, d'Formel ass richteg prononcéiert, d'Formel ass net richteg prononcéiert? Mir hätten u sech gär gehat, datt déi Eedesformel preziséiert wär, och mat där Optioun.

Elo hu mer eng Situatioun, wou mer konfrontéiert sinn, an dësem Text och, mat enger Harmoniséierung vun der Eedesformel an engem Sënn, deen eis net gefält. Mir hate wärend der ganzer Verfassungsdebatt ëmmer gesot, mir hätte gär, datt den Eed net verännert gëtt an datt dat Element „je jure fidélité au Grand-Duc" sollt an der Eedesformel verankert bleiwen.

Et ass och déi Consideratioun, déi eis dozou féiert – obscho mer hei mam Contenu komplett d'accord sinn –, datt mer der Meenung sinn, datt d'Chamber soll gestäerkt ginn. Déi nei Relatioun, wéi se definéiert ass, mam Conseil d'État, wär och eppes, wat mir akzeptéiert hätten an enger Verfassungsrevisioun. Mee dee Bemoll ass awer do, dat ass déi Harmoniséierung vun enger Eedesformel ouni d'Referenz op de Groussherzog. An dofir wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Charles Margue fir säi Rapport, Jo, déi virgesinnen Adaptatioune resultéiere jo aus der Proposition de révision vun der Constitutioun, déi jo ënner anerem mat sech bréngt, dass de Conseil d'État e wierklecht eegent Kapitel kritt, also an der Constitutioun däitlech vun der Exekutiv lassgekoppelt gëtt.

Geneesou ännert, datt och elo d'Chamber d'Méiglechkeet huet, de Conseil d'État direkt mat Froe vum allgemengen Interessi ze kontaktéieren. Dëst Recht fir d'Chamber – e Recht, wat laut Constitutioun bis elo nëmme fir de Gouvernement virgesi war – ass eng wichteg Ännerung. Hei gëtt also elo däitlech eng direkt Relatioun tëscht der Chamber an dem Conseil d'État an der Constitutioun verankert.

Wéi ech jo schonn a menge Riede bei dem betreffenden Deel vun der Verfassungsrevisioun gesot hunn, ass dëst e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Weider Punkten, déi ugepasst ginn, schéngen och begréissenswäert. Ech denken hei ënner anerem un d'Méiglechkeet, datt de Conseil d'État d'Chamber zum Beispill op juristesch Onsécherheeten opmierksam ka maachen. D'Chamber decidéiert dann, ob se d'Legislatioun wëllt upassen oder net oder ob se souguer wëllt e Gesetz elaboréieren. All dëst kënnt eiser Virstellung vun engem Conseil d'État als Organe consultatif vun der Chamber e Stéck méi no.

Trotzdeem muss een och betounen, datt aner wichteg Punkten, wéi zum Beispill d'Nominatiounsprozedur an insgesamt d'Kompositioun vum Conseil d'État, weeder duerch d'Verfassungsrevisioun nach duerch déi haiteg Proposition de loi geännert ginn. Hei bleiwe mir iwwerzeegt, datt een an abseebarer Zäit déi noutwendeg Diskussioune féiere muss.

Wéi gesot, ass et insgesamt eng Entwécklung an déi richteg Richtung an dofir stëmme mir dës Propositioun och mat. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol virewech e grousse Merci un de Rapporter, awer och un d'Auteure vun där Proposition de loi, well mir begréissen dat, wat virläit.

Et geet nämlech drëm, der Chamber e puer nei Méiglechkeeten ze ginn, Méiglechkeeten, déi se virdrun net hat. An dat begréisse mer. An datt dës Ännerunge positiv ze gesi sinn, dat ka keen ofstreiden, an ech mengen, dat huet och heibanne keen a senge Rieden ofgestridden, well mir liewen alleguerte gären an enger Demokratie, wou d'Chamber eeben dann och Pouvoiren huet.

D'Chamber spillt eng grouss a wichteg Roll, an dat soll sech och esou an hiren Aufgaben a Méiglechkeeten erëmspigelen. Esou vill also zur gudder Säit.

Komme mer awer zu e puer klenge Problemer. Mir betoune gären ons demokratesch Wäerter. D'Wourecht ass awer, datt et net ëmmer esou demokratesch ass, wéi et sollt a misst sinn. Ech ginn Iech e puer Beispiller, déi dat ganz gutt beweisen.

Mir hunn als Piraten – mee ech weess, datt dat fir déi aner Oppositiounsparteien och de Fall ass – déi lescht Joren eng ganz Rei Proposition-de-loien agereecht. Ganz dacks ass et awer de Fall gewiescht, datt dës Propositiounen net esou traitéiert goufen, wéi dat vum Gesetz jo u sech virgesinn ass. Et huet ee bal d'Gefill: Wat net däerf sinn, dat kann och net sinn. An deementspriechend gi se am Tirang leie gelooss. A verschiddene Fäll hu mer direkt e puer Bréiwer missen un de Chamberspresident schreiwen, fir datt d'Kommissiounspresidentinnen a -presidente sech un d'Reegelen hale respektiv och de Staatsrot, dee verschidden Avisen einfach net mécht.

Dat ass alles anescht wéi demokratesch, well och d'Oppositioun huet d'Recht drop, hir Projeten iergendwann aviséiert ze kréien. Aner Projet-de-loie vun der Regierung goufe virgezunn, wärend déi vun den Oppositiounsparteien zum nämmlechten Theema am Tirang leie bloufen. An och bei den Avise vum Staatsrot ass et dacks dann esou, datt een onheemlech laang waarde muss. An ech kéint Iech elo eng ganz Lëscht vu Projeten, Propositioune ginn, wou dat de Fall ass. Ech erspueren Iech dat. Ech fanne just, dat dierft net sinn.

Wa mer als Oppositiounspartei d'Regierungsparteie kritiséieren, kréie mer am Géigenzuch ganz heefeg de Virworf gemaach, mir géife just kritiséieren, awer selwer näischt Konstruktives op den Dësch bréngen. Mee dat stëmmt net. An dat wëssen déijéineg, déi dee Virworf maachen, och ganz genau, well se misste just eng Kéier op de Rôle vun der Chamber kucke goen a kucken, wéi vill Proposition-de-loien aus den Oppositiounsreie komm sinn zu ganz konkreeten Theemen. An da kann een net soen, et géife keng Propose gemaach ginn. Eis Propose gi just net aviséiert!

An ech hoffen, datt sech dat heimadder e bëssen ännere kann, well mir droen alleguerten heibannen eisen Deel dozou bäi, besser gesot, mir probéieren et alleguerten. Mee et hëlleft natierlech net, wann eng Majoritéit dat ënnerbënnt.

Witzeg ass et natierlech och, wann dann Iddie kopéiert ginn an op eemol Projet-de-loie kommen zu Proposition-de-loien, déi scho laang am Tirang leien, ouni och nëmme mat engem Wuert an hiren Introduktiounen, an hiren Exposé-de-motiffen ze erwänen, datt fir änlech Proposition-de-loien deelweis verbatim déi nämmlecht Ännerungen a Gesetzer gemaach goufen, an dat gëtt einfach ewechgekiert, als hätt dat net misse sinn.

Bon, dat kann ee kritiséieren. Ech soen et einfach esou: Als Pirat fannen ech et ganz gutt. Gutt Iddien sinn do, fir kopéiert ze ginn! An ech begréissen et, wann déi gutt Iddien dann och wéinstens ëmgesat ginn. Mee heiansdo géif et natierlech der Séil gutt-doen, wann ee wéinstens d'Attributioun dovunner géif kréien.

M. Léon Gloden (CSV) | D'Source zumindest!

M. Sven Clement (Piraten) | An eng Source ze nenne géif och heiansdo hëllefen, den Här Gloden huet dat

richteg gesot. Mee bon, do maachen ech mer hei bei dëser Regierung net allze vill Hoffnungen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, wann d'Chamber dat richteg fënnt, dann ass dat esou. Dir sidd den éischte Pouvoir. Ech mengen, et ass wichteg an den Institutiounen, dass een och enger Chamber d'Méiglechkeet gëtt, en Avis beim Staatsrot ze froen. De Staatsrot gëtt jo ganz oft och als „sage" bezeechent – ech soe „bezeechent" – an ech wëll hinnen awer och nach eng Kéier, och wann dat hei elo näischt mam Sujet ze dinn huet, fir déi lescht zwee Joer, déi mer erlieft hunn, nach eng Kéier Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi se geschafft hunn, och hei dem Orateur vun der LSAP vun haut, deen de Rapporteur permanent ass vun deene Covidsgesetzer, dass mer gesinn hunn, dass mer mam Staatsrot ganz effikass kënne schaffen.

Hei ass et jo dann d'Méiglechkeet, déi d'Chamber huet, fir dem Staatsrot och Froen ze stellen. Ech mengen, et ka kengem schueden, de Staatsrot ze consultéieren. Dat, wat de Guy Arendt seet, ass net falsch. Well si hu schonn e Volume de travail, dee grouss ass. Dat heescht, wann de Volume de travail nach méi grouss gëtt, muss ee vläicht iwwer aner Saachen zesummen diskutéiere kënnen. Ech weess jo net, wivill Froen dat kënne sinn, mee wann dat esou vill ass, wéi hei d'Regierung Texter deposéiert a Froen huet, da kënnt de Staatsrot vir an hannen net bäi.

A wann d'Delaien ëmmer méi laang ginn, fir Texter ze deposéieren, bei verschiddenen, wou mer scho bei Direktive riskéieren, en retard ze sinn, géif ech just virdru warnen ze kucken, wat mer vum Staatsrot gesot kréien, well et geet net nëmmen duer mat administrative Leit. Et sinn och d'Kompositiounen, d'Kommissiounen, et cetera, et cetera. Déi Diskussioun muss een dann och eng Kéier opmaache kënnen.

Last but not least, den Här Di Bartolomeo huet och eng Fro gestallt. Do geet et ëm ganz vill Saachen, vu Paien iwwer Recoursen, iwwert d'Cour constitutionnelle. Mir hoffen, dass mer déi Texter nach Enn November an de Regierungsrot kréien, fir dass se dann och kënnen esou séier wéi méiglech gestëmmt ginn. Voilà, e grousse Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8046. Den Text steet am Document parlementaire 8046[2].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8046 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration.

Une voix | Här President ...?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Jo. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8073 – Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 8073, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Loyerssubventioun. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, als Erënnerung, d'Gesetz vum 22. Juli 2022 iwwert d'Mietsubventioun ass eng vun deene Moossnamen, déi am Solidaritéitspak virgesi waren, deen och den 31. Mäerz dëst Joer ënnerschriwwe ginn ass.

Mat dësem Gesetzesprojet 8073 soll elo e materielle Feeler korrigéiert ginn, deen an der Tabell vun de Parametere fir d'Berechnung vun der Mietsubventioun festgestallt gouf. Mir haten d'Gesetz vun der Subventioun Loyer och de 14. Juli elo am Summer hei an der Chamber votéiert.

Tatsächlech ass am Tablo e Feeler geschitt an et ass esou, datt fir e Stot mat dräi Kanner e Montant vu 6.937 Euro virgesi war, deen als Basis soll gëllen, fir e maximale Subsid kënnen auszerechnen. A genau do läit leider de Feeler: U sech ass de Montant méi héich, nämlech 8.937 Euro. Dëse Projet de loi gesäit also d'Ofännerung vun dësem Montant vir an natierlech och domadder déi Berechnungsparameteren, déi ganz wichteg sinn, fir eebe méi en héije Subsid kënnen ze kréien.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Iwwert d'Joer gesinn huet de Gesetzgeeber also fir e Menage mat dräi Kanner e järlechen Nettoakommesplaffong vun 58.000 Euro – 58.269, fir genau ze sinn – urspréinglech virgesinn, fir e maximale Subsid kënnen ze kréien.

Dëse Plaffong ass op Basis vun deem falsche Montant, dee bei 6.900 läit, ausgerechent ginn. Mam neie Montant, deen elo méi héich läit, dat heescht déi 8.937, ass den Akommesplaffong och eropgesat ginn, nämlech op ronn 75.070 Euro Revenu net annuel – an do kënnt de sprangende Punkt –, an dat erlaabt nämlech, datt vill méi Leit dervunner kënne profitéieren, fir eeben e Subsid fir de Loyer unzefroen.

Wichteg ze betounen op dëser Plaz ass och, datt déi Leit, déi bis elo dovunner profitéiert hunn, dat heescht, déi Beneficiairen, net penaliséiert ginn, well dat Ganzt gëtt och retroaktiv ausgerechent, nämlech op den 1. August 2022, den Datum, wou och d'Gesetz a Kraaft getruede war.

Vu datt déi Chifferen ëmmer indexéiert ginn an et schwéier ass, genau erauszefannen, bei wéi engem Montant ee läit, hunn ech och zwee konkreet Beispiller ausrechne gelooss, also ausgerechent, fir de Stot mat dräi Kanner, dat mécht dat Ganzt vläicht méi verständlech.

Dat éischt Beispill ass e Menage, wéi gesot, mat dräi Kanner, en Nettojoresakommes vu 76.000 Euro – wat relativ héich ass –, sou hätte si e Recht op eng Mietsubventioun vun 357 Euro am Mount.

Dat zweet Beispill, dat baséiert sech éischter op e mëttlert Akommes pro Stot, wat op d'Joer 2020 eebe gekuckt gouf. Do leie mer bei engem Revenu net annuel, wéi gesot, dee bei 58.000 Euro läit, an do géife mer ganzer 400 Euro Subventioun kréie pro Mount, wat och de maximale Montant wier.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Kommissioun. Also, Dir gesitt, et ass wierklech e ganz kuerze Projet. Mee et war eeben, fir deen ee Chiffer ofänneren ze loossen. De Gesetzesprojet gouf vum Logementsminister den 19. September 2022 an der Chamber deposéiert. An an eiser Reunioun vun der Logementskommissioun hu mer de Rapport ugeholl. Déi Reunioun huet den 11. November 2022 (veuillez lire: den 10 November 2022) stattfonnt.

Zu den Avisen. Mir krute just zwee Avisen eran. An hirem Avis vum 5. Oktober begréisst d'Chambre de Commerce natierlech déi Rektifikatioun an nach méi déi retroaktiv Demande, déi da wäert zoutreffen. A sengem Avis vum 25. Oktober mécht de Staatsrot och keng weider Observatiounen.

Dat alles gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech heimadder och den Accord vu menger grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

D'Regierung huet d'Wuert.

(Interruption par M. Henri Kox)

Den Här Logementsminister Henri Kox seet, datt fir hien alles an der Rei wier.

Da kënne mer elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8073 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8073[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8073 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8073 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, MM. Marc Hansen, Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. François Benoy) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 22., 23. a 24. November virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.16 heures.)

14e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 36
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Communications** p. 36
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
3. **Ordre du jour** p. 36
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
4. **Dépôt d'une motion par Mme Nathalie Oberweis** p. 36
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 37
   Question n° 358 du 22 novembre 2022 de Mme Diane Adehm relative à la campagne de vaccination hivernale contre la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 37
   Mme Diane Adehm | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Question n° 359 du 21 novembre 2022 de M. André Bauler relative aux retards éventuels en matière de livraisons de médicaments, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 38
   M. André Bauler | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Question n° 360 du 22 novembre 2022 de M. Jeff Engelen relative à la couverture des réservoirs de stockage de lisier, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 38
   M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Jeff Engelen)
   Question n° 361 du 22 novembre 2022 de Mme Cécile Hemmen relative au retrait du Luxembourg du Energy Charter Treaty, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 39
   Mme Cécile Hemmen | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Question n° 362 du 22 novembre 2022 de M. Marc Goergen relative au congé parental dans le cas du décès de l'enfant, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 40
   M. Marc Goergen | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   Question n° 363 du 21 novembre 2022 de Mme Stéphanie Empain relative à l'adaptation de l'offre des transports publics en raison de la fermeture du Tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question écrite n° 7145 du 9 novembre 2022 de M. Jeff Engelen relative aux travaux dans le tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question écrite n° 7188 du 15 novembre 2022 de M. Emile Eicher, Mme Martine Hansen, Aly Kaes et de M. Jean-Paul Schaaf relative aux travaux dans le tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 40
   Mme Stéphanie Empain | M. Jeff Engelen | M. Jean-Paul Schaaf | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 364 du 22 novembre 2022 de Mme Elisabeth Margue relative à la situation sur le marché du logement suite à la hausse des taux d'intérêts, adressée à M. le Ministre du Logement p. 42
   Mme Elisabeth Margue | M. Henri Kox, Ministre du Logement
   Question n° 365 du 22 novembre 2022 de M. Gilles Baum relative à l'autorisation de nouveaux vaccins contre la Covid-19 pour les enfants de bas âge, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 43
   M. Gilles Baum | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Question n° 366 du 21 novembre 2022 de M. François Benoy relative au refus d'autorisation de redémarrage du réacteur nucléaire Cattenom-1, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 43
   M. François Benoy | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
6. **Question élargie n° 162 de M. Gusty Graas au sujet des bibliothèques publiques** p. 44
   M. Gusty Graas | Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | M. Gusty Graas
7. **Question élargie n° 166 de M. Dan Biancalana au sujet de l'inscription d'une troisième option dans le registre de l'état civil** p. 45
   M. Dan Biancalana | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
8. **Question élargie n° 168 de M. Paul Galles au sujet du « Footprint » environnemental** p. 46
   M. Paul Galles | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
9. **Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)** p. 47
   M. Fernand Etgen, Président
10. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet des résultats de la COP27** p. 47
    Exposé : M. Sven Clement (dépôt de la résolution 1 et de la motion 1)
    Débat : M. Paul Galles | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | Mme Jessie Thill | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti (dépôt de la motion 2)
    Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
    Résolution 1 : Mme Josée Lorsché | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Sven Clement
    Vote sur le renvoi de la résolution 1 au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)
    Motion 1 : M. François Benoy | M. Sven Clement
    Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
    Motion 2 : Mme Stéphanie Empain | M. Paul Galles
    Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox, M. Georges Engel et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Gudde Mëtteg, ech maachen heimat d'Sëtzung op an entschëllegen de President fir den éischten Deel vun der Sëtzung, hie wäert am Laf vun der Sëtzung zou eis stoussen.

D'Fro dann direkt un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Communications

Ech wollt Iech matdeelen, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei deponéiert ass.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 22 novembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8102 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 21/11/2022

3) Le projet de règlement grand-ducal suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8101 – Projet de règlement grand-ducal modifiant
1° le règlement grand-ducal du 12 août 2008 portant application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transports routiers et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012 ;
2° le règlement grand-ducal du 26 janvier 2016 sur le contrôle technique des véhicules routiers ;
3° le règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 sur les transports par route de marchandises dangereuses

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 17/11/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2530 – Demande de pétition publique : Änderung des Gesetzes über die Erbfolge

Dépôt : Mme Alice Schwartz, le 15/11/2022

2531 – Demande de pétition publique : Wirtz Yannick

Dépôt : M. Yannick Wirtz, le 15/11/2022

2532 – Demande de pétition publique : Stopp vun den Trams-Aarbechten tëschent Kirchbierg–Findel, well d'Natur doduerch futti gemaach gëtt

Dépôt : M. Mathis Greis, le 16/11/2022

2533 – Demande de pétition publique : Créer une voie de bus pendant les heures de pointe sur les autoroutes en direction de Luxembourg en prenant la voie d'urgence

Dépôt : M. Nuno Miguel Branco De Oliveira, le 18/11/2022

2534 – Demande de pétition publique : D'Petitioun Nummer 2516

Dépôt : M. Timothée Roger René Puhl, le 18/11/2022

2535 : Demande de pétition publique : Exemption d'impôts sur l'allocation de fin d'année des pensions

Dépôt : M. Jacques Parasch, le 21/11/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da froen ech d'Chamber, ob se mat dem ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, d'accord ass.

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser do derzou, mee Här Arendt, Dir kommt awer nach drun.

(Interruption par M. Guy Arendt)

Jo.

(Hilarité)

Nee, ech hunn dat och esou verstanen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wollt eigentlech just d'Wuert froen – an ech soen Iech Merci, datt Der mer et ginn hutt –, well mer elo e Jubiläum feiere vun enger Motioun, déi den Här Jeff Engelen virun engem Joer hei am November 2021 deponéiert hat. A mir wollten Iech bieden, datt mer dës Woch kënnen doriwwer ofstëmmen. Dir kennt eise Chamberreglement selbstverständlech besser wéi ech. Zum Beispill den Art. 86 (3) gesäit jo vir, datt normalerweis eng Motioun oder Resolutioun, déi verwise gëtt an eng Kommissioun, sollt bannent dräi Méint zréckkommen an d'Plenière. Dat ass bis elo net geschitt. An dofir wollte mer dat maachen.

Et geet an dëser Motioun eigentlech drëm, datt mer Hëllef fir d'Bauere froen, dat war eng Initiativ vu mengem honorabele Kolleeg, dem Här Engelen, wéinst de Präisser, notamment bei den Düngemëttel. A mir hu jo gesinn, datt déi Situatioun sech absolutt net geännert huet, et ass, au contraire, nach méi schlëmm ginn. Dofir ass dat nach ëmmer aktuell. An dowéinst wäre mer ganz frou, Här President, wa mer nach dës Woch kéinten iwwert déi Motioun hei ofstëmmen. Ech däerf Iech se nach eng Kéier iwwerreechen.

An ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

Da géif ech d'Kolleeginnen an d'Kolleege froen, ob se mam ofgeännerten Ordre du jour d'accord sinn.

(Assentiment)

(Interruption par M. Guy Arendt)

Jo. Merci, Här Arendt.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, wat maacht Der dann elo mam Här Kartheiser senger Motioun gären?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, also, dat gesi mer am Laf vun dëser Woch. Et ass jo näischt aneschters gefrot.

Une voix | Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

4. Dépôt d'une motion par Mme Nathalie Oberweis

Dann, vu dass den Ordre du jour elo ugeholl ass a mer kucken, wou mer dem Här Kartheiser seng Motioun ënnerdaach kréien, ginn ech an en attendant d'Wuert der Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo, merci, Här President. Et gi jo heiansdo esou Reviremente. A mir stelle fest, dass et e ganz krasst Revirement gëtt. De Wunnengsbauminister schwätzt jo ëmmer erëm vun engem Paradigmewiessel a mir stelle fest, dass effektiv e Paradigmewiessel festzestellen ass bei deem neie Gesetz, bei deenen Amendementer vum Gesetz vum Bail à loyer.

Et ass nämlech do, wou bis elo ëmmer gesot gouf – an notamment am Exposé des motifs vum initiale Gesetz –, dass d'Locataire sollte geschützt ginn, dass hien de Minister vum Logement abordable wier, dass u sech misst déi Loyersspiral gebremst ginn, do stelle mir elo fest, dass genee de Géigendeel riskéiert ze passéieren, an zwar, dass de Capital investi bis elo wierklech um materiellen Investissement festgemaach gouf, do ass et elo esou, dass mat deenen neien Amendementer Koeffizienten agefouert ginn, déi wierklech de Capital investi um Maartpräis festmaachen. An zwar soll déi Reevaluatioun, Zitat, „plus cohérente avec l'évolution du marché" passéieren. Dat heescht, et ass wierklech eng Knäppung un d'Maartpräisser.

Mir gesinn dat als extreem problematesch un, well wierklech de Maartpräis domadder legitiméiert gëtt, woubäi eigentlech do de Problem ass.

Op eemol huet den Discours geännert. Op eemol ginn et och Exzesser no ënnen. Mir froen eis, wéi eng Exzesser no ënnen dat si bei de Loyerspräisser, well d'Locataire ginn, wéi mer alleguerte wëssen, ënner ënnert der Charge financière vun de Loyeren.

An do stelle mer fest, an ech mengen, Dir hutt et alleguerten och an der Press gelies, dass déi Koeffizienter riskéieren ze maachen, dass d'Loyeren, virun allem bei deene méi ale Wunnengen, an zwar beim Gros vun de Wunnengen, bis zwee- oder dräimol méi héich wäerte ginn an domadder en enorme Risiko fir d'Locatairen, déi elo schonn zu 31 % vum Aarmutsrisiko betraff sinn, also eppes, wat fir eis hei en absolutten No-Go an en enorme Risiko ass fir d'Locatairen an eeben déi Aarmut, an där se zum groussen Deel sinn. An et decouragéiert och den Investissement an déi eeler Wunnengen, wou eigentlech missten d'Proprietären encouragéiert ginn, fir dran ze investéieren.

Dofir fuerdere mir mat dëser Motioun op, dass den Amendement 3 vum Bail-à-loyers-Gesetz zréckgezu gëtt. An ech ginn Iech dann domadder eis Motioun eran.

Villmools merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant le projet de loi n° 7642 déposé par Monsieur le Ministre du Logement en date du 31 juillet 2020 ;

– considérant les amendements gouvernementaux audit projet de loi n° 7642 déposés par Monsieur le Ministre du Logement en date du 14 octobre 2022 ;

– considérant que Monsieur le Ministre du Logement note dans le commentaire de l'article 2 point 3° du projet de loi initial qu'il « s'avère en effet incohérent et même inéquitable de se référer à une valeur marchande » pour déterminer le montant du capital investi d'un logement mis en location pour préciser plus loin qu'« en effet, la notion du capital investi renvoie à l'effort économique que le propriétaire-bailleur a entrepris pour constituer le bien loué et la notion de "revenu annuel" prévue à l'article 3 renvoie à la rémunération du fruit de ce capital. C'est donc l'effort de l'investissement qui est rémunéré par un revenu annuel, c'est-à-dire le loyer ne pouvant dépasser 5 % de l'investissement. Se référer dans ces cas à une "valeur marchande" établie selon la logique du marché, de façon indépendante du capital investi et incluant notamment une rente économique, c'est-à-dire le gain réalisé par le propriétaire au-delà du coût de la rémunération de ses fonds dénature l'essence même du plafond du loyer déterminé en règle générale par rapport au capital investi par la législation spéciale en matière de bail à loyer, et ceci depuis 1955 » ;

– considérant que l'amendement 3 au projet de loi n° 7642 vise au contraire une réévaluation du capital investi « plus cohérente avec l'évolution du marché » (page 11, amendements gouvernementaux) ;

– considérant que cet amendement en matière de réévaluation du capital investi aura comme effet une augmentation de ce dernier en phase avec l'évolution du marché pour les logements existants sur le marché locatif privé ;

– considérant que la réduction du plafond du loyer annuel maximal de 5 % à 3,5 % respectivement à 3 % ne pourra pas contenir l'impact du nouveau coefficient de réévaluation des capitaux investis sur l'évolution des loyers ;

– considérant que cette nouvelle orientation du projet de loi est ainsi en contradiction avec la l'approche initiale du projet visant à « améliorer la situation des locataires » ;

– considérant que le taux de risque de pauvreté des locataires au Luxembourg se situant à 31 % est parmi les plus élevés dans le classement des pays de la zone euro et qu'une augmentation des loyers risquera d'exacerber cette situation ;

– considérant que les modifications proposées en matière de réévaluation du capital investi pourraient décourager des investissements dans l'amélioration des immeubles mis en location ;

– considérant qu'un tel effet serait en contradiction avec les objectifs en matière de lutte contre le réchauffement climatique du gouvernement visant e.a. une réduction de 64 % des gaz à effets de serre dans le secteur des bâtiments d'ici 2030 par rapport à 2019,

invite le Gouvernement

– à retirer l'amendement 3 au projet de loi n° 7642 ;

– à soumettre à la Chambre des Députés une nouvelle proposition pour la détermination du capital investi d'un logement mis en location qui soit cohérente avec les objectifs visant à la fois une amélioration de la situation des locataires et un encouragement des investissements dans l'amélioration des logements existants par les bailleurs.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Et ass schonn e bëssen ongewinnt, vu dass mer mat der Instructioun vun engem Gesetz amgaange sinn an déi Instructioun nach net fäerdeg ass.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Wann ech dozou däerf eppes soen: Souwäit ech weess, war virun e puer Wochen hei och eng Motioun ugeholl ginn, wou et och ëm e Gesetz goung, an zwar d'Agrargesetz, wat och en cours ass. Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Et ass trotzdeem speziell. Mee bon.

5. Heure de questions au Gouvernement

Kolleeginnen, Kolleegen, de Mëtten hu mer eng Froestonn um Ordre du jour. Dir wësst, dass d'Deputéierten zwou Minutten hunn, fir d'Fro ze formuléieren, an d'Regierung véier Minutte fir ze äntweren. A wa mer se alleguer wëllen duerchkréien, bieden ech Iech, Iech esou strikt wéi méiglech un déi Zäiten ze halen.

Déi éischt Fro kënnt vun der Madamm Diane Adehm, geet un d'Gesondheetsministesch a betrëfft d'Wanterimpfung géint de Covid-19. D'Madamm Adehm huet d'Wuert.

– Question n° 358 du 22 novembre 2022 de Mme Diane Adehm relative à la campagne de vaccination hivernale contre la Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President, Madamm Minister, mir wëssen, dass mer aktuell praktesch 80 % vun eiser Bevëlkerung iwwer fënnef Joer hunn, déi e komplette Schéma vaccinal virweise kënnen. Ech wéilt och virop betounen, dass et fir eis als CSV immens wichteg ass, fir d'Impfung ze ënnerstëtzen, an dass mir och ëmmer zu eise Wierder stinn.

Ech erlabe mer awer, Iech eng Fro ze stelle betreffend engem Mail vun engem Cabinet de Big Four. Fir prezis ze sinn, ass et d'Consultingbranche vun deem Cabinet de Big Four, dee verschidde Gemenge bei eis hei am Land ugeschriwwen huet, wou se froen, ob se däerfen op hire lokale Chrëschtmaart goen, fir Goodien ze verdeelen. Dës Goodië solle verdeelt ginn a Form vu Postkaarten a Chaufferetten an et sollen Hostessen dat verdeelen. An de Mann, deen dat geschriwwen huet, dee seet nach, dass hie Responsabelen ass vun der Kommunikatioun vun der Regierung ronderëm Covid-19 zu Lëtzebuerg.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Minister: Firwat huele mer e Cabinet Big Four, fir déi Kommunikatioun ze maachen? Wat ass seng prezis Missioun? Wat ass de Käschtepunkt dovunner? Ass gegeebenefalls eng Ausschreiwung gemaach ginn?

Zweet Fro: Op wéi enger Basis ginn d'Gemengen erausgesicht, wou déi Goodië verdeelt ginn? Gëtt do gekuckt, wéi den Impftaux an där Géigend ass? Respektiv weess d'Regierung iwwerhaapt, a wéi enger Gemeng wéi den Impftaux vun der Bevëlkerung ass, oder net?

Drëtt Fro: Wat gëtt sech konkreet dovunner erwaart, fir de Leit Goodien op engem Chrëschtmaart ze verdeelen? Wéi vill Leit wëll ee mat där doter Campagne erreechen? An ëm wéi vill soll den Impftaux eropgoe mat dëser Campagne? A gëtt duerno dann e Bilan presentéiert vun dëser Campagne?

An dann déi lescht Fro ass: Wat kaschten déi Goodien? A firwat brauch ee Goodien, fir d'Leit dovunner ze iwwerzeegen, eppes ze maachen, wat se u sech maache sollten, well et an hirem Interêt ass a well an eiser aller Interêt ass?

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An eis Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, huet direkt d'Wuert fir ze äntweren. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President, fir dës Fro. Eis Campagne ass effektiv villschichteg am Hierscht an an de Wanter eran an ech hat mer déi elo hei opschreiwe gelooss. Vu datt ech den Detail vun Ärer Fro net am Viraus weess, wäert et mer sécherlech elo schwéierfalen, hei par rapport zu mengem Budget Detailer ze ginn, wéi eng spezifesch Aspekter vun der Campagne elo wat kaschten. Do sinn ech wierklech iwwerfuerdert, muss ech soen. Ech weess net, wéi déi aner Leit an hire fréieren Ämter hir Budgete beherrscht hunn, mee dat do hunn ech definitiv net drop, fir Iech do elo de Käschtepunkt ze ginn.

Ech kann iech awer gären informéieren, wat mer alles geplangt hunn an der Impfcampagne iwwert den Hierscht an och an de Wanter eran. Mir hu jo lescht Recommandatiounen, déi erauskomm sinn, elo vum CSMI, vum 26. September.

Mir hunn eng Informatiounscampagne lafe fir den Hierscht spezifesch mat Affichagen, Social Media a Printen.

Dann hu mer eng aner fir de Wanter programméiert, och Affichage, Social Media an eng Rei Printcampagnen.

Dann hu mer eng Impfcampagne zesumme mat den Hausdokteren an den Apdikte lafen, déi och ausgeschafft ginn ass, engersäits mat der AMMD a mam Syndicat vun den Apdikter.

An da kënnt effektiv, an dat ass dat, wat Dir elo am Viséier hutt: Op de verschiddene Chrëschtmäert hu mer Hostesse virgesinn, déi sollen d'Leit opmierksam maachen, Froe beäntweren, déi d'Leit hunn. Dat hu mer iwwert déi lescht Jore reegelméisseg gemaach op Eventer, wou Leit sinn, déi uspriechbar sinn, déi och ausgewise sinn, dass se fir d'Impfcampagne do stinn. Dat fonctionéiert normalerweis ganz gutt, d'Leit komme sech renseignéieren. Bon, am Moment ëmmer manner. Do wäert ech och nach drop kommen.

Déi Primovaccinéen, där schwätze mer net méi ganz vill un, ech mengen, do si mer derduerch. Mee d'Leit hunn awer ëmmer vill Froen iwwert d'Rappellen, ob se dat solle maachen oder net, well net jiddwereen ëmmer am Detail informéiert ass, wat déi lescht Recommandatioune vum CSMI sinn, soudass eis Hostesse, wéi mer dat nennen, do wou mer se hunn – déi si meeschtens kombinéiert gewiescht mat de Bussen –, awer ganz vill ugeschwat ginn, wa se op Eventer sinn. An dat ass dat, wat och op de Chrëschtmäert virgesinn ass.

Dann hu mer Radiospotte virgesinn, fir op d'Méiglechkeete bei den Dokteren an den Apdikten nach eng Kéier opmierksam ze maachen an den Hierscht an an de Wanter eran. Eng Rei Communiqué-depressë wäerte kommen.

An och: Mir haten elo, an déi wäerte mer elo ofschafen, bis an den Oktober eran eis Helpline „Vaccinatioun", déi mer zesumme mam CHL gemaach hunn. Déi hu mer elo agestallt. Déi war am Fong geholl destinéiert, fir d'Leit, déi nach ëmmer Zweifel hunn un enger Primovaccinatioun, ofzehuele mat hire Froen. Do hu mer awer misse feststellen, dass dat effektiv komplett ufänkt zréckzegoen.

D'Froen, déi d'Leit haut hunn, si ronderëm d'Rappeller, ob dat fir si Sënn mécht oder net Sënn mécht an esou weider.

Déi eenzel Campagnen: Mir maache selbstverständlech Ausschreiwungen. Mir hu ganz breet gestreeten Impfcampagnë lafe gehat iwwert déi lescht Joren. An do maache mer deementspriechend Ausschreiwungen, fir déi ze verginn.

Ech muss Iech awer leider soen, dass ech do den Detail elo esou op Abruf net am Kapp hunn, fir Iech dat

kënnen esou kuerzfristeg matzedeelen. Dat deet mer ganz leed. Wann dat gewënscht ass, kënne mer dat awer gären noreechen. Dat ass alles transparent. Ech mengen, dat si Budgeten, déi mer accordéiert kritt hunn an op deene mer schaffen. An d'Prozeduren, do ginn ech dovunner aus, dass eis Leit mëttlerweil genauestens wëssen, wéi déi lafe mat deene Saachen.

Ech wëll Iech Merci soen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Ministesch.

An déi nächst Fro, d'Madamm Ministesch ka schonn an der Géigend bleiwen, geet och u si a kënnt vum Här André Bauler betreffend eventuell Verspéidunge bei der Ausliwwerung beim Approvisionnement mat Medikamenter. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 359 du 21 novembre 2022 de M. André Bauler relative aux retards éventuels en matière de livraisons de médicaments, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, der Madamm Gesondheetsministesch eng Fro stellen. Duerch d'Pandemie ass et bekanntlecherweis zu Liwwerenkpäss a ville Beräicher komm, och wat d'Liwwerung vu Medikamenter ugeet.

An Däitschland schloen d'Apdikter zanter leschter Woch Alarm. Et géif u verschiddene Medikamenter feele wéi Houschtesirop, Bluttdrockreduzéierer, Medikamenter géint de Broschtkriibs oder géint Moseier, fir nëmmen déi ze nennen. Dat hätt et zanter 30 Joer net ginn, seet e Spriecher vum Apdikteschverband aus dem Nordrhäin.

An net méi spéit wéi de Moie sinn ech gewuer ginn, datt sech a Frankräich änlech Problemer stellen. Dat huet haut de Moien, wéi gesot, eng Apdiktesch mer ugedeit.

Dofir wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen: Huet d'Penurie an Däitschland en Impakt op d'Liwwerung vu Medikamenter hei zu Lëtzebuerg? Ass och hei mat Retarden an Defiziter an den nächste Méint ze rechnen? Oder gesäit d'Situatioun bei eis heiheem méi entspaant aus wéi an Däitschland oder vläicht och wéi a Frankräich?

Wéi vill Sputt gëtt et iwwerhaapt, fir mëttelfristeg eng Rei Medikamenter, Pharmaka nees méi verstäerkt an der Europäescher Unioun ze produzéieren? Gouf dat schonn eng Kéier op EU-Niveau kloer beschwat? Wa jo, wat wieren do eventuell Pisten, déi villverspriechend wieren? Ass da iwwerhaapt realistesch? Oder bleiwe mer awer weider ofhängeg vu Länner wéi Indien an aneren, déi zwar wuel no europäesche Standarde produzéiere mussen, ma awer net grad virun de Paarte vun der Europäescher Unioun leien, wouduerjer de Risiko vun Ënnerbriechungen an de Liwwerunge klëmmt?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert geet da weider un d'Madamm Gesondheetsministesch. Dir hutt d'Wuert, Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Jo, d'Liwwerenkpäss sinn eppes, wat eis ganz vill an och heibanne ganz vill beschäftegt iwwert déi lescht sechs Méint. Et kënnt ëmmer erëm zu Retarden, dat hu mer misse feststellen an Europa.

Bon, et ass ugaange mam Brexit, dat hat en Impakt. Du koum d'Kris. Mir hunn elo e Krich. Also, esou ganz entspaant si mer sécherlech net. Mir sinn net an deem selwechte Mooss elo eent zu eent betraff ewéi Däitschland, well mer jo haaptsächlech aus der Belsch beliwwert ginn. Mee ech géif vläicht, ausser elo villes ze widderhuelen, wat mer scho geschriwwen hunn, eng Kéier op eng Rei Question-parlementairë verweisen zu deem Theema.

Mee et ass ugaangen: Mir haten am Juli eng vun der LSAP iwwert d'Penurie, am September eng vun der CSV iwwert d'Rupture vu verschiddene Medikamenter, dann nach eng Kéier eng zweet am September, och nach eng Kéier vun der CSV, dann um 13. Oktober méi eng rezent an och den 28. Oktober elo nach eng Kéier zur Penurie. Do fannt Der vill Detailer – ech mengen, ech widderhuelen dat elo net alles eng Kéier hei – vun allem, wat geplangt ass.

De Problem ass bekannt. Mir hunn d'Chance bis elo, dass mer ëmmer nach Alternativen haten. Den Informatiounsflux – deen hate mer och scho beschriwwen an deenen eenzelnen Äntwerten – ass deen, dass mer u sech mat den Apdikte kommunikéieren, dass si Bescheed wëssen, wéi eng Alternative se kënnen ubidden. A mir schaffen och, och dat war schonn eng Kéier thematiséiert an enger Äntwert op eng Fro, un enger elektronescher Plattform, fir do méi geziilt a méi direkt Informatiounen ze ginn, wou et hapert.

Also, wéi gesot, richteg Entspanung kann ech net vermellen. En Theema op EU-Niveau ass et allefalls. Et ass allkéiers quasi en Theema, wann ech mat mengen Homologen och zesummekommen. Et gëtt jo och vill Bestriewungen, fir déi Industrien nees an Europa unzedreiwen. Dass et méiglech ass, denken ech schonn. Et ass natierlech ëmmer eng Fro vum Präis. Et ass e globale Maart a wa mer eis vum Präis drécke loossen, da geschéien déi Saachen, wéi mer se elo hunn. Wann et onbedéngt muss dat Bëllegst sinn, wat gëllt dann? Jo, da kënnt een an d'Situatiounen, wéi mer elo als Europäer dra waren.

Ech si selwer iwwerzeegt, dass jiddwereen immens erschreckt ass, also, wann een huet misse gewuer ginn an der Pandemie, dass een eng Aspirin op dem europäeschem Territoire net méi ka produzéieren, well d'Basisbestanddeeler hei net existéieren, da muss ee sech wierklech Froe stellen. Ech mengen, dann hu mer iergendwéi versot. An ech hunn op alle Fall fir mäin Deel d'Gefill, dass dee Message ukomm ass an dass déi grouss Länner bestrieft sinn, wierklech Investissementer an déi dote Richtung ze fërdere fir d'Zukunft.

Mee, wéi gesot, am Moment ass et …, mir sinn net do derduerch. Mir mussen eis ëmmer erëm drop astellen, mat esou Enkpäss ze dinn ze hunn. Dat ass eppes, wat een net esou kannt huet. Am Moment ass et nach net dramatesch ginn. Mee wat op ons duerkënnt, dat kann ee mat Sécherheet zu dësem Zäitpunkt net soen.

Wann ee mat der Situatioun wëllt vergläichen, wann Der international liest, ass et d'Belsch, déi mer mussen am A halen, well et ass iwwert dee Wee, wou mir haaptsächlech beliwwert ginn. Dat heescht, wann eppes an der Press ass, an do brennt et, da kann ech elo scho virgräifen, dass mer dat wäerten hei spieren. Dat ass elo mat Däitschland net onbedéngt esou ganz direkt de Fall. Voilà.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Gesondheetsministesch.

An déi nächst Fro kënnt vum Jeff Engelen a riicht sech un d'Ëmweltministesch an dréit ronderëm d'Ofdecke vun, ech géif dat emol iwwersetzen: Piffbehälteren a Piffkaulen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Esou an déi Richtung.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ass dat richteg iwwersat? Well „Lagune" seet mer net direkt eppes.

– Question n° 360 du 22 novembre 2022 de M. Jeff Engelen relative à la couverture des réservoirs de stockage de lisier, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dir hutt net Onrecht: Ab dem 31. Dezember 2024 mussen oppe Güllebehälter a Lagunen, déi sech an der Grëngzon befannen, eng Ofdeckung hunn, zum Beispill eng Folie oder en Zeltdaach.

D'Baueren, déi esou eng Lagun oder esou e Güllebehälter an der Grëngzon hunn, musse fir d'Ofdecke vun dësem eng Geneemegung ufroe beim Ëmweltministère. An den Ae vun de Baueren ass dës Fro vun der Geneemegung awer iwwerflësseg. Wann de Bauer en oppene Güllebehälter oder eng Lagun an der Grëngzon huet, huet en, fir dës kënnen ze bedreiwen, souwisou scho missen eng Geneemegung ufroen an hu vum Ëmweltministère. Firwat also nach eemol eng Geneemegung ufroen? Et handelt sech schliisslech ëm eng Obligatioun un d'Baueren, déi se musse maachen, fir där Fuerderung nozekommen. Dat muss souwisou geschéien.

D'Ufroe vun der Geneemegungsprozedur, dat wësse mer all, brauch Zäit an den Ëmweltministère muss all déi Ufroe fir d'Geneemegungen dann och traitéieren, wat eeben Zäit an Usproch hélt. Och fir de Bauer ass dat en onnéidegen Opwand. Den Ëmweltministère huet souwisou all d'Donnéeë vun de Baueren, déi esou e Güllebehälter oder esou eng Lagun hunn.

Da wier ons Fro: Firwat schéckt den Ëmweltministère deene betraffene Betriber dann net einfach d'Geneemegung, vläicht nach mam Zousaz vun engem Äntwertschäin, datt dëst och gemaach gouf? Dat géif Zäit an administrativen Opwand spueren an d'Resultat wär an onsen Ae genau dat selwecht.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet direkt eis Ëmweltministesch.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, kuerz anzegoen op de legale Kontext vun dëser Thematik.

D'EU huet sech iwwert d'NEC-Direktiv, déi national Plaffonge fir d'Ammoniakemissioune festleet, déi all Land ze erreechen huet, e Kader ginn, deen och Lëtzebuerg muss respektéieren. De wäitaus gréissten Deel vun den Ammoniakemissioune kënnt an eisem Land aus der Landwirtschaft. Déi rezent Berechnunge weisen, dass Lëtzebuerg säin Zil fir 2020 verpasst huet, well verschidde Moossnamen net séier genuch ëmgesat goufe bezéiungsweis nei Erkenntnisser an den Inventaire agefloss sinn.

U sech sollten 2020 d'Emissioune vum Ammoniak ëm 1 % par rapport zu 2005 reduzéiert sinn. Aktuell leie mir awer bei ronn 6 % driwwer vum nationalen Total. A bis 2030 mussen déi Emissiounen ëm 22 % par rapport zu 2005 reduzéiert ginn.

Aus deem Grond huet een elo missen agéieren. Dofir huet de Landwirtschaftsminister mat mir zesummen e Mesurëpak … Mir hunn eis zesumme concertéiert, fir e Mesurëpak auszeschaffen, dee kuerzfristeg soll esou Emissiounsreduktioune mat sech féieren, mam Zil, Lëtzebuerg konform ze maache mat dësen Ziler.

Dëse Mesurëpak gouf mam Secteur beschwat an deenen zwee Ministèren dëse Summer matgedeelt.

Zu dësem Mesurëpak gehéiert och d'Ofdecke vun de Güllebehälter, dat net nëmmen eng Reduktioun vun Emissioune bréngt, mee och verhënnert, dass déi stockéiert Gülle vermëscht gëtt mat Nidderschléi an doduerjer méi grouss Behälter brauch. Des Weidere gehéiert zu deem Pak, wéi d'Gülle soll ausbruecht ginn an dass d'Gülle sou séier wéi méiglech nom Ausbrénge soll an de Buedem ageschafft ginn.

Wien elo scho fräiwëlleg esou Mesuren hëlt, ier se obligatoresch ginn, ka vu finanziellen Hëllefe vum Landwirtschaftsministère profitéieren.

Esou eng Ofdeckung ass iwwregens net nëmmen aus Emissiounsgrënn wichteg, mee och fir d'Biodiversitéit, déi dervunner profitéiert, dass lokal manner héich Emissiounen an d'Loft gi wéi ouni esou eng Ofdeckung.

Doduerjer dass den Ammoniak awer och e Virleefer ass fir Feinstëbs zum Beispill, fënnt och bei deem Parameter eng Reduktioun statt duerch dës Mesuren.

An des Weidere ginn natierlech d'Gerochsemissiounen am Ëmfeld doduerjer reduzéiert. Voilà.

Mat deem ganzen Autorisatiounsregimm ass et esou, dass dat sech bezitt op d'Naturschutzgesetz, op d'Artikele 6 a 7, déi fir eng Konstruktioun an der Gréngzon eeben och stipuléieren, dass eng Geneemegung muss sinn. Et ginn awer och do verschidde Configuratiounen, och elo schonn.

Et gi Fäll vu Behälter, déi schonn en Deckel hunn an domadder schonn zu enger Emissiounsreduktioun bäidroen. Et ginn awer och scho Behälter, déi scho geneemegt sinn an déi och gebaut sinn, awer nach keen Deckel hunn. An da ginn et och Behälter, déi eréischt geplangt ginn an an der Geneemegungsprozedur sinn. Dat heescht, et gëtt eng Hellewull verschidde Cas-de-figuren, wat et natierlech och elo komplizéiert mécht, mee trotzdeem si mer do un enger pragmatescher Léisung interesséiert.

Et sief och nach eng Kéier preziséiert, dass net all Betrib an enger Gréngzon läit. An deem Fall eriwwregt sech dës Obligatioun.

Mir sinn eis bewosst, dass aktuell d'Betriber schonn administrativ belaascht sinn, a mir kennen och déi hei prezis Problematik, well mer ëmmer erëm am Echange si mat hinnen an och rezent op dës Problematik higewise goufen. An dofir si mer och elo amgaangen, eis ze iwwerleeën, wéi mer déi dote Situatioun kënne behiewen, an eng final Decisioun ass am Moment an der Ausaarbechtung. Si wäert dem Secteur och kuerzfristeg matgedeelt ginn. Voilà.

Et ginn awer – vläicht nach eng Kéier fir ze preziséieren – vum Naturschutz aus zwee Usprëch gestallt fir esou Deckelen: Si sollen nëmmen déi absolutt néideg Héicht hunn an och eng relativ flaach Ausféierungsform hunn an och solle se aus engem net blénkegen, anthrazitgroen oder schifergroe Material sinn. Béides ass, fir de visuellen Impakt méiglechst kleng ze halen, also wat d'Naturschutzgesetz eeben och verlaangt. Dës Dispositioune ginn och haut schonn an eis Geneemegunge matagebaut.

An ech wëll eeben nach eng Kéier ofschléissend ënnersträichen, dass mer op der Sich sinn no enger pragmatescher Léisung, déi sech och schonn ofzeechent, fir déi concernéiert Betriber, dass net all Bauer muss seng eenzel Autorisatioun bei eis ufroen. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Jeff Engelen (ADR) | Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Welfring. Nee, et ass eng Froestonn, ...

M. Jeff Engelen (ADR) | A, ok.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... do ass näischt aneschters méi dran.

Mir kommen zu där nächster Fro. Déi kënnt vun der Madamm Hemmen a riicht sech un eisen Energieminister a betrëfft eisen Austrëtt aus dem Energiecharta-Traité. Här Ener- ..., jo, Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 361 du 22 novembre 2022 de Mme Cécile Hemmen relative au retrait du Luxembourg du Energy Charter Treaty, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Et ass och scho bal alles gesot.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Majo, dofir wollt ech och direkt dem Energieminister d'Wuert ginn. Sorry. Nee, Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Däerf ech nach e klengen ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Dir däerft.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci. Merci.

(Hilarité)

Jo, Här Minister, dëser Deeg koum jo d'Nouvelle, dass Lëtzebuerg géif aus dem ECT, also dem Energiecharta-Traité, austrieden. An dësen Zäiten, wou d'Energie jo e grousst Theema ass, sinn esou Nouvellen natierlech ëmmer ganz opreegend.

Et ass jo awer och gewosst, dass et den Energiecharta-Traité zanter den 90er-Jore gëtt, a säin Zil war et jo elo bis viru Kuerzem nach – oder ass et nach ëmmer –, fir Investitiounen a fossill Energien ze schützen, wat natierlech haut net méi ze vertrieden ass.

D'Fro ass: Hätt een deen Traité duerfir net éischter misse verloossen? Wat sinn eigentlech d'Grënn, firwat d'Regierung grad elo decidéiert huet, aus dem Energy Charter Treaty auszetrieden? Firwat huet d'Lëtzebuerger Regierung hir Decisioun, aus dëser Charta erauszegoen, net direkt geholl, wat jo och fir Kritik gesuergt huet? Wat waren och eigentlech d'Grënn, fir sech méi Zäit ze loossen? Ënner wat fir enge Bedingungen hätt Lëtzebuerg kënne mat engem reforméierten Accord averstane sinn? Wat wären d'Virdeeler gewiescht? Wat sinn d'Konsequenze vun eisem Retrait? A wéi geet et elo virun? Ass en neien Traité virgesinn, mat deem déi nohalteg Energië gefërdert ginn?

Ech weess elo net, ob ech op dëser Säit eppes verpasst hunn, ech hat ...

(Interruptions)

Nee? Ok. Merci. Da sinn dat meng Froen un de Minister.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Hemmen, mat nach eng Kéier der Entschëllegung. Ech sinn e bëssen agerascht. An ech ginn elo d'Wuert weider un den Här Energieminister, den Här Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, den Energy Charter Treaty ass e Vertrag aus den Ufank-90er-Joren. D'Sowjetunioun brécht zesummen an duerno sinn virun allem och europäesch an deelweis och japanesch Energiekonzerner dorun interesséiert, Investitiounen ze maachen, haaptsächlech an deenen Ex-Sowjetunioun-Republicken a -länner. An an den 90er-Jore geet et eeben haaptsächlech ëm fossill Energien: Kuel, Pëtrol a Gas.

Deen Traité, deen ass dunn Enn den 90er-Jore ratifizéiert ginn. Ech mengen, et war en Traité, deen net ville Leit bekannt war ausser e puer Experten. A wéi awer dunn de Paräisser Traité zum Klimaschutz 2015 komm ass, dunn ass kloer ginn, dass e Problem besteet.

Wouranner besteet de Problem? International Traitéen hu keng Hierarchie. Dat heescht, de Paräisser Accord, deen, jo, mengen ech, méi weesentlech ass fir d'Mënschheet, well e jo d'Grondlag vun der Mënschheet, dass de Klimasystem net futtigeet, schützt, deen ass hierarchesch net iwwert dem Energy Charter Treaty. Dat heescht, du hues e Konflikt zwëschent, op där enger Säit, Länner, déi soen: „Mir mussen e Groussdeel vun de Kuelen, de Pëtrols- an de Gasreserven am Buedem loossen, well soss hu mer ze vill CO_2-Emissiounen"; dat steet dann am Widdersproch zu dem Investitiounsschutz, deen an deem Energy Charter Treaty dran ass.

Wéi dat du festgestallt ginn ass, ass et zu enger Diskussioun komm ëm d'Moderniséierung vun deem Traité, fir eeben ze soen: Ok, da musse mer deen Traité esou ëmbauen, dass en déi fossill Energië manner schützt an dass en dann och manner am Konflikt ass mat den internationale Klimaschutzbestriewungen, notamment eeben och mam Paräisser Accord, fir eeben op 1,5 Grad de Klima ze schützen.

Déi Moderniséierung, déi huet 25, 27 Ronnen iwwer zwee an en halleft Joer gedauert. D'Europäesch Unioun hat ..., well dat en Traité mixte ass, huet d'Europäesch Kommissioun dat am Numm vun de 27 EU-Länner verhandelt. An elo virum Summer ass d'Resultat vun där Moderniséierung du quasi kloer ginn. An duerfir hat et och kee Sënn, fir sech do virdrun ze positionéieren.

Gutt, an da kënnt natierlech de Moment, wou ee muss soen: Ok, et ass zwee an en halleft Joer verhandelt ginn, wat ass dobäi erauskomm? A mir sinn als Lëtzebuerger Regierung zum Schluss komm, dass nach ëmmer e Konflikt besteet zwëschent deem moderniséierten Energy Charter Treaty an eeben dem Paräisser Klimaofkommes. An dee Konflikt ass esou grouss, dass mer decidéiert hunn erauszegoen.

Déi Fro: „Gi mer eraus, ier den Traité moderniséiert ass oder nodeems?", do ass et esou, dass bei där Modernisatioun awer eng weesentlech Verbesserung komm ass, dat heescht, dass den Investitiounsschutz fir fossill Energien elo net méi 20 Joer gëllt, wann ech erausginn, mee nach just 10 Joer. Dat heescht, eigentlech hues de en Interêt, dass den Traité fir d'éischt moderniséiert gëtt, well och wann s de erausgees, muss de nach ëmmer wärend 20 Joer d'fossill Energien, déi Investitiounen, schützen. Wann den Traité moderniséiert ass, sinn dat keng 20 Joer, mee nach just 10 Joer. An dat war eigentlech den urspréngleche Plang.

Elo ass et awer esou, dass leschte Freiden als Virbereedung op haut – haut ass den Energy Treaty ... –, d'Memberen dovunner sëtzen iergendwou an Asien ... An als Virbereedung sollt eeben d'Europäesch Kommissioun e Mandat kréien, fir där Moderniséierung zouzestëmmen. Do hunn elo eng Rei Länner eng Minorité de blocage fäerdegbruecht, soudass elo d'Europäesch Kommissioun net d'Mandat huet, fir den Traité ze moderniséieren, an dat ass elo en neie Moment.

An dësen Donneschden hu mer zu Bréissel eng Reuniouun vun de 27 Energieministeren. Do geet et haaptsächlech ëm Gas, d'Gasversuergung fir den nächste Wanter. Et geet och ëm erneierbar Energien, mee mir wäerten och um Rand da vun där Reuniouun

diskutéieren, wéi mer dann elo weiderfueren um europäeschen Niveau zu där Moderniséierung, ob mer dann elo éischter geschlossen als Europäesch Unioun eraustrieden.

Mee eppes ass kloer: Well deen Traité net gutt ass fir de Klimaschutz, hu mir als Lëtzebuerger Regierung decidéiert, do erauszegoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Fro kënnt vum Marc Goergen, riicht sech un den Aarbechtsminister a betrëfft de Congé parental am Fall vum Doud vun engem Kand. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 362 du 22 novembre 2022 de M. Marc Goergen relative au congé parental dans le cas du décès de l'enfant, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro dréit sech haut ëm d'Aarbechtswelt. Wann e Kand op d'Welt kënnt, ass dat fir d'Eltere mat dee schéinste Moment, dee se kënnen an hirem Liewen erliewen. Et freet ee sech op de Congé parental, fir nach méi Zäit mat deem Kand ze verbréngen. Mee leider kann awer och den tragesche Fall antrieden, dass dat Kand verstierft, wat een aus der Bunn geheit, wat eng ganz Famill op d'Kopp geheit. An do ass et leider esou, dass an der Aarbechtswelt de Congé parental da seet, e wär deen aneren Dag bis maximum ee Mount duerno fäerdeg. Dat heescht, et misst een erëm direkt schaffe goen.

Fir d'Famill bedeit dat, et muss ee bei den Dokter goen, et muss ee sech aner Hëllef sichen, fir net erëm direkt musse schaffen ze goen, well mir si keng Fäll bekannt, wou een nom Doud vum Kand direkt erëm fäeg wär, muer schaffen ze goen.

Dofir ass meng Fro un den Aarbechtsminister, ob een dee Congé parental net sollt esou gestalten, dass, wann e Kand géif stierwe wärend dem Congé parental – well de Staat géif dat keen Cent méi kaschten; et hätt ee souwisou dee Congé parental bezuelt –, een d'Leit net méi géif, nenne mer et „schikanéieren", dass se mussen op aner Plazen higoen, fir hire Congé kënne fäerdeg ze maachen, fir mat der Trauer eens ze ginn, an ob de Staat net gewëllt wär, fir deene Leit d'Chance ze ginn, hire Congé parental zu Enn ze maachen a sech dann zum Deel och nach déi professionell Hëllef ze sichen, déi se brauchen, awer net direkt den Dag nom Doud vum Kand ënner Drock ze setzen, dass se erëm musse schaffe goen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet elo direkt eisen Aarbechtsminister. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci och dem Här Goergen fir déi Fro. Déi Fro, déi huet den Här Goergen och schonn ugedeit, wou mer hei den Débat public haten, wou déi zwou Petitionärinne sech, iwwregens ganz gutt virbereet, hei mat de Leit vun der Chamber ënnerhalen hunn. Gradesou gouf mer rapportéiert, dass och déi Fro schonn an der Kommissioun gestallt gouf an och do den Här Goergen schonn eng Äntwert op déi Fro do kritt huet. An ech si frou, datt ech dann haut och nach eng Kéier kann …

Une voix | Jamais deux sans trois!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | … eng Äntwert op déi Fro vum Här Goergen ginn, datt se dann elo fir d'drëtt gestallt ass.

Effektiv ass et esou, datt ëmmer méi Leit op de Congé parental zréckgräifen. Dat weist dann och, datt de Congé parental gutt ukënnt bei de Leit. Iwwregens sinn och dëst Joer – oder d'lescht Joer, mengen ech – méi Pappe wéi Mammen, déi op de Congé parental zréckgegraff hunn.

De Congé parental ass do, fir datt sech d'Leit, wéi den Här Goergen et ganz richteg gesot huet, ëm d'Educatioun vum Kand këmmeren an och méi eng staark Bindung zum Kand sollen opbauen: „pour s'adonner pendant une période déterminée à l'éducation de leurs enfants". An et ass ganz richteg, et freet ee sech ganz vill, wann e Kand op d'Welt kënnt, an ëmsou méi tragesch ass et natierlech och, wann duerch den Doud déi flott Zäit, déi schéin Zäit da getrüübt gëtt. Dat ass e ganz trageschen Incident.

Et muss een awer och soen, dass de Congé parental seng Raison d'être dann net méi huet, well d'Raison d'être vum Congé parental ass, fir eng Bindung mam Kand opzebauen.

An et ass awer net esou, wéi den Här Goergen elo gesot huet, dass d'Leit schikanéiert ginn, fir dann direkt erëm schaffen ze goen. Et ass esou, dass de betraffenen Elterendeel ee Mount – ee Mount! – Zäit huet, fir duerno erëm schaffen ze goen.

Dat huet iwwregens deen, deen net am Congé parental ass an deem säi Kand stierft, wat grad esou tragesch ass, net. Deen huet net e Mount duerno Zäit, fir dann nach doheem ze bleiwen an där Situatioun, déi ganz schwéier ass, dann och do gerecht ze ginn. Deen huet dann déi fënnef Deeg Congé extraordinaire, déi am Artikel 233-16 am Code du travail dann och virgesi sinn.

Dat, wat den Här Goergen wëll, dat ass en Trauercongé. A wann dat gewollt ass, da kann ee gären eng Kéier doriwwer diskutéieren. Do gëtt et jo Initiativen, déi all Deputéierte kann huelen. Mee de Congé parental ass de falsche Moyen, ass net dat Richtegt fir d'Leit, déi e Kand da verluer hunn. Dat, wat, wéi gesot, den Här Goergen wëll, dat ass en Trauercongé.

Dat, fir nach komplett ze sinn: An deene sechs Joer, wou et de Congé parental elo gëtt, goufen et effektiv néng där Fäll; néng där Fäll, déi ganz tragesch sinn, sécherlech, mee ech bleiwen derbäi: Et ass en Trauercongé an dee gëtt et net am Gesetz an d'Leit ginn net schikanéiert, well d'Leit hunn ee Mount nach Congé parental zegutt, ier se da musse schaffe goen.

Iwwregens ass d'Aarbecht och ganz oft e gudde Moyen, fir sech erëm un dat soziaalt Liewen ze winnen a fir eraus aus der Isolatioun ze kommen. Duerfir, och dat wollt ech awer hei nach an deem heite Kontext gesot hunn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister.

Mir kommen dann zur nächster Fro. Si kënnt vun der Madamm Stéphanie Empain, riicht sech un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, iwwert d'Upassung vum ëffentlechen Transport nom Äerdrutsch am Tunnel Schieburg. D'Spezifizitéit hei ass, dass och aner Kolleegen eng änlech Fro gestallt hunn. Dat gëllt fir den Här Engelen a fir den Här Eicher, d'Madamm Martine Hansen, d'Häre Aly Kaes a Jean-Paul Schaaf, déi dann och d'Geleeënheet hunn, …

(Brouhaha)

… fir hir schrëftlech Froen noeneen ze stellen, an dem Minister d'Geleeënheet ginn, fir dorop ze äntweren.

An elo huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert.

– Question n° 363 du 21 novembre 2022 de Mme Stéphanie Empain relative à l'adaptation de l'offre des transports publics en raison de la fermeture du Tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question écrite n° 7145 du 9 novembre 2022 de M. Jeff Engelen relative aux travaux dans le tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question écrite n° 7188 du 15 novembre 2022 de M. Emile Eicher, Mme Martine Hansen, Aly Kaes et de M. Jean-Paul Schaaf relative aux travaux dans le tunnel Schieburg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Här Minister, wéi Der gesitt, ass dat e Sujet, deen am Norden …

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Entschëllegt, Madamm Empain! Ech géif d'Kolleege bieden, e bësse méi roueg ze sinn, well et ass vill Gegrommels am Sall.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech weess net, ob et Gegrommels war oder Diskussiounen iwwert den Tunnel. Wéi mer gesinn, ass et jo e Sujet, deen eis alleguer, …

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat hänkt net mam Tunnel zesummen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | … ok, deen eis alleguerten awer beschäftegt. Ech wollt effektiv nach eng Kéier op d'Fro vun der Fermeture vum Tunnel Schieburg zréckkommen, well wéi mer alleguerte wëssen, huet dat scho relativ grouss Repercussiounen op de ganze Reseau vum ëffentlechen Transport am Norden.

An nodeems elo da feststoung, dass den Tunnel net virun Ouschteren d'nächst Joer erëm kéint opgoen, hat Der de leschten Dënschden op enger Pressekonferenz presentéiert, wat alles zënter dem 12. September schonn en place gesat ginn ass a wat och elo nach zousätzlech geplangt ass un Ersatzbussen, fir déi Offer esou gutt et geet eeben opzefänken, quitte dass mer natierlech och wëssen, dass Bussen ni kënnen zu 100 % den Zuchreseau ersetzen.

Mir sinn op alle Fall ganz frou, dass d'Urgence wierklech erkannt ginn ass an dass och wierklech versicht gëtt, esou schnell et geet op déi Enkpäss ze reagéieren.

Ech wollt awer vun dëser Geleeënheet profitéieren, Här Minister, fir Iech ze froen, ob Dir entre-temps scho méi konkreet Zousazinformatiounen eventuell fir eis hutt, wat deen Ersatzverkéier eeben ubelaangt. Also konkreet: Ginn et scho prezis Informatiounen, wéini déi nei Offer kéint en place gesat ginn? Also ab wéini kéinten déi nei Bussen, déi nei Linne fueren?

An déi aner Fro wier, ob et eventuell nieft der schonns op der Pressekonferenz ugekënnegter Offer nach aner Iddien oder Entscheedunge ginn zu Linnen, déi zousätzlech kéinten derbäikomme bis zur Reouverture vun der Zuchstreck, fir eebe fir e beschtméiglechen Ersatz fir den Zuch ze suergen.

Ech soen Iech villmools Merci am Viraus fir Är Äntwert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Empain. An d'Wuert huet direkt den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wéilt dann direkt do virufueren, wou d'Madamm

Empain opgehalen huet. Déi ganz Schieburg-Geschicht oder deen Incident ass net glécklech fir de ganzen Norden. Et sinn deels Chaos an och aner Saache programméiert. Ech hätt awer do e puer Bemierkungen oder Ureegungen.

Den éischte Punkt ass: Well mam ëffentlechen Transport deen Ersatz net glécklech ass, féieren eng Partie Elteren hir Kanner bis op Kautebaach op den Zuch. Aus dem Norde sinn dat der eng Rëtsch an do hunn déi mer elo matgedeelt, datt den Zuch reegelméisseg Verspéidung huet vu 15 a méi Minutten zu Kautebaach, wou jo Endstatioun ass oder Terminus.

Meng zweet Fro betrëfft dann den Transport iwwert d'Nordstrooss. Do fuere jo elo Busser vu Clierf a vu Maarnech bis op Ettelbréck. Mir wësse jo awer alleguerten, wéi iwwerbelaascht d'Nordstrooss ass zu allen Zäiten, praktesch zu allen Zäiten, haaptsächlech awer an de Stousszäite moies fir erof an owes fir heem ass déi Strooss iwwerbelaascht. Ech si se selwer wéi vill mol gefuer. Do steet een dann am Stau. An et wier awer vläicht eng Iwwerleeung wäert, Här Minister, wa mer géife vum Schinker aus op Kautebaach mat de Busser fueren. Da wieren déi Busser schonn aus deem Stau eraus. Dat wier eng Ureegung, déi ech géif do mat op de Wee ginn.

An dann ass d'Parkplaz do op der Gare zu Kautebaach och onglécklech. Do sinn elo Chantieren a se ass och iwwerfëllt. Hoffentlech gëtt et kee strenge Wanter oder schlëmme Wanter, well dann ass déi grouss Parkplaz net disponibel, well se do mat Héichwaasser iwwerflut ass an esou weider. Do misst och vläicht gekuckt ginn, ob mer do net kënne Noutléisunge fannen.

An dann nach eng aner Ureegung: Mir hunn elo ganz vill Bussen, RGTR-Linnen, bäigesat an ëmgesat an hin an hier an d'Duerf Maulusmillen huet elo zanter e puer Woche keen Uschloss méi, fir mat de Bussen an hir Schoulen ze fueren.

Merci, Här Minister, fir d'Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet de Jean-Paul Schaaf stellvertriedend fir eng ganz Rei vu senge Kolleegen d'Wuert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Sou, merci. Jo, ech mengen, meng Introductioun brauch ech net méi ze maachen. Vläicht nach just een anere Saz: Also, Onglécker geschéien a wann Onglécker geschéien, da gëtt et och fir en Ongléck seelen e Schëllegen. Dat wëlle mer kloerstellen. Mir sinn net hei, fir dem Minister ze soen, e wier Schold un iergendengem Inconvenient, deen op där Nordstreck do geschitt ass. Et ass bedauerlech, mee d'Konsequenze si fir d'Leit douewen awer enorm grouss. Dat muss ee sech einfach virstellen.

Et sinn d'Schüler, déi den Zuch brauchen, fir an hir Schoulen ze fueren. Et sinn awer och d'Unisstudenten, déi mëttlerweil mam Auto nees op Léck, Hasselt, Maastricht an esou weider fueren, well dat anert eng onméiglech Weltrees gëtt ouni den Zuch. Et sinn awer och all déi Leit, déi all Dag Beruffspendler sinn aus dem Éislek erof dann eeben an den Zentrum respektiv an d'Stad Lëtzebuerg.

Duerfir ass et schonn enorm, enorm wichteg an d'Leit géifen och gären – wéi soe mer? – d'Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, fir et emol esou auszedrécken, an och wësse wéini.

Elo huet d'Regierung eng Kéier ugekënnegt, den 11. Dezember wier den Tunnel erëm op. Duerno hunn d'CFL ugekënnegt, et wier no Ouschteren, no der Ouschtervakanz, wou et erëm géif opgoen. Duerfir vläicht déi éischt Fro, ob ee mëttlerweil scho ka mat Sécherheet soen an deckungsgläich wa méiglech och soen, wéini den Tunnel dann eeben erëm ka säi Betrib ophuelen. Dat wier fir déi Leit, déi sech awer eng Planungssécherheet wënschen, schonn emol ganz gutt.

An dat anert ass, datt ech mech de Kolleegen hei uschléisse mat hire Froe vun Alternativléisungen, déi net allen Erausfuerderunge gerecht ginn, an ob do net nach méi fir d'Attraktivitéit vun deene Léisunge ka gemaach ginn, notamment zousätzlech Express-Buslinnen. De Jeff Engelen huet hei och eng Méiglechkeet ugedeit, zousätzlech Express-Buslinnen anzeféieren, fir dat doten ze maachen. Respektiv meng Fro, wéi eng aner Mesuren d'Regierung eventuell nach gedenkt ze maachen, fir datt bis zur Ouverture, wou Der eis jo elo den Datum nennt, dann och besser Léisunge kënnen do si fir d'Leit.

Villmools merci.

Une voix | Bravo!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet elo den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. An och merci den Deputéierte fir hir Froen. Wann Der erlaabt, wëll ech just eng kleng Virbemierkung maachen. Ech géif awer vläicht suggeréieren, datt d'Chamber eng Kéier doriwwer nodenkt, wéi mer mat de Froen ëmginn. Ech hunn natierlech kee Problem, déi Froen hei all ze beäntweren, mee ech wëll drop hiweisen: Déi Pressekonferenz vun den CFL, déi war Dënschdeg. A méindes schonn hat ech bewosst ugereegt, datt soll direkt eng Chamberskommissioun sinn, déi och donneschdes war, wou d'CFL, ech géif soen, bal eng Stonn alles erkläert hunn am Detail, och e Vertrieder do war vum Bus an esou weider an d'Deputéierten am Fong d'Geleeënheet haten, all hir Froen ze stellen.

Bon, elo ass et dann esou, datt awer dann déi Froen net gestallt gi sinn – oder déi, déi do waren, hunn der natierlech gestallt. Mee et waren der och, déi net do waren, déi hunn der duerno nach schréftlech gestallt. Ech hunn och domadder, mat allem, kee Problem. Ech verstinn, datt d'Deputéierten natierlech vill Froen hu ronderëm deen Dossier, mee et muss een awer och bedenken, et ass awer e groussen Opwand, dee mer scho bedriwwen hunn, fir e Maximum un Informatiounen ze ginn. A vläicht misst ee sech awer eng Kéier eens ginn, wat mer wëllen, wann eng Kommissioun ass zum Beispill, wou alleguerten d'Beamten do sëtzen. Ech mengen, déi waren zu sechs oder siwen do an där Sëtzung, plus nach Beamte vu mengem Ministère an esou weider. Ech mengen, da wär et awer, fannen ech, besser, et géif een all seng Froen do stellen, da bräichte mer net deen Opwand ze bedreiwen.

Mee bon, soit, dat ass eng Ureegung, déi ech wëll ginn, just fir awer och ze ënnersträichen, datt mer op déi meescht Saache scho geäntwert hunn, déi hei gefrot gi sinn. Et sinn e puer nei Saachen elo hei bäikomm vun der Madamm Empain, mee och vum Här Engelen an och vum Här Schaaf e puer méi Detailer, well dat sech elo nodréiglech nach erginn huet. Dat fannen ech och ok, datt déi dann och dowéinst hei gestallt ginn.

Bon, ech mengen, datt, wat do geschitt ass … Ech wëll och direkt dem Här Schaaf soen: D'Regierung huet guer näischt ugekënnegt. D'Regierung huet net ugekënnegt, den 11. Dezember wär de Chantier fäerdeg oder géif erëm d'Streck opgoen. Ech krut eng Fro gestallt eng Kéier hei an der Chamber an do hunn ech mech erkundegt bei de CFL, wéi si mengen, datt et wär. An et sinn net de Minister a seng Beamten, déi do mat der Pioche beim Tunnel sti fir ze kucken, wat do geschitt ass, mee dat sinn d'CFL an dat ass natierlech normal, well dat ass och de Maître d'oeuvre vun deem Ganzen. De Minister an och d'Regierung kann Iech beim beschte Wëllen net soen, wéini wat do opgeet, ausser natierlech e kritt d'Informatiounen vun deenen, déi dofir zoustänneg si sur place.

An dat ass geschitt, an zwar op där Pressekonferenz. Déi éischt Annonce, déi vun den CFL gemaach ginn ass fir den 11. Dezember, dat war, well natierlech am Ufank, wéi einfach dat Gerisels do lassgaangen ass, den Tunnel zougaangen ass, jo kee gesinn huet, wat d'Envergure ënnendrënner war. Et konnt jo kee Mënsch gesinn, wéi deen Hang do an deen Hiwwel do …, wat do bannendra wierklech lass war. Well dat Ganzt ass jo och nëmme geschitt, well do e Chantier bannendra war, glécklecherweis jo och alles zou war an d'Aarbechter och esouguer eraus konnte goen, nämlech well den Enrobé vum Banneschte vum Tunnel opgemaach ginn ass. Do ass eréischt festgestallt ginn, wat ënnendrënner war. Wann den Enrobé och net opgemaach gi wier, da wier dat warscheinlech iwwerhaapt net zum Droe komm. Mee bon, den Tunnel huet awer misse frësch gemaach ginn, duerfir ass dat du passéiert. Mee zu deem Zäitpunkt konnten d'CFL ëmmer nëmmen approximativ eppes soen.

An dat ass och de Grond precisement, firwat d'CFL net andauernd nach dertëschent kommunikéiert hunn. Dat hu se och ëmmer gesot, well dat kee Sënn erginn huet, well ee jo net wousst, wat bannendra wierklech war. Dofir sinn déi Buerunge gemaach ginn. Et ass ëmmerhin tëschent 60 a 70 Meter déif an de Buedem op 12 Plaze mat décke Réier gebuert ginn. Et si Kameraen erageschoss ginn an déi Tunnelen, also an déi Réier, fir vu bannen ze kucken: Ma wéi ass iwwerhaapt d'Zesummesetzung vun deem Hiwwel? An eréischt esou konnt festgestallt ginn, wat da wierklech war.

An den Haaptproblem, deen Der hutt, dat ass, datt op där Plaz, wou et erausgeriselt ass, do gëtt et e Vakuum effektiv am Bierg. An duerch dee Vakuum ass dat Ganzt entstanen. An et kënnt derbäi, datt Der nach en dréchenen, extreem dréchenen, Summer hat. Dat huet näischt arrangéiert, well normalerweis hutt der Leembuedem do. Do ass deen natierlech verdréchent, vergrimmelt, a wéi dat dunn opgemaach ginn ass, ass et erausgefall.

Et ass eigentlech extreem tragesch, wéi dat geschitt ass. Mee bon, wéi gesot, mir wëssen am Éislek net, wéi de Schifer iwwerall zesummegesat ass. Dat weess och warscheinlech keen heibannen. Dat fënnt een eeben eréischt eraus, wann ee wierklech dora buere geet.

Elo hunn d'CFL déi Analyse gemaach. Et ass an der Kommissioun jo och alles genau am Detail presentéiert ginn, och mat Grafiken. An den Timing, deen heirop gesat ginn ass vun den CFL, datt en no der Ouschtervakanz erëm opgeet, deen ass realistesch. Natierlech, et huet ee bei esou Saachen ëmmer eng Reserv. Et muss alles klappen, esou wéi een et sech do virgestallt huet mat den Aarbechten. Well Dir kënnt Iech jo virstellen, dat doten ass net einfach.

Dir kënnt zum Beispill och elo net higoen an einfach soen: „Elo huele mer dee Sand do oder dat, wat do erofgefall ass, do gi mer eran an dann huele mer dat einfach eraus an da maache mer vun ënnen erop erëm zou." Dat geet guer net, well dat ass immens geféierlech. Dat kann nëmmen duerch déi Réier vun uewe gemaach ginn. Dat heescht, deen Hank muss als Gesamte stabiliséiert ginn, fir datt een eng

honnertprozenteg Garantie huet, dat net eppes passéiert, well dat ass jo d'Zil dovunner. An et ass och net ze spaassen hei domadder. Hei muss een einfach virsiichteg sinn.

Duerfir, deen Timing ass elo scho realistesch an deen Timing, dat musst Der bedenken, do ass och nach vill Chance derbäi, datt dat iwwerhaapt esou méiglech war, well do gëtt 20 Stonnen op 24 geschafft. Also, do hätt een och kënne soen: „Ma firwat hutt Der net 24 Stonne geschafft?" Ben, éischtens ass eng Minireserv dran an zweetens, déi véier Stonnen, déi notzen Iech do net schrecklech vill méi, well da musst Der jo mat Schichte schaffen, mat de Wiesselen an esou weider. Herno verléiert Der méi Zäit allkéiers, wéi d'Saach Iech do bréngt. Also, et ass de Maximum erausgeholl ginn. Mee virun allem, firwat ass et Chance? Well: Ma et ass Chance, datt iwwerhaapt déi Entrepreneuren d'Leit haten, fir dat doten ze maachen, well de Moment ass et um Bau ganz schwéier, fir Leit ze fannen.

Bon, dat ass elo hei gelongen, Gott sei Dank. An duerfir, wann dat alles esou klappt, wéi et elo virgesinn ass, da wäert effektiv den Tunnel fäerdeg sinn. Da geet och erëm d'Streck normal op no der Ouschtervakanz. Kommt, mir paken Holz un – hei ass es jo –, datt dat och esou geet! Ech si gudder Déng, datt se dat hikréien. Op alle Fall: De Wëllen ass do, fir dat ze maachen.

Dat ass natierlech extreem problematesch, well déi Nordstreck, dat gesi mer elo un deem Beispill hei, wann déi net richteg fonctionéiert, wat dat fir eng Konsequenz huet fir d'Mobilitéit am Norden a fir den Trafick generell, op der Strooss, iwwerall. Natierlech sinn en Deel Leit, déi musse mam Auto fueren. Dat ass net einfach, déi verléieren extreem Zäit. A gleeft mer et: Sougutt d'CFL wéi och de Minister an d'Regierung, dat deet eis immens wéi, well eigentlech insgesamt …

De Moien huet den Här Wengler jo bei RTL gesot, wéi vill Chantieren et op der Eisebunn de Moment ginn, et sinn Honnerte Chantieren de Moment um Reseau. Mir wëllen dee Reseau jo och zesumme moderniséieren, datt e vill besser gëtt, wéi e war, wéi en haut ass, an dat ass och gutt um Lafen. Déi Chantiere si bis elo och all gutt gaangen, mee hei ass eeben een, wou mer Pech haten. Dat ass esou schlëmm, wéi et och ass, mee do gëtt et net vill Wonnerléisungen, fir deem entgéintzewierken.

D'Regierung huet schonn am September direkt reagéiert, also huet d'CFL de Maximum gemaach mat den Zich fir ze kucken, datt dat nach fonctionéiert. Ech sinn och scho gefrot ginn: „Mee hätt een net nach kënne méi Zich asetzen, zum Beispill tëschent Kautebaach a Wolz an esou weider?" Mee Dir musst wëssen, d'CFL huet och mat hirem eegene Material …, ass um Limitt! Well Dir hutt jo net manner Material, vu datt Der jo elo bis virun den Tunnel mat den Zich normal fuert. An uewe gëtt och nach gefuer, vun Ëlwen erof op Clierf. Dat heescht, Dir braucht eigentlech méi Zich wéi virdrun, wou d'Streck op war. Dat heescht, materialsméisseg gëtt och um Schinnereseau selwer wierklech e Limitt erreecht.

Dat geet awer souwisou bis den nächste Summer och alles besser, well bis de Summer ginn déi nei Automotricen, déi bestallt gi sinn, geliwwert, déi éischt zéng. An et ass esou, do wäerten Testfaarten am Januar elo um Reseau lassgoen. An déi éischt, wann déi bis mat den Testfaarte fäerdeg sinn, déi kommen op d'Nordstreck. Do ginn déi Z2en ersat, déi schrecklech al Gefierer, déi och nach vun Dikrech kommen an esou weider. Dat gëtt vum Confort hier e richteg grousse Sprong. An och fir d'Leit am Norden, och vun der Capacitéit hier, gëtt dat sécherlech eng Verbesserung, onofhängeg emol vum Tunnel. Mee, wéi gesot, à ce stade, elo reng zuchméisseg gesinn, ass de Maximum gemaach ginn.

Dann, bei de Bussen hu mer ganz villes gemaach scho gehat am September, wéi et ugaangen ass. Natierlech, wéi et sech ofgezeechent huet, mir waren am Ministère natierlech, mir hate jo déi zwou Méiglechkeeten … Mir hu gehofft, et wier awer méiglech, datt et manner schlëmm wär, datt den 10. Dezember kéint opgoen. Mee mir hunn eis awer virbereet dorobber, wann et net géif opgoen, datt mer nach kéinten eng Schëpp noleeën.

Dat war schonn zum Deel an der Kommissioun och vum Alex Kies, vum Direkter vun der Administratioun, ugekënnegt ginn. An ech hunn elo d'Detailer, déi hu mer elo. An ech kann Iech och soen: Ab dem 28. November, dat heescht, nächste Méindeg – mir hunn elo e fixen Datum –, wäerten déi Ännerungen do alleguerten en place sinn, also a Kraaft trieden.

Och dat war net einfach, well Dir hutt am Busreseau, dat kann ech Iech soen, do hutt Der e Problem, datt et éischtens keng Busse méi gëtt, Dir hutt zweetens de Problem vun der Penurie u Chauffeuren. Dat heescht, de ganzen Transportsecteur huet e Riseproblem vu Main d'oeuvre de Moment an dofir sinn ech wierklech frou, datt mer dat do hikritt hunn, an dat war awer net einfach, fir dat hinzekréien!

Ech wëll Iech elo da matdeelen, wat et ass: Dat ass op der Linn 179 Clierf–Ettelbréck, déi hate mer schonn agefouert, den 19.09.22, an déi fiert elo gebündelt mat der Linn 170. An doduerjer gi mer dann erof vum 30-Minutten- op de 15-Minutten-Takt. Dat heescht, dat ass schonn e substanzielle Sprong no vir.

Dann op der Linn 174 Ëlwen–Heinerscheid–Housen, do hate mer och Renforte schonn am September agefouert. Déi ginn natierlech bäibehalen. Dat sinn zwou Faarte moies an dräi Faarten owes. An do gi mer och nach e Schratt méi wäit: Moies gi Faarten elo tëschent 5.34 Auer a 6.34 Auer Depart Ëlwen op Ettelbréck verlängert. Dat heescht, et geet méi wäit a méi fréi. An dat nämmlecht natierlech och owes, ab 15.44 Auer bis 17.44 Auer kritt ee vun Ettelbréck aus schonn erëm e Bus fir zréck erop, wat sécherlech och eng Erliichterung ass fir déi Leit.

Dann d'Linn 146 Wolz–Goesdorf–Kautebaach: Den Horaire vun där Linn ass besser op den Zuch vum Arrêt Kautebaach ofgestëmmt ginn. Dat heescht, op der Gare hu mer eng ganz Rei Upassunge gemaach, fir datt dat besser klappt. An d'Buskategorie gëtt ab dem Méindeg, dem 28.11., op Demande och ugepasst. Dat heescht, da geet et drëms, datt kee Client méi um Arrêt stoe bleift. Ech mengen, dat war jo virdrun och elo opgeworf ginn. Dee Problem misst dann eigentlech och vum nächste Méindeg u vill besser sinn.

An dann: Provisoresch Schülerlinne féiere mer a vu Wolz, Heiderscheid, Gilsdorf a souguer bis bei d'Akerbauschoul. Mir setzen eng Busoffer fir de Schooltransport vun der Akerbauschoul aus dem Raum Wolz hei bäi an den Horaire, dee gëtt och der Schoul kommunizéiert. Dat heescht, dat sinn natierlech elo Linnen, déi fueren elo nëmmen och wärend där Zäit do, wou de Chantier ass.

An dann zum Schluss d'Linn 153 Housen–Holzthum op Kautebaach. Bei Bedarf passe mer natierlech deen Horaire vun der Linn 153 un den Zuch an um Arrêt Kautebaach op der Gare un. An den Horaire gëtt am Moment nach ausgeschafft. Dat ass dat Eenzegt, wat de Moment nach net fäerdeg ass, mee e wäert awer och an deenen nächsten Deeg fäerdeg ginn. An da kommen och do nach eng Kéier weesentlech Verbesserungen.

Also, mir hunn hei nach eng Kéier e Maximum gemaach. Dat kascht och nach eng Kéier eng Staang Geld, muss ee soen. Mee dat ass awer derwäert, fir dat ze maachen. Mir maachen alles, fir de Leit am Norden entgéintzekommen, fir datt se déi Méint do iwwerstinn. An da musse mer hoffen, datt den Horaire, den Timing, esou wéi en elo virgesinn ass, agehale gëtt an da wäert no der Ouschtervakanz d'Situatioun erëm normal fonctionéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Mir hunn alleguer gemierkt, dass den Här Minister d'Riedezäit fir dräi Froen additionéiert huet. Dat ass eng Méiglechkeet, fir et ze maachen. Ech hoffen, dass jiddweree vun Iech de Farplang mat konnt opschreiwen. Mee de Minister huet en och warscheinlech bereet, fir en ze verdeelen oder op de Reseau vun …

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mir maachen och nach e Communiqué, Här President, selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Voilà. Dat gesot, géife mer …, ech géif dann awer och sécherstellen, dass mer all déi aner Froen nach beäntwert kréien.

Déi siwent Fro kënnt vun der Madamm Elisabeth Margue un de Wunnengsbauminister iwwert de Marché du logement no der Erhéijung vun den Zënsen. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 364 du 22 novembre 2022 de Mme Elisabeth Margue relative à la situation sur le marché du logement suite à la hausse des taux d'intérêts, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Merci, Här President. Här Minister, säit ugangs des Joers klammen d'Zënsen op Immobilieprête bedéngt duerch d'Inflatioun. An dëst huet en direkten Impakt op d'Kafkraaft vun onse Matbierger a féiert awer och zu enger Onsécherheet um Immobiliemarché.

Wann een am Moment mam Secteur, mat de Banke schwätzt, dann héiert een, datt d'Ventë vun den Immobilie staark zréckginn a ganz besonnesch, wat d'Neibaute betrëfft. Et héiert ee weider, datt eng Rei Immobilieprojeten am Moment net méi weidergefouert ginn duerch d'Onsécherheet um Marché.

Sollt dat effektiv de Fall sinn, datt d'Venten zréckgaange sinn, kéint dat och eng direkt Konsequenz hu fir ons Handwierksbetriber. Well wa keng Haiser, keng Appartementer méi verkaaft ginn, da kënnen d'Handwierker och net méi bezuelt ginn.

D'Handelsfederatioun huet sech an dësem Sënn och Suerge gemaach ëm d'Liquiditéiten um Marché op hirer Generalversammlung. Dowéinst géif ech mer erlaben, an dësem Kontext e puer Froen un de Minister ze stellen.

Éischtens: Kann de Minister den Trend vum Réckgang vun den Immobilieverkeef confirméieren op Basis vun den Notairesakten, déi gemaach gi sinn? Sidd Dir au courant vun eventuelle Problemer vu Liquidatioun respektiv schonn éischte Faillitten um Marché? Falls d'Äntwerten op dës Froe positiv wären, huet d'Regierung wëlles ze reagéieren, fir besonnesch Primoacquereuren ze hëllefen, sech erëm e Bien kënnen ze leeschten? Huet d'Regierung wëlles, eppes ze ënnerhuelen, fir de Manktum u Wunnengen, deen duerch dës Situatioun wäert entstoen an e puer Joer, entgéintzewierken? An da leschtens: Huet d'Regierung wëlles, eppes ze maachen, fir de Liquiditéitsproblemer um Marché entgéintzewierken?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. An d'Wuert huet de Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Merci och fir déi Fro, déi an Zäite vun der Onsécherheet an och vu Krisen natierlech net einfach esou aus der Hëft ka beäntwert ginn, well d'Detailer an der Fro net esou direkt waren. Ech probéieren awer, e puer Punkten ze beäntweren, déi Der opgeworf hutt.

Ech wëll drun erënneren, dass mer awer och zu der Problematik vun der Héicht vun den Zënsen zwou Question-parlementairen haten, déi ech de 6. an den 13. Oktober beäntwert hunn, wou eng Rei Phenomeener dra beschriwwe goufen, ënner anerem, dass mer jo d'Zënspolitik net an der Regierung selwer decidéieren, mee dat ass an Onofhängegkeet vun der Zentralbank. An dat ass och gutt esou.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, dass d'Banken avertéiert sinn, fir zesumme mat de Clienten ze kucken: Wou sinn déi, déi elo hir Zënsen oder Prête lafen hunn? Déi mam Taux fixe, déi sinn elo bei där héijer Inflatioun vläicht besser eraus, well Dir wësst, datt duerch d'héich Inflatioun och eng Geldentwäertung entsteet. Dat ass awer net fir jidderee gutt. Dat ass just an dësem ganz spezielle Fall. Natierlech, déi, déi en Taux variable hunn, dat ass e bësse méi problematesch, well déi si jo ganz kloer an der Diskussioun mat de jeeweilege Banke fir ze kucken: „Wéi kréie mer dat besser an de Gréff?"

Dat heescht och, fir nei Prêten ass och vun der Bank gekuckt gi mat deene jeeweilege Clienten, wéi hir Solvabilitéit ass, wivill Akommes se hunn. Och do gëtt gekuckt, ganz genau, fir se net an eng Iwwerschëldung a sech ze dreiwen, well dat ass jo déi zweet Konsequenz dorauser bei dëser Situatioun.

De Client selwer, mengen ech … Dat ass jo déi Politik, déi mer amgaang sinn ze maachen, dass mer och d'Moyene vun der Locatioun méi an de Vierdergrond stellen, dass éischtens de Staat och am Ufank elo mol vill méi investéiert. Ech mengen, ech ginn elo net genau op déi Zuelen an, awer Dir wësst, dass mer extreem Investitioune gemaach hu fir déi grouss Projeten.

Gëschter war ech nach zu Wolz de Spuetestéch maachen. Dat ass emol eng kuerz-, mëttel- a längerfristeg …. Am Ganze sinn am Fonds spécial, wann ech déi am Kapp hunn, 242 Projete mat 3.300 Wunnengen. Dat ass awer net d'Äntwert direkt op déi momentan Kris.

Natierlech héiere mer och Problemer am Secteur, dass Wunnengen elo vläicht an där Kris vum Client zréckgestallt ginn an net direkt kaaft ginn. Haut de Mëtten ass eng Delegatioun vu menge Mataarbechter mat der Chambre des Métiers zesummen, fir verschidde Pisten ze kucken. All dat, wat Der ugeschwat hutt vu Liquiditéit, vum Wëlleshunn och un d'ëffentlech Hand vläicht Projeten ze verkafen, wat vläicht dann net mat där Plus-value gemaach gëtt, awer wou si Sécherheet hunn, fir eng Liquiditéit ze kréien, gëtt gekuckt. Wéi gesot, de Mëtteg sëtzen eis Leit mat hinnen zesummen, fir och ze kucken …, fir eeben och déi Diskussioun, déi ëmmer kënnt: „Wéi kënne mer si nach besser abannen an déi ganz Strategie, fir abordabele Wunnengsraum ze schafen?"

Da verweisen ech …, well Der och gefrot hutt: „Wéi eng Hëllefe gi mer nach un eis Matbierger?" Dir wësst, dass mer dee Projet de loi, en ass elo scho bal e Joer ënnerwee …, dat d'lescht Joer am Dezember, de Gesetzesprojet 7937, bei deem ech drop waarden, dass de Conseil d'État säin Avis gëtt … An do hu mer jo éischtens d'Zënsbonifikatioun an d'Zënssubventioun zesummegeluecht. Mir hunn och gekuckt, méi Gerechtegkeet, …

(Interruption par la présidence)

… no dem Akommes gekuckt; d'Subventiounen, d'Eligibilitéit ass an d'Luucht gesat. Just eng Minutt nach, Här President, da sinn ech och direkt fäerdeg. D'Eligibilitéit vun der Zënssubventioun ass och gekuckt ginn.

Nach vläicht e leschte Punkt: Mir hunn och, dass déi Kreditter oder déi Subventioune gestreckt ginn, dass déi net eng Kéier bezuelt ginn, dass déi dann net falsch benotzt ginn, mee eng längerfristeg Zënssubventioun, déi iwwer 300 Méint geet. An dat hëlleft awer dann och, Leit nach eng Previsibilitéit an hirem Kaf oder an enger Perspektiv vun engem Kaf kënnen ze ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Gilles Baum, riicht sech un d'Madamm Gesondheetsministesch an et geet ëm d'Zouloossung vun Impfstoffer fir kleng Kanner. Här Baum.

– Question n° 365 du 22 novembre 2022 de M. Gilles Baum relative à l'autorisation de nouveaux vaccins contre la Covid-19 pour les enfants de bas âge, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Gilles Baum (DP) | Merci. Merci fir d'Wuert, Här President. Den 20. Oktober huet d'EMA, déi europäesch Medikamentenagence, zwee nei Covidimpfstoffer vu BioNTech/Pfizer a vu Moderna fir d'Kanner vu sechs Méint bis véier Joer inclus zougelooss.

An Däitschland huet d'STIKO, „die Ständige Impfkommission", hir Recommandatioune fir dës Impfung elo am November bekannt ginn a si recommandéieren, fir déi kleng Kanner, déi u Virerkrankunge leiden an esou engem méi héije Risiko, wierklech um Covid ze erkranken, ausgesat ginn, ze impfen.

Dofir meng Froen un d'Madamm Gesondheetsminister: Huet Lëtzebuerg schonn een oder vläicht béid Impfstoffer fir d'Kanner vu sechs Méint bis véier Joer bestallt? Wa jo, wéini wären déi verfügbar? An och d'Fro un d'Madamm Minister, ob mer hei zu Lëtzebuerg deene selwechte Recommandatioune wéi an Däitschland sollten nogoen. Wann nee, dann awer d'Fro, ob mer hei zu Lëtzebuerg wëllen op de selwechte Wee goe wéi Däitschland. An och d'Fro hannendrun, ob et zu dësem spezifesche Punkt en Avis vum Collège médical respektiv vun der CSMI zur Impfung vu klenge Kanner gëtt.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet d'Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. E klengen Update dann effektiv op eppes, wou vill Froen am Raum stinn. Wéi ass et mat den Impfungen an den Hierscht era fir d'Kanner? Mir hunn effektiv virgebaut. Eng ganz Rei Impfstoffer si schonn disponibel. Mir hunn, Stand haut, 19.200 Impfdosen, déi schonn am Land sinn, fir Kanner, déi prett sinn, fir Kanner tëscht sechs Méint a véier Joer, a weider Liwwerunge sinn och geplangt.

Mat de Recommandatiounen, do ass, wéi Der richteg unhuelt, de CSMI dermadder befaasst. Mir hu jo bis elo allkéiers fir eis Recommandatiounen deen Avis ofgewaart. De CSMI mécht, wéi dat seng Gewunnecht ass, och eng Analys vun de Recommandatiounen, déi an de Länner ronderëm sinn. Mengen Informatiounen no ass dat an der Maach bei hinnen. Dat gëtt och an dësem Fall natierlech mat de Pediateren zesummen ofgeschwat. Soubal do gréng Luucht kënnt an eppes Klores kënnt, wäerte mer dat selbstverständlech kommunizéieren. Ech ginn dervun aus, dass dat an eng änlech Richtung wäert goe wéi am Ausland, mee ech wëll deem awer och natierlech net virgräifen. Si sinn d'Experten an ech hunn do vollstens Vertrauen, dass do deemnächst déi richteg Recommandatioune wäerte kommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

Eigentlech wär d'Froestonn elo eriwwer, mee vu déi speziell Situatioun mat deenen dräi Froen, déi beienee gestallt gi sinn, froen ech d'Chamber – ech decidéieren dat hei net vun uewen erof –, ob se d'accord ass, fir ausnamsweis bei enger Situatioun, wou dräi Froen hannerenee gestallt ginn, ëm eng Fro ze verlängeren. Ass …?

(Assentiment)

Op alle Säiten?

(Assentiment)

Gutt. Da maache mer dat esou. An dann huet d'Wuert den Här François Benoy mat enger Fro un den Energieminister iwwert de Reakter Cattenom. An de Rescht seet hie selwer.

– Question n° 366 du 21 novembre 2022 de M. François Benoy relative au refus d'autorisation de redémarrage du réacteur nucléaire Cattenom-1, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. An och villmools merci Iech alleguerten, dass ech déi Fro elo nach hei ka stellen.

Dir Dammen an Häre, Här Minister, 2022 ass bis elo en desastréist Joer fir déi franséisch Nuklearindustrie. Deels hu missen iwwer d'Hallschent vun den Atomreaktere vum Netz geholl ginn. Enn August waren am Ganzen 32 vun de 56 Reakteren ofgeschalt. An zu Cattenom koum et zur historescher Situatioun, dass wärend enger Zäitchen all véier Reakteren hors service waren.

Déi 24 Reaktere sinn aus ganz verschiddene Grënn ofgeschalt: Maintenance, Kontrollen, Nobesserunge wéinst de Lafzäitverlängerungen a Remplacementer vu Brennstoffer. An am Fall vu Cattenom gouf et och Rëss un enger kritescher Leitung vum Reakter. Eng sécher an eng verlässlech Energieversuergung gesäit definitiv anescht aus.

An deem Kontext hat déi franséisch Zeitung „Le Canard enchaîné" d'viregt Woch geschriwwen, dass EDF de Reakter 1 vu Cattenom trotz der Entdeckung vun deels grousse Rëss awer nees ab dem 17. Dezember zumindest iwwert de Wanter a Betrib wollt huelen. Der Firma no waren dës Rëss net esou schlëmm, datt de Reakter net awer nach siwe bis aacht Méint kéint lafen, ier et géif gefléckt ginn. Dobäi sollt dee schlëmmste Rëss awer eng Déift vu ronn 6 Millimeter hunn, also méi wéi en hallwen Zentimeter déif sinn.

Glécklecherweis ass d'Atomopsiichtsbehörd ASN awer haart bliwwen an huet d'Demande vun der EDF zréckgewisen. Dat Beonrouegend dobäi ass awer, datt de Medieberichter no d'EDF seng Zuele bewosst schéigerechent an eenzel Aspekter net berücksichtegt hat, fir nees séier kënnen un d'Netz ze goen.

An an deem Sënn wollt ech de Minister froen, ob en dës lescht Informatiounen zu de passend gemaachten Zuele vun der EDF zum Cattenomreakter 1 ka confirméieren an ob et eventuell hei

weider Detailer gëtt an dëser Affär a wéi et ëm déi aner Cattenomsreaktere steet, ob déi eebefalls vu Rëss betraff sinn.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet den Energieminister, den Här Claude Turmes. Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Effektiv ass et esou, dass Cattenom vun deene Korrosiounsproblemer betraff ass a besonnesch déi Reakteren 3 an 1. Dat war scho virum Summer bekannt a mir sinn dunn iergendwann nom Summer gewuer ginn, dass de Reakter 3 géif aus gelooss ginn an dass effektiv déi Rëss géife gefléckt ginn, ier déi Reakteren erëm géifen un d'Netz goen. A mir sinn awer dunn iergendwann, Enn September, Ufank Oktober, aus Frankräich informéiert ginn, vu Leit, mat deene mer ganz enk zesummeschaffen, dass d'EDF géif eppes maachen, wat eigentlech absolutt net korrekt ass. Wa Rëss an engem Atomreaktor, am banneschte Kär festgestallt sinn, da kann et net sinn, dass dee Reakter erëm un d'Netz geet, ouni dass déi Rëss gefléckt gi sinn.

An ech mengen, dat, wat de „Canard enchaîné" lapidar seet: „L'électricien a torturé les chiffres pour faire redémarrer un réacteur aux tuyaux très fissurés", dat ass nozeliesen an deenen eelef Säite vum IRSN. Wien ass den IRSN? A Frankräich gëtt et eng Atomsécherheetsbehörd, dat ass den ASN. An den IRSN ass eigentlech den techneschen Knowhow, also déi technesch Behörd, déi dann eeben déi ganz Analyse mécht, eebe wéi et ëm d'Reaktere steet.

An ech ginn elo net ... Ech kéint hei dräi, véier Passagen aus dem IRSN zitéieren, mee et ass relativ kloer, wann Der deen Avis liest, dass EDF wierklech probéiert huet, op eng skandaléis Aart a Weis quasi ze justifizéieren, dass de Reakter kéint un d'Netz goen, ouni dass déi Rëss gefléckt gi sinn. Ech mengen, dat kann een e bësse vergläichen, wann ee mat engem Tankwon op d'Côte d'Azur fiert an et géif ee wëssen, dass de Bremskabel schonn ugerass ass. Also, et ass wierklech eppes, wat wierklech en absolutten No-Go ass!

Ech si frou, dass dee Bras de fer, deen do war zwëschent der EDF an de franséischen Atomsécherheetsbehörden, dass dee gutt ausgaangen ass. Mir hunn och eist derzou bäigedroen, dat heescht, mir hunn an deenen Deeg, ier déi Decisioun gefall ass, nach eng Kéier zesumme mat der Ëmweltministesch, dem Joëlle Welfring, e Bréif gemaach un déi franséisch Autoritéiten. An ech si frou, dass elo awer zum Schluss festgehale ginn ass, dass de Reakter net däerf un d'Netz goen.

An ech mengen, ech si frou, dass et esou ausgaangen ass. Et kann net sinn, dass eis Bevëlkerung engem onnéidege Risiko ausgesat ass, well Frankräich seng Stroumhausaufgaben net gemaach huet. An ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier ausdrécklech och dem Roger Spautz vu Greenpeace Merci soen, mat deem mer ganz enk hei an deem Dossier zesummegeschafft haten, awer och mat eisen Experten a Frankräich. Ouni déi gutt Zesummenaarbecht, mengen ech, wier a Frankräich elo eng Decisioun gefall, déi fir eist Land wierklech net gutt gewiescht wier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Domat si mer dann elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm.

6. Question élargie n° 162 de M. Gusty Graas au sujet des bibliothèques publiques

Mee et geet awer weider mat Froen an zwar erweiderte Froen. An déi éischt kënnt vum Här Gusty Graas, riicht sech un d'Kulturministesch an dréit sech ronderëm d'ëffentlech Bibliothéiken. Ech erënneren drun, dass den Auteur vun der Fro fënnef Minutten huet, inklusiv eventuell eng Zousazfro, an der Regierung stinn zéng Minutten zur Verfügung. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et stellt warscheinlech jo keen a Fro, datt Liesen immens gewënnbréngend am Liewen ass. Et muss een allerdéngs feststellen, datt leider ëmmer manner gelies gëtt, virun allem besonnesch gutt Bicher. D'Ursaache si bekannt, déi wëll ech elo net hei verdéiwen, vläicht hänkt et awer och mat der Entwécklung vun de soziale Medien an och vun der Videotechnik zesummen. Mee, wéi gesot, et geet elo haut net dorëms ..., obwuel deen Debat interessant wär, deen och emol am Detail ze féieren.

Duerfir ass d'Politik awer ouni Zweifel och gefuerdert, fir e Kader ze setzen, datt eeben d'Liese méi attraktiv nach ka ginn.

A wa mer beim Liese sinn, si mer natierlech och séier bei de Bibliothéiken. Ech wëll drop hiweisen, datt mer kënnen houfreg sinn op eis Nationalbibliothéik. Mir hunn awer doriwwer eraus och nach e Reseau vu ganz villen ëffentleche Bibliothéiken.

Wat d'Zuel vun den ëffentleche Bibliothéiken ugeet, esou si mir haut zu Lëtzebuerg, am internationale Verglach, en Entwécklungsland. Dat hunn net ech gesot, mee dat huet de Rapporter vum Gesetz vun de Bibliothéike gesot, dee leider verstuerwene Mill Majerus, deemools war en hei an der Chamber, dat war am Joer 2010. An dann ass natierlech direkt elo haut schonn d'Fro ze stellen: Si mer elo haut och nach en Entwécklungsland, zwielef Joer méi spéit nom Gesetz?

Eppes ass sécher: Et bleift nach e gewëssene Sputt no uewen. Mir haten 1932 115 ëffentlech Bibliothéiken hei zu Lëtzebuerg, 2010 waren et der nach 23 an am Moment hu mer der nach plus ou moins 20. Da muss ee sech natierlech awer Gedanke maachen iwwert déi Entwécklung. Just am Verglach: D'Saarland, wat jo eng Millioun Awunner huet, déi hunn de Moment nach 59 ëffentlech Bibliothéiken.

Déi lescht Parbibliothéik huet iwwregens och elo am Joer 2020 no 111 Joer Existenz hir Dieren zougemaach. Dat war déi vu Lëtzebuerg-Lampertsbierg.

Ech verweisen dann och op de Koalitiounsaccord, do steet op der Säit 89: „la loi sur les bibliothèques doit être soumise à une analyse critique et être remaniée le cas échéant, notamment en vue d'une simplification administrative." An och am Kulturentwécklungsplang 2018–2028, do ass ënnert der Mesure 64 virgesinn, datt d'Gesetz vum 24. Juni 2010 iwwert d'ëffentlech Bibliothéiken, le cas échéant, soll reforméiert ginn.

De leschten 22. Mee huet dunn de Kulturministère eng luewenswäert Initiativ ënnerholl, andeem en déi wichtegst Acteuren um Niveau vun den ëffentleche Bibliothéiken ugeschriwwen huet – ech denken hei un d'Gemengen, ech denken un déi eenzel Bibliothéiken, Federatiounen –, fir dann awer och hir Meenung ofzeginn, wéi si dann de Moment d'Situatioun gesinn. An déi Acteure waren och gebiede ginn, ënner anerem och iwwert de Règlement grand-ducal vum 4. Juli 2010 iwwert d'Exekutioun vum Gesetz, Stellung ze huelen, an dat bis zum 30. September vun dësem Joer.

Dofir wollt ech an deem Kontext eng Rei Froen un d'Madamm Minister stellen. Déi éischt ass natierlech eng klassesch Fro: Wéi vill Äntwerte koumen – selbstverständlech – bis den 30. September eran? A kann een och déi Äntwerten opschlësselen no de verschiddenen Acteuren? Wéi geschitt elo och déi Auswäertung vun deenen eenzelen Äntwerten? Wien ass duerfir zoustänneg? Fir och vläicht zu dësem Zäitpunkt gewuer ze ginn: Ass eng allgemeng Tendenz ze erkennen? Zum Beispill: Ass éischter eng Majoritéit fir d'Bäibehale vum Gesetz oder éischter fir e Status quo oder vläicht dofir, e komplett neit Gesetz ze maachen? Gëtt et eng Rei Gemeinsamkeeten, déi an deenen Äntwerten ze erkenne sinn? Goufen och kloer Positioune gemaach, zum Beispill, wat d'Konzept vun enger moderner Bibliothéik ubelaangt?

Dann och, wéi d'Madamm Ministesch vläicht den zukünftege Rôle vum Ministère an der Entwécklung vun den ëffentleche Bibliothéike gesäit. Sinn och do scho vläicht eng Rei kuerzfristeg Mesurë virgesinn, fir eeben och déi lokal respektiv regional Bibliothéiken nach méi attraktiv ze maachen? An dann natierlech och virun allem, ob een och net vis-à-vis vun de Gemenge soll vläicht nach méi aktiv virgoen, well d'Gemenge jo awer an der Entwécklung vun de lokale Bibliothéiken eng ganz grouss an eng ganz wichteg Roll wäerte spillen.

Wa mer iwwert ëffentlech Bibliothéike schwätzen, da komme mer natierlech och net derlaanscht, e Wuert iwwert de Bibliobus ze verléieren. De Bibliobus ass a priori u sech eng interessant Iddi, mee d'Fro ass eeben, ob de Bibliobus als Konzept de Moment nach ëmmer an där Form genotzt gëtt, ob dat net vläicht misst iwwerduecht ginn.

An dann zum Schluss vläicht nach déi eng oder aner méi allgemeng Fro: ob d'Madamm Ministesch zu dësem Zäitpunkt der Meenung ass, datt d'Bibliothéiksgesetz vun 2010 an dëser Legislaturperiod nach misst ugepasst ginn, an och, ob een net vläicht awer misst kuerzfristeg drun denken, fir och d'Kreditter vis-à-vis vun deenen eenzelene Bibliothéiken ze adaptéieren, well mer jo awer wëssen, datt do eng Rei Problemer bestinn. Voilà.

Ech soen Iech am Virfeld scho Merci fir Är Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, merci och. An d'Wuert huet direkt eis Kulturministesch, d'Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, schéine gudde Mëtten alleguer. Merci fir d'éischt emol dem Gusty Graas fir dës Fro.

D'Bibliothéike spillen eng zentral Roll an eiser Gesellschaft, well et eigentlech jiddwerengem den Accès erméiglecht zur Welt vun der Literatur. Ech weess net, wéi et Iech ergaangen ass, mee ech sinn ëmmer immens gären hei an d'Stater Bibliothéik gaangen. Et huet mer erméiglecht, all Woch nei Bicher auszeléinen, ouni op dem Budget vu menger Mamm ze leien, an och ganz flott Recommandatiounen ëmmer ze kréie vun de Bibliothecairen, déi do aktiv waren.

A wann een haut de Weekend an d'Stater Bibliothéik geet, fir dat dann als Beispill ze huelen, da gesäit een, dass déi Traditioun nach fortbesteet, well och do ganz vill Eltere mat hire Kanner zum Beispill ëmmer sinn a sech eeben der Welt vum Buch näheren.

Mee et geet net nëmmen ëm d'Kanner, et geet och ëm déi Erwuessen. An et ass wierklech eng Fro, net nëmme vu sozialer Gerechtegkeet, mee och vum Zesummeliewen, well wann ee gesäit, déi eenzel Gemengen, sief et – et sinn der elo e puer, déi grouss Anniversairë gefeiert hunn iwwert déi lescht Joren – zu

Diddeleng, zu Esch, wou een och gesäit, dass et eng ganz laang Traditioun ass an dass déi sech och wierklech weiderentwéckelt mat Projete ronderëm, mat Aktivitéiten, déi organiséiert ginn, wéi een och vläicht déi Transitioun vum Buch als Objet, deen et glécklecherweis nach ëmmer gëtt, hin zum Buch, dat sech och dematerialiséiere kann, wéi dat genotzt gëtt, mee eeben och mat ville Liesungen, eeben Aktivitéite ronderëm, soudass déi Roll essentiell ass a mer dofir och dee Prozess ugaange sinn, fir dat Gesetz, wat jo eigentlech nach net esou al ass, eng Kéier op de Leescht ze huelen an ze kucken, wou do Verbesserungsméiglechkeete sinn.

Dofir hu mer dee Prozess lancéiert, deen den Här Deputéierte grad ugeschwat huet. Dir hutt mech gefrot: „Wéi vill Leit hu geäntwert?" Et ass wéi ëmmer bei deene Consultatiounen: Mir wëlle gären esou vill wéi méiglech d'Leit matabannen, mee et kritt een herno net esou vill Äntwerten, wéi ee sech dat dann eigentlech erhofft. Mir hunn hei zwielef Äntwerten erakritt gehat, dräi vu Privatpersounen, aacht vun ASBLen, sechs vu Federatiounen, eng vun enger ëffentlecher Bibliothéik an eng vun enger spezialiséierter Bibliothéik an dann déi vum Conseil supérieur vun de Bibliothéiken.

Dir frot: „Wéi fuere mer elo weider? Wien evaluéiert dat doten?" Natierlech an e puer Etappen. Mir maachen natierlech intern eng Analys dovunner. Mir hunn awer och de Conseil supérieur, dee jo dat consultatiivt Organ ass, gefrot, sech deenen Avisen unzehuelen. A mir hunn en État des lieux, wéi mer dat elo an anere Secteuren och gemaach hunn, an Optrag ginn, deen da vun zwou Persoune wäert ausgefouert ginn, fir eeben en État des lieux précis et complet ze maachen, sou wéi et am Kulturentwécklungsplang virgesinn ass, en général, dass mer déi État-des-lieuxe solle maachen. Hei wäerten dann och déi Avisen, déi mer erakruten, afléissen.

Da wäerte mer am Abrëll 2023 e Workshop organiséieren, fir e bëssen och eng Bestandsopnam ze maachen. Dir hutt elo scho verschidden Zuele genannt. Niewent den Zuelen, wéi vill Bibliothéiken dass mer hunn, ass jo och wichteg ze wëssen, wéi vill Lieser déi eenzel Bibliothéiken hunn an iwwert wéi ee Wee se op d'Bicher zréckgräifen. Dir wësst jo, dass se vernetzt sinn am Moment, wat jo och eng ganz gutt Hëllef ass fir vill vun de Lecteuren.

An dann, wann dat doten ofgeschloss ass, den État des lieux, de Workshop, wou mer jo och nach eng Kéier hoffen, Input ze kréien, wäerte mer den Avantprojet de loi an d'Preparatioun huelen. An de But ass awer och nach, Assisen ze organiséieren, soubal déi Etappen do ofgeschloss sinn.

Parallell dozou muss ee wëssen, dass och op internationalem Plang eng Rëtsch Initiativen en cours sinn. Do gëtt et notamment am Conseil de l'Europe eng Recommandatioun iwwert d'Legislatioun an d'Politik vun de Bibliothéiken an Europa, déi amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn, an dann natierlech och den neie Kulturprogramm, deen am Januar d'nächst Joer wäert a Vigueur trieden, vum Conseil vun der Europäescher Unioun.

Da frot Der: „Wat sinn d'gemeinsam Punkten?" Dat geet „von bis": Déi eng, déi mannst, si fir de Status quo, déi aner sinn der Meenung, mir misste ganz vill reforméieren, et ass awer een, deen och souguer carrement seet, mir sollen d'Gesetz ofschafen, soudass eng Panoplie vu Proposen hei erakënnt. Natierlech dréit sech ganz vill ëm de Finanzement, wéi een dee soll organiséieren, d'Krittären, fir déi Aiden ze kréien, den Encadrement an d'Formatioun an dann, bon, da gëtt et ënnerschiddlech Meenungen och eeben zu deem nationale Reseau, vun deem ech och grad geschwat hunn, an dann och eeben de Rôle vun dem Service vun de Bibliothéiken.

Dir wollt och nach wëssen wat, wéi de Roll vum Ministère ass. Ech mengen, dat ass wéi an all deenen ... Am ganze Beräich vun der Kultur gesi mer eis als Instanz, déi fir d'Strategie zoustänneg ass, déi national Strategie, fir eeben och deemno wéi, wann dann elo d'Konklusioun sollt déi sinn, d'Gesetz unzepassen, wou ech scho mengen, dass et wäert an déi Richtung goen, da si mir natierlech dofir do, fir dat ze maachen an dann eeben och den néidege Kader ze assuréieren.

Dir hutt och gefrot, wat mer elo kuerzfristeg virgesinn hunn. Wat mer elo gesinn hunn, dat ass: Op alle Fall, wat d'Infrastructures ugeet, hu mer um Internetsite vum Ministère elo d'Krittäre publizéiert, wat iwwerhaapt ..., well et ass eng Fro, déi ëmmer erëmkënnt an déi ëmmer méi komplex gëtt: „Wat fält ënner de Finanzement vun den Infrastructures culturelles?", wou d'Bibliothéike fir d'Gemengen och drënnerfalen.

Dann hutt Der eng Fro gestallt zum Bicherbus. 2021 sinn awer 37.882 Prêten iwwert dee Bicherbus gemaach ginn. A fir déi vun Iech, déi op de Walfer Bicherdeeg waren de Weekend, déi hu gesinn, dass och de Bicherbus vun der BnL net deen eenzegen ass. Et gëtt och nach eng aner Initiativ, déi och do present war, wou een och gesäit, dass et schonn e Besoin ass, méi no bei d'Leit mat de Bicher ze goen. Nawell ass och d'BnL amgaangen, Reflexiounen ze maache fir ze kucken, wéi een de Bicherbus un d'Besoine vum Public adaptéiert. Dat ass normal, dass esou Reflexioune gemaach ginn.

Voilà, merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Ministesch. An nächsten ... A, den Här Graas froen ech awer nach, ob en net nach eng Zousazfro huet.

M. Gusty Graas (DP) | Nee, d'Madamm Ministesch war komplett. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci villmools.

7. Question élargie n° 166 de M. Dan Biancalana au sujet de l'inscription d'une troisième option dans le registre de l'état civil

Da komme mer op déi nächst erweidert Fro. Si kënnt vum Här Dan Biancalana, riicht sech un d'Justizministesch an dréit ëm eng drëtt Optioun bei der Inscriptioun an den État civil. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Am Kontext vun der Ëmsetzung vum Koalitiounsaccord gouf festgehalen, datt d'Méiglechkeet vum Aschreiwe vun enger drëtter Optioun beim Geschlecht am Persouneregister soll iwwerpréift ginn. Dëst ass a ville Länner ronderëm eis op déi verschiddenst Aart a Weisen ëmgesat ginn respektiv soll et ëmgesat ginn.

Ier ech awer elo kuerz op eis Nopeschlänner aginn, wëll ech kuerz e klengen Ënnerscheed erklären an den Termen, wat d'sexuell Identitéit ugeet. Ech mengen, et gëtt jo d'Notioun vun der „Transidentitéit", also eng Persoun, déi bei der Gebuert medezinnesch kloer zougewise ginn ass a bei där d'Geschlecht net mat deem Geschlecht, wéi gesot, iwwereneestëmmt, mat deem si sech identifizéiert. Dat ass eng Notioun, déi och déi Persounen aschléisst, déi sech kengem chirurgeschen Agréff ënnerzéien, fir hir Geschlechtsmierkmoler ze änneren, fir esou hirer Geschlechtsidentitéit ze entsprieche.

An dann déi zweeten Notioun: d'„Intersexualitéit" oder d'„Intergeschlechtlechkeet". Dëst ass den Uewerbegréff fir all Persoun, déi Variatiounen an der Geschlechtsentwécklung huet. Dat heescht, dass si bei der Gebuert kengem vun deenen zwee Geschlechter kann zougeuerdent ginn. An ënner dës Notioun kënnen och Transgender-Persoune falen, Persounen, déi sech mat dem bei der Gebuert zougewisene Geschlecht falsch oder ongenügend beschriwwe fillen.

D'intersexuell Mënsche si virun allem déi, déi vun der Aschreiwung vun enger drëtter Optioun am Registre d'état civil géife profitéieren. Am Moment hu si nëmmen d'Méiglechkeet, sech als „Mann" oder „Fra" kënnen anzeschreiwen, wat haaptsächlech jo op eise binäre System, deen en place ass, zréckzeféieren ass.

Fir de betraffene Persounen ze hëllefen, hunn eis Nopeschlänner verschidde Pisten ageschloen. D'Belsch, awer och Holland sinn op de Wee gaangen, fir d'Geschlechtsidentitéit vun der Carte d'identité ze sträichen. Mat dësem Wee ass dem Legislateur gelongen – an der Belsch ass d'Gesetz nach um Instanzewee, bon, an an Holland gëllt d'Reegel ab 2024 –, Persounen am Fong net ze diskriminéieren a méi an d'Gesellschaft ze integréieren.

Däitschland, op där anerer Säit, huet en anere Wee ageschloen. 2018 ass d'„Gesetz zur Änderung der in das Geburtenregister einzutragenden Angaben" vom Bundestag adoptéiert ginn. Duerch dës Legislatioun gëtt et nieft der männlecher an der weiblecher Geschlechtsoptioun am Persouneregister elo och d'Optioun „divers" fir intergeschlechtlech Persounen. Zousätzlech huet de Bundestag 2021 e Gesetz verabschit, fir Operatiounen a Behandlunge vun intersexuelle Kanner bei der Gebuert ze verbidden, wann dës Aktiounen nëmmen dem Ugläichen un ee Geschlecht dénge sollen. Den däitsche Legislateur, mierkt een also, war hei ganz aktiv.

Donieft muss een awer och betounen an erwänen, datt a Frankräich d'Denominatioun „neutre" als drëtt Optioun virum Geriicht an enger Appellinstanz gekippt ass, nodeem se an enger éischter Instanz zréckbehale gouf. D'Argument, dat hei virgedroe gouf, ass, datt d'Binaritéit de sougenannten „Ordre social et juridique" an eiser Gesellschaft bestëmmt an definéiert, notamment am Kader, wéi gesot, vun der Filiatioun a vum Familljerecht.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Wat awer kloer ass: datt eng reng binär Gesellschaft, sou wéi de Code civil se insgesamt virgesäit, net méi ganz zäitgemëiss ass. Et soll eis alleguerte wichteg sinn, datt all Persoun sech als Persoun an als Mënsch respektéiert fillt a säi Liewen esou fräi féiere kann, wéi si et wëllt a si et och decidéiert. A vun dëser Fräiheet soll och all Persoun kënnen, wéi gesot, profitéieren, fir hiert Liewen esou opzebauen, a well mer och wëssen, dass intersexuell Mënschen oft d'Zil vun Diskriminatioune sinn.

Wéi aus engem Presseartikel vun 2021 erauszeliesen ass, hu säit 2018 105 Persounen zu Lëtzebuerg e Changement de nom an de genre ugefrot, eng Zuel, déi mat der drëtter Optioun am Persouneregister sécherlech steige géif. Et ass awer och kloer d'Demande do, fir eppes um Status quo ze änneren, well am Fong d'Argumenter, datt net jiddwereen op eng drëtt Optioun géif zréckgräifen, soll net derzou dëngen, déi Betraffen auszeschléissen.

Lëtzebuerg stinn am Fong zwou offensichtlech Optiounen zur Verfügung, wann ee sech reng un den opgezielten Nopeschlänner inspiréiert: Entweeder mir suppriméieren d'Kategorie „sexe" aus dem Registre d'état civil, an dat komplett, oder mir fügen eng drëtt Optioun bäi, ënnert der Denominatioun „divers" oder „neutre".

An deem Kontext wéilt ech dann der Madamm Justizministesch follgend Froe stellen: Wou sinn d'Aarbechten, sou wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, vun der Méiglechkeet, dës drëtt Optioun am Persouneregister anzeféieren, drun? Huet d'Madamm Ministesch sech och do en Zäitplang nach ginn? Wa jo, op wat fir eng Denominatioun oder op wéi een Term géif een hei am Fong fir déi drëtt Optioun zréckgräifen? Wéi eng Persoune wären hei dann och genee betraff? An ass och dee sougenannten „examen médical", deen och ëmmer virgesinn ass an esou Situatiounen, duerch en Eed ze ersetzen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci, Här President, an och hei merci dem Här Deputéierte fir déi ganz wichteg Fro, déi eis scho laang beschäftegt.

An ech ka mech nach erënneren, wéi ech hei Rapportrice war vun deem Gesetz, vun deem elo rieds gaangen ass, an zwar dat, fir dass mer eng einfach Prozedur géife kréien, fir et enger Persoun ze erlaben, hire Genre ze changéieren, du war dat och eng vu menge Konklusiounen an Demanden, dass weider géif drop geschafft ginn, fir och dat heite méiglech ze maachen, well dat eigentlech jo nach iwwert déi Problematik, déi scho ganz komplex ass, déi Dir elo ganz gutt beschriwwen hutt, erausgeet vu Persounen, déi transgender sinn oder sech eeben net kënnen ..., oder eeben e Changement de sexe ufroen. Et gëtt och ëmmer méi Persounen – an dat gesi mer eeben och am Kader vun deem dote Gesetz –, déi sech einfach kengem vun deenen zwee Genren zougehöreg fillen oder sech net wëllen an déi eng oder déi aner Kategorie dränge loossen.

An Dir hutt och ganz gutt d'Situatioun am Ausland beschriwwen. Mir sinn do net méi eleng déi, déi Reflexiounen do féieren. Et si schonn e puer Prozeduren ënnerwee, legislativ, respektiv schonn ofgeschloss.

Bon, et ass natierlech esou, dass mer och en europäesch-internationale Kontext hunn. Mir hunn dofir och en interministeriellen Aarbechtsgrupp an d'Weeër geleet. Do ass d'Hallschent vun der Regierung mat vertrueden, mee notamment eeben och den Ausseministère, well natierlech déi Froe vu „wat muss op engem Pass stoen, fir dass deen och valabel ass am Ausland?" zum Beispill Froe sinn, déi extreem wichteg sinn an dësem Kontext och gekuckt hunn.

Mir hunn och eng Bestandsopnam gemaach vum internationale Plang. Mir hunn eis och nach eng Kéier gutt ugekuckt, wéi eng ënnerschiddlech Avisen och eis ënnerstëtzen an déi Richtung do, fir do ze schaffen, notamment de Conseil de l'Europe mat schonn zwou Resolutiounen, den nationalen Eethikrot, d'Mënscherechtskommissioun an d'European Union Agency for Fundamental Rights. Dat heescht, et ass wierklech eng Demande do, fir et ze maachen.

Vläicht och nach eng Kéier fir de Kontext: Et ass och elo net eppes, wat lassgeléist och vun deem ass, wat d'Populatioun eigentlech gären hätt. Wann een den Eurobarometer vu Mee 2019 kuckt, du waren d'Leit gefrot ginn zu Lëtzebuerg: „Wat haalt Der dovunner? Mengt Der, dass et sollt méiglech sinn, eng drëtt Optioun virzegesinn oder kee Genre virzegesinn?" An do ware 56 % vun de Leit zu Lëtzebuerg der Meenung, dass een dat sollt erméiglechen.

Wou si mir elo drun? Ma, d'Aarbechte komme ganz gutt virun. Et gëtt am Moment um Avant-projet de loi geschafft. An de But ass, dass mer deen am éischten Trimester d'nächst Joer och kënnen op den Instanzewee bréngen.

Et ass elo nach e bësse fréi, fir iwwert de Contenu dovunner ze schwätzen, well mer eeben och nach amgaange sinn, verschidden Optiounen nach eng Kéier ze verifizéieren, well dat eeben e ganz groussen Impakt hannendrun huet. Et si vill Froen, déi sech stellen, och am Lien mat de Prozedure vum Changement de nom, mat de Prozedure vum Changement de sexe.

Et si Froen, déi sech stellen, zu wéi engem Moment – do gëtt et och ënnerschiddlech Legislatiounen an deenen ënnerschiddleche Länner – ee ka Changementer maachen, wéini ee muss wat uginn. Alles dat si mer amgaangen, am Detail ze kucken. An de But ass, wéi gesot, en Depot Ufank d'nächst Joer, also am éischten Trimester d'nächst Joer.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

8. Question élargie n° 168 de M. Paul Galles au sujet du « Footprint » environnemental

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 168 vum Här Paul Galles iwwert de Footprint. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Den Observatoire de la politique climatique huet viru Kuerzem säi Rapport erausginn, dee ganz interessant ass. Et ass e grousse Rapport, mat ganz ville Recommandatiounen, Iddien. Et konnt een ënner anerem och op de Klimadeeg op der Luxexpo e bësse kucken, wat se alles erausfonnt hunn. Si haten do gutt resuméiert.

An eng vun deene Saachen, déi mer opgefall ass an déi mech ganz staark interesséiert huet, dat ass, dass se eigentlech en anere Berechnungsmodus, e komplementäre Berechnungsmodus, fir d'CO_2-Emissiounen an och déi Verantwortung, déi mer fir eis CO_2-Emissiounen droen, virschloen. Op deen anere Berechnungsmodus wollt ech kuerz agoen an och dozou e puer Froe stellen.

Dee Berechnungsmodus, dee mer am Moment benotzen, ass nämlech dee vun esou engem Budget, engem CO_2-Budget, dee mer nach zegutt hunn an dee gerechent gëtt par rapport zur Produktioun an dem Verkaf, an dem CO_2, deen doduerch produzéiert gëtt, duerch Produktioun a Verkaf vun engem Produit op eisem nationalen Terrain an dat, wat een „nationalen Inventaire" nennt, deen dann herno zu engem CO_2-Budget féiert fir zum Beispill Lëtzebuerg.

Dat ass dee Berechnungsmodus, dee mer notzen, fir eise PNEC herno dann duerchzedefinéieren, déi fënnef Secteuren opzedeelen, an dann och, fir déi eenzel Secteuren ze definéieren, wéi vill CO_2-Budget dann do nach iwwregbleift a wéi vill Prozent Reduktioun da fir den eenzelne Secteur muss gemaach ginn, fir dass een dann op déi Gesamtziler fir Lëtzebuerg kënnt.

Dat ass deen ee Berechnungsmodus, wéi gesot, ausgeeënd vu Produktioun a Verkaf. Dat ass deen europäesche Berechnungsmodus. An deen, mengen ech, wann ech dat richteg verstanen hunn, dee muss dann an den eenzele Länner och fir d'PNECe vun den eenzele Länner esou ugewannt ginn.

Den Observatoire huet awer nach en anere Berechnungsmodus elo proposéiert. An dee geet dervun aus, dass een net d'Produktioun an de Verkaf als Ausgangspunkt hëlt, mee d'Consommatioun vun de Produiten eeben, déi een hei dann um nationalen Territoire consomméiert. Dat heescht, do kommen och zum Beispill mat dran: déi ganz Strecken, déi ganz Distanzen, déi Kilometeren, déi eeben och da mat CO_2-Emissioune verbonne sinn, déi e Produit brauch, bis en dann zu Lëtzebuerg ukënnt a bis en dann hei konsuméiert ka ginn.

Dat ass déi Approche, déi mer schonn e bësse kennen. Dat ass déi Carbon-Footprint-Approche. Déi ass relativ no un der Approche vun deem Overshoot Day. Déi ass eis alleguer bekannt, well mer ëmmer vum Ufank vum Joer – ech mengen, dëst Joer war et de 14. Februar – dann drun erënnert ginn, dass Lëtzebuerg dat zweetschlëmmste Land op der Welt ass mat deem Carbon Footprint, mat deem Footprint, dee mer eigentlech dann hunn.

Et gëtt nach en Ënnerscheed – dat muss een eigentlech éierlecherweis derzou soen – tëschent deem Carbon Footprint, deen den Observatoire de la politique climatique elo hei opgräift, an deem Footprint, deen den Overschoot Day hëlt. Well an deem Footprint vum Overshoot Day, do sinn och nach Theemen oder esou Saache wéi Biodiversitéit oder Waasserqualitéit, Loftqualitéit an esou Saache mat dran, wärend et hei beim Observatoire de la politique climatique da just ëm de Carbon Footprint, also d'CO_2-Emissiounen, geet.

Déi Fro, déi ech mer stellen, dat ass: Dat ass jo eng ënnerschiddlech Berechnung. Dat heescht, op deem doten Niveau, wann ee just dann d'Consommatioun kuckt, do si mer wierklech, weltwäit gesinn, relativ schlecht. Wann een dat elo ganz éierlech kuckt, wéi een dann elo hei zu Lëtzebuerg consomméiert, da kéint dat jo derzou féieren, dass ee seet: „Ok, mir misste vläicht eis Ziler adaptéieren." Oder: „Mir missten eng aner Approche wielen zu Lëtzebuerg." Dat kéint jo sinn. An dat ass eigentlech och meng Fro, déi ech un d'Madamm Ministesch wëll stellen.

Vläicht nach e Beispill, fir et just kuerz ze illustréieren. Wann een zum Beispill hautdesdaags en elektreschen Apparat kafe geet, da gëtt oft gekuckt: Wéi energieeffizient ass en? Dat ass och ganz richteg. Mee wann een elo géif déi aner Approche huelen, déi den Observatoire de la politique climatique proposéiert, da géif een zum Beispill och kucken: Wou ass den Apparat hiergestallt ginn? Wéi wäit huet e scho missen transportéiert ginn? Dat heescht, wat ass a sengem ganze Liewenszyklus fir eng CO_2-Laascht dran? An dann ass et vläicht heiansdo souguer besser, en Apparat ze huelen, dee manner energieeffizient wär, deen awer hannen um Enn eng besser CO_2-Bilanz hätt.

Wann een elo deen dote Berechnungsmodus nach géif huelen, si meng Froen un d'Madamm Minister: Wéi geet d'Regierung mat där doter Recommandatioun vum Observatoire de la politique climatique ëm? Wëllt Dir déi dote Recommandatioun iwwerhuelen? Wëllt Dir deen dote Berechnungsmodus iergendwéi iwwerhuelen, fir och de Lëtzebuerger Territoire ze berechnen, wat mer am Moment hei verbrauchen, wa mer konsuméieren? Gëtt et vläicht eng Méiglechkeet, déi dote Berechnung an de PNEC ze integréieren, och vläicht einfach duerch ee Kapitel? A féiert dat vläicht dozou, dass mer eis Ziler zu Lëtzebuerg mussen anescht definéieren? Oder féiert dat zu enger Änderung vun den Ziler? Dat ass einfach just déi Fro, déi ech mer an deem heite Kontext gestallt hunn, well et natierlech eng ganz interessant Approche ass, déi den Observatoire eis do proposéiert.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol nach eng Kéier merci un den Här Galles fir déi interessant Fro, déi mer jo och schonn an enger Kommissiounssëtzung zum Klimabilan de 7. Oktober eng Kéier matenee beschwat haten.

Et ass esou, dass d'Emissiounsinventairen zu Lëtzebuerg, wéi vun alle Länner, no klore Reegele musse gemaach ginn, déi souwuel der Klimakaderkonventioun an och dem Paräisser Accord wéi och der EU-Reglementatioun no mussen opgestallt ginn.

Dës Reegele schreiwen eng territorial Approche vir, fir d'Treibhausgasen ze inventariséieren. Dat betrëfft zemol d'europäescht Reglement vun 1999 iwwert de Gouvernancesystem vum Klimaschutz. Déi si ganz kloer do virginn. Dat heescht, do kënne mer net dovun ofweichen.

Lëtzebuerg ass also verflicht, dës Inventairen esou opzestelle fir d'Secteure vum Transport, Gebaier, kleng Industrien, Land- a Forstwirtschaft souwéi Ofwaasser an Offall.

D'Basis vun deenen Inventairen, déi vun der Ëmweltverwaltung a Kooperatioun mam Statec, dem Service d'économie rurale, der Natur- a Waasserverwaltung opgestallt ginn, ass eng Methodologie, déi vum Weltklimarot zesummegesat ginn ass. Dat heescht, dass d'Produiten, déi am Ausland produzéiert ginn, mee zu Lëtzebuerg consomméiert ginn, net an eisem nationale Bilan ugerechent ginn, mee am Bilan vun deem Land, wou se produzéiert goufen. Dës Logik gëllt natierlech och fir d'Emissioune vu Produiten, déi bei eis am Land hiergestallt ginn, ier se exportéiert ginn.

De Grond, firwat dat esou gemaach gëtt, ass deen, well et déi preziisten an fiabelsten Approche ass, fir d'Emissiounen ze berechnen, natierlech och fir ze vermeiden, dass Emissiounen eventuell zweemol géife gerechent ginn.

Fir gréisser Regiounen oder grouss Länner, déi villes selwer produzéieren, ass den Ënnerscheed zwëschent dem Footprint-Usaz an der Methodologie, wéi se vun der Klimakaderkonventioun ausgeet, net esou grouss. Am leschten IPCC-Rapport steet dran, dass fir Europa zum Beispill de Footprint 20 % méi héich ass wéi déi Zomm vun den nationalen Inventairen.

Lëtzebuerg huet awer eng speziell Situatioun, well bal all d'Gidder, déi mir consomméieren, am Ausland hiergestallt ginn, an och e groussen Deel vun eisem Stroum gëtt am Ausland produzéiert.

Op där anerer Säit ginn och Gidder, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn an op de Marché kommen, am Ausland consomméiert. An als Beispill kann een do de Stol, Gas a Pneuen nennen, déi natierlech am ETS-Beräich eebe matberechent ginn. Mee bei der Emissiounsbilanz ass et haaptsächlech den Export vu Pëtrolsprodukter, Bensinn an Diesel, deen an eis Bilanz fält, dee sougenannten Tanktourismus.

Dofir huet den Observatoire de la politique climatique op Basis vun enger Berechnung vum LIST erausfonnt, dass de konsumbaséierte Footprint zu Lëtzebuerg ëm 70 % méi héich ass wéi déi national Inventairen.

Dëse Footprint weist, dass zum Beispill den Transport den Haaptdeel duerstellt, well den Auto eeben nach d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg selwer dominéiert an d'Awunner reegelméisseg fléien an d'Zich a Bussen nëmmen e klengen Deel vum Foussofdrock ausmaachen.

An déi nächst grouss Kategorie ass de Logement mat senge 25 %. D'Liewensmëttel hunn och en Impakt duerch den héije Fleeschkonsum hei zu Lëtzebuerg. An der Moyenne consomméiere mer 86 Kilo Fleesch pro Persoun pro Joer, an dovunner si 15 % Rëndfleesch, wat am meeschten Emissioune mat sech brëngt.

Jo, voilà, an duerno ginn et nach aner Konsumgidder wéi d'Fabrikatioun, den Transport, d'Notzung, energiegeneréiert Emissiounen, och ëffentlech Servicer ginn derbäigerechent, als Beispill.

Voilà. Et ass awer wichteg ze verstoen, dass dës Konsumkategorien, wéi och schonn ugedeit ginn ass, net nëmmen am Beräich vum Klima Impakter mat sech brëngen, mee och nach an aneren Ëmweltberäicher wéi Biodiversitéit a Waasser, déi awer net am Carbon Footprint eebe matgekuckt ginn. Voilà.

An eiser Klimalaangzäitstrategie gëtt dowéinst awer och en Accent op aner Politicke gesat, wéi zum Beispill op d'Offall- a Ressourcëpolitik, déi sécher en Effekt op eise Footprint hunn an déi do och staark op Kreeslafwirtschaft setzen, gradesou wéi d'Ernärung zum Beispill.

Och wann de Footprint-Usaz elo net benotzt gëtt, fir eis Zäregasinventairen opzestellen, sou guidéiert dësen Usaz vun enger integréierter Aart a Weis d'Lëtzebuerger Ëmwelt- a Klima- an och Nohaltegkeetspolitik. An de Footprint-Usaz ass do an eisen Aen och e sënnvolle Complement zu den Zäregasinventairen, sou wéi mer se u Bréissel a Bonn, de Siège eebe vum Sekretariat vun der Klimakonventioun, rapportéieren, an dat besonnesch aus de Perspektive vun der Informatioun, der Berodung an der Sensibilisatioun. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Welfring.

9. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)

Mir designéieren haut de Mëtten ee Member fir de Conseil national des finances publiques. Laut Artikel 157 vum Chambersreglement ginn d'Membere vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Presidentekonferenz proposéiert den Här Romain Bausch als Kandidat.

Well mer ee Kandidat fir ee Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann esou vill Kandidate wéi Posten ze vergi ginn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif de Kandidat zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren? Ech géif déi bieden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Assentiment)

Den Här Romain Bausch ass domat zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert.

(Interruptions)

10. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet des résultats de la COP27

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultater vun der COP27, déi d'politesch Sensibilitéit Piraten ugefrot huet. An ech géif dann direkt d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Weltklimagipfel 2022 ass de leschte Weekend op en Enn komm. Ech freeë mech dofir, datt mer haut scho kënnen e bëssen iwwert d'Konklusiounen dovunner schwätzen, well d'COP27 war e wichtegt Treffen. Mee leider sinn d'Erwaardungen hei net erfëllt ginn.

Fir eng Noriichteplattform ze zitéieren: „Es könnte die Einleitung eines Monty-Python-Sketches sein: In den letzten Tagen flogen Dutzende bis Hunderte Privatjets ins ägyptische Sharm el-Sheikh, um über Maßnahmen gegen die Erderwärmung zu verhandeln.

(Interruption)

„Die Zwischenbilanz der Klimakonferenz: ernüchternd. Wie jedes Jahr. Die Schlagzeilen: pessimistisch. Wie jedes Jahr." Zitatenn.

Effektiv sinn d'Echoen an der internationaler Press éischter vun Enttäuschung oder Erniichterung geprägt. Méi bekannte politesch Persounen aus der Klimabeweegung wéi zum Beispill d'Greta Thunberg hu carrement refuséiert, op d'COP27 ze goen. D'Klimakonferenz wier en, Zitat, „kollossale Bedruch" an eng Geleeënheet fir d'Politiker an d'Politikerinnen, fir Opmierksamkeet ze kréien.

Zu Recht kann ee seng Frustratioun iwwert déi weltwäit Klimapolitik esou matdeelen, well effektiv gëtt weltwäit vill ze wéineg fir d'Anhale vum 1,5-Grad-Celsius-Zil gemaach, ob a China, Amerika oder och an Europa.

An och d'Format vun der COP27 ass dach e bëssen iwwerholl. Mussen déi Veranstaltungen ëmmer esou organiséiert si wéi haut? A virun allem: Mussen déi Leit invitéiert ginn, déi invitéiert goufen? Musse Fossilllobbyisten do Werbung maachen, wärend mer probéieren, vun de fossillen Energië lasszekommen?

Dat ass also eng berechtegt Kritik. An effektiv muss kee Land op der ganzer Welt waarden, bis erëm eng COP iergendwou organiséiert gëtt, fir an dësen Zäiten, an deenen de Klimawandel ëmmer méi spierbar gëtt, eng méi kloer Klimapolitik ze maachen. Mir dierfen net op eng COP28 ..., och erëm an engem Land, wou een driwwer diskutéiere kann, ob déi éischter förderlech sinn, fir de Klimawandel ze bekämpfen, oder éischter förderlech sinn, fir de Klimawandel ze befeieren, mee bref. Mir mussen net op eng COP28 waarden, fir selwer Verantwortung ze iwwerhuelen!

D'Klimaziler si kloer: 1,5 Grad net ze iwwerschreiden. D'Moossnam, déi mer mussen huelen, ass och kloer: d'Zäregaser an der Atmosphär reduzéieren. Instrumenter, wéi mer dat bewierken, hu mer genuch: Verzicht op Emissiounen duerch Verzicht op Konsum, negativ Emissiounstechnologien, Effizienzgewënner a virun allem d'Energiewenn mam massiven Ëmstelle vu fossillen Energien op erneierbar Energien. An och Lëtzebuerg an och d'Europäesch Unioun mussen den Usproch hunn, fir hei Virreider ze ginn a Verantwortung ze iwwerhuelen, an dat esou schnell wéi méiglech. Well bis 2030 bleift eis no all Joer genau e Joer manner.

Fir Kloertext ze maachen: Lëtzebuerg, also mir, sinn ee vun den déckste Ressourcëverschwender op der ganzer Welt, direkt no deem Land, wou an dësen Deeg ënner ganz schreckleche Konditiounen eng Weltmeeschterschaft organiséiert gëtt: dem Katar.

Eisen ekologesche Foussofdrock, op de Kapp gesinn, ass deen zweethéchste weltwäit, de Paul Galles huet et elo grad nach gesot. Et ass natierlech einfach, op aner Länner ze klappe wéi zum Beispill China, dat dat Land mat den héchsten Emissioune ass. Mee wa

mer ëmmer an der Logik operéieren, datt mir näischt maachen, esoulaang deen aneren näischt mécht, da bleiwe mer an enger Inaktivitéitsspiral gefaangen. Fakt ass: Mir kënne méi maachen a mir sollten dofir och méi maachen, mir sollte Verantwortung iwwerhuelen!

Lëtzebuerg ass eng oppen Ekonomie mat villen Importer a genausou villen Exporter. Eis Verantwortung ass et awer, virun allem mol ze kucken, wat mer hei am Land consomméieren, wa mer wëlle selwer eppes maachen.

Mir hunn de Luxus, soen ze kënnen, wéi mer mat eise Ressourcen an Zukunft wëllen ëmgoen. A wann een eng Lektioun aus der COP27 ka mathuelen, dann ass et déi, datt elo all Land och aus Eegeninteressi sollt kucken, fir manner Emissiounen an der Atmosphär ze hunn. Well d'Konsequenze vum Klimawandel sinn haut scho spierbar, och zu Lëtzebuerg, wou mer an deene vergaangene Jore mat Extreemwiederevenementer ze kämpfen haten, vun Iwwerschwemmungen iwwer Hëtzewelle bis hin zu engem Tornado. An datt dee leschten Tornado, deen Nordfrankräich getraff huet, Lëtzebuerg net getraff huet, war éischter eng glécklech Fügung, well déi puer honnert Kilometer si fir en Extreemwiederevenement keng Distanz.

(Interruption)

An engem „Zeit"-Artikel vu virun e puer Deeg war ze liesen, ech zitéieren: „Mehr Egoismus wagen! In Zeiten der Hoffnungslosigkeit führt der Weg zur Klimawende nur über den Eigennutz." Zitatenn. An dat ass net ganz falsch. Well nëmmen, wa mer verstinn, datt de Klimawandel eis all betrëfft an datt mer alleguerten aus Eegennotz vun der Energietransitioun och kënne profitéieren, nëmmen da kënne mer d'Leit mathuelen op de Wee an eng klimaneutral Zukunft!

Erneierbar Energië si mëttelfristeg méi bëlleg a se maache Lëtzebuerg an Europa méi onofhängeg vu Länner wéi Russland oder Katar. Dat ass positiv an dorobber sollte mer aus Eegennotz opbauen. Datt dat Ganzt nach e positiven Effekt fir d'Allgemengheet huet, mengen ech, sollt dat Ganzt nach méi interessant maachen.

Mee och de Staat muss heifir mam gudde Beispill virgoen an endlech selwer massiv opstocken, ugefaangen, datt et net ka sinn, datt am Joer 2022 manner wéi 5 % vun de staatlechen Diecher mat Fotovoltaikanlagen ekipéiert sinn oder datt nach ëmmer méi wéi d'Hallschent vun de staatleche Gebaier mat fossille Brennstoffer gehëtzt ginn oder datt et Joren dauert, datt Subsiden, ob fir Vëloen oder Fotovoltaikanlagen an hoffentlech net och nach fir Pellets, dann herno ausbezuelt ginn.

Mir dierfen net op d'COP28 waarden, fir méi Klimamoossnamen elo ëmzesetzen! An dat ass u sech de Message, dee mer haut als Chamber hei kommunizéiere sollten.

An, Här President, vu datt d'Chamber och zum deel Proprietär respektiv gréisstendeels Locataire vu Gebaier ass, d'Chamber selwer Operatiounen huet, déi natierlech e Foussofdrock hannerloossen, géif ech Iech eng Resolutioun iwwerreechen, Här President, wou mer d'Chamber géifen opfuerderen, fir bis 2030 ..., also u sech elo schonn e Plang opzestellen, wéi mer bis 2030 klimaneutral kënne ginn, an de Chambersbureau ze mandatéieren, eng konkreet Propos derfir auszeschaffen an déi dann och der Plenière zum Vott ze stellen.

Résolution 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– de Paräisser Klimaaccord an den europäesche Green Deal ginn d'Marschrichtung vir, fir d'europäesch Wirtschaft bis 2050 klimaneutral ze gestalten;

– d'Regierung huet sech an deem Kontext mam PNEC een Instrument ginn, mat deem se d'Zäregasemissioune vum Land bis 2030 wëll reduzéieren;

– d'Institutioune vum Land musse mam gudde Beispill bei der Energiewend virgoen an hir Infrastrukturen, Gebaier, Prozeduren a Schaffweisen esou gestalten, dass och op dëse Plazen d'Klimaneutralitéit erreecht gëtt;

– d'Chamber huet als éischte Pouvoir vum Land eng besonnesch Verantwortung a sollt esou schnell wéi méiglech d'Klimaneutralitéit vun der gesamter Institutioun erreechen.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten:

1. dass d'Chamber hire gesamten ekologesche Foussofdrock evaluéiert, sech déi néideg Mëttele gëtt a Methoden ausschafft, déi d'gesamt Institutioun an hir Aarbechtsweis bis 2030 klimaneutral maachen;

2. de Chambersbureau ze mandatéieren, eng konkreet Propos auszeschaffen a se am Plenum zum Vott ze stellen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, d'Auswierkunge vum Klima betreffen d'Leit hei am Land alleguerten. Ob Bauer, Working Poor oder en Direkter, ob räich oder aarm, jidderee ka vun den Auswierkunge vun engem Tornado getraff ginn.

Op der COP27 war dee klengste gemeinsamen Nenner den Opbau vun engem Fong fir Klimakatastrophen, deen d'Schied vum Klimawandel reparéiere soll. Iergendwéi si se sech eens ginn – Dir kënnt eis herno sécher nach méi dovun erzielen, wéi dat geschitt ass –, ganz in extremis nach eens ginn, fir e Fong ze hunn, eng Ofschlossdeklaratioun ze hunn, déi iergendwéi eppes soll maachen. Mee wéi genau dee Fong soll fonctionéieren, wien e soll fëllen, wou dat Geld soll hierkommen, wéi et verdeelt sollt ginn, bon, bref, dat sinn alles Froen, déi och no zwou Woche COP27 nach keng Äntwert haten an déi hoffentlech da vläicht eventuell, an Dir mierkt e bësse mäin Zynismus bei där ganzer Fro, bei der COP28 da gekläert wären.

Dobäi sinn d'Schied haut schonn op der Welt. Mir haten elo erëm en Äerdbiewen. Dat ass net Klima, mee mir haten awer Äerdrutschen, mir haten Iwwerschwemmungen am Pakistan, déi Milliounе vu Leit betraff hunn. Mir gesinn all Dag, egal wou mer op der Welt kucken, Bëschbränn. Mir gesinn Héichwasser. Alles dat ass e Klimaschued!

An dee Fong gëtt haut gebraucht, dee gëtt net eréischt no enger COP28 gebraucht, wa mer eis dann als globalen Norden eventuell eens sinn, wéi mer eis do arrangéieren! Mee, an do kommen ech dann op de Punkt: Ech begréissen u sech, datt et dee Fong gëtt, wann en da gefëllt gëtt a wann en dann och debourséiere kann.

Mee och mir Piraten haten hei schonn eng Kéier an der Chamber d'Aféierung vun esou engem Calaméitsfong gefuerdert, nämlech hei zu Lëtzebuerg bei der leschter Budgetsdebatt, an dat esouguer mat enger Motioun, well d'Cour des comptes eis eng ganz kloer Recommandatioun dofir ginn hat. A mir sinn och weiderhin der Meenung, datt mer och zu Lëtzebuerg d'Schied vum Klimawandel am Viraus budgetiséieren a provisionéiere sollten.

Well nëmmen, wa mer e Präis dropsetzen, kënnt erëm dat Argument vum Eegennotz, wat den „Zeit"-Artikel esou schéi gewisen huet, datt mer gesinn: Wa mer wëssen, datt et eppes kascht, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann hu mer op eemol vill méi Interêt, fir eppes dergéint ze ënnerhuelen, wéi wann dat en abstrakte Käschtepunkt vläicht eventuell an der Zukunft ass.

A genau dofir, Här President, hunn ech dann nach eng Kéier eng Motioun matbruecht, fir den Observatioune vun der Cour des comptes an der Fondation IDEA Rechnung ze droen an esou e Spezialfong fir Naturkatastrophen opzebauen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Fondatioun IDEA hat an hirem Aarbechtsdokument n° 7 „Quelques réflexions sur le budget 2022 !" eng Rëtsch Verbesserungsvirschléi fir de Budget 2022 virgestallt. Am Punkt n° 8 plaidéiert d'Fondatioun fir d'Schafung vun engem Katastrophefong fir Lëtzebuerg: „Celui-ci permettrait de garantir des réserves mobilisables rapidement en cas d'événements climatiques graves. Dans son objet, il pourrait s'inspirer du Fonds belge des Calamités, qui prévoit une aide à la réparation aux sinistrés. Le but de ce dernier n'est pas de remplacer ou de compléter les indemnités octroyées par les compagnies d'assurance, mais plutôt (...) de permettre aux sinistrés de retrouver une vie normale et de recouvrer des biens de première nécessité".

– Och d'Cour des comptes hat an hirem Budgetsavis 2022 d'Opstelle vun engem Spezialfong fir Naturkatastrophe recommandéiert: „La Cour encourage le Gouvernement à considérer la création d'un fonds spécial dédié au financement des dommages occasionnés par les catastrophes naturelles susceptible de renforcer la capacité d'absorption de notre économie face à des événements liés au changement climatique. Il s'agit également de mobiliser des fonds permettant de soutenir les victimes rapidement sans pour autant trop impacter le budget étatique. La création de ce fonds de soutien aux victimes de la crise climatique aurait en outre l'avantage de rendre les coûts liés au changement climatique plus transparents et de simplifier le suivi et l'évaluation de ces dépenses."

– D'UNO-Klimakonferenz huet op der COP27 festgehalen, ee Katastrophen- a Reparatiounsfong op internationalem Niveau opzebauen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

– den Observatioune vun der Cour des comptes an der Fondatioun IDEA Rechnung ze droen an ee Spezialfong fir Naturkatastrophen opzebauen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Well, wéi ech et sot, esou e Fong géif eis all besser virun Aen halen, datt de Klimawandel eis am Endeffekt nieft der Liewensqualitéit virun allem och vill Sue kascht, sief et duerch Stroossen, déi mussen nei gebaut ginn, Recolten, déi wéinst der Dréchent ausfalen, Diecher, déi erëm mussen op en Haus gesat ginn.

De Klimawandel geet eis all eppes un, well mir all dovunner betraff sinn, am globalen Norde wéi am globale Süden, an dofir sollte mer zu Lëtzebuerg net zécken, fir méi wäit ze goen, méi séier ze goe wéi déi aner Länner.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Conférence des Présidents huet festgehalen, datt all Fraktioun an all politesch Sensibilitéit zéng Minutten zegutt huet.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, als ee vun deenen, déi un der COP elo deelgeholl hunn, kommen ech zréck an ech sinn immens enttäuscht vun dëser COP. An ech wëll Iech och gläich erklären, firwat.

Éier ech dat awer maachen, wëll ech Iech, Madamm Minister, an Ärer Ekipp Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht wärend der COP, och fir déi Debriefingen, déi mer haten, fir zesummen driwwer ze kucken: Wéi steet Lëtzebuerg? Wéi steet Europa? Wéi sinn iwwerhaapt déi weltwäit Diskussiounen amgaangen? An ech wëll och dovu profitéieren, fir dem Jessie Thill Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht wärend deenen Deeg, déi mer do haten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | Ech war d'lescht Joer erëmkomm vun der COP26 an ech hu gesot: „D'Glas ass hallef voll an hallef eidel zugläich." Ech hunn d'Tendenz, ëmmer ze soen: „Et ass hallef voll!", also eng optimistesch Vue. Ech hunn dëst Joer eng aner Approche: Et ass hallef eidel!

Ech sinn enttäuscht, well engersäits huet dës COP trotzdeem mat enger Farce gewisen, opgrond vun där Plaz, op där se stattfonnt huet, dass se iergendwéi den Erausfuerderungen, déi se gestallt krut, net ka gerecht ginn.

Mir sinn op eng Plaz geschéckt ginn, wou d'Mënscherechter a Fro gestallt ginn, wou Leit am Prisong sinn. Mir hu selwer gemierkt sur place, wat fir e Polizeistaat an Iwwerwaachungsstaat do ass. A just fir déi ganz kleng Episod ze erklären: Do stounge Leit a Krawatt an der Wüst, vun deenen ee wousst, déi gehéieren zum Geheimdéngscht a sinn amgaang ze iwwerwaachen, wat mir grad op där Weltklimakonferenz do maachen.

(Interruption)

An déi Mënscherechter an dee Klimawandel, déi hunn ëmmer mateneen ze dinn. Engersäits féiert de Klimawandel dozou, dass d'Mënscherechter op ganz vill Aart a Weisen a Fro gestallt ginn, d'Rechter vun Aarmen, vu sozial Defavoriséierten, d'Rechter vu Kanner, vu Fraen, d'Rechter vun Aktivisten, Leit, déi drënner leiden, dass de Klimawandel och déi sozial Gefüge duerjerneebréngen. An op där anerer Säit ass de Klima, e gesonde Klima, selwer e Mënscherecht, an dat ass ëmmer eng Fro, déi muss an d'Woschuel geworf ginn.

Ech war enttäuscht, well déi Plaz do mëtten an der Wüst, an enger Touristenhéichbuerg, op enger total artificieller Plaz eng Plaz ass, déi alles als Message matgëtt, just net deen: „Këmmert Iech wannechgelift ëm d'Klima!" An et ass eng Tendenz, déi sech am Moment leider duerchsetzt. Déi Länner, déi an där Géigend do leien, déi sinn amgaange grouss Eventer wéi zum Beispill eng Expo 2020, eng COP27, eng COP28, eng Fussballweltmeeschterschaft u sech ze rappen. A mir haten alleguerten den Androck, dass déi Länner amgaange sinn, mat deene ville Suen, déi se hunn, an deene ville Moyenen, déi se hunn, eng Kontroll iwwer esou Welteventer ze gewannen an doduerch iergend e Message ze verbreeden, vun deem ech iwwerzeegt sinn, dass en net deem entsprécht, wat mir ënner Klimaschutz an Nohaltegkeet verstinn: eng Show an eng Inszenéierung a ganz vill Obeismus. An de Sven Clement huet dat elo just och nach gesot.

Ech war enttäuscht och, well ech mer déi Fro gestallt hu vum System vun der COP, wéi se funktionéiert. Ech hu mer soe gelooss, dass an deenen éischte Joren op de COPe ganz wéineg Pavillone Konferenzen organiséiert hunn an dass an deene Pavillonen da ganz vill Leit do waren, fir bei deene Konferenzen derbäi ze sinn an ze diskutéieren. An am Moment si mer éischter an deem Modell, dass eng Hellewull vu Konferenzen a Sideevents organiséiert ginn, soudass ee wierklech ganz genau muss erausfillen, wou een higeet a wat ee sech als Informatioune siche geet. Et ass eng enorm grouss Offer, wou een heiansdo wierklech net derduerchgesäit.

An déi Fro, déi ee sech stellt, ass wierklech déi: Ass dee System do, esou wéi et am Moment als Form dosteet, déi COP, nach dee richtege Wee, fir all déi dote Saachen zesummenzefaassen, déi eigentlech da sollen zu enger Kärentscheedung féieren, nämlech dass mer de Klima op dëser Welt verteidegen an dass mer e schützen an dass mer e retten?

Ech war mer och laang net sécher, an et ass déi nächst Enttäuschung och schonn am Virfeld gewiescht, ech war mer laang net sécher, wéi héich d'Ambitioune bei dëser COP iwwerhaapt wären, déi Ambitiounen, déi ni kloer formuléiert gi sinn.

Op der COP selwer, an dat war interessant, goufen e puer ganz staark Aussoe gemaach. Ech huelen der einfach emol zwou eraus. Engersäits d'Premierministesch vu Barbados, déi e Virschlag gemaach huet fir eng Reform vun de Kreditter vun der Weltbank a vum internationale Wärungsfong. Dat war interessant an dat ass och mat ganz vill Interessi vun de Participantë vun der COP opgeholl ginn. Op där anerer Säit awer och den designéierte President vu Brasilien, de Lula, dee kloer gesot huet, dass en eng aner Klimapolitik a sengem Land wëll usetzen an uwenne wéi säi Virgänger.

Dat sinn natierlech Zeechen an Aussoen, déi Courage maachen. An trotzdeem huet ee sech op där anerer Säit ëmmer erëm gefrot: „Féiert et iergendwou hin a komme mer herno tatsächlech zu engem Resultat?", well awer d'Konditiounen insgesamt esou waren, dass ee sech do net ganz sécher konnt sinn.

An dofir wëll ech och ofschléissend nach op déi Resultater vun der COP agoen. An ech hu mer se einfach a véier Punkten notéiert.

Dat Éischt ass, an ech muss och soen, dass do eng Enttäuschung natierlech matschwéngt, quitte dass mer ee Punkt hunn, an de Sven Clement huet och schonn zu Recht gesot, an ech huelen och un, dass anerer dat wäerte soen, dass et ee Punkt gëtt, iwwert dee mer ganz zefridde sinn, nämlech dass dee Fong vu „loss and damage" do agefouert ginn ass.

Mee déi Enttäuschung, déi trotzdeem am Raum stoung, ass engersäits déi, dass déi 100 Milliarden Dollar, déi eigentlech alljoers sollte fléisse fir d'Adaptatioun tëschent dem globalen Norden an dem globale Süden, nach ëmmer net erreecht gi sinn. Mir waren, mengen ech, d'lescht Joer op 83 Milliarden, wat schonn net schlecht ass. Mee mir sinn trotzdeem, obwuel dat elo scho säit Jore leeft, nach ëmmer net op dee Montant komm.

Dat Zweet ass, dass mer eigentlech eis Ziler net weider verbessert hunn. Si sinn e Copy-Paste vu Glasgow eigentlech bliwwen an trotzdeem, obwuel mir als europäesch Communautéit an als Europäesch Unioun ëmmer erëm gesot hunn, mir stinn zu deem 1,5-Grad-Celsius-Zil, ass et net kloer, dass d'gesamt Weltgemeinschaft dat wierklech ënnerstëtzt an och wierklech do dohannert steet.

Dat Drëtt, an dat ass eigentlech hannen um Enn dat Positiivt, wat ech mathuelen, ass dee Fong vu „loss and damage", deen agefouert ginn ass. Dir, Madamm Ministesch, hutt an engem Interview gesot, dass dee Fong méi cibléiert muss ginn. An déi Fro, déi ech Iech do wollt stellen, well dat mech einfach interesséiert, ass: Wéi mengt Der et? Wat bedeit dat? Well dat ka jo zwou Saachen heeschen.

Engersäits kann et heeschen, dass et méi cibléiert muss sinn, wat d'Beneficiairen ugeet. Well mir hunn e grousse Problem, dass esou, wéi et am Moment definéiert ass, also wéi ech et verstinn, ëmmer China sech nach kéint als Entwécklungsland esou definéieren, dass si selwer Beneficiaire vun deem Fong do ginn, amplaz, esou wéi Europa et gefuerdert huet, dass se eigentlech missten zu deene gehéieren, déi abezuelen. Also hutt Der dat gemengt, wéi Der gesot hutt, dass et muss méi cibléiert sinn?

Oder hutt Der dat anert gemengt, wat och méiglech ass, nämlech déi Fro: Soll dee Fong just dora bestoen, dass Suen abezuelt gi vum globalen Norden, soudass de globale Süde ka Suen erauszéien? Oder muss hannert där Abezuelung och eng Technizitéit, eng Opperationalitéit mat virgesi ginn, dat heescht, dass do och Konditioune formuléiert ginn, woufir dass déi Suen herno kënnen agesat ginn a woufir se kënne genotzt ginn? Ass et an deem Sënn vläicht gemengt, wou Der gesot hutt, dass et méi cibléiert muss sinn?

A wat heescht dat och da fir eise lëtzebuergesche finanziellen Apport? Well ech mengen, ech hunn am Communiqué vum Ministère gelies, dass Lëtzebuerg 10 Milliounen Euro géif an deen dote Fong elo mol eriwwerginn. Dat weess ech net, dat froen ech no, ob dat elo richteg ass oder net richteg ass. An ech hu mech do gefrot, ech hunn dat gelies, wéi wann dat 10 Milliounen Euro wären aus där Enveloppe vun deenen 220 Milliounen, déi mer eigentlech jo scho längst fir d'Adaptatioun vun deenen 100 Milliarde géifen draleeën. Dat sinn awer elo Zuelen, wou ech mech ganz gäre géif un Iech wenne fir ze wëssen, wéi déi Zuele beieneepassen a wat elo eigentlech woumat gemengt ass.

An dann déi lescht Fro, an dat ass awer en interessant Resultat, dat ass eigentlech dat Véiert, wat ech vun dëser COP elo mathuelen, dat ass, dass de Frans Timmermans am Numm vun der Europäescher Unioun gesot huet, dass mer eigentlech kapabel wären, net méi „fit for 55", mee „fit for 57" ze sinn, dat heescht, dass mer eigentlech op 57 % Reduktioun géife kommen. Dat ass meng Fro einfach just: Wéi ass dat? Ass dat tatsächlech esou, also ass dat och ënnert den europäesche Partner dann esou ofgeschwat ginn an ausgemaach ginn? Sti mer dozou? Wëlle mer dat? Wat heescht dat och elo fir eis einfach? An ass dat elo eng nei Virgab, déi mer wëllen an nächster Zäit suivéieren?

Ech wëll nach ganz séier an zum Schluss op zwou Froen agoen, déi trotzdeem och an deem Kontext gestallt gi sinn a vun deenen ech mengen, dass et awer wichteg ass, dass mer déi hei kuerz soen.

Déi Fro ass gestallt ginn, ob et wierklech wichteg ass, dass Vertrieder vun der Chamber bei där COP dobäi sinn. Ech mengen: jo! D'Chamber ass op ville Plaze vertrueden an ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer als Chamber och bei der Regierung sinn, dass mer mat der Regierung am Dialog sinn an dass mer mat der Regierung zesumme kucken, op wat fir e Wee se wëlle goen. Dat war och scho säit Joren esou. Ech hunn et als Traditioun iwwerholl, dass dat esou ass, dass Vertrieder vun der Chamber matginn. An ech fannen dat ganz hëllefräich, well een dann natierlech och hei e Rapport ka maachen an deem Moment, wou een et wierklech erlieft huet.

An déi aner Fro, déi jo am Raum stoung, dat war jo déi grouss Fro, an de Sven Clement huet se och, mengen ech, schonn zitéiert, dass ze vill CO_2 ausgestouss gëtt, fir dohinnerzekommen, wou een dann einfach wëll entscheeden, dass een CO_2 wëll aspueren. Dat ass eng richteg Fro an ech mengen, dass mir och, déi mer eis op de Wee op d'COP gemaach hunn, eis alleguerte Gedanken driwwer gemaach hunn, wéi mer wëllen domat ëmgoen.

An trotzdeem mengen ech, aus der Erfarung elo vun der COP, soen ze kënnen, dass et héchstwarscheinlech net méiglech ass, esou eng COP iwwer Zoom ze maachen. Si muss einfach en présentiel sinn, well do Leit kënne mateneen diskutéieren, well eeben an de Gäng dobaussen déi Gespréicher stattfannen, déi soss net kënne stattfannen, well een do Kompromësser mécht, well een do Diskussioune féiert, well een do probéiert, och diplomatesch mateneen ëmzegoen an erauszefannen, wat deen een an deen anere bereet ass ze maachen.

Ech fannen et selwer och ganz ongënschteg, dass déi nächst COP28 zu Dubai ass.

Une voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | Wéinstens kann een hinnen zegutthalen, dass se wéinstens den Terrain vun der Expo 2020 erëm recyclen an nach eng Kéier asetzen. An trotzdeem, och dat Signal ass net ganz glécklech. Ech mengen awer, dass et richteg ass, dass d'COP en présentiel ass. Déi Fro, déi ee sech stelle kéint, ass déi, ob et wierklech nach esou an deem dote System, an där doter Form muss sinn, wéi et elo ass, och mat all deene Lobbyisten, déi derbäi waren, wat natierlech och e ganz onglécklecht Zeechen ass.

Voilà, dat ass einfach dat, wat ech hei wollt soen, och e bëssen als Rapport vun deem, wat ech erlieft hunn a wou ech d'Chance hat, kënnen derbäi ze sinn. Ech soen Iech villmools Merci dofir.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. D'Konsequenze vum Klimawandel an d'Schied, déi e mat sech bréngt, sinn enorm. Och zu Lëtzebuerg hu mer dat déi lescht Joren des Ëfteren ze spiere kritt: Dréchenten a Bëschbränn op där enger, Héichwaasser a Joerhonnertiwwerschwemmungen op där anerer Säit.

Mee och wa mer zu Lëtzebuerg schonn e klenge Virgeschmaach op d'Auswierkunge vum Klimawandel kruten, ginn et aner Länner, déi haut scho vill méi schlëmm betraff sinn. Denke mer nëmmen un d'Iwwerschwemmungen am Pakistan, wou 1.700 Mënschen hiert Liewe verluer hunn a Millioune Leit keen Doheem méi hunn.

Tatsächlech sinn et oft déi Länner, déi selwer net déi gréisste Responsabilitéit fir d'Klimakris hunn, déi haut schonn am meeschten drënner leiden. Ëmgedréit sinn d'Suitte vum Klimawandel an deene Länner bis elo manner staark ze spieren, déi historesch am meeschten zum CO_2-Ausstouss bäigedroen hunn. Dofir ass et och verständlech, dass déi Länner, déi massiv duerch de Klima bedrot sinn, en institutionaliséiert Reegelwierk fuerderen, dat d'Industrieländer verflicht, fir de Schued, dee si an aneren Deeler an der Welt verursaachen, opzekommen.

Als DP begréisse mir, dass genee dëse Sujet, nämlech d'Theema „loss and damage", also Verloscht a Schied duerch de Klimawandel, et dëst Joer bei der COP27 op den Ordre du jour vun der Konferenz gepackt huet.

Net all Land ass derfir. D'USA a China sinn, wat dëse Punkt betrëfft, zréckhalend. Et kann ee verstoen, wéisou. D'USA fäerten, dass se de Beidel spéider ze grouss mussen opmaachen. A China verstoppt sech hannert engem Entwécklungslandstatus, deen et laut UN-Klimakonventioun säit 30 Joer huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, net nëmmen huet dëse Sujet et endlech op den Ordre du jour vun der Klimakonferenz gepackt, mee de Gros vun de Länner ass och averstanen, e gemeinsamen Entschiedegungsfong ze kreéieren, wann dann all Land matmécht. Dass et schlussendlech zu kengem méi ambitionéierten Accord koum, ass awer méi wéi bedauerlech. Grad an dësen Zäite gesi mer d'Mauer ëmmer méi no kommen. An awer bréngt d'Weltgemeinschaft et net fäerdeg, mat grousse Schrëtt zesummen an déi Richtung ze goen.

D'Welt befënnt sech op enger Trajectoire, fir 2,4 bis 2,6 Grad Celsius Ärerderwiermung bis Enn vum Joerhonnert ze erreechen. D'Efforte bis elo ginn net duer. Et hätt ee sech wierklech méi Realismus vu verschiddene Säite kënnen erwaarden.

D'Tatsaach, dass mer frou kënne sinn, dass d'Ziler vun der Ofschlossdeklaratioun net hannert déi vu fréieren Accorden zréckfalen, seet eigentlech alles! Et ass dofir och schued, dass an der Ofschlosserklärung vun der COP27 en Zréckfuere vun alle fossille Brennstoffer net zréckbehale ginn ass. Et wier e couragéise Virstouss an e wichtegt Zeechen am Kampf géint de Klimawandel gewiescht.

Positiv war dann awer d'Ofschlosserklärung vum G20-Sommet d'lescht Woch zu Bali, bei där et méi Zougeständnisser gouf wéi erwaart an déi notamment d'Klimaziler vun de Konferenze vu Paräis a Glasgow och beinhalt.

Iwwerdeems hu sech och d'USA a China a puncto Klimafroe weider rapprochéiert. A China huet sech op e Weideres derzou verflicht, d'1,5-Grad-Zil matzedroen.

Och déi rezent Walen a Brasilie loossen hoffen. Den neie President Lula huet versprach, dass mat him d'Ofholzung vum Amazonas erëm op null soll falen. Den Amazonas, och „déi gréng Long vun der Welt" genannt, ass e wichtegen Acteur am Kampf géint de Klimawandel. Et kann een also nëmmen hoffen, dass den Här Lula säi Verspriechen och hält.

Ech soen Iech Merci, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Nolauschteren an dem Här Clement villmools Merci, fir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, ech hat leider net d'Chance wéi d'Kolleege Galles oder d'Madamm Thill, fir sur place ze sinn, soudass ech eigentlech dat, wat ech Iech haut soen, aus der Press hu missen eraushuelen an och zu verschiddenen Aussoen hu missen e bësse meng Iwwerleeunge maachen.

Et ass natierlech eng aner Saach, wann ee sur place ass an et spiert een d'Ambiance. Mee et ass awer och scho villes, wann een eng Press huet, déi iwwer Wochen déi ganz Thematik, fir net ze soen déi grouss Problematik, oprullt. A wéi gesot, ech wäert da probéieren, Iech meng Siicht hei virzebréngen.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | „We are on a highway to climate hell! A mir hunn de Fouss um Gas!" Dat sot den UNO-Generalsekretär António Guterres, an dat war ganz dacks an der Press ze liesen.

Hie sot dat am Ufank vun der COP27 a ganz sécher war et als Motivatioun geduecht, fir dass déi bal 200 Länner endlech zuenee géife fannen an och konkreet Resultater op den Dësch leeën.

Elo, zwou Woche méi spéit, muss een awer mat Bedauere feststellen, dass mir de Fouss ëmmer nach um Gas hunn. An an dëser Aktualitéitsstonn soll et dann ëm d'Resultater vun der COP27 goen an déi sinn, an dat kann ee ganz kloer soen, enttäuschend! Dir hutt et heibanne gesot, et huet een et gelies, et huet een et héieren.

Dat huet vläicht awer och mat der Natur vun där Weltklimakonferenz ze dinn. Mee d'COP27 muss een och als e Puzzledeel gesinn. Et ass déi 27. Klimakonferenz an et ass ze fäerten, dass et nach vill där Konferenze brauch, bis d'Länner sech endlech eens ginn. Et ass e ganz laangwierege Prozess, deen der Brenzelegkeet vun der weltwäiter Situatioun leider net gerecht gëtt.

Et wier duerfir prinzipiell falsch, op d'Resultater vun der COP ze waarden. Méi wichteg ass et virun allem, dass d'Politiker schliisslech entscheeden, wat se maachen, an dass mer eis dann och herno dorunner orientéieren, an haaptsächlech soll déi Entscheedung dann och op deem baséieren, wat se vun där COP mat heembréngen.

D'Bedingungen, ënnert deenen d'COP zu Sharm El Sheikh an Ägypte staattfonnt huet, stoungen, fir et elo nawell ganz léif auszedrécken, ënner kengem gudden Zeechen, ënner anerem wéinst den héijen Iwwernuechtungskäschten. Zum Beispill, hunn ech gelies, war de Site vun der Weltklimakonferenz net wierklech accessibel fir jiddwereen. An dat huet derzou gefouert, dass verschidden Organisatioune vu vireran emol guer net konnten aus finanzielle Grënn un där COP27 deelhuelen an och op de leschte Stëppel souguer hu missen ofsoen, well d'Präisser op eng Kéier an d'Luucht gaange sinn. Bref, si waren einfach manner vertrueden.

A wann ee weess, wéi mat den Demonstranten an och mat den Aktivisten an Ägypten ëmgaange gouf, dann huet dës Weltklimakonferenz de Spalt tëschent Aarm a Räich och gewisen. Eng zivill Bedeelegung un der COP27 war deemno kaum méiglech.

Wärend et fir Ëmweltaktiviste ganz schwéier war, den Zougang ze kréien, sinn awer Sponsoren – an Dir erlaabt, dass ech hei Nimm nennen – wéi zum Beispill Coca-Cola oder och General Motors, déi jo fir villes bekannt sinn, awer net fir hiren Ëmweltschutz, hoféiert ginn.

An obwuel et op der Weltklimakonferenz eigentlech drëm goe sollt, vun de fossillen Energien ewechzekommen, sinn ëmmerhi 636 Lobbyiste vun der fossiller Energie do gewiescht. An dat si 25 % méi wéi d'lescht Joer zu Glasgow.

Esou ass et jo och kee Wonner, dass sech an der Ofschlosserklärung vun der COP27 néierens fanne léisst, wéi oder wéini dass mer dann elo sollen aus dem Ueleg an aus dem Gas erausklammen.

D'COP27 weist d'Spannungsfeld tëschent de Mënscherechter an dem Klimawandel; tëschent deenen, déi Hëllef brauchen, an deenen, déi d'Suen hunn. Et kann een natierlech iwwer Klimamesurë schwätzen, mee soulaang wéi d'Haaptpollueuren d'Weltklimakonferenz sponseren an déi marginaliséiert Gruppen net un den Diskussiounen deelhuele kënnen, soulaang brauch ee sech keng staark Resultater vun enger COP ze erwaarden.

Den Numm vum Greta Thunberg ass haut de Mëtteg hei gefall, mee ech schwätzen Iech vum Adélaïde Charlier. D'Adélaïde Charlier ass Kogrënnerin vu Youth for Climate. Och si sot vu vireran, si géif sech net vill erwaarden, mee schlussendlech hunn ech se an engem ganz gudden Interview op France Info héieren, wou se gesot huet: „Peut-être que la COP27 peut encore marquer l'histoire."

An dobäi wär ech da bei deem Liichtbléck, dee si och an deem Interview genannt huet a wou si dat Ganzt dann natierlech och nuancéiert huet: Et ass eppes ganz Besonnesches, wann d'Mënsche vun der ganzer Welt ureesen, fir zesummen iwwer eis gréisste Gefor ze schwätzen. Et ass ëmmerhi gelongen, trotz ville Versich vu verschiddene Säiten, e Réckschrëtt a Saache Klimaschutz ze verhënneren.

Weiderhin ass jo dann och nach eemol betount ginn, dass d'1,5-Grad-Zil agehale soll ginn, a mir solle lues a lues awer aus der Kuel erausklammen. Dat sinn allerdéngs och nëmme Widderhuelunge vun de leschte Kéieren an et kann een natierlech elo net vu Fortschrëtt hei schwätzen.

Am meeschten ervirzehiewen ass awer natierlech de Fong zum „loss and damage". De Grondprinzipp ass jo deen, dass de globalen Norden, dee fir de Gros vun allen CO_2-Emissiounen an domadder awer och fir de Gros vum Klimawandel verantwortlech ass, endlech fir d'Schied soll opkommen, déi virun allem de globale Süden ze spiere kritt. An anere Wieder sollen déi räich Industriestaaten d'Verantwortung iwwerhuelen a mat den Entwécklungslänner solidaresch sinn.

Et ass fir d'alleréischte Kéier, dass d'Industriestaate sech offiziell bereet weisen, Verantwortung ze iwwerhuelen. Et ass awer net den éischte Fong, deen opgestallt gëtt, fir den Entwécklungslänner am Kampf géint de Klimawandel ze hëllefen. Nodeems virdru scho Sue gefloss sinn, fir d'Emissiounen erofzesetzen, goufen am Joer 2009 zu Kopenhagen 100 Milliarden US-Dollar zougesot, fir dass d'Entwécklungslänner sech un déi éischt Konsequenze vum Klimawandel upasse kënnen. Elo, 2022, ginn d'Suen zesummegetrommelt, fir d'Verloschter an d'Schied ze bezuelen. Wann dat eis eppes weist, dann, dass mir dem Klimawandel hannendrulafen, an et gëtt ze denken, firwat da wuel deen nächste Fong gebraucht gëtt.

An och wann dës Zougeständnisser fir en neie Fong eng ganz gutt Saach sinn, esou muss een dach awer dat Ganzt nuancéieren. Dat Eenzegt, wat elo um Dësch läit, ass de gudde Wëllen. Op konkreet Hëllefe soll sech allerdéngs eréischt op der nächster COP an engem Joer zu Dubai gëeenegt ginn. Ma och wann d'Hëllefen dann hoffentlech suedelfest sinn, muss drop opgepasst ginn, dass d'Konsequenze vum Klimawandel och als dat unerkannt ginn. An ze denke gëtt och, dass, wéi ech virdru gesot hunn, am Joer 2009 schonn emol 100 Milliarde versprach goufen, an déi si bis dato awer nach net ukomm. Déi Sue sinn och net gratis an och net fir de gudden Zweck, mee gréisstendeels Kreditter.

Fir den neie Fong fir d'Verloschter an d'Schied ass keng Zomm genannt ginn. D'Sue sollen awer un déi Staate fléissen, déi se am meeschte brauchen an déi am meeschte vum Klimawandel betraff sinn. Dem World Resources Institute no liewen 3,3 Milliarde Mënschen an esou Géigenden. Wann een awer bedenkt, dass eleng 58 schwéier betraffe Staaten iwwert déi leschten 20 Joer schonn hir Schied mat 525 Milliarden Dollar beziffert hunn, dann ass ee weltwäit ganz séier bei Zommen ukomm, déi net mat Milliarden, mee mat Billioune musse berechent ginn. An eleng dat weist, reng mathematesch, dass d'Rechnunge quasi onbezuelbar wäerte ginn, wann de Klimawandel net eescht geholl gëtt.

An da schwätze mer hei nach nëmme vun Zuelen. Hannert all Zuel sti Mënscheliewen, déi entweeder op d'Kopp gehäit oder awer zerstéiert ginn. An dat hunn dëst Joer d'Iwwerschwemmungen am Pakistan gewisen, wou een Drëttel vum Land ënner Waasser stoung a bal 2 Millioune Mënsche quasi vun haut op muer keen Doheem méi haten. D'Käschte gi mëttlerweil op 30 bis 40 Milliarden Euro geschätzt – just nëmme geschätzt.

Eng wichteg Neierung ass dowéinst, dass mëttlerweil gefuerdert gëtt, dass räich Entwécklungslänner wéi d'Arabesch Emiraten a China sech och un der Rechnung bedeelege mussen. Effektiv gehéieren déi zwee Staaten an absolutten Zuelen zu de gréisste Pollueure vun der Welt. An dat läit am Fall vu China allerdéngs och dorunner, dass mat 1,4 Milliarden Awunner bal all fënnefte Mënsch vun der Welt a China wunnt.

Kuckt een elo d'CO_2-Emissioune pro Kapp, da läit China weltwäit op der Plaz 28, wäit hanner Lëtzebuerg. An et dierf een och net vergiessen, dass déi héich CO_2-Emissiounen a China an an den Arabeschen Emiraten och duerch den europäesche Liewensstandard entstinn. Mir benotzen a mir verbrauchen den Ueleg an all méiglech Wueren, déi an dëse Länner bëlleg an op d'Käschte vun der Ëmwelt kënnen hiergestallt ginn.

Och dat weist, dass et beim Kampf géint de Klimawandel net drëms geet, ee géint deen aneren auszespillen, mee et muss ee sech géigesäiteg un der Hand huelen. D'COP27 huet gewisen, dass et virun allem drëms geet, jiddwereen an d'Diskussioune matanzeschléissen.

Klimaschutz, léif Kolleegen, ass kee Luxus fir déi Räich, mee e Mënscherecht. An als LSAP sti mir fir eng Klimagerechtegkeet, fir eng Zukunft, an där keen zréckgelooss gëtt!

An deem Sënn wëll ech och ervirhiewen, dass dee vun der EU virgeschloene solidaresche Fong zum „loss and damage" och duerch d'Agräife vum Sozialdemokrat Frans Timmermans méiglech gemaach gouf.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Jessie Thill, e weideren Temoignage vun der Plaz. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol nach e Merci un de Sven Clement fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité.

Dës COP genau wéi d'Wiederextreemer dëst Joer hunn nach eng Kéier bewisen, datt Klimagerechtegkeet a Mënscherechter enk matenee verbonne sinn. D'Klimakris ass eng vun de gréisste Gefore fir d'Mënsche weltwäit. Dëst ass net nëmmen eng abstrakt zukünfteg Méiglechkeet, mee eng ganz konkreet Liewensrealitéit. Massiv Iwwerschwemmungen, Dréchenten, Hëtzewellen, Ausfall vu landwirtschaftlecher Produktioun; Millioune Mënsche weltwäit sinn dagdeeglech heimadder konfrontéiert. Duerch mangelnde Schutz, mangelnd Virsuerg, mangelnd Aktioune weltwäit ginn hir fundamental Mënscherechter op d'Liewen, op d'Gesondheet, op eng adequat Liewensqualitéit, op Iessen, op Waasser beschnidden. Marginaliséiert Gruppen, Kanner a Jugendlecher, Fraen, schutzbedürfteg Leit an indigeen Vëlker si besonnesch impaktéiert.

De Kampf géint d'Klimakris muss Hand an Hand mat der Lutte fir Mënscherechter goen. Dat ass awer nach net iwwerall de Fall. Genau dofir sinn ech dëst Joer mat e bësse Bauchwéi op Sharm El Sheikh an Ägypte gaangen, e Land, an deem d'Mënscherechtslag extreem bedenklech ass, e Land, an deem 60.000 Mënsche politesch inhaftéiert sinn, e Land, wou harmlos Meenungsäusserunge méijäereg Haftstrofen zur Folleg hunn. Iwwer eeben dës Mëssstänn konnt ech mech sur place mat Mënscherechtsaktivist/innen ewéi dem Ahmed Abdallah vun der Egyptian Commission for Rights and Freedoms austauschen. An ech sinn dankbar iwwert dës Erfarung, déi ech do gemaach hunn, fir och eng Kéier un eegenem Leif erlieft ze hunn, wéi et ass, a senger eegener Meenungsäusserung gestéiert ze ginn.

Dësen Austausch huet mech immens gepräägt an huet verdäitlecht, ewéi kruzial d'Roll vun der Zivillgesellschaft op de Klimakonferenzen ass. Si weise sur place op d'Mëssstänn am Klimaschutz a bei de Mënschrechter hin a fuerdere méi Aktioun vun hire politesche Vertrieder.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'COP ass déi zentral Plaz, wou d'Weltgemeinschaft zesummekënnt a global verbindlech iwwert de Wee aus der Kris eraus verhandelt. An dofir ass et eis Responsabilitéit, fir als Lëtzebuerg an Europa Leadership am Klimaschutz ze weisen an esou vill wéi méiglech aus dëse Konferenzen erauszehuelen.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Wat sinn dann elo d'Resultater vun der COP27? D'Upassung muss nieft der Andämmung vun der Klimakris am Mëttelpunkt vun der globaler Aktioun stoen. Mee d'Impakter vun der Klimakris sinn haut a verschiddene Regioune schonn esou grouss, datt souguer éiergäizeg Investitiounen an d'Upassungen d'Auswierkungen op d'Leit net méi vollstänneg kënnen offiederen.

Dofir ass déi grouss Errungenschaft vun dëser COP, en zousätzleche Fong fir „loss and damage", also Verloschter an Zerstéierung, ze schafen. D'Fro, wie fir d'Schied opkënnt, déi duerch d'Klimakris uechtert d'Welt geschéien, ass en Theema, dat déi kleng Inselstaate scho méi wéi 30 Joer thematiséieren, well et ass hiert Doheem, wat riskéiert, ganz vum Mier gefriess ze ginn.

Hei begréisse mir, datt sech op dëse Fong festgeluecht gouf an domadder e finanzielle Gerechtegkeetsmechanismus ëmgesat gëtt. Et ass e wichtege Meilesteen, deen erëm ka fir méi Vertrauen tëscht dem globalen Norden a Süde bei de Klimaverhandlunge suergen.

Wichteg ass och, datt festgehale gouf, dass d'Suen aus dem Fong cibléiert un déi vulnerabelst Länner solle fléissen an datt d'Méiglechkeet besteet, dass nieft den industrialiséierte Länner och aner grouss Emittente wéi zum Beispill China dëse Fong speisen.

D'Verhandlungen, wie wéi vill an de Fong abezilt a wat domadder genau ka finanzéiert ginn, stinn awer nach virun eis.

Déi aktuell lëtzebuergesch international Klimafinanzstrategie thematiséiert haut scho Punkten, déi fir „loss and damage" relevant sinn, wéi d'Noutfallpreparatioune fir Katastrophen- a Fréiwarnsystemer. Zousätzlech huet d'Madamm Ministesch jo och gesot, dass Lëtzebuerg eng Enveloppe vun 10 Milliounen Euro fir „loss and damage" virgesäit. Hei ka si ons sécherlech nach méi Informatioune ginn.

Och wann dëse Fong eng grouss Errungenschaft ass fir déi vulnerabel Länner, ass et kee Grond fir ze feieren, well et ënnersträicht, datt mir an engem Zäitalter vun irreversibele Klimaschied ukomm sinn an datt d'Weltgemeinschaft nach ëmmer net genuch mécht, fir d'Klimakris opzehalen. Well jo, de globale Süde verdéngt ons Ënnerstëtzung fir hir Verloschter a Schied, mee si verdéngen och onsen héijen Éiergäiz,

fir d'Transitioun ze acceleréieren a weider Katastrophen ze vermeiden.

Dofir ass et esou dramatesch, datt d'1,5-Grad-Zil zwar confirméiert, mee net solidifiéiert gouf. De Spezialrapport vum Weltklimarot vun 2018 huet den dramateschen Ënnerscheed tëschent 2 Grad an 1,5 Grad kloer opgezeechent a firwat et esou wichteg ass, datt mir déi 1,5 Grad net depasséieren.

Wann een d'Versprieche vu Klimaneutralitéit mat eranhëlt, wär d'Welt momentan a Richtung vun 1,8 Grad Celsius Äerderwärmung ënnerwee, wat schonn emol gutt kléngt. Mee mat den aktuelle Politicken, déi tatsächlech en place sinn, steiert d'Welt laut UNEP-Gap-Report op 2,8 Grad Celsius duer!

Dat weist, wéi wichteg et ass, datt op Wieder a Verspriechen och Dote follgen a Laangzäitziler a konkreet Politicken an Aktiounen ëmgesat ginn!

Positiv bewäerten ech, datt fir d'éischte Kéier e Verweis op Kipppunkten am Text ass, eng Warnung, datt d'Klima sech net lues a lineär wäermt, mee datt mir Gefor lafen, Réckkoppelungsschläifen auszeléisen, déi d'Klimakris eskaléieren doen. E Beispill ass d'Erwiermung vum Amazonas, déi de Reebësch an eng Savann géif verwandelen an esou vun enger CO_2-Senk zu enger CO_2-Quell géif maachen.

Ausserdeem ass d'Recht op eng propper, gesond an nohalteg Ëmwelt an den Text opgeholl ginn, dat jo eeben aus där Iwwerzeegung, datt och déi nächst Generatiounen dëst Recht sollen hunn an datt mir d'Energietransitioun mussen acceleréieren.

A genau dofir ass et dramatesch, datt d'Weltgemeinschaft sech an dëse Verhandlungen net op e staarken Text zur Dekarboniséierung an den Ausstig aus de fossillen Energië konnt eenegen an esou Symptombekämpfung mécht, mee net Ursaachebekämpfung. Well d'Wëssenschaft ass kloer: Mir mussen ophalen, fossillen CO_2 an eis Atmosphär ze blosen!

Indien hat zwar e Virstouss gemaach, fir „phase down all fossil fuels" an den Text ze kréien. Dee gouf och vun eppes iwwer 80 Länner ënnerstëtzt, dorënner d'EU a Lëtzebuerg. Mee duerch d'Blockadehaltung vu fossille Länner si mir beim Glasgow-Wording „phase down coal" bliwwen.

Et ass och ze bedaueren, dass den Text iwwer emissiounsaarm Energien als Léisung schwätzt. Déi vag Formulatioun léisst zou, dass nieft den erneierbaren Energien och Nuklearreakteren, Kuelekraaftwierker verbonne mat „carbon capture and storage" oder souguer Gas gemengt sinn.

D'COP27 huet et net fäerdegbruecht, de fossillen Energien de Réck ze dréien, wat awer absolutt noutwendeg ass. Aktuell ginn déi weltwäit Emissiounen nëmmen erop. D'Wëssenschaft seet ons kloer, datt ab 2025 ons Emissioune weltwäit drastesch mussen erofgoen. A mir bedaueren, datt dëse Stéchdatum fir de Pic vun den Emissiounen net am finalen Text ze fannen ass.

Op dëser Plaz géif ech da gären den UN-Generalsekretär António Guterres zitéieren: „Our addiction to fossil fuels is pushing humanity to the brink. We face a stark choice. Either we stop it – or it stops us. It's time to say: enough."

Eppes ass ganz kloer: Mir mussen heiheem esou schnell wéi méiglech aus de fossillen Energien erausklammen, eis Ofhängegkeet briechen, Erneierbarer massiv ënnerstëtzen an ausbauen, d'Energieeffizienz stäerken! Genau dat maache mir. An dës Agenda gëllt et weiderzeféieren an eis Efforten ze acceleréieren an zesumme mat eisen europäeschen an internationale Partneren Allianzen ze bilden, esou datt mir op der nächster COP e Maximum u verbindlechem Klimaschutz eraushuelen. Dat si mir dem globale Süden an onsen nächste Generatioune schëlleg!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit mengem Studium war et en Dram vu mir, eng Kéier op eng Klimakonferenz ze goen. Ech konnt elo goen an huele ganz vill aus dëser Erfarung COP27 mat, eng enorm Beräicherung an Energie, well ech gesinn hunn, wéi vill Mënschen et gëtt aus allen Ecke vun der Welt, Aktivist/innen, Politiker/innen, déi sech fir déi selwecht Cause asetze wéi mir: d'Klimakris stoppen, fir den zukünftege Generatiounen iwwerall op der Äerd e liewenswäerte Planéit ze hannerloossen. An dat gëtt mir Hoffnung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Thill. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen: Am Katar ass d'WM, zu Sharm el Sheikh ass d'COP. Wéi schéin! Wat ee Gléck fir eis alleguerten!

Et schéngt esou ze sinn, dass grouss Evenementer wéi eng WM an och eng COP an esou weider derzou benotzt ginn, den Image vun international kritiséierte Regimmer, fir et emol fein auszedrécken, opzepoléieren. Dat gëtt kritiséiert hei an dat ass och richteg!

Mir hunn dann 1,2 Millioune Gäscht op der WM am Katar a mir hu 40.000 Leit zu Sharm el Sheikh, natierlech och all mam Fliger. Ech weess plus/minus, wat déi 1,2 Millioune Leit am Katar op der WM maache respektiv wat se net do maachen, well se et net maachen dierfen. Mee ech froe elo mol ganz einfach hei: Wat maachen déi 40.000 Leit zu Sharm El Sheikh? Wéi leeft esou eng Konferenz of? Dat ass ganz schwéier virstellbar bei esou vill Leit.

Wéi kënnen déi vill Aktivisten a Vertrieder vun Organisatiounen, déi sécherlech motivéiert sinn, sech iwwerhaapt do abréngen an och eventuell hire Protest ausdrécken? Déi Fro muss ee sech emol stellen. An iwwerhaapt dann och, ob esou eng COP, wéi se elo hei erëm eng Kéier war an d'nächst Joer erëm ass, ob dat iwwerhaapt nach zäitgeméiss ass.

Am Endeffekt sinn et jo awer vläicht honnert oder e puer Honnerte Leit, déi do wierklech matentscheeden. A „matentscheeden" ass och e grousst Wuert. Wéi eng Entscheedungen ginn dann do getraff?

Mir hu repetitiv COP-Konferenzen a mir mussen eis froen, wat den Notzen dovunner ass. Wéi vill Länner droen dat iwwerhaapt alles mat? D'Zil, dat soll erreecht ginn, gëtt ni erreecht. Gleewen d'Länner, déi do sinn, iwwerhaapt dorun? An et ass ëmmer erëm dat selwecht Resultat: Enttäuschung; d'Zil ass net erreecht ginn!

Firwat gëtt d'Zil net erreecht? Wat sinn d'Argumenter da vun de Länner, déi soen, si wéilten net matmaachen? A wat sinn d'Argumenter, an dat ass nach méi interessant, vun deene Länner, déi zwar soen, si wéilte matmaachen, mee a Wierklechkeet guer net matmaachen?

Et gouf e Fong geschaaft, wou verschidde Länner, d'Industrielänner, fir Schied a Verloschter sollen opkommen, déi mam Klimawandel zesummenhänke sollen.

Eng kleng Remark do, déi ech schonn eng Kéier gemaach hunn: Mir schwätzen do da ganz besonnesch vun Naturkatastrophen. Ech hat gesot, ech hat eng Kéier d'Chance, a mengem Liewen och e puer Joer Klimatologie ze studéieren, an et ass ëmmer ganz vill Wäert drop geluecht ginn, den Ënnerscheed ze maachen zwëschent meterologesche Phenomeener a Klimatologie.

D'Klima ass eppes, wat iwwer laang Zäit gekuckt gëtt, meeschtens iwwer 30 Joer, wärend d'Meteorologie vereenzelt Evenementer betrëfft. An et ass relativ schwiereg, fir elo ze soen, eng Iwwerschwemmung am Pakistan wier duerch de Klimawandel bedéngt. Wann dat méi oft virkënnt, wann dat méi hefteg virkënnt an der Zäit, da kann een dat sécherlech soen, esou wéi een och ka soen, dass, wann déi lescht 30 Joer d'Temperaturen ee Grad méi héich si wéi déi 30 Joer virdrun, dann hu mer eng klimatesch Ännerung. Mee op een eenzelt Evenement et festzemaachen, dat schéngt mer dach awer schwéier.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ma ech kommen drop zréck: E Fong gouf geschaaft, fir verschidde Länner dann ze entschiedegen. Dat ass och schéin, mee et gouf net festgeluecht, an dat ass ganz typesch fir déi COPen, wéi dee Fong finanzéiert soll ginn. Et ass einfach e Fong geschaaft ginn, mee wie leet dann elo eppes dran? An ech mengen, dat ass awer déi essenziell Fro: Wéi gesäit d'Finanzéierung aus? Esou wéi bis elo, wou déi meescht net bezuelen, wou just e Brochdeel vun deem, wat ugekënnegt gouf, wat versprach gouf, dann effektiv zesummekënnt? An da wier nach déi aner Fro, wou déi Gelder dann och genee hifléissen. Dat ass nach méi komplizéiert.

China wëllt net bezuelen. China ass fläisseg; fläisseg am Baue vu villen neie Kuelekraaftwierker, fläisseg am Eropsetze vun den Emissiounen. China seet, et wier en Entwécklungsland. An domat musse si natierlech net matbezuelen. Dat ass e gutt Argument. Dat gëtt dann esou higeholl. Mir bezuelen awer, vläicht, vläicht och net, wa mer nach Suen hunn.

Summa summarum: jo, vill Geschwätz, vill Enttäuschung, wéineg Resultat! Wann et jo dann esou ass, wéi déi verschidde Klimamodelléierer mengen, da wäert de Mënsch dëse Prozess net ophale kënnen a scho guer net stoppen. Wär et dann net emol gebueden, net ëmmer einfach sech enttäuscht ze weisen no esou COPen, mee éierlech ze sinn an de Fakten an d'Aen ze kucken a vläicht eng aner Pist anzeschloen, eng Pist, déi méi a Richtung Fuerschung geet?

Beispill Atomkraaft: Firwat gëtt da vun deene Leit, déi wierklech wëllen CO_2-Emissioune verhënneren, net gesot, massiv an Atomkraaft ze investéieren, dat ass jo awer fir dee Problem eng Léisung, quitte dass et eigentlech net déi bescht ass, oder ze probéieren, Methan an CO_2 anzefänken aus der Atmosphär?

An dann huet een d'Gefill: Wéi ee Land mengt et da wierklech seriö och op der COP mat der Vermeidung vum CO_2 an hält net nëmme Sonndesrieden, wéi verschiddener et maachen? Do sinn der vill, déi soe schéi Saachen, déi schwätzen de Leit schéin. Mee kann een deene wierklech trauen? Mengen déi dat och wierklech, wéi se et do soen?

China, Indien, d'USA, do heescht et nach ëmmer: China First, India First, America First. Iwwregens och mam President Biden. Dat ass d'Realitéit! An ass d'EU vläicht besser, oder mir, Lëtzebuerg? Mir hunn hei ambitiéis Ziler, mee mir erreechen déi och guer net! Et sinn Ukënnegungen, méi net.

Den Ausstouss vun CO_2 ass effektiv hei am Land 2020 an 2021 erofgaangen. Jo, mir hate Lockdown, mir hate Covidmoossnamen, mir haten Teleaarbecht. Elo geet en erëm erop. Dat ass d'Realitéit. An niewebäi gesot, an dat ass och vläicht krass, mee: Sollte mir

och als Lëtzebuerger déi Ziler erreechen hei an och nach vläicht eis Noperen an Däitschland, sou wäert dat leider Gottes, an dat ass erëm déi nächst Enttäuschung, um Weltklima, wa mer déi do Entwécklung kucken, ganz genee esou vill notzen, dat heescht: näischt! Dat ass schued, mee dat ass d'Realitéit!

An de Combel vun der Absurditéit, dat ass och scho gesot ginn, an ech mengen, do si mer eis awer e bëssen eens, dat ass, dass déi nächst COP dann d'nächst Joer zu Dubai ass – Dubai! Majo, da flitt all op Dubai. Bonne Chance zu Dubai!

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dës COP stoung wéi keng aner COP virdrun am Zeeche vun der Gewalt, ugefaange beim Organisateur vun dëser COP, e repressive Regimm, deen dissident Stëmme mat Gewalt nidderschléit an d'Mënscherechter absolutt net respektéiert. Dofir war dës COP och eng Héichsécherheets-COP ouni staark Presenz vun der ägyptescher Zivillgesellschaft an ouni d'Stëmm vun der Strooss, déi vu bausse versicht, Drock op d'Negociatiounen auszeüben.

Ech schwätzen och vun der Form vu Gewalt, déi all deene widderfiert, déi dës COP suivéiert hu mat engem Rescht Hoffnung, dass d'Engagementer vun de Staaten endlech der wëssenschaftlecher Noutwendegkeet Rechnung droen, an awer um Enn erschloe si vum x-ten Echec. Well no zwou Wochen zéie Verhandlungen ass erëm dat erauskomm, wat all déi lescht Joren d'Gewunnecht ginn ass, nämlech dass d'Entscheedungen op eng nächst COP vertässelt ginn, a fäerdeg!

An natierlech déi Gewalt, déi vun der Klimaverännerung selwer ausgeet an déi am Joer 2022 méi staark war wéi jee virdrun. Well den Ausstouss vun Zäregasen iwwert d'Kipppunkten eraus ass näischt aneschters wéi Gewalt! Eng Tonn CO_2 méi an der Atmosphär verursaacht Zerstéierung iergendwou op der Äerd, suergt fir mënschlecht Leed, an dat meeschtens net do, wou d'CO_2-Emissiounen ausgestouss gi sinn, mee op enger ganz anerer Plaz, oft bei besonnesch ufällege Staaten a Regiounen am globale Süden.

Getraff ginn och net déi Verantwortlech vum Ausstouss vun Zäregasen. Getraff ginn net d'Aktionäre vun de Pëtrols- a Gaskonzerner. Och déi superräich Investore ginn net getraff, déi sech an der COP d'Klensch an de Grapp ginn, mee aner Mënschen, meeschtens déi ärmste Mënschen, déi zu groussen Deeler selwer emol guer net un der fossiller Wirtschaft deelhuelen oder deelhuele kënnen, well se kee Stroum oder e motoriséiert Fortbeweegungsmëttel hunn.

Déi eenzeg positiv Noriicht fir all dës Mënschen a Regiounen ass déi ugekënnegt Schafung vun engem Fong fir déi sougenannten „loss and damages", also déi irreversibel Schied, déi vun der Klimaverännerung a villen Äerddeeler entstinn.

Ze begréissen ass och, dass de Reseau vu Santiago, deen 2019 ugekënnegt ginn ass, fir d'„loss and damage"-Finanzementer an Initiativen um Terrain ëmzesetzen, ab nächstem Joer operationell soll ginn. Endlech!

Dëst war och säit Ufank vun de COP-Verhandlungen an den 90er-Joren eng ganz wichteg Fuerderung vum globale Süden an dës Kéier hu se endlech Satisfaktioun kritt. Et ass e Schrëtt a Richtung Klimagerechtegkeet, mee méi awer och net, well d'EU an d'USA hunn esou engem Fong just zougestëmmt, well keng rechtlech Haftbarkeet domadder verbonnen ass. An anere Wieder: Esou e Fong setzt just op d'Fräiwëllegkeet, op de gudde Wëlle souzesoe vun de räiche Länner, déi fir d'Opstocke vun deem Fong verantwortlech sinn. Deementspriechend sinn aller Viraussiicht no och d'Zommen, déi an dëse Fong fléisse sollen, net a Relatioun mat deenen entstanene Schied op der Äerd. Donieft ass och guer net kloer, a wéi engem Zäitraum dëse Fong soll esou opgestallt ginn, fir dass een déi vu Klimaschied betraffe Länner och entschiedege kann.

Här President, de Fortschrëtt bei „loss and damage" erbleecht awer, wann ee gläichzäiteg feststelle muss, dass dësen Accord absolutt kee Fortschrëtt erzile konnt bei der Reduktioun vum Ausstouss vun Zäregasen. Fir ënner enger Äerderwiermung vun 1,5 Grad Celsius ze bleiwen, misste laut IPCC d'CO_2-Emissioune bis 2030 ëm 43 % erofgoen. Stand haut klammen d'Emissiounen awer vu Joer zu Joer. Kee Land, ausser Mexiko, huet nennenswäert Efforten op der COP ugekënnegt, fir seng CO_2-Emissioune méi staark ze reduzéieren.

D'EU bleift mat hiren Absiichten ënnert dem néidegen Zil vu minus 65 % bis 2030 zréck. A wat besonnesch beonrouegend ass: Déi lescht Quartaalszuele vun Eurostat weisen, dass an der EU d'Emissiounen entretemps erëm um Niveau vun 2019 sinn, also vu viru Corona. Mir sinn also net nëmmen ze lues ënnerwee, mee mir fuere carrement an déi falsch Richtung!

A wann een déi Entwécklung weiderdenkt an dat mat „loss and damage" a Verbindung bréngt, da kënnt ee séier zur Erkenntnis, datt bis op e gewëssene Punkt Schied kënne kompenséiert ginn, mee net onendlech.

Wat d'Klimaverännerung méi aus dem Rudder leeft, wat d'Schied ëmmer méi grouss ginn an domadder ëmmer manner einfach ze kompenséiere sinn. Och an de räiche Staate kënnt et haut schonn zu eeschte Klimaschied. A wat dat méi zouhëlt, wat d'Solidaritéit mat dem globale Süde riskéiere wäert zréckzegoen. Kompensatioune si bis op e gewëssene Punkt denkbar. Mee iergendwann eng Kéier gëtt et näischt méi ze kompenséieren. Op dee Seeldanz sollte mir eis ni aloossen an all Ustrengunge maachen, fir d'Emissioune vun Zäregase sécher a konsequent ze reduzéieren. Dat ass a bleift fir eis déi alleréischt Prioritéit fir déi nächst COPen!

Här President, dës COP war och eng COP vu Greenwashing op allen Niveauen. Mat Coca-Cola als Haaptsponsor vun enger Klimakonferenz huet een de Bock definitiv zum Gäertner gemaach. Mee domadder net genuch, d'Pëtrolsindustrie hat op dëser COP Honnerte vu Lobbyisten zu Sharm El Sheikh. Si war domadder besser vertruede wéi déi staark vun der Klimaverännerung betraffe Länner. A pour cause! Well wärend op dëser COP iwwert déi international Beméiunge fir de Klimaschutz gestridde ginn ass, koum et parallell zu 14 neien Accorden – jo, 14 neien Accorden! – tëschent Staaten a Konzerner, fir nei Investitiounen a fossill Energien ze tätegen. Et mengt ee bal, et kéint net sinn!

Däitschland huet nach den Dag virum Lancement vun der COP e Gasdeal mat Ägypten ënnerschriwwen. Dat muss ee sech einfach emol virstellen! A Saachen Zynismus ass dat iwwerhaapt net méi ze iwwerbidden, besonnesch wann d'EU dann awer och nach aner Staaten attackéiert, well déi verhënnert hunn, dass méi verbindlech Usoen iwwer fossill Energien am Ofschlosstext stinn.

Am finalen Text steet och dës Kéier traditiounsgeméiss erëm kee Wuert iwwert d'Noutwendegkeet, fir fortzekomme vun de fossillen Energien. An ech ginn eng Wett mat Iech an: Och dat nächst Joer wäert esou e Passage feelen op der COP28 zu Dubai, an den Arabeschen Emiraten, enger repressiver Petromonarchie!

Iwwerhaapt, wéi ass et da mat Lëtzebuerg op dëser COP? De Message, dass d'Regierung sech näischt virzegeheien huet, kann een net esou stoe loossen. Natierlech steet d'Regierung net bei allem op der Brems, mee dat ka jo awer net d'Ambitioun sinn!

Fakt ass, d'Entwécklung vum CO_2-Ausstouss zu Lëtzebuerg ass net kohärent mat der 1,5-Grad-Limitt, déi am Accord vu Paräis festgehale gouf. Bei Wäitem net! Besonnesch enttäuschend ass et awer, datt d'Regierung ugekënnegt huet, just 10 Milliounen d'Joer an de Fong fir „loss and damage" anzebezuelen. Dës Zomm bleift anekdotesch. D'ASTM huet dëse Betrag pro Joer op iwwer 300 Millioune gerechent. Och wann een net direkt op deen Niveau geet, misst d'Regierung awer scho méi ambitiéis sinn an och d'Ambitioun hunn, dat ze maachen!

Wat donieft awer nach vill méi problematesch ass, dat ass déi Ausso, dass déi 10 Milliounen net nei bäikomm sinn, mee aus deem Dëppe vun der bestoender internationaler Klimafinanzéierung bezuelt ginn. Dat ass also e klengen Täschentrick. E Montant gëtt vun enger Case an eng aner geréckelt an da gëtt dat als grousse Worf vu Solidaritéit verkaaft!

Dofir géife mir Iech hei eng Motioun iwwerreechen, Här President, wou mir froen, datt mer missten en zousätzleche Fong kreéieren, datt een eng progressiv Augmentatioun vun deem Fong misst maachen an datt ee sech engagéiere misst, datt onbedéngt déi Mechanisme virun der COP28 kënnen ugoen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant la décision de la 27e Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) sur la création de nouveaux mécanismes de financement visant le soutien des pays particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique dans leur réponse aux pertes et dommages économiques et non économiques causés par les effets du changement climatique ;

– saluant cette décision onusienne qui reconnaît la vulnérabilité particulière des États pauvres aux catastrophes climatiques amplifiées par le réchauffement climatique ainsi que la responsabilité des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre pour ce réchauffement ;

– considérant que le Luxembourg fait partie des États invités à contribuer aux mécanismes de financement en question ;

– considérant la stratégie luxembourgeoise pour le financement climatique international qui prévoit une enveloppe budgétaire à hauteur de 220 millions d'euro pour la période 2021-2025 ;

– saluant que Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et de l'Aménagement du territoire a d'ores et déjà annoncé la contribution annuelle du Luxembourg à hauteur de 10 millions d'euro auxdits mécanismes,

invite le Gouvernement

– à s'assurer que les fonds attribués aux mécanismes de financement des pertes et dommages soient additionnels aux fonds prévus pour le financement climatique international pour la période 2021 à 2025 ;

– à prévoir une augmentation progressive des fonds attribués au financement des réparations des pertes et dommages à hauteur de la responsabilité du Luxembourg ;

– à s'engager au niveau international pour que les mécanismes en question soient opérationnels avant la COP28.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, et gëtt ëmmer méi däitlech, datt d'COPen depasséiert sinn. Si bleiwen awer wichteg fir de globale Süden, déi wichteg Zougeständnisser kënne kréien. Dat weist jo och dës COP27.

Dofir wier et och liichtfankeg ze fuerderen, datt et keng COPe méi bräicht. Mee et misst ee vläicht iwwerleeën, wéi a wou ee se mécht. Doriwwer eraus erreeche se awer näischt méi, well se am Fong just nach mat der Gestioun vun der Klimakatastroph befaasst sinn. Déi grouss richtungsweisend Decisioune bleiwen aus, well wirtschaftlech a finanziell Interessen dominéieren, zum Beispill a Saachen Handelspolitik oder beim Investitiounsschutz.

Klimaschutz spillt do dra keng zentral Roll a stéiert éischter. D'Ëmweltministesch huet dat dofir – zu Recht! – ugeprangert. Allerdéngs spillt Lëtzebuerg dat Spill leider och mat. Dës Regierungsmajoritéit dréit och klimaschiedlech Accorde wéi CETA mat. Si investéiert ëffentlech Gelder och a fossill Energien – Stéchwuert nach ëmmer: de Rentefong.

Soulaang dat esou weidergeet, sti mir alljoers op en Neits hei an dësem héijen Haus, fir den Echec vun der COP ze bedaueren. A fir de Rescht geschitt einfach net genuch. Vill Blabla fir wéineg Resultater – leider. An dobäi brennt d'Welt!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech wëll just nach ganz zum Schluss bemierken, datt, mengen ech, d'Mënschheet nach ëmmer net matkritt huet, datt si et sinn, déi sech selwer zum Ofstierwe verurteelen. Well d'Welt gëtt mat sech selwer eens, mee mir wäerten déi grouss Leittragend sinn a mir wäerten iergendwann eng Kéier, ech soen et ëmmer, wéi d'Dinosaurier ausstierwen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, jee no Point de vue kann een d'COP27 als en historeschen Duerchbroch oder als eng riseg Enttäuschung bezeechnen. Leider gouf villes op spéider vertaagt.

An d'Beispill gouf schonn eng Kéier benotzt, mee ech benotzen et nach eng Kéier: d'Beispill vun engem Patient mat Féiwer. Do hu mer elo e puer Symptomer behandelt, mee de Patient Äerd huet weiderhi Féiwer an dat riskéiert, net erofzegoen.

Wat fir eng Roll huet d'EU op dëser Konferenz gespillt? Haut virun enger Woch, kuerz no der Hallschent vun der COP27, war et fir d'EU nach quasi ausgeschloss, datt mer e Fong fir Schied a Verloschter – „loss and damage" – géife kréien. Elo ass en awer decidéiert. An dat ass schonn eng historesch Decisioun, well d'Entwécklungslänner fuerderen dësen, an dat ass och schonn ugeklongen, säit 30 Joer; en dediéiert Finanzinstrument, dat bei „loss and damage" duerch de Klimawandel gräift.

D'EU ass op der COP27 ganz staark opgetrueden an huet sech als Stëmm vun der Klimaambitioun an der Welt weider gestäerkt. D'EU huet als geopolitesche Block net nëmmen déi ambitiéist Reduktiounsziler fir d'Zäregasen, mee mam „Fit for 55"-Pak och e konkreeten Implementatiounsplang, dat heescht eng Roadmap, déi genau festleet, wéi dës Ziler ze erreeche sinn.

Déi éischt Reegelungen aus dem „Fit for 55"-Pak si jo rezent och duerch en Accord politique gestëmmt ginn a gesinn och europawäit souwäit zum Beispill e Phaseout vum Verbrennermotor fir 2035 vir an d'Obligatioune fir d'EU-Memberstaaten a puncto Bannung vun CO_2 iwwer Bëscher a Gréngflächen am Kader vun der neier LULUCF-Reegelung. Dëst huet eis Kredibilitéit als EU an d'Verhandlungspartner sécher gestäerkt op der COP.

D'EU huet op der COP27 weesentlech och derzou bäigedroen, dass aner Industrielänner wéi d'USA – jo, déi waren och ze iwwerzeegen iergendwann –, Kanada, Australien, Neiseeland, Norwegen an d'Schwäiz deen neie Fong fir Schied a Verloschter och konnten acceptéieren, deen elo, an dat war och eng Fuerderung vun der EU, op besonnesch vulnerabel Entwécklungslänner limitéiert ass.

An dat ass dat, wourop en zielt, an dat ass och d'Äntwert, mengen ech, op dat, wat Dir och elo scho gefrot hutt. D'Fro, déi gestallt gi war: Si ass cibléiert op Länner, déi et am meeschte brauchen. Och dofir ginn et Definitiounen, och elo schonn a verschiddene Rapporte vun der IPCC. Voilà.

An och nach eng Kéier: Et geet hei net ëm Länner, déi eenzel Wiederphenomeener ausgesat sinn, mee ganz kloer de Klimawandel manifestéiert duerch eng laang Serie vu Phenomeener, déi ganz kloer ze observéiere sinn. An d'Wëssenschaft beleet dat ganz, ganz kloer. Et ass zynesch, dat haut nach a Fro ze stellen!

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Wat fir Entscheedunge goufen op der COP27 getraff: „Schied a Verloschter", et ass schonn ugeklongen. An d'Decisioun op der COP zu dësem Theema geet awer méi wäit wéi just de Fong. Et goufen och verschidden aner Komponenten zesumme festgehalen.

Niewent deem besote Fong fir besonnesch vulnerabel Entwécklungslänner goufe weider Finanzéierungsmoossnamen decidéiert iwwert den neie Fong eraus: dat sougenannte Mosaik vu Finanzléisungen an déi sougenannte Verbreederung vun den Donneuren – dat heescht „broadening of the donor base" –, wat weesentlech, ganz weesentlech, fir d'EU war. Dat heescht, hei geet et och drëm, dass räich Schwellelänner wéi China, Indien, Südkorea, Indonesien, Mexiko an d'pëtrolexportéierend Länner wéi zum Beispill d'Golfstaaten och an de Fong sollen abezuelen.

Déi zousätzlech Finanzéierungsmoyenen aus verschiddene Quellen, dorënner d'Weltbank an d'IMF, an aner Entwécklungsbanke wéi d'BEI, an och eventuell Recetten aus dem zukünftege weltwäiten Emissiounshandel vu Fliger, Fligerei a Schëfffaart, dat ass de méi innovativen Usaz, deen och hei zréckbehale gouf, den Asaz vun engem sougenannten Iwwergangskommitee, dem „Transitional Committee", dee bis déi nächst COP zu Dubai Detailer kläre soll, wéi dee Fong soll agesat ginn, an deen och do Virschléi maache wäert. Dat heescht, et geet méi wäit wéi just de Fong, mee et gëtt och ganz konkreet Ëmsetzungsmoossnamen.

Da gouf et och nach e Programm iwwert d'Emissiounsreduktioun, de „Mitigation Work Programme". Fir d'EU war dëse Farplang fir d'Emissiounsreduktioun awer mindestens genausou wichteg wéi d'Finanzéierung vum „loss and damage", well nëmmen doduerch kann de „loss and damage" verhënnert, ageschränkt oder iergendwann reduzéiert ginn. Dat eent kann een net vun deem aneren trennen. An et hunn iwwer 80 Länner, och dat ass hei scho gesot ginn, op der COP27 dat nämmlecht gesinn, dorënner natierlech och d'EU. Et konnt esou just nach verhënnert ginn, dass d'Ambitiounsziler vun der COP26 zu Glasgow ofgeschwächt gi wieren.

Un deem more Resultat ass d'ägyptesch COP-Presidence net onschëlleg. Si huet leider net neutral verhandelt a sech relativ eesäiteg – ouni op déi ambitiéis Länner ze lauschteren, op verschidden aner Länner – beaflosse gelooss, obwuel ganz vill ambitiéis Industriestaate wéi d'EU, mee och déi ambitiéis Entwécklungslänner wéi zum Beispill d'Inselstaaten aus dem Pazifik an der Karibik, mee och vill afrikanesch Länner, déi alleguer am stäerksten ënnert dem Klimawandel leiden a quasi keng eege Moyenen hunn, domat ëmzegoen, an zum Deel doduerch och an eng endlos Schold kënnen erageroden, sech och agesat hunn. Och déi goufen ignoréiert – leider. Voilà.

Verschidden Eckpunkte vun deem Mitigation Work Programme beinhalten zum Beispill, dass deen nach leeft bis 2026, mat Optiounen, fir kënne verlängert ze ginn – an dat wäert och sécher gemaach ginn. E verlaangt och vun de Länner, hir national Klimaziler no der Trajetoire vum 1,5-Grad-Zil auszeriichten, an e verlaangt och eng sektorial Approche, fir d'Zäregasereduktioune festzeleeën. Voilà. Dat si just e puer Beispiller vun dësem Punkt vum Aarbechtsprogramm, dee festgehale ginn ass.

En drëtte Punkt, deen och decidéiert ginn ass, ass den Ëmsetzungsplang vu Sharm El Sheikh. Dat ass déi sougenannte Cover Decision – dat ass en anert wichtegt Dokument vun der COP27 –, déi bei all COP dann och geholl gëtt an oft en eegenen Numm kritt. An dësem Fall ass et eeben de „Sharm El Sheikh Implementation Plan", woufir eleng d'ägyptesch Presidence verantwortlech ass.

Dat eenzegt Positiivt un dësem Plang ass, dass en esou just net hannert d'Acquise vum Glasgow Climate Pact zréckfält. Mee och dat war ëm een Hoer bal geschitt!

Wichteg Komponente vun dëser Cover Decision beinhalten zum Beispill: d'Auslafe vun der Kuel – dat war och schonn zu Glasgow decidéiert ginn –; d'Ofschafe vun ineffiziente Subventiounen, sougenannten ineffiziente Subventioune fir fossill Brennstoffer – och dat war zu Glasgow scho geschitt. Fir et méi kuerz ze maachen: eng propper a gerecht Ëmstellung bei den erneierbaren Energien an hire beschleunegten Ausbau. Dat ass bal deen eenzegen neie Punkt, deen eng gewësse Wichtegkeet huet, deen hei beschloss ginn ass.

Leider ass et awer bal méi wichteg opzeläschten, wat net zu Sharm El Sheikh am Implementation Plan drasteet. An dat si fir d'EU a fir vill anerer awer och weesentlech Komponenten, wéi zum Beispill, dass keen Emissiouns-Pic fir 2025 – dat war eng ganz kloer EU-Fuerderung – drasteet an och kee klore fossille Phaseout – an net de Phasedown, well deen och elo nach ëmmer drasteet.

Dat sinn definitiv Punkten, déi nach weider wäerte fuerderen, dass mer do hannendrubleiwen a mer eis an der nächster COP nach ganz intensiv derfir mussen asetzen. Dofir stinn och d'Erwaardunge fir déi nächst COP trotzdeem héich, obwuel ech och do déi Bedenken héieren, déi mer zum Deel och deelen. Op där anerer Säit gesäit een awer och elo schonn, dass den Empfänger vun där nächster COP28, d'Emirater, och schonn éischt Signaler setzt, déi positiv sinn, well se sech wierklech exzellent international Experten an hiert Team geholl hunn, fir dës COP virzebereeden.

Ech denken, dat war och eppes, wat bei dëser Presidence e bëssen zréckbliwwen ass, an dass sech ganz vill Efforten op déi puer Wochen hei konzentréiert hunn. Et gesäit esou aus, wéi wann déi nächst

COP-Presidence hir Aarbecht géif méi eescht huelen. An dat gëtt engem och Hoffnung!

Och do wäert e sougenannte „Global Stocktake" gemaach ginn. Dat heescht, et ass esou eng Aart Kassensturz fir ze kucken, wat alles gemaach ginn ass. Do kann natierlech dann och ganz kloer erauskommen, dass verschidde Länner wäit hannert den Erwaardungen zréckbleiwen, wat vläicht e gestäerktent Bewosstsinn eng Kéier wäert mat sech bréngen an Zukunft a wat warscheinlach och nach fir Motivatioun wäert suergen, fir och d'Efforten eropzeschrauwen.

Wat war d'Roll vu Lëtzebuerg? Wärend de Verhandlungen op Ministeschniveau hunn ech zesumme mat mengem hollännesche Kolleeg Rob Jetten d'EU am Beräich Finanze vertrueden. Op techneschem Niveau an de wëssenschaftlechen Echangë war et den Andrew Ferrone, deen op dëse leschte COPen ëmmer Member vun eisem Team war, dee wärend deenen zwou Woche vun der COP27 de Beräich „Periodic Review", also vum Laangzäitzil vun der Klimakonventioun, cofacilitéiert huet an och do exzellent Aarbecht geleescht huet.

Lëtzebuerg engagéiert sech trotzdeem am Kader vun der Suite vun dëser COP nach eng Kéier an neien Investissementer, och dat ass elo schonn ugeklongen. Ech wëll dofir zum Schluss och nach eng Kéier op de Volet Finanzéierung vun de Schied a Verloschter zréckkommen.

Lëtzebuerg huet am Kader vun der internationaler Klimafinanzéierung schonn 220 Milliounen Euro zwëschent 2021 an 2025 am Klima- an Energiefong reservéiert. A verschidden Initiative lafen och do schonn. Dat si ganz konkreet Projeten, déi mer bilateral mat verschiddene Länner an Entwécklungslänner hunn, wou konkreet Klimamoossnamen ëmgesat ginn, déi souwuel am Beräich „Schied a Verloschter" opfänken, mee awer och am Beräich vun der Klimaadaptatioun.

Do gëtt et awer och nach zousätzlech Pläng an dat sinn déi 10 Milliounen, déi och elo schonn ugeklonge sinn, déi am grousse Ganzen am Beräich „Schied a Verloschter" sinn. Dovunner gesi mer 5 Millioune vir fir Technical Facility vum „Santiago Network on Loss and Damage". Dat ass eng Instanz, déi vun der Klimakonventioun och en place gesat ginn ass, fir wierklech déi technesch Ëmsetzung vum ganze Volet „Schied a Verloschter" och ëmzesetzen. Déi solle mer also ënnerstëtzen, fir dass dat och esou séier wéi méiglech ka gräifen.

Zousätzlech hu mer och do op der COP Echangë gehat mat Vertrieder vun zum Beispill dem „Global Shield", deen Däitschland am Kader vu senger G7-Presidence zesumme mam V20 – dat sinn déi vulnerabelst Länner – lancéiert huet a bei deem schonn elo vill EU-Länner an aner Industrielänner annoncéiert hu matzemaachen. Och do wëlle mer eis dru bedeelegen, well et geet wierklech drëm, intelligent Ofsécherungen a Versécherunge vun deene vulnerabelste Länner, déi och dann net mussen extra derfir bezuelen, hei en place ze setzen.

Zousätzlech wëlle mer 1,5 Milliounen Euro fir an eng Fréiwarninitiativ CREWS. Do geet et wierklech drëm, Fréiwarnsystemer en place ze setzen, fir dass déi Länner oder déi Regiounen a Communautéiten, déi besonnesch betraff sinn, fréizäiteg gewarnt ginn, dass e Stuerm zum Beispill opkënnt, an domadder kënnen déi verschidde Saachen nach retten. Esou Saache wëlle mer op alle Fall weidermaachen.

An och am Adaptatiounsfong wëlle mer eng zousätzlech Finanzéierung virgesinn, alles an där aktueller Enveloppe, déi mer elo scho reservéiert hunn. Mir kënnen natierlech näischt do maachen, wat nach net am Budget ageschriwwen ass a wat mer net reservéiert hunn. Dofir ass et ganz wichteg, dass mer se an där Enveloppe beweegen. Voilà.

Ech wäert de Kommitee vum Energie- a Klimafong zäitno mat der Evaluatioun vun dësen Initiative befaassen. An dann hoffen ech, och zäitno kënnen dës Investissementer ze maachen.

Nach e Lien zu Lëtzebuerg ass natierlech, dass niewent der internationaler Klimapolitik déi national Klimapolitik an den nächste Méint eng ganz wichteg Roll wäert spillen. Meng Ekipp iwwerschafft zurzäit ganz intensiv deen integréierten Energie- a Klimaplang, de PNEC. An do integréiere mer, esou wéi och hei scho gesot, d'Virschléi vum Klimabiergerrot a vum Observatoire vun der Klimapolitik, dem OPC. A mir sinn am Moment amgaang, zesumme mat de Ministèren, déi an dësem Kontext och betraff sinn, eis doriwwer ze echangéieren an och do ze kucken, wéi eng vun deene Virschléi besonnesch sënnvoll sinn an dësem Kontext. An och dofir eleng sinn déi Echangen hei extreem wichteg. Voilà.

Ech wäert och, soubal dat méiglech ass, eng Mise à jour vun dësem PNEC an och e Projet vun dësem PNEC an dëser Ronn hei virstellen. Voilà.

Et geet an dëser Klimakris ëm eis Zukunft an ëm d'Zukunft vun eise Kanner. Dofir däerfe mer mat eisen Efforte sécher net noloossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Résolution et motions

Da komme mer elo zur Diskussioun respektiv dem Ofstëmme vun der Resolutioun an de Motiounen.

Résolution 1

Fir d'éischt déi Resolutioun. Wëllt nach een d'Wuert zu där Resolutioun ergräifen? D'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt grad drun erënneren, dass mer am Bureau schonn eng ganz Rei Moossnamen decidéiert hunn, déi och schonn en place sinn, fir energiefrëndlech an der Chamber ze fonctionéieren. Dat hu mer all zesummen decidéiert an dat ass och e gudde Schrëtt gewiescht.

Dernieft ass d'Administratioun amgaangen, eng Charte de sobriété énergétique auszeschaffen, déi och vun eis all begréisst gëtt an déi deemnächst am Bureau wäert virgestallt ginn. Ech mengen, den Här Scheeck hat och schonn ugedeit, dass mer do op der leschter Ligne droite sinn. An da kann ee soen, dës Resolutioun schreift sech och an dee Kontext an.

Natierlech si mer der Meenung, dass mer all Volete sollen ënnersichen. Dofir proposéieren ech, dass mer dës Resolutioun dann och mat an de Bureau huelen, fir do nach eng Kéier ze kucken, ob mer vläicht deen een oder anere Punkt vergiess hunn, wéi eis Deplacementer ausgesinn.

Alles dat, wat d'Chamber organiséiert, wat ofleeft, muss natierlech analyséiert ginn. Mee et ass net, wéi wann dat hei en neie Moment wier. Et ass am Fong an der Linn, wou mer scho laang amgaange sinn. An dofir kënne mer dëst dann och nach mat an de Bureau huele wéi vill anerer, déi am Bureau diskutéiert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Resolutioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Madamm Lorsché huet u sech genau dat proposéiert, wat am zweeten Invite vun där Resolutioun steet, nämlech de Chambersbureau ze mandatéieren, dat ze maachen, wat am éischten Invite steet. An ech mengen, datt doriwwer, wat se proposéiert, déi Resolutioun, hei roueg kann ofgestëmmt ginn.

Ech weess, datt et eng ganz Rëtsch Beméiunge gëtt an der Chamber, fir Saachen ze maachen. Wat, mengen ech, deen neie Moment an där Resolutioun ass, ass, dass mer probéiere wéilten, de gesamten ekologesche Foussofdrock vun der Chamber, hiren Operatiounen, hire Fonctionnement ze evaluéieren – do gëtt et Mechanismen, fir dat ze maachen – an dann deementspriechend och ze kucken, wat eventuell an eisen aktuellen Dispositiffe feelt. Dat ass d'Iddi.

A wuelbemierkt: Esou wéi och eis Prozeduren an der Chamber sinn, wär et um Chambersbureau, d'Detailer dovunner auszeschaffen. Et ass net un der Plenière oder un der Resolutioun, dat ze maachen. Dofir mengen ech, datt déi Resolutioun hei op alle Fall an déi richteg Richtung geet. Soss hätt ech se net matbruecht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da freet den Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dës Resolutioun huet schonn eppes relativ Spannendes, wann ech dat liesen: d'Chamber, déi gesamt Institutioun an hir Aarbechtsweis, bis 2030, dat heescht a siwe Joer, klimaneutral ze maachen. An ech géif gär gesinn de Chambersbureau dat ausschaffe mat enger konkreeter Propos, well ech ganz einfach mengen, dass dat guer net méiglech ass op verschiddene Punkten.

Mir kënne vläicht hei de Stroum nach klimaneutral kréien, mir kënnen eng Partie aner Saache klimaneutral kréien, mee bei enger ganzer Partie Saache wäert dat net fonctionéieren – och net méi spéit wéi 2030.

An ech wëll Iech just ee Beispill ginn: Et kënnt jo awer relativ oft vir, dass eng Delegatioun aus der Chamber – ech war bis elo nach ni derbäi – iergendwou an d'Ausland op Besuch geet, mam Fliger flitt, an d'Mongolei oder a Südkorea, fir do eng Delegatioun aus hirem Parlament ze treffen. Da géif ech einfach emol froen: Wéi soll et da méiglech sinn, klimaneutral 2030 ze fléien?

Da schwätzen ech guer net vun de Computeren, vun all de Miwwelen, vun all deem, wat mer hei alles brauchen, fir dass de Fonctionnement dach awer vun der Chamber garantéiert gëtt, soudass ech awer géif soen, dass do dem Chambersbureau e bëssen ze vill Guddes zougemutt wier. An duerfir géife mer heirobber verzichten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup.

Här Clement, frot Dir de Vott iwwert dës Resolutioun oder kënne mer se einfach esou un de Bureau verweisen?

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här President, ech verstinn net, firwat net kéint driwwer ofgestëmmt ginn. Mee ech hunn esou e Gefill am klenge Fanger, ...

Une voix | Mir och.

M. Sven Clement (Piraten) | ... datt d'Majoritéit se net wéilt stëmmen, mee se just wéilt verweisen. Dee Moment kann ech domadder liewen, ënner

Applikatioun natierlech vum Artikel, ech mengen, den Här Kartheiser hat virdru gesot, 86 (3), datt mer spéitstens an dräi Méint dann heiriwwer nach eng Kéier schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 au Bureau de la Chambre des Députés

Wien ass d'accord, fir dës Resolutioun un de Bureau ze verweisen? Deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg un de Bureau verwisen.

(La résolution 1 de M. Sven Clement est renvoyée au Bureau de la Chambre des Députés.)

Motion 1

Da komme mer zur Motioun Nummer 1, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach derzou d'Wuert ergräifen? Den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Mir haten haut eng Debatt, wou et ëm international Klimaschutzpolitik respektiv d'COP27 gaangen ass. Dat heescht, bon, ob elo wierklech haut de perfekte Moment war, fir déi heiten Thematik opzewerfen, weess ech net, an ob dës Motioun perfekt an d'Debatt gepasst huet. Trotzdeem gëtt effektiv verwisen op eng Rei Avisen, déi hei leien, fir esou e Spezialfong fir Naturkatastrophen ze schafen.

Ech wëll awer och zousätzlech derzou soen, dass och zum Beispill Leit aus menger Fraktioun, notamment de Charles Margue, déi Fro schonn e puermol opgeworf hunn. Mir hunn och iwwermuer hei an der Chamber eng Question élargie vum Charles Margue zu deem doten Theema.

Dat dote gouf och schonn an diverse Budgetsrapporten opgeworf, notamment d'lescht Joer, also beim leschte Budgetsrapport, soudass ech awer mengen, dass et wierklech wichteg ass, dass mer weider heirunner schaffen.

Dofir géif ech proposéieren, dass mer eng Kommissioun maachen, wou mer vläicht iwwert déi heite Motioun kënne schwätzen. Ech denken, dat misst och eng Jointe si mat notamment de Finanzen, awer och zum Beispill der Famille oder aneren, soudass ech proposéieren, dass mer déi heite Motioun géifen an eng Commission jointe verweisen, fir dat do weider ze verdéiwen, och mat den zoustännege Regierungsvertrieder.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Da ginn ech d'Wuert direkt zréck un den Auteur.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Här Benoy. Do gesäit een, wéi an engem Joer awer d'Attitüd zu där Propositioun kann änneren. Mir hunn déi nämmlecht Motioun virun engem Joer beim Budget deposéiert gehat. Deemools gouf se vun der Majoritéit rejetéiert. Elo komme mer schonn an d'Kommissioun. Wa mer se dann an engem Joer nach eng Kéier deposéieren, da gëtt se hoffentlech ugeholl.

(Hilarité)

Mir sinn op alle Fall domat averstan, datt dat an d'Kommissioun geet.

(Interruption et hilarité)

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

M. Fernand Etgen, Président | Wien ass d'accord, fir d'Motioun Nummer 1 an d'Kommissioun ze verweisen? Deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll sech eng Commission jointe der Motioun 1 unhuelen.

(La motion 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et à la Commission des Finances et du Budget.)

Motion 2

Da komme mer bei d'Motioun 2, déi vun der Sensibilitéit déi Lénk deposéiert ginn ass. D'Madamm Stéphanie Empain freet direkt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och fir d'Motioun. D'Iddien derhannert sinn natierlech ganz luewenswäert. Ech wollt dozou soen, wat deen éischten Invite ubelaangt ..., ech wollt och nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat d'Madamm Minister grad elo och um Pult erkläert huet.

Mir hunn de Moment keen zousätzleche Budget, deen derfir virgesinn ass. Et ass also wichteg, dass mer an där aktueller Enveloppe budgétaire bleiwen. Et ass awer och wichteg ze soen, dass mer an där aktueller Enveloppe budgétaire och nach Sputt hunn. Do si Gelder dran, déi justement fir esou Saache virgesi sinn. Dat heescht, et ass einfach net méiglech, elo Suen auszeginn, déi mer net virgesinn hunn.

Par contre, wou ech awer de Rappel géif drop maachen, wat awer wichteg ass, am Hannerkapp ze behalen, och well mer elo rezent awer d'Kooperatiounsdebatt haten – mir hunn dëst Joer ganz wéineg dorobber ronderëmgeridden, mee dat war awer ee Punkt, dee ganz oft an deene leschte Joren opgeholl ginn ass –, nämlech: Mir hunn op där enger Säit de Kooperatiounsbudget, dee mer op 1 % halen, wou deelweis och schonn e bësselche Klima dran ass, mee mir hu supplementaire do derzou eeben e Budget fir Klimaprojeten, déi am Ëmweltministère leien an déi zousätzlech zum Kooperatiounsbudget lafen. Dat ass och eppes, wat aner Länner an där Form net maachen. Voilà.

An da wollt ech just nach eng kleng Prezisioun ginn, wat deen zweeten Invite ubelaangt: dass do effektiv virgesinn ass, dass dat progressiv eropgeet. Voilà.

Wéinst den Explikatiounen, déi ech fir deen éischten Invite ginn hunn, kënne mer déi leider an där Form net mat ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da ginn ech d'Wuert un den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci, Här President. Mir wäerten eis elo bei dëser Motioun enthalen, an zwar aus deem einfache Grond, an d'Madamm Empain huet et elo erkläert, dass de Prinzipp vun der Additionalitéit immens wichteg ass. Si huet och grad erkläert, wou mer dee schonn hunn. A wann ech elo d'Madamm Minister richteg verstanen hunn, dann ass dee Prinzipp vun der Additionalitéit hei eigentlech och iergendwann eng Kéier virgesinn, dass eng eegen Enveloppe fir „loss and damage" geschaaft géif ginn. Dat ass elo zumindest emol mäi Verständnis vun deem gewiescht, dass et elo am Moment net méiglech wär, mee awer spéiderhin dann iergendwann eng Kéier géif gemaach ginn. Dat ass awer elo déi Fro, déi ech hunn.

Mir wäerten eis enthalen, well mer elo agesinn, dass mer am Moment an deene Contraintë sinn, an deene mer sinn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 2 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a 27 Abstentiounen net ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 2 voix pour, 30 voix contre et 27 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, MM. Marc Hansen, Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Félix Eischen), MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.45 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 58
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour** p. 58
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet des leçons à tirer de la crise du Covid-19 pour l'élaboration d'une loi « Pandémie »**
   Débat de consultation au sujet de l'étude de l'OCDE « Évaluation de la gestion du Covid-19 au Luxembourg » p. 58
   Exposé de l'interpellation : M. Claude Wiseler (interventions de Mme Martine Hansen)
   Exposés du débat de consultation : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Débat : M. Marc Spautz (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Gilles Baum (intervention de M. André Bauler) | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Dan Kersch) (dépôt de la motion 1) | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen (interventions de M. Dan Kersch et Mme Simone Asselborn-Bintz) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (interventions de Mme Nathalie Oberweis et M. Fernand Kartheiser)
   Prises de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé)
   Motion 1 : M. Claude Wiseler | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Mars Di Bartolomeo
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
4. **Question élargie n° 158 de M. Sven Clement au sujet de la prise en charge des contraceptifs** p. 80
   M. Sven Clement | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
5. **Question élargie n° 163 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler au sujet de la cardiologie au Centre Hospitalier du Nord** p. 80
   Mme Martine Hansen | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Martine Hansen | Mme la Ministre Paulette Lenert
6. **Question élargie n° 167 de M. Marc Hansen au sujet de la continuité des soins** p. 82
   M. Marc Hansen | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
7. **8026 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé** p. 83
   Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen
   Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8026 et dispense du second vote constitutionnel
8. **7904 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs** p. 84
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Carlo Weber
   Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Gusty Graas | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7904 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser** p. 87
   Exposé : M. Fernand Kartheiser
10. **8088 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel** p. 88
    Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché
    Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum (intervention de M. Sven Clement) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement, Mme Stéphanie Empain, M. Dan Kersch, M. Charles Margue, Mme Josée Lorsché et M. Michel Wolter) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
    Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement et M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8088 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8075 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine** p. 93
    Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Gilles Baum
    Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Dan Kersch, M. Sven Clement et Mme Stéphanie Empain) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
    Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8075 et dispense du second vote constitutionnel
12. **Motion de Mme Nathalie Oberweis au sujet du retrait de l'amendement 3 du projet de loi n° 7642 et introduction d'une nouvelle proposition pour la détermination du capital investi d'un logement mis en location** p. 97
    Exposé : Mme Nathalie Oberweis
    Discussion générale : Mme Josée Lorsché | M. Marc Lies | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis
    Vote sur la motion (rejetée)
13. **Résolution de M. Fernand Kartheiser au sujet du soutien financier des groupes et sensibilités politiques afin qu'ils puissent rendre leur site Internet plus accessible par le biais du langage simple** p. 98
    Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, M. Lex Delles et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Motioun vun der Madamm Nathalie Oberweis fir de Retrait vun dem Amendement Nummer 3 vum Gesetzesprojet 7642 als leschte Punkt op den Ordre du jour vun haut ze setzen. An et gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Bäihëllef fir d'Baueren, déi vun der Deierecht vun Düngemëttel betraff sinn, als éischte Punkt op den Ordre du jour vu muer de Mëtten ze setzen.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet des leçons à tirer de la crise du Covid-19 pour l'élaboration d'une loi « Pandémie »

Débat de consultation au sujet de l'étude de l'OCDE « Évaluation de la gestion du Covid-19 au Luxembourg »

Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mat der Interpellatioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Léier, déi een aus der Covid-19-Kris kann zéien, fir e Pandemiegesetz ze elaboréieren, an der Consultatiounsdebatt iwwert d'OECD-Studie, déi d'Covid-19-Gestioun hei zu Lëtzebuerg bewäert huet. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Baum, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'interpellation

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | Villmools merci, Här President. Säit méi wéi engem Joer, am Fong säit engem an engem hallwe Joer, säit déi Interpellatioun hei ugefrot ginn ass, hu mer bei allen Diskussiounen als CSV, bei allen Diskussiounen, déi iwwert de Covid gaange sinn, zwou Saache gefrot: Dat eent, dat ass e Pandemiegesetz, an dat Zweet, dat ass eng Evaluatioun vun deene Moossnamen, déi wärend der Pandemie a Kraaft gesat gi sinn.

Dat war meeschtens eng Fin de non-recevoir, déi mer kritt hunn, well et ass guer net op déi Proposen agaange ginn, mat Äntwerten, déi awer variéiert hunn. Iwwert d'Pandemiegesetz ass eis gesot ginn: „Mir hunn dach e Covidgesetz. Wat brauche mer dann elo nach e Pandemiegesetz?" Dat war déi éischt Äntwert. Déi Zweet war: „Dat maache mer spéider an aller Rou, wann dat Ganzt dann eriwwer ass, an da kënne mer eis Gedanken doriwwer maachen."

Dat Zweet, dat war d'Evaluatioun vun de Moossnamen, déi mer konstant an ëmmer gefrot hunn. Och do waren zwou Variatioune vun Äntwerten. Déi éischt Äntwert, déi huet doranner bestane fir ze soen: „Dat kann een am Fong net esou prezis maachen, well mer ëm e Pak vu Moossnamen, déi agefouert gi sinn ..., an da kann een ni Zuelen huelen, fir ze soen, wat déi eng oder wat déi aner bruecht huet." Dat war deen een Typ vun Äntwert. Déi zweet Äntwert war déi: „Mir loossen elo eng Evaluatioun vun der OECD maachen."

Haut stellen ech fest, datt mer weeder dat eent nach dat anert virleien hunn. An dee Rapport, dee mer vun der OECD hei leien hunn, iwwert dee mer och de Mëtte schwätzen, dat ass alles, mee just keng Evaluatioun vun deenen eenzele Moossnamen, déi en pratique gesat gi sinn.

D'ailleurs huet d'OECD selwer an hirer Pressekonferenz gesot, datt se effektiv de ganze politesche Suivi vun der Covidkris gemaach hätt, mee datt hire Bericht keng Evaluatioun vun de Moossname wär. Dat war jo d'ailleurs net d'Zilsetzung gewiescht, dat war net den Auftrag, dat war net dat, wat se gefrot ginn ass.

Wat d'Evaluatioun ugeet: Et gëtt eis gesot, datt esou eng Etüd net méiglech ass, well mer ëmmer vill Saache mateneen a Kraaft gesat hunn, well et schwéier ass, an den Zuelen eens ze ginn, dat, well een do net kann eenzel Moossnamen isoléieren a filteren an dann d'Effikassitéit dovunner festleeën. Ech gesinn awer just, datt et am Ausland eng Rei Etüde gëtt, Honnerten Etüden, déi an anere Länner gemaach goufen an déi genau ëm deen do Sujet sech dréien. Et gëtt souguer Etüden, déi mer Metaanalyse vun den Etüden nennen, déi bis elo bestinn, dat heescht, déi am Fong alleguer déi Etüden, déi gemaach gi sinn, zesummefaassen an nach eng Kéier genau analyséieren, wat dann déi eenzel Etüden erausfonnt hunn.

Zum Beispill huet de Bundestag, wat jo och e gutt Beispill fir eis ass, eng Etüd gemaach, déi heescht: „Zur Wirksamkeit nicht pharmazeutischer Corona-Maßnahmen. Ausgewählte Studien und Beiträge", wou am Fong eng ganz Rei Etüden analyséiert gëtt, fir déi eenzel Moossnamen ze definéieren an ze kucken, wat se bruecht hunn a wat se net bruecht hunn. Oder de „British Medical Journal", deen eng Metaanalys vu 70 Etüde gemaach huet, fir genau dat erauszefannen. Oder e Sachverständigenausschuss, deen an Däitschland eng Evaluatioun vun de Rechtsgrondlagen a vun de Moossname vun der Pandemiepolitik gemaach huet. Et ass also absolutt méiglech ze maachen. Hei ze behaapten, déi Etüd wär net dran, dat ass einfach net richteg.

A fir eis ass et einfach fundamental a wichteg, datt mer all déi eenzel Etüden, datt mer all déi eenzel Moossnamen analyséieren. Mir wëllen einfach wëssen, ob zum Beispill déi Maskeflicht nun an der Covidkris eppes bruecht huet oder net, ob déi Lockdownen, iwwert déi mer jo vill hei diskutéiert hunn, effikass waren oder ob se net effikass waren, ob déi Ausgangsspären eppes bruecht hunn, ob den 3G op der Aarbecht, an der Schoul positiv war, eppes bruecht huet, näischt bruecht huet, ob d'Spärstonnen an de Restauranten an an de Bistroen effikass waren, ob déi Distanz, déi mer imposéiert hunn, zwee Meter, sënnvoll war, net sënnvoll war, ob d'Masken, d'Spären an den Eventer, an de Schoulen, an de Geschäfter, am éffentlechen Transport eppes bruecht hunn oder och net.

Dat sinn an eisen Aen net einfach Froen, déi ee sech muss stelle fir d'Konscht vum Froestellen, mee hei ass et awer esou, datt et ëm déi gréisst Aschneidungen an d'privat Fräiheete geet, déi mer säit dem Zweete Weltkrich kritt hunn. An ech fannen et dann absolutt normal, wann déi wochelaang de Leit imposéiert gi sinn, datt een duerno an allem Calm eng Analys mécht, ob dat sënnvoll war, ob et net sënnvoll war, ob et proportionell war, ob et richteg war, a wär et nëmme schonn eleng aus deem Grond, datt mer net wëssen, wat op eis zoukënnt. De Covid ass nach net ganz eriwwer, mee mir wëssen net, ob net nach a sechs Méint, engem Joer oder an zwee eng aner an eng änlech Kris kënnt, an da wär et wierklech de Minimum an eisen Aen, datt mer déi dramatesch Momenter an eiser Geschicht analyséiert hätten, datt mer dorauser géife léieren, an datt mer all Konsequenzen doraus géifen zéien.

D'ailleurs, wann ech de Rapport vun der OECD kucken, seet deen op ganz ville Plaze genau dat selwecht a freet d'Lëtzebuerger Regierung, déi Analys ze maachen. Zum Beispill op enger Plaz: „Le Luxembourg doit s'attacher à évaluer plus systématiquement ex post les mesures adoptées pendant la crise pour tirer des leçons pour l'avenir." Déi Saach ass ganz kloer, et ass net nëmmen eng Kéier, mee se froen et dräi-, véier-, fënnefmol an a sämtleche Konklusiounen, déi se hei bréngen. Mir froen et säit engem an engem hallwe Joer och. An ech fannen, datt mer dat elo endlech musse maachen.

Zweetens: D'Pandemiegesetz froe mer och säit méi wéi engem Joer. Mir froen et d'ailleurs mindestens säit engem an engem hallwe Joer, well dat ass dee Moment, wou mer déi Interpellatioun hei gefrot hunn.

An an dësem Kontext ass och déi OECD-Etüd am Fong ganz interessant, well se d'Mechanismen analyséiert, wéi Decisiounen hei zu Lëtzebuerg geholl ginn a wéi d'Ëmsetzung zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, mat den Avantagen a mat den Desavantagen. Ganz neutral.

D'Regierung, op Basis vun där OECD-Etüd, huet dann an der Press sech grosso modo eng Bonne note ausgeschriwwe par rapport zu deem OECD-Rapport. Mir gesinn dat, wa mer dee Rapport am Detail liesen, e bësse méi nuancéiert, well mer och déi zweet Sätz liesen, well mer dee ganze Rapport liesen an net nëmmen d'Resümmeeë liese vun deem Rapport. A well mer och materlieft hunn a wëssen, wéi d'Realitéit da schlussendlech war. An ech gi vläicht op déi wichtegst Etappen an, sou wéi ech se vun eisem Standpunkt wëll beschreiwen.

Dat Éischt ass, sou wéi d'OECD et seet, datt déi Reaktioun am Ufank vun der Kris schnell an effikass war. Den éischte Fall vum Covid war den 1. Mäerz 2020. Den État de crise ass den 18. Mäerz 2020 deklaréiert ginn iwwer Règlement grand-ducal, sou wéi eis nei Constitutioun oder d'Ëmännerung an der Constitutioun dat virgesinn huet. Just tësche Klammeren: Fir déi, déi sech erënnere kënnen, wat fir eng Diskussioune mer haten, wéi mer déi Constitutioun virun e puer Joer geännert hunn, a wéi vill Contestatiounen et och iwwerall war gouf, muss ech soen, datt ech dee Moment extreem frou war, datt mer esou en Artikel iwwerhaapt zur Dispositioun haten, fir kënnen ze reagéieren. Klammer zou.

Mir hunn als Oppositioun deen État de crise ënnerstëtzt, mir hunn och de 24. Mäerz 2020 dat Gesetz matgestëmmt, well mer kloer an däitlech hannert deene Moossnamen, déi déizäit geholl gi sinn, stoungen.

Du koum awer eng Episod hei an der Chamber, déi net am Rapport evoquéiert ginn ass, déi iwwerhaapt net erwäänt gëtt am Rapport, déi awer fir mech och hir Wichtegkeet huet. Dat war dee Moment, wou mer nom Oflafe vun där Zäit, déi et gebraucht huet, bis déi éischt Moossnamen da gesetzlech net méi gülteg waren, vun der Regierung eng Propos op den Dësch geluecht kritt hunn, wou se sech d'Méiglechkeete ginn huet, fir alles iwwer Règlement grand-ducal ze reegelen. An d'Parlament, Oppositioun a Majoritéit, hunn dunn an aller Däitlechkeet gesot, datt se net dermadder averstane waren.

Ech muss soen, ech si jo schonn eng Zäitchen an der Chamber an ech hu selten nach en Temoignage an der Chamber héieren, wou d'Parlament seng Autoritéit par rapport zur Regierung esou affirméiert, wéi et se dee Moment affirméiert huet. Dat huet mech gewonnert. Mee et huet mech gefreet op där anerer Säit, well d'Parlament huet der Regierung en fin de compte déi Method, wéi mer duerch déi ganz Covidkris gaange sinn, imposéiert an definéiert.

(Interruption par M. Dan Kersch)

An elo kritt Lëtzebuerg eng gutt Nott derfir.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Ma tant mieux, ma tant mieux!

A, ma ech hunn elo gesot, léiwen Här Kersch, datt dat en aussergewéinleche Moment an dëser Chamber war, deen ech och besonnesch approuvéieren, dee mech gewonnert an dee mech gefreet huet an deen net normal an dëser Chamber war. Mee dat hei war een, wou d'Parlament sech eng Method imposéiert huet, déi d'Regierung och de ganze Wee duerno matgaangen ass. An dofir kréie mer eng Bonne note elo vun der OECD, vun anere Gremien, a mir si ganz zefridden dermat.

Mir haten doropshi 26 – mengen ech, wann ech richteg gezielt hunn, ech sinn awer net honnertprozenteg sécher – Gesetzestexter, déi iwwert d'Covidgesetz gaange sinn. Mir haten och nach duerno Debatten iwwert d'Impfflicht, iwwert den État de crise an dräi separat parlamentaresch Debatten, dat heescht, iwwer 30-mol, wou mer heibannen zesummekomm sinn, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Mir hunn, wa meng Calculle gutt sinn, 16-mol géint Texter vun der Regierung gestëmmt, dräimol hu mer eis enthalen, siwemol hu mer Jo gestëmmt, fir domat eis Meenung zum Ausdrock ze bréngen; ëmmer op Basis vun deem Gesetz, genau deem Gesetz, dat dee Moment virlouch.

Mir hunn awer och …

(Interruption)

Mir hunn awer och d'Schwaachpunkte vun deem System gesinn. Obwuel gesot gëtt vun der OECD: „Et ass en äusserst demokratesche System, d'Parlament war dauernd implizéiert", an dat ass jo och gutt, an dat ass jo och richteg esou, mee et sinn awer och eng Rei Schwaachpunkten an deem System gewiescht, déi mer alleguer gemierkt hunn. Ech soen elo emol esou, wéi ech se percevéieren, vläicht hunn aner Leit se anescht gesinn, anescht percevéiert, mee ech soen Iech elo mol meng Analys, well ech mech fir meng Fraktioun ëm deen Dossier do bekëmmert hunn.

Dat Éischt ass dat, datt mer awer ganz oft Texter an e puer Deeg, an enger Woch gestëmmt hunn, wat eis jo am Fong d'Rapiditéit vun der Chamber beweist, mee dat huet awer och eng ganz Rei Problemer mat sech bruecht. D'Aart a Weis, wéi mer geschafft hunn, huet net ëmmer d'Konditioune geschaaft, fir déi Texter an allem Detail an effektiv richteg ze kucken. Mir hunn eng ganz Rei Feeler erausgeholl. Den Här Di Bartolomeo huet ëmmer gesot, datt kaum en Text hei an d'Chamber komm ass, deen d'selwecht erausgaangen ass, wéi en erakomm ass. Dat ass och richteg. Mee ech ka mech awer och un eng Rei erënneren, bei där eis bewosst war, wéi mer hei driwwer geschwat hunn, datt nach eng Rei Feeler, eng Rei juristesch Feeler notamment, drastoe géif, an dann hu mer wéinst der Hetz awer gesot: „Mer mussen et awer elo stëmmen, …"

Une voix | Jo.

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | „… dann huele mer se eeben d'nächste Kéier eraus." An dat konnt och bei deem System, dee mer haten, net anescht gemaach ginn. Et ass och net e Reproche, deen ech maachen, et ass just e Constat vun der Aart a Weis, wéi mer geschafft hunn, deen ech maachen.

Mäin drëtte Punkt, dat ass, datt een och vill Schwieregkeeten hat, ëmmer d'Avise vun deene Gremien, déi dann erakomm sinn, heiansdo den Dag virdrun, heiansdo de Moie selwer, den Avis vum Conseil d'État respektiv vun all deene Chambre-professionnellen an Organismen, déi gefrot gi waren …, datt ee kaum d'Méiglechkeet hat, se ze liesen. A wann ee se gelies huet, hat ee kaum d'Méiglechkeet, dat, wat heiansdo u gudde Remarken awer dra war, an d'Texter afléissen ze loossen, well et einfach ëmmer esou schnell huet misse goen. Ech hunn et am Fong inadequat fonnt, fir eng korrekt parlamentaresch Aarbecht ze maachen.

A mir hunn och – dat ass mäi véierte Punkt – hei gemeinsam, mam Accord vun der CSV-Fraktioun a mam Accord vu sämtlechen Oppositiounsparteien, och bei allen Texter ware mer d'accord, fir eist Reglement komplett ausser Kraaft ze setzen, wat am Fong guer net méi gezielt huet, wat d'Delaien ugaangen ass. Dat war warscheinlech wichteg, well et huet missen esou duerchgesat ginn. Mee ech muss awer soen, datt een elo, nodeem dat alles eriwwer ass, mat all deenen Erfarungen, déi ee gemaach huet, muss feststellen, datt ee vläicht besser hätt, sech awer Moyenen ze ginn, fir dat, wann et dann urgent muss sinn, och an alle korrekte Formen ze maachen, well et däerf net zur Normalitéit ginn, datt mer d'Reglement heiansdo applizéieren an dann, wa Situatioune virkommen, wou dat net méi geet, et dann einfach emol aussetzen.

Mir wëssen, datt Situatioune vun Urgenz kommen, da loosse mer eis do d'Moyene ginn, fir se ordentlech ze traitéieren! Och dat ass e Grond, firwat mer fir e Pandemiegesetz plädéieren.

A schlussendlech – dat ass mäi fënnefte Punkt – ware ganz oft awer normal parlamentaresch Aarbechten duerch deen Drock, dee mer haten a verschiddene Kommissioune respektiv am Plenum, blockéiert respektiv si méi spéit komm. Dat konnt een heiansdo als Excuse huelen, mee et war awer net ëmmer gutt an der parlamentarescher institutioneller Prozedur.

A mäi sechste Punkt, villes ass och verschiibt ginn op d'Gemengen, där hir Roll net ëmmer kloer definéiert war.

Dofir, aus all deene Grënn si mer iwwerzeegt, datt mer e Pandemiegesetz brauchen. Mir hunn och gekuckt, wat am Ausland besteet u solchen Texter. An do ass et esou, datt verschidde Länner der hunn. Notamment huet d'Belsch en Text kierzlech gemaach, dat heescht am Juli 2021.

A fir eng Kéier iwwert d'Zilsetzungen ze schwätzen, déi esou en Text an eisen Ae misst hunn: Éischtens muss d'Regierung d'Méiglechkeet kréien, extreem schnell op Krisesituatiounen ze reagéieren. Dat hu mer momentan am État de crise, mee den État de crise ass ëmmer zäitlech gebonnen un déi Durée, déi an der Constitutioun feststeet. An ech mengen, datt mer eis do aner Méiglechkeete sollte ginn, wann d'Noutwendegkeet et erweist, datt Krise méi laang dauere wéi déi Delaien, déi an der Constitutioun virgesi sinn.

Zweetens, en Text, deen d'Méiglechkeete vun der Regierung och kloer encadréiert, an dat ass manifestement elo net de Fall, well eise Krisentext, sou wéi e virgesinn ass an der Constitutioun, extreem vaste ass. Wann ee vun engem Pandemiegesetz schwätzt, dann ass et weesentlech, datt den Encadrement dovunner, wat ee wëllt, wéi wäit ee ka goen, och kloergemaach gëtt.

An den drëtte Punkt ass, datt ee selbstverständlech d'Matbestëmmungsméiglechkeeten an d'Kontrollméiglechkeete vun der parlamentarescher Demokratie net ewechleet, mee déi oprechterhält an dem Parlament d'Méiglechkeet gëtt, hire Contrôle ënnert ordentlechen a korrekte Konditiounen ze decidéieren.

An der Belsch hu se esou e Gesetz gestëmmt. Ech widderhuelen elo dat belscht Gesetz net am Detail, mee do sinn awer eng Rei Iwwerleeungen, déi ech wëll ustoussen, vun deenen ech mengen, datt se misste gefouert ginn an där doter Reflexioun.

Éischtens, de Punkt vum Déclenchement vun der Urgenz. Do hu mer elo schonn e Modell an der Constitutioun, d'Belsch hunn en änleche Modell geholl fir hiert Gesetz. Wann een e Pandemiegesetz schreift, da kéint een eng änlech Prozedur virgesinn, andeem de Kader doranner kloer definéiert gëtt an d'Libertéconstitutionnellen, déi kënnen temporaire ausser Kraaft gesat ginn, och limitativ a kloer definéiert ginn. Wichteg ass, datt mer de Kader esou prezis wéi méiglech setzen.

Den zweete Punkt ass, datt d'Parlament selbstverständlech den État de crise muss confirméieren, och do e similairë Mechanismus wéi deen, dee mir am État de crise schonn hunn. An der Belsch ass et fir eng maximal Durée vun dräi Méint mat 2/3-Vott am Parlament, wat och hei zu Lëtzebuerg kéint zum Beispill no Diskussioun iwwerholl ginn.

Mäin drëtte Punkt ass, datt och ganz kloer muss definéiert ginn an allem Detail – an dat ass dann anescht wéi dat, wat mer an der Constitutioun momentan stoen hunn –, a wat fir enge Fäll esou en Text kann declenchéiert ginn. Och dat muss limitativ opgezielt ginn.

De véierte Punkt ass d'Definitioun vun der Roll a vun der Kollaboratioun vun de Lokalautoritéiten, déi och am Kader vun esou Pandemien an esou Krisen ëmmer eng Roll ze spillen hunn a wou elo wärend der Gestioun vun der Kris heiansdo Missiounen op se zoukoumen, op déi se net ordentlech virbereet waren oder wou se net genau woussten, wéi se se sollten executéieren. Och dat misst an engem Text prezis festgeschriwwe ginn.

De fënnefte Punkt sinn d'Mesures de police administratives, déi prezis misste festgesat ginn.

De sechsten ass d'Fixatioun vum Grad vun de Strofmoossnamen, wou mer vill hei driwwer diskutéiert hu mat der Justizministesch, deen och scho vu vir era kloer misst preziséiert ginn.

An de siwenten, ee vun deene wichtegsten, dat ass d'Roll vum Parlament, wou d'Belsch eng Prozedur virgesinn hunn, déi mir net onsympathesch schéngt, awer diskutabel. Dat ass en obligatoresche Rapport, deen all Mount un d'Parlament gemaach gëtt, mat der Méiglechkeet am Gesetz, fir den État d'urgence oder all Moossnamen oder all Moossnam eenzel zu all Moment ofzeschafen. D'Parlament ka se ofschafen, wéini et wëllt. An en Abau vun engem Mechanismus, wou en Deel vun den Deputéierten, zum Beispill 10 oder 15, wéi een dat da wëllt, ka froen, datt d'Confirmatioun vum État d'urgence muss verifiéiert ginn an der Chamber. Wann 10 oder 15 Deputéiert dat froen, mussen zwee Drëttel vun den Deputéierten den État d'urgence erëm confirméieren, wann et dann ubruecht ass, wat der Chamber absolutt e Kontrollmechanismus an och e Rektifikatiounsmechanismus géif ginn.

An dann hunn d'Belsch och d'Kreatioun vun engem Conseil scientifique virgesinn, deen independent vun der Regierung seng Analyse ka maachen, och der Chamber virleeën a reegelméissegen Ofstänn,

an och – an dat hu mer manner gehat – eng Analyse indépendante et régulière vun der Proportionalitéit, der Necessitéit an der Nondiskriminatioun vun deene Moossnamen, déi geholl ginn. Dat kann zum Beispill de Conseil d'État oder en anert Gremium maachen, mee de Prinzipp ass, datt et festgesat ass am Gesetzestext an datt et eng reegelméisseg Obligatioun ass, fir et ze maachen.

Wann Der an der däitscher Legislatioun kuckt, da gesitt Der do, datt d'Epidemiegesetz vun 1950 eng ganz Rei Beschreiwungen huet, wéi esou e Pandemiegesetz ausgesi kann, zumindest an deem, wat definéiert gëtt, wat kéint drënner falen. Eng ganz genau Deskriptioun, wat dann deen Eenzelnen, ob dat elo d'Bundesregierung, d'Landesregierung oder d'Kommune sinn, als Obligatioun huet, wat en däerf maachen a wat en net däerf maachen.

Dat, mengen ech, wären déi puer Punkten, déi an esou engem Kontext wichteg wären. Ech hunn elo hei e puer Saache proposéiert, ouni datt dat eng Meenung ass, déi feststeet. Ech mengen, datt dat do Punkte sinn, déi ee misst, wann ee wëllt op esou e Wee goen, gemeinsam diskutéieren: wat zu Lëtzebuerg sënnvoll ass, wat ee ka maachen oder wat een net ka maachen.

Mee wichteg ass, an dat seet och d'OECD, datt mer am Fong déi Mechanisme virgesinn, déi eis erlaben, déi Krisen ze anticipéieren. D'OECD seet: „L'anticipation des prochaines crises devrait s'appuyer sur un processus d'évaluation des risques renforcé et un effort généralisé d'utilisation de ses conclusions pour progresser les actions de préparation."

Dat féiert mech dann och zur Analys vum éischte Kapitel vum OECD-Rapport, dee vun der Anticipatioun. Do ginn eng ganz Rei positiv Punkte beschriwwen, zum Beispill deen, datt den Haut-Commissariat vun der Regierung eng kompetent, eng mature Aarbecht gemaach huet an effektiv eng Kris geréiert huet op eng korrekt Aart a Weis. Et gëtt och drop higewisen, datt och eise Réseau diplomatique sech am Kader vun deem, wat e konnt maachen, relativ gutt duerchgesat huet, an och op déi Schwieregkeete ronderëm d'Grenzen higewisen, wou mer awer probéiert hunn, d'Casse ze limitéieren, wann aner Länner wollten d'Grenzen zoumaachen.

Eng Rei Problemer ginn awer och beschriwwen, notamment an dem Kapitel vun den Anticipatiounen. Zum Beispill dee vun der Continuité vun de Serviceessentiellen, wou d'OECD seet – an ech fannen dat eng extreem wichteg Remark –, datt eis Serviceessentiellen, notamment déi medezinnesch Serviceessentiellen, bis elo net als Infrastructure critique consideréiert gi sinn an deene Plan-de-crisen an doranner absolutt misst ugepasst gi fir ze garantéieren, dass u sech d'Kontinuitéit vun deenen anere medezinneschen Operatiounen och kéint geschéien.

Dat ass am Fong déi ganz Diskussioun, déi mer hei iwwert d'Covidspidol gefouert hunn, wou mer eis ëmmer op dat Covidspidol konzentréiert hunn an dann doriwwer am Fong heiansdo poleemesch diskutéiert hunn, mee am Fong hunn ech ëmmer empfonnt, datt d'Zilsetzung vun deenen Diskussioune jo war: Wéi kann ech kucken, datt ech niewent dem normale Fonctionnement vun dem Spidol ka meng Covidfäll esou traitéieren, datt se dat anert Fonctionnement net genéieren? Ob een dat elo Covidspidol nennt, ob een dat a verschiddenen Unitéite separat mécht, mee et war am Fong dee Souci an dee Gedanken, datt eng Medezinn kéint normal fonctionéieren, och wa mer eng Pandemie an eng Krisesituatioun op där anerer Plaz hunn. An déi Gedanke misste mer och weiderféieren, wou mer do dru sinn.

Da seet – mee dat huet jiddweree gemierkt – am Ufank d'OECD, datt mer Schwieregkeeten hate mat de Connaissances am Etat vun de Stocken. Ech denken, datt do jo schonn eng ganz Rei Verbesserunge gemaach gi sinn. D'selwecht wéi bei de Plans d'urgences, déi mussen aktualiséiert ginn. An datt och am Ufank dee Problem war vun dem Partage d'expérience mat eisen Nopeschlänner, déi jo am Fong probéiert haten, eis d'Grenzen zouzemaachen, wat fir Lëtzebuerg eng Katastroph gi wär.

Do suggeréiert d'OECD, mir sollten emol hei zu Lëtzebuerg eng Recherche maache fir ze kucken, wat fir eng Effikassitéit dat iwwerhaapt hätt, wa Grenzen zou géife gemaach ginn. Well warscheinlech hätt et guer keng. Mee datt mer zumindest argumentativ gutt kënnen dostoen, wann nach eng Kéier esou Diskussioune kommen, fir kënnen an d'Diskussioune mat den Nopeschlänner eranzegoen.

Wat de Système de gouvernance ugeet, do analyséiert d'OECD och, datt den HCPN eng gutt Aarbecht gemaach huet a se seet och, datt den – se nennt dat dann, fir den Här Staatsminister – „plus haut niveau du Gouvernement" direkt mat den Affäre concernéiert war, wat jo och fir d'OECD wichteg war a wat och hei de Leit d'Impressioun ginn huet, datt déi Kris extreem seriö „au plus haut niveau de du Gouvernement" géif geholl ginn.

Mee wat d'OECD dann awer och ganz kloer erviirsträicht: Nodeem datt se dat Positiivt bewisen huet, seet se dann awer och, datt de Problem bei där Kommunikatioun respektiv bei deem System heiansdo dee war vun der wëssenschaftlecher Expertis, dat zumindest déi wëssenschaftlech Expertis, sou wéi se dann an der Kommunikatioun bei de Leit eriwwerkomm ass. An ech kann och déi Remark novollzéien.

Och do wëll ech erënneren un déi Debatten, déi mer heibannen haten, wou mer heiansdo alleguer, Majorité an Opposition confondues, jo Schwieregkeeten haten, fir ëmmer ze verstoen, wat dann déi Taskforce vum Covid-19 eis als Donnéeë ginn huet respektiv wat mer mat deenen Zuele sollten ufänken, déi mer vun hinne kruten, well mer net ëmmer verstanen hunn, wou dat soll higoen respektiv wie si eppes gefrot hätt, fir wie se géifen d'Avise schreiwen. A mer kruten da mathematesch Modeller, wou et awer schwiereg war, doraus eng Realitéit ze maachen. Richteg politesch Conseile krute mer net.

Dat selwecht gëllt par ailleurs fir de Conseil scientifique du domaine de la santé respektiv fir de Conseil supérieur des maladies infectieuses, déi am Fong, mengen ech, der Ministesch méi Avise gemaach hunn zu prezise Fäll, notamment zu der Impfung, an do och absolutt sënnvoll waren, mee fir d'Chamber war et kaum e wëssenschaftleche Gremium, deen eis gehollef huet, déi politesch Decisiounen do nozevollzéien an ze huelen. An och net ze schwätze vun deem Expertegrupp iwwert d'Impfflicht, wou mer vill Kontroversen heibannen driwwer haten.

Mir hu wärend der Covidkris oft gefrot, datt mer esou e wëssenschaftleche Gremium sollte fir de Suivi continu asetzen. Ech ka mech erënneren, datt ech nach iwwert d'Beispill Irland geschwat hunn, dat esou e Gremium hat, respektiv den Dokter Fauci an den USA, dee relativ independent d'Leit informéiert huet iwwert d'Situatioun, notamment déi wëssenschaftlech Situatioun.

An d'OECD proposéiert haut fir Lëtzebuerg am Fong eppes Änleches: de „Conseil scientifique au Gouvernement", esou wéi se en a Groussbritannien hunn. Dat ass op jidde Fall dat Beispill, dat d'OECD hei proposéiert, fir zu Lëtzebuerg anzeféieren. A mir fannen dat fundamental richteg, datt mer esou en independente Gremium hei och fir zukünfteg Krisen zu Lëtzebuerg kréien.

An d'Beschreiwung vun deem, wat dee Gremium soll maachen, ass am Fong einfach: mat deene beschte wëssenschaftlechen Donnéeë schaffen, och d'Hesitatioun an de Grozonen, déi een ëmmer huet, wann eppes nei op een zoukënnt, … well mer dann net ëmmer wëssen: Ass et richteg? Ass et falsch? Wéi ass et? Wéi soll ech reagéieren? Mee esou e Gremium kann am Fong déi Grozonen, déi Hesitatiounen, besser no baussen explizéieren, wéi Politiker dat am Fong kënnen, well och déi Wëssenschaftler an deem Moment méi kredibel sinn. Zumindest ass dat dat, wat d'OECD freet. Och e Gremium, deen ausserhalb vu jiddwer politeschen Interessen ass an deen transparent erschafft Avisen, déi och transparent gebraucht ginn, kann der Politik zur Verfügung stellen. Ech fannen, datt wann een e Pandemiegesetz mécht, een absolutt esou e Gremium misst virgesinn, fir de Suivi scientifique ze maachen.

Ee Wuert iwwert d'Krisekommunikatioun. Do gëtt vun der OECD begréisst, datt vill kommunizéiert ginn ass, datt och iwwer vill Kanäl kommunizéiert ginn ass. An dat war jo och sécher positiv. Par contre seet dann d'OECD och, datt d'Frequenz vun der Kommunikatioun an déi vill Changementer, déi an deenen eenzele Gesetzer waren, heiansdo zu Konfusioune gefouert hunn, wou d'Leit dobaussen kee Verständnis méi fir d'Reegelen haten. Ob dat hätt kënne vermidde ginn oder net, ass schwéier ze soen, mee et ass eng Constatatioun, déi d'OECD hei mécht.

Zur Resilienz vum System wëll ech just kuerz dräi Remarke maachen. D'OECD seet, datt d'Campagne vaccinale gutt organiséiert war, datt d'Reaktivitéit och absolutt ok war an datt och déi nei Modeller vun Teleconsultatioun an E-Prescriptioune schnell konnten zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn. Den eenzege Reproche, dee se maachen, dat ass, datt mer net eng multisektoriell Approche haten, zum Beispill den Traitement vun der Santé mentale zesumme mat der Educatioun, dem Emploi an esou weider, fir haaptsächlech d'Population-à-risquë besser kënnen ze suivéieren. Ech mengen, datt déi Remark net falsch ass. Wann ech mengen Experienzen, déi ech um Terrain alt esou erëmkréien als Retour, nolauschteren, do wär wierklech eng Iwwerleeung ze féieren, wéi een déi multisektoriell Approche kéint verbesseren.

Deen zweete Punkt, dat ass, datt a sech d'OECD och seet, mat Recht, wa se d'Zuele kuckt, datt d'Äntwert op d'Vaccinatioun ënnert der Moyenne vun den OECD-Länner louch. Mir hu knapp iwwer 70 % vun de Leit, déi e komplette Schéma vaccinal zu Lëtzebuerg hunn. Wann ee Länner wéi Portugal kuckt, da leien déi iwwer 88 %, wat awer weesentlech méi héich ass.

Do misste mer elo, vu datt sech dat elo alles awer berouegt huet, vläicht eng Kéier d'Iwwerleeung féieren: Firwat ass dat zu Lëtzebuerg esou? Wat sinn déi Retizenzen, déi bei eis heiansdo méi grouss si wéi an anere Länner, a wéi kënne mer gemeinsam kucken, fir déi Retizenzen ofzebauen an déi Explikatiounen de Leit ze ginn. Och dat, mengen ech, wier e wichtege Punkt, dee mer sollten an aller Rou elo ugoen.

An, wéi gesot, mee dat hunn ech scho gesot, d'Konsequenzen, déi d'OECD gesäit, datt mer e Recul vun de Consultation-professionnellen, vun der Activité hospitalière hate wärend der Covidzäit, well mer et net fäerdegbruecht hunn, déi zwee Systemer matenee lafen ze loossen.

E puer Wuert iwwert d'Educatioun, wou den OECD-Rapport seet, datt de Modèle de gestion positiv wär, well – an dat ass dann d'Ausso – et esou ass, datt d'Schoul wéineg zou war: just 48 Deeg am

Fondamental a 34 Deeg am Secondaire. Dat wär europawäit ganz wéineg.

Dat kann een esou analyséieren. Ech soen do éierlech: Mir gesinn dat zwar liicht an e wéineg anescht. Dat hu mer och wärend der ganzer Kris e wéineg anescht gesinn. Dat wäert den Educatiounsminister net wonneren, wa mer et e wéineg anescht hei gesinn, well mer awer gesinn hunn déizäit, wéi d'Schoulen nach op waren am véierte Semester 2020, datt dat genau eng Zäit war, wou mir zu Lëtzebuerg déi héchsten Zuelen un Infektioune quasiment a ganz Europa haten a wou mer och, héichgerechent, mat déi héchsten Zuelen u Stierffäll an enger Zäit haten. Mir hunn déizäit fonnt, datt d'Regierung spéit reagéiert huet, mee si huet awer reagéiert, mee d'Schoulen hunn nach méi spéit reagéiert. A mir sinn der Iwwerzeegung, datt dat och derzou bäigedroen huet, datt mer déi do Zuelen haten.

D'OECD baséiert hir Analys d'ailleurs – an dat ass ganz besonnesch – op eng Rei Etüden, déi géife beweisen, datt d'Schoul net en Ustiechungsherd gewiescht wär. An da kucken ech awer no, wat fir eng Etüden dat sinn, déi dat beweisen, an da stellen ech fest, datt dat déi dräi Etüde sinn, déi de Ministère de l'Éducation nationale gemaach huet, déi dat beweisen. Déi Etüden, déi mer awer heibanne sou oft an esou laang diskutéiert hunn an déi mer och konstant contestéiert hunn, well mer fonnt hunn, datt se nu wierklech net op deene wëssenschaftleche Basisse géife berouen, déi mer verlaangen, fir esou Etüden ze maachen. Also do si mer liicht enger anerer Meenung a kommen op aner Konklusiounen, well mer en fin de compte och d'Realitéit heibannen anescht erlieft hunn.

Mir froen haut, datt déi Evaluatioun och soll gemaach ginn an datt, wann eng Evaluatioun vun all de Moossname soll gemaach ginn, mer solle sine ira et studio higoen an och dat, wat an der Schoul, wéi et decidéiert ginn ass, eng Kéier genau ënnert d'Lupp huele fir ze kucken, wat richteg a wat falsch war.

D'Konklusiounen, déi d'OECD doraus zitt, sinn der awer dräi. Dat ass déi Éischt fir ze soen: En période de crise, le Ministère de l'Éducation doit être inclus dans la cellule de crise interministérielle. An anere Wierder contestéiert d'OECD hei, datt den Educatiounsminister e wéineg eng separat Politik gemaach huet par rapport zu deenen anere Ministèren, a bei enger nächster Kris misst am Fong d'Educatiounspolitik méi integréiert ginn an déi grouss Konzepter vun der Krisepolitik selwer. Dat sinn net ech, deen dat elo seet, dat ass dat, wat ech am Rapport liesen.

An dat Zweet, dat ass, datt sech d'Inegalitéiten zu Lëtzebuerg wärend der Covidzäit awer nach accentuéiert hunn. Do seet d'OECD, datt een eng Rei proaktiv Moossname misst huelen, notamment Tutorater an Änleches misst aféieren, fir dee Suivi ze maachen. Ech mengen, Dir sidd Iech och där doter Problematik absolutt bewosst. D'Fro ass just: Wat fir eng Äntwert gi mer drop a wéi kënne mer do Verbesserunge maachen?

An da seet d'OECD och, datt eng Repartitioun vun de Responsabilitéite soll gemaach ginn, fir den Équipement an d'Gestioun vun den Infrastructure-numériquë sou ze maachen, datt se am Fong zentral solle gemaach ginn, notamment vum Ministère solle gemaach ginn an net méi vun deenen eenzele Gemengen.

Ech ka mech erënneren, ech mengen, et war den Här Roth oder d'Madamm Hansen, déi an deem Kontext och virun engem Joer eng Motioun deposéiert hunn, fir a sech ze kucken, datt dat informatescht Material soll vum Staat an net vun de Gemengen …

Mme Martine Hansen (CSV) | Eng Proposition de loi.

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | … eng Proposition de loi …

Mme Martine Hansen (CSV) | Den Avis vum Staatsrot ass do.

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | … gemaach huet. Voilà. Da kënne mer also am Kader vun deem Avis iwwert déi do Propositioun vun der OECD schwätzen.

Ech ginn elo net méi op …, well meng Zäit ass hei schonn op 33 Minutten an ech hat der nëmmen 31. Ech kommen also elo net méi op déi Moossname vun der Ekonomie … ech gesinn, den Här Delles ass hei. Deen ee Saz, deen ech wëll dozou soen, dat ass am Fong de Resümmee, wat ech verhalen hunn doraus. Dat ass, datt déi Moossnamen, déi mer quasiment alleguer matgedroen hunn, positiv waren, datt se och der Ekonomie iwwer ganz, ganz schwiereg Zäiten ewechgehollef hunn. Dat gëtt och genügend vun der OECD an deem Rapport – oder beluewegend – ervirgehuewen.

Et si just zwee Punkten, wou se soen, datt mer eis misste Gedanke maache bei enger nächster Kris. Dat ass d'Gestioun vun den Independanten, well se am Fong festgestallt hunn, datt mer an deem ganze Kontext do awer eng Rei Schwieregkeete gehat hunn, déi mer net richteg an de Grëff kritt hunn. Do muss een also iwwerleeën, wéi een dat zukünfteg besser upeekt. An dat Zweet, dat ass bei jonke Leit, notamment Studenten, wa se sou kuerz Kontrakten oder ofgehackt Kontrakten hunn, wéi een déi Fäll upeekt.

Dat sinn also Ureegungen, déi eis och fundamental richteg erschéngen. Ech ka mech do och erënneren, datt den Här Mosar verschiddentlech notamment d'Situatioun vun den Indpendanten hei evoquéiert huet. An un deenen zwee Punkten, mengen ech, misst an deem ganzen Ensemble, deen awer als positiv ze consideréieren ass, geschafft ginn.

Ech ginn dann net op d'Sozialpolitik an op den Emploi an, well den Här Spautz wäert dat als Riedner duerno maachen. Den Här Spautz wäert nach iwwer Emploi, iwwer Soziales an och iwwert de Volet Personnes âgées schwätzen.

Als Konklusioun soen ech: Wéi de Rapport virgestallt ginn ass, huet d'Regierung sech hei eng Bonne note ausgestallt. Mir soen: Et sinn hei an deem Rapport Stäerkten dran, et sinn och Schwächten dran a mir hätte gär eng ordentlech Diskussioun doriwwer, fir datt mer déi Schwächte kënnen och uschwätzen an anescht an de Grëff kréien. Mir hätte gär e Pandemiegesetz. Mir hätte gär eng detailléiert Evaluatioun, déi eis déi eenzel Moossnamen analyséiert. Mir hätte gär d'Schafung vun engem Conseil scientifique. Mir hätte gär eng Planifikatioun, eng Preparatioun an eng Organisatioun, déi eng nächst Kris virbereet. Mir hätte gär eng Reorganisatioun vun der Gouvernance. A mir hätte gär, datt bei den Hëllefen e System ausgeduecht gëtt, dee méi gerecht ass, also wou deenen zwee Schwaachpunkten och Rechnung gedroe gëtt.

An ech soe just eppes: Déi Konklusiounen, déi mussen direkt gezu ginn. Et kann een elo net erëm waarden, bis d'Walen eriwwer sinn, well et kann een net ëmmer alles no hanne schiben. An ech weess, datt verschiben, vergiessen duerno heescht, datt näischt gemaach gëtt.

An déi nächste Kéier, wou esou Evenementer op eis zoukommen – an iergendwa kommen der op eis zou –, wäerte mer dann, wa mer näischt maachen, wa mer eis net virbereeden, erëm dostoen a mussen alles vu vir ufänken.

Mir erwaarden also vun der Regierung, datt se d'Konklusiounen aus deem Rapport hei ëmsetzt, datt se sech ordentlech virbereet op déi nächst Kris. Et geet net duer, dës Etüd, d'Konklusiounen, ze kucken an driwwer ze schwätzen, se mussen och ëmgesat ginn, well d'Preventioun an d'Virbereedung sinn op alle Fall dat, wat eng verantwortlech Politik ausmécht, an dat kënnen d'Leit vun der Regierung verlaangen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler.

D'Wuert huet elo de Premier- a Staatsminister, den Här Xavier Bettel.

Exposés du débat de consultation

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass iwwer ee Joer hier ongefëier, wou d'Regierung annoncéiert huet, dass mer eng Etüd an Optrag géife ginn, fir am Fong déi richteg Léieren aus där Covidpandemie ze zéien an am Fong ze léieren, net fir eng Zensur duerno ze kréien, mee fir am Fong, wann eng nei Pandemie géif kommen, och besser kënnen ze agéieren.

Mir hunn ons deemools … an ech wëll just drun erënneren, well virun engem Joer ware mer och nach matzen an enger Krisegestioun. Mir haten deemools eng Delta-Variant, eng Delta-Variant, déi méi schlëmm war wéi dat, wat mer virdru kannt hunn. Duerno ass den Omikron komm, dee sech zwar méi séier verbreet huet, mee deen awer manner schlëmm war. A mir hunn deemools esou wéi haut, muss ech Iech soen, nach ëmmer mat eppes ze schaffen: Et ass mat Incertituden. Deen, deen hei mengt, e kéint eis op der Tribün hei soen, dass en deemools alles aneschters gemaach hätt, well en aneschters Saache wosst, … oder Lektioune wëllen ee Joer duerno ginn ass, mengen ech, net opportun. An de Fait, dass ee mengt, elo schonn ze wëssen, dass mer ni méi mat Covid ze dinn hunn, ass och falsch.

Ech paken Holz un, Här President, ech weess net, wat déi nächst Méint an déi nächst Jore geschitt. Mir gesinn awer elo, dass all déi Geste-barrièren, déi mer awer haten, net méi obligatoresch sinn, awer dofir nach ëmmer eng Rëtsch vu Leit d'Geste-barrièrë respektéieren: Masken unhunn, nach ëmmer eng Tapp ginn etc., etc. Dat heescht, dass mer an engem Staat liewen, wou mer awer och trotz Covid bal zur Gewunnecht zréckfonnt hunn, mee – an ech insistéieren, Här President – nach ëmmer all Woch Leit dru stierwen.

Mir gesinn, och wa verschidde Leit dat deemools net richteg fonnt hunn, dass virun allem vulnerabel Leit bei deene verschiddenste Variante krank gi sinn a bei Delta nach méi an och méi Ongeimpfter am Fong gestuerwe si wéi Geimpfter, wann een do de Verglach ka maachen ab engem gewëssenen Alter. Dat heescht, dass awer d'Impfung selbstverständlech gewierkt huet.

Här President, fir mech ass et, an ech hunn et virdru gesot, vläicht net déi lescht Pandemie. D'Globaliséierung, wann ee kuckt och d'Massendéierenhaltung an och de Klimawandel – dat soll een och net vergiessen – brénge mat sech, dass mir riskéieren, och an Zukunft méi oft mat Pandemien ze dinn ze hunn. Dofir ass et eeben haut wichteg, sech och am Spigel ze kucken an ze soen: Wat hu mer gutt gemaach? Wat hu mer net gutt gemaach?

Fir mech ass virun allem wichteg, dass een éierlech ass a keng Politique politicienne mécht. Ech kéint jo hei stoen a soen: „Hei, mir hunn … et war alles tipptopp. Kuckt de Bilan! Kommt, mir vergläichen eis

mam Ausland! Et ass alles super gewiescht." Dat wëll ech net maachen.

Ech wëll awer och net polemiséieren, well ech hätt och kënnen haut all déi Motiounen auspaken, déi ech wärend enger Pandemie hat. Den éischten Orateur ass guer net agaangen op verschidde Propositiounen, déi se haten, mee ech wëll awer just drun erënneren, dass en d'Fro stellt, ob de Mask hëlleft oder net, dass et déi Partei ass, déi gesot huet, mir missten eng Mask iwwerall hunn, souguer an der Strooss, dass gesot ginn ass: „Ass de Virus ustiechend oder net? Oder geet en an d'Vakanz fir Chrëschtdag?" Ech wëll Iech just drun erënneren, dass Demanden do waren, fir dass een zum Beispill wärend der Chrëschtzäit sollt d'Mesuren ophiewen. Ech hu lo keng Partei zitéiert, mee ech wëll Iech just drun erënneren, dass, wa mer déi ganz Motiounen, déi ganz Texter, déi mer deposéiert kritt hu wärend där Zäit, ...

Une voix | Spillplaz!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... wärend där Zäit ... Spillplaz! Ech kéint weiderfueren a weiderfueren iwwer alles, wat gefrot ginn ass. Ech maachen et net, well ech gären hätt, dass mer en Debat hunn, deen net poleemesch soll sinn, wou mer net een deem anere solle Saache virwerfen, mee ech wëll just drun erënneren, dass een duerno ëmmer, ob een an der Majoritéit oder an der Oppositioun ass, méi gescheit ass wéi virdrun!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An, Här President, mir hu mussen – an ech wëll dat och hei soen –, mir hu musse séier reagéieren. Jo, mir hu musse séier reagéieren. An tatsächlech, d'Leit froe mech: „Häss de dann alles d'selwecht gemaach?" Jo, an deem Moment, mat deem Wëssen, dat ech hat, hätt ech et net aneschters gemaach. Mee duerno, wann een nei Informatiounen huet, jo, hätt een doudsécher vläicht dat eent oder dat anert kënnen aneschters maachen. Mee deemools hate mer déi Informatiounen net!

An ech wëll elo just och d'OMS zitéieren: am Ufank Mask, net Mask, Mask, net Mask, Mask, net Mask. Wéi soll de Bierger do verstoen, wat richteg gebraucht gëtt? Well am Ufank wosst keen et. Richteg wosst keen, wéi de Virus komm ass, et wosst keen, wéi de Virus ze bekämpfe wär. An elo, wou mer de Virus besser verstinn, Här President, muss een och zouginn, dass een och munches hätt kënnen aneschters maachen. Mee dat wësse mer elo.

A fir erauszefannen, wat gutt gelaf ass a wat hätt kënne besser lafen, huet d'Regierung dofir eng onofhängeg Institutioun gefrot. Mir hätten och kënnen ... Dir wësst jo ... a mir kréie jo oft de Reproche gemaach: „Kommt, mir froen nees eng vun deene Boîtten, vun deene Consultingsboîtten, dass déi eis genau soen, wat se dovunner halen!" Mir hunn en onofhängegen, internationale Gremium gefrot, fir eis op d'Fangeren ze kucken, wéi mer déi Gestioun gemaach hunn. An dofir hu mer eis och fir d'OCDE entscheet, well se eeben déi Neutralitéit huet, well se och déi Transparenz huet. Et sinn déi, déi am meeschte jo iwwert d'Transparenz och schaffen.

A mir sinn och ganz frou, dass se mat hiren Ekippen hei wierklech och mat jiddwerengem konnte schaffen, bei jiddwerengem och oppen Diere fonnt hunn, fir deen Echange kënnen ze hunn. Ob dat d'Gewerkschafte waren, ob dat d'Patronat war, ob dat d'Gemenge waren, d'COPAS, d'Spideeler, d'Patientevereenegung, där hir Meenungen an dës Etüd matagefloss sinn, Apdikten, Dokteren, Infirmieren, Deputéiert. Dat heescht, et ass eng Rëtsch vu Leit, déi mat hinnen och zesummekomm ass.

Mir wollte keng Gefällegkeetsetüd, well dat hätt näischt gehollef. Wann et drëms geet, aus der Pandemie ze léieren, ass et och wichteg, dass een eeben och do en Onofhängegen hëlt.

Ob een et wëll oder net – an ech weess, dat gefält vläicht net jiddwerengem, an d'Interpretatioun, déi eng fannen et gutt, déi aner fannen et net gutt –: D'OCDE huet eis – an dat ass objektiv hir Meenung – keng schlecht Nott ginn. Si huet eis keng Datz ginn. Ech gi keng Punkten. Ech hunn e grousse Prinzipp an der Politik: Et gëtt ee sech keng Punkten. Mee wann ech mat de Leit dobausse schwätzen, menge se, dass dës Regierung a Chamber – a Chamber! – zesumme richteg Decisioune geholl hunn.

Hei gëtt behaapt: „Dir hutt lech imposéiert!" Ech kann Iech just soen, Här President, dass ech keen anere Choix hat am Ufank wéi den État de crise mussen auszeruffen. Mir hate kee Choix. Ech hu just deemools gesot, dass, wa mer Texter brauchen, déi mer musse séier änneren, wann d'Chamber net disponibel ass ..., well am Ufank war et net esou kloer, ob dat géif goen oder net. Mee esoubal mer dee Modus vivendi fonnt haten, déi Routine fonnt haten, dee permanente Rapporter Di Bartolomeo on the road haten, ...

(Hilarité)

... do konnt ech soen, Här President, dass dat jo gutt verlaf ass. A gleeft mer: Ech weess net, ob et vill Parlamenter an Europa gëtt, wou eng Gesondheetsministesch an e Premierminister bal all zweet, drëtt Woch Rendez-vous hei haten, fir zesummen iwwert d'Texter ofzestëmmen. Firwat? Well mir haten deen Débat public, mir haten deen Débat politique, mir haten d'Argumenter vun deenen engen an d'Argumenter vun deenen aneren. An deen Echange kréie mir haut och eeben ënnerstrach, wéi positiv deen doten Impakt och war, well déi meescht Länner waren an engem État de crise normal.

A gleeft mer et, Här President, net nëmme fir mech als liberale Premierminister, mee fir eng Regierung, wou zwou aner Parteien nieft der d'Demokratescher Partei Member sinn, eng LSAP an déi gréng, waren d'Restriktiounen eng vun deene schwéierste Mesuren, déi mer ze huelen haten. Och wa verschidde Leit gemengt hunn, mir missten eng Cloche iwwert d'Land halen, eng Klack, a mir missten am Fong d'Restriktiounen, d'Privatioune vu Fräiheeten, als Prinzipp bal hunn, sinn ech frou, dass mer dann och zesumme fäerdegbruecht hunn, de Minimum vu Restriktiounen ze hunn, mee deen de Maximum vu Garantien a vu Sécherheet bruecht huet. An net, dass een op eng Kéier sech dru winnt, dass een net méi dierf owes eraus, dass een net méi dierf bei d'Grousmamm, dass een net méi dierf ... Nee, dat muss d'Ausnam bleiwen an enger Demokratie! An dofir war ech och ganz frou iwwert dee Konsensus, dee mer hei fonnt hunn.

An ech hunn Iech Merci gesot, Här President, fir Är Institutioun, fir d'Chamber, ech wëll awer och de Conseil d'État net vergiessen. De Conseil d'État huet hei matgespillt. Wann de Conseil d'État net matgespillt hätt, hätte mir keng Gesetzer gehat. An erlaabt mer, stellvertriedend hanner Ären Institutiounen all deene Mataarbechter ... an dozou zielen och déi an deene Ministèrë vun deene Ministeren, déi hei sëtzen, déi un Texter geschafft hunn Dag an Nuecht, fir d'Texter fäerdeg ze maachen, wou d'Kommissiounen zesummekomm sinn, wou bei Iech an Ären Administratioune Beamten Dag an Nuecht geschafft hunn, wou am Conseil d'État Leit Dag an Nuecht geschafft hunn, wou beim Service de législation Dag an Nuecht geschafft ginn ass!

A wann ech vun deene schwätzen, erlaabt mer awer och, déi, fir déi mer am Ufank geklappt hunn, net ze vergiessen. An ee vun deenen emotionaalste Momenter, déi mer dëst Joer Nationalfeierdag haten, dat war en Defilé vun deene Leit, déi eis an dëser Period vum Covid duerch déi Situatioun bruecht hunn: de Personnel aus de Krankenhaiser, déi Leit aus den Altersheemer, déi Leit, déi am Fong och net d'Auer gekuckt hunn. A wann ech vun deene Leit geschwat hunn, déi ni op d'Auer gekuckt hunn, déi 24 Stonnen op 24 geschafft hunn, déi – wéi een op gutt Lëtzebuergesch seet, Här President – op der Felg waren, ni d'Auer gekuckt hunn an och net gemeckert hunn a geschafft hunn, déi solle mer alleguerten net vergiessen, well elo, wou ... an dat ass esou, dat ass normal, dat ass mënschlech, un événement pousse vers l'autre événement a soubal eng nei Neiegkeet kënnt, vergësst ee schonn, wat virdru geschitt ass.

Mee wa mer haut de Bilan vun der Pandemie maachen ... et kann ee vläicht Kriticken hunn iwwert dat eent oder iwwert dat anert, mee erlaabt mer hei virun allem, de Luef och ze hu vis-à-vis vu Beamten, vis-à-vis vun Institutiounen, vis-à-vis vum Corps médical, vis-à-vis vun Associatiounen – ech gesinn hei aktiv Scouten –, wéi déi aktiv waren, fir dat eent oder dat anert ze maachen, wéi kreativ d'Leit ware bei Masken, wéi jiddweree probéiert huet, fir een deem anere Kommissioune maachen ze goen. Déi Solidaritéit, déi mer kennen zu Lëtzebuerg, ass déi, déi wichteg ass.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An dat soll een ënnersträichen, Här President, dass an dësem Land, egal wéi d'Situatioune sinn, d'Solidaritéit an d'Zesummenhale vun der grousser Majoritéit gedeelt gëtt. Et ass eng Minoritéit, déi probéiert, eis ze splécken. Et ass eng Minoritéit, déi probéiert, all Autoritéit a Fro ze stellen. An et ass virun allem eng Minoritéit, déi och probéiert ze soen, dass d'Medezinn an de Progrès vun der Science an eeben och d'Gesondheetswiesen hei zu Lëtzebuerg net dat Richtegt maachen. Ech gehéieren zu deenen, déi hinnen op jidde Fall e grousse Merci soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech ginn elo net op déi eenzel Beräicher a Recommandatiounen an. Do soll jo och en Echange haut stattfanne mat Iech. Ech hu jo och schonn a menger Ried zur Lag vun der Natioun eng Rëtsch vu Punkten ernimmt. An et ass eng Rëtsch vu Regierungsmemberen, wéi Der gesitt, déi hei och present ass, well mer eis geduecht hunn, mir hu geduecht: „Hm, wat sinn déi Sujeten, déi wäerten opkommen?" Dofir hunn ech och d'Regierungskolleege gefrot, fir nieft der Madamm Lenert a mir selwer och hei kënnen drop anzegoen. Dat heescht, d'Madamm Lenert wäert elo direkt och asprangen, fir op de Volet vun der Santé anzegoen. Ech wëll ... an dann duerno déi aner Kolleegen, déi zu deene Volete reagéieren, zu deenen och eppes gefrot gëtt.

Ech wëll hei der OCDE e grousse Merci soen. A mäi gréisste Wonsch, Här President, wier, wann ech Iech kéint soen, dass mer weeder e Pandemiegesetz brauchen nach besser Covidreegelen oder méi oder manner. Dat Schéinst wier selbstverständlech, wann een dat net bräicht! Mee där Meenung si mer net. Mir wëssen, dass, och wann et net fir muer ass, awer de Risiko besteet, dass mer mat enger nächster Pandemie kënne konfrontéiert ginn. An dat Bescht ass, aus sengen eegenen Erfarungen och ze léieren.

Dës Regierung huet vläicht net alles perfekt gemaach, Här President, mee ech kann Iech just soen,

dass dës Regierung zesummegehalen huet. Dës Regierung huet och probéiert, Solidaritéit ze weisen. Ech wëll just drun erënneren, dass dee klenge Grand-Duché krank Leit geholl huet aus groussen Nopeschlänner!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Et soll een och net vergiessen, wat d'Solidaritéit bedeit! Solidaritéit ass net nëmmen an eng Richtung, et geet och an déi aner Richtung. An ech sinn houfreg kënnen ze soen, dass mir als Lëtzebuerger, och mat den Impfungen, mam Verdeelen, mat de Patienten, bewisen hunn, dass mir net nëmmen als Land oder als Institutiounen, mee och als Bierger d'Häerz op der richteger Plaz hunn. An dat deet gutt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President, et ass esou villes scho gesot, et fält mer schwéier ze enchaînéieren. Mir kucken zréck mat enger, jo, mat enger gewëssener Berouegung, well mer e groussen Deel vun där Kris hanner eis hunn. Nach si mer awer dran, dat gëtt oft vergiess. Ech wäert mer Méi ginn, de Passé net ze benotzen, well mer awer nach an enger Kris dra sinn, och wa mer scho mat engem Fouss an enger nächster sinn an esou weider.

Wat war eis gréissten Angscht? Mir sinn alleguerten zesumme kal erwëscht ginn, net just hei zu Lëtzebuerg, queesch duerch d'Welt, an eis gréissten Angscht war, dass mer géifen op eis Limitte kommen.

Wat heescht dat, op eis Limitte kommen? Dat hätt geheescht, dass eise Gesondheetssystem net méi hätt kënnen d'Leit ophuelen an d'Leit hätte misse stierwen, well se einfach virun der Dier gewaart hätten, keng Soine méi hätte kënne kréien. Dat si Biller, déi mer ni fir méiglech gehal hätten. Dat si Biller, déi mer awer gesinn hunn an Italien, guer net wäit vun eis, iwwert d'Grenzen, a Frankräich, wou huet missen Oxygène op Parkingen ausgedeelt ginn an esou weider. Dat war eis gréissten Angscht.

Fir deem entgéintzewierken, hu mer villes gemaach. Mir hu virun allem improviséiert! Dat muss ee ganz kloer an däitlech soen. Mir haten net dee perfekte Plang, fir hei ze reagéieren. Mir hunn eis all zesummegedoen, sämtlech Acteuren, a mir hu schnell nogeduecht, wat mer kënne maache fir ze handelen, ze handelen, ze handelen. Dat war net an der Perfektioun, dat ass evident. Mee et huet eppes eis ausgezeechent, dat sinn eis kuerz Weeër. Dat war eng Chance fir Lëtzebuerg, dass mer eis schnell konnte vernetzen, déi richteg Leit beienee konnte kréien an och op eng grouss Solidaritéit konnten ziele vun allen Acteuren, déi einfach hei nëmmen eng Hand mat ugepaakt hunn, sief et d'Leit aus dem Privatsecteur, aus dem Gesondheetswiesen, oder aus de Verwaltungen, aus allen Ecker.

Dat, wat mer och gemaach hunn, wat eis auszeechent, ass, dass mer ganz fréi – mir sinn déi Éischt! – esou eng Analys maache gelooss hu bei der OECD, dass mer déi Decisioun geholl hunn. Mir wollte gäre léieren aus dëser Kris. Et ass net drëms gaangen, hei eng Nott ze kréien, mee et ass eis drëms gaangen, e Bléck vu baussen ze kréien. Et ass ee vill mam Kapp am Guidon an esou enger Kris, dat kënnt Der mer gleewen, an et deet gutt, Experten ze hunn, déi dat vu bausse kucken, objektiv kucken, an engem hëllefe bei der Evaluatioun. Mir sinn alleguerten amgaangen. An do waarde mer mat Sécherheet net op déi nächst Walen! Mir schaffe schonn intensiv un der Verbesserung vun deem, wat mer maachen. Scho lafend wärend der Kris hu mer Saachen amelioréiert. Eis Plan-de-montée-en-chargen an de Spideeler sinn ëmmer erëm ugepasst ginn. Mir haten all Woch Reuniounen. An als Cellule de crise hu mer eis ëmmer erëm a Fro gestallt a gekuckt: Si mer op der richteger Schinn? Kënne mer eppes besser maachen, kënne mer et anescht maachen? Et ass also e lafende Prozess.

An deen Avis, dee mer elo kritt hunn, deen hëlleft eis nach eng Kéier, do en Hiewel unzesetzen. E gëtt eis och Guidelines. Ech si fir mäin Deel ganz frou, dass mer déi Schwaachstellen, déi oppegeluecht ginn, an ech géif mech op déi konzentréieren, am Fong och schonn zum groussen Deel selwer erkannt haten.

Dat eent ass d'Digitalisatioun. Et ass gesot ginn: Esou eppes ass extreem wäertvoll, wann een an enger Krisesituatioun kann op zentral Daten zréckgräifen! Do hu mir als Lëtzebuerg et fäerdegbruecht, ganz schnell eppes, ech soen dat elo mol, informatesch ze bastelen, wat awer d'Strooss gehalen huet. Dat huet eis differenzéiert vu grousse Länner, wou e Land wéi Däitschland zum Beispill bis zum Schluss vun der Kris verschidden Donnéeën nach net wierklech zentral konnt eraginn, well et einfach kee System hat, fir se ze erfaassen. Dat heescht, do ware mer gutt ënnerwee. Mee et geet elo drëms, dat ze festegen, fir dat och an d'Zukunft eranzebréngen an zu enger Normalitéit ginn ze loossen.

Do sinn eng Rei Diskussioune scho gelaf, bon, engersäits ronderëm de Gesondheetsdësch, awer och ganz spezifesch. Ech hunn och schonn den Optrag kritt, validéiert iwwert d'Regierung, fir a Richtung vun enger anerer Gouvernance um Niveau vun der Digitalisatioun am Gesondheetswiese kënnen ze schaffen, fir dat wierklech a Richtung vun engem Système unique ze bréngen, soudass mer als Land kënne Modellcharakter kréien an och an Zukunft op zentral Date kënnen zréckgräifen.

D'selwecht d'Teleconsultatioun. Et ass drop higewise ginn, dass mer do e bëssen hannendra sinn. Am Verglach: Bei der OECD-Moyenne gi ronn 20 % vun de Consultatioune schonn haut digital gemaach. Mir leien do hannendran. Mir hunn dat elo eréischt richteg ugefaangen ze pushe wärend der Pandemie, mee et ass awer eppes, wat mer aus der Pandemie och materaushuelen. Dat ass scho verlängert ginn an dat wäert och bäibehale ginn. Mir wäerte kucken, wéi een et ka wierklech an der Durée bäibehalen. Et ass ni ënnerbrach ginn, contrairement zu Affirmatiounen, déi esou de part et d'autre an de leschten Deeg gemaach gi sinn. D'Teleconsultatioun ass eng gutt Erfarung vun der Kris gewiescht, déi och haut scho verankert ginn ass an der Nomenclature a wou d'Leit hei zu Lëtzebuerg och kënne weiderhin a fortlafend drop zréckgräifen.

Vläicht och nach e Wuert zum Personal, et gëtt ëmmer erëm erwäänt: Eis grouss Schwaachstell ass, dass mer ganz staark ofhängeg si vu sougenannte „commuters", vu Leit, déi all Dag iwwert d'Grenzen an eist Land erakommen, fir an eisem Gesondheetssystem ze schaffen. Net nëmmen do, mee eeben och do. Dat ass haut jo de Sujet! An dat ass eppes, wou mer mussen eis Käpp zesummestrecken, wéi mer kënne lues a lues och méi Leit bei eis am Land ausbilden. Och do lafen Aarbechten. Och do waarde mer sécher net op déi nächst Walen, fir domadder ze kommen. Zesumme mam Claude Meisch si mer do amgaangen ze kucken, wéi mer eis Uni kënne weider ausbauen, Formatiounen ubidden, de Studenten entgéintkommen, fir dass se heihinner kommen. Alles dat eeben, fir op där doter Schwaachstell ze schaffen, déi och hei erëm eng Kéier, zu Recht, ervirgestrach ginn ass vun der OECD.

D'selwecht d'Soin-primairen an dat pluridisziplinäert Schaffe ronderëm d'Spideeler. Et ass ervirgehuewe ginn, wéi wichteg et ass, dass dat gestäerkt a gefestegt gëtt. Ech kann Iech haut scho soen, an ech hat och schonn d'Geleeënheet gehat, dat an der Chamberskommissioun ze maachen: Dat wäert ee vun de Schwéierpunkten am Plan national santé ginn, wou mer och haut schonn éischt Schrëtt geholl hunn! Mir hunn als Regierung e Projet op den Instanzewee ginn, fir Gesellschafte méiglech ze maachen tëschent Dokteren, déi justement och pluridisziplinär solle kënne sinn an Zukunft. Och dat sinn alles Pisten, déi am Fong schonn identifizéiert waren an eis elo nach eng Kéier hei virun Ae gehale ginn.

D'Centrale d'achat ass och genannt ginn. Et ass nëtzlech, wann ee seng Moyenen zesummendeet. Dann ass ee méi effikass. Dat hu mer probéiert, jo, an der Improvisatioun ze maache wärend der Kris. Mee och do hu mer Aarbechte lafe säit iwwer engem Joer. Déi komme quasi op en Enn elo. Ech ginn dervun aus, dass mer Ufank des nächste Joers spéitstens mat enger Propos kënne kommen, wéi mer hei am gesamte Gesondheetswiese kënnen zesummen eis Achate maachen an esou engersäits méi effikass kënne sinn an anerersäits, an dat ass och net onwichteg an dësen Zäiten, eebe Sue kënnen aspueren.

Dann och d'Abanne vun den Dokteren a vun den Apdikter an der Impfcampagne, eppes, wat mer gemaach hu bei eis. Mir sinn e klengt Land, bei eis hat et eng gewëssen Effikassitéit, zentral ze schaffen. Mee ab deem Moment, wou mer dës Leit matagebonnen hunn, huet dat eis et nach eng Kéier erlaabt, e groussen Outreach ze kréien. Och dat sinn Enseignementer, déi ganz wichteg sinn, och fir en zukünftege Plan national santé. Mir hu beispillsweis gesinn, dass d'Leit e grousst Vertrauen an hir Apdikter hunn, do war groussen Zoulaf fir d'Impfungen. Dat sinn alles ganz interessant Messagen, déi mer hei kënne mathuelen an déi mer sécherlech och wäerte weiderverschaffen, fir eebe mat allen Acteuren zesumme beschtméiglech kënnen eis Leit ze versuergen.

Dann eppes, wat déi grouss Schwächt war an der ganzer Pandemie, net nëmme bei eis, och an deenen anere Länner, dat ass, dass eeben an der Urgence villes huet missen zréckgeschrauft ginn. Jiddwereen huet sech fokusséiert, fir eeben dat Uergst ze evitéieren. Jiddwereen ass un d'Front gaangen. Doduerjer sinn déi normal Gesondheetsdéngschtleeschtungen oft zréckgestallt ginn. Dat wäert Konsequenzen hunn. Och an der Preventioun sinn d'Programmen net esou duerchgefouert ginn, wéi dat misst sinn. Däers si mer eis bewosst. Dat gouf och nach eng Kéier ënnerstrach hei an der Etüd. An dat wäert eng vun deene Saache sinn, wou mer an Zukunft wäerten drop schaffen, wa mer Pandemiepläng ausstellen, fir ze iwwerleeën: Wéi kann ee sech opstellen, fir parallell zu der Gestioun vun der Pandemie vläicht awer d'Preventiounspläng kënne fortlafend weider oprechtzehalen?

Ech sinn haut zouversiichtlech, dass mer och do Léisunge wäerte fannen. Mir hu fir vill Problemer Léisunge fonnt, wou mer warscheinlech ni geduecht hätten, dass mer se esou schnell kéinte fannen, an dat heiten ass ee vu villen. An do wäerte mer sécherlech och mat Äntwerte kommen.

Dat selwecht gëllt fir d'Santé mentale. Mir wëssen, dass d'Leit vill gelidden hunn. Mir waren och do relativ reaktiv, mat Hotlinen, déi mer en place gesat hunn, mat Teleconsultatiounen, fir d'Leit ofzehuelen. Mee dat ass generell iwwerall an de Länner e

Problem gewiescht, wou ee sech och nach ka weider iwwerleeën, dass ee vläicht direkt scho prett ass mat esou eppes. Mir hunn et am Fong en cours de route gemaach, wéi mer gesinn hunn, dass Problemer waren. Dat wësse mer haut. Ech denken, an enger nächster Pandemie si mer do prett, fir op déi Erfarungen zréckzegräifen.

Generell kréie mer gesot, mir hätte schnell anticipéiert. Ech mengen, dat war effektiv de Fall. Mir ware flexibel, e bësse kreativ. Jo, et war vläicht net ëmmer perfekt, mee iergendwéi schnell, schnell ware mer, an dofir och vu menger Säit nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci u jiddwereen. A grad den demokratesche Prozess, dee mer hei haten, et ass scho gesot ginn, deen ass gelueft ginn, deen huet Modellcharakter.

An ech ka confirméieren: Ech mengen, et gëtt kee Land op der Welt, wou d'Chamber esou vill – an aktiv – matimplizéiert war. Ech mengen, dat ass eppes, wou mer kënnen houfreg drop sinn, alleguerten zesummen! Mir hunn ons net d'Käpp ageschloen. Et war vläicht heiansdo méi hefteg hiergaangen, mee alles an allem sëtze mer nach frëndlech hei zesummen. Ech mengen, dorobber kënne mer alleguerte stolz sinn. Op alle Fall gëtt vill dorobber gekuckt aus dem Ausland.

An e Pandemiegesetz, do sinn ech absolutt mat Iech d'accord, dass mer dat brauchen. Meng Astellung ass just, dass een dat net soll elo hetzen an haselen. Mir hu gutt fonctionéiert mat deem Kader, dee mer haten. Dee steet och nach, dee kënne mer zu all Moment erëm aktivéieren, wa mer en drëngend brauchen. A fir de Rescht sollte mer eis déi néideg Zäit huelen, fir en anstännegt Infektiounsschutzgesetz op de Wee ze bréngen – et ass esou, wéi ech et eigentlech wéilt nennen –, a mir sinn och do amgaangen. Mir hu scho ganz vill Austausch och mat anere Länner. Ënner anerem iwwert de Schwäizer Modell hat ech nach rezent Echange mat hinnen, si hu ganz gutt Erfarunge gemaach mat hirem Gesetz.

Dat, wat mer am Moment kucken erauszefannen, ass ze gesinn, wéi eng Rei vun deene Gesetzer, déi applizéiert waren, sech wierklech gutt bewäert huet. Dat ass déi eng Fro.

An déi zweet Fro, déi mer eis eebe stellen, déi mer analyséieren, ass: Wat ass transposabel bei eis? Mir hunn eise spezifesche Kontext hei zu Lëtzebuerg, mat enger Matière réservée à la loi, wat et net onbedéngt méiglech mécht, allze vill grouss Fräiheeten op d'Exekutiv ze ginn. Mee och do bleiwen ech zouversiichtlech, dass mer an deenen nächste Méint eppes Anstänneges kënne proposéiere fir d'Zukunft.

Alles an allem denken ech, dass mer kënne stolz drop sinn, dass mer alleguerten zesummen dat Schlëmmst konnten evitéieren. Mir sinn, zesumme mat Dänemark a Finnland, dat Land, dat iwwert déi ganz Dauer vun der Pandemie ni eng substanziell Iwwermortalitéit hat bei den iwwer 65-Järegen. Dat ass dat, mengen ech, wat ee muss zréckbehalen. Alles, wat mer gemaach hunn, och wann een et am Detail schwéier kann evaluéieren, grad op esou enger klenger Echelle wéi Lëtzebuerg, huet iergendwéi fonctionéiert, soss hätte mer dat dote Resultat net kënnen hunn. Ech mengen, et ass dat, wat letztendlech zielt.

An och haut hu mer scho villes kënne mathuelen. Déi Kris huet ons villes geléiert, intensiv geléiert. Bei Monkeypox ware mer schonn anescht opgestallt, wéi mer dat beim Covid waren, wéi et ugefaangen huet. Mir hunn elo Bronchiolitten, wou mer kënnen direkt op d'Erfarungen zréckgräifen, déi mer gemaach hunn an der Pandemie, wou mer och op eng Réserve sanitaire kënnen zréckgräifen.

Also, et ass e flotte Prozess, wann een esou wëllt – wann et net déi Tragik hätt, déi et huet –, et ass eng flott Dynamik, déi amgaangen ass. Ech sinn a bleiwen zouversiichtlech, dass mer hei och déi néideg Konklusiounen zéien a mat engem bessere Plang kënnen an eng nächst Kris eragoen, wéi dat de Fall war, wéi mer hei ugefaangen hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung hat e Rapport bei der OECD an Optrag ginn, fir dass mer duerno géifen iwwert déi Entwécklung, wat alles gutt a wat alles schlecht war bei der Pandemie, diskutéieren. Mäi Kolleeg, de Claude Wiseler, hat och dozou eng Interpellatioun ugefrot.

Mir behandelen déi zwee Punkten haut de Mëtten hei an enger Diskussioun, well de Claude och domadder averstane war. Et hätt ee sech och kënne virstellen, dass een den OECD-Bericht fir d'éischt a verschiddene Kommissioune beschwat hätt, a verschiddene Kommissiounen, déi am Bericht extra erwäänt ginn, wou op schwaach a staark Stellen higewise gëtt, wou ganz interessant Statistiken an deem Bericht mat dra sinn, déi een och hätt kënnen diskutéieren an der Kommissioun, an da wier een duerno an de Plenum komm. Och dat wär eng Méiglechkeet gewiescht. Dann hätte mer vläicht eng aner Aart vun Diskussioun an eng aner Aart vun Dialog hei kënne féieren.

Et geet aus deem Rapport ervir, an dat ass jo och ënnerstrach gi vum Staatsminister, dass déi Suen, déi do investéiert gi si vum Lëtzebuerger Staat – d'Regierung huet se engagéiert an d'Chamber huet se gestëmmt –, dass dat 3,57 Milliarde sinn. Déi soll dee Package kascht hunn, wann een alles liest, wat d'OECD schreift.

Et si gutt Notten ausgedeelt ginn, et sinn awer och e bësse méi kritesch Notten an deem Bericht op deene jeeweilege Säite komm. Bei verschiddene Kapitele si mer Spëtzeklass, bei verschiddenen anere Kapitele sti mer manner gutt do.

De Claude ass schonn op verschidde Saachen agaangen an et ass schonn ënnerstrach ginn a mer hunn och a villen Diskussiounen heibannen, wa mer iwwert d'Aidë fir d'Betriber geschwat hunn, a wa mer iwwert d'Aidë fir d'Leit geschwat hunn – ech wëll do notamment de Chômage partiel an de Mëttelpunkt stellen an och déi Aiden, déi un d'Betriber erausgaange sinn –, gesot: Dat huet mat derzou bäigedroen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie et gepackt huet, aneschters aus där Kris erauszekomme wéi aner Ekonomien hei an der Groussregioun an och doriwwer eraus.

Wann een och kuckt, wat alles beim Chômage partiel méiglech war a wivill Aarbechtsplazen domat konnten ofgeséchert ginn, da muss ee soen, dass dat memorabel war! Deen eenzege Kritikpunkt – an de Classe-moyennes-Minister weess direkt, mat wat ech elo kommen –, deen eenzege Kritikpunkt beim Chômage partiel war dee vum Chômage partiel pour les indépendants, wat e Problem war, wat eng Diskussioun war. An ech mengen, elo, wann et net méi grad esou akut ass, misst ee sech awer eng Kéier domat beschäftegen, wat een do ka maachen. Et sinn herno Hëllefen un déi Leit erausgaangen, mee dat ass ee vun de Punkten, deen och als net gutt am OECD-Bericht steet.

A mir wëssen alleguer, mir haten déi Diskussioun souwuel am Plenum wéi och an der Kommissioun, allkéiers an ëmmer erëm. Do soll ee kucken, wat een do ka maachen, fir deene Leit künfteg op eng aner Aart a Weis kënnen entgéintzekommen, dass een do och Hëllefe fënnt. Ob dat dann herno och Chômage partiel heescht – well verschidde Leit sech anscheinend dodru gestéiert hunn –, dat ass mir och nawell, op Lëtzebuergesch gesot, egal. Mee et ass wichteg, dass mer do iergendeppes fannen an dass mer prevoyant sinn, wann dat nach eng Kéier geschitt. Et ass zwar ze hoffen, dass et ni méi geschitt, mee wie weess, et hätt och keen dat geduecht, wat am Februar 2022 geschitt ass, dat hat och keen am Virfeld geduecht. Mee et sollt een elo scho vläicht doriwwer nodenken, wat een do kann op de Wee bréngen.

Déi selwecht Diskussioun, déi ëmmer erëm gefouert ginn ass, an ech mengen, dass do op aneren Niveauen de Moment och eng Diskussioun gefouert gëtt, ass déi vun engem giganteschen Absentéismus hei zu Lëtzebuerg. Si schwätzen elo net méi vun Absenteismus wéinst Krankheet, mee si soen, wat d'Feelstonne sinn, oder net Feelstonnen, dat ass e schlecht Wuert, mee wat d'Stonne sinn, déi een net op der Aarbecht war. Wou dann och alleguerten déi Congé-spéciallen, déi mer hunn, wat awer sozial Errungenschafte sinn, och mat an d'Kritik gerode sinn. Do muss een awer ënnersträichen, dass, wa mer dat net gehat hätten, mer aner Problemer gehat hätten déi lescht net zwielef, mee déi lescht 18 Méint. An et ass och gutt, dass mer dat hunn, mee mer sollen och do eng Debatt driwwer féieren, zesummen, wat mer do kënnen aneschters maachen, wat mer do kënne besser maachen.

Och dat si Punkten, déi ee kéint eng Kéier an deene jeeweilege Fachkommissiounen uschwätzen, an elo net iwwert den OECD-Bericht soen: „Dat ass e gudde Bericht!", an en an den Tirang leeën an da schwätze mer net méi dervun, bis et dann eng Kéier esou wäit ass. Dat wier en Appell, deen ech géif un eis alleguerte maachen, souwuel un déi Leit, déi hei vis-à-vis vu mer sëtze wéi och un déi Leit, déi lénks a riets hei sëtzen, dass mer dat vläicht op deen Niveau kënnen huelen.

Ech mengen, dat, wat och ënnerstrach ginn ass, ass dat vum Comité de conjoncture. De Comité de conjoncture, dat wëll ech ënnersträichen, dee gëtt och eng Kéier extra am OECD-Bericht erwäänt. Dat ass eppes, dat zum Lëtzebuerger Sozialdialog gehéiert, dat ass och eppes, dat zum Lëtzebuerger Sozialdialog zielt, dat kann een och ënnersträichen. An et ass och gutt a richteg, wat do alles geschitt. A mer sollen och op dee Punkt agoen.

Eisen Aarbechtsmaart huet sech méi séier erholl, fir et elo emol esou auszedrécken, wéi verschidden Aarbechtsmäert ronderëm. Ech géif éischter soen, mir hunn de Moment e Problem um Aarbechtsmaart, awer en ëmgedréite Problem wéi deen, dee mer virun zwee Joer erwaart haten. Mir hunn nämlech elo de Problem, dass mer net genuch Leit hunn, fir an deene jeeweilege Secteuren ze schaffen.

An dee Secteur, deen am meeschten drënner gelidden huet, an dat geet och aus där Statistik, déi am Rapport vun der OECD ass, ervir, op der Säit 2007 (veuillez lire: 207), dat ass den Horeca-Beräich gewiescht, an dat ass och de Commerce gewiescht. Do

gouf, wéi ënnerstrach ginn ass, och am meeschten op Chômage partiel a Congéen zréckgegraff. An do hunn awer och vill Leit déi Secteure verlooss, well se festgestallt hunn, dass se vläicht keng Perspektiv méi do hunn, an hunn no aneren Aarbechtsformen, aneren Aarbechtsplaze gesicht. Verschiddener vun de Kolleege sinn zréckgaangen an hir Heemechtslänner, well do och Verbesserunge komm sinn. Respektiv, wann een och déi zwou Stonne moies an déi zwou Stonnen owes matarechnent, a wann d'Pai net méi fir aacht Stonnen ass, mee fir zwielef Stonnen, da gëtt dat och en anere Stonneloun. Och dat ass alles materakomm, soudass mer do musse kucken, wéi mer et zesumme fäerdegbréngen, déi Secteuren awer attraktiv ze maachen.

A wann ech dat soe vun deene Secteuren, da géif ech och gäre ganz besonnesch op dee Secteur agoen, vun deem och schonn d'Madamm Lenert geschwat huet. Dat ass de Secteur vun der Santé.

Mir hu fir se geklappt um 19.30 Auer. Et war e ganz impressionnante Konvoi vun de Jongbaueren, déi vun engem Spidol bei dat anert Spidol gefuer si mat den Trakteren. Net nëmmen eemol, mee zweemol. Gradesou eng Aktioun gouf et vum CGDIS. Déi sinn och bei verschidde Spideeler an Altersheimer gaangen, wat och doudsécher fir d'Motivatioun vun deene Leit ganz gutt war.

Mee wa mer driwwer schwätzen, dass mer de Secteur musse méi attraktiv maachen, an do si mer eis jo heibannen, mengen ech, alleguerten, sou wéi mer hei sëtzen, eens, ass et wichteg, dass mer méi Leit fir de Secteur kënne gewannen, ass et wichteg, dass mer d'Méiglechkeet hunn, méi Leit an de Gesondheetssecteur eranzekréien. A wa mer schwätze vum Gesondheetssecteur, schwätze mir virun allem ëmmer vun den Infirmieren an Infirmièren, mee ech mengen, an dat ass och déi lescht Zäit scho bekannt, déi Diskussioun ass och ëmmer erëm relancéiert ginn: Mir brauchen och méi Dokteren! A fir dass mer dat kënne maachen, musse mer och schwätzen iwwer en attraktive Secteur.

An do huet – ouni dass ech dat elo kritiséieren, well ech hunn et matgestëmmt, ech war eise Spriecher dozou – deen Zwielef-Stonnen-Dag, dee mer agefouert hu fir d'Spidolspersonal, fir d'Gesondheetspersonal, wou net all Spidol huet missen drop zréckgräifen, mee verschidde Spideeler hu missen drop zréckgräifen, net grad zu der Attraktivitéit vum Beruff bäigedroen. Well do muss een och ëmmer wëssen: Déi Leit hunn déizäit zwielef Stonne geschafft! Si haten – si hunn dat alt esou ausgedréckt – „Ganzkierperkondomer" un, wa se op e Covidstack gaange sinn, a si haten och net andauernd d'Méiglechkeet, op d'Toilette ze goen, well am Ufank waren där Kostümer net genuch do, an allkéiers, wann s de erausgaange bass, hues de en neie missen undoen. Och dat ass e Manktum, dee festgestallt ginn ass, och dat si Saachen, déi solle mer an all eis Iwwerleeunge materanhuelen.

Ech hu vu betraffenen Infirmièrë gesot kritt, dass dat net ëmmer ganz agreabel war. Wann s de dee ganzen oder en hallwen Dag an deem Kostüm wars, dann hues de mol léiwer net gedronk, well s de wosst, datt wann s de uewen drénks, da kënnt et och erëm eng Kéier gären op enger Plaz eraus an dann hues de de Kostüm misse wiesselen. A fir do dran ze kommen, dat ass net esou einfach gaangen. Och dat si Saachen, déi mer solle mat an d'A faassen.

An eppes, iwwert dat awer nach net geschwat ginn ass, mee wat och verklausuléiert an deem Rapport steet, dat ass, datt all déi Operatiounen, déi ausgesat gi sinn, all déi Depistagen, wat Kriibs ubelaangt, déi ausgesat gi sinn, derzou gefouert hunn, wann dat richteg ass, wat am OECD-Rapport steet, datt 10 % manner Depistagë gemaach gi sinn. Fir d'Gesondheetspersonal huet dat bedeit: Wéi de Covid bis eriwwer war, ass et Vollgas weidergaangen, well do hunn all déi Retarden, déi entstane sinn, jo missen opgeschafft ginn am Interêt vum Patient, soudass et dann do e bësse méi séier gaangen ass. Mee dat huet awer fir déi Leit bedeit, dass vum Zwielef-Stonnen-Dag beim Covid – kee Congé am Covid! – et weidergaangen ass, och doriwwer eraus.

Dofir musse mer kucken, wat mer kënne maachen, fir déi Beruffer ze revaloriséieren. An et geet sécher net duer, Kolleeginnen a Kolleegen, mat Klappen a mat Sympathiekundgeebungen, mee do musse mer och aner Akzenter setzen. D'Madamm Lenert huet gesot, si wier mam Här Meisch amgaangen ze kucken, well do ass et wichteg, dass mer eppes maachen, fir dee Beruff erëm méi attraktiv ze maachen. A fir en attraktive Beruff ass doudsécher de Salaire eppes. Mee ausser dem Salaire geet et awer och drëm: Wéi sinn d'Aarbechtsbedéngungen? An och, wéi ass de Stellewäert vum Beruff no baussen? An ech mengen, dat ass och eppes, wat aus deem Bericht vun der OECD misst ervirgoen.

Ech wëll awer, wann ech elo vum Gesondheetspersonal schwätzen, och deene Leit alleguerten nach eng Kéier e grousse Merci soen, well dass Lëtzebuerg esou duerch déi Katastroph komm ass, huet och mam Asaz an der Aktvitéit vum Gesondheetspersonal ze dinn, et huet awer och mat all deene Leit ze dinn, déi an deene Secteure geschafft hunn, déi alles oprechterhalen hunn, ob dat de Botzdéngscht ass – och déi Leit hunn duerch déi Pandemiegeschicht en anere Stellewäert kritt hei am Land –, an dat huet och mat deene Leit ze dinn, déi den Transportsecteur an aner Secteuren um Lafe gehalen hunn.

Ech wëll awer och op verschidde méi kritesch Punkten agoen. An ech wëll do nach eng Kéier op eppes zréckgoen, wou mer driwwer geschwat hunn – et war mäi Kolleeg, de Michel Wolter – a wou mer e bësse méi eng hefteg Debatt haten. Dat war net heibannen, dat war nach, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, am Cercel, wou déi éischt Debatt gefouert ginn ass iwwert de Fall vun den Alters- a Fleegeheemer, an dass et wichteg ass, dat ënnert d'Lupp ze huelen, wat do geschitt ass.

Do ware Clusteren op deene verschiddenste Plazen, ob dat Nidderkuer war, ob dat Rodange war, Boufer oder och Keel. An dat si Saachen, wou mer mussen oppassen, dass esou Saachen eis net méi geschéien! An do musse mer och oppassen, wat mer do kënne maachen. Mir kënne kee Cluster verhënneren, ech mengen, dat ass kloer. Mir kënnen dat vun hei uewen decidéieren, mee domat ass awer nach ëmmer näischt geschitt. Et ass nach ëmmer um Terrain, wou dat geschitt.

Mee mir kënnen awer kucken, wéi mer kommunizéieren, a wat fir enger Aart a Weis mer domadder ëmginn an och, wéi mer d'Familljemembere vun deene Famillen, déi an deene jeeweilege Strukture sinn, informéieren. Well och do ass et net ëmmer einfach gewiescht fir d'Leit, fir Informatiounen ze kréien, wat lass ass a wat geschitt ass. An do sinn et och oft déi Gemengeresponsabel, déi méi Informatiounen hate wéi anerer, duerch den État civil, wat op deene jeeweilege Plaze geschitt ass. An dat huet jo och deemools zu deem heftegen Debat, wéi ech gesot hunn, den 23. Mäerz 2021 (veuillez lire: den 1. Abrëll 2021) heibanne gefouert. Net heibannen, mee am Cercel.

An ech wëll och do nach eng Kéier soen, dass et wichteg ass, dass mer eng eenheetlech Pandemiebekämpfung maachen, an dass et och wichteg ass, dass mer zesummen Decisiounen huelen, wat mer kënne maachen a wéi mer domadder kënne virgoen. An dass et och do wichteg ass, dass een deenen Haiser, déi do sinn, och déi Informatioune gëtt an déi Moyene gëtt, déi se brauchen, fir dergéint virzegoen.

An ech wëll do nach eng Kéier drun erënneren, dass wéi fir d'Altersheimer genausou Diskussioune vum Logement encadré sinn, wou jo och Diskussioune gefouert gi sinn, ob e Logement encadré och zu engem Altersheim géif gehéieren oder net. Do war och eng Majoritéitspartei op lokalem Plang, nämlech d'DP vu Keel, déi och eng Kéier gesot huet, si géif net verstoen, wat do alles géif geschéien.

Et misst een och schwätze vun deenen Doudegen, wou d'Madamm Lenert Recht huet, wat ënnerstrach ginn ass am OECD-Bericht, dass bei deenen Doudege Lëtzebuerg nawell relativ gutt dosteet. Mee op deem anere Punkt seet d'OECD awer och, dass bei den Altersheimer Lëtzebuerg awer absolutte Rekord ass. Mir hunn nach zwee Länner, déi besser si wéi mir. Dat eent ass Slowenien, an dann nach eent, sat och nach besser ass, nach besser wéi Slowenien, dat ass eist Nopeschland, dat sinn eis belsch Kolleegen. Wann een de Rapport vun der OECD kuckt, steet do ganz kloer dran, dass an der Belsch nach méi Doudeger waren, mee fir de Rescht Lëtzebuerg a Slowenien.

Wann een déi Statistik am Detail kuckt, da gesäit een dat. Wann ech dat richteg opgeschriwwen hunn, ass et op der Säit 121 am OECD-Bericht, deen der jo alleguerten do leien hutt, wou dat nach eng Kéier drasteet, dass et déi Länner sinn, wou dat esou ass. A wou och ënnerstrach gëtt am Rapport, an ech zitéieren, wat se soen, dass dat net gutt wier an dass een do heiansdo d'Gefill gehat hätt, dass déi Haiser net richteg preparéiert waren, net richteg informéiert waren, wat se solle maachen a wéi se do solle virgoen.

An ech ka mech och drun erënneren, dass no deem heftegen Debat, dee mer heibannen – net heibannen, mee op där anerer Plaz – haten, jo och de Jeannot Waringo dermat chargéiert ginn ass, e Rapport opzestellen. An dee Rapport hate mer jo och kritt, wou eng Bestandsopnam gemaach ginn ass. An déi Kritikpunkten, déi deemools vun der Oppositioun gemaach gi sinn, stoungen och deelweis am Bericht vum Jeannot Waringo, a vill Punkten dovu fënnt een och haut am OECD-Bericht erëm. An ech mengen, dass et dofir och gutt an néideg ass, dass mer probéieren, och deene Saache Rechnung ze droen, an dass mer och déi Saache matabauen. Do geet et ëm intern Kommunikatioun ënnert deene jeeweilege Ministèren, do geet et awer och ëm d'Kommunikatioun zwëschent de Ministèren, dass Recommandatiounen net duerginn, mee dass och Uweisunge missten do sinn, fir an deenen Haiser aneschters kënne virzegoen.

Pardon, ech hat virdru gesot: „Säit 121", et ass d'Säit 107, wou Der déi Statistik fannt. Pardon!

An da muss een och soen: Si hunn och nach eng Kéier ënnerstrach mat dem Wuert „sévère", wat hei alles geschitt wier an den Alters- a Fleegeheimer. An dat ass jo net grad e Kompliment, wann dat esou ënnerschriwwe ginn ass, dass mer virun allem do e Problem hätten, e Manktem. Wou och Leit verschidde Problemer hate mat den Infektiounszuelen, wou kee wosst, wéi en domadder sollt ëmgoen. An dass et och schwiereg war, Hygiènesinformatioune fir d'Personal an eng Mise en place vun Hygiènesreferenzen an de jeeweilegen Haiser ze kréien. De Santésministère wéi och de Familljeministère hu Recommandatiounen an Ordonnancë ginn, mee si hunn awer net gesot, dass dat eppes ass, un dat ee sech misst halen an dass déi Recommandatiounen och fir alleguerten d'Haiser géife gëllen.

An dat ass eppes, wou mer eis awer och mussen heibannen alleguerten eens sinn, dass dat eis net méi däerf virkommen. An ech wëll do ënnersträichen, ech zitéieren elo aus dem Rapport: „Si ces mesures sont indispensables pour soutenir médicalement les structures de [longue durée], améliorer la coordination des soins et accroître les compétences en matière d'hygiène et de prévention des infections, elles auraient gagné à être mises en place moins tardivement compte tenu de la gravité de la maladie pour les personnes âgées. Ceci aurait permis de limiter la surmortalité dans les structures d'hébergement qui s'approche de plus de 60 % en avril 2020."

Dat ass net dat, wat ech gesot hunn, mee dat ass dat, wat am Rapport vun der OECD mat drasteet. An ech mengen, dass dat awer dat bestätegt, wat mir soten, a wann ech soe mir, mengen ech net nëmmen d'CSV, mee ech mengen och déi dräi aner Oppositiounsparteie mat, well mir haten zu véier dat deemools an d'Kritik bruecht, a mir sinn deemools dohinnergestallt ginn, wéi wa mer vun Tuten a Blose keng Anung hätten a géife mat falsche Chifferen operéieren. Ech wëll awer soen, dass dat awer genausou am OECD-Bericht steet, wéi mer dat deemools och gesot hunn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | An ech mengen, et ass och deemools gesot ginn, dat wieren alles „al Haiser", et wieren „al Leit", „déi si polymorbid a mir konnten net vill maachen", „et sinn der net méi gestuerwe wéi am Ausland". Dat sinn Zitater aus Rieden, déi déizäit vu Regierungssäit déi aner Säit gehale gi sinn. An ech mengen, dass een dat dann awer och kann zouginn, an dass et och keng Schan ass, wann ee Saachen zougëtt, déi falsch sinn, déi falsch gemaach gi sinn. An dass een dann net seet, dass alles, wat d'Oppositioun gesot huet, alles, wat déi gesot hunn, falsch ass. Mee dat ass richteg! Et steet op alle Fall esou am OECD-Bericht. Et sief dann, mir géifen och soen, dat, wat am OECD-Bericht steet, géif der Wourecht an den Tatsaachen net entspriechen.

Wann een dat alles kuckt, dann ass et richteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg duerch dee gudde Gesondheetssystem e méi en héijen Altersduerchschnëtt hu wéi an anere Länner. Mee da geet et och drëms, dass mer deene Leit dat ginn an déi Hëllefen zoukomme loossen, déi se brauchen. An ech mengen – dat ass eng Deelkonklusioun, wat ech soen, ech hoffen, dass déi Konklusioun net fäerdeg ass an dass mer nach an de jeeweilegen Dossieren an de jeeweilege Kommissiounen drop zréckkommen –, dass ee sech muss bewosst sinn, dass mer aneschters hätte misse reagéieren op déi Clusteren, an dass mer och hätte misse kucken, an deenen Haiser aneschters domadder ëmzegoen.

Mir hätte misse kucken, fir eng aner Aart vu Kommunikatioun ze maachen, net nëmmen zwëschent dem Ministère an den Haiser, mee och zwëschent den Haiser an de Familljen. Well och do si ganz vill Problemer entstanen, wou Famillje sech Froe gestallt hunn iwwert den Zoustand vun hire Familljememberen, well och do net alles gutt gelaf ass. Mir haten och do Diskussioune mat der COPAS, fir nëmmen do drun ze erënneren, wou och d'Plazen erkläert gi sinn, wat gutt ass a wat schlecht ass. Mee mat all deenen neien Haiser, déi jo elo kommen, wäerte mer jo deem allem Rechnung gedroen hunn, soudass mer déi nächste Kéier d'Méiglechkeet hunn, dat departemental aneschters ofzetrennen, fir dass mer dann do déi Méiglechkeet kënne schafen, fir dass och d'Leit méi Méiglechkeeten hunn, fir bei hir Léifste kënnen ze goen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass et och wichteg ass, dass mer, egal ob e Mënsch aacht Méint oder 88 Joer huet, all Mënsch déi Hëllef zoukomme loossen, déi e brauch, dass et ëmmer wichteg ass, dass mer deene Leit hëllefen. Well egal, wéi al eng Persoun ass oder wéi krank eng Persoun ass, wa se stierft, jiddwereen huet awer eng Bindung zu senge Léifsten! An et ass dofir och ëmmer wichteg, dass een dat an der néideger Aart a Weis mécht an datt een et och deenen Dossieren entspriechend behandelt, an dat och an Dignitéit!

An da géif ech och eng Fro un d'Madamm Familljeministesch hunn. Mir hunn e Gesetz kritt, de Projet 7524. Deen ass deposéiert ginn den 11. Februar 2020. Den 12. Februar 2020 hate mer héieren, dass et esou eppes géif gi wéi de Covid, mee méi Detailer a wéi dat géif endegen a wéi dat géif ausgoen, dat wosst, do ginn ech emol dervun aus, den 11. Februar nach keen. Well da wier et schlëmm, wa scho Leit dat wossten a si hunn näischt dovu gesot. Do geet et drëm, fir d'Qualitéit vun de Servicer fir déi eeler Leit ze bréngen. Do geet et ëm d'Gestioun Qualitéit, ëm Transparenz, ëm Flexibilitéit. Dat ass eppes, wat ech deemools gesot hunn a wat ech och net méi spéit wéi d'lescht Woch gesot hunn, dass dat Punkte sinn, déi mir als CSV ausseruerdentlech begréissen.

Deen Text gouf jo deemools deposéiert. Do sinn och elo d'Avisen do vun de Beruffschamberen a vum Staatsrot, an och net nëmme vun de Beruffschamberen, mee och vun der Mënscherechtskommissioun an aneren, wou och verschidde Kriticken un deem Text ubruecht gi sinn. Mir haten der och e puer. An ech war souguer dervun ausgaangen – ech hat dat och d'lescht Woch gesot an der Kommissioun, dofir däerf ech et och hei soen –, d'Madamm Minister géif de Projet zréckzéien an en neie Projet maachen. Si huet mer awer gesot, si géif de Projet net zréckzéien, mee opgrond vun deenen Amendementer wier awer den Text bal ganz nei geschriwwe ginn.

Ech gi jo dann dervun aus, dass mer och déi Saache vum Covid mat dranhuelen. A wann ech soen, „vum Covid mat dranhuelen", gi mer och dervun aus, dass bei deenen Amendementer, déi mir als Oppositioun op alle Fall nach net gesinn hunn, och op d'Schwächten an d'Stäerkten agaange gëtt, déi an deem Bericht vun der OECD stinn. Dass do d'Méiglechkeet geschafe gëtt, dass Leit, déi do schaffen, souwuel déi wéi och déi Leit, déi Client do sinn, aneschters kënnen ugepaakt ginn, also, den Dossier aneschters ugepaakt ka ginn, wéi dat elo beim Covid war.

An ech hoffen, dass dann an deem Gesetz och déi Ännerunge kommen, fir dass och d'Haiser aneschters kënne preparéiert sinn, an dass och d'Méiglechkeet besteet, dass net all Haus aleng Decisioune kann huelen, mee dass do verschidde Saache mussen déi selwecht sinn, egal a wat fir engem Haus dass Der sidd. Dass do nach ëmmer individuell an engem Haus mussen Adaptatioune gemaach kënne ginn, well all Haus och aneschters gebaut ass, well all Architekt seng Fräiheeten hat, wéi en dat Haus gebaut huet, mee dass awer de Prinzipp muss d'selwecht sinn an all deenen Haiser. An dat ass am Interêt vun de Patienten, awer och am Interêt vun deene Leit, déi do schaffen, an am Interêt vun de Familljen.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, ech kéint elo nach eng laang Zäit weiderfueren an och nach op aner Kapitele vun deem Rapport agoen, wat ech awer elo net wëll maachen, well ech soss e Coup de cloche vum Här President kréien. Mee ech wëll awer ënnersträichen an ech géif do nach eng Kéier en Appell maachen, dass souwuel an der Gesondheetskommissioun wéi an der Familljekommissioun wéi och an der Classe-moyennes-Kommissioun an an der Travailskommissioun, wat de Chômage-partiel-Problem vun den Independanten ubelaangt, ee sech awer eng Kéier sollt zesummesetzen. Dass dat elo net d'absolutt Prioritéit ass zu dësem Zäitpunkt, domat sinn ech och averstane bei dem Chômage partiel, mee et ass awer wichteg, dass mer deen Dossier uginn, fir dass mer och do déi Hëllefe kënne ginn – mir komme jo herno nach eng Kéier op e Pak zréck vun der Classe moyenne, wou et och erëm ëm Hëllefe geet fir d'Betriber –, dass mer och do eng Kéier probéieren, all zesumme Léisungen ze fannen, fir deene Leit kënnen entgéintzekommen.

Ech mengen, dat, wat wichteg ass, an dat sollt eis dat vun der OECD an och déi Pandemie bewisen hunn: All Liewen ass liewenswäert! Och eng al Persoun huet hir Würd, an hiren Dout ass net einfach eng Fatalitéit. A wa mer eis däers alleguerte bewosst sinn, dann, mengen ech, dass mer och déi richteg an déi néideg Konklusiounen aus deem Rapport zéien. An da sinn ech dervun iwwerzeegt, dass mer et fäerdegbréngen, alleguerten zesummen, iwwer sämtlech Parteigrenzen ewech, alles ze maachen am Interêt vun deene Leit, déi a Strukture sinn, an och vun alleguerten deene Leit, déi hei am Land wunnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, merci fir d'éischt dem Interpellant, dem honorabelen Deputéierte Claude Wiseler, dass en déi Interpellatioun hei ugefrot huet. En hat se scho méi laang ugefrot. Et ass gutt, dass mer elo awer drukommen. An och merci der Regierung fir dee Bericht, dee se eis zur Verfügung gestallt huet an iwwert dee mer de Mëtte kënnen diskutéieren.

Ass d'Pandemie eigentlech eriwwer? Dat ass eng Fro, déi net nëmmen ech, mee, mengen ech, och vill Leit dobausse sech an de leschte Woche gestallt hunn. Offiziell ass se mat Sécherheet nach amgaangen, well d'WHO huet net deklaréiert, dass d'Pandemie eriwwer wär.

Op d'mannst an eiser Regioun an Europa, mengen ech kënnen ze soen, dass net méi vun enger akuter sanitärer Kris geschwat ka ginn. Mir hunn de Virus a sengen ënnerschiddleche Variante kennegeléiert. Mir hunn e missen akzeptéieren, mir hunn eist Liewe mam Virus gelieft, mir hunn eis adaptéiert a mir sinn zu engem groussen Deel erëm an eisem Liewen do, wou mer virun der Pandemie och waren.

Ma den Impakt, den direkten oder indirekten Impakt, wäert eis nach laang begleeden. De Sars-CoV-2 huet a ganz vill Famillje Misär an Trauer bruecht. Am Moment si schonn iwwer 1.100 Leit hei am Land duerch dëse Virus gestuerwen. Si hannerloosse Familljen a Frënn, déi dëse Verloscht musse mat sech droen. An och déi mental Gesondheet huet duerch d'Isolatioun, awer och duerch d'Angscht virun der ekonomescher Ongewëssheet an der allgemenger Ongewëssheet, wéi d'Zukunft wäert weidergoen, gelidden.

Mee mir däerfe bei all deem Leed an där Trauer net vergiessen, dass de Coronavirus a munchen Hisiichten awer och nei Denkustéiss mat sech bruecht huet, sief dat d'Plus-value bei der Digitaliséierung, d'Geleeënheet, fir nei Aarbechtsmodeller ze probéieren an ëmzesetzen, Stéchwuert Teletravail, oder d'Fro, wéi eis Gesellschaft an Zukunft nach méi resilient soll sinn.

Eis Gesellschaft huet sech missen zesummen adaptéieren a besser op d'Zukunft preparéieren. D'Pandemie war eng kollektiv Erfarung. An elo ass et un der Zäit, d'Léieren aus eeben dëser Erfarung ze zéien an och e Pandemiegesetz auszeschaffen, dat eis an Zukunft besser op eng weider Eventualitéit virbereet.

Zousätzlechen Input läit eis elo duerch déi Etüd vun der OECD vir, déi eis eng ganz Rei Recommandatioune mat op de Wee gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, 2006 hat déi deemoleg Regierung de Plan gouvernemental „Pandémie grippale" ausgeschafft, dëst am Kontext vun der Vullegripp, déi 2004 nees ausgebrach war a sech weltwäit verbreet huet. Wéi d'OECD an hirer Etüd schreift, gouf d'Cellule de crise wärend der Covidkris op Basis eebe grad vun dësem Plang ganz, ganz séier en place gesat, vill méi séier wéi an deene meeschten anere Länner. De Premier huet d'Cellule de crise schonn den 1. Mäerz aberuff, deen Dag, wou den éischte positive Fall bei eis detektéiert ginn ass. Frankräich huet derfir véier Deeg gebraucht nom éischten Infektiounsfall. An Däitschland an an der Belsch huet et souguer iwwert e Mount gedauert, bis eng Cellule de crise agesat ginn ass. Mee de Plang vun 2006 war net op d'Ausmooss vun der Covidkris ausgeriicht. Eng Pandemie, wéi mer se 2020 kennegeléiert hunn, gouf et an Europa fir d'lescht 1918, wou d'Spuenesch Gripp Millioune Leit d'Liewe kascht huet.

All Mënsch a bal all Secteur war vun der Pandemie impaktéiert, virop natierlech de Gesondheetssecteur, mee och d'Schoulen, d'Aarbechtswelt, d'Wirtschaft goufen op d'Kopp gehäit an hu sech deenen neie Realitéite missen upassen. Dräi Méint laang ware mer am État de crise. Just déi essenziell Servicer, wéi d'Spideeler, d'Police, den ëffentlechen Transport, mee och d'Supermarchéen, d'Logistikfirmen, d'Tankstellen – fir nëmmen déi ze nennen – sinn hirer Aktivitéit am Déngscht vun der Allgemengheet nogaangen. Aarbechter, déi net op den Teletravail konnten zréckgräifen, hunn natierlech misse schaffe goen an hu sech och dann dem Virus ausgesat. Dat verdéngt weiderhin eng grouss Unerkennung an et huet eis virun Ae gefouert, wéi wichteg Secteure sinn, déi mir allze oft als selbstverständlech empfannen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie war eng kollektiv Erfarung, déi eist Land solidaresch duerchgestanen huet. Wou et goung, huet een deem anere gehollef. An ech denken do als Alleréischt un d'Scouten, déi direkt, wéi et lass gaangen ass, agespronge sinn a sech bereeterkläert hunn, zum Beispill fir eeler a vulnerabel Leit akafen ze goen.

D'Verantwortung, d'Bevëlkerung wärend enger Crise sanitaire ze schützen, also och beschtméiglech duerch d'Kris ze leeden, läit virop beim Staat. An dës Verantwortung huet eis Regierung iwwerholl a mir heibannen hu se och alleguer zesumme wärend all deene Méint iwwerholl.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Eis Wirtschaft koum wärend den éischte Méint vun der Pandemie praktesch zum Stëllstand. Och nodeems de Lockdown opgehuewe war, konnten Aktivitéiten net nees direkt mat voller Leeschtung urappen, well weltwäit d'Liwwerketten ënnerbrach waren an et zu Materialenkpäss komm ass.

Den Teletravail, dee wäitflächeg zum Asaz koum, an esou virop eis Finanzplaz weider um Lafe gehalen huet, huet d'Wirtschaft virum schlëmmste Kollaps bewaart. D'Regierung hat séier reagéiert a massiv an de Chômage partiel investéiert, soudass kee Salarié ënnert de Mindestloun gefall ass. Eleng fir d'Kuerzaarbecht huet de Staat iwwert eng Milliard Euro bereetgestallt, fir de Leit hir Aarbechtsplazen ofzesécheren. Zousätzlech Sue goufen natierlech och fir de Congé pour raisons familiales a fir Direkthëllefe fir Betriber an Independante bereetgestallt.

Et ass kloer – an et war och gutt –, dass d'Regierung net gezéckt huet, fir déif an d'Täsch ze gräifen, fir d'Bierger an d'Betriber an dëser Kris ze ënnerstëtzen. Dat gouf och am Rapport vun der OECD ervirgestrach a gelueft.

Besonnesch positiv waren och d'Mesuren, déi d'Regierung par rapport zu der Schoul geholl huet. Vun Ufank u war de Minister Meisch dorobber beduecht, d'Schoulen esou séier wéi méiglech nees opzemaachen an d'Kontinuitéit vun der Bildung ze assuréieren. Dat ass och e Prinzipp, hannert deem d'OECD steet.

Wärend d'Schoulen an den OECD-Länner am Duerchschnëtt 81 Deeg am Fondamental a 94 Deeg am Secondaire zou waren, waren et der zu Lëtzebuerg 48 respektiv 34. An dëst, well den Educatiounsministère net nëmmen op den Homeschooling gesat huet, mee och Hybridmodeller en place gesat huet, mat der Aféierung zum Beispill vun den A/B-Wochen.

Fir awer gläichzäiteg déi néideg Sécherheet an de Schoulen ze garantéieren, gouf och e Plang opgestallt, mat deem d'Hygiènes- an Distanzmesuren, souwéi d'Isolatioun an d'Quarantän jee no deem konnten ugepasst ginn. Zousätzlech sinn och mobill Testekippen an d'Schoule komm, fir d'Kontinuitéit vum Unterrecht ze erméiglechen.

Fir de Gruef vun de sozialen Inegalitéite sou kleng wéi méiglech ze halen, huet de Bidungsminister eng Summerschool an och d'Onlineplattform schouldoheem.lu op d'Bee gestallt, déi de Kanner am Homeschooling an och wärend de Schoulvakanze konnten hëllefen.

Eis alleguer ass natierlech bewosst, wat fir en Impakt d'Pandemie och op eis mental Gesondheet huet. Eis Kanner waren natierlech genausou, wann net souguer méi schlëmm, betraff. A fir de Ministère war et dofir en zentraalt Uleies, sou fréi wéi méiglech de Fokus op d'Wuelbefanne vun de Kanner ze setzen.

D'Rentrée 2020/2021 stoung dann och ganz am Zeeche vun dësem wichtege Sujet. Sensibiliséierungscampagnen, Formatioune fir d'Personal, awer och eng verstäerkte Begleedung duerch de CePAS sinn e puer Preventiounsmoossnamen, déi an dësem Kader getraff goufen.

Natierlech goufen d'Familllje wärend der Pandemie net vergiess. Fir dass d'Eltere sech konnten ëm hir Kanner këmmeren, déi opgrond vum Covid-19 isoléiert waren an a Quarantaine, huet d'Regierung decidéiert, de Congé pour raisons familiales ze erweideren, esoudass méi Elteren och konnte vun deem Congé Gebrauch maachen. An ausserdeem gouf de Congé pour soutien familial agefouert, fir sech ëm déi eeler an handicapéiert Persoune këmmeren ze kënnen, wann eng Betreiungsstruktur temporaire huet missen zoumaachen.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesondheets- a Fleegesecteur war wärend der Pandemie natierlech besonnesche Strapazen ausgesat. D'Gesondheets- a Fleegepersonal huet säi Beschtméiglecht gemaach, fir mat der Situatioun ëmzegoen. Séier gouf och hei de Wäert vun der Digitaliséierung erkannt. Teleconsultatiounen an e-Prescriptioune goufe verstäerkt genotzt. Et goufe mobill Ekippen organiséiert, déi an den Altersheimer Covidtester an duerno och Impfunge gemaach hunn. Eng Réserve sanitaire gouf opgebaut, fir de Personalmanktum ze verhënneren. Ausserdeem hunn d'Generaliste Gardë fir d'Altersheimer op d'Bee gestallt, fir dass sech déi eeler Leit net hu missen deplacéieren, fir bei hiren Dokter ze goen.

Och d'Impfcampagne war effikass organiséiert, mat enger Priorisiéierung vun de vulnerabele Leit an och dem Gesondheetspersonal.

Ënnerstëtzt – an dat ass, mengen ech, ganz wichteg – gouf eis Regierung, a mir och an eisen Decisiounen, zu all Moment vun der Wëssenschaft, vun Experten op hirem Gebitt, déi déi néideg Donnéeën zesummegedroen an analyséiert hunn, déi d'Regierung gebraucht huet, fir kënnen equilibréiert Decisiounen ze huelen. De Large-Scale-Testing, de CovidCheck an d'Kontrolle vun eisem Ofwaasser wärend dem gesamte Verlaf vun der Pandemie hunn eis ëmmer e wichtegen Iwwerbléck iwwert d'Situatioun an och wäertvoll Prognose geliwwert an d'Verbreedung vum Virus däitlech ausgebremst. Dëst sinn all Best Practices, déi och bei zukünftege Pandemien an den Asaz komme mussen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport vun der OCDE ass op all dës Mesuren agaangen an zeechent insgesamt, mengen ech, awer e positiivt Bild, wéi d'Regierung an dëser Pandemie agéiert huet, e positiivt Bild vun deem, wéi mir duerch déi Kris hei komm sinn. An ech mengen, zu Lëtzebuerg brauche mer eis net ze schummen.

Et war e schwéiere Balanceakt, dee gemeeschtert gouf, och well déi ganz grouss Majoritéit vun de Leit sech solidaresch gewisen huet a sech un d'Reegele gehalen huet. An am Ënnerscheed mat villen anere Länner, och mat eisen Noperen, gouf d'Chamber ganz séier an d'Decisioune matagebonnen.

Mir waren awer och ekonomesch gutt opgestallt, wéi mer an déi Kris hei eragaange sinn, well mer och net vun engem Secteur eleng ofhänken. Länner, déi haaptsächlech vum Tourismus liewen, hunn d'Pandemie wirtschaftlech vill, vill méi schwéier verkraft. Eise gesonde finanziellen Haushalt huet eis dee gewëssene Spillraum gelooss, dee mer gebraucht hunn, fir déi verschidden Hëllefspäck zesummenzedroen.

Ma et ass natierlech wouer, dass mer eis och nach verbessere kënnen, jo, verbessere mussen. Mir hu vill Erfarunge gesammelt an elo ass et wichteg, déi néideg Konklusiounen dorauser ze zéien, well déi nächst Pandemie, déi kënnt iergendwann.

Ech géif dann zum zweeten Deel vu menger Ried iwwergoen. Ganz däitlech virun Ae gouf eis natierlech gefouert, wéi ofhängeg mer vum Ausland sinn. Ouni d'Frontaliere wär villes hei zu Lëtzebuerg zum Stëllstand komm; besonnesch vulnerabel ass alt nees eise Gesondheets- a Fleegesecteur. De Personalmanktum ass en allgemeng bekannte Problem. Hätten eis Nopeschlänner decidéiert, d'Grenzen zouzemaachen, an d'Leit hätten net kënne bei eis schaffe kommen, wëll ech mer net ausmolen, wéi et eis dann hei am Land ergaange wär.

Une voix | Ganz richteg!

M. Gilles Baum (DP) | D'OECD huet an hirem Rapport dann och eng Rei Recommandatioune formuléiert. Op e puer vun deene wëll ech agoen.

Éischtens: Et ass evident, dass mer d'Ausbildung vun eisen Dokteren a vun eisem Gesondheetspersonal méi an déi eegen Hand huele mussen. Mir mussen déi Ofhängegkeet vum Ausland, déi mer hunn, reduzéieren. An de leschte Jore goufen op der Uni Lëtzebuerg déi éischt Bachelorstudiegäng fir Dokteren a fir Infirmièren agefouert. Dës Offer soll natierlech weider komplettéiert ginn, och wann dat net vun haut op muer geschéie kann.

Zweetens: D'Réserve sanitaire war eng gutt Mesure an huet wärend der Pandemie derfir gesuergt, dass Enkpäss op e Minimum reduzéiert konnte ginn. Fir d'Zukunft wäerte mer d'Réserve sanitaire natierlech

och bäibehalen. Bei de ville Fäll vu Bronchiolite bei klenge Kanner huet d'Santé jo ganz rezent och den Accord ginn, dass op d'Réserve sanitaire zréckgegraff ka ginn. Dat weist ganz däitlech den Notze vun der Réserve sanitaire och ausserhalb vun enger Pandemie.

Drëttens, zwou menger Meenung no ganz zentral Recommandatiounen, déi eise Gesondheetssystem besser op weider Krise virbereede géifen, sinn d'Mise en place vun enger zentraler Akafs- a Logistikzentral souwéi en eenheetlechen Informatiounssystem fir de gesamte Gesondheetssystem.

Wärend der Pandemie war natierlech an der Cellule de crise och eng logistesch Koordinatioun opgebaut ginn, déi dem Haut-Commissariat à la protection nationale ënnerstoung. Mee eng Akafs- a Logistikzentral ergëtt och ausserhalb vun de Krisenzäite Sënn. Amplaz, dass all Spidol sech eleng ëm seng Akeef an ëm d'Logistik këmmert, wär et méi ressourcëschounend, wann d'Akeef an den Transport vu Medikamenter, medezinneschem Ekipement an aneren essentielle medezinnesche Produite fir alleguer d'Gesondheetsinstitutiounen zentral kéinten organiséiert ginn.

Véiertens, en eenheetlechen Informatiounssystem fir de Gesondheetssecteur wier geneesou sënnvoll. D'Agence eSanté huet als eng vun hire Missiounen d'Interoperabilitéit vun all de verschiddenen Informatiounssystemer hei am Land ëmzesetzen. Leider si mer do awer nach net esou wäit, wéi mer gäre wären. All Spidol huet nach ëmmer säin eegene System a stellt dofir och seng eege Leit, seng eegen Informatiker an. Den Dossier de soins partagé soll op d'mannst d'Patientendonnéeë fir berechtegt Gesondheetspersonal op sécher Aart a Weis zougänglech maachen. Mee den DSP kënnt an eisen Aen nach net konsequent genuch zum Asaz. En ass net benotzerfrëndlech genuch an e ka säi ganzt Potenzial am Moment net entfalen. Bei der Digitaliséierung vum Gesondheetssecteur musse mer also nach eng déck Schëpp dropleeën.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | E gutt a sécher vernetzte Gesondheetssystem géif d'Liewe fir d'Patienten a fir dat ganzt Gesondheetspersonal méi einfach maachen.

D'Recommandatioune bezéie sech selbstverständlech net nëmmen op de Gesondheetssecteur. Dofir géif ech, fënneftens, d'Kommunikatioun als weidere Punkt thematiséieren. D'OECD huet Lëtzebuerg insgesamt gelueft fir d'Aart a Weis, wéi wärend der Pandemie mat de Bierger kommunizéiert gouf. D'Regierung huet vill verschidde Kanäl genotzt, op verschidde Sprooche kommunizéiert an och d'Bierger zu Wuert komme gelooss, zum Beispill iwwer Facebook-Live-Eventer. Trotzdeem weist d'OECD dorobber hin, datt et nach besser geet. Déi wëssenschaftlech Expertis, op déi sech d'Regierung an den Decisioune gestëtzt huet, soll nach méi transparent no bausse gedroe ginn. D'Avise vun der Taskforce zum Beispill kéinten all ëffentlech zougänglech gemaach ginn. Dat kéint och hëllefen, d'Kohärenz vun de Messagen ze verbesseren.

Sechstens, wat déi essentiell oder kritesch Servicer betrëfft, proposéiert d'OECD, kloer ze definéieren, wien alles an dës Kategorie fält, an och ze verlaangen, dass all kritesche Service iwwert en Noutfallplang verfüügt. Ausserdeem soll den HCPN bei dëse kritesche Servicer dauerhaft an eenheetlech Prozeduren zur Kollekt vun Donnéeën opbauen, fir sech zu all Moment op eng weider Kris kënne virzebereeden.

Siwentens, och bei der Ënnerstëtzung vun den Independante gesäit d'OECD nach vill Verbesserungspotenzial. E Selbstännegen huet wärend der Kris misse feststellen, dass e vu ville soziale Mesuren net gläichermoosse profitéiere konnt wéi e Salarié. Eist Aarbechtsrecht weist e puer Lacunnen op, déi mer ausbessere mussen. An ech ginn op dëser Plaz net weider dorobber an, well meng Fraktiounskolleegin, d'Carole Hartmann, eng Interpellatioun genau zu dësem Sujet ugefrot huet.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, d'OECD huet natierlech eng ganz Panoplie u weidere Recommandatioune proposéiert. Op alles kann een hei net agoen, mee ech wëll nach e puer Punkten uschwätzen, déi och an der Diskussioun ëm e Pandemiegesetz besonnesch relevant sinn.

D'Cellule de crise gouf am Groussen a Ganze positiv bewäert. Ech si jo schonn dorobber agaangen, wéi séier se an den Asaz koum. Eng Verbesserung wär et awer vläicht, wann d'Zivillgesellschaft méi kéint agebonne ginn, zum Beispill a verschiddenen Aarbechtsgruppen. Esou kënnen d'Spezifissitéite vu verschiddene Secteure méi däitlech gemaach an d'Mesurë besser ugepasst ginn. Och den Educatiounssystem soll an Zukunft an dëser Cellule de crise sinn. An engem Gesetz sollten also nieft de Missiounen a Kompetenzen och déi verschidden Acteuren, déi an d'Cellule de crise mussen dra kommen, kloer definéiert ginn.

D'Kooperatioun am Ausland ass am Rapport ugeschnidde ginn. D'Regierung huet sech vun Ufank u fir oppe Grenze wärend der Pandemie agesat a gouf fir déi international Zesummenaarbecht gelueft. Denke mer just dorunner zréck, wéi Lëtzebuerg franséisch Patienten opgeholl huet, well d'Spideeler a Frankräich iwwerfëllt waren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Fir d'Ekonomie wärend der Kris ze ënnerstëtzen, huet de Finanzministère ëmmer nees bilateral Accorde mat den Nopeschlänner ausgehandelt, fir d'Deeg am Teletravail eropzesetzen an d'Duebelbesteierung vun de Frontalieren ze verhënneren. D'Zil ass et natierlech, dass d'Frontalieren och an Zukunft vum Teletravail profitéiere kënnen. Déi nächst Hürd, déi mer zesumme mat eisen Nopeschlänner mussen ugoen, ass eng Upassung vun de Reegele vun der Sécurité sociale op europäeschem Niveau.

D'Zesummenaarbecht mat der Groussregioun a Pandemiezäite kann een awer och nach weiderentwéckelen. De Premierminister hat esou a sengem État de la nation opgeworf, ob et net sënnvoll wär, als Groussregioun e Pandemiesplang auszeschaffen. Wéinst eisen oppene Grenzen ass dat eng Pist, déi een net vernoléissegen dierf, och wa mer natierlech an Zukunft manner ofhängeg vum Ausland wëlle ginn.

D'Kooperatioun mam Ausland soll sech natierlech net nëmmen op d'Groussregioun limitéieren. Wärend der Pandemie koum d'Diskussioun op, ob d'Europäesch Unioun nach méi Kompetenze kéint kréien, fir eng Union de la santé ze kreéieren. Scho wärend der Kris huet d'Zesummenaarbecht op EU-Niveau vill Virdeeler bruecht, wéi den EU-Covidzertifikat oder de gemeinsamen Akaf vu Vaccinen.

Ech wëll Iech just drun erënneren: Stellt Iech emol vir, mir hätten als klengt Land probéiert, eis um Weltmarché ze behaapten, a mir hätte probéiert, um Weltmarché Vaccinen ze kréien, ech mengen, do hätt et fir eis als Lëtzebuerger ganz, ganz schlecht ausgesinn ouni de Verbond mat der Europäescher Unioun.

Iwwerhaapt musse mer Europa als Ganzt méi resilient fir Pandemië maachen. Mir musse méi essentiel Produktiounen – vu Medikamenter bis Computerchippen – nees op eise Kontinent verlageren. D'Disruptioune vun de Liwwerketten hunn hei däitlech Schwaachstellen opgewisen.

An och iwwert den EU-Niveau eraus muss d'Kooperatioun an Zukunft besser fonctionéieren. Eng Pandemie ass e globale Problem. D'WHO huet d'Propos vun engem internationalen Traité zur Preventioun a Preparatioun vu Pandemië gemaach an 194 Länner hunn hiren Accord ginn, fir eng Konventioun, en Accord oder en anert internationaalt Instrument auszeschaffen. Dëst, fir an Zukunft bei der Surveillance, der Alert a bei der Reaktioun op Pandemië koordinéiert kënnen zesummenzeschaffen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir kënne villes verbesseren, wa mer eis d'Recommandatioune vun der OECD zu Häerz huelen. Muncher si relativ séier ëmsetzbar, anerer verlaangen no méi déifgräifenden Diskussiounen. Sécher ass awer, dass mir méi innovativ a méi nohalteg, méi widderstandsfäeg a méi diversifizéiert musse ginn. Mäi Fraktiounskolleeg, den André Bauler, sot ganz richteg an engem vu sengen interessanten Artikelen am „Wort": „Et ass d'Zäit vum Ëmdenken."

M. André Bauler (DP) | A!

M. Gilles Baum (DP) | Wichteg Produktiounen, ...

Plusieurs voix | A!

M. Gilles Baum (DP) | ... wichteg Produktiounen – vu Liewensmëttel, Medikamenter an Technologië – mussen zréck an Europa verlagert ginn, well d'Ofhängegkeet vun Drëttstaaten eis wärend der Kris bal zum Verhängnis gi wär. All Eenzelne kann do säi Bäitrag leeschten, andeems en déi lokal an déi regional Produktioun ënnerstëtzt. Hei spillt och d'Gerechtegkeetsdebatt eng Roll, well mir esou och aarbechtsrechtlech Standarde besser kontrolléiere kënnen.

Den Här Bauler schreift och, mir misste weider an d'Fuerschung an an d'Digitaliséierung investéieren, ...

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Baum (DP) | ... fir global Krise besser ze meeschteren. Mir missten eis ëm eis Gesondheet këmmeren, déi physesch an déi psychesch. Preventioun, d'Förderung vun de Soins primaires an eng besser Erreechbarkeet an Disponibilitéit vun der Gesondheetsversuergung mussen eng Prioritéit um politeschen Agenda bleiwen. A mir musse léieren, méi respektvoll mat eiser Ëmwelt ëmzegoen. E récksiichtslosen Ëmgang schuet net nëmmen der Natur an den Déieren, mee en impaktéiert och eist Wuelbefannen. E gesond Liewen ass just am Aklang mat enger gesonder Natur méiglech. Dofir muss de Konzept vum „One Health" verstäerkt ugewannt ginn. Esou reduzéiere mir och de Risiko vu weidere Pandemien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend fir d'Demokratesch Partei vläicht nach eng Kéier am Schnellduerchgang déi wichtegst Lektiounen, déi mir aus dëser Pandemie zéien. Mir kënne scho vill Resilienz opbauen, wa mer u follgende Punkte schaffen:

Éischtens, d'Implementatioun vum Teletravail, fir eng besser Work-Life-Balance ze ënnerstëtzen.

Zweetens, d'Independanten an Zukunft besser schützen an esou revaloriséieren.

Drëttens, de Gesondheetssecteur besser digital vernetzen, fir eng besser Prise en charge vun de Patienten.

Véiertens, de Prinzipp vu „One Health" verstäerken, verstäerkt asetzen, fir eise Liewensstil mat eiser Ëmwelt an Aklang ze bréngen.

Fënneftens, mat Hëllef vun digitalen Outilen alle Kanner eng héichwäerteg Bildung zougänglech maachen.

A sechstens, last but not least eng Lanz fir eis Landwirtschaft briechen, fir méi lokal a regional Produiten ze konsomméieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn d'Chance vun engem Neiufank an déi Chance musse mer elo all zesummen ergräifen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass de Rapporter vum Déngscht fir Covidgesetzer, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covidkris hat eis an deene leschten zwee Joer fest am Grëff a mir hunn en héije Präis misse bezuelen, an dat a villen Hisiichten. Vill Leit – vill ze vill Leit – sinn um oder mam Virus gestuerwen. Nach vill méi Leit si méi oder manner schlëmm krank ginn. Eis Gemeinschaft, vu Jonk bis Al, ass mat Restriktioune konfrontéiert ginn, déi mer virun der Kris net méi fir méiglech gehalen hätten.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Eis Ekonomie gouf schlëmm getraff, Existenze stoungen um Spill an déi finanziell Belaaschtung war enorm. Eis Institutiounen hu gewinnte Rhythme missen duerch Schnellduerchgäng ersetzen. Wärend dëser Kris sinn awer och Begréffer wéi „Solidaritéit", „Empathie" an „Zesummenhalt" nei belieft ginn.

Elo, wou et schéngt, wéi wa mer de Virus eenegermoossen am Grëff hätten – jo, ech si mat alle Kolleegen d'accord, dass een net ze fréi „Juchhe" soll ruffen, en ass onberechenbar, war onberechenbar an e bleift et –, ass et un der Zäit, datt mer eis Krisegestioun op Stäerkten a Schwächten analyséieren. An dofir huet d'Regierung e Rapport vun den Experte vun der OECD gefrot.

Dee läit elo vir an ass duerchaus positiv. No eis hunn och aner Länner esou Rapporte gefrot, déi och elo virleien. An och am Verglach mat deene sti mer ganz gutt do. Wat eis Hëllefsmoossnamen an de Beräicher Gesondheet, Schoul, Ekonomie, Soziales, Emploi ugeet, esou lueft d'OECD eist Land, well et schnell, massiv a villsäiteg gehandelt a gehollef huet.

Réckbléckend kann ee soen: D'Krisebewältegung war also duerchweegs gutt. Dat soen net just mir, mee dat geet kloer aus dem Rapport vun der OECD ervir, déi eis Gestioun vun der Covidpandemie ënnert d'Lupp geholl huet.

Den Haaptgrond ass an den Ae vun den Experten eise Gesondheetssystem, dee se fir gutt a performant halen. Ëmsou méi erstaunt – an ech soen dat hei aus déiwer Iwwerzeegung eraus – déi Schwaarzmolerei, déi zurzäit vun Eenzelnen iwwer eise Gesondheetssystem bedriwwe gëtt.

Une voix | O jo!

Une autre voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Och den Index vum Health Consumer Powerhouse ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Leider si se net heibannen, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | O, déi héiere mech, ech hunn et haart genuch gesot! Och den Index vum Health Consumer Powerhouse, deen déi verschidde Gesondheetssystemer an Europa verglach huet, gëtt eisem Gesondheetssystem eng ganz gutt Nott. Mir landen am Spëtzepeloton.

Da loosst eis wannechgelift net esou maachen, wéi wann eise Santéssystem mat deem vun engem Entwécklungsland vergläichbar wier!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Villméi sollte mer gemeinsam déi Chantieren ugoen, déi sech opdrängen, alles maachen, fir dat noutwendegst Personal an der Santé ze kréien, ze behalen, an och iwwerméisseg Waardezäiten, wa se bestinn, konsequent ugoen.

Iwwregens gleewe laut de leschten Ëmfroen och eis Leit deenen net, déi aus politeschen oder korporatisteschen Hannergedanken eise Gesondheetssystem schlechtrieden: Laut TNS-ILReS-Ëmfro fannen dräi Véierel vun eise Leit, datt se vun eisem Gesondheetssystem gutt versuergt sinn.

Deux voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'Covidkris ass, an dat musse mer agestoen, eng Kris, déi eenzegaarteg ass a war, eng Kris, wéi kee se virausgesinn hat. An dach si mer net onvirbereet gewiescht, sot d'OECD. An hirem Rapport bezeechent se de Krisegestiounssystem, dee virun der Pandemie bestanen huet, als, ech zitéieren, „mature". Ausgeräift! Bon, mir hunn d'Erfarung gemaach, dass Loft no uewen ass, mee kommt, mer sinn net méi kritesch mat eis, ewéi d'Experten et sinn! Mee et ass nach drun ze schaffen, wa mer nach besser wëlle preparéiert si fir d'Zukunft.

D'OECD huet do e Bléck geworf op de Plang „Pandémie grippale" virun der Kris. Op dësen huet d'Regierung sech baséiert a se huet dëse Plang ganz sécher un déi nei Situatioun adaptéiert. Dir kënnt Iech erënneren, dass mer och Erfarunge gesammelt hate bei deene successivë Krisen, der Vullegripp an der Schwéngsgripp. Wat d'Infrastrukturen an d'Reaktivitéit ugeet, konnte mer éischt Tester fueren. Gottseidank war eis dat Schlëmmst erspuert ginn. Dës Kéier net.

D'Kontinuitéit vun den essenzielle Servicer konnt wärend der ganzer Kris oprechterhale ginn. De Rapport ënnersträicht: „Au Luxembourg, la gestion interministérielle de la crise, pilotée au plus haut niveau du Gouvernement, a été particulièrement agile."

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'Flexibilitéit vun eiser Krisenzell huet eng grouss Reaktivitéit erméiglecht, an dat vun Ufank un, well wann een eis mat eisen dräi Nopeschlänner vergläicht, da war Lëtzebuerg dat éischt Land, dat eng Cellule de crise aktivéiert huet. Dëst ass direkt den 1. Mäerz 2020 geschitt. Dee selwechten Dag ass iwwregens och schonns d'Covidhotline a Betrib gaangen. Si besteet jo haut nach ëmmer. Dat alles, nodeems eréischt den Dag virdrun, den 29. Februar 2020, deen éischte positive Fall zu Lëtzebuerg detektéiert ginn ass.

Dat huet eis et erlaabt – ech zitéieren de Rapport, well en dat gutt resüméiert –, „de prendre des mesures pour anticiper la propagation du virus dans le pays très rapidement". Iwwerhaapt ass am Ufank net gezéckt ginn, och schwéier Decisiounen ze huelen, soudatt den État de crise den 18. Mäerz 2020 ausgeruff ginn ass an duerno, de 24. Mäerz, gesetzlech bestätegt ginn ass. Den État de crise gouf schnell decidéiert, fir schnell handelen ze kënnen. E war esou limitéiert an der Zäit wéi méiglech an duerno hu mer eise gewinnte Fonctionnement an den Institutiounen erëm opgeholl oder bal.

E weideren Aspekt, deen eis an deem Zesummenhang zegutt komm ass, ass, datt mer iwwer en Haut-Commissariat à la protection nationale, kuerz HCPN, verfügen. Dee war der Aufgab gewuess, och wann et hei eng Rei vu positive Suggestioune vun der OCDE gëtt.

Eebefalls positiv am Rapport ernimmt gëtt d'Aarbecht vun eiser „Taskforce Covid-19".

Weider bemierkt de Rapport, datt d'Zesummespill mat de Gemenge besser fonctionéiert huet wéi an anere Länner. Aus der Enquête vun der OECD geet ervir, datt 95 % vun de Gemenge geäntwert hunn, datt si déi néideg Ënnerstëtzung vun der Regierung kruten.

Dann ass d'Kommunikatioun, ech brauch dat net ze widderhuelen, als gutt bezeechent ginn, och wann heiansdo, vu dass mer net alles woussten, eng Rei vun Inkohärenze konnten detektéiert ginn. Mee mat esou engem onberechenbare Virus, iwwert deen een esou wéineg wousst, a wou haut eppes aneschters war wéi gëschter an och aneschters war wéi den Dag duerno ...

Als positiv ënnersträicht de Rapport och de permanenten Austausch mam Ausland. Déi gutt Relatiounen, déi mer haten, déi och verhënnert hunn, dass de GAU entstanen ass, doduerch, dass d'Grenzen zougemaach gi wären. Dat hätt kengem genotzt. Dat ass eng Saach, déi absolutt positiv ervirzeträichen ass.

Positiv erwäänt gëtt och déi communautaire, déi gemeinschaftlech Demarche, wat d'Beschafung vu Vaccinen ugeet, wat d'Beschafung vun deem Material ugeet, dat mer gebraucht hunn, fir d'Leit ze schützen.

Dat war eppes, wat mer zënter Jore gefuerdert hunn, déi gemeinsam Beschafungspolitik vu Medikamenter, vu Vaccinen, an dat net virugaangen ass an duerch d'Kris geboostert ginn ass, wéi mer eis et net méi konnten erhoffen. Virun der Kris huet jiddweree fir sech verhandelt an et huet jiddwereen deen héchstméigleche Präis un d'Pharmaindustrie an un d'Laboe bezuelt. Hei kréie mer eng aner Ausgangspositioun, och fir aner Krisen an och vläicht fir d'Normalitéit, wa mer och an der Normalitéit gemeinsam verhandelen.

Wat dat Internationaalt ugeet, mengen ech, soll een och déi Trompkaart erwänen, déi mer mat der Cargolux haten, net nëmme fir eis, mee och fir eis Noperen, déi eis heiansdo Material aus ganz, ganz wäite Länner bruecht huet, wou d'Cargolux ganz gutt Verbindungen hat. A gleeft mer: Ech hu keng gréisser Verbindung mat der Cargolux, mee was Sache ist, soll een awer kënne soen.

D'Aarbecht an der Chamber gëtt ganz positiv am OECD-Rapport ervirgehuewen. Mir hunn a Rekordzäit d'Covidgesetz ëmmer erëm adaptéiert. Mir hunn zwar kee sougenannt Pandemiegesetz, an dach hate mer eis fréi niewent bestoenden Texter eng Aart Kadergesetz ginn, dat mir ëmmer erëm, jee no Evolutioun vun der Situatioun, upasse konnten.

Dee Kader besteet haut nach a kann no Besoin adaptéiert ginn. Op deem Kader loosse sech och weider gesetzlech, sanitär, reglementaresch Krisenistrumenter opbauen, déi sollten an e Pandemiegesetz oder en Infektiounsschutzgesetz mënden. Esou e Gesetz kann a méi technesche Froe fir déi Flexibilitéit suergen, déi mer brauchen, ouni allerdéngs d'Chamber auszehiewelen.

Fakt ass, datt säit Ufank vun der Kris d'Zännrieder aneneegegraff hunn, wat eis legislativ Prozedur ubelaangt. Mer konnten zum Deel komplizéiert Gesetzer a Rekordzäit ausschaffen, beaarbechten a verabschiden. Dëst, well jiddwereen ugepaakt huet, vun der Regierung iwwert d'Parlament bis zum Staatsrot an och déi verschidde Beruffskummeren a berodend

Institutiounen, déi hir Avisen a Rekordzäit ausgeschafft hunn. Dofir also e grousst Luef vun der OECD.

Wann d'OECD eis eng Bonne note ginn huet, sou ass dat awer och weesentlech dem Asaz vun de Leit um Terrain ze verdanken. Dat kënnt mer am Rapport vläicht e bëssen ze kuerz an dat gëllt virun allem fir déi formidabel Aarbecht, déi am Gesondheetssecteur wéi och an anere Beräicher, sensibele Beräicher, geleescht gouf. An de Spideeler, den Impfzenteren, de Centres de soins avancés, bei de Generalisten, jee, bei alle Kategorië vu Gesondheets- a medezinnesche Beruffer an an allen anere sensibele Beräicher. Ouni hiren Asaz wier dës Kris net esou gutt gemeeschtert ginn, wéi eis et am OECD-Rapport attestéiert gëtt.

De Rapport sträicht ervir: „La réactivité de la cellule de crise interministérielle et la mobilisation des acteurs [du système de santé] ont été remarquables." Apropos Mobilisatioun: D'Schafung vun der Réserve sanitaire am Covidgesetz huet et erlaabt, op zousätzlecht qualifizéiert Personal zréckzegräifen. Mir sollten déi Cellule, esou wäit wéi et nëmme méiglech ass, perenniséieren. Mir maachen dat jo och elo zum Deel am Kader vun dem Ukrain-Krich.

Datt d'Kris konnt gemeeschtert ginn, ass och virun allem der Solidaritéit vun der Populatioun am Allgemengen ze verdanken, well de Gros vun de Leit huet den Eescht vun der Situatioun erkannt an huet och deementspriechend gehandelt, och wann d'Mesuren dem Eenzelne konnte restriktiv erschéngen, sou huet dat Ganzt nëmme kënne Wierkung weisen, well sech de groussen Deel vun de Leit dru gehalen huet.

Een Acteur, deen elo net am Rapport ernimmt gëtt an deen awer eng grouss Roll gespillt huet, ass eise Staatslabo. Am Nachhinein weist et sech als richteg, datt mer e reforméiert hunn a mat zolitte Mëttelen ausgestatt hunn. Sou konnt hien zu engem zentralen Acteur an der Krisebewältegung ginn. Ganz positiv gëtt en anert Element vun der Strategie am Rapport ervirgehuewen: de Large-Scale-Testing, deen eis eng ganz Rei vu méi schlëmme Verleef konnt erspueren.

Mee och wann de Bilan u sech positiv ass, d'Konsequenze vun der Pandemie si selbstverständlech net ausbliwwen. Eng grouss Iwwerstierflechkeet gouf et bei eis net, au contraire, den Taux de mortalité war bei eis am éischte Semester 2022 60 % méi niddreg wéi an der Moyenne vun den OECD-Länner. Dat heescht awer net, datt d'Populatioun net ënnert der Pandemie gelidden huet. Eng grouss Konsequenz ass nämlech, datt vill Diagnosen oder programméiert Behandlungen hu missen op spéider verluecht ginn. Op ee Joer sinn d'Zuele vun de Consultatiounen insgesamt an eisem Gesondheetssystem zréckgaangen, wann een elo ofgesäit vun deene pandemiebedéngte Consultatiounen. Bei de Kriibsfäll kann dat besonnesch dramatesch sinn. A mer mussen alles maachen, fir eventuell Diagnosen, déi eis entwutscht sinn, ze recuperéieren.

D'Santé mentale ass erwäänt ginn, jo, d'Santé mentale vun eise Leit, mir inclus, huet gelidden. Well och mir haten Zäiten, wou mer um leschten Nerv waren a wou mer eis ëmmer erëm d'Fro gestallt hunn: Maache mer dat Richtegt? Do, bei der Santé mentale, mengen ech, gëtt et Zäit, dass mer erëm eng nei Etapp an der Versuergung, wat d'Santé mentale ugeet, uginn. Viru 15 Joer hu mer e „Rapport Rössler" gemaach, deen eng wäitgeeënd Moderniséierung vun der Psychiatrie an der Santé mentale, d'Prise en charge vun der Santé mentale erméiglecht huet. Ech mengen, et ass un der Zäit, fir erëm eng Kéier en änleche Rapport an Ugréff ze huelen a virun allem d'Betreiung am Rame vun der Santé mentale nach méi no bei d'Leit ze bréngen.

De Rapport geet dann och op den Taux de mortalité fir Leit iwwer 80 Joer, déi an Alters- a Fleegeheimer gelieft hunn, an. An do ass den Taux däitlech méi héich wéi an der Moyenne vun der OECD, woubäi een och wësse muss, datt d'Leit zu Lëtzebuerg allgemeng vill méi spéit an d'Altersheimer ginn wéi an anere Länner. Dat ass gréisstendeels de Reseaue vun de Soins à domicile, déi gutt fonctionéieren, ze verdanken. Et bleift awer, datt een hei muss Léieren draus zéien an d'hygieenesch wéi déi medezinnesch Kompetenzen an d'Ekipementer an eisen Altersstrukture muss ausbauen. Et gi jo och elo Konsequenze gezunn. Nom Waringo-Rapport sinn Amendementen an de Projet de loi iwwert d'Qualitéit vun de Strukture fir eeler Leit gefloss, dee jo aktuell an der Familljekommissioun behandelt gëtt.

D'OECD werft och d'Fro vun engem Zesummeréckelen oder souguer Zesummeleeë vun dëse Strukture mat der Santé op. À réfléchir.

Weider geet de Rapport op d'Gestioun vun der sanitärer Kris an de Schoulen an. Do kréie mer eng Bonne note, well mer eis Schoulen insgesamt vill méi laang opgehalen hunn a vill manner zougemaach hu wéi am Ausland.

De Rapport sträicht déi enorm budgetär Efforten ervir, déi mer gemaach hunn, fir déi ekonomesch, sozial- a beschäftegungspolitesch Konsequenzen esou limitéiert wéi méiglech ze halen. De Rapport seet: „La politique de d'emploi et la politique sociale du Luxembourg ont largement permis de faire face à la pandémie de Covid-19."

D'Kolleege si schonn op d'Verbesserungsméiglechkeeten agaangen, déi mer och an enger gemeinsamer Motioun erëmfannen, déi mer ganz gär de Kolleege vun deene verschiddene Fraktiounen zur Verfügung stellen, fir se matzeënnerzeechnen.

Ech wollt just e puer Wuert nach soen iwwert dee Momentum, deen duerch déi Kris hei entstanen ass. Eise Gesondheetssystem ass erëm an de Mëttelpunkt, an de Fokus komm. An dee Momentum, dee solle mer notzen, fir eng Rei vu Saachen ze zementéieren an op enger Rei vu Gebidder eis weider ze verbesseren, den universellen a schnellen Zougang zu deene beschtméigleche Fleegeoptiounen, d'Garantéiere vun héichqualitative Gesondheetsleeschtungen, e Santéssystem, deem säi Finanzement op der Solidaritéit baséiert, eng Prise en charge, déi an alle Phase vum Liewen esou gutt ewéi méiglech ass, déi absolutt Prioritéit vun de Patienten amplaz den „agenda bis" vun de „chers investisseurs", d'Entwécklung vu reegelrechte Parcours de soins.

Kolleegen, ech brauch net nach eng Kéier dorop anzegoen, wat fir eis an der weiderer Entwécklung vun eiser Santéspolitik Prioritéit huet: d'Preventioun, d'Fréierkennung, den Ausbau vun eisem primären Netz a virun allem e Mateneen amplaz e Géinteneen. Ech fannen dat Ausspille vun engem Spidolsecteur géint en Extrahospitalier, vun enger stationärer géint eng ambulant Prise en charge éierlech gesot hierrëssëg an dësem Land. Et kann net sinn, dass mer hei op Konkurrenz setzen! Mir mussen hei déi verschidde Servicer esou gutt wéi méiglech vernetzen a mer mussen Ulafstellen zwëschent deene verschiddene Strukture schafen.

An deenen, déi hei iwwert de Gesondheetssecteur Poleemik maachen, soen ech, dass Poleemik net en Zeeche vu Stäerkt, mee en Zeeche vu feelenden Argumenter ass. Mir sollen zesummen déi Schwächten, déi nach do sinn, ugoen. Wa mer gesinn, dass d'Waardezäiten ze laang sinn, dass mer Apparaten hunn, déi net méi um leschte Stand sinn, dass eis Apparate feelen, dass eis schwéier Apparate feelen, da solle mer eis se ginn! A wann et Blocagë gëtt, da solle mer déi Blocagë léisen. Ech kann net nokucken, wann deen een oder deen aneren, deen um Hiewel sëtzt, duerch en eidele Stull oder einfach duerch d'Rollueden-erofloossen déi Fortschrëtter net méiglech mécht. An do gëtt et der e puer. A wann et gewënscht ass, kann ech och Tacheles schwätzen.

Wann de President mer nach e puer Sekonne gëtt, wollt ech nach zwou, dräi Iwwerleeunge lassginn. Déi Kris hei, déi huet eis gewisen ... Ech brauch dann net weider op d'Motioun herno anzegoen. Déi Kris huet eis gewisen, datt mer eis net alles musse vun deene grousse Pharmakonzerner erwaarden, mee dass och kleng Strukture bal Wonner kënne wierken. An dass och e klengt Land a Saache Fuerschung an esou klengen Entreprisë ganz vill ka beweegen an dass, wa mer eis déi selwecht Mëttele ginn, wéi mer eis bei der Kris vum Covid ginn hunn, bei anere grousse Krankheeten, mer och déi grouss Krankheete mat grousser Warscheinlechkeet kënne lassginn oder kënne méi ..., méi ..., jo, méi liefbar maachen. Dat gëllt ënner anerem fir de Kriibs.

A puncto Digitalisatioun ass alles gesot. Mer mussen do Gas ginn an och do Blocagë lassginn.

Wichteg, an dat ass meng Konklusioun, wichteg ass elo, dee Momentum ze notzen, deen d'Kris eis ginn huet, fir virunzekommen. Wichteg ass et, e Feedback bei all deenen, déi an der Kris u vorderster Front, an éischter Linn stoungen, e Feedback ze froen an och eng praxisno Evaluatioun ze maachen, e systemateschen Debriefing ze maachen, deen eventuell duerch d'Taskforce ka gemaach ginn.

D'Fro zum Ofschloss: Hu mer elo alles richteg gemaach? Ech géif soen: Mer hunn eist Bescht ginn, eist Bescht gemaach, konform zum jeeweilege Wëssensstand iwwer e Virus, deen onberechenbar war. A wann ech kucken, wéi d'Reaktioune vun de Leit dobaussen an och vun Experte sinn, dann hu mer dat guer net esou schlecht gemaach.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Di Bartolomeo. D'Presidentin war grousszügeg an der Riedezäit, an elo ass et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Madamm Presidentin, well Dir esou grousszügeg waart, kritt Dir och nach vu mir eng Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant que le Luxembourg a déployé, dans un laps de temps court, d'importants moyens humains, financiers et techniques pour gérer et atténuer les conséquences de la crise ;

– considérant le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) initié par le Gouvernement luxembourgeois et intitulé : « Évaluation des réponses au Covid-19 du Luxembourg » ;

– considérant que ce rapport constate que « le Luxembourg a su rapidement et efficacement coordonner les efforts de tous les acteurs impliqués dans la gestion de crise, tant au niveau local, qu'au niveau interministériel, et à l'international, afin d'assurer la continuité des services essentiels » ;

– considérant que ce même rapport relève que « le Luxembourg se démarque par l'implication très active du Parlement pendant toute la durée la crise, permettant ainsi d'assurer la continuité de la vie démocratique de la nation » ;

– considérant que ce rapport souligne que « la mobilisation des ressources et des acteurs autour de la cellule de crise interministérielle a été remarquable, permettant de développer rapidement des dispositifs inédits et d'élargir l'offre de services de santé pour absorber la crise sanitaire » ;

– considérant que le rapport constate que « le système luxembourgeois de gestion de crise bénéficie d'un bon niveau de maturité qui a permis de mettre en place une structure organisationnelle flexible » ;

– considérant que le rapport relève que « la date d'activation de la Cellule de crise correspond à l'activation la plus précoce du mécanisme national de gestion de crise par rapport aux pays européens et a permis au Luxembourg de prendre des mesures pour anticiper la propagation du virus dans le pays très tôt par rapport à ses voisins » ;

– considérant que « la gestion interministérielle de la crise, pilotée au plus haut niveau du gouvernement, a été particulièrement agile » ;

– considérant que le rapport constate que « l'efficacité de la campagne vaccinale au Luxembourg pour réduire les hospitalisations et les décès est indéniable » et que « la campagne a été menée avec succès » ;

– considérant que le rapport relève que le Luxembourg se distingue d'autres pays de l'OCDE par le faible nombre de jours durant lesquels les établissements scolaires sont restés fermés ;

– considérant que le rapport stipule que « la politique de l'emploi et la politique sociale du Luxembourg ont largement permis de faire face à la pandémie de Covid-19 » ;

– considérant que le rapport relève que le dispositif de soutien aux entreprises « a consisté en une diversité de mesures qui ont eu pour but d'offrir une réponse adaptée à la situation de chaque entreprise » ;

– considérant que le rapport indique que la pandémie a révélé certaines pistes d'amélioration du système de santé luxembourgeois ;

– considérant l'ensemble des recommandations formulées dans le rapport de l'OCDE,

invite le Gouvernement

– à poursuivre, sur base de ces recommandations, les travaux visant à renforcer la résilience du pays afin de répondre encore mieux au défi d'une prochaine crise sanitaire ;

– à tenir compte des expériences du terrain de chacun des secteurs concernés, à savoir : le système de santé, le système éducatif, les mesures économiques et budgétaires ainsi que les politiques sociales et de l'emploi ;

– à mettre en place un instrumentaire de lois et règlements menant à une loi pandémique et permettant une réaction rapide en cas de nouvelle crise sanitaire, tout en veillant à confirmer l'implication étroite du Parlement tel que considéré comme bonne pratique dans le rapport de l'OCDE ;

– à veiller à ce que ce nouvel instrumentaire de lois et règlements tienne compte des expériences acquises lors de la gestion de la crise de la Covid-19, de sorte à permettre une approche pragmatique face à une pandémie future en visant une coordination et une collaboration adéquate entre les acteurs concernés ;

– à développer un système d'information de santé unique et intégré, permettant de relier les différentes données de plusieurs secteurs de la santé ;

– à prioriser les investissements dans le personnel de santé et dans les soins primaires basés sur des équipes pluriprofessionnelles ;

– à constituer une centrale d'achat et de logistique pour toutes les institutions de santé pour les produits critiques, les médicaments et les dispositifs médicaux ;

– à repenser la montée en charge des capacités hospitalières plus finement pour maintenir la continuité des interventions non urgentes en temps de crise ;

– à renforcer les mesures d'incitation à la formation pendant la période du dispositif de maintien dans l'emploi, en particulier pour les personnes qui auraient des difficultés à trouver un nouvel emploi ;

– à examiner les pistes en faveur d'un soutien récurrent, comparable au chômage partiel, à destination des travailleurs indépendants ;

– à renforcer le dépistage et la surveillance des troubles mentaux et à développer des politiques de santé mentale multisectorielles ;

– à mettre en place, en temps de crise, des formes de soutien différencié pour prévenir les inégalités des contextes d'apprentissage qui sont susceptibles d'accroître les inégalités scolaires ;

– à prévoir un dispositif de crise permettant de mieux soutenir les travailleurs indépendants en cas de fermeture des écoles, de maladie ou de mise en quarantaine ;

– à évaluer le dispositif du congé pour raisons familiales lié à la Covid-19, tel qu'il a été appliqué durant la pandémie ;

– à revoir les conditions d'ouverture du droit au chômage en temps de crise sanitaire de sorte à en faciliter l'accès pour des personnes ayant eu des carrières professionnelles courtes ou interrompues, notamment les jeunes et les intérimaires, ainsi que les indépendants.

(s.) Mars Di Bartolomeo, André Bauler, Gilles Baum, Yves Cruchten, Josée Lorsché.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Villmools merci.

(Hilarité)

Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Hären, d'Fro, wéi eng Léiere mer aus der Gestioun vun der Pandemie kënnen a sollen zéien, ass natierlech ganz komplex a se wäert och nach laang fir Diskussiounen a Bewäertunge suergen. A wat dës méi konstruktiv sinn, wat besser. Poleemik huet an dësen Zäiten näischt ze sichen.

Eppes wëll ech awer emol schonn direkt betounen, an dat am Numm vun der grénger Fraktioun: Am Verglach zu villen anere Länner steet Lëtzebuerg ganz gutt do. An dat léisst sech mat kengem Argument ewechargumentéieren. D'Demokratie, de Staat an d'Verwaltungen, d'Wirtschaft an déi sozial Ofsécherung hu sech zu Lëtzebuerg als robust erwisen. An dat Dank enger gutt iwwerluechter an transversaler Politik mat héijen Investitiounen.

Natierlech ass een duerno op deem engen oder anere Punkt méi schlau. Ganz einfach, well d'Pandemie an de Virus besser verstane ginn am Nachhinein. Decidéiere muss een awer no vir.

Eng ganz positiv Feststellung eisersäits bezitt sech méi speziell op eise Rechtsstaat an op den demokratesche Prozess bei der Gestioun vun der Pandemie. Hei huet Lëtzebuerg, an dat huet d'OCDE ënnerstrach, ganz kloer säin eegene Wee ageschloen. An dee Wee war dee vun der parlamentarescher Kontroll beim Gros vun den Decisiounen, déi a puncto Covidreegelen zanter dem État de crise getraff gi sinn. Dës Wee zeechent Lëtzebuerg par rapport zu allen anere Länner aus.

An och wann am Schoulsecteur oder am Fleegesecteur verschidden Decisiounen net direkt an e Gesetz agefloss sinn, sou muss een deem awer entgéinthalen, datt déi parlamentaresch Kontroll an deene meeschten anere Länner komplett versot huet. A villen anere Länner war de Respekt vun de Mënscherechter mol net méi ginn. Et war mol net méi vu Mënscherechter ze schwätzen. Zu Lëtzebuerg huet d'Demokratie sech gréisstendeels duerchgesat. An dat weist eemol méi, datt mir eis zu Lëtzebuerg op eise Rechtsstaat an op eis Institutioune verloosse kënnen, wann et drop ukënnt.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eng zweet positiv Eegenschaft, déi eis auszeechent, nennt sech Solidaritéit a Verantwortung vis-à-vis vun deenen aneren. Méi wéi eemol, an dat wësst Der alleguer, ass dës Eegenschaft an de Chamberdebatte ronderëm d'Covidgesetzer ervirgehuewe ginn. An dofir soll dee groussen Zesummenhalt an eiser Gesellschaft och an dëser Debatt net vergiess ginn.

An dee Kontext gehéiert ganz kloer och d'Roll vum Benevolat. Ech denken un de Schutz an un d'Ënnerstëtzung vu vulnerabele Persounen duerch Benevoller. Ech denken awer och un déi vill Benevoller, déi et fäerdegbruecht hunn, d'Sports- an d'Kulturveräiner trotz massiven Aschränkunge ganz kreativ a mat vill Asaz um Liewen ze halen. An ech denken un déi vill Benevoller, déi a sozial ausgeriichten Organisatiounen, wéi zum Beispill de Scouten oder ONGen engagéiert sinn a wärend der Pandemie vun Ufank u wäertvoll Aarbecht geleescht hunn.

D'Léier, déi mer doraus mussen zéien, läit, denken ech emol, op der Hand. Et ass definitiv un der Zäit, fir de Stellewäert vum Benevolat opzewäerten an et net bei Etüden ze beloossen.

Ech erënneren an deem Kontext un d'Etüd, déi vun der Agence du bénévolat duerchgefouert an am Abrëll vun dësem Joer virgestallt ginn ass. D'Zil bestoung a besteet och weiderhin doran, déi reell Besoinen an Hürden um Niveau vum Benevolat ze identifizéieren an doropshin eng Strategie zur Ënnerstëtzung vun der Fräiwëllegenaarbecht op d'Been ze stellen, och um Niveau vun eisen auslännesche Matbiergerinnen a Matbierger, déi sech engagéiere wëllen a sech net richteg am System zurechtfannen.

Dir Dammen an Dir Hären, datt de Benevolat eng enorm Chance fir d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg duerstellt, hu mer net nëmmen an der Pandemie erlieft, mer wëssen et scho laang. An dowéinst si mer zouversiichtlech, datt d'Strategie an d'Opwäertung vum Benevolat sech gläich wäert konkretiséieren an dass Neel mat Käpp gemaach ginn am Hibléck op de 5. Dezember, den Dag vum Benevolat.

Madamm Presidentin, der grousser Kohäsioun an der Gesellschaft steet dann awer en aneren, manner erfreeleche Phenomeen géinteniwwer, dee mir och an der Pandemie erliewen hu missen. Dëse léisst sech leider net klengrieden oder mat rietspopulistesche Floskelen ewechargumentéieren. Ech schwätze vun deenen aggressive Gruppéierungen, déi sech wärend der Pandemie mat organiséierten Hetzcampagnen, Aschüchterung, Vandalismus a Verdréiunge vun der Wourecht lautstaark bemierkbar gemaach hunn an déi mat Methode géint politesch Mandatairen, ech denken un d'Familljeministesch an un de Premier, géint Journalisten awer och esouguer géint d'Wëssenschaft virgaange sinn. Esou Campagnen hunn net nëmmen d'Zil, se hunn och d'Potenzial, eis Demokratie an eis Institutiounen ze destabiliséieren.

Dat war de Constat, dee mer viru genee engem Joer am Kader vun enger Regierungsdeklaratioun op dëser Plaz gemaach hunn. An dëse Constat stëmmt an eisen Aen och nach haut.

Och wann dee beonrouegende Phenomeen sech mëttlerweil berouegt huet, sou misste mer nawell

eng politesch Léier aus deem Mouvement zéien. Et ass déi, datt mir och no der Pandemie wachsam musse bleiwen a weiderhin alles mussen drusetzen, fir datt Lëtzebuerg net zum Närbuedem vu rietsextremisteschen Entwécklunge gëtt.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Well och wa mer d'Pandemie haut plus ou moins am Grëff hunn, da bleift eng aner Gefor bestoen. Et ass déi, datt d'Rietspopulisten a Verschwörungsideologe sech en neit Theema eraussichen, fir d'Gesellschaft ze desinforméieren an opzehetzen, fir Angscht ze verbreeden a fir eise Rechtsstaat ze destabiliséieren.

Dozou däerf et net kommen, mir hunn et scho virun engem Joer hei betount, an dofir muss de Prinzipp vun der Nulltoleranz géinteniwwer esou Methode sech weiderhin zu Lëtzebuerg duerchsetzen; heibanne wéi dobaussen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Datt d'OECD an hirem Rapport net weider am Detail op dëse Volet agaangen ass, heescht net, datt en irrelevant ass.

Dat virausgeschéckt, kommen ech zu deem Secteur, deen an der Pandemie am Mëttelpunkt stoung: Et ass de Gesondheetssecteur natierlech, laanscht deen an dëser Debatt kee Wee ka féieren.

Wärend der Pandemie huet de Gesondheetssecteur, den zentrale Secteur vun der Santé publique, sech duerch eng grouss Krisefestegkeet ausgezeechent. An dat gëtt och positiv vun der OECD ervirgehuewen. Fir eis spillt de Solidaritéitsprinzipp dobäi eng entscheedend Roll.

Dës Bonne note däerf natierlech net iwwer eenzel strukturell Schwächten ewechtäuschen, dat huet mäi Virriedner och gesot, iwwert déi Schwächten, déi sech am Gesondheetssecteur op verschiddenen Eebene bemierkbar maachen an d'Stabilitéit vum ganze System awer dach e wéineg op d'Spill setzen. De Mathias Cormann, de Generalsekretär vun der OCDE, huet dee Volet ganz staark ënnerstrach.

Eng vun de gréisste strukturelle Schwächten ass natierlech déi schläichend Penurie u Personal. Dat ass bekannt. An der Pandemie ass virun allem de Fleegenoutstand méi visibel ginn an domat verbonnen eis grouss Ofhängegkeet vum Ausland. Allerdéngs schielt sech och um Niveau vun der Medezinn eraus, datt Lëtzebuerg op méi Generalisten a Spezialisten ugewisen ass.

Fir d'Penurie ze bekämpfen, si schonn eng Rei Moossnamen decidéiert ginn, an dat begréisse mir ausdrécklech. Mir bezweifelen awer, datt et mat deene geplangte Moossnamen duergeet, an dofir plädéiere mir derfir, weider Schrëtt ze analyséiere respektiv ze ënnerhuelen, déi et géifen erlaben, nach méi jonk Mënschen an d'Richtung vun engem Fleegeberuff oder awer enger medezinnescher Ausbildung ze orientéieren.

Et ass ganz sécher richteg, d'Studiegäng fir d'Fleegeberuffler duerch véier Spezialiséierungen ze erweideren an e Bachelor fir déi Beruffer anzeféieren, eiser Meenung no wier et awer och sënnvoll, dës Studiegäng méi enk mat de Studiegäng fir Medezinner ze vernetzen. Eng besser Vernetzung vun der Fleeg mat der Medezinn, e bessert Schaffen Hand an Hand géif engersäits d'Doktere vun enger Rei Tâchen entlaaschten an d'Aarbecht vun de Fleegeberuffer anerersäits méi interessant an attraktiv maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Doriwwer eraus ass et eiser Meenung no dréngend néideg, d'Infirmièren an d'Infirmiere vun deene massiven administrativen Aufgaben ze entlaaschten, fir datt se nees méi Zäit fir d'Patienten a Patientinnen hunn.

E weidere Punkt, deen eis och um Häerz läit, ass dee vum Statut vum Generalist. Als Gréng plädéiere mir derfir, datt dee Statut opgewäert gëtt. Dëst duerch d'Upassung vun der Nomenclature a vun den Tariffer, déi dem Zäitopwand muss Rechnung droen, déi en Dokter fir eng gutt individuell Begleedung vun engem Patient nun emol brauch.

Des Weidere mussen och d'Missiounen, déi souwuel um Niveau vun der Preventioun wéi och um Niveau vun der Primärmedezinn vun de Generalisten erfëllt solle ginn, nei definéiert an opgewäert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher, wat d'Primärmedezinn iwwert dee Wee méi gestäerkt gëtt, wat d'Spideeler méi entlaascht ginn. Wéi wichteg dës Entlaaschtung ass, hu mer an der Pandemie erlieft. A pandemiefräien Zäiten ass et net manner wichteg, well och an normalen Zäite muss et drëms goen, der Iwwerbelaaschtung vum Personal a vun de Spidolscapacitéite virzebeugen.

Onofhängeg dovu muss all Mënsch net nëmmen a Pandemiezäiten, mee och generell am Alldag d'Recht op eng gutt medezinnesch Primärversuergung ausserhalb vum Spidol hunn, verschidde Prise-en-chargen däerfen einfach net ausgesat ginn, éier iwwerhaapt emol vun enger Prise en charge am Spidol geschwat soll ginn.

Fir eis ass dat e weidere Grond, fir alles drunzesetzen, datt de Beruff vum Allgemeng- oder Primärmedezinner méi attraktiv gëtt an datt méi Medezinnstudente sech fir deen Ausbildungswee interesséieren.

Net anescht ass et am Beräich vun der Pediatrie, wou sech ëmmer op en Neits erausstellt, datt Lëtzebuerg mat engem akute Mangel u Pediatere konfrontéiert ass. Elo, wou d'Bronchiolite sech als Klengkand-Epidemie verbreet, ass d'Penurie u Pediateren nees an d'Aktualitéit geroden. Eigentlech ass de Problem awer net nei, scho viru Joren a Joren hu mer an der Chamber doriwwer diskutéiert a viru Joren a Joren hätten nei Weeër missen ageschloe ginn, fir de Beruff méi attraktiv ze maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Och hei spillt d'Opwäertung vum Statut eng entscheedend Roll. Stéchwuert Nomenclature, Tariffer a Facteur Zäit, déi bei der Pediatrie gradesou wéi bei der Generalmedezinn net genuch an d'Gewiicht falen. Positiv ass, datt déi grouss Gefor vun der Penurie mëttlerweil iwwerall, queesch duerch d'Bänk, unerkannt gëtt an domat och den akuten Handlungsbedarf, dee sech doraus ergëtt. Nach muss gehandelt ginn.

Ech kommen zu der Digitaliséierung, en anere wichtege Volet, op deen ech wëll agoen an dee sech och op de Gesondheetssecteur bezitt an dësem Fall. Am Fong war d'Pandemie eppes wéi e Wecker, deen am Beräich vun der Digitaliséierung geschellt huet. De sougenannte „wake-up call" huet dozou gefouert, datt d'Teleconsultatiounen an E-Prescriptioune praktesch vun engem Dag op deen anere méiglech gi sinn. Virun der Pandemie ware se bal net denkbar.

An awer! Trotz dësem Fortschrëtt, muss een haut feststellen, datt d'Digitaliséierung am Gesondheetssecteur nach ëmmer net do ukomm ass, wou se am Joer 2022 misst ukomm sinn. An dat obwuel d'Pandemie eis gewisen huet, wéi sënnvoll a wichteg d'Digitaliséierung am breede Beräich vun der Santé publique ass.

Dréi- an Aangelpunkt ass fir eis den Dossier de soins partagé. Ech widderhuelen dat, wat mäi Virriedner, de Mars Di Bartolomeo, och gesot huet: Ouni DSP ass e vernetzt Schaffen an eng Optimiséierung vun de Servicer, Akten a Prozedure ganz einfach net méiglech. An ouni DSP besteet och de Risiko, datt déi ëffentlech Gelder net ëmmer effikass agesat ginn. Duerfir si mir der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Agence eSanté eng Gesamtstrategie mat engem kloren Zäitplang muss ausschaffen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Zil muss et sinn, d'Gestioun, mee och den Accès op d'Servere vun der eSanté an ëffentlecher Hand ze halen. Dat verhënnert net, datt ënnerschiddlech Logicielle vu baussen dateschutzkonform connectéiert kënne ginn an datt de Patient mat enger Gesondheetsapp Zougang zu all sengen Donnéeë kritt.

Wat d'Digitaliséierung am Spidolsecteur ugeet, muss et och geléngen, en eenheetlechen IT-System op d'Been ze setzen an d'Servicer konsequent mateneen ze vernetzen. Nëmmen esou ka garantéiert ginn, datt eenzel Ënnersichungen net zwee- oder dräifach mussen duerchgefouert ginn an deemno och zwee- oder dräifach vun der CNS finanzéiert musse ginn.

Ëffentlech Gelder solle méi effikass ugeluecht ginn. Besonnesch an der Pandemie, wou den Drock op d'Spideeler grouss war, huet sech gewisen, wéi wichteg et ass, datt d'Zännrieder optimal aneneegräifen. An dowéinst muss déi pandemiefräi Zäit elo onbedéngt genotzt ginn, fir den Digitaliséierungsprozess an d'Vernetzung vun de Servicer op allen Eebenen ze beschleunegen an nohalteg ofzesécheren. Mir begréissen, datt d'Regierung och op dee Wee wëll goen, an dat geschwënn.

D'Pandemiegesetz, e grousst Stéchwuert fir haut. Dat gesot, kommen ech dann zu deem Punkt, deen den Här Wiseler dann och méi laang developpéiert huet. Ech schwätze vun deem Gesetz. Déi eng soen „Epidemiegesetz", déi aner „Pandemiegesetz". Ech denken, den Numm ass elo net dat Wichtegst. Et existéiert zu Lëtzebuerg iergendwéi an engem Tirang, an engem Schaf, aus dem Joer 1886, mengen ech. Et ass veraltert a kaum nach ze gebrauchen. Dofir ginn ech net op dat Gesetz an.

Mir hunn och e Gesetz iwwer Infektiounskrankheeten, dat am Juli 2018 nach emol ugepasst ginn ass. Dëst Gesetz bezitt sech op den Ëmgang mat héichgefäierlechen ustiechende Krankheeten.

An doriwwer eraus hu mer natierlech och mëttlerweil zwee Joer dru geschafft, fir 30 Covidgesetzer an extreem kuerzer Zäit op d'Been ze stellen. Bekanntlech waren dës Gesetzer speziell op d'Covidreegelen ausgeriicht an dat lescht Gesetz ass och nach a Kraaft. Wat zu Lëtzebuerg awer feelt, ass en zäitgeméisst an iwwergräifend Pandemiegesetz.

Domat mengen ech e Gesetz wéi zum Beispill dat an der Schwäiz. Den Här Wiseler huet vun deem däitsche Gesetz geschwat, dat an der Schwäiz besteet zanter 2012 ënnert dem Numm „Epidemiengesetz". Et berout op engem uralen Text, mee et gëtt reegelméisseg aktualiséiert, fir d'lescht nach am Joer 2020, wou et drëms gaangen ass, verschiddene Facettë vun der Coronapandemie Rechnung ze droen.

De sprangende Punkt ass follgenden: Prinzipiell geet et an engem Epidemiegesetz drëms – an notamment an deem vun der Schwäiz –, d'Zoustännegkeete vun den nationalen, regionalen a kommunalen Decideure kloer an transparent ze reegelen. An et geet drëms ze definéieren, wéi d'Zesummenaarbecht tëscht dem Staat an anere wichtegen Instanzen oder Institutiounen an enger Pandemie soll ausgesinn.

Den Zweck vun deem Gesetz ass deemno eng schnell an onbürokratesch Koordinatioun vu sämtlechen Acteuren, Gremien an Infrastrukturen, déi zur Iwwerwaachung, der Verhënnerung an der Bekämpfung vu Pandemien oder Epidemië bäidroe kënnen. An doweinst kommen och d'Fuerschung an déi international Kooperatioun am Schwäizer Gesetz zur Geltung.

An deem Gesetz sinn dann och dräi Stufen definéiert, déi jee no Situatioun declenchéiert kënne ginn: déi normal Situatioun, déi besonnesch Situatioun an déi ausseruerdentlech Situatioun, déi am Fong vergläichbar ass mam État de crise, wou d'Decisioune praktesch komplett an den Hänn vun der Regierung leien, hei allerdéngs mat engem gewëssene Matsproocherecht vun der Populatioun. Dës lescht Situatioun oder Stuf ass op maximal sechs Méint limitéiert an der Schwäiz an däerf just a ganz akuten Noutsituatiounen ausgeruff ginn.

An deem Gesetz geet et also net just ëm d'Adaptatioun vun de Covidreegele jee no Situatioun an Entwécklung. Et geet virun allem drëms, en iwwergräifenden an transparente Kader ze hunn, deen et erlaabt, séier, effikass a kohärent ze handelen, ouni d'Demokratie ausser Kraaft ze setzen. Aus all deene Grënn si mir als Gréng der Meenung, datt d'Elaboratioun vun engem Pandemiegesetz och fir Lëtzebuerg eng gutt Saach wier a villes géif vereinfachen.

Mir sinn eis awer och bewosst, datt de Schwäizer Modell net direkt op eise politesche System iwwerdrobar ass. Mir sinn awer der Meenung, dass ee sech dorun inspiréiere kann oder awer un anere Modeller, déi et och gëtt. Aus dem Stee schléit een esou e Gesetz jiddefalls net.

Dir Dammen an Dir Hären, well meng Riedezäit net éiweg ass, kommen ech zum Schluss nach bei d'Educatioun a méi speziell bei d'Kanner an déi Jonk, déi an der Pandemie staark op d'Prouf gestallt gi sinn, souwuel bildungspolitesch wéi och mental. Eng gutt Bewäertung gëtt et am Schoulberäich, wou d'OCDE positiv ervirhieft, datt d'Schoulen zu Lëtzebuerg am mannsten zou waren am Verglach zu deenen anere Länner aus der OCDE. An der Grondschoul louch den OECD-Duerchschnëtt bei 80 Deeg, zu Lëtzebuerg waren et der nëmmen 48. Am Secondaire louch den Duerchschnëtt bei 94 Deeg, zu Lëtzebuerg bei just 34.

Datt d'Schoule gréisstendeels opbliwwe sinn, hu mir als Gréng vun Ufank un ënnerstëtzt, anerer manner oder guer net. Haut si mer frou ze gesinn, datt mer richteglouchen an datt déi oppe Schoule bewisenermoossen derzou bäigedroen hunn, déi negativ Effekter op d'Bildungsresultater a Grenzen ze halen.

An awer: Gutt Bildungsresultater heeschen net per se, datt et alle Kanner a Jonke gutt geet zu Lëtzebuerg an datt hir mental Gesondheet intakt ass. Ganz am Contraire: Sämtlech national an international Etüden, och d'OECD, weisen drop hin, datt déi mental Gesondheet vun der jonker Generatioun staark ënnert der Pandemie gelidden huet an datt dësen Zoustand riskéiert, ville jonke Mënschen d'Zukunft ze verbauen.

Doweinst kann een net oft genuch bedaueren, datt d'Waardezäiten an der Kanner- a Jugendpsychiatrie – hei geet et och ëm d'Penurie vu Spezialisten an engem ganz wichtege Beräich – endlos sinn an datt de Remboursement vun der Psychotherapie nach ëmmer op sech waarde léisst.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann et haut nach net kloer ass, ob mir d'Pandemie schonn hannert eis hunn oder net, esou féiert haut scho kee Wee derlaanscht, eng To-do-Lëscht fir déi jonk Generatioun op d'Been ze stellen, engersäits fir d'Nofollgeschied vun der Pandemie op déi jonk Generatioun ofzefiederen, anerersäits awer och, fir se am Hibléck op d'Zukunft méi staark a méi widderstandsfäeg ze maachen.

Erfreelech ass dobäi, datt dës To-do-Lëscht schonn a groussen Zich existéiert. Ech schwätze vum virleschte Rapport vum OKaJu, dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, dee sech ganz speziell op d'Auswierkunge vun der Covidkris op d'Kanner a Jonker konzentréiert huet a ganzer 24 Recommandatiounen enthält. Mir mussen d'Rad also net nei erfannen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Elo geet et drëms, dës Recommandatioune mat liewegen Inhalter ze fëllen an déi jonk Generatioun un der Gestaltung vun deenen Inhalter ze bedeelegen. Wa mer dat fäerdegbréngen, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer e gutt Stéck weider, och um Niveau vun de Kannerrechter, wou Lëtzebuerg e gewëssenen Nohuelbedarf huet, wann et ëm Matbestëmmung a Participatioun geet.

Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Kanner an déi Jonk an der Pandemie net selwer konnten decidéieren, ob d'Schoulen op oder zou sollte sinn, ass aus sanitäre Grënn verständlech. Ech wetten awer, datt se sech mat enger grousser Majoritéit fir oppe Schoulen decidéiert hätten an domat och eis Regierung ënnerstëtzt hätten.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, well meng Riedezäit um Enn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Lorsché. An den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen, Dir Hären, merci der Regierung fir dës Debatt an dem Här Claude Wiseler och fir seng Interpellatioun en häerzleche Merci.

De Rapport vun der OECD ass méi nuancéiert wéi dat, wat d'Regierung ons gleewe maache wëllt. Niewent Luef gëtt et nämlech och Kritik. Besonnesch déi héich Zuel un Affer bei den eelere Leit an den Heemer, dëst trotz strenger an mënschenonwierdeger Isolatioun. Dat ass och der OECD opgefall. Dës verléiert awer kee Wuert driwwer, datt déi zoustänneg Ministerin net hir politesch Verantwortung iwwerholl oder geholl huet. Dat hat deemools déi ganz Oppositioun geschlosse verlaangt.

De Coronanarrativ vun enger grousser Kris a fläissegen Institutioune gëtt awer ervirgestrach. Zu Recht geet rieds vun der Erosioun vum Vertrauen an d'Regierungs- an Expertemeenung. Genee dat dierft awer an Zukunft d'Konklusioun sinn, déi vill Leit vum Corona zréckbehalen. Wie net déi ganz Wourecht seet, huet e Problem, fir d'Vertrauen duerno erëmzegewannen.

Am Virwuert vum Rapport gëtt och behaapt, datt d'Bewältegung vum Covid-19 opgrond vun zolitte Fakte geschitt wär. Dat hu mer deemools scho bezweifelt an haut wësse mer nach méi. Periodesch kommen nei Informatiounen eraus, déi villes vun deem, wat eis erzielt gouf, relativéieren oder souguer dementéieren. D'Fro ass: Wéi wäit war dat scho wärend der Pandemie gewosst? Oder gouf et wëssentlech verschwigen? Dat wësse mer net. Dat ass déi Fro, déi mer ons stellen.

D'OECD ass an eisen Aen net déi Instanz, fir esou eng Etüd ze maachen. Si kennt eist Land net genuch, an Interviewen iwwer Videoe si keng richteg Enquête. De Rapport vun der OECD ass an onsen Aen ...

(Brouhaha)

... eng Gefällegkeetsenquête am Optrag vun der Regierung. Laanscht eng neutral an objektiv Evaluatioun vun alle Moossnamen, déi ze veräntwere sinn, mat hiren Auswierkungen op eis ganz Gesellschaft, wäert d'Regierung net kommen.

A wat d'CSV ubelaangt, do wéilt ech jo nach emol och relativéieren, datt si nach villes méi streng wollte maache wéi d'Regierung.

(Interruptions)

Ech schwätze vun enger Tracingapp bis hin zu enger allgemenger Impfflicht.

M. Dan Kersch (LSAP) | Sot hinnen et emol! Et hëlt zwar keen Iech seriö, mee sot et awer!

(Interruption)

M. Jeff Engelen (ADR) | Här President ... oder Madamm Presidentin, pardon, ...

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Den Här Engelen huet d'Wuert a soss keen, wannechgelift.

M. Jeff Engelen (ADR) | ... Covid ass eng Realitéit. Vill Leit si krank ginn a vill sinn och mat deem Virus gestuerwen. All Doudegen ass en Doudegen ze vill an déi betraffe Familljen a Leit hunn eist déifst Matgefill.

Mir gehéieren net zu deenen, déi déi Krankheet leegnen. D'ADR hat awer dobäi ëmmer eng verantwortungsvoll a méi moderat Linn gehat: Respekt virun der Fräiheet a vun der Autonomie vum Eenzelnen, keng Aschränkung vun de Grondrechter a keng Repressiounen, Jo zu fräiwëllegen Impfungen.

Besonnesch d'Regierungsrhetorik mam Opdeele vum Land an „déi gutt Geimpft" an „déi béis Impfskeptiker" huet vill Schued gemaach. Zur Erënnerung: Leit, déi sech net wollten impfe loossen, goufen de facto vum sozialen a kulturelle Liewen ausgeschloss a si hu misse bezuelen, fir däerfe schaffen ze goen.

Bis haut wëll d'Regierung och keng Transparenz, wat d'Niewewierkungen ubelaangt, a bis haut zéie mer och nach keng Konklusiounen aus der Tatsaach, datt d'Impfen absolutt net d'Iwwerdroe vum Virus op anerer verhënnert.

Et koum wärend der Pandemie zu grousse Spannungen an der Gesellschaft an zu Demonstratiounen, déi konsequent ënnerdréckt goufen. Fir déi Rout Bréck zu enger Demonstratiounszon ze erklären, do muss ee schonn eng grouss Fantasie hunn. Dat war am Fong geholl en Trauerspill fir eis Demokratie. Jo, et koum leider ...

(Brouhaha)

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Dir hutt gehollef, dat ze ënnerstëtzen. Är Partei huet dat gehollef ze ënnerstëtzen, Här Engelen.

(Brouhaha)

M. Jeff Engelen (ADR) | Madamm Presidentin, et koum leider op der Säit vun enger klenger Minoritéit vun Demonstranten zu e puer inakzeptabelen a bedauerlechen Tëschefäll, zum Beispill um Chrëschtmaart oder géint d'Privatsphär vun e puer Politiker. Dat verurteele mer als ADR ganz däitlech an op d'Schäerfst.

(Interruption)

Awer déi grouss Majoritéit vun den Demonstrante war friddlech. Mee och si goufe kritiséiert a verdaamt. An eisen Aen ass dat absolutt inakzeptabel. Als ADR stelle mer fest, datt d'Regierung op Basis vun deels falschen Argumenter eng repressiv Politik bedriwwen huet.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Här Engelen, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech géif emol eng Kéier soen, ech hätt haut keng Loscht op dem Här Dan Kersch seng Doktrinn.

Plusieurs voix | O!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kommt awer net laanscht d'Fro. Wien huet dat gemaach?

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech géif da virufueren, ech hunn nëmmen zéng Minutten.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wien huet déi friddlech Demonstrante verurteelt? Dir hutt elo hei op der Tribün eppes gesot ...

(Brouhaha)

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Den Här Engelen hält elo seng Ried fäerdeg.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech hunn elo d'Wuert, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | En ass elo duerjerneen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Dat kënne mer net acceptéieren, déi repressiv Politik. An enger Demokratie muss ëmmer Plaz si fir aner Meenungen a fir Protest!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Wou ass do d'Toleranz, vun där ëmmer esou grouss geschwat gëtt, dobaussen an och heibannen?

Leider hate mir och haasserfëllt Artikele géint Impfskeptiker a villen, och groussen Zeitungen. D'Press war gréisstendeels alles anescht wéi nuancéiert an/oder gemäässegt. Misst si sech och net emol hannerfroen?

(Exclamations)

Loosst mech nach op e puer Punkten agoen. Et ass éischtens drëm gaangen, de Spidolssecteur an de Gesondheetssystem net ze iwwerlaaschten. Dat ass gegléckt mat enger Beleeung vun den Akutbetter vu maximal 10 % bei deenen normalen a vu maximal 52 % bei deenen intensive Better, wéi d'Madamm Minister an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro selwer gesot huet.

Dat hat awer och en héije Präis, well bis haut waarden nach eenzel Leit drop, datt si medezinnesch Hëllef kënne kréie fir Problemer bei hire Krankheeten, no deene wärend der Pandemie kaum méi gekuckt ginn ass. Eenzel Spidolsservicer si broochgeluecht ginn. Dat musse mer alles ganz objektiv hannerfroen. A wat kënne mer besser maachen an der Zukunft bei enger änlecher Saach?

Corona huet virun allem och dat akut Versoe vun eiser sozialistescher Gesondheetspolitik gewisen, déi jorelaang Better ofgebaut huet, obschonns d'Bevëlkerung massiv gewuess ass.

Plusieurs voix | O!

M. Jeff Engelen (ADR) | Wann et awer iergendwéi nach goung ... ech hat jo do en Depot eragereecht, e Gesetzesdepot, dee kéint och emol aus dem Tirang erausgeholl ginn. Wann et awer iergendwéi nach goung, ass dat virun allem den Dokteren an dem medezinnesche Personal ze verdanken. Hinne soe mer nach emol e grousse Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Den zweete wichtege Punkt an der primärer Regierungsmissioun nieft dem Oprechterhale vum Gesondheetssystem war jo de Schutz vun de besonnesch ufällege Bierger an hei deenen eelere Leit. Leider muss ech kengem heibannen an Erënnerung ruffen, wéi monumental an deem Beräich d'Versoe vun der Regierungspolitik war.

An nach eppes wëlle mer däitlech ënnersträichen: Mir wëllen d'Fräiheet vun de Leit verdeedegen. Mir wëlle keng QR-Coden, déi eist Liewe reglementéieren, a kee Gesondheetspass, deen an der EU als neit Reesdokument gëllt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Déi lescht Joren hunn eis leider gewisen, wéi zerbriechlech eis Fräiheet ass.

Mir wëllen och net ëmmer méi Kompetenzen un d'EU ofginn. Eng europäesch Gesondheetsunioun muss an den Hänn vun den Natioune bleiwen. Mir wëllen och net, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun oder aner international Gremie bei eis am Land kënne konkreet politesch Mesuren oder Moossname virschreiwen. Mir sinn als ADR fir eng international Zesummenaarbecht am Gesondheetswiesen, awer mer mussen nach selwer kënnen decidéieren, wat hei am Land geschéie soll.

Eenzel Moossname waren zum Deel gutt, anerer iwwerspëtzt. Ech wëll dann op déi puer iwwerspëtzt agoen. Dat war de Couvre-feu mat sengen Ausname fir Hausdéieren. En huet de mënschleche Kontakt ënnerbonnen zu Auerzäiten, wou souwisou ganz wéineg Leit ënnerwee waren. Firwat hunn déi kleng Geschäfter missen zoumaachen an déi grouss konnten opbleiwen? D'Maskeflicht, déi haut vu villen och wëssenschaftlech hannerfrot gëtt. Den deiere Large-Scale-Testing. E Rapport duerch d'Cour des comptes gëtt elo gemaach op Drock vun der ADR.

(Hilarité)

Zu engem Bilan vun de Lëtzebuerger Coronamooss-namen zielt ganz sécher och en Audit vun deene Suen, déi an de private Secteur gefloss sinn. A wie kritt hei déi Testresultater? Wie kritt international Zougréff op d'DNA vun deene Persounen, déi getest goufen? Als ADR verlaange mir eng komplett Opklärung.

Mir als ADR hunn d'Regierung do ënnerstëtzt, wou et eisem beschte Wëssen a Gewëssen no méiglech war. Dat hu mer gemaach. Mee et gouf och villes kopéiert, wat dobaussen an Europa decidéiert gouf, an dat huet och deels zu enger Opspléckung an eiser Gesellschaft geféiert, wat net glécklech war. Ech si well drop agaangen. Wat d'Spléckung ubelaangt, ass dat och bis op d'medezinnescht Personal eriwwergaangen. Hei hu leider och eenzel gutt Leit decidéiert, datt si dee Beruff net méi wëlle maachen, wat mir bedaueren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Och d'wirtschaftlech Schied däerfe mer net vergiessen. D'Existenz vu ville Bierger am Aarbechtsverhältnis konnt geséchert ginn, an dat ass och gutt a richteg esou. Als ADR hate mer zwar 100 % Lounausgläich gefrot an net nëmmen 80 %. Wéi awer mat de liberale Beruffer a Geschäftsleit ëmgaange ginn ass, muss och nach genee gekuckt ginn. Bei ville Betriber a ganze Wirtschaftssecteure si bleiwend Problemer entstan. Horeca a Logistik sinn hei nëmmen zwee Beispiller vu villen.

Dankbar si mir als ADR all deenen, déi gehollef hunn, datt et awer virugeet: am medezinnesche Secteur, dem Léierpersonal, de Sécherheetsdéngschter, villen Administratiounen a Verwaltungen, de Camionschaufferen, der Post an nach vill méi. Si all hunn eng groussaarteg Aarbecht geleescht fir eis a fir eist Land.

D'Regierung brauch awer och nach méi Viraussiicht fir e verantwortungsvollt Handelen. Dowéinst hat d'ADR scho ganz am Ufank vun der Pandemie vill konkreet Initiative proposéiert. Och dat gehéiert zur Analys: en neit Pandemiegesetz – den Här Claude Wiseler ass scho méi laang drop agaangen –, strateegesch Reserven op eisem Territoire souwuel am Beräich vun der Energie, wéi och bei de Liewensmëttel, wichtege Gidder a Medikamenter, eng Reindustrialiséierung op EU-Niveau, fir d'Ofhängegkeet vu China ze reduzéieren, eng Opstockung vun de Spidolsbetter, d'Erhale vun der Beweegungsfräiheet an der EU, eng Landwirtschaft, déi eist Land kann ernieren; an et wär ganz sécher nach villes méi do ze ernimmen.

Madamm Presidentin ... Här President, pardon, mir mussen onbedéngt aus dëser Kris d'Léieren zéien. Mir brauchen ënner anerem e bessere Gesondheetssystem mat genuch Reserven. Mir bestinn dowéinst op engem grousse Militärspidol, dat och gäre kann zesumme mat der Iddi vun enger Uniklinick gemaach ginn oder geduecht ginn.

Mir brauchen demokratesch Kultur an och keng Repressiounen. Dat ass net gutt fir eist Land. Dat spléckt e Land, an dat wëlle mer net.

Mir wëllen eng Eenheet, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, léif Ministeren, fir d'éischt emol merci der Regierung an och der CSV fir dës Debatt. An ech wéilt als Éischt agoen op d'Natur vun der OECD, well et muss ee jo awer och kloer soen, dass d'OECD als Wirtschafts- an Handelsorganisatioun net wierklech eng onofhängeg Organisatioun ass, fir eng Evaluatioun ze maachen. Et ass eng tëschestaatlech Organisatioun vun den entwéckeltste Länner vun der Welt, déi kloer en ekonomesch-politeschen Uerder vertrëtt an deemno och en ideologesche Brëll unhuet.

D'OECD ass och keng Gesondheetsorganisatioun. Als Organisatioun, déi ganz kloer eng maartwirtschaftlech Ausriichtung vertrëtt an deemno, wéi gesot, hiren ideologesch-politesche Brëll unhuet, gesäit d'OECD och net alles mat Recul a beliicht och net all d'Aspekter vun der Covidgestioun kritesch. Dat hunn och schonn eng Rei Virriedner hei gesot, an ech mengen, et ass wichteg, dat nach eng Kéier ze soen.

Sou blent si dann och eng Rei Punkten aus, déi mir awer reegelméisseg och scho kritiséiert hunn. An ech wäert dann och aus Zäitgrënn natierlech net op all Punkten agoen, mee op eng Rei Punkten an och virun allem op eis Haaptkritikpunkten.

Dorënner d'Auslagerung vun essenzielle Servicer wéi d'Testen an de Contracttracing u privat Acteuren. Erënnere mer dorun, dass grouss Consultingboîtten dës Aufgaben iwwerholl haten. Wa mer verstinn, dass an enger éischter Instanz natierlech an der Urgence dëse Schrëtt ënnerholl gouf, fir mat privaten Acteuren zesummenzeschaffen, sou versti mer net, dass no Méint a Méint nach ëmmer ganz vill vun dësen essenzielle Servicer vu privaten Entreprisë geréiert an exekutéiert goufen.

D'OECD geet esouguer méi wäit a recommandéiert eng verstäerkt Kollaboratioun tëscht dem Staat a privaten Entreprisen. Si kuckt hei natierlech net, a wéi

engen Aarbechtskonditiounen um Terrain geschafft gëtt, wat och d'Qualitéit ugeet.

D'Fro ass dann: Wéi wëlle mer eis an Zukunft, wa mer nach eng Kéier eng Pandemie hunn, besser opstellen? Oder wéi wëlle mer schaffen? Wëlle mer nach eng Kéier d'selwecht mat privaten Acteuren esou verfueren oder wëlle mer eis Servicer anescht opstellen?

D'Prise en charge vun der Gesondheet gehéiert an eisen Aen an eiser Meenung no zu den Haaptaufgaben a Responsabilitéite vum Staat als Garant vum Bien commun. Eiser Meenung no missten doséinst déi Aufgabe vu staatlechen Acteuren iwwerholl ginn an net vu profittorientéierte privaten Acteuren.

Interessanterweis gouf jo och am Ufank vun der Pandemie ganz dacks drop higewisen, dass mer e staarke Staat brauchen, dass eebe grad d'Pandemie u sech eng Preuve derfir ass, dass mer e staarke Staat brauchen. Mee e bësselchen hu mer d'Gefill, dass déi Gedanken awer schnell vergiess waren am Laf vun der Pandemie.

Och recommandéiert d'OECD zum Beispill d'Institutionaliséierung vum Contacttracing, woumadder mir natierlech averstane sinn, eebe grad well mer der Meenung sinn, dass d'Resilienz an d'Zukunftsfäegkeet vun engem Gesondheetssystem vis-à-vis vun zukünftege potenzielle Pandemië besser ausgestatt ass, wa mer da staark ëffentlech Servicer hunn.

Wat d'Demokratie ugeet, och dorobber ass schonn hei laang a breet agaange ginn: D'OECD begréisst natierlech, wéi mer et och hei schonn oft gemaach hunn, dass d'Parlament esou vill agebonne war. Mee ech mengen, do muss een awer och ganz kloer soen, dass deen demokratesche Prozess awer och zum Deel scheindemokratesch Zich hat, wann ee gesäit, dass ganz vill Avisen, bon, vu dass mer immens kuerz Zäit ëmmer nëmmen haten, vun enger Rei Acteuren net wierklech en compte geholl gi sinn, wéi déi sëllegen Avise vun der Mënscherechtskommissioun, déi awer op e wichtegen Aspect wéi dee vun der Proportionalitéit agaange sinn, déi ganz dacks net genuch mat en compte geholl gi sinn.

Wat d'Kommunikatioun ugeet, do recommandéiert d'OECD eng besser Kommunikatioun tëscht dem Schoulministère an de Leit um Terrain an den Administratiounen. Jo, dat ass sécherlech gutt, mee och do gesi mir hir Kritik als ze vill moderat, well e Problem war eiser Meenung no och ganz kloer, dass den Educatiounsministère Moossname fir sech geholl huet an net genuch mat agebonne gouf an déi generell Moossnamen, déi mir hei an de Covidgesetzer decidéiert hunn. Och dat ass scho gesot ginn.

An d'Kommunikatioun war allgemeng geprägt vu ganz vill Hin an Hier, och dat ass schonn oft gesot ginn, virun allem bei de Moossnamen natierlech. Do bleift an Erënnerung, dass esouguer mir hei am Haus heiansdo net méi woussten, wéi eng Moossnamen da wierklech grad en vigueur waren, well et gouf effektiv vill Hin an Hier bei de Moossnamen. A leider geet d'OECD weider guer net op dëse Punkt an, woubäi dat awer eigentlech, mengen ech, och en Haaptpunkt ass, wann een eng Evaluatioun vun der Covidgestioun mécht.

Mir mengen awer, dass een, wann een eng Evaluatioun mécht, och ganz kloer dësen Zickzackkurs beliichte muss. E puer Beispiller: Dir kënnt Iech erënneren, dass den 2G agefouert an no engem Mount erëm ofgeschaaft gouf. Idem mam obligatoreschen 3G: Och deen ass agefouert ginn a kuerz drop erëm ofgeschaaft ginn. Wat huet dat bruecht, ausser Frust, Verzweiflung a Roserei?

Aner Moossnamen, déi Haaptinstrumenter waren an der Pandemiebekämpfung, wéi zum Beispill d'Kontaktquarantän oder och d'Isolatioun, goufen op eemol ofgeschaaft, ouni dass deem eng wierklech wëssenschaftlech Basis zugronn louch. A wa mer d'Froe gestallt hunn, krute mer ganz dacks gesot, dass dat eigentlech éischter eng Mesure wier, déi geholl géif gi wéinst deene Mesuren, déi am Ausland geholl gi wieren, also net wierklech eng wëssenschaftlech Basis deem zugronn louch.

De Risiko bei deem Zickzackkurs ass ganz kloer, dass Vertrauen an d'Politik verluer geet, d'Vertrauen an d'Institutioun verluer geet, an och dat huet d'Mënscherechtskommissioun ëmmer erëm widderholl an och mir hei am Haus hunn dat ëmmer erëm widderholl. An dat ass, mengen ech, och ee vun den Avantagen, deen effektiv e Pandemiegesetz hätt, fir méi Previsibilitéit a méi Kohärenz do eranzebréngen.

D'OECD geet dann och net op en anere Punkt an, deen eis awer och ganz wichteg ass, an zwar dass Politik gemaach ginn ass mat Drock. Den 2G war dat ganz kloer: Et ass drëms gaangen, Drock auszeüben, fir dass d'Leit sech impfe loossen. Den obligatoreschen 3G war am Endeffekt net wierklech eppes aneres. An ech mengen, et muss een och kloer soen, dass een net stolz dorobber soll sinn, dass mer Politik ... oder dass d'Regierung Politik mat Drock gemaach huet. An ech mengen, dass een dee gesellschaftleche Schued vun deene coercitive Moossnamen do net ënnerschätze kann, och wa mer effektiv am Moment guer net doriwwer schwätzen, well dat grad einfach esou ausgeblent gëtt. Mee ech mengen, dass do wierklech e gesellschaftleche Schued ass, deen een net kann ënnerschätzen.

Ech mengen, et ass ganz wichteg, éierlech ze sinn, well d'Regierung huet dann, wéi ech grad gesot hunn, Politik mat Drock gemaach. Dat hunn ech schonn e puermol gesot. Dat Ganzt stoung awer u sech op ganz wackelege Been, wéi mer haut wëssen.

A mir wëssen zënter Kuerzem, dass den Impfstoff vu Pfizer mol net vun hinne getest gi war eebe fir de Friemschutz. Ech mengen, dat ass jo viru Kuerzem vun enger Vertriederin vu Pfizer am EU-Parlament gesot ginn. An dat muss ee sech jo dann awer emol op der Zong zergoe loossen. Mir haten eng Impfcampagne mat deene Moossname fir de Friemschutz, dee baséiert huet op enger Premiss, dass mer eeler a vulnerabel Leit sollte schützen. An do si mer, wéi gesot, viru Kuerzem gewuer ginn, dass dat u sech eigentlech esou net gestëmmt huet.

D'Regierung huet sech dann, geneesou wéi aner EU-Regierungen, un der Nues féiere gelooss vu Pfizer a Co. Erënnere mer drun, dass d'EU 4,6 Milliarden Impfstoffdosen aacht pharmazeutesche Laboen ofkaf huet. Haut wësse mer, dass d'Impfstoffer virun allem en Eegeschutz géint schwéier Verleef sinn. Mir wëssen, dass déi héich geschwueren Devise, dass mer eisen Nächste solle schützen, esou net gestëmmt huet.

D'Pharmakonzerner, déi net ëmmer mat korrekte Mëttel geschafft hunn, wéi ech schonn duergeluecht hunn, hu sech an där Zäit eng gëllen Nues verdéngt: BioNTech huet am Joer 2021 e Benefiss vun 10,3 Milliarden Euro gemaach, Pfizer e Benefiss vun 21 Milliarden Euro am Joer 2021 eleng a Moderna 11,6 Milliarden Euro Benefiss am Joer 2021. Déi Zuele muss ee sech och wierklech unhéieren. Dat sinn enorm Gewënner!

An da kommt, mir schwätzen emol iwwert d'Verléierer. Et ass entre-temps gewosst, awéiwäit dës Entreprisen Drock op d'Regierungen ausgeüübt hunn, fir dass d'Brevete vun den Impfstoffer net sollten opgehuewe ginn. Corporate Europe Observatory – dat ass eng ONG, déi d'Lobbyinfluenz um Niveau vun der EU observéiert – seet, dass si an hire 25 Joer Existenz zu Bréissel nach ni esou eng enorm Intransparenz gesinn hu wéi am Dossier Impfstoffbeschafung. D'Pharmaindustrie hätt massiv Drock op d'EU-Kommissioun ausgeüübt, fir dass d'Patenter vun den Impfstoffer eeben net sollte suspendéiert ginn.

(Interruptions)

Erënnere mer eis un d'Initiativ vun Indien a Südafrika ... se si schéin, d'Käerzen, gell? Erënnere mer eis un d'Initiativ vu Südafrika an Indien, fir d'Breveten ze suspendéieren, eng Initiativ, déi mir och ënnerstëtzt hunn hei am Parlament ouni Erfolleg, an dat, fir dass an deenen aarmen a Schwellelänner eebe grad d'Produktioun vun Impfstoffer kéint ugekuerbelt ginn, fir dass och si kéinte vun den Impfstoffer profitéieren.

Wéinst dem Patentschutz awer an dem Onwëllen, dësen opzehiewen, ass den Impfstoff net zu engem ëffentleche Gutt ginn, an ech mengen, et muss ee kloer soen, dass ganz vill Mënschen onnéideg gestuerwe sinn. An dat dierf an enger Pandemie eigentlech net sinn.

D'Impfongerechtegkeet ass awer och net just e Resultat vun der Lobbyinfluenz, mee ganz kloer och vun der Realpolitik, vun enger Politik, déi op eegen Interessen ausgeriicht ass. Nodeems jo am Ufank versicht ginn ass, gemeinsam Impfstoffer anzekafen iwwert de COVAX-Mechanismus, si ganz schnell erëm aner Reflexer opkomm an déi räich Natiounen hunn d'Impfstoffer dann deier fir sech akaf. D'OECD recommandéiert dann och do eng méi staark Kooperatioun an Zukunft, wat mir definitiv begréissen.

Et freet ee sech: Wann dës Pandemie et net fäerdegbruecht huet, dass mir aneschters denken an handelen, dass mer ëmmer erëm an eise selwechte Grenzen denken, wat muss dann iwwerhaapt nach geschéien? Wann dës Pandemie eis net méi no zesummebruecht huet, mee d'Grief an der Welt an och an eise Käpp ëmmer méi déif gemaach huet, wat muss da geschéien? Mir hunn iwwerhaapt näischt geléiert, mengt ee bal. Mir hu keng Léiere gezunn a mir sinn net méi resilient gi fir zukünfteg Pandemien, fir sech do wierklech, wéi et dacks gesot gëtt, zesummen am Boot derduerchzemanövréieren. Dat ass am Endeffekt net geschitt. Dat waren eidel Parolen, déi gesot gi sinn. Mee leider ass dat net geschitt.

Zréck op Lëtzebuerg. Wat een och ëmmer erëm muss ervirhiewen – an och dat ass ganz oft hei och vu mir, och vun aneren, gesot ginn –, dat ass, dass eng Rei Populatiounsgruppen ouni Stëmm, ouni Lobby net prioritär bei de Moossname consideréiert goufen zu Lëtzebuerg. Virun allem d'Kanner hunn an de Schoule misse laang Masken unhalen a sech teste loossen, obwuel si keng Risikogrupp sinn. Och d'Prisonéier an d'Detenuen – dat hunn ech x-mol gesot – si laang vergiess ginn.

Bei hinnen hunn nach laang d'Moossname gegollt, wéi am Rescht vun der Gesellschaft schonn d'Moossnamen opgehuewe gi waren. Et kann net sinn, dass Mënsche mat wéineg Sproochrouer, mat wéineg Lobby einfach vergiess ginn! Och dat ass enger Demokratie net wierdeg.

Zur Impfflicht dann. D'Regierung huet gemaach, wéi wa se alternativlos wier. Dat waren hir Wierder. Och do mengen ech, dass immens grouss Schied ugeriicht gi sinn an eiser Gesellschaft, a virun allem am Zesummenhalt a wat d'Vertrauen ugeet an der Gesellschaft. Dat huet d'OECD och net ënnert d'Lupp geholl; wat ech bedaueren. An och d'Regierung an déi Parteien, déi sech fir d'Impfflicht ausgeschwat haten, hunn hir Roll net kritesch beliicht.

Et ass méintelaang eng Diskussioun gefouert ginn, déi extreem toxesch war fir den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. Wann een den Discours mat Recul analyséiert – an ech mengen, dat soll ee wierklech maachen –, da kënnt een net derlaanscht ze gesinn, wéi schnell mer eis dach géigesäiteg kënne beschëllegen.

Kollateralschied hu mer dofir do an och op anere Plazen op der ganzer Linn. Virun allem awer déi Jonk hunn an der Covidpandemie immens gelidden. Dofir kann ee kee schëlleg maachen. Wat een awer hätt kënnen evitéieren, ass, dass Jonker zum Beispill ausgeschloss gi vum Sport oder vu Klassenausflich, well se net geimpft sinn.

Do si Saache geschitt, déi hätten net dierfe geschéien! Kanner a Jugendlecher auszeschléissen op Basis vun hirem Impfstatus, dat geet eiser Meenung no iwwerhaapt net. Och dat ass net proportional zum Zil, wann ee weess, dass si keng vulnerabel Grupp sinn an dass de Friemschutz esou net wierkt.

Wonneren dierf ee sech dann och net, wa Jonker d'Vertrauen an d'Politik verléieren, net méi un Demokratie gleewen an u mentalen an emotionale Krankheeten erkranken. Een Deel vun deem, wat mer ënner psychologeschen an emotionale Suerge verstinn, ass dann awer och, mengen ech, hausgemaach. An, ech mengen, dat muss ee sech och unhéieren. D'OECD geet zwar op d'mental Gesondheet an, mee gesäit dee Lien net oder zumindest beliicht dee Lien net tëscht de Moossnamen an der mentaler Gesondheet.

D'OECD seet da ganz villes net. Si geet och net op déi strukturell Facteuren an, wéi zum Beispill de Personalschlëssel beim Gesondheetspersonal, de PRN. Dëse gëtt jo esou ausgerechent, dass nëmmen 82 % vun de cumuléierten Akte refinanzéiert ginn. De Personalschlëssel ass also esou gerechent, dass mer eigentlech permanent an engem Sous-effectif sinn. A wann dann eng Pandemie derbäikënnt: natierlech dréint een dann op der Felg. Ech mengen, och dat ass e strukturelle Facteur, deen een awer och muss benennen.

Des Weidere muss een och – an dat hunn och scho Virriedner gemaach – op d'Penurie vum Gesondheetspersonal agoen. Och do recommandéiert d'OECD ganz kloer d'Formatioun an de Rekrutement vu Gesondheetspersonal. Dat ass näischt Neies, dat ass och scho vun alle Virriedner gesot ginn. Natierlech musse mer rekrutéieren. Mee wéi solle mer rekrutéieren, wa keen do ass? Dofir ass d'Fro vun de Formatiounen, den Ausbildungen an och enger Uniklinick immens wichteg.

Dann zum Pandemiegesetz. Ech hunn et schonn e puermol gesot: Mir mengen och, dass dat sollt kommen, eebe grad, fir an Zukunft besser opgestallt ze sinn, fir sech besser virzebereeden, méi previsibel ze schaffen a manner an en Hin an Hier ze falen. Ech mengen, an de Klinicken hat ee jo eppes Änleches mat deene Stufen, wou een e bësse konnt virausgesinn, wat wäert geschéien. Eppes Änleches kéint ee sech och fir de Rescht vun der Gesellschaft virstellen.

Och d'OECD recommandéiert effektiv esou Protokoller, fir eeben an Zukunft méi schnell an effikass ze handelen. Dat geet och an déi Richtung.

Schlussendlech géif ech gär soen, dass ech weess, dass et ganz vill gudde Wëllen an Intentioune gouf, mee ech mengen, et muss een awer och ganz kloer soen, dass d'OECD villes net beliicht huet. An eisen Aen ass dës keng Evaluatioun, déi mat extreem vill Recul a mat ganz vill Kritik d'Covidgestioun beliicht huet. Virun allem huet se ganz vill strukturell Facteuren ausgelooss, déi een awer muss beliichten, wann ee vun enger Evaluatioun vun enger Pandemie schwätzt. Ganz vill Kollateralschied, wéi ech se grad ernannt hunn, si guer net zu Wuert komm. An dat bedauere mir.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn elo nogelauschtert an ech sinn erstaunt. „D'OECD ass dee falschen Interlocuteur." Mee do, wou dann d'Recommandatiounen engem passen, do gi se awer genannt. Impfstoff ass awer schlecht anscheinend – an dann do, wou et awer passt, do seet een, et misst ee méi impfen. Also, iergendwann muss ee vläicht verschidden Eenzelner heibannen …

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech hunn dat net gesot. Et deet mer leed!

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Dach, Dir hutt genau dat gesot, Madamm Oberweis. Ech hunn Iech gutt nogelauschtert. An ech muss soen: Heiansdo muss ee sech awer d'Fro stellen, ob een an där Pandemie net och deelweis eng kohärent Linn hätt solle fueren. An dat kann een da gutt fannen, déi kohärent Linn, oder och net. Mee zumindest gëtt se da gefuer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Waart Dir fir eng intern Ofstëmmung, ob ee sech soll impfe loossen oder net?

M. Sven Clement (Piraten) | Här …

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Clement huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Hie sot, et soll een eng kohärent Linn hunn, mee hien hat awer keng.

M. Fernand Etgen, Président | An nach ëmmer huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Kartheiser, ech mengen, mir kommen elo erëm … Mir sinn elo da gläich awer beim Huffeisen heibannen ukomm, wat eng Theorie ass, déi ech u sech net esou super fannen, mee wat haut awer erëm ganz visibel gouf.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ob et Zäit ass, fir eng Evaluatioun ze maachen, wärend een u sech nach ëmmer ganz vill positiv Fäll huet, nach ëmmer Leit un der Krankheet, mat der Krankheet stierwen, dat stellen ech elo mol an de Raum. Et ass sécherlech eng Fro, déi ee sech stelle muss.

D'Zäite si laanscht, wou mer all Dag d'Statistike gekuckt hunn. Mee mir sinn awer quasi, zumindest wat Däitschland ugeet, wou d'Statistiken nach ëmmer an där nämmlechter Frequenz veröffentlecht ginn, nach ëmmer op engem Punkt, wou et ganz vill Fäll gëtt.

Wat gutt ass, ass, datt eis Gesondheetssystemer besser domadder eens ginn, datt déi meescht Leit mëll Verleef hunn. Dat kéint och op d'Impfung zréckzeféiere sinn. Op alle Fall gesi mer, datt mer d'Pandemie net hanner eis gelooss hunn, mee u sech nach ëmmer an enger Endemie sinn.

Wat ee ka soen, ass, datt op eng Pandemie wéi Covid-19 kee Land an Europa, kee Land op der Welt esou richteg virbereet war – och mir zu Lëtzebuerg net. Trotzdeem kann ee soen, datt mer zesummen déi Kris insgesamt, wann een alles am grousse Bild kuckt, relativ gutt gemanaget hunn: eng Chamber, déi hir Aarbecht gemaach huet, eng Regierung, déi mat Textpropose koum, déi deelweis direkt ugeholl goufen, deelweis verbessert goufen, mat Experten, déi sech zu Wuert gemellt hunn, op déi emol gelauschtert gouf, emol net, politesch Arbitragen, déi gemaach goufen, muss ee gutt fannen, muss een net gutt fannen. Mir hunn et gemanaget – zesummen!

Wichteg ass et awer, datt mer déi néideg Léieren aus der ganzer Situatioun zéien, nämlech och do, wou et net gutt gaangen ass, fir d'nächste Kéier besser virbereet ze sinn.

An och wa mer villes richteg gemaach hunn – an do gëtt eis den OECD-Rapport zu Recht gréisstendeels eng gutt Nott – sou gëtt et awer eng ganz Rei Punkten, déi absolutt net gutt waren a wou dréngend eppes muss gemaach ginn a wou mer eis verbessere mussen. Ech wäert mech haut dobäi awer just op déi Punkte limitéieren, déi fir eis Piraten am dréngendste sinn. Dir verstitt, datt ech an deene puer Minutten net kann op dee ganze Rapport agoen.

Komme mer also fir d'éischt bei d'Impfungen.

Mir Piraten hu ganz sécher kee Problem domadder gehat, datt Lëtzebuerg genuch Impfstoff wollt kafen. Woumat mer dann awer e Problem hunn, ass, datt mer Dausenden Dosen am Wäert vun 1,4 Milliounе bis elo einfach ewechgeheit hunn, well se am Datum net méi gutt sinn. Genuch Impfunge bestelle war jo sécherlech net falsch. Mee wann et däitlech siichtbar gëtt, datt et ze vill Dose si bei enger vill ze klenger Demande, da muss ee rechtzäiteg no Alternative sichen. Wichteg an deier bezuelten Impfstoffer einfach an d'Poubelle ze geheien ass awer sécher net déi richteg Léisung.

Och d'Ophiewe vum Patentschutz huet d'Kolleegin vun déi Lénk schonn ugeschwat. Ech hunn et d'lescht Woch schonn eng Kéier gesot: Et ass gutt, dass d'WTO, d'Welthandelsorganisatioun, dat mëttlerweil opgehuewen huet. Besser spéit wéi ni. Besser wär et gewiescht, et wär éischter geschitt.

Den zweete Punkt ass d'Situatioun an de Schoulen. Den OECD-Rapport gëtt eis dozou eng, op den éischte Bléck, relativ gutt Nott. Mee dat gesi mer dann awer e bësse méi nuancéiert, wa mer dat dergéinthalen, wat den OKaJu zum Beispill am Rapport fir d'lescht Joer seet.

Et ass bekannt, datt vill Kanner a Jonker – an dat net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och a villen anere Länner – extreem ënnert der Situatioun gelidden hunn. Ech schwätzen net vun den Deeg, déi d'Schoul zou war. Do ass Lëtzebuerg e Land, dat et relativ gutt derduerch koum. Mee et geet ëm Ängschten, ëm d'Gefill, vläicht och net eeschtgeholl ze ginn oder iwwersinn ze ginn.

Den OKaJu huet a sengem Rapport vun 2021 festgehal, datt déi mental Gesondheet vun de Kanner a Jugendleche sech wärend de Coronaméint däitlech verschlechtert huet. Si bräichten dowéinst méi professionell Hëllef, déi awer ganz dacks zum Deel oder komplett feelt.

An och déi Problemer si leider net eréischt säit dem Rapport vum OKaJu bekannt. Grad Kanner a Jonker mussen dofir besser geschützt an ënnerstëtzt ginn. Och de Fernunterrecht war sécher besser wéi näischt, mee en huet d'Inegalitéiten – an där gëtt et der vill ze vill! – nëmmen nach verstäerkt. Grad sozial méi schwaach Haushalter waren hei definitiv benodeelegt. An ech schwätzen elo emol guer net vun der Sproochesituatioun. Et geet schonn domadder un, datt se technesch dacks méi schlecht ekipéiert si wéi Menagen aus anere Schichten.

Dobäi koum dann och nach, datt et fir déi méi schwaach Schüler schwéier war, anescht Hëllef ze kréien, besonnesch dann, wa se eeben net esou gutt zu Lëtzebuerg vernetzt ware wéi anerer.

Elo kënnt den OECD-Rapport zwar domadder, datt sech d'Resultater vun der Épreuve standardisée net signifikant verschlechtert hätten. Jo, dozou kann een dann awer nëmme soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dat net ganz vill ausseet, well d'Resultater souwisou schonn net super sinn, besonnesch wann ee bedenkt, wéi vill Sue Lëtzebuerg pro Schüler pro Joer ausgëtt. D'Endergebnis ass a bleift diskutabel.

A wann een eng Steigerung vun diskutabel sicht, da kënnt ee bei lamentabel un – an dat ass, wann ech op d'Alters- a Fleegeheemer aginn. Do kann ech eiser Regierung nëmmen eng Datz erstellen! A villen Alters- a Fleegeheemer hate mer ëmmer nees Infektiounsclusteren a vill Leit si gestuerwen. Dat ass hilänglech bekannt, dat hu mer hei méi wéi eng Kéier diskutéiert. Jo, an eisen Alters- a Fleegeheemer si souguer duebel esou vill Leit gestuerwe wéi an der OECD-Moyenne – duebel esou vill!

Esou eppes däerf sech ni méi widderhuelen an hätt ni dierfe geschéien! D'Leit an den Alters- a Fleegeheemer si mat déi Vulnerabelst, déi mer hunn, a mir musse se och deementspriechend protegéieren. Nëmme well se al an/oder krank sinn, kann een net einfach näischt maachen. Dat ass net ze akzeptéieren an et däerf ni méi esou virkommen!

D'Covid-19-Pandemie huet dann och ganz däitlech d'Limitten an d'Problemer vun eisem Gesondheetssecteur opgelëscht. De Problem vum Personalmangel ass net eréischt zënter Covid bekannt. Dee gouf et schonn ëmmer virdrun.

Ech hat dës Woch – esou naiv, wéi ech heiansdo sinn – gemengt, d'Situatioun wéinst der Bronchiolite an der Pediatrie wär eppes, wat een urgent misst ugoen an hat eng urgent Question parlementaire gestallt. De President huet, wéi ech elo weess, zu Recht déi Urgence net unerkannt, well d'Situatioun ass säit 30 Joer déi nämmlecht. Deementspriechend kann een no 30 Joer net erëm vun enger Urgenz schwätzen, an deementspriechend huet d'Pandemie och dat nëmmen nach eng Kéier gewisen.

D'Gesondheetspersonal huet wärend der ganzer Zäit eng enorm Aarbecht geleescht. A se hunn allze dacks missen op d'Zänn bäissen. Se kruten dofir vill Applaus. Deen hate se verdéngt, mee méi ass net geschitt. An d'Pandemie huet och bei hinnen hir Spueren hannerlooss. Wärend Méint ass d'Gesondheetspersonal ëmmer nees u seng Limitte gaangen, fir d'Situatioun iergendwéi gestemmt ze kréien, mam Resultat, datt vill Leit dës enorm Dauerbelaaschtung net méi gepackt hunn.

Da gëtt nach e Punkt am Rapport vun der OECD ugeschwat, deen awer ganz sécher allze dacks iwwersi gëtt. Ech zitéieren: „Les retards de diagnostic et de traitement du cancer auront probablement de graves répercussions sur le pronostic du patient." Wochelaang konnte Leit wärend dem komplette Lockdown just an absolutten Noutfäll bei den Dokter goen – a soss awer net. Un d'Repercussiounen dovunner gouf net genuch geduecht. An dat gëllt bestëmmt hei net nëmme fir de Kriibs, mee och fir aner Krankheeten. Fir wéi vill Leit dëst fatal oder grav Konsequenze wäert no sech zéien oder scho gezunn huet, wäerte mer wuel ni wierklech gewuer ginn.

Et ass héich Zäit, datt also och déi gesamt Gesondheetspolitik nach eng Kéier seriö op de Leescht geholl gëtt. Zënter Jore gëtt, wann iwwerhaapt, ëmmer nëmme gepléischtert, fir hei an do de klenge Bobo ze behiewen, mee déi grouss an dréngend Problemer kënnen esou net geléist ginn. Mat enger Plooschter kann een nun emol keng Schosswonn versuergen. Do mussen endlech grouss Reforme kommen, an zwar séier.

An hei just e puer Aspekter vun enger laanger Lëscht, bei deene séier eppes misst gemaach ginn:

Zum Beispill muss d'medezinnesch Ausbildung hei am Land séier ausgebaut ginn, fir datt dës ka komplett hei gemaach ginn an d'Leit hei am Land bleiwe respektiv och heihinnergezu ginn.

Da muss natierlech och un de Gehälterstrukture geschafft ginn, fir de Secteur esou interessant wéi méiglech ze maachen, a virun allem och derfir gesuergt ginn, datt déi Leit, déi scho laut Kollektivvertrag eppes zegutt hunn, dat och kréien, datt se an déi richteg Karriären agestuuft ginn, an net an deene falsche Karriäre weider musse fonctionéieren.

Insgesamt muss och un der Infrastruktur geschafft ginn, an zwar ganz massiv. D'Zuele vun de Better am Verglach zur Zuel vun den Awunner – hu mer alles schonn héieren, hu mer wärend der Pandemie e puermol diskutéiert – sinn iwwert d'Joren ëmmer erëm weider no ënne gaangen. Hei muss géigegesteiert ginn.

Wat fir Konsequenzen dat huet, wa mer näischt maache respektiv wa mer net gläichzäiteg mat der Populatioun wuessen, huet eis net nëmmen de Covid gewisen, mee weist eis och ganz aktuell d'Bronchiolite-Epidemie. Beim klengste Problem sinn d'Servicer séier erëm un der Grenz, voire iwwerlaascht. Dat kann an däerf net sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen! An et soll ee keng Petitioun brauchen, wéi déi fir eng Kriibsstatioun fir Kanner, fir datt der Regierung bewosst gëtt, datt do e Mangel, jo, e strukturelle Mangel am System besteet!

(Interruptions)

Ech mengen, ech kann op dëser Plaz … Ech hu ganz positiv ugefaang an ech wëll op enger awer e bësse méi positiver Nott nach ophalen. Ech mengen, datt mer, wéi ech et ganz am Ufank gesot hunn, insgesamt a verhältnisméisseg gutt duerch déi Welle komm sinn, déi mer virun eis haten.

Dat huet och bei deem engen oder aneren deen een oder anere Moment d'Nerve méi blankleie gelooss, wéi dat hätt misse sinn. Ech denke ganz besonnesch un all déi Leit, déi – an dat si Beamten, Ministeren, Deputéiert – mat Zenarie befaasst waren, wou mer simuléiert kruten, wéi vill Dausende vu Leit géife stierwen, wa mer déi eng oder aner Decisioun net géifen huelen.

Ech erënnere mech ganz gutt, wéi mer iwwert déi Tabloen an iwwert déi Graphiquë gestridden hunn. Ech mengen, mir sollten haut alleguerte frou sinn, datt déi Zenarien, déi do virgerechent goufen, net agetruede sinn, datt mer keng Noutfallpläng hu misse fannen, wéi mer géife mat biergweis Läichen ëmgoen, wéi dat aner Länner hu misse maachen. Et soll een och heiansdo dofir dankbar sinn.

Dat heescht net, datt alles richteg gemaach gouf, mee mir hunn awer och net alles falsch gemaach. Merci dem Claude Wiseler fir d'Initiativ, scho viru ganz laanger Zäit, fir déi heiten Interpellatioun op den Ordre du jour wëllen ze setzen. A merci der Regierung, datt se dann endlech och no där OECD-Etüd op deen nämmlechte Wee gaangen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, fir d'éischt d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prises de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, dass et effektiv gutt a wichteg ass, wann een e klenge Recul huet oder bësse méi wéi e klenge Recul huet, fir Saachen opzeschaffen. An dofir sinn ech och ganz frou iwwert déi OECD-Etüd.

Do sinn elo verschidde Saache gesot ginn. Et sinn och natierlech verschidde Saachen, déi drastinn, net gesot ginn. Zum Beispill Säit 106 – dofir wëll ech drop zréckkommen –: Firwat sinn hei zu Lëtzebuerg effektiv méi Leit an Alters- a Fleegeheemer gestuerwe wéi an deenen anere Länner? Dat steet op der Säit 106 an deem Rapport vun der OECD. Well do steet ënner anerem dran, éischtens emol, dass mir vill méi e performante System hu vu Reseauen, déi bei d'Leit heem ginn, wéi an deenen anere Länner.

Dat ass natierlech e Choix! Et ass e Choix ze decidéieren, ob ee gären d'Leit decidéiere léisst, wéi a wou se wëlle liewen, och wa se krank sinn an och wa se Hëllef brauchen, oder ob ee se obligéiert ze plënneren, well se doheem net méi kënne versuergt ginn. Dat ass deen éischte Punkt.

Dës Regierung ass nach ëmmer der Meenung, dass d'Leit solle selwer kënnen decidéieren. Ganz vill Leit ginn doheem versuergt. A mir wëssen hei zu Lëtzebuerg, dass d'Leit méi al sinn, wa se an en Alters- oder Fleegeheem kommen, wéi am Ausland, well een eeben hei zu Lëtzebuerg ganz gutt kann doheem versuergt gi vun all deenen Déngschter, déi bei een heem kommen. An dat ass e Facteur, firwat an den Alters- a Fleegeheemer vill Leit gestuerwe sinn, well do wierklech déi gewunnt hunn, déi déi meeschte Fleeg gebraucht hunn.

Da gëtt et awer och … Op Säit 106 am OECD-Rapport steet och ganz kloer dran, dass nach en anere Facteur hei gespillt huet. An de Premier huet et elo éinescht gesot: Et muss ee sech jo ëmmer nees an d'Situatioun setzen, wéi se deemools war a wat een deemools och wousst. Deemools hu mer d'Biller gesi vu Bergamo, vu Colmar, déi d'Leit net gepackt hunn, wou schrecklech vill Leit an d'Klinick komm sinn. A fir ons, fir dës Regierung, war et eng Prioritéit, d'Leit kënnen anstänneg ze versuergen, andeems och d'Spideeler anstänneg kéinte funktionéieren.

Dofir wëll ech just eng Kéier op d'Recommandatiounen direkt vum 18. Mäerz agoen. Dat war deen Dag, wou den État de crise deklaréiert ginn ass. Den 18. Mäerz koum eng éischt Recommandatioun. Déi war vum HCPN, vum Familljeministère, vum Santésministère, vun der Direction de la santé, der COPAS an dem Cercle des médecins généralistes. Do stoung dran: „Les résidents hospitalisés dont une indication de retour en structure d'hébergement a été décidée par le médecin doivent revenir dans l'établissement le plus rapidement possible afin de libérer des lits d'hospitalisation." Et ass drëms gaangen, dass d'Leit kënnen anstänneg versuergt ginn do, wou se sinn. A wa se net mussen an der Klinick sinn, da solle se och net an der Klinick sinn.

Du stoung och direkt den 21. Mäerz – dräi Deeg drop – an de Recommandatiounen: „Le maintien des personnes vulnérables dans leur lieu de vie constitue une priorité de santé publique, afin d'éviter leur exposition au Sars-CoV-2 le maintien des résidents en structure d'hébergement doit donc être privilégié."

An ech mengen, dass dat awer dee wichtegste Punkt hei ass: d'Leit anstänneg versuergen, zesumme mat de Generalisten, mat den Doktere kucken, d'Leit ze versuerge bei sech doheem, sprech am Alters- oder Fleegeheem. Et gëtt näischt méi Schlëmmes – et gëtt näischt méi Schlëmmes! –, wéi nuets mussen an eng Urgence an der Klinick, wann ee vläicht och

nach dement ass oder och net dement, an da läit een awer laang am Gank vun där Klinick ënnert där greller Luucht an et weess een net, wat engem geschitt. A mir waren am Covid an et huet keen däerfen derbäi sinn, et huet kee Kënnegen däerfen derbäi sinn.

Do war et ons Aufgab, déi Leit anstänneg ze encadréieren, mat den Dokteren zesummen, an en sorte ze maachen, dass d'Leit konnten doheem versuergt gi vun Dokteren. An do koumen och relativ séier dunn d'Kit-Coviden, déi d'Santé zur Verfügung gestallt huet. An dat explizéiert, dass mer d'Leit net an d'Spidol gefouert hunn, wann et net huet musse sinn a wann d'Leit net onbedéngt wollten. Dat heescht, d'Leit konnten awer nach selwer decidéieren.

Den Dokter huet decidéiert, ob se konnten am Alters- oder Fleegeheem bleiwen an do och d'nämmlecht versuergt ginn oder souguer besser verstuergt gi wéi an engem akute Spidol, dat ganz, ganz vill Aarbecht hat. Et ass awer besser, wann een da bei sech ass, a sengem Environnement an enger tamiséierter Luucht, an net an enger Luucht, wou ee wéi am Spotlight läit wärend Stonnen.

Da géif ech awer och nach gäre soen: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi meeschte Better pro Kapp an der ganzer OECD, wat Better an Alters- a Fleegeheemer ubelaangt. Mir hunn 83,7 Better pro 1.000 Awunner. Als Verglach: Frankräich huet 52 Better pro 1.000 Awunner; Däitschland 55 Better; Schweden, déi ganz héich leien, hu 65 Better pro 1.000 Awunner, soudass mir hei natierlech pro 1.000 Awunner vill méi héich leien.

A mir wäerten och weider bauen, natierlech och aner Strukturen. D'Gestionnairë maache sech natierlech och Gedanken doriwwer: Wéi wëlle mer an Zukunft liewen? Wéi wëlle mir, wéi wëllen d'Babyboomeren, déi elo kommen, am Alter liewen? Wéi wëllen déi do zesummeliewen oder doheem bleiwen? An ech mengen, dat si Reflexiounen, déi mer ons all zesummen och musse ganz kloer maachen.

Mir haten och direkt d'Hygiènesformatiounen am Ufank agefouert. An ech géif gären op dat zréckkommen, wat den Här Spautz gesot huet: nämlech dat neit ASFT-Gesetz, wou Der driwwer geschwat hutt. Mir hunn effektiv an der Kommissioun driwwer geschwat. Et geet elo drëms, dass mer d'Léieren, wéi Dir gesot hutt, aus där Pandemie zéien.

Mir haten dat Gesetz scho virun der Pandemie an d'Prozedur bruecht. Du koum d'Pandemie. Elo wëlle mer déi richteg Léieren aus där Pandemie zéien. Mir wëllen do en Eethikrot zum Beispill afëiere fir all Haus; e Mediateur, dee mer afëieren. D'Hygiènesformatioune ginn obligatoresch. Mir hunn déi Commission permanente, déi elo scho fonctionéiert. Et geet drëms, dass de Bewunner ka matschwätzen, wéi hie wëllt liewen an enger Institutioun oder och ausserhalb vun enger Institutioun. Et geet jo hei och ëm CPGen, ëm d'Club-Senioren en esou weider an esou virun.

Ech hoffen, dass mer konstruktiv kënnen un deem Text hei schaffen, wou d'Amendementer, wéi gesot, elo agereecht goufen, an dass mer kënnen esou séier wéi méiglech och deen Text hei zur Ofstëmmung bréngen, well en ass fir d'Leit, fir d'Matschwätze vun de Leit, d'Matsproocherecht vun de Leit an den Alters- a Fleegeheemer.

Dofir freeën ech mech elo schonn, fir an der Chamberskommissioun kënnen, wann de Staatsrot säin Avis ginn huet, dorobber all zesummen zréckzekommen, an dann dat Bescht kënnen ze maachen, wat d'Leit kënne kréien. An eeben: Ech mengen nach ëmmer, dass jiddweree muss esou behandelt ginn, wéi ee selwer wëllt behandelt ginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier drun erënneren, well et gëtt hei esou geschwat, wéi wann d'Pandemie ganz eriwwer wär ... Ech géif awer hei gären eng Kéier ganz kuerz och nach eng Lanz brieche fir dann all d'Personal an d'Visiteuren an den Alters- a Fleegeheemer an och an de Klinicken, déi haut nach mat Mask eraginn, déi haut mat Mask schaffen, aacht Stonnen den Dag.

Och wa mir ons dat elo schonn nees net méi virstelle kënnen, sou gëtt et nach ganz vill Leit hei am Land, déi nach ëmmer mat Mask schaffen, déi nach ëmmer Precautiounen huelen a ganz gutt een op deen aneren oppassen, well et ass nach net ganz eriwwer. An ech mengen, mir sollten deenen och nach eng Kéier besonnesch Merci soen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. An da wier et um Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Ech wëll de Riedner Merci soen. Den Här Meisch, den Här Delles, d'Madamm Gesondheetsministesch an och den Här Engel waren hei present. D'Madamm Cahen huet jo och konkreet Froe gestallt kritt, dofir ass d'Madamm Cahen direkt erausgaang.

Et sinn aner Punkten, déi abordéiert gi sinn, mee et si keng direkt konkreet Froe gestallt ginn. Dofir wäert ech eleng elo nach erausgoen.

Mir wollten de Riedner Merci soe fir den Debat. An et si Leit hei vun der Majoritéit oder vun der Oppositioun, déi bei mech komm sinn, déi mer gesot hunn: „Firwat gëtt et net där Momenter, Här President, wou mer eis net zesumme freeë kënnen, wa mer zesummen eppes schaffen?"

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dass mer wierklech hei probéieren, nach derno Benefisser ze zéien, oder ee géint deen aneren. Mir hunn et fäerdegbruecht. An ech mengen, deen, deen net selwer seet: „Mir hu gutt geschafft", mécht sech méi kleng, wéi en ass! Well mir hunn déi Kris zesumme gemaach! An deen, deen hei fënnt, dass schlecht geschafft ginn ass, dass alles schlecht ass, ass sech net bewosst, wéi eng Efforte mer selwer als héicht Haus, zesumme mat de Bierger, gemaach hunn.

A wann ee kuckt ... A wat hu mer alleguerte vergiess?! Am Ausland d'Sortien: eng Stonn – e puer Kilometer – kee gesinn – et cetera an et cetera – obligatoresch. An ech kéint nach eng ganz Rëtsch vu Beispiller hunn, déi hei net geholl gi sinn. Da solle mer frou sinn, wéi mer duerch déi Kris komm sinn!

Mee ech widderhuelen, Här President, wat ech virdru gesot hunn: Ech paken Holz un. Den Här Direkter vun der OMS, deen och hei op Besuch war, sot eis, dass een ni eng nei Variant kann ausschléissen.

Verschidde Riedner hu gesot: „Mir mussen am Fong an deem permanenten Dauermodus/Krisemodus sinn, prett sinn an et cetera, et cetera." Ech géif dat wierklech net preconiséieren! Well déi Leit, déi mer geholl hunn, sinn an enger Réserve sanitaire. Et si Leit, déi och op anere Plaze sinn. Et si Leit, déi mer bei der Luxair konnte kréien. Et si Leit, déi vun der Arméi benotzt gi sinn. An déi Leit ginn awer och gebraucht do, wou hir Administration d'origine ass. Dowéinster géif ech awer wierklech net elo soen, dass mer dee Krisemodus permanent mussen hunn.

Ech wëll och soen, dass d'Gesondheetsministesch e bësse schockéiert ass, wa gesot gëtt, dass déi Bronchiolitesgeschicht eng kleng Affär ass. Et ass keng kleng Affär. Mir haten nach ni esou eng Situatioun hei am Land. An esou, wéi d'Madamm Ministesch ...

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Weltwäit.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | A weltwäit. Dat heescht, dat doten ass eng richteg Problematik an et soll ee se net op déi liicht Schëller huelen, wéi wann dat egal wier. Well deen Dag, wou iergendengem Kand eppes geschitt, da wéilt ech wëssen, ob déi, déi haut soen, dat wier esou eng Klengegkeet, dat nach ëmmer behaapten.

Här President, bei deene Leit, deenen ech virdru Merci gesot hunn, hunn ech der e puer vergiess. An dofir erlaabt mer ... An ech hunn der schonn elo e puer ernimmt. Ech ka mech erënneren, wéi ech zesumme mam Här Bausch oder mat der Madamm Gesondheetsministesch bei d'Arméi gaange sinn – dat hu mer ganz vergiess. D'Arméi huet Masken agepaakt. D'Gemengen hunn eis gehollef bei der Distributioun vu Masken am Ufank. Deenen hu mer och vergiess, Merci ze soen. Ech hu vergiess, dem HCPN Merci ze soen. Ech hu vergiess, deene Leit an den Impfzentere Merci ze soen. Ech hu vergiess, dem CGDIS Merci ze soen. Ech hu vergiess, deene Leit och aus deem Grupp ad hoc, déi net bezuelt gi sinn, mee déi zesumme ware fir eeben déi aner Aspekter, déi mer an enger Kris haten, Merci ze soen.

Dofir, ech si frou, dass mer plus ou moins op eng solennel an och konstruktiv Aart a Weis duerch deen Avis gaange sinn. Fir eis si Recommandatiounen do, déi och seriö sollte gekuckt ginn. Et ass elo net, wéi wa mer haut e Point final hätten an ni méi driwwer geschwat sollt ginn. Et sinn eng Rëtsch vun Hausaufgaben, déi mer mat op de Wee ginn hunn.

Ech mengen, dass et wichteg ass, an deene respektive Kommissioune kënnen déi néideg Diskussiounen och ze féieren an eeben ... ob dat elo Projet-de-loien oder ob dat Ännerunge sinn. Oder heiansdo brauch een emol keen Text. Heiansdo ass et einfach, Léieren aus der Praxis, wou ee vläicht virdrun aneschters geschafft huet, eeben och kënnen ze änneren.

Mir sollen eis net klengrieden! An ech schwätzen hei net fir d'Regierung, Här President. Ech schwätze fir Iech. Ech schwätze fir de Staatsrot. Ech schwätze fir déi Leit, déi dobausse sinn, déi Leit, déi geschafft hunn, déi Bierger, déi sech un d'Reegele gehal hunn, a fir e Land, déi et zesummen – all déi verschidde Leit – fäerdegbruecht hunn, déi Kris beschtméiglech ze léisen.

Ech soen hinnen e grousse Merci. A kommt, mir maachen och hire Meritt net méi kleng, wéi en ass!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Staatsminister Xavier Bettel.

Motion 1

Mir kënnen dësen Debat net ofschléissen, ouni nach iwwert d'Motioun ze befannen. Wëllt nach een zur Motioun, déi den Här Mars Di Bartolomeo deposéiert hat, d'Wuert ergräifen? Den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV), interpellateur | Jo, dach, Här President. Ech wëll d'Wuert ergräifen, fir e puer Saachen ze soen.

Dat Éischt ass, datt ech an deenen, net an de Considerenten, mee an de Propositiounen, déi den Här Di Bartolomeo an d'Majoritéit hei maachen, ganz villes kann erëmfanne vun deem, wat ech och selwer proposéiert hunn, an ech dofir absolutt kann domadder averstane sinn.

Den Här Mars Di Bartolomeo hat eis och gefrot, fir se matzeënnerschreiwen. Mir hu se net matënnerschriwwen, well mer awer fonnt hunn, datt éischtens an den Invitten, esou wéi se hei formuléiert sinn, ëmmer nëmmen den éischten Deel vum Saz geholl ginn ass, wou d'Regierung dann absolutt gelueft gëtt an alles schéin do geschriwwe gëtt, an op där anerer Säit awer hannendrun den zweeten Deel vum Saz, wou dann d'Nuancë mat erakommen a wou och d'Problemer an d'Schwächten och erakommen, dee systematesch ignoréiert ginn ass. Ech verstinn, datt d'Majoritéit dat esou mécht, mee et ass awer fir eis net méiglech, deen Text ze ënnerschreiwen.

An deem, wat gefrot gëtt, wär ech natierlech och frou gewiescht, wa mer nach eng Rei supplementär Saachen zousätzlech hätte kënne soen, Saache wéi zum Beispill, datt mer déi Evaluatioun, déi soll gemaach ginn op deenen eenzele Punkten, déi an der Covidkris vun der Regierung decidéiert gi sinn, ob se eppes bruecht hunn, ob se näischt bruecht hunn, och hätte kënne mat draschreiwen. Bon, dat steet elo net dran. Dat heescht, mir konnten déi heite Motioun net ënnerschreiwen, mee mir kënne se awer matstëmme mat der ganz klorer an däitlecher Ausso, datt mer déi éischt Partie net esou deelen, wéi se hei steet, mee awer mat de Propositiounen d'accord sinn.

Da wëll ech awer, well ech schonn d'Wuert hunn, trotzdeem vun der Geleeënheet profitéieren, well ech der Madamm Cahen nogelauschtert hunn, déi an hirer Citatioun vun der Explikatioun op der Säit 106 esou mécht, wéi wann dat, wat den Här Spautz an anerer heibanne gesot hunn, net esou wär an d'Gravitéit vun deem, wat geschitt ass sengerzäit, net déi wär, wéi se vum Här Spautz beschriwwe ginn ass.

Ech wëll awer just soen: Ech hätt net ongär, datt d'Leit dann awer op der Säit 121 déi absolutt kloer an däitlech Aussoe liesen, déi d'OECD mécht, wou se op zwou, dräi Reprisen awer an aller Däitlechkeet seet, datt notamment eng Rei Moossnamen oder Ordonnancen a Recommandatioune vill ze vill spéit an dem Secteur komm sinn, wou se seet, Dir hutt et virgelies, ech zitéieren awer och hei an der OECD, datt eng Rei Moossnamen „auraient gagné à être mises en place moins tardivement compte tenu de la gravité de la maladie pour les personnes âgées. Ceci aurait permis de limiter la surmortalité dans les structures d'hébergement qui s'approche de plus 60 % en avril 2020".

Also ech muss soen: Hei sinn awer och kloer Aussoen. Da kënnt nach zousätzlech eng Ausso, datt och de Fait, datt de Personnel an de Strukturen, d'Agents de nettoyage an de Personnel de restauration, contrairement zu deem, wat an de Klinicke geschitt ass, net hei an d'Campagne vaccinale mat eragezu ginn ass, problematesch war.

Also ech wëll awer just soen: Ech verstinn déi Explikatioun, déi Dir gitt, mee d'Aussoen hei sinn trotzdeem ganz kloer a confirméieren an eisen Aen absolutt an aller Däitlechkeet dat, wat den Här Spautz virdru gesot huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass eng laang Motioun an deementspriechend muss ee se och nuancéiert kucken. Et si sécherlech Consideranten dran, déi ee ka matdroen, an et sinn och sécherlech eng ganz Rëtsch Invitten dran, déi ee ka matdroen. Ech fannen et awer e bësse schued, datt de Vizepresident vun der Chamber et verpasst huet, an de Considerante festzestellen, wéi d'Chamber an där ganzer Zäit geschafft huet. Datt de Premier d'Chamber méi lueft wéi de Vizepresident a senger Motioun, fannen ech dann e bësse schued. An ech hätt mer do vläicht e bësse méi eegene Courage gewënscht.

Da muss ech soen, datt eng Rëtsch, wéi ech sot, eng Rëtsch Consideranten awer e bësse vill der Regierung op d'Schëller geklappt sinn, virun allem wann ech liesen, datt et e Considerant gëtt, deen der Regierung op d'Schëller klappt a mer eis selwer dann awer guer net dran erëmfannen.

An da bei den Invitten, an dat ass dann och de Grond, firwat mer eis wäerten enthalen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Et sinn einfach Sätz dran, déi, mengen ech, a laanger Verhandlung zwëschent dräi Parteien zustane koumen, wou dann nach jiddwereen nach iergendeppes wollt dran eraverhandelen, mee wou de Saz um Enn net onbedéngt Sënn mécht a wou vläicht eng Relecture et bruecht hätt. Zum Beispill muss ee mer erklären, wat dann elo de Soutien fir Travailleurs indépendants gläichzäiteg mat der Fermeture vu Schoulen, Maladie oder Quarantän ze dinn huet. Ech mengen, d'Maladie a Quarantän verstinn ech, datt dat ee Kontext ass, d'Fermeture d'écoles ass en anere Kontext. An dat ass nëmmen ee Beispill. Deementspriechend wäerte mir eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Och vun eiser Säit aus emol fir d'éischt e Merci fir deen Text. Deen Text ass u sech en Text, mat deem ee sech kann identifizéieren. Et sti ganz vill Saachen dran, déi mer alleguer deelen, an Iddie fir d'Zukunft, déi et sécher derwäert sinn, weiderverfollegt ze ginn.

De Problem, dee mer mat deem Text hunn, ass also net esou dat, wat drasteet, mee dat, wat net drasteet. Well wann een e Bilan mécht vun där Pandemiezäit, en oppenen an éierleche Bilan, mengen ech, da muss een awer och de Courage hunn, dat unzeschwätzen, wat zu groussen Diskussiounen an eiser Gesellschaft geféiert huet, wat derzou geféiert huet, datt d'Leit sech ausgeschloss gefillt hunn, datt d'Gesellschaft zum Deel gespléckt war, datt e Klima opkoum, wou mam Fanger op Leit gewise gouf, Fotoe publizéiert goufen, well se eng aner Meenung hunn, wou se an en Eck gestallt goufen. Eng Regierung, déi och repressiv virgaangen ass an engem Mooss, dat net néideg gewiescht wär.

Mir hu gesinn, wéi nervös hei d'Majoritéit ginn ass, wéi den Här Engelen just dee Punkt ugeschwat huet. An et ware keng schéin Zäite fir eist Land, wou d'Diskussioun ersat gouf duerch de Blocage vun Demonstranten op der Gare, stonnelaang, ouni legal Basis.

(Brouhaha)

Mir denken, mir denken, datt mer sollten, wa mer op déi Pandemie zréckkucken …

(Brouhaha)

Mir denken, wa mer op déi Pandemie zréckkucken, datt mer roueg – an dat ass hei gesot ginn – kënne mat grousser Dankbarkeet dat maache géintiwwer ville Leit, déi Grousses geleescht hunn. Se sinn opgezielt ginn. Den Här Engelen huet der opgezielt, anerer … den Här Staatsminister huet der elo nach opgezielt, wéi d'Arméi a vill anerer, déi wierklech eppes Formidabeles geleescht hunn. Jo, mir kënnen houfreg sinn op villes, wat gemaach gouf.

Awer dat schléisst net aus, datt mer och mussen de Courage hunn ze hannerfroen: Ass et richteg, datt Leit op eemol musse bezuelen, fir op d'Aarbecht ze goen? Ass et richteg, Leit aus dem soziale Liewen oder kulturelle Liewen auszeschléissen, well se sech net wëllen impfe loossen? Haut wësse mer, datt déi Argumenter, déi deemools benotzt gi sinn, zum Deel komplett falsch waren. Och dorauser musse mer Léieren zéien a mat méi Toleranz an eng weider Diskussioun, an en neit Pandemiegesetz eragoen. Mir mussen och Léieren aus där Tatsaach zéien, datt mat vill Kraaft Argumenter duerchgesat goufen, déi sech haut schonn net méi hale loossen.

Et ass e gemëschte Bilan. An deen Text, dee mer elo hei virgeluecht kréien, ass net gemëscht. E mécht e positive Bilan. E seet eebe villes net. Mir wäerten eis dofir enthalen, net well mer net d'accord sinn, fir zesumme mat Iech alleguer no vir ze goen an en neit Pandemiegesetz ze maachen an nei Schrëtt ze setzen, fir datt et d'nächst Kéier, wann dat sollt kommen, besser geet. Do si mer all enger Meenung. Awer loosse mer dach net vergiessen, datt och Feeler gemaach goufen, datt ze vill repressiv virgaange ginn ass, ze vill Intoleranz, an zwar sécher net vun eiser Säit, mee vun der Säit vun deenen, déi nëmmen eng Meenung gëlle gelooss hunn. Dat war ni de Wee vun der ADR. Mir waren ëmmer fir Fräiwëllegkeet, fir Pluralitéit, fir Toleranz. Leider waren aner Parteien heibannen net derfir.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Dann d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech schléisse mech un. Mir wäerten eis och enthalen. Mir gesi ganz kloer do vill positiv Elementer. Dat ass ganz kloer. Mir gesinn déi. Mir huelen déi wouer. Mee ech hu virdrun eis strukturell Kritik e bëssen duergeluecht. Dofir geet eis dat wierklech net wäit genuch, och an enger Selbstkritik, déi mer hei net gesinn. Dofir géife mer eis enthalen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Merci och de Kolleeginnen a Kolleege fir déi konstruktiv a positiv Haltung ënnert dem Strëch zu där Motioun, déi, wann een dat esou nogelauschtert huet, awer a groussen Zich dat erëmgëtt, wéi d'Diskussioun haut verlaf ass.

Zum Reproche oder zu dem Erstaune vum Här Clement, dass de Vizepresident vun der Chamber sech net selwer op d'Schëller geklappt huet an och der Chamber net op d'Schëller geklappt huet, wëll ech just soen: Ech hu léiwer, dass mer konnten an dëser Motioun den OECD-Rapport zitéieren, deen eis op d'Schëller geklappt huet.

A wann Der dat opmierksam gelies hätt, dann hätt Der erëmfonnt, dass eist Parlament sech vis-à-vis vun aneren an déi Krisegestioun hei zu Lëtzebuerg sech vis-à-vis vun aneren doduerch charakteriséiert huet, dass d'Chamber jiddwerzäit hir Aarbecht gemaach huet. An déi Aarbecht hu mer definitiv gemaach. An do si mer frou doriwwer, dass mer dat jiddwerzäit konnte maachen an net dat geschitt ass, wat Eenzelner gemengt haten: dass mer deen dote Rhythmus net géifen duerchhalen, dass mer net kéinte matzäit liwweren, dass mer net anstänneg Gesetzer kéinten ofginn. Well de Gros vun de Gesetzer huet déi Chamber hei ëmmer aneschters verlooss, wéi en erakomm ass, wat eng grouss Implikatioun vun der Chamber, de berodenden Instanzen an och vum Staatsrot gewisen huet.

Wat de Rescht ugeet, dass d'Considerante méi positiv sinn, wëll ech drop hiweisen, dass och d'Motioun awer erwäänt, dass et eng ganz Rei vu Piste gëtt, fir d'Saachen nach besser ze maachen, dass et eng Rei vu Virschléi gëtt, déi mer och erëmfannen an déi mer dann am Resümmee festgehalen hunn.

A fir da komplett ze sinn: Ech mengen, an deem Debat, dee mer haut op eng ganz wierdeg Aart a Weis gefouert hunn, fënnt een all déi Pisten erëm, déi mer sollte goen, fir en nach méi widderstandsfäege Gesondheetssystem ze maachen an d'Lektiounen ze léieren, wou mer et vläicht nach hätte kënne besser maachen, mee an Zukunft doudsécher nach besser wäerte maachen.

Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

Da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 51 Jo-Stëmme géint 9 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : M. Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

4. Question élargie n° 158 de M. Sven Clement au sujet de la prise en charge des contraceptifs

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 158 vum Här Sven Clement iwwert d'Prise en charge vu Verhütungsmëttel. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun allem Madamm Ministesch, Dir hutt viru Kuerzem – bon, dat sinn elo mëttlerweil e puer Méint hier – zesumme mam Minister fir Sozialversécherung ugekënnegt, datt d'CNS géif dru schaffen, fir Verhiddungsmëttel wéi zum Beispill d'Kofferspiral komplett ze iwwerhuelen an awer och, datt medezinnesch Agréffer wéi d'Sterilisatioun an d'Vasektomie an Zukunft solle kënnen iwwerholl ginn.

Verschidde Verhiddungsmëttel wéi déi sougenannt „Pëll duerno" kënnen haut scho rezeptfräi an der Apdikt geholl ginn. Déi regulär Pëll, déi haut nach ëmmer, muss ee bal soen, e Groussdeel vun de Frae quasi all Dag zou sech hëlt, kritt een awer aktuell nëmmen op Rezept an der Apdikt. An anere Länner wéi zum Beispill Portugal kritt een déi regulär Pëll mëttlerweil rezeptfräi an den Apdikten ze kafen, souwéi iwwregens och d'Pëll duerno.

Do stellen ech mer ënner anerem d'Fro, wéi sech dat erkläert, datt mer do zu Lëtzebuerg eng ënnerschiddlech Approche hunn. Dofir stellen ech ganz konkreet d'Fro un d'Madamm Ministesch, ob se der Meenung ass, datt d'Pëll generell misst rezeptfräi an der Apdikt erhältlech sinn. Falls nee, wat fir Argumenter géifen dergéint schwätzen, fir d'Pëll rezeptfräi zougänglech ze maachen, virun allem am Hibléck dorop, datt, nach eng Kéier, d'Pëll duerno, déi – esou hunn ech mer dat vun Experten erkläre gelooss – nach e vill méi groussen Hormonschock kann ausléisen, rezeptfräi ass?

Dann déi zweet Fro ass, mengen ech, eng nach e bësse méi tricky, nämlech: Ass d'Ministesch net der Meenung, datt e vereinfachten Accès zur Pëll verschiddene Fraen zegutt kéint kommen, zum Beispill jonke Fraen, déi sech net trauen, bei de Fraendokter ze goen oder bei de Planning Familial? An dann natierlech och d'Fro – mir hu vum Remboursement geschwat –, wéi et dann an Zukunft kéint ausgesinn, fir déi Pëll wierklech ex ante ze finanzéieren, anstatt se ze remboursëieren.

Dat ass generell eppes, wann d'Leit eppes net virtrecke kënnen. Mir hunn där Leit am Gesondheetssystem. An hei geet et jo wierklech drëm, och laangfristeg hinnen de Choix iwwer hire Kierper ze erméiglechen, an deementspriechend sinn dat, mengen ech, d'Froen.

Ech wëll awer déi Fro hei net an de Vakuum stellen. Et ass mer absolutt bewosst, datt et Alternativen zur Pëll gëtt, ech hunn déi jo och zum Deel zitéiert: d'Kofferspiral. Et gëtt awer och Implanten, et gëtt Plooschteren. Verstitt meng Fro no der Pëll also éischter no Verhiddungsmëttel am Sens large an net nëmmen no engem bestëmmte Medikament, well dat ass et nach ëmmer: e Medikament.

An ech muss ganz éierlech soen, als Mann wëll ech eng Kéier eppes lassginn: Wann d'Pëll mat deenen Niewewierkungen, déi se huet, vun de Männer misst geholl ginn, da wär se héchstwarscheinlech ni zougelooss ginn. An ech mengen, och dat sollt een net vergiessen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, merci, Här President. Effektiv ass et d'Ambitioun vun dëser Regierung, sämtlech Verhütungsmethoden ze remboursëieren, an dat wäert och kuerzfristeg geschéien. Mir schaffen intensiv dorunner. Dat geet iwwert déi verschidden Typpe vu Pëllen, déi et gëtt, iwwert d'Spiralen, do gëtt et och verschidden Typpen, et gëtt Implante fir ënnert d'Haut an esou weider, et gëtt awer och déi méi dauerhaft Interventioune wéi eng Sterilisatioun oder eng Vasektomie. Dat soll e ganze Package ginn, deen elo geschwë wäert geschnüürt ginn. Do kann ech Iech also gutt Nouvellë matdeelen. Mir envisagéieren, dass mir dat virun Enn des Joers duerch hunn.

Firwat net d'Pëll an der Apdikt einfach esou kënne siche goen? Et ass e Medikament, wéi Der richteg sot. Et gëtt ënnerschiddlech Typpe vu Pëlle mat ënnerschiddlechen Indicatiounen. An ech sinn der Meenung – an dat ass och d'Meenung vun eiser Direktioun –, dass mer do sollen derbäi bleiwen, dass dat op Rezept ass. Déi Berodung ass extreem wichteg, dass gekuckt gëtt, wéi eng Verhütung passt iwwerhaapt fir d'Fra, wéi eng Method passt am beschten zu hir a wéi een Typ vu Pëll ass ubruecht. Do gëtt et och Recommandatiounen dozou. Déi wäerte mer och nees eng Kéier update loossen, well net all Pëll fir jiddwereen d'selwecht a Fro kënnt. Dat hänkt vun den Antecedente vun der Fra of, wat hir Risike sinn, an do ass schonn déi Berodung am Sënn vun enger gudder Assurance santé publique ubruecht an eisen Aen. Ech fannen dat geféierlech.

Et gëtt effektiv Länner, wou ee villes iwwert de Comptoir kritt. Dat ass net eis Approche. Mir ginn dervun aus, dass déi Berodung wäertvoll ass. Wat d'Hemmschwell ugeet, weess ech och net, ob et fir eng Fra, déi sech genéiert, net genausou eng Hürd ass, an der Apdikt, wou och net onbedéngt Diskretioun ginn ass, no der Pëll ze froen. Ech mengen, jiddweree kann entweeder bei säi Gynekolog goen, bei e Planning Familial goen, wou vill jonk Fraen higinn, fir beroden ze ginn. An doriwwer eraus kann een och bei den Hausdokter goen, fir esou eng Verschreiwung ze kréien, wat, denken ech, emol par définition, eng Vertrauenspersoun ass, soudass ech do kee grousse Risiko gesinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

5. Question élargie n° 163 de Mme Martine Hansen et de M. Claude Wiseler au sujet de la cardiologie au Centre Hospitalier du Nord

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 163 vun der Madamm Martine Hansen an dem Här Claude Wiseler iwwert d'Kardiologie am Nordspidol. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Enn September hu sechs vun aacht Kardiologe vum Centre Hospitalier du Nord d'Zesummenaarbecht mat der Klinick op den 31. Dezember gekënnegt. Dëst war definitiv elo déi zweet Hiobsbotschaft fir dëst Joer fir d'Gesondheetsversuergung am Norden. Nodeems nämlech scho viru Joren d'Maternité zu Wolz zougemaach gi war, ass den 22. Abrëll dëst Joer och d'Maternité zu Ettelbréck fir eng kuerz Zäit zougemaach ginn. Dës zwee Fäll weisen, op wéi enge wackelege Been eis Gesondheetsversuergung steet. A mir bedauere wierklech, datt an deene leschte Joren net méi proaktiv un der Preventioun vun dëse Problemer geschafft ginn ass.

Ech kommen awer erëm zréck bei d'Kardiologen an direkt bei meng éischt Fro: Si mëttlerweil sechs nei Kardiologen agestallt ginn, déi nom 31. Dezember – dat ass nach e gudde Mount – kënnen d'Relève iwwerhuelen?

Déi zweet Fro: D'Madamm Minister huet op eng Question parlementaire vum 29. September vun eis geäntwert, datt dem Kardiologieservice déi néideg Ressourcë wäerte gi ginn, „fir seng Missiounen", esou huet se gesot, „sou wéi se an der Annex 2 vum Spidolsgesetz [...] detailléiert sinn, assuréieren ze kënnen".

Madamm Minister, fir e Laie wéi mech – an ech mengen, där ginn et nach – ass dat net onbedéngt ëmmer ganz kloer. Ech hunn och déi Annex 2 do duerchgekuckt. Ech wëll einfach wëssen: Wat heescht dat konkreet? Wéi vill Kardiologe brauch de Centre Hospitalier du Nord, fir kënnen d'Missiounen, déi en elo huet, ze assuréieren?

Drëttens – an ech bleiwe bei der Äntwert op dës Question parlementaire – schreift d'Madamm Ministesch nämlech och nach: „De Service assuréiert och e Lien fonctionnel, fir Patienten an de Service de cardiologie interventionnelle et de chirurgie cardiaque vum INCCI ze transferéieren." Wat wëllt d'Madamm Ministesch heimat konkreet soen? Heescht dat, datt wann net genuch Kardiologen do sinn, d'Patienten dann alleguer an den INCCI transportéiert ginn? Sinn do genuch Plaze garantéiert?

Déi véiert Fro: Wéi kann eng Klinick 24 Stonnen op 24, 365 Deeg schaffen, Urgencë maachen, ouni Kardiologie? Wéi eng Servicer musse garantéiert sinn, fir datt d'Klinick esou ka weiderschaffen? Oder eeben anescht gefrot: Wéi eng Servicer kënnen net méi ugebuede ginn, wann eng Klinick keng funktionéierend Kardiologie méi huet?

Fënneftens: Falls vill méi Leit musse mam SAMU an eng aner Klinick fir e Primärasaz transportéiert ginn, wéi garantéiert d'Madamm Ministesch, datt de SAMU nach genuch am Norde selwer present ka sinn, well déi Zäit, wou en d'Streck Ettelbréck–Stad mécht, ass en net am Norde present?

Sechstens, datt et an de Klinicken un Attraktivitéit fir d'Doktere feelt, ass schonns zanter Jore bekannt. D'Madamm Minister huet elo zesumme mat der Spidolsfederatioun eng Konventioun iwwert e Pilotprojet ënnerschriwwen, fir den Dokteren d'Garden an d'Astreinten ze indemniséieren. Firwat huet d'Madamm Minister an dësem Sujet net éischter reagéiert? A firwat huet d'Madamm Minister net derfir gesuergt, datt och d'Dokteren dës Konventioun matdroen? Mir fannen et nämlech net normal, datt eng Konventioun, bei där et ëm d'Doktere geet, net vun den Doktere matënnerschriwwe gëtt.

Wat huet d'Madamm Minister wëlles, fir an Zukunft d'Zesummenaarbecht mat den Dokteren ze verbesseren? Ech mengen, dat misst jiddwerengem kloer sinn: Ouni motivéiert, gutt ausgebilt Dokteren a Gesondheetspersonal kann d'Gesondheetsversuergung net fonctionéieren.

Siwentens: Huet dës ganz Situatioun Konsequenze fir d'Klinick vu Wolz? Wa jo, wéi eng? A wat hutt Der fir dës Klinick an Zukunft geplangt?

An eng aacht a leschte Fro: Wat mécht d'Madamm Minister, fir de Leit am Norde vum Land och an Zukunft eng gutt funktionéierend Klinick ze garantéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, nach eng Kéier d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Wéi der richteg drop higewisen hutt, ass déi ganz Situatioun an der Question parlementaire 6926 vum Här Wiseler schonn eng Kéier ëmrass ginn. Wourëms geet et? Vun aacht Kardiologe sinn der sechs, déi am September matgedeelt hunn, dass se hir Konventioun géifen opléisen an erëm just an hirer Privatpraxis schaffen. Zwee dovunner hunn dat aus privaten Ursaache gemaach, déi ech hei net kann oppeleeën an och an deem Sënn net kennen. Dat ass hire Choix, fir de Grupp ze verloossen. An déi aner véier hu fonnt, dass et ënnert deenen dote Circonstancë fir si net méiglech wär, dee Pensum un Aarbecht ze bewältegen.

Den neie Moment par rapport zu der Question parlementaire ass, dass entre-temps en Accord do ass, fir eeben dräi Méint bis Enn Mäerz weider ze fonctionéieren. Dat léisst relativ Raum, fir nei anzestellen. Dat ass am Fong dann en Délai de préavis vu sechs Méint, wéi e menger Erënnerung no och an enger Convention-type emol eng Kéier als räsonabel festgehale ginn ass, fir an esou enger Situatioun eeben nei anzestellen. D'Neiastellunge lafen. D'Klinick huet direkt ugefaangen auszeschreiwen, soudass do nach Sputt ass bis dohinner. E Service de Cardiologie geheiert dem Gesetz no ..., dat ass e Service général, deen e Centre hospitalier ausmécht. Dat ass extreem wichteg, fir dass e Spidol ka fonctionéieren.

Dir hutt d'Fro gestallt: „Wéi eng Patiente ginn an den INCCI? Wat bedeit dat, dee Lien fonctionnel?" Ma dat bedeit, dass verschidde Spezialitéiten och haut am INCCI gemaach ginn. Dat ass dat, firwat den INCCI do ass. Et ass net esou, dass d'Patienten, déi net kéinte behandelt ginn, aus Personalmangel géifen dohinner geféiert ginn. Nee, dat hänkt vun der Pathologie of, déi d'Patienten hunn. Den INCCI ass de spezialiséierten Zentrum vum Land. An egal, a wéi engem Centre hospitalier Dir eng Diagnos kritt, déi eng gewësse Gravitéit huet, ass et ubruecht, eeben an dee spezialiséierten Zentrum geféiert ze ginn, fir do fachgerecht operéiert ze ginn.

De Lien fonctionnel, dat bedeit näischt anescht, wéi dass dee Kardiolog am Norden oder zu Esch oder am HRS da Kontakt hëlt mat deem spezialiséierten Zentrum, fir dat ofzeschwätzen an ze organiséieren, den Transfert ze organiséieren a gegeebenefalls de Retour zréck an déi Klinick, wou de Patient hierkomm ass.

Generell d'Gardë schwätzt Der un. Dat ass e Facteur d'attractivité, deen ëmmer erëm geltend gemaach ginn ass. Dat ass d'Charge eeben och am Hibléck op d'Work-Life-Balance, déi d'Leit hunn, wat dat bedeit, wann ee muss Garden ofhalen, Astreintë muss assuréieren. Dofir ass eng Bereetschaft komm, fir dat ze remuneréieren. Dat ass historesch gesinn ëmmer onentgeltlech gemaach ginn. Et ass jo net, dass dat eppes Neies ass am Spidolswiesen, dass Garden oder Astreintë gemaach ginn. Wat ass nei? Et ass méi preziséiert ginn am Gesetz vun 2018, am Spidolsgesetz, a wéi enge Beräicher dat soll sinn an a wéi engem Ausmooss et muss gemaach ginn. An dat war am Fong geholl en Ausléiser fir e Prozess, dee geféiert ginn ass, wou agefuerdert ginn ass, dat ze remuneréieren.

Dat ass den Ausgangspunkt. Dat ass e lafende Prozess gewiescht, wou ech mäin Amt iwwerholl hunn, deen ech u sech gestoppt hunn a gesot hunn: Mir sichen hei eng global Léisung. Ech wëll net just eng Léisung an engem spezifesche Prozess, wou dräi oder véier – oder ech weess net méi auswenneg, wéi vill – Doktere geklot hunn. Ech hätt gär eng national Léisung fir d'Garden an d'Astreinten. An deem Sënn ass virun annerhallwem Joer eng Verhandlung ugaangen. Dir sot, dem Gesetz no wär et eng Verflichtung fir d'Servicer vun de Spideeler. D'Spidol ass ugehalen, déi Garden an déi Assurancen ze organiséieren. Do huet et méi Méiglechkeeten. Et kann dat iwwer konventionéiert Doktere maachen. Et kann awer och zum Beispill Dokteren astellen, fir esou eppes ze maachen.

Deen, dee ugehalen ass vum Gesetz hier, ass d'Spidol. Et ass eng Obligatioun, déi dem Spidol obläit an asoufern ass dat och den natierleche Behandlungspartner. Mir hunn awer selbstverständlech eng AMMD mat un de Verhandlungsdësch geholl. Déi Verhandlunge sinn iwwer annerhalleft Joer gelaf. An déi féiere sech jo och net aleng. Ech muss mir och allkéiers e Mandat huelen. Et geet hei ëm Suen, ëm ganz vill Suen, wëll ech betounen, déi eeben och an Zukunft wäerten all Joer vun der Regierung fräigemaach ginn, fir déi dote Saachen ze bezuelen. An asoufern ass dat och ëmmer e Regierungsbeschloss, deen eng Enveloppe festleet.

Am Hierscht si mer zur Konklusioun komm, dass mer eise leschte Montant géife fixéieren. Mat där Enveloppe sinn ech an eng lescht Ronn gaangen, fir ze verhandele mat deene béide Partneren. An d'AMMD huet schréftlech matgedeelt, dass dat si net zefriddestellt. Dat heescht, dat ass, fir et konkreet ze soen, net duergaangen am Montant, deen d'Regierung bereet war, hei fräizemaachen. A vu datt mer schonn awer laang hei verhandelen, hunn ech meng Responsabilitéit geholl an d'Konventioun mat deem Partner, deen eigentlech formell och dee richtegen ass, fir dat ze maachen, festgeschriwwen.

Et ass also eng Saach vu Suen, vum Verhandelen. Et ass laang zu dräi verhandelt ginn. Selbstverständlech war eng AMMD dobäi. Mee leider ass de Montant, dee vun der Regierung hei decidéiert ginn ass, an deen awer dach considerabel ass ... Ech mengen, Dir kennt dee Montant alleguerten, dat sinn Zousazrevenuen, déi et an där Form net gi si bis elo hei am Land. Do schwätze mer vu ganz ville Milliounen, déi all Joer wäerten op de Budget vum Staat duerkommen. An dee Montant, deen do eeben als lescht Wuert vun der Regierung op den Dësch geluecht ginn ass, ass der AMMD eeben net duergaangen. Voilà. Dat ass esou, wéi et gescheitert ass, eng Dräierënnerschréft do drënner ze kréien.

Ech ginn awer dervun aus, dass den Ureiz, dee geschaaft gëtt duerch dësen neie Moment hei am Land, hoffentlech ee vun de Bausteng wäert sinn, fir erëm weider Leit dach iwwerzeegt ze kréien, an de Gardendéngschter ze bleiwen. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Hansen, well ech mengen, do ass eng Fro net beäntwert ginn.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hunn der hei fënnef opgeschriwwen, déi net beäntwert gi sinn, mee ech wëll awer virun allem emol eng ganz konkreet stellen. Wéi vill Kardiologe brauch de Centre hospitalier du Nord, fir datt e kann als normal Klinick funktionéieren? Well esou, wéi ech Iech elo verstan hunn, wann d'Kardiologie ni méi operationell ass, dann hu mer definitiv e Riseproblem am Norden. Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro: Huet dat doten och Konsequenze fir d'Klinick vu Wolz? An déi drëtt Fro ass déi: Wa mer méi Leit mussen transportéieren, vu datt d'Kardiologie ni méi esou funktionéiert, wéi se soll funktionéieren, wéi ass et da mam SAMU?

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat sinn Hypotheesen, déi Der huelt. Déi Kardiologie fonctionéiert jo, déi ass jo absolutt fonctionnell bis Mäerz. An dat ass en Delai, wou agestallt gëtt. Ech ginn dervun aus, dass dee Problem sech léist. Et gëtt kee legale Schlëssel, wivill dat der musse sinn. D'Klinick huet eng Obligatioun, dee Service fonctionéieren ze loossen. Ech kann eng Schätzung soen. Ech hunn déi dote Fro och gestallt. Do krut ech gesot, et mussen der minimum véier sinn. Mee dat ass awer elo keng festgeschriwwe Reegel. Dat hänkt jo dervun of, wéi d'Disponibilitéit ass, wie konkreet eeben ënner Kontrakt kënnt a wéi d'Disponibilitéit vun de Leit ass. Mee et gëtt kee gesetzleche Schlëssel, deen elo géif soen: „Dat mussen der esou vill sinn."

D'Spidol huet Obligatioune par rapport zu engem Service, dee se assuréiere muss an huet dann eeben

och d'Responsabilitéit, fir sech festzeleeën, wivill dat der musse sinn. Also, ech kann Iech déi do Informatioun esou ginn, well ech selwer och déi Fro gestallt hunn, mee dat ass awer – ech géif dat elo mol esou nennen – eng onverbindlech Äntwert, déi ech kritt hunn. Déi Kardiologen, déi elo net méi am Spidol sinn, maache jo och vill, déi schaffe jo ausserhalb vum Spidol. Ganz vill Analyse kënnen och ausserhalb gemaach ginn. Mee ech ginn haut dervunner aus, dass dat doten erëm regulariséiert gëtt.

Et ginn an de Spideeler ëmmer Leit fort an et kommen der bäi. An den Delai ass bis Mäerz d'nächst Joer. Asoufern musse mer haut dervunner ausgoen, dass dat ganz normal weiderleeft. Do ass keng Ënnerbriechung an esou gesinn ech och keen Impakt op Wolz an och keen Impakt op den Transport. Well wéi ech Iech erkläert hunn, et ass net, dass duerch déi dote Situatioun elo méi Leit géifen transferéiert ginn. Wien an den INCCI verluecht gëtt, dat determinéiert d'Krankheet, déi déi Persoun huet oder de Problem, deen ze behandelen ass, mee net e strukturelle Problem um Niveau vun engem Spidol zum Beispill, deen haut nach net do ass.

Ech géif dat gäre betounen: Mir schwätzen hei vun enger Hypothees mat enger Echeance op Mäerz, wat effektiv méi laang ass, wéi wann dat elo Dezember gewiescht wär an och méi räsonabel, wann ee vun Astellunge vun Doktere schwätzt. Et ass jo mat Entretienen an Assessmente verbonnen an et brauch eeben och eng gewëssen Zäit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

6. Question élargie n° 167 de M. Marc Hansen au sujet de la continuité des soins

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 167 vum Här Marc Hansen iwwert d'Kontinuitéit vun der Gesondheetsversuergung. D'Spillreegele bleiwen nach ëmmer déi selwecht. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, d'Continuité des soins definéiert sech als Capacitéit, fir d'Betreiung vun engem spezifesche Patient ouni Ënnerbriechung, weeder an der Zäit nach tëschent den Acteuren, ze organiséiere souwéi d'Capacitéit fir de Verlaf vun der Krankheet a senger Ganzheet ze couvréieren.

Duerfir brauch et eng Kontinuitéit vun der Transmissioun vun den Informatiounen aus dem Dossier médical, eng Kontinuitéit vun der Relatioun tëscht dem Patient a sengem Vertrauensdokter, eng Kontinuitéit bei der Sortie aus dem Spidol an der Prise en charge vum Vertrauensdokter an d'Koordinatioun vun de Soinen, déi néideg sinn.

Déi wichteg Aufgab, dem Patient e gudde Patienteparcours ze garantéieren, gëtt am Prinzipp vum Generalist oder vum Médecin référent iwwerholl, deen als Vertrauensdokter de Patient am beschte kennt.

Dozou wéilt ech d'Madamm Ministesch froen, ob et net no iwwer zéng Joer Médecin référent un der Zäit wär, fir eng Evaluatioun ze maachen, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord steet, fir ze analyséieren, wou een eng Verbesserung ka maachen, fir datt de Médecin référent, dee leider nach ëmmer net d'Referenz fir jiddereen ass, generaliséiert ka ginn am Sënn vun enger gudder Gesamtbetreiung vum Patient. Well dem Vertrauensdokter oft d'Zäit feelt, fir d'Koordinatioun vum Patient ze maachen, wéilt ech och froen, ob et net sënnvoll wär, fir en Zäithonoraire anzeféieren, deen onbedéngt noutwendeg ass, fir eng perséinlech Begleedung an e gutt Vertrauensverhältnis mam Patient kënnen opzebauen a fir d'Koordinatioun vum Patienteparcours kënnen zefriddestellend ze leeschten.

A géif dëst net och hëllefen, d'Attraktivitéit vum Beruff vum Generalist ze verbesseren an dem Manktem entgéintzewierken? Leider feelen de Vertrauensdokteren awer och oft déi néideg Informatiounen, fir um ideale Wëssensstand ze sinn, fir déi richteg Entscheedunge kënnen ze huelen.

Wann ee mat Generaliste schwätzt, bekloe si sech oft, datt si net systematesch Rapporte kréien, och wa se de Patient bei e Spezialist iwwerwisen hunn an e Rapport ugefrot hunn. Besonnesch wichteg ass och de Rapport bei enger Sortie aus dem Spidol. D'Spidol freet och oft, wien den Hausdokter ass. Dat ass awer keng Garantie fir e Rapport de sortie, emol net, wann de Patient verstuerwen ass, wat de Generalist awer a penibel Situatioune ka bréngen.

Dëst ass onverständlech, well eigentlech misst et jo eng deontologesch Obligatioun sinn, deen Dokter, deen herno de Suivi vum Patient mécht, doriwwer ze informéieren, wat den Diagnostic ass, wéi eng Prise en charge soll gemaach ginn a wat fir en Traitement de Patient kritt. Wéi soll de Generalist soss säi Patientendossier adaptéieren, fir d'Continuité des soins ze garantéieren a Feelpreskriptiounen ze evitéieren?

Duerfir wollt ech vun der Madamm Ministesch wëssen, ob et Statistike gëtt, wéi vill Rapporten un d'Hausdoktere geschéckt gi par rapport zu den Iwwerweisungen un d'Spezialisten an de Sortien aus dem Spidol. Da wéilt ech och wëssen, ob et net eng Obligatioun gëtt, fir Rapporten un de Vertrauensdokter ze schécken, a wann net, ob dat net sënnvoll wär, fir de korrekte Flux vun den Informatiounen an domat d'Continuité des soins ze garantéieren.

Mat engem korrekt fonctionéierenden Dossier de soins partagé wär dat alles kee Problem. Dësen elektronesche Patientendossier ass jo grad derfir do, fir de Flux vun den Informatiounen ze garantéieren. Leider gëtt den DSP awer net ëmmer vun alle Gesondheetsberuffer systematesch genotzt. An déi, déi en notzen, setzen net all déi Patienteninformatiounen dran, déi en optimale Patienteparcours kéinte garantéieren.

Wann all Prestataire aus der Santé soll op deem Wëssensstand sinn, datt en dem Patient kann optimal hëllefen, da muss den DSP vun alle Gesondheetsberuffer aktiv genotzt ginn a mat Informatioune gefiddert ginn, besonnesch och an de Spideeler. D'Patiente si jo och duerch den Opt-out-System bal alleguer mat am Boot.

Ech weess, datt et an der Lescht Fortschrëtter gi sinn, mee mir sinn nach wäit ewech vun enger systematescher Mise à disposition vun de Patientendonnéeën. Fir dat ze erreechen, muss awer och d'Notzung vum DSP, déi aktuell fir den Dokter a fir de Patient nach méi wéi ëmständlech ass, vereinfacht ginn. Esou laang dat net de Fall ass, ass den DSP net attraktiv genuch fir eng generaliséiert Notzung. En absolutte Must, wann d'Patientendonnéeë sollen effizient iwwerall do kënne genotzt ginn, wou se gebraucht ginn a wou de Patient säin Accord derzou ginn huet.

Duerfir wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob d'eSanté plangt, fir kuerzfristeg d'Notzung vum DSP ze vereinfachen, natierlech ouni den Dateschutz ze negligéieren. Gëtt et e konkreeten Zäitplang vun der eSanté, fir den DSP ze generaliséieren? A gëtt et eng Strategie, fir all d'Professions de santé op de Wee vum DSP, awer och vun der Digitaliséierung am Allgemengen ze bréngen?

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, merci fir dës Fro. E Médecin référent ass effektiv relativ kuerzfristeg, nodeem en agefouert ginn ass, eng éischt Kéier evaluéiert ginn. Do ass de Scope jo och eng Kéier nogekuckt ginn an e gëtt och aktuell evaluéiert. Do ass eng Etüd, déi leeft, déi mer och zesumme mam LIH, mam LISER ... Déi ass ënnerwee. Do ass eng Etüd, déi nennt sech APPEAL (ndlr: Assessing Primary Care Performance in Luxembourg), wou generell deen doten Dispositif och nach eng Kéier wäert gekuckt ginn, evaluéiert ginn, dat am Kader vun der Evaluatioun vun der Performance generell vun de Soins-primairen hei am Land. Do ass also eng Evaluatioun, wéi Der gefrot hutt, aktuell um Lafen.

Wat d'Tariffer ugeet, hunn ech mer och elo hei soe gelooss, dass rezent e spezifesche Forfait agefouert ginn ass. Dat wär den MR03 mat engem gewëssene Koeffizient, deen all sechs Méint eng Kéier ka vum Médecin référent verrechent ginn. Dat ass en éischten Usaz fir d'Prise en compte vun der Zäit. Ech kann Iech awer och soen, dass déi Problematik eebe vun den Tariffer ugeschwat ginn ass um Gesondheetsdësch. Dat ass eng Problematik, déi bekannt ass, déi och à l'étude ass, ob een do kann an eng aner Richtung goen.

Generell, den DSP, wéi Der richteg sot, bon, deen ass u sech generaliséiert. Dës Pilotphas ass eriwwer, ass awer tributaire dovunner, ob d'Leit en aktivéieren. Dat heescht, all Assuré kritt een opgemaach. Do sinn och scho ganz vill Dokumenter dran. Dat heescht, iwwert eng Millioun Dossiere sinn op. Dat ass e bëssleche méi, wéi mer Assuréen hunn, well warscheinlech Assuréë verschwannen en cours de route.

Aktivéiert vum Patient waren et elo op de Mount Enn Oktober gekuckt 107.000 Dossieren. An dann op där anerer Säit muss natierlech och den Dokter dermadder schaffen. Mir hunn op der Plattform eSanté nieft de Patienten aktuell eng 400 an eppes Generalisten, déi drop schaffen an 383 Spezialisten. Zwénge kënne mer keen. Et gëtt awer Obligatiounen am Gesetz. Et gëtt Dokumenter, déi mussen obligatoresch dropgesat ginn. Dozou gehéiert de Rapport och, de Résumé patient, wéi mer dat nennen. Dozou gehéieren d'Biller, d'Imagerie médicale, déi ginn automatesch dropgesat, d'Laboanalysen.

Dat heescht, u sech ass eng Obligatioun do, fir Verschiddenes ze maachen. Dass et nach net 100 % an den Usus eriwwergaangen ass, ass eng Tatsaach, där mer eis bewosst sinn. Och dat ass en Theema gewiescht um Gesondheetsdësch an och do wäerte mer eis am Kader vum Plan national santé Gedanke maachen, wéi ee ka Piste fannen, fir dat ze acceleréieren.

Beim DSP selwer ass och gewosst, dass en nach Sputt no uewen huet, wat seng Userfrëndlechkeet ugeet. Do schafft d'Agence eSanté un enger iwwerschaffter Versioun, déi méi einfach ze handhabe wär. An och dat ass amgaangen, en place gesat ze ginn, wou och Donnéeën – am Moment ass dat just a PDF-Form – dropgesat ginn. Dat soll nach e bësselche méi sophistiquéiert ginn, dass een d'Daten anescht kann traitéiere wéi just iwwert d'Ofruffe vun engem PDF. Dat heescht, dat ass déi zweet Versioun vum DSP, un där d'Agence eSanté schafft.

A generell déi ganz Thematik: „Wéi kréie mer e méi generaliséierte Recours op d'Digitalisatioun?", dat ass eng, wou ech Iech kann op de Plan national „Santé" verweisen. Do wäert d'Digitalisatioun e grousse Stellewäert kréien. An do geet et och drëms, Incentives ze fannen, wéi mer kënnen déi eenzel Acteuren

iwwerzeegen, hei matzemaachen. Et ass a jiddwerengem sengem Interêt. Mee et fält deem engen oder deem anere vläicht méi oder manner schwéier, fir hei seng Gewunnechten ze änneren an op den digitale Wee och matzegoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

7. 8026 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8026, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Santésdirektioun.

An ech ginn direkt d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Madamm Minister, Här Minister, deen nach hei ass, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen. Dëse Gesetzesprojet huet eng ganz praktesch Finalitéit. Et geet drëms, et der Direktioun vun der Santé méi einfach ze maachen, fir kënnen en Directeur adjoint anzestellen. D'Propos besteet doranner, d'Gesetz vum 21. November 1980 iwwert d'Organisatioun vun der Direktioun vun der Santé ëmzeänneren. Konkreet soll d'Denominatioun vum „Directeur adjoint médical et technique" an „Directeur adjoint opérationnel et technique" ëmbenannt ginn.

Dir hutt et gemierkt, dat Wuert „médical" gëtt duerch „opérationnel" ersat. Doduerch soll et der Santé erméiglecht ginn, Leit fir dëse Posten ze rekrutéieren, déi net onbedéngt eng medezinnesch Geneemegung hunn, fir hei zu Lëtzebuerg ze praktizéieren, dat heescht, déi keng Autorisation d'exercer fir Medezinn oder Zännmedezinn hunn. An niewent dem Titel vum Directeur adjoint gëtt dann och dat entspriechend Departement vun „Département médical et technique" an „Département opérationnel et technique" ëmbenannt.

Firwat eigentlech dës Ännerung? Majo, engersäits, well d'Missioune vun dësem Directeur adjoint éischter technescher respektiv organisatorescher Natur sinn. Zum Beispill geet et drëms, Impfprogrammer auszeschaffen oder awer systematesch Depistagë vu Krankheeten op d'Been ze stellen. An anerersäits ass och d'Santé mam Manktem un Doktere konfrontéiert an dëst virun allem, well d'Remuneratioun vun dësem Posten net mat deene finanzielle Perspektive mathale kann, déi et fir Doktere gëtt, déi sech als Liberaler néierloossen.

D'Kandidate fir de Poste wäerten e Master missen hunn an eng professionell Experienz vun op d'mannst dräi Joer an engem Beräich, dee fir dee Poste pertinent ass. Op Nofro ass eis an der Santéskommissioun erkläert ginn, dass selbstverständlech Leit mat enger medezinnescher Formatioun wäerte Prioritéit kréien. Dat ka weiderhin och en Dokter sinn, muss et awer net. Et kéint och zum Beispill en Apdikter, eng Apdiktesch oder, firwat net, en Infirmier, eng Infirmière sinn. Idealerweis hätt déi Persoun och nach Experienz am Management virzeweisen.

Eng weider Fro war, wéi et ass, wann den Direkter vun der Santé net do wier a sech vu sengem Adjoint misst ersetze loossen, ob et dann net zu engem Problem komme kéint, well dësen Adjoint jo eventuell keng medezinnesch Ausbildung hätt. An do ass eis an der Kommissioun versécher ginn, datt et an der Santésdirektioun jo genuch Doktere gëtt, déi punktuell Aufgabe vum Santésdirekter iwwerhuele kënnen, esou wéi dat bis elo och war, an dat keng Schwieregkeet an Zukunft däerft sinn.

Zu dësem Gesetzesprojet hu mir dräi Avise kritt, dorënner dee vum Staatsrot, deen erkläert huet, sech net kënnen iwwert d'Opportunitéit vun dëser Änneru ng ze äusseren, well aus dem Projet net ervirgeet, wat genee d'Missioune vun deem zukünftegen Directeur adjoint operationnel et technique wäerte sinn. Mee do krute mir jo, wéi gesot, d'Äntwerten an der Kommissioun derzou.

Dann hu mir Avise vum Collège médical a vun der Staatsbeamtekummer kritt, déi allen zwee hiren Accord zum Projet ginn hunn.

Nach zum Ofschloss zur Prozedur: De Projet ass den 9. Juni 2022 deponéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot ass de 25. Oktober komm. Dunn ass de 15. November de Projet an der Santéskommissioun presentéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot ass direkt matgekuckt ginn an de leschten Donneschdeg, de 17. November, ass de Rapport unanime vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Et ass, wéi gesot, kee ganz komplizéierte Projet, mee en dierft awer d'Liewen an der Direktioun vun der Santé vereinfachen. An dofir bieden ech Iech, dee Projet ze stëmmen an ech ginn och schonns den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Madamm Hemmen Merci fir hir Rapporten. An dozou ass näischt méi bäizedroen, ausser den Accord vun der CSV-Fraktioun ze ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dat Gesetz beweist jo, datt mer, leider muss ee soen, eng gewësse Penurie och un Dokteren hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat huet jo mat sech bruecht, datt mer elo bei der Ausschreiwung fir de Sousdirekter vun der Santé elo aner Krittäre setzen. Dat heescht, et muss ee jo net méi a priori Medezinner sinn.

Ech gi ganz éierlech zou: Natierlech stellt ee sech dann awer munch Froen. D'Madamm Hemmen, där ech och Merci soe fir hire Rapport, ass drop agaang, datt déi Froen och an der Kommissioun gestallt gi sinn. Effektiv hunn ech selwer drop higewisen – wéi verhält et sech zum Beispill am Fall, wou den Direkter, dee jo e Medezinner ass, deen dann awer géif gegeebenefalls fir eng Zäitchen ausfalen, misst remplacéiert ginn an dat wier dann an der Hypothees elo net onbedéngt e Medezinner? –, datt dat awer kéint an der Praxis gewësse Problemer mat sech bréngen. Duerfir mengen ech, sollt een och hei awer dat esou diskutéieren.

Den Direkter vun der Santé huet eis do eng ganz Rei pertinent Äntwerte ginn. Mir verstinn, datt eeben elo, wéi gesot, d'Krittären an deem Sënn geännert ginn, datt een net méi muss a priori Medezinner sinn.

Ech wëll awer hei betounen, och am Numm vun der Demokratescher Partei, datt fir eis awer wichteg ass, wann elo de Poste vum Directeur adjoint vun der Santé ausgeschriwwe gëtt, datt dat a priori awer soll e Medezinner sinn. Mir beweegen eis hei nach ëmmer um Niveau awer trotzdeem vun der Medezinn an duerfir ass et och wichteg. Mir hunn awer Verständnis, datt hei och nach aner Krittäre musse spillen an deem Sënn, wéi gesot, well et eebe schwiereg ass, Leit ze rekrutéieren, déi déi Profiller erfëllen. An doweinst hoffe mer awer och a mir sinn och iwwerzeegt, datt a priori nach ëmmer, wéi gesot, de Sousdirekter vun der Santé eng medezinnesch Ausbildung muss hunn.

Falls natierlech kee Kandidat sech mat deem Profill mellt, ass et awer och verständlech, datt dann awer och eng Persoun ka rekrutéiert ginn, déi anere Krittären entsprécht. An deementspriechend wäert ech dann och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech géif dann och der Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, Merci soe fir de schréftlechen an de mëndleche Rapport. An ech géif mech och dem Gusty Graas uschléissen, fir dat, wat e gesot huet.

Ech mengen, dass et wierklech prioritär soll en Dokter oder ee vun enger anerer Profession de santé sinn, dee soll fir esou e Poste prioriséiert ginn, well et awer sënnvoll ass, eng Persoun ze hunn, déi och e Grondverständnis vun der Gesondheetspolitik huet. An do ass et awer sécherlech net schlecht, eng Formatioun an deem Sënn ze hunn.

Netdestotrotz si mer, no all den Erklärungen, déi mer kritt hunn, d'accord, dass dee Poste méi breet opgestallt gëtt. An ech ginn dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hansen. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif am Numm vun der ADR der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci soe fir dëse Rapport. Et ass alles gesot. Ech mengen, meng zwee Virriedner hunn dat richteg gesot, datt mer solle probéieren, e Medezinner op déi Plaz awer ze kréien, wann et nëmme méiglech ass.

Mee dat weist awer och, wa mer elo direkt nach kee fonnt hunn, wéi prekär d'Lag ass am Medezinnberäich. Do misste mer eis och eng Kéier Gedanke maachen. An deem Sënn ginn ech den Accord zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et muss een och emol kucken, wat ee beim Staat verdéngt a wat een ...

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et un der Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, keng Angscht, ech schwätze keng fënnef Minutten. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, merci fir d'éischt der Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, fir de Rapport. Mat dësem Projet de loi geet et drëms, d'Denominatioun ze ännere vun dem „Directeur adjoint médical et technique" zum „Directeur adjoint opérationnel et technique".

Dat Personal, dat dofir a Fro géif kommen, muss kee medezinnescht Personal sinn. Iwwerhaapt muss dës Persoun näischt mat Medezinn um Hutt hunn, wann een de Gesetzesprojet richteg liest. Am Fong geet et drëms, mat dësem Gesetz e Gestionnairesposten ze schafen, fir deen ee weeder Medezinner nach Infirmier muss sinn. E Master an eng Expérience professionnelle pertinente ginn duer. Mir fannen déi Beschreiwung zimmlech schwammeg.

De Staatsrot schéngt och seng Bedenken ze hunn. Si schreiwen, si wieren net en mesure, an ech zitéiere se, „d'apprécier l'opportunité de supprimer la condition de disposer d'une formation médicale et d'une autorisation d'exercer la médecine ou la médecine dentaire au Luxembourg".

Fir eis ass dëst e Beispill vun deem, wat een nennt „new public management" am Gesondheetswiesen a mir gesinn dat ganz kritesch. Dat hei ass eng Aarbechtsdivisioun wéi an engem Betrib. Wann dat do ka fonctionéieren, esou gesi mir dat awer kritesch am Gesondheetssecteur. An der Direction de la santé dierft den administrativen Aspekt eiser Meenung no net gläichgestallt si mat dem medezinnesche Wëssen.

Et hätt een et jo kënnen esou maachen, datt een e Logistikservice geschaf hätt, wou een e Responsabele vum Service hätt a verschidden Unitéiten. Mee hei gëtt et awer en Direkterposten, deen u sech Muecht huet iwwer aner medezinnesch Divisiounen, a mir gesinn dat ganz, ganz skeptesch. Dofir ass dat fir eis eigentlech onverständlech an net ze akzeptéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Direktioun vun der Santé huet wichteg Aufgaben. Souwäit si mer eis bestëmmt alleguerten eens hei am Sall.

D'Covidpandemie, a mir hu virdrun driwwer geschwat, huet dat jo méi wéi jee bewisen. An dofir ass et wichteg, datt de Service gutt opgestallt ass a virun allem och gutt fonctionéiert.

Am Exposé des motifs vun dësem Gesetzestext ginn zwee Grënn fir dëse Projet de loi genannt. Engersäits gëtt mam Mangel un Dokteren am Gesondheetsberäich an der feelender Kompetitivitéit vum Gehalt an de Perspektiven an deem Domän argumentéiert. An op där anerer Säit, datt fir vill vun den Aufgabe keng medezinnesch Ausbildung a keng Autorisation d'exercer néideg ass.

D'Aufgaben, fir déi eng medezinnesch Ausbildung an eng Autorisation d'exercer noutwendeg sinn, sollen dann awer vum Direkter vun der Santé assuréiert gi respektiv vun aneren Dokteren aus der Direktioun. Am Exposé des motifs gëtt och dovu geschwat, wéi effikass am Kader vun der Covid-19-Pandemie geschafft gi wier. Zumindest an deem Beräich kënne mer nach plus ou moins zoustëmmen.

Mee et ginn awer och Bemollen. An ech ginn Iech just ee Beispill. Zu den Aufgabe vun der Direction de la santé gehéiert och, an ech zitéieren: „mettre en œuvre des programmes de prévention et de promotion de la santé". Dat fanne mir Piraten e ganz wichtege Punkt.

Nach virun e puer Deeg konnt ee bei Reporter.lu e ganz interessanten Artikel liese mat der Iwwerschrëft „HPV-Impfung: Die verpasste Chance der Prävention". Fir déi, déi en net gelies hunn, hei nach eng Kéier d'Haaptpunkten. Hei zu Lëtzebuerg ass et iwwer Joren a Jore verschlof ginn, bei der Impfung géint d'human Papillomviren endlech méi ze maachen, obwuel d'Infektioun mat den HPV-Viren déi heefegst sexuell iwwerdrobar Krankheet ass. Mat enger Impfung am Kandsalter kann een noweislech virun allem Frae géint de Gebärmutterhalskriibs schützen, e Kriibs, deen d'WHO als Kriibs definéiert, dee mer eliminéiere kéinten.

Mee et geet bei der Impfung net nëmmen ëm déi weiblech Populatioun. Zwar gëtt dës Impfung zënter 2007 fir Kanner tëscht 9 a 14 Joer recommandéiert, mee an der Bevëlkerung ass dëst ganz dacks nach net ukomm respektiv et feelt un Informatiounen an et läit un den Dokteren, d'Elteren opzeklären. Tjo, an da kënnt et nach mam Remboursement, well och do gëtt se just bis 15 Joer remboursëiert, esou datt se duerno zwar nach Sënn mécht, mee awer net bezuelt gëtt.

Sou, an da si mer erëm bei der Direction de la santé, déi dat promouvéiere soll an et net gemaach huet. An dann hoffen ech, datt mer duerch dat heite Gesetz da wéinstens d'Direction de la santé esou stäerken, datt se an Zukunft deenen Aufgaben erëm nokomme kann an datt se Preventioun mécht, fir zum Beispill eng HPV-Impfung ze promouvéieren, déi noweislech géint Kriibs schützt. Well e Kriibsfall ass definitiv méi deier, wéi wa mer mussen higoen an eng Impfung remboursëieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Ech verstinn déi Froen, déi opgeworf ginn. Eis Direktioun huet ganz breet gestreete Missiounen, wou vill verschidde Profiller vun Doktere gefuerdert si mat konkreeten Aufgabeberäicher. Verschiddener sinn der hei adresséiert a mir sinn natierlech an der Situatioun, wéi se generell am Gesondheetswiesen net nëmmen hei am Land ass, mee och iwwert d'Grenzen eraus. D'Doktere fënnt een net méi esou einfach. A mir sinn natierlech an der Fonction publique tributaire vun enger Gehaltsskala, déi ass, wéi se ass. Déi ënnerläit net menger Kompetenz an déi pake mer och dës Legislatur, esou wéi ech dat verstanen hunn, net méi un, soudass et aus der Nout ... op alle Fall net elo fir d'Dokteren, verstitt mech elo net falsch! D'Theemen hei zur spéider Stonn mëschen ...

Et ass fir eis en Effort fir ze optimiséieren. D'Direktioun vun der Santé ass eng Verwaltung wéi vill aner Staatsverwaltungen och, an et ass net där Klengster eng. Dat sinn 350 Leit, déi do schaffen. Dat ass eng grouss Verwaltung an do brauch et och organisatoresch Kompetenzen, déi generell beim Staat opgebaut ginn, och gefërdert ginn. An dofir sinn ech perséinlech iwwerzeegt, dass et eng gutt Saach ass, och hei opzemaache fir aner Profiller. Et ass sécherlech net ausgeschloss, dass en Dokter béid Profiller huet, mee op der Direktiounseebene ass et och wichteg, déi néideg organisatoresch Profiller ze hunn.

D'Aufgaben, déi spezifesch Medezinner zoukommen, wäerte selbstverständlech vu Medezinner assuréiert ginn. Dir wësst, dass eng Rei Aufgaben direkt dem Direkter zoukommen iwwert d'Gesetz an anerer eebe spezifesch Medezinner. An där sinn an der Direktioun, och wa mer, wéi dat och generell de Fall ass, ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, déi richteg Leit bei eis ze rekrutéieren, well mer do net onbedéngt kënne mathale mat deem, wat op anere Plazen ugebuede gëtt, fanne mer awer ëmmer erëm nach Leit, déi sech der Santé publique widmen an an den Asaz kommen.

Ech soen op alle Fall Merci fir d'Ënnerstëtzung a kann Iech rassuréieren, dass dat keen Impakt wäert hunn op d'Qualitéit vun de medezinneschen Déngschtleeschtunge vun der Direktioun. Déi wäerte weiderhi selbstverständlech vun Dokteren assuréiert sinn, esou wéi dat och vum Gesetz virgesinn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8026. Den Text steet am Document parlementaire 8026[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8026 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7904 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure

application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 7904 iwwert d'Ëmsetze vun der Omnibus-Direktiv.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, Här Minister, ech maachen Iech hei e Rapport iwwert de Projet de loi 7904, deen de Code de la consommation modifizéiert, fir d'Direktiv 2019/2161, déi d'Denominatioun „Omnibus" dréit, zu Lëtzebuerg kënnen ze transposéieren.

D'Direktiv Omnibus ass eng wichteg Direktiv am Konsumenteschutz a wäert deen ausbauen a verstäerken. D'Zil vun der Direktiv ass et net nëmmen, verschidde Rechter vun de Konsumenten ze moderniséieren, mee och juristesch Lacunnen um nationalen Niveau ze behiewen.

D'Omnibus-Direktiv handelt essenziell vun dräi groussen Aspekter, déi transposéiert ginn. Den éischten Aspekt ass d'Prezisioun an d'Harmoniséierung vun de Sanktiounen am Konsumenteschutz. Dovu sinn d'Direktiven iwwert d'abusiv Klauselen, iwwert d'deloyal kommerziell Praktiken an iwwert d'Konsumenterechter betraff.

Konkreet gi gemeinsam Krittäre fir den Asaz vu Strofen, déi vun de betraffen Direktive virgesi ginn, agesat. D'Strofe sollen op europäeschem Niveau méi effektiv, proportionell, méi kohärent an harmoniséiert ginn.

Schlussendlech fënnt een ënnert dëse Krittären och déi Strofen, déi e Professionellen an engem anere Memberstaat fir déi nämmlecht Strofdot kritt huet. Am Kontext vun de Strofdoten, déi vun deenen dräi Direktive virgesi sinn, kritt de Ministère vum Konsumenteschutz en neien Dispositif mat administrative Sanktiounen.

Zu dësem Dispositiv kënnt e Supplement zu all deene strofrechtleche Sanktiounen, déi am Code de la consommation duerch déi vereenzelt Direktiven an der Matière virgesi ginn. An der Praxis soll den Dispositif an dräi Etappe fonctionéieren. Fir d'éischt gëtt de Professionellen agelueden, Erklärungen zu senge verbuedene Praktiken ze liwweren. Wann en dat net mécht, kann de Ministère him e schréftlechen Avertissement schécken. Falls de Professionelle sech no enger schréftlecher Warnung net confirméiere wëll, huet de Ministère elo d'Méiglechkeet, eng Action en cessation ou en interdiction géint hien ze lancéieren.

Den zweeten Aspekt war d'Schafung vun enger Struktur, déi sech ëm d'Ëmsetzung vum Konsumenteschutz këmmere soll. Hei huet de Staatsrot awer eng Opposition formelle formuléiert, well d'Schafung vun esou enger Structure antikonstitutionell wär. Dowéinst verbleiwe mer esou, datt e Service soll en place gesat ginn, deen de Konsumenteschutzministère an der Prononciatioun vun den neien administrative Sanktioune berode soll. An dësem Service sollen dräi Officiers de police judiciaire nominéiert ginn.

Den drëtten Aspekt ass allgemeng d'Verbesserung an d'Moderniséierung vum Konsumenteschutz. Besonnesch betraff sinn hei d'Direktiven iwwert d'deloyal kommerziell Praktiken an déi iwwert d'Konsumenterechter.

D'Omnibus-Direktiv iwwerléisst de Memberstaaten och d'legislativ Optiounen, woubäi dëse Projet de loi verschiddener iwwerhëlt. Iwwerholl gëtt d'Optioun vun der Angab vun engem Referenzpräis bei enger Präisreduzéierung. Dëst ka bei kengem Produkt wärend den éischten 30 Deeg vu senger Kommerzialiséierung an doriwwer eraus gemaach ginn.

Zu den Avisen, déi mer zum Projet de loi Omnibus kritt hunn: Fir d'éischt huet d'Union luxembourgeoise des consommateurs hiren Avis ofginn. Si kritisiéiere virun allem, datt deen neie Service beim Konsumenteschutzministère a sengem Effectif limitéiert ass. Zousätzlech hu si Bedenken zu der Effikassitéit vum neie Mechanismus a vun den administrative Strofen, well en hirer Meenung no net den Erausfuerderunge vun der digitaler Ekonomie entsprécht, déi sech technologesch an informatesch rasant virunentwéckelt.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet sech op e puer Remarke limitéiert. Si froe sech, wat fir eng Moyenen de Ministère hätt am Fall, wann e Professionelle sech net géif deenen Demarchë fügen, déi en hei imposéiert kritt. Ausserdeem si si der Meenung, datt ee misst preziséieren, wat fir eng Agente qualifizéiert sinn, fir Officiers de police judiciaire am neigeschafene Service ze ginn. Den Text gesäit näischt iwwert deenen hir Attributiounen oder Kompetenze vir.

D'Chambre des Métiers opposéiert sech an hirem Avis den neien administrative Sanktiounen an der Schafung vum neie Service. Wat de Mechanismus vun den administrative Sanktiounen ugeet, fënnt d'Chamber, datt et en disproportionéierten Zousaz ass. Hei wier eng Vereinfachung vun de Reegelen ubruecht.

Schlussendlech fuerdere si eng Vereinfachung vun de Reegelen, wann de Client eng Reparatur ufreet.

Den Avis vun der Chambre des Salariés ralliéiert sech un den Avis vun der ULC, wat deen neie Service ugeet. Heizou wënsche si sech eng Politik mat engem verstäerkte Fokus op de Konsumenteschutz.

An hirem Avis ass d'Chambre de Commerce fir d'Mise en place vun enger reeller Preventiounspolitik mat Sensibiliséierungs- an Informatiounscampagnen, fir d'Vergoe vun de Professionelle géint de Code de la consommation ze verhënneren.

De Staatsrot huet zwee Avisen ofginn, woubäi just beim éischten Opposition-formellë waren. An dësem Avis opposéiert de Staatsrot sech dem Ersetze vun der Notioun vum Verkafspräis vun engem Produit oder engem Service duerch d'Notioun vum Präis. D'Referenz zum Verkafspräis misst bleiwen.

Donieft opposéiere si sech, datt et bei der Präisreduzéierung mat der Indikatioun vum viregte Präis eng Differenzéierung tëscht engem Produkt oder Service soll gemaach ginn.

Zum Schluss soen ech jidderengem villmools Merci, deen un dësem Dossier matgeschafft huet. D'Transpositioun vun der Omnisbus-Direktiv ass e bedeitende Schrëtt fir e verbesserten a méi effikasse Konsumenteschutz. Dëst, well de Ministère en neien Dispositif a Service kritt an doduerch, datt de Code de la consommation am Allgemenge mat neien, ugepassten Definitiounen a mam Behiewe vu Lacunnen de Konsumenteschutz méi breet opstellt, méi méiglech Zenarien ofdeckt an dem Konsument e verbesserte Schutz heiduerch ka garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn heizou den Accord vun der LSAP. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Carlo Weber.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Virop wéilt ech och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, well dat erlaabt mir et, weesentlech méi séier ze sinn.

Ech géif och nach just gären eng Kéier betounen, dass et sech hei, wéi gesot, ëm d'Ëmsetzung vun enger sougenannter Omnibus-Direktiv handelt, déi ganz vill verschidde Punkte mat sech bréngt. Mir schaffen awer hei am Interêt vun enger Stäerkung vun de Rechter vum Konsument, an notamment gëtt de ganze Code de la consommation och un den digitalen Zäitalter ugepasst, wou mer jo alleguerte wëssen, dass dat an der haiteger Zäit ëmmer méi wichteg gëtt.

Ech hätt awer och nach eng Fro, déi ech gäre géif an deem dote Kontext der Verbraucherschutzministesch stellen. Mir hunn och nach e Gesetzesprojet do leien iwwert de Recours collectif, an ech wollt froen, wou mer do dru wieren, well mir gesinn Avise kommen, mir gesinn Amendementer vun der Regierung kommen a mir wieren eigentlech frou, wa mer do och eng Kéier kéinten ufänke mat schaffen. Wéini dat virgesinn ass, géif eis interesséieren.

Mee ofschléissend ginn ech awer den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, datt d'Rechter vum Konsument ëmmer méi musse geschützt ginn, dat ass eng Evidenz. Leider sinn d'Verkafspraktiken ëmmer méi komplex ginn. A besonnesch zënter datt jo méi online bestallt gëtt, gëtt et jo och ëmmer méi schwiereg, fir munches méi genee ze duerchkucken. An ech ginn dovun aus, datt deem engen oder aneren och schonn esou gaangen ass, datt en, wann en eppes iwwer Internet bestallt huet, vläicht net onbedéngt dat geliwwert kritt huet, wat e sech erwaart huet, oder et vläicht iwwerhaapt net geliwwert kritt huet. Duerfir ass et awer wichteg, datt op deem Niveau nach méi legiferéiert gëtt.

An d'Gesetz hei beweist awer och, datt et wichteg ass, datt mer op EU-Niveau ëmmer méi harmoniséiert virginn. Dat heescht, datt och déi eenzel Barriären, déi nach tëschent deenen eenzele Länner bestinn, awer kënnen ofgebaut ginn.

Ech mengen, an dësem Gesetz geet et jo virun allem ëm zousätzlech Sanktiounen. Bon, Sanktiounen ass ëmmer e Wuert, dat een net onbedéngt gär héiert, mee leider muss een awer och an enger fräiheetlecher Gesellschaft dee Wee munchmol goen. An dowéinst mussen eeben och heiansdo méi streng Strofe festgehale ginn. Déi Geldstrofen, déi elo festgesat sinn, ginn natierlech ëmmer der Fraude no festgehalen, wat jo och esou awer natierlech richteg ass.

De Minister vum Konsumenteschutz kritt dann eeben elo dräi Méiglechkeete fir virzegoen. Déi éischt ass eeben, wéi gesot, fir d'éischt emol Erklärunge vum Fournisseur ze froen, wann deen eeben net seng Wuer ... oder sech net esou an der Praxis verhalen huet, wéi dat virgesinn ass, zweetens dann en Avertissement, drëttens dann eréischt eng Sanktioun. Ech mengen, datt dat u sech e richtegen, e gudde Wee ass.

D'Chambre des Métiers huet sech jo net grad esou euphoresch gewisen, well se gemengt huet, hei kéim

erëm zousätzlech administrativ Aarbecht op d'Betriber zou. Jo, a priori stëmmt dat, mee et ass wéi ëmmer am Liewen: Wann ee sech korrekt behëlt, dann huet ee jo och net onbedéngt eppes ze fäerten.

Mir hunn och duerfir e gewëssent Verständnis, datt aus deene Kreesser schonn déi Reaktioune kommen. Mee awer trotzdeem sti mer awer éischter hannert där Moossnam vun deenen dräi Etappen, déi hei elo geplangt ass.

Da wëll ech awer och nach kuerz op dee Service zréckkommen, deen elo geschafe ginn ass vun deenen dräi Fonctionnairen, déi jo am Fong geholl elo dann d'Kompetenz vum Officier de police judiciaire kréien. An och do muss ee soen, datt dat eng Moossnam ass, déi elo berechtegt ass, well mer eis eeben, wéi gesot, an engem Ëmfeld beweegen, wou eebe leider mussen ëmmer méi Kontrolle gemaach ginn.

D'ULC ass jo der Meenung, datt dee Service elo ze vill bescheiden ugesat gëtt. Ech mengen, déi Kritik kann een à ce stade net onbedéngt deelen. Au contraire: Et soll ee fir d'éischt emol e Bilan maachen no een, zwee Joer, et soll ee fir d'éischt emol méi bescheiden ufänken, esou e Service opzebauen, an da kucken: Muss deen nach weider ausgebaut ginn? Soudatt dat awer scho richteg ass, op deem Niveau elo emol dee Service do virzegesinn.

Eng aner Remark, déi och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gemaach ginn ass, soll een och hei nach eng Kéier zur Diskussioun stellen. Dat ass nämlech déi: Si hätte gär méi Prezisiounen, wat d'Kompetenze vun deene Fonctionnairen ubelaangt. Vläicht kann eis d'Madamm Minister och do nach zousätzlech Erklärunge ginn. Mee insgesamt si mir awer der Meenung, datt et awer wichteg ass, datt dee Service och elo hei geschafe gëtt.

Mir liewen natierlech an enger Welt, wou d'Digitaliséierung ëmmer méi u Bedeitung gewënnt. An dann ass et evident, datt ee muss och deementspriechend Upassunge maachen.

Ech wëll och nach hei ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt d'Fournisseuren am Fong elo och dozou ugehale ginn, méi Informatiounen iwwer hir Geschäftspraktiken ze liwwere respektiv och iwwer hir Identitéit. Dat ass och ganz wichteg.

An ofschléissend wëll ech och nach eng Kéier hei betounen, datt natierlech virun allem den Onlineservice elo eppes méi Anonymmes ginn ass. Mir kafen dann net méi esou en face vun engem Vendeur eppes an. Dat bréngt natierlech eng ganz aner Bedeitung mat sech, an dowéinst ass et eeben och wichteg, datt een där Entwécklung Rechnung dréit.

A wéi gesot, ech bréngen natierlech selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzesprojet a soen awer och dem Här Carlo Weber nach Merci fir säi mëndlechen an och säi schréftleche Rapport.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Gusty Graas. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dem Rapporter natierlech Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport, erläutert vu menge Virriedner, déi op munnech Saachen agaange sinn, fir de Code de la consommation ze stäerken, wat mir Gréng natierlech begréissen. An ech ginn den Accord domat vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An d'Wuert geet direkt weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Häre, just e puer Wuert. Och vun eiser Säit aus och e grousse Merci un den Här Weber fir dee Rapport.

Ech kommen heihinner, well ech awer e bësse Bauchwéi hunn, wann ech héieren, datt d'Europäesch Kommissioun eis Reegelen iwwert d'Konkurrenzrecht gëtt, well ech denken un – an ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, vill Leit aus dem Süde wäerten dat och nach gutt an Erënnerung hunn – déi enorm Kompetenz vun der Europäescher Kommissioun, wann et drëm geet, Decisiounen ze huelen am Kompetenzrecht.

Erënnere mer eis un d'Diddelenger Schmelz. Déi huet misse verkaf ginn, well ArcelorMittal eng Operatioun geplangt hat an Italien. Do huet dat misse verkaf ginn. Do ass dat u Liberty Steel gaang an déi Diddelenger Schmelz ass haut esou gutt wéi futti. Dat ass d'Kompetenz, dat ass eng Dankbarkeet, déi mer géintiwwer der Europäescher Kommissioun kënnen hunn, déi eis dat do imposéiert hat, déi e Betrib zu Lëtzebuerg, deen tipptopp fonctionéiert huet, futti gemaach huet. Dat muss een och emol soen.

Oder en anert Beispill vun der Europäescher Kommissioun, wou sech awer méi Froe kënne gestallt ginn. Mir brauchen an Europa heiansdo strateegesch Fusiounen, fir géintiwwer der Konkurrenz am Ausland duerzehalen. Alstom-Siemens ass e ganz gutt Beispill. Et gëtt där nach, wou mer an der europäescher Industrielandschaft Fusioune gebraucht hätten, fir eis kënne géintiwwer der auslännescher Konkurrenz duerchzesetzen, wat d'Europäesch Kommissioun verhënnert huet.

Also loosse mer … Gutt, dat heiten ass elo Konsumenteschutz, mee et louch mer awer um Häerz, fir dat anert unzeschwätzen, well ech mengen, et ass e Beispill, dat weist, datt mer och géintiwwer den europäeschen Institutioune musse kritesch sinn, well wat hei verbrach ginn ass, notamment zu Diddeleng, dat hätt ni däerfe geschéien!

Bon, Konsumenteschutz. Ech mengen, den Här Weber huet ganz villes gesot, an ech wëll do just een Aspekt opgräifen, deen hie genannt huet. Dat sinn déi repetitiv Oppositions formelles vum Staatsrot, déi gemaach goufen, well de Staat op eng dirigistesch Manéier wollt an d'Präisgestaltungsstruktur vun der fräier Ekonomie agräifen. An en huet Recht! Well ech mengen, déi fräi Ekonomie fonctionéiert jo doduerch, datt awer nach eng fräi Präisgestaltung ka sinn. An et huet eis verwonnert, fir hei ze héieren, datt d'Demokratesch Partei zwar de Problem erkennt, et ass jo u sech hir traditionell Parteienzoustännegkeet, fir awer op d'Interessie vun der Ekonomie a vun den Entreprisen opzepassen, an awer hei akzeptéiert, datt dann en dirigisteschen Usaz do gesicht gëtt.

Mir denken, datt d'Entreprisen net ze vill Bürokratie sollten opgeluede kréien, well zemools déi kleng Entreprisë packen all déi Virschréften net, déi se dacks, och am Numm vum Konsumenteschutz, operluecht kréien. Denkt un déi Etiketten, déi d'Bäcker mussen ausfëllen. Déi brauche bal e cheemesche Laboratoire bei all Bäckerei fir ze wëssen, wat do dran ass. An dat féiert dozou, datt déi kleng Entreprisen dat dacks iwwerhaapt net méi packen, datt se sech mussen herno zesummeleeën, datt se bal e juristeschen Departement brauchen, fir dat iwwerhaapt nach kënnen ze steieren.

Dat féiert dozou, datt kleng Entreprisë verschwannen. Dat féiert zu enger Konzentratioun dann an u sech zum Effet contraire vun deem, wat gesicht ass. Mir schwätzen dann net méi vu Konsumenteschutz, mee vum Entstoe vu méi grousse Strukturen, wou de Konsument herno manner Rechter géintiwwer deene Strukturen huet, wéi wann et onverännert bliwwe wär. Also dat Konsumenterecht ass extreem wichteg, mee et gëtt net ëmmer ganz gutt ugepaakt.

Den Här Weber, fir vläicht domadder opzehalen, huet och eng ganz Rei Observatiounen ernimmt, déi vu villen Institutiounen hei am Land gemaach goufen: Chambre des Salariés, Chambre de Commerce, Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, och, mengen ech, Cour supérieure de justice. An alleguer hate se Kriticken, déi awer absolutt valabel sinn.

A wéinst deene ville Kriticken …, och wa mer u sech als ADR eng Stäerkung vum Konsumenteschutz ëmmer reegelméisseg begréissen, mee dat Gesetz hei huet awer ganz vill Schwaachpunkten, a mir wäerten et dowéinst och net matstëmmen, mir wäerten eis enthalen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also als Alleréischt emol dem Rapporter e grousse Merci fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport. Dëse Projet de loi bréngt eng Rei vu Fortschrëtter mat sech, e geet jo och e bësse méi wäit wéi d'Direktiv, an duerfir wäerte mir dat och matstëmmen.

Et ass awer op där anerer Säit e bësse schued, datt d'Regierung hei op dëser Plaz d'Geleeënheet net genotzt huet, fir eng wierklech onofhängeg Struktur ze schafen, wéi se och vun der ULC an der CSL gefrot gouf, déi sech ëm de Konsumenteschutz an och ëm d'Konkurrenzrecht këmmert, sou wéi dat jo och a villen europäesche Länner de Fall ass, zemools well mer jo och muer hei eng nei Autorité de la concurrence wäerte stëmmen. Voilà.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Carlo Weber fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

Wéi en et gesot huet, setze mer mat dësem Gesetz dann elo och d'Omnibus-Direktiv an d'nationaalt Recht ëm. A keng Angscht, et geet haut net ëm e Bus, mee et geet haaptsächlech ëm de Konsumenteschutz. Et ass nämlech e wichtege Schrëtt, dee leider – an dat musse mer dann erëm soen – e bësse spéit kënnt. D'Direktiv hätt nämlech u sech scho missen d'lescht Joer am November gestëmmt ginn. Bon, ee Joer méi spéit, dat ass … et ginn Direktiven, déi méi laang brauchen. Mee et ass net esou schlëmm wéi beim Projet – an dat huet d'Madamm Cecchetti elo grad gesot – vum Conseil de la concurrence, dee jo muer behandelt gëtt, deen och vill, vill méi séier hätt misse behandelt ginn.

Zréck awer bei d'Direktiv vun haut. Mir Piraten begréissen d'Ännerungen, déi mat der Direktiv kommen. Nodeems nämlech an engem Rapport vun der EU-Kommissioun erauskoum, datt de Konsumenteschutz an der EU net staark genuch wier, ass reagéiert ginn, an zwar op EU-Niveau, a se hunn eeben derfir gesuergt, datt proportionell an harmoniséiert Sanktioune solle geschafe ginn, net nëmmen harmoniséiert an der EU, mee eeben och national.

D'Sanktioune sollen dann och dat erëmspigelen, wat de Professionelle mat sengem Bedruch u Profitt gemaach huet an dozou proportionell sinn. D'Direktiv geet also fir eis Piraten an déi richteg Richtung.

Et gi weider Sanktioune fir frauduléis Aktioune festgehalen. Et ass awer och e wichtege Schrëtt a Richtung méi Konsumenteschutz, wat digital Servicer a Kontrakter ugeet.

Wéi d'CNPD begréisse mir explizitt, datt dës Direktiv och endlech unerkennt, datt d'Notzung vun enger Social-Media-Plattform och e Kontrakt téscht enger Firma an engem Utilisateur ass, engem Utilisateur, deen den Accès zu dëser Plattform mat senge perséinlechen Donnéeë bezilt. Och wann een nach ëmmer kee feste Präis kann op déi Donnéeë setzen, sou ass d'Unerkennung, datt et sech heibäi ëm eng Transaktioun handelt, schonn e wichtege Schratt.

Wat eis och ganz freet, dat ass dann, datt heimat endlech d'Faxgerät dohinner geschéckt gëtt, wou et higehéiert: an d'Muséeën. Et war e Relikt aus alen Zäiten, datt ee muss bei verschiddenen Demarchen als Firma e Fax uginn. Et gëtt mëttlerweil vill aner Programmer, déi dëse Rôle laang iwwerholl hunn, vum Internet mat Cloud-Applikatiounen, iwwer Appen, déi e Blat Pabeier kënne scannen, bis hin zum nach ëmmer traditionelle Courrier, dee jo als Alternativ fir déi gëllt, déi net digital ënnerwee sinn.

E weidere positive Punkt, dee mer hei wëllen erausträichen, ass dee vum Prix de référence. Wie kennt et net? Et geet een an de Supermarché oder an all anere Buttek an et gesäit een iwwerall sougenannt „reduzéiert" Präisser, sief et den T-Shirt an de Solden, sief et Déierefudder. A nee, et ass jo ëmmer „auf alles, außer Tiernahrung". Mee et steet ëmmer esou do, als wär dee Produit méi bëlleg. Et gesäit een awer och ëmmer nëmmen eng Annonce mat „esou vill Prozent méi bëlleg" an d'Etikett huet eng giel Faarf amplaz eng gréng, also gi mer alleguerten dervun aus, datt de Produit tatsächlech méi bëlleg muss sinn. An d'Leit sinn dann éischter emol oppen, fir en neie Produit mat heem ze huelen oder méi vun eppes ze kafen, well et huet ee jo psychologesch d'Gefill, et wär méi bëlleg.

Mee ob dat mat deem Rabatt wierklech stëmmt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat weess een dee Moment net, well et geet ee jo net all Dag an deen nämmlechte Supermarché an et weess een net, wéi d'Präisser sech do entwéckelen. An dat wäerte mer elo awer gewuer ginn, doduerch datt all Geschäft muss bei sengem Rabatt uginn, wat den déifste Präis vun deene leschten 30 Deeg war. Dat ass e grousse Schratt no vir fir eis als Verbraucher, well mer méi informéiert sinn. An en informéierte Verbraucher kann dann och en informéierte Choix huelen a fält vläicht net méi op d'Tricker vun aneren Etiketten oder vu Prozenter, déi näischt aussoen, eran.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint nach weider positiv Aspekter vun dëser Direktiv oplëschten, mee dofir feelt eis haut e bëssen Zäit an, ech mengen, och d'Nerven zu dëser spéider Stonn.

Dës Direktiv muss sech um Terrain beweisen. Et wäert net alles direkt perfekt oflafen. Keen Text kann allen Eventualitéite gerecht ginn. Et wäerte Fäll viru Geriicht landen an dat ass och gutt esou, well da kënnen d'Geriichter eis nämlech eng Äntwert ginn, wéi déi eenzel Dispositiounen ze interpretéiere sinn. An och dat féiert zu besserem Konsumenteschutz. Mir stëmme se mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Konsumenteschutzministerin Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs | Merci, Här President. Och wann et scho spéit ass, géif ech gären ënnersträichen, dass dat heite wierklech e wichtege Projet ass fir de Konsument zu Lëtzebuerg. Trotz aller Komplexitéit, déi hei zu Recht ervirgehuewe ginn ass, ass et extreem wichteg, dass mer mathalen. De Marché kennt keng Grenzen. D'Leit kafen iwwert d'Grenzen eraus an. An d'Fantasie vun deenen, déi kucken, d'Leit eranzeleeën, huet och keng Grenzen, leider. Asoufern ass et wichteg, dass mer hei richteg stramm kënnen usetze mat seriöe Strofen, déi richteg ofschreckend och sinn a wéidinn, dass mer eis déi néideg Moyene ginn.

Et ass ugeschwat ginn: „Firwat net direkt eng onofhängeg Behërd?" Mir haten am Fong geholl am Virfeld zu dësem Projet eng Etüd maache gelooss vum Max-Planck-Institut, fir e bëssen eng Iddi ze kréien, wéi mer am Verglach do stinn. Mir si relativ gutt ewechkomm. Also schéngt et awer korrekt ze sinn, wéi eis Kontrollen elo oflafen. Ech schléissen awer net aus, dass dat an enger zweeter Phas kann ausgebaut ginn a Richtung vun enger onofhängeger Verwaltung, mee am Moment wollte mer step by step ufänke mat deene Kompetenzen, déi mer inhouse hunn.

Wat bedeit et konkreet? Déi Leit, déi wäerten natierlech hëllefen, Kontrollen ze organiséieren, ze maachen an dann och déi Avertissementen ze huelen, d'Sanktiounen ze schwätzen. Et ass eng breet Aarbecht. Dat ass esou, wéi een et sech an der Praxis muss virstellen, mat engem méi breeden Interventiounsfeld, wat elo hei tracéiert ginn ass, eebe grad eran an dat Digitaalt. Dat ass och ugeschwat gi vum Sven Clement. Extreem wichteg ass och a mengen Aen, dass déi Saachen, déi soi-disant „gratis" sinn, et ganz oft net sinn. Et ass een och e Konsument, wann ee seng Daten eragëtt an dofir eng Gratisleeschtung kritt. An och do ass natierlech wichteg, dass d'Konsumenten opmierksam gemaach ginn, wat hir Rechter sinn.

Fir der Komplexitéit entgéintzewierken, dat ass eppes, wat mer natierlech an den Avise gelies hunn an eis och aus de Virgespréicher mat den eenzelnen Acteure bewosst war. Do schaffe mer och u Guidelines fir déi Professionell. Déi sinn am Moment am Drock, wäerten och elo an den nächsten Deeg digital erausgoen, fir hinnen ze hëllefen, heimadder ëmzegoen.

Mir sinn eis scho bewosst, dass déi Oplagen och grad fir kleng Betriber vill bedeiten. An do kucke mer, asoufern mer dat kënnen, wou et an eise Méiglechkeeten ass, hinnen entgéintzekommen, hoffentlech mat enger klorer Kommunikatioun. Dat ass Sënn an Zweck op alle Fall vun deene Richtlinnen, dass mer hinnen do kënnen Hëllefsstellunge ginn a Richtung jee wéi se sech uleeën, fir och konform zu de Gesetzer ze sinn.

Et si staark Strofen, déi am Raum stinn, an dofir ass et eis natierlech och wichteg, dass mer net nëmmen de Konsument schützen, mee och eise Commerçanten déi néideg Moyene ginn, fir sech gutt opzestellen an dëser Hisiicht.

Ech géif mengersäits, well ech dat virdru vergiess hunn, vun der Geleeënheet profitéieren, fir esouwuel dem Cécile Hemmen Merci ze soe wéi dem Carlo Weber fir hir ganz ausféierlech Rapporten a soe Merci fir d'Ënnerstëtzung generell fir de Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Konsumenteschutzministerin Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7904. Den Text steet am Document parlementaire 7904[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7904 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Da géif ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Et geet eigentlech an dëser Resolutioun ëm déi politesch Rechter vu Leit mat enger Behënnerung. An dat ass e Sujet, wou mer eigentlech alleguer déi Sensibilitéit derfir hunn, datt dat ganz wichteg ass, datt d'Leit, déi scho vill Schwieregkeeten am Liewen hunn, awer esou wäit wéi méiglech Erliichterunge sollte kréien, datt mer hinne sollten entgéintkommen an et hinne méi einfach maachen an hir Rechter och respektéieren.

A mir hunn op jidde Fall och bei eis an der Fraktioun – an ech sinn iwwerzeegt, bei Iech alleguer och – no Méiglechkeete gesicht, fir déi politesch Informatioun och hinnen zougänglech ze maachen. Mee dat ass net ëmmer einfach.

Wa mer zum Beispill vu Liichter Sprooch op eisen Internetsäite schwätzen, da brauch een dofir Kompetenzen an déi Kompetenz ass ganz rar. Mir hunn net vill Leit hei am Land, déi wierklech domadder kënnen ëmgoen. Et sinn der e puer, déi dat ganz gutt maachen, mee natierlech ass et vill verlaangt vun deene Leit, fir elo all Partei hei, déi hei vertrueden ass, ze hëllefen, fir dat kënnen ëmzesetzen. An ech wëll dofir

ganz kloer soen, datt mer vläicht sollten zesumme probéieren, als Chamber, eis politesch Inhalter och esou ze formuléieren an esou eriwwerzebréngen, datt se och méi liicht accessibel si fir Leit mat enger Behënnerung, zum Beispill eeben doduerch, datt mer och probéieren, méi Liicht Sproch an eiser Kommunikatioun op eisen Internetsäiten ze benotzen.

Virun allem déi méi kleng heibannen ..., vläicht hunn déi ganz grouss Parteien oder déi eng, déi méi grouss Partei, d'Méiglechkeeten, dat vu sech aus ze maachen. Mee et sinn der vill heibannen, déi déi Méiglechkeeten net hunn, well déi Ressourcen an déi Méiglechkeete feelen. An dofir wollte mer Iech proposéieren, datt mer dat zesummen als Chamber kucken, als déi Siwen, déi heibanne vertruede sinn, fir vläicht zesummen iwwert d'Chamber och kënnen en Effort ze maachen, fir déi politesch Kommunikatioun fir déi Leit méi liicht accessibel ze maachen.

Mir kéinten, wann Der d'accord sidd, ech weess net, wéi den Här President elo de Prozedere gesäit fir dës Resolutioun, mee am Fall, wou Der mat där Iddi d'accord wäert, kéinte mer am Bureau vläicht driwwer schwätzen, wéi mer dat kéinten upaken, wann de Wëllen da vun alle Säiten do wär.

Eis géif et freeën, well mer et einfach als eng matmënschlech Verantwortung gesinn, fir dee Schrëtt och ze maachen an dofir och dës Propositioun.

Ech soen Iech villmools Merci.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

hält fest, datt

– all Mënsch d'Recht huet, sech eegestänneg iwwert d'Politik vun allen an der Chamber vertruedene Fraktiounen a Sensibilitéiten ze informéieren a sech eng eege Meenung iwwert hir Positiounen an hir Aarbecht ze bilden;

– Mënschen, déi ugewise sinn op Informatiounen, déi liicht verstandlech a liicht ze liese sinn, op Problemer stoussen, wa si sech am Internet iwwert déi politesch Aarbecht informéiere wëllen;

– den digitalen Accès zu politeschen Informatiounen an Aarbechte vun deenen an der Chamber vertruedene Fraktiounen a Sensibilitéite fir déi betraffe Leit muss garantéiert ginn;

– dëse Problem e méi systematesche Gebrauch vun der Liichter Sprooch fir d'Kommunikatioun erfuerdert,

erënnert drun, datt

– Lëtzebuerg d'Ëmsetzung vun der Konventioun iwwer d'Rechter vun de Persoune mat Behënnerung aktiv ënnerstëtzt, wouduerch och am digitale Beräich verschidden Efforten néideg sinn;

– all Mënsch d'Recht huet, selbstbestëmmt ze liewen a fir seng eegen Intressien a politesch Iwwerzeegungen anzetrieden,

decidéiert dowéinst, datt

– d'Chamber als Institutioun déi do vertruede Fraktiounen a Sensibilitéite mat finanziellen a personelle Mëttelen dobäi ënnerstëtzt, hir Internetsait fir Mënsche mat Schwieregkeete beim Liesen a Verstoe vun Texter och a Liichter Sprooch zougänglech ze maachen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

10. 8088 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8088 iwwert eng Bäihëllef am Kader vun der Limitatioun vum Präis vum Äerdgas. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Madamm Josée Lorsché ass prett, fir de Rapport dovunner ze maachen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi 8088, deen de 26. Oktober 2022 vum Minister Claude Turmes deposéiert ginn ass, geet et drëms, enger weiderer Moossnam aus dem Tripartite-Accord eng legal Basis ze ginn.

Méi speziell, Dir wësst et, handelt et sech ëm déi sougenannten Deckelung vum Gaspräis fir bestëmmten Endclienten. Dës Moossnam ass geduecht, fir d'Inflatioun a Grenzen ze halen, den Indexmechanismus ze schützen an d'Kafkraaft vun de Menagen ze stäerken, an dat réckwierkend op den 1. Oktober 2022 bis hin zum 31. Dezember 2023.

An dësem Zäitraum iwwerhëlt de Staat d'Méikäschten, déi duerch d'Präisentwécklung beim Naturgas entstinn. Dat ass eng Lafzäit vu 15 Méint. An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt d'Augmentatioun vum Gaspräis op 15 % par rapport zum sougenannte „prix moyen" vum 22. September 2022 limitéiert gëtt. Betraff si sämtlech Clienten, déi iwwert e Compteur mat engem maximale Flux vu manner wéi 65 Kubikmeter Gas an der Stonn verfügen. A wéi Dir bestëmmt wësst, oder och net, verdeelt déi harmoniséiert Tarifstruktur sech bei de Benotzer vun de Gasreseauen op dräi Kategorien.

D'Affektatioun un déi eng oder aner Kategorie hänkt vum Typ vum Compteur of, dee bei de jeeweilege Benotzer vum Reseau installéiert ass. D'Kategorie 1 besteet aus Compteure vum Typ G4 bis G16 mat enger Capacitéit vu bis zu 250 Kilowatt an der Stonn. D'Kategorie 2 besteet aus Compteure vum Typ G25 bis G40 mat enger Capacitéit vu manner wéi 650 Kilowatt an der Stonn. Béid Kategorië falen ënnert d'Dispositioune vun dësem Projet de loi, wärend d'Kategorie dräi mat enger méi héijer Capacitéit, wéi gesot, net viséiert ass.

Wat de Plafonnement vum Präis, de Prix plafonné ugeet, sou läit dee bei 0,8325 Euro pro Kubikmeter consomméiertem Gas.

D'Basis vun där Berechnung besteet aus der Moyenne vun den affichéierte Präisser, déi am September 2022 vun den Haaptfournisseure vum Gas dem Client verrechent goufen. Hei schwätze mer vun der Offre de base. Fir dem Maartundeel vun deenen eenzele Gasfournisseure Rechnung ze droen, gouf dës Moyenne deementspriechend ponderéiert.

De Präisundeel, dee vum Staat iwwerholl gëtt an dem Client iwwert den Intermediaire vu sengem Fournisseur zegutt kënnt, besteet deemno aus der positiver Differenz tëscht dem affichéierte Präis an dem plafonéierte Präis vum Gas. Net dozou zielen d'Benotzerkäschte vum Reseau, déi zwar och vum Staat bezuelt ginn, mee net Objet si vun dësem Projet de loi.

Aus Grënn vun Transparenz a Kontroll mussen d'Fournisseure sech dozou engagéieren, follgend Elementer kloer a gutt visibel op d'Rechnunge vun hire Clienten ze setzen: éischtens, den affichéierte Präis, zweetens, den Undeel vum affichéierte Präis, dee vum Staat iwwerholl gëtt, an drëttens, den Endpräis, dee vum Endclient bezuelt muss ginn.

Doriwwer eraus mussen d'Fournisseuren all Mount eng Lëscht vun de Käschten opstellen, déi aus der Applikatioun vum plafonéierte Präis entstinn, dëst fir d'Quantitéiten, déi dee Mount virdru consomméiert gi sinn.

Spéitstens de leschten Dag vum Mount musse se dann nach eng Demande d'accompte un den Energieministère areechen, an där sämtlech Montanten opgefouert ginn, déi opgrond vun der Präisdeckelung net un d'Cliente verrechent goufen an deemno vum Staat iwwerholl ginn.

Den Décompte final, dee souwuel sämtlech finanziell Kontributioune wéi och déi bezuelten Akkonten enthält, muss spéitstens den 30. Juni 2024 agereecht ginn.

Bleift nach ze soen, datt all Ännerung vum Niveau vum Basispräis mindestens 30 Deeg virun hirem Akraafttrieden un de Ministère kommunikéiert muss ginn. Dozou gehéiert och d'Kommunikatioun vun den neien Tariffer a vun der Berechnung vun der staatlecher Kontributioun.

Dëse Projet de loi obligéiert d'Fournisseuren dann och derzou, den Akaf vu Gas trotz der staatlecher Kontributioun un e méiglechst niddregen Tariff ze bannen an ze garantéieren, datt de Basispräis deem Rechnung dréit. Kontrolléiert gëtt dës Dispositioun vum nationale Regulateur, dem ILR, dem Institut luxembourgeois de régulation. Sollt e Verstouss géint dës Obligatioun festgestallt ginn, kann den ILR de betraffene Fournisseur mat enger oder méi Sanktioune behaften, dëst a Form vun engem Avertissement, engem Blâme oder enger Geldstrof tëscht 1.000 Euro an 1.000.000 Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, de finanziellen Impakt vun der Präisdeckelung en tant que tel läit fir de Staat bei plus ou moins 390 Milliounen Euro, dovun 78 Millioune fir d'Joer 2022 an 312 Millioune fir d'Joer 2023.

Dobäi kënnt, wéi gesot, d'Verlängerung vum Gesetz vum 17. Mee 2022, mat deem mer decidéiert haten, datt de Staat och d'Käschte vun der Benotzung vum Reseau iwwerhëlt. Dëst Gesetz gëllt dann och bis den 31. Dezember 2023, dëst mam Zil, datt de reelle Präis, dee vun de Clientë bezuelt muss ginn, och um Niveau vun de Reseaukäschte stabiliséiert gëtt.

Fir de Staat huet dës Verlängerung e Käschtepunkt vun 115 Milliounen Euro, dovu 35 Millioune fir d'Joer 2022 an 90 Milliounen (veuillez lire: 80 Milliounen) fir d'Joer 2023.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach e puer Wierder zu de virleienden Avisen, ugefaange bei deem vum Staatsrot, deen de 15. November erakoum. Nieft e puer klengen Ännerungsproposen huet de Staatsrot eng Opposition formelle formuléiert, déi iwwert eng entspriechend Textpropos behuewe konnt ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet de Projet als Deel vum Accord tripartite a grousse Linne begréisst, allerdéngs mat der Remark, datt de Projet de loi keng spezifesch Sanktiounen enthält fir de Fall, wou e Fournisseur de plafonéierte Präis net a senge Rechnunge géif respektéieren. Deen Avis staamt vum 15. November 2022.

Wat d'Aarbechten an der Kommissioun ugeet, bleift nach ze soen, datt nieft der Aarbecht um Text och en interessanten Échange de vues mat den dräi Haaptfournisseure vu Gas stattfonnt huet. Dat war den 11. November 2022. Zéng Deeg méi spéit, den 21. November, nodeems mer den Avis vum Staatsrot analyséiert haten, ass mäi Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn.

Dat gesot, soen ech dem President vun der Kommissioun, dem Gilles Baum, e grousse Merci fir déi flott Zesummenaarbecht an där Kommissioun a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci. Merci, Här President. Merci och der Rapportrice, dem Josée Lorsché. An ech wëll och ënnersträichen, dass déi Aarbecht an der Tripartite-Kommissioun ënnert dem Gilles Baum exemplaresch gefouert gëtt.

Ech weess, et ass no 19.00 Auer, mee d'Chamber befënnt awer haut iwwert e Projet de loi, och zu méi spéider Stonn, vun ëmmerhin 390 Milliounen Euro an ech mengen, et sollt een awer e bëssen dodrobber agoen.

Une voix | Op alle Fall!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech kann Iech och soen, dass d'CSV zu hirem Wuert steet. Mir hunn och am September nach eng Kéier ënnerstrach, datt mer zum Lëtzebuerger Sozialmodell stinn an duerfir och zu der Tripartite an zu deem Accord, deen an der Tripartite geholl gouf.

Mir hu just gesot: „Mir kafe keng Kaz am Sak." Abee, hei ass de Sak e bëssen op an dat hei, dee Projet de loi, setzt deen Accord op deem Punkt eent zu eent ëm an duerfir wäerte mer och dëse Gesetzesprojet stëmmen. Et geet effektiv ëm de Präisdeckel vun dem Gas an ech wëll och soen, dass mir schonns am Ufank vum Joer – ech weess, dass mer dofir kritiséiert goufen – e Präisdeckel als CSV um Gas gefrot haten.

Duerfir geet dee Projet de loi hei an déi richteg Richtung. An ech mengen, de groussen Deel vun de Problemer ass octroyéiert inklusiv deem vun de Pellets, fir deen zwar net an dësem Projet, mee wéi d'leschte Kéier an der Kommissioun gesot gouf, och eng Léisung fonnt gouf, fir dass déi Leit, déi mat Pellets hëtzen, och hir 200 Euro do allkéiers kréien.

Déi Fro, déi bei eis an der Fraktioun opkomm ass – an ech kucken hei op de Buergermeeschter vun der Nordstad Ettelbréck –, dat ass déi, Här Minister, wéi et sech verhält mat Clienten, déi u BHKWen, dat heescht, u Blockheizkraaftwierker ugeschloss sinn. An et wier och gutt, Här Minister, wann Der eng Kéier kéint, och wann et net an dësem Gesetzesprojet zréckbehalen ass, eng kloer Äntwert ginn, ob déi Clienten, déi mat Elektroheizungen hëtzen, dat heescht, mat Nuetsspäicherheizungen, och vun deem vergënschtegten Tariff vum elektreschen Tariff A kënne profitéieren.

Déi Saach mat dem Masutt ass jo och gereegelt, vu dass och do déi Subventioun vun de Leit vu 7,5 Cent op 15 Cent an d'Luucht geet.

Mir droen dat hei mat, well mer der Meenung sinn, dass de Staat besonnesch an dësen Zäiten de Biergerinnen an de Bierger hëllefe muss, déi finanziell schwiereg Situatioun an d'Rei ze kréien.

De Problem ass jo deen, dass Eenzelner soen: „Ma dat do ass net sozial selektiv." Jo, dat ass net falsch. An trotzdeem si mir der Meenung, dass dës Moossnam richteg ass, well et ass schwéier, dat technesch an esou kuerzer Zäit, dat gesäit een och am Ausland, sozial selektiv hinzekréien.

Mir sinn der Meenung, dass ee sozial Selektivitéit net onbedéngt iwwert d'Tariffer mécht, mee dass een dat generell iwwert de Steiertariff mécht. An duerfir soe mer a plädéieren haut nach eng Kéier als CSV nodrécklech derfir, dass de Steiertariff un d'Inflatioun ugepasst gëtt an dass et och duerfir eng Inflatiounsberengegung gëtt.

Dee Punkt, dee fir eis hei wichteg ass, dat ass deen, dass et fair a gerecht zougeet, och virun allem vis-à-vis vun deenen dräi Fournisseuren hei an dem Land. Et ass richteg, d'Madamm Lorsché hat dat ënnerstrach: Op d'Demande vun onser Partei hate mer e gudden Échange de vues e Freideg virun aacht Deeg an der Energiekommissioun an an der Tripartite-Kommissioun vun der Chamber.

Ëm wat geet et? De facto leet de Staat eigentlech, fir et salopp ze soen, jiddwerengem 50 % vu senger Gasrechnung bäi. Déi 50 %, déi ginn awer – an dat ass de Montant vu 390 Millioune bis un d'Enn vun dem Joer 2023 – de facto duerch de Staatsbudget, an ginn domadder, soen ech, indirekt herno awer vun de Leit iwwert d'Steieren erëmbezuelt. An duerfir plädéiere mer och op dëser Plaz nach eng Kéier derfir – si hunn dat Engagement geholl –, dass si, vu dass si kee Risiko droe beim Approvisionnement vun dem Gas, awer dann d'Efforte maachen.

D'Gesetz gesäit jo vir, dass se zu dem beschtméiglechen Tariff och op Vue vun de Futurë sech akafen an dass dat och vis-à-vis vun der Chamber muss fair an transparent oflafen. An duerfir – ech gesinn, dass de President vun der Tripartite-Kommissioun néckt – mengen ech, da solle mer de Rhythmus bäibehalen, een oder zwee Méint, dass se e Rapport maachen. Dat ass keng endlos Sitzung. A wa sech geopolitesch, duerch welch Ëmstänn och ëmmer, géife gréisser Ëmwälzungen um Niveau vun dem Tariff och bewierken, ech mengen, dann ass d'Chamber ëmmer do, fir kuerz zesummenzekommen.

Dat nach eng Kéier, mir stëmmen dësem Gesetzesprojet zou, och deenen 390 Milliounen Euro, well mir sinn der Meenung, dass dëst investéiert Sue sinn, déi och dem soziale Fridden … a wéi ech op dem Site vun RTL a „Wort" gesinn hunn, ass dat jo eppes, wat de Lëtzebuergerinnen an de Lëtzebuerger an deene Leit, déi hei wunnen a schaffen, wichteg ass. Dat hei ass eng Moossnam, déi och, mengen ech, zum soziale Fridden am Land bäidréit an duerfir den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Gilles Roth. An da geet d'Wuert un de President vun der Tripartite-Kommissioun, den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci der Madamm Lorsché fir hiren interessante Rapport. An ech huelen d'Spannung direkt eraus: D'Demokratesch Partei wäert natierlech dëse Projet matdroen.

(Hilarité)

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Elo hat d'Regierung kuerz geziddert, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn an der Tripartite-Kommissioun, wéi den Här Roth et elo just gesot huet, d'Fournisseuren empfaangen. Déi hunn eis erkläert, wéi d'Präisser zesummegesat ginn. An ech muss soen, dass dat eng ganz interessant an och eng léierräich Diskussioun war.

Bei deene gréissten Ubidder si jo souwuel de Staat wéi och d'Gemenge ganz, ganz no beim Decisiounsprozess mat derbäi an et däerf een also dervun ausgoen, dass hei d'Präisser net wäerten artificiel an d'Luucht gedréckt ginn, fir Benefisser ze maachen an dat um Portmonni vun de Leit a mat de Subventioune vum Staat. An dofir hu mer, wéi et elo just gesot ginn ass, festgehalen, dass mer eis wëllen a reegelméissegen Ofstänn mat de Fournisseuren treffen.

Mat dësem Gesetz huele mer 390 Milliounen Euro an de Grapp – dat ass net näischt –, fir déi ronn 90.000 Stéit, déi un de Gasreseau ugeschloss sinn, finanziell ze entlaaschten, a mir hu weider Gesetzer an der Tripartite-Kommissioun, duerch déi mer de Leit hire Portmonni entlaaschten. Mir hunn zum Beispill schonn e Gesetz gestëmmt vun 330 Milliounen. Dat ass dat Gesetz, duerch dat d'TVA erofgesat gëtt. Et sinn also … Dat hei ass eng weider ganz kloer Entlaaschtung vun de Leit hire Portmonnien.

D'Madamm Lorsché hat esou en extensive Rapport gemaach, dass ech hei a menger Ried ganz, ganz vill kann ewechloossen a sträichen.

Beim Projet de loi, deen elo haut do zur Ofstëmmung virläit, geet et drëms, wéi gesot, de Gaspräis ze deckelen, fir alleguerten d'Konsumente mat engem Compteur. Dës Mesure ass wärend der Tripartite, där zweeter Tripartite-Ronn am September, zréckbehale ginn an et mierkt een, dass déi Tripartite … Do héiert een, mengen ech, am Moment nëmme Guddes. Déi Resultater kënne mer relativ zügeg ëmsetzen. De Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg, dee fonctionéiert!

D'Zil vun dëser Mesure ass et natierlech ganz kloer, d'Kafkraaft ze erhalen an och d'Inflatioun däitlech ofzebremsen an d'Inflatioun an de Gréff ze kréien.

De Staat iwwerhëlt deen Deel vun der Gasrechnung, déi méi wéi 15 % iwwert der Präismoyenne vum September vun dësem Joer läit. An dës Mesure leeft jo da bis Enn vum nächste Joer.

Deen Deel vum Präis, deen de Staat iwwerhëlt, gëtt em direkt vum Gasfournisseur facturéiert, soudass de Stot just eng Rechnung kritt fir dee Betrag, fir deen en effektiv selwer muss opkommen.

Mir mussen d'Inflatioun bekämpfen, ofschwächen, an zwar ganz, ganz séier, well d'Leit an d'Betriber brauchen Hëllef. Mir hunn zwar als Land keen direkten Afloss op d'Evolutioun vun den Energiepräisser, vu dass mer déi Ressourcen aus dem Ausland importéieren, mee mir kënnen awer hei am Land de Leit an de Betriber, déi ënnert der Laascht vun de Méikäschte leiden, ënnert d'Äerm gräifen.

An et ginn och vill Efforte gemaach vun de Leit selwer, mengen ech, fir Energie anzespueren. Mir wëssen net, wéi d'Energiepräisser sech an Zukunft wäerten entwéckelen. Dat ass am Moment ganz schwéier anzeschätzen, well mer net wëssen, wéi dee Krich an der Ukrain weidergeet. Mee ech mengen, jiddwereen heibannen, ech mengen, do si mer eis eens, jiddwereen hofft, dass dee Krich, dat Leed, dat Stierwen, deen Aarmut an der Ukrain, dass dat esou séier wéi méiglech ophält.

Une voix | Jo, jo!

M. Gilles Baum (DP) | Wat mer mat Sécherheet wëssen, ass, dass mer als Politiker virausplange mussen. Mir mussen de Stéit an de Betriber Previsibilitéit ginn. Mir hu gespuert an deene leschte Wochen, dass d'Temperaturen nawell drastesch gefall sinn, a mat den Hëtzkäschten, déi an d'Luucht klammen, maache vill Leit sech Suergen a wëlle gäre wëssen, wat si erwaart bei den nächsten Energierechnungen.

Mir bidden hinnen eng Garantie, dass d'Energiekäschten net ouni Grenze steige wäerten. Schonn am September, wéi den Tripartite-Accord ënnerschriwwe gouf, hu mer virgeplangt fir de Wanter a fir déi steigend Energiekäschten.

Dir Dammen an Dir Häre, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll gären op e Kritikpunkt zu dëser Mesure

agoen, wou Verschiddener beklot hunn, dass se net sozial gerecht wär. Den Här Serge Allegrezza, den Direkter vum Statec, huet eis an der Chamber erkläert, dass d'Präisbrems beim Gas indirekt eng sozial cibléiert Moossnam ass. Effektiv falen d'Energieausgabe bei akommesschwaache Stéit méi staark an d'Gewiicht wéi bei akommesstaarke Stéit, also profitéieren akommesschwaach Stéit och méi vun der Gaspräisbrems wéi Leit mat engem décke Portmonni.

Une voix | Ganz richteg!

M. Gilles Baum (DP) | Normalerweis maachen ech hei keng Reklamm. Ech wollt awer deene Leit, déi interesséiert sinn, well ech grad vum Här Allegrezza geschwat hunn, de „Background" vum leschte Samschden un d'Häerz leeën oder un d'Ouer leeën. Dat war, hunn ech fonnt, extreem, extreem interessant. A mir wäerten och am Kader vun aneren Diskussiounen nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat den Direkter vum Statec gesot huet.

Et ass also wichteg, dass mer am Moment d'Leit ënnerstëtzen. Ech wëll nach eng Kéier drop agoen, dass net nëmmen de Gaspräis subventionéiert gëtt, mee och d'Präisser vum Stroum – wou och d'Madamm Lorsché wäert Rapporter sinn –, vum Mazout a vun de Pellets. Déi gi gedeckelt respektiv subventionéiert.

Mir wäerten alles ënnerhuelen a mir si prett, fir vill Suen an de Grapp ze huelen, fir ze investéieren, fir de Bierger hir Gasrechnung no ënnen ze drécken, an net de Portmonni vun de Gasfournisseuren ze fëllen. Mee am Géigendeel: De Gasendverbraucher soll entlaascht ginn.

Ech soen Iech Merci, dass Der Gedold hat. Ech hu gesinn: Ech hu ganz e bëssen iwwerzunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An da wär et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An ech fänken och direkt u mat engem Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché, fir hire ganz gudden an explizitte Rapport.

Dëse Projet ass ee vu villen, dee Stéck fir Stéck den Tripartite-Accord wäert ëmsetzen, op dee sech d'Sozialpartner Enn September gëeenegt kruten. Mam Projet de loi gëtt, wéi gesot, de Präis vum Gas fir den Endverbraucher gedeckelt op plus 15 % par rapport zum duerchschnëttleche Präis vu September 2022. An dës Deckelung soll dann emol gëlle bis Enn 2023.

Et ass wuel déi Mesure aus dësem Tripartite-Accord, déi am meeschte Visibilitéit krut an och am meeschten diskutéiert gouf. Virun allem awer ass et déi Mesure, op déi vill Stéit hei am Land am meeschte gewaart hunn, well se hinnen och eng gewësse Previsibilitéit gëtt. Et ass eng konkreet, eng wichteg an eng néideg Entlaaschtung fir d'Leit.

Wann ee sech déi rezent Entwécklungen um Energiemaart méi genee ukuckt a wann een och nach d'Projektioune fir déi nächst Méint an d'A faasst, da wäert ee feststellen, dass dës Präisdeckelung quasi alternativlos ass. Et kënnt och net vun ongeféier, dass ëmmer méi Memberstaaten an der Europäescher Unioun dëse Wee amgaange sinn anzeschloen. Nach ass et esou, dass net all Land esou séier eng esou onbürokratesch Léisung fonnt huet, fir eng Präisdeckelung anzeféieren, wéi Lëtzebuerg. An Däitschland wäert de Präisdeckel fir Gas wuel eréischt dat anert Joer gräifen. Bei eis gräift en dann zanter Oktober.

Mir begréissen als LSAP souwuel de Contenu vun dësem Gesetz wéi och de Fait, datt et konnt séier déi parlamentaresch Prozedur duerchlafen, fir dass mir d'Stéit hei am Land kënne séier entlaaschten.

Dofir wéilt ech nieft der Regierung, awer och de Memberen aus der Tripartite-Kommissioun, gradewéi hirem President, dem Gilles Baum, felicitéieren, dass mer virugemaach hunn an dass mer dat Gesetz haut kënne stëmmen.

Et ass kruzial, dass d'Energie eppes bleift, dat sech d'Stéit am Land leeschte kënnen. Déijéineg, déi nach ëmmer mengen, dass elo keen Ureiz méi géif bestoen, fir spuersam mam Gas ëmzegoen, verkenne menger Meenung no déi sozial Realitéit vu ville Bierger hei am Land.

D'LSAP weess, dass vill Biergerinnen a Bierger hei am Land sech Gedanke maachen ëm eis Energieversuergung an déi aktuell Situatioun eeben net op déi liicht Schëller huelen. Mir hunn als LSAP Vertrauen an d'Gesellschaft, dass mir zesummen dës Erausfuerderunge wäerte meeschteren. An deem Sënn ginn ech hei ganz gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten als ADR ... oder ech schwätze vläicht elo gläich zu deenen zwee Projeten. An dofir wëll ech net nëmmen der Madamm Lorsché Merci soe fir hire Rapport, mee och elo schonn am Viraus dem Här Baum, well ech sécher sinn, datt en dat Gesetz, wat mer herno kréien, genausou brillant erkläert a genausou detailléiert wéi d'Madamm Lorsché.

Jo, mir kënne frou sinn: Mir hunn e Sozialdialog hei am Land, dee fonctionéiert. Mir hunn eng Tripartite-Kommissioun, déi hir Aarbecht mécht. Awer mir wëllen als ADR ganz kloer eis Approche hei duerleeën.

Mir hunn hei e Gesetz ... Et steet am Titel vun deem Gesetz, dat den Här Baum eis herno presentéiert: „hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine". Nee!

(Interruption)

Nee, et ass wéinst de Sanktiounen, wou dat esou ass.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, dat gehéiert zu der politescher Éierlechkeet.

(Hilarité et brouhaha général)

Mir haten de 24. Februar ...

(Interruptions)

... zwou Optiounen, fir op déi Kris ze reagéieren. Mir haten e russeschen Ugréff géint d'Ukrain a mir haten zwou Méiglechkeeten. Mir hätten d'Méiglechkeet gehat, ...

(Interruptions)

... direkt op de Wee vu Verhandlungen ze goen. Dat ass och ugefaange gewiescht an dat ass verhënnert ginn duerch d'Interventioun vun enger Rei vu Staaten, déi dat net wollten. Oder ... Mir sinn op de Wee gaangen, dee leider gewielt ginn ass: nämlech e Krich a Sanktiounen.

An ech wëll Iech soen: Dat ass eng Katastroph! Et ass eng Katastroph fir d'Ukrain mat Zéngdausende vun Doudegen – souwuel Ukrainer wéi och Russen natierlech. Et ass eng Katastroph fir e Land, dat haut zu groussen Deeler zerstéiert ass, deem seng Infrastrukture futti sinn, deem seng Ekonomie op Joren net méi fonctionéiert, wou Honnertdausenden oder Milliounen Leit elo hu misse sech an d'Ausland refugiéiere goen. Dee Krich ass e Misär ouni Enn.

(Interruption)

An dat ass eppes ... Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | Ären alen Déngschthär ass responsabel dofir.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An dofir ... Lauschtert no! Ech weess, et fält Iech schwéier. Dat verdrot Der net gutt, d'Wourecht ze héieren.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Schonn dräimol gesot. An et ass net d'Wouerecht.

(Brouhaha et exclamations)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee mir hätte sollen ...

(Interruption)

M. Dan Kersch (LSAP) | Mir verdroen d'Wourecht ganz gutt, mee Iech ganz schlecht!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... a mir sollen ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass richteg, well Dir hutt net vill mat Wourecht ze dinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... esou séier wéi méiglech op de Wee vu Verhandlunge goen. An elo kommen ech op d'Sanktiounen.

An Dir kënnt sécher sinn – Dir alleguer, déi heibannen elo protestéiert –, datt de President Biden net an deen nächste Walkampf kënnt mam Ukrain-Krich. Ech si sécher, datt d'Pressioune fir Verhandlunge ganz séier ginn. An et deet mer leed fir all Dag, wou mer d'Chance verpasst hunn, Mënscheliewen ze retten an dat do ze verhënneren.

Ech wëll Iech just hei soen, mat all deem, wat mer hei maachen, wat mer och fir Lëtzebuerg u Konsequenz hunn, fir d'Leit hei am Land, mat där Inflatioun – déi kënnt jo net vun näischt –: Dat ass den Drock duerch d'Energiepräisser, déi Sanktiounen, déi geholl goufen. Dat kënnt net vun näischt. Dat ass net vum Himmel gefall.

M. Charles Margue (déi gréng) | Wien huet dann ugefaang?

(Interruption)

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Eng Verdréiung vun Tatsaachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann Der wëllt eng Fro stellen, da stellt d'Fro iwwert de President. Dann hunn ech och Zäit fir ze äntweren. Awer brëllt net dertëschent, wannechgelift!

(Interruption)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Nice try!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wëll Iech elo hei emol kuerz soen, wat de Moien ... – an dat ass net ADR-Press, dat ass „POLITICO" – steet iwwert d'Konsequenze fir eis Ekonomie, europäesch Ekonomie, vun där Politik, déi Dir matdrot: „Transatlantic shakedown: Indeed, Europe is facing a double hammer blow from across the icy Atlantic, where its supposed partner", „its supposed partner", schreift POLITICO, „the U.S., has adopted policies that – whether intentional or not – amount to a full-on shakedown of EU industry."

Europäesch Industrië ginn eriwwer an Amerika. Mir hunn eng Delokaliséierung vun europäeschen Industrië Richtung USA – ënner anerem wéinst den Energiepräisser. Am Abléck bezuelen déi europäesch Industrië véiermol méi héich Energiepräisser wéi déi amerikanesch, an op Dauer sinn d'Schätzungen dräimol méi héich. Mir hunn en Desinvestissement an Europa. Mir ruinéieren eis ekonomesch Zukunft ...

(Interruption)

... an domadder och déi Méiglechkeet, Suen ze verdeelen, och an enger sozialer Ëmverdeelung. Mir maachen eis Ekonomie futti wéinst enger falscher Politik!

Ech wëll Iech och emol zesummerechnen: Mir hunn e Budgetsdefizit hei am Land, wann ech mech gutt erënneren, dee läit am Zentralstaat bei 2,4 Milliarden, dorëmmer. Den Här Budgetsrapporteur ka mer dat confirméieren oder mech korrigéieren, wann ech sollt derniewentleien. Mee just déi Moossnamen, déi mer geholl hunn elo, fir déi Sanktiounen ofzefiederen! A mir sinn derfir als ADR, datt mer Sanktiounen offiederen, well mer d'Leit natierlech net am Stéch loossen.

Mee just, fir Iech dat emol zesummenzezielen, iwwert den Daum: Projet 8000A: 308 Milliounen; 8088: 390 Milliounen; 8019: 225 Milliounen; 8102: 500 Milliounen; 7980: 125 Milliounen.

RTL-Informatiounen no kascht d'TVA-Reduktioun ëm 1 % – ech mengen, den Här Baum hat dat virdrun ugeschwat – 317 Milliounen. Mir hu Waffe geliwwert: 72 Milliounen, plus nach iwwert déi sougenannt „European Peace Facility". Mir wäerte bei 100 Milliounen ongeféier leien. D'Missioun fir d'Ausbildung vun ukraineschen Truppen: elo emol 1,5 Milliounen. Humanitär Hëllef, déi mir absolutt begréissen: ongeféier 8 Milliounen. Mir kréien nach d'Gesetz iwwert d'Altersheimer. Ech mengen, dat hunn ech elo hei nach net dran. Mir leien ongeféier, bei deene Moossnamen, déi mer bis elo geholl hunn, bei 2 Milliarden! Dat ass d'Gréisstenuerdung vun deene Moossnamen, déi mir geholl hunn, fir ...

(Coups de cloche de la présidence)

Ech schwätzen zu deenen zwee Gesetzer gläichzäiteg, Här President, wann Der erlaabt.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Dir sidd a kenger Prozedur dran. Nee.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass wouer. Mee dann halen ech gläich op, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Dann hätte mer missen decidéieren, datt mer eng Discussion commune maachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass ganz richteg.

M. Fernand Etgen, Président | Dat hu mer awer net.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass ganz richteg.

M. Fernand Etgen, Président | An duerfir bieden ech Iech, elo zum Schluss ze kommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da kommen ech zum Schluss.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An de Schluss ass evident: Mir maachen eng falsch Politik. Mir maachen eng falsch Politik fir d'Ukrain, well déi leit ënnert där Situatioun. Mir maachen eng falsch Politik fir dëst Land. A mir als ADR ...

(Coups de cloche de la présidence)

... maachen drop opmierksam, datt mer bis elo 2 Milliarden ausginn hunn, ouni domadder der Ukrain gehollef ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Sven Clement (Piraten) | D'Russesch Federatioun huet geschwat.

M. Fernand Etgen, Président | An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et gëtt ee Problem dobäi: dass d'Ukrain et anescht gesäit wéi Dir.

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Hutt Der eng Fro u mech?

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, ech hunn eng Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Stellt se!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn eng Fro, wann Der erlaabt, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch freet d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, ech hunn eng Fro. Wann hei een heihinner kënnt a seet, mir géifen hei eng falsch Politik maache fir d'Ukrain, da wëll ech e just drop opmierksam maachen, dass mer déi Politik maachen, déi d'Ukrain gär vun eis hätt. An ech fannen et an engem héchste Mooss – an engem héchste Mooss! – arrogant, fir hei engem Vollek, dat am Krich ass, vir wëllen ze schreiwen, wat et ze denken an ze maachen huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Dat war keng Fro. Dat war e Kommentar.

An ech ginn elo ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dierf ech dann drop äntweren, well mir hu keng Kommentaren?

Une voix | Et war keng Fro.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A mir hunn als Äntwert dräi Kommentaren.

M. Michel Wolter (CSV) | Du kanns jo beim nächste Projet äntweren.

M. Fernand Etgen, Président | Dat war keng Fro. Da kënnt Der dat beim nächste Projet de loi, vu datt Der jo elo alles wëllt an een Dëppe geheien, soen. An ech ginn elo der Madamm Cecchetti d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Dëse Gesetzesprojet – ech kommen dann op de Gesetzesprojet 8088 zréck – ass fir eis net einfach ze bewäerten, well en zwou Mesuren enthält, déi zwar alle béid drop ofzilen, d'Gasrechnung vun de Stéit ze reduzéieren, mee doriwwer eraus awer Ënnerschiddleches bewierken.

Als Éischt ginn ech ganz kuerz op d'Verlängerung vun der Prise en charge vun de Gasnetzkäschten duerch de Staat an. Dës Mesure aus dem Mee vun dësem Joer hu mir matgedroen, an dat ass och aus zwee zentrale Grënn:

Éischtens, well mir der Meenung sinn, dass d'Energienetzkäschte souwisou ëmmer vum Staat oder engem aneren ëffentlechen Acteur solle gedroe ginn. Investitiounen an de Reseau si maassgeeblech fir d'Energietransitioun, fir déi Erneierbar séier un d'Netz ze brëngen, fir d'Konditiounen eeben ze schafen, fir dass vill dezentral Energieproduzenten an dem Netz kënnen organiséiert ginn.

Dänemark ass net esou staark bei den Erneierbaren, just well si vill Wand hunn an d'Skandinavier souwisou alles géife besser maache wéi mir. Nee, se sinn esou staark, well hir Reseauen, an d'ailleurs och déi allermeescht Energieproduktiounen, a Staats- a Gemengebesëtz verbleiwen.

Zweetens, well d'Netzkäschten och zum Deel fix Tariffer beinhalten, also net all vum Gasvolumen ofhänken, deen e Stot verbraucht. Domat ass eng Prise en charge vum Staat vun dëse Käschten och eng Méiglechkeet, fir dëse Finanzement méi gerecht ze organiséieren. Well de Staat jo d'Revenuen net mat enger Flat Tax besteiert, mee mat progressive Steieren. An deem Sënn géife Besserverdénger zumindest e bësse méi zu dem Ënnerhalt an dem Ausbau vum Reseau bäidroe wéi kleng Leit mat klenge Revenuen.

Beim zweete Volet vum Gesetz hu mir dogéint awer aner Bedenken, déi mir d'ailleurs jo och schonn oft genuch erkläert hunn. Mir si selbstverständlech fir e reglementéierte Präis vu Gas a vu Stroum, mee déi Reglementéierung, déi d'Regierung hei fir de Gas virschléit, ënnerstëtze mir esou net.

De pauschalen Deckel fir all verbrauchte Meterkibb Gas féiert derzou, dass Groussverbraucher – sief et, well se am Floribus liewen oder Risenhaiser hëtzen, mat allméiglechem Luxus derbäi, oder einfach iwwerhaapt net oppassen – hire gesamte Gasverbrauch vum Staat eigentlech bezuelt kréien. Domadder wandert e verhältnisméisseg groussen Deel vun deene gudden 300 Milliounen, déi hei am Budget stinn, u Stéit, déi déi Suen net brauchen, fir en Energiekonsum ze finanzéieren, deen ekologesch absolutt net vertrietbar ass. Etüden aus dem Ausland, zum Beispill an Däitschland, hunn eis dat däitlech gemaach.

Den Energiekonsum klëmmt mam Revenu. Deen ieweschte Prozent an der Akommestabell ass verantwortlech fir 16 % vum gesamten Energieverbrauch. Oder anescht gesot: Deen 1 % kritt am Schnëtt 16-mol méi Energie subventionéiert wéi e Stot ganz ënnen an der Akommesspiral.

Mir hunn esou en Zuelematerial zu Lëtzebuerg net, mee mir géife mengen, et wier esou änlech hei. Well beim Stroum hu mer et. Do verbrauche mir mat 200 Kilowattstonnen dat Duebelt vum EU-Duerchschnëtt laut dem Uni.lu-Fuerscher Phillip Dale.

Déi iwwer 300 Millioune sinn e ganze Koup Geld, dat ondifferenzéiert a fossill Energië fléisst an domat dem gewaltege weltwäiten Investitiounsvolume zouzerechnen ass, deen alljoers a fossill Energië fléisst, aktuell grad europawäit an nei Gaspipelines an a Flëssegasterminals. Eleng deen 300-Millioune-Gas-Subventionnement beleeft sech fir 2023 op e Montant, deen dem gesamten Investitiounsprogramm vum nationalen Energie- a Klimafong entsprécht.

An esou wéi d'Regierung Klimaschutz mécht, landen déi 300 Milliounen an d'Investitiounen am Klimafong zum groussen Deel an den Täsche vun deene selwechte Leit, déi weeder Sue brauchen, fir ze hëtzen, nach fir sech eng Wärmepompel oder en Elektroauto unzeschafen, mee déi awer dës Sue kréien.

Déi pauschal Deckelung op engem relativ héije Präisniveau vun 8,3 Cent ass doriwwer eraus fir akommesschwaach Stéit keng effikass Brems, well de Präis sech an deene leschten 18 Méint awer domadder gutt verduebelt huet.

D'Leit mussen awer dann Hëllef beim FNS ufroen, Formulären ausfëllen an eraginn, fir dono awer vläicht näischt ze kréien. Déi ärmste Stéit packen d'Gasrechnungen deelweis guer net méi a sinn op den Office social ugewisen, deen da verhënnere soll, dass de Gas ofgestallt gëtt.

Dat ass keng gangbar an nohalteg Léisung – a mir hunn dat op dëser Plaz jo och scho méi oft gesot. Eis Géigepropos ass eng aner: en déiwe Gaspräis um Grondbedarf, dee pro Stot festgeluecht gëtt, en fonction vun der Zuel vun de Leit am Stot. Stéit mat ville Leit op klenger Fläch kéimen dobäi ënner anerem

besser ewech, an dat wier sozial gutt an ekologesch och sënnvoll. Eng eenzel Persoun an engem groussen Haus kéim dogéint natierlech manner gutt ewech.

Dëse Modell géif sozial Akzenter setzen an donieft däitlech Ureizer setzen, fir Gas ze spueren, well e Stot dann och encouragéiert gëtt, fir e groussen Deel vum Verbrauch am gedeckelte Präisberäich ze hunn.

Natierlech gëtt et och dobäi Erausfuerderungen an et gëtt Grenzfäll. Et ass eng Iddi méi komplex an der Ëmsetzung. A besonnesch beim Stroum muss een oppassen, dass een net falsch Ureizer setzt. Mee mir mussen eis doru winnen, nei Léisungen ze sichen, a kënnen net weider mat der Strenz alles weiderféieren, net bei explodéierender Aarmut an Ongläichheet, net wärend mer mat engem Fouss schonn an der Klimakatastroph stinn.

Alternativen zum éiwege Status quo, dem E-bëssen-hei-an-e-bëssen-do, Kengem-op-d'Féiss-Trëppelen, sinn oft onbequeem. Jo, mee si sinn awer batter néideg!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer de Gaspräisdeckel, deen d'Regierung mat de Sozialpartner am Tripartite-Accord festgehalen huet. Gaspräisdeckel – et kéint een op den éischte Bléck denken, dat wär e Präisdeckel, wou d'Firme gesot kréien, datt se de Gas an Zukunft net iwwer engem bestëmmte Präis dierfte verkafen, an deemno op Recettë verzichte missten. Deem ass net esou!

De Gaspräisdeckel hei bedeit, datt de Staat d'Präisdifferenz fir d'Leit an d'Firme bezilt, déi tëschent dem 1. Oktober 2022 bis d'nächst Joer Dezember wäert kommen. Wann de Gas also zwee- oder dräimol esou deier sollt ginn an de Gaskonsum gläichbleift oder eropgeet, dann ass et de Staat, deen d'Rechnung am Endeffekt bezilt. An dës Rechnung ass gewalteg! Bis zu 390 Milliounen Euro kënnen dat sinn. Dat ass en décke Batz Geld. A mat esou engem Batz Geld stellt ee sech dann och d'Fro: Hätte mer dat net méi sënnvoll an nohalteg benotze kënnen?

Effektiv ass et esou, datt vun dësem Deckel, vun dëser Staatsbäihëllef all Client an all Firma, déi en normale Gascompteur huet, ka profitéieren. Ech kommen zréck op meng Wierder vum September zum Tripartite-Accord. Hei gëtt emol mat der Strenz all Stot subventionéiert – ob en elo e 13 Meterkaree Studio huet oder 500 Meterkaree Haus fir sech eleng. Mir bezuelen d'Hëtze vum Kannerzëmmer gradesou wéi d'Hëtze vun der Sauna an dem Indoor-Swimmingpool.

An hei ass et dann de Punkt, wou mer eis géint de Präisdeckel, esou wéi d'Regierung e proposéiert, mussen ausschwätzen.

De Präisdeckel finanzéiert eng Partie Persounen a Firmen, déi keng Hëllefe bräichten. Dat ass den éischte Bemoll.

Den zweete Bemoll: Am September huet de Minister Turmes d'Campagne „Zesumme spueren – Zesummenhalen" presentéiert. Doduerch, datt dëse Präis elo déi nächst Méint net méi vill wäert wackelen, incitéiert ee jo keen, fir méi ze spueren, „zesummen" ze spueren. Mir motivéieren d'Leit a kengster Weis, hir Gewunnechten ze änneren. An deem Aspekt ass de Präisdeckel also och eng falsch Moossnam. En hëlleft net deene Richtegen an e gaukelt de Leit vir, datt de Klimawandel aktuell keen Theema wier.

Dëst, nodeems mer hei gëschter vun de Resultater vun der COP27 geschwat hunn an doriwwer, datt mer och zu Lëtzebuerg musse Verantwortung fir eis Emissiounen iwwerhuelen. Ma dat heiten ass de falsche Wee, fir Klimapolitik ze maachen. A mir sollten esou éierlech sinn a soen: „Dat heite geet géint eis Klimaziler."

Déi 390 Milliounen, déi mer integral hei an de Konsum vu Gas stiechen, déi feele fir aner Projeten – zum Beispill den Ausbau vun erneierbaren Energien. Wier d'Regierung e bësse méi selektiv virgaangen, dann hätt een hei locker 100 Millioune kënne méi nohalteg asetzen.

Natierlech muss ee soen, datt mer nach ëmmer an enger ganz spezieller Situatioun sinn. An der Ukrain toobt de Krich. Duerch dëse Krich an eis entscheedend Sanktioune géint Russland sinn d'Energiepräisser an d'Luucht gaangen. An déi Sanktioune si richteg!

D'Realitéit aktuell ass also déi, datt d'Leit, déi et am häertsten trëfft, net dierfe fréiere gelooss ginn. Dat wier asozial!

An och wann dëse Präisdeckel net eise Virstellungen entsprécht – ech hunn eis Kritik kloer formuléiert –, esou wäerte mer en haut trotzdeem mat vill Bauchwéi matstëmmen, fir deene Leit, déi et am meeschte brauchen, eng Perspektiv ze bidden, …

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | … awer kloer ze soen, datt déi uewen et u sech net néideg gehat hätten.

An dann hunn ech eng ganz konkreet Fro un de Minister, wa mer scho bei deene sinn, déi et brauchen oder déi et net brauchen: Et gëtt am Lëtzebuerger Land och verschidde Stéit, déi mat Fernwärme hëtzen, dat entweeder iwwer Blockheizkraaftwierker oder generell duerch e Reseau. Do ass eis elo zougedroe ginn, datt vu September op Oktober de Kilowattstonnepräis vu 14,93 Cent/Kilowattstonn op 30,47 Cent/Kilowattstonn geklommen ass. Dat sinn 104 % Steigerung vun de Präisser an de Rechnungen.

Eist Versteesdemech ass, datt e Fernwärmeproduzent de falschen Uschloss huet, fir ënnert dëse Projet ze falen, an héchstwarscheinlech ze grouss ass vum Chiffre d'affaires hier, fir ënnert deen nächste Projet ze falen. An duerfir wär meng ganz konkreet Fro hei un de Minister Turmes: Wat gëtt gemaach, fir deene Leit ze hëllefen, an zwar esou séier wéi méiglech?

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, ech mengen, dat hei ass wierklech e wichtege Projet, deen de soziale Fridden zu Lëtzebuerg garantéiert, well en nämlech hëlleft, dass Indextranchen d'nächst Joer net falen, an en ass virun allem eppes, wat eis Bevëlkerung berouegt an enger Welt, déi jo awer zimmlech beonrouegend ass mat Momenter.

Ech wëll hei fir d'éischt der Deputéierter Josée Lorsché Merci soe fir hire ganz detailléierten a gudde Bericht. Ech wëll och dem Staatsrot Merci soen, dass en esou schnell geschafft huet, an och der Tripartite-Kommissioun, ënnert hirem President, dem Gilles Baum, e grousse Merci fir den Tempo, deen Der hat, fir dat hei elo op de Wee ze bréngen.

E puer Deeg virun der Tripartite souz ech op enger Table-ronde am Fernsee. Ech mengen, deemools hate mer natierlech schonn ugefaangen, eis Rechnungen ze maachen an ech hunn deemools gesot: „Exceptionnel Zäite brauchen exceptionnel Mesuren!" An dat heiten ass genee déi exceptionnel Mesure, déi mer brauchen an enger exceptionneller Zäit, wou duerch de Krich, deen de Putin an der Ukrain féiert, an awer och den Energiekrich, deen e géint Europa féiert, déi Präisser komplett aus dem Rudder sinn.

Firwat ass grad am September dat esou akut ginn? Majo, well duerch d'Aktioune vum Här Putin – en huet Nord Stream 1 definitiv zougemaach an dunn huet Gazprom déi Kontrakter, Laangfrist-Liwwerverträg vun ENGIE, gekënnegt – ass de Präis Enn August op iwwer 300 Euro/Megawattstonn geklommen. Duerfir konnten eis Fournisseuren du guer net méi déi Präisser halen, déi se virdrun haten. An duerfir war et wichteg, dass mer schnell agéiert hunn.

Ech mengen, den Deputéierten Yves Cruchten huet eppes gesot, wou ech wierklech houfreg drop sinn. Mir sinn eent vun de Länner, wou am schnellste reagéiert ginn ass, am onbürokrateschsten. Déi Aiden hei, déi kréien d'Leit automatesch, all déi, déi Gas hunn. Si brauche keng Demanden ze stellen. A well eis Fournisseure vun Ufank u korrekt matgespillt hunn, konnte mer, obwuel mer d'Gesetz elo haut eréischt stëmmen, awer derfir suergen, datt schonn ab dem 1. Oktober d'Avancen net an d'Luucht gaange sinn. An duerfir och de Sozialpartner nach eng Kéier e grousse Merci, déi eis gehollef hunn, eebe mat an déi heite Richtung ze goen.

Ech mengen, meng Virriedner hu relativ gutt de Mechanismus erkläert, wéi d'Fournisseuren eeben déi Suen, déi mir hinne ginn, weiderreechen. A mir haten och wierklech eng ganz gutt Reunioun mat de Fournisseuren. D'Fournisseuren hu sech och vis-à-vis vu mir engagéiert, datt se wierklech alles, alles maachen, fir hir Akafspräisser esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Vläicht nach eng Kéier zréck deelweis op Froen, déi opgeworf gi sinn. Mir ginn haut eng Aide fir Gas. Masutt hu mer schonn decidéiert. Flësseggas, wat e Pëtrolsprodukt ass, hu mer och schonn decidéiert. Stroum hu mer d'lescht Woch am Regierungsrot ugeholl. Pellets hu mer d'lescht Woch am Regierungsrot ugeholl. Dëse Freideg wäerte mer am Regierungsrot d'Wärmenetzer unhuelen an och dee Subsid fir d'Stroumborne fir d'Autoen. Bei de Wärmenetzer ass et esou, dass mer dann och e System en place setzen, deen ënlech ass wéi deen heiten an deen och retroaktiv esouguer op den éischten Oktober fonctionéiere kann, soudass déi Leit, déi elo deelweis méi héich Avancë bezuelen, déi Avancen zréckkréien oder dass déi Avancen erofgesat ginn.

Nach zu där Kritik, dat hei wär net cibléiert. Ech mengen, déi Leit, déi dat heibanne behaapten, déi kenne wierklech eisen Indexmechanismus net. Wa mir higaange wieren a mir hätte just cibléiert agéiert, jo, dann hätte mer véier, fënnef, sechs Indextranchë gehat 2023. An ech mengen, déi Deputéiert, déi dat hei opwerfen, déi sollen dann emol erklären, wéi mer dann hei haut gestanen hätten!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Zum Schluss, an ech mengen, dat ass déi aner Kritik, et géif elo net a Klima investéiert ginn zu Lëtzebuerg an et géif och net gespuert ginn. An ech wëll hei nach eng Kéier eis Campagne, eise Slogan vun der Campagne weisen. Wat seet eise Slogan?

(M. Claude Turmes montre une affiche.)

Eise Slogan seet: „Zesummenhalen." Dat sinn déi Mesuren, déi mer maachen, fir d'Präisser, déi

exceptionnel héich Präisser, erofzezéien, fir dass mer Zesummenhalt hei zu Lëtzebuerg behalen, wat wichteg ass. An: „Zesumme spueren." Ech mengen Dir hutt eis Zuele gesinn. Mir sinn iwwer 30 % bei de Gasaspuerungen, an dat ass och esou, well d'Leit an d'Industrie an all anerer gutt zesumme spueren.

(Interruptions)

A vläicht e leschte Message.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Zesummen!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà! Esou hunn ech et scho viru ville Jore gesot. Zesummen!

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, virdru war et roueg, wéi Dir net heibanne waart.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, mee ...

M. Sven Clement (Piraten) | Deen „Zesummen" huet net vill Wale gewonnen.

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Energieminister huet d'Wuert, den Här Energieminister huet d'Wuert fir ofzeschléissen.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Ech war beim „Zesumme spueren", an ech mengen, wann den Här Di Bartolomeo elo schonn hei ass: Hien huet selwer d'lescht Kéier an der Kommissioun gesot, dass et mëttlerweil e positive Sport ass ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | ... hei zu Lëtzebuerg, fir eeben anzespueren. An dat ass och gutt esou!

Ee Message nach: Den nächste Wanter gëtt am Gasberäich, deemno wéi, méi schwéier wéi dëse Wanter, well mer manner russesche Gas hunn, fir d'Gasspäicheren ze fëllen, well China eventuell erauskënnt aus der Null-Covid-Politik an dann och méi Äerdgas brauch, an dann ass es manner um internationale Marché verfügbar. Duerfir nach e Message: All Gasheizung, déi déi nächst Méint ersat gëtt duerch eng Wärmepompel, hëlleft eis net nëmme beim Klimaschutz, mee hëlleft eis och bei der Versuergungssécherheet.

An erlaabt mer nach zum Schluss e Wuert, och e bëssen e perséinlecht Wuert. Mäi Bop, dee war am KZ am Zweete Weltkrich, ...

Plusieurs voix | Mäin och.

(Interruption)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | ... fir sech fir d'Fräiheet anzesetzen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | An ech sinn houfreg, datt ech haut an enger Regierung sinn, déi sech asetzt fir d'Fräiheet an der Ukrain an datt ech hei an enger Chamber sinn, wou dat och vun de meeschten Deputéierten esou gedeelt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, wa mer schonn iwwer Familljegeschichte schwätzen, Här Minister, wollt ech Iech soen, datt mäi Groussvater, mäi Gousspapp zu Mauthausen ...

(Hilarité)

Jo, et ass net fir ze laachen. Mäi Grousspapp ass zu Mauthausen ermuert ginn, meng Urgrousselteren zu Theresienstadt, well ech nun emol aus enger jüddescher Famill kommen. A wann ee sech fir Fräiheet a Fridden asetzt, huet dat näischt mat engem Mëssbrauch vun der Geschicht oder Familljegeschichten ze dinn, mee mat enger Verantwortung vun dëser Generatioun a fir déi nächst Generatiounen.

Ech wollt Iech dat just soen. Kommt mer net mat esou Geschichten, well et ass einfach esou, datt mer alleguer eis Geschicht hunn! Mir hate Resistenzler an der Famill, mir hate Judden an der Famill. Mir hu gekämpft. Also, haalt op domadder! Well mir hunn haut eng Verantwortung fir déi Politik, déi mer haut féieren a fir déi nächst Generatiounen a fir déi Leit, déi an der Ukrain haut leiden!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Vott iwwert de Projet de loi 8088. Den Text steet am Document parlementaire 8088[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8088 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par. M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 8075 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8075 iwwert d'Aféiere vu Bäihëllefe fir Betriber, déi vun der Hausse vun den Energiepräisser betraff sinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Här Rapporter Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de leschte Punkt um Ordre du jour: De Projet de loi, deen ech elo virstellen, ass deen drëtte vun enger Serie vu Projeten, déi am Kader vum Solidaritéitspak 2.0 hei an der Chamber zur Diskussioun an och zur Ofstëmmung stinn. En zweeten Tripartite-Pak, deen d'Regierung den 28. September mat der CGFP, dem LCGB, dem OGB-L an dem Patronat ënnerschriwwen huet, gesäit eng ganz Rëtsch vun Hëllefe fir d'Leit an awer och fir d'Betriber vir.

Bei deem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, geet et drëm, deene Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, déi vun der Erhéijung vun den Energiekäschte betraff sinn. D'Zil ass et, fir de Betriber hir Kompetitivitéit ze garantéieren, hinne Previsibilitéit ze ginn an d'Inflatioun an de Grëff ze kréien.

Nom éischten Tripartite-Accord hate mer schonn an dësem Kontext Hëllefen an d'Gesetz vum 15. Juli dëst Joer iwwert déi bestoend Aidë fir d'Betriber gegoss. Dës passe mir mam Projet de loi 8075 un a berücksichtegen och d'Amendementer vum Encadrement temporaire de crise vun der Europäescher Kommissioun vum 20. Juli.

Mat dësem Encadrement erlaabt d'EU den nationale Regierungen et, hire Betriber temporaire Hëllefen unzebidden. An hei krute mer eeben duerch d'Amendementer um Encadrement méi Spillraum.

Ech wëll ervirhiewen, dass d'Europäesch Kommissioun schonn de 26. Juli den Accord ginn huet zu de Betribsaiden, déi de Lëtzebuerger Staat un d'Entreprisen ausbezilt. Dee rezenten Amendement vum Encadrement temporaire de crise gesäit vir, dass d'EU-Staate weider kënnen Hëllefen ausbezuelen, fir en Deel vun de Betribsméikäschten ze iwwerhuelen, déi duerch eng exceptionnel Erhéijung vun de Gas- a Stroumpräisser verursaacht ginn, wat eng wichteg Decisioun ass, fir eise Betriber verstäerkt zur Säit ze stoen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dëse Projet de loi dréit den neisten Entwécklunge Rechnung, andeems d'Aiden, op déi d'Betriber zanter dem 1. Mee zréckgräife kënnen, ugepasst an erhéicht ginn an och nei Hëllefe bäigesat ginn. Dëse Projet gesäit cibléiert Aidë virun allem fir déi Betriber vir, déi a Schwieregkeete gerode sinn.

À la base gesäit d'Gesetz vum 15. Juli zwou Hëllefe vir mat dem Zil, en Deel vun den Energieméikäschte vun de Betriber ze kompenséieren, fir de Betriber tëschent Februar an Dezember am Verglach zum Joer 2021 dat ze kompenséieren, wat se vun Differenz hu par rapport zum leschte Joer.

Déi éischt Aide, wëll ech Iech nach eng Kéier soen, déi éischt Aide, fir d'Betriber ze entlaaschten, erméiglecht et, en Deel vun de Stroum- a Gasméikäschten ze kompenséiere vu Betriber, déi vill Energie consommiéieren. De Montant an d'Intensitéit hänken of vum Impakt, deen d'Erhéijung vum Energiepräis

op de Betrib huet. Bis elo gouf hei bei der Rechnung vun der Hëllef d'Joer 2021 als Période de référence benotzt. An Zukunft wäert dee Mount berücksichtegt ginn, fir deen een eng Demande gestallt huet. Esou gëtt ëmmer deenen neisten Entwécklunge besser Rechnung gedroen.

Des Weidere ka bei der Rechnung entweeder de Chiffre d'affaires berücksichtegt ginn oder d'Valeur de production. Dëst wäert d'administrativ Demarchë fir d'Demandeure vereinfachen, déi eventuell keng Valeur de production an hirer Kontabilitéit kënnen uginn.

Nach eng weider Ännerung bei der éischter Aide ass, dass duerch den Amendement vun der Europäescher Kommissioun an Zukunft de Champ des bénéficiaires ausgeweit gëtt doduerch, dass net nëmme méi d'Entreprisëgruppen Zougang wäerten hunn op Hëllefen, mee souguer all Entreprisenentitéit.

Déi zweet Aide, déi de Betriber soll hëllefen, dës Kris ze meeschteren, ass fir d'Betriber geduecht, déi an der Konstruktioun täteg sinn, Liewensmëttel produzéieren, wéi de Bäcker an de Metzler, oder Wuerentransport bedreiwen.

Si konnten ufanks e Subsid an Héicht vu 400.000 Euro ufroen, fir en Deel vun hire Sprittméikäschten ze kompenséieren, soulaang dëse Spritt fir den Transport gebraucht gëtt. Nei ass, dass dëse Subsid elo vu 400.000 op 500.000 eropgeet.

Fir déi zwou éischt Aidë gëtt ausserdeem duerch dat neit Gesetz d'Eligibilitéitsperiod verlängert, dat heescht, d'Betriber hunn dräi Méint méi laang Zäit, fir hir Subsiddemanden anzereechen.

Am Kader vum Artikel 2 (1) vum Encadrement temporaire de crise vun der Europäescher Kommissioun féiert d'Regierung des Weideren eng nei Hëllef a fir déi Betriber, bei deenen d'Energiekäschten op d'mannst 2 % vum Chiffre d'affaires oder vun der Valeur de production ausmaachen, gekuckt op dee Mount, wou d'Demande och agereecht gouf.

Ab enger Hausse vun 80 % vun de Stroum- an/oder Gaspräisser am Verglach zu 2021 kann eng Subventioun vu bis zu 70 % vun de Méikäschten, déi iwwert der Hausse vun den 80 % leien, ugefrot ginn. Dës Hëllef leeft vum November 2022 (veuillez lire: vum Oktober 2022) bis Juni 2023. Déi nei Hëllef also, déi am Gesetz vun haut beschriwwe gëtt, ënnerläit dem Accord vun der Europäescher Kommissioun.

Dozou bleift ze soen, dass déi ugepassten Aidë fir d'Betriber, déi ganz vill Energie verbrauchen, an déi nei Aide net kënnen dee selwechte Mount cumuléiert ginn. Et ass also an engem Mount entweeder déi eng Aide oder déi aner Aide, déi kann ugefrot ginn, awer net déi zwou gläichzäiteg.

Ech wëll elo nach op de Käschtepunkt vun dëse Mesuren ze schwätze kommen. Ech mengen, et ass eis mëttlerweil alleguerte bewosst, dass fir de Solidaritéitspak 1.0 an 2.0 Suen an de Grapp geholl ginn an Héicht vun 2 Milliarden Euro. An dovunner ware mam Gesetz vum 15. Juli schonn 225 Milliounen Euro virgesi fir d'Hëllefe fir d'Betriber.

Mat der Verlängerung vun der Eligibilitéitszäit bis Juli 2023 an der Introduktioun vun der neier Aide gëtt de Budget op 375 Milliounen Euro eropgesat. Dat heescht, hei deblockéiert de Staat nach eng Kéier zousätzlech 150 Millioune fir eis Betriber.

Et däerf een awer net vergiessen, dass dëse Betrag natierlech ofhänkt vun der Evolutioun vun den Energiepräisser, eppes, wat am Moment ganz, ganz schwéier anzeschätzen ass.

Fir op déi verschidden Avisen anzegoen, do géif ech einfach op de schréftleche Rapport verweisen. Et gëtt en Avis vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Métiers an och ee vum Staatsrot.

Da géif ech Iech Merci soen, dass Der esou laang Gedold mat mir hat an den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet ginn. Merci.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Rapporter.

An als éischtem agedroene Riedner ass et um Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Madamm President. Och e grousse Merci un de Rapporter, den Här Gilles Baum, fir all déi Erklärungen, déi mer elo kritt hu bei dësem Projet.

Ech mengen, mir begréissen dat ausseruerdentlech, dat vun de Betribsgruppen, datt alles bei deenen Amendementer derbäi war. Déi Fro, déi sech fir eis nach ëmmer stellt, a virdrun hat schonn ee vun de Kolleege se opbruecht, ass: Hei sinn elo Hëllefen, wat d'Elektresch an de Gas ubelaangt, mee et ginn ëmmer méi Zonen, déi iwwer Kogeneratioun fueren, wou also Kogeneratioun ass. Dofir ass do d'Fro: Wat geschitt domadder? Ass do an enger zweeter Phas ugeduecht, fir och deenen ze hëllefen? An doriwwer eraus, du hues heiansdo ëffentlech Kogenerationsbedreiwer an heiansdo privat Kogenerationsbedreiwer. Wéi ass et do mat deenen Hëllefen? Gëllen déi och fir déi, déi mat Gas respektiv an deem Fall och heiansdo mat Fuel hëtzen? Oder sinn déi dovu komplett ausgeschloss?

Villmools merci, a fir de Rescht ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Spautz. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Loosst Iech Zäit!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Madamm Presidentin. An och merci dem Här Baum fir säi ganz gudde Rapport. Vill vun eis hu sécherlech ëmmer nach déi staark Hoffnung, dass den Ukrain-Krich séier op en Enn kënnt. Mee en Enn vun der Barbarei duerch de Krichsdreiwer am Kreml schéngt och bei de rezente russeschen Néierlagen net en vue.

An dofir wäerten och mir weiderhin d'Konsequenzen ze spiere kréien, ënner anerem um Energiemaart. Et ass eng Situatioun mat villen Onsécherheeten, duerch déi eis Ekonomie awer iergendwéi muss navigéieren.

Nodeems d'EU-Kommissioun d'Reegele vum temporairë Krisenencadrement am Juli iwwerschafft huet, kënne mir elo béid Hëllefen aus dem Gesetz vum 15. Juli dëst Joer verlängeren an esou op d'mannst fir e bësse Previsibilitéit suergen.

Mir gi mat dësem Gesetz jo nach eng Etapp méi wäit, well mer hunn eng weider Modifikatioun vum temporairë Krisenencadrement vun der EU-Kommissioun eigentlech anticipéiert.

Donieft ass jo nach eng drëtt Hëllef an den Text bäikomm. Esou wäert d'Zuel vun den Entreprisen, déi vu staatlecher Säit ënnert d'Äerm gegraff kréien, an d'Luucht goen. Et ass dofir nëmmen normal, dass och déi budgetär Enveloppe deementspriechend wiisst. A mir sinn als LSAP der Meenung, dass een a Krisenzäiten net zécken dierf, déi Mëttelen, déi néideg sinn, opzebréngen an ze mobiliséieren.

Wéi wouer dat ass, dat huet d'Regierung schonn an der Pandemie bewisen, well och do hat se verstanen, wéi ee geziilt Hëllefen op de Wee bréngt, déi Aarbechtsplazen erhalen an esou och de Savoir-faire hei am Land an an eise Betriber hält.

Et ass net fir näischt, datt mer zu Lëtzebuerg eng gefaarte Faillittewell an de Joren 2020 an 2021 konnten evitéieren. Mat dësen Hëllefe stäipe mir geziilt déi Entreprisen, déi ënnert de klammenden Energiepräisser an engem besonnesche Mooss ze kämpfen hunn. D'LSAP ass der Meenung, dass een déi Betriber net däerf mat de Méikäschten eleng loossen. An dofir stëmme mir dës Hëllefen och gäre mat.

Ech misst eigentlech op dëser Plaz meng Ried ophalen, mee ech kommen natierlech net derlaanscht, fir awer nach ze reagéieren op dat, wat den Här Kartheiser virdru gesot huet. E seet et ëmmer an ëmmer erëm, dass d'Sanktiounen un allem schold sinn. Mee, Här Kartheiser, och wann Der et 100-mol widderhuelt, gëtt et net richteg! Schold un deem ganze Misär ass een Eenzegen eleng, an dat ass de Wladimir Putin a säi Regimm! An hien ass och schold drun, dass bei eis d'Energiepräisser klammen a méi deier ginn.

A wa mer eis doriwwer opreegen a wa mer dat bekloen, da kommt, mir vergiessen awer net, dass zu deem selwechten Ament, wou mir eis hei iwwert déi deier Präisser vu Gas an Elektresch opreegen, am Moment an der Ukrain bei ganz ville Leit, wa se de Krunn opdréien, wou de Gas soll dra sinn, näischt erauskënnt, oder wa se de Knäppchen drécken, fir d'Luucht unzemaachen, d'Luucht net ugeet a se riskéieren, dëse Wanter ze erfréieren. An dat ass eppes, wat mir net kënnen toleréieren! Et ass e Krich, deen hei gefouert gëtt, net géint en anert Land, mee géint eng Zivillbevëlkerung, an dat ass net ze toleréieren, an dat wäerte mir och net!

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Richteg!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Cruchten. An déi nächst agedroe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo, villmools merci, Madamm Presidentin. Ech kommen extra heihin, fir voll a ganz ze ënnerstëtzen, wat den Yves Cruchten elo gesot huet. An da brauch ech dat net och nach eng Kéier ze widderhuelen. Mir ënnerstëtzen Är Aussoen a puncto Wladimir Putin.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Resultat ass, dass eis ekonomesch Situatioun momentan net déi bescht ass. Se ass éischter schlecht, an d'Previsiounen och. De Statec gesäit en Unzeeche vu Rezessioun, de PIB geet am zweeten Trimester erof, d'Inflatioun läit nach ëmmer bei 7 % an den Aarbechtsmaart, do gesäit et och net zum Beschten aus. Och do weise sech éischt Unzeeche vu klammendem Chômage.

Grad an esou Zäiten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et och an eisen Ae wichteg, d'Ekonomie ze ënnerstëtzen, an dat esou gutt wéi méiglech. Et geet drëms, de Betriber Previsibilitéit ze ginn. Et geet drëms, datt d'Betriber net mat Faillitte musse konfrontéiert ginn, datt se am Wanter net an d'Laberente kommen, wann d'Energiepräisser eropginn, also hir Käschten eropginn. An et geet och drëms, an dat ass eis ganz wichteg, dass d'Präishaussen net un d'Clientë weiderverrechent ginn, well do gëtt et dann nëmme Verléierer.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Nieft dem Tripartite-Accord, dee Moossnamen decidéiert huet, déi gräifen, fir d'Inflatioun anzedämmen an domat och weider Indextranchen aus de Féiss ze raumen, ass et natierlech och wichteg, datt d'Versuergungssécherheet garantéiert bleift, an dat laangfristeg, an datt d'Präisser vun de fossille Brennstoffer

net weider ugefeiert ginn. An dofir wëll ech, wéi a ville Riede virdrun, nach eng Kéier betounen, datt d'Energieeffizienz an de Betriber weidergefouert muss ginn, dass Erneierbarer musse gräifen an dass och do wierklech Neel mat Käpp musse gemaach ginn.

An dofir begréisse mer, dass mer net nëmmen dës Aiden aféieren oder verlängeren, mee dass mer och ganz geziilt Subventioune ginn, wann d'Betriber sech erneiere wëllen, wa se sech moderniséiere wëllen a sech dofir fir d'Zukunft nohalteg opstelle wëllen. Dat ass e ganze Package, deen zesummepasst.

An dat gesot, kann ech nëmme vun der grénger Säit aus betounen, datt mer béid Mesuren ënnerstëtzen, déi kuerzfristeg an déi laangfristeg. An domat ginn ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech wéilt och dann nach eng Kéier dem Här Baum Merci soe fir säi Rapport an datt mir dat Gesetz selbstverständlech matënnerstëtzen, fir d'Leit hei am Land an och an der Ekonomie ze ënnerstëtzen.

Et ass schued, datt den Här Minister Turmes net méi hei ass. Ech hätt ëm gär nach dat eent oder anert gesot. Mee ech wollt hei vläicht op ee Stéchwuert agoen. Mir hate virdrun eng Prozedur, net vun enger Fro, mee enger Bemierkung vum Här Kersch. Dann äntweren ech elo op déi Bemierkung vum Här Kersch.

En huet dat Wuert „zynesch" gebraucht.

M. Dan Kersch (LSAP) | Arrogant.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelift? Jo, arrogant an zynesch. Jo, et ass wouer, et ass ganz vill an deem Krich zynesch, traureg, och vläicht arrogant. Ech ginn Iech vläicht just e puer Beispiller, an da verstitt Der och vläicht, firwat deen Engagement zum Fridde selwer ni arrogant ka sinn, mee den Engagement zum Fridden ass ëmmer eppes, wat ee muss éieren, och an der Diplomatie.

Dat nenne mer „bons offices", dat ass eppes, wat een offréiert, fir eeben eppes, wat schrecklech ass, kënnen ze korrigéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, mir schwätzen iwwert de Projet de loi 8075. Ech wëll Iech dat just nach eng Kéier an Erënnerung bréngen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir hutt mer virdru gesot, wou den Här Kersch seng Bemierkung gemaach huet, ech soll dat maachen, wann ech elo zu dësem Projet schwätzen.

Wéi kënnt et un dobausse bei de Leit, Här President, wann Der mer net erlaabt, op esou e Virworf ze äntweren? Sidd Der Iech däers bewosst?

(Exclamations)

M. Fernand Etgen, Président | Ech si mer es ganz bewosst, ech si mer es ganz bewosst!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Sidd Dir Iech däers bewosst, …

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | … datt Dir hei mat deem do …

M. Fernand Etgen, Président | Ech si mer es bewosst, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat sinn déi russesch Methode vun der psychologescher Krichsféierung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee dann ass dat och Är Verantwortung. Ech soen Iech eppes, Här President: Ech géif gär déi Diskussioun hei hunn, och de Kolleeg vun der LSAP, den Här Cruchten, huet mech a senger Interventioun ugeschwat.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Madamm Lorsché huet em Recht ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, Dir sidd Iech net bewosst, datt mer elo iwwert de Projet de loi 8075 schwätzen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dach! An ech hunn och direkt ugefaangen domadder fir ze soen, datt mer en ënnerstëtzen. An elo wollt ech op déi verschidde Bemierkungen agoen, déi gemaach goufen.

An ech mengen, datt et engem Parlament ganz gutt deet, wann een esou Klengegkeete wéi e Krich an Osteuropa, e puer Honnert Kilometer vun hei ewech, kann diskutéieren, Här President, mat der Erlabnis vum Chamberspresident.

(Interruption)

Ech wéilt also dorobber agoen, ech wéilt also dorobber agoen, wat hei gesot ginn ass. Jo, et ass ganz vill zynesch, et ass ganz vill traureg. An en Engagement zum Fridden ass eppes, wat een ëmmer muss maachen, ëmmer muss probéieren.

Zynesch oder traureg ass zum Beispill, datt mir all déi Joren, wou mir als Europäesch Unioun d'Méiglechkeet gehat hätten, fir anzewierken op d'Situatioun an der Ukrain, déi sech jo progressiv degradéiert huet, iwwert den Normandie-Format, net genuch gemaach hunn. Mir hunn och als Lëtzebuerg ëmmer gesot, déi Däitsch an d'Fransousen an deem Format maachen dat. Si hunn et net gemaach. An dat ass esou schued!

Mir hu gesinn, datt, wa mer et deemools fäerdegbruecht hätten, eng Regionaliséierung vun der Ukrain ze verhandelen, e Statut fir d'Minoritéiten, e Statut fir regional Sproochen, an eng Kontroll duerno zréckzeginn un d'Ukrain vun de Baussegrenzen, da wär dat net geschitt. Dat ass ee Beispill, wou et eng grouss Trauer, wéinstens bei eis, bei mir, ass, datt mer dat net fäerdegbruecht hunn!

(Interruption)

Well mir hätten et kënnen! Mir hätte dee Krich kënne verhënneren! Et ass traureg an zynesch, datt mer Krichsziler héieren, wéi d'amerikanesch Regierung et gemaach huet, iwwert de Wee vun hirem Verdeedegungsminister, fir ze soen, hiert Krichszil wier et, Russland dauerhaft ze schwächen. Ass dat eist? Ech weess et net. Mäint ass et net. Mee mir musse kucken, datt mer dat net op d'Käschte vun anere Leit maachen.

Wat mir gär hätten, dat ass eng nei Chance fir d'Ukrain, eng friddlech Ukrain, eng eeneg Ukrain, eng reconciliéiert Ukrain, …

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An eng méi kleng Ukrain virun allem!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | … eng Ukrain, déi et fäerdegbréngt, eng Perspektiv fir d'Zukunft ze hunn.

Wat mer elo maachen …

Ech hunn hei en Tëscheruff kritt vun de grénge Kolleegen: eng méi kleng Ukrain.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An ech wëll dorobber reagéieren. Mir haten am Ufank, am Ufank, wou de Krich ugefaangen huet, déi russesch Invasioun, déi mer alleguer verurteelen. Well dat geet net, fir en Nopeschland einfach esou militäresch ze iwwerfalen! Dat ass e Broch vun der Charta vun de Vereenten Natiounen. Mir hunn dat all verurteelt.

Mee deen Ableck huet et ugefaang, datt mer eng Negociatioun haten tëschent den Ukrainer an de Russen. Mir haten e puer Ronnen Negociatiounen. Déi sinn ënnerbrach ginn ënnert dem Afloss vum Westen. Leider, leider!

An haut ass et esou, datt dee selwechte Westen, wann Der d'Situatioun an den USA genee verfollegt – mir maachen dat –, deen ass, deen Drock wäert ausüben op d'Ukrain, fir elo zréck un de Verhandlungsdësch ze kommen, zu Konditiounen, déi nettement méi defavorabel si wéi dat, wat mer am Februar/Mäerz hätte kënnen erreechen.

Et ka sinn, datt an engem zukünftege Friddensarrangement d'Ukrain méi kleng gëtt. Et ka sinn! Souwisou hu se esou vill Leit verluer, et ass e schrecklechen Drama. Et ka sinn, datt se e militäresche Statut octroyéiert kréien, deen eng permanent Neutralitéit ass. Dat ass alles méiglech!

Et wär vläicht anescht komm, wann am Mäerz verhandelt gi wär, am Februar/Mäerz, wéi mir et direkt gefuerdert haten. Mir hätten direkt sollen de Wee vun der Verhandlung goen, vum Fridden, vum Ausgläich. Wivill Mënscheliewe wäre gerett ginn! Wat hätt un ekonomesche Gidder kënne gerett ginn! Wat wär méiglech gewiescht, fir eng Friddensuerdnung, eng Friddensarchitektur an Europa ze bauen, amplaz dee Misär, dee mer elo gesinn!

An ier Dir et sot, Här President, soen ech: Meng Zäit ass elo eriwwer. An elo ginn ech mech setzen an ech soen Iech Merci, datt déi Kommentare méiglech waren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen Iech Merci, datt Dir Iech sëtze gitt.

(Hilarité et brouhaha)

An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

M. Dan Kersch (LSAP) | Den Här Putin huet geschwat, elo kënnt d'Madamm Cecchetti.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An de Stalin war an der Kommunistescher Partei, wou Dir och waart.

Une voix | Ulala!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wéi den Här Putin och.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Cecchetti huet elo d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci. Merci, Här President. Här President, säit 2020 kritt dëst Parlament a reegelméissegen Ofstänn Gesetzesprojete virgeluecht, fir massiv staatlech Aiden un d'Entreprisen ze geneemegen, fir d'éischt am Kader vun der Covidpandemie an elo am Kader vun der Energiekris. An et muss ee feststellen, datt dat mëttlerweil en zimmlech grousst Ausmooss ugeholl huet.

Mir sinn net méi am Zenario, wou d'Allgemengheet dem klenge Cafetier iwwert de Confinement eraus hëlleft. Mëttlerweil fléissen a ganz Europa – ech betounen: a ganz Europa! – Milliounen a Milliarden u Staatsgelder un déi privat Betriber, y compris un déi ganz grouss Firmen. An zu Bréissel si schonn déi nächst Ausnameregimmer decidéiert ginn, an eis Regierung huet jo och schonn den nächste Projet de loi deposéiert, fir de Regimm vun de Staatsgarantien ëm ee Joer kënnen ze verlängeren.

Nodeems joerzéngtelaang gepriedegt gouf, datt staatlech Agréffer an d'Wirtschaft Gëft sinn, gëtt elo a Krisenzäiten de Krunn grouss opgemaach. Wat eis

dobäi Suerge mécht, ass eng weider Ëmverdeelung vum Räichtum vun ënnen no uewen. Well op déi doten Aart a Weis gëtt en Deel vun de Pertë verstaatlecht, wärend d'Profitter awer weiderhi privatiséiert bleiwen a monter ausgeschott ginn.

Schliisslech ginn déi Aidë jo an der Reegel ouni Géigeleeschtung ausbezuelt a sinn och ëmmer manner selektiv. Wouhinner dat alles féiere soll, kann ee sech virun allem froen, wann een op den europäeschen Niveau kuckt. Well et ass evident, datt domadder déi bestoend Ongläichgewiichter an der Eurozon nach eng Kéier verstäerkt ginn, einfach dowéinst, well verschidden EU-Länner sech et einfach net leeschte kënnen, hir Betriber mat Milliarden ze subventionéieren. An anerer kënne sech et eebe leeschten, och well iwwert deene Länner nach ëmmer d'Damoklesschwäert vum Stabilitéitspakt hänkt, dee jo just ausgesat, awer nach ëmmer net reforméiert ass.

Et huet schonn eng gewëssen Ironie u sech. No 2010 hate mer eng däitsch Regierung, déi der ganzer EU eng nefast Austeritéitskuer verschriwwen huet. Déi südlech Länner si bal dorunner erstéckt. An elo hu mer eng däitsch Regierung, déi dem Rescht vun der EU riseg Depensen opzwéngt. An nees riskéiert dat, déi südlech Länner ze erstécken. Amplaz ëmmer méi Ausnameregimmer opzesetzen, misst also um europäeschen Niveau no kollektive Léisunge gesicht ginn, soss riskéiere mer, no der Energiekris erëm an eng zolitt Eurokris ze falen.

Natierlech huet keen en Interêt dorunner, datt an Europa d'Betriber massenhaft an d'Faillite rutschen. Bis zu engem gewëssene Punkt sinn dës Aidë wuel onvermeidlech. An dofir hu mir och ni dergéint gestëmmt. Mee mir géifen eis wënschen, datt een erëm méi op Aide-remboursablë géif setzen a manner op direkt Subventiounen. An natierlech wéilte mir op d'mannst eng Géigeleeschtung vun de Betriber hunn, zumindest a Form vu Garantien a Saache Maintien dans l'emploi.

An dofir wäerte mir, Dir wäert Iech wuel net wonneren, Här Minister, wéi gewinnt, eis nees enthalen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen als Éischt dem Rapporter Merci, net nëmme fir de Rapport, dee ganz komplett war, mëndlech wéi schréftlech, mee och fir d'Zesummenaarbecht an der Kommissioun, wou awer, wa kleng Problemer heiansdo optauchen a kleng Feeler, déi ganz onbürokratesch an onkomplizéiert kënne geléist ginn.

Dëse Gesetzestext ass also Deel vum Tripartite-Accord 2.0. Et ass en Deel vum Tripartite-Accord, dee mer matdroe kënnen. Esou vill kann ech dann emol direkt virewech schécken. Et ass nämlech wichteg, an dëse Krisenzäiten de Betriber Sécherheet ze ginn. A mat dësem Projet solle jo d'Käschte vun den héijen Energiepräisser fir d'Betriber hei am Land reduzéiert ginn.

Ech hat et virdrun ugeschwat: Dat betrëfft natierlech par la force des choses net all d'Betriber, mee just déi, déi eeben an d'Parametere vun dësem Gesetz falen. De Rapporter huet dat méi wéi kloer erklärt. Virun allem muss een als Éischt emol méi wéi 80 % méi u Gas an Elektresch wéi virum Krich bezuelen. Et ass, mengen ech, wichteg, datt et hei net ëm kleng Schwankunge geet, déi an engem Maart normal sinn a wou d'Betriber sech och dru gewinnt hunn, datt et emol erop, emol erof geet, mee datt et hei wierklech drëm geet, wann et, esou wéi et am Moment ass, wierklech komplett deconnectéiert ass vun alle plangbare Realitéiten, datt een dann hëllefe kann, an zwar mat maximal 70 % vun deene Käschten, mat engem Plaffong vun enger hallwer Millioun. Déi hallef Millioun, dat ass scho fir déi meescht PMEe richteg vill Geld an et ass eng konsequent Hëllef. A mir sinn och frou, datt dat am europäesche Kader esou maachbar ass.

D'Ufroe vun den Aidë gouf liicht vereinfacht. Ganz onkomplizéiert ass et net. D'Firma muss zum Beispill selwer ausrechnen, wat se un Aiden zegutt huet an dëst mat uginn. Ech begréissen dat, well et d'Dossiere méi einfach ze traitéiere mécht. Ech hoffen zumindest, datt de Staat doduerjer d'Dossiere méi séier traitéiere ka wéi zum Beispill an anere Ministèren, wou ee jo laut der Press haut 17 Méint muss drop waarden, fir seng Subsiden ausbezuelt ze kréien, fir eppes an der Energietransitioun ze maachen.

An et ass awer ee klenge Couac oder Bemoll, soen ech elo mol, bei där Prozedur. An ech hoffen, datt do dann och eng gewësse Karenz an Toleranz wäert méiglech sinn. Falls nämlech e Betrib sech elo géif ieren, an dat kënnt vir, mir hunn dat gesinn, bei alle Covidaidë kënnt dat emol vir, datt een dann net e Pabeierskrich ausléist an datt ee virun allem och bei de Remboursementer net déi Suen dann den Dag drop fälleg stellt. Well ech mengen, domadder kéint een dann engem Betrib, dee sech vläicht wierklech éierlech geiert huet, awer d'Genéck briechen.

Ech gesinn, de Minister weist vill Versteesdemech dofir, an ech gleewen him dat och.

Här President, dës Aidë si wéi d'Coûts non couverts néideg, fir der Krisesituatioun Meeschter ze ginn. D'Betriber kommen an deenen nächste Wochen a Méint net laanscht dës Käschten. An dofir brauche se déi kuerzfristeg Hëllefen. Mir Piraten wäerten dës Mesure matdroen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Merci villmools, Här President. Loosst mech, fir unzefänken, dem Rapporter villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, dass mer hei bei engem Projet de loi sinn, fir de Betriber ze hëllefen, och iwwert dës Zäit hei kënnen ze kommen.

Et si Froe vun der Kompetitivitéit an awer och Froe vun der Sécherheet, fir dass e Betrib nach weess, wou en drun ass a wou en net drun ass, woumat e ka rechnen a woumat en net ka rechnen. Hei geet et drëm, datt et verschidde Konditioune sinn – de Rapporter huet se am Detail erklärt –, déi e Betrib muss erfëllen, fir kënne vun där Aide hei ze profitéieren. Et ass och ganz wichteg, dass mer hei awer trotzdeem Garde-fouen agebaut hunn.

Dat sinn op där enger Säit natierlech d'Secteuren, an deenen ee sech muss beweegen, an op där anerer Säit natierlech, wéi d'Augmentatioune vun de Präisser, sief et beim Gas, sief et beim Elektresch, musse sinn, fir iwwerhaapt kënnen eligibel ze si fir déi Aiden hei. Et huet sech just am mëndleche Rapport vum Rapporter e klenge Couac ageschlach. Et ass vum Oktober 2022 bis Juni 2023, wou d'Betriber kënnen déi Aide hei ufroen. Et ass esou, dass de Framework eis déi Méiglechkeete gëtt an dofir dann och déi Demanden zu deene Momenter kënne gemaach ginn.

Ech mengen, et war virdrun ugeschwat ginn, dass ee muss eng Autorisatioun hunn, fir iwwerhaapt kënne vun deenen Aiden hei ze profitéieren. D'Vitess, fir kënnen auszebezuelen, dat ass dee Punkt, firwat een et selwer muss ausrechnen. Mee e Betrib muss ausrechnen, mat de Pièces à l'appui, wat iwwerhaapt d'Méiglechkeete sinn, well am Text jo och steet, dass eng Aide ënner 100 Euro mensuel net ausbezuelt gëtt, wat bei deene Präisser, wéi se am Moment sinn, och relativ schwiereg wier.

Et geet hei drëm, dass mer méi an d'Breet gi vun de Betriber. Am éischten Tripartite-Accord sinn et just déi energieintensiv Betriber gewiescht, déi konnten Aidë fir d'Energie kréien. Dee klenge Bäcker, dee klenge Metzler konnt net dovunner profitéieren. An dofir ass et wichteg, dass am zweeten Tripartite-Accord déi Ouverture gemaach ginn ass, well natierlech déi Situatioun weiderleeft an déi Betriber dréngend Hëllef brauchen, fir dass se kënne fonctionéieren.

Mee ech kann awer den Här Clement berouegen. Och wann de Betrib selwer et ausrechent, fir dass en och weess, mat wat e ka rechnen, gëtt e Contrôle um Ministère gemaach, bevir ausbezuelt gëtt. Dat heescht, et gëtt alles kontrolléiert, bevir iwwerhaapt en Euro iwwerwise gëtt, esou wéi dat och schonn – elo hunn ech Äert Pult hei futti gemaach –, esou wéi dat och scho bei deenen aneren Aidë war.

Contrairement zu deem, wat awer gesot ginn ass, bei der Carburantsaide zum Beispill, muss e Betrib eng Perte hunn, soss kann e keng Carburantsaide kréien. Dat heescht, dem Betrib muss et ganz schlecht goen, e muss eng Perte maachen, fir dass en iwwerhaapt kann eng Carburantsaide kréien.

An ech wëll awer och op dëser Plaz nach eng Kéier soen, dass e Benefiss an engem Betrib net eppes ass, wat ee soll verdäiwelen. E Betrib muss Benefiss maachen, well wann e Betrib kee Benefiss mécht, kann e muer net investéieren!

Une voix | Genee!

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | E Betrib, dee muer net kann investéieren, ass e Betrib, dee stoe bleift an deen iwwermuer ongesond ass an net méi ka fonctionéieren, net méi kann nei Leit astellen, net méi ka Steiere bezuelen. Also muss e Betrib Benefiss maachen an dat ass näischt, wat ee soll verdäiwelen.

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Dofir, bei dësen Aiden ass et wichteg, dass mer de Betriber duerch dës Zäit hei kënnen hëllefen. De Framework gëtt eis d'Méiglechkeeten, an dofir soen ech och all deenen, déi de Projet matstëmmen, e grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8075. Den Text steet am Document parlementaire 8075[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8075 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf,

Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Max Hengel), M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. Motion de Mme Nathalie Oberweis au sujet du retrait de l'amendement 3 du projet de loi n° 7642 et introduction d'une nouvelle proposition pour la détermination du capital investi d'un logement mis en location

(Motion déposée en séance publique n° 14 du 22 novembre 2022 – à consulter dans ce compte rendu en page 36)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt d'Motioun vun der Madamm Nathalie Oberweis iwwert de Retrait vum Amendement Nummer 3 vum Gesetzesprojet 7642.

An ech géif direkt der Madamm Oberweis d'Wuert ginn.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Ma, Här President, ech hunn d'Motioun gëschter virgestallt. Ech hunn héieren, dass eng Rei Leit iwwerrascht waren. Mir sinn och iwwerrascht iwwert de Revirement vun deem Gesetz, woubäi dat jo sollt ufangs ganz kloer d'Locatairë beschützen, Locatairen, vun deene mer wëssen, dass déi zu engem Drëttel vum Aarmutsrisiko betraff sinn. Do gesi mer elo, dass mat där Ausriichtung, déi d'Gesetz elo hëlt, d'Loyere wäerten an d'Luucht goen.

Beim Gros vun de Loyere vun de Wunnengen, den eelere Wunnengen, do wäerten d'Loyeren an d'Luucht goen. Do ginn et Zuelen derzou. Dat ass näischt, wat mir erfonnt hunn.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Et ass jo och e Faktencheck an der Press gemaach ginn. D'ailleurs war et scho laang a breet an der Press an dat ass nach ëmmer net diskutéiert ginn.

Mir fannen dat skandaléis! Mir wëssen, dass mer an enger Wunnengskris sinn, dass mer immens vill Leit hunn, déi vum Aarmutsrisiko betraff sinn, an dann hu mir esou e Gesetz! An dofir proposéiere mir, dass deen Amendement zréckgezu gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Da freet d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert.

Discussion générale

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech verstinn der Madamm Oberweis hir Suergen. Ech wëll awer och betounen: Et ass net verbueden, mee et ass net üblech, e Projet de loi, deen deposéiert ass an an der Prozedur ass, an der Plenière ze amendéieren. Et ass éischter üblech, dass déi Diskussiounen an der zoustänneger Chamberskommissioun gefouert ginn. An déi Kommissioun hu mir net wëlles, hei ze court-circuitéieren. Duerfir invitéiere mer d'Madamm Oberweis, hir Virschléi an der Kommissioun anzebréngen an do ze diskutéieren.

Wann d'Kommissioun dann der Meenung ass, an do si jo 15 Leit aus der Chamber aktiv, a wann déi der Meenung sinn, dass deen Amendement richteg a gutt ass, dann huet déi Kommissioun all Fräiheeten an all Autonomie, do en Amendement virzehuelen, en Amendement parlementaire. Ech mengen, dat ass de gängege Wee. An duerfir wëlle mir wierklech op deem Wee bleiwen an dës Motioun hei net unhuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann huet den Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President fir d'Wuert. Ech ginn der Madamm Lorsché do absolutt Recht, datt dee prozedurale Wee hei e bëssen e gelungenen ass an duerfir e Verweis an d'Kommissioun sécherlech dee richtege Wee wär.

Bon, wa sollt driwwer ofgestëmmt ginn, da wäert d'CSV sech heibäi enthalen, woubäi ech awer wëll bemierken, datt an engem Sënn d'Madamm Oberweis Recht huet, wat dësen Amendement ugeet, deen zu engem gewëssenen Zäitpunkt komm ass, deen eis och extreem iwwerrascht huet a wou sech effektiv dann awer e bëssen drop hindeite léisst, datt d'Fangerspëtzegefill bei dëser Majoritéit, zemools an enger Situatioun, wéi se momentan um Baumaart an awer och um Immobiliemaart ass, ... zu engem Zäitpunkt kënnt, deen absolutt guer net opportun war. An duerfir huet dësen Amendement, dee vun der Regierung eragereecht ginn ass, jo sécherlech fir vill Duerjerneen a fir vill Mëssstëmmung dobausse gesuergt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, u sech vum Fong hier ënnerstëtzen ech d'Fuerderung vun der Madamm Oberweis. Mir sinn net Member an der Logementskommissioun, just Observateur. Deementspriechend kënne mer net mat ofstëmmen doriwwer. Mir géifen et awer begréissen, wa sech herno géif eng Majoritéit fannen, fir deen Amendement 3 ze sträichen.

Ech wëll awer vläicht, wa mer scho bei deem Theema vun deem Gesetz sinn, zwou Saache ganz séier lassginn. Ech mengen, et hätt een net sollen de Minister froen, fir den Amendement zréckzezéien, mee déi Affekotenetüd, déi dat Ganzt geschriwwen huet, an déi et dann nach net fäerdegbréngt, fir vill Geld den Excel richteg ze schreiwen.

A wa mer beim Excel sinn, da wëll ech och emol eng Kéier verstoen, wéi de Minister mengt, wat en ugekënnegt huet, datt en en Excel als Annex vun engem Gesetz wëllt publizéieren, wat, mengen ech, technesch zwar am Legilux geet, awer reng rechtlech a verfassungsméisseg zu Lëtzebuerg guer net géif goen.

An do gesäit een, wéi schluddereg hei wierklech geschafft gëtt an engem Dossier, dee primordial wichteg ass fir d'Leit am Land, ob se Proprietär sinn, ob se Locataire sinn. An ech mengen, dat eenzeg Seriöt, wat de Minister hei nach kéint maachen, wär, dat Gesetz zréckzezéien, et nei ze schreiwen, mat all deene Remarken, déi e krut. Da misste mer och net iwwert den Amendement 3 schwätzen, well d'Gesetz ass handwierklech schlecht.

Et ass net emol vum Ministère selwer geschriwwen, mee vun enger Affekotenetüd. Dat si mer jo mëttlerweil gewuer ginn doduerjer, datt d'Excel-Sheeten nach Metadonnéeën dran hunn, wat och net onbedéngt fir d'digital Kompetenz vun deem Ministère schwätzt. Ech mengen, bref, am beschte wär et, einfach d'Gesetz zréckzezéien. Ech mengen, dat géif vill Leed erspueren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, mir soen och der Madamm Oberweis an der Madamm Cecchetti Merci fir déi Motioun hei. A mir géifen dat och ënnerstëtzen, wann et geet, fir an der Kommissioun weider doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen, dat ass wierklech hei dee richtege Wee.

Et wär och schéi gewiescht, Här President – well et ass jo eng Motioun, an eng Motioun adresséiert sech nun emol un d'Regierung –, wann den Här Wunnengsbauminister hei gewiescht wär. Mir hätten et immens begréisst, fir kënnen eng Stellungnam vun der Regierung ze héieren ...

(Interruption)

... zu enger Motioun, déi sech un d'Regierung adresséiert. Ech weess net, ob den Här Kox informéiert war, datt mer elo sollen den Owend heiriwwer diskutéieren. Mee et wär awer, mengen ech, ...

(Interruptions)

Gelift?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass un der Chamber.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, nee, mee et ass eng Motioun. D'Motioun adresséiert sech un d'Regierung. Et ass keng Resolutioun. Déi kënne mer ënner eis diskutéieren. An ech gesinn, datt den zoustännege Minister net hei ass. Well et hätt eis zum Beispill ganz staark interesséiert, wéi en op déi Propositioun vun de Kolleege vun de Lénke reagéiert hätt.

Also, kuerz gesot, mir denken, mir sollten an der Kommissioun heiriwwer diskutéieren. Et ass eng interessant Propositioun. A wann d'Kolleege vun der Lénker d'accord sinn, da géife mer dat gär maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci, Här President. Merci och Iech alleguer fir Är

Reaktiounen. Also, souwäit ech weess, war virun e puer Wochen och esou eng änlech Prozedur hei, wou och e lafend Gesetz amendéiert gouf, also wou en Artikel zréckgezu gouf. Dat war dat Agrargesetz, mengen ech, wou op Initiativ vun der CSV Artikelen zréckgezu goufen. Dat heescht, ech mengen, dat gëtt scho gemaach.

Une voix | Do iert Der Iech!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Ech iere mech. Bon. Ech hu mer erkläre gelooss, dass dat heite méiglech ass. Ech mengen, d'Madamm Lorsché huet och virdru gesot, et wär net verbueden. Dofir, ech halen drop, dass mer dee Vott elo maachen, well ech menge wierklech, dass et an der Kommissioun näischt ännert. Ech loosse mer dat gäre vum Här Minister erklären, mee ...

(Interruption)

... nee, ech weess, mee an der Kommissioun loossen ech mer et gäre vun him erklären, mee dat ännert warscheinlech iwwerhaapt näischt un der Ausriichtung vun deem heite Gesetz, wat an déi genee verkéiert Richtung geet vun deem, wat u sech am Viraus geplangt war.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Dofir hale mir drop, dass mer hei ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei, e bësse méi roueg wannechgelift. Da packe mer et ganz schnell.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Ech weess, et ass spéit. Ech halen och elo op. Mir halen drop, dass mer elo e Vott hunn. Dat hënnert eis net drun, an der Kommissioun nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren a mam Här Minister ze schwätzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion

Da maache mer de Vote par procuration.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

13. Résolution de M. Fernand Kartheiser au sujet du soutien financier des groupes et sensibilités politiques afin qu'ils puissent rendre leur site Internet plus accessible par le biais du langage simple

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 88 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zur Resolutioun, déi den Här Fernand Kartheiser wärend der Sitzung deposéiert hat. Ech géif do proposéieren, esou wéi hien et selwer suggeréiert hat, fir déi un de Bureau ze verweisen a géif him awer Merci soe fir dës Resolutioun.

Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau de la Chambre des Députés

Wien d'accord ass, fir dës Resolutioun un de Bureau ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun un de Bureau verwisen.

(La résolution de M. Fernand Kartheiser est renvoyée au Bureau de la Chambre des Députés.)

An domadder si mer och um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.19 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Impact de la crise sanitaire sur la compétence en natation	6601	Fred Keup	98
Pollution à l'ozone	6663	Max Hengel, Paul Galles	99

Impact de la crise sanitaire sur la compétence en natation | Question **6601** (03/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An Däitschland gëtt aktuell vill iwwert e méiglechen Defizit bei de Schwammkompetenze vu jonke Schüler diskutéiert, déi duerch e Mangel un Unterrecht wärend der Covidkris entstane sinn. Dës feelend Konsequenze kënne séier zu geféierleche Situatioune féieren, wann d'Kanner an hirer Fräizäit, besonnesch wärend der grousser Vakanz, a fräi Gewässer schwamme ginn, wou si net zwangsleefeg ënner Opsiicht stinn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, ewéi een Impakt d'Covidkris op d'Schwammkompetenze vu Lëtzebuerger Schüler, besonnesch am Primärschoulalter, hat?

2. Schonn am Hierscht 2020 goufen d'Sécherheetskompetenze vu Remplaçanten, déi de Schwammunterrecht an der Primärschoul ofhalen, kontrovers diskutéiert. Kéint den Här Minister sech virstellen, d'Schwammmeeschtere beim Opschaffe vu méiglechen Defiziter oder am Fall vu Personalmangel beim Léierpersonal nees méi staark an de Schwammunterrecht mat anzebannen?

Réponse (09/09/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Vun deem Zäitpunkt un, wou déi sanitär Situatioun eng Reprise vun de Schwammcoursen erlaabt huet, hunn déi zoustänneg Enseignanten den Developpement vun de Kompetenze vun hire Schülerinnen a Schüler evaluéiert an hinnen déi Aktivitéite proposéiert, déi hire spezifesche Besoinen am beschten entsprach an hire Léierrhythmus respektéiert hunn. Esou konnt eventuelle Lacunne beim Schwammen, déi duerch dat temporäert Aussetze vun de Coursen entstane sinn, unhand vun Differenzéierungsmesuren direkt entgéintgewierkt ginn.

Zousätzlech goufen, am Kader vun der sanitärer Kris, weider Agente rekrutéiert, fir en Dispositif de différenciation en place ze setzen. Dës Agente konnten och, falls dëst néideg war an si déi noutwenneg Viraussetzungen erfëllt hunn, an de Schwammcoursen intervenéieren, fir den Enseignant bei der Prise en charge vun de Schülerinnen a Schüler ze ënnerstëtzen.

Eng weider Hëllef, déi eng spezifesch Ënnerstëtzung fir d'Enseignantë beim Encadrement vun Netschwëmmer duerch ee Schwammmeeschter virgesäit, ass a war och scho virun der sanitärer Kris an de legalen Dispositiounen (Artikel 1 vum Règlement grand-ducal du 24 mars 2014 fixant le taux de participation de l'État aux frais des prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'État aux communes ou syndicats de communes) virgesinn. Déi gemeinsam Gestaltung vum Schwammunterrecht duerch den Enseignant an de Schwammmeeschter dréit sécher zum Developpement vun den Netschwëmmer hire Kompetenze bäi an iwwert dëse

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Wee ass eng aktiv Implizéierung vun de Schwammmeeschter an de Schwammcours zum aktuellen Zäitpunkt scho méiglech.

Wat d'Sécherheet am Kader vun de Schwammcoursen ubelaangt, esou muss e Remplaçant, genau ewéi den Titulaire de classe, gewësse Viraussetzungen erfëllen, fir de Cours dierfen ze halen. An dësem Kontext ass virun allem de Brevet élémentaire de sauvetage ervirzehiewen. Allgemeng ass allerdéngs festzehalen, datt d'Surveillance générale an esou ewéi ronderëm de Baseng jeeweils vu mindestens engem Schwammmeeschter assuréiert gëtt, deen eenzeg heifir laut dem Artikel 2 vum Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire zoustänneg ass.

Dëst erlaabt, datt den Enseignant respektiv säi Remplaçant esou wéi och eventuell zousätzlech Schwammmeeschteren, déi beim Schwammcours fir Netschwëmmer matwierken, sech voll op d'Entwécklung vun de Kompetenze vun de Schülerinnen a Schüler konzentréiere kënnen an hir Sécherheet zu all Moment garantéiert ass.

Pollution à l'ozone | Question **6663** (16/08/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Paul Galles** (CSV)

Duerch d'Klimakris an de weiderhin extreem héijen Autosverkéier klammen d'Ozonwäerter zu Lëtzebuerg successiv un. An de Summere féiert dat och ëmmer erëm dozou, dass d'Grenzwäerter iwwerschratt ginn. Momentan läit de Grenzwäert zu Lëtzebuerg bei 180 Mikrogramm pro Kubikmeter. D'Weltgesondheetsorganisatioun recommandéiert awer e Grenzwäert vun 120 Mikrogramm pro Kubikmeter. Virun allem Asthmatiker leiden awer ënnert dem Ozon, woubäi déi héich Konzentratiounen och fir den Normalbierger eng gesondheetlech Gefor duerstellen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi hunn sech d'Mëttelwäerter an d'Spëtzte vum Ozon iwwert déi lescht zéng Joer a pro Mount entwéckelt?

2. Firwat besteet e signifikanten Ënnerscheed tëschent den Ozongrenzwäerter zu Lëtzebuerg an de Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun?

3. Gesäit d'Regierung eng Gefor fir d'Bevëlkerung duerch déi successiv klammend Ozongrondbelaaschtung?

4. Wa jo, wéi wëll een dëser Entwécklung entgéintwierken? Wat fir Mesurë si geplangt, fir d'Ozongrenzwäerter laangfristeg ze reduzéieren?

Réponse (10/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Ëmweltverwaltung (AEV) bedreift zu Lëtzebuerg ee Reseau vu Miessstatiounen, deen d'Loftqualitéit kontinuéierlech iwwerwaacht. Hei gëtt nieft anere Loftschuedstoffer och den Ozon gemooss.

D'Grafik 1 weist d'Evolutioun vun de Mëttelwäerter pro Mount iwwer déi lescht zwielef Joer.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Grafik 2 stellt déi maximal Stonnewäerter iwwer déi lescht zwielef Joren duer.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dës Miesswäerter weisen, dass d'Evolutioun vun den Ozonwäerter zu Lëtzebuerg iwwer déi lescht zéng Joer zimmlech konstant war an dass kee successiivt Uklamme vun den Ozonwäerter zu Lëtzebuerg festgestallt ginn ass.

Mat der App „Meng Loft" vun der AEV kann een sech och um Lafenden halen, wéi d'Ozonkonzentratiounen evoluéieren.

ad 2. Lëtzebuerg baséiert dës Grenzwäerter op EU-Direktiven. Dës Direktive sinn aktuell amgaangen iwwerschafft ze ginn. D'Haaptzil dovunner ass, ënnert anerem, deenen neie Leitlinne vum WHO-Rapport vun 2021 Rechnung ze droen. Lëtzebuerg hëlt un deenen Aarbechten deel duerch säi Matschaffen am Experts-Aarbechtsgrupp fir Loftqualitéit vun der EU-Kommissioun.

Eng Propos fir eng iwwerschafften EU-Direktiv ass fir Enn 2022 ugekënnegt. Soubal déi iwwerschafften EU-Direktiv a Kraaft trëtt, wäerten déi national Gesetzer ugepasst ginn. Et sief nach bemierkt, dass Lëtzebuerg elo schonns ee méi strenge Stonnewäert applizéiert, ab deem d'Populatioun informéiert gëtt, ewéi soss an Europa: D'AEV informéiert nämlech iwwert héich Ozonwäerter schonn ab engem sougenannte „seuil de pré-information" vun 160 Mikrogramm Ozon/m^3 (Stonnemëttelwäert), wärend laut aktueller EU-Direktiv eréischt ab engem Stonnemëttelwäert vun 180 Mikrogramm Ozon/m^3 („seuil européen d'information") muss informéiert ginn.

ad 3. Wéi aus den Äntwerten zur Fro 1 ervirgeet, huet d'AEV keng successiv klammend Ozonbelaaschtung festgestallt.

ad 4. Bei der Bildung vum troposphäreschen Ozon si souwuel déi sougenannt Precurseure wéi och UV-Strale bedeelegt. Well mer op d'Quantitéit vun UV-Stralen duerch d'Sonn keen Afloss kënnen hunn, ass déi eenzeg Méiglechkeet, fir d'Konzentratioune vum troposphäreschen Ozon erofzekréien, en Awierken op d'Precurseuren. Bei deene Precurseuren handelt et sech ëm Loftschuedstoffer wéi zum Beispill volatill Kuelewaasserstoffer (COV) oder Stéckoxiden, bei deene konstant Efforte musse gemaach ginn, fir hir Konzentratioun an der Loft ze miniméieren. Dëst geschitt notamment duerch d'Mesuren aus dem nationale Loftqualitéitsplang an dem Programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP).

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 16 à 18	Questions au Gouvernement
p. 03-06	p. 07-09	p. 10-83	p. 83-99

2022-2023

N° 05

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07-09

Séances ..... p. 10-83

16e séance du jeudi 24 novembre 2022 p. 10-27

17e séance du mardi 6 décembre 2022 p. 28-56

18e séance du jeudi 8 décembre 2022 p. 56-83

Questions au Gouvernement ..... p. 83-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
10/05/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Lëtzebuerg feiert 175 Joer Verfassung

Ronn 800 Leit hu sech vun der Chamber a vun der Stad Ettelbréck an d'Ambiance vun 1848 versetze gelooss, fir d'175 Joer vun der Lëtzebuerger Verfassung ze feieren. Wärend enger Séance académique, enger Mëschung tëschent Musical an Theaterstéck, an der Däichhal den 28. Abrëll 2023 hunn de Chamberpresident, déi verschidde Riedner an d'Schauspiller un d'Valeuren an un den Ursprong vun eiser Demokratie a vun dem éischte Lëtzebuerger Parlament, dat dësen Numm verdéngt huet, erënnert.

„Nieft de groussen Differenzen tëscht 1848 an haut gëtt et Elementer, déi deemools an haut matenee verbannen. A mengen Aen ass et den Drang zur Demokratie an zur Fräiheet." Dat war ee vun den Haaptmessagë vum Chamberpresident Fernand Etgen zu Ettelbréck. „Mir mussen eis Demokratie zesumme verdeedegen", huet hien a Presenz vum Grand-Duc, dem Premierminister Xavier Bettel, dem Buergermeeschter vun Ettelbréck Jean-Paul Schaaf, ronn drësseg Deputéierten an engen zwanzeg Éierendeputéierten, enger ganzer Rei Ambassadeuren, Buergermeeschteren an anere Perséinlechkeeten aus der Politik an dem ëffentleche Liewen ënnerstrach.

Honnerte Bierger konnte beim Evenement derbäi sinn, bei deem déi verschidde Rieden d'Theater- a Museksopféierung completéiert hunn, déi déi wichtegst Momenter vun 1848 nach eemol opliewe gelooss huet.

D'Joer 1848 markéiert en Aschnëtt an der Geschicht vum Groussherzogtum Lëtzebuerg: D'Land gëtt sech eng Verfassung zu engem Moment, wou d'Chamber an d'Regierung zu Ettelbréck siegéieren. D'Assemblée parlementaire, esou wéi mir se haut kennen, entsteet.

All d'Riedner hunn nach eng aner Verbindung tëschent 1848 an haut ervirgehuewen: Den 1. Juli trëtt déi iwwerschafft Verfassung a Kraaft.

D'Séance académique mat uschléissendem Museksfestival gouf organiséiert an Zesummenaarbecht tëschent der Chamber an der Stad Ettelbréck.

De Replay vun der Séance académique:

De Flickr-Album mat de Fotoen:

Vu lénks no riets: de Premierminister Xavier Bettel, de Chamberpresident Fernand Etgen, de Grand-Duc, de Buergermeeschter vun Ettelbréck Jean-Paul Schaaf an de Vizepresident vun der Chamber Mars Di Bartolomeo

D'Museker vum Conservatoire de Musique du Nord, vun der Philharmonie grand-ducale et municipale Ettelbréck, an d'Sänger vun der Chorale Sainte Cécile a vun der Chorale municipale Lyra vun Ettelbréck ënnert der Leedung vum Rainer Serwe

De Lex Gillen huet an der Roll vum Gouverneur a President vun der Assemblée constituante Gaspard-Théodore-Ignace de La Fontaine duerch den Owend gefouert.

Verschidden Akteuren, ë. a. vun der Association théâtrale „Rido op" vun Ettelbréck, an d'Museker Serge Tonnar (lénks am Hannergrond) a Georges Urwald (um Piano)

D'Verfassung vun 1848

Nei Fräiheete ginn an d'Verfassung opgeholl wéi déi individuell Fräiheet, d'Meenungsfräiheet, d'Gläichheet virum Gesetz oder nach d'Pressefräiheet.

Et ass déi éischte Kéier, dass d'Elitt vum Land, déi Notabel, eng Verfassung mat ausschafft. Bis dohinner war de Monarch, deen emol net am Land gewunnt huet, den eenzegen Auteur. Anescht ewéi d'Ständeversammlung, déi éischt parlamentaresch Assemblée, kritt d'Chamber reell Pouvoiren. Si ka vu sech aus zesummekommen, ouni mussen aberuff ze ginn. Als legislative Pouvoir stëmmt si all Joer de ganze Budget an d'Membere vun der Regierung si virun hir responsabel.

De Grand-Duc ass an engems Kinnek vun Holland. En huet just nach déi Pouvoiren, déi d'Verfassung him gëtt. An deem Sënn handelt et sech ëm eng konstitutionell Monarchie. Et kann een awer nach net vun enger richteger Demokratie schwätzen, well dat allgemengt Walrecht nach net an der Verfassung virkënnt. D'Walrecht ass de räiche Männer virbehalen an un den Zensus, also un d'Steieren, gebonnen, an dat an enger Zäit – an de 40er-Jore vum 19. Joerhonnert –, an där e groussen Deel vun de Leit am Land Honger leit.

D'Verfassung vun 1848 gëtt am Respekt vum deemolege legale Kader ageféiert. Juristesch gesi ka se deemno net als revolutionär bezeechent ginn. D'Verfassung vun 1848 schaaft d'Grondlag vun der verfassungsrechtlecher Uerdnung, wéi mer se haut kennen.

175 Joer Lëtzebuerger Verfassung 1848 - 2023

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Le sort des enfants ukrainiens transférés vers la Russie et la prévention des catastrophes naturelles

De gauche à droite : M. Gusty Graas, Mmes Cécile Hemmen, Josée Lorsché et Octavie Modert

L'hémicycle du Palais de l'Europe subissant actuellement des travaux de rénovation, les membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) ont siégé du 24 au 28 avril 2023 dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg pour la session de printemps de l'Assemblée. La Chambre des Députés y était représentée par M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise, Mme Octavie Modert et Mme Josée Lorsché, membres effectives, ainsi que M. Paul Galles et Mme Cécile Hemmen, membres suppléants.

La « russification » d'enfants ukrainiens

Un débat d'urgence a été tenu sur les déportations forcées d'enfants ukrainiens vers la Fédération de Russie respectivement vers les territoires ukrainiens occupés, au cours duquel la première dame d'Ukraine, Mme Olena Zelenska, s'est jointe par visioconférence. Le transfert d'enfants ukrainiens, organisé de manière systématique par les autorités du Kremlin, est une tentative « d'annihiler tout lien et toute caractéristique de leur identité ukrainienne », selon Mme Zelenska. Elle a expliqué aux parlementaires que ces enfants sont rééduqués d'un point de vue linguistique et historico-culturel, s'agissant d'un véritable processus de « russification ». L'APCE a exhorté les Nations Unies et la Croix-Rouge à trouver les moyens nécessaires permettant un accès sur le terrain afin de récolter davantage de preuves des crimes commis.

En route pour Reykjavik

Se réunissant une dernière fois en plénière avant la tenue du quatrième sommet du Conseil de l'Europe à Reykjavik les 16 et 17 mai prochains, l'Assemblée a œuvré de sorte à influencer le contenu de la déclaration qui sera faite par les représentants de l'exécutif. Le « Réseau de parlementaires de référence pour un environnement sain » de l'APCE, rassemblant près de 30 députés d'une vingtaine de parlements différents de la zone du Conseil de l'Europe, plaide en faveur d'un droit légal à un environnement sain, un volet prioritaire de la présidence islandaise. De ce fait, il est suggéré de créer une commission des droits environnementaux, dite Commission de Reykjavik.

Une résolution ainsi qu'une recommandation ont aussi été adoptées pour remédier au non-respect des décisions prises par la Cour de justice de l'Union européenne dans les arrêts ayant un caractère définitif et contraignant. Ces textes appellent « à envisager de recourir à des techniques et mesures innovantes et créatives pour progresser dans le règlement des problèmes particulièrement ardus que posent ces affaires ». La Russie, l'Ukraine, la Roumanie, la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Hongrie représentent à eux seuls plus de 70 % des affaires pendantes.

D'après la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Mme Dunja Mijatović, qui a présenté son rapport annuel devant les parlementaires de l'APCE, « la protection des droits humains en Europe a subi de sérieux revers en 2022 », ceci majoritairement dans le contexte de l'attaque de la Russie contre l'Ukraine.

D'autres points de discussion ont porté sur le projet de loi sur l'immigration illégale du Royaume-Uni ou encore la potentielle mission de terrain de l'Assemblée dans le Corridor de Latchine.

Rapport « Convention et Constitutions »

Les parlementaires ont également discuté du rapport « Convention et Constitutions » ayant pour but de clarifier les rôles respectifs de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et des juridictions constitutionnelles nationales, en l'absence d'une hiérarchie constitutionnelle. Diverses situations de conflit peuvent en effet se produire entre les différents ordres juridiques. De ce fait, l'Assemblée a adopté une résolution visant l'intégration de l'application de la CEDH dans les pratiques judiciaires nationales. Par ailleurs, il y est fait appel aux États membres pour qu'ils ratifient le protocole n° 16 à la Convention, ce qui est chose faite pour le Luxembourg depuis 2020. Mme Octavie Modert est intervenue lors de ce débat en insistant sur le caractère universel de la convention, tout en rappelant que « sans respect des lois, sans principes constitutionnels et intégrités des institutions, il ne peut y avoir de démocratie ».

Lors des discussions autour de la révision constitutionnelle au Luxembourg, l'inclusion de la prééminence du droit communautaire et de la CEDH sur le droit interne a été abordée mais non retenue. Toutefois, ce principe général de la suprématie du droit international demeure appliqué au Grand-Duché. Concernant la problématique du non-respect des arrêts européens, Mme Modert a fait part d'une réflexion sur un mécanisme de contrôle qu'il s'agirait d'ancrer dans la Convention.

Les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil

À l'ordre du jour de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées a figuré la présentation, par M. Paul Galles, de l'avant-projet de rapport sur les défis rencontrés par les Bélarussiens en exil. Lors de sa mission d'établissement des faits en Pologne et en Lituanie du 26 au 30 mars 2023, le député luxembourgeois a eu la possibilité d'échanger avec des interlocuteurs du gouvernement en exil, de la société civile et d'organisations professionnelles. Pour la cheffe de l'opposition bélarussienne, Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, qu'il a rencontrée à Vilnius, il est essentiel de souligner que le peuple bélarussien ne s'identifie pas au régime du Président Alexandre Lukachenko.

En présence de représentants des forces démocratiques de l'opposition bélarusienne, M. Galles a passé en revue les problèmes les plus saillants détaillés dans son rapport. Parmi ceux-ci figurent la régularisation des séjours et l'octroi de passeports par le gouvernement en exil, l'ouverture de comptes en banque, l'accès à l'emploi ou encore l'enseignement de la langue. Il a par ailleurs proposé une piste pour établir un réseau parlementaire, ceci par le biais de l'instauration de groupes d'amitié bilatéraux et inter-institutionnels entre l'opposition bélarussienne et les parlements des différents États membres. Le rapport sera débattu en séance plénière au mois de juin 2023.

M. Paul Galles lors de la présentation de son avant-projet de rapport sur les défis rencontrés par les Bélarussiens en exil

Réunion de la Commission 4 « Environnement et Agriculture » du CPI

Valoriser les murs en pierre sèche dans la Grande Région

Les membres de la Commission « Environnement et Agriculture » du Conseil parlementaire interrégional (CPI), sous la présidence de la députée luxembourgeoise Mme Carole Hartmann, se sont réunis le 21 avril 2023 au « Centre nature et forêt Biodiversum Camille Gira » à Remerschen pour discuter des reliques d'un savoir-faire ancestral : les murs en pierre sèche dans la Grande Région.

La construction en pierre sèche est l'art de construire en pierre sans utiliser de mortier ou autre matériau liant. Le savoir-faire traditionnel de ce type de construction est inscrit depuis le 28 novembre 2018 à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel.

Dans son allocution, Mme Hartmann a mis en avant que cette façon de construire, que l'on trouve dans d'anciens vignobles, sur des terres agricoles ainsi que sur des propriétés privées, est reconnue pour ses atouts écologiques, paysagères et agronomiques. Malheureusement, les édifices et le savoir-faire de ce patrimoine, présent depuis des siècles à travers le monde, sont en train de s'écrouler et même de disparaître. Ce constat a été relayé par les experts luxembourgeois invités à participer à la réunion de la commission du CPI.

Les députés de la Grande Région se sont encore penchés sur le bilan du projet Interreg VA « Pierre sèche en Grande Région », dont le but a été de préserver et de restaurer les murs en pierre sèche dans la Grande Région. Achevé en décembre 2022, il avait aussi pour ambition de sensibiliser davantage le grand public et les entreprises du secteur de la construction à cette ancienne technique de construction, de comprendre son passé et ses origines ainsi que de raviver l'expertise via l'organisation de formations. Le responsable du volet luxembourgeois du projet, M. Manuel Meester, a salué le succès de ce projet de coopération transfrontalière, qui a suscité un regain d'intérêt pour cette façon de construction alternative et écologique.

Le responsable pour le patrimoine culturel immatériel au Luxembourg, M. Patrick Dondelinger, a annoncé que le Luxembourg et la Belgique ont soumis à la mi-mars un dossier de candidature à l'Unesco pour rejoindre d'autres pays européens, notamment la France, sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco.

Finalement, les experts ont présenté quelques pistes de réflexion aux députés. Ils ont notamment évoqué la nécessité d'offrir davantage de formations professionnelles, de délivrer des certificats de qualification professionnelle (CQP) et d'établir un annuaire des bâtisseurs qualifiés et/ou formés au sein de la Grande Région. Ils ont par ailleurs revendiqué la reconnaissance du métier de bâtisseur en pierre sèche en Belgique et au Luxembourg.

La Présidente de la Commission 4 du Conseil parlementaire interrégional, Mme Carole Hartmann, a annoncé la rédaction d'une résolution reprenant les différentes pistes de réflexion discutées lors de la réunion. Celle-ci devra être présentée lors de la séance plénière du CPI le 30 juin 2023.

Les membres de la Commission 4 du CPI et les experts sur le mur en pierre nouvellement construit dans le cadre du projet Interreg en face du Biodiversum à Remerschen

Entrevue avec une délégation parlementaire du Sejm de Pologne

Les députés membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont reçu le 26 avril 2023 une délégation parlementaire du Parlement polonais.

Recherche scientifique au Parlement

Le droit de visite du député individuel

– La note de recherche examine le cadre juridique du droit de visite du député individuel dans une perspective comparative, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

– L'objectif de la note est, plus précisément, de déterminer si le député luxembourgeois a le droit de visiter une structure d'accueil de personnes sans-abri, gérée par une association recevant un financement public.

– Le droit de visite du député individuel est entendu, dans la note, comme le droit pour un parlementaire **de se rendre, à titre individuel, dans une structure ou un lieu spécifique, pour y constater une situation ou recueillir des informations** et, le cas échéant, pouvoir dénoncer des faits qui seraient en contrariété avec la loi ou avec un positionnement politique donné.

– L'examen de l'encadrement du droit de visite du député luxembourgeois nous conduit à conclure à **l'absence de droit d'accès du parlementaire** à une structure d'accueil de personnes sans-abri, gérée par une association recevant un financement public. La possibilité de visiter ces structures est soumise **au bon vouloir de l'organisme gérant la structure**, qui est donc libre de décider d'accueillir ou non le député.

– En définitive, seule **la visite des prisons du pays** est formellement reconnue au député individuel luxembourgeois par la loi (article 24 de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire).

– L'analyse comparative est éclairante en ce qu'elle montre **l'absence d'uniformité** des réponses des systèmes étrangers en matière de droit de visite du député individuel.

– Alors que ce droit de visite bénéficie d'**une large reconnaissance dans quelques États**, comme **au Portugal, en Pologne et en Lituanie**, son exercice est limité **à des lieux spécifiques identifiés par des textes juridiques** (par exemple, les prisons, les centres éducatifs fermés pour mineurs, les centres de rétention, les établissements de santé chargés d'assurer des soins psychiatriques sans consentement) **en Autriche, en Belgique et en France.**

En Allemagne, le droit de visite du député individuel ne fait l'objet d'**aucune consécration juridique au niveau fédéral ni d'aucune pratique particulière.** À la différence de l'Allemagne, des visites de députés **sont organisées en pratique en Grèce et aux Pays-Bas,** malgré l'absence de tout cadre juridique.

– Le droit de visite du député individuel s'inscrit dans le cadre de la fonction de **contrôle parlementaire**, dont le champ varie selon les États et peut prendre au moins trois formes. Il peut s'agir en effet de contrôler l'action du Gouvernement, le respect des libertés individuelles, ou encore l'utilisation des deniers publics. La fonction de **contrôle parlementaire de l'action du Gouvernement** est la plus fréquente au sein des systèmes étrangers considérés et semble, d'ailleurs, fonder le droit de visite très limité du député luxembourgeois, même si elle n'apparaît pas clairement.

– Si, toutefois, il existait une volonté politique d'**élargir** le droit de visite du député individuel luxembourgeois au-delà du seul droit de visite des prisons, il pourrait être pertinent de s'inspirer du cadre juridique de certains systèmes étrangers, à l'instar de la Pologne, de la Lituanie ou de la France. Pour les détails, il convient de se reporter à la question 5 de la note, qui contient deux propositions d'option, bien entendu soumises à l'appréciation des députés.

***Note de recherche scientifique par C. Janssen-Bennynck et B. Ridard : « Le droit de visite du député individuel »**, Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 13 mars 2023.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Analyse au regard de l'article 99 de la Constitution de la nécessité d'adopter une nouvelle loi relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage

– La Chambre des Députés a adopté le 21 août 2018 une loi prévoyant le financement à hauteur de 139 millions d'euros pour la réalisation d'un contournement routier de la commune de Bascharage. Plusieurs variantes de tracé du projet d'infrastructure ainsi que le choix du Gouvernement d'adopter la variante n° 2 figuraient dans l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi. De même, des mesures de compensation visant à remédier ou à réduire ou compenser l'ensemble des impacts générés par le projet étaient mentionnées dans l'exposé des motifs.

– Le 1er et le 2 mars 2023, M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, ont présenté, lors d'une réunion avec les élus des communes de Käerjeng et de Sanem, concernées par le projet de contournement routier, un nouveau tracé, non prévu parmi les variantes envisagées dans l'exposé des motifs de la loi de 2018 susmentionnée.

– L'objet de ce bref aperçu scientifique, requis par la Conférence des Présidents, consiste à analyser la nécessité d'adopter une nouvelle loi, en raison notamment du changement du tracé et des coûts subséquents y afférant.

– Il ressort de l'analyse de la loi du 21 août 2018 relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes que ce texte peut être qualifié de « loi spéciale » de financement, au sens de l'article 99 de la Constitution. Une telle loi a pour objet exclusif d'autoriser l'État à effectuer un projet d'infrastructure au sens de la quatrième phrase de l'article 99 de la Constitution et renvoie à un coût financier exprimé en tant que montant à ne pas dépasser.

– Il découle de cette loi spéciale l'unique obligation légale pour le Gouvernement de réaliser le projet d'infrastructure sans dépassement de l'enveloppe budgétaire allouée.

– La loi spéciale ne précise pas les modalités techniques de réalisation du projet de contournement routier de Bascharage. Tant le choix du tracé que les mesures de compensation conséquentes figurent en effet dans l'exposé des motifs, qui n'a pas de portée normative. Le Gouvernement n'est donc pas tenu par une obligation légale et demeure libre de modifier les modalités de réalisation du projet de contournement routier.

– Néanmoins, si le choix d'un nouveau tracé entraîne un coût qui dépasse significativement l'enveloppe de 139 millions d'euros prévue par la loi spéciale de 2018, une nouvelle loi spéciale doit être adoptée pour financer le contournement routier de Bascharage. Ce n'est qu'à l'issue de l'évaluation du coût du nouveau tracé qu'une réponse définitive pourra être apportée à la question de savoir si une nouvelle loi spéciale doit être adoptée.

– Le présent aperçu ne prétend pas à l'exhaustivité, notamment en ce qui concerne les données relatives à l'étude d'impact environnemental de la variante n° 2 initialement retenue par le Gouvernement lors du dépôt du projet de loi en 2018. Une note scientifique, plus approfondie, consacrée au contrôle par la Chambre des Députés du sérieux de ces données et de la crédibilité de l'étude d'impact dans le contexte du contournement routier de Bascharage, est en cours de préparation.

***R. El Herfi, « Analyse au regard de l'article 99 de la Constitution de la nécessité d'adopter une nouvelle loi relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage »**, Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 27 avril 2023.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Autorité de concurrence du Grand-Duché de Luxembourg

7479A – Projet de loi relative à la concurrence et portant : 1° organisation de l'Autorité nationale de concurrence ; 2° modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; 3° modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ; 4° modification de la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers ; 5° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 6° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ; 7° modification de la loi du 5 mars 2021 relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne ; 8° modification de la loi du 1er juin 2021 sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

Initialement intitulé « projet de loi portant organisation de l'Autorité nationale de concurrence et abrogeant la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence », le dispositif sous rubrique a été déposé le 1er octobre 2019 à la Chambre des Députés sous le n° 7479 par Monsieur le Ministre de l'Économie et poursuit un double objectif :

1) transposer en droit interne la directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres de moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur, dénommée ci-après la « Directive » ;

2) adapter la législation actuelle en matière de concurrence par une refonte de cette dernière. Cette future loi abroge et remplace ainsi la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence actuellement en vigueur.

La future loi répond aux exigences d'indépendance en matière d'application du droit de la concurrence, tant dans la capacité d'exercice des pouvoirs d'une autorité de concurrence que dans sa possibilité de se défendre en justice et de dépenser, en toute indépendance, la dotation budgétaire allouée à la mise en œuvre de ses missions. Ces exigences se traduisent par la transformation du statut d'« autorité administrative indépendante » du Conseil de la concurrence, en celui d'établissement public – tel qu'annoncé par l'accord de coalition pour les années 2018 à 2023.

En ligne avec ce nouveau statut, la dénomination de « Conseil de la concurrence » changera en « Autorité de concurrence du Grand-Duché de Luxembourg ».

Face au maintien d'une opposition formelle du Conseil d'État à l'encontre des dispositions de l'article 3 permettant au Gouvernement d'intervenir dans la fixation des prix, la Commission de l'Économie, de la protection des consommateurs et de l'Espace a transféré ces dispositions spécifiques dans un acte à part, le projet de loi n° 7479B relative à la fixation des prix par voie de règlement grand-ducal et modifiant la loi du jj/mm/aaaa relative à la concurrence.

Dépôt du projet de loi 7479 par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 01/10/2019
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

17/06/2021	Présentation du projet de loi 7479 Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
24/06/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
01/07/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
08/07/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
10/09/2021	Examen d'amendements parlementaires
13/09/2021	Adoption d'amendements parlementaires
27/01/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03/02/2022	Suite de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07/02/2022	Échange de vues avec le Conseil d'État
28/02/2022	Suite de l'échange de vues avec le Conseil d'État
17/03/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29/03/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/09/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
22/09/2022	Scission du projet de loi 7479 en deux projets de loi distincts : 7479A et 7479B
27/10/2022	Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 7479A Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
17/11/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 588, page 1

Création du Kultur | lx – Arts Council Luxembourg

7866 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Kultur | lx – Arts Council Luxembourg » et instauration d'un régime d'aides financières et portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° de la loi modifiée du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé « Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster » ; 3° de la loi du 26 mai 2004 portant création d'un établissement public nommé « Centre de musiques amplifiées » ; 4° de la loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » et de la Fondation Henri Pensis

Le présent projet de loi vise à mettre en place l'établissement public dénommé « Kultur | lx – Arts Council Luxembourg » afin de mieux structurer le soutien financier et la professionnalisation des secteurs culturels et artistiques du Grand-Duché de Luxembourg à l'instar des conseils des arts que l'on retrouve ailleurs.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 27/07/2021
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

16/09/2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
19/07/2022	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
01/12/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/12/2022
Loi du 16 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 635, page 1

Soutien de la création artistique au Luxembourg

7920 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

Le présent projet de loi a pour objet de modifier certaines dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique (ci-après la « Loi ») afin d'améliorer le cadre de travail des artistes et des intermittents du spectacle au Grand-Duché de Luxembourg et de soutenir la création artistique.

Pour l'artiste professionnel indépendant, le présent projet de loi apporte comme principales nouvelles mesures :

– un assouplissement des conditions d'entrée, la période de référence pour pouvoir bénéficier des aides ayant été réduite de trois à deux ans ;
– une augmentation du montant des aides mensuelles qui peuvent atteindre, sous certaines conditions, un montant équivalent au salaire social minimum pour travailleurs qualifiés (la moitié du salaire social minimum actuellement) dans la limite d'un plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés. Ce plafond est, sous certaines conditions, porté à 6,5 fois le salaire social minimum pour les artistes professionnels indépendants âgés d'au moins cinquante-cinq ans afin de donner une reconnaissance aux carrières artistiques établies ;

– un assouplissement des conditions d'entrée des personnes détentrices d'un diplôme universitaire qui sont d'ores et déjà dispensées de la condition de revenu et qui seront également dispensées de celle de faire preuve d'une période d'activité de douze mois. Néanmoins, la condition de l'affiliation à la sécurité sociale depuis au moins six mois est maintenue. Une bourse de relève est introduite afin de permettre aux personnes ne pouvant pas encore remplir cette condition de démarrer leur activité artistique professionnelle dès la sortie de l'université en bénéficiant, sous certaines conditions, de cette bourse ;

– une augmentation de la période pendant laquelle les aides peuvent être touchées de 24 mois à 36 mois à compter de la troisième demande, dans le but d'éviter aux bénéficiaires de devoir renouveler tous les deux ans le bénéfice des aides ;

– des mesures en faveur des artistes professionnels indépendants déjà admis au bénéfice des aides et ayant plus de cinquante ans pour lesquels la période de bénéfice des aides sera désormais de 60 mois (au lieu de 24 mois actuellement), dans le même but de valorisation des carrières artistiques établies.

Pour l'intermittent du spectacle, les principales modifications sont les suivantes :

– l'adaptation du champ d'application afin d'englober certaines activités autour du spectacle vivant notamment (par exemple le booker...) ;

– un assouplissement des règles pour remplir le carnet de travail, les intermittents pouvant désormais comptabiliser les journées de formation ou d'ateliers pédagogiques jusqu'à concurrence de dix jours ;

– des mesures en faveur des intermittents ayant plus de cinquante ans pour lesquels une réduction de la période d'activités minimale de 80 à 60 jours est prévue sous certaines conditions et qui, à compter de l'âge de cinquante-cinq ans, peuvent toucher jusqu'à 131 indemnités journalières (au lieu de 121) à compter de leur huitième demande ;

– l'introduction d'un carnet de travail « numérique » dans un souci de simplification administrative.

Afin de poursuivre l'objectif d'une plus grande autonomie financière des acteurs culturels, le projet de loi prévoit également de réserver le bénéfice des aides aux seuls artistes professionnels indépendants et intermittents du spectacle dont les activités artistiques ne leur permettent pas de créer des revenus suffisants pour assurer leur subsistance en introduisant une série d'incompatibilités avec le bénéfice des mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants ou les intermittents du spectacle au sens de la Loi. Ainsi, seront désormais exclus du bénéfice des aides, par exemple, les artistes ou intermittents bénéficiant d'une pension de vieillesse.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 26/11/2021
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

18/11/2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation de l'avant-projet de loi
16/06/2022	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
01/12/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/12/2022
Loi du 16 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 636, page 1

Congé culturel

7948 – Projet de loi portant institution d'un congé culturel et modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le présent projet de loi a pour objet de réintroduire le congé culturel dans l'ordonnancement juridique du Grand-Duché de Luxembourg en lui offrant un cadre légal modernisé et adapté aux besoins actuels de la scène culturelle luxembourgeoise.

Revendiquée par le secteur depuis son abrogation, la réintroduction du congé culturel s'inscrit dans la volonté du Gouvernement de donner au secteur les moyens de promouvoir et de diffuser les productions artistiques et culturelles créées au Luxembourg afin de renforcer le rayonnement artistique et culturel au niveau local, régional, national et international. La valorisation des métiers de l'art et de la culture exige, en premier lieu, une reconnaissance de l'intelligence et des savoirs culturels, puis une professionnalisation du secteur.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 13/01/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

27/01/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15/09/2022	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
01/12/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/12/2022
Loi du 6 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 16, page 1

Fonctionnement des instituts culturels

8011 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État

Le projet de loi a pour objet de transcrire les adaptations devenues nécessaires au bon fonctionnement des instituts culturels et en particulier, la mise en place de la fonction de directeur adjoint auprès des directeurs des instituts culturels pour renforcer et assurer les charges administratives et scientifiques. En outre, quelques adaptations concernant les missions des instituts culturels s'imposent en raison de la répartition des missions de ces derniers.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 23/05/2022
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

19/07/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
01/12/2022	Présentation de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/12/2022
Loi du 16 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 637, page 1

Convention de non double imposition avec le Rwanda

8021 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Rwanda pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, faite en langue anglaise à Luxembourg, le 29 septembre 2021 (ci-après « Convention »).

La Convention repose sur le modèle de convention fiscale élaboré par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), tout en tenant compte des spécificités légales respectives des deux États signataires. Certaines dispositions du modèle de convention fiscale des Nations Unies sont inclues dans le dispositif pour donner suite à la demande du Rwanda. Les standards internationaux en matière de transparence sont donc respectés.

Les négociations entre les deux parties signataires ont mené à cet accord de non double imposition équilibré reposant sur les dispositions fiscales des deux pays.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/06/2022
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
19/09/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/10/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 613, page 1

Convention de non double imposition avec le Ghana

8023 – Projet de loi portant approbation de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance » et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Ghana pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du protocole y relatif, faits en langue anglaise à Luxembourg, le 13 décembre 2021 (ci-après « Convention »).

Le projet de loi fait preuve des efforts effectués par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter et d'améliorer progressivement le réseau luxembourgeois de conventions fiscales, et ceci notamment avec les pays d'Afrique.

La Convention intègre les engagements du Luxembourg pris au niveau international tout en tenant compte des spécificités de la législation fiscale luxembourgeoise. Les négociations entre les deux parties signataires ont mené à cet accord de non double imposition équilibré reposant sur les dispositions fiscales des deux pays.

La Convention a pour vocation de promouvoir les relations économiques par l'élimination de la double imposition juridique, tout en limitant les pratiques de chalandage fiscal. De surcroît, elle prévoit une répartition claire des compétences fiscales pour l'imposition des personnes physiques et morales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/06/2022
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
19/09/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/10/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24/11/2022
Loi du 30 novembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 612, page 1

Frais d'énergie des structures pour personnes agées

8087 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Le présent projet de loi a pour objet la mise en œuvre du point 5 de l'accord tripartite du 28 septembre 2022 qui prévoit une participation de l'État au financement de la hausse des frais d'énergie des structures d'hébergement et des centres psycho-gériatriques. Sont éligibles les surcoûts liés à l'achat de l'électricité et des produits énergétiques nécessaires au chauffage des structures agréées, à savoir le gaz provenant d'un réseau de distribution, le gaz comprimé, les copeaux et granulés de bois, le gasoil de chauffage et la chaleur produite à distance par une centrale énergétique. Par le biais de ce projet de loi, le Gouvernement veille à ce que la hausse des prix des produits énergétiques et d'électricité ne soit pas répercutée sur les prix d'hébergement des CIPA, maisons de soins et logements encadrés ou les prix journaliers appliqués dans les CPG. La mesure sera en vigueur entre le 1er octobre 2022 et le 31 décembre 2023.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 24/10/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
27/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
17/11/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
01/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/12/2022
Loi du 16 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 638, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Motion de M. Jeff Engelen relative à l'octroi d'aides financières aux agriculteurs suite à la hausse des prix de l'engrais** p. 10
   Exposé : M. Jeff Engelen
   Discussion générale : Mme Martine Hansen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
   Vote sur la motion (rejetée)
3. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'évolution des ventes de cigarettes et du tabac à fumer et des recettes résultant de ces ventes** p. 11
   M. Mars Di Bartolomeo | Mme Diane Adehm | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Nancy Arendt épouse Kemp | M. Mars Di Bartolomeo
   Exposé : M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)
   Débat : M. André Bauler (interventions de M. Gilles Roth, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Fernand Kartheiser et M. Gilles Baum) | Mme Cécile Hemmen | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Josée Lorsché, Mme Stéphanie Empain, M. Sven Clement et M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
4. **Question élargie n° 157 de M. Charles Margue au sujet de la couverture d'assurance contre les dommages occasionnés par les catastrophes naturelles** p. 17
   M. Charles Margue | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Charles Margue | Mme la Ministre Yuriko Backes
5. **8021 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021**
   8023 – Projet de loi portant approbation de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance » et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021 p. 19
   Rapports de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8021 et dispense du second vote constitutionnel
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8023 et dispense du second vote constitutionnel
6. **7479A – Projet de loi relative à la concurrence et portant :**
   1° organisation de l'Autorité nationale de concurrence ;
   2° modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
   3° modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;
   4° modification de la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers ;
   5° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
   6° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ;
   7° modification de la loi du 5 mars 2021 relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne ;
   8° modification de la loi du 1er juin 2021 sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire p. 21
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | Mme Semiray Ahmedova | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7479A et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Franz Fayot, M. Claude Haagen et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Nee, Här President.

2. Motion de M. Jeff Engelen relative à l'octroi d'aides financières aux agriculteurs suite à la hausse des prix de l'engrais

M. Fernand Etgen, Président | Als éischte Punkt hu mer d'Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Bäihëllefe fir Baueren, déi vun der Deierecht vun den Düngemëttel betraff sinn. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Joer, den 11. November 2021, hate mer eng Motioun deponéiert. Ech ginn eng Kéier ganz kuerz driwwer. Dat war: Duerch d'Deierecht vum Äerdgas ass och d'Stroumproduktioun staark an d'Luucht gaangen, also wat de Präis ubelaangt. An duerno ass och dann ..., dat huet en Afloss op d'Düngemëttel fir d'Baueren, Stickstoffdünger haaptsächlech. Dat mécht 70 % vum Präis aus. An d'Bauere stinn do ënner finanziell staarkem Drock. A Polen hu se déi Düngemëttel zousätzlech begënschtegt duerch finanziell Ënnerstëtzung. An elo duerch den Ukrainkrich, dat konnte mer jo den 11. November 2021 nach net wëssen, huet d'Saach sech nach verschlëmmert.

An doduerjer wollt ech Iech, léif Kolleegen, bieden, dës Motioun unzehuelen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen.

Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Madamm Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Also déi Motioun kënnt eis ganz sympathesch. An et steet jo och net konkreet dran, wéi eng Hëllefen, mee einfach: „zousätzlech finanziell Hëllefen zoukommen ze loossen".

Mir haten och scho gefrot, fir zum Beispill de landwirtschaftlechen Diesel ze subventionéieren. An ech denken, datt et wichteg wär, datt d'Regierung hei géif kucken, wéi datt se d'Baueren do kann zousätzlech ënnerstëtzen, och fir ze verhënneren, datt d'Liewensmëttelpräisser an Zukunft nach méi staark an d'Luucht ginn.

Merci. Mir wäerten déi also ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Landwirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo, villmools merci, Här President. Ech hu mer d'Motioun och ugekuckt. Déi Motioun ass jo och, Dir hutt et selwer gesot, Här Engelen, vum 11. November 2021, also virun der Situatioun vum Krich tëschent Russland an der Ukrain. Ech géif och mengen, se wier zweemol an der Kommissioun gewiescht, wou mer driwwer geschwat

hunn, net diskutéiert hunn, mee wou mer driwwer geschwat hunn, fir eeben eng Analys vun deene Präisser, haaptsächlech vum Düngemittel, ze maachen, en fonction vun der Evolutioun vun de Präisser.

Dat ass natierlech net gemaach ginn, well de 24. Februar den Afall vu Russland an d'Ukrain komm ass. An do ware mer kontinuéierlech amgaang, d'Präisser ze analyséieren, d'Käschten ze analyséieren an natierlech och déi verschidden Aiden, déi souwuel Aide-d'État si vu Lëtzebuerg wéi och d'Aiden um Niveau vun der Kommissioun, déi jo dunn ausgeschafft gi sinn am Laf vum Joer an ausbezuelt gi sinn. Et sinn dat am Ganze sechs verschidden Aiden, déi fir de landwirtschaftleche Secteur geschwat gi sinn, woubäi der fënnef ausbezuelt gi sinn an eng sechst nach en suspens ass. An dat ass, denken ech, déi, an aller Viraussiicht dann ee Joer virdrun, un déi Der geduecht hutt fir d'Joer 2022. Dat ass déi am Kader vum Solidaritéitspak „Surcoûts liés à la hausse des prix de l'énergie, des engrais et des intrants".

Do muss ech Iech soen, datt do 35.000 Euro pro Entreprise virgesi sinn iwwert d'Kommissioun, datt d'Analys awer vun der Kommissioun nach gemaach gëtt, wéi déi ausbezuelt ginn, zu wat fir enge Konditiounen déi ausbezuelt ginn, an datt déi natierlech och liéiert si souwuel un d'Düngemëttel wéi un d'Energie, wéi un den Diesel an deem Fall.

An d'Kommissioun huet net méi spéit wéi leschte Méindeg selwer decid... bon, proposéiert iwwert de Kommissär, datt Düngemëttel géifen en bloc akaf ginn iwwert d'EU-Kommissioun, fir dann eng Verdeelung ze maachen an deene verschiddene Memberlänner. Déi Entscheedung a wéi dat dann och gemaach gëtt a wat akaf gëtt en fonction vun de Präisser a wat disponibel ass a wéi laang datt dat gemaach gëtt, dat wäert elo am Dezember decidéiert ginn um Niveau vum nächsten Agrarconseil, deen zu Bréissel ass. Dir gesitt also, datt och déi verschidde Mesurë virgesinn. Dofir géif ech och där Decisioun net virgräifen, déi sech jo da repercutéiert souwisou och op Lëtzebuerg a wou mir dann och eis Aiden do virgesinn.

Deen nächste Rendez-vous mam landwirtschaftleche Secteur ass, och wat de Buchstellendag ubelaangt, dat heescht, déi ganz Analys vum leider Krichsjoer 2022, ufangs Januar virgesinn, soudatt mer dat dann alles wäerten analyséieren an dann och kréien an dann natierlech och en consideration vun den Decisiounen, déi d'Kommissioun de Memberlänner wäert proposéieren, wat den Achat vun Energie, Intranten an Düngemëttel ugeet, och dann op de Leescht huelen.

Dofir géif ech proposéieren, déi heite Motioun net unzehuelen. Souwisou si verschidden Argumenter schonn an de Considerante superfetatoire.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 25 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Elisabeth Margue (par Mme Diane Adehm), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Emile Eicher) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. André Bauler), Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary (par M. Charles Margue), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'évolution des ventes de cigarettes et du tabac à fumer et des recettes résultant de ces ventes

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Evolutioun vun der Vente vun Zigaretten an Tubak esouwéi vun de Recetten, déi beim Verkaf generéiert ginn, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. An ech géif dann direkt d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Roth ginn als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Elo ginn d'Zigarette méi deier.

(Hilarité)

Mme Diane Adehm (CSV) | Esou ass et och richteg.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, fannen ech och!

Une voix | Esou soll et sinn!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Deen eenzege Knascht, deen net méi deier ginn ass.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, mir stëmmen dat och mat.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth huet d'Wuert.

Une voix | Nëmmen den Här Roth.

Exposé

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass e Pak Marlboro.

Plusieurs voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also, Här President. Här President, Här President ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo, den Här Di Bartolomeo freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wëll den Här Roth drop opmierksam maachen, dass Werbung fir Zigarette verbueden ass.

M. Fernand Etgen, Président | Absolutt!

M. Gilles Roth (CSV) | Duerfir ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | En huet nach net gesot, datt e Werbung géif maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Dat ass eng Dispositioun, déi war ënner engem fréiere Gesondheetsminister ... Wéi huet dee scho méi geheescht?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | O, ech hunn den Numm och vergiess.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Ok. Sou, elo huet den Här Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Also déi Minutt schreift Der mer awer bäi.

Ech wëll awer dann, fir an der Linn vun dem honorabelen Deputéierten a fréiere Gesondheetsminister ze bleiwen, wëll ech ëm soen, dass op deem Pak dropsteet: „Rauchen verursacht Mund-, Rachen- und Kehlkopfkrebs", mat engem Bild, dat net ganz agreabel ze kucken ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Präis vun dësem Pak, deen ass 5,50 Euro. An der Belsch kascht dee selwechte Pak 7,50 Euro, dat heescht, 36 % méi, an Däitschland 7,60 Euro, dat sinn 38 % méi, an, haalt Iech gutt un, a Frankräich kascht deen heite Pak 10,50 Euro, dat heescht, 91 % méi deier wéi zu Lëtzebuerg.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass erëm Werbung.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat seet genuch iwwert d'Gesondheetspolitik.

M. Gilles Roth (CSV) | De Präis, Här Di Bartolomeo, Dir Dammen an Dir Hären, 2012, wéi Dir also nach Gesondheetsminister waart an enger schwaarzrouder Koalitioun mat Äre Bridder vun deemools, ...

Une voix | Dat ware schéin Zäiten.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | ... du war de Präis hei vun dësem Pak 4,40 Euro.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Eemol Brudder, ëmmer Brudder.

M. Gilles Roth (CSV) | 4,40 Euro! Deemools war dee selwechte Pak a Frankräich net 91 % méi deier wéi haut, mee 34 % méi deier. An Däitschland war de Präis 17 % méi héich wéi deemools hei zu Lëtzebuerg, haut, wéi gesot, plus 38 %. An an der Belsch waren et deemools 13,5 % méi, wéi gesot, haut 36 %.

Dat heescht, am Verglach mat der Belsch a mat Däitschland huet sech de Präisënnerscheed an deene leschten zéng Joer vun dësem Pak méi wéi verduebelt – méi wéi verduebelt! An am Verglach mat Frankräich huet de Präisënnerscheed sech carrement verdräifacht!

D'Resultat dovunner, dat ass awer net ausbliwwen, well, nun haalt Iech gutt un, 4 Milliarden, 4 Milliarde Stéck Zigarette ginn dëst Joer 2022 verkaaft. Dat si 6.200 Zigarette pro Persoun, déi zu Lëtzebuerg lieft, pro Joer. Am Kloertext sinn dat plus/minus 17 Zigaretten oder bal esou ee Pak pro Kapp pro Dag, pro Kapp pro Dag. Dat heescht, all Lëtzebuerger oder all Awunner, fir et méi esou auszedrécken, vun eisem Land verfëmmt statistesch ronn ee Pak Zigaretten den Dag, an dat vum Puppelche bis zu dem 100-järegе Pensionnaire.

Mee dat ass nach net alles. Dobäi kommen nach 4.950 Tonnen Tubak oder 7,75 Kilo Tubak op de Kapp. An d'Zigaren, déi erspueren ech Iech.

De Lëtzebuerger Staat, dee kasséiert dorobber 800 Milliounen Euro. 800 Milliounen Euro un Tubaksteier, fir et elo esou ze nennen, dat sinn d'Akzisen. An et kommen dozou nach eng Kéier 220 Milliounen Euro

TVA, also insgesamt iwwer 1 Milliard oder ronn 1.500 Euro pro Awunner u Steiere just vum Tubak.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass am Verglach zu deenen anere Budgetsposten eigentlech carrement verréckt. D'Steierakommes um Tubak an op den Zigaretten, dat ass méi wéi d'Hallschent vun der Kierperschaftssteier, dat ass ee Véierels vun der Lounsteier, dat ass méi wéi d'Gewerbesteier, dat ass méi wéi d'Verméigenssteier, dat ass dat duebelt vun der Ierfschaftssteier an, haalt Iech gutt un, dat si 400 Milliounen Euro méi wéi d'Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell.

1 Milliard Euro Steieren op Zigaretten an Tubak, dat ass bal esou vill wéi Steieren op der Fongenindustrie pro Joer. Dat ass esou vill wéi d'TVA op dem E-Commerce a Spëtzenzäiten erabruecht huet. An Dir wësst nach alles, wat dee fréiere Kapp vun där sougenannter, ech soe sougenannter, kopernikanescher Finanzrevolutioun, Äre Virgänger, Madamm Backes, ëmmer gesot huet an der CSV praktesch de Reproche gemaach huet, dat wier eng net nohalteg Steier gewiescht, woubäi en awer vergiess hat, als fréieren Direkter vun der Chambre de Commerce, ëmmer ze soen, dass déi Auslafmechanismen, de Phasing-out, dass deen ënner enger schwaarz-bloer Koalitioun deemools zu Bréissel negociéiert gi war.

(Interruption)

88 % bis 92 % vun den Zigaretten a vum Tubak, déi ginn opgrond vun deenen Dokumentatiounen, déi mer vun der Douanesverwaltung kruten, net zu Lëtzebuerg verkaf, mee se ginn an d'Ausland.

(Interruption)

Dat ass also ... An dobäi, Här Arendt, muss ee wëssen, dass et eigentlech keen automatesche fräie Wuereverkéier vun den Zigarette vun engem EU-Land an dat anert gëtt, well de Krittär ass do de sougenannten Usage personnel, dat heescht, de perséinleche Ge- a Verbrauch.

An d'Limitt mat der Belsch a mat Däitschland, dat sinn 800 Zigaretten, a mat Frankräich sinn dat 200 Zigaretten.

Mat deene limitéierte Quantitéite mussen also vill Auslänner op Lëtzebuerg kommen, fir sech mat Zigaretten andecken ze kommen. Den Direkter vum Enregistrement huet an enger rezenter Finanzkommissioun vun enger ugeluechter Schmuggelei geschwat respektiv dat Wuert Geldwäsch an d'Spill bruecht. An ech zitéieren, fir dat och faktebaséiert erëmzeginn, den Direkter vum Enregistrement: „L'orateur ne peut pas exclure que la croissance nette constatée contienne en partie un risque de contrebande. Il s'agit là d'un phénomène relayé [...] par les médias des régions limitrophes du Luxembourg. Un autre risque est lié au blanchiment de capitaux dans le secteur de la vente du tabac."

Elo héieren ech der eng ettlech de Leit ëmmer nees widderhuelen a priedegen, si missten awer bereet sinn, fir méi deiere Spritt ze bezuelen. Dass dat net onbedéngt op Géigeléift stéisst, dat hutt Der haut de Moien am „Lëtzebuerger Wort" an op RTL gelies, et wier e gewollte Lenkungseffekt, fir de Sprittpräis méi deier ze maachen. Et misst een aus dem Tanktourismus eraus. Dat wier soss net nohalteg. Dat kléngt gutt, ech wëll. Mee natierlech ass et och fir de Klima null Ënnerscheed, ob de Spritt zu Schengen oder zu Perl verzaapt gëtt, well esou oder esou gëtt en an der Grenzregioun verfuer.

Kuckt een d'Evolutioun vun den duerchschnëttleche Sprittpräisser iwwert déi lescht zéng Joer am Verglach zu den Nopeschlänner, kënnt een zu follgende Feststellungen. Par rapport zu Däitschland bleift de Spritt zimmlech stabill bei ronn 20 Cent um Liter méi bëlleg wéi zu Lëtzebuerg. Dat huet iwwert déi lescht zéng Joer net weesentlech geännert, mat där Ausnam, wéi déi Däitsch elo den Tankrabatt agefouert haten.

Par rapport zur Belsch geet den Ënnerscheed am Sprittpräis iwwert déi leschte fënnef Joer erof an ass elo 10 Cent amplaz 20 Cent pro Liter méi bëlleg ewéi zu Lëtzebuerg. Par rapport zu Frankräich ass de Réckgang iwwert déi leschte fënnef Joer am Stäerksten, nämlech vun enger Differenz vu ronn 30 Cent um Liter am Joer 2018 zugonschte vu Lëtzebuerg geet een elo op ronn 10 Cent nach, wat den Ënnerscheed ass am Spritt par rapport zu Frankräich, erof.

Opgrond vun deene Feststellungen hunn ech follgend Froen un d'Regierung. Éischtens: Ass d'Regierung sech der Präisentwécklung um Tubak respektiv um Spritt am Verglach zu den Nopeschlänner bewosst? De Präisënnerscheed um Spritt gëtt, wéi gesot, ëmmer méi kleng an dee vum Tubak gëtt ëmmer méi grouss.

Et gëtt ëmmer vun engem gewollte Lenkungseffekt geschwat um Niveau vum Spritt, fir den Tanktourismus anzedämmen. Duerfir ass meng Fro: Ass dëse Lenkungseffekt net gesicht oder net gewollt um Niveau vun dem Tubak? Wa kee Lenkungseffekt gesicht sollt ginn, firwat ass dat dann esou?

Drëtt Fro: Sollt den Differentiel tëschent Lëtzebuerg an den Nopeschlänner erofgesat gi wéi beim Tanktourismus?

Véiert Fro: Wëll d'Regierung de Verkaf vum Tubak an Zigarette fir de perséinleche Bedarf besser encadréieren?

A fënneft a lescht Fro: Wann den Direkter vum Enregistrement vu méiglechem Schmuggel a méiglecher Geldwäscherei schwätzt, gëtt dat dann och den zoustännegen Autoritéite matgedeelt? A wa jo, wivill där Fäll goufen et der? A wa jo, a wivill vun deene Fäll si Sanktiounen duerch Geriichter gesprach ginn?

Ech soen Iech Merci

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Wa mer haut op Wonsch vun der CSV iwwert d'Präisentwécklung vum Tubak, den Zigaren an den Zigarette schwätzen, muss ech soen, sinn ech awer e bësse verwonnert, well mer dee Sujet an der Finanz- a Budgetskommissioun direkt, illico, op der Plaz deemools an a Presenz vum Direkter vun der Douane wierklech in extenso beschwat haten. A jiddweree konnt do seng Froe stellen.

Mee, ier ech ufänken, wëll ech insistéieren, datt mer eis haut mam Objet vun dëser Aktualitéitsstonn solle befaassen, also mam finanzielle Volet. Dat huet jo den Här Roth och gemaach. Dat heescht, datt een de gesondheetlechen Aspekt an dësem Kader soll ausklameren.

Mir hunn eis an der Kommissioun effektiv gewonnert – ech war d'ailleurs deen éischten –, firwat d'Recettë vum Tubak, den Zigaren an Zigarette vun engem Joer op dat anert an d'Luucht gaange sinn – ech mengen, et ware 15 %, souguer eppes driwwer –, an dat trotz engem Réckgang vum Verkaf vun Diesel a Bensinn.

Obwuel eis Tubakspräisser an Taxen net erofgesat gi sinn, hunn aner Länner hir Taxe gehéicht. Déi präislech Differenz mat aneren europäesche Länner ass also an d'Luucht gaangen, soudatt méi Leit aus dem Ausland Wueren hei kaaft hunn. Dat ass sécherlech eng Explikatioun. Zousätzlech dierft och d'Inflatioun spillen op dëse Produkter, quitte datt dat, sinn ech ganz éierlech, net d'Haapterklärung ass.

Wa mir elo just de finanzpoliteschen oder de finanziellen an net de gesondheetspoliteschen Aspekt kucken, da kann ee soen: Glécklecherweis ass dat esou. Well duerch d'Tatsaach, datt mer méi Tubak verkaaft hunn, sinn d'Verloschter op der Pompel, an Dir kennt déi, opgefaange ginn.

Op där enger Säit ass d'Regierung kritiséiert ginn, well se net genuch Rabatt um Bensinns-, Masutts- an Dieselpräis ginn huet. An anerer hu fonnt, datt mer iwwerhaapt kee Rabatt hätten dierfe ginn.

Ech denken, et war bis ewell gutt, datt d'Regierung hei e gesonde Mëttelwee fonnt huet, mat deem souwuel ekologesche wéi och finanzielle respektiv budgetäre Contraintë Rechnung gedroe gouf.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Ech verstinn och net, firwat sech geleegentlech iwwert d'Steigerung bei den Tubaksrecetten opgereegt gëtt. Wann dës Recetten ewechgefall wieren oder manner héich ausgefall wieren, da wier lamentéiert ginn, datt den Defizit dowéinst nach méi grouss wier. De Géigendeel ass awer elo geschitt.

De Groussdeel vun dëse Recettë staamt aus de Verkeef, déi duerno am Ausland consomméiert ginn. Do si mer eis eens. D'Steigerung vun de Verkeef eleng op d'Revente zréckzeféieren, schéngt mer awer ze kuerz gegraff ze sinn. Doriwwer eraus muss ee bedenken, datt d'Ofschafe vun Douaneskontrollen op de Banngrenzen an Droits de douane ee vun den Haaptacquise vum europäesche Projet ass. Den europäesche Bannemaart, dee grad fir eng kleng an oppen Ekonomie wéi Lëtzebuerg onëmgänglech ass, dierf awer hei net a Fro gestallt ginn.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Wann d'Präisdifferenz mam Ausland méi grouss gëtt, dann huet dat och e Quantitéitseffekt, dat eeben zurzäit zu eise Gonschten. Wann deem net esou wier, da géif méi Tubak am Ausland selwer verkaaft ginn a mir géifen also evidenterweis manner verkafen.

Ënnert dem Strëch géif also insgesamt net manner gefëmmt ginn, well d'Nofro fir esou Produkter souwisou ganz inelastesch ass.

Et ass wichteg an dëser Debatt, denken ech, sech nach eng Kéier virun Aen ze féieren, vu wat fir engem Montant mir hei schwätzen. An den Här Gilles Roth huet dat ganz treffend a plastesch illustréiert. Alles zesummegeholl hieft de Staat all Joer iwwer 1 Milliard Euro Steieren um Tubak op, also Akzisë plus TVA. Dat ass, wéi den Här Roth sécherlech richteg sot, de selwechten Niveau wéi d'Taxe d'abonnement, also d'Tax op den Investmentfongen. Dat si bal d'Fonctionnementskäschte vun eise Lycéeën. Dat ass de Wäert, fir dat emol in Naturalien ze expriméieren, vu bal sechs oder eppes Klenges méi wéi sechs neie Lycéeën, déi gebaut ginn.

Schlussendlech sief drun erënnert, datt mer d'nächst Joer krisebedéngt erëm en historeschen Defizit am Zentralstaat vu wäit iwwer 2 Milliarden Euro wäerte verbuche mussen. Déijéineg also, déi mengen, mir bräichten d'Recetten um Tubak net, déi sollen dann och wannechgelift heihinnerkommen an erklären,

wéi se déi manner Recettë kompenséiere wëllen. Ënnert dem Stréch sinn d'Einnamen am Kapitel Douane an Akzise vum Budget trotz Réckgang beim Spritt zimmlech stabill bliwwen, glécklecherweis. An deem ass och eigentlech näischt méi bäizefügen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, den Här Roth, wannechgelift.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wollt just kloer wësse vum Här Bauler: Also Dir sidd der Meenung, dass ee sollt den Differentiel, fir den Tanktourismus ze evitéieren, vum Spritt, dass een dee sollt méi kleng maachen? A beim Tubak sidd Der awer duerchaus d'accord, trotz alle gesondheetleche Konsequenzen, dass dee sollt méi grouss bleiwen? Ass dat d'Meenung vun der DP?

M. André Bauler (DP) | Här Roth, ech hunn et jo gesot, mir hunn haut hei de finanzpoliteschen Aspekt gekuckt.

(Interruptions)

Plusieurs voix | A!

M. André Bauler (DP) | An iwwer alles léisst sech …

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Beim Fëmme geet et awer och ëm de gesondheetlechen Aspekt.

M. André Bauler (DP) | Iwwer alles léisst sech diskutéieren. Mir woussten éierlech gesot net, op wat Der eigentlech erausweilt. Mir hu wärend Wochen eis gefrot: Wat wëll den Här Roth eigentlech? Mee, Här Roth, sidd berouegt, iwwer alles léisst sech ëmmer diskutéieren.

Merci.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Bauler.

M. Gilles Baum (DP) | Dat ass eebe grad net evident, soss hätt Der d'Madamm Gesondheetsministesch geholl an net d'Madamm Finanzministesch.

M. Fernand Etgen, Président | An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen agedroen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Här President, Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Dir wësst et, fir déi eng ass et e Genossmëttel – et fillt ee sech anscheinend ganz relax dobäi, déi Jonk, déi fille sech ganz dichteg a wichteg –, mee a Realitéit ass den Tubak en Iwwel, deen eis Dag fir Dag begleet.

Weltwäit gëtt et der Weltgesondheetsorganisatioun no méi wéi 1,3 Milliarde Mënschen, déi fëmmen. An all Joer stierwe ronn 8 Milliounë Mënschen un de Konsequenze vum Tubak. A bei deene Konsequenze sinn awer ëmmerhin och 1,2 Milliounen Netfëmmerten.

Zu Lëtzebuerg schéngt den Tubak déi lescht Joren erëm a Moud ze kommen. Fir déi drëtte Kéier schonn hannereneen huet an der järlecher Etüd vun der Fondation Cancer den Undeel u Leit, déi Tubak consomméieren, zougeholl. D'lescht Joer hunn deemno 28 % vun de Befroten iwwer 16 Joer eng Zigarett ugefaangen.

D'Regierung kuckt där Tendenz natierlech net einfach esou no. Mat Hëllef vum Plan national de lutte contre le tabagisme fir den Zäitraum vun 2016 bis 2020 sinn net manner wéi 31 Aktiounen um Terrain ëmgesat ginn. A parallell dozou wäert am nationale Gesondheetsplang och e Schwéierpunkt op d'Lutte géint den Tubak geluecht ginn.

An dëser Aktualitéitsstonn geet et an éischter Linn drëms, fir de finanziellen Aspekt ze thematiséieren. Dat hu mer verstan. Mir wëssen alleguerten hei am Sall, dass et schwiereg ass, fir de gesondheetleche respektiv de gesondheetspoliteschen an de finanziellen Aspekt bei dëser Thematik propper vuneneen ze trennen, well et nu ganz einfach Wiesselwierkunge ginn.

Richteg ass, dass déi grouss Bedeitung vun den Akzisen an der TVA aus der Vente vum Tubak zu Lëtzebuerg net op d'Residenten zréckzeféieren ass. Ronn 90 % vum Verkaf vum Tubak gëtt op enger anerer Plaz consomméiert.

Mir hunn et, vereinfacht gesot, mat engem Tubaktourismus ze dinn. Dësen Tubaktourismus spillt sech awer net an engem rechtsfräie Raum of, mee en ass duerch EU-Reegelen encadréiert.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | An d'EU-Reegelen, déi ënnerscheeden den Zweck, zu deem d'Wueren an der EU kaf ginn, an et geet ëm d'Fro, ob d'Wuer fir kommerziell Zwecker kaf ginn ass oder awer just fir de private Konsum. An aus deem Grond gëtt et am europäesche Bannemaart e Maximalvolume un Tubakwueren, déi een däerf vu Memberstaat zu Memberstaat mat sech huelen. Dëst verhënnert natierlech awer net, dass een als eenzelne Memberstaat méi restriktiv Plaffonge kann usetzen, sou wéi zum Beispill Frankräich et och gemaach huet.

Fakt ass awer och, dass fir d'Kontroll vun den autoriséierte Quantitéiten dat Land zoustänneg ass, vun deem den Tubak importéiert gëtt. A Lëtzebuerg kann dem Keefer also keng maximal Quantitéit operleeën, well en aus Lëtzebuerger Siicht jo net importéiert gëtt, mee exportéiert. An dee Moment, wou den Tubak op Lëtzebuerger Buedem verkaf gëtt, kann een d'Destinatioun souwisou just an deene seelene Fäll kennen, wou eng Facture ausgestallt gëtt. An duerfir ass et erëm vu gréisster Bedeitung, dass d'Lëtzebuerger Douane a ganz enkem Kontakt steet zur Douane an eisen Nopeschlänner an notamment awer och zu der Douane a Groussbritannien.

Sief et ënnert dem Gesiichtspunkt vun der ëffentlecher Gesondheet, sief et ënnert dem Aspekt vun engem méiglechen Tubaktourismus, den entscheedenden Hiewel ass dee vun de Steieren.

Zu Lëtzebuerg gëtt et beispillsweis op Zigaretten eng cumuléiert Steierlaascht vu ronn 70 % vum duerchschnëttleche Verkafspräis. An dat ass am EU-Verglach wéineg, well zum Verglach, an der Belsch läit dës cumuléiert Steierlaascht bei 83 % an a Frankräich bei 84 %. An hei si béid Komponente vun der Akzise mat agerechent gradewéi och d'TVA.

Mir sinn als LSAP schonn ëmmer der Meenung gewiescht, dass een Tubakwuere méi substanziell besteiere sollt, well d'ëffentlech Gesondheet fir eis ëmmer am Vierdergrond steet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | An de verschiddene Regierungsconstellatiounen ass déi Vue vun de jeeweilege Finanzministeren awer net ëmmer esou gedeelt ginn. Ech wëll awer och net soen, dass dës Skepsis aus der Vue vun engem Finanzminister onberechtegt wier. Well tatsächlech, an dat ass jo haut schonn e puermol gesot ginn, geet d'Douane fir dëst Joer vu steierleche Recettë vu ronn 800 Millioune bei den Akzisen aus an nach eng Kéier vu ronn 220 Milliounen um Niveau vun der TVA. Ënnert dem Stréch, Dir hutt et gerechent, mécht dat e bësse méi wéi 1 Milliard Recetten.

Et bleift fir d'LSAP awer kloer, wann ee béid Aspekter ofweit, dass d'ëffentlech Gesondheet priméiere muss. An duerfir ass d'LSAP och bereet, fir iwwer eng Erhéijung vun den Akzisen um Tubak ze diskutéieren, zemools och, well duerch déi generell TVA-Reduktioun dat nächst Joer eng éischte Kéier den Tubak wäert méi gënschteg ginn.

An domadder maachen ech wierklech e ganz, ganz waarmen Appell, fir am Sënn vun der Gesondheet verstäerkt op d'Sensibilisatioun vun de Schied vum Tubakskonsum anzegoen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, eng Debatt iwwert d'Fëmmen an d'Recetten, déi domat verbonne sinn, kann een natierlech aus finanzpolitescher Siicht féieren. Et kann ee se awer och aus gesondheetspolitescher Siicht féieren. An a béide Fäll gëtt et munches dozou ze soen a béides huet och mateneen ze dinn.

Och wann et haut an der Heure d'actualité éischter ëm de finanzpolitesche Volet geet, kommen ech awer net dolaanscht, drop hinzeweisen, datt d'Fondation Cancer berechtegterweis Alarm schléit, well ëmmer méi Leit zu Lëtzebuerg fëmmen.

An de Joren 2013 bis 2018 hunn 21 % vun der Populatioun gefëmmt. Dräi Joer méi spéit, am Joer 2021, waren et der 28 %. Bei de Jonken tëscht 16 a 24 Joer läit den Taux bei iwwer 37 %. Dat ass eng Steigerung vu 14 % tëscht 2013 an 2021!

Wann een da bedenkt, datt d'Fëmme besonnesch bei Jonke vill schiedlech Auswierkungen op d'Longen, d'Gehier, d'Schanken, de Mond, den Hals an de Kreeslaf huet an datt d'Fëmmen d'Liewensdauer generell verkierzt, dann ass et scho beonrouegend, datt d'Fëmme besonnesch an der jonker Alterskategorie ëmmer méi beléift gëtt.

Den negativen Impakt op d'Gesondheet ass deene meeschte Fëmmerten duerchaus bewosst, an et ass och scho ganz vill ënnerholl ginn, fir d'Fëmmen onattraktiv ze maachen.

D'Moossname si bekannt an zum Deel och geduecht, fir Netfëmmerten ze schützen. Wat se awer net erreechen, déi Moossnamen, ass, datt manner gefëmmt gëtt.

(Interruptions par M. Mars Di Bartolomeo et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Am Ufank! Den Effet huet sech awer elo verpufft, soss hätte mer net déi Prozentsätz. An et ass och net verwonnerlech, well dat eenzegt Instrument, wat effektiv wierkt, fir de Konsum ze reduzéieren, ass d'Erhéijung vum Präis vun den Zigaretten. An dat Instrument wierkt besonnesch bei deene Jonken.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dëst geet aus enger ganzer Rei vu Statistiken an Etüde vun der Weltgesondheetsorganisatioun ervir an et gëtt och Joer fir Joer vun der Fondation Cancer ënnerstrach.

Dir Dammen an Dir Hären, déi niddreg Präisser zu Lëtzebuerg schwätze Bänn an erklären net nëmmen den héije Konsum vun der Lëtzebuerger Populatioun, se erklären och déi extreem héich Venten, déi zu Lëtzebuerg oflafen an exportéiert ginn, wuel wëssend, datt e Pak Zigaretten an Däitschland 7 Euro kascht – den Här Roth huet d'Präisser genannt –, an der Belsch 7,5, a Frankräich 10 Euro an zu Lëtzebuerg 5,5 Euro, also bal d'Hallschent vu Frankräich!

Aus gesondheetspolitescher Siicht kënnt een net derlaanscht, bei dëser extreemer Präisdifferenz Alarm ze schloen a sech ee fir alle Mol mat der Fro vun der gesondheetlecher Preventioun auserneenzesetzen. An da kann ee sech dréien a kéieren, wéi ee wëllt, mee op déi Fro gëtt et just eng Äntwert: Et ass déi, d'Gesondheet vun der jonker a manner jonker Populatioun ze schützen an de Präis vum Tubak als Preventiounsinstrument anzesetzen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat bedeit an anere Wierder, datt de Präis vun den Tubaksprodukter un dee vun den Nopeschlänner ugepasst muss ginn, esou wéi d'Fondation Cancer et verlaangt. A gläichzäiteg géif dann och de Fëmmtourismus eran an eist Land behuewe ginn an domat och den Export vu Krankheeten an d'Ausland.

Aus finanzpolitescher Siicht kann een dee krankmaachenden Effet vum Tubak natierlech ignoréieren a sech Joer fir Joer iwwert déi héich a souguer steigend Recettë freeën.

Als Gréng gehéiere mer zu der éischter Kategorie a setze prioritär op d'Preventioun.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An deem Sënn hu mer schonn e puermol derfir plädéiert, net zu Lescht an der grousser Steierdebatt, wou mäi Kolleeg aus der Fraktioun, de François Benoy, geschwat huet. En huet derfir plädéiert, d'Akzisen um Tubak no uewen unzepassen. A mir sinn och als Gréng gäre bereet zu Verhandlungen, wann déi Upassung net radikal, mee Schrëtt fir Schrëtt erfollegt. An ech denken, wann ech d'Madamm Hemmen héieren hunn, si si och an där Richtung ënnerwee.

Här President, den eigentleche Grond, firwat de Gilles Roth dës Heure d'actualité ugefrot huet, ass natierlech net gesondheetspolitescher Natur an huet och net direkt mat der Upassung vun den Akzisen ze dinn. Den eigentleche Grond ass awer och berechtegt.

E läit doran, datt d'Recetten, déi duerch d'Akzisen op den Tubaksprodukter an d'Staatskeess gespullt ginn, mëttlerweil Milliounebeträg erreechen – Dir hutt et erkläert – an datt déi Milliounebeträg a kengerlee Verhältnis stinn zu de Recetten, déi eleng vun de Lëtzebuerger Konsumenten an de Konsumenten aus dem noen Ausland generéiert ginn.

Den Impakt vun där Entwécklung weist sech doran, datt déi reell Steierrecettë vum Tubak dëst Joer däitlech iwwert de Previsioune vum Budget voté leien. Dat hu mer an der Finanzkommissioun gesinn. Se erreeche méi wéi eng Milliard Euro a maache 5 % vum Budget aus. Dat féiert natierlech zu der Fro, wéi dës considerabel Hausse ze erklären ass, vu datt se warscheinlech net just op d'Quantitéiten zréckzeféieren ass, déi zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun reell gefëmmt ginn.

Eng méiglech, mee net bewisen Erklärung, déi virdrun och schonn hei opgeworf ginn ass, ass déi, datt déi grouss Quantitéiten, déi zu Lëtzebuerg zu niddrege Präisser verkaaft ginn, an aner Länner exportéiert ginn an do zu méi héije Präisser verkaaft ginn, an dat, wéi gesot, a risegrousse Quantitéiten.

Sollt dës Vermutung sech bestätegen, géif et sech ëm illegale Schmuggel handelen oder awer ëm Geldwäisswäscherei. Mee nach hu mer net de Beweis derfir.

Aus deem Grond si mir, grad wéi anerer heibannen, och der Meenung, datt déi ganz Entwécklung méi genee analyséiert muss ginn an datt zesumme mat den auslänneschen Autoritéiten a Kontrollinstanzen op dee Wee gaange muss ginn.

Wichteg ass, dobäi erauszefannen, wou déi extreem héich Recettë ganz genee hierkommen, dëst net nëmmen, fir potenzial kriminell Reseauen opzedecken, mee och, fir d'Stabilitéit vun deene Recettë kënnen ze evaluéieren. Ëmmerhi maache se en ëmmer méi groussen Deel vum Budget aus a musse méi wéi just am A behale ginn.

Mee nach ëmmer an trotz allem muss et an de Fëmmdebatte prioritär ëm d'Gesondheet goen, als eenzege richtege Räichtum vum Mënsch, och zu Lëtzebuerg, an da wësse mer, wat mer ze dinn hunn.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. An och merci dem Här Roth, datt en dee wichtege Sujet hei op den Ordre du jour gesat huet vun eiser Reunioun vun haut de Mëtten.

Et ass eng Fro, déi ech emol direkt wëll an de Raum stellen: Rätsel CSV! Wat wëllt d'CSV eigentlech? Well mir hunn elo hei héieren, d'sozialistesch Kolleegen an déi gréng Kolleegen, déi bekenne sech wéinstens zu massive Steiererhéijungen. Och e bësse mat deene Gréngen, getrei hirem Parteimotto „gréng gëtt deier!", wëllen déi och nach all Präisënnerscheed zu den Nopeschregiounen ofschafen.

(Interruptions diverses)

Dat nennen ech e klore Walprogramm! Déi Fëmmerten, déi wëlle gréng wielen, ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'ADR mécht krank!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... déi wësse wéinstens, wat se kréien.

Awer wat kréie mer bei der CSV? Dat ass eng ganz aner Fro. Dat ass fir mech e Rätsel!

Nach virun e puer Woche stoung d'ADR hei an huet gesot: „Beim Tanktourismus hätte mir gär, datt de Präis vum Spritt zu Lëtzebuerg ëmmer méi niddreg ass wéi an den Nopeschregiounen." D'CSV huet dat ënnerstëtzt. Si huet gesot: „Dat ass eis sympathesch. Mir ginn och an déi Richtung."

Elo virun e puer Deeg héiere mer eng Priedegt um 100,7 an do ass dat ganz anescht. Do heescht et: „Mir brauche keen Tankrabatt méi." D'CSV huet also hir Positioun geännert? Oder net? Wat ass dann elo d'Positioun vun der CSV? A wat ass se hei an dësem Dossier?

An, loosst mer dach emol realistesch sinn! Bei deem Defizit – an aner Kolleegen hunn dat gesot –, dee mer am Ableck hunn, gi mer dann elo och nach hin a mir sträichen de gréissten Deel vun eng Komma an iergendeppes Milliarden, wat mer do erakréien, 1,02? Majo, wéi solle mer da liewen? Vu wat solle mer dann dee Staat finanzéieren, Är Wandmillen, déi Der wëllt opbauen an all Méigleches? Wéi bezuelt Der dat dann?

(Hilarité)

Jo, Dir hutt gutt laachen, mee d'Wieler hunn awer net gutt laache bei Iech!

Mir soe kloer, mir soe kloer als ADR: Mir si fir den Tanktourismus. Mir hätte gär, datt de Spritt hei zu Lëtzebuerg bëlleg ass. An den Tubak, dat ass och en Deel vun deem Ganzen, genee wéi den Alkohol.

An elo kommen ech zum gesondheetspolitesche Deel. Dat wësse mer alleguer! Jo, d'Fëmmen ass schlecht fir d'Gesondheet! Dat wësse mer! Mee wéi gi mer un deen Dossier erun? A mir soen: Mir informéieren d'Leit. Mir informéiere se. Mir soen hinnen dat, wat d'Gesondheetsrisike sinn, awer mir ginn hinne keng Virschréfte maachen. Mir respektéieren d'Autonomie vun de Leit.

Mir als Politiker, ech weess, dat ass eis Positioun, mir soen hinnen no beschtem Wëssen a Gewëssen, wat déi Risike sinn, déi si aginn: Et ass net gesond, et ass net gutt. Awer wa si eng aner Decisioun huelen, ass dat hir Decisioun! Mir respektéieren dann d'Autonomie vum Bierger.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Net beim Cannabis, gellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir sinn net, loosst mech dat och kloer soen, fir den Nanny State, wéi dat haut heescht, de Staat, deen ufänkt do fuerweg Etiketten op d'Liewensmëttel ze pechen, eng Zockersteier op d'Kamellen, e Veggie Day, zwee Veggie Days pro Woch, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dir wëllt se just op d'Bicher pechen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... fir de Leit ze soen, wéi se solle liewen, wat se solle maachen, wat gutt fir si ass. Nee, d'Leit sollen dat decidéieren, net de Staat!

An dat ass eng Tendenz, déi mer hei bei der CSV, bei aneren, ganz däitlech erausspieren, dat ass, datt si mengen, si wären de Leit hir Virgesetzter! Nee, si sinn hir Mandatairen! Si hunn dat ze maachen, wat am Interessi vum Vollek ass a wat de Wëlle vum Vollek ass!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'ADR wëllt also, dass mer erëm an de Bistroen an an de Restaurante fëmmen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'ADR wëllt virun allem, d'ADR wëllt virun allem, d'ADR wëllt virun allem, datt se hei ka schwätzen, ...

(Interruption par Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

... ouni vu Leit ënnerbrach ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'ADR wëllt, dass mer erëm an de Restauranten an an de Bistroe fëmmen.

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An dann nach eng Saach mat de Präisser méi héich do ... Wësst Der, déi Steiererhéijungen alleguer, dat ass och ... Wat soll dat eigentlech? Solle mer dann net als Politiker emol léieren, mat deene Suen ëmzegoen, déi mer hunn? Ass dann ëmmer deen eenzege Wee, an et ass e bëssen de Gambia-Wee, fir ëmmer ze soen: „Ma mir gi méi héich, mir erhiewe méi Steieren. Mir brauche méi Steieren." A firwat gitt Der se aus? Ass dat dann net eigentlech déi Fro, déi mer eis sollte stellen?

Mir ginn Iech an der Budgetsdebatt emol Beispiller, firwat Dir déi Honnerte vu Milliounen, déi Der vun de Leit huelt all Joer, firwat Der déi eigentlech ausgitt. Ma als Bierger vun dësem Land soen ech: Ech hu keng Loscht, ëmmer méi Steieren ze bezuelen. Kuckt, datt Dir mat deem eens gitt, wat mer bezuelen! A mir hu schonn eng schéin héich Steierlaascht hei am Land!

Vläicht nach e Wuert iwwert déi Saach mat der Schmuggelei. Den Här Roth huet dat ugeschwat. Jo natierlech, kriminell Aktivitéite musse mir als Staat ëmmer bekämpfen. Evident! Mee hei, Dir hutt et selwer virgelies, Här Roth, dat ass awer elo keng ganz staark Argumentatioun gewiescht. Do ass keen

erwëscht gi mat der Hand an der Täsch vun der Damm niewendrun.

Dir hutt de Steierdirekter do vum Enregistrement, den Direkter vum Enregistrement zitéiert mat deene Wierder: „[On] ne peut pas exclure“, dat ass awer kee staarke Beweis, „en partie“, bon, ok. Natierlech kann et dat ginn! Ech géif och soen, et gëtt et. Mee dann ass de Wee, fir dat ze bekämpfen, dofir hu mer eng Police, mir hunn eng Douane, mir hunn e Justizapparat, wann esou eppes net fonctionéiert.

Awer d'Äntwert kann net sinn: Well do eng gewësse Fraude ass, fänke mer un, de Leit méi Steieren opzeerleeën. Oder wéi eis gréng Kolleegen do den Tubakstourismus wëllen ze ënnerbannen. Majo, wat hu mer dann nach als Land herno mat deene Ressourcen, déi mer hunn, vu wat mer iwwerhaapt nach kënne Steierrecettë generéieren?

Fir mech ass déi Konklusioun hei aus dëser Debatt, Här President, well Dir frot mech jo heiansdo zu Recht, fir eng Konklusioun ze zéien. Ma ech froe mech, wat d'CSV eigentlech mengt. Ech froe mech dat wierklech. Well, wéi gesot, si kënnt heihinner a stellt Froen un d'Madamm Finanzminister, wéi si dat gesäit, wéi d'Regierung dat gesäit.

A meng Fro ass: Wann d'CSV wëllt d'Steieren op dem Tubak erhéijen, zum Beispill op den Niveau vun den Nopeschlänner, da soll se dee Courage hu wéi hei d'Sozialisten an déi gréng an opstoen a soen: „Mir hätte gär d'Steieren op deem Niveau wéi a Frankräich, an Däitschland.“ Sot eis, wat Der gär hätt!

Mir als ADR wëlle keng Steiererhéijungen. Mir wëllen de Leit net virschreiwen, wéi se ze liewen hunn. A mir wëlle kucken, datt mer se awer informéieren iwwer gesondheetlech Risiken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt wëll ech emol dem Här Roth Merci soe fir dës Heure d'actualité, well dat Theema verdéngt et tatsächlech, heibannen thematiséiert ze ginn. Dat ass scho längst iwwerfälleg.

Meng Virriedner hunn et och scho gesot: Enn September hu mir e Plus vu 14 % beim Verkaf vun Zigarette par rapport zum leschte Joer an e Plus vun 18 % beim Tubak fir ze dréien. Dës Hausse bei de Verkafspräisser entsprécht enger Steigerung vun de Recettë vu 85 Milliounen Euro. Am Ganze schwätze mir hei fir d'Joer 2022 vu 4 Milliarden Zigaretten a bal 5 Tonnen Tubak fir ze dréien! Natierlech kënnt dës Hausse net vun engem spronghaft gestigene Konsum, weeder hei nach am Ausland.

Dës Haussen erkläre sech duerch en Ustig beim Export bei den Tubakwueren. A laut den Aussoe vum Direkter vum Enregistrement an der Kommissioun ass dat méiglecherweis zréckzeféieren op d'Contrebande, also Schmuggelei, an op Geldwäsch am Tubakssecteur. Ausgeléist gëtt dat, wéi mer all wëssen, duerch d'Politik vun der lëtzebuergescher Regierung, déi doranner besteet, ëmmer e puer Euro pro Pak Zigaretten ënnert dem Präis vun den Nopeschlänner ze leien.

Et ass fir eis evident, datt dës Politik net korrekt ass!

Éischtens: Mir ënnergruewe mat där Politik eis eege Gesondheetspolitik. Dat huet net nëmme verheerend Follge fir d'Santé publique, mee och nach zolidd finanziell Konsequenze fir eis Gesondheetskeess.

Zweetens: Mir ënnergruewe mat där Politik d'Gesondheetspolitik vun den Nopeschlänner, déi jo wëllen den Tubak iwwert de Präis bekämpfen. Tatsaach ass och, datt mir am grousse Stil e kriibserreegende Produit exportéieren.

Drëttens: Mir huelen eisen Nopeschlänner Recetten aus der Staatskeess. Dat ass zwar näischt Neies, mee et ass trotzdeem net immens europäesch.

Véiertens: Mir maachen eis quasi zum Handlanger vu Schmuggelei a Geldwäsch. Niewebäi maache mer eis och nach zum Kompliz vun der internationaler Tubaksindustrie.

Fënneftens: Mir maachen eis och nach um Klimawandel schëlleg, well d'Mënschen aus den Nopeschlänner 50, 100 oder méi Kilometer Autoe fueren, just fir hei Zigaretten ze kafen.

Mir mengen, datt et un der Zäit wier, emol Schluss ze maache mat där Politik. Wann eng Harmoniséierung vun den Akzisen um EU-Niveau net méiglech ass, da soll Lëtzebuerg sech eesäiteg vun där Politik verabschiden. Eis Ënnerstëtzung hätt d'Regierung op alle Fall!

Jo, mir als déi Lénk sinn och frou, wann eise Staat héich Recetten huet, mee mir sinn net der Meenung, datt een domadder alles rechtfertege kann, souzesoen esou eng Doppelmoral hunn. Et däerf een och net vergiessen, datt deene Recetten aus dem Tubaksexport héich Käschte géigeniwwerstinn, eebe wéinst de Gesondheetsschied, wéinst de Klimaschied a wéinst de Käschte vun der polizeilecher Repressioun vun der Fraude.

Eng Upassung vun den Tubakspräisser géif jo och net automatesch bedeiten, datt mer sämtlech Recetten op ee Coup verléiere géifen. Einfach ewechzekucken, fir weiderhi kënnen ongenéiert anzekasséieren, ass eiser Meenung no op alle Fall dee falsche Wee. A wann ech hei meng Nopere vu menger lénker Säit, souwuel déi gréng an d'LSAP héieren hunn, sinn déi jo och där Meenung, datt een déi Tubakspräisser op alle Fall misst upassen an den héijen Tubakskonsum misst an de Grëff kréien.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 80 % vun de Fäll vu Longekriibs sinn dem Fëmme geschëlt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Richteg!

M. Sven Clement (Piraten) | 6 % vun de Longekriibserkrankunge sinn op Passivfëmmen zréckzeféieren. Jee méi fréi een ufänkt mat fëmmen, desto méi grouss de Risiko, dass een am Liewen eng Kéier Longekriibs kritt.

De Risiko verduebelt sech nämlech, wann ee mat 15 Joer ufänkt, par rapport zu engem Ufank mat 20 Joer. Fënnef Joer Ënnerscheed, eng Verduebelung vum Risiko. Dat sinn Zuele vun der Fondation Cancer, fir dës Debatt awer an e Kontext ze setzen. Dofir, den éischte Constat: Fänkt am beschten net un!

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | A loosst Iech hëllefen, wann Der wëllt ophale mat fëmmen!

Mir Piraten sinn eng fräiheetlech Partei a mir wëllen och kengem opzwéngen, wat e mat sengem eegene Kierper maachen dierf. Mir wëssen alleguer awer, wéi schlecht d'Fëmmen och fir d'Gesellschaft ass. Et gëtt mëttlerweil, trotz joerzéngtelaange Beméiunge vun der Zigarettelobby, genuch wëssenschaftlech Etüden dozou.

Mee meng Fräiheet ze fëmmen hält do op, wou deem anere seng, gesond ze bleiwen, ufänkt! Passivraachen ass schiedlech a steigert de Kriibsrisiko. Dofir muss d'Fëmmen an zouene Raim reduzéiert ginn. Hei steet all Fëmmert an der Verantwortung, fir säi Choix kengem aneren opzedrängen. Hei steet awer och de Staat an der Verantwortung. An ech denken, déi lescht Tubaksgesetzer, déi hei an der Chamber gestëmmt goufen, si generell an déi richteg Richtung gaangen.

Mir mussen d'Zigarette virun allem vun de Kanner a Jugendlechen ewechhalen an eis weeder op nationalem nach op internationalem Plang vun der Zigarettelobby beaflosse loossen. Déi grouss Zigarettekonzerner setzen elo op eng quote/unquote „smoke-free“ Zukunft, eng Zukunft, wou den Nikotin net méi soll mam Tubak verbrannt ginn, wou awer natierlech nach ëmmer Nikotin dran ass. Dëst ass virun allem bei den E-Zigaretten an dem Vaping de Fall.

Hei ass et, och eiser Meenung no, wou nach misst nogebessert ginn, well déi sougenannten, an ech zitéieren aus dem Text vun der Direktiv a vun eisem aktuelle Gesetz, „produits de vapotage“ – ech si ganz éierlech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wär net op deen Term komm, fir Vaping ze beschreiwen, mee d'Fransousen hunn nun emol en Term fir alles; vive l'Académie française, muss een do bal soen –, déi sinn awer net vun den Akzise betraff. An d'Verkeeferin an de Verkeefer brauchen och net emol eng Autorisatioun vun der Douane, fir se an d'Vente ze ginn, au contraire vum Tubak, obwuel och hei Nikotin dran ass. An Nikotin ass noweislech e schiedlecht Nervegëft.

Dat heescht, hei muss ee sech d'Fro stellen: Maache mer eppes géint d'Fëmmen? Oder maache mer eppes géint d'Nervegëft Nikotin? An ech mengen, déi Fro sollt ee sech hei awer eng Kéier stellen, wa mer … Mir puchen ëmmer fëmmen esou an ee grousst Dëppen. Da gëtt awer eventuell och nach de rekreative Cannabis mat an d'Dëppe gepucht, woubäi do aner Saache verbrannt ginn a keen Nikotin dran ass. Bon, dofir aner Saachen.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wëll elo net an den Detail goen. Ech halen et awer virun allem fir gefëierlech, well déi Produite vum Vaping, déi kommen aus der ganzer Welt! A grad wéi beim Tubak missten d'Verkeeferinnen an d'Verkeefer hei awer fir d'Qualitéit vun hirem Produit responsabel sinn an net nëmmen den Hiersteller, deen eng Autorisation de mise sur le marché brauch.

Och si mir Piraten der Meenung, dass méi grouss Strofe mussen op d'Leit waarden, déi eis Stroossen an d'Ëmwelt mat Zigarettestëmp verschmotzen. Wann ee mat engem eenzege Stomp 40 Liter Grondwaasser ruinéiert, an et 400 Joer dauert, bis se sech am Waasser zersetzen, da muss dat och deementspriechend Konsequenzen hunn. Well hei gëllt och erëm: Deem enge seng Fräiheet hält do op, wou se engem anere seng Fräiheet op eng gesond Natur aschränkt. An d'muttwëlleg Verschmotze vum Grondwaasser betrëfft eis alleguerten. Et gëtt mëttlerweil genuch Dreckskëschten, an et kann een ëmmer e puer Meter mam Stomp an der Hand trëppelen. Hei gëtt et keng Excusen, a wien an der Stad Lëtzebuerg trëppelt, ka souguer nach reegelméisseg bei deenen obskuersten Ofstëmmunge mat Jo an Nee ofstëmmen, andeem e säin Zigarettestomp entsuergt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn also zwee Punkten ausserhalb vun deenen Theemen, déi haut schonn ugeschwat goufen, wou mir Piraten

denken, dass misst nogebessert ginn. Eng besser Welt wier eng Welt ouni Zigaretten.

Mee well mer hei net bei „Wünsch dir was!" sinn, musse mer hei an der Chamber realistesch Usätz hunn a gläichzäiteg eist Méiglechst maachen, fir d'Leit virun de Gesondheetsrisiken, déi duerch d'Fëmmen an den Nikotin entstinn, ze schützen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an dem Gilles Roth villmools Merci fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech verstoppen Iech net, dass dat heiten effektiv e schwierege Sujet ass. Ech mengen, dat gesäit een och am Debat, deen haut de Mëtteg hei stattfënnt.

Et geet jo hei ëm sougenannte Genossmëttel, déi, och wa se legal consomméiert dierfe ginn, der Gesondheet schueden. Dat ass näischt Neits, dat wësse mer alleguerten. An et geet haut awer haaptsächlech dorëms, wéi de Verkaf vun dësen Tubakwuere bei ons encadréiert gëtt a wéi eng Recetten dann doduerch entstinn.

Ech wéilt vläicht awer e ganz e bëssen dann och aushuelen a vun der Geleeënheet vun dësem Debat de Mëtteg profitéieren, fir op dräi Voleten anzegoen: den Detail iwwert de Verkaf an d'Recetten, wéi de Verkaf vum Tubak reguléiert ass an drëttens, wat d'Douane dann och géint de Schmuggel mécht.

Et ass kee Geheimnis, dass d'Akzisen op Zigaretten, Tubak an Alkohol, mee och um Bensinn an Diesel wichteg Recettë si fir de Staatsbudget. Ech mengen, dat ass ganz einfach eng historesch Realitéit. Et ass vu Verschiddenen och scho gesot ginn: Fir den Tubak, wourëms et jo haut elo hei geet, waren dat 2020/2021 960 Milliounen Euro. An et ass och scho gesot ginn, ech wëll et awer nach eng Kéier ënnersträichen: Dat si 5 % vun de Recettë vum Staat.

Och wann dës Regierung dës strukturell Recetten elo net erfonnt huet, bleift onse Budget och haut nach dodrop ugewisen. Hei geet et also drëms, de richtege Mëttelwee ze fannen, fir onse gesellschaftspolitesche Engagementer op där enger Säit gerecht ze ginn, ouni op wichteg Recettë mussen ze verzichten.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | E Beispill, wou ee ganz kloer dat och gesäit, ass onst Engagement zum Beispill beim Klima. D'Aféiere vun der CO_2-Steier, mat där mir de Bensinn an den Diesel lues a lues manner attraktiv maachen, ass e wichtegt Mëttel, fir ons Klimaziler och ze erreechen.

Mëttel- a laangfristeg muss awer dowéinst och gekuckt ginn, wéi déi Recetten, déi doduerch da progressiv erofgoe wäerten, kënnen opgefaange ginn.

Beim Tubak, ech mengen, et ass och de Mëtteg mentionéiert ginn, spillt déi gesondheetlech Dimensioun eng wichteg Roll, déi mir dann och als Regierung ganz eescht huelen. Esou huet Lëtzebuerg awer och d'Erhéijung an der EU vu Steiertauxen op Tubakwueren ëmmer matgedroen a setzt d'Tauxen och reegelméisseg erop. Nach am Summer hunn ech d'Representanten och vun der Fondation Cancer selwer gesinn, fir iwwert d'Besteierung vum Tubak an de Konsum dovunner ze diskutéieren.

Also, dat ass schonn en Theema, wou ech och ganz sensibel drop sinn. Mir encouragéieren d'Leit natierlech an definitiv net fir ze fëmmen, mee et bleift awer eng Realitéit, dass vill Leit Tubakwueren trotzdeem nach ëmmer consomméieren.

Iwwregens ass d'Tubaksindustrie eng vun deenen eelsten, déi mir och hei am Land hunn. Ech mengen, dat muss een dann och éierlecherweis soen. Iwwer 200 Joer, also nach virun der Stolindustrie, ginn hei zu Lëtzebuerg schonn Tubakwueren hiergestallt a vun hei aus och an den europäesche Bannemaart wéi och iwwert d'Grenzen eraus, d'EU-Grenzen eraus exportéiert.

Nieft de Steierrecetten, déi jo esou entstinn, schaaft dës Industrie och Aarbechtsplazen an ass och eng wichteg Aktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Wéi genau huet sech de Verkaf vun Tubakwueren elo entwéckelt?

Bis virun der Pandemie sinn d'Douane an de Secteur ëmmer dervunner ausgaangen, dass eng ganz enk Korrelatioun tëschent de Verkeef vun de Pëtrolsproduiten an den Tubakwuere géif bestoen. 2020, 2021 an 2022 sinn d'Verkeef vun de Pëtrolsproduite par rapport zu 2019 ëm méi wéi 20 % erofgaangen, wéinst zum Beispill dem Aféiere vun der CO_2-Steier, wéinst de Restriktioune wärend der sanitärer Kris, dem Succès och vum Teletravail an dëst Joer och wéinst den Hëllefsmesuren à la Tankrabatt vun eisen Nopeschlänner. Ech mengen, dat sinn alles Saachen, wou mer och schonn an der Kommissioun an hei driwwer diskutéiert hunn.

Am Géigesaz dozou sinn awer d'Quantitéite vun den Tubakwueren, déi an deene Joren, also 2020 bis 2022, verkaaft gi sinn, par rapport zum Joer 2019 kontinuéierlech an d'Luucht gaangen!

D'Konklusioun, déi een dorauser dann zéie muss, ass, dass Wueren, onofhängeg vum Tankverhale vun de Leit, déi net och dann hei wunnen, weiderhin hei kaaft ginn.

Dat ass also eng relativ nei Erkenntnis, déi mer hei constatéieren an déi mir bei den Diskussioune iwwert dëse Sujet dann och musse berücksichtegen.

Wéi gesäit dann dat an den Zuelen aus? Ech mengen, Dir sidd och schonn op verschidden Zuelen agaangen. Ech ginn Iech dann och déi, déi zu menger Dispositioun stinn.

2021 sinn effektiv ronn 3,6 Milliarde Stéck Zigarette verkaaft ginn. Fir dëst Joer geet d'Douane dovunner aus, dass mer bei 4 Milliarde Stéck wäerte leien. Beim lassenen Tubak waren dat 2021 4.672 Tonnen d'lescht Joer. Fir dëst Joer estiméiert d'Douane, dass mir op 4.950 Tonne wäerte kommen. Fir de lassenen Tubak ass dat déi héchste Quantitéit, déi an de leschten 20 Joer verkaaft ginn ass. Allerdéngs muss een och soen, 2014 ware mer mat 4.878 Tonnen awer schonn eemol ganz no un deem Niveau och drun.

Bei den Zigaretten dergéint louchen d'Verkeef virum Joer 2010 prinzipiell iwwer 4 Milliarde Stéck. Den héchste Stand gouf am Joer 2005 mat 5,2 Milliarde verkaaften Zigaretten erreecht. Dat sinn nach emol 30 % méi, wéi fir 2022 geschat gëtt.

D'Recettë vun den Tubakwuere wäerten da fir dëst Joer op ronn 1,075 Milliarden Euro klammen. Dat ass déi lescht Zuel, déi dann zu eiser Dispositioun steet. Mee ech mengen, Verschiddener vun de Riedner virdrun hu vu ronn enger Milliard geschwat. Dat ass richteg.

Dës Zuele weise kloer, dass d'Ventë vum Tubak och an der Pandemie weider geklomme sinn. Et kann een dovunner ausgoen, dass se dann och an Zukunft op engem héijen Niveau bleiwe wäerten.

Ech wëll elo hei kuerz drop agoen, wéi de Verkaf vun Tubakwueren da reguléiert ass, fir fir d'éischt op de kommerzielle Verkaf anzegoen an duerno op de Verkaf fir den eegene Konsum.

Mam Marché intérieur an dem Grondprinzipp vun der fräier Circulatioun vu Wueren huet ons Tubaksindustrie iwwer onse klengen nationale Marché eraus Zougang zum ganzen europäesche Marché. Wann de Fabrikant seng Produktioun an d'Ausland verkeeft, da ginn dës Produkter net hei zu Lëtzebuerg besteiert, mee si ginn an dat Land, wou se solle verkaaft ginn, geliwwert a ginn dann do besteiert.

De Lëtzebuerger Staat kritt an deem Fall also weeder d'TVA nach d'Akzisen. Dës Recettë ginn dann an d'Keese vun de Länner, wou den Tubak verkaaft gëtt. Esou Transporter vun Tubakwueren, déi eist Land verloossen, muss de Fabrikant bei der Douane mellen. Duerno kuckt d'Douane dann, ob dës Produkter aus der EU erausgaange sinn, also den Export gemaach gouf, oder ob d'Liwwerung an en aneren EU-Memberstaat da geet. Wann d'Liwwerung an der EU bleift, da gëtt dës Informatioun an en zentralen EU-Douanesregister encodéiert. Domadder weess dat Land, wou d'Wueren ukommen, Bescheed a seng Autoritéite kënnen dann och d'Steieren anzéien.

Wann déi lokal produzéiert Tubakwueren zu Lëtzebuerg solle verkaaft ginn, da kréie se eng Lëtzebuerger Steierbandelette, wou och de Präis vum Produkt dropsteet. Dat selwecht gëllt fir d'Zigaretten an de lassenen Tubak, och fir deen, deen am Ausland produzéiert gëtt, awer hei dann zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt. Och op deene Päck sinn d'Lëtzebuerger Steierbandeletten drop.

Elo wat de Verkaf fir den eegene Konsum ugeet: Ee vun de Grondprinzippien eebe vum Marché intérieur ass, dass d'Wuere fräi zirkuléieren dierfen. Bei verschiddene Wueren awer gesäit déi europäesch Gesetzgeebung speziell Konditioune vir fir ze verhënneren, dass et zu Distorsiounen um Marché kënnt oder Steierhannerzéiung gemaach gëtt. Dës speziell Konditiounen applizéiere sech op Wueren, wou d'Akzisen drop bezuelt ginn. Den Transport vun Tubakwueren, mee awer och vun Alkohol vu Privatleit gëtt hei extra reglementéiert.

Et gëllt de Prinzipp, dass Zigaretten oder lassenen Tubak, déi Privatleit kafen an iwwert d'Grenz mathuelen, fir hiren eegene Konsum ass. Dëse Prinzipp gëllt awer net ouni Limitatiounen. D'europäesch Direktiv gesäit vir, dass 800 Zigaretten, 1 Kilogramm lassenen Tubak, 400 Zigarilloen an 200 Zigaren als eegene Konsum ugesi ginn. Dat si Limites indicatives oder Riichtwäerter.

All Land däerf am Aklang mat dem EU-Recht weider Wäerter virgesinn, woumat den eegene Konsum dann definéiert gëtt, also wéi vill Produiten däerfe vu Privatleit iwwer hir Grenz erausbruecht ginn. D'Memberstaaten däerfen also méi héich Wäerter festleeën, wa se wëllen, mee dës däerfen net ënner EU-Wäerter leien.

Zu Lëtzebuerg, wéi mer wëssen, gëtt et keng gesetzlech Limitten, wat d'Abréngen an d'Erausbrénge vun Tubakwuere fir den eegene Konsum ugeet. Et ass also erlaabt, fir zu Lëtzebuerg besteiert a bandelettéiert Zigaretten a lassenen Tubak fir den eegene Verbrauch mat an d'Ausland ze huelen. Mee wann am Ausland Zigaretten oder de lassenen Tubak weiderverkaaft ginn, wou eng Lëtzebuerger Steierbandelette drop ass, dann ass dat natierlech net legal. Et handelt sech jo do dann ëm Schmuggel vu scho besteierte Wueren.

Ech wëll och ënnersträichen, dass zu Lëtzebuerg säit 2017 mam Antitubaksgesetz verankert ginn ass, dass et verbueden ass, fir Tubakwueren iwwert den Internet u Privatleit ze verkafen. Onlinehandel ass also verbueden.

Fir den eegene Gebrauch dann ze encadréieren, an ech mengen, dat war och eng vun de Froen, dozou wëll ech soen, dass d'Europäesch Kommissioun och annoncéiert huet, dass d'EU-Reegele sech ännere wäerten. Do wäerten also da Propositioune warscheinlech d'nächst Joer erauskommen. Et ass och, mengen ech, ganz, ganz wichteg, dass déi Fro an der EU diskutéiert gëtt. An ech mengen, do wäert Lëtzebuerg och ganz konstruktiv matschaffen, wa mer dann och bis wëssen, wat vun der Kommissioun do op den Dësch geluecht gëtt.

Wat mécht d'Regierung respektiv d'Douane géint den illegalen Trafick?

D'Regierung kuckt, dass den Ecart vun de Präisser tëschent Lëtzebuerg an eisen dräi Nopeschlänner räsonabel bleift. Allerdéngs muss ee feststellen, dass et tëschent deenen dräi Länner ganz grouss Präisënnerscheeder gëtt – ech mengen, Verschiddener vun Iech hunn dat och schonn ënnerstrach – an esou och den Ecart tëschent Lëtzebuerg an haaptsächlech Frankräich effektiv héich ass. Net, well mir d'Präisser onbedéngt wëllen niddreg halen, mee well Frankräich d'Haussë gemaach huet par rapport och zu deenen aneren. Mir passen d'Präisser bei eis nämlech ganz reegelméisseg no uewen un duerch Erhéijunge vun den Akzisen op den Tubakwueren. Déi lescht Erhéijung hu mir op den 1. Februar dëst Joer gemaach. Dat war plus ou moins dräi Wochen, nodeem ech dann och an dës Regierung komm sinn.

Jo, d'Steieren hunn natierlech e Lenkungseffekt. Dofir ginn d'Steieren och ganz reegelméisseg, wéi gesot, op dëse Produiten an d'Luucht.

Et ass och virgesinn, dass d'TVA-Reduktioun vun 1 % op dann den 1. Januar d'nächst Joer sech net favorabel wäert op d'Präisser vun den Tubakwueren auswierken. Ech mengen, dat ass och ganz wichteg. Also ginn d'Akzisen deementspriechend dann och eropgesat. Voilà.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Jo. Do kann een … Ech mengen, de Règlement granducal ass deposéiert mam Budget. Mee ech mengen, dat ass awer och wichteg, fir dat ze soen.

Zanter 2013 sinn d'Steieren op den Akzisen an d'TVA um bëllegste Pak vu 50 Gramm lassenem Tubak vun 1,78 Euro op 2,9273 Euro eropgaangen. Dat ass eng Steiererhéijung vu ronn 65 %.

Des Weidere schafft eis Douane an enker, ganz enker Kooperatioun mat hiren Homologen aus den Nopeschlänner, mee awer och mat Drëttstaaten. An ech mengen, do schaffe se haaptsächlech mat England.

Op Ufro hëllefen d'Beamten, wann et Verdacht op illegalen Trafick vun Tubakwuere mat Lëtzebuerger Steierbandelettë gëtt. D'Douane war, fir dann och op eng Fro ze äntwerten, déi gestallt ginn ass, rezent effektiv vu Frankräich zum Beispill kontaktéiert ginn. An dee Fall, deen ass dann amgaangen. Mat England sinn och ganz reegelméisseg Kontakter, déi och scho viru Geriicht gehollef hunn. 2021 waren dat 21 Demanden aus England. Fir dëst Joer waren dat der bis elo 18.

Lëtzebuerg agéiert also, fir den illegalen Trafick vun Tubakwueren aus eisem Land esou gutt wéi méiglech ze ënnerbannen, andeems dass mer, wéi gesot, reegelméisseg d'Steieren erhéijen an dass eis Douane eebe mam Ausland ganz aktiv zesummeschafft.

Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, am Resümmee kann een, mengen ech, soen, dass dat hei trotz alle Mesuren, déi geholl goufen an och weider wäerte geholl ginn, e Sujet bleift, wou d'wirtschaftlech Realitéiten an d'gesellschaftspolitesch Consideratiounen openeentreffen an et mat Sécherheet hei keng gutt a mat Sécherheet keng perfekt Léisung gëtt, déi an dësem Debat wierklech all Mënsch wäert zefriddestellen.

Et ass vu Geldwäscherei a vu Schmugglerei geschwat ginn. Den Direkter vum Enregistrement ass zitéiert ginn. Ech war an där Reunioun net derbäi, mee ech mengen, et kann ee warscheinlech néierens an ni 100 % esou eppes excluéieren. Mee ech mengen, déi Aarbecht, déi eis Douane mécht, ass wierklech eng exzellent Aarbecht. A wéi gesot, an deem doten Domän ass d'Zesummenaarbecht mat aneren Administratiounen, souwuel an der EU wéi och ausserhalb vun der EU, extreem wichteg. An dat leeft wierklech gutt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn direkt d'Wuert un den Här Roth fir Parole après ministre.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Och der Ministesch merci, grad wéi allen Intervenanten.

Ech wëll op eppes zréckkommen. Selbstverständlech ass d'CSV, an dat ass och eng Äntwert op dem Här Kartheiser seng Fro, si mir eis bewosst, duerfir huet d'CSV vill ze vill laang d'Finanzministeren am Land gestallt, dass een abrupt weeder op d'Recettë vun dem Spritt nach op d'Recettë vun dem Tubak ka verzichten. Dat ass den éischte Constat. Do ginn ech Iech och Recht.

Do, wou ech et awer méi schwiereg hunn, Iech kënnen nozevollzéien, dat dierf mer erlaabt sinn, dat ass, Dir sot: „Mir passen eis Präisser dem Ausland un." Dat maacht Der beim Spritt. Dat maacht Der beim Spritt. D'Zil ass do d'Klimabilanz. Mee Dir maacht et net beim Tubak. Well nämlech beim Spritt, ech hunn Iech dat virdrun do gesot, gëtt den Differentiel méi kleng a beim Tubak gëtt e méi grouss.

Ech verstinn, dass een d'Klimabilanz hëlt fir de Spritt, mee ech verstinn net, dass een akzeptéiert, dass den Differentiel méi grouss gëtt, wann et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet. Dat ass e Constat, dee mer och maachen.

An Dir hutt an enger gemeinsamer Äntwert, déi Der ginn hutt virun net allze laanger Zäit, nämlech de 15. Juni 2022 (veuillez lire: nämlech op eng Fro vum 15. Juni 2022), zesumme mat der Gesondheetsministesch a mat der Ministesch fir Ëmwelt a Klima kloer gesot: „D'Regierung wäert weider reegelméisseg d'Besteierung vun den Tubakwueren no uewen upassen."

An duerfir froen ech Iech: Firwat hutt Der net déi selwecht Linn ageschloen, déi Der beim Klima ageschloen hutt, nämlech fir den Differentiel mat den Nopeschlänner méi kleng ze maachen?

A beim Tubak hutt Der e méi grouss gelooss. An duerfir stellen ech Iech d'konkreet Fro: Sidd Dir der Meenung, dass, wann een de Präis op dësem Pak ëm 1 Euro an d'Luucht setzt, da wier en zu Lëtzebuerg bei 6,50 Euro – e wier nach ëmmer 1 Euro méi niddreg wéi an der Belsch, e wier nach ëmmer iwwert 1 Euro méi niddreg wéi an Däitschland a wier nach ëmmer iwwer 4 Euro de Pak méi niddreg wéi a Frankräich –, dann alleguerten déi Recettë vun dem Tanktourismus géifen esou abriechen, dass de Lëtzebuerger Staat déi net méi kéint finanzéieren?

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci. Vläicht wëll ech méi generell soen, och par rapport zu EU-Länner an och zu England läit de Präis …

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Entschëllegt!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Da fänken ech nach eng Kéier un. Ech wëll méi generell soen, dass d'Präisser vun den Zigaretten zu Lëtzebuerg am Fong an der Mëttelkategorie vu Präisser leien an enger EU-Moyenne.

Dir hutt elo hei verschidde Präisser genannt. Ech mengen, dat hänkt elo wierklech och dovunner of, wéi eng Zigaretten een hei hëlt. Ech wëll soen, dass den Differentiel par rapport zu Däitschland zum Beispill ganz kleng ass. An ech mengen, dat ass do, wou mir eis och drun orientéieren. Zu Frankräich ass en effektiv extreem grouss. Bon, ech mengen, d'Fransousen, déi si fir hir Steierpolitik responsabel, mir fir eis. Dat ass dat eent.

Ech mengen, dat anert ass, dass mir eis un d'Lëtzebuerger Legislatioun och weider halen. Mir halen eis u Marché-intérieurs-Reegelen an an deem Kader wäerte mir och weiderfueren. Ech wäert op alle Fall keng abenteuerlech Steierpolitik maachen, haaptsächlech scho guer net an enger Situatioun wéi haut, fir do elo grouss mat den Akzisen op Tubaksproduiten eropzegoen. Ech wäert dat net maachen!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech mengen, mir hunn och hei e Modell geierft, wéi gesot. Nach eng Kéier: deen huet dës Regierung och net erfonnt. Mir kréien hei ganz vill Recetten, op déi mer ugewise sinn, an eise Budget eran. Mat deene Sue maache mer natierlech e ganze Koup Saachen, wou mer och e gesellschaftspolitesche Konsens hunn.

Wat de Santésvolet ugeet, do sinn ech och a ganz enke Gespréicher mat eiser Santésministesch a wou mer och deen dote Sujet an Zukunft wäerte weider zesummen abordéieren a kucken, wéi mer eis do wäerten opstellen.

Mee op alle Fall wäert ech do keng abenteuerlech Politik op Recetten, op déi de Staat trotzdeem ugewisen ass, maachen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

4. Question élargie n° 157 de M. Charles Margue au sujet de la couverture d'assurance contre les dommages occasionnés par les catastrophes naturelles

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 157 vum Här Charles Margue iwwert de Versécherungsschutz am Fall vun enger Naturkatastroph. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Den Här Margue huet d'Wuert!

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Här President, léif Madamm Finanzministesch, Kolleeginnen a Kolleegen, no den Iwwerschwemmungen am Juli d'lescht Joer war d'Theema vun der Versécherung vu Klimarisiken ee Moment ganz uewen an der Dagesaktualitéit. Am November 2021 hat Äre Virgänger, de Pierre Gramegna, a senger Äntwert

op meng éischt Question élargie zu dësem Theema e puer ganz interessant Piste ginn.

Haut, ee Joer méi spéit, manner wéi zwielef Méint virum Enn vun der aktueller Legislaturperiod, wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir dës wichteg Fro nach eng Kéier erëm no uewen ze hiewen an en aktuellt Bild vun Iech ze kréien.

E weidere Wiederphenomeen ass d'Dréchent vun dësem Summer, déi ënner anerem Schied duerch Rëss an Haiser a soss Gebaier provozéiert huet. Ech brauch kengem heibannen ze erklären, dass d'Natur an d'Ausmooss vu Schied bedéngt duerch Klimaverännerungen an Zukunft éischter wäerten zou- wéi ofhuelen.

Ganz am Geescht vum Assurancëwiesen an och vum Mutualitéitsgedanken, deen hei am Land wäit verbreet ass, gëllt et duerfir, elo virzeschaffen, fir wann – ech soen net ob, mee wann – déi nächst Naturkatastroph eis an d'Haus steet.

Well et mir bei menger Fro ëm eng Verdéiwung vu verschiddene Piste geet, maachen ech dach e kuerze Réckbléck.

D'Cour des comptes huet 2021 an hirem Budgetsavis d'Iddi an d'Spill bruecht, fir e staatleche Fong anzeriichten, fir eng besser Ofsécherung vu Klimaschied an eng besser Visibilitéit ze erméiglechen.

De Minister hat sech virun engem Joer oppe gewise fir eng Mutualiséierung vun de Risiken a wollt sech mat den Assureuren un en Dësch setzen, dat well den aktuelle Modell vun Zousazassurancen u verschidde Limitte stéisst, notamment d'Limitten, wat den Taux de couverture ugeet, d'Ënnerscheedung vu Risikorespektiv Netrisikogebidder bei den Iwwerschwemmungen oder d'Héicht vun de Primme respektiv déi vun de Garantien.

Eng zentral Fro an der Diskussioun deemools war, wéi d'Speisung vun esou engem Fong kéint ausgesinn, also wien do misst/sollt abezuelen a wéi vill, fir dass de System och kéint fonctionéieren.

Selwer plädéieren ech, fir e puer Millièmes op all Assurance non-vie zum Beispill ze erhiewen, wéi et an engem Nopeschland geschitt. Am Gespréich mat den Assureuren ass mir zu Ouere komm, dass si sech esou enger Léisung net verschléissen. Dat ass technesch dran. Si hunn déi Kompetenz. Et stellt sech eebe just d'Fro vum politesche Wëllen. An dee Wëllen, an déi Richtung ze goen, ass an der Chamber hei e puermol schonn ausgedréckt ginn.

Ech war ganz frou, dass de Pierre Gramegna deemools ausdrécklech d'Urgence vun de Klimarisiken ënnerstrach huet an dass hie sech oppe gewisen huet, fir zesumme mam Assurancësecteur op d'Sich no bessere Léisungen ze goen. Virun deem Hannergrond kann ech meng Froen haut ganz kuerz a knapp stellen.

Éischtens: Ech hat deemools vun enger „Plooschter" geschwat. Deelt d'Madamm Minister de Constat, dass dee Modell vun Zousazassurancen, optionalen Zousazassurancen, éischter eng Tëscheléisung ass, wéi dass en en definitiven an nohaltege System duerstellt?

Zweetens: Ass d'Ministesch och oppen, fir d'Ofsécherung vun de Klimarisike via eng Mutualiséierung an d'A ze faassen, zum Beispill mat engem Fong, wéi en och an anere Länner besteet? Wéi gesot, d'Assureure géifen do matmaachen.

Drëttens: Gouf et zënter dem leschte Joer schonns Gespréicher, verdéift Gespréicher mat den Assureuren iwwer eng Verbesserung vun der Couverture vu Klimarisiken? Gouf do och iwwert de Modell vun esou engem Fong geschwat? Well ech weess, dass där Gespréicher jiddefalls ugefaangen haten. Wat ass aus deem Echange entstanen?

Als normal versécherte Bierger huet ee menges Wëssens nach näischt dovun héieren an och näischt gespuert. Well ech krut just eng Optioun agebaut a menger besteeënder Hausversécherung mat engem Tariff, deen et nawell a sech huet, a wou ech net weess, wéi en an Zukunft wäert ausgesinn, souwäit mäin Agent mer dat gesot huet.

A véiertens: Gëtt et scho Modeller, wéi esou e Fong hei am Land kéint gespeist ginn? Gëtt et do fir Lëtzebuerg schonn Estimatiounen oder Berechnungen, wat deen néidege Volumen am Fong wier a wéi d'Käschte kéinte verdeelt sinn?

Ech hunn Iech meng Iddi ausgedréckt, mee Dir hutt der jo och bestëmmt nach selwer.

Eng Nofro, fënneftens, par rapport zu der bestoender Zousazversécherung nom 2017er Modell ass nach, ob d'Ënnerscheedung vu Zones inondables a Zones non inondables nach Sënn mécht. Déi Differenzéierung hat de Pierre Gramegna schonn zejoert als „artifiziell", sengem Wuert no, genannt, wat se och mëttlerweil ass; Staarkreen, Tornado an esou weider. Huet d'Ministesch dee Gedanke schonn opgegraff? Respektiv gouf sech scho mat den Assureuren doriwwer ausgetosch?

Här President, ech kommen zum Schluss fir ze betounen, dass souwuel d'Assureure wéi och déi ëffentlech Hand sech zënter 2016 ganz vill Méi ginn hunn, fir eng Versécherung vu Klimarisiken ze erméiglechen, déi et virdrun zu Lëtzebuerg net gouf. Et geet mir also hei net drëm, fir deem System seng Meritten ofzestreiden, mee awer de Bléck no vir ze geheien, dat well d'Klimarisiken zënter 2016 dramatesch geklomme sinn a well déi wuel och an den nächste Jore weider klamme wäerten.

An ech betounen, dass, wann d'Politik – mir also – et wëllt, da kënnen d'Assureure mat esou engem System vu Mutualisatioun a Solidaritéit liewen an hiert derzou bäidroen, fir en opzebauen a wéi bis elo d'Gestioun vun de Sinistrë weider ze erleedegen, wat se exzellent maachen a wat hiert Geschäft ass.

Ech soen der Madamm Minister elo scho Merci fir hir Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, Lëtzebuerg war am Juli 2021 effektiv vu ganz staarken Onwiedere betraff. Haut kënne mer och e Bilan zéien. Et handelt sech effektiv ëm déi deierst Naturkatastroph, déi eist Land jee kannt huet.

Den Assurancësecteur huet dann och ganzer 133 Milliounen Euro un déi betraffe Leit ausbezuelt. Zousätzlech huet de Staat eng konsequent Enveloppe vun 100 Milliounen Euro deblockéiert fir Direkthëllefen. Vun dëser Enveloppe, kann ech Iech soen, ech hat et virun e puer Deeg och an der Chamberskommissioun gesot, sinn dann och um Datum vun haut bis elo 30,5 Milliounen Euro vum Staat ausbezuelt ginn.

Et ass also ganz séier reagéiert ginn. Et ass och ganz adequat reagéiert ginn, souwuel vun den Assureure wéi och vun der Regierung. D'Hëllefe vum Staat hunn de betraffene Privatleit, déi dann eeben net versécherten waren, gehollef bei den Dépenses de première nécessité. Den Entreprisen ass gehollef ginn, déi d'Schied un hire Gebaier, Maschinnen an un hirem Stock da rembourséiert kruten. D'Entreprisë konnten och Chômage partiel ufroen, an och der Landwirtschaft an de Gemengen ass gehollef ginn.

Des Weideren huet d'Europäesch Kommissioun den 8. November 2022 Lëtzebuerg och eng Hëllef vun 1,8 Milliounen Euro zougesprach am Kader vum Fonds de solidarité vun der Unioun, wou d'Membere vun der EU ënnerstëtzt kënne ginn am Fall vun Naturkatastrophen.

No den Onwiedere vum Juli 2016 huet den Assurancësecteur zesumme mat der Regierung de System vun enger fakultativer Assurancëpolice fir d'Iwwerschwemmungsschied ausgeschafft. Dës optionell Garantie deckt d'Schied duerch d'Iwwerschwemmunge vu bis zu engem Montant vun 20.000 Euro fir Iwwerschwemmungszonen a bis zu 200.000 Euro an Netiwwerschwemmungszonen of.

Zanter 2017 hunn d'Lëtzebuerger Assurancëgesellschaften esou iwwer 156 Milliounen Euro fir Iwwerschwemmungen ausbezuelt. Dat ass natierlech e ganz, ganz zolitte Montant. Dozou zielen nieft den Onwiederen da vum Juli 2021 och d'Iwwerschwemmunge vum Juni 2018 an och vum Februar 2020.

D'Onwiedere vum Juli 2021 hunn eis gewisen, dass den aktuelle System vun den optionelle Garantien am Fong fonctionéiert huet. De betraffene Leit konnt domat gehollef ginn. Et gëtt och, mengen ech, eng gewësse Prise de conscience säitdeem: Den Taux de pénétration vu Garantien oder vun Assurancen ass och eropgaangen no deene leschten Inondatiounen. Sou.

Trotzdeem ass et derwäert ze kucken, ob et net awer nach besser Optioune fir eise Marché gëtt, fir dann och d'Bevëlkerung méi effizient géint zukünfteg Naturkatastrophen ze schützen. An dofir soen ech dann och dem Deputéierte Merci, fir dat heite wëllen ze thematiséieren a fir de Sujet och nees op den Ordre du jour ze setzen.

Ech mengen, mir haten dëst Joer ganz vill Krisen. Mir si vun enger Kris an déi aner gefall. Dat heescht awer net, dass dat heite vergiess ass an dass dat heite kee wichtege Sujet ass. Au contraire, well mir wësse mam Klimawandel, dass d'Naturkatastrophen ëmmer méi dacks ginn an dass se effektiv net auszeschléisse sinn.

Et gëtt prinzipiell zwou alternativ Approchen zum existente Modell, déi deelweis dann och am Ausland praktizéiert ginn. Et kann een d'Assurance inondation obligatoresch maachen, wéi dat haut schonn de Fall zum Beispill a Frankräich oder och an der Belsch ass, oder et kann een en Naturkatastrophefong an d'Liewe ruffen, wéi dat dann och vum honorabelen Deputéierte proposéiert gëtt. Esou Fonge gëtt et dann och an anere Länner, zum Beispill an England oder och a Frankräich.

D'Solutioun vun engem Naturkatastrophefong brauch awer ganz grouss Finanzéierungscapacitéiten, déi de Lëtzebuerger Assurancësecteur net aleng en charge huele kann, well de Lëtzebuerger Marché ganz einfach ze kleng ass. D'Käschte vun den Onwiedere vum Juli d'lescht Joer hunn dat och wierklech ganz däitlech gewisen.

Wéinst der Gréisst vun eisem Land ass et och schwiereg, eng Mutualisation des risques hierzestellen. Dat ass awer am Fong de grondleeënde Prinzipp vun esou engem Naturkatastrophefong. Bei den Onwiedere vu Juli 2021 ware sämtlech Regioune vun eisem Land betraff. Bei grousse Länner si bei Naturkatastrophe meeschtens nëmme vereenzelt Deeler eebe vu Regioune betraff. An dat mécht natierlech dann den Asaz vun esou engem Fong och méi effikass.

Et leeft also in fine och hei am Fong op eng staatlech Finanzéierung eraus, wat eigentlech deem

gläichzesetzen ass, wat mir gesinn hunn am Juli 2021: eng punktuell staatlech Interventioun do, wou et am Fong am meeschten néideg ass.

Den aktuellen optionelle System erlaabt et, als Resident zu Lëtzebuerg fräi ze decidéieren, sech géint de Risiko vun enger Iwwerschwemmung ze versécheren. D'Leit kënnen awer nach ëmmer besser, mengen ech, sensibiliséiert ginn, fir se och op déi néideg Risiken hinzeweisen.

Trotzdeem kann een awer och iwwer eng obligatoresch Versécherung nodenken. Esou eng Versécherung kéint een och u besteeënd Versécherungen, wéi zum Beispill eng Feierversécherung, dat wär de franséische Modell, oder un Immobiliekreditter koppelen. Dat ass éischter dann, wéi dat och an der Belsch gehandhaabt gëtt. Dëst géif d'Mutualisatioun vun de Risike vergréisseren a soumat am Fong och de ganze System stäerken. De Commissariat aux assurances, also d'Iwwerwaachungsautoritéit vum Assurancësecteur, ass dozou och am Austausch mat de betraffenen Assureure säit den Onwiedere vu leschtem Joer.

Ech mengen, et ass hei esou, dass et am Fong keng perfekt Léisung gëtt. All System huet seng Avantagen a seng Desavantagen, souwuel déi Assurancen obligatoresch ze maachen, eng Optioun, mee och esou e Fong, wéi Dir dat proposéiert hutt.

Ech wëll vläicht do op deem Punkt och opmierksam maachen op eng OCDE-Etüd, déi beleet, dass zum Beispill bei public Fongen, Fonds de compensation, den Delai vun den Ausbezuelunge vun den Indemnisatioune vill méi laang dauert. Dat ass eeben an där OCDE-Etüd analyséiert ginn an zréckbehale ginn. An dat ass natierlech net gutt, wann esou Fongen, Fonds-publicken, op d'Bee gestallt ginn, dass dann d'Ausbezuelungen do méi laang sinn. Dat ass net gutt. An ech mengen, esou eng Konklusioun muss dann och berücksichtegt ginn.

E spezielle Fokus soll awer och op de Volet Preventioun vun Iwwerschwemmungsrisike geluecht ginn, fir an Zukunft och grouss Schied ze vermeiden. Ech mengen, do sinn och e ganze Koup Saachen, déi ee maache kann, an do soll och weider dru geschafft ginn, zesummen och mat de Gemengen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Evenementer vun 2021 hunn eis nach emol gewisen, dass de Klimawandel, wéi ech scho gesot hunn, e groussen, wann net dee gréissten Challenge ass, dee mer bewältege mussen. Mir gesinn, dass d'Investissementer gebraucht gi fir eng méi CO_2-neutral Gesellschaft. An ech mengen, dat maache mir och ganz konsequent hei an dësem Land.

Ech stinn natierlech der Chamber an och den Deputéierten, mee och aneren Acteuren, déi sech elo viru Kuerzem am Kader och …

M. Fernand Etgen, Président | Hei, et wier gutt, wa keen heibanne géif méi haart schwätze wéi d'Madamm Backes.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech fannen och, d'Inondatiounen a wat mer domadder …, wéi mer eis opstellen, ass awer e ganz wichtege Sujet, wéi gesot.

Ech kommen zu menger Konklusioun, well ech Iech wollt soen, dass ech der Chamber an den Deputéierte wéi och aneren Acteuren, déi sech dann och am Kader vum Budget 2022 zu deem Sujet dann exprimëiert hunn, natierlech zur Verfügung stinn, fir dee Sujet nach weider ze verdéiwen a fir dann och an der Diskussioun an am Dialog de richtege Modell fir Lëtzebuerg ze fannen a fir deen dann och zesummen ze identifizéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Den Här Margue huet nach eng Zousazfro.

M. Charles Margue (déi gréng) | Villmools merci, Madamm Finanzministesch, fir déi wierklech ausféierlech Äntwert. Dat heescht, ech hu richteg verstanen, dass Pourparlere lafen, dass bei der ACA de Projet amgaang ass, no enger Léisung gesicht ze ginn. Déi éischt Zousazfro: A wéi enger Echeance soll dat sinn? Sinn dat och sämtlech Schied, Intemperien, well mir komme jo hier vum Waasserschued, mee, wéi ech gesot hunn, hu mer duerch d'Dréchent och Rëssschied. An da stellt sech fir mech ëmmer d'Fro, awéifern d'Leit à même sinn, …

(Interruption)

… ech Iech, Dir mir kënnt zoumudden, eng Risikoofschätzung ze maachen. Bis ewell hu grouss Assureuren 80 % vun hire Leit mat op de Wee kritt an déi kleng Assureure verkafen et iwwerhaapt net, fir hir Primmen niddreg ze halen, fir an de Marché eranzekommen. Dat heescht, do si mer och bei enger Distorsioun, a wien ass herno den, pardon, Gelackmeierten, wann et ze spéit ass? Obligatioun oder Netrisikoaschätzung jiddwerengem selwer iwwerloossen oder net, ech hu meng Zweifelen dodrun.

Merci villmools.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci. Jo, ech kann Iech confirméieren: Déi Diskussiounen, déi lafen, déi musse weider am Detail gefouert ginn. Mir haten natierlech elo e ganze Koup aner Krisesituatiounen, déi par la force des choses d'Iwwerhand haten, mee ech kann Iech versécheren, dass mer dat souwuel beim Staat – also an der Regierung, an do sinn natierlech verschidden Acteuren –, mee och zesumme mam Assurancësecteur wäerte weider am Detail kucken an ausschaffen.

A wéi gesot, nach eng Kéier: Ech stinn Iech zur Verfügung, der Chamber, mee och deenen aneren Acteuren, déi sech zu Wuert gemellt hunn zu deem Sujet, déi jo och vläicht nach ganz, ganz interessant Vuen hunn op esou e Fong, fir mat hinnen ze schwätzen a fir déi richteg Léisung fir eis ze fannen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch.

5. 8021 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

8023 – Projet de loi portant approbation de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance » et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 8021, eng Konventioun mam Ruanda, déi d'Duebelbesteierung ofschaaft, an de Projet de loi 8023, eng Konventioun, déi d'Duebelbesteierung mam Ghana ofschaaft. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt un de Rapporter vun deenen zwee Projets de loi, den honorabelen Här Guy Arendt, ginn. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Der et wësst, ass dat heiten elo déi x-te Konventioun, déi ech scho presentéieren, an de Langage ass natierlech ëmmer dee selwechten.

Eis Finanzpolitik ass e wichtege Pilier fir d'Attraktivitéit vun onsem Land an dozou gehéiere ganz vill verschidden Aspekter. An e grousse Virdeel vun eiser Finanzplaz ass, datt mir Member an der Europäescher Unioun sinn an esou de Banken an Investisseuren direkten Accès op den Europäesche Bannemaart ginn. Mee fir attraktiv ze sinn an ze bleiwen, geet dat eleng net duer. Mir mussen ënner anerem awer och eis bilateral Bezéiungen ënnerhalen a weider ausbauen.

An der Finanzpolitik ass d'Zil, fir dank Konventioune Léisungen ze fannen, déi am Interêt vun den zwee betraffene Länner sinn. Dat betrëfft virun allem d'Duebelbesteierungsofkommessen, déi Lëtzebuerg mat anere Länner negociéiert respektiv negociéiert huet.

De Grand-Duché huet iwwer 80 där Konventioune mat Staaten aus der ganzer Welt ënnerzeechent. Dozou gehéieren zemools eis Nopeschlänner, mee awer och Staaten, déi duerch d'ganz Welt verstreet sinn. Mir hu fir d'lescht am Mäerz vun dësem Joer esou en Duebelbesteierungsofkommes mat Äthiopien hei an der Chamber ratifizéiert.

Effektiv sinn d'Duebelbesteierungsofkommessen e wichtege Bestanddeel vun eiser Finanzpolitik. Iwwerdeems erlaben dës Konventiounen et, déi bilateral wirtschaftlech Relatiounen ze stäerken. Si vereinfachen d'Echangë vu Kapital, Technologien an och vu Persounen.

Fir Lëtzebuerg ass et dohier wichteg, de Reseau vun dëse Konventioune weider auszebauen. De Fokus vun der Lëtzebuerger Politik louch an der Lescht haaptsächlech bei den afrikanesche Länner. An deem Kader dierf ech Iech haut zwee Gesetzesprojeten zesumme virstellen, dat fir d'Ratifikatioun vun de Konventioune mam Ruanda a mam Ghana.

D'Konventioun mam Ruanda gouf den 29. September 2021 zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. D'Konventioun mam Ghana gouf den 13. Dezember vum leschte Joer ënnerschriwwen. Vu datt de Prinzipp bei esou Konventiounen ëmmer dee selwechten ass, ginn ech elo a menger Ried op déi zwou Konventiounen an.

D'Haaptziler dovu sinn, d'Duebelbesteierung an der Akommes- a Verméigenssteier ze vermeiden a géint Steierhannerzéiung virzegoen. Dat heescht, et gëtt evitéiert, datt ee keng oder bal keng Steiere bezilt, also Steierevasioun oder Steierbedruch mécht.

D'Besteierungsrechter tëschent de jeeweilege Staate ginn also opgedeelt tëschent dem Land, wou d'Richesse kreéiert gëtt, an deem Land, wou de Beneficiaire säi Wunnsëtz huet.

D'Texter vun de Konventioune baséieren op de Modeller vun den zwee Länner a respektéieren natierlech déi jeeweileg Interêten. Et si schlussendlech equilibréiert Konventiounen, déi d'Dispositiounen aus de Steierregimme vun de jeeweilege Länner

iwwerhuelen a gläichzäiteg den internationalen Norme Rechnung droen. Hei schwätzen ech vun de Modellen zemools vun der OECD, mee och deels vun de Vereenten Natiounen, an dat op Nofro vum Ruanda respektiv vum Ghana. Dës zwou Konventioune sinn also natierlech konform zu de BEPS-Reegelen, déi um Niveau vun der OECD ausgeschafft goufen.

Mat dëse Konventioune kommen also elo nees zwee Puzzlestécker an der Lëtzebuerger Legislatioun derbäi. Eng performant Legislatioun, déi den Acteure juristesch Sécherheet souwéi d'Méiglechkeet, international ze schaffen, gëtt: Och dat ass en Deel vun eisem Ekosystem, vun eisem Erfolleg.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 15. Juli keng Observatioune gemaach. D'Chambre de Commerce huet hir Avisen de 4. respektiv de 6. Oktober erausginn. D'Avise sinn awer leider eréischt gëschter an der Chamber agetraff, esou datt d'Avisen net am schréftleche Rapport ernimmt goufen, mee doweinst wëll ech haut a mengem mëndleche Rapport drop insistéieren, datt d'Chambre de Commerce déi zwou Konventioune guttheescht.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport souwéi déi respektiv Avisen. Schlussendlech dierf ech der Madamm Finanzministesch an hire Beamten aus dem Finanzministère Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet. An d'DP-Fraktioun gëtt dann och hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Guy Arendt.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Ech fänken och mat engem grousse Merci un un eisen exzellente Rapporteur Guy Arendt, deen eis fir déi zwee Projet-de-loien nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun deenen Accords bilatéraux erkläert huet. Ech mengen, et ass och wichteg fir d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz, vun eisem Land, wann een an déi Richtung vun esou Accord-bilateralle geet. Mir haten och schonn an der Vergaangenheet iwwert deen een oder deen anere geschwat. An ech kann Iech och soen, datt mir natierlech och zu deenen zwee Projet-de-loien eisen Accord wäerte ginn.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir déi eng oder aner Fro och an deem ganze Kontext ze stellen. Éischtens, Madamm Finanzminister, wou si mer am Moment nach a Verhandlung mat Accord-bilaterallen? Hei sinn elo zwee afrikanesch Länner. Et stellt sech och d'Fro, ob mer Richtung Südamerika an esou Accorde ginn. Wéi gesot, generell wär ech vläicht frou, wann Der eis do kéint e bësselche soen, wat nach an der Pipeline ass a wat an deenen nächste Méint eventuell nach kënnt.

Dann en zweete Punkt, an et ass awer e klengt Bedaueren, dat ech hunn. Dat ass, datt mer awer amgaange sinn, e bëssen de Wee vum Multilateralismus ze verloossen, fir a Richtung Bilateralismus ze goen. Ech mengen, de Multilateralismus ass eigentlech nach ëmmer den ideale Wee. A wann een deen net méi esou ka goen, da muss een natierlech à titre subsidiaire deen anere goen.

An dofir wollt ech och an deem Kontext nach eng Kéier froen, wou déi verschidden Initiativen um Niveau vun der OECD dru sinn. An do denken ech ganz besonnesch un d'Minimalbesteierung. Wou, wat ass am Moment do d'Situatioun? Et huet een elo schonn eng Rei vu Méint näischt méi héieren. Ass awer nach ëmmer de Wëllen do um Niveau vun der OECD, fir déi Minimalbesteierung duerchzesetzen?

An am selwechten Otemzuch géif mech och interesséieren, wou déi ganz europäesch Initiativen dru sinn. An do denken ech och ganz besonnesch un deen ACCIS-Projet, deen do nach ëmmer an der Maach ass. Och do hu mer scho säit enger Rei vu Méint näischt méi héieren. An och do wär ech frou, wann Der eis vläicht kéint e bësselche soen, wat am Moment d'Situatioun ass.

Dat gesot, soen ech e grousse Merci an, wéi gesot, ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert dann un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, ech soen dem Här Guy Arendt villmools Merci fir seng zwee Berichter an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, och mir ënnerstëtzen déi zwee Puzzlestécker, déi an der Lëtzebuerger Steierpolitik derbäikommen, d'Duebelbesteierung verhënneren. An dofir soe mer och dem Guy Arendt e grousse Merci fir säi Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och vun eiser Säit aus e grousse Merci dem Här Arendt fir déi zwee Rapporten. Mir wäerten dat och ënnerstëtzen a speziell wëlle mer och ënnerstëtzen, datt mer Richtung Afrika ginn. Dat ass e Kontinent mat enormer Zukunft.

Déi lescht COP huet och nach eng Kéier kloer gewisen, datt dee Kontinent sech wëll entwéckelen, a mir hu Vertrauen doranner. An dofir ass et och gutt, wa Lëtzebuerg vun Ufank un ekonomesch Relatioune mat deem Kontinent huet a se permanent verstäerkt.

Ech wéilt awer trotzdeem e Kommentar maachen iwwer eis Selektivitéit, déi mer awer weise bei de Mënscherechter. Well Mënscherechter sinn u sech universell an net selektiv. A mir ginn hin a bei verschiddene Länner ënnersträiche mer zu Recht, datt Problemer bei der Mënscherechtssituatioun a bei demokratesche Strukture bestinn, bei aneren, och wa se an Afrika sinn, wéi mer et haut héieren hunn, soe mer dozou näischt oder net vill. Dat ass eng Selektivitéit, déi mir als ADR net gutt fannen.

Ech wëll dofir hei soen, just fir komplett ze sinn an eiser Diskussioun, datt mer awer bei eise Kolleegen hei am Ruanda trotzdeem en Zoustand hunn, dee mir elo net terribel gutt fannen. Den Här Kagame, dee kann theoreetesch bis 2034 President bleiwen. Dat erënnert mech un en anert Land, wou mer e bësse méi virsichteg sinn an eise Relatiounen. Mir mussen ëm och felicitéieren. Mir liesen hei, datt en 2017 gewielt ginn ass mat 98 % vun de Stëmmen. Dat ass net schlecht bei enger Walbedeelegung vu 97 %. Mir hunn eng Walflicht hei am Land, mir hunn déi Ziler net erreecht a vläicht, wa mer eng Kéier deen een oder anere Kontakt mam Ruanda hunn, kënne mer froen, wéi se dat fäerdegbréngen.

Une voix | Grad wéi Äre Frënd, den Här Putin.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, et ass interessant. D'Liberté de presse gëtt agesch... Mir sinn net selektiv, mir huelen déi selwecht Standarden ... Da gëtt do och d'politesch Oppositioun ënnerdréckt. Et gëtt Disparitiounen. Et gëtt Assassinatpolitik, Tentatives d'assassinat. Bon, ok.

Dann hu mer nach en anere Punkt, deen eis och interpelléiert. D'Republik vum Kongo, d'République démocratique du Congo, reprochéiert dem Nopeschland Ruanda, de militäreschen Opstand do ze ënnerstëtzen, notamment d'Beweegung M23. Ech wëll dat just hei soen, well wa mer dat an aneren Diskussioune mat Recht kritiséieren – net datt mer hei falsch verstane ginn, vollkommen zu Recht, dat mécht een net –, mee da muss een et bei deenen enge soen an och bei deenen aneren. A mir soen dat eeben hei och.

Am Ghana ass d'Situatioun besser, esou schéngt et op jidde Fall emol hei, wann ech um Internet kucken. Mee och do gëtt et kaum Progrèse bei der Ofschafung vun der Doudesstrof, et gëtt Zwangsräumungen – wat gëtt et nach alles? –, massiv Kanneraarbecht, weiblech Genitalverstümmelung.

Also mir hunn hei Länner, zu deene mir kloer soen als ADR: Jo, mir wëlle mat hinnen ekonomesch zesummeschaffen, och an der Perspektiv, datt eng ekonomesch Zesummenaarbecht nëmme kann derzou bäidroen, och en allgemengen Echange iwwer politesch Sujeten ze hunn. An zu deene mussen och ëmmer d'Mënscherechter an och de Respekt virun der territorialer Integritéit vun den Nopeschstaate gehéieren, ob dat Land elo Ruanda heescht oder anescht.

Mee, wéi gesot, Här President, mir wäerten dat hei mat ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Beim Projet 8023: Dee mer kënne matdroen. Dat ass deen, deen de Ghana betrëfft. A beim Projet zum Ruanda wäerte mer eis enthalen, net well mer eppes géint Antiduebelbesteierungsofkommessen hunn, mee well et an eisen Aen einfach inkohärent ass, mam Ruanda, wat eng Diktatur ass, esou en Deal ze maachen an och nach Kooperatiounsaarbecht mat Länner ze maachen – hu mer d'lescht Woch schonn ugeschwat –, déi manifestement eng Diktatur sinn.

Den Här Kartheiser huet et e bësse méi léif verpaakt an huet och nach déi néideg Zuele genannt. Just well vläicht deen een oder anere perséinlech Lienen zum Ruanda huet, heescht dat nach laang net, datt et e Land ass, wou alles gutt ass a mat deem mer am Moment kënne vertrauensvoll zesummeschaffen.

Just fir d'Opbaue vun engem Financial Centre an enger Diktatur elo en Antiduebelbesteierungsofkommes ze maachen, geet eis Piraten definitiv net wäit genuch. Dat ass inkohärent. Mir sollte ganz kloer och eis Wirtschaftspolitik an eis Finanzpolitik un deem ausriichten, wat eis Wäerter ausmaachen. Dat soe mer zu Recht, wann et ëm Russland geet, dat soe mer zu Recht, wann et ëm Wäissrussland geet, da musse mer et och bei anere Länner geltend maachen an net nëmmen dann, wann et eis souwisou net géif wéidoen.

Deementspriechend wäerte mir eis do enthalen. Den Accord ass nun emol verhandelt a mir hunn eng Traditioun, net géint international Accorden ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt e grousse Merci fir säin exzellente schréftlechen an natierlech mëndleche Rapport.

Ech géif dann och an enger Kéier op déi zwee Projete ganz kuerz agoen. Et handelt sech hei jeeweils ëm déi éischt Konventioun mam Ruanda wéi och mam Ghana. Dës zwee Accorde bestätegen dann och d'Efforten, déi d'Lëtzebuerger Regierung an deene leschte Jore gemaach huet, fir de Reseau vu Steierkonventiounen no an no ze completéieren an och no an no ze verbesseren. Am Ganze besteet dëse Reseau mëttlerweil aus 83 Konventiounen, déi dann haut och en vigueur sinn.

Wéi ech schonn am Mäerz hei erwäänt hat bei der Presentatioun vum Gesetzesprojet zur Steierkonventioun mat Äthiopien, ass eise Réseau conventionnel an der leschter Zäit och mat Länner vum afrikanesche Kontinent erweidert ginn. Esou hunn och éischt Negociatiounen, fir da schonn direkt op eng Fro ze äntweren, mat den Autoritéite vun der Côte d'Ivoire virun e puer Woche stattfonnt.

A fir Iech en Iwwerbléck ze ginn an Zuelen: Aktuell hu mer mat zéng afrikanesche Länner eng Konventioun ënnerschriwwen. Siwen dovunner sinn haut dann och schonn en vigueur. Déi aner dräi, notamment Äthiopien an déi heiten zwee dann, sinn an der Ratifikatiounsprozedur.

A well Der gefrot hutt: „Wat ass an der Pipeline?" Wat nach an der Pipeline ass, ass d'Konventioun mat Däitschland. Do ass natierlech méi spezifesch den Teletravail, deen do viséiert ass.

Zréck dann zu eisen zwee Accorde vun haut mam Ruanda a mam Ghana, déi allen zwee natierlech – an den Deputéierten Här Arendt huet et scho gesot – déi international Standarde vun der OCDE beinhalten, notamment d'BEPS-Elementer wéi och den Austausch vun Informatiounen, sou wéi d'Politique conventionnelle dat säit enger Rei vu Joren elo jo och scho virgesäit. An d'Fongen, déi sinn och vu béide Konventioune couvréiert.

Déi zwou Konventioune sinn equilibréiert Texter, déi d'Elementer aus den Konventiounsmodellen aus béide jeeweilege Partnerlänner iwwerhuelen an deemno déi respektiv Interêten dann och respektéieren.

Déi zwee Länner, wëll ech och soen, stoungen op der Prioritéitslëscht vun der Chambre de Commerce. Dofir freet et mech, dass mer deem och kënnen dann hei Rechnung droen. An ech wëll Iech och Merci soe fir dee grousse Soutien, dee sech op dësen zwee Projete dann hei fënnt.

Den honorabelen Deputéierten hat nach Froen hei gestallt, déi näischt direkt elo heimat ze dinn hunn. Déi Initiativ vun der OECD, ech mengen, et ass haaptsächlech de Pilier zwee, deen do viséiert ass, do wësst Der, an ech mengen, dat kënnt Der och liesen, an der internationaler Press ass dat e bëssen thematiséiert ginn, dass dat vun engem EU-Land de Moment nach blockéiert gëtt, fir net ze soe vun Ungarn. An ech mengen, de Sujet ass och nees um Ordre du jour vum nächsten ECOFIN Ufank Dezember, wou ech ganz staark hoffen, dass dat Land dann och wäert mat op dee Wee goen, fir dass mer do Unanimitéit an der Europäescher Unioun hunn. Wéi gesot, dat ass um Ordre du jour vum nächsten ECOFIN Ufank Dezember.

Déi zweet Saach, déi Der ugesprach hutt, mengen ech, ass den CCCTB (ndlr: Common Consolidated Corporate Tax Base), also d'gemeinsam Steierbasis, an do lafen am Moment keng Diskussiounen.

Honorabel Deputéiert, Här President, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8021. Den Text steet am Document parlementaire 8021[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8021 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8023. Den Text steet am Document parlementaire 8023[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8023 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7479A – Projet de loi relative à la concurrence et portant :

1° organisation de l'Autorité nationale de concurrence ;
2° modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
3° modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;
4° modification de la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers ;
5° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
6° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ;
7° modification de la loi du 5 mars 2021 relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne ;
8° modification de la loi du 1er juin 2021 sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 7479A, eng Ofännerung vum Konkurrenzgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7479A, iwwert dee mer haut befannen, huet, wéi een esou schéi seet, schonn e laange Baart. Méi wéi dräi Joer war den Text am Riederwierk vun der parlamentarescher Prozedur an huet en cours de route méi wéi eng Modifikatioun erlieft.

Dës Tatsaach ënnersträicht virun allem, wéi komplex a wéi wichteg d'Matière vun dësem Text ass. Et geet ëm d'Konkurrenzrecht, a wie Konkurrenzrecht seet, dee viséiert forcement den EU-Bannemaart. Ee gutt fonctionéierenden EU-Bannemaart ass vital fir eis Ekonomie, well nëmmen da sinn d'Konditioune ginn, dass fir all Entreprisen déi nämmlecht Chancë bestinn an dass d'Konsumente sech net selwer iwwerlooss sinn.

De Projet schreift sech voll a ganz an dëse Kontext an a verfollegt en duebelt Zil. Engersäits gëtt d'EU-Direktiv 2019/1 vum 11. Dezember 2018 an eis national Gesetzgeebung transposéiert. An anerersäits gëtt eng Adaptatioun vun eisem Lëtzebuerger Konkurrenzrecht gemaach, andeems eng komplett Neifassung an d'Weeër geleet gëtt. Dëse Gesetzesprojet wäert dann och dat aktuellt Gesetz vum 23. Oktober 2011, also déi aktuell rechtlech Basis vum Konkurrenzrecht, ofschafen an ersetzen.

D'EU-Direktiv huet als Ambitioun, den nationale Konkurrenzautoritéite vun de Memberstaaten déi néideg Garantië vun Onofhängegkeet ze ginn. Domat gëtt och eng effektiv an uniform Applikatioun vun den Artikelen 101 an 102 aus dem Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun erméiglecht. Den Artikel 101 verbitt ausdrécklech all Accord préalable tëscht Entreprisen, all Decisioun, fir sech ze associéieren an all concertéiert Praktiken, déi zum Zil hunn, déi fräi Konkurrenz anzeschränken oder carrement ze verhënneren. Den Artikel 101 nennt als Beispiller e Festleeë vu Verkafspräisser tëscht den Entreprisen, en Opdeele vun de Marchéen ënner sech, eng concertéiert Limitatioun vun hirer Produktioun, vun hiren Debouchéen oder vun hirer technologescher Entwécklung. Den Artikel 102 verbitt sengersäits all Versuch, eng dominant Positioun als Entreprise fir déi eegen ekonomesch Zwecker auszenotzen. D'Artikelen 101 an 102 aus dem Traité fanne sech iwwregens am Gesetzesprojet erëm an den Artikele 4 a 5.

D'Vokatioun vun dësem Gesetzesprojet ass et also, déi verschidden Dispositioune vun der EU-Direktiv an nationaalt Recht ze transposéieren a gläichzäiteg de Fonctionnement an d'Prozedure ronderëm déi Lëtzebuerger Konkurrenzautoritéit ze adaptéieren an ze moderniséieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Ee vun de Piliere vun der EU-Direktiv ass jo d'Garantie vun der Onofhängegkeet vun den nationale Konkurrenzautoritéiten. Dëst betrëfft souwuel d'Onofhängegkeet am Exercice vun hire legale Befugnisser, d'Onofhängegkeet, fir sech kënne viru Geriicht ze verdeedegen, wéi och d'Onofhängegkeet, fir déi eege Budgetsenveloppe esou auszeginn, wéi d'Autoritéit et fir hir Aarbecht fir ubruecht fënnt.

Am Artikel 7 ass d'Onofhängegkeet vun der Autoritéit schwaarz op wäiss festgehalen. Am selwechten Artikel 7, Paragraf 2, ass och festgehalen, dass d'Membere vum Collège vun der Autoritéit an all aner Agente vun der Autoritéit keng Instruktioun akzeptéieren a scho guer net sollicitéieren dierfen, déi vun der Regierung oder soss enger ëffentlecher oder privater Entitéit ausgoe géif, dëst an Applikatioun vum Traité respektiv vun den Artikele 4 a 5 vum Gesetzesprojet.

Déi héich Standarden a Saachen Onofhängegkeet kënnen eigentlech nëmmen da richteg erfëllt ginn, wann aus dem aktuelle Conseil de la concurrence, deen eng sougenannten „autorité administrative indépendante" ass, e richtegen Établissement public gëtt. Aus dem Conseil de la concurrence gëtt also domat déi nei Autorité de concurrence du Grand-Duché de Luxembourg.

Dës Transformatioun dréit iwwregens och dem Regierungsprogramm Rechnung. D'Autorité de concurrence huet also als Éischt d'Kompetenz, fir d'Artikele 4 a 5 vum Gesetzesprojet respektiv déi equivalent Dispositiounen 101 an 102 aus dem Traité, um Terrain ëmzesetzen. Dëst setzt natierlech viraus, dass d'Autoritéit och effektiv Recherchen zu méigleche Violatioune vum Konkurrenzrecht mécht an eventuell Violatiounen och effektiv sanktionéiert.

D'Autoritéit mécht sektoriell Enquêten, si schreift Avisen zu Projete vu legislativen oder reglementareschen Texter, déi d'Konkurrenzrecht betreffen, a si representéiert och eist Land, notamment am europäesche Reseau vun der Konkurrenz. Gläichzäiteg sensibiliséiert si de Grand public op Froe ronderëm d'Konkurrenzrecht. Also, Dir gesitt, d'Kompetenze vun der Autoritéit si ganz villfälteg.

Fir d'Kontrollen ouni Autorisatioun vun engem Juge d'instruction dierfen de Conseiller instructeur an d'Enquêteuren op der ëffentlecher Strooss agéieren an tëschent 6.30 an 20.00 Auer Zougang hunn zu berufflech genotzte Raimlechkeete respektiv Raimlechkeeten, wou Servicer ugebuede ginn. Net ugekënnegt Inspektiounen an de Raimlechkeete vun Entreprisë kënnen awer nëmmen da stattfannen, wann de Conseiller instructeur eng motivéiert Demande bei engem Juge d'instruction gemaach huet, deen dës Demande dann dee Moment och accordéiert huet. De Conseiller instructeur motivéiert seng Demande opgrond vun Indicen, déi en huet, déi op d'Existenz vun illegale Praktiken hindeite kënnen. D'Ordonnance vum Juge d'instruction ass vum Conseiller instructeur de Moment vun der Inspektioun dem Responsabele vun der Entreprise respektiv deem leschtgenannte sengem Representant virzeweisen. Géint d'Ordonnance vum Juge d'instruction kann och Appell ageluecht ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass nëmmen eng logesch Konsequenz, dass d'Transformatioun vum Conseil de la concurrence an déi nei Autorité de concurrence mat den héije Standarde vum neie Gesetzesprojet ee méi groussen Aarbechtsopwand fir dës Autoritéit an der Gestioun vun hiren dagdeeglechen Aarbechte bedeite wäert. Doraus ergëtt sech d'Necessitéit vun zousätzleche Ressourcen um Niveau vum Personal. Dës Erkenntnis schéngt scho bei der Regierung ukomm ze sinn, well wann een e Bléck an de Budgetsprojet 2023 geheit, da gesäit een, dass do mat enger Enveloppe vun 2,3 Milliounen ëmmerhin eng hallef Millioun méi fir déi Autorité de concurrence elo scho virgesinn ass.

Wann een d'Onofhängegkeet vun der Autorité de concurrence ënnersträicht, da beschränkt se sech natierlech op den Exercice vun hirer Missioun, fir d'Konkurrenzreegelen ze applizéieren.

De Gesetzesprojet inspiréiert sech och um Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Commission nationale pour la protection des données, d'CNPD. Grad ewéi d'CNPD wäert och d'Autorité de concurrence ouni Conseil d'administration auskommen.

D'Konte vun der Autorité de concurrence ginn iwerpréift a suivéiert vun engem agreéierte Réviseur d'entreprises. D'Konte ginn doriwwer eraus och dem Regierungsrot virgeluecht.

D'Autorité de concurrence gëtt sech och e Code de conduite, deen d'Prozeduren am Fall vun engem méigleche Conflit d'intérêt virgesäit. Dëse Code de conduite gëtt an aller Transparenz am Journal officiel publizéiert. Parallell dozou wäert d'Autorité de concurrence och all Joer e Rapport d'activité virleeën, deen ënner anerem déi wichtegst Decisiounen, déi déi Autoritéit vis-à-vis vun den Entreprisë geholl huet, rekapituléiert a gläichzäiteg iwwert déi aktuell Kompositioun vun der Autoritéit informéiert. Dëse Rapport d'activité wäert souwuel dem Wirtschaftsminister wéi och der Chamber an der Cour des comptes iwwerreecht ginn. D'Konkurrenzautoritéit wäert hirersäits dëse Rapport op hirem Internetsite publizéieren.

Här President, ech hat éinescht gesot, dass dëse Projet schonn en zimmlech laange Baart huet. A sengem éischten Avis hat de Staatsrot relativ vill ze beanstanden. Méi genereller Natur gëtt de Staatsrot ze bedenken, dass een net soll d'Reegele vun enger Enquête pénale iwwerhuelen, wann ee sech innerhalb vu Prozedure vum Droit administratif beweegt.

De Staatsrot ass natierlech a sengem Avis och op déi eenzel Artikelen agaangen. Notamment den Artikel 3 vum Projet huet vun Ufank u Problemer opgeworf. De Staatsrot hat hei schonn a sengem éischten Avis gemengt, dass duerch d'Paragrafen 2, 3 a 4 vum Artikel 3 de Prinzipp vun der Liberté du commerce riskéiert, ënnert d'Rieder ze kommen. Ëmmerhin ass d'Liberté du commerce jo an eiser Verfaassung verankert. D'Fixéiere vu Präisser oder Margen ass eng Matière, déi grondsätzlech dem Gesetz muss virbehale bleiwen an net iwwer e Reglement soll ofgeweckelt ginn. De Staatsrot huet dofir méi Prezisioun bei dëse Paragrafe vum Artikel 3 gefuerdert. Mee och am éischten an zweeten Avis complémentaire konnt en nach net ganz iwwerzeegt ginn. Obwuel d'Paragrafen an hirer amendéierter Form den Élément déclencheur vun enger Präisfixatioun mat der néideger Prezisioun beschriwwen hunn, huet de Staatsrot awer en Encadrement vun esou enger staatlecher Interventioun gefuerdert.

An deem Kontext huet d'Kommissioun decidéiert, fir déi problematesch Paragrafen aus dem initialen Text erauszehuelen a se separat an engem zweete Projet ze maachen. Op dës Aart a Weis brénge mer et fäerdeg, de Rescht vum Projet zum Vott kënnen ze bréngen an domadder keng onnéideg Zäit ze verléieren. De Staatsrot huet sech mat där Aart a Weis och averstanen erkläert.

De Staatsrot huet sech doriwwer eraus géint e generelle Pouvoir réglementaire vun der Autoritéit ausgeschwat. De Gesetzesprojet misst all Cas de figure virgesinn, wou d'Autoritéit e Pouvoir réglementaire géif ausüben. D'Kommissioun huet doropshin deen entspriechende Paragraf aus dem Artikel 6 gestrach.

Vu dass d'Autoritéit an hirer dagdeeglecher Aarbecht eng ëffentlech Gewalt ausübe kann, huet de Staatsrot exigéiert, dass d'Membere vum Collège vun der Autoritéit d'Lëtzebuerger Nationalitéit mussen hunn. D'Kommissioun ass och hei der Opposition formelle vum Staatsrot nokomm.

E gréisseren Defi war bei den Diskussiounen an der Kommissioun d'Artikulatioun vun den Artikele ronderëm d'Inspektiounen. De Staatsrot huet gefuerdert, dass de Gesetzesprojet kloer ënnerscheet tëscht Inspektioune vu berufflech genotzte Raimlechkeeten, Inspektioune vu Raimlechkeeten, déi zu Wunnzwecker genotzt ginn an der Perquisitioun vun Dokumenter. Nëmme wann dës verschidde Cas-defiguren am Text vunenee getrennt ginn, kënnen och déi jeeweileg Prozedure kloer differenzéiert ginn.

De Staatsrot huet bei sengem éischten Avis complémentaire seng Opposition formelle bäibehalen, well déi Disctinctioun aus senger Siicht nach ëmmer net kloer genuch war. Eréischt bei sengem zweeten Avis complémentaire konnt de Staatsrot mat der Textpropos averstane sinn, notamment well jo keng Sanktioun domadder verbonnen ass, wann een dem Conseiller instructeur bei enger einfacher Kontroll den Accès zu de Raimlechkeete verbitt.

E weidere wichtege Punkt, deen de Staatsrot opgeworf hat, war dee vun der Confidentialitéit vun der Kommunikatioun tëscht Affekot a Client. Et dierft net sinn, dass de Conseiller instructeur selwer iwwerpréiwe kann, ob eng Kommunikatioun effektiv an de Genoss vun dësem Secret kommen dierft. An deem Fall géif de Conseiller nämlech vun Informatioune Kenntnis huelen, déi ënner Ëmstänn fir seng Recherche guer net dierften un hie goen. Zum Beispill, wann de Juge d'instruction enger Klo vum Responsabele vun der Entreprise géif nokommen. De Staatsrot huet hei d'Rechter vun der Defense a Fro gestallt gesinn an dofir eng Opposition formelle géint dës Dispositioun ausgeschwat. D'Kommissioun huet als Léisung zréckbehalen, dass am Fall vun engem Desaccord an der Appreciatioun vun der Natur vun den Dokumenter eng Mise sous scellés gemaach gëtt an uschléissend e Recours ka gemaach ginn.

Och de Conseil de l'ordre des avocats huet sech zu dëser Dispositioun a sengen Avise geäussert. Déi éischt Versioun vun der Dispositioun géif de Beruffsstand vum Affekot mëssverstoen. D'Confidentialitéit vun de Kommunikatiounen tëscht Affekot a Client huet de Conseil vum Ordre des avocats am Gesetzesprojet ze enk gefaasst gesinn.

Souwuel d'Cour supérieure de justice wéi den Tribunal d'arrondissement fir Lëtzebuerg haten an hiren Avisen op d'Wichtegkeet higewisen, d'Méiglechkeet vun engem Recours géint Decisioune virzegesinn, déi wärend der Instruktiounsphas vun der Autoritéit geholl ginn. Hei geet et ganz einfach ëm d'Rechter vun der Defense. An dës Rechter, dat brauch ech heibanne kengem ze erklären, sinn natierlech kruzial fir all Rechtsstaat. D'Kommissioun ass aus deem Grond de Remarke vu béide Geriichter nokomm.

Et géif den zäitleche Kader sprengen, wann ech géif op déi vill aner Avisen agoen, déi, eenzel gekuckt, natierlech alleguerte ganz pertinent sinn. Ech verweisen an deem Zesummenhang op mäi schréftleche Rapport. Wat een awer aus allen Avise kann erausliesen, dat ass, dass e grousse Konsens besteet iwwert d'Necessitéit, aus dem fréiere Conseil de la concurrence en Établissement public ze maache mat renforcéierte Mëttelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e rigouréist Ëmsetze vum Konkurrenzrecht ass a mengen Aen e Gewënn fir eis alleguerten. Et ass e Gewënn fir all Commerçant an all Entreprise, déi no de Reegele vun eise Gesetzer an Norme schaffen. Et ass gläichzäiteg gradesou e Gewënn fir jiddwer Eenzele vun eis, deen als Konsument e staarkt Gesetz brauch, well e sech aleng nëmme schwéier schütze kéint.

Aus deem Grond géif ech mech freeën, wa mer haut mat grousser Majoritéit e Gesetzesprojet stëmme kéinten, deen eis wuel an der Ekonomieskommissioun laang beschäftegt huet, mee deen a mengen Aen e ganz gudden Equiliber tëscht de verschiddenen Aspekter an Interête fonnt huet.

Ech soen Iech Merci a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An ech ginn direkt d'Wuert weider un den éischten agedroene Riedner, den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Erlaabt mer, direkt der Madamm Rapportrice Merci ze soe fir hire ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, och doriwwer eraus fir déi ganz gutt Aarbecht, well Dir hutt et selwer gesot, et ass e Projet, un deem mer laang geschafft hunn. An dat hei ass och e Projet, wou ee gesäit, datt e weesentlech verbessert eraus aus deem Haus hei geet, wéi e ran an d'Haus komm ass.

Dem Conseil de la concurrence seng Originne ginn op 2004 zréck, op d'Gesetz vum 17. Mee. Deemools ass de Conseil de la concurrence esou als eng hybrid Entitéit kreéiert ginn. Et war op där enger Säit eng Entitéit, déi dann eng Decisioun geholl huet an op där anerer Säit war et d'Inspektioun, déi deemools nach am Wirtschaftsministère usiesseg war, déi am Fong d'Enquêtë gemaach huet, fir erauszefannen, ob eng „Infraktioun", entre guillemets, géif bestoen an ob déi misst jugéiert ginn oder net.

E weesentleche Fortschrëtt hu mer mam Gesetz vun 2011 gemaach, wou dunn de Conseil eng onofhängeg administrativ Autoritéit ginn ass. Ech erënneren drun, dat war ee vun deene rare Momenter an dësem Haus, wou d'Chamber sech iwwert de Conseil d'État ewechgesat huet a wou mer an engem zweete Vote constitutionnel dat Gesetz deemools gestëmmt hunn.

Deemools ass och agefouert ginn, datt déi Leit, déi herno am Conseil de la concurrence an där Divisioun sëtzen, déi d'Decisiounen hëlt, net och kënnen d'Enquête maachen.

Mat dësem Projet de loi, an d'Madamm Rapportrice huet et erkläert, gëtt de Conseil de la concurrence elo en Établissement public, dat heescht, komplett onofhängeg vun all Autoritéit, e changéiert duerfir och den Numm a gëtt d'Autorité nationale de concurrence.

Den Objet ass eeben, datt och d'Uniformisatioun vun de Prozedure geschitt par rapport zu deenen aneren Autoritéiten an deenen anere Memberlänner, an datt och d'Autoritéit méi Ressourcë kritt, well, an ech hunn et scho puermol op dësem Pult gesot, d'Wettbewerbsrecht, den Droit de la concurrence, ass e ganz wichtegen Domän a gëtt oft hei zu Lëtzebuerg ënnerschat. Mee éischtens kann den Droit de la concurrence ganz grouss Amendë mat sech zéien, an op där anerer Säit: Mir sinn e klengt Land, d'Décideurs économiques gesi sech op ville Plazen an et ass ee ganz schnell an enger Entente, wann een och nëmme mëndlech eppes ofschwätzt. Dat soll een net vergiessen.

Firwat ass déi Autoritéit iwwerhaapt zoustänneg? Ben, si ass generell zoustänneg fir d'Anhale vum Wettbewerbsrecht, vum Droit de la concurrence. Wat ass dat?

Éischtens: Eng Entente oder e Kartell, dat heescht, wann zwou Entreprisë sech zesummendinn, fir zum Beispill e Präis ofzeschwätzen, fir zum Beispill e Marché public ze kréien. Ech erënneren drun, déi éischt Affär hei zu Lëtzebuerg, wou esou e Fall virkomm ass, deen och sanktionéiert ginn ass, war de sougenannte „cartel des carreleurs" vun de Plätterchersleeër, deemools wéi de Justizpalais um Helleg-Geescht-Platto gebaut ginn ass.

Déi zweet Kategorie, wou dës Autoritéit zoustänneg ass, ass den Abus de position dominante. Dat heescht, eng Gesellschaft, eng Entreprise, déi 30 % Marché huet, Part-de-marchéen, op engem definéierte geografesche Produitsmarché, muss eeben oppassen, datt se sech net esou behëlt, datt se den Accès vu Konkurrenten op de Marché behënnert.

Haut gesäit een, datt ëmmer méi Affären zum Beispill am Telekommunikatiounsberäich kommen, an der Distributioun. Des Éfteren ënnersicht d'Autoritéit och d'Reegele vun Organes professionnels. Den OAI, do war eng Kéier eng Affär. Ganz oft gëtt d'Affär zwar ad acta geluecht, mee och kloer e Message no baussen: Och esou Organisatioune kënnen an de Collimateur vun der Autoritéit kommen!

An et gëtt och ëmmer déi Diskussioun gefiert, och dobaussen ënnert de Spezialisten: Soll dës Autoritéit nëmmen zoustänneg si fir d'Wettbewerbsrecht oder soll dës Autoritéit och kënnen zoustänneg gi fir de Konsumenteschutz an och fir d'Propriété intellectuelle? Well dat si Matièren, déi juristesch ganz oft aneneegräifen. Wann een déi grouss Decisiounen, zum Beispill fir Amazon, kuckt, och um europäeschen Niveau, gëtt sech och op déi Matièrë referéiert. D'Union luxembourgeoise des consommateurs hat zum Beispill déi Problematik an hirem Avis opgefouert fir ze soen, datt si am Fong léiwer hätt, datt d'Autorité de concurrence och fir de Konsumenteschutz zoustänneg wier. Dës Optioun ass awer an dësem Projet de loi elo vun eis net zréckgehale ginn.

Dann: Wat fir eng Decisioune kann de Conseil de la concurrence iwwerhaapt huelen? Bon, éischtens kann de Conseil de la concurrence oder d'Autorité de concurrence – ech muss mech nach un deen neie Vocabulaire do gewinnen – decidéieren, datt eeben e Verstouss géint d'Wettbewerbsrecht do ass an eng Entente oder en Abus de position dominante verbidden.

Da kann d'Autoritéit och decidéieren, obwuel a priori eng Atteinte zu dem Wettbewerb wier, d'Affär ze exemptéieren. Dat ass och eng technesch Prozedur. Do gëtt et e Reglement um europäeschen Niveau, wann een do verschidde Krittären erfëllt, wéi zum Beispill, datt deen Accord en Avantage ass fir de Konsument, da kann d'Autorité de concurrence decidéieren, datt et awer net an de Champ d'application vum Verbuet fält.

Dann, wat och ëmmer méi opkënnt, och hei zu Lëtzebuerg, dat ass d'Prozedur vun der Clemence. Dat heescht, Dir hutt zwou Entreprisen, déi maachen en Accord, an dann herno seet eng Entreprise: „O, dat war awer net esou richteg, wat ech do gemaach hunn", an da geet déi Entreprise bei d'Autoritéit deen Accord denoncéieren an en contrepartie kritt se dann eng Clemence, dat heescht, si brauch keng Amende ze bezuelen.

Ech wëll och drun erënneren, an dat ass och vläicht wichteg ze soen op dëser Plaz: Et muss net ëmmer e Kontrakt si vu 50 Säiten! Et si berüümt Affären um europäeschen Niveau gesprach ginn, notamment de Kartell vun de Bëtonsproduzenten, dat war op engem hallwe Béierdeckel an engem Bistro zu Bréissel zesummegeschriwwe ginn. Also, et kënnt net op d'Längt un, et kënnt och net op d'Schréftstéck un, et kann och mëndlech sinn. Ech soen dat, well dat hei zu Lëtzebuerg och ganz wichteg ass, well mer e klengt Land sinn a mer eis oft op verschiddene Plaze gesinn.

Wann d'Autoritéit mengt, et hätt een eppes falsch gemaach, kann ee sech och engagéieren, vis-à-vis der Autoritéit, sech ze verbesseren, an da gëtt dat och an enger Decisioun festgehalen.

Dann ass och gesot ginn, d'Autorité de concurrence kéint och eng Rei sektoriell Enquêtë maachen. Zum Beispill huet se och eng Enquête iwwert de Geoblocking gemaach. Dat ass jo, wann de Lëtzebuerger Konsument zum Beispill op engem däitschen Internetsite elo fir Chrëschtdag wëllt e Kaddo kafen, da gëtt e geblockt, well e wëllt mat enger lëtzebuergescher Kredittkaart bezuelen. Dat huet als Konsequenz, datt net Lëtzebuerg déi meescht Bréifkëschten huet hei an Europa, mee eis däitsch Frënn. Op där anerer Säit vun der Musel, an all deenen Dierfer, gëtt et vill Bréifkëschten, fir datt d'Lëtzebuerger Konsumenten do eng Adress hunn, wou se sech dann déi Päck vun all deene grousse Konzerner hinner liwwere loossen.

Da muss een och wëssen, datt d'Autorité de la concurrence ganz héich Strofe kann ausschwätzen, pecuniaire Strofen. Dat kënne bis zu 10 % vum Chiffre d'affaires mondial vun dem Grupp sinn. Also, wann ech als kleng Lëtzebuerger Entreprise zu engem grousse Grupp gehéieren an ech maachen eppes, kann dat bis zu 10 % vum Chiffre d'affaires mondial vun deem Geschäftsjoer virdru goen. Dat gi ganz héich Montanten. Op europäeschem Niveau gëtt et do och Decisiounen, wou scho fir Honnerte Milliounen Amenden imposéiert gi sinn.

A well eeben déi Strofen esou héich kënne sinn, gëtt den Droit de la concurrence och als Strofrecht consideréiert an der Jurisprudenz. An duerfir ass et och wichteg, datt déi Entreprisen déi selwecht Garantien hu wéi een, deen an engem normale Strofprozess inculpéiert gëtt. Well d'Pouvoiren an d'Prozedur vun der Autorité de concurrence sinn enger Prozedur am Strofrecht ganz änlech. Et kënnen Enquêtë gemaach ginn, et kënnen Inspektioune gemaach ginn, et kënne Perquisitioune gemaach ginn, et kënne Saisië gemaach ginn, et kënnen Experten designéiert ginn. Eng Rei Mesurë ginn natierlech ënnert dem Contrôle vun dem Riichter gemaach. Mee Dir gesitt, aleng an der Opzielung vun deene verschiddenen Etappe si mer quasiment am Strofrecht.

An duerfir ass et och wichteg, datt à chaque étape vun der Prozedur Garantië gi ginn, datt déi Entreprise sech natierlech net selwer inculpéiert. An ech wëll op ee Punkt agoen diesbezüglech. Do hate mer eng gréisser Diskussioun. Perséinlech fannen ech, datt mer do net déi Satisfaktioun kruten, déi mir eis gewënscht hätten. Dat ass eeben d'Korrespondenz tëschent dem Affekot an dem Client, an dësem Fall der Entreprise. Do gëtt et en europäescht Urteel, déi sougenannten „Akzo-Affär", wou de Privileeg festgehale ginn ass, dat heescht, déi Dokumenter, déi tëschent dem Client an dem Affekot echangéiert ginn, däerfen net saiséiert ginn.

Herno hu mer eng Aart Kompromëssléisung fonnt. Perséinlech sinn ech net ganz zefridden domadder. Mee et ass eng Kompromëssléisung, well mer maachen awer d'Dier op fir eng „fishing expedition" hei. Dat heescht, et steet am Text, et kéint alles geholl ginn, ouni datt dat am Detail muss nogekuckt ginn, dat heescht, och e Bréif, deen op Entêtëpabeier vun enger Affekotenetüd ass, an dann herno gëtt eréischt gekuckt, ob een dat Dokument kann huelen oder net. Ech soen Iech: De Mënsch ass net perfekt! A wann een aus der Autoritéit bis dat Dokument gesinn huet, och wann et herno net däerf an der Prozedur sinn, dee kann dat jo net einfach esou am Gehier ausschalten.

Duerfir, op deem Punkt hunn ech e bësse Bauchwéi, mee d'Riichteren an d'Geriichter wäerten dann an Zukunft op déi do Problematik sécher eng Kéier zréckkommen.

Da wëll ech nach e puer méi politesch Punkten uschwätzen, déi en lien direct voire indirect mat dësem Text sinn. Geoblocking, ech hunn et gesot, dat bleift wierklech e seriöe Problem fir eist klengt Land. Ech weess, d'Regierung intervenéiert reegelméisseg. Et ass och e Sujet, dee mir hei reegelméisseg an der Chamber debattéieren. Mee do gesäit een, datt Europa nach laang net uniformiséiert ass. An ech erënneren och do un d'Initiativ deemools vum Justizminister Biltgen, fir och en uniformt Vertragsrecht ze kréien um europäeschen Niveau. Leider ass dat net gelongen.

Dann een anere Problem, deen eis Betriber hunn, eis Kleng- a Mëttelbetriber, dat ass den Approvisionnement. Ganz oft muss eng Entreprise hei zu Lëtzebuerg iwwer en Intermediaire akafe goen, besonnesch an der Distribution alimentaire. Fir e Beispill ze soen: Amplaz datt iergendeng Supermarchéchaîne direkt eng Mark Kamelle beim Produzent an Däitschland oder a Frankräich keeft, muss se iwwer en Intermediaire, ganz oft an der Belsch, goen. Doduerch entstinn zousätzlech Käschten, déi sech natierlech zum Deel op de Präis fir de Konsument zréckschloen.

An dann deen drëtte Punkt, deen ech wollt ervirsträichen: An dem Konkurrenzrecht gëtt et déi berüümt Theorie, dass, soubal en Effet potentiel do ass, datt d'Konkurrenz net kéint garantéiert ginn, dann d'Autoritéit, déi national oder déi europäesch Autoritéit, eebe kann decidéieren, datt et eng Entente oder en Abus de position dominante ass.

Dat war ganz am Ufank vun dem europäesche Wettbewerbsrecht an de 60er-Joren d'Theorie, an déi huet sech bis haut duerchgezunn. An déi gëtt ëmmer méi och vun de Spezialiste kritiséiert, well et ënner anerem einfach esou eng theoreetesch Analys ass. An Dir hutt ganz oft Fäll, wou vläicht eng Atteinte um Droit de la concurrence ass, mee wou awer en Effet bénéfique ass fir e Wirtschaftssecteur oder zum Beispill fir de Konsument.

Lëtzebuerg huet duerch dës Theorie leider en Desavantage. Ech erënneren un déi Problematik mam Stolwierk zu Diddeleng. Doduerch hu mer och e Problem an der europäescher Industriepolitik. Amplaz konkreet d'Effeten ze kucken um Terrain, gëtt do heiansdo ze vill theoreetesch gekuckt: Et kéint dach awer vläicht sinn, datt eppes geschitt. An do musse mer och als Politiker bei der Europäescher Kommissioun intervenéieren, datt se eng aner Vue kritt dovunner. An där rezenter Nott iwwert d'vertikal Restriktiounen huet se eng Ouvertür gemaach. Mee wa mer wëllen d'europäesch Industrie schützen an hëllefen, weider ze developpéieren, musse mer vun där do Theorie ewechkommen! Well et kann net sinn, datt, wann zwee europäesch Betriber fusionéieren, datt da gesot gëtt: „Do ass eng Entente", an als Resultat hu mer dann en amerikaneschen oder e chineesesche Konkurrent hei um europäesche Marché! Ech fannen dat perséinlech kontraproduktiv.

Dëst gesot, nach eng Kéier merci fir déi vill Aarbecht an der Kommissioun. An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet direkt deen nächste Riedner, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léiwe Minister, ech géif, fir et net ze vergiessen, der Rapportrice, der Madamm Mutsch, e grousse Merci ausdrécke fir hire schréftlechen, awer haaptsächlech och mëndleche Rapport, well si war ganz komplett, wat mir erlaabt, d'Saach e bësse méi einfach ze maachen an e puer Punkten net mussen onbedéngt virzedroen.

Beim Projet de loi, deen haut virläit, an dat ass schonn ugeklongen, geet et engersäits drëm, eng verbessert gesetzlech Basis iwwert d'Konkurrenz ze schafen. Dat besteeënd Gesetz vum 23. Oktober 2011 gëtt, wéi gesot, heimadder ofgeschaaft. An déi Kolleegen, déi déi Zäit derbäi waren, déi kënne sech erënneren, dass dat eng relativ, naja, hefteg Diskussioun war. An d'Madamm Rapportrice huet et gesot: Deen heite Projet de loi, deen huet och e laange Baart, dat heescht, do sinn et och x Diskussioune ginn. A si ass jo op déi verschidden Avisen agaangen, do war vill Hin an Hier, notamment mam Conseil d'État.

Mir haten eis sengerzäit och beim Vott enthalen, well mer der Meenung waren, dass dat aalt Gesetz, also dat 2011er Gesetz net der Verfassung géif entspriechen an och net einwandfrei war bei juristesche Problemer.

Mir sinn also elo frou driwwer, dass mer haut eng verbessert Versioun stëmme kënnen, am Sënn haaptsächlech och vum Konsumenteschutz.

An deem heite Projet geet et zweetens och drëms, déi europäesch Direktiv 2019/1 vum 11. Dezember 2018 ze transposéieren.

Eent vun den Ziler vun där EU-Direktiv ass, dass an allen EU-Länner d'Artikelen 101 an 102 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun korrekt an uniform applizéiert kënne ginn. An d'Madamm Mutsch huet eis déi zwee Artikelen erkläert, soudatt ech dovunner kann ofgesinn.

Et geet also drëms, den Autoritéite vun der EU déi néideg Onofhängegkeet an d'Moyenen ze ginn, fir eng uniform Uwendung vum Konkurrenzrecht ze erreechen.

Ech géif just gären op e puer Punkte vun dësem Projet zréckkommen. Fir d'éischt ass et wichteg, dass eng Konkurrenzautoritéit onofhängeg operéieren an hir Fonctiounen am Beräich vum Konkurrenzrecht ausübe kann. Fir hir d'Moyenen ze ginn, op eng effikass Aart a Weis kënnen dat Recht ze applizéieren an de gudde Funktionement vum Bannemaart ze garantéieren, kritt eis Autoritéit heimat en neie Statut.

Aus dem fréiere Conseil de la concurrence, enger onofhängeger administrativer Autoritéit, gëtt elo en Établissement public, deen duerch säi President viru Geriicht vertruede gëtt. Ech insistéieren op dee Punkt, well de Conseil d'État hat an deem Zesummenhang d'Fro gestallt, firwat an no welche Krittären e spezifesche Regimm fir d'Konkurrenzautoritéit hei geschafe gëtt. Aner Établissements publics änlech zu der Autorité nationale de concurrence ginn duerch Affekote viru Geriicht vertrueden, wat hei elo net de Fall ass. An ech denken do ënner anerem un den ILR, un d'CNPD an d'CSSF. Obschonns, dat wëll ech awer och elo nach soen, fir komplett ze sinn, d'Autoritéit huet awer och d'Méiglechkeet, le cas échéant en Affekot materunzehuelen. Mee de Prinzipp ass, dass se net iwwer en Affekot vertrueden ass.

De Conseil d'État werft an deem Zesummenhang d'Fro op, ob net misst ënnersicht ginn, wéi an Zukunft all d'Établissements publics virun de Geriichter vertruede kënne ginn, vu dass mer hei zwou verschidde Prozeduren hunn.

Am Avis vum Staatsrot geet och rieds iwwert de Secret vun de Kommunikatiounen tëschent dem Affekot a sengem Client, dat ass schonn ugeschwat ginn. Fir d'Rechter vun der Verdeedegung ze respektéieren, werft de Staatsrot d'Fro op, ob et ubruecht ass, dass de Beroderinspekter selwer ka préiwen, ob déi Kommunikatiounen tëschent de Betriber an dem Affekot iwwert de Secret des communications tëschent Affekot a Client gedeckt sinn. Et ass scho gesot ginn: De Secret professionnel ass d'ordre public an am Interêt vum Client. Mir hunn eeben hei esou e bëssen eng hybrid Léisung fonnt, wéi de Kolleeg Léon Gloden et scho gesot huet, mee alles ass jo nach perfectibel spéiderhin.

Des Weideren ass ze begréissen, dass d'Konkurrenzautoritéit e Code de conduite muss opstellen, deen d'Prozedure fixéiert, déi se ënner anerem am Fall vun engem Interessekonflikt muss suivéieren. An dat ass och e wichtege Punkt.

Och ze erwänen ass de Fait, dass wärend den Aarbechten an der Kommissioun a munchen Artikelen

eng Voie de recours agesat ginn ass. An et ass schonn ugedeit ginn: Mir sinn hei esou e bëssen an enger änlecher Prozedur wéi eng penal Prozedur, an do muss een à tout moment kënne seng Rechter iwwer e Recours verdeedegen. Déi Recourse waren am Originaltext net virgesinn. Dëst ass awer wichteg fir d'Sécurité juridique an d'Rechter vun der Defense a vun de Plaignanten.

Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem Projet de loi gëtt eis lëtzebuergesch Konkurrenzautoritéit moderniséiert an un déi aktuell Zäit ugepasst.

D'DP steet natierlech fir e fairen a fräien Handel. Et ass eis awer och wichteg, dass mir e passende gesetzleche Kader hunn, deen den Autoritéite genuch Moyene gëtt, fir d'Konsumente sou gutt wéi méiglech ze schützen.

Erlaabt mer zum Schluss nach eng Fro. Ech wollt eigentlech froen, wou mer dru si mat dem sougenannte „contrôle préalable des concentrations". Ech sinn der Meenung, dass de Moment elo komm ass, fir sech seriö Gedanken iwwer esou e Contrôle ze maachen.

An da géif ech ofschléissend Iech Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A mir fueren direkt weider mat där nächster Riednerin, der Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt ass et natierlech ze begréissen, dass mer duerch d'Scissioun vum Projet de loi och derfir suergen, datt dëse Gesetzesprojet nach dëst Joer ka gestëmmt ginn. Domadder kann d'Autorité de concurrence hir Aktivitéiten ophuelen a Lëtzebuerg gëtt sengen europäesche Verflichtunge gerecht.

En effikasst Konkurrenzrecht ass essenziell fir de gudde Fonctionnement vun der Ekonomie. E Marché ouni Konkurrenz schuet net nëmme just dem Consommateur, mee och der Innovatioun. E berüümt Beispill dofir ass de Kartell zwëschent de „carbon majors" aus dem Joer 1928. Dat war eng geheim Ofsprooch zwësche siwe groussen Uelegentreprisen, den Accord vun Achnacarry. Mat deem Accord hu si hir dominant Positioun um Uelegmarché wëllen zementéieren, andeem si einfach gesot hunn, sech géigesäiteg gewäerden ze loossen, sech a verschidde Beräicher ze ënnerstëtzen an en plus gläichzäiteg net a Konkurrenz ze trieden. Dat war natierlech e groussen Nodeel fir de Konsument an d'Konsumentinnen.

Grad haut, wou mer d'Transitioun a Richtung Klimaneutralitéit esou séier wéi méiglech mussen ëmsetzen, wieren esou Ententen natierlech problematesch an net ze toleréieren. Jo, e gutt Konkurrenzerecht ass dofir do, datt d'Konditiounen och gesat ginn, fir d'Ekonomie klimaneutral opzebauen a virun allem net am Business-as-usual hänkenzebleiwen.

Mat dësem Gesetzesprojet gi mer also e wichtege Schratt, fir eebe grad dëst Konkurrenzrecht ze verbesseren, andeems mir aus dem Conseil de la concurrence eng méi staark a méi onofhängeg Autorité de concurrence maachen, sou wéi d'EU-Legislatioun dat u sech och virgesäit.

Et geet wierklech drëm, déi verschidden negativ Praktiken, déi et gëtt, sou effikass wéi méiglech ze bekämpfen, sief dat d'Concurrence déloyale, illegal Ententen oder och en abusiivt Ausnotze vun enger dominanter Positioun um Marché.

E wichtegen Deel vun der Direktiv, déi mat dësem Projet ëmgesat gëtt, ass d'Onofhängegkeet vun där neier Autorité de concurrence. Effektiv brauch dës Autoritéit, fir dass se kann d'Konkurrenzrecht onofhängeg applizéieren, och eng gewëssen Onofhängegkeet an hirem Fonctionnement. An dofir begréisse mir och d'Schafung vun engem Établissement public heimadder.

Wat allerdéngs vun der Direktiv net virgesinn ass, ass eng explizitt budgetär Onofhängegkeet fir dës Autoritéit. Dofir ass et wichteg an deem Sënn, nach déi nächst Joren déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Autoritéit kann opgebaut ginn an hiren Aufgabe kann nokommen.

Fir dass Reegelen och richteg wierke kënnen, brauch een deementspriechend Sanktiounen am Fall, wou se net agehale ginn. Op EU-Niveau gouf hei decidéiert, datt d'Sanktioune maximal 10 % vum weltwäiten Ëmsaz vun den Entreprisen ausmaachen dierfen.

Als Alleréischt begréisse mer natierlech, datt mer hei vu weltwäiten Emsätz schwätzen. Alles aneres hätt natierlech net den néidegen Impakt, fir datt d'Leit och net Saache solle maachen, déi net virgesi sinn oder net korrekt sinn, soe mer esou. Mee als Gréng hätte mir eis awer éischter eng aner Approche bei der Definitioun vun de Sanktioune gewënscht, nämlech déi vun enger gesetzlech definéierter minimaler Amende, esoudass déi ofschreckend Wierkung deementspriechend an all Fall assuréiert wier.

Alles an allem hu mer et hei wierklech mat engem gudde Gesetz ze dinn, wat och ëmgesat gëtt, wat d'Konkurrenzrecht an domadder och eis Wirtschaft stäerke wäert. Dat alles gesot, wëll ech op kee Fall vergiessen, der Madamm Rapportrice e grousse Merci ze soe fir de schrëftlechen an natierlech fir de mëndleche Rapport a ginn och heimadder den Accord vu menger grénger Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat war awer elo séier gaangen. Jo, als Alleréischt emol e grousse Merci der Rapportrice fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. An als déi Lénk si mir natierlech fir e staarkt Konkurrenzrecht, net nëmmen aus wirtschaftlechen, mee och aus politesche Grënn. Mir wäerten dofir dëse Projet de loi och matstëmmen, dee jo eng ganz Rei vu Verbesserungen, wichtege Verbesserunge bréngt: méi Onofhängegkeet, méi Moyenen, méi Kompetenzen an Attributiounen. Meng Virriedner/inne sinn och schonn ausgibeg dorobber agaangen.

Am Detail hätt ee vläicht déi eng oder déi aner Saach nach kënnen aneschters maachen. Notamment dem Avis vun der Staatsbeamtekummer hätt ee vläicht kënne méi Rechnung droen. Mee et bleift awer e risege Fortschrëtt par rapport zum Gesetz vun 2011. A mir wëllen dem Här Minister dofir och ausdrécklech Merci soe fir säin Asaz an deem ganz schwieregen a kontroversen Dossier, deen, wéi d'Madamm Rapportrice och gesot huet, schonn e ganz laange Baart huet. Also all Respekt!

Mir bedaueren natierlech och, datt et net méiglech war, eng Léisung ze fanne fir den Dispositif iwwert d'Fixatioun vun de Präisser. Dat ass an eisen Aen e ganz wichtegen a sënnvollen Dispositif, dee jo geduecht ass, fir d'Bevëlkerung an Ausnamesituatiounen ze schützen. A mir hoffen awer, datt och do lo schnell eng Léisung ka fonnt ginn, déi de Staatsrot dann zefriddestellt, ouni awer d'Essenz vun deem Dispositif ze verléieren. Duerfir, Här Minister, mir bieden Iech: Haalt dee laangen Otem nach bäi a loosst do net labber a maacht dat Bescht aus der Saach!

Wéi gesot, mir stëmmen dëse Projet mat. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Wuert de leschte Riedner zu dësem Projet, den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol wollt ech der Rapportrice Merci soe fir dee ganz gudde Rapport zu engem dach schwieregen Dossier, zu deem net nëmme vill Diskussiounen an der Kommissioun waren, mee och virun allem vill Avise bei der Chamber agaange waren.

Haut kënnt dann no dräi Joer op d'mannst en Deel vum Gesetz zur Autorité nationale de concurrence an d'Plenière. D'EU-Direktiv gouf well Enn 2018 ënnerschriwwen an hei an der Chamber koum se dunn am Oktober 2019 un. Mir si mat ... an da kucke mer eng Kéier, mat wiem mer am Moment déi Länner sinn, déi se nach net ëmgesat hunn: Polen, Estland a Slowenien. Mir sinn also net déi Éischt, déi dat heiten ëmsetzen. Dat ass et elo mol léif ausgedréckt.

D'EU-Kommissioun huet och well eng Prozedur géint eis gestart, well mer d'Direktiv nach net ëmgesat hunn, an zu deem neien, morcelléierte Projet 7479B hu mer nach näischt virleien. Ech fäerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass d'EU-Kommissioun eis d'Ëmsetze vum 7479A, also deem heite Gesetz, net wäert gutthalen, datt Lëtzebuerg deemno wéi awer nach ferm Strofe bezuele muss.

Verschlëmmerend kënnt dann nach derbäi, datt mer hei am héijen Haus schonn am Februar d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt hunn, dat ouni d'Ëmsetzung vun deem heiten Text guer net fonctionéiert. Den deemolege Gesetzesprojet 7537 – Dir gesitt et un den Nummeren, deen ass tatsächlech no deem heite Projet deposéiert ginn, awer virun dësem Projet gestëmmt ginn – zum Schutz fir Firme viru Website Providers oder Search Engines huet nämlech op de Konkurrenzrot als Établissement public gewaart. Dat heescht, mir kënnen da lo endlech och e Gesetz applizéieren, wat mer scho virun iwwer engem Joer gestëmmt hunn.

Hei huet d'Chamber – an do musse mir eis och an d'Verantwortung huelen – hir Aarbecht u sech net richteg gemaach, well mir hunn e Gesetz gestëmmt, ouni datt d'Predispositiounen derfir do gewiescht wären. A bei deem heite Gesetz, muss ech och soen, war de Staatsrot net ëmmer déi gréisst Hëllef, well mir heiansdo gehofft haten, datt dann d'Haute Corporation géif mat enger Textpropos kommen, nodeem se eis eis Kopie gestrach hat oder gesot huet: „Dat do geet guer net", mee mat enger Léisung si se och net komm. Also si hu wierklech ëmmer nëmmen op d'Feeler higewisen, awer net wierklech Léisunge proposéiert. Nichtsdestotrotz, den Delai ass, mengen ech, ze laang.

Et ass also aus ville Grënn onerlässlech, datt dëst Gesetz haut kënnt. Dat ass e wichtegt Gesetz, wat illegal Präisofsproochen a Monopoler soll ënnerbannen.

De Projet vun engem Établissement public gëtt och vun alle Beruffskummeren, dat gouf scho gesot, a soss Acteuren, déi eis Avise geschéckt hunn, begréisst, wat weist, datt et e Besoin fir déi Institutioun gëtt.

Mir sinn nämlech och hei zu Lëtzebuerg net virun Oligopol- a Monopolstellunge gefeit. An ech erlabe mer, e Beispill ze ginn. Eise Staat ass als Aktionär deelweis och mat responsabel an esou engem. E Beispill ass d'Enovos: D'Enovos bedéngt eng ganz

Wäertketten, ouni datt eng extern Firma, zum Beispill e klengen onofhängegen Elektrikerbetrib, muss mat an d'Spill kommen. Si kann also sou komplett déi Ketten duerchdréngen: Stroumfournisseur; Solaranlage plangen; hëllefen, Demandë maachen; se kënne souguer mëttlerweil Luuchten ersetze kommen, hunn ech mer ziele gelooss; also u sech alles inhouse – vum Devis bis zum Prêt bis zur Ëmsetzung.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An zu gudder Lescht, da gëtt och nach d'Maintenance mëttlerweil offréiert. Hei ass de Staat also mat an enger de facto … zumindest ënnerstëtzt e quasi e Monopolist. Dat gouf och scho vun der Fédération des artisans an hirem Avis kritiséiert.

En anert Beispill sinn dann d'Kontrakter, déi déi verschidde Béiersproduzente mat de Cafetieren hunn; eppes, wat de Conseil de la concurrence schonn 2019 kritiséiert huet. An un dëser Situatioun huet sech dann och dräi Joer méi spéit net wierklech eppes geännert. Hei gëllt et also, an der Zukunft besser opzepassen, wat d'Zesummeschlëss vu Firmen ugeet an déi méiglech Konsequenzen dovunner. Well et kann net sinn, datt Leit mat Produite wëllen op Lëtzebuerg kommen a sech dorunner heurtéieren, datt se u sech d'Dieren zougeschloe kréien, well Monopolstellunge respektiv dominant Maartpositiounen ausgenotzt ginn.

Leider ass bei deem heite Projet de Contrôle ex ante duerch de Konkurrenzrot net virgesinn an och am 7479B net; eppes, wat ënner anerem d'Chambre des Métiers awer och gefrot hat.

Mir kënnen eis hei net nëmmen op den europäesche Mechanismus verloossen, well dee vill ze spéit an nëmme bei vill ze grousse Firme gräift. An ech mengen, datt dat och zu Lëtzebuerg heiansdo néideg wier, well en Agräifen an de Marché, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir en Equiliber tëscht Offer an Demande gëtt et net eréischt ab engem Chiffre d'affaires mondial vun iwwer fënnef Milliarden Euro. Do gesi mer, datt déi wéinegst Betriber hei zu Lëtzebuerg betraff wären.

En Aushielege vun dem fräie Marché gëtt et op allen Niveauen. Dat kënne kleng PMEe sinn, dat gouf och virdru vum Léon Gloden gezielt, oder de Staat, mee et kënnen och Multinationalle sinn. Dofir fanne mir Piraten et och falsch, datt d'Autoritéit hei d'Méiglechkeet kritt, fondéiert Plainten ofzeweisen, einfach nëmme well et an den Ae vum Conseil keng Prioritéit ass.

Do hätte mer eis dach awer och gewënscht, datt, wa Präisofsprooche virleien, d'Envergure dann u sech zweetrangeg ass. Et handelt sech ëm e méigleche Verstouss géint nationaalt an europäescht Recht, an deem muss een nogoen. Eng Meenung, déi iwwregens da vun der Landwirtschaftskummer – an Dir gesitt, et waren tatsächlech dës Kéier vill Avisen, aus deenen een zitéiere kann – matgedroe gouf. Wa méi Leit gebraucht géife ginn, fir Affären nozegoen, well et der esou vill géife ginn – mir hoffen et jo net –, da missten déi Leit eeben agestallt ginn. Et dierf hei net u Manpower scheiteren.

De Contrôle ex ante ass wichteg. Mir brauchen deen och zu Lëtzebuerg. Frankräich, Däitschland an d'Belsch, also all eis Nopeschlänner, hunn e scho méi laang agefouert. A wa mer de Projet zum Konkurrenzrot bis ganz iwwert d'Bün hunn, sollt eng nächst Regierung sech d'Ausschaffe vun esou engem Mechanismus definitiv an den Agenda schreiwen, well – bei aller Léift, Här Minister – ech mengen net, datt mer de ganze Konkurrenzrot duerch hunn. Dës Legislatur gëtt schonn nach sportlech. Deementspriechend ass et, egal wéi déi nächst Regierung sech zesummesetzt, mengen ech, en Dossier, deen nach eng Kéier d'Chamber beschäftege wäert.

Et ass ëmmer méi einfach, fir virun enger Fusioun nämlech ze intervenéieren, wéi spéider ze versichen, duerch Strofen d'Firmen erëm auserneenzekréien. A Frankräich huet d'Autoritéit zum Beispill d'Méiglechkeet, de betraffene Firmen Ännerungen an hirer Fusioun ze imposéieren. D'Fusioune ginn also net ënnerbonnen, mee se ginn esou ugepasst, datt de Risiko vun enger Maartmanipulatioun méi kleng gëtt. An dës Prozeduren an eisen Nopeschlänner gi séier vustatten: An der Belsch ass den Delai fir eng Procédure simplifiée grad emol ee Mount. An Däitschland ass de maximalen Delai fënnef Méint. An eisen Nopeschlänner kéint een u sech soen: Op den éischte Bléck fonctionéiert et also.

D'Lëtzebuerger Wirtschafts- a Finanzplaz ass ze grouss, datt mer als Lëtzebuerger hei einfach näischt maachen an op d'EU verweisen, well dofir ass se dann awer erëm ze kleng, wa mer erëm vun deene fënnef Milliarde Chiffre d'affaires mondial schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et brauch een eng Konkurrenzsituatioun a keng Konkurrenzsimulatioun. Et brauch een eng funktionell a performant Konkurrenzautoritéit, déi d'Rechter vun de Konsumenten an de Firmen um fräie Marché schütze kann. Dëse Gesetzesprojet ass en Deel dovunner, e Schrëtt an déi richteg Richtung, certes, mee nach laang net genuch. D'Angscht virun EU-Strofe bleift an d'Enn vum 7479B ass nach net a Siicht.

Mir Piraten stëmmen dëse Projet haut mat a mir hoffen, datt mer da beim B-Projet nach e bësse méi séier weiderkomme wéi beim A-Projet. Mir soe Merci fir d'Nolauschteren, an et däerf net bei deem heite Gesetz bleiwen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, léif Deputéiert, virop der Rapportrice Lydia Mutsch e grousse Merci fir hire ganz komplette Rapport an och all den Deputéierte merci fir hir Contributioun zu dësem wichtege Projet de loi.

De Vott haut ass wierklech e Meilestee fir Lëtzebuerg am Beräich vum Droit de la concurrence. Dat hei ass d'Erwuessegi vun eiser nationaler Konkurrenzautoritéit. Mir schafe mat dësem Gesetz e moderne Kader, fir d'Konkurrenzrecht ze stäerken, wat insgesamt zu méi Rechtssécherheet féiert.

Et ass och richteg, dass dee Projet de loi hei laang an der Maach war. Ech mengen och wierklech, dass e besser hei aus dem Parlament erausgeet, wéi e vläicht erakomm ass. Et ware ganz vill Froen, déi hu misse geklärt ginn, vill Diskussiounspunkten, déi och allegueerten thematiséiert goufe vun den Deputéierten. An ech si wierklech frou, dass mer, obwuel mer heiansdo kontrovers iwwert dee Projet hei diskutéiert hunn, awer ëmmer konstruktiv a sachlech driwwer geschwat hunn an e wierklech, wéi gesot, op enger Rei Punkten och verbessere konnten.

Ech sinn och effektiv frou, dass mer en haut kënne stëmmen, well mir sinn hei effektiv an enger europäescher Prozedur. Mir krute mëttlerweil en Avis motivé wéinst Non-transposition. En hätt missen Ufank 2021 ëmgesat ginn. An dofir sinn ech frou, dass mer elo mat dësem Vott dee Projet hei an och déi Direktiv kënnen ëmsetzen. Ech deelen do net den Avis vum Sven Clement, dass mer riskéieren, just eng Transposition partielle hei gemaach ze hunn. Ech menge schonn, dass mer d'Direktiv heimat ëmgesat hunn. An de Fait, dass mer d'Fro vun der Fixation des prix scindéiert hunn an elo separat analyséieren, gëtt eis, mengen ech, méi Zäit op deem Punkt, mee ech mengen net, dass dat zu enger Transposition incomplète féiert.

Et ass gesot ginn: D'Autorité de concurrence kritt mat dësem neie Gesetz nei Pouvoiren, déi se och respektiv schonn an Texter huet, déi mer gestëmmt hunn hei an der Chamber. Dat ass engersäits d'Platform-to-Business-Gesetz, wat mer Ufank 2021 gestëmmt hunn, wat d'Relatiounen zwëschent den Internetplattformen a professionelle Usere reegelt. Och d'Gesetz vum 24. Mee 2011 iwwert d'Services dans le marché intérieur, dat virgesäit, dass Entreprisë sech a Fäll vun Diskriminatioun un eng Autoritéit wenne kënnen. Dat ass dës Autorité de concurrence. An dann och d'Gesetz iwwert d'Pratiques déloyales am Beräich vun der Agrikultur, wat am Juni 2021 gestëmmt ginn ass a woufir d'Autoritéit och d'Ulafstell ass bei Konflikter zwëschent Fournisseuren a Keefer vun Agrarprodukter.

Et ass och, mengen ech, ze ënnersträichen, dass déi Autorité de concurrence Pouvoiren iwwert de strikten Droit de la concurrence eraus kritt, well mer gesinn, ëmmer méi och gesinn, dass net all d'Problemer vun Dysfonctionnementer vu Marchéen duerch d'Konkurrenzrecht au sens strict kënne gereegelt ginn. Ee Beispill, an e wichtegt Beispill heivun, ass den Digital Markets Act, deen dat abusiivt Verhale vu ganz groussen Internetplattforme reegelt an och kontrolléiert an och zum Deel verbidde soll. Dat ass och e gutt Beispill fir dësen Trend, an och hei kritt d'Autorité de concurrence eng Roll.

Et ass och wichteg – an dat ass och e puermol ënnerstrach ginn –, dass dës Autoritéit nieft deenen neie Pouvoiren, déi se kritt, och nei Ressourcë soll kréien. Et geet hei drëm, wierklech besser Léisungen ze fannen, wann Entreprisë se mat Problemer kontaktéieren. Dofir, wéi gesot, ass dat heiten e ganz wichtegt Gesetz.

Ech géif gäre kuerz agoen op eng Partie Saachen, déi gesot goufe vu verschiddenen Deputéierten. Bon, ech mengen, meng zwee fréier Confrèrë Léon Gloden a Guy Arendt hunn eng Lanz gebrach fir d'Representatioun duerch Affekote respektiv de Secret des correspondances an den Droit de la défense vun den Affekoten. Ech mengen effektiv, dass mer – mir hu jo och des Längeren doriwwer diskutéiert an der Kommissioun –, hei awer e gangbare Wee fonnt hunn. Engersäits, wat d'Représentation en justice ugeet, mengen ech, ass et einfach e Fait, dass d'Agente vun der Autorité de concurrence oft déi sinn, déi hir Fäll an hir Dossieren am beschte kennen an et doduerch oft net onbedéngt necessaire ass, fir nach zousätzlech en Affekot ze huelen. Et ass awer esou, dass se dat kënne maache bei komplexen Affären, an ech mengen, dat ass och e Kompromëss, deen ok ass. A beim Secret …, respektiv dee Bauchwéi, dass kënnen Dokumenter saiséiert ginn, déi u sech net pertinent sinn a wou de Secret des correspondances kann a Fro kommen, do, mengen ech, ass engersäits de Risiko vun enger „fishing expedition" a Realitéit relativ kleng an op där anerer Säit besteet d'Méiglechkeet, fir dat vun engem Riichter iwwerpréiwen ze loossen, soudass ech och mengen, dass dat e Kompromëss ass, deen ok ass.

De Léon Gloden huet dräi politesch Punkten opgeworf, mat deenen ech am Fong och d'accord sinn. De Geoblocking, awer och déi Restrictions territoriales de vente sinn extreem problematesch. Dat ass fir eis wierklech en Dysfonctionnement vum Marché intérieur, dee mer och ëmmer erëm monéieren, dee mer ëmmer erëm soulevéieren, och bei der Kommissioun bei all Geleeënheet, och am Conseil „Compétitivité" werfen ech dat op. Mir hunn do scho munch Initiativ geholl, fir dat ze verbesseren. An do muss een einfach

soen, mat all de Meritten, déi de Marché intérieur huet fir eist Land, en extreem wäertvollen Outil, ass dat weiderhin e Problem. A mir wäerten dat och weiderhin nach thematiséieren an eis net ginn, bis do Remedur geschaaft ginn ass.

Deen drëtte Punkt, mat där ..., de Problem vun der strateegescher Opstellung vun eise Gruppen an eiser Industrie ass effektiv och eppes, wat ech deelen. Mir mussen haaptsächlech an engem Kontext, wou mer iwwert d'strateegesch Autonomie vun Europa schwätzen a munchen Industrieberäicher, eng aner Vue des choses kréien op d'Konzentratioune vun den Entreprisen um europäeschen Niveau. Et kann net sinn, dass mer do mat där reng theoreetescher Vue des choses, déi nach ëmmer do virherrscht, Gruppen zerschloen, wou et wierklech keen Ulass derfir gëtt. An ech menge wierklech, dass mer do eng Kéier sollten drugoen. Ech hunn der Kommissioun dat och gesot: Mir mussen haaptsächlech an enger Phas vun Transitioun, wou mer eis Industrie musse schützen a wou mer se mussen duerch déi Transitioun erduerchkréien, wou se extreem vill mussen investéieren, wou se sech och vis-à-vis vun Drëttstaate musse protegéieren, et do och erlaben, dass mer Champions européens kréien. An do ass deen aktuellen europäesche Konkurrenzkader net méi ëmmer adaptéiert.

D'Semiray Ahmedova huet och eppes gesot, wat ech absolutt deelen: D'Ententen, déi Karteller, déi duerch dëst Gesetz encadréiert ginn oder verbuede solle ginn op eng méi effikass Aart a Weis, sinn net nëmme schlecht fir d'Consommateuren, si sinn och schlecht fir d'Innovatioun. A si huet d'Kartell vun 1928 vun de Petrolieren zitéiert. Et fënnt een nach ganz vill Beispiller vun Ententen, déi vill méi no bei eis sinn, och an der Zäit. Do kann een un d'Automobillsconstructeuren denken, déi probéiert hunn, al Technologien nach weider ze exploitéieren. Ech mengen, dat hu mer alleguerten nach ganz present. An Ententen, Karteller sinn ëmmer prejudiciabel, sinn ëmmer schlecht, mee si sinn ëmsou méi schlëmm, wann ee sech, wéi gesot, an enger wirtschaftlecher Transitiounsphas befënnt, wéi mer dat elo hunn.

Mir brauchen elo Innovatioun. Mir brauchen Investissementer. Mir brauchen Erneierung an eiser Ekonomie, besonnesch fir eis Wirtschaft an eis Gesellschaft ze dekarboniséieren, fir se konform ze maachen zu eise Klimaziler an och fir se ze digitaliséieren. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass Karteller, déi déi Entwécklunge bremsen, verbuede ginn an dass mer dat och duerch eng staark Konkurrenzautoritéit ënnerbonne kréien. Duerfir ass et och wichteg, dass, wéi gesot, d'Autorité de concurrence déi néideg Pouvoiren an och déi néideg Moyene kritt, fir dat ze maachen.

Et ass och gesot gi vum Sven Clement, an dat ass absolutt richteg, dass mer zu Lëtzebuerg natierlech net gefeit si géint Oligopoler oder souguer Monopoler. Mir sinn ... Dat ass e Risiko, géif ech soen, souguer insbesonnesch an engem klenge Land, wou et eng grouss Proximitéit gëtt tëschent den Entreprisen, wou jiddweree sech kennt. An och an eiser Geschicht, an dat ass vläicht och de Grond, firwat mer ëmmer e relativ schwaacht Konkurrenzrecht haten, sinn et esou Beispiller ginn. An dat ass och de Grond, firwat mer, mengen ech, realiséiert hunn, dass mer e Contrôle vun de Konzentratioune brauchen, e prealabele Contrôle des concentrations. Dat ass justement déi Realisatioun, déi derzou gefouert huet, dass mer ugefaangen hunn, eis dozou Gedanken ze maachen. An ech hunn ugefaange mam Ausschaffe vun esou engem Gesetz. Do ass och breet consultéiert ginn iwwert dat ganzt lescht Joer, do ass eng Consultation publique gemaach ginn, do sinn all d'Acteure gehéiert ginn zu esou engem Kader. An ech mengen, mir sinn elo op engem Wee, wou mer dee Contrôle de concentration och deemnächst hei op den Instanzewee wäerte kënne bréngen.

Mir sinn nach ëmmer an enger Phas, wou mer dat Gesetz kalibréieren. Mir mussen natierlech oppassen, dass mer eppes maachen, wat gutt op eis Ekonomie passt, wou de Perimeter vum Marché gutt definéiert ass. Mir mussen, mengen ech, och au cas par cas kucken, well all Secteur ass do e bëssen anescht. Deen ee Secteur, do hu mer wierklech e reng nationale Maart, aner Secteure si mer éischter an der Groussregioun ënnerwee an an anere Secteuren nach ass de Marché a ganz Europa voire driwwer ewech. Dat heescht, do geet et drëm, wierklech ganz granulaire a ganz prezis ze verstoen, wat de Perimeter dovunner ass. Dat si mer och amgaangen, nach ze préiwen. Mee ech géif Iech gäre soen, dass mer do drun amgaange sinn ze schaffen an dass do deemnächst och hei d'Chamber mat engem Projet de loi wäert befaasst ginn, well et muss een einfach verstoen, dass mer engersäits aus europäesche Grënn riskéieren, méi oft esou Froen ze kréien, well um europäeschen Niveau gouf et an dësem Beräich rezent eng Neientwécklung, notamment mam Wiessel vun der Kommissioun hirer Approche, wat de Renvoi des concentrations betrëfft. Dat heescht, dat riskéiert, dozou ze féieren, dass d'Kommissioun an Zukunft méi oft op déi national Autoritéiten zréckkënnt, fir Konzentratiounen ze iwwerpréiwen. An deen zweete Punkt ass deen, dass mer dat eenzegt Land sinn, dat eenzegt Land an Europa, wat nach keen esou e Contrôle des concentrations huet. Och dat ass net ganz seriö. Dat heescht, mir hunn net d'Excuse, dass mer därmoosse kleng sinn, dass mer dat net brauchen oder net kënnen hunn. Et sinn och aner kleng Länner, déi dat hunn. Et muss een eebe just kucken, dass een eppes fënnt, wat op eis passt a wat effikass ass a wou mer kënnen eeben eis en uerdentleche Kader do ginn. Do si mer amgaangen, drun ze schaffen. A wéi gesot, dat kënnt deemnächst och hei an d'Chamber.

Vläicht nach e lescht Wuert zu där Fro vun der Fixation des prix. Ech si frou, dass mer do konnten eng pragmatesch Léisung fannen, andeem mer de Projet de loi gespléckt hunn, dass mer dëse Projet elo kënnen haut adoptéieren. An ech freeë mech och iwwert déi ganz breet Zoustëmmung.

Wat deen zweeten ugeet, dee vun der Präisfixatioun, wou mer gäre weiderhin nach d'Méiglechkeet hätte fir d'Regierung an exzeptionelle Fäll, wou et manifestement en Dysfonctionnement gëtt vun engem Marché, dass mer iwwer eng Präisfixatioun kënnen intervenéieren.

Mir hunn dat gesi wärend der Pandemie, mee mir gesinn dat och haut an deem Kontext vu Kris, vun Inflatioun, vun Energiedeierecht, dass d'Marchéen net ëmmer am Fong dozou féieren, dass dee richtege Präis erauskënnt. An dofir muss een an exzeptionelle Fäll kënnen intervenéieren, natierlech mat deenen néidege Garde-fouen, mat deem néidegen Encadrement. An ech hoffe wierklech, dass de Staatsrot och dës Kéier hei schnell mat engem Avis zu dësem zweete Projet de loi, wat d'Fixation des prix ugeet, zréckkënnt. Mir hunn nei Propose gemaach, mir hunn en neien Encadrement hei proposéiert, an ech wënsche mer wierklech, dass mer och hei elo schnell domat duerch de Bësch kommen.

Voilà! Dat gesot, géif ech Iech nach eng Kéier gären alleguerte Merci soe fir d'Diskussioun a fir déi breet Zoustëmmung. Voilà! An ech freeë mech iwwert dëse breede Konsens.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7479A. Den Text steet am Document parlementaire 7479A[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7479A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Jessie Thill) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 6., 7. an 8. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.02 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 29
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Communications** p. 29
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
3. **Ordre du jour** p. 29
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
4. **Heure de questions au Gouvernement** p. 30
   Question n° 367 du 6 décembre 2022 de M. Léon Gloden relative à la sécurité dans les transports en commun, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 30
   M. Léon Gloden | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 368 du 6 décembre 2022 de M. Claude Lamberty relative aux travaux du tram dans le quartier Howald, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 31
   M. Claude Lamberty | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 369 du 6 décembre 2022 de M. Jeff Engelen relative au renouvellement du permis de conduire pour camions, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 31
   M. Jeff Engelen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 370 du 6 décembre 2022 de Mme Cécile Hemmen relative aux emplacements de parking à l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 31
   Mme Cécile Hemmen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de M. Charles Margue)
   Question n° 371 du 6 décembre 2022 de M. Marc Lies relative à la construction de logements abordables destinés à la location, adressée à M. le Ministre du Logement p. 32
   M. Marc Lies | M. Henri Kox, Ministre du Logement
   Question n° 372 du 6 décembre 2022 de Mme Chantal Gary relative aux lignes de bus desservant les zones industrielles, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 373 du 6 décembre 2022 de M. Marc Goergen relative aux lignes de bus desservant les zones industrielles, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 374 du 6 décembre 2022 de M. Dan Biancalana relative aux lignes de bus desservant les zones industrielles, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question écrite n° 7317 du 6 décembre 2022 de M. Marc Spautz relative aux lignes de bus desservant les zones industrielles, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 33
   Mme Chantal Gary | M. Marc Goergen | M. Dan Biancalana | M. Marc Spautz | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 375 du 6 décembre 2022 de Mme Nathalie Oberweis relative à la mise en œuvre de la CUSS, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 35
   Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
   Question n° 376 du 6 décembre 2022 de M. André Bauler relative à la réaffectation de l'ancienne bibliothèque nationale, adressée à Mme la Ministre de la Culture et Ministre de la Justice p. 35
   M. André Bauler (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 377 du 6 décembre 2022 de M. Marc Spautz relative à l'approvisionnement énergétique du pays en cas de pénurie d'électricité et/ou de gaz, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 35
   M. Marc Spautz | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
5. **Ordre du jour (suite)** p. 36
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | M. Marc Goergen
6. **Heure de questions au Gouvernement (suite)** p. 36
   Question n° 378 du 6 décembre 2022 de M. Carlo Weber relative au classement éventuel de la « Buvette du Lac » à Weiswampach, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 36
   M. Carlo Weber | Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
7. **Ordre du jour (suite)** p. 37
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance (interventions de Mme Myriam Cecchetti et M. Marc Goergen)
8. **Question élargie n° 172 de M. Claude Lamberty au sujet des rassemblements de tuning clandestins à Kockelscheuer** p. 37
   M. Claude Lamberty | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
9. **Question élargie n° 170 de Mme Carole Hartmann au sujet de l'euthanasie** p. 38
   Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Carole Hartmann | Mme la Ministre Paulette Lenert
10. **Question élargie n° 169 de M. Fred Keup au sujet du chauffage à granulés** p. 40
    M. Fred Keup | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Fred Keup | M. le Ministre Claude Turmes
11. **7866 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Kultur | lx – Arts Council Luxembourg » et instauration d'un régime d'aides financières et portant modification :**
    1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
    2° de la loi modifiée du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé « Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster » ;
    3° de la loi du 26 mai 2004 portant création d'un établissement public nommé « Centre de Musiques Amplifiées » ;
    4° de la loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » et de la Fondation Henri Pensis p. 41
    Rapport de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard
    Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 7866 et dispense du second vote constitutionnel
12. **7920 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique** p. 45
    Rapport de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard
    Discussion générale : Mme Octavie Modert (intervention de Mme Djuna Bernard) | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 7920 et dispense du second vote constitutionnel
13. **7948 – Projet de loi portant institution d'un congé culturel et modification :**
    1° du Code du travail ;
    2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
    3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux p. 49
    Rapport de la Commission de la Culture : Mme Josée Lorsché
    Discussion générale : M. Georges Mischo | M. André Bauler (interventions de M. Dan Kersch, Mme Cécile Hemmen et Mme Octavie Modert) | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup (dépôt de la motion 1) | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Mme Octavie Modert (parole après ministre) (intervention de M. Dan Kersch)
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 7948
    Motion 1 : Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup
    Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
    Dispense du second vote constitutionnel
14. **8011 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État** p. 54

Rapport de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard

Discussion générale : Mme Elisabeth Margue | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8011 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premier Ministres ; M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Ech entschëllegen eise President, dee mech gebieden huet, en ze ersetzen, a wënschen Iech alleguer e schéine Kleeserchersdag, selbstverständlech och de Famillen an de Kanner dobaussen. Eng al Traditioun.

(Interruption)

An en Houseker.

(Hilarité)

An ech froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Ausser datt mer och als Regierung e schéine Kleeserchersdag wënschen, näischt, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, dat ass ganz léif.

2. Communications

Dann hunn ech Iech eng Rei vu Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 6 décembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8103 – Projet de loi portant introduction d'une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation et modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 22/11/2022

8104 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/11/2022

8105 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg dans le cadre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/11/2022

8106 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29/11/2022

8107 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 29/11/2022

8108 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29/11/2022

8109 – Projet de loi portant
1) modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;
2) modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01/12/2022

8110 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02/12/2022

8111 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02/12/2022

8112 – Projet de loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 02/12/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2536 – Demande de pétition publique : Abolition des toilettes publiques payantes

Dépôt : M. Nicolas Friden, le 24/11/2022

2537 – Demande de pétition publique : Parkplaze fir schwanger Fraen a Familljе mat Kanner

Dépôt : Mme Samira Zaurrini, le 24/11/2022

2538 – Demande de pétition publique : Lors de garde alternée, modification de la situation injuste qui prévoit qu'un parent soit fiscalement considéré comme célibataire avec un ou plusieurs enfants à charge et l'autre parent (généralement le père) soit considéré comme célibataire sans enfant

Dépôt : M. Emmanuel Dominguez, le 24/11/2022

2539 – Demande de pétition publique : Fin des machines de jeu dans les cafés et bars, machines qui ne sont pas de la Loterie Nationale

Dépôt : M. Helder Martins, le 29/11/2022

2540 – Demande de pétition publique : Eropsetze vum Congé pour raisons familiales vun 12 Deeg pro Elterendeel a 4 Joer op 12 Deeg pro Elterendeel pro Joer. Dat selwecht och fir den Alter vu 4–13 Joer

Dépôt : M. Andy Bram, le 30/11/2022

2541 – Demande de pétition publique : Encadrer le paiement des baux à loyer en cas de diminution de revenus, exemple perte d'emploi

Dépôt : M. Jerry Le Vaillant, le 30/11/2022

2542 – Demande de pétition publique : Bezuelte Stage fir Studenten / Bezahltes Praktikum für Studenten / Stage rémunéré pour les étudiants / Paid internship for students / Estágio remunerado para estudantes / Stage retribuito per studenti

Dépôt : Mme Diana Stiegler, le 30/11/2022

2543 – Demande de pétition publique : Égalité de payement d'impôts sur les salaires pour tous

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 01/12/2022

2544 – Demande de pétition publique : Augmenter le ticket-repas de 10,80 EUR à 15,50 EUR

Dépôt : M. Emmanuel Patte, le 02/12/2022

2545 – Demande de pétition publique : Bornes de recharge pour les voitures électriques dans les entreprises

Dépôt : M. Luc Grand, le 02/12/2022

2546 – Demande de pétition publique : Conteneurs à poubelles gratuits

Dépôt : Mme Julie Kohlmann, le 02/12/2022

2547 – Demande de pétition publique : Gratis Internet a gratis Handyempfang, vun egal wéi engem Provider, am ganze Land, och an Tunnelen an ënnerierdesche Parkingen

Dépôt : M. Thomas Thies, le 03/12/2022

2548 – Demande de pétition publique : Géint d'Ofschafe vun de verschiddene Buslinnen a Richtung industriell Sitte

Dépôt : M. Jérôme Clesen, le 03/12/2022

2549 – Demande de pétition publique : Gläichméisseg Congé fir privaten a staatleche Patron

Dépôt : Mme Sabrina Frank, le 03/12/2022

2550 – Demande de pétition publique : Beschäftegungsvertrag mat Schüler/innen a Student/innen och ausserhalb vu Schoulvakanze méiglech maachen

Dépôt : Mme Jennifer in't Groen, le 04/12/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Zu eisem Ordre du jour: Sidd Der mat dem Ordre du jour, sou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, d'accord?

Une voix | Jo, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci, dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

A mir fänken u mat enger Froestonn un d'Regierung. Dir wësst: zwou Minutte fir den Auteur a véier Minutte fir d'Regierung. A vu dass mer eng Kuelebootsch vu Froen hunn, fir dass jiddwerengem seng Fro drukënnt, bieden ech Iech, Iech un déi Zäiten ze halen, soss musse mer déi eng oder déi aner Fro kappen oder net méi drukomme loossen. Voilà!

Déi éischt Fro kënnt vum Léon Gloden, riicht sech un de Minister vun der Mobilitéit an den Travaux publics a geet ëm d'Sécherheet an dem ëffentlechen Transport. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 367 du 6 décembre 2022 de M. Léon Gloden relative à la sécurité dans les transports en commun, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol hei d'Pult op Aenhéicht. Voilà!

(Interruption)

O, ech gesinn driwwer, keng Angscht.

Här President, déi lescht Zäit war erëm an der Press ze liesen, datt eng Rei Virfäll an Aggressioune géint d'Personal am ëffentlechen Transport waren. Wann ech dat, wat ech konnt noliesen, gutt gezielt hunn, waren et dëst Joer op d'mannst 15 kierperlech a brutal Attacke géint Buschaufferen. Fir just déi rezentst ze ernimmen: De 14. Oktober zu Ettelbréck ass e Buschauffer vun engem Alkoholiséierten attackéiert ginn an elo rezent, den 20. November, sinn zu Beetebuerg zwee Buschauffere geschloe ginn.

Mir wëssen alleguer, datt och wärend der Coronazäit, wéi déi obligatoresch Maskeflicht war, d'Chaufferen et net einfach haten, fir dat bei de Passagéier duerchzesetzen. Opgrond vun deenen Aggressioune konnt een och liesen, datt eng Rei Linnen owes elo net méi fueren. Et ass natierlech och ..., et konnt ee liesen, datt besonnesch Fraen als Buschauffer och ëmmer méi Angscht hunn. A kierzlech huet den LCGB säin Onmutt och an engem Pressecommuniqué ausgedréckt an op e Comité de pilotage sécurité dans les transports en commun, wéi dat esou schéin heescht, vum 24. November d'lescht Joer higewisen, wou gefuerdert ginn ass, datt gliese Kabinne sollten elo installéiert ginn, fir de Buschauffer ze protegéieren.

De Minister huet och gesot, dat géif geschéien. Dat ass begréissenswäert an duerfir meng Fro hei un den Här Minister Bausch, fir nach eng Kéier hei ze confirméieren, datt déi gliese Kabinnen installéiert ginn.

An dann déi zweet Fro: Mir hu säit 2016 schonn als CSV gefuerdert, an dee Sujet kënnt och de façon répétitive hei an de Plenum, datt eng Spezialeenheet oder eng Policepatrull am ëffentlechen Transport agesat gëtt. D'ailleurs, de Minister hat dat selwer als Iddi lancéiert, bis haut ass näischt geschitt. Duerfir nach eng Kéier d'Fro: Wéini kënnt esou eng Patrull? Oder ass geduecht, privat Sécherheetsbeamten anzesetzen am ëffentlechen Transport?

Dann déi drëtt Fro: Besteet en Zesummenhang tëschent deene Linnen, wou déi Aggressioune constatéiert ginn an aneren Infraktiounen, déi an deem Perimeter geschéien? Jo oder Nee? A wat gedenkt d'Regierung nach weider ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet am ëffentlechen Transport ze verbesseren? Well et ass natierlech fir d'Chaufferen éischtens wichteg, datt se kënne sécher op hirer Aarbechtsplaz schaffen, an zweetens och fir déi aner Passagéier, fir datt déi och bereet sinn, weider den ëffentlechen Transport ze huelen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Gloden. Ech wëll em just soen, dass dat genee dräi Minutte waren.

M. Léon Gloden (CSV) | Ech hat schonn zéng Sekonne gebraucht, fir d'Pult ze ...

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An den Här Minister fir Mobilitéit huet direkt d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, a merci och dem Här Gloden fir seng Froen, wat mer – net fir d'éischt Kéier, mee erëm eng Kéier – erlaabt, eng Rei Saachen ze soen, déi mer gemaach hunn an amgaange sinn ze maachen.

Also et ass esou, datt jo permanent de Monitoring gemaach gëtt, wéi d'Sécherheet am ëffentlechen Transport ass. An dee Kommitee, deen den Här Gloden ugeschwat huet, dee kënnt och reegelméisseg zesummen. Et ass och eng nächst Sëtzung elo geplangt am Januar, wou een ëmmer erëm den État des lieux kuckt. Mir stellen och da genau Statistiken op, wat fir eng Incidente geschéien, wou se geschéien, ob et am Bus ass oder am Zuch ass an esou weider. Dat gëtt ëmmer méi verfeinert, och déi Zuelen, déi mer hunn.

Bon, alles, wat geschitt, ass natierlech ëmmer schlëmm fir deejéinegen, deen et trëfft. Ech mengen, ob et elo ee Fall ass oder ob et der honnert sinn, dat ass zimmlech egal, et dierft eigentlech kee sinn. An all Chauffer muss e Recht hunn oder och all Client am Bus muss e Recht hunn, datt e ka sécher fueren a sech net bedrot spiert a sou weider a sou fort. An duerfir maache mer och alles, wat méiglech ass, fir ze verhënneren, datt eppes geschitt, also preventiv.

Natierlech wësse mer, mir liewen an enger Gesellschaft, wou mer verschidde Leit hunn, déi mengen, fir si wäre weeder d'Gesetzer do nach d'Reegelen do, an déi och heiansdo mengen, hir Aggressiounen un allméiglechen anere Leit mussen auszeloossen. Dat kréie mer och an där Gesellschaft vu Mënsche leider net ëmmer honnertprozenteg oder ganz evitéiert.

Wat ech Iech awer ka soen, dat ass, datt schonn eng Rei Saache gemaach gi sinn. Zum Beispill huet de Chauffer haut schonn e Knäppchen, deen e kann drécken. Dat gesäit keen, dat ass net esou uewen, wou e muss eng Tast drécken, mee heemlech. Wann en deen dréckt, geet op der Leitstell, déi mer jo och installéiert hunn, déi elo zënter e puer Joer fonctionéiert, automatesch den Haut-parleur un an déi, déi do op der Leitstell sëtzen, déi héiere mat, wat am Bus geschitt. Vu datt d'Bussen all geort sinn, gesäit een och direkt, wat fir e Bus et ass a wou en ass. Dat heescht, wann déi elo héieren, datt do eng Bedroung ass, kann een direkt d'Police aschalten an déi dohinner op d'Plaz schécken, wou dat ass. Also dat fonctionéiert schonn.

Dann ass et esou, datt déi éischt gliese Kabinnen elo ab Januar agebaut wäerte sinn. Firwat huet dat gedauert bis elo de Januar an net schonn am Laf vum Joer? Mee éischtens: Mir haten eng Ausschreiwung, déi ganz Busse gi jo elo no an no komplett ersat. Mee elo kommen am Januar éischt Bussen, dat sinn neier, déi scho fäerdeg ekipéiert mat de gliesene Kabinne bestallt sinn. Awer bei deenen, déi natierlech méi laang nach fueren, gi se och no an no agesat. Ech ginn dervun aus, loosse mer soen, bannent annerhallwem Joer misst dee ganze Reseau mat gliesene Kabinnen ausgestatt sinn. Dann ass de Chauffer geschützt. Dann ass zwar do eng Spriechplaz, wou ee mam Chauffer ka schwätzen, mee et ka kee méi handgräiflech ginn direkt par rapport zum Chauffer.

Da kommen och Videokameraen, déi ginn installéiert, fir op der Plaz do ze filmen. Déi ginn esou gemaach, datt awer net de Chauffer gefilmt gëtt, well mir wëlle jo net dee kontrolléieren, mir wëllen déi kontrolléieren, déi do hiert Onwiesen dreiwen.

An dann ass et och esou, datt mer natierlech, wa mer Saache gewuer gi wéi zum Beispill zu Mont-Saint-Martin, wat Der ugeschwat hutt, dann intervenéiere mer direkt. Mir hunn zu Mont-Saint-Martin déi Buslinne gekappt, well mer gesot hunn: „Mir wëllen net méi eriwwerfueren, soulaang wéi d'Gemeng eis awer net eng Rei Garantië gëtt, datt eis Chaufferen net do hiert Liewe riskéieren oder riskéiere blesséiert ze ginn, wa se do eriwwerfueren."

Et war och elo eng Entrevue mat der Gemeng vu Mont-Saint-Martin a mir hunn en alternativen Trajet, deen d'Gemeng eis proposéiert huet, deen awer elo nach muss gekuckt ginn, ob et och fonctionéiert, well mir wëlle Sécherheet hunn, datt et och fir d'Chauffere wierklech sécher ass. Wann dat alles klappt, da misst dat säi Wee goen, datt mer do erëm eng Kéier kënne fueren, mat dann engem alternativen Tracé.

Dann Är lescht Fro, dat war mat der Spezialeenheet. Bon, dat ass natierlech elo net meng Kompetenz, dat ass dem Henri Kox seng. Et ass natierlech esou, den Henri Kox huet och elo an den nächste Wochen eng Entrevue mat de Gewerkschaften dowéinst. Dat hänkt – dat hunn ech och an der Zäit ëmmer gesot – dervun of, datt een och Leit huet! Ech mengen, mir wëssen all, datt bei der Police e grousse Manktum u Leit war. Ënnert dëser Regierung sinn elo, wann et fäerdeg ass, 900 – also 800 an eppes – Polizisten agestallt ginn, 600 um Terrain. Ech géif dem Henri Kox proposéieren, e soll emol eng Kéier eng Foto maache vun deene 600 an der Rei am Summer. Ech mengen, dat géif e schéint Bild ginn, fir eng Kéier ze weisen, wat geschitt ass an de leschte Joren ënner senger Fieder.

(Brouhaha)

Déi Poliziste ginn natierlech prioritär agesat op de Brennpunkten an de Stied, an den Uertschaften, mee et muss een awer da kucken – mee ech mengen, dat muss hie selwer eng Kéier mat de Gewerkschaften diskutéieren –, déi Eenheet ze schafen. Dat hunn ech och ëmmer gesot, dat ass jo och ... Et muss een eng Kéier gesinn, datt een dat och esou schaaft, datt et och e Sënn mécht. Mee ech mengen, dat soll den Henri Kox selwer mat de Gewerkschaften dann diskutéieren, wann dann elo genuch Leit do sinn, fir déi och kënnen ze schafen.

Mee ënnert dem Strëch gëtt vill gemaach. Mir maachen alles, fir de Chauffer ze protegéieren an natierlech och d'Clienten, mee mir sollen eis all och ëmmer bewosst sinn: Mir wäerten ni zu 100 % déijéineg, déi eppes Schlechtes am Kapp hunn, dovun ofgehale kréien, och Schlechtes ze maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister. Selwecht Remark wéi beim Virriedner.

(Interruption)

Dräi? Véier.

(Brouhaha)

Dräi? Jo, wa mer dee Rhythmus bäibehalen, da sprangen dräi Froen iwwert d'Kléng.

Den Här Lamberty ass schonn do an e wëllt eng Fro un dee selwechten Här Transportminister stellen iwwert d'Aarbechten um Tramsreseau. Här Lamberty.

– Question n° 368 du 6 décembre 2022 de M. Claude Lamberty relative aux travaux du tram dans le quartier Howald, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Claude Lamberty (DP) | Villmools merci, Här President. Jo, den Tram, u sech eppes ganz Positives. Mir wëssen, et geet virun. Meng Fro haut de Mëtteg betrëfft och den Tramschantier op der Héicht vum Houwald. Do sinn och schonn eng jett parlamentaresch Froen, och vum Marc Lies senger Säit, ganz oft gestallt ginn.

Gewosst ass och: Perturbatioune vun engem Chantier sinn normal. Et ass awer esou, dass déi lescht Woche wierklech an der Rue des Scillas, wat awer e Kärpunkt vun deem ganzen neien Tramsreseau um Houwald ass, déi Chantiersphas op e Punkt komm ass, dee relativ belaaschtend ass – nennen ech dat emol – fir d'Awunner, ganz sécher, mee awer och fir déi Commercen, déi iwwert déi Strooss do eraus bis hin zu uewen där grousser Supermarchéschaîne sinn.

Do ass och eng ganz grouss Sportinfrastruktur op där Säit. Mir haten och schonn eng Kéier an der Chamberskommissioun doriwwer geschwat. Et ass vill Stau, et ass vill Kaméidi bei dësem Wieder, och ganz vill Bulli op der Strooss vum Rond-point Gluck eebe bis erop bei déi grouss Supermarchéschaîne. Mee et ass awer och – an dat, mengen ech, ass wichteg ze wëssen – eng Sécherheetsfro, déi domadder verbonnen ass, well et ass quasi keng Plaz méi do fir Foussgänger, respektiv bei där grousser Sportinfrastruktur, wou e puer Honnert Kanner awer och circuléieren, fir dass do nach déi néideg Sécherheet ka garantéiert ginn.

Dofir meng Fro un de Minister: Vu déi ganz Parkméiglechkeeten, déi do riskéieren, an den nächsten Deeg nach méi ageschränkt ze ginn, well de Chantier logescherweis jo virugeet, si mer elo an enger Situatioun, wou mer net méi soen, mir si fënnef vir zwielef, mee ech géif soen, eng Minutt op zwielef, dass dann do hoffentlech näischt geschitt – mee et weess een et net.

Wat geschitt do elo an den nächsten Deeg konkreet? Wat kann de Ministère do maachen, als Léisung ubidden? Wat ass insgesamt mat der Zäitschinn, déi virgesinn ass an der Rue des Scillas, wéi den Tram weidergeet? Gëtt et an där ganzer Problematik och eng Zesummenaarbecht zwëschent Gemeng a Ministère, fir dass do eng Léisung ka fonnt ginn? Ginn d'Awunner informéiert iwwert de Werdegang an awer och ganz sécher déi Commercen, déi an der Rue des Scillas sinn, inklusiv där grousser Sportinfrastruktur? Well ech mengen, et ass ganz wichteg, dass déi Sportinfrastruktur an awer och déi Commercen do net duerch en eigentlech ganz positive Projet belaascht ginn.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Et gëtt scho besser, mee et ass awer bal eng hallef Minutt iwwert d'Zäit. Här Minister, wannechgelift.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech kucken, fir d'Zäit eranzehuelen. Ech kann et kuerz maachen. Et ass esou, datt e Chantier natierlech ëmmer komplizéiert ass a besonnesch op enger Plaz wéi do, wou net nëmmen den Tram ass, mee och d'Strooss verbreedert gëtt, wou eng Gare gebaut gëtt, eng Busgare, also wou vill Chantiere beienee sinn, och nach deelweis privat Leit Chantieren hunn. Do gi grouss Gebaier gebaut. Dat ass ni einfach.

A mir hunn, kann ech Iech soen, exzellent Kontakter, sougutt mat der Gemeng wéi och mat verschiddene Leit, wéi zum Beispill den Tennisclub do ronderëm. D'Ponts et chaussées wäerten och ganz kuerzfristeg nach eng Kéier Kontakt ophuelen. Mir sinn och mat der Gemeng amgaang ze kucken, fir Léisungen ze sichen, fir aner Parkplazen do ze schafen. Mir maachen eist Bescht. An ech mengen, datt mer och kuerzfristeg Léisunge wäerte fannen, esougutt provisorescher wéi och laangfristeger, fir datt mer dee Problem do behuewe kréien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dir waart super.

(Hilarité)

Déi nächst Fro vum Jeff Engelen riicht sech och un dee selwechte Minister, de François Bausch, an dréit ronderëm d'Erneierung vum Camionsfürerschäin. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 369 du 6 décembre 2022 de M. Jeff Engelen relative au renouvellement du permis de conduire pour camions, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Den 30. November d'lescht Joer hat ech an dësem Haus hei am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun, an där mir d'Ofschafung vun der Altersdiskriminatioun am Code de la route fir Leit, déi méi wéi 75 Joer hunn a riskéieren, hire Fürerschäin ze verléieren, gefuerdert hunn. Dëst betrëfft besonnesch déi Leit, déi dëse Fürerschäi brauchen, fir e private Camper ze fueren, oder Sammler vun historesche Gefierer.

Den Här Verkéiersminister hat am Kader vun der Debatt annoncéiert, nach am Dezember d'lescht Joer en entspriechende Projet ze deponéieren – oder ze deposéieren. Den 30. November dëst Joer war dunn an der Press ze liesen, datt de Minister zwar en entspriechend groussherzoglecht Reglement op den Instanzewee bruecht hätt, mee datt dëst nach ëmmer net finaliséiert gouf. Dat wëllt soen, et ass nach net a Kraaft.

Duerfir hätt ech déi follgend Fro un de Minister: bis wéini an dësem Dossier mat enger Decisioun ze rechnen ass an ob eeben déi Leit eventuell schonn am Viraus, virum Akraafttriede vun dësem Rechtsakt, kënne bei den Dokter goen, fir datt all déi betraffe Leit hir Aktivitéite fir d'Joer 2023 nees rechtlech sécher kënne plangen.

Dann hätt ech nach eng aner Fro: Wéi ass dat gereegelt mat der Retroaktivitéit vun dësem Fürerschäin, vun der Verlängerung? Zum Beispill: Ech hunn elo 78 Joer an ech hat e Camionsfürerschäi bis 75 Joer. Gëtt dat retroaktiv gemaach oder net? Wéi ass dat gereegelt? Dat war d'Fro, déi ech nach wollt stellen.

Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Engelen. Dir maacht Ären Alter awer net.

(Hilarité)

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, och hei kann ech et kuerz maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An den Här Mobilitéitsminister huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Wéi den Här Engelen et scho selwer gesot huet, ass d'Reglement dëst Joer, am Mäerz, deposéiert ginn.

Ech waarden awer, vu datt mer als Regierung jo net eleng kënne schalten a walten, wéi mer wëllen, mee dem Parlament Rechenschaft schëlleg si respektiv och nach e Staatsrot hunn, op den Avis vum Staatsrot. Meng lescht Informatioune sinn awer – well ech nofroe gelooss hunn –, datt mer am Januar den Avis kriten, soudatt ech gudder Déng sinn, datt mer da bis d'Fréijoer déi Reegel do geännert hätten an dann déi nei Reegel a Kraaft trëtt. An d'Leit kënnen dann den nächste Summer mam Camper an d'Vakanz fueren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och, Här Minister.

A vu dass Der haut am Dauerasaz sidd: Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Hemmen, och un Iech. A jo, d'Madamm Hemmen seet Iech dat elo selwer.

– Question n° 370 du 6 décembre 2022 de Mme Cécile Hemmen relative aux emplacements de parking à l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. A menger Fro geet et ëm d'Parkméiglechkeete beim Flughafen. Vill vun eise Bierger hate bestëmmt schonn d'Iwwerraschung, dass se keng Parkplaz méi krute beim Flughafen. Spéitstens an der Afaart ass ee gewuer ginn, dass e „complet" war, de Parking, wat natierlech besonnesch penibel ass, wann ee just fir eng kuerz Period fortflitt, spriech fir professionell Deplacementer.

Et krut ee wuel recommandéiert, eng Parkplaz am Viraus an online ze reservéieren, mee zäitweileg hat een och do keng Chance, à moins dass een an der Pauschal vun enger längerer Vakanz de ganze Package matgebucht hat.

lux-Airport, de Bedreiwer vum Flughafen, huet scho vill Efforte gemaach. Fir Laangzäitparkingen ass och scho gesuergt ginn, op enger gewëssener Distanz vum Flughafen ewech eventuell, mee dann huet ee jo och nach d'Méiglechkeet, fir mat enger Navett bei de Flughafe bruecht ze ginn. Mee och hei kënnt et zu Enkpäss. An op Nofro huet et dann och geheescht: „Ma da musst Der Iech eebe mam Taxi bei de Flughafe brénge loossen. Et sinn einfach keng Parkplaze fräi!"

Iwwert d'Ursaach vum Manktum u Parkplaze kann een natierlech spekuléieren. Ass et elo wierklech déi grouss Unzuel u Leit, déi reesen an déi dann déi Parkplaze besetzen, oder ginn d'Parkplazen eventuell fir aner Zwecker benotzt? Gi se u Leit verlount, déi elo näischt direkt mam Flughafe respektiv mam Reesen ze dinn hunn?

Zu der Offer vun eiser nationaler Fluchgesellschaft gehéiert a mengen Aen och de gudde Service vun enger Parkméiglechkeet, ob bannen oder baussen, ob no oder méi wäit ewech, dat ass egal.

Här Minister, ech huelen un, dass de Problem och bei Iech bekannt ass. Meng Fro riicht sech dann och spezifesch un Iech, fir Iech haut d'Méiglechkeet ze ginn, eis ze erklären, wéi een deem eventuell kéint entgéintwierken. Wéi entwéckelt sech de Site vum Flughafen, an dat am Sënn vum Confort, vum Qualitéitsservice um Bierger an un de Voyageuren an och natierlech am Sënn vun der Attraktivitéit vun eisem Site?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

(Interruption)

Dir sidd gutt an der Zäit, Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci och der Madamm Hemmen fir hir Froen. Also ech géif soen, déi bescht Méiglechkeet, fir bequeem a sécher op de Flughafen ze kommen, dat ass, wann een e gudden ëffentlechen Transport huet.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | An et ass esou, datt deen awer nach net ginn ass, dat wëll ech awer och direkt derbäisoen.

Plusieurs voix | A!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mir hunn eng Buslinn. Mir hunn awer eng Buslinn, et ass net, datt keng do ass, déi kann een och haut schonn huelen, mee mir hunn nach net dat adequat Transportmëttel, mengen ech, wat d'Qualitéit awer substanziell wäert hiewen. Dat wäert awer am Hierscht 2024 de Fall sinn, wann den Tram op de Flughafe fiert. An dann huet een am Sechs-Minutten-Takt, gratis en plus, en Tram, deen een op de Flughafe brëngt. Vu ville Park&Riden op allméigleche Plaze ronderëm d'Stad, soen ech, gëtt do d'Situatioun da sécherlech weesentlech besser.

Et ass awer och net esou, datt mer haut näischt hätten. Et dierf een awer och net verkennen, mir hunn entre-temps 7.866 Parkplazen um Flughafe selwer. Also bon, et muss een natierlech wëssen, wéi gesot, déi bescht Méiglechkeet an dat Bescht ass am Fong einfach, wann ee sech dohinner deplacéiert, ouni mam eegenen Auto ze kommen. Dat ass dat, wéi een et soll maachen.

Bon, mir hunn och nach en Taxiservice, deen net am präiswäertesten ass, dat wësse mer och. Do kommen och nach Reformen, dat wäert dann och eng Kéier besser ginn, hoffen ech emol.

Et ass och esou, datt nach eng Rei Parkingen elo bäikomm sinn an der leschter Zäit, mee déi waren haaptsächlech fir Employéen. Mir haten awer och de Problem, datt mer zum Deel Parkplazen hu misse suppriméieren, well mer enorm Chantiere ronderëm de Flughafen hunn. Ech wëll drop hiweisen, datt eng Pist erneiert ginn ass. Dat ass relativ geräuschlos iwwert d'Bün gaange bannent zwee Joer, mee mir hunn et awer gutt hikritt an ouni Incident, wou ech frou driwwer sinn, mee et huet eis awer och e bësse Parkplaze kascht.

An da gëtt jo herno nach um Heienhaff, wann den Tram bis um Flughafen ass, do um Pôle d'échange Heienhaff net wäit ewech e Parkhaus gebaut. Do sollen am Endeffekt herno 4.000 Plaze sinn. Dat soll natierlech och zu engem groussen Deel sinn, fir d'Navetten opzefänke mat deenen, déi an d'Stad schaffe kommen oder ronderëm d'Stad schaffen oder um Flughafe schaffen. Mee dee ka selbstverständlech och genotzt ginn herno, fir dann op den Terminal ze fueren, well dann huet ee jo all sechs Minutte vun do en Tram op de Flughafen an dat dauert zwou Minutte vun deem Park&Ride, fir mam Tram bis bei d'Aerogare ze fueren.

Also et geschitt vill. Mee, wéi gesot, et kann een awer net d'Qualitéit vum Flughafe moossen nëmmen en fonction, ob een e gudden Accès huet mam Auto, fir do ze parken. Well soss géif ech Iech opfuerderen: Gitt emol eng Kéier an Europa e bëssen op d'Flughäfe kucken an da kuckt Der emol éischtens, wat et do kascht, wann Der do um Flughafe parkt! Gitt op Frankfurt, gitt op Düsseldorf, gitt op Köln! Ausser Dir parkt ganz wäit ewech: Dir hutt natierlech entretemps op deene Flughäfen heiansdo ganz wäit ewech Parkplazen, déi méi bëlleg sinn, mee da kommt Der awer och nach eng Kéier zousätzlech mat engem Bus bei den Terminal gefuer, well dat ass net grad nobäi. Mee ech mengen, ronderëm de Flughafe selwer ass et awer ëmmer, egal wéi, limitéiert, dat ass esou.

Mee, wéi gesot, mir hunn der a mir wäerten der och nach bäikréien. Mee virun allem duerch den Ausbau vum ëffentlechen Transport mat deene Park&Ride-Méiglechkeeten, déi et do wäert ginn, wäert d'Situatioun sech ganz staark verbesseren. An dat ass da spéitstens, wéi gesot, fir den Tram Enn 2024. An de Park&Ride, dee gëtt an zwou Phase gebaut: fir d'éischt 2.000 Plazen an da kommen der nach eng Kéier 2.000 no.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och, Här Minister.

An déi nächst Fro kënnt vum Marc Lies un de Wunnengsbauminister an et dréit sech ëm de Bau vu bezuelbarem Wunnengsraum. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 371 du 6 décembre 2022 de M. Marc Lies relative à la construction de logements abordables destinés à la location, adressée à M. le Ministre du Logement

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Bon, an deene leschten Deeg a Wochen héiere mer vum Immobiliemaart, datt eng gewëssen Onsécherheet a Prekaritéit ënnerwee ass, dat bedéngt natierlech duerch déi rezent Zënshaussë vun der Europäescher Zentralbank. Dat ass awer och a Relatioun mat de Baumaterialien, wou iwwert déi lescht Méint d'Präisser extreem an d'Luucht geschoss sinn, soudatt effektiv e Promoteur à ce stade keng richteg Berechnunge ka maachen, fir e Projet dann ze initiéieren.

Derbäi kënnt, datt, natierlech opgrond vun där Situatioun, 45 % manner Baugeneemegungen am éischte Semester vun dësem Joer par rapport zu 2021 ausgestallt gi sinn. Dat huet zur Inzidenz, datt an deenen nächste Jore ronn dausend Wunnenge pro Joer manner wäerte gebaut ginn. Bon, wat dat heescht, dat brauch ech Iech net ze soen. Dofir, do kommen eng ganz Partie toxesch Elementer zesummen, déi net favorabel si fir dee ganzen Immobiliemaart.

Eis Promoteurs publics, fir dat och nach eng Kéier an d'Relatioun ze setzen, bauen am Schnëtt, respektiv wann et gutt geet, 500 Wunnengen d'Joer. A vun deene sinn der knapps 200 bis 250 fir erschwénglech Locatioun geduecht. Wéi gesot, dës toxesch Elementer, déi momentan um Maart sinn, déi sinn net favorabel. An da kommen effektiv nach déi Adaptatiounen op gesetzlecher Basis derbäi vun der Reform vum Bail à loyer, wou dann de Capital investi vun 3 % op 3 % respektiv op 3,5 % an d'Luucht geet, vu 5 % erof (veuillez lire: wou dann de Plaffong vum Capital investi vu 5 % op 3 % respektiv 3,5 % erofgeet). Dat suergt och net derfir, datt effektiv nei Wunnenge gebaut ginn, vu datt d'Situatioun do och net méi ganz favorabel ass fir de Constructeur.

De Pacte Logement 2.0, deen huet och net derzou gefouert, datt zanter der Mise en vigueur vum Artikel 29bis méi PAPen agereecht gi sinn. Zanter dem Februar sinn et nach dräi nei PAPen, déi eragereecht gi sinn. Also ech mengen, do gesi mer, datt fir d'Zukunft do Problemer entstinn, duerfir elo direkt meng Froen, Här Minister.

Ech hätt d'Fro, wat de Pacte Logement 2.0 ugeet, wivill Plans d'action locaux logement vusäite vun de Gemenge bis Enn vun dësem Joer eragereecht sinn, wivill der eng Verlängerung ugefrot hunn.

An dann déi nächst Fro ass déi: Wéi wëllt de Minister derfir suergen, datt an Zukunft méi Mietwunnenge gebaut gi respektiv net manner Mietwunnenge gebaut ginn, wéi dat an de leschte Joren de Fall war?

A wat gedenkt de Minister als Moossnamekatalog op den Instanzewee ze bréngen, fir och d'Privatleit mat an dat erschwénglecht Mietboot ze huelen, ob dat iwwer Subsiden ass, ob dat iwwer steierlech Moossnamen am Kader vun der Gestion locative sociale de Fall ass respektiv iwwer eventuell Upassunge beim Amortissement accéléré, deen an den 80er-Joren en place gesat ginn ass, fir effektiv dann de Bau ze favoriséieren?

Ech wéilt hei just verweisen op eng Proposition de loi vun der CSV vum Juli 2021 mat der Nummer 7856. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Wuert huet de Wunnengsbauminister, den Henri Kox. A fir den Här Lies gëllt dat selwecht wéi fir eng Rei vu senge Virriedner.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Merci och fir déi Fro. Ech probéieren, op fënnef, sechs Punkten ze äntwerten. Dir hutt elo Zuele genannt, déi ech net genau am Kapp hunn, awer déi liwweren ech dann no. Ech kommen zum Schluss dorop zréck.

Fir d'éischt fänken ech domat un, wéi de Privatsecteur a sech elo scho matagebonnen ass. An dat geet fir d'éischt emol iwwert d'Suen. Virun 2016 huet de Staat en moyenne 40 Milliounen an den abordabele Wunnengsbau investéiert. Haut si mer bei fënnefmol méi, dat heescht, mir komme bei 200 Millioune pro Joer. An déi nächst Steigerunge kommen, dat gesitt Der jo elo am Budget, deen deemnächst hei diskutéiert gëtt, do geet dat esou weider.

Wou ginn déi Gelder hin? Déi ginn zu 93 % an de Privatsecteur. Dat heescht, dat ass dat éischt Element, wat direkt un de Privatsecteur geet: Architekten, Ingenieursbüroen, Bauunterneemen.

Dat Zweet, dat ass: Dir hutt den Artikel 29bis ugeschwat. Den Artikel 29, wësst Der, dee war net grad mat Succès verbonnen. Mir hunn de Bilan vum Pacte Logement 1.0 gemaach, mir wëssen net, wou déi 5.200 Wunnengen higaange sinn, déi hätte kënnen domadder gebaut ginn. Dofir hu mer dat geännert.

Mir hunn eppes ganz Wichteges agefouert, éischtens, den 29bis. Mir maache méi eng Densificatioun. An déi Wunnengen, déi iwwer e gewëssene Prozentsaz, dat ass vun 10 % bis 20 %, do geet d'Baurecht un d'ëffentlech Hand. A wat mer erabruecht hunn, dat ass, dass de Bausecteur an der VEFA ka fir d'ëffentlech Hand bauen. Dat heescht, si bauen eppes vir, an déi Convention d'exécution bréngt et dann an d'ëffentlech Hand. An domadder beschleunege mer éischtens de Werdegang vun ëffentlechen abordabele Wunnengen, an doduerch, dass mer et contraignant gemaach hunn, bleiwen déi Wunnengen och richteg.

Den drëtte Punkt ass, wéi dann de Privatsecteur am besteeënde Projet de loi vun dem Logement abordable virgesinn ass. Mir sinn an enger ganz enker Diskussioun mat der Chambre des Métiers, wéi si sech och kënne conforméieren, well dat ass jo eng Fro vu ville Leit, fir dass se awer och an de Konzept vum Logement abordable falen. An do sinn déi Diskussioune ganz positiv. Ech hat dat virun zwou Wochen oder dräi Wochen och schonn enger Kolleegin hei vun Iech beäntwert, dass do déi Diskussioune ganz positiv amgaange sinn.

Och d'Demande fir Aarbechterwunnengen. Wann Der d'1979er Gesetz kuckt, do ass dat scho virgesinn. Et gëtt pro Aarbechterwunneng 6.000 Euro, mee

d'Resultat war: näischt! Wat si mer amgaangen ze kucken, och op Demande vum Secteur: ob si net selwer kënne Logement abordable baue fir hire Secteur, awer mat deene Konditiounen – dat hu mer ëmmer gesot –, net à la tête du client, mee si musse sech an där ganzer Reegel zréckfannen.

A si fanne sech doranner zréck: a) Si däerfe keng zweet Wunneng hunn, déi Aarbechter. A si musse sech och an der Eligibilitéit, wéi mer dat elo virgesinn hunn, bis d'Mëtt vun der Gesellschaft zréckfannen. A si däerfen net aus Raisons économiques herno virun d'Dier gesat ginn, ech mengen, dat ass kloer. Mee d'Bindung ka gemaach ginn tëschent Aarbechtsvertrag a Logement, soudass mer och do wäerten en Accord fannen, deen an déi Richtung geet, fir Aarbechtsplazen dann ze garantéieren.

An e leschte Punkt, deen ass ugeschwat ginn, mat der Kris elo. Jo, mir hunn och déi Gespréicher, nach gëschter Mëtteg ware mer mat der Chambre immobilière zesummen, wou mer geschwat hunn iwwert déi soi-disant 1.000, 1.500 Wunnengen, déi an der VEFA sinn an déi elo kéinten net gebaut ginn. Mee d'Offer ass do!

Mir hunn iwwregens schonn eng Rei Offere kritt. Mir sinn och do ganz enk an der Diskussioun, dass si baue fir d'ëffentlech Hand. Si kënne sech och bei eis mellen. Dat ass am Secteur och diskutéiert ginn. Mat de Promoteuren hu mer diskutéiert, ënner wéi enge Konditiounen dat ass. Natierlech, de Cahier des charges, deen d'ëffentlech Promoteure mussen anhalen, dee muss natierlech och vum Privatsecteur agehale ginn. An dee gëtt och agehalen. Et mussen natierlech aner Konditiounen, wann ... den ëffentlechen Transport an esou weider, soudass eng ganz Rei Projete mëttlerweil an eiser Analys stinn, déi vum Privatsecteur kënne gebaut ginn.

Dat ass ëmsou méi wichteg an der Phas, wou mer och Suen an de private Secteur investéieren. Mir garantéieren domadder Aarbechtsplazen. Op där anerer Säit hu mer eng Win-win-Situatioun, fir si, awer och fir den ëffentleche Secteur, dass mer Projeten elo zur Verfügung gestallt kréien, déi wierklech an der Abordabilitéit kënne genotzt ginn.

Also resuméiert: D'Dier ass nach ëmmer ganz grouss op. Mir hu ganz konkreet Projeten, déi an der Ëmsetzung sinn. An dofir mengen ech, dass mer deemnächst och wäerte positiv kënne kommunizéieren, wa mer dann déi konkreet Projeten an der Ëmsetzung hunn.

An zum Schluss déi Zuelen zum Pacte Logement, ech hunn elo am Kapp: 15 Gemengen, déi sécher sinn, déi d'Mise en oeuvre wäerten ënnerschreiwen. An déi eng Verlängerung gemaach hunn, dat weess ech net, 99 hunn der ënnerschriwwen, an do kann ech awer d'Zuelen noliwweren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

De Mobilitéitsminister hat elo Zäit, fir e bëssen duerchzeootmen. An elo geet eng ganz Batterie vu Froen zu deem selwechte Sujet un hie lass.

(Hilarité)

An et geet u mat der Madamm Chantal Gary.

– Question n° 372 du 6 décembre 2022 de Mme Chantal Gary relative aux lignes de bus desservant les zones industrielles, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question n° 373 du 6 décembre 2022 de M. Marc Goergen relative aux lignes de bus desservant les zones industrielles, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question n° 374 du 6 décembre 2022 de M. Dan Biancalana relative aux lignes de bus desservant les zones industrielles, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question écrite n° 7317 du 6 décembre 2022 de M. Marc Spautz relative aux lignes de bus desservant les zones industrielles, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, Enn November krute verschidden Entreprisë matgedeelt, datt eng Rëtsch Buslinnen, déi bis elo eenzel Betriber mat Schichtbetrib an Industriezonen ugefuer hunn, op den 12. Februar agestallt ginn.

An deem Kontext hat de Mobilitéitsministère jo schonns elo de Weekend mat engem Pressecommuniqué reagéiert. Ech wollt awer vun der haiteger Froestonn profitéieren, wéi nach eng Rei weider Deputéierter heibannen, fir nach eng Kéier op eenzel Punkten zréckzekommen an nach e puer zousätzlech Informatiounen ze kréien.

An deem Sënn wéilt ech gäre wëssen, ëm wéi eng Zort Buslinnen et sech dobäi gehandelt huet. Sinn dat normal respektiv regulär RGTR-Linnen?

Zweetens, wéi sinn d'Notzerzuele vun dëse Linnen, well hei jo grad ganz widderspréchlech Zuelen an de Medien zirkuléieren?

Drëttens, gëtt et nieft de betraffene Buslinnen, déi just nach bis Februar zirkuléieren, nach aner RGTR-Buslinne fir dës Industriezonen? Respektiv, ganz wichteg, bleiwen dës Industriezone weiderhin un den ëffentlechen Transport ugebonnen?

An da meng véiert a lescht Fro: Gëtt et eng Méiglechkeet fir de Staat, fir deene betraffene Betriber a Busnotzer geziilt entgéintzekommen? Wéi gesäit et zum Beispill mat engem Mobilitéitskonzept fir eenzel Betriber respektiv fir eng ganz Industriezon aus?

Ech soen Iech schonn emol Merci fir d'Äntwerten. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de Marc Goergen ass scho prett. Hien hëlt d'Relève zu deem selwechte Sujet.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, zum selwechte Sujet nach eng Kéier, mat de Buslinnen an den Industriezonen. Et si jo virun allem Industriezonen, déi un déi normal Linnen net ugebonne sinn a wou een dann och nach meeschtens op Schichte schafft a ganz aner Besoinen huet, well dat eeben déi Zäite sinn, wou déi normal Linnen net fueren.

Huele mer zum Beispill vu Rodange op Steesel oder vu Rodange op Colmer-Bierg, wou mer awer ganz vill Trafick spueren, wann déi Busse benotzt ginn, anstatt dass zu Steesel zum Beispill 200 Leit, déi dee Bus benotzen, elo alleguerte mat hirem Privatauto dohinner fueren. Dann hätt Steesel op eemol e Verkéier vun 200 Leit méi, deen do géif entstoen.

Dofir war ech e bëssen iwwerrascht, dass elo déi Buslinnen net méi solle fonctionéieren, well se eeben e ganz spezielle Besoin ofdecken, wat déi normal Horairen, egal wéi ee sech géif ustrengen, net kënne maachen. Dofir hunn ech dem Minister och dräi Froe matbruecht an déi sinn:

Gesäit de Minister eng Méiglechkeet, fir dës Linnen awer ze erhalen an de Leit deementspriechend entgéintzekommen?

Wäert de Minister kucken, fir mat de betraffene Firmen e Mobilitéitsplang fir hir Mataarbechter auszeschaffen?

An dann déi drëtt Fro: Wou wäerten dës Bussen nom 12. Februar fueren? Wéi eng Linne wäerte verstäerkt ginn?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann ass d'Rei um Dan Biancalana, och zum selwechte Sujet. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Wéi d'Virriedner et scho gesot hunn, den 2. Dezember, also de leschte Freiden, huet de Mobilitéitsministère an engem Communiqué matgedeelt, datt eng Rei vu Buslinnen a Richtung Industriezonen, am Fong d'Transportméiglechkeete fir déi schaffend Leit do, net méi virgesi sinn, an dat ab dem 12. Februar d'nächst Joer. An ech mengen, d'Begrënnung am Communiqué ass, dass eng Rei Comptagen duerchgefouert goufen. Déi betraffen 21 Linnen hätten e järleche Käschtepunkt vu 4,6 bis 4,8 Milliounе fir de Staat. An do ass de Ministère der Meenung, datt wéinst där wéineger Notzung finanziell gesinn dës Linnen net méi ze justifiéiere wieren.

Mir versti jo am Fong, datt d'Missioun vum Staat net doranner besteet, fir de Service vum ëffentlechen Transport an den Déngscht vun enger privater Entreprise ze stellen. Nach ass awer d'Attraktivitéit vun den Industrien an och vun hiren ausgewielte Sitten, déi natierlech ëmmer geografesch en périphérie vun de Gemengen a vun de Stied leien, effektiv an Erwägung ze huelen. An natierlech huet och dës Decisioun net d'Zilsetzung, esou vill Privatautoe wéi méiglech dohinner ze drainéieren, mee éischter de Contraire, se aus dem Verkéier ze huelen. An dofir ass natierlech d'Fro, wat deemno effikass Alternative sinn, déi en place gesat ginn. Dofir meng Froen hei un de Mobilitéitsminister:

Wat sinn déi eigentlech Grënn vun dëser Decisioun?

Wéi eng aner Méiglechkeete si virgesinn, nieft dem Plan de mobilité entreprise, deen eigentlech eng Berodungsfunktioun fir d'Betriber huet, an och fir déi betraffe Salariéen an deenen Industriezonen?

A wéi eng Méiglechkeete besti fir déi concernéiert Leit, fir sech ëmzeorganiséieren, wëssend, dass den 12. Februar awer en zimmlech kuerzen Delai ass?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Wuert den honorabele Marc Spautz, deen déi selwecht Fro a schréftlecher Versioun eraginn hat. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op de Constat brauch ech net méi zréckzekommen, deen hunn d'Kolleege scho gemaach. Ech hat eng schréftlech Question parlementaire un den Här Minister gestallt. Alles dat, wat elo nach net gesot ginn ass vu mengen dräi Virriedner, just déi Froe wollt ech dann nach un de Minister weiderginn.

Ech wollt d'Fro stellen, wat dat mam Ofschafe vun dëse Linne fir dat nationaalt Transportkonzept bedeit, wou jo awer ëmmer gesot ginn ass, dass mir probéieren, e gutt ëffentlecht Netz ze hunn, wouvun déi dote Linne jo bis elo ëmmer Bestanddeel waren. Ass dat nach ëmmer de Fall elo? Oder ass domadder dat ganzt ëffentlecht Transportnetz net méi esou ginn, wéi et am Plang duergestallt war?

Dann: ob probéiert ginn ass, wann et jo net genuch Konsumente gëtt beim Bus, fir do eng Campagne ze

maachen, fir dass d'Leit op den ëffentlechen Transport ëmklammen, duerch attraktiv ëffentlech Transportzäiten, an domadder den Auto doheem stoe loossen.

Da wollt ech froen, wa jo elo déi Decisioun gefall ass an déi Linnen ofgeschaaft ginn, ob déi Leit eng Hëllef kréien, ob dat do méiglech ass, well déi Leit ab dem 12. Februar jo da musse fueren. Mir haten do eng Diskussioun, do ass et emol an der Zäit Aidë gi vum Staat, déi awer duerno ofgeschaaft gi sinn, well et geheescht huet, d'ëffentlecht Netz wier interessant genuch. Duerfir, kommen dann déi Aiden erëm?

An eng lescht Fro ass, ob Diskussioune stattfonnt hu mat de Betriber respektiv mat de Gewerkschaften an deene gréissere Betriber, well do si jo verschidde gréisser Betriber derbäi, ob do mat deenen diskutéiert gouf, ier et zu där doter Decisioun komm ass.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An elo huet d'Wuert de Mobilitéitsminister, den Här François Bausch.

(Interruption)

Net véier mol véier.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, awer e bësse méi wéi véier Minutte muss ech kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Soss geet et awer net op.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

(Hilarité)

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci villmools, an och merci fir all déi Froen. Fir d'éischt emol wëll ech hei preziséieren: Hei gëtt vu Linne geschwat. Dat si keng Linnen, déi mer hei fueren, mee dat ass hors RGTR-Reseau, dat dote sinn eenzel Faarten!

An der Reegel sinn et an der Moyenne dräi Faarte moies an dräi Faarten owes. An dat Ganzt kënnt aus engem gewëssenen historesche Kontext eraus: déi Schmelzfaarten, fréier huet een dat „Schmelzfaarte" genannt. Et ass fréier och emol nach anerer ginn. Dat ass aus engem Kontext eraus komm vun, ech géif soen, de 50er-, 60er- a 70er-Joren. Et gëtt zwar elo hei eenzel Betriber, déi am Fall sinn, een och zu Steesel, do ass et méi spéit decidéiert ginn, mee den historesche Kontext ass awer deen: Dat war e Kontext, wou mer bei Wäitem net dee Busreseau haten, deen normalen RGTR-Linnebusreseau, wéi deen, dee mer haut hunn. Mir haten net kräiz a queer duerch d'Land iwwerall Buslinnen, Arrêten an esou weider. Mir hate bei Wäitem net deen Takt, dee mer hunn. Mir sinn net gefuer owes spéit, moies fréi, samschdes, sonndes, wéi dat haut de Fall ass.

Dat heescht, am Endeffekt war dat zu engem Zäitpunkt, wou d'Leit déizäit éischtens och ganz oft, vum Historeschen hier gekuckt, keen Auto haten an zweetens soss och net vill Méiglechkeeten haten, fir iwwerhaapt an déi Betriber ze kommen.

Et ass och esou, mir hunn net e Communiqué gemaach am Dezember, wou mer gesot hunn: „Voilà, d'Buslinne sinn ofgeschaaft!" Nee, de Communiqué ass komm vu Gewerkschaften, déi gesot hunn: „O, mir sinn net averstanen, wat Der do wëlles hutt." Well wat hu mer gemaach? Mir hunn am November de Betriber, déi betraff sinn, e Bréif geschriwwen a mir hunn hinne gesot: „Lauschtert emol, dat doten ass net méi zeitgemäss", an ech kommen nach dorobber ze schwätzen, „mir schafen déi Linnen do of, well dat kascht" – ech kommen dann och op de Präis ze schwätzen herno – „horrend deier. Et ass schrecklech ineffikass. Et fiert souwisou quasi kee mat, also ganz wéineg Leit."

Ech ginn Iech elo d'Zuelen, wivill Leit real drasëtzen. An dat ass real gezielt, well mir hunn an alle Bussen en automateschen Zielsystem entre-temps. Dofir wësse mer genau, wien do eran- a wie wou erausklëmmt. An dofir wäerte mer Iech proposéieren, eppes amplaz ze maachen, wat mat Sécherheet fir eenzel Leit, déi deen dann awer nach huelen, méi effikass ass an zweetens ganz sécher net dee verréckte Präis kascht, deen dat heite kascht.

Bon, wat ass du geschitt? Dee Bréif ass erausgaangen. Jo gutt, do war deen een oder deen anere Betrib net esou frou, dunn hunn déi mat hire Mataarbechter geschwat an du koum direkt e Communiqué, wéi dat dann ëmmer ass an esou Situatiounen. Moi, je veux bien, ech kann domadder liewen. Déi eng gesi rout, déi aner gesi schwaarz, déi aner gesinn orange. An et ass direkt geschwat gi vun 1.000 Leit, déi do betraff wären an esou weider, alles Zuelen, déi awer net esou sinn. An et ass sech virun allem emol opgereegt ginn.

An duerno ass eréischt u mech e Bréif geschriwwe ginn, fir mat mir eng Entrevue ze kréien. Dat sinn ech awer och entre-temps gewinnt no néng Joer als Minister. Dat geet ëmmer esou: Fir d'éischt schéisse mer emol eppes an d'Ëffentlechkeet an da kritt de Minister eng Informatioun an da gëtt versicht, mat deem e Rendez-vous ze kréien. Deen hu mer och. Dëse Mount hunn ech e Rendez-vous mat enger Gewerkschaft. Ech hunn awer och e Rendez-vous mat zwee Betriber, wou mer mat deenen da wëllen am Detail driwwer schwätzen.

Mee wa mer mol bei d'Notzung kommen: Ech wëll Iech soen, dat sinn am Fong am Ganze 16 där Faarten, wéi een dat nennt. Also, wéi gesot, et si meeschtens dräi Faarte moies, dräi Faarten owes, mee 16 Points de départ a Points de destination, meeschtens dann, also net meeschtens, mee ëmmer eng Fabrick. 16 Faarten, do ginn an der Moyenne 8,5 Leit transportéiert, 8,5.

Wann ech Iech awer soen, datt der do derbäi sinn, ech hunn hei eng, ech zéien Iech déi elo eraus, well déi mer grad hei an d'A sprëngt, dat ass Clierf–Housen–Stolzebuerg-SEO: null! Do sëtzt iwwerhaapt keen dran! Also, ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord, datt et awer kee Sënn mécht, datt mer Busfaarte fueren, wou souwisou keen drasëtzt, wou mer eidel Bussen duerch d'Landschaft schécken.

Et sinn anerer, do sinn an der Moyenne 2,03 Leit, anerer, do sinn et der 1,63, also loosse mer soen, tëschent 1 an 2 Leit dran. Och dat mécht awer wierklech kee Sënn. Da gëtt et e puer Linnen, do sinn et der da 15,30 an der Moyenne oder 11,73, dat sinn der haaptsächlech zwou oder dräi, an 10,43. Et sinn iwwregens och déi, déi reklaméiert hunn. An ech krut och eng Petitioun. Dat war an deem Betrib, wou gesot ginn ass, do wären 300 Leit betraff. Op der Petitioun hate 15 Leit ënnerschriwwen! Net 300, mee 15, well déi aner alleguerte ganz sécher net mam Bus kommen.

Ech wär awer esouguer éischter frou, wann ech déi alleguer iwwerzeegt krit, datt se och géifen de Bus huelen, dat ass net de Problem! Mee et huet awer kee Wäert, well déi Linnen hei, déi fueren och zum Deel net ganz glécklech. Si fuere jo wierklech zwar vun engem Punkt A op e Punkt B, mee oft laang Strecken. Also, et ass net dat Allereffikasst.

A virun allem hu mer entre-temps e Busreseau – an dofir sinn ech net domat averstanen –, dee mécht, datt mer och kënnen Uschlëss kréien un déi Fabricken do iwwert den normale Reseau.

Wat wëlle mer elo proposéieren? Dat wëll ech eebe mat deene Betriber diskutéieren. Mir wëllen driwwer diskutéieren, datt mer zum Beispill d'Horairen um normale Reseau e bëssen ännere ginn, vläicht e Bus vir bäisetzen. Wann ee mer seet: „Hei lauschtert emol, ech muss um 6.00 do si moies fréi, mee deen éischte Bus, deen ech kréien, mécht awer, datt ech eréischt um 6.20 do sinn", da kënne mer do e Bus vir bäisetzen. Dat ass kee Problem. Dat kascht eis bei Wäitem manner, wéi wa mer eng extra Faart vun iergendwou musse fueren. Mir kënnen natierlech och higoen a mat warscheinlech deelweis méi klengen Navetten op e Pôle d'échange fueren, fir do een ofhuelen ze goen op en Zuch. Also do gëtt et villfälteg Méiglechkeeten. Dat wëlle mer genau analyséieren a selbstverständlech och dono kucken.

Ech wëll Iech och just soen, wat dat kascht. Dat kascht, wéi et elo gefuer gëtt, tëschent 4 a 5 Milliounen, fir an der Moyenne, wéi gesot, 8,5 Leit ze transportéieren. Mee Dir hutt verschidde Linnen, do hutt Der e Ratio, wou dat eis pro Mount 17.000 Euro pro Reesender kascht. 17.000 Euro pro Reesender! Also, beim beschte Wëllen, ech mengen, da kann ee scho bal en Taxi bezuelen, fir deen doruechter ze féieren.

Dat ass net schrecklech effikass an duerfir wëlle mer dat iwwerschaffen a mir wëllen adaptéiert Léisunge sichen, déi wierklech de Leit entgéintkommen. Wou ech awer ëmmer direkt wëll derbäisoen: De Busreseau ass net en Taxisreseau! Et ass ëmmer e Kollektivtransport. A mir kréie ganz sécher net jiddwerengem Eenzelnen individuell seng Situatioun esou behuewen, wéi hie sech se wënscht. Ech soen elo mol, datt een – ech soen elo iergendeppes – vu Mont-Saint-Martin wëllt op Bisse fueren, datt dee seet: „Ech hätt gär do en direkte Bus, deen esou fiert." Dat kréie mer net hin! Dat ass och net de Sënn vun engem ëffentleche Busreseau, vun engem Transport collectif. Mee et gëtt awer villes, wat ee ka maachen.

Dofir hu mer och eng Rei Pläng ze proposéieren, also mir hu schonn eng Rei Saachen ausgeschafft. Déi wëlle mer elo mat hinnen diskutéieren. Déi Busse fuere jo nach bis den 1. Februar. An da sinn ech sécher, fir déi, wou et wierklech hei drop ukënnt – et gëtt zwee, dräi Betriber, wéi ech gesot hunn, zum Beispill een, do sinn an der Moyenne 17 Leit dran, dat ass schonn e bësse besser –, do fanne mer ganz sécher Léisungen, fir dat am normale Busreseau hinzekréien.

Mee et ass awer net esou, datt mer dat gemaach hunn, well mer onbedéngt wollte spueren. Well wann Der de Präis kuckt, an ech hunn Iech jo d'Budgetszuelen dëst Joer virgestallt, virun enger Woch elo, wat am Budget 2023 virgesinn ass fir d'Exploitatioun vum gesamten ëffentlechen Transport an och vum Busreseau, da gesitt Der, datt dat kräfteg an d'Luucht geet. An dat geet dann net nëmme kräfteg an d'Luucht, well d'Energiekäschte méi deier gi sinn, mee virun allem, well mer méi fueren. A wann Der déi Finanzéierungsgesetzer gutt kuckt, déi ech an der Chamber deposéiert hunn – de Bus hu mer jo scho gestëmmt, d'Eisebunn läit do –, da gesitt Der, datt do pro Joer ëmmer eng Steigerung vun der Offer vum Bus agerechent ass. Also, et geet net erof, et geet éischter no vir. Mee et huet awer kee Wäert, datt mer einfach Bus fueren, fir Bus ze fueren. Mir wëllen de Leit jo iergendwéi eppes ubidden, wat awer och Kapp a Fouss huet a wat och deementspriechend fonctionéiert, an net einfach Busse fuere loossen, well dat vläicht historesch esou gewuess ass, mee awer an der Situatioun, wéi mer haut sinn, net méi adaptéiert ass.

Also, ënnert dem Strëch geet et drëms, datt dat hei eng Reform ass, déi mer maachen, fir méi effikass ze sinn a fir awer natierlech och net onbedéngt d'Suen,

ech wëll net soen „zur Fënster erauszegeheien“, mee effektiv, wann Der esou schwaach Besetzunge wéi dat do kuckt, ech mengen, da gëtt jiddweree mer Recht, datt dat kee Sënn mécht, do ganz Bussen anzesetzen. An ech sinn och ganz confiant, wa mer emol déi Gespréicher elo an deenen nächste Woche gefouert hunn, datt dat sech da wäert calméieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Oberweis an dréit sech ëm den Zougang fir jiddwereen zu eise Gesondheetsdéngschtleeschtungen. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 375 du 6 décembre 2022 de Mme Nathalie Oberweis relative à la mise en œuvre de la CUSS, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wäert och méi kuerz sinn, well et gëtt elo net vill Neits dozou ze soen. Dir wësst, dass mer säit dësem Joer de Projet lafen hunn zur Couverture universelle des soins de santé. Fir eis als déi Lénk ass dat en immens wichtege Projet. Et ass e ganz wichtege Meilesteen, well d'Recht op Gesondheet an den Accès zur Gesondheet fir eis extreem wichteg sinn.

Mir haten eng Question parlementaire dozou gestallt an do ass eng Fro onbeäntwert bliwwen, an zwar déi, wat d'nächst Joer usteet, 2023. Mir krute geäntwert op d'Question parlementaire, dass elo am Dezember eng Evaluatioun vum Pilotprojet usteet, wat mer eigentlech och scho woussten, wat ech och vun den Acteuren um Terrain weess. Déi leeft also elo, huelen ech un, iergendwann un. Mir sinn awer elo Ufank Dezember. Wat ass dann an engem Mount?

Ech mengen, d'Acteuren um Terrain wëssen och net méi, wat elo an engem Mount ass. Souwäit ech weess, leeft de Projet och iergendwann aus. Leeft deen automatesch virun? Ech hunn och am Budget gesinn, dass d'nächst Joer wuel e Budget virgesinn ass. Ass dat eng Confirmatioun dofir, dass de Projet einfach viruleeft? Ech wär awer frou, wann eng Confirmatioun oder iergendwéi eng verbal Erklärung do wier, wat elo d'nächst Joer op déi Leit um Terrain a virun allem d'Beneficiairë vum Projet duerkënnt, fir dass een e bësse weess, wat dann also an engem Mount mat deem Projet leeft. Well mir wëssen alleguer, dass de Besoin immens grouss ass.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Oberweis. An d'Wuert huet direkt eise Sozialminister, den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

(En raison d'un changement de compétence, M. le Ministre de la Sécurité sociale répond à la place de Mme la Ministre de la Santé.)

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och der Madamm Oberweis fir dës Fro. Et ass net nëmmen e Meilesteen, mengen ech, fir verschidde Leit, mee et ass e Meilesteen, wann ech kucken, wat d'sozial Ofsécherung zu Lëtzebuerg bedeit. An dofir, denken ech, solle mer alleguerten houfreg sinn, datt mer dee Pilotprojet do op d'Bee kritt hunn, deen am Abrëll 2022, also an dësem Joer, ugefaangen huet, wéi déi Couverture universelle des soins de santé agefouert ginn ass an, wéi Dir et richteg sot, sous forme vun engem Pilotprojet.

Dat ass mat deene verschiddene Partner um Terrain beschwat ginn, mat den Associatiounen. Et ass och esou, datt dat heiten eng Kooperatioun ass vun de Ministèrë vun der Sécurité sociale a vun der Santé. D'Sécurité sociale huet am Fong de Lead dervun, an d'Santé huet déi houfreg Aufgab, fir dat Ganzt finanziell ze begleeden an och d'Evaluatioun an och d'Dossieren ze kucken, fir eeben d'Leit esou ze assuréieren, wéi eng modern Gesellschaft sech dat soll ginn.

Déi Froen, déi Der mer gestallt hutt, wëll ech och direkt beäntwerten. Ech wëll awer gär soen, datt zënter dem Abrëll vun dësem Joer bis haut ronn 107 Leit vun där Couverture universelle profitéieren an datt nach ronn 12 Demanden en attente sinn. Dat weist op eng Manéier, datt mer do eppes kreéiert hunn, wat wichteg ass, op déi aner Manéier awer och d'Necessitéit, datt mer et hunn, wat am Fong en negativen Aspekt ass. Ech hätt am léifsten, mir bräichte guer keng Couverture universelle a jiddweree wier assuréiert.

Mee bon, dat ass d'Aarbecht um Terrain, wou ech och deenen Associatiounen alleguerte wëll Merci soen, déi sech do engagéieren, fir dee Projet hei ze maachen.

Et ass richteg, wat Der gesot hutt, datt déi Evaluatioun virgesinn ass. Déi Evaluatioun wäert och elo ufangs des Joers kommen. Ech kann Iech och soen, datt d'Evaluatioun net dervun ofhänkt, ob de Projet pilote weiderfiert. Mir wäerten de Projet pilote elo net stoppen. Mir wäerten dat natierlech elo evaluéieren. Mir wäerten och do op eng legislativ Aarbecht zréckgräifen. Wa mer zum Beispill Donnéeë mussen echangéieren, musse mer e Cadre légale hunn. Deen hu mer actuellement net, soudatt dat wäert, wann de Besoin do ass, legiferéiert ginn, en temps utile, esou séier wéi méiglech, am Interêt vun de Leit, déi déi Couverture universelle brauchen.

De Projet pilote wäert weidergefouert ginn, wäert och mat den Associatiounen a mat deene verschiddenen Acteure beschwat ginn. A parallell wäert, wann dat dann néideg ass, an ech denken, datt et néideg ass, legiferéiert ginn iwwer ee Projet de loi.

Ech denken, datt ech ganz kuerz op alles geäntwert hunn. Dat war jo déi prezis Fro, déi Der mer gestallt hutt, wat am Fong d'Zukunft vun der Couverture universelle ubelaangt. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här André Bauler an dréit ronderëm d'Reaffektatioun vun deem ale Gebai vun der Nationalbibliothéik. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 376 du 6 décembre 2022 de M. André Bauler relative à la réaffectation de l'ancienne bibliothèque nationale, adressée à Mme la Ministre de la Culture et Ministre de la Justice

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Am August d'lescht Joer haten d'Ministere Sam Tanson a Fränz Bausch op meng parlamentaresch Fro zur Zukunft vun der aler Nationalbibliothéik geäntwert a mer gesot, et wieren Avant-projete fir d'Renovatioun an de Reamenagement vum Gebai an der Maach an d'Finalisatioun wier fir Ufank 2022 virgesinn.

Engersäits solle jo e puer Servicer vun der Cité judiciaire an dëst historescht Gebai, de fréieren Athenäum, kommen. Anerersäits sollen de Rez-de-chaussée an déi zwee Bannenhäff fir d'Gastronomie a fir d'Kultur genotzt ginn, esou d'Ministeren an der Äntwert op meng Fro am Joer 2021.

Haut wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren an d'Regierung froen, wéi et mat der Reaffektatioun vun der Nationalbibliothéik ausgesäit a wéini een hei an dësem Kontext mat enger definitiver Feuille de route ka rechnen. Besonnesch d'Valorisatioun vum Gebai fir kulturell Aktivitéite läit mer um Häerz. Dofir sinn ech nach ëmmer der Meenung, déi Plaz géif sech och ganz gutt fir Ausstellungen a fir Konferenzen eegnen.

Vläicht kann d'Regierung eis entre-temps méi konkreet soen, wéi eng kulturell Zwecker an d'Gebai an an d'Bannenhäff vum fréieren Athenäum solle kommen, wéi dat soll genotzt ginn a wéini eventuell dës Renovatiounsaarbechte kéinte spéitstens ufänken.

Merci villmools fir Är Prezisiounen. An Dir gesitt, Här President, elo hunn ech nach 30 Sekonnen ze vill.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Vun Iech wonnert mech dat guer net.

(Hilarité)

Merci dem Här Bauler. An dann huet d'Wuert den Här Mobilitéitsminister.

Une voix | Bauteminister.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Bauteminister, jo ok.

(En raison d'un changement de compétence, M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics répond à la place de Mme la Ministre de la Culture et Ministre de la Justice.)

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Et ass egal, d'Hauptsaach, et sinn ech.

Voilà. Merci dem Här Bauler fir déi Fro. A wéi e gesot huet, hu mer ee Joer vill geschafft. An zënter där Zäit vun där Question parlementaire, déi Der deemools gestallt hutt, bis haut, ass den APD (ndlr: avant-projet détaillé) bal fäerdeg. Rechent domadder, datt Enn Februar, Ufank Mäerz den APD duerch de Regierungsrot geet an dat och an der Chamber deposéiert gëtt an dann duerno ka gestëmmt ginn. Ob mer dat dann nach packen an dëser Legislaturperiod, dat gesi mer dann. Mee op alle Fall, Enn Februar, ufangs Mäerz ass den APD fäerdeg.

Wat ass virgesinn? Majo, wéi Der et scho gesot huet, d'Geriicht, also den Tribunal de commerce, kritt de Gros vum Gebai, an ënnenan um Rez-de-chaussée, do maache mer mat der Stad Lëtzebuerg zesummen eng Rei Saachen, engersäits esou e Café littéraire, an dann awer och soss Kulturgeschichte mat der Educatioun, mam CAPEL, mat der Stad an esou weider. Wéi dat genau herno am Konzept ass, dat ass elo net mäin Job. Mir riichten et esou an, wéi déijéineg, déi et wëlle benotzen herno am Kulturberäich oder Educatiounsberäich, et gären hätten. Mee dat ass awer alles am Projet integréiert. Dat wäert Der gesinn, wann dann d'Gesetz deposéiert gëtt, esou wéi dat och deemools versprach ginn ass, also wéi gesot, Enn Februar, Ufank Mäerz.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Bauteminister, bei deem ech mech entschëllegen, dass ech de falschen Titel gebraucht hunn, mee ech war elo esou un d'Mobilitéit gewinnt. Näischt fir ongutt! Hien huet dat och direkt verstane gehat.

Da wär den Här Spautz dru mat enger Fro un den Energieminister. An ech loossen e selwer erklären, ëm wat dass et geet. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 377 du 6 décembre 2022 de M. Marc Spautz relative à l'approvisionnement énergétique du pays en cas de pénurie d'électricité et/ou de gaz, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Marc Spautz (CSV) | Villmools merci, Här President. Hei war och net fir d'éischt eng schréftlech Question parlementaire do, mee et ass direkt ugaange mat der Orale.

Virun engem an engem hallwe Joer hat den Här Minister eis – déizäit nach am Cercel – virgestallt, wéi déi nei Konnexiounen an déi nei Linne géife gebaut ginn, wat d'Héichspannung ubelaangt, a wéi Lëtzebuerg géif gespeist ginn an domadder och eng méi grouss Sécherheet fir de Reseau fir Lëtzebuerg géif kommen.

Déi Fro, déi sech awer ëmmer méi opdrängt: Deemools hu mer nach net geschwat vun enger Energiekris. Deemools hu mer nach net geschwat vun där Situatioun, déi an der Ukrain lass ass, wou et schwiereg ass, mat verschiddenen Energië beliwwert ze ginn. Mir wëssen, dass eis Haaptkonnexioun vun dem Elektresch hier un Däitschland ass, och wa mer nach en Uschloss un d'Belsch hunn. Mee de Gros kënnt awer eran iwwer Däitschland.

Mir wëssen, dass déi Däitsch selwer Problemer hunn, dass se amgaang sinn ze kucken, Kuel respektiv Gas ze benotzen, fir Verstroumung ze maachen. Dofir ass meng Fro, wéi et mat engem Noutfallplang ausgesäit, net nëmmen d'Prioritéiten hei an de Betriber, mee generell, wat et bedeit, wann et do eng Kéier géif zu engem Blackout kommen, wat mer alleguerte jo net hoffen, mee wat awer laut den däitschen Experten och net ausgeschloss ass.

D'lescht Woch hat ech d'Chance, och do derbäi ze sinn, wou de Minister war ..., iwwer all déi Alternativen, déi een och hei am Land kéint bauen. Mee ech mengen, bis déi realiséiert sinn, dat wäert net haut vun enger Minutt op déi aner goen. An dofir, wat ass do d'Prioritéit vun der Regierung, fir dass d'Versuergungssécherheet kann erhale bleiwen?

A mir hu jo alleguerte gesinn – dat war zwar keen Energieblackout – bei de Bankomaten d'lescht Woch, wéi deen informatesche Blackout war, wat an esou engem Fall ka geschéien. Wat sinn do d'Prioritéite vun der Regierung? A wier et do net wichteg, vläicht eng Noutfallcellule ze schafen, wou een och déi gréisser Betriber do géif mat eranhuelen?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet den Energieminister. Dir hutt d'Wuert, Här Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Merci, Här President. Merci, léif Deputéiert a Kolleegen aus der Regierung. Ech mengen, et ass effektiv esou, mir sinn an enger Energiekris, déi natierlech mat deem Krich, dee Russland an der Ukrain féiert, zesummenhänkt. Beim Gas ass et esou, dass mer jo eng ganz Rei Moossnamen déi lescht Méint geholl hunn um europäeschen Niveau, och hei zu Lëtzebuerg: d'Gasspäichere gefëllt, LNG kaaft an der ganzer Welt. Mir spueren zu Lëtzebuerg, net nëmme 15 %, mee mir sinn am Moment an der Gréisstenuerdnung vun 30 %, soudass mer do eigentlech gutt opgestallt sinn.

Et muss een allerdéngs wëssen, dass natierlech och aus dem Gas Stroum gemaach gëtt. Wa Gas méi knapp ass, dann huet een do e bësse manner Sputt. An dann, den Haaptproblem beim Stroum – an dat ass analyséiert ginn iwwert de Summer an och viru Kuerzem virgestallt gi vun den europäesche Stroumnetzbedreiwer – ass Frankräich: Frankräich huet duerch den Ausfall an d'Korrosioun vu sengen Atomreakteren en akute Problem.

Mir hänke glécklecherweis net u Frankräich, mir hänken un Däitschland. Mir hu mat Däitschland e gemeinsame Stroummarché. An Däitschland hëlt elo 12.000 Megawatt a méi aus der Reserv, Kuelekraaftwierker virun allem, fir an de Marché ze werfen déi nächst Méint, fir dass genuch Stroum do ass fir Däitschland an och fir seng Nopeschlänner, notamment och fir eis, soudass déi Situatioun vläicht e bësse méi ugespaant ass wéi an anere Wanteren an Däitschland, awer och elo net extreem ugespaant ass.

Wat hu mir gemaach déi lescht Wochen? Mir hu mat der Creos zesummen, awer och mam HCPN déi ganz Pläng, déi et scho gi sinn, iwwerschafft. A mir sinn natierlech och a Kontakt mat Amprion. Dat ass eeben dee Stroumnetzbedreiwer hei vir a Rheinland-Pfalz, wou mer direkt ugeschloss sinn.

An dës Woch e Freideg maachen ech eng Pressekonferenz, wou ech méi am Detail weisen: Mir spueren, och beim Stroum, och am Kader vun eiser Energiespuercampagne. Mir sinn elo scho 7 %, 8 % méi niddreg am Stroumverbrauch, wéi mer d'lescht Joer elo waren. Mir huelen och eng Rei zousätzlech Moossnamen, wann et néideg ass, och an direkter Ofsprooch mat eisen däitschen Noperen. A mir hunn och, wéi gesot, Creos an och den Haut-Commissariat vun der Protection nationale hunn och hir ganz Pläng nach eng Kéier iwwerschafft, wann et dann zu engem Noutfall géif kommen, vun deem ech net ausginn no de leschten Informatiounen.

Ech sinn och amgaang, en Datum ze siche mat der zoustänneger Kommissioun hei an der Chamber, fir Iech dann d'Detailer ze ginn. Mir mussen elo kucken, wéini dass dat ka sinn. Also vu mir aus esou fréi wéi méiglech. Mir musse kucken, wéini dass mer dat elo maache kënnen.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

5. Ordre du jour (suite)

Kolleeginnen a Kolleegen, mir packen nach eng Fro innerhalb vun der Stonn. An da bleiwen dräi Froen iwwreg. Wa mer dat mat der Froestonn eescht huelen, da fält de Couperet.

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, virun engem Mount hate mer genau déi selwecht Diskussioun, do hutt Der dem François Benoy seng nach geholl. Genau déi selwecht Diskussioun hate mer. Dunn hu mir gesot: „Nee, elo ..."

(Interruptions)

Also, da musst Der awer allkéiers och korrekt bleiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wat sot Der?

M. Marc Goergen (Piraten) | D'leschte Kéier hutt Der weidermaache gelooss, elo géift Der se fale loossen.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also lauschtert, firwat mengt Der, dass ech d'Chamber froen? Also wannechgelift!

Also, ech froen d'Kolleegen – an hei ass et d'Conférence des Présidents, déi zoustänneg ass –, ob mer hei de Couperet fale loossen no eppes méi wéi enger Stonn oder ob mer nach bereet sinn, 20 Minutten drunzehänken, well esou laang brauche mer.

(Interruptions)

Une voix | Eng Stonn ass eng Stonn!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Eng Stonn ass eng Stonn. Voilà! Dann ass déi hei déi lescht, déi duerchgeet. An déi aner dräi, déi kënnt Der dann déi nächste Kéier stellen.

(Protestations)

Also, wannechgelift! Wannechgelift! Dir hutt d'Wuert net! Pardon!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir wëllt eis et jo lo huelen!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir hutt d'Wuert net!

M. Marc Goergen (Piraten) | Déi leschte Kéier hutt Der et duerchgoe gelooss!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Soll ech Iech eppes soen? Lescht Warnung!

M. Marc Goergen (Piraten) | Da verwarnt mech!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma ech verwarnen Iech! Voilà!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass mir dach egal!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A sou?

Une voix | Dat ass him egal.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also éierlech! E bësse Respekt virum Parlament!

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. An Dir virun eis!

6. Heure de questions au Gouvernement (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Wannechgelift, Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 378 du 6 décembre 2022 de M. Carlo Weber relative au classement éventuel de la « Buvette du Lac » à Weiswampach, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Carlo Weber (LSAP) | Esou, loosse mer eis berouegen. Här President, de Séi zu Wäiswampech kënnt och net zur Rou. D'Buvette schreift viru Geschichten, och wann et längst roueg ginn ass ronderëm de Comptoir.

All Bierger kann am Kulturministère eng Demande maachen, fir zum Beispill e Bauwierk ëmzeklasséieren. Bei der Ëmklasséierung schwätze mer an deem Fall hei vun engem nationale Kulturerbe vun Immobilien. Bei allem Respekt fir de Patrimoine, meng vollst Ënnerstëtzung. Et vereinfacht d'Saach natierlech, wann dat am Accord ass mam Proprietär. Et soll am Virfeld mat alle Partner geschwat ginn.

Ech erënnere ganz kuerz un eng Situatioun, fënnef Kilometer ewech vu Wäiswampech, zu Hengescht an der Gemeng Clierf, an der Strooss um Knapp, Hausnummere 4 a 6. 2017 sollten do zwee Bauerenhaiser ofgerappt ginn. A leschter Minutt goufen déi dunn ëmklasséiert. Zu deem Zäitpunkt waren d'Iwwerleeunge voll richteg an absolutt nozevollzéien, mee anscheinend net mam Proprietär ofgeschwat. Elo stinn d'Haiser do an engem desolaten Zoustand. Den Daach ass agefall, e Schandfleck an deem schéinen Duerf Hengescht.

Ech hoffen, datt et elo zu Wäiswampech zu enger propperer, korrekter Léisung kënnt.

Meng Froen un d'Madamm Ministesch, d'Madamm Tanson: Wat sinn d'Krittären, fir esou eng Demande am Kulturministère ze ënnerstëtzen? Dobausse gouf ech dat ewell e puermol gefrot, dofir ginn ech déi Fro gäre virun.

Gëtt den Avis vum Gemengerot hei an dësem Fall nach berücksichtegt? Déi Fro interesséiert mech dann och als Gemengerotsmember vun enger anerer Gemeng.

A wat bedeit Är Entscheedung fir dëst Gebai?

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Kulturministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, merci villmools. Ech sinn elo e bësse perplex iwwer verschidde Saachen, déi an der Froestellung gesot gi sinn, well beim Klassement geet et u sech net drëm … Et ass natierlech luewenswäert, wann ee mam Proprietär zu engem Accord fënnt, mee dat ass net d'Haaptuleies vun dem Gesetz iwwert d'Protektioun vum Patrimoine, wéi et hei virun e puer Méint gestëmmt ginn ass.

D'Gesetz vun der Protection du patrimoine gesäit Krittäre vir, no deenen en Immeubel kann zu engem Patrimoine national deklaréiert ginn. An et ass awer och genau aus där Ursaach, wéi Dir se elo genannt hutt, wou de Kulturministère ganz dacks als Pompjee benotzt gëtt, en dernière ligne droite, fir eppes ze klasséieren, wou mer dat Gesetz jo gestëmmt hunn, dat en Inventaire virgesäit, Gemeng fir Gemeng.

Dir wësst awer och, dass mer eng Iwwergangsphas hunn, well mer déi Inventairen nach net fir all Gemeng hunn, wou nach weider kënnen individuell Demandes de protection gemaach ginn, sief et vun engem Tiers, sief et och säit dem neie Gesetz vun enger Associatioun, sief et awer och vum Kulturministère selwer. An deem heite Fall si mer saiséiert gi vun enger Persoun vu baussen, déi eis gefrot huet, dat Gebai hei ënner Denkmalschutz ze stellen.

Wat hu mer du gemaach? Dat selwecht wéi dat, wat mer ëmmer maachen, wa mer esou eng Demande kréien. Ech hunn och do d'Flicht, fir där Saach nozegoen. Ech kann dat net einfach ignoréieren. Mir hu fir d'éischt eng Analyse succinte gemaach vum Service vum Inventaire. Déi sinn op d'Plaz gaangen, si hu verschidden Elementer detektéiert, wou se gesot hunn, dat kéint méi am Detail analyséiert ginn. Heiansdo ass et evident, dass eppes net brauch analyséiert ze ginn. Dat war hei net de Fall. Dunn ass et säi Wee gaange wéi bei all deenen doten Demanden, wa mer iwwert déi Étape interne erauskommen, an dunn hunn ech d'COPAC, d'Commission pour le patrimoine culturel, déi et säit dem Gesetz vun dësem Joer, vum 25. Februar 2022, gëtt, mat där Demande saiséiert. A si hunn eeben e ganz favorabelen Avis zu deem Klassement ofginn.

Déi COPAC ass net vu Politiker besat, déi ass gréisstendeels vun Architekten oder Konschthistoriker zesummegesat. A si hunn hei mat enger Abstentioun e favorabelen Avis ofginn zu dem Klassement.

Déi nächst Etapp, dat ass déi, an där mer elo sinn, wou nach keng definitiv Decisioun gefall ass, wou ech déi Intention de classement dann dem Proprietär an der Gemeng kommunikéieren. An dat ass dat, wou mer elo sinn, wou d'Gemeng dann hiren Avis ofgëtt, wat jo och elo geschitt ass, wou awer schonn am Virfeld vun deem Gemengerot natierlech de Kontakt gesicht ginn ass mat dem Proprietär, mat der Gemeng, fir schonn Echangen ze hunn. Déi waren och schonn. Et war och schonn eng éischt Reunioun. Et wäert och nach eng stattfannen.

An eréischt, wann ech all d'Informatiounen hunn an och den Avis vum Conseil …, an natierlech gëtt deen och consideréiert. Dat heescht net, dass ech e muss suivéieren, mee dass ech e kucken, dass ech mer d'Argumenter ukucken an d'Ist-Situatioun an och d'Implikatioune vun engem Klassement oder vun engem Netklassement an dann doropshin eng Decisioun wäert huelen. An dat ass déi Prozedur, wéi se och hei wäert goen, esou wéi se an all anerem Dossier, dee vläicht da manner mediatiséiert ass, och geet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Ministesch.

7. Ordre du jour (suite)

An ech wëll zu där klenger Altercatioun vu virdru just nach preziséieren, dass wuel eng Kéier eng Fro nach matgeholl ginn ass, mee vun deem selwechten Auteur, deen deen Eenzege war, deen déi Kéier virdrun net méi matgaangen ass. An hei ass et net eng Fro, da gëtt et eng gewësse Latitude, mee hei sinn et der dräi. An ech wëll Iech just soen, dass mer hei e ganz chargéierte Programm hunn an dass mer net nëmmen eng Froechamber sinn, mee och eng Äntwertechamber sinn duerch eis legislativ Aarbecht. An déi huet hei Virrang!

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Et ass Froestonn. Dozou gëtt et keng zousätzlech Froen!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Wann ee bei Iech eppes soe kënnt an Dir sot dat haart, da soen ech och, dass ech verzicht hunn op eng Fro, nämlech op déi vun de Busreseauen, fir dass mer méi kuerz sollte sinn. An elo ass et grad an engem Delai, wou ech an engem Mount net méi brauch ze stellen …

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Decisioun ass gefall!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, et ass an der Rei!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir kënnt ouni Weideres Är Fro schréftlech stellen, da kritt Der eng Äntwert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass an der Rei!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Sou, da géife mer zum nächste Punkt iwwergoen, …

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat do ass eng Sauerei!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | … zum nächste Punkt …

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

Ma Dir hutt d'Wuert net!

(Brouhaha)

8. Question élargie n° 172 de M. Claude Lamberty au sujet des rassemblements de tuning clandestins à Kockelscheuer

Zum nächste Punkt: Question élargie, déi erweidert Fro vum Här Claude Lamberty iwwert d'Tuningstreffen op der Kockelscheier. An dat war eng vun deene Froen, déi hei mëndlech gestallt gi sollten an net méi drukomm waren, wëll ech Iech just soen!

M. Claude Lamberty (DP) | Do hutt Der absolutt Recht, Här President. Mee d'Fro ass trotzdeem wichteg, dofir hunn ech och eng Question élargie draus gemaach, well an de leschte Wochen heefe sech d'Meldungen iwwer eng Problematik, déi, ech mengen, ganz sécher ënnerschätzt gëtt an déi een och vläicht eigentlech just aus dem Ausland aus de Medie kennt.

Et geet ëm d'Treffe vun, kommt, mer soen, meeschtens „héich opgetunten" Autoen. Ganz besonnesch, an Dir hutt et gesot, de Parking op der Kockelscheier schéngt do en Treff ze sinn, wou sech déi Zeen op d'mannst zu Lëtzebuerg reegelméisseg wëll oder wäert gesinn.

Just aus dem Policebulletin an och de Medien, fir dass Der wësst, dass dat net elo just eppes ass, wat d'lescht Woch eng Kéier virkomm ass, mee schonn am Juni 2021: Zwee Tuningrassemblementer féieren zu Dosende Contraventiounen. Am Juni 2022: 90 Infraktioune festgestallt bei enger Kontroll um Park&Ride vu ronn 300 Autoen. An am September 2022 goufen ongefäier „100 Fahrzeuge und 300 Personen" do op der Kockelscheier kontrolléiert. Wat, kommt, mer soen emol, u sech harmlos kléngt, dat ass et awer net. Well weeder si mer an engem „2 Fast 2 Furious"-Actionfilm nach sollt een eppes verherrlechen, mengen ech, wat net ze verherrlechen ass, besonnesch, dat hunn ech elo héieren, dat ass awer net confirméiert – vläicht kann de Minister dat confirméieren –, well et an deem Kader och scho Blesséierter op der Kockelscheier soll gi sinn.

Niewent enger allgemenger gréisserer Lärmbelästegung an dem Ofhuele vu Liewensqualitéit fir d'Awunner op der Kockelscheier, Gemeng Réiser, awer och an der Stad Lëtzebuerg an och esouguer bis op déi aner Säit an d'Hesper Gemeng eriwwer, bis bei d'Fentenger Leit, déi dat matkréien, also wéi gesot eng grouss Lärmbelästegung, niewent enger Fro vu Sécherheet fir d'Leit, déi do ganz normal um Park&Ride an och do ronderëm parken oder awer och spadséieren – Dir wësst jo, wat do alles op der Kockelscheier ass, dat ass e schéint Gebitt, wou ee ka spadséiere goen, owes sinn awer och an der Äishockeyhal zum Beispill Sportsmanifestatiounen –, nieft awer och de Meldunge vun illegalen a wëlle Courssen, déi bei esou Treffe reegelméisseg stattfannen an d'Sécherheet och vun de Participantë selwer gefäerden, an nieft der Feststellung, dass déi Treffen, wéi gesot, och ëmmer méi zu wëlle Courssen esouguer um neie Boulevard de Kockelscheuer féieren an do jo dann d'Sécherheet vun all de Verkéiersteilneemer an och vun de Foussgänger, déi do spadséieren, gefäerden, nieft all deene Feststellungen dränge sech natierlech also Froen op.

Dofir froen ech den Här Minister: Wéi kann een déi Problematik, déi, mengen ech, net nach just punktuell, mee elo reegelméisseg optaucht, wéi kann een déi Problematik ënnerbannen? Wéi kann een där begéinen? Gëtt et Äres Wëssens och aner Plaze wéi de Park&Ride Kockelscheier, wou et zu esou Treffe kënnt? Gëtt et systematesch Kontrolle vun eisen Autoritéiten? Laut Aenzeien op der Kockelscheier seet d'Police och, wa se dohinnerkënnt, dass déi Problematik, wéi gesot, bekannt ass, dass si awer ganz oft net vill kënne maachen.

A bei deenen Treffen, an dat muss ee jo och soen, si jo elo net elauter Leit, déi hei am Land wunnen, mee dat ass mëttlerweil dann och en Treffe vu Leit mat hiren Autoen, déi aus der Grenzregioun oder souguer doriwwer eraus heihinnerkommen, fir dann, jo, hir Autoen zur Schau ze stelle respektiv fir dann illegal Courssen ze maachen.

Dofir: Gëtt et do och eng Kooperatioun mat eisen Noperen an deem ganze Kontext? Kréie mer Informatioune vun eise belschen, vun eise franséischen, vun eisen däitschen Noperen an deem ganze Kontext vun deenen Treffen?

D'Fro nach eng Kéier konkreet och: Wat huet d'Police sur place, wa se dohinnerkënnt, fir Méiglechkeeten, fir iwwerhaapt ze intervenéieren? Muss et an deem Kontext zu enger, kommt, mer soe „Verschäerfung" vun der Reglementatioun kommen, fir den Autoritéiten och méi Méiglechkeeten ze ginn, fir déi Leit

ze schützen, fir awer och déi aner Leit, déi op deem Territoire dee Moment sinn, ze schützen? A wéi eng Infraktiounen, dat ass och vläicht interessant, ginn iwwerhaapt do bei deenen Treffe festgestallt? Also huet d'Police eng legal Méiglechkeet – fir et op Lëtzebuergesch auszedrécken –, fir esou en Treffen einfach esou opzeléisen?

Kann och déi ganz Zeen ... – ech hu se elo mol esou genannt –, gëtt et do Kontakter vläicht mat iergendenger offizieller Plaz, wou een op d'mannst Kontakter mat där Zeen hätt, fir déi Problematik eng Kéier ze diskutéieren? Well ech mengen, och dat wär eppes, wat net onwichteg ass, wann een eppes feststellt. Déi Leit, déi siche jo eng Plaz, wou se u sech kënnen hir Autoen zur Schau stellen an dann och an iergendenger Form weisen, wéi gutt déi Autoe sinn. An et ass bestëmmt och emol deen een oder aneren – et wär emol wënschenswäert –, deen d'Autoritéite kontaktéiert fir ze kucken, ob et esou Plaze géif ginn. Ech ka mer zwar d'Äntwert virstellen, mee ech wéilt awer op d'mannst gefrot hunn.

An ech soen no genau fënnef Minutten e grousse Merci fir d'Äntwert vum Minister.

M. André Bauler (DP) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci fir d'Punktlandung. An de Minister fir d'bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox, huet d'Wuert. Här Kox.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Här President, merci. Effektiv sollt déi Fro virun dräi Wochen eng Kéier gestallt ginn. Do hat ech mech och scho virbereet. Ech hunn awer elo déi neist Zuele matbruecht, fir da méi konkreet kënnen drop ze äntweren. Ech muss awer och soen, dass zwou Questionparlementairë scho beäntwert goufen. Ech kommen awer och dorobber zréck.

Jo, beim Parking Kockelscheier ass der Police bekannt, dass do esou Treffe sinn oder d'Unhänger vun deem Autotuning ënnerwee sinn. An da kann ech och direkt op déi Fro äntweren: Gëtt et och aner Plazen? Jo, wann d'Police bis do intervenéiert, verzéie se sech – an ech kommen och herno op d'Moyenen zréck, well Der dat jo gefrot hutt –, verzéie se sech op aner Plazen. An ech soen elo mol: Ettelbréck ass schonn emol an der Diskussioun gewiescht, och aner gréisser Parkingen, déi ...

An dann ass d'Fro: Firwat ass et grad op der Kockelscheier esou? Well, éischtens, dee grousse Parking relativ einfach ze erreechen ass. Et ass keen Hindernis do, dat iergendeng Schlängelung virgesäit. Et ass keng Barriär do, well, wéi Der och selwer gesot hutt, et sinn aner Aktivitéiten do. An ech komme vläicht zu der Propos, wéi kann een dat vläicht ...? Op deene Plazen, wou mer et net gären hätten, oder do, wou et awer zu Kaméidi an esou weider féiert, kéint een et emol duerch physesch Barriären oder Saachen e bëssen ënnerbannen.

An der Question parlementaire 6407 vum 27. Juni hu mer nämlech drop geäntwert, wat do elo scho gefrot ginn ass. Déi reegelméisseg Kontrolle gi gemaach. D'Aktioun „Coup de poing", do war jo och eng mat Film an esou weider, wou d'Police jo och opgetrueden ass, déi war de 17. Juni 2022. An da gëtt et natierlech komplizéiert, fir dat alles ze kontrolléieren. An et ass och kontrolléiert ginn. An da sinn awer eng ganz Rei vun Administratiounen a Ministèrë mat am Boot. De Mobilitéitsministère ass dobäi, d'Travaux publics, d'Société nationale de circulatioun automobile an den TÜV Rheinland, well si déi richteg Moossgeräter derbäihunn, wéinst dem Kaméidi. Et ass net ëmmer ganz einfach, fir dat festzestellen. Dofir ass esou e „Coup de poing" net ëmmer ganz séier ze verwierklechen, gëtt awer reegelméisseg gemaach.

De 16. September war et och erëm zu gréisserem Kaméidi komm, also de 16. September elo viru Kuerzem. D'Police huet Honnerte vun Autoen ugegraff ..., ugetraff, a wéi se natierlech ...

(Hilarité)

... „ugetraff", pardon, a wéi se natierlech komm ass, du ware se séier erëm fort. Mee et goufen awer eng ganz Rei vun deene legalen ATen (ndlr: avertissements taxés), wéi se elo virgesi sinn, zwësche 24 Euro an 145 Euro, ausgestallt. Majo, esou gesäit dat aus. Wann Der wëllt, da musst Der kucken, dass vläicht dann d'Strofen an d'Luucht gesat ginn.

Mee éier d'Strofen an d'Luucht gesat ginn, an dat hu mer och nach eng Kéier an der Question parlementaire 5805 vum 23. Februar vun dësem Joer beäntwert, nämlech duerch déi reegelméisseg Kontrolle gëtt och gekuckt: Wat kéinte mer dach mat deene Gefierer maachen? Wa si se och gär zur Schau weisen, sou sinn awer oft Verstéiss géint de Code de la route festzestellen, nämlech den Auspuff. Wéi gesot, d'Zuele soen ech gläich, wivill mer der do erausgezunn hu wéinst Auspuffen, déi net korrekt waren.

Da muss och en Auto, deen ugemellt gëtt zu Sandweiler, jo e Certificat d'immatriculation hunn, nämlech, dofir hutt Der déi Plaquette, wann Der vir de Capot opmaacht, fir genau d'Norme kënnen ze kontrolléieren. Da gëtt den Auto och aus dem Verkéier gezunn an da kann en awer och zousätzlech, zumindest déi Lëtzebuerger, op Sandweiler geschéckt ginn, fir, éischtens, d'Plaquette ze kontrolléieren, zweetens awer all déi zousätzlech Elementer, déi derbäikomm sinn, fir kënnen dann de Proprietär vun deem Auto opzefuerderen, dat ze änneren, respektiv gëtt den Auto einfach immobiliséiert an en däerf net méi fueren.

Zu den Zuele selwer, wéi eng Artikele kënne mer kucken? Dat ass den Artikel vum Code de la route, den 025-01, „Usage d'un véhicule automoteur [...] provoquant des bruits gênants". Effektiv huet et iwwert déi lescht Joren ... an dat ass den Datum vun haut, Kleeserchersdag: 2019 si se 4-mol intervenéiert an hunn Autoen ewechgezunn, 2020 17-mol, 2021 26-mol. An et huet zougeholl, dat kënne mer bestätegen: 36-mol. Dat heescht, d'Police ass net untäteg do. Dat heescht, et si 36 Gefierer, déi do net erlaabt sinn.

Da kënnt eppes, dat ass den Artikel 025-02: „Usage d'un véhicule [...] émettant un bruit dépassant le niveau sonore réglementaire". Also deen een ass iwwerdriwwen an deen aneren ass de „réglementaire" an dee muss och agehale ginn iwwer eng gewëssen Zäitdauer. Do sinn et der 2019: 0, 2020: 4, 2021: 3 an 2022: och 3.

Da gëtt et nach d'Auspuffen, déi och kontrolléiert ginn. An do hëlt d'Zuel ... dat ass sou Moyenne: 2019: 204, 2020: 232, 2021: 157, an elo erëm 188. Also d'Police ass ëmmer erëm op der Plaz.

Et weist sech, dass dat systematesch ass, dass sech och verschidde Plazen ... Also éischtens: D'Kooperatioun ass do. Souwisou ass eng reegelméisseg Kooperatioun. Dir wësst, dass mir jo och déi Distanze geännert hunn, dofir hu mer eng reegelméisseg Kooperatioun mat den Nopeschlänner all ronderëm. Déi Kontakter lafen och.

Eng Plaz dofir? Bon, et gëtt de Goodyear-Circuit, mee ech hu mer soe gelooss, wann een déi Autoen e bësse fuere léisst, déi halen net aus, wa se eng Kéier ronderëmfueren, well se net ausgeluecht sinn, fir déi Längt ze fueren. Et ass jo just e kuerzfristege Sprint, dee se kënne maachen an duerno ass den Auto ... Dat ass net virgesinn. Et ass méi dat Optescht an de Kaméidi, wat funktionéiert, wéi onbedéngt elo d'Leeschtungsfäegkeet vum Auto.

Fir mech ass eng Pist ganz kloer – déi Gemengen, déi ganz kloer dovu betraff sinn, d'Kockelscheier ass jo net d'Stad Lëtzebuerg, dat ass d'Gemeng Réiser, mengen ech, dee Parking –, dass ee sech do emol iwwerleet, e Circuit ze maachen, fir dass et net esou einfach geet, esou eng laang Streck ze maachen, dass ee verschidde Barriären, physesch Barriären, virgesäit. Well mir gi sämtlech Parkingen ... Et ass och zu Foetz op engem grousse private Parking. Do si mir och ... Do ass et, éischtens, d'Police kann emol guer net dohinnergoen, well dat ass e private Parking. Dat heescht, och do musse Moyene gesicht ginn, fir, mengen ech, dann do kënnen ze intervenéieren.

An dann hutt Der gefrot: Ginn déi ATen duer? Bon, dat ass eng Diskussioun, déi net ech féieren, dat ass net a mengem Ressort. Mir exekutéieren dat a mir si sur place. Mir ginn esou oft wéi méiglech och dohinner kucken. Dat weisen d'Zuelen, déi jo an d'Luucht gaange sinn. Dat heiten ass jo eng Aktioun ..., wierklech op Policeaarbecht zréckzeféieren. Wann dat an d'Luucht geet, heescht dat, dass méi Kontrolle gemaach ginn, an dofir ass d'Police och present.

Awer et ass wéi bei ville Punkten, déi mer hei schonn diskutéiert hunn: D'Police kann et net eleng léisen. Si ass en Deel vun der Léisung, awer et si souwuel déi physesch Barriären oder Méiglechkeeten, fir en Hemmnis méi grouss ze maachen. An op där anerer Säit musst Der dann eng Kéier iwwerleeën, ob aner Verschäerfunge méiglech sinn. Awer éier ee Verschäerfunge mécht, mengen ech, sinn éischter déi aner Moyenen ze kucken, fir dat ze ënnerbannen. Ok?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Ech mengen, et ass keng Zäit méi do gewiescht fir eng Zousazfro. An ech mengen, den Auteur freet dat och net.

9. Question élargie n° 170 de Mme Carole Hartmann au sujet de l'euthanasie

Dann huet d'Wuert elo d'Madamm Carole Hartmann, eng Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Applikatioun vum Gesetz iwwert d'Euthanasie. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Madamm Minister, 2009 war Lëtzebuerg dat drëtt Land an der EU, no Holland an der Belsch, dat e legale Kader fir d'Euthanasie geschaf huet. Mir hu mat dësem Gesetz enger Realitéit Rechnung gedroen. Trotz dem medezinnesche Fortschrëtt gëtt et nämlech Fäll, wou Persounen duerch eng Krankheet en extreem penibelt an onwürdegt Liewensenn riskéieren a wou och d'Palliativmedezinn un hir Limitte stéisst.

Wann all Dag mat extreemer Péng verbonnen ass, ouni Aussiicht op Besserung, a wann d'Liewensqualitéit all Dag e Stéck méi verluer geet, dann ass et dem Eenzelne säi Choix, ob e säi Liewen ënnert dësen Ëmstänn weiderféiere wëll oder an Dignitéit aus dem Liewe wëll goen.

Meng Froe vun de Mëtten dréinen ëm d'Applikatioun vum Euthanasiegesetz, ëm d'Wësse respektiv d'Onwësse vun der Populatioun an ëm de Rôle vun den Dokteren, de Spideeler an de Verwaltunge bei der Stierfhëllef hei zu Lëtzebuerg.

An hirem Rapport iwwert d'Joren 2019 an 2020 huet déi National Kontroll- an Evaluatiounskommissioun vum Euthanasiegesetz ënnerstrach, dass ee vun de gréisste Problemer de Mangel un Informatioun an der Bevëlkerung wär. Vill Leit wëssen effektiv net, dass si am schlëmmste Fall op eng Stierfhëllef zréckgräife kënnen. Déi, déi et wëssen, kennen

d'Prozeduren oft net. Si wëssen deemno net, dass een eng schréftlech Disposition de fin de vie bei der Commission nationale de contrôle et d'évaluation muss areechen, fir op eng Stierfhëllef kënnen zréckzegräifen.

Wie kann, wie soll, jo, wie muss dës Informatioune weiderginn? Un éischter Stell denkt een do un d'Dokteren. Elo gëtt et Dokteren, déi keng Stierfhëllef wëlle maachen. Dat ass ok a muss och respektéiert ginn. Et däerf keen Dokter zu eppes gezwonge sinn, wat géint seng Prinzippie verstéisst a géint d'fräi Ausübung vu sengem Beruff. Problematesch gëtt et awer, wa Patienten an hiert Ëmfeld, déi sech zum Sujet ëmfroen, just Nee gesot kréien an och net weiderorientéiert ginn.

Mat dem gesetzleche Kader, dee mir hunn, muss et awer garantéiert sinn, datt Patienten, déi eng Stierfhëllef an d'A faassen, och en Dokter oder eng Uspriechpersoun fannen, déi si iwwer Stierfhëllef opkläert. An da muss et och méiglech sinn, en Dokter ze fannen, deen eng Euthanasie duerchféiert, soss respektéiere mir de Wëlle vun de Patienten net.

An deem Kader hunn ech follgend Froen un Iech, Madamm Minister: Wou kann eng Persoun déi néideg Informatiounen iwwert d'Stierfhëllef fannen, dat heescht, Informatiounen iwwert déi National Kontroll- an Evaluatiounskommissioun, Informatiounen iwwert d'Disposition de fin de vie oder och Informatiounen iwwert déi ganz Prozedur vun enger Euthanasie?

Wat méiglech ass, wann ee se da kennt, dat ass, Kontakt mat der Nationaler Kontroll- an Evaluatiounskommissioun opzehuelen. Mee wéi vill Salariéë schaffe bei dëser nationaler Kommissioun? Aktuell ass d'Sekretariat nämlech just hallefzäiteg erreechbar. Wier et do net sënnvoll, datt dëst Sekretariat opgestockt gëtt, fir d'Disponibilitéiten ze verbesseren?

Wéi laang dauert et d'ailleurs duerchschnëttlech, bis eng Disposition de fin de vie virun der Kontroll- an Evaluatiounskommissioun validéiert an enregistréiert gëtt?

Onofhängeg vun dëser Kontroll- an Evaluatiounskommissioun, wier et net och ubruecht, am Euthanasiegesetz eng Informatiounsflicht fir Doktere festzeleeën oder op d'mannst eng Obligatioun, d'Patienten an hiert not Ëmfeld un eng kompetent Adress weiderzeleeden?

Verfügen d'Spideeler iwwerhaapt iwwer Kontaktpersounen oder Servicer, fir Patiente mat enger onheelbarer Krankheet ze orientéieren? Falls nee, wier et net och sënnvoll, datt all Spidol esou e Kontakt ubidde géif? Sollt et net och am Gesondheetsministère eng Kontaktplaz fir Euthanasie an assistéierte Suicide ginn?

Ass iwwerhaapt gewosst, wéi vill Doktere bereet sinn, eng Euthanasie duerchzeféieren, a wou een dës Doktere fanne kann? Gëtt et fir déi concernéiert Dokteren eng Basisformatioun oder eng spezifesch Weiderbildung fir Euthanasie an assistéierte Suicide?

Fir ofzeschléissen nach eng Fro un Iech, Madamm Minister, an Ärer Funktioun als delegéiert Ministesch fir d'Sécurité sociale. Wier et net och un der Zäit, eng Tarifikatioun fir d'Euthanasie festzeleeën, op déi d'Patienten zënter bal 14 Joer waarden? Falls jo, bis wéini kéint dës Tarifikatioun stoen?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Hartmann. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. A merci och fir dës Fro zu engem nach ëmmer ganz sensibelen Theema. Virop sinn ech selwer ganz frou, an engem Land ze liewen, wat sech fréi mat dësem Theema befaasst huet an och eng Virreiderroll ageholl huet 2009.

Deemools ass eng Kommissioun ageféiert ginn, déi d'Gesetz vum 16. Mäerz 2009 soll begleeden um Niveau vun der Evaluatioun an der Kontroll, an deementspriechend ass och e Sekretariat en place gesat ginn.

Dir hutt spezifesch no den Informatioune gefrot, déi ee kritt. Dat ass u sech virop am Gesondheetsministère. Mir hunn eng Persoun do schaffen. Et ass richteg, dass dat virun allem wärend der Pandemie zum Deel just hallefdaags accessibel war. Dat ass awer elo erëm ganzdaags accessibel. Et ass een, also en hallwen Employé à temps plein, dee sech just heirëms këmmert, mee mir hunn awer aner Servicer, déi d'Telefonslinnen assuréieren, soudass u sech haut daagsiwwer vun 9.00 bis 12.00 Auer a vun 13.00 bis 17.00 Auer mëttes déi Telefonslinn besat ass. Dat ass eppes, wat mir och ganz staark um Häerz läit.

Doriwwer eraus hu mer eng Rei Associatiounen, déi aktiv sinn. „Mäi Wëllen, Mäi Wee" ass eng vun den ASBLen, déi de Leit kënne weiderhëllefen, och Informatioune ginn. D'Haus Omega 90 ass och ganz aktiv an dësem Beräich mat Informatiounen, mat Berodung, wa Leit dat sichen, dann d'Fondation Cancer. An och an de Spideeler gëtt et e Beoptraagte fir d'Relatioune mam Patient. Dat ass u sech den Uspriechpartner fir d'Leit. Et bleift allerdéngs ze evaluéieren, ob dat gutt fonctionéiert an der Praxis oder net. Ech kommen herno drop zréck, wat ech do ka proposéieren.

Mir hu Broschüren erausginn. Dat sinn déi heite Broschüren, ...

(Mme Paulette Lenert montre des brochures.)

... Dir kennt se vläicht, wou d'Formulairen dra sinn, wou och Froen an Äntwerten, also typesch Froen an Äntwerten, déi d'Leit hunn, opgeaarbecht sinn. Déi fënnt ee bei eis um Site vun der Santé. Do ass och e speziellen Onglet fir d'Euthanasie. Déi fënnt een och an de Spideeler. Bei den Dokteren, bei den ASBLe sinn dës Dokumenter visibel.

Et ass iwwert dee Wee, wou mer de Leit dat wëllen nobréngen. Haaptuspriechpartner ass natierlech den Dokter vum Vertrauen, deen u sech dann och censéiert ass, d'Leit weiderzedirigéieren.

Fir Iech eng Iddi ze ginn, dat geet alles lues a lues un. Ech hu mer elo d'Zuelen eng Kéier eraushuele gelooss, well déi Deklaratioune gi jo och bei eis am Ministère de la Santé opbewaart. Déi sinn do an engem Safe am Fong geholl, wou se leien. Säit d'Gesetz a Kraaft ass, an elo op de Juli 2022, si 4.465 Dispositions de fin de vie bei eis erakomm. An zu den Euthanasien an den Assistances au suicide selwer, déi offiziell deklaréiert ginn, kann ech Iech och d'Zuele ginn. Do louche mer, also vum Gesetz u bis 2020, bei 112, dat ass net ganz vill, also op déi ganz Period gekuckt insgesamt 112.

Mir gesinn awer, dass et lues a lues méi zu engem Theema gëtt. Mir hunn der fir d'Joer 2021 eleng 24 zousätzlech. An e klengen Tëschebilan elo fir 2022: Do sti mer haut elo scho bei 28. Den definitive Bilan fir 2021 kënnt am Fréijoer d'nächst Joer. Dat heescht, et gesäit een, dass dat awer lues a lues eropgeet. À voir, ob dat duergeet oder net.

D'Delaie bei eis fir d'Beaarbechtung: Den Enregistrement vun enger Deklaratioun, dee geschitt bannent fënnef Deeg. Dat fonctionéiert gutt. An dee muss och am Fong net validéiert gi vun der Kommissioun. Dat, wat validéiert gëtt, wat Der uschwätzt, dat ass d'Deklaratioun selwer, wann eng Euthanasie oder eng Assistance au suicide gemaach gëtt. Dat muss validéiert ginn. Do sinn d'Delaien am Moment, wéi se och vum Gesetz virgesi sinn, aacht Deeg fir den Dokter, deen huet aacht Deeg, fir dat der Kommissioun matzedeelen. An d'Kommissioun huet dann hirersäits zwee Méint, fir esou eng Ufro eeben als konform ze erklären, fir dass se kann duerchgezu ginn. Dat schéngt op den éischte Bléck relativ laang, denken ech emol, fir een, deen an der Urgence ..., mee dat sinn déi aktuell Delaien, déi och esou vum Gesetz virgesi sinn.

Wéi leeft et an der Praxis? Et ass ugeschwat ginn: eng positiv Lëscht vun Dokteren, déi bereet sinn, Euthanasien oder Assistances au suicide ze maachen. Déi hu mer net, dat ass am Moment net vum Gesetz virgesinn. Do sinn och nach Retizenzen um Terrain, muss ee kloer soen. Net all Dokter ass bereet, esou eppes ze maachen. An och déi Dokteren, déi et maachen, sinn zu dësem Zäitpunkt, op alle Fall mat deenen Echangen, déi ech an deene leschte Joren, säit ech am Amt sinn, hat, einfach nach net ganz waarm dofir, op esou eng Lëscht ze goen.

Dat wat ech gesot kréien, ass, dass sech vill informell berode gëtt, a wann elo jonk Kolleege bereet sinn, op dee Wee ze goen, dass déi sech austausche mat Dokteren, déi vläicht scho méi Recul dozou hunn an och méi Experienz. Also dat schéngt relativ gutt ze fonctionéieren. Mir hunn och an deem Sënn nach keng Formatioun virgesinn. Generell, eeben och opgrond vun deenen Echangen, déi ech selwer och mat der ASBL „Mäi Wëllen, Mäi Wee" a mat aneren Acteuren hat, denken ech, dass et de Moment ass, fir nach eng Kéier eng Sensibilisatiounscampagne bei den Dokteren ze maachen, fir nach eng Kéier dorobber opmierksam ze maachen, a fir eventuell och op der Uni am Medezinnstudium dat nach eng Kéier ze thematiséieren.

Dat Ganzt fonctionéiert natierlech just, wann d'Leit och en Uspriechpartner fannen, an dat ass hire Médecin de référence. An ech mengen, dat soll een och absolutt respektéieren. Wann den Dokter selwer dat net wëll maachen, ass dat säi gutt Recht an dat ass och a mengen Ae gutt a richteg esou. Mee trotzdeem gesäit d'Gesetz awer vir, dass eng Persoun do net aleng däerf stoen. U sech huet den Dokter awer dann haut scho laut Gesetz d'Verflichtung, den Dossier vum Patient weiderzereechen un deen Dokter, deen dann ugi gëtt. An ech mengen, et ass do, wou ee muss dru schaffen, dass d'Leit eeben net an esou enger Noutsituatioun op eemol, wa se net direkt en Uspriechpartner fannen, aleng dostinn. Ech denken, dass een dat op eng verstänneg Aart a Weis soll maachen. Ech mengen, et ass vläicht nach net de Moment, d'Gesetz ze verschäerfen. Et gesäit een, dass sech lues a lues eppes deet.

Meng Propos wär wierklech, nach eng Kéier iwwert de Wee vun der Sensibilisatioun bei de Professionelle selwer unzesetzen, fir da vun do aus ze gesinn, wéi d'Evolutioun ass. Am nächste Fréijoer gesi mer jo ... Also mat deene Chifferen, déi ech elo effektiv gesi vun deene leschten zwee Joer, schéngt et lues a lues awer méi an eng ... ech wëll net soe „Routine", dat ass net dat passend Wuert, mee schéngt méi drop zréckgegraff ze ginn. Ech ginn dervunner aus, dass dat domadder ze dinn huet, dass och ëmmer méi Medezinner da sech dofir interesséieren. Mee ech géif proposéieren, vläicht do nach eng Kéier den nächste Summer e Bilan ze maachen. Wa mer nach eng Kéier eng Sensibilisatiounscampagne géife lancéieren, denken ech, kritt een och Feedback vu Problemer an der Praxis.

Wat elo d'Tariffer ugeet, ass dat eppes, wat schonn erwäänt ginn ass. Et ass eppes, wat opweenneg ass, mat Gespréicher verbonnen. Am Moment – ech hunn

de Moien nach eng Kéier nogefrot – ass zu dësem Zäitpunkt nach keng Saisine vun der Commission de nomenclature gemaach ginn. Den normale Wee ass, dass déi Acteuren, déi déi Saisinë maachen, fir Tariffer ze fuerderen, sech dann och un d'Commission de nomenclature wenden.

Vu menger Säit an och vusäite vum Claude Haagen kënne mir dat natierlech nëmmen ënnerstëtzen, mee nach, denke mer, muss do awer eng Demande vum Terrain kommen. Den Terrain weess am beschten, wat dat un Zäitopwand ass, u Mehraufwand ass a wat do soll gefrot ginn. Mee op alle Fall hu mer zu dësem Zäitpunkt keng Demande virleien. Ech weess, dass et oft diskutéiert gëtt, mee formell kann do nach keng Decisioun sinn, well eeben nach keng formell Demande erakomm ass, fir en Tariff en place ze setzen.

Voilà, ech géif Iech Merci soen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, d'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Madamm Minister, fir Är Äntwert. Dir hutt d'Delaien ugeschwat. Dat kann effektiv a verschiddene Situatiounen e Problem duerstellen. Ech mengen, et gëtt Leit, déi eng Disposition de fin de vie maachen zu engem Moment, wou se nach kärgesond sinn. Et kënnt awer och zu Situatiounen, wou eng Persoun op eemol ganz schnell uerg krank gëtt an da kënnen zwee Méint an der Prozedur effektiv bal ze laang sinn, fir dass déi Persoun och déi Prozedur do ka ganz duerchgoen.

Dat heescht, ech mengen, déi Delaie wären effektiv eppes, wat een och nach eng Kéier diskutéiere kann, oder eng Procédure d'urgence eventuell, fir an esou Situatiounen anzesetzen.

An dann ass et dee Moment jo vläicht och schwéier, fir schnell en Dokter ze fannen, well et eeben och net esou vill Doktere gëtt. An ech mengen, do wär et wichteg, Dir hat et ugeschwat, dee Kontakt, deen ee kann ophuele mat der Commission de contrôle et d'évaluation, dass ee vläicht iwwert déi Kontaktméiglechkeet dann awer och en Dokter kann indiquéiert kréien – ech weess, dass dat delikat ass, fir eng Kéier vläicht eng Lëscht do offiziell ze maachen –, mee fir dass déi Leit, déi vläicht an enger Urgencesituatioun sinn, awer esou déi néideg Informatiounen sou schnell wéi et geet kënne kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Minister.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci. Jo, ech denken, dass ech dat och nach eng Kéier uschwätzen. Ech hunn elo effektiv keen Detail. Den Delai vun zwee Méint ass deen, deen theoreetesch applikabel ass. Ob dat an der Praxis awer och elo heiansdo vill méi schnell ka goen, kann ech Iech elo op dëser Plaz net soen.

Ech schwätzen dat awer gären nach eng Kéier un. Ech hu reegelméisseg och Echangë mat der Kommissioun, wéi dat an der Praxis ofleeft a wat si vu Virstellungen hunn. Ech mengen, si sinn déi, déi do d'Acteure vum Terrain sinn. An ech huelen dat gäre mat op de Wee, fir dat nach eng Kéier ze thematiséieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

10. Question élargie n° 169 de M. Fred Keup au sujet du chauffage à granulés

Da komme mer zu der leschter erweiderter Fro fir de Mëtten. Déi kënnt vum Här Fred Keup, riicht sech un den Energieminister an dréit ronderëm d'Pelletsheizungen.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Här Minister, ech wollt eng Fro stellen eebe grad iwwert d'Pelletsheizungen. D'Pelletsheizunge gëllen als klimafrëndlech Alternativ zu de fossille Gas- a Masuttsheizungen a sollen elo och am Energiepak vun der Tripartite berécksiichtegt ginn.

Et stelle sech allerdéngs eng Rei Froen zu der Ëmweltfrëndlechkeet, notamment duerch den héije Bedarf un Holz, dat duerno natierlech och op anere Plaze feelt. Weider problematesch Aspekter sinn zum Beispill laang Importweeër fir d'Pellets selwer an och fir d'Holz, dat fir d'Hierstellung hei zu Lëtzebuerg gebraucht gëtt.

E puer allgemeng Kritikpunkten: Zäregasemissioune loosse sech vis-à-vis vun enger Masuttsheizung effektiv ëm bis zu 90 % erofsetzen duerch Pelletsheizungen, awer nëmmen dann, wann och genee esou vill Holz nogeplanzt gëtt, wéi verbrannt gëtt. An allerdéngs wiisst d'Holz méi lues, wéi et verbrennt.

Da stellt sech d'Fro: Wéi een Holz hëlt een, gutt Holz oder Offallholz? Mat „gutt Holz" mengen ech Holz, wat een och ka gebrauchen, fir eventuell Miwwelen ze maachen oder fir am Bau ze gebrauchen. An d'Definitioun vun Offallholz, déi gebraucht gëtt fir d'Produktioun vun de Pellets, ass net kloer gereegelt. An et existéiert och keng ëffentlech Kontroll zum Ursprong vum Holz, wat gebraucht gëtt.

Dat féiert dann zu den Zertifikater: Eng Firma hei am Land, déi d'Holz fir LuxEnergie liwwert, verfüügt just iwwer en Zertifikat, dat vun der, wéi gesot gëtt, „Holzlobby" selwer ausgestallt gëtt, awer net iwwer en onofhängege Label oder en ëffentleche Label fir den Ursprong vum Holz. De Staat selwer gräift anscheinend och net op zertifizéiert Holz zréck, obwuel e selwer Subside fir déi entspriechend Labele bezilt.

Den Ureiz, fir Holz just ze haen, fir u bëlleg Matière première fir Pellets ze kommen, soll dann och iwwer eng nei EU-Direktiv duerch e Subventiounsverbuet reduzéiert ginn. Also do ass e Problem, deen awer erkannt ass um europäeschen Niveau.

E Beispill vum Kierchbierg, fir d'Gréisstenuerdnung ze weisen: De Kierchbierg soll bis 2025 ëm déi 8.000 Awunner an 42.000 Aarbechtsplazen zielen. 90 % vun der Heizenergie solle bis dohin aus Pellets gewonne ginn. Den Exploitant LuxEnergie, un där de Staat och och eng Bedeelegung hält, gesäit awer elo schonn d'Kapazitéite vun dësem Projet erreecht, wann d'Holz zukünfteg net soll vu Wäitem, also aus Kanada zum Beispill, importéiert ginn. Wann den Ëmbau ofgeschloss ass, solle bis zu 35.000 Tonne Pellets am Joer verbrannt ginn. Dat wieren ëmgerechent ongeféier zwee Drëttel vun all de gehaene Beem pro Joer hei am Land.

Da stelle sech also eng Partie Froen, an zwar déi éischt, déi ass vläicht: Wéi kann ee garantéieren, datt nëmmen Holzoffäll zu Pellets verschafft ginn an net Holz, dat fir méi en héichwäertegen Zweck, wéi eeben de Bau, Miwwelen an esou weider, kéint benotzt ginn? Woufir goufen eigentlech d'Offäll fréier benotzt? Anscheinend goufen déi zum Beispill benotzt, fir Spanplacken ze maachen. Wann een déi elo net méi mat deem Offall mécht, da muss een do och erëm eng Kéier gutt Holz huelen. Dee Problem ass also awer do. Kann de Minister also ausschléissen, dass hei och gutt Holz mëssbraucht gëtt fir d'Hierstellung vu Pellets?

An dann, wéi eng Institutioune si responsabel, fir déi eenzel Schrëtt ze kontrolléieren, wann d'Produktioun hei am Land stattfënnt, dat heescht eventuell vun do un, wou d'Holz aus dem Bësch erauskënnt oder der Wiss, iwwert d'Veraarbechtung bis zum Verbrennen? Wéi dacks kéint een do Kontrollen duerchféieren? Ginn déi duerchgefouert?

Dann, wéi ass déi Decisioun motivéiert, datt de Staat bei Entreprisen, un deenen e selwer bedeelegt ass, drop verzicht, fir Holz mat zertifizéiertem Ursprong unzefroen, ëmsou méi wéi en déi entspriechend Labele selwer mat Subsiden ënnerstëtzt?

Dann, kann den Här Minister matdeelen, ob Pelletsheizunge sech a sengen Ae wierklech op engem globalen Niveau rentéieren, fir den CO_2-Ausstouss ze reduzéieren?

An nach eng lescht Fro, do geet et dann ëm d'Äschen, déi trotzdeem jo dann awer masseweis ufalen. Wéi gëtt do geplangt, fir elo zum Beispill um Kierchbierg, wou dat da wäert wierklech masseweis ufalen, déi Äschen ze entsuergen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet direkt den Energieminister, den Här Claude Turmes. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Merci, Här President. Vläicht fänken ech dann elo u mat dem, loosse mer soen, méi Globalen: Mécht Pellets Sënn? Also Holz ass mat Sécherheet besser wéi fossill Energien. Duerfir ass dat ee Bausteen, fir elo erauszekommen aus de fossillen Energien. Holz ass awer net esou gutt wéi zum Beispill Wärmepompelen, déi dann och mat Stroum, deen ëmmer méi gréng ass, produzéieren. Mir sinn do, mengen ech, an enger Iwwergangsphas. Dat heescht, Pellets spillen hei zu Lëtzebuerg eng gewësse Roll, fir aus deene Wärmenetzer, déi historesch op Gas opgeriicht gi sinn, wéi och dat um Kierchbierg, de Gas do erauszekréien a se eriwwerzezéien op Pellets, wat dann eng erneierbar Energie ass a wat dann och natierlech e Fortschrëtt ass an eiser Klimabilanz.

Woubäi mer elo – ech mengen, dat sinn eeben déi Wärmenetzer, déi do sinn – nei Wärmenetzer, déi opgebaut ginn, guer net méi wëlle mat héijen Temperature bedreiwen, also net méi mat 90/70: 90 Grad eran an d'Gebaier, d'Gebai gëtt gehëtzt an et kënnt mat 70 eraus. Da brauch ech Gas oder Pellets. Mee zukünfteg Wärmenetzer, déi wäerte mat déiwen Temperature lafen, 20, 30 Grad, an da gëtt hannendrun eng Wärmepompel geschalt an da kann ech och vill méi d'Ofwäermt notzen, zum Beispill aus Industrie, Datenzentren an esou weider an esou weider. Dat heescht, déi Ëmstellung vu Gas op Pellets, dat ass eng Momentopnam an nei Wärmenetzer wäerten an der Tendenz éischter net mat där Technik dann an Zukunft gemaach ginn.

Dann zur Situatioun, also wat ass de Lëtzebuerger Marché vun de Pellets? De Gros gëtt vun enger Firma um Rouscht gemaach. Déi exportéiert souguer deelweis nach e bësse Pellets. Gutt. Wou kënnt dat Holz hier? Ech hat rezent mat deenen eng Entrevue: De Gros vun deem Holz kënnt aus der Groussregioun. Si sinn och um Wee, fir sech zertifizéieren ze loossen.

Mee fir dat Ganzt ze verstoen, et ass eigentlech esou: D'Zertifizéierung, dat beschreift eigentlech, wat d'Qualitéit ass vum Bësch, aus deem dat Holz hierkënnt. Dat gëtt mer nach keng Äntwert op eng Fro, déi fir mech méi wichteg ass: Wéi verhënnere mer, dass Bauholz, also Holz, wat ech kann huelen, fir Haiser ze bauen, oder fir Miwwelen … Dat ass jo besser do verschafft, well da gëtt den CO_2 stockéiert. Gutt. An am Gespréich mat hinnen … Si soen, och reng präislech muss ee wëssen, dass Bauholz vill, vill, vill méi deier verkaf gëtt wéi

eeben dee Präis, dee si bidden. Dat heescht, si soen zu mir, dass si och guer keen Interêt hunn, fir Bauholz ze huelen. Gutt. Dat wëll ech awer, dass dat méi kloer gëtt an Zukunft.

An dann déi lescht wichteg Fro ass: Aus wéi engen Distanzen? An de Gros vun deene Pellets, dee kënnt wierklech maximal ..., also dee kënnt vill aus Rheinland-Pfalz, dat ass dee gréissten Deel. Dat sinn dann emol 150, 200 Kilometer. Firwat aus Rheinland-Pfalz? Well a Rheinland-Pfalz ganz vill Seeëreie sinn, wou dann d'Reschter, also d'Offäll aus deene Seeëreien, herno zu Pellets verschafft ginn.

Gutt. Mir sinn do um Wee, am Gespréich mat deem Operateur, fir eeben ze kucken, dass en dat nach besser zertifizéiert elo an Zukunft. Dat heescht, Pellets ass haut eng besser Alternativ wéi fossill Energien. Et ass awer elo net eppes, wat eis iewescht Prioritéit ass. Eis iewescht Prioritéit ass Renovatioun an dann dat Ganzt eriwwerzezéien op d'Wärmepompelen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, wann ech just nach eng Kéier kéint nofroen: déi lescht Fro, wat mat den Äsche geschitt. Dat ass jo awer och eng interessant, also soulaang Pellets elo nach benotzt ginn. Ech konnt jo e bëssen erausliesen, dass de Minister, wann ech dat esou ka soen, kee Fan ass vun de Pelletsheizungen. Mee wat geschitt mat den Äschen aktuell, zum Beispill um Kierchbierg?

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Dat ass eng gutt Fro. An ech weess dat net mat leschter Sécherheet. Ech weess, datt ech déi elo geschwënn eng Kéier besiche ginn an ech ginn Iech dann eng schréftlech Äntwert dorobber.

Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Mir wären och drun interesséiert.

(Hilarité)

Merci dem Här Minister.

11. 7866 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Kultur | lx – Arts Council Luxembourg » et instauration d'un régime d'aides financières et portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé « Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster » ;

3° de la loi du 26 mai 2004 portant création d'un établissement public nommé « Centre de Musiques Amplifiées » ;

4° de la loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » et de la Fondation Henri Pensis

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7866, d'Kreatioun vun engem „Arts Council Lëtzebuerg", „Kultur | lx". An d'Rapportrice, de Rapporter, d'Madamm Djuna Bernard, ass scho prett. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. „Arts Council", „Kultur | lx", „Kulturrot": Ech erënnere mech gutt un den Echange mam Kultursecteur am Mäerz 2019, wou deelweis hëtzeg iwwert den Numm an d'Form vun dësem Gremium diskutéiert gouf. Haut heescht den neien Établissement public, dee mat dësem Gesetz gegrënnt gëtt: Kultur | lx – Arts Council Luxembourg. En huet d'Missioun, de finanzielle Support an d'Professionalisatioun vum kulturellen an artistesche Secteur zu Lëtzebuerg besser ze strukturéieren an natierlech och eis Konschtzeen am Ausland ze promouvéieren.

Virun 20 Joer scho koum d'Iddi ronderëm esou en Arts Council op a si gouf ëmmer méi konkreet an de leschte Joren. Si gouf jo och an anere Beräicher schonn ëmgesat. Ech denken do u Luxembourg for Finance oder Luxembourg for Tourism, an net ze vergiessen natierlech och eise Focuna, de Fonds culturel national, dee ganz sécher scho säit ville Joren eng wichteg Ulafstell fir d'Kulturzeen war, wann et ëm international Mobilitéit vun Artiste gaangen ass oder ëm d'Förderung vu kulturelle Projeten a Kreatiounen.

Spezifesch Initiativen aus der Kultur hunn eng wichteg Virreiderroll fir Kultur | lx geholl, notamment Music:LX, déi 2009 gegrënnt goufen an den Export vu Lëtzebuerger Musek zur Aufgab haten, oder och nach Reading Luxembourg, déi sech ëm den Export vun eiser Literatur an d'Promotioun vun den Auteure gekëmmert hunn.

Kultur | lx ass also eng Entwécklung, déi net aus dem Näischt koum an déi dowéinst och am Kader vun eisem KEP, eisem Kulturentwécklungsplang, ënnert der Mesure 8 proposéiert gouf.

Säit Abrëll 2019, an der Suite vun deem viregtgenannten Echange vum Kultursecteur zum Theema, huet sech e Comité de pilotage aus Vertrieder vun deene verschiddensten artistesche Beräicher mam Kulturministère zesummegesat, fir e gemeinsame Modell vun engem Arts Council zu Lëtzebuerg auszeschaffen a fonctionéieren ze dinn. Wichteg war hinne vun Ufank un, eng Struktur ze schafen, déi de Besoine vun de Kulturschafenden, Artisten, Kreativen a Federatioune géif entspriechen an déi eng Äntwert op hir Besoinen a Realitéite sollt bidden.

Am Kommitee si sechs ganz verschidde Secteure vertrueden, notamment: d'Architektur, den Design an d'Métiers d'art, d'Arts multimédias an numériques, d'Arts visuels, d'Literatur an d'Editioun, an dann nach d'Musek an de Spectacle vivant. Si all hu sech am Virfeld zu dësem Gesetz schonn 2020 als ASBL de préfiguration constituéiert, si schonn aktiv a wäerte mam Vott vun dësem Gesetz dann zum Étatlissement public ginn.

A puncto Forme juridique gouf decidéiert, wéi gesot, en Établissement public ze grënnen, well dës Form et erlaabt, souwuel um nationale wéi internationalen Niveau de Secteur a senger Diversitéit ze ënnerstëtzen. Ausserdeem erlaabt et hinnen, eng gewëssen Onofhängegkeet ze hunn an natierlech och punktuell Ënnerstëtzunge kënnen ze assuréieren. An natierlech hu se domadder och déi néideg Autonomie an Assise, an doduerch bedéngt natierlech och d'Diversitéit an d'Representativitéit vum Secteur, deen eeben an deene verschiddensten Entscheedungsgremie representéiert ass. De Conseil d'administration besteet deemno aus eelef Memberen, dorënner fënnef Vertrieder/inne vu Ministèren a fënnef Vertrieder/innen aus der Kulturwelt an ee Representant vun der Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte.

D'Direktioun vu Kultur | lx besteet aus zwee Leit, déi notamment den nationale wéi den internationalen Handlungsberäich vun der Organisatioun verantworten. A ronderëm si fënnt een natierlech déi Responsabel fir déi sechs verschidde Konschtsparten, e Service d'administration an d'Communication.

Nieft der Promotioun vun eiser Kulturzeen sinn och d'finanziell Aiden, déi Kultur | lx diffuséiert, e wichtege Bestanddeel vun hirem Wierken. Hei ginn am Gesetz ënnerschiddlech Forme virgesinn, ob Subsiden, Bourssen, Remboursementer oder Boursegarantien. Donieft ass d'Aufgab vu Kultur | lx, de Secteur weider ze strukturéieren, andeems se Formatiounen ubidden a Begleedung an Ënnerstëtzung assuréieren, natierlech ganz konkreet dorop gemënzt, wat d'Entwécklungsméiglechkeete vun eisen Artistinnen an Artisten ugeet. Wichteg ass dobäi, dass d'Diversitéit vum kulturelle Secteur an d'Heterogenitéit vun eiser Konschtwelt ëmmer am Vierdergrond stinn an dorop Uecht gi gëtt.

Dofir ass et immens wichteg, dass et vun eise verschiddene Kultursecteuren och État-des-lieue gëtt, wou wëssenschaftlech a statistesch opgeschafft gëtt, wéi dann numol d'Bestandsopnam vun deene verschiddene Secteuren ausgesäit an och, wéi eng Ënnerstëtzung si als Beräicher an Zukunft brauchen. Dës Erhiewunge sollen och a reegelméissegen Ofständ widderholl ginn, fir d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Kulturwelt weider ze analyséieren. Et schéngt mer evident, dass d'Resultater vun den État-des-lieuen och mat de jeeweilege Kultursecteure gedeelt an diskutéiert solle ginn, wéi et jo och elo schonn am Kader vun den Assisë gemaach gëtt.

Ech kommen elo zu den Avisen zu dësem Projet de loi. A sengem Avis vum 1. Februar 2022 verweist de Staatsrot op e puer Remarken, déi d'Insécurité juridique betreffen, a befënnt Nobesserunge ronderëm déi verschidde Forme vu finanziellen Aiden an hir Krittäre fir néideg. Nieft den Avise vum Staatsrot krute mer en Avis vun der Chambre de Commerce an ee vun der Chambre des Métiers eran, déi hir Zoustëmmung zum Projet ginn hunn. Fir den Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Dëst Gesetz gouf de 27. Juli 2021 deposéiert. Mir kruten et de 16. September 2021 an der Kommissioun presentéiert an hunn den 1. Dezember dëses Joers dunn de Rapport vun dësem Gesetz gestëmmt.

Erlaabt mer zum Schluss, alle Bedeelegten am Comité de pilotage ronderëm Kultur | lx, der professioneller Ekipp souwéi de Vertriederinnen a Vertrieder vun de Secteuren all Guddes ze wënschen a Merci ze soe fir hiren intensiven Asaz, deen zur Entsteeung vum Arts Council gefouert huet.

Ech ginn heimadder dann och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Rapportrice.

An éischt Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert fir d'CSV. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President. A merci och der Rapportrice fir hire Rapport, dee gutt duergestallt huet, wat am Gesetz steet an och, wat déi nei Struktur maache soll. Villmools merci do derfir, well mir stëmmen haut mat der Grënnung vum Établissement public Kultur | lx e ganz wichtegt Gesetz fir de Secteur.

Eis Kënschtler musse sech an hir Karriär weiderentwéckele kënnen. Dofir ass et weesentlech, datt se am Ausland optriede kënnen: fir sech ze professionaliséieren, fir sech artistesch weiderzeentwéckelen an och, well d'Optrëttsméiglechkeeten op eisen 2.500

Quadratkilometer natierlech begrenzt sinn. Do soll en Exportbüro hinne virunhëllefen. An dat gëtt et och schonn am Ausland.

An anere Secteuren hei am Land, anere Secteure wéi der Kultur, sinn an der viregter Legislatur esou Agencen entstane wéi „Luxembourg for …“ an esou weider, dat gëtt et a ville Secteuren. Elo kënnt eng änlech Struktur fir de ganze Kultursecteur mat dem Établissement public Kultur | lx.

Virreider war hei sécherlech Music:LX, dee mir 2009 gegrënnt hunn an mat deem mer am Beräich Musek éischt Erfarungen a Resultater gesammelt hunn. Et kann een net vu Kultur | lx schwätzen, ouni op Music:LX ze verweisen. Et war e Meilesteen an der Promotioun an Diffusioun vun de Museker, Kënschtler a Museksgruppe vun hei, an alle Genren: Rock, Jazz, Hip-hop, Electro, Metal – yeah! –, Klassik an nei Musek.

Ech war iwwerzeegt, datt mir domat eis Museker ënnerstëtzen, vernetzen an hir Karriär virundreiwe kéinten. An Zuelen ausgedréckt, war dat och ze gesinn: Vu 40 Optrëtter deemools am Ufank ass et an zwee Joer relativ séier op iwwer 400 méi gaangen, duerno iwwer 700 méi. An dat ass déi Joren duerno och esou virugaangen. Ech war och iwwerzeegt, datt mir déi Förderung op all aner Konschtdisziplinnen ausweide missten.

Ech wëll och ernimmen, datt Missions culturelles deemools an e puer Länner op d'Bee gestallt gi waren. An alles dat, mengen ech, ware wichteg Schrëtt an der Promotioun vun eise Kënschtler hei am Land am Ausland.

Mat Reading LX, made in … huet déi nächst Regierung de Relais weiderginn. An zwielef Joer no der Grënnung vu Music:LX steet elo mat dem Établissement public Kultur | lx dann e wichtegen, ganz wichtege weideren, méi definitive Projet, deen och als ASBL de préfiguration schonn zanter zwee Joer am Opbau ass.

Dësen neien, jo, „ëffentleche Förderveräi vun den Artisten an de Kulturschafenden“ zu Lëtzebuerg, géif ech et bal gär nennen, muss eng ganz wichteg Missioun iwwerhuelen: d'Promotioun, d'Diffusioun, d'Distributioun, fir d'Artisten an der Entwécklung vun hire Karriären ze ënnerstëtzen, ze beroden, fir si weiderzevermëttelen, hinnen Optrëtter ze vereinfachen, well et ass net einfach, sech als Artist ze etabléieren.

Wann och net bei null ugefaange gëtt, esou ass d'Aufgab fir déi nei Struktur awer grouss. Si muss e Sprongbriet gi fir international Karriären. Si muss zur Professionaliséierung vun de Konscht- a Kulturschafende bäidroen. Si muss hinne Visibilitéit ginn. Si muss, esou steet et am Gesetzesprojet, d'Promotioun am Inland an am Ausland maachen.

Do wär meng Fro: Wat wären do, Madamm Minister, d'Pisten, fir dat hei am Inland weider ze meeschteren? Et ass jo och e bësse méi eng nei Säit, déi da bei den Exportbüro derbäikënnt.

Ech mengen, datt doriwwer eraus och nach villes méi muss ronderëm de Kultursecteur entstoen. 2021 an der Chambersdebatt iwwert de Kulturentwécklungsprogramm, déi d'CSV ugefrot hat, hat ech e Virschlag gemaach fir e kulturellen Hub, eng Cité des artistes: e Konscht- a Kënschtlervéierel, wou sech ronderëm d'Artisten alles usidelt, fir hiert Schaffen a Schafen ze encadréieren. Do sinn ënner anerem néideg: Bookere respektiv Agenten, Manager, Residenzen, Labelen, Editeuren an esou weider.

Ech hätt dat jo gär an der viregter Nationalbibliothéik, dem Gebai vum Ale Kolléisch, gesi gehat. Et wär eng ideal Plaz dofir gewiescht an hätt Visibilitéit bruecht. Zoufälleg huet haut den André Bauler d'Fro gestallt, wat do drakënnt – nodeem dat jo schonn zum Deel gewosst war, an ech weess och, datt et net dohinnerkënnt. Ech hoffen elo drop, datt dee kulturellen Epizentrum dann, wéinstens deelweis, an der Villa Louvigny entsteet, wou Kultur | lx dann anzéie soll. Well no den Erfolleger muss et weider mat den Ustrengunge goen a méi wäit och goen. Et mussen nei Mäert erschloss ginn, iwwer haaptsächlech déi dräi Noperen eraus, also och do, wou et eebe schwiereg ass fir d'Artisten, eranzekommen.

Well, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no den zwee schwierege Jore vum Covid huet de Kultursecteur sech nach ëmmer net ganz erholl. Dofir ass et ëmsou méi kruzial, fir him elo zur Säit ze stoen. Et muss een d'Kultur an der Post-Covid-Zäit nees gesinn a spieren! Kultur | lx kënnt deemno zu enger wichteger Zäit, mat ëmsou méi Aarbecht viru sech.

De Kultursecteur ze ënnerstëtzen, ze förderen an ze professionaliséieren, läit der CSV um Häerz. Mir stëmmen dëst Gesetz mat a wënschen dem neien Établissement public vill Gléck bei senger Ënnerstëtzungsaarbecht am Interêt vun der Kultur. Dofir wënschen ech der Ekipp ronderëm d'Valérie Quilez an d'Diane Tobes vill Chance a vill Resultater, datt si hei weiderbaue kënnen un den Erfolleger vu bis elo.

Erlaabt mir e perséinleche Merci un den erfarene Patrice Hourbette an den Giovanni Trono an all aner, déi den Ufank gemaach hunn a gemeeschtert haten. Eist Land ass deemools baussent eise Grenze méi bekannt ginn a méi seriö geholl ginn, eis Artisten och. Ech wënschen eisen Artisten a Kulturschafenden, datt se ëmmer méi fir hir a vun hirer Konscht liewe kënnen, ouni mussen en aneren Job derbäizemaachen, wa se dat net wëllen. Well mir hunn eng groussaarteg Kulturzeen mat vill Potenzial hei zu Lëtzebuerg!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Dat ware ganz schéi Wierder vun der Madamm Modert ganz zum Schluss. Ech kann déi nëmmen deelen.

Konscht war schonn ëmmer en Deel vun der Mënschheetsgeschicht an huet eng grouss Bedeitung fir eis Gesellschaft. Dofir kann een hei d'Wichtegkeet vun enger organisatorescher a finanzieller Ënnerstëtzung vun der Konscht, de Kënschtler an hirer Welt net genuch ervirsträichen.

Konscht generéiert net ëmmer e Benefiss am klasseschen, also am monetäre Sënn. De Benefiss vun der Konscht läit och dacks an deem, wat d'Konscht eis gëtt, wat se an engem selwer ausléist, dem Moment, dee si engem schenkt, an der Méiglechkeet, fir een Ament d'Welt mat aneren Aen, op eng aner Manéier ze betruechten. A fir genau dësen Aspekt ze förderen an d'Konscht/d'Kënschtler an hir Bedeitung fir d'Gesellschaft ze valoriséieren, ass et enorm wichteg, dass mir si ënnerstëtzen, hei zu Lëtzebuerg an och am Ausland. Well och a grad am Ausland soll d'Kënne vun eise Kënschtler ervirgehuewe ginn. Nach deslescht hu mir eis an der Kathedral – d'Madamm Tanson, d'Madamm Polfer a meng Wéinegkeet – kënnen iwwerzeegen, wat fir ee brillanten Artist den Organist vun Notre-Dame vu Paräis ass, dee Frankräich am Ausland all Éier mécht. Dat gëllt och ëmgedréit fir eis Lëtzebuerger Kënschtler dobaussen an der Welt.

Deementspriechend freeë mer eis och iwwert dëse Projet, iwwert de Kultur | lx, e Conseil des arts, deen op de Kulturentwécklungsplang zréckgeet an deen et soll erlaben, déi néideg Instrumenter zur Verfügung ze stellen, fir eng besser Organisatioun vun der kultureller Aktivitéit ze förderen, dëst duerch pluriannuel Strategien, duerch méi Previsibilitéit, duerch eng Intensivéierung vun der Promotioun, och mat der Hëllef vum Ausseministère, an eeben allgemeng duerch eng Professionalisatioun.

Ech hat et grad ernimmt: Och eng Kooperatioun mam Ausseministère ka fir dëse Projet immens nëtzlech sinn, fir eeben eng Promotioun an eng Diffusioun vun der kultureller Zeen vu Lëtzebuerg am Ausland ze garantéieren.

Lëtzebuerg huet kënschtleresch vill ze bidden. An als Demokratesch Partei si mir zefridden, wann eis Kënschtler déi Opmierksamkeet an deen Zousproch kréien, dee se verdéngt hunn. Mir hoffen dann och, dass deen neien Établissement public seng Aarbecht séier ophuele kann an dass e mat vill Ausdauer, Experienz, Gefill, Objektivitéit an och Transparenz un déi verschidden Dossieren a Projete geet, onkomplizéiert an novollzéibar. Dat ass e Wonsch, dee mer haut extra um Häerz läit.

Lëtzebuerg huet net just bekannt Schauspiller, Lëtzebuerg huet och talentéiert Museker, Moler, Schrëftsteller, Architekten, Fotografen, Sculpteuren an aner Artisten. Dat „klengt“ Lëtzebuerg bréngt am Verglach zu senger Bevëlkerung vill talentéiert Artisten ervir, an dat schonn zanter Joerzéngten.

Mir begréissen dann och, dass eenzel „comités de sélection“ fir déi verschidden Domäner sollen entstoen. Wichteg ass eis allerdéngs, dass de Kënschtler net ze vill administrativ Hürden an de Wee geluecht kritt an dass och d'Krittären, no deene Projete mat Subsiden, Hëllefen de tout genre ënnerstëtzt ginn, verständlech a public sinn. D'Leit sollen d'Prozedure verstoen an den Entscheedungsprozess soll eng Form unhuelen, wou jiddereen novollzéie kann, wisou e Projet hei gutt ass an e bei deem gehollef kritt, wärend e bei engem aneren eventuell net ka gehollef kréien.

Den Arts Council ass eng grouss Chance fir d'Lëtzebuerger Konschtwelt, well en et eeben erméiglecht, eng global Iwwersiicht iwwert déi vill Projeten, déi hei am Land bestinn, ze behalen an dës fair an adequat ze ënnerstëtzen. Duerch eng koordinéiert Zesummenaarbecht mat deene séllegen Institutiounen, mam Ausseministère an och mat den Acteuren am Ausland kënne mer d'Lëtzebuerger Konscht- a Kulturwelt nach besser no bausse vertrieden, Opmierksamkeet schafen – Visibilitéit, wéi d'Madamm Modert sot – a Synergië förderen. Dovunner profitéieren natierlech an enger éischter Linn eis Kënschtler, well si eebe grad eist Land als Ambassadeure vun der Lëtzebuerger Konscht a Kultur am Ausland vertrieden.

Als DP kënne mer dësem Projet dann och nëmmen zoustëmmen. Mir gesinn et als Opportunitéit fir de Secteur an och fir d'ganzt Land, an deemno si mer ganz zefridden haut, fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet, zu dësem Établissement public, kënnen als Fraktioun ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a vergiessen awer net, der Madamm Bernard an hirem Attaché ze felicitéiere fir hir Rapporten. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Asselborn-Bintz fir d'LSAP.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kultur ass e wichtege Bestanddeel vun enger demokratescher a pluralistescher Gesellschaft. Si dréit weesentlech zur Meenungsfräiheet an doriwwer eraus och zum intellektuelle Räichtum vun engem Land bäi.

Et muss een awer och kënne soen, dass d'Kultur – entgéint deem, wat déi meescht Leit vläicht op den éischte Bléck kéinten unhuelen – eng substanziell ekonomesch Valeur kann hunn. Kultur ass e wichtegt Standbee vun enger moderner Ekonomie, déi op Déngschtleeschtungen, Innovatioun a Savoir-faire als Ressourcë setzt. Ausserdeem droen de Kultursecteur an d'Kreativindustrie och zu Diversifikatioun vun eiser Ekonomie bäi.

Wann een d'Donnéeë vun Eurostat, vum Statec a vum Observatoire européen de l'audiovisuel matenee verbënnt, da kënnt een zur Konklusioun, dass mer zu Lëtzebuerg eng 2.300 Entreprisen hunn, déi am Kultursecteur an am kreative Secteur täteg sinn. Dës Entreprisë generéieren e Chiffre d'affaires vu ronn 1 Milliard Euro a beschäftege bal 7.000 Leit. D'EU-Kommissioun huet och schonn 2010 an hirem Livre vert festgestallt, dass mir an der Europäescher Unioun d'Potenzial vum kulturelle Secteur net genuch notzen.

All dës Iwwerleeunge féieren eis virun Aen, dass et wichteg ass, eis Kënschtler am In- an Ausland beschtméiglech ze ënnerstëtzen. Mir hu fir aner Secteure vun der Ekonomie jo och scho méi laang Entwécklungsagencen – Luxembourg for Finance oder for Tourism – an dofir läit et eigentlech op der Hand, dass mer dëst och fir de Kultursecteur maache sollen.

Eis Kënschtler, wa si am Ausland mat hire Prestatiounen erausstiechen, si wichteg Ambassadricen an Ambassadeure vu Lëtzebuerg. Si weisen, dass och kleng Länner kulturell eppes ze bidden hunn. Si widderspriechen och mat hirer Konscht oft dem Klischee iwwer Lëtzebuerg, dat nach ëmmer heiansdo als klenge Fleck mat enger Strooss gesi gëtt, wou zu béide Säite Banke stinn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg och ouni Zweifel eng lieweg Kulturzeen, déi héichwäerteg Produktioune mécht a groussaarteg Kënschtler ervirbréngt. Eis Kulturzeen ass multidisziplinär an duerfir ass et och wichteg, dass d'Hëllefen, déi eng Entwécklungsagence fir d'Kultur gëtt, eng grouss Bandbreet u kulturelle Projeten ënnerstëtzen.

Mam neien Établissement public Kultur | lx – Arts Council Luxembourg stäerke mir d'Promotioun vun eise Kënschtler a kulturellen Acteuren, droen zur Diffusioun am In- an Ausland vun hirer Aarbecht bäi a suergen esou derfir, dass sech hir Karriären och weiderentwéckele kënnen. D'Plus-value vun dësem neien Établissement public besteet notamment doranner, dass mer eng Struktur hu fir déi verschidde kulturell Sparten, déi mer och hei zu Lëtzebuerg hunn. Eng kloer strukturéiert Gouvernance an der Ënnerstëtzung vun eiser Konschtzeen ass kruzial, fir dass de Kënschtler och den Iwwerbléck behale kann a sech och erëmfanne kann.

Kultur | lx huet jo och a senge Missiounen explizitt d'Kooperatioun mat eisem Lëtzebuerger diplomatesche Reseau stoen. Net manner wéi siwe lëtzebuergesch Ambassaden hunn eng Mission culturelle an et ass och hinnen zum Deel ze verdanken, wa mer Lëtzebuerger Kënschtler hunn, déi sech och kënnen op internationalem Niveau entfalen. Et hëlleft jonke Kënschtler och, Kontakter ze knëppen a sech eventuell doduerch un neie Projete kënnen ze bedeelegen.

Wat awer gradesou wichteg ass, vläicht nach méi wichteg souguer, ass, dass een de Kënschtler erlaabt, un internationalen Tournéeën deelzehuelen, eng Presenz op Foiren, internationalen Ausstellungen oder Festivallen ze hunn, wou si sech dann och kënnen un aneren auslännesche Kënschtler moossen, fir dass se sech och verbessere kënnen. Nëmmen am Kontakt mat aneren internationale Kënschtler kënne si sech e Reseau opbauen, dee wichteg fir hir Karriär an hir Konscht ass.

De Gesetzesprojet definéiert sechs verschidde Krittären, déi bei der Attributioun a bei der Hëllef an d'Spill kommen. Nieft der artistescher Qualitéit vum Projet kommen ënner anerem och d'Contributioun vum Projet fir d'Karriär vum Kënschtler an och d'Qualitéit vu sengem Encadrement zum Droen. Et gëtt deemno och de Fokus op de Kënschtler selwer geluecht an dat ass aus menger Siicht immens wichteg, well mir wëlle jo an enger laangfristeger Perspektiv manner Konscht importéieren an dofir och nach méi Konscht aus Lëtzebuerg genéisse kënnen.

An deem Sënn ass dëse Gesetzesprojet e grousse Schrëtt no vir an ech ginn dofir och ganz gären den Accord am Numm vun der LSAP-Fraktioun, net ouni awer der Rapportrice Djuna Bernard e grousse Merci ze soe fir hir Rapporten.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci och. Den nächste Riedner ass den Här Fred Keup fir d'ADR.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll emol fir d'éischt eppes soen, dat ass, dass ech et ganz, ganz flott fannen, dass mer hei en Numm gewielt hunn, deen op Lëtzebuergesch ass – Kultur | lx – an net op eng aner Sprooch. Dat fannen ech ganz wichteg. Dat sollte mer méi oft maachen. Dat ass flott!

(Interruption)

Interessant ass awer, wa mer den Numm kucken, dat ass da Kultur | lx, an da steet hannendrun „Arts Council". Do ass am Fong d'Fro – mee dat ass och eng Fro, wou et scho bicherweis Saachen driwwer gëtt: Wat ass den Ënnerscheed zwëschent Kultur a Konscht? Well wa mer op där enger Säit soe „Kultur | lx" an op där anerer Säit da soen „Arts Council", dann hu mer eng Kéier Kultur an eng Kéier Konscht. An ech mengen, dass et hei awer elo bei deem Projet éischter ëm d'Konscht a sech geet an net onbedéngt ëm d'Kultur am grousse Ganzen. Well dat betrëfft jo nach vill, vill méi wéi nëmme Konscht – d'Kultur, ne? Jo? Kultur ass, wat weess ech: d'Sprooch, d'Aart, wéi mer liewen, d'Aart, wéi mer iessen, Kleeserchersdag, alles dat ass Kultur, awer net onbedéngt Konscht. Voilà!

Wa mer dat Ganzt ukucken, et ass ganz vill Wichteges elo hei gesot gi vu menge Virriedner, vun der Madamm Modert ganz besonnesch, déi sech do ganz gutt auskennt, wat, mengen ech, och normal ass als Exministesch a wou mer ëmmer kënnen an der Kommissioun drop zielen, dass ganz akribesch gekuckt gëtt, ob och alles richteg ass, wéi et soll sinn. Ech wollt awer hei dovu profitéieren, fir och e puer Problemer vläicht opzezielen, déi mer an de leschte Woche matgedeelt krute vu Leit, déi um Terrain sinn, vu Leit aus der Konschtzeen. Dat sinn eng Partie Defiziter. Dat ass elo net komplett, dat soll och elo keen Ugréff hei sinn, dat ass einfach en Denkustouss, deen dat Ganzt soll sinn.

Zum Beispill soe si, de Kulturministère wéisst net, wat um Terrain richteg leeft, a misst méi Efforte maachen, zum Beispill fir richteg Talenter ze spotten an ze förderen. Dann: De Beruff vum Kënschtler huet sech grondleeënd geännert, hie verbréngt haut méi Zäit virum Computer wéi am Atelier, d'Vernetzung ass haut primordial an eclipséiert oft d'Qualitéit vun der kënschtlerescher Aarbecht. De Kulturministère schafft bestëmmt dodrun, mee dat ass e Problem, deen allgemeng haut bekannt ass.

Dann: D'Konschtmuséeën an Ausstellunge sinn ëmmer nach haaptsächlech eppes fir e Lëtzebuerger „Bildungsbürgertum" an et bréngt een et nach ëmmer net fäerdeg – dat ass och oft ugeschwat ginn, schonn an der Vergaangenheet –, wierklech de groussen Deel vun der Bevëlkerung iergendwéi matanzebréngen. D'Konscht zu Lëtzebuerg huet eppes Elitäres u sech.

An d'Galerien hunn et schwéier haut ze iwwerliewen, och soss Artisten, an dat läit natierlech un den héije Loyerskäschten. Dat ass e Problem, dee warscheinlech net esou liicht ka geléist ginn.

D'Hëllefe vum Ministère erreeche bis elo – bis elo, dat ännert sech jo lo vläicht – haaptsächlech d'Strukturen, éischter net d'Kënschtler, déi zum Deel awer och ofhängeg si vun dëse Strukturen.

Dann de Punkt vun de Biennallen, zum Beispill zu Venedeg. Do soe vill Kënschtler, dass dat eigentlech net vill bréngt, well géint déi international Konkurrenz si se machtlos a vum Verdéngscht hier hu se guer näischt dervun. Si bereede sech zwee, dräi Joer op esou eng Biennale vir, mee de finanzielle Gain entsprécht maximal zwou bis dräi Paien.

Verschidde Konschtstrukturen hale sech un dat, wat beim Ministère „gutt ukënnt" a vernoléissegen doweinst oft de kënschtlereschen Niveau oder eppes méi Kreatives.

D'Kommunikatioun tëscht de Konschtinstitutioune misst däitlech verbessert ginn. Eventuell geschitt dat och elo mat deem neie Gesetz. Oft liewen d'Muséeën an d'Galerien niefteneen amplaz mateneen. Ausstellungen a verschiddene Muséeë ginn oft dee selwechten Dag op. Et misst eng Aart Kalenner do sinn, eng Koordinatioun, wou ee matenee schwätzt a sech ofstëmmt.

An dann ass natierlech och eppes, wat oft gesot gëtt, dass Lëtzebuerg dach awer a puncto Konscht op der Europakaart nach ëmmer relativ kleng ass. Do gëtt et nach ëmmer ganz vill ze maachen. Dat ass dat, wat vun den Acteure selwer gesot gëtt, ech widderhuelen dat just hei. Den Nationbranding funktionéiert net, wat d'Konscht ugeet, kréie mer gesot, a Lëtzebuerg gëtt am Ausland nach net richteg als wierklecht Konschtland ugesinn.

Voilà! Dat do alles gesot, mengen ech, hoffe mir, dass dat heiten d'Situatioun verbessert. Mir ginn och da vun der ADR den Accord fir dëse Projet a mir wënschen alleguerten deene Leit vu Kultur | lx an den Artisten eng glécklech Hand an alles Guddes fir d'Zukunft. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis fir déi Lénk. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice vun dësem Projet. Jo, fir eis ass d'Aféierung vun dësem Projet, Arts Council oder Kultur | lx, déi jo och eng Recommandatioun vum Kulturentwécklungsplang ass, och absolutt ze begréissen.

Mir ënnerstëtzen dat natierlech och honnertprozenteg mat, well d'Zil ass jo duebel: D'Zil ass op där enger Säit jo, all déi sëllege Bourssen, Initiativen a Subventiounen ze strukturéieren, an op där anerer Säit, d'Promotioun vun der lëtzebuergescher Kreatioun am Ausland ze promouvéieren. A ganz kloer ënnerstëtze mir dat honnertprozenteg, virun allem, well dat jo och d'Aarbecht vu ville Kënschtler a Kënschtlerinne vereinfacht a si awer och gläichzäiteg ënnerstëtzt. A virun allem, wéi d'Madamm Modert et och scho gesot huet, gëtt et esou Agencen an anere Beräicher, wéi an dem Finanzberäich, an dann ass et den absolutte Minimum, dass et dat hei och gëtt.

Des Weidere begréisse mer natierlech, dass mat dësem Projet Kultur | lx aus der ASBL och elo en Établissement public gëtt. Dat schaaft an eisen Aen net just méi Kloerheet, mee och méi Transparenz, well als Établissement public ënnerläit Kultur | lx jo der Kontroll vun der Cour des comptes an doduerjer dann och der Chamber. A mat engem CA vun eelef Membere kritt Kultur | lx da viraussiichtlech och e relativ staarke CA, fir dass dann och net esou eppes wéi beim Filmfong ka passéieren. Also dofir ass et och scho relativ wichteg, dass de CA och relativ staark ass.

Den Établissement public ass virun allem och Ausdrock vum Wëllen, fir dann och dës wichteg Struktur op nohalteg Féiss ze stellen, mat enger klorer Organisatioun an engem entspriechende Budget. Dofir begréisse mir dës Kreatioun honnertprozenteg.

An nach eng Kéier merci der Rapportrice a merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Bekanntlech ass et net meng Kommissioun an ech wollt net einfach hors sujet iergendeppes verzielen. Deementspriechend huet de Sven mer gesot, dass et e gudde Projet ass, a mir kënnen den Accord ginn. An och merci dem Djuna Bernard fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Merci.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Majo, merci och dem Sven!

(Hilarité)

Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

An d'Wuert huet d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, merci, Här President, a mat Betounung op „Kultur"-ministesch an net „Konscht"-ministesch! Léif alleguerten, merci villmools fir Är Contributiounen an natierlech e ganz grousse Merci der Rapportrice, dem Djuna Bernard, fir nach eng Kéier hei d'Saach op de Punkt bruecht ze hunn.

Erlaabt mer awer nach e puer Considératiounen iwwert d'Wichtegkeet vun dësem neien Établissement public. D'ailleurs ass et deen éischten Établissement public zënter 2004, deen an der Kultur geschafe gëtt. Dee leschte war d'Rockhal. Et gëtt jo scho méi laang an der Kulturzeen, dat ass jo schonn ugeklongen, esou eng Institutioun gefrot.

Ech sinn och frou, dass d'Leit erëm esou lues zréck an de Sall kommen a sech erëm fir Kultur interesséieren. Dat ass schéin ze gesinn!

Une voix | Ech war déi ganzen Zäit hei!

(Interruption et brouhaha)

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | D'Haaptmissioun vu Kultur | lx ass et jo, d'Lëtzebuerger Konscht ze ënnerstëtzen, virun allem natierlech an der Perspektiv no baussen, mee och zum Deel heiheem. An duerfir war et eigentlech och de Wonsch, fir op deen Établissement public ze kommen. Dee Wonsch war scho méi laang an der Kulturzeen present. En huet sech nach eng Kéier konkretiséiert duerch d'Kulturassisen, déi gefouert gi waren ënnert mengem Virgänger, dem Guy Arendt, mat dem Kulturentwécklungsplang, deen och dorauser entstanen ass. An et ass jo esou, dass de Kulturentwécklungsplang an de Recommandatiounen 8 a 60 d'Kreatioun vun dësem Kultur | lx och preconiséiert.

Wéi si mer virgaangen? Mir hu wierklech probéiert …, well et ware jo eng Rei Inquietuden am Secteur, déi awer, mengen ech, mëttlerweil verschwonne sinn, wou d'Angscht eebe war, dass elo alles géif iwwer ee Kamp geschuer ginn. An dat wollte mer natierlech evitéieren, duerfir hu mer e Comité de pilotage agesat, wou mer wierklech mat den Acteuren um Terrain zesummegeschafft hunn an och natierlech mat Vertrieder aus net nëmmen eisem Ministère, mee och notamment dem Ausseministère an dem Wirtschaftsministère an och dem Finanzministère, wou et drëms gaangen ass, fir d'éischt emol ze identifizéieren, wéi eng Zorte vu Projete mer am Moment op internationalem Plang hunn an dann natierlech awer och ze kucken: Wéi kann ee verschidde Projeten nach weiderentwéckelen? Wat sinn déi eenzel Demarchen, déi mer am Moment hunn? A wéi kann een dat alles nach besser koordonéieren an eeben och e Katalog vun deenen eenzelnen Ënnerstëtzungen a Förderméiossnamen ausschaffen?

An deene leschte Joren ass jo dunn eng ASBL de préfiguration geschafe ginn, do ass zwee Joer intensiv vun den Ekippen dru geschafft ginn. Merci villmools och all de Vertrieder a Vertriederinnen aus dem Verwaltungsrot an natierlech den zwou Direkteschen, déi dat Ganzt och mat ganz vill Engagement säit dem Ufank leeden.

Et sinn do awer och weider Perspektiven nach ze entwéckelen. Vun Ufank u wollte mer eis net op eng Spart aus dem Kulturberäich limitéieren, mee kucken, dass mer wierklech eng multidisziplinär Approche hunn, soudass och d'Méiglechkeet do ass, fir eeben déi eenzel Secteuren – Literatur, Editioun, Musek, Arts visuels, Architektur, Design, Arts de la scène an Arts multimédias – duerch dës Institutioun ze ënnerstëtzen.

A wat ganz, ganz wichteg ass, dat ass, dass bei den Decisiounen oft op Comités de sélection och zréckgegraff gëtt, fir eebe grad ze evitéieren, dass gemengt gëtt, et wieren elo eenzel Persounen, déi géifen Decisiounen huelen, et misst een deem engen oder deem anere mat Projete gefalen. Mee wichteg ass, dass eeben ëmmer erëm Intervenantë vu bausse komme fir ze kucken, wéi eng Projeten dann elo selektionéiert ginn. An dann ass et och wichteg ze ënnersträichen, dass déi Ënnerstëtzunge vu Kultur | lx un d'Artiste ginn, déi ginn net un d'Institutiounen …, oder gréisstendeels wierklech un d'Artisten.

Nieft de Reprisë konnt Kultur | lx zënter senger Grënnung, an dat wierklech a ganz kuerzer Zäit – an do gesäit een och erëm d'Effikassitéit vun der Aarbecht vun all deene Leit, déi matschaffen –, nei Dispositifs vun Aiden ubidden, zousätzlech Partenariater an och nei Aktiounen, souwuel um internationalen Terrain wéi och zu Lëtzebuerg, ausschaffen.

Ech nennen e puer Beispiller: d'Förderung vun de Karriärsentwécklungen, wat jo dann och **–** Madamm Modert, Dir hat d'Fro gestallt – net just déi reng international Kompetenzen ubelaangt, mee eeben och national ze kucken ass, d'Publikatiounen iwwert d'Wierk vun engem Kënschtler, eppes wat extreem wichteg ass. Et gëtt ganz vill Ënnerstëtzung fir Wierker oder fir Ausstellungen, mee et ass och wichteg, dass een herno dat kann dokumentéieren, et och weider ka weisen, eebe potenziell interesséierten Institutioune ka weise fir ze weisen, wat ee scho gemaach huet. An dann natierlech dat, wat e bëssen an der Vitrinn steet: déi international kulturell Evenementer, d'Organisatioun vu Showcasen a Fokusmomenter och hei zu Lëtzebuerg.

D'Lëtzebuerger Kënschtler a Kreatioune sinn international gutt vertrueden. Och dat ass ugeklongen. Schonn am Laf vun deene leschte Joren huet dat sech wierklech ganz gutt entwéckelt, mat der Frankfurter Buchmesse, dem Festival d'Avignon, der Biennale vu Venedeg, dem Eurosonic Festival an Holland, fir nëmmen e puer vun deene Beispiller ze nennen.

Elo ass virdru gesot ginn: „Déi Biennallen, déi bréngen de Kënschtler näischt." Ech sinn do e bëssen iwwerrascht driwwer. Jo, et ass wierklech e ganz héijen Investissement, mee et kritt een eng extreem gutt Visibilitéit, zemools wann, a wéi dat an deene leschte Joren dacks de Fall war, eis Artisten erkannt ginn, hiert Potenzial erkannt gëtt, wann och an der internationaler Press dat ervirgehuewe gëtt, wouduerch och deen een oder aneren awer schonn a senger Karriär wierklech weiderkomm ass a Lëtzebuerg och schonn deen een oder anere Präis krut – net Lëtzebuerg, mee den Artist, an indirekt doduerch och Lëtzebuerg –, soudass dat awer genau dowéinst jo ass, firwat mer et maachen.

Wann een natierlech op där anerer Säit da seet, mir wieren nach ëmmer ze kleng op der internationaler Kaart, dann ass dat a mengen Aen e Widdersproch, well et geet jo drëm, dass et nëmmen iwwer esou Presenzen op internationalen Eventer an d'Förderung och op internationalem Niveau vu verschiddene Kënschtler ass, wéi mer natierlech och do weiderkommen.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Mir haten och iwwer Kultur | lx … Wat eng ganz wichteg Aarbecht ass, dat ass, dass och international Experten op Lëtzebuerg kommen, dass se sech ausernanersetze mat de Lëtzebuerger Kënschtler an déi och esou kenne léieren. Déi Netzwierker, déi dauerhaft Bezéiunge mat de Fachleit aus der ganzer Welt, dat ass extreem, extreem wichteg! An esou waren an deene leschten zwee Joer scho méi wéi 130 international Experten zu Lëtzebuerg op Invitatioun vu Kultur | lx, fir un deene sektorielle Fokussen deelzehuelen an eeben esou den Knowhow hei vu Lëtzebuerg ze entdecken an en och mat bei sech ze huelen an och do ze weisen.

Dann, et ass ugeklongen, wat stellt dee Council duer, dee Rot? Et geet och eeben ëm d'Karriärsbegleedung, eng ganz wichteg Aarbecht vun deem neien Établissement public, d'Begleedung vu Kënschtler, vun Associatiounen, vu Federatiounen an Institutiounen an d'Entwécklung vun der Karriär vun de Kënschtler. D'Kënschtler stinn un alleréischter Plaz! An et geet awer och drëm, de Mikrokosmos ronderëm si hei ze stäerken. An dat maache mer jo och bei aneren Texter, notamment engem aneren, deen och haut nach um Ordre du jour ass. Dat heescht, dass och Manager, Kultur, Press, Reseauen an esou weider hei matagebonne ginn an och mat ënnerstëtzt ginn.

Vläicht nach ee Wuert zum Lieu. Jo, d'BnL, also déi al Nationalbibliothéik, wier sécherlech e ganz flotte Lieu gewiescht. Mir sinn awer dunn zur Konklusioun komm, dass mer och nach aner Besoinen hätte ganz no, déi mer och missten erfëllen. An dee Projet, dee mer amgaange sinn auszeschaffen, de François Bausch huet et virdrun an der Froestonn scho gesot, dee gëtt ganz flott an och ganz attraktiv.

A mir hunn och en anere Lieu, dee Symbolcharakter huet. Dat ass d'Villa Louvigny, wou mer och ganz intensiv amgaange sinn um Projet ze schaffen, wou Kultur | lx eng Plaz kritt. Dat gëtt en oppene Lieu, dat gëtt net e Bürosgebai. Do komme Proufsäll eran, do komme Méiglechkeete fir d'Federatiounen, fir ënnerdaach ze kommen, do komme Méiglechkeeten, fir

Concerten an deem historesch wichtege Sall ze spillen, soudass mer do wierklech och nach e ganz, ganz flott Gebai mat enger ganz lieweger Dynamik ronderëm wäerte kreéieren.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Bis geschwënn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci och der Madamm Ministesch.

Mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet 7866 iwwergoen. Ech ginn dervun aus, dass jiddweree vun Iech ageloggt ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7866 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

Une voix | Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo?

(Interruption)

Dat ass kee Problem, da maache mir dat.

An de Vott ass elo ofgeschloss ...? A, voilà, elo kann ech de Vott ofschléissen: De Vott ass ofgeschloss.

Mir hunn 59 Participatiounen, 59-mol Jo. An ech ginn dann dervun aus, dass déi 60. Deputéiert och fonnt ginn ass an dass mer da bei 60 landen – also Eestëmmegkeet fir dëse Projet.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7866 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Gilles Roth), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

12. 7920 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

Mir géifen dann zum nächste Punkt iwwergoen, dat ass de Projet de loi 7920, deen zur Verbesserung vun den Aarbechtsbedingunge vun de Kënschtler bäidroe soll. An d'Rapportrice ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. D'Konscht- a Kulturschafend an eisem Land sinn déi Mënschen, déi derfir suergen, dass eis Muséeën, Theateren, Bünen a Kulturhaiser mat Liewe gefëllt sinn. Hir Wierker an hiert Schafe bréngen eis zur Reflexioun, zur Diskussioun, zum Laachen oder zum Kräischen. Si thematiséieren Tabuen, kritiséiere Mëssstänn, forme Schéinheet an Ästheetik an droen derzou bäi, dass eis Gesellschaft méi faarweg, méi lieweg, méi räich ass.

Vill vun eis consommëiere Konscht op déi eng oder aner Aart a Weis, mee déi, déi Konscht produzéieren an erméiglechen, schafen a schaffen an engem ganz spezifesche Kontext. Si hunn aner Aarbechtskonditiounen a Besoine wéi e klassesche Salarié oder Independant.

2018 gouf eng Reflexioun a Reform iwwert dat bestoend Gesetz vun 2014, dat de Statut an d'finanziell Aidë vun den Intermittenten an Artiste reegelt, an de Koalitiounsaccord geschriwwen.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Dëse Wonsch ass och am Kulturentwécklungsplang a senger Recommandatioun Nummer 23 ze fannen.

2019 gouf eng Consultation publique mam Kultursecteur gestart mam Zil, d'Realitéiten an d'Besoine vun den Acteuren um Terrain besser erfaassen ze kënnen. Dës Observatiounen an Temoignagë goufen am Kader vun de Kulturassisen am Oktober 2020 och opgeschafft an diskutéiert.

D'Covid-19-Pandemie huet natierlech, wéi a villen aneren Domäner och, wéi eng Lupp d'Situatioun vun de Konscht- a Kulturschafende verschäerft an däitlech gemaach, wéi wichteg de Kultursecteur an eiser Gesellschaft ass a wéi grouss de Besoin vu staatlechen Aidë fir de Secteur ass.

An deem Joer duerno goufe méiglech Verbesserungen am Gesetz doropshin och mat der ULASC, der Union luxembourgeoise des associations du secteur culturel, diskutéiert. Insgesamt ass dëse Projet de loi d'Resultat vun engem breeden Dialog an e weidere Schrëtt an der Professionaliséierung vun eisem Kultursecteur.

Wat genee ännert sech elo mat dësem Gesetz? Ma mir schwätzen haut mam Vott vun dësem Gesetz vu „mesures de soutien" an net méi vu „mesures sociales" fir Artisten an Intermittenten. D'Referenzperiod fir nei eligibel Artisten ass vun dräi op zwee Joer erofgesat ginn. An d'Artisten an d'Konschtschafend mat engem Universitéitsofschloss mussen elo just nach eng Referenzperiod vun engem Joer virweisen a sinn och vun der Revenuskonditioun dispenséiert.

D'Affiliatioun un d'Sécurité sociale wärend mindestens sechs Méint bleift, et wäert awer mat dësem Gesetz eng Bourse de relève en place gesat ginn, fir de Start an d'artistescht Schafen no engem Studium ze vereinfachen.

De Montant vun den Aidë pro Mount gouf eropgesat, soudass en un de qualifizéierte Mindestloun ugepasst gëtt, mat engem järleche Plaffongsbetrag vu 6-mol dem Mindestloun respektiv 6,5-mol dem Mindestloun fir Artisten an Artistinnen iwwer 55 Joer.

Ausserdeem gouf d'Period, fir déi d'Aiden ugefrot kënne ginn, vu 24 Méint op 36 Méint eropgesat a bei Artisten, déi scho vun den Hëllefe beneficiéieren an iwwer 50 Joer al sinn, gouf d'Period souguer vu 24 Méint op 60 Méint erhéicht, och dëst, fir laang etabléiert artistesch Karriären ze valoriséieren.

Aus Intermittentsperspektiv sinn d'Modifikatioune virun allem, dass verschidde Karriären, wéi beispillsweis déi vum Booker, an Zukunft en compte geholl ginn. Och de Carnet de travail gouf vereinfacht a gouf beispillsweis esou ugepasst, dass och Formatiounsdeeg oder Ateliers pédagogiques kënne gezielt ginn. An dëse wäert och an Zukunft digital zur Verfügung stoen.

Intermittenten, déi iwwer 50 Joer al sinn, mussen an Zukunft eng Mindestaktivitéitsdauer vu 60 amplaz vun 80 Deeg hunn. An och goufen d'Incompatibilitéite fir d'Intermittenten nei iwwerschafft, fir eng besser Applikatioun vum Gesetz sécherzestellen a fir méi Kloerheet ze hunn, wéi eng Konditiounen d'Intermittenten erfëlle mussen.

De Staatsrot huet eng Rei Insécurité-juridiquë festgestallt a sech notamment un de Begréffer vum „engagement notoire" a vum „événement imprévisible" gestouss. Och ronderëm d'Fro vun der Égalité de traitement bezüglech den ënnerschiddleche Konditioune fir Artisten iwwer 50 respektiv 55 Joer hat de Staatsrot seng Reserven, déi mer awer an der Kommissioun konnten aus der Welt schafen.

D'Chambre de Commerce, d'A:LL (ndlr: A:LL Schrëftsteller*innen, pour „Association: Luxembourg Littérature – écrivain.e.s") an d'ULASC hunn eis Avisen erageschéckt. Si hunn hiren Accord zum Projet zum Ausdrock bruecht a jee no hirer jeeweileger Zoustännegkeet och nach eng ganz Rei weiderféierend Gedanke geäussert, déi fir zukünfteg Debatte ganz bestëmmt nach wäerten interessant sinn.

Här President, dëst Gesetz gouf de 26. November 2021 deposéiert a mir hunn an deem vergaangene Joer an der Kulturkommissioun ganz intensiv drop geschafft. De schrëftleche Rapport vun dësem Gesetz gouf wéi bei deem viregte Gesetz den 1. Dezember 2022 ugeholl.

Ech wëll op dëser Plaz dem Sekretariat vun eiser Kommissioun, der Madamm Closener an dem Här Louis, e ganz häerzleche Merci soen – stellvertriedend bei dësem Gesetz fir alleguerten déi aner, déi mer haut de Mëtteg stëmmen – fir hir enorm gutt a gewëssenhaft Aarbecht. An ech wëll dëse Merci awer och gäre weiderginn un d'Ekipp aus dem Kulturministère fir hir ganz gutt a kloer Erklärungen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun. Erlaabt mer awer zum Schluss unzemierken, dass dëst e gutt Gesetz fir eise Kultursecteur ass, e Gesetz, dat op ville Plazen erwaart a gefuerdert gouf a wou ech deemno houfreg sinn, dass mer et haut stëmmen an esou eng weider grouss Fuerderung aus dem Kulturentwécklungsplang kann ëmgesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Bernard.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Modert. Madamm Modert, et ass un Iech.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Mir knäppen hei eigentlech direkt un eis Diskussioun

vu virdrun, vun elo grad un. Et sinn tatsächlech zwou Facettë vun enger Medail, déi mer haut e bësse matenee behandelen.

Dir Dammen an Dir Hären, Kultur ass e globaalt ëffentlecht Gutt. A mir kënnen natierlech alleguer eppes bäidroen zu der kultureller Villfalt, mee ouni Künstler a Kulturschaffender gëtt et awer keen dynamesche kulturellen Ökosystem.

Mir hunn zu Lëtzebuerg, mir hunn dat virdru schonn alleguerte festgestallt, eng grouss, eng ganz gutt an eng lieweg Kulturzeen, déi aneren Natiounen an näischt nosteet, och wann dës Entwécklung hei am Land vill méi rezent ass. An ech mengen, datt dat besonnesch zanter deem neie Joerhonnert a Joerdausend ass an datt déi zwee Kulturjoren 1995 an 2007 do e wichtege Katalysator waren. Elo hu mer jo nees e Kulturjoer amgaangen an do denken ech, datt mer och erëm weideren Opdriff kréien, well ouni Künstler an ouni Kultur ass eng Gesellschaft onkomplett.

Hinnen hir Situatioun ass awer leider dacks prekär an de Kultursecteur ass fragill, an duerfir ass dat wichteg. An d'CSV setzt sech a fir d'Ënnerstëtzung vun den Artisten an der Kultur, ech kann dat nëmme widderhuelen, an duerfir sinn déi Gesetzer hei och ganz wichteg.

Dat zweet Gesetz vun haut, ech hunn et scho gesot, geet eigentlech riicht viru vun deem vu virdrun. Et ass e Stéck vun der selwechter Medail. Och hei geet et drëm, datt d'Artisten an d'Kulturschaffend vun hirem Beruff liewe kënnen, op professioneller Basis, als onofhängeg Künstler respektiv Intermittents du spectacle, ouni dofir gezwongenerweis en anere Beruff oder eng aner Aarbecht ausüben ze mussen, fir kënnen ze iwwerliewen.

D'Objektiv vun den zwee Gesetzer ass am Fong geholl dann d'selwecht, awer de Champ d'application vu Kultur | lx ass natierlech ënnerschiddlech. Bei deem éischte Gesetz vu Kultur | lx stoung d'Förderung am Mëttelpunkt, fir den Artist ze vernetzen an duerch Vermëttlung senger Karriär virunzehëllefen. An hei geet et elo ëm déi direkt materiell Ënnerstëtzung vun den Artisten, fir hinnen an akommesschwierege Momenter virunzehëllefen.

De Prinzipp vun dësem Gesetz ass net nei, kritt awer elo vill weiderféierend Verbesserungen. De Statut vum Artiste professionnel an dem Intermittent du spectacle – an ech erlabe mer, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei Gesetz och weiderhin als Statut ze bezeechnen – ass ënnert der CSV-Kulturministesch Erna Hennicot agefouert ginn. Et sinn en Deel Ännerungen am Laf vun der Zäit zu deem Regimm entstanen. 2014 ass et als neit Gesetz a Kraaft getrueden, dat awer en Deel Réckschléi bruecht huet, an et ass duerno och nach punktuell geännert ginn.

Haut kommen dann eng Rei ganz fundamental Modifikatiounen, déi d'CSV begréisst. En Deel dovunner – an dat huet d'Rapportrice Djuna Bernard och ganz gutt beschriwwe gehat, merci hir nach eng Kéier, schonn erëm, fir dee ganz gudde Rapport, mëndlech ass dat ëmmer ganz flott, wéi si dat seet hei a wat se eis och weider bäibréngt do derzou –, also en Deel vun deem Gesetz kënnt aus Consultatioune mam Secteur eraus, déi ganz intensiv vum Ministère an der Covidzäit gefouert gi sinn, soudatt och praktesch Iwwerleeungen agefloss sinn, wéi den elektronesche Carnet an aneres. Ech mengen, datt et och administrativ weider praktikabel muss sinn. Ech mengen, dat ass jo ëmmer en allgemenge Wonsch, dat ass och ëmmer e Wonsch, dee vum Secteur a vun all Beneficiaire vun Hëllefe vum Staat ëmmer méi geäussert gëtt. Op där anerer Säit sinn natierlech och Saachen, déi awer och musse gefrot ginn an déi natierlech och mussen erfëllt ginn. Trotzdeem ass et wichteg, datt dat ëmmer op eng praktikabel Aart a Weis gemaach gëtt.

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'Post-Covid-Zäit net einfach ass fir de Kultursecteur. D'Zesummenaarbecht wärend dem Covid war awer ganz gutt zwëschent dem Ministère an de Künstler an de Kulturschaffenden a vill Kontakter sinn iwwert déi Zäit entstanen an hunn och ënner anerem zu dësem Gesetz an de Verbesserunge gefouert.

Ech sinn och frou, datt een Deel vu menge Virschléi an Umierkungen, déi ech iterativ gemaach hunn, och op dëser Tribün, hiren Néierschlag am Gesetz fonnt hunn. Ech erlabe mer hei zum Beispill ze ernimmen, datt grad de Jonke méi fréi entgéintzekommen an hinnen den Einstig ze erliichtere wichteg ass. Dat hat ech och 2014 an enger Motioun, déi ech hei deposéiert hat, gefrot, fir hinnen no sechs an net no zwielef Méint den Zougang zu den Aiden ze erméiglechen, oder fir d'Stagezäit insgesamt erofzesetzen oder d'Mobilitéit ze förderen an d'Residenzzäit erofzesetzen, e Cumul mam Regimm vum Droit d'établissement ze erlaben, eng Zort Noutfallfong ze schafe fir Situatioune wéi de Covid.

Ech begréissen, datt déi Iwwerleeungen Entrée fonnt hunn an dat neit Gesetz, zum Deel an anerer Form, wéi vu mir virgeschloen, mee d'Objektiv ass dat selwecht an d'Zil ass erreecht. An dat ass jo dat, wat zielt a wat wichteg ass.

Ech ginn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net an op Formuléierungen a Legistik vun dësem Gesetzesprojet. Et waren hei, wéi beim Gesetz vu virdrun, en Deel formell Oppositioune vum Staatsrot komm. Et ass dofir och gutt, datt e Glossär ausgeschafft gëtt, fir d'Gesetz méi einfach ze liesen an ze verstoen. Och dat ass ëmmer erëm eng Erausfuerderung. Et ass och gutt, datt den Titel vum Gesetz in fine ugepasst ginn ass. Ech war net frou mat deem Titel, deen d'Gesetz 2014 kritt hat. Mat där minimaler Änderung, déi komm ass, ass et awer elo besser.

E Wuert zu der Moossnam vun der Valoriséierung vun de Carrières établies, wat jo eng nei Moossnam ass, oder eng weider ..., jo dach, eng nei Moossnam. Vläicht awer och en neie Bedarf, an dat mag ee vläicht erstaunen. Et ass richteg, datt dëst viru Joren eigentlech manner, wann iwwerhaapt, néideg war. Et ass et haut awer, mengen ech, méi. Dat ass vläicht schued, awer et ass trotzdeem d'Realitéit, an dofir ass et ganz gutt, datt am Gesetz esou eng Moossnam virgesi ginn ass. Ech mengen, dat ass wichteg, datt och d'Leit mat der Zäit, wa se vläicht virdrun Erfolleger haten – et ass net ëmmer einfach, dat e ganzt Liewe laang virunzeféieren –, duerno awer net solle fale gelooss ginn déi lescht puer Joren, éier se dann an en, jee, manner aktive Statut, jiddefalls am Beräich vun der Sécurité sociale, eraginn.

Natierlech ass et ëmmer besser, guer net brauchen op d'Bäihëllefe vum Statut zréckzegräifen. Dat ass natierlech kloer. Mee wann d'Zäiten awer sinn, wéi se heiansdo sinn, dann ass et wichteg, datt dee Filet do ass, datt dat Netz do ass, datt se do kënnen drafalen a wärend enger Zäitchen dovunner opgefaange ginn an datt se net net wëssen, wouhinner a wat maachen, an et dofir missten opginn, Kultur a Konscht ze schafen an domadder kënnen hiert Talent weiderzeféieren.

Mir wëssen natierlech och, datt e ganze Kosmos néideg ass ronderëm dat Ganzt, wéi Galerien an Editiounen, an dat sinn alles wichteg Stécker an der ganzer Kulturketten, déi derbäi sinn. Mir hu bei deem Gesetz virdrun do dervunner geschwat. Natierlech sinn dat wichteg Elementer.

An awer huet dat Gesetz hei scho laang ëmmer erëm seng Néidegkeet bewise gehat. A Madamm Minister, et sinn dëst zwee ganz weesentlech Gesetzer fir de Secteur, déi ech begréissen an ënnerstëtzen an zu deenen ech der CSV hiren Accord ginn. Iech, Madamm Minister, an Äre Mataarbechter e ganz grousst Kompliment fir déi Gesetzer, déi haut kommen! Et kënnt nach eent respektiv nach en anert, dat manner fir de Secteur ass. Dat bréngt de Kultursecteur an d'Artisten e gutt Stéck virun an et ass eng wichteg Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Et ass wichteg fir de Secteur. Mat den Erausfuerderungen, déi, wéi gesot, och an der Lescht nach derbäikomm sinn, ass dat ganz néideg.

Ech wëll dofir Iech e Kompliment ausdrécken an ech wëll och e Luef un den zoustännege Service am Kulturministère ginn, deen d'Bäihëllefe geréiert. En huet ëmmer den Artisten an Intermittentë vill virugehollef. A mat den neien an zousätzleche Moossname gëtt en hei natierlech och nach weiderhi gefuerdert, fir déi nei Moossnamen ze vulgariséieren, bekannt ze maachen an zouzeschwätzen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | Très bien!

Mme Octavie Modert (CSV) | D'Hëllefe ginn natierlech iwwert de materielle Wäert, dee se hunn, eraus. A mir hu vun dem administrative Punkt geschwat, dat ass jo ëmmer bei esou Saachen derbäi. An ech weess, datt si dat awer ëmmer op eng ganz, ganz mënschlech Aart a Weis gemaach hunn.

Déi nei Moossnamen, déi hei elo entstinn, wäerten dëse Secteur gutt ënnerstëtzen a wäerten en och weiderbréngen. Mir wëssen, datt déi Zuele vun den Artisten an och vun den Intermittenten, déi heivunner beneficiéieren, net esou wansinneg héich sinn am Verglach zum Rescht vun der Bevëlkerung an dofir och net fir de Staatsbeidel elo dee gréisste Problem géife bedeiten. Et hëlleft awer den Artisten an hirer Karriär virun. An ech wëll ënnersträichen, datt et zwee ganz wichteg Gesetzer sinn, déi haut hei gestëmmt ginn.

Et kann een natierlech eng Klammer opmaachen a soen, d'Artiste mussen och wëssen, wéini se aus dem Statut erauswëllen. Mee dat ass hir Entscheedung. Dat ass eng aner Saach. An hei ass d'Gesetz do, fir hinne virunzehëllefen dee Moment, wou si et brauchen.

Nom Covid kënnt d'Normalitéit vu virdrun och net méi zréck. Et soll awer net nëmme Konsumkultur als Resultat vun där Zäit bleiwen. Ech widderhuelen, et muss een d'Kultur an der Post-Covid-Zäit nees spieren a gesinn. Ech wëll och, datt dat mënschlecht Grondbedürfnis, fir sech auszedrécken, fir kreativ ze sinn, fir duerch Konfrontatioun vun Iddie weiderzekommen, fir Valeuren ze vermëttelen, de sozialen Zesummenhalt, also alles, wat Kultur ausmécht, eiser Gesellschaft net verluer geet. Dofir muss de Stellewäert vum Künstler an der Gesellschaft verstäerkt an unerkannt ginn.

An dofir ass dat Gesetz hei wichteg a richteg a gutt. An dofir ass et wichteg, an dat ass och der CSV wichteg, datt de Künstler hir sozial Ofsécherung verbessert gëtt. Fräischaffend an haaptberufflech Artisten an Intermittenten hunn et net ëmmer einfach an dat ass an deem klenge Land nach éischter de Fall. Dofir ass haut e gudden Dag fir si.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Octavie Modert. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Et ass eigentlech schonn esou vill Guddes a Pertinentes gesot ginn, soudatt ech et relativ kuerz maachen. Ech

wéilt awer meng Ried net ufänken, ouni nach eng Kéier drun ze erënneren, datt de Mënsch an d'Kultur ontrennbar matenee verbonne sinn. Déi eelst bekannt Molerei iwwregens ass iwwer 45.000 Joer al, dat eelst Museksinstrument anscheinend iwwer 35.000. Konscht an all hire Facetten huet dem Mënsch schonn ëmmer erlaabt, fir seng Ëmwelt an och seng déif Gefiller ze verschaffen. Konscht a Kënschtler kënne Kritik üben an och Debatten ustoussen a si leeschten domadder e wichtege Bäitrag fir eis Gesellschaft, jo, fir eis Demokratie.

Mee esou bedeitend wéi Konscht a Kultur fir eis Gesellschaft och sinn, d'Kënschtlerliewen ass net ëmmer einfach. D'Liewen ass bekanntlech, wéi mer ëmmer esou léif soen, kee Kichelchen, an am Kënschtlerliewe fléien engem bekanntlech net all Dag gebroden Dauwen an de Mond. Et entsprécht, wann een d'Kënschtlerliewe kuckt, net ëmmer dem klassesche Scheema vun engem traditionelle Vollzäitjob. D'Revenue si ganz dacks Schwankungen ausgesat. Et gëtt Perioden, Zäitintervallen, wou ee sech mat senge Wierker liicht iwwer Waasser hale kann oder wou een als Intermittent fir e puer Méint engagéiert gëtt. Mee wann eppes ännert, da kann de Wand sech ganz séier nees dréien an et steet een da virun enger Drécheperiod.

Eng Drécheperiod, déi kann antrieden an dann och, le cas échéant, mol méi laang daueren. Dat mécht de Kënschtler a besonnesch och den Intermittent du spectacle ufälleg fir finanziell Schwieregkeeten, fir materiell Contrainten. Dat hunn, an dat ass och d'éinescht gesot ginn, net zulescht d'Jore vun der Pandemie eis gewisen. Se hunn eis gewisen, wéi verletzlech letztlech d'Konschtzeen am Allgemengen an d'Kënschtler am Spezielle sinn. D'Regierung huet deemools déi néideg Hëllefe bereetgestallt, fir déi betraffe Leit iwwer Waasser ze halen. Trotzdeem ass eis all, mengen ech, bewosst ginn, datt mir de Kulturberäich méi widderstandsfäeg mussen opstellen.

An de leschte Joren ass scho villes geschitt, fir d'Situatioun vun den Artisten an den Intermittents du spectacle etappeweis ze verbesseren, vun 2014 un. An ech wëll och hei d'Aarbecht vum fréiere Staatssekretär Guy Arendt würdegen.

Meng Fraktioun begréisst dann awer och hei den Asaz an den Engagement vun der Ministesch Sam Tanson, déi mat dësem Gesetzesprojet d'Aarbechtskonditiounen am Kulturberäich nach eng Kéier op de Leescht geholl huet, fir se ze verbesseren. Besonnesch begréisst meng Fraktioun, datt den Zougang zu de finanziellen Hëllefe vereinfacht, den Alter vun de betraffene Persoune besser consideréiert, besser berücksichtegt gëtt an de Statut vum onofhängegen Artist verbessert ka ginn.

D'Situatioun vun den Independanten, vun de selbstänneg schaffende Leit, war besonnesch während der Pandemie ganz fragill. An dofir iwwerrascht et och vläicht net, firwat meng Fraktiounskolleegin Carole Hartmann motivéiert war, fir och eng Interpellatioun allgemeng zum Statut vun den Independanten unzefroen. Dëse Sujet wäert och verdéngterweis nach eng Kéier an de Mëttelpunkt vun der politescher Debatt hei am Plenum vun der Chamber réckelen.

Ech ginn net weider op d'Detailer vun dësem Gesetzesprojet an, well d'Madamm Bernard an hiren exzellente Rapporten dat schonn op eng pertinent Manéier gemaach huet an all wichteg Punkten hei opgegraff an erkläert huet. Duerfir nach eng Kéier e grousse Merci un all Bedeelegt a besonnesch dann eeben och un d'Rapportrice Djuna Bernard.

Mir bleift op dëser Plaz nach just, den Accord vu menger Fraktioun ze ginn. Mat dëser Reform leeschte mer dem Kultursecteur an all de Leit, déi doranner wierken, e wichtegen Déngscht. Mir wäertschätze si, andeems mer se och a grad finanziell besser begleeden an encadréieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Bauler. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn. Madamm Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kënschtler steet am Zentrum vun eiser Kulturzeen, well ouni Kënschtler kann et keng Kultur ginn. Well kënschtleresch Aarbecht net eleng eng reng ekonomesch Valeur huet, esou wéi mer et virdrun am Projet iwwer Kultur | lx schonns erläutert hunn, mee och eng Valeur fir eis Gesellschaft, doe mer och eiser Gesellschaft insgesamt eppes Guddes, wa mer eis Kënschtler ënnerstëtzen. Mat hirer Aarbecht droen eis Kënschtler nämlech entscheedend zum sozialen Austausch an zur sozialer Kohäsioun vum Land bäi. Spéitstens wärend dem Confinement, wéi d'kulturellt Liewen am Stëllstand war, huet jidderee virun Ae gefouert kritt, wéi wichteg d'Kultur fir eng emanzipéiert Gesellschaft ass.

Aus dëser Reflexioun eraus sinn ech frou, dass am Gesetzesprojet iwwert d'Mesurë fir d'Kënschtler an d'Intermittenten aus de „mesures sociales" dann elo „mesures de soutien" gi sinn. De Kënschtler gëtt manner an d'Positioun vun engem sougenannte Bittsteller gesat, an dat ass a mengen Aen e wichtege Progrès vun dësem Gesetzesprojet.

Op där enger Säit gëtt et fir de professionellen Artist eng ganz Partie Verbesserungen. Mir stëmmen eng Hausse vun den Hëllefen, déi en Artist pro Mount kréie kann. Mir verkierzen awer och d'Mindestdauer vun der Affiliatioun als Travailleur indépendant vun dräi op zwee Joer, déi den Artist ouni Universitéitsdiplom muss virweise kënnen. An d'Durée, wärend där den Artist Hëllefe kréie kann, gëtt vun der drëtter Admissioun u vu 24 op 36 Méint eropgesat. Domadder schafe mer méi Previsibilitéit fir den Artist. D'Konditiounen, fir an de Regimm eranzekommen, ginn awer och fir d'Artiste mat Universitéitsdiplom manner restriktiv. Derbäi kënnt dann hei d'Bourse de relève fir d'Artisten, déi vun der Uni kommen.

Op där anerer Säit ass dann och den Intermittent net vergiess ginn. Den Intermittent kann elo och Formatiounsdeeg a pedagogesch Ateliere fir de Carnet de travail geltend maachen. An dëse Carnet sengersäits gëtt dann digitaliséiert, wat eng administrativ Vereinfachung mat sech bréngt an och eng Doleance vum Secteur gewiescht ass.

Souwuel fir de professionellen Artist wéi fir den Intermittent ginn d'Perioden, wärend deenen d'Hëllef an Usproch geholl gëtt, ausser Kraaft gesat am Fall vu beispillsweis engem Congé parental. Dëst ass eng néideg Flexibilitéit, wat jo och ganz gutt an eis haiteg Zäit passt.

De professionellen Artist an den Intermittent gi mat dësem Gesetzestext revaloriséiert. Et besteet awer keen Zweifel, dass d'Aarbecht, déi vun hinne geleescht gëtt, fir dass de kënschtleresche Projet Realitéit ka ginn, wäit iwwert dat erausgeet, wat dës Hëllefen ubidde kënnen. Do gëtt als Kulturschafende méi wéi eng Nuetsschicht gemaach, bis e Projet esou ass, wéi sech de Kulturschafenden dat virgestallt huet. Et ass nun emol kee Beruff wéi en aneren, mee et ass virun allem och eng Passioun.

Et besteet och keen Zweifel, dass déi héich Wunnengspräisser hei zu Lëtzebuerg eng existenziell Erausfuerderung och fir Kulturschafender duerstellen, well si nëmme seelen eng finanziell Previsibilitéit kënnen hunn. Mir mussen dës Problematik am Bléck behalen, well mir däerfen net zouloossen, dass mer Kënschtler aus eiser Konschtzeen verléieren, well se sech zu Lëtzebuerg kee Logement kënne leeschten. Lëtzebuerg muss als Standuert fir Kulturschafender attraktiv bleiwen. Dofir däerfen d'Liewenskäschten net iwwerméisseg deier gi par rapport zu den Opportunitéiten, déi Lëtzebuerg also de Kulturschafende bitt an der Entwécklung vun hirer Karriär.

Nieft de professionelle Kulturschafende lieft eis Kulturzeen zu Lëtzebuerg awer och vum Benevolat, deen eng immens wäertvoll Aarbecht leescht an deen och net däerf vergiess ginn. D'Aarbecht vum Benevolat léisst sech u sech net monetär chiffréieren, an dat ass och net onbedéngt vun de Benevollen esou gewënscht. Sécher ass awer, dass ouni de Benevolat villes, wat zu Lëtzebuerg an der Kulturzeen geschitt, net méiglech wär. Béid Sphären, déi Professionell an déi Benevoll, kënnen am Austausch vunenee léieren a mussen Hand an Hand goen, fir dass mer eise kulturelle Räichtum zu Lëtzebuerg erhale kënnen.

Mat dëse puer Bemierkunge géif ech gären den Accord am Numm vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn, well en eng ganz Partie Verbesserunge fir d'Kulturschafend mat sech bréngt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a soen der Madamm Bernard dann och hei nach eemol Merci fir hire gudden ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Asselborn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President, léif Kolleegen. A villmools merci och all menge Virriedner fir déi wonnerschéi Wierder, déi se fonnt hunn, fir dat hei ze beschreiwen an d'Ënnerstëtzung fir d'Kultur hei zu Lëtzebuerg auszedrécken. Och mir begréissen, dass d'Kultur ënnerstëtzt gëtt, dass d'Artisten ënnerstëtzt ginn, an dat aus alle Beräicher. Dat ass och net vu Muttwëll. An ech wëll e bësse méi konkreet ginn hei.

Mir sinn e klenge Marché hei zu Lëtzebuerg mat relativ wéinegen Awunner, enger klenger Masse critique. An et ass natierlech naturgegeeben da schwéier fir en Artist, fir hei a Lëtzebuerg säi Liewe mat senger Konscht ze maachen, fir sech domadder iwwer Waasser ze halen.

Ech huelen iergendee Beispill. Dir kënnt Iech virstellen elo, de Fausti, dat war jo dann hei am Land e ganz gudden a bekannte Museker, deen hei vill Erfolleg hat, deen dat och haaptberufflech gemaach huet an deen a Lëtzebuerg och säi Liewen domadder konnt maachen. Mee stellt ee sech esou eng Persoun vir, wann déi vläicht an Däitschland oder an engem anere grousse Land gebuer gewiescht wier, wou se e grousse Marché gehat hätt, dann hätt déi natierlech do warscheinlech vill méi erreecht!

Une voix | Ma hie war an Däitschland!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, do war en, natierlech. Mee wann e vun do gewiescht wier, hätt e warscheinlech nach vill méi kënnen do erreechen. Dat ass eeben e bëssen, jo, den Destin vun de Lëtzebuerger Kënschtler. Duerfir ass et méi schwéier, an d'autant plus ass et natierlech richteg, dass mer déi da weider vill ënnerstëtzen.

Dir musst natierlech och bedenken, dass et awer och net ëmmer evident ass. Et si ganz vill Kënschtler, déi kenne sech do net onbedéngt gutt aus, et ass net ëmmer einfach, fir sech do erëmzefannen, fir dat alles auszefëllen, fir eventuell iergendwéi gehollef ze

kréien. Ech mengen, mir hunn och Artisten – an dat si jo oft grad déi interessant –, déi net onbedéngt zu deem Establishment, wou jiddwereen deen anere kennt, gehéieren, déi och net onbedéngt wëllen dozou gehéieren. Dat war och an der Geschicht oft esou. Ech wëll drun erënneren, dass grad déi grouss Genien an der Kulturgeschicht oft eeben net déi waren, déi zum Establishment aus hirer Zäit gehéiert hunn.

Ech wëll Iech och e Beispill ginn aus der aktueller Zäit, haut 2022. Ech mengen, fir en Numm ze nennen, ee vun deene bekanntsten, wann net souguer dee bekanntste Kënschtler bei der Jugend, dat ass haut de Bazooka Brooze. Ech mengen, dee kennt heibanne warscheinlech bal keen. An dat ass e Beispill vun engem Kënschtler, …

Une voix | Dach.

M. Fred Keup (ADR) | Tipptopp, ganz gutt!

… deen am Fong ganz bekannt ass an deen awer …, jo, wou ee sech froe kann: Wéi kann een dann esou Talenter – ob een dermat averstanen ass oder net, wat déi Leit soen, dat ass eng aner Geschicht –, wéi kann een esou Talenter ënnerstëtzen?

Dat heiten, dat ass also e Projet, dee mer gutt fannen, well mer hoffen, dass doduerch dat geschitt. An duerfir kritt deen natierlech den Accord vun der ADR. Ech soen Iech alleguerte Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, wannechgelift.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci virun allem fir d'allerëischt der Rapportrice nach eng Kéier fir hire Rapport. Jo, dëst ass prinzipiell e ganz gudden Text, virun allem, well e jo als Zil d'Verbesserung vum Aarbechtskader vun Artisten an Intermittenten huet, en vue vun enger méi konsequenter Ënnerstëtzung vun de Kënschtler an der Kreatioun. Dofir begréisse mir deen och ganz kloer. An och wann et mat Sécherheet net „der Weisheit letzter Schluss" ass, ass dëse Projet dach e ganz grousse Fortschrëtt. An dofir stëmme mir deen als Lénk och ganz kloer mat.

Besonnesch wat d'Artisten ugeet, gëtt et weesentlech Verbesserungen. Den Zougang gëtt erliichtert doduerch, dass d'Stagezäit vun dräi op zwee Joer erofgesat gëtt a bei jonken Diploméierten eng Bourse agefouert gëtt, déi hinnen den éischte Schratt an d'Beruffsliewe vereinfacht, andeems se Urecht op eng Bourse hunn, déi zumindest d'Cotisation sociale wärend den éischte Méint couvréiert, ier se iwwerhaapt kënnen de Statut ufroen. Bei den Artiste ginn och d'Montante vun den Hëllefen no uewe geschrauft respektiv de Plaffong gëtt an d'Luucht gesat, fir dee se kënnen eng Hëllef ufroen.

Déi administrativ Prozedure gi vereinfacht, andeems een no der éischter Demande net méi all zwee Joer de Statut erneiere muss, mee all dräi Joer, an nodeems ee 50 Joer krut, nëmme méi all fënnef Joer.

Generell begréisse mir natierlech souwuel bei den Artiste wéi bei den Intermittenten all déi Bestëmmungen, déi dem Alter och Rechnung droen. Dëst ass, dat ass och virdru scho gesot ginn, net nëmmen eng Unerkennung vun enger Karriär, mee dréit der Tatsaach och Rechnung, datt ee mat 50 oder 55 net méi esou agill kann agéiere wéi en 30-Järegen.

Bei den Intermittentë sinn d'Verännerunge manner grouss, awer prinzipiell och begréissenswäert, vun den administrative Vereinfachungen, wat de Carnet de travail ugeet, bis zur Méiglechkeet, zéng Deeg Formatioun respektiv pedagogesch Aktivitéite kënne geltend ze maachen.

Nawell gëtt et eiser Meenung no dräi Bemollen, op déi mer ganz gäre géifen agoen a firwat mer mengen, dass och dëst Gesetz nach kéint e bësselche verbessert ginn. Éischtens feelt et nach ëmmer un der Unerkennung vun der Theater- oder Musekspedagogik als kënschtleresche Beruff. Dëst si ganz dacks Fräischaffender, déi duerch all Raster falen an och an dësem Gesetz als Intermittent net déi néideg Unerkennung kréien – an domadder Usproch op Hëllefen –, déi se eigentlech verdéngt hätten.

Zweetens: Et kéint ee sech d'Fro stellen, ob et net och sënnvoll gewiescht wier, bei den Intermittenten, änlech wéi bei den Artisten, Reegelen ze fannen, fir d'Aarbecht net méi op déi lescht zwielef Méint ze bewäerten, mee op méi laang Zäitraim. Et ass nämlech och bei den Intermittentë ganz gutt méiglech, datt ee mol Joren huet, wou eng Année creuse kënnt, an där ee riskéiert, d'Konditioune fir e Joer net ze erfëllen. Dofir sollt ee sech iwwerleeën, ob een d'Konditioun vun deenen 80 Deeg op ee Joer net op ee Joer sollt kucken, mee op zwee oder dräi Joer.

Drëttens: Déi Hëllefen, déi mer hei votéieren, sinn immens wichteg, mee si kënnen awer och nëmmen e Complement sinn, den Haaptbestanddeel muss eng anstänneg Bezuelung sinn. Hei stelle mer mat Bedauere fest, datt d'Recommandatioune vun der ASPRO nach ëmmer net allgemeng verbindlech sinn.

Wéi gesot ass dëse Projet ganz kloer eng Verbesserung, e Schrëtt an eng richteg Richtung, a mir ënnerstëtzen e mat. Villmools merci och nach eng Kéier un de Kulturministère natierlech.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Hei och nach eng Kéier dat selwecht, an och merci der Madamm Djuna Bernard fir dee gudde schréftleche Rapport. Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Goergen.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Wannechgelift, Madamm Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, merci Iech all fir déi ënnerstëtzend Wierder, déi extreem wichteg si fir de Kultursecteur. Et ass schéin ze gesinn, dass eng ganz Chamber an engem Land derhannertsteet, dass mer déi vulnerabel Artisten um finanzielle Plang zesummen nach besser wëllen ënnerstëtzen, wéi mer dat haut scho maachen. Mir sinn och eigentlech eent vun deene wéinege Länner an Europa, déi esou e System hunn. Et ass jo ugeklongen, dass dat zréckgeet op d'Madamm Erna Hennicot-Schoepges. An dat ass eng Errungenschaft fir e Land, dass mer eng Ofsécherung hu fir eis Artiste fir déi Zäiten, déi ëmmer an engem kënschtleresche Liewe virkommen, déi normal sinn, wou keng aktiv Produktioun stattfënnt, wou vläicht eng Preparatioun stattfënnt, wou vläicht eng Reflexioun stattfënnt, mee wou awer och eng finanziell Ofsécherung muss do sinn. An ech fannen et wierklech schéin ze gesinn, dass hei keen dat a Fro stellt!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Mir hunn awer och gesinn, an dat ass jo och elo ugeklongen, notamment wärend der Pandemie, wéi exposéiert d'Independanten en général sinn, mee d'Artisten nach e bësselche méi, well se sech wierklech vun engem Kontrakt zu deem aneren hangelen an ëmmer e bëssen ofhängeg si vun deenen Opträg, déi grad kommen, vun deene Venten, déi grad kommen, oder dovun, ob se dann e Lieu fanne fir déi Produktioun, déi se ausgeschafft hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir hate ganz séier kënne reagéieren iwwert dat heite Gesetz, wou mer verschidden Adaptatioune virgeholl haten a Covidzäiten. Déi hu gegraff, dat war eng ganz wäertvoll Ënnerstëtzung. Mee doriwwer eraus war et néideg, dass mer d'Gesetz, wéi et schonn e puermol geschitt ass, elo nach eng Kéier e bësse méi strukturell uginn an erëm deenen aktuelle Konditiounen upassen. Och dat war aus dem Prozess vum Kulturentwécklungsplang erausgaangen, der Recommandatioun Nummer 28 vum KEP, dass mer hei sollten nach eng Kéier nobesseren.

Mir hunn aktuell 87 Persounen, déi vun den Hëllefe fir d'Artistes professionnels indépendants profitéieren, an 220 Persounen, déi vun den Hëllefe fir Intermittents du spectacle profitéieren. An de Fonds social culturel, iwwert deen d'Aidë lafen, huet 2021 Hëllefen an Héicht vun ongeféier 3,9 Milliounen ausgeschott. 2022 si mer bis elo bei zirka 3,3 Milliounen. Do gesäit een den Impakt vun de Covidmesuren, déi maachen, dass et ee Moment e bësse méi héich war, well do hate mer jo d'Konditiounen erliichtert an och d'Bezuelungen developpéiert.

Wéi si mer elo virgaangen, fir dat heiten auszeschaffen? Mir hunn do net am loftleere Raum fonctionéiert. Mir hunn eng ëffentlech Consultatioun lancéiert gehat am Oktober 2019, wou mer dann och ganz vill pertinent Remarken erakruten, déi sech haut am Text erëmfannen: d'Erofsetze vun de Referenzperioden – ech si lo bei den Artisten –, d'Verlängerung vun der Period, wärend där ee vun den Aidë profitéiere kann, d'Ännerung vun der Verdeelung vun den Aiden, Moossnamen, déi sech geziilt un etabléiert Kënschtler iwwer 50 Joer riichten, wat wierklech eppes ass, wat ëmmer erëmkomm ass, an och d'Ännerung vun der Bezeechnung, déi negativ Konnotatioun vun där Formuléierung „aides sociales". Well et ass net eng Aide sociale, et ass eppes, wat mer ubidden, fir dass Artiste kënne lafend vun hirer Konscht liewen, fir dass mer eng professionell Konschtzeen zu Lëtzebuerg hunn, eng Kulturzeen. An et huet näischt mat enger Aide sociale in fine ze dinn. An ech verstinn, dass dat eppes ass, wat ëmmer erëmkomm ass.

Bei den Intermittents du spectacle, do war ee vun de wichtege Punkten dee vun deene „jours d'activités". Wéi gi se berechent? Wat gëtt unerkannt als Aktivitéiten? An och do erëm déi Demande vun deenen iwwer 50-Järegen an dee faméise Carnet de travail, deen et da just a Pabeierform gouf. Voilà!

Mir hu wierklech probéiert, allem Rechnung ze droen. Mir haten och Echangë mat der ULASC. Dat ass och eng vun deene positive Säite vun der Pandemie, dass sech do eng Federatioun zesummegedoen huet vun de Federatiounen aus dem Kultursecteur. A mir haten en enken Dialog, wou dann elo deen heite Projet, wou ech frou sinn, dass en haut ka gestëmmt ginn, erauskomm ass.

Wat sinn d'Ziler, aus eiser Vue, vun dësem Projet de loi? Natierlech geet et weiderhin drëms, d'Professionaliséierung vun de Kënschtler hei am Land virunzedreiwen an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, fräi hirer kultureller Tätegkeet nozegoen, ouni un ze vill ekonomesch Zwäng gebonnen ze sinn – quitte, dass si dat natierlech esou sinn, wéi mir alleguerten och –, den Dispositif vum Gesetz och un déi reell Aarbechtsbedéngunge vun de Kënschtler an Intermittenten

unzepassen an da souwuel etabléiert Kënschtler wéi och jonk Kënschtler am jeeweilege Stadium vun hirer Karriär opzefänken an ze begleeden a verschidde Prozeduren an Ofleef ze vereinfachen.

Ech gi lo net nach eng Kéier op den Detail vun all deene Mesuren an. Ech mengen, Dir hutt dat alleguerte gemaach, an den Haaptdénge war wierklech, dass mer géifen deenen aktuelle Konditioune Rechnung droen, dass mer den Alterskonditioune géife Rechnung droen, dass mer och méi eng grouss Flexibilitéit géifen erabréngen an eeben och bei den Intermittenten déi Aktivitéiten, déi nach niewendru gemaach ginn, méi en compte huelen.

A Madamm Oberweis, ech si ganz mat Iech d'accord, dat hei ass net d'Fundament oder et soll net d'Fundament si vun der Remuneratioun vun engem Kënschtler zu Lëtzebuerg. Mir mussen alles drusetzen, all zesummen, dass se uerdentlech bezuelt gi fir déi reell Aarbecht, déi se maachen, dat heescht, wa se en Optrëtt hunn, wa se e Wierk verkafen, wa se eng Ausstellung hunn, dass do eng Remuneratioun hannendrunhänkt. Dat ass am Moment net bindend, dat stëmmt, mee dat wësst Der och, mir hunn e Code de déontologie ausgeschafft, mat deem mer eis konventionéiert Strukturen encouragéieren, sech deenen Tariffer unzepassen. An et gëtt d'ailleurs net nëmmen dee vun der ASPRO, mir sinn och an den Diskussiounen, fir dat doten och bei deenen anere Secteure virzegesinn.

Dat ass dann och en Deel vun dem Ausbléck op d'Zukunft. Et geet weider drëm, d'Artisten zu Lëtzebuerg ze stäerken, hir Aarbechtskonditiounen op allen Niveauen ze verbesseren a wierklech ze maachen, dass si esou onofhängeg wéi méiglech kënne schaffen.

Erlaabt mer just – et ass och ugeklongen, mee et ass wierklech eppes, wat Iech vläicht net all bewosst ass, wann Der net am Alldag domat ze dinn hutt –, deene Leit Merci ze soen, déi am Service de l'orientation et de soutien pour artistes professionnels et intermittents du spectacle am Kulturministère schaffen, well si a ganz enkem Austausch mat dem Milieu sinn, well se op all Fro kënnen äntweren, sief et beim Ausfëlle vun deene faméise Formulairen, sief et, wa soss aner Froe sinn, eeben och zu der Interpretatioun vum Text. Dat ass esou eng wäertvoll Aarbecht, déi do vun net ville Leit gemaach gëtt, an dat ass wierklech extreem, extreem wichteg a virbildlech!

Mir sinn och amgaangen, eebe fir déi Vermëttlung vun deem, wat alles existéiert, e Guide pratique auszeschaffen, sou wéi mer dat och beim Gesetz vum Patrimoine culturel gemaach hunn, fir dass ee wierklech genau ka retracéieren, wat ee muss maachen, wann een dann Demanden ausfëllt. Dat ass einfach elementar, an natierlech och dann déi technesch Ëmsetzung vum digitale Carnet.

Ech sinn awer och ganz frou – an domat halen ech dann op –, op d'Kompetenzen an d'Erfarung vun der berodender Kommissioun kënnen zréckzegräifen, déi all Demande eenzel am Detail préift, déi dat mat enger ganz grousser Empathie mécht par rapport zu den Artisten. Ech hu viru Kuerzem dem scheedende President, dem Marc Limpach, villmools Merci gesot fir säin Asaz. Ech widderhuelen dat elo nach eng Kéier hei, an en ass elo ofgeléist gi vun engem anere Marc, vun engem anere Schauspiller, deen Dir alleguerte gutt kennt, dem Marc Baum. Voilà.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Minister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7920 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Resultat ass: 60-mol Jo, Eestëmmegkeet.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou decidéiert.

13. 7948 – Projet de loi portant institution d'un congé culturel et modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 7948. De Projet betrëfft d'Neiaféierung respektiv d'Ergänzung vum Congé culturel. An d'Rapportrice ass d'Madamm Josée Lorsché.

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem drëtte Projet de loi am Beräich vun der Kultur, deen den 13. Januar 2022 vun der Kulturministesch Sam Tanson deposéiert ginn ass, komme mer enger laangjäreger Fuerderung vum Kultursecteur no.

Konkreet geet et drëms, de Congé culturel, deen am Juli 2014 ofgeschaaft gi war, nees anzeféieren an d'Konditiounen, fir an de Genoss vun deem Congé ze kommen, ze erweideren. Um eigentlechen Objektiv ännert sech näischt par rapport zum Gesetz vun 1994. Dir wësst: Et war geduecht, fir d'Professionaliséierung am Secteur weiderzedreiwen an de Besoine vum Secteur besser gerecht ze ginn.

Dat werft natierlech d'Fro op, firwat d'Gesetz vun 1994 iwwerhaapt ofgeschaaft ginn ass. De Grond vun där Decisioun louch deemools virun allem doran, datt dat Gesetz säin Zil net genügend erfëllt huet. Am Zäitraum tëscht 1995 an 2014 goufen zwar 1.401 Demandë fir e Congé culturel agereecht, allerdéngs ware laut den deemolege Bestëmmungen nëmmen 902 Demandë recevabel. Am Kader vun de Spuermoossname vun 2014 gouf d'Gesetz, wéi gesot, abrogéiert, wat verständlecherweis awer zu enger gréisserer Onzefriddenheet am Kultursecteur gefouert huet.

D'Iddi, de Congé culturel ënner neie Konditiounen nees anzeféieren an en auszedeenen, fir de reelle Besoine vum Secteur effektiv gerecht ze ginn, huet sech doropshin am Kader vum Kulturentwécklungsplang konkretiséiert. Wéi Der wësst huet dëse Plang, en ass virdru schonn e puermol genannt ginn, ofgekierzt KEP, am Joer 2018 als partizipative Prozess ugefaangen an e leeft bis zum Joer 2028, dëst mam Zil, de Kultursecteur ze consultéieren, d'Acteure méi staark an d'Decisiounen anzebannen an de Recommandatioune vum KEP bei den Decisioune méiglechst Rechnung ze droen. Bescht Beispill liwwert dann och dëse Projet de loi, deen aus der Recommandatioun 28 vum KEP ervirgeet.

Esouvill zu der Geschicht an zu der Theorie. Ech kommen zu der Praxis an zu den Dispositioune vun dësem Projet de loi. An der Praxis besteet eng vun de gréissten Ännerunge par rapport zum Gesetz vun 1994 doran, datt de Congé culturel net méi just vun de Kulturschafende selwer an Usproch geholl ka ginn, mee vun zwou weidere Persounegruppen. Dobäi handelt et sech éischtens ëm déi Éierenamtlech, déi an enger Federatioun, engem nationalen Netzwierk oder engem Veräin aus dem Kultursecteur aktiv sinn an zum gudde Fonctionnement vun deene Gremie bäidroen. Zweetens handelt et sech bei den zousätzleche Gruppen ëm benevoll Persounen, déi nominéiert ginn, fir un auslännesche Kulturevenementer deelzehuelen an eng Tâche do iwwerhuelen.

D'Recht op Congé culturel gëllt souwuel am ëffentleche wéi och am Privatsecteur an donieft och fir Fräiberuffler, deenen hir Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg ugesidelt ass. D'Konditiounen, déi erfëllt musse ginn, fir an de Genoss vum Congé culturel ze kommen, si ganz villfälteg a bestinn, am Resümmee, aus folgende Punkten: Den Demandeur muss zanter mindestens sechs Méint zu Lëtzebuerg sozialverséchert sinn an e längert an noweisbaart Engagement am Kultursecteur opweisen. E muss enger berufflecher Aktivitéit an eisem Land nogoen, déi näischt mat sengem accessoirë kulturellen Engagement ze dinn huet.

Hei wéilt ech nach preziséieren – dat ass eng Fro, déi an der Kommissioun oft gestallt ginn ass –, datt Persounen, déi zwar e kulturelle Beruff ausüben, mee net als professionell Kënschtler fir sech selwer schaffen, och d'Recht op Congé culturel zougestane kréien. Dat heescht beispillsweis, datt eng Persoun, déi vum Beruff hier Musek, Konscht oder Art dramatique enseignéiert, och d'Recht op Congé culturel huet, wann hiert Engagement bei enger Manifestatioun net a Relatioun zu hirem eigentleche Beruff steet.

Bei de Salariéë gëllt doriwwer eraus d'Konditioun, datt se zanter mindestens sechs Méint vun hirem Employeur ugestallt musse sinn, fir vum Congé culturel kënnen ze profitéieren.

Dësen zielt dann och net nëmme fir kulturell Manifestatiounen zu Lëtzebuerg an am Ausland, en zielt och fir relevant Weiderbildunge respektiv fir organisatoresch an administrativ Tâchen, déi fir de Weiderbestand vun enger kultureller Organisatioun entscheedend sinn.

A puncto Zuel vun Deeg, déi enger Persoun oder enger Federatioun zur Verfügung gestallt kënne ginn, gëlle follgend Dispositiounen: Kulturschafender kënne bis zu zwielef Deeg am Joer vun engem Congé culturel profitéieren. Benevoller vun enger Federatioun, déi ënner Dausend Memberen huet, kréien d'Recht op fënnef Deeg Congé culturel am Joer. Bei Federatioune mat iwwer Dausend Membere klëmmt de Congé culturel op zéng Deeg am Joer. Wat déi Benevoll aus Veräiner an Associatiounen ugeet, sou zielen zwee Deeg am Joer, wann d'Zuel vun de Memberen ënner 50 läit. Se leie bei dräi Deeg am Joer, wann d'Memberzuel tëschent 50 an 200 Membere läit, a bei véier Deeg bei iwwer 200 Memberen. D'Federatiounen hunn an deem Kontext och d'Recht, e Contingent vu 50 Deeg ënnert hire Memberen opzedeelen, wärend d'Associatiounen a Veräiner e Contingent vun zéng Deeg zegutt hunn.

Wat déi zäitlech festgeluecht Limitten ugeet, bleift nach ze soen, datt Ausnamen accordéiert kënne ginn, dëst op Basis vun enger schréftlech motivéierter Demande.

Fir ze garantéieren dann, datt de Congé culturel och wierklech do ukënnt, wou e gebraucht gëtt, gëtt eng berodend Kommissioun agesat, déi iwwert d'Demandë befënnt. De Congé culturel gëllt am Normalfall fir zwee Deeg um Stéck, et sief, et géif sech ëm eng kohärent Serie vun Aktivitéiten handelen, fir déi jeeweils ëmmer nëmmen een Dag gebraucht gëtt. An dann, fir sécherzestellen, datt de Congé culturel och zum richtegen Zweck genotzt ginn ass, muss all Beneficiaire, wann en ofgeschloss ass, e Rapport iwwer seng Participatioun um Evenement areechen.

Bei de Salariéen ass et doriwwer eraus esou, datt den Employeur am Virfeld no sengem Avis gefrot gëtt, vu datt de Fonctionnement vun engem Betrib, enger Verwaltung oder engem Service public staark ënnert der Ofwiesenheet vun engem Salarié, engem Ugestallte ka leide respektiv zum Stëllstand ka kommen. An deem Fall kann de Congé culturel och refuséiert ginn.

Wat dann d'Eligibilitéit vun de Kulturschafenden ugeet, ass festgehale ginn, datt dës Persounen en noweisbaren Engagement, am Text steet en „engagement notoire", an der Lëtzebuerger Kultur- a Konschtzeen opweise mussen, an zwar doduerch, datt hir Wierker ëffentlech diffuséiert ginn, datt hir Aktivitéit eng Retombée am Lëtzebuerger Kultur- a Konschtsecteur huet an datt se eng Unerkennung am Secteur genéissen.

Doriwwer eraus gesäit de finalen Text vum Projet de loi och eng Lëscht vun deenen Typpe vun Evenementer vir, déi als „manifestation culturelle de haut niveau" agestuuft ginn an op déi d'Demandeurs vum Congé culturel invitéiert musse ginn, fir vum Congé däerfen ze profitéieren.

Dëse leschte Punkt war e wichtegt Uleies vum Staatsrot, deem säin éischten Avis vum 28. Juni 2022 staamt an op deen ech kuerz wéilt agoen, well e war net kleng. Am Kader vun enger Opposition formelle um initialen Text huet déi héich Kierperschaft nämlech drop bestanen, déi sougenannt „manifestations culturelles de haut niveau" méi kloer ze preziséiere grad wéi och déi kulturell Aktivitéiten, déi domat verbonne sinn. Mat de genannten Ergänzungen hu mir den Text an der Kommissioun – an op Propos vum Kulturministère – verbessert a mat de gefrote Prezisiounen ergänzt.

Weiderhin huet de Staatsrot drop higewisen, datt all Dispositioun, déi mat engem Congé verbonnen ass, net innerhalb vun engem Règlement grand-ducal gereegelt däerf ginn, mee an e Gesetz muss fléissen, vu datt et sech beim Congé, bei allen Zorte Congé, ëm eng Matière réservée à la loi handelt. Och dee Punkt gouf Ulass zu enger Opposition formelle, déi mer duerch eng Modifikatioun vum Text behuewen hunn. An en anere wichtege Punkt war fir de Staatsrot, datt beim Octroi vum Congé culturel keen Ënnerscheed tëscht Wochendeeg a Weekender gemaach däerf ginn, dëst fir dem Prinzipp vun der Égalité de traitement gerecht ze ginn.

Nieft dem Staatsrot sengem Avis koum och en Avis vun der Chambre des Salariés. D'CSL huet de Projet de loi generell begréisst, mat allerdéngs enger Rei Remarken iwwert d'Modalitéiten, déi et ze respektéiere gëllt.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet d'Neesaféierung vum Congé culturel explizitt begréisst. Donieft war dës Beruffskummer der Meenung, datt de Congé culturel ni hätt däerfen ofgeschaaft ginn; ech mengen, där Leit waren der méi. A schlussendlech huet si sech fir d'Erweiderung op sämtlech kulturell engagéiert Mënschen a kulturell Manifestatiounen ausgeschwat.

Weider Avise koume vum Syvicol, vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers. An deenen dräi Avisen ass no Prezisioune verlaangt ginn, déi zum Deel och schonn am Avis vum Staatsrot thematiséiert gi waren a souwäit wéi méiglech an de Projet de loi agefloss sinn.

Fir méi Detailer zu deene verschiddenen Avisen an zu den Dispositioune vun dësem Projet de loi, déi ech nach net all genannt hunn, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Et bleift nach ze soen, datt mäi Rapport den 1. Dezember 2022 no enger Rei Sëtzungen an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl ginn ass. Wéi gesot, dat weist op e grousse Konsens nach eng Kéier hin, op alle Bänken ass dëse Projet och ënnerstëtzt ginn.

Jiddwerfalls begréissen ech och am Numm vun der grénger Fraktioun, datt mer hei nees e gudde Schrëtt no vir maachen, fir de Kultursecteur ze stäerken an him méi Rechter zouzegestoen. An domat ginn ech och direkt den Accord.

Dann awer och e grousse Merci un d'Madamm Closener, déi och dës Kéier voll derbäi war, fir eis als Sekretärin vun der Kommissioun ze ënnerstëtzen, an awer och u jiddwereen, dee sech un der Ausaarbechtung vun dësem fir d'Kulturzeen wichtege Projet bedeelegt huet. An dobäi net ze vergiessen déi vill Vertriederinnen a Vertrieder vum Kultursecteur selwer, déi reegelméisseg un den Assises culturelles bedeelegt sinn: Hiren Input huet och hei seng Friichte gedroen!

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Lorsché.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir ginn net just mat grousse Schrëtt op Chrëschtdag an op d'Enn vum Joer 2022 zou, mee och, an dat wäert Iech elo net iwwerraschen, wann ech dat soen, op d'Enn vun Esch2022. Zéng Méint laang si ronn 160 Projete mat Label an iwwer 2.000 Manifestatiounen an Events an deenen 19 Gemengen, 11 aus dem PRO-SUD an 8 aus dem franséische Grenzgebitt, gelaf.

Ech wëll hei elo weeder eiser Ofschlosszeremonie nach eisem definitive Bilan virgräifen, deen, mengen ech, awer absolutt positiv ass ... Dës zéng Méint Esch2022 hunn Esch, awer och Diddeleng, Déifferdeng, Käerjeng, Beetebuerg, Suessem, Péiteng an all deenen aneren aus dem Süde vum Land, an iwwerhaapt Lëtzebuerg an de Leit, déi hei schaffen a wunnen, vill bruecht. An ech wëll dëst Beispill vun Esch2022 sou stellvertriedend fir déi ganz Kulturzeen bei eis am Land ernimmen.

Mäi Punkt ass, an dat wäit iwwer Esch2022 eraus: Kultur bréngt vill. Kultur gëtt vill. An dat nu wierklech net just a Chifferen, mee och a grad immateriell. Mee dëst Vill-Bréngen a Vill-Ginn dierf net just e Sens unique sinn, et muss och e Retour aus der Gesellschaft a virun allem och aus der Politik kommen. Well Kultur ass definitiv kee Luxus, mee eng Liewensnotwendegkeet, och fir e Land, fir eng Regioun, fir eng Gemeng a virun allem fir d'Biergerinnen an d'Bierger, an dat iwwregens grad a Krisenzäiten, wou d'Kultur an d'Konscht fir d'Leit e Liichtbléck kënne sinn an och scho waren.

Et ass awer esou, datt eis Kënschtler, eis Kulturschafend, eis Leit, déi Kultur promouvéieren an organiséieren, och Mëttele brauchen, fir datt Kultur funktionéiert, Mëttelen, also Suen, an eeben och Zäit. Well déi genannt Kulturprojete bei Esch2022 an awer och all déi aner Kulturprojete queesch duerch d'Land, déi organiséiere sech net vum selwen, do gi vill Stonnen, Deeg, Wochen, jo, Méint a Joren drop. An dat ganz dacks an der Fräizäit vun eise Kulturleit hei zu Lëtzebuerg, déi zwar ganz dacks ganz professionell schaffen, awer nach laang net alleguer vun hire Kulturaktivitéite liewe kënnen oder wëllen.

Dofir féiere mer haut erëm de Congé culturel mat dësem Projet de loi 7948 an, engem Projet, deen domadder och der Recommandatioun Nummer 28 aus dem Kulturentwécklungsplang nokënnt. Mat dësem Congé culturel sollen déi Kulturschaffend erëm méi Zäit fir hir an och fir eis Kultur kréien. Ech ginn hei net op d'Detailer vum Projet an, dat huet d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché, elo ganz gutt a ganz detailléiert gemaach. An ech soen hir op dëser Plaz och villmools Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

Fir all Spannung direkt ewechzehuelen: D'CSV wäert dëser Neesaféierung vum Congé culturel mat Iwwerzeegung zoustëmmen. Dëse Congé ass jo 2014 quasi onbemierkt mat deem sougenannten Zukunftspak, dee jo eigentlech e Spuerpak war an ass, ofgeschaaft ginn. D'CSV ass der Meenung: Do ass un där falscher Plaz gespuert ginn. An dat seet och zum Beispill d'Chambre des fonctionnaires an hirem Avis.

Agefouert ginn ass dee Congé jo fir d'éischt am Joer 1994. An datt dat eng richteg Decisioun war, weist éischtens d'Neiintroduktioun haut, mee och d'Bäibehale vum Esprit a vun de Grondprinzippie vum Congé culturel vun deemools. Vun 1995 bis 2014 hunn iwwregens méi wéi 900 Demandë fir e Congé culturel en Avis favorable kritt. Méi wéi 1.400 goufen der agereecht. Et ass also deemools schonn eng kloer Demande fir dëse Congé ginn. An et gëtt se ganz, ganz kloer och nach haut. Dat ass jo och bei deenen Diskussioune ronderëm de KEP ganz kloer ginn.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, Kultur brauch, wéi gesot, Zäit. A Kulturkreatioun fält net vum Himmel, si muss vun de Leit aus der Kulturzeen gemaach, promouvéiert an organiséiert ginn. An och dës Leit brauchen dofir alleguerte fräi Zäit. Si mussen, wéi jiddereen, dobäi hir Rechnunge bezuelen. A si hunn och en Urecht op e rekreative Congé – a kreativ ass nach laang net ëmmer rekreativ. Kultur berout ëmmer och op Aarbecht an Engagement an Asaz. Dofir ass deen neien „ale" Congé culturel eng gutt Saach, an dat fir sämtlech artistesch Domäner, vun Arts

visuels a Multimedia iwwer Literatur a Musek bis hin zu Theater an Danz a villes méi.

Dëse Congé culturel ass e Win-win-Congé. Hie bréngt de Leit aus der Kultur méi Zäit, an och méi Unerkennung iwwregens. Hie bréngt awer och eis alleguer domadder eng besser a méi villfälteg an och eng méi professionell Kultur, an dat am beschte Sënn vum Wuert.

Gläichzäiteg bedeit d'Gesetz awer och eng Stäerkung vum Benevolat am Secteur culturel. An ouni Benevolat geet et och hei net. Net vun ongeféier ass d'Kapitel 13 aus dem KEP dofir och iwwerschriwwe mat „Valorisation du travail culturel et professionnalisation".

De Congé soll jo dräi Kategorië vu Kulturleit zegutt-kommen: de kulturellen Acteuren, also deenen, déi d'Konscht schafen, si kréie mat dësem Gesetz bis zu zwielef Deeg Congé culturel pro Joer; de Verwaltungskaderen, also deenen, déi am Backoffice vun der Kultur schaffen; an och den designéierte Persoune vun de Federatiounen, nationale Reseauen oder Vereenegungen aus dem kulturelle Secteur. Dëst ass eng nei Kategorie, déi an de Genoss vum Congé culturel soll kommen. Dat och, fir der Weiderentwécklung vun der Kulturzeen hei am Land Rechnung ze droen, mam Zil, fir konkreet méi Zäit ze hunn, fir u kulturelle Manifestatiounen deelzehuelen, grad och am Ausland, an och fir kulturell Weiderbildung. Sou solle méi Leit heiheem an dobaussen Zougang zur Lëtzebuerger artistescher Kreatioun kréien a sou sollen d'Konschtberuffer revaloriséiert ginn.

Da soll de Congé culturel och nach méiglechst flexibel gestalt kënne ginn, wat jo och wichteg ass an enger Zäit, déi iwwerhaapt ëmmer manner statesch ass. An d'Kultur ass do keng Ausnam, mee si ass bei neien Evolutioune jo meeschtens mat virbäi.

D'Madamm Rapportrice huet et scho gesot, fir dëse Congé culturel erëm anzeféieren, ännere mer de Code du travail, also d'Aarbechtsrecht, an och d'Gesetzer iwwert de Statut vum Staatsbeamte grad wéi och de Statut vun de Gemengebeamten. An dat bréngt mech och bei déi puer Kritikpunkten, déi ech trotz mengem positive Grondmessage awer wëll a muss lassginn.

Well obschonns de Projet haut besser ass wéi beim Depot am Januar – an dat ass virun allem der Aarbecht an den Opposition-formellë vum Staatsrot ze verdanken –, sou bleift d'Gesetz dach awer deelweis onkloer an onprezis, an dat trotz enger komparativer Etüd iwwert d'Spezialcongéen am Virfeld.

Grad wann et ëm d'Aarbechtsrecht geet, ass et nämlech wichteg, kloer a prezis an och fir jiddweree verständlech ze sinn. An dat vermësse mir als CSV, och wann déi gréissten Insécurités juridiques duerch d'Interventioun vum Staatsrot, wéi gesot, erausgeholl gi sinn. Ech denken hei zum Beispill un de Begréff „manifestation culturelle de haut niveau". Hei hu mir jo lo méi Prezisiounen an och eng Lëscht vun Typpe vu sou Manifestatiounen. Mee och d'Chambre des Salariés huet an hirem Avis méi Prezisioune verlaangt, grad och wat d'Modalitéite vum Congé culturel an den Artikelen L. 234-13 bis 19 ugeet.

Wichteg ass och de Rappell vum Staatsrot, datt mir eis beim Congé an enger Matière réservée à la loi laut Artikel 11 (5) vun eiser Verfassung beweegen. „La loi garantit le droit au travail et l'État veille à assurer à chaque citoyen l'exercice de ce droit", heescht et do (veuillez lire: heescht et am Artikel 11 (4)). Dofir muss dann och de Gesetzgeeber ganz besonnesch prezis sinn, wann et ëm den Droit du travail am Allgemengen a Congéen am Spezielle geet. Dat selwecht gëllt och fir d'Égalité devant la loi, wat jo grad am Kulturberäich besonnesch wichteg ass.

Net just op der Form – déi awer och hei als Manque de clarté kritiséiert gëtt –, mee och um Fong méi kritesch waren d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Métiers an hirem gemeinsamen Avis. Si schwätze sech souguer géint d'Opportunitéit vun engem neie Congé culturel aus.

Mir sinn do awer anerer Meenung. Nach muss een awer d'Remarke grad vu méi klengen a mëttleren Entreprisen eescht huelen, well et ass net ëmmer einfach fir e klenge Patron, fir méi Congé vu senge Leit ze kompenséieren. Wichteg ass et hei, fir den Dialog grad mat de PMEe weider ze sichen an och fir méi Transparenz bei der Informatioun ze suergen, wat d'Decisiounen iwwert de Congé ugeet, soudatt jiddereen dat anstänneg aplange kann.

Den Text ass also eng Saach, mee et wäert virun allem op d'Praxis vum Text op allen Niveauen ukommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Resümmee: Mir hunn zwar nach ëmmer e gewëssene Flou artistique an dësem Gesetz, an deen ass jo och vläicht gutt a Konscht an a Kultur, mee sécher net an engem Gesetz. Trotzdeem iwwerweien d'Avantagë vum Congé culturel fir d'Leit aus der Kulturzeen an och fir eist Land, seng Regiounen, seng Gemengen a virun allem seng Leit. Well um Enn vum Dag bréngt dëst Gesetz méi Zäit fir Kultur, méi Zäit an och méi Reflexioun fir eis selwer. Et ass e klore Réckewand fir eis Kultur hei am Land a fir alleguerten d'Leit, déi an der a ronderëm d'Kultur aktiv sinn, an domadder e klore Réckewand fir Land a Leit.

Mir wäerten trotz de genannte Kritiken als CSV-Fraktioun dësem Gesetz eis Ënnerstëtzung ginn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Fir datt ech et vun Ufank un net vergiessen, wëll ech der Madamm Josée Lorsché häerzlech Merci soe fir hir zwee Rapporten, dee schréftlechen an dee mëndlechen, zu engem dach ganz wichtege Projet, deem vun der Neesaféierung an Erweiderung vum Congé culturel.

Jo, Kultur ass fir vill Leit net nëmmen en Engagement oder eng Fräizäitbeschäftegung, et ass och a grad eng Häerzensugeleeënheet, et ass eng Passioun, et ass eppes, dat si an hirem Liewen erfëllt an hinnen nei Dimensiounen opmécht, där materieller, awer och a grad där immaterieller. Eppes, dat eis all iwwert den Alldag eraus dréit, eis an aner Sphäre kann erhiewen, eis nodenken a reflektéieren deet.

De Congé culturel ass eng Hëllef fir all déi Leit, déi opgrond vun hiren artistesche Qualitéiten e wäertvolle Bäitrag zur Kulturzeen vum Land bäidroen an och a grad international ënnerwee sinn.

Wat ech un dësem Gesetzesprojet gutt fannen – an och meng Fraktioun –, dat ass, datt ugestrieft gëtt, fir déi finanziell Ressourcen, déi fir dëse Congé verfügbar sinn, verstänneg a verantwortlech ze notzen. Et soll also, wéi och am Rapport ze liese steet, keen eng sechst bezuelte Congéswoch kréien. Et soll där keng sinn, also fir all déi, déi mengen, si misste wéinst iergendengem sporadesche kulturellen Engagement belount oder entlaascht ginn. Mëssbräich sollen also vermidde ginn. An dofir gëlle jo dann och zimmlech strikt Modalitéiten, zum Beispill och déi, datt déi betraffe Kulturschaffend, déi dat „à titre accessoire" maachen, op Manifestatioune vun héijem Niveau ageluede gi sinn.

Jo, meng Fraktioun ass zefridden, datt de Congé culturel ënnert dëser Form nees agefouert gëtt, well dës Formule suergt fir eng responsabel Gestioun vun de budgetäre Mëttel a gläichzäiteg ënnerstëtzt se déi Artisten, déi sech auszeechnen duerch hire reegelméissegen, héichwäertegen Engagement, hir Reputatioun, hir Professionalitéit an d'Unerkennung, déi si duerch d'Kulturzeen kritt hu respektiv kréien. A si ënnerstëtzt och déi Leit, déi an de Federatiounen an an de Veräiner reegelméisseg a benevoll schaffen an déi hëllefen, Projete mat op d'Been ze setzen, déi allgemeng zu enger Beliewung, enger Diversifizéierung an enger Entwécklung vun der nationaler Kulturzeen bäidroen, dat an engem professionelle Kader.

D'Madamm Lorsché, d'Madamm Rapportrice, schreift an hirem schréftlechen Deel Follgendes, ech däerf si gären zitéieren: „Afin d'éviter que les acteurs culturels n'en profitent pour poursuivre leurs activités de loisir sans devoir prendre de congé de récréation, comme cela a pu être constaté sous le régime de la Loi de 1994, le dispositif du congé culturel s'adressera désormais aux acteurs culturels qui exercent leur discipline ou leur art à titre accessoire, mais de façon à pouvoir participer à des manifestations de haut niveau organisées dans un cadre professionnel." Enn vum Zitat. Den Niewesaz, ech zitéieren: „comme cela a pu être constaté sous le régime de la Loi de 1994", huet mech e bëssen interpelléiert. D'Madamm Minister kann eis vläicht herno unhand vun e puer Beispiller illustréieren, wéi an der Zäit – sollt si et méi plastesch kënnen duerstellen –, am Kader also vum ale Gesetz aus dem Congé culturel en net vun de Pappe vum Gesetz ugestrieften Erhuelungscongé ginn ass.

De Congé culturel, dat wësse mer, soll jo nämlech, dat wëlle mer jo mat dësem Gesetz, d'Förderung vun Talenter an diverse Beräicher ustriewen, déi hirer artistescher Tätegkeet noginn, ouni datt dat onbedéngt hiren Haaptberuff ass. Dat ass jo eigentlech de Sënn, de Geescht vun dësem Gesetz. Mam Congé culturel geet et also drëms, fir et den Artisten, déi an exigente Prestatiounen involvéiert sinn, ze erlaben, e Gläichgewiicht ze fannen tëschent engersäits hirem Beruff an anererséits der Ausübung vun hirer Konscht, bezéiungsweis hinnen et ze erlaben, en erliichterten Iwwergang ze fannen um Wee hin zu enger Professionaliséierung als Kënschtler oder als Kënschtlerin.

Ma et geet doriwwer eraus och drëm, fir, an dat ass dat Schéint un dësem Gesetz, de Benevolat am Kultursecteur ze stäerken. Well kommt, mir sinn éierlech: Et gëtt fir d'Veräiner, fir d'Verbänn, d'Federatiounen ëmmer méi schwéier a komplizéiert, engagéiert a fräiwëlleg schaffend Leit ze fannen, déi dës Aufgaben nieft hirem Beruff leeschten. Gëschter war jo bekanntlech den internationalen Dag vun der Fräiwëllegkeet, dem Benevolat, a grad och deen Dag ass déi do Thematik nach eng Kéier opgegraff ginn. Also all deene Benevolle gëllt jiddefalls eise Respekt an eis Unerkennung, well si Sailen am alldeeglechen an organisatoresche Fonctionnement vun eisem kulturelle Liewe sinn!

Dat gesot, hunn ech nach zwou Saachen. Éischtens wollt ech soen: Merci fir Är Opmierksamkeet a merci der Rapportrice nach eemol fir dee gudde Bericht. Ech géif dann och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

An ech wéilt, Här President, dës Ried schléissen, andeems ech Iech mat op de Wee wéilt ginn, datt et ferm heibannen op verschiddene Plazen zitt an ee sech emol kéint erkalen, soudatt een en Donneschdeg vläicht net kéint heihinnerkommen, well ee sech eeben e Schnapp oder en Houscht oder Gott weess wat geholl huet. Merci, Här President, wann Der derfir ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | ... suergt, datt et e bësse méi waarm heibanne gëtt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Da maacht et wéi ech, ech si mer e Pullover kafe gaangen.

(Interruption)

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Très bien! Très bien, Här ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also ech hunn elo zwou Méiglechkeeten: entweeder de Kolleegen ze soen, si solle vläicht fir e bësse manner Zuch suergen, oder ee vun Äre fréiere Kolleegen ze zitéieren, dee gefrot gi war, wat een an der Energiekris sollt maachen. Dat war sengerzäit de Josy Barthel, an deen hat gemengt: „Kaaft Iech e laange ‚Kaulzong'!"

(Hilarité et interruptions)

Mme Octavie Modert (CSV) | Maacht einfach d'Klimaanlag aus!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, an e Schal. Fräi nom Josy Barthel: „An e Schal."

An d'Wuert huet elo d'Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Ouni Schal an ouni Kalzong. Mee et zitt effektiv. Ech kann dat awer bestätegen, déi Säit zitt et wierklech.

(Brouhaha)

Une voix | Et zitt wéi an enger Häll.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2005 hunn ech no 20 Joer erëm op en Neits mam Lycée Hubert Clément zu Esch Theater gespillt. Den Alex Reuter, deemools Professer an Initiator vun der Theatertrupp, huet e Stéck initiéiert an och opgefouert mat der Trupp, wou en d'Rolle vun Erwuessenen och vun Erwuessene wollt spille loossen. Et war keen anert Stéck wéi d'„Resistenz", wat iwwert den Zweete Weltkrich gehandelt huet. Dat Stéck, dat war deemools e groussen Erfolleg an d'Groussherzoglech Koppel war och souguer present bei enger Opféierung. An den deemolege Staatsminister Jean-Claude Juncker huet ugefrot, dass mer nieft der Lycéesvirstellung nach eemol an der Stad dat Stéck sollten opféieren, an zwar am Kader vun der Commemoratioun fir de 60. Anniversaire vun der Liberatioun, der Rundstedt-Offensiv an dem Enn vum Krich.

Ech weess, dass et do net einfach war fir eis Erwuessen, Congé culturel unzefroen, a mir haten dach awer och e puer Leit, déi do da léiwer einfach Congé geholl hunn, amplaz vun dësem Moyen Gebrauch ze maachen. Ech och selwer hu mer och zweemol iwwerluecht, ob ech vum Congé culturel wéilt profitéieren, well ech hätt dach awer relativ wéineg Deeg, déi ech a menger ganzer Karriär hätt kënnen huelen, zegutt gehat an ech wousst jo net, ob ech géif da weider eng Theaterkarriär aschloen. Ok, ech hu mech dann och éischter fir d'Politik entscheet. Ech hätt se net méi gebraucht.

Une voix | Dat ass och Theater!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Et ass vläicht heiansdo och änlech, jo. Voilà!

(Interruptions)

Mat dësem Gesetzesprojet, Dir Dammen an Dir Hären, féiere mer dann elo de Congé culturel erëm zu Lëtzebuerg an, sou wéi dat dann och am KEP bei der Recommandatioun Nummer 28 steet a wéi et och vun de Kulturschafende gefrot ginn ass. An dat ass schonn e puermol haut gesot ginn.

De Grondprinzipp an d'iewescht Zil vum neie Congé culturel hunn natierlech net changéiert: Weeder de Konschtschafende selwer nach säi Patron dierfen e finanziellen Nodeel erliewe mussen, well de Konschtschafenden zu kulturelle Manifestatiounen op héijem Niveau, wéi zum Beispill Festivallen, Biennallen oder Theaterproduktiounen, invitéiert gëtt.

Andeems mer also d'Participatioun u kulturelle Manifestatiounen op héijem Niveau erliichteren, droe mer entscheedend zur Professionaliséierung vun der Lëtzebuerger Kulturzeen bäi, well eis kulturell Acteure kënne sech nëmmen da weiderentwéckelen, wa se och däerfen op kulturelle Manifestatioune mat aneren Expressiounen an Expressiounsformen a Kontakt kommen. An dat ass och schonn haut, mengen ech, genuch gesot ginn.

Et ass allerdéngs net esou, wéi wa mer erëm einfach géifen deen alen Dispositif, dee mer jo Enn 2014 am Kader vum Zukunftspak ofgeschaaft hunn, recycléieren. Au contraire! Mam neie Congé culturel féiere mer méi selektiv Krittäre mat enger rigouréiser Prozedur an, fir awer och sécherzestellen, dass de Congé culturel nëmmen da kann an Usproch geholl ginn, wann en och wierklech gebraucht gëtt. Mir hu jo awer aus den Erfarunge vum fréiere Gesetz vun 1994 och geléiert.

Mir hunn och par rapport zum alen Dispositif nei Kategorië vu Beneficiairë bäigesat, fir der Diversitéit vun der Lëtzebuerger Kulturzeen besser Rechnung ze droen. An Zukunft wäerten dann och administrativ Kadere vum Congé culturel profitéiere kënnen, gradesou wéi Representantë vu kulturelle Federatiounen an Associatiounen. Déi Neierung wäert virun allem d'Aarbecht vun de sëllege Benevollen och valoriséieren, déi zum Succès vun engem kulturelle Projet bäidroen. Dëst ass fir mech a meng Partei och e ganz wichtege Punkt bei dësem Gesetzesprojet.

De Congé culturel kann an Usproch geholl ginn an der Phas vun der Preparatioun, der Kreatioun, der Exekutioun respektiv och nach der Diffusioun an der Promotioun vum jeeweilege Projet. Et ass effektiv eng wichteg Prezisioun am Gesetzestext, dass de Congé culturel an alle successive Phase vun engem kulturelle Projet däerf genotzt ginn.

Ech begréissen och, dass mam neie Congé culturel d'Deeg, déi ee ka fräigestallt ginn, pro Joer gekuckt ginn an net méi op d'Längt vun enger professioneller Karriär. Dëst gëtt de kulturellen Acteuren da méi Previsibilitéit an hiren Organisatiounen.

Et gëtt also vill Grënn, fir dësem Gesetzestext hei zouzestëmmen. D'Reform vum Congé culturel reit sech dann och an d'Logik vun den aneren Texter an, déi mer haut de Mëtten an der Chamber hei stëmmen oder scho gestëmmt hunn. Et ass eng Logik vun der Unerkennung vun der Bedeitung vun der Kultur fir eis Gesellschaft als Ganzes a fir jiddwer Eenzelne vun eis, egal ob mer a priori eng Affinitéit zur Kultur mengen ze hunn oder och net.

Ech ginn dofir och zu dësem Projet ganz gären den Accord am Numm vun der LSAP-Fraktioun a soen dës Kéier der Rapportrice Josée Lorsché Merci fir déi zwee Rapporten. An ech wéilt ofschléisse mat engem afrikanesche Spréchwuert, dat seet: „E Mënsch ouni Kultur änelt engem Zeebra ouni Sträifen."

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Ech hu mäi Polver all scho verschoss, dofir soen ech näischt a ginn d'Wuert direkt weider un den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech och ganz kuerz faassen, well ech mengen, et ass scho ganz villes hei gesot ginn, wat ganz richteg ass. Prinzipiell ënnerstëtze mir dat heite jo och a mir wäerten och als ADR eisen Accord ginn.

Ech wëll awer trotzdeem hei drop opmierksam maachen, dass och an den Avisen dee Projet hei dach awer trotzdeem contestéiert war. An dat eeben och wéinst der Héicht vun de Congéen, wou d'Handelskummer, d'Handwierkerkummer an och de Syvicol awer hir Bedenken ugemellt hunn a besonnesch och d'Handelskummer am Fong vehement dergéint war, well se eebe fäert, dass duerno gewëssermoossen ze vill Congé dropgeet oder eventuell en Abus gemaach gëtt an dass dat dann natierlech fir si an hir Entreprisen eventuell kéint schwiereg ginn. D'autant plus, well et jo och nach aner Méiglechkeete vu Congéë gëtt, well och iwwer en eventuelle Sportscongé geschwat gëtt, deen änlech kéint si wéi elo hei de kulturelle Congé.

Mir sinn op jiddwer Fall awer derfir. Et ass awer d'Fro, mir hunn elo hei e Gesetz, dat ass d'Theorie, an d'Fro ass am Fong: Wéi gëtt dat duerno genee an der Praxis ëmgesat? Dat heescht: Wéi vill Leit wäerten dann och wéi vill Deeg an der Realitéit dovunner profitéiere kënnen? Dat ass jo awer eng grouss Fro.

An deem Sënn hu mer elo hei, fir dat festzestellen, och eng Motioun preparéiert, wou mer géife virschloen, fir an zwee Joer eng Kéier eng Evaluatioun vun dësem Gesetz a senger praktescher Ëmsetzung ze maachen, eebe grad, fir och deene Bedenke vun der Handelskummer, vun der Handwierkerkummer a vum Syvicol gerecht ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Projet de loi 7948 iwwert de Congé culturel, deen haut vun der Chamber vun den Deputéierte gestëmmt gouf, virgesäit, datt an Zukunft d'Acteurs culturels pro Joer a pro Kapp op zwielef Deeg Congé culturel zréckgräife kënnen,

ass sech bewosst, datt

– géint dës Bestëmmung vum Projet de loi 7948 Kritik vu verschiddene Säiten ervirbruecht gouf, sou zum Beispill vun der Handelskummer, der Handwierkerkummer a vum Syvicol,

fuerdert d'Regierung op,

– no zwee Joer eng Evaluatioun vun dësem Gesetz am Hibléck op seng praktesch Ëmsetzung ze realiséieren.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An ech gesinn, d'Madamm Nathalie Oberweis ass scho prett. Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier der Rapportrice fir hire Rapport. An och mir begréissen dës wichteg Initiativ, d'Méiglechkeet vum Congé culturel erëm anzeféieren an auszeweiten. Leider ass dee Congé, deen 1994 agefouert gouf an duerchaus seng Meritten hat, 2014 dem Spuerpak vun der Regierung zum Affer gefall. Déi blo-rout-gréng Regierung féiert elo also nees eppes an, wat se virun aacht Joer ofgeschaf hat. Mir als Lénk begréisse ganz kloer, datt d'Regierung hei eng 180-Grad-Kéier mécht mam Erëmaféiere vum Congé culturel. Mir haten dësen och an eisem Walprogramm stoen.

De Congé culturel ass immens wichteg, well e justement e Jarnéier ka sinn zur Professionaliséierung vum Kultursecteur, an dat ass jo, mengen ech, och zum Deel d'Zil vun dësem Gesetz. Et ka wéi eng Bréck funktionéieren tëscht enger usprochsvoller Konscht op héijem Niveau, déi nach net haaptberufflech ausgeüübt gëtt, an dem nächste Schrëtt zum Haaptberuff. Doranner kann de Congé culturel e Baustee sinn, an dat ass gutt esou, wa mer wëllen d'Kënschtler ënnerstëtzen an hirem Wierken.

Mee ech muss awer och ee Bedenke vu mir ausdrécken, an zwar, dass ech mech ëmmer nach froen, wat dann „de haut niveau" bedeit. Well wa mer Kultur demokratesch uginn, da fannen ech et schwiereg ze soen, dass een oder eng Instanz d'Soen huet, wat dann elo „culture de haut niveau" ass. Mir vun déi Lénk géifen eis wënschen, dass jiddweree méi Zäit hätt, fir sech kënschtleresch ze expriméieren, an dofir hu mir jo eis Propos zur Aarbechtszäitverkierzung. Mee dat ass elo en anert Theema.

Gutt ass déi nei Flexibilitéit an dem Modell vum Congé culturel. De Congé culturel kann elo bis zu zwielef Deeg pro Joer geholl ginn a kann och fraktionéiert ginn an hallef Deeg. Mir begréissen och d'Aféierung vun neie Kategorië vu méigleche Beneficiairen, déi der Entwécklung vun der kultureller Produktioun Rechnung droen, gradesou wéi d'Méiglechkeet fir d'administrativ Kadere vu Federatiounen oder Associatiounen, dëse Congé kënnen unzefroen.

E grousse Fortschrëtt par rapport zum Gesetz vun 1994 ass och d'Tatsaach, datt elo net méi d'Residenz zielt, mee d'Affiliatioun vun der Sécurité sociale. Effektiv wier dës Residenzklausel virum Hannergrond vun den Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff net méi drobar gewiescht a virun allem och net gerecht. An et ass jo d'Aarbecht, déi Rechter opmécht, an net déi Plaz, wou ee wunnt.

Am Resümmee: E gudde Projet, dee Léieren aus dem Gesetz vun 1994 zitt an ugepasst ass an dëser Wierklechkeet och Rechnung dréit. Dofir ass et ëmsou méi onverständlech, firwat d'Regierung dëst Gesetz 2014 ofgeschaf huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Josée Lorsché fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. A well ech virdru gefrot gi sinn: Nee, de Sven ass net krank, en ass op enger Missioun fir d'Chamber, dofir. Ok …

Plusieurs voix | O!

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir stëmmen natierlech de Projet mat. Merci.

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

An eis Kulturministesch, d'Madamm Sam Tanson, ass prett.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, Här President. Merci Iech alleguerten och hei nach eng Kéier fir Är Ënnerstëtzung! Dir hutt scho ganz vill am Detail gesot, wat elo hei alles erëm wäert méiglech sinn, dofir ginn ech natierlech elo net nach eng Kéier dorobber an. Ech wollt vläicht just nach e puer Remarke maachen. Dat eent ass, dass mer och hei erëm en Deel vun Demanden ëmsetzen, déi mer aus dem Secteur kruten. Dat ass d'Recommandatioun Nummer 28 vum Kulturentwécklungsplang. Mir haten och hei eng Consultation publique lancéiert, do krute mer allerdéngs net ganz vill Remarken a Proposen dozou eran.

Vläicht awer nach eng Kéier kuerz e Rappell, wat deen Text hei ass, an och, wat en eeben net ass. Et geet net drëm, quitte dass dat eng Iddi ass, déi natierlech charmant ass, mee déi vläicht iwwert deen heite Secteur erausgeet, et geet net drëm, einfach all Zort vu kultureller Tätegkeet, där een nogeet, mat engem Congé ze kompenséieren. Et geet schonn drëm, fir et Artisten, déi op engem relativ héijen Niveau awer ënnerwee sinn, méiglech ze maachen, dass se eng Zäit fräigestallt ginn op hirer Aarbecht, fir dann deenen Tätegkeeten och nozegoen. Dat ass wierklech d'Zil. An et ass complementaire eigentlech zum Statut vum Intermittent, geet och weider an d'Professionaliséierung vum Artist.

Et kann ee sech jo ganz gutt virstellen … Ech mengen, d'Madamm Asselborn-Bintz huet virdrun erkläert, si hätt sech ee Moment nach d'Fro gestallt, ob se géif elo professionell Actrice ginn oder professionell Politikerin – iwwert d'Ënnerscheeder vun deenen zwou Professiounen, do kann ee warscheinlech laang philosophéieren –, mee dat ass eeben en typescht Beispill fir ze soen: Voilà, mir hu vill Artisten, bei deenen e groussen Deel vun hirer Aktivitéit aus deem Artistesche besteet an en aneren Deel besteet aus engem aneren Job. Dat sinn der oft och am kënschtleresche Beräich.

Dat Beispill, wat jo ëmmer erëm virkënnt, ass dat vum Museksproff, deen also seng Passioun esouwuel weidergëtt u Jonker, mee awer och vill Engagementer kann hunn op der Bün, wou en dann awer och muss fräigestallt kënne ginn. An dat ass am Fong fir deen ee Volet, dee vun der Ënnerstëtzung vun de Kënschtler, dat, wat mer hei wëllen erreechen.

Wat awer och extreem wichteg ass, an dat ass och bei e puer vun de Riedner ugeklongen, ass dee Volet vum Benevolat.

(Brouhaha)

Mir hunn eng Situatioun, an dat ass natierlech vläicht e bëssen en traurege Constat, et ass schued, mir sinn net méi an enger Situatioun wéi vläicht nach virun e puer Joerzéngten …

(Brouhaha)

Et ass extreem vill Kaméidi heibannen, Här President! Ech weess net, ob dat un der spéider Stonn – hallwer siwen – läit oder um Sujet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, et huet just een d'Wuert …

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | O, wéi léif!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | … hei am Haus, an dat ass eis Kulturministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, wannechgelift, also e bësse manner Gegrommels!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, ech sinn och ganz séier fäerdeg. An nach méi séier, wann ech mech ka konzentréieren op dat, wat ech wëll soen.

An dat anert ass dee Volet vum Benevolat. Mir constatéieren a ganz ville Secteuren, dass et ëmmer méi schwiereg gëtt, Leit ze fannen, déi nach déi néideg Zäit hunn, fir sech niewent hirer Aarbecht benevoll ze engagéieren. An dat ass eppes, dat musse mer honoréieren. Mir mussen dat an alle Secteure maachen. An hei ass eeben déi Etapp, déi mer maachen am kulturelle Beräich, dat ass déi grouss Neierung am Fong vun deem heite Revival vun dem Congé culturel. An do sinn eebe wierklech déi zwee Niveauen, déi mer wëllen ënnerstëtzen: op där enger Säit déi Persounen, déi vun de Federatiounen an Associatiounen aus dem Kultursecteur bestëmmt ginn, an op där anerer Säit d'Cadres administratifs.

Domat wäert sécherlech net all deen Engagement, dee se hunn, kompenséiert ginn duerch Congé op hirer Aarbechtsplaz, mee et ass wéinstens en Zeechen. Et ass, fir hinnen ze soen: „Mir honoréieren dat", a fir vläicht engem Deel vun deem, wat do u ganz ville Stonnen dropgeet, fir sech an deenen eenzelne Veräiner, Federatiounen ze engagéieren, fir deem e bëssen entgéintzekommen.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung a bis da geschwë fir dee leschte Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Ech mengen, d'Madamm Octavie Modert wollt nach eng Fro …?

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President, et ass Parole après ministre, mee effektiv net Parole „à la" ministre, well ech wollt hir net virgräifen op déi Fro, déi den Här Bauler gestallt hat: wat dat da gewiescht wär, wéi et am Rapport steet. Ech kann Iech just soen, datt eng vu mengen éischten Aktiounen, wéi ech an de Kulturministère komm sinn, war, fir e Congé culturel net ze ginn u Leit, déi op eng ganz bekannt Croisière géife goen. An et sinn och nach aner Beispiller, déi nogefollegt sinn – dat huet mer ganz vill Sympathien abruecht … –, an dat ass d'Ursaach méiglecherweis. Dat steet also falsch am Rapport dran. Ech weess, datt ech vun Iech keng Unerkennung kréien, mee e bëssi Objektivitéit ass natierlech awer och méiglech!

Merci.

M. Dan Kersch (LSAP) | Den Ufank war gutt.

(Interruptions et brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | O jo, du kanns dech och emol eng Kéier zréckhalen …

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, ech mengen, ech loossen d'Diskussiounen elo net méi lafen. Et ass zwar gutt, dass mer en Debat hei am Haus hunn, …

(Brouhaha général)

… mee ech géif mengen, mir sollten elo zur Ofstëmmung iwwergoen. An ech ginn dervun aus, dass mer do erëm eng ganz grouss Gemeinschaft, Unitéit wäerte fannen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7948

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Jo, an: Unanimitéit.

Une voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Voilà, et soll nach ee soen, mir géifen hei streiden.

(Hilarité)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles

Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Elisabeth Margue) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Dat gesot, gi mer da lues awer sécher zu deem leschte Punkt vun eisem …

Plusieurs voix | D'Motioun!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A, d'Motioun! Entschëllegt, jo, Dir hutt Recht, d'Motioun nach.

Motion 1

Wëllt nach ee Stellung zu der Motioun huelen? Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Et ass jo net fir d'éischt, dass mer e Gesetz evaluéieren, dat ass ganz kloer. Dat gëtt oft gefrot bei Gesetzer. Do soe mer och näischt dergéint. Mir sinn awer der Meenung, dass dräi Joer hei besser wären, well een dann awer méi Donnéeë virleien huet wéi direkt no zwee Joer. Et muss ee jo d'Entwécklung e bësse beobachten an dann e Bilan zéien. Dofir proposéiere mer, dräi Joer draus ze maachen.

Ech wéilt awer och nach eppes soen zum „ass sech bewosst, datt": Do steet, dass kritiséiert ginn ass, dass just zwielef Deeg pro Persoun zougestane ginn. Ech hunn awer och am Rapport gesot, dass Ausname kënne gemaach ginn, si musse just schrëftlech motivéiert sinn. A wann d'Kommissioun dann der Meenung ass, dass déi zwielef Deeg net duerginn, an déi Persoun argumentéiert dat gutt, da kritt se déi och zougestanen. Vun dohier fanne mer dee Saz dach awer e bësse simplistesch. Mee dat ass jo e bëssen Är Manéier ze funktionéieren.

Plusieurs voix | O!

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Vun dohier loosse mer en dann einfach stoen, wann dat Iech frou mécht. Mee als Géigepart gi mer dann awer gär op dräi Joer.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Fro ass: Dräi Joer?

M. Fred Keup (ADR) | Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Respektiv déi Suggestioun …? Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech géif natierlech dann d'accord sinn, fir et op dräi Joer ze erhéijen, well dat ass och ok.

A fir de Rescht: Jo, et hätt een nach kënnen draschreiwen, dass och anerer méi gefuerdert hunn. Do wëll ech mech deem och guer net verschléissen. Wa mer eis esou eens gi mat „dräi Joer", dann: tipptopp!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. De Rescht, loosse mer deen esou stoen?

Plusieurs voix | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ok.

Motion 1 modifiée

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Projet de loi 7948 iwwert de Congé culturel, deen haut vun der Chamber vun den Deputéierte gestëmmt gouf, virgesäit, datt an Zukunft d'Acteurs culturels pro Joer a pro Kapp op zwielef Deeg Congé culturel zréckgräife kënnen,

ass sech bewosst, datt

– géint dës Bestëmmung vum Projet de loi 7948 Kritik vu verschiddene Säiten ervirbruecht gouf, sou zum Beispill vun der Handelskummer, der Handwierkerkummer a vum Syvicol,

fuerdert d'Regierung op,

– no dräi Joer eng Evaluatioun vun dësem Gesetz am Hibléck op seng praktesch Ëmsetzung ze realiséieren.

(s.) Fred Keup.

Vote sur la motion 1 modifiée

Kann ech dervun ausgoen, dass déi Motioun vu jidderengem gedroen ass? En Handzeechen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Unanime hu mer also d'Motioun ugeholl. An no dräi Joer bilanzéiere mer.

Dispense du second vote constitutionnel

Ier ech zum nächste Punkt iwwerginn, wëll ech nach just froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott froen.

(Assentiment)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, Här President.

14. 8011 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Bernard, an da ginn ech hir och direkt d'Wuert fir d'Presentatioun vun deem leschte Projet, dem Projet 8011. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 25. Februar 2022 hu mer heibannen d'Patrimoinesgesetz gestëmmt. Deemools sinn ech als Rapportrice drop agaangen, wéi eng verschidden Dimensioune vum Patrimoine culturel et gëtt – ech erënneren un de „patrimoine architectural", den „archéologique", de „mobilier" an den „immobilier". A wéi seet ee sou schéin: Wann een A seet, da muss een och B soen. An dowéinst adaptéiere mer haut de gesetzleche Kader vun den Instituter, déi sech ëm eise Patrimoine këmmeren. Hir Verantwortung ass et, dëst Kulturierwen ze erfuerschen, ze dokumentéieren, et an en historesche Kontext ze setzen an natierlech och fir de Public accessibel ze maachen.

Wie sinn dann eigentlech déi sëllege Kulturinstituter, ëm déi et sech an dësem Gesetz handelt? Et sinn: d'Archiven, d'Nationalbibliothéik, de Centre national de l'audiovisuel, de Centre national de littérature, den INRA, Institut national de recherches archéologiques, den INPA, Institut national pour le patrimoine architectural, de Centre national … – nee, deen hat ech, elo hunn ech schonn een ze vill gesot –, den Nationale Geschichts- a Konschtmusée an den Nationalen Naturmusée.

An de leschten 20 Joer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet sech vill gedoen an eiser Kulturwelt an och, wann et ëm d'Kulturinstituter geet. D'budgetär Moyenen hunn evoluéiert, d'Missioune si méi villschichteg ginn an d'Aktivitéite sinn och méi breet opgestallt. Deementspriechend ass och d'Zuel vum Personal méi grouss wéi deemools.

Natierlech hunn och grouss kulturpolitesch Akzenter, wéi d'Kulturjoer 2007, d'Europäescht Joer vum Patrimoine 2018, d'Ratifikatioun vun internationale Konventiounen, hir Spueren an Impakter hannerlooss. An d'Roll vun eiser Fuerschung huet sech och verännert a si huet natierlech – an dat ass och gutt esou – en Afloss op d'Kulturinstituter, huele mer beispillsweis den Centre for Contemporary and Digital History, C^{2}DH, oder den Institut de langue et de littératures luxembourgeoises, déi reegelméisseg op d'Instituter zréckgräifen. An net zulescht, ech hunn et scho gesot, eist Patrimoinesgesetz, dat mer de 25. Februar 2022 gestëmmt hunn, wat natierlech en direkten Impakt op d'Aarbecht vun eisen Instituter huet, wéi beispillsweis d'Kreatioun vum INRA dëst Joer.

Här President, mat dëser Gesetzesännerung gëtt der Entwécklung vun de Kulturinstituter Rechnung gedroen an d'Fonctioun vun engem Directeur adjoint geschaaft. Och d'Missioune vun den Instituter goufen an dësem Gesetzestext klarifiéiert an eeben dëse rezenten Entwécklungen ugepasst.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis zwou Opposition-formellen ausgeschwat, notamment ronderëm d'Fro vum Dépôt légal bei der Nationalbibliothéik a beim CNA. Dës konnten no de formuléierten Amendement-parlementairen awer opgehuewe ginn. Des Weidere krute mer just nach den Avis vun der Staatsbeamtekummer, déi hiren Accord zu dësem Projet ginn huet.

E klengen Iwwerbléck nach zu de Kommissiounsaarbechten: De Projet de loi gouf den 23. Mee 2022 vun der Kulturministesch Sam Tanson deposéiert. Den 19. Juli hu mer den Avis vum Staatsrot diskutéiert an ech gouf zur Rapportrice ernannt. An den 1. Dezember, also virun enger décker Woch, huet d'Kommissioun de schrëftleche Rapport zu dësem Gesetz ugeholl.

Ech wëll op dëser Plaz profitéieren, fir de Membere vun eiser Kulturkommissioun e grousse Merci ze soe fir eis konstruktiv Diskussiounskultur, déi mer an der Kommissioun hunn. Et ass eng Freed, mat Iech zesummenzeschaffen.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun. An éier ech ophalen, wëll ech Iech alleguerten invitéieren, wann Der e fräie Moment hutt an deenen nächste Wochen, vläicht iwwert d'Chrëschtvakanz, fir eis Kulturinstituter vu bannen ze entdecken an hir wichteg Aarbecht fir eist Kulturierwe besser kennenzeléieren.

E grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci villmools.

An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Elisabeth Margue.

Discussion générale

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Bernard fir hire schréftlechen a hire mëndleche Rapport. Mir änneren haut d'Gesetz vum 25. Juni 2004 ëm. Och dat Gesetz ass op Initiativ vun der Madamm Hennicot-Schoepges deemools an d'Liewe geruff ginn; fir si dann haut nach eng Kéier ze ernimmen.

D'Kulturinstituter hunn als Missioun: d'Etüd, d'Erhalen an d'Recherche vun onsem kulturelle Patrimoine. An deene leschten 20 Joer huet hir Missioun awer och evoluéiert, soudatt déi Changementer, déi mer haut stëmmen, hinne et méiglech maachen, sech besser ze organiséieren. An deem Sënn géif ech och den Accord vun onser Fraktioun ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci villmools. Den Här André Bauler huet elo direkt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Mat dësem Gesetzesprojet ginn d'Missioune vu verschiddene Lëtzebuerger Kulturinstituter nei geschriwwen a preziséiert. D'Rapporteure huet et elo virdru richteg gesot: Dat ass d'Resultat vu rezenten Entwécklungen, déi derzou bäigedroen hunn, datt den Aarbechtspensum an den Aufgabevolume vun dësen Instituter am Laf vun der Zäit ëmmer méi breet gefächert ginn ass.

Mat dem Archivgesetz vun 2018, un dat ech och hei nach eng Kéier erënnere wéilt an un deem mer ganz laang geschafft hunn, a mat dem Denkmalschutzgesetz vum Februar 2022 si mer haut an enger neier Welt ukomm, well mer de betraffenen Instituter e ganz neie Stellewäert ginn hunn an hir Aufgabefelder, hir Rechter an hir Flichte ganz detailléiert gekläert hunn.

Déi aacht Kulturinstituter sinn de Réckstrang vun eisem kulturelle Secteur. Si hebergéieren an hire Gebaier ganz wichteg Schätz, souzesoen d'Gediechtnes vun der Kultur vun eisem Land. Dat si virun allem déi artistesch a literaresch Memoire, déi kulturhistoresch Pärele vu Lëtzebuerg, Konschtobjeten, wéi zum Beispill Tableaux d'art, Miwwelen, Skulpturen, wäertvoll Bicher, handgeschriwwen Texter, awer och Filmer an Tounopnamen, also audiovisuellt Material, oder och nach geologesch a paleontologesch Entdeckungen op eisem nationalen Territoire, déi et ze weise gëllt an déi deelweis séier bemierkenswäert sinn.

An do spillt och déi pedagogesch an edukativ Missioun vun dësen Instituter eng grouss Roll, wa mer engem breede Publikum, a besonnesch deene Jonken, d'Kultur vum Land, d'Ierfschaft vun de Generatiounen, déi virun eis hei zu Lëtzebuerg gelieft a gewierkt hunn, méi no wëlle bréngen. Well vergiesse mer net, datt et grad déi Jonk sinn, déi d'Kultur vun der Vergaangenheet an d'Zukunft erandroen. Si reeche se an dat nächst Joerhonnert weider.

Wéi deem och ëmmer ass, dat klengt Lëtzebuerg ass räich u Kulturschätz, déi et ze weise gëllt, déi ee konservéiere muss an eventuell och restauréiere kann. Sou fënnt een an der Nationalbibliothéik net nëmme Bicher aus fréiere Joerhonnerten a vun haut, mee och – dat gëtt dacks vergiess – wäertvoll handschréftlech Dokumenter.

Begréissenswäert un dësem Gesetzesprojet ass ënner anerem och, datt d'Funktioun vun engem oder zwee Directeurs adjoints oder Directrices adjointes an d'Gesetz geschriwwen ass, well mer eebe feststelle mussen, datt duerch de steigenden Aarbechtsvolume vun de Kulturinstituter villes méi komplex an opwändeg gëtt an doduerjer den Direkter oder d'Directrice dacks op eng zousätzlech Ënnerstëtzung ugewisen ass, virun allem am administrativen, vläicht och techneschen a wëssenschaftleche Beräich.

Dat gesot, soen ech der Présidente-rapporteure villmools Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht a ginn natierlech och gären d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun. Dir hutt gesot, Madamm Rapporteure, datt et eng Freed wier, mat eis zesummenzeschaffen – ech wollt Iech just soen: Ech bewonneren och heiansdo déi Gedold, déi Der mat eis hutt. Dat gesot, nach e schéinen Owend!

Une voix | Merci gläichfalls.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. D'Wuert huet dann direkt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här President a léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Ofschloss vun eisem kulturelle Mëtteg hei haut an der Chamber hu mer dann nach de Projet de loi 8011 iwwert d'Adaptatioun vun de bestoende Strukture vun de kulturellen Instituter.

Sou ewéi d'Rapportrice d'Djuna Bernard, där ech natierlech och nach eemol Merci soe fir déi zwee Rapporten, et och scho gesot huet, gëtt duerch dëse Projet de loi d'Funktioun vun engem Directeur adjoint an de jeeweilegen Instituter geschaaft. D'Madamm Bernard ass jo an hirem Rapport op déi eenzel kulturell Institutiounen agaangen an ech wëll dat elo net nach eemol alles widderhuelen.

Vu dass d'Instituter duerch dëst Gesetz opgewäert ginn, ass dat e gudden Ophänker a soll eis alleguer bewosst maachen, dass d'Kultur am Allgemengen eppes Essenzielles ass, wat all Gesellschaft brauch an ëmmer och brauche wäert. An ech ginn es net midd dëse Mëtteg, dat ze soen. Mee net nëmmen dëst, och déi aner Gesetzer am Beräich vun der Kultur, déi mer haut um Ordre du jour haten, ënnerstäichen de kulturelle Stellewäert. An och d'Kulturjoren, wéi elo zum Beispill och dëst Joer Esch2022, sinn e Beweis, wat Kultur a Konscht fir de Mënsch bedeiten.

Elo kann ee bei der Ausgab vun 2022 gedeelter Meenung sinn, wat d'Programmatioun oder d'Exekutioun ubelaangt, mee mat iwwer 160 Projeten, 11 Lëtzebuerger PRO-SUD-Gemengen an 8 franséische Gemengen, déi matmaachen, an iwwer 400 Benevollen ass et ee vun deene gréisste Kulturprojeten, déi eist Land jee hat. Et fënnt een déi ënnerschiddlechst Richtungen hei erëm: vu Musical iwwer Danzperformance, Ausstellungen dobaussen an a Muséeën, Molerei, Skulptur, Theater a Musek an nach villes méi.

Fir mech als Gemengemamm war an ass et e Projet, deen d'Kultur an d'Konscht bei d'Leit bruecht huet an och nach bréngt. Et konnt een als Gemeng och aktiv matschaffen a seng Kënschtler a Veräiner och matabannen. Dat dréit fir mech och dozou bäi, de Stellewäert vun der Konscht am Allgemengen héichzehalen.

Virun allem awer wäerte ganz vill Projeten och nom Kulturjoer Esch2022 nach nohalteg bleiwen, wat awer och eng ganz flott Opportunitéit fir d'Gemengen am Süden ass. All Mënsch kann hei eppes fannen, wat hien uschwätzt a woufir hie sech begeeschtere kann. An dat ass dat Faszinantst un Esch2022. Och déi aner Kulturjore virdrun hunn eisem Land vill bruecht an et och no vir bruecht. Domat ënnerstëtze mer dann och d'Kënschtler an d'Konscht an eisem Land an iwwert d'Grenzen eraus.

Fir dëst ze ergänzen, ass et dann eeben och wichteg, eis Instituter, déi sech ëm d'Konscht an awer och ëm de Patrimoine këmmeren, gesetzlech ze consolidéieren an eeben och un eis haiteg Zäit unzepassen.

Ech profitéieren op dëser Plaz dann och, fir jiddwerengem Merci ze soen, och all deene Leit aus dem Kulturministère, fir déi vill Zäit, déi se mat eis an der Kulturkommissioun verbruecht hunn. An ech ginn och de Merci zréck un eis Rapportrice, awer och Presidentin vun der Kommissioun, déi och, mengen ech, eng ganz gutt Aarbecht mécht. Mir sinn och zefridde mat hir. Also, ech kann dat emol soen, ech sinn och zefridde mat hir, op jidde Fall!

(Hilarité)

Ech wëll dann och der Ministesch Merci soen. Si ass och ëmmer do a si huet och ëmmer en Ouer a mir schaffen och, mengen ech, alleguer zesummen am Sënn vun der Kultur. An dat ass wichteg esou.

A well déi Kultur eis wichteg ass, a virun allem och menger Fraktioun, der LSAP, ginn ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet. An ech soen Iech och fir d'lescht fir haut Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Gär geschitt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci och. An den nächste Riedner ass den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Ech wollt haut awer och emol der Rapportrice Djuna Bernard Merci soe fir déi dräi Rapporten. Mir gi vun der ADR hei eisen Accord fir dëse Projet an ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann nach d'Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech schléisse mech un. Ech soen och nach eng Kéier e grousse Merci fir de Rapport fir dëse Projet, dee mir honnertprozenteg ënnerstëtzen. A merci an e schéinen Owend nach.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann de Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci. An och mir ginn eis Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Dann huet elo d'Kulturministesch d'Wuert, d'Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, och hei hutt Der schonn en long et en large erklärt, ëm wat et alles hei geet. Dofir vläicht just vu mir e klenge Resümmee, firwat et esou wichteg ass, dass mer déi Adaptatiounen hei un deem Gesetz virhuelen.

Zënter 2004 huet ganz vill changéiert bei eise Kulturinstituter, déi d'Réckgrat vun eiser Kulturpolitik sinn, well se op där enger Säit fir de Patrimoine zoustänneg sinn, fir d'Preservatioun vum Patrimoine, an op där anerer Säit dëse Patrimoine awer och no bausse vermëttelen. Si hu ganz vill evoluéiert. Zënter hirer Aféierung 2004 ass ganz vill Personal bäikomm an deenen eenzelnen Instituter. D'Budgete sinn a d'Luucht gaangen, mee et sinn och eng Rëtsch Sitte bäikomm an natierlech och nei Aufgaben, soudass et am Fong méi wéi iwwerfälleg war, dass mer hei Upassunge virgeholl hunn, dat natierlech an enkem Dialog mat deene concernéierten Instituter.

Et geet mir virun allem och drëm, dass mer natierlech e Gesetz hunn, wat de Realitéiten entsprécht, mee awer och d'Instituter esou opstellen, dass se

sech kënnen organiséieren, fir dat Vermächtnis, wat se geréieren, esou gutt wéi méiglech och ze geréieren a sech kënnen op déi Aufgaben konzentréieren, déi vum Gesetz virgesi sinn, an op déi, déi och nach ëmmer weider derbäikommen. Duerfir sinn ech wierklech och hei ganz frou iwwert d'Ënnerstëtzung vu jiddwerengem heibannen.

Ech wollt awer och nach als Ofschloss elo vun deene véier Gesetzestexter an der Kultur – ech weess net, ob dat schonn eng Kéier war, dass véier Gesetzestexter an der Kultur an engem Nomëtten an dëser Chamber gestëmmt gi sinn; ech woen et ze bezweifelen – deene Leit Merci soen, déi dofir responsabel sinn, dass mer dozou konnte kommen.

Dat sinn un alleréischter Stell d'Mataarbechter aus dem Kulturministère, mam Service juridique. Et ass eng kleng Ekipp, déi awer ganz effikass an intensiv schafft, elo schonn déi lescht puer Joer, wou mer wierklech ganz vill konnten op de Wee brëngen. An natierlech merci och dem Jo Kox fir säin onermiddlechen Asaz am Sënn vun der Kultur. An dann natierlech der ganzer Kommissioun, mat virop dem Djuna Bernard: Du bass scho vill gelueft ginn, ech ka mech deem nëmmen uschléissen! An ech fäerten, ech hat virdru vergiess, och dem Josée Lorsché Merci ze soe fir hire Rapport. An och do dann nach eng Kéier nodréiglech merci. An Iech all merci fir déi gutt Diskussiounen, déi mer ëmmer erëm hunn, a fir d'Ënnerstëtzung fir de kulturelle Secteur zu Lëtzebuerg.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Ministesch.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 8011 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8011 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un.

(Brouhaha)

Wannechgelift, d'Sëtzung ass nach net eriwwer!

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 56-mol Jo, bei 56 Votten, et ass also unanime.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8011 est adopté à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

An ech wollt Iech just nach froen, ob Der d'accord sidd, d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

An da ginn ech Iech fräi an d'Sëtzung ass eriwwer. E schéine Kleeserchersowend nach! An da géif ech der Presidentin vun der Kommissioun de Kleeschen iwwerreechen, ...

Plusieurs voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... fir e mat der Kommissioun ze deelen.

(Hilarité)

(La séance publique est levée à 18.53 heures.)

18e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 57
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la lutte contre la désinformation** p. 57
   Exposé : Mme Diane Adehm
   Débat : Mme Carole Hartmann | Mme Francine Closener | Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Yves Cruchten)
3. **Discours de M. le Président** p. 59
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la lutte contre la désinformation (suite)** p. 60
   Débat (suite) : M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
5. **8087 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique** p. 63
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum
   Discussion générale : M. Marc Spautz (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8087 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Sven Clement (interventions de M. Dan Kersch) | M. Gilles Baum | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Spautz | M. Marc Goergen | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
6. **8099 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État** p. 68
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Aly Kaes (interventions de M. Gilles Roth et M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics) | M. Frank Colabianchi (intervention de M. André Bauler) | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Sven Clement) | M. Marc Goergen (interventions de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et M. Dan Kersch) (dépôt des motions 2 et 3) | M. Marc Lies
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de Mme Myriam Cecchetti et M. Jean-Marie Halsdorf) | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Sven Clement)
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : Mme Chantal Gary | M. Michel Wolter | M. Marc Goergen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : Mme Chantal Gary | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, Här President.

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la lutte contre la désinformation

M. Fernand Etgen, Président | D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Kampf géint d'Desinformatioun, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Diane Adehm als Vertriederin vun der CSV-Fraktioun. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Desinformatioun, Fakenews, Propaganda, alternativ Fakten: All dat si Wierder, déi mir oft an och ëmmer méi oft héieren. Mee wat bedeiten déi verschidde Wierder iwwerhaapt?

Ech hunn am Duden nogesicht a sinn dobäi op folgend Definitioune gestouss: „Desinformatioun" gëtt do definéiert als bewosst falsch Informatioun „zum Zwecke der Täuschung". „Fakenews" definéiert den Duden, andeems e seet: „in den Medien und im Internet, besonders in sozialen Netzwerken, in manipulativer Absicht verbreitete Falschmeldungen". Kucken ech d'Definitioun vu „Propaganda", sou steet do, dass et u sech eng systematesch Verbreedung vu politeschen, weltanschauleschen Iddien a Meenunge ass, mam Zil, dat allgemengt Bewosstsinn an enger bestëmmter Aart a Weis ze beaflossen. A schlussendlech d'„alternativ Fakten", déi mer jo spéitstens zënter der Vereedegung vum Donald Trump alleguerte kennen, dat ass u sech, dass een d'Wiel léisst zwëschen zwou Méiglechkeeten oder dass een eng zweet Méiglechkeet duerstellt.

Aus dësen Definitiounen geet kloer an däitlech ervir, datt d'Zil vun dësen Informatiounen eeben ass, fir d'Leit geziilt ze täuschen, ze manipuléieren oder ze beaflossen, an dat mat engem ganz kloren Interessi hannendrun.

Wa mir am Ausland kucken, wat do lass ass, da gesi mir ganz séier, dass Desinformatioun zu enger grousser Gefor fir eis Demokratie ka ginn, wann een net dergéint virgeet. A mir brauchen duerfir emol net an eng Diktatur kucken ze goen, mee d'Walen an Amerika fir de Presidenteposte weisen eis, wéi ee geziilt Desinformatioun, Fakenews, Propaganda an och alternativ Fakten asetze kann, fir de Wieler eng aner Realitéit gleewen ze dinn. „Wie die Demokratie gehackt wird", huet zum Beispill den Deutschlandfunk 2020 an engem Feature getitelt.

Ech denken awer och un déi sëlleg Informatiounen, déi am Kader vun der Covidkris zirkuléiert sinn an déi sech ganz oft duerno als falsch erausgestallt hunn.

Op där anerer Säit hu mir awer bei eis och e Grondrecht, dat Meenungsfräiheet heescht. Jidderee ka bei eis fräi seng Meenung soen. A genee hei fänkt et un, schwiereg ze ginn. Bis wouhinner geet d'Meenungsfräiheet a wou fänken Desinformatioun, Fakenews, Propaganda oder alternativ Fakten un?

All déi Informatiounen oder Fakten oder wéi och ëmmer zirkuléieren ëmmer méi oft an ëmmer méi séier duerch déi sozial Reseauen. Am Géigesaz zu de klassesche Medien, wou e Journalist Informatioune verifizéiert, ier e se weidergëtt, hu mir leider an de soziale Reseaue keen, deen dat mécht.

Bei der Virbereedung vun dëser Aktualitéitsstonn sinn ech op eng EU-Statistik aus dem Joer 2021 gestouss. Dës seet, dass an der Moyenne an der EU nëmmen 23 % vun de Leit tëschent 16 a 74 Joer eng Informatioun, déi se online op Noriichteplattformen oder an de soziale Reseaue fonnt hunn, iwwerpréiwen. 23 %! Zu Lëtzebuerg si mir ëmmerhi bei 41 % vun de Leit. Domadder leie mir op der zweeter Plaz hannert Holland mat 45 %. Dës Zuele sinn erschreckend, well emol net d'Hallschent vun den EU-Bierger Informatiounen, déi si fannen, kontrolléieren!

Fakt ass, dass mir hei zu Lëtzebuerg d'nächst Joer zweemol Walen hunn, Gemengewalen am Juni an Nationalwalen am Hierscht. Grad an dësem Kontext ass et wichteg fir all Wieler, sech bewosst ze sinn, dass et eeben Desinformatioun gëtt.

Wat kënne mir also hei zu Lëtzebuerg maachen, fir deem entgéintzewierken? Dat Allerwichtegst dobäi si fräi Medien, déi gutt fonctionéieren. Mir brauchen och e gewëssene Medienpluralismus hei zu Lëtzebuerg. Mee dat aleng geet net duer. Och Qualitéitsjournalismus ass gefrot.

Mat der Reform vun der Pressehëllef, déi mir d'lescht Joer hei am Haus gestëmmt hunn, hu mir e Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach. D'Press kritt finanziell ënnert d'Äerm gegraff an dës Hëllef ass u verschidde Punkte gebonnen, wéi zum Beispill d'Zuel vun de professionelle Journalisten. An d'professionell Journalisten hunn all eng Pressekaart an och deementspriechend Formatioune gemaach.

Eng Fro, déi natierlech am Kontext vu Mediefräiheet a Qualitéitsjournalismus opkënnt, ass déi vun engem Informatiounszougangsgesetz spezifesch fir Journalisten. Esou e Gesetz gëtt scho ganz laang gefuerdert a kéint hëllefen am Kampf géint Desinformatioun. Duerfir meng Fro: Ass esou e Gesetz an der Ausaarbechtung oder net?

E weidere wichtege Punkt am Kampf géint Desinformatioun ass d'Medienerzéiung. An de Schoule ginn eis Jonk am Fach Digital Sciences ënner anerem drop virbereet, Informatiounen, déi si online fannen, kritesch ze kucken an net alles fir boer Mënz ze huelen, wat si op TikTok gesinn. Eis Kanner sinn déi Erwuesse vu muer a si wuessen an engem digitale Ëmfeld op a grad dowéinst gi si vu Klengem un op d'Geforen heiranner higewisen.

Mee déi Erwuesse vun haut, mir alleguerten, mir sinn net esou opgewuess. Mir hunn dat alles eréischt vill méi spéit entdeckt a grad hei muss den Hiewel vun der Medienerzéiung ugesat ginn, well mir Erwuessener ginn net méi an d'Schoul, wou mir op d'Gefore vun Desinformatioun, Fakenews, Propaganda oder alternative Fakten opmierksam gemaach ginn.

An da kommen ech nach eng Kéier op meng Statistik zréck, dass nëmmen 41 % vun de Lëtzebuerger zwësche 16 a 74 Joer Informatiounen, déi si fannen, nokontrolléieren. Grad fir dës Leit, déi och d'nächst Joer zweemol wiele ginn, ass et wichteg, dass si gutt informéiert an d'Walkabinn eraginn, andeems si sech net nëmmen iwwer sozial Reseauen informéieren. An ech soen dëst nach eng Kéier mat Bléck op déi amerikanesch Walen, wou leider ze vill Leit sech esou informéiert hunn. Duerfir meng Fro un d'Regierung, wat si an dësem Zesummenhang wëll maachen. Ass eng Informatiounscampagne geplangt, fir d'Leit geziilt op Desinformatioun opmierksam ze maachen, an och net nëmmen am Kader vun de Walen, mee allgemeng?

An da stellt sech natierlech och d'Fro no engem Gesetz géint Desinformatioun hei zu Lëtzebuerg. Duerfir meng Fro un d'Justizministesch: Ginn eis national Gesetzer duer, fir géint geziilten Desinformatioun, Fakenews, Propaganda, alternativ Fakte virzegoen oder net? Well Frankräich zum Beispill huet nämlech schonn am Joer 2018 d'Loi contre la manipulation de l'information ugeholl. Dëst Gesetz soll d'Demokratie géint déi verschidde Forme vun absichtlecher Verbreedung vu falschen Noriichte schützen.

Ëm wat geet et? Mee et geet an dësem Gesetz haaptsächlech drëm, fir a Walkampfperioden e Moyen ze hunn, fir géint all Tentativ virzegoen, déi drop ofziilt, d'Walen ze beaflossen. Plattforme sinn obligéiert, wärend dëser Zäit gesponsert Inhalter oppenzeleeën, andeems den Numm vum Auteur an de bezuelte Betrag publizéiert gëtt, an et gëtt eng „action judiciaire en référé" agefouert, fir direkt d'Verbreedung vu falschen Informatiounen ze stoppen. Denkt d'Justizministesch drun, fir och eventuell esou eppes am Lëtzebuerger Recht anzeféieren oder net?

An dësem Kontext huet den Emmanuel Macron gesot: „Le relativisme absolu dans lequel nous nous sommes confondus est aujourd'hui exploité par des femmes et des hommes qui considèrent que tout peut être dit et qui vont chercher de plus en plus à manipuler nos démocraties."

A Frankräich ënnerläit d'Kontroll vun dësem Gesetz dem Conseil supérieur de l'audiovisuel. Zu Lëtzebuerg hu mir mat der ALIA en Organ, fir d'Medien ze iwwerwaachen. Mee wéi ass et mat de soziale Reseauen?

En zousätzleche Punkt, deen hei kéint mat erakommen, ass de Lancement vum Internetsite belux.edmo.eu vum European Digital Media Observatory for Belgium and Luxembourg. Dësen Observatoire gëtt vun der EU finanzéiert a soll hëllefen, national oder multinational Zentren opzebauen, fir géint Desinformatioun virzegoen. E soll de Bierger an der EU hëllefen, falsch Informatiounen ze identifizéieren, an hinne Strategië virschloen, fir dass si sech besser am digitalen Informatiounsfeld erëmfannen.

Dëst ass eng wichteg Initiativ vun der EU a mir begréissen, dass och RTL Lëtzebuerg hei matmécht a reegelméisseg där Faktenchecke publizéiert. Fir eis ass dat e gudde Wee, fir d'Leit virun Desinformatioun ze schützen.

Ech wéilt awer och drop hiweisen, dass Lëtzebuerg am digitale Beräich keng Insel ass an dass mir Lëtzebuerger, bedéngt duerch eis Méisproochegkeet, oft op auslänneschen Internetsitten ënnerwee sinn an och do mat Desinformatioun, Fakenews, alternative Fakten a Propaganda konfrontéiert sinn. Hei muss op EU-Niveau gekuckt ginn, fir Léisungen ze fannen, wat och mat dem Digital Services Act geschitt ass.

Här President, ophale wéilt ech mat engem Zitat vum Roland Arens am Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort“: „Desinformatioun in der Demokratie ist wie der Klimawandel: Sind die Auswirkungen erst einmal spürbar, ist es für eine Umkehr schon zu spät.“ Woubäi ech mer awer erlaben, hannendrun ze setzen: An eiser Mediendemokratie ass den Ausstig aus der Desinformatioun sécherlech méi einfach ze maache wéi d'Erreeche vun der Klimaneutralitéit an et ass och ni ze spéit fir e kritescht Hannerfroe vun Informatiounen. Dëst Hannerfroe vun eis all ass déi wichtegst Mesure géint Desinformatioun. An dofir brauche mer emol kee Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, informéieren, hannerfroen, opklären: Am November waren Noriichten, Desinformatioun a Fakenews ee vun de Sujete vun de Workshoppe vum Jugendkonvent. Wat fir Quelle si verlässlech? Wat ass de Kontext? Wou fannen ech seriö Informatiounen?

Besonnesch iwwert déi lescht zwee, dräi Joer hat een d'Gefill, dass Desinformatioun a Fakenews extreem un Terrain gewonnen hunn. Déi Abberzuel u falschen Informatiounen iwwert de Covid-19 oder d'Noriicht vun engem „Walbedruch“ an den USA si wuel mat déi bekanntste Beispiller heifir.

D'EU-Kommissiounsvizepresidentin Věra Jourová huet am September nach eemol drop opmierksam gemaach, dass een ëmmer méi Tendenzen erkennt, déi engem Suerge maachen. Och d'Press an d'Medie geroden ëmmer méi ënner Drock, souwuel vum Grand public wéi och duerch Aflëss vun der Politik. Journalisten, déi wëllen objektiv informéieren, ginn zenséiert, bedrot oder tatsächlech ugegraff, fir si an hire Missiounen ze behënneren. A Länner wéi Ungarn, Polen oder der Slowakei üben d'Regierunge massiven Afloss op d'Berichterstattung an de Medienpluralismus aus. Russland ass de Moment e Paradebeispill derfir, wéi d'Realitéit vun engem Krich an den nationalen Narrativ doriwwer wäitleefeg auserneeginn.

Als DP sti mir hannert der Propositioun vun der EU-Kommissioun vun engem „Mediefräiheetsgesetz“. Duerch dëst sollen an der EU d'Transparenz an d'Onofhängegkeet vun de Medie gestäerkt an de Respekt virun der redaktioneller Fräiheet an der journalistescher Aarbecht duerchgesat ginn, och bei den digitale Medien. Dat huet och d'EU-Kommissärin fir Digitales Margrethe Vestager am Abrëll hei an der Chamber gesot: „Wat offline illegal ass, muss och online gereegelt ginn.“ D'Mënsche géife sech ëmmer méi am digitale Raum ophalen an deemno wier et wichteg, dass d'Demokratie och do present wier.

D'Gefore vun Desinformatioun kenne mer all: Falsch an deels och geféierlech Behaaptunge gi vun eenzelne Leit an d'Welt gesat. Firwat? Well si mat eppes net averstane sinn, well se onzefridde sinn, well se soss iergendeen Zil domadder verfollegen. Anerer widderhuelen dës Iddien op „dogmatesch“ Manéier, fir esou vill wéi méiglech Leit vun hiren Usiichten ze iwwerzeegen. Dëst kann derzou féieren, dass d'Spaltung an der Gesellschaft wiisst. Et kann zu Radikaliséierung an esouguer zu Hetz a Gewalt féieren.

Grad den Internet kann als dynamescht Medium esou eng Entwécklung onheemlech acceleréieren a verschäerfen. A grad bei Onlineplattformen, déi op Emotiounen an Interaktiounen opbauen, kann esou ganz séier Veronsécherung entstoen a Konflikter a Gewalt kënne sech an der Gesellschaft entwéckelen. Grad op dëse Plazen, wou et keng Redaktioune gëtt, déi als „Gatekeeper“ eng Inhaltsmoderatioun maachen, ass et wichteg, dass et kloer Reegele ginn, fir mat dësem Contenu ëmzegoen. Och e Faktencheck ass dobäi wichteg, well wa falsch Informatioune fir boer Mënz geholl ginn, kann dat erhieflech, jo souguer geféierlech Konsequenze no sech zéien.

Den Digital Services Act ass eng Method, fir illegal Inhalter an Zukunft besser ze kontrolléieren. Mam DSA kréien d'Plattformen a Sitte méi Responsabilitéit, fir onzoulässeg, falsch oder strofbar Inhalter ze limitéieren, Kanner a Jugendlecher besser ze schützen an e gréissere Choix u seriöen Informatiounen ze assuréieren.

Grad déi Jonk musse virun Desinformatioun gewarnt a geschützt ginn. Si verbréngen immens vill Zäit am Netz a fannen et schwéier, sech vun der digitaler Welt lasszeléisen. Ëmsou méi wichteg ass et, dass, wa si sech am Netz ophalen, si net mat Desinformatioun a Fakenews konfrontéiert ginn.

Wichteg ass an deem Kontext och hir politesch Bildung an eng Förderung vun hirer Noriichtekompetenz an der Schoul. Et muss een hinnen e Set un Tools a Wësse mat an d'Hand ginn, fir si an dëse Prozesser ze begleeden, sou zum Beispill d'Éducation aux médias et à l'information, mee och BEE SECURE, déi an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère hëllefen, eis Kanner a Jugendlech op dës Problematiken opmierksam ze maachen.

Här President, als DP sti mir ganz kloer hannert der Press, de Medien an de Journalisten, déi eng seriö Aarbecht maachen ...

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | ... an déi d'Mënschen informéieren. Si leeschten e wichtege Bäitrag an eiser Gesellschaft an et gëllt, si ze beschützen a Fakenews an Desinformatioun mat all hire Konsequenzen ze bekämpfen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. E Grupp vu Rietsterroristen huet ganz konkreet e reegelrechte Putsch an Däitschland geplangt. Dat ass keen Hirngespinst, mee erschreckend Realitéit haut bei eisen däitschen Noperen.

Zu deem Reseau, deen elo opgeflunn ass, gehéiere wuel Neonazien, awer och Leit aus der sougenannter Mëtt vun der Gesellschaft: Juristen, eng Doktesch, e Pilot zum Beispill, Impfgéigner. Lauter Leit, déi sech radikaliséiert hunn a konspirativ Theorië verstreet hunn, awer selwer warscheinlech och Affer dovunner gi sinn.

Desinformatioun ass alles anescht wéi harmlos. Mir mussen dat thematiséieren. Mir hunn dat scho gemaach hei, an ech soen dem Diane Adehm ausdrécklech Merci, datt de Sujet haut nach eng Kéier debattéiert gëtt.

Wéi verhënnert een, datt d'Leit op Propaganda a Manipulatioun erafalen? Mat virop Preventioun, sot gëschter déi däitsch Inneministesch am Kontext vun deem Reseau. Et soll ee seng Quellen iwwerpréiwen, et soll een net nëmmen enger Source gleewen, mee natierlech wier dat an Zäite vu soziale Medie méi schwéier ginn. A genee dat ass de sprangende Punkt: Desinformatioun, fir d'Leit ze manipuléieren, gouf et nach ëmmer, awer am digitalen Zäitalter ass se explodéiert, séier, effikass, professionell a bëlleg.

D'Propaganda vu Russland zum Beispill huet eng ganz nei Dimensioun ugeholl, seet de Chef vu Mimikama, enger Organisatioun, déi genau iwwer Desinformatioun am Internet opkläert, Faktenchecks mécht an esou weider. Esou vill an esou gutt gemaachte Fälschunge vu Mediewebsäiten hätt hien nach ni gesinn. Russland huet sech do eng ganz doutéis Expertis opgebaut.

Et ass immens schwéier ginn, fir tëscht Fakt a Fake ze ënnerscheeden. Digital kann ee quasi alles manipuléieren a fotoshoppen, ouni datt een Normalstierflechen den Ënnerscheed gesäit. Sourcen iwwerpréiwen, recherchéieren, Beweiser sichen, datt eng Informatioun, eng Nouvelle fiabel ass, dat ass net esou einfach. Dat ass a sech d'Aarbecht vun engem Journalist. Awer haut, wou jiddereen am Netz quasi alles ka posten, egal op richteg oder falsch, haut brauche mer alleguerten déi Kompetenzen.

E Schlësselberäich do ass ganz kloer d'Educatioun, d'Medienerzéiung an der Schoul. Jo, mir hunn am Kader vun enger Aktualitéitsstonn, déi ech dozou ugefrot hat, scho virun zwee Méint heiriwwer geschwat. Déi Jonk sinn Digital Natives, mee duerfir nach laang net immun géint Desinformatioun. Se huelen allze gär alles, wat se op TikTok a Youtube gesinn, fir boer Mënz.

Also: Medienerzéiung. Allerdéngs mussen dann awer och d'Enseignantë selwer op der Héicht sinn. Ech ka mech ganz gutt un en Tëleesreportage erënneren, wou Schüler an hir Proffen an engem Text tëscht Fake a Fakt sollten ënnerscheeden. D'Proffe waren am Test net besser wéi d'Schüler. Och si hu sech vum Layout blende gelooss a sinn net op d'Iddi komm, fir emol ze kucken, wien eigentlech à l'origine ass vun der soi-disant „Noriichtesäit“.

Et ginn zu Lëtzebuerg an der Educatioun ouni Zweifel vill Efforte gemaach an deem Beräich, mee se ginn der LSAP net wäit genuch! Natierlech ass Medienerzéiung en transversaalt Theema, dat een a verschiddene Coursë kann uschwätzen – kann, mee et muss een awer net. A genee do läit d'Kromm an der Heck, well wa Medienerzéiung net d'office feste Bestanddeel vum Programm ass oder souguer als eegene Cours enseignéiert gëtt, riskéiere vill Schüler, domat wéineg ze dinn ze kréien.

Sécher, am neie Cours Digital Sciences gëtt d'Theema ugeschwat, mee et ass nëmmen ee Punkt vu villen, et ass net prioritär. Et ass awer dat, wat mir eis virstellen. Et muss séchergestallt ginn, datt all Schüler, deen duerch d'Lëtzebuerger Schoul geet, eng Medienerzéiung, déi den Numm och verdéngt, mat op de Wee kritt. An et kann net dervun ofhänken, ob e grad en engagéierte Proff huet, fir deen dëst Theema wichteg ass!

Ech hunn elo vum Lycée geschwat, mee wichteg ass awer och, datt dat Theema an der Grondschoul scho systematesch ugeschwat gëtt. Vill Kanner hu jo, wéi Der wësst, en eegene Smartphone a sinn online

ënnerwee. Och si brauchen Orientéierung a Mediekompetenz. De Mediekompass ass sécher e wäertvollt Instrument – wann een en dann thematiséiert a wann een en uwennt. Wou mer dann erëm beim selwechte Problem sinn: Efforte gi gemaach, mee se ginn eis net wäit genuch! Medienerzéiung ass nach net systematesch genuch Deel vun de Schoulprogrammer an natierlech gehéiert d'Medienerzéiung och an d'Ausbildung vun all Enseignant, ob fir Grondschoul oder Lycée. Dat schéngt mer ganz evident.

Net just déi Jonk, mee natierlech och déi Erwuesse brauchen Hëllef am Kampf géint Desinformatioun. An déi Hëllefsstellung kann a muss vun den Experte kommen, an dat sinn an dësem Fall eeben ausgebilt Journalisten. Eng konsequent Ënnerstëtzung vum Qualitéitsjournalismus ass deemno eng aner Prioritéit fir d'LSAP. Gudde Journalismus ass nämlech den Desinformanten en Dar am A. Dir wësst selwer, wéi an de leschte Jore probéiert ginn ass, Journalisten ze intimidéieren, se monddout ze maachen, se als „Ligepress" ze diffaméieren, eebe well se hir Aarbecht maachen.

Déi klassesch Medien hunn natierlech méi wéi jee eng grouss Verantwortung, iwwer Fakten ze berichten. Se kënnen a musse recherchéieren, fir Ligen an Desinformatioun ze entlarven. Un eis ass et, fir si ze ënnerstëtzen, ëmsou méi, wou elo den Elon Musk amgaang ass, Twitter zu enger richteger Desinformatiounsschleider verkommen ze loossen.

Natierlech ass et onméiglech, dem Fleau vun der Desinformatioun aleng mat nationale Moossname bäizekommen. Duerfir sti mer voll a ganz hannert der europäescher Initiativ vum Digital Services Act, kuerz DSA. Dës EU-Reglementatioun funktionéiert no folgendem Prinzipp: Wat am richtege Liewen illegal ass, ass och online illegal. D'Ëmsetzung gëtt grad preparéiert. Dat dierf kee Pabeiertiger ginn. Europa muss hei en Zeeche setzen!

Här President, mir brauche méi Determinatioun an dëser Fro. Déi Determinatioun ass kruzial fir eis Demokratie. Déi, déi eis Gesellschaft wëlle splécken a mat Desinformatioun um Internet déi bescht Waff hunn, d'Populisten an d'Rietsextremisten, déi sinn eis heiansdo e Schratt viraus. Dat däerfe mer net zouloossen!

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | An dat wäerte mer net zouloossen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätze beim Theema Desinformatioun net vun engem theoreetesche Problem, mee vun enger Entwécklung, déi e ganz reellen Impakt op d'Demokratien uechtert d'Welt huet. Mir kennen d'Beispill vum Stuerm op de Kapitol zu Washington, wat am Endeffekt och d'Resultat war vun enger riseger Fakenewscampagne, déi verschiddene Gruppéierunge vu Leit agetriichtert huet, se wieren ëm de Walsig vum Donald Trump bedru ginn.

Eréischt gëschter waren 3.000 Polizisten an Däitschland un enger Razzia bedeelegt, déi e rietst Terrornetzwierk vu Räichsbierger a Querdenker ausernergeholl huet, ënnert hinnen Ex-Memberen aus dem Bundestag vun der AfD, Leit mat Verbindungen zur Bundeswehr, also Leit mat Zougang zu Waffen, a Leit, déi och schonn op Anticovidprotester als gewalttäteg an Erschéngung getruede sinn.

Aus enger Skepsis géinteniwwer dem Staat, déi wuel och duerch Desinformatioun geschüert ginn ass, ass esou de Wonsch entstanen, de Staat mat Gewalt opzeléisen, an esou Initiativen – oder wéi och ëmmer ee se soll nennen –, sollten op kee Fall klenggeried ginn!

Och hei am Land huet d'Verbreede vun Hallefwourechten a Falschinformatioune schonn zur Polariséierung an der Gesellschaft bäigedroen. Ech denken do u geziilt Desinformatiounscampagnen am Kader vun der Covidpandemie, speziell och wat d'Impfungen ubelaangt.

Ech denken awer och un d'Klimakris. D'Wëssenschaft seet eis zënter iwwer 50 Joer, wéi vill et mat all Tonn CO_2 méi waarm gëtt. An déi Trajectoiren hu sech all bewarheitet. Trotzdeem geeschtere genuch Fakenews duerch d'Welt, dass et kee Klimawandel gëtt, zumannst kee mënschegemaachten. An eleng dës zwee Beispiller, déi weisen, wat fir en Impakt Desinformatioun op eis Sécherheet, op eis Gesondheet an awer och op d'Wuelbefanne vun den nächste Generatiounen huet.

Desinformatioun ënnergrueft d'Vertrauen an d'Wourecht an an d'Objektivitéit. Si hält eis als Gesellschaft dervunner of, un engem Strang ze zéien, fir Problemer ze benennen a se zesummen ze léisen. A genee dorëms geet et den Initiateure vun esou Campagnë jo: Duerch Dissens an der Gesellschaft soll eegene Profitt erausgeschloe ginn!

A ganz aktuell gesi mer jo och, wéi zum Beispill déi russesch Propagandamaschinnerie fonctionéiert, nämlech mat Desinformatiounscampagnen, déi souwuel géint déi eege Bevëlkerung wéi awer och no bausse geriicht sinn. A mir sollten deen Effekt op Europa net ënnerschätzen. Laut enger rezenter Etüd gleewen ëmmer méi Leit an Däitschland prorussesche Verschwörungstheorien: 44 % si souguer iwwerzeegt, dass de Putin géint eng global Elitt géif kämpfen, an dat sinn 12 % méi wéi nach am Abrëll!

Och mir sinn hei am Haus mat russescher Propagandarhetorik konfrontéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Och mir musse Leit de Bass halen, déi zum Deel ënnert dem Cover vun der Legitimitéit vun hirem Beruffsstand Hallefwourechten iwwert de Klimawandel verbreeden. An och mir musse géigesteieren, wann esou abstrus Geschichten an d'Welt gesat ginn, wéi wann dës Regierung tatsächlech wéilt d'Pappen ofschafen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Och mir mussen dergéinthalen, wann an enger geziilter Campagne behaapt gëtt, mat der neier Verfaassung géifen d'Elteren elo duerch de Staat ersat ginn oder si kréichen hir Kanner ewechgeholl, wa se se net impfe loossen oder an eng Maison relais ginn. Esou abstrus dat alles kléngt, ginn et genuch Leit, déi sech doduerch veronséchere loossen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Mir mussen einfach de Constat maachen, dass mir alleguer an op ville Plazen, trotz allem, wat mer iwwert d'Gefor vun der Desinformatioun an demokratiefeindlechen Narrative wëssen, oft nach ze suerglos mam Theema ëmginn. Mir brauchen nach vill méi e breet Verständnis an eng Sensibiliséierung fir Propaganda an Desinformatioun an och Strategië fir eisen Ëmgang domadder.

Nieft der Repressioun gëllt et och hei, d'Preventioun net ze vergiessen. Dozou gehéiert et, op professionelle Journalismus ze setzen an d'Media Literacy, also d'Mediekompetenz, ze erhéijen, fir d'Leit eeben an d'Lag ze versetzen, sech iwwer hir Social-Media-Bubble eraus onofhängeg ze informéieren. Glécklecherweis gëtt et zu Lëtzebuerg schonn eng Rei gutt Initiative géint Desinformatioun, zum Beispill bei BEE SECURE, awer och bei dem Zentrum fir politesch Bildung. An d'Regierung selwer huet an dëser Legislaturperiod och scho Verantwortung iwwerholl mat der Reform vun der Pressehëllef an der Ënnerstëtzung vun eisen ëffentlech-rechtleche Medien. Ech weess net, firwat et esou haart heibannen ass. Anscheinend ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass vläicht d'Begeeschterung fir Äert Land.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dir fillt Iech op alle Fall immens ugesprach, wann ech dat esou matkréien.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi Ried ass ganz gutt! Déi Ried ass ganz gutt, Madamm Empain!

Une voix | Loosst Iech net stéieren! Fuert weider!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dir hutt vollkomme Recht!

Une voix | Fuert Dir roueg weider!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci villmools. Voilà, an och um EU-Niveau gëtt et eng Rei positiv Akzenter, zum Beispill bei der Reguléierung vu Social-Media-Plattforme beim sougenannten Digital Services Act.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei aller Suerg ëm Desinformatioun wëll ech trotzdeem eppes ganz kloer ënnersträichen: Mir musse mat aller Konsequenz d'Meenungsfräiheet garantéieren! Mee Meenungsfräiheet heescht net, dass een d'Recht huet, d'Leit un der Nues ronderëmzeféieren a se mat Ligen ze fidderen!

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Duerfir muss et och méiglech sinn, fir zum Beispill „Russia Today" ze blockéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Well wien d'Prinzippie vun eiser Demokratie ënnergrueft, dee ka sech net erwaarden, dass déi wierklech Demokraten e gewäerde loossen!

An ech soen Iech heimadder villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain.

3. Discours de M. le Président

Mesdames et Messieurs les Députés, permettez-moi de vous signaler qu'à notre tribune, la Vice-Présidente de la Verkhovna Rada, du Parlement ukrainien, Madame Olena Kondratiuk, nous a rejoints.

Chère Olena, après nos excellents échanges ce matin, je suis heureux de vous accueillir à notre séance publique de cet après-midi.

Le parlement luxembourgeois est aux côtés de l'Ukraine, soutient l'Ukraine, condamne les crimes perpétrés par la Russie dans votre pays. Nous ne vous écoutons pas seulement. Nous ne vous soutenons pas seulement. Nous ne sommes pas seulement votre allié pour faire front à cette erreur historique de la Russie qui dépasse tout entendement.

Partout où nous allons, partout où nous allons, nous portons également les messages que vous nous avez donnés aujourd'hui. Nous le ferons demain aussi. Vos valeurs sont les nôtres. Je veux honorer le courage de votre peuple. Je vous souhaite encore une bonne mission ici au Luxembourg. Aujourd'hui, vous nous avez invités à Kiev. Je vous dis donc à très bientôt !

(Applaudissements)

4. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la lutte contre la désinformation (suite)

Mir géifen dann elo mat der Aktualitéitsstonn virufueren. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Débat (suite)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech fänke vläicht u mam ...

(M. Fernand Kartheiser règle la hauteur du pupitre.)

Jo, mir hunn haut eng ganz wichteg Diskussioun, nämlech iwwert d'Meenungsfräiheet hei am Land. An ech wëll och der Madamm Adehm Merci soen, datt se de Sujet hei an d'Chamber bruecht huet. Et kann een net genuch doriwwer schwätzen.

Mee et ass schonn eng Debatt, déi engem Suerge mécht, wann een héiert, wéi hei elo déi verschidden Orateuren dozou Stellung geholl hunn. Et war e bëssen awer e Concours fir ze justifiéieren, op wéi eng Manéier oder firwat een d'Meenungsfräiheet muss aschränken.

(Brouhaha)

Et war e bëssen e Lëpsebekenntnis zu Qualitéitsjournalisten an der Fräiheet vun der Press.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Hunn ech ...? Also, Här President, ech mengen, ech hunn d'Wuert. An ech wär och frou, wann déi Zäit, déi ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Premierminister ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee, ech ...

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Et ass just e Constat, Här President. Ech mësche mech net an der Chamber hir Saachen an, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech lauschteren den Här Premierminister herno no mir. Elo wëll ech schwätzen.

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | ... mee ech hu gemengt, et géif iwwer Desinformatioun goen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass dach net normal! Ech hunn emol nach net ugefaangen, den éischte Saz ze soen, Här Premierminister, da sprangt Dir schonn op a schwätzt hei dran!

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Jo, mee de Sujet ... Dir hutt vläicht déi falsch Ried ausgepaakt. Dowéinster!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass jo ... Dat ass e Mangel u Respekt virum Parlament!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, wannechgelift!

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Den Här President huet mer jo d'Wuert ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, et ass elo un den Deputéierten ze schwätzen an net un der Regierung!

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Den Här President huet mer d'Wuert ginn. Ech wollt just froen, Här President ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Bettel huet ganz frëndlech gefrot, fir d'Wuert ze kréien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | An hei ass et esou, wann een d'Wuert freet an de President gëtt ëm et, dann däerf dee schwätzen. An ech ginn elo dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Ech wollt just ... just, fir de Kader ze setzen: Et geet ëm d'Desinformatioun, net ëm d'Meenungsfräiheet. Dat ass dat Eenzegt, wat ech wollt soen. Et ass wichteg, dass de Sujet awer och net mat anere Saache vermëscht gëtt. Dat ass dat Eenzegt, wat ech wollt soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An domadder rappeléiert de Premierminister eppes, wat an eisem Reglement steet, datt u sech den Orateur sech net däerf ze wäit vum Sujet ewechleenen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dann hätte mer dat ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, Dir hutt elo erëm d'Wuert, mat där ausdrécklecher Opfuerderung, Iech zum Sujet auszedrécken.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, Här President, dann hätt Der dat och, mat allem Respekt, deene véier Orateure virdru gesot, well och déi hunn iwwer Meenungsfräiheet an eng ganz Rei Saachen, vu Sujete geschwat, déi domadder zesummenhänken, notamment a wéi enge Medie sech zum Beispill dann déi Fakenews oder wat och ëmmer ausbreeden.

Et ass awer interessant, fannen ech, och fir déi Leit dobaussen, ze gesinn, wéi hei direkt ënnerbrach gëtt, wann een de Kontext wëll setzen. Et ass schonn eng ganz bedenklech Debatt. Mee et ass elo net, wat de Sujet ugeet, mee déi Manéier, wéi se geféiert gëtt.

D'Madamm Adehm huet op dat Spannungsfeld higewisen do zwësche Meenungsfräiheet a Fakenews a wéi een déi dann zensuréiert. Déi éischt Froen, déi ee sech muss stellen: Wat ass da Fakenews? Wien definéiert, wat dat ass? Et ass hei zum Beispill op Faktenchecken higewise ginn, mee Faktenchecken, dat sinn an der Realitéit jo net wëssenschaftlech Gremien, déi dat maachen, mee dacks Journalisten, déi dat maachen, déi natierlech och eng Meenung hunn. Et ass also net esou, datt, wann e Faktencheck iergendwou ..., wann dat do steet, datt och Faktencheck dran ass. Och do muss ee soen, et muss een dat och kënnen hannerfroen.

Et ass och esou, wësst Der, hei ass vun Twitter, vun anere Plattforme geschwat ginn, déi hätten déi amerikanesch Wale beaflosst. Dat ka sinn. Awer vläicht net an deem Sënn, wéi eng Virriednerin et hei gesot huet. Den Elon Musk huet elo eng Rei Dokumenter publizéiert, déi eigentlech weisen, datt déi demokratesch Säit geschützt gouf duerch Twitter während den amerikanesche Walen do, 2000..., ech weess net, déi lescht elo, wéi den Här Biden gewielt gouf. Dat ass einfach och eng Tatsaach.

An et ass elo esou, datt d'Europäesch Unioun, déi och déi sozial Plattformen ..., well dorëm geet et jo haaptsächlech, well déi eigentlech och manner dem Afloss vu politesche Parteien nach ënnerworf si wéi elo Zeitungen. Mee déi sozial Medien, déi hei och besonnesch gefaart a besonnesch ernimmt ginn, déi solle jo elo vun der Europäescher Kommissioun hei an Europa duerch de Code of Practice on Disinformation reguléiert ginn.

Do kënnt en Digital Services Act. Mee ech wëll Iech just soen, datt bei deem Digital Services Act, do ass d'Kommissioun, déi uklot, aleng och Riichter. Do ass keng Spuer vu Rechtsstaatlechkeet an deene Prozeduren, näischt, wat et de Leit géif erlaben, dann do ze kucken, ob dann do zu Recht elo eng Strof verhaange ginn ass oder zu Recht kontrolléiert ginn ass.

Mir haten déi Tendenz och bei der OECD hei zu Lëtzebuerg viru Kuerzem. Do war dann eng Konferenz, d'Madamm Tanson hat déi och schonn an dësem héijen Haus ernimmt, an do ass et dann och dorëm gaang ... mat de Fakenews an esou weider, an do ass dann eng Deklaratioun ugeholl ginn. Mee u sech ass de Sënn vun där Deklaratioun och, an esou steet et hei: „to strengthen governments' abilities to spread evidence-based narratives, provide timely and relevant information". Och hei geet et eigentlech drëm, déi Wourecht, déi vun de Regierunge verbreet gëtt, dat ass net onbedéngt déi absolutt Wourecht, awer déi ze stäerken par rapport zu de soziale Medien.

A wéi dacks hu mer dann, mir, déi sech awer fir Geschicht a fir Politik interesséieren, an der Geschicht gesinn, datt et ausgerechent Regierunge sinn, déi léien? Hei goufen der an deenen Interventiounen, déi mer de de Mëtten hei schonn héieren hunn ... hu mer schonn héieren, datt verschidde Regierungen ugeklot sinn ze léien. An dat ass dach och eppes, wat mer kennen, wat mer wëssen. An déi fräi Medie sinn och e Géigegewiicht eebe just géint d'Narratives, déi vun enger Regierung verbreet ginn.

Et ass dach esou: Hei goufen och elo Impfgéigner an esou weider genannt, mee vun deem, wat elo virun engem Joer hei als „governments' [...] evidence-based" Wourecht da verkaf ginn ass, wësse mer haut, datt dat net esou war. Haut ass d'Realitéit, de wëssenschaftleche Stand, dat, wat mer haut wëssen iwwert dat, wat d'Pharmaindustrie wierklech getest huet an net getest, eng ganz aner wéi virun engem Joer. Wat virun engem Joer als Fakenews duergestallt gi wär, dovu wësse mer, datt et haut wouer ass, notamment wéi wäit déi Produkter do, déi Impfstoffer, da getest gi sinn, ob se kënnen ..., ob domadder verhënnert gëtt, datt eng Krankheet weidergi gëtt oder net.

Haut wësse mer: Dat ass net getest ginn. Virun engem Joer goufe Moossname mat deem Argument ageféiert: „Maacht et fir Ären Nächsten! Schützt e virun der Transmissioun vun der Krankheet!"

Also, mir mussen awer ganz kloer gesinn, datt et néideg ass, jiddereen zu Wuert kommen ze loossen, an datt et natierlech heescht, d'Leit ze informéieren an hinnen déi intellektuell an déi Wëssensmëttelen ze ginn, fir kënnen ze ënnerscheeden, wat mat enger gewësser Plausibilitéit wouer ass a wat et net ass.

Mee fir dann hinzegoen an de Reflex vun der Zensur hei ze priedegen, ass e Wee, dee mir net ginn. D'ADR ass d'Partei vun der Meenungsfräiheet ...

(Brouhaha)

... an d'Meenungsfräiheet ass ëmmer d'Recht vun deem Schwaachen an der Gesellschaft!

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir wäerten eis dofir asetzen. An et ass schued, datt déi véier Parteien, déi bis elo hei geschwat hunn, Affekote vun der Reguléierung, vun der Aschränkung vun der Meenungsfräiheet sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Une voix | Une voix!

M. Fernand Etgen, Président | An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och nach eng Kéier villmools merci dem Diane Adehm fir dës Aktualitéitsstonn.

Ech ginn och nach eng Kéier kuerz drop an – ech mengen, esou wéi all meng Virriedner virdrun –, ëm wat et da genau geet bei Desinformatioun. Et muss ee sech jo bewosst sinn, dass et ëm Informatioune geet, déi bewosst falsch sinn a bewosst agesat gi fir ze mëssleeden, ze destabiliséieren oder ze mobiliséieren. Ech mengen, mir hunn all eng Kéier déi Recherche gemaach virun dëser Aktualitéitsstonn, fir eis nach eng Kéier méi bewosst ze sinn, ëm wat et genau geet.

De Phenomeen vun der Desinformatioun esou ass net nei. Dat ass och scho gesot ginn. Desinformatioun huet Traditioun. An och Regierungen desinforméieren, virun allem wa se am Krich sinn oder an de Krich wëlle goen. E gutt Beispill ass den Irakkrich, dee mat enger Ligen ugefaangen huet, wéi mer alleguerte wëssen, mee och den Zweete Weltkrich, deen och mat enger Ligen ugefaangen huet. Och däers muss ee sech ëmmer erëm bewosst sinn.

Mee net just Regierunge léien. Rietspopulistesch a rietsextreem Politiker maache Politik mat Ligen, wéi mer spéitstens säit dem President Trump wëssen. Domadder wëll ech net soen, dass all déi aner Politiker net kënne léien, well och Politik mat Lige gëtt ëmmer erëm gemaach. Och dat huet eng Traditioun an och dat huet eng gewësse Systematik, mee virun allem, mengen ech, aus rietspopulistesche Milieue kënnt et méi dacks.

Plusieurs voix | O!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | De Phenomeen huet awer ouni Zweifel en anert Ausmooss kritt, wéi och schonn hei gesot gouf, mat de soziale Medien. Wie sozial Medie seet, seet horizontal Medien, wou jiddweree kann Informatioune produzéieren, consomméieren an ëmmer erëm reproduzéieren. Do gëtt et keng Autoritéit, déi seet, wat richteg a wat falsch ass.

An de soziale Medien ass een deemno séier verluer. Virun allem déi jonk Utilisateure kënnen also och schnell depasséiert sinn, wéi mir Erwuessener, mengen ech, och, tëscht Informatiounen an Desinformatiounen.

Et ginn esou vill Informatiounen a Wourechte wéi Produzenten an Utilisateuren an deene soziale Plattformen. An de Filter sinn, wéi mer alleguerte wëssen, déi mysteriéis Algorithmen, déi eng Informatioun héichliewe loossen an eng aner Informatioun net héichliewe loossen. Et muss ee sech also bewosst sinn, dass eis Meenungen an déi Informatiounen, op deenen eis Meenunge baséieren, zum groussen Deel ofhänke vun deenen obskuren Algorithmen, déi eis digital Bullen, an deene mer liewen, jo awer encadréieren.

Eis Meenungen, eis Informatiounen, sinn u sech zum groussen Deel ofhängeg vun deenen digitale Firmen, déi dës Algorithmen an enger enormer Intransparenz produzéieren.

Wéi gi mer mat Desinformatiounen ëm? Villes ass och scho gesot ginn, mee ech mengen, wat mer ganz definitiv brauchen, fir digital Konsumenten a virun allem jonk digital Konsumenten ze schütze virun Desinformatioun, ass – an ech huelen e bëssen aus, well et, mengen ech, och wichteg ass, e bëssen auszehuelen –, e bësse Recul ze huelen.

Dat ass éischtens léieren, mateneen ze schwätzen, eng Debattekultur ze hunn, ze kreéieren zu Lëtzebuerg, déi oft feelt zu Lëtzebuerg, wierklech kënne kontradiktoresch Debatten ze hunn an auszehalen. Och dat ass, mengen ech, eppes, wat an eisem Schoulsystem ze kuerz kënnt.

Zweetens léieren, kritesch ze denken, e kritesche Geescht ze hunn. Och dat feelt eis dacks zu Lëtzebuerg an enger relativ konsensgedriwwener Gesellschaft, awer och an engem Schoulsystem, mengen ech, wou de kritesche Geescht awer nach dacks ze spéit kënnt a wou een eigentlech och kéint do gesinn, dass dat immens wichteg ass, virun allem wann ee wëllt vun Desinformatioun schwätzen, also Informatioune filteren an hannerfroen.

Drëttens Medieneducatioun. Dat ass hei scho vu jiddwerengem gesot ginn, dofir ginn ech net weider drop an. Dat ass enorm wichteg. Och dat gëtt jo scho gemaach an enger Gesellschaft, wou mer alleguerte grouss Mediekonsumente sinn.

Véiertens, sozial Medie musse vill méi encadréiert a reguléiert ginn an ënner Kontroll bruecht ginn. Och dat ass scho gesot ginn. Déi Algorithme mussen onbedéngt méi transparent geschaaft ginn. Och déi firmenintern Moderatoren, déi et ginn, déi mussen iwwerpréift a kontrolléiert ginn, well deenen hir Aarbecht ass net ëmmer transparent gestalt.

Sechstens Iwwerwaachung net just vun deene groussen Internetplattformen, mee och vun deene klengen, méi alternativen Internetplattformen, wou anscheinend ganz dacks Theorië wéi déi vu QAnon immens zirkuléieren.

Siwentens Promotioun vun alternativen, net kommerzielle Plattformen oder souguer – firwat net? – eng ëffentlech-rechtlech sozial Plattform.

Aachtens d'Stäerkung vun de Journaliste wéi zum Beispill, wéi et och scho gesot gouf, duerch en Informatiounszougang. An dofir meng Fro och hei, wou mer mat dem Informatiounszougang fir Journalisten dru sinn.

An néngtens méi breet Moossname wéi zum Beispill d'Aarbechtszäitverkierzung, wou een dann och Zäit huet – dat ass eng Propos vun eis Lénk –, sech méi ze informéieren, sech méi weiderzebilden, mee awer och géint Inegalitéite virzegoen. Well mir sinn der Meenung, an enger Gesellschaft, wou mer immens Inegalitéiten hunn a Leit ausgeschloss sinn, dass een u sech an enger Gesellschaft, wou mer manner Inegalitéiten hätten, manner Frust, manner Roserei hätten, dann deemno wéi och kéint manner ugezu si vun esou Verschwörungstheorien zum Deel.

Well Desinformatioun wiisst wéi gesot op der Basis, um Närbuedem, vu Frust, vu Roserei a vun Ausgrenzung. An dofir si mer wierklech der Meenung, dass een esou eng Debatt och vill méi breet muss féieren, eebe wann een och politesch-ekonomesch Considératioune mat eranhëlt a méi eng gerecht, gläich, inklusiv Gesellschaft gestalt, wou Leit sech manner ausgeschloss spieren an deemno vläicht och manner ufälleg sinn, fir an esou Falen ze tappen.

Ech wëll eng generell Remark maachen, meng Zäit ass eigentlech ëm. Et muss een den Ënnerscheed maachen tëscht Desinformatioun, dat ass hei scho gesot ginn, an allgemeng Meenungsfräiheet. Ech hunn do duerch Zoufall viru Kuerzem e Podcast gelauschtert vun der nigerianescher Bestseller-Schrëftstellerin Chimamanda Ngozi Adichie, déi e Podcast iwwer Meenungsfräiheet, Zensur, Autozensur gemaach huet, immens inspiréierend, wann Der e wëllt nolauschteren op BBC, an deem si wierklech e Plädoyer mécht géint Zensur, mee fir Meenungsfräiheet, am Sënn wou si seet, dass de Verbuet vun engem Wuert ëmmer nëmmen dee stäerkt, deen u sech d'Wuert verbuede kritt.

Et ass am Endeffekt wierklech op Dauer den Echange, wat mer brauchen, an, wéi ech et och scho gesot hunn, eng gesond Debattekultur. An de Verbuet, ausser natierlech eppes geet géint eng legal Basis, géint e Gesetz, de Verbuet ass eigentlech ëmmer nëmme kontraproduktiv, well en am Endeffekt dee stäerkt, deen d'Wuert verbuede kritt, well domadder eng heemlech Attraktioun ausgeet, wéi mer dat wëssen, vun deem, wat verbuede gëtt.

Meng Zäit ass laang ofgelaf, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'Diane Adehm fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn. Datt et wichteg ass, ass, mengen ech, ausser Fro. Dat hu mer an de meeschten Interventiounen de Mëtten héieren.

Ech kommen nach eng Kéier op en anert. Virdrun hu mer schonn aus dem Duden héieren, wat Desinformatioun ass. Ech war an de Larousse kucken. Do ass d'Verb „désinformer" nämlech nach eng Kéier definéiert als de Fait d'„utiliser les médias pour faire passer un message susceptible de tromper ou d'influencer l'opinion publique". An ech hunn dat eng ganz flott Definitioun fonnt, well et u sech weist, wou dat ganzt Spannungsfeld ass.

Et ass nämlech an der … Éischtens emol gëtt e Medium benotzt. Deementspriechend ass et wichteg, datt mer iwwert déi verschidde Medie schwätzen. An anerersäits och, datt et benotzt gëtt fir ze tromp…, fir u sech ze beaflossen. Et gëtt ëmmer eng Intentioun. Eng Desinformatioun huet ëmmer eng Intentioun. An et ass wichteg, datt mer eis där Intentioun bewosst sinn, wa mer doriwwer schwätzen.

Jiddweree kennt Beispiller. Där goufen haut genuch zitéiert. Mir hunn iwwer Impfe geschwat. Et ginn och Leit, déi nach ëmmer d'Informatioun verbreeden, datt d'Äerd platt wär. Gitt léiwer net eng Kéier op YouTube an tippt „flache Erde" oder „flat earth" an! Ech fannen dat ëmmer ganz speziell, virun allem wa se dann un de ronne Mound gleewen. Dann, dat hu mer rezent an der Press erëm gemierkt, datt et Leit ginn, déi der Meenung sinn, datt d'Bundesrepublik Däitschland guer net géif existéieren a walweis eng GmbH oder nach ëmmer besat wär.

An ech schwätzen elo nach guer net vun Desinformatiounen a Fakenews iwwer Leit, déi anscheinend … oder Aliens, déi ënnert der Äerd géife wunnen a Kanner géifen iessen, wat derzou féiert, datt dann op eemol eng Pizzagate-Verschwörung behaapt gëtt, wat derzou féiert, datt an Amerika op eemol bewaffnet Leit virun engem Pizzasrestaurant stinn an op dee schéissen. Also, Desinformatioun ka reell Konsequenzen an eisem Liewen hunn. Dat hu mer net nëmmen eréischt mam Stuerm op de Kapitol gesinn. Fakenews an Hallefwourechte si geféierlech fir d'Demokratie.

An et loosse sech net nëmme Leit am Ausland beaflossen. Dat hu mer wärend de Coviddemonstratioune

gutt gesinn. Do goufen net nëmmen einfach friddlech Demonstratiounen organiséiert, wat e Grondrecht ass, mee et gouf och nach hannert de Kulissen organiséiert, fir e Chrëschtmaart ze stiermen, fir d'Denkmal vun der Gëlle Fra ze verschampeléieren, an et gouf gegleeft, datt am Wasserwerfer och nach Impfstoff soll dra gewiescht sinn. Wien och ëmmer dann déi Nouvellë verbreet huet, hat warscheinlech e gudden Humor.

Mir dierfen awer d'Risiken net ignoréieren oder op déi liicht Schëller huelen, well, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et steet eis net gutt zou, op engem héije Päerd ze sëtzen an ze mengen, dat wär bei eis nëmmen e Randphenomeen oder kee grousse Problem. Well am Summer goufen d'Resultater vun enger däitscher Etüd veréffentlecht, bei där erauskomm ass, datt ronn een Drëttel, all Drëtte vun de Jugendlechen, déi sech iwwert déi sozial Medien informéieren, ufälleg fir Verschwörungstheorië wier. Dës Zuele sinn, mengen ech, ganz erschreckend a weisen, datt et hei e seriöe Problem gëtt, dee mer mussen direkt ugoen an net däerfen ignoréieren.

Wa mer bei deene Verschwörungstheorië sinn oder bei de Fakenews, Desinformatioun, wéi een et och nennt: Et ginn där och am Moment ganz vill iwwert d'Ukrain. An aus Russland kommen der entweeder iwwer Lëtzebuerg, manner iwwer Lëtzebuerg, ganz vill éischter, déi Däitschland viséieren oder Frankräich viséieren, mee eeben och zum Beispill iwwert de Grain Deal mat der Ukrain, wou behaapt gëtt, datt déi Käre guer net do géifen ukommen, wou se hi sollen. An och dat ass widderluecht. Do muss ee sech just ukucken, wou déi Schëffer sech beweegen, da kann een dat ganz einfach noweisen.

Fakt ass, datt haut Desinformatioun zur hybrider Krichsféierung gehéiert an als Outil agesat gëtt, fir Krich ze féieren. An däers musse mer eis bewosst sinn. Ech hu virdrun ugefaangen, vun der Intentioun ze schwätzen. A mir mussen eis u sech bei all Informatioun, déi vehikuléiert gëtt, ëmmer d'Fro stellen: Wat ass d'Intentioun derhannert?

Wéi komme mer dann do eraus? Dat ass, mengen ech, d'Fro, déi sech och nach gestallt gëtt. Ma mir brauche Mediekompetenz. Bon, dat kléngt gutt. Dat geet awer net duer, well éischtens héiert et sech einfach un, et ass awer schwéier ëmzesetzen. Et gouf virdru scho gesot: Net jiddweree geet méi an d'Schoul. Dat heescht, nëmme bei der Schoul unzesetzen, ass ze kuerz geduecht. Erwuessenebildung ass eppes ganz Komplexes, da si mer séier bei der Formation continue. Ech mengen, datt mer et mussen zum Deel anescht ugoen.

Mir brauchen eng staark Press a mir brauchen transparent Autoritéiten, déi et guer net eréischt zu Interpretatiounsdifferenze vun den Donnéeë komme loossen. Well Desinformatioun kontréiert een net mat Aschränkunge vun der Meenungsfräiheet, mee mat méi a besserer Informatioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, den Daniel Patrick Moynihan ze zitéieren. Ech mengen, dat resuméiert dat, wat mer hei och hunn a wou och déi Differenze leien: „Jiddwereen huet d'Recht op seng eege Meenung, mee net op seng eege Fakten." An dat ass richteg an dat resuméiert dat, wat mer haut och als Debat haten.

Mir gesinn, dass Desinformatioun keen neie Phenomeen ass. Mir gesinn, dass awer d'Zuel vun de Leit, déi mat Desinformatioun konfrontéiert ginn, vill méi grouss ginn ass. Hautdesdaags ass ee sech net bewosst, dass ee sech bei eppes, wat ee liest, muss d'Fro stellen: Ass dat richteg oder net? Dat ass net wéinst Meenungsverschiddenheeten, mee et ass hei einfach wéinst Falschinformatiounen.

Falschinformatioune si keng Informatiounen, Här President. Falschinformatiounen sinn och keng News, et si Ligen! An dowéinster muss een en Ënnerscheed maachen tëschent Falschinformatiounen a Meenungsfräiheet. An ech insistéieren op deen dote Punkt, well hei ass jo probéiert ginn ze maachen, wéi wann ech falsch géif leien, wann ech dat awer wéilt recadréieren.

Ech sinn immens frou, dass hei, Här President, vun de meeschten Orateuren d'Press awer och als Pilier vun enger Demokratie duergestallt ginn ass. Ob een zefridden ass mat der Press oder net, et kann een net vu „Ligepress" schwätzen, well se dann en Artikel geschriwwen huet, deen engem net gefall huet! D'Press ass do, fir kritesch ze sinn.

Ouni e Medieminister géif et vill Press hei zu Lëtzebuerg net ginn, dat muss een och wëssen, wann de Staat ..., nodeems d'Chamber och dee Budget fräimécht fir d'Press, ouni d'Aide à la presse. Fir verschidde Leit sinn dat Suen, bei deenen ee sech freet: „Brauch een dat? Brauch een dat net?" Hautdesdaags gëtt et Zeitungen, déi meescht haten an der Vergaangenheet och e Lien mat de Parteien. Dat däerf een och net vergiessen, dat war och eng Realitéit zu Lëtzebuerg, dass et dat haut net méi gëtt bei deene meeschten, mee dass awer d'Wichtegkeet vum Investissement an der Press méi wéi wichteg ass. A si hunn en Deontologiekodex, dat stëmmt, mee et kann och – „errare humanum est" – eng Kéier e Feeler geschéien. Dann dierf een awer net direkt soen, dass déi ganz Press am Fong eng „Lügenpresse" ass!

An dat heescht, eng divers, eng pluralistesch an och eng kontradiktoresch Medielandschaft, Här President, erweidert eisen Horizont, an dovunner ka jiddwereen och just profitéieren.

Wat wichteg ass, ass, dass jiddweree sech seng eege Meenung ka bilden. Dat ass wichteg an enger Demokratie an dat ënnerstëtzt jiddwereen heibannen och an deem Haus. Mee jiddweree soll sech bewosst sinn, wann en eppes liest, bei deem en net sécher ass, ob et stëmmt, wann en et forwart oder liket: Et ass just ee Klick! An der Zäit, wéi ech jonk war, kann ech mech nach ëmmer erënneren, do stoung bei de Gleiser: „Un train peut en cacher un autre." Hautdesdaags, Här President: „Un clic peut en cacher un autre", an ech schwätzen elo emol net vu Cybersécherheet, mee vun deem, wat ee weider mécht, wat ee weider provozéiert.

An hautdesdaags mat de soziale Medien huet een d'Méiglechkeet, Desinformatioun ze maachen esouwéi carrement ee futtizemaachen, eng Persoun physesch ... Ech schwätzen elo net vu Politiker, mee se hunn decidéiert, eis an d'Vitrinn ze stellen. Mee hautdesdaags kann een duerch d'sozial Medien och een aneren – Näid, Geschichten oder einfach an der Klass ee wëlle futtimaachen – zum Suicide bréngen. An dat si Realitéiten, déi et och haut ginn, Här President!

Fir eis ass et wichteg, dass mer „dès le plus jeune âge" am Fong d'Leit vis-à-vis vun de falschen Informatiounen sensibiliséieren. Dat ass am Fong d'Essenz, dass een d'Leit sensibiliséiert.

Hei ass gefrot ginn: „Brauch een Texter? Brauch een Organer? Brauch ee Kontrollen?" Ech wier frou, wa mer keng Kontrolle géife brauchen, mee Dir hutt der Justizministesch jo och d'Fro gestallt iwwer e Gesetz virun de Walen. Do muss ee sech d'Fro stellen: Brauche mer et net? Also hei si Saachen ... Et soll een net alles ausschléissen. Ech mengen, mir hunn d'Chance bis elo zu Lëtzebuerg gehat, dass mer net ... Jiddwereen huet Amerika zitéiert, mee et soll een net vergiessen: Et ass net iwwer Falschinformatiounen, mee cibléiert ..., well Cambridge Analytica war jo do, fir cibléiert op d'Gewunnechte vun deene Leit reagéieren ze kënnen.

An do ass ee Sujet, deen net ganz vill abordéiert ginn ass, dee vun den Donnéeën. Well d'Donnéeë sinn hei déi, déi ganz wichteg sinn. Well iwwert d'sozial Medien ass eeben d'Kollekt vun Donnéeën cibléiert, fir deem engen an deem aneren dann eppes kënnen ze ginn. Dat ass eeben dat, wat ganz wichteg ass, an ze kontrolléieren an eeben och ze evitéieren, dass esou Politik gemaach gëtt.

Här President, bei eis – ech hunn et Iech gesot: „vum jéngsten Alter un" – gouf schonn 2010 en éischte Cadre de référence vum Educatiounsministère publizéiert, fir d'Mediebildung an de Schoulen ze förderen. Fir den Detail vun den Aktivitéiten am Beräich vun der Mediebildung verweisen ech op d'Question élargie 79 an och d'Heure d'actualité vum 19. Oktober.

Ech wëll och iwwert den Zentrum fir politesch Bildung eppes soen, well deen ass net oft zitéiert ginn, mee deen huet och seng Wichtegkeet an deem doten Dossier an och SCRIPT a BEE SECURE, déi wierklech och déi Mediebildung Hand an Hand mat politescher Bildung souwuel inner- wéi awer och ausserhalb vun de Schoule kënne maachen.

Ech wëll elo net falsch verstane ginn, mee mir schwätzen déi ganzen Zäit iwwer Educatioun, Educatioun, Educatioun. Educatioun betrëfft net nëmme jonk Leit!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Ech wëll just nach dorun erënneren, dass eng Rëtsch vu Leit, déi net grad där Jéngster sinn, och déi sinn, déi grad drënner falen, fir mat Falschinformatiounen eeben och hir Konsequenzen ze zéien. An dat geet bei ... Ech sinn iwwerzeegt, datt mir an eisem Frëndeskrees esouwéi heiansdo an der Famill engem mussen erklären: „Ma wéi weess du dat?" „Ma ech hunn dat gelies." „Wou?" Da wësse se et heiansdo net méi, awer net, well se et vergiess hunn, mee well se sech vläicht derfir schummen, wou se et gelies hunn. An dowéinster ass et wichteg, dass een einfach de Leit seet: „Et ass net, well s de eppes gelies hues, dass et richteg ass!"

An dofir deen Invest. An ech weess, verschidde Medie maachen dee Faktencheck. Wësst Der, wéi wichteg deen ass, dee Faktencheck? Fir dass d'Leit gesinn, dass dat, wat se gelies hunn ... an ech wëll d'Medienhaus elo net zitéieren, mee RTL huet wierklech do elo ganz oft dee Faktencheck gemaach, wou se am Fong kucken, wat op de sozialen Medien esou leeft, wat populär ass, wat vill Klicken huet, an dat dann eeben och mat der Realitéit konfrontéieren. An ech fannen, dat ass och d'Roll vun enger fräier Press zu Lëtzebuerg, zu där och déi Deontologie gehéiert, net nëmmen ze annoncéieren, mee och ze denoncéieren, wann eppes Falsches behaapt gëtt.

Här President, last but not least gëtt et och nach de Belgium-Luxembourg Digital Media Disinformation Observatory, deen de 15. Februar lancéiert ginn ass, wou Lëtzebuerg och mat dran ass. An ech mengen, dass et och ganz, ganz wichteg ass, dass mer deen zesumme mat eisen Nopere gemaach hunn.

D'ALIA huet och eng gewësse Kompetenz kritt. Mee mir dierfen och net d'Polizisten ... Also, pardon, wann ech dat soen, et wier ... Ech wëll och net an enger Gesellschaft liewen, wou ech weess, dass all Post, deen ee mécht, alles, wat ee mécht, kontrolléiert gëtt an eng Instance do ass, déi alles kontrolléiert. Mee Abuse musse kënnen denoncéiert ginn!

A wat wichteg ass, ech wëll just drun erënneren: Deen europäesche Kader ass ganz wichteg, well gleeft mer, wa mir als Lëtzebuerger soen: „Bei eis geet dat esou!", ass dat verschiddene Leit, déi elo Twitter kaf hunn zum Beispill, zimmlech wurscht. Mee wann den Thierry Breton als europäesche Kommissär an Amerika flitt, fir dem Elon Musk ze soen: „Hei, dat dote sinn déi Reegelen, déi mussen awer respektéiert ginn!", huet dat méi Poids – a jo, et muss een dat och heiansdo an aller Bescheidenheet agesinn –, wéi wann ech oder Dir oder d'Madamm Tanson an Amerika flitt, fir dat ze maachen. Dowéinster, mengen ech, ass och deen europäesche Kader hei ganz, ganz wichteg.

Här President, eng divergent Meenung ass keng Fakenews. Eng Feelinformatioun oder eng net komplett Informatioun ass och keng Fakenews. Well bei enger Desinformatioun, Här President, enger richteger Desinformatioun geet et jo am Fong och drëms, d'Leit ze manipuléieren. An ech muss ech Iech awer soen, dass mer dat zu Lëtzebuerg eiser Press net kënnen ënnerstellen!

Mir liewen an enger Zäit, wou mer gesinn, dass d'Emotioune ganz séier héichkachen, dass – an ech hunn et virdru gesot – ganz vill Leit eppes deelen, ganz vill Leit eppes Kritesches maachen. Och den Anonymat hëlleft, well wann een net muss ënner sengem richtegen Numm eppes soen, hëlleft dat och, fir sech kënne richteg ze lâchéieren an nuets ... a wéi oft gesäit een um Geriicht Leit, déi dann awer Hatespeeche maachen, déi dann den Dag drop soen: „Jo, mee ech war eleng doheem an dann op eng Kéier eleng virum Schierm mam Béier ass ee méi kéng." Dat muss een och just eng Kéier wëssen. An ech mengen, dass och dofir Urteeler vis-à-vis vun deene Falschinformatiounen, vis-à-vis vun deenen Hatespeechen, vis-à-vis vum Verbreede vu falsche Saachen awer riskant sinn.

Ech maachen awer den Ënnerscheed tëschent Hatespeech a Falschinformatioun. Bei Falschinformatioun geet et drëms, Leit ze manipuléieren. Et geet jo meeschtens drëms, e But hannendrun ze hunn, fir Profitt och kënnen erauszezéien, ob et e politesche Profitt ass oder fir deen aneren an der Gesellschaft erofzemaachen, wou den Hatespeech einfach ze condamnéieren ass, egal wéi et ass. Do si Limitten, déi wierklech iwwerschratt ginn, wann déi och promouvéiert ginn. An do muss een eeben och mat de Provideren, mat deene Plattformen, déi et gëtt, déi richteg Reegele fannen.

An da last but not least ass och den Accès à l'information gefrot ginn. Ech wëll just drun erënneren, dass d'„Circulaire Bettel" och reforméiert ginn ass. Et ass jo och eng nei erauskomm. Do si mer och amgaang, déi ze analyséieren, a mir missten normalerweis an deenen nächste Méint och zesumme mat de Journalisteverbänn kënnen den Topo zéien, wou de Schong dréckt oder wou de Schong net dréckt. Ech hu gesot, do géif et och keen Tabu ginn.

Dir gesitt, dass mer net probéieren, Saachen ze museléieren. Mir hate jo déi Decisioun elo och vum europäesche Cour kritt iwwert den RBE, all déi Saachen. Et ass net, dass mer d'Press wëlle museléieren. Et muss de Kader sinn, deen och richteg ass an dee stëmmt.

Op jidde Fall, Här President, wëll ech der Madamm Adehm hei och spezifesch Merci soe fir dee Sujet, well et ass e wichtege Sujet. A mir sollen net mengen, mir wiere verschount vun deem Ganzen. Mir hu gesinn, wat awer Falschinformatioune kënne mat sech bréngen. Mee jiddweree soll sech bewosst sinn: Se ze liesen, ass eng Saach. Dat ass déi einfachst Saach. Sech eng Meenung ze maachen, ass heiansdo méi schwéier, mee da muss ee se vergläichen. Mee se ze deelen, se ze liken, dann ass ee Kompliz vun enger Falschinformatioun!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel. An d'Wuert huet elo d'Madamm Justizministesch Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, gudde Mëtten. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci der Madamm Adehm, dass se déi Debatt hei ugestouss huet, déi effektiv extreem pertinent a relevant ass, net just an engem Waljoer wéi deem, dat elo usteet, mee konstant. Déi eenzel Beispiller si schonn ugeklongen, déi eis alleguerte beonrouegt hunn an déi och weisen, dass mer de Phenomeen vun der Desinformatioun wierklech net dierfen ignoréieren.

Dat ass och e Constat op internationalem Niveau. Mir hate mat der OCDE an enger Ministerielle, déi och schonn ugeklongen ass, virun zwou Wochen hei zu Lëtzebuerg och dee selwechte Constat gemaach. An déi ganz Initiativ op OCDE-Niveau ass ausgeléist ginn eeben och duerch déi wierklech vehement a gravéierend ... Manifestatioun ass wierklech ze vill e klengt Wuert, mee déi Invasioun vum Kapitol am Januar zejoert.

Dat heescht, et ass wierklech e Phenomeen, dee mer international gesinn, wou och Analyse weisen, dass déi Desinformatioun och geziilt vun auslännesche Staate gemaach gëtt, fir en Impakt op den Ausgang vu Walen ze hunn a fir Meenungen an anere Länner ze beaflossen. Duerfir ass et extreem wichteg, dass mer eis Kräften op internationalem Niveau bündelen. Mir als Lëtzebuerg hunn do eng Limitatioun u Moyenen, déi mer hunn, duerfir ënnerstëtze mer och all europäesch Initiativen an deem Sënn.

Do sinn der ganz vill an der Lescht geholl ginn an et sinn der och nach anerer en cours, wou et virun allem drëms geet, d'Plattformen och ze responsabiliséieren, datt se och besser filteren, wat online bleift a wat net. An da koum och haut nach en Urteel vun der Cour de justice dozou, wéi mat den Daten ëmzegoen ass. An et sinn einfach Thematiken, déi permanent an der Diskussioun sinn.

Op OCDE-Niveau hu mer elo zréckbehalen, dass mer déi ministeriell Konferenz all zwee Joer wäerte maachen, dass och en Zentrum etabléiert gëtt, fir sech ganz spezifesch mat där dote Fro ze beschäftegen op dem Niveau vun der OCDE, eng „plateforme de centre de ressources", déi wierklech och soll all de Pouvoirs publics hëllefen, de Medien an den Organisatiounen, fir hir Aktiounen ze renforcéieren.

Wat mech awer bei där Etüd, déi parallell gemaach ginn ass, déi iwwert d'Confiance – well dat ass jo alles liéiert – vun de Bierger an d'ëffentlech Instanze gemaach gouf, wierklech inquietéiert huet, dat ass och, dass ganz vill vun de Leit, déi gefrot gi sinn, an zwar 38,8 %, och net méi déi richteg Confiance hunn an d'Médias d'information, also an déi klassesch Medien, déi et also wierklech gëllt ze stäerken. An ech mengen, dat huet de Medieminister jo och schonn developpéiert, wat mir zu Lëtzebuerg do alles maachen.

Mir hunn awer och en Dispositif fir déi strofrechtlech Virgeeënsweisen. Et kann een zu Lëtzebuerg eng Plainte maachen, wa falsch an dommageabel Aussoe gemaach ginn, wann diffaméiert, calomniéiert, injuriéiert gëtt oder wann Incitation à la haine bedriwwe gëtt. An natierlech gëtt och d'Provokatioun duerch d'Diffusioun vu Messagen a Contenuen, déi zu terroristeschen Infractiounen opruffen, zu Lëtzebuerg bestrooft.

Wat elo dee Kader ubelaangt, deen d'Madamm Adehm opgeworf huet, deen et a Frankräich gëtt, Éisträich huet en änlechen Dispositif, an Däitschland huet dat net esou gutt fonctionéiert: Dat ass sécherlech eng Fro, déi ee sech muss stellen, mee et muss een dat extreem gutt cadréieren. Wann e Geriicht herno eng Decisioun hëlt, dann ass dat an der Rei. Wann et just ëm d'Plattforme geet, da musse mer natierlech ëmmer gutt den Equivalent maachen tëschent der Meenungsfräiheet an der Fräiheet vum Eenzelnen, dem Recht vum Eenzelnen op eng korrekt Informatioun.

Ech menge just, dass mer et fir déi nächst Walen net méi wäerten hikréien. Wann ech bedenken, wéi vill Texter aus dem Justizministère nach am Staatsrot leien, da mengen ech, wa mer elo en neien Text géifen op den Instanzewee ginn, dass mer deen net géife matzäit erëmkréien.

Ech wollt awer nach e leschte Punkt och opwerfen, eppes, wat mech och ëmmer erëm interpelléiert. Dat ass den Ëmgang och zu Lëtzebuerg mat Falschinformatiounen. Ech hat elo déi lescht Deeg nach e Video circuléiere gesinn – an dat ass am Fong eng Fro, mat där d'Parlament sech och ka befaassen –, an deem Aussoen, déi ech hei gemaach hunn am Kader vun der Jugendkonferenz iwwert d'Méiglechkeet, fir en drëtte Genre anzeschreiwen, wat och eng Demande vun de Jonke war, déi hei am Plenum waren, dann och erëm deforméiert gi sinn an dorauser dann d'Ausso gemaach gëtt, ech wéilt déi biologesch Identitéit auslöschen. Dat schreift sech an an dee selwechte Kontext, wéi wou ech de Papp schonn eng Kéier wollt „ofschafen".

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An ech mengen, dass et net sënnlos wär, wann och d'Chamber sech géif eng Kéier dermat beschäftegen, wéi dann d'Videomaterial aus der Chamber ka benotzt ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

5. 8087 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 8087 iwwert d'Afëiere vu Bäihëllefe fir Strukture fir eeler Leit, déi vun der Hausse vun den Energiepräisser betraff sinn. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée

Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech elo virstellen, ass schonn dee sechste vun enger Serie Projeten, déi am Kader vum Solidaritéitspak 2.0 hei an der Chamber zur Diskussioun an och zur Ofstëmmung stinn.

Den zweeten Tripartite-Pak, deen d'Regierung den 28. September dëst Joer mat der CGFP, dem LCGB, dem OGB-L an dem Patronat ënnerschriwwen huet, gesäit eng ganz Rëtsch vu Bäihëllefe fir d'Stéit an och fir d'Betriber vir.

Mir vergiessen awer net eis eeler Leit, eis eeler Matbierger, déi an den Altersheemer, an de Fleegeheemer, an de psychogeriatreschen Dageszentren an och am Betreite Wunnen ënnerdaach sinn. Mir vergiesse si mat dëse Mesuren net. Och si si frou, wa se ënnert d'Äerm gegraff kréien, well och si vun den Haussë vun den Energiepräisser betraff sinn.

Beim Projet de loi, iwwert dee mer elo diskutéieren, geet et ganz spezifesch ëm de Punkt 5 vum Tripartite-Accord an dass dat, wat do drasteet, elo soll gesetzlech festgehale ginn. De Staat bitt Hëllefen u fir agreéiert Strukturen, déi vun der Erhéijung vun den Energiepräisser betraff sinn. Mir wëllen d'Residenten an d'Benotzer vun den agreéierte Strukturen ënnerstëtzen a séchergoen, dass d'Energiepräishaussen net op den Hebergementspräis vun dëse Strukturen ofgewälzt ginn.

A Fro komme Méikäschte fir den Akaf vun energeetesche Produite wéi de Stroum, Gas aus dem Netz, kompriméiert Gas, Holzspéin, Pellets, de Masutt fir ze heizen an d'Hëtzt, déi à distance vun enger Energiezentral produzéiert gëtt.

Dës Mesure gräift ab dem 1. Oktober 2022, also retroaktiv, a gëllt bis den 31. Dezember d'nächst Joer. D'agreéiert Strukturen däerfen hir Hebergementskäschten an d'Dagespräisser also net eropsetze par rapport zum Präis, deen am Mount September 2022 facturéiert ginn ass. Eng Ausnam ass d'Upassung vun de Präisser un d'Échelle mobile vun de Salairen, dat heescht d'Upassungen, déi ufalen, wann och den Index ufält.

D'finanziell Participatioun vum Staat ass awer limitéiert an deem Sënn, dass d'Quantitéit vun energeetesche Produiten an och vum Stroum, déi fir eng Hëllef kann ugefrot gi pro Mount, net déi däerf iwerschreiden, net déi däerf depasséieren, déi an der Moyenne monatlech consomméiert gouf tëschent dem 1. Januar 2009 (veuillez lire: dem 1. Januar 2019) an dem 31. Juni 2022. Mat dëse Mesurë suerge mer also och derfir, dass eis eeler Matbierger net am Ree stoe gelooss ginn.

Wichteg ass och hei, nach eng Kéier ze soen, dass et d'Europäesch Unioun ass, déi et dem Lëtzebuerger Staat erlaabt, déi agreéiert Strukturen temporaire duerch geziilt Aiden ze ënnerstëtzen. D'Europäesch Kommissioun huet den 28. Oktober dëst Joer entscheet, den Encadrement temporaire de crise, de Framework, ze verlängere bis Enn 2023, woumadder mer och gerechent haten. Déi nei Hëllef, déi am Gesetz vun haut virläit an déi hei beschriwwe gëtt, ënnerläit also och wéi déi viregt Hëllefen dem Accord vun der Europäescher Kommissioun.

Ech wëll elo och nach op de Käschtepunkt vun dëser Mesure agoen. Dir wësst, dass de Solidaritéitspak 2.0 mat 1,1 Milliarden zu Buch schléit, an dovunner si fir déi Mesure, déi mer elo hei decidéieren, 7,91 Milliounen Euro virgesinn. Et däerf een natierlech net vergiessen, dass dëse Betrag ofhänkt vun der Evolutioun vun den Energie- a vun de Stroumpräisser a soumat relativ schwéier anzeschätzen ass.

Wéi si mer op déi ronn 8 Millioune komm? De Präis pro Stull respektiv pro Bett ass op den Energiepräis, deen am September berechent ginn ass, mat 1,34 Euro festgeluecht ginn, an do ass eng Erhéijung vu 60 % vun den Energiepräisser matagerechent ginn, soudass mer vun engem Präis ausgi vun 2,14 Euro. Déi 2,14 Euro, déi gi multiplizéiert mat deenen Deeg, déi a Fro komme bis den 31. Dezember d'nächst Joer, dat heescht vum 1. Oktober retroaktiv bis den 31. Dezember d'nächst Joer, dat si 457 Deeg. An dat Ganzt gëtt multiplizéiert mat der Unzuel vun de Better, dat sinn der ronn 8.000, an da kënnt een op déi 7,91 Milliounen.

Ech géif eng Kéier ganz kuerz op d'Avisen agoen, déi zu dësem Projet de loi erakomm sinn. D'COPAS huet gefrot, dass d'Eligibilitéitsperiod soll op den 1. Februar 2022 zréckgesat ginn an do soll ulafen a besonnesch dass déi agreéiert Strukture méi laang Zäit solle kréien, fir hir Demanden eranzereechen. Opgrond vun dëser zweeter Propos ass och en Amendement gestëmmt ginn, deen dann zréck an de Staatsrot gaangen ass. Mir hunn dat an dësem Text och ugepasst a mir hunn nach – une fois n'est pas coutume – decidéiert, den Avis vun der COPAS als Document parlementaire hei un de Rapport matunzeheften, matunzehuelen.

D'Chambre de Commerce huet proposéiert, dass d'Referenzperiod nëmme vum 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2021 soll goen.

An de Staatsrot huet a sengem éischten Avis eng Opposition formelle gemaach, well de Begréff „chaleur" am éischten Artikel net kloer genuch definéiert war. En huet do eng Textpropos gemaach. Déi Textpropos huet d'Kommissioun ugeholl, soudass mer den Text ouni Opposition formelle du konnten eraginn, mam Amendement, wéi gesot, vun der COPAS, fir en zweeten Avis vum Staatsrot.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi huet hiren Accord ginn zum Projet de loi. An och d'Chambre des Salariés huet hiren Accord ginn. Si gëtt just ze bemierken, dass déi agreéiert Strukturen hir Tariffer kéinten erhéijen ab deem Moment, wou natierlech d'Eligibilitéitsperiod ofleeft.

Voilà! Ceci étant dit, hunn ech Iech d'Detailer vun dësem Projet de loi elo ginn an ech ginn och gläichzäiteg den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir seng Erklärungen zu deem Projet, deen eng grouss Noutwendegkeet ass an dëser Situatioun fir alleguerten déi agreéiert Strukturen, well mer jo alleguerte wëssen, wat dat bedeit, wat do Hëtzes kascht an och wat déi Energieträger alles brauchen.

Mir hu jo och aner Hëllefen decidéiert heibannen, respektiv et wäerten nach verschidde Projete kommen, fir och de Privatstéit ze hëllefen, fir och de Betriber ze hëllefen, wat och richteg ass a wat och noutwendeg ass an dëser Situatioun.

Här President, Dir konnt de leschten Dënschteg net hei sinn. Do huet eng Deputéiertekolleegin gesot, d'Temperaturen heibanne wieren net grad agreabel. Dat koum vun där doter Säit, wou dat ënnerstrach ginn ass.

(M. Marc Spautz désigne avec la main le banc de la majorité.)

M. Fernand Etgen, Président | Ech hoffen, datt ech net dru schold war.

M. Marc Spautz (CSV) | Dat ass awer gutt méiglech. Dir waart jo net hei, da waart Dir Schold.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et war awer hëtzeg.

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Et war eng hëtzeg Debatt. Dat ass eppes aneres.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et war awer hëtzeg, muss ech Iech soen.

M. Marc Spautz (CSV) | Mee an den Altersheimer an an de Fleegeheimer an och an deenen anere Strukture sinn d'Leit u verschidden Temperature gewinnt. An ech mengen, dass et do awer och gläichzäiteg muss garantéiert sinn, dass mer do vläicht och Ausname maachen an dass do net muss komplett zougedréit ginn, ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... well dat si Leit, déi net andauernd a Beweegung sinn, déi eng, well se net méi kënnen, an déi aner, well se awer nawell Hëtzt a Wäermt brauchen, net nëmmen déi mënschlech Wäermt, mee och déi Wäermt, déi an de Gebaier muss sinn.

A wa mer déi Moyenne rechnen, wéi den Här Rapporter et ganz richteg ënnerstrach huet, wéi et esou an den Haiser ass, muss een do awer och herno kulant sinn an dat och kucken, well do kann ech mer virstellen, dass mir Haiser hunn, déi topp sinn. Déi sinn um allerleschte Stand. A mir hunn Haiser, déi kommen op deen allerleschte Stand. A mir hunn Haiser, wou dat net de Fall ass, soudass een dat awer och herno muss an der Mëtt kucken a sech eng Kéier kulant och dann d'Fro stellen: Ass dat berechtet oder net berechtegt?

Ech verstinn, dass eng Reegel muss do sinn, well wann ee keng Reegel dra setzt, da mécht jiddwereen, wat e wëll, an et kuckt een no näischt. Dofir verstinn ech dat och ganz gutt. Mee ech wëll awer gläichzäiteg soen, dass et och Haiser gëtt, déi net déi selwecht Energiekrittären hu wéi anerer, an dass et do méiglech ass, dass awer déi Präisser géifen depasséiert ginn an dass dat herno net däerf zu iergendenger Diskussioun féieren, dass déi Leit musse kal do sëtzen an et dann op eemol heescht: „Elo dréie mer dann e bësse méi erof, fir dass mer awer an deene Berechnunge bleiwen!"

Ech mengen, dass dat wichteg ass an dass dat och heibanne vu jiddwerengem esou verstane gëtt, dass mer zwar esou eng Reegel am Gesetz mussen hunn, mee dass et awer och duerno muss méiglech sinn, deene Leit dat ze ginn, wat se brauchen.

Dofir war ech frou – a mir hunn dat jo och matgedroen –, dass deen Amendement, déi Propos vun der COPAS, komm war, wou gesot ginn ass, mir sollten do en anere Wee sichen.

Et kënnt zwar elo net zu Tarifferhéijunge wéinst den Energiepräisser, wat eng ganz gutt Saach ass, well mer jo och do nach mat engem anere Projet iwwert d'Qualitéitskrittären amgaang sinn, dee jo och elo beim Staatsrot läit, wou jo och heibannen nach wäert eng Diskussioun stattfannen. Mee et ass awer

och wichteg – an dat wëll ech ënnersträichen an ech hoffen dat gläichzäiteg –, dass awer och elo net déi Präisentwécklung wéinst anere grousse Punkte ka kommen.

Den Här Baum huet ënnerstrach, den Index géif doudsécher zu Präiserhéijunge féieren. En huet net gesot „doudsécher", mee en huet gesot, déi wären extra erausgeholl ginn. Mee et muss een awer och do ëmmer drun denken, wat dat fir eng Belaaschtung ass fir verschiddener vun deene Leit, déi do sinn. Déi eng kënne sech et leeschten, déi aner Leit hu Problemer dermat, an do misste mer nach eng Kéier de moment venu och heibannen eng Diskussioun derzou féieren.

Fir de Rescht géif ech awer fir dëse Projet, esou konkreet wéi en elo ass, d'Zoustëmmung vun der Chrëschtlech-Sozialer Volleksparteï zu dësem Gesetz ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Virop géif ech gären dem Gilles Baum, eisem President vun der Kommissioun, villmools Merci soe fir säi ganz gudde Rapport. Dat erlaabt et mir, e bësse méi kuerz ze bleiwen. An en huet et och scho gesot: Dëst Gesetz setzt eigentlech de fënnefte Punkt vun deem Tripartite-Accord vum leschte September ëm.

Et ass also e weidert Puzzlesteck vun engem globalen Accord tëschent de Sozialpartner, dee virun allem sozial Konflikter a finanziell Enkpäss verhënnert an dësen dach fir vill Bierger a Biergerinne schwieregen Zäiten.

Et wonnert sécherlech kee Mënsch heibannen, dass mir als LSAP ganz gären eisen Accord zu dësem wichtege Gesetz ginn. Mir droe mam Text engersäits derzou bäi, dass d'Präisdeierecht generell net zousätzlech duerch de konventionéierte Secteur ugeheizt gëtt, a mir suergen anerersäits derfir, dass d'Wunnen an de Betreiungsstrukture fir eeler Leit net zu engem Luxus gëtt.

D'Salariatskummer hat interessanterweis an hirem Avis drop higewisen, an de Gilles Baum huet et, mengen ech, och mentionéiert, datt awer e gewëssene Risiko besteet, datt nom Dezember 2023 d'Tariffer vun de Strukturen an d'Luucht goe kéinten. Dat ass deen Datum, wéi mer wëssen, vun deem un dëst Gesetz jo dann erëm wäert ausser Kraaft trieden.

A mir mengen, dës Suerg ass sécherlech berechtegt. A mir deelen als LSAP d'Meenung, datt een zesumme mat den Acteuren an deem Moment wäert mussen zesummen no Léisunge sichen, fir dass et net zu enger abrupter Hausse vun den Tariffer kënnt.

D'LSAP steet also voll a ganz zu dësem Gesetz, an ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt natierlech dëse Projet de loi. Mir wëssen, dass déi bal aacht Milliounen enger ganz vulnerabeler Bevëlkerungsgrupp zeguttkommen, déi an der Pandemie souwuel kierperlech wéi och mental schonn enorm staark betraff war a vill gelidden huet.

Dat hei ass en Zeechen, mat deem mer weisen, dass mer solidaresch si mat deene Leit, déi an deene Strukture liewen, an dass mer hei alles maachen, fir dass déi Präisser net explodéieren, eebe grad um Niveau vun den Tariffer, déi musse bezuelt gi vun de Familljen.

Mir warnen awer och virun anere Problemer. Wann ee mat de Gestionnairë vun den Haiser schwätzt, da mierkt een awer och, datt ganz vill aner Suerge sech do mëttlerweil entwéckelen, virun allem och e Personalmangel um Niveau vun der Fleeg, deen een net däerf aus den Ae verléieren, ënner anerem och eebe grad an Alters- a Fleegeheimer, wou mer vill Leit brauchen, fir eng gutt Qualitéit ze garantéieren, gradewéi an de Spideeler. Mee och dëse Secteur leit ënnert där Ofhängegkeet vum Ausland, wann et drëms geet, déi eeler an ofhängeg Leit gutt ze encadréieren. Do musse mer en A drop halen.

Op där anerer Säit musse mer natierlech och bedenken, wat och d'Kolleege virdru gesot hunn: D'Tariffer riskéieren trotzdeem, an Zukunft eropzegoen! An ech mengen och, dass et da wichteg ass, nei Diskussiounen ze féieren, dass mer si och dann net däerfen am Ree stoe loossen.

An esou schléissen ech mech genee deem un, wat och mäi Virgänger gesot huet, den Yves Cruchten: Et geet net mat dëse Moossnamen duer! Mir mussen de Secteur generell am A behalen an do hëllefen, wou mer kënnen, fir dass déi Populatioun net nach eng Kéier vulnerabel gëtt. Se ass et scho genuch.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An d'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Contrairement zu aneren Diskussiounen, déi mer mol hei an deem Haus féieren, ass dat hei eng, déi engem wierklech ganz vill Freed ka maachen, well ee gesäit, datt awer jiddereen hei vill Suergen deelt. An dat Wuel vun den eelere Leit an deene Strukturen ass eppes, wat eis alleguer beschäftegt. An ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Ech wëll dofir och speziell der Madamm Lorsché an dem Här Spautz Merci soen, well dat ass genee dat, wou mir och an déi Richtung wëlle goe fir ze soen: Et ass ganz wichteg, datt mer virun allen ekonomeschen an anere Considerationen derfir suergen, datt déi Schwaach an eiser Gesellschaft – an dozou gehéieren nun emol déi Leit an deene Strukturen – anstänneg versuergt sinn an datt se zum Beispill, wéi den Här Spautz et gesot huet, net nëmmen déi mënschlech Wäermt, mee och einfach déi kierperlech Wäermt kënnen hunn, déi se brauchen.

An dëser Diskussioun, mengen ech, sinn e puer Kommentaren, déi een awer politesch muss maachen. Deen éischten ass, datt mer hei natierlech erëm vun aacht Millioune schwätzen an engem Gesamtkontext, dee mer net éiweg wäerten aushalen. Dat muss een einfach soen. Mir si mat deenen Equilibréierungsmoossname vun de Sanktioune wäit iwwer zwou Milliarden. Iergendwéini sinn eis Grenzen erreecht. Mir wëssen, wéi eis Scholde sech an den nächste Joren entwéckelen. Mir mussen also wëssen, datt dat heiten eng wichteg Politik ass, eng néideg Politik am Ableck, awer och eng, wou mer mussen aner Perspektiven entwéckelen, well ganz laang kënne mer se net viruféieren.

En zweete Kommentar ass dee vun der Chambre de Commerce an deem Kontext, deen, mengen ech, och ernimmenswäert ass. Well an dem Kontext vun der ekonomescher Perspektiv seet si jo och, datt iergendwéini, trotz deem Gesetz hei, warscheinlech awer de Käschtendrock esou grouss gëtt, datt d'Tariffer mussen erhéicht ginn. Dat musse mer onbedéngt am A behalen, eebe just fir dat ze verhënneren, wat och Virriedner gesot hunn, nämlech datt mer op eemol an eng Situatioun kommen, wou sech eeben net méi jidderee kann esou eng Plaz iwwerhaapt erlaben. Esou wäit däerf et ni kommen an eiser Gesellschaft. Mir mussen ëmmer derfir suergen, datt d'Méiglechkeet besteet, an esou en Heem ze goen.

An en drëtten interessante Kommentar ass gemaach gi vun der Chambre des Salariés an deem Sënn, datt se op den Indexmechanismus ugespillt huet. Op wat gëtt deen nämlech gerechent? D'Chambre des Salariés huet gesot, dat misst wierklech just op d'Lounmass sinn. Och dat ass en interessanten Aspekt. Den Index spillt bei eis am Land e ganz wichtege Rôle. Mir bekennen eis absolutt dozou. D'ADR gehéiert net zu deene Parteien, déi mat Iddie spekuléiere wéi engem gedeckelten Index oder anere Saachen, déi een emol bei aneren héiert. Dat maache mir net.

Mee et ass awer och wichteg, déi Debatt iwwert den Effet auto-allumeur vum Index am A ze behalen a wierklech den Index dorobber ze applizéieren, op wat e soll applizéiert ginn, woufir en do ass, an net doriwwer eraus. An ech mengen, mir mussen an dësen Zäite vun ugespaante finanzielle Méiglechkeeten och kucken, datt mer déi korrekt Applikatioun vum Index wierklech am A behalen.

Mee dat gesot, ech hat et virdru gesot, ass dat hei Gesetz wierklech eng mënschlech Selbstverständlechkeet. Mir si frou, datt et eis haut hei virgeluecht gëtt, a mir stëmmen et och dowéinst gär mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir stëmmen dëse Projet mat, well e verhënnert, dass déi héich Energiekäschten direkt op d'Alters- a Fleegeheimer duerchschloen an domadder dann och op déi eeler Leit, déi ganz oft scho vun den héijen Tariffer an den Alters- a Fleegeheimer betraff sinn.

D'CSL huet virun dräi Joer an enger Etüd berechent, datt 77 % vun de Fraen an den Heemer, déi selwer oft ganz vill geschafft hunn, awer net cotiséiert hunn, eng Rent hunn, déi ënnert dem Tariff vum Altersheem läit. Si sinn dann op d'Famill oder den FNS ugewisen. Et ass schwéier ze verdauen, dass iwwer 600 Leit an engem CIPA d'lescht Joer beim FNS Hëllef gefrot hunn, fir dat kënnen ze bezuelen.

Dobäi muss ee wëssen, dass de Fonds national de solidarité jo a Wierklechkeet net ganz esou solidaresch ass an déi Suen duerno jo bei d'Familljen erëmfroe geet. Dëse System ass zudéifst ongerecht, well d'Nokommen ëmmer erëm e Rappel à l'ordre kréien, well hir Elteren a Grousselteren net räich genuch waren a sinn, fir de leschten Abschnitt vun hirem Liewen, dee leider oft vu Krankheet a kierperlechem a geeschtegem Zerfall gepräägt ass, selwer ze finanzéieren.

A firwat ass dat esou? Ma ganz oft, well d'CIPAen haut Privatbetriber sinn oder zumindest gefouert gi wéi e Privatbetrib. D'Minimiséierung vun de Käschten an d'Maximiséierung vun de Profitter sinn do déi entscheedend Krittären. Säit Kuerzem ass jo och gewosst, dass an Zukunft och CIPAe vu grousse Multinationalle gefouert wäerte kënne ginn, fir déi d'Mënschen am Heem just nach e Präisschëld sinn.

Här President, mir stellen awer fest, datt d'Regierung, och wa se ORPEA net verhënnere konnt oder wollt, och keng Ustrengung ënnerhëlt, fir d'Tariffer an den Alters- a Fleegeheemer ze reglementéieren. Mat Duerchschnëttspräisser vun iwwer 2.700 Euro fir e Basiszëmmer ecartéiere mir haut schonn eng Partie Mënsche mat ganz klenge Revenuen.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Renten, pardon. Den FNS ënnerstëtzt och just bis e bestëmmte Plaffong. An dann? Wann d'Präisser esou héich sinn an da keen Cent méi iwwreg ass, fir sech selwer eppes ze gënnen, fir bei de Coiffeur ze goen, fir gewäsch oder gestreckt ze kréien, ass dat einfach schrecklech!

Dat ass also eng gréisser Problematik, déi d'Regierung awer mat dem aktuell virleiende Gesetzesprojet net esou richteg ugeet. D'Chambre des Salariés warnt nämlech zu Recht an hirem Avis, datt d'Präisser no 2023, wann dës Energiepräismesure ausleeft, spronghaft kënnen eropgesat ginn. Dat wäert och genee esou passéieren. D'COPAS huet et jo och schonn an hirem Avis quasi indirekt ugekënnegt.

Dat misst eis jo awer weisen, datt et zu enger Präisreglementatioun an den Heemer an zu enger méi nohalteger Finanzéierung vun den Heemer komme muss. Esou Virstéiss gesäit d'Regierung am Moment awer net vir. Dat, wat se mécht, geet an eng aner Richtung. Doduerjer, dass Heembedreiwer wéi Servior künfteg verstäerkt d'Servicer solle kënnen outsourcen, kënnen also och d'Präisser um Bockel vun de Salariéë stabiliséiert ginn.

An do weist sech dann erëm déi batter Realitéit vun deem System: Et betrëfft ëmmer déi Aarm an déi Zerbriechlechst an déi Leit, déi eebe kachen a botze mussen, an dat fir e klenge Loun, a genee an deem dote Secteur notamment.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten haut dëse fënneften Deel vun der Tripartite matstëmmen, well et eeben eng Berouegung ass fir déi Bewunner vun den eenzelnen Heemer, wou se kënne berouegt sinn, dass d'finanziell Laascht net ze vill klamme wäert.

Jo, et sinn e puer Detailer, iwwert déi een hätt kënnen diskutéieren. Wéi d'Chambre de Commerce och richteg opgeworf huet, hätt ee kënne mam 1. Februar ufänken, wéi dat och zum Deel bei den Entreprisen de Fall ass. Mee dass dëse Package haut esou komm ass, ass schonn emol dee richtege Schrëtt.

Wat awer elo bedenklech fir d'Zukunft ass, ass déi Formule mam Index. Net den Index a sech, mee wéi den Index an de Seniorië berechent gëtt. Dee gëtt nämlech op de ganze Montant berechent an net just op deene Leeschtungen, déi eigentlech personalbedéngt sinn.

Dat heescht, Äert Zëmmer, Äre Steen, Är Miwwelen, alles, wat Der an der Seniorie hutt, gëtt domat méi deier, wann den Index klëmmt. An dat ass sécherlech eng Diskussioun, déi een eng Kéier muss féieren, ob dat nach korrekt ass. Well et si vill Leit am Land, déi elo schonn ënnert de Präisser an de Seniorië leiden, déi déi net kënne bezuelen an déi sech dann och déi Zousazleeschtunge just nach dreeme kënnen, mee net realiséieren.

Dofir sinn ech och amgaangen, en Dossier ze maachen, wou ech all d'Präisser vun den eenzelnen Altersheemer queesch duerch d'ganzt Land erfaassen, fir dass mer d'nächst Joer hei kënnen eng Diskussioun hunn iwwert d'Präisstruktur vun de Seniorien, wéi d'Leit do ënnerbruecht sinn a wéi dat nach ze finanzéieren ass.

Allgemeng sinn nämlech an eisen Aen d'Käschten an de Seniorië fir d'Leit ze héich, vergläicht een et mat dem Pensiounsduerchschnëtt. A wann d'Präisser schonn esou héich sinn, ass et fir eis Piraten och kloer, dass d'Infrastruktur muss stëmmen. An do hat ech der Ministesch d'lescht Joer, 2021, schonn eng Question parlementaire gestallt, ...

(Interruption)

... an där et drëm gaangen ass, firwat da keng Toiletten oder keng Duschen an deenen Zëmmeren ze fanne sinn. Dat ass fir eis Piraten en Zoustand, deen net ze akzeptéieren ass. Et kann net sinn, dass een u sengem Liewensowend mol keen Zëmmer méi kritt, wou eng Toilette mat dran ass! Dat ass fir eis einfach onerdréiglech, well och déi Leit hunn nach e Recht op hir Privatsphär. Vun der Dusch nach guer net ze schwätzen, mee ech ginn elo haut emol op d'Toiletten an.

Duerfir hunn ech och eng Motioun matbruecht, an där ech d'Regierung opfuerderen, dass se bis am Joer 2024 op d'Seniorien awierkt, fir dass déi Toiletten endlech op den Zëmmere wäerten ze fanne sinn an dass d'Leit net mussen iwwert de Gank oder an aner Strukturen dofir goen, fir hinnen esou d'Liewen ze erliichteren.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– datt et eng Fro vun Dignitéit fir déi Betraffen ass, eng eegen Toilette am Zëmmer ze hunn;

– datt et laut Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4733 Stand Juli 2021 271 Logementer a 7 verschiddenen Alters- a Fleegeheemer gëtt, déi keng eegen Toilette hunn;

– datt sech dës Zëmmeren ënner anerem am Foyer St. Elisabeth, am CIPA „Am Park", am CIPA „Um Lauterbann" an am CIPA „Roude Fiels" befannen;

– datt d'Covid-19-Pandemie op erschreckend Aart a Weis gewisen huet, wéi eng Konsequenze gemeinsam Sanitäranlagen an engem Alters- oder Fleegeheem kënnen hunn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– all Alters- a Fleegeheem ze verflichten, Zëmmeren, déi bis elo ouni Toiletten offréiert ginn, bis spéitstens den 8. Dezember 2024 ëm eng Toilette ze erweideren.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Villmools merci och all de Riedner haut zu dësem Projet a merci och fir Är breet Zoustëmmung. E grousse Merci un de Rapporter fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech géif gär just ganz kuerz hei op e puer Saachen agoen, déi gesot gi sinn.

Éischtens emol war et fir eis evident, dass, wa mer an enger Energiekris sinn, déi Leit, deene mer alles ze verdanken hunn hei am Land, déi hire Liewensowend an engem Alters- oder Fleegeheem verbréngen oder déi och daagsiwwer emol an e CPG (ndlr: Centre psycho-gériatrique) ginn, net däerfen ënnert deenen Energiepräisaugmentatioune leiden. An dofir sinn ech immens frou, dass mer an der Tripartite konnten decidéieren, dass déi Präisser net géifen an d'Luucht goen, doduerch, dass mir dat da géife kompenséieren an den Haiser.

An et ass gesot ginn, mengen ech, vum Här Spautz: Déi Haiser, déi sinn net alleguerten d'selwecht! Et si méi aler derbäi, et si fonkelneier derbäi. Ech wëll just eng Kéier soen, dass d'Awunner vu Rëmeleng a vun Déifferdeng elo alleguerte geplënnert sinn an e fonkelneit Haus. An ech si sécher, dass dat natierlech vun der Isolatioun hier ganz aneschters ass wéi déi Haiser, aus deene se elo erausgeplënnert sinn, wat och heescht, dass de Gestionnaire natierlech och manner héich Energiekäschte wäert hunn, well d'Haus natierlech vu vireran einfach besser isoléiert a besser gebaut ass wéi déi Haiser, déi eeben extreem al sinn.

An dofir war et fir ons evident, wéi gesot, dass d'Leit op kee Fall solle musse méi bezuelen. A wann d'Regierung decidéiert, méi wëllen oder iwwerhaapt mol wëllen ze hëllefen, fir d'Energiekäschten ze decken, da wëlle mer natierlech en contrepartie, dass d'Gestionnairë sech och engagéieren, d'Präisser net an d'Luucht ze setzen.

A fir do direkt op dem Här Georgen seng Fro ze komme vun de Präisser: Dat ass ganz léif, dass Dir dat maacht. Mir maachen dat och am Moment, well dat neit Gesetz ass jo ënnerwee, d'ASFT-Gesetz, wou mer wierklech amgaange sinn, un engem Internetsite ze schaffen. An do wäert Der an Zukunft kënne gesinn, wéi vill wéi een Zëmmer wou kascht a wat am Präis mat dran ass. Well ech wëll hei just eng Kéier soen: Bei Verschiddenen ass zum Beispill, ech soen emol, d'Gedrénks beim Iesse mat dran, bei aneren net. Bei Verschiddenen ass e puermol den Dag d'Zëmmer maache mat dran, bei anere vläicht net.

Dat heescht, mir wëllen do eng total Transparenz. Dat wäerte mer mat deem Internetsite maachen, fir dass een d'Präisser vergläiche kann a virun allem och gesäit: Wat ass dann iwwerhaapt an deem Präis mat dran? Ass d'Wäschmaachen zum Beispill mat dran oder ass et net mat dran? A wann et net mat dran ass, wivill kascht dat? Dofir villmools merci fir d'Remark. Mir sinn och amgaangen, dorunner ze schaffen. A wann dat Gesetz gestëmmt gëtt, da wäert dat och prett sinn, fir online ze goen, an da wäert een dat alles kënne vergläichen.

Mir schaffen natierlech och ganz äifreg drun, dass all Zëmmer en eegent Buedzëmmer huet. Mir kënnen a mir wëllen awer natierlech och d'Leit elo net eraussetzen. Et sinn och Leit, déi kënnen net selwer op d'Toilette oder an d'Dusch goen. Dat heescht, et brauch een och Manpower, fir dass d'Leit iwwerhaapt kënnen op d'Toilette oder an d'Dusch goen. Mee och do schaffe mer drun.

All déi nei Haiser, déi opginn – ech hunn elo grad vum Woiwer geschwat zu Déifferdeng, elo geet och Käerjeng d'nächst Joer hoffentlech op –, déi sinn natierlech no engem ganz anere Standard gebaut wéi déi Haiser, déi schonn e puer Joerzéngten al sinn, soen ech emol, a wou d'Besoinen nach anerer waren. Mee och d'Gestionnairë maache sech ganz, ganz vill Gedanken doriwwer, wéi an Zukunft déi eeler Leit, déi am Moment nach net esou al sinn, wëlle liewen, wéi si wëllen an enger Struktur liewen, wéi si wëllen zesummeliewen, wéi dat iwwerhaapt soll alles ausgesinn. Well ech mengen, dass d'Generatioun vun de Babyboomer einfach aner Besoinen an aner Erwaardungen huet, wéi vläicht nach hir Eltere se dee Moment haten. Dat heescht also, nach eng Kéier, mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen.

Ech sinn amgaang, a mengen Notten ze kucken. Madamm Cecchetti, ech wëll Iech just soen: Also, éischtens emol ass d'ASFT-Gesetz jo ënnerwee. Mir sinn och amgaangen, den Accueil gérontologique ze reforméieren. An ech freeë mech elo schonn, an der Chamberskommissioun kënne mat Iech doriwwer ze schwätzen. Do geet et effektiv drëms, dass jiddweree sech muss kënnen en Zëmmer an engem Alters- oder Fleegeheem hei zu Lëtzebuerg leeschten. Dat ass och elo esou. Mir adaptéieren dat natierlech elo un d'Gegeebenheeten, wéi se haut sinn. An et ass ons och besonnesch wichteg, dass d'Leit och nach en Täschegeld iwwreg behale fir eebe grad déi Saachen, déi Dir opgezielt hutt, fir och nach kënne bei de Coiffeur ze goen, dem Enkelkand vläicht emol e klenge Kaddo ze kafen oder einfach kënnen enzwousch eng Taass Kaffi drénken ze goen, dass dofir och nach genuch Suen iwwreg sinn. Dat heescht, dat Gesetz wäerte mer geschwënn an der Chamberskommissioun debattéieren an do freeën ech mech da ganz speziell drop.

Voilà, ech soen Iech alleguerten elo schonn e ganz, ganz grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung, déi ech grad héieren hunn. Well ech mengen, wann et drëms geet, deene Leit ze hëllefen, ënnert d'Äerm ze gräifen, deene mer wierklech ganz vill schëlleg sinn, da mierke mer, dass mer alleguer zesummenhalen an dat, „ça fait chaud au cœur", géif ech emol soen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8087. Den Text steet am Document parlementaire 8087[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8087 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty (par M. Frank Colabianchi) et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer nach zur Motioun, déi vum Här Marc Goergen deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

M. Sven Clement (Piraten) | Scheinbar net, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Gelift?

M. Sven Clement (Piraten) | Scheinbar huet bei der Majoritéit keen eng Meenung dozou.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum steet op.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Clement, mir si frou, dass Dir och erëm hei sidd.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hunn Iech bal vermësst, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Do, wou Dir méi oft higitt, gëtt et anscheinend Toiletten aus Gold.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | D'Madamm Minister huet virun net grad fënnef Minutten uewen Erklärunge ginn, dass d'Leit aus eelere Strukture geplënnert sinn an nei Strukturen. An deenen neie Strukture sinn natierlech souwuel Toilettë wéi och Duschen an den Zëmmere virgesinn. Mir wëssen awer och, dass mer an eelere Strukturen, déi besteeënd sinn, net einfach kënnen dohigoen an an deenen Zëmmeren alleguerten elo eng Dusch an eng Buedbidden oder eng Toilette einfach a besteeënd Raim aplanzen.

Hei steet, mir missten eis dozou verflichten. Ech mengen net, dass dat maachbar ass. Wat maachbar ass, dat ass ze kucken, déi al Strukturen duerch nei Strukturen ze ersetzen. An déi nei Gebaier, déi gebaut ginn, déi hunn dat jo automatesch.

A schlussfollgernd géif ech da soen, dass mer déi heite Motioun an där doter Form net sollten unhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Also ech mengen, mir wëssen, datt dat heiten eng Saach ass, déi an deem Sënn net realisabel ass. Ech mengen, den Här Baum huet dat elo erklärt. Mir kënnen net a Strukturen, déi dofir net gemaach sinn, dat do elo abauen, esou gär mer dat wéilte maachen. Ech mengen net, datt dat méiglech ass.

Trotzdeem wëll ech awer de Piraten soen, datt mir mat der Iddi komplett sympathiséieren. Ech mengen, jiddereen heibannen ass der Meenung, datt dat do muss, soll gemaach ginn an datt et eebe just eng Fro ass vun der praktescher Méiglechkeet.

Well et praktesch net méiglech ass, wäerte mer et net matstëmmen. Mir stëmmen awer sécher net dergéint. Mir wäerten eis enthalen, awer, wéi gesot, mat voller Sympathie fir déi Iddi, déi an dëser Motioun ausgedréckt gëtt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Da kritt d'Wuert den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. D'Motioun ass sympathesch, fir se matzestëmmen, mee et ass awer net machbar. Et sinn och net nëmmen déi! Do ginn och Haiser opgezielt, wou ech mer vill Froen derbäi stelle bei deene prezisen Haiser, well do och net ëmmer alles richteg ass bei deenen Nimm.

Et si schonn Analysen emol an der Zäit gemaach gi fir ze kucken, fir kënnen Toilettë bäizesetzen. Dat war deemools technesch net dran an do ass d'Decisioun geholl ginn, fir nei Haiser ze bauen, fir an nei Haiser ze investéieren. Bei deenen engen ass et méi séier gaangen, bei deenen aneren huet et méi laang gedauert. Mee fir do esou en Datum ze setze vum 8. Dezember 2024, ech mengen, domadder géife mer eis selwer beléien, wa mer esou eppes géifen hei decidéieren.

Mee et ass wichteg, dass mer de Programm weider fërderen an dass et méi séier muss virugoen, well et ass e Besoin do. Mee et ass awer genausou kloer, dass een dat do net ka matmaachen. An dofir kënne mir déi Motioun och net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci fir déi seriö Diskussioun. Sécherlech, déi Fro hunn ech mer och gestallt, wéi et ze realiséieren ass.

Plusieurs voix | A!

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Dofir hu mer jo och bewosst zwee Joer drageschriwwen. A kuckt een déi Projeten zum Beispill, déi herno kommen, wou sécherlech méi grouss Projeten, méi grouss Renovatiounen, stattfannen, wéi eng Toilette bäizesetzen an den Zëmmeren, da wär et scho méiglech. Et ass nämlech ...

(Interruption)

Jo, déi nei Strukture kréien dat. D'Zuele sinn elo net méi ganz aktuell, well 2021 waren awer 271 Logementer vu Leit, déi keng Toilette haten, 495, déi emol keng Dusch haten. Dat heescht, déi hunn einfach net d'Chance, fir an eng nei ze kommen, an ech mengen och net, dass déi, esou wéi am Moment d'Demande do ass, dann einfach kënnen an eng nei wiesselen. Dat heescht, déi wäerte bis zu hirem Doud ouni Toilette musse liewen.

An dofir war haut déi Propos, fir eeben op d'Bedreiwer Drock ze maachen, fir deene Leit eng Léisung unzebidden. Zwee Joer war e grousse Spillraum, an deem ee scho gewëssen Aarbechten an engem Haus kéint maachen. D'Iddi dohannert ass eeben, e Signal ze setzen, fir dass alleguerten d'Bedreiwer géife verstoen: Et kann net sinn, dass ee säi Liewensowend ouni eng eegen Toilette verbréngt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci, Här President. Ech widderhuelen nach eng Kéier: Aus zwee vun deenen Haiser, déi Der opzielt, sinn d'Leit schonn erausgeplënnert respektiv plënnere geschwënn eraus. Dat heescht, déi Zuelen, déi Der elo genannt hutt, déi stëmmen an deem Sënn net méi, well mer elo zwee ganz Haiser eidel gemaach hunn: Déifferdeng a Rëmeleng. Déi sinn elo geplënnert. An d'nächst Joer wäerten déi vun Nidderkuer op Käerjeng plënneren.

Dat heescht, Dir gesitt, mir schaffen do emseg drun. Ech verspriechen och, dass mer weider wäerten dorunner schaffen, fir dass mer méi modern Strukturen hunn. Verschiddener kann ee vläicht ëmbauen, anerer kann een net ëmbauen. Mir sinn amgaang ... Wéi gesot, am Süden hu mer elo déi zwee ganz grouss Gebaier, déi elo opgaange si respektiv d'nächst Joer opginn. An ech mengen, do si mer wierklech um gudde Wee a mir maachen natierlech onst Bescht, fir d'Strukturen ze moderniséieren. A mir wäerten als Familljeministère och do derhannert bleiwe respektiv och dat finanziell ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch. Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmme géint 51 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm) et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty (par M. Gusty Graas) et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

6. 8099 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

De leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Woch ass eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Frank Colabianchi, den Här Carlo Weber, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti, den Här Marc Goergen an den Här Marc Lies. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Dir wësst, geet et bei der järlecher Orientéierungsdebatt zu de Grands projets, déi mer haut de Mëtteg féieren, ëm de Finanzement vun de grousse staatlechen Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung am Laf vun den nächste Jore wëllt ëmsetzen.

Fir déi deementspriechend Etüde kënnen ze verdéiwen an d'Projete kënne weiderzedreiwen, muss d'Chamber fir d'éischt hiren Accord de principe dozou ginn.

Engersäits kréien d'Deputéiert domat méi Informatioun a Matsproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturprojeten, anerersäits geet et awer och drëms, méi Transparenz an de finanzielle Suivi vun all Projet ze brëngen.

Ënnert dës Prozedur falen zanter dem Joer 2009 sämtlech Projeten, déi e viraussiichtleche Käschtepunkt vun 10 Milliounen Euro oder méi erreeche wäerten. Doriwwer eraus muss dann awer bekanntlech och nach fir all Projet, deen de Seuil vu 40 Milliounen Euro iwwerschreit, an engem spéidere Stadium e separat Finanzéierungsgesetz ausgeschafft ginn, mat deem sech d'Chamber dann am Detail auserneesetze wäert.

D'Mobilitéitskommissioun ass alljoers fir d'Preparatioun vun dësem Débat d'orientation zoustänneg souwéi fir d'éischt Analys vun de viséierte Projeten, an d'Chambersplenière, wéi gesot, fir den Accord de principe duerch d'Unhuele vun enger Motioun, an dat am Prinzipp ëmmer am Virfeld vum Vott vum Staatsbudget Enn des Joers.

Ouni dës parlamentaresch Prozedur ronderëm d'Grands projets géifen dës lafend oder zukünfteg Projeten nämlech ëmmer just zesumme mat allen nach onfäerdege Grand-projete vun de Jore virdrun an den Annexe vum järleche Budgetsgesetz opdauchen, an dann och net als eenzel consolidéiert Projeten, mee just mat den Ausgabe fir dat betreffend Budgetsjoer respektiv iwwer e puer Joer gestreckt am pluriannuelle Budget.

Nom Accord de principe hei an der Plenière ass et dann awer d'Budgetskontrollkommissioun, déi fir de finanzielle Suivi vun de groussen Infrastrukturprojeten zoustänneg ass. Dat bedeit, datt den zoustännege Minister der Kommissioun am Prinzipp all sechs Méint e Rapport iwwert déi finanziell Evolutioun vun de lafende Projete presentéiert.

Esou vill schonn emol zur parlamentarescher Prozedur, déi elo – mat just liichten Upassungen – zënter eppes méi wéi 15 Joer besteet.

A fir de Grands-projets-Debat 2022 koum et elo no ettleche Joren och nees zu enger liichter Upassung. Nei ass, datt ab elo och d'Infrastrukturprojete vum Fonds Belval mat op der Lëscht vun de Grands projets vum Staat stinn.

Mam Gesetzesprojet Nummer 7601, dee mer den 10. Juli 2021 heibannen ugeholl haten, gouf d'Fonctionnement vum Fonds Belval vereinfacht, an zwar an deem Sënn, datt de Fong zanterhier net méi fir all eenzelne Projet en extrat Finanzéierungsgesetz brauch, egal wéi héich d'Käschte waren, mee just nach ab dem bekannte Seuil vu 40 Milliounen. An anere Wierder gëllen elo fir den Établissement public Fonds Belval genee déi selwecht Reegele wéi fir déi verschidde Staatsverwaltungen: Fir Projeten iwwer 10 Millioune gëllt d'Prozedur vun de Grands projets an ab 40 Milliounen ass en extrat Gesetz néideg.

Här President, haut de Mëtteg geet et also hei am Debat ëm den Accord de principe vu weider 52 Infrastrukturprojeten. Dat sinn der exakt duebel esou vill wéi d'lescht Joer. Deemno wäert ech méi Zäit wéi gewinnt fir dës Opzielung brauchen, woubäi ech probéieren, d'Projeten esou gutt et geet komplett an awer kuerz a knapp ze beschreiwen.

20 vun de virleiende Projete leien an der Responsabilitéit vu Bâtiments publics, 19 an där vum Fonds des routes, also der Ponts et chaussées, 6 gehéieren an de Beräich vun der Eisebunn a 7 Projete leien an der Verantwortung vum Fonds Belval.

Vu déi héich Unzuel u Projeten, ass eng Kommissiounssëtzung net duergaangen, fir op alles anzegoen. Sou goufen dës Projeten an der Sëtzung vum 24. November 2022 an an der Sëtzung vum 30. November vun dësem Joer vun den Administratioune vu Bâtiments publics a Ponts et chaussées esouwéi vun de CFL an de Responsabele vum Fonds Belval virgestallt.

Wa mir eis déi Lëscht méi genee ukucken, stelle mer fest, datt de Spektrum vun de Projete wéi ëmmer ganz breet ass. Et geet ëm modern a fonctionnel Gebaier, et geet ëm effikass staatlech Servicer, wéi d'Police oder d'Waasserwirtschaftsamt, ëm d'Revalorisatioun an d'Weidernotzung vun alem Industriepatrimoine oder ëm innovativ Weltraumfuerschung.

A wéi et och schonn déi lescht Joren de Fall war, geet et och dës Kéier nees ëm Milliouneninvestitiounen an d'Zukunft vun eisem Land, ëm geziilt Investitioune fir eng besser a méi kohärent Mobilitéitsoffer. Duerch déi dynamesch Entwécklung vun eisem Land soll a muss sech eis Mobilitéitsplanung net nëmmen dëser Dynamik upassen, mee idealerweis d'Mobilitéitsbesoine vun de kommende Joren antizipéieren.

Am Abrëll vun dësem Joer huet de Mobilitéitsminister an deem Kontext och dat neit a wichtegt Instrument vum PNM 2035 virgestallt, de Plan national de mobilité fir den Horizont 2035. Et handelt sech heibäi ëm en ëmfaassend Mobilitéitskonzept, dat als Zil huet, all déi verschidde Mobilitéitsreseaue beschtméiglech mateneen ze verknäppen an openeen ofzestëmmen an, wéi grad gesot, fir eis haut schonns kënnen op d'Mobilitéitsbesoine vun de kommende Joerzéngte virzebereeden.

Op der aktueller Lëscht vun de Grands projets d'infrastructure stinn och elo déi éischte Kéier Projetproposen drop, déi en direkte Bezuch op de PNM 2035 huelen.

An et geet ëm Investitiounen an d'Zukunft vun eise Kanner a Jugendlechen. Nieft der Renovatioun, der Vergréisserung oder dem Neibau vu Grondschoulen, Lycéeën a Gebailechkeete fir d'Erwuessenebildung, inklusiv Sport-, Accueil- a Restaurantsinfrastrukturen, sinn awer grad och Projete fir déi Vulnerabelst dobäi: fir Kanner a Jugendlecher an Nout, fir Schoulofbriecher oder Jonker mat Schwieregkeeten um Aarbechtsmaart.

Deemno ass déi aktuell Lëscht mat rekordverdächtegen 52 Projeten och dëst Joer nees eng interessant Sammlung vu Pläng fir eng sënnvoll Weiderentwécklung vun eisen ëffentlechen Infrastrukturen, vu Projeten, déi zu engem gudde Fonctionnement vum Staat a vum Land an zur Liewensqualitéit vun alle Biergerinnen a Bierger wäerte bäidroen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, genee wéi d'lescht Joer scho wäert ech Iech dës 52 Projete mëndlech just a gekierzter Form virstellen. Déi weider Detailer konnt Dir a mengem schréftleche Rapport an doriwwer eraus an de Presentatiounsdokumenter vun de Verwaltungen noliesen.

Ech fänken u mat den 20 Projete vu Bâtiments publics, an där selwechter Reiefolleg, wéi se a mengem schréftleche Rapport opgefouert sinn.

Déi éischt 9 Projete ginn iwwert de Fonds d'investissements publics administratifs finanzéiert, 7 weider Projeten iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires, de 17., 18. an 19. Projet iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux an dee

leschten iwwert de Fonds d'entretien et de rénovation.

Beim éischte Projet geet et ëm d'Schlass zu Senningen. Hei ass virgesinn, datt de Centre de conférences esouwéi den éischte Stack an den Daachberäich vum Schlass komplett renovéiert solle ginn, soudatt d'Raimlechkeeten och dem effektive Besoin besser entspriechen, wéi zum Beispill duerch en Update vum Multimediaberäich.

Beim zweete Projet geet et ëm d'Rehabilitatioun vum Site zu Cinqfontaines. Et ass virgesinn, aus dem fréiere Klouschter a sengen Annexen, déi de Staat 2020 kaf huet, e Centre commémoratif an éducatif iwwert d'Juddeverfollgung am Zweete Weltkrich ze maachen, souwéi fir d'Promotioun vun der Demokratie an de Mënscherechter. Gläichzäiteg soll op dësem Site awer och nach e Centre d'insertion socioprofessionnelle fir 30 Jonker entstoen, genee wéi och e Wunngebai fir zwou Gruppe vu jeeweils aacht Jonken.

Beim drëtte Projet si mer am Quartier NeiSchmelz zu Diddeleng. D'Partie sud vum Site ass fir d'Constructioun vun engem Centre national de collections publiques virgesinn, dat als Zil huet, de Patrimoine culturel kënnen ze stockéieren. Och de Projet selwer wäert hei e wichtege kulturellen Aspekt kréien, well et och drëms geet, wichteg Deeler vum alen Industriepatrimoine ze erhalen a sënnvoll ze notzen. Dozou gehéiert zum Beispill dat ronn 600 Meter laangt Gebai vum fréiere Walzwierk.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Den nächste Projet ass och zu Diddeleng, dës Kéier e bësse méi no am Zentrum, nërdlech vum Quartier NeiSchmelz. Hei soll en neit grousst administratiivt Gebai hikommen, dat an éischter Linn als neit Policekommissariat fir bis zu 56 Persoune soll déngen, awer och vun der ADEM, der Steierverwaltung an dem Educatiounsministère wäert genotzt ginn. Den Ament leeft d'Route de Thionville nach iwwert dësen Terrain, déi allerdéngs deplacéiert gëtt. Esou wäert e groussen Deel vum Terrain och disponibel fir de Fonds du logement ginn.

De fënnefte Projet befënnt sech um Härebierg. Hei geet et haaptsächlech ëm e Centre de résilience, dat heescht en Datazenter fir sécherzestellen, datt wichteg Informatioune souwuel vu Senninge wéi vum Härebierg do propper kënne stockéiert ginn. Weider ass e groussen Hall virgesinn, fir Dronen ze stockéieren, esouwéi e Konferenzzentrum de niveau secret.

Beim sechste Projet vun eiser Lëscht geet et ëm en administratiivt Gebai an der Route d'Arlon an der Stad en face vum Stadion Josy Barthel. Dëst Gebai soll virun allem fir de Ministère des Affaires étrangères et européennes geduecht sinn. Den ONA géif hei säin Haaptsëtz fir ronn 150 Leit kréien, souwéi de Service des réfugiés vun der Directioun de l'immigration mat ronn 60 Leit.

Beim nächste Projet gi mer a Richtung Hollerech, wou den TNL, den Théâtre national de Luxembourg, ass. Hei konnt en Nopeschgebai bäikaf ginn an den TNL hat ëmmer schonn eng Demande fir eng Extensioun respektiv eng Renovatioun vun de besteeënde Lokalitéiten. Hei ass elo virgesinn, en zweete Sall bäizebauen, déi aktuell Raimlechkeeten ze renovéieren an e flotte Gesamtprojet doraus ze maachen, mat engem Foyer, enger Entrée, enger Billetterie an engem Café.

Den aachte Projet an der Lëscht befënnt sech op der Gare an der Rue Bender, dat aalt ADEMs-Gebai. De Staat huet dat Gebai elo als Proprietéit kritt, nodeems e laang Locataire war. Dofir ass elo d'Opportunitéit, fir d'Gebai ze renovéieren a prett fir den Asaz als administratiivt Gebai vum Staat ze maachen, woubäi allerdéngs zur aktueller Stonn nach net kloer ass, wéi eng Servicer et wäerten notzen.

Den néngten a leschte Projet vum Fonds d'investissements publics administratifs ass d'Nature et forêts zu Diddeleng. Hei geet et drëms, véier Triagen ze rassembléieren, an zwar déi vu Keel, Réiser, Beetebuerg an Diddeleng.

Beim zéngte Projet, finanzéiert vum Fonds d'investissements publics scolaires, si mer am Suessemer Schlass. Hei ass d'Iddi, eng Antenn vun der Hotelsschoul an de Süden an dat Schlass ze kréien. Vu datt d'Schlass klasséiert ass a fir datt de Patrimoine esou kann erhale ginn, solle just d'Fonction-annexen an d'Schlass selwer kommen an eng Kichen zum Beispill kéim an eng Annex nieft d'Schlass. Insgesamt soll hei eng Kapazitéit fir iwwer 230 Schüler entstoen.

Beim nächste Schoulprojet, dem eeleften op der Lëscht, si mer um Lampertsbierg am Jongelycée. Vun 1995 bis 2001 gouf et hei scho Renovatiounen an elo geet et drëms, de Rez-de-chaussée esouwéi de -1 ze adaptéieren. Hei soll gekuckt ginn, ob d'Méiglechkeet besteet, eng Kichen oder e Restaurant ze amenagéieren, an d'Bibliothéik kéint eventuell och op eng aner Plaz kommen, mat der Iddi, d'Kapazitéit vun de Schüler vun 850 op 1.000 eropzesetzen.

Als nächst si mer um Kierchbierg am neie Quartier vum Kuebebierg, deen nach a Planifikatioun ass. Hei geet et drëms, nei adaptéiert Strukture fir d'École nationale pour adultes, also d'ENAD, souwéi passend Sportinfrastukturen ze bauen, an och d'Université populaire soll en neit Gebai kréien.

Beim 13. Projet geet et ëm de Primaire vun der École internationale Anne Beffort zu Miersch en face vum Neie Lycée. 180 bis 200 Schüler sollen hei kënnen ënnerkommen.

An da komme mer bei d'Walfer Schlass. D'Schlass ass a fënnef Gebaier agedeelt, déi eng baulech an energeetesch Sanéierung brauchen an och eng Mise en conformité a puncto Normen.

Mam Projet vun der École internationale Gaston Thorn zu Zéisseng geet et ëm eng provisoresch Grondschoul mat 25 Klassesäll, Maison relais, Büroen, fir den aktuell vun der Ville de Luxembourg gelounte Site fräizemaachen a bis de finale Schoulsite – och zu Zéisseng – fäerdeg ass.

Mat engem weidere Projet sollen zu Bouneweg och op zwou Parzellen tëscht der Diddenuewener Strooss an der Houffalizer Strooss nei Sportinfrastrukture gebaut ginn. Eng Parzell ass awer momentan nach bebaut. D'Haaptelement vum Projet ass eng Sportshal mat dräi Unitéiten an d'Integratioun vun enger Rëtsch Salles de classe d'appoint.

Déi nächst dräi Projete sollen iwwert de Fonds d'investissements sanitaires et sociaux finanzéiert ginn. Beim éischte Projet aus dëser Serie geet et ëm den Amenagement vun engem Foyer fir Demandeurs de protection internationale an der Batzendelt zu Wolz. D'Gemeng Wolz stellt dem Staat hei den Terrain zur Verfügung fir insgesamt dräi identesch Gebaier mat jeeweils 29 Better, dat heescht mat 87 Plaze Gesamtkapazitéit.

De Projet Nummer 18 als nächst. Am Moment gëtt et am Beräich vun de Sozialinfrastrukture fir Kanner zwee Foyeren zu Schëffleng, déi sech net méi fir eng Renovatioun eegnen an déi ofgerappt ginn. Dës zwee Gebaier wäerten dann duerch véier nei Infrastrukturen ersat ginn, engem Centre de jour mat Consultatiounsméiglechkeeten, engem Foyer d'accueil d'urgence fir Bëbeeën, engem Foyer d'accueil fir Petite enfance an engem drëtte Foyer fir e Groupe mixte.

Wéinst dem héijen a weider wuessende Bedarf un Opfangstrukture fir Kanner a Jugendlecher an Nout gesäit e weidere Projet vun der Lëscht de Bau vun esou Strukture vir. Esou eng nei Struktur soll elo zu Zolwer entstoen an à terme och déi béid Gruppen aus den zwee elo just erwäänte Schëfflenger Foyeren ophuelen, well d'Gebaier jo ofgerappt ginn.

Beim leschte Projet vu Bâtiments publics an dem eenzegen, deen ënnert de Fonds d'entretien et de rénovation fält, geet et ëm d'Renovatioun vun engem Gebai zu Esch, dat fir d'lescht vun der Steierverwaltung genotzt gouf. No der Renovatioun sollen hei da ronn 2.100 Meterkaree fir eng regional Antenn mat Servicer vum Educatiouns- a Kanner- a Jugendministère genotzt ginn. De Projet schwätzt hei vum SNJ a vum Office national de l'enfance.

An da kommen ech bei d'Projete vu Ponts et chaussées, déi iwwert de Fonds des routes finanzéiert ginn. Wéi ugekënnegt, läit bei de Stroossebauprojeten de Fokus schonn deelweis op dem Matabezéie vun der neier laangfristeger Strategie vum Plan national de mobilité 2035.

Nieft fënnef diverse Projeten hu mer virun allem an dësem Block insgesamt 14 Bréckebauprojeten. Brécke gi wéi Stroosse respektiv Autobunnen all zéng Joer sanéiert, mee no 30 Joer steet eng gréisser Renovatioun bei enger Bréck un. Dëst ass hei de Fall: Bei 13 vun dëse 14 Bréckebauprojete geet et ëm d'Rehabilitatioun vun de respektive Brécken a beim Projet Nummer 29 op eiser Lëscht geet et ëm eng komplett Reconstructioun vun enger Vëlosbréck iwwert d'Autobunn A6 bei Garnech. Hei gëtt och vun dësem Neibau profitéiert, fir d'Vëlosbréck vill méi breet unzeleeën an hei en nëtzleche Wëldwiessel iwwert d'A6 mat unzeleeën.

Och hei kënnt Der, wéi gewinnt, zousätzlech Detailer zu deene jeeweilege Brécken a mengem schréftleche Rapport noliesen. Et handelt sech heibäi ëm d'Projete mat den Nummere 26 bis 39. Ech wäert se spéiderhin nach eng Kéier kuerz erwänen.

Den éischte Fonds-des-routes-Projet betrëfft de Süde vum Land, a méi genee d'Géigend tëscht Nidderkuer, Suessem an Déifferdeng, an huet och en direkte Lien zu den Iwwerleeungen a Virschléi vum Plan national de mobilité 2035. De Projet vum Echangeur Haneboesch huet als éischt Zil, déi aktuell onglécklech Echangeursconfiguratioun op dëser Plaz ze behiewen an d'Industriezon an deem Eck méi effikass un d'A13 unzebannen. Mat dësem Projet wäert et duerno dann och méiglech ginn, eng Partie Stroosse ronderëm däitlech ze entlaaschten a Verkéiersberouegungsmoossname ronderëm ëmzesetzen.

Fir den nächste Projet wiessele mer eriwwer an d'Gemeng Réiser. Hei gëtt et e ganz schmuelen CR vu Réiser duerch de Bann iwwert d'Uelzecht eriwwer op Béiweng an e Rond-point. Dës Strooss mat insgesamt dräi Ouvragen, déi an engem schlechten Zoustand sinn, erfëllt scho laang net méi déi aktuell Normen a gëtt och reegelméisseg zesumme mam ganze Bann iwwerschwemmt. De Projet gesäit dofir eng komplett Erneierung op engem méi héich ugeluechten Tracé vir an integréiert och eng Vëlospist.

E weidere Projet situéiert sech am Quartier Midfield tëscht dem Houwald an der Cloche d'Or, wou momentan d'Diddelenger Autobunn an de Rond-point Gluck ausleeft. Dës Zon wäert an noer Zukunft ideal un den ëffentlechen Transport ugebonne sinn, speziell duerch de Pôle d'échange Houwald an den Tram, deen hei zirkuléiere wäert. De Projet proposéiert, déi aktuell Autobunn ab dem Hesper Echangeur bis bei de Rond-point Gluck ze iwwerdecke respektiv deelweis an en Tunnel ëmzewandelen, wat dann d'Surface uewendriwwer urbanistesch notzbar mécht an

déi aktuell strikt Trennung vun dëse wichtege Quartieren duerch d'Zuchlinnen an d'Autobunnen ophiewe wäert.

E weidere Projet mat Link zum PNM ass de Projet Nummer 24. Hei geet et ëm eng méiglechst fréi a sënnvoll multimodal Verkéiersplanung fir den zukünftege Quartier Metzeschmelz, deen op der aler AR-BEDs-Friche vun Esch-Schëffleng soll entstoen. Heizou gehéiert eng multimodal Ubannung souwuel un de schnellen Tram wéi och un déi proposéiert Héichfrequenzbuskorridoren, un d'Expressvëlospisten an un d'PC6. Gläichzäiteg gëtt awer och no enger optimaler Verbindung vun den eenzelne Verkéiersnetzer, speziell vum Vëlosnetz, mat de Quartieren an den Zentren vun Esch a vu Schëffleng gekuckt.

Ëm déi selwecht multimodal Mobilitéitsplanung mat Uschloss un de schnellen Tram, d'Héichfrequenzbuskorridoren an e sécheren a gutt vernetzte Vëlosreseau, a kuerzen a bequeeme Weeër fir d'Foussgänger, inklusiv gudde Verbindunge mat de Quartiere ronderëm, an enger Verkéiersberouegung am Quartier selwer geet et och um Belval. Och hei fannt Der vill weider Infoen am schréftleche Rapport an an de Kommissiounsdokumenter.

An da komme mer, wéi schonns annoncéiert, bei eng ganz Rëtsch vun änleche Bréckebauprojeten, wou et sech bis op een Neibauprojet ëm noutwendeg Astandsetzungsaarbechten handelt. Ech ziele se just kuerz op, fir datt Dir se e bësse geografesch situéiere kënnt: Eng betrëfft d'Boufferknupp op der N7 a féiert iwwert d'Eisebunn. Dann hu mer nieft der Vëlosbréck nach zwou weider Brécken iwwert d'A6, eng bei Mamer an eng um Echangeur Capellen. Da gëtt et virun allem vill Brécken op der A1 ronderëm d'Stad, déi a Stand musse gesat ginn. Dat sinn de Viaduc Droosbaach, de Viaduc Hamm plus eng zweet méi kleng Bréck bei Hamm, de Viaduc Itzig, de Viaduc de la Syre an de Viaduc de la Haute-Syre genee wéi de Viaduc Kaltgesbréck an de Viaduc Neudorf.

Méi am Norden geet et ëm zwee wichteg Ouvragen an der Verlängerung vun der Autobunn op der B7, nämlech de Viaduc Schieren an de Viaduc Ingeldorf, wou elo wäert gekuckt ginn, awéiwäit dës Renovatiounsaarbechte kënnen optimal op déi scho bekannt Projeten op der B7 ofgestëmmt ginn, fir méiglechst wéineg Impakt op de Verkéiersfloss ze hunn.

An als leschte Bréckeprojet wëll ech dann nach den Nummer 39 erwänen, deen direkt dräi Ouvragë vun der A7 op der Héicht vum Gréngewald betrëfft. Bei dësem leschte Stroosseprojet, genee wéi bei eenzelne vun de grad erwäänte Projeten, gëtt et eebenfalls ee Lien mam PNM 2035 an den doranner proposéierte prioriséierte Busspueren an/oder Autobunnsspuere fir de Covoiturage, wat natierlech an déi jeeweileg Renovatiounsprojete wäert afléissen.

Mir si gutt iwwert der Hallschent elo.

(Hilarité)

An da kommen ech bei déi nächst sechs Projete vun der Lëscht. Dës betreffen d'Eisebunn respektiv de Fonds du rail. Hei schwätze mer vu sechs ganz diversifiéierte Projeten.

Beim éischte Projet vum Fonds du rail, an dem 40. vun der gesamter Lëscht, handelt et sech ëm e Projet op der Streck Lëtzebuerg–Ëlwen a méi prezis ëm d'Schierener Gare. Hei ass engersäits d'Suppressioun vum Passage à niveau geplangt an anerersäits d'Moderniséierung vun der ganzer Haltestell. Et gëtt des Weideren eng nei Bréck fir de Stroosseverkéier iwwert d'Schinne gebaut an e Souterrain fir d'Mobilité active amenagéiert.

Beim nächste Projet vum Fonds du rail geet et ëm d'Constructioun vun engem neie Gebai fir de Centre de formation vun den CFL an der Rue de la Déportation zu Hollerech. Hei sollen ënner anerem Formatiounssäll entstoen esouwéi Examenssäll, Atelieren, Büroen, Reuniounssäll an en Drëttel vum Gebai ka fir aner Servicer oder fir d'Locatioun zur Dispositioun gestallt ginn.

Da komme mer zu engem e bësse méi technesche Projet. Hei geet et ëm d'Amelioratioun vun der Konnektivitéit um gesamten nationale Schinnereseau, ëm Etüden an ëm Pilotprojeten, fir à terme eng performant an duerchgeeënd Konnektivitéit um Schinnereseau entstoen ze loossen esouwéi Synergien tëscht dem kommenden europäeschen Eisebunnstelekommunikatiounssystem an den ëffentleche Mobilfunknetzer ze sichen. Dozou gehéiert natierlech och, dem Client eng optimal Qualitéit wärend dem Zuchfueren ze bidden.

Beim Projet Nummer 43 an der Lëscht soll am Kader vun den neien Terminaux intermodaux zu Beetebuerg e Centre routier sécurisé fir Camionschauffeuren entstoen. Et ass virgesinn, datt eng weider Zone de stationnement kreéiert gëtt. Propper Sanitäranlagen an anstänneg Iwwernuechtungsméiglechkeete solle fir d'Chauffeure geschaf ginn, esouwéi eng agreabel Picknickzon an e flotte gréngen Ausseberäich.

Déi zwee lescht Projete vum Fonds du rail si méi typesch Eisebunnsprojeten, déi alle béid de Secteur Beetebuerg betreffen, wat, wéi Der wësst, déi zweetwichtegst Gare am Land ass a wou gréisser Moderniséierungsaarbechten usti respektiv scho länger amgaange sinn.

An deem Sënn geet et heibäi ëm d'Aktualisatioun vu Fonds-du-rail-Projeten, déi fréier schonns op der Lëscht vun de Grands projets stoungen an déi à terme e ganz considerabelen Impakt – souwuel op de Wuerentransport wéi op de Passagéiertransport per Zuch – wäerten hunn.

Konkreet geet et beim 44. Projet vun dëser Lëscht ëm eng komplett Modernisatioun vun der Gare Beetebuerg: confortabelen a sécheren Accès op d'Quaien, d'Ëmgestaltung vun der Gleisféierung fir eng méi effikass Gestioun vun den Zich an natierlech och e multimodale Pôle d'échange.

D'Gare soll esou ausgebaut ginn, datt permanent pro Streck zwee Quaien zur Verfügung stinn. Säit Dezember 2021 entsprécht d'Gare och endlech den Ufuerderunge fir Persounen à mobilité réduite – dank dem Accès iwwert déi nei Passerelle. Mat dësem Projet gëtt awer och elo de besteeënde Souterrain reamenagéiert an d'Fouss- an d'Vëlosweeër sollen esou ugepasst ginn, dass souwuel den Accès zur Gare wéi och d'Konnexioun tësche Quartieren optimiséiert gëtt.

An den zweete Projet fir de Secteur Beetebuerg betrëfft, wéi gesot, de Wuerentranspoert. Hei geet et ëm eng Moderniséierung vu Gleisinfrastrukturen aus den 80er-Joren an eng Vergréisserung vum Areal fir zousätzlech Kapazitéiten an och ëm eng wichteg Optimisatioun fir de Passage vun internationale Gidderzich, déi iwwer eis Lëtzebuerger Deelstreck vum EU-Schinnekorridor tëscht der Nordsee an dem Mëttelmier fueren.

Och wann et just de Secteur Beetebuerg betrëfft, ass de Volume vun dësem Projet wierklech considerabel. Fir just e puer Zuelen als Beispill ze nennen, déi d'Wichtegkeet vun der Gare Beetebuerg fir eis national an international Schinnebeweegungen illustréieren: Eleng fir dëse Projet musse ronn 150 Weichen erneiert ginn a ganzer 60 Kilometer Schinnen erneiert ginn, wat graff 10 % vun der Schinnelängt vum gesamte Lëtzebuerger Netz ass! A mat dësem Projet wäerten d'Anlagen iwwregens och esou erweidert ginn, datt och déi zukünfteg méi laang europäesch Gidderzich vu bis zu 850 Meter Längt hei effikass kënne geréiert ginn an esou de Wuerentransport per Schinn esou attraktiv wéi méiglech gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | An da komme mer bei dee leschte Block vun der Lëscht, dee mat de siwe Projete vum Fonds Belval. Bei den éischten zwee Projete vum Fonds Belval geet et ëm Infrastrukture fir de Lëtzebuerger Spacecampus. D'Strategie an dësem Beräich gesäit vir, datt déi ëffentlech Fuerschungsaktivitéiten am Spaceberäich um Site Belval regroupéiert sinn, wärend déi privat Acteuren sech am ParcLuxite op der Kockelscheier solle regroupéieren.

Beim éischte Projet vum Fonds Belval geet et drëms, als éischt Phas e wichtegt Schlësselelement opzeriichten, an zwar d'Gebai fir den 2020 gegrënnten European Space Resources Innovation Centre, kuerz ESRIC, dee beim LIST ugesidelt ass. An dëser Hal soll e grousse Weltraumlabo entstoen, mat enger spezieller Vakuumkummer, déi et erlaabe soll, Konditioune wéi um Mound ze simuléieren.

A mam zweete Projet, deen awer eréischt als zweet Phas geduecht ass, wäert dann ee méi grousst Gebai derbäikommen, wou dann all weider Weltraumfuerschungsaktivitéite vum ESRIC, vun der Lëtzebuerger Weltraumagentur a vun der Uni kënne regruppéiert ginn, inklusiv engem Space-Master als Studieméiglechkeet.

De Fong gesäit a sengem Infrastrukturplanning des Weideren e grousst Gebai vu ronn 33.000 Meterkaree Surface vir, dat abordabel Locatiounswunnengen, zousätzlech Bürosfläch fir staatlech Servicer an och fir de Commerce wäert bidden. De geneeë Programm gëtt grad zesumme mat de betraffene Verwaltunge respektiv de Ministèren ausgeschafft.

Déi zwee nächst Projete betreffen de Bau vun zwee agreéierten Europaschoulen um Belval respektiv vun enger provisorescher Struktur an enger definitiver. Bei der definitiver Europaschoulinfrastruktur geet et ëm e ganze Schoulkomplex, dee souwuel eng Schouloffer am Primär wéi och am Secondaire fir de Süde vum Land ubidde soll, inklusiv den noutwendege Sportinfrastrukturen, de Structures d'accueil an enger Kantinn.

Gläichzäiteg soll awer och scho separat eng provisoresch Schoul opgeriicht ginn, fir scho méi schnell kënnen d'Kapazitéiten am Primaire fir de Süde vum Land ze erweideren a gläichzäiteg och schonns Kanner sur place um Belval ze hunn, déi spéider dann onkomplizéiert kënnen um Belval an de Secondaire wiesselen.

Da si mer och schonns bei deenen zwee leschte Projeten ukomm. Dir kennt warscheinlech alleguerten de Bürotuerm direkt lénks nieft der Rockhal, wou d'Waasserwirtschaftsamt an d'Ëmweltverwaltung Büroen a Laboen hunn. Fir justement de mëttel- a laangfristege Besoine vun dëse Verwaltunge gerecht ze ginn, préift de Fonds Belval gäre verschidde Méiglechkeeten, fir dëst Gebai ze vergréisseren, sief et, andeems een e puer Stäck dropsetzt oder et säitlech vergréissert oder eebe béides. De geneeë Programm gëtt hei eréischt ausgeschafft.

A beim leschte Projet fir haut geet et ëm d'Gebai mam Numm „Laboratoires Ingénieurs". Dës Ingenieurlaboe gehéieren zu engem Grupp vu Gebaier, déi nordëstlech vun den Héichuewenterrasse leien. En éischt Gebai vun dësem Grupp, déi sougenannt „Halle d'essais Ingénieurs", gouf als Éischt gebaut, an d'Ingenieurslaboe sollen elo an enger zweeter Phas derbäigebaut ginn. Déi urspréinglech Pläng vu just engem Fligel hu

sech awer als ze kleng erwisen, soudatt de Projet elo zwee zousätzlech Fligele fir dës Laboe virgesäit.

Esou vill zu den 52 Projete vun der Grands-projets-Lëscht fir d'Sessioun 2022/2023. D'Kommissiounsmemberen hunn an der Sitzung vum 6. Dezember hiren Aval zum virleiende Rapport ginn a proposéieren och der Plenière, der Regierung d'Zoustëmmung zum weideren Ausschaffe vun dësen 52 Projeten ze ginn.

An deem Sënn iwwerreechen ech Iech, Här President, déi üblech Motioun, mat där d'Chamber hir Zoustëmmung zu dëse Projete gi kann. Wannechgelift.

Motion 1

« Grands projets d'infrastructure réalisés par l'État »

La Chambre des Députés,

vu, d'une part,

– la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

– la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

vu, d'autre part,

– l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 ;

– la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 adoptée suite à la présentation de l'avis précité ;

– les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « Grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors des réunions des 24 et 30 novembre 2022 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

considérant que, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 8 juillet 2021 modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, l'établissement public Fonds Belval n'a plus besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale pour pouvoir mettre en œuvre un projet d'infrastructure. Désormais, le Fonds Belval applique, en tant qu'établissement public, les mêmes conditions de transparence et d'accord de principe pour la réalisation de ses projets de construction ou de transformation pour le compte de l'État que les administrations publiques. Ses projets s'ajoutent donc comme nouvelle catégorie de financement à la liste annuelle des grands projets d'infrastructure soumise pour approbation à la Chambre des Députés ;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2023 afin de garantir les objectifs suivants :

a. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs :

• Château de Senningen : transformation du château et du centre de conférences (1)

• Réhabilitation du site de Cinqfontaines (2)

• Centre national de collections publiques à Dudelange (3)

• Police et bâtiment administratif à Dudelange (4)

• Infrastructures logistiques et cyber au Herrenberg (5)

• Bâtiment administratif, sis route d'Arlon à Luxembourg-Ville (6)

• Théâtre national du Luxembourg : rénovation et extension (7)

• Bâtiment administratif, sis rue Bender à Luxembourg-Ville – transformation (8)

• Administration de la nature et des forêts à Dudelange (9)

b. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires :

• Château de Sanem – Annexe E.H.T.L (10)

• Lycée de Garçons à Luxembourg : extension et réaménagement (11)

• École nationale pour adultes et Université populaire à Luxembourg-Kirchberg (12)

• École internationale Anne Beffort (primaire) (13)

• Château de Walferdange : rénovation et assainissement (14)

• École internationale Gaston Thorn à Cessange (15)

• Infrastructures sportives à Bonnevoie (16)

c. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux :

• Structures pour demandeurs de protection internationale à Batzendelt/Wiltz (17)

• A.I.T.I.A. Schifflange – construction de structures pour enfants et mineurs en détresse (18)

• A.I.T.I.A. Soleuvre – construction de structures pour enfants et mineurs en détresse (19)

d. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'entretien et de rénovation :

• Antenne régionale du MENEJ à Esch-sur-Alzette (20)

e. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes :

• Échangeur Haneboesch / Liaison A13-CR175A (21)

• Redressement du CR158 à Roeser (avec les OA 1267, 1266 et A85) (22)

• Quartier Midfield : tunnel enjambant l'autoroute A3 (23)

• Infrastructures multimodales de mobilité en relation avec la friche d'Esch/Schifflange et le site « Metzerschmelz » (24)

• Futures infrastructures multimodales en relation avec le site Belval (25)

• Réhabilitation de l'OA 784 « Boufferknupp » sur la route nationale N7 (26)

• Réhabilitation de l'OA 1001 « Viaduc de Mamer » sur l'autoroute A6 (27)

• Réhabilitation de l'OA 1006 « Échangeur Capellen » sur l'autoroute A6 (28)

• Reconstruction de l'OA 1009 « Hagen-Garnich » portant la PC12 par-dessus l'autoroute A6 (29)

• Réhabilitation de l'OA 1041 « Viaduc Droosbaach » sur l'autoroute A1 (30)

• Réhabilitation de l'OA 1043 « Hamm » sur l'autoroute A1 (31)

• Réhabilitation de l'OA 1047 « Viaduc Hamm » et de l'OA 1049 « Viaduc Itzig » sur l'autoroute A1 (32)

• Réhabilitation de l'OA 1065 « Triage » sur l'autoroute A13 (Bettembourg) (33)

• Réhabilitation de l'OA 1120 « Viaduc Ingeldorf » sur la B7 (34)

• Réhabilitation de l'OA 1122 « Viaduc Schieren » sur la B7 (35)

• Réhabilitation de l'OA 1131 « Viaduc de la Syre » sur l'autoroute A1 (36)

• Réhabilitation de l'OA 1135 « Viaduc de la Haute-Syre » sur l'autoroute A1 (37)

• Réhabilitation de l'OA 1176 « Viaduc Kaltgesbréck » et de l'OA 1177 « Viaduc Neudorf » sur l'autoroute A1 (38)

• Réhabilitation des OA 1278 « Échangeur de la route de Trèves », OA 1279 « Glaasbourgronn » et OA 1280 « Glaasbourgronn » sur l'autoroute A7 (Grünewald) (39)

f. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail :

• Ligne Luxembourg–Troisvierges – Point d'arrêt Schieren : suppression des passages à niveau PN27a et PN27b et reconstruction de l'arrêt (40)

• Construction d'un nouveau bâtiment pour le centre de formation des CFL (41)

• Amélioration de la connectivité le long du réseau national (42)

• Plateforme multimodale Bettembourg-Dudelange : Centre routier sécurisé (43)

• Gare de Bettembourg : modernisation et mise en conformité des infrastructures ferroviaires du secteur voyageurs (44)

• Gare de Bettembourg : modernisation du secteur fret (45)

g. En ce qui concerne le Fonds Belval :

• Space Campus – phase 1 : Halle ESRIC (46)

• Space Campus – phase 2 : Bâtiment laboratoires et recherche (47)

• Bâtiment mixte (logements et bureaux) (48)

• École européenne agréée (49)

• École européenne agréée provisoire (50)

• Extension du Bâtiment administratif (51)

• Laboratoires Ingénieurs : construction de deux ailes (52)

(s.) Chantal Gary, Frank Colabianchi, Jeff Engelen, Marc Goergen, Aly Kaes, Carlo Weber.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci villmools.

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Dës Motioun ass vu sechs Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten heibannen ënnerschriwwen a fuerdert d'Regierung op, déi néideg Planungsschrëtter ze lancéieren, fir datt déi ernimmt Projete kënnen ëmgesat ginn.

Ech ginn net weider op den Detail vun dëser Motioun an. Bis op d'Lëscht vun de Projeten an eng kuerz Erklärung zu der Erweiderung vun der Prozedur op de Fonds Belval ass et déi nämmlecht Motioun, wéi se alljoers heibannen erëmkënnt.

Ech wéilt dann zum Schluss nach dervunner profitéieren, fir alle bedeelegte Beamten a Responsabele vun den Administratioune vu Bâtiments publics, vu Ponts et chaussées, vun de CFL a vum Fonds Belval e grousse Merci fir d'Preparatioun an d'Presentatioun vun de Projeten an eiser Kommissioun ze soen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder schléissen ech mäi Rapport of an ech ginn direkt och den Accord vun der grénger Fraktioun fir d'Motioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An den éischte Riedner ass den Här Aly Kaes fir d'CSV. Här Kaes, Dir hutt direkt d'Wuert.

Débat

M. Aly Kaes (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci der Madamm Rapportrice Chantal Gary fir d'Presentatioun vun deene ganz ville Projeten, déi op der Lëscht stinn. Si huet dat exzellent gemaach.

Erlaabt mir, op e puer Projeten anzegoen. Et géif ze wäit féieren, nach eng Kéier déi 52 Projeten am Detail Revue passéieren ze loossen. Iwwregens wëll ech awer soen, datt mäi Kolleeg, den Här Marc Lies, kuerz nach op de Quartier Midfield ageet. Hien ass beschtens placéiert, fir do nach eng Rei Iwwerleeungen unzestellen.

Den éischte Projet, op deen ech wëll agoen, ass a sech dee vu Cinqfontaines. Et ass richteg, datt de Staat déi Gebailechkeete vun deem fréiere Klouschter kaaft huet an datt an deem Gebai oder an där Enceinte eis Geschicht net verluer geet, mee datt se opgeschafft gëtt an datt a sech de Leit dat fréiert Liewen och zu enger méi däischterer Zäit an deene Gebailechkeete méi no bruecht gëtt. Besonnesch wat d'Juddeverfollgung ubelaangt, ass et ganz kloer, datt dat eng gutt Saach ass, an dat kann eis Partei nëmmen ënnerstëtzen.

Dann ass et och esou, datt iwwert de Service national de la jeunesse jo eng ganz Rei Aktivitéiten do wäerte stattfannen, besonnesch wat d'Formatioun ubelaangt. Et wäerte Leit kënnen do wunnen. Och dat ass, mengen ech, ganz gutt. Ganz gutt ass och, datt am Kader vun där Formatioun virun allem awer och iwwert de Wäert – den enorme Wäert, wëll ech betounen – vu Mënscherechter soll do eduquéiert ginn. Bon, méi wëll ech net zu deem Projet soen.

Dann, et sinn eng ganz Rei Brécken opgezielt ginn, déi a sech, et ass gesot ginn, no 10 Joer eng kleng Revisioun, no 30 Joer méi eng grouss brauchen, wann een dat esou ka formuléieren. Ben, den Här Minister wäert sech net wonneren, datt déi Brécken, déi op der N7 respektiv tëschent der A7 an der N7, mer besonnesch um Häerz leien, well se natierlech och d'Haaptachs fir den Norde sinn. Dat geet iwwert déi zwou Brécken an et ass ganz kloer, datt déi musse saniéiert gi wéi déi aner och – keng Diskussioun.

Mee déi Reflexiounen, déi gefouert ginn, fir eventuell déi Brécken ..., well jo do am Kader vun dem Ausbau vun der Nordstad a sech soll bis op de Rond-point Fridhaff véierspuereg ginn, datt do fir d'éischt déi zwou weider Spuere gebaut ginn, ier dann deen Amenagement hei oder dee Redressement vun deenen zwou Brécken, vun deenen zwee Viaducke laanscht Angelduerf a laanscht Schieren ... ass et, mengen ech, extreem wichteg ...

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Jo, et ass a sech aneschters net ze maachen. Wa mer net wëllen dee ganze Verkéier duerch d'Agglomeratioune féieren, da mussen effektiv déi zousätzlech Brécke gebaut ginn, fir datt de Verkéier dann iwwert déi Brécke geet an déi aner da kënnen an d'Rei gesat ginn a mer, wann déi dann an der Rei sinn, eng Véierspueregkeet mindestens emol bis de Rond-point Fridhaff hunn, wat e Stéckelche vun deem ass, wat – an ech soen dat ganz kloer – nach ëmmer a mengem Kapp an a menger Iwwerzeegung ass, nämlech déi N7 op véier Spuere bis op d'Wemperhaart auszebauen.

Richteg ass och an deem Kontext, datt jo d'nächst Joer soll de Contournement House realiséiert ginn – oder ugefaang, realiséiert ze ginn. Och do muss ech nach eng Kéier hei betounen: Et ass gutt, datt changéiert ginn ass. Am Ufank, ganz am Ufank, sollt nëmmen een Tunnel gebaut gi mat zwou Spueren. Et ass elo e Contournement mat zwee Tunnellen a jeeweils zwou Spueren, wou – an ech mengen, dat hunn ech dem Här Minister scho méi dacks gesot – hie meng voll Zoustëmmung derfir huet.

Da wollt ech awer ... Ech wëll net weider op déi N7 agoen, mee ech wëll awer trotzdeem den Här Minister froen, wéini endlech déi Projeten an der Lëpschter Dällt an och op der Closdellt uginn, well bedenkt och nach, datt elo en Tunnel op der Nordstreck zou ass fir eng länger Zäit, well iwwerzeege konnt nach kee mech – oder konnt nach keen eis –, datt mer a sech bis den Abrëll/Mee sollen do fäerdeg sinn. Do ass awer nach eng Rei Fragezeichen. An dat féiert awer derzou, datt mer zousätzleche Verkéier hunn, notamment all déi Busser, déi zousätzlech agesat gi sinn. Dat heescht, op där Nordstrooss ass et effektiv net méi ... op der Lëpschter Dällt an och op der Closdellt ass et extreem geféierlech an och eriwwer fir op Méchela ass et esou geféierlech ...

(Interruption)

... a bal onméiglech, fir sech do anzereien, fir dann a sech dohinner ofzebéien. Duerfir muss onbedéngt eppes an där Hisiicht geschéien! Voilà, dat zu deenen zwee Projeten.

Da wollt ech awer och nach op de Projet am Suessemer Schlass agoen. Do soll eng Antenn vun der Hotelsschoul gebaut ginn; eng Antenn vun der Hotelsschoul, wou fir 234 Schüler, mengen ech, Plaz soll sinn. Mir begréissen dat absolutt, datt och am Süden eng Antenn gebaut gëtt an deem do Beräich. Et muss een awer trotzdeem erwänen, éischtens, datt den Haaptsëtz vun der Hotelsschoul awer do bleiwe soll, wou en ass – och dat muss ee verstoen, datt ech dat soen –, an zweetens, datt bei der besteeënder Hotelsschoul, déi jo awer och eng Rei Joren um Bockel huet, awer eng Rei vun Amenagementer geschéien, notamment datt och déi Hotelsschoul op den neiste Stand gesat gëtt, fir datt se awer och, wat d'Formatioun ugeet, Equivalenzen zu deem huet, wat een eventuell am Süden ëmsetzt.

Da wollt ech nach op den Härebierg agoen. Als direkten Noper läit den Härebierg engem natierlech um Häerz. An op där anerer Säit, mat all deem, wat mer an deene leschte Méint, an deem leschte Joer an och doriwwer eraus hu mussen an Europa, wäit iwwer Europa eraus, materliewen, ass et wichteg, datt mer gutt Infrastrukturen hunn; Infrastrukturen hunn, déi ugepasst sinn un déi Besoinen, un déi Aufgaben, déi eist Militär huet. An do sinn, mengen ech, d'Dronen, fir nëmmen dat ze soen, och e wichtegt Element a sengen Aufgaben. An et ass also och wichteg, datt op deem Härebierg déi néideg Infrastrukture geschaaft ginn, fir onbemannt Fluchkierper, wéi een dat och nach nennt, fir déi a sech ënnerdaach ze setzen.

Dann den Datacenter, och dat ass ... D'Madamm Gary ass dorop agaangen; ech wëll net weider dorop agoen. Da soll jo och nach e Konferenzzenter an och Stockage an deem Gebai geschéien, wat absolutt ze ënnersträichen ass. An ech wëll ganz kloer soen, datt, wéi 1955 deen Zenter, jo, gebaut ginn ass, de Centre militaire Grand-Duc Jean, da war dee viru Joren an engem dach awer relativ miserabelen Zoustand, oder vill Elementer dervun. Et ass awer ganz villes mëttlerweil geschitt bei der viregter Regierung schonn, dat heescht och ënnert der CSV. Wéi d'CSV nach an der Regierung war, ...

(Brouhaha)

... ass zum Beispill och Verschiddenes ... Ech mengen, dat kann ech awer roueg soen. Et ass jo awer kee Verbriechen!

Une voix | Nee.

M. Aly Kaes (CSV) | Oder ass dat e Verbriechen, wann och mir heiansdo eppes gutt maachen? Vläicht ass dat awer och e bësse selbstverständlech, well mir hunn awer iwwer Joren a Joerzéngten an deem Land hei villes beweegt. Dat muss een einfach eng Kéier soen!

(Brouhaha)

Dofir geet et net, datt een einfach ... Jo, ech wëll mech net äusseren zu deem ...

M. Gilles Roth (CSV) | Sot, Här Kaes ...

M. Aly Kaes (CSV) | ... wéi ech dat kéint interpretéieren, wat elo grad geschitt ass. Ech fannen, wichteg ass, datt den Härebierg ausgebaut ginn ass. Wichteg ass, datt den Härebierg esou modern gëtt, wéi a sech e Militärzenter haut ze sinn huet, wann e wëll Member vun der NATO sinn. An dat ass amgaang ze geschéien!

Mir hu sécher nach Saachen, déi net gutt sinn. Ech denken zum Beispill un de Schéissstand, wou och esou laang schonn eppes sollt geschéien, wou leider Gottes nach näischt geschitt ass, mee och do ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | De Projet de loi ass an der Ausaarbechtung.

M. Aly Kaes (CSV) | Ech weess, awer ech kucken och, wat an der Realitéit ass nach ëmmer, ech hunn dat ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dir musst oppassen, net datt Der Iech elo verrennt, well de Bleesdall, de Schéissstand, deen ass schonn an engem schlechten Zoustand zënter 25 Joer.

M. Aly Kaes (CSV) | Ech hunn net gesot, datt dat heiten ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | An ech hunn déi lescht Joren dofir ... Ech wëll Iech dat just soen.

M. Aly Kaes (CSV) | Ech hunn net gesot ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Wann et net séier genuch gaangen ass, da musst Der och do eng Responsabilitéit an d'Vergaangenheet siche goen.

Une voix | Jo, jo!

M. Aly Kaes (CSV) | Jo, ma natierlech. Mir hunn dat zesummen a ville Saachen ... Dat ass iwwerhaapt kee Problem. Et goung elo net drëm, hei iergendeppes ze kritiséieren oder een ze kritiséieren. Mee Dir musst

mer awer Recht ginn, Här Minister, datt dee Schéissstand net an deem beschten Zoustand ass. Dat ass eng Realitéit a mir mussen onbedéngt …, well soss hätte mer jo kee Projet de loi gemaach, fir dee Schéissstand auszebauen. An duerfir, mengen ech, ass et ganz wichteg, datt och esou séier wéi méiglech dee Projet ëmgesat gëtt. Et geet nämlech net duer, nëmme Projet-de-loien ze hunn, et muss ee se awer dann och ëmsetzen. Dat ass eng Realitéit. Voilà:

Da wollt ech soen, datt … Domadder sinn ech a sech, wat d'Projeten ugeet, wëll ech net méi drop intervenéieren. Ech wëll awer nach soen, datt den Här Minister, an da gesitt Der, datt ee soll konstruktiv och als Oppositioun matschaffen: Dir hutt an enger vun deene leschte Kommissiounssëtzungen erwäänt, datt déi 10 Milliioune respektiv déi 40 Milliounen – déi 10 Milliounen, fir e Projet vun der Grande infrastructure ze sinn, respektiv déi 40 Milliounen, fir e Finanzéierungsgesetz ze maachen –, datt dat; bedéngt doduerch, datt eng bestëmmten Evolutioun vun de Präisser dach awer ass an datt d'Präisser enorm geklomme sinn …

Mir wëssen dat alleguerten, mir brauchen net drop anzegoen, datt mer a sech déi Seuile missten eventuell adaptéieren. Ben, ech kann Iech soen: Dat ass diskutéiert ginn an eise Reien a mir sinn oppen, fir esou eng Diskussioun ze féieren. A mir mengen, datt awer och do d'Evolutioun vum Bauindex a sech eventuell misst berücksichtegt ginn, fir déi Seuilen ze adaptéieren, datt dat e bëssen an där Gréisstenuerdnung wier. Voilà: Dir gesitt also, mir hunn direkt dorop reagéiert, wéi Der déi Iwwerleeungen ugefouert hutt. An ech mengen, et ass och richteg, fir do eppes ze maachen.

Bon, dat gesot, géif ech natierlech …, an ech mengen, d'Rapportrice huet et scho gesot, och d'CSV huet natierlech déi Motioun ënnerschriwwen an ass och gäre bereet, fir déi Motioun positiv ze stëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Frank Colabianchi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Méint a Joren hunn eisem Land an eise Bierger enorm vill ofverlaangt.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Wéi mer duechten, mir hätten déi éischt Kris, d'Pandemie, hallefweegs iwwerstan, si mer mam russeschen Iwwerfall op d'Ukrain enges Besseres beléiert ginn an direkt mat der nächster Kris konfrontéiert ginn. Weltwäit war den Impakt op d'Ekonomien enorm an och mir zu Lëtzebuerg spieren d'Nowéie respektiv d'Wierkungen op eis Wirtschaft, op eis Staatsfinanzen an an eiser Gesellschaft.

Dass Lëtzebuerg et awer dach relativ gutt duerch dës Kris gepackt huet, wann ee mat anere Länner vergläicht, läit zu engem groussen Deel un den zolitte Staatsfinanzen, déi ons iwwert déi lescht zwee bis dräi Joer gehollef hunn, de wirtschaftleche Réckgang anzedämmen an de finanzielle Schock fir Land a Leit ofzefiederen. Duerch déi virsiichteg Finanzpolitik vun onser Regierung konnt der Wirtschaft do ënnert d'Äerm gegraff ginn, wou si et am dréngendste gebraucht huet, an d'Bierger dobausse sinn och ënnerstëtzt ginn, fir dass et eis all zesumme méiglech war, duerch dës schwéier Zäiten ze kommen.

Mee wéi et richteg heescht: „Man soll den Tag nicht vor dem Abend loben!"

(Interruption)

Effektiv, mir sinn nach net duerch de Bësch an eist Land steet och elo nach ëmmer viru groussen Erausfuerderungen. Ma trotz alle Krisen ass et fir d'DP ganz kloer, dass mir net kënne stoe bleiwen. Jo, d'Zäite sinn haart, mee grad elo ass et net, fir de Kapp an de Sand ze stiechen an ofzewaarden, mee et gëllt virunzemaachen, fir aus de Krisen ze léieren a fir d'Kris als Neistart ze notzen, als Chance ze gesinn. Elo ass net de Moment, fir d'Handbrems ze zéien, Austeritéitspolitik ze bedreiwen an domat op falsche Plaze bei wichtege Projeten ze spueren.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Déi Meenung gëtt heibanne breet gedeelt. Mir mussen eis Efforte konsequent viruféieren, den Invest an eis Wirtschaft an an eis Gesellschaft weiderdreiwen an den Erausfuerderunge mat Wëllen an Energie entgéinttrieden, fir eist Land weider prett fir d'Zukunft ze maachen!

Lëtzebuerg ass e Land am Wandel an e Land mat engem enorm héije Potenzial. An dëst Potenzial muss voll ausgenotzt ginn! Lëtzebuerg ass modern, vital, dynamesch a virun allem voller Iddien a Wëllenstäerkt. Dëst gëllt et just elo an deene méi schwéieren Zäiten ze notzen, mam Zil, fir den zukünftege Generatiounen eng nohalteg a modern Welt ze hannerloossen!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, villes kënnt nach op eis zou, ma ganz vill ass awer scho geschitt. Iwwert déi lescht Jore sinn eng ettlech Projeten an eisem Land a fir eist Land realiséiert ginn, all mam Zil, Lëtzebuerg méi modern, méi attraktiv, méi effikass an och méi schéin ze maachen, an deem et sech gutt liewe léisst a wou d'Wuelbefannen an d'Liewensqualitéit vu senge Bierger am Mëttelpunkt stinn.

Ech denken hei un den Tram, e Projet, deen oft ernimmt gëtt. Ma et ass e Projet, deen elo schonn e groussen Impakt op eist Landschaftsbild, ma och op d'Verhale vun de Leit dobaussen huet. Als DP freeë mir eis ze gesinn, dass et virugeet. D'Plaz virun der Gare huet sech elo schonn immens verännert, den neien Arrêt zu Bouneweg ass fäerdeg an och den Tronçon um Ban de Gasperich Richtung Stadion kënnt gutt virun.

Ech denken un den Ausbau vun der A3, deen och avancéiert a wou jo elo ufanks Oktober déi nei Bréck fir d'Zuchstreck Lëtzebuerg–Beetebuerg iwwert d'Autobunn placéiert ginn ass.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | An esou ginn et heidonieft nach vill aner Projeten, déi ech elo net all wëll ernimmen, well meng Vir- an Noriedner stellen der jo och nach verschiddener an d'Vitrinn.

All dës oder fréier Projete sinn oder ginn an Ugréff geholl, fir duerno déi gesamt Infrastrukturen hei am Land op engem séier héijen Niveau ze hunn. Dir Dammen an Dir Hären, dës massiv Investissementer sinn net just Investissementer an d'Land, et ass en Invest an eis Ekonomie an dem Land seng Attraktivitéit, also och an eise finanzielle Wuelstand an domat an eise Liewensstandard, an eisen Alldag.

Fir dëse Liewensstandard weider ze garantéieren an héichzehalen, wäerte mir och an Zukunft Investissementer an eis Infrastrukture mussen tätegen, virop an d'Sanéierung vun deene Strukturen, déi scho bestinn an déi jo un d'Verhältnisser an d'Exigenz vun eiser Zäit mussen ugepasst ginn.

Eng ganz Rei Projete gesinn deemno vir, eise Stroossereseau den aktuelle Konditiounen an Ufuerderungen unzepassen. Dat bedeit net just eng Verbesserung an eng erhéicht Sécherheet vun eise Stroossen; et bedeit, de Multimodalitéitsmodell virunzedreiwen, onst Stroossennetzwierk integral ze analyséieren an ze kucken, wéi een et am beschten hikritt, fir d'Leit esou séier, esou sécher an esou propper wéi méiglech vun A op B ze brëngen.

Och de Klimawandel spillt selbstverständlech eng grouss Roll. Mat engem méi effiziente Stroossereseau kënne mir net nëmme fir Zäiterspuernisser suergen, mee mat effikasse Pôle-d'échangen, séiere Vëlosweeër a strateegesch placéierten Infrastrukture kënne mir och Staue reduzéieren, individuell Transportweeër erméiglechen, de Klima schützen an esou eng besser Liewensqualitéit fir jiddereen erméiglechen.

Och d'Wirtschaft wäert a muss weider stimuléiert a gestäerkt ginn. Mir mussen der Industrie, der Geschäftswelt an den Entrepreneure weider de Réck stäipen, well op hinne rout e groussen Undeel vum Erfolleg vu Lëtzebuerg. Als Aushängeschëld fërdert eng gesond Wirtschaft d'Attraktivitéit vum Land a si bedeit méi Aarbechtsplazen a Beschäftegung fir d'Awunner an e Wuesstem, vun deem um Enn jidderee profitéiert. Mir si frou, dass och hei Projete virgesi sinn.

Ech mengen, mäi Virriedner, den Aly Kaes, huet am Detail den Norden ënnert d'Lupp geholl an ech ka vun dëser Plaz soen, e kann och op de vollen Appui vun eisem Kolleeg André Bauler zielen, dee mer nach geflüstert huet, ech misst onbedéngt mat erabréngen, dass d'Nationalstrooss am Norden net am beschten Zoustand wär an och do eppes sollt geschéien. Dat hunn ech heimadder gemaach.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Ech wollt awer op dëser Plaz, …

M. André Bauler (DP) | Den Här Kaes kann dat confirméieren.

M. Frank Colabianchi (DP) | … ech wollt awer op dëser Plaz de Süden als Beispill huelen, wou sech iwwert déi lescht Jore vill gedoen huet. Och hei ginn et Pläng, sou zum Beispill de schnellen Tram op Esch oder och de Vëloswee, den Ausbau vum Campus Belval mam Space Campus, mat Laboratoire, mat Verwaltungen, mat akadeemeschen Institutiounen oder e Beispill och am Beräich vun der Schinneninfrastruktur mat der neier Verbindung Lëtzebuerg–Beetebuerg; Beetebuerg mat dem Ausbau vum Fret, wou nach iwwer dräi Hektar kënne viabiliséiert ginn, dëst am Interessi vum Wuerentransport iwwert d'Schinn. Och d'Moderniséierung vun der Gare Beetebuerg mam Bau vun enger Passerell iwwert d'Gleiser fir Foussgänger a Vëloen ass en interessante Projet.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Do maachen ech eng kleng Klammer op, Här Minister: Iwwregens gëtt et och eng Gemeng aus dem Zentrum, déi aus Eegeninitiativ esou e Projet ugeet a sech sécher iwwer e klenge Subsid freeë géif.

Une voix | O!

M. Frank Colabianchi (DP) | Alles dat sinn Investissementer, fir dëse Site weider ze developpéieren, fir de Süden ze stäerken als ee vun deenen dräi Pôlen hei am Land – Süden, Zentrum an Nordstad – a fir eist Land esou duerch e konsequenten Developpement uechtert all seng Regioune méi attraktiv ze maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och d'Educatioun mam Ausbau vun de schouleschen an akadeemesche Méiglechkeeten zu Lëtzebuerg bleift wichteg, eng beschtméiglech Educatioun an deene beschtméigleche Konditiounen ze kreéieren an domat jidderengem dès le départ déi selwecht Zukunftschancen ze bidden.

Als DP ass et eis immens wichteg, dass all Kand e gudde Start a säi Liewen an op eng sécher Zukunft soll hunn. Dofir begréisse mir och d'Investissementer, déi an dësem Beräich scho gemaach goufen oder déi nach ustinn, sief dat d'Renovatiounen am Jongelycée, den Ausbau vun der École nationale pour adultes an d'Ariichtung vu Sportsanlagen oder och nach den Amenagement vu Klassesäll an der École internationale Anne Beffort oder Sanéierungsaarbechten am Walfer Schlass. Alles dat si wichteg Investissementer, well dëst Sue sinn, déi mir an d'Zukunft vun den haitegen an zukünftege Generatiounen investéieren, déi sech à long terme als nëtzlech a wäertvoll wäerte beweisen.

E weidere Beräich, deen absolutt net däerf vergiess ginn, ass de soziale Volet an eiser Gesellschaft. D'Zäite ware fir eenzel Leit scho virdrun net einfach a si si mat de Krisen, wéi mir se am Moment erliewen, sécherlech net méi einfach ginn. An dëst ass nach ëmmer méi wouer fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft.

Eis Offices sociaux si gefuerdert a maachen, wat se kënnen. Déi sougenannten Centbutteker si besicht ewéi nach ni. D'Situatioun ass op muncher Plaz prekär. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mir als Staat weider an de soziale Beräich investéieren.

Als DP ass et ons och immens wichteg, keen am Ree stoen ze loossen, ze hëllefen, esou gutt et geet, an déi Leit, déi et eleng net packen, mat Hëllef vum sozialen Netz opzefänken.

De soziale Volet ëmfaasst awer net nëmmen eiser Bierger, déi finanziell gestäipt musse ginn, neen, heizou, zum soziale Beräich, zielen och d'Mënschen, déi anerwäerteg Hëllef brauchen, zum Beispill Kanner, déi net méi doheem kënne bleiwen an a Foyere mussen ënnerkommen, oder Flüchtlingen, déi hiert Land hu misse verloossen, déi doheem vläicht alles haten an déi elo hei bei eis virum Näischt stinn an net wëssen, wéi se erëm op d'Been solle kommen.

Als DP begréisse mir, dass och hei weider Investitioune geplangt sinn, notamment a Strukture fir Demandeurs de protection internationale zu Wolz a fir Kanner a Jugendlecher a Foyeren an Dagesstrukturen zu Schëffleng, Zolwer an Esch. Mir mussen eis fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft asetzen, se opfänken a se schützen. Dat ass keng Aarbecht vum Staat, dat ass eng Flicht fir de Staat! An dofir sinn och dës Investissementer vu grousser Wichtegkeet an als DP kënne mer se nëmme begréissen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt zweifelsouni vill gemaach, awer et gëtt sécherlech och nach vill ze dinn. Kloer ass, dass net alles gläichzäiteg gemaach ka ginn, mee et brauch e Plang, a Prioritéite musse gesat ginn. Dëst ass geschitt an ass an de momentanen Zäiten, wou duerch Krisen esou munches schwéier anzeschätzen ass, keng liicht Aufgab.

D'Finanzen, déi disponibel oder oft net disponibel Main d'oeuvre an dann nach d'Liwwerungsretarden an d'Verdeierung um Niveau vun enger ganzer Rei Material musse méi ewéi jee am A behale ginn, dëst engersäits duerch eng responsabel Finanzpolitik, déi eis erlaabt huet, Margen ze schafen a fir esou méi schlecht an ongewëss Zäiten ze iwwerbrécken, anersäits duerch massiv cibléiert Investissementer, dëst am Transport, an der Schoul, am Sport, bei de Verwaltungen an esou weider, duerch déi et eis gelongen ass, d'Liewensqualitéit hei am Land kontinuéierlech ze verbesseren.

Dozou gehéieren net nëmme sougenannte „grouss Projeten" oder „ganz grouss Projeten", déi engem méi direkt an d'A stiechen. Dat war déi Jore virdrun och de Fall an och d'Projets d'infrastructure 2022–2023 si ganz divers. Och iwwert de „Wat maachen?" an de „Wéini maachen?" kann ëmmer diskutéiert ginn an et gëtt jo ëmmer diskutéiert, mee wann een all déi eenzel Puzzlestécker zesumme kuckt an alles als ee Grousst a Ganzt betruecht, da wäert ee feststellen, dass dëst alles zesummen e stännegen Developpement vum Land assuréiert, d'Zännrieder a -Riederecher aneneefalen, fir Lëtzebuerg Schratt fir Schratt ze verbesseren an an eng modern Zukunft ze féieren.

Deemno ënnerstëtze mir als DP och all dës Projeten.

Traditionell ass de Kleesche jo rout gekleet. Bei mengem Frënd Georges Mischo zu Esch gëtt esouguer e bloe Kleesche gefeiert.

Une voix | A!

Une autre voix | O!

M. Frank Colabianchi (DP) | An hätte mir dëse Punkt leschten Dënschdeg, den Dag vum Zinniklos, um Ordre du jour gehat, dann hätt den Här Minister Bausch perfekt de Rôle vum grénge Kleesche kënnen iwwerhuelen, ...

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | ... well 52 Projeten op enger Lëscht, dat ass et nach net ginn.

Spaass awer bei Säit an ech hoffen, datt ech elo keng Rutt vum President herno kréien. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, Merci och dem Chantal Gary fir de flotte schréftlechen a mëndleche Rapport an ech ginn heimat den Accord vu menger, dat heescht der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Colabianchi. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, merci der Madamm Chantal Gary fir déi exzellent Rapporten a merci och fir déi gutt Organisatioun vun de Kommissiounssitzungen. Bei méi klenge Projete leeft dat ganz gutt iwwer Visiokonferenz, awer bei méi groussen Dossiere gi mer eis hei da Rendez-vousen um Krautmaart. Deemno: CO_2-Austouss spueren, Verkéiersentlaaschtung an Zäitgewënn och fir eis!

Och wa meng Virriedner ausféierlech op déi iwwer 50 Projeten agaange sinn, wëll ech nach kuerz op verschiddener agoen. Eng Rei dervun hunn ech der elo natierlech gestrach, well dat ewell am Detail geschwat gouf.

Investissementer vun 3,4 Milliarde fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten: Speziell bei dësen Investissementer spiere mer eng enorm Hausse; Präisexplosioun a Liwwerungsenkpäss vu Baumaterial. Wat d'Baubranche am Privatsecteur betrëfft, gëtt opgrond vun dëser dramatescher Präisentwécklung d'Handbrems gezunn.

De Staat entwéckelt sech virun a muss deemno dynamesch bleiwen, fir d'Firmen, d'Betriber op engem Niveau ze halen. Den Invest an d'Wirtschaft an an d'Gesellschaft muss virugedriwwe ginn.

D'Mobilitéit muss fonctionéieren, ass d'Grondlag vun eisem Wuelstand an e wichtegt Stéck vun enger angeneemer Liewensqualitéit, wou all Dag muss dru geschafft a verbessert ginn.

Zu deene verschiddene Projeten: Ee wichtege Projet ass d'Securisatioun vun der Nationalstrooss am Norden. An deene letzten 20 Joer sinn do eng Rei vun trageschen, dramateschen Accidenter passéiert. Eis Famill war selwer betraff. Et erënnert mech ëmmer un eng traureg Situatioun. Déi traureg Momenter vergësst een net an et ass immens schwéier fir d'Famill, duerno dermat eens ze ginn. D'Sécherheet muss hei absolutt Prioritéit hunn. D'Fuerspuere mussen duerch eng Mauer getrennt ginn. Déi Aarbechte mussen onbedéngt weidergedriwwe ginn!

E weidert wichtegt Puzzlesték a wichtegt Element an dësem Projet ass de Contournement vun Housen. D'Aarbechte ginn d'nächst Joer un an am Prinzipp sollen déi 2028 fäerdeg sinn. Mat dëser Traversée gëtt den Zentrum vun House revaloriséiert an den Trafick berouegt sech an den Transitverkéier hëlt of a wäert fir eng besser Liewensqualitéit fir d'Awunner vun der Gemeng an der ganzer Regioun suergen.

Ech gi virun op Clierf erop. Op der selwechter Streck, e bësse méi nërdlech, ass de Projet vun der Transversale vu Clierf, wou den éischten Deel am Juni vum Minister Bausch ageweit gouf a wou deen zweeten Deel am Laf vum nächste Joer fäerdeg soll ginn. Dës Strooss wäert d'Industriezon Lentzweiler mat der Nord- an Ostachs verbannen, déi Richtung Belsch respektiv Däitschland lafen. Dëse Projet bréngt eng Erliichterung fir de Verkéier op der N18, awer och fir d'Leit, well eebe grad déi kleng Dierfer a Gemenge vum Trafick entlaascht ginn, besonnesch duerch Clierf, Ëlwen an d'Uertschaft Aasselbuer an der Gemeng Wëntger.

Verschidde Contournemente stinn dann och nach op der Lee, wou ech awer net méi wollt drop agoen, well meng Virgänger ewell drop agaange sinn.

Ech kommen da bei d'CFL. Et sief virop gesot, datt de gratis ëffentlechen Transport, also d'Gratuitéit vum Service, deen eigentlech duerch d'Ewechfale vum Verkaf vu Billjeeë chiffréiert gëtt, de Staat ënnert dem Stréch ronn 41 Milliounе kascht, wéi et op eng Question parlementaire vum Dan Biancalana a vu mir geäntwert gouf. Et muss ee wëssen, datt Lëtzebuerg en Champion ass, wat d'Investissementer an d'Schinnennetz ugeet. Bis 2026 soll de Staat 2,6 Milliarden an d'Schinnennetz investéieren.

Dat gesot, wëll ech awer ënnersträichen, datt et domadder net gedoen ass an de Staat weider virun an den Ausbau vum ëffentlechen Transport investéieren an derfir suerge muss, fir eng qualitativ an effikass Offer ze garantéieren.

Zu de Gebaier: Et war ewell ugeschwat ginn, d'Gare zu Beetebuerg. Wat mer do besonnesch gefält a wat ech och viru Kuerzem an enger Question parlementaire e bëssen opgegraff hat: Hei gëtt eng grouss Zon, e grousse Busparking mat Vestiären a Schlofberäich, gemaach fir d'Chaufferen, déi d'Rouzäiten do kënnen anhalen. Et géif ee sech wënschen, datt mer landeswäit där Plaze méi kënnen etabléieren a bauen.

Dann Ettelbréck, e grousse Projet, deen net nëmme fir den Norde vum Land an d'Nordstad interessant ass, mee fir dat ganzt Land eng enorm Wichtegkeet huet, dës Realisatioun vum Pôle d'échange vun der Ettelbrécker Gare, déi ewell 2018 lassgaangen ass an eis nach bis 2030 begleede wäert. Domadder wäert d'Ettelbrécker Gare eng vun deenen zentralen Achse vun eisem Transportreseau ginn, déi de Besoine vun zukünftege Generatiounen an der Entwécklung vum Land Rechnung droe wäert, eebe well hei véier gréisser Modüllen hannendrunhänken. Eng Busgare, souwéi en administrative Komplex an eng flott Jugendherberg sinn hei geplangt.

Nach eng wichteg Informatioun, oder vläicht ee Message, deen ech mat wëll ginn: Ech mengen, mir erliewen elo douewen am héijen Norden, wann eng Zuchachs, eng Schinn, zesummebrécht, dann ass dat ganz schwéier. A bedéngt duerch déi demografesch Entwécklung am Norde vum Land ass dat schwéier, fir dat mat Bussen ze geréieren op deene klengen Achsen do. Do bleiwen d'Busse meeschtens hänken. Wann e Camion oder en Trakter virdrun ass, ass dat schwéier, fir dann deen Timing anzehalen. Hei am stättesche Raum ass dat e bësse méi liicht, well do sinn d'Buslinne prioritär gezeechent. Do kënnen d'Bussen dann hir Zäitschinne besser anhalen. Am Norden ass dat e bësse méi schwéier.

Dofir géif ech awer drop drécken, fir eng zweet Zuchstreck a Planung ze ginn an ze analyséieren, ob dat wierklech machbar ass, souwäit et méiglech ass op där Streck. Ech denken, dat wier fir den Norden awer immens wichteg, wa mer eng zweet Zuchstreck do hätten, well mer gesinn, wéi schwéier et ass: Wann eng Linn zesummebrécht, dann ass dat net einfach fir déi ganz Regioun.

Da ginn natierlech beim Echangeur Houwald ganz vill Aarbechte gemaach. Dat gouf elo och ewell hei an dësem Kontext ugeschwat.

Da gräifen ech dann nach zréck op den Tram. Ech sinn awer och ganz frou iwwert den Ausbau vum Tram, datt dee viruleeft. An och als grousse Foussballfan freeën ech mech drop, wann den Uschloss da bis op Gasperech och bis an de Stadion fäerdeg ass, dat muss ech zouginn. Den Tram ass net nëmmen a puncto Transport eng immens Beräicherung fir eist Land, mee och puncto Tourismus eng flott Attraktioun. An deem Sënn mussen dës Aarbechten och virugedriwwe ginn.

Komme mer zu de Vëlospisten: Ee Prestigeprojet ass de Projet vum Vëloexpresswee, méi spezifesch d'Deelstreck, déi de Belval iwwert de Vëloswee PC8 mam Zentrum vun Esch verbënnt. De sougenannte „Studentewee", deen am Ufank ugeduecht war, huet elo mëttlerweil eng aner Envergure kritt a wäert als déi längst Vëlospasserelle an Europa ausgezeechent ginn. Dës Streck ass net just fir d'Cycliste geduecht, mee wäert och e flotte Wanderwee ginn, mat enger eenzegaarteger Aussiicht op Esch-Belval an doriwwer eraus, déi sengesgläichen an Europa sicht.

Wat der LSAP besonnesch wichteg ass, ass och, datt d'Aarbechte beim Ausbau vun de Velosweeër konsequent virugedriwwe ginn, soudatt endlech dës Weeër queesch duerch d'Land all matenee verbonne ginn.

Ech kommen da bei d'Gebaier: Och Opfangstrukture gi geschafen an deen nächste Projet, do gouf vu Wolz geschwat, Flüchtlingen, do wier et och wichteg, wann een do géif eng Ulafstell maache fir den ëffentlechen Transport, wat am Moment nach net virgesinn ass, well dee Site e bëssen ofgeleeë läit.

Dann zu der Fondatioun Kräizbierg, dem Site zu Diddeleng: E Projet mat engem staarke soziale Charakter fir d'Leit mat spezifesche Besoinen ass dee vum Reamenagement an der Erweiderung vu Gebailechkeete vun der Fondatioun Kräizbierg zu Diddeleng. A hei huet de Staat net gezéckt, fir d'Suen an de Grapp ze huelen, a wäert mat ronn 58 Milliounen Euro déi Sue fir eng gutt Cause investéieren.

Sou ass et virgesinn, datt déi bestoend Atelieren erweidert ginn an nei Unitéite bäikommen, déi zousätzlech Funktioune solle kréien a weidere Persoune mat engem Handicap eng Aarbechts- an Therapieplaz ginn. Hei läit de Fokus dorobber, datt d'Ëmstrukturéierungsaarbechte souwéi d'Neibauaarbechte behënnertegerecht sinn.

Zu de Lycéeën: Fir datt de Gesondheetssystem vum Land sou resilient wéi méiglech ass a manner ofhängeg vum Ausland gëtt, muss een natierlech och hei am Land gutt a qualitativ Bildungsméiglechkeeten hunn. An deem Sënn ass de Bau vun enger neier Antenn vum LTPS souwéi enger Sportshal mat enger Schwämm fir logopedesch Zwecker zu Stroosse virgesinn. De Projet kann duerchaus fir d'Rentrée 2024 a Betrib goen. Bis zu 1.200 Schüler fannen hei eng Plaz.

D'Suessemer Schlass: E Projet, op deen ee laang huet misse waarden, ass dee vum Suessemer Schlass. Hei ass nämlech e Projet an der Pipeline, deen iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires finanzéiert gëtt, an zwar nämlech dee vun der Annex vun der Hotelsschoul Dikrech, e Projet, deen deemnächst dëst architektonescht Wierk mat senge ronn 230 Schüler mat Liewe fëlle wäert. Hei soll eng nei Dynamik entstoen, fir dem akute Personalmangel entgéintzewierken.

Bei der Expogast konnt ee gesinn, wéi wichteg dëse Secteur ass. Deemno solle mer hei dëse Secteur förderen. Dëse Secteur ass och e formidabele Botschafter fir eist Land.

Mir bleiwen an der Gemeng Suessem. Fir de Kanner a Mineuren an Nout, de sougenannte „mineurs en détresse", ze hëllefen, där hir Zuel leider am Laf vun der Zäit weider geklommen ass, gëtt niewent Renovéierungsaarbechten op bestoende Strukture wéi zu Schëffleng hei eng zousätzlech Struktur gebaut, fir der Demande nozekommen. Am léifsten hätt een, datt déi Kanner a Jugendlecher net missten an esou Strukturen ënnerkommen a léiwer an hiren Doheemer wieren, mee dëst ass leider e Wonschdenken an d'Realitéit ass ganz aneschters.

Dofir kann een nëmme begréissen, wann de Staat zesumme mat de Gemengen net einfach nokuckt an deene Kanner a Jugendlechen en Ënnerdaach an en Encadrement bitt, fir datt se net lénks leie gelooss ginn an hinne schnellstméiglech eng verbessert Liewensqualitéit kann ugebuede ginn.

D'Abtei zu Fünfbrunnen – e Projet, dee mir perséinlech um Häerz läit an eng regional Bedeitung huet, ass d'Ëmfunktionéiere vun dësem Klouschter an der Wëntger Gemeng –, déi uganks des 20. Joerhonnerts gebaut gouf, hat spéider am Laf vun der Geschicht zwar eng historesch méi däischter Bedeitung. Dozou ass och all Joer am Juni eng emotional Gedenkfeier, wou der ganz vill vun eis all Joer present sinn. Mee ewech vun dëser däischterer Zäit kann een awer d'architektonesch Schéinheet vun deem Gebai erviirhiewen. Dofir sinn ech ëmsou méi frou, datt mat där neier Ëmfonctionéierung d'Geschicht an d'Zukunft matenee verbonne ginn an domat och d'Erhale vun dëse Gebailechkeete garantéiert gëtt.

Op dësem Areal solle Gebailechkeeten elo an noer Zukunft an e kommemorativen an e pedagogeschen Zentrum souwéi e Shoah-Dokumentatiounszentrum ëmfonctionéiert ginn, déi et erméiglechen, fir weiderhin an der Zesummenaarbecht mat dem SNJ a mam Zentrum fir politesch Bildung Visiteuren ze empfänken an domadder och dëse Site ze beliewen an ze valoriséieren.

En zousätzleche Projet op deem selwechte Site, deen ons grad als sozialistesch Partei sympathesch ass, gesäit vir, datt e Centre d'insertion socioprofessionnelle fir 30 Jonker soll entstoen, déi sech an enger méi schwiereger Phas vun hirem Liewe befannen, déi och aus verschiddene Grënn keen Zougang zu der normaler Schouloffer oder zum Aarbechtsmarché hunn. An dësem Kader wäerten d'Jugendlech, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen, d'Méiglechkeet hunn, fir hir perséinlech Situatioun ze stabiliséieren an esou hir Motivatioun fir d'Zukunft erëmzefannen, fir duerno selbstänneg um Aarbechtsmarché oder an enger Ausbildung Fouss ze faassen.

Ech weisen awer dorop hin, datt op dësem Site d'Accessibilitéit ganz schlecht ass fir mat privaten Autoen oder mam ëffentlechen Transport. Dat muss och hei an d'A gefaasst ginn, wann dëse Site bis richteg funktionell ass.

Elo, wou ech dann zu Fünfbrunnen ukomm sinn a praktesch doheem sinn, géif ech dann zum Schluss kommen. Ech ginn hei zu dësem Projet natierlech den Accord vun der LSAP a géif jidderengem villmools Merci soen, deen op dëse verschiddenen Dossiere matgeschafft huet. Dëse Merci geet och un eis Betriber mat hiren Aarbechter, déi bei all Wieder ënner geféierleche Situatioune permanent am Asaz sinn, fir dës Projete schnellstméiglech fir eis ëmzesetzen a fir eis Mobilitéit virunzedreiwen. Villmools merci Iech all dobaussen!

Voilà, an deem Sënn hätt ech alles gesot an nach eng Kéier merci fir Är Opmierksamkeet.

An da wëll ech eng kleng Remark do hannendrunhänken: Wéi ech gëschter Owend un dësem Projet hei geschafft hunn, sinn am Hannergrond dunn d'Noriichte gelaf, iwwert d'Ukrain sinn déi schrecklech, dramatesch Biller gelaf: Grousst mënschlecht Leed, d'Infrastrukturen, alles kapott geschloen, de Wanter steet virun der Dier, eeler Leit mat de Kanner wëssen net, ob se de Wanter iwwerhaapt packen. An ech hu missen iwwert déi Projeten hei schreiwen an e bëssen debattéieren, soen ech emol, datt dat e bëssen e groussen Ënnerscheed … An ech kann awer an deem Kontext just soen: Een, dee mat dëser Situatioun net zefridden ass hei am Land, dee klot op engem ganz, ganz groussen Niveau!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. Da bleiwe mer an der Gemeng Wëntger mam honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. An der Wëntger Gemeng si mer allen zwee an der Oppositioun. Hei ass et de Contraire. Hei ass een an der Oppositioun, een an der Majoritéit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Chantal Gary fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass jo gewosst, datt all gréissere Projet vu viraussiichtlech iwwer 10 Milliounen Euro am Viraus hei an der Chamber soll gréng Luucht kréien, mat Ausnam vun deene Projeten, déi iwwer 40 Millioune ginn, wou muss en extrat Gesetz gestëmmt ginn, och wann am Viraus net ëmmer gewosst ass, wat déi eenzel Projete genee kaschten.

Erlaabt mer, vun deenen 52 Projeten, ëm déi et haut geet, deem een oder deem aneren e puer Froen hannendrunzehänken. Ech mengen, ech beliichten déi 52 Projeten net. Ech mengen, meng Virriedner hunn dat alleguerten zur Genüge gemaach. Mee ech hätt awer zu dräi Projete méi oder wéineger nach déi eng oder aner Fro, déi ech wollt drunhänken.

Zu Diddeleng ass e Centre national de collections publiques geplangt. Do solle Kollektioune gelagert ginn. Do ass da meng Fro: Kéint een déi Raimlechkeeten net och notze fir aner Servicer – bis elo sinn der jo siwen do – wéi zum Beispill CGDIS, Police, Arméi oder d'Post? Déi sichen ewell laang no eenzelnen Ënnerdaachméiglechkeeten an do wier et vläicht ubruecht, sech Gedanken ze maachen, ob een net deen een oder deen anere Service kann hei drunhänken.

An den Ae vun der ADR ass den Tram net d'Äntwert op den aktuelle Pendlerverkéier, zum Beispill fir an d'Stad eran oder aus der Stad eraus oder de grenziwwerschreidenden oder -gräifende Verkéier.

Betreffend d'Pafemillen, do war am Juli 2013 eng Initiativ geholl ginn, fir hei en nationale Shoah-Gedenkzentrum opzebauen. Deemools goufen déi eenzel Iddien heizou op engem Plang virgestallt. Meng Fro un den Här Minister wär: Ass dës Iddi an dësem Ramen nach aktuell oder net? Gëtt se verwierklecht oder net?

Wat onser Meenung no feelt a vläicht an Zukunft soll zréckbehale ginn, dat si follgend Iddien, déi ech als Suggestioun wëll verstane wëssen:

Projete fir Bauschuttdeponien: Souwäit ech weess, informéiert sinn, goufe schonns am Joer 2016 heiriwwer Etüden duerchgefouert. Et wär vläicht awer un der Zäit, dëser ze plangen. Mir hu jo gesinn, datt mer an der Vergaangenheet zäiteweis Problemer hei haten. Meng Fro un den Här Minister wier an deem Kontext: Wou si mer hei drun?

Des Weideren ass ons opgefall – mir haten elo de Mëtteg den Tour de table vun allen 52 Projeten –, datt den Oste vum Land mat kengem Projet dëst Joer hei dran ass, souwäit ech dat elo matkritt hunn. Mee do bestinn awer eng ganz Rei Verkéiersproblemer, speziell an de Grenzuertschaften, wou Brécke sinn a wou dann de Verkéier duerch déi Uertschafte kanaliséiert gëtt. Do ass ënner anerem Iechternach, wou schonns laang Jore vun engem Contournement geschwat gëtt. Do derbäi kommen dann nach Uertschafte wéi Waasserbëlleg, Gréiwemaacher, Wuermer, Réimech a Schengen. Do belaascht déi aktuell Verkéierssituatioun extreem d'Liewensqualitéit an dëse Stied.

Beim Schéissendëmpel ass d'Strooss deels fortgeschwemmt an de Verkéier gëtt do iwwer eng Ampel gereegelt. Do soll eng Etüd lafen. Wou ass dësen Dossier drun? Et wär ze wënschen, datt hei awer keng eelef Joer géife vergoen, ier dat gereegelt gëtt, sou wéi bei der Breideler Bréck.

An dann nach eppes: War do net e Projet an der Pipeline fir eng Bréck iwwert d'Musel fir d'Foussgänger? Dat hunn ech mol an auslännesche Presse gelies. Ob et hei am Land drastoung, do hunn ech et net gelies, mee do wiere mer och frou, wa mer do kéinten eppes Konkreetes matgedeelt kréien oder wéinstens d'Gedankegutt, wat do leeft.

A da missten net och Mesurë geholl gi fir e konsequenten Héichwaasserschutz un der Sauer?

An erlaabt mer nach e Wuert zur Veianer Schwämm. Déi ass jo vu regionaler a souguer vun nationaler Bedeitung, net nëmme fir d'Stad Veianen, mee fir déi ganz Regioun a fir den Tourismus insgesamt am Land. Veianen ass am Land ee vun den Haaptunzéiungspunkte fir eis Touristen. Doduerjer ka Veianen net op eng héichwäerteg a gutt ausgebaut Schwämm verzichten, esou wéi dat an de leschte Joren de Fall war. Do läit awer d'Gemeng Veianen elo an der finanzieller Klemm: D'Konzept ass do, mee elo muss se dem Tourismusministère eng detailléiert Planung eraginn. Do ass awer den Hoken, déi dierft viraussiichtlech d'Gemeng eng hallef Millioun kaschten, ouni ze wëssen, ob si dee Projet jee kënne realiséieren. Misst bei esou Projete vu regionaler Bedeitung net och de Staat speziell deene finanziell méi schwaache Landgemengen entgéintkomme bei esou detailléierte Planunge vu regionalem Charakter?

Zum Schluss wëll ech umierken, datt vill vun deenen haitege Projete mat der Wuesstumsfro zesummenhänken. Do misste mer och endlech Neel mat Käpp maachen, well jee no wirtschaftlecher Entwécklung kéint dës ongekläert Wuesstumsfro ons emol ëm d'Ouere fléien.

Selbstverständlech ginn ech den Accord vun der ADR zu dëse Projeten a mer stëmmen dës Motioun gäre mat.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Engelen Merci a ginn direkt d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Haut geet et hei ëm déi grouss nei Infrastrukturprojeten, déi an deenen nächste Jore vum Staat sollen ugefaangen, fäerdeggebaut, ofgeännert, sanéiert a renovéiert ginn. Aus Zäitgrënn ginn ech just op e puer Stéck an.

Beim Projet Metzerschmelz gesäit ee gutt, wéi een en neie Quartier plange kann a soll, fir kënnen dem Klimawandel an den Aspuerunge vun den CO_2-Emissioune gerecht ze ginn – wann dat dann och am finale Projet nach ëmmer esou ausgesäit, well Pabeier ass jo schliisslech gedëlleg.

Dëse Quartier ass un den ëffentlechen Transport ugebonnen: Zuch, Tram, Bus à haut niveau an déi regional a kommunal Buslinnen. Doniewent sinn och Korridoren a Brécke fir de Vëlo geplangt. Et ass eng super Ubannung Richtung Norden, Süden Osten a Weste souwéi Raccorden zur Stad, op Schëffleng an op Esch. En plus ginn et och „circle lines" a Plattformen, fir op den Zuch kënnen ëmzeswitchen. Och un de Foussgänger ass geduecht ginn a kuerz Weeër si méiglech, an et ass keng Ubannung un d'A4 virgesinn. Also grosso modo eng Billerbuchplanung.

Wichteg wär et hei awer, datt den ëffentlechen Transport zäitgläich do wier mat de Bewunner, well sech soss awer nees alles ëm den Auto dréit wéi beispillsweis um Belval!

Esou eng innovativ Planung ass awer leider net a scho méi ale Projeten ze gesinn. Do setze mer nach ëmmer monter weider op de Stroossebau, obschonn am PNM35 Säit 80 geschriwwe steet: „Les utilisateurs choisissent le mode de transport en fonction de la qualité de l'offre", an: „il est impossible d'augmenter les surfaces de circulation et de stationnement automobile au rhythme de la croissance", an nach: „L'utilisation du réseau routier par les différents modes de transport doit être rééquilibrée."

De Projet Belval virun 22 Joer – den Här Wolter, deen deemools nach Minister war, kéint dat bestätegen, wann en dann elo hei wär – sollt en innovative Quartier ginn, dee gutt un den ëffentlechen Transport ugebonne sollt sinn, duerch deen nieft Busser och en Tram sollt fueren. Deemools hunn ech op enger éischter Reunioun ugemierkt, datt deen éischte Bus misst fueren, ier d'Leit géife plënneren an dohinner schaffe géife goen. Dat ass awer leider net esou geschitt!

Mee wéi gesäit et haut, méi wéi 22 Joer méi spéit, dann aus? Dir sot dach elo bestëmmt: „Dee Quartier ass dach gutt ugebonne mat Zuch a Bus." Ma da soen ech Iech: Dann huelt Dir net ganz oft den ëffentlechen Transport, a scho guer net, fir op de Belval ze kommen, well ugebonnen ass just d'Uni, d'Rockhal, awer absolutt net de ganze Belval.

Well wéi steet et da mat der Waassertrap? Ass de CIPA REWA gutt ugebonnen? Kommen d'Salariéen, déi Schichte schaffen, ouni Auto gutt op hir Aarbechtsplazen? Kommen d'Familljen, déi hir Léiwer besiche ginn, gutt dohinner? Kommen d'Residente gutt mam ëffentlechen Transport op Esch, an d'Stad a soss anzwousch hin, ouni Auto an ouni Taxi? Wéi steet et mat Belval-Sud? Wou ass den Tram, dee schliisslech do vun der CSV ugekënnegt gouf? Mee 2008 ass de Südtram ënner enger CSV-Regierung gestrach ginn, an dat ass eent vun de Resultater vun iwwer 50 Joer autozentréierter CSV-Mobilitéitspolitik!

Elo gëtt gesot, datt dee Site net esou ausgeluecht wär an datt ee misst Korridore fanne fir Tram a Bus. Ech loossen dat emol esou hei am Raum stoen. Wou sinn d'Buslinnen? Wéi ass et mam Vëlo? A jo, do gëtt elo endlech no 22 Joer déi Vëlosbréck ageweit, den 23. Dezember um 13.00 Auer, wat e Meilesteen ass, mee leider net alles léist, well nach laang net jiddweree mam Vëlo fiert oder fuere kann.

Dir kënnt mir och elo soen, datt jo schliisslech duerch de PNM35 d'Stroosse berouegt ginn. Mee dat alles déngt näischt, wa mir et net fäerdegbréngen, den ëffentlechen Transport massiv auszebauen a bis an de Belval-Sud ze bréngen, wou et nach ëmmer kee Raccord Richtung Bieles gëtt. Do ass jo am PNM35 e Pôle d'échange Belvaux-Mairie ugeduecht fir 2035, a bis dohi loosse mir d'Leit awer nach ëmmer monter mam Auto fueren a kommen.

Well esou wéi et am Fonds Belval heescht, soll jo och nach eng Europaschoul op dee Site kommen, mat iwwer 1.500 Schüler. Ma wéi kommen déi an hir Enseignanten dann op de Site? Mam Auto? Esou wéi elo och d'Enseignante vum Lycée Bel-Val an déi aus dem Kannercampus? Ma à la bonne heure, do ass de Chaos jo da virprogramméiert!

Donieft soll dann och nach e Spacecampus kommen an e Bâtiment mixte, dat heescht e Centre sportif. Wéi kommen all déi Leit op de Site an nees heem? Autosorientéiert? Am Moment gëtt et bal keen anere Choix. A jo, nach eng kleng Bemierkung zum Centre sportif, deem seng baulech Ausriichtung elo e bëssen eng aner gëtt, well et do en Terrain gëtt, deen een nach méi deier vermaarte kann. Wéi wär et dann, wéinstens do Logements locatifs abordables ze bauen?

Da kommen ech och nach op en anere Projet ze schwätzen, deen och net zukunftsorientéiert ass, mee just op nei Stroosse setzt, nämlech den Echangeur Haneboesch. Den Echangeur vu Suessem, dee jo do besteet, wär net gutt an der Symmetrie. Do géif eng aner Achs gemaach ginn, fir déi Aktivitéitszonen aneschters kënnen ze desservéieren. Dëst géif dann och zur Verkéiersberouegung vu Suessem a Käerjeng bäidroen. Datt d'Dreckswiss en deklaréiert Naturschutzgebitt ass, dat ass zimmlech egal, souwéi och datt de Bësch eng Natura-2000-Zon ass. Dat stéiert net ganz vill. Wat si schonn e puer Beem méi oder manner? Wat ass schonn eng weider Zersiidlung vu wichtege Gebidder fir Flora a Fauna?

Laut dem PNM35 soll dëse Projet de Schläichverkéier, den Individualverkéier, an de Gréff an aus den Uertschaften erauskréien an dowéinst soll en och en Uschloss un de Contournement vu Käerjeng erméiglechen. Dat, wat sech wéi e schlechte Witz unhéiert, ass leider batter Realitéit fir Ponts et chaussées. Dëst ass eng Léisung vun ale wäisse groe Männer, déi an en anert Joerhonnert gehéiert, mee sécher net méi fir haut a muer. Ech soe just: Klimawandel a Biodiversitéitsverloscht! Well Naturschutz ass Mënscheschutz!

Genau haut an elo, zu dësem Moment, gi monter Beem, Gestrüpp an Hecken am Zämerbësch an am Bobësch gehaen, an dat obwuel den 12. Dezember 2022 um Geriicht um 9.00 Auer d'Affär vum CR110 verhandelt soll ginn. Dat ass e Skandal! Ech si schockéiert doriwwer, wéi Verspriechunge vis-à-vis vun enger Biergerinitiativ mam Fouss gerannt ginn, fräi nom Motto: „Was kümmern mich meine Versprechen von gestern?" Hei de Plang, wéi vill sollt ewechkommen.

(Mme Myriam Cecchetti montre une documentation.)

Hei de Plang, wat se amgaange sinn ewechzehaen.

(Mme Myriam Cecchetti montre une autre documentation.)

Hei gëtt sech e fiichten Dreck drëms gekëmmert, wat dann elo beim Geriicht den 12. Dezember erauskënnt, well alles, wat fort ass op där Plaz, kann net méi dohinner kommen. D'Beem kënnen nämlech net méi dohinner gepecht ginn! Wéi wär et, wann een hei géif un den ëffentlechen Transport denken, fir manner Trafick ze hunn? Mee dorunner gëtt emol net gegleeft. An da muss ech soen, hunn ech e Problem mat der Visioun vun der Metzerschmelz, fir dorunner ze gleewen, wann een déi heite Schinn nach ëmmer fiert!

Zu de Projete vun de CFL kann ee just e grousse Bravo soen, dat geet an déi richteg Richtung. Leider hätt een och do misse scho viru Jore méi investéieren, mee elo geet et awer emol virun. Hei gëllt et awer och, direkt den Uschloss un de Bus ze koordinéieren. Et kann net sinn, datt d'Busser ukommen, wann den Zuch just fortfiert, oder awer datt d'Busser de Leit, déi aus dem Zuch kommen, virun der Nues fortfuere respektiv si sou oder esou mussen iwwer 20 Minutte waarden, bis den nächste Bus kënnt, an da kommen awer véier Busser hannereneen! Dat ass kee Service um Client. An nach manner Service um Client ass et, datt dës gesot kréien, 2035 géif alles besser ginn, well da géifen d'Linnen un den Zuch adaptéiert ginn. Dat ass ganz, ganz schlechte Geschmaach!

Dem Bâtiment public och vun dëser Säit e Merci, datt endlech emol d'Schlass vu Suessem um Ordre du jour steet an an Ugréff geholl gëtt. Dat ass en Häerzensprojet vun de Suessemer Leit, déi frou sinn, wann dat Schlass renovéiert an net verkomme gelooss gëtt. Et ass hei elo mol eng Ouverture do, datt eppes geschitt. Mee hei muss e Gebai bäigebaut ginn, fir den technesche Bedéngunge vun enger professioneller Kiche kënne gerecht ze ginn. Wou soll dat Gebai hikommen, well dat muss jo awer eng gewësse Gréisst hunn? An de Park? Oder an d'Gäert? An da muss ee sech och nach d'Fro stellen, awéiwäit de Rescht vum Schlass da sanéiert respektiv géint de Verfall geschützt gëtt an däerf genotzt gi vun de Bierger/innen an hire Veräiner.

Voilà, meng ganz bescheide Kommentaren zu dëse grousse Projeten a meng Wut iwwert d'Ofholze vun deenen zwee Bëschgebidder.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Erlaabt Der nach, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Madamm Cecchetti. Merci, Här President, fir déi Geleeënheet.

Ech wëll net der Madamm Cecchetti an hir Wut eraschwätzen, wat dee Bësch ugeet. Dat kann ech novollzéien, och wann ech fir de Projet sinn. Ech wollt si eppes aneres froen. Si huet an hirem Exposé deen Ausdrock „ale wäisse Mann" gebraucht.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | „Al gro wäiss Männer", fir et richteg ze zitéieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | „Al gro wäiss Männer", jo. Wann Dir elo aus enger anerer Partei wäert, Madamm Cecchetti, géif ech vläicht guer net drop agoen, mee Dir sidd jo esou géint Diskriminéierung. Sidd Der net der Meenung, dat wär eng Altersdiskriminéierung, eng geschlechtlech Diskriminéierung an eng rassistesch Diskriminéierung?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dach, dach.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech froen Iech dat, well ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech ginn Iech komplett Recht.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir gitt mer Recht?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, natierlech!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Natierlech, komplett.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da sinn ech ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dir sidd total op der richteger Schinn do.

M. Sven Clement (Piraten) | Dir gitt esou diskriminéiert, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da si mer jo an enger gewësser Toleranzgrenz, ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Natierlech!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... mee ech wär frou, wann och déi al gro wäiss Männer géife respektéiert ginn an dëser Gesellschaft. Villmools merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech konnt leider net „al gro wäiss Frae" soen, well et sëtze lauter al gro wäiss Männer do. Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Merci fir déi grouss Eenegkeet.

(Hilarité)

An dann huet den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Dofir ginn ech och net méi op déi 52 Projeten am Eenzelnen an, mee hu mer der just e puer erausgepickt.

Dass d'Investitiounen elo héichgehale ginn, dat gefält eis Piraten immens gutt, well et ass grad elo, wou mer musse kucken, dass d'Ekonomie och weiderdréit an dass mer elo d'Infrastrukture schafe fir a 5, 10, 15 Joer. Dofir sinn dës 52 Projete gutt a mir wäerten déi Motioun och matstëmmen.

Wat mir an der Kommissioun och gutt gefall huet, wéi ech d'Fro opgeworf hunn, ob dann elo op déi eenzel Diecher vun deene Projeten, wou et méiglech ass, soll Solar drop kommen, ass, dass d'Verwaltung souwéi de Minister versprach hunn, dass do, wou et geet, dat och wäert esou geschéien. Eng rezent Question parlementaire vun eis Piraten hat jo public gemaach, dass de Staat eigentlech net wierklech eng Virbildroll bei den erneierbaren Energien ageholl huet. An elo, an dëse Projeten zumindest, gëtt iwwerall awer eng Prioritéit dorop geluecht, dass do, wou Solar méiglech ass, dat och wäert zustane kommen.

Zum Beispill koum an eiser Question parlementaire eraus, dass iwwert d'Hallschent vun den Heizungen nach mat Gas géif fonctionéieren.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här Goergen, ech hunn Iech awer och geschriwwen, firwat. Well mer e Parc immobilier hunn, wou jo net alles aus den 2000er-Joren ass. Do si ganz al Gebaier derbäi, a fir dat ze sanéieren, do wësst Der jo och, datt Der do eng Zäit braucht. An ech hunn Iech och geschriwwen an der Question parlementaire, dann zitéiert dat och, datt mer e Programm hunn, wéi mer dat déi nächst Joren alles wëlle sanéieren an och an d'Rei setzen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Bausch, ech war grad amgaangen, Iech ze luewen, dass Der an der Kommissioun versprach hutt, dass mer ...

(Hilarité)

... Solar géifen op déi Diecher kréien, an dat ass eigentlech alles, wat ech gefrot hunn. Also, ech si ganz bei Iech an deem Sujet. Ech verstinn awer, dass Der Iech elo e bëssen doriwwer opgereegt hutt. Wéi gesot, mir sinn ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech hu mech net opgereegt. Ech wollt just gär, datt mer bei der Wourecht bleiwen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Bei der ... Ech hu jo awer näischt Falsches gesot!

M. Dan Kersch (LSAP) | Et wëll vläicht och net jiddweree vun Iech gelueft ginn.

M. Marc Goergen (Piraten) | Do hutt Der vläicht Recht, Här Kersch. Mee bei der Zilsetzung si mer awer richteg, dass mer déi erneierbar Energië virzéien, anstatt dass mer weiderhi Gasheizungen oder soss iergendeppes benotzen.

Zu de Projeten: D'Police Diddeleng, NeiSchmelz, 56 Agente kréien do nei Büroen, wat ganz positiv ass a sécherlech vill Leit wäert freeën. Ob elo esou vill Leit sech freeën, dass och 27 Agente vum Steierbüro wäerten do e Büro kréien, dat ass eng aner Fro an der Populatioun, mee zumindest d'Police wäert do an engem super Gebai ënnerkommen an natierlech d'Steierbürosagenten och.

Wou mer awer scho bei de Policebüroe sinn, an do ass haut och eng Question parlementaire beäntwert ginn – dat ass elo puren Zoufall, dass déi haut beäntwert ginn ass –, déi gewisen huet, dass och nach en aneren Eck am Land, an zwar de Policebüro Péiteng-Käerjeng, dréngend Renfort bräicht, dréngend en neit Gebai bräicht an dréngend eng Léisung bräicht fir déi Situatioun, well eis Kriminalitéitszuelen am Verglach zu anere Gemengen, wéi d'Question parlementaire haut beluecht huet, méi héich sinn. Do géif ech mer da wënschen, dass mer bei den nächste Projeten och e Policebüro Péiteng-Käerjeng géife virfannen.

(Interruptions)

Dann zum Härebierg: Et ass wichteg, dass mer eiser Arméi déi néideg Infrastruktur zur Verfügung stellen. Dofir ass et gutt, dass elo d'Hal, den Atelier an d'Büroen ausgebaut ginn, 1.100 m^2, an dass och en Datenzenter dohinner kënnt an – wat d'Arméi laang vermësst huet – e Sécherheetsraum fir hir Berodungen, bezéiungsweis wann eng Krisesituatioun antrëtt, soudass mer eisen Zaldoten och kënnen e gewëssene Confort bei hirer Aarbecht ginn, wat sécherlech och zur Attraktivitéit wäert bäidroen, fir dass mer nei Zaldote fannen.

Dann e Projet, bei deem ech mech schonn zënter 2016 eigentlech gefrot hunn, firwat et eidel steet: Dat ass d'Schlass zu Suessem, wou ech awer elo wierklech frou sinn, dass eng Antenn vun der Hotelschoul dohinner kënnt an dat schéint Schlass – et ass mat ee vun de schéinste Sitten, dee mer am Süde fannen, wat Schlässer ubelaangt –, dass mer do elo wierklech Neel mat Käpp gemaach hunn an dass elo eng Antenn vun der Hotelschoul dohinner wäert kommen an dat nationaalt Monument esou wäert eng Valeur kréien an herno och jiddereen do wäert Zougang kréien.

Dann zur A13, wou Der de Projet hutt: Dee kléngt an éischter Linn gutt. Mir léise vläicht e puer Problemer Richtung Suessem, Richtung Käerjeng, mee do kënnt nach eng aner Gemeng hannendrun, an zwar d'Péitenger Gemeng, déi eigentlech am Trafick erstéckt, virun

allem wann Der den Echangeur elo nach eng Kéier méi zentréiert, soudass nach méi Leit iwwert d'Biff herno duerch Péiteng am Rond-point beim – ech soen nach ëmmer LTMA, mee et ass jo elo LMA – Lycée Mathias Adam landen an deementspriechend do de Verkéier vill méi grouss wäert sinn. Dofir hunn ech och haut eng Motioun matbruecht, dass mer do endlech dee Projet uginn, fir eng Ënnerféierung ze maachen, fir dass déi A13 net an engem Rond-point endegt, mee dass mer endlech dee Verkéiersknuet doënne kënne léisen.

Dann zu den Diskussiounen, wat d'Zommen ubelaangt, déi an der Kommissioun och kuerz opkomm sinn, ob mer bei deene 40 Milliioune solle bleiwen. Also, mir Piraten sinn der Meenung, déi 40 Milliioune sollen trotz Inflatioun bleiwen, well et eng gewëssen Aart vun Transparenz ass, wann esou e Projet duerch d'Chamber muss goen a wann esou e Projet eeben am Public diskutéiert gëtt. Dat ass fir eis ganz einfach eng Aart vun Transparenz, eng Aart, wou de Bierger och eng gewësse Kontroll iwwert d'Regierung huet. An et muss een nun emol soen, déi Projeten, déi hei duerchginn, hunn och vill méi Ëffentlechkeet, wéi wann elo e Projet einfach iwwert d'Regierung selwer géif goen, wa mir déi 40 Milliioune géifen hiewen.

Dann zur zweeter Motioun, déi ech matbruecht hunn, do geet et ëm de Wi-Fi an den Zich, bekanntlech en Theema, wat mer och an der Kommissioun erkläert kritt hunn, an dass do elo eng Etüd gemaach gëtt an e Projet. Mee wéi ech do och schonn an der Kommissioun opgeworf hunn, gëtt am Moment drop gewaart, dass op verschiddene Strecken, wou am Moment kee Stroum läit a keen Handynetz méiglech ass – dat muss ee sech emol virstellen! –, wa bis do de Wi-Fi méiglech ass, dass dann eréischt de komplette Wi-Fi kënnt.

Ech sinn awer der Meenung, dass mer net sollte waarden, bis op deene Strecken de Wi-Fi soll méiglech sinn – natierlech solle mer schnellstméiglech schaffen, fir dass déi endlech Stroum hunn –, mee dass mer op deene Strecken am Süden, wou et op verschiddene Strecken scho méiglech wär, de Wi-Fi elo schonn aféieren, fir dass déi Leit elo scho kënnen am Zuch bequeem hiren Internet benotzen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Den Trafic op der Péitenger Collectrice (Avenue de l'Europe; N31) hëlt zënter Joren zou a belaascht d'Liewensqualitéit vu ville Mënschen an de Kordall-Gemengen am Süde vum Land;

– de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3847 erkläert, dass d'Ënnertunnelung vum Streckenofschnëtt beim Lycée Mathias Adam eng Pist ass, déi schonn 2014 an engem Dossier de synthèse ausgeschafft gouf;

– a senger Äntwert op d'Fro N° 7082 huet de Minister geschriwwen, dass eng Ënnerféierung vu besotem Streckenofschnëtt de Verkéier duerch d'Avenue de l'Europe zu gewëssen Auerzäiten definitiv méi fléissend géif maachen, ënnert der Bedingung, dass d'Rond-pointen hannendrun (Richtung Grenz) vergréissert ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Entscheedung ze fällen, fir en Tunnel ënnert dem Rond-point beim LMA ze bauen a weider baulech Moossnamen op der N31 souwéi verkéierstechnesch Moossnamen op der N5 ze huelen, fir d'Traficsituation ze verbesseren.

(s.) Marc Goergen.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten hat am Joer 2016 op d'parlamentaresch Froen N° 2628 an N° 2337 geäntwert, dass de Wi-Fi an den Zich sollt getest ginn an op dër Basis dat entspriechend Fuermaterial wäert ausgewielt ginn;

– a senger Äntwert op d'Fro N° 1758 aus dem Joer 2020 hat de Minister geschriwwen:

„Et ass geplangt, fir zukünfteg een Deel vun eisem Zuchmaterial mat Wi-Fi ze ekipéieren. Heibäi mussen awer nach verschidde Funktionstester duerchgefouert ginn, soudatt et momentan nach net méiglech ass, fir konkreet ze soen, ab wéini dëse Service kann an eisen Zich ugebuede ginn. Et sief awer an deem Zesummenhang bemierkt, datt d'Qualitéit vun enger Wi-Fi-Verbindung och vun enger gudder Netzofdeckung duerch de GSM-Reseau ofhängeg ass."

– an der Äntwert op d'Fro N° 4863 aus dem Joer 2021 hat de Minister geschriwwen:

„D'Méiglechkeet, fir Wi-Fi am bestoenden Zuchmaterial nozerëschten, gouf effektiv analyseiert, wouropshin awer decidéiert gouf, fir Wi-Fi an enger éischter Phas just an den neien Automotricë vun de Serien 2400/2450, dei progressiv tëschent 2023 an 2025 a Betrib geholl ginn, unzebidden. [...] Laanscht d'Zuchstrecken ass d'Eisebunn ofhängeg vum Fortschrëtt an der Netzversuergung duerch déi ëffentlech Operateuren."

– an der Äntwert op d'Fro N° 5139 vum leschte Joer huet de Minister Erklärunge geliwwert, op wéi enge Plazen am Land eng stabill Wi-Fi-Verbindung haut scho méiglech wier;

– am Joer 2022 existéiert an den Zich vun den CFL nach ëmmer kee funktionéierende Wi-Fi an de Projet N° 41 (veuillez lire: de Projet N° 42) vun den Infrastrukturprojete gesäit eng weider Etüd a Pilotprojete vir, fir eng stabill Wi-Fi-Verbindung an den Zich ze erméiglechen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– op deene Strecken, wou et Stand haut méiglech ass, endlech déi néideg Moossnamen ze ënnerhuelen, fir de Wi-Fi an den Zich vun den CFL ze realiséieren.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, ech mengen, fir d'éischt och dem Chantal Gary e ganz, ganz décke Merci fir déi wierklech sober, propper an detailléiert Presentatioun vun dësen 52 Projeten. Si huet, mengen ech, eng ganz flott an och eng ganz interessant Presentatioun gemaach – op all Detail konnt een net agoen – an awer trotzdeem dat ganz detailléiert presentéiert. Dofir dem Chantal Gary nach eng Kéier e ganz, ganz décke Merci.

Bon, wéi den Här Kaes gesot huet, wollt ech spezifesch op deen een oder deen anere Projet am Südweste vun der Stad agoen. Ech wëll awer och hei direkt viraus soen, datt déi 52 Projeten uechtert d'ganzt Land, déi hei presentéiert gi sinn, natierlech alleguerte wichteg sinn, an all Secteur an all Beräich duerfir wichteg fir d'Weiderentwécklung vun eisem Land ass, wat schonn eng Partie Riedner och viru mir elo gesot hunn. Dofir och vun eiser Säit aus, vun der CSV, alleguerten deene Leit, deene Servicer, deene Büroen, déi an Zukunft un der Ausaarbechtung vun dëse Projete schaffen, elo schonn e ganz, ganz décke Merci fir hir Aarbecht, déi se hei maachen. Well et ass wichteg fir d'Weiderentwécklung vum Grand-Duché, fir déi Projeten alleguerten an deenen nächste Joren och kënnen ëmzesetzen.

Elo just e puer Wuert, Här President, Här Minister, wann Der erlaabt, zum Südweste vun der Stad Lëtzebuerg, wou momentan ganz, ganz vill Aktivitéit ass mat engem Quartier Cloche d'Or oder Ban de Gasperich respektiv awer och enger Zone d'activité Howald, wou extreem vill Infrastrukturaarbechten à ce stade ënnerwee sinn. Bon, hei an dësem Projet ass de Quartier Midfield, wou eng Iwwerdeckelung iwwert d'Diddelenger Autobunn, also iwwert d'A3, an deenen nächste Jore soll etudiéiert an dann och duerno ëmgesat ginn.

An deem ganze Beräich, bon, nieft der Beetebuerger Zuchstreck, wou och de Rippage elo virun e puer Woche war vun där impressionnanter Bréck, déi iwwert d'Diddelenger Autobunn gedréckt ginn ass, sinn awer och Tramsaarbechten ënnerwee.

Dann de Pôle d'echange, d'Gare périphérique, wat e ganz, ganz wichtege Pôle ass, wat den Zuchverkéier an d'Zuchverbindungen ugeet, deen amgaang ass, ëmgesat ze ginn.

Do ass dann och den Echangeur Hesperange, deen an deenen nächste Jore soll a muss gebaut ginn. Do ass dann och den Ëmbau vum Rond-point Gluck, deen an deenen nächste Jore soll a muss gemaach ginn.

Duerfir, Dir gesitt, do sinn eng ganz Partie Projeten, déi an dësem Eck an deenen nächste Jore wäerten entstoen. Net ze vergiessen natierlech och alles, wat de Stroossebau ugeet, de Contournement d'Alzingen, wou ech och dem Minister da stellvertriedend fir de Conseil de Gouvernement wëll Merci soen, datt virun e puer Wochen dann och den definitiven Tracé vun dësem Contournement d'Alzingen fixéiert ginn ass.

Den eenzege Bemoll, deen ass dat Finanzéierungsgesetz, dat nach net gestëmmt ass. Mee ech mengen, mir sinn do awer och gudder Hoffnung, datt an deenen nächste Méint do äifreg dru geschafft gëtt, soudatt d'Finanzéierungsgesetz och schnellstméiglech hei an der Chamber kann deposéiert an och votéiert ginn.

Duerfir, Dir gesitt, et sinn eng ganz Partie Projeten, déi an deem Eck sinn. Bon, ech mengen, wat d'Weiderentwécklung dann dee Moment an dësem Quartier an awer och an dem Südweste vun der Stad Lëtzebuerg ugeet, ass et wichteg, datt dës Projeten ëmgesat ginn.

Bon, ech mengen, wat d'Projeten ugeet, wëlle mer als CSV, dat huet och scho mäi Kolleeg den Aly Kaes gesot, konstruktiv mat dru schaffen, fir dann eebe bei de jeeweilege Projeten, wann et méiglech ass, eventuell um lokale Plang, do deen een oder deen anere Coup de main ze ginn, fir datt dës Projete kënnen ëmgesat ginn.

A wann ech soe „konstruktiv", da wëll ech just der Madamm Cecchetti widderspriechen, déi virdru gesot huet, datt eng Partie CSV-Bauteministeren an deene leschte Jore verschidde Saache solle verhënnert hunn. Ech wëll just eng Kéier kuerz an den Historique goen: Et gouf zanter de 60er-Joren am Ganzen dräi CSV-Bauteministeren, dat waren de Jean-Pierre Büchler, d'Madamm Erna Hennicot-Schoepges an de Claude Wiseler. An dee leschte Bauteminister, juste pour rappel, dat war och dee Minister, deen dann awer derzou bäigedroen huet, datt den Deblocage stattfonnt huet, wat de Bau vum Tram hei an der Stad ugeet.

(Interruption)

An ech mengen, dat sollt een och emol eng Kéier ervirhiewen, datt eng Viraarbecht viru Jore geleescht

ginn ass. An ech mengen, och mam Modu 2020 si Viraarbechte geleescht ginn, fir genau dat kënnen ëmzesetzen. A mir sinn extreem dankbar, datt effektiv dann och dës Regierung an dëse Bauteminister genau dat iwwerholl hunn an och ëmgesat hunn. An ech mengen, duerfir sti mer do, wou mer haut stinn, wat den ëffentlechen Transport, notamment hei an der Stad, ugeet, well och déi Viraarbecht viru Jore geleescht ginn ass.

Erlaabt mer, Här President, just nach zwee Wuert ze soen. Wann ech soe „konstruktiv", da mengen ech och konstruktiv. An an deene leschten Deeg, do hate mer och d'Méiglechkeet, zesumme mam Minister Bausch, souwuel an der Kommissioun wéi awer och hei an der Chamber, iwwert den Ausbau vum Tram, notamment um Houwald an der Rue des Scillas, ze schwätzen. Ech hat do déi eng oder déi aner Fro an awer och Suggestioun mat op de Wee ginn an der Kommissioun, an och de Claude Lamberty huet dat dës Woch nach eng Kéier gemaach. An an deene leschten Deeg sinn eng Partie Mailen, awer och eng ganz Partie Informatiounen hin an hier gaangen.

Ech wéilt de Minister do nach eng Kéier bieden, deenen zoustännege Servicer, dat heescht souwuel Luxtram wéi awer och de Ponts et chaussées, mat op de Wee ze ginn, datt momentan ënnen, wat d'Ëmbauaarbechten an der Rue des Scillas ugeet, e gewëssene Knuet entstanen ass, well extreem vill Aarbechte beieneen amgaang sinn, ëmgesat ze ginn. An dee Knuet, deen ass relativ important à ce stade, den Här Lamberty hat et scho gesot. Ech hat och drop higewisen, datt notamment den Tennisclub, deen doënnen an der Rue des Scillas ass, an deenen nächste Méint, wann d'Infrastrukturaarbechte virugefouert ginn, guer keng Méiglechkeet vun Emplacementer méi fir déi Leit huet, déi bäikommen, fir hir Kanner ze deposéiere respektiv och nees sichen ze kommen.

Duerfir, Här Minister, wär et wichteg … Bon, ech weess, datt den Här von der Marck vu Luxtram ganz, ganz ferm op de Gas dréckt, wat den Ausbau vun der Tramstreck ugeet. Et ass wierklech e Knuet do an dee muss zwësche Ponts et chaussées a Luxtram geléist ginn, notamment wat dann d'Assise vum Tram direkt nieft dem Tennis Houwald ugeet. An ech hat net méi spéit wéi de Mueren och mat engem Proprietär geschwat, deen eng Parzell direkt adjacent vum Tennisclub Houwald huet, fir eventuell e provisoresche Parking do ze amenagéieren.

Duerfir, Här Minister, et wär gutt, fir nach eng Kéier do Récksprooch ze halen. Muer ass och eng Entrevue tëscht Luxtram, Ponts et chaussées an och Vertrieder vun der Gemeng Hesper, fir dee Knuet, deen nach do ass, wat d'Accèsen op déi jeeweileg Parzellen ugeet, ze léisen. Duerfir, wann eis Ponts et chaussées do kéinten behëlleflech sinn, well dee Proprietär vun där Parzell, wéi ech elo just gesot hunn, wär disposéiert, fir seng Parzell wärend e puer Méint à disposition ze stellen, fir e Parking provisoire do ze amenagéieren, en attendant datt eng final Léisung fonnt gëtt, wou dann d'Gemeng Hesper och amgaangen ass, eng Modification ponctuelle vum PAG ze maachen, fir e Parking kënnen ze amenagéieren à proximité vum Tennisclub Houwald.

Dat gesot, wëll ech alleguerten deenen, déi hei un dëse Projete matschaffen, nach eng Kéier e ganz, ganz décke Merci soen, och dem Minister sengen Ekippen e ganz, ganz décke Merci. An, wéi scho gesot, d'CSV wäert dann och dës Motioun vun dëse Grands projets d'infrastructure matdroen a matstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir ëffentlech Bauten a Mobilitéit François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Fir d'éischt e grousse Merci un d'Madamm Gary fir deen ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport zu deenen iwwer 50 Projeten. Dat war jo net esou einfach, och well se esou villfälteg sinn: am Déifbau, am Héichbau, also all méiglech Saache sinn hei mat dran.

An ech géif och vläicht am Ufank direkt hei an der Chamber, an der Plenière, wëlle soen, wat ech an der Kommissioun gesot hunn: De Fait, datt mer esou vill Projeten hunn, dat ass natierlech, well d'Regierung vill wëllt investéieren. Do sinn och ganz vill grouss Projeten derbäi, mee Dir gesitt awer, et sinn der och eng ganz Rei derbäi, wat net dat ass, wat ee ka grouss Projeten nennen. Duerfir sinn et der awer och 52. Dat ass bis elo effektiv e Rekord, wéi et schonn hei gesot ginn ass, zënter datt mer déi Motioun hei an der Chamber maachen, also dee Wee gewielt hunn, fir der Regierung Autorisatiounen ze ginn, fir Saachen ze bauen.

An ech mengen awer, datt et duerfir un der Zäit ass, sech eng Kéier ze ënnerhalen iwwert dee Seuil vun 10 Milliioune respektiv vu 40 Milliounen. Deen ass zënter 2008 net méi ugepasst ginn. A wa mer wëlle verhënneren, datt mer op eemol awer nu wierklech all kleng Aarbechten op eemol op där Lëscht hunn, zumindest bei de Projete vun iwwer 10 Milliounen, dann, mengen ech, wär dat adaptéiert.

D'Regierung wäert eng Propos do maachen. Ech mengen, ech hat an der Kommissioun och gesot, mir wäerten Iech och nach Berechnunge maachen, wéi d'Präisser sech entwéckelt hunn iwwert déi lescht 14 Joer, da kann een dat och alles novollzéien. An ech sinn dankbar, well et schéngt jo esou ze sinn, datt awer jiddwereen där Meenung ass. Dat betrëfft souwisou net méi dës Legislaturperiod, wa mer eng Ännerung virhuelen, mee dat betrëfft déi nächst Legislaturperiod, also no de Walen. Déi nei Regierung muss sech dann domadder zurechtfannen. Mir maachen donc och schonn eng Aarbecht da fir déi nei Regierung.

Dat gesot, ass et awer richteg, datt mer Rekordinvestissementer hei am Land am Moment hunn. Dat ass natierlech wichteg, fir Lëtzebuerg ze moderniséieren an deenen eenzelnen Infrastrukturberäicher. Ob et am Stroossebau oder am Beräich vum ëffentlechen Transport ass, ob et am schoulesche Beräich ass, am kulturelle Beräich, all déi Projeten, déi hei opgezielt gi sinn, dat si ganz villfälteger. Dat mécht, datt, well mer esou vill investéieren, mer Lëtzebuerg weider gutt opstellen, well eng gutt Infrastruktur ass d'Viraussetzung, datt d'Land attraktiv ass an datt et och weider ka fonctionéieren an datt mer dee Wuelstand, dee mer hunn, och kënnen halen.

An natierlech bidde mer jo och iwwert déi Infrastrukturen de Biergerinnen an de Bierger am Land och Déngschtleeschtungen un. Well mir kënnen natierlech nëmmen Déngschtleeschtungen ubidden, wa mer och déi adequat Infrastrukturen hunn, fir se kënnen unzebidden. Also, wéi gesot, dat ass schonn e substanzielle Bäitrag, dee mer hei leeschten, fir d'Land ze moderniséieren.

Den zweete Punkt ass natierlech och, datt dat heite besonnesch gutt kënnt an där Phas, wou mer haut sinn. Mir sinn zwar net an enger Rezessioun, mee mir gesinn awer, datt de Wuesstum vum PIB e gutt Stéck zréckgaangen ass, an och fir d'nächst Joer sinn d'Prognosen net esou favorabel wéi déi Jore virdrun.

A virun allem an der Baubranche, do spiere se kloer, datt d'Commandëbicher net méi esou voll si wéi nach virun enger Zäit, a se sinn duerfir wierklech dankbar, datt de Staat weider vill investéiert, well dat hëlleft, zumindest déi Lacunnen opzefëllen. An dat ass dann och e bësse mat den zweeten Objektiv vun deene ville Projeten, déi mer hei hunn. Op alle Fall, wann d'Baubranche dat heite gesäit, wat mer alles plange vun der ëffentlecher Hand hier, brauch se sech keng Suergen ze maachen, datt d'Commandëbicher méi kleng ginn.

Ech wëll dann agoen op e puer Froen, déi gestallt gi sinn am Zesummenhang mat enger Rei Projeten. Ech fänken u mam Här Kaes, deen eng ganz Rei Froe gestallt huet am Zesummenhang mat der N7, mat deene ville Projeten, déi op der N7 virgesi sinn.

Ech wëll em soen, datt bei der Closdellt Diskussioune lafen, fir d'Emprisen ze kréien. Dat ass dee wichtegste Punkt. Well mir si relativ prett um Niveau APD (ndlr: avant-projet définitif), fir do kënnen ze schaffen. Et ass eigentlech och virgesinn, datt deen Deel am éischte Lous vu 4,7 km tëschent dem Fridhaff a Richtung Wemperhaart soll gebaut ginn. An deen ass am éischten Deel, also am éischte Lous. Dat heescht a priori, wa mer d'Emprisë séier kréien, da kann et sinn, datt d'nächst Joer d'Aarbechte schonn uginn. Mee et hänkt awer wäitgeeënd vun den Emprisen of.

An dann ass et och esou: Déi Brécken, déi mer elo maachen op der N7, déi am Zesummenhang sti mat der B7, sinn natierlech all matgeduecht bei der Verbreederung vun der B7 op véier Spuere bis op de Fridhaff. Also, dat wär jo Schilda, wa mer géifen higoen a mir géifen déi Bréck renovéieren a mir géifen da soen: „An zwee oder dräi Joer oder duerno baue mer se aus." Ech mengen, mir wäerten dat elo schonn esou plangen – hei si mer och nach am Etüdestadium –, datt dat virgesinn ass. A mir wäerten dat souguer nach e bëssen updaten, well do kommen och nach déi ganz Iwwerleeungen dran am Zesummenhang mat der Nordstad, déi ganz Saachen, déi mer virgestallt hunn am Kader vum Plan national de mobilité mat der Nordstad.

Bon, dann ass eng Fro gestallt ginn – ech mengen, et war den Här Weber – zu der Nordstreck, der Eisebunnsstreck, datt mer déi misste relativ zügeg och vun Ettelbréck Richtung Ëlwen op zwee Gleiser bauen. Do wëll ech just soen: Natierlech ass dat alles méiglech, mee ech wëll vläicht eng Kéier un d'Historie erënneren, firwat déi Streck haut esou verleeft, wéi se verleeft. Do gëtt et en historeschen Hannergrond, an dee läit doranner, datt ursprünglech, wéi déi Streck sollt gebaut ginn – dat ass scho ganz, ganz laang hier! –, du sollt se am Fong iwwer Dikrech an da riichterop goen. Dat wär dee logeschsten Tracé gewiescht, well dee wär vill méi duerch Däller gaangen. Dikrech wollt deemools net ugeschloss ginn an deem Mooss, an dunn ass decidéiert ginn, eeben deen Tracé ze wielen, dee mer haut historesch hunn.

Dir wësst awer, wat dat bedeit, wann Der deen op zwee Gleiser ausbaut. An do schwätzen ech net vun deem Stéck, wou laang gemengt ginn ass, déi Vëlospist géif elo dat zweet Gleis onméiglech maachen, also vu Clierf op Ëlwen, mee ech schwätzen éischter vu virdrun, déi vill Tunnellen, déi mer virdrun hunn, an déi komplizéiert Streckeféierung – dat heescht, wann een dat eng Kéier wëllt maachen.

Mee ech mengen net, datt dat à ce stade schonn noutwendeg ass. À ce stade musse mer mol d'Moderniséierung vun der ganzer Nordstreck, haaptsächlech d'Gare Ettelbréck, fäerdegkréien an deementsprechend och nach eng Rei Saachen an der Gare

Lëtzebuerg. A wann dat bis fäerdeg ass, wäerte mer d'Capacitéit nach eng Kéier kënnen déck eropsetze fir den Zuch an den Norden.

Mee wa sech awer an Zukunft eng Kéier sollt erausstellen, datt een dat wëllt oder soll maachen, da soen ech Iech, dat gëtt net esou einfach, fir déi Streck ze bauen, se op zwee Gleiser ze bauen, mat deene villen Tunnellen, déi Der do hutt! Wann Der gesitt, wat an engem Tunnel scho fir Schwieregkeete waren, kënnt Der Iech virstellen, wat dat bedeit, wann Der do weiderfuert. Dat heescht, do muss een da scho méi eng fundamental Iwwerleeung féieren, wéi een dat wëllt maachen. Mee bon, Dir hutt awer Recht: Wann et noutwendeg ass, soll et eng Kéier gemaach ginn.

Da wollt ech just der Madamm Cecchetti eppes soen. Ech wollt am Fong net drop agoen, mee wéi ech se hei héieren hunn a wéi se hei elo dee Plang gewisen huet vu Käerjeng, do muss ech awer soen, do hunn ech awer e bësse missen de Kapp rëselen, soen ech Iech ganz éierlech. Well dat, wat Der hei gewisen hutt, an dat, wat zënter haut zu Käerjeng geschitt, beim beschte Wëllen, fir do ze maachen, wéi wann do de Bësch géif ofgeholzt ginn! Do ginn, wann et normal geet, wann et gutt geet, zwee Beem ewechgeholl. Zwee! Ganzer zwee! Wann et schlecht geet, fënnef!

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

Fënnef! An, jo, Madamm Cecchetti, da lauschtert och elo no, wann ech Iech déi Erklärunge ginn! Dat wär vläicht net esou schlecht, da kënnt Der och Äre Leit dat …

(Brouhaha)

… den Owend matdeelen. Also, zwee Beem, wann et gutt geet, wann et schlecht geet fënnef, ginn ewechgemaach. Déi ginn ewechgemaach, well eng Gasleitung fir Luxguard do muss verluecht ginn, am Zesummenhang natierlech mat deem CR, deen do ass. Also, elo ze behaapten, de Fait, datt mer zwee – oder loosse mer da soen tëschent zwee a fënnef – Beem ewechhuelen, gläichzestelle mat der Ofholzung vum hallwe Bësch, dat fannen ech e bëssen umoossend!

An duerfir ass dat, wat an deem Communiqué steet, deen Der hei zitéiert hutt, carrement falsch. Dat, wat d'nächst Woch – wann et dann d'nächst Woch ass, dat ass emol guer net sécher, ob dat d'nächst Woch ass – virun de Geriichter um Fong plädéiert gëtt, dat ass jo net wéi dat, wat dës Woch geschitt ass. Dës Woch ass e Referé probéiert gi vun e puer Leit, déi Dir gutt kennt, fir déi doten Aarbechten, fir déi Gasleitung ze verleeën, ze stoppen. An dee Referé, wëll ech Iech soen, deen ass verluergaangen, an ech kommen och nach dorobber zréck.

Mee déi Wëldbréck, déi Der domat wëllt an Zesummenhang bréngen, déi huet mat deem Chantier hei wierklech näischt ze dinn. An där Autorisatioun, déi d'Stroossebauverwaltung vum Environnement kritt huet, do sinn effektiv dräi Saachen dran, dat ass d'Ursprongsautorisatioun: Do ass dran, datt ee kann eng Wëldbréck bauen, do ass dran, datt een den CR kann ofsenken, an do ass dran, datt d'Gasleitunge kënne verluecht ginn. Or, dat, wat hei elo geschitt, dat ass, datt Gasleitunge verluecht ginn, an dat huet mat der Wëldbréck strictement näischt ze dinn!

A fir de Rescht, bon, do si verschidde Leit, déi Dir, wéi gesot, gutt kennt, déi kloe jo de Moment géint alles, déi hu gemengt, si missten och dogéint kloen. Da sollen d'Geriichter entscheeden, ob dat richteg oder falsch ass.

Dat, wat ech awer hei wëll soen a wat ech awer wierklech net akzeptéieren, dat ass: Mir sinn an engem Rechtsstaat, an natierlech huet jiddwereen d'Recht, net averstanen ze si mat eppes. Jiddwereen huet d'Recht ze manifestéieren, Petitiounen ze maachen, ze kloen. Mee wann d'Geriicht awer bis decidéiert huet, wéi dat d'lescht Woch geschitt ass par rapport zu där Autorisatioun an zu deenen Aarbechten, déi elo gemaach ginn, an do ass am Referé eng Decisioun geholl ginn, da wär ech frou, wa mer eis och alleguer eens wären, zumindest hei an der Chamber – dobausse ka wéinst menger een nach denken, wat e wëllt, mee hei an der Chamber wär ech awer frou, wann d'Deputéiert sech eens wären –, datt de Rechtsstaat dach respektéiert ginn ass an datt mer eis alleguer och sollen dorunner halen! Méi wollt ech domadder net soen …

M. Fernand Etgen, Président | Här Bausch, erlaabt Der, datt d'Madamm Cecchetti Iech nach eng Fro dozou stellt?

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Selbstverständlech.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass net richteg, wat Dir sot. Den 12. Dezember um néng Auer gëtt … Jo, Dir kënnt grinsen an en An zoupëtzen, ech fannen dat respektlos, dat do!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Madamm Cecchetti, …

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Den 12. Dezember soll den …

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | … vu Respektlosegkeet mer dat vun Iech soen ze loossen …

Plusieurs voix | O!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | O jo, kommt, mir fuere virun! Den 12. Dezember um 9.00 Auer soll dat do gesprach ginn um Fong. An Dir hutt gesot, mir sollen d'Geriichter entscheede loossen. Majo, da kommt, mir loossen déi entscheeden! Well wann déi nämlech den 12. Dezember entscheeden, datt dat do net richteg ass, datt do ofgeholzt gëtt, wat maache mer dann? Peche mer d'Beem erëm un?

A mir sinn net … Dat do huet näischt mat der Gasleitung ze dinn. Et huet kee Mënsch gesot, déi dierft net verluecht ginn! Et waren zwou Saachen: Déi muss net duerch de Bësch geluecht ginn, déi hätt och kënnen anzwousch aneschters geluecht ginn. Firwat muss déi esou déif geluecht ginn? Et kommen aner Pläng, dräimol sinn d'Pläng gewiesselt ginn. De Referé huet net gesot, datt am Fong d'Biergerinitiativ Onrecht huet, an Dir wësst dat ganz genau! Dir wësst ganz genau, datt Der hei eppes sot, wat net richteg ass! Um Referé gëtt et eebe keng Appellsméiglechkeeten an d'BIGS huet och net um Fong Onrecht kritt. Dat ass awer immens wichteg!

A wann een hätt wëllen dat do elo respektéieren, dann hätt een, mengen ech, awer kënnen eng Woch waarden. An da kënnt Dir awer net zu de Bierger soen, si géifen Urteeler net respektéieren oder si géifen d'Geriicht net respektéieren, …

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, wéi laang huet en Deputéierte Riedezäit, fir dertëschent Froen ze stellen?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | … well hei ass et Ponts et chaussées, déi dat net akzeptéieren!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech weess net, wou d'Froen do elo nach alleguerte sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hunn d'Froen och nach net ze pake kritt.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ma d'Fro ass, …

(Hilarité)

… Dir sot „zwee Beem". Sinn dat heiten zwee Beem?

(Mme Myriam Cecchetti montre un plan sur son portable.)

Une voix | Et gesäit een näischt.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Hei zielen ech … Jo, ech misst et méi grouss huelen, ech hunn awer leider keng Projektioun. Also, do si méi wéi zwee Beem ofgeholzt ginn!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech hu gesot „tëschent zwee a fënnef". Här President, …

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

Mee dat hunn ech jo gesot! Här President, ech wëll der Madamm Cecchetti soen, datt dat, wat déi Biergerinitiativ geklot huet um Fong, dat ass eng Klo géint déi Wëldbréck. An dat ass net eng Klo par rapport zu den Aarbechten, déi hei gemaach ginn.

Déi Aarbechten, déi hei gemaacht ginn, do huet déi Biergerinitiativ e Referé gemaach, well se fonnt huet …, well se e Lien wollt maachen zu där Wëldbréck, déi awer net steet, a well se gesot huet, donc, well nach um Fong bei der Wëldbréck sollt tranchéiert ginn an dat hei am Zesummenhang stéing, misst dat doten elo vum Geriicht verbuede ginn, datt déi Aarbechte kënnen ugefaange ginn, soss géif do e Fait accompli geschafe ginn. Or, dat huet d'Geriicht anescht gesinn an donc heescht dat, wann de Referé verluer gëtt, da kënnen d'Aarbechte gemaach ginn.

Fir de Rescht, mat der Wëldbréck, wien do Recht huet – déi gëtt jo elo net gebaut, am Moment souwisou net –, soll dann d'Geriicht seng Aarbecht maachen an dat tranchéieren. Bon, fir mech ass dat domadder ofgeschloss. An déi Aarbechten, fannen ech, déi ginn, esou wéi et sech gehéiert, gemaacht, fir datt déi Gasleitung – et geet hei ëm d'Gasleitung – ka verluecht ginn.

Da wollt ech nach dem Här Engelen soen: Am Mëllerdall, dozou hat en e puer Froe gestallt, do sollen déi Aarbechten ugangs 2023 ulafen. Dat ass esou virgesinn, soudass dat eigentlech eng gutt Nouvelle ass.

An ech wollt dem Här Goergen och soen, datt seng Propos, op der N31, um PED Péiteng, eppes ze maachen, och am PNM 2035 esou virgesinn ass. Mir wëllen effektiv déi N31 als nei Achs stäerken, fir natierlech den Transit, och méi Transit kënnen do opzehuelen. Do gëtt et awer nach kee Projet, mee dat ass awer am Plan national de mobilité virgesinn, fir och an déi Richtung eppes ze maachen.

Dann zu der Rue des Scillas: Natierlech ginn ech dem Här Lies Recht, datt ee soll genau oppassen, wat an der Rue des Scillas geschitt, an datt ee muss alles maachen, fir an där schwiereger Situatioun de Bierger esou vill wéi méiglech entgéintzekommen. Bon, a wann do Léisunge kënne fonnt gi fir provisoresch Parkingen, sou wäert ech menge Leit d'Instruktioun ginn, datt se do solle ganz konstruktiv mat drun erugoen an hëllefen, datt déi eppes kënne ginn.

Et geet jo drëms, datt mer dee Chantier, d'Nuisancen, esou kleng wéi méiglech halen, wëssend natierlech ëmmer – ech mengen, do si mer eis jo och all eens –, datt dat e ganz komplizéierte Chantier ass, well et gëtt jo net nëmmen den Tram gebaut, mee et gëtt eng Strooss verbreedert an et gëtt eng Baach verluecht. Also, et si scho komplex Aarbechten, déi do gemaach ginn.

Déi gutt Nouvelle ass awer och, datt Enn 2023 schonn d'Testfaarte vum Tram fueren. Dat heescht, d'Leit hunn en Enn vum Tunnel a Siicht. Mir sinn elo Dezember 2022, also wann alles ouni Schwieregkeeten

iwwert d'Bün geet, dann ass dee Chantier d'nächst Joer am Hierscht fäerdeg. Da gëtt d'Situatioun natierlech fir d'Leit eng vill besser wéi haut. Bon, en attendant musse mer dat kucken.

Ech weess och, Dir hutt et jo gesot, et sinn eng Rei Reuniounen nach dës Woch, a meng Leit hunn, wéi gesot, vu mir Instruktiounen, fir ze kucken ze hëllefen, datt dat esou optimal wéi méiglech opgestallt gëtt, fir d'Nuisancë fir d'Leit esou kleng wéi méiglech ze hale wärend där Zäit.

M. Fernand Etgen, Président | Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Halsdorf Iech eng Fro stellt?

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, selbstverständlech.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Ech hunn Iech elo gutt nogelauschtert. Dir hutt gesot, dass eng Léisung virgesinn ass, fir beim Rond-point Porte de Lamadelaine de Verkéier besser ze féieren. Ech weess pertinemment, dass et do Pläng gëtt, fir eng Ënnerféierung ze maachen. Dir hutt gesot, et wäre keng Pläng do, mee et gëtt Pläng! Wëllt Der op déi Solutioun zréckgräifen oder wëllt Der eng aner Solutioun?

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Nee, nee, et gëtt nach keng Pläng. Ech hu just gesot, dass am Plan ...

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Dach, et gëtt Pläng. Et gëtt Pläng!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, nee, et gëtt ... Also, fir déi dote Strooss ëmzegestalten, do sinn et scho vill Pläng ginn, dat ass richteg, mee mam Plan national de mobilité 2035, mat deem mer jo wëlle kucken, eeben den Transitverkéier aus den Uertschaften erauszekréien, hu mer nach nei Iddie materabruecht fir ze kucken, effektiv déi dote Strooss precisement ze notzen, fir Transit op déi eriwwer ze kréien.

Bon, da kann dat doten eng Variant sinn. Et muss ee kucken, wat dat Bescht ass elo och an där ganzer Philosophie, déi mer do entwéckelen. Dir wësst jo och, datt mer am Kader vum Zuchausbau nach Iddien hunn, fir dee ganzen Eck, also Déifferdeng, Péiteng, Bascharage, soudatt ee muss kucken, wéi dat do aneneegräift. Mee et ass ganz kloer awer d'Zilsetzung, fir an déi dote Richtung ze goen.

Da sinn nach e puer Froe gestallt gi wéinst dem Projet NeiSchmelz zu Diddeleng. Bon, do si siwe Kulturinstituter virgesinn, déi sollen dra kommen. Ech mengen, dat ass e Projet, deen net nëmme fir Diddeleng, mee och fir d'Kultur an insgesamt fir d'Revalorisatioun vun deem Site ganz wichteg gëtt. De Policemusée do dran ze setzen, bon, dat war nach ni um Dësch. Ech wëll awer just soen, datt et net esou ass, datt de Policemusée net scho Propose gemaach kritt huet. Et war eng Hal zu Miersch proposéiert ginn. Déi war anscheinend net gutt genuch.

Et muss ee sech awer och heiansdo vläicht iwwerleeën, wa Propose gemaach ginn, ob ee se net vläicht e bësse méi konstruktiv och ophëlt. Mee bon, dat ass awer net mäi Projet. Ech setze just dat ëm, wat ech vun den eenzelne Ministeren, déi dann de Ressort hunn, gesot kréien, also wat déi gäre maachen. Op alle Fall war dat op der NeiSchmelz bis elo nach ni en Theema an ech mengen och net, datt bei deem, wat alles do virgesinn ass, do iwwerhaapt nach Plaz ass, fir esou eppes ze maachen. Dat geséich ech ganz, ganz schwéier, op alle Fall, wann ech gesinn, wat alles do soll hikommen.

Här President, ech wollt ofschléissend e grousse Merci soe fir déi ganz breet Zoustëmmung zu all deene Projeten. An da wënschen ech da mengem Nofollger bonne Chance, fir se all ze realiséieren!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. An da Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Här Bausch, ech hunn d'Zuelen nach eng Kéier erausgesicht, wou Der virdrun derzwëschent geschwat hat. An zwar ass et aus enger Question parlementaire, déi nach méi nei ass wéi eis, vum Här Paul Galles vum Januar 2022. Am Moment hutt Der 40 Gebaier mat Solar- an 19 mat Solarthermieanlage vun 1.500 Gebaier.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat mécht 4 % laut Ärer Äntwert op déi Question parlementaire, vun de Parkplazen net ze schwätzen. Vun den Heizunge war d'Fro, do hutt Der zwar intelligent geäntwert, fir keng Zuele mussen ze soen, d'Majoritéit vun den Heizunge géif nach mat fossiller Energie fonctionéieren. Dofir hunn ech virdrun de Punkt gemaach, dass ech frou sinn, dass en Ëmdenke kënnt an dass mer méi wéi 4 % Solar op den Diecher vun dem Staat kréien.

Merci.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dir hutt och, wann Dir interesséiert sidd: Mir kruten eng Kéier an der Chamberskommissioun – ech weess net, ob Der deemools do waart – vu Bâtiments publics eng ganz detailléiert Bestandsopnam presentéiert, mat all de Gebaier, déi Der elo opgezielt hutt, déi 1.000... Dat kléngt jo elo natierlech extreem dramatesch, wann een da seet, 4 % dovunner, mee do hat Der och d'Altersstruktur vun de Gebaier an och wéini wat gebaut ginn ass, an da musst Der dat jo vergläichen, Här Goergen, mat dem Zäitraum, vu wéini un d'Solarenergie op den Haiser iwwerhaapt ugefaangen huet. Jo, da musst Der ...

(Interruption par M. Serge Wilmes)

Gelift? Wat sot Der do gär, Här Wilmes?

(Interruption par M. Serge Wilmes)

Si mer elo am Stater Gemengerot?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Ech fäerten, mir sinn elo net méi bei de Grands projets d'infrastructure.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech hu kee Problem, wann den Här Wilmes och nach eng Gemengerotssëtzung hei wëllt weiderféieren.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, mir si lo net méi bei dem Ordre du jour vun haut de Mëtteg an den Ordre du jour vun haut de Mëtten sinn d'Grands projets d'infrastructure!

M. Sven Clement (Piraten) | Dir waart jo och emol an deem Gemengerot, Här Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, ben, ...

(Interruption)

Gelift?

Une voix | Sidd dach e bësse flexibel, Här Minister!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech si flexibel. Also, ech hu gutt Zäit, ech hunn den Owend näischt vir an ech hunn ...

(Hilarité)

Ech sinn den Owend ... Wann Dir och esou gutt Zäit hutt, da kënne mer nach e bësse weiderfueren, kee Problem.

Nee, Här President, ech hu just ... Nach ee Saz, da schléissen ech domadder of. Ech wëll d'Deputéiert net ze vill ophalen. Wéi gesot, et brauch een nëmmen dat ... dat Dokument, dat ass nach erofluedbar bei der Chamber, da kann ee sech dat do ukucken, da gesäit een d'Altersstruktur vun de Gebaier an da gesäit een, datt dat, wat mer maachen a wat d'Bâtiments publics mécht, zënter datt et Méiglechkeete gëtt, fir Solaranlagen op en Daach ze leeën, eigentlech eng ganz gutt Aarbecht ass. Déi wäerte mer kënne beschleunegen an den nächste Joren duerch de Fait, datt mer och vill Neies bauen a well mer och e grousse Programm hunn, fir kënnen ze investéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Minister fir déi zousätzlech Prezisiounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir mussen dann nach zum Vott vun de Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der Madamm Chantal Gary deposéiert ginn ass. Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen? Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen!

Une voix | Nee, nee!

M. Fernand Etgen, Président | Nee, de Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 1

Da komme mer zum Vott vun dëser Motioun. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty (par Mme Carole Hartmann) et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Marc Goergen deposéiert ginn ass, an där gefrot gëtt, eng Entscheedung ze huelen, fir en Tunnel ënnert dem Rond-point beim LMA ze bauen. Wëllt nach

een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci fir d'Wuert a merci fir d'Motioun. Jo, ech géif proposéieren, déi heiten de Moment nach net unzehuelen. Wéi den Här Minister elo grad gesot huet, ass et en vue am PNM an do misste fir d'éischt Etüde gemaach ginn an et ass eeben aktuell ze fréi, fir elo do eng Entscheedung ze treffen. Dat heescht, et ass besser, mir waarden déi Etüden of, an da kënne mer gären nach eng Kéier iwwert déi Streck schwätzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gary. Da freet nach den Auteur vun der Motioun d'Wuert. Nee, fir d'éischt den Här Wolter Michel opgrond vun dem Wonsch vum Här Goergen.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, dann ass dem Här Goergen säi Wonsch mir Befeel.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Hien ass den Auteur vun der Motioun.

M. Michel Wolter (CSV) | Ma jo, ma jo. Also, Här President, a mengen Aen ass déi Motioun hei eigentlech d'Spigelbild vu villen Aspekter, wéi mer Politik hei zu Lëtzebuerg bedreiwen, well de Problem am Südweste vum Land, wat d'Verkéiersféierung am motoriséierten an net motoriséierte Verkéier ubelaangt, dee besteet net an engem Rond-point, mee e besteet eigentlech an engem nationale Konzept, dat sech da regional a lokal ëmsetze loosse soll. Dat heescht, eng Decisioun ze huelen, fir hei e Rond-point ze bauen, bréngt eigentlech iwwerhaapt näischt an där dach weesentlech méi grousser Problematik, wéi mer an Zukunft d'Verkéiersgestaltung am Südweste vum Land wëlle maachen.

De PNM gëtt eng ganz Rei vun Äntwerten, muss ech wierklech soen. Ech hunn dat éfters scho gesot, dass et a mengen Aen en Dokument ass, dat eng ganz Rei vun Äntwerte gëtt, mee et hänkt awer dervun of, wéi een et ëmsetzt. Et huet net ganz vill Sënn, fir e Plan national de mobilité 2035 ze maachen, an deem eng ganz Rei Saache fir déi Géigend vum Land stinn, an dann awer an der Exekutioun an deenen eenzele Ressortministèren eigentlech net virunzekommen.

An ech soen, fir déi Regioun do stinn dräi, véier Saachen am PNM, déi richtungsweisend wieren, wa se da bis 2035 ëmgesat wieren. Dat eent, dat ass den Ausbau vun der Collectrice du Sud op véier Spuere Richtung Grenz vun der Biff un. Dozou gehéiert dee Rond-point, fir déi Leit, déi sech net esou an deem Eck erëmkennen, mee genausou, wéi an der Question parlementaire beäntwert, bréngt et näischt, fir eng Unterfürung ënnert engem Rond-point ze maachen, wann een déi zwee Rond-pointen hannendrun an déi dräi Saache virdrun net esou gestalt, dass et do fléisst. Da verlagert een de Problem eigentlech just ëm 100 oder ëm 150 Meter.

Et gëtt en zweete ganz wichtege Punkt fir deen Deel vum Eck, deen zwar schonn net méi an eisem läit, dat ass d'Entrée vun Esch. D'Sortie vun der Collectrice bei der Entrée vun Esch an d'Neigestaltung dovunner huet e weesentlechen Impakt op d'Verkéiersgestaltung am Südweste vun eisem Land, d'Kombinatioun also vun deenen doten zwou Mesuren.

Da kënnt eng drëtt Mesure derbäi, an dat ass d'Ëmsetzung vun deem, wat ech entre-temps, no deenen neie Pläng, déi komm sinn, net méi de „Contournement vu Käerjeng", mee eng „Ortsverbindungsstrooss am Südwesten" nennen, well de Plang nämlech doduerch substanziell modifizéiert ginn ass, dass den Haneboesch soll matugeschloss ginn un déi Strooss an domadder eng konsequent Entlaaschtung vun dem Schwéierverkéier duerch d'Uertschaften Déifferdeng, Nidderkuer, Péiteng, Käerjeng, Suessem an esou weider.

Duerch de Fait, dass déi dräi Saachen zesumme géife gestalt ginn a mat engem véierten neie Projet, deen och am PNM dran ass, nämlech d'Verleeung vun enger direkter Zuchverbindung vun Déifferdeng iwwer Käerjeng an d'Stad, déi dann och an deem Deel vum motoriséierten ëffentleche Verkéier eng substanziell Reduktioun vun de Farzäite vun de Leit ëm schätzungsweis zéng bis 15 Minutte Richtung Stad an owes heem géif mat sech bréngen. Doduerch léise mer de Knuet, dee mer am Südwesten hunn.

Da kënnt natierlech nach derbäi, dass mer da Richtung Dippech musse weider reduzéieren, mee déi véier Punkten hei, déi sinn intelligiblement zesummegestréckt fir sécherzestellen, datt, wann ee gären hätt, dass net 30.000, 35.000 Autoen all Dag duerch d'Uertschafte weiderfueren, datt, wann ee gären hätt, datt, wann eng Strooss zou ass an der Allerhellegevakanz, dann an engem ganzen Deel vum Land den Auto net méi vijenzeg an hannerzeg kënnt an d'Leit bis zu enger Stonn brauchen, fir zwee Kilometer ze maachen.

Et sinn déi Mesuren, déi alleguerten zesummen hëllefen. An dat, wat hei ass, dat ass e ganz klengen Deel, deen awer nëmmen eppes bréngt – dofir kënne mer déi Motioun hei stëmmen –, well et en Deel ass vu ganz ville Saachen. Mee si bréngt individuell näischt, wa se net an e Konzept passt, dat awer um Dësch elo läit. Dat muss ech wierklech soen, d'Konzept läit um Dësch. Mee de grâce, Här Minister, de grâce, Dir Dammen an Dir Hären an der Regierung, do kënnt Der, Här Minister, nach villes maachen, ier Der Ärer Wee gitt.

Dir hutt dat jo elo gesot: Dir kënnt nach villes maachen. Dir kënnt souguer an engem Dossier, deen eis hei zu enger ganzer Rei ganz staark um Häerz läit, virun deenen nächste Walen nach Decisiounen huelen, déi richtungsweisend sinn, fir dass mer nämlech endlech aus där drëtter Case vun néng Casen fir de Bau vun der Ortsëmgeeungsstrooss Käerjeng, dee säit 2018 hei an enger selwechter Prozedur wéi där heiter gestëmmt ginn ass, an an engem Projet de loi gestëmmt ginn ass, an déi véiert Case an dann an déi fënneft Case kommen an iergendwann eng Kéier an d'Realisatioun vun deem Ganzen.

An da wollt ech fir ofzeschléissen op Wonsch vun zwee vu menge Schäffen eng Kéier soen, datt de Bobësch net Natura 2000 ass, datt de Bobësch ganz eleng an exklusiv um Territoire vun der Gemeng Käerjeng läit an dass de Proprietär vum Bobësch d'Gemeng Käerjeng ass. Dat hunn ech gesot, well déi Leit vun RTL, vun aneren, vum „Lëtzebuerger Wort", déi reegelméisseg iwwert de Bobësch schreiwen, reegelméisseg Saachen iwwert de Bobësch schreiwen, déi absolutt kenger, weeder juristescher nach geografescher, Realitéit entspriechen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter. Dann hat den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Merci, Här President. Dat am PNM, dat steet dran, ech hunn dat nämlech extra virdrun nach gekuckt. Do steet awer zimmlech vag, wéi Der dat och virdru gesot hutt: „Der Ausbau der Avenue de l'Europe [...] wird den Transitverkehr vom Zentrum von Pétange fernhalten." Wéi gesot, et ass kee Projet do. An haut ass eeben de Moment, wou déi Etüden, déi 52, beschwat gi sinn, dofir war et fir eis kloer, och op deem Punkt fir Entlaaschtung ze suergen.

Et ass richteg, et kënnt och nach e Rond-point Richtung Frankräich duerno. Zwee Rond-pointe virdrun hunn awer déi Ënnerféierung. Et ass just deemools den drëtten aus budgetäre Grënn net gebaut ginn, wou mer awer haut Budget hätten, staatsméisseg gesinn, an da wär et schonn eng Entlaaschtung!

Ech verstinn Är Logik, dass déi Rond-pointen a Frankräich herno kommen, mee op d'mannst déi Rondpointen op Lëtzebuerger Säit, wou deemools dräi geplangt ware mat engem Tunnel drënner an zwee just realiséiert gi sinn, wou mer eis elo erëmfannen, dass eng A13 op engem Rond-point endegt, dofir hu mer haut déi dote Motioun matbruecht, fir eeben eng passend Etüd – da wären et 53 Projete gewiescht – auszeschaffen, fir eeben de Raum Péiteng, Käerjeng ze entlaaschten.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da geet d'Wuert un den Här Minister François Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo. Merci, Här President. Vu datt den Här Goergen de leschte Riedner war, hat ech virdrun keng Chance, fir d'Motiounen ze liesen ze kréien. Ech hu se elo mol gelies an ech muss awer soen: Ech wëll dem Här Wolter e grousse Merci soen, well den Här Wolter huet am Fong alles exzellent erkläert, besser hätt ech et net kënnen erklären, wat d'Philosophie ass vun deem Eck. An duerfir, well ech awer kee Frënd sinn dervunner, fir esou Stéckermotiounen unzehuelen, esou Stécker wéi dat heiten, mengen ech, datt dat net vill bréngt.

Mir wäerten iergendwann eng Kéier – wéi gesot, dat ass ganz sécher d'nächst Regierung, dat ass net méi an dëser Legislaturperiod –, wann déi Etüden all ofgeschloss sinn iwwert déi Puzzlestécker, déi nach feelen, e Gesamtpackage hei an där Chamber diskutéiere mussen. À voir, wéi dat dann ausgeet. Ech mengen, datt et net glécklech ass, wa mer ufänken, elo andauernd Motiounen iwwer eenzel Rond-pointen unzehuelen. Dat bréngt eis net schrecklech weider.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da kéime mer bei d'Motioun Nummer 3, an där gefrot gëtt, virun ze kucken, do, wou et méiglech ass, de Wi-Fi an den Zich vun den CFL ze realiséieren. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci fir d'Wuert. An hei och nach eng Kéier merci fir d'Motioun. An der Kommissioun hate mer jo och schonn ugeschwat, dass et um Schinnennetz ëmmer nach Plaze gëtt, wou een eebe kee Reseau huet. An hei ass eeben d'Demande, dass de Wi-Fi soll ënnerstëtzt ginn. An et ass eng gutt Saach an eng gutt Iddi, fir dass virun allem och d'Qualitéit fir den Zuchfuerer doduerjer an d'Luucht geet, dass eeben iwwerall soll Wi-Fi respektiv en Internetreseau sinn. An dofir géif ech soen, dass mer dës Motioun unhuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gary. Dann huet nach den Här Mobilitéitsminister François Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, d'Chamber mécht selbstverständlech, wat se wëllt. Ech hunn och eigentlech kee Problem, wann d'Chamber déi Motioun hei unhëlt. Ech sinn e bësse verwonnert iwwert dat, wat awer drasteet an den Dispositiffen, well den Här Goergen war an der Kommissioun, an do huet en dem Här Werdel vun der CFL déi Froen all gestallt, an deen huet em och d'Erklärunge ginn an och souwisou dat confirméiert, wat an de Fuerderungen hei vun de Piraten steet. Also, et ass am Fong … hei ginn oppen Dieren agerannt. Hien huet em virun allem awer vill Erklärunge gi par rapport zu dem Fait, firwat et um Netz selwer am Moment ganz schwiereg ass, fir iwwerall e leeschtungsfäege Wi-Fi ze hunn.

Dat ass net, well de Wëllen do net besteet, mee well et nach eng Rei technesch Problemer gëtt. Ech wëll Iech dat awer elo hei erspueren, soss sëtze mer nach eng hallef Stonn hei, fir dat ze erklären – mir hu jo Zäit –, mee den Här Werdel huet awer och erkläert, wat d'CFL amgaange sinn, ze iwwerleeën ze maachen, fir do um Niveau vun der Technik deem entgéintzetrieden, datt et zum Beispill do, wou d'Couverture 5G schlecht ass oder iwwerhaapt net do ass, de GSM schlecht ass, wat natierlech en Impakt huet heirobber, awer entre-temps technesch Léisunge gëtt, fir deem entgéintzetrieden a fir dat kënnen ze maachen.

Also, wéi gesot, hei ginn oppen Dieren agerannt. Et ass souwisou dat, wat d'Philosophie ass bei den CFL, fir dat ze maachen. Duerfir kann d'Chamber dat wéinst menger och roueg unhuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister. D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci och. Merci fir de positive Feedback. Effektiv hat ech mam Här Werdel Diskussiounen an der Kommissioun. An do war jo d'Diskussioun och komm, dass et nach net iwwerall méiglech wär, well entweeder nach kee Stroum läit oder et kengem Operateur méiglech ass, 4G oder 5G ze maachen. Dofir hunn ech d'Motioun esou ëmgeschriwwen, dass mer elo do, wou et eeben am Moment, Stand haut, scho méiglech ass, wou Stroum läit an en Handyreseau ass, de Wi-Fi an den Zich maachen. Dat war eeben de Kompromëss, deen ech no deem Gespréich an der Kommissioun elo haut matbruecht hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech spieren, datt mer eis jo alleguer eens sinn. Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 3

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 13., 14. a 15. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.03 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Pénurie de gaz russe	6703	Fred Keup	84
Partage de la valeur des énergies renouvelables	6759	Gusty Graas, Max Hahn	84
Remise carburant	6770	Marc Goergen	84
Électrification du secteur agricole	6875	François Benoy, Jessie Thill	84
Problèmes du transport scolaire dans la « Nordstad »	6877	Martine Hansen, Aly Kaes	85
Coordinateur sportif des communes	6878	Gusty Graas, Claude Lamberty	85
Sanctions envers la Russie	6879	Fernand Kartheiser	85
Échange d'informations entre le Fonds national de solidarité et les communes	6880	Laurent Mosar	86
Problème sur la ligne ferroviaire 10	6881	André Bauler	86
Procédures au sein des offices sociaux	6882	Marc Spautz	87
Fin de la pandémie	6883	Jeff Engelen	87
Guerre entre la Russie et l'Ukraine	6884	Gusty Graas	87
Incident à l'usine de biogaz à Gonderange	6885	Cécile Hemmen	87
Digitalisation dans le secteur de la santé	6887	Carole Hartmann, Gilles Baum, Gusty Graas	88
Prix des pellets	6888	Cécile Hemmen, Francine Closener	89
Décharge pour déchets inertes Hosingen	6889	Emile Eicher, Martine Hansen, Aly Kaes, Jean-Paul Schaaf	89
Nouveau bâtiment du CGDIS dans le canton de Clervaux	6890	Carlo Weber	90
Tracé du contournement Hesperange–Alzingen	6891	Marc Lies	90
Dépistage du cancer du sein	6892	Carole Hartmann	90
Canicule 2022	6893	Cécile Hemmen	91
Gratuité des manuels scolaires	6894	Martine Hansen	92
Mobibus	6895	Max Hahn	92
Bois utilisé dans les chaudières à granulés	6896	Myriam Cecchetti	93
Éligibilité pour la prime énergie	6898	Myriam Cecchetti	93
Heures d'ouverture des bureaux de la CNS à Grevenmacher	6899	Léon Gloden	94
Espaces de travail partagés	6900	Dan Biancalana	94
Permis de port d'armes	6901	Dan Biancalana	95
Manque de décharges pour déchets de construction	6902	Martine Hansen	95

Stages en médecine	6903	Martine Hansen, Claude Wiseler	95
Délais d'attente IRM	6904	Mars Di Bartolomeo	96
Mise en œuvre du « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA)	6905	Mars Di Bartolomeo	96
Manque de décharges pour déchets de construction	6906	Max Hahn	97
Centres de collecte	6907	Martine Hansen	97
Couverture universelle des soins de santé	6909	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	97
Fuite auprès d'un pipeline de kérosène à Echternacherbrück	6924	Carole Hartmann, Gusty Graas	98
Projet couverture universelle des soins de santé	6927	Sven Clement	97
Session ordinaire 2022-2023			
Négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux	7935 urgente	Marc Spautz	98

Pénurie de gaz russe | Question **6703** (24/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De belsche Regierungschef Alexander De Croo gëtt am Kader vun de Sanktioune géint Russland mat der Ausso zitéiert, datt d'EU-Länner „fënnef bis zéng Joer" mat engem schwierege Wanter kéinte konfrontéiert ginn. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6042 huet den Här Energieminister awer nach dat hei geschriwwen: „Verschidde Länner an Osteuropa, awer och Däitschland an Éisträich, si méi vu russeschem Äerdgas ofhängeg wéi beispillsweis Lëtzebuerg respektiv d'Belsch, mat deene Lëtzebuerg eng gemeinsam Maartzon bilt."

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Fro stellen:

– Deelt den Här Energieminister déi aktuell Aschätzung vum belsche Premierminister? Falls jo, goufen déi Lëtzebuerger Noutfallpläng mëttlerweil entspriechend ugepasst?

Réponse (30/09/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

D'Lëtzebuerger Regierung deelt d'Aschätzung vum belsche Regierungschef De Croo, datt d'EU-Länner wuel eng länger Zäit mat Versuergungsproblemer am Gas konfrontéiert wäerte ginn. An et wäert och esou sinn, datt verschidde Länner an Zentral- an Osteuropa, déi méi vu russeschem Äerdgas ofhänke wéi beispillsweis Lëtzebuerg respektiv d'Belsch, riskéieren, méi Schwieregkeeten ze kréie wéi déi Länner, déi manner op russesche Gas ugewise sinn.

Lëtzebuerg huet, souwéi all Memberstaat, en Noutfallplang am Gas eng éischte Kéier 2012 opgestallt konform zum EU-Reglement Nr. 994/2010, dat spéider duerch d'Reglement 2017/1938 iwwert d'Versuergungssécherheet am Gas ersat ginn ass, an all 2 Joer à jour gesat muss ginn. Déi lescht Versioun vum Noutfallplang vum Oktober 2020 ass amgaangen ugepasst ze ginn, fir der aktueller Kris, déi duerch den Ugréffskrich vu Russland an der Ukrain ausgeléist gouf, an der eventueller Noutwennegkeet vu méi laangfristege Kierzunge Rechnung ze droen. Am Noutfallplang wäerte souwuel fräiwëlleg wéi och obligatoresch Mesurë virgesi ginn, fir de Gasverbrauch bei all de Kategorië vu Verbraucher jee no Gravitéit vun der Kris ze reduzéieren. Den ugepasste Plang muss bis spéitstens Enn Oktober op Bréissel notifiéiert ginn, sou wéi d'EU-Reglement 2022/1369 iwwert koordinéiert Moossname fir d'Erofsetze vum Gasverbrauch dat virgesäit.

Partage de la valeur des énergies renouvelables | Question **6759** (01/09/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

En France, le projet de loi relatif à l'accélération des énergies renouvelables prévoit un « partage de la valeur des énergies renouvelables », qui obligerait les exploitants d'éoliennes à verser une remise aux résidents et communes à proximité. Le but de cette mesure serait de réduire l'opposition aux nouveaux projets dans le domaine des énergies renouvelables et d'accélérer la transition énergétique.

En Irlande, une mesure pareille existe déjà : lors des appels d'offres éoliens, les lauréats doivent payer 1.000 € par an aux ménages vivant à moins de 1 km des éoliennes.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de ces mesures ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une mesure pareille au Luxembourg pourrait contribuer à l'accélération de la transition énergétique et de la construction de projets d'énergies renouvelables ?

Réponse (05/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Le ministère est au courant que différents pays mettent en œuvre diverses mesures spécifiques afin que les particuliers puissent bénéficier (financièrement) du développement des énergies renouvelables, tel que les exemples cités en France et en Irlande. Les mesures citées dans la question parlementaire s'inscrivent dans le plan REPowerEU présenté par la Commission européenne le 18 mai 2022 qui prévoit entre autres une expansion plus rapide des énergies renouvelables et comprend également des recommandations pour simplifier et accélérer les procédures d'approbation. Dans ce cadre, le Ministère de l'Énergie travaille constamment sur des mesures pour accélérer le développement de toutes les technologies renouvelables comme l'éolien, le photovoltaïque, la géothermie et le biogaz.

ad 2) Dans une réponse à la question parlementaire n° 6609, le ministre a déjà indiqué que la plupart des sociétés actives dans l'éolien donnent à la fois à la commune d'implantation et à ses habitants l'opportunité d'acquérir des parts dans la société exploitant le futur parc éolien.

Le ministre salue que le développement de l'éolien dans le contexte national se fasse en règle générale avec la participation citoyenne locale. En outre, le ministère est en train d'analyser les possibilités de prévoir des dispositions légales pour assurer cette participation.

Remise carburant | Question **6770** (06/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Eng Etude vum Dieter Ewringmann vun 2016 am Optrag vum Ministère fir nohalteg Entwécklung huet erginn, dass den Tanktourismus de Staat all Joer 3,5 Milliarden Euro kascht bei Recettë vun 2,1 Milliarden. Am Abrëll ass dunn den Tankrabatt vu 7,5 Cent beim Diesel a Bensinn a Kraaft getrueden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wann den Tankrabatt an déi Berechnunge mat afléisst, wéi vill huet den Tanktourismus de Staat aktuell pro Mount kascht?

2. Ëm wéi vill wäert den Tankrabatt de Staatsbudget op d'Joer gesi beaflossen?

3. Mat wéi enge Gelder sollen dës zousätzlech Käschte gedeckt ginn?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

D'Etüd aus dem Joer 2016 vum Dr. Ewringmann (am Optrag vum deemolege Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen) huet déi externaliséiert Ëmweltkäschte vun 3,5 Mia. Euro no der deemoleg gëlteger „Methodenkonvention 2.0 zur Ermittlung von Umweltkosten" vum däitschen Umweltbundesamt berechent. Aktuell ass et net virgesinn, eng Mise à jour vun dëser Studie ze maachen.

Zum Bilan vum „Tankrabatt", dee jo just vum 13 Abrëll 2022 bis Enn August 2022 en vigueur wor, ass festzestellen, datt dës Mesure een Déchet fiscal vun 13,7 Mio. Euro fir de Bensinn, an 42,3 Mio. Euro fir den Diesel generéiert huet. Insgesamt huet d'Mesure de Staat eng 56 Mio. Euro kascht.

Ouni dës Mesure, déi vun der Regierung décidéiert gi war, am Kontext vun de Mesuren, déi ons Nopeschlänner en place gesat haten, wier d'Vente awer nach méi gefall, an domadder konnt den Ausfall bei de Recetten opgefaange ginn.

De sougenannten „Tankrabatt" war deemno ee Kompromëss, duerch dee par rapport zu dëser Alternativ keng zousätzlech Käschte fir de Staat entstane sinn.

Électrification du secteur agricole | Question **6875** (21/09/2022) de **M. François Benoy** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Face à la crise climatique, il est essentiel de réduire les émissions CO_2 à travers tous les secteurs. L'agriculture peut jouer un rôle important par l'électrification des machines agricoles. De nombreux fabricants de machines agricoles proposent déjà des modèles électriques.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il le potentiel de l'électrification du secteur agricole ? Quelles machines peuvent déjà être remplacées par des machines électriques ?

2) Existe-t-il une stratégie pour avancer l'électrification du secteur agricole ? Dans l'affirmative, comment l'électrification sera-t-elle soutenue ?

3) Le secteur sera-t-il incité au travers de subsides afin de renouveler les flottes par des machines électriques ?

Réponse (07/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) L'électrification prend de plus en plus d'importance dans de nombreux domaines. La promotion de l'électromobilité est un élément-clé des efforts de décarbonatation du secteur des transports. Dans le secteur agricole, viticole et horticole, l'électrification des engins agricoles gagnera en importance.

De nombreux constructeurs s'occupent du sujet ; cependant, il y a encore une absence notable d'alternatives aux modèles à propulsion thermique sur le marché. Beaucoup d'engins agricoles (tracteurs, moissonneuses, ensileuses, ...) électriques sont actuellement au stade de prototype. Par ailleurs, ils présentent encore des manquements en matière d'autonomie et engendrent des coûts plus élevés par rapport aux engins thermiques.

Jusqu'à présent, le marché ne proposait que des solutions alternatives pour des engins plus petits et moins puissants nécessitant une autonomie plus courte, comme par exemple des chargeurs de ferme ou des mélangeuses. En viticulture, une commercialisation d'un tracteur interligne électrique est prévue pour 2024.

ad 2) Étant donné que le marché des machines agricoles ne présente actuellement que peu d'alternatives au moteur à combustion, aucune stratégie visant à promouvoir l'électrification dans l'agriculture n'a encore été développée.

ad 3) La loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit des aides aux investissements dans les exploitations agricoles. Des aides peuvent être accordées pour des biens meubles, y compris des engins électriques.

Problèmes du transport scolaire dans la « Nordstad » | Question **6877** (21/09/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Aly Kaes** (CSV)

Laut eisen Informatioune gëtt et aktuell massiv Schwieregkeete beim Schülertransport an der Nordstad (Ettelbréck an Dikrech).

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

– Huet den Här Minister Kenntnis vu gréissere Schwieregkeete beim Schülertransport an der Nordstad (Ettelbréck an Dikrech)?

– Ass den Här Minister bereet, kuerzfristeg d'Problemer am Detail ze erfaassen a Léisungen ze proposéieren?
• Wa jo, wéi eng Léisunge proposéiert den Här Minister an a wéi engem Zäitraum?
• Wann net, wéi argumentéiert den Här Minister seng Zréckhalung?

– Ass den Här Minister sech bewosst, dass duerch dës Situatioun vill Jugendlecher mussen op den Auto zeréckgräifen?

– Ass den Här Minister gewëllt, déi Jugendlech, déi sech net kënnen op den éffentlechen Transport verloossen, op déi eng oder aner Aart a Weis ze ënnerstëtzen?
• Wa jo, wéi géif dës Ënnerstëtzung ausgesinn?

Réponse (24/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert gräifen de Sujet vum Schülertransport op, a spezifesch deen am Norde vum Land.

Ech erlabe mer, op meng Äntwert fir déi erweidert parlamentaresch Fro N° 0161 vum honorabelen Deputéierten André Bauler zum ëffentlechen Transport an der Nordstad ze verweisen, déi den 18. Oktober 2022 an der Séance plénière am Parlament beschwat gouf.

Jo, et goufe Verspéidunge vun de Schoulbusse Richtung Nordstad am Ufank vun der Schoulrentrée festgestallt. Dëse Phenomeen trëtt bei all Rentrée op. Meng Servicer kréie ganz vill Detailer mat, si gi selwer d'Arrivéeë bei de Schoule kontrolléieren, si hunn en Ableck op all eenzel Busfaart duerch d'Echtzäitdaten, huele Reklamatiounen entgéint, a reagéieren ëmmer esou kuerzfristeg wéi et geet, fir Léisungen ze proposéieren. Deementspriechend goufen d'Horairë vun de betraffene Schoullinne kuerz no der Rentrée ugepasst, fir dës Schwieregkeeten ze behiewen.

Ech rappeléieren awer och, datt de Reseau vum RGTR landeswäit, also och am Norden, developpéiert gouf, an ab 4.00 resp. 5.00 Auer mueres schonn en dichte Service ubitt. Och de Schoulbusreseau gouf verbessert, mat Upassungen, fir de Besoine vun de Schüler gerecht ze ginn. All aner Ënnerstëtzung läit net am Kompetenzberäich vu mengem Ministère.

Coordinateur sportif des communes | Question **6878** (21/09/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. Claude Lamberty** (DP)

L'État a signé avec plusieurs communes et syndicats intercommunaux des conventions concernant la mise en place d'un concept intégré permettant notamment aux enfants de 0 à 12 ans de profiter d'un développement moteur adapté et à la population de bénéficier d'une offre sportive de qualité. Dans ce cadre les communes et syndicats sont encouragés entre autres d'engager un coordinateur sportif.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

– Combien de communes et syndicats ont signé ladite convention jusqu'à ce jour ?

– Comme il est stipulé dans l'article 5, cette convention est conclue seulement pour une durée de 3 ans. Partant est-ce que cette durée limitée ne risque pas dans certains cas d'entraver le bon déroulement du concept estimé ?

– Sur quels critères est basée cette durée ?

– Est-ce qu'il ne faudra pas prévoir dans la convention une tacite reconduction ou un autre moyen de la renouveler, afin d'offrir aux communes et syndicats une plus grande sûreté dans la planification à moyen et long terme de leurs politiques des sports locaux respectivement régionaux ?

Réponse (25/10/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

À ce jour, cinq conventions ayant trait à l'engagement d'un coordinateur sportif dans les communes, voire syndicats de communes ont été conclues. Des discussions sont actuellement en cours avec d'autres entités communales en vue de l'engagement d'un coordinateur sportif.

Toutes ces conventions signées par les parties prenantes sont conclues pour une durée de trois ans, l'État assurant le paiement de sa participation aux frais salariaux du coordinateur sportif jusqu'au terme de la convention.

Le but de cette initiative, qui trouve son origine dans les plans de relance mis en place pour soutenir le sport luxembourgeois dans le contexte de la pandémie, et en particulier pour ce qui est de cette action, le secteur communal, était de supporter les communes dans la mission leur conférée par la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport en matière d'appui de la pratique du sport au niveau local.

Convaincu que la durée de trois ans ne met pas en péril le concept élaboré par les entités communales conventionnées, il n'est pas exclu qu'un avenant auxdites conventions puisse prolonger le terme de ces dernières et ce après une évaluation des concepts par les parties prenantes, sous réserve des moyens budgétaires disponibles.

Sanctions envers la Russie | Question **6879** (22/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Kader vun de Sanktiounen, déi säit dem 24. Februar dëst Joer vun der EU, dem Vereenegte Kinnekräich an de Vereenegte Staate géint déi Russesch Federatioun erlooss goufen, goufen och eng Rei Verméigenswäerter vu russesche Privat- a moralesche Persoune beschlagnaamt. Am Artikel „Les sanctions au regard du droit", deen den 2. September am „Lëtzebuerger Land" publizéiert gouf, gëtt d'Fro opgeworf, ob déi genannte Sanktioune konform zu enger Rei bilateralen Investitiounsschutzofkommes sinn a vun de Sanktioune betraffe physesch a juristesch Persounen déi responsabel Staate méiglecherweis iwwert de Wee vun internationale Schiidsgeriichter ëm Indemnitéite kéinten usichen. Am Fall vu Lëtzebuerg kéint esou eng Situatioun potenziell aus dem Investitiounsschutzofkommes vun 1989 souwéi aus der Energiecharta ervirgoen.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6613 schreift d'Regierung zu der Legalitéit vun de Sanktiounen, déi säit dem 24. Februar vusäite vun der EU géint déi Russesch Federatioun verhaange goufen, dat hei: „Zënter der russescher Aggressioun géint d'Ukrain sinn dës Sanktiounen a bis elo siwe successive Päck verschäerft ginn. Méi spezifesch sinn d'EU-Reglementer 269/2014 an 833/2014 iwwerschafft ginn. Et ass och nach e spezifesche Regimm fir déi zwou besaten Oblasten Donetsk a Luhansk dobäikomm, dee wirtschaftlech Restriktioune fir dës Regioune virgesäit:

– EU-Reglement 263/2022 betreffend restriktiv Moossnamen als Äntwert op d'Unerkennung vun den net regierungskontrolléierte Gebitter vun den ukrainesche Regiounen Donetsk a Luhansk an den Uerder un d'russesch Arméi, an dës Géigenden anzefalen.

Et handelt sech am EU-Reglement 269/2014 ëm individuell Sanktiounen, déi en Afréiere vum Verméigen an e Reesverbuet virgesinn, souwéi ëm wirtschaftlech Sanktiounen am EU-Reglement 833/2014. Zilgruppe vun individuelle Moossname sinn am Artikel 3 vum EU-Reglement 269/2014 festgeluecht."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob d'Lëtzebuerger Participatioun un deenen zitéierte Sanktiounsregimmer vun der EU op hir Konformitéit zu deene verschiddenen Investitiounschutzofkommes mat der Russescher Federatioun juristesch gepréift gouf a wéi eng Erkenntnesser dobäi fonnt goufen?

2. Kann d'Regierung matdeelen, ob déi Lëtzebuerger Participatioun un deenen zitéierte Sanktiounsregimmer vun der EU op hir textuell an normenhierarchesch Konformitéit zu weidere Bestëmmunge vum Vëlkerrecht gepréift gouf a wéi eng Erkenntnesser dobäi fonnt goufen?

3. Kann d'Regierung matdeelen, wéi eng Staaten, Organer, Institutiounen oder aner Organisatiounen (och privater Natur) am Kader vun der Opstellung vun dëse Sanktioune responsabel waren, fir eng „Schold" vu physeschen oder juristesche Persoune festzestellen, op där hirer Basis si sanktionéiert goufen?

Kann d'Regierung preziséieren, ob zu dëse „Feeler" och den Ëmstand kann zielen, gutt oder no Relatiounen zu der russescher Administratioun ënnerhal ze hunn, déi sech fir de Fonctionnement vum Geschäftsliewen a kengem Land wuel ganz vermeide loossen? Wa jo, wéi gëtt dës Proximitéit am Sënn vun enger Schold genee definéiert?

4. Kann d'Regierung elaboréieren, op wéi eng Manéier séchergestallt ass, datt am Kader vu Sanktioune virleefeg confisquéiert materiell Gidder kee Wäertverloscht erleiden, op wéi eng Manéier dëse festgestallt an dokumentéiert gëtt, an zu wiem senge Laaschten de Schued geet, wann déi entspriechend Gidder eng Kéier un déi urspréngleche Proprietären zeréckginn?

5. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Haftung dem Staat kann entstoen, falls confisquéiert finanziell Gidder e Wäertverloscht erleiden, deen ze vermeide gewiescht wier, wann se am Besëtz vum urspréngleche Proprietär bliwwe wieren? Kann d'Regierung preziséieren, ob an op wéi enger Berechnungsgrondlag de Proprietär vun de confisquéierte finanzielle Gidder Indemnitéite fir potenziell net realiséierte Benefisser géintiwwer dem Lëtzebuerger Staat kann an Usproch stellen?

6. Kann d'Regierung ënnert dem Respekt vum Dateschutz matdeelen, ob a wa jo iwwert wéi ee Wee opgrond vun de genannte Sanktioune bis ewell Schuedensersatzusprëch géint de Lëtzebuerger Staat virbruecht goufen?

Kann d'Regierung preziséieren, ob et sech bei den Auteure vun dëse Prozesser ëm physesch an/oder juristesch Persounen handelt?

7. Kann d'Regierung matdeelen, wéi si den Imageschued vun deene genannte Sanktioune fir d'Finanzplaz an den Investitiounsstanduert Lëtzebuerg beurteelt, wa Privatleit hei Gefor lafen, am Kader vu politesche Sanktiounen zu all Ablack kënne geschiedegt oder enteegent ze ginn?

Réponse (25/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

EU-restriktiv Moossname sinn en Instrument vun der Gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik (CFSP). Si si preventiver Natur an hunn als Zil, fir d'gemeinsam Objektiver ze förderen, déi am Lissabon-Vertrag festgeluecht gi sinn.

EU-Sanktioune gi vum Rot vun der Europäescher Unioun ugeholl, deen duerch Unanimitéit op Basis vu gemeinsam preparéierten Dossieren Entscheedungen hélt.

EU-restriktiv Moossname sinn am Aklang mam Vëlkerrecht souwéi mat den internationale Mënscherechtsobligatiounen.

Si sinn esou konzipéiert, fir negativ Konsequenzen ze minimiséiere fir déi, déi net verantwortlech si fir d'Politik oder d'Handlungen, déi zu der Adoptioun vu Sanktioune gefouert hunn. Et gëtt am Besonneschen drop Wäert geluecht, fir d'Konsequenzen op déi lokal Zivillbevëlkerung oder op d'legitim Aktivitéiten, déi am oder mat deem betraffene Land duerchgefouert ginn, ze minimiséieren.

EU-Moossname sinn ausserdeem administrativer an net strofrechtlecher Natur. An deem Kontext ass ervirzehiewen, dass am Kader vun den individuelle Sanktioune Verméigen agefruer gëtt an net enteegent gëtt.

Deementspriechend sinn och d'Revendicatiounen, déi kéinten op der Basis vun engem Investitiounsschutzofkommen opbruecht ginn, limitéiert. Prinzipiell ass net auszeschléissen, datt en Investisseur kéint géint Memberstaate virgoen. D'Analyse vun dësen Aspekter, déi zesumme mat den EU-Institutiounen an den anere Memberstaaten diskutéiert goufen, huet e Succès vun esou Prozeduren awer als net warscheinlech ageschat. Et goufe bis ewell och keng Schuedensersatzfuerderunge géint Lëtzebuerg opbruecht, weeder am Kader vun den aktuelle Sanktioune géint Russland nach a fréiere Sanktiounsregimmer, déi Lëtzebuerg iwwert déi leschte Joer ëmgesat huet.

Mir weisen den honorabelen Deputéierten ausserdeem op eis Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6613 hin, an där déi reegelméisseg Iwwerpréiwung vun de Sanktiounsregimmer an d'Rechter vun de sanktionéierte Persounen an Entreprisen duergeluecht goufen. Sanktionéiert Persounen an Entreprisen hunn d'Méiglechkeet, hir Observatiounen un de Rot vun der Europäescher Unioun ze schécken an d'Sanktiounen, dorënner hir Designatioun, virum Europäesche Geriichtshaff a Fro ze stellen. Dowéinst gëtt d'Rechtssécherheet fir Investisseuren zu Lëtzebuerg och duerch dëse Sanktiounsregimm net a Fro gestalt.

Wat den Image vun der Finanzplaz ugeet, esou ass et am Interessi vun den Acteuren zu Lëtzebuerg Entschlossenheet an der Adoptioun wéi och an enger effikasser Ëmsetzung vu Sanktioune géint Staaten a Persounen ze weisen, déi géint Wäerter vun der Unioun oder d'internationaalt Recht verstoussen. Et gëtt och drun erënnert, datt d'Sanktioune géint Russland d'Resultat si vun enger enker Koordinatioun um internationale Plang mat den enkste Partnere vun der EU. Bis dato goufe 5,5 Milliarden Euro un Avoiren agefruer, wat weist, datt Lëtzebuerg säi Rôle an der Ëmsetzung vun den EU-Sanktioune spillt.

Échange d'informations entre le Fonds national de solidarité et les communes | Question **6880** (22/09/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Nieft de staatlechen Aiden a Primme fir Privatleit am Kader vun der Präisdeierecht (Allocation de vie chère/prime énergie) bidden och d'Gemengen zousätzlech Hëllefen un. Dat an Zesummenaarbecht mat hire jeeweilege Sozialämter.

Mengen Informatiounen no gëtt et keen Informatiounsaustausch tëschent dem Fonds national de solidarité (FNS) an de Gemenge respektiv den Offices sociaux. Sou géifen d'Gemenge beispillsweis net déi néideg Informatiounen automatesch vum FNS iwwermëttelt kréien, déi et hinnen erlaben, de Leit, déi Allocatiounen auszebezuelen, déi hinne vun der Gemeng zoustinn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister stellen:

– Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass et keen Informatiounsaustausch tëschent Fonds national de solidarité a Gemenge respektiv Sozialämter gëtt?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

– Gedenkt d'Madamm Minister, dat ze änneren a méi eng enk Kooperatioun tëschent FNS a Gemengen en place ze setzen?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Den Informatiounsaustausch tëschent de Gemengen an dem Fonds national de solidarité (FNS) fonctionéiert esou, ewéi en am Artikel 8 vum Reglement vum Regierungsrot vum 19. November 2021 iwwert d'Allocation de vie chère fir d'Joer 2022 virgesinn ass.

Um Enn vum Joer informéiert den FNS d'Gemengen, datt si Donnéeë vun hire Beneficiairë kënne matgedeelt kréien, fir eng zousätzlech Allocatioun auszebezuelen. Um Enn vum Joer steet de Gemengen och den neie Formulaire vum nächste Joer am informatesche Programm GESCOM zu Verfügung.

Dësen Informatiounsaustausch geschitt och mat der Gemeng Lëtzebuerg.

Doriwwer eraus kréie Gemengen all Informatioune vum FNS iwwert Telefon an E-Mail, wat den Ausgang vun enger Demande ubelaangt, well dëst jo eeben duerch den Austausch, wéi am Artikel 8 virgesinn, méiglech ass.

Et sinn och Gemengen an Offices sociaux, déi froe schonn am lafende Joer, fir d'Informatioune vun de Beneficiairen ze kréien.

Zousätzlech zu dëser Demarche kritt all Beneficiaire vum vergaangene Joer den neie Formulaire ufanks Januar heemgeschéckt, sou wéi och am Artikel 8 virgesinn.

Den Informatiounsaustausch tëschent dem FNS an de Gemenge respektiv den Offices sociaux ass also en place a fonctionéiert.

Problème sur la ligne ferroviaire 10 | Question **6881** (22/09/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Den Zuch IC 15305 vu 7.16 Auer vun Ettelbréck an d'Stad ass an de leschten Deeg e puermol hannereneen annuléiert ginn. De Frust bei deene Leit, déi op dësen Zuch ugewise sinn, fir op d'Aarbecht, an d'Schoul oder soss e Rendez-vous ze fueren, ass verständlecherweis grouss.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Gëtt et aktuell infrastrukturell Problemer op der Linn 10 tëscht Ettelbréck a Lëtzebuerg? Hunn déi Problemer eppes mam Kautebaacher Tunnel, deen aktuell zou ass, ze dinn?

– Hunn d'CFL de Minister driwwer informéiert, ob et Problemer beim Matériel roulant gëtt? Wa jo, wat war genee d'Ursaach am prezise Fall vum IC 15305?

Réponse (26/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den 19. an den 20. September 2022 ass effektiv d'Faart vum Zuch IC 15305 tëschent Ettelbréck an der Stad ausgefall. Dës Ausfäll waren awer weeder op infrastrukturell Problemer am Zesummenhang mam Äerdrutsch am Tunnel Schieburg nach op Problemer beim Material zeréckzeféieren.

Den 19. September 2022 huet dësen Zuch missen aus betribleche Grënn suppriméiert ginn, dëst opgrond vun enger Barrièrestéierung zu Rolleng bei Miersch, déi den Zuchtrafick op der Linn 10 an an aus Richtung Lëtzebuerg erhieflech gestéiert hat.

Gréisser Retarden a Suppressioune vun enger Rei vun Zich ware bedauerlecherweis d'Konsequenzen.

Den 20. September 2022 huet dësen Zuch misse suppriméiert gi wéinst enger kuerzfristeger Krankmeldung vum SNCB-Lokféierer, dee fir dësen Zuch

ageplangt war. Duerch dee kuerzen Delai war et der SNCB leider net méi méiglech, fir ee Remplaçant fir dësen Zuch anzesetzen. Zënter dem 21. September 2022 ass dësen Zuch awer all Dag gefuer.

Procédures au sein des offices sociaux | Question **6882** (22/09/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An der Press huet d'Presidentin vun der Entente des offices sociaux rezent op deels schwéierfälleg Prozeduren am Ëmgank mat Demanden higewisen, wouduerch et dauere kann, bis d'Leit finanziell ënner d'Äerm gegraff kréien. Dobäi kéim de Personalmangel, heescht et weider. An deene respektive Bäiträg ginn awer och Suggestioune gemaach, wéi d'Situatioun kuerzfristeg kéint verbessert ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister riichten:

1. Kann d'Madamm Minister déi ugeschwate schwéierfälleg an zäitopwänneg Prozedure confirméieren?
– Wa jo, wat gedenkt d'Madamm Minister ze ënnerhuelen, fir dee ganzen administrativen Apparat ze acceleréieren, dëst am Interessi vun deene Leit, déi dréngend op déi gefroten Hëllef ugewise sinn?

2. Kann d'Madamm Minister deen ugeschwate Personalmangel confirméieren?
– Wa jo, wéi wierkt deen sech aktuell op den alldeegleche Betrib vun de Sozialämter aus?

3. Wéi eng Moossname gedenkt d'Madamm Minister ze huelen, fir dësem Personalmangel entgéintzewierken?

4. Wéi gesäit d'Madamm Minister d'Iddi vun engem Guichet social unique?

Réponse (12/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. De Staat mécht kontinuéierlech Efforten, fir seng administrativ Prozeduren a Formulairen ze vereinfachen an ze digitaliséieren. Wat de Familljeministère betrëfft, esou war och eent vun den Haaptziler vun der Reform vum Revenu d'inclusion sociale (REVIS), eng Simplification administrative erbäizeféieren.

ad 2. an 3. Verschidden aktuell Phenomeener, ewéi de sozio-ekonomeschen Impakt vun der Pandemie, déi héich Energiepräisser an awer och d'Wunnengspräisser, betreffe besonnesch Leit mat geréngem Akommes oder a prekäre Liewenssituatiounen. Den Office social ass oft déi éischt Ulafstell fir dës Leit: Hien informéiert a beréit si, ënnerstëtzt si an hiren Demarchen, fir datt si Accès zu de verschiddene soziale Mesuren a Prestatiounen hunn a kann de Leit och eng Aide matérielle accordéieren.

Duerch dës Defie wiisst natierlech och den Drock op d'Offices sociaux an dobäi kënnt, datt d'Tâche vum Assistant social méi komplex gëtt respektiv d'Betreiung vun engem Client méi Zäit an Usproch hëlt.

Een intensive Suivi ass awer d'Grondlag, fir d'Leit aus enger Schiflag erauszekréien a si sozial a finanziell ze stabiliséieren. Dowéinst ass et essenziell, déi Organismen ze ënnerstëtzen, déi sécherstellen, datt d'Leit déi néideg Moyenen hunn, fir kënnen dignement ze liewen.

Aktuell gesäit d'Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale vir, datt de Personalschlëssel bei engem Poste fir de sozialen Encadrement an 0,5 Poste fir dat administratiivt Personal pro 6.000 Awunner läit. Aus deem Grond huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun sech dofir agesat, datt de Personalschlëssel an den Offices sociaux ëm 50 % eropgesat gëtt, fir datt d'Offices sociaux gutt opgestallt sinn an den aktuellen Ufuerderungen, déi u si gestallt ginn, gerecht kënne ginn.

An deem Kontext wäert d'Regierung am Gesetzesprojet iwwert de Budget 2023 eng Ännerung vum Personalschlëssel am Artikel 23 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale virschloen. De Personalschlëssel géif domadder op 1,5 Poste fir de sozialen Encadrement an op 0,75 Poste fir dat administratiivt Personal pro 6.000 Awunner klammen.

ad 4. De grousse Prinzipp hannert dem Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale ass, datt d'Offices sociaux de Guichet social unique sinn an domadder déi éischt Ulafstell si fir Leit an enger prekärer Situatioun. E Guichet, deen no bei de Bierger, um lokale Plang agéiert. Dowéinst goufen am Kader vun der REVIS-Reform och d'Agents régionaux d'inclusion sociale an d'Offices sociaux agegliddert.

Fin de la pandémie | Question **6883** (22/09/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

A Saache Coronavirus sot den amerikanesche President Joe Biden, ganz rezent, datt d'Pandemie eriwwer ass, dat an engem Interview mat der Chaîne „CBS". Schonn Enn August hat de franséische President Emmanuel Macron offiziell erklärt, datt d'Pandemie a Frankräich eriwwer ass.

An dësem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dësen Aussoe vun deenen zwee Presidenten?

2. Vu datt d'Fäll vu Coviderkrankungen, och hei am Land, op engem niddregen Niveau sinn, wär et net opportun fir ze deklaréieren, datt d'Pandemie eriwwer ass, fir mam Virus ze liewen an eens ze ginn?

Réponse (13/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Mat Hibléck op déi aktuell klammend Covidzuelen an déi ongewëss Situatioun virum Wanter wier et de Moment net opportun, en Enn vun der Pandemie ze deklaréieren. Doriwwer eraus läit et an der Kompetenz vun der Weltgesondheetsorganisation an net vun enger eenzelner Regierung, eng Pandemie ze deklaréieren a soumat och d'Enn vun enger Pandemie auszeruffen.

Guerre entre la Russie et l'Ukraine | Question **6884** (22/09/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Le territoire séparatiste pro-russe du Donbass va organiser des référendums les 23 et 27 septembre prochains pour intégrer la Russie. Ces scrutins auront lieu dans les régions de Donetsk et de Lougansk, régions déjà reconnues comme indépendantes par le président russe. Or, à l'occasion de son discours télévisé ce mercredi 21 septembre, le Président de la fédération de Russie a brandi la menace nucléaire et la mobilisation de 300.000 réservistes. En effet, il a annoncé que si l'intégrité « territoriale » de son État était menacée, tous les moyens à disposition seraient utilisés pour défendre la Russie et son peuple. Par ce constat, il déclare l'utilisation d'armes nucléaires comme justifiée pour pratiquement toute violation des frontières.

Simultanément, plus de 1.000 arrestations ont été faites lors de manifestations anti-mobilisation partielle, et les vols pour quitter la Russie vers les pays les plus proches ont été pris d'assaut.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre, à votre avis, quel est le risque que le président russe exploitera un résultat positif des scrutins pour justifier l'intervention et l'usage d'autres armes et moyens militaires à sa disposition ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre estime que la fuite des citoyens russes vers d'autres pays puisse avoir un impact sur le consentement de sa propre population pour la guerre en Ukraine ?

3) Est-ce qu'il y a des réflexions au niveau de l'Union européenne concernant des réfugiés russes, actuellement impactés par les restrictions dans l'octroi de visas ?

Réponse (19/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Il est très difficile de prédire les intentions du président russe. Dans la mesure où les quatre territoires annexés seraient considérés comme faisant partie de la Fédération de Russie, ils pourraient servir de prétexte pour légitimer l'usage d'autres armes et moyens militaires. Mais ni l'Union européenne, ni le reste de la communauté internationale n'ont reconnu le résultat des référendums. Ceci étant dit, les menaces du Président Poutine d'utiliser « d'autres armes » sont prises au sérieux, sachant que les armes en question peuvent aussi être de nature conventionnelle.

ad 2) Il n'est pas aisé de juger de l'ampleur de la gronde au sein de la population russe. Celle-ci semble d'ailleurs être plus forte dans certaines régions, comme le Daghestan, que dans d'autres. Quant à la fuite des citoyens russes, due en grande partie à l'annonce d'une mobilisation partielle, elle peut indiquer une érosion du soutien à la guerre au sein de la population russe. Il semble toutefois improbable qu'à court terme l'attitude de la majorité de la population ne soit impactée par la nouvelle situation.

ad 3) Oui, cette question sera dans les semaines à venir l'un des principaux points de discussion au sein de l'Union européenne.

Incident à l'usine de biogaz à Gonderange | Question **6885** (22/09/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Beim Tëschefall vum 19. September an der Biogasanlag zu Gonnereng si Millioune Liter Gärrescht an d'Ëmwelt gelaf. En Deel dovunner konnt dank dem séieren Handelen nees ofgepompelt ginn. De Gros vun der Gärflëssegkeet ass awer wéi et schéngt an d'Felder gelaf.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Landwirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wat ass den Impakt vun dësem Tëschefall op d'Ëmwelt?

2. Wie kënnt fir den entstanene Schued op?

3. Huet de Bedreiwer sech un all Bestëmmunge gehalen?

4. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass et beim Bau vu Biogasanlage genuch Sécherheetsbestëmmunge ginn?

5. Wat ka präventiv ënnerholl ginn, fir esou en Tëschefall an Zukunft ze verhënneren?

6. Wat fir en Impakt huet den Tëschefall op d'Düngerversuergung am Land?

7. Wéi laang dauert et, bis déi Quantitéit un ausgelafenem Gärrescht nees opgefëllt ass?

Réponse (25/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. De gréissten Deel vum Digestat ass an d'Feld gelaf, wou et duerch d'Opschëdde vu Buedem konnt zréckgehale ginn.

A punkto Waasser konnt verhënnert ginn, datt d'Digestat an ee Gewässer gelaf ass. D'Gebitt läit och net an enger Grondwaasserschutzzon. Et ass och näischt an de Biotop gelaf, deen nobäi läit.

De méiglechen Impakt gouf och unhand vun Analyse kontrolléiert:

– D'Situatioun an de Baachen en aval vun der Biogasanlag (Deichelbaach a Roudemerbaach) gouf vun der Waasserverwaltung (AGE) iwwerwaacht. An dëse Baache goufen um Dag vum Virfall (19/09/2022), awer och wou et gereent huet (27/09/2022), an dann nach déi Woch duerno (04/10/2022) Prouwe geholl. Et konnt bis elo keen Impakt an de Baache festgestallt ginn.

– De 5. Oktober 2022 goufe vun enger agreéierter Persoun Buedemprouwen an der Wiss vis-à-vis vun der Biogasanlag geholl, dëst am Beräich, wou d'Digestat higelaf ass an am Beräich, wou keen Digestat higelaf ass. D'Resultater aus deenen zwee Beräicher leien an der selwechter Gréisstenuerdnung. Et gouf also keen Impakt op de Buedem festgestallt.

ad 2. D'Käschte vun de Buedemanalyse gi vum Bedreiwer vun der Biogasanlag gedroen.

ad 3. De Bedreiwer huet sech beim Incident un all Bestëmmunge gehalen. Déi néideg Instanze sinn direkt informéiert ginn, soudass déi néideg Mesurë geholl konnte ginn, fir den Impakt sou kleng wéi méiglech ze halen.

ad 4. Eng Biogasanlag brauch verschidde Geneemegungen, an deenen och Sécherheetsbestëmmunge fir de Schutz vun der Ëmwelt virgesi sinn.

ad 5. De Bedreiwer muss sécherstellen, dass d'Behälter vu senger Biogasanlag konform zu de Bestëmmungen an den Autorisatioune sinn. Ma och wann d'Bestëmmungen an d'Autorisatiounen zu 100 % erfëllt sinn, kann een Accident ni ausgeschloss ginn.

ad 6. Den Tëschefall huet keen Impakt op d'Düngerversuergung am Land. Et gouf ee Wall opgeschott, wou d'Digestat sech gestaut huet an dunn zäitno mat Güllefässer ofgepompelt an op d'Felder ausbruecht konnt ginn. Zum Moment vum Tëschefall am September war souwuel eng Ausbréngung op Akerland, wéi och op Dauergrénglan méiglech am Respekt vun de gesetzleche Virgaben.

ad 7. D'Dauer, fir d'Quantitéit un ausgelafenem Gärrescht nees opzefëllen, ass ofhängeg dovunner, wéi séier de Bedreiwer de Behälter erëm a Betrib huele kann a wéi séier de Bedreiwer nei Substrater zur Verfügung huet, fir a senger Anlag kënnen ze traitéieren.

Digitalisation dans le secteur de la santé | Question **6887** (22/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

Actuellement, la durée d'attente pour les remboursements de factures médicales auprès de la Caisse nationale de santé (ci-après « CNS ») est de plusieurs semaines. En 2021, et afin de remédier à cette situation, le remboursement accéléré fut introduit, permettant une démarche digitale.

Il existe au Luxembourg à ce stade deux applications de santé, notamment celle de la CNS et la « GesondheetsApp », à la base desquelles se trouve un système universel, élaboré en coopération avec l'Association des médecins et médecins-dentistes (ci-après « AMMD »). Le but de la digitalisation des procédures est notamment la mise en œuvre d'une solution d'échange de documents et d'informations, et la concentration virtuelle des démarches afin d'atteindre un meilleur service au patient.

Une interview avec un membre de l'AMMD par RTL le 10 août dernier, et notamment un reportage du 30 août renvoient à des problèmes en cette matière. Selon des membres de l'AMMD, leur application plus élaborée et complète aurait été développée par le Digital Health Network (ci-après « DHN ») sur base d'un accord politique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres sont au courant de l'envergure de l'application développée par l'AMMD ?

2) Quelles sont les raisons pour lesquelles cette application dite « fonctionnelle » n'est pas utilisée actuellement ?

3) Est-ce qu'un accord politique pour le développement de cette application a été trouvé avec l'AMMD ?

4) Pour quelles raisons les fonctionnalités des applications existantes ont-elles été limitées ?

5) Qu'en est-il de l'interdépendance des applications existantes ?

6) Quand une solution entièrement digitale sera accessible au grand public ?

7) Est-ce qu'une promotion des applications est prévue pour contrer le chiffre limité d'utilisateurs ?

8) Lors d'une interview dans le « Tageblatt » du 15 septembre dernier, le président de la CNS a affirmé travailler à des solutions digitales prometteuses. Quelles entités sont impliquées dans le développement de ces solutions ? Quelle est la plus-value de l'application développée par la société DHN ?

Réponse (12/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) La digitalisation des services des institutions de sécurité sociale, dont l'objectif ultime est une simplification des démarches et un accès facilité aux prestations pour les assurés, dont notamment celles de l'assurance maladie, est une priorité dans le domaine de la sécurité sociale.

Dans ce contexte, des échanges ont eu lieu avec différents acteurs, dont l'Association des médecins et médecins-dentistes ASBL (AMMD) qui a créé la société commerciale Digital Health Networks SARL (DHN) pour proposer elle-même une solution digitale. Il ne s'agit donc pas d'un développement réalisé par l'AMMD, mais d'une solution digitale développée par DHN SARL.

Nonobstant ce fait, le potentiel technique des services offerts et à offrir par DHN a été exposé aux ministres et aux services concernés.

Cependant, l'analyse détaillée de l'envergure de l'application « GesondheetsApp », et plus globalement de la solution DHN, et les décisions relatives à leur mise en œuvre ou non n'appartiennent pas aux ministères, n'y de décider des contrats signés par la Caisse nationale de santé (CNS) et l'Agence eSanté. Dans ce contexte il y a lieu de rappeler que le conseil d'administration de la CNS est à composition tripartite et que le conseil de gérance et l'assemblée générale de l'Agence eSanté sont également composés de représentants des différents prestataires, dont notamment l'AMMD. Le pouvoir décisionnel relève donc des différents organes propres de cette institution et de cet établissement dans lesquels l'État est certes représenté, mais pas le décideur exclusif.

ad 2) D'après des données de la CNS, la solution DHN est actuellement utilisée par une trentaine de médecins et par les patients de ces médecins. Force est donc de constater qu'elle ne connaît pas le succès de déploiement escompté.

Les raisons du faible déploiement et utilisation de la solution DHN ne peuvent être expliquées par les ministres car il s'agit d'une relation entre médecins-clients et DHN, respectivement entre DHN et les développeurs de logiciels. Toutefois, elles ne peuvent pas être de nature financière en ce qui concerne l'assurance maladie-maternité, car les médecins sont indemnisés lorsqu'ils envoient des documents sous forme digitale en application des dispositions de la convention CNS-AMMD.

La stratégie de commercialisation et de déploiement technique relève de la responsabilité des différents offreurs de ces services. Les outils utilisés par les cabinets médicaux sont choisis par ces derniers en fonction des différentes offres disponibles sur un marché concurrentiel.

ad 3) La CNS et l'AMMD ont trouvé un accord par rapport à la digitalisation en général. L'accord reste neutre par rapport à l'application utilisée et a été formalisé par un avenant à la convention modifiée du 13 décembre 1993 conclue entre l'AMMD et la CNS, signé en date du 19 mai 2021. Cet avenant dispose que les médecins peuvent dorénavant envoyer leurs informations sous forme numérique, et qu'une indemnisation sera versée au médecin par document opposable à l'assurance maladie envoyé sous forme numérique.

Il s'agit d'une mesure importante accompagnée d'un engagement financier de la CNS et c'est donc un message fort qui montre l'engagement de la CNS par rapport à l'objectif d'accélérer la digitalisation dans le domaine de l'assurance maladie-maternité.

ad 4) Il n'y a pas de limitations par rapport aux fonctionnalités existantes. Il existe bien des idées d'élargissement des fonctionnalités mais qui nécessitent des développements au sein de différentes parties prenantes. En plus, dès qu'un développeur d'applications souhaite mettre en place un échange digital de documents ou d'informations avec les instances publiques, il doit respecter des normes et standards nationaux et européens, des exigences de protection des données privées et des exigences de sécurité qui sont parfois très contraignantes dans le domaine de la santé qui est particulièrement sensible. Par ailleurs, il n'est pas exclu que certaines fonctionnalités nécessitent également une évolution du cadre légal compte tenu de la sensibilité de certaines données.

ad 5) Dans un flux d'informations, des interdépendances entre les applications sont inhérentes. En vue de gérer les risques qui en découlent et afin de bénéficier des nombreuses technologies existantes, le système digital doit rester, dans la mesure du possible, ouvert, accessible et agnostique. Ce principe est respecté par le développement d'une architecture qui permet de gérer l'échange digital avec plusieurs développeurs d'applications. Cette flexibilité est importante pour pourvoir bénéficier de la richesse des innovations des développeurs.

ad 6) Un des critères primordiaux dans la digitalisation des services de sécurité sociale, et plus précisément de l'assurance maladie-maternité, est que l'accès aux services digitaux doit être aussi accessible que possible, pour garantir un accès équitable et éviter une fracture digitale.

En ce qui concerne la solution DHN, celle-ci est déjà accessible au grand public. Au-delà de la solution DHN, un deuxième acteur développe actuellement également sa solution digitale qui devrait être accessible au courant de l'année 2023, qui doit répondre aux mêmes contraintes techniques et légales que la solution DHN.

Plus globalement, les différentes institutions de sécurité sociale travaillent étroitement avec les services du portail MyGuichet.lu pour que de plus en plus de démarches soient accessibles sur ce portail, augmentant ainsi davantage l'accessibilité aux services digitaux des institutions de sécurité sociale.

ad 7) En ce qui concerne la promotion d'une application ou solution digitale auprès les médecins-utilisateurs, celle-ci relève de la responsabilité de chaque offreur d'application au Luxembourg. L'offre de services informatiques et d'applications aux cabinets médicaux, à l'instar de celle fournie aux pharmacies et aux laboratoires d'analyse médicales, est prestée par des entreprises privées sur un marché concurrentiel. Dans ce cas d'espèce, la promotion relève donc de la société DHN SARL.

En ce qui concerne la promotion de l'application auprès des assurés-utilisateurs, celle-ci relevé bien étendu aussi des différentes institutions de sécurité sociale, de l'Agence eSanté et des ministères concernés.

Il va de soi que les différents ministères concernés promeuvent la digitalisation d'une manière générale auprès des différents groupes d'utilisateurs. C'est d'ailleurs avec cet objectif que, entre autres mesures, une conférence de presse a eu lieu en date du 21 octobre 2021, dans laquelle les ministres, le président de la CNS et le président de l'AMMD, ont conjointement présenté les avancées en matière de digitalisation[1]. La CNS a également développé une campagne intitulée « CNS goes digital » pour promouvoir et expliquer la démarche entamée (https://cns.public.lu/fr/assure/cns-goes-digital/faq.html).

ad 8) Le service informatique des organismes de sécurité sociale est mutualisé au sein du service informatique du Centre commun de la sécurité sociale. La CNS ne dispose pas de sa propre équipe informatique. Pour tout développement informatique, elle fait donc appel au CCSS, mais également à l'Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé, communément appelée « Agence eSanté », en tant qu'exploitant de la plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé, communément appelée « plateforme eSanté », ou encore au Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), notamment pour partager des documents sur MyGuichet et des démarches digitales. Pour des applications métiers plus spécifiques, la CNS fait appel à des prestataires privés sur base de soumissions publiques.

En ce qui concerne la plus-value de la solution DHN SARL, il n'appartient pas aux ministres de se prononcer sur une quelconque plus-value d'une société commerciale.

En ce qui concerne globalement la plus-value d'une digitalisation dans les domaines de l'assurance maladie-maternité et de la santé, il est renvoyé à la conférence de presse et à la campagne de la CNS précitées.

[1] https://mss.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2021%2B10-octobre%2B21-schneider-lenert-assurance.html

Prix des pellets | Question **6888** (23/09/2022) de **Mme Cécile Hemmen** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Les 18, 19 et 20 septembre 2022, le Gouvernement s'est réuni avec les partenaires sociaux pour continuer les travaux du Comité de coordination tripartite et s'accorder sur des mesures censées contenir les impacts de la pression inflationniste sur les ménages et les entreprises.

Ainsi, les partenaires sociaux se sont mis d'accord en principe sur un paquet de mesures qui prévoit notamment de limiter la hausse du prix de gaz à +15 % par rapport à son niveau actuel et de stabiliser les prix de l'électricité. À l'heure actuelle, ledit paquet ne prévoit pas de mesure qui viserait à endiguer la hausse de prix des pellets pour chaudière à bois. En effet, depuis l'été 2021, le prix des pellets a presque doublé.

Dès lors, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de l'Énergie les questions suivantes :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire une aide susceptible de contrebalancer, au moins en partie, la hausse de prix des pellets ?

2) Y a-t-il d'autres types de chauffage domestique qui n'ont pas encore été considérés dans le paquet de mesures du Comité de coordination tripartite ?

Réponse (24/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) L'accord tripartite, signé le 28 septembre 2022, prévoit la mise en place d'une mesure pour atténuer les hausses des prix de pellets pour les ménages qui se chauffent avec cette source d'énergie. Le Gouvernement prévoit d'instaurer une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente des granulés de bois en vrac pour les ménages.

ad 2) L'objectif de l'accord tripartite est de contrebalancer la hausse des coûts des différents types de chauffage qui sont utilités majoritairement par les ménages et pour lesquels il est administrativement gérable et contrôlable de mettre en place une mesure d'atténuation. Les buches de bois par exemple ne seront pas visées par cette mesure car une aide est très difficile à mettre en œuvre et à contrôler (p. ex. la revente est aisée).

À côté des pellets, les travaux continuent pour déterminer et fixer la mesure d'atténuation à mettre en place pour les ménages raccordés à un réseau de chauffage urbain.

Décharge pour déchets inertes Hosingen | Question **6889** (23/09/2022) de **M. Emile Eicher** | **Mme Martine Hansen** | **M. Aly Kaes** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Zanter Jore feelt et am ganze Land chronesch u Capacitéiten an de Bauschuttdeponien. Laut eisen Informatioune kënnt d'Deponie zu Housen kuerzfristeg un hir Limitten an d'Bedreiwerfirma huet ugefaangen, nëmmen nach e limitéierten Tonnage pro Dag ze akzeptéieren. Dës Decisioun ass och de Baufirme matgedeelt ginn, déi dohinner tippe ginn. Eng Extensioun vun der concernéierter Bauschuttdeponie wier zënter Längerem ugefrot, eng Decisioun säitens vun der Regierung steet awer nach ëmmer aus.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Wirtschaftsminister stellen.

1. Kann d'Regierung eis dës Informatioune confirméieren?

2. Wéi eng kuerzfristeg Léisungen envisagéiert d'Regierung fir sécherzestellen, dass déi betraffe Baufirmen hire Bauschutt weiderhin an engem raisonnabelen Ëmkrees kënnen oftippen?

3. Kann d'Regierung ons Grënn matdeelen, firwat d'Extensioun vun der Bauschuttdeponie zu Housen nach net autoriséiert ginn ass?

4. Wéi sinn déi aktuell Kapazitéitsreserven an de bestoende Bauschuttdeponien a wéi ass de Stand bei der Ausweisung vun neie Bauschuttdeponien?

Réponse (25/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. Déi aktuell Situatioun am Beräich vun de Bauschuttdeponien ass bekannt. Aus dem Suivi vun de Reschtkapazitéite vun de regionalen Inertoffall-Deponien nom Artikel 5 vum Règlement grand-ducal du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes ergëtt sech, dass d'Decharge Housen hir geneemegt Kapazitéite geschwënn erreeche wäert. Zur aktueller Reduzéierung vun den Dageskapazitéite vun der Inertoffall-Deponie Housen huet d'Ëmweltverwaltung keng Informatioune vum Bedreiwer kritt. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5662 explizéiert, gëtt an den Exploitatiounsarrêtéen näischt iwwert d'Dageskapazitéite festgehalen, déi ginn eleng vum Bedreiwer festgeluecht.

ad 2. Virun Enn Juli 2021 hunn nei Sitte fir Inertoffall-Deponien no enger komplizéierter a laangwiereger Prozedur entspriechend dem Règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes » missen an de Plan directeur sectoriel opgeholl ginn. Duerch d'Ännerung vun der gesetzlecher Basis am Offallgesetz, sinn déi al Prozedur an de Plan directeur sectoriel „décharges pour déchets inertes" duerch déi nei Prozedur nom Règlement grand-ducal du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes ersat ginn.

Mam Akraafttriede vum neie Reglement goufen déi legal Dispositioune fir d'Sich no neie Sitte fir d'Decharge fir Inertoffäll weesentlech vereinfacht: D'Reglement erlaabt ë. a., dass d'Gemengen, d'Exploitante vun den Dechargen, d'Entrepreneuren a Privatleit selwer kënne potentiell Sitte virschloen an déi néideg Geneemegungsprozedure lancéieren. Dës Méiglechkeet war no der aler Prozedur ausschliisslech enger spezieller Kommissioun virbehalen.

Säit der Abrogatioun vum Plan directeur sectoriel läit de Ball also beim Secteur. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a seng Verwaltunge spille bei der Sich no neie Sitten nëmme méi eng begleedend Roll.

Et ass bekannt, datt am Moment eng Rei Dossiere virbereet ginn an de Secteur ganz aktiv dru schafft, déi Dossieren an d'Prozedur ze schécken.

An deem Kontext ass et wichteg ze betounen, dass déi nei Prozedur nëmmen d'Sich no neie Sitte vereinfacht an net vun anere Prozeduren entbënnt (EIE-Prozedur, Kommodosgeneemegung, Offallgeneemegung, Waassergeneemegung, ...).

D'Regierung recommandéiert, Bauprojeten esou ze plangen, dass sou mann eméi méiglech Offallmaterial ufält, z. B. doduerch, dass manner Äerdaushub op eise Chantiere generéiert gëtt (Präventioun), fir dass manner Quantitéiten u Bauschutt iwwerhaapt op eng regional Decharge gefouert musse ginn. Z. B. kéint an der Planung vu Bauwierker amplaz vum Déifbau den Héichbau virgezu ginn oder den Äerdaushub fir den Amenagement vun der Landschaft oder fir Terrassementer vum Terrain am Ëmfeld vum Chantier genotzt ginn.

Des Weidere kann d'Material op anere Plazen agesat ginn, fir déi et gëeegent wär. Wann et ëm rengen Akerbuedem geet, ass eng weider Méiglechkeet, dofir gëeegent Plazen an der Grëngzon ze notzen, Detailer dozou stinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6679 vum 18. August 2022 vun der éierewäerter Deputéierter Madamm Martine Hansen. 98 % vum järlechen Äerdaushub (7 bis 8 Megatonnen) bestinn aus inertem Buedem, dacks vu gudder Qualitéit, a sou ass eng Weiderverwendung méiglech.

Et ass net méiglech, kuerzfristeg grouss Dechargekapazitéiten ze schafen. Dofir ass et wichteg, dass alleguerten d'concernéiert Acteuren, souwuel déi staatlech wéi och déi aner, alles maachen, fir de Besoin un Dechargekapazitéit ze verréngeren, d'Identifikatioun vun neie Sitte weiderzedreiwen an d'Demandë fir nei Sitten oder d'Erweiderung vu bestoende Sitte séier ze traitéieren.

ad 3. D'Extensioun ass mat den Arrêtéen 1/11/0004 an 1/11/0004/DD vum 30. September 2011 schonns eng Kéier geneemegt ginn. Deen Deel vun der Decharge konnt awer net bedriwwe ginn, well d'Proprietären déi dozou gehéierend Terrainen deemools net un de Bedreiwer ofgetrueden hunn. Sou wéi am Gesetz virgesinn, goufen déi besoten Arrêtéen hifälleg, well d'Exploitatioun net innerhalb vum virgeschriwwenen Delai ugefaangen hat.

Den 21. Abrëll 2022 huet de Bedreiwer een Dossier fir d'Extensioun laut EIE-Legislatioun (Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement) agereecht. Dës Demande ass den 20. Juli 2022 beäntwert ginn. Hei ass festgehale ginn, dass fir d'Erweiderung keng EIE-Etude muss virgeluecht ginn. Domat ass de Wee fräi fir den Exploitant, fir kënnen déi néideg Geneemegungen unzefroen.

ad 4. Aktuell Reschtkapazitéiten (2. Quartal 2022):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Duerch déi uewe beschriwwe legislativ Ännerunge gëtt et keng „Ausweisung" vu Bauschuttdeponië méi. Dem Minister fir Ëmwelt seng Roll beschränkt sech dorop ze préiwen, ob déi ugefrote Sitte kënnen autoriséiert ginn, an eng Decisioun op Basis vun deene Gesetzer ze huelen, fir déi e kompetent ass. Donieft brauchen Dechargen awer och nach aner Geneemegungen, wéi z. B. eng Baugeneemegung.

Aktuell si follgend Dossiere vun Inertoffall-Deponien an der Prozedur:

– Extensioun vun der Decharge Housen: Do ass et um Bedreiwer, seng Demandë fir déi néideg Autorisatiounen anzereechen.
– Decharge Noutem: Do ass et um Bedreiwer, den EIE-Dossier eranzereechen.
– Decharge Rosswénkel: Do fänkt elo gläich am Kader vun der Kommodosprozedur d'Enquête publique un.
– Decharge Déifferdeng: D'Avisen aus der Enquête publique vun de Gemengen Déifferdeng a Suessem leie vir, d'ministeriell Decisiounen op Basis vum Kommodosgesetz, dem Offallgesetz an dem Gesetz iwwert industriell Emissioune sinn an der Virbereedung.

Ausserdeem leie follgend Dossiere fir Remblaie vu gréissere Carrièren, wou och Inertoffäll kënnen agebaut ginn, vir:

– Remblayage vun der Carrière zu Altwies: Ministeriell Decisioune stinn un.
– Remblayage vun der Carrière zu Brouch: Et ass um Bedreiwer, den EIE-Dossier eranzereechen.

Nouveau bâtiment du CGDIS dans le canton de Clervaux | Question **6890** (23/09/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Mengen Informatiounen no soll am Kanton Clierf en neit Gebai gebaut ginn, wat vum CGDIS soll kënne benotzt ginn.

An deem Zesummenhang wëll ech dës Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Ginn et schonns Detailer, wou genee déi nei Raimlechkeeten entstoe wäerten?

– Wa jo, konnten déi néideg Terraine schonn acquéiert ginn?

– Ginn et Detailer zu der Kapazitéit, der Notzung an de Käschte vun dëse Raimlechkeeten?

Réponse (21/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Et ass geplangt, en Zenter vun der Kategorie III[2] zu Maarnech ze bauen, méi genau un der N7 a Proximitéit vum neie Rond-point, deen d'N7 un déi sougenannt Transversale uschléisst. Dësen Zenter wäert also eng wichteg regional Roll spillen, fir d'Couverture am Norden ze verbesseren a sou d'Zil, dass d'Rettungsdéngschter iwwerall am Land a manner wéi 15 Minutten op der Asazplaz sinn, dat mir am PNOS, dem nationale Plang fir d'Organisatioun vun de Rettungsdéngschter, definéiert hunn, ze erreechen.

Déi néideg Terraine si vun der Gemeng Clierf kaf ginn.

Et ass zu dësem Zäitpunkt nach ze fréi, fir eng Ausso iwwert d'Käschte vum Projet ze maachen

Tracé du contournement Hesperange–Alzingen | Question **6891** (23/09/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Nodeem datt den 1. Juli 2021 eng Presentatioun iwwert den Tracé vum Contournement Hesper–Alzeng gemaach ginn ass, an nodeem datt d'Consultation publique de 24. Februar 2022 stattfonnt huet, ass de Bierger zougesot ginn, datt de Regierungsrot nach virun der Summervakanz 2022 eng Decisioun iwwert den definitiven Tracé vun der Strooss géif huelen.

Mir si lo kuerz virun der Rentrée parlementaire an et ginn nach ëmmer keng Unzeechen iwwert eng definitiv Variant vusäite vum Regierungsrot.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéini de „Contournement d'Alzingen" um Ordre du jour vum Regierungsrot steet?

– Kann den Här Minister Bausch mir soen, wéini déi definitiv Decisioun geholl wäert ginn?

– Sollt nach keng Decisioun iwwert den Tracé an Aussicht sinn, kann den Här Minister Bausch mir d'Grënn dofir nennen?

– De Minister hat de Bierger am Kader vun der Consultation publique och zougesot, datt d'Finanzéierungsgesetz iwwert de Contournement d'Alzingen nach an dëser Legislaturperiod virun der Summervakanz 2023 wäert gestëmmt ginn. Steet den Här Minister nach ëmmer zu dëser Ausso géintiwwer de Bierger?
• Wann dat net de Fall sollt sinn, wat sinn d'Grënn heifir?

– Steet eng Positioun am Staatsbudget iwwert de Finanzement vum Contournement d'Alzingen fir d'Joer 2023?

Réponse (04/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Entspriechend dem Artikel 8 vum Gesetz vum 29 Mee 2009 (loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaire), steet de Projet „Countournement d'Alzingen" an der zweeter Novemberwoch op der Dagesuerdnung vum Regierungsrot, wou dann d'Decisioun betreffend den Tracé an d'Envergure vun de Kompensatiounsmesurë geholl wäert ginn.

Op Basis vun dëser Decisioun wäert den detailléierte Virprojet wéi och d'Kompensatiounsmesurë vun der Stroossebauverwaltung weider ausgeschafft a finaliséiert ginn. Eréischt wann dës Etuden ofgeschloss sinn, kann de Projet vun engem Finanzéierungsgesetz presentéiert ginn.

Dës Etudë misste spéitstens am Mäerz d'nächst Joer ofgeschloss sinn, fir dass d'Chamber nach virum Summer ee Finanzéierungsgesetz kéint stëmmen, an dat och just, wann déi prozedural Delaien optimal kuerz bleiwen.

Well dës Etuden awer elo eréischt lancéiert ginn, ass een Ofschloss vun dësen am Mäerz 2023 onrealistesch. D'Grënn fir dës Verspéidung ass op d'Consultatioun vun der Ëffentlechkeet zréckzeféieren. Dës Consultatioun huet de 25. Februar dëses Joers ugefaangen, hätt awer schonns missten d'lescht Joer am Hierscht stattfannen, esou wéi an der ëffentlecher Presentatioun am Multifunktiounszenter CELO zu Hesper am Juli 2021 annoncéiert.

Am Projet vum Staatsbudget 2023 ass de Contournement d'Alzingen souwuel um Niveau vun den Etuden, wéi och op der „programmation financière pluriannuelle pour la période 2021-2026" vum Fonds des routes virgesinn.

Dépistage du cancer du sein | Question **6892** (23/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Dans un souci d'étendre considérablement le diagnostic précoce du cancer du sein, la Commission européenne a recommandé, ce mardi dernier, une baisse de l'âge de dépistage du cancer du sein. La Commission européenne préconise notamment d'abaisser à 45 ans le début du dépistage du cancer du sein, contre 50 ans actuellement. En outre, le recours à l'imagerie par résonance (« IRM ») est également recommandé pour les femmes ayant une densité mammaire élevée.

Au Luxembourg, le programme de mammographie (« PM ») prévoit un dépistage pour les groupes d'âge entre 50 et 70 ans. Les personnes souhaitant prendre un rendez-vous en dehors du PM et hors cas d'urgence, font face à des délais allant jusqu'à un an, pour la prise de rendez-vous.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Suite aux annonces de la Commission européenne, est-ce que l'âge de dépistage du cancer de sein sera adapté au Luxembourg ?

[2] Laut dem Artikel 80 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet.

2) Madame la Ministre prévoit-elle suivre les autres recommandations de la Commission européenne ?

3) Dans la négative, sur quels motifs cette décision est-elle fondée ?

4) Combien d'installations pour effectuer des mammographies existaient au Luxembourg par hôpital les cinq années dernières jusqu'à ce jour ? D'autres appareils sont-ils prévus d'être installés ?

5) Quelle était la moyenne du temps d'attente par hôpital pour obtenir un rendez-vous pour une mammographie au cours des cinq dernières années ?

6) Quelles démarches sont faites pour améliorer les délais pour la prise de rendez-vous de mammographies dans toutes les régions du pays ?

Réponse (25/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Selon les récentes recommandations de la European Commission Initiative on Breast Cancer (ECIBC), le groupe cible pour le dépistage du cancer du sein se situerait entre 45 et 74 ans. Au Luxembourg, selon les dernières recommandations du Conseil scientifique – domaine de la santé[3], le groupe cible se situe entre 50 et 70 ans et dans le cadre du risque « standard » du cancer du sein, celui-ci estime qu'il n'y a pas lieu de réaliser un dépistage par imagerie en dehors de la tranche d'âge de 50-69 ans. Suite à la publication des recommandations de l'ECIBC, le Ministère de la Santé a cependant sollicité un avis du Conseil scientifique – domaine de la santé sur un éventuel élargissement de l'âge pour le dépistage du cancer du sein à partir de 45 ans et jusqu'à 74. Une fois que celui-ci sera rendu disponible, le Ministère de la Santé se positionnera en concertation avec les acteurs concernés sur la question.

ad 2) Les autres recommandations émises par la Commission européenne sont multiples et sont pour certaines déjà transposées dans le Programme mammographie. Ces recommandations concernent notamment :

– L'organisation du programme de screening du cancer du sein et en particulier l'usage de la double lecture des mammographies.

Il est à noter que cette méthode est déjà appliquée au Luxembourg depuis le début du programme mammographie en 1992. Par ailleurs, la Commission européenne requiert entre 3.500 et 11.000 mammographies pour que les radiologues puissent bénéficier d'un agrément. Au Luxembourg, dans le cadre du programme mammographie, depuis 2012, les radiologues premiers lecteurs agréés interprètent au minimum 1.000 mammographies/an, en prenant en considération l'approche par équipe. Le total des lectures doit atteindre une moyenne de 1.000 par radiologue, avec un total correspondant au nombre de premiers lecteurs dans l'équipe. Un seuil raisonnable de 800 mammographies par an est accepté. Notons qu'un nombre variable de mammographies est également interprété en dehors du programme.

Les deux radiologues seconds lecteurs rattachées à la Direction de la santé interprètent entre 7.000 et 10.000 mammographies annuelles. En 2021, deux radiologues externes ont apporté leur aide en interprétant respectivement 815 et 1.007 dossiers.

– La formation du personnel en termes de communication.
Les ATM de radiologie agréés pour le Programme mammographie suivent chaque année deux heures de formation au Centre de coordination des programmes de dépistage des cancers. Ces formations abordent des éléments techniques spécifiques à la mammographie, mais aussi les informations à délivrer aux participantes. De plus, une session dédiée à l'ensemble des ATM est organisée annuellement sur un thème spécifique (ex : visite du LNS, tomosynthèse, hypnose conversationnelle ...)

– Une évaluation des besoins en termes de communication.
Les questions les plus fréquemment posées par les femmes au standard du Centre de coordination sont prises en considération pour ajuster les informations délivrées sur le site www.sante.lu ainsi que dans les brochures d'information destinées au public. La campagne 2022 réalisée dans le cadre d'Octobre rose fera l'objet d'une évaluation avec le Service communication du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé.

– L'utilisation de l'intelligence artificielle.
Une utilisation est envisagée dans le cadre du Programme mammographie, cette option faisant actuellement l'objet d'une étude au sein de la Direction de la santé (définition, objectifs, risques, aspects légaux).

– Utilisation de la tomosynthèse.
Les mammographes actuellement utilisés au Luxembourg doivent être remplacés courant 2023 pour implémenter la tomosynthèse mammaire. L'utilisation de cette technique est envisagée dans le cadre du programme mammographie, ceci faisant l'objet d'une étude actuellement en cours à la Direction de la santé (objectifs, justification, risques, aspects légaux), en application de la loi du 28 mai 2019 relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance.

– Prise en charge des femmes dont les seins présentent une densité mammaire élevée.
La densité mammaire mesurée par mammographie correspond au pourcentage de tissu dense dans le sein, composé également de tissu adipeux et d'eau. Cette densité varie avec l'âge. Les seins denses présentent la particularité de présenter une forte proportion d'un tissu mammaire dense, ce qui rend difficile la recherche d'une lésion tumorale, masquée par ce tissu. Cette haute densité constitue également un faible surrisque de cancer du sein.

En raison de cet effet masquant, les experts en imagerie mammaire (European Society of Breast Imaging) conseillent de compléter la mammographie par une technique complémentaire (échographie, tomosynthèse, voire IRM) alors que la Commission ne le recommande pas. En effet, une faible augmentation de la détection de cas de cancers du sein est attendue, mais au prix de mise en évidence de nombreuses lésions bénignes qui peuvent inquiéter inutilement (nécessité de biopsies). À ce sujet, la balance bénéfice/risque est toujours en discussion.

Au Luxembourg, le Programme mammographie recommande une échographie complémentaire pour les participantes dont les seins sont denses, mais l'impact de cette mesure n'a pas fait l'objet d'une évaluation récente.

– Invitation des femmes de 50 à 69 ans
Il est recommandé d'émettre une invitation par courrier postal avec différentes méthodes, au choix de l'institution responsable du screening (signature du médecin traitant, rendez-vous préfixé, rappel téléphonique, relance écrite, SMS ...)

Dans le cadre du Programme mammographie, les femmes sont invitées personnellement par courrier postal et prennent le rendez-vous au moment et dans le centre de leur choix. En cas de non-participation, une relance est envoyée quatre mois plus tard. Le courrier est disponible en cinq langues (LU, FR, ALL, PT, EN) et le standard téléphonique du Centre de coordination est accessible tous les jours ouvrables pour toute question concernant le programme.

ad 4) Depuis 2012, 7 appareils de mammographie sont installés au Luxembourg, dont deux au CHL, deux aux HRS, un au CHdN et deux au CHEM.

Une procédure de marché public est en cours pour l'achat de 8 nouveaux appareils de mammographie avec tomosynthèse (deux appareils par établissement). Chaque site sera doté d'un équipement de biopsie.

ad 5) Les délais de rendez-vous sont enregistrés depuis 2020. Jusqu'à présent, l'information sur les délais est obtenue en demandant aux secrétariats des centres hospitaliers la date des trois premiers rendez-vous disponibles selon quatre critères, à savoir s'il s'agit :

– d'une mammographie dans le cadre du Programme mammographie (ci-dessous mammo PM) ;
– d'un bilan suite à une mammographie positive du Programme mammographie (ci-dessous bilan de mammo PM) ;
– d'une mammographie hors Programme mammographie (ci-dessous mammo/écho hors PM) :

– d'une mammographie de diagnostic urgente en dehors du Programme mammographie (ci-dessous mammo de diagnostic en urgence hors PM). Soulignons que tout rendez-vous urgent est pris en charge par le radiologue sur appel du médecin demandeur.

Les données disponibles se présentent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 6) Les délais de rendez-vous sont variables d'un établissement hospitalier à un autre. De façon générale, les délais pour les rendez-vous programmés pour le dépistage du cancer via le Programme mammographie sont plus courts. Il est recommandé pour les femmes à risque standard de participer préférentiellement à ce programme, afin de libérer les consultations pour les femmes à risque élevé de cancer du sein, pour les femmes asymptomatiques et les femmes ayant présenté un cancer du sein, qui doivent être suivies de façon spécifique.

Étant donné cependant qu'on constate que les délais pour obtenir une mammographie en dehors du Programme mammographie ne se sont pas améliorés durant les six derniers mois, il a été convenu de mettre en place un groupe de travail entre les quatre centres hospitaliers, le ministère et la Direction de la santé afin d'étudier les pistes qui pourraient contribuer à une réduction des temps d'attente hors programme mammographie. Il s'agira notamment de permettre aux médecins demandeurs de se mettre en contact direct avec le service de radiologie en cas d'examen urgent à réaliser.

Canicule 2022 | Question **6893** (26/09/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

De Summer 2022 huet sech duerch aussergewéinlech vill Sonnestonnen an héich Temperaturen ausgezeechent. Sou louch den Temperaturduerchschnëtt tëschent dem 1. Juni an dem 31. August 2022 ëm 2,2 Grad méi héich wéi den 30-järege Mëttelwäert. Wat net ouni Konsequenz fir d'Gesondheet vun de Leit ass. Wëssenschaftler ginn dovunner aus, datt dëse Phenomeen vu waarme Summere wéinst dem Klimawandel an Zukunft wäert méi dacks virkommen.

Am deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsministesch gäre follgend Froe stellen:

[3] Recommandations du Conseil scientifique : https://conseil-scientifique.public.lu/dam-assets/publications/oncologie/referentiel-depistage-cancer-sein-en-fonction-du-risque.pdf

1. Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6443 erausgeet, huet de Service épidémiologique et statistique vun der Direktioun vun der Santé seng Methodologie verfeinert, fir, ënnert anerem, besser den Impakt vu Canicullen op Stierffäll ze moossen. Ass schonns ersiichtlech, ob d'Canicule am Summer 2022 eng gewësse Surmortalitéit verursaacht huet?

2. Am Kader vum Plan canicule ginn och Consignen un d'Bevëlkerung eraus. Allerdéngs ginn dës net ëmmer esou eescht geholl wéi et misst sinn, notamment vu Persounen, déi trotz héijen Temperaturen hirem Sport weider wëllen nogoen. Hunn an deem Zesummenhang méi Leit am Summer 2022 e schwéiere Malaise gemaach? Konnt festgestallt ginn, datt et méi Hospitalisatioune gouf? Wat ass gréisstendeels diagnostizéiert ginn?

3. Konnt festgestallt ginn, datt et Malaisë bei Kanner gouf, déi op d'Hëtzt zeréckzeféiere sinn? Hunn dës Malaisë bei de Kanner och zu Hospitalisatioune gefouert?

4. Wéi gedenkt de Ministère seng Kommunikatioun ze adaptéieren, fir d'Bevëlkerung am Allgemengen an net just d'Risikopersoune besser am Fall vun enger Canicule ze erreechen an ze sensibiliséieren?

Réponse (21/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6443 erkläert, ass déi genannte Methodologie nëtzlech, fir Variatiounen an der Mortalitéit ze moossen; si ass net spezifesch dofir geduecht, d'Gesondheetsbedroung ze identifizéieren, déi eng Episod vu Surmortalitéit verursaache kann, wéi z. B. eng Hëtztwell.

Laut de Statistike vun EuroMOMO (www.euromomo.eu) ass zu Lëtzebuerg fir 2022 keng Surmortalitéit festgestallt ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Am Summer 2022 goufen 19 Patienten am Zesummenhang mat der Canicule an de Klinicken en charge geholl. Gréisstendeels gouf hei en Epuisement respektiv eng Deshydratatioun festgestallt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Bis elo gouf ee Fall gemellt, wou ee Kand am Alter ënner zéng Joer an enger Klinik wéinst engem Malaise am Zesummenhang mat der Canicule behandelt gouf.

ad 4. Schonn dëst Joer huet d'Kommunikatioun vum Gesondheetsministère sech net nëmmen u Risikopersounen, mee och un d'Bevëlkerung generell geriicht. Op de soziale Medie gouf de Grand public ugeschwat mat praktesche Recommandatiounen, wéi een sech bei der Hëtzt schütze kann. Et ass virgesinn, dës Kommunikatiounsaktiounen och an Zukunft weiderzeféieren, d'Situatioun opmierksam am A ze behalen a wann néideg, ze intensivéieren.

Gratuité des manuels scolaires | Question **6894** (26/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zënter der Rentrée 2018/2019 sinn déi obligatoresch Schoulbicher fir d'Schüler aus dem Enseignement secondaire bekanntlech gratis. An déi Schüler, déi gebrauchte Bicher benotze wëllen, gi mat engem Akafsbong am Wäert vu 50 % vum Neiwäert vum Buch belount, nozeliesen um Portal Mybooks.lu : « Le ministère encourage l'utilisation durable et responsable des manuels scolaires. Si tu possèdes ou achètes des manuels scolaires d'occasion, au Bichermaart par exemple, tu recevras un bon d'achat pour d'autres livres équivalant à 50 % du prix des manuels neufs. Le bon d'achat permet d'acheter exclusivement des livres (scolaires qui ne sont pas gratuits ou autres). »

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi héich ass den Undeel u Schüler, déi fir d'Rentrée 2022/2023 op Occasiounsbicher zréckgegraff a sech e Bong ausstelle gelooss hunn, amplaz d'Offer vun de gratis neie Schoulbicher ze notzen?

2. Kann den Här Minister mir eng entspriechend Opstellung vun der Evolutioun pro Schouljoer zënter dem Aféiere vun de gratis Schoulbicher zoukomme loossen?

3. Virum Hannergrond vun der Iddi, fir sou mann wéi méiglech Ressourcen ze verbëtzen, wéi eng weider Mesurë plangt den Här Minister, fir d'Schüler ze encouragéieren, verstäerkt op gebrauchte Bicher zréckzegräifen an esou och d'Traditioun vum Bichermaart ze stäipen?

Réponse (08/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Bis zum 20.10.2022 goufe 5.117 Chèques-livres ausgestallt, dat bei 33.323 Akeef. D'Chèques-livres hu bis elo an der Moyenne e Wäert vu 37,35 €.

ad 2. Ech verweisen déi honorabel Deputéiert op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6886 mat der Opstellung vun der Evolutioun pro Schouljoer zënter dem Aféiere vun de gratis Schoulbicher.

ad 3. De System vun de Chèques-livres ass jo grad agefouert ginn, fir en Ureiz ze schafen, fir gebrauchte Bicher weider ze benotzen. Donieft ënnerstëtzt de Ministère d'CNEL bei der Organisatioun vum traditionelle Bichermaart, deen awer wärend der Covidkris net wéi gewinnt konnt organiséiert ginn.

Mobibus | Question **6895** (26/09/2022) de **M. Max Hahn** (DP)

Et ass mer zu Ouere komm, dass et aktuell eng ganz Partie Problemer beim Mobibus, dem Transport vu Persoune mat enger Behënnerung, gëtt, déi haaptsächlech mat der Aféierung vun engem neien informatesche System zesummenhängen. Sou géif et reegelméisseg zu Komplikatiounen an däitleche Verspéidunge kommen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wat sinn déi genee Grënn heifir?

3. Wéi wëll den Här Minister d'Situatioun esou séier wéi méiglech verbesseren?

Réponse (10/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten huet Froen zur Aféierung vun engem neien informatesche System fir Mobibus, dem Transport vu Persoune mat enger Behënnerung an ob et an deem Kader zu Komplikatiounen a Verspéidunge komm wier, well him dëst zu Ouere komm wier.

ad 1. Jo, et ass richteg, dass et bei der Schoulrentrée zu Komplikatiounen a Verspéidunge koum beim Mobibus.

ad 2. Den neien informatesche System, deen den éierewäerten Deputéierte mat Recht ernimmt, gouf eigentlech schonn am August 2022 agefouert. Fir awer net all d'Transporter mateneen op dësen neie Programm ze migréieren, gouf et verschidde Phasen, dat heescht, déi Strukturen, déi desservéiert ginn, koumen no an no un d'Rei (z. B. divers Fondatiounen, d'Sitte vun der APEMH, Ligue HMC, FAL etc). Dës Phase sinn allgemeng ouni gréisser Schwieregkeete verlaf.

Fir d'Rentrée, an als Ofschloss vun dëser Migratioun, goufen elo d'Transporter fir d'Kompetenzzentere mam neie System geplangt.

Et gëtt e puer Grënn fir déi Komplikatiounen, déi mat der Rentrée opgetruede sinn; an der Haaptsaach sinn et:

– d'Quantitéit vun den ugefrote Coordonnéeë vun de Schüler, déi dëst Schouljoer an de jeeweilege Kompetenzzentere sinn,
– ee grousse leschten Import vun den Donnéeën am August, inklusiv d'assignéiert Linnen an dem provisoresche Planning vun de betraffene Schüler fir d'Rentrée, deen net ganz ouni Feeler verlaf war. Dësen, deels feelerhaften Import ass awer leider gréisstendeels eréischt bei der Schoulrentrée opgefall, wéi den Transport an der Praxis ugaangen ass,
– eng Vitesskalkulatioun souwéi Funktionalitéiten, déi ganz spezifesch op de Lëtzebuerger Modell hu mussen entwéckelt ginn, déi vum Fournisseur vun der informatescher Plattform ënnerschätzt goufen.

ad 3. D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP), a besonnesch d'Ekipp fir PMR-Transporter, huet direkt reagéiert. Eng grouss Mass un Donnéeën huet musse verbessert ginn, wat awer wéinst der Quantitéit net bei all Schüler vun haut op muer konnt gräifen.

D'Verbesserunge konnten natierlech just mat intensiver Mathëllef vun de Kompetenzzentere gemaach ginn.

Et gouf och Ënnerstëtzung vum Service de la scolarisation des élèves à besoins spécifiques aus dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, dee sech ugebueden huet, fir d'Problemer vun de Kompetenzzenteren ze zentraliséieren an am Echange mat der ATP ze léisen.

D'Leit aus der Ekipp konnte sech andeelen an hunn déi spezifesch Korrektioune gemaach. Verschidde Mataarbechter aus der ATP sinn an déi am meeschte betraffen Zentere gaangen, fir esou op der Plaz mat hinnen zesummen d'Problemer ze léisen.

Fir de Verspéidungen entgéintzewierken, sinn zum Beispill Kanner op aner Linnen zougeuerdent ginn, nei Linne si kreéiert ginn, d'Auerzäite goufen ugepasst.

All dëst huet dozou bäigedroen, dass d'Lag sech nees wäitgeeëndst entspaant huet, soudass ee soe kann, dass den Transport zwou Wochen no der Schoulrentrée am grousse Ganze méi stabel leeft. Heimat och e grousse Merci un d'Zentere fir hir Mathëllef wéi och d'Eltere fir hir Gedold.

Nieft der Problematik um Niveau vun der informatescher Plattform, muss een awer leider och erwänen, dass de Verkéier am Land nees staark zougeholl huet. Och heirop wäert nach opgepasst ginn, ob verschidde Linne mussen ugepasst ginn.

D'ATP ass mam Fournisseur vun der informatescher Plattform selbstverständlech amgaangen, déi weiderhin néideg Entwécklunge weiderzedreiwen; Ufank Oktober kënnt schonn en neie Release vum Programm.

De Moment kënne mat dem neie System endlech d'ATP, de Busbetrib an d'Zentere kucken, wou de Bus an déi jeeweileg Kanner dru sinn. An den nächste Wochen, wann déi néideg Upassunge vum Programm

bis ofgeschloss sinn, soll dann och d'Applikatioun fir d'Eltere kommen, fir dass och si kënne kucken, wou de Bus mat hirem Kand drun ass.

Bois utilisé dans les chaudières à granulés | Question **6896** (26/09/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Parallèlement à l'augmentation du prix de l'énergie observée depuis un an environ, le prix des copeaux de bois utilisés dans les chaudières à granulés/pellets connait également une forte hausse. Ainsi, les coûts de chauffage pour les ménages ayant opté pour ce type de chaudières ont facilement doublé depuis plusieurs mois.

Bien que cette hausse ne soit pas comparable à l'explosion des prix du mazout et du gaz, elle reste néanmoins significative pour les ménages concernés tout en rappelant que l'installation de chaudières à pellets constitue une des pistes privilégiées du Gouvernement pour faire avancer la transition énergétique.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Combien d'aides pour l'installation d'une chaudière à pellets ont jusqu'à présent été accordées par vos services ? Comment ce chiffre a-t-il été impacté par l'augmentation des aides décidées lors de la pandémie de la Covid-19 respectivement suite au déclenchement de la guerre en Ukraine ?

2) Comment Madame et Monsieur les Ministres expliquent-ils la hausse des prix du bois-énergie en question ? Est-elle due à l'augmentation des prix de transport du bois ou y a-t-il d'autres raisons ?

3) Existe-t-il une production de copeaux de bois pour les chaudières à granulés au Luxembourg ? Dans l'affirmative quelles quantités sont produites et quelle est la part de la demande intérieure satisfaite par la production autochtone ?

4) D'où provient la majorité du bois respectivement des copeaux de bois pour lesdites chaudières commercialisées au Luxembourg ? Quelle est la distance de transport généralement parcourue pour l'importation des produits en question et par quels moyens de transports sont-ils acheminés vers le Luxembourg ?

5) Le Gouvernement fait-il des efforts pour augmenter la production de bois-énergie au Luxembourg ? Si oui, lesquels ?

6) Monsieur et Madame les Ministres ne craignent-ils pas que l'augmentation du prix des copeaux de bois pourraient décourager de nombreux ménages à remplacer leur ancienne chaudière à mazout ou à gaz par une chaudière à granulés freinant ainsi la transition énergétique ?

7) Monsieur et Madame les Ministres prévoient-ils des mesures supplémentaires pour soutenir les ménages et surtout les ménages à revenu modeste dans l'acquisition d'une chaudière à granulés ?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Depuis la mise en vigueur le 1er janvier 2017 de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement, au total 605 demandes pour des aides financières pour des chaudières de bois tous types confondus (chaudières à pellets de bois, chaudières à plaquettes de bois, chaudières à combustion étagée pour bûches de bois, chaudières combinées bûches de bois et pellets de bois) ont été introduites auprès de l'Administration de l'environnement (données du 18/10/2022). Parmi celles-ci, jusqu'à présent 397 aides ont pu être accordées, dont 310 pour des chaudières à pellets/granulés de bois.

Afin d'illustrer l'évolution de ces demandes depuis la pandémie liée au Covid19 et du déclenchement de la guerre en Ukraine, le tableau ci-dessous présente le nombre de demandes pour des dates clés qui coïncident approximativement avec ces évènements, à savoir le 1er avril 2020 respectivement le 1er avril 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) L'augmentation des prix du bois-énergie s'explique principalement par le fait que la demande dépasse actuellement l'offre sur le marché. De plus, l'augmentation des prix de l'énergie suite à la guerre en Ukraine a fait grimper les coûts de production et de transport du bois-énergie. À cela s'ajoute la dynamique générale de stockage qui se manifeste en période d'incertitude.

ad 3) La société Kiowatt SA est située à Bissen/Roost et produit environ 75.000 tonnes de granulés de bois (pellets) par an, dont environ 60.000 tonnes sont utilisées au Luxembourg. Ce producteur de pellets estime qu'il pourra vendre l'entièreté de sa production sur le territoire national à l'avenir.

Depuis octobre 2022, une autre production de granulés de bois (qualité A2) a démarré à Fridhaff. L'exploitant, la société Soil-Concept SA vise à atteindre une production de 4.000 à 7.000 tonnes par an.

Il convient de rappeler que la priorité du Gouvernement est l'utilisation en cascade, ce qui signifie que le bois doit être utilisé comme matière première pour les matériaux. Ce n'est qu'à la fin de l'utilisation circulaire que les matériaux, qui ne peuvent plus être utilisés à d'autres fins, devraient entrer dans l'utilisation énergétique. Au Luxembourg, les granulés sont majoritairement fabriqués à partir de bois, qui est à la fin de cette cascade ou de moindre qualité ne pouvant être utilisé dans le domaine de la construction ou de la fabrication de meubles.

À cela s'ajoute que la directive européenne (sur les énergies renouvelables) en cours de négociation prévoit le renforcement des critères de durabilité pour l'utilisation du bois comme vecteur énergétique.

ad 4) Comme repris dans la question parlementaire n° 6564 du 28 juillet 2022, la production nationale de granulés de bois a été de 123.191 m^3 (≈80.074 tonnes) en 2021, dont 47.258 m^3 (≈30.718 tonnes) ont été exportés. Une quantité totale de 21.307 m^3 (≈13.850 tonnes) de granulés de bois a été importée en 2021. Ces granulés de bois proviennent à 18,5 % de l'Allemagne, 78 % de la Belgique, 0,2 % de la France, 0,1 % des Pays-Bas et 3,1 % d'autres pays ou d'origine non connue. Par conséquent, 96,7 % des granulés de bois importés sont originaires des pays voisins.

ad 5) En ce qui concerne la récolte de bois dans les forêts soumises au régime forestier, il n'est pas prévu d'augmenter le volume de bois-énergie. Il convient de noter que dans le cadre d'une sylviculture durable, l'objectif premier est de produire et de récolter du bois de haute qualité, et que seuls les arbres dont l'abattage contribue à améliorer la santé et la qualité des peuplements forestiers soient récoltés. Cependant, la récolte de bois de qualité supérieure produit toujours une certaine quantité de bois de qualité inférieure qui peut être utilisée comme bois-énergie.

ad 6) Les priorités du Gouvernement sont la rénovation énergétique et le remplacement des énergies fossiles par les pompes à chaleur ainsi que la promotion des réseaux de chaleur. Pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables, le Gouvernement prévoit également une augmentation (à 50 %) du bonus de remplacement augmentant les aides financières « Klimabonus » allouées dans le cas du remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile existante ou d'un chauffage électrique existant combiné à une amélioration de la performance énergétique du système de chauffage par une installation de chauffage basée sur de l'énergie renouvelable. Cette mesure est valable pour toute installation commandée entre le 1er novembre 2022 et le 31 décembre 2023. Cependant, la rénovation thermique et l'installation de pompes à chaleur sont fortement privilégiées par rapport au chauffage de bois au niveau des subventions.

L'accord tripartite, signé le 28 septembre 2022, prévoit la mise en place d'une mesure pour atténuer les hausses des prix des granulés de bois pour les ménages qui se chauffent avec cette source d'énergie. Le Gouvernement travaille actuellement sur la finalisation d'une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente des granulés de bois en vrac pour les ménages.

ad 7) Les bénéficiaires des aides « Klimabonus Wunnen » vont pouvoir demander auprès du Ministère du Logement un « Topup social 100 % » pouvant résulter dans un doublement de l'aide « Klimabonus », ceci en fonction du revenu du ménage du bénéficiaire.

Éligibilité pour la prime énergie | Question **6898** (26/09/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le Fonds national de solidarité (FNS) informe sur son site Internet que toutes les demandes de l'année 2022 déjà payées ou refusées pour dépassement des plafonds de revenus éligibles à l'allocation de vie chère (AVC) auraient entre-temps été réexaminées en accord avec les nouvelles dispositions concernant la prime énergie.

Selon des informations relayées par des acteurs sociaux concernés, les demandes refusées pour dépassement des plafonds de revenus éligibles à l'allocation de vie chère n'auraient pourtant pas été systématiquement réexaminées. De plus, les ménages dont la demande d'obtention d'une AVC a été refusée pour dépassement du seuil de revenu, n'auraient plus eu droit à une réévaluation de leur demande pour l'obtention d'une prime énergie – éventuellement sur base d'une deuxième demande introduite au cours de l'année 2022 – tout en sachant que la situation de revenu d'un ménage a pu évoluer après le premier refus.

Vu qu'un nombre considérable de ménages éligibles pour la prime énergie mais non éligibles pour l'AVC pourrait être concerné par ce problème, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer que chaque demande accordée ou refusée introduite en 2022 en l'obtention d'une AVC a été réévaluée par le FNS en accord avec les nouvelles dispositions concernant la prime énergie ?

2) Le FNS prend-il en considération les variations éventuelles des revenus d'un ménage dans le cadre d'un renouvellement de demande d'une AVC et/ou d'une prime énergie (suite à un premier refus) ?

3) Une demande incomplète refusée par le FNS peut-elle être réintroduite par un ménage en vue d'une réévaluation de l'éligibilité pour l'AVC ou la prime énergie ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle une prolongation supplémentaire de la date limite d'introduction de la demande de l'allocation de vie chère et de la prime énergie ?

Réponse (17/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le Fonds national de solidarité (FNS) a procédé à un recalcul de toutes les demandes au titre de l'année 2022 et qui ont déjà été traitées avant la mise en vigueur du règlement du Gouvernement en conseil du 18 mars 2022 ayant introduit une prime énergie sous forme d'un complément à l'allocation de vie chère.

Il résultait de ce recalcul, qui a été effectué à la date du 1er mai 2022, que 8.042 ménages ont de suite bénéficié de la prime énergie. Ce chiffre comprend également 435 ménages bénéficiaires de la prime énergie qui se sont vu refuser auparavant l'allocation de vie chère pour un dépassement de la limite des revenus.

ad 2) Conformément à l'article 2 (2) du règlement modifié du Gouvernement en conseil du 19 novembre 2021, l'allocation de vie chère et le complément de la prime énergie ne peuvent être demandés qu'une seule fois par année. D'éventuelles variations concernant la situation financière des demandeurs seront prises en compte lors de l'allocation de l'année suivante alors que la détermination des revenus se fait sur base des revenus disponibles au cours des douze mois précédant la date de la demande.

ad 3) Une demande incomplète qui a fait l'objet d'un refus ne peut plus être réintroduite. Il est à noter que le FNS procède au renvoi des dossiers incomplets, notamment pour défaut de signature ou si la demande n'est pas intégralement remplie, en indiquant les éléments manquants et en invitant le demandeur de compléter la demande dans un délai d'un mois.

ad 4) La date limite pour présenter une demande a été prolongée jusqu'au 31 octobre 2022 et il n'est pas prévu de procéder à une deuxième prolongation. Dans le cadre de l'Accord tripartite il a été décidé de reconduire la prime énergie au titre de l'année 2023.

Heures d'ouverture des bureaux de la CNS à Grevenmacher | Question **6899** (27/09/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Selon mes informations, les bureaux de la CNS à Grevenmacher ne sont ouverts, depuis un certain temps, que 2 jours par semaine. Or dans d'autres localités, les bureaux sont ouverts pendant 5 jours. Toujours selon mes informations, il y a une forte demande de la part des assurés qui souhaitent que les bureaux à Grevenmacher soient ouverts plus souvent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer mes informations ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre compte intervenir pour que les bureaux à Grevenmacher soient ouverts plus souvent ?

3) Quelle est la moyenne d'ouverture des bureaux de la CNS dans les autres localités ?

Réponse (02/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) En raison de la pandémie Covid-19, la Caisse nationale de santé (CNS) a été amenée à procéder à des adaptations des horaires d'ouverture des agences et à la prise de rendez-vous obligatoire. Néanmoins, la proximité des agences avec les personnes protégées constitue toujours une priorité pour la CNS.

Les guichets de l'agence de Grevenmacher sont actuellement ouverts au public pendant deux jours par semaine. Pendant les jours d'ouverture, la demande des personnes protégées est bien existante. Néanmoins, cette demande est beaucoup moins importante que celle des agences principales, dont notamment Hollerich, Esch-sur-Alzette et Differdange, ouvertes cinq jours par semaine. Toutefois, il y a lieu de relever que pour l'agence de Grevenmacher, tous les créneaux de prise de rendez-vous ne sont pas réservés.

ad 2) Compte tenu du fait que les plages proposées ne sont pas toutes occupées, il n'est à ce stade pas prévu d'augmenter le nombre de jours ouverts au public. Toutefois, le monitoring en place permet d'avoir un bon aperçu de la demande et d'adapter le cas échéant le nombre de jours.

En outre, à partir du mois de novembre 2022, il est envisagé de permettre aux personnes protégées de se présenter dans les guichets de Grevenmacher une fois par semaine sans prise de rendez-vous. Le cas échéant, des adaptations seront effectuées en fonction des besoins des personnes protégées.

ad 3) Actuellement, les agences sont ouvertes au public soit un à deux jours par semaine (par exemple : Bettembourg, Echternach, Rumelange, Marnach et Redange-sur-Attert), soit cinq jours par semaine pour les agences principales.

Espaces de travail partagés | Question **6900** (27/09/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En 2019, la Caisse pour l'avenir des enfants a été la première administration publique à recourir à des espaces de travail partagés dits « coworking spaces ». Dans le cadre de la pandémie Covid-19, les concepts de travail alternatifs ont gagné en importance. Le concept des coworking spaces est déjà bien établi dans le secteur privé luxembourgeois. Le 30 avril 2021, les ministres de la Fonction publique et de l'Aménagement du territoire ont souligné, dans une réponse à une question parlementaire (n° 4003), que dans le cadre de la décentralisation administrative souhaitée, les deux agglomérations, la Nordstad et la région Sud, devraient bénéficier d'un renforcement de l'administration publique. Selon les informations fournies, il s'agit entre autres de promouvoir des espaces de coworking dans ces mêmes lieux. Il est également précisé dans cette réponse que les ministères concernés étudient quelles administrations se prêtent à une relocalisation et quels seraient les meilleurs endroits pour les implanter.

À ce sujet, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique, à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Où en est le projet des coworking spaces pour la fonction publique au sein des centres de développement et d'attraction (CDA) notamment à la Nordstad et à la région Sud ?

– Quelle est l'évolution en matière d'espaces de coworking dans le secteur public depuis avril 2021 ? Combien de fonctionnaires bénéficient actuellement d'une telle offre ? Combien de collaborateurs du service public devraient pouvoir bénéficier d'une telle offre dans un avenir proche ?

– Quel est ou quel serait l'impact économique de cette décentralisation sur l'économie locale (restauration, commerces, etc.) ?

– Quel est l'impact de ces mesures sur l'empreinte écologique de l'administration publique ?

Réponse (07/11/2022) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

En termes d'aménagement du territoire, la promotion et le développement d'espaces de cotravail s'inscrit dans la stratégie générale en matière de développement territorial telle que proposée dans le projet du Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT2023).

Toutefois, certaines précisions s'imposent, notamment en ce qui concerne la politique de déconcentration concentrée envisagée par l'aménagement du territoire depuis 2003. L'objectif est de créer, à côté de la ville de Luxembourg, deux pôles de développement qui permettent de mieux répartir le développement économique et démographique et par conséquent les flux de mobilité. Dans ce contexte, la ville d'Esch-sur-Alzette et la Nordstad sont ainsi définies en tant que CDA (Centre de développement et d'attraction) d'importance nationale susceptibles d'accueillir des services publics étatiques telles que des administrations. La « déconcentration » étant à différencier de la « décentralisation » qui consiste en un transfert de pouvoirs de l'État vers des personnes morales de droit public distinctes.

En ce sens, la création d'espaces de cotravail ne s'inscrit pas directement dans la politique de la déconcentration concentrée mais plutôt dans la volonté de l'aménagement du territoire à renforcer les CDA et les agglomérations existantes. En effet, en promouvant la création d'espaces de cotravail, donc in fine de lieux de travail supplémentaires pour la fonction publique, l'aménagement du territoire contribue activement au développement des agglomérations de la région Sud et de la Nordstad, au rapprochement des fonctions habiter et travailler et donc à la réduction des besoins de mobilité.

Le projet de PDAT2023 actuellement en procédure de consultation définit quatre objectifs politiques et propose des stratégies – déclinées par échelle de territoire – pour leur mise en œuvre. Par ailleurs, onze espaces d'action nationaux et transfrontaliers qui correspondent à des territoires fonctionnels intégrant au moins un Centre de développement et d'attraction (CDA) sont identifiés. Au sein de ces espaces d'action, il est proposé de définir à l'échelle intercommunale, voire transfrontalière si la situation l'exige, une stratégie territoriale intégrée transposant et approfondissant les objectifs et la stratégie du PDAT2023.

Dans ce contexte, le Département de l'aménagement du territoire (DATer) a lancé l'élaboration de trois visions territoriales pour soutenir davantage les communes dans leurs efforts de conception de stratégies communes concernant l'aménagement du territoire et tel que visé par les travaux menés dans le cadre des processus de coopération territoriale État-communes. Lors de la mise en œuvre de ces stratégies territoriales communes, il serait opportun d'identifier conjointement en amont des sites susceptibles d'accueillir des espaces de cotravail.

Au mois de septembre 2022, le Ministère de la Fonction publique a réalisé un sondage sur les espaces de travail partagés auprès des coordinateurs généraux, des chefs d'administration et de leurs adjoints de l'administration générale. Le sujet de la relocalisation a surtout intéressé les responsables des grandes administrations de plus de 100 agents. Il résulte de ce sondage que 76 % des chefs d'administration ayant répondu au sondage, voient un avantage pour les agents pouvant pratiquer occasionnellement le travail en espaces de cotravail.

Tout comme la promotion du développement économique des CDA et des agglomérations, la mise en œuvre de la déconcentration concentrée contribue à une réduction du trafic en direction de la capitale en contribuant à la décongestion des principales voies d'accès. Le développement de l'emploi au sein des CDA d'importance nationale poursuit également l'objectif de raviver et de redynamiser les centres urbains avec pour conséquence une hausse de l'attractivité tant économique que sociale (restauration, petits commerces, offre de loisirs et de services, entreprise, etc.).

Outre un renforcement de la qualité de vie des citoyens, la déconcentration concertée a également des effets bénéfiques pour l'environnement. Cependant, l'évaluation de l'empreinte écologique de la démarche est complexe du fait de nombreuses inconnues dont le poids environnemental est difficile à définir clairement (par exemple : le nombre de personnes concernées ou susceptibles d'en tirer avantage, la quantité de déplacements évités, la réduction des durées des trajets domicile-travail, les répercussions des mesures de redynamisation, etc.).

Dans le cadre de la pandémie Covid-19, le télétravail ayant néanmoins gagné en importance, une délocalisation partielle de la consommation pour certains secteurs a pu être constatée. À titre d'exemple, on peut citer les boulangeries qui ont connu un basculement de leur chiffre d'affaires des centres urbains vers le milieu rural. La création d'espaces de cotravail pour la fonction publique viendrait assurément renforcer ce phénomène, étant donné que la consommation se délocalisera en fonction des personnes travaillant au sein de ces espaces de cotravail.

Qu'il nous soit également permis de rappeler que la Direction générale des classes moyennes a activement soutenu l'implantation des bureaux régionaux de la House of Entrepreneurship à l'Est et au Sud. Ces bureaux régionaux, de concert avec le Guichet unique PME implanté à Clervaux, contribuent à leur niveau à la déconcentration souhaitée et à dynamiser le développement économique des régions concernées.

Permis de port d'armes | Question **6901** (27/09/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi portant réforme sur les armes et munitions est entrée en vigueur le 1er mai 2022. Le texte prévoit qu'à chaque demande de renouvellement de son permis de port d'armes, le requérant est tenu de produire une attestation médicale. Toutefois, un suivi en aval de l'attestation médicale, par exemple par le biais de contrôles médicaux réguliers, n'est pas prévu par la loi.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

– Est-ce qu'un tel suivi est effectué en pratique afin de s'assurer que les conditions d'octroi d'une autorisation soient remplies tout au long de la validité de l'autorisation ? Dans l'affirmative, qui procède au suivi ?

Réponse (26/10/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Aux termes de l'article 24, paragraphe 1er, point 3°, de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions, la présentation d'une attestation médicale, établie conformément à l'article 16 de la même loi, est une des conditions à remplir au préalable par le requérant en obtention d'une autorisation en matière d'armes. Par conséquent, l'établissement de cette attestation médicale, datant de deux mois au maximum au moment de sa présentation, implique une évaluation de l'état de santé mentale du requérant par un des médecins prévus par l'article 16 précité.

Une réévaluation de l'état de santé mentale du requérant est ensuite effectuée lors de chaque demande de renouvellement d'une autorisation en matière d'armes, donc en pratique régulièrement tous les cinq ans, ce qui correspond en général à la durée de validité de ces autorisations, alors que le renouvellement d'une autorisation requiert également la présentation d'une attestation médicale.

Une réévaluation intermittente, c'est-à-dire au cours de la durée de validité d'une autorisation en matière d'armes, est également prévue alors que, aux termes du paragraphe 4 de l'article 16 précité, le titulaire de l'autorisation est tenu de délivrer une nouvelle attestation médicale sur demande du Ministre de la Justice, lorsqu'il résulte d'informations à caractère médical ou psychologique détenues par le ministre, que la possession d'armes et de munitions dans le chef du titulaire pourrait constituer un danger au sens du paragraphe 1er de l'article 16 précité.

Il résulte de l'application de ce dispositif légal, qui requiert donc des consultations médicales à intervalles réguliers, que le suivi de l'état de santé mentale des titulaires d'une autorisation en matière d'armes est effectué par les médecins visés à l'article 16 précité.

À noter que la non présentation d'une attestation médicale entraîne en tout état de cause le refus ou la révocation de l'autorisation d'armes.

Manque de décharges pour déchets de construction | Question **6902** (27/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Et ass bekannt, datt vill Dechargë fir Bauschutt hei am Land chronesch iwwerlaascht respektiv ganz zou sinn. Sou duerfen zum Beispill zu Housen just nach eng 500 Tonne Material pro Dag a pro Entreprise getippt ginn, d'Decharge zu Noutem ass ganz zou. Trotz der Urgence vun der Situatioun ass generell an der rezenter Vergaangenheet net vill um Niveau vun der Neiausweisung respektiv Erweiderung vu bestoende Bauschuttdeponië geschitt.

Fir de betraffene Bauentreprisë kuerzfristeg ze hëllefen, kéinten als Noutléisung Tëschelager op Grénglächen ageriicht ginn, wou Baufirmen den Iwwerschoss u Bauschutt kéinten zwëschestockéieren, fir dann deen Iwwerschoss a méi rouegen Zäiten definitiv op enger Bauschuttdeponie ze evakuéieren. Laut Artikel 12 (2) vum Naturschutzgesetz vun 2018 kann den Ëmweltminister eng Autorisatioun fir eng Decharge an der Grénzon ausstellen: « En zone verte, l'installation et l'exploitation d'une décharge sont sujettes à une autorisation du ministre. »

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

1. Ass Regierung bereet, dem chronesche Manktem u Kapazitéiten an de Bauschuttdeponien iwwert de Wee vu provisoreschen Tëschelager entgéintzewierken?

2. Wéi eng Konditioune mussen erfëllt sinn, fir datt an der Grénzon en Tëschelager fir Bauschutt vu Säite vum Ëmweltministère erlaabt ka ginn?

Réponse (04/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6889 vun der éierewäerter Deputéierter Madamm Martine Hansen gesot, sinn et d'Acteure vum Secteur selwer, déi d'Sitte fir Deponië proposéieren. Dat selwecht gëllt och fir d'Tëschelager vu Bauschutt. Laut den Informatiounen aus dem Secteur, ass net just d'Planung, mee virun allem de Kaf vun den Terrainen immens zäitopwänneg.

An der Grénzon kënnen Tëschelager fir Akerbuedem erlaabt ginn am Kader vun den Artikelen 9 an 12 vum Naturschutzgesetz (Loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles). Dat selwecht gëllt fir Chantiersinstallatiounen (Art. 6 an 12 vum Naturschutzgesetz) am Kader vun a fir d'Dauer vun engem spezifesche Bauprojet. Dëst kann och de Stockage vu Buedemaushub an anerem Bauschutt beinhalten.

Allgemeng ënnerleien d'Tëschelager der Kommodosan Offallgesetzgebung, ofhängeg vum Emplacement och der Waasser- an/oder der Naturschutzgesetzgebung. Deemno wéi se ausgeluecht sinn, falen se och ënnert d'Gesetz iwwert d'Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE).

D'Konditiounen am Fall vun enger Geneemegung ginn individuell, a Funktioun vum Projet an sengen Impakter – déi jo no Situatioun, Envergure an Noperschaft variéieren – festgeluecht. Den techneschen an den administrativen Opwand fir esou Tëschelager ass dofir, jee nodeem wou a wéi dat geplangt wär, net vill anescht ewéi dee fir Bauschuttdeponien.

Esou provisoresch Tëschelager dierften zudeem net méi wéi 3 Joer laang bedriwwe ginn; duerno verléieren si de Statut vum „Tëschelager" a si rechtlech gesinn eng Deponie.

Duerch esou Tëschelager géif sech de gesamten Ëmweltimpakt fir ee bestëmmte Volume vun Deponiematerial méi wéi verduebelen, well een dat Material jo géif deposéieren an dono erëm ewechhuelen, fir et anzwousch anescht ze deponéieren.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6889 vun der éierewäerter Deputéierter Madamm Martine Hansen gesot, ass et wichteg, de Volume vum Bauschutt à la source ze reduzéieren.

Stages en médecine | Question **6903** (27/09/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Am Gesetz vum 4. Juni 2020, dat de Code du travail ofännert an e gesetzleche Kader fir d'Stagë vu Schüler a Studenten aféiert, steet geschriwwen, datt Stagen, déi ee feste Bestanddeel vun enger Formatioun oder engem Studieprogramm sinn, indemniséiert musse ginn, wann se véier Wochen oder méi laang undaueren. De Medezinnstudium gesäit am sechste Studiejoer ee Praxisjoer vun zwee Semester vir. Den Artikel L.152-2 aus dem genannte Gesetz schléisst Stagen am Kader vun enger Formatioun, déi op e reglementéierte Beruff virbereeden, vun enger Indemnisatioun aus. Dozou gehéieren d'Medezinnstudien an d'Studiegäng am Beräich vun de Gesondheetsberuffer.

Well et an eisem Land eng Penurie un Dokteren an un Nowuess an der Medezinn gëtt, wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung stellen:

– Wisou gëllt dës Ausnamereegelung aus dem Code du travail fir d'Medezinnstudien an d'Studiegäng am Beräich vun de Gesondheetsberuffer?

– Wat ass d'Positioun vun eiser Regierung dozou, datt et zu Lëtzebuerg nach ëmmer Stagen am Kader vu Studiegäng am Gesondheetsberäich gëtt, déi net bezuelt sinn?

– Wéi ee prakteschen Impakt huet dës Reegelung op déi ugeschwate Penurie un Nowuess a

Gesondheetsberuffer, wëssend, dass dat genannt Praxisjoer an anere Länner bezuelt gëtt?

– Wéi eng konkreet Ännerunge gesäit d'Regierung vir, fir dësem Problem entgéintzewierken? Falls Ännerunge virgesi sinn, ab wéini kann an der Praxis domat gerechent ginn?

Réponse (28/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Als Äntwert op den honorabelen Deputéierten hir Froe kënne mir follgend Prezisioune ginn:

Zurzäit sinn d'Stagen, déi Deel vun Héichschoulstudie sinn an déi op ee reglementéierte Beruff virbereeden, sief dat am Beräich Gesondheet oder och an engem aneren Domän, effektiv vun der obligatorescher Indemnisatioun via den Artikel 152-2 vum Code du travail ausgeschloss.

Mat dëser Bestëmmung ass natierlech net ausgeschloss, dass e Patron esou Stagë fräiwëlleg kann indemniséiere respektiv dass iwwert e Spezialgesetz spezifesch Indemnitéite virgesi kënne gi fir déi Formatioun, sou wéi dat zum Beispill de Fall ass bei de Médecins en voie de formation, déi hir Spezialisatiounsformatioun maachen.

Well d'Regierung sech awer bewosst dofir entscheet huet, d'Beruffer am Domän vun der Gesondheet, sief dat d'Infirmieren oder d'Medezinner, ze revaloriséieren an d'Formatiounen, déi zu deene Beruffer féieren, méi interessant ze maache fir jonk Leit, ass et am Kader vum Projet fir en neit Héichschoulgesetz, deen de Regierungsrot den 30. September 2022 ugeholl huet, virgesinn, dass déi uewe genannten Derogatioun am Artikel 152-2 vum Code du travail betreffend d'Stagen am Kader vun der Formatioun zu engem reglementéierte Beruff zukënfteg soll ewechfalen.

Wann dat Gesetz bis a Kraaft ass, wäerten dann och d'Stagen am Kader vun de Formatiounen zu engem reglementéierte Beruff mussen indemniséiert ginn, wa se den allgemenge Konditioune vum Gesetz vum 4. Juni 2020 entspriechen.

Dëst gëllt da fir all d'reglementéiert Beruffer, sief dat am Beräich vun der Gesondheet oder och an engem aneren Domän, woubäi natierlech nach ëmmer e Spezialgesetz ka spezifesch Konditiounen an Tariffer virgesinn.

Délais d'attente IRM | Question **6904** (27/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Virun zwee Joer huet d'Regierung decidéiert, 4 zousätzlech IRMen (Imagerie par résonance magnétique) an eise Spideeler ze installéieren, fir domat op déi zum Deel iwwerméisseg laang Waardezäiten ze reagéieren. Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6030 erausgeet, konnten doduerch d'Delaien, fir e Rendez-vous fir en IRM ze kréien, ëm ronn 20 % verkierzt ginn. An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch an dem Här Minister fir sozial Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi vill IRM-Exame vu Lëtzebuerger Assuréé gi pro Joer am Ausland gemaach a wat sinn dat fir Examen? Wéi vill mécht dat par rapport zu den IRM-Analysen, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn?

2. Sinn d'Zuele vun den IRM-Exame vu Lëtzebuerger Assuréen am Ausland an deene leschten 2 Joer, no der Aféierung vun de 4 zousätzlechen IRMen, erofgaangen?

Réponse (03/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Fir kënnen eng méi detailléiert Äntwert op d'Froe vum honorabelen Deputéierten ze ginn, bezéien sech d'Statistiken, déi hei am Tableau 1 an dëser Äntwert stinn, op d'Joren 2017 bis 2021. Et sief och ze bemierken, datt d'Prestatairen zu Lëtzebuerg 2 Joer Zäit hunn, d'Rechnung auszestellen, an de Patient och nach eemol 2 Joer nom Bezuele vun der Rechnung Zäit huet, fir d'Rechnung bei der Krankeversécherung anzeschécken (Artikel 84 vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS)).

D'Traitementer vu Frontalieren am Land, an deem d'Leit wunnen, gi vun der zoustänneger Krankekeess an hirem Wunnsëtzland en charge geholl am Kader vun dem Formulaire S1, an tauchen net an dësen Zuelen op.

D'Zuele baséieren op de Facturatiounsdonnéeë vun der Gesondheetskeess, a concernéieren d'Akten aus der Nomenclature vun den Doktere souwéi d'Unité d'œuvre „IRM", déi vum Spidol facturéiert gëtt.

D'Donnéeë fir IRM-Examen am Ausland si mat Virsiicht ze genéissen, well een zum Beispill net aschätze kann, wéi vill Leit hir Rechnungen nach net bei der Krankeversécherung agereecht hunn, fir eng Prise en charge vun der CNS ze kréien. Déi auslännesch Tariffer ginn op Basis vun der lëtzebuergescher Nomenclature vun den Doktere remboursëiert, mee et sief ze bedenken, dass déi Transkriptioun net onbedéngt ëmmer 1 zu 1 méiglech ass.

Tëscht Juli 2019 a September 2020 sinn an de Lëtzebuerger Spideeler 4 nei IRM-Apparaten a Betrib gaangen, soudass d'Unzuel vun IRM-Apparater an de Lëtzebuerger Spideeler zënter Hierscht 2020 bei 11 läit.

ad 1. De follgenden Tableau retracéiert, wéi vill IRMen am Ausland gemaach goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Déi aktuell Zuele vun den IRM-Examen am Tableau 1 weisen, dass an de leschten 2 Joer d'Unzuel vun IRM-Examen am Ausland zréckgaange sinn. Woubäi een awer net däerf vergiessen, dass am Joer 2020 d'Leit staark ageschränkt waren, wat hir Auslandsdeplacementer ugeet, an dass am Allgemenge wéinst der Covid-19-Pandemie eng ganz Partie Ënnersichunge reportéiert gi sinn. Donnéeë vun 2021 si provisoresch, well d'Leit nach net onbedéngt alleguerten hir Rechnungen erageschéckt hunn.

D'Unzuel vun den IRM-Examen, déi zu Lëtzebuerg gemaach gi si fir Assuréë vun der Lëtzebuerger Krankeversécherung (Resident an Netresident), ass an de leschte Joren an d'Luucht gaangen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Verdeelung vun den IRM-Examen zu Lëtzebuerg vun den affiliéierten Netresidenten am Joer 2021 op déi verschidde Spideeler, déi eng Unité d'œuvre „IRM" verrechent hunn, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Een Aperçu vun der IGSS iwwer d'IRM-Examen zu Lëtzebuerg am Joer 2019 ass disponibel um Internetportail vun der IGSS ënnert „Publikatiounen": La réalisation des examens d'imagerie par résonnance magnétique (IRM) au Luxembourg en 2019, IGSS n° 17, Juni 2022.

Mise en œuvre du « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA) | Question **6905** (27/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'accord économique et commercial global, en anglais « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA), établi entre l'Union européenne (UE) et le Canada est en application provisoire depuis cinq ans. Depuis le 25 septembre 2017, les exportations européennes vers le Canada auraient, selon des sources de l'UE, augmenté d'un tiers. Pourtant, onze pays de l'UE n'ont pas encore ratifié l'accord.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelle est l'appréciation du Gouvernement sur l'évolution de la mise en œuvre du CETA au sein de l'UE ?

2) Quelle est l'appréciation du Gouvernement sur l'évolution des échanges économiques avec le Canada depuis l'application provisoire du CETA au plan européen ?

3) Comment ont évolué les échanges économiques luxembourgeois avec le Canada, en particulier les exportations luxembourgeoises, depuis l'application provisoire du CETA ? Quel a été l'impact du CETA pour le Luxembourg ?

4) Est-ce que des problèmes ou litiges sont apparus dans le même contexte et, le cas échéant, lesquels ?

Réponse (27/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1) À ce stade, 16 États membres, dont le Luxembourg, ont ratifié le CETA. Étant donné qu'il s'agit d'un accord à compétence partagée entre l'Union européenne et les États membres, la partie consacrée à la protection des investissements n'est pas encore mise en œuvre.

Nous partons du principe que l'évolution positive des échanges économiques avec le Canada ainsi que la nécessité de renforcer les relations avec les partenaires qui partagent nos valeurs dans un contexte géopolitique de plus en plus difficile permettront de finaliser le processus de ratification de l'accord dans des délais raisonnables. Dans ce contexte, nous rappelons que l'accord introduit des nouvelles normes, notamment en ce qui concerne le droit des États à réguler pour le bénéfice de leurs citoyens, qui mettent fin à l'arbitrage classique en matière de protection des investissements.

ad 2) Depuis l'application provisoire dès septembre 2017, la balance commerciale entre l'UE et le Canada a clairement augmenté (autour de 60 % en comparaison avec la moyenne sur la période 2015-2017). En dépit de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les échanges, le niveau du commerce total dépassait en 2020, avec un total de 54 milliards d'euros, le niveau de 2016 (46,3 milliards d'euros), un an donc avant l'application provisoire du CETA. En 2021, le volume total des échanges (60,7 milliards d'euros) dépassait le volume des échanges de 2019 (59,3 milliards d'euros), avant que la pandémie ne vienne lourdement impacter le commerce international.

En 2021, le Canada représentait, selon Eurostat, 1,7 % des exportations de l'UE vers des pays tiers et 1,1 % des importations. D'après le FMI, l'UE est la deuxième destination des exportations du Canada (4,7 %) et la troisième source d'importations (11 %).

En termes d'investissements, en 2021, le Luxembourg était le quatrième plus grand investisseur direct au Canada (62,9 milliards de dollars).

ad 3) Les exportations du Luxembourg vers le Canada, qui avaient atteint 106 millions d'euros en 2017 avant de retomber à 86 millions d'euros en 2018, sont depuis en augmentation continue et ont atteint un niveau record en 2021 avec 124 millions d'euros. Quant aux importations au Luxembourg en provenance du Canada, celles-ci varient considérablement d'une année à l'autre ; elles ont atteint 109 millions d'euros en 2021.

Aux effets économiques dégagés par l'application du CETA s'ajoutent des considérations géopolitiques et stratégiques. Les répercussions économiques négatives causées par les crises successives de la pandémie liée à la Covid-19 et l'agression militaire russe contre l'Ukraine sur les chaînes de valeurs et les chaînes d'approvisionnement mettent en exergue l'importance d'avoir des partenaires économiques et commerciaux fiables. Il devient ainsi de plus en plus important de renforcer les liens économiques avec des pays dont on partage les valeurs et la vision, comme le Canada.

La récente mission économique au Canada, conduite par le Ministre de l'Économie et présidée par S.A.R. le Grand-Duc héritier à Toronto et Montréal (du 19 au 24 juin 2022), a démontré l'intérêt que présente le marché canadien pour les entreprises luxembourgeoises. Plus de cent représentants d'entreprises, de centres de recherche et d'institutions se sont joints à la mission. En outre, de nombreuses entreprises et start-up canadiennes se sont montrées intéressées par le Luxembourg en tant que porte d'entrée vers le marché européen.

La mission économique a également permis de constater l'importance des liens culturels entre nos deux pays. Les contacts et la qualité des échanges ont en particulier été facilités par le lien linguistique de la francophonie entre le Luxembourg et le Québec.

Si le rôle que le CETA a pu jouer dans la genèse et le renforcement de cet intérêt mutuel est difficilement quantifiable, cet accord offre un cadre propice au développement des relations bilatérales. Par conséquent le Canada restera une destination privilégiée pour les activités de prospection économique et d'internationalisation des entreprises luxembourgeoises dans les années à venir.

ad 4) Si des difficultés majeures n'ont pas fait surface et aucune procédure de règlement des différends n'a été enclenchée, l'UE et la Canada doivent néanmoins encore résoudre certains défis tels que le respect des indications géographiques protégées ou encore l'utilisation de traitement hormonaux sur les produits animaux. Dans ce contexte, nous rappelons que l'accord ne saurait remettre en cause les normes mises en place par le législateur européen et que l'objectif des dialogues mis en place pour résoudre ces défis est précisément de garantir le plein respect de la législation européenne.

Manque de décharges pour déchets de construction | Question **6906** (28/09/2022) de **M. Max Hahn** (DP)

D'Problematik vum Manktem u Bauschuttdeponien zu Lëtzebuerg ass zënter Laangem bekannt. Déi aktuell begrenzt Kapazitéite féieren dozou, dass d'Camione laang Weeër musse fueren, fir de Buedem ofzetippen. Dëst bedeit sengersäits eng onnéideg Belaaschtung fir d'Ëmwelt, Käschten, déi fir d'Entreprisen, an domat och fir d'Endclienten an d'Luucht ginn, an och méi laang Delaie bei de Chantieren.

Verstäerkt Äerdaushub probéieren ze evitéieren, ass sécher eng Méiglechkeet, d'Problematik e bëssen ze entspanen, allerdéngs féiert kee Wee derlaanscht, zousätzlech Bauschuttdeponien auszeweisen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill nei Sitte fir Bauschuttdeponië sinn aktuell an der Planung? Wou wieren déi Sitten a bis wéini kéinten se opgoen?

2. Wat sinn eventuell Schwieregkeeten, fir bei der Definitioun vun neie Bauschuttdeponië virunzekommen? Aus wéi enge Grënn war et bis elo net méiglech, der Situatioun Meeschter ze ginn?

3. Wéi eng Tëscheléisung proposéiert de Ministère dem Secteur, fir déi aktuell Situatioun ze verbesseren, bis dass zousätzlech Bauschuttdeponië kënnen opgoen?

Réponse (04/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Fir d'Äntwert op dës Froe vum éierewäerten Deputéierte verweisen ech op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 6889 an N° 6902 vun der éierewäerter Deputéierter Martine Hansen. Zousätzlech sief gesot, dass de Ministère keen Afloss op d'Zäitschinn huet, wat d'Areeche vun den néidegen Dokumenter a Geneemegungsdossieren ugeet.

Centres de collecte | Question **6907** (28/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Eisen Informatiounen no sinn an der leschter Zäit eng Rei vu Centres de collecte, wou d'Jeeër kënnen den Opbroch vum Wëld oder awer doudeg Déieren ofliweren, zougemaach ginn. Bei deenen, déi weiderhin op sinn, hunn anscheinend d'Ëffnungszäite geännert. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen.

1. Sinn an de leschten 3 Joer Centres de collecte zougemaach ginn?
– Wa jo, wéi vill Centres de collecte sinn zougemaach ginn an aus wat fir Grënn?

2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt am Fong misste méi Centres de collecte ageriicht ginn, well d'Ofschossplänge mussen agehale ginn an dofir virun allem méi Wëllschwäi musse geschoss ginn?

3. Kënnt Dir bestätegen, datt eenzel Centres de collecte just nach an de Bürosstonnen op sinn?
– Wa jo, firwat?
– Ass et eventuell méiglech, datt d'Jeeër ausserhalb vun de Bürosstonne mat engem perséinleche Badge Zougank zu de Centres de collecte kréien?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Preliminär Remarque:

D'Centres de collecte (CC) sinn aus enger Noutsituatioun eraus entstane wärend der Zäit vun der klassescher Schwéngspescht, déi ugangs den 2000er Joren an der Groussregioun an och zu Lëtzebuerg grasséiert huet. Dës Krankheet ka souwuel Hausschwäin ewéi och Wëllschwäi befalen.

Et huet deemno deemools eng Gefor fir de Secteur vun der Hausschwäiproduktioun bestanen. Aus deem Grond huet déi deemoleg Administration des services vétérinaires (ASV) missen eng Rei Mooss-namen huelen, déi op Consideratioune vun der Hygiène berout hunn. Eng dovunner war d'Ariichte vun de sougenannte CC, wou esouwuel den Opbroch vun de geschossene Wëllschwäi sollt entsuergt ginn, wou awer och all déi Wëllschwäikadaver, déi net an d'Consommatioun konnte/sollte goen, entsuergt sollte ginn, fir d'Risikoketten esou gutt ewéi méiglech ze ënnerbriechen.

Aus Grënn vu Personalmangel bei der ASV huet d'Administration de la nature et des forêts (ANF) deemools hir Hëllef ugebuede bei der Gestioun vun de CC. Weeder d'Kreatioun nach d'Gestioun vun de CC si Missioune vun der ANF.

Nom Verschwanne vun der klassescher Schwéngspescht goufen d'CC awer vun der ANF weider geréiert, an esouwuel vu Jeeër genotzt, fir Opbroch ze entsuergen oder soss Kadaveren, déi bei der Juegd ugefall sinn an awer net an d'Consommatioun sollte/konnte goen respektiv och vun der Administration des ponts et chaussées, déi Kadavere vun Accidenter do entsuergt huet. Déi definitiv Entsuergung gëtt vun engem Betrib iwwerholl a vun der ASV bezuelt.

ad 1. Jo.
– Zwee. Dat sinn Decisioune vun dem jeeweilege Besëtzer vum Site gewiescht.

ad 2. Vu dass hautzudaags déi afrikanesch Schwéngspescht ëmmer méi no kënnt, schéngt et sënnvoll, esou Infrastrukture weiderhin ze hunn.

ad 3. Leider gouf et vill Abuse bei der Benotzung vun de CC ausserhalb vun den Aarbechtsstonnen, déi am Kontext vun der Hygiène, awer och fir d'Awunner vun den ugrenzenden Uertschaften a fir de Besëtzer vum Site net akzeptabel waren. Dofir ass den Accès an eenzel CC just nach méiglech, wann de respektive Site op ass.
– Den Zougank zu deene Sitten accordéiert de Besëtzer. Et ass och un him fir ze decidéieren, ob esou en Zougank sollt méiglech sinn.

Couverture universelle des soins de santé | Question **6909** (28/09/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Depuis l'annonce des ministres Lenert et Schneider sur la mise en œuvre de la CUSS au Luxembourg fin octobre 2021, on est aujourd'hui à une année de fonctionnement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Quel est l'état d'avancement du projet de la CUSS ? Qui sont les partenaires ?

– Quels sont les modes de fonctionnement ?

– Quel est le mode de financement ?

– Quelles sont les mesures mises en œuvre pour la pérennité de ce projet important dans le but assurer un accès équitable aux soins de santé ?

– Y a-t-il déjà une première évaluation et est-ce qu'une communication officielle à cet effet est prévue ?

Projet couverture universelle des soins de santé | Question **6927** (29/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Moment leeft de Projet vun der Couverture universelle, mat deem et jiddwerengem hei am Land soll méiglech sinn, bei den Dokter ze goen, och wann hien duerch eng prekär Situatioun net bei der Sécurité sociale ofgeséchert ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit ginn all Joer, gekuckt op déi leschte fënnef Joer, an d'Urgencen, ouni bei der CNS affiliéiert ze sinn? A wéi hunn dës Zuelen an deem genannten Zäitraum evoluéiert?

2. Wéi vill vun dem dofir virgesinne Budget gouf bis elo verbraucht?

3. De Projet soll Enn 2022 evaluéiert ginn. Wéini soll dës Evaluatioun ofgeschloss sinn? A wäerten d'Ministeren d'Resultat vun dem Projet der Chamber presentéieren?

4. Wéi ass déi aktuell Aschätzung vun de Ministeren iwwert den Erfolleg oder Mësserfolleg vum Projet?

Réponse (16/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Le projet « Couverture universelle des soins de santé » (CUSS) a été présenté le 27 octobre 2021 par la Ministre de la Santé et le Ministre de la Sécurité sociale, en présence d'un représentant du Ronnen Dësch :

https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2021/10-octobre/27-cuss.html

Ce projet est la mise en œuvre du point suivant de l'accord de coalition 2018-2023 :

« Accès universel aux soins de santé

Le principe de l'assurance obligatoire garantit un accès égal et solidaire aux prestations de l'assurance maladie-maternité. Pour assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, les moyens existants seront utilisés de la manière la plus adaptée. Cette prise en charge médicale sera à charge du budget de l'État.

Par ailleurs, l'attachement aux principes de la solidarité et de l'entraide mutuelle est réaffirmé. Les sociétés de secours mutuels qui mettent l'accent sur la solidarité entre membres continueront d'être soutenues. » (Säit 109, Koalitiounsaccord 2018–2023)

L'objectif principal du projet pilote est d'assurer aux personnes concernées l'accès de manière simplifiée aux services de santé, en ayant recours aux mécanismes légaux existants et ainsi fournir aux personnes les soins de santé nécessaires. De plus, le suivi régulier par les associations est un point important pour apporter le soutien nécessaire aux personnes en situation de fragilité.

Après la présentation en octobre 2021, un travail concret a été fait avec les associations qui ont déjà une convention avec le Ministère de la Santé sur la mise en œuvre du projet. Les conventions ont été adaptées ou complétées afin que les associations puissent obtenir des ressources supplémentaires pour mettre en œuvre ce projet. Ces associations sont : CNDS, Stëmm vun der Strooss, Médecins du Monde et Jugend- an Drogenhëllef. De plus, la Croix-Rouge a également rejoint le projet.

En avril 2022, le projet a alors été mis en œuvre au niveau des associations et par la suite les premiers bénéficiaires ont pu être inscrits à l'assurance maladie volontaire. L'accompagnement des personnes se poursuit également à travers les associations qui voient régulièrement la personne ou sont en contact avec elle.

La procédure prévoit les points principaux suivants :

1) l'association, qui est en contact régulier avec la personne, analyse la situation de cette personne ;
2) le dossier est ensuite transmis au service « Santé sociale » du Ministère de la Santé ;
3) le Ministère de la Santé valide le dossier et lance ainsi l'inscription à l'assurance maladie volontaire ;
4) l'association assure un suivi régulier. C'est pourquoi la référence de contact de la personne est nécessaire tant pour les démarches administratives que pour apporter à la personne le soutien requis.

Comme stipulé dans l'accord de coalition, le projet est financé par l'État à travers le budget du Ministère de la Santé. Les associations qui suivent les personnes concernées ont une convention avec le Ministère de la Santé dans lesquelles les différents points sont définis. Les associations ont également été dotées de personnel supplémentaire (généralement un salarié à temps plein par association) pour pouvoir accompagner la personne de manière régulière ou suivre sa situation.

En date du 17 octobre 2022, 79 personnes étaient inscrites à l'assurance maladie volontaire dans le cadre du projet pilote. D'autres dossiers sont actuellement en cours d'inscription.

L'évaluation du projet pilote devra, comme annoncé lors de la présentation en octobre 2021, être lancée fin 2022. Comme pour les autres projets, il est bien sûr prévu de présenter les détails du projet et les résultats de l'évaluation aux commissions parlementaires concernées, dès qu'ils sont disponibles.

Concernant la question de la prise en charge en cas d'urgence des personnes non affiliées à l'assurance maladie, le Ministère de la Santé dispose de l'article budgétaire suivant : « 14.0.34.011 – Traitement des maladies sociales et autres affections ; prise en charge des frais d'hospitalisation et des frais de traitement des personnes indigentes : subventions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ».

Cependant, il n'est pas possible de savoir en détail, sur base des données disponibles par le service concerné, combien de personnes sans affiliation sont passées par les services d'urgence car les demandes, respectivement les factures qui sont prises en charge par ce mécanisme, n'indiquent pas toujours s'il s'agit spécifiquement d'un acte d'urgence ou non. Le budget de l'article 14.0.34.011 – Traitement des maladies sociales et autres affections ; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes : subsides au cours des cinq dernières années était le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dans le projet de loi sur le budget de l'exercice 2023 (n° 8080) sont prévus 2.300.000 €.

Toutefois, il convient également de préciser que les assurés ayant un autre régime d'assurance maladie sont également traités dans un hôpital ou par un prestataire, pour lesquels les frais sont alors couverts par le régime respectif.

Fuite auprès d'un pipeline de kérosène à Echternacherbrück | Question **6924** (29/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gusty Graas** (DP)

Tel qu'il a été relayé dans la presse, une fuite a été détectée en date du 28 septembre dernier auprès d'un pipeline de kérosène à Echternacherbrück, déversant 30.000 litres de kérosène dans l'environnement.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle a été la raison de cette fuite ?

2) Quel en est l'impact sur l'environnement naturel, en particulier la faune et flore aquatique de la Sûre ?

3) Est-ce que cet incident pourrait entraîner, le cas échéant, des conséquences juridiques ?

Réponse (04/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Lors de travaux de maintenance, un pipeline de kérosène a fui le 29 septembre 2022 vers 13.40 h dans la zone industrielle d'Echternacherbrück. Lors de travaux programmés par l'exploitant du pipeline dans le cadre d'un contrôle technique, un bouchon s'est détaché, ce qui a entraîné une fuite de kérosène estimée à 30.000 litres.

ad 2) Selon les informations du Ministère de la Protection du climat, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mobilité de Rhénanie-Palatinat, il n'y a pas eu de pollution du cours d'eau frontalier « Sûre ». Les résultats d'analyses d'échantillons d'eau prélevés par les autorités allemandes le 29 septembre 2022 confirment cette affirmation.

ad 3) En absence d'une pollution du cours d'eau frontalier « Sûre », il n'y a pas de conséquences juridiques sur base de la législation luxembourgeoise. Mes services n'ont pas connaissance de suites juridiques éventuellement entamées par les autorités allemandes.

Négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux | Question urgente **7935** (26/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Les négociations entourant la nouvelle convention collective de Cargolux semblent être dans l'impasse : après plusieurs réunions qui ont duré plusieurs heures, les syndicats ont décidé de saisir l'Office national de conciliation (ONC) mi-février. D'après mes informations, la direction de l'entreprise, dont l'État est par ailleurs actionnaire notamment à travers la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), a demandé, lors de la première réunion de la procédure de conciliation, l'irrecevabilité du litige collectif. L'ONC ayant rejeté la demande de Cargolux, la direction a annoncé aux syndicats qu'elle allait introduire un recours devant le tribunal administratif contre cette décision de l'ONC.

La dernière convention collective de Cargolux s'est achevée à la fin de l'année 2022. Je rappelle dans ce contexte que l'ONC est présidé par un représentant désigné par le Ministre du Travail.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Comment est-ce que le Gouvernement évalue l'avancée des négociations entourant la nouvelle convention collective de Cargolux ?

2) Est-ce que le Gouvernement juge que, compte tenu de l'état des négociations, le moment était venu d'engager une procédure de conciliation et de saisir l'Office national de conciliation (ONC) ?

3) De quelle manière est-ce que la direction d'une entreprise peut refuser une procédure de conciliation ? Est-ce que le Gouvernement estime qu'une entreprise dont l'État est actionnaire devrait contester une décision de l'ONC devant le tribunal administratif ? Qu'est-ce qui pourrait justifier pareille décision ?

Réponse (27/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) D'après les commentaires relayés dans la presse, il semble que les négociations concernant le renouvellement de la convention collective de l'employeur

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Cargolux Airlines International SA soient actuellement dans une impasse. Nonobstant ce constat, il est à souligner que la procédure juridique et administrative est encore en cours et qu'aucune décision définitive n'a encore été prise, ce qui laisse la porte ouverte à différentes options.

Le Gouvernement rappelle d'ailleurs qu'il ne fait pas partie de la commission de négociation. Conformément au Code du travail, la commission de négociation se compose des syndicats justifiant la représentativité nationale et les représentants du patronat.

ad 2) Il n'incombe pas au Gouvernement de juger sur la saisine de l'ONC. Nous rappelons cependant que : l'article L. 163-1 du Code du travail dispose dans son deuxième paragraphe que « l'Office national de conciliation a pour mission :

1. de résoudre les litiges collectifs en matière de conditions de travail ;
2. de régler les litiges collectifs du travail qui n'ont pas abouti à une convention collective ou à un accord collectif ;
3. d'aviser les demandes en déclaration d'obligation générale des conventions collectives de travail et des accords en matière de dialogue social national ou interprofessionnel conclus conformément au chapitre V du présent titre. »

Selon l'article L. 163-2, paragraphe 3, on entend par litiges collectifs en matière de conventions collectives relevant de la compétence de l'Office national de conciliation :

– le refus de l'employeur d'entamer des négociations collectives conformément à l'article L. 162-2, paragraphe 4 ;
– le désaccord sur une ou plusieurs stipulations de la convention collective définie à l'article L. 161-2.

L'article L. 164-1 dispose que tout différend d'ordre collectif, tant en matière de conditions de travail que dans le cadre des négociations en vue de la conclusion d'une convention collective ou d'un accord collectif, fait obligatoirement l'objet d'une procédure de conciliation.

L'article L. 164-2 dispose que « (1) la demande de saisine doit être dûment motivée et accompagnée d'un dossier complet qui doit spécifier l'objet exact du litige et des antécédents. Le président peut réclamer les pièces supplémentaires qu'il juge utiles. La commission paritaire est convoquée par le président, sur demande écrite d'une des parties. »

Les assesseurs peuvent décider à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas d'égalité, de demander des compléments au dossier.

Ils peuvent décider, dans les mêmes conditions, de ne pas admettre à la conciliation des dossiers qu'ils estiment ne pas rentrer dans le champ d'application du présent titre. Cette décision peut faire l'objet d'un recours en réformation conformément à l'article L. 162-15.

Le paragraphe (3) du même article prévoit que « la première réunion de la commission paritaire doit avoir lieu au plus tard le premier jour de la sixième semaine qui suit la date de la réception de la demande par le président de l'Office national de conciliation. En cas de recours, la première réunion a lieu au plus tard quinze jours après la décision des juridictions administratives coulée en force de chose jugée. »

Les litiges portés devant l'ONC peuvent en outre être de deux natures :

– défense des droits ;
– conquête des droits (revendication). Le plus souvent, le conflit porte cependant sur des revendications salariales en vue d'une amélioration par rapport à la situation existante (exemples : augmentation des salaires, introduction d'une prime, réduction de la durée de travail).

En date du 17 février 2023, les syndicats LCGB et OGB-L ont saisi l'Office national de conciliation au sujet de l'absence d'accord pour le renouvellement de la convention collective de travail de l'employeur Cargolux Airlines International SA avec un dossier de 311 pages. Les syndicats soulèvent qu'après 15 longues réunions en 6 mois de négociations, les syndicats contractants constatent que les négociations ont échoué.

En date du 24 mars 2023, la présidente déléguée et les assesseurs de l'Office national de conciliation ont décidé à la majorité des voix, avec la voix prépondérante de la présidente-déléguée de rejeter la demande de ne pas admettre à la conciliation le dossier introduit par les syndicats LCGB et OGB-L au sujet de l'absence d'accord pour le renouvellement de la convention collective de travail.

Le Gouvernement respecte d'ailleurs pleinement la séparation des pouvoirs et souligne que les décisions de l'ONC quant à la recevabilité des demandes de conciliation, sont susceptibles d'un recours devant les juridictions administratives.

ad 3) Dans ce contexte, il est à renvoyer à l'article L. 164-2 du Code du travail qui dispose que « (1) la demande de saisine doit être dûment motivée et accompagnée d'un dossier complet qui doit spécifier l'objet exact du litige et des antécédents. Le président peut réclamer les pièces supplémentaires qu'il juge utiles. La commission paritaire est convoquée par le président, sur demande écrite d'une des parties. »

Indépendamment de la composition de l'actionnariat, le Gouvernement estime que toutes les entreprises sont tenues de respecter les dispositions législatives applicables en la matière.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 19 à 21	Questions au Gouvernement
p. 03-05	p. 06-07	p. 07-66	p. 66-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-07

Séances ..... p. 07-66

19e séance du mardi 13 décembre 2022 p. 07-15

20e séance du mercredi 14 décembre 2022 p. 15-32

21e séance du mercredi 14 décembre 2022 p. 32-66

Questions au Gouvernement ..... p. 66-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
22/05/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Journée de l'Europe 2023

Une Journée de l'Europe sous le signe de la solidarité avec l'Ukraine

Défendre les valeurs européennes et s'échanger avec les citoyens : c'est dans ce but que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et des députés ont participé au festival « Europe Day » le 9 mai 2023 sur la Place de l'Europe au Kirchberg. Le Parlement luxembourgeois y était représenté parmi les quelque 70 stands d'information.

« Et ass wichteg, sech haut um Europadag op eis Wäerter an op eist Engagement fir d'Unioun ze besënnen. Eenheet, Solidaritéit, Pluralismus a Fridden: Wäerter, déi engem virun net esou Laangem nach selbstverständlech erschénge konnten, mee dat hautzudaags awer leider net méi ëmmer sinn », a rappelé M. Etgen à l'occasion de la cérémonie officielle pour la Journée de l'Europe. « La guerre d'agression russe en Ukraine [...] nous a montré à quelle vitesse nos acquis démocratiques peuvent être bafoués, piétinés », a ajouté le Président de la Chambre dans son discours tenu en luxembourgeois et en français. D'où l'importance de défendre ces valeurs, selon M. Etgen : « Les pays autocratiques forment des pactes et tentent ainsi de saper la crédibilité des démocraties. Il est temps de réagir. Brandissons ensemble l'étendard de la paix et de la démocratie ! »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a rappelé l'importance des acquis démocratiques et des valeurs de pluralisme au sein de l'Union européenne.

« Brandissons ensemble l'étendard de la paix et de la démocratie ! »

En plus de la solidarité et du soutien indéfectible à l'Ukraine, le Président de la Chambre a également souligné l'importance de l'autonomie stratégique de l'Europe, assortie à son ouverture vers le monde : « Je suis confiant [...] que, à aucun moment, l'Europe ne sera en repli, ni par rapport à ses propres valeurs de pluralisme, ni par rapport à ses partenaires et alliés dans le monde. [...] L'Europe a une responsabilité d'autonomie. L'Europe a – tout autant ! – une responsabilité de coopération dans le monde. »

Tout au long des festivités sur la place symbolique qui se situe au pied des institutions européennes présentes au Kirchberg, le stand du Parlement luxembourgeois était un lieu de rencontre privilégiant le contact entre les citoyens et les différents représentants de la Chambre des Députés.

C'était également l'occasion pour les citoyens de s'informer entre autres sur le travail du Parlement luxembourgeois.

Retrouvez les photos de l'événement en scannant le code QR suivant :

Visite d'une délégation parlementaire du Seimas de la République de Lituanie

M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile (2e à droite), et Mme Stéphanie Empain, Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (2e à gauche), ont rencontré le 3 mai 2023 une délégation du Parlement lituanien dans le cadre d'une visite de travail. Celle-ci a été reçue par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (3e à droite), à l'Hôtel de la Chambre.

Remise du rapport 2022 du Centre pour l'égalité de traitement (CET)

« Un partenaire fort pour une Chambre forte »

De gauche à droite : M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre, Mme Sylvie Kerger, membre du collège du CET, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Patrick Hurst, Président du CET, et Mme Nathalie Morgenthaler, Directrice du CET

Le nombre de dossiers de discrimination traités par le Centre pour l'égalité de traitement (CET) reste à un niveau élevé. C'est ce qui ressort du rapport annuel relatif à l'année 2022 qui a été remis au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 3 mai 2023. Des pistes ont été évoquées pour renforcer davantage les missions de cet organe rattaché à la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre a souligné l'importance du travail effectué par les différents acteurs qui sont actifs dans le domaine des droits de l'homme. « Le CET est un partenaire fort pour une Chambre forte », s'est réjoui M. Etgen. La mission du CET consiste à lutter contre les différentes formes de discrimination. Plusieurs éléments d'actualité contribuent à accentuer son rôle, comme la nouvelle législation pour protéger les lanceurs d'alerte, qui fait du CET un point de contact en la matière.

Dans le but de renforcer davantage le CET et les autres organes rattachés au Parlement – l'Ombudsman et l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) –, un nouveau cadre légal, plus précis et mieux adapté aux activités des différents organes, est actuellement en préparation.

L'origine ethnique, premier motif des discriminations

« L'activité du CET est en constante évolution », a expliqué son Président, M. Patrick Hurst, face au Président de la Chambre des Députés. Le nombre de discriminations rapportées au CET reste à un niveau élevé : le CET a reçu 221 nouveaux dossiers et en a traité 240 en 2022, contre 245 dossiers en 2021 et 150 en 2019. « En six ans, le nombre de dossiers a doublé », a expliqué la Directrice du CET, Mme Nathalie Morgenthaler.

Pour la deuxième année consécutive, la majorité des cas dont le CET a été saisi est liée à l'origine ethnique alors qu'auparavant, le handicap était le motif le plus fréquent des discriminations dénoncées auprès de l'organisme. Toujours selon ces statistiques, la plupart des cas de discrimination signalés au CET concernent le travail.

Conférence multidisciplinaire « Megatrends 2050 »

Comment penser le futur et se donner les moyens d'agir ?

« La recherche, le dialogue et l'échange d'idées nous permettent certainement d'identifier aujourd'hui ce qui pourra nous servir demain », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Personne ne sait prédire l'avenir, mais on peut se donner les moyens d'observer le monde et les données existantes afin de construire des scénarios d'avenir et d'agir pour le bien commun. C'est un des constats dressés lors des différentes interventions et tables rondes qui ont structuré la conférence « mégatendances 2050 », coorganisée par la Chambre des Députés et le Fonds national de la recherche (FNR) les 4 et 5 mai 2023 au Cercle Cité.

M. Philip Crowther lors de son discours liminaire

Les mégatendances, ce sont les grandes tendances qui donnent une structure à ces projections. Leur influence est importante sur les plans politique, économique, environnemental, technologique, social et culturel. Lors de son discours liminaire, M. Philip Crowther a exposé le point de vue des journalistes, qui sont le relais de l'information aux citoyens. Cette intervention particulièrement éclairante a mis en lumière les défis propres à leur métier : celui de couvrir l'avenir.

L'approche multidisciplinaire de la conférence consistait à faire réfléchir ensemble plus de 300 acteurs du monde politique et de la science, des citoyens et plus particulièrement les jeunes membres du Parlement des jeunes. Le public a participé aux discussions via un outil de sondage en temps réel et a assisté à différentes expérimentations scientifiques.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Conférence parlementaire « Les élections en temps de crise : défis et opportunités »

Mme Cécile Hemmen, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, lors de son intervention sur le thème « Élections et pandémie »

« Des élections à elles seules ne peuvent être garantes du respect de l'État de droit, mais aucune nation ne peut se vanter d'être une démocratie sans élections libres et équitables. » C'est avec ces propos que le Président du Conseil national suisse, M. Martin Candinas, a ouvert la conférence parlementaire portant sur les élections en temps de crise, qui s'est tenue du 9 au 10 mai 2023 à Berne. À l'occasion du 60e anniversaire de l'adhésion de la Confédération suisse au Conseil de l'Europe, le Parlement suisse a rassemblé des parlementaires de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), des administrations électorales et des universitaires pour débattre de l'organisation, de la gestion et de l'observation d'élections libres et équitables en temps de crises sanitaires, de catastrophes naturelles et de conflits armés.

Pandémie et scrutin

Un premier panel dédié à « l'impact à court et à long terme de la Covid-19 sur les élections » a mis en exergue les défis logistiques pour le déploiement d'observateurs à un moment où la plupart des frontières étaient fermées. Une exception avait par exemple été faite pour les présidentielles américaines en octroyant aux missions d'observation électorale des Assemblées parlementaires de l'OSCE et du Conseil de l'Europe le statut de mission d'intérêt national. L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) recommande de légiférer en dehors des temps de crise pour réviser le cadre électoral législatif. Ce dernier devrait prévoir l'éventualité d'ajournement d'élections, une période de vote étendue ou encore offrir aux électeurs de nouveaux moyens de faire valoir leur voix.

Le Luxembourg ne figurant pas dans le rapport de la Commission de Venise « Observatoire des situations d'urgence », Mme Cécile Hemmen, en tant que représentante de la Chambre des Députés, a évoqué l'état de crise décrété par le Gouvernement luxembourgeois en mars 2020 puis prolongé pour une durée de trois ans par le Parlement. « Cette situation exceptionnelle nécessitait des mesures exceptionnelles », a-t-elle indiqué avant de revenir sur la délocalisation des séances plénières au Cercle municipal, permettant ainsi au Parlement luxembourgeois de continuer à exercer son pouvoir législatif. Mme Hemmen a par ailleurs souligné qu'au cours de la crise sanitaire, aucune élection n'était prévue au Grand-Duché et que le Gouvernement luxembourgeois n'a donc pas dû trancher entre « repousser, annuler ou maintenir » des élections. Le cas de figure d'un maintien aurait été particulièrement intéressant dans un pays où le vote est obligatoire. La députée a insisté sur le fait qu'en période postpandémique, il est temps de dresser un bilan des expériences respectives ainsi que d'établir un recueil regroupant certaines bonnes pratiques échangées.

Élections et intelligence artificielle

Une autre session a porté sur les dangers potentiels qui peuvent découler de l'utilisation abusive des nouvelles technologies. Comment le vote électronique, l'intelligence artificielle (IA) et la cybernétique peuvent-ils transformer les élections ? Les panélistes ont échangé sur les différentes manières d'atténuer les menaces d'une instrumentalisation manipulative et d'en endiguer les capacités d'influence. Ils ont conclu qu'il faudrait repenser les pratiques en ayant recours aux innovations durables, tout en protégeant l'intégrité du processus électoral et en œuvrant pour le rendre plus résilient.

Selon Mme Hemmen, les bienfaits de l'adaptation des normes électorales à l'environnement numérique pourraient être nombreux : simplification du système électoral, hausse de la participation, inclusion d'un corps d'électeurs plus considérable, fiabilité et rapidité des résultats. Toutefois, une certaine défiance, voire méfiance, risquerait de s'installer parmi les électeurs pouvant entrainer le contraire de ce que l'on aurait espéré : une baisse de la participation aux élections, une polarisation accrue et, de façon générale, une remise en question de la légitimité des résultats. L'élue luxembourgeoise a plaidé dans ce contexte pour une réglementation de l'utilisation de ces technologies en concertation avec la Commission de Venise, la société civile, le marché privé et le secteur académique. Selon elle, un cadre juridiquement contraignant s'avère être essentiel. Elle a conclu son intervention en exprimant son espoir que la déclaration du 4e Sommet du Conseil de l'Europe les 16 et 17 mai 2023 sera l'occasion à la fois de réaffirmer des normes internationales pour l'organisation d'élections et de référendums et de mettre la priorité sur la finalisation de la convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. M. Alain Gendron, Ambassadeur du Canada

Budget de l'État pour l'exercice 2023 et programmation financière pluriannuelle 2022-2026

8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :
1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0

Le budget de l'État pour l'exercice 2023 est arrêté aux montants suivants :

– Recettes courantes	21.480.269.006 euros
– Recettes en capital	112.377.963 euros
– Recettes des opérations financières	4.661.381.700 euros
– Dépenses courantes	21.239.691.553 euros
– Dépenses en capital	2.937.895.897 euros
– Dépenses des opérations financières	2.065.784.763 euros

L'article 3 (4) permet de redéfinir la valeur locative d'une habitation afin que sa fixation intervienne dès que le propriétaire peut librement en disposer pour ses besoins personnels d'habitation ou bien habituels et prépondérants ou bien secondaires.

Aussi, le propriétaire d'une habitation est imposable au titre de la valeur locative, qui reste néanmoins à zéro euro, lorsqu'il l'occupe personnellement, lorsqu'il ne l'occupe pas parce qu'il la met bénévolement à disposition de quelqu'un d'autre et lorsqu'il ne l'occupe pas parce qu'elle est en cours de rénovation, de transformation, fait l'objet de travaux quelconques ou reste inoccupée pour toute autre raison.

L'article 3 (6) a) a pour objectif d'accorder, sur option annuelle, la possibilité de calculer le seuil de 5 % par rapport à la somme algébrique positive des résultats des membres du groupe intégré (au sens de l'article 164bis), pour autant qu'une intégration fiscale ait existé au cours de l'année d'octroi de la prime participative ainsi que de l'année précédant immédiatement celle de l'octroi de ladite prime.

L'article 3 (6) b) modifie le seuil de rémunération minimal requis pour bénéficier du régime des impatriés afin de tenir compte d'un certain nombre de critiques occasionnées par le relèvement de ce seuil en 2021. Le seuil actuel de rémunération minimal de 100.000 euros est abaissé à 75.000 euros dans un souci de maintenir l'attractivité du pays à l'international dans un contexte de difficultés accrues de recrutement de main d'œuvre qualifiée dans certains secteurs économiques.

L'article 3 (7) majore le montant maximum de l'abattement de revenu imposable pour enfant ne faisant pas partie du ménage du contribuable (prévu à l'article 127bis L.I.R.) de 4.020 euros à 4.422 euros afin de maintenir le parallélisme avec l'augmentation du montant des allocations de toute nature en dessous duquel de telles allocations n'impliquent pas une réduction du crédit d'impôt monoparental en vertu de l'article 154ter, alinéa 3.

L'article 3 (10) relève le montant maximal du crédit d'impôt monoparental (CIM) de 1.500 euros à 2.505 euros. Outre cette augmentation du montant maximal du CIM, le revenu imposable ajusté jusqu'auquel le montant maximal du CIM s'applique, est augmenté de 35.000 euros à 60.000 euros. En d'autres termes, les contribuables ayant des revenus imposables ajustés se situant entre 0 euro et 60.000 euros pourront dorénavant bénéficier d'un CIM à hauteur de 2.505 euros. Par cette hausse, le cercle des contribuables pouvant bénéficier du CIM maximal est sensiblement élargi.

L'article 4 fixe au 31 décembre (au lieu du 31 mars) le délai pour le dépôt des déclarations d'impôt (impôt sur le revenu des personnes physiques, impôt sur le revenu des collectivités, impôt commercial communal et impôt sur la fortune).

L'article 5 (2) permet l'application en matière de TVA du taux réduit de 8 % à la réparation d'appareils ménagers.

L'article 5 (3) permet l'application en matière de TVA du taux réduit de 8 % à la vente, la location et la réparation de bicyclettes, y compris les cycles à pédalage assisté dits « vélos électriques ».

L'article 5 (4) permet l'application en matière de TVA du taux super-réduit de 3 % à la livraison de panneaux solaires et leur installation.

L'article 6 (1) exonère les biocarburants et bioliquides à l'état pur du droit d'accise additionnel autonome dénommé « Taxe CO_2 ».

L'article 8 exclut les investissements concernant le gaz naturel et le nucléaire de l'avantage fiscal qu'est la taxe d'abonnement réduite pour fonds d'investissement.

L'article 39 confère au ministre ayant le Trésor dans ses attributions l'autorisation d'émettre des emprunts pour un montant maximum de 6.000 millions d'euros. Ce montant s'oriente au niveau anticipé des liquidités disponibles en fin d'année 2022, au déficit prévisible de l'Administration centrale ainsi qu'au besoin de refinancement de la dette à moyen et long terme venant à échéance au cours des années 2023 et 2024, tout en prévoyant une marge pour parer à des situations imprévues. Il ne présente aucune indication quant au besoin de financement effectif ou prévisible au cours des exercices en question. Le paragraphe 2 de l'article annule le solde disponible des anciennes autorisations d'emprunts qui n'ont pas été utilisées jusqu'à présent.

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026

L'article 1er du projet de loi a pour objet de fixer l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) sur toute la période dont le présent projet de loi fait l'objet : il le fixe à +0,5 % du PIB pour 2022 et à +0,0 % du PIB pour la période 2023-2026.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2022 à 2026 :

En % du PIB	2022	2023	2024	2025	2026
– Administration centrale	-1,7 %	-3,4 %	-2,3 %	-2,1 %	-1,7 %
– Administrations locales	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
– Administrations de sécurité sociale	1,3 %	1,2 %	1,1 %	0,9 %	0,7 %
– Administrations publiques :					
Solde nominal	-0,4 %	-2,2 %	-1,1 %	-1,1 %	-0,9 %
Solde structurel	-0,2 %	-2,0 %	-0,9 %	-1,0 %	-0,8 %

Dépôt des projets de loi 8080 et 8081 par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 12/10/2022
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

18/07/2022	Désignation d'un rapporteur
14/10/2022	Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises
	Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes
19/10/2022	Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA
24/10/2022	Échange de vues avec des représentants du Statec
18/11/2022	Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques
21/11/2022	Présentation du budget du département Finances
25/11/2022	Présentation de l'avis de la Cour des comptes
28/11/2022	Examen des avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05/12/2022	Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg
09/12/2022	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

10/11/2022	Échange de vues avec M. le Ministre de la Défense

21/11/2022 Présentation des volets relevant de la compétence du Ministère des Affaires étrangères et européennes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
24/11/2022 Examen du volet Affaires intérieures

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
25/11/2022 Présentation des volets Classes moyennes et Tourisme

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :
17/11/2022 Présentation du volet Culture

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
31/10/2022 Présentation du volet Éducation nationale, Enfance et Jeunesse
Présentation du volet Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
11/11/2022 Présentation des volets Énergie et Aménagement du territoire
02/12/2022 Examen des volets Environnement, Climat et Développement durable

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :
25/10/2022 Présentation des volets Famille et Intégration

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
29/11/2022 Présentation et examen du volet Institutions

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
16/11/2022 Examen du volet Justice

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
08/11/2022 Présentation du volet relevant de la compétence du Ministère des Sports
15/11/2022 Présentation du volet relevant de la compétence du Ministère de la Santé

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
10/11/2022 Échange de vues avec M. le Ministre de la Défense

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
10/11/2022 Examen du volet Travail et Emploi ainsi que du volet Sécurité sociale

Vote en séance publique du projet de loi 8080 : 15/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 649, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 8081 : 15/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 651, page 1

19e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Ordre du jour** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
5. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :**
   1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
   2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
   5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
   6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
   7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
   8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
   10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
   11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0
   8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 p. 08
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Max Hahn

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 13 décembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8113 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 08/12/2022

8114 – Projet de loi portant création d'une allocation complémentaire pour personnes âgées

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 08/12/2022

8115 – Projet de loi instituant un régime d'aide en faveur de la primo-création d'entreprise

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08/12/2022

8116 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 08/12/2022

8117 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12/12/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2551 – Demande de pétition publique : Contre la suppression des bus pour la Goodyear!!

Dépôt : M. Stéphane Brunel, le 07/12/2022

2552 – Demande de pétition publique : Plus de congés pour raisons familiales pour les monoparentaux

Dépôt : Mme Raquel Gomes da Silva, le 07/12/2022

2553 – Demande de pétition publique : Begleitpersonen / Krankenschwester im Bus auf dem Weg nach Hause bei Kindern mit Behinderung

Dépôt : Mme Natascha Schleich, le 08/12/2022

2554 – Demande de pétition publique : D'Recht, dass de Loyer, deen de Bierger zu Lëtzebuerg muss bezuelen, fir iwwerhaapt en Ënnerdaach ze hu fir ze wunnen, soll däerfe vun de Steieren ofgehale ginn

Dépôt : Mme Rita Berens, le 08/12/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Justice ugeet, huet d'LSAP-Fraktioun ugefrot, datt den Här Mars Di Bartolomeo d'Madamm Cécile Hemmen all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 8049 iwwert déi penal Responsabilitéit vu Regierungsmemberen ersetzt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Proposition de loi.

Ass d'Chamber mat der Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun der parlamentarescher Kommissioun ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et och esou decidéiert.

5. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026

Mir kommen de Mëtten zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 8080 vum Staatsbudget fir d'Joer 2023 an iwwert de Projet de loi 8081 iwwert déi finanziell Programmatioun fir d'Joren 2022–2026. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Hären, léif Membere vun der Regierung, ech erënnere mech, wéi wann et gëschter gewiescht wier, un dee sonnegen Dag am Mäerz viru bal dräi Joer, wou hei am Land d'Schoulen hir Dieren hu missen zoumaachen. Kuerz drop si vill Betriber an d'soziaalt Liewe vun eis alleguerten op Äis geluecht ginn.

Ech erënnere mech u laang Schlaangen an de Supermarchéen an un déi mënscheneidel Stroossen dobaussen. Keen hätt deemools geduecht, wéi laang dee Virus eist Liewen am Grëff géif halen. Kaum hate mir bei der Pandemie Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, huet Russland mat sengem Ugrëffskrich an der Ukrain d'Welt aus de Fuge bruecht. D'Sécherheetslag an Europa an an der Welt ass nohalteg verännert a mir sti viru groussen Erausfuerderungen.

Jo, mir liewen an engem Joerzéngt vu kolossalen Ëmbréch, dat wësse mer, och wa mir nach ganz am Ufank vun den 2020er-Jore stinn. Villes, wat eis gëschter vertraut a sécher erschéngt huet, ass haut fundamental a Fro gestallt. D'Welt ass eng aner wéi virun dräi Joer. D'Welt an och eist Zesummeliewen sinn haut anescht ewéi nach virun dräi Joer.

Wa mir an zéng Joer op dës Epoch zréckkucken, wäerte mir feststellen, dass déi global Evenementer, déi eis säit 2020 iwwerrennen, nohalteg en déifgräifenden Impakt op eist Land an eis Gesellschaft haten, deels am Groussen an deels am Klengen.

Et ass un eis alleguer, dofir ze suergen, dass den Impakt, dee bleift, e positive wäert sinn. Krise sinn eis net friem, mir haten der scho vill an der Geschicht vun eisem Land a bis ewell si mer ëmmer gestäerkt doraus ervirgaangen. Mir sollten alles drusetzen, dass eis dat och dës Kéier geléngt!

Eis Zukunft, déi fänkt haut un, well d'Decisiounen, déi mer haut huelen, d'Leitplanke fir eist Zesummeliewe vu muer sinn. Dofir däerfe mir d'Verännerungen a Krisenzäiten net einfach iwwer eis ergoe loossen, mee mir musse selwer op dës Verännerungen awierken, léieren, domadder ëmzegoen, a si souguer aktiv matgestalten!

An de leschte Krisejoren hunn d'Regierung an d'Chamber eise Bierger a Frontalieren an Zäite vu grousser Onsécherheet Sécherheet a Perspektive ginn. An dëst spigelt sech och am Budget erëm, deen ech Iech haut presentéieren, e Budget vun der sozialer Kohäsioun, e Budget vun der Responsabilitéit, e Budget fir e bessert Zesummeliewen.

D'Efforten, déi sech am Budget fir d'nächst Joer erëmfannen, déi si beispilllos: 2,5 Milliarden Euro huet d'Regierung mobiliséiert, fir de Leit an de Betriber d'Moyenen ze ginn, fir dës schwiereg Zäiten ze iwwerstoen. Dëst ass e risegen Éischt-Hëllefs-Pak, fir d'Präisdeierecht ze bremsen an d'Kafkraaft ze erhalen. An dësen Éischt-Hëllefs-Pak dréit och seng Friichten, wéi déi lescht Zuele vum Statec beleeën.

Eng Éischt Hëllef ass essenziell, mee genee sou wichteg ass d'Versuergung duerno. Bei engem Staatsbudget sinn déi beschten Noversuergungsmesuren Investitiounen an d'Zukunft. E Land, dat net investéiert, dat verspillt seng Zukunft! D'Regierung dergéint setzt op d'Zukunft: 3,8 Milliarden, fir d'Offer un abordabelem Wunnraum an d'Luucht ze setzen, fir d'Efforten am Kampf géint d'Klimakris ze verstäerken a fir eis Infrastrukturen auszebaue wéi Schoulen, Spideeler, Altersheemer a fir eis Mobilitéit vu muer ze preparéieren!

Déi Investitioune sinn och méi néideg wéi jee! Et ass net de Moment, sech vun der Kris lämen ze loossen. Et ass de Moment, d'Efforte vun de leschte Jore konsequent weiderzefëieren a virun allem och nei Akzenter ze setzen, fir gestäerkt aus dëser Kris erauszekommen!

Jo, den Defizit beim Zentralstaat ass mat 2,8 Milliarde ganz substanziell. Mee a Krisenzäite sinn héich Ausgaben net just akzeptabel, si sinn onëmgänglech. D'Fro ass net: Kënne mer eis déi Depensë leeschten? D'Fro ass: Kënne mer eis et leeschten, se net ze maachen?

Här President, ech wäert a mengem mëndleche Rapport fir d'éischt de Budget fir dat nächst Joer an déi finanziell Programmatioune fir d'Joren 2023–2026 presentéieren. Ech sinn awer och dervunner iwwerzeegt, dass déi zentral Froen, mat deene sech d'Politik déi nächst Jore beschäftege muss, ronderëm e bessert Zesummeliewen hei am Land dréien. Dorop wäert ech a mengem zweeten Deel vun der Ried agoen.

Här President, vun Ingenieure gëtt gäre mol behaapt, dass si reng an Zuelen denken. An effektiv, als Ingenieur sinn ech iwwerzeegt, dass Zuelen hëllefen, eis wirtschaftlech a budgetär Situatioun anzeuerdnen, mee ech wäert awer probéieren, an dësem finanztechneschen Deel hannert déi deels abstrakt Zuelen ze kucken.

Momentan dréit d'Weltwirtschaft méi lues. No enger staarker wirtschaftlecher Reprise d'lescht Joer hu fir d'éischt d'Liwwerenkpäss an duerno d'Energiekris der Weltwirtschaft séier erëm d'Loft aus de Seegele geholl. Wann ee sech déi lescht Previsioune vum Internationale Wärungsfong aus dem Oktober ukuckt, da gesäit een, dass dës par rapport zu den Zuelen aus dem Abrëll no ënne revidéiert goufen. Aktuell gesäit et esou aus, wéi wann d'Weltwirtschaft sech eréischt um Enn vum nächste Joer erëm géif ufänken ze erhuelen.

D'Inflatioun, déi gréisstendeels duerch déi héich Energiepräisser bedéngt ass, ass ouni Zweifel am Moment déi gréisst wirtschaftlech Erausfuerderung fir Lëtzebuerg an Europa. Mëttlerweil gesäit een och, dass d'Inflatioun net méi just op déi héich Energiepräisser zréckzefëieren ass, et gesäit een och, dass d'Inflatioun all d'Secteure vun der Wirtschaft trëfft.

D'Inflatioun läit zu Lëtzebuerg aktuell bei 6,4 % op ee Joer gekuckt. Fir ze vergläichen: 2019 louch se bei 1,7 %, 2020 bei 0,8 % an 2021 bei 2,5 %. An der Eurozon läit d'Inflatioun iwwerdeems aktuell bei ronn 10 %. Dës Inflatiounszuele leie wäit iwwert deem vun der europäescher Zentralbank gesatenen Zil vu maximal 2 %, fir eng Präisstabilitéit fir d'Bierger ze garantéieren.

Wa mer eis déi international Landschaft méi am Detail ukucken, da gesi mer, dass déi héich Inflatioun an déi schwaach wirtschaftlech Croissance alleguer déi grouss Industrienatioune virun déi selwecht Problemer stellt. China ass den Ableck virun allem wéinst senger Null-Covid-Politik mat engem niddrege Wuesstum konfrontéiert. Reegelméisseg a groussflächeg Confinementer hunn der chineesescher Wirtschaft zougesat. Wat déi kierzlech annoncéiert Oplackerunge vun de Coronamesuren a China bréngen, bleift ofzewaarden.

Fir d'USA bleift d'Inflatioun, gradesou wéi an Europa, ee vun de gréisste Problemer. D'Unhiewe vum Leetzëns wäert d'Wirtschaft weider kuerzfristeg ausbremsen. Wat d'Inflatioun ugeet, gëtt virausgesot, dass se an den USA eréischt Enn 2024 erëm a vun der amerikanescher Zentralbank ugestriefte Barragë leie wäert.

Grad als kleng an oppen Ekonomie si mir besonnesch un déi wirtschaftlech Entwécklung am Ausland gekoppelt. Déi Lëtzebuerger Wirtschaft war d'lescht Joer mat engem Wuesstum vu 5,1 % no un der Moyenne aus der Europäescher Unioun. Am Pandemiejoer 2020 ass eis Wirtschaft awer nëmmen ëm 0,8 % zréckgaangen, am Verglach zu 5,7 % an der Europäescher Unioun. D'Lëtzebuerger Wirtschaft huet sech also an der Kris besser gehale wéi déi vun eisen Noperen, dat dank den Hëllefsmesuren souwéi der Struktur vun eiser Wirtschaft.

Fir dat aktuellt Joer läit de Wuesstum vun eisem PIB bei 1,7 %. D'nächst Joer soll dëse bei 1,5 % leien. Dat sinn déi aktuellsten Zuelen aus der Dezembernott vum Statec.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart gesäit weiderhi gutt aus, och wann d'Evolutioun déi lescht Méint manner dynamesch war. De Chômage-Taux ass säit sengem relative Pic vu 7 % am Mee 2020 kontinuéierlech gefall, op 4,7 % vum Februar bis Juni dëst Joer. An de leschte Méint ass de Chômage-Taux allerdéngs liicht eropgaangen op 4,9 %.

Wann ee vun der Situatioun um Aarbechtsmaart schwätzt, dann dierf een ee Problem net vergiessen, dat ass déi unhalend Penurie u qualifizéiertem Personal. Enn Oktober huet d'ADEM 13.000 fräi Poste gezielt. Dat ass eng generell Problematik, déi ëmmer erëm an Entrevuen, déi ech déi lescht Méint hat, opkomm ass.

Als Beispill kann een de Bausecteur nennen. Hei soen zwee Drëttel vun den Entreprisen, dass si Recrutementsschwieregkeeten hunn. A souguer wann de Problem vum Feele vu qualifizéiertem Personal sollt duerch déi aktuell Konjunktur temporär reduzéiert ginn, brauche mir eng laangfristeg Strategie fir qualifizéiert Fachpersonal, well eng Energietransitioun ass ouni gutt ausgebilte Leit net ze meeschteren.

Wann een zu Lëtzebuerg vu Kafkraaft an Inflatioun schwätzt, dann ass een och ganz séier bei eisem Indexsystem. De Statec geet dovun aus, dass eng Indextranche Ufank d'nächst Joer kënnt, an do kënnt dann nach am Abrëll déi Indextranche vum Juli 2022 derbäi, déi am Kader vum éischten Tripartite-Accord no hanne verréckelt ginn ass. Et ass doriwwer eraus méiglech, dass Enn 2023 eng drëtt Indextranche ufält.

Am Kader vun der leschter Tripartite-Ronn hat de Statec ausgerechent, wéi d'Mesurë sech géifen op d'Inflatioun auswierken. D'Begrenzung vum Gaspräis op plus 15 % géif d'Inflatioun ëm 2 % drécken an d'Stabiliséierung vum Stroumpräis géif 1 % manner Inflatioun bedeiten. De Statec huet deemools gerechent, dass all Tripartite-Mesuren zesummegeholl d'Inflatioun ëm ganzer 3,8 % bremse géifen.

Rezent huet de Statec de konkreeten Impakt vun den Energiemesuren op d'Kafkraaft vun de Stéit berechent. De Statec huet verglach, wéi d'Situatioun dank den Energiemesuren ausgesäit par rapport zu engem Zenario ouni Mesuren, deemno en Zenario, wou d'Indextranchen normal erfall wieren. Relativ gesi klëmmt de Kafkraaftgewënn vun de Stéit mat niddregem Revenu dank de Mesurë méi staark, wéi wann den Index erfall wier a keng Mesurë geholl gi wieren. Also sinn d'Energiemesuren an deem Sënn sozial cibléiert.

Déi verschidde Krise wierke sech net d'selwecht op déi ënnerschiddlech Secteure vun eiser Wirtschaft aus. De Finanzsecteur bleift weiderhin dat wichtegst Standbee vun eiser Ekonomie. Dank ënner anerem dem Teletravail huet dee Secteur sech an der Pandemie gutt gehalen a konnt weider fonctionéieren.

Mir ziele momentan 121 Banken zu Lëtzebuerg. D'CSSF, déi d'Bankeplaz surveilléiert, zielt iwwer 950 Mataarbechter. An dat ass e Plus vun iwwer 135 % verglach mat virun zéng Joer.

Am Moment ginn iwwer 5 Billiounen Euro an eise Fonge geréiert – 5 Billiounen oder anescht ausgedréckt: 5.000 Milliarden! D'Recetten, déi mir iwwert d'Taxe d'abonnement erakréien, bleiwen, de Previsiounen no, bis op d'mannst 2026 stabel. Dëst Joer kommen iwwert dee Wee geschaten 1,4 Milliarden an d'nächst Joer 1,2 Milliarden Euro eran.

D'Joer huet och am Bausecteur gutt ugefaangen, mee d'Stëmmung bei den Entreprisë verschlechtert sech, well hir Commande-Carneten net méi esou gefëllt sinn ewéi virdrun. D'Baukäschte klamme mat 15 % op d'Joer gesinn am Moment méi séier wéi d'Verkafspräisser vun den Immobilien.

Wat d'Industrie ugeet, sou ass och dëse Secteur, fir net ze soe besonnesch dëse Secteur, staark vum Krich an der Ukrain an den héijen Energiepräisser betraff. D'Vertraue vun der Industrie an d'Zukunft hëlt weider of, sou wéi dat och europawäit de Fall ass.

De Secteur vun den netfinanziellen Déngschtleeschtungen huet par konter gutt Perspektiven. Mam Ophiewe vun de sanitäre Restriktiounen hunn d'Aktivitéite vum Horeca-Secteur souwéi d'Reesen nees kënne weidergoen. Am Handel gesäit et allerdéngs manner gutt aus, well d'Consommatioun noléisst.

D'Perspektive fir d'Kontabilitéits- a juristesch Servicer sinn och manner virdeelhaft. Dat dierf een net vernoléissegen, well dëse Soussecteur e groussen Deel vun eiser Wirtschaft ausmécht.

Här President, d'Perspektive fir eis Wirtschaft bleiwen ongewëss. Mee generell ass de Constat, dass d'Wirtschaft no der kuerzer Postcovidreprise erëm e Coup kritt huet. Fir Finanzpolitik maachen ze kënnen, sinn dës Previsiounen immens wichteg. D'Finanzpolitik beweegt sech awer och am Kader vun den Ziler, déi sech d'Politik déi lescht Joerzéngte ginn huet. Dëse besteet engersäits aus den Ziler, déi am Koalitiounsaccord festgehale goufen, an anerersäits och aus den Obligatiounen, déi mir um europäeschen Niveau geholl hunn.

Am Abrëll krute mer an deem Kader de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm vun der Finanzministesch Yuriko Backes hei an der Chamber presentéiert. Deemools, also knapp zwee Méint nom Ufank vun der russescher Invasioun vun der Ukrain, hunn d'Previsioune kloer missen no ënnen ugepasst ginn. Fir d'Joer 2022 gouf als Konsequenz d'Wuesstumsprognos ëm ganzer zwee Prozentpunkten no ënne revidéiert.

Am Kader vum Europäesche Semester krut Lëtzebuerg dann och Recommandatioune vum Conseil gemaach. Virun allem gëtt dem Land geroden, déi lafend Depensen am A ze behalen, fir d'Viabilitéit vun de Staatsfinanzen ze garantéieren, a gläichzäiteg d'Investissementer an d'Energietransitioun eropzeschrauwen.

De Gesetzesprojet iwwert de Budget pluriannuel setzt d'Jalone fir d'ëffentlech Finanzen an der Period 2022–2026.

De Solde vum Gesamtstaat louch d'lescht Joer nach bei méi wéi 500 Milliounen Euro Iwwerschoss. Dëst Joer ass dëse Solde awer op en Defizit vu bal 300 Milliounen Euro gefall. Fir dat nächst Joer gëtt souguer mat engem Minus vu ganzer 1,8 Milliarden Euro

gerechent. Eréischt ab dem Joer 2024 geet et erëm lues a lues biergop.

Den Haaptgrond fir d'Verschlechterung vum Solde sinn déi sëllege Krisen, mat deene mer konfrontéiert sinn, virun allem déi aktuell Energiekris. Duerch déi zwee Solidaritéitspäck geet eis Staatsverschuldung weider an d'Luucht, wat och en Impakt op d'Staatsfinanzen huet.

Wann een de Budget pluriannuel vun dësem mam leschte Joer vergläicht, dann ass déi Verschlechterung vun de Staatsfinanze kloer ze gesinn. De Solde vum Gesamtstaat wäert op der Period 2023–2025 ënnert de Previsiounen aus dem Oktober zejoert leien.

D'Depensë vum Gesamtstaat, sprëch Zentralstaat, Sozialversécherung a Gemengen, klammen ëm 5,4 % pro Joer an der Moyenne tëscht 2023–2026. D'Recettë klammen an der selwechter Period awer nëmmen ëm 5,1 %.

2022 sinn d'Depensen ëm 9,5 % geklommen, dat, wéi gesot, gréisstendeels wéinst de staatlechen Hëllefsmesuren. Gläichzäiteg sinn d'Recetten ëm 6,6 % eropgaangen, dat, ënner anerem, well ugangs des Jores d'Wirtschaft ugefaangen hat, sech ze erhuelen, a well duerch den Index d'Masse salariale an d'Luucht gaangen ass a soumat och d'Recetten op der Lounsteier.

Et muss een awer bedenken, dass d'Evolutioun vun de Steierrecettë manner héich ausgefall ass duerch den Energiesteierkreditt. Dëse gouf jo decidéiert, fir de Leit séier a geziilt ënner d'Äerm ze gräifen, fir hir Kafkraaft ze erhalen an d'Verréckele vun der Indextranche auszegläiche respektiv esouguer ze iwwerkompenséieren.

Den Zentralstaat schreift op der ganzer Period 2021–2026 rout Zuelen. De Solde louch d'lescht Joer bei minus 0,6 % vum PIB, dëst Joer fält en op minus 1,7 %. D'nächst Joer fält de Solde mat minus 3,4 % op den niddregste Punkt vun der Period a geet dann erëm progressiv erop, bis en 2026 dann nees um selwechten Niveau ass wéi dëst Joer.

De Solde vun de Sozialversécherunge bleift bis zum Schluss vun der Period positiv. Dës Iwwerschëss huelen awer ab dësem Joer kontinuéierlech of, vu knapp iwwer 1 Milliard Euro elo bis erof op 679 Milliounen Euro am Joer 2026.

Och d'Gemenge verbuchen op där ganzer Period alljoers Iwwerschëss, mee d'selwecht wéi beim Gesamtstaat gesi mir hei, dass d'Depensë méi séier klamme wéi d'Recetten.

No dësem Iwwerbléck iwwert d'Staatsfinanze vun de leschte Joren ass et wichteg, sech ee makroekonomeschen Indicateur méi am Detail unzekucken: d'Staatsschold par rapport zum PIB.

D'Staatsverscholdung louch 2019 bei 22,4 % vum PIB. Duerno koumen d'Pandemie an d'Energiekris. Fir d'Joer 2020 mécht d'Verscholdung am Kader vun der Covidkris 3,8 Prozentpunkte vun eiser Staatsschold aus an d'Energiekris 3,2 Prozentpunkten. Dës Scholde wäert de Staat iwwert déi nächst Jore musse mathuelen, soudass d'Staatsschold Enn 2026 bei 29,5 % leie wäert. Wann een den Impakt vun der Pandemie an der Energiekris erausrechent, da géif sech d'Schold am Joer 2026 op 23,5 % vum PIB belafen.

Am Verglach mat der Eurozon leie mir zwar wäit ënnert der Moyenne, mee dat dierf eis net doriwwer ewechtäuschen, dass trotz eisen Efforten, fir d'Wirtschaft ze diversifizéieren, Lëtzebuerg ganz staark vun der Finanzplaz ofhängeg ass. Mir importéieren och de Gros vun eise Wueren, déi hei consommméiert a verschafft ginn. E wierkleche Bannemaart hu mir net, deen eis géif schützen. Als klengt Land si mir also besonnesch vulnerabel a mussen dowéinst ëmsou méi virsichteg sinn.

Derbäi kënnt, dass d'Zäiten, an deenen de Grand-Duché zu ganz gudde Konditioune Sue léine konnt, leider eriwwer sinn. D'lescht Joer hu mir 118 Millioune Scholdzënse bezuelt, 2026 wäerte mir 440 Millioune fir eis Schold bezuele mussen.

Här President, éier ech d'Recetten an d'Depensë fir d'nächst Joer méi am Detail analyséieren, wäert ech nach kuerz op d'Exécution budgétaire vum leschte Joer a vum aktuellen Exercice agoen.

D'lescht Joer waren eis Depensen 863 Milliounen Euro méi héich wéi geplangt, dat nach wéinst der Covidpandemie. Op där anerer Säit sinn d'Recetten zejoert awer nach e gutt Stéck besser ausgefall wéi ugeholl, dat zemools well d'Wirtschaft erëm ugezunn huet, mat 5,1 % Croissance vum PIB.

Den Defizit vum Zentralstaat läit dem Compte annuel no bei 800 Milliounen Euro, an dat obwuel am Budget 2021 en Defizit am Zentralstaat vun 2,4 Milliarden Euro virgesi war. Hei muss ee sech drun erënneren, dass de Budget 2021 am Pandemiejoer 2020 opgestallt gouf, e Joer gepräägt vu Confinementer an Ongewëssheet. Virsichteg Previsioune sinn nun emol ee vun de Leetprinzippie vun enger gudder Budgetsgestioun.

Wa mir eis déi neisten Zuele vun dësem Joer ukucken, da gesäit een en änlecht Bild. D'Recettë si par rapport zum Joer virdrun ëm 8 % geklommen. Mir hunn awer, Stand Enn September, prozentual gesi manner vun de budgetiséierte Recetten ageholl wéi 2021.

Den Exercice ass nach net ofgeschloss an de Solde vum Zentralstaat geet kontinuéierlech erof. D'Ekonomie dréint manner séier, d'Inflatioun bleift historesch héich an d'Käschte vun den Hëllefspäck aus de leschte Méint wäerte sech och eréischt no an no an de Bicher weisen, mam Resultat, dass de Solde vum Zentralstaat sech an den nächste Méint weider verschlechtere wäert.

Deen Trend weist sech och am Budget 2023: Previsiounen, déi vu Mount zu Mount méi schlecht ginn, Recetten, déi zwar wuel duerch d'Inflatioun klammen, mee och Depensen, déi vill méi séier klammen. Schlussendlech ass also 2023 erëm mat engem däitlechen Defizit ze rechnen, en Defizit, deen awer a Krisenzäite berechtegt ass.

Mee elo zum Detail. Éier e Kuch verdeelt gëtt, muss en als Alleréischt emol gebak ginn.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Loosst eis dowéinst emol kucken, wou d'Suen 2023 iwwerhaapt genau hierkomme sollen.

Wéi alljoers maachen déi direkt Steiere mat Ofstand de gréissten Deel vun de Staatsrecetten aus. Bal d'Hallschent vun de Recettë kommen iwwert d'direkt Steieren eran. Am meeschte Sue kommen iwwert d'Lounsteier eran. Déi mécht 6,1 Milliarden Euro aus. Op der zweeter Plaz steet hei d'Kierperschaftssteier mat 2 Milliarden Euro an op der drëtter Plaz d'Akommessteier mat 1,1 Milliarden Euro.

Déi zweetwichtegst Kategorie, dat sinn déi indirekt Steiere mat 38 % vun de Gesamtrecetten. Hei ass virun allem d'TVA mat 5,4 Milliarden Euro den Haaptposten. Duerno kënnt d'Taxe d'abonnement mat 1,2 Milliarden Euro, déi op de Fongen erhuewe gëtt. Dat ass eng Tax, déi a bal kengem anere Land weltwäit erhuewe gëtt. Se läit bei 0,05 % vun den Avoiren am Fong. Taxonomiekonform Fongen dierfe säit 2021 vun engem reduzéierten Taux vun 0,01 % profitéieren.

D'Regierung huet an deem Kader en Amendement deposéiert, fir dass déi Avoire vun engem Fong, déi zwar den Taxonomiekrittären entspriechen, mee déi an Nuklearenergie oder Gas investéiert sinn, net méi vum reduzéierten Taux profitéiere kënnen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, zesummegeholl wäert de Staat d'nächst Joer Recettë vu ronn 24,5 Milliarden Euro erakréien. D'Previsiounen um Niveau vun de Recettë baséieren op den Donnéeën, déi de Finanzministère Enn September vum Statec krut.

Op der Säit vun den Depensë vum Staat am Joer 2022 maachen d'Sozialleeschtungen, d'Subsiden, d'Subventiounen an d'Transferte bal d'Hallschent aus; 47 %, fir genau ze sinn.

Un zweeter Plaz stinn d'Paie vum ëffentlechen Déngscht. Si maachen 23 % aus, also knapps e Véierel vun den Depensen.

Op der drëtter Plaz kommen d'direkt an d'indirekt Investitioune mat 14 %, duerno d'Fonctionnements- an d'Entretienskäschte mat 9 % a schlussendlech d'Transferten un d'Gemenge mat 7 %.

Wann ee sech d'Depensë vum Staat fir d'Joer 2023 ukuckt, dann dierfen natierlech och d'Mesurë vum Energiedësch an den zwou Tripartitten net feelen. Mat de Staatsgarantien abegraff läit de Käschtepunkt heivu fir dëst an d'nächst Joer bei iwwer 2,5 Milliarden Euro. Dat ass e substanzielle Montant, fir d'Kafkraaft vun de Leit an der Kris ze erhalen an derfir ze suergen, dass eis Wirtschaft iwwert déi nächst Joren nach weiderdréint. Well just, wann eis Wirtschaft fonctionéiert, kënnen d'Recettë geschaf ginn, op deenen eise Sozialsystem berout.

Här President, mir kruten eng ganz Rei Avisen eran. De Staatsrot, d'Chambre-professionellen, d'Gewerkschaften, den CNFP, d'Cour des comptes, d'Zentralbank hunn hir Avisen eraginn an hu ganz, ganz wäertvoll Contributioune gemaach, déi derwäert sinn, gelies ze ginn. Ech wäert elo mëndlech net am Detail op déi eenzel Avisen agoen a verweisen dofir hei op mäi schréftleche Rapport.

Här President, aussergewéinlech Zäiten erfuerderen aussergewéinlech Mesuren, an dëse Budget spigelt dat erëm. D'Politik war an ass an der Flicht, d'Effete vun externe Schocken op eis Bierger ofzefiederen an der Wirtschaft e Kader ze ginn, an deem si Planungssécherheet huet, fir propper ze fonctionéieren. D'Regierung huet couragéiert a séier gehandelt, net nëmme fir de sozialen Zesummenhalt ze garantéieren, mee och fir d'Jalone fir e bessert Zesummeliewen ze setzen.

D'Stäerke vun der Kafkraaft, sozial Gerechtegkeet, d'Inklusioun vun alle Bevëlkerungsgruppen an eis Gesellschaft an de Kampf géint d'Aarmut sinn elementar Bedingunge fir e bessert Zesummeliewen an eiser Gesellschaft.

Besonnesch déi méi vulnerabel Stéit sinn am meeschte vun der Präisdeierecht betraff. Grad si leiden am meeschten ënnert dem Kafkraaftverloscht. An et sinn och grad déi Stéit, fir déi d'Energie- an d'Liewensmëttelkäschten de gréissten Deel vun hiren Ausgaben ausmaachen. Aus der Energiekris däerf keng Sozialkris ginn!

Här President, viru sechs Méint war d'Suerg grouss, ob mer genuch Energie wäerten hunn, fir iwwert de Wanter ze kommen. Vill Leit hu sech Suerge gemaach, ob se mat den annoncéierte Präishaussë vum Oktober hir Stroum-, Gas- oder Masuttsrechnungen iwwerhaapt bezuele kéinten.

D'Regierung huet mam Energiedësch a mam éischten an zweete Solidaritéitspak eng ganz Rei sozial cibléiert Mesuren decidéiert an ëmgesat, déi grad deenen zeguttkommen, déi et am meeschte brauchen.

Ech denken hei un d'Energieprimm fir d'Empfänger vun der Allocation de vie chère, wou de Seuil, fir eligibel ze sinn, ëm 25 % gehéicht gouf a wou een 200 bis 400 Euro pro Stot ka kréien. Dës Primm gëtt, nodeems se dëst Joer agefouert gouf, och fir d'nächst Joer verlängert.

Et sief och drun erënnert, dass d'Allocation de vie chère op den 1. Januar 2022 ëm 200 Euro pro Stot gehéicht gouf, dat nodeems se 2021 schonn ëm 10 % an d'Luucht gesat gouf.

Et sief dann och nach un d'Kannergeld erënnert, dat op den 1. Januar vun dësem Joer reindexéiert gouf, d'Indextranche vum Oktober 2021 mat abegraff, an am Kader vum Solidaritéitspak 1.0 och weider indexéiert bliwwen ass.

Ech denken och un de sozial gestaffelten Energiesteierkreditt, duerch deen d'Leit, déi manner verdéngen, nach bis Abrëll d'nächst Joer zum Deel all Mount däitlech méi an de Portmonni kréie wéi duerch d'Indextranche, déi verréckelt gouf.

Gläichzäiteg ass den Indexmechanismus an dëser Kris och keng Sekonn vun der Regierung a Fro gestallt ginn. Den Index ass schliisslech net just eng bedeitend sozial Errungenschafft, déi et ausser zu Lëtzebuerg op net ville Plazen an der Welt gëtt, mee et ass och de Garant fir de soziale Fridden.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Et ass zënter dem Ufank vun der Kris keng Tranche annuléiert ginn an och dat nächst Joer ginn all d'Tranchen normal ausbezuelt.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Ech denken och un d'Wunngeld, dat zwee vun dräi Locatairen um Privatmarché kënnen ufroen an dat op den 1. August adaptéiert gouf, soudass een zanterhier an der Moyenne ronn 50 % méi kritt. Eng eenzel Persoun kann esou bis zu 200 Euro de Mount bei hirem Loyer bäigeluecht kréien. Fir e Stot mat dräi Kanner sinn et bis zu 400 Euro de Mount.

Mam Budget 2023 ginn zousätzlech dozou weider Mesuren ëmgesat, fir déijéineg ze entlaaschten, déi Schwieregkeeten hunn, d'Enner um Schluss vum Mount beieneenzekréien.

Virun allem Famillje mat nëmmen engem Elterendeel sinn engem iwwerduerchschnëttlech héijen Aarmutsrisiko ausgesat. De Crédit d'impôt monoparental gëtt dowéinst ëm iwwer 1.000 Euro an d'Luucht gesat, vun 1.500 op 2.505 Euro. D'Unzuel vun deenen, déi vum maximale Montant profitéiere kënnen, geet och substanziell erop, andeems de Seuil vun aktuell 35.000 Euro op 60.000 Euro gehéicht gëtt, mat enger Degressioun bis 105.000 Euro op 750 Euro.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Och de Fräibetrag vun aneren Allocatioune wéi eng Pension alimentaire, déi en elengerzéienden Elterendeel ka kréien, ier de CIM impaktéiert gëtt, gëtt eropgesat vun 2.208 op 2.424 Euro. Doduerch gëtt d'Zuel vun de Leit, déi vum CIM profitéiere kënnen, och nach eng Kéier substanziell an d'Luucht gesat.

Wéi am Solidaritéitspak 2.0 festgehale gouf, ginn de Mindestloun, de REVIS an den RPGH op den 1. Januar ëm 3,2 % an d'Luucht. Fir sécherzestellen, dass déi Suen och tatsächlech bei de Leit ukommen an d'Steierlaascht net och an engems klëmmt, gëtt parallel dozou de Crédit d'impôt salaire social minimum ugepasst.

Dëst sinn alles cibléiert Mesuren, déi grad déi Schwächst an eiser Gesellschaft entlaaschten. Mee och déi Moossnamen, déi éischter an der Breet solle wierken, virun allem d'Gas- an d'Stroumpräisbrems, kommen deene Stéit am meeschten zegutt.

Een Haaptzil vun der Gas- a Stroumpräisbrems ass kloer: déi generell Inflatioun däitlech ze drosselen an domat d'Kafkraaft ze erhalen.

De Statec huet d'Effekter vun den Hëllefsmesuren analyséiert a kënnt zur Konklusioun, dass se hiert Zil erreechen. No den aktuellen Estimatiounen hätte mer ouni Hëllefsmesuren dat nächst Joer zu Lëtzebuerg eng Inflatioun vu 6,6 %. Duerch de Solidaritéitspak 1 an 2 gëtt d'Inflatioun allerdéngs viraussiichtlech op nach just 3,4 % gedréckt. Domat géif d'Inflatioun zwar 0,6 % iwwert den Estimatioune vum September leien, wou de Statec nach vun 2,3 % ausgaangen ass, mee d'Präisdeierecht géif awer nach ëmmer duerch d'Aidë vun der Regierung substanziell ofgebremst ginn.

Et ass iwwregens net ongewéinlech, dass d'Zuelen an dësen ongewëssen Zäiten ännere kënnen. Et ass dowéinst wichteg, d'Situatioun weider am An ze behalen, an esou, wéi de leschten Tripartite-Accord et virgesäit, wäerten d'Sozialpartner am Fall, wou et zu enger däitlecher Verschlechterung sollt kommen, sech nach eemol gesinn.

Här President, Solidaritéit, sozialen Zesummenhalt an de Kampf géint den Aarmutsrisiko sinn och ausserhalb vu Krisesituatiounen elementar fir e bessert Zesummeliewen. An Zäite wéi dëse si se et nach vill méi.

Den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg louch 2021 bei 18,1 %, wann een d'Verdeelung vum Akommes kuckt. No dëser Berechnung fält een an den Aarmutsrisiko, wann ee manner wéi 60 % vum Medianakommes zur Verfügung huet. Dat sinn 2.124 Euro pro Erwuessene pro Mount.

Et muss een awer och soen, dass eng Approche, déi eleng d'Verdeelung vum Akommes kuckt, net déi eenzeg Manéier ass, den Aarmutsrisiko ze analyséieren. Eng aner Approche ass de Referenzbudget, deen ugëtt, wat een u Budget brauch, fir zu Lëtzebuerg en dezent Liewen ze féieren an um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. Dat heescht, et gëtt e Panier u Produiten a Servicer opgestallt, deen d'Besoinen an alle Beräicher vum Liewen ëmfaasst wéi d'Iessen, Logement, Gezei, mee och Fräizäitaktivitéiten.

Wann een all déi verschidden Allocatiounen, Aiden a Sozialtransferte kuckt, déi et gëtt an op déi een als Stot Urecht huet, a mam Referenzbudget fir de Stot a senger jeeweileger Kompositioun vergläicht, da stellt ee fest, dass an deenen allermeeschte Fäll déi finanziell Besoine gedeckt ginn an zum Deel esouguer méi wéi gedeckt ginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg e staarkt soziaalt Netz an et gëtt, wéi gesot, eng ganz Panoplie un Hëllefen, déi ee kann ufroen, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen an e wierdegt Liewen ze féieren.

Allerdéngs ass et och wouer, dass, wann een net vun allen Aidë profitéiert, op déi een Urecht huet, da gëtt de Referenzbudget net erreecht. Besonnesch déi Leit, déi de Mindestloun verdéngen an elengerzéiend sinn, hunn et dacks schwéier, ouni zum Beispill d'Allocation d'inclusion vum REVIS iwwert d'Ronnen ze kommen.

Et ass dowéinst immens wichteg, derfir ze suergen, dass d'Hëllefen och do ukommen, wou se gebraucht ginn. Et nëtzt näischt, ee vun de beschte Sozialsystemer op der Welt ze hunn, en auszebauen, nei Aiden anzeféieren, wa se net bei de Leit ukommen.

Wa mer eleng d'Wunngeld kucken, da gesi mer, dass knapps 20 % vun de Locatairen, déi eligibel sinn, dëst och ufroen. Ech sot et virdrun: Am Kader vum Solidaritéitspak 1.0 ass d'Wunngeld nach eemol ugepasst ginn, mee et ass dann och wichteg, dass dës Mesuren och hir Wierkung entfale kënnen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Et mussen also nach weider Efforten a puncto Kommunikatioun an Informatioun gemaach ginn, fir dass d'Leit och Bescheed wëssen, wat et un Hëllefe gëtt, an déi dann och ufroen. Dat kann engersäits iwwer geziilt Campagnë gemaach ginn, souwuel digital, an de Medie wéi och iwwert de Pabeierwee. Anerersäits wier et eng vu menge Recommandatiounen, en neit Instrument auszeschaffen, wou ee sech ka ganz onkomplizéiert informéieren a wou een op ee Bléck direkt gesäit, wéi eng Aiden et gëtt a wat d'Eligibilitéitskrittäre sinn.

Ech denken do zum Beispill un en Tool wéi de Simulator vun der Klimaagence, just eebe fir de soziale Beräich. Dat Ganzt kéint am Kader vun engem digitalen Office social realiséiert ginn, deen en éischten Uspriechpartner fir d'Leit do wier a besonnesch eebe fir déi, déi Hëllef brauchen, kéint e wichtegen éischten Uspriechspunkt duerstellen. Op déi Manéier géif een et deene Leit och méi einfach maachen, Hëllef ze froen, well mir wëssen, dass et dacks och eng Saach vun der Angscht virun enger gesellschaftlecher Stigmatiséierung ass, déi Verschiddener dervun ofhält, an en Office social ze goen.

Wat de Personalschlëssel vun de physeschen Officesocialle betrëfft, sou gëtt dëse mam Budget ëm 50 % an d'Luucht gesat. Effektiv ass d'Unzuel un Dossieren, déi et ze traitéiere gëtt, an de leschte Joren ëmmer weider geklommen an dowéinst ass et nëmme richteg, och genuch Ressourcen zur Verfügung ze stellen, fir sécherzegoen, dass d'Office-sociallen um Terrain eng gutt Aarbecht kënne maachen.

Ech wëll op dëser Plaz awer och nach un all déi sëlleg Saachleeschtungen erënneren, déi am Laf vun de leschte Joren agefouert goufen. An de Berechnunge vum Aarmutsrisiko ass et méi schwéier, dës matzeberücksichtegen, well et eebe Saachleeschtungen a keng finanziell Transferte sinn a vun deenen och net jiddereen d'selwecht profitéiert.

Ech denken hei zum Beispill un de gratis ëffentlechen Transport, un d'gratis Schoulbicher am Secondaire, un déi 20 Stonne gratis Kannerbetreiung, un d'gratis Maison-relaisen an och un d'gratis Mëttegiessen an de Schoulkantinnen, fir nëmmen déi ze nennen.

Besonnesch Famillje mat Kanner ginn hei substanziell entlaascht an et sinn Entlaaschtungen, déi kee brauch unzefroen an déi och direkt do ukommen, wou se sollen.

E ganz wichtege Punkt ass, dass iwwert dee Wee och kee Kand stigmatiséiert gëtt. Kee Kand brauch ze fäerten, dass zum Beispill de Geck mat em gemaach gëtt, wéi dat eventuell de Fall wier, wann et zum Beispill Bonge géif kréien, fir an d'Kantinn ze goen, a seng Kolleegen dat da géife matkréien.

Här President, wa mer vun Aarmutsrisiko schwätzen a vun engem besseren Zesummeliewen, da féiert kee Wee laanscht de Logement. De Logement ass zu Lëtzebuerg ouni Zweifel deen een zentrale Facteur, deen den Aarmutsrisiko substanziell verschäerft. Fakt ass nämlech, an dat brauch ech kengem ze soen, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, eppes ze fannen, dat ee sech leeschte kann. Den Dram vun den eegene véier Wänn kënne sech ëmmer manner Leit leeschten.

De Logementsmarché war iwwer all déi lescht Joren immens dynamesch zu Lëtzebuerg. Vu dass eist Land iwwert déi lescht Joren ëmmer immens attraktiv war, vill Leit hei wunnen a schaffe wollten, war d'Demande enorm an d'Offer ass bei Wäitem einfach net nokomm.

Zousätzlech dozou hunn d'Liwwerenkpäss, déi scho virum Krich an der Ukrain opgetruede sinn, de Bauindex an d'Luucht gedriwwen. Zënter dem 24. Februar huet sech dës Entwécklung nach eemol verstäerkt. De Bauindex ass dat zweet Semester vum leschte Joer ëm 9,3 % geklommen, dat éischt Semester vun dësem Joer ëm 13,9 %, jeeweils op ee Joer gekuckt.

Hëlt een do nach d'Zënshaussë vun der Europäescher Zentralbank derbäi, déi de Leetzëns an Zäit vu véier Méint vun 0 op 2 % gehéicht huet, dann ass et evident, dass all déi Facteuren net derzou bäidroen, d'Situatioun ze berouegen – am Géigendeel.

Zum enge ginn d'Präisser duerch d'Inflatioun weider an d'Luucht gedriwwen, zum anere kréien ëmmer manner Leit e Prêt. D'Resultat ass, dass d'Demande abrécht an dass doweinst och manner gebaut gëtt. Wéi de Statec eis matdeelt, ass d'Unzuel un neie Baugeneemegungen déi éischt sechs Méint vun dësem Joer ëm 20,2 % zréckgaang. Wat d'Unzuel vun de Gebaier betrëfft, op d'Wunnunitéite gekuckt, ass et souguer e Réckgang vu 36,5 %.

Wien also gemengt huet, d'Offer an d'Demande géife sech duerch déi aktuell Kris e bësse méi no kommen an d'Präisser géifen doweinst erofgoen, deen huet sech geiert. De Réckgang vun der Demande huet och d'Offer mat erofgezunn. Et gëtt am Moment vill manner gebaut, wéi néideg wier. Mir mussen u sech an normalen Zäite schonn all Joer e puer dausend Wunnengen zousätzlech bauen, fir net just mat der Entwécklung vum Land Schratt ze halen, mee och den historesche Retard opzehuelen.

(Interruption)

Elo riskéiere mer, dass der nach manner gebaut ginn.

Et ass evident, dass weider grouss Efforten néideg sinn, zousätzlech zu deem, wat bis elo alles ëmgesat gouf. Et sinn an de leschte puer Joer eng ganz Rei Mesurë realiséiert ginn respektiv befanne sech verschiddener an der legislativer Prozedur, déi duerchaus e Paradigmewiessel duerstellen.

Ech denken zum engen un de Pacte Logement 2.0, deen derfir suergt, dass net nëmme systematesch bei all neiem PAP abordabele Wunnraum fir déi ëffentlech Hand geschaf gëtt, mee och insgesamt 10 % méi gebaut wäert kënne ginn, wéi dat urspréinglech am PAG virgesi war.

Zum aneren huet d'Regierung eng Grondsteierreform op den Dësch geluecht, zesumme mat enger Mobiliséierungs- a Leerstandsteier, fir weider Bauterrainen ze viabiliséieren a Wunnraum, dee schonn existéiert, op de Marché ze bréngen. Besonnesch eidel stoend Wunnenge kënne séier mobiliséiert ginn an d'Offer an d'Luucht setzen.

An deem Kader wier et nëtzlech, d'Gestion locative sociale weider ze förderen an ze analyséieren, wéi een dëst finanziell méi attraktiv kéint maachen. D'GLS ass insoufern interessant, well souwuel Wunnenge fir méi sozial schwaach Persounen zur Verfügung gestallt ginn, mee och d'Proprietären all Mount e garantéierte Loyer kréien an eeben eng Garantie, dass se innerhalb vun dräi Méint hir Wunneng am Originalzoustand zréck kënne kréien.

Als Budgetsrapporteur wier et doweinst eng weider Recommandatioun, dëse Modell weider ze förderen, méi bekannt ze maachen an och ze kucken, wéi een en nach méi attraktiv kéint maachen.

Fir d'Mobiliséierung vu Bauterrainen ze vereinfachen, sinn ech donieft och der Meenung, dass en anere Modell weider gefërdert soll ginn, an zwar deen, dass ee säin Terrain fir eng bestëmmten Zäit verloune kann, fir eng modular Konstruktioun dropzesetzen. Dëst kéint méi Proprietären incitéieren, eppes mat hirem Terrain ze maachen, well si eng gewësse Flexibilitéit behalen, wa si hiren Terrain no x Joren dann erëm selwer brauchen. Fir dass dee Modell fonctionéiert, misst een d'Mindestdauer vum Bail emphytéotique vun aktuell 50 op zum Beispill 10 oder 15 Joer reduzéieren.

Déi nei Mobiliséierungssteier an aner Instrumenter wéi de Baulandvertrag an de Remembrement ministériel wäerten iwwert déi nächst Joren zu engem Paradigmewiessel an der Logementspolitik féieren, andeems d'Proprietäre vu ville Bauterraine méi staark an d'Verantwortung geholl ginn an nei PAPe méi séier deblockéiert kënne ginn.

Mee et ass och um Staat selwer, fir vill méi aktiv um Logementsmarché ze ginn a massiv an d'Schafe vun abordabelem Wunnraum ze investéieren.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | De Fonds spécial ass genee zu deem Zweck geschaf ginn a wéi de Budget pluriannuel weist, si fir déi nächst Joren och bedeitend Zomme virgesinn. Sou si fir 2023 Depensen an Héicht vun 317 Milliioune programméiert, fir 2024 387 Milliounen a fir 2025 410 Milliounen.

Et ass virun allem grad an dësen Zäite wichteg, dass de Staat a sengen Investitiounen an deem Beräich net noléisst. Et zeechent sech e klore Réckgang bei der Aktivitéit am Bausecteur of. Mir riskéieren net nëmmen, dass vill manner gebaut gëtt an d'Efforten, fir d'Offer an d'Luucht ze setzen, e grousse Réckschlag erleiden, et besteet och de Risiko, dass et zu enger Rei Faillitten an der Baubranche kënnt an Aarbechtsplazen ofgebaut ginn.

Et ass doweinst wichteg, d'Aktivitéiten an der Baubranche ze stäipen an d'Demande, déi zréckgeet, duerch ëffentlech Opträg opzefänken. Et ass evident, dass de Staat dofir genuch Sue muss an de Grapp huelen. D'Investissementer iwwert de Fonds spécial weisen hei kloer an déi richteg Richtung. Mir mussen dee Wee konsequent weidergoen!

Déi héich Wunnpräisser sinn och fir eis Betriber vun Nodeel, fir neit Personal unzezéien. Eng weider Recommandatioun wier doweinst, dass och privat Entreprisë solle kënnen abordabel Wunnenge fir hir Mataarbechter bauen an dass si an deem Kader och vu Subventioune kënne profitéieren.

Här President, d'Konzept vum Housing First ass a mengen Aen eng ganz villverspriechend Approche, fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Iwwert dëse Wee solle si gehollef kréien, sech ze stabiliséieren an nees kënnen en Deel vun der Gesellschaft ze ginn. D'Iddi ass, an engem éischte Schrëtt eng Wunneng zur Verfügung ze stellen, ouni Konditiounen, dass ee muss eng Therapie oder en Entzuch maachen. Et ass eréischt an enger zweeter Etapp, wou d'Persounen en Encadrement ugebuede kréien, dee se unhuele kënnen oder och net.

D'Approche huet op internationalem Niveau schonn däitlech gewisen, dass se fonctionéiert. Zu Lëtzebuerg ginn et e puer där Projeten, mee et ass wichteg, dës Offer konsequent auszebauen an och an Zukunft derfir ze suergen, dass déi néideg Ressourcen zur Verfügung gestallt ginn, fir dëse Programm weiderzeentwéckelen.

Här President, de Logementsproblem kréie mer schlussendlech nëmmen an de Grëff, wa mer méi bauen, méi séier bauen, méi dicht bauen a wa jiddereen un dësem Effort bedeelegt ass. De Budget 2023 weist unhand vun de Montanten, déi ech genannt hunn, dass de Logement eng absolutt Prioritéit ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, besser zesummeliewen heescht och méi inklusiv zesummeliewen. Et heescht, dass keen ausgeschloss gëtt, an et heescht, derfir ze suergen, dass jidderee seng Plaz an dëser Gesellschaft fënnt, onofhängeg vun enger Behënnerung, vum Alter oder vun den Originnen. All Eenzele vun eis ass gefuerdert, fir en Effort ze maachen, fir seng eege Stereotyppen a Fro ze stellen a fir d'Inklusioun am Alldag ze liewen.

Gläichzäiteg ass et natierlech un der Politik, dee richtege Kader ze setzen, an deem dat geschéie kann. D'Accessibilitéit vum ëffentleche Raum ass hei e ganz wichtege Sujet, grad och well d'Barriären am Alldag vu Mënsche mat enger Behënnerung dacks fir déi aner onsichtbar sinn.

Mam neien Accessibilitéitsgesetz gi mer zu Lëtzebuerg e grousse Schratt a Richtung Barriärefräiheet. Nom Prinzipp „Design for all" mussen ëffentlech Gebaier wéi Verwaltungen, Gemengen a generell all d'Gebaier, déi fir de Public zougänglech sinn, wéi Dokteschpraxen a Commercen, barriärefräi sinn. Dozou ziele Penten, Lifter a breet Dieren, mee och akustesch a visuell Signaler a villes méi.

Här President, eis Ambitioun muss et sinn, dass all Persoun, onofhängeg vun enger Behënnerung, Fouss um éischten Aarbechtsmarché faasst. Zu den Efforten, déi an de leschte Joren an déi Richtung gemaach goufen, gehéiert d'Schafe vun engem Assistant à l'inclusion.

Den Assistant à l'inclusion huet hei d'Roll vun engem Facilitateur, deen déi berufflech Inklusioun begleede soll, andeems en déi spezifesch Besoine vun der betraffener Persoun identifizéiert an och dat berufflecht Ëmfeld deementspriechend sensibiliséiert.

Fir dass dëst nach méi praxistauglech gëtt, wier et eng Iddi, e Contingent u Stonne virzegesinn, fir den Assistant à l'inclusion och an den Atelier-protégéen ze integréieren, fir do zesumme mat de Leit ze versichen, fir um éischten Aarbechtsmarché eng Aarbecht ze fannen. Esou kéinten déi betraffe Leit vun Ufank u begleet a guidéiert ginn, fir d'Erfollegschancen ze erhéijen.

Och wann d'Integratioun an den éischten Aarbechtsmarché e wichtegt Zil duerstellt, sou wäert net jiddereen dat Zil d'selwecht gutt erreeche kënnen. D'Atelier-protégéen erfëllen eng ganz wichteg Funktioun a wäerten dat och an Zukunft nach maachen.

Et ass doweinst wichteg, dass de Staat seng Investitiounspolitik an deem Beräich weiderféiert a genuch Ressourcen zur Verfügung stellt, fir de Besoinen um Terrain gerecht ze ginn.

Rezent Beispiller sinn déi nei Konstruktioun fir d'Ligue HMC zu Capelle fir 29 Milliounen, den Ausbau an d'Sanéierung vun den Ateliere vun der Fondation Kräizbierg zu Diddeleng fir 49 Milliounen oder nach den neie Projet zu Péiteng, wou 100 Milliounen investéiert ginn, fir Wunnenge fir autistesch Persounen a fir Eltere mat enger Behënnerung ze schafen.

Besser zesummeliewe bedeit och e bessert Zesummeliewen tëscht de Generatiounen. D'Inklusioun an déi aktiv Participatioun vun eisen eelere Matbierger um gesellschaftleche Liewe gradewéi de Kampf géint déi sozial Isolatioun am Alter gehéieren zu

den Haaptprioritéiten an deem Beräich. Dëst ass ëmsou méi wichteg, wann ee berücksichtegt, dass d'Liewenserwaardung an eiser Gesellschaft ëmmer weider klëmmt an d'Leit ëmmer méi laang a gréisstendeels gudder Gesondheet doheem liewen. Et gëllt dowéinst, derfir ze suergen, dass se weider aktiv um soziale Liewen deelhuele kënnen, dass Méiglechkeete geschafe ginn, wou hir Liewenserfarung an hir Kompetenz valoriséiert ginn an d'Lienen tëscht de Generatioune gestäerkt ginn.

Besonnesch am Beräich vum gesellschaftlechen Engagement am Benevolat spillen eis eeler Matbierger eng wichteg Roll. Ouni si géife vill Clibb net esou gutt fonctionéieren, wéi se dat maachen.

Do dernieft wier et eng weider Pist an deem Kader, forméierte Leit, déi an der Pensioun sinn, d'Méiglechkeet ze ginn, sech zum Beispill stonneweis an enger Maison relais ze engagéieren.

Här President, ab deem Moment allerdéngs, wou eng Persoun net méi eleng doheembleiwe kann, muss derfir gesuergt ginn, dass se eng Plaz an enger Struktur mat engem qualitativ héichwäertegen Encadrement kritt. Mam neien ASFT-Gesetz, dat aktuell um Instanzewee ass, wäert de gesetzleche Kader fir d'Qualitéitskrittären nach eemol kloer verschäerft ginn.

Donieft gëllt et och sécherzestellen, dass d'Unzuel u Better an de Strukturen och de Besoinen entsprécht. Vu dass dee Besoin iwwert déi lescht Jore kontinuéierlech geklommen ass, ass et wichteg, d'Investitioune weider op héijem Niveau ze halen. Tëscht 2004 an 2019 si bal 1.900 nei Better derbäikomm an et sinn och eng ganz Partie Projeten an der Pipeline, déi iwwert déi nächst Jore realiséiert wäerte ginn respektiv drop an dru sinn, fäerdeggestallt ze ginn. Ech denken hei un déi nei Maison de soins zu Déifferdeng oder och déi zu Käerjeng, mee och u Projeten zu Rëmeleng, zu Stengefort an zu Bartreng, déi geplangt sinn.

An deem Kader kéint et och sënnvoll sinn, d'Integratioun vu Crèchen an oder bei den Altersheemer virzegesinn, vu dass de reegelméissege Kontakt tëscht de Generatioune souwuel den eelere Leit wéi och de klenge Kanner zeguttkënnt. Doriwwer eraus wier et natierlech och e Virdeel fir d'Personal vun den Altersheemer, wa se op hirer Aarbechtsplaz eng Crèche fir hir Kanner hätten.

Här President, Lëtzebuerg ass traditionell e multikulturellt Land mat ganz villen Nationalitéiten, mat ville verschiddene Sproochen a Kulturen aus aller Welt. Dës enorm Villfalt ass ouni Zweifel eng grouss Beräicherung a Stäerkt vun eisem Land. Gläichzäiteg geet et net duer, nëmmen niefteneen a laanschteneen ze liewen, mir musse matenee liewen!

E wichtegt Instrument an deem Kader ass de Pakt vum Zesummeliewen. D'Gemenge sinn an der Reegel deen éischte Repère souwuel fir déi, déi op Lëtzebuerg kommen, wéi och fir déi, déi an eng nei Gemeng plënneren.

Och déi politesch Begleedung ass immens wichteg. Jidderee soll kënnen e Wuert matschwätzen, well jiddereen ass och vu politeschen Decisioune betraff, déi a senger Gemeng geholl ginn.

Mat der rezenter Reform vum Walgesetz gëtt d'Residenzklausel vu fënnef Joer fir eis auslännesch Matbierger ofgeschaaft, déi sech op eng Wallëscht aschreiwe wëllen. Och den Delai fir sech anzeschreiwe gëtt verlängert. Op déi Manéier kréie vill méi Bierger d'Méiglechkeet, sech politesch ze bedeelegen.

Här President, eis Gesellschaft lieft vum Engagement. Dat gëllt besonnesch och fir d'Benevolat, an dat an alle Beräicher. Ouni Leit, déi sech fräiwëlleg engagéieren, géif villes an eiser Gesellschaft net fonctionéieren. Ouni fräiwëlleg Pompjeeë kéinte mer zu Lëtzebuerg beispillsweis esouguer esou essenziell Servicer wéi d'Noutdéngschter net garantéieren.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | De Benevolat ass näischt anescht wéi dat, wat d'gesellschaftlecht Liewen um Lafen hält. D'Förderung vum Benevolat ass onëmgänglech, fir déi sozial Kohäsioun an den Zesummenhalt ze stäerken. Den Ausbau vum Congé sportif an d'Aféierung vum Congé culturel si wichteg Pisten, fir dat ze erreechen.

Gläichzäiteg mussen och weider Efforten a Saachen Informatioun a Sensibiliséierung gemaach ginn. Vill Leit si bereet, sech méi ze engagéieren. Dat ass kierzlech bei enger Etüd iwwert de Benevolat erauskomm. Allerdéngs hu vill Leit hautdesdaags och net méi déi Zäit oder Loscht, sech dauerhaft an op laang Dauer ze engagéieren, si siche vläicht éischter eng flexibel Manéier, fir sech punktuell ze engagéieren.

Zënter Kuerzem huet d'Agence vum Benevolat en neie Portail, wou ee vill relevant Informatioune ka fannen, wann ee sech engagéiere wëllt, wéi zum Beispill: Wéi eng Organisatioune ginn et bei sech an der Géigend? Wou kann ee sech engagéieren? Wou gi Leit gebraucht? Et ass op alle Fall e ganz gudden Outil, deen awer ausgebaut a méi bekannt gemaach muss ginn.

Här President, d'Klimakris stellt eis virun déi gréissten Erausfuerderung, mat där mer et bis elo an der Geschicht vun der Mënschheet ze dinn haten. Mir si forcéiert, an alle Beräicher vun eisem Liewen eis Gewunnechten ze iwwerdenken, eis Aart a Weis ze liewen, d'Manéier, wéi mer schaffen, wéi mer bauen, wéi mer eis fortbeweegen. D'Wëssenschaft léisst keen Zweifel un der Urgence, mat där mer d'Klimakris musse bekämpfen.

D'Konsequenze vum Klimawandel kréie mer awer och haut scho kloer ze spieren. Déi lescht Jore ware mer ëmmer nees mat längeren Drécheperioden, Canicullen, Héichwaasser an Iwwerschwemmunge konfrontéiert, déi zum Deel en enorme Schued hannerlooss hunn.

D'Klimakris verschount keen. Mir sinn alleguerte gefuerdert, fir dës grouss Erausfuerderungen unzepaken an derfir ze suergen, dass mer och an Zukunft gutt zu Lëtzebuerg zesumme liewe kënnen.

Méi nohalteg zesummeliewe bedeit dowéinst, d'Dekarboniséierung vun eiser Gesellschaft an eiser Wirtschaft mat aller Kraaft virunzedreiwen, déi erneierbar Energien auszebauen, vu Pëtrol, Kuel a Gas fortzekommen, eng méi lokal an nohalteg Liewensmëttelproduktioun, e méi intelligenten Ëmgang mat eise begrenzten natierleche Ressourcen an eng méi nohalteg Gestaltung vun eisen Uertschaften, fir d'Auswierkunge vum Klimawandel ofzefiederen.

De Krich an der Ukrain huet eis däitlech gewisen, wéi ofhängeg mer vu fossille Brennstoffer sinn a wéi erpressbar mer eis domadder maachen. Dëst muss e weideren Usporn sinn, weider massiv a Wand- a Solarenergie ze investéieren an och an déi energeetesch Sanéierung vun de Gebaier.

Mir mussen eis Klimapolitik konsequent virundreiwen a gläichzäiteg derfir suergen, dass aus der Klimafro keng Sozialfro gëtt. Am Kader vun zwee Solidaritéitspäck sinn eng ganz Rei Mesuren am Klimabonusprogramm zousätzlech no uewen adaptéiert ginn an et ass en Top-up social agefouert ginn, fir besonnesch déi sozial Schwaach méi staark ze ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg huet déi lescht zwee Joer seng Klimaziler kënnen erreechen. Dat weist, dass mer um gudde Wee sinn. Allerdéngs bedeit et net, dass mer eis elo op d'Schëller klappe sollen. Mir mussen eis Efforte weider héichhalen an iwwert déi nächst Jore weider verstäerken. De Budget fir d'Joer 2023 gesäit massiv Investitiounen an d'energeetesch Transitioun vir. Fir d'Ëmsetzung vum nationale Klima- an Energieplang sinn net manner wéi 2,3 Milliarden Euro virgesinn, déi an den nächste Joren nach weider wäerte klammen. Fir 2024, 2025 an 2026 sinn all Joer méi wéi 2,4 Milliarde virgesinn.

Donieft gi mat dësem Budget och weider wichteg Mesuren ëmgesat wéi d'Reduktioun vum TVA-Taux fir Fotovoltaikanlagen op 3 %, fir den Ausbau vun erneierbaren Energien ze beschleunegen.

Mir musse beim Ausbau vun erneierbaren Energië besser ginn a mir kënne besser ginn. Ech hunn am Kader vu mengem Rapport vill Acteure vum Terrain gesinn an ech krut bestätegt, dass Lëtzebuerg nach vill Potenzial huet, fir erneierbare Stroum selwer ze produzéieren. Eleng wat d'Wandenergie ugeet, kéinte mer eis Ziler fir 2030 scho fënnef Joer éischter, nämlech 2025, erreechen.

Dacks sinn et allerdéngs d'Prozeduren, déi d'Projeten onnéideg an d'Längt zéien. Déi Europäesch Kommissioun huet eng Propos gemaach an deem Sënn, wou se den Delai vu maximal engem Mount upeilen bei zum Beispill der Autorisatioun, fir Fotovoltaikanlagen a Betrib ze huelen. Zu Lëtzebuerg sollte mer eng genee Analys maachen, wéi mer d'Prozeduren an deem Beräich vereinfachen a beschleunege kéinten.

De Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun d'Aféierung vun enger Obligatioun, fir Fotovoltaikanlagen op Neibauten ze installéieren, an d'Spill bruecht, wat ouni Zweifel en enorme Schrëtt no vir duerstellt. En zentrale Volet vun där Propos ass de Finanzéierungsmodell, wou de Staat fir déi, déi sech et net kënnen oder wëlle leeschten, d'Solaranlag selwer virfinanzéiert a se de Leit da schenkt, wa se bis amortiséiert ass.

Op där anerer Säit soll och all Mënsch vun enger energeetescher Sanéierung vu senger Wunneng profitéiere kënnen. Et sinn nämlech an der Reegel éischter déi Stéit, déi sech manner gutt stinn, déi Locatairë sinn an a schlecht isoléierte Wunnenge liewen, mat dacks enger aler Masuttsheizung, an déi riskéieren, hei den Uschloss bei der Klimatransitioun ze verpassen.

Déi annoncéiert Mesurë sollen dowéinst och zäitno ëmgesat gi fir sécherzestellen, dass mer all Mënsch an eiser Gesellschaft mat an d'Klimaboot huelen.

D'Klimabank kann e weidert Instrument an deem Kader ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen, hir Wunneng ze sanéieren. Wärend enger laanger Zäit konnt dëst Instrument seng Wierkung net entfalen, well d'Zënsen niddreg an déi fossill Energië bëlleg waren. An där Situatioun, an där mer awer elo sinn, wou am Géigendeel d'Zënsen héich an de Gas a Masutt deier sinn, kënnt der Klimabank eng méi wichteg Roll zou. Et sollt een deemno d'Leit verstäerkt informéieren a méi Reklamm fir dëst Instrument maachen.

Här President, den Transportsecteur ass mat ronn 60 % vun den nationalen Emissiounen ee vun den Haaptchantieren zu Lëtzebuerg, wa mer eis Klimaziler erreeche wëllen. D'Regierung wäert hir massiv Investitiounen an den Ausbau vum ëffentlechen Transport och 2023 weiderféieren, mat 393 Milliounen Euro, déi fir den Ausbau vum Tram an dem nationalen Zuchreseau virgesi sinn. Fir déi nächst Jore klammen d'Investitiounen op iwwer 437 Milliounen am Joer 2025.

Op ville Plazen am Land kann ee gesinn, wéi a wat mat deene Sue konkreet geschitt. An der Stad lafen d'Aarbechten um Tramsreseau op Héichtouren. No an no sinn an de leschte Joren nei Tronçonen a Betrib geholl ginn. Och an Zukunft wäerten nei Gleiser fir

den Tram geluecht ginn, soudass een an e puer Joer vum Findel bis op d'Cloche d'Or fuere kann. Donieft gi scho weider Extensioune geplangt, virop um Kierchberg, op der Areler Strooss an zu Hollerech oder nach tëscht der Stad an Esch.

Wat den Zuchreseau ugeet, sti virun allem e puer grouss Projeten am Vierdergrond: déi nei Streck tëscht der Stad a Beetebuerg, déi nei Gare zu Ettelbréck oder nach de Bau vun neie Parkingen zu Käerjeng, Rodange, Miersch an Ëlwen, net ze vergiessen dat neit rullend Zuchmaterial, dat scho méi laang bestallt ass an am Laf vum nächste Joer ufänkt, geliwert ze ginn. Mir schwätzen hei ëmmerhi vun engem Käschtepunkt vu méi wéi 350 Milliounen Euro.

Déi héich Investitiounen an d'Mobilitéit sinn absolutt noutwendeg, fir dass den ëffentlechen Transport eng reell Alternativ zum Auto ka ginn. Gläichzäiteg gëllt et, derfir ze suergen, dass d'Offer net just komfortabel, praktesch an zouverlässeg ass, mee och de Besoinen um Terrain ugepasst ass. Et ass dowéinst wichteg, reegelméisseg eng Evaluatioun an där Hisiicht ze maachen, och a grad a Bezuch op de reforméierten RGTR-Reseau.

Allerdéngs muss een eent kloer soen: Egal wéi gutt an attraktiv den ëffentlechen Transport ass, den Auto wäert och an Zukunft seng Plaz an der Mobilitéit behalen. Den Defi hei ass, d'Elektrifizéierung vun der nationaler Autosflott esou séier wéi méiglech virunzedreiwen.

Dank de staatlechen Hëllefen huet sech d'Unzuel vun den Immatrikulatioune vun neien Elektroautoen tëscht 2018 an 2021 méi wéi verzéngfacht, vu 430 op iwwer 4.600. A Prozent gekuckt hunn déi reng Elektroautoen d'lescht Joer knapps 10 % vun den Immatrikulatiounen ausgemaach. Wann een dat mat engem Land wéi Norwege vergläicht, wou am November vun dësem Joer iwwer 80 % vun den Neizouloossunge reng Elektrogefierer waren, ass et evident, dass mer do nach musse besser ginn. D'Subventioune sinn hei e wichtegen Ureiz, souwuel fir de Kaf vun engem Gefier wéi och fir d'Installatioun vun de Bornen.

Déi ëmweltfrëndlechst Manéier sech fortbeweegen ass nieft dem Zefoussgoen de Vëlo, besonnesch op kuerzen Distanzen. Mam Budget 2023 gëtt déi aktiv Mobilitéit weider gefërdert, andeems den TVA-Taux fir de Kaf, d'Locatioun a Reparature vu Vëloen oder Pedelecken op 8 % reduzéiert gëtt.

Wa mer gären hätten, dass méi Leit op de Vëlo klammen, muss un éischter Stell och d'Infrastruktur stëmmen, dat heescht sécher an zesummenhängend Vëlosweeër getrennt vum Rescht vum Verkéier. D'Efforten an deem Beräich mussen dowéinst nach verstäerkt ginn.

Här President, mir mussen den Ëmgang mat eisen natierleche Ressourcen iwwerdenken, fort vun enger linearer Notzung hin zu enger Kreeslafwirtschaft. Mam Budget 2023 gëtt e weideren Ureiz an déi Richtung geschaaft, andeems d'TVA op de Reparature vun Haushaltsgéigestänn och op 8 % reduzéiert gëtt. Domat encouragéiert d'Regierung net just d'Leit, e Géigestand flécken ze loossen, amplaz en ewechzegeheien, mee si ënnerstëtzt och eis Betriber.

Här President, ech hu bis elo virun allem vun de Bierger an de Stéit geschwat, wat déi verschidde Krise fir si bedeiten a wat mer musse maachen, fir d'Repercussiounen dovun ofzefiederen. Mee eis Betriber si geneesou konfrontéiert mat héijen Energiepräisser, mat Käschte vu Rostoffer, déi an d'Luucht ginn, a mat der digitaler an energeetescher Transitioun.

Am Kader vun den zwee Solidaritéitspäck huet d'Regierung vun Ufank un eng ganz Rei Mesurë geholl an Aiden en place gesat, fir de Betriber geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen, fir net just gutt duerch d'Kris ze kommen, mee och de strukturelle Wandel, deen d'Digitaliséierung an d'Dekarboniséierung mat sech bréngen, ze bewältegen.

Zum engen ass decidéiert ginn, d'Indextranche vu Juli 2022 op Abrëll 2023 ze verréckele fir ze evitéieren, dass d'Betriber duerch en ze séiert Unzéie vun de Lounkäschten a finanziell Schwieregkeete kommen, a fir ze verhënneren, dass et zum Ofbau vun Aarbechtsplaze géif kommen. Zum anere si spezifesch Hëllefen agefouert ginn, fir déi Betriber, déi am meeschte vun den héijen Energiepräisser betraff sinn, ze ënnerstëtzen. Zousätzlech dozou sinn och geziilt Hëllefen decidéiert ginn, fir de Betriber bei der energeetescher an der digitaler Transitioun ënnert d'Äerm ze gräifen.

Eng vun de gréissten Erausfuerderungen, mat deenen all d'Betriber, queesch duerch all déi verschidde Secteuren, ze kämpfen hunn, ass de Manktem u qualifizéiertem Personal. Mat dësem Budget ginn zwou Mesuren ëmgesat, fir géint dës Penurie virzegoen, fir Leit op Lëtzebuerg unzezéien an d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze stäerken.

Zum enge gëtt de Régime d'impatrié méi attraktiv gemaach, andeems de Seuil vum Revenue, fir eligibel ze sinn, vun 100.000 op 75.000 Euro erofgesat gëtt. Zum anere gëtt de Regimm vun der Prime participative adaptéiert, fir de Betriber méi Flexibilitéit ze ginn a fir dass méi Salariéen dovu profitéiere kënnen.

Doriwwer eraus mussen awer weider Pisten analyséiert ginn, fir méi qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg ze kréie respektiv hei auszebilden. Huele mer nëmmen d'Beispill vun der energeetescher Transitioun. Ouni qualifizéiert Handwierker, déi Fotovoltaikanlagen a Wärmepompelen installéieren, d'Wandrieder opriichten oder d'Haiser isoléieren, kënnen eis Subventiounen an Ziler sou gutt sinn, wéi se wëllen, wa mer net genuch Leit hunn, fir dës ëmzesetzen, da komme mer trotzdeem net virun.

Et ass dowéinst zum Beispill wichteg, eng kloer Strategie ze entwéckelen, mat konkreete Mesuren an Usätz, fir dee Problem Meeschter ze ginn. Eist Zil muss et sinn, zu engem reegelrechte Champion an der energeetescher Transitioun ze ginn. An dat packe mer nëmme mat de qualifizéierte Leit, déi dat um Terrain ëmsetzen!

Donieft musse mer d'Situatioun genee am Bléck behale fir sécherzestellen, dass eis Betriber net nëmme gutt duerch dës Krise kommen, mee och konsequent an d'Digitaliséierung an an d'Dekarboniséierung investéieren, fir och an Zukunft kompetitiv ze bleiwen.

Dat gëllt besonnesch fir déi méi kleng a mëttel Betriber, déi d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen, mee gradesou fir d'Industrie, déi anerefalls riskéiert, hir Produktioun ze delokaliséieren.

Här President, d'Zil, fir e bessert Zesummeliewen an eiser Gesellschaft ze erreechen, muss den Ausgangspunkt vun eiser Politik an alle Beräicher sinn. Ech hu mech a mengem Rapport op e puer spezifesch Theeme konzentréiert: déi aktuell Energiekris an d'Inflatioun, de Logement, d'Klimakris an d'Erausfuerderunge fir eis Betriber. Dat heescht awer net, dass aner Beräicher manner wichteg wieren oder keng Roll fir e bessert Zesummeliewe spillen. Et géif allerdéngs de Kader vun dësem Rapport sprengen, op all eenzelne Punkt am Detail anzegoen, dowéinst wéilt ech gär e puer dovunner just kuerz uschneiden.

Ech wéilt zum Beispill den Noutdéngscht an eise Gesondheetssystem ervirhiewen. Eng gutt Couverture vun Éischt-Hëllef-Servicer an en Accès fir all Bierger zu enger gudder medezinnescher Versuergung sinn onverzichtbar fir d'Wuelbefanne vun de Leit.

D'Pandemie huet gewisen, wéi wäertvoll eis Gesondheet ass, net just déi kierperlech, mee och déi mental. Duerch d'Pandemie huet och déi mental Gesondheet bei ville Leit gelidden. Mir mussen dowéinst hei fir eng besser Prise en charge suergen.

D'Éischt Hëllef an d'Noutdéngschter leie mir besonnesch um Häerz. Eng gutt Couverture ass och hei essenziell. Zu engem gudden Zesummeliewe gehéiert och, dass een deem aneren hëlleft, och am Noutfall.

D'Aféiere vun enger Liewensretter-App, iwwert déi een op fräiwëlleger Basis geolokaliséiert a bei engem Noutfall an direkter Ëmgéigend alertéiert gëtt, ass a mengen Aen eng villverspriechend Pist, fir d'Couverture hei nach weider ze verbesseren, a sollt onbedéngt a Betruecht gezu ginn.

Donieft ass d'Deelhuelen un engem Éischt-Hëllef-Cours haut gréisstendeels fräiwëlleg. Och wann déi Coursë Succès hunn, sollt een zousätzlech driwwer nodenken, d'Participatioun un esou engem Cours an déi schoulesch Ausbildung oder d'Fürerschäistonnen anzebannen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Donieft sinn d'Kultur an de Sport e weidere wichtegen Aspekt fir e bessert Zesummeliewen. Si bréngen d'Leit beieneen, erméiglechen en Austausch tëscht de Bierger a sinn och e wichtege Vecteur fir d'Integratioun an eiser multikultureller Gesellschaft.

Wat d'Kultur ugeet, esou stécht Esch als Europäesch Haaptstad als ee vun de Projet-pharen an der Lescht eraus. D'Regierung an d'Gemengen hunn hei net just an d'Infrastrukturen investéiert, mee och besonnesch déi Kulturschaffend gefërdert an ënnerstëtzt. Als Süddeputéierte sinn ech hei sécher e bësse befaangen, mee et ass immens wichteg, dass mir déi Dynamik vum Kulturjoer notzen, fir an nohalteg Projeten am Interessi vun de Kulturschaffenden am Süden an am ganze Land ze investéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, ech sot et uganks vu menger Ried, dass eist Land scho vill Krisen a senger Geschicht gemeeschtert huet. De Budget, deen ech haut presentéiert hunn, stellt och d'Weiche fir e Land, wat muer besser soll dostoe wéi haut.

D'zentral Pisten, fir Lëtzebuerg ze stäerken, hunn ech probéiert, a menger Ried ze developpéieren. Ech wëll dofir zum Schluss just kuerz dräi Stéck rappeléieren, déi mir besonnesch wichteg sinn:

– Jidderee muss sech Wunne kënne leeschten. Dofir musse mer weider massiv an de Logement investéieren an derfir suergen, dass de Marché kapabel ass, genuch Wunnengen ze liwweren, fir der Demande nozekommen; besonnesch an dësem Moment, wou de Secteur riskéiert, méi lues ze dréien.

– Jidderee muss déi Hëllefe kréien, déi him zoustinn. Mir mussen dofir sécherstellen, dass déi sozial Hëllefen och do ukommen, wou se gebraucht ginn. Den digitalen Office social als éischten Uspriechspunkt fir Leit, déi Hëllef brauchen, wier eng weider villverspriechend Pist.

– Jiddereen huet e Recht op Zukunft, also op Klimaschutz. Dofir musse mer nei Weeër goen, fir den Ausbau vun erneierbaren Energien ze beschleunegen a jidderee mat op de Wee vun der energeetescher Sanéierung huelen. Contraignant Mesuren, sozial begleet Mesuren, innovativ Finanzéierungsmodeller an eng Vereinfachung a Beschleunegung vun de Prozedure mussen heifir Hand an Hand goen. Dat geet awer nëmmen, wa mer genuch qualifizéiert Leit hunn, déi dat och kënnen ëmsetzen.

Här President, léif Kolleegen: Kommt, mir ginn zesummen dës zentral Erausfuerderunge weider konsequent un, fir e bessert Zesummeliewe vun eis all!

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, erlaabt mer, zum Schluss nach e puer Mercie lasszeginn. E Budgetsrapport ze schreiwen, ass e bësse wéi eng Rees: Ier et lassgeet, muss ee wäit am Viraus plangen, wéi een dorun erugoe wëllt, et preparéiert ee sech, et liest ee sech eran an et informéiert ee sech.

Mee esou eng grouss a wichteg Rees mécht een net eleng. Et gëtt een dobäi vu ville Mënschen ënnerstëtzt a begleet, déi ee beroden, engem d'Richtung weisen an engem eng Hand upaken. Ech wéilt dowéinst alle Membere vun der Finanz- a Budgetskommissioun Merci soen, dass si mir dës Aufgab uvertraut hunn. A merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun! E besonnesche Merci dem Caroline Guezennec, Secrétaire-administrateur vun der Kommissioun, fir déi gewëssenhaft Aarbecht.

Och e grousse Merci un d'Finanzministesch Yuriko Backes an hir ganz Ekipp an déi eenzel Verwaltungen, déi mer op all meng Froe Ried an Äntwert stoungen.

Merci mengen Deputéiertekolleegen aus der DP-Fraktioun fir hiert Vertrauen an d'Ënnerstëtzung, besonnesch dem President vun der Finanz- a Budgetskommissioun, dem André Bauler.

(Exclamations et brouhaha)

Ech wéilt awer och de Mataarbechter aus der DP-Fraktioun Merci soe fir hiren Engagement an hir vill Aarbecht, déi an dëse Rapport matagefloss sinn. E besonnesche Merci geet hei un de Yan Sales an un de Pitt Sietzen.

Op enger Rees begéint een och ganz vill Mënschen, et léiert een nei Leit kennen, et mécht ee vill interessant Erfarungen. Ech hat am Kader vu mengem Rapport iwwer 40 Entrevuë mat Organisatiounen aus den ënnerschiddlechste Beräicher. Hinnen alleguerten e ganz grousse Merci fir déi interessant Abléck an dee spannenden Austausch!

Mam Ofschloss vu mengem mëndleche Rapport ass déi Rees elo fir mech eriwwer. Zum Schluss wéilt ech dann nach e ganz besonnesche Merci lassginn: Merci menger Fra a mengen zwee Kanner, déi mech all déi Zäit ënnerstëtzt hunn. Ouni hir Gedold an hiert Versteesdemech fir mäin Engagement wier dëst net méiglech gewiescht.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporter, dem honorabelen Här Max Hahn.

Muer de Moien héiere mer den Exposé vun der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.47 heures.)

20e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 15
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]**
   8081 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite) p. 15
   Exposé : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
3. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]**
   8081 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite) p. 19
   M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Laurent Mosar, M. Mars Di Bartolomeo et M. Dan Kersch) (dépôt de la motion 1) | M. Gilles Baum (interventions de M. Gilles Roth et M. Fernand Kartheiser) | M. Yves Cruchten (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Franz Fayot, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]

8081 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

Mir héieren de Moien den Exposé vun der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes iwwert de Staatsbudget vum Joer 2023 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. Madamm Finanzministesch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, léif Regierungskolleegen, mir liewen an immens onséchere a volatillen Zäiten; ech mengen, dat wësse mer alleguerten. Kee vun eis kann an d'Zukunft gesinn. Dëst Joer, wéi all Joer, kann de Budget nëmmen op Basis vun deenen Zuelen opgestallt ginn, déi zu deem Moment eis och zur Verfügung stinn. An all Joer ass de Finanzministère virsiichteg genuch an den Zuelen, fir dass méiglech Schwankungen eis net aus der Bunn geheien.

Ech wëll dës Ried mat engem kuerzen Iwwerbléck vun deene leschten Entwécklungen um geopolitesche Plang ufänken; ech erklären dann, wat dat fir déi budgetär Eckdate bedeit; duerno ginn ech dann op déi grouss Prioritéite vum Budget 2023 an.

Fir d'éischt wëll ech natierlech dem Budgetsrapporteur, dem Här Max Hahn, e ganz grousse Merci soe fir säi wierklech ganz exzellente Rapport. Säi Rapport beliicht net nëmmen déi grouss Orientatioune fir d'nächst Joer, mee och eng ganz Rei interessant Pisten, wéi mir nach besser zesumme liewe kënnen an eisem schéine Land.

E grousse Merci och un all déi Institutioune fir hir ganz nëtzlech Iwwerleeungen, fir hir Analysen an och fir hir Iddien, déi si am Kader vun hiren Avise gemaach hunn. Ech wäert op eng Rei vun deene Punkten och agoen.

Wéi ech de Budget hei deposéiert hunn, hunn ech gesot, dass dëse Budget realistesch, solidaresch a responsabel ass. Et ass e Krisebudget fir Krisenzäiten. Dëst huet sech och an deene leschten zwee Méint androcksvoll confirméiert.

De brutalen an den illegale Krich géint d'Ukrain ass a sengem zéngte Mount. D'Ukrainer wiere sech mat internationaler Hëllef. Och Lëtzebuerg dréit säin Deel dozou bäi mat Suen a mat Material. Säit Februar huet Lëtzebuerg d'Efforte vun der Ukrain mat 75 Milliounen Euro ënnerstëtzt. Dat si ronn 16 % vun eisem Defensebudget.

Kee weess haut, wéi sech d'Situatioun an deenen nächste Méint wäert weiderentwéckelen. Op ekonomeschem Plang bleift den Drock op Europa domadder weider ganz héich, zemools wéinst dem President Putin sengem perfide Spill, fir d'Energie als Waff ze benotzen.

D'EU ass an dësem ganz schwéieren Ëmfeld bis elo awer trotzdeem besser duerch d'Kris komm, wéi mer nach virun e puer Méint hätte fäerte kënnen. D'Gasspäicheren an Europa sinn zu iwwer 90 % gefëllt, an den Hierscht war duerchschnëttlech méi waarm wéi ugeholl.

Och konnt vill Energie gespuert ginn. Lëtzebuerg huet esou iwwert déi éischt eelef Méint vum Joer 33 % manner Gas verbraucht par rapport zu der Moyenne vun deene leschte fënnef Joer. Dëst ass e

Beweis derfir, dass mir verantwortungsvoll an och solidaresch handelen. Ech wëll dat och hei wierklech ënnersträichen.

Solidaritéit an Unitéit si genausou wichteg um europäeschen Niveau. D'Resultat vun all dësen Ustrengunge weise sech och elo schonn: D'Energiepräisser ginn erof an d'Präisser op der Pompel sinn erëm esou niddreg wéi säit leschtem Wanter net méi.

D'Energiesécherheet bleift natierlech och eng ganz wichteg an indispensabel Prioritéit. Déi europäesch Koordinatioun ass hei natierlech essenziell. Bis Ufank 2023 brauche mer eis keng gréisser Suergen ze maachen, mee et ass manner kloer, wéi sech d'Situatioun den nächste Wanter da presentéiert. Dofir musse mer och weider ganz virsiichteg bleiwen.

Dës Kris huet gewisen, dass mir eis esou séier wéi méiglech op nohalteg Energie ëmstelle mussen. Och op dësem Punkt setzt de Budget déi néideg Akzenter.

Zwou international Entwécklunge wéilt ech ganz kuerz ervirsträichen:

Éischtens, a China erliewe mer elo e radikale Revirement an der Covidpolitik. A ville Stied ginn déi strikt Covidreegele relaxéiert, wat eng éischt gutt Nouvelle fir déi global Liwwerkette bedeite kéint.

Bis mer awer hei eng komplett Normaliséierung vun der Situatioun gesinn, wéi mer se och bei eis an Europa dann hunn, bis dohinner schéngt et mer awer nach e wäite Wee ze sinn. Hei musse mer iwwert déi nächst Méint nach mat Problemer rechnen.

Eng aner Situatioun, déi mir ganz vill Suerge mécht, dat sinn déi protektionistesch Tendenzen, déi weider zouhuelen. An dës negativ Entwécklung gesi mer op verschiddene Plaze vun der Welt.

Ech denken hei zum Beispill un den „Inflation Reduction Act", deen dem President Biden seng Administratioun op de Wee bruecht huet, fir déi gréng Transitioun an Amerika ze acceleréieren. Dat ass u sech begréissenswäert. Allerdéngs hunn d'Subventiounen, mat deenen dës Entwécklung ënnerstëtzt gëtt, en negativen Impakt op d'europäesch Industrie.

Et soll een awer elo net mat protektionistesche Mesuren op europäescher Säit reagéieren, mengen ech, mee Léisunge wierklech am Dialog mat den Amerikaner sichen. Grad fir Lëtzebuerg als kleng an oppen Ekonomie kënnen international protektionistesch Tendenzen, wat wierklech bedenklech Entwécklunge sinn, en direkten Afloss op eise Wuelstand hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wéi entwéckele sech an dësem schwierege geopolitesche Kontext déi wirtschaftlech Perspektiven?

Ech war virun zwou Wochen zu New York an zu Toronto, fir mat de groussen Acteure vun der Finanzwelt ze schwätzen, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, an och mat potenziellen neien Acteuren. Ech krut iwwert déi lescht Méint Froen iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz gestallt, och hei an der Chamber. Ech kann Iech berouegen: Lëtzebuerg ass a bleift déi Plaz, vun där aus déi grouss nordamerikanesch Banken, mat deenen ech geschwat hunn, hiert Geschäft um europäesche Maart entwéckelen.

Ech hunn nach eng zousätzlech gutt Nouvelle: An deenen nächste Méint wäert sech e weidere grousse Finanzacteur an eisem Land etabléieren.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ee Sujet vun deenen Echangë waren awer och déi wirtschaftlech Perspektiven. De Wuesstum huet weltwäit un Dynamik verluer, an d'Inflatioun ass geneesou en Theema an Nordamerika wéi bei eis. D'Zentralbanken op béide Säite vum Atlantik versichen, se duerch eng Normaliséierung vun der Geldpolitik an de Grëff ze kréien.

An der EU huet d'Ekonomie u Schwong verluer. An hirem Autumn Forecast vum November geet d'Europäesch Kommissioun dovunner aus, dass d'Eurozon nach zum Schluss vun dësem Joer an eng liicht Rezessioun fale wäert. D'Kommissioun huet d'Croissancezuelen no ënne revidéiert. Fir dat ganzt Joer 2023 erwaart se sech nëmmen nach e klenge Wuesstum vun 0,3 %. 0,3 %!

Och d'Entwécklungslänner kréien den allgemengen Ofschwong ze spieren. Dofir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg an dëser Situatioun weider solidaresch bleift an d'Mëttel fir d'Entwécklungshëllef konsequent héich hält.

Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg?

Wann et an Europa schlecht geet, da kréie mir dat natierlech och hei ze spieren. De Statec ass am Oktober vun 2,5 % Wuesstum fir dëst Joer ausgaangen. Elo erwaart e sech just nach 1,7 %. Fir d'nächst Joer huet e seng Estimatioun vun 2 % op 1,5 % erofgeschrauft. Och d'Inflatioun schätzt de Statec fir 2022 an 2023 entre-temps liicht méi héich ewéi nach virun dräi Méint.

A ville Secteuren huet d'Aktivitéit iwwert déi lescht Wochen ofgeholl. De Finanzsecteur, eist wirtschaftlecht Zuchpäerd, konnt sech bis ewell nach halen. Dat allgemengt Vertraue bei de Consommateure weist awer no ënnen. D'Leit si besuergt, an dat kann een och verstoen.

Mat de méi héijen Tauxen ass d'Zäit vun de bëllege Prêten eriwwer. E Liichtbléck bleift awer weiderhin den Aarbechtsmaart. D'Dynamik schwächt awer och hei liicht am Hierscht of. De Chômage wäert am nächste Joer vu 4,8 % op 5,1 % eropgoen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wat heescht dat alles fir eise Budget?

Heiansdo ass et gutt, mengen ech, an engem Debat op fundamental Prinzippien zréckzekommen. Wat ass de Budget? De Budget ass kee Gesetz, mat deem ekonomesch Zenarie festgeluecht ginn oder Previsiounen an de Stee gemeesselt ginn. De Budget, dat ass dat Gesetz, mat deem d'Recetten an d'Depensë vum Joer autoriséiert ginn. All Joer ass et esou, dass de Budget op deenen Zuele baséiert, déi Enn September respektiv ufangs Oktober disponibel sinn.

An all Joer ass et esou, dass, nodeems de Budget deposéiert gouf, de Statec seng Zuelen à jour setzt, nach éier de Projet gestëmmt gouf. All Joer gëtt et Variatiounen zwëschent deene Recetten an Depensen, déi am Budget autoriséiert woren, an deenen, déi herno wierklech gemaach gi sinn.

Dofir leet d'Regierung och all Joer e Compte général vir, an deem déi Ënnerscheeder dokumentéiert an och erkläert ginn. All Joer geschéie Saachen, déi kee konnt virausgesinn, wat da mat sech bréngt, dass Depensë gemaach ginn, déi net am Budget virgesi sinn. An dat selwecht ass bei de Recetten de Fall.

Dofir kommen ech och all Trimester an d'Chamberskommissioun, fir d'Entwécklung vun de Recetten a vun den Depensen ze presentéieren. Et gëtt ëmmer an et gouf nach ëmmer Variatiounen an déi eng oder an déi aner Richtung. An dat wäert och an Zukunft ëmmer esou sinn. Dofir gi mer awer och net all Trimester d'Budgetsgesetz entspriechend änneren! A geneesou gëtt et och an dem Budgetsprojet elo net amendéiert, well eng Previsioun ëm en hallwe Prozent erop- oder erofrevidéiert gouf. A souguer wann ech dat géif maachen, wären déi Zuele schonn nees den Dag drop net méi aktuell.

Wat zielt, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dat sinn déi politesch Prioritéiten, d'Mesuren an d'Projeten, déi am Budget opgelëscht ginn. An et ass op déi, wou et ukënnt.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Gläichzäiteg gehéiert zu enger responsabeler Budgetspolitik, d'Tendenzen och ze anticipéieren an all Evolutioun och genau ze suivéieren.

Jo, et ass richteg, déi manner gutt Croissance an déi méi héich Inflatioun kéinten en Impakt op d'Staatsfinanzen hunn. D'Recettë kéinte méi déif sinn an d'Depensë méi klamme wéi geduecht. Dat läit am Beräich vun de Variatiounen, déi och mat dësem Budget anticipéiert ginn.

Zu Lëtzebuerg si mer ëmmer gutt domat gefuer, virsiichteg ze si bei der Opstellung vum Budget. Och bei dësem Budget sinn d'Zuelen op eng virsiichteg Manéier ageschat ginn. Reegelméisseg gi mer dofir och vun de Ratingagencë gelueft. Dat dréit awer och zum Vertraue bäi, dat si, dës Ratingagencen, an eis Staatsfinanzen hunn. Dat Vertrauen, dat ass eppes, wat fir mech extreem wichteg ass, mee haaptsächlech ass dat wichteg fir eist Land!

Meng Virgänger sinn awer och oft kritiséiert ginn, dass d'Zuelen herno besser waren, wéi se am Budget virgesi waren. Op där enger Säit hu mer Leit, déi mengen, dass eis Zuelen ze vill pessimistesch sinn an dass mer a Wierklechkeet nach vill Sputt hätten, fir gréisser Steiererliichterunge kéinten ze finanzéieren. Op där anerer Säit hu mer Leit, déi soen, dass den Defizit an och d'Schold vill ze vill héich wieren. Et géif mech elo net wonneren, wann herno am Debat vun haut a muer Eenzelner mer souwuel dat eent an och dat anert géife reprochéieren oder souguer déi zwee zesummen, an dat an engem Otemzuch!

(Interruptions)

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech sinn an deem Kontext ëmsou méi frou ze gesinn, dass de Conseil d'État dovunner ausgeet, dass d'Estimatiounen am Budgetsprojet realistesch a virsiichteg sinn.

Och d'Chambre de Commerce ass der Meenung, dass beim Budget 2023 eng ganz virsiichteg Approche zréckbehale gouf. Am selwechte Sënn schreift de Conseil national des finances publiques, de CNFP, dass de Sold fir d'Administration publique fir d'Joren 2022 an 2023 als a priori „d'être qualifié de prudent" agestuuft ka ginn. Et gëtt zu dësem Zäitpunkt eebe keng absolutt Wourecht.

Huele mir d'Estimatioune vum Sold vum Gesamtstaat fir d'nächst Joer. D'Europäesch Kommissioun ass am November vun engem Sold vu minus 2,1 % vum PIB ausgaangen. D'OCDE ass vu minus 2,2 % ausgaangen. Dat ass genee deen Niveau, deen och am Budget steet.

A senger leschter Note de conjoncture geet de Statec vu minus 2,8 % vum PIB aus. Wa mer elo nach géifen den FMI froen, géife mer warscheinlech nach eng aner Zuel kréien.

Ech stellen awer fest, dass all d'Schätzungen an déi selwecht Richtung ginn: e Sold, dee fir dëst Joer besser ass wéi geduecht, eng Verschlechterung d'nächst Joer, am Joer 2023, an erëm eng Verbesserung d'Joren duerno. Dëst erkläert sech duerch den Impakt vun de Mesuren, déi mer am Kader vun deenen zwou Tripartitte geholl hunn, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen, fir den Entreprisen och duerch d'Kris ze hëllefen an, ganz wichteg, d'Inflatioun ze drécken. De

Budget 2023 ass eeben dovunner och ganz staark impaktéiert.

Vu wéi enge Mesurë schwätze mer konkreet?

Erlaabt mer, nach eng Kéier kuerz do driwwer ze goen:

– de Crédit d'impôt énergie, vun deem bal 620.000 Leit profitéieren, dee sech op 495 Milliounen Euro beleeft, dovunner 165 Milliounen Euro fir d'nächst Joer;

– d'Verlängerung vun der Prime énergie fir d'vulnerabel Stéit an hir Verlängerung bis op d'nächst Joer; 22 Milliounen Euro sinn dat, dovunner 7 fir d'nächst Joer;

– d'Deckele vun de Gaspräisser bei engem Maximum vu plus 15 %; 470 Milliounen Euro, dovunner 319 fir d'nächst Joer;

– d'Stabiliséierung vum Stroumpräis, dat sinn 110 Milliounen Euro fir 2023;

– d'Erofsetze vum Bensinnspräis a Masuttspräis: 112 Milliounen Euro, an dovunner 28 Milliounen Euro fir d'Joer 2023;

– d'Erofsetze vun den TVA-Tauxen, dat sinn 317 Milliounen Euro fir d'nächst Joer;

– d'Aidë fir d'Entreprisen an der Energiekris, do sinn 125 Milliounen Euro fir 2023 virgesinn.

Dës Mesurë sinn deier. Mee, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen, se si wierklech extreem wichteg!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech ginn elo dodrop an, wéi se dann och wierken.

Déi lescht Berechnunge vum Statec weisen, dass d'Inflatioun zu Lëtzebuerg duerch dës Mesuren effektiv gedréckt gouf. D'Inflatioun ass zwar weider héich, mee se bleift ënnert dem Duerchschnëtt vun der Eurozon. Dëst erkläert sech virun allem doduerch, dass d'Energiepräisser bei eis manner staark zougeholl hunn. Esou ass zu Lëtzebuerg de Gaspräis am Joresverglach ëm 40 % geklommen. An der Eurozon ass en duerchschnëttlech ëm 80 % geklommen. Dem Statec no läit d'Inflatioun dëst Joer bei 6,4 % an 2023 bei 3,4 %. Ouni d'Tripartite-Mesurë géif se d'nächst Joer bei 8 % leien. 8 %!

De Beweis derfir, dass dës Mesurë wierken, gesi mer elo schonn. Esou war den Index..., den Inflatiounstaux, pardon, am Oktober vun dësem Joer 6,9 % an am November elo 5,9 %, dat heescht 1 % manner.

An hirem Avis ënnersträicht d'Zentralbank, dass, andeems d'Energiepräisser ënner Kontroll bleiwen, d'Incertitudë ronderëm d'Inflatioun considerablement erofginn.

Dat ass meng Äntwert dann och op déi Kritik, déi sech zum Beispill am Avis vun der Chambre des Métiers erëmfënnt. Laut deem Avis wär et besser gewiescht, méi cibléiert Mesurë virzegesinn. Mee et ass nëmmen, well d'Mesurë breet gräifen, dass den Impakt op d'Inflatioun eeben esou spierbar ass.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Mat dëse Mesurë gëtt och d'Kafkraaft gestäerkt. An dodrop wëll ech och nach emol agoen.

Ech rappeléieren hei déi wichteg Mesuren, vläicht net alleguerten, mee op d'mannst e puer: de Crédit d'impôt énergie, d'Aféieren an d'Verlängerung vun der Prime énergie, d'Eropsetze vum Crédit d'impôt monoparental, d'Eropsetze vum Mindestloun a vum Crédit d'impôt salaire social minimum, dem CISSM, an d'Hausse vun der Subvention de loyer. Net ze vergiessen och d'Mesurë vum Budget vum leschte Joer: d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, d'Reindexatioun vun den Allocations familiales ab dem Januar 2022.

Ech wëll och drun erënneren, dass de Staat d'Käschte vun enger Rei Prestatioune ganz iwwerholl huet, zum Beispill vum ëffentlechen Transport, vun de Schoulbicher, vum Accueil vun de Kanner an de Maisons relais, vum Iessen an der Kantin vun de Schoulkanner.

Dës Mesurë weisen elo schonn hir Wierkunge bei der Kafkraaft vun de Leit.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Deemno ass et dann och net erstaunlech, dass laut dem leschte Politmonitor 79 % vun de Leit der Meenung sinn, dass hir finanziell Situatioun gutt ass oder souguer besser ginn ass. D'Kafkraaft gëtt an der Kris net nëmmen erhalen, mee laut dem Statec souguer gestäerkt. Se soll d'nächst Joer ëm 2 % wuessen.

Duerch dee ganzen Akommesspektrum geet de Pouvoir d'achat erop. Ech mengen, dat muss een awer och nach eng Kéier ënnersträichen. Allerdéngs gëtt d'Kafkraaft vun de Menagen aus den ënneschten zwee Quintille proportionell méi gestäerkt wéi déi vun den héchsten Akommesklassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll op dëser Plaz och nach op zwou aner Mesuren agoen, déi d'Kafkraaft vun de betraffene Leit zousätzlech stäerke wäerten, nämlech den neie Gehälteraccord mat der Fonction publique an déi eventuell Steiererliichterungen, déi ech fir am Fréijoer an d'A faassen.

Wat den neie Gehälteraccord an der Fonction publique ugeet: Ech wëll souwuel der CGFP wéi dem Minister Hansen hei e grousse Merci ausschwätze fir dee wierklech räsonabelen a verantwortungsvollen Accord, dee si zesummen ausgehandelt hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Et ass en Accord, dee fir d'Joren 2023 an 2024 gëllt. Zu engem Moment, wou d'Onsécherheeten esou grouss sinn, wär alles anescht net verstänneg gewiescht. Et ass en Accord, deem säin Impakt op de Budget am Joer 2023, do, wou mer elo scho mat engem staarken Defizit rechnen, vill méi limitéiert wäert si wéi am Joer 2024, wou mer, wéi ech och virdrun erkläert hunn, schonn erëm besser Perspektive gesinn. Am Joer 2023 wäert en de Budget ëm ronn 50 Milliounen Euro belaaschten an am Joer 2024 mat ronn 80 Milliounen Euro.

Et ass en Accord, dee solidaresch a sozial ass, well en am Joer 2023 proportionell deenen Agente mat deene méi niddrege Salairë méi Kafkraaft bäigëtt wéi deene mat de méi héije Salairen. Domadder iwwerhëlt de Staat och seng Verantwortung als Employeur vis-à-vis vu senge Mataarbechter.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären, dësen Accord kann elo net – nach net – am Budget berücksichtegt ginn, well den Accord gëtt jo duerch verschidde Gesetzesprojeten ëmgesat, an déi gi jo elo eréischt geschriwwen, an den definitive Brutto- an och Nettoimpakt muss mat der néideger Prezisioun ausgerechent ginn. Dës Zuele wäerte sech dann natierlech an de Fiches financières vun de Gesetzesprojeten erëmfannen.

Le moment venu kënnen déi entspriechend Paiementer op Basis vum aktuelle Budgetsprojet awer gemaach ginn, well d'Paienartikelen non limitatifs sinn.

E Wuert zu eventuelle Steiererliichterungen. An enger ganzer Rei vun Avise gëtt eng gréisser Steierreform respektiv eng Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun gefuerdert. D'Staatsbeamtekummer, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers stellen allerdéngs an hiren Avise fest, dass den néidege Sputt fir eng Steierreform net méi ginn ass respektiv dass an Zäite vun héijer Onsécherheet esou eng Reform net ze maachen ass.

D'Chambre des Salariés freet par contre no enger kompletter Reorganisatioun vum Barème, wat och Steiererhéijunge mat sech brénge géif. Fir mech wär dat am aktuelle Kontext dat falscht Signal. Fir aus der Kris erauszekommen, brauche mer eng kompetitiv Wirtschaft an en attraktiivt Ëmfeld. Mir brauche Vertrauen a keng Veronsécherung duerch nei oder méi héich Steieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Déi Zuelen, déi ech virdru genannt hunn iwwert d'Entwécklung vun der Kafkraaft weisen, dass eng Upassung vum Barème zu dësem Zäitpunkt net onbedéngt néideg ass, fir en eventuelle Verlosch u Kafkraaft ze kompenséieren. Déi Kompensatioun gëtt largement schonn iwwer aner Weeër gemaach.

Trotzdeem, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, halen ech u mengem Versprieche fest, dat ech beim Depot vum Budget ginn hunn. Wa mer am Fréijoer gesinn, dass deen néidege Sputt do ass, da wäert ech sozial gestaffelt Steiererliichterungen op de Wee bréngen, déi dann, wa méiglech, och bis an d'Mëttelschicht ginn.

Wat heescht dat konkreet?

Éischtens, ech wëll gesinn, wéi mer d'Joer 2022 ofschléissen. Am Moment gesäit et esou aus, wéi wann den Defizit méi niddreg kéint ausfale wéi virgesinn. Mee dat muss sech effektiv awer nach confirméieren.

Zweetens wëll ech gesinn, wéi sech d'Recetten an d'Depensen am Laf vum éischten Trimester 2023 entwéckelen.

An drëttens wëll ech gesinn, a wéi eng Richtung sech d'Conjoncture an d'Inflatioun entwéckelen a wéi d'Projektioune fir 2023 an och fir 2024 bis dohin ausgesinn.

All dës Donnéeë wäerten an de Pacte de stabilité et de croissance, de PSC, afléissen, deen ech Iech Enn Abrëll hei an der Chamber wäert virstellen. Wann d'Trajectoire am PSC sech iwwert déi nächst Jore verschlechtere géif, da musse mer verstänneg sinn. Ech mengen, och da muss ee soen: Dann hu mer kee Sputt.

Wann d'Trajectoire sech awer verbessert, dann hu mer de Sputt, an da wäert ech dem Regierungsrot och konkreet Mesurë proposéieren an déi dann och op den Instanzewee bréngen. Dës wäert ech dann hei an der Chamber zesumme mam PSC presentéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech si frou ze gesinn, dass an enger Rei Avisen, wéi zum Beispill deem vun der Chambre des Métiers, ënnerstrach gëtt, dass déi 2,5 Milliarden, déi de Staat mobiliséiert huet am Kader vum Energiedësch a vun den zwee Solidaritéitspäck, gutt investéiert Sue sinn.

Ouni dës Mesurë wären zwëschent 2022 an 2023 bis zu fënnef zousätzlech Indextranchen ausgeléist ginn, wat, mengen ech, eng ganz ontragbar Belaaschtung fir d'Entreprisë mat sech bruecht hätt.

D'Entreprisë profitéieren ausserdeem vum Stäerke vun der Kafkraaft vun de Leit. Si profitéieren och vum Fait, dass de Staat d'Investissementer iwwert déi nächst Joren héich hält. Dat gëtt d'ailleurs an enger ganzer Rei vun Avisen och begréisst.

Wat ass, wann et 2023 zu enger drëtter Indextranche kënnt? Am Avis vun der Chambre des Métiers an och an deem vun der Chambre de Commerce liesen ech Remarken iwwert de Fait, dass eng eventuell drëtt Indextranche fir d'nächst Joer net budgetiséiert ass. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dat ass awer nëmmen normal an et ass och net anescht méiglech. Éischtens ass et zu dësem Zäitpunkt nach net kloer, ob esou eng drëtt Indextranche erfale wäert, a wa jo, wéini se erfale wäert. Et ass also onméiglech, elo schonn e Montant dropzesetzen. Zweetens, an der Staatskontabilitéit, anescht wéi dat bei den Entreprisen de Fall ass, gi keng Provisioune virgesinn.

Drëttens, et gëtt nach keen Accord, deen déi genee Modalitéite vun der Kompensatioun festleet, déi d'Entreprisen dann zegutt hätten.

Ech ginn dovunner aus, dass een och hei am Fréijoer méi kloer wäert gesinn, wou d'Rees dann higeet. Eng virsiichteg a responsabel Budgetspolitik ze fuere bleift also weiderhi ganz wichteg. Nëmmen esou hale mir den néidege Sputt, fir wann d'Kris sech awer nach verschlëmmere géif. An nëmmen esou kënne mer och Ufank 2024 nach Tripartite-Mesurë verlängeren, wann et da sollt néideg sinn.

Ech kommen dann elo op d'Prioritéite vum Budget vum nächste Joer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, de Budget 2023 ass, wéi ech scho gesot hunn, e Krisebudget, an dëst spigelt sech och ganz kloer an de Prioritéiten erëm. Et ass awer virun allem e Budget mat enger ganz staarker sozialer Komponent. Et ass also och d'Resultat vun engem Sozialdialog, deen an eisem Land ganz gutt fonctionéiert, wat jo grad a Krisenzäite wichteg ass.

Erlaabt mer, op eng Rei Pisten anzegoen, déi de Rapporteur ugeschwat huet, fir de sozialen Zesummenhalt an de Wuelstand an eisem Land an Zukunft och weider ze stäerken.

Éischtens: eng ambitiéis Sozialpolitik. A sengem Rapport geet de Max Hahn ausféierlech op den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg an. Hien ënnersträicht och, firwat et beim Festleeë vun deem net duergeet, sech nëmmen um Revenu ze orientéieren, fir méi e komplett Bild ze kréien.

Wichteg awer ass, dass mir zu Lëtzebuerg e staarkt soziaalt Netz hunn. Mam Budget 2023 gëtt dat nach weider gestäerkt, well all Persoun, déi duerch dëst Netz fält, ass eng Persoun ze vill.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | De Rapporteur ënnersträicht zu Recht, dass nach Effort en néideg sinn, well vill Menagen net onbedéngt wëssen, vu wéi engen Aidë se profitéiere kënnen. D'Regierung hëlt sech dat zu Häerz a wäert och dorop schaffen.

De Rapporteur ënnersträicht och eng wichteg Mesure aus dem Budget 2023, fir deene Leit geziilt bäizestoen, déi riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen: De Personalschlëssel vun den Offices sociaux gëtt ëm 50 % eropgesat, fir d'Leit um Terrain besser kënnen ze encadréieren. Dëse Punkt gëtt an enger Rei Avisen, notamment an deene vum Syvicol an och vun der Chambre des Salariés, positiv ervirgehuewen.

Ech fannen och dem Rapporteur seng Iddi interessant, fir hei méi op Digitaliséierung zréckzegräifen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | E puer Wierder iwwer eng kohärent Logementspolitik. Am leschte Politmonitor hu 75 % vun de Leit gesot, dass den Zougang zu bezuelbarem Wunnraum eng grouss Suerg fir si ass.

De Budget 2023 gëtt dorobber och konkreet Äntwerten. D'Dotatioun vum Fonds spécial de soutien au développement du logement geet weider erop, fir méi abordabele Wunnraum ze schafen. Am Joer 2023 sinn do 192 Milliounen Euro virgesinn. An dee Budget wäert bis d'Joer 2026 op 305 Milliounen Euro klammen.

Dernieft geet och de Budget erop fir Hëllefe beim Lounen a Kaf vun enger Wunneng. Dës Aidë ginn och nach weider verbessert. 58 Millioune sinn do fir d'nächst Joer virgesinn.

D'Reform vun der Grondsteier an d'Aféiere vun der Mobilisatiouns- an der Leerstandssteier sinn och ganz wichteg Mesuren, fir Terrainen a Wunnengen iwwert déi nächst Joren ze mobiliséieren. Och dat si Mesuren, déi nach net am Budget pluriannuel chiffréiert sinn, well d'Gesetzer eeben nach um Instanzewee sinn.

Ech wëll och drun erënneren, dass den Amortissement accéléré weider ageschränkt gëtt mam Budget vum nächste Joer. An Zukunft ass et fir all Steierzueler just nach méiglech, den Amortissement accéléré zweemol am Liewe spillen ze loossen. Hei ginn d'Avise vun de Chambren allerdéngs wäit auserneen. Fir d'Chambre de Commerce kéint déi Reduktioun zu méi Drock um Locatiounsmaart féieren, well d'Offer kéint erofgoen. D'Chambre des Salariés par contre ass fir eng direkt Ofschafung vun dëser Mesure. Mir hunn hei, mengen ech, de gudde Mëttelwee fonnt.

Och op dësem Gebitt, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, kann d'Fiskalitéit net alles maachen. De Schlëssel, fir de Logementsproblem zu Lëtzebuerg ze léisen, ass – wéi de Rapporteur et och ënnerstrach huet –: méi bauen, méi séier bauen, méi dicht bauen. Dozou gehéiert, mengen ech, plazeweis an do, wou et och urbanistesch Sënn mécht, méi héich ze bauen.

E puer Wierder zum Schwéierpunkt Energietransitioun. A mengem Exposé am Oktober war ech op d'Efforten agaangen, fir d'Energietransitioun an eisem Land weider no vir ze bréngen.

Am Budget 2023 si ganzer 2,3 Milliarden Euro virgesinn, fir d'Land weider ze dekarboniséieren a méi energieeffizient ze maachen. An deem Kontext wéilt ech och op en Amendement gouvernemental kuerz agoen.

Virun zwou Woche gouf en Amendement deposéiert, fir iwwert d'Budgetsgesetz de Mechanismus vun der Taxe d'abonnement réduite unzepassen. Dëst geschitt als Reaktioun op d'Inklusioun vun der Atomenergie an dem Äerdgas an d'Taxonomie vun der EU.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt bekanntlech Éisträich, dat géint dës Decisioun geriichtlech virgeet. D'Regierung setzt awer elo schonn e ganz kloert Signal an äntwert domadder op eng Motioun vun der Chamber, déi am Kader vun der Budgetsdebatt gefrot gouf, och dëse Problem eeben ze analyséieren.

An Zukunft wäerte vun der reduzéierter Taxe d'abonnement, déi mam Budget d'Joer virdrun, 2021, fir nohalteg Investissementer agefouert ginn ass, nach just déi taxonomiekonform Avoire vun de Fonge profitéiere kënnen, déi net a Projeten am Beräich vun der Atomenergie a vum Gas investéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Esou bleiwe mer eisem Zil, fir eng vun deenen nohaltegste Finanzplazen an Europa ze sinn, trei. Lëtzebuerg ass aktuell déi drëttgréisste Finanzplaz an der EU, an der Welt sti mer op Plaz siwen. Dës Rankinge weise ganz kloer, dass nohalteg Finanzen eng Prioritéit sinn an och bleiwen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | E puer Wierder iwwer eng nohalteg Investitiounspolitik. D'nächst Joer sinn 3,8 Milliarden Euro Investissementer virgesinn, wat ronn 4,6 % vum PIB entsprécht. Dat sinn iwwer 600 Millioune méi wéi dëst Joer. Nëmmen esou kann eist Land weider moderniséiert ginn an eis Liewensqualitéit héich gehale ginn. Den Akzent läit op der duebeler, dat ass, déi gréng an déi digital Transitioun.

D'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés an och d'Staatsbeamtekummer approuvéieren ausdrécklech de Choix, d'Investissementer och grad a Krisenzäiten héich ze halen. Mir maachen eng antizyklesch Budgetspolitik. Austeritéit wär elo net d'Äntwert, well mir géifen domadder de Wuesstum ofwiergen. Dat ass och d'Lektioun aus der Kris vun 2008.

E puer Wierder zu enger responsabeler an zukunftsorientéierter Steierpolitik. Am Budgetsprojet fir d'nächst Joer sinn eng ganz Rei Steiermesurë proposéiert. Loosst mech hei, fir och e bësse méi kuerz ze bleiwen, op zwee Punkten agoen: Dat sinn, éischtens, d'Talenter an, zweetens, d'Monoparentallen.

Wat d'Talenter ugeet, do freeën ech mech ze gesinn, dass de Rapporteur dee Sujet och opgegraff huet. A menge Gespréicher, och mam Finanzsecteur, mierken ech ëmmer erëm, dass et eng grouss Suerg ass vu villen Entreprisen, déi richteg Leit ze fannen, si zu Lëtzebuerg ze halen a si och hei ze fideliséieren.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg gutt ausgebilte Spezialisten, fir eis Finanzplaz an och eis Wirtschaft méi allgemeng weiderzeentwéckelen.

Une voix | Richteg!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dëse Sujet ass fir mech wierklech eng ganz grouss Prioritéit.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Op dem 1. Januar gëtt de Régime des impatriés méi attraktiv. Domadder kréien d'Entreprisë gehollef, Talenter aus dem méi wäiten Ausland och unzezéien. Am selwechte Sënn wäerte mer de Regimm vun der Prime participative méi breet gestalten, fir dass dann och méi Firmen d'Méiglechkeet kréien, hire Salariéen dësen Avantage ze accordéieren.

Ech sinn och frou, dass d'Chambre de Commerce an hirem Avis dës Mesuren ausdrécklech begréisst, och wa se hir vläicht net wäit genuch ginn. Ech muss soen, do ginn ech hir och Recht. Hei muss een nach méi wäit goen am Interêt vun der Kompetitivitéit vun eisem Land.

Am aktuellen Ëmfeld ass de finanzielle Spillraum allerdéngs limitéiert, an awer schaffen ech un enger Rei vu Proposen, déi ech op den Dësch leeë wäert, wann d'Perspektiven et och erëm zouloossen.

D'Monoparentalle wëlle mer geziilt ënnerstëtzen. Wéi gesot, dat ass eng Mesure, déi mir och ganz besonnesch um Häerz läit. Mam Budget 2023 gëtt de Steierbonus fir Elengerzéier méi favorabel gemaach. Dëse Bonus läit haut bei 1.500 Euro pro Joer fir en Akommes bis 35.000 Euro d'Joer. An Zukunft wäert e

bei 2.505 Euro fir en Akommes bis 60.000 Euro d'Joer leien, an da progressiv erofgoen.

Dat kléngt vläicht e bëssen abstrakt. Ech wëll dofir kuerz illustréieren, wat d'Upassung vun deene verschiddene Steierkreditter d'nächst Joer konkreet ausmécht fir d'Leit. Een Elengerzéier mat engem Kand, deen den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, kritt am Januar, ab 1. Januar, 225 Euro méi an d'Täsch pro Mount. Nom Oflafe vum CIE, dat ass de Crédit d'impôt énergie, also vum 1. Abrëll d'nächst Joer un, sinn dat ëmmer nach 141 Euro de Mount. Dës Rechnung berücksichtegt elo net déi zwou Indextranchen, déi am éischte Semester da fale wäerten.

Mam Budget 2023 gëtt och de Crédit d'impôt salaire social minimum ugepasst. Fir eng Persoun, déi ongeféier 3.000 Euro pro Mount verdéngt, mécht dat all Mount 70 Euro méi aus. Wann een dann nach den CIE matrechent, sinn dat 154 Euro méi pro Mount.

Donieft gëtt jo och de Maximum vun den Allocatioune fir d'Kanner, déi net am Stot vum Steierzueler liewen, ëm 10 % eropgesat.

Dëst sinn also wierklech geziilt Mesuren, fir deenen ze hëllefen, déi et an dësen Zäiten och wierklech am meeschte brauchen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech verstinn, dass an eenzelnen Avise gesot gëtt, dass dat net duergeet, mee ech freeë mech och ze gesinn, dass d'Erhéijung vum Crédit d'impôt monoparental am Prinzipp awer emol begréisst gëtt, an dat och zum Beispill vun der Chambre des Salariés.

Zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, nach e puer Wierder zur Entwécklung vun eiser Staatsschold. Duerch déi vill Mesuren, déi mir wärend der Pandemie an elo an der Kris op de Wee bruecht hunn, geet d'Schold iwwert déi nächst Joren erop. Haut steet se bei 24,6 % vum PIB, am Joer 2023 si mer da bei 26,3 % a fir 2026 bei 29,5 %.

Deemno wäert d'Schold zu all Moment ënner 30 % vum PIB leien. Dëst gëtt och vum Conseil d'État, dem CNFP an der Cour des comptes an hiren Avisen ervirgehuewen. Ech stelle fest, dass laut dem Politmonitor eng Majoritéit vun de Lëtzebuerger der Meenung ass, dass den Triple-A och wichteg ass.

D'Cour des comptes gesäit dat och esou a schreift, an ech zitéieren d'Cour des comptes: „La notation de crédit AAA devient de plus en plus importante et permettra au Luxembourg de se financer à des taux plus avantageux que d'autres États souverains."

D'Chambre de Commerce fir hiren Deel mécht sech Suergen, dass d'Imprevue kéinten d'Dette iwwer 30 % eraus drécken an esou och en Impakt op eisen Triple-A hunn. Op där anerer Säit gëtt et Institutiounen, zum Beispill d'Chambre des Salariés, déi d'Limitt vun den 30 % an den Interêt vum Triple-A a Fro stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen net, dass mer eis op deem Punkt wäerten eens ginn. Mee wou mer eis awer alleguer, mengen ech, eens sinn, ass, dass gesond Staatsfinanzen néideg sinn, fir dem Staat ze erlaben, a Krisenzäiten déi Mesuren ze huelen, déi absolutt indispensabel sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dofir mécht d'Regierung eng realistesch, eng solidaresch an eng responsabel Budgetspolitik, déi de Wee zréck a Richtung equilibréiert Staatsfinanze virzeechent an awer déi néideg Mëttel zur Verfügung stellt, fir d'Land – dat sinn eis Bierger, dat sinn eis Entreprisen – gestäerkt aus der Kris erauszeféieren.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Här President, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Madamm Finanzministesch.

3. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]

8081 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

D'Chamber fänkt elo u mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2023 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht, an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Gilles Baum, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Marc Spautz, den Här André Bauler, den Här Dan Kersch, den Här Léon Gloden, den Här Laurent Mosar an den Här Max Hengel. An d'Wuert huet elo als éischten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Gilles Roth.

Den Här Premierminister wëllt nach eppes soen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wollt just vis-à-vis vum Här Roth an och vis-à-vis vun den aneren Orateuren net ze verstoe ginn, dass d'Regierung aus Onhéiflechkeet net kéint sëtze bleiwen, mee mir hu Regierungsrot. Ech riskéieren nämlech och, muer an iwwermuer Conseil européen ze hu wéinst den Energiefroen. An dowéinster, dass mer elo fort sinn, ass net par malpolitesse, mee well mer dee Regierungsrot och musse maachen. Mee d'Madamm Backes bleift selbstverständlech hei. Mee ech wollt dem Här Roth dat och direkt matdeelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister fir déi Prezisiounen.

(Interruptions)

An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land, dat steet viru groussen Erausfuerderungen an d'Suerge vun de Leit dobaussen, déi sinn net kleng, net ëmmer ausgeschwat, mee duerfir awer spierbar do: héich Energiepräisser, grouss Präisdeierecht, steigend Zënsen, sozial gerechten Zougang zu bezuelbarem Wunnen, fir nëmmen déi ze nennen.

D'Leit hunn eigentlech e sensibelt Gespier, wat am Land geet a wat net klappt. Si hunn e bannenzegten, ugebuerene Sënn fir gesellschaftlech Gerechtegkeet. Et ass un der Politik, deen ze erfaassen an déi richteg Äntwerten dorobber ze ginn, eigentlech, de Leit hir Suergen ze spieren.

Als CSV si mer och verflicht, dem Land eis Léisungsusätz dorobber ze proposéieren. Dat wëlle mir mat enger kritescher, mee och konstruktiver Approche an eise Budgetsbeiträg maachen. Mir soen dobäi, wat eis gefält, wat eis net gefält a wat mir géifen aneschters maachen.

Als CSV ass eist Haaptuleies do den Zesummenhalt vun de Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen, mam Zil, virun allem, vun enger fairer a gerechter Gesellschaft, an där jiddweree seng Plaz huet, keen Ausernanerdrifte vun deenen, deenen et gutt geet, an deenen, déi et am Alldag schwéier hunn, villméi en Zesummewuesse vun deem, wat auserneen ass. Well de sozialen Zesummenhalt ass eigentlech déi Stäerkt vun deem klenge Lëtzebuerg iwwert d'Joerzéngte gewiescht, an dat soll an eisen Aen och muer esou bleiwen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Jiddwereen an eisem Land huet eppes, an zesummen hu mer vill. A fir de soziale Fridde brauche mer virun allem e gesonde Sozialdialog, an dee muss all Dag gefleegt ginn. Dat ass eng traditionell Positioun vun eiser Partei – als Regierungs-, mee och als Oppositiounspartei.

A mir stinn do zu eisem Wuert. Mir hunn all Tripartite-Beschloss konstruktiv an dëser Chamber matgedroen. Mir hunn eis Inputte ginn, si goufe berücksichtegt – e gelongent Beispill vu geliefter Demokratie.

An och am Sënn vun enger geliefter Demokratie, erlaabt mer, vun dëser Plaz dem Budgetsrapporter, dem Max Hahn, ze felicitéiere fir säi ganz extensive schréftlechen an och fir säi mëndleche Bericht, deen e gëschter hei virun dem Plenum vun der Chamber gemaach huet. Gelieften Demokratie heescht, dass de Budgetsrapporter objektiv Zuele virliest an och virleet, an dat huet e gëschter gemaach. Demokratieverständnis an enger parlamentarescher Demokratie heescht awer och, dass Dir a mir déi Zuelen ënnerschiddlech bewäerten. Merci nach eng Kéier!

Här President, et ass um Staat, de gesellschaftlechen Zesummenhalt mat ze garantéieren. An duerfir brauche mer och zolidd ëffentlech Finanzen. An ob déi Nohaltegkeet do ass, dat gesi mir, Madamm Minister, méi nuancéiert.

2014 ass d'blo-rout-gréng Majoritéit ugetruede mam Motto: „Mir maachen alles aneschters, mir maachen alles besser, mir rappen d'Fënstere grouss op an de Mief", jo esou war et, „de Mief vun der CSV, dee muss eraus!" Esou housch et deemools eigentlech relativ erofloossend.

Et gouf deemools och vun enger katastrophaler Finanzsituatioun geschwat an et misst duerfir, ech zitéieren, eng „kopernikanesch Finanzrevolutioun" hier. Wann een awer elo iwwert déi lescht bal zéng Joer kuckt, hält een eigentlech do fest: Eidel Wierder an éischter leere Worthülsen.

Eng Politik mat eidele Verspriechen: De Lëtzebuerger Staat, Dir Dammen an Dir Hären, hat nach ni méi Schold wéi elo. Den Aarmutsrisiko, an domat d'Schéier tëschent Räich an Aarm, war nach ni esou grouss wéi elo. D'Leit hunn déi leschten 30 Joer nach ni méi Steiere bezuelt wéi elo. D'Wunnengsbaupräisser an d'Wunnengsnout waren nach ni esou grouss wéi elo. D'Leit stoungen nach ni méi laang am Stau wéi elo. Den Iwwerschoss an eisem Pensiouns- a Rentesystem war zanter 2000 nach ni esou niddreg wéi elo.

2019 sot de Staatsminister Bettel am RTL-Neijoerschinterview, an erlaabt mer, en ze zitéieren: „Ech kann Iech haut soen", seet den Här Bettel, „dass ech alles wäert maachen, dass mir a fënnef Joer e Land hunn, wou de Stau net den Alldag ass vun all Bierger, wou d'Wunnengsproblematik net d'Suerg ass vun all jonkem Stot a wou d'Schéier tëschent Aarm a Räich net méi grouss ginn ass." Esou de Xavier Bettel am RTL-Neijoerschinterview 2019.

Här President, Fakt ass: De Lëtzebuerger Staatsbudget verzeechent fir 2022, also dat lafend Joer,

viraussiichtlech en Defizit vun 1,35 Milliarden Euro, 2023 2,8 Milliarden Euro, 2024 1,98 Milliarden Euro, 2025 geschaten 1,86 Milliarden Euro an 2026 nach eng Kéier geschaten 1,5 Milliarde Defizit.

D'Staatsschold, d'Ministesch ass virdrun dorobber agaang, déi dierft 2026 da bei insgesamt 27 Milliarden Euro oder 29,5 % vum Bruttoinlandsprodukt leien.

D'Cour des comptes rechent an hirem Avis zu dem Staatsbudget vir, dass de Staat d'nächst Joer fir 2,6 Milliarden Euro nei Emprunte muss ophuelen, mee derzou kënnt och nach een Emprunt vun 2 Milliarden, fir Prêten, déi auslafen, ze refinanzéieren. Also kritt de Staat dat nächst Joer Emprunte fir insgesamt 4,6 Milliarden Euro.

An ech erënneren do un den Artikel 5 aus dem Kontabilitéitsgesetz vun 1999: „Les recettes provenant de l'émission d'emprunts ne peuvent servir qu'au financement de projets d'investissements de l'État."

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Investissementer gëtt et am Joer 2023 viraussiichtlech vun insgesamt 3,8 Milliarden Euro. Mir ginn awer 4,6 Milliarden Euro léinen. D'Cour des comptes rechent weider, dass bis 2026 weider 9,36 Milliarde Schold derbäikommen.

An am Staatsbudget, d'Ministesch huet et virdru gesot, ass nach net den Impakt vun enger drëtter Indextranche mat aberechent. Dës soll awer laut Tripartite-Accord vum Staat kompenséiert ginn.

D'Chambre des Métiers, also d'Handwierkskummer, déi seet an hirem Avis, dass bei enger Masse salariale vun 3,28 Milliarden Euro de Mount – Dir musst Iech dat virstellen: déi gesamt Léin a Gehälter, déi am Land bezuelt ginn, déi belafe sech op 3,28 Milliarden Euro de Mount – eng drëtt Indextranche, déi jo da laut dem Tripartite-Accord vum Staat muss kompenséiert ginn, eng zousätzlech Laascht fir de Staatsbudget vun 82 Milliounen Euro de Mount oder 250 Milliounen Euro d'Trimester wier.

De Conseil national des finances publiques hält fest, dass et keng Strategie vun der Regierung gëtt, fir d'Staatsfinanzen an d'Riicht ze bréngen an domat déi selwer gestache Budgetsziler ze erreechen. An ech zitéieren do de Conseil national des finances publiques, en net politescht Gremium; dree seet ganz kloer a sengem Avis – erlaabt mer, op Franséisch ze zitéieren –: „les finances publiques du Luxembourg, sur base des projections macroéconomiques et budgétaires retenues au PLPFP 2022-2026, ne seraient plus en ligne avec les dispositions légales actuellement applicables sur le plan national, c.-à-d. pour l'année 2024", also iwwernächst Joer, „et en l'absence d'une réforme entrée en vigueur en amont de cette date." Also, mir hunn nach genau ee Joer Zäit.

Am Kloertext: Et gëtt keng Strategie verlaangt fir d'Joer 2000, et gëtt eng Strategie verlaangt fir d'Joer 2024, mee et ass ganz einfach näischt do. Keng Strategie, fir d'Staatsfinanzen erëm an d'Riicht ze bréngen, a virun allem Oneenegkeet – an d'Ministesch huet et tëschent den Zeilen eigentlech haut nach eng Kéier op der Chamberstribün ënnerstrach – an dem Kader vun der Regierung, wéi ee soll mat der faméiser Scholdegrenz vun den 30 % ëmgoen.

Kuckt een den Avis vun der Cour des comptes zu eisem Staatsbudget, da kritt een eigentlech och d'Äntwert drop, an zwar: 30 %-PIB-Verscholdungsgrenz ass net ganz einfach d'Resultat vu 60 gedeelt duerch 2. An engem Schreiwes vun der Finanzministesch mat hirem Ministère un d'Cour des comptes – an dat ass zitéiert am Avis – gëtt gesot, dass déi 30 % schonns 2013 am Koalitiounsvertrag festgehale waren. 2018 gouf déi 30 %-Scholdebrems och nach eng Kéier am Koalitiounsvertrag erneiert.

Wat awer de sprangende Punkt an deem Ganzen ass: De Plaffong vun den 30 % gouf och reegelméisseg – an dat ass dat, wat esou wichteg ass – mat der OCDE vu Paräis, mat dem FMI vu Washington a virun allem mat de Ratingsagencen esou festgehalen: „Le seuil", steet an dem Avis vun der Cour des comptes – si zitéiert de Bréif vun der Finanzministesch –, „de 30 % tient compte de plusieurs facteurs, mis en exergue [...] entre le ministère des Finances et la Trésorerie [...] d'une part, et les organisations internationales telles que l'OCDE et le FMI, ainsi que les agences de notation d'autre part. [...] Force est de constater", dat ass d'Konklusioun, „que l'engagement du gouvernement à respecter le seuil des 30 % constitue un élément pris en compte pour le rating."

Also, der Regierung hiert Engagement, fir déi 30 % ze respektéieren, ass ganz einfach en Element vun deem Rating. An et kuckt een och net eleng déi 30 %, mee et kuckt ee virun allem d'Trajectoire vun der Schold. An en Opgi vun den 30 %, seet och ganz kloer de Bréif, dat wier en Opgi vun der Budgetsdisziplinn. An et gëtt op rezent Beispiller higewise vun de Problemer, déi een an Irland als internationalem Finanzzentrum an och rezent – kënnt Der Iech erënneren – mat der kuerzzäiteger Premierministesch an England hat.

Fakt ass: D'Regierung ënnersträicht offiziell eng Scholdegrenz mat Verweis op den Triple-A an op d'Wichtegkeet vun enger Trajectoire vun de Staatsfinanzen, awer eng Trajectoire, Dir Dammen an Dir Hären, ass net ze gesinn, an um Plaffong vun den 30 % gëtt et keng Eenegkeet.

Fir d'CSV ass d'Positioun kloer: Mir si keng Prozentfetischisten, mee mir halen awer op den Triple-A. A wann dat sollt 30 % beinhalten, jo, da musse mir och de Wee dohinner fannen. D'Zil soll fir eis do de Plaffong bestëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | De Wee féiert eis awer net – an dat ënnersträichen ech gradesou däitlech – iwwer eng permanent méi grouss Steierbelaaschtung vun de Bierger. A grad dat stelle mir an de leschte Jore fest. D'Leit bezuelen eigentlech permanent méi Steieren an nawell kritt de Staat d'Enner net zesummen. Dat kann eigentlech net sinn, an dat ass och de richtege strukturelle Problem vun de Staatsfinanze bei dëser Regierung!

2013 louch d'Staatsschold bei 11 Milliarden Euro. 2023 wäert d'Staatsschold bei 22 Milliarden Euro leien. An dobäi housch et 2013 vun dem deemolegen DP-Finanzminister, dee jo elo neien ESM-Chef ass – mee dat ass eng aner Geschicht –, dat wier „eng katastrophal Finanzsituatioun". Haut heescht et bei der Verduebelung vun der Schold, dës Kéier vun enger DP-Finanzministesch, eis Staatsfinanzen, déi wiere „resilient".

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat kann dach net sinn, dat do!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Här Mosar, sinn dann eis Staatsfinanze resilient?

(Brouhaha et hilarité)

Ech mengen ...

Une voix | En hätt bal säin Asaz verpasst!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann Der fäerdeg sidd, sëtzt Der zu zwee op der Tribün!

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Ech mengen, et vergësst een do vläicht ze soen, dass viraussiichtlech den Defizit 2023 beim Staat bei minus 3,4 % läit. A geet een eigentlech vun deem positiven Ausglach aus, deen duerch de positiven Iwwerschoss bei de Sozialversécherunge geschitt, da géif eist Land ouni deen op deem Punkt vum Defizit haut schonns d'Maastricht-Krittären net méi erfëllen. An och den Iwwerschoss vun de Sozialversécherunge wäert an den nächsten dräi Joer vun enger Milliard op 679 Milliounen Euro, also erëm 30 %, erofgoen.

Dobäi war awer iwwert déi leschte Joren de Sold vun de Sozialversécherungen duerch en héije Beschäftegungstaux positiv beaflosst. Mee dee positive Sold ass net an Zukunft eng sécher Bänk: D'Leit gi méi al, et mussen an Zukunft méi Pensiounsleeschtungen ausbezuelt ginn, an ob d'Lounmass weider esou steigt, dat steet nach an de Stären. An duerfir schreift och d'Inspektioun vun de Sozialversécherungen eigentlech ganz sibyllinesch: „Le régime des pensions est confronté à des risques potentiels à long terme."

Derzou kënnt, dass de geschate Wirtschaftswuesstum an den nächste Jore wäert manner staark sinn – d'Ministesch huet drop higewisen – wéi an der Vergaangenheet. A wann d'Ministesch seet, si géif kee politeschen Harakiri maachen an duerfir wier keng oder keng richteg Steierreform zouzeloossen, da soen ech Iech ganz éierlech: Wann dat hir Liesaart ass, da wäert et mat der DP zu kenger Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell kommen. Well déi Zuelen, déi ech virdru genannt hunn, weisen, dass dat mat där dote Politik net besser gëtt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, d'Staatsfinanzen, et muss een et einfach esou soen, déi sinn aus dem Rudder gelaf, well keen d'Rudder richteg an der Hand gehalen huet. Hei weist et sech nach eng Kéier ganz kloer: Et ass an deene fette Joren, wou mer ëmmer nees drop higewisen hunn als CSV – 2018, 2019 an 2020, virun allem am Ufank –, verpasst ginn, de Leit eppes vun de spruddelende Recetten ënnert der Form vu manner Steieren zréckzeginn, an eis Kofraktiounspresidentin, d'Martine Hansen, huet ëmmer dorobber higewisen, dass keen Apel fir den Duuscht op d'Säit geluecht ginn ass.

An et huet een eigentlech deemools d'Sue geholl, fir – loosse mer soen – Gadgetspolitik ze maachen, wou fir all Koalitiounspartner eppes huet misse fir de Koalitiounsfridden derbäi sinn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An du koum, jo, du koum leider eng Kris. Du koum nach eng Kris, eng Multikris, an d'Resilienz, wou d'Madamm Backes oft dervu schwätzt, déi ass fort. Et feelt elo un der Strategie, fir d'Rudder eigentlech erëmzebéien. An nach ëmmer ass kee klore Kurs vun der Regierung do festzestellen, jiddefalls net a Richtung Entlaaschtung vun de Leit. An dobäi misst een awer grad „matzen am Stuerm", wéi d'Madamm Finanzministesch et seet, d'Rudder besonnesch fest am Grapp hunn.

Jo, d'Investissementer vum Staat, déi sinn ambitiéis, mee déi lafend Käschten – an do läit d'Kromm an der Heck –, d'Dépense-courantes, wéi de Staatsrot et vermierkt, explodéieren. „Il reste", seet de Staatsrot, „très réservé quant au maintien en temps de crise et d'incertitudes, d'un rythme de croissance des dépenses courantes de plus de 15,3 % par rapport au budget voté de 2022".

Dir Dammen an Dir Hären, do ass ganz einfach de strukturelle Problem vun eise Staatsfinanzen. Wann déi lafend Käschte vun engem Joer op dat anert ëm

15,3 % an d'Luucht ginn, jo, da kritt Der weeder beim Staat nach bei enger Gemeng nach bei engem Privatbetrib d'Enner zesummen. An dat ass de Problem.

A fir elo ze soen, d'Leit missten ëmmer duerfir méi Steiere bezuelen, jo, da gëtt et eng Spiral, wou mer net méi erauskommen. D'Leit kënnen net fir explodéierend direkt a lafend Konsumausgabe vun dem Staat an et ass net un de Leit, deem mat permanent méi héije Steieren entgéintzewierken.

D'CSV plädéiert duerfir och – iwwregens wéi de Staatsrot – fir d'Neesaféierung vun enger sougenannter „Norme budgétaire", wéi dat Enn vun de 70er-Joren de Fall war. Esou soll an eisen Aen d'Progressioun vun de lafenden Ausgabe beim Staat un de Wirtschaftswuesstum, un d'Inflatioun an och un d'Einname gekoppelt sinn.

Bei den Investitiounsausgabe gëtt ëmmer nees vu Rekorder geschwat. Fir 2023 wieren dat 3,8 Milliarden Euro, viraussiichtlech 19 % méi wéi 2022. Dobäi seet een awer net, datt all déi Staatshëllefen, déi am Kader vun der Tripartite ausbezuelt ginn, och als Investissementer kontabiliséiert ginn. Et seet een net, dass fir de Militärsatellitt, de LUXEOSys, 180 Milliounen Euro d'nächst Joer kontabiliséiert sinn. Et seet een net, dass de Bauindex vun 2022 op 2023 ëm 13,9 % geklommen ass.

D'CSV plädéiert duerfir um Niveau vun den Investissementer derfir, dass se héich bleiwen, mee dass een awer och – dat muss een och däitlech soen – eng Kéier emol e Screening vun den Investitiounsausgaben mécht, well a Krisenzäiten muss net alles, wat „nice to have" ass, duerfir och noutwendeg sinn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Virun allem net, wann een de Leit da seet, et wier kee Sputt do fir eng Steiererliichterung. Also, et kann een net engersäits vu Rekordinvestitioune schwätzen, an d'Leit mussen ëmmer, ëmmer, ëmmer an ëmmer méi Steiere bezuelen. An duerfir si fir eis Rekordinvestitiounen net d'Wonschlëscht vun eenzelne Ministèren, mee et ass virun allem eng Prioritéitelëscht vun enger ganzer Regierung.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, muss weeder beim Staat, nach bei de Gemengen oder soss enzwousch bei all ëffentlechem Investitiounsprojet d'Ham an der Mëllech gekacht ginn. Wann ech kucken, bei 3,8 Milliarden Euro zwëschent 5 an 10 % anzespueren – an ech mengen, déi sinn anzespueren, wann een dat kritesch kuckt –, jo, dann hunn ech eng Zomm vun iwwer 300 Milliounen Euro bei deene selwechte Projeten, déi realiséiert ginn, iwwert d'Joren agespuert.

D'CSV plädéiert, jo, dass d'Investissementer héich bleiwen, mee se musse rationell gekuckt ginn. A wat fir eis virun allem do zielt, dat sinn Investissementer an d'Mobilitéit, souwuel an d'Schinn, mee och an d'Strooss. An dorop huet de Serge Wilmes, eise Stater Schäffen an CSV-Deputéierten, des Ëfteren a sengen Interventioun op der Chamberstribün higewisen. Mee leider gi grad an der Mobilitéit d'Investissementer zréck. Well am Fonds du rail, am Fonds des routes a fir den Tram waren 2022 177 Milliounen Euro virgesi fir d'Period 2022 bis 2025. Abee, an dësem Budget sinn der nach genau 103 virgesinn, an dat fanne mir net richteg!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no där allgemenger Analys vun eiser Situatioun vun de Staatsfinanze wëll ech op e puer Punkte méi am Detail agoen. An duerfir zielt fir eis: „Mat manner méi: Jo zu enger Steierreform." A virun allem sinn d'Bierger do net d'Mëllechkou vum Staat.

Zanter 2017 gouf et bis elo fënnef Indextranchen; 2023 kommen der viraussiichtlech nach eng Kéier dräi derbäi. A kenger – kenger! – vun deenen Indexupassungen ass an der Steiertabell Rechnung gedroe ginn. Am Kloertext: De Staat beräichert sech domat um Ausgläich, deen d'Leit fir d'Präisdeierecht kréien. Dat entsprécht net dem Sënn an Zweck vum Index als Garant vum soziale Fridden.

D'Regierung huet de Leit 2018 am Koalitiounsvertrag grouss Steiererliichterunge versprach, a si schéckt se haut mat Steiererhéijungen heem.

D'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, dat ass och keng philosophesch Diskussioun. Et ass eng Steiererhéijung duerch d'Hannerdier. Si trëfft verhältnisméisseg am meeschte Leit mat klengem a mëttlerem Akommes. An ouni Inflatiounsberengegung geet d'Steiergerechtegkeet an eisem progressive Steierbarème – nom Motto: „Breet Schëlleren droe méi" – ganz einfach verluer.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech verweisen hei op den Avis vun der Salariatskummer zu dem Staatsbudget. Eng Persoun – an do gesitt Der, wat dat ausmécht – an der Steierklass 1 mat engem Revenu vu 4.000 Euro brutto 2017, déi huet haut mat fënnef Indextranchen e Bruttoloun vu 4.525 Euro. Netto hat se 2017 2.980 Euro. Netto huet se haut 3.252 Euro. Mat Inflatiounsberengegung – an do gesitt Der, wéi dat zu Buch schléit – hätt déi betraffe Persoun 115 Euro netto de Mount weider. Mam 13. Mount wieren dat 1.500 Euro netto d'Joer, also en hallwe Monatsloun. Dat si vill Suen an dat ass déi Steierlaascht, déi dës Regierung där Persoun opbrummt.

Elo stinn 2023 nach dräi Indextranchen un, a fir déi ass och keng Inflatiounsberengegung virgesinn. Derzou kënnt, dass eenzel Steierkreditter fir d'Salariéen, fir déi Pensionéiert och net an deem Mooss zënter 2017 ugepasst goufen. A vu Plaffonge wéi Assurancen, Scholdzënsen, Werbungskäschten, Fahrtkosten net ze schwätzen, déi awer jiddwereen am Alldag méi wéi concernéieren.

Resultat vun deem Ganzen ass, dass mer eigentlech vun engem progressive Steiertariff – progressive Steiertariff heescht jo: „Breet Schëlleren droe méi", an dat ass déi sozial Gerechtegkeet – lues, mee sécher eigentlech zu engem Dräistufentariff kommen. Konkreet: Vu 75.000 Euro versteierbaarem Joresakommes bezuelt Der ronn 25 % fir all 1.000 Euro, déi Der méi kritt, Steieren. Vun 100.000 Euro u bezuelt Der ronn 30 % vun all 100 Euro (veuillez lire: 1.000 Euro), déi Der weider kritt, als Steieren. A vu 500.000 Euro u bezuelt Der ronn 40 % fir all 1.000 Euro, déi Der weider kritt. An dat ass an eisen Aen alles, mee net sozial, well grad déi breet Mëttelschicht – an dat Beispill hei verdäitlecht et – ass mëttlerweil d'Mëllechkou vun der Natioun ginn.

Gerechtegkeet, Zesummenhalt an Nohaltegkeet gesinn do fir d'CSV aneschters aus! Vun den eidele Wal- a Koalitiounsverspriechen, „d'Steierklass 2 fir jiddwereen a kee verléiert eppes", emol net ze schwätzen. Dat ass fir d'CSV och keng fair a gerecht Laaschteverdeelung.

An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, widderhuele mir nach eng Kéier eis generell Tarifffuerderungen: Éischtens si mir der Meenung, dass et muss zu enger Inflatiounsberengegung vum Steiertariff kommen, mat Verbreederung vun de Steiertranchen zum Beispill op 2.500 Euro. Mat der Inflatiounsberengegung si mer souwisou net méi wäit dovunner ewech.

Zweetens, den Agangssteiersaz, dat heescht, de Montant, op deen een iwwerhaapt Steiere bezilt, dee soll op 15.000 Euro an der Steierklass 1 an d'Luucht gesat ginn. Dat sinn an der Steierklass 1a 30.000 Euro, dat heescht, all Alengerzéienden, all Wittfra oder Wittmann bezilt eréischt Steieren ab engem Joresverdéngscht vu méi wéi 30.000 Euro.

An drëttens soll awer och am Sënn vun enger sozialer Gerechtegkeet zousätzlech d'Steiertranche fir Spëtzeverdénger vu 45 % derbäikommen.

Da frot Der: Wat kascht dat do? Jo, dat wiere 600 Milliounen Euro Lounsteier d'Joer manner. Oder aneschters ausgedréckt, de Staat géif akzeptéieren, dass vun 2022 op 2023 d'Lounsteier net ëm geschaten 900 Milliounen Euro géif an d'Luucht goen, mee just ëm 300 Milliounen Euro. Oder, wéi d'Chambre des Fonctionnaires, also d'Staatsbeamtekummer, et eigentlech virrechent: keng Steierreform, duerfir sans gène 250 Millioune fir Spacemining mat Etüden – si hunn dat op hirer Ständekonferenz nach eng Kéier verdäitlecht –, 300 Milliounen an de Sand gesat fir de Militärsatellitt, fir nëmmen déi ze nennen.

Dobäi kommen awer nach Projete wéi SuperDrecksKëscht, Valorlux an aner Projeten, déi sech méi wéi ontransparent um Niveau vun hire Finanzen ausgewierkt hunn. An d'Presidentin vun der Comexbu, d'CSV-Deputéiert Diane Adehm, huet dat x-mol hei op der Chambertribün och däitlech gemaach.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Firwat dann elo eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell? Um Enn vun 2023 wäert et, Stand haut, viraussiichtlech aacht – jo, ech widderhuelen et: aacht! – ganzer Indextranchen ouni steierlech Berücksichtegung ginn. Dat ass eigentlech „du jamais vu". An dat ass och fir d'CSV inakzeptabel!

De Leit virzegaukelen, eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell, déi wier net selektiv, déi wier net cibléiert, dat ass ganz einfach falsch. An duerfir hu mir jo grad dee progressive Steierbarème. An dee Barème huet iwwregens eng large Majoritéit hei am Haus, a säin Ursprong kennt en ënnert enger schwaarz-bloer Koalitioun 2001/2002. En ass affinéiert ginn, mee a senger Grondstruktur ass en ni op d'Kopp gehäit ginn.

An d'Regierung huet eigentlech de Feeler gemaach, dass se geduecht huet: „Mee mat deene schläichende Méisue kanns de méi maachen." Mee se huet vergiess, zum richtegen Zäitpunkt d'Brems ze zéien. An elo leeft se dem Ball hannendrun.

D'CSV ass duerfir der Meenung, dass bis 2024 all d'Indextranchë vun 2017 u missten inflatiounsberengegt ginn, wann néideg och an zwou Etappen. Et ass un der Regierung, de Leit duerfir eng konkreet a kloer Zäitschinn a Perspektiv ze ginn! An ech erlabe mer an dësem Sënn och, Iech, Här President, eng Motioun am Numm vun der CSV ze iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu l'impact de l'inflation en général et la hausse des prix de l'énergie en particulier sur le pouvoir d'achat des ménages ;

– constatant que les cinq tranches indiciaires échues depuis 2017 n'ont pas été neutralisées au niveau du barème d'imposition ;

– constatant que trois tranches indiciaires supplémentaires risquent d'être déclenchées au cours de l'année 2023 ;

– rappelant l'annonce d'une réforme fiscale du gouvernement dans son accord de coalition 2018-2023 ;

– considérant notamment l'évolution des recettes de la retenue sur les traitements et salaires affichant un taux de progression moyen de l'ordre de 9 % par an,

invite le Gouvernement

– à procéder à une adaptation du barème d'imposition – le cas échéant par étapes – en tenant compte de toutes les tranches indiciaires échues et à échoir depuis 2017.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Och bei der Steierklass 1a hätt d'CSV an enger éischter Phas den Agangsmontant vun 22.500 op 30.000 Euro an d'Luucht gesat an d'Iwwergangszäit vun der Steierklass 2 op d'Steierklass 1a vun 3 op 5 Joer eropgesat: manner schnell Progressioun vum Tariff 1a. Dat wier technesch einfach ëmzesetze gewiescht an d'Leit hätten Entlaaschtung, amplaz dass se fënnef Joer laang vertréischt goufen op en eidelt Verspriechen, „Steierklass 2 fir jiddwereen".

Den Aarmutsrisiko ...

(Interruptions)

D'Steierklass ..., déi Leit, déi vun der Steierklass 2 an d'1a falen, déi hunn eng Iwwergangszäit vun dräi Joer de Moment. Dat ass, wa Leit gescheet ginn, wann de Partenariat an d'Bréch geet, Här Bauler, a wa se verwittwert sinn. An duerfir war eis Propos ëmmer, dass een an enger transitorescher Period – well dat hätt ee kënnen direkt ëmsetzen –, déi Period vun Iwwergangszäit vun dräi op fënnef Joer ausgeweit hätt. Dat war eng kloer Positioun ...

(Interruption par M. André Bauler)

Mee do ännert jo näischt an deenen hirem Statut!

Bon. Den Aarmutsrisiko wiisst an déi Äermst bleiwen op der Streck.

Här President, 2010 huet Lëtzebuerg selwer och vis-à-vis vun der europäescher Unioun d'Engagement geholl, den Taux vu Leit, déi ënnert dem Aarmutsrisiko liewen, vun deemools 72.000 Leit op 66.000 Leit fir 2020 erofzesëtzen. Dat ass eng Reduktioun vun 8,3 %.

En totalen Echec! 2021 liewen zu Lëtzebuerg 130.000 Leit ënnert der Aarmutsgrenz. Dat ass e Plus vun 58.000 Leit par rapport zu 2010, an dat katastrophaalt Ausmooss weist sech eigentlech och do dran, dass haut 18 %, bal een op fënnef vun de Leit, ënnert der Aarmutsgrenz liewen. Mir sinn an der Europäescher Unioun do grad nach op der 19. Plaz. An dat ass fir eis och de Géigendeel vu sozialer Gerechtegkeet. A fir eis ass do als CSV d'Bekämpfung vun der Aarmut zu Lëtzebuerg eng kloer politesch Prioritéit!

De Bilan vun dëser Regierung ass do ganz einfach katastrophal. An d'Chambre des Salariés, déi ënnersträicht och nach an hirem Avis, dass d'Schéier tëschent Räich an Aarm am gréissten ass, wann ee vun dem Revenu disponible an engem Stot nach d'Wunnkäschten ofrechent, den Telefon an de Fernsee, d'Kantinskäschten an d'Assurancen an d'Bankkäschten, an déi si fir déi meescht Leit, mengen ech, net ganz kompressibel. A wann een do kuckt, dann hu 75 % vun de Stéit hei am Land nach manner wéi 3.400 Euro de Mount iwwreg fir ze liewen. Deelt dat duerch 30 Deeg, dat si bei deene meeschte manner wéi 100 Euro den Dag.

An do bedauere mer och, dass um Niveau vum Kannergeld – eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV –, dass dat eréischt ab 2021 indexéiert gouf. Mee tëschent 2014 an 2021 ass näischt gemaach ginn, a mir sinn der Meenung, dass dee Retard och eng Kéier misst opgeholl ginn.

E Wuert zur Santé.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Mir hunn eis fir d'Indexéierung agesat!

M. Dan Kersch (LSAP) | Firwat soen ech dat?

(Brouhaha)

M. Gilles Roth (CSV) | Majo, dat war 2006, do ass d'Indexéierung gebremst ginn. A wann ech mech gutt erënneren, Här Kersch, war dat an enger schwaarzrouder Koalitioun.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, maja.

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hutt zwar den Opstand um Moutforter Kongress gemaach, mee et ass awer dobäi bliwwen. A wéi Der an der Regierung waart, hutt Der d'Inflatioun ..., hutt Der dem Kannergeld net Rechnung gedroen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech soen Iech Merci, dass Der bestätegt hutt, dass ech a mengem Liewe kohärent war.

M. Gilles Roth (CSV) | Zur Santé.

(Brouhaha)

Här President, zum gudden Zesummenhalt an der Gesellschaft zielt fir eis och eng gesond an effikass Gesondheetspolitik mat dem Patient am Mëttelpunkt. Eist Land brauch do wierklech e Politik- a Perspektivwiessel. De Secteur hospitalier huet Problemer. Wichteg Entwécklunge vun der Medezinn hu mer einfach verschlof, wéi zum Beispill bei der Médecine ambulatoire. Bei der Telemedezinn si mer gréisstendeels am Niemandsland. Fir d'Hospitalisation à domicile gëtt et nach ëmmer kee gesetzleche Kader. Bei den IRMen a Privatpraxisse feelt et och un engem Gesetzesprojet. An dee Projet, deen elo do ass, deen hält d'Riicht net. Den Dossier eSanté ass eng Katastroph. An ech mengen, eis Ostdeputéiert, de Léon Gloden, d'Octavie Modert an de Max Hengel hunn dat des Ëfteren beim IRM an der Gesondheetsversuergung am ländleche Raum och ënnerstrach.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir brauchen also, wéi dat des Ëfteren hei vun eise gesondheetspolitesche Riedner, dem Claude Wiseler an dem Jean-Marie Halsdorf, gefuerdert, e richtege Plan Santé!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Bei dem Remboursement vun der Psychotherapie, do ass nach ëmmer keen Accord an do deet sech d'CNS schwéierfälleg. An hei brauche mer Beweegung och fir Remboursementer, an dat huet des Ëfteren d'Deputéiert Nancy Arendt, mengen ech, däitlech ënnerstrach.

Zur Wunnengsnout. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréissten Erausfuerderung fir eist Land ass d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum. An dat zielt ouni Zweifel virun allem fir jonk Matbierger.

An do kann ee sech och net no zéng Joer Blo-Rout-Gréng permanent op seng Virgänger dedouanéieren. Et housch eigentlech 2014 beim Untrëtt vu Blo-Rout-Gréng an der Lag vun der Natioun: „Esou wäert de Staat an den nächste Joren am Ganzen iwwer 10.000 Wunnechte bauen oder zum Deel finanzéieren, vun deenen e groussen Deel fir de Locatif reservéiert sinn." Déi deemooleg Wunnengsbauministesch, d'Maggy Nagel, huet do richteg Neel mat Käpp gemaach, well si huet gesot, 10.000 Wunnenge misste bis 2025 gebaut ginn.

Bis 2025, sot och de Staatsminister, missten 8.200 zousätzlech Logementer aus ëffentlecher Hand gebaut ginn. Esouvill zu den Ukënnegungen. Ass do eppes geschitt? Ech mengen, de Marc Lies an d'Elisabeth Margue hunn dat däitlech ënnerstrach, dass do och „leere Worthülsen" virun allem geherrscht hunn.

Fakt ass: 10.000 Wunnenge goufen ugekënnegt. De Fonds du logement huet der zwëschent 2013 an 2021 831 gebaut, d'SNHBM 1.637, en Duerchschnëtt also vun 250 Wunnenge pro Joer. A mir sollten der 10.000 bis 2025 bauen.

An do ass et och ganz kloer, dass ee mat Projete wéi „Wunne mat der Wooltz", Elmen zu Kielen – mat vill Engagement iwwregens ënnerstëtzt vun dem CSV-Deputéierte Félix Eischen –, NeiSchmelz zu Diddeleng an och de Wëltgebond zu Mamer de Wunnengsbauproblem net léist, och wann ee gefillt 100 Pressekonferenze mécht. 6.000 Wunnenge brauch d'Land pro Joer, knapp 4.000 ginn der gebaut. Et sinn der eigentlech 2.000 alljoers, déi feelen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An d'Kohärenz, wann een dat uschwätzt an der Regierung, déi ass op deem Punkt eigentlech katastrophal. Well wat ass geschitt? Et ass een Dokument, wat ganz kloer eigentlech do de Vull ofschéisst, nämlech de Programme directeur d'aménagement du territoire. Iwwert dat Dokument ass nach net vill geschwat ginn.

Mee et kann een net engersäits am Regierungsprogramm soen, an ech liesen Iech dat nach eng Kéier vir: „L'offre de terrains à bâtir et de logement ne parvient pas à satisfaire la demande." „Le constat reste inchangé : L'offre de logements et de terrains disponibles est largement insuffisante par rapport à la demande croissante." Dat seet de Regierungsprogramm.

An da komme mer bei de Projet d'aménagement du territoire. Dat ass eigentlech ... Dirigistesch kréien d'Gemenge vun uewen erof gesot, wat se nach däerfe bauen a wat se net méi däerfe bauen. Vu Gemengenautonomie a Respekt vu fräiem Wëlle keng Spuer méi. D'Leit ginn eigentlech an d'Ballungszentrume gedriwwen, och wa se sech wéilten am ländleche Raum néierloossen. Well dee Projet d'aménagement du territoire, dee gesäit vir, dass an Zukunft nach däerfe genau 25 Ar pro Dag nei am Land erschloss ginn, 25 Ar pro Dag am ganze Grand-Duché. Mir brauchen awer 6.000 Wunnengen!

A fir Iech emol ze soen, wat dat ausmécht: Hei sëtzt den Aly Kaes, den Député-maire vun der Gemeng Tandel. Dat si fir hien nach 29 Ar – ech ënnersträichen: 29 Ar pro Joer! An enger Gemeng, déi ech awer relativ gutt kennen, sinn dat bis 2035 nach ganzer 13 Hektar mat enger Baudicht vun 30 Logementer. An där Gemeng, déi ech gutt kennen, 2,33 Leit pro Stot, Dir Dammen an Dir Hären, dierf da bis 2035 nach Wunnraum erschloss ginn – an enger Gemeng ronderëm d'Stad Lëtzebuerg – fir genau 900 Leit – fir genau 900 Leit! – op déi nächsten 12 Joer, oder 75 Leit pro Joer. Et stierwen der an där betreffender Gemeng 60 pro Joer.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat kann dach net sinn, Här Roth!

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Zum Verglach: Den Duerchschnëttswuesstum iwwert déi lescht Joer louch an der Gemeng Mamer bei 300 Awunner pro Joer. Dat ass véiermol méi wéi dat, wat dem Programme directeur no, wéi en elo virläit, nach ka gemaach ginn. An hei muss ech ganz éierlech soen: Do schéngt bei deem akuutste Problem, deen eist Land huet, déi riets Hand net ze wëssen, wat déi lénks Hand an der Regierung mécht. Et ass eng dirigistesch Politik. An am Endeffekt, wiem kënnt se zegutt? Ben, e puer Happy Few, déi sech kënnen egal wou am Land nach Bauterraine leeschten an et profitéiere manner wéi eng Handvoll Promoteuren dovunner, well déi soe ganz einfach: „Majo, déi Terrainen, déi mer hunn, déi leie gutt a mir kucken, se zu engem Maximum vu Präis ze verkafen."

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An duerfir ganz kloer eis Proposen am Wunnengsbau:

Éischtens, mir hätte gären e coordonéiert Partenariat tëschent Staat, Gemengen, ëffentlechen an och private Bauträger.

Zweetens, mir soe ganz kloer Neen zu dësem Projet d'aménagement du territoire, wéi en elo virläit. Mir soe Jo zu enger Noverdichtung vu besteeënde Wunnzonen. Mir soen awer och Jo zu enger Perimetererweiterung.

E gesetzleche Kader wëlle mer schafen, fir dass wärend dräi Joer déi ëffentlech Bauträger Fonds du logement an SNHBM autoriséiert ginn, privat Projete kënnen opzekafen. Well et deet sech an der Lescht ganz vill dobaussen, dass vill kleng a mëttel Baufirmaen hir Projeten de Moment duerch déi héich Präisser, duerch déi héich Zënsen net méi lassginn. A mir sinn do ganz der Meenung, dass et eng pragmatesch Solutioun wier, wann ee sech am Marchésgesetz déi Méiglechkeet géif loossen, dass ëffentlech Bauträger, de Staat, d'SNHBM an de Fonds du logement esou Projete kéinte kuerzfristeg opkafen, well dann hätte mer zousätzleche Wunnraum an dee kéint och zu räsonabele Präisser un d'Leit bruecht ginn.

Mir wëllen och, ech soen dat kloer, dass et wärend dräi Joer nees zu engem Aféiere vun dem superreduzéierten TVA-Saz op de Mietwunnenge kënnt, op dräi Joer an enger éischter Phas, fir dass dat d'Leit soll incitéieren, fir och an de Mietwunnengsbau ze investéieren.

Elo sot Der: „Ass dat kohärent? Ass dat kohärent mat dem Fait, dass Der derfir plädéiert, d'Plus-value herno beim Verkaf vun enger Wunneng méi héich ze besteieren?" Mir soe ganz kloer: Jo! Dat eent ass d'Uschafe vun de Wunnengen, an dat anert ass de Profitt, deen een domadder mécht. An duerfir ass do eng Kohärenz.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir wëllen och, dass den TVA-Steierkreditt bei Éischtwunnenge vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht gesat gëtt. Firwat? Mee bei ouni Weideres schonn héije Wunnengspräisser, wou d'Zënsen nach an d'Luucht ginn, gëtt et ganz vill Leit bis wäit an d'Mëttelschicht, an ech géif soen, nach doriwwer eraus, déi sech emol net méi de Kreditt kënne leeschten, fir iwwerhaapt un eng Wunneng ze kommen.

Mir wëllen och en Eropsetze vum bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 Euro, eng Verduebelung vun dem Plaffong vun de Scholdzënsen um Eegenheem. Mir soe Jo zu der Regierungspropos, fir d'Avantagë vum sougenannten Amortissement accéléré ze limitéieren, a mir hätte gären eng Verlängerung vum Delai vun zwee op fënnef Joer, wou een eng Immobilie muss hale virum Verkaf, fir duerno d'Plus-value nëmmen zur Hallschent versteiert ze kréien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | De Staat, Dir Dammen an Dir Hären, verschiibt an der Lescht ëmmer méi seng Verantwortung op d'Gemengen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Roth, erlaabt Der, dass den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, sot mir.

M. Dan Kersch (LSAP) | Eng Verständnisfro, Här Roth, well ech dat ganz interessant fonnt hunn, deen Usaz, wou Der gesot hutt, fir sech emol eng Kéier d'Iddi duerch de Kapp goen ze loossen, ob staatlech ..., SNHBM a Fonds du logement, ob déi kéinten um Privatmarché Wunnenge kafen a se dann deenen Demandeuren, déi se hunn – mir wëssen, dass déi Lëschte laang sinn – zur Verfügung ze stellen. Ech fannen d'Iddi diskussiounswürdeg an ech fanne se interessant. An duerfir wollt ech eng Verständnisfro stellen.

Soll dat geschéien zum Präis vum Marché, wa se se ofkafen, oder zu engem verbëllegte Präis? Well dat ass nämlech eng wichteg Fro. Soss gëtt et jo fir de Staat iergendwou awer e Verloschtgeschäft, wann e se herno de Leit muss zu engem anere Präis verkafen, well d'Leit se soss net kënne bezuelen. Dat ass dee selwechte System wéi um Privatmarché.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ganz richteg. Mee ech mengen, d'Äntwert läit eigentlech schonn an Ärer Fro. Wou ass de Problem? Et sinn eng Rei vu Privatpromoteuren, där méi klenger, där méi grousser, déi musse bei de Banken noweisen, dass se op enger Rei vun hiren Appartementer, loosse mer soen an enger Residenz, entweeder e Virverkaf drop hunn oder e Compromis, soss kréie se de Projet net finanzéiert.

Mee selbstverständlech heescht dat, dass se dat net zu deem Präis weiderginn, zu deem se dat normalerweis wollten op dem Marché verkafen. Mee ech mengen, et muss een um Niveau vun der Gesetzgeebung vum Marchésgesetz Ëmännerunge maachen, fir dass d'Ëffentlechkeet, de Staat, d'SNHBM oder de Fonds du logement dat kënne maachen a dass se och net decidéieren, „Mir kafen deen do oder deen do", mee dass eng Rei vun Offere kënne gemaach ginn an dass dat dann opgrond vu Krittären – wat ass de beschte Kostennutzenfacteur? – ka kaaft ginn. Ech mengen, dat ass am Transparentsten, wann een dat am Kontext vum ëffentlechen Ausschreiwungsrecht offréiert.

Dat heescht net, dass alles muss eng Soumission publique sinn, mee dat kënnen och Marchés négociés sinn, mee am Kontext vun dem ëffentlechen Ausschreiwungsrecht. Dat ass dat, wat mir als CSV proposéieren. Well dat géif eng Win-win-Situatioun gi fir déi, déi op hire Projete sëtze bleiwen an domadder riskéieren, an d'Laberenten ze kommen, an et géif kuerzfristeg dem Staat an der ëffentlecher Hand och erlaben, op e vergréisserte Wunnbaupark ze kommen, ouni dass d'SNHBM nach misst – oder de Fonds du logement oder de Staat – zousätzlech Mëttelen deployéieren un Architekten, un aner Fonctionnairen an Agenten, fir dat ze begleeden.

An och duerfir – ech wëll dat richteg verstanen hunn –, dat ass net e Kaddo u Leit, déi an de Mietwunnengsbau investéieren, mee et ass fir an enger Noutsituatioun an och zäitlech begrenzt, an enger éischter Phas op dräi Joer limitéiert, fir dass d'Leit do erëm d'Recht hunn, net 17 % TVA, wéi dat haut de Fall ass, mee nëmmen 3 % TVA drop ze bezuelen. Well da géif d'Uschafung vun deene Gebailechkeete manner deier ginn, déi se herno da kënnen dem Mietwunnengsbau zoukomme loossen.

Sou, elo fueren ech awer virun, well soss gëtt dat ze laang.

(Hilarité)

De Staat, deen ...

(Interruption)

De Staat, deen dedouanéiert sech, Här fréieren Inneminister Kersch, ëmmer méi op d'Gemengen, an dobäi gëtt de Staat de Gemengen net déi néideg finanziell Mëttelen. An et leeft eigentlech dorobber eraus, dass een an eisen Ae misst de Finanzéierungsmodus vum Gemengegesetz vun 2017 iwwerkucken, well déi bleiwen op der Streck. Den Aly Kaes, en CSV-Deputéierten, deen ënnersträicht dat hei ëmmer nees: Deländleche Raum, dee gëtt ausbludde gelooss!

(Interruption)

A Fakt ass fir eis, Fakt ass fir eis, dass dat Zesummespill zwëschent Staat a Gemengen erëm muss besser funktionéieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An do kann et net sinn, dass de Staat deen ass, dee bestellt an dass et d'Gemenge sinn, déi solle maachen a bezuelen!

Den Emile Eicher als President vum Syvicol huet iwwregens, mam Accord vum ganze Kommitee vum Syvicol, op eng Rei vu Mëssstänn higewisen, an zwar déi: De Staat gëtt de Gemenge keng Ënnerstëtzung bei héijen Energiekäschten. Waasser, Kläranlag, Dreckskollekt, dat gëtt ëmmer méi deier, an d'Enn vum Lidd wäert dat sinn, dass d'nächst Joer, viraussiichtlech no de Gemengerotswalen, sämtlech Bierger am Land méi héich Taxe mussen an de Gemenge bezuelen.

D'TVA gouf vu 17 op 16 % erofgesat; d'Gemenge verléiere Recetten. Krute se eng Kompensatioun dofir? Nee.

Mee den Hummer ass eigentlech de CGDIS: ëm 37 %, Dir Dammen an Dir Hären, sinn d'Käschte vun dem CGDIS zanter 2021 bis 2023 an d'Luucht gaang! Kruten d'Gemengen duerfir eng Kompensatioun? Nee.

Ech kann Iech soe vun enger 10.000-Euro-Gemeng (veuillez lire: 10.000-Awunner-Gemeng), wat dat ausmécht: Vun 160.000 Euro am Joer 2018 bezillt déi Gemeng elo 550.000 Euro pro Joer Beitrag am CGDIS.

(Brouhaha)

An den Hummer dobäi ass deen, dass déi eigentlech fixéiert Beitraagsgrenz, déi d'Gemenge sollte leeschte bei dem CGDIS, an dësem Budget ganz einfach erausgeholl gëtt, soudass d'Gemengen ëmmer méi bezuelen an de Staat sech do op si dedouanéiert!

An den CSV-Deputéierte Michel Wolter hat och eng, ...

(Brouhaha)

... deen hat och eng Proposition de loi deposéiert, wou en dat ganz kloer monéiert huet.

Mee kuckt och emol bei de Maison-relaisen, wéi geet et do? Bei de Maison-relaise seet de Staat: „Et ass alles gratis!" D'Gemenge mussen dat awer bezuelen, net nëmmen d'Fonctionnementskäschten. Well och wa gesot gëtt: „Et ass gratis", hunn d'Gemengen awer Fonctionnementskäschten, déi domat verbonne sinn. Mee ganz kloer geet de Käschtepunkt an d'Luucht, och bei der Uschafung! A fréier kruten d'Gemengen nach d'Hallschent subsidiéiert, haut kascht eng Plaz 40.000 Euro a se kréien nach genau 5.000 Euro pro Plaz an enger Maison relais als Subsid.

Duerfir d'CSV-Proposen: Déi gesetzlech Beitragsbrems vun de Gemenge bei der Kofinanzéierung vum CGDIS erëm aféieren; de Verdeelungsschlëssel vun der staatlecher Dotatioun muss der Surface verte Rechnung droen. Dat heescht och, dass doduerch déi ländlech Gemenge besser ewechkommen. Da si mer och der Meenung, dass d'Plaffonge fir déi staatlech Subside bei de Gemengeninfrastrukture mussen erhéicht ginn an d'Gewerbesteier muss och erëm méi Ureiz kréien, fir dass d'Gemenge Betriber bei sech ophuelen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Klimafro gehéiert och zum politeschen

Debat, a virun allem an eng Budgetsdiskussioun, well et geet hei ëm de Respekt vis-à-vis vun der Natur a vun der Ëmwelt. An duerfir huet d'CSV sech och derfir agesat, dass d'Klimaneutralitéit nees an d'Verfassung ageschriwwe soll ginn, an deem ass och Rechnung gedroe ginn. Et ass e Prinzipp, et ass e Staatszil.

Mir wëlle méi nohaltegt Hëtzen an och méi Solarenergie. An duerfir hu mer sämtlech Moossnamen, déi do komm sinn, ënnerstëtzt. Mir wëllen awer virun allem, dass et méi Subside gëtt bei de PV-Anlagen, besonnesch vu private Betriber, och wann dat en degressive Kreditt herno ka sinn. Mir wëlle manner komplizéiert Bürokratie, well et ka jo eigentlech net sinn, dass d'Leit Subside versprach kréien an dass se herno Joren drop waarden, bis dass se d'Sue kréien. An da kënnt et zu esou Iwwerschréfte wéi „Staat boykottiert seine eigene Subventionspolitik" oder „Langes Warten auf Fotovoltaik-Finanzhilfen".

Mir wëllen en intensiven Ausbau vun der Wand- an der Solarenergie. An do soe mer ganz kloer: Et muss och méiglech sinn, Wandanlagen an e Bësch oder an eng Gréngzon ze bauen. Fir eis huet do ganz kloer de Mënsch Virfaart virun engem potenziellen oder eventuellen Nascht vun engem rouden oder schwaarze Milan.

Mir wëlle klimaneutral Verwaltungen. Dat heescht am Kloertext, dass mer bedaueren, dass de Staat bis elo vu 1.500 Gebaier der just 40 mat Fotovoltaiksanlagen iwwerdeckt huet. Mir wëllen, dass et do méi séier virugeet. Mir wëlle virun allem och, dass d'Betriber ënnerstëtzt ginn, fir zum Beispill hir Parkinge mat Solarpanelen ze iwwerdecken. Mir wëllen och, dass d'Leit ënnerstëtzt ginn, wa se Luedstatioune bei sech ariichten, a virun allem, dass de Staat derfir suergt, dass déi néideg Capacitéit kënnt. Mir ënnerstëtzen och grénge Waasserstoff als Zil, mee an der Tëschenzäit mussen och aner Forme vu Waasserstoff kënne gebraucht ginn.

Bei dem CO_2, do si mer kloer: Mir hätten do gäre Previsibilitéit, well iwwer 2023 eraus gëtt et keng Previsibilitéit méi. A mir sinn do der Meenung, dass d'Leit, wann et zu enger staarker Erhéijung vun den CO_2-Steiere sollt kommen, mat Klimageld sollten ënnerstëtzt ginn, well et muss ee ganz kloer wëssen, dass net all Haus vun deenen 59.000 Stéit, déi haut mat Masutt hëtzen, sech vun haut op muer kann op Wärmepompelen ëmstellen an dass d'Leit och net vun haut op muer kënnen d'Gasheizungen ofstellen.

Zur Energietransitioun ziele bei eis och d'Betriber, virun allem Kleng- a Mëttelbetriber. An duerfir hätte mer gären, dass d'Betriber an den Dekarbonisatiounsprojeten ënnerstëtzt ginn, dass se do steierlech avantagéiert ginn, dass se duerfir eng Bonification d'investissement kréien, dass se Subventioune kréien an dass se och zum Beispill en Amortissement accéléré an där Transitioun kréien. Dat selwecht zielt fir Handwierksbetriber. Déi musse besser berode gi mat Prêts à taux zéro oder Garantien, déi se kréien, fir hir Prêten op 20 Joer ze garantéieren.

A schliisslech verweisen ech och op eng Propos, eng Proposition de loi vun dem Laurent Mosar a mir selwer vun enger „loi Rau reloaded", wou d'Leit Abattemente kréie bis zu 5.000 Euro, wa se an Entreprisen a Projeten investéieren, déi d'energeetesch Transitioun begleeden.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, zu eiser Wirtschaft zielt och d'Landwirtschaft. An dofir si mer der Meenung, dass een d'Liewensmëttelen net am Supermarché kritt, mee dass se virun allem vum Feld an aus dem Stall kommen an dass een deem muss Rechnung droen. An duerfir mussen an eisen Ae Landwirtschaft, Klima- an Ëmweltschutz net Géigepoler sinn, mee se sëtzen zesummen an engem Boot. An dat huet eis Kofraktiounspresidentin, d'Martine Hansen, och ënnerstrach bei dem Agrargesetz, wat ënnert där Form, wéi et elo virläit, vun eis net d'Zoustëmmung kritt.

Schliisslech, Dir Dammen an Dir Hären, zielt zu engem gudden Zesummeliewen och e Rechtsstaat. An duerfir brauche mir ugepasste Gesetzer, e modernt Strofrecht, eng pragmatesch zivill Gesetzgeebung an och e kompetitiivt Wirtschaftsrecht. Mir wëllen duerfir konkreet Verbesserungen um Niveau vun de Mëttele vun der Justiz mat kompetente Riichteren, a mir brauchen och méi Moyene fir eis Police. De Léon Gloden wäert a sengem Beitrag dorop agoen.

Schliisslech, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech ofschléissen a soen, dass et ouni gesellschaftlechen Zesummenhalt zu Lëtzebuerg keng Zukunft gëtt. Dat zielt net fir eist Land an dat gëllt och net fir d'Leit. An der Wierklechkeet leeft de Moment do villes auserneen.

Lëtzebuerg brauch duerfir eng aner Politik. A wéi esou eng Politik sollt ausgesinn, hunn ech Iech versicht ze skizzéieren. Weider Riedner vun eis sinn de Marc Spautz, um Niveau vun der Aarbecht a Sozialem, fir d'Ekonomie an d'Wirtschaft de Laurent Mosar, fir d'Sécherheet de Léon Gloden a fir d'Santé mentale de Max Hengel, déi fir eis Riedebeiträg hunn.

Fir d'Land brauche mer eng aner Politik. Mir brauchen eng Politik, wou net all Fënneften ënnert der Aarmutsgrenz lieft. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Schaffe sech erëm lount, wou Kleng- a Mëttelverdénger entlaascht ginn a manner Steiere bezuelen. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Leit sech nach eng Wunneng kënne leeschten. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou et eng méi gerecht Besteierung gëtt. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Schéier tëschent Räich an Aarm nees méi kleng gëtt.

Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou et eng méi performant Gesondheetsversuergung gëtt. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Leit net all Dag am Stau stinn. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou och d'Bierger am ländleche Raum eng fair a gerecht Chance op gutt öffentlech Déngschtleeschtungen hunn. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Leit, d'Betriber an d'Landwirtschaft zesummen als Partner am Klimaboot sëtzen. A mir brauchen eng Politik fir e Land, dat net muer an eng Scholdemauer rennt.

De Budget, Dir Dammen an Dir Hären, vu Blo-Rout-Gréng ass op dës Erausfuerderungen an eisen Aen net déi richteg Äntwert. Duerfir wäerte mir als CSV géint dëse Budget stëmmen. Net, fir einfach dergéint ze sinn, mee fir einfach eng aner Politik ze maachen, eng Politik vum Zesummenhalt fir d'Land a virun allem eng Politik vun der Entlaaschtung fir d'Leit.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An direkt huet d'Wuert de Fraktiounschef vun der DP, den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir d'éischt am Numm vun der Fraktioun vun der DP mengem Fraktiounskolleeg a Budgetsrapporter, dem Max Hahn, e ganz, ganz grousse Merci ze soe fir säin immensen Asaz, deen en iwwert déi lescht Méint bewisen huet, wéi en dëse Budgetsrapport ausgeschafft huet.

Budgetsrapporter ze sinn, dat ass eng grouss Éier. Budgetsrapporter ze sinn, dat ass awer och eng ganz grouss Verantwortung. Et ass mat ganz vill Aarbecht verbonnen, Aarbecht, wou een de Staatsapparat am Detail kenneléiert an och alleguerte seng Aspekter analyséiert. Et ass d'Méiglechkeet, sech mat ganz villen Acteuren aus dem ëffentlechen an aus dem private Secteur un en Dësch ze setzen a sech och mat der Zivillgesellschaft auszetauschen, fir hir Problemer, hir Suergen, hir Léisungsusätz kennenzeléieren an ze verstoen. An ech mengen, d'Aarbecht vum Budgetsrapporter ass mat Sécherheet eng ganz beräichernd Missioun.

All dës Echangen hunn dem Max säi Rapport gepräägt a spigele sech och a senge Recommandatiounen erëm. Dës Propose weisen eng ganz Rëtsch Pisten op, wéi mer den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft nach méi stäerken an esou eist Zesummeliewen nach verbessere kënnen. Dat, den Zesummenhalt, d'Solidaritéit, dat ass wichteg an Zäite wéi haut, dat ass wichteg an Zäite wéi déi, an deene mer grad liewen. Et sinn onsécher Zäiten an et sinn ongewëss Zäiten.

An Zäite vun Onsécherheet, wéi mer se am Moment kennen, ass d'Regierung gefuerdert, ass d'Politik gefuerdert, ass d'Chamber a jiddwer eenzele Member an der Chamber heibanne gefuerdert, fir de Leit an de Betriber zur Säit ze stoen.

Krisenzäite sinn definitiv keng Zäite fir Austeritéitspolitik!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Datt d'Regierung net de Wee vu fréiere Regierunge geet, déi a Krisenzäiten de Krunn ferm zougedréit hunn, dat huet se an de leschte Joren an an de leschte Méint bewisen.

Um Energiedësch an op deenen zwou Tripartite-Ronne sinn historesch Mesurëpäck an der Héicht vun insgesamt 2,5 Milliarden Euro decidéiert ginn, fir besonnesch – fir besonnesch! – deene finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et am meeschte brauchen an déi am meeschten ënnert der aktueller Situatioun leiden.

An et kann een net genuch ënnersträichen, wat fir eng enorm Leeschtung dës 2,5 Milliarde fir e Land wéi Lëtzebuerg duerstellen. Zanter der Pandemie – an dat gëtt hei op menger rietser Säit, mengen ech, awer nawell heiansdo vergiess oder ausgeblent – hu mer 5,5 Milliarden Euro un direkten an indirekten Hëllefe fir d'Stéit, fir d'Leit hei am Land an och fir d'Betriber mobiliséiert, bereetgestallt an ausbezuelt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dat ass fir e Land wéi Lëtzebuerg en enorme budgetären Effort. Deen huet sech awer gelount. An ech wéilt dofir och op den Effekt vun dëser Politik op de Portmonni vun de Leit an och generell op den Effekt op d'Ekonomie agoen, an dat unhand vun zwee „proof points", wéi d'Englänner et géife soen.

D'Zuele vum Statec, déi eis virleien, déi schwätzen eng kloer Sprooch. Jo, si weisen, dass déi Mesuren, déi beschloss gi sinn an den Tripartitten, noutwendeg waren, dass se richteg waren an dass déi Mesuren och hir Friichten droen.

Den Impakt vun den Energiemesuren, wéi zum Beispill de Präisdeckel um Gas, op d'Kafkraaft vun de Leit gouf viru Kuerzem vum Statec an enger Nott berechent. Eppes geet dorauser kloer ervir: Dass d'Kafkraaft vun de Leit 2022 an 2023 an der Moyenne liicht méi héich ass wéi virun der Pandemie.

Dozou kënnt, datt a relativen Terme grad d'Stéit mat niddrege Revenuen am meeschten u Kafkraaft gewannen duerch d'Energiemesuren, an dass déi Gewënner mam Revenu degressiv erofginn.

Op d'Kritik hin, dass de Präisdeckel net sozial cibléiert wär, hat ech schonn am État de la nation am Oktober gesot, dass d'Inflatioun grad déi Stéit am meeschte belaascht, déi niddreg Revenuen hunn. A si sinn et, déi de gréissten Deel, wann net esouguer alles vun hirem Akommes an der Consommatioun ausginn. Méikäschten, wéi d'Steigerung vun den Energiepräisser, di grad hinnen am meeschte wéi.

Abee, de Statec weist, dass grad dës Menagen duerch d'Energiemesuren elo méi Kafkraaft kruten, méi, wéi wa mer d'Energiepräisser einfach fortlafe gelooss hätten a mir hätten den Indexmechanismus normal spille gelooss. Dat soll och mol eng Kéier hei op dëser Plaz kloer an däitlech gesot sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Statec huet d'lescht Woch eng weider ganz interessant Nott erausbruecht an e stellt de Réckgang vun der Inflatioun fest. Ware mer am Oktober nach bei enger Inflatioun vu 6,9 % op d'Joer gekuckt, esou louch se am November bei 5,9 %. D'Inflatioun ass also duerch déi Mesuren, déi an den Tripartite-Päck beschloss gi sinn, erofgaangen a mir hunn et also fäerdegbruecht, d'Inflatioun auszebremsen.

D'Baisse vun den TVA-Tauxen ab dem 1. Januar a weider Mesuren, déi wäerten a Kraaft trieden, wäerten natierlech och en Impakt op d'Präisdeierecht hunn.

Loosst eis awer net an Euphorie verfalen, mee loosst eis virsiichteg sinn. Dat ass den Ament nach ëmmer nëmmen eng temporaire Situatioun. Wat een awer aus der Nott zréckbehale kann, dat ass, dass besonnesch d'Mesuren aus der Tripartite an awer och soss Mesuren aus deene leschte Méint zum Réckgang vun der Inflatioun gefouert hunn. Notamment d'Deckelung vun de Masuttspräisser an awer och d'Mesuren aus der Sozialpolitik, wéi d'Gratuitéit vun de Maisonrelaisen an d'Iessen an de Schoulkantinnen am Fondamental, hunn zu dësem Réckgang gefouert. An dat sinn alles Mesuren, déi direkt am Portmonni vun de Stéit ukommen.

Mir gesinn also, dass d'Tripartite hiert Zil erreecht. De Pak, dee ficeléiert ginn ass, hält d'Strooss. De Sozialdialog an eist Kriseninstrument par excellence, d'Tripartite, hu fonctionéiert.

Déi lescht Woch koum et nach zu engem Accord mat der Fonction publique. De Minister Marc Hansen huet mat der CGFP en neien Accord salarial fir d'Fonction publique ausgehandelt. Ech mengen, dat ass e gudden Accord, e wichtegen Accord, och an dësen Zäiten. En ass sozial cibléiert, en ass temporaire. De Sozialdialog fonctionéiert also weiderhi gutt hei am Land, och a grad a Krisenzäiten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, a Krisenzäite muss d'Politik hir Verantwortung iwwerhuelen. A Krisenzäite muss de Staat seng Verantwortung iwwerhuelen. A Krisenzäite muss och d'Koalitioun vu Blo-Rout-Gréng hir Verantwortung iwwerhuelen. A mat dësem Budget maache mir dat.

Et ass en aussergewéinleche Budget, e Budget op der Héicht vun den Erausfuerderunge vun haut a vu muer. Mam Budget 2023 stelle mer déi néideg Mëttelen zur Verfügung, fir d'Stéit an d'Betriber weider duerch dës Krisen ze féieren, mat Aemooss, mat Zouversiicht a mat Solidaritéit. Dat läit der DP besonnesch um Häerz. A mir spanen eis soziaalt Netz nach méi enk, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken.

De Crédit d'impôt fir d'Monoparentalle gëtt substanziell eropgesat, an dat ass och noutwendeg. Dat war eng vun de Konklusiounen, déi mer zesummen aus dem Steierdebat gezunn hunn. An Zukunft wäert dee Steierkreditt fir Elengerzéier bei 2.505 Euro leie bis zu engem Akommes vu 60.000 Euro d'Joer, an e wäert dann degressiv erofgoen. Dat si bis zu 1.000 Euro méi am Joer.

Donieft gëtt och de Maximum vun den Allocatioune fir d'Kanner, déi net am Stot vum Steierzueler liewen, ëm 10 % eropgesat. Och dat hei ass eng konkreet an eng cibléiert Verbesserung fir alengerzéiend Elteren an hir Kanner.

Dobäi kënnt op den 1. Januar d'Erhéijung vum Mindestloun, vum REVIS a vum RPGH, dem Revenu pour personnes gravement handicapées, ëm 3,3 %. Och dat ass e Plus u Kafkraaft fir déi Leit, déi et am meeschte brauchen. Déi sozial Selektivitéit vun de Mesurë spillt hei voll a ganz, an och d'Pensioune wäerten op den 1. Januar ëm 2,2 % eropgoen. Dat alles si Mesuren, déi direkt bei de Leit ukommen. An ech mengen, dat ass och gutt esou.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Des Weidere kommen nach eng ganz Rei aner Mesuren aus dem Bildungsberäich derbäi, déi de Kanner zeguttkommen an d'Familljen entlaaschten: D'Gratuitéit vum Mëttegiessen am Fondamental an de Schoulkantinnen, d'Hausaufgabenhëllef, de gratis Museksunterrecht an d'Gratuitéit vun de Maison-relaisen ab dëser Rentrée stäerken d'Kafkraaft vun de Famillje weider. An och dat ass gutt esou!

Mam Budget 2023 fuere mer mat eiser ambitionéierter Investitiounspolitik weider. Et wier e fatale Feeler ze mengen, et misst ee grad a schwéieren Zäiten d'Investissementer an déi grouss Infrastrukturprojeten op Äis leeën oder zréckfueren. Mir maache genee de Contraire, an dat ass och gutt esou! D'Investissementer, déi ginn héichgehalen, fir d'Land weider ze moderniséieren an d'Liewensqualitéit weider auszebauen.

D'nächst Joer sinn dofir 3,8 Milliarden Euro virgesinn. Dat si 4,6 % vum PIB an et sinn awer och 600 Millioune méi wéi dëst Joer. Dës Investissementer sinn eng antizyklesch Léisung, fir gestäerkt aus der Kris erauszekommen. Si hëllefen eise Betriber, hir Cahierde-chargen ze fëllen a si ginn eise Betriber Previsibilitéit.

Mam Budget 2023 gëtt awer och d'Energietransitioun weider acceleréiert. Mir musse manner ofhängeg gi vu fossillen Energien, well dat mécht eis op Dauer erpressbar géigeniwwer vun Drëttstaaten, an dat kënnt och virun allem eisem Klima zegutt.

Als DP begréisse mir hei, dass de Staat wëllt mam gudde Beispill virgoen an och d'Privatstéit wëllt weider encouragéieren, fir op deem Wee matzegoen.

Fir d'Installatioun vu Solarpanele geet dofir d'TVA den 1. Januar vu 17 % op 3 % erof. Dat ass e weideren Ureiz fir d'Leit, déi sech scho Gedanke gemaach haten, fir sech esou eng Anlag um Daach ze installéieren.

Fir vill Leit ass awer och den Invest an eng Fotovoltaikanlag nach dacks ze héich. Dat däerf net sinn! D'Ëmklammen op erneierbar Energien däerf keng Fro vu Sue sinn. Well et si grad d'Leit mat deene méi schmuele Schëlleren, déi am meeschte vun deene klammenden Energiepräisser betraff sinn.

Une voix | Dat ass richteg!

M. Gilles Baum (DP) | Nieft alle Subsiden, déi et scho gëtt, huet de Premier a sengem leschten État de la nation eng weider Mesure ugekënnegt, déi ech ganz interessant fannen: De Staat soll d'Käschte vun der Fotovoltaikanlag fir Leit iwwerhuelen, déi sech d'Uschafe vun der Installatioun net leeschte kënnen. D'Fotovoltaik gëtt vum Staat virfinanzéiert an duerno duerch d'Stroumproduktioun amortiséiert. Dat fannen ech eng interessant Iddi, an dat ambitiéist Zil hei huet och nëmme Gewënner: D'Leit kënnen hiren eegene Stroum produzéieren, wat mëttel- a laangfristeg méi gënschteg gëtt. Dëst dréit derzou bäi, dass Lëtzebuerg senge Klimaziler méi no kënnt a se erreecht an och en Deel vun der Verantwortung iwwerhëlt. An déi grouss Unzuel vun Opträg, déi kënnt natierlech och eisen Handwierker an eiser Ekonomie zegutt.

Et ass op där anerer Säit awer och kloer, dass mer musse kucken, déi administrativ Hürden op e Minimum ze reduzéieren an d'Waardezäite vun den Autorisatiounen ze kierzen. Eng Fotovoltaikanlag mécht nëmme Sënn, wa se och um Daach installéiert ass, an dat muss esou séier wéi méiglech geschéien.

Här President, de Logement ass a bleift eng vun de ganz grousse Baustellen hei am Land an et gëtt och weider massiv an de Logement investéiert.

D'Pandemie an hiren Impakt op d'Liwwerketten, déi d'Präisser vun de Matière-premièren an d'Luucht gedréckt hunn, maachen, dass mer och iwwert déi nächst Zäit nach mat méi héijen Immobiliepräisser ze kämpfe wäerten hunn. Déi rezent Entwécklung vum Leetzëns wäert den Accès zum Wunnraum mat Sécherheet och net méi einfach maachen.

Dës Regierung huet awer scho gewisen, dass se sech net scheit, alles drunzesetzen, fir der Situatioun Meeschter ze ginn, och wann et ganz, ganz schwéier ass. Ënner anerem gouf mam Pacte Logement 2.0, dee mer gestëmmt hunn, e richtege Paradigmewiessel agelaut, well zum engen, éischtens mol, d'Gemenge kënnen an de Besëtz vu Bauland kommen an, zweetens, och méi dicht ka gebaut ginn. D'Offer wäert doduerch an d'Luucht goen.

An den nächste Jore wäert de Budget vum Logement op ronn eng hallef Milliard Euro eropgoen. Dat hëlleft, d'Offer vun neigebaute Wunnenge weider an d'Luucht ze drécken. Mee dat eleng geet net duer.

Zanter Joren, zanter Joerzéngten, géif ech soen, si grondleeënd Reformen am Logement ugekënnegt ginn, mee elo gi se ugepaakt. Mir maachen dat elo. D'Reform vun der Grondsteier, d'Mobiliséierungs- an d'Leerstandssteier si konkreet Mesuren, fir der Spekulatioun um Wunnengsmarché entgéintzewierken. Dat wäert zousätzlech Terrainen a Wunnenge mobiliséieren, fir der héijer Demande entgéintzekommen. Mir si gewëllt, an deenen nächste Joren Dausenden ëffentlech an abordabel Wunnengen ze schafen. A mir si gewëllt, geziilt géint d'Spekulatioun virzegoen.

Fir d'DP war et wichteg, dass Elteren, déi en Terrain wëllen hale fir hir Kanner, vun engem Abattement profitéiere kënnen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Debat iwwert de Staatsbudget ass eng Plaz, wou debattéiert gëtt, wou ee Positioune kann austauschen, wou ee matenee schwätzt, wou ee ka reagéieren. An ech wëll dat natierlech op dëser Plaz maachen. E puer Wuert zu deem, wat mäi Virriedner, de Fraktiounschef vun der CSV, hei gesot huet, an enger, wéi ëmmer, rhetoresch ganz gudder Ried. Awer den Inhalt vun der Ried, domat muss ee jo net averstane sinn. An dofir si mir jo haut hei, fir doriwwer ze debattéieren.

An ech wëll mech op dëser Plaz mat e puer Propose vun der CSV auserneesetzen. D'CSV huet virun e puer Wochen e Flyer an all Bréifkëscht geluecht. Mäi Virriedner huet eng ganz Rei vun deene Proposen, déi se an deem Flyer opgeschriwwen hunn, och haut de Moien hei erkläert. An ech muss soen, ech hu mech och domat auserneegesat.

Une voix | Tipptopp!

M. Gilles Baum (DP) | Awer déi lescht Säit, dat war eng richteg Ustrengung, eng Ustrengung fir meng Pupillen, Här Roth. Dat war op deem däischtere Fong esou kleng geschriwwen, datt ech hu missen d'Lupp huelen. Ech war frou, wéi ech derduerch war an ech hu mech awer dermat beschäftegt. An ech muss soen: Et geet an deem Flyer an all Richtungen – an all Richtungen! –, hott an har!

Wann ech déi proposéiert Kilometerpauschal an d'Kilometergelderhéijung huelen, da froen ech mech, wéi dat awer zu deenen Aussoe passt, déi reegelméisseg hei op der Tribün den Här Galles, zum Beispill, mécht. Et freet ee sech och, wéi dat mat de Suerge vun Iech, Här Roth, an och vum Här Mosar a Saache Staatsschold zesummenzeféieren ass, wéi Der eis se hei am Haus – an Dir hutt et virdrun nach gemaach – ëmmer erëm presentéiert.

Dir hutt virdrun hei, wann ech mech richteg erënneren, e kloert Bekenntnis gemaach zum Triple-A. Dir hutt e kloert Bekenntnis gemaach, fir d'Scholden am Gréff ze halen. An Dir hutt awer elo e puermol geschwat vu méi héije Steieren.

Mir hunn eng CO_2-Steier, dat ass richteg. Mee ech kann awer net Äre Räsonement novollzéien, dass Der hei ëmmer sot, d'Leit géife steierlech méi belaascht ginn.

Also, an deem Flyer sinn eng ganz Rei Propositiounen. Et gëtt een d'Gefill net lass, dass hei probéiert gëtt – mir sinn am Joer virun de Walen, c'est de bonne guerre –, all Mënsch ze gefalen oder mussen ze gefalen, an dat ouni kohärent Linn.

Wéi ech Är Steierpropose gelies hunn, déi um Flyer uewe lénks ofgedréckt waren, du hunn ech mer op eemol geduecht: Et wär awer net schlecht – et wëllt ee jo preparéiert hei an den Debat kommen –, wann ee sech géif informéieren, wat dann de finanziellen Impakt vun all deene proposéierte Mesurë wär.

Ech hunn dat dunn nofroe gelooss beim Finanzministère, a wéi ech bis ugefaangen hunn, ze kucken a matgedeelt ze kréien, wéi héich déi Déchet-fiscalle wären, Här Roth, ech muss Iech soen, ass et mer elle ginn. Et ass mer dronke ginn!

D'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun – dat ass kee Geheimnis heibannen, déi Zuel weess all Mënsch –, dat si 600 Milliounen. D'Kilomaterpauschal an d'Kilometergeld eropsetzen, do gouf et eng Äntwert op eng Question parlementaire, dat sinn 350 Millioune pro Joer. De Plaffong vum bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 Euro eropsetzen: 290 Millioune pro Joer. D'Eropsetze vum Steieraganksbetrag op 15.000 Euro respektiv 30.000 an der Steierklass 1a: 140 Milliounen all Joer. D'Verduebelung vun de Scholdzënsen, fir déi kënnen ofzesetzen: nach eng Kéier 90 Milliounen all Joer.

Fir nëmmen dat hei ... Gitt mer just d'Geleeënheet, dat fäerdeg ze maachen, Här Roth. Fir just dëst hei ze nennen, mat deene Steierproposen, déi Dir op Ärem Flyer hutt, uewe lénks, si mer bei Déchet-fiscallen, déi sech op 1,3 Milliarde belafen. Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech soen Iech Merci, dass Der de Flyer esou am Detail gekuckt hutt.

M. Gilles Baum (DP) | Ëmmer, Här Roth, ëmmer.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech soen Iech just, dass dat, wat Dir hei sot, de facto eng Failliteerklärung ass vun der Finanzpolitik vun dëser Regierung. Well déi Upassung vun der Kilometerpauschal – déi ass säit 1990 net méi ugepasst ginn. Da kënnt Der net soen: Dat kascht esou vill! Mee Dir hutt de Leit dat ëmmer virenthalen an Dir hutt d'Leit eigentlech zu méi Steiere beweegt.

D'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen – wann Der sot: „Dat kascht esou vill!", soen ech Iech ganz einfach: Dir huelt de Leit esou vill Suen aus der Täsch weider eraus!

Da komme mer zum bëllegen Akt. Sidd Dir dann der Meenung, dass d'Leit, déi wäit bis an d'Mëttelschicht era sech keng Wunneng méi kënne leeschten, nach zousätzlech dem Staat sollen esou vill weider bezuelen? De Staat muss d'Leit entlaaschten, wa se wëllen un eng eege Wunneng kommen. Duerfir de bëllegen Akt. An de bëllegen Akt, do war de Montant och vill méi héich!

Dann den TVA-Kreditt. Dir hutt d'TVA op de Wunnengen an d'Luucht gesat. Da si mir der Meenung, dass, wann Dir dat maacht, d'Leit, fir dass se kënnen un eng Wunneng kommen, un een Terrain kommen, dofir sollte steierlech entlaascht ginn.

M. Gilles Baum (DP) | Ech schwätze vun enger Zweetwunneng, mol kloer. Mir schwätze vun enger Zweetwunneng.

M. Gilles Roth (CSV) | Mee si bezuelen och bei enger Éischtwunneng, ...

M. Gilles Baum (DP) | Eng Mietwunneng.

M. Gilles Roth (CSV) | ... bei enger Éischtwunneng, Här Baum, entschëllegt. Här Baum, Dir hutt esou vill, Dir hutt esou vill nogefrot. Mee da wësst Der och, dass, wann d'TVA vu 15 op 17 % an d'Luucht geet, dass Der dann och bei enger Éischtwunneng amplaz ... Fréier konnt Der bis 416.000 Euro en Appartement kafen, wou Der benefisséiert hutt vun dem TVA-reduzéierte Saz vun 3 %. Mat dem Fait, dass Der vu 15 op 17 % eropgaange sidd, bezilt och deen, dee sech nach eng Éischtwunneng leeschte kann, ab 357.000 Euro op all Plättchen oder op all Stéck Holz, déi e keeft, 17 % TVA. Dat ass dat, wat ech Iech wëll soen. An dat fanne mir net normal!

A wann e Staat dee strukturellen Handlungsspillraum net méi huet, fir de Leit dat do ze ginn, dann ass dat eng Failliteerklärung vun enger Finanzpolitik, déi iwwer zéng Joer gemaach ginn ass, eng Finanzpolitik, déi ugetrueden ass: „Mir maachen alles aneschters, mir maachen alles besser, mir maachen eng kopernikanesch Finanzrevolutioun!"

Dat, wat dës Regierung gemaach huet, dat ass, dass d'Leit ëmmer méi a méi Steiere bezuelen. Am Contraire hat de Staat nach ni méi Schold wéi elo, an e kritt d'Enner trotzdeem net zesummen! Dat ass dat, wat mer monéieren, an do ass en Ënnerscheed zwëschent eiser Approche an Ärer Approche.

M. Gilles Baum (DP) | Ech soen Iech Merci fir Är Erklärungen. An ech soen Iech, wat mir monéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Baum, gitt Der och dem Här Kartheiser d'Wuert?

M. Gilles Baum (DP) | Ech ginn och dem Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Och Iech merci, Här Baum. Ech hunn einfach eng institutionell Fro. Ech ginn elo net an déi Debatt eran hei tëschent Äre Steiervirstellungen an deene vun de Kolleege vun der CSV. Mee Dir hutt gesot, Dir hätt dee Flyer kritt an Dir hätt dat dann am Finanzministère norechne gelooss. Hutt Der dat iwwer eng Question parlementaire gemaach? Dat ass eng institutionell Fro. Well wa mir als ADR e Flyer kréien, soe mer mol vun der DP, kann ech jo warscheinlech net bei d'Madamm Backes goen a soen: „Hei, so eis mol wannechgelift, wat dat kascht!" Ech mengen, et ass einfach wichteg, datt een en Ënnerscheed mécht tëschent enger Parlamentsfraktioun vun enger Partei, an déi ka jo dann iwwer Question parlementaire un eng Regierung erugoen an déi Froe stellen, déi se wëllt, an da kritt se och eng Äntwert, oder iwwer aner Weeër. Ech maache mer e bësse Suergen. Ech wär frou, wann Der mer kéint soen, wéi dat do institutionell funktionéiert huet.

Villmools merci, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Ech loossen dat doten nofroen, wéi dat fonctionéiert huet, an da kritt Der dorop eng Äntwert.

Mir sinn also mat de Propose vun der CSV hei wäit iwwert d'Milliard, wäit iwwer eng Milliard méi Ausgaben! Dat wär – entre guillemets, soen ech elo, et kann ee jo beienee kommen – „nach ze vertrieden", wann et géigefinanzéiert géif ginn. Gëtt et awer net!

M. Gilles Roth (CSV) | Mee d'Leit bezuele méi Steieren. Dir finanzéiert, andeems der de Leit ëmmer méi Steieren opbrummt. An et ass dat, wat mir net an der Rei fannen!

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, elo komme mer erëm op den normale Verlaf zréck.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass alles an der Rei, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Baum huet d'Wuert an den Här Roth hat largement Zäit, fir sech ze explizéieren. An e muss eis et net dräimol soen.

M. Gilles Baum (DP) | Menge Rechnungen no sinn déi Méirecetten, déi an der CSV hirem Flyer stinn, am ganz klengen dräistellege Milliouneberäich, fir et nach eng Kéier ze soen. Dat heescht, dass dee Steiermesurëpak vun der CSV wäit méi wéi eng Milliard Euro kascht, an dat all Joer, an dat an Zäiten, duerch déi mer gaange sinn, 2020 d'Pandemie, 2022 d'Energiekris, 5,5 Milliarden, déi mer iwwert dës Legislaturperiod hu misse locker maache fir d'Leit a fir d'Betriber, déi net virgesi waren 2018, wéi mer de Koalitiounsaccord geschriwwen hunn. An awer mengen ech, dass mer déi Sue gutt a richteg investéiert hunn, fir duerch d'Krisen ze kommen.

Dat wieren Depensen dann, mat deene Propose vun der CSV, déi bei déi 2,8 Milliounen Defizit vum nächste Joer derbäikomme géifen. Mat de Mesurë vun der CSV géif eis Staatsschold also nach eng Kéier – nach eng Kéier! – en décke Coup an d'Luucht goen.

Ech nennen dat net eng Failliteerklärung. Mee wësst Der, wéi ech dat nennen, Här Roth? Dat nennen ech eng onverantwortlech Finanzpolitik. A wësst Der, wéi ech et nach nennen? Dat ass eng onéierlech Finanzpolitik vis-à-vis vun de Bierger. Zu kengem Moment, zu kengem Moment sot Der an Ärer Broschür, wat de Käschtepunkt vun dëse Mesurë wär. An dat ass jo awer keng onweesentlech Informatioun, wann ee wëllt eng responsabel Finanzpolitik maachen, déi d'Staatskeesen an dëse Krisenzäiten, an deene mer liewen, net nach méi belaascht. Hei gëtt einfach blannemännerches proposéiert. Ech nennen dat einfach, dem Land an de Leit Sand an d'A gestreet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Doriwwer eraus – an ech mengen, d'Madamm Finanzminister huet et de Moie gesot – sinn d'Madamm Finanzminister an d'Regierung duerchaus bereet, am Fréijoer ..., wa mer mol de Kont vun 2022 hunn, wa mer wëssen, a wat fir eng Richtung et geet, wa mer wëssen, ob mer mussen eng drëtt oder eng véiert Tripartite halen, do huet d'Madamm Finanzminister haut de Moien hei e ganz, ganz kloert Bekenntnis gemaach virun der Chamber, fir am Fréijoer, wann de Sputt et erlaabt, sozial

cibléiert Upassunge bei de Steieren ze maachen. A wann d'Madamm Finanzminister mir dat de Moien hei seet, da gleewen ech dat och!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Problem mat de Steierproposen, déi gemaach gi sinn, ass: Wou huele mer d'Suen hier, fir dat doten ze finanzéieren? Loosse mer einfach déi nächst Generatiounen et zréckbezuelen? Ech mengen net, well do, Här Roth, leit Der mat mir op enger Linn, dass mer net wëllen eng Steierpolitik mat neie Scholde finanzéieren. Ech mengen, dat hunn ech de Moie bei Iech kloer verstanen, dass mer net sollen a Richtung goe vu weidere Scholden. Wat ass d'Alternativ? Wou kënne mer aspuere goen? Wou si mer bereet, de roude Bic unzesetzen? Dat hutt Der de Moien awer och net gesot. An ech mengen, dass et och an enger Virwalzäit Zäit gëtt, de Leit klore Wäin anzeschëdden.

Bei den Investissementer an eis Infrastrukturen, mengen ech, Här Roth, dass Dir an Är Fraktioun mat eis um selwechte Wee sidd, also ambitiéis, well Dir hutt d'lescht Woch nach d'Motioun matgestëmmt, esou wéi Der se iwwregens all Joer matgestëmmt hutt, fir déi Grands projets d'infrastructure. Also ginn ech mol net dervun aus, dass et bei der Investitiounspolitik wär, wou Der géift usetzen. Wär et da bei der Sozialpolitik? Dat kann ech mer an dësem Moment och net wierklech virstellen.

Dir hutt et haut net gesot, et ass awer soss ëmmer an Ärer Ried gewiescht, dat wär „d'Bling-Blings-Politik". D'lescht Joer hutt Der se „Club Med" bezeechent. Dat sinn alleguerten déi Mesuren, déi am Beräich „gratis" leien an déi Familljen zeguttkommen. Ech géif Iech proposéieren: Frot emol déi Dausenden an Dausende Familljen, wat se vun deenen Aussoen halen, déi Dausenden an Dausende Familljen, déi all Dag an all Mount elo vun dëse Mesurë profitéieren. Well dat si Sachleeschtungen, mat deenen d'Familljen direkt entlaascht ginn.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Gilles Baum (DP) | Vun der CSV gëtt heiansdo och esou gemaach – an do gëtt dann e bëssen deen ee géint deen aneren ausgespillt –, wéi wann d'Sozialpolitik derfir responsabel wär, dass keng Erliichterunge géife kommen.

Ma ech ziele se nach eng Kéier op, déi Erliichterungen, déi agefouert gi sinn.

De gratis ëffentlechen Transport entlaascht d'Leit dobaussen ëm 40 Milliounen d'Joer. D'Schoulkantin, déi elo am Fondamental gratis ass, entlaascht d'Familljen dobaussen ëm 11 Milliounen d'Joer. D'Maison relais, déi gratis ass, entlaascht d'Familljen dobaussen ëm 18 Milliounen d'Joer. D'Musekksschoul, déi gratis ass, entlaascht d'Leit dobaussen ëm 10 Milliounen d'Joer, grad esou wéi d'Summerschool.

Mir sinn also hei ... Ech hunn hei iergendeppes gekritzelt, wat ech selwer net méi ka liesen. Summa summarum ... Ech entschëllege mech dofir. Summa summarum ass dat, wat Dir ëmmer als „gratis" an als „Bling-Bling" bezeechent, Erliichterunge fir d'Leit dobaussen an Héicht vun 90 Milliounen Euro d'Joer!

Jo, ech hunn och Oppositioun gemaach, zwielef Joer am Gemengerot. Ech weess, wéi dat ass. Dat ass ganz anescht, et ass ganz anescht. Et ka mat Momenter flott sinn, ass awer och immens frustréierend. A Verschiddener heibannen, ech muss et einfach nach eng Kéier soen, Verschiddener hei blenden einfach d'Joren 2020, 2021 an 2022 aus an och déi 5,5 Milliarden, déi mer an de Grapp geholl hunn, fir de Leit an de Betriber zur Säit ze stoen, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et am dréngendste brauchen.

Net schlecht gestaunt hunn ech awer och – et ass nach kee Mount hier, dass ech moies mam Auto an d'Stad komm sinn, ech war um Kierchbierg –, wéi eng Deputéiert vun der CSV-Fraktioun an enger Radiosemissioun um 8.10 Auer op der Antenn behaapt huet, de Sputt fir eng Steierreform, deen hätte mer, well et an de Recetten nëmmen esou géif spruddelen. Wann ech dat do als Bierger dobaussen héieren, da soen ech: „Wow! Esou ass dat emol! Do ass emol een, dee kloer hei Tacheles riet!"

Zur Wourecht gehéiert awer net nëmmen d'Recettësäit, mee zur Wourecht gehéieren och d'Engagementer, déi d'Regierung am Kader vun den zwou Tripartitte geholl huet an déi nach net ganz ausbezuelt sinn. Verschidde Mesurë sinn um Wee, ausbezuelt ze ginn. Aner Mesurë wäerten am Budget 2023 hiren Nidderschlag nach eng Kéier fannen, awer net op der Recettësäit, leider, mee op der Depensësäit.

900 Millioune fir déi éischt Tripartite-Ronn; 1,1 Milliard fir déi zweet Tripartite-Ronn – dat si Käschte vunn iwwer 2 Milliarden. E gudden Deel vun deene Sue ginn also elo am Moment an och am nächste Joer nach Stéck fir Stéck un d'Betriber ausbezuelt. Dozou zielt de Crédit d'impôt énergie, deen all Mount mat 55 Milliounen zu Buch schléit, an awer och d'Präisbrems bei der Energie.

Jiddereen, deen am Oktober seng Gasrechnung kritt huet, gesäit, wéi vill de Staat him bäigeluecht huet, all eenzelne Stot. Aner Mesurë lafen, wéi gesot, eréischt un.

Alles dat sinn natierlech Depensen, déi net alleguerten de Staatsbudget direkt belaaschten, mee Stéck fir Stéck an der Évolution budgétaire opdauche wäerten. An dat wäerte mer jo dann d'nächst Joer gesinn, wa mer all dräi Méint an der Finanzkommissioun an an der Comexbu de Point maachen. Fir haut eng Bestandopnam ze kucken an ze soen: „Et spruddelt!", dat ass awer wierklech, wierklech mat Scheiklappe gekuckt! Et ass farlässeg, well et eeben einfach net dee ganzen Tableau analyséiert.

Jo, et ass eng Momentopnam, well mir liewen nun emol den Ament an onsécheren Zäiten a kee weess, ob mer am Joer 2023 nach eng Tripartite musse maachen. Mee eppes ass sécher: Wann eng kënnt, déi Ronn gëtt et och net zum Nulltariff!

Zu enger responsabeler Finanzpolitik zielt et also och, virsiichteg ze sinn, ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | ... d'Risiken anzeschätzen an deemno och ze agéieren. Wien an dësen onsécheren Zäiten, an deene mer liewen an déi eis nach bevirstinn, einfach esou Sue verdeelt, mécht eng liichtfankeg Politik, déi d'Soutenabilitéit vun eiser finanzieller Situatioun op d'Spill setzt an d'Zukunft vun den zukünftege Generatiounen hypothekéiert.

Jo, mir ... d'Demokratesch Partei steet fir eng nohalteg an eng responsabel Finanzpolitik.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Well och déi nächst Regierung, an egal wéi se ausgesäit, och déi nächst Regierung soll eng propper Finanzsituatioun virfanne kënnen!

Wa sech an de kommende Méint Sputt opdeet, an d'Madamm Finanzminister huet et gesot – a mat Sputt mengen ech net 10 Milliounen oder 50 Milliounen –, da si mir bereet als Koalitioun, sozial cibléiert Steiererliichterunge virzehuelen. Dat ass e ganz kloert Bekenntnis, dat de Moien hei gemaach ginn ass, an ech ka soen, dass dat och e ganz kloert Bekenntnis vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ass.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An da genau de Géigendeel ze maachen, mat der Schëpp d'Suen erauszegeheien, oder, wéi den Här Halsdorf eng Kéier gesot huet, ech hunn dat ganz sympathesch fonnt, „et ass net méi d'Strenz, mee et ass de Pompjeesschlauch", esou eng Politik, fir mam Pompjeesschlauch iwwert d'Land ze fueren – och mir wëssen, wat d'nächst Joer usteet –, dat wär, wéi d'Madamm Finanzminister gesot huet, finanzpoliteschen Harakiri an dat kënnt mat enger DP net an d'Tut!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Zu wat Schëss aus der Hëft féieren, wann ee bis um Rudder ass, dat huet ee kierzlech ganz gutt a Groussbritannie gesinn: D'Regierung vun der Expremierministesch Liz Truss hat eng grouss Steierreform mat massive Steiererliichterungen annoncéiert; 44 Deeg drop war se net méi Premierminister. Et huet net laang gedauert, bis d'Ratingsagencen d'Perspektiv vu Groussbritannie vu „stabel" op „negativ" erofgesat hunn, well déi Reform einfach net ze finanzéiere war. D'Zënstauxe fir brittesch Obligatioune sinn zu deem Zäitpunkt explodéiert. D'Vertrauen an d'Land gouf ganz séier verspillt an dat huet derzou gefouert, wéi gesot, dass d'Madamm Truss no nëmme 44 Deeg schonn erëm huet missen demissionéieren.

Och Frankräich huet viru Kuerzem seng Kredittwierdegkeet no ënne revidéiert kritt.

Mäi Virriedner huet a sengem Exposé gesot, dass déi drëtt Indextranche net budgetiséiert wär, déi awer eventuell am véierten Trimester kéint erfalen. Ech wëll heizou e puer Saache soen. Wéi Der Iech bestëmmt kënnt drun erënneren, waren d'Previsiounen, op deenen dëse Budgetsprojet fousst, liicht anerer wéi haut. Dat huet näischt mat der Qualitéit vun de Previsiounen ze dinn, mee mam Fait, dass d'Situatioun esou onsécher an esou volatill ass.

Een, dee sech e bësse mat de Finanze vum Staat befaasst, dee sech domadder auskennt, dee weess, dass de Staat keng Provisioune maache kann, well de Staat keng Entreprise ass.

Mir kënnen net op Basis vun anere Previsioune wéi deene vum Budget Saache virgesinn. Dass eng drëtt Tranche am Joer 2023 erfält, ass eng Eventualitéit, déi mat méi oder manner grousser Probabilitéit antreffe kann. Et ass awer de Moment net ze budgetiséieren, notamment well een och net weess, wéi laang esou eng misst ausbezuelt ginn. Wär dat vläicht fir ee Mount, zwee Méint, vläicht eventuell iwwerhaapt net? Dat alles ass an dësem Moment nach ongewëss, an dofir steet déi och net am Staatsbudget.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et leie grouss Erausfuerderunge virun eis alleguer, heiheem, an Europa an dobaussen an der Welt. Mam Budget 2023 setze mir alles drun, fir d'Leit, déi hei am Land wunnen, déi hei am Land schaffen, gutt duerch d'Kris ze brëngen, Aarbechtsplazen ze sécheren a besonnesch deene Schwächsten an eiser Gesellschaft massiv ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir sinn eis der Verantwortung bewosst a mir loossen och keen am Stach.

Mam Budget 2023 ënnersträicht dës Majoritéit op en Neits hir Bestriewungen, fir Lëtzebuerg nach méi gerecht ze maachen. De Budget 2023 gesäit historesch Investitiounen, historesch Montante vir, mat deene mir gestäerkt wäerten aus der Kris erauskommen. Mam Budget 2023 leeë mer en décken Zant zou, wat déi energeetesch Transitioun ugeet, fir manner

ofhängeg vu Krichsdreiwer ze ginn. A mam Budget 2023 stäerke mer weider dat soziaalt Netz.

Mam Budget 2023 gëtt weider déi Politik ëmgesat, déi d'Regierung an de leschte Joren op d'Schinne bruecht huet. Duerfir wäert meng Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, dëse Budget natierlech matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Dat ass awer kuerz!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Baum. An den nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten, de Fraktiounschef vun der LSAP.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, loosst mech ufänken, andeems ech dem Rapporter felicitéiere fir säi Rapport. En huet gëschter gesot, dass e ganz vill Entrevuen hat. Ech mengen, en huet gesot, en hätt 40 Entrevuë gehat. En huet och ëmmer derfir gesuergt, dass Fotoe gemaach goufen, dass e klenge Filmche gedréint gouf. En hat dunn de Verglach gemaach, en hat gesot, e Budgetsrapport ze preparéieren, dat wär e bëssen, wéi op eng Rees ze goen. An ech wollt em dann och Merci soen, dass en eis, doduerch dass en dat ëmmer dokumentéiert huet, stéckelchersweis mat op déi Rees matgeholl huet.

Här President, mir liewen an Zäiten, wou een d'Gefill net lassgëtt, datt eis alljoers eng nei historesch Kris entgéintkuckt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'Konscht besteet awer doranner, sech net ënnerkréien ze loossen a gestäerkt no vir ze goen, e bëssen esou, wéi de brittesche Staatsmann Winston Churchill eng Kéier gesot huet: „Never let a good crisis go to waste." Mouvementéiert Zäiten hunn natierlech och hiren Impakt op de Staatsbudget. Dat ka jo och net anescht sinn.

Am Zentralstaat wäerte mir d'nächst Joer en Defizit vun 2,8 Milliarde maachen. Dat ass, wann een an eis Geschicht zréckbliedere geet, deen zweethéchsten Defizit, dee mir bis elo am Zentralstaat jeemools verbucht hunn. Do kann et engem op den éischte Bléck dronke ginn, mee esou plakeg Zuele verdéngen et schonn, an hire Kontext gesat ze ginn.

Mir bleiwen an der Schinn vun deem, wat d'Regierung zanter 2013 mécht: en interventionistesche Staat, dee vill investéiert, fir datt mir gutt Infrastrukturen op alle Pläng kréien an esou eng héichwäerteg Liewensqualitéit erhalen. Dës Regierung setzt net de Routstëft un.

Déi direkt an indirekt Investissementer vum Zentralstaat maache fir d'nächst Joer e Sprong no vir vun 20 % a wäerte sech op iwwer 3,8 Milliarden Euro belafen. De Fonds du rail kritt d'nächst Joer eng budgetär Dotatioun vun net manner wéi 230 Millioune fir Investissementer an d'Schinn. D'CFL kritt méi wéi 42 Milliounen Euro fir prospektiv Etüden. Den Observatoire digital de la mobilité wäert eis hëllefen, d'Mobilitéitsverhale vun de Leit besser ze verstoen an esou d'ëffentlech Infrastrukture besser op déi reell Besoine vun de Bierger ofzestëmmen. Fir d'Mise en place vun deem Observatoire sinn 1 Millioun Euro virgesinn.

Mee och an eis Schoulinfrastrukturen investéiere mer konsequent weider. Eleng fir de Bau oder d'Renovatioun vu Lycéeën an der Realisatiounsphas wäerte mir iwwert den zoustännege Fong d'nächst Joer ronn 60 Milliounen Euro virgesinn. Fir de wichtege Lycée technique pour professions de santé zu Stroossen ass d'nächst Joer beispillsweis eng Enveloppe vu 25 Milliounen Euro virgesinn.

Eis Infrastrukture sollen natierlech fir jidderee geduecht sinn. An duerfir musse se och fir jiddereen accessibel bleiwen. Mat ronn 6 Milliounen Euro subventionéiere mir Projeten, déi ëffentlech zougänglech Gebaier, Plazen a Stroossen um nationalen a kommunale Plang fir Leit mat engem Handicap zougänglech maachen.

D'Educatioun ass per se en Investissement an eis wichtegst Ressource hei am Land: eis Jugend. De Budget fir d'Educatioun, Kanner a Jugend geet considerabel erop. Dat ass zu engem groussen Deel op d'Aféiere vun der gratis Kannerbetreiung, dem gratis Mëttegiesse fir Kanner tëscht véier an zwielef Joer an dem gratis Enseignement musical vun der Rentrée 2022/2023 un zréckzeféieren.

Fir den Enseignement musical si 35 Milliounen Euro méi virgesinn, wéi dat fir dëst Joer de Fall war. Fir d'Kannerbetreiung sinn 11 Millioune méi am Budget virgesinn, zousätzlech geet d'Participatioun vum Staat un de Käschte vun de Gemenge fir de Fonctionnement vun den SEAen och ëm ronn 6,5 Milliounen Euro an d'Luucht. D'Kannerbetreiung an d'Iesse sinn zentral Komponente vun enger Ganzdagsbetreiung an allgemeng vun der nonformaler Bildung, déi e Pilier vun eisem Educatiounssystem ass.

Fir eis als LSAP ass e staarke Staat eng Viraussetzung fir Chancëgerechtegkeet an der Educatioun. De Staat huet d'Responsabilitéit, derfir ze suergen, datt all Kand Accès zu dëse Servicer huet an datt d'Qualitéit vun dëse Servicer och garantéiert gëtt.

Dofir begréisse mir, datt am Budget vum Educatiounsministère virgesinn ass, dass d'Offer vun der Formation continue an der Formation d'accompagnement professionnelle net nëmme gratis gëtt, mee och, dass d'Formatiounen um Niveau vun der Quantitéit wéi vun der Qualitéit verbessert ginn. Dës Formatioune riichte sech konkreet un d'Personal vun den SEAen, de Minicrèchen an de Services pour jeunes an hunn also en Impakt op den Encadrement vun eise Kanner.

Mir ginn natierlech mat dësem Budget méi wäit, wéi mir eigentlech an normalen Zäite géife goen. Stéchwuert: antizyklesch Finanzpolitik. Dee projezéierten Defizit ass jo an éischter Linn eng Konsequenz vun engem gehäerzte Stimulus, deen d'ëffentlech Hand de Stéit an de Betriber zoukomme léisst.

D'Energiepräisser, déi iwwert déi lescht Méint duerch de Plaffong gaange sinn, hunn eis och net wierklech en anere Choix gelooss. Mat de Mesurë vum Energiedësch vum Februar, vum éischten Tripartite-Accord vum Mäerz an deem zweeten Tripartite-Accord vum September hu mir Hëllefen an enger Héicht vun 2,5 Milliarden Euro op de Wee bruecht.

Dorënner fält beispillsweis d'Deckelung vum Gaspräis fir d'Stéit. Dës Mesure léisst sech d'ëffentlech Hand eng 470 Milliounen Euro kaschten. D'Stabiliséiere vum Stroumpräis kascht de Staat weider 110 Milliounen Euro. D'Hëllef bei der Reduktioun vum Masuttpräis kascht 35 Milliounen Euro. Eng nei Hëllef fir Betriber am Energieberäich wäert eis 150 Milliounen Euro kaschten.

Elo gëtt et Leit, déi der Regierung virwerfen, d'ëffentlech Finanzen net seriö genuch am Grëff ze hunn. Ech hu vun hinnen awer net vill héieren, wéi si da géifen de Stéit an de Betriber hei am Land ënnert d'Äerm gräifen, fir datt se iwwert de Wanter kommen.

Vläicht sinn dann och deem engen oder aneren déi lescht Zuele vum Statec zur Präisdeierecht an d'A gesprongen. D'Masuttrechnunge sinn op ee Mount ëm 16 % zréckgaangen. Mam Gesetz iwwert d'Gratuitéit vun der nonformeller Bildung sinn d'Käschte par Rapport zur Kannerbetreiung op ee Mount ëm 5 % gefall. D'Gratuitéit vun de Moolzechte mëttes an de Strukturen huet den Indice vun de Kantinnen am Wuerekuerf ëm méi wéi 12 % erofgedréckt. All dës Mesuren, déi d'Regierung ergraff huet, droen also noweislech derzou bäi, d'Präisdeierecht besser an de Grëff ze kréien an d'Kafkraaft ze erhalen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi Hëllefen, déi duerch den Energiedësch an duerch béid Tripartite-Accorden zustane komm sinn, wäerten de Berechnunge vum Statec no dat reellt Akommes vun de Stéit an doduerch och d'Bannennofro ëm 1,5 % revaloriséieren. Dat ass de Wee, wéi mir wëllen duerch d'Kris kommen: d'Kafkraaft erhalen a Vertraue schafen!

„Vertrauen" ass och e gutt Stéchwuert. D'Lëtzebuerger Zentralbank moosst all Mount d'Vertraue vun de Lëtzebuerger Konsumenten. Am November ass d'Vertrauen eng zweete Kéier hannereneen erëm geklommen. De projezéierten Defizit am Zentralstaat ass deemno e politesche Choix, zu deem mir als LSAP och stinn, well all déi finanzéiert Mesuren hir Friichten droen. Mir loosse kee mat kale Féiss lénks leien. Am Contraire, mir maachen d'Energie bezuelbar. Mir schafe Previsibilitéit a mir droen esou derzou bäi, dass d'Leit an d'Entreprisen erëm méi zouversiichtlech no vir kucke kënnen.

Dass dës Previsibilitéit an dës Zouversiicht och e Präis fir de Staatsbudget hunn, ass an eisen Ae keen Argument, fir net ze hëllefen. Nach ass et ëmmer esou, dass bei de Budgetsprevisiounen traditionell d'Zopp net esou waarm giess gëtt, wéi se gekacht gëtt. Wann een d'Joer 2020 emol op der Säit léisst, well et keen normaalt Joer war, an d'Moyenne rechent vun der Differenz, déi mir tëscht Projektioun a Kont all Joer hunn, dann ass déi Differenz tëscht 2016 an 2021 en moyenne bei bal 1 Milliard Euro, déi mir herno effektiv méi hunn, wéi mir an der Projektioun virdrun nach geduecht haten. 1 Milliard!

Schwaarzmolerei vun eise Staatsfinanzen ass also net dat, wat mir elo brauchen. Och wa mir iwwert d'Staatsschold schwätzen. Jo, dës geet dat anert Joer nees erop vun 19,2 op 21,8 Milliarden. Mir kommen esou där artificieller Grenz vun 30 % vun eisem PIB ëmmer méi no. Dat ass awer näischt, wat d'LSAP beonrouegt.

Une voix | A sou.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Fir datt mer eis gutt verstinn: Och d'LSAP ass der Meenung, datt mer solle probéieren, ënnert där Grenz vun 30 % ze bleiwen, wat jo nach ëmmer trajectoire am pluriannuelle Budget bleift. Mir sinn awer och der Meenung, dass dës kënschtlech Grenz, déi mer eis selwer operluecht hunn – a kee vu baussen huet dat gemaach –, dass dës Limitt net duerf en oniwwerwannbaart Hindernis sinn, falls weider Interventioune vum Staat gefuerdert géife ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Stellt Iech emol fir, et kéim eng weider Pandemie op eis duer, e Covid-25 zum Beispill, oder d'Energiekris géif komplett aus dem Rudder lafen! Wien heibanne géif dann zécken, fir déi néideg Moyenen an de Grapp ze huelen, fir d'Konsequenzen dovunner ofzefiederen? Ech sinn iwwerzeegt: keen!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat mécht jo och keen anert Land. Däitschland huet eng Staatsschold vu 70 %, Holland bal 50 %, Kanada 113 %, an alleguerte behale se hire faméisen Triple-A. Et ass dowéinst net ubruecht, déi 30 % Staatsschold wéi eng Mauer aus Beton armé ze gesinn, iwwert déi mer net emol kéinten driwwer ewech kucken. Erënnere mer och

heidrun, datt déi eenzeg Limitt, déi mer offiziell hunn, d'Maastricht-Krittäre sinn, an déi gesinn e Maximum vu 60 % vir, also dat Duebelt!

Nieft där ambitéiser Investissementspolitik, déi mëttlerweil eng Kontinuitéit an der Budgetspolitik vun dëser Regierung huet, an nieft de sëllege Mesuren am Kontext vun der Energiekris kéint bal ënnergoen, datt mir mat dësem Budget och eng Partie steierlech Akzenter setzen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Fir d'LSAP ass et besonnesch wichteg gewiescht, datt mir de Familles monoparentales ënnert d'Äerm gräifen. Et muss een éierlech zouginn, dass et héich Zäit ginn ass. Mee dofir hu mir hei eng konsequent Revalorisatioun vum maximale Steierkreditt ëm zwee Drëttel, also vun 1.500 op 2.500 Euro, erreecht. Doriwwer eraus komme bedeitend méi Leit an de Genoss vun dësem Steierkreditt: Dat versteierbaart Akommes, bis zu deem een als Alengerzéier de maximale Montant kritt, geet nämlech vu 35.000 op 60.000 Euro erop. Béid Modifikatioune wäerten dozou féieren, dass et de Familles monoparentales an Zukunft e gutt Stéck besser geet. Dat ass och net vu Muttwëll, droe si dach dacks dee gréisste Risiko, an d'Aarmut ofzerutschen.

Mir sinn als LSAP och frou, dass den Amortissement accéléré op zwee Immeublë limitéiert gëtt, nodeems de Prozentsaz schonn am Budget 2021 erofgesat gouf. Dëst ass virun allem eng gutt Mesure, well mir wëllen den Accès vun de jonke Primo-acquereuren zu engem Logement net zousätzlech erschwéieren, andeems mir den Investisseuren um Wunnengsmaart steierlech Virdeeler verschafen, déi de Primo-acquereur eigentlech net huet.

Mir sinn och frou, dass mir de reduzéierten TVA-Saz bei verschiddene Reparaturen a bei der Vente respektiv der Locatioun vu Vëloen afëieren. Dat ass am Sënn vun der Économie circulaire respektiv vun der duusser Mobilitéit. De superreduzéierten TVA-Saz gëllt da vum nächste Joer un och fir d'Fotovoltaikanlagen. Effektiv déngt dës Mesure der ekologescher Transitioun vun eiser Gesellschaft hin zu enger Liewensweis, déi laangfristeg CO_2-neutral soll sinn.

Mir gesinn als LSAP, wat eis Staatsrecetten ubelaangt, zanter dräi Joer virun allem eng staark Tendenz, dass d'Personnes physiques ëmmer méi e groussen Undeel musse bäidroen zum generelle Steierakommes. Op der Säit vun den direkte Steiere geet d'Lounsteier eleng vum previsionelle Kont 2022 op de Budget 2023 ëm 16 % an d'Luucht. An absolutten Zuelen ass et eng Progressioun vun 830 Milliounen Euro. Souguer wann een den Effet vum Crédit d'impôt énergie berengegt, bleift nach eng Progressioun vun 12 % op ee Joer. Vergläicht ee fir déi nämmlecht Steier d'Recetten tëschent 2021 an 2023, da kënnt een op eng Variatioun vu 27 % respektiv 1,3 Milliarden Euro méi fir de kommende Budgetsexercice par rapport zum Kont 2021.

Mir wëssen natierlech, wouduerch dass dës Situatioun kënnt. Mir hunn engersäits nach ëmmer eng gesond Situatioun um Aarbechtsmaart, an doriwwer sollte mer eis och alleguerte freeën. Mir hu warscheinlech och op d'mannst zwou Indextranchen, déi de Kafkraaftverloscht duerch d'Präisdeierecht offiederen an déi eeben och méi Lounsteier an d'Staatskeess spullen.

Mir gesinn eis als LSAP duerch dës Zuelen aus dem Budgetsdokument an eiser Positioun bestätegt, dass ee cibléiert Mesuren um Niveau vun der Besteierung vun de Personnes physiques ënnerhuele muss.

Mir hunn als LSAP am Juli en neie Barème proposéiert, deen engersäits ënnen d'Salariéen däitlech entlaascht an anerersäits vun engem Bruttoakommes vun 12.000 Euro de Mount un e räsonabelen zousätzlechen Effort freet. Mat där Propositioun krite bal 90 % vun de Salariéen eng deels zolidd Steierreduktioun an déi sougenannte „kal Progressioun" géif verschwannen.

Mir sinn der Meenung, dass een op Basis vun dëser Propositioun eigentlech sollt weiderschaffen an och doriwwer sollt diskutéieren.

Kuerzfristeg fir d'nächst Joer wier eng Adaptatioun vum Steierkreditt och eng Méiglechkeet, fir cibléiert Entlaaschtungen en faveur vun de Salariéen ze maachen. Mir sinn als LSAP frou ze héieren, dass och de Rapporter gradewéi d'Finanzministesch de Mueren an den Här Baum vun der DP eis Positioun deelen a steierlech Entlaaschtungen, falls de Kader stëmmt, wëllen an d'A faassen.

An effektiv wäerte mir en An op d'Evolutioun vun de Staatsfinanzen halen, well, wann och déi ganz grouss Steierreform den Ament net ka beieneekommen, op d'mannst eng Entlaaschtung vun den Niddregverdénger an der breeder Mëttelschicht erreecht muss ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Méi wéi eng Kéier ass Lëtzebuerg aus Krise gestäerkt erausgaangen. An ech bleiwen duerfir och zouversiichtlech, dass eis dat och an dëser Kris gelénge wäert.

Och wann eisen Acquis de croissance fir dëst Joer bei 1,6 % läit an d'Konjunktur fir d'nächst Joer viraussiichtlech méi lues virundréine wäert, sou duerf een awer och net vergiessen, dass eis wirtschaftlech Aktivitéit am éischte Semester 2022 ëmmerhin erëm 5 % iwwert dem Niveau vu virun der Pandemie louch. Net vill Länner an der EU kënnen op esou engem zolitte Fundament opbauen.

Mir sinn eng oppen Ekonomie, déi natierlech d'Repercussioune spiert, wann et ronderëm eis méi lues geet. An nach, wann een d'Konjunktur fir d'nächst Joer vergläicht mat deem, wat d'Europäesch Kommissioun fir d'Eurozon respektiv d'EU virgesäit, da kënne mer eis nawell net vill bekloen.

Jee no Projektioun wäert sech d'Croissance zu Lëtzebuerg tëscht 1 % an 1,5 % fir d'nächst Joer beweegen. Dat ass, ginn ech zou, net spektakulär, mee et ass op d'mannst véiermol esou vill wéi déi 0,3 % Croissance, déi fir d'Eurozon a fir d'EU insgesamt virausgesot ginn.

Jo, eis Ekonomie steet virun Onsécherheeten an Erausfuerderungen. Nee, eis Ekonomie geet nach esou bal net an d'Knéien. Eis Ekonomie setzt sech natierlech aus ënnerschiddleche Secteuren zesummen, déi ganz ënnerschiddlechen Erausfuerderunge géigeniwwerstinn.

De Secteur vun der Konstruktioun huet am zweeten Trimester dëst Joer am meeschte misse Plomme loossen. Nodeems d'lescht Joer d'Konstruktioun Problemer op der Säit vun der Offer erlieft huet, well d'Material net erbäikomm ass, ginn d'Problemer dëst Joer op der Säit vun der Demande weider, well d'Leit sech kee Logement méi leeschte kënnen.

An dat hu jo och schonn eng Partie Virriedner gesot: De Logement ass eng vun de gréisste Suergen hei am Land. Dofir hätte mer eigentlech och kee Politmonitor gebraucht, dat ass nämlech keng Iwwerraschung. D'Präisser vum Logement sinn an de leschte Joren a Joerzéngten esou enorm an d'Luucht gaang, dass e Jonken haut kaum nach eng Chance huet, eng Kéier an den eegene véier Wänn ze liewen, et sief dann, e géif eppes ierwen oder en hätt op d'mannst Elteren, déi eng gutt Schëpp mat bäileeën.

Fir Leit, déi loune mussen, gesäit et och net vill besser aus. De Loyer frësst net seelen en Drëttel oder méi vum Akommes op. Fir e Land wéi Lëtzebuerg, wou mer iwwer héich Sozialleeschtunge probéieren, den Aarmutsrisiko erofzedrécken, ass dat e ganz grousse Problem. All zousätzlech Hëllefen, déi de Staat fir déi méi Schwaach an der Gesellschaft ausgëtt, gi vun de klammende Logementspräisser erëm direkt opgefriss.

Nieft de sëllege Wunnengsbäihëllefe konzentréiert sech deemno e wichtegen Deel vun der Logementspolitik op d'Schafe vun abordabelem Wunnraum, wat mir als LSAP ausdrécklech begréissen.

Mam Pacte Logement 2.0 hunn d'ëffentlech Bauträger méi Sécherheet a Previsibilitéit, wat d'Acquisitioun vun neien Terrainen ubelaangt. Dat ass fundamental wichteg, well ouni nei Terraine kënnen d'ëffentlech Bauträger och keng nei Projeten ugoen. Zejoert goufe beispillsweis vun der SNHBM 300 Wunnenge fäerdeggestallt. Dat ass esou vill wéi nach ni virdrun. An awer wësse mer alleguerten, dass dat nach laang net genuch ass.

Allerdéngs muss ee soen, dass den Trend am Logement, dee mir iwwer laang Jore kannt hunn, schéngt gebrach ze sinn. D'Präisser ginn net méi esou staark an d'Luucht an de Statec schléisst esouguer eng Baisse bei den Immobiliepräisser net méi aus. A sech wier dat jo eng gutt Nouvelle. Allerdéngs läit dat dorun, dass d'Leit sech déi Wunnengspräisser einfach net méi leeschte kënnen. Se kréie kee Prêt méi bei der Bank, deen héich genuch ass, zemools och nach d'Materialpräisser am Bau eropginn, soudass beim Kaf „en l'état futur d'achèvement" net garantéiert ass, wéi deier de Bau am Endeffekt gëtt.

Opgrond vun der Onsécherheet hält de Bausecteur sech zréck. Et gëtt net méi vill gebaut. D'Offer, déi de Staat a sech wëll undreiwen, riskéiert, an een oder zwee Joer anzebriechen, wann all déi Projeten, déi elo ënnerwee sinn, ofgeschloss sinn.

A wann d'Offer sollt effektiv erofgoen, da wäert mëttelfristeg nach méi Drock am Kessel sinn. Dat musse mer verhënneren. An duerfir solle mer nei Weeër sichen, fir d'Privatinitiativ an de Bau vun erschwénglechem Wunnraum anzebannen. Et geet net méi anescht. Aleng packt de Staat déi riseg Erausfuerderung net.

De Budget gesäit substanziell Montanten am Beräich vum Logement vir, souwuel fir individuell Hëllefen, Ënnerstëtzung vun de Gemengen oder Projete vum Fonds du logement oder nach der SNHBM. Et sinn och Gesetzesprojeten ënnerwee, déi eng Rei vun Hëllefe solle verbessere respektiv d'Loyere besser reegelen. Allerdéngs musse mir an deem neie Kontext iwwerpréiwen, ob déi geplangte Modifikatiounen duerginn, fir dass déi Ziler, déi d'Regierung sech gesat huet, och kënnen erreecht ginn.

Aus de Krisen eraus no vir ze kucken, heescht och nei Léisungen ze woen. Et muss ee vläicht doriwwer nodenken, ob de Staat selwer an engem Moment, wou d'Präisser stagnéieren oder vläicht erofginn, net verstäerkt Terraine keeft a méi Wunnraum schaaft respektiv schafe léisst. Et kéint een esou d'Offer vergréisseren an zu enger Stabiliséierung bäidroen. Dat wier och am Sënn vum Erhale vun Aarbechtsplazen am Constuctiounssecteur. Et wier awer och am Sënn vum Standuert Lëtzebuerg, well wa mir muer weiderhi wëlle qualifizéiert Leit unzéien, da musse mir schonn haut déi néideg Wunnenge fir si bauen. Donieft mussen déi Hëllefen, déi de Staat de Leit ubitt, reegelméisseg evaluéiert ginn.

Wann am Budget relativ generéis Montante fir dës Hëllefe virgesi ginn, bedeit dat awer net automatesch, dass se vun deene Leit genotzt kënne ginn, déi am Fong viséiert goufen. Mir hu méi dacks d'Erfarung gemaach, dass grad déi, déi et am néidegsten hätten, entweeder net wëssen, dass et déi Hëllefe gëtt, oder d'Krittären net erfëllen.

Et goufen natierlech schonn Adaptatiounen an deem Sënn gemaach, mee hei gëtt eigentlech e permanente Monitoring gebraucht.

Zesumme mam Kolleeg Mars Di Bartolomeo hu mir eng séllege Question-parlementairen un d'Regierung gestallt fir erauszefannen, wéi eng Hëllefen, Subsiden, Allocatiounen et an deene verschiddenste Beräicher gëtt, och nieft dem Logement, wéi vill Leit derfir a Fro kommen a wéi vill Leit se effektiv ufroe respektiv wéi vill Leit se am Endeffekt kréien.

De Rapporter huet gëschter d'Propos gemaach, hei eng Onlineplattform anzeriichten, wou ee kann erausfannen, ob een déi eng oder aner Hëllef ka kréien. Ech fannen dat eng gutt Iddi, där mer och sollten nogoen. Mir sollten eis awer net ze vill dorop verloossen, well ech fäerten e bëssen, dass déi Leit, déi mer hei viséieren, och net onbedéngt de Reflex wäerten hunn, op esou eng Onlineplattform zréckzegräifen an dat do ze iwwerpréiwen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ganz richteg!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Villméi sollte mer eis staatlech Hëllefe vereinfachen an harmoniséieren, vläicht zum Deel souguer automatiséieren. Et ass also derwäert, sech méi grondleeënd mat eisen ëffentlechen Hëllefe fir d'Bierger ausernanerzesetzen, besonnesch wa mer wëllen dem Aarmutsrisiko de Kampf ukënnegen. Fir zesummen hei no Léisungen ze sichen, schloe mir eng gréisser Debatt hei an der Chamber vir. Da kommt, mir mussen zouginn: Et déngt jo näischt, ëmmer nei Hëllefen ze schafen, wann déi concernéiert Leit se herno net an Usproch huelen oder net an Usproch kënnen huelen.

D'Constructioun am Besonneschen, mee och eis Lëtzebuerger Ekonomie am Generelle sti virun Erausfuerderungen. De Budget an der Ekonomie ass engersäits gezeechent vun enger ganzer Rei Régime-d'aidë fir d'Wirtschaftssecteure wéinst de Krisen, déi mir am Moment duerchlafen. Anerersäits gi finanziell Mëttele geschaf, fir d'Ekonomie fir d'Zukunft méi resilient ze maachen. Och an dësem Politikberäich ginn also vun der Regierung konsequent Efforte gemaach, fir gestäerkt aus de Krisen erauszekommen an no vir ze kucken.

D'Régimes d'aide si virun allem fir d'Recherche an d'Entwécklung virgesinn, déi vun eise klengen a mëttelgroussen Entreprisë geleescht ginn. Mee och déi rezent an aktuell Krisen hunn hir Spueren am Wirtschaftssecteur hannerlooss. An duerfir sinn d'Betriber hei weiderhin op eis Hëllef ugewisen. Esou ginn d'Entreprisen, déi nach ënnert de Suitte vu Covid-19 leiden, konsequent begleet an ënnerstëtzt.

Och am Kader vun der Energiekris gëtt et Subsiden. Fir d'Transitioun op erneierbar Energien ze vereinfachen, ass e Régime d'aide fir zum Beispill Opluedstatioune vun elektresche Gefierer virgesinn. E weidere Régime d'aide ass dee vum Ëmweltschutz. Hei kréien d'Betriber bei der Finanzéierung vun hiren Investitioune gehollef, wann et sech dobäi ëm Investitiounen an Ëmwelttechnologien oder an ëmweltfrëndlech Prozesser handelt. Sou gi beispillsweis Investitiounen an erneierbar Energien, Recyclinginfrastrukturen an Ëmweltstudien oder prinzipiell Investitiounen a Moossnamen, déi d'EU-Ëmweltnormen iwwertreffen, finanziell ënnerstëtzt.

Eppes ass kloer: Ouni Ëmwelt gëtt et keng Gesellschaft an ouni Gesellschaft gëtt et och keng Ekonomie. Grad déi aktuell Krisen hunn nees gewisen, dass eis Ekonomie just am gemeinsamen Espace vu Gesellschaft an Ëmwelt wuesse kann. Aus deem Grond huet de Wirtschaftsminister „Luxembourg Stratégie" lancéiert. An dës „Luxembourg Stratégie" huet d'Zil, déi gesellschaftlech a wirtschaftlech Megatendenzen anzefänken, fir dass eist Land beschtméiglech op zukünfteg Entwécklunge virbereet ass.

D'Zil ass, datt Lëtzebuerg sech en vue vum Klimawandel, de sozialen Ongerechtegkeeten a vun der Digitalisatioun resilient entwéckelt an déi richteg Entscheedungen trëfft.

Et ass dofir scho kloer, dass mir méi en nohaltege Wirtschaftsmodell brauchen. Déi lineär a verschwenderesch Wirtschaft muss zu enger méi ressourcëschounender Kreeslafwirtschaft ginn. Et ass wichteg, dass déi Ressourcen, déi do sinn, méi effizient genotzt kënne ginn. An deem Kader sollen an engem neie Gesetz déi nei industriell Zonen ënnert dem Aspekt vun der Économie circulaire an der optimaler Buedemnotzung ausgewise ginn. Sou kéinte beispillsweis Strukture wéi Restauratioun a Crèchen an Zukunft och an d'Zones d'activité integréiert ginn.

D'Digitaliséierung ass souwuel eng Erausfuerderung wéi och eng Chance. Fir déi Chance och notzen ze kënnen, sinn am Budget 2023 weider Investitiounen a Startups, kleng a mëttelgrouss Betriber a Programmer wéi Startup Box, Fit 4 Start, Fit 4 Digital a Fit 4 Innovation virgesinn. Fir d'PMEe gëtt et de Pakt PRO Commerce, de Pakt PRO Artisanat. Weider Investitiounen an d'Promotioun vum Letzshop ginn de Betriber eng besser digital Presenz.

Souwuel EU-wäit wéi och zu Lëtzebuerg gëtt verstäerkt an de Space-Secteur investéiert. Jo, virun e puer Joer hu Verschiddener, och heibannen, gelaacht iwwert dem deemolege Wirtschaftsminister Étienne Schneider seng Initiativ, fir an de Space ze investéieren. Haut maachen eis vill aner Länner et no. A glécklecherweis hu mir entre-temps e gewëssenen Knowhow, eng Kompetenz, eng Erfarung gesammelt, an esou kënne mer e klenge Virsprong hale virun deene Länner.

Gutt, dass d'Regierung hei Courage gewisen huet, well haut laacht kee méi doriwwer. D'Lëtzebuerger Spaceagence LSA schafft am Moment un enger neier Strategie, déi hiren Aktiounsplang 2023-2026 definéiere wäert. D'Dotatioun en faveur vun der Spaceagence wäert d'nächst Joer dann ëm 10 % op 5,7 Milliounen Euro klammen. D'Verstäerkung vun ënner anerem Space Ressources dréit zur Maturitéit vum Secteur engersäits, awer och zum Nation Branding anerersäits bäi. An deem Kontext muss een och am Hannerkapp behalen, dass de Spacesecteur wichteg Technologien an Donnéeën entwéckelt, déi zum Beispill fir d'Agrikultur, dat autonoomt Fueren oder nach fir eis Gesondheet ëmmer méi wichteg ginn.

Eis Ekonomie entwéckelt sech also konsequent weider a Richtung vun innovativen Aktivitéite mat enger héijer Valeur ajoutée. Dës Aktivitéite brénge mir an Aklang mat der absolutter Noutwendegkeet, déi ekologesch Transitioun ze packen. Ëmwelt- a Wirtschaftspolitik mussen anenanergräifen.

De Budget am Environnement klëmmt am Ganzen duebel esou vill wéi d'Depensë vum Zentralstaat. Dat mécht däitlech, dass de Klimawandel och am Budget 2023 als politesch Prioritéit wouergeholl gëtt.

Wéi am Rapport ze liesen ass, gëtt et am Beräich vun der Ëmwelt véier budgetär Prioritéiten. Heizou zielen d'Action Climat, de Kampf géint Verloschter an der Biodiversitéit, nohalteg Gestioun vu Ressourcen an de Plan d'action „zéro pollution".

Et geet ëm d'Ëmsetze vum Klimagesetz a vun den Ziler, déi an de Beräicher vun der Industrie, der Konstruktioun, dem Transport, der Land- a Forstwirtschaft souwéi am Beräich vun der Offallgestioun gesat goufe. En neie PNEC, an deem och d'Propositioune vum Klima-Biergerrot afléisse sollen, an en drëtten Naturschutzplang sollen ausgeschafft ginn. Ervirzehiewe sinn och déi nei Klimabonus-Hëllefen, mat deenen d'Wunnenge méi energieeffizient solle gemaach ginn.

An deem Sënn ass et begréissenswäert, dass déi zoustänneg Verwaltunge substanziell méi Ressourcë kréie fir hiert Personal. Heimat sollen d'Leit déi Subsiden, déi se zegutt hunn, och méi séier kënne kréien. Et gouf an der Lescht genuch Beispiller, dass et vill ze laang gedauert huet, bis déi Demanden traitéiert goufen an d'Leit hir Sue kruten. An dat musse mer mat aller Kraaft ënnerbannen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'ekonomesch Auswierkunge vun der Pandemie hu verdäitlecht, wéi wichteg eng adequat Aarbechtsmaartpolitik ass. De Fonds pour l'emploi finanzéiert eng Panoplie vu Mesuren, déi d'Schafe vu qualitativ héichwäertegen Aarbechtsplazen ënnerstëtzen. Dat ass ganz am Sënn vun eiser Aarbechtsmaartpolitik, déi versicht, Aarbechtsplazen ofzesécheren an Demandeurs d'emploi an den Aarbechtsmarché ze integréieren.

Esou gëtt et zum Beispill Hëllefe fir Betriber, déi eeler Chômeuren astellen. Et gëtt Initiative wéi Reskilling an Upskilling an divers Formatiounen, fir Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, ze ënnerstëtzen.

Wann een d'Chômagezuele kuckt, da gesäit een, dass de Chômage esou niddreg ass wéi scho laang net méi. Et weist sech, dass déi sozial Mesuren, déi an der Pandemie vun der Regierung geholl goufen, fir Aarbechtsplazen ze erhalen, notamment de Chômage partiel, alleguerte gegraff hunn. Esou louch de Chômage am éischte Semester dëst Joer bei 4,7 %, wat fir d'Lescht am Joer 2008 de Fall war. Dat weist eis, datt eis Aarbechtsmaartpolitik aus de leschte Joren en Erfolleg ass.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De Previsioune vum Statec no ass et warscheinlech, dass d'nächst Joer de Chômage awer liicht klëmmt. Dëst ass duerch de Krich an der Ukrain, d'Energiekris, déi generell Präisdeierecht an d'Konsequenzen, déi sech aus all deem erginn, ze erklären.

Wärend dëst Joer den Aarbechtsmarché zu Lëtzebuerg ëm 3,4 % gewuess ass, gesäit de Statec fir d'nächst Joer nëmmen nach eng Hausse vun 2,3 % viraus. Dat ass eng Croissance, déi awer nach ëmmer méi héich ass, wéi mir et soss alt a Krisenzäite kannt hunn. Besonnesch am aktuellen ekonomesche Kontext ass et wichteg, dass sech de Staat och weiderhin déi néideg Moyene gëtt, fir kënnen eng proaktiv a sozial gerecht Aarbechtsmaartpolitik ze bedreiwen. An deem Sënn kënnt der ADEM eng ganz wichteg Tâche zou. D'Hallschent vun de Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, si Laangzäitchômeuren. Hir Unzuel geet zanter Ufank 2021 konstant no ënnen, wat e Liichtbléck ass. An d'ADEM bitt eng Rei vu Formatiounen un, fir déi concernéiert Leit nees fit fir den Aarbechtsmaart ze maachen. D'LSAP ënnerstëtzt dës Approche zu 100 %.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | E weidere Punkt, deen d'LSAP begréisst, sinn d'Modifikatiounen um Niveau vum Congé de paternité. De Staat wäert zukünfteg, wa bis den entspriechende Gesetzestext gestëmmt ass, de Finanzement vun aacht Deeg fir

gläichgeschlechtlech Koppelen an niewent de Salariéen och endlech fir Independanten iwwerhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat ass e wichtege Schratt a Richtung Gläichbehandlung. Den Aarbechtsministère gëtt sech dann och deen néidege Budget, fir kënnen all dës Mesuren ze finanzéieren.

D'LSAP begréisst och d'Efforten, déi am Beräich vun der Économie sociale et solidaire gemaach ginn. Am September gouf de Social Business Incubator ageweit. Dësen ënnerstëtzt a begleet zukünfteg sozial Entrepreneure bei der Schafung vun enger Société d'impact social (veuillez lire: Société d'impact sociétal). Et gëllt, de sozialen Entrepreneuriat ze förderen. Dowéinst huet den Aarbechtsministère och eng Strategie ausgeschafft, fir dëse wichtegen an noutwendege Secteur ze promouvéieren.

Last but not least gëllt et ervirzehiewen, datt de Staat sech finanziell un der Vergréisserung an un der Schafung vun Ateliere fir handicapéiert Salariéë bedeelegt.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Elo gëtt emol e Patt geholl.

(M. Yves Cruchten boit de l'eau.)

Une voix | Prost!

M. Yves Cruchten (LSAP) | En anere Beräich, wou mir aus Krisen eraus no vir kucken, dat ass d'Santé. D'ëffentlech Gesondheet huet jo eigentlech kee Präis. An dach sinn am Budget 2023 héich Montante fir eise Gesondheetssecteur virgesinn. An Zuelen ausgedréckt sinn dat ronn 342,8 Milliounen, déi 2023 bereetgestallt ginn. Dat ass eng Augmentatioun vu bal 8 % par rapport zu den Ausgaben, déi am Budget 2022 virgesi waren, an dat, obwuel an den Depensë vun 2022 méi héich Montante fir de Kampf géint d'Covid-19-Pandemie virgesi waren, wéi der elo nach fir 2023 noutwendeg wäerte sinn. Dat weist, datt hei staark investéiert gëtt.

D'Santé ass a bleift fir eis als LSAP eng Prioritéit. An dat maachen dës Zuelen hei och däitlech. Datt d'Zommen, déi an d'Gesondheet investéiert ginn, e gudden Invest duerstellen, huet eis déi lescht zwee Joer d'Pandemie gewisen. Am Oktober krute mer jo de Bilan vun der OECD iwwer eis Krisegestioun presentéiert. An dee Bilan, dat ass jo och hei an enger Debatt ënnerstrach ginn, ass positiv, jo, souguer ganz positiv ausgefall. De Rapport huet ënnerstrach, datt séier a gutt reagéiert ginn ass. Eng ganz Rei Mesuren, déi wärend der Kris agefouert gi sinn, wéi de Large-Scale-Testing, d'Centres de consultation Covid-19 oder nach d'Centres de soins avancés, si vun der OECD als Best Practice zréckbehale ginn.

Mee wann d'OECD eis eng gutt Zensur ginn huet, dann engersäits, well mer eis wärend der Kris déi néideg finanziell Moyenen derfir ginn hunn, an anerersäits, well mir schonns virdrun op e performante Gesondheetssystem konnten zréckgräifen. Dat duerf een alles net vergiessen.

Als Sozialiste sti mir voll a ganz zu dësem System, deen op Solidaritéit opgebaut ass.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech soen et hei och nach eng Kéier ganz kloer: Mat eis wäert et keng Zwouklassemedezinn ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Och wann Eenzelner elo mengen, nei Nische fir sech ze entdecken. Mir brauchen ee System, dee fir jiddereen do ass a jiddereen d'selwecht traitéiert, onofhängeg vun deem, wat e verdéngt. An d'Offer muss esou gestalt sinn, datt se de Besoinen entsprécht an net deem, wat grad am Rentabelsten ass.

Natierlech ass net alles perfekt. Ech denken ënner anerem un déi laang Waardezäiten, fir bei engem Spezialist e Rendez-vous ze kréien. Mee wéi gesot, alles an allem huet eis Krisebewältegung gewisen, datt mir eigentlech e performante System hunn. A fir datt e weider performant bleift a sech den Erausfuerderunge vu muer stelle kann, si weider Investissementer néideg. An duerfir begréissen ech ausdrécklech, dass dës Zommen an d'Santé fléissen.

Dat ass gutt investéiert Geld, fir dass mir elo aus de Krisen no vir kucke kënnen. An ee vun den Defien, dee mir ugoe mussen, ass deen allgemenge Mangel u Personal am Gesondheetsberäich. Net fir näischt war de Sujet elo dacks an de Medien en Theema, iwwregens net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee a ganz Europa.

An dofir sinn ech frou, datt en Duerchbroch an deem Zesummenhang konnt erreecht ginn. Ech schwätze vun de Garden an de Bereetschaftsdéngschter, déi d'Dokteren an de Spideeler assuréieren. Geld ass awer net deen eenzege Krittär fir d'Attraktivitéit vun engem Beruffsstand. An dach ass dat awer e staarkt Zeeche par rapport zu den Dokteren an hirem Asaz, an dat net just a Pandemiezäiten.

Mee fir den Doktermangel unzegoen, muss ee sech och mat hirer Ausbildung beschäftegen. Dofir ginn an dësem Budget och Efforte gemaach, fir déi Studente bei der Staang ze halen, déi enger Spezialisatioun als Generalist, an der Onkologie oder an der Neurologie noginn. Wéi Der wësst, gëtt eng Ausbildung an dësen dräi Spezialisatiounen zanter September 2021 op der Uni ugebueden, dëst fir Leit, déi e Master an der Medezinn hunn.

Mat dësem Budget ginn d'Indemnitéite fir déi, déi e Stage am Kader vun enger vun dësen Ausbildunge maachen, substanziell an d'Luucht. A mat „substanziell" mengen ech vu ronn 2,3 Milliounen am Compte provisoire 2021 op 6,4 Milliounen am Budget 2023. Dat ass eng konkreet Mesure fir ze hëllefen, géint de Phenomeen vum Ärztemangel, mat deem mir iwwregens net nëmmen zu Lëtzebuerg kämpfe mussen, virzegoen. Wéi gesot, mir mussen elo och hei aus de Krise léieren an no vir kucken.

Besonnesch frou sinn ech och, am Budget ze gesinn, datt verschidde Kreditter am Beräich vun der sozialer Hëllef, a méi spezifesch der Hëllef fir Leit, déi drogenofhängeg sinn, substanziell an d'Luucht ginn. Just fir ee Beispill ze nennen: De Kreditt fir d'Participation aux frais de fonctionnement de services œuvrant dans le domaine des toxicomanies geet vu 26 Milliounen op 34 Milliounen erop.

Am Budget pluriannuel gesäit ee souguer, datt dëse Montant bis 2026 op 51,5 Millioune klamme soll. Well anescht wéi anerer heibanne si mir als LSAP net der Meenung, datt et just duergeet, méi Polizisten oder Leit vu private Sécherheetsfirmen am Garer Quartier patrulléieren ze loossen, fir d'Drogeproblematik an de Grëff ze kréien.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir mussen de Problem un der Wuerzel upaken ...

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... an deene betraffene Leit Hëllef ubidden, well si sinn op Hëllef ugewisen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dofir hu mir eis als LSAP och esou staarkgemaach, fir datt am Kader vun den Diskussiounen ëm de sougenannte „Platzverweis light" net just repressiv Mesure geholl ginn, mee datt och an d'Preventioun investéiert gëtt. Anescht gi mir dëse Problem guer net Meeschter.

An eisen Asaz um Niveau vu Parlament a Regierung huet sech gelount. Sou sinn an noer Zukunft d'Schafe vun 30,5 Poste virgesinn, dëst am soziale Beräich am Kader vun deene Mesuren, déi sech spezifesch géint d'Drogeproblematik riichten. Do dernieft ginn nach weider 27 nei Poste fir Associatiounen am konventionéierte Secteur finanzéiert. Dat sinn zesumme 57,5 zousätzlech Posten, Vollzäitposten, fir Leit opzefänken, déi an enger Phas vun hirem Liewe sinn, wou se grad op eis Hëllef ugewise sinn. Dat ass de Wee, fir dee mir als LSAP stinn. Well dat ass en Investissement an d'Leit, deen eis och hëlleft, mat Zouversiicht no vir ze kucken.

Här President, déi successiv Krisen hunn eis nach eng Kéier virun Ae gefouert, wéi wichteg e staarke System vun der sozialer Ofsécherung ass. A mäi Kolleeg, den Dan Biancalana, war a sengem Budgetsrapport zejoert am Detail dorobber agaangen. Dass dee System et notamment an der Pandemie erlaabt huet, eng ganz Rei vu Mesuren ze huelen a virzefinanzéieren, fir d'Effete vun der Kris ofzefiederen, läit och un der Responsabilitéit, déi de Staat hei hëlt mat héije Participatiounen an Dotatiounen. Dat ass eng volontär Politik, déi fir eis als LSAP grondleeënd ass fir méi Solidaritéit an Zesummenhalt; Wäerter, op déi eis Gesellschaft opgebaut ass.

Net wierklech iwwerraschend an awer essentiel, an dofir och wichteg ervirzesträichen, ass d'Croissance vun der Enveloppe vun der Sécurité sociale. D'Depensë klammen do ëm 13 %, also méi séier wéi déi global Ausgaben um Niveau vum Zentralstaat. An am Budget si fir d'nächst Joer 4,7 Milliarden Euro virgesinn.

Eng staark sozial Ofsécherung ass beileiwen net selbstverständlech. Fir dës Systemer och fir d'Zukunft fit ze maachen, brauch et ëmmer nees Upassungen un nei Begeebenheeten, wéi d'demografesch Entwécklung.

Fir d'Assurance maladie-maternité heescht dat, dass mir eis bewosst sinn, dass déi finanziell Situatioun op mëttel a laang Siicht eng defizitär Tendenz weist. Dat läit zum Deel drun, dass och nieft den Dotatioune vum Staat fir déi exceptionnel Covidbegleetmesuren nach genuch zousätzlech Depensë bleiwen, déi d'Assurance maladie-maternité stemme muss. Och wann d'Reserve vun der Assurance maladie-maternité weider wäit iwwert deem Minimum vun 10 % vun den Dépense courantë bleiwen, musse mer Upassunge maachen, fir déi finanziell Nohaltegkeet ofzesécheren. Dofir soll en Aarbechtsgrupp Proposen ausschaffen, déi bei där nächster Quadripartite sollen diskutéiert ginn.

Fir eis als LSAP ass awer ganz kloer, dass mir op kee Fall kënnen d'accord si mat Leeschtungsverschlechterungen aleng fir d'Assuréen.

Här President, wat d'Pensiounen ugeet, weist de Bilan technique, dass mir aktuell eng confortabel finanziell Situatioun hu mat Reserve vu 4,8-mol eise Joresausgaben. Laangfristeg, an dat gëtt och ëmmer nees vun internationalen Organisatiounen ënnerstrach, kéinten awer Problemer op eis duerkommen, well ëmmer manner Affiliéierter d'Pensioune vun ëmmer méi Pensionäre finanzéiere mussen.

Déi aktuell confortabel Situatioun léisst eis Zäit a Raum, fir déi néideg Adaptatiounen a Rou auszeschaffen an ze diskutéieren. An absolutten Zuele wäerten d'Reserven eréischt no 2032 ufänken, lues a lues ofzehuelen,

mee duerno riskéiert d'Reserv, bis d'Joer 2047 ganz ofgedroen ze sinn. Et geet dorëms, d'Konsequenze vun der demografescher Entwécklung ze anticipéieren an opzefänken. Mir mussen de Pensiounssystem ofsécheren, soudass och déi zukünfteg Generatiounen hei vu gudde Leeschtunge profitéiere kënnen. Dëst ass en Element vu Generatiounegerechtegkeet, dat eis wichteg schéngt.

An deem Sënn krut de Wirtschafts- a Sozialrot den Optrag, sech mam Bilan technique an den aktuelle Berechnungen ze befaassen an da Proposen auszeschaffen. Mir sinn als LSAP der Meenung, dass de Wirtschafts- a Sozialrot déi richteg Plaz ass, fir zesumme Léisungen am Konsens ze fannen.

Här President, och virum Hannergrond vun der Energiekris hëlt de Staat weider seng Responsabilitéit, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, mat den Tripartite-Mesuren, op déi ech scho virdrun agaange sinn, mee awer net nëmmen. Och de REVIS an de Revenu pour personnes gravement handicapées gi parallell zum Mindestloun un d'Lounentwécklung ugepasst. An d'Offices sociaux sollen zousätzlecht Personal kréien, fir dass dës wichteg Ulafstellen och déi wierklech Méiglechkeeten hunn, sech ëm d'Leit ze këmmeren, déi sech bei hinne mellen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Hei musse mer kucken, wéi et mat der praktescher Ëmsetzung ass, ob dat néidegt Personal iwwerhaapt ze fannen ass, ob d'Lokalitéiten, déi disponibel sinn, iwwerhaapt duerginn an esou weider.

Och generell musse mer d'Entwécklung vun der Situatioun weider am A behalen, fir matzäite Mesuren ze huelen, fir do ze ënnerstëtzen, wou et dann néideg gëtt. Well ugangs vum nächste Joer d'Ofrechnunge vun de Chargen an nach eng ganz Partie aner Rechnunge kommen, well déi variabel Zënssätz eropginn, riskéieren eebe vill Leit, an d'Enkt gedriwwen ze ginn.

Et ass méi wichteg wéi jee, en oppent Ouer ze hunn an den enke Kontakt mat den Organisatiounen um Terrain ze halen, fir eventuell séier méi Ënnerstëtzung och zum Beispill iwwer ONGen oder Épicerie-socialle bereetzestellen.

D'Krisejoren hunn net nëmmen en Impakt op de Budget vum Staat, mee natierlech och op dee vun de Gemengen. Wärend der Pandemie hate si vill zousätzlech Ausgaben an eng grouss Ongewëssheet, wéi et géif weidergoen. Elo leide si genee wéi all aner Secteuren och ënner héijen Energiepräisser a bei hire Projeten ënner klammende Materialkäschten. D'Gemenge beschäftege vill Personal an hir Ausgabe klamme wéi beim Staat mat all Indextranche.

Wa mir wëlle mat Elan aus de Krisen eraus no vir kucken, da brauche mir staark Gemengen als Partner un eiser Säit. Et ass deemno eng Erliichterung ze gesinn, dass de Budget op der Recettësäit eigentlech ganz positiv ass an domat och de Montant, deen un d'Gemenge geet, esou an d'Luucht geet.

Aleng d'Dotation complémentaire vum Fonds de dotation geet ëm knapp 179 Milliounen Euro an d'Luucht. Den Deel vun der TVA a vun der Alkoholsteier, déi an de Fong fléissen, klammen och ëm ronn 35 Milliounen Euro respektiv 4 Milliounen.

Nawell musse mir als Gesetzgeeber drop oppassen, dass d'Gemengen net iwwerlaascht ginn. E ganz wichtegt Zeeche setze mir mat der Verfassungsreform, wou de Prinzipp vun der Connexité festgehale gëtt. Dat heescht, dass, wann de Staat fir d'Gemengen nei Obligatiounen aféiert, déi mat zousätzlechen Ausgabe verbonne sinn, de Staat och sécherstelle muss, dass d'Gemengen déi néideg finanziell Mëttel derfir kréien. D'Gemenge musse wéi de Staat permanent derfir suergen, dass hir Servicer un d'Besoine vun der Bevëlkerung ugepasst sinn.

Grouss Veränneruge gouf et an deene leschte Jore besonnesch, wat d'Digitaliséierung an alle Beräicher ugeet. Eng gutt Koordinatioun vun den Aarbechten, déi um nationalen Niveau gemaach ginn, mat den Efforte vun de Gemengen ass do immens wichteg. Dat ass ënner anerem eng Demande vum Syvicol, dee sech méi einfach Echangë mat alle staatlechen Acteure wënscht, awer och doriwwer eraus méi en harmoniséiert Virgoen, wat d'Digitaliséierung vun hire Servicer un d'Bierger betrëfft, a besonnesch wann et ëm d'Schoulkanner geet. Dat betrëfft also net nëmmen den Inneministère, mee all staatlech Verwaltungen, mat deenen d'Gemengen a Kontakt stinn. Den Inneministère schafft op alle Fall schonn intensiv un enger digitaler Plattform, fir deen Austausch mat de Gemengen ze vereinfachen.

E gudden Deel vun den zousätzleche Moyenen, déi de Budget 2023 fir den Inneministère virgesäit, ass deemno fir d'Digitaliséierung geplangt. Méi Sue wäert den Inneministère des Weidere fir Formatioun zur Verfügung hunn. Et geet jo net duer, nei Programmer en place ze setzen, et muss een deene Leit, déi domat schaffe sollen, och déi néideg Weiderbildungsméiglechkeeten offréieren. Nei Formatioune sinn ausserdeem néideg am Kader vun der Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux, déi zesumme mat der Police derfir suergen, dass d'Gemengereglementer agehale bleiwen.

Als LSAP begréisse mir et, dass méi Sensibiliséierungsmesurë virgesi sinn, wat den Zivillschutz ugeet. D'Regierung huet den neie Warnsystem fir d'Bierger agefouert, mee et ass natierlech wichteg, dass d'Leit wëssen, wéi si sech am Noutfall solle verhalen.

D'Gemengen, déi no um Bierger sinn, kënnen e Beitrag dozou leeschten, fir Risiken ze reduzéieren. An de Budget 2023 dréit deem och Rechnung.

Här President, mat dësem Budget gëtt et also souwuel eng Kontinuitéit wéi awer och nei Akzenter. Eng Kontinuitéit, well mer weiderhin héich Investissementer maachen, fir Lëtzebuerg fit ze hale fir alles, wat nach kënnt. Nei Akzenter, well mir historesch Zäite vu Polykrisen erliewen.

D'LSAP ass jiddefalls esou determinéiert wéi nach ni, fir zesumme gestäerkt aus dëse Krisen erauszekommen, andeems mir Erausfuerderunge mat engem solidareschen Effort meeschteren an och Opportunitéiten notzen, esou wéi mir et nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn a Krisenzäiten.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dëst gëtt eis déi néideg Zouversiicht, fir no vir ze kucke mat Courage a mat Determinatioun. A genee dëst gesi mir och an der Aarbecht vun eiser Regierung an an dësem Budget.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Ech kann e ganze Moien op e Mëttegiesse waarden, awer keng zéng Minutte méi laang.

(Hilarité)

Duerfir fuere mer de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget virun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.09 heures.)

21e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 33**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]**

   8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite) **p. 33**
   Discussion générale (suite) : Mme Josée Lorsché (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Gilles Roth) | M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 2 à 6) (interventions de M. Dan Kersch, M. Mars Di Bartolomeo et M. Fred Keup) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (dépôt de la motion 7) (interventions de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et M. Dan Kersch) | M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, et M. Gilles Roth) | M. André Bauler (interventions de M. Sven Clement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden et M. Laurent Mosar) | M. Dan Kersch (interventions de M. Gilles Roth, M. Laurent Mosar et M. Sven Clement) | M. Gilles Roth (parole pour fait personnel) (interventions de M. Dan Biancalana, M. Dan Kersch et M. Laurent Mosar) | M. Léon Gloden (interventions de M. Sven Clement, M. François Benoy, Mme Josée Lorsché et M. Laurent Mosar) | M. Laurent Mosar (interventions de M. Dan Kersch, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Charles Margue, Mme Djuna Bernard, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Josée Lorsché) | Mme Djuna Bernard (parole pour fait personnel) (intervention de Mme Josée Lorsché et M. Laurent Mosar) | M. François Benoy (parole pour fait personnel) (interventions de Mme Josée Lorsché) | M. Laurent Mosar (parole pour fait personnel) (interventions de Mme Josée Lorsché et M. François Benoy)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox, M. Franz Fayot, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Debatten iwwert de Staatsbudget 2023 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle weider.

An als éischte Riedner fir de Mëtteg ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché agedroen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale (suite)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. A merci jiddwerengem, deen hei ass. D'Bänke fëlle sech. Villmools merci.

Dir Dammen an Dir Häre, jo, d'Joer, dat hanner eis läit, war méi schwéier wéi dat, wat mer eis alleguer gewënscht hunn. An dat, wat de russesche President zanter dem 24. Februar 2022 an der Ukrain verbrécht, wäert eemol als düstert Kapitel mat villen traurege Konsequenzen an d'Geschicht vun der Mënschheet agoen.

Derbäi komme multipel aner Krisen. Zesumme mam Krich an der Ukrain féiere se derzou, datt et an dësen Zäite schwiereg ass, fiabel budgetär Previsiounen ze maachen an d'Zukunft finanziell ofzesécheren.

Wann ee sech d'Zuelen am Budget fir 2023 ukuckt an och d'Avisen dozou, da fält virun allem eppes op: D'Situatioun, an där mer eis befannen, ass schwiereg an a méifacher Hinsicht vu grousser Onsécherheet geprägt. An ech ginn dervun aus, datt de Budgetsrapporter bei senge villen Entrevuë méi wéi eemol iwwert déi vill Onsécherheetsfacteure mat senge Partner geschwat huet. De Merci kritt en, wann en hei ass.

D'Onsécherheet weist sech an der Wirtschaft an um soziale Plang mat enger weiderhin héijer Inflatioun, dem héichste Stand zanter 1983. Se weist sech mat enger ofhuelender wirtschaftlecher Aktivitéit, engem liicht steigende Chômage, deen zu Lëtzebuerg nach ëmmer verträglech ass, an awer geet d'Tendenz erop, an engem méigleche Risiko vu Rezessioun.

De Statec rechent am Moment mat enger Croissance vun nach just 1,5 % fir 2023. Domat huet e seng initial Previsiounen no ënne misse revidéieren, eppes, wat en an der Vergaangenheet nëmme sielen huet misse maachen.

D'Zentralbank schwätzt hirersäits net just vu Krisen, mee och vu strukturelle Problemer um Aarbechtsmaart a vun enger steigender Inadequatioun tëscht de Beruffsprofiller, déi zu Lëtzebuerg zur Verfügung stinn, an de reelle Besoinen, déi um Aarbechtsmaart erfëllt musse ginn. Fir d'Zentralbank iwwerweien déi negativ Risike ganz kloer an domat och déi potenziell negativ Konsequenze fir d'Stéit an d'Betriber.

D'Onsécherheet weist sech awer och sécherheetspolitesch. De Krich an der Ukrain mécht eis Dag fir Dag Suergen a säin Enn ass net a Siicht. An och wa mer zu Lëtzebuerg haut am Fridde liewen a bis elo am Fridde liewe konnten, sou stellt déi russesch Weltmuecht dach awer eng sécherheetspolitesch Bedroung fir déi ganz EU an doriwwer eraus duer, an domat och fir Lëtzebuerg, ënner anerem och wéinst der atomarer Gefor, déi vun de russeschen Attacken op dat gréisst Atomkraaftwierk an der Ukrain ausgeet a schonn eleng sécherheetspolitesch e Grond ass, Dir Dammen an Dir Hären, fir der Atomenergie definitiv de Réck ze dréien.

E weideren Onsécherheetsfacteur ass natierlech d'Klima. D'Auswierkunge vun der Klimakris erliewe mer Joer fir Joer ënner ganz ënnerschiddlechen an oft dramatesche Formen. D'Klimakris kënnt eis ëmmer méi deier ze stoen an ass ëmmer méi oft mat béisen Iwwerraschunge verbonnen – ech erënneren un déi lescht Summeren –, jo, souguer mam Verloscht vu ganzen Existenzen, woumat ech ekonomesch Existenze mengen.

Deementspriechend däerf de Budget fir 2023, deen entscheedend duerch all dës Onsécherheete beaflosst gëtt, net a Stee gemeesselt sinn. D'Madamm Finanzminister huet et de Mueren nach eng Kéier betount. Dir Dammen an Dir Hären, a Krisenzäite brauche mir nämlech net nëmme Managerqualitéiten, mir brauchen och finanzielle Sputt, fir op verschidden Entwécklunge reagéieren ze kënnen.

An deem Sënn gi mer der Finanzministesch och Recht, wa se seet, datt et sech beim Budget 2023 ëm e Krisebudget handelt. An et ass e Budget, deen den aktuellen Onsécherheete weiderhin an d'A kucke muss an en decidéiert politescht Handele viraussetzt.

En decidéiert politescht Handelen, genau dat gouf schonn dëst Joer mat den zwee Tripartite-Accorden a mam Energiedësch gemaach. Am Ganzen hu mer 2,7 Milliarden Euro mobiliséiert, fir d'Inflatioun ze bremsen an den Indexmechanismus oprechtzeerhalen, mee och, fir d'Klimatransitioun ze beschleunegen an d'Stéit an d'Betriber ze ënnerstëtzen.

Am Budget 2023 setze mir weider Akzenter, zum Beispill mat der Erhéijung vum Steierkreditt fir Alenggerzéiender ëm 1.000 Euro am Joer an anere Sozialmoossnamen, déi kuerzfristeg gräifen.

Decidéiert Handelen, dat maache mer och um Niveau vun der Energietransitioun, an zwar mat der Reduktioun vun der TVA op Solaranlagen, der massiver Erhéijung vun den Hëllefen, fir op erneierbar Energien ëmzeklammen, a ville weideren Instrumenter, déi d'Produktioun an d'Notzung vun erneierbarer Energie beschleunegen.

D'Efforte weise schonn hir Wierkung: Déi erneierbar Energië stoungen nach ni esou gutt do wéi haut an d'Elektromobilitéit boomt, fir just dës zwee Beispiller am Virfeld ze nennen. All dës Efforte si luewenswäert a richteg, well ouni déi zukunftsorientéiert Politik, déi dës Koalitioun an de leschte Joren ëmgesat huet, géife mer haut op deem Plang net do stoen, wou mer stinn.

Här President, ech wëll an der leschter Budgetsdebatt vun dëser Legislatur awer net just vun deem schwätzen, wat mir zesummen als Dräierkoalitioun an dëse Krisenzäite fäerdegbruecht hunn a wat mer richteg gemaach hunn ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

... trotz der Kris. Dat mengt Dir esou, ech hunn awer nach fir laang, Här Kartheiser.

Aus grénger Siicht wëll ech och en Ausbléck maachen op dat, wat nach alles op eis zoukënnt, an dat ass net ze ënnerschätzen. Well och d'nächst Joer – a wäit doriwwer eraus – bleift et absolutt wichteg, déi richteg Weiche fir d'Zukunft ze stellen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dobäi däerf et net just drëms goen, den negativen Impakt vun den aktuelle Krisen an Onsécherheete kuerzfristeg ofzefiederen. Mir mussen et fäerdegbréngen, d'Krise laangfristeg ze iwwerwannen a méi resilient géinteniwwer Krisen ze ginn.

Ee vu menge Virgänger op dëser Plaz, deemools nach an der Oppositioun an haut op der Regierungsbänk – en ass haut net heibannen, e sëtzt awer oft do –, huet sech bei de Budgetsdebatte fir d'Joer 2010, also matten an der Finanzkris, mat follgende Wierder treffend ausgedréckt: „Wa mer eppes de Moment net brauchen, dann ass et Kuerzsiichtegkeet, well Kuerzsiichtegkeet géif eis ganz séier an déi nächst Mauer erafëieren."

Dat, wat schonn deemools fir den haitege Mobilitéitsminister – da wësst Der, wien et war – Fränz Bausch gegollt huet, gëllt och nach haut. An och de Camille Gira war kee Frënd vun enger Navigation à vue, bei där een net weess, wou ee lant. An dofir däerf de Bléck no vir an dëser Debatt op kee Fall ze kuerz kommen!

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Budget treffe mir weider Decisioune fir d'nächst Joer, fir d'Mënschen och an Zukunft am Alldag ze ënnerstëtzen, dëst am Kontext vun de klammende Präisser.

Ech schwätze vun der Gaspräisbrems op 15 % par rapport zum Präis vum September, dem Stroumpräisdeckel, de Subside fir Masutt, Pellets a Wärmenetzer, der Verlängerung vun der Energieprimm an der Allocation de vie chère, mat doriwwer eraus der Erweideréung vun den Zilgruppen, der Erhéijung vum Crédit d'impôt monoparental, deen ech schonn erwäänt hunn, der Mindestlounerhéijung, der Verdueblung vum Personalschlëssel vun den Office-sociallen an der Reduktioun vun der TVA ëm 1 %.

Et ass eng Hellewull vu Moossnamen an als Gréng si mir iwwerzeegt, datt se dat Allerschlëmmst am kommende Joer verhënneren.

Eng weider Pist gesi mer natierlech och an der Erhéijung vum Crédit d'impôt fir déi niddreg a mëttel Akommesschichte bei de Salariéen, den Independanten a bei de Pensionnaires. Mir hunn dës Moossnam scho méi oft an d'Spill bruecht an och den Yves Cruchten huet se de Moien ernimmt.

Mir sinn eis awer och bewosst, dass dës Moossnamen zum Deel just temporairer Natur sinn. Dat heescht, se sinn net dauerhaft, op d'Zukunft gekuckt. A bei Wäitem gi se net duer, fir all Mënsch laangfristeg op Joren a Joren e gutt a wierdegt Liewen zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Duerfir bleift d'Steierreform, déi fir dës Legislatur jo geplangt war, mee krisebedéngt net ëmgesat ginn ass, fir eis och, wéi fir all déi aner Parteien heibannen, eng absolutt Prioritéit, esoubal se finanziell méiglech a konsensfäeg ass. An deem Sënn begréisse mir, datt d'Madamm Finanzminister d'Dier an déi Richtung schonn e wéineg opgemaach huet de Moien an hirer Ried. Op déi konkreet Moossname si mer natierlech gespaant.

Här President, wat mer nämlech brauchen, ass eng Steierpolitik, mat där mer zukünfteg Krise besser bewältege kënnen, ouni permanent op temporaire Moossnamen ugewisen ze sinn. A mir brauchen och eng Steierpolitik, déi eiser Zäit ugepasst ass an Diskriminatioune verhënnert.

Eng Diskriminatioun am aktuelle System ass ganz kloer d'Besteierung op Basis vun der individueller Liewenssituatioun. Dës Form vu Besteierung berout op engem veralterte Familljemodell a muss duerch d'Individualbesteierung ersat ginn, well nëmme mat der Individualbesteierung spillt et steierlech gesi keng Roll méi, ob eng Persoun celibataire, elengerzéiend, bestuet oder gepacst ass. D'Differenzéierung tëscht deem engen an deem anere Liewensmodell passt net méi an dëst Joerhonnert a gehéiert an eisen Aen ofgeschaaft.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Allerdéngs musse mer eis bewosst sinn, datt d'Individualbesteierung éischter eng gesellschaftspolitesch wéi eng sozial Moossnam ass, och wann dat oft esou duergestallt gëtt. Se reduzéiert nämlech net zwangsleefeg den Aarmutsrisiko, eng wuessend Problematik, déi an der Lescht ëmmer méi an de Fokus geréit an déi net mat fadenscheinegen Argumenter à la: „Zu Lëtzebuerg geet et eis dach gutt" oder: „Mir sinn dach dat räichst Land vun der EU" klenggeriet däerf ginn. Well och wann et ville Mënschen aussergewéinlech gutt geet zu Lëtzebuerg, dann heescht dat nach ëmmer net, datt et kengem aussergewéinlech schlecht geet.

D'Ëmklasséierung an eng aner Steierklass géif allerdéngs net entscheedend vill um Aarmutsrisiko änneren, ech hunn et scho gesot. Dat gesäit een ënner anerem bei den Elengerzéier mat klenge Revenuen, zum Beispill mam Mindestloun, déi schonn haut relativ wéineg Steiere bezuelen a bei enger Klasséierung an d'Steierklass 2 net vill ze gewannen hätten.

Beim qualifizéierte Mindestloun, dee bei 2.700 Euro Brutto am Mount läit, hätt eng alengerzéiend Persoun 24 Euro am Mount méi an der Täsch duerch de Wiessel vun der Steierklass. Domat kann ee sech zwar wuel eng oder zwou Pizzae leeschten, net awer e wierdegt Liewen zesumme mat senge Kanner.

Mat den Dausend Euro Erhéijung vum Steierkreditt fir Monoparentalle kréien déi selwecht Persounen dogéint 83 Euro am Mount bäi, also méi wéi dat Dräifacht.

Här President, eng einfach Ëmklasséierung vun der Steierklass 1a an d'Klass 2 géif souguer nei Ongerechtegkeete schafen. Wärend eng Persoun mam Mindestloun, wéi gesot, kaum dovu géif profitéieren, géife virun allem d'Besserverdénger duerch d'Ëmklasséierung däitlech manner Steiere bezuelen. Dat heescht: Wat ee méi verdéngt, wat ee vun der Ëmklasséierung besser profitéiert.

An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt eng alengerzéiend Persoun mat engem Bruttosalaire vun 8.000 Euro am Mount 770 Euro manner Steieren am Mount géif bezuelen, wa se vun der Steierklass 1a an d'Klass 2 géif wiesselen, wärend eng alengerzéiend Persoun mat hallef esou héijem Salaire, also 4.000 Euro am Mount, mat knapps 175 Euro géif entlaascht ginn. Dat ass also véiermol manner.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer also wierklech eppes géint d'Aarmut wëlle maachen an eise Budget méi sozial gerecht opstelle wëllen, da musse mer u ganz anere Schrauwen dréien. An dat heescht konkreet, datt eng strukturell Ëmverdeelung iwwert de Wee vun den direkte Steieren an d'Weeër geleet muss ginn. Wéi gesot hu mer eis de Moien iwwert d'Annonce vun der Madamm Backes gefreet a mir sinn och gäre bereet, konstruktiv matzeschaffen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Scho laang beleeën d'Zuele vum Statec, datt d'Inegalitéiten zanter Joren net méi vum Steiersystem opgefaange kënne ginn, woubäi de Statec jo net de Ruff huet, mat falsche Fakten ze operéieren. De Statec leet ganz einfach Statistiken – wéi den Numm et och seet – op den Dësch, Statistiken an Zuelen, an déi Zuele schwätze Bänn, wat déi wuessend Aarmutsschéier zu Lëtzebuerg ugeet.

Dat selwecht geet a puncto Aarmutsrisiko och aus den Analyse vun der OCDE ervir, déi Lëtzebuerg scho méi laang virun enger wuessender Aarmutsschéier warnt.

Spéitstens am Kader vun der Steierreform muss deemno analyséiert ginn, wéi effikass d'Ëmverdeelung duerch eise Steiersystem a Sozialsystem iwwerhaapt nach ass. Dozou gehéiert dann och d'Analys, wéi d'Verhältnis tëscht der Besteierung vun der Aarbecht an der Besteierung vum Kapital muss ausgesinn, fir déi klammend Ongläichheeten nohalteg anzedämmen. D'Besteierung vum Kapital muss an Zukunft méi Gewiicht kréien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro vun der Besteierung ass jiddwerfalls eng zentral Fro, wann et drëms geet, d'Aarmut net just temporaire, mee dauerhaft ze bekämpfen an den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft op déi Manéier ze stäerken. Dëst ass jo ganz am Sënn vum Vivre-ensemble an eiser Gesellschaft.

De Rapporter, de Max Hahn, deem ech dann awer elo Merci wéilt soen – e wäert wuel kommen, ech verstinn awer och, dass en eng kleng Paus brauch haut –, huet de Vivre-ensemble als Leitmotiv, als bloe Fuedem, fir säi Rapport gewielt.

An dësen Zäiten ass dat Leitmotiv en nobelt Zeechen am Sënn vun der Solidaritéit, déi Lëtzebuerg scho méi oft par rapport zu anere Länner ausgezeechent huet.

An och wann d'Steierpolitik net den eigentlechen Objet vun engem Budgetsrapport ass, sou gehéiert d'Fro vun der steierlecher Ëmverdeelung awer och an de Geescht vum Vivre-ensemble a vun der Solidaritéit. Am Kontext vun de Staatsfinanzen, vum Vivre-ensemble a vun der Solidaritéit gëtt d'Fro vun der Ëmverdeelung esouguer vu Joer zu Joer méi wichteg.

Opgrond vun der héijer Inflatioun, déi Mënsche mat klengen a mëttlere Revenue wäit méi belaascht wéi d'Spëtzeverdénger, kann dës Ëmverdeelung eiser Meenung no just an eng Richtung goen: Déi niddreg a mëttel Revenue mussen entlaascht ginn – dat ass de Muere scho méi oft betount ginn – an d'Entlaaschtungsmoossname musse finanzéierbar bleiwen, doduerch dass genuch Recetten an d'Staatskeess fléissen.

Wat de Finanzement vun deene Moossnamen ugeet, sou verweisen ech op den däitsche Sachverständigenrat fir Wirtschaftsfroen, dee sech ënner anerem mat Theeme wéi Inflatioun, Konjunktur, Steierpolitik, Energiesécherheet, awer och Industriepolitik a Kompetitivitéit beschäftegt a fir eng strikt budgetär Disziplinn antrëtt.

Fir d'Entlaaschtungsmoossname kuerzfristeg ze finanzéieren, plädéiert dëst Gremium fir eng temporaire Erhéijung vum Spëtzesteiersaz a fir en zäitlech befristen Energie-Solidaritéitszouschlag fir Spëtzeverdénger, zwou Pisten, deene mir eis och zu Lëtzebuerg net däerfe verschléissen an déi och mëttel- a laangfristeg an d'Debatt ronderëm d'Steierreform mussen afléissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu engem Theema, dat d'ganzt Land beschäftegt, ech géif gäre soen: am meeschten. Et ass de Logement.

Nieft den Auswierkunge vun der Kris op d'Wirtschaft an op d'Menagë gehéiert natierlech de Logement zu de Suergekanner Nummer eent an zu de gréissten Erausfuerderunge vun eiser Zäit zu Lëtzebuerg. Dat huet de leschte Politmonitor op en Neits gewisen an dat weist sech och Dag fir Dag dobaussen, wann ee Leit begéint.

Mam Budget 2023 féiere mer déi historesch Investitiounsoffensiv an de bezuelbaren an ëffentleche Wunnraum konsequent virun. D'Ausgaben an den ëffentleche bezuelbare Wunnraum klammen am Pluriannuel op iwwer 300 Milliounen am Joer. Dat ass eng Erhéijung vun iwwer 70 % par rapport zu 2021. Ech mengen, fréier war dee Budget, ech géif net soen op null, mee net vill méi héich.

Gläichzäiteg ënnerstëtze mer och d'Locataires. Ech denken un d'Subvention loyer, déi dëst Joer reforméiert gouf a wou d'Montanten däitlech erhéicht goufen, wärend de Krees vun deene Persounen, déi dovu profitéiere kënnen, erweidert gouf. Dat bedeit e Plus vu véier Milliounen am Budget no der Reform vun dësem Joer.

D'Subvention loyer ass fir eis keng endgülteg Léisung, och dat wëll ech betounen. Se ass awer e sënnvolle Wee, fir déi Zäit ze iwwerbrécken, déi néideg ass, fir genuch abordabel Wunnengen ze schafe respektiv ze bauen, wou ee jo net däerf vergiessen, datt een en Haus net an engem Dag baut an Dausenden an Dausenden Haiser och net an engem Joer. Et muss ee wëssen, dass dofir vill Main d'oeuvre, vill Aarbechtskräften a mënschlechen Asaz mobiliséiert musse ginn, an dass déi och net ëmmer iwwerall ze fanne sinn. Et ass en Effort, deen um Terrain gestemmt muss ginn an net just an der Theorie.

Mat der Reform vum Bail à loyer gi mer géint déi sougenannte „Cafészëmmere" vir, wou vill Mënschen ënner komplett onwierdege Bedéngungen zu héijen Tariffer ënnerbruecht ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Mat deem Gesetz schafe mer och méi Transparenz fir d'Locataires a féieren e legale Kader fir d'Colocatioun an, eng Wunnform, déi sech besonnesch bei Jonken ufänkt duerchzesetzen an ëmmer méi beléift gëtt. Et ass éiweg drop gewaart ginn.

All dat si wichteg Schrëtt, déi nach keen anere Logementsminister ugepaakt huet. An awer soll een och hei net blauäugeg sinn a mengen, domat wier all Problem geléist. Et muss een einfach realistesch sinn a kucken, wat machbar ass a wat een awer och wëll maachen.

(Interruption)

Och am Logement ass et nämlech och fir eis kloer, datt déi aktuell Mesuren nach net duerginn, mat deem Retard dee mer haten aus de leschte Joerzéngten a Joerhonnerten, an datt weider Schrëtt ënnerholl musse ginn, …

(Interruption)

… fir méi bezuelbare Wunnraum op de Marché ze bréngen.

(Interruption)

D'Gestion locative sociale ass an deem Kontext e wichtegen Outil, dee mer weider musse stäerken. De Budgetsrapporter huet et a sengem Rapport ernimmt: Fir d'Gestion locative sociale ze stäerken, brauchen déi konventionéiert Acteure méi finanziell Ënnerstëtzung. Eréischt wann déi Ënnerstëtzung séchergestallt ass, sollte mer un déi steierlech Schrauf dréie goen, fir d'Locatiounsrevenuen aus der GLS nach méi steierlech ze begënschtege wéi haut.

Zesumme mat der Leerstandssteier an der méi gerechter Besteierung vun der traditioneller Locatioun

um Privatmarché schafe mer e kohärente Kader, fir d'Verlounen zu bezuelbare Präisser ze förderen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eng weider Fuerderung, déi ëmmer nees erhuewe gëtt an déi de Budgetsrapporter och genannt huet a sengem Rapport, besteet dodran, déi privat Acteure méi an d'Schafe vun ëffentlechem bezuelbarem Wunnraum ze involvéieren. Déi Fuerderung huet een och oft an der Press an an de Medien héieren. Mam Pacte Logement 2.0 hu mer schonn e System entwéckelt, dee justement déi Privatacteure mat an d'Boot soll huelen.

Am Géigenzuch zum Prozentsaz vu bezuelbarem Wunnraum, dee jo bei all neiem Projet muss entstoen, gëtt d'Densitéit erhéicht, wat eigentlech eng Win-win-Situatioun ass.

D'Gefor, déi sech allerdéngs hannert der Fuerderung no méi enger staarker Roll vun de privaten Acteure verstoppt an déi am Sënn vum Allgemenginteresse verhënnert soll ginn, ass déi, datt ëffentlech Gelder zur Hannerdier eran derzou déngen, de privaten Acteuren exorbitant Gewënner zouzeschousteren. Dat ass ganz sécher net d'Roll vum Staat an et entsprécht och net dem Prinzipp vum Interêt public, an dat an engem Beräich, an deem den Interêt privé d'Nues vill ze vill laang vir hat.

Genee dat ass nämlech den Haaptgrond, firwat mir haut an där schwiereger Situatioun sinn, wou et net genuch abordabel Wunnenge gëtt, déi an ëffentlecher Hand leien.

Dir Dammen an Dir Häre, de Begréff vum Vivre-ensemble, dee sech queesch duerch de Budgetsrapport zitt, ass en eedele Begréff mat ville Facetten. Am Fong kann een en op sämtlech Beräicher vun den ëffentleche Politicke leeën.

E wichtegen Aspect vum Vivre-ensemble ass ganz sécher d'Kultur. Se bréngt Mënschen zesummen, se schaaft gesellschaftlechen Zesummenhalt, Inklusioun a Liewensqualitéit. Dofir stäerke mer mat dësem Budget och d'Kultur.

Kultur ass e Beräich, vun deem net esou oft geschwat gëtt wéi vun aneren, an awer spillt d'Kultur an eiser Gesellschaft eng wichteg Roll. Se stäerkt eis Demokratie a vermëttelt schonn deene Jéngste wichteg Wäerter.

Mat zousätzlech 1,2 Milliioune fir déi konventionéiert Associatioune stäerke mer och d'Grondrecht vun der Ausübung a vum Accès zu der Kultur am net professionelle Secteur. Am gesamte Budget vum Kulturministère gëtt et eng Progressioun vu 6,5 % par rapport zum leschte Budget, an dat och a Krisenzäiten.

Engersäits ass dat op d'Ëmsetzung vum neien Denkmalschutzgesetz zréckzeféieren, anerersäits awer och op eng besser Ënnerstëtzung vun de Kulturschafenden. Et si si, déi duerch hir interkulturell Kreatiounen entscheedend zum gudden Zesummeliewe bäidroen, an domat och zu der Iwwerwannung vu sproochlechen a soziokulturelle Grenzen an eiser Gesellschaft.

Dat verdéngt net nëmmen eng moralesch Unerkennung – et kann een net ëmmer nëmmen d'Kënschtler als déijéineg duerstellen, déi déi „brotlose Kunst" ausüben –, si verdéngen och méi eng grouss finanziell Ënnerstëtzung, an déi gëtt mam Budget 2023 mobiliséiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en Theema, dat grad wéi d'Kultur a fréiere Budgetsdebatten éischter marginal behandelt ginn ass, mee mëttlerweil eng zentral a wichteg Bedeitung kritt huet, ass d'Klimakris als eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun der Zäit.

Jiddweree mierkt et, och zu Lëtzebuerg: D'Klima ass amgaangen, sech ze verännere, et kann een et net méi einfach ausdrécken. Extreem Dréchenten, Iwwerschwemmungen, Hëtztwellen, Tornadoen a Stierm: De wëssenschaftlechen Erkenntnisser no erliewe mir mat dëse Phenomeener e Virgeschmaach op dat, wat eis erwaart, wa mer d'Äerderwiermung net stoppen.

Grad déi jonk Generatioun fillt sech dovu betraff a mécht mat neien a munchmol och ëmstriddene Protestformen dorop opmierksam, dass et net méi fënnef vir, mee fënnef op zwielef ass. Dës Alarmsignaler rësele waakreg a se si wichteg. Se verhënneren awer net, datt d'Lobby vun de fossillen Energieträger nach ëmmer e grousst Wuert matzeschwätzen huet.

Op der COP27 an Ägypten huet dat sech op en Neits gewisen: Bekanntlech huet de Phase-out vun der Kuel, dem eigentlech klimaschiedlechste fossille Brennstoff, et net an den Enntext gepackt.

Deem géinteniwwer si mer awer frou, dass et och gutt Noriichte gëtt, déi an den neiste Rapporte vun der Internationaler Energieagentur och bestätegt gi sinn.

Fazit ass, datt déi erneierbar Energien nach ni esou gutt dostounge wéi haut. D'Joer 2022 gëtt souguer als Turningpoint fir d'Energieeffizienz ageschat. Eleng zu Lëtzebuerg hu mir d'Stroumproduktioun um Niveau vun der Fotovoltaik an de leschte Jore verduebelt an d'Wandkraaft vervéierfacht.

Mir hunn och eis Klimaziler fir 2021 erreecht, wuel wëssend, datt d'Ekonomie d'lescht Joer net méi pandemiebedéngt am Ralenti war, mee eng Relance erlieft huet. Datt mir d'Klimaziler erreecht hunn, ass also net op de Stëllstand vun der Pandemie zréckzeféieren, mee zu engem gudden Deel op déi iwwer zwou Milliarden, also 10 % vum Budget, déi mir all Joer fir d'Ëmsetzung vum Klima- an Energieplang mobiliséieren – ech schwätze vum PNEC. Bis 2025 klammen déi Zommen op bal 2,5 Milliarden Euro. Dat ass net näischt!

Mat de Moossnamen aus dem zweeten Tripartite-Pak gi mer der Klimatransitioun e weidere Schub. Wichteg Instrumenter sinn hei d'Reduktioun vun der TVA bei Solaranlagen a Reparaturaarbechten, d'Ënnerstëtzung fir Betriber, wou d'Bonification d'impôt op klimafrëndlech Investitiounen ausgedeent gëtt, déi däitlech Erhéijung vun de Primme fir energeetesch Sanéierung, fir den Ersatz vu fossillem Heizen a fir den Ëmstig op Sonnenenergie, awer och d'Aussetze vun der Degressioun bei Aspeistariffer an nei Solarausschreiwunge fir Entreprisen.

Derbäi kommen natierlech Fotovoltaikanlagen op all Neibau a Solarenergie op alle staatleche Gebaier. Et muss ee wëssen, dass virun 20 Joer déi Technik nach net esou wäit war an dass de Reflex deemools nach net bestanen huet. Haut muss nogerüst ginn, an dat gëtt och gemaach.

Här President, wa mer an deem Kontext da vum Vivre-ensemble schwätzen, da musse mer och hei vu Generatiounegerechtegkeet schwätzen, well d'Energietransitioun huet och vill mat Generatiounegerechtegkeet ze dinn. D'Generatiounegerechtegkeet vun engem Budget moosst sech nämlech net eleng un enger niddreger Staatsschold par rapport zu anere Länner oder par rapport zum PIB a scho guer net eleng um Triple-A. D'Generatiounegerechtegkeet vum Budget moosst sech u senger Krisefestegkeet an un der Héicht vun den Investitiounen an d'Zukunft.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, heibanne sëtze vill Elteren. De Budgetsrapporter huet säi klenge Lou och gëschter mat an d'Chamber bruecht. Ech denken an ech sinn och iwwerzeegt, datt kee vun den Elteren oder Grousseltere senge Kanner an Enkelkanner eemol wëll soen: „Mir hunn Är Liewensgrondlagen zwar irreversibel zerstéiert, mee dofir hate mer awer iwwer Joren eng relativ niddreg Staatsschold an en Triple-A."

Esou eng Politik wier fatal fir déi follgend Generatiounen an hätt mat Generatiounegerechtegkeet näischt ze dinn. An dofir begréisse mer all Euro, deen an dësem Budget an d'Nohaltegkeet, an domat och an d'Resilienz vum System investéiert gëtt, och wann dës Moossnamen de Budget haart op d'Prouf stellen.

Wéi d'Cour des comptes richtegerweis ënnersträicht, spuert all Euro, dee mir haut an d'Nohaltegkeet investéieren, de follgende Generatioune 15 Euro Invest, fir d'Schied ze reparéieren, soulaang se dann nach iwwerhaapt reparabel sinn. Ënnert dem Strëch gëtt et eis also manner deier, haut ze investéieren, wéi muer.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | A war mir haut och méi an eng resilient Energieversuergung investéieren, wat déi folgend Generatioune besser virun der Erpressung duerch autokratesch Regimmer geschützt ginn. Dat ass déi eigentlech Generatiounegerechtegkeet, déi sech op ville Plazen an dësem Budget nidderschléit.

Wat eis als Gréng deemgéinteniwwer trotzdeem Suerge mécht, huet och mat Generatiounegerechtegkeet ze dinn: Et ass de Fait, datt net nëmme mir Erwuessener, mee och virun allem d'Kanner op eng gesond a qualitativ héichwäerteg Ernärung an op e gesond Liewensëmfeld ugewise sinn, fir gesond ze bleiwen.

Wann een da weess, datt schonn an de Babyhoer eng ganz Rei Gëftstoffer entdeckt ginn, déi zu engem Deel op belaascht Iesswueren, awer och zum Deel op schiedlech Ëmweltfacteuren zréckzeféiere sinn, da mécht ee sech noutgedronge Suergen. An da stellt ee sech dach awer d'Fro, firwat de Budget fir d'Ëmsetzung vum Bioaktiounsplang am Budget 2023 bei der Landwirtschaft net eropgeet, mee eng Tendenz no ënne weist. Dës Fro ass eiser Meenung no ëmsou méi pertinent, well mir eisen Ziler aus dem Bioaktiounsplang leider hannendrulafen an elo mussen op d'Pedall drécken.

Dat fest verankert Zil besteet jo doran, zu Lëtzebuerg op 20 % Biofläche bis zum Joer 2025 ze kommen. Haut leie mer bei plus ou moins 6 % biologesch ugebaute Flächen um Lëtzebuerger Territoire. Ech denken, et ass en Uleies vun eis alleguer, och hei déi richteg Jalonen ze setzen. An dofir freeë mer eis iwwer all Schrëtt oder besser gesot all Wäitsprong, deen an Zukunft um Plang vun der Biolandwirtschaft gemaach gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et gëtt Siwemeilestiwwelen, déi een da kann undinn, an da geet et méi séier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Land op d'Zukunft virbereeden, fir dass jiddwereen zu Lëtzebuerg gutt liewe kann, dat heescht natierlech och: an d'Infrastrukturen investéieren. Och hei ginn d'Investissementer an der Linn vun de leschte Joren weiderhin erop. Virun allem och, wann ee sech de Pluriannuell ukuckt, kann een dat feststellen. A jo, och wa Schold en opgeholl ginn an Defiziter festzestelle sinn, sou suergen déi héich Investissementer awer derfir, datt eist Land sech zukunftsfäeg weiderentwéckelt – och op dësem Plang – an datt déi follgend Generatiounen net mat engem infrastrukturellen Harakiri konfrontéiert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Héich Investissementer verhënneren doriwwer eraus, datt reieweis Betriber an Aarbechtsplaze verluer ginn. An och dat kënnt deene follgende Generatiounen zegutt.

Aus all deene Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, si mir der Meenung, datt et e Feeler wier, de Rimm ronderëm de Staatsbudget an der aktueller Kris ze fest zouzezéien a sech just op déi blank Zuele vum PIB a vun der Staatsschold ze konzentréieren. Oder anescht ausgedréckt: E Budget, dee sech an dëser Kris selwer d'Loft hëlt, esou e Budget erstéckt och d'Ekonomie.

Här President, dës Regierung mécht dee Feeler net! Se investéiert trotz Kris esou vill wéi keng aner Regierung virdrun an d'Zukunft vun eisem Land. D'Resultater loosse sech ëmmer méi weisen, ugefaange beim schéine Beispill vum Tram, dee viru genee fënnef Joer a véier Deeg – den 10. Dezember war dat, viru fënnef Joer – seng éischt Kilometer zréckgeluecht huet a mëttlerweil mat méi wéi 8.000 Passagéier am Dag vum Kierchbierg bis op oder, besser gesot, bis laanscht Bouneweg fiert.

An dësem Budget geet dës Tendenz trotz Kris riicht weider. D'nächst Joer leie mer mat engem Invest vun 3,8 Milliarden Euro am Gesamttotal bei 4,6 % vum PIB, an domat nach iwwert dem aussergewéinleche Covidkrisejoer vun 2020.

E besonnesch wichtege Beräich ass an deem Kontext natierlech d'Mobilitéit, déi sech allerdéngs net just op den Ausbau vum Tram limitéiert. Och fir 2023 bleiwe mer bei zwee Drëttel Invest fir d'Schinn par rapport zu engem Drëttel fir d'Strooss. Dat Ganzt, fir en effikasst Mobilitéitskonzept op d'Been ze stellen, ëmzesetzen. E Konzept, dat net, wéi sou gär behaapt gëtt, op Verbueter baséiert – och net um Verbuet, Auto ze fueren –, mee op enger kohärenter Multimodalitéit, mat der Schinn als Réckgrat vum ganze System.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Am Fonds du rail sti mer bei 549 Millioune fir d'Joer 2022, déi eropginn op 566 Millioune fir 2023.

Insgesamt klammen d'Investitiounen am Budget vun 1,3 Milliarde bis op 1,4 Milliarden am Joer 2026. A wat d'Primme fir d'emissiounsfräi Autoen ugeet, investéiere mir fir 2023 esou vill wéi nach ni: ganzer 73 Milliounen.

Pardon, ech muss eng Schlupp drénken, mee mäi Glas ass nach net voll.

Une voix | Et ass leider nëmme Waasser.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat ass och besser.

(Interruption)

(Mme Josée Lorsché se verse un verre d'eau.)

Déi, déi net heibanne sinn, jo.

Zu der Elektromobilitéit, jo. Ech hat gesot, dass mer vun 2021 bis 2023 150 Milliounen an déi emissiounsfräi – et muss een awer och soe „kaméidifräi" – Mobilitéit investéiert hunn. D'Resultat léisst sech weisen a spigelt sech an den Immatrikulatiounszuelen zréck. Déi si beuechtlech. Ech soen herno nach e puer Wierder méi dozou, wann et ëm d'Tanke geet.

E Wuert nach zu der Santé oder, besser gesot, e puer Wierder méi, well d'Santé e Beräich ass, deen an de leschte Joren ëmmer méi an de Fokus geroden ass duerch d'Pandemie. D'Pandemie huet eis awer och erlaabt, de Santésberäich mat der Lupp ze kucken a verschidde Schwächten opzedecken. Dat kann een och positiv gesinn, well mer elo eis bewosst sinn, dass mer se musse behiewen.

Hei stécht positiv ervir, datt de Budget fir d'Fonctionnementskäschte vun de Services extrahospitaliers vun der Santé mentale ëm ganzer 2,5 Milliounen op 24,3 eropklammen. No der Pandemie, déi eis d'Wichtegkeet vun enger besserer Prise en charge vun der mentaler Gesondheet a vun de mentale Problemer eeben och dramatesch virun Ae gefouert huet, ass déi Erhéijung e ganz wichtege Schrëtt.

Bedauerlech ass allerdéngs, dass sech um Niveau vum Remboursement vun der Psychotherapie nach ëmmer näischt gedoen huet an dass elo och nach de Schlichtungsprozess gescheitert ass. Joren nodeems d'Gesetz iwwert d'Psychotherapie a Kraaft getrueden ass, mam Zil, dës Prise en charge fir jiddwereen accessibel ze maachen, ass dee Stëllstand um Niveau vun den Tariffverhandlungen net méi nozevollzéien. Wou ech awer net wéilt dem zoustännege Minister d'Schold ginn, well en hei net déi néideg Moyenen huet, reng prozedural gesinn, fir esou vill matzeschwätzen, wéi en dat vläicht misst. An duerfir si mer der Meenung, wann d'Prozedure sollen iwwert d'Gesetz geännert ginn, dass dat och muss gemaach ginn, fir dass endlech hei Neel mat Käpp kënnen entstoen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Wichteg a begréissenswäert ass fir eis och, datt de Budget vun der eSanté op 5,4 Milliounen eropgeet. Dat Geld ass gutt ugeluecht, notamment wann et dozou féiert, datt den elektronesche Patientendossier sech no jorelaange Problemer endlech duerchsetze kann. Domat verbonnen ass hoffentlech och eng besser Vernetzung vun de Spideeler a Servicer doduerch, datt en eenheetlechen IT-System am gesamte Santésberäich opgebaut gëtt.

All Invest an déi Richtung vereinfacht de Parcours vum Patient op villen Eebenen, virun allem, well en onnéideg an oft belaaschtend duebel an dräifach Ënnersichunge verhënnere kann. Doriwwer eraus erlaabt den DSP, de Patientendossier, a Kombinatioun mat engem eenheetlechen informatesche System, datt d'Medezinner méi koordinéiert zesumme kënne schaffen an datt der CNS vill Käschten erspuert bleiwen, wou ee jo muss wëssen, dass do mëttlerweil Defiziter optauche vun engem Batz – 55 Milliounen Euro.

An der Diskussioun ronderëm den OCDE-Rapport iwwert d'Gestioun vun der Pandemie sinn ech am Numm vun der grénger Fraktioun méi am Detail op dee Volet agaangen. An dëser Debatt wëll ech just nach emol betounen, datt d'Digitaliséierung am Gesondheetswiesen zwar e gudde Batz Geld kascht, ënnert dem Strëch mécht se sech awer, souwuel fir d'Patienten, wéi och fir d'Dokteren, d'Spideeler a fir d'CNS bezuelt.

Här President, wéi am Ufank gesot, wëll ech mech an dëser Debatt net just op déi eenzel Budgetsposten oder Ressorte konzentréieren, ech wëll och dovu profitéieren, fir e klenge finanzpolitesche Ausbléck an d'Zukunft ze maachen oder ze riskéieren.

Déi Zukunft ass engersäits mat méi Erausfuerderunge verbonnen ewéi jee. Anerersäits ka se op wichtegen Erkenntnisser opbauen, déi mir an de leschte Krisejore gewonnen hunn. Eng Erkenntnis – eng wichteg Erkenntnis – aus de leschte Joren ass d'Tatsaach, datt mir op e staarke Staat, op staark ëffentlech Verwaltungen, op staark Staatsfinanzen ugewise sinn, fir d'Kris gutt ze geréieren a fir hir negativ Impakter souwäit wéi méiglech ofzefiederen; och am Prinzipp vun der Solidaritéit.

Net just mir Gréng, mee praktesch sämtlech Vertriederinnen a Vertrieder aus dem Finanzsecteur, mat deene mer eis an der Finanzkommissioun ausgetosch hunn, gesinn allerdéngs grouss budgetär Defien op eis zoukommen; et kann een et net oft genuch widderhuelen. Bei unhalender Kris oder bei potenziell neie Krisen – de Mueren ass vun enger eventuell neier Pandemie geschwat ginn, och esou eng ass net auszeschléissen –, do riskéieren déi budgetär Defien eis natierlech zum Verhängnis ze ginn, wa mer net handelen.

Op där enger Säit gesi mer dat bei de Recetten. Nieft dem Risiko vun enger wirtschaftlecher Rezessioun stécht och d'Vulnerabilitéit vu verschiddene Recetten am Budget ervir. Ech schwätzen hei ënner anerem vun de Recetten, déi iwwert d'Akzisen an d'TVA op den Zigaretten an um Tubak an de Budget fléissen a vu Joer zu Joer klammen.

Mëttlerweil leie mer, fir dëst Joer, bei iwwer 1 Milliard Euro – et muss een emol sech iwwerleeën, wat dat bedeit –, also 5 % vum gesamte Budget. Dat ass eng Hausse vu 15 % par rapport zum leschte Joer. An dës Recette soll, laut de Projektioune vum Budget 2023, d'nächst Joer also, nach eemol ëm 13 % klammen.

Onofhängeg vum gesondheetsschiedlechen Aspekt, deen ech schonn an enger rezenter Heure d'actualité thematiséiert hunn, déi vun der CSV ugefrot gi war, stellt sech d'Fro, wéi zukunftsfäeg respektiv wéi nohalteg d'Recettë vun den Tubaksproduiten iwwerhaapt sinn. An et stellt sech d'Fro, wivill Depensen dës Recetten op där anerer Säit am Gesondheetssecteur generéieren.

Och wann de Gros vun de verkaafte Quantitéiten am Ausland gefëmmt gëtt an d'Mënschen op där anerer Säit vun der Grenz krank mécht, sou heescht dat net, datt zu Lëtzebuerg wéineg gefëmmt gëtt. Ganz am Contraire. Andeems mer dann en ëmmer méi groussen Deel vun eisem Budget op dës Recetten opbauen, maache mer eis net nëmmen ofhängeg vum Fëmmverhale vu ville Mënschen, mee och vun de Präisdecisiounen, déi am Ausland getraff ginn.

Virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, maache mer eis awer ofhängeg vun engem potenziell illegale Reseau, deen am Verdacht steet, iwwerméisseg héich Quantitéite vu bëllegen Zigaretten an d'Ausland ze schleisen a se do zu méi deiere Präisser weiderzeverkafen. Déi iwwer 1 Milliard Euro Recettë gi jo net just vun e puer Geleeënheetsfëmmerten oder Ketteraacherten op där anerer Säit vun der Grenz eran an d'Keess gespullt. Ech mengen net, dass e Mënsch méi wéi zwee Päck den Dag verkrafte kann.

Plusieurs voix | O!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Oder dach? Ech hu manner Erfarung wéi anerer, mee zwee, dräi Päck, mengen ech, missten awer de Maximum sinn, déi ee sech kann zoumudden, wann ee sech da gär ongesond verhält.

Une voix | Da musst Der eng Etüd maachen.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eng Etüd, mengen ech, brauche mer an dësem Fall net.

Wou et mer hei drop ukënnt, ass Follgendes: Sollt d'Vermuddung vum illegalen Handel sech bestätegen – an dat ass an dëser Heure d'actualité och ëfters gesot ginn – doduerch, dass besser Douaneskontrolle gemaach ginn, sollt dësen illegalen Handel opfléien, dann ass et mat der rasant steigender an aussergewéinlech héijer Recette séier gedoen. An däers musse mer eis bewosst sinn. An deem Sënn kann ee bei deenen ëmmerhi 5 % Recetten am gesamte Budget, déi de Verkaf vun den Tubaksproduite generéiert, net vu stabillen an och net vun nohaltege Recettë schwätzen.

Grouss Defie gesi mer dann awer och bei den Depensen op eis zoukommen. Fir déi grouss Chantiere vun eiser Zäit – Dir wësst, wat ech mengen: d'Klimakris, d'Biodiversitéitskris, de Logement an anerer – kënnen unzegoen, brauche mer och an den nächste Joren eng Investitiounsoffensiv, déi begréissenswäerterweis an dësem Budget virgesinn ass. Dat ass betounenswäert a luewenswäert.

Derbäi komme steigend Depensen, ënner anerem bei der Sécurité sociale oder awer och am wichtege Beräich vun der Santé a vun der Fonction publique. Alles wichteg Domäner, déi mer net a Fro stellen, wann et ëm d'Investéiere geet.

Fir all dës wichteg Depensen an Zukunft awer kënnen ze stemmen, si mer natierlech op stabill Recetten ugewisen. Domat mengen ech Recetten, déi eis laangfristeg erhale bleiwen an de Budget op stabill Féiss stellen. An och hei féiert nach emol kee Wee dolaanscht, iwwert d'Steierpolitik a Steierrecetten ze schwätzen. Ech géif emol mengen, dass d'Geld net vum Himmel fält, et muss jo iergendwou hierkommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | De Budgetsrapporter vu virun zwee Joer – mäi Fraktiounskolleeg, de François Benoy – hat schonn eng ganz Rei Piste proposéiert, déi fir eis weiderhin aktuell bleiwen. An dat Dokument ass natierlech och weiderhin zougänglech a steet jiddwerengem zur Verfügung. Ech kann et elo net aus der Këscht huelen, soss géif ech meng Riedezäit sprengen.

E wichtegen Aspekt ass zum Beispill – ech wëll et awer nennen –, d'Steierbegënschtegungen, déi sougenannt „dépenses fiscales", méi genee ënnert d'Lupp ze huelen a reegelméisseg ze evaluéieren, ob se nach dee Sënn an Zweck erfëllen, fir dee se eigentlech agefouert gi sinn.

Dat soen net just mir …

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Lorsché, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth (CSV) | Ganz zum Schluss, ganz zum Schluss.

M. Fernand Etgen, Président | Ganz zum Schluss. Ok.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Gären.

M. Fernand Etgen, Président | Besser esou.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech hoffen, dass ech dann nach de Fuedem net verluer hu vun deem, wat ech elo gesot hunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Loosst Iech net oflenken.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | De Fuedem vun … dee bloen, deen Dir unhutt.

(Hilarité)

Dat soen net just mir, dass een déi Dépense-fiscalle soll evaluéieren.

Elo hutt Der mech awer aus dem Fuedem bruecht.

Och de Staatsrot huet d'Wichtegkeet vun dëser Approche scho virun enger Rei Joren an engem Avis zum Budget ënnerstrach. An och d'Zentralbank huet dëse Punkt dëst Joer an hirem Avis opgeworf.

Wichteg ass fir eis och de Prinzipp vum Green Budgeting, also engem transversale grénge Budgetiséieren, deen och vun der OCDE promouvéiert gëtt. Hei geet et drëms, d'Depensen am Budget konsequent an transversal op hiren Impakt op d'Ëmwelt an op d'Klima ze evaluéieren an op déi Manéier sécherzestellen, datt déi sougenannt „cohérence des politiques publiques" respektéiert gëtt respektiv datt Feelinvestitioune verhënnert ginn.

A Frankräich gëtt deementspriechend alljoers e Rapport publizéiert. A mir géifen emol mengen, dass dat och eng interessant Pist fir Lëtzebuerg kéint sinn. Well alles dat ass am Sënn vun enger effikasser Budgetspolitik, esou wéi se och vun der Cour des comptes gefuerdert gëtt.

Mam geplangten Nohaltegkeetscheck fir Gesetzesprojete maache mer an dëser Matière en entscheedenden a ganz begréissenswäerte Schrëtt no vir. A mir freeën eis op déi éischt Evaluatiounen a Resultater vun dësem neie Projet, vun dësem Check.

Ëm Nohaltegkeet geet et dann och op der Finanzplaz, déi gutt en Drëttel vun eisem PIB an de Steierrecetten ausmécht.

Fir d'éischt wëll ech betounen, datt mir als Gréng zu der Finanzplaz stinn. Mir bekennen eis zu deem Secteur. Nom Abroch vun der Stolindustrie huet d'Finanzplaz eisem Land eng nei ekonomesch Identitéit verpasst. An déi stelle mer ganz sécher net a Fro.

Net manner wichteg ass fir eis awer och déi Diversifizéierung vun der Wirtschaft a vun de Betriber, wou vill Potenzial bei de PMEen, deene klengen a mëttelgrousse Betriber, a beim Handwierk läit a wou mer den Zuch a Richtung innovativ, ressourcëschounend an zukunftsfäeg Produktioun net däerfe verpassen. Also souzesoen de Contraire vu Fage.

Eng wichteg Konditioun, fir datt dat do geléngt, ass d'Orientéierung an d'Ausbildung vun deene Jonken. Engersäits sinn déi Jonk jo op zukunftsfäeg Aarbechtsplazen ugewisen, anerersäits feelt et ville Jonken zu Lëtzebuerg awer um richtege Profill, fir déi bestoend Aarbechtsplazen ze besetzen. Hei komme gréisser Defien op de Schoulsystem, op d'Beruffsausbildung an op d'Orientéierung vun deene Jonken op den Aarbechtsmaart zou. Scho viru Joren huet d'OCDE an engem Spezialrapport iwwer Lëtzebuerg op déi Problematik opmierksam gemaach. An dee Rapport war och deemools hei an der Chamber virgestallt ginn.

Dir Dammen an Dir Häre, wat dann d'Finanzplaz méi speziell ugeet, sou ass et fir eis als Gréng evident, datt de Finanzsecteur, wéi ech scho gesot hunn, och an Zukunft e wichtege Bäitrag zum Budget kann a muss leeschten. Dat ass ganz kloer. Dat ass awer net deen eigentlechen Defi, op deen ech eraus wëll, wuel wëssend och, datt de Finanzsecteur bis haut zimmlech stabill war, och an der Kris. Dat muss awer net onbedéngt esou bleiwen an dofir musse mer och dëse Secteur resilient maachen. Mee wat heescht dat? Deen eigentlechen Defi am Finanzsecteur läit fir eis doran, datt dëse Secteur nach méi nohalteg opgestallt muss ginn, wéi en elo schonn ass, fir nach méi resilient ze ginn a gutt géinteniwwer weidere Krise gewappnet ze sinn.

Eng ganz Rei Schrëtt sinn an déi Richtung gemaach ginn – ech hunn dat och schonn ënnert dem fréiere Finanzminister Pierre Gramegna betount –, an déi Schrëtt hu mer och wierklech ëmmer ënnerstëtzt. Mir hunn d'BEI ervirgehuewen, wou eng ganz Rei gréng Finanzen an d'Weeër geleet gi sinn.

An awer musse mer opgrond vun internationalen Etüde feststellen, datt nach Sputt no uewen ass an datt Lëtzebuerg nach e Stéck ze goen huet, bis et op enger richteg grénger Finanzplaz ukomm ass. Esou hu rezent Recherchë vun engem Mediekonsortium zu de sougenannten ESG-Fongen, den Environmental-Social Governance-Fongen, erginn, datt just e Brochdeel vun deem, wat zu Lëtzebuerg investéiert gëtt, duerch an duerch nohalteg ass. Dat ass kee reng lëtzebuergesche Problem, mee e globale Problem um internationale Plang. Déi Transitioun brauch hir Zäit.

Absolutt positiv ass an deem Sënn, datt mir mat dësem Budget en Zeechen op nationalem Plang setzen. An dofir soen ech deene ville cleveren a wäitsiichtegen Deputéierte Merci, déi sech derfir agesat hunn. Konkreet heescht dat, datt mir mat dësem Budget e Paradigmewiessel an d'Weeër leeden, andeems mir Atom a Gas aus der reduzéierter Taxe d'abonnement duerch en Amendement um Budget ausschléissen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Fir eis ass dat e logesche Schrëtt, e läit nämlech genee an der Logik vun deem, woufir déi lëtzebuergesch Regierung a mir Gréng eis och scho säit Joerzéngten asetzen, an zwar e Fort vun der geféierlecher Atomenergie an e Fort vun de fossillen Energien, déi eis vun Autokraten erpressbar maachen, hin zu erneierbaren Energien an zu Autonomie!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Mat dëser Decisioun suerge mer derfir, dass just déi wierklech nohalteg Investitioune begënschtegt ginn a mir verhënneren, datt Steiergelder am schwaarze Lach vun neien Atomkraaftwierker verluer ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dir Dammen an Dir Häre, et kann ee sech dréien a kéieren, wéi ee wëll: Atom ass a bleift eng Gefor fir d'Mënschheet an un der Geféierlechkeet vum Atom ännert sech och näischt, wann d'Atomkraaftwierker Minidimensiounen unhuelen oder anescht funktionéiere wéi déi al, veraltert Wierker.

E weidere Chantier am Beräich vun de grénge Finanzen bleiwen natierlech déi grouss staatlech Fongen, dorënner an éischter Linn de Pensiounsfong, dee jo erëm an der Aktualitéit gelant ass an de leschten Deeg. An enger Motioun vum Dezember 2020 hu mer eis an der Chamber drop gëeenegt, datt mir de Pensiounsfong méi nohalteg opstellen. Dat war en eedelt Zil.

Genau zwee Joer duerno musse mer awer leider all zesumme feststellen, datt de Fong trotz enger Rei vu gudden Initiative weiderhin nach ëmmer net alignéiert ass mat de Paräisser Klimaziler. De Portfolio vum Fong befënnt sech op enger Trajectoire vun enger Äerderwiermung vun zwee bis dräi Grad, also wäit ewech vun den 1,5 °C aus dem Paräisser Accord. Och befanne sech trotz den ESG-Labele weiderhin eng Rei Entreprisen am Fong, déi majoritär am Beräich vun de fossillen Energien aktiv sinn.

Eisen Informatiounen no wäert de Fong deemnächst eng nei Investmentstrategie unhuelen, déi fir déi nächst fënnef Joer soll gëllen. An deem Sënn wier et spéitstens dee Moment wichteg, de Respekt vum 1,5-Grad-Zil am Reegelwierk ze verankeren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Sollt déi Diskussioun drop erauslafen, datt d'Gesetz iwwert de Pensiounsfong entspriechend geännert muss ginn, da sollte mer eis derhannert setzen an och hei Neel mat Käpp maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et geet jo eigentlech ëm zwee Aspekter, éischtens ëm eng nohalteg Ofsécherung vun de Pensiounen, wëssend, datt klimaschiedlech Investitioune per se net zukunftsfäeg

sinn. Zweetens geet et ëm d'Cohérence des politiques publiques, déi vun eis verlaangt, datt mer eisen Engagement géint Atom a fossill Energien och am Pensiounsfong héichhalen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | E Wuert zu engem anere sensibelen Dossier, dem Tanktourismus. Eng weider net nohalteg Ofhängegkeet, muss ee soen, a puncto Recetten, déi mer schonn amgaange sinn ofzebauen, ass bekanntlech den Tanktourismus. Och hei hänke mer vun deem of, wat an anere Länner decidéiert gëtt. Dat hu mer dëst Joer ganz androcksvoll kënne gesinn, wou sech verschidde Länner mat ëmmer méi grousse Rabatten op den Tankstellen iwwerbueden hunn a mir dat och am Staatsbudget ze spiere kruten, méi oder manner.

Bei där ganzer Thematik oder, besser gesot, éfters och Poleemik ronderëm den Tanktourismus däerfe mer net vergiessen, datt déi héich Recetten aus dem Bensinnan Dieseltanktourismus prinzipiell net zukunftsfäeg sinn, schonn aleng doduerch, well an abseebarer Zukunft ëmmer manner an iergendwann bal guer keng Autoe mat fossillem Brennstoff méi wäerten ënnerwee sinn – Stéchwuert: EU-wäite Verbuet vum Verkaf vun neien Autoe mat Verbrennungsmotor ab 2035.

Wéi d'Zuele bei den neien Immatrikulatioune weisen, hu mer hei mat engem exponentielle Wuesstum vun der Elektromobilitéit ze dinn, dat heescht awer och mat enger propperer Mobilitéit an enger CO_2-fräier Mobilitéit, déi eis Ziler nach eng Kéier ënnersträicht. 2021 goufen iwwer 9.000 Elektroautoen nei zougelooss zu Lëtzebuerg. 2019 waren et der just 1.900. Tëschent 1.900 an 9.000 leie vill Zifferen. D'Elektrifizéierung vum Stroosseverkéier ass also scho voll amgaangen, och dank de generéise Primmen, déi mer viru Joren agefouert an duerno nach ausgebaut hunn.

De Fazit, dee mer doraus mussen zéien, ass ganz einfach deen, datt och d'Recetten iwwert den Tanktourismus net weider durabel sinn an datt aus deem Grond och hei kee Wee derlaanscht féiert, no Alternativen ze sichen, am beschten zesummen, well et ass am Interêt vun eis all.

An der rezenter Steierdebatt ass mäi Fraktiounskolleeg, deen ech virdru schonn ernimmt hunn, de François Benoy, am Detail och op dëse Volet agaangen, an e wäert sech als Inspiratioun oder Informatioun och an eisem Walprogramm erëmfannen, mee nach ass et net esou wäit, haut diskutéiere mer net iwwert d'Walen, mee iwwert dat deierst Gesetz vum Joer, dat sech Budget nennt.

Ech hoffen am Numm vun eiser Fraktioun, datt de Budget muer gestëmmt gëtt. An ech ginn och elo scho léiwer direkt den Accord, fir et herno net ze vergiessen. Mir hoffen, dass dëse Budget muer gestëmmt gëtt, well ouni dëse Budget kënne mer déi vill Erausfuerderungen net packen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Erausfuerderunge si ganz villfälteg a se sinn och grouss, mee eise Wëllen an eis Motivatioun, se unzegoen, sinn net manner grouss. Dat huet dës Koalitioun schonn an de leschten néng Joer gewisen. A mir weisen et och nees mat dësem Krisebudget, dee weider wichteg Weiche fir d'Zukunft setzt a Richtung nohalteg a gerecht Zukunft.

Wichteg ass fir eis als Gréng, datt mer op der Trajectoire weiderfueren an den Tempo nach e wéineg beschleunegen. Wichteg ass och, datt mir Courage beweisen, wann et heescht, decidéiert ze handelen, sou wéi ech et och schonn am Ufank gesot hunn, an deene Jonken duerch déi richteg Investissementer an eng sozial gerecht Ëmverdeelung vum Räichtum déi Zukunft ze schafen, déi se am Sënn vum gudde Liewen, am Sënn vum gudden Zesummeliewen, am Sënn vum Vivre-ensemble zu Lëtzebuerg verdéngen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech hunn awer méi laang geschwat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da géif ech dem Här Roth d'Wuert gi fir eng Fro.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn eigentlech just eng Verständnisfro. Also, Madamm Lorsché, en Deel vun Ären Äusserungen deele mir, en Deel net, mee et ass just eng Verständnisfro, bei engem awer dach net onweesentleche Punkt, dat war, wéi Der iwwert d'Immobilien an de Logement geschwat hutt. Ech verstinn, dass Der sot: „Mir wëllen noverdichten." Bei der Noverdichtung muss een natierlech ëmmer wëssen, dass een net ka méi noverdichten, wéi d'Leit bereet sinn, iwwerhaapt, dass hir Haiser ofgerappt ginn, fir dass kann noverdicht ginn. Dat ass eppes, dat kann een net vun uewen erof diktéieren a soen: „Dir rappt elo of an da kënnt amplaz vun Ärem Eefamilljenhaus op enger villbefuerener Achs eng Residence dohinner." Dat ass e Problem. Et kann een och schwéier de Leit soen: „Et sinn nach esou vill Hektar an dem PAG". Wann d'Leit deen net wëlle fir de Wunnengsbau fräiginn, jo, da gi se en net fräi.

Wou ech awer e bëssen e Problem hat, à moins, dass Der mer sot: „Dir hutt dat falsch verstanen", dat ass deen, wou Der gesot hutt, jo, wann da gegeebenefalls doriwwer eraus nach Perimetererweiderunge géife kommen, da géif dat an d'Hänn vun de Promoteure spillen. Ass dat net esou, wéi ech dat verstanen hunn?

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Nee, ech hu fir ... Ech hunn dat Wuert „Perimeter" guer net benotzt.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, mee Dir hat awer eppes vun de Peri... vun den ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Nee, nee.

M. Gilles Roth (CSV) | ... „Benefisser" oder „an den Hänn vun de Promoteure" gesot.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech sot, dass beim Pacte Logement 2.0 notamment dru geduecht ginn ass, d'privat Acteure mat an d'Boot ze kréien doduerch, datt se sech un deene grousse Projete kënne bedeelegen, well se jo och bauen.

Du sot ech, dass dat awer bedéngt, dass d'Verdichtung méi grouss gëtt. Et gëtt méi gebaut op neie Projeten, dat gesitt Der jo an all deene Projeten, déi Der hei matënnerstëtzt hutt, déi och, mengen ech ... An Ärer Gemeng ass och een, deen an déi Richtung geet, wou einfach grouss PAPe gemaach ginn, grouss Projeten an de Gemengen. Mir hunn der mëttlerweil véier am Land, wann ech mech net ieren, wann net souguer fënnef, et ass jo och nach e Groussen zu Diddeleng, do gëtt jo en Deel sozial abordabele Wunnraum geschafe mat ëffentleche Gelder. Gläichzäiteg kréien d'Promoteuren dann awer och d'Moyenen, méi ze bauen, méi dicht ze bauen op deene Plazen. Dat gëtt zesumme mat den ëffentlechen Acteuren normalerweis op staatlechen Terraine realiséiert oder eeben am Kontext vu Proprietären, déi mat op de Wee ginn.

Ech hunn awer net geschwat vu Perimetererweiderung, wuel wëssend, dass all déi Projeten do innerhalb vun de Bauperimetere vun deene Gemenge leien, wou se realiséiert ginn. Zu Diddeleng ass et zum Beispill eng Friche industrielle, wou mer ganz ënnerstëtzen, wou mer soen, d'Frichë si wierklech wäertvoll Terraine fir de Wunnengsbau, manner wäertvoll fir d'Biodiversitéit, well net méi vill op deenen Terraine wiisst. Wann een op deenen Terraine baut, da gëtt et eng Win-win-Situatioun souwuel fir déi ëffentlech Hand wéi och fir d'Promoteuren a virun allem eebe fir d'Leit, déi vun deene Wunnenge kënne profitéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché, fir déi Preziséierung a Kloerstellung. An da wier et elo um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Budgetsrapporter, deen huet eis jo e ganz interessante Rapport gëschter gemaach an en huet den Akzent op d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft geluecht. An dofir soe mer him villmools Merci. Et ass en eminent wichtege Projet, en immens wichtege Sujet. E schwätzt vun Integratioun, vun Inklusioun, vu sozialer Gerechtegkeet als engem zentralen Element vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft.

Ech muss soen, mir deele ganz vill vun deenen Iddien. An dat ass natierlech eng ganz schéi Saach, wann ee gesäit, datt awer parteiiwwergräifend all déi Notioune ronderëm déi mënschlech Solidaritéit e Konsensus hei am Haus fannen. Et ass also eng ganz interessant Ried gewiescht. An dofir nach eng Kéier e Merci.

An awer! Bei allem Respekt, déi prioritär Fro vum Ableck ass dach déi, wéi mir ekonomesch kënne virukommen oder souguer iwwerliewen. Eist Land steet virun enorme Problemer an de Budget als e wichtegt, zentraalt, wirtschaftlecht Steierungsinstrument muss sech elo prioritär ëm déi Situatioun këmmeren.

D'Ëmfroe bei eise Firmen a bei de Konsumente weisen, datt si éischter pessimistesch an d'Zukunft kucken. D'Gefor vun enger Rezessioun a Westeuropa ass ganz grouss a mir kënnen als klengt Land ganz séier an esou eng negativ Dynamik mat eragezu ginn. An där Situatioun huet et kee Wäert, de Kapp an de Sand ze stiechen, mee mir mussen d'Situatioun kloer erkennen, éierlech benennen a resolutt veränneren. Mir spillen als ADR net mat der ekonomescher Situatioun vum Land, net mat eisem Wuelstand an net mat eiser Zukunft.

An Europa gëtt et am Ableck zwee Kricher, een tëschent Russland an der Ukrain an een ekonomeschen a finanzielle Krich vun der EU géint Russland a Form vu Sanktiounen. Déi zwee Kricher hunn enorm Auswierkungen op eis, haaptsächlech iwwer Inflatioun, iwwer Liwwerschwieregkeeten a virun allem iwwer eng selwer ervirgeruffen Energiekris. D'Käschte vun deene Kricher sinn iwwerhaapt nach net ofzeschätzen. Och wësse mir haut net, wéi de Krich an der Ukrain militäresch ausgeet. Sécher ass just, datt mir ekonomesch schonn enorm vill verluer hunn.

Weltwäit gesi sinn Europa a Lëtzebuerg ëmmer manner kompetitiv an ëmmer manner attraktiv. Mir stelle fest, datt manner an Europa investéiert gëtt, datt vill Entreprisë faillite maachen an datt et eng Desindustrialiséierung an Europa gëtt. Vill Entreprisë verleeën hir Produktioun op aner Plazen, dacks och an d'USA, déi niewent China an e puer Uelegmonarchien am Noen Osten déi gréisste Gewënner vun dësem Krich sinn.

Loosse mer eis näischt virmaachen: Selbstverständlech d'Ukrain, mee och d'Europäesch Unioun hunn am meeschte verluer. Déi prioritär an existenziell wichteg Erausfuerderung fir d'EU a fir eist Land ass et

also, eis Kompetitivitéit an eis Attraktivitéit esou séier wéi méiglech ze retabléieren.

Mir freeën eis, datt an der internationaler Politik sech elo ëmmer méi weist, datt et keng Alternativ zu Verhandlunge gëtt. Och den amerikanesche President weist elo lues a lues déi Asiicht. Den Här Macron wëll Verhandlungen a proposéiert esouguer Sécherheetsgarantië fir Russland.

Mir als ADR goufe mat eiser klorer Haltung fir de Fridden, fir Verhandlungen a géint de Krich heibannen an an der Press kontinuéierlech kritiséiert. D'CSV, d'LSAP an anerer hunn eis Allméigleches reprochéiert. Dobäi ass et nach héchstens eng Saach vun e puer Méint, bis och si agesinn, datt et keng Alternativ zu Verhandlunge gëtt. Just soe mir als ADR, datt mir enorm vill mënschlecht Leed a Misär hätte kënnen evitéieren, wa mir direkt schonn am Februar de Wee vun der Vernonft gaange wären.

D'ADR huet awer selbstverständlech all Hëllefsmoossname fir d'Leit a fir d'Entreprisen hei am Land ënnerstëtzt a mécht dat och virun. An deem Sënn wéilt ech och hei direkt eng Motioun hannerleeën, Här President, well et geet eis drëm, datt mer d'Konsequenze vun deenen Dieselsanktiounen, déi elo am Februar d'nächst Joer a Kraaft trieden ..., dann ass jo keen Import vun Diesel méi aus Russland méiglech, wat héchstwarscheinlech zu enger grousser Präisdeierecht vum Diesel hei am Land féiert, an dat ass ganz bedeitend fir d'Privatpersounen, awer och fir d'Transport- an d'Logistikwiesen a fir eis Agrikultur, datt d'Regierung dat dann och voll kompenséiert.

Wannechgelift, Här President.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Sanktioune géint déi Russesch Federatioun vum 5. Februar 2023 un och ëm e Verbuet vun Dieselimporter sollen erweidert ginn,

ass sech bewosst, datt

– d'Energiepräisser déi lescht zwee Joer ëmmer nei Rekordstänn erreecht hunn, wat esouwuel fir déi privat Stéit, wéi och fir d'Entreprisen eng massiv, finanziell Zousazbelaaschtung bedeit;

– déi zukünfteg Sanktiounen, déi den Diesel betreffen, zu enger neier massiver Präisdeierecht, besonnesch am Transport- a Logistikwiesen, mee och an der Landwirtschaft, féiere kënnen,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Präishaussen, déi duerch déi geplangten Ausweidung vun de Sanktioune géint déi Russesch Federatioun entstinn, a sämtleche Beräicher (Industrie, Landwirtschaft, Transport asw.) a vollem Ëmfang ze kompenséieren.

(s.) Fernand Katheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also zu deenen Hëllefsmoossname sti mer op jidde Fall. Mir wëssen awer och, datt mir eis dat net méi laang kënne leeschten, ouni d'Verschëldung op iwwer 30 % vum Bruttoinlandprodukt wuessen ze loossen. Och doweinst musse mir esou séier ewéi méiglech nees an eng Normalitéit zréckkommen.

Et ass schued, datt d'Regierung eis net scho vu sech aus Previsioune liwwert, wat d'Konsequenzen op eise Budget wären, wann de Krich an der Ukrain nach méi laang sollt daueren a wann duerch d'Sanktiounspolitik eis Nopeschlänner an eng Rezessioun sollten erarutschen.

D'Regierung mécht an dëser Kris eng Navigation à vue, amplaz proaktiv ze probéieren, all Schued vun eisem Land ewechzehalen. Si moolt eis Situatioun nach schéin, well si geet am Budget vun 2 % Wuesstum aus, wäit méi, wéi den FMI oder d'EU eis nach zoutrauen. D'Madamm Finanzminister huet dat de Moien awer zum Deel korrigéiert.

Och d'Inflatioun ass an dësem Budget nach vill ze niddreg ugesat. Wat huet dee Krich eis bis elo kascht? D'Zentralbank chiffréiert d'Käschte vum Energiedësch an de Solidaritéitspäck 1.0 an 2.0 zesummen op bal 2,6 Milliarden Euro. Aner Garantien, am Kader vun der Energiekris, misst een nach derbäirechnen. Net abegraff si Waffeliwwerungen un d'Ukrain, déi humanitär Hëllef, d'bilateral Hëllef an d'Depensë fir Dausende vu Leit aus der Ukrain, déi bei eis am Land Schutz fannen.

Alles, wat humanitär ass, fënnt d'Ënnerstëtzung vun der ADR, selbstverständlech! Awer de Constat ass däitlech: Mir kënnen eis eng Verlängerung vun deem Krich ganz einfach net leschten. Eleng scho wéinst deem onséilegen an onsënnege Krich wär et noutwendeg, aner ëffentlech Depensen ze limitéieren, dozou hu mer awer an dësem Budget näischt fonnt.

Här President, haut kucke mir traditionell an der Budgetsdebatt op eis Politik, awer och besonnesch op eis ekonomesch a finanziell Situatioun. Well mir virun enorme Problemer stinn, musse mir déi stabiliséieren a verbesseren an dofir brauche mir dréngend sechs Elementer.

Éischtens, eng Baussepolitik déi eis geostrateegesch Spannungen ofbaut an de Krich an Osteuropa op en Enn bréngt. Zweetens, en Enn vun der Sanktiounspolitik, déi mir op Dauer finanziell, ekonomesch an dann och gesellschaftlech net aushalen, well si eis selwer an engem héije Mooss schuet. Drëttens, eng Energiepolitik, déi Europa a Lëtzebuerg mat genuch, mat zouverlässeger, mat steierbarer a virun allem mat bëlleger Energie versuergt, fir konkurrenzfäeg ze sinn. Véiertens, mir brauche couragéiert strukturell Reformen, déi eist Land nees no vir bréngen. Fënneftens, mir brauchen e Budget, deen equilibréiert ass an eis Ekonomie virun Ideologie a falschverstan Ekologie setzt, a sechstens, mir brauchen en Enn vun der Scholdepolitik, déi d'Zukunft vun eisem Land a virun allem vun eise jonke Leit hypothekéiert.

Derbäi kënnt, an dat ass eng enorm Belaaschtung fir ganz vill Leit, datt d'Zënse klammen, wat natierlech mat der Inflatioun duerch d'Energiekris zesummenhänkt, awer och der Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank iwwert déi lescht Joerzéngte geschélt ass. Enorm Geldmasse goufe mobiliséiert, zum Beispill iwwert de Wee vum „Quantitative Easing". Eng gemeinsam Scholdepolitik gouf an d'Weeër geleet, wat iwwregens och géint den EU-Traité verstéisst. Tatsaach ass, datt dee monetäre Volumen, deen am Ëmlaf ass, wäit iwwert deem wierkleche Besoin vun der Ekonomie läit an domat an héijem Mooss zur Inflatioun bäidréit. Déi Europäesch Zentralbank huet, amplaz Stabilitéitspolitik ze bedreiwen, selwer déi Inflatioun matprovozéiert, déi se elo duerch Zënserhéijunge muss bekämpfen.

Jiddefalls ass kloer, datt fir den Inflatiounsdrock an domat d'Zënsen ze maîtriséieren, de Fridden an Europa muss esou séier wéi méiglech retabléiert ginn. Héich Zënse maachen eis Staatsschold nach méi schwéier ze erdroen a si drécken eis Ekonomie gläichzäiteg erof a reduzéieren esou nach méi d'Recettë vum Staat. Déi Rechnung kann net opgoen.

D'Regierung presentéiert eis haut e Budget mat engem enormen Defizit: iwwer 2,8 Milliarden Euro an der Administration centrale, also am Zentralstaat, enger geféierlecher Perspektiv vun enger onkontrolléierbarer Verschëldung an enger erschreckender Onfäegkeet, déi wierklech Problemer vum Land ze benennen an ze léisen. Si geet esou wäit, en negative Solde vum Zentralstaat bis op d'mannst 2026 am Viraus ze plangen an domat schonn där nächster Regierung hire finanziellen Handlungsspillraum anzeschränken.

Et huet ee bal dat Gefill, datt Europa, a virun allem dëst Land, dréngend nees mat de Féiss op de Buedem komme mussen, datt mir nees musse léieren, datt ee keng Sue kann ausginn, déi een net huet, datt ee Sue muss verdéngen, ier ee se ausdeelt, datt mir mussen nees eng Grëtz Vernonft a Verstand an d'Politik bréngen.

A well dat esou ass, Här President, wëlle mir hei Kloertext schwätzen. Fir eis ass et net akzeptabel, datt verschidde Parteien, an do denken ech och un d'CSV, hei nei, zousätzlech Steierklasse wëllen afféieren. Mir mussen als Land attraktiv sinn, fir datt mir kënnen héich qualifizéiert Leit aus der EU a vu baussent der Europäescher Unioun an eist Land kréien. Mir brauchen déi Leit. A well dat esou ass, musse si och e substanzielle Virdeel hunn, wa si sollen éischter op Lëtzebuerg komme wéi op London, Frankfurt, Paräis oder Dublin. Zousätzlech Steierklasse bréngen ënnert dem Strech net vill Geld an d'Staatskeess, mee si hale Leit of, fir heihi schaffen ze kommen, a schueden domat onsem Land.

D'ADR wëll esou héich qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg bréngen. Mir wëllen d'Immigratioun vu baussent der EU awer no engem Modell organiséieren, wéi och aner Länner dat maachen: eng legal Immigratioun no strenge Krittären. Mir wëlle Leit, déi eppes wëssen an eppes kënnen, déi zu enger Plus-value fir onst Land ginn, déi eis Gesetzer respektéieren a sech wëllen integréieren, wa si fir méi laang heibleiwen.

Haut gëtt et eng massiv Integratioun vu Leit, déi dës Krittären net ëmmer erfëllen. Dat ass d'Gambia-Immigratiounspolitik, déi leider vun allen anere Parteien hei am Land ënnerstëtzt gëtt. Awer d'ADR wëll déi Politik net!

Här President, d'Regierung wëll och méi Suen an déi national Verdeedegung stiechen. Déi Fuerderung ass scho laang un eist Land erugedroe ginn, besonnesch vun der NATO a vun den USA als eise wichtegsten Alliéierten. Si hunn en Effort vun 2 % an esouguer méi, gemooss un eisem Bruttonationalprodukt, fir d'Verdeedegung gefuerdert. Et kann een déi Fuerderung novollzéien, well all Land sollt en ugiemessene Bäitrag zu der Sécherheet op dëser Welt bäidroen. An, jo, Lëtzebuerg huet bis elo nëmmen e vergläichsweis ganz klenge Bäitrag geleescht. An awer ass déi Fuerderung ze hannerfroen.

Wat d'Héicht vun eisem Bäitrag ugeet, ass d'ADR mat all deenen d'accord, déi soen, datt 2 % fir eis ze héich leien. Als e Land ouni eege Rüstungsindustrie si mir och an enger anerer Situatioun ewéi aner Länner. Den ekonomesche Retour vun de Militärdepensë muss bei eis iwwer aner Weeër, wéi zum Beispill deen iwwer e Militärspidol, assuréiert ginn, eng Infrastruktur, déi eis och dréngend néideg Reservkapazitéiten am Gesondheetssecteur kéint assuréieren.

Mir denken, datt mir sollten éischter eng Contributioun ëm 1 % viséieren, awer dobäi nëmme sënnvoll Ausgabe maachen, zum Beispill Dual-Use-Infrastrukturen, déi esouwuel fir zivill wéi och fir militäresch Aufgabe kënne benotzt ginn, an der Logistik, um Flughafen, am Weltraumsecteur, am maritimme Beräich an an aneren.

Mir sinn awer net mat der Regierung d'accord, wann et drëm geet, multinational Unitéiten ze grënnen, bei

deene mir schlussendlech net méi eleng iwwert den Asaz vun eisen Zaldoten decidéieren. D'ADR ass der Meenung, datt eleng déi Lëtzebuerger Regierung soll esou Froen decidéieren an net auslännesch Regierungen oder international Organisatiounen.

Dowéinst ass d'ADR géint d'Grënnung vun engem – ganz deieren iwwregens och – belsch-lëtzebuergesche Bataillon, eng Iddi, déi vun der NATO un eis erugedroe gouf. Mir sinn als ADR d'accord fir eng verstäerkten europäesch Zesummenaarbecht am Verdeedegungsberäich, zum Beispill beim Training, den Ekipementer, bei de Prozeduren. Mir akzeptéieren awer, wat eist Land ugeet, net, datt den Asaz vu Lëtzebuerger, realistesch gesinn, vun anere géif decidéiert ginn, a mir refuséieren dowéinst all Automatismen oder Strukturen, déi e Souveränitéitsverloscht kéinte begënschtegen.

Wa mir d'Lëtzebuerger Arméi ausbauen – an dat wëlle mer an dat musse mer maachen –, da mat Unitéiten an Ekipementer, déi mir zum Beispill an internationalen humanitären Operatiounen a bei Naturkatastrophen och heiheem kënnen engagéieren. Et gëtt vill Méiglechkeeten, ouni datt Lëtzebuerger konkreet – fir et brutal auszedrécken – zu „Kanounefudder" fir strateegesch Interessie ginn, déi net eis sinn. Mir brauche speziell logistesch Unitéiten, eventuell och medezinnesch Strukturen, Telekommunikatioun, déi mer kënnen deployéieren. Alles dat ass mat eis ze maachen, awer aner Saachen eeben net!

Här President, d'ADR kuckt och an anere Domäner fir d'éischt no eisem Land an no eise Bierger. Dowéinst wëlle mir, datt mir genuch Suen hunn, fir de Liewensstandard vun de Leit ofzesécheren. Och dowéinst bekenne mir eis kloer zu genuch Steierrecetten an domat och zum Tanktourismus mat allem, wat derzougehéiert. Et ass en Ënnerscheed … mir hunn elo grad déi gréng héieren, déi si géint den Tanktourismus, géint Zigaretten, an et freet ee sech, mat wat si de Budget herno wëlle finanzéieren.

(Brouhaha)

Mee den Tanktourismus, do kann een och soen, datt d'CSV hir Positioun bal am Wocherhythmus ännert. Do ass et och schwéier fir eis ze wëssen, wou mer mat där Partei dru sinn. Wann de Wirtschaftsfligel vun der CSV schwätzt, da si se fir den Tanktourismus, ass et dee lénke Fligel, si se dergéint.

(Interruption)

Här President, zu der Attraktivitéit vun engem Land gehéiert ganz sécher seng Steierlandschaft, awer net nëmmen. Lëtzebuerg muss seng Kulturoffer weider ausbauen a virun allem och d'Kriminalitéit resolutt bekämpfen. Eise Ruff leit international ënnert dem Laxismus vun engem grénge Policeminister an enger grénger Justizministesch. Eis Reputatioun als Land, an deem et sech gutt a sécher liewe léisst, steet um Spill. Mir bedaueren dowéinst och, datt Esch2022 net genuch derzou benotzt gouf, fir virun allem am Süde vum Land déi kulturell Offer laangfristeg ze verbesseren. Jiddefalls si mir als ADR bereet, esouwuel bei der Sécherheet wéi och an der Kulturpolitik dee Manktum u Courage a Visioun vun dëser Regierung duerch déi néideg Investissementer opzefänken.

Zur Attraktivitéit vun eisem Land gehéiert och säi Rôle als Gaascht vu wichtegen internationalen Organisatiounen. Fir déi vill europäesch Beamten, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an déi och e wäertvolle Bäitrag zu onsem Land leeschten, muss och endlech e Coefficient correcteur ageféiert ginn, deen eis Haaptstad géintiwwer Bréissel nees opwäert. Et gëtt héich Zäit, datt den Här Asselborn an deene Gespréicher Resultater opzeweisen huet!

Här President, eis Entreprisen, inklusiv déi am Finanzsecteur, musse kënne rentabel schaffen. An dat heescht, datt de Staat keng onrealistesch an iwwerzunne Fuerderungen u si däerf riichten, och net am Ëmweltschutz oder bei der Digitaliséierung. De Staat muss de Partner vun den Entreprisë sinn, si ënnerstëtzen an hinnen hëllefen. Hie soll och domat ophalen, ëmmer méi Bürokratie anzeféieren, déi eis Entreprisë belaascht, wéi zum Beispill bei de Liwwerketten.

D'Interesse vun eisen Entreprisë mussen nees an den Zentrum vun eiser Opmierksamkeet gesat ginn, well mir liewe vun hinnen. Si sollen net dauernd d'Affer vun iwwerzunnenen, zum Deel absurde Fuerderunge vun Aktiviste sinn. D'Klimadebatt radikaliséiert sech zum Beispill ganz séier. Mir gesinn et an den Nopeschlänner, wou se sech dann dorëmmer upeche ginn. Fréier ass et nach ëm d'Temperatur vum Planéit gaangen, haut geet et virun allem ëm de „system change". Mënscherechter – natierlech! – solle prioritär sinn, wat jo eng ganz gutt Iddi ass, mee d'Regierung hält sech leider selwer net drun, wéi mer et am Beräich vun der Elektromobilitéit musse feststellen.

D'ADR toleréiert déi Campagne géint eis Entreprisen net. Mir wëllen hinnen déi beschtméiglech Konditioune bidden, steierlech, verwaltungstechnesch an och, wat de Rekrutement vu qualifizéiertem Personal ugeet. Eis Prioritéite fir d'Entreprisë si kloer: bëlleg a vill Energie duerch eng räsonabel a friddensorientéiert Baussepolitik, manner Bürokratie a genuch Flexibilitéit um Aarbechtsmaart. Och d'Explosioun bei deene ville verschiddene Congéë musse mir am A behalen. Dowéinst hat d'ADR rezent proposéiert, datt mir esou en neie Congé no e puer Joer sollen evaluéieren, a mir freeën eis, datt d'Chamber déi Propositioun ugeholl huet.

Fir d'Entreprisen a fir eis all ass et och wichteg, datt mir eis Schoulen zréck op d'Spuer bréngen, „back on track". Mir brauchen Exzellenz am Handwierk an an der Beruffsausbildung a Schoulen, déi nees Leeschtung verlaangen a Wësse vermëttelen. Et geet ëm d'Zukunft vun eise Kanner. Jidderee weess, datt de Verfall vun de Schoulen, besonnesch zënter 2013, eis lues a lues an den ekonomeschen a gesellschaftlechen Niddergang féiert, mee leider stäipt sech just d'ADR mat aller Kraaft géint déi Entwécklung.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass net normal, datt de Staat d'Ausbildung ëmmer méi op d'Schëllere vun den Entreprisë leet, déi domat mussen eng Aufgab iwwerhuelen, déi de Staat net méi anstänneg erfëllt.

Här President, Scholde sinn eng enorm Gefor fir eist Land. Mir sinn e klengt Land mat enger schmueler ekonomescher Basis an hunn dowéinst méi Problemer wéi aner Länner, fir mat héije Scholde kënnen ze liewen. D'ADR wëll dowéinst d'Verschëldung stoppen an déi Scholden, déi mir hunn, zréckbezuelen.

Och de Kompensatiounsfong vun de Pensioune steet fir eis net fir politesch Zwecker zur Verfügung. En ass do, fir déi zukünfteg Pensiounen ofzesécheren a fir soss guer näischt! Dofir soll en och an déi Secteuren investéieren, déi rentabel sinn.

Leider sti mir och mat där Politik bal eleng do. Virun allem Parteien, déi politesch méi lénks wéi d'DP stinn, wëllen op dee Wee vun ëmmer méi Scholde goen an domat d'Zukunft vun deene Jonken hypothekéieren. Et ass scho verwonnerlech, datt all déi, déi dat Wuert „nohalteg" am heefegsten an de Mond huelen, och déi sinn, déi d'Zukunft vun deene Jonken duerch ëmmer méi Scholden am meeschte wëlle belaaschten.

Wa mir Honnerte vu Milliounen all Joer fir Zënse musse bezuelen – de Moien ass gesot ginn, datt mer an e puer Joren eventuell iwwer 400 Milliounen d'Joer schonn un Zënse musse bezuelen – an dann nach ëmmer kee Frang op dat geléinte Kapital zréckbezuelt hunn, dann ass dat déi onvernënftegst an onverantwortlechst Form vu Suenausginn, déi ee sech ka virstellen.

Et gëtt nun emol keng Sozialpolitik, keng Steierreform, keen Index, keng anstänneg Gesondheetspolitik, wann d'Keesen eidel sinn. D'ADR wëll dowéinst géintiwwer all deenen anere Parteien e kloert Zeeche setzen. Si ass prinzipiell fir eng Scholdebrems an der Verfassung. Dat geet am Ableck nun emol net aus deene Grënn, déi mer kennen. Dofir verlaange mer awer eng gesetzlech Scholdebrems, déi bei maximal 30 % vum Bruttoinlandsprodukt läit. Och dozou, Här President, wollt ech Iech eng Motioun presentéieren.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– déi national Staatsverscholdung an der vergaangener Legislaturperiod staark geklommen ass,

ass sech bewosst, datt

– d'Zënsen an de vergaangenen 12 Méint no engem laangen Déifstand nees staark geklomme sinn an dës Entwécklung aller Viraussiicht no och déi nächst Jore wäert unhalen, esou datt Lëtzebuerg geschwënn e puer honnert Milliounen Euro pro Joer un Zënslaascht muss bezuelen;

– héich Scholdzënsen de budgetäre Spillraum vum Staat staark aschränken;

– déi héich Verscholdung an déi entspriechend Zënsen och déi zukünfteg Generatioune belaaschten,

fuerdert d'Regierung op,

– e Gesetzesprojet op den Instanzewee ze bréngen, deen d'Gesamtverscholdung vum Lëtzebuerger Zentralstaat op maximal 30 Prozent vum PIB limitéiert.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fir vill Politiker vun der LSAP ass den Triple-A keng Mussesaach méi a si spillen dowéinst mam Feier. Si huele Länner wéi Irland, Däitschland – hu mer de Moien héieren – als Beispill fir ze behaapten, datt een och mat méi Scholden nach kéint eng gutt Notatioun vun de Ratingagenture behalen. Fir Lëtzebuerg sinn esou Theorië liichtsënneg, onverantwortlech liichtsënneg. Am Verglach mat anere Länner si mir nëmmen en Duerf. Mir si wäit méi verletzlech ewéi all déi aner. Sollte mir den Triple-A verléieren, huet dat direkt Konsequenze fir eise wichtegste Wirtschaftssecteur, d'Finanzplaz.

D'LSAP ass amgaangen, deen Aascht ofzeseeën, op deem mir all sëtzen. Mir kënnen dowéinst nëmmen hoffen, datt d'Wieler enger Partei, déi esou Risike wëll agoen, d'Vertrauen entzéien.

Och eist Staatsverméige steet fir d'ADR net zur Dispositioun, fir weider Scholden ze justifiéieren. Eise Wee ass dee vum budgetäre Gläichgewiicht, net dee vum Verkaf vun eise wichtegste Reserven.

Wa mir scho vun der LSAP schwätzen, Här President, ass d'Scholdepolitik net eis eenzeg Kritik. Déi warscheinlech sozialistesch Spëtzekandidatin huet viru Kuerzem op RTL gesot, datt fir si a fir hir Partei de gedeckelten Index eng méiglech Optioun wär. Abee, fir eis net! D'LSAP verléiert ëmmer méi vun hirer fréierer Identitéit als Partei, déi den Index ëmmer verdeedegt hat.

Bei där éischter Tripartite dëst Joer huet si awer schonn um Index gefréckelt, ënner Protest notamment vum OGB-L, an elo wëll si den Index nach méi a Fro stellen. D'LSAP soll eis soen: Wou, bei wéi enge Paien, soll dann dee gedeckelten Index ufänken? Wie soll nach de Kafkraaftverloscht ausgeglach kréien a wien net méi oder net méi ganz?

Wat d'LSAP wëll – oder op jidde Fall d'Resultat vun hirer Politik –, ass, iwwert de Wee vun enger Indexmanipulatioun d'Gehältertabell ze veränneren, well dat ass d'Resultat. Mee wien d'Gehältertabell oder d'Gehälterstruktur beim Staat wëll veränneren, soll dat bei Gehälterverhandlunge maachen an net iwwer Indexmanipulatiounen. Et stelle sech do evident Gerechtegkeetsfroen. Op jidde Fall ass d'LSAP – dat ass eist Gefill – mat hiren Indexspekulatiounen e bëssen do ukomm, wou och e fréieren CSV-Parteipresident haut ass.

Fir d'ADR ass kloer, datt de Wee, fir den Indexsystem ze preservéieren, muss de Kampf géint d'Inflatioun sinn an net de Kampf géint Wielerschichten, déi vläicht net zum eegenen Elektorat gehéieren.

Mir maachen eis als ADR och Gedanken iwwert den Index, awer mir wëllen eis dorëm këmmeren, wéi en eis kann erhale bleiwen an Zäite vu staarker Inflatioun, net, fir en ze manipuléieren. An et gëtt Gefore géint den Index. Do ass zum Beispill en Nieweneffekt den „effet auto-allumeur". Dat ass e Problem. A mir musse kucken, datt den Index dowéinst korrekt applizéiert gëtt, datt net verschidden Entreprisen eventuell den Index op Käschtefacteuren applizéieren, déi anerer si wéi d'Lounmass. Do muss ee sécher gutt oppassen. Awer eist Zil ass et, den Index ze erhalen, an net, en ze manipuléieren.

Här President, ënnert deene grousse Problemer, déi mir am Land hunn, ass och de strukturellen Defizit bei der sozialer Sécherheet. Dat ass och e Ressort, deen am Ableck an der Verantwortung vun der LSAP läit.

Dozou gehéiert och déi laangfristeg Ofsécherung vun de Gemengefinanzen. Och do geschitt näischt. D'Gemenge kréien awer ëmmer méi Kompetenzen an domat méi Käschten ze droen. Och fir déi ongerecht Entwécklung ass prioritär d'LSAP-Banneministesch responsabel.

Dozou gehéiert och eng onbedéngt noutwendeg Reform vun eisem Pensiounssystem, fir datt och déi nächst Generatiounen nach kënnen eng ofgeséchert an anstänneg Pensioun kréien. Och hei musse mir feststellen, datt d'LSAP als déi verantwortlech Partei fir déi sozial Sécherheet bis elo keng Propositiounen op den Dësch geluecht huet. Mir hunn de Moien héieren – dat ass jo och eng gutt Saach –, de Wirtschafts- a Sozialrot géif eng Etüd maachen, mee dat geet an eisen Aen net duer.

D'ADR widderhëlt dowéinst nach emol hiert Engagement am Pensiounsdossier: Sollt si an d'Verantwortung kommen, ginn d'Pensiounen nach virun deenen nächste Wale vun 2028 reforméiert. Well et ass keng Zäit ze verléieren! Jee méi laang mir domat waarden, desto méi grouss gëtt de Risiko, datt d'Leit mussen Abousse bei de Pensiounen erleiden. Dowéinst seet d'ADR: Schluss mam Immobilismus! Wien dat soziaalt Wuelbefanne fir déi nächst Generatioune wëll ofsécheren, muss konservativ wielen. Deenen anere feelt et ganz kloer u Courage a Fantasie!

Mir brauchen Éierlechkeet an der Politik, an dat gëllt och fir d'Energiepolitik. D'Sanktioune géint Russland sinn eng Katastroph fir déi europäesch Ekonomie. A jee nodeem, wéi eng Quell ee consultéiert, kritt ee verschidden Evaluatioune geliwwert. Awer eppes ass kloer: Mir sinn amgaangen, eise Wuelstand rapid ofzebauen. Mir kréien um Weltmaart net genuch Gas, fir déi Quantitéiten ze ersetzen, déi mir net méi direkt a Russland kafen. Dat, wat mir dann an anere Länner vill méi deier kafen, fir déi Liwwerungen ze ersetzen, ass dacks dann awer russesche Gas, deen einfach ëmgedeeft gouf. En heescht dann eeben indeschen oder ägyptesche Gas oder och Pëtrol. Dat ass einfach méi deieren, wäissgewäschene russesche Gas oder Pëtrol.

Mir kafen och fossill Brennstoffer an Diktaturen ewéi dem Aserbaidschan, deen och Krich géint den Noper Armenie féiert, wat all moralesch Argumenter an dësem Konflikt ad absurdum féiert.

Eis Energiekäschte sinn elo véiermol méi héich ewéi an den USA a laangfristeg gëtt geschat, datt si dräimol esou héich bleiwen. Mir ginn net nëmmen e Verméigen aus, fir Energie ze kafen, mee mir ginn och nach e Verméigen aus, fir d'Konsequenze vun eiser eegener Politik op d'Leit an op d'Entreprisen ofzefiederen. Laang hale mir dat net duerch, dat hat ech gesot, an déi aner europäesch Länner och net!

Leider fir d'Leit a fir d'Entreprisen hu mir déi Hëllefe schonn op engem Niveau ugesat, deen och scho ganz héich war am Verglach zu deem vum leschte Joer. Mee mir verschlëmmeren ons budgetär Lag Dag fir Dag a mir féieren eis an eng Situatioun, wou eis Finanzéierungskapazitéiten ëmmer méi kleng ginn, well mir scho ganz no un der 30 %-Scholdegrenz leien. Mir mussen also eis Politik änneren!

Déi bescht Manéier, fir dat ze maachen, ass, méi Energiesécherheet ze kréien. An et ass kloer, datt, och wann de Fridden an der Ukrain hoffentlech geschwënn do ass, mer och do nach grouss finanziell Obligatioune wäerten op eis huelen, well mir solle jo natierlech och bei der Rekonstruktioun vun deem Land hëllefen.

Eng aner Optioun, fir d'Energiekäschten erofzesetzen, wär natierlech eng aner Energiepolitik. déi gréng an och d'Regierung wëllen eis alternativ Energien als Léisung ubidden. Dat ass awer eng Illusioun. Esouguer wa mir d'Land géife mat industrielle Wandanlagen zoupléischteren a Solarzellen op all Wiss géifen opstellen, géif dat emol net e Brochdeel vun eise Besoinen ofdecken.

Déi alternativ Energië si volatill, si sinn net steierbar, si ginn an de Quantitéiten net duer a si si selwer dacks eng Belaaschtung fir d'Ëmwelt. Och am europäesche Verband geet dat net. Déi zwou eenzeg ekonomesch sënnvoll Alternative sinn am Ableck déi hei: entweeder zréck bei bëllege Gas oder Atomenergie. Wie weeder dat eent nach dat anert wëll, soll de Leit erklären, wéi Westeuropa de Wuelstand vu senge Leit wëll sécheren.

D'ADR ass dowéinst och decidéiert der Meenung, datt Investitioune vu Fongen an de Gas oder an d'Atomenergie steierlech net däerfe benodeelegt ginn. Ganz am Géigendeel: An eisen Ae mussen Investitiounen a Gas an an d'Atomkraaft duerch eng gënschteg Taxe d'abonnement encouragéiert ginn, sou wéi et och am Geescht vun der neier europäescher Taxonomie ass. Och an deem Sënn, Här President, wollt ech Iech eng Motioun iwwerreechen.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– Atomkraaft an Äerdgas beim EU-Sommet vum 2. Februar 2022 als nohalteg Energieformen an d'EU-Taxonomie opgeholl goufen an dës Decisioun de 6. Juli vum EU-Parlament confirméiert gouf,

ass sech bewosst, datt

– d'Regierung den Äerdgas am Kader vun der erweiderter parlamentarescher Fro Nummer 93 vum 19. Mee 2021 als wichteg lwwergangstechnologie bezeechent huet a Lëtzebuerg weiderhin e gréisseren Undeel vu sengem Stroum aus Frankräich importéiert;

– déi ernimmten Decisioun vun der EU iwwert d'Taxonomie also am Aklang mat eisen nationalen energiepoliteschen Interesse steet,

fuerdert d'Regierung op,

– Investitiounen an den Äerdgas an an d'Atomenergie net ze benodeelegen, och net um Niveau vun der Taxe d'abonnement.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hunn am Ableck en Desinvestissement an déi europäesch Ekonomie, eng Ofwanderung vun Entreprisen a mir riskéieren, datt och déi haart Realitéit geschwë bei eis ukënnt. Wa mer grouss Defiziter kréien, kréie mer och méi Chômage. D'Madamm Finanzminister huet de Moie schonn déi éischt Indicatioun an déi Richtung gemaach. Déi, déi keng Anung vun Ekonomie hunn an ëmmer nëmme wëllen d'Land mat Ideologie regéieren, wäerte geschwënn op de Buedem vun de Realitéiten zréckgeholl ginn, an dorënner leide mir leider alleguer!

Ee vun deene gréisste Problemer ass natierlech de Logement. An deen hänkt natierlech vun engem iwwergeuerdente Problem of, an dat ass den onkontrolléierte Wuesstem. Mir kënnen eis als ADR nëmme wonneren, datt déi gréng mengen, et wär elo nach Plaz fir iwwer 300.000 Leit am Land, wat eis Populatioun bis 2050 op iwwer eng Millioun Leit géif eropdrécken. Dat ass e Wuesstum, dee mir net kënne packen, weeder, wat d'Infrastrukturen ugeet, nach, wat eis Verwaltungen ugeet.

Fir eis ass kloer, datt mir e méi moderate Wuesstumszenario brauchen an aus deem Schnéiballsystem mussen erauskommen, an deem mir elo gefaange sinn an deen eis zu engem grousse Wuesstum praktesch forcéiert. Mir kënnen net ëmmer méi Leit an d'Land huele fir ze schaffen, fir datt mir d'Pensiounen nach bezuelt kréien.

Et gëtt bei deem Wuesstum keng sozial a kulturell Kohäsioun méi an dësem Land. Mir sinn elo scho vill ze vill zu engem Land vu Parallellgesellschafte ginn. Eis Sprooch gëtt mëttelfristeg zu engem Idiom vun enger autochthoner Minoritéit. Dat waren huel Wierder vu Gambia: 40 Punkte fir Lëtzebuergesch, en 20-Joresplang fir eis Sprooch. D'Wierklechkeet ass eng aner! Eis Populatioun ass an deene leschten eelef Joer iwwer 20 % an d'Luucht gaangen. Dat wäert op der ganzer Welt bal eenzegaarteg sinn.

Mee dat ass de maassgeebleche Facteur och an der Logementskris. Mir wëllen als ADR keng esou eng Entwécklung. Mir wëllen eng aner Zukunft fir eist Land, an dat bedéngt politesche Courage. Mir hunn deen!

déi gréng sinn haut zu enger blanner Wuesstumspartei ginn. Fréier, ech erënnere mech nach, do hu se, wéi mir och, en Zukunftsdësch gefuerdert an esou weider. Haut si se einfach eng Wuesstumspartei.

Mee wie wéi si vun enger Bevëlkerungsexplosioun hei am Land dreemt, dee braucht dat Wuert „Ekologie" och net méi an de Mond ze huelen. Lëtzebuerg packt dee séiere Wuesstum net. Eis Ëmwelt packt et och net. Den Elektroauto ass net d'Léisung fir eis Ëmweltproblemer, och net Honnerte vun deene grujelegen industrielle Wandanlagen. Mir brauchen e qualitative Wuesstum, esou wéi mir dee wëlle realiséieren. Mir mussen eis einfach bewosst sinn, datt den aktuelle Wuesstum eis a villerlee Hisiicht méi

kascht, wéi en eis bréngt. Wien dorun zweifelt, ka sech jo och emol froen, ob eis Liewensqualitéit vu virun 20 Joer a villerlee Hisiicht net besser war ewéi haut, zum Beispill am Transport?

Une voix | Et war alles besser ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Iwwert de Wee vun enger dréngend néideger Pensiounsreform kënne mir manner wuesstumsofhängeg ginn, kënnen doduerch eis Zukunft nees besser plangen an an e méi kontrolléierte Wuesstum iwwergoen. A wie seng ekonomesch Entwécklung ka steieren an orientéieren, dee kann dann och nees berechtegterweis vu qualitativem Wuesstum schwätzen.

Mir sinn als ADR also net iere wuesstumsfeindlech, wéi dat heiansdo behaapt gëtt, mir sinn awer ganz kloer géint en onkontrolléierte Wuesstum vun eisem Land, deen aus enger Reformonfäegkeet hierstaamt.

Ee Problem, deen d'Leit besonnesch interesséiert, virun allem och vill jonk Leit, ass jo eeben de Logement, dee se direkt concernéiert. An de Constat ass kloer: Dës Regierung huet keng Moossname geholl, déi wierklech de Problem géife léisen, si huet der vill geholl, déi e méi schlëmm maachen. Vill Leit kënne sech hei am Land näischt méi leeschten, vill gesi sech gezwongen, an d'Ausland wunnen ze goen. Fir si ass Lëtzebuerg zu engem Emigratiounsland ginn: Wéi am 19. Joerhonnert gi vill Lëtzebuerger haut aus ekonomesche Grënn fort, haaptsächlech wéinst dem Logement.

Op där enger Säit hu mir also eng massiv Nettoimmigratioun vu Leit, déi dacks – net ëmmer – genuch verdéngen, fir hei eppes ze kafen oder ze lounen. Déi demografesch, sproochlech a kulturell Veränneren, déi dat mëttelfristeg mat sech zitt, sinn awer aktuell nach en Tabu. Awer fir eis net! Mir wëllen och dee Problem thematiséieren a maachen dorop opmierksam, datt speziell vill Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, an d'Nopeschregioune wunne ginn.

Bei enger Gesamtpopulatioun, déi rapid wiisst a geschwë majoritär kee Lëtzebuergesch schwätzt, verléiere mir gläichzäiteg enorm vill Leit, déi eis Sprooch nach kënnen. Wou dat an 30 Joer hiféiert, kënne mir eis virstellen. De Logementsproblem ass also net nëmmen en ekonomeschen a soziale Problem, mee et geet och ëm eis demografesch a kulturell Zukunft an Identitéit.

Leider stelle mir fest, datt, fir de Logementsproblem an de Gréff ze kréien, d'Regierung eeben déi falsch Usätz huet, wéi Strofen, Aschränkung vun de Proprietéitsrechter, staatlechen Dirigismus, héich Steieren. Alles dat, wat nach ni an néierens fonctionéiert huet, soll elo op eemol hei am Land fonctionéieren. Den Echec ass dach virprogramméiert!

Mir wëssen, datt eleng schonn d'Verschlechterung vum Amortissement accéléré iwwert déi lescht Joren zu enger Reduzéierung vun der Bauaktivitéit geféiert huet. Ech mengen, de Kolleeg vun der Sozialistescher Partei huet dat de Moien och gesot. D'Resultat ass evident: Et gëtt manner gebaut, de Logement gëtt doduerch nach méi knapp, nach méi deier.

D'ADR wielt dowéinst och hei e ganz anere Wee: Vertrauen an de Maart, Bedeelegung vun der privater Initiativ an der privater Ekonomie, Encouragement vum Investissement an de Logement, niddreg Steieren, Liberaliséierung vun eise Gesetzer. Dat sinn eis Rezepter. Si hunn dee klore Virdeel géintiwwer der Regierungspolitik, datt si wierken an de Problem och wierklech léise kënnen.

Natierlech wëlle mir och kee kale Kapitalismus an eis Politik muss dowéinst zolidd sozial begleet ginn: Grousszügeg Hëllefe fir Acquisitiounen, besonnesch fir jonk Leit, temporär Offiederung vun de krichsbedéngten Zënseffekter, Reduzéierung vu Steieren an Taxen, vernënftege Schutz vum Locataire an aneres méi si wichteg Elementer, déi an esou eng Politik mat eragehéieren.

Mee eis Prioritéite sinn anerer wéi déi vun der Regierung. Si gëtt de Leit hei am Land fir 37 Milliounen Hëllefen am Logement an der Ukrain fir 80 Millioune Waffen. D'ADR liwwert keng Waffen a Krisegebitter a wëll dofir eng grousszügeg Ënnerstëtzung fir déi Leit, déi sech wëllen eng Wunneng kafen.

D'ADR wäert och ni akzeptéieren, datt Zweetwunnenge besteiert ginn oder datt Leit, déi beruffsbedéngt an d'Ausland versat ginn, gezwonge ginn, fir hir Wunnecht heiheem ze verlounen. Déi nei Steieren – Mobiliséierung vun eidele Wunnengen an esou weider – sinn u sech näischt aneres wéi illegitimm Agréffer an d'Proprietéitsrechter vun de Leit. Doriwwer eraus verschlëmmere si d'Situatioun vum Logement nach, amplaz se ze verbesseren. D'DP misst dat eigentlech wëssen. Nach ni hu sozialistesch Rezepter ekonomesch Problemer geléist, awer ëmmer hu si se verschlëmmert!

(Interruptions)

Niewent dem Logement hu mir hei am Land och e ganz groussen Aarmutsproblem. Bei bal 20 % vun de Leit, déi aarm sinn, musse mir eis froen, ob eis Solidaritéits- a Sozialmechanisme gutt genuch sinn, ob si wierklech gräifen oder ob si musse reforméiert ginn. D'Aarmut an d'Prekaritéit däerfen net méi wéi e Randphenomeen behandelt ginn, mee gehéiere ganz uewen op eis Prioritéitelëscht!

Och de Problem vun deene villen niddrege Paie gehéiert an déi Analys. Mat engem Mindestloun muss een eiser Iwwerzeegung no kënnen dezent liewen, an dat ass hei am Land leider net méi de Fall. Mir hunn e reelle Problem vun de Working Poor, an dat ass eng Situatioun, déi net ze akzeptéieren ass!

Et gëtt ëmmer méi Weeër, wéi een esou en Zil kann erreechen, wann een déi Situatioun wëll verbesseren. Lounerhéijunge sinn natierlech déi éischt Méiglechkeet, an d'ADR wëll ënner anerem och dee Wee aschloen. Mir brauchen e Mindestloun, deen et de Leit erlaabt ze liewen an net nëmmen ze iwwerliewen.

Dobäi verléiere mir déi strukturell Entwécklung vun eisem Land an d'Besoine vun eisen Entreprisen net aus den Aen. Niewent der Héicht vum Loun brauche mir dowéinst och aner Moossnamen, wéi zum Beispill steierlech Moossnamen a Sozialtransferten.

Vill steierlech Fuerderunge vun der ADR kennt Dir schonn, an ech wëll der dowéinst nëmmen e puer dovun hei nach emol an Erënnerung ruffen: Steierfräiheet fir de Mindestloun a fir déi kleng Renten, Inflatiounsupassung vun der Steiertabell, wéinstens emol muss en Ufank gemaach ginn a méiglechst séier, keng Steiererhéijungen, och net op Taxen, Cotisatiounen, Akzisen, och net op Gemengenniveau, Ofschafung vun der Kuelendioxidsteier. A well déi elo erëm den 1. Januar soll erhéicht ginn, wëll ech och dozou hei eng Motioun iwwerreechen, Här President.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Käschte fir ze hëtzen a fir ze tanken zënter dem 1. Januar 2022 staark geklomme sinn;

– nieft de Sanktioune géint Russland och d'Steiere bei dësem Präisustig eng weesentlech Roll spillen, och déi op den 1. Januar 2021 agefouert Zäregassteier;

– dës Steierbelaaschtung besonnesch déi Leit, déi wéineg verdéngen, an déi, déi um Land wunnen, iwwerproportional belaascht,

ass sech bewosst,

– datt eng Erhéijung vun der Zäregassteier op den 1. Januar 2023 geplangt ass, déi zu enger weiderer Erhéijung vun de Präisser fir ze tanken an ze hëtze wäert féieren,

fuerdert d'Regierung op,

– déi fir den 1. Januar 2022 geplangte Progressioun vun der Zäregassteier vu 25 op 30 Euro pro Tonn CO_2 fir den Zäitraum vun engem Joer ersatzlos auszesetzen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir gesinn net an, datt déi Steier elo, zemools an dëser Situatioun, op den 1. Januar nees soll klammen. Ofséchere vum Tanktourismus géintiwwer eisen Nopeschlänner, eng méi séier Upassung vun de Renten un déi allgemeng Lounentwécklung, Avancen an Erhéijunge bei der Allocation de vie chère wéi och bei der Kilometerpauschal, dem Kilometergeld. Awer mir brauchen zousätzlech och eng Diskussioun iwwert d'Héicht vun den Abattementer, déi zum Deel säit zwanzeg Joer net méi ugepasst goufen.

Mir brauchen eng Diskussioun iwwert déi steierlech Situatioun vun deene gescheeten oder getrennten Elteren, wou och deen Elterendeel, deen d'Garde net huet, muss besser behandelt ginn. A bei enger Garde partagée an enger Résidence alternée mussen déi zwee Elterendeeler absolutt gläich behandelt ginn.

Mir begréissen natierlech déi Verbesserunge fir déi elengerzéiend Elteren an dësem Budget, och wann dat vläicht nach net wäit genuch geet, awer mir mussen och iwwer eng Besserstellung vun de Wittleit diskutéieren, ouni awer dobäi Gerechtegkeetsfroe géintiwwer anere Kategorië vu Steierbezueler aus den Aen ze verléieren.

Och wann eenzel steierlech Verbesserungen dat anert Joer als Walkaddo kommen ... dovunner gi mer jo all aus, datt op eemol da Sputt do ass, fir nach e bëssen eppes ze verdeelen. D'lescht Joer war et den Dampmelder. Ech weess net, wat elo d'nächst Joer als Iwwerraschung kënnt, mee mir kënnen domadder liewen, mir kënnen domadder liewen. Mir begréissen dat och, wann dat néideg a sënnvoll Moossname sinn a wa se gerecht sinn. Also wann Der e bësse Sputt hutt, deen de Leit hëlleft, da maacht Dir Walkaddoen. Et wäert Iech net retten!

Fir dëst Land och kënne steierlech ze ...

(Interruption)

... reforméieren, musse mir eis budgetäre Spillraum verschafen. An dofir brauche mir net nëmmen en direkt Enn vum Krich, mee och eng volontaristesch Reduzéierung vun den Depensë beim Staat. D'Depensë beim Staat klamme säit Joren iwwerproportional par rapport zu de Recetten. Mir soen als ADR ganz kloer, datt mir dat net akzeptéieren. Sollte mir no de Walen am Joer 2023 an d'Verantwortung kommen ...

(Hilarité)

Jo, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Also bis elo wär et bal ze erdroe gewiescht! Mee drot eis awer net.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... also wësst Der, et ass méiglech, Här Kersch, datt Dir Är Walen a Sondagë maacht, mee mir maache se a Walen an déi sinn am Oktober d'nächst Joer!

M. Dan Kersch (LSAP) | Mam Här Reding als Spëtzekandidat!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Sollte mir no de Walen am Joer 2023 ...

(Brouhaha)

... an d'Verantwortung kommen, an ech si ganz optimistesch, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... dréie mir de Budget Zeil fir Zeil ëm a bréngen eng nei verantwortungsvoll Budgetsdisziplinn, déi dëst Land brauch. Awer mir maache keng sozial Häerten. All Analyse vum Budget kritiséieren déi héich Ausgabequote vum Staat, also musse mer Konsequenzen zéien.

Mir sinn, a loosst mech dat hei an aller Däitlechkeet soen, absolutt net mat ville vun deenen Depensen averstanen, déi dës Regierung mécht. Mir wëlle spueren, awer ouni Austeritéit. Dowéinst maache mir Schluss mat onnéidegen a reng ideologeschen Depensen.

Mir bleiwen international solidaresch, awer an deem Mooss, wéi aner Staaten dat och sinn. Mir brauchen néierens Virreider oder Musterschüler ze sinn.

Mir hunn de Courage, nei Weeër ze probéieren, zum Beispill an der Klimapolitik, wann déi besser Resultater fir manner Käschte bréngen. Mir wëllen eis elo där Verantwortung net entzéien a wëllen Iech och Beispiller ginn, et ass jo dat, wat mer ëmmer erëm gefrot kréien: Wou géift Der da spueren?

Abee, d'ADR seet Iech dat an e puer Beispiller. Mir erwaarden och net, datt Der d'accord sidd, mee et soll keen eis kënne soen, datt mer keng Propositioune maachen.

Mir reduzéieren eis Entwécklungszesummenaarbecht op 0,7 % vum Bruttonationalakommes, esou wéi mir dat 1992 zu Rio versprach haten. Alles, wat kann no de Reegele vum CAD vun der OECD ugerechent ginn, gëtt och ugerechent.

Mir sichen d'Handelsrelatioune mat den Entwécklungslänner ze verbesseren. Dat ass an eisen Ae wierklech dee méi intelligente Wee wéi d'Entwécklungshëllef. Eis Hëllef bei humanitäre Katastrophe gëtt awer par rapport zum aktuelle Stand eropgesat. Mir denken, datt mer ze vill knéckeg sinn, wann iergendwou eng grouss Katastroph geschitt ass.

Mir maache Schluss mat der Immigratiouns- an Asylpolitik vun dëser Regierung. Et kritt nëmmen nach Schutz, wie wierklech Schutz brauch, an nëmmen nach esou laang en e brauch. Mat eis gëtt et keng europäesch Verdeelungsmechanismen a keng illegal Immigratioun aus ekonomesche Grënn.

Déi drastesch Ännerungen, déi mir an der Asyl- an Immigratiounspolitik géife virhuelen, géife schonn a relativ kuerzer Zäit vill Foyere fräimaachen, déi an deene leschte Jore gebaut goufen. Eng Rei Foyere géife mir viru fir Demandeurs de protection internationale benotzen, well mir wëllen déi Leit weider bei eis ophuelen, déi wierklech Schutz brauchen. D'ADR seet kloer Jo zum Asyl. Awer mat eiser Politik géifen eeben och vill Plazen an de Foyeren nees séier fräi ginn.

Déi Plaze géife mir benotzen an zum Deel adaptéieren, fir haaptsächlech fënnef Zwecker ze erreechen:

Éischtens, d'Vergréisserung vun der Zuel vun de Plaze fir Fraen an Nout.

Zweetens, d'Schafung vu Plaze fir Männer an Nout, inklusiv fir Männer mat Kanner. Mir erënneren drun, datt et bis elo fir Männer an Nout bal keng Foyersplaze gëtt.

Drëttens, d'Schafung vun Appartementer fir Familljen a Leit an Nout, zum Beispill no engem Brand oder Iwerschwemmungen.

Véiertens, Housing-First-Projeten, zum Beispill fir destabiliséiert Leit, déi en neien Ufank an en Doheem brauchen, Drogesüchteger, Ex-Strofgefaangener am Kader vun enger Resozialiséierung, Inklusioun vu Leit mat enger Behënnerung oder och vu psychiatresche Patienten, déi betreit Wunne brauchen.

Fënneftens, en nationalen a ganzjäregen Hëllefszentrum fir Leit ouni Daach iwwert dem Kapp mat Offere fir eng Betreiung, eng Ausbildung an eng Insertioun an d'aktiv Gesellschaft; also eng Initiativ, déi wäit iwwert déi aktuell Wanterhëllef erausgeet.

Dir gesitt, mir hu kloer Iddien, wat mer géife maachen, wa mer dann d'Méiglechkeet bis hunn.

Mir reduzéieren ...

(Interruptions)

... eis fräiwëlleg ..., ech gesinn déi grouss Begeeschterung, dat verstinn ech, mir sinn och begeeschtert, ...

(Hilarité)

... mir reduzéieren eis fräiwëlleg Contributiounen un d'Europäesch Unioun, aner international Organismen an Netregierungsorganisatiounen. Mir stoppen eis Subventiounen un international Klimafongen, wou kee Mënsch weess, wat mat deene Sue geschitt. Eleng dat si 44 Milliounen am Joer.

Mir héieren elo, datt d'Europäesch Unioun, déi jo ni genuch Sue ka kréien, elo och nach wëllt en zousätzleche Fong ariichten, en europäesche Souveränitéitsfong. Abee, an eisen Aen ass d'EU kee Staat a si soll och net esou maachen, wéi wa si ee wär. Esou e Fong ass komplett iwwerflësseg an d'ADR ass dergéint, datt Lëtzebuerg och nëmmen ee Frang an esou e Fong abezilt!

Eis Kontributioun zum EU-Budget ...

(Interruption)

... wiisst dat anert Joer – ech wëll dat hei däitlech soen, och fir déi Leit, déi eis nolauschteren – ëm 240 Milliounen Euro!

(Interruption)

Dat ass e Verhandlungsresultat vun dëser Regierung. Mat der ADR gëtt et prinzipiell keng weider Erhéijung vun eiser Kontributioun an den EU-Budget.

Mir wëllen eng Réckverlagerung vu Kompetenzen dohin, wou se higehéieren, bei d'Nationalstaaten. Mir wëlle mat deenen anere Staaten an Europa enk a vertrauensvoll zesummeschaffen, well dat eng Noutwendegkeet ass. Dofir brauche mir awer keng riseg Administratiounen, déi mengen, si wären d'Regierung vun engem europäesche Federalstaat. Eis Visioun ass déi vun engem Europa vun den Natiounen. An dat ass méi realistesch a méi zukunftsfäeg wéi alles anescht.

Mir iwwerpréiwen all eis bürokratesch Prozesser fir ze kucken, wéi mir eis Verwaltungsstruktur allzäit kënnen adaptéieren an optiméieren. Eist Zil ass e schlanken, modernen an effiziente Staat. Mir wëssen natierlech, datt bei deem Wuesstum, deen eist Land huet, a bei ëmmer méi Erausfuerderungen de Staatsapparat an engem vernënftege Mooss muss viruwuessen.

Aus aktuelle Grënn soll hei och ënnerstrach ginn, datt déi gewerkschaftlech Fräiheet och beim Staat muss allzäit garantéiert sinn. An och an deem Sënn, Här President, wollt ech Iech och eng Motioun iwwerreechen.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– déi gewerkschaftlech Fräiheet e garantéiert politescht a soziaalt Recht ass, dat säin Nidderschlag esouwuel an der Verfassung wéi och an internationale Konventioune fënnt;

– Lëtzebuerg iwwer eng stolz Traditioun vu gewerkschaftlechem Engagement a gewerkschaftlecher Autonomie verfüügt, déi e weesentleche Pilier vum Lëtzebuerger Sozialmodell duerstellen,

ass sech bewosst, datt

– déi gewerkschaftlech Aarbecht a Krisenzäite méi wichteg ass wéi jee;

– d'Gewerkschaften hir gesellschaftlech Verantwortung nëmme realiséiere kënnen, wann hir Memberen, souwuel privat Salariéë wéi och Staats- a Gemengebeamten, iwwert déi néideg rechtlech Sécherheet verfügen, datt si fir hiren Engagement absolutt keng negativ Konsequenze musse fäerten (wéi zum Beispill d'Gefor vu berufflechen Nodeeler, vun Diskriminéierung, Versetzung, vu juristesche Prozeduren an esou weider),

fuerdert d'Regierung op,

– déi gewerkschaftlech Onofhängegkeet a Fräiheet vollëmfänglech ze respektéieren a konsequent ze schützen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Eppes ass awer kloer: Do, wou ënnert dëser Regierung gemengt gëtt, d'Leit kënnen ze dirängelen, besonnesch am Ëmweltberäich, komme mat der ADR grouss Veränneurungen.

(Interruption)

Mir reduzéieren natierlech och eis Kuelendioxidemissiounen, an ech géif d'Kolleege vun deene Gréngen, déi puer, déi hei sinn, elo bieden nozelauschteren: Mir reduzéieren och eis Kuelendioxidemissiounen a wëlle manner fossill Energie benotzen, awer mir maachen dat an deem Rhythmus, wéi eis wichtegst Konkurrenten op der Welt et och maachen.

Mir kucken, datt eis Entreprisen zu all Ableck kompetitiv bleiwen. Mir kënnen eis och hei nei a besser Weeër virstellen, fir eis Emissiounen ze reduzéieren. Mir zéien einfach ekonomesch a politesch Konsequenzen aus zwou grondleeënde Wourechten: Éischtens, dem Klima ass et egal, wou d'Emissioune reduzéiert ginn. An zweetens, Lëtzebuerg ka wéinst senger Gréisst an deem Beräich souwisou eleng net vill änneren. Absolutt gesi sinn eis Emissiounen extreem niddreg.

Wat proposéiere mir? Éischtens: Mir géife massiv fuerschen, an der Atomenergie, an der Fusioun, ITER, neie Reaktorformen, Reduktioun a Konversioun vu radioaktiven Offäll. Mir lauschtere jo eise grénge Kolleegen ëmmer ganz opmierksam no, a wann ech dat vergläichen: An dëser Woch hate mer an den USA e Fusiounsexperiment, wou méi Energie gewonne gouf, wéi dragestach gouf. En Duerchbroch! An dann héieren ech hei déi gréng Kolleege géint d'Atomenergie argumentéiere wéi an de 70er-Joren. Ma déi si 60 Joer hannert der wëssenschaftlecher Entwécklung zréck, déi gréng! Déi schwätzen iwwert d'Atompolitik wéi 1970. Elo, 2022, si mer an enger anerer Welt. Mee da musse mer dach awer de Courage hunn, mol mat der Wëssenschaft virunzegoen. Si soe jo ëmmer, si wiere wëssenschaftsbaséiert, ma et ass kee méi réckstänneg wéi déi gréng mat hire Wandmillen. Wa mer ganz aner Energieformen ewell op der Welt hunn a ganz nei Hoffnungen an nei Perspektiven, ma da sinn et déi „Ewiggestrigen" do, déi eis dann hënneren um Fortschrëtt!

(Interruption)

D'ADR, d'ADR wëllt nei a méi effikass Usätz bei de Reduktiounen. An dat maache mer op dës Manéier: Mir kéinten zum Beispill do op der Welt investéieren, wou déi gréissten Emissioune vun Dreifhausgase sinn, an dat ass net hei, dat ass mol net an Europa, bis op Polen, do sinn e puer esou Plazen, mee haaptsächlech

an Indien, a China, op anere Plazen, an Afrika op enger Rei Plazen. Do sinn zum Deel Kraaftwierker, déi massiv Emissioune maachen a fir e groussen Deel vun den Emissiounen op dëser Welt responsabel sinn. Dat ass einfach eng statistesch Wourecht.

Ma da kommt, mir ginn hin a mir investéieren op deene Plazen! Mir bauen nei Kraaftwierker, mat deenen neisten Technologien, dann hu mer eppes gemaach fir d'Reduzéierung, a mir loossen eis déi Reduktiounen urechnen, national, als eis Contributioun. Mir kënnen investéieren dohinner, dann ass et och nach en ekonomesche Modell a mir hu reduzéiert, amplaz datt mer hei wéinst e puer Gramm jiddereen dirängelen, deen hei am Land den Auto hëlt oder all Bauer, dee raus op d'Feld fiert.

Mir hunn dach aner Méiglechkeeten! Mir si fir eng intelligent Politik am Ëmweltberäich, eng, déi eppes brëngt. An natierlech kënne mer parallell hei am Land reduzéieren, awer an engem Rhythmus, deen ze verdroen ass an net déi ideologesch Geschichten, wéi mer se vun deene Gréngen do mussen erleiden Dag fir Dag.

Mir wëllen ...

Une voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... alles, wat ideologesch ass – jo, ech sinn nach ëmmer derbäi, wat mir géifen änneren am Budget, well et ass esou vill Sputt dodran, esou vill –, déi reng ideologesch Saachen, déi géife mer och emol fale loossen. Ech denken do, et ass dach wonnerschéin, un déi Etüd elo iwwert de Lëtzebuerger Kolonialismus, deen et ni gouf, Etüden iwwert de Klima-Biergerrot – wat soll dat brëngen? –, den heroesche Kampf géint Stereotyppen. De Kampf géint Stereotyppen, wivill Suen hu mir schonn an dee Kampf géint Stereotyppe gestach? Also, ...

(Interruption)

... an dann d'fréi Sexualiséierung vun de Kanner, och dat si Saachen, déi mir direkt géife faleloossen.

D'Wourecht ass einfach: Kee Wee féiert laanscht eng Reduzéierung vun den Depensë vum Staat! Just d'ADR kënnt heihin an huet awer kloer Virschléi, Konzepter! Déi aner hu keng. Mir wëllen dat prioritär bei Auslandsengagementer maachen a bei Investitiounen, ...

(Interruptions)

... déi elo net derzou féieren, datt mir hei misste sozial Aschnëtter maachen.

Voilà! A wat ass dann d'Alternativ? Well dat wëlle mer Iech och soen. Wat géife mir amplaz setzen? Mir hu jo elo e puer Beispiller genannt, wou mer géifen aspueren. Abee, dat, wat mir géife maachen, dat kascht net vill. Et ass net, datt dat enorm Käschten hätt. Awer mir géifen eist Liewen drastesch veränneren. Mir géifen dëst Land nees méi liewenswäert maachen, méi sécher, méi mënschlech, mat klore Repèren, enger onverwiesselbarer Lëtzebuerger Identitéit, enger gesonder a leeschtungsfäeger Ekonomie, enger grousser Solidaritéit an engem berechtegten a selbstverständleche Patriotismus. Eppes, wat Verschiddener net méi kennen.

Mir wëllen, datt eist Land nees méi zu deem gëtt, wat et war, ier et an d'Hänn vun dëser Koalitioun geroden ass.

(Brouhaha)

Mir bekennen eis zu eisem Land. An all Stëmm fir d'ADR ass eng Stëmm fir Lëtzebuerg!

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fir eist Gesellschaftsbild ze erreechen, setze mir dës budgetär Prioritéiten: Kloer e budgetäert Gläichgewiicht a gesond Staatsfinanzen am Interessi vun deene jonke Leit.

D'Aféierung vun engem Elteregeld an eng konsequent Ënnerstëtzung vun de Familljen. D'Elteregeld mécht d'Famill finanziell vum Staat méi onofhängeg. D'Famill kann da selwer decidéieren, ob si mat deem Geld wëllt hir Kanner an eng Struktur ginn oder ob d'Mamm oder de Papp wëllen doheembleiwen, fir sech selwer ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren.

(Brouhaha)

An deem Fall ass d'Elteregeld eng finanziell Unerkennung a Kompensatioun fir déi immens wichteg Aarbecht vun der Kannererzéiung.

Fir eis stinn d'Kannerrechter am Mëttelpunkt, esou wéi si an der Kannerrechtskonventioun festgehale ginn. Mir maache keng Reform vun de Filiatiounsgesetzer, déi aus de Kanner Handelsobjekter maachen.

Mir retabléieren ...

Une voix | Mir och net!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... déi komplett Souveränitéit vun der Famill a wëllen net, datt de Staat weider dat Privat zum Politesche mécht. Mir iwwerloossen et zum Beispill eleng der Famill fir ze decidéieren, wie soll wéi laang de Congé parental huelen, d'Mamm oder de Papp.

Mir bleiwen och der Meenung, datt déi Verloschter duerch déi zäitweileg Desindexéierung vun de Familljenzoulagen, déi d'Familljen ze erleiden haten, sollte kompenséiert ginn.

Fir d'Sécherheet vum Land an am Land ze verbesseren, setze mir kloer Prioritéiten. Mir wäerten déi ëffentlech Sécherheet drastesch verbesseren, d'Police stäerken, d'Arméi, d'Douane, de Rettungsdéngscht an de SREL, eng Verbesserung vun de Karriären an den Aarbechtskonditiounen och am Strofvollzuch. Mir wäerten eist Land méi resilient fir de Krisefall maachen, inklusiv bei den Energiereserven a bei der Cybersécherheet.

Mir wëllen d'Justiz reforméieren, hir méi personell Mëttele ginn, awer och inhaltlech a strukturell. D'Jugendstrofrecht, dat gëtt net esou reforméiert, wéi dës Regierung dat wëllt. Dat kënnt jo och net, a mir hu jo gesinn a leschter Zäit, wéi wichteg et ass, datt mer och beim Jugendstrofrecht kloer Zeeche kënne setzen. Mee den Nationale Justizrot, dee gëtt bei eis depolitiséiert. Steiergeriichter wëlle mer aféieren. Meenungsfräiheet garantéieren. Dat ass och eppes, wou mer insistéieren.

Am Gesondheetssecteur wäerte mer kucken, datt mer eng nei Dynamik erabréngen a vill méi liberal denken, fir einfach och fir d'Dokteren a fir dat medezinnescht Personal erëm vill méi attraktiv ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir haten hei Joerzéngte sozialistesch Gesondheetspolitik.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da kommen ech jo just richteg!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här Mars Di Bartolomeo, am Gesondheetswiesen ass Är Zäit eigentlech eriwwer. Dir kommt net just richteg, Dir waart jorelaang, ...

(Interruption)

... eis Zäit kënnt, Här Di Bartolomeo, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... mir wëllen d'Spidolsinfrastrukturen ausbauen an och där mentaler Gesondheet méi Opmierksamkeet ginn. Mir wëllen eis Krankekeess wéi och all aner Organisme vun der sozialer Sécherheet reforméieren a verbesseren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir hunn eng Gesondheetskeess, déi krank ginn ass.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dobäi wëlle mir keng rekurrent, dobäi wëlle mir ... Nee, mir hunn eng Gesondheetskeess, jo, déi krank ginn ass ënnert Ärer Féierung!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dobäi wëlle mir keng rekurrent Problemer, keng strukturell Defiziter opkomme loossen, déi eng héichwäerteg Versuergung vun der Populatioun kéinten a Gefor brëngen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir sidd awer deen Eenzegen, deen esou denkt!

M. Fred Keup (ADR) | Nee.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wa mir vun der Gesondheet schwätzen, sollte mir och net vergiessen, datt de Sport, och déi privat Sportveräiner, weider d'Ënnerstëtzung vum Staat brauch.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A, elo hutt Der d'Kéier kritt.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir maachen, mir maachen ... Ech brauch keng Kéier ze huelen, ech gi riicht virun a Richtung Regierung.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift! Wann ech vun der Gesondheet schwätzen, da berouegen ech mech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Eng komplett Reform, mir wëllen, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Vläicht am Afghanistan.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... mir wëllen eng komplett Reform vum Schoulsystem, fir zréck an e leeschtungsorientéierte System ze kommen. Dozou gehéiert d'Neesaféiere vum Opnamexamen, d'Reform vun den Orientéierungs- a Promotiounsprozeduren, d'Revaloriséierung vum Handwierk, d'Reform vun der Beruffsausbildung an d'Grënnung vu besonnesch héichwäertege Schoule wéi zum Beispill vu Grandes Écoles virzebereeden.

A ganz wichteg: D'Gewalt an de Schoule wäerte mir konsequent bekämpfen!

(Interruption)

Mir wäerten e resolutten Ëmweltschutz an Déiereschutz maachen, awer mat de Leit an net géint d'Leit. Dee franséische Philosoph Alain Finkielkraut huet elo viru Kuerzem gesot: „Il faut soustraire l'écologie aux écologistes." Dat ass e ganz schéine Sproch, dee ganz vill seet. An en huet Recht! Well mir kënnen eis Ëmwelt schützen, den Déiereschutz, d'Biodiversitéit, ouni Ideologie. Déi iwwerloosse mer de Gréngen!

(Brouhaha)

Mir maachen eng Pensiounsreform, a mir wëllen och d'Verfassung op de Leescht huelen. Mir wëssen, datt mer déi d'nächst Woch hei stëmmen, mee mir sinn net mat deem Resultat zefridden. A mir wäerten och an der nächster Legislaturperiod Ännerungen un eiser Verfassung proposéieren, déi fir eist Land ganz wichteg sinn. Dozou gehéiert och eng Depolitiséierung vun der Verfassung, wéi se am Ableck eebe leider ugeduecht ass, a ganz vill aner Saachen, e Recht op Liewen a ganz vill aner wichteg Elementer, déi an dëser Verfassung feelen.

Mir wäerten déi ëffentlech Déngschtleeschtunge verbesseren. Dat gëllt och fir d'Post an den ëffentlechen Transport, dofir wäerte mer de Service universel nei definéieren. A mir wäerten och kucken, datt manner Post- a Bankagencen am Land verschwannen. Fir eis ass et ganz wichteg fir d'Liewensqualitéit an eisen Dierfer, datt déi bleiwen.

Mir maachen eng volontaristesch Integratiounspolitik, dat soen ech och Richtung vun de Kolleege vun der CSV. Mir bradéieren eis Nationalitéit net a reformëieren dowéinst och d'Nationalitéitegesetz.

Mir wäerten d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur valoriséieren. De Code de déontologie fir Kulturinstitutioune gëtt nees ofgeschaaft, fir d'Fräiheet vu Konscht a Kultur ze garantéieren.

Mir maachen eng engagéiert Sozialpolitik, déi och op d'Tripartite als wichtegt Instrument vum sozialen Dialog, besonnesch a Krisenzäiten, zréckgräife kann. Tripartite bleift Tripartite!

Mir wäerten och en Ausbau vun der direkter Demokratie hei am Land konsequent virundreiwen no Schwäizer Virbild.

Niewent all deenen Ekonomien an anere Reformen, déi ech elo ugekënnegt hunn, wäerte mer och e besonneschen Accent leeën op de Kampf géint Frauden. Et ass besonnesch an eise soziale Systemer néideg, datt mer eis besser opstellen, fir géint dee Phenomeen virzegoen.

A mir mussen eng Diskussioun iwwer eng méi grouss Steierreform féieren. Et ass schonn e Problem, datt de groussen Undeel vun eisem Steieropkommes, iwwer 70 %, vun de Leit kënnt an net vun Entreprisen, Kollektivitéiten oder Kapital.

Mir mussen natierlech international kompetitiv sinn a mir däerfen ni de Feeler maachen, déi ekonomesch Basis vun eisem Wuelstand a Gefor ze bréngen. An awer musse mir eis, am Mooss vum Méiglechen, Vernënftegen a Gerechten, mat deem Problem ausenanersetzen, fir datt mer en anert Gläichgewiicht an eis Steierstruktur erakréien.

Mir wäerte selbstverständlech, dat ass scho gesot ginn, och d'Steiertabell un d'Inflatioun upassen, dat ass en éischte Schrëtt. Awer mir däerfen eis net laanscht déi grondsätzlech Froen an eisem Steiersystem drécken. Ech wëll awer och par rapport zu där Interventioun vu menger Virriednerin soen, datt et fir eis net d'Zil ass, fir d'Famill steierlech ofzeschafen. Et kann ee sécher Reforme maachen, awer fir déi komplett Individualiséierung do ze prônéieren, dat ass net dee Wee, dee mir gesinn.

Mir wëllen dëst Land reformëieren. Dozou gehéiert och d'Verkéiersproblematik. Den Tram gëtt et elo, mir ware laang géint den Tram, et gëtt en elo, mee e léist eise gréisste Verkéiersproblem net, an dat ass d'Situatioun vun de Frontalieren. Eis Autobunnen an eis Stroosse sinn all Moie verstoppt. Mir kréien dee Problem nëmme geléist, wa mir déi al a richteg Iddi vun der ADR endlech an Ugréff huelen: D'Eisebunn muss ënnert der Stad duerchgeféiert ginn, fir mëttelfristeg en RER ze erméiglechen. Och grouss Stied am Ausland maachen dat, a mir mussen och op dee Wee goen. An all déi, déi haut soen „Nee", déi wäerten an e puer Joer hei stoen a soen: "Jo, et ass esou."

M. Fred Keup (ADR) | Genau!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Den Tram ass net d'Léisung. Den Tram, deem musse mer elo e Sënn ginn, an dee muss eeben d'Haaptstad an déi peripher Regioune matenee verbannen, fir datt dat elo iergendwéi e Konzept ka ginn, awer et ass net d'Léisung fir eis Haaptverkéiersproblemer.

Mir sinn eis och bewosst, datt mer de Flughafe musse mat der Zäit ausbauen, awer esou, datt d'Noperschaft dorënner net leit. An do gëtt et jo och vill technesch Fortschrëtter, déi dat dann erméiglechen.

Här President, dëst ass dee leschte Budget vu Gambia 2.

(Interruption)

Et ass e Budget, deen dësem Land net déi Perspektive gëtt, déi et brauch. Et ass de Budget vun enger Regierung, déi keng Fantasie huet, den Erausfuerderunge vun der Zäit net gewuess ass an déi net eist Land a seng Interessien am An huet, mee just déi Kompromësser, déi an dëser Koalitioun néideg sinn.

Haut gesi mer, datt d'Leit ufänken, eist Land ze verloossen, well si hei keng Perspektive méi gesinn. Dat verschäerft nach dee Problem, deen dora besteet, datt een ëmmer méi héijen Undeel vun eise Sozialleeschtungen an d'Ausland transferéiert gëtt.

Mir wëllen dësem Land nei Perspektive ginn an nees Vertrauen a seng Méiglechkeeten an a seng Zukunft. Mir manipuléieren net den Index a mir bréngen net den Triple-A a Gefor wéi eis Kolleege vun der LSAP. Mir bekennen eis zu enger Sozialpolitik, an déi geet nëmme mat gesonde Staatsfinanzen.

Mir maachen eng Energiepolitik, déi eist Land versuergt an ofséchert. An Ëmweltschutz, dat ass fir eis eng rational Approche a keng Sektenaktivitéit op Käschte vun de Leit.

A mir maachen net wéi d'DP Aschnëtter an d'Rechter ...

Une voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... net nëmme vun de Locataren, mee och vun de Proprietären, mir vertrieden eng liberal Wirtschaftspolitik. Eppes, wat leider d'Kolleege vun der DP well eng Zäitchen net méi maachen!

(Interruption)

Eisen Engagement, eisen Engagement wëll ech hei ganz kloer maachen.

Éischtens: Dës Regierung schreift en Defizit vun 2,8 Milliarden am Zentralstaat. Mir wëllen deen Defizit a kuerzer Zäit op null bréngen.

Zweetens: Mir leien elo bei bal 30 % vum Bruttoinlandprodukt Scholden. Mir féieren dee Scholdequotient an der nächster Legislaturperiod op däitlech ënner 23 % zréck.

Drëttens: Mir ginn dësem Land duerch déi néideg Reformen eng gesond Ekonomie zréck.

A véiertens: Duerch d'Reform vun eise Sozialsystemer séchere mir d'Pensioune vun deene Jonken a verwandelen dee wëlle Wuesstum an e qualitative Wuesstum.

De Budget vun dëser Koalitioun, Här President, stëmmt d'ADR net mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

An nächsten ageschriwwene Riedner ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat waren d'Märercher vun Dausend an enger Nuecht.

M. Fred Keup (ADR) | Bon, Dir hutt gutt eppes geléiert haut.

M. Fernand Etgen, Président | ... ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Fir d'alleréischt loosst mech dem Rapporter, dem Max Hahn, Merci soe fir de Rapport an och felicitéiere fir déi ganz Méi, déi dragefloss ass, déi een eraushéieren an erausgelies huet.

Wéi gesot, Här President, léif Kolleeginnen, Kolleegen, léif Regierungsmember/innen, de Budgetsprojet 2023 liest sech fir eis net immens spannend. Bei der Lektür huet ee bal d'Gefill, et wär e Budget vun enger geschäftsféierender Regierung, also vun enger Regierung, där et u politescher Legitimitéit feelt an déi just nach verwalt, amplaz ze handelen. Vill Gestioun, wéineg Visioun an eisen Aen. Well et ass u sech eng linear Fortféierung vun der Politik, wéi se bis elo an deene leschte Jore war, mat den Zuelen ugepasst natierlech un déi aktuell Konjunktur. Politesch Prioritéiten oder souguer politesch Visioune sinn awer keng ze erkennen. Keng Schwéierpunkten, keng Afrostellung vun ale Konzepter, virun allem keng ambitionéiert Weichestellung fir d'Zukunft. Et ass e Budget, deen an éischter Linn drop ausgeriicht ass, de Status quo ze erhalen, an dat heescht, datt doranner keng Äntwerten ze fanne sinn op déi déifgräifend a strukturell Krisen, an deene mir sinn.

Mir hu mëttlerweil bal 130.000 Mënschen, déi vun Aarmut a sozialer Ausgrenzung betraff sinn. Dat ass e Problem, dee sech an nächster Zäit net wäert vum selwe léisen, wa mer esou weidermaachen.

Zweetens: Eigentlech misst jo dee Constat duerch dee ganze Budget wéi e roude Fuedem goen, de Fait, dass mer 130.000 Mënschen an der Aarmut hunn. Inklusioun a géint Ausgrenzung, fir ekonomesch Perspektiven a perséinlech Entfalung a géint d'Aarmutsfal an d'Ofhängegkeet, dat misst een aus dem Budget erausliese wéi e roude Fuedem. De Budget 2023 awer setzt op e Weider-wéi-bis-elo, an dat och ass eng politesch Entscheedung an eisen Aen.

An eise Steiersystem ass, wéi mer wëssen, extreem ongerecht an eisen Aen, zugonschte vum Kapital an zu Ongonschte vun der Aarbecht. Alt nees gëtt awer d'Geleeënheet verpasst, fir eppes dorunner ze änneren. Dës Ongerechtegkeet gëtt also weidergefouert, an och dat ass an eisen Aen e politesche Choix.

An de Logementsmarché, deen no joerzéngtelaangem Laisser-faire komplett eskaléiert ass an zu engem existenzielle Problem ginn ass fir immens vill Mënschen! Trotzdeem erkennt een am Budget hei beim Logement keen Agräife vum Staat an dës aus dem Rudder gelafe Situatioun par rapport zum leschte Joer.

A beim Klimawandel, wéi mer wëssen, leeft eis och d'Zäit fort. Mir mussen an den nächsten aacht Joer vill méi Emissiounen aspueren, wéi mer dat an deene leschten 30 Joer gemaach hunn. An déi Tatsaach spigelt sech och net hei am Budget erëm. Ech wäert nach dodrop agoen.

Vun dëse strukturelle Problemer, déi ech elo kuerz ernimmt hunn, sinn an éischter Linn déi jonk Generatiounen an déi ënnescht sozial Klasse betraff. An et ass dat Bild, dat de Kär vun eiser politescher Analys ausmécht, souwuel vun dësem Budget wéi vun der Regierungspolitik allgemeng. D'Regierung konzentréiert sech par force drop, e Modell oprechtzeerhalen, dee virun allem déi etabléiert a besser situéiert Mënschen hei am Land bedéngt an zerwéiert, deen awer gläichzäiteg ëmmer méi Perspektivlosegkeet schaaft fir jonk Generatiounen a sozial marginaliséiert a benodeelegt Matbierger a Matbiergerinnen.

De Mangel u politescher Reaktivitéit an u strukturelle Changementer ass ëmsou méi problematesch, well

mer d'nächst Joer viraussiichtlech nees e Budget ouni Weichestellunge wäerte kréien, vu dass déi nächst Regierung sech jo och eréischt am Oktober d'nächst Joer wäert opstellen. Zu engem Zäitpunkt also, wou riseg Erausfuerderungen op eis duerkommen an déi sozial an ekologesch Problemer sech verschäerfen, stellt dës Regierung op Autopilot.

D'Vertrieder vun der Majoritéit verweisen op Covidkris an Ukrain-Krich, a mir halen der Regierung et natierlech zegutt, datt d'Bewältegung vun deene Krise vill politesch Energie a vill budgetär Moyene kascht huet. Mir mengen awer, datt ee vun enger Regierung, déi verantwortlech ass a wëllt sinn, duerchaus ka verlaangen, datt se déi kuerzfristeg Krisebewältegung an Aklang ka brénge mat der Léisung vu strukturelle Krisen, also méi laangzäitege Krisen, an dem Erhale vun den Zukunftsperspektive vun eiser Jugend.

Kuerzfristeg Krise si kee Grond, fir alles anescht – also laangfristeg Krisen – stoen a leien ze loossen. Ëmsou méi, well justement déi Krisen, déi mer elo haten, déi kuerzfristeg Krisen, notamment d'Covidgestioun, eis jo éischtens gewisen hunn, dass een a Krise kann handelen a kuerzfristeg kann handelen, an zweetens e Weider-wéi-bis-elo net méi méiglech ass, an datt een dofir ëmsou méi dréngend muss ëmschalten op eng aner, méi sozial a gerecht Politik.

Wéi mir scho beim État de la nation gesot hunn, feelt et der Regierung eiser Meenung no u Kreativitéit, fir nei Weeër ze goen, un Ambitioun, fir dës nei Weeër anzeschloen, an et feelt hir virun allem och u Courage, fir den Allgemenginteressi iwwer Partikularinteressien duerchzesetzen. An dat zitt sech eiser Meenung no wéi e roude Fuedem duerch dëse Budget.

Här President, schonn an normalen Zäite sinn dës Zuelen, déi am Budgetsprojet stinn, mat Virsiicht ze genéissen, schonn aleng dowéinst, well de Finanzministère generell esou eng Beruffskrankheet huet, fir d'Recetten ze ënnerschätzen an d'Depensen ze iwwerschätzen.

Mee bei der aktueller, ganz labiller ekonomescher Situatioun sinn d'Onsécherheeten natierlech nach eng Kéier vill méi grouss. Wéi geet et mat der Konjunktur weider? Wéi mat der Beschäftegung? A wéi mat der Inflatioun op de Finanzmäert?

Et ass nach ganz onsécher, wéi mer dëst Joer wäerte finanziell ofschléissen, a wat 2023 dann natierlech vu Recetten an Depensë wäert ufalen, steet elo nach an de Stären. Deemno schéngt et och wéineg sënnvoll, elo op eenzelen Zuele ronderëmzereiden. Ech wäert mech also éischter op d'Finanzpolitik am Generellen hei konzentréieren.

Op alle Fall geet d'Regierung fir dëst Joer vun engem zolitten Defizit vun iwwer enger Milliard aus a fir d'nächst Joer vun engem Defizit vu ronn 2,5 Milliarden, och dat ass scho gesot ginn. Egal, wéi déi Zuele schlussendlech ausgesinn, schéngt zumindest sécher, dass d'Staatsschold weider an d'Luucht geet.

Mir hu scho méi oft gesot, datt nei Scholde fir eis kee grondsätzleche Problem sinn, soulaang se gerechtfertegt sinn. A gerechtfertegt si Scholden an eisen Ae virun allem dann, wann domadder zukunftsorientéiert Investitioune finanzéiert ginn. Ech mengen, datt och déi jonk Generatiounen domadder averstane sinn a wieren, datt se spéider musse Scholden zréckbezuelen, wann déi Scholden derzou gefouert hunn, datt mer zum Beispill d'Energietransitioun erfollegräich gemeeschtert hunn, datt mer e flächendeckenden ëffentlechen Transport opgebaut hunn an datt mer de Park vun abordabelen ëffentleche Wunnenge verdräifacht hunn.

An dat ass fir eis de weesentleche Punkt, well déi aktuell Defiziter sinn eeben net entstanen, well mer eis Ustrengunge verstäerkt hunn, fir den nächste Generatiounen e besser fonctionéierend Land ze iwwerginn. Se sinn entstanen, well d'Regierung dës méi schwiereg Zäite wëllt iwwerbrécken, ouni mussen d'Ëmverdeelung vum Räichtum an eiser Gesellschaft a Fro ze stellen. Oder anescht gesot, déi aktuell Defiziter sinn entstanen, well d'Regierung de Käschtepunkt vun der kuerzfristeger Krisebewältegung integral der Allgemengheet opgelueden huet, just fir datt d'Patronat, d'Kapital an déi iewescht Schichten net musse méi bäidroen a weider kënne Profitter maachen.

An dëser Kris goufen eng Rei komplett onnéideg Depensë gemaach, eiser Meenung no, déi deelweis och nach déi strukturell, ekologesch a sozial Problemer verstäerkt hunn. Ugefaange bei der Manipuléierung vum Index natierlech an deem dowéinst néidege Steierkreditt, fir déi verréckelt Indextranche bei de Leit ze kompenséieren. Mat dem Argument, d'Entreprisë kéinte keng zwou Upassunge pro Joer verkraaften, ass déi Tranche vum Juli dëst Joer op den Abrëll d'nächst Joer verréckelt ginn, mam Resultat datt mer dëst Joer just eng an d'nächst Joer viraussiichtlech dräi Tranchë kréien. Also genee de Contraire vun deem, wat ursprünglech gewollt war!

Jo, „am Nachhinein ass een ëmmer méi schlau", sot Der. Mee mir haten Iech et awer och schonn am Abrëll dëst Joer gesot. A wat huet dee Spaass kascht vun der Indexmanipuléierung? Ma eng hallef Milliard. A wien huet sech déi hallef Milliard an d'Täsch gestach? Ma d'Patronat. An net just d'Patrone vu klenge vulnerabele Betriber, dat kann ee jo nach vertrieden, mee virun allem d'Aktionäre vun de grousse Boîtten. An déi hallef Milliard betrëfft och just de Käschtepunkt vum Crédit d'impôt. Derbäi kënnt jo nach en enormen Ausfall fir d'Sécurité sociale.

Och bei den Aidë fir d'Betriber hätt ee kënne méi selektiv sinn, amplaz de Krunn ëmmer méi wäit opzedréien, just fir sécherzestellen, datt een déi 375 Milliounen och wierklech lassgëtt. Nee, net ze schwätze vun deene ronn 80 Milliounen, déi den Tankrabatt vu 7,5 Cent kascht huet, dee souwuel aus ekologescher wéi aus enger sozialer Perspektiv zimmlech onsënneg war.

Och bei der Deckelung vun den Energiepräisser hätt ee kënne vill Suen aspueren, wann ee just de Grondbedarf gedeckelt hätt, amplaz och nach den Iwwerkonsum an d'Verschwendung ze subventionéieren. Dat wär och ekologesch vill méi sënnvoll gewiescht, well een domadder en Ureiz geschafen hätt, fir Energie ze spueren. An deen hu mer elo am Moment iwwer Bord gehäit. Mëttlerweil huet souguer de Thinktank IDEA vun der Chambre de Commerce déi Fuerderung iwwerholl.

An dann huet d'Regierung jo nach dem Patronat versprach, déi drëtt Indextranche d'nächst Joer integral ze bezuelen. Zitat aus dem Accord vum September: „Dans le cas où une troisième tranche indiciaire serait appliquée au cours de l'année 2023, le Gouvernement s'engage à compenser entièrement l'impact sur les salaires des entreprises."

D'Madamm Backes sot jo, datt dat nach net kann am Budget chiffréiert ginn, well een nach net weess, ob et tatsächlech wäert néideg sinn a wéi eng Modalitéiten dat wäert unhuelen. Ech huelen awer mol un, datt d'Regierung sech scho Gedanke gemaach huet iwwert déi Modalitéiten a schonn ongefeier eng Iddi huet, wat et da kéint kaschten. Ech wär frou, wa se duerno kéint op de Stand vun deenen Iwwerleeungen agoen an ech wär och zimmlech frou ze wëssen, wéi d'Regierung dat da wëllt ustellen, fir den Entreprisen dee kompletten Impakt op d'Salairen ze kompenséieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dës riseg Depensen zugonschte vum private Secteur sinn op eng ondifferenzéiert Aart a Weis ausgeschott ginn an dofir och grondsätzlech ze hannerfroen. Well un der Duerstellung vun enger Privatwirtschaft, déi no Covid- an Energiekris virum Ofgrond steet, kann een awer nun emol wierklech Zweifel hunn.

D'CSL huet nämlech an hirem Avis eng Analys gemaach tëschent der Entwécklung vum Bruttoiwwerschoss vun den Entreprisen an der Entwécklung vun de Salairen. Säit 2019 ass de geschafene Méiwäert ëm 30 % eropgaangen. Wärend där selwechter Zäit sinn d'Salairen awer just ëm 26 % eropgaangen. An de Bruttoiwwerschoss vun den Entreprisen ass ëm 36 % geklommen. An anere Wierder: D'Entreprisen hunn dat déckt Stéck kritt vum Kuch an d'Salariéen dat klengt Stéck!

D'CSL erënnert och drun, datt sechs vun deenen zéng gréissten Employeuren hei am Land am Mäerz dëst Joer hiren Aktionäre bal eng hallef Milliard un Dividenden ausgeschott hunn. Dat muss ee sech mol op der Zong zergoe loossen: No zwee Joer Covid an engem Ausbroch vun engem Krich an der Ukrain hunn dës Entreprisë sech net geduecht, si misste mol sécherheetshalber Reserven uleeën oder investéieren! Nee, se hunn einfach emol Honnerte Milliounen un hir Aktionären iwwerwisen. An dat, nodeems se wärend der Pandemie grousszügeg Hëllefe vun der Allgemengheet kruten an duerno nach eng Indexmanipuléierung an nach weider Aiden uewendrop kruten.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An eisen Ae waren also ganz vill Depensen am Kader vun der Krisegestioun nach laang net esou alternativlos, wéi d'Regierung dat gären duergestallt huet. Si ass jo nach emol op de Sireenegesang vum Grousspatronat eragefall an huet se ondifferenzéiert mat ville Steiergelder iwwerschott, déi elo am Budget feelen.

Par contre wäre vill aner Depensë sënnvoll, zum Beispill Depensen, déi eis op e Wee vun enger gerechter an nohalteger Gesellschaft géife brénge, oder Depensen, déi deenen ënneschte Klassen et erlabe géifen, erëm Loft ze kréien an déi de wuessenden Inegalitéite géifen entgéintwierken. Well fir déi kleng Leit si bis elo virun allem just e puer Almose verdeelt ginn, fir déi se dann och nach mussen op den Office social heesche goen.

Här President, wann een iwwert den Defizit schwätzt, däerf een awer net just d'Depensë kucken, mee och d'Recetten. De Problem ass jo net, datt et hei am Land net genuch Räichtum gëtt, de Problem ass, datt d'Regierung e groussen Deel vum geschafene Räichtum enger klenger Minoritéit iwwerléisst. Wann d'Land an enger ekonomesch schwiereger Situatioun ass, an zemools wann e groussen Deel vun der Allgemengheet un d'Struewele geréit, dann ass et eiser Meenung no absolutt ubruecht, datt déi iewescht Klassen eeben eng Contributioun ginn.

Mir haten dofir hei am Parlament eng exceptionnel Krisesteier gefuerdert vu 15 % op dem Akommes iwwer 150.000 Euro, Steierklass A, an op de Benefisser iwwer 200.000 Euro vun de groussen Entreprisen. Esou hätt een iwwer eng Milliard un neie Recettë kënne generéieren, an déi bräichte mer haut, da bräichte mer haut net iwwer Defiziter ze schwätzen.

An dem leschte Politmonitor hu mer festgestallt, datt mat eiser Fuerderung iwwer 50 % vun de walberechtegte Mënschen am Land averstane sinn. Géif een eis

Matbiergerinnen a Matbierger ouni Walrecht matabezéien, wär dee Prozentsaz sécher nach méi héich.

Hei am Parlament si mer domadder natierlech net gehéiert ginn, jo, mir goufen esouguer aus de Reie vun der Majoritéit ausgelaacht. Dobäi wär eiser High Society sécher keng Zack aus der Kroun gefall, wa se mol eng Kéier dem Land exceptionnel eppes géif zréckginn.

Mee déi Fuerderung vun der Krisesteier war natierlech just eng Krisemesure, déi fir ee Joer gülteg wier, well u sech fuerdere mer virun allem eng strukturell Steierreform fir méi Steiergerechtegkeet. An dat fuerdere mir scho säit Joren. Säit 2008 ass all Demande am Beräich vu méi Steiergerechtegkeet mat dem Argument verworf ginn, et wär jo eng grouss Steierreform an der Maach.

Ab Corona huet et du geheescht, et wäre keng Sue méi do, an elo heescht et, et wäre keng Sue méi do wéinst dem Ukrain-Krich. Resultat: D'Ongerechtegkeete lafen einfach virun. De Status quo gëtt mindestens bis 2025 oprechterhalen, zur allgemenger Freed vun deene Wéinegen, déi vum Status quo profitéieren.

Déi Steiererliichterungen, déi d'Madamm Backes elo fir d'Fréijoer an Aussiicht gestallt huet, passe genee an dat Bild, well dobäi geet et natierlech net ëm strukturell Verännerungen, mee just ëm den traditionelle Walkaddo virun de Legislativwalen, wou eng Kéier mat der Strenz iwwert d'Land gefuer gëtt, fir duerno nach besser kënnen d'Demande am Beräich vu méi Steiergerechtegkeet ze verwerfen, mam Argument, dass jo elo eppes gemaach gouf.

D'Steier, mir si warscheinlech déi eenzeg heibannen, déi mengen, dass eng Steierreform net automatesch eng Tournée générale ass, wou mer jiddwerengem am Land mat der Strenz u sech Steiererliichterunge bréngen. Mat enger Steierreform reforméiert een eiser Meenung no d'Verdeelung vum geschafene Räichtum. An déi Verdeelung ass hei am Land déifgräifend ongerecht. Fir just ee Beispill ze ginn: Am Joer 2000 huet den Impôt sur les personnes physiques 24,7 % vun de Staatsrecetten ausgemaach a 24,1 % koume vun de Betribssteieren. Also bal d'selwecht. Am Joer 2021, also gutt 20 Joer méi spéit, koume 36,5 % vun de Leit a just nach 16,4 % vun de Betriber. A laut de Previsiounen am Budgetsprojet fir 2023 soll dat Verhältnis d'nächst Joer nach eng Kéier e grousse Sprong maachen zugonschte vun den Entreprisen, well d'Regierung jo mat enger zimmlech spektakulärer Hausse bei de Steiere vun de Leit rechent a mat engem Réckgang vun de Betribssteieren.

Eng Kris a feelend budgetär Mëttele si fir eis keen Argument, fir eng Steierreform ofzesoen, mee au contraire en Argument, se justement duerchzekréien. Well wa mer d'Kapitalträger an déi verméigend Klasse géifen anstänneg besteieren, kéinte mer notamment déi ënnescht Klassen entlaaschten an och de Barème ouni Weideres indexéieren. Jo, méi nach, mir kéinten doriwwer eraus fir de Staat nei Recettë schafen, fir datt mer eeben den Zukunftserausfuerderunge kéinte gerecht ginn, mat deene mer konfrontéiert sinn, an zousätzlech nach derfir suergen, dass d'sozial Inegalitéiten endlech ufänken ofzehuelen, amplaz datt se déi ganzen Zäit weider zouhuelen.

Här President, ech kommen elo zu den Investitiounen, déi am Budgetsprojet fir 2023 virgesi sinn. Fir d'éischt emol wëll ech kloer soen, dass mir als Lénk frou sinn, datt et net zu enger massiver Kierzung bei den Investitioune komm ass. Mee dat ännert natierlech net d'Tatsaach, datt déi Zuelen, mat deenen d'Regierung am Budget jongléiert, vun Investissementer, nëmme schwéier nozevollzéie sinn, wéi zum Beispill bei der Klimapolitik.

D'CSL huet sech an hirem Avis d'Méi gemaach, déi verschidden Ausgaben am Budget fir d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang opzeschlësselen. Als Erënnerung: Dëse Plang beinhalt d'Strategie vun der Regierung, fir den Zäregasausstouss bis 2030 ëm 55 % ze reduzéieren. Dobäi stellt sech eraus, dass déi 2,3 Milliarden Euro, déi d'Regierung hei annoncéiert, am Budget selwer guer net opzefanne sinn an och net an den Ausgabe vum Ëmwelt- a Klimafong. Den Haaptproblem hei ass net eng technesch Lacune bei der Opstellung vum Budget, mee éischter, dass et sech ëm en Etiketteschwindel bezéiungsweis Greenwashing handelt.

Grouss Zuele mat groussen Ziler am Klimaschutz ukënnegen ass gutt, nach besser ass et awer, wann dann och dat drastécht, wat drop steet an déi richteg Mesuren dann och finanzéiert an ëmgesat ginn.

Mir gesinn hei direkt e puer Problemer: Deen iwwergroussen Deel vun dem Budget fir d'Dekarboniséierung entfält op de Finanzement vun den CFL, dem RGTR-Reseau, dem Tram an de regionale Busser vum TICE an den AVL. Dat si wichteg a sënnvoll Ausgaben, mee déi stellen awer, ronn gerechent, 93 % vum gesamten Effort bei der Dekarboniséierung am Budget selwer duer. Dobäi handelt et sech zum groussen Deel ëm lafend Ausgaben an net ëm Investitiounen an den Ausbau vum ëffentlechen Transport an de Klimaschutz. Ee Beispill: Schoulbusser fir d'Schüler gouf et och scho viru 40, 50 Joer. Deemools koum keen op d'Iddi, dass dat Klimaschutz wier oder als Klimaschutz ze bezeechne wier, mee als ëffentleche Service, deen do ass, fir dass all Kand sécher an d'Schoul kënnt. Hei am Budget ass dat awer elo eng Ausgab am Beräich vu Klima an Energie. Firwat ass dat esou? Hei ginn einfach ganz klassesch budgetär Ausgaben ëmgedeit, fir de Leit virzegaukelen, dass et Klimaschutz ass.

Donieft muss een d'Ausgabe fir Klimaschutz am Verhältnis kucke mat den Antiklimaausgaben, also mat deem, wat weider direkt an indirekt a fossill Energië fléisst. Ugefaange beim Staat, deen no un der hallwer Milliard an de Subventionnement vu Spritt a Gas investéiert, ouni iergendwellech sozial oder ekologesch Iwwerleeungen dobäi un den Dag ze leeën.

De Bau vun Ëmgeeungsstroossen a Vergréisserunge vun Autobunne geet och monter weider. A schliisslech gëtt et och deelweis schiedlech Investitioune vun Entreprisen, déi d'Staatsausgaben am Klimaschutz souwisou staark verblatzen dinn.

Weider fält op, dass de Premierminister am Oktober hei zwar grouss Annoncë gemaach huet, fir an der Fotovoltaik virunzekommen an och bei der Renovatioun vu Wunnengen, mee dovunner awer och näischt am Budget virgesinn ass. Kloer: Net alles ass direkt ëmzesetzen, mee hei steet effektiv guer näischt dran.

Am Klima- an Energiefonds deit och absolutt näischt op e Ruck am Klimaschutz hin. Bis 2026 wäerten tendenziell zwee Drëttel vun den Ausgaben am Fong an d'Ausland fléissen. Just een Drëttel sinn national Mesuren. Den Haaptausgabeposte bleift hei d'Elektromobilitéit, op deen eleng 50 % vum Budget fir national Mesuren entfalen.

D'erneierbar Energië ginn hei zwar den zweetgréisste Posten, mee ee Bléck zréck weist, dass souguer déi kleng Montanten, déi bis elo virgesi waren, ni méi wéi zur Hallschent genotzt gi sinn. D'Grënn dofir leien net am Budget, mee bei der Fotovoltaik – zum Beispill bei de schwéierfällegen Autorisatiounsprozeduren, de Bautereglementer vun de Gemengen, der Gréisst vum Invest, dee vill Stéit ofschreckt, dem net méi besonnesch interessanten Aspeisetariff, de potenzielle Raccordementskäschten an net zulescht och dem Manktum un Handwierker an Handwierkerinnen, déi dat och montéiere kënnen.

Fir eis weist dat Beispill, dass Usproch a Realitéit am Klimaschutz wäit auserneeleien an dass d'Regierung et sech et ze einfach mécht mat deenen Annoncen. Grouss Neierunge ginn ugekënnegt, grouss Beträg gi publizéiert, mee dat Ganzt geréit direkt un d'Wackelen, wann een an den Detail kucke geet. Et ass wéi bei enger Ënn: Wat ee méi Schichte vun der Schuel erofhëlt, wat et méi sténkt oder wat manner iwwreg bleift.

(Interruption)

An dann zum Logement. De Logement ass de Problem Nummer eent hei am Land, wéi schonn esou oft gesot gouf. Et ass déi éischt Suerg vun de Biergerinnen a Bierger an och déi éischt Ursaach vun der Aarmutsproblematik an den Inegalitéiten. Ganz vill politesch Problemer hänken direkt oder indirekt mat der katastrophaler Situatioun um Wunnengsmaart zesummen.

Et kéint een also unhuelen, datt d'Regierung bei dem Logement de budgetären Hummer eraushëlt, fir do richteg Neel mat Käpp ze maachen, zemools wann een am Budget liest, entre guillements: „Le logement reste une priorité absolue pour le Gouvernement." Mee: guer näischt oder bal näischt! D'Regierung léisst sech dës absolutt Prioritéit grad emol 282 Milliounen Euro kaschte fir 2023. Dat ass vill manner wéi dat, wat mer d'nächst Joer als Militärdepensen zum Beispill wäerten ausginn, oder d'Hallschent vun deem, wat d'Indexmanipuléierung kascht huet.

An deene véier Joer vun 2020 bis 2023 ass de Budget vum Logementsministère ëm grad 46 Milliounen eropgaangen. Méi lues wéi d'Recetten, soudatt de Budget vum Logementsministère haut just nach 1,08 % vum Staatsbudget ausmécht. Och dat schwätzt Bänn.

D'Regierung schéngt och all Joer op en Neits déi selwecht Feelaschätzungen a puncto Investitiounen ze maachen. D'Ausgabe vum Fonds spécial sollen 2023 spronghaft eropgoen. Dat ass jo gutt, mee dee Sprong war och scho fir 2022 ageplangt, mee huet net stattfonnt. Dee Sprong war och scho fir 2021 ageplangt, an huet och net stattfonnt. Déi grouss Offensiv léisst also ëmmer op sech waarden.

Insgesamt ass et och schwéier nozevollzéien, wéi mat gutt 200 Milliounen Euro Investissementer am Joer d'Pendel a Richtung vu méi Bezuelbarkeet um Immobiliemarché soll ëmgeschloe ginn. Dëst ass en plus elo nach méi eng drénglech Noutwendegkeet, säit de Logementsminister mat der Loyersreform decidéiert huet, dass wunne fir Locatairen um Privatmarché nach méi deier soll ginn.

Elo steet d'Regierung: „Et huet kee Wäert, méi Suen anzeplangen, well mir kréie souwisou net méi gebaut." Mee da muss d'Regierung d'Viraussetzunge schafen, also sech d'Mëttel ginn, fir méi kënnen ze bauen, zum Beispill mat der Kreatioun vun enger ëffentlecher Baufirma, sou wéi mir dat scho säit Jore fuerderen, fir net méi vun de privaten Entreprisen ofhängeg ze sinn, déi just hiren eegene Benefiss u sech zerwéieren.

D'Zukunft vun eiser Jugend steet oder fält mat der Wunnengspolitik vun haut, net mat där an 20 Joer! Et ass haut, wou mer musse massiv an den ëffentleche Wunnengsbau investéieren, amplaz weiderhin der Illusioun nozelafen, datt de fräie Marché dat iergendwann eng Kéier géif hikréien.

A well ech dat schonn ugeschwat hunn, nach e puer Wierder zum Militärbudget. Mir fannen déi Projektioun absolutt dramatesch, déi d'Regierung mécht, fir de Militärbudget an den nächste Jore radikal ze erhéijen. Och dee kriminelle Krich vum russesche Regimm géint d'Ukrain rechtfertegt esou eng massiv Oprëschtung an eisen Aen net. Ech erënneren drun,

datt d'NATO elo scho 25-mol méi fir Waffen ausgëtt wéi Russland an datt mer och net méi Sécherheet kréien, wann d'NATO herno 35-mol méi Budget ausgëtt fir Militär wéi elo Russland.

Méi Waffe maachen d'Welt net méi sécher an eisen Aen. Wat d'Welt méi sécher mécht, sinn Investitiounen an d'Aarmutsbekämpfung, an d'international Kooperatiouun an an de Klimaschutz.

Här President, an der Santé gesäit een an dësem Budget wuel vereenzelt Akzenter, déi an déi gutt Richtung ginn. Verschidden Aspekter vun nationale Servicer ginn unerkannt a gewäertschätzt. Positiv zum Beispill ass, dass d'Garden an d'Astreinten am Budget virgesi sinn. Positiv ass, dass d'Ministesch eng Entscheedung geholl huet. Et muss ee jo soen, dass d'Politik och emol do ass, fir Entscheedungen ze huelen, an net ëmmer muss dat jiddwerengem gefalen, mee dass d'Allgemengwuel u sech do driwwer steet.

Bei der Affär Potaschbierg awer war dat ganz aneschters ausgaangen. Do huet d'Ministesch dem Drock noginn an eng Eegeninitiativ géint hiren eegene Wëllen a géint d'Gesetz am Nachhinein legitiméiert. An déi gëtt elo och am Budget belount.

Mee allgemeng gesi mir dann och net wierklech am Budget, wéi d'Gesondheetsberuffler dann endlech solle valoriséiert ginn a promouvéiert ginn. Mir hu schonn e puermol nogefrot a mir kréien allkéiers gesot, datt et eng Initiativ säit dem Summer gëtt. Ëm wat et sech do handelt, wësse mer nach ëmmer net richteg. A mer wäre ganz frou, wann d'Regierung eis géif méi dozou soen. Well Campagnë gesi mer fir d'Police, Campagnë gesi mer fir d'Arméi, mee bis elo nach keng fir d'Gesondheetsberuffler.

Mir moossen, wéi Der wësst, d'Regierung un hiren Doten, virun allem vis-à-vis vun deene Schwaachen, deen Aarmen an deenen, déi keng Stëmm a keng Lobby hunn. An deem Sënn ass fir eis den Accès zur Gesondheet, a besonnesch d'Couverture universelle de soins de santé eng Prioritéit. D'CUSS ass d'lescht Joer agefouert ginn, an dat ass gutt a wichteg, mee wéi Der wësst, ass et just e Pilotprojet. A wie Pilotprojet seet, dee freet direkt: Wat kënnt dann duerno? De Budget 2023 seet awer net vill doriwwer eraus, well et keng nennenswäert Augmentatiouun beim Budget gëtt. Mir wëssen, dass d'CUSS soll evaluéiert ginn, mir wëssen awer net, wéini an ob eng gesetzlech Basis kënnt.

Wann een awer haut weess, dass am Moment 112 Dossiere vun der CUSS profitéieren, awer de Besoin um Terrain op 3.000 bis 5.000 Leit evaluéiert gëtt, da gesäit een, dass nach ganz vill Sputt do ass. An dofir geet e Pilotprojet einfach net duer! D'Regierung muss d'Ambitioun an de Wëlle weisen, fir op dësem existenziell wichtegen Dossier ze schaffen an nach virun de Walen – wannechgelift! – Resultater liwweren.

Och an der Immigratiouun an am Asyl steet d'Stäerkung an d'Emanzipatiouun vun de Mënschen net am Vierdergrond. Et stellt ee schnell fest, dass den Akzent op Sécherheetsbedenke läit. Dat spigelt och de Budget erëm. De Budget zum Beispill vum Centre de rétention geet duerch den Ausbau erop, ëm 400.000 Euro.

Méi wéi 3 Milliounen Euro si virgesi fir de Gardiennage an der SHUK – an dat ass de Gros vum Budget do. An de Budget da vum Gardiennage an de Flüchtlingsfoyere geet iwwer 20 Milliounen erop: op 50 Milliounen Euro. Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loossen.

Et gesäit ee gutt, wat ech virdru scho gesot hunn: D'Regierung geréiert d'Flüchtlingen. Si gëtt zum Verwalter. Et ass kee Projet erauszeliesen, vu wéi d'Regierung dës Mënsche wierklech accueilléiert, se mat eran an d'Gesellschaft hëlt. Et liest ee wéineg Effort, wéi mer dëse vulnerabele Mënsche begéinen a wéi mer se wëlle stäerken.

Am Géigendeel: Mir kennen all de Fall vun der ONG Passerell, déi Flüchtlingen iwwer hir Rechter informéiert a stäerkt. Si haten dëst Joer alertéiert, dass se net méi genuch finanziell Moyenen hätten. Entretemps hu se missen zwee Leit entloossen. D'Regierung hätt kënnen de Choix treffen, dës ONG finanziell ze ënnerstëtzen, mee si huet et net gemaach. Hir Demande war manner wéi 100.000 Euro – se louch ëm déi 70.000 Euro, mengen ech. Och dat ass e politesche Choix, dës Initiativ net ze ënnerstëtzen, obwuel déi an enger Nisch geschafft hunn.

Donieft liest den Integratiounsbudget am Familljeministère sech wéi en aarme Pätter. 7 Millioune sinn am Ganze fir Integratiounsefforte virgesinn – an dovunner fir konkreet Projeten, wéi de Parcours d'intégration accompagné an de Contrat d'accueil et d'intégration, knapp 1,5 Milliounen. An dee Montant ass identesch bliwwen an deene leschte Joren. Och do ass kee Wëllen a Siicht, fir d'Efforten ze verstäerken a Richtung Integratiouun.

Mir stelle fest, dass déi Schwaach a marginaliséiert Mënsche vun dëser Regierung net gestäerkt ginn. Et gëtt keng Politik vu wat ee „Stäerkung" oder „Empowerment" nennt. Si kréien Almosen, Bongen an eventuell Kaddoen. Mee dat gëtt hinnen net déi Startchancen, fir hiert Liewen an de Grapp ze huelen an eppes opzebauen.

Här President, de Lëtzebuerger sozioekonomesche Modell stéisst ëmmer méi u seng Grenzen. En ass weeder wirtschaftlech, nach sozial, a scho guer net ekologesch nohalteg. Dat weess heibanne jiddwereen, an trotzdeem maache mer weider esou, wéi wa mer näischt géife gesinn, näischt géife wëssen. Esou ewéi e Vëlosfuerer, deen ouni Bremsen de Bierg erof fiert a sech stänneg seet: „Bis heihinner geet alles gutt."

D'Regierung ass blockéiert an engem almoudeschen Denken, dat doranner besteet, politesch Problemer eenzeg an eleng mat ëmmer méi Wirtschaftswuesstem ze léisen. Einfach d'Kompetitivitéit vun de Betriber weider pushen an alles gëtt gutt – sou wéi mer dat an deene leschte 40 Joer gemaach hunn a sou wéi wann dat net och Deel vum Problem wier.

Dat ass awer an eisen Aen eng Flucht no vir an eng Sakgaass. Ekonomesch ass et eng Flucht no vir an eng Sakgaass, well mer elo schonn de ganzen Aarbechtsmaart vun der Groussregioun ofgegraast hunn, a sozial, well ëmmer manner Leit vun dësem Modell profitéieren, an ekologesch, well mer ëmmer méi Ressourcen an Usproch huelen, déi eis net zoustinn.

Wat vill Leit frustréiert, an zemools Jonker, mee och eis, ass, datt d'Politik, déi politesch Verantwortlech, zwar iwwert den Eescht vun der Lag schwätzen, mee duerno keng Moossnamen ergräifen, déi op der Héicht vun den Enjeue sinn. E puer sozial Aiden a gréng Subventioune si keng Zukunftspolitik, mee politesche Stëllstand.

Virun allem am Logement a beim Klimawandel ass et 10 op 12! Mir mussen eis Gesellschaft nei opstellen, déi Aart a Weis iwwerdenken, wéi mer produzéieren, consomméieren a wéi mer mateneen ëmginn. Mir brauchen nei politesch Konzepter an de Courage, Changementer anzeleeden. Net muer an net iwwermuer, mee haut! Dëse Budget mécht dat leider net an dofir wäerte mir en net matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Oberweis. An de leschte Riedner an deem éischten Tour ass den Här Sven Clement fir d'Piraten.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madamm Finanzministesch ass op dëser Plaz de Moien op d'Zuelen aus dem Politmonitor agaangen, fir eis momentan Situatioun an e Kader ze setzen. Erlaabt mer also als Éischt, dat selwecht ze maachen, well mir liese se e bëssen anescht oder vläicht och aner Zuelen eraus.

37 % vun de Leit schätzen hir finanziell Situatioun haut méi schlecht a wéi nach am Mee. Dat ass méi wéi all Drëtten. 8 %, also bal all Zéngten, soe souguer, datt hir Situatioun sech däitlech verschlechtert hätt an deene leschte sechs Méint. Mee wat beandrockend ass: 59 % hu finanziell Ängschten! An och hei ass den Taux an deene leschte sechs Méint geklommen.

Ech mengen, dat sinn Zuelen, déi mer eis sollten zu Häerz huelen, wa mer iwwert d'Situatioun hei am Land schwätzen. Dat sinn Zuelen, déi dëse Budget a säi Kader setzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass also elo schonns déi fënneft Budgetsried, déi mir Piraten hei an der Chamber halen dierfen. Och dëst Joer soen ech als Alleréischt dem Rapporter Merci fir säin ausféierlecheRapport. Et ass sécherlech immens vill Aarbecht. An aleng schonn déi schier Unzuel un Entrevuen, déi en hat, fir de Rapport ze presentéieren, weist, datt e sech dat net einfach gemaach huet.

Et sinn awer elo fënnef Joer, an deene mir Piraten vill Wësse gewonnen hunn, fënnef Joer awer och, an deenen de Budget vill gewuess ass. 2018 ware mer bei 17 Milliarde Staatsbudget. Fir 2023 si 26 Milliarde virgesinn. Dat si bal 50 % Croissance a fënnef Joer.

Wéi ass dës Vergréisserung vum Staat ënnert de Regierunge Bëttel 1 an 2 de Leit dobaussen also zegutt-komm? Ass et de Leit wierklech gutt ergaangen, wéi et dem Staat gutt gaangen ass? Verschiddene Leit ass et gutt gaangen, jo, mee vill Leit stoussen all Mount ëmmer méi un hir Grenzen an d'Schéier tëscht aarm a räich geet ëmmer méi wäit auserneen.

Et kann een haut schwéier fiabel Prognose fir d'Joer 2023 maachen, well wéi wäert et herno wierklech ëm eise Chômage, eise PIB, d'Inflatioun an, jo, och eis Energieversuergung stoen? Et gëllt, virsiichteg ze sinn a gläichzäiteg déi steigend Aarmut zu Lëtzebuerg ze bekämpfen.

Dëst sollt e Krisebudget sinn, mee deem Usproch gëtt en net gerecht. Mir maachen hei einfach keng cibléiert Politik! Zum Beispill duerch deen net cibléierte Gaspräisdeckel, vun deem een an enger Villa genausou profitéiert wéi een an engem Cafészëmmer. Esou ass et mat anere Mesuren, op déi ech elo hei an deenen nächsten 20 Minutte wäert ze schwätze kommen, well et gëtt héich Zäit fir eng méi cibléiert Politik!

Och mir Piraten widderhuele schonn zanter 2018, datt een dach hätt sollen, wéi et dem Land gutt goung, en Apel fir den Duuscht op d'Säit leeën. Dat ass awer net geschitt! Dofir huet sech säit 2017 eis Dette nominal verduebelt. Ech erënneren drun: De Staatsbudget huet sech just ëm 50 % erhéicht – d'Dette huet sech nominal verduebelt. D'Pro-Kapp-Verscholdung ass, inflatiounsberengegt gekuckt, an deene leschte fënnef Joer dann ëm 49 % op ronn 25.200 Euro pro Persoun geklommen.

Duerch de Covid an elo och nach d'Energiekris kann eis relativ Verscholdung zum PIB, déi jo soss ëmmer

sou gär genannt gëtt, och nach ganz séier klammen, aleng duerch de Fakt, datt de PIB vläicht net esou séier wiisst, wéi ee sech dat erhofft hätt. An dat hu mer ëmmer gemengt, wa mer vun eisem Scholdentaux geschwat hunn. Dee relative Scholdentaux ass net deen, deen een absolutt kucke muss, well deen ass immens ofhängeg dovunner, wéi et der Gesamtekonomie geet, par konter d'absolutt Zuele schwätzen och eng Geschicht fir sech.

Mir sinn och net averstane mat deene Prioritéiten, déi d'Regierung mam Pluriannuel setzt. De Budget fir Space-Projete soll an deenen nächste véier Joer ëm 88 % klammen. De Budget fir d'Santé nëmmen ëm 30 %. Dobäi misst jo awer jidderengem spéitstens zanter Covid-19 kloer sinn, datt mer ganz vill opzehuelen hunn – grad an eisem Gesondheetsberäich!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi ech elo d'Zuele presentéieren, mécht d'Regierung et natierlech net. D'Regierung schwätzt zum Beispill net dovunner, datt Gelder, déi all Joer sollten an d'staatlech Fongen, wéi zum Beispill de Klimafong, goen, nëmmen um Pabeier all Joer iwwerwise ginn. Wat vill Leit nämlech net wëssen: Déi Sue leien net op engem Kont, mee se sinn eng implizitt Schold, déi de Staat vis-à-vis vun deene Fongen huet. Wann een d'Sue wierklech wéilt mobiliséieren, fir zum Beispill de Bau vu Solaranlage mam Klimafong ze fuerderen, misst een dës Suen dann awer erëm aus de Liquiditéite fannen oder, wa se net do sinn, léine goen.

Mat dësem Budgetsgesetz gëtt d'Regierung sech dann och, wa mer beim Léine sinn, eng zousätzlech Marge de manoeuvre vu 6 Milliarden zousätzlecher Schold bis 2024. Mir Piraten sinn der Meenung, datt d'Regierung hei sollt dës Sue bei der Chamber froen, wann et esou wäit ass. Mir stellen hei net gäre Blankoschecken aus.

Mir Piraten gleewen och net un déi 5,3 Milliarden TVA-Recettë fir 2023. Et steet eng Rezessioun virun der Dier. De Konsum wäert méiglecherweis erofgoen. Mir wëssen nach net wéi vill a fir wéi laang, mee mir fannen et farlässeg, hei mat engem Plus u Recetten ze rechnen, als hätte mer keng Rezessioun en vue. Mir hätten eis eng méi virsiichteg Approche gewënscht.

Dëse Budget bitt dann och keng Erklärungen op kuerz- a laangfristeg Suergen, déi mir als Verantwortlech sollten ugoen. Eng dovunner ass a bleift de Pensiounsfong an d'Keese vun der Krankeversécherung. Der CNS ginn d'Suen aus, gradewéi och der Pensiounskeess.

Ech weess, dass dat heibanne kee ganz populäert Theema ass, an och net jiddereen heibanne perséinlech nach betreffe wäert, mee gradesou e grousse jéngeren Deel vun eiser Gesellschaft ass vun där heiter Problematik betraff. A mir fannen et net fair, datt mer d'Problemer op déi Jonk verlageren. Ech hoffen, datt eng nächst Regierung hei méi Courage wäert weisen a sech dem luesen Ausbludde vun eise Keesen unhëlt.

Kuerzfristeg mécht eis Piraten déi méiglech drëtt Indextranche am Hierscht/Wanter d'nächst Joer natierlech och Suergen. An als Statec kann et gutt sinn, datt de Staat hei muss den Index fir d'Betriber bis zu véier Méint laang iwwerhuelen. Esou huet d'Regierung et festgehalen am Tripartite-Accord. An dat wär en enorme Käschtefacteur fir d'Staatskeesen.

D'Madamm Ministesch huet de Moien nach eng Kéier erkläert, firwat se déi net budgetiséiert huet, mee mir soen et nach ëmmer: Mir hätten eis u sech gewënscht, datt d'Betriber geziilt gehollef géife kréien. Nämlech: Déi Betriber, déi Problemer hunn, d'Indextranchen ze stemmen, déi sollte prezis gehollef kréien! Mee eise Staat sollt hei net schonn erëm mat der Géisskan all Betrib am Land indiscriminé hëllefen.

An onsécheren Zäite gëllt et, déi Schwächsten ofzesécheren, an net d'Tresorerie vum Staat ausbludden ze loossen. Mir Piraten sinn net d'accord, datt de Staat dës zousätzlech Indextranche komplett iwwerhëlt, och fir Betriber, déi Dividende kënnen ausschëdden.

Zum Theema vun der Presentatioun vum Budget dann nach eng lescht Remark. Nom Dossier SuperDrecksKëscht misst der Regierung u sech méi wéi jee kloer sinn, wéini ee Projeten duerch eng Loi spéciale hei an der Chamber stëmme muss loossen. De Gesondheetsministère – do si mer erëm bei der Santé – hat awer gemengt, e kéint Geld, dat ab nächstem Joer soll genotzt ginn, fir d'Permanencë vun den Dokteren ze bezuelen, einfach esou nach am Budgetsgesetz mat duerchmogelen.

Dëst ass e Feeler, deen engem Ministère net méi dierf geschéien – no der Affär SuperDrecksKëscht. Dat ass e Feeler, deen Zäit kascht. Zäit, déi am Gesondheetssecteur wierklech net méi do ass, wann ee bedenkt, datt d'Ettelbrécker Klinick riskéiert, Enn Mäerz ouni Kardiologen dozestoen.

Mir fuerderen d'Gesondheetsministesch dofir op, séier en neie Projet ze deposéieren, deen d'Krittäre vun der Loi spéciale erfëllt. Hei gëllt et, net nach weider Zäit ze verléieren, fir esou d'Klinicken ofzesécheren, fir datt net nach weider Dokteren hire Kittel un den Nol hänken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten d'lescht Joer wärend der Budgetsdebatt eng Motioun agereecht, fir e Fonds de calamités anzesetzen. Dat ass eng Fuerderung, déi vun der Fondation IDEA an och der Cour des comptes ënnerstëtzt gëtt. Lëtzebuerg ënnerstëtzt jo och op internationalem Niveau d'Opstelle vun esou engem Fong, fir anere Länner ze hëllefen, déi ënnert de Konsequenze vum Klimawandel leiden.

Eis Motioun deemools: ofgeleent! Mir hoffen dann, datt d'Motioun – déi mer de leschte Mount hei op en Neits agereecht hunn an déi et zwëschenzäitlech dann tatsächlech gepackt huet, fir bis an eng Kommissioun weiderverwisen ze ginn – dann och an där Kommissioun wäert behandelt ginn a spéider da kann ugeholl ginn, fir datt mer den Opbau vum Katastrophefong kënnen ee Joer méi spéit dann ufänken.

Zréck da bei d'Tripartite-Mesuren, déi e groussen Impakt op eise Budget hunn. Ganz vir, do ass natierlech de Gaspräisdeckel. Et si Sensibiliséierungscampagnen, fir Energie ze spueren, lancéiert ginn. Kuerz drop koum dunn den Tripartite-Accord 2.0 an den allgemenge Gaspräisdeckel, vun deem all Haus, egal wéi grouss oder kleng, profitéiere kann.

Mir gesinn dës Géisskanepolitik nach ëmmer net an. Mir gesi se als Feeler, well se an eisen Aen net sozial selektiv ass. Et hëlleft net dem Schwächsten an dësen onsécheren Zäiten, et animéiert och net zum Spueren, wat awer nach ëmmer dréngend néideg ass, well dee richtege Wanter elo eréischt ufänkt. Hei misst d'Regierung eiser Meenung no also aner Weeër fannen, fir d'Leit elo nach zum Spueren ze motivéieren.

D'Regierung huet mam Gaspräisdeckel, wéi en aktuell steet, Gelder verbrannt, déi een hätt kënnen notzen, fir an dëse Krisenzäiten déi Schwächsten ofzesécheren. Do schwätze mir dann och vu 77 Millioune fir en Tankrabatt, géint dee mir Piraten vun Ufank u waren. Mir haten eis agesat fir ee Klimabonus no CO_2-Verbrauch respektiv een Energiegeld bis zu engem gewëssenen Akommes. Mee d'Regierung huet d'fossill Energië subventionéiert.

D'Regierung huet och selwer de Moment verpasst, fir d'staatlech Gebaier méi klimafrëndlech ze maachen. Am Budget vum Educatiounsministère si fir d'nächst Joer 37,4 Millioune fir Hëtzes a Waasser virgesinn. 2022 ware mer nach bei 7,7 Milliounen. Dat ass e Plus vu ronn 480 %, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Zënter 2016 sinn 2.250 Wunnunitéite vum Fonds du logement an der SNHBM gebaut ginn. Dovunner sinn 52,9 % mat Gasheizungen ekipéiert ginn. Zurzäit gi ronn 290 Gebaier mat Mazout gehëtzt; dat sinn nach weider 16 % vun de Gebaier vum Staat.

De Staat huet et hei also kloer verpasst, eng Virreiderroll anzehuelen. An de Präis, dee bezuele mir elo all. Well doduerch, datt mer elo Milliounen un Zousazkäschte wéinst Gas a Mazout hunn, kënnen dës Gelder net op anere Plazen agesat ginn. Dat zousätzlecht Geld, dat een elo beim Hëtze vun eisen administrative Gebaier notzt, hätt ee gutt kënnen a weider Hëllefe fir d'Leit an d'Betriber, fir datt och si sech kënnen op méi erneierbar Energien ëmstellen, investéieren.

An do si mer dann och bei mengem nächste Punkt. Am Budget ass keng Spuer vum Premier senger Annonce wärend dem État de la nation. De Budgetsrapporter hat dëse Projet och en Dënschdeg opgegraff, datt de Staat géif ufänken, op den Diecher vun de Leit méi PV-Anlagen ze bauen. Mir Piraten begréissen déi Iddi voll a ganz, hate mer se dach schonn 2020 presentéiert. Mee och mir sinn eis bewosst, datt esou Moossname vill Sue kaschten. Et ass awer keng Spuer dovunner am Budget 2023, an och net am Pluriannuel bis 2026.

Waren dat also nëmmen eidel Wierder a Versprieche, déi duerch vill Widderhuelung op eemol wouer solle ginn? Well wat kascht der Regierung hire PV-Plang? Bis wéini soll e kommen? Majo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all dat si Froen, déi net nëmme mir als Oppositioun eis stellen, mee déi och zum Beispill vun enger Chambre de Commerce opgeworf ginn. Ech géif mer vun der Finanzministesch oder dem Premier dozou Opklärung wënschen. Well 2023 kann dee Plang jo schonn emol net méi ulafen, well einfach kee Budgetsposte virgesinn ass. Also ass et no de Walen oder vläicht aux calendes grecques.

Wéi gesot, mir si fir esou en Ausbau vu Solaranlagen, mee et muss een awer och kloer als Regierung soen, wat ee sech virstellt, an net am État de la nation einfach Iddien an de Raum geheien an hoffen, datt keen den Text herno um Pabeier sicht.

Woumat mir Piraten net averstane sinn am Budget, ass dann och, datt d'Biodreifstoffer vun der CO_2-Steier sollen ausgeholl ginn an datt d'Geld fir Pelletshëllefe soll aus dem Klimafong kommen. D'Virstellung vum Bioethanol ass méi wéi contestéiert, well ee fir d'Hierstellung Planze wéi Raps, Soja oder och Palmueleg a grousse Menge brauch. Et dauert, laut Äntwert vum Energieminister op eng vun eise QPen, nach bis 2030, bis den Undeel u Palmueleg op 0 % am Biodreifstoff erogesat gëtt. Dat war iwwregens d'parlamentaresch Fro 3593, falls een dat wéilt noliesen.

Mir fannen, et ass 2023 also definitiv net den Zäitpunkt, och nach d'Dreifstoffer mat Palmueleg vun der CO_2-Steier auszehuelen. Dat ass Greenwashing an och e bëssen hypokritesch, wann d'Regierung op där enger Säit sech, zu Recht, géint eng Taxonomie vu Gas an Atom stellt, an op där anerer Säit d'Biodreifstoffer mat Palmueleg subventionéiert.

Här President, alles an allem kann ee beim Theema Ëmwelt an Energie soen, datt mer zu Lëtzebuerg bei Wäitem net genuch maachen. Mir wäerten dann och zäitno un d'Grenze vun eiser Subventiounspolitik stoussen. Mat Subventiounen eleng komme mer beim nohaltege Bauen oder der Fotovoltaik

geschwënn net méi weider. Et feelt Main d'oeuvre. Et feelt Invest vun de Leit, fir d'Haiser ëmzestellen an/oder Fotovoltaik ze installéieren.

Dofir muss d'Handwierk gestäerkt ginn. Dofir musse Projete wéi de Fotovoltaikausbau ëmgesat ginn. Et gëllt hei also, net nëmmen un der Subventiounsschrauf ze dréien, fir eis Klimaziler ze erreechen, et gëllt, d'Energietransitioun als Grousst a Ganzt an alle Ministèren no vir ze dreiwen! Eppes, wat bei dësem Budget kloer feelt. Ech erënneren: 480 % Croissance fir Hëtzes a Waasser beim Educatiounsministère.

Vun engem Punkt, wou mir Piraten eis also vill méi erwaart hätten, da bei en Theema dat d'Lëtzebuerger am Moment beschäftegt wéi keen anert. Och do kéint ech elo d'Zuelen aus dem Politmonitor zitéieren. Dir denkt Iech et all: Et ass de Logement.

Beim Theema Logement kann ee soen, datt d'Regierung hei erëm e puer Mesurë virstellt, deenen hir Effekter mir awer eréischt a Jore respektiv Joerzéngte gesinn. Respektiv wou mer elo scho wëssen, datt et net duergeet, fir d'Logementskris ze stoppen.

Mir gesinn dës weider Verännerung vum Amortissement accéléré zum Beispill, deen elo just nach zweemol am Liewe soll gräifen, als eng ganz interessant Iddi, mee an eisen Ae misst den Amortissement accéléré esou genotzt ginn, datt d'Gesellschaft am Ganzen eppes dovunner huet, an net nëmmen den Individuum. Ëmmerhi kascht dës Steierentlaaschtung de Staat alljoers vill Geld. Fir eis muss dësen Outil dofir gräifen, virun allem, fir energeetesch Renovatiounen ze finanzéieren, well jidderee vun eis profitéiert vum agespuerten CO_2.

Mir haten hei am Oktober zwou Motiounen deposéiert: eng Kéier, fir den Undeel un Zënsen ze verduebelen, déi ee bei sengem Prêt fir säin eegent Doheem kann ofsetzen; eng Kéier, fir de Locatairë steierlech Entlaaschtungen zoukommen ze loossen. Béid Motioune goufen ofgeleent. Mir kënnen net riskéieren, datt ee säin Doheem verléiert, well een duerch déi nei Zënsbelaaschtunge säi Prêt net méi ka bezuelen. Dat wier e Versoe vun eiser Logementspolitik.

A wa mer da scho bei den Entlaaschtunge fir eis Contribuabel, also fir all eis Biergerinnen a Bierger, sinn, da misst ee sech och eng Kéier d'Fro stellen, ob déi Plaffongen, déi mer iwwerall ageschriwwen hunn – fir Assurancen ofzesetzen, fir Pensiounspläng ofzesetzen –, net och mat der Zäit misste goen an zu engem Deel missten un d'Inflatioun ugepasst ginn. Well d'Inflatioun an d'Zënslaascht klamme virun, och wann d'Regierung bis elo näischt dergéint mécht.

Déi 14 Milliounen, déi de Staat all Joer u Subvention loyer als Hëllef gëtt, ginn net duer! Déi 20 Milliounen aus dem Fong, fir Terrainen ze kafen, fir 2023 ginn net duer! Dat wieren an der Stad bei engem Präis, dee mëttlerweil bei d'hallef Millioun pro Ar schonn heiansdo geet, wären dat nach 40 Ar – soe mer, et ass och nach d'Hallschent: Da sinn et 80 Ar. Mir wëssen alleguer, wat d'Densitéite sinn, déi an de PAGe virgesi sinn. Domadder baue mer dann e puer, zwou, dräi Dose Wunnunitéiten, wann et gutt geet. A mir hunn 20 Millioune virgesinn. Dat geet net duer!

Et ass och guer net ersiichtlech, wat mat deem ganze Bauland gemaach gëtt, dat haut schonn an der ëffentlecher Hand ass. Wéi vill Wunnenge goufen an deene leschte Jore fäerdeggestallt? Äntwerten op Froe vun eiser Säit ginn zënter Jore mat engem „Dat gesi mer spéider" beäntwert. Jo, de Budget vum Logementsminister, dee virdrun hei war, ass an deene leschte Jore geklommen, mee et dauert einfach ze laang. De Premier huet d'lescht Joer am Oktober eng Leerstands- an eng Grondsteier ugekënnegt, déi alle béid dem Problem sollten op den Zant fillen. Et huet zwielef Méint gedauert, bis endlech eppes komm ass. Et wäert awer nach Joren daueren, bis se ëmgesat sinn a bis se dann och tatsächlech gräifen. D'Regierung an d'Chamber fueren hei also an engem Schleekentempo!

Dat muss sech änneren, well dëse Wunnmarché ass fir vill Leit hei am Land net méi ze bezuelen. Eis Matbiergerinnen a Matbierger, déi mat eis zesummen hei opgewuess sinn, mat eis an d'Schoul gaange sinn a sech an de Veräiner an hirer Uertschaft abruecht hunn, verloossen hiert Land. Se mussen et verloossen, aus finanzielle Grënn. Dat ass d'Realitéit. An déi Realitéit musse mer änneren!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e weidert Theema, zu deem mir Piraten eis am Kader vun dëser Budgetsdebatt wëlle positionéieren, ass eis Bildungs- a Sozialpolitik. An onsécheren Zäite gëllt et, déi Schwächsten ofzesécheren. Dat ass de Slogan, ënnert deem an eisen Aen hätt missen de Budget ausgeschafft ginn. Dëse Budget mécht an dësem Aspekt awer vill ze wéineg.

Mir stëmmen der Chambre des Salariés zou, wa se seet, datt dëse Budget keng sozial Ziler huet. A wann dann e puer kleng Mesurë kommen, da sinn dat Plooschteren op d'Schosswonnen. Ee Beispill ass d'Personal bei den Office-sociallen. Dëst soll opgestockt ginn, awer nëmme kuerzfristeg. Mir Piraten sinn awer der Meenung, datt hei laangfristeg misst ausgebaut ginn. D'Politik vun dëser Regierung wäert d'Schéier tëscht Aarm a Räich weider auserneendreiwen. Dofir ass haut scho kloer, datt eis Sozialämter musse laangfristeg besser opgestallt ginn an datt nach méi Leit iwwer hir Offere mussen opgeklärt ginn. Idealerweis bräichte mer se net, mee dat géif eng komplett aner Budgetspolitik verlaangen.

Et sinn dann och keng Hëllefe fir ONGe virgesinn, déi Mënscherechter hei am Land virundreiwen a schützen. Mir all heibannen hu matkritt – an d'Madamm Nathalie Oberweis huet et virdru gesot –, datt am Summer d'Organisatioun Passerell virum Aus stoung, well net genuch Finanzement vun ëffentlecher Säit koum. Mir Piraten, gradewéi déi 30 Leit an den Organisatiounen, déi kuerz drop dowéinst e Bréif un d'Regierungsmemberen adresséiert hunn, fannen, datt an eisem Budget, an eisem Land muss Plaz fir esou Organisatioune sinn. A wann déi Plaz nach net do ass, da muss déi Plaz gemaach ginn.

Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter brauchen och zu Lëtzebuerg e staarke Verfechter. Och hei brauche Leit Support, deen de Staat net liwwere kann oder wëll. Wou de Staat awer dofir suerge kann, ass, datt déi Leit, déi dat haut scho maachen, hir Aarbecht kënne weiderféieren.

Dofir reeche mer heimat eng Motioun an, fir e Fong opzestellen, mat deem d'Organisatiounen, déi fir Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet kämpfen, kéinten ënnerstëtzt ginn. Här President.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

– dass d'EU-Kommissioun an hirem „2022 Rule of Law Report" Lëtzebuerg oprifft, fir „continue with the process to adopt the reform on making legal aid more accessible";

– dass d'Recht op eng Assistance judiciaire mam Projet de loi N° 7859 soll reforméiert ginn, dëse Projet sech awer net op de Schutz vu Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet am Allgemenge fokusséiert;

– dass Passerell ouni privat Ënnerstëtzung hätt am Summer dëst Joer seng Aktivitéite misse komplett astellen. D'Organisatioun huet awer trotz privaten an ëffentlechen Hëllefe missen hir Aktivitéite staark reduzéieren;

– dass 20 Organisatiounen an eng Rei aner Acteuren den 3. August e Bréif un d'Regierung adresséiert hunn, fir méi ëffentlech Ënnerstëtzung fir ONGen am Beräich vun de Mënscherechter.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– e Fonds de subside opzestelle fir ASBLen am Beräich Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter.

(s.) Sven Clement.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | E weidere Punkt, wou net genuch un déi Schwächsten aus eisem Land geduecht ginn ass, ass beim Steierkreditt fir Alengerzéiender. Mir Piraten haten eng Motioun agereecht, fir datt en Automatismus soll ausgeschafft gi beim CIM. Dës Motioun war am Oktober ofgeleent ginn. Dobäi huet se just gefuerdert, datt ee soll préiwen, wéi dat méiglech wär. Mee scheinbar war schonn ze préiwen, wéi dat méiglech wär, der Regierung ze vill, well aus Regierungskreesser huet een héieren, dat wär e gewolltenen Déchet fiscal.

De CIM geet awer an dëser Form net duer. An et si vill ze vill Leit, déi en net op der Steiererklärung ufroen. Jo, also schéngt d'Zil vun der Regierung ze fonctionéieren. Nëmmen en Ëmklasséieren an d'Steierklass 2 géif wierklech Gerechtegkeet brénge.

Wa mer vu Gerechtegkeet schwätzen, da gehéiert e faire Loun fir eis Piraten do derzou. Eise Mindestloun misst dofir an eisen Ae steierlech entlaascht ginn, fir de Risiko vun de Working Poor esou kleng wéi méiglech ze halen.

D'Regierung huet an deene leschte Méint d'Erhéijung vum Mindestloun jo gär als en Effort vun hirer Säit duergestallt. Dat ass awer net esou. Éischtens gëtt de Mindestloun, déi 3,3 %, net vun der Regierung bezuelt, mee vun de Patronen. An zweetens war déi Erhéijung souwisou gesetzlech virgesinn.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ben, et ass gutt, datt dës Regierung sech heiansdo un d'Gesetzer hält, déi se selwer gestëmmt huet, Här Baum!

(Exclamations)

Also ganz éierlech: Mir maache reegelméisseg …

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Wat fir eng kënschtlech Opreegung ass dat do dann!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech mengen och, datt d'Leit frou sinn, mee d'Regierung muss sech awer net op d'Schëller klappe fir eppes, dat net hire primäre Verdéngscht ass, Här Baum. Ech mengen, dat soll een och emol soen!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Da liest emol d'Gesetz richteg!

(Interruption par M. André Bauler)

M. Dan Kersch (LSAP) | Däerf ech Iech eng Fro stellen? Hutt Der d'Gesetz gelies?

M. Sven Clement (Piraten) | Här Kersch, ech hale meng Ried.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo. Et gëtt keng gesetzlech Obligatioun! Domat geet et emol un.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | An dann ass … Hei si mer an der Chamber an net am Theater. A schwätzt wannechgelift mat de Leit, wéi wa mer net Är Hënn wären!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, wien hat hei d'Wuert?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, wësst Der: Wann Der esou haart gitt, dann ass et normal, dass Leit, déi ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ok.

Une voix | Dat ass d'Reaktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... dass Reaktioune kommen. Also kommt, mir kommen erëm zum normalen Toun zréck, an dann ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Här President, ech notéieren, datt ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... wäert ech och duerchgräifen, wann een Iech ënnerbrécht.

M. Sven Clement (Piraten) | A, ok, dat heescht, et gëtt eng Dezibelgrenz. Kënnt Der mer eng Kéier d'Dezibelgrenz nennen, bei där een ënnerbrach däerf ginn?

Plusieurs voix | O!

(Exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wësst Der ...

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | U Penibilitéit bal net méi ze erdroen, dat do!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Clement, Dir hutt scho verstanen. Den Toun ass scho mierklech erofgaangen. Voilà! An ech wierken och berouegend op Iech.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd wéi e Papp fir mech, Här President. Et ass gutt, datt Der mech net adoptéiert hutt.

(Brouhaha et hilarité)

Här President, ech wëll awer d'Theema Sozialpolitik net op deem negative Punkt ophalen, mir Piraten gesinn nämlech och e puer positiv Aspekter. Een dovun ass sécherlech de Congé de paternité fir Independanten a gläichgeschlechtlech Koppelen, deen zwar net perfekt, mee e Schrëtt an déi richteg Richtung ass. Mir hätten eis hei gewënscht, datt een den Independanten déi selwecht Flexibilitéit araumt wéi den Aarbechterinnen an Aarbechter an alle Salariéen. Mee et ass emol en Ufank.

Gutt ass och, datt méi Budget fir 2023 fir d'Éducation non formelle virgesinn ass. Eis Bildung muss och a Krisenzäiten op stabille Bee stoen, well och hei gëllt et, déi Schwächst ofzesécheren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Mir Piraten hätten eis wéi ëmmer méi vum Budget erhofft a mir si wéi d'lescht Joer och enttäuscht iwwert déi wéineg Akzenter, déi heimat gesat goufen. D'Logements-, d'Energie- an d'Klimakris sinn Theemen, déi eist Land an d'Bevëlkerung am meeschte beschäftegen. Leider gëtt dëse Budget keng Léisunge fir dës Krise vir. Et gëtt weider mat der Géisskan iwwert d'Land geschott, obwuel d'Regierung selwer seet, datt 2022 an 2023 Krisejore wären.

Mir hätten eis dofir a ville Punkte méi cibléiert Hëllefe gewënscht, méi sozial Mesuren, déi déi Schwächst an eiser Gesellschaft an dësen Zäite schützen, déi Alengerzéiend, d'Kanner, d'Leit, déi ënner oder un der Aarmutsgrenz liewen an net wëssen, wéi se mat den héijen Energiepräisser nach sollen iwwert d'Ronne kommen. Dat gouf mat dësem Budget net gemaach. Dat hätt an eisen Aen awer missen de Kär vun dësem Budget sinn!

An och e groussen Deel vun der Mëttelschicht, dorënner vill jonk Mënschen, déi duerch d'Wunnengskris ëmmer méi Suen opbrénge mussen, fir nach hei am Land liewen ze kënnen, kommen net gutt ewech. Mir hätten eis och eng méi éierlech Presentatioun gewënscht. Ech sot et virdrun: Mir gleewen net u 5,3 Milliarde Recetten aus der TVA fir 2023 a mir gleewen och net drun, datt all d'Annoncen, déi de Premier hei gemaach huet, wéi zum Beispill d'Fotovoltaikprojeten, dann och nach ëmgesat ginn, well mer net wëssen, wou déi am Budget erëmzefanne sinn.

D'Madamm Finanzministesch huet gesot, si géif kee finanzpoliteschen Harakiri maachen. Do ginn ech hir Recht, dat wär e ganz violenten Doud. Dat heiten ass éischter e luest Ausbluddeloosse vun eise Staatskeesen.

Dofir wäerte mir Piraten dëse Budget net matstëmmen, net, well alles schlecht ass, wat drasteet, mee well mir aner Prioritéiten hätte wëlle gesinn. Mir hoffen, datt eng nächst Regierung méi Courage weist a méi cibléiert schafft.

An dofir soen ech Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Jo, mir kommen dann direkt zum éischte Riedner vum zweeten Tour. An dat ass den Här Spautz fir d'CSV. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt, och wann en elo net heibannen ass, wollt ech dem Rapporter, dem Max Hahn, Merci soe fir säi Rapport vun iwwer 200 Säiten. Verschidde Passagen an deem Rapport fannen ech gutt, anerer gefale mer manner bis guer net, mee wat mer ganz gutt och gefält, ass den Titel: „Vers un meilleur vivre-ensemble", well ech mengen, dass et wichteg ass, dass dat grad an dëser Zäit och eng Prioritéit ass. Wa se och elo mol am Titel stëmmt, sou hätt ech mer och nach aner Saache kënnen an deem Budget virstellen.

Ech hat schonn eng Kéier esou eng änlech Remark gemaach beim Rapport vum Här Cruchten, dee sech deemools och mat de sozialen Ongerechtegkeete beschäftegt hat, an dofir sinn ech ëmmer frou, wann ech gesinn, dass dat awer och ëmmer ervirgestrach gëtt, wat fir eng Problemer do sinn. An ech mengen, dass et och wichteg ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, dass dat ee vun de Bestanddeeler ass, déi mer och diskutéieren, wa mer iwwert de Budget schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Méint, jo, Jore ware gezeechent vu Krisen. Mir hate fir d'éischt eng Covidkris, mir hunn elo eng Energiekris. Obwuel d'Problemer mat der Energie schonn ugefaangen hu virum Amarsch vu Russland an d'Ukrain, sou hu se sech duerno awer zougespëtzt. An ech mengen, dass et och dofir richteg ass, datt mer déi Theeme vun der Energie, vum Krich, deen do ass, an och, wat an der Santé lass war, matdiskutéieren.

Ech hat de Mëtteg d'Chance, an der Mëttesstonn ... Wéi Dir alleguerten huele mer jo un deem Programm deel vum Zentrum fir politesch Bildung, wou mer mat Schoulklassen diskutéieren, ee vun der Majoritéit an ee vun der Oppositioun, an ech war do mat der Kolleegin Jessie Thill bei enger Klass vun enger Troisième vum Lycée Aline Mayrisch. An do waren déi Froen, déi déi dann an hirem Forum gestallt hunn ..., déi si gaangen ëm d'Santé publique, ëm d'Energie an den CO_2, ëm de Logement an ëm d'Aarbechtsplazen an och ëm d'Flüchtlingen an ëm d'Unerkennung vun den Diplomer. Alles Saachen, mengen ech, bei deenen et och hei an haut wichteg ass, dass mer se diskutéieren. An dat beweist jo och, dass déi Theemaen, déi mer jo dann heiansdo erreechen, ... dass mer do och gutt d'Méiglechkeet hunn, déi Jonk ze erreechen, well mer och do déi Äntwerte ginn, déi déi Jonk sech erwaarden, respektiv hinnen och Perspektive ginn, fir bei deenen Theemaen, wou si sech, ech wëll net soen „doheem fillen", mee wou si sech dermat identifizéieren ..., dass mer déi och hei an der Chamber diskutéieren.

Dir Dammen an Häre, léif Frënn, et ass schonn ugeschnidde ginn, elo virun e puer Minutte war et e bësse méi virulent: Den 1. Januar geet hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun an d'Luucht, ënnert der Viraussetzung, dass d'Gesetz d'nächst Woch gestëmmt gëtt, well wann d'Gesetz net gestëmmt gëtt, geet de Mindestloun net an d'Luucht. Mee wat awer richteg ass, ass, dass mer reegelméisseg hei an der Chamber esou Upassunge maachen, an een, deen dat besser weess wéi ech, ass mäi Kolleeg, den Aly Kaes, dee säit 2004 zu all Mindestlounerhéijung, déi mer hei an der Chamber gestëmmt hunn, am Numm vu menger Partei, der CSV, geschwat huet. Sief et als Rapporter, déi Zäit, wou mer op där méi mëller Bänk souzen, oder och elo, duerno op där méi haarder Bänk, war et ëmmer de Kaesen Aly, deen iwwert de Mindestloun geschwat huet.

Fir déi, déi elo gefrot hunn, wat dat ass mat der méi mëller Bänk, dat ass d'Majoritéits- oder d'Oppositiounsbänk. Dat war déi Allusioun, déi ech wollt maachen.

(Interruption)

Ganz anescht ass et bei de Renten. An 2004 ass och nach hei iwwert den Ajustement diskutéiert, debattéiert an duerno ofgestëmmt ginn. Ech mengen, Här President, Dir kënnt Iech drun erënneren, dat ass haut net méi de Fall, do steet haut am Gesetz dran, wéini d'Echeance ass, a mir brauchen net méi extra oder, dat heescht, mir ... „brauchen" ass elo e schlecht Wuert, mir kommen net méi extra heihinner zréck, fir och do eng Upassung ze maachen un d'Renten an d'Pensiounen, déi och den 1. Januar 2023 an d'Luucht ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Richteg. Duerch d'Pensiounsreform vun 2012.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech menge bal, Dir wäert deemools Minister gewiescht, wann ech Iech nolauschteren.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat kéint emol sinn.

M. Marc Spautz (CSV) | A wat awer elo do ass: Souwuel bei der Erhéijung vum Mindestloun wéi och bei der Erhéijung vun de Pensiounen rechnen d'Leit elo doheem mat 3,2 % oder 2,2 % a wa se dann duerno op der Ofrechnung kucken, stelle se fest, dass et dat awer net onbedéngt ass, well déi eng kréie Steieren drop, déi eng méi an déi aner manner. An dofir wier et net schlecht gewiescht, wa mer déi Iddi, déi och mäi Fraktiounschef, de Gilles Roth, am Summer hei ënnerbreet huet, dass een nach en neien Agankssteiersaz géif maachen an dass ee bis op de Mindestloun an der Steierklass 1 steierbefreit wier. Dat géif nämlech bedeiten, dass déi Leit an der Steierklass 2 beim Mindestloun iwwerhaapt keng Steiere méi géife bezuelen, an dass dat och gutt gewiescht wier, wa mer och do derfir gesuergt hätten, dass dat geschitt.

An dat selwecht ass, wa mer d'Steiertabell géifen un d'Inflatioun upassen, da wier dat och fir alleguerten

déi Leit, déi doropshin esou vill Prozent plus vum Mindestloun kréien, dass déi och eppes dovun hätten. Well elo wësse mer: Elo kréie se 3,2 % respektiv 2,2 % Brutto, mee wann d'Steiertabell net ugepasst gëtt, bleift manner Rescht.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An dat selwecht geschitt elo bei all Indextranche, déi kënnt, ob dat déi nächst ass, déi reglementaresch erfält, oder déi nächst, déi op den 1. Abrëll festgeluecht ass, oder och nach déi Drëtt, wa se da sollt kommen, wéi dat elo vum Statec an aneren ugepasst gëtt. An dofir, ech hunn elo ... Den RTL huet e groussen Titel bruecht, d'Madamm Finanzministesch hätt eng Steierupassung duerchblécke gelooss. Esou steet et bei RTL an da muss et jo richteg sinn!

(Hilarité)

Da wëll ech just soen, do wier et och wichteg, dass mer dann déi Inflatiounsberengegung géife maachen, déi kal Progressioun ewechhuelen, fir dass d'Leit déi Sue ganz kréien an net, dass déi Leit nëmmen en Deel vun de Sue kréien. A wann dann d'Regierung driwwer nodenkt, sechs Méint virun de Walen eng Ännerung ze maachen, da wier et net schlecht, wann een dat esou séier wéi méiglech géif maachen, well et jo och soss emol Schwieregkeete kéint ginn, wann een dat am Laf vun engem Kalenerjoer mécht an net grad op en Trimester oder e Semester. Do si virun allem aner Leit gefuerdert, déi wëssen, wat dat bedeit, wann do Norechnunge musse gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, Famill, Ausbildung an Aarbecht, Wunnen, sozial Ofsécherung, Mobilitéit, dat sinn Theemen, déi d'Leit interesséieren, dat sinn Theemen, bei deenen et ganz wichteg ass, dass mer déi och an de Mëttelpunkt stellen.

An ech mengen, dass een dann och muss kucken ëm ... D'Aarbechtsëmfeld, wann ee sech an engem Job wëll implantéieren, wann ee wëll en Haus kafen, wann ee wëll eng Famill grënnen, dann ass et wichteg – wann ee wëll en Haus kafen oder en Appartement –, grad an dësen Zäiten, dass een och weess, wou et higeet, dass een och weess, wat dat finanziell bedeit a wat alles hannendru steet. An et ass déi lescht Méint fir d'Leit méi schwéier ginn, nach e Logement ze fannen, ob dat um Loyersmarché ass oder ob dat fir ze kafen ass, well beim Kafen ... d'Zënspolitik ass eng aner gi wéi déi, déi mer elo wärend Jore kannt hunn, a beim Loyer stelle mer fest, dass et ëmmer méi schwiereg ass fir d'Leit, Wunnengen ze fannen zu abordabele Präisser.

An dofir ass et och wichteg, dass mer do deene Leit déi Hëllefen zoukomme loossen, iwwert de Wee vu Loyershëllefen, iwwert de Wee vu Bauprimmen an Uschafungsprimmen, fir dass se sech och kënnen nidderloossen an dass se och d'Méiglechkeet hunn, déi Prêten ze kréien an och kënnen ënner mënschewürdege Konditiounen ze liewen. Wann dat net de Fall ass, hu mer och déi lescht Wochen a Méint matkritt, wat dat bedeit, wa Leit net ënner mënschewürdege Konditioune liewen, wat dann alles ka geschéien.

An do ass et eis Aufgab als Politik, déi néideg Akzenter ze setzen. An ech mengen, mäi Kolleeg, de Marc Lies, an och d'Elisabeth Margue hu schonn e puermol eis Positiounen als CSV am Logementsmarché op den Dësch geluecht an dës sinn de Moien nach eng Kéier vu mengem Fraktiounschef ënnermauert ginn. An et ass wichteg, dass mer do eppes maachen, well wann d'Leit keng Wunneng hunn a wann d'Leit net wëssen, wéi a wou se solle liewen, stelle se sech och d'Fro: „Huet et e Wäert, eng Famill ze grënnen, oder huet et kee Wäert, eng Famill ze grënnen?" Well wann Der eng Famill grënnt, wëllt Der jo och an Ärer Intimsphär sinn an Dir wëllt och en Ënnerdaach hunn, wou Der zesumme mat der Famill kënnt liewen.

An do geet et dann och ëm d'Diskussioun Famill a Beruff. An ech mengen, zanter der Industrialiséierung bis an d'70er-Jore war et hei zu Lëtzebuerg üblech an der familiärer Verantwortung, dass eng Persoun déi iwwerhëlt – an dat war zu 95 % d'Fra. Dofir ass och d'Aarbechtswelt déizäit ëmmer op d'Männer zougeschnidde gewiescht an d'Aarbechtswelt huet dat alles akzeptéiert an dat ass esou gelaf. An et ass eréischt Enn der 70er-Joren, wéi mer massiv gesinn hunn, dass d'Fraen op den Aarbechtsmaart komm sinn. Ech mengen, si waren och virdrun um Aarbechtsmaart, si si meeschtens ... Wann d'Kand komm ass, dann hu se decidéiert, sech ëm d'Kand ze bekëmmeren an hunn aner Prioritéite gesat.

An dofir ass et och wichteg – wat ech gesot hunn, d'Aarbechtswelt war op d'Männer zougeschnidden –, dass mer elo nei Prioritéite setzen an der Aarbechtswelt. Dofir ass et och gutt, dass verschidde Moossname geholl gi sinn. Mee et ass awer och elo wichteg, dass mer iwwer Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen, dass mer iwwer d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff schwätzen, dass mer et fäerdegbréngen, iwwer eng Aarbechtszäitorganisatioun ze diskutéieren, déi deem Rechnung dréit. Deem Rechnung dréit: Wéi ass et an der Schoul a wéi ass et mat der Kannerbetreiung?

An dat, Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, dat ass wichteg, dass mer do eng aner Diskussiounskultur kréien, eng aner Diskussiounskultur kréien an och en anere gesellschaftleche Wäert iwwert déi Diskussiounen, déi do gefouert ginn. An do ass et wichteg, dass mer iwwer Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen an dofir ass et och wichteg, dass mer en neit Kollektivvertragsgesetz kréien.

Well mir kënnen hei als Politik de Kader stellen, mee dat, wat um Terrain geschitt, muss vun deene Leit, déi um Terrain sinn, selwer kënne verhandelt ginn. An dofir ass et wichteg, dass mir heibannen eng Diskussioun féieren: Wéi soll eng Aarbechtszäitorganisatioun ausgesinn? Mee mir kënnen net soen: Sinn et aacht Stonnen? Sinn et siwe Stonnen? Sinn et néng Stonnen? Ass et 8.15 Auer bis 14.00 Auer a vu 14.00 bis 18.00 Auer oder wéi gëtt geschafft? Déi fréier 8.00 bis 12.00 Auer a 14.00 bis 18.00 Auer gëtt et jo scho laang net méi. Dofir ass et och wichteg, dass mer do kucken, wéi et ka virugoen.

An do ass eng Prioritéit an e Modell, deen eis jo bei anere Saachen ëmmer an d'A spréngt, deen aus Skandinavien. Mir hu jo vill aner Saachen iwwerholl an der Familljen- a Sozialpolitik vun eise skandinavesche Länner, dass mer och do kucken, wéi et do ass mat der Aarbechtszäitorganisatioun, an dass mer deem ganze Kader Rechnung droen.

An haut de Moien, den Yves Cruchten huet et ënnerstrach: d'Reserven, déi mer hunn an der Sécurité sociale an an der Pensiounskeess. Mir wësse jo, wat do amgaangen ass ze geschéien. Net haut a muer, mee laangfristeg gekuckt wësse mer, dass mer Schwieregkeete kréien zu engem spéidere Moment, dass mer och elo schonn driwwer diskutéieren, wat do alles ka geschéien.

Déi Zäit, vun där ech geschwat hunn, vun 19... an de 70er-Joren, do hunn d'Leit mat 15, de Gros huet mat 15 Joer ugefaange mat schaffen, ass bis 65 Joer schaffe gaangen an ass 72 Joer al ginn. D'Frae sinn zwar schonn déizäit méi al ginn. Wa mer do vu Chancëgläichheet schwätzen, misste mer och do eppes an d'Gesetz schreiwen. An haut ...

(Interruption)

Mengt Der dat?

(Interruption)

Jo, an haut, haut muss ee sech d'Fro stellen ... Haut fänke se an der Moyenne mat 21 Joer u mat schaffen an hale mat 59 Joer op a ginn 82 Joer al. A wann een dat an enger Règle de trois normal rechent, stellt ee fest, dass dat net méi kann opgoen. An dofir misste mer och do eng Diskussioun driwwer féieren an dofir musse mer dann och schwätzen, wéi mer eng Gesamtaarbechtszäitorganisatioun iwwer eng gesamt Karriär kënne maachen.

Well wann elo d'Babyboomer, wéi och haut de Moien een hei gesot huet, an d'Pensioun ginn, wäerte mer mierken, da kippt de System. An an där Nott, déi mer vun der Chamber erstallt kritt hunn zum Budget vu gëschter bei der Presentatioun, stellt Der jo fest, do sti fënnef Chiffres clés, dat ass op der zweeter Säit an Ärer Nott, do gesitt Der, wéi d'Reserven an der Sécurité sociale erofginn. Dat ass déi, déi mer jo och ëmmer mat op Bréissel schécken, dass do d'Sécurité sociale amgaangen ass, schéi brav, propper erofzegoen.

Et steet och en anere Chiffer do, dat ass dee bei de Gemengen. Dee géif esou stabel bleiwen. Wann ech awer alles liesen an deene Gemengerotsberichter an ech kucken all déi Emprunten, déi do drastinn, da mengen ech och, dass een déi 0,0 oder 0,1, déi do stinn an där Nott, och kann hannerfroen, ob dat elo wierklech nach de Fall ass. Well an deene meeschte Gemengen, wou ech elo op alle Fall gekuckt hunn, sinn Emprunte geholl ginn a souguer verschidden Emprunten an enger zerguttster Héicht, wat awer och wichteg ass, dass dat nämlech kann an eis Ekonomie fléissen. Dofir, ech kritiséieren d'Emprunten net, ech wëll just soen iwwert déi Zuelen, déi mer do am Budget stoen hunn, ob déi nach ëmmer deem entspriechen, esou wéi et ass.

A wa mer da schwätzen iwwert den Aarbechtsmaart a wa mer da schwätzen iwwert d'Schéier tëschent Aarm a Räich, ech mengen, dat war och den Här Cruchten, deen dat a senger Ried gesot huet, an och mäi Fraktiounschef, dass dat ëmmer méi wäit auserneegeet. Wärend déi räichsten 10 % eng Moyenne vu ronn 8.000 Euro de Mount hunn, sou hu mer awer och nach 10 %, déi ënner 1.000 Euro hunn. A mir hunn an Zwëschenzäit ëmmer méi Leit, déi Schwieregkeeten hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen. An do soen all déi Analyse vu Caritas, Chambre des Salariés oder och vum Statec ganz kloer, dass mer do an Zwëschenzäit bei iwwer 20 % vun deene Leit ukomm sinn.

An do muss ee soen: Dat sinn net nëmmen 20 % vun de Leit, déi nëmmen doheem sëtzen an d'Féiss an d'Luucht setzen, mee mir hunn och Working Poor, Leit déi schaffe ginn an et trotzdeem net fäerdegbréngen, mat deem, wat se verdéngen, iwwert d'Ronnen ze kommen, well den Ënnerscheed vun deem, wat et kascht, an deem, wat se kréien, ëmmer méi wäit auserneegeet.

An d'Haaptursaach dovun – an da kommen ech erëm zréck bei den éischte Punkt –, dat sinn d'Logementspräisser, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Well iwwerall gëtt da geschwat: „Net Europa, Lëtzebuerg huet deen héchsten Duerchschnëttsloun" (veuillez lire: An Europa huet Lëtzebuerg deen héchsten Duerchschnëttsloun), mee et steet awer néierens an der Statistik oder déi fält ëmmer e bësse méi wäit hannen an de Rapporten, dass och Lëtzebuerg mat Ofstand déi héichste Logementspräisser huet. Och dat wier wichteg an deene Statistiken. Da musse vläicht verschidde Kolleege sech net domm uschwätze loossen, wa se an der Vakanz sinn a si ginn drop ugeschwat: „Majo wéi Dir verdéngt,

dofir kënnt Dir Iech och en herrlecht Liewe gënnen", da misste se och emol do déi Loyers- oder Baupräisser mat a Rechnung zéien.

An dat selwecht, wann een d'Moyenne kuckt … An do maachen ech nach eng Kéier en Appell un den Här Aarbechtsminister an och un d'Madamm Finanzministesch, dass Der dat emol zu Bréissel nach eng Kéier bréngt. Ech weess, schonn aner Leit hunn et bruecht. Wann do jo ëmmer de PIB gerechent gëtt an de Salaire moyen, da rechne se – wat? – 820.000, nämlech déi 600.000, déi hei wunnen, plus déi 220.000, déi all Moien eriwwer schaffe kommen, wat déi zesummen erwirtschaften, a si rechnen dat awer nëmmen duerch 600.000 Leit, déi hei wunnen.

An dofir kommen dann esou Statistike vir vun Eurostat, wou da steet: „Zu Lëtzebuerg hu se alleguerten dee Verdéngscht. Zu Lëtzebuerg geet et hinnen esou gutt." Mee wa se mol géife richteg rechnen an Dir huelt déi Gesamtzomm an Dir dividéiert net nëmmen duerch 600.000, mee duerch 820.000, wäerte mer héchstwarscheinlech nach déi Éischt sinn, dat ka sinn, awer déi Differenz tëschent dem Éischten an dem Zweete géif e gutt Stéck erofgoen.

An ech mengen, dass et wichteg ass, dass, wann Eurostat et schonn net mécht, mir et awer, an do och mat dem Statec zesummen, och esou publizéieren, wéi et a Wierklechkeet ass, well da géif verschiddene Sozialnäid net opkommen. Well wa jiddwereen héiert: „Esou vill verdéngen ech an der Moyenne", an e weess, e muss et emol nach eng Kéier duerch 220.000 Leit zousätzlech dividéieren, déi als Frontalier all Dag iwwert d'Grenz kommen, da gëtt et eng aner Diskussioun an da kréie mer och do vläicht eng aner Debatt.

An dann eppes, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et waren och verschiddener vun Iech mat do bei der Agence du bénévolat. Do si Leit ausgezeechent gi fir all hiert benevollt Engagement. An eng vun deenen Associatiounen, déi ausgezeechent ginn ass, war Médecins du monde. An do huet de President vu Médecins du monde nach eng Kéier ënnerstrach, dass mer zwar hei eng Ouverture gemaach hätten an der Chamber, doduerch, dass mer e Gesetz gestëmmt hunn, fir do Hëllefen ze ginn, mee dass et ze komplizéiert wier, dass et nach ëmmer vill ze vill Leit géif ginn, déi keng Hëllefe géife kréien.

An ech mengen, et deet eisem Land net gutt, dem Image vun eisem Land, wann do esou vill Problemer sinn, an dass mer och do missten eppes maachen, fir och deene Leit, deenen Äermste vun deenen Äermsten, och kënnen ze hëllefen, dass se op d'mannst eng Éischt-Hëllefs-Versuergung kréien, déi hinnen zousteet an déi dat Wuert och verdéngt. An do misste mer dann dat Gesetz … d'Madamm Gesondheetsministesch ass net hei an den Här Sozialminister och net, dass dat Gesetz géif iwwerschafft ginn, dass mer eng Analys maachen an dass mer doropshin eng Upassung géife maachen.

An dat selwecht gëllt – ech mengen, et war de Sven Clement an och d'Nathalie Oberweis, déi dovu geschwat hunn – fir d'Office-sociallen an alles dat, wat an de soziale Büroe geschitt. Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hunn elo do héieren, et gëtt alles verduebelt, se kréien duebel sou vill Personal. Et ass jo alles schéin a gutt, wann een einfach de Personalschlëssel verduebelt. Dat kléngt immens.

Mee do gëtt et eng Etüd, dat ass „Die Vielfalt der sozialen Arbeit in Luxemburg". Déi ass erstallt gi vum LISER a vun der Uni Lëtzebuerg, an déi meescht heibannen, déi wäerte se kennen. Do steet dran, Dir kënnt der esou vill schafen, wéi Der wëllt, mee dass keng kommen, dass keng do sinn, dass mer der net genuch ausbilden, fir déi Poste wouerzehuelen. Do steet dran, wou se iwwerall gebraucht ginn. Dat ass an der Kannerversuergung. Dat ass am Office social. Dat ass an der Altenbetreuung. Dat ass an der Betreuung fir en Handicap. Dat ass an der Betreuung fir Leit, déi an d'Illegalitéit eragerutscht sinn. Dat ass an der Betreiung vun de Leit, déi am Chômage sinn. Dat ass an der Sexualerzéiung. Iwwerall do ginn där Leit gefrot an et si keng do!

Dann ass et och einfach ze schreiwen: „Mir maachen elo eng Verdueblung vum Personal", an et fënnt een d'Personal net. Respektiv gëtt et och Office-sociallen, déi Schwieregkeete wäerten hunn, wa se hiert Personal musse verduebelen, fir ze wëssen, wou se se hisetzen, well och do ass de Raumproblem, fir dat ze ënnersträichen. An dofir ass dat alles gutt gemengt, et steet och gutt am Budget mat dran, mee et ass schwiereg, fir dat kënnen ëmzesetzen.

An dat ass keen neie Moment, mee dat geet ganz kloer aus där Etüd ervir, déi do gemaach ginn ass op der Uni Lëtzebuerg. An ech wëll och keen aneren zitéieren – fir dass kee soe kann, ech géif een huele vu menger Bluttgrupp – wéi d'Presidentin vun all den Office-sociallen, déi och nach eng Kéier ënnerstrach huet, mat all deem wat do geschitt, dass et administrativ ze schwiereg ass an dass et déck Zäit gëtt, dass mer eng Kéier do eng Bilanz zéien an dann och duerno schnellstméiglech all déi Ännerunge virhuelen, fir dass d'Office-socialle méi séier an nach méi performant de Leit kënnen hëllefen. Si maachen eng gutt Aarbecht, déi, déi do sinn, mee et geet net duer mat deene Leit, déi se hunn, an et geet net duer mat där Plaz, déi se hunn.

An ech wëll just e Beispill huelen. Ee vun deene gréissten Office-sociallen hei am Land, dat ass deen … e läit am Minett. Dat ass Esch. Ech weess, d'Stad Lëtzebuerg ass méi grouss, mee dat geet net op a mengem Beispill. Do si 36.000 Leit. An da gëtt et e regionalen Office social, dee läit och nach am Süde vum Land, zwar net méi am Minett, mee et sinn och Zentrumsgemenge mat dran. Deen huet och 36.000 Leit. An ech kann Iech soen: D'Gegeebenheeten an der Stad Esch an d'Gegeebenheete vu Mamer, Bartreng, Stroossen, Kielen … Här Roth, wien hunn ech vergiess? Et ass nach eng Gemeng derbäi …

(Interruption)

… an Dippech, déi do mat dra sinn. Dat sinn och 36.000 Leit.

M. Gilles Roth (CSV) | Leideleng.

M. Marc Spautz (CSV) | Mee do ass awer eng sozial Schicht, déi eng ganz aner sozial Schicht ass wéi déi 36.000 Leit am Minett. A wann Der d'Budgete kuckt vun deenen zwee Office-sociallen – d'selwecht Awunnerzuel – stellt Der déi Differenze fest, déi et do gëtt. An dofir ass et, dass een do muss usetzen, fir och do kënnen, wat d'Aarmut a wat all déi Hëllefen, déi den Office social gëtt, ubelaangt, ze reagéieren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir schwätze vun Energietransitioun, wat wichteg ass. Mir mussen en anere Wee goen. A mir schwätzen de Moment dovun: Mir musse Pompelen uschléissen. Mir mussen ewech vun den normale Brennstoffer, wéi mer dat elo wärend Joerzéngten – fir net ze soen: Joerhonnerten – gewinnt waren. An dofir ass et dann och wichteg, dass mer Leit dofir hunn. An da geet et dann och ëm de Stellewäert vum Handwierk an eiser Gesellschaft.

Mir hu festgestallt, ech hunn et virdru gesot, an der Santé hunn eis Infirmièrë gefeelt lénks a riets, d'Leit hunn zwielef Stonnen den Dag misse schaffen. Ech hunn Iech opgrond vun deene Chiffere gesot, wat alles feelt bei den Assistant-sociallen a bei den Educateuren, an ech kommen elo drop, wat am Handwierk feelt. Do feele qualifizéiert Leit. Mir fannen net déi néideg qualifizéiert Leit, fir alleguerten déi Ännerungen ze maachen, déi ustinn. A wann Der haut gären eng Wärmepompel hätt: D'Wärmepompel ass do, mee den Handwierker, fir se ze installéieren, ass net do. An dofir ass et wichteg, dass mer och dat uginn.

An ech hu schonn eng Kéier eng Debatt heibanne gehat, wou Der jo alleguerten derbäi waart, an der Heure d'actualité iwwert d'Attraktivitéit vum Handwierk. Sou gëllt et awer och, elo do ze liwweren. An et ass schued, dass de Minister vun der Beruffsausbildung net hei ass, well ech ka mech erënneren, déi Zäit, wou ech nach mat mengem Kolleeg Aly Kaes Kollektivvertragsverhandlunge gefouert hunn an de Betriber, gouf et awer ëmmer eng grouss Diskussioun, wa keng Handwierker méi am Betrib waren. Wa keng Handwierker méi do waren, huet de Betrib gesot: „Da gi mir d'Baach of, well mir brauchen déi, fir den Entretien vun eise Maschinnen ze maachen, soss geet et net!"

An ech wëll drun erënneren, leschte Mount huet d'Chambre des Métiers nach eng Kéier geklot iwwer all déi Aarbechtskräften, déi hinne feelen, an dass et do wichteg ass, dass mer eng Opwäertung maache vum Handwierk, vum Stellewäert vum Handwierk. An Däitschland bass de quelqu'un, wann s de Handwierker bass, hei zu Lëtzebuerg ass dat net den néidegen Image, deen s de hues, wann s de Handwierker bass, obwuel ech Iech ka soen: Den Handwierker geet de Moment d'Aarbecht net aus a se brauchen och net ze fäerten, dass hinnen eppes geschitt. Dat Eenzegt, wat hinnen ausgeet, dat ass d'Main d'oeuvre, an do muss eppes kommen.

Well och eise Finanzsecteur, mäi Kolleeg Laurent Mosar wäert herno nach dodrop agoen, …

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | … dee brauch jo och Leit. A wann déi kee méi hunn, deen d'Reparature mécht an hire Banken, wa kee méi do ass, deen den Entretien mécht an hire Banken, da kréien déi och Schwieregkeeten, fir dohinner schaffen ze goen, an dofir musse mer do eppes ënnerhuelen.

An dat selwecht ass – et ware jo och Kolleegen heibannen derbäi, wéi mer d'Diplomiwwerreechung haten um Belval, wou vill Jugendlecher en Diplom kritt hunn a wou déi Jugendlech och stolz waren, an et war eng ganz flott Zeremonie –, dass et och do wichteg ass, dass mer net eemol d'Joer klappe ginn, wa se eng Geselleprüfung kréien, oder och nach zweemol d'Joer, wann och nach d'Promotion du Travail an d'Meeschterprüfung am Stater Theater ausgedeelt ginn, mee dass mer hinnen och déi Unerkennung zoukomme loossen, déi se brauchen, mat neie Beruffsbiller, och mat anere Sozialkonditiounen, well nëmmen da si mer och dofir sécher, dass et och dem Handwierk wäert gutt goen an dass mer dann och alles kënne realiséieren, wat mer wëllen.

An an deem Kader, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat ass deen décken Dossier, deen ech matbruecht hunn, misst een och schwätzen iwwert d'Schoulofbriecher, alleguerten déi Leit, déi eng Formatioun ufänken an net bis zum Schluss féieren. An alles dat, wat ech hei hunn, si Chifferen, déi vum Ministère publizéiert gi sinn, wou a verschiddene Branchë 36 % Schoulofbriecher sinn, an anere Beräicher nëmmen 8 % – gottseidank! Mir leien och insgesamt gutt do, mee dat ass eng Katastroph fir d'Handwierk, wann ee gesäit, wat fir eng Leit do ophalen. An dofir

ass et och wichteg, dass mer eis domadder ausenanersetzen.

An et ass och wichteg, dass mer doriwwer diskutéieren an dass mer och deene Leit, déi do d'Schoul ofbriechen – do gëtt et de Programm Outreach, dee vun der Europäescher Unioun gestart ginn ass –, déi Opmierksamkeet ginn, déi se brauchen, well déi Leit hunn awer nach ëmmer zwou Hänn an déi kënnen och mat deenen zwou Hänn schaffen. Mee mir mussen derfir suergen, dass se eng Formatioun kréien, déi gebraucht gëtt an déi noutwendeg ass.

A wa mer elo alleguerten an d'Restauratioun ..., well den Här President hat de Mëtte gesot, e géif net gär ze laang op d'Iesse waarden. Och an der Restauratioun stelle se fest, dass se keng Leit méi hu fir ze zerwéieren, ob dat fir d'Spull herno ze maachen ass oder fir wat och ëmmer, dass mer och do eppes ënnerhuelen an eppes maachen.

An ech kommen do nach eng Kéier op eppes zréck, an dat ass dat vun de Flüchtlingen. Wivill Flüchtlingen hu mer hei zu Lëtzebuerg, déi eng Qualifikatioun hunn, an déi Leit däerfen net schaffe goen, well mir dat de Moment net zouloossen?

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | An ech maachen do en Appell un den Här Aarbechtsminister, deen heibannen ass, dass mer och déi Leit matberücksichtegen. Well ech fannen et verréckt, dass mer hei Dausende Leit sëtzen hunn, déi eng Qualifikatioun hunn, an deene soen: „Ma du bleifs sëtzen, bis alles an der Rei ass!", a gläichzäiteg soe mer: „Mir hu kee qualifizéiert Personal." An dass mer do mol kucken, wat fir eng Diplomer déi Leit hunn a wat deene Leit feelt, fir dass mer och do eng Méiglechkeet an eng Ouverture maachen, dass déi Flüchtlingen och kënnen op den Aarbechtsmaart goen. Well dat géif hinnen och hëllefen, amplaz dass se 24 Stonnen den Dag, siwen Deeg d'Woch agespaart sinn an net méi wëssen, wat se mat hirer Zäit kënne maachen. Mee dass et och do wichteg wier, déi Leit eventuell kënnen an den Aarbechtsmaart ze integréieren, fir dat och ze kucken an dat och ze maachen. Dat wier wichteg fir eisen Aarbechtsmaart an dat wär och wichteg an en Akzent an der Flüchtlingspolitik, déi mer als Lëtzebuerger do géife stellen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Dir Dammen an Hären, léif Frënn, och d'Klima ass wichteg. Et sinn nach aner Kolleege schonn dodrop agaangen, an ech mengen, dass et och do wichteg ass, dass mer déi néideg Ännerunge maachen.

Ech kéint elo nach eng hallef Stonn virufueren, mee da fuere meng Kolleegen, déi nach Riedezäit brauchen ..., da sinn déi net frou doriwwer.

Ech wëll nach e lescht Beispill ginn, dat ass dat vum Teletravail. An enger Etüd heescht et, 28 % vun de Leit géife momentan Teletravail maachen. An der Krisenzäit, wéi mer de Covid haten, waren et 45 %, déi Teletravail gemaach hunn. An der Zwëschenzäit ass et erofgaangen op 28 %. Ech mengen, dass et do wichteg ass – an et ass och gutt, dass do e Gesetz ënnerwee ass –, dass do d'Sozialpartner sech och eens gi sinn. Mir hunn do elo e klengen institutionelle Problem, fir dann och do den Accord vum Teletravail kënnen an e Gesetz ëmzesetzen. Mee dass et och do wichteg ass – an ech maachen nach eng Kéier den Appell un den Aarbechtsminister, e soll sengem Noper am Büro dat soen, nämlech dem Sozialminister –, dass mer awer do eng Ännerung brauchen an der europäescher Sozialgesetzgeebung.

Mir schwätzen ëmmer mat der Madamm Backes, si soll kucken, fir en Duebelbesteierungsaccord mat deene Länner ze kréien. Dat ass dat eent, dat kënne mer national reegelen. Mee deen anere Problem, deen hannendrun ass, dat ass d'Sécurité sociale. Dee muss op europäeschem Niveau geléist ginn. An dofir, Här Engel, huelt dem Här Haagen de Message mat, dass et wichteg wier, dass mer d'883-Direktiv, d'Reglement géifen zur Diskussioun kréien, dass et do eng aner Beurteelung gëtt. Lëtzebuerg huet 200.000 Frontalieren um Marché, dat wësst Dir souwisou, et ass méi wéi 200.000. Mee dass och d'Europäer agesinn, dass mir mat esou enger strikter Reegelung bei esou engem Aarbechtsmaart net kënne mat deem Chiffer liewen, deen do virgesinn ass, wat an der europäescher Direktiv leeft.

Dat selwecht gëllt fir den Transport, well duerch déi enorm Längt, déi mer hunn, an déi enorm Breet: Wann s de ze vill Gas gëss, bass de duerch. An och dat betrëfft d'Buschaufferen an d'Camionschaufferen, déi do ganz vill Schwieregkeeten hunn, an dass mer do fäerdegbréngen, op europäeschem Niveau déi Ännerungen ze kréien, déi mer brauchen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, fir de Rescht sinn ech batter enttäuscht vun deem, wat alles elo net am Budget steet, wat elo nach net am Budget gemaach gëtt, an dofir muss ech Iech soen, ass et fir eis ëmmer wichteg, d'Verantwortung fir dëst Land ze huelen, fir seng Bierger, mee mat deem do Budget kënne mir eis Zoustëmmung leider net ginn. Mäi Fraktiounschef ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Spautz (CSV) | ... huet et scho gesot: Et geet hei ëm d'Land, eenzeg an aleng ëm d'Land, an ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg an dofir, wéi gesot, kann ech d'Zoustëmmung zum Budget net ginn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, jo, d'wirtschaftlech Lag ass de Moment net gutt. A mir ginn an der Eurozon op eng Rezessioun duer. D'Energiepräisser bleiwen op héijem Niveau. D'Inflatioun setzt ganz ville Leit zou. Alles dat schaaft vill Onsécherheeten, an de Budgetsrapporter Max Hahn huet dës Situatioun, déi sech op internationalem, awer och op nationalem Plang ofzeechent, ganz detailléiert beschriwwen.

Ech wollt him och vu menger Säit aus nach eng Kéier en häerzleche Merci soen, meng Unerkennung fir seng fläisseg Aarbecht. E war wierklech fläisseg ënnerwee, en huet vill Acteure begéint. Ech mengen, wann ee vum Vivre-ensemble schwätzt, da mëscht ee sech ënnert d'Leit, da muss ee sech ënnert d'Gesellschaft mëschen, Kontakt ophuelen. Dat huet e ganz gutt gemaach an e war och ganz visibel op deem Plang. Dofir nach eng Kéier eis Unerkennung.

Ech wollt och nach eng Kéier de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun Merci soen, datt mer konnten zimmlech serein zesummeschaffen an all Froe verdéiwen, elucidéieren, déi sech gestallt hunn. Och do e besonnesche Merci un d'Beamten an d'Beamtinnen, déi eis ëmmer zur Verfügung stoungen, wa mer hire Rot an hir Informatioune gebraucht hunn.

Léif alleguer, de Staat huet am Kader vun den Tripartitten 1 an 2 souwéi vum Energiedësch eng ganz Rei vu Moossname geholl. Ech wäert déi wuel net hei alleguer opzielen, dat ass scho geschitt. Déi finanziell Päck, déi do beschloss gi sinn, belafe sech insgesamt op 2,5 Milliarden Euro.

An dann däerfe mer natierlech och net vergiessen, datt wärend der Pandemie dräi Milliarden Euro vum Staat mobiliséiert gi sinn, fir Land a Leit, wéi den Här Roth dat ëmmer esou schéi seet, ze hëllefen.

Bei all deem, wat mer u Suen ausginn, ass et awer och essenziell, esou denken ech, fir sech mat der Fro auserneenzesetzen, wou déi Suen eigentlech hierkommen. Well alles, wat mer esou un Depensen an deem Staat hei stemme mussen, konkreet sinn dat 27,3 Milliarden Euro fir d'nächst Joer, alles dat muss am Virfeld mol verdéngt ginn. Dat muss erschafft ginn.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Erschafft ginn d'Steierrecettë vun de schaffende Leit, vum Aarbechter, vum Handwierker, vum Beamten, vum Fräischaffenden an eise Betriber, direkt an indirekt.

Ouni d'Finanzplaz wëllen ze glorifizéieren, ma Hand op d'Häerz: Si ass d'Mëllechkou vun der nationaler Wirtschaft. An dofir musse mer se heegen a fleegen, wa mer wëllen, datt si och an Zukunft Mëllech gëtt. Ech si jo gradewéi den Här Roth e Jong vum Land an ech weess: Mir kleng Leit vum Land wëssen, datt d'Mëllechkéi ...

(Hilarité)

... vill Léift an Zouwendung brauchen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Si brauchen ...

M. Sven Clement (Piraten) | Soss verteidegt Der de Bifdeck, Här Bauler. Elo musst Der schonn d'Mëllechkou verteidegen.

M. André Bauler (DP) | Ech mengen, Dir hutt eng ganz schlecht Memoire, Här Clement. Ech hunn déi Floskel nach ni gebraucht. Do sinn aner Leit, déi hunn e Copyright dodrop. Ech gehéieren net zu deenen. Mee ënnerbriecht mech elo net a mengem Ulaf hei, Här Clement.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Ech kommen op d'Kéi zréck.

(Hilarité générale)

Si brauchen, fir dat emol nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, säfteg Wisen am Summer a lëftegt, gedréchent Hee am Wanter, fir Mëllech ze ginn. A wann ee se gutt sträiche wëll, ...

Plusieurs voix | O!

M. André Bauler (DP) | ... da muss een d'Mame mat Gefill upaken.

(Hilarité générale)

An do ass en zaarte Grëff net vu Muttwëll. Well mer d'Finanzplaz iwwer Joerzéngten ausgebaut hunn ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Bauler, Här Bauler, Dir sidd amgaang ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Bauler, erlaabt Der, datt den Här Di Bartolomeo Iech eng Fro stellt?

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Bauler, ech wëll Iech keng Fro stellen, mee ...

M. André Bauler (DP) | Här Di Bartolomeo, e Limoncello ass kee Museksinstrument.

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo. Mee, Här Bauler, definitiv, ech mengen, Dir sidd amgaang, Är nächst Karriär virzebereeden.

(Hilarité générale)

M. André Bauler (DP) | Dann däerft Dier Iech erëm setzen. Loosst eis dach erëm zum Weesentleche kommen.

M. Léon Gloden (CSV) | Här Bauler, zënter datt Dir mam Här Mosar Artikele schreift, héiert, dat bekënnt Iech net.

M. André Bauler (DP) | Well mir d'Finanzplaz iwwer Joerzéngten ausgebaut hunn, mécht se haut e groussen Deel vun eiser Wirtschaft aus a si bezilt och en héijen Undeel u Steieren. Eis Finanzplaz mécht konkreet mat 16,4 Milliarden Euro ronn 31 % vun eisem PIB aus. Dat ass substanziell! Iwwerdeems bezilt si all Joer véier Milliarden un Taxen an u Steieren un de Staat.

Wa Lëtzebuerg sou héich Recetten iwwert d'Finanzplaz erakritt, dann däerf een net vergiessen, datt eise Staat och staark dovunner ofhängeg ass. An engem klenge Land wéi eisem ass dat och net verwonnerlech. Schliisslech kann een op engem Territoire, op engem klengen Territoire wéi dee vum Grand-Duché net alles leeschten, wat an engem grousse Land dogéint awer méiglech ass. Mir hunn, geografesch gekuckt, knapps d'Gréisst vun engem franséischen Departement.

D'Finanzplaz stoung laang am Mëttelpunkt vun der Kritik, an et gëtt ëmmer nach Kräften, déi net midd ginn, fir dës Finanzplaz méi schlecht ze maachen, wéi se ass, am Ausland a mëttlerweil och heiheem.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Wann ee kleng ass an iwwer esou eng grouss Finanzplaz verfüügt, dann zillt ee sech gewollt an ongewollt eng Rëtsch Neider. Lëtzebuerg gëtt och haut nach an den europäesche Medien als Steierparadis kritiséiert. Dës Affirmatioun ass dacks eesäiteg, fir net ze soen: schlicht an einfach falsch. Op déi rezent Entwécklungen an der europäescher Steierlandschaft gëtt kaum opmierksam gemaach. Zanter 2014 ass kontinuéierlech derfir gesuergt ginn, datt eis Finanzplaz méi propper a méi transparent gëtt.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Dat huet iwwregens och ... Mir hunn en am Februar hei begéint, den Här Roth erënnert sech nach drun. Et war de Pascal Saint-Amans, fréieren Direkter fir Steierfroe bei der OECD, dee Lëtzebuerg an der Lescht gutt Notten ausgestallt huet. Dat huet hien derzou verleet – wuelgemierkt den Här Saint-Amans –, fir an engem Interview am „Paperjam" Follgendes ze soen, ech zitéieren: „Nous avons assisté à un [...] changement d'attitude du Luxembourg au moment de la transition entre le Gouvernement Juncker et celui dirigé par Xavier Bettel". An da seet hien nach weider: „Le Grand-Duché d'aujourd'hui, en matière fiscale, n'a plus rien à voir avec celui d'avant 2008", also virun der Banken- a Finanzkris.

Nach viru Kuerzem hu mer zesummen an der Finanz- a Budgetskommissioun e méi differenzéierte Bléck op eis Finanzplaz geheit, wa mer déi respektiv Interlocuteure gesinn. E Bléck, deen all Facetten a Betruecht zitt an och op déi neisten Entwécklungen ageet.

Lëtzebuerg huet effektiv an de leschte Joerzéngten eng Finanzplaz an eng Fongenindustrie opgebaut, déi sech an Europa an doriwwer eraus weise loossen. Eist Land hebergéiert déi zweetgréisste Fongeplaz op der Welt hannert de Vereenegte Staate vun Amerika.

Lëtzebuerg läit souguer op der éischter Plaz an der Europäesch Unioun. Dorauser d'Konklusioun ze zéien, datt eppes net stëmme kann, wann esou e klengt Land esou eng wichteg an diversifizéiert Finanzplaz huet an esou vill Kapital do derduerch fléisst, dat ass dach gewot.

De Grand-Duché hält sech un d'europäesch Reegelen am Finanzberäich a respektéiert natierlech och déi international Normen. Alles aneres wier nämlech fatal. Opgrond vun der Gréisst an der enormer Wichtegkeet vun eiser Finanzplaz fir eis Wirtschaft an der Ofhängegkeet, déi dorauser resultéiert, si mer bal forcéiert, déi mëttlerweil exzellent Reputatioun, déi iwwer Jore mat Kompetenz, mat Knowhow vu méi wéi 50.000 Leit, déi de Moment do aktiv, do täteg sinn, hiert Brout do verdéngen, do erschafft gouf, ze erhalen an ze fleegen. Systematesch Verstéiss géint d'Reegele wiere komplett kontraproduktiv. Si wieren aus vollekswirtschaftlecher Siicht eng Katastroph!

Et wonnert also keen, datt och hei an der Chamber, sou denken ech dach awer, eng breet Majoritéit deen an de leschte Jore progressiv verbesserte Ruff vun der Lëtzebuerger Finanzplaz verteidegt, net aus blannem Patriotismus, mee aus Realismus, aus der Erkenntnis eraus, datt op dëser Plaz villes am Wandel ass an datt verdächteg Transaktiounen, Handlungen, direkt bei den zoustännegen Autoritéite gemellt ginn.

Här President, wann d'Finanzinstituter sech zu Lëtzebuerg néierloossen, da virun allem well se bei eis den néidegen Knowhow, d'Erfarung, zouverlässeg Acteure wéi zum Beispill Kontrollautoritéiten, Verwaltungen, an och Planungssécherheet fannen, déi si sichen, fir eebe kënnen effizient ze schaffen. Si fannen en héich spezialiséierten an diversifizéierten Ekosystem vir, dee steierlech Ureizer, déi aner méi aggressiv Länner ubidden, méi wéi kompenséiert. Dat ass de Fall an datt dat de Fall ass, läit virun allem dorunner, datt Lëtzebuerg dacks als sougenannte First Mover gehandelt huet. Denke mer virun allem hei un d'Ëmsetzung vun der UCITS-Fongendirektiv an den 80er-Joren – ech mengen, et war kuerz no der Mëtt vun den 80er-Joren.

Mir waren also dacks e Schrëtt viraus an et ass genee dëse Virsprong, jo, dëse Konkurrenzvirsprong deen et erlaabt huet, fir verschidden Déngschtleeschter unzezéien, zum Beispill spezialiséiert juristesch Cabineten, IT-Entreprisen, Fondsmanager an esou weider. Haut maache si d'Attraktivitéit an domadder och den Erfolleg – a grad den Erfolleg! – vun eiser Finanzplaz aus.

De schlechte Ruff, mat deem d'Finanzplaz leider nach a verschiddene Kreesser ze kämpfen huet, geet deelweis, denken ech, wann een an d'Vergaangenheet zréckkuckt, op d'Praxis vun de Steierrulingen zréck, déi an der Vergaangenheet wierklech ëfters fir Kritik gesuergt hunn. D'Kritiker iwwersinn allerdéngs gären, datt Lëtzebuerg scho laang vun dëser Praxis ofgeréckt ass an d'Zuel vun de prealabele Steieravisen zanter Joren däitlech erofgeet. Ech wëll drun erënneren: 2015 gouf et 454 Rulingen. Ee Joer méi spéit, 2016, nach 390 an 2017 waren et der nach just 204. 2018 ass d'Zuel vun de prealabelen Avisen op 114 gefall an 2019 waren et der nach 69. 2020 44. 2021 si mer schlussendlech bei 58 gelant. Dat entsprécht ëmmerhin engem Réckgang vun 90 % bannent fënnef Joer.

D'Rulingen, kann ee soen, obwuel per se u sech e Ruling näischt Schlechtes ass, spillen also eigentlech keng bedeitend Roll méi. Am Ausland, op där anerer Säit, setzen d'Leit weider op prealabel Steieravisen. A Frankräich sollen et der bal 19.000 sinn. An der Belsch ronn 2.300 an an den Niederlande bal 800.

Dobäi muss drun erënnert ginn, wéi ech scho gesot hunn, datt Steierrulingen net verbuede sinn. Den europäesche Geriichtshaff huet eréischt viru Kuerzem festgehalen, datt d'EU-Kommissioun zu Onrecht entscheet huet – oder entscheet hat –, datt eng Duechtergesellschaft vun enger Automobillsfirma zu Lëtzebuerg misst Steieren zréckbezuelen. Laut Urteel vun de Riichter vun der Cour de Justice européenne gouf et keng illegal Staatshëllef, also och keng Steiervirdeeler.

Lëtzebuerg huet am Laf vun de leschten zéng Joer gesetzlech nogebessert a séier all europäesch Direktiven ëmgesat, déi d'Finanzplaz betreffen, esou zum Beispill d'EU-Antisteiervermeidungsdirektiven, déi berüümt ATAD-Direktiven, do wou mer e weidere Schrëtt an Zukunft elo wäerte maachen, oder d'Direktiv fir administrativ Zesummenaarbecht, wou mer och e Projet de loi virleien hunn, mat deem mer eis dann elo am Januar wäerte befaassen.

Ausserdeem goufe Kontrollmechanismen op der Finanzplaz kontinuéierlech ugepasst a verfeinert. Ech erënneren drun – an de Budgetsrapporter huet et och a sengem Rapport nach eng Kéier ganz kloer en évidence gesat –, datt d'Commission de surveillance du secteur financier, d'CSSF, haut ronn 1.000 Mataarbechter zielt, sechsmol méi wéi nach am Joer 2000. Si mécht och reegelméisseg Inspektioune bei de Finanzinstituter.

De Regëster vun den effektive Beneficiairen, de sougenannten RBE, deen zënter 2019 operationell ass, an den Handels- a Firmeregëster, den RCS, si bis zum Urteel vum europäesche Geriichtshaff méi transparent gewiescht wéi vergläichbar Regësteren an aneren europäesche Länner, waren also och accessibel fir Journalisten, net nëmme vun heiheem, mee iwwert d'Grenzen eraus duerch d'ganz Welt.

Wann een awer realistesch ass, dann däerf een net aus dem Bléck verléieren, datt duerch déi enorm Quantitéit un Transaktiounen, änlech wéi an anere Länner, ëmmer nees Onreegelméissegkeete kënnen optrieden. Dës ginn duerch effikass Kontrollmechanisme festgestallt. Verdächteg Transaktiounen, dat konnt een och récemment nach an der Press liesen, gi reegelméisseg vun der sougenannter Cellule de renseignement financier un de Parquet iwwerginn. Well d'Fäll ganz dacks komplizéiert sinn an d'Enquête dofir laang dauert, ass et wënschenswäert, datt och hei d'Justice méi Personal, a virun allem hei och méi spezialiséiert Personal, dat vläicht net ëmmer einfach ze fannen ass, mee datt se méi Personal hei kritt. Et ass mer effektiv net baang, datt de Wëllen och derfir do ass.

Jo, och wann ni alles perfekt ass oder ka sinn, ginn Transparenz a Kontroll op eiser Lëtzebuerger Finanzplaz groussgeschriwwen. Villes ass geschitt an de leschte Joren. Kritik ass gutt a wichteg, jo, awer si muss op verifizéierbare Fakte berouen. Eng sachlech a fair Argumentatioun ass dofir ëmmer ideologesch gefierften Diskussioune virzezéien.

Här President, léif alleguer, net just a puncto Transparenz a Kontroll, mee generell huet sech eis Finanzplaz zanter 2014 staark verännert. Si ass haut op der Héicht vun den Usprëch, déi u si gestallt ginn. Och international gëtt eis Finanzplaz de strenge Krittäre vun haut gerecht, dat dank der konsequenter a responsabeler Attitüd vun der Regierung a vun der Chamber.

D'Finanzplaz ass dann och méi diversifizéiert, wéi se dat nach beim Ausbroch vun der Bankekris war. Dat mécht se natierlech, déi Diversifikatioun, innerhalb vun

där Spezialiséierung, déi op der Finanzplaz stattfënnt. Et kann ee bal vun engem Finanzcluster schwätzen. Déi Diversifikatioun innerhalb vun der Spezialiséierung mécht déi Plaz dann och méi widderstandsfäeg, ech wollt dat Wuert „resilient" emol eng Kéier net gebrauchen, mee den däitschen Term oder Lëtzebuerger Term „widderstandsfäeg", mengen ech, schéngt och ganz appropriéiert ze sinn.

Besonnesch bei de grénge Finanzen, wa mer un déi denken, hu sech an de leschte Joren eng Rei Entwécklungen agestallt. Ech wëll just e puer Zuelen, ganz graff, an dësem Kontext nennen. De Luxembourg Green Exchange ass déi éischt Bourse weltwäit, déi exklusiv nohalteg Fongen an Obligatiounen handelt. Lëtzebuerg huet dann och dee gréissten europäesche Maartundeel un Aktiven, déi an ESG-Fongen investéiert sinn. Déi nohalteg Titele maachen zu Lëtzebuerg 640 Milliarden Euro aus. Mir hunn de gréisste Maartundeel u sougenannte „grénge Obligatiounen".

Sécherlech, ech mengen, do si mer eis och eens, ass do nach ëmmer Sputt no uewen. Ma, mir sinn awer och hei – an d'Madamm Lorsché hat dat ganz pertinent an hirer Ried gesot an et ass och schéin, datt si dat ervirgestrach huet – an engem Prozess vun Transitioun, ekologescher, energeetescher Transitioun, an engem Wandel hin zu méi Nohaltegkeet, zu méi Sustainability, wéi dat esou schéin op der Finanzplaz heescht. Schliisslech, dat muss ee sech jo och ëmmer virun Ae féieren, kann d'Finanzplaz ëmmer nëmmen déi reell Wirtschaft finanzéieren, an dofir muss sech dëse Wandel, dës Transitioun, grad a besonnesch um Terrain vollzéien an dann och vun der Finanzindustrie geziilt ënnerstëtzt ginn.

Déi nohalteg Finanze sinn an enger Phas vu Lancement, vun Opschwong. An dëse wäert an noer Zäit, denken ech, och nach kënne beschleunegt ginn.

Här President, léif alleguer, als Jong vum Land, deen, gradewéi den Här Roth an anerer heibannen, an der Natur an um Bauerenhaff, um Bauerenduerf, grouss ginn ass, kann ech als Konklusioun just soen, dass mir eis Mëllechkou, déi d'Finanzplaz nun emol an eisem wirtschaftleche System duerstellt, weider versuerge mussen, well si ass eng wichteg Grondlag vum Wuelstand hei zu Lëtzebuerg. Well just dank gesonde Staatsrecetten, déi zu engem groussen Deel duerch eis Finanzplaz an déi Firmen, déi un hir hänken, direkt an indirekt erakommen, just dank dësen Aktivitéite kënne mer de generéise Sozialstaat, wéi mer e kennen, ënnerhalen a weider ausbauen.

Ech denken awer, dass een op dëser Plaz soll op all déi Mënsche kucken, déi an eise Betriber, net nëmmen op der Finanzplaz, mee an all eise Betriber, déi mer hei am Land hunn, an déi, déi an deene Betriber Dag fir Dag e Méiwäert schafen, datt een op déi soll kucken, well si sinn et, déi eis Gesellschaft no vir bréngen, si sinn et, déi eise Staat hëllefen ze finanzéieren.

De Méiwäert an de Wuelstand, dat ass eppes, wat net a Bëton gegoss ass, dat ass net eppes, wat vum Himmel gefall kënnt, Méiwäert a Wuelstand resultéieren aus dem gléckleche Mix vun enger ganzer Rei vun Trëmp, déi eeben d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg ausmaachen.

Dës Attraktivitéit gëllt et awer, mat alle Mëttel ze erhalen. Attraktivitéit reimt och mat Innovatioun. Ouni Innovatioun verléiere mer u Kompetitivitéit. Ouni Innovatioun wier déi energeetesch Wend net denkbar. An ouni Innovatioun verdénge mer net déi Suen, déi mer brauchen, fir grad deenen ze hëllefen, déi zu deene Schwächsten an eiser Gesellschaft gehéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien, Här Bauler!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass elo den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | Ganz gutt. Ganz gutt!

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wäert mer all Méi ginn, mee ech fäerten, dass ech net un den Ënnerhalungswäert vu mengem Virriedner wäert erukommen.

Une voix | Et ass schwéier! Et ass schwéier!

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir d'éischt emol wollt ech d'Finanzministesch zitéieren, déi ganz am Ufank vun hirer Interventioun de Moie gesot huet, dass de Budget ëmmer déi Zuelen erëmgëtt, iwwert déi een zum Zäitpunkt vum Vott vum Budget verfüügt. Dat ass esou an dat war och nach ëmmer esou.

Duerno ass een natierlech ëmmer méi schlau oder wéi ech ëmmer soen: No der Schluecht ass jiddweree gäre Generol! Verschiddener heibannen hu sech da jo och an deene leschten Deeg a Wochen als richteg Experten dobäi erwisen, fir ze beweisen, dass alles dat, wat si virdru schonn alles gewosst haten, herno awer ganz anescht komm ass.

An der Kommissioun hu mer awer zu Recht iwwert d'Theema vun der Verifizitéit vum Budget geschwat. An dat aus guddem Grond: Dës Chamber – jo, dat ganzt Land – huet, mengen ech, e vitalen Interêt dorunner, dass mir mat Zuelen operéieren, déi der Wourecht sou no wéi méiglech kommen. Wann nämlech déi reell Finanzkapazitéit vum Staat strukturell ënnerschat gëtt, ass d'Gefor grouss, dass wichteg Investissementer an Infrastrukturen oder wichteg Reformen am Sozialberäich oder och Decisiounen am Steierberäich net oder mat Verspéidung geholl ginn. An dat wier, ech mengen, do ass jiddweree sech eens, kontraproduktiv fir eist Land.

Et ass evident, dass d'Berechnungen a Krisenzäite méi komplizéiert sinn, wéi dat an normalen Zäiten de Fall ass. An trotzdeem muss alles drugesat ginn, fir de Budget sou realistesch an esou prezis wéi méiglech ze maachen.

D'Madamm Finanzministesch huet zu Recht drop higewisen, dass et awer nach ëmmer Variatioune gouf tëschent de Budgetszuelen an den Zuele vum Kont. Ech hu mer dofir och d'Zäit geholl gehat no den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, fir mer d'Variatioune vum Kont mam Budget iwwert déi vergaange Joren e bësse méi genau unzekucken.

An dobäi huet sech dat bestätegt, wat ech gefillsméisseg och scho virdrun ugeholl hat: Wann een déi lescht Jore vun dëser Legislatur zum Beispill kuckt, da gesäit een, dass d'Variatioun 2018 bei 7,6 % louch an 2019 bei 2,7 % louch, wat bal enger Punktlandung nokënnt. 2020 dann, am éischte Pandemiejoer – an dat ass nu wierklech keng Iwwerraschung, well et do Rekordausgabe gouf fir Leit a Betriber, fir déi gutt duerch d'Kris ze bréngen –, war d'Variatioun dann op 12,22 % eropgaangen. An am Joer 2021, wou mer nach ëmmer an der Pandemie waren, hate mer eng Variatioun vun 10,91 %. Dat ass da wäit ewech, wann een e bësse méi wäit kucke geet, vun deene 14,08 %, déi mer am Joer 2010 haten oder – en anert Stärejoer vu vu virausschauender CSV-Finanzpolitik – d'Joer 2007, do wou mer genau 21,06 % Variatioun haten. Do hate mer bei Recettë vun 8 Milliarden 201 Milliounen eis ëm 1 Milliard a 772 Millioune „verrechent", fir emol deen Ausdrock ze gebrauchen.

An trotzdeem, an ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, ass et vu gréisster Wichtegkeet, dass mer weider dru schaffen, fir méi prezis Zuele kënnen ze kréien. An dofir wëll ech hei ganz perséinlech och der Madamm Finanzminister Merci soe fir vill Zousazinformatiounen, déi mer an der Kommissioun kritt hunn a virun allem och iwwert déi eng oder aner Question parlementaire. Dat beweist, dass och d'Finanzministesch drun interesséiert ass, fir den Deputéierte konkreet a richteg Zuele virzeleeën.

An et war dofir gutt, dass mir an der Kommissioun och héieren hunn, dass sech och bei der IGF Gedanke gemaach gëtt, fir Ustrengungen ze maachen, fir haaptsächlech eng besser Annualiséierung vun de Chifferen iwwert d'Moderniséierung vun dem informatesche Programm SAP, dee mer zur Verfügung hunn, kënnen ze erreechen. Dat ass virun allem wichteg bei de grousse Projeten, déi iwwert d'Fonge finanzéiert ginn, an dat ass och esou vum Directeur faisant fonction vun der IGF esou bestätegt ginn.

Eng aner Pist kéint déi sinn, dass een, à l'image vun deem, wat am Gemengesecteur de Fall ass, driwwer nodenkt, fir zesumme mam Budget e Budget rectifié ze presentéieren. Ech kennen d'Argumenter, déi dergéint schwätzen, ech kennen awer och eng Rei Argumenter, déi géifen do derfir schwätzen. Et muss een allerdéngs do kucken, ob ee sech net an e Widdersproch mat europäesche Budgetsreegele begëtt. Mee driwwer nozedenken, mengen ech, misst awer erlaabt sinn.

Well et gëtt effektiv Parallelle bei de Staatsfinanzen zum Gemengesecteur. An ech ka mech erënneren, dass ech a menger Zäit als Gemengepolitiker, ech weess, et ass schonn e bësse laang hier, ëmmer gesot hunn: „D'Wourecht, déi läit net am Budget, mee d'Wourecht, déi läit an de Konten!" An dat ass beim Staat genausou wouer wéi bei de Gemengen.

Ech kann, Här President, ganz gutt novollzéien, dass een als Finanzminister ëmmer wëll d'Maîtrise iwwert seng eegen Zuele behalen. Dat ass iwwregens och richteg, dass een an dësen onsécheren Zäite wëll Spillraum behalen, fir onerwaart Krise kënnen ze meeschteren. An dat huet d'Regierung jo och an der Vergaangenheet gemaach. Si hat de Spillraum fir ze reagéieren. Si hat den Apel fir den Duuscht, ech weess, et ass esou eng ofgedrosche Floskel, dass ee se scho bal net méi kann héieren, mee si hat den Apel fir den Duuscht, fir Leit a Betriber kënnen ze stäipen. Mee well d'CSV jo net midd gëtt, ëmmer erëm déi Floskel vum Apel fir den Duuscht ze gebrauchen, kommen ech och net derlaanscht, fir mech domat ze beschäftegen.

Mat wat also mengt d'CSV, dass all déi Mesuren, déi am Interêt vu Leit a Betriber an der Héicht vun iwwer 5 Milliarde geholl goufen, finanzéiert gi sinn? Wat war dat dann anescht ewéi den Apel fir den Duuscht, mat deem dat alles bezuelt ginn ass an deen et der CSV no jo iwwerhaapt net ginn ass? Ass hei wierklech een der Meenung, dass ouni eng gutt Finanzgestioun an deene Jore virdrun et méiglech gewiescht wär, all déi Accorde mat de Sozialpartner ze finanzéieren? Ech behaapten, ouni Apel fir den Duuscht wier et hei zu Lëtzebuerg net zu esou Accorde komm an zu grousse gesellschaftlechen Divergenzen. An et géif der CSV esou lues gutt zu Gesiicht stoen, wa se dat géif unerkennen, amplaz ëmmer erëm hei de Contraire ze behaapten!

Mee den Apel, Här President, war, menge leschten Informatiounen no, jo och schonn de Sujet bei der Ierfsënn. Hei an eisem klenge Mikrokosmos gekuckt, schéngt den Apel fir den Duuscht, fir da méi genau ze sinn, dann de Sujet vun enger weiderer Doudsënn vun der CSV ze sinn, well si et mat der Wourecht net ganz genau hëlt.

(Interruption)

Une voix | Oh là là!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat virdru Parallelle mat de Gemenge gemaach. Den Här Roth huet mech souguer als fréieren Inneminister direkt ugeschwat a gemengt, dass de Staat sech géif bei de Gemengen dedouanéieren. Ech mengen, dat war den Ausdrock, deen en haut de Moie gebraucht huet. Och dat verdéngt eng méi genau Analys.

Den CSV-Kofraktiounspresident beschwéiert sech, dass d'Gemenge géifen TVA-Mannereinname maachen, well d'Regierung decidéiert hätt, den Taux vu 17 % op 16 % erofzesetzen, an et wier och dofir keng Kompensatioun virgesinn. D'Gemenge kréie jo bekanntlech 10 % vun den TVA-Einnamen alljoers iwwerwisen. Wat d'CSV do seet, ass also vum Fong hier richteg, mee et ass, wéi esou oft, nëmmen d'Hallschent vun der Wourecht. Vergiess gëtt nämlech ze erwänen, dass duerch déi méi dynamesch an an deem Mooss onerwaart Entwécklung vun der Lounsteier, déi jo menger Meenung no net ganz zu Onrecht vun der CSV kritiséiert gëtt, dass also duerch déi onerwaart Entwécklung, wou d'Gemengen 18 % kréie vun der Lounsteier ..., dass also dee potenziellen TVA-Verloscht do méi wéi ausgeglach gëtt. Der Éierlechkeet halber hätt een dat missen hei soen!

Plusieurs voix | Wat ass dat do fir eng Logik?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ma, dat ass d'Logik, dass Der, wéi sou oft, d'Hallschent vun der Wourecht sot, eppes sot, wat wouer ass, an dann awer sot, et géif net kompenséiert ginn. An op där anerer Säit awer doduerjer, dass mer duerch eng aner Decisioun oder aner Decisioune vun der Regierung eng Augmentatioun vun der Lounsteier hunn, d'Gemengen herno finanziell besser dostinn, wéi se virdrun dostoungen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Dan Kersch (LSAP) | Selbstverständlech.

M. Gilles Roth (CSV) | Et gouf ugeschwat, an Här Kersch, mat allem Respekt virun Iech, mee ëmmer, wann d'CSV esou eng politesch Kritik ..., dat si politesch Kriticken, an déi sinn net nëmme vun eis, mee déi kommen iwwregens och vum Syvicol, wou Der och eng Kéier President waart, a fir dat ëmmer sou mat Éierlechkeet ze verbannen, wësst Der, dat geet esou lues bei eis duer!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass ...

M. Gilles Roth (CSV) | Den Ënnerscheed ass deen, dass mer hei mat Fakten operéieren. An Dir kënnt dach net soen, dass eng Kéier, wann d'Lounsteier spruddelt, da géifen d'Gemengen dat kompenséiert kréien, wat an der TVA manner kënnt. Dat ass einfach e falscht Räsonement. Et ass – an Dir waart selwer derfir, dass dee Perequatiounssystem an och d'Laaschteverdeelung zwëschent Staat a Gemenge sollten esou ausgesinn, dass d'Gemengen un en Deel vun deenen normale Recettë wéi d'Lounsteier, wéi d'TVA a wéi d'Autossteier sollte gekoppelt ginn.

Mee ech stellen Iech dann eng konkreet Fro: Sidd Dir dann dermat averstanen, dass déi Bäitragsbrems, déi d'Gemenge sollten hunn an hirem Bäitrag, dee se fir de Finanzement vum CGDIS solle kréien, sollt opgehale ginn, wéi dat elo am Budget virgesinn ass, oder net? Well de Syvicol huet sech géint dat opgeleent. An Dir wësst ganz genee, wéi Der Inneminister waart, dass déi Bäitragsbrems ..., nämlech dass d'Gemengen net sollten iwwerméisseg zu dem Finanzement vum CGDIS bäidroen, dass déi e weesentleche Faktor war vun der deemoleger Oppositioun, nämlech vun eis, fir dass mir eis Zoustëmmung zum Pompjeesgesetz ginn.

An iwwregens ass déi Bäitragsbrems net duerch en Amendement parlementaire, mee duerch en Amendement gouvernemental 2017 bei der Ofstëmmung vum Gesetz agefouert ginn.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, dat do war elo ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, et war e bësse vill beieneen. Ech stellen also éischtens fest, dass d'CSV et net gären huet, wann ee se un d'Éierlechkeet erënnert.

Plusieurs voix | O!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech stellen zweetens fest, ...

(Brouhaha)

... dass et eng jorelaang Fuerderung war vum Syvicol, dass ... Däerf ech äntweren op Är Fro? Soss fueren ech einfach mat menger Ried virun. Ben, da gitt mer d'Chance, op dat ze äntweren, wat Der hei gesot hutt! Ech stellen also zweetens fest, dass et eng jorelaang Fuerderung war vum Syvicol, dass d'Gemengefinanze sollen un déi vum Staat ugegliddert ginn. Wann also d'TVA-Einname vum Staat duerch eng politesch Decisioun zréckginn, ass et en Automatismus, dass och déi vun de Gemengen zréckginn, an dat entsprécht deem, wat de Syvicol jorelaang gesot huet.

Ech stellen drëttens fest, dass trotz där politescher Decisioun, fir d'TVA vu 17 % op 16 % erofzesetzen, d'Gemengen net zu Schued kommen, an dass se an deem Joer 2023, wann d'Circulaire budgétaire sech erfëllt, méi Suen zur Verfügung hu wéi an deene leschten dräi Joren.

Méi hat ech net gesot. An ech hätt gären ... Wann Der dat virdrun esou geduecht hutt, da wär et flott gewiescht, wann Der dat de Moien och esou duergestallt hätt, mee dat war warscheinlech net an Ärem Sënn, well Dir wollt eppes beweisen, wat net ze beweise war.

Fir déi nächst Fro hunn ech och nach e Riedebäitrag, dofir wäert Der dann d'Äntwert do héieren. Dat ass déi iwwert den CGDIS.

Et gëtt dann och geschwat, dat hat Der och de Moie gesot, dass d'Gemengen, déi hir Energiekäschten erhéije mussen, dat missten ausgeglach kréien. Wann ech dat richteg verstanen hunn, freet d'CSV also, dass den Acteur public Staat den Acteurs publics Gemenge soll Suen transferéieren, fir se u sech vun enger nationaler Problembewältegung ze dispenséieren. Emol dovun ofgesinn, dass esou eng Approche all Incitatif bei de Gemenge géif futti maachen, fir Energie ze spueren – an et si vill Gemengen, déi eng ganz Rei vun Initiative geholl hunn –, mengen ech och, dass d'Philosophie vun där Approche net déi richteg ass.

An ech erklären, firwat. Mir sinn ee Staat zu Lëtzebuerg. Mir sinn net ee Staat mat 102 Ënnerstaaten. D'national Erausfuerderunge mussen zesummen ugaange ginn. An do mécht och eng Ëmverdeelung vun ëffentleche Suen, wat d'Energieversuergung ugeet, vun enger Täsch an déi aner ganz, ganz wéineg Sënn.

Erkläert mer, wou de Sënn soll dann draleien, dass de Staat zum Beispill enger Gemeng, déi bal eng Milliard u Reserven huet – an där hu mer hei am Land – hir Energiekäschte sollt subsidiéieren an domadder säin eegene Spillraum, also de Spillraum vum Staat, fir do ze hëllefen, wou et wierklech gebraucht gëtt, nämlech bei de Leit an de Betriber, géif méi kleng maachen? A mengen Ae mécht dat kee Sënn.

An da kommen ech bei ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, den Här Roth wëllt nach eng Kéier eng Zwëschefro stellen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Selbstverständlech.

M. Gilles Roth (CSV) | Also ech kommen elo net méi dorobber zréck, mee wann Dir der CSV Onéierlechkeet ënnerstellt, da soen ech: Dir verdréit de Leit d'Wierder am Mond! Hei hunn ech de Moie gesot – an ech hunn deen Text geschriwwen! –, dass een duerch de Fait, dass ... Mir hunn d'Tripartite-Accorde matgestëmmt, ok, an do war net virgesinn, dass d'Gemenge géifen och de Präisdeckel op den Energiekäschten hunn. Mir hu just op d'Konsequenz opmierksam gemaach, dass well dee Präisdeckel net besteet, d'Gemengen natierlech eng ganz Rei vu Laaschten hunn. A wa mer käschtendeckend fueren, d'Madamm Beissel sëtzt do an dem SES, da wësst Der, dass de Waasserpräis ëm en hallwen Euro pro Fudder an d'Luucht geet.

Dat heescht, bei de Gemenge geet en ëm en hallwen Euro pro Fudder an d'Luucht. Sou ass et bei dem SES virgesinn. Mee dat mécht fir eng Gemeng mat 10.000 Awunner, an dat kënnt Der alleguerte bei Iech nokucken, eng hallef Millioun pro Joer aus. Déi mussen also d'nächst Joer d'Leit bezuelen. Dat selwecht ass bei de Kläranlagen, mam Stroum, ...

(Interruption)

Jo, bei de Kläranlagen a beim Stroum geet en och an d'Luucht. An d'Räsonement war, ze soen, dass am Endeffekt de Bierger dat alles muss droen. Dat ass dat Räsonement, dat mer soen.

A wat mer wollte soen, dass hei de Staat bestellt, dat ass mat Maisons relais, dat ass mat Museksunterrecht, an déi, déi kënne bezuelen, dat sinn d'Gemengen. An et si ganz vill Gemengeresponsabeler hei, do sinn der vill, déi wëssen, dass se d'nächst Joer Schwieregkeete kréien, fir ouni Emprunten hir Enner um Enn vum Joer zesummenzekréien. A wann Der sot ... Jo, Staat a Gemenge sëtzen am selwechte Boot, mee déi Schold, déi d'Gemenge musse maachen, well de Staat sech op hir Käschten dedouanéiert, an der Gesamtbilanz vun de gesamt-ëffentleche Finanze mécht dat zu Lëtzebuerg keen Ënnerscheed.

An et ass dat, wat mer monéiert hunn an näischt aneres!

M. Fernand Etgen, Président | Dat war e Kommentar a keng Fro.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et war kee Kommentar, Här President, et war déi Ried vun de Moien nach eng Kéier gehalen. Dobäi sinn ech net schwéier vu Begréff, ech hat relativ gutt verstanen, wat Der de Moie gesot hutt. An ech hu vun der Energieënnerstëtzung geschwat, déi Dir de Moie gefuerdert hutt. Dir hat gesot, dass d'Gemengen u sech missten dedommagéiert gi fir déi steigend Energiekäschten. An ech hunn Iech virdrun un engem konkreete Beispill gewisen, dass dat iwwerhaapt kee Sënn mécht. Méi war et net. An dofir hoffen ech, dass ech dann elo op déi Fro kann zréckkommen, wat den CGDIS ugeet.

De Vull hutt Der, mengen ech, mat deem Säitenhieb op den CGDIS do wierklech ofgeschoss an Ärer Ried. Ech war – ech muss dat wierklech esou soen – schockéiert.

(Interruptions)

Ech fannen et total deplacéiert, dat dierf ech jo a menger Aschätzung, a menger Warneemung.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir dierft alles, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Majo gesitt Der, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir dierft bal alles.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wousst, dass mir eis och eng Kéier kéinten eens ginn. Och wann ...

(Hilarité)

Wéi mer den CGDIS geschafen hunn – iwwregens eestëmmeg! – a bei där Eestëmmegkeet war och de Mode, wéi e sollt finanzéiert ginn, dee steet am Gesetz mat dran ... Wéi mer den CGDIS hei eestëmmeg gestëmmt hunn, do ware mer eis eens, dass et zousätzlech Sécherheet fir dëst Land net géif zum Nulltariff ginn. Dat ass praktesch vun alle Bänken hei gesot ginn an et war sech och jiddwereen doriwwer eens.

An ech soen dat esou, wéi ech et denken: Ech fannen et eng Respektlosegkeet héich zwee, fir elo de Verantwortleche vum CGDIS praktesch ze ënnerstellen, si géifen an Zukunft net haushaltlech mat hire Mëttelen ëmgoen!

Une voix | Dat huet dach kee gesot!

M. Dan Kersch (LSAP) | Also, wannechgelift, Här President, wou si mer hei! Ech hunn dem Här Roth de Moie relativ laang a gedëlleg nogelauschtert, an ech hunn alles héieren, wat Der gesot hutt, an ech hu meng Interpretatioun vun deem, wat Der gesot hutt, an déi bréngen ech elo hei op d'Blat, respektiv op d'Tribün. A wann Der herno nach eng Kéier wëllt dozou Stellung huelen, kënnt Der dat roueg maachen. Rechent domadder, dass mer Iech dann nach eng Kéier wäerten äntweren!

Mee nach eng Kéier, well dat ass nämlech, dat ass nämlech wierklech de Summum vun deem ..., fir ze soen, mir brauchen eng staatlech Begrenzung vun den Ausgabe vum CGDIS, well do soss d'Mëttele riskéieren ze explodéieren. Ma, wat mengt Der dann, wat déi Leit do an deem Verwaltungsrot vum CGDIS ze decidéieren hunn oder wat déi wëllen decidéieren? Fir d'éischt emol, fir d'x-te Kéier hei op dëser Tribün, de CGDIS ass keng staatlech Administratioun wéi eng aner!

(Interruption par M. Gilles Roth)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, Här Roth, bei der CSV-Fraktioun sinn nach dräi Riedner ageschriwwen. Dir hutt nach Zäit, fir op den Här Kersch ze reagéieren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | An da loosst, wannechgelift, elo den Här Kersch seng Ausféierungen developpéieren. Merci villmools.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et éiert mech awer immens, dass den Här Roth esou nervös gëtt, wann e schwätzt.

(Interruption)

Also nach eng Kéier, fir d'x-te Kéier: Den CGDIS ass keng einfach staatlech Administratioun, et ass en Établissement public, dee vu Staat a Gemenge gläichberechtegt verwalt gëtt. An dofir sinn all déi Decisiounen, déi do geholl ginn, gläichberechtegt – och déi finanzieller Natur –, sinn also vun de gläichberechtegte Partner Staat a Gemenge geholl. Dat ass a mengen Aen, an dat ass dat op Är Fro, Här Roth, Garantie genuch, dass d'Ausgaben net eropgedriwwe ginn, fir se eropzedreiwen, mee dass do just dat gemaach gëtt, awer och wierklech just dat gemaach gëtt, wat nëtzlech an noutwendeg ass fir d'Sécherheet vun eise Bierger.

Frot emol eng Kéier ... En ass elo net heibannen, mee ech mengen, en héiert eis awer, frot emol eng Kéier no bei Ärem Escher Buergermeeschterkolleeg! Wa mech net alles täuscht, ass deen och bei Iech an der Fraktioun. Frot emol eng Kéier beim Här Mischo no, wivill Leit nach am Fräiwëllegendéngscht zu Esch aktiv waren, éier mer d'Reform vun de Rettungsdéngschter gemaach hunn!

Ech hat nogefrot: Et waren der nach genau siwen. Siwe Fräiwëlleger fir eng Stad wéi Esch, déi permanent asetzbar waren. An déi meescht vun deenen hunn op der Gemeng geschafft.

Mir waren an enger Situatioun, wou d'Sécherheet vun eise Bierger net méi garantéiert war, wou net méi konnt garantéiert ginn, dass eng Ambulanz géif erausfueren, wa se geruff géif ginn. An ech wëll guer net dovu schwätzen, wat geschitt wär, wann net scho laang ëmmer d'Nopeschpompjeescorpsen agegraff hätten, wann et zu Esch zu Bränn komm ass. An och dat weess den Här Mischo ganz gutt.

Haut hu mer zu Esch 44 professionell Pompjeeën, déi vu ronn 40 Fräiwëllegen ënnerstëtzt ginn. Jo, Här Roth, jo, dat kascht, an et wäert och an Zukunft nach kaschten, mee d'Sécherheet vun eise Leit ass eis an och deene Leit, déi den CGDIS solidaresch féieren, dat wäert. An déi brauche keng Beléierung, keng Lektioun an och keng gesetzlech Grenzen, fir ze wëssen, wat muss gemaach ginn. An dofir ass dat gutt, dass mer déi gesetzlech Hürd haut elo ewechhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, et ass och e bësse schued, dass ech muss virum Här Mosar schwätzen, mat deem ech reegelméisseg an der Finanzkommissioun d'Meenungen austauschen. Allgemeng kann een, mengen ech, soen, dass mir reegelméisseg zimmlech wäit ausernee leien, an dat berouegt eis ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Ma, da loosst mech dach ausschwätzen, sidd net esou! An dat berouegt eis, géif ech mengen, allen zwee.

(Hilarité)

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Gesitt Der!

Net vill anescht war dat och bei där Fro, déi d'Madamm Finanzminister och haut de Moien ugeschwat huet a wou se gesot huet, dass Lëtzebuerg mat dësem Budgetsgesetz och decidéiert, dass d'Investissementer an d'Atom- an an d'Gasenergie net weider vun engem privilegéierten Taux bei der Taxe d'abonnement dierfe profitéieren. Mir begréissen dat zu 100 %!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Bei der CSV schéngt dat net esou ze sinn, ausser si hätten elo an e puer Deeg an zënter der leschter Kommissiounssëtzung hir Meenung geännert. Den Här Mosar ka mer dat dann duerno jo soen, e kënnt jo och nach hei ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Loosst Iech iwwerraschen, Här Kersch!

M. Dan Kersch (LSAP) | E kënnt jo och nach hei op d'Tribün zréck. Ech ginn elo mol sou laang dovun aus, dass Der nach ëmmer bei där Meenung sidd.

M. Laurent Mosar (CSV) | Also, am Contraire zu Iech änneren ech meng Meenung net esou schnell.

M. Dan Kersch (LSAP) | O, ech hu virdrun ... de Moien, do hat ech dem Här Roth kënne bestätegen, dass ech zënter 2006 zu verschiddene Froen nach ëmmer déi nämmlecht Meenung hunn.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Mee kommt, ech kommen awer bei d'Meenunge vun der CSV, maacht Iech keng Gedanken! Well déi Argumentatioun, déi Der ugefouert hutt, fir derfir anzetrieden, fir an Zukunft mat Lëtzebuerger Steiergeschenker auslännesch Investissementer an Atomenergie a Gas ze fërderen, ass dann awer esou abenteuerlech, dass se, mengen ech, deem gewiiftste Lobbyist misst Tréine vun Näid an d'Aen dreiwen. Do gouf doudeescht argumentéiert, d'Lëtzebuerger Regierung géif hei europäesch Reglementer net unerkennen a sech ouni Nout – ech mengen, dat waren Är Wierder – an eng europäesch 25:2-Minoritéit beginn. An da gouf nach een dropgesat, andeems gesot gouf, dat wier och juristesch problematesch.

Här President, bei allem Respekt, mee ech halen dat fir totale Quatsch. Et ass kloer, dass dat eent iwwerhaapt näischt mat deem aneren ze dinn huet. Éischtens gëtt et keng europäesch Obligatioun, fir iwwerhaapt eng Besteierung vun der Fongenindustrie ze maachen – an dat huet den Här Mosar an engem kierzlech erschéngene „Lëtzebuerger Wort"-Bäitrag och selwer geschriwwen – an zweetens, wann et keng esou eng Obligatioun gëtt, fir eng Besteierung virzeginn, gëtt et selbstverständlech och keen europäescht Reglement, dat géif virschreiwen, wéi een déi Steier le cas échéant misst festleeën. An drëttens, an och dat ass kloer, Här President, dass et – an ech betounen – aleng dëst Parlament ass, dat ze bestëmmen huet, wéi d'Krittäre bei der Taxe d'abonnement festgeluecht ginn.

An elo ass et schonns erstaunlech ze gesinn, dass genau deen Deputéierten, dee sech soss mat Hänn a mat Féiss awer wierklech géint all europäescht Reglement wiert, dat méi Steiergerechtegkeet a méi Steiertransparenz soll schafen, heihinner kënnt an elo en europäescht Reglement wëll aus dem Hutt zauberen, dat et fir deen dote Beräich iwwerhaapt net gëtt, fir dann eng Lëtzebuerger Steier wëllen ze reegelen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech wäert Iech dat erklären!

M. Dan Kersch (LSAP) | Le monde à l'envers, kann een do nëmme soen. Oder, well mer jo schonn elo bei der Fussballweltmeeschterschaft sinn, dat ass ongeféier esou, wéi wann den Här Infantino deenen, déi Volleyball spillen, elo géif virschloen oder virschreiwen, si missten an Zukunft mam Abseits funktionéieren. Dat geet net. Den Här Infantino huet do näischt ze soen an esou ass et och hei mat den europäesche Reegelen, wat eis Besteierung vun der Taxe d'abonnement ugeet.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir hoffen, en huet och beim Fussball gläich näischt méi ze soen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn et net verstanen.

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Infantino huet och hoffentlech beim Fussball gläich näischt méi ze soen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Also, Här Clement, Dir hutt esou Recht gehat mat deem, wat Der elo gesot hutt, ech wéilt, dat hätt Der och virdru bei Ärem Riedebäitrag gehat!

Ech hunn awer och misse laachen, et ass genau déi nämmlecht Haltung, déi vum Här Mosar an der Kommissioun vertruede ginn ass an haut de Mëtten hei vun der ADR praktesch tel quel ënnerstëtzt ginn ass a woubäi souguer eng Motioun an deem Sënn presentéiert ginn ass. Ech sinn alt elo gespaant, wéi d'CSV sech dozou wäert stellen.

Här President, ech sinn houfreg, Member ze si vun enger Regierungsmajoritéit, déi a Kohärenz mat hirer eegener Politik ass an net bereet ass, klimaschiedlech Investissementer a fossill Energieträger oder Technologië vun der Vergaangenheet mat Lëtzebuerger Steiergeschenker ze fërderen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wat ass déi Regierungskohärenz dach e Kontrast zu deem inhaltleche Tohuwabohu, dee mer vun der gréisster Oppositiounspartei

hei zerwéiert kréien. Do kënnt dach net déi eng Woch deen een hei erop, nach gezeechent vun den onmënschleche Strapaze vu senger Rees op d'COP an Ägypten, a priedegt hei vun der Chambertribün aus, bal esou wéi fréier vun der Kanzel, dass et awer elo wierklech Zäit wier, fir klimaschiedlech Aktivitéiten ze bremsen ...

Une voix | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | ... an eis Schëpfung ze retten, a praktesch gläichzäiteg setzt sech an där nämmlechter Chamber e Vertrieder vun där nämmlechter Partei derfir an, dass klimaschiedlech Energieträger an -technologië vun der Vergaangenheet elo solle steierlech bevirdeelegt ginn. Här President, do fënnt keng Kaz hir Jonk méi erëm!

An dat ass dann eng Partei, déi no bausse seet, si wéilt mat inhaltlechen Akzenter hiren Negativtrend stoppen. Et bien, op déi do Aart a Weis: Bonne chance!

Här President, et gëtt der och, déi soen, d'LSAP wéilt de Lëtzebuerger Triple-A vun de Ratingagenturen a Fro stellen. Esou eng Ausso hutt Der vu kengem vun den LSAP-Mandatairen héieren. An ech weess och firwat, dass Der keng héieren hutt – aus deem ganz einfache Grond, well et se net gëtt!

Dat ännert awer näischt drun, dass elo zanter enger Zäit gebietsmillenaarteg ëmmer erëm widderholl gëtt, wuel an der Hoffnung, wann een et oft genuch behaapt, da gleewen d'Leit et, dass dat esou wier. Nach eng Kéier: Et gëtt keng esou eng Ausso vun engem LSAP-Mandataire! Dir kënnt mech gäre Lige strofen, wann Der mer se weist. An deem Fall géif ech mech entschëllegen. Mee ech soen Iech: Déi Sich, déi wäert vergeeblech sinn, et gëtt se net!

Dir hat och net héieren, dass d'LSAP gesot huet, dass mir elo onbedéngt wéilten déi 30 %-Hürd bei der Verscholdung knacken – dat huet och nach ni ee vun der LSAP gesot. Wat manner Scholden, wat besser. Do si mer eis, mengen ech, eens. Ënnert der Bedéngung selbstverständlech, an ech mengen, och do si mer eis awer eens, dass déi néideg Investissementer an d'Zukunft vun eisem Land wäerte virugoen. Et gëtt awer en Ënnerscheed, ob een de Leit Angscht mécht an esou mécht, wéi, wann een 30 % Verschëldung géif iwwerschreiden, dass et dann en Automatismus wär a mir den Triple-A géife verléieren. Esou en Automatismus gëtt et net, ausser et géif ee mer dat schréftlech noweisen.

D'Finanzministesch huet op Nofro vun der Cour des comptes bestätegt, dass déi eenzeg Trace, déi ee fënnt, fir d'Ratingskrittäre fir Lëtzebuerg e bëssen ze erklären, aus dem Joer 2013 géif stamen. An den Här Roth huet se de Moien, mengen ech, zum Deel souguer virgelies, wat gutt ass fir d'Transparenz. Vun 2013 staamt dat also!

Här President, mir stëmme muer – mir ginn dovun aus – de Budget vum Joer 2023. 2023 ass d'Welt eng aner ewéi 2013. Vill Länner erfëllen haut déi sougenannt Maastricht-Krittären net méi. Dat kann ee bedaueren, mee et bleift ëmsou méi wouer. D'Verschëldung ass international dramatesch gestigen.

Wat mir froen als LSAP, an dat ass och dat Eenzegt, dat mer froen, ass eng wëssenschaftlech baséiert Analys vun der Verschëldungskapazitéit vun eisem Land, net méi an net manner. A mir hätten doriwwer gären eng éierlech Diskussioun. A mir hätte gären, dass opgehale gëtt, de Leit Angscht ze maachen. A mir hätte gären, dass noutwendeg Reformen am Interêt vun der sozialer Kohäsioun vun eisem Land gemaach ginn an net mat dem Hiweis op künstlech Finanzbarriären op déi laang Bänk geschubst ginn. An dat zielt natierlech och, Här President, fir eng selektiv ausgeriichte Steierreduzéierung fir kleng a mëttel Akommessen.

Ech hunn haut mat groussem Interêt héieren, dass d'Regierung esou steierlech Erliichterungen och elo schonns mat engem konkreeten Datum an d'A faasst. An ech kann Iech, Madamm Finanzministesch, nëmmen derzou encouragéieren, dee Wee kontinuéierlech weiderzegoen. Steierlech Erliichterunge fir déi Leit, déi et wierklech brauchen, an dat sinn déi Kleng, an dat ass de Mëttelstand, kënnen ni Harakiri sinn, mee si sinn am Géigendeel fir Dausende vu Leit d'Garantie, dass si och an Zukunft iwwert d'Ronne kommen, a sinn domadder a leschter Konsequenz och d'Liewensgarantie fir eis Demokratie.

Ech hu Vertrauen, Madamm Finanzministesch, an dës Koalitioun, an déi dräi Parteien, déi dës Koalitioun droen, ech hu Vertrauen, dass dat vun alle Majoritéitsacteuren, egal ob se an der Regierung oder am Parlament sinn, esou erkannt gouf. An esou deiten ech och déi politesch Aussoen aus Ärem Mond an och déi vum Budgetsrapporter vun deene leschten Deeg.

Wat meng Partei zu där steierlecher Erliichterung denkt, ass an engem Saz, mengen ech, zesummegefaasst: Wat éischter, wat besser!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | A mir sinn oppe fir all gutt Iddien an houfreg, selwer konkreet Piste beim Debat iwwert d'Steierpolitik hei an der Chamber virgestallt ze hunn. Eng Regierung, déi an Zäite vu Multikrisen u Vertraue gewënnt, ass net nëmme queesch duerch Europa, mee wäit doriwwer eraus, e ganz sielent Exemplar. Mee si kann net, esou wéi dat hei vu menge Virriedner mat deenen drolegsten Argumenter probéiert ginn ass duergestallt ze ginn, alles falsch gemaach hunn. An eng Regierung, déi et an deene schwéieren Zäiten, zousätzlech zu enger exzellent bewäerter Krisegestioun am Accord mat de Sozialpartner, och nach géif fäerdegbréngen, Steiergerechtegkeet ze schafen, oder méi Steiergerechtegkeet ze schafen, esou eng Regierung drängt sech op, Här President, fir weidergefouert ze ginn.

An op de Risiko hin, deen een oder aneren op menger rietser Säit batter ze enttäuschen, denken ech, dass vill Wielerinnen a Wieler dat och esou gesinn. Ech muss awer soen, dass et fir mech kee gréissere Problem duerstellt, wa si hei enttäuscht sinn, am Géigendeel, ech freeë mech, dass d'Chancë gutt stinn, dass et mat der kontinuéierlecher Moderniséierung vun eisem Land ka weidergoen. An dofir, Madamm Finanzminister, ass dëse Budget eng gutt Basis.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Den Här Roth freet d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech froen d'Wuert wéinst engem Fait personnel. Ech mengen, den Här Kersch huet eis hei praktesch als CSV ënnerstallt, dass mir géint de Finanzement vun dem CGDIS wieren an dass mer domat kee Respekt vis-à-vis vun der Aarbecht vun de Fräiwëllegen a berufflechen Ambulancieren a Pompjeeën hätten. Dat, wat mir gesot hunn, Här Kersch, dat ass näischt aneres wéi déi Kriticken, déi de Syvicol – de Syvicol! – a sengem Avis géintiwwer vun dem Staatsbudget gemaach huet. A wann ech mech gutt kann erënneren, ass keen anere wéi Äre Koparteipresident, den Dan Biancalana, Vizepresident vun dem Syvicol, dat heescht, alleguerten déi Ënnerstellungen, déi Der vis-à-vis vun der CSV gemaach hutt, hutt Der dann och Ärem eegene Parteipresident gemaach!

Une voix | Kommt eriwwer ...

M. Gilles Roth (CSV) | An ech, ...

M. Dan Biancalana (LSAP) | Liest se vir, Här Roth!

M. Gilles Roth (CSV) | ... an ech liesen Iech just, ...

M. Dan Biancalana (LSAP) | Liest et vir!

M. Gilles Roth (CSV) |... ech liesen Iech just vir aus dem Avis vun dem Syvicol, ech hunn et just um Handy hei: „[Le Syvicol] s'oppose fermement à l'abrogration de l'article 63 de la loi modifiée" – vum 27. Mäerz 2018 – „portant organisation de la sécurité civile, qui établit une proportionnalité entre la progression des dépenses du CGDIS et celle des recettes non affectées des communes. Il propose en contrepartie d'appliquer ce ‚frein', non par un ensemble des dépenses du CGDIS, mais à la seule contribution des communes." An déi Bäitragsbrems – dat war dat Wuert, wat ech gebraucht hunn – vun de Gemenge vis-à-vis vun deem gesamten Opkommes, déi hätte mer gäre retabléiert. An et geet souguer esou wäit, dass de Kommitee vum Syvicol à l'unanimité, iwwregens da mat der Stëmm vun Ärem Kopresident, souguer a sengem Avis en Amendement proposéiert huet, fir déi Bäitragsbrems erëm anzeféieren. A mir wäerten da muer an dem Plenum vun der Chamber deen Amendement vun dem Syvicol iwwerhuelen, an da kucke mer, wien zu wat steet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech soen dem Här Roth Merci fir déi Beléierungen. An ech stelle fest, dass en dat, wat ech virdru gesot hunn, nach eng Kéier bestätegt huet. Méi ass dozou net ze soen.

Une voix | O! O! O!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. An da géif ech proposéieren, datt mer nom Här Gloden ophalen, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Wéi dann?

M. Fernand Etgen, Président | ... Schluss maachen. Et ass gëschter gefrot gi vun der CSV-Fraktioun, datt mer haut net solle méi wäit wéi bis 19.00 Auer goen. Ech maachen dat, Här Laurent, ...

(Brouhaha général)

... Här Mosar, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Den Här Gloden ass an zéng Minutte fäerdeg.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, en ass fir 20 Minutten ageschriwwen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Zéng Minutten.

M. Fernand Etgen, Président | Zéng Minutten. Ma da gi mer emol fir d'éischt dem Här Gloden d'Wuert, an da kucke mer, wou mer da landen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden (CSV) | Merci. Merci ...

M. Fernand Etgen, Président | Awer den Här Mosar huet Iech op zéng Minutte beschnidden. Ech net!

M. Léon Gloden (CSV) | Mech beschneit ...,

(Interruptions)

... also, Här President, mech beschneit keen.

M. Sven Clement (Piraten) | Wann d'CSV net eens gëtt.

M. Léon Gloden (CSV) | Mee ech packen dat an zéng Minutten.

(Brouhaha)

Här President, ob et e Budget ass vun dem Staat oder ob et e Budget ass vun enger Gemeng, e Budget vun enger staatlecher Autoritéit huet ëmmer eng Finalitéit: Dat ass d'Garantie oder souguer d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun deene Leit, déi hei wunnen a schaffen. Ech mengen, dat ass e Constat, dee mer hei op alle ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Entschëllegt, et war den Här Mosar, dee mech gestéiert hat.

M. Léon Gloden (CSV) | Här Mosar!

(Hilarité)

Muss ech erëm eng Kéier ufänken, dann dauert et fënnef Minutte méi laang.

E Constat, dee mer hei iwwert d'Parteigrenzen deelen: E Budget – déi Suen, déi do virgesi ginn – soll d'Liewensqualitéit vun de Bierger garantéieren, voire verbesseren.

A fir d'CSV ass ee Krittär, fir d'Liewensqualitéit ze moossen – an ech hunn et oft genuch op dësem Pult gesot, an Debatten, am État de la nation oder bei aneren Debatten –, d'Sécherheet. An ech stelle fest, ausser mir huet den LSAP-Fraktiounschef, deen elo net heibannen ass, dat Theema Sécherheet kuerz ugeschnidden. An ech deelen och mat him de Constat, datt preventiv Politik a repressiv Politik zwee Piliere vun der Sécherheet sinn. Jo, et muss een an d'Preventioun investéieren, mee wann d'Preventioun trotz alle Moossname scheitert, muss de Staat, d'ëffentlech Hand, och bereet sinn, den État de droit ze garantéieren.

An ech sinn e bësse besuergt, well wéi ech mer Gedanke gemaach hunn iwwert dës Ried, hunn ech nach eng Kéier d'Ried vum Premier nogelies am État de la nation. Do ass keen eenzegt Wuert iwwert déi Sécherheet gesot ginn. De Premier huet a sengem État de la nation vill iwwert d'kollektiv Sécherheet am Bezuch mat der Kris an der Ukrain geschwat, mee kee Wuert iwwert d'Sécherheet vun de Bierger a Biergerinnen hei zu Lëtzebuerg. En huet dat awer ëmmer als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, op d'mannst verbal, ganz aktiv gemaach. An et gesäit een och an deene leschte Sondagen, datt d'Sécherheet eng wichteg Suerg ass vun de Leit, well et ass dat Theema, dat dee gréisste Sprong an de Sondagë gemaach huet. Am Mee 2022 war do dee Punkt bei 30 %, an am November, elo de leschte Mount, louch d'Suerg vun de Leit bei 43 %.

An ech sinn och der Meenung, datt een dat Theema hei an der Chamber diskutéiere muss, well wa mer dat Theema net hei an der Chamber diskutéieren, a mer eis net déi néideg Moyene ginn, fir hei déi Sécherheet ze garantéieren, da kënnt dat eraus, wat ech hu musse viru Kuerzem op RTL gesinn: E Film vun enger Jugendorganisatioun, enger politescher Jugendorganisatioun, déi op d'Gare filme gaangen ass, fir do blanke Populismus ze maachen.

Une voix | Jo.

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass net de Wee, dee mir maachen als CSV. Mir kommen hei an de Plenum, an de Forum vun der Demokratie, wou mer iwwert dee Sujet diskutéieren a wou mer konkreet Propositioune virleeën.

An ech wëll dat och eng Kéier ganz kloer hei soen, och vis-à-vis vun eise Kolleeginnen a Kolleege vun déi gréng: Dës Regierung ass elo zéng Joer an der Verantwortung. Mir hunn haut eng aner Situatioun wéi virun zéng, eelef, zwielef, dräizéng Joer, wéi d'CSV an der Verantwortung war. Fir ëmmer erëm ze soen: „Dir hätt dat jo scho längst kënne maachen!", zielt net. Dat hëlt Iech keen of!

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | An ech gesinn: Déi vill Diskussiounen an déi vill Proposen, déi d'CSV gemaach huet, fannen endlech den Nidderschlag am Budget 2023, well par rapport zu 2022 gëtt et eng Augmentatioun vu 67,5 Milliounen op insgesamt ronn 400 Milliounen Investissementer am Policeberäich.

Endlech, ...

(Interruption)

... endlech, endlech, ...

(Interruption par M. François Benoy)

... no zéng Joer, endlech no zéng Joer ass op d'CSV gelauschtert ginn! Endlech, endlech gëtt ...

Här Benoy, Dir sidd esou opgereegt ...

M. François Benoy (déi gréng) | Wivill Joer hu mer Verantwortung an deem Ressort?

(Interruptions)

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass ... Dir sidd an der Regierung, Dir sidd an der Regierung, ...

(Interruption)

... Dir sidd an der Regierung! Ech héieren ëmmer vun Äre Bänken, ...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

... ech héieren ëmmer vun Äre Bänken, wann eppes net klappt, wou d'CSV mat an der Regierung war, och wann d'CSV emol net de Ressort hat, da gëtt ëmmer gesot: „Mee d'CSV war jo an der Regierung!" Ech huele just d'Gesondheetspolitik, ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Hallefwourechte sinn och Ligen!

M. Léon Gloden (CSV) | Hallefwourechten, jo, Dir verdrot, ...

M. François Benoy (déi gréng) | Wéini ass méi an deem Ressort gemaach gi wéi virdrun a wéini goufen ...

M. Léon Gloden (CSV) | ... Här Benoy ...

M. François Benoy (déi gréng) | ... esou vill Leit agestallt wéi elo, Här Gloden? Sot mer et.

M. Léon Gloden (CSV) | Den Här Benoy ass esou, esou ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo, den Här Gloden huet elo d'Wuert.

M. Léon Gloden (CSV) | Voilà! Well soss kënnt den Här Mosar net méi dozou. An dat wëllt Dir als Stater Spëtzekandidat net zouloossen, Här Benoy!

(Hilarité)

Duerfir lauschtert gutt no, Dir kënnt eppes léieren. Endlech ass op d'CSV gelauschtert ginn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Endlech gëtt méi rekrutéiert. Mee, an och dat sinn Hallefwourechten, léif Kolleeginnen a Kolleege vun deene Gréngen, déi Zuelen, déi de Policeminister ugëtt, dat si Bruttozuelen, déi Der éischtens emol brutto net kënnt respektéieren, well an der Praxis et anescht ass. An d'Nettouzuelen, déi Der sot, vu 607 Polizisten, kënnen och net respektéiert ginn, well 2021 sinn eng ganz Rei Promotions internes gemaach ginn, wou dann eng Rei Leit eebe geklomme sinn, an am November 2022 si just nach 471 Kandidaturen eragaangen. Dat heescht, Dir musst och déi Formatioun vill méi attraktiv gestalten, esou wéi mir dat och als CSV gefërdert hunn.

Dann, och endlech, kommen d'Bodycammen. Endlech kommen d'Bodycammen, mee leider zitt sech elo deen Investissement iwwert dräi Joer, 5,73 Milliounen si virgesinn. Hätt Der d'Iddi vun der CSV direkt iwwerholl, wieren d'Polizisten an d'Polizistinnen haut scho mat deene Bodycammen ekipéiert.

Endlech kommen och d'Videokameraen. Den Här Kox huet gesot, si wieren dat amgaang auszeschaffen.

(Interruption)

Mee elo op eemol, lauschtert no, Här Benoy, um Royal Hamilius ...

(Interruption)

... um Royal Hamilius sollten der elo installéiert ginn. Elo apparemment muss erëm eng nei Etüd gemaach ginn. Ech soen Iech: D'Madamm Buergermeeschtesch aus der Stad Lëtzebuerg, epauléiert hei vun de Kolleegen CSV-Schäffen, fënnt dat iwwerhaapt net gutt! Et muss mat der Videokameraiwwerwaachung méi schnell geschafft ginn am Sënn vun der Sécherheet vun de Leit.

Endlech, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | ... endlech kréien d'Pecherten och d'Kompetenzen, fir méi kleng Strofdoten ze verbaliséieren. Och dat war jorelaang eng Demande vun der CSV. An endlech steet och eppes am Budget iwwer, ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

... endlech, Här Kersch, elo schwätzen ech, endlech kënnt et och zur Digitalisatioun, well do kënnt Der d'Budgete virdru kucken, do war bal näischt virgesinn.

Wat awer feelt, an dat huet och en Impakt op de Budget: Wat elo net am Budget 2023 virgesinn ass, ass d'Opwäerte vun de Karriären. A virun e puer Deeg, ech mengen, virun zwee Deeg huet d'Verfassungsgeriicht e kloert Urteel geschwat! An ech héieren elo hei kee méi vun deene Grénge laachen! Klein Léon hat Recht, säit fënnef Joer, ...

(Interruption)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | ... mir hunn dat säit fënnef Joer hei op dësem Pult gesot: Mat B1 an C1 laaft Der an d'Mauer! Elo huet dat iewescht Geriicht Iech den Diks geriicht, Iech wierklech eng an d'Laiskaul ginn.

Une voix | Ou? Ok.

M. Léon Gloden (CSV) | An ech hoffen, datt de Policeminister dat elo ganz schnell ëmsetzt, well et si vill Polizisten a Polizistinnen, déi dorobber waarden, endlech korrekt fir hir Aarbecht bezuelt ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Dann eppes, wat e grénge Minister ëmmer gefuerdert huet, den Här Bausch, mee elo kënnt näischt méi: Policekontrollen am ëffentlechen Transport. Och dat ass e wichtegen Aspekt vun der Sécherheet am ëffentleche Raum.

Ech wëll elo net nach eng Kéier iwwert de Platzverweis hei schwätzen, et ass ganz kloer: An der Praxis huet sech erwisen, datt dee grénge Platzverweis Kuschelpolitik ass an datt den CSV-Platzverweis déi richteg, adequat Léisung wier!

M. Laurent Mosar (CSV) | Wéi Recht Dir hutt, Här Gloden!

M. Léon Gloden (CSV) | Wat dann och nach wichteg ass, wat ee vläicht net mat Sue ka moossen, ass eng verbessert psychologesch Betreiung vun der Police

an de Famillen. An ech muss awer e bësse schmunzelen, wann ech de Kopresident Sehovic vun deene Grénge liesen, datt si déi politesch Kraaft sinn, déi sech gläichzäiteg fir Fräiheet a Sécherheet asetzt. Dee Constat kënnt elo no zéng Joer Regierungsbedeelegung vun deene Grénge!

A wann ech déi lescht Pressekonferenz vun hinne liesen an den Titel: „A Fräiheet an a Sécherheet zesumme liewen". „Zesumme liewen" hat d'CSV als Slogan scho viru Joren. An et ass och e Copy-Paste vum Slogan vun der CSV-Sécherheetspolitik: „Ouni Sécherheet keng Fräiheet."

(Interruption)

Voilà! Dir sot et! Duerfir wëllkomm um Bord vun der Sécherheet. Mee da setzt awer och alleguer d'Iddie vun der CSV ëm an net nëmmen déi, déi Dir wëllt, well da kritt Der Full Membership bei eis.

(Interruptions)

Ech schléissen of, Här President: Ouni Fräiheet keng Liewensqualitéit! An de Premierminister muss och endlech Verantwortung an deem Beräich iwwerhuelen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Mosar ginn. An da géife mer dann duerno Schluss maache bis muer Moien. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech huelen nach eng Schlupp.

(M. Laurent Mosar se verse un verre d'eau.)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e laangen Dag, Nomëtteg, geet zu Enn. A wann een ee vun deene leschte Riedner ass, dann ass et ëmmer schwiereg, nach mat ganz revolutionären, neien Aussoen ze kommen, well vill ass gesot.

Ech muss awer direkt an der Introductioun soen: Ech hunn de Mëtten zwou Rieden héiere vu Majoritéitspolitiker. Déi eng, déi war ënnerierdesch, Dir kënnt Iech virstellen, wat fir eng datt dat war, ech kommen nach dorobber zréck! An déi aner – dat kënnt mer seele vir –, déi muss ech luewen, well all dat, wat gesot ginn ass, konnt ech, géif ech scho soen, zu 90 % ënnerschreiwen, dat ass déi vum André Bauler gewiescht.

Plusieurs voix | A!

M. Laurent Mosar (CSV) | Duerfir wëll ech och emol eng Kéier, wëll ech och emol eng Kéier soen, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | A!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... datt och bei verschiddene Majoritéitspolitiker um qualitativen Niveau grouss Ënnerscheeder sinn. An Dir wonnert Iech och net, datt natierlech déi Ried vum Här Bauler mer, kommt, mir soen elo mol, vun den Iddien hier méi no steet wéi déi vum Här Kersch.

(Interruption)

Ech wäert och dem Här Kersch herno äntweren op deem Punkt, wou e mech ganz staark kritiséiert huet.

Ech wëll awer ufänken, wéi dat sech gehéiert, mat engem ganz grousse Merci un de Kolleeg Max Hahn. Ech hunn dem Max Hahn ganz opmierksam gëschter nogelauschtert. Ech hu fonnt, en huet e ganz flotte Rapport hei gehat. Do si vill Saachen, mat deenen ee kann averstane sinn, notamment alles dat, wat en iwwert d'Finanzplaz gesot huet. An ech fannen ëmmer, datt e Budgetsrapporter, egal wat en hei a senge Rapporte seet, eigentlech ëmmer e grousse Meritt huet, well en huet de Meritt, emol ganz vill Aarbecht geleescht ze hunn, sech och ganz vill Méi ginn ze hunn an och ganz vill Iwwerleeunge gemaach ze hunn. An dofir him och nach eng Kéier vun dëser Plaz aus meng Felicitatiounen an e ganz grousse Merci.

Ech wollt eigentlech den Owend mech ganz kuerz mat der Wirtschaft beschäftegen, awer elo net mat der gesamter Wirtschaft. Ech soen och direkt, datt ech elo net de Mëtten hei wäert mat ville grousse Virschléi kommen, well ech net déi Zäit dofir hunn a well mir jo och elo fir de Januar, wa meng Informatioune richteg sinn, eng Interpellatioun hunn, déi dann och hei wäert behandelt ginn, wou mer dann och déi néideg Zäit hunn, fir alleguerten eis Propositiounen dozou ze maachen. Ech wäert mech also elo den Owend hei op e puer méi weesentlech Froe limitéieren.

An ufänke wëll ech generell e bësse mat der Situatioun vun de Betriber, natierlech déi industriell Betriber, awer och déi ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber, déi mer an deem Land hei hunn, an déi eigentlech och, an dat gëtt ganz oft vergiess, d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen. An ech brauch et net ze soen, ech mengen, et ass och vun eenzele Riedner virdrun hei gesot ginn: Déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi hu ganz schwéier Joren hanner sech, zumindest déi meescht, duerch de Covid. Déi sinn elo mat enger Energiekris confrontéiert, an dat ass net ëmmer evident.

An déi vill Kleng- a Mëttelbetriber beweege sech och an engem kompetitiven, relativ schwieregen Ëmfeld, well se mat der Konkurrenz och aus dem noen Ausland confrontéiert sinn, wärend déi méi grouss industriell Betriber sech natierlech um internationale Plang musse mat der Konkurrenz auserneesetzen.

An ech wollt do ganz kuerz awer op ee Punkt e bëssel che méi laang agoen, well en net onwichteg ass, wou ech och frou sinn, datt den Ekonomiesminister hei ass, deen da vläicht muer och dorobber kann äntweren. An da wollt ech ganz kuerz och nach op zwee aner Punkten agoen: d'Transition énergétique an d'Aktivitéitszonen.

Loosst mech awer vläicht ufänke mat der Thematik vun den Energiepräisser. Do ass et esou, datt gréisser industriell Verbraucher elo déi héich Energiepräisser eigentlech scho säit méi wéi engem Joer ze spiere kréien. Mee si konnte bis elo déi allermeeschte vun deene Méikäschten apräisen.

Mee zanter déi net europäesch Konkurrenz nees méi op de Weltmäert present ass – an dat ass leider oder gottseidank elo erëm de Fall, a ganz besonnesch säit d'Konjunktur zréckgeet –, ass den Drock op hir Margë vill méi grouss. Energieintensiv Betriber mat internationaler Konkurrenz leiden do besonnesch staark ënner Gas- a Stroumpräisser, déi e Villfacht si vun deenen, déi hir aussereuropäesch Konkurrente bezuelen. An do si ganz besonnesch och bei eis am Land, an ech kucke mäi Kolleeg Marc Spautz, dee fir déi Betriber och eng grouss Sensibilitéit huet, eng ganz Rei Produktiounen an de Secteure Chimie, Metaller, Minéraux non métalliques, déi stinn elo och oder lafen zumindest gedrosselt.

Vill vun deene mëttelgroussen, manner energieintensiven Industrië kommen eréischt 2023 richteg un d'Struewelen, well vill hate bis elo an am Moment och nach eenegermoossen drobar Präisser.

Au fur et à mesure, wou awer déi betreffend Kontrakter op en Enn kommen, musse se elo hir Energie deier akafen. A loosst mech do vläicht awer e bëssen op d'Gréisstenuerdnung agoen, mat där déi Betriber am Moment confrontéiert sinn. Am Moment ass et esou, datt dee Präis, deen an Zukunft déi Betriber wäerte musse bezuelen, 400 Euro de Megawatt ass. An do muss ee wëssen, datt den EU Temporary Crisis Framework, dee vun der Europäescher Kommissioun fixéiert gëtt, eigentlech déi EU-wäit Reegele fir déi Präisexplosiounen duerch staatlech Bäihëllefen offiedere soll an datt eigentlech och déi industriell Aktivitéite sollen um Lafe gehale ginn, och, an ech mengen, do si mer alleguer dermatt d'accord, an och d'Europäesch Komissioun ass domadder d'accord, wann domadder e substanzielle Wettbewerbsnodeel zu internationale Konkurrenten, och no Subsiden, nach ëmmer bleift.

Wat mir bedaueren ass, an ech wär wierklech frou, wann de Wirtschaftsminister do och géif genau nolauschteren, datt elo innerhalb vum EU-Bannemaart et zu Konkurrenzverzerrunge kënnt, well eng Rei Memberlänner eeben net hei op d'Europäesch Kommissioun gewaart hunn an einfach hir eege Reegele festgeluecht hunn, wéi si hire Betriber an där doter komplizéierter Situatioun wëllen hëllefen. An do gehéieren natierlech besonnesch zwee vun eisen Nopere derzou.

Sou huet elo Frankräich, d'franséisch Regierung, decidéiert, datt si e groussen Deel vum Stroum zu historesche Gesteeungspräisser am Nucleaire weider un hir Betriber verkafen. Bei engem Maartpräis, deen eis Betriber musse bezuelen, vu 400 Euro, bezuele si duerch dee Mechanismus emol net d'Hallschecht.

An Däitschland huet déi rout-giel-gréng Regierung einfach decidéiert, datt 70 %, wat enorm ass, vum industrielle Stroumverbrauch nach zu 130 Euro zur Verfügung stinn, mam Resultat, datt hir Industrie bei engem Maartpräis vu 400, deen eis Betriber musse bezuelen, eeben nëmme liicht méi wéi d'Hallschecht bezilt.

E Lëtzebuerger Betrib, deen an Zukunft muss nei Kontrakter maachen, bezilt awer an Zukunft 400 Euro. Seng Konkurrenten an Däitschland an a Frankräich, déi a genau där selwechter Situatioun sinn, hunn also hei en enorme Virdeel.

An dee Virdeel, Här President, léif Kolleegen och op der Regierungsbänk, dee Virdeel ass esou grouss, datt bei klenge bis mëttelgroussen Energieverbraucher an der Industrie, wéi zum Beispill an der Liewensmëttelindustrie, dramatesch, ech soen dat, dramatesch Wettbewerbsnodeeler provozéiert ginn, an dat vis-à-vis vu Konkurrenten, déi direkt virun hirer Dier stinn.

A betraffene Secteuren, kann ech Iech soen, an ech mengen, Dir wësst dat, Här Wirtschaftsminister, ass Alarmstëmmung. Leider, an dat muss ech och hei soen, ginn déi staatlech Bäihëllefen, déi d'Lëtzebuerger Regierung am Kader vun EU-Reegele geplangt huet, net duer, fir de groussen Nodeel zu den direkte Konkurrenten auszegläichen. An hei besteet Handlungsbedarf op dräi Niveauen.

Léif Regierung, den EU-Kader fir Bäihëllefe muss ganz ausgereizt ginn, fir den Energiekäschtennodeel maximal ze reduzéieren. Am Aklang, an do kommen ech op eppes, wat och dem Här Kersch um Häerz läit, mam Verspriechen aus der leschter Tripartite, an dat steet kloer am Tripartite-Ofkommes dran, muss eis Regierung sech asetze fir e sougenannte „Level-Playingfield". Si muss kloer der Kommissioun soen, datt net dierf toleréiert ginn, datt Interventiounen en faveur vun de Betriber a verschiddene Memberstaaten iwwert dat erausginn, wat Bréissel erlaabt.

Wann d'Europäesch Kommissioun dat Ganzt net méi am Gréff huet – dat wëll ech och hei kloer am Numm vun eisem Grupp soen –, da muss eis Regierung, och am Interêt vun eiser Industrie an eise betraffene mëttelstännesche Betriber, hei derogéieren. Wat fir

Däitschland gëlteg ass a wat do toleréiert gëtt, muss och hei zu Lëtzebuerg méiglech sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

(Interruption)

Mir mussen hei och nei Akafsméiglechkeete vun Energie schafen, wou eis Betriber vill manner den Aleae vun den Energiebörsen ausgesat sinn, au contraire, wou se u stabill a kompetitiv Tariffer kommen. Do brauche mir och eng verstäerkt Kooperatioun mat aneren EU-Länner. An der Tripartite ass eng esou eng Pist ugekënnegt ginn, nämlech d'Förderung vu Laangzäitkontrakter mat erneierbare sougenannte „long-term Power Purchase Agreements". An hei ass d'Fro, déi den Här Fayot vläicht dann och ka beäntweren: Wat huet eis Regierung de Betriber do konkreet ze bidde fir ze evitéieren, dass si an deenen nächste Joren a gréisst Schwieregkeete geroden?

Mir héieren a liesen op ville Plazen, an ech mengen, dat ass eng Suerg, déi och ganz vill Leit hei an dësem Haus hunn, datt 2023 riskéiert, e Schicksalsjoer fir déi europäesch Industrien ze ginn. Amplaz un enger strateegescher Autonomie mat regionaler Industrieproduktioun, déi mer eis alleguerten och säit de Konflikter mat Russland a vläicht muer mat anere Länner wënschen, riskéiere mir am Moment just de Contraire, nämlech eng Ofwanderung vun ëmmer méi industrielle Betriber. An e puer EU-Länner setzen hei an hirer Energiepolitik Akzenter, fir eng Deindustrialiséierung an eng Schwächung vun hirem industrielle Mëttelstand ze verhënneren. A mir wären och als CSV-Fraktioun der Meenung, datt änlech Efforten och hei misste gemaach gi vun der Lëtzebuerger Regierung.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen op en zweete Punkt ganz schnell, dat ass déi energeetesch Transitioun, dat ass och scho vun eenzele Kolleegen hei viru mir gesot ginn. Mir ënnerstëtzen natierlech déi Ziler, déi do gesat gi sinn. Ech mengen, datt d'Betriber och kee gréissere Problem hu mat deenen Ziler. Do, wou awer de Schong dréckt, ass, datt d'Betriber nach ëmmer net wëssen, wéi se bei déi energeetesch Ziler kommen.

A wat mir feelt, a mäi Kolleeg Gilles Roth huet dat de Moien och ugeschnidden, dat ass, wat eigentlech vun Hëllefe kënnt, fir déi Entreprisen an där doter Transitiounsphas ze begleeden. Mir sinn der Meenung, datt dat net duergeet, datt do vill méi Incitatiffe misste kommen, fir deenen Entreprisen dat méi einfach ze maachen.

Et geet net, léif Kolleegen, einfach nëmme grouss an ambitiéis Ziler ze fixéieren, mee et muss een dann och den Entreprisen d'Méiglechkeet ginn, déi ze erreechen iwwer eng Rei Hëllefen, déi een do gëtt.

En drëtte Punkt, an dat ass dee leschten, wat déi Kleng- a Mëttelentreprisë betrëfft – ech mengen, dat ass och gesot gi vun eenzele Virriedner –: Ech maache mer ganz staark Suergen, datt mer ëmmer manner Industrie- an Aktivitéitszonen an deem Land hei kënnen ausweisen.

Dir hutt elo alleguerte matkritt, wat eng Gemeng aus dem Süde vum Land gemaach huet, andeem se hir Grondsteier extreem an d'Luucht gesat huet, wat elo derzou féiert, datt do d'Betriber vill méi musse bezuelen. Mir mussen hei ganz gutt oppassen. Besonnesch déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi brauchen och nach muer Aktivitéitszonen. A mir mussen nach kucken, datt mer där Aktivitéitszone weider ausweisen. Dat heescht awer och, datt mer Gemenge fannen, déi bereet sinn, esou Aktivitéitszonen opzehuelen, wat natierlech mat enger Rei vun Desagremente fir déi Gemenge verbonnen ass. Mee ech mengen, et ass wichteg, datt mer dat och an Zukunft maachen.

Mir stellen eis zum Beispill vir, ech wäert och do am Kader vun der Interpellatioun drop agoen, datt een zum Beispill géif an deem Land – dat interesséiert all déi Leit, déi sech fir Nohaltegkeet interesséieren – emol eng Aktivitéitszon ausweise just fir d'nohalteg Betriber.

Une voix | Dat gëtt et.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat gëtt et, awer nach net esou schrecklech vill, wou een och géif e klore Kader setzen, wat fir eng Betriber an esou eng Industriezon géife kommen. Ech hunn elo de Mëtten hei net Zäit, fir dat ze developpéieren. Ech wäert dat, wéi gesot, am Januar maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, Kleng- a Mëttelbetriber, ech hunn et virdru gesot, sinn äusserst wichteg fir eis Wirtschaft, sinn awer och ganz wichteg fir eis Recettes budgétaires. An ech mengen, et ass scho bei ganz ville Leit ugeklongen de Mëtten, notamment beim Budgetsrapporteur a beim Här Bauler, déi erëm eng Kéier op d'Wichtegkeet vun eiser Finanzplaz higewisen hunn. Ech brauch dat net alles ze widderhuelen. Wéi gesot, den Här Bauler huet dat op eng ganz komplett Aart a Weis gemaach.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt eis Finanzplaz eigentlech fundamental gutt opgestallt ass. Mir hunn dat och gesi wärend der Covidkris, wou d'Banken, net nëmmen d'Banken, och e groussen Deel vun deene Covidkonsequenze gedroen hunn. Ech muss Iech awer soen, datt ech gesinn, datt eng Rei méi däischter Wolleken iwwert déi Finanzplaz kommen. An ech gesinn do haaptsächlech véier Punkten, op déi ech awer elo wëll e bësselche méi am Detail agoen.

Den éischte Punkt, an Dir wësst dat, ech hunn dat schonn oft gesot, dat ass déi Tendenz vun Iwwerregulatioun, déi sech am Moment breetmécht am Finanzsecteur, wou d'Banken an all déi Acteuren aus dem Finanzsecteur sech musse mat ëmmer méi Prozeduren auserneesetzen, déi derzou féieren, datt d'Compliance-Departementer an de Banke geschwë mat déi wichtegst Departementer sinn, a wat net alles bréngt.

Ech muss Iech och soen: Dat, wat een do heiansdo stéiert, dat ass, wat do gefrot gëtt, wat oft muss vun Informatioune vu Banken un allméiglech Autoritéite matgedeelt ginn. Ech wëll Iech dat elo net hei am Detail opzeechnen, mee dat geet extrêmement wäit. Dat bréngt och näischt. Dat hëlleft eis och net onbedéngt virun um Niveau vum Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen. Mee et féiert einfach derzou, datt déi Prozeduren och bei de Banken esou komplizéiert ginn, datt een déi einfachst Bankoperatiounen emol net méi ka praktizéieren. An dat ass eppes, wat engem muss Suerge maachen. Ech hunn et schonn e puermol hei gesot.

Ech gesinn awer do e klenge Liichtbléck kommen. An dee Liichtbléck, dat ass eigentlech eis Europäesch Cour. Déi huet an de leschte Méint a Joren dräi fundamental Arrête geholl, dräi fundamental Arrêten, déi emol erëm an eng Richtung ginn ze soen: Natierlech muss ee géint d'Wäisswäsche vu Sue goen. Natierlech geet et och drëm, fir gewësse Finanzpraktiken ze sanktionéieren. Mee et kann awer och net sinn, datt mir herno am Finanzsecteur esou eppes wéi de gliesene Client oder déi gliesen Entreprise hunn, wou ech soen: Jiddwer Mënsch ka geschwë wëssen, wat eng Entreprise oder e Bierger op engem Kont huet a wat déi eenzel Transaktioune sinn, déi déi Leit maachen. Dat geet manifestement ze wäit!

An duerfir si mir ganz glécklech iwwert deen Arrêt, dee vun der Cour komm ass am Kontext vum RBE, wou ech och frou sinn – ech hunn dat d'ailleurs e puermol ënnerstrach –, datt d'Madamm Justizministesch deen Arrêt ganz schnell ëmgesat huet, well mir sinn eis alleguer eens, datt een natierlech muss Informatiounen un d'Autoritéite ginn, ob dat d'Justizautoritéite sinn, ob dat Regulateure sinn. Et ass souguer normal, datt Journalisten, déi a gewëssene Secteuren enquêtéieren, och en Accès op déi Informatiounen hunn.

Wat awer net normal ass, dat ass, datt den Här Schmit an d'Madamm Muller, ouni iergendwéi e Grond ze hunn, kënnen op e Regëster goen an do alles hannerfroen, wat hinne grad an de Kapp kënnt. Hei gëtt et och en Dateschutz, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An deen Dateschutz ass och ze respektéieren. An duerfir sinn ech frou iwwert deen doten Arrêt, souwéi ech och frou sinn iwwer en aneren Arrêt, dee viru ganz Kuerzem komm ass, wou et ëm de Secret professionnel vun den Affekote geet, wou et och extreem wäit gaangen ass a wou och elo d'Cour gesot huet: „Dat do geet ze wäit, esou kann dat doten net méi sinn." Och e Secret professionnel, deen iwwregens – an et ass schonn e puermol och vun dëser Tribün gesot ginn – net am Interêt vun den Affekoten, mee am Interêt vun de Clienten ass, soll respektéiert a surveilléiert ginn. Duerfir sinn ech och, wéi gesot, ganz, ganz frou iwwert deen doten Arrêt.

Ech kommen dann awer op en zweete Punkt respektiv op en drëtte Punkt, dee mer och Suerge mécht, an dat ass dee vum steierlechen Ëmfeld, an deem eis Finanzplaz sech beweegt, a ganz besonnesch och vun deem, wat ech de sougenannte Goldplating nennen.

Wat ass Goldplating? Dat hu mer och schonn e puermol hei ausgefouert. Dat ass, wann europäesch Direktiven zu Bréissel geholl ginn an da gi mir als lëtzebuergesch Regierung nach méi wäit wéi dat, wat mer eigentlech missten ëmsetzen. Dat ass eppes, wou mir fundamental e Problem hunn, well wann een dat mécht, da geet een natierlech deen ominéise Level-Playingfield, deen, ech weess, dëser Regierung och ganz staark um Mo läit, op d'Spill setzen. An duerfir ass dat einfach keng gutt Saach a mir sollen eigentlech ëmmer déi Direktiven esou ëmsetzen, wéi se vu Bréissel kommen, „toute la directive, mais rien que la directive", a mir sollen net nach iergendwéi eppes do dropleeën.

An do kommen ech dann awer elo net derlaanscht, op e Punkt anzegoen, dee mer wierklech um Mo läit, an den Här Kersch huet e schonn ugeschwat. Dat ass deen, datt elo am Kader vun der Taxonomie d'lëtzebuergesch Regierung dohinnergeet an déi reduzéiert Taxe d'abonnement, déi bis elo fir EAG-konform (veuillez lire: ESG-konform) Fonge sollt applizéiert ginn … an ech kucken hei d'Madamm Finanzminister. ESG, Här Kersch, dat ass eng Notioun, déi eng kloer Definitioun huet an der europäescher Finanzindustrie. Do weess jiddwereen, wat an d'ESG drafält.

(Interruption)

Elo ass eng Taxonomie zu Bréissel adoptéiert ginn, an déi – an do kann een net frou sinn driwwer, dat accordéieren ech och jiddwerengem – d'Atomkraaft an de Gas mat erageholl gi sinn, d'Atomkraaft, well d'Fransousen dat wollten, an de Gas, well déi Däitsch dat wëllen. Dat muss een och emol eng Kéier betounen.

Déi Decisioun ass geholl ginn. Dat muss een net gutt fannen, mee et muss een et awer akzeptéieren. An ech hunn e fundamentale Problem dermat, datt, wann een an enger Demokratie mat enger Majoritéit eng Decisioun hëlt, een dann awer als Land dohinnergeet an et geet een déi nach virun d'Europäesch Cour contestéieren!

Do hunn ech als Demokrat e Problem, Här Kersch. An ech géif mengen, Dir sidd jo och e gudden Demokrat, dat misst Iech gradesou opreegen. Well wann

ech alles dat géif contestéiere goen op e lëtzebuergescht Geriicht, wat mir hei net géif goen, wat an dëser Chamber adoptéiert gëtt, da wär ech permanent virun eise Geriichter. Ech sinn awer e gudden Demokrat. Ech akzeptéieren dat. Ech akzeptéieren dat an duerfir fannen ech dat ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, den Här Kersch wëllt dorobber reagéieren, well en direkt ugeschwat ginn ass.

M. Laurent Mosar (CSV) | Eng Fro stellen?

M. Fernand Etgen, Président | Nee e wëllt ..., en ass direkt ugeschwat ginn.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, jo. Selbstverständlech, Här Mosar. Also ech versti just Äre Räsonement net. Dir kommt heihinner an Dir sot, Dir géift et begréissen, dass d'Europäesch Cour elo eng Rei vun Decisioune géif huelen. Éier d'Europäesch Cour déi Decisioune geholl huet, musse jo iergendwellech Leit geklot hunn, well se mat verschiddenen demokrateschen Decisiounen net averstane waren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat ware Leit, awer keng Länner.

M. Dan Kersch (LSAP) | Elo kënnt eng aner Diskussioun, déi a Fro gestallt gëtt. Da kënnt dat och bei d'Cour an da sot der, dat wär net richteg, dat wär net demokratesch, wann een dat net géif unerkennen. Also „de deux choses l'une". Ech mengen, dass Der do an engem grousse Widdersproch sidd.

Zur Demokratie gehéiert et och effektiv, dass een d'Recht huet, eng Decisioun, déi engem net gefält, op engem Geriicht unzefechten. Dat zielt fir Privatpersounen, dat zielt fir Betriber an dat zielt selbstverständlech och fir Länner, zumindest an deem Kosmos, wou mir agéieren, an der Europäescher Unioun. An ech hoffen, dass dat nach laang esou bleift!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här Kersch, ech mengen, et ass e groussen Ënnerscheed, ob Bierger, déi sech géint e Gesetz, dat adaptéiert gëtt, wieren, well se fannen, datt dat Gesetz op engem Punkt verstéisst oder wann hei mat 25 ... oder wann hei, ech weess net, wéi ...

Mme Martine Hansen (CSV) | 21.

M. Laurent Mosar (CSV) | Mat 21 Länner, seet d'Madamm Hansen, ass deemools déi Taxonomie adoptéiert ginn. An do gëtt e Recours gemaach. Ech soen Iech, ech sinn elo net de Fachjournalist am europäesche Recht. Ech maachen awer hei dee Pronostic an ech ginn Iech gären e Patt zum Beschten, wann ech Onrecht hunn. Ech soen Iech elo schonn, datt déi Affär ganz wéineg Chancen huet, fir bei der Europäescher Cour duerchzegoen.

An da muss ech Iech soen, da muss ee sech awer och d'Fro stellen: Ginn hei net Steiermëttelen engagéiert, wou ee weess, datt een net vill Chancen huet, just well een hei wëllt Recht behalen? Ech muss Iech soen, ech hunn do e Problem mat där Attitüd. An da kommen ech eeben och elo hei zu där Fro, déi eis beschäftegt.

Elo hate mer, Här Kersch, eng reduzéiert Taxe d'abonnement, eng reduzéiert Taxe d'abonnement, déi eeben ënnert déi ESG-Reegele gefall ass. Elo seet d'Regierung mat hirem Amendement: „Dat geet eis elo nach ze wäit. Elo huele mir nach aus där europäescher Taxonomie den Atomstroum an de Gas eraus." Woubäi ech Iech soen, an nach eng Kéier: Dat ass keng Appreciation de valeur. Ech wëll elo hei keng Diskussioun iwwer Atomstroum féieren. Ech soen Iech just, datt a ganz ville Länner, notamment skandinavesche Länner, den Atomstroum eigentlech deenen hire Wee ass, fir d'Klimaziler ze erreechen.

Ech wëll och hei deene grénge Kolleegen emol eng Kéier soen, déi och ëmmer ganz sensibel sinn: Lauschtert emol no, Dir léif gréng Kolleegen, datt zum Beispill déi Gréng a Schweden, déi Gréng a Finnland expressement fir d'Atomkraaft sinn, expressement souguer Fridays for Future. Finnland plädéiert fir den Atomstroum. Mir mussen dat net gutt fannen, mee kommt, mir akzeptéieren awer, datt et Länner gëtt, déi en anere Wee wëlle bestreiden, fir hir Klimaziler ze erreechen. Mir ass et wichteg, datt mer déi Klimaziler erreechen. A wann do Länner sinn, déi dat op eng aner Aart a Weis wëlle maachen, da solle mer dat respektéieren. An duerfir fannen ech net gutt, datt mir elo dohinnerginn a mir huelen d'Atomkraaft eraus.

An da soen ech Iech elo nach eppes: Virgëschter ass an Amerika eng grouss Avancée gemaach ginn. Do gëtt elo net méi vu Kärspaltung geschwat, wéi et bei der Atomkraaft ass, mee do gëtt vu Kärfusioun geschwat. Kärfusioun. Ech soen net, datt ech e grousse Spezialist dovu sinn. Ech hunn awer relativ vill do gelies. Kärfusioun ass eng nei Energie, déi ass net fir haut a fir muer. Déi wäert vläicht eréischt an 20, 30 Joer sinn. D'Spezialiste soen awer alleguerten, datt dat eng ganz propper Energie wäert sinn an eng ganz sécher Energie.

Elo soen ech Iech – an duerfir hunn ech jo en décke Problem do dermatt –, elo huele mer e Fong hei, deen zum Beispill géif an d'Innovatioun, an d'Recherche vun der Kärfusioun goen. Deen ass no der Interpretatioun, déi elo d'Regierung gëtt, hei ausgeschloss. Fanne mir dat glécklech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mir hei eng innovativ Energie ... an ech soen Iech, datt an deenen nächste Jore wäerten Honnerte vu Fongen doranner investéieren, well et einfach en zukunftsrechtlecht Instrument ass. Dat schléisse mir elo mat esou enger Dispositioun aus!

An da fueren ech nach virun, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Wësst Dir, ech stellen Iech déi Fro, wivill Fongen eigentlech bis elo vun där reduzéierter Taxe d'abonnement profitéiert hunn, wivill dat der sinn?

(Interruption)

Zwee. Zwee! A wa mer elo nach déi doten Dispositioun applizéieren – ech weess net, wat déi Fongen do maachen – ass et méiglech, datt muer nach just een oder kee méi ass. Kee méi! Och fir Iech ze soen, léif Kolleegen, och hei op där grénger Säit, hei gëtt gesot: „Mir maachen elo eng formidabel Saach, eng reduzéiert Taxe d'abonnement, fir méi gréng ze ginn." Natierlech alles gutt. Zu wat wäert dat féieren? Datt muer warscheinlech kee Fong wäert dovu profitéieren.

Ech hätt léiwer, mir géife kucken ... an ech stinn op Ärer Säit an ech stinn ... de Kolleeg Paul Galles ass elo leider fort. Mir sinn och fir Green Finance. Mir sinn och fir eng gréng Finanzplaz. Ech soen Iech, da muss een dat awer aneschters maachen, wéi d'Regierung dat am Moment mécht. Da muss ee kucken: Wéi bréngt een et fäerdeg, hei op Lëtzebuerg Entreprisen ze kréien, déi zum Beispill an nei Technologien investéieren? Ech huelen de Waasserstoff, ech huelen d'Batterietechniken.

Ech soen Iech: Am Moment si mir net op der Weltkaart, wat déi doten nei Technologië betrëfft, an dat fannen ech schued. An dat ass eng ganz grouss Kritik, déi ech och dorunner ze maachen hunn.

Duerfir nach eng Kéier, mat allem Respekt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och à l'adresse vun deene Gréngen, ech mengen, datt mer mat där doter Aart a Weis net vun der Plaz kommen. Mir mussen eis do aneschters opstellen. An dat ass och en Appell, deen ech hei wéilt maachen.

Da kommen ech, Dir Dammen an Dir Hären, zu engem véierte Punkt. Do huet mäi Kolleeg, den Här Bauler scho laang driwwer geschwat. Wat mech och einfach stéiert, dat ass dat verzerrt Realitéitsbild, dat oft vun eiser Finanzplaz gemoolt gëtt. Am Ausland, do kann ech dat nach verstoen. Wat ech awer net méi verstinn – an den Här Bauler huet dat och gesot – ass, datt zum Deel esou e verzerrt Realitéitsbild och bei eis besteet.

An ech muss Iech soen, ech war bis elo ëmmer der Meenung, dës Regierung ... plus och mir, well ech mengen, et ka keen eis Volontéit a Fro stellen, datt mir zu der Finanzplaz stinn. Ech hu wierklech e bëssen d'Gefill, datt vun deenen dräi Koalitiounsparteien eigentlech just nach eng Partei ganz kloer zu der Finanzplaz steet. Bei der LSAP weess ech et net. En Deel schonn, en Deel, wann ech den Här Kersch héieren, manner. A bei deene Gréngen, do stellen ech mer wierklech Froen.

(Interruption)

An da kommen ech elo, da kommen ech elo zu enger net onweesentlecher Fro. Ech muss Iech och soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hätt de Mëtten net onbedéngt driwwer geschwat. Ech mengen awer, datt ech no deem, wat d'lescht Woch do geschitt ass, net derlaanschtkommen, e puer Wierder ze soen, an dat ass déi ominéis Visitt vun der FIS-Kommissioun hei bei der Chamber.

Ech muss soen, mir – an do schwätzen ech vun der gesamter Kommissioun – ware ganz gutt virbereet. Ech mengen, et waren och eenzel Kolleegen, déi deemools do derbäi waren. Ech muss och hei e grousst Luef dem President vun der Kommissioun ausschwätzen. A mäi Gefill war – mir haten eis och am Virfeld e bësse Gedanke gemaach, wéi mer déi Reunioun géifen ugoen –, dat ass wonnerbar gelaf.

Ech muss Iech allerdéngs soen: Wann ech kucken, wat do am Virfeld lass war, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do ware mir scho vircondamnéiert, ier déi Visitt iwwerhaapt ugaangen ass. Wësst Der, wann ech donneschdes am „Lëtzebuerger Wort" liesen – et ass elo net méi „für Wahrheit und Recht" –, datt de President vun där Kommissioun seet, mir wären e Steierparadäis a souwisou hei géif alles falsch lafen an hei wär iwwerhaapt näischt gemaach ginn, fannen ech dat eng Frechheet – ech soen dat ganz oft – vis-à-vis vu gewielte Vertrieder vun engem Parlament!

Wann ech op Visitt ginn, fir mech mat engem anere Parlament iwwer iergendee Sujet ze ënnerhalen, da lauschteren ech emol zumindest no!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Da lauschteren ech emol zumindest no, wat déi Parlamentarier mer ze soen hunn, an ech ginn net schonn am Virfeld deenen eng Zensur ginn. Dat ass schonn, wéi wann Der engem eng Datz gitt an en huet d'Prüfung nach net geschriwwen. Esou ass dat hei gelaf, an ech muss Iech soen: Dat geet net!

A mir waren dunn an där Kommissioun an do hunn ech gesinn, datt déi Leit, déi do souzen, awer wierklech net schrecklech gutt informéiert waren. An da sinn ech nach fein a menger Beschreiwung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Oder wollten net.

M. Laurent Mosar (CSV) | An déi Leit, déi wollte verschidde Saache manifestement net héieren. A mir hunn hinnen och verschidde Saache gesot, wou ech

mech froen, ob se dat iwwerhaapt woussten. D'Fro ass allerdéngs och, ob si dat iwwerhaapt wollte wëssen. A wéi mer fäerdeg waren, hat ech eigentlech d'Impressioun, datt de Vizepresident herno méi op eiser Säit war wéi op der Säit vum President.

Dat war also en Exercice, wou – ech soen et nach Kéier – mer eigentlech e Gesamtbild ofginn hunn, dat ganz gutt war. Ech mengen, de Kolleeg Vizepresident hei vun der Chamber huet dat selwer gesot, datt d'Finanzkommissioun sech do eigentlech in globo gutt verteidegt hätt.

Duerno ass awer gelungenerweis näischt komm.

Wann ech an e Parlament ginn an ech hunn eng Reuniouun, dann hätt ech eigentlech erwaart vun enger Press, datt déi och emol eng Kéier géif bei de lëtzebuergeschen Deputéierten nofroen: „Ma wéi ass dat da gelaf an där Kommissiounssitzung?" Dat ass awer hei net geschitt. Näischt! Par contre koumen nach een, zwee esou Artikelen, wou erëm eng Kéier gesot ginn ass: „Déi Lëtzebuerger verstinn näischt. Sinn déi dann ze blöd, fir eppes ze verstoen?" An dorobberhin hunn ech mam Kolleeg André Bauler eng Initiativ geholl – wat selte virkënnt, ginn ech gär zou –, fir e Lieserbréif an d'„Lëtzebuerger Wort" ze schreiwen. Ech weess net, wien dee Lieserbréif gelies huet.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat e gelies.

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV) | Den Här Kersch hat e gelies. An dee Lieserbréif war, esou wéi meng Echoe waren, eigentlech iwwerall gutt ukomm. A fir de Kolleeg Bauler – ech mengen, ech kann och a sengem Numm esou soen – a fir mech war domadder eigentlech och, wéi ee seet, „le dossier était clos". Bis, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, lauschtert gutt no, elo huelen ech emol nach eng Schlippchen, well wat ech elo zielen, ...

(Hilarité)

... dat ass e bëssen humoristesch. Ech mengen, zum Schluss vun enger Sitzung dierf een och méi eppes Humoristesches soen.

(Interruptions)

Mir haten also dee Bréif geschriwwen. Léif Gréng, lauschtert no, well et geet och elo e bëssen ëm Iech.

Une voix | A maja!

M. Laurent Mosar (CSV) | De leschten Donneschden hate mir eng länger Sitzung, d'Kolleege kënne sech drun erënneren. Do sinn ech ee Moment erausgaangen an do begéinen ech mäi Frënd André Bauler. An do sot ech zum André Bauler oder hien zu mir: „Komm, mir ginn emol zesummen an d'Cafeteria e Kaffi drénken." Mir ginn zesummen, mir kommen do bei den Tunnel. Wie steet op eemol virun eis? D'Madamm Djuna Bernard, hires Zeechens Presidentin vun deene Gréngen, kuckt ...

(Hilarité)

Une voix | Wou?

M. Laurent Mosar (CSV) | Ma hei vir beim Tunnel, wéi den Här Bauler an ech eis do gemittlech an d'Cafeteria beweege wollten.

M. Charles Margue (déi gréng) | Virun der Bréck, mengt der?

M. Laurent Mosar (CSV) | Virun der Bréck. Virun der Bréck, Här Margue. D'Madamm Djuna kuckt den Här Bauler a mech u mat engem Bléck, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et huet mech erënnert u meng al Spillschoulsjoffer.

(Exclamations et hilarité)

Déi war zwar ganz sympathesch, meng al Spillschoulsjoffer, mee se war e bëssen almoudesch. A wann ech mech net geschéckt hunn, Här President, wann ech mech net geschéckt hunn, dann huet déi mech ëmmer béis ugekuckt. An esou huet d'Madamm Bernard den Här Bauler a mech ugekuckt.

Plusieurs voix | O!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV) | An dat kënnt jo dem Här Bauler a mir net oft vir: Mir ware paff. Mir woussten emol näischt ze äntweren, wéi se eis ugekuckt huet. Ech hu geduecht: „Wat kënnt dann elo? Wat kënnt dann elo?" „Hei", seet d'Madamm Bernard – lauschtert – zum Här Bauler a mir, „Dir zwee hutt en Artikel zesumme geschriwwen!" Mir hunn nach eng Kéier gekuckt, den Här Bauler mech, ech den Här Bauler. „Dir zwee hutt en Artikel zesumme geschriwwen!"

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech weess zwar net, ob dat esou gelaf ass, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, mir si virugaangen. Mir hunn eis gefrot: „Wat hu mer dann elo falsch gemaach?" Ech sot zum Här Bauler: „Komm, mir kucken eng Kéier den Artikel. Et steet ... et ass eis vläicht oder et ass vläicht dem ‚Lëtzebuerger Wort' do iergendeppes iwwert d'Madamm Dieschbourg dragerutscht. Komm, mir kucken emol, net datt mer dat awer ... Da musse mer dat natierlech eraushuelen." Et war awer net de Fall.

Den Här Bauler, muss ech éierlech soen, war bleech am Gesiicht.

(Hilarité et brouhaha)

Mir kommen an d'Cafeteria, da sëtzt d'Madamm Beissel do. Schued, datt se net hei ass. Da seet déi: „Änder, firwat bass du esou bleech? Hues du d'Corinne Cahen gesinn?"

(Hilarité)

„Nee", sot den Här Bauler, „ech hunn d'Madamm Bernard gesinn." Mir ginn dorobberhin an de Bar vun der Chamber a souwuel den Här Bauler wéi ech hunn dunn en duebelen Espresso gedronk an duerno ass et besser ginn. Du hate mer gemengt, déi Saach wär giess, Här President, mee si war nach net giess.

M. Fernand Etgen, Président | Also, Här Mosar, ech si frou, datt Dir nach geschwat hutt duerno, well ech wousst net, datt Budgetsdebatten, wou ech ëmmer gemengt hunn, dat wier eppes Fades, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, mee da loosst mech ...

M. Fernand Etgen, Président | ... datt dat esou eppes Humoristesches, mee och esou eppes Folkloristesches ka sinn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Mee et ass nach net fäerdeg. Waart emol, Här President, of.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, ech ka mer dat virstellen, well Dir sidd gutt lancéiert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, ech mengen, och den Här Mosar ass amgaang, seng nächst Karriär virzebereeden.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen och.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ma elo feelt Dir nach, Här Di Bartolomeo.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn dem Här Di Bartolomeo Recht.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech fueren awer virun, well et war nach net domadder gedoen.

Une voix | O Mamm, o Mamm!

M. Laurent Mosar (CSV) | Leschte Samschde souz ech ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Elo weess ech, firwat dass Der dem Här Bauler seng Ried besser fannt wei meng. Dir sidd mat em Kaffi drénke gaang virdrun.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Här Kersch, lauschtert no. Ech souz gemittlech ... Här President, ech wëll awer vläicht ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Dir däerft roueg. Et ass just, den Här Roth, dee wollt, datt mer um 19.00 Auer ophalen, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | ... mee ech sinn awer elo ... Ech fannen dat heite ganz flott.

Une voix | Kommt op de Punkt, Här Mosar! Et ass esou interessant.

M. Laurent Mosar (CSV) | Wéi gesot, ech souz – wann Der da wëllt nolauschteren – dunn e Samschden den Owend ... wéi vill anerer vun Iech hunn ech d'Halleffinal Frankräich–England gekuckt an et war e bëssen ...

(Brouhaha)

Dir hutt de Match matkritt, et ass e bëssen un d'Nerve gaangen. A vu dass ech e groussen Englandfan sinn, ass et besonnesch u meng Nerve gaang. An do hunn ech an der Hallschecht geduecht: „Fir dech elo e bëssen ze berouegen, da lies de d'‚Lëtzebuerger Wort'."

An dat hunn ech du gemaach an do sinn ech iwwer en Artikel gefall – dat muss ech awer hei soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen – vun engem Här, deen anscheinend an der grénger Fraktioun schafft an deen dann hei Follgendes geschriwwen huet. Loosst mech dat trotzdeem virliesen, well dat huet schonn eppes mat der Debatt, Här President, ze dinn. En huet sech dann ... Den Artikel war intituléiert „Kee ‚finanzpolitesche Harakiri'", duerfir sinn ech natierlech och doriwwer gefall. An den Här huet sech dann do, wéi gesot, mat entre autres eisem Artikel gehat.

An e schreift dann do Follgendes. Et geet iwwert d'Finanzplaz. E werft eigentlech dem Här Bauler a mir do vir, mir géifen do ech weess net wat schreiwen an da seet en, ech zitéieren: „Leider wird diese Debatte vun konservativen Kräften torpediert. Anstatt einer ernsthaften Diskussion über die Zukunft des Finanzplatzes wird sich, wie jüngst in einem gemeinsamen Artikel der Abgeordneten André Bauler (DP) und Laurent Mosar (CSV) zu lesen, in einem Anflug von Hobby-Patriotismus an der Kritik aus dem Ausland empört, wonach Luxemburg weitere Unternehmen dabei unterstütze, Steuern zu sparen."

Här President, den Här Bauler an ech ginn also hei als „Hobby-Patrioten" intituléiert, als „Hobby-Patrioten"! Elo verstinn ech nach déi gréng, datt ech do e gréngt Duch sinn. Mee den Här Bauler, dee wierklech e feine Mënsch ass, dee sech mat groussem Engagement an och hei ëmmer erëm an der Kommissioun asetzt, hei exzellent Interventioune mécht, den Här Bauler hei als „Hobby-Patriot" ze bezeechnen. Ech weess wierklech net, wat déi gréng Kolleegen domadder wollte bezwecken.

(Interruptions)

Mee den Héichpunkt awer, Här President, ech wëll Iech elo net an de Genoss vun deem ganzen Artikel komme loossen, den Héichpunkt war awer, datt dee jonke Mënsch – ech huelen un, datt et e jonke Mënsch ass – a sech d'Madamm Finanzministesch an

deem Artikel accuséiert huet, datt si d'Kommissioun net empfaangen hätt, déi ominéis FIS-Kommissioun.

Ech sinn do net dermat d'accord, well ech ginn eigentlech op dësem Punkt der Madamm Finanzminister Recht. Wat awer erstaunlech ass, ass, datt an där Kommissioun – an ech kucken hei de President vun der Finanzkommissioun – hunn duerch Abwesenheit geglänzt déi gréng aus der Chamber, déi gréng. Dat heescht, déi gréng, déi hei d'Madamm Finanzminister kritiséiere ginn, si géif d'FIS-Kommissioun net empfänken, si selwer emol net an där Kommissioun, wou et awer ëm Weesentleches geet.

Ech muss Iech trotzdeem soen, dat geet ganz wäit. An et ass jo wierklech … et kann een elo net soen, ech géif hei onbedéngt d'Finanzministesch an d'Regierung verteidegen. Dat ass jo net dat, wat ech am léifste maachen. Ech muss awer eng Kéier hei soen: Et kann een net op där enger Säit hei d'Finanzministesch accuséieren a selwer op där anerer Säit an der Kommissioun Politik vum eidele Stull maachen!

Ech ginn eigentlech dervun aus, an esou enger wichteger Sitzung, wou all d'Parteie vertruede waren, all d'Parteien, d'Kolleegen hei vun de Sozialisten, vun der DP, CSV, den Här Kartheiser war do, d'Piraten waren do, déi gréng duerch Abwesenheit geglänzt hunn. An do muss ech mer jo awer dann trotzdeem Froe stellen.

Ech géif wëllen dozou soen, och léif Kolleege vun deene Gréngen: Et kann een iwwer ganz villes diskutéieren. Et muss een och just ëmmer oppassen, wéi een hei Saachen duerstellt.

Den Här Bauler an ech, mir hunn hei en Artikel geschriwwen. Ech sinn erstaunt, Dir setzt Iech permanent a fir Meenungsfräiheet. Dir sot déi ganzen Zäit, et wier och emol heiansdo gutt, wann ee Léisunge géif fannen, déi iwwert d'Bänken ewech ginn.

Wat hu mir hei gemaach? Mir hunn hei eng objektiv Berichterstattung iwwert d'Finanzplaz gemaach – objektiv! –, an ech mengen, jiddwereen, deen dat gelies huet, konnt dat och feststellen. An da gi mir hei vun deene grénge Kolleege kritiséiert, ech weess nach ëmmer net firwat, datt mir zesummen esou en Artikel geschriwwen hunn. Also mat allem Respekt, …

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

… ech muss Iech soen, ech muss Iech soen, dat geet ganz wäit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass spéit, ech kommen zum Schluss.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat ass och ganz gutt esou.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech kommen zum Schluss. Ech mengen, …

Une voix | Wannechgelift, maacht weider!

M. Laurent Mosar (CSV) | … ech mengen, datt déi Finanzplaz weesentlech fir eist Land a fir eis Wirtschaft ass an datt mer wannechgelift och alles maachen … ech wëll elo net nach eng Kéier dat Beispill vum Kolleeg Bauler vun de Mamen, déi een zaart muss behandelen … Ech wëll net soen, et soll een och d'Finanzplaz zaart behandelen. Ech hunn dat awer esou verstanen.

Mir sollen eis ëmmer erëm bewosst sinn, wéi wichteg, wéi wichteg datt déi Finanzplaz fir dëst Land ass. Mir op jidde Fall als CSV wëssen dat an duerfir ass et och wichteg, datt déi an Zukunft weider attraktiv a kompetitiv bleift.

Ech soen Iech Merci, datt Der mer awer esou laang den Owend hei nogelauschtert hutt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Jo. Ech ginn direkt d'Wuert un d'Madamm Bernard oder un den Här Benoy wéinst Fait personnel. Madamm Bernard fir d'éischt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Bon, ech mengen, ech hu mer virun e puer Joer, wéi ech an d'Chamber komm sinn, e bëssen en aneren inhaltlechen Niveau un Debatten erwaart. Ech hunn och fonnt, dass mer relativ gutt inhaltlech diskutéiert hunn. Déi doten zéng Minutten Interventioun ganz theatralescher Natur vum Här Mosar, mengen ech, hätte mer eis alleguerte kënne spueren. Ech weess net, wou d'Plus-value doranner war, Här Mosar.

Ech fir mäin Deel sinn e bësselche schockéiert, dass Der hei en Amalgamm maacht, datt mer …, datt ech Iech Meenungsfräiheet géif net zouspriechen, datt ech Kritik un engem Artikel vis-à-vis vun Iech geäussert hätt. Ech mengen, datt mer eis effektiv iergendwou begéint sinn an dass ech am Schmunzele gesot hunn: „A, do sinn déi Zwee vum Artikel." Net méi an net manner. Ech hu mech net inhaltlech dozou geäussert. Ech fannen dat schonn e bësselchen dreist, hei op d'Riednerbün ze goen an eng Theatralik ronderëm meng Persoun opzebauen, déi, mengen ech, null Fong huet inhaltlecher Natur.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Zum Artikel, deen dann de Spriecher vun deene jonke Gréngen geschriwwen huet, mengen ech, brauch ech mech net ze äusseren. De Spriecher vun deene jonke Gréngen huet d'Recht, seng Artikelen ze schreiwen. Gradesou wéi aner Jugendparteien hunn déi d'Recht, absolutt hir Meenung ze äusseren.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dat huet näischt mat mir ze dinn. A wéi gesot, meng Meenung dozou hunn ech Iech zu kengem Moment gesot. Wann ech Iech anscheinend béis gekuckt hunn, Här Mosar, da läit dat vläicht och drun, dass …

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | … Dir och béis gekuckt hutt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | … mer esou munch Ausernanersetzunge matenee haten, respektiv Dir Iech jo och op déi eng oder aner Aart a Weis net ganz korrekt vis-à-vis vu menger Partei geäussert hutt op verschiddene Medien, wat mech wierklech net verulasst, fir dass mir elo grouss bescht Frënn wäerte ginn. Ech mengen, dat verstitt Der. Mee ech mengen, dass ech mech net iergendwou inhaltlech par rapport zu Ärem Artikel geäussert hunn.

Dowéinst brauch ech mer déi Theatralik, déi Der hei opgefouert hutt, net bidden ze loossen. An ech mengen och, dass dat der Chamber net würdeg ass. A fir de Rescht, mengen ech, wäert sech, mengen Informatiounen no, den Här Benoy nach inhaltlech mat Iech auserneesetzen. Mee ech mengen, dass dat, wat Der hei gebueden hutt, weeder Iech gerecht gëtt nach Ärer Partei, an ech mengen och, dass d'Serenitéit vum Debat dat am Fong net verdéngt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard, datt mer erëm op de Buedem vun engem würdege Parlament zréckkommen. An dann ass d'Wuert fir den Här Benoy. Een nom aneren, Här Mosar. Dir hat elo 35 Minutten.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Bon, ech wollt fir d'alleréischt emol soen, dass ech och déi Attitüd an déi Aart a Weis, fir hei, well ech an enger Sitzung net do war respektiv och meng aner Kolleegin aus der Chamber, aus menger Fraktioun, d'Josée Lorsché, net do war, fir dat hei … mir hunn eis Grënn gehat, firwat mer net do waren. An ech weess net, ob mer elo hei ufänke mussen, iwwert deen een an deen aneren, deen eng Kéier an enger Sitzung feelt, hei ëffentlech ze schwätzen …

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Soss schwätze mer awer nach méi oft.

M. François Benoy (déi gréng) | … an dass ee sech muss excuséieren, firwat een net do war. Ech hat e ganz gudde Grond, firwat ech net do war. Ech war nämlech ënnerwee an d'Ausland a wann ech dat net … ech wär soss selbstverständlech an där doter Sitzung gewiescht. An ech gi genausou gutt dervun aus, dass d'Madamm Lorsché e ganz gudde Grond hat, firwat se net do war.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo.

M. François Benoy (déi gréng) | Also fannen ech dat och e bëssen de mauvais goût, dass Der mer hei duerstellt, ech hätt déi Sitzung wéilte schwänzen, well ech mech do net hätt wëllen iergendwéi inhaltlech mat där Saach auserneesetzen.

Wann Der e bësse liest, wat ech zu deenen Theeme soen, da wësst Der ganz genau, dass ech mech net scheien, fir driwwer ze diskutéieren. An an deem Sënn wollt ech de President och froen, fir mech op d'Riednerlëscht anzeschreiwen, fir dass ech och nach méi inhaltlech … Ech hat dat eigentlech net wëlles, well eis Fraktiounscheffin huet schonn en long et en large de Mëtten zu verschiddenen Theeme Stellung geholl. Mee ech géif mer dann erlaben, Här President, mech och nach op d'Riednerlëscht anzeschreiwen. Ech kann dat gär den Owend maachen. Ech kann dat awer och muer maachen, sou wéi et de Wëlle vun der Chamber ass.

Gläichzäiteg wëll ech awer dann effektiv och soen, dass ech et wierklech speziell fannen, wéi Dir Iech hei äussert par rapport zu engem Artikel, deen effektiv e jonke Grénge geschriwwen huet. A voilà, ech wëll och net wëssen, wéi e Jonke sech fillt, wann en hei da quasi esou duergestallt gëtt, wann d'Tirad vun engem Deputéierte quasi dann hei kënnt.

(Interruption)

A gradesou gutt wëll ech och net wëssen, wéi et warscheinlech vill Jonker bei Iech an der Partei geet, wa se dervun ausginn, dass dat do d'Reaktioun ass, wann ee sech e bësse méi kritesch mat eppes auserneesetzt. A genau dat doten, mengen ech, féiert och derzou, firwat dass op Ärer Säit den Altersduerchschnëtt deen ass a firwat datt e bei eis esou ass, wéi en ass.

(Exclamations)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy, …

(Interruption)

… och datt Dir esou wéi d'Madamm Bernard erëm e würdege Sproochgebrauch an dëst Haus kritt. An elo ginn ech dem Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, also merci. Ech si fir d'éischt emol frou, wann d'Madamm Bernard kee Problem huet. Ech huelen Akt dervun, mat eisem Artikel, datt se do och da mat allem plus ou moins d'accord ass, wat dann an deem Artikel steet.

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

Mir haten … Jo, bon, Dir hutt … Nee, Dir hutt …

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

Jo, mee Dir sot … Ech hu jo, Madamm Bernard, ech hunn hei, dat musst Der mer och erlaben, ech hunn dat versicht, op vläicht e bëssen eng aner Aart a Weis

ze maachen. Dir hutt den Här Bauler a mech dorobber ugeschwat. Kommt, ech si keen, deen nodroend ass, mir soen ...

(Hilarité)

... mir soen, Madamm Bernard, dat ass domadder ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et ass net un hir, sech ze entschëllegen?

M. François Benoy (déi gréng) | D'Fro ass, wien hei nodroend muss sinn, Här Mosar.

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, u wiem läit et heibannen, datt mer op enger folkloristescher Schinn sinn?

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, mee hei gëtt ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, et läit net un deenen doten. Et läit och net u mir.

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, Här President. Ech muss ... ech kann dat do ... also ech hunn awer e bëssen d'Impressioun, wann een hei déi gréng kritiséiert, wann een déi gréng kritiséiert, da gëtt direkt hei ...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Nee, dat ass net ... Ech hunn hei en long et en large eng laang Ried iwwer ganz vill Punkten ... Ech sinn elo just zum Schluss op ee Punkt agaangen, dee mech gestéiert huet. An ech mengen, net mech ... ech wëll elo net den Här Bauler hei mat ...

M. François Benoy (déi gréng) | Här Mosar, e puer Kolleegen aus Ärer Fraktioun genéiere sech fir Iech. Haalt vläicht einfach op!

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, Här Benoy, ech hunn net, ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | ... ech hunn net d'Impressioun, datt ... Nee, ech mengen, ech hunn net d'Impressioun, datt ee sech hei ...

M. Fernand Etgen, Président | Awer Är Fraktiounskolleege weise mir, datt ech soll ophalen hei. Déi weise mir, ech soll d'Sitzung ophiewen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech wëll elo nach eng Kéier soen: Fir mech ass den Incident clos, wann dat dann en Incident gewiescht wär, a mir halen elo d'Sitzung op.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Voilà! Ech mengen, dat ass dat verstännegst Wuert, dat Der elo geschwat hutt.

Jo, an ech mengen, domadder wiere mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm.

D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen an hoffentlech an enger anerer Form, wéi dat den Owend zum Schluss de Fall war. Ech soen Iech Merci. E schéinen Owend.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.29 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Arrestation du cardinal Joseph Zen Ze-Kiun	6779	Fernand Kartheiser	67
Concept du « Housing First »	6848	Djuna Bernard, François Benoy	67
Systèmes photovoltaïques dans les zones vertes	6856	Sven Clement	68
Autorisation d'établissement de sociétés constituant des réseaux de centres dentaires	6863	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	68
Comité interministériel « devoir de diligence »	6960	Sven Clement	69
Site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange	6963	Gusty Graas	69
Violence domestique	6964	Sven Clement	70
Mobibus	6965	Simone Asselborn-Bintz	71
Ligne RGTR A09 (Kalborn–Clervaux)	6966	Jeff Engelen	71
Cours de langue du « Centre de langue et de culture chinoises du Luxembourg » (CLCCL)	6967	Sven Clement	71
Cahier de charges en matière de droits humains et d'écologie pour les compagnies aériennes	6968	Marc Goergen	72
Paiement des primes pour panneaux photovoltaïques	6969	Marc Goergen	72
Glissières de sécurité	6970	Carlo Weber, Yves Cruchten	72
Début de la « Wanteraktioun »	6971	Marc Goergen	73
Transports scolaires pour les établissements d'enseignement secondaire	6972	Martine Hansen	73
Armes nucléaires en Pologne	6973	Gusty Graas	74
Mafia de passeports	6974	Laurent Mosar, Léon Gloden	74
Lieu de résidence des membres du conseil communal	6975	Marc Goergen	75
Pédiatrie oncologique	6976	Josée Lorsché, Marc Hansen	75
Médicaments homéopathiques	6977	Sven Clement	75
Centre Ulysse	6978	Nathalie Oberweis	76
Endettement des agriculteurs	6979	André Bauler	77
Vaccin contre la coqueluche	6980	Max Hengel, Jean-Marie Halsdorf	77
« SME-Packages »	6981	Sven Clement	78
Centrales téléphoniques 112 et 113	6982	Sven Clement	78
Bulletin de presse de la Police grand-ducale	6983	Fred Keup	78
Équipes de soutien pour élèves à besoins spécifiques de l'enseignement secondaire	6984	Marc Spautz	79
Formation des professeurs d'enseignement musical dans les communes	6985	Fred Keup	79
Baisse du nombre de spectateurs au théâtre	6986	Fernand Kartheiser	79
Session ordinaire 2022-2023			
Abus de faiblesse	6987	Dan Biancalana	80
Coups et blessures volontaires	6988	Dan Biancalana	80
Interdiction des chaudières à gaz	6989	Roy Reding	80
Dépôt des actes notariés	6990	Roy Reding	80
Projet d'oléoduc de TotalEnergies en Ouganda	6991	Gusty Graas	81
Décharge pour matières inertes près de Colmar-Berg	6992	André Bauler	81
Dommages causés par un vaccin	6993	Nathalie Oberweis	82
Piste cyclable entre Medernach et Reisdorf	6994	André Bauler	82
Primes énergétiques	6995	Jeff Engelen	82
Sanctions administratives communales et élargissement des compétences des agents municipaux	6996	Marc Lies	83

Rupture de stock de certains médicaments	6997	Sven Clement, Marc Goergen	83
Statistiques sur le nombre d'électeurs non résidents dans le cadre des élections communales	6998	Dan Biancalana	83
Transport de mazout	6999	Léon Gloden	83
Utilisation de produits de la société « Protelion GmbH »	7000	Jessie Thill	84
Reconnaissance des diplômes ukrainiens	7001	Sven Clement	84
Registre des bénéficiaires effectifs (RBE)	7002	Marc Goergen	84
Facturation électronique	7003	Claude Wiseler	85
Représentation diplomatique du Luxembourg en Argentine	7004	Fernand Kartheiser	85
Semaine de la santé mentale	7005	Paul Galles, Max Hengel	85
Équité fiscale	7006	Dan Kersch	86
Modalités d'inscription et de prêt dans les bibliothèques au Luxembourg	7008	Nathalie Oberweis	86
Mutualité des employeurs	7009	Sven Clement	87
Accord avec la Belgique sur les études en médecine	7010	Sven Clement	87
Prolongation de la coopération entre Luxair et German Airways	7012	Marc Spautz	88
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7013	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	88
Services automatisés de l'Administration des contributions directes	7014	Nancy Arendt épouse Kemp	88
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7015	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	88
Police administrative	7016	Dan Biancalana	89
Postes offerts au Premier Ministre	7017	Marc Goergen	89
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7019	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	89
Heures supplémentaires des enseignants	7020	Fred Keup	93
Cours « éducation à la citoyenneté » dans les écoles internationales	7022	Fred Keup	93
Introduction de brancards électriques	7023	Sven Clement	93
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7024	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	94
Nombre de passagers des bus RGTR	7025	Marc Goergen	94
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7026	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	94
Élections des représentants du personnel auprès de POST Luxembourg	7027	Fernand Kartheiser	95
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7028	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	95
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7029	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	96
Ventes d'immeubles par POST Luxembourg	7030	Diane Adehm	96
Étiquetage de l'origine de la viande	7031	Marc Goergen	96
Installations photovoltaïques sur des bâtiments agricoles	7032	Marc Goergen	97
Établissement public POST Luxembourg	7033	Diane Adehm, Laurent Mosar	97
Conditions de travail au CGDIS	7034	Max Hengel, Léon Gloden	97
Alimentation animale	7035	André Bauler	97
Chaudières à hydrogène	7036	Fred Keup	98
Stations de GNC	7037	Fred Keup, Jeff Engelen	98
Visites dans le cadre des inondations de l'été 2021	7039	Fred Keup	98
Nouveau bataillon belgo-luxembourgeois	7041	Stéphanie Empain	99

Arrestation du cardinal Joseph Zen Ze-Kiun | Question **6779** (07/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Kader vun de Manifestatioune fir méi Demokratie an Autonomie kënnt et an der chineesescher Sonderverwaltungszon Hongkong säit Joren ëmmer rëm zu reng politesch motivéierte Festnamen. Den 11. Mee dunn hunn dës staatlech Repressiounen den emeritéierten, 90 Joer ale Kardinol Joseph Zen Ze-Kiun getraff, deen 2019 um Ufank vun enger Manifestatioun un enger extra dozou entspriechender Andacht deelgeholl huet, an deem bei senger Verhaftung notamment duerch säin Engagement fir de „612 Humanitarian Relief Fund" Kollaboratioun mat auslännesche Staate virgeworf gouf. Aktuell waart hien op säi Prozess, deen den 19. September ufänke soll, a krut no Informatiounen, déi sech net onofhängeg confirméiere loossen, seng Pabeieren ofgeholl.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir allgemeng Positioun zum Fall vum Här Kardinol Zen elaboréieren? Huet si schonn zugonschte vum Här Kardinol Zen intervenéiert? Wann net, wëll si dat maachen?

2. Trëtt d'Regierung géintiwwer der chineesescher Regierung fir en Enn vun der politescher Verfollgung vu Geeschtlechen a fir Reliounsfräiheet an?

3. Kéint d'Regierung sech ënnert der Viraussetzung, datt säin héijen Alter déi entspriechend Rees zouléisst, virstellen, dem Här Kardinol Zen zu Lëtzebuerg Asyl unzebidden?

Réponse (07/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Allgemeng ass d'Positioun vun der Regierung déi, sech bei de chineeseschen Autoritéiten dofir anzesetzen, dass sämtlech Fräiheeten a Rechter respektéiert ginn, déi an der Verfassung vun Hongkong, der „Basic Law", garantéiert ginn. Dat gëllt, ënner anerem, fir d'Reliounsfräiheet. De Geriichtsprozess géint de Kardinol Zen ass um Lafen a gëtt ganz no vun den europäesche Memberstaate verfollegt, déi zu Hongkong e Generalkonsulat hunn, an Informatiounen un déi aner Memberstaaten an den Europäeschen Aussendéngscht weiderginn. Lëtzebuerg observéiert d'Situatioun opmierksam. Et wier à ce stade kontraproduktiv, sech zu Beijing bei den Autoritéiten anzesetzen, well een doduerch géif unerkennen, dass de Prinzipp vum „One Country – Two Systems" – wat d'Justiz ugeet – net méi bestoe géif.

ad 2. Et sief Referenz op d'Äntwert 1 gemaach.

ad 3. Lëtzebuerg kann enger Persoun, déi am Ausland ass, keng Protection internationale ubidden. Eng Demande an deem Sënn muss fir d'éischt zu Lëtzebuerg gemaach an analyséiert ginn. Et kéint awer dem Här Kardinol Zen ënner verschiddene Konditiounen erlaabt ginn, op Lëtzebuerg ze reesen.

Concept du « Housing First » | Question **6848** (15/09/2022) de **Mme Djuna Bernard** | **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme, regroupant une combinaison de facteurs structurels, institutionnels et personnels, une politique de logement social, reposant sur le principe de la discrimination positive, est cruciale. Le concept du « Housing First », premièrement énoncé par le Gouvernement luxembourgeois dans sa stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020), consiste à proposer un logement privatif et, si possible, définitif, à des personnes sans-abris ou sans logement de longue durée et à leur offrir un soutien à leur réinsertion. Il s'agit de fournir le logement d'abord plutôt qu'en dernier lieu d'un processus de réinsertion et de favoriser l'accès au logement des personnes en situation de précarité ou d'exclusion afin de combattre le sans-abrisme.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Quels sont les résultats clés de l'évaluation finale de la stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et

l'exclusion liée au logement (2013-2020) concernant le Housing First et qu'en est-il d'une actualisation de la stratégie nationale ? Quels sont les objectifs et mesures concrets actuels dans le domaine du Housing First ? Est-ce qu'il est prévu de créer une cellule de soutien au développement des pratiques Housing First, tel que le Housing First Belgium-LAB en Belgique, assurant un contrôle de qualité au Luxembourg ?

2) Quelles démarches sont envisagées afin de recueillir des données de manière centralisée sur le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement au Luxembourg, actuellement non disponibles ?

3) Combien de personnes vivent actuellement dans des logements Housing First, et combien de logements sont en cours de création ? Est-ce que différents types de logements sont prévus pour les différentes groupes cibles concernés (jeunes, femmes, personnes âgées, toxicomanes, ...) ? Madame la Ministre peut-elle nous fournir des chiffres concernant la répartition géographique des logements Housing First par commune ?

4) Selon le secteur, l'offre de logements dédiés au Housing First doit être augmentée de plus de la moitié. Comment Madame la Ministre évalue-t-elle la situation actuelle et comment envisage-t-elle de soutenir les ONG afin de réaliser de tels projets considérant la pénurie de logements actuelle ?

5) Selon un article publié sur le site Internet de la radio 100,7 le 26 août 2022, le premier projet Housing First pour femmes sans-abris planifié pour fin 2022 risque d'être bloqué à cause d'un manque de logements disponibles à Luxembourg-ville. Quelles démarches Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre pour résoudre ce problème majeur et peut-elle toutefois garantir le lancement du projet pour la fin de l'année ?

6) Exigeant une meilleure prise en charge décentralisée de la lutte contre le sans-abrisme, est-ce que des projets Housing First sont actuellement prévus dans des communes autres que la ville de Luxembourg ?

Réponse (13/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) La stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020) étant venue à échéance, le ministère a chargé le LISER, institut de recherche public, de l'évaluation finale. L'évaluation vérifiera la mise en œuvre des actions préconisées dans la stratégie ainsi que l'atteinte des objectifs définis. Elle analysera les effets de cette mise en œuvre et formulera des recommandations permettant au ministère de continuer sa lutte contre le phénomène du sans-abrisme de manière cohérente. Cette évaluation est en cours de finalisation et les résultats seront présentés dès finalisation du rapport.

En vue de réduire l'exclusion liée au logement et le sans-abrisme, le ministère mettra en pratique les conclusions et recommandations formulées dans l'évaluation finale de la stratégie et continuera ses efforts en mettant en œuvre des actions en faveur des personnes les plus vulnérables, notamment en s'accentuant sur l'approche Housing First. Afin de promouvoir le concept du Housing First au Luxembourg et de soutenir les professionnels du terrain, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région envisage la collaboration avec un expert dans le domaine du Housing First.

ad 2) Avec la signature de la déclaration de Lisbonne en juin 2021, portant sur la création de la Plateforme européenne pour la lutte contre le sans-abrisme, le Gouvernement a réitéré ses engagements dans la lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement dans toutes ses formes.

Afin de mieux déterminer les besoins en matière de lutte contre le sans-abrisme, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a chargé Inter-Actions, association sans but lucratif, de réaliser des dénombrements physiques réguliers des personnes sans-abri à l'échelle nationale.

Une première édition du dénombrement des personnes sans-abri aura lieu le 26 octobre prochain, dans les 24 quartiers de la ville de Luxembourg, ensemble avec les professionnels du terrain et les organisations reconnues pour leurs compétences dans le domaine du sans-abrisme.

Hormis le comptage des personnes sans-abri, le dénombrement permettra de récolter des données socio-économiques sur les personnes concernées qui permettront de cibler davantage les mesures en leur faveur.

Il est à noter que cette première édition servira de mesure étalon : elle sera évaluée en continu pour affiner le concept et l'adapter en fonction des observations et résultats du terrain, y inclus l'extension du champ d'application à d'autres villes.

Le rapport des résultats de la première édition du dénombrement des personnes sans-abri permettra au ministère de promouvoir la mise en œuvre de mesures basées sur l'évidence.

ad 3) à 6) Actuellement, 32 personnes habitent dans des logements qualifiés conformes à l'approche Housing First et bénéficient d'un accompagnement adapté pourvu par des acteurs conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. De plus, depuis le début de cette année, le ministère conventionne un projet Housing First pour 10 femmes en situation de précarité.

Il convient de noter que le ministère peut uniquement se prononcer sur les projets qu'il conventionne et n'a pas accès aux chiffres se rapportant à d'éventuels projets Housing First soutenus par d'autres acteurs, comme par exemple le Ministère de la Santé.

Il convient par ailleurs de souligner que d'autres structures de logement conventionnées par le ministère adoptent une approche similaire à celle promue dans le cadre du Housing First, offrant un accompagnement adapté aux besoins individuels des personnes hébergées, avec le but de rétablir la situation sociale des bénéficiaires et de réduire les risques sociaux dans la mesure du possible.

Il reste à préciser que les projets Housing First, actuels et futurs, ne se limitent pas au territoire de la ville de Luxembourg. Bien qu'une grande partie de l'offre actuelle se situe dans la capitale, l'objectif est d'offrir des logements Housing First répartis sur l'entièreté du territoire luxembourgeois pour favoriser l'inclusion sociale des personnes ainsi logées.

De manière générale, le ministère, ensemble avec ses partenaires conventionnés, poursuit la réalisation de projets de logements locatifs abordables, situés dans des zones géographiques pertinentes, dans l'objectif d'augmenter la capacité de logements adaptés aux besoins de personnes sans-abri de longue durée et de favoriser l'accès direct à un chez-soi pérenne. Ceci est valable autant pour les projets Housing First que pour d'autres projets en faveur de la population cible. Ainsi par exemple, un concept de maison de soins pour personnes sans-abri vieillissantes est en cours de planification.

En dépit des efforts conjoints du ministère et des acteurs du secteur conventionné, la pénurie de logements accessibles, stables et privatifs complexifie les mesures mises en œuvre pour aider les personnes vivant dans la rue ou dans des hébergements précaires et inadéquats. Nonobstant, le ministère cherche continuellement à approfondir ses actions afin de permettre l'accès au logement et à l'hébergement des personnes les plus vulnérables, comme par exemple avec la mobilisation d'appartements de typologies diverses sur le site de la Porte de France à Belval.

Systèmes photovoltaïques dans les zones vertes | Question **6856** (16/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Déi aktuell Majoritéit fërdert iwwert verschidden Instrumenter de Bau vu Solaranlagen zu Lëtzebuerg. Vill Leit sinn iwwerzeegt vun der Sonnenenergie a wëllen dofir och eng Fotovoltaikanlag bauen. Mir gouf awer zougedroen, dass et speziell bei Gebaier, déi a Gréngzone stinn, méi komplizéiert ass, fir Solarpanels ze installéieren, well een hei nach zousätzlech d'Geneemegung vum Ëmweltministère brauch. An der Äntwert op d'Fro N° 3046 haten d'Ministeren erkläert, dass prinzipiell Solarpanels autoriséiert ginn, „soufern sech duerch d'Installatioun d'Daachform net ännert, d'Panneauen an däischtere Faarftéin sinn an net blénken. Eng Installatioun vu Solarpanneauen op Stänneren op den Diecher vu Gebaier an der Gréngzon ännert de visuelle Charakter vun dëse Gebaier a féiert an der Reegel zu engem gréisseren Impakt, dee contraire ass zum Zil vum Naturschutzgesetz."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir Geneemegunge vu Solarpanels op Gebaier a Gréngzone goufen et zënter 2014?

2. Wéi vill Demandë goufen ofgeleent an aus wéi enge Grënn?

Réponse (18/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Zënter 2014 goufen et 290 Demandë fir eng Installatioun vun enger Fotovoltaikanlag an der Gréngzon.

ad 2. Vun deenen 290 Demandë goufen der 4 refuséiert, well d'Gebailechkeet illegal war oder net huet däerfen esou adaptéiert ginn ewéi et fir de Projet néideg gewiescht wär.

Autorisation d'établissement de sociétés constituant des réseaux de centres dentaires | Question **6863** (19/09/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans une interview avec le directeur de la CNS, parue dans la presse le weekend dernier, il a été fait mention de la prolifération de centres dentaires, voire de réseaux de centres dentaires dépendant de sociétés de droit étranger. Cet exemple a été cité dans un contexte où la CNS fait face à un accroissement de ses dépenses liées à la multiplication d'offres de soins dans certains domaines spécialisés comme en l'occurrence les soins dentaires et/ou la kinésithérapie. Au cours des 4 dernières années en effet, on peut noter la présence accrue de centres dentaires dans les centres-villes, installés pour la majorité dans des locaux commerciaux, à l'image des agences immobilières et/ou d'assurances. Le directeur de la CNS explique dans son interview que la CNS n'a pas d'obligation de contrôle quant aux activités des centres dentaires et qu'elle n'arrive pas à discerner l'organisation de telles sociétés de centres dentaires.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle est actuellement la base légale qui régule l'établissement de centres dentaires organisés sous forme de réseau de sociétés de droit national et/ou étranger ?

2) Ces établissements ont-ils besoin d'engager une convention avec la CNS ?

3) Ces établissement doivent-ils obtenir un agrément du Ministère de la Santé ?

4) À quels critères et obligations tout court doivent répondre ces établissements pour pouvoir offrir leurs prestations de santé au Luxembourg ?

5) Quelles en sont actuellement les instances de contrôle publiques compétentes ?

6) Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils de données indiquant le nombre de centres dentaires déjà établis au Luxembourg à l'heure actuelle ?

Réponse (20/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Différentes bases légales sont applicables en fonction du type d'activité des dentistes et des équipements présents dans le cabinet :

– La loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection définit un établissement comme personne physique ou morale qui a la responsabilité juridique d'exercer une pratique, ou d'une source de rayonnement. Ainsi, la forme juridique du cabinet médical ou dentaire qui veut obtenir l'autorisation pour la mise en œuvre d'un équipement de radiodiagnostic n'est pas définie ;
– L'accès aux activités de médecin-dentiste et de médecin-dentiste spécialiste et l'exercice de celles-ci sont subordonnés à une autorisation du Ministre ayant la santé dans ses attributions qui est délivrée aux personnes physiques répondant aux conditions prévues par l'article 8 de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire ;
– Les médecins-dentistes et médecins-dentistes spécialistes doivent par ailleurs respecter les dispositions du Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le Collège médical.

ad 2) Ces établissements n'ont pas de convention spécifique avec la CNS, mais ils sont tenus à respecter les dispositions prévues dans la convention conclue entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes[1] qui est applicable à tous les médecins-dentistes admis à exercer légalement leur profession au Grand-Duché de Luxembourg.

De plus, les actes et services des médecins-dentistes ne peuvent être pris en charge par l'assurance maladie-maternité que si cet acte ou service est inscrit dans le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins-dentistes pris en charge par l'assurance maladie.

Il est par ailleurs à relever que c'est bien le médecin ou médecin-dentiste qui doit facturer les actes qu'il ou elle a réalisés et non une « société dentaire ». Ceci constitue par ailleurs la raison pourquoi la CNS ne peut pas faire de distinction au niveau des actes réalisés entre un médecin-dentiste individuel et un éventuel groupement de médecins-dentistes.

ad 3) Suivant la loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection, le cabinet dentaire qui met en œuvre un ou plusieurs appareils à rayons X destinés au radiodiagnostic dentaire est tenu de se pourvoir d'une autorisation délivrée, en fonction de la classe de l'établissement, par le Ministre de la Santé ou par la Direction de la santé.

Par ailleurs, les bases légales citées dans la réponse à la question 1) sont applicables.

ad 4) L'exercice de la profession de médecin-dentiste ou de médecin-dentiste spécialiste nécessite une autorisation d'exercice délivrée par le Ministère de la Santé.

Tous les médecins-dentistes exerçant ou souhaitant exercer dans ces établissements sont dans l'obligation de se conformer à la législation et à la réglementation en vigueur, ainsi qu'au Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le Collège médical. Ces obligations légales et déontologiques sont reprises dans le guide d'installation pour médecins et médecins-dentistes publié par le Ministère de la Santé :

https://sante.public.lu/fr/publications/g/guide-installation-medecins.html

Par ailleurs, suivant la loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection, le cabinet dentaire qui met en œuvre un ou plusieurs appareils à rayons X destinés au radiodiagnostic dentaire est tenu de se pourvoir d'une autorisation délivrée, en fonction de la classe de l'établissement, par le Ministre de la Santé ou par la Direction de la santé.

De plus, tout médecin-dentiste qui utilise l'appareil à rayons X, qui intervient dans la chaine d'imagerie, ou qui interprète les images radiologiques doit être autorisé par le Ministre de la Santé. La loi définit en outre un certain nombre d'obligations relatives aux contrôles et à la qualité des appareils, aux formations des médecins-dentistes et aux bonnes pratiques d'imagerie.

Par ailleurs, les bases légales citées dans la réponse à la question 1) sont applicables.

ad 5) La Direction de la santé de par ses missions peut être amenée à intervenir, sur signalement, dans ces établissements, en cas de suspicion d'exercice illégal de la médecine dentaire ou devant une situation mettant potentiellement en péril la santé publique.

De plus, les agents autorisés de la Direction de la santé peuvent procéder, sans avertissement préalable obligatoire, à des inspections dans ces établissements pour s'assurer du respect des dispositions de la loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection et de ses règlements d'exécution.

Le Collège médical est chargé de veiller, auprès de ces établissements, à l'observation des règles déontologiques s'appliquant aux médecins-dentistes.

ad 6) Selon les données du Ministère de la Santé, à ce jour, un total de 773 personnes physiques exercent activement la médecine dentaire en tant que médecin-dentiste respectivement médecin-dentiste spécialiste.

[1] Convention modifiée du 13 décembre 1993 entre la Caisse nationale de santé et l'Association des médecins et médecins-dentistes, conclue en exécution de l'article 61 et suivants du Code de la sécurité sociale

Comité interministériel « devoir de diligence » | Question **6960** (04/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 23. Abrëll 2021 gouf de Comité interministériel „devoir de diligence" gegrënnt, fir, ënnert anerem, eng Positioun zum Projet vun der EU-Kommissioun a puncto Liwwerkettegesetz auszeschaffen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Huet de Comité mëttlerweil eng Positioun zum Projet vun der EU-Direktiv, déi am Februar 2022 virgeluecht gouf, ausgeschafft?

2. Wann nee, kann de Minister een Datum nennen, wéini dës Positioun soll stoen?

3. Wann nee, wéi vill Reunioune sinn am Moment nach geplangt?

Réponse (08/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Jo, de Comité interministériel huet eng Positioun. Den Aussen- an Europaminister wäert d'nächst Woch weider an der Deklaratioun iwwert d'Aussen- an Europapolitik an der Chamber dorop agoen.

ad 2. /

ad 3. /

Site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange | Question **6963** (05/10/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

An enger Lëtzebuerger Dageszeitung konnt een haut liesen, datt d'Stolwierk vu Liberty Steel zu Diddeleng elo mol fir 4 Méint net wäert produzéieren. D'Aarbechter hunn awer kee Recht op Kuerzaarbecht, well een heifir e „plan de maintien dans l'emploi" bräicht.

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

– Ass schonns eng Firma fonnt ginn, déi bereet ass, d'Stolwierk zu Diddeleng ze iwwerhuelen?

– Falls net, wat fir eng Optioune gi momentan studéiert, fir datt weiderhin eng industriell Aktivitéit op deem Site kann erhale bleiwen?

– Ass geplangt, datt de Wirtschaftsminister zäitno de Betribsrot vu Liberty Steel empfänkt, fir mat hinnen iwwert d'Zukunft vun de concernéierten Aarbechtsplazen ze kucken?

– Falls d'Stolwierk vu Liberty Steel zu Diddeleng géif an d'Faillite goen, kéint de Beschäftegungsfong d'Mataarbechter opfänken?

Réponse (14/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

D'Efforte vun der Regierung konzentréieren sech dorop, fir an enker Zesummenaarbecht mat de Gewerkschaften an der Personalvertriedung Aarbechtsplazen an eng industriell Aktivitéit um Site vu Liberty Steel ze erhalen. Eng méiglech Optioun dofir ass weiderhin, datt een industriellen Acteur d'Wierk zu Diddeleng iwwerhëlt.

D'Wirtschaftskommissioun vun der Chamber, an där den honorabelen Deputéierte Member ass, gëtt reegelméisseg iwwer déi rezent Entwécklungen am Dossier Liberty Steel informéiert. Dat war fir d'lescht an der Sëtzung vum 20. Oktober 2022 de Fall, wéi de Wirtschaftsminister d'Deputéiert op de leschte Stand vum Dossier bruecht huet.

De Wirtschaftsminister an de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft haten de 25. Oktober 2022 eng Entrevue mat Vertrieder vun OGB-L, LCGB an der Personalvertriedung vum Site vun Diddeleng, fir iwwer d'Zukunft vum Wierk ze schwätzen. An der Reunioun huet de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft d'Gewerkschaften an d'Personalvertriedung informéiert, a wéi wäit de Beschäftegungsfong a Saachen

Ausbezuele vu Paien intervenéiert, wann dat eemol néideg ass.

Violence domestique | Question **6964** (06/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ce mardi 4 octobre 2022, le Parquet de Luxembourg a informé par communiqué sur un cas de violence domestique ayant conduit à la mort d'une femme de 20 ans. Le conjoint de la victime et auteur présumé aurait utilisé un marteau pour infliger les blessures mortelles à son épouse.

Selon un article du « Luxemburger Wort » de mars 2022, environ 30 % des personnes vivant au Luxembourg auraient subi des violences au cours des cinq dernières années. Un article de la publication « Delano » du 11 juillet passé, a indiqué que deux tiers des femmes au Luxembourg subissent des violences au cours de leur vie.

Selon la réponse à la question parlementaire 5800, une moyenne de 48 femmes attendent une place dans un centre d'accueil classique. Il existerait pourtant pour les victimes, l'option d'un logement temporaire dans des chambres d'hôtel. En revanche, le travail avec les auteurs des violences serait également un pilier essentiel de la prévention et de la lutte contre la violence domestique.

En novembre 2021, le MEGA, en coopération avec ses partenaires, avait lancé des campagnes de sensibilisation, telles que la campagne « Gewalt kënnt net an d'Tut », les communications « Huel dech mam Kolli, net deng Kanner » et le lancement d'un auto-test confidentiel pour identifier des relations à risques ou abusives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et Madame la Ministre de la Justice :

– L'homicide conjugal, parfois appelé « uxoricide » ou « maricide », n'étant contrairement au « parricide » pas eplicitement visé dans le Code pénal luxembourgeois, Madame la Ministre de la Justice estime-t-elle opportun d'ajouter ce terme au Code pénal ? Dans la négative, pourquoi ?

– Madame la Ministre de la Justice peut-elle fournir des chiffres sur les affaires d'homicide conjugal, respectivement de coups et blessures sur un/une (ex-) conjoint(e) ou (ex-)partenaire qui ont été poursuivies au Luxembourg au cours des dix dernières années ? Quelles ont été les sanctions pénales prononcées dans les affaires clôturées ? Y a-t-il des récidivistes parmi les auteurs ?

– Qu'est ce qui est fait pour prévenir la récidive chez les auteurs de violences domestiques ? Comment les victimes peuvent-elles être protégées en cas de rencontres futures avec les auteurs ?

– Combien de personnes victimes de violences domestiques ont dû attendre une place au sein d'une structure d'accueil au cours des cinq dernières années ? Combien sont actuellement en attente d'une telle place ?

– Où ces personnes habitent-elles en attendant ? Combien ont été et sont actuellement logées dans un hôtel ? Quels étaient les coûts liés à des séjours d'hôtel temporaires pendant les cinq dernières années ?

– Existe-t-il des projets pour augmenter l'offre de places disponibles pour les victimes de violences domestiques ?

– Combien d'auteurs de violences ont été pris en charge par le service « Riicht Eraus » de la Croix-Rouge et le programme « Ee Schrëtt géint Gewalt » d'Inter-Actions pendant les cinq dernières années ?

– Est-ce qu'une augmentation de demandes d'aide a pu être constatée depuis l'introduction du questionnaire « relation2test » ? Combien de fois le site a-t-il été visité ? Est-ce que le nombre de demandes correspond aux résultats issus du questionnaire ?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Conscient du fait que la violence domestique reste une réalité quotidienne au Luxembourg, le Gouvernement s'investit tous les jours pour briser le tabou qui entoure le sujet, pour renforcer le dispositif de prise en charge de victimes et d'auteur-e-s de violence domestique et pour inciter un engagement sociétal visant l'élimination de toute forme de violence. Chacun et chacune doivent prendre leurs responsabilités pour faire de la lutte contre la violence domestique une routine quotidienne.

En se basant sur une approche multidimensionnelle, la stratégie gouvernementale pour renforcer le dispositif de protection contre la violence domestique, présentée le 12 novembre 2021, confirme cette volonté.

À l'heure actuelle, les coups et blessures volontaires contre le partenaire sont punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans (au lieu de huit jours à six mois en l'absence de circonstance aggravante tenant à la qualité de l'auteur respectivement de la victime). S'il en résulte une maladie ou une incapacité de travail les peines sont d'un an à cinq ans (au lieu de deux mois à deux ans). Si les coups et blessures ont causé la mort sans l'intention de la donner la sanction est la réclusion criminelle de vingt à trente ans (au lieu de cinq à dix ans).

Les infractions de meurtre et d'assassinat (meurtre commis avec préméditation) sont punies de la peine maximale de réclusion à vie, sans égard au genre de la victime. L'introduction d'une infraction d'homicide conjugal ou d'uxoricide n'aurait ainsi pas de portée juridique sur ces crimes, en particulier sur la peine.

Le projet de loi n° 8032 prévoyant une circonstance aggravante générale pour les crimes et délits commis en raison d'un mobile fondé sur un motif de discrimination prévu à l'article 454 du Code pénal pourra prendre en compte juridiquement l'homicide conjugal. En effet, ce projet de loi permettra aux juridictions de retenir qu'une personne a été tuée en raison de son sexe, ce qui résultera en une aggravation de la peine des infractions étant punies d'une réclusion à temps, dont les coups et blessures volontaires.

Concernant le nombre d'affaires d'homicide conjugal, respectivement de coups et blessures sur un/une (ex-) conjoint(e) ou (ex-)partenaire poursuivies, les rapports du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence renseignent les chiffres suivants :

2021 : 1.420 dossiers ouverts (1.212 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 208 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2020 : 1.622 dossiers ouverts (1.313 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 309 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2019 : 1.692 dossiers ouverts (1.393 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg; 299 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2018 : 1.471 dossiers ouverts (1.191 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 280 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2017 : 777 dossiers ouverts (594 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 183 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2016 : 812 dossiers ouverts (683 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 129 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2015 : 885 dossiers ouverts (706 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 179 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2014 : 957 dossiers ouverts (790 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 167 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2013 : 923 dossiers ouverts (739 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 184 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2012 : 892 dossiers ouverts (695 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 197 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)

Les informations précises relatives aux sanctions prononcées ne peuvent néanmoins être retracées que pour les années 2019 et 2020. En effet, le système informatique de gestion de dossiers JUCHA, qui n'a pas été créé en vue de pouvoir fournir des analyses criminalistiques ou statistiques, n'est pas à même de fournir tous les chiffres demandés, notamment ceux relatifs au nombre d'auteurs récidivistes.

Les tableaux ci-dessous renseignent les sanctions pénales prononcées pendant les années 2019 et 2020.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La prise en charge des auteur-e-s est un pilier essentiel de la lutte contre la violence domestique : la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique prévoit l'obligation, pour les personnes expulsées de leur domicile, de se présenter auprès du service prenant en charge les auteur-e-s de violence domestique Riicht Eraus. Le but de cette obligation est de responsabiliser les auteur-e-s pour leurs actes et de les accompagner vers un changement de comportement non violent, un élément clé dans la prévention de récidives. Depuis 2017, le Riicht Eraus a traité ainsi plus de 2.200 dossiers d'expulsions et de dossiers regroupant les autres voies d'accès (volontaire, sursis probatoire, liberté provisoire, contrôle judiciaire, avertissement, jugement, injonction du tribunal de la jeunesse).

Porté par la volonté de développer le dispositif de prise en charge d'auteur-e-s de violence domestique, le Ministère de l'Egalité entre femmes et hommes (MEGA) a soutenu l'élaboration, sous la forme d'un projet-pilote, du programme de formations pour auteur-e-s de violence dénommé « Ee Schrëtt géint Gewalt » d'Inter-Actions. Ce projet n'a pourtant pas su attirer un nombre de participant-e-s suffisant pour pouvoir être soutenu dans la durée. Pour plus d'informations sur le projet « Ee Schrëtt géint Gewalt », il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 5836.

En ce qui concerne le logement de victimes de violence domestique, il convient tout d'abord de rappeler que l'objectif principal d'une mesure d'expulsion est de maintenir la victime dans son environnement et logement habituels tout en en éloignant l'auteur-e. Toute victime de violences domestiques, qui a besoin d'un logement d'urgence, est évidemment prise en charge par le réseau de partenaires du MEGA qui gèrent des structures d'accueil assurant l'hébergement de femmes et hommes.

Actuellement, les sept centres d'accueil classiques pour femmes en détresse disposent d'un total de 166 places et l'association Info Mann dispose de 15 places pouvant accueillir des hommes en détresse. En termes de capacités disponibles, il convient de soulever qu'en moyenne une cinquantaine de femmes figurent sur la liste d'attente commune gérée par les différents

gestionnaires du MEGA depuis 2021. Il s'agit-là de femmes avec ou sans enfants, victimes de violence domestique, de femmes ayant de problèmes familiaux ou de logement et de femmes en détresse. Notons toutefois que les victimes de violence domestique ont un accès prioritaire aux logements disponibles et que les gestionnaires du MEGA disposent, en plus, de chambres d'urgence dans leurs foyers et de logements de deuxième phase pour accueillir des femmes ayant besoin d'une prise en charge urgente. Toute victime de violence est prise en charge. C'est dans cette optique que le MEGA prend en charge, de manière exceptionnelle, les frais de chambres d'hôtel afin d'y loger temporairement des victimes de violences ayant besoin d'une prise en charge immédiate. Cette solution a surtout été mise en œuvre en cas de surpopulation des structures d'accueil d'urgence lors de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Ainsi, 46 femmes et hommes ont séjourné de manière temporaire dans des hôtels pour un montant de € 104.338,80. Pour de plus amples informations par rapport aux logements disponibles, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 5800.

Le questionnaire « relation2test », financé par le MEGA, est un outil facile permettant au grand public de tester ses relations et d'identifier des facteurs à risque pouvant mener à des situations de violence. Le fait que plus de 4.000 personnes ont fait le test depuis son lancement en octobre 2021 démontre la plus-value et le succès de cet outil, même si aucune corrélation entre l'utilisation du questionnaire et le nombre de demandes de prise en charge n'a pu être établi.

Mobibus | Question **6965** (06/10/2022) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

Säit dem August nennt sech de CAPABS (Transport complémentaire d'accessibilité pour personnes à besoins spécifiques) elo Mobibus. Eng weider Ännerung ass, dass fir d'Reservéierung op e Logiciel zeréckgegraff gëtt. Mir ass allerdéngs zu Ouere komm, dass d'Leit, déi dëse Service notzen, am Moment schlecht Erfarunge maachen. Dat gëllt fir Familljen, wéi och fir d'Personal vu betraffe Strukturen. De Logiciel wier ouni Testphas, ouni Pilotprojet fir d'Schoulrentrée agesat ginn. Ausserdeem wier dëse Support relativ schwéierfälleg an deelweis net op d'Situatiounen um Terrain adaptéiert a ganz vill Verspéidunge wieren d'Resultat. Zousätzlech wieren d'Leit, déi an den Administratioune vun deenen eenzelne Strukture fir Leit mat spezielle Bedierfnisser (ateliers protégés, centres de compétences) schaffen, iwwerlaascht, well se relativ vill Doleance vun Elteren a Famillje musse behandelen, wou de Mobibus net gutt fonctionéiert. D'Haaptaufgab vun dësem Personal ass awer net d'Organiséiere vum Bustransport.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Huet den Här Minister Informatiounen zu der Unzuel u Reklamatiounen, déi dëst Joer erakomm sinn? Sinn d'Reklamatioune säit der Aféierung vum Logiciel geklommen?

2. Wa jo, wat sinn d'Hannergrënn a wéi gedenkt den Här Minister, de Service vu Mobibus an den dozou gehéirege Logiciel ze verbesseren? Sinn zum Beispill zousätzlech Ressourcë virgesinn?

3. Um Internetsite vu Mobibus sinn d'Reegelen ze liesen, déi fir d'Benotze vum Service gëllen. Wat sinn am Géigenzuch d'Rechter, déi d'Clienten hunn?

Réponse (08/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éirewäerten Deputéiert huet Froen zum neien informatesche System fir Mobibus (fréier CAPABS): wéi dëse verbessert ka ginn, ob et an deem Kader zu enger erhéichter Unzuel u Reklamatioune koum, a wat d'Rechter vun de Mobibusnotzer sinn.

Ech erlabe mer an deem Kontext ënner anerem, op meng Äntwerten op d'parlamentaresch Fro N° 6895 vum 26. September 2022 vum honorabelen Deputéierten Max Hahn ze verweisen.

ad 1. Den Transport Mobibus gëtt vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport geréiert. De betraffene Service PMR verfüügt net iwwert eng Software fir Beschwerdemanagement, mee traitéiert souwuel d'Alldagsgeschäft (z. B. nei Demanden an Ännerungsufroen), wéi och Reklamatioune per Mailbox an Telefon; sou dass d'Unzuel vu Reklamatiounen zum Mobibus net chiffréiert kënne ginn. Haapt Uspriechpartner fir d'Transporter sinn ëmmer d'Centren a Strukturen, déi ugefuer ginn. Just bei Kanner, déi an auslännesch Strukturen oder inklusiv a Grondschoulen oder Lycéeën gefouert ginn, sinn d'Elteren d'Kontaktpersoun.

Ech bestätegen, dass d'Reklamatioune virun allem säit der Schoulrentrée 2022/2023 awer an d'Luucht gaange sinn, och ënner anerem wéinst dem neie Logiciel.

ad 2. Ursaache fir Schwieregkeete goufe schonn an der Äntwert op d'Fro 6895 ernimmt; do goufen d'Hannergrënn erkläert, wat de feelerhafte Fonctionnement vum neie Logiciel betrëfft an de weidere Werdegank, deen zur néideger Stabilitéit vum Service bäidroe soll.

Ech weisen drop hin, datt de Logiciel iwwer eng ëffentlech Ausschreiwung laut de Prozedure vum Gesetz vun 2018 iwwer Marchés publics kaaft gouf. Zousätzlech zu de Schwieregkeete vun der Ëmsetzung fir de Logiciel, mee besonnesch och nachemol no der Rentrée huet et sech erausgestallt, datt d'Ufuerderungen un d'Transporter immens héich sinn: d'Transporter sollen engersäits eng gewësse Reegelméissegkeet garantéieren, an awer anerersäits och eng enorm grouss a kuerzfristeg Flexibilitéit ubidden. Et ass e Mix aus engem Linneverkéier mat „on-demand"-Ufuerderungen. De Fournisseur vum Logiciel, deen ee vun de Leader weltwäit fir esou Plattformen ass, huet confirméiert, datt de lëtzebuergesche Modell an deem Mooss eenzegaarteg ass.

Wat d'Ressourcen ugeet, gouf de Service PMR vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport, déi d'Gestioun vum Mobibus mécht, intern mat engem Posten aus engem aneren Service verstäerkt. Wann et sech erausstellt, datt et mam Personal op Dauer net duergeet, fir d'Organisatioun vun den Transporter besser ze assuréieren, muss längerfristeg iwwer zousätzlecht Personal nogeduecht ginn.

ad 3. De Mobibus-Transport bitt eng individuell ugepassten Transportleeschtung fir Persoune mat enger Beanträchtegung, fir se all Dag gratis a sécher an hir Schoulen, Behënnertewerkstätten, Dagesaktivitéiten, Therapien an Änleches ze bréngen. D'UN-Behënnerterechtskonventioun, déi Lëztebuerg bekanntlech ratifizéiert huet, gesäit Mesure fir, déi d'Länner sollen huelen, fir de behënnerte Persounen hir Mobilitéit ze verbesseren an d'Accessibilitéit zur Bildung an der Aarbecht ze erliichteren. D'Offer vu Lëtzebuerg wat Transportleeschtunge betrëfft, souwuel fir Mobibus wéi och mam Adapto, geet wäit iwwert dat eraus wat an anere Länner ugebuede gëtt.

Ligne RGTR A09 (Kalborn–Clervaux) | Question **6966** (06/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mir ass zougedroe ginn, datt d'RGTR-Linn A9 (Kaalber–Clierf), wat virun allem eng Linn ass, fir d'Schüler aus den ëmleienden Dierfer an de Clierfer Lycée ze bréngen, aktuell net wéi gewinnt ka gefuer ginn, well zu Reiler d'Haaptstrooss gespaart ass. Dëst géif dozou féieren, datt d'Schüler net méi uewen am Duerf bei der Reiler Primärschoul an de Bus kënne klammen, mee iwwert de Chantier bis ënnen an d'Duerf goe mussen, wou sech d'Bushaltestell an der Géigend vum eemolegen Hotel St. Hubert befënnt. Dësen Ëmwee ass fir vill vun de Schüler mat Ëmstänn verbonnen.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Mobilitéitsminister:

– Kann den Här Mobilitéitsminister déi uewe genannten Informatioune confirméieren an, wa jo, wéi gedenkt den Här Minister, dës fir vill Schüler ëmständlech Situatioun ze behiewen?

Réponse (03/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Ech confirméieren, datt wéinst Aarbechten de CR340 zu Reiler momentan gespaart ass, esou datt d'Arrête „Reuler, Duerf" a „Reuler, Centre scolaire" net kënne vun der Schülerlinn A09 ugefuer ginn. D'Schüler, déi mat der Linn A09 an hir Schoul kommen, mussen aktuell de Bus um Arrêt „Hôh" huelen.

Mëttlerweil ass awer den Tracé vun der RGTR Linn 164 ugepasst ginn. An Zesummenaarbecht mat der Gemeng Clierf fiert den Tracé iwwert den Arrêt „Reuler, Centre scolaire" an dann zréck iwwer de CR339 bis op d'Clierfer Gare. D'Arrêten zu Clierf sou wéi den Arrêt „Hôh" zu Reiler ginn dobäi net ugefuer.

Ab dem 7. November 2022 hunn ausserdeem d'Schoullinnen „Elefant", „Maus" an „Eil" eng Geneemegung, fir de Centre scolaire et sportif kënne moies a mëttes unzefueren.

Cours de langue du « Centre de langue et de culture chinoises du Luxembourg » (CLCCL) | Question **6967** (06/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A verschiddene Lycéeë gi chineesesch Coursë fir d'Schüler ugebueden. Dës Course gi vum „Centre de langue et de culture chinoises du Luxembourg" (CLCCL) organiséiert. De CLCCL ass vun dem chineesesche Educatiounsministère unerkannt a schafft mat der Shanghai Normal University zesummen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister soen, wéi hei séchergestallt gëtt, dass d'Coursen, déi vun der CLCCL ugebuede ginn, onofhängeg vun de Positioune vun der chineesescher Regierung sinn?

2. Gëtt de CLCCL reegelméisseg kontrolléiert? Wa jo, wéi genau? Wann nee, firwat net?

3. Ginn an dëse Sproochecoursen och Theeme wéi d'Situatioun am Hongkong oder vun den Uiguren thematiséiert?

4. Wéi ginn aner Sproochecoursen, déi a Schoule vun externen Organisatioune mat Lien an d'Ausland gehale ginn, kontrolléiert?

Réponse (07/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

An enger Rei vu Lycéeë ginn effektiv Chineesesch-coursen ugebueden; verschiddener dovu gi vum

Personal vum Centre de langue et de culture chinoises au Luxembourg (CLCCL) gehalen.

Am Kader vun der allgemenger Lëtzebuerger Gesetzgeebung steet dem Educatiounsminister keng Kontroll vum CLCCL zou. Allerdéngs ass all Personal, dat an der Schoul intervenéiert, gehalen, d'Reegele vun den ëffentleche Lëtzebuerger Schoulen ze respektéieren; zu deene Reegele gehéiert och déi politesch Neutralitéit. Meng Servicer hu keng Kenntnis vu Fäll, an deenen dës Reegelen net agehale gi wieren. Et sief nach preziséiert, datt laut dem Artikel 24 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) den Direkter net nëmmen de Supérieur hiérarchique vum Personal ass, dat am Lycée intervenéiert, mee en ass och de pedagogesche Responsabelen: « En tant que responsable pédagogique, [le directeur] inspecte les cours et contrôle la mise en œuvre des programmes d'études. »

Dës Remarquë gëlle fir sämtlech Sproochecoursen, déi vun externen Intervenanten an de Schoule gehale ginn.

Cahier de charges en matière de droits humains et d'écologie pour les compagnies aériennes | Question **6968** (06/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Magasinn „Roude Léiw" gëtt d'Presidentin vun déi gréng an engem Interview zur Fussball-WM am Katar befrot. Esou seet si: « En ce sens, il faudrait, en tant que Fédération mondiale, sans doute repenser ce cahier des charges et y ajouter des critères plus stricts en matière de droits humains, d'écologie, etc. ». Qatar Airways huet um Findel méi Fräiheete wéi déi meeschten auslännesch Fluchgesellschaften. Duerch eng Level 5 Loftfräiheet kënnen si Departe vum Findel aus maachen, déi an Drëttstaate ginn, amplaz nëmmen an de Qatar ze fléien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wäert Qatar Airways dës Level-5-Fräigab behalen?

2. Wäert d'Regierung an Zukunft ee Cahier des charges zu de Mënscherechter an Ëmweltfacteure fir Fluchgesellschaften aféieren?

3. Wa jo, wäert Qatar Airways kontrolléiert ginn an gegeebenefalls dës grouss Fräiheete verléieren?

Réponse (11/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Nom „Memorandum of Understanding" (MoU), deen de 26. September 2011 tëscht der Regierung vum Katar an der Regierung vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass, beneficiéieren déi respektiv designéiert Fluchgesellschaften, also Qatar Airways an d'Cargolux, vun der 5. Loftfräiheet. Et ass bis elo keen operationelle Besoin identifizéiert ginn, fir eng Modifikatioun vum ernimmte MoU unzefroen. Lëtzebuerg kann och net eesäiteg déi 5. Loftfräiheetsrechter kënnegen, dofir misst offiziell een neie MoU mam Katar ënnerschriwwe ginn.

Zënter der Ënnerschrëft vun dësem MoU ass och ee wäitreechenden Accord aérien tëscht der EU an dem Katar (Accord sur le transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'État du Qatar, d'autre part) verhandelt ginn, deen den 18. Oktober 2021 ënnerschriwwe gouf. Et ass elo dësen Accord, deen de Kader bestëmmt vun de Relatiounen tëscht dem Katar an den EU-Memberstaaten, an also och tëscht Lëtzebuerg an dem Katar. An dësem Accord stinn och Bestëmmungen zu sozialen Aspekter, an et soll op den Impakt op d'Aarbechter, den Emploi an d'Aarbechtskonditioune gekuckt ginn. Et gëtt an deem Kontext kloer op d'Objektiver an d'Obligatioune vun der International Labour Organisation (ILO) verwisen. Wat d'Ëmweltfacteuren ugeet, do gesäit den EU-Katar-Accord eng gewësse Kooperatioun am Domaine vum Klima- an dem Ëmweltschutz vir. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech bei den Negociatiounen zu dësem EU-Katar-Accord och aktiv fir Dispositiounen zur equitabeler Konkurrenz, zu sozialen Aspekter an Ëmweltfroen agesat.

An der Äntwert op d'QP N° 5768 war schonn op den Aspekt vun de Sécherheetsinspektiounen (SAFA – Safety Assessment of Foreign Aircraft) verwise ginn, déi ënnert der Koordinatioun vun der Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne (AESA) vun der Direction de l'aviation civile (DAC) duerchgefouert ginn, a wou all Fluchgesellschaft, déi zu Lëtzebuerg lant, drënnerfält.

Wat Dispositioune vum EU-Katar-Accord uginn, déi sech op Problemer bezéien, déi d'Konkurrenz, d'sozial Aspekter oder d'Dispositiounen zu Ëmweltfroe betreffen, do gesäit den EU-Katar-Accord selwer Mechanisme vir, fir d'Problemer opzewerfen, ze diskutéieren an ze arbitréieren.

Paiement des primes pour panneaux photovoltaïques | Question **6969** (06/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Persounen, déi Photovoltaikanlagen (PV) op hiert Haus installéieren, kënnen zënter enger Rei Joren eng Subventioun fir d'Installatioun ufroen. Aktuell sinn dës Subventiounen ënnert dem Regime „Klimabonus" bekannt a ginn ausbezuelt, nodeems d'PV installéiert goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, fir Finanzen a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë betreffend d'Subventioun fir d'Installéiere vu PVe sinn aktuell nach net ofgeschloss?

2. Wéi vill Demandë fir d'Subventioun vu PVe goufen 2019 oder virdru gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2020 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2021 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2022 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?

3. Wéi al ass déi eelsten Demande, déi agaangen ass an nach net ofgeschloss ass?

4. Wat war dee längsten Delai, bei deem ee Bierger huet missen op d'Ausbezuele vun der Subventioun waarden?

5. Wat sinn déi am meeschte virkommend Grënn, firwat d'Subventiounen net an engem räsonabelen Delai ausbezuelt ginn?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Zanter dass d'Gesetz vum 23. Dezember 2016 den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden ass, si bis de 24. Oktober 2022 inklusiv 2.969 Demandë fir Bäihëllefen am Kader vun engem Photovoltaikanlagen erakomm. Vun deene sinn der 797 nach net ofgeschloss. Bis haut sinn nach 159 Demanden net komplett a 638 Demandë konnten nach net behandelt ginn.

ad 2. Am Tableau heidrënner ass d'Opdeelung vun de Photovoltaikanlage pro Joer a Status vun 2017 un:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Déi eelsten net ofgeschlossen Demande no dem uewegenannte Gesetz ass den 23. November 2017 erakomm. De Requerant vun der Demande krut den 29. Januar 2018 ee Courrier, dass seng Demande net komplett ass an dee Courrier ass bis haut net beäntwert ginn.

ad 4. An der Moyenne läit den Delai bei 182 Deeg. De Minimum läit bei 21 Deeg. Dee längsten Delai (vun hirer Entrée bis zu enger, bei dem ee Bierger huet missen op d'Ausbezuele vun der Subventioun waarden) war 1.228 Deeg. An dësem Fall goufe gefroten Informatioune repetitiv net korrekt an onvollstänneg agereecht.

ad 5. Een heefege Grond fir laang Delaien ass, dass d'Dossieren net komplett oder net mat den néidege korrekten Ënnerlagen agereecht ginn: bal d'Hallschecht vun den Demanden ass no der éischter Kontroll net komplett oder et sti falsch oder kontradiktoresch Informatiounen dran, dëst obwuel d'Formulaire kloer Instruktiounen enthalen. An deene Fäll mussen dann déi néideg Dokumenter fir d'éischt nogefrot ginn, iert déi ofschléissend Instruktioun vum Dossier ka gemaach ginn. Oft mussen Informatiounen och e puermol nogefrot ginn, ier se vollstänneg oder korrekt sinn.

Doriwwer eraus sinn d'Delaie bei den techneschen Installatioune wéi PV-Anlagen aktuell méi laang, well déi entspriechend Subsideregimmer, och am Kader vun den héijen Energiepräisser, een immense Succès hunn. Bei den techneschen Installatiounen, wéi zum Beispill Photovoltaikanlagen, si méi héich technesch Kompetenze verlaangt, fir den Traitement vum Dossier ze assuréieren. Et ass dowéinst méi schwéier, dofir qualifizéiert Personal ze fannen.

Glissières de sécurité | Question **6970** (06/10/2022) de **M. Carlo Weber** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

En matière de sécurité routière, les glissières installées en bord de route constituent un élément important afin de réduire le nombre d'accidents ayant pour conséquence des blessés graves. Or, selon une étude de l'Union allemande des assureurs (GDV), les tests de résistance auxquels sont soumises les glissières de sécurité en Allemagne sont réalisés avec des véhicules des années 1980 et 1990. En effet, pour répondre à la norme européenne en vigueur « DIN EN 1317 », des tests avec des véhicules allant de 900 à 1.500 kilogrammes sont prescrits. Mais de nos jours, le poids des voitures - notamment celles de type SUV - dépasse facilement les 1,5 voire les deux tonnes. L'électrification du parc automobile entraine également une tendance à la hausse du poids des voitures à cause des batteries incorporées.

C'est dans ce cadre que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle est la situation en matière de glissières de sécurité au Luxembourg ? À quel poids de véhicules sont-elles adaptées, respectivement à quels tests de résistance sont-elles soumises ?

2) Les glissières actuellement installées en bord de route au Luxembourg sont-elles toujours adaptées au parc automobile actuel ? Est-il envisagé de remplacer les glissières en faveur de modèles plus robustes, mieux adaptés au poids des voitures actuelles ?

3) De manière générale, la tendance à disposer de voitures plus lourdes pose-t-elle un problème en matière de sécurité routière ?

4) Comment le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics compte-t-il procéder face à cette problématique ?

Réponse (08/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les glissières de sécurité installées au Luxembourg, qui ont pour but principal de limiter au maximum les conséquences d'un accident pour les usagers de la route ainsi que pour les infrastructures longeant ces routes, doivent répondre aux prescriptions de la norme européenne « EN1317 » et de la directive allemande « RPS – Richtlinien für passive Schutzeinrichtungen an Straßen » de 2009.

Pour répondre aux prescriptions techniques, les glissières doivent être soumises à différents types de tests, dont :

– Au niveau de la retenue : l'identification de la puissance de freinage de la glissière en fonction de la masse du véhicule, de l'angle d'impact et de la vitesse d'impact.
– Au niveau de la déformation : la largeur de fonctionnement, la déflexion dynamique et l'intrusion du véhicule permettent de déterminer les conditions d'implantation des glissières de sécurité et ainsi de définir les distances à respecter devant les obstacles pour garantir un bon fonctionnement du dispositif.
– Au niveau de la sévérité des chocs « ASI – Acceleration Severity Index » : l'identification théorique de la violence du choc pour les occupants d'un véhicule léger.

Les autres conditions et prescriptions pour les glissières de sécurité installées au Luxembourg sont :

– « RAL-RG 620 Gütegemeinschaft Stahlschutzplanken » de 2021.
– « ZTV-FRS Zusätzliche Technische Vertragsbedingungen und Richtlinien für Fahrzeug-Rückhaltesysteme » de la FGSV de 2013 (version de 2017).
– « Merkblatt für Reparaturen von Stahlschutzplanken im Bestand » de 2017.
– « TK FRS Technische Kriterien für den Einsatz von Fahrzeug-Rückhaltesystemen » de la BAST de 2019.

Conformément aux prescriptions de la ligne directive allemande « RPS », les différentes zones dangereuses qui nécessitent une protection sur les routes nationales et les chemins repris requièrent un dispositif de retenue de la gamme de niveaux de retenue de type N2 (véhicules de 900 kg et 1.500 kg) allant jusqu'à H2 (véhicule de 900 kg et bus de 13.000 kg), le tout selon la norme « EN1317 ». Dans les situations où la directive « RPS » prescrit un dispositif de niveau de retenue de type N2, il a été décidé depuis 2017 d'installer des glissières de type L1, qui correspondent selon la norme « EN1317 » aux dispositifs de retenue soumises à des essais concluant, notamment avec des véhicules entre 900 kg et 1.500 kg, et même des camions jusqu'à 11.000 kg. Cela prend donc en compte les véhicules d'une masse supérieure vendus de nos jours.

En ce qui concerne les glissières de sécurité posées le long du réseau autoroutier, celles-ci sont en principe testées pour des poids maximaux variant de 10 (TB42), 13 (TB51) ou même 38 tonnes (TB81). Le choix des différentes classes de retenues pour le réseau est aussi fait selon la directive allemande « RPS ».

ad 2) Au Luxembourg, l'Administration des ponts et chaussées se base en règle générale sur la ligne directrice allemande « RPS » pour déterminer comment et où intégrer les glissières de sécurité sur la voirie étatique. Ces recommandations et autres prescriptions sont régulièrement actualisées pour répondre aux exigences d'une mobilité en perpétuelle évolution.

Plusieurs niveaux de sévérité de choc ont été définis. En règle générale, une glissière plus robuste, donc faite pour retenir un véhicule plus lourd, représente un danger plus important pour les véhicules plus légers. En effet, en cas d'accident, la totalité de l'énergie engendrée par l'impact sera répercutée sur le véhicule et non sur la glissière.

Au contraire, les glissières moins robustes peuvent absorber une énergie plus importante lors d'un accident avec une voiture légère, mais elles sont quasiment inefficaces lors d'un accident avec un camion. Ainsi, le choix d'un système de retenue pour un tronçon de route dépend de nombreux facteurs, dont notamment de l'intensité du trafic, du pourcentage de poids-lourds, de la probabilité d'un accident ou encore de la vitesse maximale autorisée. Ceci explique pourquoi les types de glissières installées peuvent varier d'une route à l'autre.

Il est à noter que l'Administration des ponts et chaussées dépense annuellement plusieurs millions d'euros dans le renouvellement, la mise en conformité et le renforcement des glissières. Dans le cadre de travaux, les nouvelles glissières posées répondent toujours aux dernières exigences techniques.

Sur base des normes et des directives précitées, des marchés publics sont organisés pour la mise en place des dispositifs de retenue longeant les routes nationales et les chemins repris, dont la priorité est de protéger des zones de danger (obstacles et autres) n'ayant actuellement pas encore de glissières de sécurité, mais également afin de mettre en conformité les anciennes glissières selon les prescriptions et conditions actuelles.

ad 3) et 4) De façon générale, les expériences recueillies par l'Administration des ponts et chaussées montrent que les glissières de sécurités posées conformément à la norme « EN1317 » et la directive « RPS » assurent leur mission et sécurisent efficacement les infrastructures routières en cas d'accidents de voitures. La norme « EN1317 » étant une norme européenne, elle garantit que les glissières de sécurité sont testées uniformément dans l'ensemble de l'Union européenne et elle assure une qualité égale des équipements disponibles sur le marché.

La tendance générale vers des voitures de plus en plus lourdes est assurément un défi en matière de sécurité routière, mais sans représenter un facteur primordial. Il s'agit d'un facteur difficilement traitable au niveau national, mais qui doit plutôt être envisagé au niveau européen.

Les glissières positionnées à travers le pays sont certes composées de systèmes différents avec des performances différentes adaptés aux besoins in situ, mais l'Administration des ponts et chaussées a toujours veillé à limiter au maximum la panoplie de différents types de glissières sur la voirie et à remplacer les glissières obsolètes. Il est notamment nécessaire de rappeler que les dispositifs de protection doivent également être adaptés à tous les types d'usagers de la route (protection supplémentaire pour motocycles, protection arrière pour les cyclistes le long de pistes cyclables, protection supplémentaire pour les chemins piétonniers longeant des routes à haute densité de trafic).

Ainsi, il reste à préciser qu'au travers d'une plus grande quantité/variété/dimension de glissières, l'espace de sécurité des autres usagers, que ce soit les piétons ou les cyclistes, est fortement entravé. L'installation d'une glissière de sécurité doit être évalué au cas par cas en tenant compte de l'équilibre entre objectifs et contraintes. Il ne s'agit donc pas d'insuffler un semblant de sécurité aux usagers de la route, ou d'une question d'emplacement ou de budget, mais plutôt d'un véritable défi stratégique avec de nombreuses contraintes.

Début de la « Wanteraktioun » | Question **6971** (06/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Wanteraktioun geet traditionell den 1. Dezember op an den 31. Mäerz zou. An der Vergaangenheet hunn ech d'Madamm Ministesch scho gefrot, fir d'Wanteraktioun éischter ze starten (N° 1496). 2020 war se schonn de 16. November opgaangen, 2021 den 23. November.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wäert d'Wanteraktioun 2022/2023 méi fréi seng Dieren opmaachen, esou dass d'Leit scho kënne virum 1. Dezember do schlofen?

2. Ass d'Madamm Ministesch nach ëmmer der Meenung, dass d'Wanteraktioun net iwwert de Wanter eraus opbleiwe sollt?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. D'Wanteraktioun geet normalerweis den 1. Dezember un an hält den 31. Mäerz op.

Am Kader vun der sanitärer Kris, an awer och wann d'Temperature konstant ëm d'Minusgrade louchen, huet de Familljeministère iwwert déi lescht Joren ëmmer séier reagéiert, fir d'Wanteraktioun éischter opzemaachen oder nom 1. Abrëll nach ze verlängeren. Dëst an enker Zesummenaarbecht mat der Dräieck-ASBL, déi zanter dem 1. Januar 2021 fir d'Gestioun vun der Struktur um Findel zoustänneg ass.

An deem Kontext, notamment fir de Wiederkonditioune gerecht an der Dräieck-ASBL eng Previsibilitéit an der Organisatioun ze ginn, huet de Familljeministère decidéiert, fir d'Dauer vun der Wanteraktioun unzepassen. Ab der Editioun 2022/2023, wäert d'Wanteraktioun de 15. November hir Dieren opmaachen an de 15. Abrëll zoumaachen.

ad 2. D'Wanteraktioun ass eng punktuell Aktioun, déi soll verhënneren, datt obdachlos Persoune bei ganz kalem Wieder op der Strooss erfréieren. Et ass eng nidderschwelleg Offer, déi et erlaabt, d'Grondbedierfnisser vun de concernéierte Leit ze erfëllen: si kréien eppes z'iessen, kënnen sech wäschen an ausrouen.

D'Zil vun der Regierungspolitik am Beräich vun der Obdachlosegkeet ass et awer, durabel Léisungen auszeschaffen, déi et de Leit erméiglechen, hir Liewenssituatioun laangfristeg ze verbesseren an aus der Obdachlosegkeet erauszekommen.

Fir d'ganzt Joer eng ëmfaassend Betreiung ze garantéieren, schafft de Familljeministère, zesumme mat den Associatiounen aus dem Obdachloseberäich, konstant drun, fir d'Offer fir Leit op der Strooss auszebauen a Léisungen ze proposéieren, déi eng individuell Ënnerstëtzung erméiglechen, ugepasst un déi sozial, psychologesch a medezinnesch Besoine vun de betraffene Leit.

Transports scolaires pour les établissements d'enseignement secondaire | Question **6972** (07/10/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Beim Schülertransport fir d'Lycéesschüler kënnt et ëmmer nees zu Problemer a Verspéidungen. Besonnesch dacks betraff sinn déi Schüler, déi wéinst dem

Choix vun enger bestëmmter Sektioun net kënnen an e sougenannte Proximitéitslycée goen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Si sech déi Häre Ministeren der beschriwwener Transportproblematik bewosst, déi opgrond vun der zousätzlecher Autonomie vun de Schoulen an der domadder verbonnener Diversifizéierung vun der Schouloffer entsteet?
– Wa jo, wat ass als Léisung ugeduecht, fir och deene Schüler, déi wéinst hirem Sektiounschoix a puncto Transport benodeelegt sinn, en adequaten an effizienten Transport an hire Lycée ze bidden?
– Wéi wëll d'Regierung dofir suergen, dass all Jugendlechen, egal wou en am Land wunnt, kann déi Ausbildung maachen, déi e wëll?

2. A wéi wäit ass déi „spezialiséiert" Offer vu verschiddene Lycéeë mam Konzept vum „Lycée de proximité" kompatibel?

Réponse (15/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäert Deputéiert Martine Hansen werft eng Rei vu Froen op zu der Problematik vum Schülertransport fir déi Schüler, déi net an e sougenannte Proximitéitslycée kënne goen.

Et sief bemierkt, datt schonn d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6877 vun den Deputéierte Martine Hansen an Aly Kaes, wéi och déi op déi erweidert parlamentaresch Fro Nr. 0161 vum honorabelen Deputéierten André Bauler, déi den 18. Oktober 2022 an der Séance plénière am Parlament beschwat gouf, dëse Sujet deelweis ofgedeckt hunn.

Den Transportminister, dee laut Gesetz vum 5. Februar 2021 fir de Schülertransport zoustänneg ass, huet de 5. August 2022 de Gesetzesprojet Nr. 8062, bei deem et ëm d'Finanzéierung vun den nächste Kontrakter fir de Schülertransport geet, deposéiert. Am Exposé des motifs zu dësem Finanzéierungsgesetz gouf och op d'Problematik higewisen, déi eng Dezentraliséierung a Spezialisatioun fir d'Logistik an d'Organisatioun vum Transport mat sech bréngt.

De sougenannte Schülertransport ass viru Joren opgrond vun enger gewëssener „masse critique" entstanen, déi et erlaabt huet, eng Opdeelung vu Bussen ze maachen: Amplaz datt also e puer voll Busse quasi parallell zur selwechter Zäit mueres an nomëttes gefuer sinn, an all Passagéier a Schüler um Terminus oder enger zentraler Plaz erausgelooss goufen, wou dann d'Schüler a Schoulbusnavetten ëmgestige sinn, gouf en Deel vun deene gutt gefëllte Bussen um direkte Wee an e Lycée oder op e Campus dirigéiert.

Zanterhier huet dëse Schoultransport sech etabléiert a gouf weider ausgebaut. Esou wéi am Gesetzesprojet Nr. 8062 erkläert, huet e sech ëmmer méi vum RGTR-Reseau distanzéiert.

Natierlech stellt d'Diversifizéierung vun der Schouloffer eng Erausfuerderung fir de Schülertransport duer, dëst an engem schwieregen Ëmfeld, dat geprägt ass duerch eng ëmmer méi grouss Zuel vu Verkéiersbeweegungen.

An dësem Zesummenhang muss ee fir d'éischt op d'Konzept vum Proximitéitslycée agoen. Dëst Konzept applizéiert sech an der Haaptsaach op deenen ënneschte Klassen, an do besonnesch op de Septièmen.

D'Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun an de Wëlle vun der Regierung, adequat Äntwerten op déi ganz ënnerschiddlech Bedürfnisser vun dëser Schoulpopulatioun ze liwweren, hunn zu enger Diversifikatioun vun der schoulescher Offer gefouert; esou sinn zum Beispill an de leschte Jore sechs agreéiert Europaschoulen entstanen.

Donieft ginn et awer och, haaptsächlech an der Beruffsausbildung, déi sougenannte „formations uniques", dat heescht Formatiounen, déi wéinst der héijer Technicitéit an der gerénger Zuel u Schüler, déi se suivéieren, just op enger Plaz kënnen ugebuede ginn. Hei ass eng Multiplikatioun vun der Offer nëmme schwéier virstellbar.

Den Educatiounsministère ënnerhëlt all méiglech Efforten, fir d'Problematik vum Schülertransport ze reduzéieren. Esou gëtt zum Beispill probéiert, an all Regioun eng méiglechst komplett schoulesch Offer ze garantéieren. D'Servicer vum Educatiounsministère schaffen och drun, en zweet Standbeen ze fanne fir verschidden Offeren, déi bis elo just op enger Plaz ugebuede ginn; dëst gëllt zum Beispill fir d'Ausbildung vun den Educateuren, oder fir Formatiounen am Beräich vun der Hotellerie an der Restauratioun. Och de weideren Ausbau vun der internationaler an der europäescher Offer wäert dozou féieren, datt d'Transportproblematik ronderëm dës Schoule lues a lues wäert ofhuelen.

Ofschléissend sief nach gesot, datt den RGTR-Reseau, am Zesummespill mat all deenen aneren Offeren am Beräich ëffentlechen Transport, et quasi jiddwerengem hei am Land erlaabt, och am ländleche Raum, déi wichteg Plazen, zu deenen och d'Lycéeën zielen, ze erreechen.

Armes nucléaires en Pologne | Question **6973** (07/10/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans une interview publiée ce mercredi 5 octobre par l'hebdomadaire polonais « Gazeta Polska », le Président polonais Andrzej Duda a exprimé que la Pologne serait ouverte à l'idée d'héberger des armes nucléaires sur son territoire dans le cadre des accords de partage nucléaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (« OTAN »). En effet, des discussions avec des dirigeants politiques américains auraient déjà eu lieu.

La Pologne étant un voisin de la Russie, et constituant le flanc est de l'OTAN, le président estime problématique que l'État polonais ne dispose pas d'armes nucléaires, et n'en obtiendra pas dans un avenir proche.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce Monsieur le Ministre est au courant des aspirations polonaises concernant des armes nucléaires ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de la position américaine face à cette demande du Président Duda ?

3) Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions tirées des discussions ?

4) Étant donné que la Pologne est régulièrement en conflit avec la Commission européenne pour cause des manquements du pays au niveau de l'état de droit, comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les propos du Président Duda ?

5) Est-ce que d'autres membres de l'OTAN ont manifesté des intentions similaires à celle de la Pologne ? Dans l'affirmative, qui étaient les membres intéressés ?

Réponse (07/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Oui.

ad 2) Oui.

ad 3) Il n'est pas prévu d'étendre vers l'est le déploiement d'armes nucléaires, ni d'élargir les arrangements de partage nucléaire pour inclure des Alliés qui ont rejoint l'OTAN après 1997.

ad 4) La situation relative à l'État de droit en Pologne est régulièrement abordée au sein de l'Union européenne et suivie de près par les institutions compétentes de l'UE et par les États membres. Les questions liées à la politique de défense n'en font pas partie.

ad 5) Non, d'autres Alliés n'ont pas manifesté des intentions similaires à celles de la Pologne.

Mafia de passeports | Question **6974** (07/10/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

No den dramateschen Ereegnesser vum 19. September 2022 zu Mont-Saint-Martin (F), wou eng 40-järeg Fra ëmbruecht ginn ass an hannert engem verloossene Supermarché just nach hir doudeg Iwwerreschter konnte gebuerge ginn, melle lokal Medien, datt et sech ëm ee „Fémicide" handele soll. Zeienaussoen no solle geféierlech Banden involvéiert sinn, an d'Fra soll och scho virdrun Affer vu Gewalt, Mësshandlung an organiséierter Kriminalitéit gewiescht sinn. Deemno ginn divers portugisesch Medien dovun aus, datt eng sougenannte Pass-Mafia involvéiert ass an datt d'Fra an engem arrangéierte Bestietnes mat engem marokkanesche Staatsbierger zu Lëtzebuerg gelieft huet.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet riichten:

1. Kënnen d'Madamm an den Här Minister bestätegen, datt et eng Pass-Mafia zu Lëtzebuerg gëtt?
– Wa jo, wat gedenkt d'Regierung dogéint ze ënnerhuelen?

2. Fënnt op esou Dossieren eng Kooperatioun mat der Justiz an de Policeautoritéiten aus der Groussregioun statt?

3. Wat geschitt mat Leit, déi sech ënnert dem Virwand vun engem arrangéierte Bestietnis zu Lëtzebuerg ophalen? Ginn dës ausgewisen?

Réponse (10/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Et ass weeder der Police nach de Justizautoritéite bekannt, datt et eng Pass-Mafia zu Lëtzebuerg gëtt.

ad 2. Jo. Am Fall vun enger Strofdot mat Implicatiounen, déi bis an aner Länner reechen, kooperéieren d'Justizautoritéiten an d'Police mat hire respektiven Homologen.

ad 3. Dës Leit exposéieren sech penale Poursuitten a riskéieren, hire Statut ze verléieren. Den Artikel 387 vum Code pénal stellt arrangéiert Bestietnisser ënner Strof a gesäit 6 Méint bis 2 Joer Prisong an eng Geldstrof vun 10.000 € bis 20.000 € vir.

Laut dem Artikel 146-1 vum Code civil gëtt et kee „valid" Bestietnis, wann et nëmmen dorëms geet, en Avantage par rapport zum Openthalt hei am Land duerch de Statut als Conjoint ze kréien. Weiderhi gesäit den Artikel 184 vum Code civil vir, datt wann et a sou Fäll trotzdeem zu engem Bestietnis komm ass, dëst Bestietnis kann opgeléist ginn op Demande vun engem oder béide Conjoints, dem Ministère public an all anerer Persoun, déi een Interêt dorunner huet.

Dat modifizéiert Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 gesäit donieft och nach eng Rei Dispositioune vir. Den Artikel 25§1 gesäit generell fir all EU-Bierger vir, datt, wann eng Fraude oder en Abus

virläit, de Statut ka refuséiert respektiv e Retrait gesprach ka ginn, schlëmmstefalls kann een och des Landes verwise ginn („décision d'éloignement"). Den Artikel 75§4 gesäit vir, datt d'Entrée an de Sejour vu Familljemembere vun Drëttstaatler ka refuséiert ginn, falls een arrangéiert Bestietnis virläit mam eenzege But, eng Openthaltsgeneemegung ze kréien. Den Artikel 101§4 gesäit e Refus oder e Retrait vum Sejour vir vun Drëttstaatler, falls dës Persoune Falschinformatiounen, Bedruch, respektiv aner illegal Moyene genotzt hunn, fir sech zu Lëtzebuerg kënnen opzehalen.

Den Artikel 133§3 gesäit vir, datt spezifesch Kontrolle kënne stattfannen, wann eng „présomption de fraude" besteet, respektiv wann d'Bestietnis nëmme stattfonnt huet mam eenzege Grond, fir engem d'Entrée an de Sejour um Territoire ze erméiglechen.

Lieu de résidence des membres du conseil communal | Question **6975** (10/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Wort" de 6. Oktober mellt, ass d'Gemeng Réimech Gerüchter zum Wunnsëtz vun dräi Gemengeconseilleren nogaangen. Ee Gemengepolitiker muss an der Gemeng wunnen, an där e säi Mandat ausüübt. D'Police huet enquêtéiert. Wéi d'Wort schreift:

„Der Remicher Schöffenrat ging den offiziellen Weg und ließ den Wohnort der drei Gemeinderatsmitglieder von der Polizei überprüfen. Die Beamten klingelten an den betreffenden Adressen und besichtigten die Wohnungen, sofern sie die Gemeindepolitiker antrafen. Das Ergebnis der Nachforschung: Bei Rat Daniel Frères kam die Polizei zu der Einschätzung, dass er wirklich in Remich wohnt. Bei Ben Wagener und Sergio Prado blieben Zweifel. [...] Zumindest im letzten Fall erübrigen sich weitere Ermittlungen. Sergio Prado gab am vergangenen Freitag bekannt, dass er nach Grevenmacher umgezogen sei und reichte seinen Rücktritt aus dem Gemeinderat ein."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert d'Inneministesch hei d'Justiz aschalte wéinst méiglechem Verstouss géint d'Artikelen 192 an 193bis vum Walgesetz, déi méiglech Strofe vu bis zu 5.000 € an engem Joer Prisong virgesinn?

2. Wäert d'Inneministesch hei d'Justiz aschalte wéinst engem méigleche Verstouss vum Gesetz vum 19. Juni 2013, wéinst enger ze spéider Déclaratioun d'entrée bei der Gemeng Gréiwemaacher?

3. Wäert d'Ministesch hei kontrolléieren, ob dëse Gemengeconseiller net méiglecherweis fälschlecherweis Jetonen ausbezuelt kritt huet, déi en net méi zegutt gehat hätt respektiv zegutt huet?

Réponse (21/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Zu de Froe ronderëm de Wunnsëtz vun dräi Conseilleren aus der Gemeng Réimech an der Ausübung vun hirem Mandat hunn ech just Informatiounen aus der Press. Aus dëse geet ervir, dass d'Gemengenautoritéiten déi legal Prozedur lancéiert hunn, fir ze iwwerpréiwen, ob si tatsächlech op där Adress wunnen, wou si sech am Populatiounsregëster aschreiwe gelooss hunn. De Contrôle vun de Gemengenautoritéiten huet erginn, dass ee vun den dräi Conseilleren effektiv an der Gemeng wunnt. Bei dem zweete Conseiller ginn et Zweiwel, wärend deen drëtten elo an enger anerer Gemeng wunnt. Am drëtte Fall läit der Press no och eng Demissioun aus dem Gemengerot vir. Ausserdeem huet de Buergermeeschter an enger Gemengerotssëtzung confirméiert, dass dee Conseiller säi Wunnsëtz bis zum Zäitpunkt vu senger Demissioun an der Gemeng hat.

De Code de procédure pénale gesäit am Artikel 23 vir, dass verschidden ëffentlech Autoritéiten de Procureur mussen informéieren, wa se Kenntnis vun enger krimineller oder deliktueller Strofdot hunn. Am Géigesaz zu de Gemengenautoritéiten hunn ech keng direkt a keng perséinlech Kenntnis vun de Virfäll an der Gemeng Réimech a kann net aschätzen, ob et Fakte ginn, déi op eng Strofdot hiweisen. D'Flicht, fir de Parquet ze informéieren, läit an dësem Fall bei de Gemengenautoritéite selwer.

Eng Persoun, déi sech ze spéit oder guer net an de Populatiounsregëster vun der Gemeng androe léisst, begeet eng Contraventioun, fir déi d'Informatiounsflicht op Basis vum Artikel 23 vum Code de procédure pénale allerdéngs net besteet.

Pédiatrie oncologique | Question **6976** (10/10/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Le Plan cancer 2020-2024 se donne comme objectif d'améliorer « la qualité et le suivi des patients dès leur naissance », notamment en « développant des parcours cliniques pour les cancers pédiatriques » et en « développant les liens collaboratifs avec des experts à l'étranger » en vue de la prise en charge spécialisée à l'étranger.

Nous voudrions dès lors avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'enfants et adolescents résidant au Luxembourg suivent actuellement un traitement oncologique au Service national d'onco-hématologie pédiatrique (SNOHP) du Luxembourg, respectivement dans un service d'oncologie pédiatrique à l'étranger ?

2) Les cas de cancers traités, voire diagnostiqués à l'étranger et concernant des enfants résidant au Luxembourg sont-ils intégralement répertoriés dans le Registre national des cancers ?

3) Est-ce que les transferts à l'étranger concernent des types de cancer spécifiques ? Dans l'affirmative, desquels s'agit-il ?

4) Est-ce que dans le contexte du nouveau projet de construction pour le CHL, certaines des pathologies traitées actuellement à l'étranger pourront être prises en charge à moyen terme au Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

5) Quels sont actuellement les hôpitaux ou autres centres de traitement étrangers dans lesquels des patients mineurs d'âge et résidant au Luxembourg sont pris en charge ? D'autres collaborations sont-elles en cours de négociation ?

6) Quels sont les services psychosociaux qui sont mis à disposition des familles dont un enfant est touché par un cancer et en quoi consistent plus précisément les mesures destinées à l'encadrement et au soutien de ces familles au Luxembourg ?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Jusqu'à présent pour l'année actuelle, 13 enfants sur 22 enfants ayant été diagnostiqués pour un nouveau cas de cancer ont été traités au SNOHP. Pour 2021, on compte 27 nouveaux cas dans la spécialité de l'hémato-oncologie pédiatrique au sein du SNOHP. Aucune distinction entre les enfants et adolescents résidents et non résidents n'est faite dans les statistiques relevées.

Concernant le taux de traitement à l'étranger, il y a lieu de préciser que ce sont les médecins traitants qui font une demande pour un traitement à l'étranger en stationnaire en vue de l'obtention d'un document « S2 » qui garantit la prise en charge par l'assurance maladie luxembourgeoise pour les traitements à l'étranger. Ces demandes sont envoyées à la Caisse nationale de santé en vue de l'établissement d'un « S2 ».

ad 2) Le Registre national du cancer (RNC) répertorie tous les résidents qui ont un cancer, même si le diagnostic et/ou le traitement a été réalisé à l'étranger. Pour être identifié et enregistré, il faut que le patient, à un moment ou à un autre de son suivi, soit pris en charge dans un établissement hospitalier au Luxembourg.

Le règlement grand-ducal du 18 avril 2013 détermine les modalités et conditions de fonctionnement du Registre national du cancer. Selon son article 6, tous les cas de cancers diagnostiqués ou traités auprès d'un patient résidant au Luxembourg au moment du diagnostic et ceux d'un patient non résident pris en charge par un prestataire de soins de santé au Luxembourg sont recueillis et enregistrés au Registre national du cancer. Dans le même article, paragraphe 2, les données recueillies sont définies, dont notamment celles relatives aux transferts à l'étranger. Les cas de cancers traités et les cas de cancers diagnostiqués sont deux catégories à distinguer.

ad 3) En ce qui concerne les transferts à l'étranger, il s'agit surtout de certains types rares de leucémie où une chimiothérapie d'induction est réalisée à l'étranger. Ces patients peuvent par la suite être traités au SNOHP. Ainsi la décision d'organiser le traitement dans un centre de référence à l'étranger est discuté en réunion de concertation multidisciplinaire et dépend non seulement du type de cancer mais également d'autres facteurs comme la sévérité du cas ainsi que du traitement spécifique envisagé (exemple : greffe de moelle dans le cadre d'une leucémie et de lymphomes, voire de chirurgie complexe due à la localisation du cancer et aux risques de complications). Il existe à ce jour une convention entre le SNOHP et les services de pointe en cancérologie (cf. réponse à la question 5).

ad 4) Le nouveau projet de construction ne concerne pas la pédiatrie spécialisée. Il n'y a pas de lits pédiatriques prévus dans le Nouveau bâtiment centre (NBC). Toutefois le projet d'adaptation de l'actuelle Kannerklinik prévoit la création d'une unité dédiée SNOHP.

ad 5) Il s'agit principalement de l'institut Gustave Roussy (Paris), de l'hôpital HUDERF (Bruxelles), Universitätsklinikum Heidelberg ainsi que de l'« Universitätsklinikum des Saarlandes » à Homburg en Allemagne.

ad 6) Au sein du SNOHP, il existe une équipe pluridisciplinaire prenant en compte l'aspect psychosocial avec au sein de son équipe un psychologue et une assistante sociale. De plus, des associations accompagnent au quotidien les familles d'enfants atteints d'un cancer. L'une des principales missions de ces associations est d'offrir un soutien psychosocial administratif et financier en proposant par exemple une aide-ménagère, des activités pédagogiques, un soutien scolaire ainsi que des divertissements à l'enfant malade et sa fratrie.

Médicaments homéopathiques | Question **6977** (10/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Verschidde Leit setzen op homeopathesch Mëttel, well si der Iwwerzeegung sinn, dass dës Mëttel verschidde Krankheete virbeugen oder heelen. A verschiddene Fäll zéien dës Mënschen homeopathesch

Mëttel hierkëmmleche Medikamenter vir, woubäi déi tatsächlech Wierkung vun homeopathesche Mëttel wëssenschaftlech oft staark ëmstridden ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet, Wirtschaft a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Iwwerhëlt d'CNS aktuell Traitementer mat homeopathesche Mëttel?
Falls jo, wéi eng Traitementer sinn dat, zënter wéini ginn dës rembourséiert a soll dës Reegelung an Zukunft bäibehale ginn?

2. Däerfen Epicerien a Supermarchéen homeopathesch Mëttel verkafen?
Falls jo, wéi a vu wiem ginn dës Mëttel kontrolléiert?

3. Däerfen Apdikte Preparater verkafen, déi bei de Leit eng Wierkung virtäuschen, ouni awer eng solch ze hunn?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. De Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) gesäit aktuell d'Prise en charge vu verschiddenen homeopathesche Medikamenter vir. Den Artikel 22 Alinea 3 vum CSS gesäit vir, datt:

« Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 23, alinéa 1er, peuvent encore être inscrits sur la liste positive les médicaments homéopathiques unitaires fabriqués à partir d'une souche végétale, minérale ou chimique et commercialisés sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes. »

All déi homeopathesch Medikamenter, déi iwwerholl ginn, sinn op der „positiver Lëscht vun den homeopathesche Medikamenter" agedroen. Déi aktuell Lëscht (1. Oktober 2022) ass als Annex ugehaangen.

Aktuell ass et net virgesinn, de legale Kader unzepassen, esou datt d'Prise en charge vun den homeopathesche Medikamenter och an Zukunft bäibehale gëtt. Déi Prise en charge beleeft sech op 80 % vum Präis vun deene Medikamenter.

ad 2. Homeopathesch Mëttel, déi als Medikament ugesi ginn, ënnerleien de Bestëmmunge vum ofgeännerte Gesetz vum 11. Abrëll 1983 (loi du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués) an däerfen och nëmmen an Apdikte verkaf ginn (loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public de médicaments). D'Pharmaciens-inspecteurs vun der Gesondheetsdirektioun kënne punktuell Kontrollen an d'Apdikte maache goe fir ze kucken, ob déi Produiten, déi ugebuede ginn, och ugebueden dierfe ginn a gesetzeskonform sinn. Am Fall wou en Zweifel besteet, ob Produite konform zu de Qualitéits- respektiv Sécherheetsnorme sinn, huelen d'Beamten, déi och d'Qualitéit vun Officier de police judiciaire (OPJ) hunn, Prouwe vum Produit mat, déi duerno vum Laboratoire national de santé analyséiert ginn. D'Resultater gi vun der Gesondheetsdirektioun evaluéiert an am Fall wou sech erausstellt, datt e Produit net konform ass, kann de Gesondheetsministère déi néideg Moossname virhuelen.

ad 3. Mat Ausnam vun de Préparations galéniques, déi an den Apdikte selwer preparéiert ginn, kënnen homeopathesch Medikamenter net ugebuede ginn, wann si keng Autorisation de mise sur le marché hunn. Dës Autorisatioun fir d'Mise sur le marché gëtt ausgestallt, wann en homeopathescht Medikament de Krittäre vun der europäescher Direktiv (directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain), esouwéi dem ofgeännerte Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 1992 entsprécht.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Centre Ulysse | Question **6978** (10/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le Centre Ulysse est un foyer d'accueil et d'hébergement d'urgence situé à Luxembourg-Bonnevoie. Le bâtiment appartient à l'État et le centre est géré par Caritas Luxembourg. Il héberge des personnes sans-abri avec des lits dédiés à l'accueil d'urgence et des lits réservés pour des personnes sans-abri de longue durée.

Selon mes informations, le Centre Ulysse fermera ses portes en juin 2023 pour des nécessaires travaux de rénovation qui dureront environ deux ans. Environ 40 personnes devront être relogées avant cette date.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Comment la fermeture temporaire du Centre Ulysse va-t-elle être compensée pour la durée des travaux ? Pouvez-vous me donner des détails sur une éventuelle structure alternative qui prendra le relais, sur sa capacité et sur sa situation géographique ?

2) Si une telle alternative n'a pas encore pu être trouvée, pouvez-vous m'informer sur les efforts et les démarches qui sont actuellement entrepris par le Gouvernement afin de trouver une solution pour les personnes concernées ?

3) De manière générale, est-ce que l'offre existante en matière de centres d'accueil pour personnes sans-abri est suffisante pour satisfaire à la demande ? Pouvez-vous me faire part des chiffres et statistiques dont vous disposez à ce sujet, en différenciant entre offre/besoin en lits d'urgence et en lits de longue durée ? Est-il prévu d'augmenter la capacité en la matière et si oui, pouvez-vous me détailler les projets en cours ?

Réponse (10/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) et 2) À ce stade, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et Caritas Luxembourg sont encore en train d'exploiter différentes pistes afin de trouver une structure adaptée pour reloger les habitants du Centre Ulysse pendant les travaux de rénovation, prévus pour une durée de 20 mois à partir de juin 2023.

Le gestionnaire de la structure est en principe responsable pour le relogement de ses bénéficiaires, mais le ministère assure bien évidemment continuellement son soutien dans la recherche de locaux adaptés.

Ainsi, deux hôtels ont été visités en 2021, suivi d'une visite supplémentaire d'un hôtel en janvier 2022 se situant également sur le territoire de la ville de Luxembourg. Malheureusement, aucune de ces solutions n'a pu être retenue.

Parallèlement, le ministère a sollicité plusieurs administrations afin de mobiliser des logements au sein du parc immobilier de l'État. Cette piste n'a pas permis de dégager de solution adaptée jusqu'à présent.

La semaine dernière, le ministère et Caritas Luxembourg ont effectué une visite de l'ancien siège du « Luxemburger Wort » à Gasperich. Il est cependant prématuré pour se prononcer sur la faisabilité d'une structure pour personnes sans-abri dans les locaux étant donné que certaines modalités doivent encore être clarifiées au cours des prochaines semaines, comme par exemple la durée et le montant des coûts de transformation, les garanties de sécurité, etc.

Il est à noter que le ministère a bien entendu prévu les moyens financiers nécessaires au relogement temporaire des habitants du Centre Ulysse dans ses demandes budgétaires pour l'année 2023.

ad 3) Afin de fournir une offre diversifiée et de répondre de façon appropriée aux différents besoins des personnes en situation de détresse, le ministère conventionne plusieurs structures d'hébergement pour adultes qui proposent diverses formes de logements telles qu'un lit dans un foyer, une chambre individuelle voire un studio/appartement :

– L'Action hiver (« Wanteraktioun ») est une structure d'hébergement avec une capacité d'accueil de 250 lits permettant de satisfaire les besoins primaires des personnes sans-abri dans les mois d'hiver.
– Les trois haltes de nuit de la Croix-Rouge et de Caritas accueil et solidarité, avec leur capacité d'hébergement totale de 39 lits, permettent aux personnes de se reposer pendant la nuit, de se réchauffer, de se laver, de laver les vêtements et de prendre une collation et un petit-déjeuner. Il convient de noter qu'une de ces haltes de nuit, exclusivement réservée aux femmes, a ouvert ses portes en mai 2021. De plus, il est prévu de créer une halte de nuit supplémentaire à partir de 2023.
– Deux foyers d'urgence de nuit, notamment le Foyer Abrisud de la Ville d'Esch-sur-Alzette et le Centre Ulysse de Caritas accueil et solidarité, qui disposent d'une capacité totale de 81 places, mettent temporairement à disposition une possibilité d'hébergement à des adultes sans-abri ou menacés de sans-abrisme.
– Le concept Housing First vise à offrir des logements à long terme, voire permanents, à des personnes sans-abri de longue durée et offre un accompagnement adapté à leurs besoins dans le but de rétablir leur situation sociale. En 2021, 31 personnes ont habité dans les 27 logements qualifiés de Housing First. De plus, depuis le début de cette année, le ministère conventionne un projet Housing First pour 10 femmes en situation de précarité avec Caritas, qui est en cours d'élaboration.
– Les structures d'hébergement proposant diverses formes de logements telles que des foyers, des chambres individuelles, des communautés de vie ou des studios/appartements à des ménages fragilisés qui ont besoin de soutien avant de pouvoir vivre de manière autonome. 4.545 adultes et enfants ont habité dans les logements suivis par les multiples organisations non gouvernementales conventionnées avec le ministère en 2021.

Or, l'objectif de la politique du Gouvernement en matière de sans-abrisme est de permettre aux personnes en très grande précarité d'améliorer leur situation de vie et de sortir du sans-abrisme en leur fournissant un logement permanent et approprié ainsi qu'un suivi social étroit, adapté à la complexité de leur situation. Dans cette optique, le ministère continue à augmenter et à diversifier ses offres pour les personnes sans-abri, en investissant dans des projets de logements stables qui permettent un accompagnement individuel adapté aux besoins sociaux, psychologiques et médicaux des personnes concernées. Ainsi par exemple, un concept de maison de soins pour personnes sans-abri vieillissantes est en cours de planification.

Afin de pouvoir cibler davantage les mesures en faveur de personnes sans-abri, le ministère a également réalisé, en collaboration avec l'association Inter-Actions, un premier dénombrement des personnes sans-abri le 26 octobre 2022 sur le territoire de la ville de

Luxembourg. L'objectif est de quantifier pour une première fois le phénomène du sans-abrisme au Luxembourg et de récolter des données socio-économiques sur les personnes concernées. Il est à noter que cette première édition servira de mesure étalon : Elle sera évaluée en continu pour affiner le concept et l'adapter en fonction des observations et résultats du terrain, y inclus l'extension du champ d'application à d'autres villes.

Endettement des agriculteurs | Question **6979** (10/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Et ass gewosst, datt eng Rei landwirtschaftlech Betriber net gutt do stinn an esouguer héich verschélt sinn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit de Moment d'Scholdesituatioun vun de Betriber am landwirtschaftleche Beräich aus?

2. Wéi ginn dës Betriber konkreet suivéiert an op eventuell finanziell Risiken opmierksam gemaach? Ginn a gouf et schonn an de leschte Joren Zenarien, an deenen sech eng Faillite ofgezeechent huet?

3. Wat sinn aus der Siicht vum Landwirtschaftsministère déi geleefegst Ursaache fir finanziell Schwieregkeete respektiv Faillitten an eisem landwirtschaftleche Secteur? Wat fir een Typ vun Acteur ass am meeschte betraff?

4. Gëtt et een Zesummenhang tëscht der Zuel vun de bewirtschaften Hektaren, déi gepacht sinn, an dem Risiko, a finanziell Schwieregkeeten ze geroden?

Réponse (03/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Fir op d'Fro zur aktueller Scholdesituatioun vun de landwirtschaftleche Betriber ze äntweren, hunn mir 479 Betriber aus onser Comptabilitéit ausgewäert, déi zum Schluss vum Geschäftsjoer 2021 Bankscholden haten. D'Bankscholde maache mat duerchschnëttlech ronn 73 % de gréissten Deel vun de Gesamtbetribsscholden aus. De Gros vun de Betriber aus eisem Echantillon stelle Mëllechvéibetriber mat 56 % duer. Méi rezent Zuele wéi 2021 léien eis aktuell nach net vir.

Zum Schluss vum Geschäftsjoer 2021 louch de Medianwäert béi der Bankverscholdung bei ronn 252.839 Euro, d. h. 50 % vun de Betriber hat méi eng héich Schold, 50 % eng méi niddreg. Wat d'Gesamtverscholdung vun de Betriber betrëfft, louch de Medianwäert souguer bei 349.531 Euro.

Zanter 2019 ass d'Bankeverscholdung ëm 10,8 % geklommen, an absolutten Zuelen entsprécht dës Hausse ongeféier 24.662 Euro.

25 % vun de Betriber haten eng Bankverscholdung bis zu 93.558 Euro. Deen ieweschte Véierel vun den ausgewäerte Betriber hat Bankscholde vun iwwer 687.163 Euro. Bei der Majoritéit vun de Betriber louch d'Bankverscholdung deemno tëschent 93.558 Euro a 687.163 Euro. Wat d'Gesamtverscholdung ubelaangt, haten d'Betriber am drëtte Quartal souguer Scholde vun iwwer 829.993 Euro.

Op den Hektar gekuckt louch d'Gesamtverscholdung am Median bei ronn 3.422 Euro. 25 % vun de Betriber haten eng Gesamtverscholdung vu méi wéi 6.949 Euro den Hektar.

2021 konnten am Median ronn 39.854 Euro (pro Mount sinn dat ongeféier ronn 3.321 Euro) vun de Bankscholde remboursëiert ginn – den ieweschte Véierel vun de Betriber konnt souguer méi wéi 86.005 Euro am Joer (pro Mount sinn dat ongeféier ronn 7.167 Euro) remboursëieren.

Wat Zënse betrëfft, goufen am Median ronn 4.745 € zeréckbezuelt – de mëttleren Zënssaz louch 2021 bei 1,87 %.

Wat d'Eegekapital ubelaangt, stoungen déi lëtzebuergesch Betriber 2021 relativ gutt do – de Medianwäert louch den 31. Dezember 2021 bei ronn 1.059.853 Euro. Am ieweschte Véierel läit d'Eegekapital souguer bei iwwer 1.538.686 Euro.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

De Véierel mat der niddregster Gesamtverscholdung hat am Duerchschnëtt en Eegekapitalundeel vun 92 %. De Véierel mat der héchster Gesamtverscholdung hat am Duerchschnëtt nach en Eegekapitalundeel vun 49 %. De Grupp mat mëttlerer Gesamtverscholdung hat am Duerchschnëtt en Eegekapitalundeel vu 76 % respektiv en Friemkapitalundeel vu 24 %.

Et kann een also festhalen, dass an der Moyenne d'Gesamtverscholdung vun eise Betriber duerch genuch Eegekapital gedeckt ass.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Kuckt een sech d'Gesamtverscholdung no Betribsausriichtung un, kënnt een zur Conclusioun, dass déi méi kapitalintensiv Betribsausriichtunge wéi zum Beispill spezialiséiert Mëllechvéibetriber eng méi héich Verscholdung opweisen.

Wat d'Liquiditéiten ubelaangt, stoungen eise Betriber zum Ofschlossdatum duerchschnëttlech 77.273 Euro zur Verfügung, fir kuerzfristeg Scholden ze decken.

Duerch déi aktuell Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank a bedéngt duerch d'Inflation kann een dervun ausgoen, dass d'Zënsen nach weider an d'Luucht goe wäerten. D'Mensualitéiten an den Zënsopwand wäerten an Zukunft wuel méi héich ausfalen. Op där anerer Säit kann sech dee momentan favorabele Mëllechpräis trotz héije Käschte positiv op d'Recetten a Liquiditéite vun de Betriber auswierken.

ad 2. D'Betriber, déi hir Comptabilitéit beim Service d'économie rurale (SER) maachen, kréien all Joer hire Joresofschloss zur Verfügung gestalt. Unhand vum Joresofschloss kënnen d'Baueren sech dann e genauen Iwwerbléck iwwer hir finanziell Situatioun verschafen. Am Kader vun den Investitiounsberodunge ginn d'Betriber punktuell op Basis vun hirer Comptabilitéit ganz detailléiert iwwer déi finanziell a wirtschaftlech Auswierkunge vun hirem geplangten Investitiounsprojet opgeklärt.

D'Betriber hunn natierlech och d'Méiglechkeet, eng allgemeng wirtschaftlech Berodung unzefroen, fir zum Beispill hire Betribsmanagement méi effizient ze gestalten, de Gewënn ze verbesseren oder déi finanziell Situatioun ze optiméieren.

Betriber mat Liquiditéitsproblemer hunn och d'Méiglechkeet, beim SER eng Liquiditéitsplanung unzefroen. Dëse Liquiditéitsplang gëtt an enker Zesummenaarbecht mat engem vun onse Beroder erschafft an och vun dësem suivéiert. D'Zil vum Liquiditéitsplang ass, fir d'Zahlungsfäegkeet an d'Fortbestoe vum Betrib ze assuréieren.

D'finanziell Situatioun vun de Betriber gëtt och aktiv vun eise Beroder suivéiert – falls eng Verschlechterung vun der finanzieller Situatioun vum Betrib ze erkennen ass, ergräifen eis Beroder d'Initiativ, de Bauer direkt ze kontaktéieren.

ad 3. Faillitte si bis ewell relativ rar am landwirtschaftleche Secteur. Am Duerchschnëtt stinn eis Betriber, wat d'Rentabilitéit, Solvabilitéit a Liquiditéit ubelaangt, relativ gutt do. Donnéeën zu Betriber, déi Faillite gemaach hunn, leien eis momentan netvfir.

E gréissere Risiko fir Faillitten hunn héichspezialiséiert a kapitalintensiv Betriber, déi relativ héich verschélt a gläichzäiteg relativ ufälleg fir Präisschwankungen um internationale Marché sinn. Als Beispill kann do d'Baisse vum Mëllechpräis wärend der Mëllechkris 2015/2016 nom Auslafe vun de Mëllechquote genannt ginn oder déi méi rezent Schwéngskris, déi en negativen Impakt op d'Recetten haten.

ad 4. Mir konnte kee positiven Zesummenhang tëscht de gepachten Hektaren an dem Risiko vu finanzielle Schwieregkeeten erkennen.

Insgesamt handelt et sech beim Grupp vun de Betriber, déi iwwer 50 % vun hire landwirtschaftleche Fläche gepacht hunn, am Duerchschnëtt ëm relativ grouss Betriber. D'Grupp vun de Betriber, déi iwwer 50 % vun hire Fläche gepacht hunn, waren 2021 an der Moyenne 133 Hektar grouss. Op där anerer Säit huet de Grupp mat manner wéi 50 % Pachtflächenundeel an der Moyenne eng Gréisst vu 96 Hektar.

Den Taux d'endettement louch bei de Betriber mat Pachtflächenundeel vun iwwer 50 % am Joer 2021 an der Moyenne bei 33 %. Beim Grupp vum Pachtflächenundeel ënner 50 % louch den Taux d'endettement an der Moyenne bei 24 %. Dozou muss een awer soen, dass d'Bruttoinvestitiounen am Joer 2021 a Maschinnen, technescht Material an Terrainen am Grupp vun de Betriber mat Pachtflächenundeel vun iwwer 50 % am Duerchschnëtt 19 % méi héich war.

A béide Gruppe ginn et allerdéngs keng Unzeeche vu finanzielle Schwieregkeeten. A béide Gruppe gëtt beispillsweis am Duerchschnëtt d'Friemkapital méi wéi 1,5 Mol vum Eegekapital gedeckt.

Wat d'Rentabilitéit ubelaangt, ginn et am Duerchschnëtt keng signifikant Ënnerscheeder a béide Gruppen. A punkto Liquiditéit sti béid Gruppe par rapport zur Verscholdung relativ gutt do – kuerz- a mëttelfristeg konnte mir kee Liquiditéitsrisiko erkennen.

Am Resumé kann ee soen, dass Betriber mat engem héijen Undeel u Pachtflächen an der Moyenne méi héich verschélt sinn, den Ament deit awer näischt op finanziell Schwieregkeeten hin.

Vaccin contre la coqueluche | Question **6980** (10/10/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

La coqueluche est une infection des voies respiratoires hautement contagieuse. Elle est responsable de quintes de toux fréquentes et prolongées. L'infection de la coqueluche chez les nourrissons les plus jeunes est grave, voire mortelle. En France, plus de 90 % des décès par coqueluche surviennent au cours des six premiers mois de vie, et notamment au cours des trois premiers mois.

Il est fortement recommandé aux femmes enceintes de se faire vacciner entre la fin du deuxième trimestre et la moitié du troisième trimestre de leur grossesse, entre 24 et 32 semaines. Et ce, pour chaque grossesse, même si la femme a reçu précédemment une vaccination de rappel. La vaccination contre la coqueluche pendant la grossesse confère aux nouveau-nés et nourrissons une double protection pendant les premières semaines de vie.

Or, selon nos informations, ledit vaccin TRIAXIS (Vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche) est

depuis un certain temps en rupture de stock au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous voudrions bien poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, quelles sont les raisons de la rupture de stock du vaccin TRIAXIS ?

2) Pour quand est prévue la prochaine livraison du vaccin TRIAXIS ?

3) Madame la Ministre dispose-t-elle de chiffres concrets sur le nombre de femmes enceintes qui se laissent vacciner contre la coqueluche au cours de leur grossesse ?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Dans la présente question parlementaire, la France a été citée comme exemple de vaccination contre la coqueluche. En France, la vaccination des femmes enceintes contre la coqueluche est proposée essentiellement à travers le vaccin quadrivalent dTcaP (diphtérie-tétanos-coqueluche-polio). Au Grand-Duché de Luxembourg, ce vaccin est mis à disposition sous la désignation Triaxis Polio en quantité suffisante pour satisfaire aux besoins de la population depuis la dernière acquisition réalisée par l'État en 2020 à travers une procédure de passation des marchés. En ce qui concerne la primovaccination pédiatrique, le vaccin heptavalent DTcaP IPV Hib HepB est proposé au Luxembourg aux enfants âgés de 2, 3, 4 et 13 mois. Il est également disponible au niveau national en quantité suffisante.

Quant au vaccin trivalent dTca disponible sous la dénomination Triaxis, il est utilisé dans les cas particuliers pour un rappel vaccinal ou chez les personnes présentant un statut vaccinal anticoquelucheux incomplet. En France, le vaccin dTca n'est pas disponible sur le marché.

Une circulaire a été envoyée en août 2022 aux professionnels de santé pour sensibiliser à la problématique du choix vaccinal pour la vaccination dTca/dTcaP et une augmentation du marché public en cours pour la fourniture de vaccin Triaxis a été effectuée afin de prévenir dans le futur une éventuelle rupture d'approvisionnement de ce vaccin.

ad 2) Actuellement le Luxembourg dispose encore d'un stock suffisant de Triaxis et Triaxis polio si bien qu'une nouvelle commande n'est actuellement pas prévue.

ad 3) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de ces informations.

« SME-Packages » | Question **6981** (10/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Mëttelstandsministère proposéiert säit 2014 d'Programmer fir kleng a mëttelstänneg Entreprisen (SME). Dëst fir d'éischt duerch 4 Fit for Performance Programmer. Dës sollen elo no engem Accord vum 29. September tëscht dem Ministère, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers weider ausgebaut ginn. No den Annoncen, fir d'SME-Packages méi wäit opzemaachen, ass ze erwaarden, datt et och e méi groussen Interêt gëtt, fir als Entreprise Prestataire de services an deem Kader ze ginn. Eis ass awer bekannt, datt schonns 2020 Betriber virun hirer Bewerbung gesot kruten, se sollen hir Kandidatur zréckzéien, a fir 2022 ass den Appel de candidatures schonn zou.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Gëtt uschléissend un dës nei Ännerungen och en neien Appel de candidatures fir Prestatairë gemaach? Wa jo, ab wéini, wann nee, firwat net?

2. Falls hei nëmme sollt ee punktuellen Appell gemaach ginn, ass de Minister net der Meenung, datt eng Prozedur, déi nëmme punktuell op ass, zu enger struktureller Benodeelegung féiere kéint?

3. Wäert de Minister an Zukunft, bei all Verännerung vun der Offer vun de „Fit 4"-Programmer, een neien Appel de candidatures opmaachen?

Réponse (19/10/2022) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

Bei de „Fit 4"-Programmer ginn d'Appels à candidature ëmmer eemol am Joer vu Luxinnovation gemaach. Dës Approche huet sech iwwert déi lescht Jore bewäert a wäert deemno och fir de Programm SME-Packages iwwerholl ginn.

Et ass ze bemierken, dass, wann eng Kandidatur vun engem Prestataire wärend dem Joer erakënnt, Luxinnovatioun de Prestataire automatesch kontaktéiert, soubal den Appel à candidatures op ass. Deemno kann een hei net vun enger struktureller Benodeelegung schwätzen, well dës Prozedur an aller Transparenz ofgewéckelt gëtt an d'Konditioune fir all Prestataire déi selwecht sinn.

D'Bedingungen, fir als Prestataire bei deene verschiddene Programmer matzeschaffen, sinn op luxinnovation.lu och ëffentlech zougänglech.

Centrales téléphoniques 112 et 113 | Question **6982** (11/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro Nummer 4938 vu September 2021 hat ech d'Madamm Ministesch op verschidde potentiell Dysfonctionementer um 112 higewisen. Laut mengen Informatioune soll sech d'Situatioun um 112 net verbessert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Agenten hunn säit Ufanks dës Joers den 112 verlooss?

2. Ginn et weider Agenten, déi hir Responsabel scho wësse gedoen hunn, dass si den 112 wëlle verloossen? Wa jo, wéi vill?

3. Gouf rezent eng Versammlung gehalen tëschent der DRH (Direction des ressources humaines) an der DCO (Direction de la coordination opérationnelle) vum CGDIS, fir iwwert den akute Risiko vu Personalmangel ze diskutéieren? Wéi eng Léisungsvirschléi goufen do festgehalen oder proposéiert?

4. Wéi vill Persoune vum CGDIS hunn sech bei der leschter interner Ausschreiwung op ee Poste beim 112 gemellt? Wéi vill Poste waren ausgeschriwwen?

5. Wéi vill zousätzlech „Chefs de salle" si säit menger leschter parlamentarescher Fro Pompier professionnel fonctionnaire ginn an hunn domat déi néideg Formatiounen absolvéiert?

6. An der Äntwert op meng Fro vum September huet d'Ministesch confirméiert, dass ee Chef de salle net d'SAP an INCSA Formatiounen absolvéiert hätt (Äntwert op d'Fro 10). Ass geplangt, dass dës lescht Persoun dës Formatiounen nach mécht?

7. Kann d'Madamm Ministesch mir d'Statistik Mount fir Mount säit Januar 2021 vum „temps de décrochage" fir d'Uriff op den 112 matdeelen?

8. Sinn nach Ännerunge beim 112 geplangt, fir dee kruziale Service ze garantéieren, mee awer och d'Aarbechtsklima an d'Karriärsperspektive fir déi verschidden Agenten ze verbesseren?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. an 2. Säit Ufank dës Joers hunn 2 Persounen d'Noutruffzentral 112 verlooss. Des Weideren huet 1 weider Persoun wësse gedoen, dass se e wéilt verloossen.

ad 3. De CGDIS ass en autonomen Établissement public, virun allem am Beräich vum Personal. Aus deem Grond ass d'Inneministesch och net an déi intern Relatiounen, a scho guer net an intern Reunioune vum CGDIS involvéiert.

Well de CGDIS nach an enger Opbauphas ass, gesäit de Plan national d'organisation des secours (PNOS) generell weider Rekrutementer vir, dëst fir souwuel d'Asazzenteren, wéi och den 112 mat deem Personal ze besetzen, wat néideg ass, fir d'Ziler vum PNOS ze erreechen.

ad 4. Esou wéi ech vum CGDIS matgedeelt kritt hunn, hu sech bei der leschter interner Ausschreiwung 4 Persoune gemellt.

ad 5. Esou wéi ech vum CGDIS matgedeelt kritt hunn, keen.

ad 6. Jo.

ad 7. Moyenne 2021: 07:538 Sekonnen

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Moyenne 2022: 08:044 Sekonnen

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ze präziséieren ass awer, dass den Délai de décroché just e klengen Deel vum Délai de diffusion de l'alerte ass, d. h. där Zäit, déi vun deem Moment u vergeet, wou en Noutruff um 112 erakënnt an deem Moment, wou den Operateur den Noutruff traitéiert huet an d'Rettungsdéngschter alarméiert huet.

Den Délai de diffusion de l'alerte war 2021 an der Moyenne 02:54 Minutten a konnt 2022 op 02:48 Minutte reduzéiert ginn. Säit dem Bestoe vum CGDIS den 1. Juli 2018 ass dësen Delai ëm ronn 1 Minutt erofgaangen (03:46 (2017) op 02:48 (2022)), dëst virun allem duerch d'Efforte vun den Operateure vum 112.

D'Erofsetze vum Délai de diffusion ass och eent vun den Haaptziler vum PNOS, dee seet, dass de CGDIS bis 2025 iwwerall am Land a manner wéi 15 Minutten intervenéiert.

ad 8. Am Kader vun der Ëmsetzung vum PNOS ass virgesinn, dass de CGDIS, d. h. all seng Direktiounen a Servicer, dee sech als „Organisation apprenante" gesäit, bestrieft ass, fir sech permanent weiderzeentwéckelen an ze verbesseren. Dëst gëllt natierlech och fir d'Noutruffzentral.

Bulletin de presse de la Police grand-ducale | Question **6983** (11/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 7. Oktober huet RTL am Journal e Reportage iwwer eng Abrochserie zu Wolz bruecht, déi notamment de lokale Geschäftsleit vill Misär mécht, mee ervirgehuewen, datt déi entspriechend Fäll déi lescht Méint net am Pressebulletin vun der Police genannt goufen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert war, fir déi entspriechend Doten net an de Pressebulletin vun der Police opzehuelen?

Réponse (02/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Preliminär Bemierkung:

Virop sief bemierkt, datt verschidden Abréch am Raum Wolz vun der Police kommunizéiert goufen.

Wéi schonn a viregten Äntwerten op verschidde parlamentaresch Ufroe präziséiert, gëllt allgemeng als virrangege Critère deen, dass d'Enquête bei enger Strofdot mat enger Kommunikatioun no baussen net beaflosst gëtt. Esou kann a munche Situatiounen eng Kommunikatioun, also eng ëffentlech Bestätegung vum Fait, d'Enquête beaflossen, well all Informatioun no baussen en Effet mat sech brénge kann. Entspriechend lant net all Abroch am Pressebulletin vun der Police.

Zur Informatioun, de Minister intervenéiert an kenger Etapp vun dëser Prozedur, d'Police, respektiv d'Justizautoritéiten huelen hei d'Decisiounen.

Et sief och bemierkt, dass d'Kommunikatioun de Justizautoritéiten ënnerläit ab deem Moment, wou d'Police an/oder d'Justice Kenntnis vun enger méiglecher Strofdot hunn.

Équipes de soutien pour élèves à besoins spécifiques de l'enseignement secondaire | Question **6984** (11/10/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Le 16 novembre 2021, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et les représentants des syndicats ALEE, SLEG et SPEBS, affiliés à la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) et œuvrant dans l'intérêt du personnel éducatif et psychosocial (EPS), ont signé un accord commun pour l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire servant à développer davantage l'offre et la qualité des services. Il va de soi que cet accord apporte un certain nombre d'adaptations et de précisions aux tâches existantes.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, l'accord prévoit qu'« à l'instar de l'enseignement fondamental, chaque lycée sera doté d'une équipe de soutien pour élèves à besoins spécifiques. Les ESEB de l'enseignement secondaire auront pour missions principales le diagnostic de besoins spécifiques éventuels et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques des lycées. Les équipes de soutien pour élèves à besoins spécifiques de l'enseignement secondaire seront inscrites dans la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées. »

Selon mes sources, les établissements de l'enseignement secondaire ont eu la consigne de mettre en œuvre ledit accord dès la rentrée scolaire, et ce sans que le cadre légal ne soit mis en place.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement du projet de loi précité ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les établissements de l'enseignement secondaire ont eu la consigne de mettre en œuvre ledit accord dès la rentrée scolaire, et ce sans que le cadre légal ne soit établi ?
– Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il sa façon de procéder ?
– Dans la négative, comment Monsieur le Ministre explique-t-il la mise en œuvre de l'accord préalablement à l'établissement du cadre légal nécessaire ?

Réponse (15/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) L'avant-projet de loi qui entend légiférer entre autres sur des éléments de l'accord signé le 16 novembre 2021 entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et les syndicats ALEE, SLEG et SPEBS, affiliés à la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), est sur le point d'être finalisé.

Une série de consultations avec les principaux acteurs, y compris les syndicats respectifs, ont eu lieu au mois d'octobre 2022. Ces consultations ainsi que les avis écrits transmis au MENJE, seront pris en compte en apportant, le cas échéant, des modifications au texte de l'avant-projet de loi qui devrait être déposé avant la fin de l'année en cours, de sorte que la loi puisse, dans la mesure du possible, entrer en vigueur pour la rentrée de l'année scolaire 2023-2024.

ad 2) Les établissements d'enseignement secondaire n'ont pas reçu la consigne de mettre en œuvre ledit accord dès la rentrée scolaire 2022-2023. Il existe néanmoins un point de l'accord qui a trouvé son application dès la dernière rentrée scolaire : il s'agit de la mise en place d'un chef de département des services éducatifs et psychosociaux dans chaque lycée. Cet élément de l'accord ne nécessite pas de base légale puisqu'il s'agit d'une mesure qui s'intègre dans le système de la gestion par objectifs en vertu de la loi du 25 mars 2015 modifiant entre autres la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Formation des professeurs d'enseignement musical dans les communes | Question **6985** (11/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De Museksunterrecht an de Gemengen ass vu grousser Bedeitung fir d'Kulturliewe vum Land. Fir datt deen Unterrecht op engem konstant héijen Niveau stattfanne kann, mussen d'Museksproffen, déi vun de Gemengen agestallt ginn, Weiderbildungscourse besichen, déi vum Schoulministère bzw. vum IFEN ugebuede ginn. Leider weise verschidde Museksproffen drop hin, datt et bei där Offer Lacunne gëtt, déi sech laangfristeg net nëmmen op d'Qualitéit vum ugebuedene Museksunterrecht, mee och op déi sproochlech Qualitéit von der Wëssensvermëttlung an de Museksschoulen negativ auswierke kéinten.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi eng spezialiséiert Formatioune ginn et am Ablack fir Museksproffen op Masterniveau, déi sech a komplexe musikalesche Fachberäicher – z. B. Museksgeschicht, Harmonie musicale, Geschicht vun der Instrumentalpedagogik – oder op spezialiséiertem Instrumentalniveau weiderbilde wëllen?

2. Ginn et fir zukünfteg oder nominéiert Museksproffe spezialiséiert Formatioune fir sämtlech Instrumenter, déi een hei am Land léiere kann?

3. Kann den Här Minister preziséieren, ob am Ablack spezialiséiert oppen Instrumental-Master-Classes vun nominéierte Professeren aus dem Conservatoire ugebuede ginn, fir de Museksproffen, déi a kommunale Museksschoule schaffen, ze hëllefen, dës Fächer optimal a lëtzebuergescher Sprooch ze ënnerriichten an hire professionellen Niveau opzehéijen?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Volet vun der Formatioun fält ënnert d'Responsabilitéit vum Patron; dëst ass an dësem Fall eng Gemeng, e Gemengesyndicat oder e Prestataire, wann d'Gemeng oder de Gemengesyndicat den Enseignement musical engem Prestataire iwwer eng Konventioun uvertraut huet. Den Educatiounsministère bitt iwwer den IFEN nëmmen e klengen Deel vun de Formatioune fir d'Léierpersonal vum Enseignement musical op Gemengenniveau un.

Baisse du nombre de spectateurs au théâtre | Question **6986** (11/10/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An deene leschten zwee Joer hunn d'Theateren hei am Land wéinst de Coronamesurë réckleefeg Zuschauerzuelen a Kaf missen huelen. Obschonns mëttlerweil all déi coronabedéngte Moossname gefall sinn, bekloe verschidden Theaterdirekteren e Réckgang vun den Zuschauerzuelen.

Gläichzäiteg stellt ee fest, datt d'Theaterprogrammer ëmmer méi ideologesch ginn an datt een a spezielle Fäll souguer behaapte kann, datt a verschiddenen Theatere politeschen Aktivismus bedriwwe gëtt. Sou liest ee beispillsweis an engem LW-Artikel vum 16.9.22 („Aus der Realität flüchten"), datt en ëffentlech subventionéierten Theater e Stéck um Programm stoen huet, dat sech decidéiert fir d'Ofdreiwung asetzt. Sou seet den Intendant vun deem Theater: „Dabei ist das Stück speziell für junge Menschen ausgelegt, sodass den Jugendlichen in erster Linie nahe gebracht werden soll, dass jeder das Recht hat, über seinen eigenen Körper zu entscheiden."

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Leien der Madamm Minister Statistike vir, déi iwwer d'Zuschauerzuelen an ëffentlech subventionéierten Theateren an de Spillzäiten 2009/10 bis 2019/20 informéieren? Wann nee, ass dru geduecht, fir an Zukunft sou Statistiken unzeleeën? Wann dat net de Fall ass: Aus wéi enge Grënn wäerten och an Zukunft keng esou Statistiken ugeluecht ginn?

2. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt et eng Korrelatioun gëtt tëscht réckleefegen Zuschauerzuelen an den Theateren (wéi se am genannten Artikel beklot ginn) an enger progressiver Ideologiséierung vun den Theaterprogrammer, datt vill Leit also net méi an den Theater ginn, well d'Stécker ëmmer méi „politesch korrekt" sinn? Kann d'Madamm Minister hir Ausso begrënnen?

3. Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob an a wéi wäit de Kulturministère Afloss op d'Programmatioun vun Theateren hëlt, déi vun ëffentlecher Hand subventionéiert ginn?

Réponse (04/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1. D'Behaaptung, dass d'Theatere réckleefeg Zuschauerzuelen hätten, kënne mir net confirméieren. De Kulturministère ass amgaangen, en Observatoire de la culture opzebauen an an deem Kontext och en/g Statistiker/in ze rekrutéieren, fir och méi konsequent Statistiken opzebauen. E Besuch am Theater beweist awer och empiresch, dass de Public nach ëmmer um Rendez-vous ass.

ad 2. Och dës Behaaptung kënne mir net confirméieren.

ad 3. Esou wéi ech dat schonn a viregten Äntwerte betount hunn, hëlt de Kulturministère keen Afloss op d'Programmatioun vun den Haiser oder de Contenu vun de Stécker.

Abus de faiblesse | Question **6987** (12/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 21 février 2013 incrimine les abus de faiblesse. La situation de faiblesse ou l'état d'ignorance d'un mineur ou d'une personne particulièrement vulnérable dû à son âge, sa maladie, son infirmité, sa déficience psychique ou physique est souvent au centre d'un abus frauduleux commis par une ou plusieurs personnes malintentionnées. La victime elle-même dispose de peu de moyens de défense, respectivement s'aperçoit assez tardivement des manœuvres commises.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de condamnations ont été prononcées depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2013 ?

2) Quels furent les types d'abus commis ?

3) Quelles furent les situations de faiblesse ?

4) Quelle est la répartition proportionnelle de victimes entre mineurs et adultes ?

5) Les abus de faiblesse sont-ils particulièrement présents dans le cadre des personnes placées sous tutelle ?

6) Quels sont les mécanismes en place pour détecter ce genre d'abus ? Est-ce qu'il existe des données sur l'efficacité de ces mécanismes ?

Réponse (10/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Le système informatique des autorités judiciaires renseigne 14 décisions de condamnations définitives et 3 décisions de condamnations qui ne sont pas encore coulées en force de chose jugée.

ad 2) Les abus de faiblesse ayant mené à des condamnations consistaient toujours dans un dépouillement financier des victimes, notamment de victimes en état de sujétion psychologique, l'auteur s'étant dans la majorité des condamnations introduit progressivement dans la vie de la victime.

Seul dans un cas de condamnation, les auteurs ont fait miroiter des succès au moyen de pratiques occultes à la victime.

ad 3) Dans bon nombre des cas ayant donné lieu à une condamnation, différentes situations de faiblesse se superposent, notamment l'âge avancé de la victime, son isolement social, son éthylisme, l'abus de médicaments, le déclin cognitif, les déficiences physiques, les situations de handicap mental ou encore les situations de pathologies psychiatriques.

Ainsi, sept décisions ont été rendues suite à la vulnérabilité de la victime due à son âge, respectivement suite à son déclin cognitif, avec d'autres causes de vulnérabilité en superposition.

Trois décisions ont été rendues en tenant compte de l'état de sujétion psychologique.

Deux décisions ont retenu une déficience physique et/ou psychique de la victime.

Une décision est intervenue face à la situation de handicap mental de la victime, et finalement, une décision s'est appuyée sur la pathologique psychiatrique de la victime.

ad 4) Toutes les victimes des abus de faiblesse retenus par les juridictions étaient majeures.

ad 5) Étant par définition des personnes vulnérables, les majeurs sous tutelle peuvent également être victimes d'abus de faiblesse. Il y a lieu de constater qu'actuellement la tutelle constitue une mise sous protection juridique de l'adulte vulnérable avec la finalité de la protéger utilement.

ad 6) Les parquets sont informés de possibles situations d'abus de faiblesse par le biais de dénonciations des services sociaux, de plaintes des proches des victimes, de signalements par les juridictions, en particulier du juge des tutelles, et de la Cellule de renseignement financier qui est à son tour avisée par les établissements bancaires sur des mouvements suspects sur les comptes de personnes présumées vulnérables.

Dans le cadre des dossiers qui ne mènent pas à des condamnations des auteurs potentiels, le juge des tutelles désigne un mandataire de justice en vue de mettre les biens de la victime à l'abri.

Coups et blessures volontaires | Question **6988** (12/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le rapport d'activité du Service central d'assistance sociale (SCAS) renseigne que le nombre de victimes suivies par le Service d'aide aux victimes (SAV) a connu, de 2000 à 2021, une considérable hausse de 476 dossiers. En 2020, le nombre de dossiers était de 352, en 2019 de 412 et en 2018 de 333. Le nombre de nouveaux cas passe de 160 en 2020 à 216 en 2021. En 2019, à part la rubrique « coups et blessures volontaires », qui connaît une nette hausse de 74 (2020) à 104 (2021), les autres rubriques changent peu en chiffres absolus. Une rubrique spécifique « violences domestiques » montre que le chiffre augmente de 56 en 2020 à 70 en 2021.

Dès lors j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

– Madame la Ministre est-elle en même de fournir des explications plus détaillées sur cette nette hausse des victimes ayant sollicité le SAV, en 2021, pour coups et blessures volontaires ?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Le Service d'aide aux victimes (SAV) a constaté un accroissement important du nombre de victimes en 2021, notamment de coups et blessures volontaires.

Une des explications est sans doute la crise sanitaire en 2020 qui a eu pour conséquence que moins d'incidents ont été reportés et suivis et ce pour les raisons les plus diverses. Il m'importe toutefois de préciser que chaque victime pouvait accéder à chaque instant à de l'aide et de l'assistance, nonobstant les règles sanitaires en place.

Les contraintes au quotidien qui s'en suivaient ont également eu un impact sur l'organisation et le déroulement des procédures tant pour les particuliers que pour les professionnels.

Le retour à la normale de l'organisation judiciaire et la fixation des affaires reportées a sûrement eu des répercussions sur le nombre des victimes à assister.

Quant à la rubrique spécifique « violences domestiques », il y a lieu de préciser qu'il s'agit des personnes ayant consulté le SAV et ce chiffre a en effet augmenté. Toutefois, le SAV n'a pas pu constater une hausse importante dans le nombre des victimes prises en charge.

Interdiction des chaudières à gaz | Question **6989** (12/10/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6417 vun den honorabelen Deputéierte Madamm Myriam Cecchetti an Nathalie Oberweis schreift den Här Logementsminister, datt vun 2023 u keng Baugeneemegunge méi fir Logementer ausgestallt ginn, déi mat Gas hëtzen. An der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" war de 27. September 2022 souguer ze liesen, datt vum 1. Januar 2023 un iwwerhaapt keng Geneemegunge fir Heizungen op Basis vu fossille Brennstoffer ausgestallt ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Fro stellen:

– Verfügen d'Proprietairë vun engem Bestandsbau, dee mat fossillen Energië gehëtzt gëtt, weiderhin iwwert déi rechtlech Méiglechkeet, dës Anlagen ze erneieren, wann eng Ëmstellung op aner Energieformen technesch net méiglech oder net gewënscht ass?

Réponse (31/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Den éierewäerten Deputéierte stellt eng Fro, déi am Zesummenhang ass mat der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6417 vun den honorabelen Deputéierte Madamm Myriam Cecchetti an Nathalie Oberweis, wou den Här Logementsminister schreift, datt vun 2023 u keng Baugeneemegunge méi fir Logementer ausgestallt ginn, déi mat Gas hëtzen. An der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" war de 27. September 2022 souguer ze liesen, datt vum 1. Januar 2023 un iwwerhaapt keng Geneemegunge fir Heizungen op Basis vu fossille Brennstoffer ausgestallt ginn.

– Déi Ausso an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 6417 bezitt sech ausschliisslech op d'Ufuerderungen am Kader vun enger Ufro fir eng Baugeneemegung bei engem Neibau.

An engem Bestandsbau, dee mat enger Heizungsanlag op Basis vu fossiller Energie gehëtzt gëtt, kann opgrond vun der aktueller Reglementatioun betreffend déi energeetesch Performance vun de Gebaier (Règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments), esou eng Anlag, am Fall wou se muss ersat ginn oder wou de Proprietaire se wëll ersetzen, duerch eng nei Heizungsanlag op Basis vu fossiller Energie ersat ginn.

Aus Grënn vun der Energietransitioun/Dekarboniséierung an net zulescht, fir vun de fossillen Energien onofhängeg ze ginn, ass d'Ersetze vun enger fossiller Heizung duerch eng fossill Heizung net ze empfeelen.

Speziell fir eng Entscheedung an een Ëmstig op eng fossillfräi Heizungsanlag ze ënnerstëtzen, gëtt et de „Klimabonus Wunnen" Programm, mat verschiddenen Hëllefe vum Staat (fir Wäermepompelen, Pelletheizungen oder Wäermenetzer, wat déi dräi heefegst Alternative sinn) an och engem „Masuttersatzbonus", wou d'Primmen zousätzlech erhéicht ginn, wann ee vun enger fossiller Heizung op eng net fossill wiesselt.

Zousätzlech dozou (a kumulativ) ginn et nach privat Hëllefen (Obligatiounsmechanismus, deem d'Stroum a Gasliwweranten ënnerleien) an, jee no Gemeng, Hëllefe vu Gemengesäit, esou wéi een dat am Hëllefen-Simulator vun der Klima-Agence kann nokucken (https://aides.klima-agence.lu/).

Dépôt des actes notariés | Question **6990** (12/10/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

D'Notariat aus am Ament an Oprouer.

Duerch d'Gesetz vum 8. Juli 2021 gouf den elektroneschen Depot vun den Notaire-Akten ab 1. November 2022 agefouert.

Et stinn nach haut, 19 Deeg virun der Entrée en vigueur eng ganz Rei juristesch ewéi praktesch Froen op.

Heizou wollt ech follgend Froen un den Här Bausseminister, un d'Madamm Finanzminister an un d'Madamm Justizminister stellen:

1. Ass et esou, datt den Notaire selwer muss all Depot (vun enger „expédition-minute") validéieren? Wéi justifizéiert Dir dat par rapport zum Fait, datt den Notaire do ass, fir en „acte authentique" (déi wierklech an eenzeg „minute") opzehuelen, an et nach ëmmer Mataarbechter waren, déi duerno d'Formalitéite vum Enregistrement an der Transkriptioun beim Hypothéikenamt virgeholl hunn?

Ass et an Ären Aen net eng juristesch a praktesch Aberatioun, datt den Notaire muss esou administrativ Aarbechten iwwerhuelen?

2. Bis haut (!) huet nach keng Etude Zougang zu der Plattform, déi soll ab dem 1. November obligatoresch sinn. Si haten absolutt keng Geleeënheet, sech mat där Plattform vertraut ze maachen. Wéi justifizéiert Dir, datt esou eng absolutt fundamental Funktioun, fir d'Leit eméi fir d'Gesellschaften a besonnesch och eis Finanzplaz, an esou e Chaos gestierzt gëtt?

3. Stëmmt et, datt den Notaire net automatesch vun der Administratioun soll informéiert ginn, wann en Dossier refuséiert gëtt? Ass dat an Ären Aen net och eng Aberatioun, ëmsou méi eméi d'Gesetz gesalze Strofe virgesäit, wann den Depot iergendee Feeler opweist?

4. Sidd Dir au courant vu praktesche Problemer, déi bis dato net geléist sinn? Gouft Dir an deem Sënn vun der Chambre des Notaires kontaktéiert a wéi gedenkt Dir ze reagéieren?

5. Géift Dir der Ausso zoustëmmen, datt déi ganz Reform schlussendlech nëmmen derzou féiert, datt d'Responsabilitéit vun engem korrekten Encodage vun den Akten, déi bis elo bei der Administration de l'enregistrement louch, op den Notaire ze schubsen, an dat ënner heftegen Amendë bei all Feeler?

6. Sidd Dir net och der Meenung, datt esou eng Revolutioun vum Notariat op d'mannst hätt missen eng Transitiounsperiod virgesinn? Deelt Dir d'Meenung vum Notariat, datt dës Reform onbedéngt muss verschubst ginn, bis all déi opgeworfe Froe gekläert sinn?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Den éierbaren Deputéierten huet eng Rei Froen zum elektroneschen Depot vun den Notaire-Akten, deen am Gesetz vum 8. Juli 2021[2] virgesinn ass.

Wat déi éischt Fro ugeet, sou ass et net richteg, datt den Notaire den Depot vun der elektronescher Expédition-minute perséinlech validéieren oder och den Depot vun der Expédition-minute bei der Verwaltung perséinlech virhuele muss. D'Gesetz gesäit leedeglech vir[3], datt den Depot vum Akt ab dem 1. November 2022 op enger elektronescher Expédition-minute gemaach gëtt, an net méi, wéi bis dato, op der Minute selwer. Deemno muss den Notaire just, duerch seng elektronesch Ënnerschrëft, d'Konformitéit vun der elektronescher Expédition-minute par rapport zur Minute (um Pabeier) garantéieren, well jo duerch d'Reform den Enregistrement um Pabeier-Original ewechfält. D'Mataarbechter an der Etude sinn also weiderhin habilitéiert, den Akt virzebereeden an den Depot vum Akt iwwert d'Plattform bei der Verwaltung ze maachen. Par ailleurs fält de Bordereau de transcription ewech, wat eng administrativ Vereinfachung ass.

D'Mise en place vun der informatescher Infrastruktur, fir den elektroneschen Depot vun den Akte kënnen ze maachen, ass d'Responsabilitéit op där enger Säit vum Staat, dat heescht der Enregistrementsverwaltung an dem Centre informatique de l'État, an op där anerer Säit vun den Notairen.

Zanter dass d'Gesetz vum 8. Juli 2021 gestëmmt ass, gëtt et e Comité de concertation permanent, wou all Parteien dra representéiert sinn. Dëse Comité mécht de Suivi vun der technescher Ëmsetzung, déi néideg ass, fir dass d'Akte kënnen elektronesch deposéiert ginn. De Comité huet misse feststellen, dass d'Konditiounen aktuell nach net genügend erfëllt sinn, fir déi informatesch Plattform ze benotzen. D'Membere vum Comité hunn sech dowéinst kierzlech gëeenegt, eng administrativ Transitiounsperiod virzegesinn, fir esou de Lancement vun der Plattform eréischt duerchzeféieren, wann all d'technesch Konditiounen erfëllt sinn.

Am Kader vum Comité de concertation permanent sinn och d'Problemer vum Notariat intensiv diskutéiert ginn. D'Enregistrementsverwaltung steet generell am enken a gudden Austausch a Kontakt mat der Chambre des Notaires.

Mat der neier Plattform wäerten d'Notairen eng Notifikatioun direkt iwwert de System kréien, sollt en Depot refuséiert gi sinn. Dëst geschitt an e puer Sekonnen nom Depot an d'Ursaach vum Refus gëtt iwwert de System matgedeelt.

Beim Aféiere vum elektroneschen Depot handelt et sech ëm eng Digitalisatioun vu bestoende Prozeduren. Et ännert just de Support, op deem den Akt bei der Verwaltung deposéiert gëtt. D'Responsabilitéite vun deene jeeweilegen Acteure bleiwen onverännert. Den Notaire, a senger Qualitéit als Officier public, ass weiderhi responsabel fir d'Richtegkeet vun den Angaben an Donnéeën am Akt. Duerch den direkten Zougrëff op d'informatesch Informatioune vum Staat (Kadaster a Persouneregëster) gëtt seng Aarbecht erliichtert.

Zu de Strofen ass ze soen, datt se de Garant si fir d'Richtegkeet vun den Donnéeën an der Publicité foncière, dat heescht am Enregistrement, am Kadaster, an an den Hypothéiken. Den Enregistrement gëtt wéi gesot net méi op der Minute (also dem Original) gemaach, mee op enger elektronescher Expédition-minute.

Säitens dem Staat an de Verwaltunge muss also séchergestallt sinn, datt déi vum Notaire ausgestallt elektronesch Expédition-minute (ee PDF, a kee Scan vum Akt) zu 100 Prozent dem Original entsprécht.

[2] Loi du 8 juillet 2021 portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification :
1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;
2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;
3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie

[3] « Par dérogation à l'article 7 de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement, les actes déposés par voie électronique sont enregistrés sur les expéditions-minutes. » (article 7 de la loi du 8 juillet 2021 portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription)

Projet d'oléoduc de TotalEnergies en Ouganda | Question **6991** (12/10/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

La société TotalEnergies a l'intention de construire un nouvel oléoduc d'une longueur de 1.440 kilomètres dans le Murchison Falls National Park, situé dans le nord de l'Ouganda, et considéré comme un des plus beaux parcs naturels du monde. Ce projet, émettant annuellement 34 millions de tonnes de CO_2, nécessite également l'expropriation de plus de cent mille personnes (voir « Le Monde » du 11 octobre 2022). Dans une lettre ouverte, des personnalités politiques, scientifiques et responsables d'ONG appellent à stopper ce projet.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Compte tenu que l'Agence internationale de l'énergie a affirmé en 2021 qu'il ne fallait plus lancer de nouveaux projets d'extraction d'énergies fossiles, est-ce que le projet TotalEnergies ne devrait pas être mis en doute par la communauté internationale ?

2) Est-ce que l'Union européenne ne devrait pas soutenir davantage les pays renonçant à exploiter leurs réserves de combustions fossiles en leur accordant des crédits appropriés pour l'investissement dans les énergies renouvelables ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à ce projet ?

Réponse (14/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a estimé dans son rapport « Zero Net by 2050, a Roadmap for the Global Energy sector » (2021) que pour atteindre l'objectif de zéro émission en 2050, le secteur de l'approvisionnement en énergies fossiles n'avait pas besoin de nouveaux investissements.

Il se trouve que le projet en question a bien fait l'objet d'un débat public, puisqu'en date du 15 septembre 2022, le Parlement européen a adopté une résolution d'urgence sur les projets Tilenga et EACOP, développés par Total en Ouganda et en Tanzanie.

ad 2) L'Union européenne soutient un processus de partenariat pour une transition énergétique juste (« Just Energy Transition Partnerships ») avec certains pays en développement afin de les aider à appliquer des politiques de décarbonation et à mettre un terme à l'extraction et à l'utilisation d'énergies fossiles. L'UE a signé un premier partenariat de ce type en 2021 avec l'Afrique du Sud. Des discussions sont en cours pour établir des partenariats similaires avec le Sénégal, l'Indonésie et le Vietnam par exemple. Au-delà de ces partenariats, l'UE met en place une série de protocoles d'accords (« Memorandum of Understanding ») avec d'autres pays tels que l'Égypte, l'Argentine et la Namibie pour parvenir aux mêmes objectifs. Le Luxembourg a toujours soutenu de telles initiatives au niveau européen et promeut activement une transition énergétique globale fondée sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

ad 3) Au-delà de la position de principe énoncée ci-avant, le Gouvernement luxembourgeois n'a pas à commenter des projets spécifiques impliquant des sociétés privées étrangères dans des pays tiers.

Décharge pour matières inertes près de Colmar-Berg | Question **6992** (13/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient que la décharge pour matières inertes près de Colmar-Berg touche à sa capacité maximale si bien qu'elle serait fermée au cours de l'année 2023.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information ? Dans l'affirmative, vers quel mois sera-t-elle

plus que probablement fermée ? Combien de tonnes de déchets inertes y ont alors été stockées à cette date ?

2) Combien de camions y ont été accueillis en moyenne tous les jours au cours des dernières cinq années ?

3) Quelle est l'évolution récente des réserves en matière de capacité d'accueil dans les décharges actuellement en fonction ?

4) Dans quels endroits du pays seront créées des décharges nouvelles et quelle sera leur capacité potentielle individuelle et totale ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Mes services n'ont pas été informés de la fin d'exploitation prévisible de la décharge en question. Le volume total autorisé de cette décharge (exploitée depuis août 2013), y compris les extensions et les rehaussements, s'élève à 7.740.000 m³. Vers fin juin 2022 la capacité restante était de 1.754.000 m³. En considérant les quantités acceptées au cours des deux dernières années, une durée d'exploitation restante de deux à trois années est estimée.

ad 2) Selon les rapports annuels fournis à l'Administration de l'environnement par Recyfe SA, l'exploitant de la décharge régionale pour déchets inertes « Colmar-Berg », cette moyenne était de 300 camions par jour.

ad 3) L'évolution des capacités restantes dans les différentes décharges régionales pour déchets inertes depuis 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Dans ce contexte, je renvoie à la récente réponse à la questions parlementaire n° 6889.

Les capacités demandées pour les différents projets de décharges régionales pour déchets inertes, qui sont actuellement en procédure, se présentent comme suit :

– Extension de la décharge Hosingen : environ 2.110.000 m³ (3.798.000 t)
– Décharge Nothum : environ 1.610.000 m³ (2.898.000 t)
– Décharge Rosswinkel : environ 397.000 m³ (714.600 t)
– Décharge Differdange : environ 5.900.000 m³ (10.617.000 t)

Il est important de souligner qu'il s'agit des capacités demandées par les requérants. Il est actuellement difficile pour l'Administration de l'environnement de fournir des indications précises sur les capacités qui seront finalement autorisées.

Dommages causés par un vaccin | Question **6993** (13/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Tout vaccin est une ingérence dans le système immunitaire et peut provoquer un effet indésirable voire un dommage.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Est-ce qu'il y a une loi couvrant les dommages causés par un vaccin ?

– Si oui, quelle est cette loi et quels dommages est-ce qu'elle couvre ?

– Toujours si une telle loi existe, qu'est-ce qu'elle prévoit pour les patient.e.s ayant subi un dommage lié à un vaccin ? Quelle est la procédure pour les patient.e.s afin de pouvoir profiter de la protection légale ?

– Si une telle loi n'existe pas, est-ce que vous ne jugez pas nécessaire de mettre en route un tel projet de loi ? Est-ce qu'une telle loi existe dans d'autres pays ?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

La loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations dispose dans son article 1er :

« Lorsqu'une vaccination imposée par une disposition légale ou réglementaire ou recommandée par l'État cause la mort de la personne vaccinée ou entraîne dans son chef une incapacité physique permanente, l'État répond du dommage, sans préjudice des actions qui pourraient être exercées conformément au droit commun, et dans la mesure où le dommage n'est pas indemnisable en vertu du Code des assurances sociales. Jusqu'à concurrence de l'indemnité qu'il a versée, l'État est, s'il y a lieu, subrogé dans les droits et actions de la victime contre les responsables du dommage. »

La demande de dédommagement, accompagnée des pièces justificatives relatives à la vaccination recommandée et au dommage (décès ou incapacité physique permanente) prétendu en lien avec la vaccination est à introduire par le demandeur ou, en cas de décès par ses ayants droit, au Ministère de la Santé qui procède à une instruction du dossier à travers une expertise médicale.

Si les conditions prévues par la loi sont remplies, à savoir le décès est en lien avec la vaccination recommandée ou les séquelles engendrent une incapacité physique permanente en lien avec la vaccination et le dommage n'est pas indemnisable en vertu du Code de la sécurité sociale, l'État indemnise le demandeur.

Piste cyclable entre Medernach et Reisdorf | Question **6994** (13/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis des années la réalisation de la piste cyclable entre Medernach et Reisdorf semble traîner. Cette piste relierait, entre autres, les localités de Larochette et de Diekirch.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur la mise en œuvre de ce projet ? Où en est sa planification ?

2) Quelles seraient d'éventuelles contraintes qui empêcheraient une réalisation rapide de cette piste cyclable ?

Réponse (18/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le projet de piste cyclable entre Medernach et Reisdorf se compose de trois tronçons, à savoir :

1. Ermsdorf–Medernach : le dossier de soumission est en cours de finition. Les administrations communales se chargent d'acquérir les emprises manquantes. Quant aux autorisations environnementales, une nouvelle demande d'autorisation en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles a été transmise au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en mai 2022. De ce fait, les travaux pourront au mieux commencer début 2024 ;
2. Ermsdorf–Reisermühle : l'avant-projet sommaire a été approuvé en mars 2021 et j'ai demandé l'Administration des ponts et chaussées d'analyser des variantes supplémentaires le long du CR358 ;
3. Reisermühle–Reisdorf : j'ai approuvé l'avant-projet sommaire en mars 2021, dont le tracé approuvé empruntera un chemin agricole existant entre Reisermühle et Reisdorf via Moestroff.

ad 2) La réalisation du projet entre Ermsdorf et Reisermühle est tributaire de l'acquisition d'emprises et de nombreuses contraintes environnementales, comme par exemple :

– la présence de chauve-souris ;
– l'existence de deux cours d'eau dans la vallée, à savoir l'Ernz Blanche et la Brücherbaach ;
– le projet de l'Administration de la gestion de l'eau pour l'aménagement d'une échelle/passe à poisson à Neumühle ;
– la désignation d'une zone inondable ;
– l'acquisition du foncier privé ;
– le Plan d'aménagement général (PAG) de l'administration communale.

En outre, le gabarit routier du chemin CR358 se présente trop étroit à certains endroits pour y aménager une infrastructure cyclable séparée dans les espaces latéraux.

De ce fait, des tracés alternatifs sont en cours d'analyse à hauteur de la Reisermühle comme initié dans l'approbation de l'avant-projet sommaire en mars 2021.

Primes énergétiques | Question **6995** (13/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zënter dem Joer 2017 kréien d'Leit zu Lëtzebuerg Bäihëllefen, wann si hir Uelegheizung ëmbauen op alternativ Energieformen. Dozou gehéieren d'Solarheizungsanlag, d'Photovoltaikanlag, d'Wäermepompel an d'Holzheizung.

Allerdéngs gouf mir zougedroen, datt d'Leit mat zum Deel extreem laange Waardezäite rechne mussen, bis si hir Bäihëllefen ausbezuelt kréien.

An deem Kontext géif ech der Madamm Ëmweltminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir Bäihëllefe goufen an de leschte Joren (opgeschlësselt no de Joren 2017, 2018, 2020, 2021) – och opgeschlësselt no där jeeweileger alternativer Energieform – agereecht?

2. Wéi vill vun dësen Demandë goufe validéiert a wéi vill net?

3. Wéi vill vun all dësen Demandë goufen zanter 2017 och effektiv schonn ausbezuelt?

4. Wéi vill Zäit vergeet an der Reegel tëscht der Demande an dem Ausbezuele vun der Bäihëllef – opgeschlësselt no de jeeweilegen an uewen opgezielte Forme vun alternativen Energien?

Réponse (11/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Zanter dass d'Gesetz vum 23. Dezember 2016 den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden ass, si bis zum 31. Dezember 2021 inklusiv 5.553 Demandë fir Bäihëllefen am Kader vun der Installatioun vun engem vun deene 4 Anlagentyppen (Solaranlagen, Photovoltaikanlagen, Wäermepompelen an Holzheizungen) erakomm. Se deelen sech ewéi follegt pro Joer op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Vun deene 5.553 Demandë sinn der 4.230 accordéiert ginn, 271 sinn der refuséiert ginn, well se déi Konditiounen, déi vun der Legislatioun virgeschriwwe

sinn, net respektéiert hunn. 1.004 Demandë sinn nach net komplett, well elementar Piècen net mam Dossier agereecht goufen an dofir hu missen nogefrot ginn. 48 Dossiere sinn nach net traitéiert ginn.

ad 3. Vun deene 4.230 Demanden, déi zanter 2017 accordéiert goufen, sinn der 3.978 schonns ausbezuelt, 252 Demandë sinn an der Prozedur fir ausbezuelt ze ginn.

ad 4. D'Delaien (an Deeg) fir déi eenzel Bäihëllefe sinn am follgenden Tableau:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Sanctions administratives communales et élargissement des compétences des agents municipaux | Question **6996** (13/10/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

No der Publikatioun am Memorial A den 28. Juli 2022 soll d'Gesetz sechs Méint duerno, also den 1. Februar 2023, a Kraaft trieden. Am Gesetz ass virgesinn, dass nach verschidde groussherzoglech Reglementer musse geholl ginn. Weiderhi baséieren sech d'Sanktiounen op d'Policereglementer vun de Gemengen. Doniewent sollen och all d'Agente spezifesch Formatioune maachen. Et kommen duerch dëst d'Gesetz och weider Aufgaben a Kompetenzen op d'Agenten duer.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Bis wéini gedenkt d'Madamm Ministesch, déi groussherzoglech Reglementer zum Gesetz ze publizéieren?

– D'Sanktioune kënne vun de Bierger direkt op de Gemenge bezuelt ginn. Sinn d'Gemenge schonn iwwer d'Detailer heizou informéiert ginn?

– Mussen d'Gemengen, wann dat neit Gesetz en vigueur trëtt, och hiert Policereglement adaptéieren? Gëtt de Gemengen do ee Règlement type zur Verfügung gestallt?

– Kann d'Madamm Ministesch mir confirméieren, dass bis zum Akraafttriede vum Gesetz all Agent muss sämtlech Formatioune maachen? Wéi ass den Oflaf vun dëse Formatiounen?

– Am Fall wou si déi Formatiounen net gemaach hunn – däerfen si d'Gesetz trotzdeem applizéieren? Gëtt et ee spezielle Formatiounskatalog fir d'Agents municipaux?

– Wéi vill Agenten hei am Land mussen dës Formatioune maachen? Vu wéi vill insgesamt?

– Mussen d'Agenten, fir hiren aktuelle Statut bäizebehalen, sämtlech Formatiounen duerchlafen? Ginn et hei schonn Delaien?

– Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch d'Gemenge respektiv hiert d'Personal iwwert déi nei Aufgaben (z. B. Recetten) ze informéieren oder souguer ze forméieren?

– Kann d'Madamm Ministesch mir Informatioune ginn, ab wéini de Service vum Fonctionnaire sanctionnateur en place ass?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Fir op déi verschidde Froe vum Deputéierten ze äntweren, erlaben ech mir, op d'Circulaire N° 4191(1) ze verweisen, déi ech den 2. November un d'Gemenge verschéckt hunn.

D'Circulaire ass ënner follgendem Lien ze fannen : https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/circulaires/2022/juillet-decembre/41911.pdf.

Rupture de stock de certains médicaments | Question **6997** (13/10/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg koum et an der Vergaangenheet schonn zu Enkpäss bei der Liwwerung vu verschiddene Medikamenter. Aktuell soll dëse Problem sech widderhuelen. D'Ruptures de stock kënnen dozou féieren, dass Dokteren hire Patienten Alternative musse verschreiwen. Alternativen, déi se de Patiente jo an enger éischter Phas net wollten als Behandlungsmethod virschloen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn dem Gesondheetsministère Fäll vu Ruptures de stock an den Apdikte bekannt? Falls jo, ëm wéi vill Zorte vu Medikamenter handelt et sech momentan?

2. Bei wéi ville Medikamenter koum et an deene leschte 6 Méint zu Ruptures de stock?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Fall vun engem Enkpass fir e gewëssent Medikament, gëtt de Gesondheetsministère ëmmer doriwwer informéiert. Dës Rupturë kënnen all Zort vu Medikament betreffen, mee generell bleiwen awer ëmmer aner Alternativen disponibel.

An der zweeter Hallschecht vum Mount Oktober sinn dem Gesondheetsministère temporaire Indisponibilitéite vun 13 Medikamentefamillen, déi an Officinë verkaf ginn, notifiéiert ginn.

ad 2. Zwëschent Abrëll a September 2022 sinn dem Gesondheetsministère Ruptures de stock vun 173 Medikamenter notifiéiert ginn.

Statistiques sur le nombre d'électeurs non résidents dans le cadre des élections communales | Question **6998** (13/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2022 portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, le droit de vote aux élections communales a été ouvert à tous les résidents en âge de voter peu importe leur nationalité et la durée de leur résidence au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes :

– Combien de résidents non luxembourgeois pourront désormais jouir du droit de vote alors qu'ils résident au Luxembourg depuis une durée inférieure à cinq années ? Ces statistiques sont-elles disponibles ventilées par commune, nationalité, âge et genre ?

Réponse (10/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Selon les statistiques produites à partir des données extraites du Registre national des personnes physiques (RNPP), 68.173 personnes, dont 32.105 femmes et 36.068 hommes, résidents non luxembourgeois jouissent désormais du droit de vote alors qu'ils ne résident pas encore au Luxembourg depuis cinq ans.

Ces statistiques sont à disposition de chaque commune, ventilées par nationalités, âge et sexe.

Transport de mazout | Question **6999** (13/10/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass essenziell, fir dass ons d'Energietransitioun geléngt, souwéi dass mir méi onofhängeg vun de fossillen Energië ginn. Dobäi spillt de Wiessel vun enger Mazoutsheizung op eng Wärmepompel eng zentral Roll, fir de Wärmesektor ze dekarboniséieren. Leider kënnen d'Leit, déi sech fir dee Choix entscheet hunn, awer mam Problem konfrontéiert sinn, dass hire Mazout am Tank nëmmen nach ka vun der Superdreckskëscht entsuergt ginn. D'Käschte sinn dobäi déi selwecht wéi fir verschmotzte Mazout. Et ass zum Beispill net méiglech, dass Transportfirmaen zu Lëtzebuerg de Mazout zréckhuelen, well se dofir keng Autorisatioun hunn. D'Installateuren zu Lëtzebuerg däerfen nëmmen d'Entsuergung vum Mazout mat organiséieren an net, wéi zum Beispill an Däitschland, den Transport bzw. d'Zréckhuele vum Mazout mat ubidden.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

1. Wat sinn d'Grënn, firwat Transportfirmae fir Mazout hei zu Lëtzebuerg keng Autorisatioun hunn, fir de Mazout erëm zeréckzehuelen?

2. Gesäit d'Ministesch net an, dass een de Wiessel vum Mazout op eng erneierbar Heizungsform an deem Sënn kéint vereinfachen an ënnerstëtzen?

3. Wa jo, wéi kéint eng méiglech Léisung ausgesinn?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Wann ee säi Mazoutstank zréckbaut, well een en net méi brauch, an et ass nach proppere Reschtmazout dran, da kann een dee weider notzen (selwer oder andeems een en engem aneren zur Verwendung zur Verfügung stellt) oder en entsuerge loossen. Et ass recommandéiert, de Mazout vu Fachleit ofpompelen ze loossen, fir dass déi waassergefäerdend Flëssegkeet net an d'Ëmwelt geréit. Den Transport vun esou Flëssegkeeten op der Strooss ass dohier och reglementéiert (z. B. Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route).

Well de Mazout an engem Tank altert an sech Oflagerungen am Tank bilden, Uelegschlamm genannt, ass net all Reschtmazout ouni Gefor fir déi Installatiounen, wou e géif weider agesat ginn, weider verwendbar. D'Quantitéit vun deem Uelegschlamm hänkt ë. a. vum Alter a vun der Geometrie vum Tank of. Dëse muss een dohier fachgerecht entsuerge loossen. Dee Moment ass deen Uelegschlamm/Reschtmazout, nom Artikel 4 Punkt 6, vum ëmgeännerten Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012, een Offall.

Wann een deen Offall wëll bei sech ewechhuele loossen, muss dat vun engem geneemegten Transporteur gemaach ginn. All Firma, also och Transportfirmae fir Mazout oder Installateure mam entspriechenden Equipement, kënnen déi entspriechend Geneemegunge bei der Ëmweltverwaltung ufroen. Den Transport vun deem Offall ka geneemegt ginn, wann den Offall bei eng Anlag geet, déi geneemegt ass, fir en ze valoriséieren oder ze eliminéieren. An der Reegel schaffen d'Installateure mat engem Transporteur zesummen, deen esou eng Geneemegung huet, a bidden dee Service an hirer Prestatioun dofir mat un. Wann déi Tranporteuren de proppere Reschtmazout zesumme mam Uelegschlamm ofpompelen, gëtt dat Ganzt zum Offall. Et ass och déi Vermëschung, déi de Reschtmazout zu engem net méi weiderverwendbare Produit mécht. Et gëtt aktuell 17 Firmaen am Land, déi dëse Service ubidden. Am Kader vun der Superdreckskëscht fir Bierger gëtt ee Service ugebueden, fir kleng Volumë Reschtmazout, z. B. am Kanister, ofzeginn.

Et ass net gewosst, firwat d'Transportfirmae fir Mazout bis ewell keng Geneemegung fir d'Récknam vun Ofallmazout ugefrot hunn, et ass awer unzehuelen, dass et och dorunner läit, dass et sech fir si net lount, fir eng relativ kléng Part de marché dat néidegt Equipement unzeschafen, well si kënne jo net verschmotzte Reschtmazout an deem selwechten Tank transportéieren ewéi de proppere Mazout, deen si ausliwweren.

D'Méiglechkeete fir de Secteur, fir sech anescht opzestellen, sinn also haut scho ginn; eng Änderung vum bestoende System vun den Offalltransporter, deen op europäesche Virgabe baséiert, ass net virgesinn.

Utilisation de produits de la société « Protelion GmbH » | Question **7000** (14/10/2022) de **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Vendredi dernier, la chaine de télévision allemande publique ZDF a publié les résultats d'investigations portant sur les liens entre une société de droit privé appartenant à une association de cybersécurité allemande de haut niveau (« Cyber-Sicherheitsrat Deutschland e. V. ») et des personnes liées aux services de renseignement russes. La société « Protelion GmbH » en question fournit notamment des solutions de sécurité informatique utilisées entre autres par les opérateurs d'infrastructures critiques en Allemagne.

Dans le contexte actuel de guerre en Ukraine ainsi que d'attaques contre les pipelines et autres infrastructures sensibles, ces révélations n'ont pas tardé à interpeller la sphère médiatique et politique. Aussi semble-t-il que le Gouvernement allemand s'apprête à limoger le chef de son agence de cybersécurité (« Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik »).[4]

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre d'État et de Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

– Les ministères ou administrations publiques luxembourgeoises utilisent-elles actuellement, ou ont-elles par le passé utilisé, des produits ou services développés par « Protelion GmbH » ? Dans l'affirmative, quels sont les domaines dans lesquels ils sont ou ont été utilisés ?

Réponse (27/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation

Le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) n'est jamais entré en relation avec l'entreprise « Protelion GmbH » et n'utilise aucun de ses services ou produits.

Reconnaissance des diplômes ukrainiens | Question **7001** (14/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Honnerte vu Mënschen aus der Ukrain hunn am Moment hei zu Lëtzebuerg een Ënnerdaach misse fanne wéinst dem russeschen Ugréffskrich. Dës Leit hu sech hiert Liewen an der Ukrain opgebaut a sinn do an d'Schoul an/oder op d'Uni gaangen. D'ukrainesch Schüler wëllen hire schoulesche Parcours zu Lëtzebuerg dann och weiderféieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Virgabe fir d'Unerkennung vun ukrainesche Grond- a Lycéesdiplomer?

2. Wéi sinn d'Virgabe fir d'Unerkennung vun den Diplomer vun ukraineschen Universitéiten?

3. Wéi laang sinn d'Delaie fir d'Äntwert op Demandë fir eng Unerkennung vun den Diplomen am Moment?

4. Wéi vill Demandë vun ukrainesche Staatsbierger no enger Unerkennung goufe bis ewell ofgeleent oder net am ganze Mooss unerkannt?

5. Si Méiglechkeete virgesinn, fir zum Beispill iwwert Tester fräiwëlleg kënnen nozeweisen, dass eng Persoun ee gewësse schouleschen Niveau huet?

Réponse (14/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

ad 1. D'Ukrain huet d'Konventioun vu Lissabon (Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne) ënnerschriwwen. Soumat ënnerläit e Lycéesdiplom aus der Ukrain deene selwechten Unerkennungscritèrë wéi déi aus all deenen anere Länner, déi dës Konventioun ënnerschriwwen hunn. Dëst sinn:

a) den Diplom muss e Parcours scolaire vun 12 konsekutive Jore sanktionéieren, an
b) den Diplom muss am Pays d'origine Zougang zu Héichschoulstudie ginn.

Bei Länner, wou de Parcours bis zum Baccalaureat just 11 Joer dauert, sou wéi och an der Ukrain, kann eng Unerkennung par rapport zu engem lëtzebuergesche Premièresdiplom nëmmen ausgesprach ginn ënnert der Konditioun, datt d'Persoun ee gepacktent Joer op enger Universitéit respektiv Héichschoul noweise kann (11 Joer + 1 Joer = 12 Joer).

ad 2. D'Unerkennung vun Héichschouldiplomer hëlt zu Lëtzebuerg d'Form u vun der Aschreiwung an de Registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur. Fir kënnen iwwert dëse Wee unerkannt ze ginn, muss een Diplom ee komplette Studienzyklus ofschléissen an entspriechend de Gesetzer a Reglementer ausgestallt gi sinn, déi d'Héichschoulwiesen am Ausstellungsland encadréieren. Dëst gëllt gläichermoosse fir all auslännesch Diplomer, onofhängeg vun der Origine.

ad 3. De legalen Delai ass bei dräi Méint, vun deem Moment un, wou den Dossier komplett ass. Aktuell leien d'Delaie fir eng Äntwert op Demandë fir eng Unerkennung duerch de Service de la reconnaissance des diplômes vum Educatiounsministère tëschent zwou a véier Wochen.

Wat d'Unerkennung vun Héichschouldiplomer ubelaangt, läit den Duerchschnëttsdelai iwwert d'Joer gesi bei véier bis sechs Wochen, woubäi deen Delai a Funktioun vun der Unzuel an der Komplexitéit vun den Demanden, déi dem concernéierte Service vum Héichschoulministère virleien, liicht variéiere kann.

ad 4. Et goufen 23 ukrainesch Premièresdiplomer an een Technikerdiplom unerkannt. Bei just engem Dossier konnt keng Unerkennung ausgestallt ginn.

Bis zum Stéchdatum vum 30. September 2022 goufen zanter 2017 am Ganzen 286 ukrainesch Héichschouldiplomer unerkannt. Dobäi sief betount, datt negativ Äntwerte rar sinn: Nëmmen a sechs Fäll huet d'Aschreiwung an de Registre des titres misse refuséiert ginn. Den Tableau ënnendrënner gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel vun den Unerkennungsdecisiounen, opgefächert no de Joren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5. Falls eng Unerkennung vun engem Lycéesdiplom net kann ausgestallt ginn, gëtt de Schoulniveau mat enger Attestation du niveau d'études festgehal, déi an deem Fall eng Reussite vun enger 3e certifiéiert. Zudeem kann déi betraffe Persoun iwwer den zweete Bildungswee, zum Beispill andeems si ee Joer bei der École nationale pour adultes (ENAD) suivéiert, e lëtzebuergesche Premièresdiplom ausgestallt kréien.

Betreffend d'Héichschouldiplomer ass et opgrond vun den uewe genannten Unerkennungscritèren an och vun der Form vun der Prozedur dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung net méiglech, Unerkennunge mëttels Tester ze maachen. Allerdéngs steet de Persounen, déi hiert Studium net konnten ofschléissen, d'Méiglechkeet op, fir um direkte Wee d'Héichschouletablissement vun hirem Choix ze kontaktéieren en vue vun enger Validation des acquis de l'expérience (VAE). Dës, falls vum concernéierten Etablissement accordéiert, erméiglecht mëttels Dispens vun eenzele Modüllen een ofgekierzte Wee zu engem formale Studienofschloss.

Zudeem sief ugemierkt, datt kee vun de rezente Refuse vun ukraineschen Héichschouldiplomer zeréckzeféieren ass op eng mangelhaft Dokumentatioun. An esou engem Fall awer, an deem Diplomféierter keng Méiglechkeet haten, fir all hir Dokumenter mat op Lëtzebuerg ze bréngen, géif fir déi concernéiert Persounen d'Méiglechkeet bestoen, fir op eng Onlinedatebank vun den ukraineschen Autoritéiten zouzegräifen an déi feelend Dokumentatioun ze komplettéieren.

Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) | Question **7002** (17/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) gouf am Joer 2019 duerch dat entspriechend Gesetz agefouert. Dëse Register erlaabt et de Verwaltungen an der Zivillgesellschaft fir ze kontrolléieren, wien als Privatpersoun als leschten Notznéisser vun enger Firma profitéiert. Grad bei groussen Holdingen, déi aus Honnerte vun Ënnerfirme bestinn, ass et aus Transparenzgrënn wichteg nozevollzéien, wien um Enn vun der Lieder d'Fiedem an der Hand huet. Esou kënnen, zum Beispill, Interessekonflikter opgedeckt ginn oder Persounen, déi internationale Sanktiounen ausgesat sinn, méi liicht identifizéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a Wirtschaft dës Fro stellen:

– Firwat existéiert am RBE keen Historique, deen et erlaabt fir nozevollzéien, wéini de Bénéficiaire effectif vun enger Organisatioun gewiesselt huet?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

D'Äntwert op d'Fro ass, dass esou een Historique wuel besteet, mee dass deen nëmme fir d'national Autoritéiten accessibel ass (cf. Artikel 8 vum Reglement vum 15. Februar 20191).

De Grond, fir een Ënnerscheed zwëschent dem Zougang vun den nationalen Autoritéiten an deem vum Public ze maachen, hänkt mam Règlement général sur la protection des données zesummen, well et sech jo hei um perséinlech Donnéeën handelt. De Gesetzgeeber huet sech deemno bei der Fro vum Zougang vum Public op dat limitéiert, wat vun der Direktiv 2018/843 virgesi war, déi mam Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwer den RBE transposéiert ginn ass, an déi Direktiv huet keen Zougang op den Historique fir de Public virgesinn.

Et ass awer och ze notéieren, dass de Gesetzgeeber net esou wäit gaangen ass, fir een Accès payant

[4] https://www.dw.com/en/germany-cybersecurity-chief-faces-sacking-over-russia-ties-reports/a-63387771

virzegesinn, wat am Endeffekt zu manner Transparenz gefouert hätt.

Facturation électronique | Question **7003** (17/10/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Le 18 décembre 2021, la loi relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics est entrée en vigueur. Cette loi crée pour tous les opérateurs économiques l'obligation d'émettre et de transmettre uniquement des factures électroniques (des fichiers XML ou qui contiennent de l'XML) conformes dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession. Cette obligation est échelonnée dans le temps – ainsi les entreprises de grande taille sont concernées depuis le 18 mai 2022, celles de taille moyenne depuis le 18 octobre 2022 et les entreprises de petite taille ont jusqu'au 18 mars 2023 pour se conformer aux obligations.

Six mois après l'entrée en vigueur des obligations pour les grandes entreprises, force est cependant de constater qu'il existe un manque de clarté tant au niveau des entreprises qu'au niveau des organismes du secteur public concernés pour se conformer à cette loi. Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation :

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur le nombre de factures électroniques reçues par les pouvoirs adjudicateurs et organismes du secteur public depuis la date du 18 mai 2022 et s'il y a eu des problèmes récurrents lors de ces envois, tant au niveau des émetteurs qu'au niveau des destinataires ? Combien de ces factures ont été transférées via les solutions alternatives proposées par l'article 2 du règlement grand-ducal du 13 décembre 2021 portant fixation du réseau de livraison commun et des solutions techniques alternatives utilisées pour la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession ?

– Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si tous les pouvoirs adjudicateurs et organismes du secteur public, y compris les communes, les syndicats, les GIE et les ASBL tombant sous le champ de la loi précitée, ont été identifiés par le Ministère de la Digitalisation et s'ils sont en mesure d'accepter les factures électroniques conformes ?
• Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer s'il existe un plan d'implémentation auprès des organismes du secteur public qui ne sont pas encore en conformité avec la loi ?

– Monsieur le Ministre peut-il ensuite m'expliquer pourquoi les deux solutions alternatives proposées par l'article 2 du règlement grand-ducal du 13 décembre 2021 portant fixation du réseau de livraison commun et des solutions techniques alternatives utilisées pour la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession n'ont pas été proposées dès l'entrée en vigueur de la loi ?

– Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si le Ministère de la Digitalisation est en train d'élaborer une solution uniforme pour la prise en compte de la retenue de garantie demandée lors des marchés publics de travaux ? Cette éventualité ne semble pas être couverte par la norme EN 16931–1:2017.

– Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Ministère de la Digitalisation organisera des formations destinées d'un côté aux petites et moyennes entreprises et d'un autre côté aux pouvoirs adjudicateurs et organismes du secteur public de petite taille ? Un tel cycle de formation a été prévu par la directive 2014/55/UE du 16 avril 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics.

Réponse (18/11/2022) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

Le nombre de factures électroniques reçues par les organismes du secteur public (OSP) depuis le 18 mai 2022 via le point d'accès Peppol du Gouvernement s'élevait, début novembre, à plus de 27.000 factures. Parmi celles-ci, plus de 2.000 factures ont été envoyées via les solutions techniques alternatives non automatisées sur MyGuichet.lu, définies dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2021. Les factures des OSP qui disposent de leur propre point d'accès ne sont pas reprises dans les statistiques ci-dessus. Quelques erreurs au niveau des factures reçues ont pu être constatées. Dès détection de ces problèmes, les émetteurs des factures ont été informés pour qu'ils puissent faire les corrections nécessaires.

Bien que la législation sur les marchés publics existe déjà depuis des dizaines d'années, une liste exhaustive des pouvoirs adjudicateurs tombant sous le champ d'application des différentes lois sur les marchés publics n'a jamais été établie. Dans le cadre de la législation relative à la facturation électronique, le Ministère de la Digitalisation a commencé à recenser pour la première fois les OSP concernés. À cet effet, le Ministère de la Digitalisation s'est adressé régulièrement à tous les ministères pour qu'ils informent les OSP sous leur tutelle de leurs obligations légales. En outre, des échanges étroits ont eu lieu avec le SIGI qui gère un point d'accès Peppol pour la quasi-totalité des communes, syndicats communaux et autres organisations au niveau communal. Ces efforts sont déployés en continu. Dès que le ministère identifie, en collaboration avec d'autres ministères ou organismes, un organisme nouveau tombant sous le champ d'application de la législation sur les marchés publics, il le conseille afin de le mettre en mesure d'accepter des factures électroniques via Peppol.

Une liste d'environ 500 organismes du secteur public a ainsi pu être établie. Les organismes identifiés peuvent recevoir des factures électroniques via Peppol. Cette liste est consultable dans le dossier sur la facturation électronique du Ministère de la Digitalisation : https://digital.gouvernement.lu/fr/dossiers/2021/facturation-electronique.html.

Les solutions techniques alternatives non automatisées définies dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2021 ont été rendues disponibles aussi rapidement que possible, en priorisant la mise en place du formulaire de saisie manuelle d'une facture, qui est de très loin celui dont les opérateurs économiques ont le plus besoin.

La norme européenne EN 16931-1:2017 ne prévoit pas de champs dédiés à la gestion d'une retenue de garantie. Cependant une solution uniforme, connue des acteurs clés comme la Chambre de Commerce ou la Chambre des Métiers, est proposée systématiquement aux organismes concernés. Cette solution prévoit d'utiliser le champ de texte libre « PaymentTerms » (Modalités de paiement) du standard Peppol BIS Billing 3.0 pour indiquer les informations liées à la retenue de garantie.

Des formations destinées aux opérateurs économiques et notamment aussi aux petites et moyennes entreprises ont été dispensées par le Ministère de la Digitalisation dès 2021 :

– via de nombreuses conférences ou workshops organisés par la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers à destination de leurs adhérents ;
– via des formations régulièrement organisées par la House of Training sur base d'une formation initiale dispensée par le ministère.

Un nombre conséquent d'informations et du matériel de formation sont également disponibles en ligne auprès du ministère, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers.

Considérant que les OSP ne sont pas des utilisateurs directs de la plateforme de facturation, une formation technique sur le fonctionnement de la plateforme ne semble dès lors pas opportune. Les processus usuels de traitement des factures reçues ne sont a priori pas impactés par la transmission des factures via la plateforme électronique.

Représentation diplomatique du Luxembourg en Argentine | Question **7004** (17/10/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Brasilien an Argentinien si politesch a wirtschaftlech gesi ganz wichteg Länner a Südamerika. Och hir global Bedeitung hëlt rasant zou.

An Argentinien ass Lëtzebuerg op diplomateschem Niveau just indirekt vertrueden duerch déi hollännesch Ambassade an – op konsulareschem Niveau – duerch d'Belsch. Argentinesch Staatsbierger, déi e Visa fir op Lëtzebuerg ufroen, mussen dëse bei der belscher Ambassade oder engem belsche Konsulat ufroen. Bis elo huet Lëtzebuerg am ganze südamerikanesche Raum nëmmen eng eenzeg Ambassade.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

– Gëtt et Pläng vun der Regierung, fir eng Lëtzebuerger Ambassade an Argentinien opzemaachen? Wann nee, wat schwätzt géint dës Initiativ?

Réponse (16/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Regierung ass sech der Wichtegkeet vum südamerikanesche Raum bewosst. Den Ausseministère evaluéiert konstant d'Configuratioun vun sengem Reseau vu Vertriedungen uechtert d'Welt, och a Latäinamerika, fir de lëtzebuergesche Prioritéite Rechnung ze droen, mat Berécksiichtegung vun de Ressourcen, déi zur Verfügung stinn.

Am Moment gëtt et keng Pläng, fir an Argentinien eng Ambassade opzemaachen.

Semaine de la santé mentale | Question **7005** (17/10/2022) de **M. Paul Galles** | **M. Max Hengel** (CSV)

D'Semaine de la santé mentale stoung dëst Joer ënnert dem Motto « Ma santé, c'est aussi ma santé mentale ». Zil vun de villen Aktiounen ass et, drop hinzeweisen, wéi wichteg d'mental Gesondheet ass. D'Leit sollen och fir dës Problematik sensibiliséiert ginn, fir esou ze verhënneren, datt Patiente mat psycheschen a mentale Krankheete stigmatiséiert ginn. An deem Kontext géife mir gär follgend Froen d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wien huet d'Semaine de la santé mentale an d'Liewe geruff a vu wiem gëtt se aktuell organiséiert?

2. Wéi ënnerstëtzt de Gesondheetsministère d'Semaine de la santé mentale?

3. Wéi steet d'Regierung zur Aféierung vun enger offizieller Journée nationale de la santé mentale?

Réponse (17/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Säit 2005 gouf reegelméisseg Sensibiliséierungs- an Informatiounsaarbecht zur Suizidpreventioun geleescht. Dës gouf vun ënnerschiddleche

Fachberuffer aus dem Beräich vun der psychescher Gesondheetsversuergung initiéiert a spéider integréiert an d'„Vernetzungsinitiativ fir Suizidpreventioun"; déi haiteg Organisatioun „Ligue luxembougeoise d'hygiène mentale". Dëst huet zur Ausaarbechtung vum nationale Suizidplang gefouert. D'„Semaine de la santé mentale" ass eng vun den Aktiounen aus Suizidplang, deen am Joer 2015 vum Gesondheetsministère an d'Liewe geruff gouf, an ass ee vun den zentralen Instrumenter, wat d'Suizidpreventioun betrëfft.

Säit 2018 gëtt all zwee Joer d'„Semaine de la santé mentale" organiséiert. An de Joren dotëschent gouf et jeeweils ee spezifeschen Theemendag am Zesummenhang mat der psychescher Gesondheet. Déi éischt Editioun am Joer 2018 stoung am Zeechen „Depressioun, looss eis doriwwer schwätzen" an déi zweet Editioun 2020 stoung ënnert dem Motto „Alleguer verbonnen". An der drëtter an aktueller Editioun gouf et e puer verschidden Aktiounen, déi iwwert d'ganz Land verdeelt waren ënnert dem Motto „Meng Gesondheet ass och meng psychesch Gesondheet".

De Centre d'information et de prévention (CIP) vun der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale ASBL (LLHM) (https://www.prevention-psy.lu/) ass fir d'Ausschaffen an d'Organisatioun ëm d'„Semaine de la santé mentale" zoustänneg.

ad 2. De Gesondheetsministère ënnerstëtzt d'Aktivitéite vun der Semaine de la santé mentale am Kader vun enger Konventioun mat der „Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale ASBL". Beim Ausschaffe vum Programm vun der Semaine de la santé mentale stoung de Gesondheetsministère an enkem Kontakt mat der Ligue.

ad 3. Den 10. Oktober gëllt weltwäit als internationalen Dag vun der psychescher Gesondheet. Lëtzebuerg schléisst sech esou enger internationaler Dynamik un, wou op nationalem Niveau een ofwiesslungsräiche Programm vun Informatioun, Sensibiliséierung a Weiderbildung fir d'Gesellschaft organiséiert gëtt.

Dee groussen Interessi an déi positiv Dynamik, déi sech an all de Joren am Kader vun den Theemendeeg an Theemewochen ofgezeechent hunn, brénge vill nei Iddie mat sech. Déi zukënfteg Entwécklungen am Kader vun der Ëmsetzung vum nationale Plang fir psychesch Gesondheet wäerte weisen, wéi wäit d'Aféierung vun engem offiziellen nationalen Dag vun der psychescher Gesondheet sech als nëtzlech erweise kéint.

Équité fiscale | Question **7006** (18/10/2022) de **M. Dan Kersch** (LSAP)

Dans toute démocratie, le système fiscal se doit de répondre au principe d'équité afin qu'il puisse reposer sur une adhésion large au sein de la société. Afin de veiller au respect du principe d'équité, il faut disposer d'un certain nombre de données fiscales.

Dès lors, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Finances :

1) Combien de contribuables existe-t-il au Luxembourg ? Parmi ces contribuables, combien de personnes physiques respectivement de personnes morales existe-t-il ?

2) Quelle est la part des personnes morales qui ne s'acquittent pas d'impôt au titre de l'IRC ?

3) Quelle est la part des personnes morales qui ne paient que l'impôt minimum portant sur l'impôt sur la fortune ? Quelle est la recette annuelle générée par l'impôt minimum s'appliquant aux entreprises opérationnelles et financières ?

4) Combien de personnes morales paient plus de 100.000 respectivement plus d'un million d'euros d'impôts au titre de l'IRC ?

5) Combien de contribuables – personnes physiques respectivement personnes morales – disposent d'un revenu imposable compris entre :

– 20.000 et 30.000 euros,
– 30.000 et 40.000 euros,
– 40.000 et 50.000 euros,
– 50.000 et 60.000 euros,
– 60.000 et 70.000 euros,
– 70.000 et 80.000 euros,
– 80.000 et 90.000 euros,
– 100.000 et 200.000 euros,
– 200.000 et 300.000 euros,
– 300.000 et 400.000 euros,
– 400.000 et 500.000 euros,
– plus de 500.000 euros ?

Réponse (18/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se renseigne sur un certain nombre de données fiscales ayant un lien avec le respect du principe d'équité du système fiscal luxembourgeois.

Pour des raisons de représentativité, les données reprises ci-après sont celles relatives à l'année d'imposition 2020, année correspondant à un pourcentage d'imposition d'environ 86 % fin septembre 2022.

En 2020, le Luxembourg comptait 655.815 ménages personnes physiques soumis à l'Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) respectivement à la Retenue d'impôt sur traitements et salaires (RTS). S'y ajoute 84.706 contribuables personnes morales qui ont été imposés au niveau de l'Impôt sur le revenu des collectivités (IRC).

65.164 contribuables personnes morales avaient un revenu imposable négatif ou nul et ne payaient pas d'impôt en 2020.

Le montant de l'Impôt sur la fortune (IF) minimum au sens du paragraphe 8, alinéa 2, lettre b) VStG est déterminé sur la base d'un tarif structuré en fonction de plusieurs paliers qui se réfèrent au total du bilan, à savoir 535 euros, 1.605 euros, 5.350 euros, 10.700 euros, 16.050 euros, 21.400 euros et 32.100 euros. S'y ajoute le tarif de 4.815 euros s'appliquant uniquement aux sociétés dites « SOPARFI ».

Au total, 50.705 sociétés payaient l'IF minimum en 2020 et ne payaient ni IRC ni ICC, dont 18.803 « SOPARFI ». Le montant de l'IF minimum payé par ces 50.705 sociétés s'élève à 141,4 millions d'euros, dont 90,5 millions d'euros par les sociétés dites « SOPARFI ».

1.491 contribuables personnes morales avaient une cote d'IRC supérieure à 100.000 euros, parmi lesquels 158 avaient une cote supérieure à 1 million d'euros.

Ci-joint, vous trouverez la distribution des ménages par classe de revenu imposable pour l'année d'imposition 2020 (IRPP + RTS), sans prise en compte des revenus nets divers :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dans ce contexte, il est aussi référé à l'avis du Conseil économique et social dénommé « Analyse des données fiscales au Luxembourg 2021 » qui a mis en exergue que 0,7 % des contribuables payent 50 % des recettes totales de l'IRPP en 2020. Il a souligné que le phénomène, suivant lequel la majorité des recettes IRPP proviennent d'une part réduite de contribuables, s'explique par le système d'imposition progressif (les hauts salaires payent plus d'impôts que les faibles salaires).

Au niveau des personnes morales, 11.269 contribuables avaient un montant soumis à l'impôt compris entre 0-50.000 euros, 2.577 en avaient un compris entre 50.000-100.000 euros et 5.696 contribuables un montant soumis à l'impôt qui dépassait les 100.000 euros.

Modalités d'inscription et de prêt dans les bibliothèques au Luxembourg | Question **7008** (18/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Au courant du mois de novembre prochain la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) mettra en place un nouveau programme informatique de gestion, Alma, qui entraînera des adaptations des modalités d'inscription et de prêt pour les usagers et usagères. Selon nos informations ce nouveau système informatique nécessiterait l'enregistrement obligatoire d'une adresse e-mail pour chaque usager.ère, faute de quoi ils/elles ne pourront plus s'inscrire à la bibliothèque et ne pourront plus avoir accès aux prêts.

Toujours d'après nos informations, toutes les autres bibliothèques et notamment les bibliothèques communales qui souhaitent continuer à faire partie du réseau géré par la BnL devraient obligatoirement adopter le même programme informatique Alma, et par conséquent passer aux mêmes contraintes concernant les inscriptions et les prêts.

Vu que ces adaptations pourraient avoir des effets d'exclusion pour une partie de la population, notamment les enfants, les personnes âgées, les personnes avec un handicap ainsi que toutes les autres personnes qui pour une raison ou une autre souhaitent ne pas avoir d'adresse e-mail, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que tous les usagers et toutes les usagères auront désormais besoin d'une adresse e-mail pour s'inscrire à la BnL et pour avoir accès aux prêts de livres ?

2) Dans l'affirmative, les autres bibliothèques dont notamment les bibliothèques communales, seront-elles obligées d'adopter le même système afin de pouvoir continuer à fonctionner en réseau avec la BnL et les autres bibliothèques ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis que la nécessité de disposer d'une adresse e-mail pour s'inscrire à la bibliothèque et avoir accès aux prêts constitue une restriction justifiée de l'accès à un service public tel qu'une bibliothèque publique, sachant qu'un tel critère n'est pas prévu pour l'accès à d'autres services publics comme les soins de santé, l'éducation ou la fourniture d'eau potable ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle de demander aux bibliothèques de procéder aux adaptations nécessaires des modalités d'inscription et de prêt dans les bibliothèques afin d'y garantir un accès sans barrières pour tou.te.s les usager.ère.s, même après qu'elles auront mis en place le nouveau système informatique Alma ?

Réponse (18/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Conformément à l'article 9 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) a pour mission d'assurer des tâches de coordination du réseau national des bibliothèques luxembourgeoises bibnet.lu en vue de gérer le catalogue collectif de ses 83 institutions membres. Afin de pouvoir proposer une

solution de gestion de bibliothèque adaptée aux besoins et attentes des multiples types de bibliothèques appartenant au réseau, et suite à une soumission internationale, la BnL a opté, en collaboration avec le CTIE, pour la plateforme de services de bibliothèque unifiée, capable de gérer les ressources imprimées, électroniques et numériques via une interface unique : Alma de la société ExLibris, qui sert d'outil de travail au quotidien à plus de 2.200 bibliothèques en Europe et dans le monde.

La plateforme Alma, déployée dans un cloud, nécessite effectivement une adresse courriel tant pour l'authentification que pour l'échange au quotidien de l'utilisateur avec les différentes bibliothèques concernant l'accès, la réservation et le prêt de documents et les services gratuits associés.

Ceci s'applique à toutes les bibliothèques ayant adhéré au réseau bibnet.lu. Il est à souligner que mises à part les 12 bibliothèques publiques au sens de la loi du 24 juin 2010, l'adhésion des bibliothèques au réseau bibnet.lu résulte d'un acte volontaire.

À l'heure actuelle, aucun effet d'exclusion n'est à constater. Au contraire, l'expérience en bibliothèque montre que les démarches et offres numériques (publications numériques, emprunt d'e-books ou d'audiobooks à distance) rendues possibles par les nouvelles technologies s'avèrent être des facilitateurs de l'inclusion pour les personnes à mobilité réduite ou qui, pour une raison ou une autre ne sauraient se déplacer en personne à une bibliothèque de leur choix.

Au 25 octobre 2022, le réseau bibnet.lu compte 104.891 utilisateurs, dont 2,17 % n'ont pas fourni d'adresse e-mail lors de leur inscription dans une bibliothèque. Lors d'une récente campagne de sensibilisation adressée à ces utilisateurs afin de les informer sur les nouvelles modalités d'authentification, la BnL et les bibliothèques publiques ont fait l'expérience que la plupart de ces usagers disposent tout de même bel et bien d'une adresse courriel qu'ils souhaitent utiliser. Pour les utilisateurs sans adresse courriel inscrits auprès d'une des bibliothèques réseau bibnet.lu, les bibliothèques impliquées ont convenu de mettre en place une solution qui permettra aux utilisateurs concernés de continuer à avoir recours aux services de leur bibliothèque. Cette solution sera mise en place après la mise en service de la plateforme Alma, le 30 novembre 2022.

Mutualité des employeurs | Question **7009** (18/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Déi véier Klasse bei der Mutualité des employeurs leeë fest, wéi vill Prozent de Patron muss fir seng Aarbechter cotiséieren. Jee no Taux d'absentéisme gëtt d'Klass méi héich oder manner héich festgeluecht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech den Taux d'absentéisme säit 2017 entwéckelt (opgelëscht no Joer an no Secteur)?

2. Wéi huet sech d'Klasséierung vun de Betriber zu Lëtzebuerg säit 2017 verännert:
– Wéi vill Betriber si mindestens eng Klass geklommen?
– Wéi vill si mindestens eng Klass gefall?

3. Wéi huet sech d'Unzuel u Betriber an deenen eenzelne Klasse säit 2017 verännert (opgelëscht no Joer)?

Réponse (15/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Laut dem Artikel 4 vun de Statute vun der Mutualité des employeurs (MDE) sinn d'Societéiten, déi obligatoresch affiliéiert sinn, wéi och d'Persounen, déi fir hiren eegene Kont schaffen a fräiwëlleg affiliéiert sinn, a véier Cotisatiounsklassen opgedeelt no engem finanziellen Absenteismustaux wärend enger definéierter Observatiounsperiod.

Ënnert finanziellen Absenteismustaux vun enger Societéit oder enger Persoun, déi fir hiren eegene Kont schafft, si follgend definéiert Fraktioune gemengt:

– um Numerator duerch d'Montanten, déi e remboursëiert krut fir d'Aarbechtsonfäegkeet vu senge Mataarbechter respektiv fir seng eegen Aarbechtsonfäegkeet wärend der Observatiounsperiod;
– um Nenner duerch d'Cotisatiounsassiette vun all de Mataarbechter vun der Societéit respektiv vu sengem eegenen Akommes fir déi selwecht Period.

Net berécksiichtegt ginn:

– d'Aarbechtsonfäegkeet wéinst Krankheet wärend der Proufzäit bis maximal dräi Méint;
– d'Aarbechtsonfäegkeet wéinst engem Aarbechtsaccident oder enger Beruffskrankheet;
– d'Absencë wéinst enger Quarantänmoossnam oder enger Isolatiounsmoossnam op Basis vun enger Decisioun vum Gesondheetsdirekter oder sengem Delegéierten;
– d'Absencë wéinst engem Congé de maternité oder enger Adoptioun;
– d'Absencë wéinst dem Congé aus familiäre Grënn;
– d'Absencë wéinst dem Congé d'accompagnement.

D'Observatiounszäit entsprécht den dräi Exercicer virum Joer vum Cotisatiounsexercice, souwäit eng Affiliatioun un d'Mutualitéit besteet.

D'Statuten definéieren also de finanziellen Absenteismustaux, deen duerch d'Statutenännerunge vum 18. Dezember 2020 geännert gouf. Déi Ännerung huet sech dorop bezunn, datt fir all Employeur d'Absencen, déi op enger Quarantänmoossnam oder enger Isolatiounsmoossnam baséieren, net mat an d'Berechnung vum finanziellen Absenteismustaux mat erageholl gi fir de Klassement an eng vun de véier Klassen.

D'Mutualité remboursëiert awer 100 % vun den Absencë wéinst enger Quarantänmoossnam oder enger Isolatiounsmoossnam op Basis vun enger Decisioun vum Gesondheetsdirekter oder sengem Delegéierte fir d'Perioden zënter Juli 2020. Dës Prestatioune ginn also net berécksiichtegt fir d'Berechnung vum Klassement, och wann se eng Charge fir d'Mutualité des employeurs duerstellen, a fléisst och an déi allgemengen Absenteismus vun de Societéite bäi. Dëse kann awer statistesch erausgerechent ginn, fir vergläichbar Zuelen ze hu vum Niveau vum Absenteismus.

Heidrënner den Tableau mat den Donnéeën zënter 2017 a Secteur.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Déi nächst Tableaue preziséieren d'Evolutioun tëschent de Klassen am Verglach mat 2017 an d'Unzuel vun de Societéite pro Klass.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Graphik heidrënner weist d'Evolutioun vun de Montante vun der MDE un d'Beneficiairen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Et ass festzestellen, datt wärend den éischten dräi Méint vum État de crise (Abrëll 2020–Juni 2020) keng Prestatiounen en charge geholl goufen, well zu dëser Zäit d'Krankegeld vun der Gesondheetskeess bezuelt gouf. D'Remboursementer, déi ab Juli 2020 gemaach goufen, bestinn aus Remboursementer zum Taux vun 80 % fir déi gewéinlech Krankheetsperioden an aus Remboursementer zu 100 % fir d'Periode wéinst enger Quarantänmoossnam oder enger Isolatiounsmoossnam op Basis vun enger Decisioun vum Gesondheetsdirekter oder sengem Delegéierten.

Accord avec la Belgique sur les études en médecine | Question **7010** (18/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Accord vum 17. Juli 2017 tëscht Lëtzebuerg an der Belsch iwwert d'Medezinnstudium, deen de Lëtzebuerger Studenten nom éischte Joer hei am Land eng Weiderféierung vun hire Studien an der Belsch erméiglecht, gëllt nëmme fir Persounen, déi hire Lycée zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Residenten, déi sech entscheet hunn, net zu Lëtzebuerg an ee Lycée ze goen, kënne vun dësem Accord net profitéieren, an domat net, no engem Joer hei am Land, an d'Belsch wiesselen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass den Accord fir Medezinnstudente vum Juli 2017 misst an der Hisiicht nogebessert ginn, esou dass all Lëtzebuerger Resident, deen zu Lëtzebuerg ugemellt ass, vun dësem Accord ka profitéieren? Firwat gouf decidéiert, dëst net esou am Accord vun 2017 festzehalen?

2. Wäert de Minister sech mat sengem belschen Homolog a Kontakt setzen, fir iwwert dës Problematik ze beroden, fir sécherzestellen, dass kee Resident opgrond vu sengem viregte schoulesche Parcours hei eng Chance verléiert, fir Medezinn ze studéieren?

Réponse (10/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

Den Accord vum 17. Juli 2017 iwwert déi universitär Kooperatioun am Beräich vum Medezinnstudium mat der Communauté française de Belgique gesäit vir, dass all Joer e Maximum vu 15 Studenten, déi dat éischt Joer vum Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg gepackt hunn a sech en rang utile klasséiert hunn an déi e Lëtzebuerger Secondaire-Ofschloss hunn, kënnen an dat zweet Joer vum Medezinnstudium op enger vun den Universitéite vun der franséischsproocheger Communautéit vun der Belsch zougelooss ginn. D'Konditioun, dass déi betreffend Studenten e Lëtzebuerger Secondaire-Ofschloss mussen hunn, ergëtt sech aus dem belschen Arrêté vum 12. Juni 2008 iwwert d'Plange vun der medezinnescher Offer an ziilt dorop of, ze evitéieren, dass belsch Studente via en éischt Joer op der Universitéit Lëtzebuerg den Entréesexame vun der franséischsproocheger Communautéit géifen ëmgoen. Dës Konditioun gëtt och am neien Accord vum 4. Januar 2022 bäibehalen, deen, zousätzlech zu den Dispositioune vum Accord vun 2017, ab dem akadeemesche Joer 2023/2024 e Maximum vun 8 Plazen am zweeten Zyklus vum Medezinnstudium an der franséischsproocheger Communautéit fir Absolvente vum Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg virgesäit.

Et ass heizou nach ze bemierken, dass en änlechen Accord mat Frankräich besteet, dee 34 Plazen am 2. Joer vum Medezinnstudium op dräi franséischen Universitéite fir Absolvente vum éischte Joer vum Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg a

25 Plazen am zweeten Zyklus vum Medezinnstudium op deene selwechte franséischen Universitéite fir Absolvente vum komplette Bachelor-Programm op der Universitéit Lëtzebuerg virgesäit. Dësen Accord ass net mat enger Konditioun vun engem Lëtzebuerger Secondaire-Ofschloss verbonnen. Studenten op der Uni Lëtzebuerg, déi kee Lëtzebuerger Secondaire-Ofschloss hunn, hunn also d'Méiglechkeet, hire Medezinnstudium op enger franséischer Universitéit weiderzeféieren.

Prolongation de la coopération entre Luxair et German Airways | Question **7012** (18/10/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Fluchgesellschafte Luxair an German Airways hu bekannt ginn, hir Zesummenaarbecht bis November 2023 ze verlängeren. Konkreet bedeit dat, dass d'Luxair vu Mäerz 2023 un net méi just een, mee dann zwee Fligere vun German Airways wäert am Asaz hunn. Et handelt sech dobäi ëm e sougenannte „Wet-lease"- Kontrakt, wat bedeit, dass och den Equipage mat iwwerholl gëtt.

Béid Maschinne wäerten an de Luxair-Faarwen ënnerwee sinn. D'Kooperatioun mat German Airways soll der Luxair hëllefen, d'Passagéierspëtzten an de Summerméint opzefänken.

An deem Kontext wéilt ech follgend Fro un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

– Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, no wéi engem Statut d'Equipagë behandelt ginn, no deem lëtzebuergeschen oder no deem däitschen?

Réponse (22/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5846 vum 2. Mäerz 2022 erkläert, agéiert Luxair hei a kommerzieller Autonomie.

Bei der Kooperatioun mat German Airways handelt et sech ëm e klassesche „Aircraft, Crew, Maintenance and Insurance (ACMI)"-Kontrakt, bei deem de Fliger um däitschen Air Operator Certificate (AOC) bleift an d'Equipagen och no de Konditioune vun German Airways engagéiert sinn.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7013** (18/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous leurs responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Étant donné qu'aucune des aides sociales n'est directement octroyée par le Ministère des Finances, il convient de renvoyer dans ce contexte aux détails fournis par les ministères en charge dans leurs réponses respectives aux questions posées par les honorables Députés.

Services automatisés de l'Administration des contributions directes | Question **7014** (18/10/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Dem digitalen Zäitalter entspriechend bitt d'Steierverwaltung zu Lëtzebuerg mëttlerweil vill vun hire Servicer am Beräich vun den direkte Steieren, der Grondsteier oder aneren Ausgaben automatiséiert un. Deemno huet de Bierger an Eenzelfäll keen direkten Uspriechpartner bei der Steierverwaltung méi a ka säi perséinlecht Uleies net ëmmer an dem gewënschten Zäitraum oder ënnert deene gewënschte Konditioune matdeelen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Finanzministesch stellen:

1. Bitt d'Steierverwaltung deen néidegen telefonesche Support fir d'Bierger, wann se konkreet Froen hunn?

2. Ass Demande vun de Bierger no méi automatiséierte Servicer vun der Steierverwaltung do?
– Ass Demande vun de Bierger no méi perséinlechem Support do?
– Wéi gesäit d'Madamm Ministesch dës Entwécklung an der Zukunft?

Réponse (18/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Fir jidder Bierger besteet zu all Zäitpunkt d'Méiglechkeet, d'Steierverwaltung, den zoustännege Büro, respektiv de Gestionnaire vu sengem Dossier ze kontaktéieren, oder perséinlech e Rendez-vous ze huelen. Dat kann iwwert déi traditionell Kanäl, wéi per Bréif oder Telefon oder awer iwwert den elektronesche Schrëftverkéier geschéien. An dësem Kontext ass awer ervirzehiewen datt, duerch d'Steiergeheimnis bedéngt, nëmme begrenzt Informatioune kënne mëndlech oder iwwert den elektronesche Schrëftverkéier matgedeelt ginn. De Bierger kritt esou vun der Steierverwaltung a sengen Agenten déi néideg perséinlech Ënnerstëtzung bei konkreete fiskalesche Froen ugebueden.

Déi vun der Steierverwaltung ugebueden digital Servicer, wéi zum Beispill den neien dynameschen Assistent MyGuichet.lu fir d'Steiererklärung vun de physesche Persounen, si fir de Steierflichtegen eng grouss Hëllef an ënnerstëtzen dëse beim Erfëlle vu senge steierleche Flichten. Dat ass e Schratt a Richtung eGovernment a Vereinfachung vun den Echangen tëschent dem Bierger an de Verwaltungen.

Stand Enn Oktober hate ronn eng 5 % vun den immatrikuléierte Steierflichtegen den Assistent benotzt, fir d'Steiererklärung vum Joer 2021 eranzereechen. An deem Zesummenhang konnt awer nëmmen eng marginal Demande vu méi perséinlechem Support festgestallt ginn, dëst well den Assistent de Benotzer beim Ausfëllen dynamesch begleet a Froen imminent duerch integréiert Erklärunge beäntwert ginn. Wat also weist, datt dësen Outil op de Gros vun eventuelle Froe vum Contribuabel schonn eng Äntwert ka liwweren.

Den Taux vun den automatiséierten Demandë fir e Lounsteierjoresausgläich (Décompte annuel) vum Steierjoer 2021 beleeft sech op ronn 17 % vu sämtlechen Ufroen.

D'Steierverwaltung verbessert an entwéckelt hir digital Servicer permanent weider, fir dem Bierger seng Ufuerderungen ëmmer besser kënnen ze erfëllen an och weiderhin en ëmfaassende Support kënnen ze garantéieren.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7015** (18/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droits.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire quelles sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues pour à l'avenir ?

Réponse (21/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Les principales « aides » financières destinées aux personnes physiques sont l'indemnité professionnelle d'attente (IPA) et l'indemnité compensatoire (IC) pour les personnes en reclassement professionnel ainsi que l'aide au réemploi (AR) et évidemment les indemnités de chômage.

À noter néanmoins que ce sont des « aides » financières non liées à la crise.

Tableau 1 : Dépenses par mesure pour les exercices 2020 à 2023

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Tableau 2 : Nombre de bénéficiaires par mesure pour les exercices 2020 et 2021

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aide à la formation professionnelle :

En 2021, 327 demandes pour une aide à la formation professionnelle ont été traitées. Parmi ces 327 demandes, 1 demande a été refusée. 6 personnes ont retrouvé un emploi endéans les trois mois suivant leur formation et ont été remboursées à hauteur de 100 % du coût de leur formation. 88 personnes ont réussi la formation choisie et ont été remboursées à hauteur de 75 %. Un montant total de 188.299,57 € a été versé à 94 demandeurs d'emploi qui ont suivi une aide à la formation professionnelle pendant l'année 2021.

Tableau 3 : Dépenses pour l'aide à la formation professionnelle pour les exercices 2020 à 2023

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) cf. ad 1)

ad 3) cf. ad 1)

ad 4) Les refus sont liés au fait que les conditions d'octroi ne sont pas remplies – à titre d'exemples :

– Pour l'IPA : pas d'aptitude de 5 ans au dernier poste de travail ou d'ancienneté de service d'au moins 5 ans
– Pour l'IC : pas d'assignation émise par l'ADEM
– Aide au réemploi : pas de perte de salaire, pas de licenciement économique, condition d'âge non remplie pour les chômeurs indemnisés et autres
– Indemnités de chômage : pas chômeur involontaire, pas domicilié au Luxembourg, condition de stage non remplie et autres

ad 5) Les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM signent une convention de collaboration où un certain nombre des aides auxquelles ils peuvent le cas échéant prétendre sont reprises, respectivement ils y sont invités à consulter le site Internet de l'ADEM où toutes les mesures sont reprises.

ad 6) Dans le cadre de la « formation spéciale », les agents de l'ADEM participent au module 3 « Droit du travail et prestations de l'ADEM » de cette formation qui couvre les matières suivantes :

– Droit du travail
– Prestations de l'ADEM
– Indemnisation et aides financières

Concrètement le chapitre « Prestations de l'ADEM » contient les matières suivantes :

– Prestations pour demandeur d'emploi
– Prestations pour employeur
– Prestations pour élève
– Les offres des formations pour demandeur d'emploi
– Encadrement de la population à besoin spécifique (statut handicapé et reclassement professionnel).

Police administrative | Question **7016** (18/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale confère au bourgmestre des attributions en matière de police administrative et il lui appartient d'ordonner des mesures individuelles destinées au maintien et au rétablissement de l'ordre public et de la prévention d'infractions.

Parmi ces mesures, dont la mise en œuvre est réservée à des situations précises et qui sont assorties de conditions strictes, se retrouvent l'instauration de périmètres de sécurité, l'entrée dans des bâtiments, la fermeture temporaire d'établissements commerciaux ou d'établissements accessibles au public, la saisie administrative d'objets et l'hospitalisation, sans leur consentement, de personnes atteintes de troubles mentaux.

Dans ce contexte, le bourgmestre est l'autorité de police et se concerte avec la Police grand-ducale. Le bourgmestre doit également veiller au respect du principe de proportionnalité.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes au Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2018, à combien de reprises :

• un périmètre de sécurité a-t-il été ordonné et pour quels types de situations ?
• l'entrée dans des bâtiments a-t-elle été autorisée et pour quels types de situations respectivement pour quels motifs ?
• la fermeture temporaire d'établissements commerciaux ou de cabaretage a-t-elle été ordonnée et pour quels motifs ?
• la saisie administrative d'objets ou de substances a-t-elle été opérée ? Quels furent les objets et substances saisis ?
• une hospitalisation de personnes atteintes de troubles mentaux a-t-elle été effectuée ?

– Monsieur le Ministre peut-il dresser un relevé de ces statistiques de police administrative par région, par commune et par année ?

Réponse (11/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Avant de répondre à la question de l'honorable Député il y a lieu de fournir quelques renseignements préalables :

Bon nombre de mesures de police administrative ne sont pas prises par les bourgmestres, mais directement par la police. Par exemple, la décision d'instituer dans l'urgence un périmètre de sécurité pour garantir les interventions policières et celles des services de secours (cf. article 6, paragraphe 2 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale). Comme ces mesures ne nécessitent pas de formalismes particuliers (rédaction d'un rapport, etc.), elles ne peuvent pas être quantifiées statistiquement.

Les mesures prises ou ordonnées par les différents bourgmestres ne sont pas enregistrées statistiquement auprès de la Police grand-ducale vu qu'elles ne nécessitent pas nécessairement la rédaction d'un rapport afférent. Par exemple, la saisie administrative ordonnée « préventivement » par un bourgmestre sous la forme écrite prévue (cf. article 13 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale) est bien communiquée à la Police grand-ducale, mais s'il s'avère sur le terrain par après que la mesure ne doit pas être suivie d'effets réels, aucun rapport policier ne doit être rédigé et donc la mesure n'est pas répertoriée statistiquement auprès de la Police grand-ducale. Ce sont alors uniquement les rapports effectivement rédigés par les policiers suite aux mesures prises par les bourgmestres qui peuvent être quantifiés statistiquement par la Police grand-ducale.

Par conséquent, la Police grand-ducale ne dispose que de chiffres pour les rapports effectivement rédigés par les policiers suite à une mesure prise par un bourgmestre, tel que prévu aux articles 10 (entrée dans les bâtiments), 12 (fermeture temporaire), 13 (saisie administrative) et 15 (hospitalisation de personnes atteintes de troubles mentaux).

Concernant l'article 15, les banques de données statistiques de la Police grand-ducale ne permettent cependant pas de déterminer l'autorité requérante en cas d'hospitalisation de personnes atteintes de troubles mentaux. Toutes les mesures reprises pour l'article 15 au tableau suivant ne découlent donc pas obligatoirement d'une réquisition d'un bourgmestre.

Les chiffres correspondants pour les années 2019 à 2022 sont repris dans les 4 tableaux ci-dessous :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Postes offerts au Premier Ministre | Question **7017** (18/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Premierminister gëtt no sengem Interview vum 15. Oktober follgendermoossen um RTL zitéiert: „De Xavier Bettel hätt op alle Fall nach Motivatioun an Energie, fir weider fir d'Bierger ze schaffen. Dofir hätt hien och schonn eng Rei Poste refuséiert, déi him offréiert gi wieren. An dëse Krisenzäite wier et a sengen Aen och net responsabel, einfach esou fortzegoen."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wat fir Poste krut de Premier an deene leschte fënnef Joer offréiert?

2. Mat wat fir enger Begrënnung huet de Premier dës Poste refuséiert?

3. Krut de Premier dës Posten aus perséinleche Grënn ugebueden oder goufen dës Posten dem Land Lëtzebuerg ugebueden?

Réponse (20/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

E Regierungsmember ka just déi Poste perséinlech akzeptéieren oder refuséieren, déi him perséinlech ugebuede ginn. Well dës Offeren net un den Exercice vum Ministermandat gebonne sinn a well si an dëse Fäll net akzeptéiert goufen, kommentéiert d'Regierung weeder d'Natur nach d'Detailer vun dësen Offeren. Posten, déi dem Land Lëtzebuerg zoustinn, ginn no de jeeweilege Krittären a Prozedure besat.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7019** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droits.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

– Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

– Combien d'ayants droits bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

– Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

– Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

– Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (02/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Les honorables Députés sollicitent une série d'informations quant aux subventions, aides ou primes destinées aux personnes physiques et qui relèvent de la compétence du Ministère du Logement.

À cet égard, je renvoie les honorables Députés au rapport annuel du ministère qui offre au chapitre 2 notamment les informations suivantes aux personnes intéressées. Le dernier rapport annuel est celui qui a été publié en février 2022, les extraits reproduits ci-dessous se rapportent dès lors aux derniers chiffres disponibles.

En outre, je me permets de rappeler le projet de loi 7938 déposé en décembre 2021 et qui prévoit une révision complète des différentes aides individuelles au logement destinées aux actuels et futurs locataires et propriétaires du marché privé, ainsi qu'une panoplie de mesures visant la simplification et la transparence de ces aides. Le document parlementaire permet de mieux comprendre les adaptations proposées par le Gouvernement afin de rendre cette panoplie des aides plus généreuse et plus efficace.

Dès lors, la réponse à la question parlementaire est structurée de la façon suivante :

A. Les aides individuelles au logement
1. Les aides en capital
2. Les aides en intérêt
3. Prêts climatiques
4. La garantie de l'État
5. Les aides à la location
6. Remboursement des différentes aides individuelles en matière de logement
7. Récapitulatif de l'ensemble des aides individuelles accordées par l'État en matière de logement
8. Le Guichet unique des aides au logement au service des citoyens
B. Typologie des bénéficiaires des aides individuelles au logement en 2021
C. Les initiatives prises pour mieux faire connaître ces aides
D. La réforme de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

A. Les aides individuelles au logement

Les aides présentées, dites « aides individuelles », sont celles introduites par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et ses règlements d'exécution.

Ces aides sont destinées aux personnes qui s'apprêtent à construire, acquérir, transformer ou améliorer ou louer leur logement.

1. Les aides en capital

Primes de construction/d'acquisition

Avec 853 unités, le nombre des primes accordées en 2021 a connu une baisse de 21,09 % comparé à 2020. Le montant total des paiements y relatif, s'élevant à 4.161 639,50 €, a baissé en 2021 de 24,01 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Entre 2012 et 2021, la moyenne annuelle du nombre des primes de construction/acquisition accordées était de 1.372 unités. Quant au chiffre réalisé en 2021, il se situe en dessous de cette moyenne avec 853 de primes accordées (-37,83 %).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le montant moyen des primes accordées en 2021 pour la construction et l'acquisition d'un logement a baissé (-3,70 %) par rapport à 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Prime d'épargne

La législation relative aux aides au logement autorise l'État à encourager l'accession à la propriété d'un logement, notamment par l'octroi de primes d'épargne. De façon générale, une telle prime est égale aux intérêts et primes bonifiés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire sur le compte d'épargne respectivement sur le compte d'épargne-logement, sans qu'elle ne puisse dépasser, dans le chef du même bénéficiaire, la somme de 5.000 €. En 2021, le nombre de primes accordées était de 31 unités, correspondant en moyenne à quelque 673 € par bénéficiaire.

Prime d'amélioration de logements anciens

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, 138 demandes de primes d'amélioration ont connu une suite favorable pour un montant total de 322.428,24 €. Depuis la création du département du logement, la moyenne des montants alloués a progressé pour passer de 1.187 € en 1989 à 2.336 € en 2021.

Complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil

En 2021, 10 bénéficiaires de cette aide ont touché en moyenne un montant de 1.242 €. Depuis l'introduction de ce complément de prime en 1990, 2.265 ménages ont pu bénéficier de cette mesure.

Aides pour aménagements spéciaux revenant aux personnes handicapées physiques

Pendant l'année budgétaire 2021, 1 demande de prime pour personnes handicapées physiques a connu une suite favorable. Suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 17 juin 1991, le seuil maximal de l'aide de l'État aux coûts des travaux d'aménagements spéciaux de logements pour personnes handicapées physiques s'élève à 15.000 €.

Entre 1984 et 2021, 293 ménages ont pu bénéficier d'une participation étatique aux frais d'aménagement spéciaux pour un montant total de 1,50 millions d'euros.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Évolution des aides en capital de l'État en matière de logement entre 1992 et 2021

Le Gouvernement a continué à investir dans le domaine des aides individuelles en matière de logement, poursuivant de cette manière une politique active du logement depuis la fin des années 1980.

Entre 1992 et 2021, 335,66 millions d'euros ont été transférés aux particuliers bénéficiaires d'une ou de plusieurs aides en capital.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

2. Les aides en intérêt

Subvention d'intérêt

Le taux de la subvention d'intérêt est fixé suivant le revenu et la situation familiale du bénéficiaire. La subvention d'intérêt est calculée de façon à réduire le taux d'intérêt débiteur et peut varier entre 0,575 % et 2,45 %.

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, un montant global de 13,60 millions d'euros a été liquidé en tant que subventions d'intérêt. Le nombre des paiements relatifs à la subvention d'intérêt était de 99.017 unités en 2021, soit une diminution de 11,37 % par rapport à 2020.

Bonification d'intérêt

La bonification d'intérêt est avant tout placée dans l'optique familiale. Ainsi, les bénéficiaires de cette mesure introduite en 1991, sont tous ceux qui ont contracté auprès d'un établissement bancaire ou auprès d'un organisme de pension un prêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement sur le territoire du Grand-Duché et qui ont au moins un enfant à charge.

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, 132.309 bonifications d'intérêt ont été payées, correspondant à un montant global de 8,95 millions euros, soit quelque 745.580 euros en moyenne par mois.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aux 22.550.940,00 € accordés en 2021 comme subventions et bonifications d'intérêt correspondent 231.326 paiements.

(Graphique et tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Quant à l'ensemble des aides en intérêt définies sous le point 2., l'État a accordé quelque 983,10 millions d'euros entre 1998 et 2021.

Pour l'année 2021, on peut constater une baisse du montant des subventions d'intérêt (-13,65 %) ainsi qu'une baisse du montant des bonifications d'intérêt (-12,18 %). À noter que la baisse considérable du montant de la bonification de l'année 2013 est due au fait que par règlement grand-ducal du 22 février 2013 le taux de la bonification a été amené de 0,75 % à 0,50 % par enfant à charge.

3. Prêts climatiques

Le KlimaPrêt (prêt climatique), mis en place dans le cadre du paquet « Klimabank an nohaltegt Wunnen » en 2016, constituait un régime d'aides financières destiné à promouvoir la rénovation énergétique durable des logements.

Il a été remplacé en juillet 2022 par les nouvelles dispositions de la loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques. Dès lors, les informations ci-dessous se rapportent à la situation ayant prévalu jusqu'en juin 2022.

Le Gouvernement identifie l'assainissement des bâtiments existants comme une priorité, tant pour réduire la consommation d'énergie nationale, que pour éviter une paupérisation des populations fragilisées par une augmentation des coûts consacrés au chauffage.

C'est dans ce contexte que le paquet « Klimabank an nohaltegt Wunnen » a été développé en 2016, ainsi il vise à promouvoir à la fois la construction durable, l'assainissement énergétique durable des bâtiments d'habitation et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

Un des éléments du paquet « Klimabank an nohaltegt Wunnen » est le prêt climatique, qui existait jusqu'en juin 2022 en deux versions :

Le paquet KlimaPrêt à taux zéro

Le prêt climatique à taux zéro est accessible aux ménages à revenu faible ou modéré et est entièrement garanti par l'État afin de faciliter l'accessibilité à un prêt bancaire et de réduire les frais liés aux garanties exigées par les établissements financiers.

En outre, le Ministère du Logement prend en charge (jusqu'à concurrence d'un montant de 1.500 €) les honoraires liés au service d'un conseil en énergie, prérequis pour pouvoir bénéficier du prêt.

En cas de réalisation des travaux, des aides financières sont accordées par le Ministère du Logement. Il peut s'agir d'une prime en capital (jusqu'à 10 % du capital emprunté), de la prise en charge de l'intégralité des intérêts échus sur le prêt (jusqu'à un montant total de 5.000 €) et des honoraires du conseiller en énergie pour l'accompagnement ponctuel de la mise en œuvre des travaux (jusqu'à 1.500 €).

Depuis l'entrée en vigueur du paquet KlimaPrêt à taux zéro, 63 demandes ont été introduites. Jusqu'à présent, 7 demandes de prise en charge des honoraires du conseiller en énergie et 4 demandes en obtention d'un prêt climatique à taux zéro ont reçu une suite favorable.

Le KlimaPrêt à taux réduit

Contrairement au prêt climatique à taux zéro, le prêt climatique à taux réduit est accessible à tout particulier ou toute entreprise. Il s'agit ici d'une subvention d'intérêts jusqu'à 1,5 % sur le prêt contracté pour le financement des travaux d'assainissement énergétique (jusqu'à un montant total de 10.000 €).

Depuis l'entrée en vigueur des prêts climatiques, 337 demandes pour un prêt climatique à taux réduit ont été introduites dont 129 ont reçu une suite favorable pour un montant total de 256.424,40 €.

4. La garantie de l'État

Au cas où un emprunteur ne peut fournir aux organismes prêteurs des garanties propres jugées suffisantes par ceux-ci, l'État est autorisé à garantir le remboursement en principal, intérêts et accessoires de prêts hypothécaires consentis à des personnes physiques en vue de l'achat, de la construction, de la transformation ou de l'amélioration d'un logement servant d'habitation principale et permanente à l'emprunteur et à son conjoint, ainsi qu'à leurs ascendants et descendants respectifs vivant dans le même ménage. Les 124 garanties de l'État accordées en 2021 s'élevaient en moyenne à 126.323 €.

5. Les aides à la location

L'aide étatique au financement d'une garantie locative

L'État peut fournir une garantie locative au candidat-locataire d'un logement issu du marché privé. Cette aide prend la forme d'un certificat par lequel l'État s'engage à payer au bailleur, en cas d'appel à la garantie, le montant exigé de la garantie locative.

16 demandes de garantie locative pour un montant global de 48.090,00 € ont connu une suite favorable en 2021.

La subvention de loyer

De nombreux ménages à revenus modestes ne peuvent pas acquérir de logement. Souvent, ils rencontrent également de grandes difficultés à trouver un logement locatif à prix abordable. Pour leur faciliter l'accès à un logement locatif sur le marché privé, les pouvoirs publics interviennent, ceci sous forme d'une subvention de loyer.

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, un montant global de 10,59 millions d'euros a été liquidé en tant que subvention de loyer (pour l'année 2020, ce montant s'élevait à 9,56 millions d'euros). Le nombre de paiements correspondant s'élève à 66.895 unités.

Depuis le 1er août 2022, une nouvelle adaptation de la subvention de loyer est en vigueur par laquelle le niveau des aides a été revu complètement de façon à porter les aides mensuelles en moyenne de 187 à 260 € par ménage bénéficiaire. Pour de plus amples informations à cet égard, je me permets de renvoyer à la question parlementaire numéro 7074.

6. Remboursement des différentes aides individuelles en matière de logement

Conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, le logement pour lequel une aide est accordée doit, sous peine de restitution de celle-ci, servir d'habitation principale et permanente au ménage bénéficiaire pendant un délai d'au moins dix ans.

Entre 1989 et 2021, quelque 203,61 millions d'euros ont ainsi été restitués au Trésor. Ce montant englobe également les remboursements des aides en intérêt. En 2021, le montant total des remboursements s'élevait à 7,15 millions d'euros répartis sur 4.216 dossiers.

7. Récapitulatif de l'ensemble des aides individuelles accordées par l'État en matière de logement

Les chiffres-clés de l'année 2021

En 2021, l'État a accordé 37,812 millions d'euros d'aides individuelles directes en matière de logement.

(Tableaux et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

8. Le Guichet unique des aides au logement au service des citoyens

Guider les usagers dans leurs démarches administratives, financières, techniques et juridiques en matière de logement constitue l'objectif principal du Guichet unique des aides au logement. Les usagers peuvent y obtenir des informations utiles en relation avec la construction ou l'acquisition d'un logement (avec ou sans transformations), mais aussi sur l'amélioration et l'assainissement énergétique de leur logement actuel.

Plus précisément, les renseignements fournis par ce service portent sur :

1) les aides financières :
– prévues par la législation en matière d'aides individuelles au logement, avec la possibilité de recueillir toutes sortes d'informations concernant les dossiers individuels traités,
– prévues par la législation des communes et des autres services publics ;

2) les adresses utiles de toutes les institutions et organismes œuvrant dans le domaine du logement ;

3) les logements destinés à la location ou à la vente, réalisés par les promoteurs publics (communes, Fonds du logement, SNHBM), constituant un moyen privilégié pour devenir propriétaire d'une place à bâtir à coût modéré ou d'un logement vendu au prix coûtant, respectivement locataire d'un logement à coût modéré ;

4) les questions relatives à la construction écologique et performante sur le plan énergétique ;

5) la législation en matière de bail à loyer et de la copropriété des immeubles bâtis.

Consultation en matière d'aides individuelles et renseignements généraux concernant l'habitat

En 2021, un total de 15.212 citoyens se sont présentés au Guichet unique des aides au logement afin d'obtenir soit des informations en rapport avec les aides individuelles au logement, soit des renseignements généraux concernant l'habitat.

Depuis le 16 octobre 2017, un call center a été mis en place, afin d'augmenter la qualité du service pour les administrés. Avec le numéro d'appel gratuit 80021010, les usagers peuvent joindre l'équipe du call center du lundi au vendredi sans interruption entre 08.00 heures et 16.00 heures.

En 2021, le call center était ouvert 253 jours au cours desquels un total de 78.033 appels ont été reçus.

Quant aux appels téléphoniques et aux demandes d'informations via adresse e-mail à partir du site Internet du ministère, la grande majorité concernait les différentes aides individuelles, telles que les primes de construction, d'acquisition, d'amélioration ou d'épargne, subvention d'intérêt, bonification, etc.

B. Typologie des bénéficiaires des aides individuelles au logement en 2021

Typologie des bénéficiaires d'une prime de construction/d'acquisition (situation familiale, état civil et revenu)

– État civil :
Avec 37,98 % des bénéficiaires, la catégorie des personnes mariées est la catégorie la plus importante, suivie par celle des célibataires et personnes divorcées (37,16 %).

– Situation familiale :
En 2021, la part des ménages ayant un ou plusieurs enfants à charge constitue la moitié, soit 54,58 %, des bénéficiaires d'une prime de construction/d'acquisition, alors que le groupe des ménages constitués d'une seule personne représente 28,40 % des bénéficiaires.

– Revenu :
Les bénéficiaires d'une prime, disposant d'un revenu imposable annuel inférieur à 37.799,10 €, sont proportionnellement beaucoup plus représentés (52,17 %) que ceux disposant d'un revenu moyen plus élevé.

Typologie des bénéficiaires d'une prime d'amélioration en 2021

En 2021, 86,23 % des bénéficiaires d'une prime d'amélioration se situaient dans la catégorie d'âge comprise entre 26 et 50 ans.

À noter également que 47,10 % des bénéficiaires habitaient le canton d'Esch-sur-Alzette. Ce pourcentage est inférieur à celui de 2020.

Typologie des bénéficiaires d'une subvention d'intérêt en 2021

– État civil :
La catégorie des personnes mariées ou en partenariat déclaré est de loin la catégorie la plus importante (57,35 %) à bénéficier en 2021 d'une subvention d'intérêt. De façon générale, les résultats obtenus en 2021 dans cette catégorie sont quasiment identiques à ceux constatés en 2020.

– Situation familiale :
Par rapport à 2020, le pourcentage des ménages ayant un enfant et plus à charge est resté stable avec 68,03 % en 2021.

– Revenu :
En 2021, 23,91 % des bénéficiaires d'une subvention d'intérêt disposaient d'un revenu annuel inférieur à 27.299,35 €, alors que 24,32 % des bénéficiaires se situaient dans la catégorie de revenu compris entre 27.299,35 € et 33.599,20 €.

Typologie des bénéficiaires d'une bonification d'intérêt en 2021 (état civil, nombre d'enfants, revenu et âge)

– État civil :
Tout comme en 2020, la catégorie des personnes mariées ou en partenariat déclaré est de loin la catégorie la plus importante (82,30 %) à bénéficier d'une bonification d'intérêt en 2021.

– Situation familiale :
Les ménages ayant 1 ou 2 enfants à charge sont de loin les plus nombreux à bénéficier de la bonification d'intérêt en 2021 : 78,90 % contre 78,98 % en 2020.

– Âge :
28,73 % des bénéficiaires se trouvaient dans la catégorie d'âge comprise entre 26 et 40 ans et 76,45 % dans celle comprise entre 26 et 50 ans.

C. Les initiatives prises pour mieux faire connaître ces aides

Pour mieux faire connaître les aides individuelles en matière de logement, depuis 2018, le Ministère du Logement a lancé 11 campagnes médias. Elles visaient en grande majorité les locataires du marché privé.

Les campagnes de sensibilisation depuis 2018 :

– Subvention loyer : 03.09.-30.09.2022
– Subvention loyer et garantie locative : 28.06.-19.07.2021
– Subvention loyer et garantie locative : 18.01.-07.02.2021
– Subvention loyer : 28.04.-21.05.2020
– Subvention loyer : 16.09.-30.09. 2019
– Klimabank : avril/septembre/novembre 2018
– Subvention loyer : février/octobre/mai 2018

Ces campagnes étaient d'envergure diverses et utilisaient différents canaux de communication (presse écrite, radio, télévision, médias sociaux).

Par ailleurs, les adaptations de la subvention loyer, décidées par le comité de coordination tripartite le 31 mars 2022, ont été communiquées à la presse par communiqué.

Comme évoqué au point 9, durant toute l'année, le Guichet unique des aides au logement accueille dans ses bureaux, au 11, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg, les citoyens pour les informer sur les aides financières à la location ou à la propriété dont ils peuvent éventuellement bénéficier. Pour toutes les aides financières dispensées par le Ministère du Logement existent des brochures distribuées dans les communes, les offices sociaux et dans certaines banques. Elles sont aussi disponibles sur le site Internet www.logement.lu du Ministère du Logement. Ces informations, avec les formulaires correspondant, peuvent aussi être consultées et remplies sur www.guichet.lu.

En outre, chaque année en octobre, est organisé la Semaine nationale du logement, où le Guichet unique des aides au logement est présent avec un stand d'informations. Dans le cadre de cette foire nationale du logement est organisée une large campagne de publicité.

D. La réforme de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Vue d'ensemble

En décembre 2021, le Gouvernement a déposé le projet de loi n° 7938 qui prévoit une révision complète des différentes aides individuelles au logement destinées aux actuels et futurs locataires et propriétaires du marché privé ainsi qu'une panoplie de mesures visant la simplification et la transparence de ces aides.

L'accès aux aides destinées aux locataires est élargi et facilité. À l'avenir, le taux d'effort maximal pour bénéficier de la garantie locative sera augmentée de 40 % à 50 %. Pour la subvention de loyer, la notion de loyer de référence ainsi que la condition de fournir au moins 3 mois de revenu seront abolies.

Quant à la garantie de l'État pour l'acquisition ou la construction d'un logement, le projet de loi introduit dorénavant des plafonds de revenu. Ces plafonds seront fixés de manière à ce que 75-80 % de la population y soit éligible. Le montant maximal de la garantie sera augmenté d'un tiers.

Les conditions d'octroi des aides à la propriété ont été harmonisées afin de les rendre plus accessibles, par exemple avec une réduction de la durée minimale d'habitation de dix à deux ans ou encore avec l'abolition des conditions de surfaces des logements. Les montants des aides ont également été adaptés et le cercle des bénéficiaires potentiels a été élargi.

La prime d'épargne a complètement été revue. Afin d'inciter les futurs propriétaires à faire un effort indispensable d'épargne pour se constituer un capital de départ, leur épargne annuelle sera soutenue par une prime représentant 10 % de leur épargne. Sur dix ans d'épargne cette prime peut atteindre jusqu'à 5.000 €.

Finalement, le projet de loi enrichit le bouquet des aides individuelles de deux nouvelles aides :

Ainsi, une prime pour la création d'un logement intégré s'élevant à 10.000 € sera introduite. Le logement intégré consiste en un deuxième logement dans une maison unifamiliale. Chacune des deux unités d'habitation doit disposer de sa propre porte d'entrée (soit de l'extérieur, soit à partir d'un espace de circulation collectif) et le propriétaire qui en fait la demande doit habiter une des deux unités après la fin des travaux.

Les primes pour rénovations énergétiques seront complétées par la prime d'amélioration pour rénovation énergétiques, le « Topup Klimabonus ». Il s'agit d'une aide pour les ménages à revenus modestes qui peuvent percevoir une prime supplémentaire allant jusqu'à 40 % du Klimabonus accordée par le Ministère de l'Environnement.

L'introduction d'un forfait d'aides individualisé de 35.000 € est un autre élément novateur de la réforme des aides individuelles. Quatre primes en capital (d'accession, d'épargne, d'amélioration et le « Topup Klimabonus ») sont regroupées en une cagnotte d'aide en capital plafonnée. Ainsi un bénéficiaire peut toucher une ou plusieurs de ces primes pour plusieurs logements successifs au cours de sa vie dépendamment de son revenu et de sa situation familiale au moment de la demande.

Ces aides ne sont attribuées que sous conditions que le bénéficiaire occupe personnellement le logement pour lequel il en bénéficie et qu'il s'agisse de son logement unique

Les aides individuelles en détail :

Les aides individuelles promouvant l'accès à la location et à la propriété sont subdivisées en cinq catégories :

a. Aides à la location :

– Garantie Locative
• Augmentation du taux d'effort maximal de 40 % à 50 %
• Nouvelle garantie possible en cas de dispense de remboursement d'une première aide
• Élargissement du cercle des locataires éligibles

– Subvention de loyer[5]
• Abolition de la condition de disposer d'au moins 3 mois de revenu
• Abolition de la notion du « loyer de référence »
• Simplification du calcul de l'aide (et de la révision)
• Élargissement du cercle des locataires éligibles

b. Aides pour l'accession à la propriété :

– Garantie d'État
• Dorénavant, il y a également une limite de revenu pour cette aide
une pour les célibataires
une pour les couples
• Ces plafonds sont tels que 75-80 % de la population y est éligible
• Le montant éligible à la garantie est augmenté d'un tiers

– Prime d'accession à la propriété
• Il n'y a plus de conditions de surface pour ces logements
• Détermination des aides en fonction du revenu net
• La durée de résidence obligatoire est réduite
de 10 à 2 ans
• L'éligibilité notamment pour les couples et les familles avec enfants a été élargie substantiellement : +33 % au moins
(En effet, le plafond du revenu se situait à un niveau de vie correspondant au décile trois, voire en-dessous. Seulement pour les célibataires, le plafond est resté celui en vigueur, étant donné qu'il était déjà très avantageux.)

– Prime d'épargne
• Nouveau mode de calcul, plus simple et plus transparent
• L'épargne est rémunérée de façon supplémentaire :
Prime = 10 % de l'épargne annuelle
max de 500 €/an
max de 5.000 €/10 ans
• Calcul sur une période d'épargne de 10 ans
• Introduction d'un délai pour investir l'épargne dans le financement du logement
2 ans après la date de l'acte

– Subvention d'intérêt
• Fusion de l'ancienne bonification d'intérêt avec la subvention d'intérêt
• Augmentation du montant maximal à subventionner
De 175.000 € à 200.000 €
• Le montant de 200.000 € est augmenté :
De 10.000 € par enfant à charge (somme plafonnée à 240.000 €)
• Limitée à 300 paiements (mensuels) par bénéficiaire
• La durée de résidence obligatoire est réduite
De 10 à 2 ans

c. La prime pour la création d'un logement intégré

• Montant : 10.000 €
Éligibilité : sans condition de revenu
• Conditions d'octroi :
Être propriétaire du logement
Ne pas être propriétaire d'un autre logement
Avoir obtenu une autorisation de bâtir de l'administration communale
Chacune des deux unités d'habitation doit disposer de sa propre porte d'entrée
(soit de l'extérieur soit à partir d'un espace de circulation collectif)
Le propriétaire/demandeur doit habiter une des deux unités après la fin des travaux

d. Les aides pour amélioration de logements

– Subvention d'intérêt pour travaux d'amélioration
• Amélioration de certains équipements et création de nouvelles pièces d'habitation

- Prime pour aménagements spéciaux pour personnes à besoins spécifiques
• Demandeur = une personne en situation de handicap (ou son représentant légal)

e. Les aides aux rénovations énergétiques

– Garantie d'État pour prêt climatique (Klimabonus)
• Logements >10 ans,
• Logement unique et résidence effective

[5] Les modifications proposées au projet de loi 7938 concernant la subvention de loyer ont été introduites de façon anticipative suite à la tripartite du printemps par la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer.

Subvention d'intérêt pour prêt climatique (Klimabonus)
• Max 180 paiements
• Montant maximal
100.000 € par logement
Topup Klimabonus
• Supplément pouvant aller jusqu'à 100 % du Klimabonus
• Éligibilité :
jusqu'au décile 5

Heures supplémentaires des enseignants | Question **7020** (19/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Iwwerstonnen an eise Schoulen hu sech duerch d'Pandemie, mee och allgemeng duerch de chronesche Personalmangel zu engem Dauertheema entwéckelt. Vill Léierpersounen am Fondamental an an de Lycéeë weisen drop hin, datt si ëmmer méi Iwwerstonne leeschte mussen, a sinn och net zefridden doriwwer, wéi dës Iwwerstonne bezuelt ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wéi genau d'Iwwerstonnen am Enseignement fondamental an an de Lycéeë bezuelt ginn?

2. Wéi eng Mesurë gedenkt den Här Minister ze ergräifen, fir ze verhënneren, datt am lafenden an an de kommende Schouljoren d'Zuel vun den Iwwerstonnen, déi am Fondamental an an de Lycéeën ofgeleescht musse ginn, net weider an d'Luucht geet?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Enseignement fondamental gëtt ënnerscheet tëschent de Leçons supplémentaires régulières an de Leçons supplémentaires occasionnelles. An dësem Kontext sinn d'Leçons supplémentaires régulières déi Iwwerstonnen, déi an der Schoulorganisatioun am Ufank vum Joer festgehale ginn a beispillsweis dann entstinn, wann en Enseignant eng Decharge (z. B. als Schoulpresident, Coordinateur de cycle o. ä.) unhëlt a sech fir déi geleescht Aarbecht am Kontext vun dëser Decharge net fräistelle léisst. Am Géigesaz heizou sinn d'Leçons supplémentaires occasionnelles déi Iwwerstonnen, déi net previsibel am Laf vum Joer entstinn (z. B. wann en Enseignant ee Remplacement assuréiert oder eng nei Decharge iwwerhëlt). Heibäi ass wichteg ze betounen, datt all Iwwerstonn, onofhängeg ob et eng reegelméisseg oder onreegelméisseg Iwwerstonn ass, op fräiwëlleger Basis geleescht gëtt.

Am Enseignement secondaire gëtt dës Ënnerscheedung net gemaach. En Enseignant, deen Iwwerstonne leescht, huet zwou Méiglechkeeten: E kann dës entweeder ausbezuelt kréien, oder se, bis op e Maximum vun 20 % vu senger Tâche, op säi Compte épargne-temps (CET)[6] setzen.

Am Enseignement fondamental ginn d'Iwwerstonnen no den Dispositioune vum Artikel 17 vum Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental ausbezuelt; am Enseignement secondaire applizéieren sech d'Dispositioune vum Artikel 13 (3) vum Règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.

ad 2. Moyenne vu wéchentlechen Iwwerstonne pro Schouljoer an Ordre d'enseignement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

[6] Artikel 5 vun der Loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique

Souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire huet sech d'Unzuel un Iwwerstonne an de leschte Jore stabiliséiert. Den Educatiounsministère wäert awer weiderhin Efforte beim Rekrutement vu Léierpersonal maachen.

Cours « éducation à la citoyenneté » dans les écoles internationales | Question **7022** (19/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Participatioun um „Civique"-Unterrecht („éducation à la citoyenneté" am Enseignement général) ass fir Mënschen, déi d'lëtzebuergesch Nationalitéit wëlle kréien, obligatoresch, an dëst Fach spillt eng wichteg Roll am Lëtzebuerger Schoulsystem, well et de Schüler Kenntnisser iwwer eis Demokratie an eis Institutiounen, awer och kritescht Denke bäibréngt a well et doduerch d'Integratioun vu Kanner mat Immigratiounshannergrond ënnerstëtzt. Grad fir „international" Schüler ass d'„éducation à la citoyenneté" deemno wichteg, fir Lëtzebuerg besser kennen ze léieren.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Gëtt „Civique" och an den internationale Schoulen enseignéiert? Wann nee: Firwat hunn d'Schüler an der „traditioneller" ëffentlecher Schoul „Civique", an déi an den internationale Schoulen net?

2. Wat gëtt an den internationale Schoulen ënnerholl, fir d'Schüler ze integréieren an hinnen d'Land an d'Institutioune vum Staat méi no ze bréngen?

3. Wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung ze ergräifen, fir och den „internationale" Schüler „Civique" unzebidden?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Fach Éducation à la citoyenneté gëtt et an den internationale Schoulen net; allerdéngs gi souwuel an den agreéierten europäesche Schoule wéi an deenen aneren internationale Schoulen de Schülerinnen a Schüler Kenntnisser iwwer eist Land a seng Institutioune vermëttelt.

An den agreéierten europäesche Schoule gëtt d'Fach „Vie et société" ugebueden, dat de Schülerinnen a Schüler eng politesch, moral a reliéis Bildung vermëttelt. Dobäi gëtt sech komplett op de Programm mam selwechten Numm beruff, deen 2016/2017 am Enseignement secondaire agefouert gouf an zanter 2017/2018 och am Enseignement fondamental enseignéiert gëtt. De Programm vu „Vie et société" krut 2021 eng Auszeechnung vum europäesche Reseau Global Network Education Europe (GENE), dee Ministèren an Agencë regruppéiert, déi am Beräich vun der globaler Educatioun schaffen.

Den offizielle Lëtzebuergeschprogramm gesäit Follgendes vir:

– Vun S1 u kréien d'Schülerinnen an d'Schüler en Iwwerbléck iwwer d'Lëtzebuerger Geschicht, Geografie, Literatur, Sprooch, Kultur a Gesellschaft.
– Vun S2 u soll de Lëtzebuergeschcours et de Schülerinnen a Schüler erlaben, de Rôle vu Lëtzebuerg a senge Relatioune mat aneren europäesche Länner ze verstoen.
– Op S3 sollen duerch d'Etude vu Problematiken, déi mat der nationaler Politik ze dinn hunn, déi kritesch Kompetenze vun de Schülerinnen a Schüler gefërdert ginn. D'Schüler befaasse sech mat verschiddene Regierungsformen, dem Fonctionnement vun der Chamber, dem Oflaf vun de Walen a si kréien en Iwwerbléck iwwert déi verschidde Parteien, déi et zu Lëtzebuerg gëtt.

Op dës Manéier léieren d'Schülerinnen an d'Schüler d'Institutioune vum Land an hire Fonctionnement kennen.

Beim International Baccalaureate (Athénée) an dem Baccalauréat international (Lycée technique du Centre, Lycée Mathias Adam), ginn déi verschidde Volete vun der Lëtzebuerger Gesellschaft am Kader vun de Lëtzebuergeschcoursë vu 7e bis 5e abordéiert. De Walsystem an d'Lëtzebuerger Institutioune ginn an de Geschichts- a Geografiescoursen op 5e a 4e traitéiert.

Am Lycée Michel Lucius gëtt de Studiegang vun den A Levels ugebueden. Hei beschäftegen sech d'Schülerinnen an d'Schüler am Kader vun de Global perspective-Coursen, de Geschichtscoursen an de Lëtzebuergeschcoursë mat Theemen, déi mat politescher Bildung ze dinn hunn, zum Beispill mat der Verfassung, der Monarchie, dem Fonctionnement vun der Regierung a sou weider.

Ofschléissend sief nach gesot, datt den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) souwuel an den ëffentleche Lëtzebuerger Schoule wéi an den internationale Schoulen intervenéiert, andeems e Journées thématiques organiséiert an de Schülerinnen a Schüler op dës Manéier Zougang zu allen Aspekter vum institutionelle Liewe vum Land bitt. D'Offer vum ZpB gëtt aktiv vun den internationale Schoule genotzt.

Donieft bedeelegen sech d'Schülerinnen an d'Schüler vun den internationale Klassen un deene selwechten Aktivitéite wéi d'Klassen aus dem nationale System, wéi zum Beispill der Visitt vun der Chamber.

Introduction de brancards électriques | Question **7023** (19/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Leit vum CGDIS sinn oft op Brancarden (Tragbahren) ugewisen. Si mussen d'Leit op de Brancard hiewen an dësen dann an hiert Gefier lueden. Béides ka mat vill Kraaftopwand verbonne sinn. Zu de klassesche Brancarde gëtt et mëttlerweil awer och elektresch Alternativen, respektiv elektresch Hëllefen, déi de Brancard elektresch an d'Ambulanz eranzéien an och erëm eraus op d'Rieder stellen. Dës hunn zum Virdeel, dass d'Rettungskräfte sech manner kierperlech mussen ustrengen a schlecht Haltunge vermeiden, déi hir kierperlech Gesondheet beanträchtegen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wat misst am Rettungswon geännert ginn, am Fall wou ee vun engem normale Brancard op een elektresche System wéilt ëmstellen? Wat wier de Käschtefaktor?

2. Kéint eng oder béid Optioune mat den aktuelle Rettungsween vum CGDIS ëmgesat ginn?
Wa jo, wäerten esou Brancarde lues a lues déi al ersetzen?
Wann nee, firwat net?

3. Wéini wäerten déi nächst Rettungsween viraussiichtlech bestallt ginn?

Wäert hei gekuckt ginn, fir Ween ze bestellen, déi mat esou elektresche Systemer equipéiert, respektiv kompatibel wieren?

4. Wéini sinn déi lescht Rettungsween bestallt ginn?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Beim CGDIS gëtt et en techneschen Aarbechtsgrupp, deem seng Aufgab et ass, nei Equipementer op hir

Leeschtung an Notzen ze préiwen, ier se am Kader vun enger ëffentlecher Ausschreiwung ugeschaaft ginn. De CGDIS huet mech driwwer informéiert, dass d'Aféierung vu Brancarde mat elektronescher Ënnerstëtzung gepréift gëtt. No dëser Analys wäert een och eppes iwwert de Käschtepunkt kënne soen.

Déi lescht Bestellung vun Ambulanzen datéiert vum 13. Dezember 2020 a gouf rezent un d'Asazzenteren ausgeliwwert. E Marché fir den Akaf vu weidere Rettungsween leeft.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7024** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Au vu des crises sur les marchés de l'énergie dues aux circonstances géopolitiques liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'accord tripartite entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP prévoit une limitation de la hausse des prix du gaz à +15 % par rapport au niveau de prix moyen de septembre 2022 pour tous les clients résidentiels. Conformément à l'accord tripartite, cette mesure sera d'application du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2023 et induit un coût budgétaire de 390 millions euros. Tous les ménages en profiteront.

– La mesure de prise en charge par l'État des tarifs d'utilisation de réseau de gaz naturel des clients résidentiels, introduite par la loi du 17 mai 2022 et applicable depuis le 1er mai de cette année, sera prolongée jusque fin 2023. Le coût budgétaire global de cette aide est estimé à 115 millions euros et tous les ménages en profiteront.

– Afin d'aider les ménages qui ne se chauffent pas au gaz naturel, mais au gasoil, l'aide de 7,5 cents par litre octroyée depuis avril de cette année a été portée à 15 cents par litre à partir du 1er novembre et sera prolongée jusqu'au 31 décembre 2023. Le coût budgétaire de cette contribution financière est estimé à 45 millions euros. La mesure est du domaine de compétence de la Ministre des Finances.

– En outre, des mesures visant à atténuer la hausse du prix des granulés de bois pour les ménages, ainsi que la mise en place d'une contribution financière de l'État pour les clients résidentiels raccordés à un réseau de chauffage urbain sont en cours d'élaboration. Les coûts budgétaires pour ces deux mesures sont évalués à respectivement 6 et 45 millions euros.

– Dans le cadre de l'accord tripartite, il a en plus été décidé de stabiliser les prix de l'électricité à leur niveau de 2022 pour tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25.000 kWh. À cet effet, le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité sera modifié afin de pouvoir définir une contribution négative au mécanisme de compensation à payer à partir du 1er janvier 2023 par les clients de la catégorie A, donc tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25.000 kilowattheures. Le coût estimé pour cette aide, porté en partie par le budget de l'État et en partie par le Fonds climat et énergie est estimé à 150 millions euros.

– De plus, les taux de TVA seront abaissés. Le taux normal de 17 % sera réduit à 16 % à partir du 1er janvier 2023, le taux intermédiaire sera réduit de 15 % à 14 % et le taux réduit, donc celui qui est appliqué pour la consommation d'un certain nombre de produits énergétiques tels que le gaz et l'électricité, passera de 8 % à 7 %. Cette mesure est au profit de tous les assujettis à la TVA. Cette mesure est du domaine de compétence de la Ministre des Finances.

Toutes ces mesures ont été conçues de façon à ce que les ayants droit en profitent automatiquement sans avoir à faire une démarche spécifique. Le Ministère de l'Énergie ainsi que la Klima-Agence renseignent sur les mesures dans leurs stratégies de communication respectives.

– L'accord tripartite prévoit par ailleurs encore des aides supplémentaires dans le cadre du régime « Klimabonus » qui favorisent la transition des ménages vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique des logements, où sont visées des mesures qui ont des effets durables, contrairement aux mesures d'urgence avec effet à court terme sur le prix des énergies.

Les mesures ciblées par ces suppléments sont notamment les travaux d'assainissement énergétique durable (amélioration de l'isolation), les aides dans le cadre du remplacement d'une chaudière à énergie fossile par une installation de chauffage basée sur de l'énergie renouvelable, un supplément pour les installations solaires photovoltaïques en mode autoconsommation ou dans le cadre d'une communauté énergétique.

Les aides « Klimabonus » sont définies et gérées en coopération entre le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

La promotion des aides Klimabonus est faite dans le cadre des activités de sensibilisation et d'information de la Klima-Agence, notamment sur base du nouveau simulateur de primes (https://aides.klima-agence.lu/), qui renseigne aussi bien sur les aides étatiques « Klimabonus » que sur les aides communales et les aides proposées par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel (dans le cadre du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique).

Il est à noter dans ce contexte que des aides « Klimabonus » connaissent un grand succès à l'heure actuelle et que tout un éventail de mesures sont prises par l'Administration de l'environnement afin de réduire les délais de traitement des dossiers (recrutement d'agents supplémentaires, externalisation de certains services et amélioration du service envers le citoyen à travers une digitalisation poussée).

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable va répondre dans sa contribution pour ce domaine concerné aux questions 3) et 4).

Nombre de passagers des bus RGTR | Question **7025** (19/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 18. Oktober huet de Minister Bausch am Kader vun der Question élargie N° 161 gesot, dass d'Passagéierzuele vum RGTR-Reseau aktuell nees um Niveau vu virun der Covidpandemie sinn a schwätzt vun Zieleren an de Busser.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Zënter wéini ginn et esou Zieleren an de Busser vum RGTR-Reseau?

2. A wéi ville Busser ginn et solch Zieler?

3. Wéi hunn hir Zuelen zënter hirer Aféierung evoluéiert (opgelëscht no Joer)?

Réponse (18/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dës Zielere si beim RGTR am Joer 2016 agefouert ginn.

ad 2. Aktuell sinn 1.065 Busse mat Zieleren ausgerüst, dat si ronn 60 % vum aktive Fuerpark vun den RGTR an CFL-Bussen.

ad 3. Evolutioun zënter 2016:

(tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7026** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droits.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Sports quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

– Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

– Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

– Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

– Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

– Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (18/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

Le Ministère des Sports soutient les fédérations sportives et autres associations, mais aucune aide financière directe n'est actuellement versée aux personnes physiques et ménages.

Il n'en demeure pas moins que pour l'année 2021, les crédits attribués aux fédérations sportives agréées, aux clubs sportifs affiliés, ainsi qu'au Comité olympique et sportif luxembourgeois ont augmenté de 12.263.471 € à 12.815.000 €, soit une augmentation de 4,5 % par rapport à l'année 2020.

Parmi ces crédits les plus significatifs sont entre autres les 3.200.000 € pour le subside « qualité+ » et les 1.700.000 € pour les subsides de base et extraordinaires. Ces aides du Ministère des Sports sont versées à la base du mouvement sportif, c'est-à-dire pour les clubs sportifs, et ce afin de garantir une offre et un encadrement de qualité élevé.

Un autre instrument important pour soutenir le sport et ses différents acteurs reste le congé sportif. En 2021, l'octroi du congé sportif s'est élevé à 531.896 € et les bénéficiaires ont été les sportifs d'élite et leurs accompagnateurs, ainsi que les dirigeants et les arbitres.

Élections des représentants du personnel auprès de POST Luxembourg | Question **7027** (19/10/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Op Basis vun insgesamt véier Arrêtéë vum 1. August 2022 huet den Här Ekonomieminister d'Modalitéite fir d'Wale vun der Personalvertriedung am Verwaltungsrot vu POST fixéiert. Dës sollen de 25. Oktober 2022 stattfannen. Déi privat Salariéë kënne véier, d'Mataarbechter, déi ënnert dem Statut vum ëffentlechen Déngscht agestallt sinn, nëmme méi zwee Stellvertrieder an dëse Gremium wielen, nodeems déi entspriechend Mandater bis ewell paritéitesch opgedeelt waren. Dës Changementer koumen op Basis vun den aktuelle Personalzuele bei POST zustanen a sollen dem Prinzipp vun der Proportionalitéit Rechnung droen.

Dës Rechnung gëtt vum Syndicat des P&T, deen dës Zuelen als verfälscht interpretéiert, allerdéngs ugezweiwelt, well de Prinzipp vun der Proportionalitéit tëschent Mataarbechter ënnert dem ëffentlechen an dem private Statut bei POST, esou wéi en am Artikel 24 Paragraph 1 vum Postgesetz vum 10. August 1992 virgesinn ass an och am Accord de médiation vum 2. Juni 2017 festgehale gouf, säit ville Joren net méi respektéiert gëtt. Sou ginn nei Mataarbechter bei POST, contrairement zu deene lo just genannten Texter, säit Jore quasi ausschliisslech ënnert dem privatrechtleche Statut agestallt, wat zu enger Disproportioun tëschent ëffentlechem a privatem Statut beim Personal vu POST gefouert huet.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ekonomieminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu dëse Virgäng elaboréieren?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, ob wéi eng Manéier hien op déi systematesch Verletzung vum uewe genannte Gesetzestext beim Rekrutement vum Personal bei POST reagéiere wäert?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, ob hien sech d'Fuerderung vum Syndicat des P&T zu eege mécht, fir seng véier Arrêtéë vum 1. August zeréckzezéien, fir den Datum vun de genannte Wale vum 25. Oktober ze verréckelen an d'Mandater vun der Personalvertriedung am Verwaltungsrot vu POST zu engem spéideren Zäitpunkt nees paritéitesch wiele kënnen ze loossen? Falls net, wéi ass déi Decisioun motivéiert?

Réponse (21/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Zanter der Ofännerung vum POST-Gesetz am Joer 2016 gëtt d'Opdeelung vun de Personalvertrieder am Verwaltungsrot vu POST d'Proportioun rëm, wéi vill Mataarbechter ënnert dem Statut vum ëffentlechen Déngscht („agent de droit public") a wéi vill ënnert dem private Statut („salarié") do schaffen. Dëse Prinzipp ass am Artikel 8 Paragraf 4 vum POST-Gesetz festgehalen.

Den Artikel 24 Paragraf 1 vum POST-Gesetz gesäit vir, dass bei POST esouwuel Leit mam Statut vum Privatrecht wéi och mam Statut vum ëffentleche Recht kënne schaffen: « Le régime des agents de l'entreprise est soit un régime de droit public, soit un régime de droit privé. » Domadder si béid Statuten am Gesetz verankert.

Et ass wichteg dorobber hinzeweisen, datt d'POST-Gesetz am Artikel 24 Paragraf 1 grad ewéi och den Accord de médiation vum 2. Juni 2017 iwwer d'Interpretatioun vun dësem Artikel, keng chiffréiert Proportioun oder Opdeelung tëscht béide Statute beim Personal virschreiwen. An dësem Kontext gëtt verwisen op d'Ordonnance de référé N° 48045 vum Verwaltungsgeriicht vum 24. Oktober 2022: « Il appert dès lors que l'article 24, alinéa 1er, tel que modifié, ne vise a priori pas [...] à instaurer une égalité au niveau des recrutements, dans le sens que le nombre d'agents privés recrutés devrait plus ou moins équivaloir au nombre d'agents publics recrutés [...]. »

Opgrond vun där Ordonnance war et richteg, fir der Fuerderung vum Syndicat des P&T net nozekommen, fir déi 4 Arrêtéë vum 1. August 2022 zeréckzezéien, a fir den Datum vun de Wale fir d'Personalvertrieder deemno wéi urspréinglech geplangt de 25. Oktober bäizebehalen an dës ze organiséieren, esou wéi et an de genannten Arrêtéë festgehale war.

Et sief nach drop higewisen, dass d'Astellungspolitik bei POST Luxembourg ënnert d'Responsabilitéit an d'Opsiicht vum Comité exécutif a vum Verwaltungsrot vu POST falen, wéi och an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7033 erkläert gouf.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7028** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Le Ministère de la Santé dispose d'un subside pour personnes indigentes qui ne peuvent pas prendre en charge leurs frais médicaux et qui ne sont pas affiliées à un régime d'assurance maladie. Il s'agit de l'article budgétaire 14.0.34.011 – Traitement des maladies sociales et d'autres affections ; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes : subsides.

En 2021, 3.067.705,00 euros ont permis de prendre en charge 380 demandes de 262 différents patients. Des 403 demandes qui ont été introduites, 23 ont été refusées car soit une prise en charge par la Caisse nationale de la santé (CNS) a été possible, soit le dossier n'avait pas été complet ou n'avait pas été introduit dans les délais.

L'existence de ce subside est bien connue par les services sociaux des hôpitaux, les associations conventionnées et par les offices sociaux luxembourgeois qui introduisent les demandes de prise en charge auprès du Ministère de la Santé.

Le projet-pilote Couverture universelle des soins de santé (CUSS) a été lancé en avril 2022. Il permet l'accès à une assurance maladie volontaire auprès du Centre commun de la sécurité sociale. L'affiliation à l'assurance maladie volontaire permet à l'assuré de pouvoir bénéficier de toutes les prestations de soins de santé (prestations en nature) prises en charge par l'assurance maladie. Le Ministère de la Santé finance d'une part la cotisation mensuelle pour l'assurance maladie et les frais liés à la prise en charge des soins de santé et d'autre part, il finance des postes d'assistante sociale auprès d'associations conventionnées qui sont en relation avec la population cible. Il s'agit du CNDS, de Stëmm vun der Strooss, de Jugend- an Drogenhëllef, de la Croix-Rouge et de Médecins du Monde. Ces associations assurent un suivi régulier des personnes qui bénéficient de la CUSS selon un projet individualisé.

La mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier de certaines personnes a été mise en place en juin 2017 et a permis, jusqu'ici, la prise en charge de sept bénéficiaires. Cette mesure a pour but de soutenir financièrement les personnes ayant besoin d'un accompagnement et de soins de santé dont les besoins dépassent les prestations que les institutions publiques peuvent offrir ou prendre en charge. Il s'agit d'adultes et d'enfants souffrant de maladies dégénératives extrêmement invalidantes, d'affections neuromusculaires permanentes particulièrement graves, de maladies du système nerveux autonome ou de maladies métaboliques nécessitant dans la plupart des cas le suivi permanent et ininterrompu et un recours à un appareillage médical lourd indispensable au maintien des fonctions vitales. La demande est introduite via un formulaire sur Myguichet.lu et doit être renouvelée annuellement.

Actuellement, sur un total de 115 dossiers introduits auprès du Ministère de la Santé, 93 ont été acceptés, 10 sont en cours ou en attente d'informations supplémentaires, 2 ont été refusés car ces demandes étaient

incomplètes et le demandeur ne s'était plus présenté auprès de l'ASBL concernée suite au dépôt de la demande afin de les compléter. 10 demandes ont été annulées car, dans l'intervalle, les personnes ont pu bénéficier d'une ouverture de leur droit à l'aide sociale.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7029** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est compétent en matière de gestion et de paiement d'un certain nombre d'aides destinées aux personnes physiques.

Dans le tableau ci-après, ces aides ont été classées en trois rubriques : les prestations sociales versées par le Fonds national de solidarité, les prestations familiales versées par la Caisse pour l'avenir des enfants ainsi que diverses aides financières spécifiques versées par les services du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Afin de garantir une certaine comparabilité, tous les chiffres ont trait à l'année 2021 ; pour la prime énergie ainsi que pour les équivalents crédits d'impôts REVIS et RPGH la date de référence est le 31 octobre 2022.

Le tableau ci-après reprend les aides classées en trois rubriques, avec les nombres d'attributions et les budgets totaux alloués respectifs. Le tableau renseigne aussi sur le nombre et les raisons des refus, pour les aides pour lesquelles ces données ont été recensées.

Toutes ces aides sont connues des services spécialisés – offices sociaux, services psychosociaux, services d'aide aux personnes âgées – qui les promeuvent auprès des groupes de personnes susceptibles de pouvoir en bénéficier. Par ailleurs, les administrations gestionnaires de ces aides, tels le Fonds national de solidarité et la Caisse pour l'avenir des enfants, affichent les prestations dont elles ont la charge sur leurs sites Internet respectifs. Le lancement d'une nouvelle prestation est, en règle générale, accompagné par une campagne de promotion ; ainsi, lors de l'entrée en vigueur du nouveau dispositif du REVIS au 1er janvier 2019, un site Internet spécifique ainsi qu'une vidéo d'explication ont été mis en ligne et largement diffusés, le tout accompagné de réunions d'information régionales à l'attention des offices sociaux. Plus récemment, l'introduction de la prime énergie a fait l'objet de deux campagnes de communication successives. Pour ce qui est de l'allocation de vie chère, les personnes bénéficiaires au cours de l'année « n » se voient transmettre automatiquement le formulaire de demande pour l'année « n+1 ». Enfin, pour les aides liées à des situations très spécifiques, à l'instar des aides dans des situations liées à des catastrophes naturelles, le ministère lance des campagnes d'information très ciblées qui peuvent aussi comporter des réunions de sensibilisation et d'information auprès des publics concernés et dans les régions impactées.

Les moyens pour faire connaître ces aides sont donc très divers et toujours adaptés au public cible et aux circonstances. L'élaboration et la mise en ligne d'un portail Internet des offices sociaux est à l'étude ; ce portail est pensé pour présenter l'ensemble des aides de façon claire et précise afin de permettre aux personnes elles-mêmes de déterminer les prestations dont elles pourraient bénéficier.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ventes d'immeubles par POST Luxembourg | Question **7030** (19/10/2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Je fais référence à ma question parlementaire n° 6434 du 1er juillet 2022 concernant les propriétés de POST Luxembourg.

Dans sa réponse à ma question parlementaire, Monsieur le Ministre de l'Économie explique que : « Au cours des 10 dernières années, POST Luxembourg a vendu des immeubles pour un total de 18,4 millions d'euros. Ces ventes ont rapporté soit une plus-value, soit une moins-value par rapport à la valeur indiquée dans l'acte d'apport de 1992 [...]. »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir la liste des bâtiments ayant été vendus ces dix dernières années ? La liste figurant dans la réponse de Monsieur le Ministre contient toutes les propriétés qui ont été vendues depuis la création de l'entreprise.

– Pour quels bâtiments l'entreprise POST Luxembourg a-t-elle fait une moins-value ?

– Compte tenu de l'évolution du marché immobilier au Luxembourg, quelles sont les raisons expliquant ces moins-values ?

Réponse (21/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

En complément de la liste des propriétés vendues fournie dans la réponse à la question parlementaire 6434 du 1er juillet 2022 de l'honorable Députée, la liste ci-dessous précise les 20 propriétés vendues depuis 2012 par POST Luxembourg. Celles en rouge sont celles pour lesquelles une moins-value a été réalisée, en euros et en pourcentage sur la valeur d'apport de l'immeuble.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire 6434, POST Luxembourg cède ses immeubles à la valeur du marché, celle-ci est établie au moment de la transaction grâce à une évaluation réalisée par un bureau d'expertise indépendant.

Étant donné que la valorisation initiale des immeubles effectuée en 1992, lors de la création de l'établissement public, était assez élevée, POST Luxembourg réalise occasionnellement des moins-values par rapport au prix d'apport dans les livres lors d'une cession d'immeubles.

Étiquetage de l'origine de la viande | Question **7031** (19/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerger Fleesch ass bekannt fir seng gutt Qualitéit a fir gutt Haltungskonditiounen. D'Regierung wëll d'Konsumenten zum Kaf vu Lëtzebuerger Produiten animéieren. An der fräier Vente, zum Beispill beim Metzler, erkennt de Konsument awer dacks net, wou d'Fleesch hierkënnt an aus wat fir engen Haltungskonditiounen d'Fleesch kënnt, sou kéint et sech zum Beispill ëm bëllegt a qualitativ schlecht Fleesch aus auslännescher Massendéierenhaltung handelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung eng obligatoresch Kennzeechnung fir d'Fleesch an der fräier Vente, fir dass de Konsument op den éischte Bléck erkennt, ob et sech ëm lëtzebuergescht Fleesch handelt oder ëm auslännescht? Wann nee, firwat net?

2. Plangt d'Regierung eng obligatoresch Kennzeechnung vun den Haltungskonditioune vun den Déieren, änlech wéi et dëst schonn an Däitschland gëtt? Wann nee, firwat net?

3. Huet d'Regierung eng laangfristeg Strategie, wéi si de Konsument besser iwwert déi qualitativ Ënnerscheeder an ënnerschiddlech Haltungskonditioune beim Fleesch wëll informéieren?

Réponse (15/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Déi europäesch Gesetzgebung gesäit eng obligatoresch Etikettéierung vum Fleesch vu verschiddenen Déierenaarten (Rand, Schwäin, Schof, Geess a Gefligel) vir betreffend d'Hierkonft vum Fleesch. Dës Etikettéierung muss op all agepaaktem Fleesch drop sinn, a wann d'Fleesch onverpaakt iwwert d'Théik verkaaft gëtt, kann de Konsument de Verkeefer zu all Moment no der Hierkonft vum Fleesch froen, deen dann déi Informatioun weider muss ginn.

ad 2. Wat d'obligatoresch Kennzeechnung vum Fleesch betreffend d'Haltungskonditiounen ubelaangt, ass de Moment op nationalem Niveau net virgesinn, dës anzeféieren. De Ministère ass hei en faveur vun enger europäescher Léisung a waart of, wéi eng Virschléi d'Kommissioun 2023 wäert am Kader vun der Réforme législative betreffend den Déiereschutz proposéieren, wou och d'Kennzeechnung vun den Haltungsforme soll mat ofgedeckt ginn.

Fir de Moment gëtt et op europäeschem Niveau esou eng obligatoresch Kennzeechnung vun den Haltungsforme just bei den Eeër.

ad 3. D'Regierung huet viru Kuerzem eng offiziell Agrementsdemarche (Unerkennung) vun de Labelen agefouert (loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles). An dësem Kontext gëtt de Kader geschaf, fir dass den interesséierte Konsument sech informéiere

kann, wéi eng Laaschtenheftkrittäre bei engem bestëmmte Label iwwert déi normal gesetzlech Obligatioune rausginn. Hei ginn et eng 30 Krittären, déi op 3 Pilieren opgedeelt sinn (Qualité-Saveur, Régional-Solidaire, Environnement–Bien-être animal). Fir eng offiziell Unerkennung als Qualitéitslabel ze kréien, muss ee Label innerhalb vun all Pilier mindestens 3 Krittären erfëllen. Nieft der Agrementsdemarche ass et och virgesinn, fir laangfristeg Informatiounscampagnen zum Theema Qualitéit vu Liewensmëttel ze maachen.

Installations photovoltaïques sur des bâtiments agricoles | Question **7032** (19/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fotovoltaikanlage sinn e wichtege Pilier vun der energeetescher Transitioun. Vill Leit hunn eng kleng Anlag um Daach, mee virun allem grouss Diecher, wéi een se zum Beispill op Halen a landwirtschaftleche Ställ fënnt, bidden sech fir grouss Anlagen un.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bauerenhäff hunn aktuell Fotovoltaikanlagen op den Diecher installéiert?

2. Wéi hunn dës Zuelen, op déi lescht fënnef Joer gekuckt, evoluéiert?

3. Wéi vill Stroum gouf op déi lescht fënnef Joer gekuckt vun dëse Fotovoltaikanlage produzéiert? Wéi vill Prozent vum nationale Stroum ginn esou produzéiert?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Den nationale Regëster gesäit keng Ënnerdeelung an deem Sënn vir. No Recherchen unhand vun der Lëscht „Liste des établissements enregistrés au Grand-Duché du Luxembourg conformément au règlement (CE) n° 183/2005 du Parlement européen et du Conseil du 12 janvier 2005 établissant des exigences en matière d'hygiène des aliments pour animaux" an dem Verglach iwwert de Geoportail kéim een op gutt 265 Installatiounen, sief dat um Bauerenhaff oder dem Wunnsëtz vum Bauerebetrib.

ad 2. Laut den aktuellen Donnéeë si säit 2018 ronn 40 MW Leeschtung bäikomm.

Dobäi muss ee bemierken, datt tëscht 2003 an 2017 0,67 MW un d'Netz ugeschloss gi sinn. D'Mesuren, déi ergraff goufe säit der Ännerung am Joer 2016 vum Reglement iwwert d'Produktioun vun erneierbaren Energië vun 2014, déi ënnert anerem zwou Tariffkategorië virgesäit fir zum Beispill Kooperativen, hunn also hir Wierkung gewisen. Eng weider Upassung an dësen Tariffkategorien am Joer 2020 huet ab 2021 zu engem spektakuläre Sprong gefouert, ronn dräi Véierel vun de 40 MW sinn 2021 un d'Netz ugeschloss ginn.

ad 3. Déi 40 MW Leeschtung aus der Fro 2 dierfte bei ca. 1.000 Lafstonnen (Volllaststunden) 40 GWh (entsprécht ongeféier 10.000 Stéit) erneierbare Stroum produzéieren, vum national produzéierte Stroum (993,48 GWh – ILR 2021) mécht dat ongeféier 4 % aus.

Établissement public POST Luxembourg | Question **7033** (19/10/2022) de **Mme Diane Adehm** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

L'article 24 (1) de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications prévoit que « Le régime des agents de l'entreprise est soit un régime de droit public, soit un régime de droit privé ». Dans le commentaire des articles du projet de loi ayant entre autres modifié l'article 24, il est stipulé que « Le projet propose de modifier l'article 24 de la loi pour en adapter la rédaction à la réalité en plaçant les régimes de droit public et de droit du travail sur un plan d'égalité alors que plus de 40 % des effectifs de l'entreprise sont aujourd'hui employés sous un statut de droit privé. »

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Combien d'employés de POST Luxembourg sont aujourd'hui employés sous le régime de droit public ? Sous le régime de droit privé ?

– Depuis 2012, combien d'employés ont été engagés sous le régime de droit privé ?

D'après nos informations et les informations qui ont été communiquées dans la presse par le Syndicat des P&T, très peu d'agents ont été engagés sous le régime de droit privé ces dix dernières années. Cela signifie que les agents engagés plus récemment par POST Luxembourg sous le régime de droit privé ne bénéficient pas des mêmes conditions de travail que les agents engagés sous le régime de droit public, notamment en termes de salaire et d'avancement de carrière.

Dans ce contexte, nous voudrions également poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que Monsieur le Ministre soutient cette politique d'engagement au sein de l'établissement public POST Luxembourg ?

– Est-ce que POST Luxembourg, en tant qu'entreprise d'importance capitale pour le Luxembourg, n'a pas tout intérêt à garder des conditions d'embauche concurrentielles, alors qu'il est de plus en plus difficile de trouver les bons employés dans de nombreux secteurs ?

Réponse (21/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Au 25 octobre 2022, d'après les chiffres fournis par l'entreprise, POST Luxembourg employait 1.072 personnes tombant sous le statut du droit public et 1.819 agents tombant sous le statut du droit privé. Du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2021, POST Luxembourg a embauché 1.703 collaborateurs tombant sous le statut du droit privé.

Il y a lieu de rappeler que POST Luxembourg est une entreprise indépendante de droit public gouvernée par son conseil d'administration et son directeur général. Les interventions du ministre de tutelle se limitent aux dispositions de l'article 22 de la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications telle qu'elle a été modifiée par la suite, à savoir l'exercice de la haute surveillance sur les activités d'intérêt général de l'entreprise. Partant, la politique de recrutement au sein de POST Luxembourg relève de la responsabilité du comité exécutif de POST Luxembourg sous la surveillance du conseil d'administration.

Conditions de travail au CGDIS | Question **7034** (20/10/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Am Moment lafe weider Rekrutementscampagnë beim CGDIS. Laut eisen Informatioune ginn et op der anerer Säit och vill Leit, déi de CGDIS, a besonnesch den 112 wéilte verloossen. Grond wiere virun allem déi schwiereg Aarbechtskonditiounen a mangelnd Karriärsperspektiven. De Responsabele vum 112 soll dës Situatioun och bewosst sinn.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch Informatiounen iwwer schwiereg Aarbechtskonditioune beim 112 confirméieren?

– Wa jo – wéi soll an Zukunft verhënnert ginn, dass weider Agente vum 112 de CGDIS wëlle verloossen?

– Wéi gesäit et um 112 mat de Karriärsperspektiven aus?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

De CGDIS ass en autonomen Établissement public, virun allem am Beräich vum Personal. Als Inneministesch steet et mir net zou, mech direkt an d'Personalpolitik vum CGDIS anzemëschen. De CGDIS huet mir op Nofro bestätegt, datt all déi gesetzlech Reegele vum ëffentleche Statut respektéiert ginn.

Dem Personal vun der nationaler Noutruffzentral 112 stinn, wéi allen anere Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum CGDIS, déi nämmlecht Méiglechkeete vun der interner Mobilitéit zur Verfügung, déi hire Statut virgesäit. Dozou gehéieren natierlech och verschidde Karriärsperspektiven.

Alimentation animale | Question **7035** (20/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

De Moment loossen nach vill Baueren d'Béischten op der Weed, well d'Fuddersituatioun op de Wisen sech zanter dem verreente September spierbar verbessert huet. Déi aktuell, bal summerlech Temperature loossen d'Gras nach effektiv e bësse wuessen. An dach riskéiert et de Wanter iwwer méi enk mam Fudder ze ginn, engersäits wéinst der laanger Dréchent an anerersäits wéinst méigleche Liwwerengpäss.

Dofir wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Verfüügt den Här Minister iwwer ee gewëssenen Iwwerbléck betreffend d'Fuddersituatioun an eise Betriber? Wat sinn d'Réckmeldungen aus dem Secteur?

2. Bei wat fir enge Fuddermëttel ass am Wanter an och soss mat Liwwerengpäss ze rechnen?

3. Kann den Här Minister mer d'Entwécklung vun de Präisser an dësem Beräich zanter Juli 2022 opweisen?

Réponse (10/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. D'Situatioun mam Grondfudder ass net op all Betrib déi selwecht. Dëst ass bedéngt duerch regional ënnerschiddlech Recolten am Grénglan, mee och am Mais. Ufank September ass am Landesduerchschnëtt eng Perte un Trockenmasseertrag vun 30 % am Grénglan ugeholl ginn. Mat regional groussen Differenzen, soudass et regional och 50 % Perten a méi konnte sinn. Betraffe Betriber hu well zum Deel reagéiert an och schonns Grondfudder a Form vun Hee oder Mais bäikaaft.

Ufank September huet de Ree gehollef, datt sech d'Grénglan erëm séier erholl huet, soudass Ufank Oktober an Enn Oktober bal am ganze Land nach ee Schnatt op de Grénglandparzelle gemaach konnt ginn. Doduerch huet sech d'Situatioun beim Grondfuddermëttel Gras zimmlech entspaant.

Aktuell ass et och nach ëmmer méiglech, den Opwuess vum Grénglan iwwert Weedvéi ze notzen, soudass Wanterreserven agespuert kënne ginn.

Bei der Recolte vum Mais hu virun allem den Osten an de Süde vum Land méi Perten ze verzeechnen.

D'Recolte huet extreem fréi ugefaangen, an déi recoltéiert Wuer war zimmlech dréchen, well vill Bestänn verdréchent waren. D'Stäerkegehalter sinn niddreg, an déi recoltéiert Wuer huet sech schlecht am Silo verdichte gelooss, soudass eng gutt Gärung net garantéiert konnt ginn. Well vill Betriber gutt Parzellen an och méi schlechter mat Mais haten, ass et immens schwéier ze soen, wéi vill Betriber genau betraff sinn.

ad 2. Bei de Fuddermëttel, déi vun de Betriber zoukaf ginn, ass am Moment net direkt mat kritesche Liwwerenkpäss ze rechnen. Beim Sojaextraktiounsschrot ass et am Moment heiansdo e bësse méi schwiereg. D'Disponibilitéit ass am Allgemenge ginn, méi kriddeleg ass et mat dem Transport, well et Enkpäss an den Transportkapazitéite gëtt, an doduerch den Organisatiounsopwand méi grouss ass.

ad 3. D'Präisentwécklung zanter dem Mount Juli ass méi roueg verlaf, wéi dat an de Méint Februar bis Juli de Fall war. D'Grafik hei hannendru stellt déi tatsächlech Entwécklung vum Präisindex vun de Fuddermëttel fir Déiere vum Januar 2022 bis Enn September duer a gëtt och en Ausbléck op de Mount Oktober (gepunktelt Linnen). De ponderéierten Index fir d'Fuddermëttel fir Déiere läit Enn September 1,3 % méi héich wéi am Juli an 18,7 % méi héich wéi am Januar 2022. Zu Lëtzebuerg gëtt et keng vergläichbar Zuelen iwwer Präisser fir Grassilage, Hee oder aner Grondfuddermëttel, an deemno sinn dës och net am Index agerechent.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Chaudières à hydrogène | Question **7036** (20/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerger Bierger, déi hire Logement energeetesch sanéiere wëllen, kënnen ënner verschiddenen Ëmstänn vun enger finanzieller Hëllef duerch de Staat profitéieren. Allerdéngs si gängeg Technologië wéi zum Beispill Wäermepompele besonnesch am Fall vun eelere Gebaier net ëmmer baulech kompatibel. Wéi et mir zougedroe gouf, si Waasserstoffanlage fir Privathaiser, déi souwuel beim Hëtze wéi beim Stroum eng Verbesserung vun der Energiebilanz géifen erlaben a sech och an deene meeschten Haiser verbaue loossen, allerdéngs net eligibel fir dës Subsiden.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister dës Virgäng bestätegen? Falls jo, kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass an iwwert wéi eng Ausweechméiglechkeete Bierger verfügen, déi dës Ënnerstëtzung opgrond vun der bautechnescher Beschafenheet vun hirem Logement net an Usproch huele kënnen?

Réponse (17/11/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Den honorabelen Deputéierte Fred Keup weist dorop hin, dass Brennstoffzellenheizungen a Privathaiser, theoreetesch erneierbaren, also grénge Waasserstoff notze kéinten, fir bei Bedarf Hëtzt, mee och Stroum ze produzéieren a sech an deene meeschten Haiser verbaue loossen, mee net eligibel fir Klimabonussubsidë sinn.

Dëst kann ech confirméieren an doduerch erklären, dass et am Moment kee grénge Waasserstoff gëtt, deen duerch ee Gas- oder Waasserstoffreseau bis bei Haiser géif kommen. Also handelt et sech bei dësen Heizungen ëm hypotheetesch Léisungen, déi kuerzfristeg iwwerhaapt net dekarboniséieren, mee weiderhin op den Äerdgas ugewise sinn.

D'Klimabonus-Primme par contre förderen exklusiv Technologien, déi direkt um Marché disponibel sinn an zur Dekarboniséierung vun de Gebaier bäidroen, d. h. aktuell sinn, dat (i) Loft/Waasser-Wärmepompelen, an (ii) Wärmepompelen, déi un eng geothermesch Buerung gekoppelt sinn, souwéi och nach (iii) Biomassanlagen, déi Wäermt generéiere kënnen an (iv) den Uschloss un ee Wärmenetz. Eng weider fir Bierger interessant Alternativ sinn Hybrid-Wärmepompelen an Hybrid-Léisungen, wou eng Wärmepompel mat enger bestoender Heizungsanlag kombinéiert gëtt, och dës Technologië ginn iwwer de Klimabonus-Programm gefërdert, well si besonnesch bei eelere Gebaier, déi nach net energeetesch sanéiert sinn (Verbesserung vun der Isolatioun) eng gutt Iwwergangsléisung kënnen duerstellen. Wéi eng vun de verschiddenen Optioune bei engem Bestandsgebai am sënnvollsten agesat gëtt, ass vu Fall zu Fall vum Expert (Installateur) ze analyséieren an d'Anlag ass entspriechend auszeleeën.

Mäin Homolog, de Wirtschafts- a Klimaminister, zoustänneg fir Energie an Däitschland, vertrëtt iwwerdeems eng ganz änlech Positioun vis-à-vis vu Firmen, déi sou Anlagen an Däitschland bauen a verdreiwe wollten. Déi éischt Quantitéiten u gréngem Waasserstoff wäerten och prioritär op anere Plaze gebraucht ginn, z. B. fir Industrieprozesser oder den Transport (Fliger oder Schëff), wou et keng elektresch Alternative gëtt fir ze dekarboniséieren.

Ech erlabe mir nach ervirzehiewen, dass et an der Lëtzebuerger Waasserstoffstrategie virgesinn ass, de Waasserstoff mëttel- a laangfristeg, also no der Industrie an dem Transport, och an dem „Wäermt"-Secteur anzesetzen. Dëst awer dann net an eenzelen Haiser, mee éischter zentral, fir Kogenerationsanlagen déi u Wärmenetzer hänken, ze dekarboniséieren an eng relativ flexibel Stroumproduktioun (als Nieweprodukt vun der Hëtzt) ze erlaben.

Stations de GNC | Question **7037** (20/10/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6600 vun der ADR schreift d'Regierung, datt vun 2023 u keng CNG-Gas-Tankstell méi zu Lëtzebuerg géif zur Verfügung stoen. Esou wéi et eis zougedroe gouf, gräifen aktuell nach eng Rei Gemengen, notamment bei hiren technesche Gefierer a vereenzelt och bei kommunale Busservicer op dëse Brennstoff zeréck.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Gefierer op Basis vu CNG-Gas op de Stand vun der Kalennerwoch Nummer 41 beim Staat an de Gemengen agesat ginn an ëm wéi eng Zort Gefierer et sech handelt (Bussen, Camionen, Déngschtautoen, technesch Gefierer asw.)?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt déi eenzel Institutiounen hir Gefierer opgrond vu kuerzfristegem Verkafsdrock ënner Wäert am Ausland mussen ofsetzen?

Réponse (14/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert froe Prezisiounen iwwert ee méigleche Wäertverloscht vu CNG-Gefierer an der ëffentlecher Hand.

Am Fuerpark vum Staat befannen sech am Moment nach een Auto an eng Camionnette, déi reng mat CNG bedriwwe ginn. Wat d'Unzuel vun esou Gefierer bei de Gemengen oder Gemengesyndikater ubelaangt, esou sinn dës Informatiounen net fräi zougänglech, an de Staat erhieft oder suivéiert net systematesch de Fuerpark vun de Gemengen oder Syndikater.

Laut der SNCA[7] waren Ufank November 161 reng mat CNG bedriwwe Gefierer zu Lëtzebuerg op Personnes morales (ënnert anerem Gemengen) ugemellt. Dëst ware 60 Autoen (Kategorie M1), 27 Camionnetten (N1), 63 Busser (M3) an 11 Camionen (N2&N3).

Heibäi gëllt et awer ze präziséieren, datt déi uewe genannte CNG-Busser integral vum TICE bedriwwe ginn, deen op sengem Betribshaff eng eege CNG-Tankstell huet an dës nach wäert weider bedreiwen. Syndikéiert TICE-Gemenge kënnen och eng Demande stellen, fir dës CNG-Tankstell fir hir Gefierer ze notzen. Dëst awer zu definéierten Auerzäiten, fir datt d'Notanke vun der Busflott net gestéiert gëtt.

Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6600 präziséiert, ass et d'Decisioun vum Tankstellbedreiwer gewiescht, fir d'CNG-Tankseilen zouzemaachen, an dëst gouf 2018 scho per Pressecommuniqué a per Bréif un alleguerten déi deemoleg Besëtzer vun engem CNG-Gefier matgedeelt. Esou kann een hei net vun engem kuerzfristege Verkafsdrock schwätzen, fir d'Gefier ënner Wäert mussen ze verkafen.

Do dernieft si momentan duerch déi bestoend Liwwerproblemer vun Neiween d'Präisser vun Occasiounsgefierer och éischter héich. De Fuerpark vun an der EU ugemellte CNG-Gefierer[8] ass déi lescht Joren och konstant bliwwen an a verschiddene Länner, wéi der Belsch[9], och liicht geklommen.

Visites dans le cadre des inondations de l'été 2021 | Question **7039** (20/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Madamm Ëmweltminister huet rezent zesumme mat enger Ekipp vun hire Fonctionnairen eng Rei Visitte queesch duerch d'Lëtzebuerger Land ënnerholl, fir sech am Gespréich mat de betraffene Leit op der Plaz e Bild vun den Héichwaasserschied vum Summer 2021 ze maachen a fir potenziell weider preventiv Moossnamen ze evaluéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob d'Resultater vun dëser Tour an engem schréftleche Rapport festgehale ginn, wéi wäit déi geäussert Doleancen a Virschléi vun de Bierger hei mat afléissen an ob si virgesäit, der Chamber eng Kopie vun dësem Rapport zoukommen ze loossen.

2. Sou wéi et mir zougedroe gouf, huet d'Madamm Minister wärend där genannter Tour och d'Méiglechkeet ugeschwat, fir op der Héicht vu Bettenduerf e Réckhaltebecke fir d'Sauer ze schafen. Kann d'Madamm Minister déi Informatioun bestätegen a falls jo, matdeelen, a wéi engem Stadium dëse Projet aktuell drun ass?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Nom Héichwaasser vum Juli 2021 huet den Ëmweltministère zesumme mat der Waasserverwaltung verschidde Gemenge besicht, déi besonnesch staark vun den Iwwerschwemmunge betraff

[7] https://data.public.lu/fr/datasets/parc-automobile-du-luxembourg/

[8] https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/transport-mode/road/european-union-eu27

[9] https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/transport-mode/road/belgium

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

waren. Dës ware keng ëffentlech Reunioune mat Biergerbedeelegung, mee bilateral Reuniounen tëscht enger Delegatioun vum Ëmweltministère a vun der Waasserverwaltung mat de politesche Gemengeresponsabelen an hirer Verwaltung. Insgesamt goufen 10 bilateral Versammlungen a Presenz vun der Ëmweltministesch organiséiert: Rouspert-Mompech, Ierpeldeng op der Sauer, Bäerdref, Iechternach, Munneref, Miersch, d'Stad Lëtzebuerg, Beetebuerg, Hesper a Käerjeng. Bei dësen Echangen ass et dorëms gaangen, en Iwwerbléck iwwert d'Gesamtsituatioun ze kréien an ze sondéieren, wou den Ëmweltministère mat der Waasserverwaltung kuerzfristeg kéint hëllefen, a wat ee laangfristeg um jeeweilege Gemengenterritoire kéint ëmsetzen. Wärend dëse Reuniounen ass dofir och den Héichwaasserrisikomanagementplang, deen am Juni 2021 als Entworf an d'Prozedur vun der Consultation publique gaangen ass, mat sengem Moossnamekatalog beschwat ginn.

Am Kader vun der genannter Consultation publique (vum 24. Juni 2021 bis de 24. September 2021 fir d'Bierger, respektiv bis de 24. Oktober fir d'Gemengen) hat dann och all Gemeng an all Bierger d'Méiglechkeet, en eegenen Avis zum Héichwaasserrisikomanagementplang, awer och zum Moossnamekatalog ofzeginn. Dës geäussert Doleancen a Virschléi vun de Gemengen an de Bierger fléissen an de finale Plang an, deen aktuell an der Finaliséierung ass a bis Enn des Joers publizéiert wäert ginn.

ad 2. Dëst war bei deenen uewe genannten Terminer net thematiséiert ginn an ass och keng Pist, déi am Moossnamekatalog steet oder aktuell verfollegt gëtt.

Nouveau bataillon belgo-luxembourgeois | Question **7041** (21/10/2022) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

Ce jeudi 13 octobre 2022, le Gouvernement a annoncé la signature de la déclaration d'intention concernant l'implantation du bataillon de reconnaissance belgo-luxembourgeois dès l'année 2028.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quel sera l'impact, selon Monsieur le Ministre, de ce bataillon de reconnaissance binational sur l'effort de défense du Grand-Duché du Luxembourg ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir davantage de renseignements sur l'axe de temps concernant les trois phases endéans lesquelles les différentes antennes pourront être fonctionnelles, ainsi que sur l'organigramme de ce bataillon implanté sur trois sites ?

Réponse (15/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1) Le bataillon de reconnaissance belgo-luxembourgeois jouera un rôle central pour atteindre l'objectif du Gouvernement en matière d'effort de défense, à savoir 1 % du PIB en 2028.

Selon les prévisions, ce programme capacitaire couvrant la mise en place et l'exploitation conjointe d'un bataillon de reconnaissance médian belgo-luxembourgeois à l'horizon 2028 – en réponse à l'objectif capacitaire OTAN y afférant accepté en 2021 – aura un impact significatif en termes d'effort de défense luxembourgeois dès 2025 (d'un ordre de grandeur de 25 % au moment de la pointe de l'investissement). Alors que les investissements majeurs initiaux (équipements, munitions et infrastructures confondues) pourraient s'étendre sur une période de dix années environ, les frais d'exploitation et de soutien en découlant impacteraient l'effort de défense national pendant une trentaine d'années probablement. À ces frais s'ajouteront des frais de mise à jour tant pour les futurs équipements médians que pour les logiciels nécessaires à leur exploitation. Il est à souligner qu'une fois les investissements initiaux majeurs effectués, l'impact sur l'effort de défense sera ramené à un ordre de grandeur de 10 à 15 % de l'effort de défense.

ad 2) Des informations détaillées sur l'axe de temps concernant les trois phases endéans lesquelles les différentes antennes pourront être fonctionnelles, ainsi que sur l'organigramme de ce bataillon ne verront le jour qu'après la réalisation d'une planification détaillée qui ne sera lancée qu'après la signature de l'accord de coopération (signature visée pour mi-2023) donnant naissance au programme capacitaire pluriannuel.

Au stade préliminaire actuel, à côté d'une planification très sommaire des études binationales sont en cours pour réaliser :

– une première synchronisation des planifications capacitaires et budgétaires des deux pays,
– une ébauche de concept de mise en place et d'exploitation conjointe.

Selon la planification sommaire susmentionnée, il est prévu que la création du bataillon se fasse, en amont de 2028, en parallèle sur différents sites.

Le futur bataillon disposera en principe dans un premier temps de différentes antennes, sises à Diekirch et à Marche-en-Famenne. Dans un deuxième temps les unités et les capacités additionnelles requises par l'OTAN seront graduellement intégrées pour former un bataillon qui englobera à terme un état-major commun et quatre compagnies ou escadrons de reconnaissance, complétés de différents éléments d'appui et de soutien.

Vers 2030, le bataillon devrait avoir Arlon comme centre de gravité. S'y trouveront à ce moment au minimum l'état-major mixte belgo-luxembourgeois, une compagnie de reconnaissance belge, une compagnie de reconnaissance luxembourgeoise et des éléments d'appui et de soutien. Quelle que soit la phase d'exécution du programme, une des compagnies de reconnaissance luxembourgeoises restera en principe implantée à Diekirch.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 22 à 25	Questions au Gouvernement
p. 03-07	p. 08-14	p. 14-85	p. 86-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-07

Nouvelles lois ..... p. 08-14

Séances ..... p. 14-85

22e séance du jeudi 15 décembre 2022 p. 14-42

23e séance du jeudi 15 décembre 2022 p. 43-48

24e séance du mardi 20 décembre 2022 p. 49-72

25e séance du mercredi 21 décembre 2022 p. 72-85

Questions au Gouvernement ..... p. 86-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
01/06/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Assemblée parlementaire de l'OTAN

La session de printemps au Luxembourg sous le signe du soutien à l'Ukraine

Les sujets d'actualité ont dominé les débats lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (AP-OTAN) qui s'est tenue du 19 au 22 mai 2023 au European Convention Center Luxembourg (ECCL) au Kirchberg. En sus de l'engagement en faveur de l'Ukraine, l'adhésion de la Suède à l'OTAN et le renforcement de la résilience démocratique étaient au cœur des discussions des quelque 450 participants issus des 31 pays membres de l'Alliance et d'une vingtaine de pays partenaires.

Deux Présidentes pour la session de printemps au Luxembourg : Mme Lydia Mutsch, députée luxembourgeoise et Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, et la sénatrice française et actuelle Présidente de l'AP-OTAN, Mme Joëlle Garriaud-Maylam

Aider l'Ukraine pour que le pays emporte la guerre d'agression russe, offrir une perspective pour un avenir stable et au sein de l'OTAN et poursuivre l'engagement aux côtés de l'Ukraine et du peuple ukrainien. Ce sont les principaux éléments des deux déclarations que les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont adoptées le 22 mai 2023 en séance plénière. Certains termes de la déclaration finale ont fait débat.

L'Assemblée a réaffirmé « son indéfectible soutien à la démocratie, l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, le droit à la légitime défense et l'autodétermination de l'Ukraine ». Une des deux déclarations adoptées stipule la détermination « à maintenir ce soutien aussi longtemps qu'il le faudra pour que l'Ukraine l'emporte ».

« Plus qu'une alliance militaire »

Les membres de l'Assemblée ont salué le nouveau concept stratégique dont l'OTAN s'est doté. Ce dernier définit pour la première fois le renforcement de la résilience démocratique comme un des principaux objectifs de l'organisation. Un des constats était que l'Alliance devrait créer un centre dédié. « À la veille de son 75e anniversaire, l'OTAN est beaucoup plus qu'une alliance militaire. […] Il est temps d'afficher plus ouvertement que jamais que l'OTAN est une alliance démocratique », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, au cours de la séance plénière. Dans le but de soutenir ces activités, le Parlement luxembourgeois a décidé de mettre à disposition un poste au sein du secrétariat de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Bruxelles.

Quelque 200 délégués des 31 pays membres de l'OTAN – dont la Finlande pour la première fois – et d'une vingtaine de pays partenaires se sont rassemblés au Luxembourg.

Deux projets de déclaration ont été votés en séance plénière.

Un terme qui fait débat

Lors de la procédure de vote en séance plénière au sujet de deux projets de déclaration, certains amendements ont fait débat. L'Assemblée a fini par adopter une proposition de la délégation ukrainienne qui consiste à « dénoncer l'idéologie et les pratiques de ruscisme », également appelé fascisme russe, un terme utilisé surtout dans le contexte de la guerre d'agression en Ukraine.

Suite au vote, l'Assemblée reconnaît « explicitement le groupe Wagner en tant qu'organisation criminelle et terroriste » et réaffirme que « la Fédération de Russie, sous son régime actuel, est un régime terroriste ».

D'autres discussions en séance plénière ont porté entre autres sur la contribution luxembourgeoise à l'OTAN. Pour la première fois depuis l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, qui a porté le nombre d'États

Les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN ont rencontré d'autres délégations comme celles des parlements d'Ukraine, du Kosovo et de Géorgie.

membres de l'Alliance à 31, un représentant finlandais a pris la parole. Concernant la situation dans la région du Caucase, l'Assemblée demande désormais aux chefs d'État et de gouvernement de « faire progresser la Géorgie sur la voie d'une future adhésion à l'OTAN » et condamne fermement « l'occupation illégale et continue de l'Abkhazie et des régions géorgiennes de l'Ossétie du Sud ». Les revendications de l'Assemblée s'adressent aux participants du prochain sommet de l'OTAN au niveau gouvernemental, prévu en juillet à Vilnius, capitale de la Lituanie.

Des personnalités politiques présentes au Luxembourg

Deux journées de débats au sein de cinq commissions ont précédé la séance publique et ont fourni l'occasion aux délégués pour discuter des aspects de la sécurité et de la défense, de l'économie, de la démocratie, des sciences et de la technologie de même que de la politique. Pas moins de 17 rapports ont été présentés, dont celui de M. Sven Clement concernant « les matériaux nouveaux et la fabrication additive (impression 3D) » dans le secteur de la défense et le rôle de ces technologies pour la résilience des États face aux crises.

Bon nombre de personnalités politiques sont intervenues lors de la session au Luxembourg, dont le Ministre de la Défense ukrainien, M. Oleksiy Reznikov (par visioconférence), son homologue luxembourgeois, M. François Bausch, le Ministre d'État luxembourgeois, M. Xavier Bettel, le Ministre de Économie luxembourgeois, M. Franz Fayot, ainsi que la cheffe de l'opposition bélarussienne, Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, ou encore la directrice du Centre pour les libertés civiles, lauréate du prix Nobel de la paix en 2022, l'Ukrainienne Mme Oleksandra Matviichuk. L'OTAN a été représentée par son secrétaire général délégué, M. Mircea Geoană.

Mme Oleksandra Matviichuk, lauréate du prix Nobel de la paix 2022 avec le Centre pour les libertés civiles, qui a documenté les crimes de guerre commises envers les civils en Ukraine

M. Sven Clement a présenté un projet de rapport concernant le rôle de nouvelles technologies comme l'impression en 3D pour la résilience des États face aux crises.

Parmi les orateurs lors de la séance plénière : M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Xavier Bettel, Ministre d'État, M. François Bausch, Ministre de la Défense, et M. Oleksiy Reznikov, Ministre de la Défense ukrainien (par visioconférence)

Visite de la Présidente de l'AP-OTAN

« Nous devons investir dans notre résilience démocratique »

La Présidente de l'AP-OTAN, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, a été reçue à la Chambre des Députés en amont de la session de printemps.

En amont de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (AP-OTAN), le Président de la Chambre des Députés a reçu la Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'Alliance, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, à la Chambre des Députés. Ce fut l'occasion pour le Parlement luxembourgeois d'annoncer un investissement supplémentaire pour faire progresser la résilience démocratique.

« La guerre d'agression que mène la Russie contre l'Ukraine nous a fait prendre conscience que nous devons investir davantage dans la défense collective et dans nos capacités militaires, ainsi que dans notre résilience démocratique », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors d'une entrevue avec Mme Joëlle Garriaud-Maylam, Présidente de l'AP-OTAN, le 19 mai 2023. « Je me réjouis que la défense de nos valeurs communes, la lutte contre la désinformation et les menaces hybrides, ainsi que le lien entre sécurité et développement soient à l'ordre du jour des discussions », a-t-il poursuivi.

Dans son nouveau concept stratégique, l'OTAN a, pour la première fois, défini le renforcement de la résilience démocratique comme un de ses principaux objectifs et prévoit la création d'un centre dédié. Dans le but de soutenir ces activités, le Parlement luxembourgeois a décidé de mettre à disposition un poste au sein du secrétariat de l'Assemblée parlementaire à Bruxelles. « Notre responsabilité est de défendre nos valeurs. Dans le passé, nous avons commis l'erreur de ne pas nous concentrer assez sur ces questions », a constaté la Présidente de l'AP-OTAN et membre du Sénat français.

Visite d'une délégation parlementaire de la Verkhovna Rada

« L'Ukraine a toute sa place dans l'OTAN »

La délégation parlementaire ukrainienne a été reçue à la Chambre des Députés.

À l'occasion d'une visite d'une délégation parlementaire de la Verkhovna Rada à la Chambre des Députés en marge de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le 19 mai 2023, M. Fernand Etgen a réaffirmé le soutien du Parlement luxembourgeois aux Ukrainiens.

« Le Luxembourg restera résolu dans son soutien à l'Ukraine », a affirmé le Président de la Chambre, pour qui l'Ukraine a également « toute sa place dans la famille européenne ». Pour illustrer le soutien luxembourgeois, M. Etgen a souligné que, dans le cadre de violations du droit international, le Parlement luxembourgeois avait suspendu ses relations avec le Parlement de la Fédération russe. Il a ajouté que le Luxembourg avait donné son accord pour envoyer des enquêteurs en Ukraine afin de faire la lumière sur de potentiels crimes de guerre.

De la reconnaissance et des revendications

Le soutien tant financier que militaire et humanitaire accordé jusqu'à présent à l'Ukraine aide celle-ci non seulement à se défendre, mais aussi à protéger le flanc Est de l'Europe, a affirmé le Premier Vice-Président du Parlement ukrainien, M. Oleksandr Korniyenko. De plus, « le soutien reçu donne l'espoir aux Ukrainiens de voir le droit triompher un jour ».

Selon les représentants ukrainiens, la création d'un tribunal ad hoc est une des prochaines étapes importantes. Il doit permettre de poursuivre les responsables de crimes dans le cadre de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Le Président de la Chambre des Députés a confirmé que le Parlement luxembourgeois soutenait cette requête.

Par ailleurs, les parlementaires ukrainiens ont formulé plusieurs demandes à l'adresse des membres de la délégation luxembourgeoise. Ils ont notamment demandé à ce que le Luxembourg reconnaisse l'« Holodomor » (la grande famine) des années 1930 en Ukraine en tant que génocide et la Russie en tant qu'État terroriste. Ils souhaitent également que le Grand-Duché considère l'organisation paramilitaire Wagner comme groupe terroriste.

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten s'est engagé à mettre ce dernier point à l'ordre du jour de ladite commission.

Le Premier Vice-Président du Parlement ukrainien, M. Oleksandr Korniyenko, a mené la délégation parlementaire ukrainienne jusqu'au Luxembourg.

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN

L'AP-OTAN promeut le dialogue interparlementaire autour des grandes questions de défense et de sécurité, en communiquant sur l'opinion parlementaire collective à l'OTAN et avec les gouvernements des pays membres. Depuis 1989, elle soutient la démocratie parlementaire dans la région euroatlantique. Pour ce faire, elle associe des parlementaires de pays tiers aux travaux de l'Assemblée, aide les Parlements des pays en voie d'adhésion à l'OTAN, et met en place des mécanismes de contrôle démocratique des forces armées. L'AP-OTAN organise annuellement deux réunions plénières ainsi que des réunions de commissions et d'autres rencontres parlementaires.

Entrevue avec la cheffe de l'opposition bélarussienne

« Nous soutenons la cause de ceux qui croient en un Bélarus démocratique »

La date n'aurait pas pu être plus symbolique pour la rencontre entre la cheffe de l'opposition bélarussienne, Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et la députée luxembourgeoise et Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, Mme Lydia Mutsch: le 21 mai 2023 était la journée de solidarité avec les 1.500 prisonniers politiques au Bélarus, dont le mari de Mme Svetlana Tsikhanovskaïa fait partie. C'est une des raisons pour la cheffe de l'opposition bélarussienne, en exil en Lituanie, de continuer le combat pour la démocratie dans son pays depuis les élections contestées en août 2020 lors desquelles elle avait défié le régime autoritaire d'Alexandre Loukachenko au pouvoir.

Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, ont pu s'entretenir avec Mme Svetlana Tsikhanovskaïa (au milieu).

En marge de la session de printemps de l'AP-OTAN, les représentants du Parlement luxembourgeois ont réitéré leur soutien à la cheffe de l'opposition bélarussienne : « Notre responsabilité en tant que parlementaires est de nous engager pour soutenir la cause de ceux qui croient en un Bélarus démocratique. »

L'ensemble des partis représentés à la Chambre des Députés ont voté dès l'automne 2020 une motion réclamant l'arrêt de la répression et de la violence et demandant la libération des prisonniers politiques.

Tisser des liens institutionnels

« Notre place est parmi les démocraties européennes, dans l'Union européenne », a affirmé Mme Svetlana Tsikhanovskaïa. Le Parlement luxembourgeois soutient activement la démarche de la cheffe de l'opposition bélarussienne qui consiste à tisser des liens institutionnels, telle que la création d'un groupe de contact avec le Conseil de l'Europe et d'autres institutions. Le Président de la Chambre des Députés s'est dit favorable à la création d'un groupe d'amitié entre son mouvement et le Parlement luxembourgeois.

Le Bélarus, un enjeu stratégique pour la guerre en Ukraine

Même si la situation au Bélarus demeure souvent dans l'ombre de la guerre en Ukraine dans l'actualité internationale, « nous sommes tout à fait conscients du caractère dramatique de la situation », a affirmé Mme Lydia Mutsch. Mme Tsikhanovskaïa a attiré l'attention de ses interlocuteurs sur le fait que son pays est au cœur du conflit. « Le Bélarus peut changer la donne », a-t-elle affirmé. « Si vous soutenez l'Ukraine, vous soutenez le Bélarus libre. L'inverse est vrai aussi : si vous soutenez le Bélarus libre, vous soutenez l'Ukraine face à son agresseur », a expliqué Mme Tsikhanovskaïa. Elle a dit vouloir s'engager pour une véritable indépendance de son pays en partant du constat que « la Russie envahit petit à petit le Bélarus ».

L'absence des mécanismes d'un État de droit qui a contraint des centaines de milliers de Bélarussiens à l'exil a également été abordée lors de l'échange de vues. « C'est notre engagement pour les droits de l'homme et la démocratie qui nous pousse à nous saisir des défis auxquels les Bélarussiens sont confrontés dans leur quotidien », a affirmé le Président de la Chambre. Le député luxembourgeois M. Paul Galles avait été chargé d'examiner sur place la situation difficile des Bélarussiens en exil et de rédiger un rapport à ce sujet. Il présentera celui-ci à la mi-juin à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) à Reykjavik

Unis autour de valeurs face à des défis hors du commun

De gauche à droite : Mme Cécile Hemmen et Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, dirigeante des forces démocratiques du Bélarus

Les chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe se sont réunis dans la capitale islandaise les 16 et 17 mai 2023 pour un quatrième sommet. Longtemps revendiqué par l'Assemblée et au vu de la rareté de l'événement (voir encadré), le sommet a été précédé la veille de son commencement par une réunion de la Commission permanente de l'APCE, qui avait décidé de se rendre à Reykjavik afin d'y apporter une dimension parlementaire. La Chambre des Députés était représentée par Mme Cécile Hemmen, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE.

Une première table ronde autour du thème « Une démocratie adaptée à l'avenir » a abordé le défi des démocratures, c'est-à-dire des régimes mêlant des apparences démocratiques à l'exercice d'un style autoritaire. La matinée s'est terminée par le lancement, en présence de la première présidente démocratiquement élue au monde, Mme Vigdís Finnbogadóttir, du nouveau prix éponyme qui récompensera les partisans d'un activisme en faveur de l'« autonomisation des femmes ».

Multilatéralisme et nouveaux droits

Alimentant fréquemment les discussions au niveau de l'exécutif, les sujets thématiques des deux débats de l'après-midi ont aussi été traités ultérieurement lors du sommet. Lors du premier débat intitulé « Le Conseil de l'Europe, acteur clé de l'architecture multilatérale », il s'agissait d'échanger sur les potentielles pistes à exploiter pour inverser le recul flagrant de la démocratie. Une diplomate française y a avancé un discours assez pessimiste. D'après elle, la politique propagée par le Conseil de l'Europe néglige, dans la guerre opposant l'ouest global à l'est global, un acteur important, à savoir le sud global. Les pays de cette région devraient être entendus afin de tenir compte de leurs intérêts et de leurs besoins. De plus, une meilleure prise en considération des signaux d'alerte précoces émanant de la société civile et des activistes devrait être encore une autre voie à suivre.

Lors du second panel portant sur la nouvelle génération de droits – qu'il s'agisse du droit à un environnement sain et durable ou encore des droits relatifs aux intelligences artificielles –, il a été question des choix stratégiques qui manifesteront le rôle de pionnier que jouera l'organisation. Pour ce qui est des nouvelles avancées technologiques, un cadre réglementaire devrait être adopté afin d'y retenir clairement les normes éthiques, mais aussi pour définir les lignes rouges concernant leur utilisation potentiellement abusive. À l'instar de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), le sommet pourrait instaurer une commission pour un environnement sain comme étape préalable à l'élaboration d'une convention contraignante. L'analyse des résultats de la déclaration de Reykjavik est à l'ordre du jour de la réunion de la Commission permanente de l'APCE le 25 mai 2023 à Riga en Lettonie.

« Be the voice of those who cannot speak »

« Soyez la voix de ceux qui n'en ont pas ! » C'est avec ce vibrant appel que la cheffe de l'opposition bélarussienne, Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, s'est adressée aux membres présents. Elle a insisté sur le fait que son pays n'est pas seulement la proie du régime de terreur d'Alexandre Loukachenko, mais qu'il s'agit également d'un territoire sous occupation russe. Les citoyens et les prisonniers politiques ne peuvent être abandonnés et c'est dans cet esprit que la gagnante des élections présidentielles de 2020 se félicite du groupe de contact que le Conseil de l'Europe a créé avec les forces démocratiques du Bélarus. Elle demeure optimiste en affirmant que l'espoir du peuple peut se transformer en énergie, qui à son tour pourra se convertir en action.

Qu'est-ce que le Sommet de Reykjavik ?

Pour la quatrième fois après 1993, 1997 et 2005, le Sommet de Reykjavik réunit les chefs d'État et de gouvernement des 46 États membres du Conseil de l'Europe. Au vu des nouvelles réalités et menaces pesant sur les trois piliers de l'organisation – la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme – les pouvoirs exécutifs ont été convoqués dans la capitale islandaise. Pour le Conseil de l'Europe, il s'agit d'un moment de portée historique servant au recentrement de ses missions, à la réaffirmation de ses valeurs fondamentales et à la réitération de son soutien envers l'Ukraine. Un set de principes a été formulé à cette occasion pour intégrer la déclaration de ce sommet.

69e réunion plénière de la COSAC

Le marché unique : une réussite ?

Le Riksdag de Suède a accueilli la 69e réunion plénière de la COSAC.

Du 14 au 16 mai 2023, les délégations des pays membres de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) se sont rassemblées pour leur 69e réunion plénière au Riksdag à Stockholm. Cette réunion a eu lieu en présence de S.A.R. la Princesse héritière Victoria et de hauts représentants des institutions européennes dans un contexte particulier : la Suède vise en effet l'adhésion à l'Alliance transatlantique. Cette requête a été soutenue par bon nombre d'intervenants.

La conférence a débuté par un débat sur les quatre priorités de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne : la sécurité, la compétitivité, les transitions écologique et énergétique ainsi que les valeurs démocratiques et l'État de droit. Les parlementaires ont généralement félicité la présidence suédoise pour les progrès dans de nombreux dossiers.

Le marché unique depuis le Traité de Maastricht de 1993

Les participants ont saisi l'occasion de discuter du trentième anniversaire du marché unique. La plupart des orateurs ont qualifié le marché unique de réussite qu'il faudrait néanmoins développer davantage. Ainsi, les intervenants ont réclamé une union du numérique, de la sécurité ou encore de l'énergie. L'importance des accords de Schengen et la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux y afférente ont été soulevées à maintes reprises. Selon certains députés, les PME – considérées comme l'épine dorsale du marché unique – seraient souvent confrontées à des procédures administratives chronophages.

Un large consensus sur certains dossiers

Sur le sujet de la transition écologique, la majorité des intervenants s'est félicitée du paquet « Ajustement à l'objectif 55 ». Un large consensus a également régné lors du débat sur l'Ukraine. Les parlementaires se sont mis d'accord sur une contribution par les présidents des commissions des affaires européennes des parlements participants. La COSAC appelle l'Union européenne et ses États membres à continuer de fournir une assistance politique, financière, technique, militaire et humanitaire à l'Ukraine. Elle salue en outre les efforts visant à établir un mécanisme judiciaire approprié pour enquêter et poursuivre les personnes qui ont participé à des crimes d'agression en Ukraine.

L'Administration parlementaire recrute :

• un chercheur (m/f/d) spécialisé en droit public pour les besoins de la cellule scientifique, titulaire d'un doctorat en droit public, sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration) ou du salarié de droit privé

• un chercheur (m/f/d) spécialisé en en droit privé pour les besoins de la cellule scientifique, titulaire d'un doctorat en droit privé, sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration) ou du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi

Révisions de la Constitution : « De la Justice »

7575 – Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution

Contexte

La présente proposition ayant trait au chapitre VI. de la Constitution intitulé « De la Justice » constitue la première d'une série de propositions de révision en cours d'élaboration et qui, une fois qu'elles auront abouti, feront œuvre d'une modernisation par étapes de la Constitution actuelle.

En ce sens, la présente proposition se distingue de la proposition de révision n° 6030 qui avait pour ambition d'écrire une Constitution entièrement nouvelle.

Objet de la proposition de révision

La proposition de révision s'articule autour de plusieurs idées :

– insérer l'indépendance de la justice dans la Constitution via la consécration d'un statut des magistrats ;

– instituer un Conseil national de la justice ;

– regrouper dans une section unique les principales garanties du justiciable, le principe de la présomption d'innocence étant consacré dans le chapitre II. – « Des droits et libertés » de la proposition de révision n° 7755 ; et

– élargir les attributions de la Cour constitutionnelle.

Par rapport à la Constitution actuelle, le texte innove sur plusieurs points :

1) De l'organisation de la justice

À l'instar des autres propositions de révision, le Constituant a choisi de consacrer dans le texte constitutionnel la notion de « pouvoir judiciaire », i.e. le pouvoir de rendre la justice, par opposition aux pouvoirs législatif et exécutif, qui est exercé par les cours et tribunaux.

Alors que l'organisation de l'appareil judiciaire en deux ordres juridictionnels est maintenue et que les deux ordres, judiciaire et administratif, continuent à évoluer sur un pied d'égalité bien que dans des sphères de compétence différentes, la Cour constitutionnelle sera à l'avenir appelée à trancher d'éventuels conflits d'attributions.

2) De l'indépendance de la justice

Cette indépendance est consacrée via la définition au niveau constitutionnel d'un statut des magistrats et renforcée à travers la création d'un Conseil national de la justice lequel sera notamment appelé à intervenir dans la procédure de nomination des magistrats et dans les procédures disciplinaires dirigées contre ceux-ci.

L'indépendance de la justice a comme corollaire que le juge est inamovible. L'indépendance est par ailleurs strictement circonscrite aux fonctions juridictionnelles. Il s'agit donc à proprement parler d'une indépendance fonctionnelle.

L'indépendance de la justice implique également qu'il y ait une nette séparation entre la magistrature assise et le ministère public.

L'indépendance de la justice agit de manière variable. Appliquée au parquet, elle n'a rien d'absolu. Le pouvoir politique doit en effet pouvoir formuler des directives de politique pénale à l'adresse du ministère public. In fine, c'est aussi le Ministre de la justice qui assumera la responsabilité politique.

3) Du Conseil national de la justice

La consécration d'un tel organe est d'une importance fondamentale. Le Conseil national de la justice aura pour mission de renforcer l'indépendance de la justice et sa transparence. Parmi ses compétences figure celle de proposer la nomination des magistrats. Il aura également un rôle à jouer dans la procédure disciplinaire engagée à l'égard de ces derniers.

4) Des garanties du justiciable

Une des nouveautés du dispositif constitutionnel futur constitue la consécration de garanties des justiciables dans le cadre des procès en justice.

Si ces garanties se trouvent déjà à l'heure actuelle inscrites – de manière éparpillée – dans la Constitution, elles sont désormais regroupées, ce qui améliore au demeurant la lisibilité du texte constitutionnel s'y rapportant. Il est à cet égard utile de rappeler que le chapitre II de la proposition de révision n° 7755 complétera cette liste avec notamment la consécration du principe de la légalité des peines, voire de la présomption d'innocence.

5) De la Cour constitutionnelle

Il appartiendra à l'avenir à la Cour constitutionnelle de connaître des conflits d'attributions. En outre, une loi votée à la majorité qualifiée réunissant au moins les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre des Députés pourra élargir les compétences de la Cour constitutionnelle.

Dépôt par Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden et M. Charles Margue, Députés, le 05/05/2020
Rapporteur : M. Léon Gloden

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

20/01/2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
26/01/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
27/01/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
	Échange de vues avec Madame la Ministre de la Justice
02/02/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
23/02/2021	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
11/05/2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01/06/2021	Désignation d'un rapporteur
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/07/2021	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
21/09/2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

27/01/2021	Échange de vues avec Madame la Ministre de la Justice

Premier vote constitutionnel : 20/10/2021
Second vote constitutionnel : 21/12/2022
Loi du 17 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 26, page 1

Modification des attributions de l'ILNAS

7767 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ; 2° de la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures ; 3° de la loi du 26 janvier 1922 portant certaines modifications au service de la vérification des poids et mesures

Ce dispositif vise à modifier la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS. La modification projetée poursuit un double objectif :

1) formaliser de manière explicite et apporter des précisions quant aux missions et tâches que l'ILNAS exerce déjà ;

2) attribuer de nouvelles compétences spécifiques à l'ILNAS afin de se mettre en conformité avec différentes législations européennes.

Ainsi, à des fins de clarté et de sécurité juridique, des modifications des articles relatifs aux pouvoirs d'investigation et aux sanctions sont prévues.

Ensuite, le département de la confiance numérique de l'ILNAS se voit doter de nouvelles missions par le biais du règlement (UE) 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Il s'agit, enfin, de mettre en œuvre le règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, et modifiant la directive 2004/42/CE et les règlements (CE) 765/2008 et (UE) 305/2011, visant à renforcer la surveillance et la protection de la santé et de la sécurité des produits, ainsi que le règlement (UE) 2019/515 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre et abrogeant le règlement (CE) 764/2008, qui a pour objectif d'améliorer l'application du principe de reconnaissance mutuelle et de supprimer les obstacles injustifiés au commerce. De ces règlements, de nombreuses modifications ponctuelles de diverses dispositions de la loi précitée du 4 juillet 2014 s'ensuivent.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 12/02/2021
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

09/06/2022	Désignation d'un rapporteur

09/06/2022 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06/07/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/10/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13/10/2022 Adoption d'une deuxième série d'amendements
17/11/2022 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
16/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 686, page 1

Référendaires de justice

7863A – Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de : 1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 4° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ; 5° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ; 6° la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

L'objectif du projet de loi n° 7863A est de créer un cadre législatif pour la fonction de référendaire de justice. Les référendaires de justice auront pour mission légale d'assister les magistrats dans le cadre de la préparation de leurs dossiers.

Suite à l'avis de la Cour supérieure de justice (document parlementaire 7863/01) et l'avis du Conseil d'État (document parlementaire 7863/04), il ressort des amendements adoptés par la Commission de la Justice lors de sa réunion du 20 juillet 2022 qu'il a été procédé à la scission du projet de loi n° 7863 en deux projets de loi distincts : le projet de loi n° 7863A et le projet de loi n° 7863B portant suppression de la fonction de conseiller honoraire à la Cour d'appel.

Depuis quelques années, les autorités judiciaires sont confrontées à un grave problème de recrutement dans la magistrature. Il n'est plus possible de pourvoir tous les postes vacants de magistrat et d'attaché de justice. Ce problème va s'accentuer encore dans les prochaines années, alors que les juridictions et parquets ont constamment besoin de magistrats supplémentaires.

Pour résoudre le problème de recrutement dans la magistrature, la stratégie gouvernementale comporte deux volets. D'une part, les magistrats seront déchargés de certaines tâches et bénéficieront de l'assistance de référendaires de justice dans le cadre de leurs travaux. D'autre part, la législation sur les attachés de justice sera réformée et fera l'objet d'un projet de loi séparé.

Le projet de loi prévoit la création de quarante-six postes supplémentaires. Quarante postes seront réservés aux juridictions de l'ordre judiciaire dans le cadre d'un pool commun de référendaires de justice. Six postes seront attribués aux juridictions de l'ordre administratif. Les agents concernés pourront être désignés pour assister les membres de la Cour constitutionnelle.

La fonction de référendaire de justice sera ouverte aux ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne. La nationalité luxembourgeoise ne sera pas exigée dans le chef des référendaires de justice pour les motifs suivants. D'une part, l'exercice de la fonction de référendaire de justice ne comporte aucune participation à l'exercice de la puissance publique. Les référendaires de justice auront une mission d'assistance des magistrats dans le cadre de la préparation de leurs dossiers. Aucun pouvoir décisionnel ne pourra être délégué aux référendaires de justice, qui auront exclusivement une mission d'assistance des magistrats. En effet, les référendaires agiront sous la direction et la surveillance des chefs de corps magistrats auxquels ils seront affectés. D'autre part, il y a une pénurie de juristes possédant la nationalité luxembourgeoise.

Toutefois, le projet de loi ne vise pas à créer des règles linguistiques spécifiques pour l'exercice de la fonction de référendaire de justice. Les exigences linguistiques sont celles découlant du droit commun de la fonction publique étatique. Le principe est l'exigence d'une connaissance adéquate des langues française, allemande et luxembourgeoise. À noter que la législation actuelle permet d'ores et déjà des aménagements à la condition linguistique, qui seront donc également applicables aux référendaires de justice. Dans ce contexte, il est utile de rappeler les dispositions légales applicables. L'article 2, paragraphe 2, point f) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que : « Exceptionnellement, le Gouvernement en conseil pourra procéder à l'engagement d'agents hautement spécialisés ne pouvant pas se prévaloir de la connaissance de deux des trois langues administratives en cas de nécessité de service dûment motivée et sur avis conforme du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions. L'engagement de ces agents ne pourra avoir lieu qu'après la publication des vacances d'emploi en question. »

Par ailleurs, l'article 3, paragraphe 4, de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État prévoit que « le Gouvernement en conseil procède exceptionnellement à l'engagement d'agents hautement spécialisés ne pouvant pas se prévaloir de la connaissance de deux des trois langues administratives en cas de nécessité de service dûment motivée et sur avis du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions. [...] L'employé qui bénéficie d'une dispense de la connaissance de la langue luxembourgeoise en application de ces dispositions est tenu de suivre au cours des trois premières années de service à partir de la date d'engagement des cours de langue luxembourgeoise, en pouvant prétendre au congé linguistique [...], et de se soumettre à un contrôle de la langue luxembourgeoise. »

La maîtrise de la langue française est indispensable pour l'exercice de la fonction de référendaire de justice. Une dispense de la connaissance des langues allemande et luxembourgeoise serait envisageable pour les référendaires de justice dans le cadre tracé par le législateur. D'autre part, les profils recherchés sont extrêmement variés. En effet, la fonction de référendaire de justice ne sera pas réservée aux seuls juristes. Des titulaires d'un master en sciences économiques ou financières pourront être engagés pour exercer la fonction de référendaire de justice. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité économique et financière, l'appui des magistrats par des spécialistes constitue une nécessité absolue. Ainsi, les nouveaux postes devront être utilisés majoritairement dans la lutte contre la criminalité économique et financière. En outre, les juges des tutelles pourront recourir à des comptables pour contrôler les comptes de gestion. Il en sera de même pour les juges-commissaires dans le cadre des faillites, gestions contrôlées et liquidations. Les juridictions de l'ordre administratif pourront recourir à des fiscalistes.

Le projet de loi a également pour objet de régler le contrôle de l'honorabilité dans le cadre du recrutement du personnel de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

Dépôt du projet de loi 7863 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 23/07/2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
22/09/2021 Présentation du projet de loi 7863
Désignation d'un rapporteur
Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire
20/07/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoptionn d'une série d'amendements parlementaires
Scission du projet de loi 7863 en deux projet de loi distincts : 7863A et 7863B
09/11/2022 Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 7863A
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 681, page 1

Prévention du terrorisme

7940 – Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Riga, le 22 octobre 2015, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature, à Varsovie, le 16 mai 2005

Le projet de loi n° 7940 a pour objet l'approbation du Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Riga, le 22 octobre 2015, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature, à Varsovie, le 16 mai 2005.

Depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011 et plus spécialement depuis l'établissement du Califat de l'État islamique en juin 2014, beaucoup de jeunes vivant en Europe, mais aussi dans le reste du monde, sont partis rejoindre les rangs de l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL), ainsi que d'autres groupes violents en Syrie et en Irak. Ce phénomène des combattants étrangers préoccupe la communauté internationale. Outre les exactions qu'ils commettent dans ces territoires étrangers envers les populations locales ou d'autres Européens, ces combattants, de retour dans leur

pays, constituent une menace pour la sécurité, comme l'ont notamment montré les attentats commis à Luxembourg en novembre 2015.

Sept ans après ces attentats, la menace terroriste transnationale reste élevée en Europe, accentuée par un contexte géopolitique international en permanente mutation. La prévention et la répression du terrorisme demeurent ainsi une préoccupation majeure du Conseil de l'Europe qui s'est doté au fil du temps d'un arsenal normatif conséquent en la matière.

Afin de conforter davantage son action en faveur de la prévention et de la répression du terrorisme, et notamment contre le phénomène des combattants terroristes étrangers, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a mis en place un organe chargé de coordonner l'action du Conseil de l'Europe contre le terrorisme, à savoir le Comité d'experts sur le terrorisme (« CODEXTER »).

Ce dernier est à l'origine de l'adoption par le Comité des Ministres, le 3 mai 2005, de la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme ouverte à la signature à Varsovie le 16 mai 2005 (dénommée ci-après « la Convention du 16 mai 2005 »).

C'était le premier instrument international à aborder la lutte contre le terrorisme sous l'angle préventif. Élaborée dans le contexte des attentats terroristes du 11 septembre 2001 commis aux États-Unis, elle répondait également à la volonté du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe « d'accroître activement l'efficacité des instruments existant au Conseil de l'Europe en matière de lutte contre le terrorisme » et a ouvert la voie à d'autres instruments internationaux, notamment la Résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité des Nations Unies, visant à interdire et à prévenir l'incitation à commettre des actes terroristes.

Pour faire face plus particulièrement au phénomène des combattants terroristes étrangers et afin de compléter la Convention du 16 mai 2005, le Comité des ministres a institué, le 22 janvier 2015, le Comité sur les combattants terroristes étrangers et les questions connexes (« COD-CTE ») en vue de rédiger, sous la direction du CODEXTER, un projet de Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme (dénommé ci-après « le Protocole »).

Le Protocole, dont l'approbation est proposée par l'article unique du projet de loi n° 7940, a été adopté par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe lors de sa 125e session tenue à Bruxelles et ouvert à la signature des États membres du Conseil de l'Europe, des États non membres ayant participé à son élaboration et de l'Union européenne, en date du 22 octobre 2015 à Riga. Il a été signé par le Grand-Duché de Luxembourg à cette occasion, ensemble avec 16 autres États.

Selon le rapport explicatif du Conseil de l'Europe, « le principal objectif de ce Protocole additionnel est de compléter la Convention [du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme] par une série de dispositions visant à la mise en œuvre les aspects de droit pénal de la Résolution 2178 du [Conseil de Sécurité des Nations Unies] ».

Le Protocole s'inscrit donc dans une double continuité en prolongeant la Convention du 16 mai 2005 qui a été approuvée au Luxembourg par la loi du 26 décembre 2012, d'une part, et en faisant suite aux recommandations formulées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa Résolution 2178 (2014) du 24 septembre 2014, mises en œuvre au Luxembourg par la loi du 18 décembre 2015 d'autre part.

Par cette résolution 2178, le Conseil de sécurité a appelé les États à prendre des mesures afin de prévenir et d'endiguer le flux de combattants terroristes étrangers vers les zones de conflit et à faire notamment en sorte que la qualification des infractions pénales donnée par leur législation interne permette, proportionnellement à la gravité de l'infraction, d'engager des poursuites et de réprimer le fait de se rendre à l'étranger « dans le dessein de commettre, d'organiser ou de préparer des actes de terrorisme, ou afin d'y participer ou de dispenser ou recevoir un entraînement au terrorisme », ainsi que la fourniture, la collecte délibérée de fonds ainsi que toute autre activité qui facilite de tels voyages.

En vue de mettre en œuvre les aspects de droit pénal de la résolution 2178 précitée et conformément au mandat du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le texte du Protocole fait partant obligation aux Parties d'adopter les mesures nécessaires, conformément à leur droit interne, pour ériger en infractions pénales les actes qu'il décrit et qui se présentent principalement comme des actes préparatoires par rapport à des actes terroristes, en vue de garantir des poursuites efficaces.

Il s'agit plus précisément des actes suivants :

1) participer à une association ou à un groupe à des fins terroristes ;
2) recevoir un entraînement pour le terrorisme ;
3) se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme ;
4) financer des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme ;
5) organiser ou faciliter de quelque autre manière des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme.

Eu égard à la loi précitée du 26 décembre 2012 ainsi qu'à la loi précitée du 18 décembre 2015, les dispositions contenues dans le Protocole sont couvertes par la législation luxembourgeoise actuellement en vigueur, et plus particulièrement :

1) l'incrimination du fait de « participer à une association ou à un groupe à des fins terroristes » (article 2 du Protocole) est prévue à l'article 135-4 du Code pénal ;
2) le fait de « recevoir un entraînement pour le terrorisme » (article 3 du Protocole) est visé à l'article 135-13 du Code pénal ;
3) l'acte de « se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme » (article 4 du Protocole) est couvert par l'article 135-15 du Code pénal ;
4) le fait de « financer des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme » (article 5 du Protocole) est prévu à l'article 135-5 du Code pénal ; et
5) l'organisation ou la facilitation « de quelque autre manière des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme » (article 6 du Protocole) est visé à l'article 135-15, paragraphe 2 du Code pénal.

Par conséquent, le présent le projet de loi ne prévoit pas de nouvelles modifications législatives afférentes.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05/01/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

16/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07/12/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 664, page 1

Cour constitutionnelle : conflits d'attribution

7960 – Projet de loi portant règlement des conflits d'attribution et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

Conformément à la Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution (n° 7575), adoptée en première lecture en date du 20 octobre 2021, il appartiendra à la Cour constitutionnelle de connaître des conflits d'attribution.

Un conflit d'attribution survient lorsque la compétence respective des deux ordres juridictionnels, l'ordre judiciaire et l'ordre administratif, est mise en cause. Le mode de résolution de ces conflits d'attribution – jusqu'à présent non règlementé – fait l'objet du projet de loi n° 7960.

Actuellement, la Constitution prévoit l'intervention de la Cour supérieure de justice pour régler les conflits d'attribution. Il convient cependant de noter que depuis la création des juridictions de l'ordre administratif au Luxembourg, aucune question de conflit de juridictions ne s'est présentée mettant en cause des juridictions issues respectivement des deux ordres. La question de conflit entre les deux ordres de juridiction est ainsi restée essentiellement théorique à ce jour.

Suite à des études comparées des solutions trouvées à ces types de conflit dans les pays limitrophes, le modèle juridique français a servi comme source d'inspiration lors de l'élaboration du projet de loi n° 7960. En effet, au-delà d'offrir une solution pour les différents types de conflit d'attribution, ce modèle met un accent sur la prévention des conflits, qui s'est avéré efficace et exemplaire.

Le projet de loi n° 7960 établit donc les situations de conflit d'attribution en distinguant entre la prévention d'un conflit d'attribution par renvoi (facultatif ou obligatoire) d'une question de compétence devant la Cour constitutionnelle (chapitre Ier) et la résolution d'un conflit d'attribution par saisine de la Cour constitutionnelle (chapitre II).

Les nouvelles compétences de la Cour constitutionnelle devront être reflétées dans la loi portant son organisation. Il est ainsi proposé de modifier la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle pour compléter ses attributions.

Finalement, il convient d'insérer une disposition relative à la mise en vigueur, étant donné que la loi en projet ne pourra entrer en vigueur qu'une fois l'actuel article 95 de la Constitution aura été abrogé par l'effet de la proposition de révision de la Constitution n° 7575.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
09/02/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
09/03/2022 Échange de vues avec les représentants du pouvoir judiciaire
Examen d'une série d'amendements proposés par le groupe politique CSV
16/03/2022 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
05/10/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 43, page 1

Promotion du transport ferroviaire et fluvial

8034 – Projet de loi relative à un régime d'aides pour la promotion du transport ferroviaire et fluvial

Le projet de loi de 17 articles et de 4 annexes se propose de soutenir le transport ferroviaire et fluvial en tant qu'éléments importants d'une politique de mobilité durable et respectueuse de l'environnement aussi bien en ce qui concerne le transport conventionnel que le transport combiné ou intermodal. Son double objectif est d'un côté la prolongation du régime d'aide actuel en faveur du transport combiné et de l'autre côté l'extension du champ d'application en ce qui concerne le transport conventionnel.

L'objectif politique du régime d'aide envisagé reste donc similaire à celui poursuivi avec le régime initial de 2015 et avec le régime actuel. Il s'agit de favoriser le transport ferroviaire et le transport fluvial par rapport au transport routier, préféré par les opérateurs en raison de son coût plus faible et de sa plus grande flexibilité. Cette préférence pour le transport routier contribue cependant à l'encombrement des routes luxembourgeoises et européennes et par conséquent aux émissions de dioxyde de carbone au Luxembourg.

L'extension du régime d'aide actuel vise à encourager de nouveaux opérateurs, non concernés par le transport combiné, à privilégier le transport de marchandises par trains ou barges afin d'augmenter la part du rail et du fluvial pour l'acheminement notamment des conteneurs maritimes et des semi-remorques ainsi que le déplacement des marchandises entre centres d'activités.

Les nouvelles aides peuvent être octroyées et versées pour tout transport ferroviaire intérieur ou transport ferroviaire ou fluvial international réalisé à partir du 1er janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2027 inclus.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27/06/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
01/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
16/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 685, page 1

Compte général de l'exercice 2021

8039 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021

Le présent projet de loi vise à régler le compte général de l'exercice 2021.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 30/06/2022
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
26/09/2022 Présentation du projet de loi
24/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du rapport général de la Cour des comptes pour le compte général 2021
05/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
26/09/2022 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 15/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 648, page 1

Baux d'habitation

8076 – Projet de loi portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation

En raison de l'envolée du coût de la vie qui pèse de manière disproportionnée sur les personnes et les ménages à faibles revenus, il est probable que de nombreux ménages locataires seront incapables d'honorer l'intégralité de leur loyer et de leurs charges locatives et se verront condamnés à quitter leur logement sous peine d'exécution forcée par le biais d'un déguerpissement.

Afin d'éviter que les ménages concernés ne se trouvent du jour au lendemain à la rue et ceci en plein hiver, le projet de loi n° 8076 propose la mise en place d'un mécanisme judiciaire permettant aux locataires de bonne foi, dont le bail d'habitation aura été résilié et qui seront arrivés à la fin des sursis déjà à leur disposition, de saisir, par voie de requête, le juge de paix siégeant en matière de bail à loyer d'une demande de se voir accorder une suspension jusqu'à la date du 31 mars 2023. Cette demande devra être accompagnée des pièces nécessaires justifiant que le locataire se trouve dans l'impossibilité de trouver à se reloger pour des raisons tenant à sa situation économique difficile, mais indépendantes de sa volonté, afin d'exclure tout abus.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 03/10/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
15/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 703, page 1

Liaison cyclable entre Esch-sur-Alzette et Belval

8078 – Projet de loi relative à l'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval

Ce projet de loi de financement de quatre articles donne l'autorisation au Gouvernement de faire procéder, pour une enveloppe budgétaire maximale de 47,5 millions d'euros, à l'aménagement d'une piste cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et

Belval, y inclus la réalisation de deux ouvrages d'art, à savoir un passage inférieur (OA1498) et une passerelle sur le site sidérurgique (OA1499), ainsi qu'un écran visuel.

Les dépenses occasionnées par ce projet sont imputables sur les crédits du Fonds des routes. Le montant maximal des dépenses est rattaché à l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2021 et sera adapté semestriellement en fonction de la variation dudit indice. Le projet de loi rappelle par ailleurs que les travaux dont question sont déclarés d'utilité publique, afin de pouvoir procéder en cas de besoin aux acquisitions nécessaires par la voie d'expropriations.

Le projet d'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval (PC8 – OA1498/OA1499) a débuté en 2020 et la fin du chantier est prévue pour 2025. Le projet a donc déjà été inscrit dans la loi budgétaire une première fois à partir de l'exercice 2020 avec un montant de 34.500.000 euros, montant augmenté à 36.000.000 euros à partir de l'exercice budgétaire 2021.

Or, au cours de l'évolution du projet et des chantiers, des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires, dont notamment l'augmentation du nombre et du type de fondations due aux contraintes géologiques et géotechniques spécifiques liées au site, non prévisibles en amont, l'adaptation des réseaux de l'usine sidérurgique, l'adaptation de la méthodologie de construction en tenant compte des besoins de la production de l'usine et de la circulation des chemins de fer industriels, ainsi que l'adaptation ponctuelle des aménagements de la voirie et de la piste cyclable. Il s'y ajoute enfin une augmentation généralisée des coûts de construction et, en particulier, des matériaux de construction, qui auront un impact non négligeable sur les lots non encore attribués respectivement en cours de construction.

Ces travaux et coûts supplémentaires vont occasionner des dépenses d'investissement supérieures au seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et une loi de financement est donc requise en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 07/10/2022

Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

17/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
16/12/2022	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 684, page 1

Covid-19 : assurance maladie-maternité

8097 – Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget

Dans le contexte de la lutte contre la propagation de la Covid-19, plusieurs mesures ont été prises au niveau de l'assurance maladie-maternité mais qui, quant à leur essence, dépassent l'objet de l'assurance maladie-maternité tel que défini par le Code de la sécurité sociale. Ces mesures sont :

1) le congé pour raisons familiales (élargi) ;

2) le congé pour soutien familial ;

3) le transfert de la charge de la Mutualité des employeurs vers l'assurance maladie en ce qui concerne les indemnités pécuniaires.

Alors que dans un premier temps, ces mesures ont pu être financées en ayant recours aux réserves financières de l'assurance maladie-maternité, le Gouvernement s'engagea, notamment lors de la réunion du Comité quadripartite qui eut lieu le 17 juin 2020, à faire une analyse des dépenses et, le cas échéant, à prendre en charge certaines d'entre elles.

Cet engagement a été matérialisé par la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020.

En ce qui concerne le congé pour raisons familiales, tel qu'il a été élargi, ce dispositif a été adapté à plusieurs reprises – notamment pour tenir compte des modifications apportées aux mesures de lutte contre la pandémie Covid-19. Ainsi, la mise en quarantaine est restée applicable jusqu'en février 2022 ; les mesures d'isolement, d'éviction et de maintien à domicile sont toujours d'application. Partant, les dépenses relatives à ces mesures ont continué à évoluer depuis la loi de financement susmentionnée.

C'est pourquoi la Chambre des Députées avait exprimé, dans le cadre des travaux parlementaires relatifs au projet de loi n° 7878, la volonté de réaliser ultérieurement une mise à jour du coût de cette mesure, mais aussi des deux autres mesures visées. Cette volonté était et est entièrement partagée par le Gouvernement, tel que souligné par les ministres de la Sécurité sociale et des Finances à plusieurs reprises.

En ce qui concerne le congé pour soutien familial, il s'agit d'une mesure qui était dès le départ limitée dans le temps. D'abord mise en place pendant l'état de crise moyennant un règlement grand-ducal pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, les dispositions ont été reprises au niveau de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19. Les effets de ces dispositions ont cessé au 25 novembre 2021.

La loi définissant cette mesure prévoit dans son article 3 que la charge financière incombe entièrement à l'État, ce qui a été matérialisé par la loi du 15 décembre 2020 précitée. Certes, le Conseil d'État avait soulevé dans son avis que la loi portant création de ce dispositif définissait déjà la prise en charge de la mesure et qu'une « intervention particulière au niveau de la loi en projet » ne serait pas nécessaire.

Toutefois, comme ce dispositif a recours aux mécanismes en place pour assurer le versement des sommes dues aux entreprises et personnes travaillant pour leur propre compte, la Chambre des Députés avait souhaité prévoir le remboursement à la Caisse nationale de santé (CNS) moyennant la loi de financement susmentionnée.

Concernant le transfert de la charge de la Mutualité des employeurs vers l'assurance maladie-maternité pour les indemnités pécuniaires, cette mesure était limitée dans le temps et applicable uniquement pendant la période allant du 1er avril 2020 jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel a pris fin l'état de crise. Le transfert de la charge avait aussi délesté le budget de l'État en réduisant le déficit de la Mutualité des employeurs et, par conséquent, la participation étatique destinée, selon l'article 56 du Code la sécurité sociale, à résorber ce déficit.

Par ailleurs, pour réduire la part à supporter par les employeurs l'assurance maladie-maternité est intervenue à hauteur de 100 % et non au taux de 80 % appliqué par la Mutualité des employeurs. Aussi, le montant du transfert de charge de la Mutualité des employeurs vers l'assurance maladie-maternité résulte, à raison de 80 %, d'une diminution de la participation de l'État dans le financement de la Mutualité des employeurs et, à raison de 20 %, d'une diminution des dépenses des employeurs.

Ainsi, le taux de cotisation moyen à la Mutualité des employeurs a été porté à 1,90 % sur la période 2021-2023 pour compenser la part étatique versée à la CNS dans le cadre de la loi de financement susmentionnée. Cette modification a été intégrée dans la loi budgétaire 2021.

L'impact financier des trois mesures à la date du 31 août 2022 (concernant la période 2020 à 2022), représente un coût à charge de la CNS dépassant de 36,5 millions d'euros le montant fixé par la loi de financement.

Dans le cadre de l'élaboration du projet de budget 2023, il a été retenu d'augmenter la participation étatique de 37,5 millions d'euros (au lieu des 36,5 millions d'euros prémentionnés) pour prendre déjà en compte le mois de septembre 2022, soit le dernier mois avant le dépôt du projet de budget 2023.

Certes, le recours au dispositif élargi du congé pour raisons familiales a été fortement réduit avec le nombre des cas d'infection qui ont été relativement bas pendant l'été 2022, mais des incertitudes demeurent quant à l'évolution pendant la période hivernale. De plus, le recours à ce dispositif dépend également des mesures décidées par les autorités publiques dans les pays limitrophes, le nombre d'assurés frontaliers étant important, y compris ceux qui ont des enfants en âge d'ouvrir le droit au bénéfice de ce dispositif. Toutefois, il est proposé de modifier d'ores et déjà les montants de la loi de financement étant donné que le dépassement est d'environ 10 % du montant global défini dans cette loi.

Le projet de budget 2023 (document parlementaire n° 8080) inclut déjà une adaptation de la tranche financière due en 2023. Le montant initial de 62 millions d'euros y est porté à 99,5 millions d'euros.

Ainsi, il est proposé de porter le montant global de la dotation étatique à 423,5 millions d'euros, au lieu des 386 millions d'euros qui figurent actuellement dans la loi de financement, et d'adapter la dernière tranche financière en conséquence.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 15/11/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
08/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 689, page 1

Indemnisation des dommages de guerre

8100 – Projet de loi modifiant l'article 48B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre

Le présent projet de loi vise à compléter l'article 48B, alinéa 3 de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre pour fixer le coefficient adaptant le salaire, traitement ou revenu moyen des années 1937, 1938 et 1939 aux rémunérations payées depuis le 1er octobre 1944 à 84,0 pour l'année 2022. Le libellé proposé détermine par ailleurs la méthode de calcul dudit coefficient pour les années suivantes.

Ainsi, le projet de loi donne suite aux observations que le Conseil d'État a formulées dans son avis du 7 décembre 2021 portant sur le projet de règlement grand-ducal portant fixation des coefficients adaptant le salaire, traitement ou revenu moyen des années 1937, 1938 et 1939 devant servir de base de calcul des indemnités pour dommages de guerre corporels, aux rémunérations payées depuis le 1er octobre 1944.

En effet, dans l'avis précité, la Haute Corporation avait constaté que la base légale servant de fondement légal au règlement grand-ducal qu'il était appelé à aviser ne contenait pas d'indication sur les modalités de l'adaptation à opérer. Étant donné qu'il s'agissait d'une matière réservée à la loi, ladite base légale risquait d'être jugée non conforme aux exigences de l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution, ce qui risquait d'entraîner l'inapplicabilité du règlement grand-ducal. Par conséquent, le Conseil d'État avait demandé d'encadrer avec plus de précision la fixation des coefficients. Le présent projet de loi fait droit à cette exigence.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 16/11/2022
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
08/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 677, page 1

Régime d'aides pour l'économie luxembourgeoise

8102 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent projet de loi a pour objet d'apporter des modifications à la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Les modifications portent principalement sur :

– la prolongation d'un an de ladite loi du 15 juillet 2022 suite à l'extension de l'encadrement temporaire de crise de la Commission européenne jusqu'à la fin de l'année 2023, décidée en date du 28 octobre 2022 ;

– l'abandon de la limitation de la garantie fixée à l'article 3 de la loi précitée du 15 juillet 2022 afin de répondre aux besoins en liquidités accrus des fournisseurs de gaz naturel et d'électricité.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 21/11/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
01/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
05/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 687, page 1

Garantie de l'État sur les créances de la BCL

8105 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg dans le cadre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à accorder la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg (BCL) sur les prêts de droits de tirage spéciaux accordés par celle-ci au fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (Resilience and Sustainability Trust ou RST) du Fonds monétaire international (FMI). La garantie de l'État couvre le principal et les intérêts desdits prêts jusqu'à concurrence d'un montant en principal en euros équivalant à 249.226.000 de droits de tirage spéciaux (DTS).

La loi en projet sous rubrique vise à donner suite à l'opposition formelle du Conseil d'État formulée à l'encontre de l'article 41 du projet de loi n° 8080 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023. Il estime nécessaire de recourir à une loi spéciale de financement.

Annoncé en avril 2022, le RST est alimenté par des prêts de DTS par les pays avancés et il a pour objectif de soutenir les pays vulnérables afin de renforcer leur résilience aux chocs extérieurs et à assurer une croissance durable, contribuant ainsi à la stabilité de leur balance des paiements à long terme. Ce nouvel instrument complète la boîte à outils existante du FMI en offrant la possibilité de fournir des financements abordables à long terme à des pays vulnérables, en complément du champ d'action traditionnel du FMI qui porte sur le court terme.

Les contributions volontaires des pays avancés au RST permettent en outre de réorienter les ressources obtenues par l'allocation générale DTS en 2021 d'un montant équivalant à 650 milliards de dollars, et ce des pays économiquement plus solides vers les pays dont les besoins sont les plus importants. À l'instar d'autres pays avancés, le Luxembourg compte ainsi s'engager à y orienter quelque 20 % de son allocation de DTS obtenue en 2021, ce qui équivaut à un montant total de 253,4 millions de DTS. C'est ainsi que le Luxembourg prend sa responsabilité pour contribuer aux efforts de la communauté internationale pour soutenir les pays les plus vulnérables à relever les défis à long terme, dont notamment le changement climatique, et à d'éventuelles futures pandémies.

La garantie de l'État visée par le présent projet de loi porte sur les créances de la BCL, en principal et intérêts, envers les comptes de prêts et de dépôts du RST, et ce dans la limite d'un montant cumulé en principal de 249.226.000 DTS, soit environ 325 millions d'euros. La garantie court pour la durée totale de l'engagement que le RST aura vis-à-vis de la BCL à la suite des prêts des droits de tirage spéciaux et elle couvre le risque de la BCL en cas d'un non-respect de l'échéancier de remboursement de chaque tirage par le gestionnaire du compte.

La garantie de l'État consiste ainsi à protéger la BCL contre les risques de liquidité, de marché et de crédit sur ces créances envers le FMI ainsi que d'assurer que la participation de la BCL ne soit pas assimilée à un financement monétaire. Une telle garantie contribue également à assurer l'autonomie financière de la BCL conformément à l'article 130 du TFUE. Une convention spécifique entre l'État et la BCL sera élaborée et les modalités d'application de la garantie y seront précisées.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/11/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
02/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
09/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 652, page 1

Régime d'aides aux entreprises lié aux prix de l'énergie

8107 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine, en y incluant les amendements apportés le 28 octobre 2022 par la Commission européenne à l'Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de l'Ukraine. Pour rappel, la loi du 15 juillet 2022 a déjà été modifiée par une loi du 30 novembre 2022 suite à une première modification de l'Encadrement temporaire de crise intervenue le 20 juillet 2022.

Les changements prévus par le présent projet de loi ont pour objet de modifier le projet de sorte à intégrer des dispositions de prolongation de l'Encadrement temporaire jusqu'à la fin de l'année 2023.

Les modifications portent principalement sur :

– l'introduction d'une nouvelle aide qui se substituera à celle de l'article 3 à compter de janvier 2023. Cette nouvelle aide compense non seulement une partie des surcoûts liés au gaz naturel et à l'électricité, mais également une partie des surcoûts relatifs à la consommation de chauffage et de refroidissement, à condition qu'ils soient produits à partir de gaz naturel ou d'électricité. L'intensité et le montant de l'aide varient en fonction de l'intensité énergétique et de la situation économique de la requérante. Il est prévu de mettre en place quatre paliers d'aide en fonction de la situation de la requérante, d'élargir le cercle des bénéficiaires de l'aide et les catégories de surcoûts éligibles à l'aide ;

– la mise en place d'une nouvelle aide en faveur des entreprises produisant de la chaleur à partir de gaz naturel, d'électricité et/ou de biomasse, des entreprises achetant cette chaleur pour la distribuer via leur réseau de chaleur ainsi que des entreprises produisant du biogaz à partir de biomasse.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 29/11/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
01/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
13/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
16/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 688, page 1

22e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 15
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :**
   1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
   2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
   5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
   6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
   7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
   8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
   10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
   11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0 p. 15
   8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)
   Discussion générale (suite) : M. François Benoy (interventions de M. Laurent Mosar, M. André Bauler, Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler) | M. Dan Kersch (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Marc Goergen | M. François Benoy (interventions de M. Marc Goergen et M. Sven Clement) | M. Marc Goergen | M. Max Hengel (intervention de M. Sven Clement)
   Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. Gilles Roth et Mme Martine Hansen) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Franz Fayot) | M. le Ministre Franz Fayot (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Sven Clement, M. Fred Keup et M. Dan Kersch) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Franz Fayot et M. Sven Clement) | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | M. le Ministre Franz Fayot | M. Dan Kersch (parole après ministre) (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. le Ministre Franz Fayot | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | Mme Simone Asselborn-Bintz (parole après ministre) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
   M. Gilles Roth (dépôt de l'amendement 1)
3. **8039 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021** p. 26
   Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire : Mme Diane Adehm
   Discussion générale : M. André Bauler | M. Yves Cruchten | Mme Semiray Ahmedova | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8039 et dispense du second vote constitutionnel

4. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]**
8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite) **p. 29**

Amendement 1 : M. Dan Kersch | Mme Lydie Polfer | M. Michel Wolter | Mme Lydie Polfer | M. Dan Kersch | M. Michel Wolter (interventions de M. Dan Kersch) | M. Léon Gloden (interventions de M. Dan Kersch et Mme Lydie Polfer) | M. Carlo Weber (interventions de M. Dan Kersch, M. Marc Lies et Mme Octavie Modert) | M. Dan Kersch | Mme Lydie Polfer

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8080 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8081 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Martine Hansen | M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | Mme Nathalie Oberweis | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 : Mme Josée Lorsché | Mme Nathalie Oberweis | M. Laurent Mosar | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Vote sur la motion 4 (rejetée)

Motion 5 : M. Gilles Roth | Mme Nathalie Oberweis | M. François Benoy | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement)

Vote sur la motion 5 (intervention de M. Fernand Kartheiser) (rejetée)

Motion 6 : M. Gusty Graas | M. Mars Di Bartolomeo | M. Marc Spautz | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | M. Dan Kersch | M. Sven Clement | M. Marc Goergen | M. Gilles Roth | M. Dan Kersch

Vote sur la motion 6 (rejetée)

Motion 7 : M. Yves Cruchten | M. Sven Clement

Vote sur le renvoi de la motion 7 en commission (adopté)

5. **Ordre du jour** **p. 41**

M. Fernand Etgen, Président

6. **8105 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg dans le cadre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international** **p. 41**

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8105 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, M. Lex Delles, M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix | Nee, dat ass net de Fall.

2. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

M. Fernand Etgen, Président | D'Chamber fiert de Moie mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2023 an d'Programmation financière pluriannuelle virun. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här François Benoy agedroen. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | Très bien!

Discussion générale (suite)

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, gudde Moien, Dir Dammen an Hären. Här President, Madamm an Här Minister, ech wëll fir d'alleréischt dem Budgetsrapporter villmools Merci soen, dem Max Hahn. Ech war selwer virun zwee Joer Budgetsrapporter a weess, wat dat bedeit, esou e Rapport ze maachen. Ech hat deemools 50 Recommandatioune gemaach, wéi mer zesumme méi staark aus där Kris kënnen erauskommen.

An ech muss soen, déi 50 Recommandatiounen, déi ech konstant gemaach hunn, sinn haut eigentlech ëmmer nach genau esou aktuell wéi deemools, quitte dass entre-temps nach eng weider Kris derbäikomm ass. Mee mir wëssen haut, dass mer, wa mer an deem Rhythmus weidermaachen, riskéieren, all zéng Joer eng vergläichbar Pandemie ze hu wéi d'Covid-19-Pandemie. Mir si matzendran an enger Klimakris. Mir erliewen et ëmmer erëm. Mir hunn et dëse Summer eréischt erlieft, plus alleguerten déi sozial Problemer, déi mer hunn, fir just déi Beispiller ze nennen.

An ech wëll dann awer och onser Fraktiounspresidentin, dem Josée Lorsché, villmools Merci soen, déi wierklech exzellent duergeluecht huet, wéi d'Positioune vun onser Fraktioun sinn.

Mee opgrond vun der Debatt, wéi se gëschter Owend hei gelaf ass, wëll ech dann e puer Saachen nach eng Kéier richtegstellen, déi ons Gréngen awer wierklech wichteg sinn, an ech wëll alleguerten déi berouegen, déi iergendwéi mengen, mir Gréng géifen net zur Finanzplaz stoen, well eigentlech ass de Contraire de Fall. Mir wëllen d'Finanzplaz weiderentwéckelen, positiv weiderentwéckelen, an dat am Interesse vum Land an och vun der ganzer Mënschheet, well Lëtzebuerg huet do e ganz groussen Impakt, well mer eeben esou eng grouss Finanzplaz hunn. Mee et geet eeben drëm, dass d'Finanzplaz net och en Acteur dovun ass, dass mer d'Klimakris weider befeieren, mee dass mer justement déi Transitioun hikréien, fir a Richtung Klimaneutralitéit ze goen. Mir wëllen also, dass mer d'Finanzplaz besser fir d'Zukunft opstellen.

An ech wëll dann awer och nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, wéi déi heite Regierung no jorelaanger CSV an der Regierung dat hei iwwerholl huet, war de Ruff vun der Finanzplaz justement e ganz anere wéi haut. Do war nämlech dee ganze Modell virun allem ronderëm d'Steierrulingen opgebaut a Lëtzebuerg hat do justement eebe kee gudde Ruff. An dës Regierung huet dat Ganzt awer erëm an d'Rei bruecht an iwwert déi lescht Joren hu mer zum Beispill d'europäesch Regulatiounen och alleguerten ëmgesat. Mir hunn awer och e RBE, also e Registre des bénéficiaires effectifs, wou déi gréng Ministere maassgeeblech dru bedeelegt waren, ëmgesat. An elo musse mer eis natierlech d'Fro stellen: Wéi maache mer d'Finanzplaz weider nach méi fit fir d'Zukunft?

Här President, Dir Dammen an Hären, mat den aktuelle Politicke steiert eis Welt op eng Plus-2,5-Grad-Temperaturerwärmung zou. Wat heescht dat ganz konkreet? Wiederextreemer wéi Dréchenten, Hëtztwellen, Staarkreen a Stierm ginn ëmmer méi zur Normalitéit. Op ville Plazen heescht dat e Verloscht vun dem landwirtschaftlechen Ertrag, Hongersnéit, déi méi heefeg ginn, ganz Regiounen, déi riskéieren, weider destabiliséiert ze ginn, a Leit, déi gezwonge ginn, hir Doheemer ze verloossen. A mir wëssen, wat dat och fir eis alleguerte bedeit.

An Här Mosar, ech wëll Iech do ganz konkreet soen: Ech freeë mech am Géigesaz zu Iech net iwwert déi méi héich Temperaturen am Summer, just fir méi Geleeënheeten ze hunn, fir méi Aperol-Spritzen ze drénken, wéi Dir et op Twitter gesot hutt!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Mir hunn zu Lëtzebuerg op onser Finanzplaz eng 5,5 Billiounen Euro an de Fonge placéiert. Domat hu mer zu Lëtzebuerg eng grouss Verantwortung, well mir als Lëtzebuerg do och e groussen Impakt – an e positiven Impakt – kënnen hunn, notamment wann et ëm Klimapolitik geet. Ech géif souguer soen, dass mer duerch eis Finanzplaz an iwwer eis Finanzplaz deen absolutt gréissten Impakt hunn, fir positiv eppes ze bewierken. An dofir musse mer alles derfir maachen an et muss eng topp Prioritéit vun eis sinn, fir dass mer ons Finanzplaz a Richtung Klimaneutralitéit an dat esou séier wéi méiglech ..., déi Transitioun esou séier wéi méiglech hikréien!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | A mir hunn natierlech zu Lëtzebuerg an och europawäit eng ganz Partie Strategien, Aktiounspläng, Labelen an esou weider. Mee wa mer wëssen, dass de Paräisser Accord seet, dass mer mussen d'Finanzflëss zu engem 1,5-Grad-Zil konform maachen, also a Richtung Klimaneutralitéit goen, da muss ech awer soen, dass mer nach en immens wäite Wee do ze maachen hunn. An och do erëm, Här Mosar, dat do ass eng batter Realitéit. Dat ass kee verzerrtent Realitéitsbild, wéi Dir et sot. Et ass eng batter Realitéit, dass déi Strategien, déi mer hunn, wäit ewech si vun deenen Ziler, déi mer eigentlech mussen hunn, wa mer en zukunftsfäegt Lëtzebuerg an eng zukunftsfäeg Welt wëllen hunn.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An ech wëll Iech just ee Beispill nennen. Et gëtt eng Etüd, déi fir Greenpeace gemaach ginn ass, déi déi 100 gréisste Fongen analyséiert huet. A mir sinn do éischter a Richtung vun engem 4-Grad-Zil ënnerwee, wat d'Fongen ugeet, déi op eiser Finanzplaz sinn. An ech hunn Iech gesot, wat d'Konsequenzen dovu sinn, wa mer weidermaache wéi bis elo, wou mer emol net op engem 4-Grad-Zil sinn, mee op engem 2,5-Grad-Pfad ënnerwee sinn!

An ech weess jo, dass Leit wéi Dir vläicht elo Greenpeaceetüden, awer och anerer, net esou gären hunn, an ech wëll Iech do awer dann nach e puer aner Etüden nennen, zum Beispill, d'ALFI selwer seet, dass, wat d'Fongen ugeet, just 6 % vun de Fongen iwwerhaapt konkreet Ziler hunn. A wa mer driwwer schwätzen, wat d'Ziler sinn a wat d'konkreet Ziler sinn, dann heescht dat jo nach guer net, wat fir eng Ziler dass dat dote sinn.

An d'Finanzministesch huet gëschter hei an hirer Ried och gesot oder huet zitéiert, dass Lëtzebuerg déi drëttgréngste Finanzplaz ass, an do soen ech, bon, generell muss ee bei esou Labelen ëmmer kucken, wat dat genau heescht a wat derhannert ass. Et ass nämlech och net esou, Här Mosar, wéi Dir gesot hutt, dass et einfach duergeet ze soen, et ass een ESG-konform. Well wat genau heescht ESG? Et ass net alles gréng, wat sech hanner engem ESG-gelabelte Produit verstoppt. A wat bréngt et eis och, wa mer just op déi Etikette kucken, mee a Wierklechkeet fossill Energien do hannendru verstoppt sinn? Dann hu mer näischt gewonnen!

An ech wëll Iech do nach e puer Zitater bréngen, wat einfach ganz renomméiert Institutiounen, déi och, mengen ech, jiddwereen hei unerkennt, soen. D'Zentralbank zum Beispill seet, dass d'Klimafinanzrisiken an de leschte Joren ëm 32 % geklomme sinn, a si fuerdert d'Autoritéite ganz konkreet derzou op, dass d'Klimafinanzrisike besser erfaasst ginn, fir se dann ze reduzéieren.

Och d'CSSF seet, dass de Finanzsecteur net genuch klima- an ëmweltrelevant Informatiounen oppeleet. Déi Europäesch Cour des comptes seet, dass mer net genuch Transparenz hunn an dem Finanzsecteur. A Lëtzebuerg huet zwar e Paris Agreement Capital Transition Assessment gemaach, also e PACTA, mee deen hu mer net veréffentlecht, soudass mer mol iwwerhaapt net wëssen, wat dann dobäi erauskomm ass. Aner Länner, d'Schwäiz zum Beispill, hunn dee veréffentlecht.

Här Mosar, dat heiten, wat ech elo gemaach hunn, ass alles, mee kee Finanzplazbashing, mee et ass déi batter Realitéit! An ech soen: Mir mussen där an d'A kucken a kucken, dass mer d'Finanzplaz besser opstellen!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Fir ons ass et relevant a wichteg a kloer, dass mer eeben a puncto Klimaschutz Ambitioun weisen, grad op der Finanzplaz, an dass mer do First Mover sinn. An dat ass am Interessi vun dem Klima hei, awer och vun der ganzer Welt, a virun allem och ass et eng Fro vun der Resilienz vun onser eegener Ekonomie.

Mir soen dofir éischtens: méi Transparenz, fir Finanzrisiken ze identifizéieren. Zweetens musse mer d'Instrumenter weider ausbauen, fir den nohaltege Wandel ze acceleréieren. Drëttens musse mer eis där Erausfuerderung stellen a Verantwortung iwwerhuelen, well do ass iwwerall nach vill Loft no uewen, an dat am Interêt, fir eis Finanzplaz an d'Ekonomie besser fir d'Zukunft opzestellen, mee virun allem appelléieren ech wierklech u jiddwereen, déi Transitioun op Klimaneutralitéit ... Kommt, mir huelen dat ... an huelt dat alleguerten als eng Chance, well dat ass et! An nëmmen, wa mer dat maachen, da kënne mir an Zukunft och nach op e wichtege Pilier vun der Finanzplaz vun onser Ekonomie setzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | A fir ons ass et op alle Fall och net esou, wéi Dir et gesitt, Här Mosar, respektiv déi ganz CSV, fir ons ass et eng Evidenz, an elo kommen ech op d'Taxe d'abonnement, bei déi reduzéiert Taxe d'abonnement, dass een do den Atom an de Gas eraushëlt. An ech hunn dat och hei scho laang gesot. Ech mengen, déi éischt Interventiounen, wou ech op deen dote Problem higewise hunn, datéieren dorop zréck, wou sech ugedeit huet, dass den Atom an de Gas géifen an déi Taxonomie mat erakommen. Alles anescht, wann een nämlech e reduzéierten Taxe-d'abonnement-Saz gehat hätt, wou den Nucleaire an de Gas och mat dra wären, wär Greenwashing gewiescht. De Gas an och den Nucleaire, also den Uran, si fossill Energien an déi mussen do bleiwen, wou se higehéieren, nämlech ënnert der Äerd!

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An ech muss soen, et ass da scho speziell, dass grad d'CSV, déi ëmmer erëm vu konkreetem Naturschutz – pardon, Der schwätzt och vu konkreetem Naturschutz, mee hei geet et ëm Klimaschutz –, vu konkreetem Klimaschutz schwätzt, sech hei géint onsen Amendement ausgeschwat huet. An domadder wëllt Der nämlech eigentlech näischt anescht maachen, wéi Investitiounen a fossille Gas als nohaltegen Invest duerstellen an domadder mat Steiergelder weider férderen, wat eng total inkohärent Positioun ass!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An da maacht Der hei och ëmmer erëm, wéi wa mer ..., wéi wann d'Taxonomie hei géif anescht benotzt gi wéi dat, woufir se geduecht ass. Duerfir wëll ech Iech och nach eng Kéier erklären, wat d'Taxonomie genau ass a wat se net ass. D'Taxonomie setzt e Kader, fir ekonomesch Aktivitéiten ze klasséieren. Et ass net méi an et ass och net manner. An an där Taxonomie gëtt et verschidde Kategorien. Éischtens gëtt et déi wierklech nohalteg Aktivitéiten, déi haut scho klimafrëndlech sinn. Zum Beispill gehéieren dozou déi Erneierbar. An da gëtt et Transitiounstechnologien, déi manner ausstoussen an déi eventuell nach gebraucht ginn an enger Transitiounsphas. An hei gehéieren eeben och grad den Atom an de Gas mat dran.

Dat ass kee Reglement. Dat ass och keng Direktiv, wat mer hei maachen. Dat ass eng Klassifikatioun. A voilà! An dorop beschränke mer eis hei och, dass mer aus där Taxonomie en Deel eraushuelen, aus där Klassifikatioun en Deel eraushuelen, fir de reduzéierte Saz vun der Taxe d'abonnement. An ech muss natierlech soen, dass ech et selwer dramatesch fannen, dass d'Europäesch Unioun dat esou gemaach huet, wéi, voilà, d'CSV et och gesäit an hirer Positioun, dass de Gas an den Atom an déi Taxonomie erakomm sinn, well domadder verléiert d'Europäesch Unioun – a wann een dat och iwwerhëlt, sou wéi d'CSV et mécht – déi komplett Glafwierdegkeet! An ech muss einfach derzou soen: D'Majoritéit, déi gesäit dat par konter ganz anescht an ass hei konsequent a wëll de Gas an den Nucleaire dorauser erausschléissen, well mir brauchen déi Sue fir d'Erneierbar an net fir de Gas, dee klimaschiedlech ass, a mir brauche se och net fir d'Atomenergie, déi geféierlech ass, ...

(Interruption)

... vill ze lues fir alleguerten déi Erausfuerderungen, déi mer hunn, vill ze deier an à la longue och wierklech keng Solutioun ass!

An Dir hutt gëschter och, Här Mosar, dat Beispill genannt, dass anscheinend just zwee Fonge vun där reduzéierter Taxe d'abonnement profitéieren.

Jo, ech hunn dat och matkritt. Ech wëll dozou zwou Saache soen: Éischtens, mengen ech, ass et wichteg, dass een deem Instrument do, wat elo eréischt kierzlech agefouert ginn ass, seng Chance gëtt, an zweetens weist et awer och genau esou gutt, dass mer eis Efforten an eis Instrumenter an esou weider, fir wierklech eng gréng Finanzplaz ze sinn, nach weider musse massiv ausbauen. Dat geet och net duer, dat heiten. Dat ass en éischte Schrëtt. Mir mussen dat weider ausbauen. Mir mussen alleguerten déi Instrumenter, wéi ech der eng Partie genannt hunn, nach weider ausbauen.

Mir stinn als Gréng ganz kloer zu engem attraktive Land mat enger héijer Liewensqualitéit fir d'Bierger, awer gläichzäiteg och mat Opportunitéite fir d'Betriber. An do ass natierlech d'Finanzplaz och extreem wichteg. An dofir brauche mer Courage. Mir brauche courageiert Léisungen an eng courageiert Approche, fir ons Ekonomie eeben zukunftsfäeg opzestellen. An dat brauche mer grad och fir de wichtegste Pilier vun onser Ekonomie, deen d'Finanzplaz ass.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An d'Wuert geet un den Här Laurent Mosar, deen direkt ugeschwat gi war.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci. Merci, Här President fir d'Wuert. Fir d'alleréischt erlaabt mer awer, verschidde Saachen hei ze redresséieren. Ech mengen, datt den Här Benoy mir gëschter net gutt nogelauschtert huet.

(Interruptions et brouhaha)

Jo, dach. Ech hunn elo dem Här Benoy nogelauschtert. Da géif ech bieden, Här President, datt net schonn direkt déi gréng Fraktioun hei nervös gëtt, wann ech nëmmen opstinn.

(Brouhaha et interruption par M. Charles Margue)

Et schéngt awer esou ze sinn, Här Margue! Ech wëll nach eng Kéier preziséieren, an ech hunn dat gëschter kloer hei gesot – nach eng Kéier: Mir sinn och als CSV keng grouss Unhänger vun Atomstroum a vun Atomkraaft, fir dat nach eng Kéier kloer ze soen! Mir liewen awer mat zwee Féiss um Buedem a mir sinn an der Realitéit. Et ass nun eeben esou, datt an Europa mat enger grousser Majoritéit eng Taxonomie adoptéiert ginn ass, wou een natierlech net ka begeeschtert sinn driwwer, mee wat awer elo e Fait ass.

Mir soen einfach, datt ee sech elo muss un déi Taxonomie do upassen, wéi mer dat oft maachen an Europa, och mat Direktiven, déi mer mussen ëmsetzen, wou mer net ëmmer glécklech an net ëmmer frou sinn, mee dat gehéiert eeben zum europäesche Spill. An duerfir hunn ech gëschter gesot, mir géifen et eigentlech net gutt fannen, datt do och elo nach géif viru Geriicht geklot ginn.

Elo awer iwwert dee Punkt vun der Taxonomie. An ech si ganz frou an, Här Benoy, erlaabt mer, Iech da vläicht ganz kuerz hei en Extrait vum Avis vun der Chambre de Commerce virzeliesen. D'Chambre de Commerce seet nämlech wuertwiertlech dat selwecht, wat ech och gëschter gesot hunn, datt et nämlech hei iwwerhaapt net drëm geet, Atomstroum eran oder eraus, mee datt et hei ëm d'Lisibilitéit och geet vun enger Politik vun der Finanzplaz. An erlaabt mer, Iech dat dann och virzeliesen. An ech wollt dann och Iech direkt froen, datt Der vläicht par rapport zu deenen Aussoen ..., déi, wéi gesot, net meng sinn, mee déi vun der Chambre de Commerce sinn.

Also: „la Chambre de Commerce souhaite rappeler que les fonds d'investissement luxembourgeois sont distribués largement auprès d'investisseurs à l'international. L'introduction d'un désalignement", wat ech also gëschter gesot hunn, „entre les mesures fiscales et les dispositions de la taxonomie européenne en matière d'activités économiques durables posera sans aucun doute des questions de lisibilité du cadre juridique et fiscal [...] ", woufir ech och an der Kommissioun, Här Kersch, plädéiert hunn, „en particulier dans un contexte où l'assujettissement des fonds d'investissement luxembourgeois à la taxe d'abonnement apparait déjà comme une particularité du Luxembourg. En effet, aucun autre État membre de l'Union européenne ne soumet à taxation les avoirs nets des fonds d'investissement ..."

M. André Bauler (DP) | Dat ass d'Äntwert op d'Fro.

M. Laurent Mosar (CSV) | „... qui sont établis sur leur territoire. La Chambre de Commerce se doit de constater que les [...] éléments précités auront", a lauschtert elo ganz gutt no, „un impact direct négatif sur la compétitivité des fonds [...] luxembourgeois et, plus largement, [...] la place financière."

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ganz genau dat hunn ech hei argumentéiert gëschter, net méi an net manner! An ech wär da frou, Här Benoy, wann Der géift vläicht da reagéieren net par rapport zu mengen Aussoen, mee par rapport zu deenen Aussoe vun der Chambre de Commerce.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. Dann hat d'Madamm Martine Hansen direkt nach d'Wuert gefrot.

M. François Benoy (déi gréng) | Entschëllegt, däerft ech vläicht just dorop reagéieren, wannechgelift?

M. Fernand Etgen, Président | Dat kënnt Dir, jo, wéi Dir wëllt. Da fir d'éischt den Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Also, Här Mosar, ech erklären Iech et dann nach eng Kéier.

(Hilarité)

D'Taxonomie, wat ass et a wat ass et net? D'Taxonomie setzt e Kader fir ekonomesch Aktivitéiten. Do gëtt et verschidde Kategorien. Et gëtt déi, déi als wierklech nohalteg agestuuft ginn, déi klimafrëndlech sinn, erneierbar Energien, an et gëtt Transitiounstechnologien, déi manner ausstoussen, hunn ech Iech jo gesot, déi ëmmer e bësse gebraucht ginn. Dozou gehéieren och den Atom an de Gas. A mir brauchen déi och nach e puer Joer. Mir hunn ni de Contraire behaapt.

Wat ass d'Taxe d'abonnement? Dann erklären ech Iech dat och nach eng Kéier. Dat ass eng Steier.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat braucht Dir net ze erklären, Här Benoy!

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, et schéngt awer schonn! An do hu mer elo ..., dat ass eng Tax, déi op alle Fongen existéiert, Här Mosar.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, Här Mosar, et ass elo um Här Benoy awer. Virdrun hutt Dir dat selwer fir Iech reklaméiert. Égalité d'armes!

M. François Benoy (déi gréng) | Här Mosar, mir hu mat deem Budget, wéi ech Budgetsrapporter war, eng reduzéiert Taxe d'abonnement agefouert fir verschidde Fongen. Sou, a wat maache mer elo hei? Mir huele fir déi reduzéiert Taxe d'abonnement Atom a Gas eraus, wou mir ganz kloer soen, dass déi net sollen zousätzlech gefërdert ginn. Mee Dir gesitt dat eeben anescht. Voilà! Dir wëllt, Dir wëllt ganz kloer ... Wann Der dat doten draloosst an der reduzéierter Taxe d'abonnement, wëllt Dir Atom a Gas weider extra fërderen, wou awer ganz kloer ass, dass dat eng reng Transitiounstechnologie ass. Et geet net duer, et ass net wäit genuch. Mee gutt, Dir wëllt déi zousätzlech steierlech begënschtegen. Dann hätt Der also gär, dass de Steierzueler weider bezilt fir Investissementer an den Nucleaire, an de Gas!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Méi ass dozou net ze soen.

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech direkt d'Wuert un den Här Mosar zréck.

M. Laurent Mosar (CSV) | Här Benoy, also mat allem Respekt fir e bëssen Ären oberlehrerhaften Toun!

(Exclamations et hilarité)

Ech weess och, wat eng Taxe d'abonnement ass a wéi se fonctionéiert. Déi Fro, déi sech hei stellt, ass – an dat ass och déi, déi d'Chambre de Commerce opwerft, an op déi hutt Der mer net geäntwert –, datt duerch deen Amendement, deen Der huelt, d'Lisibilitéit, wat d'ganz Politik vun eise Fongen ... an ech wëllt vläicht och emol nach eng Kéier preziséieren, ech hat dat gëschter vergiess ze soen: Wann ee kuckt, wou mir am Moment ..., wat nach Fonge sinn, déi mer hunn. Mir sinn do erofgaangen, ech weess net, ob Der Iech däers bewosst sidd: Vu bal 70 % vu Fongen, déi ëmmer hei zu Lëtzebuerg waren, hu mer der elo nach 55 %!

Gläichzäiteg ass Irland parallell eropgaangen. Dat heescht, mir hunn och 900 Milliarden manner Bilanszomm. Dat heescht, et ass einfach eng Tendenz do, datt d'Fongegeschäft awer duerch déi ganz grouss Konkurrenz, déi eeben am internationalen Ëmfeld besteet, et am Moment schwéier huet. An duerch deen Amendement, deen d'Regierung hei hëlt, gëtt et nach méi schwéier. An dat ass einfach d'Fro, ob Dir net der Meenung sidd, Här Benoy, datt dat doten, och wéi d'Chambre de Commerce dat an hirem Avis ënnersträicht, awer à court an à moyen terme kann der Attraktivitéit an der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz a besonnesch vun eiser Fongenindustrie schueden.

Dat ass déi Fro, wou ech frou wier, wann Der géift eng Äntwert ginn!

M. François Benoy (déi gréng) | Här Mosar, ech mengen, dass dat net de Fall ass. Ech mengen awer grad esou gutt, hunn ech a menger Ried scho gesot, dass mer och nach aner Instrumenter mussen entwéckelen, fir méi a Richtung vun enger wierklech grénger Finanzplaz ze goen. A wann een dat doten Argument, wat Dir elo hei virbruecht hutt, weiderdenkt, Här Mosar, jo, da misst een d'Taxe d'abonnement einfach ofschafen! Dat ass net d'Positioun vu menger Fraktioun. Dat ass och net d'Positioun vun der Majoritéit. Mee ech froen Iech dann zréck, ass dat Är Positioun an déi vun der CSV?

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, dat ass eeben net déi. Mir hätte just gär, a mir hunn duerfir ...

M. François Benoy (déi gréng) | Dass de Gas an den Nucleaire weider gefërdert ginn, dat hätt Der gär, Här Mosar!

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, nee. Här Benoy, mir hätte gär, datt mer ... an Dir hutt dat virdrun och gesot, wou ... Dir sot, jo, déi ESG-Standarden, déi wäre fir Iech net satisfactoire, kann ech akzeptéieren.

M. François Benoy (déi gréng) | Et ginn esou vill ESG-Standarden, wéi et Sand um Mier gëtt, Här Mosar!

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, et ass awer en europäesche Standard, Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Dat ass net richteg!

M. Laurent Mosar (CSV) | Deen huet net d'CSV erfonnt. Et ass en europäesche Standard, deen iwwerall applizéiert gëtt. Wann Dir deen net gutt fannt, ass dat Är Saach. Et ass awer och erëm eng Realitéit. Ech géif mir och heiansdo wënschen, datt déi gréng emol erëm an der Realitéit mat zwee Féiss um Buedem hei géifen ukommen!

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. Elo ass et un der Madamm Martine Hansen. Entschëllegt, Madamm Hansen, datt Der net éischter un d'Rei komm sidd, mee Dir kennt Äre Fraktiounskolleeg, den Här Mosar. Elo ass et un Iech.

Mme Martine Hansen (CSV) | Den Här Laurent Mosar huet seng Cause oder eis Cause hei ganz gutt vertrueden!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech wëll just soen, et geet hei ëm zwou verschidde Saachen. An ech hunn et wierklech ... Dat Wuert huelen ech elo net

an de Mond. Ech fannen et net akzeptabel, wann eis hei falsch Wierder an de Mond geluecht gi vum Här Benoy! Den Här Benoy huet gesot, wéi wann d'CSV d'Positioun hätt, wéi wann den Atomstroum an de Gas nohalteg wären. Do wëll ech kloer soen: Nee!

Mir hu bei der Taxonomie an Europa – eis Vertrieder – dergéint gestëmmt. Mir hu gesot, dat wär net nohalteg, weeder Gas nach Atom wären nohalteg.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Dat hu mer gestëmmt an dat ass eis Positioun. An ech wëll do net akzeptéieren oder ech kann net akzeptéieren, datt eis do eppes aneschters an de Mond geluecht gëtt! Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Mir hunn déi Taxonomie eeben. An hei geet et elo ëm d'Diskussioun iwwert de Budget an et geet ëm d'Diskussioun iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Bankeplaz. An duerfir hu mer gesot, dat dote wär dee falsche Wee.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, ech wëll och dorop äntweren, Madamm Hansen. Dat weist einfach erëm eng Kéier, wéi inkonsequent dass Der sidd!

M. Laurent Mosar (CSV) | O!

Mme Martine Hansen (CSV) | Nee, nee, nee, nee!

M. François Benoy (déi gréng) | Dach!

M. Laurent Mosar (CSV) | Et geet duer, Här Benoy!

Mme Martine Hansen (CSV) | Mir halen op eis Bankeplaz an Dir eeben net.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass den Ënnerscheed.

M. François Benoy (déi gréng) | Nee, dat ass net den Ënnerscheed.

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo ass et nach eng Kéier um Här Benoy an da geet d'Wuert weider un den Här Kersch. Fir d'éischt den Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Nee, et ass gutt. Ech mengen, et ass alles gesot an där heiter Fro.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Ok, dann ass et elo um Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. A well den Här Mosar mer d'Freed gemaach huet, mech selwer nach eng Kéier unzeschwätzen, wëll ech de Kolleegen hei an der Plenière matdeelen, dass deen Avis, deen den Här Mosar eis elo haut virgelies huet vun der Chambre de Commerce, zu deem Zäitpunkt, wou mer dat an der Kommissioun diskutéiert hunn, nach guer net do war.

Komescherweis hat den Här Mosar awer no deem Avis gefrot. En hat also no engem Avis an der Kommissioun gefrot, deen et nach guer net ginn ass.

Une voix | Aha.

M. Dan Kersch (LSAP) | E muss also gutt Konnexioune gehat hunn zum President vun der Chambre de Commerce, wat mengen Informatiounen ...

Plusieurs voix | A!

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

M. Dan Kersch (LSAP) | E muss also gutt Konnexiounen ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat do ass lamentabel!

(Brouhaha)

M. Dan Kersch (LSAP) | E muss also gutt Relatioune gehat hu mam President vun der Chambre de Commerce, wat mengen Informatiounen no ...

(Coups de cloche de la présidence)

... en net ganz onbekannte fréiere Mandatär vun där nämmlechter Partei ass!

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, Här Mosar, den Här Kersch huet d'Wuert. Ass dat schwéier ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir hie jo!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | ... fir en aneren ausschwätzen ze loossen?

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir hie jo, Här President.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mierken et. Ech hunn et och gëschter Owend gemierkt. Hei, gitt Iech elo vläicht e bësse Méi, Här Mosar, fir deenen anere Leit nozelauschteren!

M. Dan Kersch (LSAP) | A vläicht nach eppes, wat ganz interessant ass, wat awer, mengen ech, jiddwereen heibanne sollt wëssen. Wéi mer eis da gefrot hunn, firwat dass den Avis vun der Chambre de Commerce fir dee Moment nach net do ass, huet den Här Mosar gemengt: „Jo, dat ass, well si musse jo bei hiren Ënnerorganisatiounen, an dësem Fall bei der ALFI, nofroen, fir deen Avis geschriwwen ze kréien." Mir hunn et also hei mat engem Avis net vun der Chambre de Commerce direkt ze dinn, mee vun enger Ënnerorganisatioun vun der Chambre de Commerce. Dat war jiddefalls d'Erklärung, déi den Här Mosar deemools ginn huet. An dofir wonnert eis och net dat, wat do dra steet. Et bleift awer, Här Mosar, an dat ass jo de sprangende Punkt, an ech si frou, dass d'Madamm Hansen dat elo nach grad eng Kéier bestätegt huet: Dir sidd also der Meenung, dass Gas an Atomenergie keng nohalteg Energiequelle sinn an Dir hätt awer trotzdeem gären, dass de Lëtzebuerger Staat mat Steiergeschenker déi doten Energië weider fërdert! Dat ass de sprangende Punkt vun der Diskussioun.

Här Mosar, kuckt emol eng Kéier hannerun Iech! Do gesitt Der eng ganz Rei vu jonke Leit op der Tribün. Wat mengt Der, wat déi iwwer esou eng Positioun denken, déi ganz kloer d'Zukunftschancë vu ganze Generatiounen a Fro stellt? Dat ass de sprangende Punkt vun der Diskussioun. An ech hat gëschter jo och schonn an der Diskussioun dorop opmierksam gemaach.

An dann nach e Widdersproch: Dir hutt eis elo gesot, d'Lëtzebuerger Fongenindustrie wär amgaangen, op Käschte vun Irland ze verléieren. Ech wëll just hei nach eng Kéier rappeléieren, ech wëll just ...

(Interruption)

Une voix | Pscht!

M. Dan Kersch (LSAP) | Nee, d'Realitéit ass déi, dass effektiv de Gesamtchiffer zréckgaangen ass. Mee dat huet net onbedéngt domat ze dinn, dass mer manner Fongen zu Lëtzebuerg hunn. De Géigendeel ass de Fall. Mir hu méi Fonge wéi an der Vergaangenheet. Mee si hunn natierlech net méi deen nämmlechte Chiffre d'affaires, well insgesamt d'Bourssen zréckgaange sinn. Dat ass de reelle Grond, firwat dass de Chiffer zréckgaangen ass a soss keen aneren. Mee dat war awer net d'Argumentatioun, déi ech wollt soen, d'Argumentatioun, déi ech wollt soen, fir Iech drop hinzeweisen ... Dir argumentéiert ëmmer hei an dat ass dat, wat ech gëschter och hei op der Tribün gesot hunn: Et gëtt keen Automatismus, wa Lëtzebuerg géif den Triple-A verléieren, dass dann alles géif zesummebriechen! Dir sidd awer deen, deen dat déi ganzen Zäit de Leit erziele geet!

Mee Irland, wat anscheinend jo wënnt, wat anscheinend jo esou attraktiv ass fir d'Fongen, dat huet keen Triple-A. Also nach eng Kéier: Dir sidd voller Widdersprëch an et ass dofir, dass dobausse kee méi Iech eescht hëlt!

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Als kuerz Reaktioun op dem Här Benoy seng Ried: Also, d'Analys ass richteg. Mir mussen eppes géint d'Klimakris maachen. Ech deelen awer net d'Analys, dass genuch gemaach ginn ass. Dass mer virgi géint d'Taxonomie, ënnerstëtze mir Piraten natierlech. Mee et muss een awer dozou och soen, dass dës Regierung wärend néng Joer nach ëmmer 10 % Atomstroum importéiert.

Dat heescht, Dir sot op där enger Säit: Mir sollen dergéint virgoen. Dir gitt kloen. Dir hutt awer näischt gemaach, fir dass mir als Land dat net méi finanzéieren. Well wat maacht Der domadder, wann et importéiert gëtt? Den Atomstroum gëtt finanzéiert, e gëtt supportéiert. Duerfir soe mir kloer: Den Atomstrom eraus aus dem Lëtzebuerger Mix! Et sinn eng 10 %, si sollen domat direkt ophalen. Well mir kënnen net kloe goen ..., dat ass dach net glafwierdeg, wann Dir als Regierung kloe gitt an hei selwer weiderhin Atomstroum konsuméiert!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da geet d'Wuert zréck un den Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Här Goergen, hutt Dir elo eeschthaft gesot, ech hätt hei gesot, mir géife genuch maachen an deem do Beräich?

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | De Bilan gezunn, dass ...

M. François Benoy (déi gréng) | Sorry, Här Goergen. Sorry, mee dat ass wierklech ënner aller Sau, dat do!

Une voix | Pscht!

(Exclamations)

M. François Benoy (déi gréng) | Lauschtert Dir meng Ried nach eng Kéier no!

(Coups de cloche de la présidence)

Nee, dat ass einfach esou eng falsch Ënnerstellung, iergendeppes hei ze soen ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dat heescht, Dir sot, Dir maacht net genuch!

M. François Benoy (déi gréng) | Dat ass de Contraire vu menger Ried, Här Goergen!

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

M. François Benoy (déi gréng) | Et ass de Contraire vu menger Ried. Et ass de Contraire!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat heescht, d'Regierung mécht net genuch!

M. François Benoy (déi gréng) | Ech sot, mir misste méi ambitiéis sinn, an Dir sot mir hei, ech hätt gesot, mir géife genuch maachen?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Den Här Goergen freet nach eng Kéier d'Wuert zréck.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, Här Benoy, och wann et fréi moies ass, ech hunn Är Ried esou verstanen, dass Dir gesot hutt, d'Politik vun de leschte Jore wär eng gutt gewiescht a Richtung Ëmweltschutz. D'Finanzplaz hätt sech entwéckelt Richtung Ëmweltschutz an dass do vill gemaach gi wär. An ech hunn dat esou interpretéiert, dass Dir der Regierung gesot hutt, dass si eng gutt Aarbecht gemaach huet.

(Brouhaha)

Eppes anescht hunn ech net verstanen. Wann Dir elo sot, dass dës Regierung keng gutt Aarbecht gemaach huet am Ëmweltschutz, sinn ech ganz bei Iech!

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Ech mengen, da kéime mer elo un dee leschten ageschriwwene Riedner fir d'Debatten zum Budget 2023. An dat ass dann den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hengel (CSV) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, et ass gutt, datt mer elo vläicht d'Theema wiesselen, da kënne mer eis de Moien alleguer e bësse berouegen. Mee ech muss awer soen, d'Schoulklass do uewen, si hunn awer de Moie schonn eppes gebuede kritt, fir datt se esou fréi opgestane sinn!

(Hilarité)

Dat ass awer schonn net schlecht!

M. Sven Clement (Piraten) | Mee wat hu se gebuede kritt?

(Brouhaha)

M. Max Hengel (CSV) | Sou. Fir unzefänke wëll ech dem Kolleeg Max Hahn Merci soe fir säi Budgetsrapport. E Max huet ugefaange mat de Budgetsdebatten, e Max schléisst dann och of, sou schléisst sech dann e bëssen de Krees.

D'Theema, iwwert dat ech awer de Moie wëll schwätzen, ass e ganz eescht Theema, nämlech d'Santé mentale. Et ass en Theema, iwwert dat mir geleeëntlech heibanne schwätzen, sief et an der Semaine de la santé mentale oder wärend enger Fro oder enger Interpellatioun. Seele schwätze mir awer beim wichtegste Gesetz oder och beim État de la nation wierklech emol eng Kéier ausféierlech iwwert d'Santé mentale.

Mir als CSV sinn awer der Meenung, datt zu engem Moment, wou mir wierklech aus enger Pandemie erauskommen, an enger Welt sinn, déi säit Februar 2022 net méi déi selwecht ass, an där mir mat enger Energiekris an der domat verbonnener Präisdeierecht ze kämpfen hunn, déi ganz vill Leit finanziell belaascht, vum permanenten Defi vun der Klima- an Ëmweltkris guer net ze schwätzen, an duerch all dës Punkte souwuel de finanzielle wéi den emotionalen Drock op ganz ville Leit ganz héich ass. An eebe grad dowéinst musse mir och eng Kéier bei dësem wichtege Gesetz iwwert d'mental Gesondheet vun eiser Bevëlkerung schwätzen!

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | Laut der OMS, der Weltgesondheetsorganisatioun, ass d'Santé mentale en „état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive, et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté". D'OMS ënnersträicht weider: „La santé mentale est une composante essentielle de la santé et représente bien plus que l'absence de troubles ou de handicaps mentaux."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetsgesetz ass ganz kloer e Finanzinstrument, dat de Staat brauch fir ze funktionéieren. Datt een de Budget awer och kann anescht ugoen, huet Neuseeland gewisen, wéi si 2019 e „Budget bien-être" gestëmmt hu mat substanziellen Haussë vun de Budgetsposten an de Beräicher Santé mentale souwéi am Kampf och géint Kanneraarmut an haislech Gewalt.

Och 2019 ass hei an der Chamber den deemolege Budgetsrapporter, den honorabelen Här Cruchten, op de PIB du bien-être agaangen an huet och op den Debat iwwert de PIB du bien-être vum Serge Wilmes an d'Interpellatioun vum Paul Galles iwwert d'Aarmutsituatioun am Grand-Duché higewisen. Och hat d'Martine Hansen 2018 scho vum Budget de bien-être hei geschwat, wat awer deemools net esou en aktuellt Theema war a vläicht nach e bësse belächelt gouf.

D'Theema vum Bien-être vun eiser Populatioun ass eis also heibannen net friem, och wann ech awer d'Gefill hunn, datt an deene leschten dräi Joer – och natierlech duerch Covid bedéngt – ausser dem Schwätzen net vill geschitt ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll a menger Interventioun awer iwwert de Bien-être erausgoen, well wann de Bien-être vun enger Persoun net garantéiert ass, ass de Risiko grouss, datt hir mental Gesondheet dorënner leit. Grad an dëser onsécherer Zäit hu vill Leit konkreet Ängschten, sief et virun enger Ausbreedung vum Krich, virun engem Wanter ouni Stroum an Heizung oder virun enger finanzieller Noutsituatioun. All dës Facteure begënschtegen nieft dem Alldagsstress vun den Erwuessene grad esou wéi vun de Kanner a Jonken natierlech net d'Wuelbefannen an d'mental Gesondheet vun de Leit.

Eng ronn 70 bis 80 Mënschen hei am Land huele sech an der Moyenne pro Joer d'Liewen. Dës Zuele waren 2018 op 58 erofgaangen, klammen zënterhier awer erëm. Meng Fraktiounskolleegin d'Nancy Arendt huet iwwregens rezent eng Fro gestallt zu de leschte Chifferen zu de Suiciden. D'Äntwert ass nach net do, mee do muss ee leider ganz gespaant sinn, op dat, wat déi aktuell Entwécklung wäert sinn.

Am Mäerz 2021 huet de CePAS, de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires, drop higewisen, datt hiren Estimatiounen no d'Selbstmordgedanke bei de Jonken ëm 15 % geklomme sinn. Op der Onlineplattform vum CePAS hu ronn 313 Jonker hinnen esou Suergen a Gedanken 2020 matgedeelt, par rapport zu 237 am Joer 2019. Dat ass souguer eng Steigerung vun 30 %. Hei gouf awer net nëmme vu Suicidegedanke bericht, mee och vu selbstverletzendem Verhalen, zum Beispill duerch Ritzen.

Ech hat missten esou laang op meng Interventioun waarden, da gënnen ech mer elo nach e Glas Waasser entre-temps.

(Hilarité et brouhaha)

Déi nächste Kéier huele mer Kaffi!

Laut der Unicef leiden hei am Land 16,5 % vun de Jonken tëscht 10 an 19 Joer un Troubles mentaux par rapport zu 13 % weltwäit. 15,2 % vun de Jonken hätte laut Unicef schonn iwwer Suicide nogeduecht, 7,7 % – fannen ech ganz erschreckend! – hu schonn e Selbstmordversuch hannert sech.

Bei dësen Zuele wonnert et dann och net, datt den OKaJu, den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, a sengem Joresrapport 2022 drop hiweist, datt den Zougang zu Hëllef a Begleedung am Beräich vun der Santé mentale dréngend muss verbessert ginn. Ech weisen och drop hin, datt op Initiativ vum honorabele Gilles Baum viru knapp zwee Joer en Debat iwwert de Suicide hei am Haus stattfonnt huet.

Ech hunn et virdru gesot: Mir schwätzen also reegelméisseg iwwert déi Theemen heibannen, déi d'Santé mentale betreffen. Trotzdeem si mir an de leschte Joren am Beräich vun der Santé mentale net wierklech virukomm. Nach ëmmer ginn d'Psychotherapien hei zu Lëtzebuerg net rembourséiert, obwuel d'Chamber am Joer 2015, dat sinn da siwe Joer hier, dat entspriechend Gesetz gestëmmt huet. D'Martine Hansen hat beim leschten État de la nation schonn drop higewisen an de Gilles Roth och nach emol gëschter a senger Ried.

Kolleeginnen a Kolleegen, datt dëse wichtegen Dossier säit méi wéi siwe Joer schleeft, ass dramatesch! Elo ass déi zweet Mediatioun gescheitert, wéi mir gëschter gewuer goufen. An ech hoffen dann, datt de Minister Claude Haagen säin annoncéiert Verspriechen hält an d'Valeur vun de psychotherapeuteschen Akte per Règlement grand-ducal festhält. Et ass wichteg, datt sech wierklech elo all déi concernéiert Acteure besënnen, fir datt d'Psychotherapie am Sënn vun de Patienten, déi et wierklech néideg hunn, ganz séier elo rembourséiert gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | Donieft ass et och esou, datt de Beruff vum Psycholog hei am Land net reglementéiert ass. Dir hat bestëmmt och rezent an der Press deen entspriechende Bericht gelies. A wann ee weess, wéi grouss de Besoin ass, an dann och weess, dass dës Doleance scho virun zwee Joer un d'Regierung erugedroe gouf, ouni datt zënterhier wierklech eppes geschitt ass, wonnert dat ee schonn.

Och d'Ausso vum Héichschoulminister, et stéing een enger Reglementatioun vum Beruff neutral géigeniwwer, ass dann awer iergendwéi schonn e bësse verwonnerlech. Et ass jo awer enorm wichteg, datt an esou engem sensibelen Domän d'Leit, déi wierklech op Hëllef ugewise sinn, op d'mannst d'Sécherheet hunn, datt si mat enger qualifizéierter Persoun ze dinn hunn a sech där kennen uvertrauen. Wéi kann een deem neutral géigeniwwerstoen, datt d'Patiente sollen no de Reegele vun der Konscht encadréiert ginn?

Vun der Santé war et d'Ausso, et wéilt een elo och analyséieren, ob et opportun wier, de Beruff vum klinesche Psycholog ze reglementéieren, deen dann exklusiv am Gesondheetsberäich schafft. Och dat erstaunt mech. Jiddereen ass sech eens, datt eppes muss am Beräich vun der Santé mentale ënnerholl ginn, da muss an eisen Aen net och nach laang eng Analys vun der Noutwendegkeet gemaach ginn!

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | D'Fro, déi ech mir bei den Aussoe vun der Santé awer och stellen, ass, firwat hei just iwwert de klinesche Psycholog soll nogeduecht ginn. Wann een elo zum Beispill de Fall vun Däitschland hëlt, dann ass et esou, datt de Psychologiestudium e Masterstudiegang ass, deen ee relativ einfach misst reglementéiere kënnen. Wann een en Diplom vun enger däitscher Uni huet, huet een nieft der klinescher Psychologie och nach pedagogesch Psychologie souwéi Aarbechts-, Betribs- an Organisatiounspsychologie als Fächer gehat. Dat ass also e relativ breet opgestalltene Studium.

Mir sinn en plus eent vun deenen eenzegen EU-Länner, déi de Beruff vum Psycholog nach net reglementéiert hunn. Mir sinn eis also heibannen, géif ech soen, all beim Constat eens, datt et brennt: Et gëtt enorm laang Waardelëschte bei allen Ulafstellen a Servicer, grad esou wéi bei den onofhängege Psychologen a Psychotherapeuten. Ech mengen, wann en Haus brennt, mécht een och net nach eng Analys iwwert d'Opportunitéit, fir d'Feier ze läschen, mee et rifft een de CGDIS an et léisst een einfach déi Leit hir Aarbecht maachen! Komm mir maachen et och an dësem Beräich!

Wat huet dat alles mam Budget ze dinn, frot Dir Iech? Ma ganz vill. Enger Berechnung vun der London School of Economics no gi weltwäit knapp 2 % vun den ëffentleche Budgete fir d'Santé mentale virgesinn. D'Verloschter duerch d'Konsequenzen a Sequelle vun enger mentaler Stéierung bei de Jonken gi vun der selwechter London School of Economics op 337 Milliarde pro Joer geschat. An deen enorme Chiffer ass elo just fir déi Jonk!

Wier et dann net schéin, wa mir hei kéinte Virreider ginn an dësem Budget? Mir investéieren och deels grouss Montante riets a lénks am Beräich vun der mentaler Gesondheet. Et wär awer sënnvoll, iwwert de Budget do eng Strategie opzeweisen, déi net just finanziell Ausgaben op verschiddene Budgetsposten oplëscht, mee emol kloer opweist, wat an den eenzele Beräicher CePAS, Schoulen, am Hospitalier, am Extrahospitalier a verschiddenen Ulafstellen, wat do alles geleescht gëtt.

Donieft missten awer och nach finanziell Augmentatioune virgesi ginn, och an der Preventioun fir déi Grouss a fir déi Kleng an alle Beräicher. Preventioun, dat heescht awer och net nëmme Programmer, mee dat heescht och en Entourage vu Bien-être vu Klengem u fir d'Mënsche schafen. Ech si mir sécher, datt et sech nieft dem ville mënschleche Leed, dat kéint vermidden oder opgefaange ginn, och finanziell fir de Staat géif rechnen!

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Gudde Moien, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert. A merci och alleguerten deenen, déi hei hir Interventiounen zum Budget fir d'nächst Joer gëschter an haut ginn hunn.

Ech kann, mengen ech, net op wierklech all eenzel Propositioun an Äusserung hei agoen. Da wäre mer nach warscheinlech dee ganze Moien hei, vläicht awer zu deenen engen an deenen aneren Aussoen a Propositiounen e puer Remarken.

Ech mengen, am grousse Ganzen ass et e bëssen esou gaangen, wéi ech mer dat am Fong och erwaart hunn: Kriticken, dass nach vill méi, vill méi, vill méi op verschiddene Saache kéint gemaach ginn, och strukturell Mesuren, och ganz deier strukturell Mesuren, déi proposéiert gi sinn, déi sollen elo direkt kommen, matzen an enger Kris. Dat op där enger Säit.

An dann op där anerer Säit, mir hätten ze vill en héijen Defizitt. Mir hätten ze vill eng héich Dette. Dat geet awer dann net onbedéngt alles ëmmer esou zesummen. Et muss een dann de Leit och soen, wou dann effektiv soll gespuert ginn a wat net méi soll finanzéiert ginn!

Ech wëll op alle Fall de Leit kee Sand an d'Ae streeën. Dat maachen ech net. Wann et ëm d'Spuere geet, ech hu gëschter en Terme gehéiert: Gadgetspolitik. Ech weess net wierklech, wat dat ass, Gadgetspolitik. Mee ech géif awer emol mengen, dass déi Leit, déi op Mesuren ugewise sinn, déi heimat vläicht ugeduecht sinn, déi soen Iech Merci, wann Der dat, déi Mesuren, als Gadget qualifizéiert!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Wou soll effektiv gespuert ginn? Dat ass net wierklech thematiséiert ginn, fannen ech. Verschidde Saache sinn ugesprach ginn, och de Spacesecteur ass do an deem Kontext mentionéiert ginn. Ech si frou, dass de Minister Fayot de Moien hei ass. Ech weess, dass hien net ganz vill Zäit huet a muss geschwë fortgoen. Ech wär awer frou, wann hien och kéint e puer Wierder dozou soen, zum Spacesecteur an och vläicht méi breet zum Theema Betriber an Aiden. Hie kann op deem Punkt intervenéieren.

Ech héieren och, dass Verschiddener gesot hunn, dass d'Dépense-couranten ze héich wären. Ech mengen awer – an ech géif och mengen, dass mer do alleguerten d'accord sinn –, dass e gutt fonctionéierenden a performante Staat awer ganz wichteg ass. Gëschter ass och e bëssen thematiséiert ginn, d'Aiden, déi missten ausbezuelt ginn, dat misst méi séier goen. Jo, wann een dat wëll maachen, da brauch een och e gutt opgestalltene Staat! Ech wëll awer och do ënnersträichen, dass d'Fonctionnementskäschte vum Lëtzebuerger Staat déi zweetniddregst an der Europäescher Unioun sinn. Also, mir leien do net extreem héich, nee, éischter op der déiwer Säit vun der EU-Moyenne.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech fannen, mir hu ganz vill iwwer Krise geschwat. An trotzdeem hat ech heiansdo d'Gefill, wéi wa Verschiddener awer da wëllen ausschléissen oder ignoréieren, dass mer effektiv an enger, zwou profonde Krise waren, mat der Pandemie an elo an enger ekonomescher Kris, an enger Energiekris. Eventuell fale mer och an eng Rezessioun.

Ech wëll awer hei soen, dass d'Regierung ganz séier gehandelt huet, ganz responsabel gehandelt huet an och wierklech solidaresch gehandelt huet, net nëmmen an dëser Kris, mee och schonn an der leschter. An déi zwou Krisen, déi hunn de Staat och ganz vill Sue kascht, hunn eist Land – well de Staat, dat si mer alleguerten – vill Sue kascht: 5,5 Milliarden. Dat si gutt investéiert Suen. A mir wëssen, dass, jee nodeem wéi, do nach weider Depensen op eis duerkommen.

Ouni dës Kris, wëll ech awer och ënnersträichen – ech hat et schonn am Oktober gesot, mee ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen –, wär och d'Trajectoire vun der Dette eng ganz, ganz aner gewiescht. Do wäre mer da fir dëst Joer op 17,6 % vun der Dette par rapport zum PIB, 19,7 % d'nächst Joer an 23,5 % am Joer 2026.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll Iech soen: Nee, d'Staatsfinanze lafen net aus dem Rudder!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | D'Trajectoire, déi geet an déi richteg Richtung. Net d'nächst Joer, mee d'Joren duerno.

Et si verschidden Aussoe gemaach ginn iwwert d'Steieren. Verschidde Proposen, déi ech hei héieren hunn, géifen heeschen, dass mir och massiv Moins-valuë bei de Recetten domadder dann och missten a Kaf huelen, Steiertranchen eropsetzen. Dat kompenséiert déi Verloschter, wéi mer jo schonn ëfters beschwat hunn, net wierklech. Si wären och net onbedéngt kohärent mat de ganz wichtegen Efforten, déi mer maache mussen am Domän vum Talent Attraction. Ech mengen, dat hu mer hei och diskutéiert. Dat ass eppes, wat ganz wichteg ass a bleift, och an der Zukunft.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Et ass och net onbedéngt am Sënn vun enger besserer Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen net, dass et eis hëlleft, fir vill driwwer ze philosophéieren, wat iwwert déi lescht Joren alles hätt kënnen oder solle gemaach ginn. Wéi vill Äppel oder Biere fir den Duuscht mer hätte missen op d'Säit leeën oder wéi vill Schockela – mir si jo elo e bëssen esou an enger prechrëschtdaglecher Phas – een da vläicht nach hätt kënnen op d'Säit leeën.

Ech mengen och net, dass et hëlleft, mat den Ängschte vun de Leit ze spillen. Dat hëlleft de Leit definitiv net! Wat hëlleft de Leit? Dat ass, wa mer se konkreet ënnerstëtzen. An ech mengen, dat hu mer och wierklech gemaach.

Ech mengen, et geet hei drëms, wierklech weider d'Situatioun ze geréieren. A mir sinn hei trotzdeem an enger Kris, an engem Krisemanagement, fir d'Problemer, déi sech stellen, och konkreet unzepaken. An dat mécht d'Regierung och, dat mécht se scho méi laang an dat maache mer och weider. A wat d'Staatsfinanzen ugeet, maachen ech dat op alle Fall net mat enger Vue à court terme, mee mat enger Vue à long terme.

D'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, ech mengen, dat war och en Theema par le passé, elo hei an an der Debatt och. D'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, dat ass eng strukturell Mesure. Déi, mengen ech, brauch awer strukturell Verbesserungen, fir kënne gemaach ze ginn. Ech sinn do net dergéint, ech hunn dat och ni gesot. Et wär awer elo eebe leider net responsabel.

De Logement ass och ugeschwat ginn a gëschter war och de Logementsminister hei present. Deen huet sech déi verschidden Interventiounen och an dësem Gebitt ugelauschtert. Ech géif hei just ganz kuerz wëlle soen, dass vill vun deene Mesuren, déi ech gehéiert hunn, hei éischter d'Demande warscheinlech géifen dreiwen. Do muss een natierlech ganz gutt oppassen. Och dat gëtt eis vun internationalen Organisatiounen ofgeroden am aktuellen Ëmfeld respektiv am aktuelle Kontext ass et méi sënnvoll, op der Offersäit eppes ze maachen.

Eng Mesure ass effektiv genannt ginn, déi ech och interessant fannen, dass de Staat soll verschidden existent Projete vu Promoteuren ofkafen. De Präis muss natierlech och am Sënn si vum Staat. Ech mengen, dat si Saachen, do muss ee kënnen driwwer schwätzen. An do gëtt och dru geschafft.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Här President, als Konklusioun wëll ech vläicht e puer Saachen ënnersträichen. Well ech si wierklech am Fong ganz frou iwwert de Konsens, deen ech awer hei an der Chamber erausspieren, wat d'Wichtegkeet vum Anhalen trotzdeem vun deenen 30 % Limitt vun der Dette par rapport zum PIB ugeet, sou wéi et och am Koalitiounsaccord steet.

Ech wëll awer och nach eppes soen zum Triple-A. Dat ass am Fong e Qualitéitssigel. Et ass och e Standuertkrittär. Ech gesinn dat ganz gutt op all deene Reesen, déi ech dëst Joer konnt maachen, ob dat a Japan war, ob dat an Amerika war, ob dat a Kanada war. Dat ass en Theema do. Dat gëtt ugeschwat. Ech fannen, dat ass a bleift ganz wichteg!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech sinn och ganz frou driwwer, Konsens hei erauszeliesen, ze spieren, wat d'Wichtegkeet vun der sozialer Komponent vun eisem Budget ugeet. Ech mengen, dat ass och e ganz wichtegen Deel, wou mer eis hei kënnen zesummefannen.

Ech héieren och ganz vill Ënnerstëtzung, wat d'Investissementer ugeet, dass mer sollen d'Investissementer héichhalen. Si mussen natierlech effikass sinn. An ech mengen, do muss een och ganz gutt drop

uechten. Ech mengen, mir gesinn hei och an der Chamber, dass kee wierklech wëll op de Wee vun enger Austeritéitspolitik goen. An ech mengen, do fanne mer och eise Wee zesummen.

Ech sinn och ganz frou iwwert d'Bekenntnis, wat ech hei trotzdeem héieren, zur Wichtegkeet vun eiser Finanzplaz. Jo, et soll eng nohalteg gutt a gréng opgestallte Finanzplaz sinn. Do leeë mer ganz, ganz vill Wäert drop.

An och, wat d'Kompetitivitéit vum Secteur ugeet: Ech mengen, dat ass eppes, wat ech op alle Fall ëmmer an iwwerall wäert ganz no suivéieren an am A halen. Ech wëll och op dëser Plaz dem Deputéierten André Bauler Merci soen och fir seng exzellent Interventioun um Punkt vun eiser Finanzplaz. Ech mengen, mir hunn do eng wichteg Verantwortung an där musse mer eis och stellen.

Et ass gëschter och iwwer Iwwerreglementatioun geschwat ginn. Ech mengen, ech hunn do eng ganz kloer Meenung derzou. Mir wëssen, dass d'Reegele vun der Europäescher Unioun kommen. Mir setzen eis op alle Fall weiderhin a ganz konsequent fir eng intelligent Reglementatioun an a fir eng proportionéiert Reglementatioun. Ech mengen, do stinn ech wierklech derhannert, well ech mengen, et geet net duer mat méi, méi, méi Reglementatioun. Si muss Sënn maachen! Si muss intelligent sinn! Si muss proportionéiert sinn!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wäert mech op alle Fall weider fir eng responsabel, eng solidaresch a realistesch Budgetspolitik asetzen. Ech hunn et mentionéiert am Oktober, ech hunn et gëschter nach eng Kéier gesot: Sozialgestaffelt Steiererliichterunge wëlle mer a kënne mer op de Wee bréngen, wann d'Situatioun et dann och erlaabt, wann de Sputt do ass. An, Dir Dammen an Dir Hären, dat huet absolutt näischt mat Walen ze dinn!

Nach eng lescht Remark. Et war rieds gëschter vun enger Visitt vun der FISC-Kommissioun vum Europaparlament. Dozou hunn ech am Fong just eng Saach ze soen: Ech sti Ried an Äntwert virun dëser Chamber ...

Une voix | Richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | ... an net virum Europaparlament!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech konnt mech och op deem Punkt mat Kolleegen aus der Eurozon ënnerhalen, déi och esou eng Visitt offréiert kruten. An déi gesinn dat genau d'selwecht wéi ech.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Voilà! Ech wéilt dann och, dass de Minister Fayot nach Zäit huet, fir e puer Wierder ze soen. Ier ech ophalen, wëll ech awer nach eng Kéier e ganz grousse Merci soen un d'ganz Chamber, un Iech alleguerten, fir dësen Echange, dësen Debat, en vue vun der Adoptioun vum ganz wichtege Budget vum nächste Joer. Ech wëll och nach eng Kéier dem Budgetsrapporter, dem Max Hahn, Merci soe fir seng exzellent Aarbecht a säin exzellente Rapport. A vun dëser Plaz wëll ech dann och profitéieren, fir de Mataarbechter vum Finanzministère Merci ze soen. Dat war keen einfachen Zäitpunkt, elo mat enger neier Ministesch, mee och am Kader vun enger Kris, an där mer sinn, esou e Budget opzestellen, wou dat, voilà, dee ganze Kader am Fong, wierklech net einfach war. An et ass mer och ganz wichteg, fir der IGF an der ganzer Ekipp vun der IGF och Merci ze soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, léif Kolleegin Yuriko Backes, et ass wierklech eng Freed, fir hei am Kader vun der Budgetsdebatt ze intervenéieren. Ech ka mech nach gutt erënneren u meng eegen Zäit als Rapporteur. Do wollt ech och dem Max Hahn nach eng Kéier felicitéiere fir säi gudde Rapport. Dat war bestëmmt eng intensiv Zäit, awer sécher eng ganz interessant Zäit, wou ee vill bäiléiert.

Ech wäert et kuerz maachen, well ech weess, dat hei war eng laang, eng ganz laang Debatt, an Dir sidd warscheinlech alleguerten elo frou, fir op de Vott eriwwer ze goen.

Ech wollt kuerz agoen op e puer Saachen, déi gesot goufen an déi mech dann och betreffen a menge verschiddene Ressorten. D'Yuriko Backes huet et gesot, et sinn Iddie komm, fir ze spueren op verschiddene Plazen. An déi éischt Iddi – oder eng vun deenen Iddien – ass am Beräich vum Spacesecteur komm. Ee vun de Spriecher vun der CSV, de Gilles Roth, huet kritiséiert, dass mer géifen esou vill an de Spacesecteur investéieren.

(Interruptions)

Da loosst mech wannechgelift mäin ...

M. Gilles Roth (CSV) | ... alles falsch!

M. Fernand Etgen, Président | Hei, loosst den Här Fayot da fir d'éischt seng Erklärung ginn an da kritt Der gären d'Wuert, Här Roth. Wannechgelift d'Leit ausschwätze loossen!

M. Gilles Roth (CSV) | Wat ech just wëll soen, dat ass: Äre Räsonement kann net richteg sinn, wann d'Premiss scho falsch ass!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, wat d'Premiss ... ech mengen, déi schéngt hei Sujet d'interprétation ze sinn.

M. Gilles Roth (CSV) | A!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Wat, mengen ech, relativ kloer ass, an dat reflektéiert warscheinlech och en Avis vun der CGFP, dat ass, dass d'Envergure vum Investissement an eise Spacesecteur hannerfrot gëtt à tout le moins. An dat ass, mengen ech, eppes, wat ech ... Bon, ech huelen dat zur Kenntnis. Dat schéngt mer awer vun enger relativ grousser Kuerzsiichtegkeet ze sinn. Wann de Pierre Werner a seng Regierung deemools an den 1980er Joren esou räsonéiert hätten, dann hätte mer haut keng SES an dann hätte mer wuel och kee Spacesecteur, ...

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | ... dee sech esou gutt entwéckelt, wéi dee Spacesecteur dat mécht.

Ech kann Iech just soen, wann et ee Beräich gëtt ...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

... an der Lëtzebuerger Wirtschaft, ee Beräich, wou mer eis diversifizéieren ...

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Hansen, wiem soll ech dann elo d'Wuert fir d'éischt gi bei der CSV-Fraktioun? Dräi Stéck, déi drageschwat hunn!

Mme Martine Hansen (CSV) | Nee, nee, nee, ech soe just: Dat stëmmt net!

M. Fernand Etgen, Président | Da léisst ee fir d'éischt emol deen aneren ausschwätzen. Den Här Roth war direkt ugeschwat ginn ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Den Här Roth wëll elo gär schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Da kritt deen elo mol direkt d'Wuert, fir am Fong säint ze soe fir Fait personnel.

Mme Martine Hansen (CSV) | Maja, gutt! Dann dierf hie jo elo schwätzen.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Den Här Roth kritt ...

M. Fernand Etgen, Président | An déi aner, déi sollen da wannechgelift den Här Roth schwätze loossen!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Den Här Roth kritt d'Wuert, wann ech fäerdeg si mat mengem Developpement!

Wann et ee Beräich gëtt, wou mer eis gutt entwéckelen, wou mer eis ganz staark entwéckelen an eiser Wirtschaftspolitik, dann ass et de Space.

(Brouhaha)

Den Interessi, op dee mer stoussen, vun Investisseuren a vun Entrepreneuren ass enorm. An dat ass och op alle Wirtschaftsreesen, wou ech higinn, ganz kloer. Ob dat zu New York ass, a Kanada, a Korea oder zu Tokio, dat ass wierklech en enormen Interêt fir dee Secteur an d'Contributioun vun deem Secteur zu eiser Ekonomie, awer och eisen Efforte géint de Klimawandel. An och d'Applikatiounen an der Entwécklungszesummenaarbecht sinn enorm.

Allerdéngs, wann ee wëll an deem Secteur weiderkommen, wann ee wëll wierklech Succès do hunn, da muss ee weider investéieren. Dat ass en Effort op länger Zäit. Do geet et net duer, do ass et net gedoe mat fënnef Joer. Dat muss een iwwer 10 Joer, voire länger Zäit maachen. An da sinn ech iwwerzeegt – an d'Regierung ass och iwwerzeegt –, dass dat heite wierklech deen nächste ganz grousse Secteur à succès ka sinn an eiser Wirtschaft. Dat heescht, esou eppes, wäitsiichteg Wirtschaftspolitik, dat ass eppes, wat d'CSV scheinbar verléiert huet!

Den zweete Punkt, Här President, deen ech wollt maachen, dee betrëfft eng aner Iddi fir ze spueren. An déi kënnt vun der ADR. Et ass mer rapportéiert ginn, dass d'ADR d'Iddi huet, fir an eiser Entwécklungszesummenaarbecht vun 1 % vun eisem RNB, vun eisem Bruttonationalakommes, op 0,7 % erofzegoen. Dat verwonnert mech net weider. Dat ass e bëssen d'Playbook an och dat, wat rietsextreem a rietsnational, rietspopulistesch, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

... rietspopulistesch Regierungen iwwerall, iwwerall an Europa an iwwerall op der Welt, maachen. Dat heescht, dat ass net weider erstaunlech aus deem Eck. Et ass allerdéngs fir d'éischt emol u Kalhäerzegkeet, awer och u Kuerzsiichtegkeet net ze iwwerbidden. Fir d'éischt emol wäerte mer dat doudsécher net maachen, aus Grënn vun elementairer internationaler Solidaritéit!

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dat ass eppes, wat ech viru Kuerzem hei op der Tribün konnt entwéckelen a menger Ried, awer och am Interêt

vun eisem Land, dass d'Entwécklungszesummenaarbecht ... Eng ambitiéis Entwécklungszesummenaarbecht vun 1 % vun eisem RNB ass en Invest an d'Zukunft vun Europa, en Invest an d'Zukunft vun eisem Land, well mir entwéckele Länner an eiser direkter Noperschaft, awer och an anere Regiounen, wou mer Interêten hunn a wou mer et einfach och aus, nach eng Kéier, elementairer Solidaritéit maachen. Dat gehéiert zu eiser Diplomatie, dat gehéiert zu eiser Aussepolitik an dat steet eis extreem gutt zu Gesiicht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Den drëtte Punkt, Här President, deen ech wollt maachen, ass als Äntwert op dat, wat de Laurent Mosar gëschter a senger Interventioun gesot huet. En huet Recht mam Constat, dass mer an enger schwiereger Situatioun sinn. D'Energiepräisser sinn héich. Vill Betriber wäerten effektiv d'nächst Joer nach méi Schwieregkeete kréien, well effektiv hir Kontrakter auslafen a si sech mussen nei approvisionéieren. An dat ass effektiv e Problem a munche Beräicher. Däers si mer eis ganz bewosst.

A wat och richteg ass, dat ass, dass et e Problem gëtt um europäesche Marché intérieur. Et gëtt eng Distortioun an eisem Bannemaart, déi domadder zesummenhänkt effektiv, dass verschidde Länner hir Betriber subventionéieren iwwert indirekt Hëllefen op den Energiepräisser. Dat ass en Theema, wat net nei ass, op dat ech reegelméisseg och d'Kommissioun hiweisen a mengen Interventiounen am Conseil „Compétitivité", wou mer och ëmmer wäerte ganz vigilant bleiwen elo, wat déi nächst Mesuren ugeet, déi haaptsächlech an eisen Nopeschlänner do wäerte geholl ginn, besonnesch an Däitschland. Mir wäerten dat also ganz kloer a ganz staark am A behalen a mir wäerten dat och weiderhi monéieren. Well dat ass net an der Rei.

Mir hunn eis effektiv och derzou engagéiert am Kader vun der Tripartite, fir dat weider ze thematiséieren a fir dat och weider ze diskutéieren an och dorobber de Punkt ze leeën, wann dat net gereegelt gëtt. Mee Dir wësst, dat ass e politeschen Engagement, dat ass eng Obligation de moyens. Par contre, wat net richteg ass, dat ass, dass mer näischt maachen a Reaktioun op déi dote Situatioun.

De Contraire ass wouer: Mir schëpfen dee Kader vum TCF, vum Temporary Crisis Framework, fir eise Betriber ze hëllefen, maximal aus. Dat war de Fall am éischten Tripartite-Accord, am Solidaritéitspak 1.0, an och duerno am Solidaritéitspak 2.0. A loosst mech vläicht just ganz kuerz op déi verschidde Mesuren agoen, déi mer do geholl hunn.

Fir d'éischt fir déi ganz kleng Entreprisen, wou d'Energieprovideren, an éischter Linn Enovos, keen Ënnerscheed maachen, ob dat elo e Menage ass, e Stot, oder eng Entreprise. Déi beneficiéiere vun deene selwechten Elektrizitéits- a Gaspräisbremse wéi d'Betriber, wéi d'Haushalter, wéi gesot, am Kader vun dem leschten Tripartite-Accord.

Dann hu mer och nach Aiden agefouert fir déi grouss Betriber. Déi nächst Serie vu Bäihëllefe fir Betriber gëtt net méi spéit wéi d'nächst Woch en Dënschden hei am Plenum gestëmmt. Dat sinn Aidë fir Betriber bis zu 4 Milliounen Euro. Bis elo ass dat limitéiert op 2 Milliounen Euro pro Betrib, an déi ginn alloué iert, wann d'Energiekäschte méi wéi 1,5 % vum Ëmsaz oder der Valeur de production vum leschte Joer ausmaachen. Wann Der sot, „de Kader voll ausschëpfen" ... Ech kann Iech soen, do gëtt et kaum e Land, wat déi Limitt do esou niddreg fixéiert huet, wéi mir dat gemaach hunn.

Da gëtt et Aidë fir déi ganz grouss méi exportorientéiert Industriebetriber, déi bis zu 50 respektiv 75 Milliounen Euro Hëllef kënne kréie pro Entreprise. Och dat ass konform zu den EU-Krittären. An Dir wësst, dass de Mëttelstandsminister viru Kuerzem och hei am Plenum war fir déi Aidë fir kleng a mëttelgrouss Betriber vu bis zu enger hallwer Millioun Euro. Do si scho ganz vill PMEen, déi déi Aiden ugefrot hunn. Am Ganzen hu mer do scho ronn 600 Demanden erakritt vu Betriber fir déi finanziell Hëllef.

Mir bleiwen awer net dobäi stoen. Mir sinn am permanenten Austausch mat de Vertrieder vun den Entreprisen, och mat der Fedil, fir do ganz enk am Kontakt ze sinn a fir, wéi gesot, do Adaptatiounen ze maachen, wann dat néideg ass. A mir behalen natierlech och weiderhin ëmmer de Bléck op dat, wat an deem europäesche Kader do geschitt un Adaptatiounen.

E weidere Punkt, un deem mer schaffen, dat sinn déi sougenannte PPAen, Power Purchase Agreements. Dat sinn u sech laangfristeg Kontrakten, wou d'Betriber kënnen erneierbar Energie akafen. Déi lafen iwwer aacht bis zéng Joer an do muss een och kënnen de Präis ausgläichen.

Wat enttäuschend ass, ech soen dat ganz kloer, dat ass, dass déi Europäesch Kommissioun déi PPAen do nach net an hiren TCF mat erageholl huet. Dat, muss ech éierlech soen, verstinn ech net esou richteg, well dat schéngt mer wierklech en Instrument ze sinn, wou mer kënnen den Ausbau vun den erneierbaren Energië ganz staark förderen. Dat ass och eng Demande vun den Entreprisen. Dir hutt d'Entreprisen am Beräich vum Agroalimentaire ugeschwat. Och Lëtzebuerger Entreprisë si ganz staark interesséiert un deene Power Purchase Agreements.

An ech kann Iech soen, dass mer onofhängeg vun deem, wat d'Europäesch Kommissioun mécht, dorunner schaffen, fir esou e Kader en place ze setzen, fir eise Lëtzebuerger Entreprisen et ze erlaben, där Kontrakten do ze maachen. Mir mengen, dass dat am Sënn ass vun enger Ofsécherung vun hirem Energieapprovisionnement an natierlech och am Sënn ass vum Klima, well mer, wéi gesot, do erneierbar Energien dermadder förderen.

Eppes Weideres, wat mer och nach maachen, dat ass de Klimapakt fir Entreprisen. Dat ass eng Mesure aus der Tripartite vum Mäerz. Do wäerte mer Mëtt Januar zu e puer Ministeren eng Rëtsch vu Mesurë virstellen, fir d'Betriber ze sensibiliséieren, awer och fir hinne konkreet ze hëllefen, déi richteg Technologien anzesetzen an déi entspriechend Decisiounen am Kader vun der ekologescher Transitioun ze huelen, déi bei hir Aktivitéiten do passen.

Dir hutt och eppes gesot, Här Mosar, iwwert d'Transition énergétique, dass do net géif genuch gemaach ginn, fir eis Entreprisen op deem Wee ze begleeden. Mir wëssen alleguer, dass mer do mëtten dra sinn. Mir hätte gären, dass eis Entreprisen, wéi gesot, méi ëmweltfrëndlech schaffen an och hir Energie haaptsächlech iwwer Erneierbar an och Elektrifizéierung bezéien.

Dozou géif ech gären e puer Saachen soen. Déi éischt Mesure, déi mer do geholl hunn, dat sinn déi elektresch Borne bei de Betriber. Ech ginn elo net op den Detail hei an, mee dat ass eppes, wou mer 40 Milliounen investéieren, fir d'Betriber ze encouragéieren, fir Elektroborne bei sech ze installéieren. Do ass den éischten Appell ofgeschloss. Do si bis elo 61 Demanden erakomm. An den zweeten Appell gëtt den 1. Januar och do lancéiert.

Déi zweet Mesure, déi mer gemaach hunn an deem Beräich, dat ass en Appell fir Fotovoltaikanlagen. Dat ass, fir u sech Betriber ze incitéieren, Fotovoltaikanlage bei sech ze installéieren, fir méi Autoconsommatioun och ze maachen.

Där Installatiounen gi wierklech elo massiv gemaach vun Enovos op Diecher vun haaptsächlech groussen Industriebetriber. A mir investéieren hei 30 Milliounen Euro. Och do ass en Appell erausgaangen, notamment fir d'Produktioun vun Energie, déi wéi gesot, dann duerno kann autoconsomméiert ginn. Och dat féiert derzou, dass Entreprisen iwwer Jore méi stabel Energiepräisser wäerten hunn, wat och méi bëlleg ass wéi d'Energie, déi een da muss op internationale Boursse kafen.

Doriwwer eraus, wann Der d'Transformatioun vun eiser Ekonomie uschwätzt, muss ech Iech soen, dass mer och ganz vill maachen am Beräich vun den Investissementer ënner eisen Aidëregimmer. Ech kann Iech d'Beispill gi vu Guardian, déi an en neie ganz effizienten Uewen investéiert hunn, awer och Arcelor-Mittal, déi dëst Joer annoncéiert hunn, dass se géife méi wéi 100 Milliounen Euro a grénge Stol, an d'Produktioun vum grénge Stol investéieren op hire verschiddene Sitten hei zu Lëtzebuerg. Dat ass, mengen ech, e ganz kloert Zeechen, dass d'Industrie ënnerwee ass fir dohinner an dass mer se och op deem Wee do ganz kloer ënnerstëtzen.

An där Transitioun musse mer allerdéngs eis Industriebetriber och schützen. An dat maache mer doduerch, dass mer engersäits natierlech hir Investissementer förderen, mee anerersäits och um europäeschen Niveau déi néideg Jalone setzen, fir dass dat méiglech ass.

Dir krut mat, dass virun e puer Deeg den europäesche CBAM adoptéiert ginn ass, dat ass de Carbon Border Adjustment Mechanism. Do geet et drëm, d'Importeure vun deene fënnef ganz energieintensive Produktiounen Zement, Stol, Aluminium, Dünger an dee fënnefte vergiessen ech ëmmer, mee et sinn der fënnef, fir déi u sech derzou ze bréngen, dass déi Importer aus dem Ausland, déi mat manner strengen Oplage vun CO_2-Emissioune produzéiert ginn, mussen ausgeglach ginn. Dat ass eng ganz wichteg Mesure, déi, wéi gesot, eis europäesch Betriber schützt vis-à-vis vun der Konkurrenz aus dem Ausland an déi och wäert derzou féieren, well dat huet natierlech mat dem ETS-Mechanismus ze dinn, dass d'Entreprisen a Richtung Dekarbonisatioun ginn. Et dierf ee wierklech d'Wichtegkeet vun där Mesure do net ënnerschätzen. Dat ass e Paradigmewiessel an dee wäert derzou féieren, dass d'europäesch Industrie sech kann dekarboniséieren an trotzdeem kompetitiv ka bleiwen am internationale Verglach.

Voilà, Här President, dat wat ech wollt soen. A vläicht nach e lescht Wuert zu de regionalen, nationalen Aktivitéitszonen, déi den Här Mosar och ugeschwat huet. Dat ass effektiv richteg, dass dat e Problem ass. Mir gesinn dat och an der Ëmsetzung vum Plan sectoriel vun de Zone-d'activitéen. Ech sinn do am enke Kontakt mat ganz ville Gemengesyndikater, och mat Gemengen direkt, fir se derzou ze incitéieren, méi Aktivitéitszonen ze erschléissen. Ech weess, dass dat ëmmer eng schwiereg Diskussioun ass. D'Nuisancë vun Aktivitéitszone kann een net ofstreiden. Mä op där anerer Säit brauche mer däers Terrain. Mir brauchen Terrain fir eis Betriber, mëttelstänneg Betriber, awer och méi grouss Betriber. Mir wëssen, dass et iwwerall do eng grouss Demande gëtt an dass mer net méi genuch Plaz hunn. Duerfir en Appell och hei nach eng Kéier un all gutt Volontéiten, och vun der Gemeng Lëtzebuerg, mee awer net nëmmen, fir hei wierklech matzeschaffen, fir esou vill wéi méiglech Aktivitéitszonen ze erschléissen, fir dass eis Betriber sech och weiderhi kënne gutt entwéckelen.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. An dann huet fir d'éischt den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot zum Punkt 1 vun der Interventioun vum Här Fayot.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President, ech wäert ganz kuerz op dem Här Fayot säin arrogante Riedebäitrag, och vis-à-vis vun der CSV, am Kader vun enger Motioun agoen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser zum Punkt 2 vun der Interventioun vum Här Fayot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech si warscheinlech e bësse manner kuerz, Här President. Well hei ass eppes geschitt, wat net däerf geschéien an engem Parlament! Ech muss soen, ech maache mer Suergen ëm Iech, Här Fayot, ëm dës Regierung, wann Der et net fäerdegbréngt, Iech politesch mat engem Géigner ausernanerzesetzen, anescht wéi e perséinlech, also als Partei, hei mat impertinenten Argumenter, mat Falschbehaaptungen, unzegräifen. Et kann net sinn – et kann net sinn! –, Här Fayot, datt Dir hei eng Partei wéi d'ADR als rietsextremistesch ugräift, déi et net ass!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | A bon!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat weist, datt Dir keng Anung hutt, wat Rietsextremismus ass!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Wat sidd der dann?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir kennt Är Iddiegeschicht net. Mir sinn eng konservativ Partei. Mee lauschtert mer no! Wou fënnt een hei, wou fënnt een an der politescher Landschaft hei am Land esou Iddie wéi de Kollektivismus, woubäi mir déi individuell Fräiheete verdeedegen? A wéi engem politesche Lager sinn déi antisemitesch Organisatiounen, fanne méi Ënnerstëtzung hei am Land, bei Ärem Lager oder bei eisem? Wou ass de Schutz vum Liewe méi grouss geschriwwen - bei der Euthanasie oder beim Avortement, wou d'Liewen ëmmer manner consideréiert gëtt -, ass dat éischter op Ärer Säit oder op eiser Säit?

Wou ass d'Meenungsfräiheet am beschte garantéiert hei am Land? Bei eis, déi näischt anescht maachen, wéi d'Meenungsfräiheet permanent ze verdeedegen ...

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dir sidd just amgaang ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... oder an Ärem Lager, déi se permanent aschränken? Lauschtert mer no, Här Fayot, well ech sinn nach guer net fäerdeg!

(Interruption)

Ech sinn nach net fäerdeg!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dir maacht eng perfekt Demonstratioun vun deem, wat ech gesot hunn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass net méiglech, Här Fayot, et ass net méiglech – Här Fayot, lauschtert mer no! –, datt an engem Land, wat houfreg soll sinn, ...

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dat ass déi perfekt Demonstratioun vun deem, wat ech gesot hunn!

M. Fernand Etgen, Président | Här ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... datt et keng extremistesch Beweegungen huet, ...

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Geschwurbelt an alles duerjerneegehäit.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... weeder um lénken nach um rietse Bord, datt e Minister, e Member vun der Regierung heihikënnt an e Gespenst moolt, wat mir gottseidank an dësem Land net mussen erdroen! Et ass politesch irresponsabel!

Elo sinn ech op deem zweete Punkt mat Ärer Solidaritéit, déi Der eis elo virwerft net ze hunn. Wësst Der, datt mir gesot hunn, datt mir selbstverständlech solidaresch sinn, an déi 0,7 %, zu deene Lëtzebuerg sech engagéiert huet, dat Verspriechen hale mer. Gitt Der da bei déi aner Länner, déi Entwécklungshëllef hunn, déi wäit manner wéi 0,7 % hunn, e puer, déi se erofgesat hunn? Sot Der deenen dat selwecht? Sot Der deene Regierungen, si wiere rietsextremistesch, well se manner wéi 0,7 % bezuele vun hirem Bruttonationalakommes fir Entwécklungshëllef?

Wësst Dir net, datt eng Politik, déi iwwer 60, bal 70 Joer elo gemaach ginn ass, an e ganz, ganz gemässegten Erfolleg huet, vläicht eng Kéier muss iwwerduecht ginn an op en anere Wee gaange muss ginn, fir géintiwwer den Entwécklungsstaaten eng Solidaritéit ze weisen, déi se vläicht besser a méi séier no vir bréngt, wéi eng Politik déi Dir säit 70 Joer bedreift an u sech een Echec ass, déi Korruptioun produzéiert an net vill ekonomesche Progrès an deene meeschte Länner, déi dervu profitéiert hunn?

Dir kommt heihinner an Dir maacht eng Politik, well Der net kapabel sidd ëmzedenken, well Der d'Zeeche vun der Zäit net verstitt, ...

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

... well Der net kapabel sidd, eppes ze änneren, wat sech net bewäert huet! An da kommt Dir heihinner an Dir sot, mir wären net solidaresch! Ma mir hu wéinstens de Courage, Politik ze iwwerdenken an nei Weeër ze goen a besser Iddien ze vertrieden!

An Äert eenzegt Argument an deem Fall, well Der argumentativ géint eng ADR net kënnt duerhalen, ...

(Hilarité)

... dat ass fir ze soen: „Dir sidd Rietsextremisten!" Ma Dir sidd en Extremist am Geescht, well Der einfach net kapabel sidd, ...

(Exclamations)

... eng differenzéiert a politesch kloer Analys ze maachen an déi héiflech eriwwerzebréngen!

Ech soen Iech Merci.

Une voix| Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, also, Här President, den Här Kartheiser huet elo just déi wierklech bescht Preuve gemaach vun deem, wat ech gesot hunn. Den éischten Deel vu sengem Exkurs ass e Potpourri vu lauter wirren a konfuse Gedanke vu ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt verluer!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | ... konservativem oder rietsextreemem Gedankegutt!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, Dir hutt net méi d'Wuert. De Moment huet den Här Fayot d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Kartheiser, Dir hutt virun 80 Joer verluer!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dat ass déi perfekt Demonstratioun vun deem, wat ech gesot hunn. Alles an Ärem Discours, Här Kartheiser, alles, wat Der sot, déi ganzen Zäit hei an der Chamber, ass de Beweis, dass Är Partei rietsextreem ass!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Topert!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dir kënnt dat konservativ ...

Une voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, Här Keup, wannechgelift, Här Keup!

M. Fred Keup (ADR) | Et gëtt eng Limitt!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Also, Här President ...

M. Fernand Etgen, Président | Stopp! Et gëtt eng Limitt, Dir hutt Recht, och an der Ausdrocksweis!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, ech war sechs Joer Deputéierten hei an der Chamber. Ech sinn elo säit zwee an en halleft Joer Minister. Ech sinn nach ni hei an der Chamber „Topert" genannt ginn. Ech fannen, dat ass ...

M. Fernand Etgen, Président | Also, Här Keup, een Avertissement fir dat Wuert, wat ech net widderhuelen, en Avertissement dofir!

M. Fred Keup (ADR) | „Rietsextreem" geet?

M. Fernand Etgen, Président | Dir wësst jo och, wat dat bedeit? Gutt.

(Interruptions)

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Ech fannen dat extreem grav! Ech fannen dat ... Also ech sinn net susceptibel, mee ech fannen dat extreem grav! Dat ass wierklech en Ecart, deen och erëm eng Kéier weist, wéi déi Leit hei fonctionéieren!

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wa se de Spigel virun d'Nues gesat kréien, da weise se hiert Gesiicht!

(Interruption par M. Fred Keup)

M. Fernand Etgen, Président | Här Keup, elo geet et duer!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dat weist, wéi déi Leit do fonctionéieren. Dat weist, dass se ausfälleg ginn, wa se konfrontéiert gi mat hirer politescher Bluttgrupp. An dat ass fir mech, jo, dat ass effektiv net acceptabel! Et wonnert mech awer och net vun deem Deputéierten, vun deem dat elo komm ass. Wéi gesot, dat alles, hei gëtt alles duerjerneegehäit, et gëtt alles an ee Kuerf gehäit an duerno gëtt gesot, dass se e genialen argumentativen Discours hei gehalen hätten. Dat ass natierlech komplett falsch, Här Kartheiser!

Dat, wat Dir maacht oder wat Der proposéiert hutt, fir bei eiser Entwécklungszesummenaarbecht vun 1 %, wat d'Bekenntnis ass vun dëser Regierung, wat, mengen ech, och e breede Konsens huet hei an der Chamber – och bei der gréisster Oppositiounspartei –, wat, wéi gesot, eis als Land extreem héich ugerechent gëtt an eiser Diplomatie, an eiser Aussepolitik, wat och, mengen ech, e Mierkmol ass vun der Effikassitéit vun eiser Kooperatiounspolitik contrairement zu deem, wat Der sot, erofzegoen, dat weist, dass Der keng Anung hutt vun deem, wat mer maachen an der Entwécklungszesummenaarbecht!

Alles dat, dat ass en Engagement vu Lëtzebuerg. Dat ass en Engagement vun dëser Regierung. Zu deem sti mer ganz fest! An ech kann Iech just soen, dass all déi Regierungen, déi erofgaange si mat hirer APD, well se fannen, dass dat eng gutt Iddi ass, fir an dësen Zäiten dorunner ze spueren, dass dat alles Regierunge sinn, déi Participatioun hu vu Parteien, déi Ärer am Gedankegutt ganz, ganz nostinn! Dat ass dat, wat ech dozou wollt soen.

An dat ass, mengen ech ... Do brauch een net e groussen Analyst ze sinn, fir dat ze gesinn. Dofir geet et duer, d'Press ze liesen!

Villmools merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot. Da freet den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert fir Fait personnel. Ganz kuerz – an Dir musst beim Fait personnel bleiwen a keng Parteiried méi hei halen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, et ass ganz schwéier am Fall, wou ee beleedegt gëtt, an dat ass eng Beleedegung, wann ee gesot kritt, et wier ee Rietsextremist, wann ee keen ass!

(Interruption)

Dann ass et ganz schwéier, den Ënnerscheed ze maachen tëschent deem, wat elo eng perséinlech Beleedegung ass an e renge Fait personnel an enger méi politescher Analys. Well den Här Fayot huet dat jo u sech vermëscht. Ech wëll awer ganz kloer soen, datt d'Regierung, net den Här Fayot aleng, och en anere Minister hei viru Kuerzem probéiert huet, deen do Discours ze féieren.

Ech wëll Iech just soen, Här Fayot, Är Defense war iwwregens extreem schwaach. Loosst mech Iech dat och soen. Reng akadeemesch gesinn, war dat wierklech ganz schwaach! Mee dat ass Äre Problem, dat ass net mäin.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Dir sidd keng Autoritéit, Här Kartheiser! Dat gleeft kee Mënsch Iech, dat do! Akadeemesch hutt Dir null Presenz!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee de Problem ass ..., de Problem, Här Fayot, ass: Dat ass ee vu politescher Kultur a vu politescher Hygiène. Dat ass u sech de Problem!

M. Sven Clement (Piraten) | D'Deputéiert hu sech net un d'Gesetz ze halen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann Dir wéisst, wann Dir wéisst, well dat héiert een och dacks an Europa, wann Dir wéisst, wat de Rietsextremismus, et par ailleurs och de Lénksextremismus, iwwert deen net vill geschwat gëtt ...,

(Exclamations)

... als politesche Phenomeen duerstellt, vun enger mënscheveruechtender Brutalitéit, da géif et Iech ni afalen, wann Der dat wéisst, iergendee vun deene 60 gewielte Vertrieder vum Lëtzebuerger Vollek mat esou engem Virworf ze confrontéieren!

(Coups de cloche de la présidence)

Dir sidd einfach an Ärer Argumentatioun wäit, an erlaabt mer, Iech dat ze soen, wäit ënnert deem moraleschen Niveau, deen ee vun engem Member vun der Lëtzebuerger Regierung däerf a muss erwaarden! Dat war eng ganz, ganz schwaach Prestatioun, Här Minister!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, mir si beim Projet de loi 8080 a beim Projet de loi 8081 iwwert de Staatsbudget vum nächste Joer. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert un den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, zu engem Punkt, mengen ech, dee manner wäert fir Opreegung suergen. Nach eng Kéier, d'Äntwerten, déi den Här Fayot mer ginn huet par rapport zu enger Rei vun Ausféierungen, déi ech gëschter am Numm vu menger Fraktioun gemaach hunn, wou ech fir d'alleréischt begréissen, datt den Här Fayot a mir selwer quasiment déi selwecht Analys maachen, och iwwert d'Schwieregkeet, an där sech ganz vill Entreprisen am Moment befannen duerch déi Explosioun och vun de ganzen Energiepräisser.

Ech hunn och opmierksam nogelauschtert, wat den Här Fayot hei gesot huet, wat ech och vun der Analys aus deelen. Ech hätt awer nach ... Well déi Froen net genau beäntwert gi sinn, wollt ech awer nach eng Kéier kuerz nohaken. Déi éischt Fro war, déi ech gestallt hunn, datt déi Garantien, esou wéi se méiglech wieren, net géife bis zum Maximum ausgereizt ginn. Ech huelen dann Akt vum Här Fayot. Dir sot, dat wier net de Fall, déi géifen also bis zum Maximum ausgereizt ginn, well do et och net ëmmer ganz einfach ass, sech erëmzefannen an deene Mesuren, mir awer esou war, wéi wann eenzel Entreprisen a verschidde Konditioune just kéinte vun engem Plaffong vu 500.000 Euro profitéieren. An Dir hutt selwer gesot: „A sech ass de Plaffong 2 Milliounen." Wéi gesot, ech huelen Akt dervun, wann Dir mir dat esou sot, da gleewen ech Iech dat. Dann ass dat och fir mech ok.

Déi zweet Fro, déi ass awer u sech méi wichteg. Dat ass déi par rapport zu deenen Hëllefen, déi besonnesch am Moment Frankräich an awer och Däitschland hiren Entreprisen accordéieren, andeem se zu engem ganz, ganz groussen Deel d'Elektreschpräisser subventionéieren.

Dir hutt hei zu Recht gesot ..., ech deelen déi Analys, ech hunn dat och gëschter gesot, datt ech mengen, datt dat net ganz konform wär mat de Reegele vum Bannemaart. Et ass awer nun emol eng Realitéit. An ech sinn och mat Iech d'accord, wann Der sot, dat dierft ee sech net onbedéngt bidde loossen, Dir géift och do intervenéieren. D'Realitéit ass awer, datt vum nächste Joer un déi meescht Kontrakten auslafen an datt déi Entreprisë sech an enger Situatioun erëmfannen, wou si méi wéi dat Duebelt vum Elektresch bezuele wéi notamment an Däitschland an a Frankräich.

An déi Fro, déi ech eigentlech gär vun Iech beäntwert hätt: Wann d'Kommissioun elo net Drock mécht op Däitschland an op Frankräich – an ech mengen, mir wëssen, wéi staark déi Länner awer sinn, dat schéngt mer also relativ onwarscheinlech ze sinn, datt do Drock kënnt –, wat envisagéiert dann d'Regierung konkreet d'nächst Joer ze maachen, fir awer do den Entreprisen ënnert d'Äerm ze gräifen? Well notamment am agroalimentairë Secteur – dat hutt Der selwer gesot – ass d'Situatioun ganz ugespaant.

Nach eng Kéier merci fir Är Äntwert, Här Fayot.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Bon, Här Mosar, mir sinn der Meenung, dass déi Verbreederung vun den Hëllefen, déi mer elo maachen, dat heescht, andeem mer eropgi mat de Montante bis zu 2, voire 4 Milliounen, dass dat besonnesch deene Betriber, déi elo am meeschten ënnert där Concurrence déloyale do leiden, wäert erméiglechen, dee Level-Playingfield do u sech erëm hierzestellen. Dat korrespondéiert méi oder wéineger mat deem, wat se verléieren am Verglach zu deene Betriber an eisen Nopeschlänner.

Dat ass dat, wat op alle Fall erausgeet aus den Diskussiounen, déi mer hu mat der Wirtschaft, mat der Fedil a mat deene betraffene Betriber, soudass dat u sech fir de Moment déi Mesure ass, déi mer wierklech geholl hunn an déi och wäert wierken, fir hinnen ze erlaben, weiderhin och konkurrenzfäeg ze sinn op deem Maart, op deem se a Konkurrenz si besonnesch mat Betriber aus eisen Nopeschlänner.

An doriwwer eraus wäerte mer natierlech weiderhi kucken, wéi deen TCF do evoluéiert. Dat ass jo en Instrument, wat warscheinlech nach ugepasst gëtt. Dat hänkt natierlech och alles dervunner of, wéi dee schreckleche Krich do evoluéiert. Mee dat behale mer, wéi gesot, am An a mir wäerten do nobesseren, wann dat muss sinn.

Här President, et deet mer leed, ech ka mer dat net verquëssen, awer nach eng Kéier den Deputéierte vun der ADR ... Et deet mer leed. Vun Iech ze héieren, déi en Deputéierten an hire Reien hunn, deen e Minister op der Tribün „Topert" vernennt, déi en Deputéierten an hire Reien hunn, deen au pénal condamnéiert ginn ass, an da mir hei ze soen, ech hätt kee moraleschen Niveau, dat ass wierklech awer ënner aller Klarinett! Dir hutt net, Dir hutt net de moraleschen Usproch, esou Saachen ze soen! Kuckt Iech emol eng Kéier an de Spigel!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot. Här Kartheiser, wannechgelift, et gëtt eng Reiefolleg, et gëtt eng Reiefolleg. Nee, et ass elo um Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt u sech just dem Här Fayot eng Fro stellen, mee nodeems den Här Kartheiser iwwer Rietsextremismus hei philosophéiert huet, kommen ech net derlaanscht, drun ze erënneren, wat an dësen Deeg an Däitschland lass ass, wou notamment e Putschversuch vu rietsextreemer Säit gestart ginn ass.

(Interruptions)

Jo, Här Wolter, ech gleewen Iech, dass dat heite fir Iech ze laang ass, mee Dir waart elo zwee Deeg net hei, da musst Der dat heiten och erdroen. Et deet mer leed.

(Brouhaha)

Et deet mer leed. Hei gi Saache gesot, déi et net zouloossen, dass een net widderspréicht.

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo huet just nach den Här Kersch d'Wuert fir de Moment.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Wolter, wannechgelift, frot Iech d'Wuert an da kënnt Der schwätzen, esou wéi déi aner Leit och!

Mee, nee, dat geet net. Wann een iwwer Rietsextremismus schwätzt a mécht, wéi wann dat keng Gefor wär, da muss een einfach kucken, wat an eisem Nopeschland lass war. An et sinn net nëmmen déi Leit, déi dat dote probéiert hunn, mee et sinn och déi, déi hinnen den Terrain virbereeden. An do ass Är Virbildspartei an Däitschland, nämlech d'AfD, ganz gutt mat implizéiert an et ass dat, wat hei sollt ausgedréckt ginn, an et ass och Zäit, dass dat nach eng Kéier widderholl gëtt!

Mee zu der Fro, déi ech dem Här Fayot wollt stellen, well dat mech wierklech interpelléiert huet. Dir hutt gesot, et wären eng ganz Rei Länner, déi effektiv hir Mëttele fir d'Kooperatiounszesummenaarbecht zréckgedriwwen hätten.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President ...

M. Fernand Etgen, Président | Hie stellt eng Fro un de Minister.

M. Dan Kersch (LSAP) | Gëtt et Aschätzungen an der Tëschenzäit, wat dat fir Auswierkungen huet an deene Länner, déi net méi vun deene Mëttele kënne profitéieren? A virun allem, gëtt et och eng Aschätzung doriwwer, wivill Mënscheliewen dat scho kascht

huet? An déi Fro adresséiert sech dann natierlech och direkt un déi, déi hei antrieden, wéi wa si déi eenzeg wären, déi d'Schëpfung op der Welt an déi d'Liewe wéilte verteidegen. Dat ass eppes, wat mech wierklech géif interesséieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch fir déi Fro un den Här Wirtschaftsminister, deen dann d'Wuert kritt, fir dorobber ze äntweren.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Et ass éischter de Kooperatiounsminister, deen, mengen ech, hei viséiert ass. Et sinn effektiv Länner ... Déi éischt, déi dat gemaach hunn a relativ staark, dat ass England. Et ass och elo Schweden, déi erofgaange si mat hirer APD. An dat sinn natierlech direkt Coupen, déi och ganz staark de multilaterale Beräich betreffen. Do sinn UNO-Agencen, déi net méi kënne finanzéiert sinn. Dat limitéiert hir Aktioun um Terrain. Wann ee weess, dass e PAM, de Programme alimentaire mondial, elo scho chronesch ënnerfinanzéiert ass, awer och d'UN-Flüchtlingswierk a vill aner UNO-Agencen, dann impaktéiert dat natierlech direkt deenen hir Aktiounscapacitéiten um Terrain. Do kënne manner Leit vun alimentärer Hëllef beneficiéieren, et kënne manner Leit Soine kréien, an dat huet en direkten Impakt.

Ech kann Iech dat elo hei aus dem Stand net quantifizéieren. Ech kann dat awer gären, ganz gären noreechen. Mee dat huet ganz wuel en Effet op ganz, ganz vill Mënscheliewen an deenen Entwécklungslänner, wou souwuel déi multilateral Agencen aktiv sinn, awer och natierlech wou déi Länner am Bilateralen ënnerwee sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Kooperatiounsminister. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Just, fir eng perséinlech Bemierkung ze maachen, mengen ech, wéi awer och eng ganz Rei vu Kolleegen denken. Haut deet et mer leed, dass d'Kolleege vun der ADR keng Aen um Réck hunn, well soss hätte se gemierkt, dass uewen op den Tribüne jonk Leit sëtzen, déi sech wëlle familiariséiere mat dem Liewen hei an der Chamber, mat den Diskussiounen hei an der Chamber. An ech wëll deene jonke Leit soen, dass et net üblech ass, net üblech ass, dass hei an der Chamber een deen aneren „Topert" nennt, ...

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... wëll ech just soen. Dat gëtt nämlech e falscht Bild vum Ëmgang ënnert deene verschiddene Fraktioune mateneen. Ech wollt dat just soen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Wuertmeldung. Dann hat d'Madamm Simone Asselborn-Bintz scho ganz laang d'Wuert gefrot.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Jo, ech hu mech zréckgehalen. Merci. Ech wollt just op eng Remark zréckkomme vum Här Mosar, mengen ech, gëschter iwwert d'Zones d'activités par rapport zu der Économie circulaire.

Ech wollt Iech awer matdeelen, dass am Süden ënner anerem bei Ärem Kolleeg, Parteikolleeg Marc Spautz an der Gemeng „Op Herbett" och esou eng Zone wäert entstoen. Dat heescht, och do gëtt awer dra geschafft. Dat wollt ech einfach nach eemol soen. An ausserdeem huet de Ministère och ..., stelle se de Syndikater Leit zur Verfügung, déi och op der Économie circulaire schaffen. Dat heescht, och an deem Beräich gëtt geschafft.

Ech wollt dat just nach eemol umierken. Gëschter hat ech et vergiess ze soen an haut hunn ech mech erëm drun erënnert. Dofir wollt ech Iech dat soen, dass do awer och dru geschafft gëtt an der Économie circulaire. Voilà.

Merci.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz fir déi conciliant Wierder. Dann hat den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech muss Iech ganz éierlech soen, d'Madamm Hansen huet mer virun e puer Minutte gesot: „Et ass nach laang bis bei d'Walen." An ech soen Iech, dass ech perséinlech schockéiert sinn iwwert deen Tounfall, deen elo déi leschte Stonn hei an dësem héijen Haus war. Dat hunn ech net kannt an dat ass och net gutt. A mir maachen eis zu 60 bei de Leit dobaussen, éierlech gesot, lächerlech. Ech soen dat esou däitlech.

Ech soen awer gradesou däitlech: Ech kommen aus enger Resistenzlerfamill, grad ewéi vill aner Kolleegen hei aus dësem héijen Haus. An duerfir erlaabt mer awer ze soen, dass ech mengen ... trotz allen Ënnerscheeder, déi et gëtt zwëschent der CSV an der ADR. Mir deelen net d'Ausriichtung vun der Politik vun der ADR. Mir deelen och net eenzel Redebeiträg vun der ADR.

Mir mierken och, dass d'ADR eng aner Politik an dësem Haus féiert, wéi et nach ënner engem Gast Gibéryen an anere war. Dat ass awer en demokratesche Choix vu gewielte Volleksvertrieder.

Ech mengen awer gradesou däitlech, dass och si gewielt sinn an dass ee se net einfach hei als rietsextreem Partei betitele kann. Liest emol eng Kéier op Wikipedia oder soss, wat eng rietsextreem Partei ass. Ech mengen och net, dass ee kann insinuéieren, dass gewielt Volleksparteileeder a Volleksvertrieder hei gläichzesetze si mat Reichsbürger. Sorry, dat muss ech ganz éierlech soen, mat allem Respekt, dass een dat net ka maachen.

Grad wéi ech och net toleréieren, dass hei e Minister, dee sech mat enger Partei ausernanersetzt, als „Topert" ka qualifizéiert ginn.

Dat resuméiert, wëll ech soen, Här President: Ech mengen, et wier gutt, wa jiddwereen hei am Parlament, och wann elo Gemengerotswalen, wa Chamberwale bevirstinn, mol iwwert déi Chrëschtdeeg e bëssen a sech géif goen an dass mer dann am Januar, trotz allen Echeancen, déi virun eis stinn, dat an engem rouegen a sachlechen Toun géife maachen an dass virun allem Argumenter zielen an net déi perséinlech a poleemesch Ausernanersetzung.

Dat ass de Wonsch vun eiser Partei. A mir hoffen, Här President, dass Der dat och duerchgesat kritt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. Ech menge bal, mat deenen dote Wierder kéint een am Fong geholl déi hei Diskussioun ofschléissen. Den Här Kartheiser hält zwar drop, fir eppes kuerz ze soen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech mengen.

M. Fernand Etgen, Président | Awer wierklech ganz kuerz. Dem Här Roth seng Wierder waren esou treffend, datt u sech dat am Fong geholl deen ideale Moment wier, fir dës Diskussioun ofzeschléissen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Bal, bal ideal, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Duerfir awer wierklech nëmme ganz kuerz, well dann ass et wierklech ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, well ech mengen, et kann net sinn, datt ech elo net d'Geleeënheet krit ze äntweren. Dofir soen ech Iech och Merci. Ech soen och dem Gilles Roth Merci. Dat ass politesch Gréisst gewisen, fir och ... Dat géife mir och maachen. Mee ech soen him extra Merci, fir enger Partei bäizestoen, déi zu Onrecht ugegraff gëtt. Dat muss ee soen, Respekt fir d'CSV an dëser Diskussioun.

Ech wëll Iech och soen, Här Roth, Dir maacht och net méi déi selwecht Politik wéi beim Här Werner. Mee dat ass och Ären demokratesche Choix.

(Hilarité)

Mee dovunner ofgesinn, wëll ech awer e kuerzt Wuert soen. Här Kersch, mir hu mat de Reichsbürger näischt ze dinn.

Une voix | Ech hunn dat och net gesot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! Domadder wëll ech just soen: Ech kéint elo och vun anere Länner schwätzen, wat do geschitt an esou weider an esou virun. Dat spillt fir eis hei iwwerhaapt keng Roll. Also ech si kee Reichsbürger an et ass mir komplett egal, ob déi däitsch Justiz, déi däitsch Polizei maachen, wat se ze maachen hunn. Dat geet eis näischt un.

An dann, den Här Mars Di Bartolomeo huet eppes gesot, wat déi jonk Leit hei ugeet. Ech sinn och frou, datt jonk Leit hei sinn. An ech géif och hoffen, datt se e positiivt Bild vun der Politik mat heem huelen, vläicht sech selwer engagéieren enges Daags an der Politik, fir hir Iddien no vir ze bréngen.

Dir hutt ganz Recht. Mir sollen e gutt Bild ofgi géintiwwer hinnen a géintiwwer alle Leit hei am Land. Mee da loosst mer och kucken, datt mer eis alleguer, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... inklusiv d'Membere vun der Regierung, mat Respekt begéinen an eebe just näischt soen, wat net richteg ass. A mir hunn hei am Land keng lénks- oder rietsextreem Partei. Mir solle frou an houfreg sinn, well et ass de Meritt vun eis alleguer, datt mer et fäerdegbréngen, Meenungen opzehuelen hei am Land, Meenungen anzebréngen an d'Politik, déi et verhënneren, datt et iwwerhaapt zu enger Bildung vun esou Extremisten hei am Land ka kommen, e Meritt vun der Lëtzebuerger Demokratie a vum Parlamentarismus. Loosse mer houfreg dorobber sinn an esou virumaachen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech hunn zwar dat, wat der gesot hutt, „mat Respekt begéinen", an all deenen Diskussiounen, déi mer virdrun haten, elo net begéint.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss iwwert de Projet de loi 8080 an iwwert de Projet de loi 8081.

Mir kënnen awer eréischt iwwert de Staatsbudget 2023 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle ofstëmmen, wa mer fir d'éischt iwwert de Projet de loi 8039, iwwert de Compte général vum Exercice 2021 diskutéiert hunn. Jo, den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | D'Motioune komme jo nach herno?

M. Fernand Etgen, Président | Déi kommen ëmmer nom Vott, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hunn awer en Amendement ze deposéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Da maacht dat elo, Här Roth, well da kënne mer deen nach kucken an

där Zäit, wou mer iwwert de Compte général vum Exercice 2021 schwätzen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn en Amendement ze deposéieren, wat ech eigentlech net deposéiert hätt, wa mer net gëschter Owend eng awer dach méi poleemesch Diskussioun iwwert de Finanzement vun dem CGDIS, also vun dem Pompjeeswiesen zu Lëtzebuerg, gehat hätten.

An ech muss och soen, do si mer als CSV net richteg gelies ginn an och net, fir ze soen, interpretéiert ginn. Firwat?

Mir hu bei eisem Riedebeitrag gesot – an dat ass eng politesch Kritik, déi muss awer nach am gewielte Vollekshaus hei kënnen ubruecht ginn –, dass et en Desequiliber gëtt vun dem Kofinanzement tëschent Staat an de Gemengen, wat de CGDIS ubelaangt.

Wéi mer dat gesot hunn, ass vun dem Här Kersch gëschter Owend hei gesot ginn, ma hie géif dat net respektvoll fannen, net respektvoll fanne vis-à-vis vun deene Leit, déi beim CGDIS géife schaffen a sech do fir d'Allgemengheet géifen engagéieren.

Dat kënne mir net esou stoe loossen. Mir hunn net – an ech soen dat nach eng Kéier –, mir hunn net de CGDIS a seng Aktiounen a Fro gestallt. Au contraire, et si vill Leit, déi dervu profitéieren.

Dat, wat mer gesot hunn, dat ass awer gradesou däitlech: Mir sinn der Meenung, dass et net ka sinn, dass mëttlerweil d'Gemenge 75 % vun de Funktiounskäschte vun dem CGDIS bezuelen an de Staat der 25. Fréier – an dat waart Dir als Inneminister – war geduecht, dass et e Kofinanzement sollt sinn, 50:50. Dat war d'Ausgangsbasis.

Elo gëtt awer duerch dëse Budget, duerch dat Gesetz, wat mer elo solle stëmmen oder net stëmmen, eng Präisbrems, déi am Gesetz dra war, erausgeholl. A wéinst dem Fait, dass déi Präisbrems erausgeholl gëtt, mussen d'Gemengen natierlech méi bezuelen. An ech hunn Iech gëschter d'Beispill gi vun enger Gemeng mat 10.000 Awunner. Déi huet 2018 160.000 Euro CGDIS-Contributioun gehat. Déi bezilt der d'nächst Joer 550.000. Dat heescht, a fënnef Joer huet de Beitrag vun de Leit aus deene Gemenge sech verdräifacht. Ech hunn elo d'Beispill gesot vun enger Gemeng mat 10.000 Awunner. Bei deenen aneren, déi méi kleng oder déi méi grouss, wäert d'Verhältnis vum Verdräifachen net aneschters sinn.

Well Der eis do kritiséiert hutt – wat jo Äert gutt Recht ass, mee sot net, mir wieren domat géint de CGDIS a seng Aktiounen –, ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | ... deposéiert d'CSV haut en Amendement vun dem Syvicol, vum Kommitee vum Syvicol, deen och dat Eraushuele vun der Präisbrems kritiséiert a seet, dass d'Contributioun, déi d'Gemengen zu dem CGDIS bäidroen, 2023 an doriwwer eraus, net méi staark däerf si wéi dat, wat de Staat dem Gemengesecteur iwwert de Wee vun der Dotation globale alljoers bäigëtt. Dat ass den Amendement vun dem Syvicol.

An deen Amendement vum Syvicol, wëll ech soen, dass Äre Koparteipresident vun der LSAP, den Här Dan Biancalana, dat hunn ech Iech gëschter gesot, dat mat do gedroen huet. Ech mengen, et sinn och aner Leit am Haus, vun eiser Säit ass et de President vun dem Syvicol, den Emile Eicher, deen dat matgedroen huet.

A mir hätten dat hei net deposéiert, Här Kersch, well de deux choses l'une: Wann Äre Parteipresident de Budget stëmmt, dann desavouéiert e sech eigentlech selwer iwwert dat, wat en am Syvicol gestëmmt huet.

Mee ech muss Iech ganz éierlech soen: Ech hunn dat, éierlech gesot, deplacéiert fonnt fir ze soen: „A, wann Der eng politesch Kritik maacht un engem Beitragssystem", an ech mengen, dee méi wéi berechtegt ass, dee méi wéi berechtegt ass, „da kënnt Der dat net gläichsëtzen, da sidd Der géint d'Zilsetzung, nämlech de Finanzement en général vun dem CGDIS."

An, Här President, ech erlabe mer am Numm vu menger Fraktioun, Iech duerfir den Amendement ze deposéieren, dee jo da muss, wann ech richteg verstinn, virun dem Budget ofgestëmmt ginn.

Amendement 1

L'article 34 du projet de loi n° 8080 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 est remplacé par ce qui suit :

Art. 34. Modification de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile :

« À partir de 2023, la progression positive d'un exercice à l'autre de ~~l'ensemble des dépenses du CGDIS hormis celles prévues à l'article 61~~ la participation obligatoire des communes prévue à l'article 60, lettre d) ne peut dépasser, sur la même période, la progression positive des recettes perçues au profit du Fonds de dotation globale des communes, des participations directes au produit en impôt commercial communal, ainsi que des mesures de compensation éventuelles, déduction faite des participations éventuelles au Fonds pour l'emploi, telles que définies dans la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes. »

Commentaire de l'amendement

L'article 34 du projet de loi sous rubrique entend abroger l'article 63 de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile. L'article en question établit une proportionnalité entre la progression des dépenses du CGDIS et celle des recettes non affectées des communes. Il s'agit d'un mécanisme de limitation de la progression de l'ensemble des dépenses du CGDIS.

L'amendement sous rubrique entend changer le système actuellement en vigueur en établissant une proportionnalité entre les contributions des communes et leurs recettes principales. Il est prévu que l'évolution des contributions obligatoires des communes aux services de secours est plafonnée à l'évolution du rythme des principales recettes non affectées des communes. Le « frein » ainsi mis en place ne s'appliquerait dès lors plus à l'ensemble des dépenses du CGDIS mais seulement aux dotations communales. Cette nouvelle disposition préserverait de plus l'assurance pour les communes que leurs contributions au CGDIS n'évoluent pas d'une manière disproportionnée à leurs principales recettes.

(s.) Gilles Roth, Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ganz richteg. An d'Diskussioun iwwert den Amendement maache mer dann och do hannendrun. Här Kersch, herno, ier mer iwwert den Amendement ofstëmmen, géife mer dann och d'Diskussioun doriwwer maachen.

3. 8039 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021

Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 8039 iwwert de Compte général vum Exercice 2021. An ech géif dann d'Wuert ginn un d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Diane Adehm.

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, elo diskutéiere mer emol iwwert d'Staatskonte vum Joer 2021. 2021, jo et ass schonn e bësse méi laang hier, mee dat war e Joer, wat nach ëmmer vun der Covidkris gepréägt war, a mir haten d'lescht Joer och am Juli déi grouss Iwwerschwemmunge bei eis am Land.

D'Covidkris war bei der Opstellung vum Budget bekannt, mee d'Iwwerschwemmungen, déi sinn nach zousätzlech derbäikomm. An awer huet d'Joer 2021 sech als besser erausgestallt, wéi virgesi war.

De Statec ass vun engem Wuesstum vu 6,9 % ausgaangen, an et waren der um Enn 7 %. Den Emploi hei am Land sollt ëm 1,9 % eropgoen an et ware schlussendlech 3,1 %, déi den Emploi eropgaangen ass. De Chômage war mat 5,7 % méi déif wéi déi 7,1 %, déi virgesi waren. A schlussendlech war d'Inflatioun mat 2,5 % och méi héich, wéi déi 1,5 % (veuillez lire: 1,3 %), déi virausgesot goufe vum Statec.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wéi gesot, d'Joer 2021 war och markéiert vun den Ausgaben, déi am Kader vun der Covidkris getätegt goufen. Dëst sinn aleng fir d'Joer 2021 774 Milliounen Euro gewiescht.

De Lëtzebuerger Rechnungshaff hat scho fir d'Joer 2020 gefuerdert, dass d'Regierung soll e Suivi an eng Evaluatioun vun de Covidmesurë maachen, an dëst beim Depot vun de Staatskonten. Beim Vott vun de Staatskonte vun 2019 am Joer 2020 war och eng deementspriechend Motioun hei an der Chamber ofgestëmmt ginn. Leider ass d'Regierung dëser Demande vum Rechnungshaff net nokomm. An dowéinst widderhëlt d'Budgetkontrollkommissioun nach eng Kéier hir Fuerderung no engem Suivi financier vun de Covidmesuren am Kader vum Hannerleeë vun de Staatskonten.

Komme mir awer elo zu de Staatskonte selwer. D'Joer 2021 huet mat engem positive Resultat vun 994 Milliounen Euro ofgeschloss. D'Einname ware mat 21,9 Milliarden Euro am Ganzen 2,3 Milliarde méi héich wéi am Budget virgesinn. Déi gréissten Ënnerscheeder par rapport zum Budget fanne mir bei der TVA, wou 526 Milliounen Euro méi erakomm sinn, wéi virgesinn. Bei de Revenuen um Capital koume 408 Milliounen Euro méi eran a bei der Lounsteier koumen 250 Milliounen Euro (veuillez lire: 254 Milliounen Euro) méi era wéi am Budget virgesinn.

D'Ausgabe vum Joer 2021 ware mat 20,9 Milliarden 1,4 Milliarden Euro méi héich wéi am Budget virgesinn. Déi gréissten Ënnerscheeder par rapport zum Budget gouf et op der Ausgabesäit mat 400 Millioune bei den Ekipementer vum Staat um Site Belval, mat 110 Millioune fir d'Gestioun vu Krisen a mat 84 Millioune bei allem, wat mat ustiechende Krankheeten ze dinn huet. Wuelverstan, déi zwee lescht Poste waren der, wéi gesot, am Kader vun der Covidkris an och vun den Iwwerschwemmungen.

De Budget pour ordre sinn déi Gelder, déi de Staat anhëlt fir Drëttpersounen an déi duerno och en tant que tel weidergereecht ginn. Theoreetesch missten um Niveau vum Budget pour ordre d'Einnamen déi selwecht si wéi d'Ausgaben. Obschonns de Finanzministère an der Vergaangenheet ganz vill ënnerholl huet, fir d'Differenz zwëschent den Einnamen an den Ausgaben ze reduzéieren, gëtt et awer nach ëmmer eng Differenz.

Aus dësem Grond hält d'Budgetkontrollkommissioun hir Recommandatioun oprecht, fir dës Differenz weider ze reduzéieren.

Wat d'Transferts de crédits ugeet, esou sinn dës op der Basis vum Artikel 18 vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 méiglech. Hei geet et drëm, dass déi Kreditter, déi am Kader vum Budgetsgesetz gestëmmt goufen,

fir e bestëmmten Objet ze erfëllen, kënnen anerwäerts benotzt ginn, an dat no klore Reegelen. Dës Transferts de crédits mussen deemno kloer motivéiert sinn. De Rechnungshaff kontrolléiert reegelméisseg dës Transfert-de-créditen an huet och fir 2021 verschidden Transferte fonnt, déi net richteg motivéiert waren. Dowéinst widderhëlt d'Budgetkontrollkommissioun hir Recommandatioun, fir d'Transferts de crédits an Zukunft besser ze motivéieren.

D'Spezialfongen hunn am Joer 2021 Einname gehat vu 6,78 Milliarden an och Ausgabe vu 6,78 Milliarden. Grad wéi och déi Jore virdrun hat de Rechnungshaff Schwieregkeeten, fir all d'Beträg nozevollzéien a freet, dass d'Presentatioun vun den Ausgabe soll verbessert ginn, fir dass de Rechnungshaff dës besser analyséiere kann. Als Budgetskontrollkommissioun schléisse mir eis dëser Recommandatioun vum Rechnungshaff un.

Zum Ofschloss kommen ech nach zu eiser laangjäreger Fuerderung un d'Regierung, fir eng fir alle Kéier ze klären, ob am Kader vun engem Staatsemprunt muss e Spezialgesetz gemaach ginn oder net an ob eng Autorisatioun fir en Emprunt am Staatsbudget duergeet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

A wann dann esou eng Autorisatioun am Budget dran ass, zielt déi da just fir dat Joer, also dat Budgetsjoer, oder zielt déi Autorisatioun och iwwert dat Budgetsjoer eraus?

Här President, deposéiert gouf de Gesetzesprojet iwwert d'Staatskonten den 30. Juni 2022 vun der Finanzministesch. De 26. September 2022 gouf de Gesetzesprojet der Budgetkontrollkommissioun an der Finanzkommissioun an der Chamber virgestallt. De Lëtzebuerger Rechnungshaff huet eis de 24. Oktober säi Rapport virgestallt a bei där Geleeënheet gouf ech och zum Rapporter ernannt. De 5. Dezember hu mir den Avis vum Staatsrot analyséiert, well dësen Avis koum den 29. November 2022 eraus. De Staatsrot huet a sengem Avis keng Beanstandunge gehat par rapport zum Gesetzesprojet iwwert d'Staatskonte vum Joer 2021.

Dowéinst kann ech am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord ginn zu de Staatskonten an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Diane Adehm.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler ageschriwwen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech kann et relativ kuerz maachen. Fir d'éischt wollt ech emol der Rapportrice, der honorabeler Madamm Diane Adehm, e grousse Merci soe fir hire Rapport, fir hir Erklärungen an deen eigentlech ganz komplette Bericht.

Wa mer iwwert d'Staatskonte vum Joer 2021 schwätzen, dann hu mer e preziist Bild vun de Staatsfinanze vun deem Joer – spéitstens dann. Mir hunn e preziist Bild vun de Recetten a vun den Depensë vun 2021. Et ass dat, wat d'Kontabelen „une image fidèle, une image fidèle de la réalité", en treit Bild vun der Wierklechkeet, nennen.

Op dëser Plaz wollt ech just, wann Der mer dat erlaabt, zwou Recommandatiounen opgräifen, déi et effektiv verdéngt hunn, nach eng Kéier ernimmt ze ginn.

Déi éischt, dat wier, dass et ganz sécherlech en nëtzlechen Exercice ass, fir de Suivi ze maache vun den Depensen, déi eeben am Kader vun der Pandemie, vun der Covid-19-Pandemie, gemaach gi sinn. Just esou kënne mer aus der Kris mat hiren ënnerschiddleche Facettë léieren. Mir kënne kucken, wat richteg war a wat net. An dës Feststellunge si wichteg, gemaach ze ginn, fir an eng zukünfteg Politik kënnen anzefléissen.

Eng zweet Recommandatioun, dat ass – d'Madamm Adehm huet et richteg gesot –, datt mer mussen driwwer nodenken, fir d'europäesch an d'national Kontabilitéitsnormen ze harmoniséieren. D'Koexistenz vun deenen zwee verschiddene Systemer kann een emol ganz gären – an ech schléisse mech guer net aus – duerchernee maachen, wann een déi verschidde Chiffere kuckt. An do soll een effektiv en Effort vu Verbesserung maachen, fir d'Differenz tëschent deenen zwou Approchen ze reduzéieren.

Zur véierter Recommandatioun wier effektiv nach ze soen, datt et gutt wier, datt mer et och gutt géife fannen, wann d'Presentatioun vun den Ausgabe vun deene verschiddene Spezialfonge besser kéint virgestallt ginn, fir eeben och kënnen eng méi pertinent, eng verdéift Analys vun dësen Depensen ze maachen, fir datt déi dann och méiglech ass.

An deem Sënn soen ech, wéi gesot, nach eng Kéier der Madamm Adehm Merci fir hire Rapport a ginn natierlech och hei den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif och gären der Madamm Adehm Merci soe fir hire Rapport. A si huet, mengen ech, och zu Recht nach eng Kéier higewisen – dat ass jo och eng Diskussioun, déi mer gëschter hei gefouert haten – op déi Diskrepanzen, déi mer dacks hunn tëscht deem, wat mer eis am Budget virhuelen, an deem, wat dann dat Joer drop effektiv realiséiert gëtt. Dat kenne mer aus eise Gemengen och. Dat kenne mer hei.

Déi Diskrepanz ass natierlech … Bon, et muss ee wëssen, d'Joer 2020 an 2021 sinn do schonn e bësse méi speziell Joren. D'Madamm Rapportrice huet jo och dorobber higewisen, dass do jo och eng ganz Partie Depensë liéiert waren un d'Pandemie.

Mee Fakt ass, dass mer effektiv alljoers e groussen Ënnerscheed do hunn. An ech mengen, dass et de Wonsch vun eis alleguerten ass – och an der Kommissioun hat den Här Roth dat schonn e puermol ervirgestrach –, dass mer wierklech sollte probéieren, eis Budgeten esou realistesch wéi méiglech opzestellen, fir dass mer hei, wa mer doriwwer ofstëmmen, e Budget hunn, vun deem mer vu vir era kënne soen: „D'nächst Joer wäert esou an esou an esou lafen, an net komplett anescht."

Dofir: Nach eng Kéier merci, dass Der dorobber higewisen hutt. A mir gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Fir d'alleréischt natierlech e grousse Merci un eis Presidentin an och Rapportrice fir de schréftlechen, awer och fir de mëndleche Rapport.

Ech schléisse mech mengem Virriedner un. Ech mengen, Dir hutt dat och esou gutt gemaach, datt ech näischt méi bäizefügen hunn. An ech ginn einfach heimadder den Accord vun eiser grénger Fraktioun zu dësem Projet. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt e grousse Merci un d'Rapportrice, déi net nëmmen en exzellente Rapport gemaach huet, mee och d'Aarbecht an der Comexbu ëmmer ganz gutt dirigéiert, soudatt mer iwwerhaapt zu deem Rapport kommen an eis déi Depassementer, voire Reaffektatioune vun de Kreditter kënnen am Detail och ukucken an dann och beim Ministère intervenéieren, wann et néideg ass, fir méi Erklärungen ze kréien.

Well, ech mengen, dat eent ass, datt de Budget net esou realiséiert gëtt, wéi en urspréinglech gestëmmt gouf. Mee d'Fro ass och ëmmer: Firwat? Dat eent, dat ass sécherlech pandemiebedéngt gewiescht, dat anert ass awer och heiansdo, datt sech en cours de route d'Prioritéiten änneren an de Ministèren. An déi muss een dann awer zumindest och ëffentlech thematiséieren an hannerfroen. An ech mengen dat maache mer an der Comexbu, also an der Kommissioun, ganz gutt zesummen, parteiiwwergräifend. Ech mengen, datt do och ni d'Oppositioun géint d'Majoritéit wierklech spillt, mee wierklech de Wëllen, dee Budget besser ze verstoen a firwat et eeben net esou realiséiert gëtt, wéi en zum Schluss da gestëmmt gouf.

Deementspriechend, mengen ech, ännere mer näischt méi um Budget, um Kont vum leschte Joer, soudatt eis just bleift, fir dat da matzedroen, wat eeben do realiséiert gouf, och wa mir natierlech aner Prioritéite gesat hätten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An dann huet den Här Fernand Kartheiser sech nach zu Wuert gemellt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, et war eng wonnerbar Ried. Dat huet mer esou guttgedoen, fir der Madamm Adehm nozelauschteren, no deenen e bësse méi beweegten Diskussiounen, déi mer virdrun haten. Mir wëllen hir och Merci soe fir dee ganz, ganz gudden a komplette Rapport.

Ech wëll just vläicht soen, well e puer Riedner elo op de Covid agaange sinn, op déi Zäit vun der Pandemie – den Här Cruchten an och aner Kolleegen hunn dat gemaach –, datt mer och nach op e Rapport waarden, wat de Large-Scale-Testing ugeet. Och dat hänkt mat där Zäit zesummen. A mir wäerte ganz interesséiert och kucken, wat d'Cour des comptes eis an deem Kontext nach ze soen huet. Dat just eeben, well dat och nach an déi Zäit erapasst a well mer eis nach wäerte méi laang domadder beschäftegen.

Op jidde Fall vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Madamm Adehm. A selbstverständlech droe mer dat hei mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir unzefänken natierlech och vu menger Säit e ganz grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Diane Adehm, fir dee ganz ausféierlechen a ganz gudde Rapport. Ech si frou iwwert déi ganz prezis Analysen an och déi konkreet Recommandatiounen, déi gemaach goufen, net nëmme vun der Budgetskontrollkommissioun, mee och vun der Cour des comptes.

De Budget 2021 war an de Wierder vu mengem Virgänger, dem Pierre Gramegna, e Budget vu Solidaritéit a vun der Relance. En ass opgestallt ginn zu engem Zäitpunkt, wou mer wierklech matzen an der Covidkris dra waren.

Dass den Exercice 2021 sech zum Gléck besser entwéckelt huet, wéi virgesinn, ass och wéinst der gelongener Gestioun vun der Pandemie, dem Succès vun der Vaccinatiounscampagne an der progressiver Ouverture/Reouverture vun der Wirtschaft. Et ass nach guer net esou laang hier am Fong, an heiansdo huet ee scho bal elo Méi, fir sech drun ze erënneren. D'Resultat vun dëse kollektiven Efforte war dann effektiv eng staark Reprise, an domadder verbonnen eng Evolutioun vun de Recetten, déi wäit besser war, wéi virgesinn. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach fir eis alleguerten.

Vu den Exposé vun der Madamm Adehm wëll ech och net méi op all d'Detailer hei agoen. Ech freeë mech natierlech ze gesinn, dass weeder de Staatsrot nach d'Cour des comptes nach d'Budgetskontrollkommissioun Onreegelméissegkeete bei der Exekutioun vum Budget festgestallt hunn. Eis Zuele sinn also korrekt.

Ech wëll dës Zuelen trotzdeem nach emol kuerz beliichten – fir d'éischt no de Reegele vun der Lëtzebuerger Kontabilitéit an duerno no dem europäesche System.

Ier ech op déi verschidde Recommandatiounen aginn, vläicht nach emol e kuerze Rappell vun de groussen Aggregater. D'Joer 2021 konnt da laut der Lëtzebuerger Kontabilitéit mat engem Iwwerschoss vu ronn 995 Milliounen Euro ofgeschloss ginn. An de budgetäre Previsiounen hate mer nach mat engem Minus vu ronn 17 Milliounen Euro gerechent.

Mee opgepasst: Dat ass reng kontabelen Iwwerschoss, dee sech duerch den Impakt vun den Opérations financières erkläert, dat heescht duerch d'Recetten och vum Emprunt. Wann een eleng de Budget courant an de Budget en capital kuckt, also déi reng finanztechnesch Operatiounen op der Säit léisst, da presentéiert sech d'Situatioun folgendermoossen: Et war en Defizit vu ronn 2,5 Milliarden Euro virgesinn. An dorauser ass am Laf vum Joer en Defizit vu just nach 804 Milliounen Euro ginn. Dëst erkläert sech doduerch, dass d'Recettë bal 15 % iwwert deem louchen, wat virgesi war, an dass d'Depensen dogéint just 4,47 % méi héich louchen, wéi se dann am Budget virgesi waren.

Et ass e Fait, dass schlussendlech manner Covidhëllefe gebraucht si ginn, wéi der am Kader vum „Neistart Lëtzebuerg" virgesi waren. Am Exposé des motifs fënnt een en Tablo, wou déi entspriechend Montanten am Detail dann och opgeschlësselt sinn.

Zur éischter Recommandatioun also: Souwuel d'Cour des comptes wéi och d'Budgetskontrollkommissioun recommandéieren hei weider – wéi Der och gesot hutt, Madamm Adehm –, en enke Suivi ze maachen. Deem hu meng Servicer dann och schonn am Kader vum Budget 2023 Rechnung gedroen an do een aktualiséierten Tablo och presentéiert. Mir wäerten dee Suivi och an Zukunft maachen a reegelméisseg déi entspriechend aktualiséiert Zuele presentéieren.

An hirer zweeter Recommandatioun, do schwätzt d'Kommissioun de Budget pour ordre un, also de Flux vu Suen, déi de Staat vun Drëtten anzitt an u si weiderleet. Hei wëll ech ervirhiewen, dass et net ëmmer méiglech ass, de Budget pour ordre am Equiliber ze halen – Dir hutt et och gesot –, well den Ofschloss vu Projete sech eeben och iwwer Joren eraus zéie kann. Dat ass zum Beispill bei Projeten de Fall, déi vun der EU finanzéiert ginn a bei deenen den Dekont eréischt nom Budgetsexercice dann och ka gemaach ginn.

D'Direction du contrôle financier wäert hei awer och nach eng Kéier d'Departementer drun erënneren, alles ze maachen, souwäit et eeben nëmme méiglech ass, fir den Equiliber ze respektéieren.

Fir op d'Fro no enger neier Budgetsprozedur anzegoen, sou ewéi dat dann och an der Recommandatioun erwäänt ass, wéilt ech just soen, dass do Aarbechten och um Lafe sinn. An ech mengen, do muss ee weider driwwer schwätzen.

An hirer drëtter Recommandatioun, do stellt d'Kommissioun fest, dass a véier Fäll d'Transferten zwëschent Artikelen net gutt genuch motivéiert gi sinn. Dir hutt et och erwäänt. Ech wëll heizou feststellen, dass 2021 am Ganzen 265 Artikele betraff ware vun esou Transferte fir e Gesamtvolume vu ronn 8,7 Milliounen Euro.

Och wann et also hei net ëm ganz grouss Zomme geet, sou wäert d'DCF nawell drop insistéieren, dass d'Departementer an Zukunft nach besser drop uechte mussen, all Depassement an Transfert am Detail ze justifizéieren. An ech sinn do och ganz d'accord mat Ärer Recommandatioun.

E puer Wierder dann zum Budget pour opérations financières: Bei de Recettë gesi mer eng Baisse vun 156 Milliounen Euro par rapport zum Budget. D'Prévision budgétaire ass vun engem Besoin de financement vun 2,68 Milliarden Euro ausgaangen. Am Mäerz hu mir en Emprunt vun 2,5 Milliarden Euro gemaach op zéng Joer mat engem negativen Taux vun 0,045 %.

Bei den Depensë gouf et eng Hausse vu 491 Milliounen Euro. Hei erkläert sech d'Differenz virun allem duerch de Fait, dass d'Tresorerie vum Staat eng Rei Remboursementer vu Prête vum Fonds Belval méi fréi gemaach huet, wéi dat eebe virgesi war, dëst, fir negativ Zënsen ze spueren.

Ënnert dem Strëch hat den Zentralstaat domadder um Enn vum Joer 2021 eng Dette vu 14,96 Milliarden Euro. Och a Bezuch op dëse Sujet hu mir eis Recommandatioune vun der Kommissioun – dat ass d'Recommandatioun Nummer fënnef – zu Häerz geholl am Budget 2023. Fir d'nächst Joer ass preziséiert, dass d'Autorisatioun, fir nei Emprunten ze maachen, an Zukunft ëmmer op d'Joer muss limitéiert sinn an alles, wat dovunner net gebraucht ginn ass, deemno eebe verfält. Do, wou ech e bësse meng Méi hunn, d'Recommandatioun ze verstoen, ass, wann d'Kommissioun freet, „à ce que soit éliminée toute insécurité juridique", am Bezuch op den Artikel 99 vun der Constitutioun. De Finanzministère huet jo schonn, mengen ech, e puermol Stellung geholl op deem Punkt an d'Regierung huet déi Positioun nach emol bekräftegt, och an hirer Prise de position am Kader vun der Reform vun der Constitutioun. An eisen Aen ass hei kloer keng Loi spéciale néideg.

Fir den Deel Compte général laut Staatskontabilitéit ofzeschléissen, wéilt ech nach kuerz op zwee Punkten agoen. Éischtens: D'Avoire vun de Spezialfonge goufen um Enn vum Exercice op 2,71 Milliarden Euro arrêtéiert. Den Detail vun der Entwécklung vun de Fonds spéciaux fannt Der an der Annex zwee vum Projet de loi. D'Gestionnairë vun dëse Spezialfonge sinn iwwert d'Circulaire de clôture vun der DCF vum 7. Januar vun dësem Joer opgefuerdert ginn, en detailléierten Reporting vun hire Spezialfongen ze liweren, sou wéi et och am Kontabilitéitsgesetz eebe virgesinn ass. Dat wär och da meng Äntwert op d'Recommandatioun Nummer véier.

Den zweete Punkt ass, dass d'Soldë vun de Services de l'État à gestion séparée ..., do erreechen d'Reserven en Total vun 160 Milliounen Euro.

Da just nach e Wuert zu der Presentatioun vun den Zuele laut den europäesche Reegelen, dem SEC 2010. De SEC 2010, am Géigesaz zum Kontabilitéitsgesetz 1999, presentéiert, wéi mer wëssen, eng méi ekonomesch Siicht op d'budgetär Exekutioun mat enger méi genauer Analys vun de Staatsfinanzen um Niveau vum Zentralstaat. Déi zwee Haaptënnerscheeder tëscht SEC 2010 an der Staatskontabilitéit sinn éischtens de Perimeter vun deem, wat eebe gekuckt gëtt, an zweetens d'Berechnungsmethod, déi applizéiert gëtt. Laut de Reegele vum SEC 2010 ass d'Joer 2021 leschte Berechnungen no mat engem Defizit vu 407 Milliounen Euro ofgeschloss ginn. Dat ass am Oktober och esou dem Eurostat matgedeelt ginn.

Trotz all den Aarbechten, déi gemaach goufen – an Dir hutt dat och ugeschwat –, bleift ëmmer nach en Ecart zwëschent deenen zwou Kontabilitéitsmethoden, deen ni ganz reduzéiert ka gi wéinst eeben deene verschiddene Conciliatiounsperimeteren a Kontabilitéitsreegelen.

Fir d'Joer 2021 läit den Ecart bei knapp 400 Milliounen Euro. Genee wéi aus der Staatskontabilitéit geet awer och aus dem SEC 2010 eng kloer Verbesserung vum Compte général vis-à-vis vum Budget ervir, wou nach en Defizit vun 2,5 Milliarden Euro virgesi war. Dës Verbesserung, ech hunn et virdru scho gesot, erkläert sech haaptsächlech doduerch, dass mir vill besser aus der Covidkris zum Gléck erauskomm sinn, wéi ee sech dat ufangs geduecht huet.

Bon, dat ass elo nëmmen e klengen Trouscht, och well mer elo d'Joer drop alt nees an eng nei Kris gefall sinn. An ech mengen, do si mer dann elo nees am Budget vum nächste Joer.

Ech soen Iech op alle Fall, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, Här President, e grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, fir all déi Aarbecht och op dësem Volet a fir déi grouss Zoustëmmung.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8039. Den Text steet am Document parlementaire 8039[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8039 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8039 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

Ier mer zum Vott vum Budget kommen, musse mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer eent vun der CSV ofstëmmen. An do hat den Här Dan Kersch direkt d'Wuert gefrot.

Amendement 1

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt natierlech Stellung huelen zu deem, wat den Här Roth gesot huet. An ech huele mer déi Wierder zu Häerzen, déi Der ganz zum Schluss vun deem aneren Debat gesot hutt an ech probéieren, dat esou konstruktiv wéi méiglech ze maachen.

Fir d'éischt wëll ech soen, dass ech zu kengem Moment gesot hunn, et wär eng Respektlosegkeet vis-à-vis vun deene Leit, déi beim CGDIS schaffen, an deenen, déi beim CGDIS fräiwëlleg wären, wann Der géift deen Zousaz wëlle bäibehalen, wat d'Budgetsbegrenzung ugeet, mee ech hu gesot, et wär eng Respektlosegkeet vis-à-vis vun de Verantwortleche vum CGDIS an deene Leit, déi do am Verwaltungsrot sëtzen. Dat ass e groussen Ënnerscheed, deen ech dann an Ärem Sënn dann elo nach eng Kéier hei preziséieren.

Dir maacht och hei opmierksam op e Widdersproch, deen et tëschent Syvicol an nationale Politiker gëtt. Ech wëll Iech just soen, Här Roth, dat ass d'Problematik vun den Duebelmandater. An déi trëfft net nëmme fir LSAP-Vertrieder zou, mee déi trëfft fir alleguerten d'Leit zou, déi heiansdo zwou Kapen hunn an déi heiansdo mussen dat eent an dat anert sech wënschen an op där anerer Säit dann awer och decidéieren.

Ech maachen drop opmierksam, vläicht och dorunner dann ze erënneren, dass hei och Leit op Ärer Bänk sëtzen, déi Avise vum Syvicol zwar matgestëmmt hunn an dann hei an der Chamber genau de Contraire. E Beispill ass dat vun de Visiokonferenze bei de Gemengen. Dofir, sidd doranner e bësse méi bescheiden! Dee Problem do kréie mer just geléist, wa mer effektiv eng Kéier géifen d'Trennung vun de Mandater erreechen. Mee do si mer nach alleguerte e wäit Stéck dervun ewech.

Et ass net ëmmer méiglech, fir dat, wat ee sech als Lokalpolitiker wënscht, och um nationalen Niveau dann ëmzesetzen, an ech mengen, däers si mer eis alleguerte bewosst. An dofir wäre mer alleguerte gutt beroden, do e bësse méi nogibeg mat deem engen a mat deenen aneren ze sinn, well et ass jiddwereen an där Situatioun. A wann ech op Är Bänke kucken, hutt Der méi Député-mairen do sëtze wéi soss iergendeen.

Gutt, dat gesot, awer zum Inhalt: Ech hu mer awer elo d'Chiffere gi gelooss, wat de Budget 2022 vum CGDIS ugeet. An do kënnt eraus, dass d'Gemenge ronn 32 Millioune bäigeluecht hunn an de Staat 32 Millioune bäigeluecht huet. Et ass eng ganz grouss Rentrée, déi ass vun der TVA, vu ronn 48 Milliounen, an ech kommen dorobber ze schwätzen, wann ech d'Zäit kréien.

Et ass also net esou, dass do elo d'Gemenge géifen, wéi dat virdru gesot ginn ass, 75 % bezuelen an de Staat nëmme 25 % dann. Et kënnt nach derbäi, dass zousätzlech 11 Milliounen eleng vum Staat gedroe ginn, wou d'Gemengen net participéieren. Et ass och esou, wéi mir dat hei ausgemaach hunn. Dat sinn dann d'Fraise vum SAMU, dat sinn d'Fraise vun den Auslandsasätz – an ech gesinn d'Presidentin vum CGDIS do sëtzen –, déi a leschter Zäit zougeholl hunn an och u Wichtegkeet gewonnen hunn an och déi international Frëndschaft, mengen ech, awer zementéieren, déi mer mat den Nopeschcorpsen a mat den Nopeschlänner hunn.

Dann – an do ass den Diskussiounspunkt –, déi 48 Milliounen, déi iwwert d'TVA an den CGDIS erafléissen: Sinn dat Gemengesuen oder sinn dat Staatssuen? An ech wëll hei a voller Transparenz soen: Wéi ass et iwwerhaapt dozou komm, dass dee groussen Deel do vun TVA, also 48 Milliounen d'lescht Joer vun deenen 150 Milliounen insgesamt, déi et sinn ..., dat ass e ganz grousse Batz. Wéi ass et dozou komm?

Ma wéi mer d'TVA vu 15 % op 17 % eropgesat hunn ... Mir wëssen alleguerten, firwat dass dat hei am Land geschitt ass: Dat ass expressement gemaach ginn, fir déi Suen ze kompenséieren, déi mer verluer hunn duerch d'TVA-Einnamen um internationale Commerce électronique:1 Milliard. Dat war de Grond, firwat dass d'TVA vu 15 % op 17 % eropgesat ginn ass. A wéi dat gemaach ginn ass, waren et selbstverständlech eng Rei Leit, déi haten d'Iddi fir ze kucken: Ma wéi ass dann an der Vergaangenheet mat den TVA-Erhéijungen hei am Land ëmgaange ginn? An do huet ee sech drun erënnert, dass et emol eng Kéier esou eng Mesure ginn ass, fir d'TVA an d'Luucht ze setzen, fir notamment d'Stolkris hei zu Lëtzebuerg ze reegelen, an déi TVA-Erhéijung ass dann à 100 % an de Staatsbudget gefloss an den Undeel vun de Gemengen ass neutraliséiert ginn. D'Gemengen hunn dat net kritt.

Dunn ass natierlech gesot ginn: „Ma hei ass u sech déi nämmlecht Logik unzewenden!" Mir maachen dat jo net hei, fir de Gemenge méi Suen ze ginn, mee mir maachen dat, fir dat ze kompenséieren, wat de Staat aleng u Commerce-électronique-Sue verléiert. An duerfir kritt d'Gemeng deen Undeel net.

Deemools als Inneminister huet dat mer net immens gutt geschmaacht an ech hu mat de Kolleegen zesummen herno e ganz gudde Kompromiss fonnt, wou mer gesot hunn: „Ma dann huele mer deen Undeel a ginn en integral un de CGDIS." Dat heescht, mir hunn e souguer op e Kont gesat, dat heescht, de CGDIS, éier en ugefaangen huet, konnt vu ganz ville Reserve funktionéieren, déi op déi doten Aart a Weis an d'national Sécherheet gefloss sinn.

Natierlech hunn dunn d'Vertrieder vun de Gemenge gesot: „U sech sinn dat doten eis Suen, mir hätten déi missen integral kréien!" Op där anerer Säit waren awer eng Rei vu Staatsvertrieder, déi gesot hunn: „A nee, déi 48 Milliounen, déi do erafléissen, dat si reng Staatssuen, well et sinn TVA-Suen an d'Gemengen hunn deen Undeel do net zegutt an dofir sinn dat Staatssuen a sinn och als Eenzeg esou ze betruechten."

Wann een natierlech déi 48 Millioune bei de Staat géif integral derbäisetzen, dann ass deenen hiren Deel weesentlech méi grouss wéi dee vun de Gemengen. A wann een e bei d'Gemengen ëmgedréint géif setzen, ass deen Deel weesentlech méi héich wéi dat, wat gemaach ginn ass.

Ech mengen, dass mer e gudde Wee fonnt hunn, dass mer gesot hunn, mir maachen et u sech hallef-hallef an dann ass dee Sträitpunkt do gereegelt. Also nach eng Kéier: Kommt, mir bleiwen awer bei der geschichtlecher Wourecht! Ech mengen, dass dat eng gutt Reegelung war. Déi ass och vu jiddwerengem hei an der Chamber – ech betounen dat nach eng Kéier – esou matgedroe ginn.

Ech mengen och, dass dat direkt näischt domat ze dinn huet mat där Sträitfro, déi mer elo hei ze tranchéieren hunn. Ech wëll awer nach derbäisoen, Här Roth, dass Är Rechnung vläicht fir eng Gemeng, déi 10.000 Memberen huet, richteg ass. Mee et ka genau esou gutt sinn, dass bei enger anerer Gemeng, déi 10.000 Awunner huet, falsch ass. Dat hänkt nämlech dovun of, wat déi Gemeng an deem enge Moment investéiert huet, éier mer an d'Gestioun komm sinn, a wat se deen anere Moment investéiert huet.

Wann ech zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg kucken, déi och e groussen Deel an den GCDIS abezuelt, kann ech mer net virstellen, dass dee Betrag an d'Luucht gaangen ass par rapport zu deem, wat d'Stad Lëtzebuerg virdrun, virun der Reform, investéiert huet an d'Sécherheet vun hire Bierger. Am Géigendeel, dee Betrag, géif ech mengen, ass erofgaangen. Et kann een dat also net einfach esou extrapoléieren, wéi Dir dat hei gemaach hutt, ouni dass ech awer wëll bestreiden, dass et Gemenge gëtt, wou selbstverständlech och den allgemengen Asaz an d'Luucht gaangen ass. Dat ass mat Sécherheet an eenzelne Gemengen de Fall. Et muss een et awer, menger Meenung no, méi differenzéiert kucken.

Mee ëm wat geet et elo konkreet bei deem Virschlag, deen Dir dann elo am Numm vum Syvicol ... Iwwregens sinn ech ganz geéiert. Ech mengen, dass dat déi éischte Kéier ass, dass et wéinst engem Deputéierten ass, wou dann d'CSV hei e Budgetsamendement mécht. Ech schreiwe mer dat dann a mäi gëllent Buch an! Mee ëm wat geet et konkreet? Et geet jo drëms, ob mer wierklech eng staatlech, gesetzlech Garantie brauchen, fir d'Ausgabe vum CGDIS ze begrenzen.

Ech hat gëschter gesot an ech stinn och derzou: Ech sinn der Meenung, dass mer esou eppes net brauchen. An zwar aus engem ganz einfache Grond sinn ech der Meenung, dass mer dat net brauchen: Well an deem CGDIS-Verwaltungsrot – parteiiwwergräifend iwwregens! – Gemengevertrieder sëtzen, déi jo net fir näischt do sëtzen, mee déi sëtzen jo do, fir d'Interête vun de Gemengen ze verteidegen, dass déi also do gläichberechtegt iwwert d'Budgeten decidéieren, déi alljoers am CGDIS verabschit ginn.

An ech bleiwen der fester Iwwerzeegung, dass déi Leit, déi am CGDIS d'Verantwortung droen, nëmmen dat an de Budget schreiwen, wat se effektiv brauchen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze verteidegen. An dofir mengen ech och, dass mer deen Amendement do net brauchen. An ech bleiwen derbäi, dass ech grousst Vertrauen hunn an déi Verantwortlech vum CGDIS, dass Fouss bei Mol gehale gëtt an dass effektiv nëmmen dat investéiert gëtt, wat mer wierklech brauche fir d'Sécherheet vun eise Bierger. An domadder ginn ech meng Meenung hei kund, dass ech also mengen, dass mir deen Amendement do net sollen unhuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An da geet d'Wuert un d'Madamm Lydie Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Am Fong, nodeems den Här Kersch elo nach eng Kéier op dee ganze Werdegang vun deem Gesetz, dat mer hei 2018 à l'unanimité ugeholl hunn ..., bräicht ech am Fong net méi vill derbäizesoen.

Ech wëll nëmme just ënnersträichen, datt, wa mer dat Gesetz 2018 hei à l'unanimité ugeholl hunn, dann ass et, well d'Zil vun deem Gesetz ons wichteg war. An d'Zil vun deem Gesetz war jo, am ganze Land sécherzestellen, datt, wann eis Bierger an Nout sinn, ob iwwert d'Brandgefor oder iwwert d'Ambulanzwiesen, datt se ënner beschtméigleche Konditioune kënne gehollef kréien.

Dat hate mir, an ech hunn dat déizäit gesot, mengen ech, hei an der Stad gutt opgestallt. A mat deene Beruffspompjeeën, déi mer hei haten, si mer wäit iwwert d'Grenzen erausgaangen, fir de Bierger ze hëllefen. Dat war op villen anere Plazen am Land awer net de Fall. An et war, fir dat ze behiewen, wou mer dat Gesetz gemaach hunn a wou dee Moment jo och déi Finanzéierung virgesi war, wéi den Här Kersch se elo ganz richteg duergeluecht huet.

Wann ech mer erlaabt hunn, dat do ze soen, dann ass et fir ze ënnersträichen, datt dat Wichtegst hei an deem ganze CGDIS d'Zil ass, dat mer wëllen ereechen, dat heescht, all eise Bierger déi beschtméiglech Hëllef ze ginn, wa se se da brauchen.

An dofir, an dat ass awer richteg, wat den Här Kersch sot, mee et ass eng Diskussioun, déi mer geféiert hunn an déi mer och wannechgelift solle weiderféieren. Wiem gehéieren déi 2 %, wéi d'TVA gehéicht ginn ass? Wiem gehéiere se? Sinn dat déi Suen, déi hätte missen direkt bei d'Gemenge kommen oder war et richteg, se dee Moment eeben op dee Konto ze setzen, fir deen nei ze schafende CGDIS ze finanzéieren? Dat war dee Moment eng Diskussioun an, effektiv, iwwert d'Joren ass se och weidergeféiert ginn.

Mir hunn eng Proposition de loi vum Michel Wolter ..., hate mer och virleien an ech mengen, dofir géif ech d'CSV froen, effektiv deen Amendement hei zréckzezéien. De CGDIS u sech, d'Zilsetzung vum CGDIS, ass ze wichteg, fir se elo a Sträitgespréicher wëllen ze zerrieden! Datt een ëmmer muss iwwert d'Finanzéierung schwätzen, dat ass evident. An och ech als President elo vum CGDIS, wou ech d'Gemenge vertrieden a wou ech d'Interête vun de Gemengen alleguer vun de Vertrieder, wierklech, mat dann de Vertrieder vum Staat versichen, esou gutt wéi méiglech – awer wierklech esou gutt wéi méiglech! – ze organiséieren, kann ech Iech soen, datt ech jo do als Gemengevertrieder net eleng sinn. Ech mengen, den Här Mellina, de Buergermeeschter vu Péiteng, huet eng ganz wichteg Roll an eiser Finanzkommissioun. A mir hu bis elo wierklech Suerg gedroen, datt mer déi beschtméiglech Decisiounen do geholl hunn.

Dofir, wann ech soen, et wier gutt am Sënn vun der Ënnerstëtzung vun deem jonke Corps, dee mer do opgebaut hunn, mee dee bis elo ganz gutt Aarbecht geleescht huet, awer deen och nach an dem Opbau ass ... an ech wëll et elo net ze laang féieren, mee den Opbau, dat ass jo d'Verwierklechung vum PNOS, dat heescht, vun deem Plang, wou mer wëllen an e puer Joer do sinn, datt op all Plaz an dësem Land – an dat ass net esou einfach! – a 15 Minutte Leit Hëllef kréien, sief et entweeder Brandschutz oder eebe mat Ambulanzen. An dat kritt een net fir en Nulltariff! Dat ass evident. Dat kascht. Dat kascht Asaz vu Leit. Dat kascht Asaz vu Material. A bis elo hu mer dat effektiv an net ëmmer einfache Situatiounen, mee awer ganz gutt zesummen, souwuel d'Gemengevertrieder ... an do war nach net eng eenzeg Decisioun, déi mer net zesummen à l'unanimité geholl hunn, konnte mer dat maachen!

Dofir, mäi Wonsch – an ech schwätze vum Conseil d'administration vum CGDIS mat all de Gemengevertrieder. Dofir wier mäi Wonsch, datt mer weider kéinten iwwert dëse ganz sensibele Sujet – dat wëll ech guer net oferkennen – vun der Finanzéierung schwätzen.

Well jo, et ass och wouer, wat den Här Kersch gesot huet: Déi eng Gemengen, déi musse souguer manner bezuelen. A jo, dozou gehéiert d'Gemeng Lëtzebuerg. Firwat? Mee well mer virdru proportionell an exceptionnellement méi investéiert hunn. Elo gëtt versicht, do op enger national Basis e bësse méi ausgeglach a méi gerecht ze sinn, mee well och méi Servicer fir déi eng an déi aner dobäi sinn. Dat si ganz sensibel Diskussiounen, mee et wier net gutt, wann de CGDIS a seng Aarbecht dodrënner misste leiden. Bis elo hu mer ganz gutt zesummegeschafft um Niveau vun dem Conseil d'administration, an ech wier am Fong ganz frou, wa mer dat kéinten och weider esou maachen.

Dofir meng Bitte: Wann dat net sollt, wann dat net ka gemaach ginn, da kann ech menger Fraktioun och nëmmen uroden, deen Amendement hei net unzehuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Polfer. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif vläicht op e puer Saache wëllen agoen, déi am Kader vun der Diskussioun iwwert dëse Sujet elo geschwat a gesot gi sinn.

Der Madamm Polfer géif ech gäre soen, datt, wann ee wierklech eng Diskussioun iwwert de Fonctionnement a virun allem manner iwwert de Fonctionnement wéi iwwert de Finanzement vum CGDIS wëll maachen, da mécht een dat net duerch en Artikel am Budgetsgesetz. Da mécht een dat duerch eng oppen, fair Diskussioun, andeem ee kuckt: Wat war 2018 d'Zil? Wat ass um Finanzement säit 2018 effektiv geschitt? A wéi kënne mer de Finanzement vum CGDIS nei gestalten, anescht gestalten, esou gestalten, wéi déi meescht Leit et 2018 verstanen hunn, nämlech dass de Finanzement géif fifty-fifty tëschent dem Staat an de Gemenge gestalt ginn?

Dofir wëll ech fir d'éischt emol soen, dass keen heibannen, kee vun deene 60, an ech mengen, och net doriwwer eraus, um Fonctionnement vum CGDIS an den Zilsetzunge vum CGDIS eppes auszesetzen huet. Mir ënnerschreiwen als Partei wéi all Partei dat Zil, fir am ganze Land a 15 Minutte kënnen op der Plaz ze sinn, wat dat oberst Zil ass.

Mee mir hätten awer gären, dass d'Aart a Weis, wéi dee CGDIS finanzéiert gëtt, wat eng komplett aner Diskussioun ass, dass déi erëmkënnt op dat, wat et initial hätt solle sinn, nämlech op e Kofinanzement vu 50 % vum Gemengesecteur a vu 50 % vum Staatssecteur, wat manifestement haut net de Fall ass.

An d'Brems, an dofir, Madamm Polfer, hutt Dir an den Här Biancalana och matgestëmmt, ...

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

... ganz sécher matgestëmmt um Niveau vum Syvicol ... Dann hutt Dir net matgestëmmt, mee Dir waart awer ganz sécher och domadder d'accord. Dat ass, dass deemools 2018 ... an dofir sinn ech eigentlech esou opbruecht iwwert dat, wat Der amgaange sidd, haut hei ze maachen. D'Brems, déi 2018 schonn agebaut ginn ass, dat ass, dass de Gemenge versprach ginn ass deemools: „No 2023 spéitstens si mer an enger Repartitioun fifty-fifty an all Augmentation de coût, déi dann nach kënnt", et ass 2023 oder 2024, ech hu meng Notten elo net hei, „déi gëtt da gedeckelt." Gedeckelt doduerch – an dorëms geet et jo eigentlech hei –, dass en Deckel am Gesetz vun 2018 agesat ass, deen au bénéfice vun de Gemengen agesat ginn ass an deen notamment eent vun den Elementer war, firwat dass meng Partei dee Projet de loi och deemools matgestëmmt huet.

Dat ass en essenziellt Element vum Finanzement vum CGDIS, dat de Gemengen d'Garantie gëtt, datt et an enger räsonabeler Forschett bleift. An dat ass net eng Decisioun vum Conseil d'administration vum CGDIS. Do sidd Der falsch. Dat ass eng Decisioun vun der Chamber deemools gewiescht fir ze soen: „Déi Garantie gi mer de Gemengen." An déi gëtt elo duerch d'Hannerdier ... ouni Diskussioun, well et am falsche Kontext ass. Mir diskutéieren hei iwwert de Budget vum Staat. Mir diskutéieren net iwwert d'Aart a Weis, wéi de CGDIS soll fonctionéieren.

An dofir géif ech Iech, Madamm Polfer, just de Contraire froen. Ech géif Iech bieden, well et nämlech guer näischt ännert, dass Der den Amendement vun der CSV géift stëmmen, wat eigentlech um Finanzement vum CGDIS fir d'nächst Joer näischt ännert. An da setze mer eis beieneen a mir diskutéiere parteiiwwergräifend iwwert d'Zukunft vum Finanzement vum CGDIS. Dann huele mer eis déi Zäit, déi Der elo gefrot hutt. Mee net, andeem mer elo eng Decisioun huelen, déi eigentlech schonn alles prefiguréiert, an dann duerno driwwer diskutéieren, datt dat, wat prefiguréiert ass, net méi réckgängeg ze maachen ass.

Ech dréinen Iech Äre Räsonement, Madamm Polfer, komplett ëm. An ech géif d'Vertrieder vun der Majoritéit bieden an och d'Finanzministesch, fir deen Artikel do elo ze sträichen a fir dat ze maachen, wat d'Madamm Polfer proposéiert huet: sech am éischten Trimester beieneenzesetzen an ze kucken, wéi een eigentlech 2018 (veuillez lire: 2023) nees op e Finanzement vum CGDIS kéint kommen, deen deem entsprécht, wat d'Objektiver waren, wat och d'Meenung vum Syvicol war, wéi se gesot hunn: „Dat do kann dach net sinn!", a wat och d'Meenung vu menger Partei ass. An dofir hu mer en Amendement gemaach.

Ech wollt eppes Zweetes soen, wat mer ganz wichteg ass, well mer hei iwwer Finanzpolitik schwätzen. Et gëtt keng TVA communale an eng TVA nationale. Et gëtt an dësem Land eng TVA. Dat war scho virun 2018 de Fall. Dat ass och haut de Fall. An et ass net esou, a wa verschidde Leit dat vusäite vun der Regierung an Diskussiounen, wou jo kee vun eis derbäi war, gesot hunn, fir ze soen: „Jo, mee do ass dat awer déi TVA, déi iwwert de Commerce électronique, déi fält ewech, dat ass dem Staat seng TVA."

Mitnichten, well virun 2018 waren d'Gemenge genausou mat 15 % um Rendement vun den TVA-Rentréeën op dem Commerce électronique bedeelegt wéi de Staat. Da kann een dach net soen, da kann een dach net soen ... 10 % vu 15 %. Da kann een dach net heihinner kommen a soen: „Et gëtt eng Gemengen-TVA, et gëtt eng Staats-TVA, an 2018 ass decidéiert ginn, dass d'Gemengen en Deel vun der TVA eigentlech net méi géife kréien." Dat waart Dir net. Ech schwätzen elo mam Här Kersch. Dat ass dach en abstruse Räsonement, deen do gefouert gëtt, dee sech eigentlech total widdert d'Leitplank vun der Fiskaltheorie heurtéiert.

An de Beweis, dass et net esou gemaach ginn ass, ass jo deen, dass d'Gemengen déi 2 % jo net definitiv ofgeholl kritt hunn. An dat ass och de Beweis fir meng Theorie, dass et Gemengesue sinn. Awer – wéi soll ech soen? – de gesetzleche Beweis, dass et esou

ass, well déi 2 %, déi elo entre-temps dann 48 Milliounen ausmaachen, déi transitéieren iwwer e Fonds de dotation communal.

Dat sinn also Gemengesuen, déi de Gemengen zougeschriwwe ginn an dann amplaz, datt se ënnen am Dëppen un déi 102 Gemenge verdeelt ginn, gi se uewen am Dëppe erausgeholl. An dat ass de Beweis, datt et Gemengesue sinn. An dat ass och de Beweis, dass dat, wat virdru gesot ginn ass a wat a menger Proposition de loi drasteet, déi ech nawell ganz gären an déi Diskussioun, déi Der do wëllt féieren, Madamm Polfer, wëll eranhuelen, well do d'Chifferen dra sinn, déi also beweisen, dass mer an enger Repartitioun 75:25 sinn.

A wat nach derbäikënnt, dat ass, dass de Staat säin initialen Engagement eigentlech ni geholl huet, well déi 2 %, déi si wärend Jore tresoriséiert ginn a sinn dunn an de Fong eriwwergesat ginn. Mee déi Contrepartie, fir op 50:50 ze kommen, déi de Staat hätt missen an d'Dëppe leeën, déi sinn ni an d'Dëppe geluecht ginn. An dat huet seng Konsequenze bis haut! Dat huet seng Konsequenze bis haut op de Finanzement vun deem ganze CGDIS. Well doduerch, dass 123 Milliounen – oder esou eppes Änleches – dem CGDIS feelen, d'Gemengen natierlech och am Finanzement vun deenen Investissementer, déi elo an de CGDIS kommen, iwwerproportional musse bedeelegt sinn, ganz einfach well se méi Suen op den Dësch musse leeën.

A mir wëssen alleguer, ob een am Conseil d'administration vum CGDIS ass oder net, dass grouss Investissementer op eis duerkommen – ganz grouss Investissementer! Dofir wär et wichteg, ier déi grouss Investissementer kommen, d'Finanz- an d'Finanzéierungssituatioun vum CGDIS op fifty-fifty ze leeë fir sécherzestellen, datt de Staat säi Bäitrag gëtt an dass d'Gemengen hire Bäitrag ginn, mee an enger fairer Partnerschaft, an net an enger Aart a Weis, wéi dat hei en fin de compte geschitt ass, wat au détriment geet.

An d'Schéier geet vu Joer zu Joer weider auserneen, well wann ech bei menger Proposition de loi nach eng Kéier d'Chiffere vun 2022 derbäi kann huelen, da komme mer – wa mer den initiale Finanzement huelen a mir huelen d'Aart a Weis, wéi de CGDIS haut finanzéiert gëtt – quasi op e Bäitrag vun 80 %, déi d'Gemenge bäileeën, an 20 %, déi de Staat bäileet.

An et ass jo net deen eenzege Problem, dee mer hunn. Mir missten eis wierklech eng Kéier doriwwer ënnerhalen. Well et ass en zweeten Deel, deen an där Reform Kersch vun 2016/2017 amgaangen ass, eis ëm d'Oueren ze fueren an ze explodéieren. Dat sinn d'Pensiounscotisatioune vun de Gemengebeamten, wou och mat engem Prinzipp gebrach ginn ass, deen e ganz wichtege Prinzipp ass: nämlech dass de cotiséiers fir deng Leit!

Et ass gebrach gi mat deem Prinzipp, well 14,7 % vun de Cotisatiounen, déi ginn net méi bezuelt vun enger Gemeng fir hir Beamten, mee se gi bezuelt och nees duerch dat Dëppen. Dat Dëppen, wat en fin de compte amgaangen ass, e Fourre-tout ze gi vun all méigleche Saachen, wou ech eng Repartitioun tëschent de Gemenge maachen, ier ech Bottom Line de Gemengen déi Suen zur Verfügung stellen, déi ech brauch.

A wann ech d'Chifferen … an ech wär frou, wa mer eng Kéier och doriwwer géifen diskutéieren an där zoustänneger Kommissioun an den nächste Méint. Wann ech kucken, wéi d'Defizit-Chifferen amgaange sinn, an d'Luucht ze goen, wann ech kucken, wéi dee System ass, da gëtt et eng Gemeng hei am Land, déi op deem dote prezise Punkt en fin de compte ass en détriment vun 111 anere Gemengen, sech gesond ze …

Une voix | 101.

M. Michel Wolter (CSV) | 101! Wat hat ech gesot?

La même voix | 111.

M. Michel Wolter (CSV) | 101. Dat war e Lapsus, entschëllegt! Ech wéilt, et wären der manner, mee dat war meng Meenung scho méi laang. 101 Gemengen.

Well fir 14,7 % vun der Cotisatioun meng Gemeng, an all Gemeng am Land, fir all Beamte cotiséiert. An et gëtt eng Gemeng hei am Land, déi huet 4.700 Beamten, wann ech dat richteg am Kapp hunn, an all déi aner Gemengen zesummen …

(Interruption)

Nee, manner. Op jidde Fall ganz vill, an déi aner manner.

An ech hunn et fir meng Gemeng ausgerechent. Dat, wat mir haut am Dëppen ewechgeholl kréien, par rapport zu deem, wat mir misste bezuelen, wa mir fir eis Leit géife cotiséieren, dat maache 420.000 Euro d'Joer aus – d'Gemeng Käerjeng.

Rechent et fir Iech aus! Rechent Är Lounmass aus! Rechent 14,7 % vun Ärer Lounmass derbäi! An da musst Der eng zweet Rechnung maachen, dat ass: Dir musst Är Part am Fong rechnen – d'Fonds de dotation –, wivill Prozent dass Der hutt. Bei eis ass dat 1,45 %. An da rechent Der aus, wat dat ausmécht par rapport zu deem, wat distribuéiert gëtt! Da kënnt Der – dat ass eng Règle de tri – ausrechnen, wivill dass Der bezuelt op déi 14,5 %.

Well deemools decidéiert ginn ass, dass net all eenzel Gemeng méi fir sech bezilt, mee dass et en fin de compte kollektivéiert gëtt. An als Merci vun all deem – als Merci, dass d'Pompjeeën iwwerholl gi sinn, als Merci och, datt mer d'Protection civile iwwerholl hunn; iwwregens de SAMU, alles dat huet de Staat souwisou ëmmer en dehors vun deem Ganze bezuelt – hu mer dann an där ganzer Reform och nach en Taux multiplicateur kritt, deen esou ass, datt engem d'Dronkenellen ausginn, wann een ausrechent, wat do am Land verdeelt gëtt.

Ech kommen also zur Konklusioun. Wann ech och nach gesinn, wat am PDAT steet, wann ech gesinn, wéi d'Bäihëllefe vum Staat bei de Gemenge gedeckelt si säit Jore bei Fonctiounen, déi se gären hätten, dass mer weiderfueren, wéi mer amgaange sinn, en Aushiewele vun de PAGen a vun de Gemengekompetenzen um Niveau vun de PAGen ze erliewen, dass net nëmme Gespréichsbedarf besteet – an zwar ganz zolitte Gespréichsbedarf op dësem Sujet! –, mee dass generell Gespréichsbedarf driwwer besteet, fir iwwert d'Relatioun vum Staat an de Gemengen an dem Rôle, deen d'Gemengen an Zukunft an dësem Land nach solle spillen – ob se just nach Executant a Befeelsempfänger sinn oder ob se am Kader vun der Autonomie communale nach selwer däerfe Responsabilitéit fir hiren Territoire an hir Gemengen huelen –, dass et wichteg wier, dass mer doriwwer géifen diskutéieren.

An hei géif ech den Appell maachen, fir dëse Punkt … a well en esou wichteg ass a well e lassgetrennt, Madamm Polfer an Dir Dammen an Dir Hären, ze gesinn ass vum Fonctionnement, wat eppes komplett Aneschters ass, wär ech frou, wann d'Majoritéit … Ech géif d'Majoritéit wierklech bieden, dem Amendement vun der CSV zouzestëmmen, an dass mer eis – well et keng direkt Implikatioun op de Budget 2023 huet; et gëtt keng Necessitéit vum 1. Januar un, fir dat doten ze hunn – d'Wuert ginn, dass mer dat éischt Trimester iwwert dësen Dossier ganz seriö an deenen zoustännege Kommissiounen diskutéieren, mam Zil – vun eis aus ganz sécher! –, fir dohinnerzekommen, duer, wou mir deemools eis Zoustëmmung ginn hunn, nämlech dass mer an engem faire Prozess eng Ëmverdeelung vu 50 % vun de Käschte beim Staat a vu 50 % beim Ensembel vun de Gemengen hätten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, ech maachen et ganz kuerz. Den Här Wolter huet elo eng Rei Problemer opgeworf, déi echt Problemer sinn an déi effektiv echt Diskussiounen an och echt Léisunge verlaangen. D'Pensiounskeess: absolutt! Dat ass eng reell Problematik.

Ech wéilt em awer soen … Ech kommen awer op dat zréck, wat ech gesot hunn a proposéiert hunn; an am Fong gëtt hie mer selwer d'Argument. Dir sot: „Deen heiten Amendement, deen ännert guer näischt un der Situatioun vum CGDIS fir 2023." Mee wann e guer näischt ännert um CGDIS fir 2023, ma da kommt, mir ginn eis jo an aller Rou Zäit, fir iwwert déi verschidde Situatiounen ze schwätzen.

Well, jo, do hutt Der Recht, do komme grouss Investissementer op ons – ech soen elo „ons", awer ech menge mat „ons" de CGDIS – duer. Mee et sinn och nach grousser, déi musse bezuelt ginn! Ech denken un deen neie Siège, wou mer dra sinn.

Une voix | Jo.

Mme Lydie Polfer (DP) | Dir wësst, wien dee gebaut huet, an Dir wësst, wien e prefinanzéiert huet.

Dat si grouss Investissementer, déi nach mussen zréckbezuelt ginn!

An Dir wësst jo: Um Enn vun dem Joer 2023 ginn et Walen an do wäerten all déi Punkten, déi Der opgezielt hutt, bestëmmt verlaangen, nei gekuckt ze gi vun deene verschiddene Säiten.

Dofir, well Der selwer sot: „Deen Amendement hei huet keng Influenz op de Budget 2023." Ma da kommt, mir ginn ons Zäit an deenen nächste sechs Méint, dat do zesummen an der Commission des Affaires intérieures an aller Rou an an aller Däitlechkeet ze diskutéieren, fir dann déi beschtméiglech Léisungen …, jo, fir d'Gemengen, well effektiv d'Gemengen droen hei ganz vill derzou bäi, mee fir en essenzielle Service awer un eise Bierger.

An ech ginn net méi op déi Diskussioun an, wiem seng Suen et sinn – dem Staat oder de Gemengen hir. Et si Suen, déi mer alleguer zesumme versichen, am beschte Sënn vun eise Bierger anzesetzen. An ech mengen, kommt, mer loossen eis dovu leeden. Da fanne mer bestëmmt och déi beschtméiglech Léisungen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Polfer. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll just nach eng Kéier widderhuelen, well den Här Wolter elo gesot huet, manifestement wär et net méi esou, dass d'Gemenge just géife 50 % bezuelen.

Ech widderhuelen nach eng Kéier: De Budget vum Joer 2022 – dee vum Joer 2023, et deet mer leed, deen hunn ech elo net hei – vum CGDIS: 32.204.000 Euro direkt vun de Gemengen, 32.204.000 Euro direkt vum Staat, 11.593.000 Euro direkt vum Staat, fir de SAMU ze bezuelen, fir Auslandsasätz ze bezuelen a fir Fluchhafe-Pompjeeën ze bezuelen. An da kommen nach eng Kéier 5.100.000 Euro derbäi iwwert d'Autosteier. Dir kënnt Iech erënneren, dass ech deemools als Inneminister immens kritiséiert gi sinn, well ech

fonnt hunn, dass och d'Assurancë missten en Deel derzou bäileeën, wa mer deen nationale Sécherheetscorps do géifen opbauen.

An da bleift de Sträitpunkt vun deenen 48 Milliounen. Den Här Wolter huet elo nach eng Kéier seng Vue duergeluecht. Dat war déi vun de Gemengevertrieder. Ech hat dat virdru gesot an, effektiv, Här Wolter, Dir hutt total Recht: Et gëtt keng zwou TVAen hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt nëmmen eng TVA zu Lëtzebuerg – an dat ass eng Staatssteier! An de Staat gëtt dann, well en dat gären esou wëll, en Deel dovunner of un d'Gemengen. Wann de Staat dat eng Kéier net méi wéilt, da géif en dat net méi maachen. Et ass eng Staatssteier. De Staat decidéiert aleng doriwwer!

An ech hat Iech gesot, et ass eng Kéier e Beispill ginn, wou eng TVA-Erhéijung neutraliséiert ginn ass fir d'Gemengen. An et war d'Propos dofir, dat och dës Kéier ze maachen a mir hunn do e Kompromiss fonnt a mir hunn déi Suen integral geholl, fir se an de Finanzement vum CGDIS ze leeën. Deemools, an dat war bekannt, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, war dee Kompromiss fir jiddwereen ok. Well jiddwereen huet hei seng Zoustëmmung ginn – inklusiv Dir, Här Wolter, hutt deem Gesetz zougestëmmt, wou genau deen dote Prinzipp drasteet! An da kommt Der elo dohinner a wëllt en nodréiglech a Fro stellen – an dat war meng Kritik – an domadder och de Fonctionnement vum CGDIS, ob ee wëll oder net, riskéieren, a Fro ze stellen! An dat ass, mengen ech, net ubruecht an dat sollt een och net maachen!

Wou ee kann driwwer diskutéieren, ob mer da fir … an dorëms geet et och hei bei deem, wat elo hei an deem Budgetsgesetz steet. Et geet jo eleng dodrëmmer, ob de CGDIS an Zukunft e Gesetz brauch, dat ëm seet: „Du däerfs iwwert e gewëssene Seuil net méi investéieren!" Ech mengen, dass mer esou eng Brems net brauchen, well ech Vertrauen hunn an déi Gestioun, déi am Moment do gemaach gëtt, wou – an ech soen et nach eng Kéier! –, Staat a Gemenge gläichberechtegt drun deelhuelen. Dir sidd der Meenung, dass et besser wär, esou eng Brems ze hunn, ech sinn der Meenung an d'Regierung ass der Meenung an ech mengen, och d'Majoritéit hei ass der Meenung, dass mer esou eng net brauchen, eebe well mer duerch d'Zesummesetzung, déi paritéitesch Zesummesetzung, vum Conseil d'administration vum CGDIS och de Gemengestandpunkt an deem CA vertrueden hunn. Et geet ëm net méi an net manner!

Probéiert net, elo eng Diskussioun ze féieren iwwert d'Pensioune vun de Gemengebeamten, wou jiddweree weess, dass déi Diskussioun eng Kéier op eis duerkënnt, dass natierlech och d'Gemenge verflicht sinn, fir de Finanzement vun de Pensioune vun hire fréiere Beamten ze suergen! Och dat, mengen ech, wäert dach keen hei seriö a Fro stellen!

An dass et och eng Kéier géif derzou kommen, dass et mat deem, wat d'Gemenge bis elo do bäigeluecht hunn, net géif duergoen, dat war eng Selbstverständlechkeet, déi kloer ze erwaarde war!

Mir brauchen och net hei iwwert de PDAT ze schwätzen, wa mer am Moment schwätzen, fir de Finanzement vum CGDIS an Zukunft zu bréngen. Also, et kann ee wierklech dat als Hürd féieren, mee ech mengen, dass dat eis net weiderbréngt.

Dat Eenzegt, wat hei an dësem Gesetz steet a wouriwwer mer haut sollen ofstëmmen, dat ass d'Fro: Brauch de CGDIS eng gesetzlech Brems oder brauch e se net? Mir sinn der Meenung, dass e keng gesetzlech Brems brauch. An déi, déi der Meenung sinn, dass en eng brauch, déi sollen dat da soen a sollen dat stëmmen. Ech op jidde Fall wäert dat net stëmmen, well ech Vertrauen hunn an déi Leit, déi den CGDIS verwalten!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Da freet den Här Michel Wolter nach eemol d'Wuert.

M. Michel Wolter (CSV) | Jo, just fir, Här President, ze soen, dass den Här Kersch mer nach eng Kéier bestätegt huet elo just, dass déi 48 Millioune Gemengesue sinn an dass een dann net vu fifty-fifty kann hei raisonablement schwätzen. Well et kann een net de Géigendeel vun deem behaapten, wat en fin de compte d'Base légale ass, iwwert déi mer hei schwätzen. Et kann een net!

Natierlech kann een ëmmer erëm dat, wat eigentlech an de Gesetzer steet, aneschters gesinn. Mee d'Realitéit ass, dass mer wäit ewech si vun deem, wat gesot ginn ass, deemools! An d'Realitéit, déi mer haut gesinn, ass, dass dat, wat eis deemools versprach ginn ass, sech absolut net bewarheit huet!

An der Madamm Polfer wëll ech soen, datt se sech selwer widdersprécht. Si widdersprécht sech selwer permanent an dëser Diskussioun! Well wann Der dat gären hätt, wat Der monéiert, da musst Der den Amendement vun der CSV stëmmen! Stëmmt Der en net, an dat war mäi Punkt, datt ech gesot hunn: „Et huet net direkt eng Influenz op déi éischt dräi Méint vum nächste Joer" …, mee wann Der e stëmmt, dann ass et e „Point of no return", dann ass et eppes, wat net méi zur Diskussioun steet. Dann ass et eppes, wat net méi réckgängeg gemaach gëtt. Well Dir wäert mer dach net hei erzielen, dass Der elo an dësem Moment eppes géift stëmmen an an dräi Méint géift Der et aneschters stëmmen, nodeem den Här Kersch elo just gesot huet, fir hie wär et ganz kloer, dass dat doten elo misst esou kommen an dass et och soll esou bleiwen!

Ech hunn an Ären Ausféierungen, Madamm Polfer, iwwerhaapt net dat selwecht héieren, wéi dat, wat den Här Kersch elo grad just gesot huet! Dir hutt do eng diametral opposéiert Vue expriméiert. An dofir géif ech nach eng Kéier wierklech Iech bieden, dësen Amendement hei ze stëmmen a sech da beieneen ze setzen an iwwert den zukünftege Finanzement ze diskutéieren!

Une voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV) | Maacht Der dat net, da si mir an enger Situatioun, wou de Fait accompli geschafen ass a mir si virun allem an enger Situatioun, dass en zentraalt Engagement, wat deemools 2018 – ech widderhuelen et nach eng Kéier, och fir den Här Kersch: en zentraalt Engagement, deemools 2018, wéi dës Reform gestëmmt ginn ass, nämlech dee vun der Deckelung vun der Contributioun vun de Gemengen op e gewëssene Moment, dass déi ewechfält!

A gleeft mer et, dës ganz Fraktioun, déi de Projet matgestëmmt huet 2018, hätt ënnert deenen dote Konditiounen, wann dat deemools gesot gi wier, dass Dir elo am Joer 2022 géift heihinner kommen an enger Budgetsdiskussioun, fir de fundamentaalsten Eckpunkt vun dëser Reform um Finanzement – nach eng Kéier gesot: um Finanzement! –, ze änneren, wann Der eis dat 2018 gesot hätt, kënnt Der ganz sécher sinn, dass mir de Projet de loi deemools net gestëmmt hätten!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass interessant ze héieren. Merci fir déi doten Ausso!

M. Michel Wolter (CSV) | Jo, jo, hätte mer och net!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass wierklech interessant. Et ass gutt, dass Der dat do elo esou gesot hutt!

M. Léon Gloden (CSV) | Dat war ëmmer d'Diskussioun, Här Kersch, de Finanzement. Vergiesst dat net!

Une voix | Also …

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass interessant ze héieren, dass Dir dat net gestëmmt hätt!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Gloden freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Léon Gloden (CSV) | Also, den Här Kersch geheit eis jo elo hei eppes vir. Ech wëll just …, dont acte vum Här Kersch senger Ausso: 2017/2018 huet hien elo grad gesot, war et fir hie ganz kloer, datt d'Gemenge misste méi bezuele wéi dat, wat 2018 hei am Kader vun den Diskussioune versprach gouf. Dir hutt elo grad gesot: „Fir mech war dat ganz kloer, datt ee vill méi misst bezuelen." Dont acte!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wou hunn ech dat gesot? Wou hunn ech dat gesot?

M. Léon Gloden (CSV) | Elo grad, elo grad. O dach, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Nee!

Une voix | Dir héiert déi aner Säit aner Saachen!

M. Dan Kersch (LSAP) | Entweeder …

(Brouhaha)

Mme Lydie Polfer (DP) | Här President, ech wëll just nach eng Kéier soen, …

M. Dan Kersch (LSAP) | Et deet mer leed, mee et ass egal wat, wat Dir hei sot!

Mme Lydie Polfer (DP) | … ech hu mech net verschwat an ech si ganz konsequent!

M. Léon Gloden (CSV) | Wat hutt Der da gesot?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ma da sot mer, wat ech gesot hunn! Dat do hunn ech op jidde Fall net gesot! Nee, ech hu gesot …

M. Fernand Etgen, Président | Mir mussen elo Uerdnung kréien. Den Här Carlo Weber huet d'Wuert gefrot.

M. Carlo Weber (LSAP) | Ech maachen eng kleng Feststellung. Erlaabt mer, dass ech e Wuert dozou soen. Zënter gëschter Owend 18.00 Auer ass den Niveau hei dramatesch gefall. Hei geet et elo ëm d'Rettungsdéngschter. Do muss ech derbäisoen, wann ech e bëssen eng Analys maache vun de Budgete vun de Gemengen, da muss ech awer erkennen, datt do vill Luxusprojeten dra sinn, datt do vill Designerprojeten opgeriicht sinn, wou Leit sech wëllen en Denkmal setzen.

Plusieurs voix | O!

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, kuckt emol a Rou déi Berichter!

M. Dan Kersch (LSAP) | Kuckt emol zu Hesper!

(Brouhaha)

M. Carlo Weber (LSAP) | D'Leit mengen et scho gutt op engem Niveau. Mir sinn elo e bëssen derniewent. Da soll eis och erlaabt sinn, de Budget fir d'Rettungsdéngschter … eis Budgeten opzehalen an do ze investéieren. Ech hunn zwee Accidenter matgemaach – Respekt fir déi Leit, déi beim CGDIS schaffen! Ech kann Iech soen, mee dat ass …

M. Marc Lies (CSV) | Et geet dach guer net dorëm!

M. Carlo Weber (LSAP) | Da kënne mer och op deem Niveau investéieren a mir maachen eis elo hei grouss Gedanken ëm deen dote Budget!

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

M. Carlo Weber (LSAP) | Voilà, dat wëll ech awer eng Kéier hei gesot hunn!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Weber huet d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Nach eng Kéier, wéi gesot, fir Luxusprojete maacht Der Iech net esou vill Gedanke wéi hei ëm d'Rettungsdéngschter. An dat bedaueren ech!

Ech soe Merci.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber.

Mme Octavie Modert (CSV) | Genau dorëmmer ass et ni gaangen!

M. Fernand Etgen, Président | Nach eemol den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech si virdrun ugeschwat ginn. Här Gloden, ech soen Iech ganz einfach: Dat, wat Der elo gesot hutt, dat hunn ech net esou gesot. A wann ech dat esou gesot hunn, da beweist mer dat! Mir hu jo hei e Verbatim. Dat hunn ech op jidde Fall net gesot. An et wär vläicht net schlecht, wann Der enger Diskussioun, déi vun Iech selwer hei ugestiwwelt ginn ass, dann och géift nolauschteren, da kéint Der och konstruktiv matschwätzen! Dir hutt virdrun esou gejaut, wéi den Här Weber geschwat huet.

Wann ee sech d'Chifferen ukuckt an de Gemengebudgeten ... an ech hunn dat gemaach, well et si jo elo vill Diskussiounen an de Gemengen iwwert d'Gemengebudgeten. Ech mengen, et kann ee soen, dass mer an de Gemengebudgeten, an do sëtze jo vill Gemengepolitiker heibannen, déi kënnen dat bestätegen, ongeféier 1 % vun den Ausgabe vun de Gemengen hu fir de Finanzement vum CGDIS. Setzt dat emol eng Kéier an d'Relatioun – an et ass dat, wat den Här Weber wollt soen! Setzt dat emol eng Kéier an d'Relatioun mat deem, wat mer an anere Beräicher investéieren! An ech mengen, da gëtt déi Diskussioun, déi mer elo amgaang sinn ze féieren, manner schaarf gefouert wéi bis elo. Ech mengen, dass déi 1 % gutt investéiert sinn. A wann et der eng Kéier 2 % oder 3 % sinn, da si se nawell gutt investéiert, well et geet hei ëm d'Sécherheet an ëm d'Gesondheet vun eise Leit!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Da ginn ech der Madamm Polfer d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech wëll nëmmen nach eng Kéier soen, datt ech mech ëm Gottes wëllen net nëmmen net widderspriechen, mee ganz konsequent sinn. Ech fannen et effektiv schued, datt iwwert esou e wichtege Service, dee mer zesumme versicht hunn opzebauen, elo esou awer trotzdeem poleemesch diskutéiert gëtt.

An den Här Wolter sot selwer: Deen Amendement ännert guer näischt um CGDIS fir d'Joer 2023. An dann ze soen, wann een dat hei net géif matstëmmen, da wier eppes Irremediabeles geschitt, wat net méi kéint guttgemaach ginn! Entschëllegt, d'Liewe geet weider an d'nächst Joer hu mer nei Budgetsdiskussiounen a mir wäerten Diskussiounen iwwert eng ganz Rei Saachen hunn, déi effektiv mussen awer a Rou – a Rou a wa méiglech mat engem verstännege Klima – nei gekuckt ginn! An dofir kann ech nëmme bei deem bleiwen, wat ech virdru gesot hunn: Dat Bescht wier, deen Amendement géif hei zréckgezu ginn an da géife mer eis zesummesetzen an den nächste sechs Méint!

A wéi gesot, d'Liewe geet weider: Enn des nächste Joers hu mer nach eng Kéier, wäert dës Chamber ..., wien dann dobäi ass, ech weess net, et ass net u mir, dat ze soen, mee dës Chamber wäert och nach an engem Joer kapabel sinn, Decisiounen ze huelen! A wa mer déi Zäit bis dohinner notzen, fir verstänneg Äntwerten op effektiv e wichtege Problem ze fannen, da fannen ech, wier dat eng besser Léisung wéi déi heite Poleemik, déi mer elo hei héieren hunn!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Polfer. Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi.

Da musse mer elo iwwert dësen Amendement ofstëmmen, deen als Objet huet, den Artikel 34 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Amendement ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Da kënne mer elo iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2023, de Projet de loi 8080, ofstëmmen. Den Text steet am Document parlementaire 8080[15].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8080 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Budget ass bei 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Programmation financière pluriannuelle, de Projet de loi 8081. Den Text steet am Document parlementaire 8081[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8081 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och den 8081 ass mat 31 Jo-Stëmme bei 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et och do esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Roth deposéiert ginn ass, wou et dann ëm eng Adaptatioun vum Steierbarème geet an Etappen, fir eeben déi verschidden Indextranchen ze kompenséieren. Den Här Roth huet d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir hutt dat richteg gesot. Mir fuerdere mat dëser Motioun en Upasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

Da frot Der: Firwat? Mir sinn och bereet, fir dat an zwou Etappen ze maachen. Zënter 2017 bis dëst Joer si ganzer fënnef Indextranchen erfall. An d'nächst Joer kommen der viraussiichtlech nach eng Kéier dräi no. Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, wou d'Leit aacht Indextranchë kruten, dat heescht e Präisausgläich vun 20 %. An dee Präisausgläich vun 20 %, dee riskéiert mat de Steieren a mat der Sécurité sociale op d'Hallschent a bei Eenzelner souguer op manner reduzéiert ze ginn.

Wann een d'Steiertabell net un d'Inflatioun upasst, da mécht een de facto eng Steiererhéijung duerch d'Hannerdier! An ech kommen eigentlech de Moien dodrobber nach eng Kéier zréck, wou den Här Fayot hei gemengt huet, dat wier „Kuerzsiichtegkeet" vun der CSV, dass ee gesot huet: „Wéi kann een déi Explosioun, déi Explosioun vun iwwer 15 % vun de lafende Käschte vum Staat op ee Joer, wéi kann een déi bremsen?"

An do huet e gesot, mee d'CSV wier kuerzsiichteg, well si géif net un de Space Mining wëlle goen, si géif erënneren un de Militärsatellitt. Mee ech wëll Iech just soen: Dat, wat mir an eiser Budgetsried mentionéiert hunn, dat steet néierens aneschters wéi am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Dat heescht am Kloertext, geheit den Här Fayot dann net nëmmen der CSV, mee de 34.000 ëffentleche Bedéngschten an hirer Organisatioun Kuerzsiichtegkeet vir?

(Brouhaha)

Ech mengen, et ass relativ schwéier, de Leit dobaussen ze erklären, bei Präisdeierechten, déi an d'Luucht ginn, bei Sprittpräisser, déi an d'Luucht ginn, bei Zënsen, déi an d'Luucht ginn, wou ganz vill Leit bis wäit an d'Mëttelschicht sech keen Haus méi kënne leeschten, well se de Prêt duerfir net kréien, deenen ze soen: „Dir musst weider Steieren a Steieren a Steiere bezuelen, de Staat kritt d'Enner net zesummen!"

An dann op där anerer Säit gëtt een awer „sans-gêne" – well et ass nämlech dat Wuert, wat an dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires steet: „sans-gêne" – Suen aus fir de Space Mining – keng Rechenschaft weider! – a virun allem de Militärsatellitt. An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: De Militärsatellit, deen ass an de Sand gesat gi vun dem Här Fayot sengem Virgänger als Wirtschaftsminister, nämlech dem Här Étienne Schneider, wou en hei an der Chamber net d'Wourecht gesot huet, wat fir eng Käschten nach zousätzlech zu dem Gesetzesprojet géifen derzoukommen! Ech mengen, d'Diskussioune waren do.

An da stellen d'Leit sech natierlech d'Fro: „Musse mir Steieren, Steieren, Steiere bezuelen an anersäits gëtt bei SuperDrecksKëscht a villen anere Projete einfach esou mat der Hand, …

Une voix | O!

M. Gilles Roth (CSV) | … jo, gëtt mat der Hand ronderëmmergepucht?" An ech mengen, dass den Dossier SuperDrecksKëscht, deen am Juli hei eng grouss Diskussioun hat, dass deen amgaangen ass, op anere Plaze säi Wee ze sichen. Mir fannen dat also net an der Rei, dass hei aacht Indextranchë riskéieren – Stand haut –, net inflatiounsberengegt ze ginn um Niveau vun der Steiertabell. Dat mécht, fir et nëmmen ze soen, e Méi u Lounsteier vun 860 Milliounen Euro, eleng vun 2022 op 2023, an e weidert Méi u Lounsteier vun 900 Milliounen Euro am Joer 2024 aus – dat si Progressiounen op d'Joer vun der Lounsteier vu 15 a méi Prozent!

Dat fanne mir net akzeptabel an dat fanne mir net an der Rei. Dat fanne mer och net sozial gerecht, well et si besonnesch déi Kleng- an déi Mëttelverdénger, déi mëttlerweil ënnert dëser héijer Steierprogressioun am meeschte leiden. An duerfir géif ech Iech bieden, dëser Motioun Är Zoustëmmung ze ginn!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Da ginn ech d'Wuert un den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President fir d'Wuert. Ech kann enchaînéieren, do wou den Här Roth opgehalen huet mat deene Leit, mat deene klenge Portmonnien, bei de Leit mat deene mëttlere Portmonnien. An ech mengen, eis huet et gefreet, gëschter ze héieren, an d'Madamm Finanzminister huet et haut nach eng Kéier widderholl, dass mer bereet sinn, op dëser Säit op alle Fall, an ech géif mengen, och op där anerer Säit, fir am Laf vum nächste Joer, wa mer emol gesinn, wéi dat éischt Trimester sech entwéckelt huet, wa mer och d'Ausaarbechtung gemaach hu vum PSC, vum PNR, wa mer och vun internationale Gremie wëssen, wat mer eis kënnen erlaben, wat fir eng Enveloppe dass mer eis kënnen erlaben, si mir mat Sécherheet–bereet, dat ëmzesetzen, wat d'Madamm Finanzministesch proposéiert huet, nämlech sozial cibléiert Upassunge fir grad déi kleng Leit, déi Leit mat de klenge Portmonnien, bis wäit eran an d'Mëttelschicht.

Dofir géif ech Iech elo proposéieren, dass mer dat dote sollen am A halen, d'Evolutioun vun eise Staatsfinanzen, och dat, wat mer gerode kréie vun den internationale Gremien, och vun der Europäescher Kommissioun natierlech an dofir zu dësem Moment deen heiten Amendement net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, mir haten als ADR och scho Motiounen an deem do Sënn proposéiert. Mir haten e bëssen eng Diskussioun mat der CSV, well d'CSV jo och iergendwéi op de Wee gaangen ass, dat do net méi ze maachen. An elo si se awer Gott sei Dank och op deen dote Wee komm, dee mir voll begréissen.

Mir wäerten dat hei och matstëmmen a freeën eis iwwert dës Motioun. Et kann een der Regierung net soen, si géif keng Steierreform maachen. Ech muss mech e bësse korrigéieren, well déi Steierreform, déi se mécht, ass eeben einfach permanent Steiererhéijungen. Dat ass eigentlech dat, wat mer bei dëser Regierung gesinn duerch déi kal Progressioun.

D'Leit si sech däers net bewosst. Mee u sech verléiere se vu Joer zu Joer méi an hirer Nettokafkraaft, doduerch datt de Staat ëmmer méi Steieren, e groussen Undeel u Steiere kritt. Dat ass einfach keng Situatioun, déi mir kënne weider esou toleréieren!

Den Här Baum seet elo: „Jo, mir kucke mat internationalen Organisatiounen an der Europäescher Unioun an esou weider." Mee dat ass en Argument, wat net zitt. An deem Budget hei, wann een déi richteg Prioritéite géif setzen, da géif een och d'Méiglechkeet fannen, elo schonn, national déi doten Decisioun ze huelen.

An d'CSV seet jo net: „Et mussen direkt déi aacht Indextranchen ugepasst sinn." Si seet eppes, wat mir och soen: „mat Etappen". Et muss jo wéinstens ugefaange ginn, an déi dote Richtung ze denken an de Leit e bësse vun deem zréckzeginn, wat se eigentlech duerch déi kal Progressioun vu Joer zu Joer verléieren.

Also vun eiser Säit aus ass kloer: Mir soen der CSV Merci fir déi Initiativ a mir droe se mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt der CSV e grousse Merci fir dës Motioun. Et ass kloer, dass d'Netindexéierung vum Steierbarème, wéi den Här Roth et gesot huet, enger de facto Steiererhéijung gläichkënnt.

A mir si ganz kloer – ech mengen, dat ass eng Propositioun, déi mir och schonn hei gedroen hunn – fir eng automatesch Upassung vum Steierbarème un den Index. An deem Sënn droe mer dat natierlech mat. Mir mengen, dass dat heiten absolutt néideg ass. Et dierft eigentlech emol guer keng Fro sinn, dass mer dat iwwerhaapt hei debattéieren. Dat misst esou en Acquis sinn. An ech mengen, ech hunn et gëschter och hei gesot, dass an deene leschte Joren a Joerzéngten den Equiliber oder d'Balance tëscht dem Steierakommes, tëscht Aarbecht an Entreprisë jo ëmmer méi zugonschte vun den Entreprisë gaangen ass, …

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | … dass d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen ëmmer méi vun der Steierlaascht droe mussen. An dat heiten ass jo eppes, wat erëm nach méi dat verstäerkt. Dofir droe mir dat heiten 100%eg mat, fir dass deem eeben e bëssel chen entgéintgewierkt gëtt. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun dëser …

(Interruption par M. Sven Clement)

Nee, den Här Sven Clement nach.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat mech jo virdrun och gemellt.

Also, d'Motioun ass mer ganz sympathesch a mir wäerte se och matdroen. Mir hunn an der Vergaangenheet hei schonn e puermol änlech Motiounen diskutéiert. Et fänkt domadder un, ech hunn et gëschter a menger Ried gesot, de Staatsbudget ass an där Period, déi d'CSV hei erwäänt, vun 2017 op haut, ëm iwwer 50 % geklommen. Dat och opgrond vun der kaler Progressioun duerch méi Recetten an der Lounsteier. Dat ass Fakt. Dat kann een an all de Budgeten noliesen.

Da gräift eng Steierreform, déi d'nächst Joer am zweeten Trimester annoncéiert gëtt, jo och net direkt. Mir hätten eis also gewënscht, datt aner Mesurë geholl gi wieren, déi, wa se elo gestëmmt ginn, och direkt op d'ganzt Steierjoer kéinte gräifen, soss si mer herno erëm an der Retroaktivitéit, wat natierlech schéin ass, mee de Leit dann net elo hëlleft. Mir brauchen elo weider Entlaaschtungen.

An da kommen ech awer net derlaanscht festzestellen, wat mer gëschter alleguerte méi oder manner gesot hunn: Dat heiten ass dee leschte Budget vun dëser Legislaturperiod. Wann also elo keng Steierreform annoncéiert ass an d'Regierung awer decidéiert, d'nächst Joer am Laf vum Budgetsjoer eng Steierreform ze annoncéieren, da schränkt se domadder u sech den Handlungsspillraum vun där nächster Regierung schonn an.

Dat heescht, si mécht e Walkaddo op Käschte vun der Regierung, déi no hir kënnt, ouni éierlech elo ze soen, wou se da géif déi Suen hierhuelen. An dat fannen ech e bëssen, zumindest intellektuell, onéierlech. Ech hätt mir dofir gewënscht, mir kéinten dat heiten haut stëmmen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 1 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) et Mme Jessie Thill.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass eng Motioun vun der ADR, wou et drëm geet, déi Präishaussen, déi duerch déi geplangten Ausweidung vun de Sanktioune géint déi russesch Federatioun entstinn, a sämtleche Beräicher ze kompenséieren. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll heizou dräi Saache soen. Éischtens ass d'Ursaach vun der Präisdeierecht de Krich …

Une voix | Richteg!

Mme Martine Hansen (CSV) | … an net d'Sanktiounen.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Dat ass déi éischt Haaptbemierkung.

Fir de Rescht wëlle mer natierlech punktuell Bäihëllefe ginn. Mir haten déi och an der Landwirtschaft gefrot a mir sinn och nach ëmmer net domadder zefridden, datt déi net komm sinn. Dofir wäre mer scho mat punktuelle Bäihëllefen an deem Fall averstanen. Mee an engem vollen Ëmfang ze kompenséieren – ech weess net, wéi dat soll an deenen eenzelne Beräicher goen.

Mee, wéi gesot: Den Haaptkritikpunkt ass hei déi Formulatioun, datt d'Präisdeierecht duerch d'Sanktioune kënnt. Si kënnt duerch de Krich. An dofir kënne mer dat hei net ënnerstëtzen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert un den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Ech kéint et elo ganz laang maachen. Ech maachen et awer ganz kuerz. An der Tripartite-Kommissioun, wou jo eng ganz Rei vun de Kolleeginnen a Kolleegen heibanne Member sinn, sinn eng ganz Rei Gesetzer gestëmmt ginn an der Tripartite 1. Et sinn eng ganz Rei Gesetzer an der Tripartite 2 gestëmmt ginn, fir de Leit ze hëllefen.

Wann elo hei gefrot gëtt „a vollem Ëmfang", souwuel am Transport wéi an der Landwirtschaft an an der Industrie, dann ass dat einfach, mengen ech, net ze realiséieren, och duerch d'Volatilitéit vun den Energiepräisser. Mir wäerten den nächsten Donneschden nach eng ganz Panoplie vu Gesetzer aus der Tripartites-Kommissioun hunn, wou mer nach eng Kéier noschéissen.

An, ech mengen, ech hunn och net héieren hei vun der Regierung, dass mer d'nächst Joer net bereet wären, wann d'Situatioun et erlaabt, fir nach weider Mesuren ze huelen. Mee zu dësem Moment, an ech kann d'Argumentatioun vun der Madamm Hansen nëmmen deelen, ass déi heite Motioun fir eis net mat drobar.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech ginn der Madamm Martine Hansen vollkomme Recht, datt déi Präishaussen hei duerch de Krich entstinn, an net duerch d'Sanktiounen. D'Sanktioune sinn eng Äntwert op de Krich, sinn eng Äntwert drop, fir dee Krich esou séier wéi méiglech op en Enn kënnen ze bréngen. Mee wann ee Schold ass un deene Präishaussen, dann ass et deen, deen dëse Krich ugefaangen huet a refuséiert, dëse Krich opzehalen. Well deen eenzegen, deen haut de Krich kann ophalen, ass Russland, wa se erëm zréck an hiert Land ginn a sech aus der Ukrain zréckzéien.

U sech misst een hei net d'Regierung opfuerderen, d'Präishaussen ze kompenséieren, mee et misst ee Russland opfuerderen, d'Präishaussen ze kompenséieren. An do, mengen ech, wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint nach ferm driwwer diskutéieren, wat mer da mat all deem blockéierte Geld vu russeschen Oligarchen an der EU wäerte maachen. Well ech mengen, datt dat och kann engem méi sënnvollen Zweck zougefouert ginn, wéi et just op Konte leien ze loossen. An dat wär, mengen ech, méi sënnvoll, wéi hei eng Motioun ze maachen, déi insinuéiert, d'Regierung wär iergendwéi schold drunner, datt hei eppes méi deier gëtt.

Wann ee schold drun ass, da sinn et d'Russen a, par Extensioun, de russesche President am Kreml, deen hei komplett den Norde verluer huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, also ech hu keng Loscht, mech elo op d'Poleemik an esou weider anzeloossen. Ech wëll just soen: De Krich, deen hu mer och elo! Deen hu mer leider säit dem Februar. Mir hätten eis als ADR vun Ufank u fir Friddensverhandlungen agesat. Dat ass eeben net gemaach ginn. Et ass Sanktiounspolitik geholl ginn. Gutt! Dat ass nun eemol esou. Mee mir sinn awer do absolutt der Meenung: Mir hätten dee Krich vun Ufank u solle probéieren ze verhënneren duerch Verhandlungen. Mee dat ass elo eng aner Problematik.

Mir hunn dee Krich elo leider. A wat mer elo bäikréie par rapport zu der Situatioun haut, dat sinn nei Sanktiounen, déi zousätzlech derbäikommen. An de 5. Februar kënnt eeben déi Sanktioun derbäi, déi den Dieselimport an d'Europäesch Unioun evitéiert. Gutt!

Mee dat huet no allen ekonomesche Previsiounen, déi publizéiert ginn, en enormen Effekt op de Präis vum Diesel. Et weess een natierlech net, wat wierklech antrëtt, wat net antrëtt, mee eis Industrien hu schonn enorm Problemer, d'Privatleit hu Problemer. An der Agrikultur ass den Diesel e grousse Käschtefacteur. An alles, wat mir wëllen, dat ass eigentlech ze soen: Gutt, wann déi Sanktiounen elo ageféiert gi géintiwwer Russland, dat ass een Theema, mee dat ass net deen, deen eis hei interesséiert. Hei ass et, fir déi Käschterepercussioune vun där d'Politik dann, déi als ganz importent virausgesi ginn, fir dat dann ofzefiederen.

An dofir soe mer: Wa mer dat maachen, déi Sanktiounen – dat ass jo eng Decisioun, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun geholl ginn ass –, da solle mer awer kucken, datt dat fir d'Leit hei am Land, virun allem och fir déi privat Stéit an d'Baueren a jiddereen, deen domadder direkt konfrontéiert gëtt, ofgefiedert gëtt. Dat ass de Sënn heivunner.

Et ass keng Diskussioun iwwert d'Philosophie vum Krich an esou weider, wéi hei Eenzelner dat wollten awer elo dorauser maachen. Nee, et geet just drëm, datt mer d'Konsequenze vun deene Sanktiounen op eis Leit hei am Land offiederen. An dat ass dat, wat mer proposéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Kartheiser huet dann – déi Diskussioun hate mer jo elo bestëmmt schonn zéngmol hei an der Chamber – schonn erëm eng Kéier hei gesot gehat, si wären déi Partei, déi am Fong fir Friddensverhandlunge wier. Wéi wann all déi aner net hei fir de Fridde wären! Et ass jo …

Selbstverständlech wëllt jiddweree Friddensverhandlungen. Mee mir kréie keng Friddensverhandlungen, well mir sinn an enger Situatioun, wou mer ee Land hunn – Russland –, wat en anert Land – d'Ukrain – iwwerfält mat engem brutale Krich géint d'Populatioun, géint d'Zivillpopulatioun. An déi wëlle keng Friddensverhandlungen, well si wëlle kee Fridden. Si wëllen de Krich! Si wëllen emol net iwwert d'Chrëschtdeeg eng Waffepaus. Also brauche mer guer net hei iwwer méiglech Friddensverhandlungen ze diskutéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par M. François Benoy) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3 vun der ADR, fir e Gesetzesprojet op den Instanzewee ze bréngen, deen d'Gesamtverschëldung vum Lëtzebuerger Zentralstaat op maximal 30 % vum PIB limitéiert. Wie wëllt d'Wuert dozou? Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech soen och der ADR Merci fir dës Motioun. Déi Scholdegrenz vun den 30 % PIB mag vläicht technesch kléngen, si huet awer eng grouss Implikatioun an, ech mengen, se ass och bei de Leit dobaussen net onsensibel.

Mir hu gëschter eis Positioun dozou gesot. Mir si keng Prozentfetischisten, mee fir eis ass et awer kloer d'Zil, den Triple-A ze halen. An d'Zil bestëmmt bei eis de Prozentsaz. Wann dee bei 30 % läit – dat hunn ech gëschter och gesot –, souguer wann e bei 29 % géif, le cas échéant, leien, jo, da musse mer dat Zil erreechen. Dozou engagéiere mir eis als CSV. Mir géifen et awer duerfir net gutt fannen, fir elo an engem Gesetz just e Prozentsaz festzesetzen, well déi Flexibilitéit ka sech jee no Situatioun no ënnen oder vläicht liicht no uewe beweegen.

Mee nach eng Kéier ganz kloer: D'CSV steet zum Triple-A. A wann dat 30 % beinhalt, jo, da musse mer déi erreechen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An d'Wuert geet vu Gilles zu Gilles un den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci villmools. Wéi gesot, déi 30 %, dat ass en Zil, wat mer eis ginn hunn a wat festgeschriwwen ass am Koalitiounsaccord. Mir hunn d'Projektioune gëschter héieren, dass mer bis 2026 kéinte bis op 29,6 % eropgoen. Ech suivéieren awer d'Argumentatioun vum Här Roth, dee seet: „Dat Wichtegst fir eist Land", an ech mengen do wäert keen heibannen dergéint sinn, „dat ass den Triple-A", fir dass mer an Zukunft och nach kënnen esou gutt fonctionéieren an attraktiv bleiwen als Land, wéi mer et am Moment sinn.

An dofir gesinn ech och wierklech net de Sënn an, fir déi Zuel vun 30 % hei an e Gesetz ze géissen. Ech proposéieren dofir menger Fraktioun, déi Motioun hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech mengen, ech hat et och gëschter gesot: Mir sinn och keng „Prozentfetischisten", wéi den Här Roth et och grad gesot huet. Mir mengen, dass déi 30 %-Grenz eng arbiträr Grenz ass, déi iergendwann eng Kéier festgeluecht gouf. Mir gesinn dat méi flexibel. Mir mengen, dass wann een Investitioune soll maachen, da muss ee se maachen. A mir mengen, et muss ee se an deem heite Fall maachen.

Mir mengen och, dass déi Jonk an déi zukünfteg Generatiounen eis méi dankbar wäerte sinn, wa mir haut investéieren an d'Zukunft, haut investéieren an nohalteg Energien, an d'Energietransitiounen, an d'ekologesch Transitiounen, virun allem an abordabele Wunnraum. Mir musse vill méi investéieren. A mir mengen, dass dat dat ass, wat zielt, d'Investitiounen, an net onbedéngt eng Grenz vun 30 %, déi iergendwann eng Kéier festgeluecht gouf.

Ech mengen, dass déi jonk Generatiounen eis vill méi dankbar wäerte sinn, wa mer herno Scholden hunn, déi awer néideg waren, déi sënnvoll waren, well mer d'Zukunft preparéiert hunn op eng nohalteg gerecht an inklusiv Entwécklung.

Merci. Dofir droe mir dat heiten net mat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech ka wierklech alles deelen, wat bis elo hei vu menge Virriedner dozou gesot gouf, besonnesch dat, wat den Här Roth gesot huet. Dat ass och eis Positioun.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren: Ech mengen ze wëssen, dass eis däitsch Nopere sech esou e Gesetz ginn hunn, wou si sech selwer eng gesetzlech Limitt gesat hunn. Ben, déi huet soulaang gehalen, bis deen éischte Covidfall komm ass, well dunn hu se dat Gesetz schonn erëm misse vergiessen a si sinn iwwer hir selwer fixéiert gesetzlech Scholdegrenz erausgaangen. Dofir, mengen ech, mécht dat heite absolutt kee Sënn. A mir wäerten och dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Wat esou eng selwer gesate Scholdegrenz an absoluten Termen oder a relativen Termen zum PIB bréngt, kënne mer um Beispill vum Saarland gesinn, déi eng Scholdebrems haten an déi sech domadder immens ageschränkt hunn, wat derzou gefouert huet, datt d'Saarland au contraire dovunner, fir erëm vir matzespillen, quasi ëmmer méi ofgehaange gouf par rapport zu den anere Bundeslänner an Däitschland.

Dat heescht, mir sollten op alle Fall net op esou eng Pist goen, virun allem well mer hei erëm nëmmen – an et muss een et bal scho „Fetischismus" nennen – vun der relativer Verscholdung zum PIB kucken. Ech hunn et gëschter gesot: Wa mer an eng Rezessioun eraginn an de PIB géif schrumpfen, da sinn och déi Projektiounen, datt mer ënner 30 % bleiwen, näischt méi wäert, well da komme mer iwwer 30 %. Dat ass einfach d'Mathematik.

Dat heescht, et gëtt aner Indicateuren, déi ee kéint kucken. Do kéint een d'Pro-Kapp-Verscholdung kucken: inflatiounsberengegt 48 % geklommen ënnert deene leschten zwou Regierungen. Eis Staatsschold huet sech nominell verduebelt. Doriwwer kann een diskutéieren, mee elo hei eng Zuel – 30 % vum PIB – festzeschreiwen, wou mer net emol wëssen, wéi ee PIB mer d'nächst Joer oder vläicht och an zéng Joer hunn, dat ass, mengen ech, dee falsche Wee.

An da wëll ech awer och de Kolleeginne vun déi Lénk Recht ginn: En Invest, deen duerch säin eegene Rendement seng Scholden, déi dofir opgeholl ginn, bezilt – an dat hu mer zum Beispill bei all Invest an erneierbar Energien –, sollte mer dann och net zu eiser Pro-Kapp-Verscholdung oder zu eiser Staatsschold an deem nämmlechte Mooss urechne wéi eng Schold, déi mer maachen, fir iergendeppes Uniques ze bezuelen. An ech mengen, och do muss een eng Kéier eng Diskussioun driwwer hunn, wéi een Investitioune par rapport zu deeglechen Ausgaben trennt. Mir wäerten dat heiten net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt u meng Ried erënnere vu gëschter, wéi ech ganz vill derfir plädéiert hunn, dass mer mussen investéieren. Well alles, wat mer haut investéieren, gëtt eis laangfristeg net esou deier, wéi wa mer elo just op de PIB kucke respektiv op d'Staatsschold, a vergiessen, wéi eng Erausfuerderunge mer mussen ugoen. An dat geet net ouni ze investéieren.

An deem Sënn ënnerstëtzen ech dat, wat notamment d'Nathalie Oberweis gesot huet, awer och den Yves Cruchten an de Sven Clement. Et geet net drëms, de Budget esou anzeengen, de Rimm ronderëm zouzezéien a sech all Loft ze huelen, déi dann och herno d'Ekonomie erstéckt.

Mir sinn d'Partei an d'Fraktioun, déi zum Investissement steet. An deem Sënn solle mer eis hei keng Grenzen operleeën, wat net heescht, dass mer sollen eng exponentiell Schold maachen. Mee 30 % ass definitiv net dat, wat mir als absolutt Limitt ugesinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den Auteur, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, dat ass eng héich interessant Debatt. E puer Saache muss een awer ënnersträichen.

An dat ass, éischtens emol: Hei hu mir jo geschriwwen, mir hätte gär maximum 30 %. Dat heescht, eng Flexibilitéit no ënnen, wéi den Här Roth se ernimmt huet, déi ass souwisou hei dran. Mee de Maximum …

An dann ass awer eppes ganz, ganz Interessantes, wat hei gesot gëtt: Et ass eigentlech ausser der ADR keng Partei, déi gesot huet: „Mir mussen eis un déi 30 % halen." Och d'CSV huet d'Dier opgemaach, fir déi ze iwwerschreiden. Déi aner … d'Regierungskoalitioun souwisou, …

(Interruption)

… mee och anerer.

An et ass awer eng ganz, ganz wichteg Diskussioun. Mir hunn esou vill Länner an Europa, déi och de Wee vun der Verschëldung gewielt hunn – déi einfach Politik. Mee mir hunn hei eppes Sënnvolles, do eppes, Kompromësser an der Koalitioun. An da ginn eeben einfach Sue geléint, amplaz dee schwéiere Wee, dee verantwortungsvolle Wee ze goe géintiwwer de Leit. An dat ass deen, fir Prioritéiten ze setzen a mussen ze soen: Dat do kënne mer maachen. Dat kënne mer elo maachen. Dat do maache mer méi spéit oder mir maachen et iwwerhaapt net.

Dat ass eng Fro vun der Verantwortung vun der Budgetsdisziplinn. An et ass jo och esou, datt déi jonk Leit dat och brauchen. Well mir hunn hei héieren, gëschter, datt mer schonn an e puer Joer Zënse bezuele pro Joer vun iwwer 400 Milliounen Euro. Dann hu mer nach kee Kapital zréckbezuelt op d'Schold. An déi Zënsen, déi mer bezuelen, déi daache guer näischt! Dat ass weeder en Investissement …, dat ass einfach verluerent Geld an Héicht vun Honnerte vu Milliounen Euro pro Joer.

Dat ass dee Wee. An dee verschlëmmert sech jo nach, wann elo hei d'Parteie soen: „Mir sinn eventuell flexibel." Iergendwéi kommen ech mer e bësse vir, wéi an anere südeuropäesche Länner, déi ech och gutt kennen, wou dann och d'Diskussioun war: „Jo, e bësse méi. Mäi Gott, ob mer elo bei esou vill, bei 179 % oder 180 % leien …" Mee et ass eng Pente descendante. A wann een net wëllt op eng Pente

descendante goen, jo, da setzt ee sech eng kloer Grenz. Et weist een Disziplinn. Et weist ee Verantwortung.

An ech kann nëmme feststellen, nodeem ech Iech, all deenen honorabele Kolleegen heibannen, nogelauschtert hunn, datt d'ADR déi eenzeg Partei ass, déi déi Disziplinn bereet ass ze weisen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 4

Da komme mer elo zur Motioun Nummer 4, wou gefrot gëtt, d'Investitioun an den Äerdgas an an d'Atomenergie net ze benodeelegen, och net um Niveau vun der Taxe d'abonnement. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech mengen, jiddwereen heibannen, deen dem Kolleeg François Benoy de Mueren nogelauschtert huet, weess, wéi mer dozou stinn. Och wann esou eng Decisioun um EU-Sommet getraff ginn ass, da si mer a mer bleiwen och der Meenung, datt et net am Interesse vu Lëtzebuerg ass, un der Atomenergie festzehalen an dëser Form vu gefiierlecher Energie och nach e Favoritismus ze ginn!

A mir sinn och der Meenung, dass et net am Interesse ass vu Lëtzebuerg, den Äerdgas virdeelhaft ze behandelen – an domat déi Energie, déi eis erpressbar mécht vun engem Autokrat! An dofir leene mer dës Motioun ganz kloer of!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dat hei kënnt fir eis absolutt net a Fro. Ech mengen, dat wonnert och elo keen heibannen. An ech muss …, ech hu wierklech Loscht ze soen, dass mer déi gréng wëllen ënnerstëtzen, well mer eis just kënnen iwwer dee Greenbashing wonneren, deen an der Lescht hei stattfënnt. Well et ass jo net, wéi wann eis Äerd net a Gefor wier, wéi wann d'Mënschheet net a Gefor wier! Also ganz éierlech, ech versti guer net, wou esou eppes iwwerhaapt hierkënnt!

An ech mengen, dat heite stellt awer och dee Konsens a Fro, deen et gëtt, no enger Energietransitioun an no enger Ekologietransitioun. Dat stellt dat a Fro. Et ass immens geféierlech, iwwerhaapt esou eppes ze produzéieren! Dofir kënnt dat fir eis absolutt net a Fro. An ech fannen och, dass mat den nächste Generatioune gespillt gëtt mat esou Proposen!

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An et ass dat, wat ech och scho virdru gesot hunn, et brauch een eng Ekologietransitioun, eng Energietransitioun, an dat heite geet wierklech an déi aner Richtung. Dofir ass dat héchst onverantwortlech!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun och net stëmmen. Do gëtt nämlech eng generell Netbenodeelegung vu fossillen Energien, Äerdgas an Atomenergie gefrot. Domadder si mer net d'accord.

Dat Eenzegt – an dat wëll ech elo net nach erëm eng Kéier widderhuelen, fir déi ganz Diskussioun net erëm opzemaachen –: Mir hunn e Problem um Niveau vun der Taxe d'abonnement par rapport zu der Taxonomie. Mee hei ass eng Motioun, déi vill, vill méi wäit geet an déi kënne mer natierlech net stëmmen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. Da kënne mer … Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Och hei, mengen ech, sollte mer een Ableck duerchootmen an e bësse méi wäit kucken. Well et ass elo esou, datt mer eng Entwécklung op der Welt hunn an och hei am Land, éischtens, wou mer och fir Alternativenergien eng Backup-Energie brauchen. Den Här Turmes hat selwer gesot, dat ass hei den Äerdgas. Mir importéieren Nuklearenergie aus Frankräich an déi meeschte Länner oder op jidde Fall ëmmer méi Länner, net déi meeschten, well et sinn der vill, déi guer net an där Situatioun kënne sinn, mee awer ëmmer méi Länner decidéiere sech, fir op de Wee vun der Atomenergie ze goen.

Dat heescht, d'Investissementer doranner, dat ass och den Aspekt vun der Finanzplaz, déi den Här Mosar an aner Virriedner och ënnerstrach hunn, do ass et esou, datt mer einfach déi Investissementer, déi do sinn, mussen och op enger moderner an oppener Finanzplaz begleeden.

A mir sollen eis kengen Illusiounen higinn: Déi Transitioun, déi Energietransitioun, déi hei ëmmer beschwuer gëtt, also alternativ Energien, déi kënnen net fonctionéieren ouni Backup, ouni déi steierbar Energie, dat heescht, ouni Fossill oder Atomenergie. Dat sinn déi zwou eenzeg, déi ëmmer disponibel sinn an ëmmer steierbar sinn. Alternativ Energië kënnen dat net leeschten! Dat ass einfach de wëssenschaftleche Fakt. Dat ass d'Wourecht. Et ass vläicht politesch manner attraktiv, dat ze soen, awer et ass net eis Aufgab hei, Illusiounen nozelafen, mee einfach ze soen, wat wouer ass!

Wouer ass: Ouni Fossill, ouni Nucleaire geet et net. D'Tendenz ass Richtung Nuklearenergie. Et gëtt enorm wëssenschaftlech Progrèsen an där Technologie, mir hate gëschter driwwer geschwat, zemools an der Fusiounstechnologie. Dat ass d'Zukunft, ganz einfach. An et ass esou, datt mir als ADR fir déi Zukunft oppe sinn, technologieoppen, an déi Technologieoppenheet am Interessi och vun där beschtméiglecher Ëmwelttechnologie wëlle mer och fir d'Finanzplaz begleeden.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. No deem doten Discours géif ech ganz gären d'Wierder vum François Benoy vun de Moien zitéieren. Mee well ech mer kee Blâme wëll afänken, maachen ech dat elo léiwer net. Mir kënnen dat doten op alle Fall net matdroen, well et ass ënner aller … Dir wësst, wat weider.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement, fir dee gewielte Langage.

Vote sur la motion 4

Da kënne mer elo zur Motioun Nummer 4 kommen, zur Ofstëmmung. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5, wou et drëm geet, fir déi geplangten Erhéijung vun der Zäregassteier vu 25 op 30 Euro ersatzlos auszesetzen. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. D'CSV wäert dës Motioun net matdroen, well eis Positioun kloer ass, dass mir gesot hunn, mir géifen zu der CO_2-Steier stoen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Mee eis Positioun war déi, wéi de Gewerkschaften hir, dass mer gesot hunn, si sollt awer am Indexwuerekuerf reflektéiert sinn.

Ech wëll awer och ganz kloer soen, dass et e Bestriewe vun der Ekonomie ass, vun der Wirtschaft, ze wëssen, wéi et iwwer 2023 eraus mat der CO_2-Steier weidergeet. Dat ass eppes, wat d'Wirtschaft betrëfft, mee et betrëfft och d'Leit. Well et gëtt ëmmer gesot: déi CO_2-Steier, déi kënnt dann op de Liter Masutt. Do si mer mëttlerweil bei 10 Cent um Liter mat deem hei. Do, wou et awer am meeschten néierschléit, dat ass beim Gas, dat ass beim Masutt doheem. Mir hunn awer 59.000 Stéit nach, déi sinn op Masutt, jo, déi kënnen net vun haut op muer op eng Wärmepompel ëmklammen! D'Leit, déi um Gasreseau ugeschloss sinn zum Deel och, fir déi zielt dat selwecht.

Duerfir si mir der Meenung, dass, wann et sollt aus welche Grënn och ëmmer weidergoe mat den Erhéijungen no 2023, dass een de Leit, besonnesch de Leit aus den niddregen a mëttleren Akommeskategorien, dass een deene sollt dat kompenséieren zum Deel mat engem Klimageld. An dat Klimageld, dat soll sech orientéieren un dem Energiegeld, wat d'Leit elo kuerzfristeg krute bis zu engem bestëmmte Revenu am Kontext vun der Energiekris.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da geet d'Wuert bei d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Nach eng Kéier: Mir ënnerstëtzen dës Motioun och net, éischtens, well fir eis d'Kausalitéit tëscht de Sanktiounen an dem Präisustig net esou kloer ass; zweetens, well mer d'CO_2-Steier ënnerstëtzen, och wa mer se kritesch gesinn – mir gesi se kritesch, well an eisen Aen d'sozial Kompensatioun net kloer ginn ass a si ass och net indexéiert; mir wënschen eis also eng CO_2-Steier, déi méi kloer ..., déi indexéiert ass a sozial kompenséiert ass – an och virun allem, well der ADR hiren Agenda an der Klimafro fir eis immens réckwäertsgewannt ass, wéi se et elo mat all deene Motiounen hei immens gewisen hunn, a mir deen Agenda absolutt net wëlle matdroen!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, et wäert keen hei an der Chamber iwwerraschen, dass mir déi heite Motioun net kënne matdroen. D'CO_2-Steier ass e wichtegt Instrument am Kader vun der Energietransitioun a Richtung vun enger klimaneutraler Gesellschaft, well se eebe justement d'Investissementer a Richtung vu Klimaneutralitéit zousätzlech ënnerstëtzt a méi attraktiv mécht par rapport zu de klimaschiedlechen Investissementer. A si huet iwwregens an de leschte Joren, an dat gouf och bewisen, schonn zu enger Reduktioun ... Si huet hiren Effekt gewisen, notamment och wat d'Reduktioun ugeet a puncto vun der Trajectoire, wat eis CO_2-Emissiounen ugeet.

Gläichzäiteg ass fir eis awer immens wichteg, dass, wa mer esou Instrumenter wéi dat heiten aféieren, se och sozialgerecht sinn. An och dat gouf assuréiert, notamment iwwert Crédit-d'impôten, awer och iwwer eng ganz Partie aner Mesuren, déi déi heite Majoritéit agefouert huet.

Gläichzäiteg ass et, mengen ech, och wichteg, dass een natierlech och an d'Zukunft kuckt, wéi een dat doten Instrument weiderentwéckelt. An och dozou hu mir eis Positioun als déi gréng ginn. Wichteg ass et och hei natierlech, dass een der Ekonomie an alleguerten deene verschiddenen Acteuren déi néideg Previsibilitéit gëtt, fir dass se dann eebe grad déi Investissementer, déi a Richtung Klimaneutralitéit ginn, och maachen an dass déi sech virun allem par rapport zu de fossillen Investissementer och lounen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech géif gäre soen hei: Alle Jahre wieder kréie mer déi selwecht Motioun. Ech huele souguer un, d'Kolleege vun der ADR änneren ëmmer just den Datum, well dat doten hu mer elo bestëmmt schonn eng dräi, véier Kéiere kritt.

Mee selbstverständlech bleiwe mir bei eiser Meenung. Mir stinn hannert der CO_2-Steier. An ech hat mer d'Wuert gefrot, fir eigentlech dat ze soen, wat och de François Benoy nach eng Kéier richtegerweis an Erënnerung bruecht huet, nämlech dass mer keen neit Instrument mussen erfannen. De Kolleeg vun der CSV, den Här Roth, huet elo vun engem Energiegeld geschwat. Mee mir hunn en Instrument, dat ass de Crédit d'impôt énergie. A fir eis kënnt och selbstverständlech als Partei ... an dat ass jo och eng Fro, déi Der hutt: Wat geschitt no 2023? Fir eis als LSAP ass ganz kloer, dass dat no 2023 nach wäert weidergoen an dass mer d'CO_2-Steier och progressiv wäerten erhéijen, allkéiers zesumme mat enger Kompenséierung fir déi sozial schwaach Leit. An do ass de Crédit d'impôt fir eis dat allerbeschtent Mëttel!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert zréck un den Auteur. Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci. Och hei mengen ech, hu mer elo eppes héieren, wat d'Leit sollte wëssen. Dat ass, wat déi gréng och soen an och wat den Här Cruchten nach eng Kéier confirméiert huet, dat ass, datt déi Steier vu Joer zu Joer wiisst. Et gëtt ëmmer méi deier. Elo muss een awer wëssen, elo hätt ech nach, wa mer elo de Krich net hätten, dann hätt ech nach gesot ..., gutt, ech mengen, da wäre mer och dergéint gewiescht. Mee elo am Abléck si mer an enger Situatioun, wou et ville Leit extreem schlecht geet, trotz alle Kompensatiounen an esou weider. A mir hate virdrun iwwert den Diesel geschwat. Et gëtt warscheinlech net besser an deenen nächste Méint. Mir hu ganz vill Leit, déi wierklech all Frang mussen ëmdréinen.

Fir dann elo hinzegoen an dëser Situatioun an nach eng Kéier aus méi oder manner ideologesche Grënn eng Steiererhéijung ze maachen, well et ass jo näischt anescht, do muss een awer soen, dat ass net dee Wee, dee mir géife goen. Mir sinn do dergéint!

An et ass jo och net nëmmen ... Ech sinn d'accord: De Crédit d'impôt fir Leit, déi wéineg verdéngen, dat ass eng ganz gutt Saach, mee net eleng si si betraff. Wivill Leit hu mer, déi an deene méi ländleche Regioune wunnen, déi méi laang musse fueren? Wivill Frontalieren hu mer och, déi e bësse besser verdéngen, déi och heivunner direkt concernéiert sinn an déi och Lëtzebuerg net méi interessant an attraktiv fannen, ënner anerem wéinst deene Präisser op der Pompel?

Also, et ass e Phenomeen, dat net nëmmen elo hei eng gréng Ideologie soll erëmspigelen, nee et si ganz kloer sozial Interessen, Frontaliersinteressen ..., eis ekonomesch Interessen hänken dervun of!

A loosst mech dann och soen ... Ech gesinn, den Här Cruchten wëll nach eng Kéier op deem Punkt reagéieren. Dat gëtt och vläicht ganz interessant, deen Abléck. Mee fir eis ass eng ganz kloer Grondsazorientéierung: Mir wëlle keng Steiererhéijungen, och net an dësem Beräich, well mir erreechen eis Ziler net! Mir sollen einfach technologieoppen déi beschten Technologien ëmmer wielen, amplaz datt mer iwwer Steiere probéieren, d'Leit ze erzéien an an hir Fräiheet anzegräifen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just soen, ech hu gëschter Mëtten ..., nee, gëschter Owend, hunn ech mam Klimawandel telefonéiert an ech hunn e léif gefrot, ob e vläicht wéilt zwee Joer Paus maache wéinst dem Krich. En huet awer gesot, dass dat net a senger Iddi wär an e wäert esou virufuere wéi bis elo. An dofir mengen ech, dass mer dat heite sollten absolutt ofleenen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Dozou huet den Här Kartheiser eppes ze soen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech hunn ... Et ass en Zoufall, Här Cruchten! Ech hu gëschter mam Klimawandel telefonéiert, ech hunn nämlech geduecht, ech komme guer net un en, well den Här Turmes ...

(Interruption)

... hat nämlech hei gesot, mir kriten ni méi e Wanter ënner null Grad!

M. Sven Clement (Piraten) | Dir mengt jo nach ëmmer, et géif en net ginn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An do hunn ech geduecht, ma da ruff awer emol un, an elo ass Wanter, Hierscht, mir sinn nach net am Wanter, sot mer dach: Mir si bei minus 7 – wou ass en dann, de Klimawandel?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, genau. „Et gëtt kee Klimawandel", huet d'ADR elo erëm gesot.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Dat huet eis awer elo net virugehollef. An ech mengen, mir kënnen elo ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration.

Une voix | Frot emol déi Leit mat den Iwwerschwemmungen, wéi et ass!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O, Iwwerschwemmunge sinn et ëmmer ginn!

M. Fernand Etgen, Président | De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 5 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6 vun der ADR, wou et drëm geet, déi gewerkschaftlech Onofhängegkeet a Fräiheet ze respektéieren a konsequent ze schützen. An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas ginn.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et kann een net a Fro stellen, datt mer hei zu Lëtzebuerg net eng Kultur vun de Gewerkschaften hunn. Dat ass och gutt esou. Dat huet an deene leschte Joerzéngten ëmmer derzou bäigedroen, datt mer e soziale Fridden hunn. An duerfir stellt och keen a Fro, datt mer staark Gewerkschaften hei zu Lëtzebuerg brauchen. Selbstverständlech mussen och Gewerkschafte wëssen, wou d'Grenze sinn. Hei gëtt dann elo gefuerdert, datt déi gewerkschaftlech Onofhängegkeet a Fräiheet vollëmfänglech ze respektéiere wier vun der Regierung.

Ech wëll vläicht kuerz op den Accord salarial an der Fonction publique elo zréckkommen, deen de leschten 9. Dezember ënnerschriwwe ginn ass. An do ass dee jo och presentéiert ginn an der Kommissioun vun der Fonction publique. An ech wëll spezifesch op den Artikel oder de Punkt 8 hiweisen. Do steet ënner anerem: „Le Ministre de la Fonction publique aura des échanges avec les représentants de la CGFP au sujet de la liberté syndicale."

Bon, hei betrëfft et dann an éischter Linn natierlech d'Staatsbeamtegewerkschaft. Mee ech mengen, wann d'Regierung schonn d'accord ass, fir esou e wichtege Saz an engem Accord salarial dranzesetzen, da spigelt dat jo och e gewëssenen Esprit erëm. Ech gi ganz gären zou, datt et vläicht an deene leschte Wochen a Méint zu eenzelne Virfäll komm ass, déi mussen hannerfrot ginn. Mee insgesamt kann een awer hei net der Regierung ënnerstellen, datt se net déi richteg Attitude hätt vis-à-vis vun der gewerkschaftlecher Aarbecht hei zu Lëtzebuerg, bien au contraire! Ech verweisen och op d'Tripartite.

Duerfir mengen ech also, datt déi heite Motioun u sech de Moment net noutwendeg ass, gestëmmt ze ginn. An ech géif och dowéinst hei zumindest menger Fraktioun proposéieren, se ofzeleenen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. Da geet d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wëll do uknäppen, wou den Här Gusty Graas opgehalen huet. Jo, et ass wichteg, dass déi Libertés syndicales an Accord-salarialle festgehale ginn. Ech mengen, et ass awer nach méi wichteg, dass mer déi Libertés syndicales, dass mer d'Liberté de manifester, dass mer den Droit de grève, dass mer de Sozialdialog an eiser Verfassung festhalen. An et ass genee dat, wat an deene Revisiounen, déi d'nächst Woch um Ordre du jour stinn, festgehale gëtt an den Artikele 25, 28 an 39. Méi fest affirméiere kann een déi sozial Rechter hei zu Lëtzebuerg wuel net!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mars Di Bartolomeo. Da geet d'Wuert un den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll och op dat agoen, wat den Här Di Bartolomeo gesot huet. Et ass ganz gutt, dass mer dat an der Verfassung festschreiwen, mee Fakt ass, dass hei och probéiert gëtt, munchmol Gewerkschaftler ënner Drock ze setzen. Dat gëllt souwuel am ëffentleche Secteur wéi am Privatsecteur. Et ass e gréissere Lëtzebuerger Betrib, deen och scho verurteelt ginn ass, well e probéiert huet, un Delegéierter erunzegoen.

Duerfir hunn ech kee Problem, dass mir deem Punkt hei d'Zoustëmmung ginn, well et wichteg ass, en Akt no baussen ze setzen, dass d'Gewerkschaftsfräiheet muss mat alle Mëttele gewaart bleiwen.

Domadder ass dat net ofgewäert, wat Der sot, dass mer d'nächst Woch eppes stëmme vun der Verfassung. Mee et muss e klore Message sinn, dass d'gewerkschaftlech Fräiheete mussen erhale bleiwen. Dofir wäerte mir als CSV dëser Motioun d'Zoustëmmung ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Da geet d'Wuert un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass bekanntlech, wéi den Här Graas richteg gesot huet: Et steet elo am CGFP-Accord an dass dee Saz do dra komm ass, ass jo net ouni Grond. Et gouf do Problemer. Et gouf e Regierungsmember, wou op der Chamberstribün ... Deen een Dag war eng Versammlung vun der Gewerkschaft, wou d'Regierung net gutt ewechkomm ass, deen aneren Dag kënnt dann e Minister heihinner an diskreditéiert dann e Riedner, de President vun enger Gewerkschaft, op ëffentlecher Bün. Dat heescht, doropshin ass herno dee Saz dann an deen Accord komm. Et ass jo net ouni Grond. Deementspriechend ass schonn e Problem do. Et ass e Problem, iwwert deen ee muss diskutéieren.

Mir sinn net averstane mat der Form, wéi d'ADR et hei presentéiert, dass et e grousse generelle Problem war. Hei war et e Problem bei der Police, tëscht der Police an dem Ministère an de Kaderen.

Elo dës Motioun esou matzestëmmen, kënne mer deementspriechend net. Dofir wäerte mir eis enthalen. Mee et ass awer e Sujet, iwwert deen een eng Kéier muss diskutéieren, well bis haut koum vun deem Regierungsmember keng Entschëllegung, well herno huet sech erausgestallt, dass dat, wat hei op der Bün gesot ginn ass, komplett falsch war!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. An da geet d'Wuert un den Auteur, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Vläicht just eng kuerz Reaktioun op dat, wat den Här Graas gesot huet. Den Här Graas huet u sech confirméiert, datt et Virfäll gouf. An aner Riedner hunn dat och elo opgegraff an et däerf keng esou Virfäll ginn.

Den Här Di Bartolomeo huet gesot: „Mir schreiwen dat an d'Verfassung." Mee mir hu jo och schonn international Konventiounen hei ratifizéiert iwwert déi sozial Rechter, wou d'Gewerkschaftsfräiheet och festgehalen ass. An ech mengen, mir hunn einfach eng Situatioun, wou muss – wéi den Här Spautz, mengen ech, et gesot huet – e kloert Signal hei gesat ginn, och a Richtung Regierung eeben, datt dat do net geet. Et gëtt eng Grenz. Déi Leit mussen hir gewerkschaftlech Fräiheet ..., dat ass jo schonn eng Leeschtung.

Dir wësst jo, wéi et ass, wann ee sech an der Politik engagéiert: Dat huet eng ganz Rei, soe mer emol, Erausfuerderungen a Problemer an Nodeeler heiansdo. Mee eise Kolleegen, déi sech a Gewerkschaften organiséieren, geet et och dacks esou. Déi fäerten ëm hir Plaz, déi fäerte vläicht, géintiwwer dem Patronat benodeelegt ze sinn. All déi Saachen, all déi Drockméiglechkeeten, déi et do gëtt, dat muss een einfach gesinn, datt dat en Engagement ass, dat ee muss wierdegen an dat ee muss ënnerstëtzen a schütze virun allem, wann et eeben, wéi den Här Graas gesot huet, eenzel Virfäll gouf.

Mir wëllen där Virfäll keng. Dofir eeben hei deen Text. An och e Merci un d'CSV, datt se dat hei matdréit. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, ech muss mech awer elo e bëssen dergéint wieren, dass hei elo esou gemaach gëtt, wéi wann op där enger Säit déi Gutt géife sëtzen, déi fir d'gewerkschaftlech Fräiheeten antrieden an op där anerer Säit déi, déi se an iergendengem Mooss wéilte beschneiden. Dat ass net de Fall! Ech mengen, dass mer hei an engem Parlament sëtzen, wou 60 Deputéierten der Meenung sinn, dass déi gewerkschaftlech Fräiheete musse verteidegt ginn, haut an an Zukunft, esou wéi och an der Vergaangenheet dat scho gemaach ginn ass.

Den Här Di Bartolomeo huet drop higewisen, dass mer elo wäerten eng Verfassung stëmmen, wou dat nach eng Kéier ervirgestrach gëtt a mir kënnen alleguerten houfreg sinn, dass mer dat maachen.

Da kënnt awer, an do gesäit ee jo e bëssen déi Infektheet, déi awer hannert deene verschiddene Riedebeiträg elo war. Elo gëtt e bëssen esou insinuéiert, wéi wann et an der Regierung Leit géif ginn, déi dat net géifen esou gesinn, wéi ech et elo grad hei duergestallt hunn! An et gëtt d'Beispill vun engem Minister, deen net a menger Partei ass, mee deen ech awer perséinlech ganz gutt kennen a wou ech einfach wëll hei ganz kloer soen, dass ech net der Meenung sinn, dass dee géint d'gewerkschaftlech Fräiheete wär.

Mee ech mengen, dass déi ganz Diskussioun e bësse méi wäit dréit. Et muss een awer och engem Minister, deen an der Exekutiv ass, genau esou wéi all Deputéierten, deen an der Legislativ ass, hei d'Recht ginn, op der Tribün seng Meenung auszedrécken iwwert dat, wat deen een oder anere Gewerkschaftsvertrieder seet. Ech mengen, och doriwwer misst ee sech esou wäit eens sinn.

An déi ganz Poleemik ëm d'gewerkschaftlech Fräiheeten, déi ass jo net vun engem Minister annoncéiert ginn, mee déi ass lancéiert ginn opgrond vun engem Virgoe vum Parquet général. An och do musse mir hei an dësem Haus ganz gutt oppassen, wat mer maachen. Wa mer kloer fir d'Gewaltentrennung sinn, da musse mer och an Zukunft dem Parquet d'Opportunité des poursuites esou iwwerloossen, wéi se am Moment ass, an och dem Parquet déi Moyenen zur Verfügung loossen, déi en huet, fir eeben ze verhënneren, dass et an Zukunft zu perséinlechen Diffamatioune kënnt am Numm vun der Gewerkschaftsfräiheet!

Et ass jo esou gewiescht, dass hei konkreet Poliziste geklot hu géint aner Polizisten, well déi am Kader vun hirer gewerkschaftlecher Aktivitéit Aussoe gemaach hunn, wou déi sech perséinlech getraff hunn. An de Parquet, souwäit, wéi ech informéiert sinn, huet dann deem, deen dann do ugesicht ginn ass, gesot: „Et

geet net duer, fir eng Prozedur ze maachen, mee mir maachen Iech awer drop opmierksam, dass dat doten esou net geet!"

Elo kann een driwwer diskutéieren, ob et richteg war, fir dann ze soen ..., well mir hunn och nach aner Saachen, déi en plus och nach derbäikommen. Mee ech mengen, dass mir hei an dësem Haus eis sollten dispenséieren, dat op dëser Plaz ze maachen. Do ka jiddweree seng perséinlech Meenung driwwer hunn. Mee ech mengen net, dass et enger Chamber gutt zu Gesiicht steet, iwwer d'Mesurë vum Parquet a vun der Justiz esou hei ze diskutéieren.

Duerfir, kommt, mir bleiwe Fouss bei Mol! Kommt, mir denken, a kommt, mir sinn eis alleguerten eens, dass d'gewerkschaftlech Fräiheeten eppes Wichteges sinn, e Gutt sinn, dat muss verteidegt ginn! Mee duerfir brauche mer keng extra Motiounen hei ze stëmmen, virun allem net, wa se vun der ADR kommen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also ech wollt u sech elo net nach eng Kéier dorop reagéieren, mee wat den Här Kersch gesot huet, en huet d'Situatioun duerno jo och duergestallt mam Parquet, mécht mer awer Suergen. Well den Här Kersch huet elo nach eng Kéier dat confirméiert, wat jo och d'Press rapportéiert huet, datt e Gewerkschaftler vum Parquet kontaktéiert gouf, nodeem eng Affaire sans suite klasséiert gouf – dat muss ee soen: Nodeem d'Affär klasséiert gouf! – am Sënn, „et geet net duer fir eng Affär", mee also de béise Fanger gemaach krut.

Éischtens emol wëll ech ganz gären a wat fir engem Code och ëmmer gesinn, wat d'Base légale vum Parquet war, fir dat ze maachen! Well ech mengen, datt do eng Ingérence war. De Parquet seet ëmmer gären, datt d'Chamber sech net soll bei hinnen ingeréieren. Ech ginn Iech Recht dodranner. Mee de Parquet soll sech dann awer och net an Affäre ingeréieren, déi se klasséiert hunn!

An da stellen ech mer d'Fro, no allem, wat mir wëssen aus der Vergaangenheet, vu Casier-bissen, Policefichieren an ech weess net wat: Wou bleift dee Bréif dann erhalen? Wéini kritt déi Persoun dee Bréif da virgehäit? An där nächster Affär, wou en da vläicht eng Kéier eng Affär zu Recht kritt, gëtt dann dee Bréif erausgeholl fir ze soen: „Jo, et ass jo Recidive." Mee nee, et ass keng Recidive, well manifestement war et jo eng Affaire sans suite! A genau dat muss de Parquet dann och esou kommentéieren an net nach kommentéieren am Sënn vu „Mee pass op!" Wann eppes klasséiert gëtt, ass et klasséiert, an dann däerf net nach iergendwou an engem Niewewee dat erëm opgemaach ginn. An dofir, mengen ech, ass déi Affär vill méi grav wéi dat, wéi Dir et elo grad duergestallt hutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Also eigentlech, a menger éischter Interventioun war ech guer net op dat vun der Justiz agaangen, well ech eeben och der Meenung war, dass déi Trennung do ass. Ech war just drop agaangen, dass deen een Owend eng Argumentatioun gesot ginn ass, firwat an der Police verschidde Saachen net fonctionéieren, an de Regierungsmember deen aneren Dag net an der Chamber gesot huet, wat ee kéint besser maachen, oder sech verteidegt huet, mee just dem Gewerkschaftspresident virgeworf huet, e wier an enger Partei, wat duerno dementéiert ginn ass.

Dat heescht, et ass drop gespillt ginn, fir de Gewerkschaftspresident anzeschüchteren oder wéi Der och ëmmer et wëllt nennen, anstatt dass einfach mam Theema weidergemaach ginn ass, wat ee bei der Police hätt kënne verbesseren. Dat war d'Argumentatioun an dat sinn déi gewerkschaftlech Fräiheeten, déi a mengen Ae verletzt gi sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Här President. Ech hunn deem elo nogelauschtert. Ech wollt eigentlech näischt dozou soen. Mee ech muss soen, déi Diskussioun hei, déi sollt een net einfach esou als Diskussioun fir d'Diskussioun zréckhalen, well do geet et ëm weesentlech Punkte vun dem Lëtzebuerger Rechtssystem!

An ech mengen, jiddwereen huet hei grouss Deeler gesot, déi och richteg sinn, de part et d'autre. Dat wat hei spillt, dat ass fir mech, hale mir zréck: Et gëtt eng Gewaltentrennung, mee déi Gewaltentrennung, déi ass net à sens unique, weeder an déi eng Richtung nach an déi aner Richtung.

An ech mengen, mir géifen eis gutt drun doen, well dass ... D'Piraten mentionéieren dee Punkt 11 oder 10 an dem Accord salarial, deen tëschent der Regierung iwwregens ofgemaach gouf an där gréisster Gewerkschaft aus dem ëffentlechen Déngscht. Dee kënnt jo net vun einfach esou. Dat ass net, fir engem e Gefalen ze maachen. Dat ass en Accord, deen herno och eng Kéier an der Chamber als comme tel zum Vott ënnerluecht gëtt!

An ech wëll awer do soen, mir wëllen eng Proposition de loi deposéieren, fir dem sougenannten „Avertissement", deen de Parquet ausstellt, fir deem eng gesetzlech Basis ze ginn, wéini en e kann erstellen a wéini en en net kann erstellen a wat kann – an dat huet de Sven Clement richteg gesot – iwwert eng Persoun, wou Classements sans suite vun eppes gemaach ginn, archivéiert ginn a welleche Fichieren och ëmmer oder net?

Mir wëllen dat maachen, änlech wéi dat a Frankräich ass. A mir wiere frou, wann d'Regierung vläicht och kéint sech mat op dee Wee herno beweegen, fir dass d'Chamber esou séier wéi méiglech dat do eng Kéier kéint ofschléissen. Well dat ass e wichtege Punkt an et si ganz éierlech gesot Avertissemente ginn u Presidenten. Ob ee mat den Äusserungen d'accord ass oder net vu Gewerkschaften, wou et keng Base légale gëtt, well an der Justizkommissioun ass vun ieweschter Instanz vun der Justizautoritéit ... an et si jo vill Kolleeginnen a Kolleegen hei dobäi, déi konnten dat soen: „Et gëtt keng Base légale dofir." Duerfir musse mer eng schafen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott ... nee den Här Kersch kritt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt just soen, dass ech dat eng gutt Iddi fanne vum Här Roth. Méi wollt ech net soen. Jiddweree wëll iesse goen, ech weess dat!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Da komme mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 6 ass bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 7

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 7 vun de Piraten, wou gefrot gëtt, e Fonds de subside opzestelle fir ASBLen am Beräich Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter. Den Här Yves Cruchten freet d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem Här Clement an de Piraten fir déi Motioun, déi mer, mengen ech, alleguerte kënne gutt fannen. Ech hu just net esou richteg verstanen, wat e genau wëllt. Ech weess net, ob et Iech opgefall ass, mee dëst Joer ass en neien Artikel bäikomm am Budget, den Artikel 33.012 „Participation de l'État au frais des organisations œuvrant dans le domaine des droits humains au Luxembourg". Dat ass en neien Artikel, wou, mengen ech, genau déi Associatiounen, déi Dir mat engem Subsid viséiere wëllt, betraff wären.

An ech froe mech, ob et net vläicht ... Bon, elo kann ee vläicht driwwer diskutéieren: Ginn déi 75.000 Euro duer? Wat geschitt genau mat deenen? Wie kritt dovunner? Mee elo kéint ech mer awer och virstellen, dass et eventuell nach esou änlech Subsiden net nëmme bei der Justiz, mee vläicht och bei der Kooperatioun oder vläicht am Ausseministère oder, ech weess net, bei der Famille gëtt.

Dofir wollt ech den Auteur froen, ob en net bereet wär, dass mer eng Kéier fir d'éischt, ier mer hei doriwwer ofstëmmen an der Plenière, fir d'éischt eng Kéier eng Diskussioun doriwwer féiere mat concernéierte Regierungsmembere fir ze kucken: Wéi kréien ONGen hei zu Lëtzebuerg, déi an de Beräicher Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter aktiv sinn, wéi kréien déi konkreet gehollef? Dat wier meng Demande.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. Ech géif dann direkt d'Wuert un den Auteur gi vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir déi Remarken.

Den Artikel 33.012, dat hu mer tatsächlech nogefrot gehat bei der Regierung. Dat ass net esou viséiert wéi dat, fir méi Organisatioun ze ënnerstëtzen, et ass tatsächlech eng singulär Aktioun, déi anscheinend domat ënnerstëtzt soll ginn.

Mir gesinn et e bësse méi wäit, mee mir sinn awer gäre bereet, dat an der Kommissioun dann och méi wäit a méi breet ze diskutéieren, soudatt ech kee Problem domadder hunn, dat an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

Vote sur le renvoi de la motion 7 en commission

Wien ass d'accord, datt mer dat an d'Kommissioun verweisen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder gëtt dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 7 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et à la Commission de la Justice.)

5. Ordre du jour

Da froen ech, fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour ze maachen. Et gëtt proposéiert, datt mer de Moien nach just de Projet de loi 8105 iwwert d'Attributioun vun der Garantie de l'État un d'Zentralbank sollen evakuéieren an d'Punkte 4 bis 8 vum Ordre du jour op de Mëtteg reportéieren. Dat heescht, da géif d'Sitzung um 15.00 Auer ugoen. A mir géifen dann nach elo de Projet de loi 8105 de Moien huelen.

Ass d'Chamber mat där Modifikatioun vum Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 8105 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg dans le cadre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international

An ech géif dann d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här André Bauler.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, ech weess, datt Der alleguer gären iesse gitt, mee ech hunn nach dëse Rapport ze maachen. E war virgesinn an et ass jo elo och esou decidéiert ginn. Ech maachen et ganz séier.

An de leschten Deeg hu mer eis hei an der Chamber déi néideg Zäit geholl, fir iwwert de Budget ze diskutéieren an ofzestëmmen. De Gesetzesprojet, deen ech Iech hei virstellen, den Article unique, hätt am Fong och solle mam Staatsbudget gestëmmt ginn. Mee den Artikel gouf elo nach eng Kéier separat deponéiert, fir hei enger Opposition formelle vum Staatsrot nozekommen.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 15. November zum Budget 2023 nämlech gesot, dass e separat Spezialgesetz gestëmmt misst ginn, fir eng Staatsgarantie ze accordéieren, dat mam Verweis op den Artikel 99 vun der Verfassung. Dowéinst kucke mer eis dëse Projet elo kuerz un.

Mir komme mat dësem Projet eise Verflichtunge vis-à-vis vum Internationale Wärungsfong, dem FMI, dem Fonds monétaire international, no. Et geet drëm, der Regierung d'Erlabnis ze ginn, fir d'Staatsgarantie un d'Lëtzebuerger Zentralbank ze ginn am Kader vu Prêten, déi si un de Resilienz- an Nohaltegkeetsfong vum FMI maache kann.

Am Kader vun der Pandemie huet den FMI decidéiert, eng Liquiditéitssprëtz un déi 190 Memberstaaten vum FMI ze maachen. Hei kruten d'Memberstaaten eng generell Allocatioun vun Droits de tirage spéciaux, dat dem Kapital no, dat si am Weltwärungsfong hunn.

Vu, datt déi méi räich Länner awer wierklech net op dës ugewise sinn, ass elo entscheet ginn, fir dës Droits de tirage spéciaux weiderzeverléinen. En Droit de tirage spécial, kuerz DTS, dat ass keng Wärung, mat där een eppes kafe kann. Déi DTSen, dat ass en Avoir, deen also als Éischt an eng haart Wärung, sief dat an Dollar oder an Euro ëmgetosch muss ginn. Lëtzebuerg, zesumme mat anere Länner, huet sech fräiwëlleg derfir bereet erkläert, d'DTSe vun anere Länner ëmzetauschen, wa si dat géifen ufroen iwwert den FMI. Dat heescht an eisem Fall, datt d'Lëtzebuerger Zentralbank déi DTSe géint Euro tauscht.

Eng zweet Méiglechkeet, dat ass, fir op Basis vun den DTSe Suen ze léinen. De Weltwärungsfong kann dank dem Nohaltegkeets- a Resilienzfong da méi laang Prête maachen. Do schwätze mir vun 20 Joer fir Länner, déi en voie de développement sinn an och Länner mat mëttlerem Akommen, dat dann och zu ganz avantagéise Konditiounen, dat heescht virun allem mat engem ganz niddregen Zënssaz.

Déi eenzeg Konditioune sinn am Fong, datt d'Länner sech zu Reformen engagéiere mussen am Sënn vun der nohalteger Transitioun, mee och der Resilienz, der Widderstandsfäegkeet, vis-à-vis vu méigleche Pandemien.

Dat ass effektiv eng nei Donne, wann ee bedenkt, datt den FMI grondsätzlech just kuerz Prête mécht. Dat ass also eng nei an innovativ Approche vum Weltwärungsfong.

D'Lëtzebuerger Regierung huet sech dofir entscheet, fir 20 % vun der DTS-Allocatioun, déi mir 2021 kruten, un dëse Fong weiderzeginn. Natierlech ass e gewëssene Risiko do, datt d'Suen net zréckbezuelt ginn. Well d'Europäesch Zentralbank keng Staatsfinanzéierung maachen dierf, sou wéi dat an den EU-Traitéë festgehalen ass, freet eis Lëtzebuerger Zentralbank änlech wéi an aneren europäesche Memberstaaten, datt d'Lëtzebuerger Regierung integral méiglech Prêten iwwer eng Staatsgarantie deckt.

An enger nächster Etapp, soubal d'Gesetz gestëmmt ass, géif dann eng Konventioun tëscht dem Lëtzebuerger Staat an der Zentralbank ënnerschriwwe ginn, fir d'Modalitéite vun der Staatsgarantie festzehalen.

2021 krut Lëtzebuerg 1,26 Milliarden DTSen, dat entsprécht ongefeier 1,6 Milliarden Euro. Dovunner gi mir elo den Equivalent vu ronn 325 Milliounen Euro un den FMI, also ee Fënneftel. Do fléisst kee Geld aus eiser Staatskeess, ma se wäerten als Prête vun der Lëtzebuerger Zentralbank un de Weltwärungsfong accordéiert ginn. Just 5 Millioune ginn iwwert de Budget bezuelt an zwar an en Dëppen, fir dat emol esou salopp ze formuléieren, wat als Sécherheetspuffer dénge soll.

Zu gudder Lescht wollt ech nach op eng wichteg Fro agoen, déi an der Kommissioun opkomm war, déi gestallt ginn ass: Wat ass d'Warscheinlechkeet, d'Probabilitéit, datt d'Garantie wierklech gezu gëtt? Hei krute mer säitens de Beamten aus dem Finanzministère erkläert, datt dëse Risiko extreem niddreg ass. Den FMI minimiséiert de Risiko nämlech aktiv.

Den FMI vergëtt just Prêten, wann d'Remboursementcapacitéit do ass, dat heescht, wann d'Land, dat den Emprunt mécht, beweise kann, datt et d'Suen zréckbezuele wäert. Zweetens gëtt et e Puffer mat Suen, déi an enger éischter Phas géife benotzt ginn, éier d'Staatsgarantien u sech an d'Spill kommen. Hei injectéiert Lëtzebuerg, wéi gesot, 5 Milliounen Euro. Déi aner Länner maachen dann och Contributiounen, soudatt dëse Puffer, vun deem ech elo just geschwat hunn, gutt dotéiert gëtt.

Här President, léif alleguer, dat war et dann och vun dësem Projet de loi. Dësen Text ass elo eng Autorisatioun, déi gebraucht gëtt, fir dass Lëtzebuerg un dëser Initiativ, dem Nohaltegkeets- a Resilienzfong, deelhuele kann.

Zu gudder Lescht soen ech nach der Madamm Finanzministesch an hire Beamten, esou wéi awer och der zouverlässeger Beamtin hei aus der Chamber a mengem treie Mataarbechter Merci fir déi flott Zesummenaarbecht am Kader vun dësem Projet. D'DP-Fraktioun gëtt dann och heimadder den Accord zu dësem Text.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci fir Är Opmierksamkeet léif alleguer, an dann och merci Iech, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Rapporter André Bauler. Dir wësst, wann et op d'Mëttegiessen zougeet, datt ech een ongedëllege Mënsch sinn.

(Hilarité)

An ech ginn elo d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Net nëmmen Dir, Här President, gitt ongedëlleg, ech och! Duerfir wäert ech Är Gedold net strapazéieren. E Merci un de Rapporter an den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech soen dem Här Bauler villmools Merci fir säi Rapport a ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert geet weider un den Här François Benoy, net ouni dem Här Yves Cruchten Merci ze soen.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, ech erlabe mer trotzdeem e puer Wuert ze soen. Mir alleguerte spieren de Klimawandel hei schonn. Mir hunn dat an de leschte Summere ganz speziell gespiert, mee och an anere Situatiounen.

Mee et däerf een do awer net vergiessen, dass op anere Plazen op der Welt, deen haut scho vill méi hefteg ass. Ech denken zum Beispill un d'Iwwerschwemmungen an de Regioune Pakistan, Bangladesch oder un d'Drécheperioden, wierklech, déi ganz brutal sinn an Afrika. An et sinn, voilà, Millioune Leit, déi dowéinster elo scho Schwieregkeeten hunn, wat den Accès ugeet op Drénkwaasser respektiv an der Liewensmëttelproduktioun, Millioune Leit och, déi hiert Doheem verléieren, wat och an Zukunft nach d'Flüchtlingsstréim wäert verstäerken.

Dat Brutaalt do drun ass wierklech, dass eigentlech déi Äermst, déi déi och am mannste Verantwortung

droen un der Klimaerwärmung an un der Klimakris, am stäerksten do dervunner betraff sinn.

A, bon, grad wann ee kuckt, wie wierklech elo ugewisen ass op déi humanitär Hëllef, da muss ee soen, dass si just fir 5 % vun dem CO_2-Ausstouss verantwortlech sinn. An dofir si mir natierlech an enger spezieller Verantwortung, fir engersäits Mitigatioun ze maachen, also d'Klimatransitioun a Richtung Klimaneutralitéit ze acceleréieren, an op där anerer Säit komme mer natierlech net laanscht Adaptatioun. Dat musse mer natierlech hei maachen, mee speziell ass et wichteg, dass mer deenen Äermsten dobäi hëllefen, well si hunn et eeben nach vill méi schwéier, fir Adaptatioun ze maachen.

An dofir ass deen heite Projet de loi och wichteg, well mer grad doduerjer Prêten erméigleche fir déi vulnerabelst Länner, fir dass se Resilienzmesurë kënne maachen. An dofir soen ech dem André Bauler och villmools Merci fir säi Rapport an d'Explikatiounen. A voilà, dat Engagement musse mer natierlech weider verstäerken, well mir sinn do an der Responsabilitéit, fir deene vulnerabelste Länner derbäi ze hëllefen, fir dass se eebe besser mat de Konsequenze vun der Klimakris kënnen ëmgoen an och méi resilient kënne ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus e ganz grousse Merci un den Här Bauler, dee wierklech e ganz gudde Rapport gemaach huet, och iwwert déi Gespréicher, déi mer an der Kommissioun haten.

Mir hunn op eis Nofro vun de Beamten – an dofir e grousse Merci – emol eng Kéier en Iwwerbléck gefrot, wivill Garantië mer dann esou ginn als Lëtzebuerger Staat a wat eigentlech hei als Volumen engagéiert ass. Haut geet et ëm 250 Milliounen Euro. Dat ass jo net näischt. An dann hu mer eeben eng Lëscht kritt, an déi ass elo ganz komplizéiert. Ech wäert déi elo net am Detail virdroen. Mee et geet ëm ganz vill Geld. Mir hunn do „Garanties envers le fonds monétaire international", „Fonds de garantie européen" an esou weider. Dat sinn 3 Milliarde ronn. Mir hu Garantien, aner Garantien, an Héicht vun iwwer 500 Milliounen Euro.

Also, wann een dat alles zesummenzielt, da sinn dat ganz substanziell Garantien, déi de Lëtzebuerger Staat elo ginn huet. An da kommen nach … Participatiounen u Programme stinn hei, verschidden Donen, déi mer maachen, „African Development Fund" an anerer, wou dann Done gemaach ginn, och an Héicht vun heiansdo iwwer 10 Milliounen.

Also et muss een, menge mir op jidde Fall, virsiichteg sinn. Mir wësse jo och a wéi enger budgetärer Situatioun Lëtzebuerg ass. Mir wëllen eis Solidaritéit net versoen, dat ass ganz kloer. Mir hate jo och de Moien driwwer geschwat. Ech wëll dat hei nach eng Kéier betounen. Natierlech wëlle mer hëllefen, do, wou dat sënnvoll a méiglech ass. Mee mir hätten u sech gär méi Informatiounen iwwert dat, wat mer wierklech u Garantië ginn, wat wierklech d'Erfarunge si vun deene verschiddenen internationalen Institutiounen.

Mir hunn hei „New Arrangements to Borrow", steet hei: 1,3 Milliarden. Bei „Bilateral Borrow Arrangements": 800, bal 900 Milliounen. „Voluntary Trading Arrangements": bal 700 Milliounen. Mir wësse guer net, wat d'Erfarunge sinn. Wat ass wierklech rembourséiert ginn? Wat ass net rembourséiert ginn? An dofir wäerte mir eis elo bei dësem Projet enthalen.

Mee mir géifen den Här President vun der Finanzkommissioun, den Här Bauler, invitéieren, datt mer vläicht eng Kéier d'Madamm Minister an d'Kommissioun komme loossen, datt mer emol eng Kéier e Bilan kréien iwwert dat, wéi hei d'Erfarunge si vun den internationalen Organisatioune mat vill Geld, dat mir awer garantéieren als Lëtzebuerger Staat. An dofir wëlle mer eis do méi an deen Dossier eraschaffen a verdéiwen.

Haut mat dësem Gesetz, wou jo erëm 250 Millioune Garantien iwwerholl ginn, wäerte mir eis enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wëll net ze vill op de Fong agoe vum Gesetz, well dat, wat den Här Kartheiser elo grad gefrot huet, kann ee mat zwee Mausklicken um Site vum Tresor noliesen, genau, wéi eng Engagementer mer hunn an inwiefern déi och schonn ofgeruff goufen. Ech ka mech och erënneren, datt mer rezent an enger Kommissioun all déi Dokumenter nach eng Kéier gewise kruten, wéi d'Encoursë vun deene jeeweilege …, vum Capital appelé ass par rapport zu de Garantien, déi mer ginn hunn.

Ech wëll awer kuerz eng Kéier op d'Form vum Gesetz agoen, well et weist, datt wann et muss goen, och ganz séier kënne Gesetzer duerch d'Chamber goen. Dat heiten ass eent vun deenen, wat jo ganz séier koum.

A firwat koum et ganz séier? Ma well d'Regierung den Artikel 99 vun der Verfassung emol erëm eng Kéier vergiess hat. Den Artikel 99, Dir erënnert Iech, dat ass deen, deen och schonn an der SuperDrecksKëscht-Affär gespillt huet, wou et drëm geet: Wéi laang kann d'Regierung wéi vill Geld engagéieren? An dofir ass et, mengen ech, ganz gutt, datt de Staatsrot hei fréizäiteg drop higewisen huet, eng Opposition formelle gemaach huet, an doduerjer mer dunn deen Artikel an eng Loi spéciale gegoss hunn, déi mir dann awer – nämlech mam Zil vun deem, wat hei garantéiert gëtt – absolutt ënnerstëtzen! An dofir wäerte mer d'Gesetz matstëmmen, och wann ech mer gewënscht hätt, datt et vun Ufank un en eegent Gesetz gewiescht wär an net eréischt duerch eng Opposition formelle zu engem eegene Gesetz gi wier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech wëll och net vun Ärer Ongedëllegkeet elo zu dëser spéider Stonn abuséieren.

Ech mengen, dat heiten ass effektiv e ganz wichtegt Gesetz. Mir mussen eis Verantwortung huelen als Land. Mir musse solidaresch sinn. An ech mengen, de Här Bauler … an e grousse Merci fir de Rapport an déi exzellent Interventioun an och all d'Erklärungen dozou. Ech kéint et wierklech net besser soen. Dir hutt alles, alles gesot. Mir mussen hei vis-à-vis vu vulnerabele Länner eis Verantwortung iwwerhuelen. Dofir soen ech wierklech e ganz grousse Merci fir déi ganz breet Ënnerstëtzung hei.

Wa méi Informatioune gefrot sinn iwwert déi verschidde Garantien, da stinn ech a meng Servicer natierlech der Chamber zur Verfügung. Dat ass natierlech kee Problem.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8105. Den Text steet am Document parlementaire 8105[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8105 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8105 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg um 15.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 13.07 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 43
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8084 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2021** p. 43
   Rapport de la Commission des Comptes : M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)
   Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Yves Cruchten (interventions de Mme Octavie Modert, M. Mars Di Bartolomeo et M. Gilles Baum) | M. Charles Margue | M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Fernand Kartheiser
   Vote sur la résolution (adoptée)
3. **Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 de la Cour des comptes** p. 44
   Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm
   Discussion générale : M. Guy Arendt
   Vote sur la résolution (adoptée)
4. **Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 du Médiateur** p. 45
   Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm
   Discussion générale : M. Guy Arendt
   Vote sur la résolution (adoptée)
5. **Résolution concernant les comptes de l'exercice 2021 du Centre pour l'égalité de traitement** p. 45
   Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm
   Vote sur la résolution (adoptée)
6. **Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher** p. 45
   Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm
   Vote sur la résolution (adoptée)
7. **8097 – Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020** p. 46
   Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo
   Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8097 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8100 – Projet de loi modifiant l'article 48B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre** p. 48
   Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8100 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Claude Haagen, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 15.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 8084 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2021

M. Fernand Etgen, Président | Als éischte Punkt fir de Mëtteg sinn d'Chamberskonte vum Joer 2021 um Ordre du jour. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt dem honorabelen Här Marc Lies als Rapporter d'Wuert ginn, fir d'Konten ze presentéieren. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies (CSV), rapporteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech gesinn, d'Bänke sinn nach relativ eidel, zemools op där lénker Säit.

(Exclamations)

Här President ...

M. Fernand Etgen, Président | O! Ech wier emol net esou kéng, Här Lies!

M. Marc Lies (CSV), rapporteur | Ma nee, ech brauch net kéng ze sinn, ech si just Realist, ne?

(Brouhaha et interruptions)

Voilà! Ech si just Realist. Ech weess net, firwat, Här President, datt Dir mech elo hei zréckhuelt, dat verstinn ech net! Well an anere Sitzungen ass dat ni de Fall.

Une voix | Dat do verhale mer eis!

M. Marc Lies (CSV), rapporteur | Do gëtt kee Riedner zréckgeholl!

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wär frou, wann et elo op der lénker Säit e bësse méi roueg wär, fir effektiv dann iwwert d'Konte vun der Chamber einfach nozelauschteren, well et ass awer e wichtegen Text, iwwert deen och hei ofzestëmmen ass.

Dofir, esou wéi all Joer goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2021 vun eiser Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Artikel 174 (veuillez lire: Den Artikel 176) vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir, an ech zitéieren, Alinea 1: „L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite ‚Commission des Comptes', assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau." Punkt 4: „La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée."

Den Auditeur „PKF Audit & Conseil", deen d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2021 kontrolléiert huet, koum den 30. September a sengem Schreiwen zu follgender Konklusioun: „À notre avis, les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg au 31 décembre 2021 ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables applicables aux comptes de la Chambre des Députés tels que définis par le Bureau de la Chambre des Députés".

De Staat huet der Chamber eng Enveloppe budgétaire vun insgesamt 42,6 Millioune fir d'Joer 2021 zoukomme gelooss, am Joer 2020 waren et 46,7 Milliounen an am Joer 2019 waren et 42,6 Milliounen wéi och elo fir 2021. Mat de Provisiounen an dem Recours op d'Reserve vu ronn 5,4 Milliounen louchen d'Recettë bei insgesamt 51,4 Milliounen. De Kont 2021 huet mat Depensë vun 49,8 Milliounen ofgeschloss. Dëst entsprécht engem Iwwerschoss vun 1.598.000 Euro. Par rapport zum Buchungsjoer 2020 louchen d'Depensë 6,1 Millioune méi héich.

Bedéngt duerch d'Pandemiejoer 2021, wou d'Chamber méi oft siegéiert huet, sinn d'Presenzgelder an d'Luucht gaangen. Beim Personal goufe par contre 1.276.000 Euro manner ausginn, wéi initial budgetiséiert, bei de Frais de fonctionnement waren et 532.000 Euro manner. Bei de Reese konnten och 283.000 Euro agespuert ginn. Ënnert dem Strëch kann ee soen, datt d'Administratioun vun der Chamber virsiichteg wirtschaft.

D'Reserve vun der Chamber hu sech Ufank 2022 op ronn 10 Millioune belaf. Fir 2021 ass e Recours op d'Reserve vun der Chamber geholl gi vun am Ganze 5,4 Milliounen, dëst, well d'Circulaire budgétaire fir 2021 virgeschriwwen huet, datt de Budget 2021 d'Depensë vun 2019 net soll iwwerschreiden. Well awer déi estiméiert Depensë fir 2021 méi héich ausfale wéi den ageschriwwene Budget, ass op d'Reserven zréckgegraff ginn. Fir 2023 soll en zousätzleche Recours vu 4,5 Milliounen op d'Reserve geholl ginn, fir d'Maison Gilly an zousätzlech Immobilieprojete vusäite vun der Chamber ze finanzéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Réviseur d'entreprises „PKF Audit & Conseil" sinn der Meenung, datt d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech Iech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2021 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau, besonnesch eisem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, dem Här Damian Rychlicki, der Madamm Barra, dem Här Reiter an all de Mataarbechter vun der Chamber e ganz grousse Merci ausspriechen fir hir exemplaresch Aarbecht.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech den Accord zu dësem Rapport ginn an ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, dat selwecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen dem Chamberspresident dës Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2021 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Marc Lies.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Ech sinn zwar net den Här Bauler, Här President, entschëllegt mech!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Guy Arendt (DP) | Ech wollt just dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi Rapport. An ech si jo selwer Member vun der Kommissioun. Ech ginn do och den Accord dann zu deem Projet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech hätt Loscht, Här President, iwwert d'Presenzen op där enger Säit vum Sall an op där anerer Säit vum Sall ze schwätzen.

Une voix | Jo.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee ech maachen dat net.

(Interruption)

Ech fannen et just net fair, wat den Här Lies a sengem Agang gesot huet. A mir hätten dacks d'Geleeënheet gehat, eis hei zu Wuert ze mellen an ze soen, wéi dacks wien hei present ass an der Chamber. Ech mengen, dës Säit vum Sall ka sech moies an de Spigel kucken a brauch sech do keng Reprochë gefalen ze loossen!

Mme Octavie Modert (CSV) | Ëmgedréit och!

Une voix | Très bien!

(Interruptions)

Une autre voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat gesot wëll ech dem Här Lies, deen ech trotzdeem respektéieren, Merci soe fir säi Rapport. A selbstverständlech wäerte mir als LSAP dee Rapport och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Och wann e keng Krawatt unhat!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Jessie Thill.

(Interruptions et brouhaha général)

M. Gilles Baum (DP) | Kommt, mir besënnen eis op dat, wat mer de Moie festgehalen hunn, wat den Här Roth proposéiert huet!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Also ech géif mer wënschen, dass mer erëm géifen en normalen Toun an dësem Haus zréckkréien. Well dat, wat gëschter Owend hei war, dat, wat de Moien hei war, war net ëmmer schéin.

Une voix | Dat ass richteg.

M. Fernand Etgen, Président | Huelt Iech dat wannechgelift zu Häerz!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

(Interruptions)

Da kritt den Här Charles Margue d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Mir haten dat intern weidergereecht, mee elo ass et jo an d'Mëttesstonn verréckelt ginn. Ech sollt e puer Wuert hei dozou soen.

Merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Merci och un all déi Mataarbechter an der Chamberverwaltung, déi hei fir d'Konten zoustänneg sinn, an och un all déi, déi hei schaffen.

Erlaabt mer, e puer Wierder ze soen. Dee Budget ass jo kontabelméisseg ganz an der Rei. Et ass net alles ëmgesat ginn, duerfir sinn déi Suen nach iwwregbliwwen. Dat ass a méi Budgeten, och bei de Gemengen, de Fall, dass d'Aarbechten net esou weiderginn.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass immens vill Posten, vill Ausgabe sinn, déi an d'Infrastruktur gaange sinn, sief et den Internet, sief et d'ganz Transmissioun Audio/Tëlee, dass dat hei verbessert ass an dass dat eng gutt Saach ass, souwuel, fir d'Bierger ze informéieren, wéi fir d'Aart a Weis, heibannen ze schaffen.

An ech wëll och ausdrécklech begréissen, dass déi Cellule stellvertriedend vum Opstocke vun de Ressourcen hei am Haus och endlech hir Plaz fonnt huet. Déi Cellule de recherche, do hu mer wierklech eng Expertis hei, wou ech elo d'Geleeënheet hunn, déi eng oder déi aner Kéier selwer a menge Kommissiounsverantwortungen dervun ze profitéieren; en agreabelen, schnellen, kompetente Service, dee mer eis hei opgebaut hunn. Ech mengen, déi Sue si gutt investéiert. Ech wollt dat heibäi soen.

Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun fir d'Konten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Charles Margue. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et deet mer leed, Här Di Bartolomeo, och ech hale meng Ried ouni Krawatt, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... dofir awer mat Schal. Vläicht mécht Iech dat zefridden?

Une voix | Ganz am Mofen, jo.

M. Sven Clement (Piraten) | Dofir awer am Bordoossen an am Mofen, jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat passt, dat passt!

M. Sven Clement (Piraten) | Mee als Éischt e grousse Merci un de Rapporter, de Marc Lies, deen hei ongewinnt e Rapport presentéiere konnt, e Rapport, wou et haaptsächlech ëm eis eege Finanze geet. A mir hu gëschter, haut, iwwert de Staatsbudget diskutéiert a mir vergiessen heiansdo, datt en Deel vum Staatsbudget och de Budget vun der Chamber ass, deen net manner wichteg ass, virun allem wann et drëm geet, wéi mir eis hei encadréieren a wéi mer fonctionéieren.

Ech mengen, datt et sécherlech nach Optimisatiounspotenzial fir d'Zukunft gëtt, wéi mer als Chamber schaffen. An ech schwätzen do net nëmme vum Toun, mee och vun den Aarbechtskonditiounen, déi een heiansdo sech selwer gëtt, vun den Outilen. Mee ech weess, datt – dat huet de Budget och gewisen – d'Chamber sech progressiv méi Moyene gëtt, an dat ass richteg an dat ass gutt! An dofir freeë mer eis och, fir d'Konten hei ze approuvéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, awer ganz séier. Villmools merci. Ech wollt eigentlech dem Här Marc Lies och Merci soe fir dee ganz gudde Rapport. An ech wollt einfach just d'Geleeënheet huelen, fir mech all deene Kolleegen och unzeschléissen, déi e grousse Merci hei fir d'Personal vun der Chamber gesot hunn. Ech mengen, et ass ëmmer gutt. Mir profitéieren e ganzt Joer vun enger wierklech exzellenter Qualitéit vun eise Mataarbechter. An et ass eng vun deene Geleeënheeten, déi mer hunn, fir dofir e Merci an eng Unerkennung auszeschwätzen. An ech si ganz frou, datt dat hei och iwwer all Bänken esou gedeelt gëtt, an ech wëll dat och ausdrécklech hei maachen an den Här Generalsekretär bieden, dat och am Numm vun eis, sécher alleguer, de Kolleegen, matzehuelen!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet, of.

Ass d'Chamber averstanen, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

3. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 de la Cour des comptes

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes fir d'Joer 2021. An ech géif direkt d'Wuert un den Auteur-rapporteur vun der Resolutioun ginn an dat ass déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Dépôt et exposé

Mme Diane Adehm (CSV), auteure | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen: Mir haten d'Konte vun der Cour des comptes, also vum

Lëtzebuerger Rechnungshaff, bei eis an der Budgetskontrollkommissioun. Mir hunn driwwer gekuckt. Mir hunn och de Rapport vum Reviseur gekuckt. Et ass näischt un deene Konten ze beanstanden, soudass ech der Chamber proposéiere géif, de Mëtteg d'Resolutioun ze stëmmen, dass mer déi Konten unhuelen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Cour au 31 décembre 2021 ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour tels que définis par le Collège de la Cour et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels.[1] » ;

– vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2022,

approuve

– les comptes de l'exercice 2021 de la Cour des comptes.

[1] *Extrait note 2 : « Principes généraux : Les comptes annuels de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. L'exercice budgétaire et comptable commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Les paiements des dépenses peuvent être réalisés jusqu'au 30 avril de l'exercice suivant. »*

(s.) Diane Adehm.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. Wëllt een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Guy Arendt.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif dem Diane Adehm Merci soe fir säi Rapport, och der Cour des comptes fir déi Aarbecht, déi se mécht. A mir kënne selbstverständlech deen Dekont adoptéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber averstanen, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

4. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 du Médiateur

Eisen nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Mediateur fir d'Joer 2021.

An den Auteur-rapporteur vun dëser Resolutioun ass och hei déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert, wannechgelift.

Dépôt et exposé

Mme Diane Adehm (CSV), auteure | Jo, merci, Här President. Dann zu de Konte vum Mediateur. Och déi hu mer an eiser Kommissioun gekuckt. Och déi Konte si vun engem Reviseur kontrolléiert ginn an och bei deene war näischt auszesetzen, soudass ech och fir de Mediateur virschloe géif, dass d'Chamber géif d'Resolutioun unhuelen, dass mer hir Konten approuvéieren.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que « les états financiers [...] de l'Institution pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été préparés, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-duché de Luxembourg » ;

– vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2022,

approuve

les comptes de l'exercice 2021 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm.

Da géif ech nach eng Kéier dem Här Guy Arendt d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Do ass näischt bäizefügen. Merci fir de Rapport a fir de Rescht huele mer en un.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur an d'Chambersreglement et virgesinn, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber d'accord, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Déi, déi domadder d'accord sinn, wéilt ech bieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass domat och eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un de Mediateur weidergereecht.

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2021 du Centre pour l'égalité de traitement

Den nächste Punkt vum Ordre du jour haut de Mëtten ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement fir d'Joer 2021. An déi honorabel Madamm Diane Adehm ass och hei Auteur-rapporteur vun dëser Resolutioun a presentéiert eis se elo.

Une voix | Très bien!

Dépôt et exposé

Mme Diane Adehm (CSV), auteure | Jo, da fir d'drëtt Kéier haut de Mëtteg. Och d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement hu mer bei eis an der Kommissioun gekuckt. Mir hunn och de Rapport vum Reviseur gekuckt an och hei war näischt ze beanstanden, soudass ech och hei proposéiere géif am Numm vun der Kommissioun, d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement unzehuelen.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'égalité de traitement qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du Centre pour l'égalité de traitement au 31 décembre 2021, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg » ;

– vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2022,

approuve

les comptes de l'exercice 2021 du Centre pour l'égalité de traitement.

(s.) Diane Adehm.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Auteur-rapporteur, der Madamm Diane Adehm. Esou wéi eist Reglement dat virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber averstanen, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden déi, déi domadder d'accord sinn, mat der Resolutioun, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, domadder ass och dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un de Centre pour l'égalité de traitement weidergereecht.

6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Mir kommen elo zur Resolutioun iwwert d'Konte vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher fir d'Joer 2021. Auteur-rapporteur ass nach eng Kéier déi honorabel Madamm Diane Adehm, déi eis elo d'Resolutioun presentéiert.

Dépôt et exposé

Mme Diane Adehm (CSV), auteure | Jo, Här President, dann awer fir d'lescht haut de Mëtteg. Och d'Konte vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher hu mer bei eis an der Kommissioun gekuckt. Och do war alles an der Rei. Och do huet de Reviseur keng Beanstandung ze maachen, soudass ech och beim Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher der Chamber virschloe géif, d'Konten ze approuvéieren.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Institution au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à l'Institution tels que définis par les responsables de l'Institution [...] » ;

– vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2022,

approuve

les comptes de l'exercice 2021 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

(s.) Diane Adehm.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Diane Adehm. Esou wéi eist Reglement dat virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domadder averstanen, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien d'accord ass mat dëser Resolutioun, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass och dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher weidergereecht.

7. 8097 – Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020

Mir kommen elo zum Projet de loi 8097, eng Upassung vun de Bäihëllefe vun der Assurance maladie-maternité. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, virun zwee Joer hu mir de Projet de loi 7678 hei verofscheet. Bei dësem Virgängerprojet vun dem Projet de loi 8097, dee mer haut diskutéieren, goung et ëm eng Dotatioun vum Staatsbudget un d'Gesondheetskeess, fir d'Käschte vu verschiddene Mesuren am Kader vun der Gestioun vun der Crise sanitaire vum Covidvirus ze iwwerhuelen.

Dëse Projet, deen, ech géif soen, a méi enger labberer Sprooch „de Kassensturz" geheescht huet, woubäi dëse Begréff awer net déi ganz Bedeitung vun deem Projet erëmspigelt, war d'Ëmsetzung vun enger Decisioun vun der Quadripartite vum 17. Juni 2020. Do war festgehale ginn, datt schnell gehollef misst gi mat Hëllefe vun der CNS, an déi Hëllefe sollt d'CNS iwwerhuelen, well se iwwert déi noutwendeg Logistik verfüügt a well se schnell konnt hëllefen. An an där Kris war schnell hëllefen, wéi dat esou schéin heescht, duebel hëllefen!

Dës Moossname waren den erweiderte Congé pour raisons familiales, de Congé pour soutien familial an d'Krankegeld, dat wärend dräi Méint an ab dem éischten Dag ganz vun der Gesondheetskeess iwwerholl gouf, aneschters wéi dat an der normaler Zäit ass, wou dat bis de 77. Dag vum Employeur iwwerholl gëtt.

Den erweiderte Congé pour raisons familiales fir Eltere vun engem Kand, dat covidpositiv an an der Isolatioun war, oder awer bei enger Quarantän vun engem Kand, huet de Famille vill gehollef. Dëse Congé pour raisons familiales koum zousätzlech zum „normale" Congé pour raisons familiales derbäi, deen den Eltere jee no Alter vum Kand eng limitéiert Zuel vun Deeg zur Verfügung gestallt gëtt. Dës Mesure ass iwwregens och de Moment nach en vigueur a gëtt genotzt, wann och wäit manner, well d'Covidinfektiounen net méi esou héich si wéi an där Period, wou se extreem héich waren.

De Congé pour soutien familial fir doheemzebleiwe bei engem Familljemember, dee vun engem Handicap betraff oder fleegebedürfteg ass an deen net konnt normal an enger Struktur betreit ginn, dës Mesure war vun Ufank un an der Zäit limitéiert an ass de 25. November 2021 ausgelaf.

D'Krankegeld, dat wärend de Méint Abrëll, Mee a Juni 2020 vum éischten Dag un zu 100 % vun der Gesondheetskeess – an net eréischt, wéi virdru scho gesot, no där bekannter Period – iwwerholl ginn ass, ass do ganz vun der Gesondheetskeess iwwerholl ginn. Vu virera war kloer, dass déi Virleeschtung vun der CNS géif zum gegeebenen Zäitpunkt vun dem Staatsbudget ausgeglach ginn. D'Dotatioun, déi am Gesetz vum 15. Dezember 2020 virgesi war, louch bei am ganzen 386 Milliounen Euro. Dëse Montant sollt opgedeelt op véier Joer vum Staat un d'Gesondheetskeess erëmbezuelt ginn.

Déi lescht Tranche vun 92 Millioune (veuillez lire: 62 Millioune) war fir 2023, also dat nächst Budgetsjoer, virgesinn. Well awer dës Dotatioun op Estimatioune vum Hierscht 2020 berechent war, war kloer, dass d'Konten nach eemol misste frëschgemaach ginn, an dat maache mer haut. Et ass net eréischt haut gemaach ginn, mee dat wäerte mer haut validéieren, wa mer dëse Projet de loi stëmmen.

D'Erëmbezuele vun de Virleeschtunge vun der CNS iwwert de Staatsbudget ass net nei. Mir haten och schonn änlech Situatiounen, mee an deem doten Ausmooss hate mer et nach net.

Am Exposé des motifs vum Projet de loi kënnt Der erausfannen, wéi sech déi eenzel Käschtepunkten opdeelen op déi verschidde Leeschtungen, déi d'CNS iwwerholl huet, a bis Enn August dëses Joers kommen do insgesamt 436,5 Milliounen eraus amplaz 400 Milliounen, déi am Hierscht 2020 geschat gi waren.

D'Méikäschte vu 36,5 Milliounen an enger éischter Phas, vu dass mer awer de September nach materageholl hunn, gehéicht op 37,5 Milliounen, si virun allem op den erweiderte Congé pour raisons familiales zréckzeféieren. Dat ass jo déi Mesure, déi am Moment nach ëmmer gëllt an déi zäitweis an engem ganz groussen Ëmfang huet missen an Usproch geholl ginn.

D'Tranche vun der Dotatioun fir 2023 vun urspréngleche 62 Millioune gëtt gehéicht, an dat ëm 37,5 Milliounen, wéi virdru gesot, an erreecht dann de Gesamtmontant vun, Här Minister, 437,5 Milliounen (veuillez lire: 423,5 Milliounen). Richteg? Misst bal klappen.

Eventuell an ofhängeg vun der weiderer Entwécklung vun den Infektiounszuelen an de Covidmesure muss nach e weidere Bilan gezu ginn. Mee dee wäert net méi an deem Mooss an d'Wo falen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den éischte Projet de loi, deen d'CNS fir hir Virleeschtungen entschiedegt huet, ass deemools eestëmmeg hei an der Chamber ugeholl ginn. Mir waren all ouni Ausnam ganz iwwerzeegt vun där wichteger Roll, déi eng finanziell gesond Gesondheetskeess an der Covidkris gespillt huet, fir urgent Moossname mat hire Reserve séier an onbürokratesch kënne virzefinanzéieren an esou eventuell d'Auswierkungen op d'Gesellschaft ofzefiederen.

Dofir e ganz grousse Merci un déi, déi dat dote méiglech gemaach hunn, an an alleréischter Linn un déi Responsabel vun der CNS an déi vill Leit, déi derfir gesuergt hunn, dass déi Hëllefe matzäit konnten ausbezuelt ginn.

Erlaabt mer, nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass dës Kris gewisen huet, wéi wichteg et ass, dass mer intakt Finanzen net nëmmen an der Gesondheetskeess hunn. Déi sinn et am Moment nach ëmmer. Ech ka mech net erënneren, dass mer jee esou zolidd Reserven haten, op jidde Fall net déi, déi ech konnt iwwerblécken, wéi déi, déi mer haut hunn. An dass mer se brauchen, dat hu mer gesinn! An doniewent gradesou wichteg: gesond Staatsfinanzen, fir der Gesondheetskeess, wa se agräift, dat kënnen erëmzebezuelen, wat se u Virleeschtunge bruecht huet.

Dat gesot: De Projet de loi ass de 15. November 2022 deponéiert ginn. Den Avis vum Conseil d'État ass den 29. November komm, ouni weesentlech Remarken. D'Kommissioun ass den 8. Dezember zesummekomm, huet de Projet de loi an den Avis vum Conseil d'État analyséiert an huet de Rapport unanime ugeholl.

An ech bieden domat d'Kolleegen heibannen, deen heite Projet mat esou enger breeder Zoustëmmung wéi méiglech ze verofscheeden. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech mengen, hei mat Hëllef vun der Gesondheetskeess hu mer eppes Guddes gemaach a geléiert, wéi een esou Krise kann zesumme bewältegen!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Här Rapporter fir säi schréftleche Rapport, deen exzellent ass mat all deenen Zuelen, déi do dra sinn, wou och en Tableau derbäi ass, deen op den 31. August 2022 geet. Duerno sinn nach Ännerunge komm an et ass och ënnerstrach ginn: Et kënnen nach ëmmer Saache virkommen, bis den endgültegen Dekont ka gemaach ginn. Mee ech mengen, wat ze ënnersträichen ass, ass och dat, wat gesot ginn ass: Déi éischte Kéier, wa mer do d'Krankekeess

net gehat hätten, déi esou séier ageschratt wär, hätte mer déi Mesuren alleguerten net kënnen huele fir de Congé pour raisons familiales an och de Congé pour soutien familial. Dat war alles just méiglech, well d'Krankekeess éischtens opgestallt ass, fir dat kënnen ze maachen, well soss wier et och do schwiereg ginn.

An ech mengen, dass et och wichteg war, deenen hu mer gehollef, mir hunn awer och der Mutualitéit vun de Patrone gehollef iwwert dee Wee, dass dat dee richtegen Entschloss war, dee mer geholl hunn, mee dat hei ass nach net déi lescht, et géif mech wonneren, Här Minister, mee dat leeft jo nach, an dass mer nach eng Kéier wäerten drop zréckkommen. Mee de Prinzipp, dee mer deemools alleguerten zesummen arrêtéiert hunn, war dee richtegen. An dofir kann ech och d'Zoustëmmung ginn am Numm vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Et ass elo vu mengem Virriedner souwéi och vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport, alles gesot ginn. D'selwecht wéi d'Virriedner schléisst d'DP sech un a mir stëmmen dëse Gesetzesprojet natierlech mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Mars Di Bartolomeo fir säi schréftlechen an och mëndleche Rapport.

An och vun eiser Fraktioun aus wëlle mer eng Kéier ervirhiewen, dass effektiv d'CNS hei a Virleeschtung gaangen ass, dass se et erméiglecht huet, dass mer wierklech an enger Krisesituatioun konnten eppes ëmsetzen, wat soss net méiglech gewiescht wär. Si huet schnell reagéiert an et ass och kloer, dass déi Virleeschtung, déi si jo bruecht huet, hei muss iwwert de Staatsbudget dann erëm korrigéiert ginn. An dat begréisse mer a mir hoffen, dass de Staatsbudget net nach weider wäert allze vill mat deem System belaascht ginn.

Dozou ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hansen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif da gär dem Här Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles vu menge Virriedner gesot ginn. Ech géif mech just gär de Mercien, déi den Här Mars Di Bartolomeo ausgedréckt huet, uschléissen an ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech mengen, ech hat mech net ageschriwwen, mee ech géif awer profitéieren, fir Merci ze soe fir de Rapport. An natierlech droe mir dat heiten och mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un de Rapporter Mars Di Bartolomeo fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

D'Covidpandemie hat eis deemools e bëssen aus dem Näischt getraff. Mir waren als Land net drop preparéiert. A wéi ech schonn a menger Ried zu de Léieren aus der Pandemie viru Kuerzem hei sot, hu mer déi ganz Situatioun bis op e puer Ausnamen u sech ganz gutt gemeeschtert. Vill Mesurë goufe geholl, fir dës Situatioun, déi nei war, Meeschter ze ginn, dorënner eeben och de Congé pour raisons familiales. An dat war och gutt esou. Och dat muss ee soen. Wann eppes Guddes gemaach gëtt, soll een dat och roueg kënne soen!

Ech mengen, mir wëssen alleguerten heibannen, firwat dee Congé pour raisons familiales agefouert gouf. Et war an ass eng Mesure, déi vu ville Leit genotzt gëtt, jo, och nach vu ville Leit muss genotzt ginn, well e krankt Kand kann een net einfach sech selwer aleng doheem iwwerloossen. A vun Elteren ze verlaangen, hire reguläre Congé ze notzen, fir bei hirem kranke Kand doheemzebleiwen, an dat matten an enger Pandemie, déi eis alleguerten hei am Land schwéier belaascht huet an eis d'Liewe schwéier gemaach huet, wär keng Optioun gewiescht. Dowéinst hu mir Piraten och dës Mesure ëmmer matgestëmmt.

De Congé pour raisons familiales ze stëmmen, ass awer nëmmen déi eng Säit. Dat Ganzt muss jo och finanzéiert ginn, woumat mer da bei deem haitege Projet de loi ukomm wären. Mir stëmmen haut doriwwer of, datt och 2023 d'Staatskeess soll d'Käschte fir de Congé pour raisons familiales iwwerhuelen. Dofir si 37,5 Milliounen extra am Budget virgesinn an dat fanne mir Piraten och nëmme richteg.

Well wéi am Exposé des motifs ganz richteg gesot gëtt: Och wann d'Zuele vu Covid-19-Fäll dëse Summer relativ niddreg waren a mer och haut gesinn, datt se sech och elo nach an engem, soe mer, gereegelte Kader halen, sou ka sech dat awer erëm nees séier änneren. De Virus ass bekannt fir seng Mutatiounen a glécklecherweis war déi lescht net esou grav wéi déi virdrun. An egal op Mutatioun oder net, de Virus ass nach ëmmer do an e kann och jiddereen nach ëmmer zu all Ablack treffen. Dowéinst muss de Congé pour raisons familiales esou weiderbestoen.

Ee Bemoll wëll ech dann awer op dëser Plaz ubréngen an dat ass d'Äntwert, déi ech an enger rezenter Question parlementaire krut an déi mir net esou bewosst war, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dat ass, datt et eng ganz Rëtsch Leit gëtt, déi net vum Congé pour raisons familiales kënne profitéieren, an dat sinn all déi Leit, déi an Aarbechtsmesurë sinn, ob dat e CAE, CIE oder eng OTI ass – ech hu sécher nach e puer Dräi-Buschtawen-Akronymme vergiess. Déi hunn, an dat war d'Äntwert, déi mer vum Aarbechtsministère kruten, jo keng Aarbecht. Also, si gi schaffen, si schaffen eppes, meeschtens am Déngscht vun der Allgemengheet, mee si ginn net als Salarié consideréiert, si sinn net esou affiliéiert. Deementspriechend kënne se kee Congé pour raisons familiales huelen.

Elo ass et awer esou, datt dat jo meeschtens Leit sinn, déi souwisou schonn an enger vulnerabeler Positioun sinn. Wann deenen hir Kanner dann och nach krank sinn, hu se als eenzeg Méiglechkeet, net an hir Aarbechtsmesure ze goen, sachant datt, wann een a senger Aarbechtsmesure x-mol feelt, dat jo och Konsequenze mat sech bréngt!

An u sech misste mer do eng Kéier als Chamber nobesseren, soit op Initiativ vun der Regierung, soit op Eegeninitiativ. Mee ech mengen, et kann net sinn, datt Leit, déi à toute fin utile fir sech selwer mengen an och schaffen … Also, et ass jo net nëmmen e Gefill, datt se schaffe ginn, si gi schaffen, si sinn all Dag …, si stinn op, si ginn op eng Aarbecht a si schaffen do. Mee se ginn anescht behandelt, wann et drëm geet, datt hir Kanner krank sinn. An ech mengen, dat sollte mer dréngend nach eng Kéier op de Leescht huelen an do nobesseren, well soss hu mer awer hei eppes gemaach fir déi, déi et brauchen, mee mir hunn awer eng ganz grouss Kategorie vu Leit, déi et wierklech brauchen, dobäi vergiess.

Dat gesot wäerte mer dëse Projet matstëmmen an ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. Merci och den Intervenanten alleguerten an e Merci un de Rapporteur fir de schréftleche Rapport.

Ech denken, wat déi ganz Situation financière ugeet, wat de Remboursement ugeet vum Staat par rapport zur Gesondheetskeess an och d'Virgeeënsweis, kann nëmme weisen, datt d'Relatioun tëschent dem Staat an der Gesondheetskeess an dësem Fall am Kader vun enger Kris wierklech exzellent gewierkt huet!

Fir op dee klenge Bemoll anzegoen – e klengen, fir d'Leit e grousse Bemoll! –: Do hunn ech och scho mam zoustännege Minister vun der Aarbecht geschwat. Natierlech hänkt et vum Statut of. Och bei anere Statutten hate mer esou Problemer. Mir wëllen dat och op de Leescht huelen. An et wier gutt, wann een an der zoustänneger Kommissioun, vu datt Travail a Soziales zesumme sinn, och eng Kéier kéint doriwwer diskutéieren. Ob een dann zu engem Enn kënnt oder net, dat soll dohinnergestallt sinn, mee et ass déi parlamentaresch Aarbecht, déi een op jidde Fall soll virgesinn.

Et ass och richteg, wat de Rapporter gesot huet, datt de Congé pour raisons familiales nach weiderleeft, wéi e virgesinn ass. Dofir ass och mat deenen 99,5 Milliounen, déi am Budget stinn, dat sinn der 37,5 Millioune plus déi 62, déi all Joer dû waren. Dat heescht, déi lescht Tranche, déi 37,5, dat sinn der 36,5 fir d'Joer 2023 plus 1 Millioun fir d'Joer 2022, plus 1 Millioun par rapport zum September. Well eeben do den Depot vum Budget gemaach gouf, hu mer déi Millioun mat ageflecht, fir wann een d'Zuelen da genau kuckt, och par rapport zu deem Tableau … D'Explikatiounen, wéi gesot, sinn am Exposé des motifs ganz kloer bewisen an och ugedeit. An och an dem Commentaire des articles gesäit ee ganz kloer, wéi et gerechent ginn ass.

Wat wichteg ass, ass, datt mer hei eng Kéier e Point gemaach hu par rapport zu deene Suen, déi virgeschoss gi si vun der Gesondheetskeess par rapport zum Staat, an datt de Staat, an dësem Fall och d'Finanzen, hiren Engagement gehalen hunn, fir de Remboursement ze garantéieren.

A wéi gesot, beim Congé pour raisons familiales leeft d'Prozedur jo nach weider, soudatt mer och erëm eng Kéier dorobber wäerten zréckkommen, wa mer hoffentlech eng Kéier par rapport zu Covid-19 den Décompte définitif kënne maachen, wat dann natierlech an deen nächste Budget wäert afléissen.

Dofir nach eng Kéier e Merci. An den Essentiel vun dësem Projet de loi ass d'Augmentatioun vum Montant

vum Remboursement vun de Suen, déi virgeschoss gi sinn. Dat sinn 386 Millioune bis op 423.500.000. An dee Remboursement ass domadder garantéiert zu deenen Zäiten, wou ech elo gesot hunn, an och par rapport zum 2023er-Budget.

E Merci Iech alleguerte fir déi breet Zoustëmmung an dann – mat engem leschte Merci un de Rapporter – soen ech Iech zu gudder Lescht dann nach eng Kéier Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8097. Den Text steet am Document parlementaire 8097[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8097 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler (par M. Max Hengel) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8100 – Projet de loi modifiant l'article 48B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 8100 iwwert d'Entschiedegung vu Krichsschied. Mam Accord vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An ech ginn elo direkt d'Wuert un de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8100, deen elo hei op der Dagesuerdnung ass, ännert een Artikel am modifiéierte Gesetz vum 25. Februar 1950 iwwert d'Indemnisation des dommages de guerre of. Méi genee geet et ëm d'Definitioun vum Berechnungsmechanismus fir d'Upassung vun den Entschiedegunge fir d'Dommages de guerre. Bis elo goufen dës Upassungen iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement virgeholl, parallell an nom nämmlechte System wéi bei de Pensiounen.

Enn d'lescht Joer huet de Staatsrot allerdéngs a sengem Avis iwwert esou e Règlement grand-ducal bemierkt, dass d'Gesetz vum 25. Februar 1950 keng kloer an adaptéiert legal Basis géif bidden, fir d'Upassung vun den Indemnitéiten iwwert e groussherzoglecht Reglement ze maachen, an huet dofir gefrot, dass dat an Zukunft sollt iwwert e Gesetz gemaach ginn.

Déi anscheinend feelend legal Basis gëtt also dann haut mat dësem Projet de loi 8100 geschafen an d'Modalitéite fir d'Berechnung vun engem Koeffizient fir d'Upassung gëtt prezis fixéiert.

Festgehale gouf dëst fir d'Joer 2022 mat engem Koeffizient vu 84,0 an deen ass dann och d'Basis fir weider Berechnungen an deene Joren duerno.

Fir déi, déi méi genau wëlle wëssen, wéi dat technesch iwwert d'Bün geet, kann ech nëmme recommandéieren, den Exposé des motifs ze liesen, wou dat ganz genau erkläert gëtt.

Et sief nach gesot, dass aktuell 55 Dossieren, dat huet de Minister eis an der Kommissioun erkläert, ënnert dës Bestëmmunge falen.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 29. November 2022 mat enger gewëssener Satisfaktioun festgestallt, dass de Gesetzesprojet domadder sengen Oppositiounen a Kriticke géif nokommen, déi hien an dëser Saach formuléiert huet, an huet soss keng Bemierkungen oder Kriticke formuléiert.

Nach e puer Donnéeën zur Prozedur: De Projet de loi gouf de 16. November 2022 vum Minister fir sozial Sécherheet deposéiert an den Dag drop an d'Kommissioun fir Aarbecht a sozial Sécherheet verwisen. Den Avis vum Staatsrot koum den 29. November 2022. Den 8. Dezember huet d'Kommissioun de Projet de loi presentéiert kritt, de Rapporter ass genannt ginn an den Avis vum Staatsrot gouf analyséiert. An der selwechter Reunioun gouf och de Rapporteur bestëmmt.

D'Kommissioun hat och, wéi Dir et gesot hutt, Här President, proposéiert, fir dëse Projet de loi u sech, well dee just eng Formalitéit ass, ouni Diskussioun direkt zum Vott kommen ze loossen.

An domadder ginn ech dësen däregen Dossier, deen awer a Wierklechkeet kee richteg gepickt huet, an Är Hänn zréck, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Rapporter Dan Kersch.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, merci un de Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a merci fir déi breet Zoustëmmung.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister.

Da komme mer elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8100. Den Text steet am Document parlementaire 8100[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8100 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8100 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue (par Mme Octavie Modert), Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 20., 21. an 22. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.44 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 49
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 49
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 50
   M. Fernand Etgen, Président | M. Fernand Kartheiser
4. **Question élargie n° 174 de Mme Myriam Cecchetti au sujet du Fonds de compensation commun au régime général de pension** p. 50
   Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Dan Kersch) | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Myriam Cecchetti | M. le Ministre Claude Haagen
5. **6956 – Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution** p. 51
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : Mme Nathalie Oberweis
   Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Simone Beissel | M. Mars Di Bartolomeo | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de Mme Myriam Cecchetti) | M. Sven Clement
   Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 6956
6. **Question élargie n° 173 de M. Laurent Mosar relative au site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange** p. 59
   M. Laurent Mosar | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Franz Fayot
7. **7767 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;
   2° de la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures ;
   3° de la loi du 26 janvier 1922 portant certaines modifications au service de la vérification des poids et mesures p. 61
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Guy Arendt | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7767 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8102 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine** p. 63
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8102 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8107 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine** p. 64
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8107 et dispense du second vote constitutionnel
10. **8034 – Projet de loi relative à un régime d'aides pour la promotion du transport ferroviaire et fluvial** p. 67
    Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
    Discussion générale : M. Aly Kaes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8034 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8078 – Projet de loi relative à l'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval** p. 68
    Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
    Discussion générale : M. Georges Mischo | M. Pim Knaff | Mme Cécile Hemmen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8078 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, a vun deenen, déi gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 20 décembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8118 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from renewable sources under directive 2018/2001/EC », fait à Luxembourg, le 3 octobre 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16/12/2022

8119 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg, le 22 mars 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16/12/2022

8120 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 16/12/2022

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

7810 – Projet de loi portant introduction d'un nouvel article 7quater dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 13/04/2021

Retrait du rôle des affaires : 16/12/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2555 – Demande de pétition publique : Dauer-Chômeuren a Profiteuren un d'Schaffe kréien

Dépôt : M. Andy Mack, le 13/12/2022

2556 – Demande de pétition publique : Standardiser et augmenter le nombre de stations de lavage/réparation de vélos à travers le Grand-Duché

Dépôt : M. Ekim Sahan Dinc, le 15/12/2022

2557 – Demande de pétition publique : Coups et blessures sur une femme enceinte sur le lieu de travail par plusieurs acteurs / Harcèlement / Travailler pendant 8h/j soin, 15min de pause / Le Luxembourg aura ainsi, dans quelques années, énormément d'enfants avec du retard mental, avec des énormes charges budgétaires

Dépôt : Mme Silvia Rebronja, le 17/12/2022

2558 – Demande de pétition publique : Pensioun fir Handwierker um selwechten Niveau wéi beim Staat

Dépôt : M. Marc Hemmer, le 18/12/2022

2559 – Demande de pétition publique : Baisser les prix de toutes habitations (maisons, appartements...) afin de donner une chance surtout aux jeunes d'avoir un toit sur leurs têtes

Dépôt : Mme Claudia Bartocci, le 18/12/2022

2560 – Demande de pétition publique : Allocations familiales pour un monoparental frontalier

Dépôt : Mme Silvia Fernandes Pereira, le 19/12/2022

2561 – Demande de pétition publique : Améliorer le pluralisme politique dans les bulletins municipaux

Dépôt : M. Jean Marie Bourhis, le 19/12/2022

2562 – Demande de pétition publique : Fundsachen

Dépôt : Mme Sabine Günther, le 19/12/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

Une voix | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Mir hunn den ofgeännerten Ordre du jour gekuckt an et ass eis opgefall, datt muer de Moien als leschte Projet den 8076 op den Ordre du jour komm ass. An deen ass virgesi „sans débat". Et wär awer an eisen Aen interessant, fir wéinstens e puer Wuert kënnen doriwwer ze soen, an ech wollt dowéinst froen, datt mer dee „sans débat" e bësse méi labber gesinn an datt mer eventuell deem engen oder anere vun eise Kolleegen erlaben, e puer Wuert och zu deem Projet ze soen, ouni awer elo ze vill Zäit vun dësem Parlament domadder wëllen an Usproch ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech huelen Akt dovunner.

Si mer mam Ordre du jour dann esou averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Question élargie n° 174 de Mme Myriam Cecchetti au sujet du Fonds de compensation commun au régime général de pension

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 174 vun der Madamm Myriam Cecchetti iwwert de Pensiounsfong. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro virzedroen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, villmools merci, Här President. De Pensiounsfong soll jo fir den 1. Januar 2023 eng nei Investissementsstrategie en place setzen, well déi al dann ausleeft. Mir sinn elo den 20. Dezember 2022 a wann ech mech net ieren, hu mir als Deputéiert nach ëmmer keen esou en Dokument ze gesi kritt a mir konnten och nach net doriwwer an der zoustänneger Kommissioun diskutéieren.

Ëmsou méi erstaunt ware mir, wéi mer an der Press gelies hunn, datt de Conseil d'administration vum Pensiounsfong déi lescht Woch eng Sitzung hat, wou déi nei Strategie sollt ugeholl ginn, dat, wéi gesot, ouni datt mir als Volleksvertrieder wëssen, wat dann elo iwwerhaapt do drasteet.

Dofir wéilt ech dem Minister déi follgend Froe stellen, also als éischt emol: Ass déi nei Investissiounsstrategie vum Pensiounsfong d'lescht Woch gestëmmt ginn? Jo oder nee? Wa jo, kann den Här Minister eis erklären, firwat d'Chamber net am Virfeld iwwert déi konkreet Aarbechten informéiert gouf? Wa se net gestëmmt gouf, kann den Här Minister eis informéieren, firwat dat net geschitt ass a wou déi Aarbechten eventuell dann dru sinn?

Den 3. Dezember 2020 hat dëst héicht Haus eng Motioun Nummer 3338 ugeholl iwwert d'Investissementspolitik vum Pensiounsfong. Dës Motioun huet d'Regierung dozou opgefuerdert, eng Analys ze maachen, ob de legale Kader misst amenagéiert ginn, fir besser kënnen den ESG-Krittären an de Klimaobjektiver vu Paräis gerecht ze ginn. Dës Motioun huet d'Regierung och opgefuerdert, déi zoustänneg Kommissioun iwwert déi nächst Demarchen ze informéieren.

Dowéinst wéilt ech dann de Minister froen: Sinn déi Analysen iwwert de legale Kader gemaach ginn? A welch Erkenntnisser sinn dobäi erauskomm? Wat fir eng Elementer aus der Motioun sinn dann elo och fir déi nei Strategie zréckbehale ginn?

Wann et och vum formale Standpunkt hier keng Approbatioun vun den Deputéierte brauch fir dës Strategie, huet d'Chamber spéitstens mat där scho genannter Motioun kloergemaach, datt se wëll agebonne ginn. A si huet jo och an där Motioun verschidden Demandë par rapport zu dëser Revisioun formuléiert.

Ech erënneren och drun, datt een Drëttel vun de Memberen am Conseil d'administration vum Pensiounsfong vun der Regierung gestallt gëtt. An deem Kontext kann ee sech nëmmen driwwer wonneren, datt elo d'Chamber just soll am Nachhinein iwwert dee konkreeten Text informéiert ginn, also eigentlech, nodeems d'Bier scho geschielt ass!

Et gesäit bal esou aus, wéi wann den Här Minister alles géif drusetzen, d'Politik aus dëse Gespréicher erauszehalen, obwuel et sech hei eigentlech ëm e wichtegt politescht Theema handelt, dat eng national Bedeitung huet!

(Brouhaha et interruption par M. Dan Kersch)

Duerfir dann och ... Här Kersch, ech mengen, ech hunn hei d'Wuert an net Dir!

(Brouhaha et interruptions)

Dofir dann och meng drëtt a lescht Fro ... A wannechgelift e bësse méi roueg op ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ännert awer näischt drun, dass dat esou ass!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert ass bei der Madamm Cecchetti a bei soss kengem! A mir sinn a kenger Prozedur dran, wou een iwwerhaapt däerf d'Wuert froen. Eleng d'Madamm Cecchetti huet d'Wuert!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President!

(Interruption)

Welch Roll schreift Dir dësem héijen Haus zou am Kader vun der Elaboratioun an der Adoptioun vun dëser neier Strategie? Dierfe mir elo just am Nachhinein feststellen, wat decidéiert gouf? Oder kréie mir e Matsproocherecht?

Ech soen dem Här Minister am Virfeld scho villmools Merci fir seng Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President, an ...

Une voix | Maacht d'Pult e bëssen erop, wannechgelift!

Plusieurs voix | Lénks! Lénks drécken!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Wat Tricken! Ass et gutt esou? Gesitt Der mech nach?

(Brouhaha)

Sou! Merci, Här President. Merci och der Madamm Cecchetti fir dës Question élargie, wat de Pensiounsfong ugeet, och wat d'Initiativstrategie (veuillez lire: d'Investissementsstrategie) ugeet fir 2023 an déi nächst Joren.

Fir op Är dräi Froen zréckzekommen: Ech géif gär betounen, datt an deene leschte Joerzéngten allkéiers, wann eng Strategie, eng Directive de stratégie oder eng Investissementsstrategie, elaboréiert ginn ass vum Fonds de compensation, déi natierlech am CA, am Verwaltungsrot, vum Fonds de compensation diskutéiert gouf an déi dann natierlech nëmmen a Kraaft getratt ass, wa se approuvéiert gouf vum Minister.

Dat ass meng éischt Remark dozou, ob dat dann elo automatesch a Kraaft géif trieden. Dat ass net de Fall. Ech wëll awer soen, datt an deene leschten ..., oder d'lescht Joerzéngt op jidde Fall Efforte gemaach gi sinn, fir ëmmer a méi nohalteg Investitiounen ze goen, dat heescht, fir dat ze respektéieren, wat schonn deelweis och an der Motioun von 2020 gefrot ginn ass. Ech kommen awer ganz gären dorobber zréck.

Dat heescht, déi nohalteg Investissementer, déi hu mer iwwert de Pensiounsfong och a Consideratioun gezunn an deenen och Virrang ginn. Ech wëll drun erënneren, datt hei mat ëffentleche Suen och déi Investissementer gehandhaabt ginn, datt de Fonds de compensation natierlech och duerch d'Reglementatioun an duerch d'Gesetz obligéiert ass, fir och eng Rentabilitéit ze kréien, an datt een, wann Der de Rapport technique iwwert d'Pensioune kuckt, dee vun der IGSS gemaach gëtt an deen och elo dëst Joer am Februar, Mäerz, Abrëll erauskomm ass, gesäit, datt d'Recettë vum Fonds de compensation jo och an dee Rapport matafléissen. Wat natierlech d'Diskussiounen, wéi oft datt mer d'Pensiounen da mussen ajustéieren, fir och deen Niveau ze hunn, datt och jiddwereen eng Pensioun zu deem Montant kritt, wéi Der en actuellement hutt … Dat fannt Der an deem Rapport technique zu de Pensiounen, fir dat ze maachen.

Ech hunn, ech géif soen, virun zwou, dräi Wochen, an der zoustänneger Kommissioun gesot, datt, wat déi Investissementsstrategie géif ubelaangen, mer déi natierlech an der Chamberskommissioun géifen diskutéieren. Ech hunn och – ech mengen, virun zwou Wochen, Här President, den Datum weess ech net méi genau – en Débat de consultation an der Chamber hei ugefrot, fir datt eeben all Partei, all Fraktioun hei an der Chamber kann hir Meenung zu deem Strategiepabeier soen. Deen ass ugefrot.

Ech denken, datt d'Chamber dann am Januar/Februar – bon, ech weess elo net, wéini déi nächst Sessioune sinn – dat op den Ordre du jour hëlt an datt dat dann eeben en toute transparence hei kann diskutéiert ginn, wat d'Investissementspolitik vum Fonds de compensation ugeet. An ech hunn an där selwechter Kommissioun preziséiert, datt de Fonds de compensation, dat heescht, Membere vum Conseil d'administration, an d'Kommissioun kënnen invitéiert ginn, fir mat den Deputéierte vun där Kommissioun zesummen deen Débat de consultation kënne virzebereeden. Dat ass op jidde Fall dat, wat gesot ginn ass a wat ech selwer als Minister och der zoustänneger Kommissioun an domadder och dem President weiderginn hunn, fir den Débat de consultation unzefroen.

Elo ass et natierlech esou, Dir hutt mer d'Fro gestallt: Wou ass deen Investissementspabeier dann drun? Hu mer dee schonn? Ass dee schonn do? Deen ass nach net do. Och wann en do gewiescht wier, wier dat keng Konditioun gewiescht, datt en automatesch a Kraaft getruede wier – da kommen ech zréck op dat, wat ech virdru gesot hunn –, well dann hätt e jo och nach missen approuvéiert ginn. An ech gi jo net dohin als Minister an ech froen en Débat de consultation un, fir dann ze soen: „Bon, dat ass dach schéin, deen Débat de consultation, mee mir froen deen un ‚just for fun'!" Ech mengen, dofir ass d'Theema vill ze vill wichteg an dat war op jidde Fall ni meng Intentioun an ech ka mer och net virstellen, datt dat virdru jeemools esou gehandhaabt ginn ass. Dofir ass deen Debat jo och relativ wichteg, dee mer dann zesumme sollten och preparéieren, wou jiddweree seng Aussoen da ka maachen.

De Pabeier ass net ugeholl ginn, well ech Explikatiounen zum Strategiepabeier ginn hu par rapport zu engem Courrier, dee komm ass vun enger Säit vun de Parteien, déi am CA sinn, fir dorobber ze reagéieren. Dat hunn ech gemaach. An déi wollten Zäit hunn, fir sech ze concertéieren – esou krut ech op jidde Fall gesot, ech si jo selwer net an deem CA –, fir dat ze maachen, soudatt déi dat intern da kënne kucken. An ech denken, datt dat an engem nächsten CA vum Fonds de compensation dann diskutéiert gëtt.

Fir mech ass et op jidde Fall wichteg, datt mer dee Strategiepabeier hunn! Well iwwer wat diskutéiere mer da schlussendlech, wa mer net iwwert d'Propose vum Conseil d'administration vum Fonds de compensation diskutéieren? Fir mech heescht dat net, datt dat dann ofgeschloss ass! Mee et ass besser, mir hunn e Strategiepabeier a jiddweree kann en connaissance de cause doriwwer diskutéieren, dat dann och analyséieren. Ech denken, datt dat dee wichtegsten Deel op jidde Fall vun deem Debat wäert sinn.

Dat ass, wat déi éischt Fro ubelaangt, déi Der mer gestallt hutt – déi awer direkt verbonnen ass och mat der drëtter Fro –, de Vademecum, wéi mer et elo solle maachen. Mee do ass et d'Chamber, déi natierlech d'Recht huet ze soen, wéini datt deen Debat ass a wéi an a wat fir enger Form en organiséiert gëtt.

Ech wollt awer och nach eng Kéier op déi Motioun zréckkommen. An der Motioun gëtt iwwert d'ESG-Krittäre geschwat, ob déi respektéiert ginn, ob d'Accorde vu Paräis respektéiert ginn; als Resümmee elo ass dat an Ärer Fro esou genannt ginn. Ech wëll soen, datt mer déi ESG-Krittären op jidde Fall ëmmer méi an d'Investissementspolitik integréieren. Déi ginn och iwwerwaacht, déi ginn och gekuckt. Dat ass ganz einfach eng Konditioun zum Beispill bei de Gestionnairen, fir och kënnen nozeweise bei den Investissementer, déi gemaach ginn, datt déi Krittären erfëllt sinn. Dat gëtt gekuckt an déi sinn och erfëllt.

An dofir hu mer jo och – bon, dat féiert elo vläicht e bëssen ze wäit – um Niveau vum Fonds de compensation eng gro Lëscht an eng schwaarz Lëscht bei Entreprisen, déi dat net respektéieren. Dat ass änlech wéi aner Länner dat hunn, déi mat esou engem Pensiounsfong och Investissementer maachen.

Ech wëll just zum Ofschloss soen, datt mer natierlech och probéieren, den Accord de Paris ze respektéieren. An ech hunn dat an der Question élargie, mengen ech, vum Här Galles am Juni gesot, deen am Fong déi selwecht Thematik hat iwwert de Fonds de compensation, datt mer och Kompartimenter um Niveau vun de SICAVe gemaach hunn, wat eng passiv Bewirtschaftung ass. Ech mengen, dat war am Mee vun dësem Joer, wou mer esou e Kompartiment opgemaach hunn, wou mer ronn 500 Milliounen investéiert hunn, déi haaptsächlech d'Accords de Paris en totalité schonn elo solle respektéieren.

Dat heescht, och d'Investissementspolitik vum Fonds de compensation geet voll an déi dote Richtung, fir eng nohalteg Approche ze maachen, souwuel um Niveau vun dem Portefoliomanagement, fir eeben dat dauernd ze iwwerwaachen. Momentan, dat kann ech Iech soen, sinn 11 Kompartimenter – an 3 Kompartimenter –, dat heescht 14 am Ganzen, kompatibel mat den Artikelen 8 an 9 vun der SFDR, dat heescht der Sustainable Finance Disclosure Regulation, wat vun der Europäescher Kommissioun prekoniséiert gëtt fir d'Investissementer. Och do si mer konform.

Rien n'empêche, datt een déi Diskussioun awer aneschters soll féieren, a wat fir eng Richtung datt soll weider investéiert ginn. Deem verschléisse mer eis och net, op jidde Fall net de Ministère, och net de Fonds de compensation, an et ass dofir och an deem Sënn, wou mer deen Débat de consultation jo dann – mir op jidde Fall, oder ech als Minister – och proposéiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. An d'Madamm Cecchetti huet eng Zousazfro.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech wëll just sécher sinn, datt ech richteg verstanen hunn. Also, hunn ech elo richteg verstanen: Dee Strategiepabeier ass nach net do, well do muss nach diskutéiert ginn am Fong selwer, am CA vum Fong selwer? Wann dee bis do ass, kënnt dee bei Iech an da geschitt nach ëmmer näischt – obscho mer dann den 1. Januar 2023 sinn –, bis datt mer deen Débat de consultation hei an der Chamber zesumme kënne féieren, deen da virbereet gouf an enger Sitzung vun der Kommissioun. An eréischt duerno, wann d'Parteien heibannen alleguer hir Meenung dozou geäussert hunn, gëtt dee Pabeier finaliséiert an och eréischt vun Iech ugeholl. Hunn ech dat elo esou richteg verstanen? Well dat ass mer nach ëmmer net esou ganz richteg kloer.

An déi aner Saach ass eeben, well et eis immens wichteg ass – Dir hutt et gesot, Dir hutt et selwer gesot, datt et jo wichteg ass –, datt dat héicht Haus hei driwwer muss diskutéieren, well et dee wichtegste Fong ass a well dat d'Politik einfach eppes ugeet, a wat mer investéieren.

An dann, Dir hat och nach gesot: fir de Klimaobjektiver vu Paräis gerecht ze ginn. Ech weess, datt awer ganz oft do 2 Grad Celsius steet. Dat heescht, dat ass awer och adaptéiert ginn op 1,5 Grad Celsius? Dat si meng Froen eigentlech.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Op déi éischt Fro ganz kloer: Jo.

Op déi zweet Fro: D'Klimaziler vum Accord de Paris wäerte virun 2050 erziilt ginn, wäit, wäit, wäit virdrun. Dat war de Rapport vun 2021, wou mer op 2 % waren, fir an déi Richtung ze goen. Elo mat der Energie, notamment mat deem Kompartiment vun deene SICAVen, wéi ech Iech gesot hunn, si mer jo um Wee, fir dat weider ze verdéiwen, déi jo, och wat déi futur Investissementspolitik vum Fonds de compensation ugeet, genau an déi dote Richtung ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen.

5. 6956 – Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Proposition de révision 6956 fir eng nei Verfassung. Et sief drop higewisen, datt am Artikel 114 vun der Verfassung heifir eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun der Verfassungsofännerung, déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), rapportrice | Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, et ass mer eng grouss Éier a Freed, haut als Rapportrice hei um Riednerpult ze stoen. Ech soe Merci dofir.

Am parlamentareschen Dossier 6956 mat dem Titel „Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution" stécht immens vill Aarbecht. Ech sinn dowéinst frou, datt den Dossier mam haitege Vott zum verdéngten Ofschloss vun enger laanger Prozedur kënnt.

De Rapport wäert an enger éischter Linn op de generellen Historique, d'Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun souwéi op d'Prise de position du Gouvernement an den Avis vum Conseil d'État agoen. An enger zweeter Linn presentéieren ech déi grouss Linne vun der Propositioun, andeems ech eng Rei

Artikelen an Erklärunge virstelle wäert. All déi aner Elementer an Erklärunge fannt Dir am schréftleche Rapport ausféierlech beschriwwen.

De 24. Februar 2016 gouf d'Propositioun vum Serge Urbany an der Chamber deposéiert an den 8. Mäerz 2016 ass den Dossier als recevabel deklaréiert ginn. An der Prise de position du Gouvernement vum 22. Abrëll 2016 gëtt dorobber verwisen, datt an der zoustänneger Kommissioun aktuell d'Propositioun 6030 fir eng Verfassungsrevisioun diskutéiert gëtt. Vu datt d'Propositioun 6030 d'Resultat vun engem laangen Diskussiounsprozess ass a vu datt den Auteur vun dëser Propositioun säit 2012 Deel vun den Diskussiounen ass a vu datt d'Substanz vun der Propositioun 6956 Deel vun den Aarbechten an der Kommissioun ass, steet geschriwwen, datt een net am Detail op déi eenzel Bestëmmunge vun der Propositioun 6956 anzegoe brauch.

Am Avis vum Conseil d'État vum 10. Oktober 2017 steet dann, datt amplaz vun enger detailléierter Analys vun den Artikele vun der Propositioun 6956, de Conseil d'État op seng Avise vum 6. Juni 2012 a vum 14. Mäerz 2017 verweist, déi mam Dossier 6030 zesummenhänken. Dës Avise géifen dem Conseil d'État seng Positioun zur Verfassungsrevisioun ausräichend duerleeën.

Souwuel d'Prise de position du Gouvernement wéi och den Avis vum Conseil d'État hunn also op den Dossier 6030 verwisen an dorobber verzicht, d'Artikele vum Dossier 6956 explizitt an de jeeweilege Stellungnamen ze analyséieren. No der Prise de position du Gouvernement vum 22. Abrëll 2016 an dem Avis vun dem Conseil d'État gouf den 22. November 2017 de Marc Baum an der zoustänneger Kommissioun als Rapporteur designéiert.

Eng Woch méi spéit, den 29. November 2017, goufen dunn d'Propositioun, d'Prise de position vum Gouvernement souwéi den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun examinéiert. An dësem Kontext hunn d'Membere vun der Kommissioun déi investéiert Aarbecht gewierdegt, och wann een, wat d'Substanz betrëfft, net enger Meenung war. Finalement gouf festgehalen, datt dës virgestallte Propositioun net déi grouss Linne vum Dossier 6030 erëmspigelt, aus deem jo d'Dossiere 7575, 7700, 7755 a 7777 ervirginn an datt een den Dossier 6956 parallell dozou weiderlafe léisst.

Den 23. November 2021 hunn ech du vum Marc Baum d'Relève iwwerholl an den 2. Dezember 2021 stoung den Dossier nach eemol um Ordre du jour vun der zoustänneger Kommissioun. De 7. Dezember dëst Joer huet d'Kommissioun de Rapport adoptéiert a mam haitegen Dag steet den éischte Vott um Programm.

Vu datt déi erwäänt Dossiere vun der Verfassungsrevisioun vun der Majoritéit an der CSV, déi jo eng Revisioun vun der aktueller Constitutioun uviséieren, jo och eng éischte Kéier gestëmmt sinn an dës Woch viraussiichtlech eng zweete Kéier gestëmmt ginn, proposéiert d'Kommissioun der Chamber, dësen Dossier 6956 net ze stëmmen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn elo iwwer zum zweeten Deel vun dësem Rapport, wou ech déi grouss Linne vun der Propositioun virstelle wäert.

D'Propositioun beinhalt am ganzen 18 Kapitele mat insgesamt 203 Artikelen. Dofir beschränken ech mech natierlech an dësem mëndleche Rapport op véier Thematiken u sech, an zwar déi vun dem Staat, der Citoyennetéit, de Grondrechter an der Demokratie.

Dat éischt Kapitel vun der virgeschloener Constitutioun proposéiert d'Staatsform vun enger Republik a beinhalt eng ausféierlech Definitioun vum Staat. Méi genee gesot, schléit dësen Text der Gesellschaft eng Definitioun vum Staat vir, déi den Accent virun allem op de Sozialstaat leet. Ënner anerem huet de Sozialstaat d'Verflichtung, e staarke Schutz vun de Grondrechter ze garantéieren a géint sozial Ongläichheete virzegoen. An dëst soll am Aklang mat enger nohalteger Entwécklung fir Mënsch an Ëmwelt realiséiert ginn.

Wéi am Rapport méi ausféierlech beschriwwe steet, ka sech de Sozialstaat fir d'Auteuren net op een oder e puer Rechter souwéi net op eng oder déi aner Institutioun reduzéieren. De Sozialstaat ass fir si vill méi. Et ass e komplext Konstrukt, wat sech iwwerall an der ganzer Gesellschaft erëmspigelt.

Wärend dat éischt Kapitel ënnersträicht, datt de politesche Pouvoir vun de Bierger/innen ausgeet, definéiert dat zweet Kapitel méi genee, wien dann dës Bierger/inne sinn. D'Auteure schloen eng Definitioun vir, déi net méi ausféierlech (veuillez lire: net méi ausschliisslech) op dem Krittär vun der Nationalitéit berout. Si leeë fest, datt d'Biergerinnen an d'Bierger all déi Persoune sinn, déi d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, souwéi all déi Persounen, déi säit mindestens fënnef Joer hei am Land wunnen. Donieft gëtt de politeschen Alter op 16 Joer festgeluecht an d'Walflicht als Biergerflicht definéiert. All dës Punkte sinn explizitt am selwechte Kapitel verankert.

Dat drëtt Kapitel da betrëfft d'Grondrechter a beinhalt 70 Artikelen. Dës grouss Zuel vun Artikele spigelt d'Wichtegkeet vun dësem Deel an dëser Propositioun erëm. D'Kapitel fänkt mam Artikel 14 un, dee verfügt, ech liesen Iech et kuerz vir, datt: „La dignité humaine est inviolable. L'État garantit son respect sans aucune restriction et interdit tout traitement et toute peine qui la violerait."

D'Auteure vun der Propositioun sinn der Meenung, datt d'Notioun vun der „dignité humaine" eleng stoend net esou einfach ze definéieren ass a souguer séier zu ënnerschiddlechen Interpretatioune féiere kann. Aus dësem Grond vertrieden d'Auteuren d'Meenung, datt een d'Dignité humaine, also d'Mënschewierd, an der Constitutioun genau an ausféierlech definéiere soll, also festhale muss, wéi eng Rechter a Flichten aus der Notioun erausginn.

Aus Zäitgrënn verzichten ech dorobber, all Artikel eenzel opzezielen. Mee ech ënnersträiche gär, datt d'Propositioun explizitt an als aklobar Rechter Rechter wéi d'Recht op eng Wunneng, d'Recht op eng mënschewierdeg Aarbecht, d'Recht op Bildung souwéi d'Recht op den Zougang zu de grondleeënde Bedierfnisser, zum Beispill Liewensmëttel, Gesondheet, och Waasser a Stroum, virgesäit. Andeems een d'Rechter, déi mat der Notioun vun der Dignité humaine a Verbindung bruecht kënne ginn, op konstitutionellem Niveau explizitt als aklobar Rechter verankert, garantéiert een e staarke Schutz vun dëse soziale Rechter. Esou gesäit et dës Propositioun vir.

Geneesou verdäitlecht de grad presentéierten Deel de Gedanke vun den Auteuren, datt d'sozial Gerechtegkeet eng essentiel Grondviraussetzung dofir ass, datt jiddereen déi aner liberal Rechter iwwerhaapt notze kann.

Eng weider Intentioun vum drëtte Kapitel vun dëser Propositioun ass et, aktuell an akut Problemer wéi zum Beispill de Klimawandel unzegoen. Den Abschnitt iwwer „Les droits environnementaux" beinhalt aacht Artikelen, déi zum Beispill festhalen, datt de Staat obligéiert ass, a sengen Aktiounen de Prinzipp vum Développement durable ze respektéieren.

Dës Propositioun verankert dann och de „principe de précaution" an der Constitutioun, dee virgesäit, datt, wann ëmmer e Risiko vun irreversibele Schied, wéi zum Beispill fir d'Ëmwelt oder d'Gesondheet, besteet, déi zoustänneg Autoritéiten déi noutwendeg Moossname sollen huelen, fir dës Schied ze vermeiden.

Allgemeng wëllen d'Auteuren iwwert dëse Wee an dëser Constitutioun selwer staark Barriäre géint d'Ëmweltzerstéierung abauen a sech esou als Gesellschaft zu engem effektive Schutz vun der Ëmwelt verflichten.

Ier ech elo gläich zum Schluss vu mengem Rapport kommen, wëll ech nach e puer weider Wierder zu der Thematik vun der Demokratie soen. Wéi erwäänt, schléit dës Propositioun vir, de politeschen Alter op 16 Joer erofzesetzen an de Krees vun de walbedeelegte (veuillez lire: vun de walberechtegte) Persounen ze erweideren, andeems eebe virgesi gëtt, datt d'Walrecht net méi reng op dem Krittär vun der Nationalitéit berout.

D'Auteure vun der Propositioun si sech allerdéngs och ganz genee bewosst, datt eng lieweg Demokratie net nëmmen dorobber beschränkt däerf sinn, datt d'Bierger an d'Biergerinnen all puer Joer wiele ginn. D'Auteure schloen dowéinst e Biergerinitiativrecht als een zentrale Punkt vun der Erweiderung vun der Demokratie vir. Dëse Mechanismus ass am Artikel 120 am Detail beschriwwen.

Fir datt dëst Kärstéck vun der direkter a partizipativer Demokratie esou effikass wéi méiglech ass, gesäit dës Propositioun dräi Etappe vir: An enger éischter Etapp presentéiert e Bierger- a Biergerinnekommitee e Virschlag fir e Gesetz. Wa mindestens 0,5 % vun deenen op de Wallëschten ageschriwwene Bierger a Biergerinnen dem Virschlag zoustëmmen, da geet dëse Virschlag weider an d'Chamber.

Wann d'Chamber dee Virschlag ofleent, da kënnen d'Initiatoren an enger zweeter Etapp nach eemol probéieren, Ënnerschréften ze sammelen. Kréie si 2,5 % zesummen, da muss d'Chamber sech nach eng Kéier mat dësem Virschlag beschäftegen. Leent d'Chamber de Projet allerdéngs of, da kann de Kommitee an enger drëtter a leschter Etapp e Referendum verlaangen. Esou gesäit et dës Proposition de révision vun der Constitutioun vir.

Den Text gesäit also eng substanziell Verdéiwung vun der direkter Demokratie vir, ouni dobäi d'Dier opzemaache fir eng Bagatelliséierung vun dem direktdemokrateschen Instrument.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Propositioun, déi ech haut presentéiere konnt, gouf am Kader vun der Debatt iwwert d'Revisioun vun der Verfassung entworf, eng Debatt, déi eis jo säit ville Jore begleet. D'Propositioun erhieft net den Usproch op Vollstännegkeet, Perfektioun oder Feelerfräiheet, mee si gesäit sech als e konstruktive Bäitrag zu dem genannten Debat. Andeems d'Auteuren e kompletten a konkreeten Text virgeluecht hunn, deen e weidere Bléckwénkel duerleet, denken ech, datt dëst och vollkomme gelongen ass.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech kéim dann elo u sech zu menger Ried zu dëser Verfassungsrevisioun, also Verfassungspropos éischter. A jo, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech hunn et schonn éfters hei bei de Votte vun der Verfassung ugemierkt, ech hunn éfters schonn zur Verfassungsrevisioun …

(Interruptions)

Ech hat annoncéiert, datt ech elo zu menger Ried kommen, zu menger eegener Ried kommen. De Rapport ass ofgeschloss, ech kommen elo zu menger Ried.

M. Fernand Etgen, Président | Dir kënnt déi och herno maachen, fir datt mer an der Reiefolleg bleiwen, wéi u sech den normalen Tour ass.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | A, ech hat dat proposéiert. Ok. Ech hat gemengt ...

M. Fernand Etgen, Président | Dat heescht, datt mer eeben elo géifen an der Reiefolleg fueren, fir d'éischt de Spriecher vun der CSV, DP, LSAP, an dann herno kommt Dir dann an der Rei drun, ...

(Interruption)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech hat gefrot, mee et ass an der Rei. Ech kann dat gär duerno maachen.

M. Fernand Etgen, Président | ... fir dann eeben einfach déi Minutten ze notzen, déi Der dann do hutt als politesch Sensibilitéit.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An der Rei. Bis herno.

M. Fernand Etgen, Président | Ok, fein!

Den éischten ageschriwwene Riedner ass dann den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn et schonn e puermol hei um Riednerpult gesot: En déiwe Respekt fir déi intellektuell Aarbecht vun de Kolleegen a Kolleeginne vun déi Lénk. Ech schléissen hir Virgänger do besonnesch an, well ech mengen, d'Haaptaarbecht ass vun hire Virgänger gemaach ginn. Esou eng Verfassungsrevisioun ze schreiwe mat enger anerer Staatsform, dat ass en intellektuellen Effort an duerfir de Respekt hei. An ech mengen, ech kann do am Numm vun der Chamber schwätzen, fir de Respekt vun där intellektueller Aarbecht.

Déi Propositioun, déi hei presentéiert ginn ass, ass awer net eise Projet, och wann eng Rei Artikele bal deckungsgläich sinn. Mee Är Propositioun huet op e puer Punkten e groussen Ënnerscheed.

Den Haaptpunkt ass, datt Dir eng Republik wëllt. Dir hutt dat net oft kloer gesot. Et ass elo déi éischte Kéier, datt dat hei ganz kloer formuléiert gëtt, soss hutt Der ëmmer an Äre Rieden dat als leschte Punkt geholl, datt een et bal net méi matkritt huet.

Kann een, an déi Fro stellt sech, déi Fro stellt sech, Här President, kann een eng Verfassung, also de Sockel vun eisem Zesummeliewen, de Sockel vun eisen Institutiounen, laanscht d'Geschicht vun engem Land schreiwen? D'Äntwert vun der CSV ass do ganz kloer: Nee! Mir sinn eng Monarchie constitutionnelle. Mir sinn déi eenzeg Monarchie grand-ducale, fir et esou ze soen, deen eenzege Grand-Duché op der Welt an – ech hunn dat och d'leschte Kéier am Kader vun de Rieden iwwert den éischte Vott vun eisem Projet gesot, vun eiser Propositioun – de Grand-Duc als Staatschef hëlleft eis och, eng Rei Dieren an der Welt opzemaachen. Also ganz kloer: Mir si géint d'Republik!

Dann en anere Punkt, deen Der ervirgestrach hutt, dat ass d'direkt Participatioun vun de Leit. Och do huet eise Projet, eis Propositioun eng Rei Artikelen iwwert d'direkt Participatioun. Och mir gesinn d'Initiative citoyenne vir.

An et ass komesch, Här President, datt déi Lénk am Fong net bis zum Schluss vun hirer Reflexioun ginn. De Courage huet se ënnerwee verlooss, well an der Propositioun vun déi Lénk gëtt de President net vun de Leit dobausse gewielt, mee duerch d'Chamber designéiert. Ech hunn dat gëschter Owend nach eng Kéier extra nogelies, well ech konnt dat net gleewen, datt esou eng progressistesch Proposition de loi (veuillez lire: Proposition de révision de la Constitution) net bis zum Schluss gaangen ass an de President duerch d'Vollek wiele léisst. Firwat dat esou ass, dat mussen déi Lénk eis erklären.

Den zweete sougenannte File rouge vun der Propositioun vun déi Lénk sinn déi sozial Aspekter. Jo, si gesinn eng ganz Rei sozial Rechter vir, eng ganz Rei Dispositiounen iwwert d'sozial Errungenschaften hei zu Lëtzebuerg. Mee och si hunn net alles iwwerholl aus den internationalen Traitéen, wat déi sozial Aspekter, Rechter vun de Leit couvréiert. An och eise Projet gesäit eng Rei sozial Rechter vir, och eng Rei sozial Rechter, déi souzesoen dem 21. Joerhonnert ugegliddert ginn, wéi den Dialogue social.

Also stellt sech d'Fro, Här President: Ass déi Proposition de révision vun déi Lénk besser? Ass se méi modern? D'Äntwert vun der CSV ass ganz kloer: Nee! Well och eis Propositioun gesäit modern Rechter a Flichte vir. Ech erënneren un d'Dispositiounen iwwert den Dateschutz, iwwert de verbesserten Ëmweltschutz an eng ganz Rei aner Punkten.

Am Rapport, deen an der Kommissioun ugeholl ginn ass, op der Säit 8 steet: „Projet alternatif d'une Constitution pour le Luxembourg – Un autre projet de société : Plus de droits, plus de justice sociale, plus de démocratie". Jo, et ass en anere Projet, et ass en alternative Projet. Nee, et ass kee bessere Projet. Si gesinn net méi Rechter vir, si gesinn net méi sozial Rechter vir an en ass net méi demokratesch wéi eisen. Dofir wäert d'CSV beim éischte Vott vun dëser Proposition de révision dergéint stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, virop och mäi Merci un d'Madamm Rapporteur Nathalie Oberweis fir hiren interessante schréftlechen a ganz gudde mëndleche Rapport. Ech hänke mech awer och un d'Mercie vum Léon Gloden dru vu virdrun, well et ass lassgaangen u sech beim André Hoffmann, dunn de Serge Urbany, dunn de Marc Baum an elo d'Nathalie Oberweis, déi alleguerten hir intellektuell Forcen zesummegestréckt hunn, fir dëse Rapport ze ficelléieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn u sech säit 1994 amgaang ze diskutéieren, dass d'Verfassung vun 1868 misst fundamental reviséiert ginn. Duerno ass et 2005 erëm eng Kéier méi prezis ginn an dunn huet et gedauert bis 2009, bis de President/Deputéierten, de Paul-Henri Meyers, d'Proposition de révision 6030 deposéiert huet fir eng wierklech Refonte totale vun der Verfassung.

Wann ech elo aus dem Rapport vun der Madamm Oberweis liesen, dann ass et anscheinend d'SREL-Affär vun 2013, déi eise Kolleege vun déi Lénk d'Iddi ginn huet fir ze soen: „Hei, elo muss eppes geschéien, elo versiche mer emol, eng alternativ Verfassung op d'Been ze setzen." Et koum natierlech och dohier, well du schonn d'Analyse ware vun der Propositioun 6030 an d'Partei déi Lénk gesot huet: „Dat do ass e Modell, deen zwar vun de Majoritéitsparteie plus CSV gedroe ginn ass, mee mat deem kënne mir eis net identifizéieren."

Dunn ass dann 2016 vum Serge Urbany déi alternativ Verfassung deposéiert ginn. Si ass 2017 fir d'éischte Kéier an der Verfassungskommissioun gekuckt ginn. Et koum dunn och schonn den Avis 2017, dat selwecht Joer, vum Staatsrot. An et ass awer festgehale ginn, dass se géif parallell mat der Proposition de révision 6030 traitéiert ginn. Dunn ass dat Joer komm, Dir wësst, wat 2018 war: Do war e klenge Stillstand. Dunn hu mer erëm eng Kéier vu vir ugefaange mat enger anerer Reform. Mir hu versicht, déi bescht Saachen, déi modernst Saache vu 6030 eriwwerzehuelen. Dunn ass am Dezember 2021 d'Nathalie Oberweis als Rapporteur genannt ginn a si ass gefrot ginn, e Projet de rapport ze maachen. Deen hu mer de 7. Dezember dëst Joer an der Verfassungskommissioun ugeholl, mee schonn dee Moment hunn d'Majoritéitsparteie plus d'CSV hir Reserven, hir Retizenzen a souguer hir Oppositioun zu dësem Projet kommunikéiert.

Här President, fir déi Lénk ass eng nei Verfassung, an ech zitéieren, net nëmmen eng „question de technique juridique, mais un choix de société". A genau do, léif Kolleegin Oberweis: Da scheiden sich die Geister. Och fir eis ass eng nei Verfassung e Choix de société, e Choix de société politique, civile, sociale, dat heescht, e Choix vun enger Staatsform fir dëst Land.

Wann ech awer elo kucken – an ech hunn Äre ganzen Text akribesch gelies, déi 203 Artikelen –, dann huelen ech just elo zwee Beispiller eraus aus Äre Lignes de force, mat deenen d'liberal Fraktioun hei an der Chamber absolutt net kann d'accord sinn:

Ënnert dem Punkt „1. une définition substantielle de l'État comme choix de société", ënnert dem Titel „La question de la démocratie économique et du droit de propriété", peilt Dir an Ärem Text eng méiglech Verstaatlechung vu sämtleche grousse wirtschaftlechen Entitéiten, just mat der Exceptioun vun der Privatwirtschaft, an och eng Verstaatlechung vun de Ressources communes un. Dat ass fir d'DP-Fraktioun hei an der Chamber net akzeptabel.

En anert Beispill ginn ech Iech, an de Léon Gloden ass virdru schonn drop agaangen: Ënnert dem Punkt 4 vun Äre Lignes de force, do steet dann ënnert dem Titel „renforcement de la démocratie" ënnert dem leschten Tiret: „remplacement de la monarchie par une présidence aux fonctions limitées".

Dir envisagéiert also d'Staatsform vun enger République semi-présidentielle hei zu Lëtzebuerg, wou laut Ärem Text de President limitéiert Fonctiounen awer nëmmen huet. Dat, Här President, brécht total mat eiser constitutionneller Geschicht. A wann ee kuckt, wou mer haut 2022 stinn, bréngt déi do Usiicht fir mech a fir eis och keng Plus-value fir d'Realitéite vun onsem Land 2022.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Beissel (DP) | Dierf ech Iech drun erënneren, Här President, léif Kolleegen, dass den 12. Januar 1919 no engem Volleksopstand hei an der Stad d'Republik proklaméiert ginn ass a genau 48 Stonnen iwwerlieft huet?

Zweetens, dierf ech Iech drun erënneren, dass d'Lëtzebuerger Vollek den 28. September 1919 mat enger Majoritéit vun 73,3 % sech formell géint d'Asetze vun enger Republik an dësem Land ausgeschwat huet a fir den Erhalt vun der Monarchie, an dofir ipso facto fir den Erhalt vun der Dynastie vun den Nassau-Weilburger um Lëtzebuerger Troun?

Dat geet virun duerch d'ganzt 20. Joerhonnert, well ech menge kënnen ze behaapten, dass d'Monarchie constitutionnelle hei am ganzen 20. Joerhonnert bis haut hir Preuvë bruecht huet. Dierf ech dat virbildlecht Verhale vun der Grande-Duchesse Charlotte an dem deemolege Prënz Jean am Zweete Weltkrich ervirhiewen, wéi se sech verhalen hunn a wéi se duerno, wéi se erëmkomm sinn, alles gemaach hunn, fir

den Zesummenhalt vun dem Lëtzebuerger Vollek ze stäerken?

Dierf ech Iech och drun erënneren, dass duerch déi onzäleg diplomatesch a wirtschaftlech Missiounen, déi dauernd vun eise respektive Groussherzoginnen a Groussherzogen am Ausland begleet ginn, nach haut, haaptsächlech och elo mat dem Grand-Duc Henri an dem Ierfgroussherzog Guillaume, de Stellewäert, de Status vum Lëtzebuerger Land mat senger mini Surface géographique dobausse vill méi staark ass duerch de Fait, dass eeben d'Royals bei alleguerten deene Visitten derbäi sinn.

Mir kréien dat andauernd gesot, déi Leit, déi mat bei deene Visitten derbäi sinn, ob et diplomatesch Visitte sinn, ob et wirtschaftlech Missioune sinn, déi hunn nëmme Luef, well déi kréien d'Appreciatioun vun de Leit dobaussen, wann d'Lëtzebuerger komme mat Grand-Duc respektiv Ierfgroussherzog. An Dir braucht jo nëmmen ze kucken, wat fir eng Unzuel vun Ufroe mer kréie vu lauter auslänneschen Tête-couronnéeën, fir hei op Lëtzebuerg ze kommen, well Lëtzebuerg vun hinnen appreciéiert gëtt a senger staatlecher a wirtschaftlecher Form. Ech mengen, heibanne kënne mir dat alleguerten zesummen nëmmen appreciéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, wann ee queesch iwwert de Kontinent kuckt, haaptsächlech de westleche Kontinent, do hu mer jo nach eng ganz Serie vu Monarchien. An an de leschte Jore sinn an all deene Länner all Efforte gemaach ginn, fir déi Monarchien ze moderniséieren, ze adaptéieren un d'politesch an d'gesellschaftlech Realitéite vun hire Länner. Mir hunn dat selwecht gemaach.

D'Proposition de révision 7700 mat dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo, déi mer iwwermuer an den zweete Vott huelen, huet d'ganz Monarchie constitutionnelle, hire Stellewäert, hire Fonctionnement mat enger neier Maison du Grand-Duc akribesch op de Metier geholl. A mat dem Accord vum Herrscherhaus hu mer Texter elaboréiert, déi modern sinn, performant an déi d'Monarchie constitutionnelle an dësem Land total rechtfertegen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och wann d'Lektür, an ech hunn et scho gesot, an den intellektuellen Effort vun de Kolleege vun déi Lénk immens ze appreciéiere sinn an et fir mech en intellektuelle Pleséier war, fir déi 203 Artikele ganz genau duerchzeliesen, ass awer dës Propositioun vun déi Lénk fir d'liberal Fraktioun constitutionnel en No-Go a mir kënnen nëmmen dergéint stëmmen.

A fir de Moment soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | O! Ech wollt scho bei de President goen.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hat schonn en Ugréff op de President gefaart.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, Här President, ech si ganz verfassungstrei.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, ...

(Interruption par M. André Bauler)

Merci, Här Bauler, fir d'Virschosslorberen. Et gëtt nach besser.

(Hilarité)

Fir d'éischt emol merci der Madamm Rapporter an den Auteure vun dëser Proposition de révision fir hir Aarbecht. Déi Propositioun fir eng alternativ Verfassung ass 2016 hei deposéiert ginn. Si ass an der Institutiounskommissioun behandelt ginn a mir hunn aus Respekt virun dëser Aarbecht alles gemaach, dass si virun den zweete Votte vun deene véier Kapitele fir eng wäitgeeënd Revisioun vun eiser Verfassung an de Plenum kënnt, eng Revisioun, déi vun enger breeder Majoritéit vun eiser Kommissioun gedroe gëtt.

Ech schwätze vun deene véier Kapitele Revisioun, ech schwätzen net vun dëser Propositioun. Well ech wëll direkt Kloertext schwätzen: Déi Propositioun 6956, déi vun der Madamm Oberweis presentéiert gëtt, war an der Institutiounskommissioun net konsensfäeg. Awer ofgesi vun där Positioun fënnt sech tëschent de Propositioune vun déi Lénk an de Propositioune vun der Institutiounskommissioun, soen ech emol esou, och wann et keng Unanimitéit an der Institutiounskommissioun gëtt, sou dach awer eng ganz, ganz grouss verfassungsdroend Majoritéit, gëtt et eng ganz Rei vu Gemeinsamkeeten.

Iwwregens: Déi Propositiounen, déi vun der Kommissioun gedroe sinn, déi komme muer an iwwermuer zum zweete Vott hei an de Plenum.

Déi Propositiounen, déi vun där grousser Majoritéit vun der Institutiounskommissioun gedroe sinn, sinn och am Géigendeel zu dëser Propositioun breet an der Ëffentlechkeet diskutéiert ginn. Nu wëll ech net ofstreiden, dass mer hei aner Méiglechkeeten haten, fir déi Diskussiounen ze féieren, wéi d'Kolleege vun déi Lénk, mee nichtsdestotrotz sinn eis Propositioune breet diskutéiert ginn.

Gemeinsamkeete gëtt et kloer, wat d'Definitioun vun dem Sozialstaat ugeet. Bei eis an deene Propositiounen, déi breet gedroe sinn, ass d'Recht op de Sozialdialog verankert, ginn d'Beruffschamberen explizitt unerkannt, de Sozialdialog soll gefërdert ginn.

Änlechkeeten, och wann dat net eent zu eent ass, gëtt et och zur Laïcitéit vum Staat, wou an der Proposition de révision 7700 no deem, wat um Terrain geschitt ass, och d'Relatiounen tëscht Kierch a Staat, tëschent Staat a Glawensgemeinschafte gereegelt ginn an et zu enger klorer Trennung kënnt.

D'Stäerkung vun der Chamber, déi och vun de Kolleege vun déi Lénk gewënscht ass, geet ewéi e roude Fuedem duerch d'Propositioune vun der Institutiounskommissioun; also och do net dee grousse fundamentalen Ënnerscheed. D'Chamber kritt méi Moyenen, fir hir Kontrollfonctioun vis-à-vis vun der Regierung ofzesécheren. Ech nennen nëmmen d'Enquêtëkommissioun, déi an Zukunft méi liicht, awer net liichtfankeg soll kënnen agesat ginn.

Gemeinsamkeete gëtt et ganz sécher och am Asaz géint de Klimawandel, fir d'Erhale vun der Biodiversitéit an de Schutz vu Mënsch an Ëmwelt. Dat fënnt een an deenen zwee Texter erëm gradewéi een d'Verbonnenheet zu der Europäescher Gemeinschaft an deenen zwee Texter erëmfënnt.

Am Géigesaz zu der Propositioun vun déi Lénk sinn an d'Propositioune vun der Institutiounskommissioun besonnesch beim Kapitel iwwert d'fundamental Rechter vill Virschléi vun de Bierger eragefloss, iwwert dat Ugebuet vun „Är Virschléi". Ech hat dat virdru scho gesot, Dir hutt net déi selwecht Méiglechkeete gehat, mee et ass awer e wichtege Fakt an der Biergerbedeelegung.

Grouss Ënnerscheeder gëtt et bei der Staatsform. D'Virschléi vun der Madamm Oberweis an hire Kolleegen, déi plädéiere ganz kloer fir d'Staatsform vun enger Republik mat un der Spëtzt engem President. D'Institutiounskommissioun huet hei Kloertext geschwat: Mir halen un eiser jëtzeger Staatsform fest. Dat ass kee Vott géint eng aner Staatsform, déi kéint Republik mat engem President un der Spëtzt heeschen, mee et ass awer e kloert Bekenntnis zu enger Staatsform, déi fest an eiser Geschicht verankert ass an déi sech an där Zäit, wou se do ass, besonnesch an der moderner Zäit, bewäert huet a ganz staark vun eise Leit gedroen ass.

Mir hunn also keng Noutwendegkeet gesinn, déi Staatsform a Fro ze stellen. Allerdéngs, an dat hu meng Virriedner gesot, net an allem, net eent zu eent, wéi dat bis elo an enger Verfassung gereegelt war, déi relativ an d'Jore komm ass, mee an där Form, wéi se an dat 21. Joerhonnert erapasst, a voller Transparenz. An dat fanne mer erëm duerch déi kloer Definitioun vun der constitutionneller Monarchie an déi kloer Missioune vun dem Grand-Duc, eisem Staatschef, als Deel vun der Exekutiv. A mir hunn och bestätegt, dass de Grand-Duc un der Spëtzt vun der Arméi, selbstverständlech ënnert der Responsabilitéit vun der Regierung, bleift.

Mir hunn de Staatschef mat eise Propositiounen ..., oder mir wäerten de Staatschef mat eise Propositiounen net schwächen, mee mir ginn him déi personell an déi materiell Méiglechkeeten, fir dat Amt an der Representatioun vun eisem Land esou gutt wéi méiglech auszefëllen. A mir ginn him och d'Méiglechkeet, fir d'„Maison du Grand-Duc" oder seng Verwaltung ze organiséieren. Also och an där Verfassung, wéi se vun der grousser Majoritéit an der Institutiounskommissioun gedroe gëtt, komme mer an eng modern Monarchie eran, a voller Transparenz.

Et gëtt eng Rei vun anere Parallellen, déi ech net wëll doutschweigen. Déi Propositioune vun deenen zwou Säite setze sech fir en erweiderten Déiereschutz an, si setze sech a géint de Klimawandel souwéi fir d'Erhale vun der Biodiversitéit an et kommen op deenen zwou Säiten eng Rei vu Staatsziler derbäi.

Ech wëll och insistéieren, dass bei eis bei de Staatsziler wichteg Ziler derbäikomm sinn, zum Beispill soll de Wunnengsbau, d'Recht op Wunnen, zu engem prioritäre Staatszil ginn.

Net zréckbehale goufen an eisem Verfassungstext Froen, déi ganz kloer vun enger grousser Majoritéit vun de Leit tranchéiert gi waren, an zwar 2015: d'Walrecht mat 16 an d'Auslännerwalrecht. Do gouf et eng ganz kloer Decisioun vun de Wieler an déi gëtt an eisen Texter eent zu eent respektéiert, och wann dat net déi Diskussioun op ëmmer an éiweg wäert zoumaachen. Mee wann een dat nach eng Kéier géif zur Diskussioun stellen, ass et awer ganz kloer, dass dat nëmmen iwwert de Verfassungwee ka goen an net esou, wéi fälschlecherweis vun Eenzelne behaapt gëtt, déi eppes an déi nei Verfassung, esou wéi mir se virstellen, wëllen eraninterpretéieren, ka geschéien. Dat wär en No-Go. Dat geet iwwerhaapt net! Esou Ënnerstellunge misste sech eigentlech vum selwen an den Abseits setzen, well dat, wat ënnerstallt gëtt, geet guer net!

Also, Gemeinsamkeete gëtt et, mee et gëtt och eng ganz Rei vu fundamentalen Ënnerscheeder, déi, géife mer se akzeptéieren, eis Gesellschaft géife splécken. An dat ass definitiv net de Sënn vun enger Verfassung, och net de Sënn vu fundamentale Verfassungsännerungen. Eng Verfassung soll d'Leit ënner engem

gemeinsame Gesellschaftsprojet zesummebréngen an net deelen.

Dofir ass et ganz kloer, dass meng Fraktioun, d'LSAP, sech fir déi Propositioune vun enger ganz grousser Majoritéit an der Institutiounskommissioun ausdréckt a géint déi Propositioun, déi vun der Madamm Oberweis virgestallt gouf. Iwwregens war d'Ofstëmmung iwwert de Rapport vun der Madamm Oberweis positiv – iwwert de Rapport! Mee iwwert den Inhalt war se negativ.

Ech wëll Iech Merci soen, dass Der mer nogelauschtert hutt, a mir ginn eis Rendez-vous muer an iwwermuer fir déi véier Kapitele vun der fundamentaler Verfassungsrevisioun, oder vun de Verfassungsrevisiounen, de fundamentale Verfassungsrevisiounen, wéi mir se an deem Mooss zënter dem Bestoe vun eiser jëtzeger Verfassung net erlieft hunn.

Här President, merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Nathalie Oberweis an der ganzer Ekipp vun déi Lénk, déi dorunner geschafft hunn, fir dee Rapport a fir déi Ried hei virzebereeden. Also Chapeau eisersäits un d'Kolleege vun déi Lénk! Meng Virriedner hu schonns op déi intellektuell Leeschtung an de Courage higewisen, eng alternativ Verfassung ze redigéieren, fir deen Exercice unzegoen. 6956 ass d'Nummer vun der Propos. Mir si fir de Moment amgaang, d'70er- an d'80er-Nummeren ze diskutéieren. Dat weist, dass déi Propos net vu gëschter ass.

Dës Verfassungspropos huet also hiren Ursprong, wann ech richteg informéiert sinn, am Walprogramm 2013 vun déi Lénk, wou eng vun de Fuerderungen d'Ausschaffe vun enger neier Verfassung mat Trennung vu Kierch a Staat engersäits an och dem Ofschafe vun der Monarchie war. Deposéiert gouf déi Propos dunn am Februar 2016 vum Serge Urbany.

Am Exposé des motifs kënne mer liesen, dass eng vun den Haaptmotivatiounen de Constat war, datt sech zënter dem Schluss vum 19. Joerhonnert e staarke Sozialstaat hei zu Lëtzebuerg entwéckelt huet a progressiv säin Néierschlag an ëmmer méi heefegen an ëmmer méi elaboréierte Gesetzer fonnt huet, mee awer bis haut keng oder wéineg Verankerung an der Lëtzebuerger Verfassung fonnt hätt, déi nach ëmmer vun enger reng liberaler Logik gepréägt wär, déi d'Zesummenhäng tëscht de klassesche biergerleche Fräiheeten an den zënter 1860 no an no gewuessene Sozialrechter net genuch en compte hélt.

Dësen Exposé des motifs geet och drop an, datt déi nei Sozialnorme respektiv den neien enke Lien tëscht den individuelle Fräiheeten an de Sozialrechter par konter op internationalem Niveau scho grousse Réckhalt kruten an no an no als Rechter vun der zweeter an drëtter Generatioun hiren Néierschlag an internationale Konventiounen a Pakten op Niveau vun der UNO fonnt hunn, mee dass dës Pakten awer keng verbindlech juristesch Natur hunn. Dowéinst sollte se besser direkt an d'Lëtzebuerger Verfassung abruecht ginn.

Weider seet den Exposé des motifs och, dass den deemolege Reformprojet vun eiser Verfassung, déi ominéis Propositioun 6030, net den haitegen Enjeue vun eiser Gesellschaft géif gerecht ginn an datt e sech grosso modo just op eng kosmeetesch Operatioun vun eiser momentan nach gülteger Verfassung géif limitéieren – ech zitéieren den Exposé des motifs –, an deemno kéint een net vun engem wierkleche Renouveau constitutionnel schwätzen.

An dann nach dat Wichtegst: Am Exposé des motifs selwer erkläert den Auteur Serge Urbany, dass dës Propositioun vun déi Lénk u sech keng realistesch Propositioun ass, mee datt et hiert Zil ass fir ze weisen, wéi eng komplett nei Approche, en neie Choix de société, kéint ausgesinn, a fir den aktuellen Debat ronderëm d'Propositioun 6030 mat neien Elementer an Iddien ze fidderen an och esou ze beaflossen.

Deen Ausgangspunkt vun där Demarche vun der Propositioun vun déi Lénk kënne mer warscheinlech all heibannen deelen – enfin, bal all heibannen –: nämlech, datt eis momentan Verfassung par rapport zu ettleche gesellschaftleche Verännerungen, par rapport zu eiser institutioneller Realitéit an zur Unerkennung vun neie Generatioune vu Biergerrechter en däitleche Retard huet. Dat ass evident! A genee dëse Retard war jo och de Grond vun deem ëmmer méi noutwendege Geflécks, kann ee wuel soen, bei eenzelnen Artikelen an der Verfassung.

Och a menger Partei, bei deene Gréngen, gouf et am Laf vun de Joren, wou um grousse Reformprojet geschafft gouf, Gedanken, fir eng eege Propositioun auszeschaffe respektiv, als méi realistesch Approche, eegen Amendementer eranzeginn, déi eis gréng Positioun géife fir jiddwereen dobausse kloermaachen an déi de Punkten aus de grénge Walprogrammer géifen entspriechen. An och déi Diskussioun iwwert d'Fro, ob et sënnvoll wär, d'Prinzippien, déi souwisou schonns duerch international an europäesch Verträg geschützt sinn, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, trotzdeem nach eng Kéier an eis national Verfassung ze iwwerhuelen, gouf a menger Partei iwwer Joren diskutéiert.

D'Konklusioun war awer a béide Fäll, datt et éischtens besser wär, mat der Verfassung keng Parteipolitik ze maachen, mee matzehëllefen, e méiglechst gudden an akzeptabele Konsenstext an d'Prozedur ze kréien. Well unhuele kënne mer jo eng Verfassungsrevisioun, wéi mer wëssen, just mat enger Zweedrëttelmajoritéit. An zweetens ass et méi sënnvoll, eiser Meenung no, dass d'Lëscht vun de Rechter, déi schonn international verankert sinn, net eent zu eent an d'Lëtzebuerger Verfassung iwwerholl gëtt. An op dem Auteur seng Kritik un der juristescher Valeur vun dësen internationalen Texter ass meng Virriednerin, d'Simone Beissel, jo och schonns e wéineg agaangen.

Op eenzelne Punkten, déi an der lénker Propositioun als noutwendeg Handlungsfelder identifizéiert goufen, hu mir an der Kommissioun awer nach an de leschten zwee Joer villes nogebessert. Esou kréie mer elo mam neien Text fir déi éischte Kéier eng kloer Definitioun – eng kloer Definitioun – vun de Missiounen an de Pouvoire vun dësem Parlament an eis Verfassung stoen.

An och de Staatsrot evoluéiert a Richtung Beroder vun der Chamber an net just eenzege Beroder vun der Regierung. Am véierte Kapitel, wat ech iwwermuer fir d'zweet rapportéieren, wäert ech nach am Detail dorobber kënnen zréckkommen. Allerdéngs ass dës Modernisatioun vun der institutioneller Positioun vum Staatsrot am neie Reformtext manner problematesch, wat déi demokratesch Gewaltentrennung ugeet, wéi déi lénk Textpropos.

Ganz änlech problematesch a puncto Gewaltentrennung ass et beim Verfassungsgeriicht, wou déi lénk Propositioun virgesäit, dass d'Hallschent vun de Riichter vun der Chamber géif fir maximal zwee Mandater vu sechs Joer genannt ginn, an dat och nach en bloc. Dat heescht, mat där Propositioun géife mer eng héich politiséiert Justiz kréien. An do kann ech absolutt net d'accord dermat sinn. Mir gesi jo, wat esou en Nominatiounspouvoir vum US-President fir déi héchste Riichter fir en enormen Impakt kann hunn!

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Muer de Moien, Mëttwoch, stëmme mer jo iwwert den Nationale Justizrot of. An deem Text ginn d'Onofhängegkeet an d'Organisatioun vum Justizapparat esou reforméiert, wéi et sech fir e moderne Rechtsstaat gehéiert.

Op der grénger Bänk, genausou wéi op anere Bänken heibannen, gëtt et sécherlech Sympathië fir Punkten aus dëser Propositioun – meng Virriedner hunn et gesot –, mee konsensfäeg fir eng Zweedrëttelmajoritéit waren déi Proposen evidenterweis net.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Den evidentsten a visibelste Punkt vun der lénker Propositioun ass ouni Zweifel d'Grondiddi, wéi de Léon Gloden et virdru gesot huet, dass de Grand-Duc duerch e President sollt ersat ginn, dee vun der Chamber gewielt géif ginn, also semi-direct, ...

(Interruption)

... an anere Wierder, aus der Lëtzebuerger Monarchie eng Lëtzebuerger Republik ze maachen. D'Simone Beissel ass op den Historique agaangen, wéi d'Traditioun hei am Land ass.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Et ginn awer och eng Rëtsch aner wichteg kontrovers Sujeten an dëser Propositioun thematiséiert. Am Artikel 89 geet iwwert d'Walflicht rieds, déi sollt festgeschriwwe ginn, déi just am Walgesetz steet fir de Moment. Dat ass eng kohärent Approche, a fir dee Choix huet sech an der Propositioun 7777 ouni Schwieregkeeten en Accord fonnt a mir schreiwen d'Walflicht do an. Mir gesi jo an England, zu wat eng niddreg Walbedeelegung ka féieren a wéi een definitiv duerno mat deem Problem muss ëmgoen!

Am Artikel 94 gëtt de Kumull vun dem Deputéiertemandat mat dem Mandat vum Buergermeeschter oder Schäffe verbueden. Dat ass zum Beispill och ee vun de Punkten aus där Propositioun, deen eis als Gréng ganz sympathesch ass, well dat am grénge Walprogramm steet.

(Brouhaha et interruptions)

Dëse Punkt hätt als Konsequenz eng weider Stäerkung a Professionaliséierung vun der Chamber. Mat der neier Verfassung gëtt awer och elo op d'mannst de prozedurale Wee dohinner erliichtert, andeems mer d'Definitioun vun Antikumullreegelen och per Gesetz erlaben an net just iwwert d'Verfassung.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Affaire à suivre!

E weidere Punkt, deen all fënnef Joer no der Chamberwal am Débat public optaucht an héich kontrovers ass a wou mer absolutt kee Konsens tëscht de Parteie konnten erreechen, ass d'Fro vun de Walbezierker. Mir Gréng sinn hei bekanntlech och fir en eenheetleche Walbezierk, esou wéi en hei an der lénker Propositioun virgeschloe gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Déi Propositioun huet awer keng Majoritéit.

(Interruption)

Dofir hate mir bei den Aarbechten zur 6030 proposéiert, fir dës Walbezierksopdeelung, änlech wéi

d'Antikumullreegelen, vun der Verfassung eriwwer an d'Walgesetz ze huelen. Dat géif spéider Ännerunge méi einfach maachen, wann eng politesch Majoritéit bis dohinner dann eng Kéier fonnt wär. Mee och fir dës gréng a reng prozedural Upassung hu mer keng Zweedrëttelmajoritéit an der Kommissioun fonnt. Mir mussen nach en Tour dréinen.

An dëser Problematik ass a méi wéi enger Partei an deene leschte Méint a Joren d'Fro opkomm, wéi ee kann derfir suergen – och bei eis an der Partei –, dass d'Kandidaten am ländlechen, manner dicht besidelte Raum eng Chance hunn, an d'Chamber gewielt ze ginn, ...

Une voix | Voilà! Sot eis dat mol!

M. Charles Margue (déi gréng) | ... an net just Leit aus den dicht bewunnte Ballungszentren. An dëser Diskussioun ass et duerch d'geografesch Entwécklung, duerch d'Verdeelung, ganz däitlech zu engem aneren Denke komm an déi Fro vun „aus véier maach eent" ass einfach eng aner Diskussioun ginn, well d'Soziologie am Land sech verännert huet an och d'Geografie.

Dee Risiko, wéi gesot, dass just déi aus den dicht bewunnte Ballungszentren gewielt ginn – fréier hu mer just vum Gewiicht vun der Stad geschwat –, dee Risiko ass ganz reell, soulaang mer den aktuelle Walsystem mam Panachage nämlech bäibehalen. Dat heescht, mir misste komplett d'Fro stellen, wéi e Walsystem mer wéilten hunn a wéi eng Vertriedung mer wéilten hunn.

Eent vun de Leitmotiver vun der grousser Verfassungsreform, déi jo op 1999 an op eng éischt Konsenspropos am Joer 2009 zréckgeet, ass dat, datt et sech bei dëser Revisioun net ëm eng Revolutioun handelt, mee ëm eng Evolutioun vum haitege Verfassungstext. Mee ech mengen, wann een den Exposé des motifs gelies huet, da weess een, datt et, wéi ech et schonns gesot hunn, net Är Absicht war, e konsensfäegen Text hei ze presentéieren, mee eng parteipolitesch Visioun duerzeleeën, déi Ärem Walprogramm vun 2013 entsprécht.

An Ärer Propositioun steet awer och nach dee ganz richtege Saz zum neie Verfassungsprojet. Ech zitéieren: „Si ce projet était finalement adopté, il faut donc que le débat sur ces droits sociaux soit poursuivi." An dat ass eppes, wat ech och nëmme kann ënnerschreiwen an ënnerstëtzen. Egal wéi déi nei Verfassung ausgesäit, si ass ni a Stee gemeesselt, och wann dat am Volleksmond dacks esou gesot gëtt. Och eng Verfassung ass e liewegen Text, dee mat der Gesellschaft muss evoluéieren. A genee dat geschitt jo elo endlech no 20 Joer Viraarbechten an e puer méi urgenten Ännerungen, déi mer tëschenduerch gemaach hunn.

Mir kréie mat de véier Revisiounsbléck eng Aktualisatioun vun de Rechter a Fräiheeten an och en neien, bessere Reequilibrage vun den institutionelle Pouvoiren, eng méi onofhängeg Justiz als rechtsstaatlech Kontrollinstanz vun der Politik an ee méi staarkt Parlament als politesch Kontrollinstanz vun der Exekutiv.

Merci och un déi Leit, déi 2014/2015 op der Säit vun déi Lénk un dëser Verfassungspropos matgeschafft hunn. Ech denken do un de Serge Urbany, mee awer och un de fréieren Deputéierten Änder Hoffmann, deen als Ghostwriter dorunner matgeschafft huet. Esou eng Propos ass eng considerabel Aarbecht, ech sot et schonn. Och wann elo keng Majoritéit dofir do ass, verdéngt, wéi am Ufank schonns gesot, dësen Exercice seng Unerkennung.

Als Gréng sti mer awer weiderhin zum ausgeschaffte Konsenstext a véier Bléck a mir kënnen der Propositioun vun déi Lénk deemno net zoustëmmen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och e puer Wuert vun eis zu dëser Propositioun. An ech wéilt mech emol fir d'éischt deene Wierder uschléissen, déi och all d'Virriedner gesot hunn, dat ass e ganz grousse Merci un déi Lénk fir dësen Text. Och un Iech, Madamm Oberweis, fir e ganz gudde Rapport, e ganz komplette Rapport, deen Iech warscheinlech och Méi kascht huet, well heiansdo hutt Der misse Saachen esou formuléieren, datt se vläicht méi intellektuell formuléiert waren a manner vun Häerz koumen, wéi Der dat vläicht léiwer gemaach hätt. Mee gutt!

Déi Propositioun, déi Der eis virgeluecht hutt, ass eng ganz spannend Lektür, dat muss een einfach soen. An et ass eng intellektuell Erausfuerderung, och eng Gewëssenserausfuerderung, well Der mat engem Modell vu Gesellschaft kommt a mat Suergen, déi vläicht fir aner Parteien, och fir eis Partei, net ëmmer un éischter Plaz stinn. An domadder gitt Der eis och eng Geleeënheet ze hannerfroen, wou mir stinn an ob mir eigentlech dat, wat Iech virun allem wichteg ass, och eescht genuch huelen. Ech mengen, dat ass och an der Politik ganz wichteg, datt ee sech déi Fro stellt.

An ech kann Iech soen, datt dee ganze Räsonement, deen Dir féiert ronderëm déi sozial Rechter, onbedéngt dozou gehéiert. Déi ganz Politik huet an de leschten 150 Joer, 200 Joer eigentlech déi sozial Rechter an engem grousse Mooss entdeckt, anescht – ech wëll net soen, datt dat fréier net de Fall war, et war anescht de Fall. Mir hu se awer an der Neizäit, elo an eiser Modernitéit, nei formuléiert, nei ausgebaut, hinnen eng ganz nei Wäertegkeet ginn. An dat ass e Wee, dee mer och musse virugoen, allerdéngs net als Eegenzweck, net aleng, mee ëmmer och mat aneren Interessien. An et ass vläicht do, wou eis Iddie vun der Gesellschaft, vun de soziale Rechter, dann auserneeginn. Dat ass, datt mer se op jidde Fall net manner verabsolutéieren, mee einfach ëmmer de Kontext gesinn, dat, wat maachbar ass, an datt mer och d'Interesse vun anere Leit a vun anere gesellschaftleche Stréimungen net wëlle vergiessen.

Mee, wéi gesot, et ass e ganz interessanten Exercice gewiescht, deen eis wierklech interpelléiert.

Mir hunn als ADR eigentlech eng ganz – wéi soll ech soen? – sober Opfaassung vun der Verfassung. Fir eis ass se emol éischtens en Instrument, dat de Staat definéiert, d'Architektur vum Staat, si beschreift de Fonctionnement vum Staat an d'Grondrechter vun de Bierger a wéi déi kënne verdeedegt ginn. Dat ass eigentlech de Corps vun der Verfassung an eisen Aen.

D'Verfassung ass kee politesche Programm. Dofir maache mer Politik. Dofir hu mer Walen. An esou e politeschen Optrag gesi mir u sech net an enger Verfassung. Also dat ass en Ënnerscheed. Et ass einfach esou, datt mer d'Architektur vum Staat, de Fonctionnement vum Staat an engem Grondtext gesinn a mir wëllen deen eigentlech esou mann wéi méiglech politiséieren. Dat ass einfach en Ënnerscheed.

Mee trotzdeem, ech mengen, e bëssen ass jo alles Politik, an dofir wëll ech och soen, datt villes an Ärem Verfassungsentworf ganz einfach intelligent ass, sënnvoll ass an och eis Approbatioun fënnt. Ech wëll Iech just dat Beispill nenne vun dem Verfassungsgeriicht. Dat ass och eppes, wat eis um Häerz läit, datt eigentlech jidderee kann d'Verfassungsgeriicht uruffen. Dat ass eng ganz wichteg Saach. Leider ass dat an där Verfassung, déi elo hei mat enger Majoritéit wäert gestëmmt ginn an deenen nächsten Deeg, net virgesinn.

Dir hutt och Courage gewise fir de Cumul des mandats, datt een dat soll verhënnere bei Deputéierten, et soll een net gläichzäiteg Buergermeeschter oder Schäffe ginn. Ech huelen hei mäin direkte Virriedner: Wann ech mech gutt erënneren, huet den Här Margue, mengen ech, och gesot, dat géif deene Gréngen um Häerz leien. Da kucken ech, ob net op deene grénge Bänken do zoufälleg iergendee vläicht d'Funktioune vu Buergermeeschter oder Schäffe mam Deputéierte vereent. An da soen ech mer: Ma da kéinten déi jo direkt eng Decisioun huelen, wa se dat dann eescht mengen, an entweeder dat eent oder dat anert Mandat opginn!

Mee ech mengen, wann een esou eppes proposéiert, da muss ee kohärent sinn. Dat ass och eng Saach vun Éierlechkeet géintiwwer de Wieler.

Et sinn aner Saachen an deem Text, dat wäert Iech elo net wonneren, déi eis elo manner zousoen. Ech mengen, wann ech dat Wuert „Monarchie" nennen, da wäert Der vun enger ADR jo net erwaarden, datt ech hei de Plädoyer vun der Ofschafung dovu maachen! Dat ass net onbedéngt eis Prioritéit. Mir bekennen eis selbstverständlech zu dëser Monarchie. Mir hunn och aner Problemer mat Ärem Text. Mee ech wëll Iech elo net hei iwwerméisseg kritiséieren. Mir hunn eeben eng aner Opfaassung. D'Auslännerwalrecht, do bekenne mir eis zur Natioun, Dir gitt méi a Richtung Citoyennetéit. Dat ass Äert Recht, dat ass just net eis Approche, well mir bekennen eis selbstverständlech zur Natioun.

Mat 16 Joer politescht Recht ass an eisen Aen ze fréi. Ech souz elo do, wéi ech Iech nogelauschtert hunn an ech hu mech gefrot: Majo, mat 16 Joer, da kann een dann do Decisiounen huelen iwwer Krich a Fridden, an da muss een awer 18 Joer sinn, ier ee kann an d'Arméi goen, well wann ee manner wéi 18 Joer ass, ass dat international verbueden. Dat si Kannerzaldoten. Do hätte mer also deen, deen decidéiert, dee 16 Joer hätt, an deen herno d'Leed dovun dréit, dat wär dann dee mat 18 Joer. Also wësst Der, mat all deene Saachen, dat ass awer Äert gutt Recht. Mee ech wëll just soen, och géintiwwer deene Virriedner: Dat ass per Referendum decidéiert ginn 2015, datt eebe mat 16 Joer elo kee Walrecht soll do sinn.

Mee ech hunn och der Madamm Beissel an anere Kolleegen hei nogelauschtert, do hunn ech mer d'Fro gestallt: Wéi ee Referendum gëtt da wéi respektéiert? Et kann ee jo net elo higoen an deen ee Referendum respektéieren an deen aneren net! D'Madamm Beissel huet mat Recht erënnert un de Referendum iwwert d'Monarchie, dee läit elo 100 Joer zréck. Mir respektéieren deen nach ëmmer an e gëtt och hei als Argument zitéiert fir ze soen: Déi Monarchie ass votéiert ginn, si ass plebiscitéiert gi vum Lëtzebuerger Vollek a si huet sech bewäert. An dofir respektéiere mer dee Referendum, also deen aus dem 20. Joerhonnert, nach ëmmer, wärend deen aus dem 21. Joerhonnert, vun 2015, deen ass scho contestéiert gewiescht, wéi d'Resultat nach net ausgezielt war!

Mir gesinn haut, datt vill Stréimungen, vill Ministere souguer, Ministeren aus dëser Regierung, déi u sech jo och e politeschen Engagement hunn an och e Referendum musse respektéieren, den Ausgang vum Referendum 2015 oppen a Fro stellen, an Diskussiounsowender an esou weider an esou virun. Jo, da soen ech mer: De Wäert vum Referendum an eisem Land muss awer dee sinn, datt wéinstens d'Politiker dat respektéieren, wéi d'Madamm Beissel et gesot huet mam Referendum iwwert d'Monarchie!

Jo, dat muss och gëlle fir de Referendum 2015, mat de 16 Joer, mam Auslännerwalrecht. Dee Respekt wäerte mer jo awer dem Lëtzebuerger Vollek kënnen entgéintbréngen, wann esou eng Decisioun geholl ginn ass!

Et huet mech och gewonnert, den Här Gloden schwätzt vun der „participation citoyenne". Ech wëll just drun erënneren, datt eist Uleies dat vun der Participation citoyenne ass. Mir hunn als ADR ëmmer gesot: „Mir hätte gär, datt dee Verfassungsentworf dem Referendum virgeluecht gëtt." A wann een hei vu Participation citoyenne schwätzt, an déi véier Parteien, déi elo virun eis geschwat hunn, déi maachen dat jo, an et si jo och Elementer vu Participation citoyenne an der neier Regierung (veuillez lire: an der neier Verfassung): Mee déi „Participation citoyenne" – grousseschriwwen! –, dat ass de Referendum! An et ass fir eis einfach net nozevollzéien, éischtens, datt e Walversprieche gebrach gouf, an zweetens, datt dann hei d'Participation citoyenne an d'Fënster gestallt gëtt a gläichzäiteg de Referendum refuséiert gëtt.

Wat fäerten déi véier Parteien, fir net op deen do Wee wëllen ze goen, net de Wee vum Referendum wëllen anzeschloen?

Do ass dann nach e Punkt iwwert d'Auslännerwalrecht. Ech weess, déi Lénk, déi hunn dat gär. Si hunn et och an hirer Propositioun dann ernimmt, d'Auslännerwalrecht, absolutt. Ech verweise just nach eng Kéier op de Referendum 2015. An ech wëll och hei soen, datt elo de Kolleeg Mars Di Bartolomeo gesot huet, déi Diskussioun wier net op ëmmer an éiweg zou. Voilà!

Dat, mengen ech, ass wichteg, well mir hunn als ADR an där ganzer Campagne hei iwwert déi nei Verfassung, déi jo dës Woch dann an den zweete Vott kënnt, och virun allem ëmmer op zwou Plazen opmierksam gemaach: Dat eent ass de Referendum, dat anert sinn d'politesch Rechter, wou eigentlech de Wee op ass, fir en Auslännerwalrecht kënnen hei am Land anzeféieren. Ech weess, dat brauche mer eigentlech elo net weider ze widderhuelen, dat hu mer jo héieren an den Diskussiounen an deene leschte Méint, datt déi véier Parteien, déi dee Konsensus elo matdroen, dat absolutt ofstreiden a soen, dat wär absolutt net méiglech mat deenen Texter!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, dat ass falsch.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir soen, et ass richteg.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass falsch!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A mir soen, Här Mars Di Bartolomeo, mir soen ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ouni Verfassungsännerung ass dat falsch!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A mir soen ... Kommt, mir hunn déi Gedold, elo e bëssen ze waarden. Ech si gespaant, ech si gespaant, an ech net aleng, wat elo no deenen nächste Walen u Propositiounen op den Dësch kënnt! Mir wäerten déi Diskussioun do nach féieren a mir wäerten Iech ëmmer erëm un Är Wierder erënneren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ouni Verfassungsrevisioun ass dat net méiglech!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech hunn elo d'Wuert, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Punkt!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dann nach vläicht e lescht Wuert, ee lescht Wuert och zum Här Margue wéinst der Warnung, wou en och ganz Recht huet: Mir wëlle keng politiséiert Justiz! An en huet dat Beispill USA gesot. Jo, ech mengen, eis lénk Kolleegen hunn an hirer Propositioun och Däitschland genannt. Mir hunn eng politiséiert Justiz, och an enger Rei vun europäesche Staaten, wou Riichter iwwer Parlamentsbeschloss ..., wéi an den USA, do ass et jo och de Senat, dee schlussendlech decidéiert, wie Riichter gëtt. Mir hunn dat och an Europa an enger Rei Staaten. Mir fannen dat net gutt! Ech soen Iech dat. Also wann Dir et net gutt fannt, mir fannen et och net gutt!

Mee et ass elo esou – an dat wäerte mer och diskutéieren, den Här Reding wäert elo och zum Conseil national de la justice Stellung huelen, muer de Mëtteg, mengen ech, ass dat –, mir hunn ...

(Interruptions)

... och hei am Land duerch dee Conseil national de la justice Risiken: Risiken, datt och eis Justiz ka politiséiert ginn. A mir wëllen dat net! Dat wëlle mer ganz kloer ënnersträichen! Den Här Reding wäert Iech dat exposéieren. An et ass eisen Interessi, mengen ech, datt mer d'Justiz an hirer Onofhängegkeet och esou wäit respektéieren, datt mer keng Dieren opmaache fir iergendeng Form vu Politiséierung vun deem drëtte Pouvoir.

Voilà! Dat gesot, wëll ech de Kolleege vun deene Lénken nach eng Kéier ausdrécklech Merci soe fir eng ganz, ganz interessant Propositioun. Dir wäert Iech net wonneren: Mir wäerte se net matstëmmen. Awer, léif Madamm Oberweis, ech kann Iech soen, datt mir als ADR och an Zukunft wäerte mat Initiativen am Beräich vun der Verfassung kommen an datt mer Är Iwerleeungen an aller Transparenz wäerte matafléisse loossen, well ech mengen, datt villes vun deem, wat Dir geschriwwen hutt, et verdéngt, am politeschen Debat virugedroen ze ginn an net duerch dës kuerz Debatt begruewen ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech verteidegen ech eis Verfassung hei. Dat ass evident! An ech muss soen, ech verstinn natierlech och, dass all déi verschidde Vertrieder vun deene verschiddene Parteien aner Appreciatiounen hunn, well mir hu jo all een anere politesche Brëll an dat muss ee jo ëmmer erëm kloer soen.

Mee ech kann awer och net oft genuch soen, dass eis Verfassung einfach besser ass wéi déi vun der Majoritéit a vun der CSV. An ech soen dat net wéi e bëllege Slogan. Nee, kuckt, eis Verfassung ass e bëssen eppes wéi eng Bibel, léif Kolleegen a Kolleeginnen.

(Brouhaha)

Wierklech, wann Der se liest, wann Der se liest, da fannt Der eng nei Inspiratioun. Et fënnt een, wann een duerno sicht, och en neien Anker, Här Gloden. Kuckt Iech se emol eng Kéier mat där Inspiratioun un. Kuckt, eis alternativ Verfassung erzielt vun enger Gesellschaft, ...

(Interruption par M. Léon Gloden)

... déi inklusiv ass, déi gerecht ass. Si verkierpert eng Visioun vun enger Gesellschaft, déi op staarke Wäerter baséiert. Et ass deemno e Gesellschaftsprojet. Si gëtt eis Äntwerten op déi sëllege Froen, déi mir haut hunn!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et schéngt keen ze interesséieren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, anscheinend interesséiert et keen. Mee wierklech, lauschtert emol gutt no, si gëtt eis Äntwerten op déi Froen, déi mir haut hunn, all déi politesch Froen, déi mer eis stellen. An eiser Verfassung fannt Der Äntwerten, Äntwerten op déi multipel Krisen, an deene mer sinn. Mir sinn zudéifst iwwerzeegt, dass mir dëst altenatiivt Gesellschaftsbild wierklech brauchen, well mir kënnen net esou weiderfuere wéi bis elo. An ech mengen, dat weess och jiddwereen heibannen.

Och wann Dir eis Verfassung haut net matdrot, an dat iwwerrascht eis natierlech net, si mir der Meenung, dass et dës Verfassung ass, déi mir brauchen. Mir mengen och, dass Verschiddener heibannen, oder vläicht souguer vill vun Iech, mat dëser Verfassung sympathiséieren, an e bëssen eppes huet een dovunner jo och schonn eraushéieren.

Mir brauchen dës Verfassung, well mir Bierger a Biergerinne brauchen en neie Gesellschaftsprojet, eng Zort Contrat social. Mir wëssen, dass dës Gesellschaft, wéi se am Moment fonctionéiert, wann et esou weidergeet, an eng Mauer wäert rennen, well se net nohalteg ass. Mir wëllen eng Gesellschaft, déi nohalteg ass, well se inklusiv ass, well se jidderengem eng Plaz araumt, well se de Räichtum verdeelt an de Gruef tëscht Grouss a Kleng respektiv Räich an Aarm manner grouss mécht.

Mir brauchen dës Visioun vun engem Gesellschaftsprojet, well mer eeben d'Hoffnung verléieren an déi aktuell Gesellschaftsuerdnung, déi dominéiert ass vu sozioekonomeschen Ongläichheeten, déi wuessen, vun Akkumulatioun vu Räichtum a Privileegie fir déi eng a Cacahouète fir déi aner.

Mir brauchen dës Verfassung, well mer eeben d'Hoffnung verléieren an dee politesche System vun haut, wéi en am Moment fonctionéiert. Vill Bierger a Biergerinnen haut si resignéiert, well se sech aktuell näischt méi vum politesche System erwaarden. Mir brauchen Erneierung.

Dës Verfassung huet awer Äntwerten op déi vill Krisen, an deene mer sinn, sief et d'Wunnengskris, sief et de sozioekonomesche Gruef mat senge gesellschaftlechen Ongläichheeten, déi wuessen, sief et d'Klimakris oder d'Biodiversitéitskrisen. Mat dëser Verfassung wier de Risiko och manner grouss, dass Kricher ausbriechen a Mënsche musse flüchten.

Eis Verfassung seet et: Alternative si méiglech! Dat wat mer de Moment erliewen, déi multipel Krisen, an deene mer sinn a wou mer vun enger an déi nächst rennen, well mer u sech ouni groussaarteg Visioun navigéieren, ass Ausdrock vun engem System, deen net méi ze droen ass, engem System, dee sech per force wëll erhalen zugonschte vun dem Bien-être vun enger Minoritéit iwwert de Bien-être vum Collectif (veuillez lire: zugonschte vun dem Bien-être vun enger Minoritéit, deen iwwert dem Bien-être vum Collectif stéing).

Ech géif souguer soen, dass eis Alternativ alternativlos ass. Mir kommen nämlech net derlaanscht, d'Basis fir eng nei, méi gerecht, inklusiv Gesellschaft ze leeë fir en Zesummeliewen, wou mer mateneen an net géinteneen oder laanschtenee schaffen a liewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, et ass en zukunftsorientéierten Text, dee virun allem Jonken, mee och soss Minoritéiten an anere marginaliséierte Gruppe Perspektive bitt, déi haut zum Deel keng hunn. Jo, natierlech stellt eis Verfassung d'Privileegien a Fro: Privileegie vun den Eeleren géintiwwer Jonken, Stéchwuert Klimakris, vun deenen, déi besëtzen, géintiwwer deenen, déi kee Besëtz hunn, vun deenen, déi d'Walrecht hunn, par rapport zu deenen, déi kee Walrecht hunn, an esou weider.

Mir stellen all Privileegien a Fro, jo, och déi vun enger Monarchie géintiwwer deenen Normalstierflechen, well fir eis gëtt et nëmmen normalstierflech Leit. Jo, jiddwereen ass gläich an eiser Visioun. A jo, natierlech si mer der Meenung, dass d'Monarchie hautzudaags net méi ze droen ass, mat deene Wäerter, déi mer hautzudaags hunn.

A firwat géif eise President, wa mer dann e President hätten, vun der Chamber gewielt ginn? Mee et ass ganz einfach, well e President an eiser Iddi relativ wéineg Pouvoire soll hunn. Dofir gëtt e via d'Chamber gewielt an net vun de Leit selwer, well en eebe ganz limitéiert Pouvoire soll hunn.

Eis Verfassung ass och ambitiéis. Si huet Ambitioune fir eis Gesellschaft, an dat brauche mer haut, e Gesellschaftsprojet, deen op enger neier Wäertebasis fundéiert: Gläichheet, Gerechtegkeet, Solidaritéit an Empathie. Ambitiéis, well dëse Gesellschaftsprojet, dee mir zeechnen, op staarke Prinzippie berout: e staarke Sozialstaat, en extensive Katalog vun aklobare Grondrechter. Natierlech ass eis Verfassung ambitiéis. Natierlech ass se et, wéi kéint et aneschters sinn? Et geet net méi duer mat klengen Ännerungen, léif Kolleegen a Kolleeginnen. Mir mussen haut ambitiéis sinn en vue vun deene Krisen, an deene mer sinn!

Jo, a wannechgelift entschëllegt mech, mir si wierklech der Meenung, dass d'Verfassung vun der Majoritéit a vun der CSV net op der Héicht ass vun deenen Erausfuerderungen, virun deene mer haut stinn.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Aus dësem Constat eraus ass eis Verfassung dann entstanen: dem Feststellen, dass mer eng Refonte, eng Neiopstellung um Niveau vun der Verfassung brauchen. Well deen Text, deen d'Majoritéit an d'CSV proposéieren, spigelt eiser Meenung no nach ëmmer ze vill eng Verfassung aus dem 19. Joerhonnert erëm, och wa se haut geupdate gëtt, mee si setzt net genuch nei Jalone fir en 21. Joerhonnert.

Et ass eiser Meenung no eng verpasste Chance, an där mer sinn, eng verpasste Chance, well et hätt ee jo kënnen d'Biergerinnen an d'Bierger begeeschtere fir eng Neiausriichtung, fir en neie Gesellschaftsprojet, dee wierklech gerecht an nohalteg ass. Wa mer wëssen, dass eng Verfassung e Grondgesetz ass, dat wichtegst Gesetz, wat mer hunn, da wësse mer, dass et de Grondsteen ass, op deem de ganze Rescht wiisst.

Dofir loosst mech et nach eng Kéier soen: Mir mengen, dass eng Verfassung net muss minimalistesch sinn. Si kann och extensiv ausgeluecht sinn, esou wéi eis Verfassung dat virgesäit mat 203 Artikelen. All deenen, déi mengen, eng Verfassung misst neutral sinn, soen ech ganz kloer: Neutralitéit gëtt et net! All Gesetz spigelt och ëmmer erëm déi gesellschaftlech Kräften erëm an och d'Schrëft vu sengem Auteur.

An eis Verfassung wëll sech kloer, konkreet, ambitiéis a fortschrëttlech, dat hutt Der sécherlech gemierkt beim Liesen. A well se kloer a konkreet ass, ass se onmëssverständlech. Eis Verfassung gesäit e Maximum u Garantië vir. Si bitt Perspektiven, well mer Rechter am Detail, konkreet am Detail och festhalen.

A 70 Artikele ginn aklobar Grondrechter festgehalen, an dat, Kolleeginnen a Kolleegen, sinn alles Rechter, déi mer hunn an déi mer brauchen. Mir erfannen näischt. Mir proposéieren, dass d'Biergerinnen an d'Bierger gestäerkt ginn iwwert déi 70 Artikelen. An an deene 70 Artikelen hale mer fest, wat mer ënner Mënschewierd, wéi ech et virdru schonn als Rapportrice gesot hunn, verstinn. Mir wëllen deen Term konkreet ausleeën an u konkreete Rechter festmaachen, fir dass mer eis all eens sinn, wat mer drënner verstinn. De Prinzipp vun der Mënschewierd bënnt eis dann och zesummen als Gesellschaft. Dat ass dann d'Fundament vun deem Contrat social, vun deem ech geschwat hunn.

Zum Beispill gesi mer e Recht op Wunne vir. Wunnen ass natierlech en existenziellt Recht, an dat gehéiert eiser Meenung no deemno och an eng Verfassung. Mir gesinn och e Recht op Aarbecht vir, well mer der Meenung sinn, dass mer eis duerch Aarbecht entfale kënnen als Bierger a Biergerinnen a se eis och eng Plaz an eng Roll an der Gesellschaft gëtt.

An ech kann net verstoen, wéi den Här Gloden als Vertrieder vun der CSV virdru konnt soen, eis Verfassung géif net méi sozial Rechter virgesi wéi Är Verfassung, well dat stëmmt wierklech net! Mir hu 70 Artikelen, wou mer Grondrechter, déi aklobar sinn, festhalen.

Eis Verfassung verflicht de Staat des Weideren, géint Aarmut a sozial Ongläichheete virzegoen, jo, dergéint ze kämpfen. De Staat muss géint sozial Ongläichheete virgoen, an ënner anerem gesi mir dat iwwer eng progressiv Steierpolitik. Dat hunn ech hei an anere Kontexter schonn oft duergeluecht. Och eise Schoulsystem muss esou gestalt ginn, dass déi sozial Ongläichheeten erëm manner grouss ginn an dass déi sozial Ongläichheete sech net reproduzéieren. An deem Kontext invitéieren ech Iech gären, de Podcast „Schlechte Schüler" vum Radio 100,7 ze lauschteren, well dee seet genee, awéiwäit eise Schoulsystem déi Inegalitéite reproduzéiert!

Net just stäerke mer de Bierger hir Rechter, mee d'Bierger an d'Biergerinne kréien en direkten Accès zum Verfassungsgeriicht, wou si direkt hir Rechter kënnen akloen. Och erweidere mer d'Biergerrechter, well mir halen um Awunnerwalrecht, jo, fest. Mir sinn nach ëmmer fundamental der Meenung, dass mer den Ament mat knapp 50 % Walbedeelegte wierklech e krassen demokrateschen Defizit hei am Land hunn.

Mir stäerken och gären eis Institutiounen, andeems mer se zum Beispill méi transparent gestalten, mee och andeems mer effektiv Interessekonflikter ënnerbannen. Deemno – et ass scho gesot ginn – wäert et bei eis net méi méiglech sinn, gläichzäiteg Deputéierten a Buergermeeschter oder Schäffen ze sinn.

Ee Prinzipp, dee mer besonnesch um Häerz läit, ass de Principe de précaution, deen ech virdru scho kuerz ernimmt hunn, dee mer an der Verfassung ënnert den Ëmweltrechter stoen hunn. Et gëtt dach näischt méi Vernünfteges hautzudaags, wéi de Precautiounsprinzipp an enger Verfassung festzehalen a vun nohalteger Entwécklung verfassungstechnesch ze schwätzen. D'Verfassung hält dann och ënner anerem fest, dass de Staat géint den enormen ekologesche Foussofdrock virgeet.

Mir sinn an enger absolutter Urgence an natierlech muss dat sech och an der Verfassung erëmspigelen, well mir hu kee Choix. Dës Verfassung hëlt de Staat vill méi staark an d'Verantwortung, wéi dat bis elo de Fall ass. Si verflicht de Staat deemno, sech vill méi staark ze engagéiere fir Mënscherechter an Ëmweltrechter, fir eng nohalteg an inklusiv Entwécklung.

Ech wëll och kloer soen, dass mer explizitt net vu Verstaatlechung an eiser Verfassung geschriwwen hunn, mee mir wëllen eeben net just de Privatbesëtz virgesinn, sou wéi dat an der aktueller Verfassung steet. An eiser Visioun vun enger Gesellschaft gëtt et net just de Privatbesëtz, mee mir wëllen och de kollektiven, soziale Besëtz beschützen an de kooperative Besëtz beschützen, als Géigepoids u sech zum Privatbesëtz.

Ech sinn haut houfreg, dës Verfassungspropos dierfe virzestellen. Ech sinn houfreg, d'Suite vum Marc Baum, vum David Wagner, vum Serge Urbany a vum Änder Hoffmann kënnen ze huelen. An ech wëll si vun hei aus honoréiere fir hir Aarbecht, hiren Engagement an hir Visioun.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Mee ech sinn awer och traureg, well ech mer de ville Krise bewosst sinn, an deene mer déif stiechen, a mer bewosst sinn, dass mer mat der Majoritéit heibannen net kënnen op de Wee goe vun enger Verfassung, déi u sech krisesécher ass an déi eis kéint Äntwerten op dës Krise ginn. Well dës Verfassung ass dat: Si leet Schinnen, fir eng Krisepolitik ze maachen. Et ass eng Verfassung, déi preventiv wierkt a Krise prevenéiert.

Ech sinn och traureg, well et eng verpasste Chance ass, nees eemol. Mir steiere leider weider vun enger Kris an déi nächst, ouni eist Denken an eist Handelen a Fro ze stellen.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, Merci och fir déi séllege Retouren an Är Iwwerleeungen an och d'Wäertschätzung vun eiser Aarbecht. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech, wéi all meng Virriednerinnen a Virriedner, deene Lénke gratuléieren, well datt den Text et bis heihin an d'Chamber gepackt huet, ass den Effort wäert, mat deem Dir, mee och Är Virgänger hei an der Chamber, dat als Éischt emol hutt missen erkämpfen. Et ass nämlech alles anescht wéi evident. A wann een dann och nach bedenkt, datt haut ganz aner Leit hei sëtze wéi nach 2015 (veuillez lire: 2016), wéi deen Text deposéiert gouf, dann, muss ee soen, war et eng laangwiereg Affär.

Mir Piraten hu vläicht eng manner laangwiereg Affär wéi d'Verfassungsproposen, déi dann dës Woch nach am zweete Vott wäerte gestëmmt ginn, mee nichtsdestotrotz eng laangwiereg Affär.

Mir gratuléieren Iech och aus deem ganz einfache Grond, well mer ganz heefeg heibannen nämlech iwwer Texter diskutéieren, déi vun der Regierung kommen, a vill ze seelen, muss ee soen, iwwer Texter, déi vun den Deputéierten deposéiert ginn. An och dat ass eppes, wat een an Zukunft vill méi oft kéint maachen. Mee vill ze heefeg fale grad d'Oppositiounsproposen iergendwéi duerch d'Rillen hannen am Tirang oder se bleiwen am Tirang leien an et erënnert kee sech méi wierklech drun, datt se do leien, well et keen Avis vum Staatsrot gëtt oder well een als kleng Partei net e Member an der Kommissioun huet, fir zum Rapporter genannt ze ginn, esoudatt och keen an der Kommissioun ass, dee kann Drock maachen, datt et weidergeet. Dofir muss een einfach den Effort ëmmer erëm luewen, wann Texter vun Deputéiertesäit et bis zum Vott bréngen.

Här President, no de ville luewende Wierder da wëll ech awer och nach op de Fong vun der Propos vun de Kolleegen – Kolleeginnen am aktuelle Fall, mee ursprénglech Kolleegen – vun déi Lénk kommen.

A verschiddene Punkte si mer net enger Meenung mat de Lénken. Mir wéilten hei an der Chamber als Éischt emol net einfach zu 60 iwwer eng nei Staatsform ofstëmmen. Mir fannen, datt, wann d'Bevëlkerung eng Kéier net méi mat der Monarchie averstane

wier, een dat da misst an engem Referendum kucke fir ze kucken, wat eng Majoritéit dann hei am Land wierklech wëll.

Mir haten an eisem Walprogramm proposéiert, datt een den honnertjäregen Anniversaire vum leschte Referendum iwwert d'Staatsform zum Ulass hätt kënnen huelen, fir genau déi Froen nach eng Kéier ze stellen. Déi Chance gouf verpasst. Mir bleiwen awer éischter bei der Positioun, datt een dat sollt an engem Referendum klären amplaz einfach esou an enger Verfassungspropos.

Déi Lénk kritiséieren zu Recht, datt vill vun de véier Verfassungspropose vun der Majoritéit an der CSV hannert zouenen Dieren diskutéiert gouf, datt d'Bevëlkerung net genuch agebonne ginn ass. Mee mir fanne gradesou, datt net déi 60 Deputéiert sollten aleng iwwert d'Staatsform decidéieren. Op dësem Punkt kënne mer dëser Verfassungspropos deemno schonn emol net zoustëmmen.

Mir fannen et dann och schued, datt déi Lénk an hirer Verfassung de Referendum bei enger neier Verfassungsännerung net automatesch virgesinn. Jo, Dir sot, et musse just nach 10.000 Biergerinnen a Bierger sinn an net méi 25.000 Wielerinnen a Wieler, mee mir Piraten géifen eis eng Verfassung wënschen, wou e Referendum d'office misst organiséiert ginn, wann et en éischte positive Vott an der Chamber gouf. Och hei wier méi Biergerbedeelegung méiglech gewiescht.

Mir musse soen, datt mer beim Theema Lëtzebuerger Staatsbiergerschaft dann awer e bëssen irritéiert waren. Well: Wëllen déi Lénk all Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg als Resident ugemellt ass, no fënnef Joer automatesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit ginn oder hu mir eppes falsch verstanen? Well ech stelle mer d'Fro, wéi dat soll goen. Kritt een dann einfach direkt d'Invitatioun fir eng Carte d'identité no fënnef Joer heemgeschéckt oder wéi ass sech dat virgestallt ginn? Hei schéngt eis weeder den Artikel nach de Rapport nach d'Verteidegung vum Gesetz duerch d'Madamm Oberweis wierklech kloer.

Wat d'Sprooche betrëfft, hätte mer eis gewënscht, datt hei eng Ouverture gemaach gi wier, fir d'Sprooche vu Lëtzebuerg iwwert dat Lëtzebuergescht, Däitscht a Franséischt eraus och nach vläicht duerch dat Englescht ze ergänzen; eng Kritik, déi mer och bei de véier anere Verfassungsproposen ubruecht hunn. Mir wëssen, wéi vill Leit aus anere Länner alljoers hei op Lëtzebuerg wunne kommen, a vill vun hinne schwätze keng vun eisen aktuellen Amtssproochen a kommen awer gutt am Land zurecht mam Engleschen, ausser wa se da mat Verwaltungen ze dinn hunn.

Mir fannen et ganz gutt, datt d'Lëtzebuergescht als Landessprooch an dëser Verfassungspropos festgehale gëtt, mee doriwwer eraus hätt ee sech awer missen iwwerleeën, ob d'Englescht net an der Lëscht vun den administrative Sproochen hätt sollen derbäigesat gi fir déi Leit, déi eeben nach keng vun de Landessprooche kënnen – an déi jo vläicht awer ganz motivéiert sinn, Lëtzebuergesch ze léieren, mee och dat geet net vun haut op muer. Well wann ee sech d'Situatioun vun de Sproochecoursen zu Lëtzebuerg ukuckt, da si se meeschtens eppes: nämlech ausgebucht. Eppes, wat ganz positiv ass, well et weist, datt eis Sprooch gäre geléiert gëtt, vu ville Leit gäre geléiert gëtt, mee datt am Endeffekt dann eeben net genuch Coursen offréiert ginn. Hei musse mir alleguerten an als Land an Zukunft nach Progrèse maachen.

Mee dëse Verfassungstext soll jo modern an zukunftsweisend sinn, an dat gesi mir eeben am Punkt Sproochen zum Beispill net.

Da wëll ech och zu deene Punkte kommen, déi mir Piraten awer och positiv fannen. Et ass jo net nëmmen Negatives am Text. Mir Piraten waren 2015 fir e Walrecht ab 16 Joer a mir sinn et nach ëmmer. Mir sinn der Meenung, datt déi Jonk gradesou rational Entscheedunge kënnen treffe wéi mir all heibannen, ...

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | ... wann et ëm d'Kräizer an der Walkabinn geet zumindest.

Et ass fir eis och en Deel vun der politescher Bildung an der eegener Responsabilitéit, déi mir de Jonken an de Lycéeë wëlle mat op de Wee ginn. Vill Jonker interesséiere sech fir Politik, kënnen awer eréischt spéit hir Stëmm ofginn. Well och bei engem Walrecht ab 18 Joer kann et sinn, datt ee muss bis zu sengem 22. Liewensjoer waarden, ier ee ka matschwätzen, jee nodeem, wéi d'Wale falen. Bei engem Walrecht ab 16 wier jidderee spéitstens ab 20 stëmmberechtegt.

Mir Piraten wëllen déi Jonk an eiser Gesellschaft stäerken, mir wëllen hinnen eng Stëmm ginn an dofir sti mir och haut nach zum Walrecht ab 16.

D'Antidiskriminéierungsartikelen aus dem Code pénal direkt an d'Verfassung ze schreiwen, ass an eisen Aen och keng schlecht Iddi. Virun allem no de rezenten Ëmschléi an den USA ass et wuel ëmmer besser virzesuergen, wéi sech duerno ze froen, wéi d'Mënscherechter ënner enger radikaler Regierung op eemol verschwannen, jo, ofgebaut kënne ginn. De Schutz vun transsexuelle Persoune fält do genausou drënner, an och dës Iddi fanne mer gutt.

Generell ass d'Kapitel zu de Grondrechter eppes, wou mer vill vun eise Standpunkten erëmfannen a wat et bal derzou bruecht hätt, datt mer d'Propos vun de Kolleeginne vun déi Lénk hätte kënne matstëmmen. Et kann ee se hei net all opzielen, well et sech ëm 70 Artikelen handelt, a wann ech just duerch déi géif goen, wär d'Riedezäit schonn opgebraucht. Mee e staarke Sozialstaat, e staarken Déiereschutz an den Ëmweltschutz si fir eis ganz positiv Punkten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir gesinn, wéi gesot, ganz vill Positives an dëser Verfassung. Et ginn hei staark Grondrechter gefuerdert. Schwaarz-Blo-Rout-Gréng hätt sech a puncto Biergerrechter e Stéck kënne vun dësem Text ofkucken. Dat ass leider net gemaach ginn.

An eisen Ae geet dës Propos a Saache Biergerbedeelegung a Matsprooche recht awer net wäit genuch. Mir wëllen eng Verfassung, déi ëmmer per Referendum gestëmmt gëtt. Mir wëllen nëmmen eng Ännerung vun der Staatsform, wann d'Bevëlkerung dëst per Referendum esou ausdréckt.

An da muss ech awer nach eppes soen zu deem, wat elo zum Schluss koum, wéi d'Madamm Oberweis vun enger Kriseverfassung geschwat huet: Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn u sech der Meenung, datt mer eng Verfassung fir all Wieder brauchen an net nëmme fir d'schlecht Wieder. Mir brauchen eng Verfassung, déi souwuel bei Sonn wéi bei Ree fonctionéiert an déi eeben net dervunner ausgeet, datt mer permanent an enger Krisesituatioun sinn.

Ech hätt gären eng Verfassung, déi et eis erméiglecht, besser zesummenzeliewen, déi et eis erméiglecht, als Land zesummen de Wee no vir ze goen, an net dervunner ausgeet, datt mer permanent mussen iergendeng Kris bewältegen. Ech wënsche mer eng positiv Approche zu eiser Verfassung, eng Approche, déi seet: „Mir hunn eng Verfassung, fir datt et eis als Land besser geet, fir datt mer keng Krisen hunn", anstatt ze soen: „Mir hunn eng Verfassung, fir d'Krisen ze meeschteren." Well dat setzt viraus, datt mer ni aus de Krise géifen erauskommen, an dat ass eng Vue op d'Welt, déi ech mer selwer net wëll operleeën.

Mir hate bei deene véier anere Proposen eng kloer Positioun. Mir hunn déi zesumme mat eiser Parteibasis ofgestëmmt. Iwwer 80 % vun eise Memberen hu sech fir déi vun der Majoritéit an der CSV proposéiert Verfassungsproposen ausgeschwat. An dofir gesi mir haut och kee Grond, fir vun deem Vott ze deviéieren. An obwuel et ganz gutt Punkten an der Verfassungspropos vun déi Lénk gëtt, gëtt et e puer Punkten, déi eis awer schwéier um Mo géife leien, an dofir wäerte mer se net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

Ech froen d'Regierung, ob déi d'Wuert zu dëser Diskussioun wëllt ergräifen.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann ass d'Diskussioun elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Proposition de révision 6956. Den Text steet am Document parlementaire 6956[4]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 6956

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Propositioun 6956 ass mat 2 Jo-Stëmme géint 51 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Et ass also esou decidéiert.

6. Question élargie n° 173 de M. Laurent Mosar relative au site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 173 vum Här Laurent Mosar iwwer Liberty Steel. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert an Dir kennt d'Spillreegelen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt de Mëtten nach eng Kéier eng Fro stellen iwwer Liberty Steel. Dat ass e Sujet, deen eis scho méi oft hei an deem Haus beschäftegt huet, souwuel hei am Plenum wéi awer och an der zoustänneger Kommissioun. An ech hunn de Punkt elo nach eng Kéier op den Ordre du jour setze gelooss, well et a sech zwee nei Elementer am Dossier schéngt ze ginn.

Dat éischt neit Element ass, datt an der Belsch bei deenen zwou Usinnen elo en Administrateur provisoire genannt ginn ass, deen anscheinend dann och mandatéiert ass, fir iwwer e Verkaf ze verhandelen. An hei zu Lëtzebuerg gëtt et an deem Sënn en neit Element, datt elo an de leschten Deeg an der geschriwwener Press haaptsächlech ze liese war, datt dann elo schlussendlech d'Aktionäre vu Liberty Steel d'accord wiere mat enger Cessioun vum Standuert Diddeleng. An dowéinst wollt ech dann och eng Rei Froen an deem Kontext un den zoustännege Wirtschaftsminister stellen.

Déi éischt Fro ass natierlech déi, ob de Minister ka confirméieren, datt et esou en Accord vun den Aktionäre gëtt, fir de Standuert zu Diddeleng ze veräusseren.

Déi zwee Fro, déi direkt mat der éischter ze dinn huet: Ass deen Accord schrëftlech? Läit deen eventuell och der Regierung vir?

Déi drëtt Fro ass déi: Et ass jo ëmmer vun zwou Optioune geschwat ginn, och vum Minister. Déi eng ass déi, datt et effektiv géif zu enger guttwëlleger Cessioun kommen, an déi aner war awer och déi, datt eng Liquidatioun respektiv eng Faillite net aus den Aen ze verléiere wier. Dofir meng Fro: Ass domadder déi Optioun vun der Faillite respektiv vun der Liquidatioun definitiv vum Dësch?

Dann déi véiert Fro. Et war ze liesen, datt de Minister an der Press geäntwert hätt, datt et e ganz seriöen Interessent géif ginn. Ech wëll elo de Mëtten net wëssen, wien deen eventuellen Interessent ass. Ech kann och do verstoen, datt de Wirtschaftsminister keng Aussoe ka maachen. Mir géif et eigentlech jo schonn duergoen, wann de Minister einfach géif bestätegen, datt et deen Interessent gëtt, an eis awer gläichzäiteg géif soen, wéi wäit déi Diskussioune mat deene Leit ofgeschloss sinn. An an deem Kontext géif ech dann och wëlle wëssen, ob deen Interessent och konform ass mat de Konkurrenzreegelen, wéi mer se vu Bréissel kennen an déi eis jo och an déi Problemer gefouert hunn, déi mer am Moment kennen.

Dann eng aner Fro, déi fir eis an och fir mech extreem wichteg ass – niewent der Fro vun engem eventuellen Interessent, engem Acquereur, gëtt et natierlech och déi Fro –: Ech huelen un, dee kënnt da mat engem klore Konzept a mat enger Strategie? Well mir wëssen och, datt de Standuert Diddeleng eleng net ka fonctionéieren, mee datt e vun anere Standuerter sécherlech ofhängeg ass. An deem Sënn, mengen ech, mécht och eng Reprise net onbedéngt Sënn, wann net gläichzäiteg e Konzept an eng Strategie virleien.

Dann déi Fro, déi ech och schonn d'lescht Kéier gestallt hat: Ass dat eventuell och nach aktuell, datt de Staat selwer sech eventuell iwwer eng Participatioun vun der SNCI géif un engem neie Modell bedeelegen?

An dann déi lescht Fro, déi ech ëmmer stellen, déi awer wierklech extreem wichteg ass, och fir déi Leit, déi do schaffen: Wéi sécher sinn do d'Paien, notamment elo am Dezember, wou et jo awer extreem wichteg ass, datt déi Leit hir Paie kréien? Ech hunn och do gelies, datt den Direkter seng Demissioun ginn hätt, wat een och net onbedéngt berouegt. Duerfir, wéi steet et do och genau ëm, wéi gesot, d'Garantie fir d'Leit, fir hir Paien ze kréien, eventuell och iwwert den Dezember eraus nach fir de Januar?

Ech soen Iech scho Merci, Här Minister, fir all Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Merci dem Laurent Mosar och fir déi Fro hei, déi e stellt, déi ech weess net wivillst Fro zum Dossier Liberty Steel. Dat ass e bëssen en Dauerbrenner hei. Et ass effektiv richteg, dass en neie Moment an deem Dossier dran ass, an deem Sënn, dass effektiv fir d'éischte Kéier säit am Fong dem Ufank vun deem Dossier eng Bereetschaft do ass, fir enger Vente vum Wierk zu Diddeleng an d'Aen ze kucken.

Ech hat och doropshin direkt Ufank Dezember d'Initiativ geholl fir ze probéieren, an d'Chamber ze kommen, an d'Wirtschaftskommissioun, wou mer dann hätte kënnen doriwwer schwätzen. Et huet och natierlech ëmmer de Meritt, dass ee kann e Huis clos prononcéieren an dann natierlech méi sensibel Informatiounen och un d'Deputéiert weiderginn. Dir wësst, dass ech dat ëmmer en toute transparence gemaach hunn an dësem Dossier. Dat war leider elo net méiglech, well Der dës ganz Woch siegéiert, dee Creneau also fort war. Fir mech ass et natierlech elo e bëssen heikel, fir Iech hei elo mat där selwechter Transparenz alles ze soen, well et eeben esou e sensibelen Dossier ass a well een dat net einfach esou en public alles breettrëppele kann.

Wat ech Iech natierlech ka soen, dat ass, dass mer weiderhin – d'Regierung, mäi Ministère – als Facilitateur hei optrieden an deem Dossier. Et ass eis dru geleeën, dass hei eng Léisung fonnt gëtt, natierlech fir d'Perennitéit vun där Aktivitéit zu Diddeleng, wa méiglech, fir dat Wierk ze verkafen un e Repreneur industriel, deen et effektiv gëtt, mat deem mer och an der Diskussioun sinn, och scho wäit fortgeschratt sinn an der Diskussioun, mee wou et eebe bis elo nach net méiglech war, fir do eng Léisung ze fannen.

Wéi gesot, et läit mir drun, fir eng Vente ze erméiglechen, fir eng Faillite ze evitéieren. Dat ass ëmmer besser an esou engem Dossier, well et ass méi e gereegelten Oflaf an erlaabt et och, d'Aktivitéit besser ze erhalen. Mee ob dat geléngt oder net, dat hänkt dervun of, ob déi verschidden Acteuren hei alleguerte vu guddem Wëlle sinn, ob se de bonne composition sinn an dat dann och matmaachen. An dat wäert sech an deenen nächste Wochen a Méint erausstellen.

Wat ech Iech ka soen, mee dat ass och effektiv scho relativ bekannt an och ëffentlech, dat ass éischtens, dass et effektiv zu Léck viru Kuerzem zu enger weiderer Decisioun komm ass vum Tribunal de l'entreprise, deen eng zweet Procédure de réorganisation judiciaire ageleet huet. Do gëtt et also elo zwee Mandataires de justice. Een ass responsabel fir d'Gestion courante vun deenen zwee Wierker Flémalle an Tilleur an en zweete Mandataire ass agesat ginn, fir eng Vente ze sondéieren a wa méiglech och ze realiséieren.

An deem Kontext sinn ech natierlech och a Kontakt mat der belscher, mat der wallounescher Regierung. An et bestinn och natierlech do ganz enk Kontakter mat der belscher Sogepa.

Déi zweet Informatioun, déi ech ka confirméieren, dat ass, dass dat Lëtzebuerger Wierk ëmmer nach u sech näischt produzéiert, souzesoen ënner enger Klack ass. Dat mécht natierlech d'Situatioun net besser. Dat mécht et natierlech och net méi liicht, fir déi Mataarbechter ze halen, déi do sinn an déi d'Wierk och an Zukunft wäert brauchen, fir uerdentlech ze fonctionéieren.

Dat ass eng zimmlech katastrophal Situatioun, déi och menges Wëssens esou nach net do war, dass wierklech en Aktionär e Produktiounssite huet zu Lëtzebuerg, eng Industrie, déi net fonctionéiert a wou all Mount awer nach Sue verbrannt ginn, fir zum Beispill d'Salariéen ze bezuelen, awer och fir de generellen Ënnerhalt ze maache vun deem Wierk, an am Fong och ouni jeeglech industriell Perspektiv fir dat Wierk zu Diddeleng.

Dat war, wéi gesot, am Fong, mengen ech, nach ni esou do an ënnersträicht och wierklech – an dat ass e schwaache Punkt an eiser Legislatioun, dat muss een einfach esou soen –, weist, dass mer keng effikass Reglementatioun hunn an eisem Faillittegesetz, an eisem Arsenal fir d'Faillitten, fir hei anzegräifen a wéi an der Belsch en Administrateur judiciaire ze nennen, fir dat ze iwwerhuelen, fir d'Gestioun ze iwwerhuelen an och méiglecherweis eng Vente oder eng Liquidatioun ze facilitéieren.

Dat gëtt et bei eis net. Mir hunn e vereelzte Cadre juridique. Mir hunn eng Gestion contrôlée, déi dat net hiergëtt. A mir brauchen am Fong zu Lëtzebuerg eppes wéi en Chapter 11 oder eng Procédure de réorganisation judiciaire, wéi d'Belsch dat hunn.

Do gëtt dru geschafft fir de Moment. Et ass e Projet hei an der Chamber ënnerwee, wou ech och als Deputéierte selwer Rapporteur dovunner war. An ech hoffen, dass dee schnell weidergeet an dass deen och mat deem heite Beispill am Kapp wierklech schnell drop erausleeft, dass mer, wéi gesot, esou eng Procédure de réorganisation judiciaire kréien, wou mer esou Fäll wéi deen heite kënnen evitéieren oder matzäit agräifen, soudass am Fong, jo, Entreprisen, déi gesond sinn, déi produktiv a rentabel kéinte schaffen, och kënne matzäit iwwerholl gi vun engem Repreneur industriel.

Zum Schluss, mengen ech, géif ech just nach gäre soen, dass mer hei natierlech och weiderhin a Kontakt si mat de Gewerkschaften, déi eis reegelméisseg do Feedback ginn, an dass mer och ganz drop beduecht sinn, fir hei eng Léisung ze fannen. Dat wäert sech an deenen nächste Wochen a Méint weisen, ob dat méiglech ass. Mee dat wäert just méiglech sinn, wéi gesot, wann hei jiddwereen e bësse räsonabel ass, an un alleréischter Stell den Aktionär Liberty Steel, deen hei natierlech muss matspillen.

Dat ass dat, wat ech Iech zu dësem Zäitpunkt kann dozou soen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Laurent Mosar fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci dem Här Minister fir all déi Äntwerten. Ech waarde vläicht, bis en dohannen op senger Plaz ass, fir nach ganz kuerz zwou Zousazfroen ze stellen.

Déi eng, mengen ech, dat ass eng, déi ëmmer erëmkënnt, déi awer net onwichteg ass. Ech hunn och elo iergendwou an der Press gelies, datt am Moment vun deenen 300 ursprüngleche Leit, déi do geschafft hunn, der elo nach 160 do sinn. Dat heescht, dat geet permanent erof. An do kënnt eng Kéier de Moment, datt, souguer wann eng aner Entreprise dat iwwerhëlt, dat guer net méi ka fonctionéieren. Duerfir erëm eng Kéier déi Fro: Huet d'Regierung oder och de Minister sech iergendwéi hei eng Deadline ginn – ech weess, datt dat schwiereg ass –, bis wéini een do awer versicht, eng Kéier zu engem Schlusspunkt ze kommen op déi eng oder aner Manéier?

An dann déi zweet Fro: Wann et do sollt dann – an dat hoffe mer alleguer – zu enger Cessioun kommen, géif dat e „share deal" ginn? Dat heescht, géifen eventuell déi nei Acquereure carrement d'Aktien an där Gesellschaft iwwerhuelen? Oder géif et zu enger normaler Vente kommen, wourauser sech natierlech dann och nach eng ganz Rei aner Froe géifen erginn, och wat d'Reprise vun de Leit, déi do schaffen, betrëfft.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet zréck un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Also zu där éischter Fro: Et si fir de Moment nach 170 Leit, déi zu Diddeleng schaffen. An zu där zweeter, do ass et esou, dass ech Iech dat net ka soen. Dat hänkt effektiv net vun eis of, dat Heft hu mir net an der Hand. Dat hänkt dervunner of, ob den Aktionär weiderhin nach kann déi Entreprise ënner artificieller Respiratioun halen. Dat wäert esou laang de Fall sinn, wéi all Mount d'Paie bezuelt ginn, wéi all Mount d'Frais-courantë weiderhin och bezuelt ginn.

An dann hutt Dir zu Lëtzebuerg fir de Moment absolutt kee Moyen, fir do anzegräifen an engem Proprietär, deen, mengen ech, hei wierklech eppes mécht, wou een awer relativ no um Abus de propriété ass, fir deem dat u sech ze ënnersoen an ze kucken, dass dat hei anescht geléist gëtt. Well dat kënnt Der net maachen an dofir kann ech Iech och hei keng Zäitschinn ginn.

Ech kann Iech just soen, dass mer alles drusetzen, fir hei eng Léisung ze facilitéieren. Mir sinn och am Gespréich mam Aktionär. Do bestinn Diskussiounen a mir probéieren do, eng Entremise ze maachen, fir déi doten Transaktioun méiglech ze maachen. Mee wéini dat geschitt, dat kann ech Iech beim beschte Wëllen zu dësem Zäitpunkt net soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

7. 7767 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;

2° de la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures ;

3° de la loi du 26 janvier 1922 portant certaines modifications au service de la vérification des poids et mesures

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7767 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Guy Arendt, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Roy Reding, den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Projet de loi, deen den 12. Februar 2021 deposéiert ginn ass, geet et ëm d'Reorganisatioun vum ILNAS, dem Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services.

All Mënsch zu Lëtzebuerg huet mam ILNAS ze dinn, meeschtens ouni et eigentlech ze wëssen. Wann een e Produit benotzt, mécht ee sech an der Reegel wéineg Gedanken ëm seng Sécherheet. Et geet een einfach dervun aus, datt d'Spillsaach net gëfteg ass, datt d'Luucht net op eemol ufänkt mat brennen an esou weider. D'Leit vertrauen drop, datt dat, wat se kafen, och sécher ass.

An d'Produite sinn an der Reegel och sécher, well se norméiert sinn. Dat heescht, et goufe Mindeststandarde festgeluecht, déi de Produit erfëlle muss. An eng vum ILNAS senge Missiounen ass et, d'Produiten ëmmer nees ze kontrolléiere fir ze garantéieren, datt sech un déi Norme gehale gëtt.

An Zäiten, wou den Onlinehandel boomt, ass d'Iwwerwaachung vun dëse Produite méi schwéier. Ëmmer nees kënnt et vir, datt Produkter, déi online kaaft ginn, net sécher respektiv geféierlech sinn. Duerfir ass et och eminent wichteg, datt den ILNAS mat sengen europäeschen Homologen zesummeschafft, fir datt déi Produiten esou séier wéi méiglech vum Maart geholl ginn.

Elo zum Projet de loi: Et geet an enger éischter Linn drëm, den ILNAS ze reorganiséieren. Engersäits soll den ILNAS senge Missioune besser kënnen nogoen, anerersäits ginn heimadder an engems dräi EU-Reglementer ëmgesat.

Ganz vereinfacht gesot, gëtt et bei dësem Projet de loi zwee Ziler: Éischtens sollen d'Aufgaben an d'Missioune méi preziséiert a formaliséiert ginn, déi den ILNAS schonn am Alldag ausüübt. Zweetens soll den ILNAS méi Kompetenze kréien, fir datt den Institut och mat der europäescher Gesetzgeebung reegelkonform ass.

Konkreet heescht dat, datt den ILNAS d'Méiglechkeet kritt, Sanktioune géint Wirtschaftsacteuren auszeschwätzen, déi net reegelkonform Produiten erausbréngen. Fir datt de Prinzipp vum „non bis in idem" kann agehale ginn, de Prinzipp also, datt et net zu enger duebeler Bestrofung ka kommen, gi mat dësem Projet de loi och déi entspriechend Gesetzer vun 1882 an 1922 geännert.

Zu deenen dräi EU-Reglementatiounen, déi mat dësem Projet ëmgesat ginn: D'EU-Reglement 910/2014 betrëfft virun allem d'Confiance numérique an de Contrôle vun de Prestataires de services. Mat der Ëmsetzung vum EU-Reglement 2019/1020 sollen d'Iwwerwaachung, de Gesondheetsschutz an d'Produktsécherheet gestäerkt ginn. An d'Ëmsetzung vum Reglement 2019/515 soll schlussendlech fir eng besser géigesäiteg Unerkennung vu Wueren am EU-Raum suergen.

Mat dësem Projet de loi kommen dann nach eng Rei Verbesserungen a puncto Lieserlechkeet, Verständnis a Verbesserung vun Erreurs matérielles am aktuelle Gesetz. Esou ginn zum Beispill Definitioune readaptéiert. Fir datt den ILNAS senge Missioune kann nogoen, ginn och d'Fonctioune vun den ënnerschiddlechen Agente preziséiert.

Zu den Avisen dann: D'Chambre des Métiers begréisst dëse Projet de loi, well d'Missioune vum ILNAS eebe formaliséiert a preziséiert ginn a well heimadder och der europäescher Gesetzgeebung Rechnung gedroe gëtt an d'Feeler am aktuellen ILNAS-Gesetz verbessert ginn. Och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist sech an hirem Avis mam Projet de loi averstanen.

D'Chambre de Commerce begréisst de Projet de loi och mat der Begrënnung, datt den ILNAS seng Missioune méi effikass erfëlle kann. Et gëtt awer drop higewisen, datt de Barème vun den administrative Strofen ze onprezis wier. An hirem Avis complémentaire begréisst d'Chambre de Commerce d'Amendementer vun der Kommissioun, weist awer nach ëmmer op déi grouss Forschett bei der Héicht vun de Sanktiounen hin.

De Staatsrot stellt a sengem Avis vum 16. November 2021 grouss Differenzen tëscht dem Commentaire des articles an dem proposéierten Text fest. E weist sech och kritesch zur Approche, datt déi nei Kompetenzen net un den ILNAS selwer géife goen, mee un déi verschidden Departementer. E mécht eelef Oppositions formelles. Esou hätten e puer Artikelen zu enger Inkohärenz am Text an domadder zu enger Insécurité juridique gefouert. Eng weider Opposition formelle huet déi ënnerschiddlech Handhabung an domat Diskriminéierung vun den ënnerschiddleche Prestataires de services betraff.

Beim Paragraf 2ter vum Artikel 6 Punkt 6 huet de Conseil d'État e Problem gesinn, fir d'EU-Reglement direkt ze applizéieren, an huet dowéinst gefrot, de Paragraf ewechzeloossen. De Conseil d'État huet dernieft drun erënnert, datt et am Beräich vun de Sanktioune schonn eng Base légale aus dem Joer 1882 gëtt. An deem Kontext goufen et Oppositions formelles, well de Prinzipp vum „non bis in idem" net kéint garantéiert ginn.

D'Wirtschaftskommissioun huet all dëse Bedenken an hiren Amendementer vum 13. Oktober 2022 Rechnung gedroen. De Staatsrot begréisst dës Kloerstellungen a sengem Avis complémentaire, weist awer, wat d'Sanktiounen ugeet, op en Dispositif vun engem weidere Gesetz aus dem Joer 1922 hin, deen een och am Kontext vum „non bis in idem" ofschafe misst. Och deem kënnt d'Kommissioun no.

An a sengem zweeten Avis complémentaire weist de Staatsrot nëmmen nach drop hin, datt den Titel vum Projet de loi misst ugepasst ginn. Dat huet d'Kommissioun dunn och gemaach.

Voilà. Fir méi Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport a ginn heimadder natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Francine Closener.

An d'Wuert geet un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, ech wëll och ufänke mat engem ganz grousse Merci un eis Présidente-rapportrice, déi eis op eng ganz kloer a konzis Aart a Weis d'Wichtegkeet vun dësem Projet nach eng Kéier ënnerstrach huet, déi eis och eigentlech erkläert huet, wéi wichteg déi technesch Norme sinn, u sech an der Majoritéit vu Produiten a Servicer, déi mer all Dag benotzen, wou et ëmmer méi där technescher Norme gëtt a wou et och wichteg ass, datt et awer Institutioune gëtt, déi justement déi technesch Normen do och kontrolléieren.

Ech wäert duerfir och hei kënnen den Accord vu menger Fraktioun dozou bréngen, wollt awer eppes ervirsträichen, wat mer extrêmement gutt gefält am Kontext vun dësem Projet. Et huet direkt elo näischt mam Projet ze dinn, mee et ass awer och eng Konsequenz vum Projet: Dat ass deen Accord, deen do geholl ginn ass zwëschent dem ILNAS an der Uni Lëtzebuerg. A wat mer do besonnesch gutt gefält – an dat wollt ech awer och emol eng Kéier ervirsträichen –, dat ass, datt et elo säit 2021 e Master gëtt fir déi dote Spezialisatioun. An ech fannen, datt dat eisem Land an och eiser Uni guttdeet, wann et och an esou technesche Beräicher méi zu Mastere kënnt. An ech mengen och, datt déi zukünfteg Doktorande jo och da wäerten ouni allze vill Problemer eng gutt Affektatioun fannen, a sief et dann herno beim ILNAS.

Wéi gesot, merci nach eng Kéier an den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol wëll ech der Rapportrice, dem Francine Closener, Merci soe fir hire

ganz ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet.

D'Wichtegkeet vun dësem Projet de loi ass scho vun der Rapportrice ervirgestrach ginn. An ech begréissen, datt dësen Text, deen an éischter Linn dräi europäesch Reglementer ëmsetzt, dem ILNAS erméiglecht, seng Missiounen an Zukunft méi effikass ëmzesetzen. Engersäits preziséiert dëse Gesetzesprojet nämlech d'Tâchen, déi den ILNAS haut schonn am Alldag praktizéiert, an anersäits schaaft en eng legal Basis fir déi nei Kompetenzen, déi den ILNAS zougedeelt kritt, fir den EU-Reglementer Rechnung ze droen.

Ënner anerem kritt den Institut an Zukunft d'Méiglechkeet, de Gebrauch vun net konformen Outilen ze bestrofen. An deem Kader gëtt eng ganz Rëtsch vu Gesetzesartikelen ëmgeännert an abrogéiert, soudatt et immens wichteg ass, déi concernéiert Acteuren iwwert dës Reform ze informéieren. Schliisslech schwätze mer hei vu Gesetzer, déi zum Deel scho säit Joerzéngten hei zu Lëtzebuerg applizéiert ginn an déi héich technesch Sujete betreffen. Ech wéilt dofir op dëser Plaz en Appell un déi zoustänneg Instanze riichten a si dorëms bieden, eng Informatiounscampagne fir de betraffene Public ze lancéieren.

Allgemeng ass sech doriwwer gefreet ginn, datt den ILNAS a senge Kompetenze gestäerkt gëtt an datt déi dräi Gesetzer, déi am Kader vun dësem Gesetzesprojet modifizéiert ginn, ënnereneen ofgestëmmt ginn.

D'Chambre de Commerce huet sech just méi Prezisioune gewënscht, wéi mer dat scho gehéiert hunn, wat déi nei Sanktioune betrëfft, déi den ILNAS kann ausschwätzen. Och de maximale Betrag vun den Amenden hätt hirer Meenung no misse reduzéiert ginn. Als Legislateur musse mir natierlech hei ëmmer dee richtege Grad tëschent dem Caractère dissuasif an der Proportionalitéit vun enger Strof fannen an dofir begréisse mer den Text, esou wéi en an der Kommissioun zréckbehale ginn ass.

Am Numm vu menger Fraktioun kann ech hei ouni Bedenken den Accord ginn zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. Da wier et un där honorabeler Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Stellt Iech just fir ee Moment vir, jiddwer Eenzelen hätt seng eegen Aart a Weis, d'Zäit, d'Distanz oder d'Vitess ze moossen. D'Resultat wier doduerch natierlech en Duerjernee sonnergläichen an d'subjektiivt Empfanne géif souguer derfir suergen, datt jiddereen deen aneren ëmmer ganz aneschters géif verstoen. Fir deen ee wieren zum Beispill 110 km/h op der Autobunn ze séier a fir deen aneren 130 ze lues.

Mir sinn also drop ugewisen, déi selwecht rational nopréifbar Gréissten ze notzen an dës och kënnen ze kontrolléieren. Dat kléngt vläicht no enger Evidenz, mee et ass kloer, datt dëst eng Viraussetzung ass, fir datt eis Gesellschaft kann zesumme fonctionéieren.

Et gouf vun der Rapportrice schonn ugeschwat: Niewent der sougenannter Metrologie huet den ILNAS och nach eng wichteg Kontrollfonctioun a puncto Akkreditéierung, Normaliséierung an Zertifizéierung, an dat alles am Sënn vum Schutz vun de Konsumentinnen a Konsumenten a vun der Sécherheet.

Den ILNAS kritt duerch dëst Gesetz weider Kompetenzen zougeschriwwen. Verschidden Onkloerheete sinn op deem Wee opgehuewe ginn a weiderer si besser definéiert ginn. Esou kann den ILNAS nei Responsabilitéiten u sech fir seng Aufgaben ophuelen.

Mir begréissen ausdrécklech déi zwee iwwergeuerdent Ziler vun dësem Gesetz, engersäits also d'Definitioun vun engem besseren a méi konkreete Kader vu senge Missiounen an Aufgaben, an anerersäits gëtt dëse Projet de loi dem ILNAS nei spezifesch Kompetenzen, fir verschidden europäesch Gesetzer och kënnen anzehalen.

Duerch méi e klore Kader ginn och d'Rechtssécherheet an d'Untersuchungs- a Sanktiounskompetenze gestäerkt. Den ILNAS kritt och d'Méiglechkeet, Sanktiounen auszedeelen, wann de Gebrauch vun net konformen Tools applizéiert gëtt.

E weidere wichtege Punkt vum Gesetz ass natierlech d'Transpositioun vun dräi verschiddenen EU-Direktiven – wuel wëssend, datt se scho virdrun ugeschwat an erkläert gi sinn -: d'Maartiwwerwaachung an d'Konformitéit vun de Produiten, d'Stäerkung vun der Iwwerwaachung an de Schutz vun der Gesondheet a Sécherheet vun de Produiten an zu gudder Lescht d'Ophiewe vun onberechtegte Barriären fir den Handel an der EU an zwëschent EU-Memberlänner.

Mat dësem Gesetz stäerke mir de Rôle vun dem ILNAS an domadder och de Schutz vun de Konsumentinnen a Konsumenten.

Ier ech den Accord ginn, soen ech natierlech e ganz grousse Merci fir de schréftlechen, awer och fir de mëndleche Rapport un d'Rapportrice, d'Madamm Francine Closener, a ginn an deem Sënn och den Accord vu menger grénger Fraktioun domadder.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. A wann den Här Roy Reding hei wier, kréich hien d'Wuert. Mee en ass net hei, duerfir ginn ech dem Här Kartheiser d'Wuert.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech ginn Äer Gefiller un den Här Reding weider an ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Merci och un Iech, Här President. An ech wollt dann och ufänke mat engem grousse Merci un d'Madamm Closener. Ech mengen, hire Rapport war komplett. Hei sinn e puer Punkten ënnerstrach ginn. Dat eent ass eeben d'Wichtegkeet vun der Aarbecht vun dem ILNAS. Dat Zweet ass d'Wichtegkeet vun enger juristescher Klarifizéierung vun deene Kompetenzen, déi en huet, wéi och eebe vun neie Kompetenzen.

Ech mengen, dat doten ass en Dossier, dee mer am Interessi vum Konsumenteschutz permanent wäerte weiderentwéckelen iwwert déi nächst Joren, well mer jo och ëmmer mat neien Erausfuerderunge konfrontéiert sinn. An ech mengen och, datt ee juristesch muss op dat oppassen, wat den Här Arendt beschriwwen hat. Dat ass nämlech déi Proportionalitéit vun de Sanktiounen. Dat ass eng rechtsstaatlech wichteg Consideratioun, déi niewent dem Konsumenteschutz natierlech muss am Zentrum vun eiser Opmierksamkeet stoen.

Dat gesot, wäert d'ADR dat heite selbstverständlech matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice Francine Closener fir den ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

Wéi si et scho gesot huet, soll mat dësem Text den ILNAS moderniséiert ginn. Et geet hei ëm Reformen, déi op EU-Niveau decidéiert goufen an déi sollen nei Kompetenzen un eisen ILNAS bréngen. Wann een dann nach héiert, datt Gesetzer aus dem 19. Joerhonnert an aus dem Ufank vum 20. Joerhonnert abrogéiert ginn, da weist dat, datt dat definitiv eppes war, wat vläicht iwwerfälleg war. Vläicht waren déi Gesetzer och deemools esou gutt geschriwwen, datt een ni huet eppes missen drun änneren. Mee ech menge ganz, datt et hei sënnvoll ass, nei, jo, méi modern Gesetzer ze stëmmen.

En Deel vun de Kompetenzen, déi – an dann, op europäeschem Plang heesche se net ILNAS, mee d'INASen – solle kréien, huet en am Praktesche jo schonn. Dofir gëtt et elo just Zäit, datt mer dat dann och am Gesetz maachen, u sech d'Gesetz deem upassen, wat et um Terrain gëtt. Normalerweis musse mer den Terrain un d'Gesetz upassen. Hei war et emol eng Kéier ëmgedréint. Hei ass et eppes ginn, wat schonn um Terrain gemaach gouf, wou d'Gesetz einfach nach hannendrugehippt ass.

Mir Piraten begréissen an deem Sënn d'Upassung, wat d'Strofen an d'investigativ Pouvoire vum ILNAS ugeet. Grad bei Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, ass et immens wichteg, datt mer effektiv Kontrollen hunn. Dëst virun allem, wa mer vu Produite schwätzen, mat deene Kanner a Kontakt kommen.

An den USA stierwe schätzungsweis all Woch zwee Kanner wéinst falende Miwwelen – also ëmfalende Miwwelen, muss ee soen. A leider net nëmmen do. Dëst ass e grousse Risiko weltwäit, well vill Leit hir Schief net un der Mauer festmaachen, och wann et esou an den Handbicher vum Opbaue steet. Virun allem eng Kommoud, duerch e schweedeschen Hiersteller, ass da schonn oft an den Noriichte gewiescht, wou Kanner verletzt goufen oder gestuerwe sinn, well se an Tiräng geklomme sinn. Dofir sinn ëmmer méi staark Kontrollen a méi staark Warnhinweiser och un déi Leit, déi se opbauen, immens wichteg. Si schützen nämlech net nëmmen eis Gesondheet, mee kënnen ënner Ëmstänn esouguer Liewe retten.

Dat gëllt net nëmme fir Produiten, déi een iwwer Internet ka bestellen oder selwer opbaut, mee och fir Saachen, déi ee fäerdeg hei an de Butteker keeft. Vill Konsumentinnen a Konsumente si sech däers net bewosst. An dofir brauch et eebe grad eng staark Kontrollinstanz, déi d'Leit virun esou Saache schützt.

Dofir, Här President, ënnerstëtze mir Piraten dëse Gesetzesprojet, well och Lëtzebuerg brauch esou eng staark Kontrollinstanz. D'Piraten sinn der Meenung, datt duerch dës weider nei Pouvoiren den ILNAS nach besser ka schaffen. An dofir wäerte mir dëse Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Och merci der Rapportrice Francine Closener fir hire ganz gudde Rapport, dee ganz komplett ass. An och merci den Deputéierte fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Et ass effektiv esou, dass mat dësem Projet den ILNAS engersäits moderniséiert gëtt, anerersäits awer och seng Kompetenzen insbesonnesch duerch verschidden europäesch Reglementer méi breet gemaach kritt. Dem ILNAS seng Kompetenze sinn an deene leschte Jore kontinuéierlech erweidert ginn, insbesonnesch op Basis vun, wéi gesot, dem europäesche Recht, awer och, well den ILNAS sech als eng zouverlässeg a mëttlerweil ISO-zertifiéiert Administratioun bewäert huet.

Et ass och esou, dass den ILNAS wäert an deenen nächste Méint eng Informatiounscampagne lancéieren, fir och méi breet dobausse bekannt ze maachen, wat en alles esou mécht, an och fir dat, wéi gesot, besser ze kommunizéieren. Dofir nach eng Kéier och dem ILNAS op dëser Plaz e grousse Merci fir déi exzellent Aarbecht, déi e mécht.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7767. Den Text steet am Document parlementaire 7767[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7767 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8102 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Mir kommen elo zum Projet de loi 8102 iwwert d'Aféiere vu Bäihëllefe fir d'Wirtschaft a Form vu Garantien am Kader vun der russescher Aggressioun op d'Ukrain. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Hei huet ee säi Bic leie gelooss. D'Situatioun um Energiemarché huet sech leider nach net entspaant. De Krich an der Ukrain an déi domadder verbonne Sanktioune géintiwwer Russland ginn nach ëmmer weider. Dat suergt derfir, datt d'Betriber, virop déi mat engem héije Bedarf un Energie, weiderhi mat Präissteigerunge beim Gas a beim Stroum ze kämpfen hunn.

Aus dësem Grond solle mer haut de Projet de loi 8102 stëmmen, deen d'Hëllefsmoossname verlängert, déi mir am Juli dëst Joer en place gesat hunn. Dës Moossnamen aus dem Solidaritéitspak sollen och weiderhin d'Auswierkunge vum Ukrainkrich minimiséieren, andeems mer d'Betriber entlaaschten an esou virun allem och Aarbechtsplaze schützen.

Ganz konkreet verlängere mer ëm ee Joer, also bis den 31. Dezember 2023, d'Garantië vum Staat, déi sécherstellen, datt Betriber mat engem héije Bedarf un Energie och weiderhi Prête vu Banken accordéiert kréien an esou ëmmer iwwert déi néideg Liquiditéite verfügen.

An deem Kontext sief nach Follgendes preziséiert: De maximale Betrag, de maximale Montant vun de Prêten, déi eligibel sinn, fir d'Staatsgarantie ze kréien, beleeft sech op entweeder 15 % vum järleche gesamten Duerchschnëttsëmsaz, Duerchschnëtts-Chiffre-d'affaires, dee vun den Entreprisë verwierklecht ginn ass wärend den dräi leschten Exercicen, déi ofgeschloss sinn, oder op 50 % vun den Energiekäschte vun der Entreprise wärend den zwielef Méint, déi de Mount precedéieren, wärend deem d'Notifikatioun un d'Staatskeess, also un d'Trésorerie de l'État, adresséiert ginn ass, dat an Ausféierung vum Artikel 4 Paragraf 1. Dat just als Prezisioun.

Eng weider Upassung, déi mer virhuelen, betrëfft d'Gas- an d'Stroumliwweranten. Well si hiren Akaf vu Stroum a Gas virfinanzéiere mussen, si si vun de Präishaussen a besonneschem Ausmooss betraff.

Et ass ganz einfach esou, datt de Montant vun der Staatsgarantie, deen deemools festgeluecht gouf, fir d'Gas- a Stroumfournisseuren net duergeet. Si mussen nämlech net just den Akafspräis am Viraus bezuelen, nee, si mussen deels souguer sougenannt Cashgarantië liwweren. Dës Cashgarantië ginn am franséischen technesche Wording och nach „appels de marge" genannt. Fir den Detail verweisen ech do awer op mäi schréftleche Bericht.

De Staatsrot huet a sengem Avis eng Textpropos gemaach, dat fir ze preziséieren, datt dës Erhéijung vun de Garantië proportionell muss sinn. D'Garantië sollen also ausschliisslech d'Prêten decken. Mir sinn der Propos vum Staatsrot natierlech nokomm.

Ech wëll dann awer och nach betounen, datt d'Verlängerung vun dëse Staatsgarantië kee weidere finanziellen Impakt op d'Staatskeess wäert hunn. D'Limitt vun de 500 Milliounen Euro, déi scho beim leschte Gesetzesprojet definéiert gouf, bleift weiderhi bestoen. Dat kann een an der Fiche financière, déi bei dësem Projet de loi derbäiläit, noliesen.

Här President, léif alleguer, zum Zäitpunkt, wéi dëse Rapport an der Kommissioun diskutéiert gouf an och, wéi de Rapport en tant que tel – de Rapport – gestëmmt gouf, louche keng weider Avise vir ausser deem vum Staatsrot. Trotzdeem wëll ech op dëser Plaz kuerz op d'Avise vun der Chambre des Salariés a vun der Chambre de Commerce agoen.

D'Salariatskummer huet, wéi se dat och schonn d'leschte Kéier gemaach huet, ënnerstrach, datt si sech sozial Bedéngungen am Text gewënscht hätt souwéi eng änlech Hëllef fir d'Stéit, déi och vun de Präishaussë bei Stroum a Gas betraff sinn. Trotzdeem erkenne si un, datt d'Staatsgarantien eng geziilt Hëllef duerstellen, déi den negativen Impakt op d'Aarbechtsplaze reduzéiert.

D'Handelskummer fir hir Säit begréisst d'Verlängerung vun dësen Hëllefsmoossnamen an och déi besser Marge de manoeuvre fir d'Fournisseure vu Gas a Stroum. D'Handelskummer widderhëlt an hirem Avis awer och, datt d'Formule vu Betriber a Schwieregkeeten, datt déi Formule weiderhin net kloer genuch definéiert wier.

Am grousse Ganzen ass dëst, denken ech, e gudde Gesetzesprojet, deen eise Betriber déi Ënnerstëtzung zoukomme léisst, déi si brauchen, fir hiren Aktivitéiten an dësen dach awer exceptionnellen, jo, schwéieren Zäite weiderhin nogoen ze kënnen. Andeems mer hinne mat dësem Text a virun allem mat dësen Hëllefen, déi méiglech sinn, eng besser Planungssécherheet, eng besser Previsibilitéit bei der Finanzéierung vun den Energiekäschte ginn, schütze mer gläichzäiteg d'Aarbechtsplaze vun de schaffende Leit.

Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech natierlech och Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Ufänke wëll ech och mat engem ganz grousse Merci un eise Président-rapporteur fir dee kloren Exposé, deen en eis nach eng Kéier iwwert déi Hëllefen do gemaach huet. En huet eis och nach eng Kéier op d'Wichtegkeet opmierksam gemaach. Mir wäerte bien entendu och dëse Projet stëmmen.

Ech soen awer dat, wat ech schonn e puermol hei gesot hunn: Ech sinn elo net der Meenung, datt déi Staatsgarantië wierklech dat effizientst an effikasst Mëttel si fir eis Entreprisen an dësen Zäiten. An dat gëtt elo menger Meenung no nach méi evident an Zäiten, wou d'Zënse staark wäerten an d'Luucht goen.

Wéi mer déi éischte Kéier ënnert dem Covid déi Staatsgarantië gestëmmt hunn, du waren d'Zënsen extreem niddreg. Elo si se scho ganz héich. An ech ka mer besonnesch och virstellen, datt fir esou kuerzfristeg Iwwergangskreditter déi Konditiounen och elo vun de Banken net méi esou attraktiv wäerte sinn. An da kënnt eng Fro, déi ech nach allkéiers och hei gestallt hunn. Do kënnt jo da bei déi normal Zënsen och nach eng Kommissioun derbäi fir déi Staatsgarantie, soudatt de Käschtepunkt awer scho relativ héich wäert ginn.

An et géif mech och elo vläicht eng Kéier interesséieren, net haut, mee vläicht eng Kéier an e puer Méint, wann dee Gesetzesprojet och applikabel ass, ze héieren, ob et wierklech nach vill Entreprisë gëtt, déi ënnert deenen erschwéierte Bedéngungen do trotzdeem vun deene Staatsgarantië wëlle profitéieren.

Dat gesot, bréngen ech trotzdeem den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif och gäre fir d'éischt dem André Bauler e grousse Merci soe fir säi Rapport. An e war esou komplett, dass ech just nach brauch den Accord vun der LSAP ze ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech schléisse mech mengem Virriedner un. Mir ginn den Accord natierlech ganz gären, well mer déi Moossnamen hei och ganz wichteg fannen, an natierlech och mat engem Merci un den André Bauler fir säi komplette Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Bauler. Wéi mer et vun him gewinnt sinn, mécht en dat extreem grëndlech a pedagogesch, soudatt, mengen ech, den Inhalt vun deem Gesetz hei verständlech an och komplett duergestallt gouf.

Et muss een elo kucken: Mir hunn hei deen Delai ëm ee Joer verlängert. Ech ka wierklech nëmmen déi Hoffnung ausdrécken, déi mer alleguer hunn, datt de Krich net nach e Joer dauert an datt mer vläicht och guer net déi laang Verlängerung an der Wierklechkeet brauchen.

Wat awer elo dann och kënnt: Ech mengen, och wann et, wat mer jo hoffen, zu engem Waffestëllstand oder zu engem Fridde géif kommen, dann ass et nach eng Fro, wéi d'Sanktiounspolitik vun der Europäescher Unioun sech da géif entwéckelen, ob et dann och kéint relativ séier zu enger Ofschafung vun deene Sanktioune kommen. Well déi Prozesser si schwiereg an déi politesch Appreciatiounen an deem heiten Theemekomplex si ganz ënnerschiddlech tëschent de Memberlänner an der Unioun, soudatt een elo net weess, wéi sech dat alles weiderentwéckelt.

Et ass och dat, wat an Ärem Rapport, Här Bauler, ganz kloer ënnerstrach ginn ass. Et ass eng extreem volatill Situatioun, net nëmme fir d'Entreprisen, mee ech mengen, och fir déi staatlech Acteure wéi mir, déi einfach probéieren, Risiken ofzefiedere fir d'Entreprisen an och fir d'Leit an dëser Situatioun. Et ass eng Politik, déi mer musse maachen, d'Offiederung vun de Konsequenzen, well mir kënnen einfach net zouloossen, datt déi privat Stéit oder eis Entreprisen an engem Mooss ënnert dëser Situatioun leiden, dat géif zu grousse sozialen oder ekonomesche Verwierfunge féieren an eiser Gesellschaft.

Den Här Mosar huet d'Zënsevolutioun ugeschwat. Hien huet ganz Recht, fir dat ze maachen. Et ass jo och vun der Europäescher Zentralbank schonn ugekënnegt ginn, datt nach weider Zënsschrëtt nokommen. Dat heescht, och hei lafe mer éischter an eng Verschäerfung vun der Situatioun an eng Erhéijung vun den ekonomesche Risiken eran. Ëmsou méi wichteg ass et, datt mer hei Moossnamen huelen, fir déi Evolutioun ze begleeden an ofzefiederen.

Dat gesot, wäert d'ADR dat hei selbstverständlech matdroen, well eis Politik konstant déi ass, an dëser Situatioun d'negativ Konsequenze vun de Leit a vun den Entreprisen esou wäit wéi méiglech ewechzehalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och vun eis aus e grousse Merci un de Rapporteur fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Mee mir bleiwen eiser Linn trei, mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen. Den Här Rapporteur André Bauler huet et scho gesot, mir gesinn et esou änlech wéi d'CSL. Mir wëssen natierlech och, datt verschidden Entreprisen dës Aiden, dës Garantien onbedéngt brauchen. Mee op där anerer Säit kënnt eis awer dee ganze soziale Volet an all deene Projet-de-loien do leider ze kuerz, well keng Garantië fir d'Salariéen dra sinn. Voilà.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci als Éischt un de Rapporter, den Här André Bauler, fir en exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Et gouf elo grad gesot: „Mir bleiwen eiser Linn trei." Ma och d'Piraten bleiwen hirer Linn trei. Dat heiten ass d'Verlängerung vun engem Text, dee mer schonn am Juli hei an der Chamber matgestëmmt haten, an deementspriechend wäerte mer en och haut matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci Här President. Och vu mir fir d'éischt emol e Merci un den André Bauler fir säi ganz gudde Rapport. Jo, mir maache mat dësem Gesetz engersäits eng Verlängerung vun deem Hëllefsregimm mat de Garantien, och am Esprit, fir esou wäit wéi méiglech de Kader vun der Europäescher Kommissioun auszeschëpfen. Mir verlängeren dat engersäits ëm ee Joer. Mir maachen et och e bësse méi breet op, andeems mer de maximale Montant vun der Garantie adaptéieren.

Elo kënnen dat bis zu sechs Méint Energieverbrauch sinn, gekuckt op déi nächst sechs Méint. Domadder geet bei deene meeschte Betriber de maximale Montant vum Prêt bei enger Bank, dee ka garantéiert ginn, substanziell an d'Luucht. Och dat, mengen ech, ass e wichtegt Instrument. Et ass net dat eenzegt, mee et ass complementaire zum Rescht vun der Wierkkëscht an et ass do, fir effektiv am Fall, wou Liquiditéitsproblemer sinn, de Betriber zur Säit ze stoen. Gradesou wéi mer dat scho wärend der Pandemie gemaach hunn, ass dat heiten elo e gutt bekannt Instrument, wat, wéi gesot, och seng Preuvë gemaach huet.

Vläicht just nach, fir Iech eng Iddi ze ginn, wéi wäit dat Instrument bis elo benotzt ginn ass am Kader vun der aktueller Kris: Op den 1. Dezember si 15 Prêten akzeptéiert gi fir en totale Montant vun enger ongefeier 18 Milliounen Euro. Den totale Montant vun der Garantie ass dobäi bei 16 Milliounen Euro. Do kann ee soen, dat ass net vill am Kader vun deem Plaffong vu 500 Milliounen, mee ëmmerhin ass et eppes an et weist, dass heirop zréckgegraff gëtt vu verschiddene Betriber.

Ech géif och gären zum Schluss soen, dass d'Yuriko Backes, d'Finanzministesch, haut net kann do sinn, dass mer awer eng extreem gutt Zesummenaarbecht hate mat dem Finanzministère, insbesonnesch och mat der Tresorerie, an dass ech och hei hinne Merci soe fir all hir Efforten an dësem Dossier.

An nach eng Kéier merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8102. Den Text steet am Document parlementaire 8102[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8102 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8102 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz (par M. Max Hengel), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8107 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8107 iwwert d'Bäihëllefe fir Entreprisen, déi vun der Hausse vun den Energiekäschte betraff sinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, deen ech Iech haut virstellen, dee kennt Der schonn zum Deel. Dat ass effektiv déi zweet Ofännerung vun engem Projet, dee mer schonn am Juli gestëmmt haten an och nach eng Kéier Enn Oktober. Den Temporary Framework vun der Europäescher Kommissioun ass adaptéiert ginn an dofir adaptéiere mer och hei de Projet a mir erweideren en.

Et geet effektiv haut ëm déi aktuell Betribshëllefen, déi ëmgeännert ginn. Wéinst de steigenden Energiekäschte si fir d'alleréischt de 15. Juli, wéi gesot, eng Rëtsch Hëllefe fir eis Entreprisen agefouert ginn. Dat war nom éischten Tripartite-Accord an nom zweeten Tripartite-Accord hu mer virun engem Mount e Gesetz gestëmmt, woumat dës Aiden ausgeweit gi sinn, fir dass nach méi Betriber kéinten dovunner profitéieren, an d'Montante vun deenen Hëllefe sinn an deem dote Kader vum zweete Vott och eropgesat ginn.

Déi Hëllefe ginn erméiglecht duerch den Encadrement temporaire de crise vun der Europäescher Kommissioun, en Encadrement, dee, wéi gesot, den 28. Oktober 2022 verlängert ginn ass bis Enn 2023. An deem Zesummenhang huet et sech ugebueden, eist nationaalt Gesetz fir d'Betribsaiden och unzepassen an esou déi rezent Modifikatiounen aus dem neien Encadrement temporaire ze transposéieren.

Am Gesetz, dat mer de leschte Mount gestëmmt hunn, waren dräi verschidden Hëllefe virgesinn. Bei där éischter goung et drëms, en Deel vun de Stroum- a Gasméikäschten ze kompenséiere fir Betriber, déi ganz vill Energie consomméieren. Dës Aide geet och nach bis Enn 2022 weider a gëtt awer duerno duerch eng nei Hëllef ersat, déi da vum Januar bis de Juni 2023 leeft. Net nëmmen eng Partie vun de Gas- a Stroumméikäschte vun de Méint Januar bis Juni 2023 kënnen dann nach kompenséiert ginn, mee och en Deel vun den Heiz- an Ofkillungsméikäschten, mat der Konditioun, dass dëst aus Naturgas respektiv Stroum produzéiert gëtt.

Et gi véier Piliere vun Hëllefen agefouert, ofhängeg dovunner, wéi staark de Betrib betraff ass vun den Energiepräiserhéijungen. D'Intensitéiten an d'Maximalbeträg vun den Hëllefe ginn an d'Luucht geschrauft an d'Konditiounen, fir kënnen eng Energiehëllef unzefroen, gi manner streng gehalen, soudass méi Betriber wäerte kënnen an Zukunft dovunner profitéieren, oder eng méi grouss Partie vun de Méikäschte wäert eligibel gi fir eng Hëllef.

Déi zweet Aide, dat war fir Betriber, déi an der Constructioun täteg si respektiv déi Liewensmëttel produzéieren an ausliwweren, an natierlech och fir den Transportsecteur. Dës Aidë bleiwen erhale bis de Juni d'nächst Joer.

Déi drëtt Aide betrëfft Betriber, bei deenen d'Energiekäschten op d'mannst 2 % vum Chiffre d'affaires oder vun der Valeur de production ausmaachen. Si ass et scho ginn an déi Mesure bleift och erhalen.

Elo kënnt natierlech déi nei Mesure, déi agefouert gëtt, dat heescht, dat ass eng nei Hëllef fir Produzente vun Hëtzt a vu Biogas an och Bedreiwer vun Hëtztreseauen. Wéinst dem reglementareschen a kontraktuelle Kader, an deem sech déi Betriber befannen, hu si net d'Méiglechkeet, d'Energiepräiserhéijungen un hir Clientë weiderzeginn. Mat där neier Hëllef kënne si elo bis zu 2 Milliounen Euro pro Entreprisegrupp kompenséiert kréien, fir en Deel vun den Approvisionnementsméikäschten ze decken. D'Eligibilitéitsperiod fir dës Hëllef leeft vum Januar 2023 bis de Juni 2023.

Wichteg ass et awer och, an dësem Kader nach eng Kéier ervirzesträichen, dass déi nei Hëllefen, déi am Gesetz, dat haut virläit, beschriwwe ginn, esou wéi och déi viregt Hëllefen dem Accord vun der Europäescher Kommissioun ënnerleien. D'Zil, mengen ech, ass ganz kloer: D'Zil ass et, de Betriber, déi vun der Erhéijung vun den Energiekäschte betraff sinn, ënnert d'Äerm ze gräifen, hir Kompetitivitéit ze garantéieren, hinne Previsibilitéit ze ginn an natierlech och, géint d'Inflatioun virzegoen.

Ech wëll och nach eng Kéier op de Käschtepunkt vun dëse Mesuren agoen. Mam Solidaritéitspak 2.0 war e Mesurëpak entstane vun iwwer 1,1 Milliard, an dovunner war e Budget virgesi vun 375 Milliounen Euro fir dës Aide. An de geplangte Budget bleift dee selwechten. Et däerf een natierlech net vergiessen, dass déi reell Depensen, déi mer herno musse budgetiséieren, ofhänke vun der Evolutioun vun den Energie- a Stroumkäschten a soumat grad wéi beim Gesetz virdru schwéier anzeschätze sinn.

Ech géif dann nach eng Kéier ganz kuerz op d'Avisen agoen. D'Chambre des Salariés, déi huet hiren Accord ginn. Si bewäert et als positiv, dass d'Betriber, déi Hëllefen am Wäert vun iwwer 50 Milliounë kréien, beim Minister e Plang mussen deposéieren, deen hir Efforte fir d'Reduktioun vum CO_2-Ausstouss duerleet. Si ënnerstëtzt och d'Tatsaach, dass d'Heizungs- an d'Biogasproduzente souwéi och d'Bedreiwer vun Heizungsreseaue an deem neie Gesetz matagebonne ginn. Si bedauert, dass déi finanziell Hëllefen awer net u sozial Krittäre gekoppelt sinn.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng Opposition formelle virgeluecht.

Voilà. Kolleeginnen a Kolleegen, a well déi nächst Säit vu mengem Text schonn d'Gesetz ass, wat ech Iech muer proposéieren, ...

(Hilarité)

... géif ech Iech elo den Accord gi vun der Demokratescher Partei a Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools Här Rapporter Gilles Baum.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci och. Nach eng Kéier hei e ganz décke Merci un de Gilles Baum, deen eis op eng detailléiert, kompetent Aart a Weis nach eng Kéier dee wichtege Projet exposéiert huet. Ech mengen, mir wëssen a wat fir enger grousser Kris eng ganz Rei vun eisen Entreprisë sinn. An do ass natierlech all Zort vun Hëllef wichteg. Duerfir wäerte mir och dësen Text natierlech stëmmen.

Ech wëll och elo net méi op déi ganz Diskussioun agoen, déi mer schonn deelweis d'lescht Woch am Kader vun de Budgetsdebatten haten, wëll awer just och nach eng Kéier drop hiweisen, datt do ganz vill vun eise Betriber riskéieren, an eng konkurrenziell ganz schwiereg Situatioun ze kommen, well, an ech mengen, dat hutt Der all matkritt, ganz besonnesch d'Amerikaner, awer och zum Deel d'Chineese massiv Staatshëllefe wäerten hiren Entreprisen zougestoen. Allerdéngs, déi Hëllefe wäerten net amerikanesch oder net national Entreprisen net kënne kréien, wat also zu enger ganz schwiereger Situatioun wäert bäidroen.

Et kënnt derbäi, datt d'Europäesch Kommissioun, an dat begréisse mir eigentlech jo elo, relativ wäit fortgeschratt ass mat där sougenannter Karbontax, déi soll agefouert ginn. Allerdéngs, an dat wollt ech awer de Mëtten nach eng Kéier ervirsträichen, soll déi eréischt 2026 a Kraaft trieden. Ech muss Iech allerdéngs soen, mir sinn elo geschwënn 2023, dat ass also eréischt an dräi Joer. En attendant profitéieren d'Entreprisen an Amerika vu substanzielle Staatshëllefen. Dat riskéiert also wierklech, ganz, ganz kompliziéiert ze ginn!

A fir all déi Leit, an där gëtt et vill hei, och an der Chamber, déi sech mat där Thematik auserneesetzen: Et sinn ëmmer méi wierklech ganz héichkaräteg Wirtschaftswëssenschaftler, déi wierklech virun enger Desindustrialiséierung, ganz besonnesch och an Europa, warnen, well et duerch déi ganz héich Produktiounskäschten, déi déi meescht Entreprisen net méi kënnen droen, effektiv wäert zu Delokalisatioune kommen. An déi Delokalisatioune wäerte sech ausserhalb vun der Europäescher Unioun maachen!

Ech weess, Här Wirtschaftsminister, Dir deelt sécherlech déi dote Bedenken. Ech wëll just hei wierklech nach eng Kéier den Appell maachen, datt sech d'Regierung och mat groussem Engagement zu Bréissel asetzt, datt déi Mesuren, déi wierklech noutwendeg sinn, esou schnell wéi méiglech an net eréischt 2026 wäerte geholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. Als nächste Riedner steet den Här Yves Cruchten prett a kritt direkt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci Här President. A léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och dem Gilles Baum fir säi ganz gudde Rapport. Mir begréissen ausdrécklech dëse Gesetzestext aus der Fieder vum Wirtschaftsminister Franz Fayot, well en ass méi wichteg, wéi een op den éischte Bléck kéint mengen!

Besonnesch ervirhiewe wéilt ech zu dësem Text den neien Artikel 3bis, dee mir an d'Gesetz vum 15. Juli wäerte bäisetzen. Engersäits gëtt mat dësem Artikel d'Hëllef fir d'Entreprisë méi breet, soudatt, wéi de Rapporter et och scho gesot huet, méi Entreprisë kënne gehollef kréien. D'Entreprise muss net méi als „entreprise grande consommatrice d'énergie" gëllen, fir an de Genoss vun dëser Hëllef ze kommen. D'Entreprise wäert och net méi eng Verdueblung vun hiren Energiekäschten a Kaf huele mussen, ier se Usproch op eng Ënnerstëtzung kritt.

Anerersäits geet och de Montant vun der Hëllef jee no Situatioun vun der Entreprise nach eng Kéier an d'Luucht. Eng energieintensiv Entreprise, déi an engem besonnesch betraffene Secteur aktiv ass, ka mat den neien Ännerunge bis zu 80 % vun den eligibele Käschte respektiv 75 Milliounen Euro remboursséiert kréien. Et muss een natierlech bedenken, dass mir ëmmer nëmmen an deem Perimeter operéiere kënnen, dee mir vun der EU-Kommissioun gestallt kréien. Ech fannen, dass et essentiel ass, datt et an all EU-Memberstaat déi selwecht Grenze gëtt, bannent deenen déi national Regierungen dann hëllefe kënnen, soss kéim et zu deloyale Verhalensweisen tëschent de Memberstaaten, déi eigentlech kee gutt Enn géifen huelen.

Ech sinn awer méi generell der Meenung, dass mir musse méi eng déif Iwwerleeung op EU-Niveau féieren, fir dass mir eis net selwer ze vill d'Handschellen uleeën. Erlaabt mer dofir, datt ech ganz e bëssen aushuelen: Bei senger zweeter Staatsvisitt an den USA huet de franséische President jo justement säin amerikaneschen Homolog virun engem gewëssene Protektionismus duerch den American Inflation Reduction Act gewarnt.

Une voix | Genau!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dësen amerikanesche Subventiounsprogramm mat engem Volume vu ronn

350 Milliarden Euro fir déi digital an ekologesch Transitioun ass jo och en Theema gewiescht op dem leschten EU-Sommet. An et geet mer, wann ech dovunner schwätzen, virun allem ëm d'Hëllefen, déi mir am Beräich vun den Investissementer a Schlësseltechnologien an der EU maache respektiv och net maachen.

Esou si vun de weltwäiten Investissementer an Halbleiter – ech weess leider kee lëtzebuergescht Wuert dofir –, a Semi-conducteuren tëschent 2016 an 2022 grad emol 7 % an der EU gemaach ginn, awer 30 % an den USA an, haalt Iech un: 63 % an Asien! Wann ee weess, datt déi Halbleiteren awer onverzichtbar si fir all innovativ technologesch Applikatioun, da weess een also, dass mir do dréngend mussen nohuelen. Mir duerfen och net naiv sinn, well aner Länner a Regiounen an der Welt sinn et och net!

Déi Hëllefen, déi mir haut stëmmen, betreffen natierlech net dës kruzial Investissementer. Andeems mir awer den Entreprisen hei zu Lëtzebuerg Loft verschafe mat hiren Energiekäschten, stäerke mir hir Liquiditéiten a suergen derfir, datt si net weider mussen an hiren Investissementer wichteg Projete sträiche goen. Wéi gesot, dës Hëllefe sinn also méi wichteg, wéi ee kéint op den éischte Bléck unhuelen.

Aus dësem Grond gëtt meng Fraktioun ganz gären den Accord zu dësem Projet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An d'Wuert geet un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Och mir ënnerstëtzen dëse Projet de loi ganz kloer. Den Yves Cruchten huet eng ganz Rei Detailer nach zousätzlech erkläert, déi och ganz an eisem Sënn sinn. An deem Sënn soe mir da Merci fir de Rapport vum Gilles Baum a ginn den Accord vun der Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An d'Wuert geet weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un den Här Baum. An ech muss soen, ech hat elo geduecht, dat Gesetz hei, dat gëtt elo eng normal Diskussioun, wéi mer se dacks esou bei méi technesche Gesetzer féieren, a mir soen alleguer, datt mer d'accord sinn, well mer jo wierklech och, ech géif soen, déi meescht heibannen, wann net all, mat dëser Iddi d'accord sinn a well et eebe wichteg ass, datt mer dat maachen.

Mee et ass vill méi interessant ginn, wéi ech geduecht hat, well souwuel den Här Mosar wéi och den Här Cruchten hunn eigentlech op eng Kritik reagéiert, déi d'ADR scho ganz laang formuléiert huet, nämlech datt d'Europäesch Unioun an dëser Situatioun an och als Konsequenz vun der Sanktiounspolitik an där schaarfer Konkurrenz – och vun den USA, notamment – zu de Verléierer vun der aktueller Situatioun gehéiert. Dat heescht, dee gréisste Verléierer ass déi onglécklech Ukrain mat all deem Misär, dee mer do gesinn. Mee ekonomesch huet d'Europäesch Unioun eng ganz schlecht Positioun am Ableck an engem ganz haarden internationale konkurrenziellen Ëmfeld.

Dat musse mer einfach gesinn. Dat hu mer och betount, ëmmer nees. An et ass ganz wichteg, selbstverständlech, datt mer all Schrëtt an Europa ënnerhuelen, fir datt déi Nodeeler net entstinn oder, wa se do sinn, erëm ausgeglach ginn. Mir kënne jo net, dat ass genau richteg, eng Desindustrialiséierung, eng Delokalisatioun akzeptéieren, toleréieren, déi op d'Käschte vun den Zukunftsperspektive vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun geet. Dat ass einfach net dran. An dofir musse mer eis ganz seriö an och wa méiglech onpoleemesch mat deenen do Problematiken auserneesetzen. Well mir sinn amgaangen, an eng ganz schwiereg Phas vun der industrieller Entwécklung vun der Europäescher Unioun eranzegoen. Dofir sinn déi Hëllefe wichteg, mee déi Hëllefen net aleng.

En Ënnerscheed gesinn ech zwar an där Positioun, déi den Här Mosar esquisséiert huet. Hie begréisst déi Kuelendioxidimporttaxen, déi elo solle kommen. Importtaxe kënnen an dëser Situatioun vläicht Sënn maachen. Mee et muss ee wëssen: All Importtax mécht alt erëm eng Kéier Produiten, déi mer importéieren, méi deier a si dréckt den Inflatiounsdrock nees erop. Ech mengen, och dat muss ee ganz kloer gesinn. Dofir sinn Importtaxe warscheinlech ni e gutt Mëttel vun der ekonomescher Reguléierung. Besser wär et, eis international op e Kader kënnen ze eenege vu Staatshëllefen, wéi och de President Macron et zu Washington ugeschwat hat.

Ech mengen, dat wär dee bessere Wee. Mee dee wierkleche Kinnekswee aus dëser Situatioun eraus, dat ass e Schluss vun där Sanktiounspolitik – mir hunn et ëmmer erëm gesot –, well mir ekonomesch déi sinn, déi am meeschte verléieren!

Dat gesot, mengen ech, ass et kloer, datt mer dat hei ënnerstëtzen. Mir hate scho virdru gesot, mir wäerten alles maachen, fir de Schued vun eise Leit, vun eisen Entreprisen ewechzehalen. Mee ech si ganz frou, muss ech soen, datt elo awer eng Rei vun den Intervenanten heibannen op déi Problematik ausdrécklech higewisen huet. Mir hunn dat scho laang gemaach. Mir kritiséiere ganz kloer déi Politik, déi mer als Europäesch Unioun féieren, well se eis schuet. An dofir musse mer dat hei elo hoffentlech an der Déift an hoffentlech och onpoleemesch virun diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dem Rapporteur och vu menger Säit aus e grousse Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Och hei vun eiser Säit näischt Neies, mir bleiwen och hei eiser Linn trei a wäerten eis enthalen, well et hei och keng sozial Krittäre gëtt. Déi feelen eis einfach.

Déi nei Aidë ginn duerch d'EU agefouert. Ech mengen, mir kucken, eis Lëtzebuerger Legislatioun un déi europäesch unzebannen, an zwar esou séier wéi méiglech. Wat mir awer och begréissen, ass, datt verschidden Entreprisen dru gebonne sinn, fir eeben hir CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. Ech mengen, dat ass immens wichteg an den haitegen Zäiten.

D'Enveloppe budgétaire geet jo och net an d'Luucht, soudatt ee vläicht kéint mengen, datt d'Entreprisë vläicht och dës Aiden net esou vill brauchen. Mee bon, dat muss een dann nach gesinn. Et ass, wéi den Här Baum gesot huet, datt een dat einfach muss gesinn, wéi et elo eebe weidergeet, ob dat just eng momentan Opnam ass an awer vläicht méi Sue gebraucht ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dëst Gesetz ass wéi dat viregt eng Verlängerung vun enger Dispositioun, déi mer hei an der Chamber schonn am Juli eng Kéier ugeholl haten. Dëst ass also och e Gesetz, dat am Kader vum Tripartite-Accord 2.0 läit, dat den Entreprisë soll hëllefen, déi héich Energiekäschten hunn.

Bon, d'Aidë ginn elo bis Juni 2023 verlängert a mir hoffen iergendwéi, datt et bis dohinner besser geet. Ech hu virdrun a menger Ried zur Verfassungspropos vun déi Lénk gesot, datt ech en Optimist sinn an datt ech gären an eng positiv Zukunft kucken. An esou kucken ech positiv an d'Zukunft an ech hoffen, datt mer tatsächlech am Juni 2023 kee weidert Gesetz brauchen.

Wann ee bedenkt, datt mer hei just vun den Aidë fir déi éischt sechs Méint vum nächste Joer schwätzen, dann ass d'Enveloppe vun 375 Milliounen Euro dach substanziell. Do gesäit een, wéi grouss dësen Hëllefspak ass. D'Hëllefe goufen ausgeweit, esoudatt net nëmme méi d'Hëtzen, mee och d'Kille vun engem Betrib kann drënnerfalen. Jo, bei minus néng Grad dobausse stellt ee sech vläicht d'Fro: Killen? Mee mir maachen dat heite jo net just fir haut a fir muer, mee fir déi nächst sechs Méint, an do wäerten och Killaggregater erëm gebraucht ginn. An et kann een dem Metzler och net soen, e soll seng Ham oder seng Rieslingspaschtéit einfach virun d'Dier setzen, well ech mengen, da géif se ganz séier ëmgoen!

Och de Biogas ass elo Deel vun den Hëllefen. A wann eng Firma déi Hëllefe kritt an dës iwwer 50 Millioune leien, da muss dës Firma och innerhalb vun engem Joer dem Staat e Plang virleeën, wéi se méi klimafrëndlech wëll ginn a wéi se op erneierbar Energië wëll setzen. Dat ass eppes, wat mir Piraten nëmme begréisse kënnen, well et ass am Interessi vun all Firma, och vun deenen, déi net ënnert déi Krittäre falen, fir den Energieverbrauch esou nohalteg wéi méiglech ze gestalten. A bei esou héije Montanten ass och eng gewësse Verantwortung vis-à-vis vum Staat als Bailleur d'urgence u sech ginn.

D'Firme musse sécherstellen, datt se bei enger nächster Energiekris besser opgestallt sinn, andeems se haut schonns op erneierbar an dezentral Energië setzen, déi eis net ofhängeg vu fossillen Energien a virun allem net ofhängeg vun autoritäre Staate maachen.

Här President, dës Aidë si wéi d'Coûts non couverts néideg, fir eng Krisesituatioun ze iwwerbrécken. Si weisen an eisen Aen och, datt cibléiert Politik méiglech ass. D'Betriber kommen an deenen nächste Wochen a Méint net laanscht dës Käschten an dofir brauche se kuerzfristeg a cibléiert Hëllefen.

Mir Piraten wäerten dofir dës Mesuren, grad wéi déi aus dem Juli, déi mer och schonn eng Kéier matgedroen hunn, och haut erëm matdroen. Mir bleiwen eiser Linn trei, an dat net, ouni dem Rapporter villmools Merci ze soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, virop e grousse Merci un de Rapporter Gilles Baum fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Och merci un all d'Intervenanten an dëser Debatt. An ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem effektiv wichtege Projet de loi. Ech wäert och elo net méi hei am Detail agoen op déi verschidden Hëllefen. De Rapporter huet dat ganz gutt gemaach, mir haten déi Diskussioun schonn d'lescht Woch, dofir ginn ech elo net méi am Detail heirop an.

Mir wëssen alleguer, dass mer eis hei an engem europäesche Kader beweegen, dee mer esou breet wéi méiglech ëmsetzen. Mir hunn dat am Kader vun der Tripartite versprach a mir maachen dat och elo, fir eise Betriber ze hëllefen, iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat ass e Kader, deen evolutiv ass, deen ugepasst gëtt iwwert d'Zäit vun der Kommissioun an dee mir dann natierlech och allkéiers am Kader vun eisem Gesetz upassen. Dat war bis elo scho véiermol de Fall a mir wäerten dat och weiderhi maachen en fonction dovun, wéi d'Situatioun evoluéiert.

Dat war nom éischten Tripartite-Accord de Fall mam éischte Solidaritéitspak, an och elo mam zweete Solidaritéitspak. Dat betrëfft kleng, mëttel an och grouss Entreprisen. De Mëttelstandsminister huet och scho virun enger Zäit hei eng Aide erabruecht fir bis zu 500.000 Euro. Dat concernéiert virun allem déi méi kleng a mëttel Betriber. An elo, wéi gesot, hu mer hei Aidë fir d'Betriber bis zu 4 Milliounen Euro, déi bis elo op 2 Milliounen Euro limitéiert waren, an och mat méi engem klenge Pourcentage bei den Energiekäschte vun 1,5 % vum Ëmsaz oder der Valeur de production vun zejoert. Dat ass also méi breet an dat mécht also och den Zougang zu dësen Aidë méi grouss op fir eng Partie aner Entreprisen, déi bis elo keen Zougang haten.

Ech géif gäre just e puer Wuert soen zu där Diskussioun, déi elo gefouert ginn ass vum Laurent Mosar an och vum Yves Cruchten zu de protektionisteschen Tendenzen a verschiddene Regioune vun der Welt an och der Äntwert vun der Europäescher Unioun dozou. Ech mengen, d'Äntwert ass effektiv an där Transitioun, an där mer dra sinn, an och an där neier geopolitescher Donne, wou mer effektiv gesinn, dass et op ganz ville Plaze vun der Welt erëm méi Protektionismus gëtt. Amerika ass genannt ginn, China ass genannt ginn. Och do muss Europa effektiv eng Äntwert hunn. An déi Äntwert läit engersäits am CBAM, an deem Mechanismus, fir de Carbone aux frontières ze taxéieren, wann een esou wëllt. Et kann ee regrettéieren, dass deen eréischt 2026 kënnt, mee et ass awer, wéi gesot, e ganz wichtege Schrëtt.

Entre-temps mécht Europa och eng Politik vu sougenannter „strateegescher Autonomie", wou se eng ganz Rei strateegesch Beräicher ausgewisen hunn, wou Europa elo wierklech och Efforte mécht, fir erëm hei bei eis Capacitéiten opzebauen. Dat ass de Fall bei de Semi-conducteuren, mam europäeschen Chips Act, deen och elo weidergeet. Dat ass och de Fall bei de rare Metaller, mam Rare Earth Act, deen elo deemnächst wäert verabschit ginn an Europa. An och eng ganz Rei paneuropäesch Projeten, wéi am Beräich vum Cloud, wéi am Beräich vun der Cybersecuritéit, awer och an enger ganzer Rei aneren, ginn op de Wee bruecht, fir justement Europa ze renforcéiere par rapport zu der internationaler Konkurrenz.

Dat si wichteg Schrëtt, wichteg Politicken, déi, mengen ech, och wierklech an déi richteg Richtung ginn a wou ech och sécher sinn, dass mer als Europäer eng Äntwert fannen op déi Tendenzen, op déi protektionistesch Tendenzen, déi mer an anere Regioune vun der Welt gesinn, an déi awer och e wichtege Schrëtt sinn, fir eis eegen Industrie, eis eege Betriber ze schützen an där Transitioun, well et virun allem drëm geet – wa mer gären hätten, dass se sech digitaliséieren an dass se sech och dekarboniséieren –, dass mer se fir d'éischt emol kompetitiv behalen, fir dass se dann och kënnen investéieren a sech op déi nei Donne do kënnen astellen.

Entre-temps, wa mer iwwer Desindustrialiséierung schwätzen an och méiglech Ofwanderungen, mengen ech, ass et awer gutt, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass mer och hei zu Lëtzebuerg eng Rei Saache maachen, fir eis Betriber ze accompagnéieren an där Transitioun. Ech hunn dat schonn d'lescht Woch eng Kéier gesot. Dozou gehéieren déi Borne-électriquen an de Betriber, déi mer encouragéieren, wou mer e speziellen Aidëregimm agefouert hunn, wou mer och hei bis zu 40 Milliounen Euro investéieren. Mir gesinn, dass dat eng Initiativ ass, déi ganz vill Succès huet. Dozou gehéiert awer och den Appell fir d'PV-Anlagen, déi d'Betriber kënne bei sech installéiere fir d'Autoconsommatioun vun erneierbaren Energien. Och dat huet Succès.

An da gesi mer awer och, dass eis Betriber hei zu Lëtzebuerg weiderhi ganz vill investéieren, och an där schwiereger Zäit, an där mer elo dra sinn. Mir gesinn, dass mer an dëser Legislatur en Invest hu vun 1 Milliard, ronn 1 Milliard Euro, vun eisen Industriebetriber, déi weiderhin an hir besteeënd Industrieanlagen investéieren, fir se bis 2025 ze moderniséieren. E ganz prominent Beispill ass do natierlech ArcelorMittal, déi annoncéiert hunn, dass se 100 Milliounen Euro an hir Lëtzebuerger Stolwierker investéieren, fir grénge Stol hei ze produzéieren. Och Paul Wurth ass e groussen Acteur, dee wierklech kann eng wichteg Roll spille weltwäit fir d'Efforten an der Dekarbonisatioun, zum Beispill mat neien Hydrogeentechnologien.

Ech mengen also – an ech mengen dat net nëmmen, ech weess dat och, well ech vill bei Industriebetriber ënnerwee sinn –, dass et zwar eng schwéier Zäit ass, mee dass et awer trotzdeem weiderhin nach ganz vill Optimismus gëtt bei eise Betriber an och ganz vill Zouversiicht an d'Zukunft an dass och weiderhin Investitioune geplangt sinn an och elo scho realiséiert ginn.

Mir mussen als Staat, als Regierung och weiderhin alles derfir maachen, fir d'Entreprisen an dëser Transitioun ze begleeden. Dat maache mer mat dësem Projet de loi. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8107. Den Text steet am Document parlementaire 8107[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8107 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 8034 – Projet de loi relative à un régime d'aides pour la promotion du transport ferroviaire et fluvial

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtte kënnt de Projet de loi 8034 iwwert d'Bäihëllefen am Kader vun der Promotioun vum Zuch- a Schëffsverkéier. D'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wa mer eis Ëmwelt- a Klimaziler europawäit erreeche wëllen, muss et eis onbedéngt geléngen, beim Transport a grad och beim Wuerentransport eng däitlech Verbesserung ze erreechen. Vun alle Klimagasemissioune vum EU-Transportsecteur sinn ëmmerhin 38,1 % op de Camionstransport iwwert d'Strooss zréckzeféieren. An den EU-Transportsecteur ass iwwregens deen eenzege Secteur, wou d'Zäregasemissiounen tëscht 1990 an 2020 nach liicht geklomme sinn amplaz erofzegoen.

Och zu Lëtzebuerg spillt de Wuerentransport iwwert d'Strooss eng Haaptroll. Dat dréit net nëmmen zu de Kuelendioxid-, Stéckoxid- a Feinpartikelemissioune bäi, mee bréngt och eng Iwwerlaaschtung vun de Lëtzebuerger souwéi den europäesche Stroosse mat sech.

(Interruption)

De Projet de loi Nummer 8034, dee mer haut hei virleien hunn, ass e klengen, mee wichtegen Deel vun den Efforten, fir e méi nohaltege Wuerentransport hinzekréien an eebe méi Gidder vun der Strooss op d'Schinn an op d'Schëff ze kréien.

2016 hat d'Chamber schonn en éischt Gesetz iwwert d'Promotioun vum Transport combiné gestëmmt. Domadder krut d'Regierung d'legal Basis, fir mat staatleche Subventiounen d'Transporteuren ze encouragéieren, fir vum Transport combiné Gebrauch ze maachen an hir Wueren iwwer méiglechst laang Strecke mam Zuch oder mam Schëff amplaz de ganze Wee mam Camion ze transportéieren.

Dëse Regimm gouf réckwierkend op den 1. Januar 2015 fir véier Joer applizéiert an duerno ganz liicht verännert an ëm weider véier Joer verlängert. Dëse Regimm fir d'Promotioun vum Transport combiné leeft deemno elo den 31. Dezember 2022 aus.

Här President, mam virleiende Projet de loi setze mer weiderhi geziilt op d'Promotioun vum Transport combiné, fir datt déi betraffe Wuere fir e méiglechst klengen Deel per Camion a fir e méiglechst groussen Deel per Zuch oder Schëff transportéiert ginn. Zousätzlech gëtt dee besteeënde Promotiounsmechanismus awer reforméiert an och op den alengegen Transport iwwert d'Schinn an iwwert d'Waasser ausgeweit. Dofir steet elo net méi „promotion du transport combiné"

am Titel, mee „promotion du transport ferroviaire et fluvial“.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Et geet drëms, den Transport ferroviaire an den Transport fluvial nach méi staark par rapport zum Transport routier ze favoriséieren, dee vun den Operateuren opgrond vun deelweis méi niddrege Käschten a gréisserer Flexibilitéit awer dacks éischter an Usproch geholl gëtt.

D'Extensioun vum aktuelle Régime d'aide soll nei Operateuren, déi net vum Transport combiné concernéiert sinn, encouragéieren, de Wuerentransport mam Zuch oder Schëff ze prioriséieren an esou den Undeel vun der Schinn an der Banneschëfffaart ze erhéijen.

Déi nei Bäihëllefe kënne fir all inlännesch Schinnentransporter ugefrot ginn, dat heescht, egal ob combiné oder conventionnel, a si gëllen och fir all international Banneschëffstransporter mat Depart oder Arrivée zu Lëtzebuerg, egal ob kombinéiert oder konventionell.

Beim internationale Schinnentransport mat Zil oder Depart zu Lëtzebuerg gëtt par contre weiderhi just den Transport combiné gefërdert. An den inlännesche Schëffstransport zu Lëtzebuerg entfält als Kategorie, vu datt mer nëmmen ee groussen Hafen hunn.

Dësen neie Regimm wäert net méi just fir véier, mee fir fënnef Joer gëllen, an zwar vum 1. Januar 2023 bis den 1. Dezember 2027, an d'Enveloppe budgétaire, déi virgesinn ass, beleeft sech op 103,925 Milliounen Euro.

Well dëst Gesetz staatlech Bäihëllefe betrëfft, dierf dëse Projet de loi eréischt dann a Kraaft trieden, wann d'EU-Kommissioun d'final Decisioun geholl huet, datt eis proposéiert Staatshëllefen och kompatibel mam Marché intérieur sinn. An dat huet elo esou just nach virun der Ligne d'arrivée geklappt. Den Accord koum nämlech net méi spéit wéi gëschter.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes ageschriwwen.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll eiser Présidente-rapportrice villmools Merci soe fir deen exzellenten a komplette schréftlechen a mëndleche Rapport. A vu datt deem näischt bäizefügen ass, géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn a Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. Da geet d'Wuert un den Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Ech géif dat selwecht maache wéi den Aly Kaes. Ech géif der Rapportrice gäre Merci soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen. An ech géif dann och heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. An da geet d'Wuert un den Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, als LSAP begréisse mir dëse Projet: aner Transportméiglechkeeten, méi nohalteg, manner CO_2-Ausstouss a méi wettbewerbsfäeg. Villmools merci der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary. An ech ginn heimat den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. D'Wuert geet weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot, et ass deem näischt méi bäizefügen. An ech géif den Accord vun der ADR ginn zu dësem Projet. Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci och. Der Rapportrice e grousse Merci fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir wäerten dëse Projet de loi natierlech och matstëmmen, wéi mir dat och an der Vergaangenheet ëmmer gemaach hunn. Mir hunn all déi Régime-d'aidë matgedroen. Et ass nämlech evident, datt den Transport op der Schinn an iwwert d'Waasser encouragéiert muss ginn. Hei hänken och ganz vill Aarbechtsplazen drun, notamment am Secteur vun den onqualifizéierten oder manner qualifizéierten Aarbechter. Dat ass immens wichteg.

Mir kënnen eis awer eng kleng Kritik zu dëser Logik net verknäifen. Den Transport iwwert d'Strooss mat de Camionen ass méi bëlleg, well vill Käschten einfach externaliséiert ginn, esou zum Beispill déi wéinst de Klima- an Ëmweltschied, de Santésschied duerch de Kaméidi an d'Pollutioun, den Infrastrukturschied, do fir den Entretien vum Stroossereseau a vun den Autobunnen. An alles dat sinn Ausgaben, déi gi weeder facturéiert nach vun de grousse Speditiounsfirme gedroen. Derbäi kënnt dann och nach d'Ausbeutung vun de Chauffeuren, déi ganz oft aus Länner kommen, wou d'Salairen immens déif sinn.

All dës Käschte ginn dann eigentlech vun der Kollektivitéit gedroen. Dat heescht, mir alleguer subventionéieren dës Onkäschten. Déi selwecht Kollektivitéit subventionéiert dann den Transport iwwert d'Schinn an d'Waasser, fir datt deen iwwerhaapt nach iergendwéi rentabel ass. Verréckt, oder?

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An all Projet, wou méi Ëmweltschutz dran ass, stëmme mir mat, soudatt mir och haut eisen Accord wäerte ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. A merci der Madamm Rapportrice fir hire Rapport an der Chamber fir d'Unanimitéit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8034. Den Text steet am Document parlementaire 8034[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8034 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8034 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 8078 – Projet de loi relative à l'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8078 iwwert de Vëloswee tëschent Esch a Belval. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mam Projet de loi 8078, engem Finanzéierungsgesetz mat just véier Artikelen, freet de Staat d'Autorisatioun, fir mat enger budgetärer Enveloppe vu maximal 47,5 Milliounen Euro eng direkt Vëlosverbindung tëscht Esch-Uelzecht an dem Belval dierfen ze bauen.

Zwee Haaptelementer vun dëser ronn 1,9 km laanger Verbindung sinn ee Passage inférieur ënnert de Schinnen erduerch an eng 1,2 km laang a 4,5 m breet Passerell iwwert de Site vum ArcelorMittal-Stolwierk. Bei dëser Passerell schwätze mer vun der längster Vëlosbréck an Europa, déi awer natierlech och fir Foussgänger zougänglech ass souwéi fir Leit à mobilité réduite an och fir Leit mat Kannerkutschen.

D'Enveloppe budgétaire vu 47,5 Millioune gëtt awer net nëmme fir déi eigentlech Vëlosverbindung gebraucht, mee och fir eng Rei zousätzlech Aarbechten, wéi zum Beispill fir en 320 m laangen a 7,5 m héije Siichtschutz, dee laanscht d'Areal vun ArcelorMittal muss gezu ginn, fir d'noutwendegt Verleeë vu Sauerstoff-, Stéckstoff- a Gasleitungen an zu gudder Lescht fir den Amenagement vum ganzen Areal ronderëm

dës Vëlosverbindung. Nieft der 1,9 km laanger Pist soll hei nämlech och e flotten, 1,2 ha grousse Park entstoen.

De Bau vun dëser Liaison cyclable directe tëscht Esch an dem Belval huet schonn 2020 ugefaangen a soll viraussiichtlech bis Enn 2025 komplett fäerdeg sinn. De Projet war dofir schonn eng éischte Kéier am Budget 2020 mat engem Montant vu 34,5 Milliioune virgesinn, deen am Budget 2021 ëm 1,5 Milliounen eropgesat ginn ass.

Am Laf vun der Entwécklung vum Projet a vum Chantier hu sech allerdéngs nach weider Aarbechten als noutwendeg erwisen, engersäits duerch net previsibel standuertspezifesch geologesch Contrainten an anerersäits duerch punktuell Adaptatioune vum Amenagement vun der Voirie an der Vëlospist.

Do dernieft huet awer virun allem déi allgemeng Präisdeierecht bei de Konstruktiounskäschten, virun allem dem Baumaterial, e groussen Impakt op d'Käschte vum Projet an natierlech speziell op déi Loten, déi nach kommen, respektiv d'Loten en cours de construction. Déi zousätzlech Aarbechten a Käschte féieren derzou, datt d'Investissementsdepensen de Seuil vu 40 Milliounen Euro bis 2025 iwwerschreide wäerten, wat, wéi Der wësst, en extrat Finanzéierungsgesetz mat sech bréngt.

Här President, dëse Projet gëtt e wichtege Maillon vun der nationaler Vëlospist PC8 an domadder och vum nationale Vëlosreseau an enger ganzer Rei vu Projeten, déi konform mam PNM 2035, dem Plan national de mobilité, am Raum Esch an doriwwer eraus entstoe wäerten.

(Interruption)

Et geet drëm, d'Mobilité douce nach méi attraktiv ze maachen an d'Stad Esch, den aktuellen an historeschen Zentrum vun der Stad Esch, mam Site vum Belval, dee jo mëttlerweil ganz staark entwéckelt ass, direkt ze verbannen.

De Gesamtprojet vun der Realisatioun vun der Liaison cyclable tëscht Esch a Belval ass am Ganzen a fënnef Loten opgedeelt. De Lous 1 ass de Passage inférieur souwéi den Tronçon connexe. Den éischte Lous geet an der Rue Henry Bessemer am Quartier résidentiel zu Esch-Uelzecht un a geet weider laanscht d'Rue An der Schmelz bis op de Site ArcelorMittal. Dann ass nach e klengen Tunnel gebaut ginn, dat ënnert der besteeënder Eisebunn, déi d'Ligne principale vum Site sidérurgique ass. Infrastrukturell gesinn ass dëse Projet Stand haut duerch.

Vläicht nach en interessante Punkt, fir hei ze erwänen: Dës Vëlospist ass esou konzipéiert, datt d'Servicer vum CGDIS mat hire Gefierer och drop fuere kënnen. Et gëtt jo ëmmer vun enger Passerelle cycliste geschwat, mee de ganze Projet ass, wéi gesot, esou ausgeluecht, souwuel an der Breet wéi an der Héicht, wéi op enger Strooss, fir datt eeben d'Gefierer vum CGDIS och Accès hunn.

De Lous 2 ass d'Kärstéck vum Projet, also d'Vëlospist selwer, d'Vëlosbréck respektiv och d'Foussgängerbréck vu ronn 1,2 km. Si beweegt sech südlech parallell zu der Eisebunn an tëscht der Voie de desserte interne vun ArcelorMittal, fir dann um Site vum Belval souwuel an der Avenue du Rock'n'Roll wéi och an der Avenue des Sidérurgistes direkt eng Liaisoun mam Campus universitaire ze garantéieren.

Fir et dem Vëlosfuerer respektiv dem Foussgänger esou confortabel an accessibel wéi méiglech ze maachen, goufen engersäits d'Rampen esou konzipéiert, datt d'Pente ënner 3 % läit, an um Belval selwer ass d'Circulation verticale mat Trapen a Lift garantéiert.

De Lous 3 beinhalt d'Aarbechten, fir déi verschidde Reseausleitungen ze deplacéieren. An de Lous 4 ass den Écran visuel. Fir d'Technologie industrielle ze preservéieren a fir datt net all Detailer vun der Usine fräi siichtbar sinn, soll hei eeben dësen Écran visuel hikommen.

Dann de leschte Lous, de Lous 5, ass de Lous vum Aménagement paysager souwéi vun de Kompensatiounsmesuren. Heizou gehéiert, wéi schonn ufangs ernimmt, e Park vun 1,2 ha mat agreabelen, PMR-gerechte Foussgängerweeër, mat flotten Aire-de-reposen a mat barriärefräiem Accès op d'Passerell.

Weider Detailer zu dëse fënnef Louse kënnt Der wéi gewinnt a mengem schréftleche Rapport noliesen. De Rapport zu dësem Projet de loi ass de 16. Dezember an der zoustänneger Kommissioun mat just enger Nee-Stëmm ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An d'Wuert ass da fir den Här Georges Mischo.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un d'Rapportrice fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll mat engem klengen Historique ufänken, well dëse Projet hat säin Ursprong schonn 2011, wéi d'Iddi vun esou enger Bréck iwwert de Site vun ArcelorMittal am Escher Gemengerot vum deemolege Conseiller André Zwally thematiséiert an och diskutéiert gouf. Mol kee Joer méi spéit ass dunn unanime eng Resolutioun op där selwechter Plaz gestëmmt gi fir eng Verbindung tëschent deem neie Quartier an dem Stadkär. Virun de leschte Chamberwale waren de Minister Bausch an ech selwer op engem Colloque op der Uni, wou d'Studenten an d'Studentinnen no esou enger Konnexioun gefrot hunn an dat och thematiséiert hunn.

De 6. Dezember 2018 ass den Här Bausch mat engem Nikloskaddo op Esch komm, mat der Presentatioun vun engem konkreete Projet. Elo, véier Joer méi spéit, stëmme mer de Projet de loi 8078 an dëse Freideg kann de Kaddo endlech och ausgepaakt ginn.

Dëse Projet ass e weesentleche Schrëtt no vir am Netz vun eisen nationale Vëlospisten zu Lëtzebuerg. Als CSV fanne mir eng direkt Vëlos- a Foussgängerbréck tëschent der Stad Esch an dem Quartier Université um Belval absolutt begréissenswäert, méi wéi noutwendeg a freeën eis iwwert dëse Projet.

Eng Rei Imprevuen, zousätzlech Aarbechten a geologesch an technesch Aspekter hunn awer leider derzou gefouert, dass de Budget fir dës Vëlos- a Foussgängerbréck huet missen ëm e ganzen Drëttel no uewen ugepasst ginn. Doduerch ass de Projet elo e gutt Stéck méi deier wéi ufangs geplangt a kascht de Staat insgesamt 47,5 Milliounen Euro. Dat ass schonn eng nennenswäert Enveloppe fir eng Bréck vun 1,9 km.

Mir sinn awer der Meenung, dass eng Vëlos- a Foussgängerbréck tëschent dem Belval an Esch d'Liewensqualitéit a puncto Mobilitéit zu Esch an natierlech och am Süden nach eemol e gutt Stéck verbessere wäert. Do denken ech virun allem un d'Studente vum Belval, déi esou op direktem Wee mam Vëlo oder ze Fouss op Esch fuere respektiv trëppele kënnen an ëmgedréit, an dat ganz am Sënn vum Encouragement vun der Mobilité douce.

Dofir ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun a freeë mech schonn op den nächste Freideg.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. Vun Esch-Uelzecht op de Belval an erëm zréck elo mam Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vun enger aler Industriefriche hin zu engem vun de modernsten a flottste Quartieren am ganze Süde vum Land, de Belval huet sech iwwert déi lescht Jore ganz vill entwéckelt. D'Europäesch Kulturhaaptstad Esch2022 mat hirem Headquarter zu Esch-Belval, déi wierklech en immense Succès war a wou mer dës Woch de Closing feieren, ass ouni Zweifel de virleefegen Héichpunkt vun dëser Entwécklung, déi awer iwwert déi nächst Jore konsequent weidergedriwwe wäert ginn.

Mir hu virun e puer Wochen op dëser Plaz iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat diskutéiert an do waren der och eng ganz Partie um Belval derbäi, wéi zum Beispill de Space Campus oder déi nei Europaschoul. Dëst sinn nëmmen zwee Beispiller vu ganz villen, déi weisen, wéi vill de Staat hei investéiert. Ech kéint och nach vun der Mëllerei oder der Massenoire am Kader vun Esch2022 schwätzen, vun den Nationalarchiven, déi heihinner kommen, oder dem séieren Tram, deen de Belval eng Kéier direkt mat der Haaptstad verbanne soll.

Déi nei Vëlosbréck tëschent dem Zentrum vun Esch an dem Belval ass e weidert wichtegt Puzzlesték, fir dëse Quartier nach méi staark ze valoriséieren an och nach besser un d'Géigend ronderëm unzebannen. Aus enger Mobilitéitsperspektiv ass dëse Foussgänger- a Vëloswee en absolutt zentraalt Element, wann ee bedenkt, dass de Belval bis elo nëmme ganz schlecht mam Vëlo oder per pedes ze erreechen ass.

Wann een awer wëll d'Leit derzou bréngen, méi op déi aktiv Mobilitéit ëmzeklammen, dann ass et evident, dass déi néideg Viraussetzunge geschaaft musse ginn. Dat bedeit näischt aneres wéi sécher Vëlosweeër, am beschte getrennt vum motoriséierten Trafick, wou d'Leit sech bequeem vun A op B kënne beweegen, esou wéi dat hei gemaach gëtt. Op dës Manéier wäert de Belval mat sengem Unis-Campus, mat de ville Studenten, déi sech daagsiwwer do ophalen, vill méi direkt mam Zentrum vun Esch verbonne ginn an dovu profitéieren natierlech Esch wéi och de Belval selwer.

Als DP si mir op alle Fall der Meenung, dass et e ganz flotte Projet ass, fir net ze soen, en eenzegaartege Projet, vu dass et jo ëmmerhin déi längste Vëlosbréck an Europa wäert sinn, wat dann och ouni Zweifel der ganzer Regioun wäert zeguttkommen. Et ass nämlech net just nëmmen en nëtzlechen a sënnvolle Projet, fir d'Mobilitéit generell an déi méi duuss Mobilitéit am Speziellen an der Géigend ze stäerken, mee et ass och do derniewent eng architektonesch Leeschtung, déi och aus enger Tourismusperspektiv eng reell Plus-value fir de Süde wäert duerstellen an de Süden nach eemol zousätzlech opwäert.

Ech wëll ausdrécklech der Regierung an dem Minister Bausch Merci soen, datt se dësen dach esou wichtege Projet fir Esch an de Süden nach am Kulturjoer 2022 fäerdeg kritt hunn. De Minister hat eis dat versprach an en huet Wuert gehalen. Datt elo d'Bréck en Dag nom 22. Dezember ageweit gëtt, ass och do irrelevant, well eise Kulturprojet jo nach laang net ofgeschloss ass. Den 22. Dezember ass net de Schluss, mee en neien Ufank.

Här President, dat gesot, wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Als Net-Escherin hunn ech natierlech hei eng ganz Partie Saache geléiert. Mee ech sinn awer och gewuer ginn, dass et effektiv de „Studentewee" ass, dee scho ganz laang Joren am Gespréich war an dee sech elo da schlussendlech hei mat dësem Projet zu engem grousse Vëlos-Studentewee, oder enger Passerell, entwéckelt huet. A bon, et ass laang drop gewaart ginn, elo ass en do.

Et ass e Prestigeprojet, wéi mäi Kolleeg, de Carlo Weber, et a senger Ried zu de grousse Projets d'infrastructure gesot huet. Et ass awer och e Projet, dee Lëtzebuerg als Vëlosland kéint promouvéieren an deen och vläicht als Touristenattraktioun kéint zielen. Ech gesinn et awer och esou ganz niewebäi, dass dëse Projet och e schéinen Incitatif kéint si fir d'Vëlosfueren en général.

An ech géif et awer och begréissen, Här Minister, wa méi kleng Projeten uechtert d'Land, wéi zum Beispill d'Verbanne vu klengen Dierfer mat eeben esou Vëlosweeër, och géife generéis ënnerstëtzt ginn, an dat net nëmmen an der Planung, mee och an der Exekutioun.

Merci och der Rapportrice, an ech gi selbstverständlech den Accord vu menger Partei zu dësem Finanzéierungsgesetz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass deem am Fong geholl näischt méi bäizefügen. Meng Virriedner hu jo och op den Notze vun dëser Bréck oder vun deem ganzen Trajet higewisen an och den historesche Werdegang ginn, wéi dat zustane komm ass.

An ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass et un der Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Der Rapportrice och vun eis aus e ganz grousse Merci fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir stëmme selbstverständlech och dësem Projet de loi zou, well mir d'Kreatioun vu separate Vëlospiste ganz wichteg fannen, fir datt d'Bierger/inne sech kënnen ouni Gefor vun A op B mam Vëlo deplacéieren. An ech mengen, an d'Virriednerin huet et och gesot, et ass och wichteg, datt op anere Plazen esou Konnexioune geschafe ginn.

An déi Konnexioun tëschent Esch an dem Belval ass besonnesch noutwendeg, well dës zwee Quartieren duerch eng Schmelz getrennt sinn. Verschidden Ausgaben, wéi d'Deplacementer eebe vu verschiddene Reseauen, koumen der ArcelorMittal ganz geneem. Mee hei kann een der Regierung awer absolutt kee Virworf maachen, well et wär soss net aneschters gaangen. Schliisslech huet ArcelorMittal missen d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn.

Erlaabt eis trotzdeem, eng ganz kleng Kritik auszeschwätzen. D'Konnexioun op Escher Säit ass am Moment nach absolutt net glécklech, well dës Vëlospist endegt hei eigentlech op engem Trottoir matzen an enger Strooss. Si geet net méi op enger gesécherter Vëlospist weider. Et ass mol keng gemoolt Vëlospist do. 2019 ass dëse Projet decidéiert ginn an 2020 ass en ugefaange ginn. A wärend all där Zäit ass keen op d'Iddi komm, datt esou e prestigiéise Projet net einfach kéint am Nirvana endegen, mee datt een einfach scho vläicht hätt kënnen drun denken, dee weiderzefëieren, well dee Vëloswee kéint gemitterlech duerch d'Victor-Hugo-Strooss de Belval mam Stadhaus zu Esch verbannen. An et wär eng super flott Iddi, wann dat och elo scho méiglech wär. Ech weess, datt de Projet weidergefouert wäert ginn.

Dann och nach eng ganz kleng Remark zu der Mobilité douce, notamment dem Foussgänger. Do kann den Här Minister eis vläicht direkt hëllefen. Oft gëtt et bei Chantieren, wou Trottoire gespaart ginn, keng Méiglechkeet fir e gesécherte Wee fir de Foussgänger, fir auszewäichen. An dat ass immens schued. Do misst een awer, wann dee Chantier securiséiert ass, och de Foussgängerwee securiséieren.

Ech ginn e Beispill, den CR110 zwësche Suessem a Käerjeng, wou jo elo de Bësch zum Deel ofgeholzt gouf. Do ass den Trottoir e ganzt Stéck gespaart. Dat ass awer déi eenzeg Méiglechkeet fir de Foussgänger, fir sécher op d'Gare ze kommen. An ëm dës Joreszäit, wou et awer mueres fréi an owes däischter ass, ass et net ganz flott, wann de Foussgänger do einfach iwwert d'Strooss muss trëppelen, fir da kënnen den Zuch ze huelen. A ganz oft ass et fir d'Leit déi eenzeg Méiglechkeet, wa se den Auto net wëllen huelen, well d'Busser net pünktlech si respektiv guer keng Busser fueren oder een iwwer 20 Minutten dann op deen nächste Bus muss waarden.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Chantal Gary fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir Piraten si bekanntlech net géint eng Vëlospist. Ech verstinn och alleguerten d'Argumenter, déi virgedroe gi sinn: fir d'Studenten, fir d'Verbindung tëschent Esch a Belval. Mee ech hunn et e bësse méi ënner engem finanziellen Aspekt gekuckt: Mir hunn e Projet, dee bei 34,5 Milliounen ugefaangen huet, deen awer elo, mat all de sécherlech gudden Argumenter, bei 47,5 Millioune lant. Dat ass een Drëttel méi! Jo, et ass heiansdo einfach ze soen, mat gudden Argumenter: „Mir brauchen dat. Dat soll onbedéngt kommen!", an da sinn da Präishaussen, wou vläicht och nach Leit mat dru verdénge lénks a riets.

D'Chamber seet jo: „Jo, et kann een et maachen." D'Chamber seet jo: „Jo", an dat ass eigentlech den Aspekt, wou ech un dëse Projet drugaange sinn, dass d'Chamber net an Zukunft ëmmer … Bei engem Drëttel! Also, et ware jo scho Projeten, déi mir Piraten och matgedroen hunn, wa mer vun 10 %, 20 % geschwat hunn – wat scho vill ass. Mir schwätze vu Milliounen! Mee hei sinn et carrement 13 Milliounen, déi et méi ginn ass, vu 34,5 erop. An dofir wäerte mir haut eeben net kënnen eis Zoustëmmung ginn, fir de Budget ze erhéijen.

Mir fannen de Projet a sech gutt. En hätt vläicht missen anescht geplangt ginn. Et hätt een et missen anescht ugoen. Et hätt ee vläicht och anescht misse mat ArcelorMittal schonn am Viraus kucken. Ech mengen, dat Stolwierk war jo do, ier d'Vëlospist geplangt ginn ass, dann hätt een do scho mol misse kucken. Et hätt ee misse kucken: Wann déi e Sichtschutz wëllen, ob een net déi vläicht kann doru participéiere loossen, wat och ëmmer!

Mir hunn et ënner engem finanziellen Aspekt gekuckt, dass net einfach ëmmer en neie Vott ka komme fir ze soen: „Hei, et gëtt méi Geld!" Well et wäerten nach vill esou Fäll kommen. Et wäerte vill Leit, natierlech och Entrepreneuren, dobaussen nolauschteren a soen: „Mir maachen déi Präishaussen, et gëtt méi, dat ass op Gemengenniveau, dat ass op Staatsniveau." Vum finanziellen Aspekt hier géif et der Chamber vläicht och eng Kéier guttdoen, dann ze soen: „Mir bremsen e bëssen." D'Finanze wuessen eeben net bis an den Himmel!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. A merci der Madamm Rapportrice fir de Rapport an allen Deputéierte fir hir Beiträg.

Dee Projet hei, mat deem huele mer eppes no, wat menger Meenung no verpasst ginn ass, wéi d'Verkéiersplanung geplangt ginn ass tëschent Esch a Belval, an och an Esch an och um Belval. Wann ech dat soen, dann ass dat net e Reproche, deen ech wëll maachen un d'Vergaangenheet, mee et ass eng Feststellung.

An et ass esou, datt, wann Der urbanistesch kuckt, wat um Belval geschitt ass – wat jo, wou mer eis jo alleguer eens sinn, eng super Saach ass –, da muss ee soen, datt dat natierlech problematesch ass, well een domadder een neien Deel vun Esch extreem attraktiv gemaach huet an awer keng Méiglechkeet haut besteet fir e Foussgänger oder e Vëlofuerer, fir sech ze Fouss dohinner ze deplacéieren, obschonn et eigentlech net esou wäit ewech ass. An dat geet natierlech op d'Käschte vum, loosse mer soen, alen Esch oder historesch gewuessenen Esch, wann dann dee Quartier an deen Zentrum och drënner ze leiden hunn, well um Belval natierlech elo vill Aktivitéite sinn, well natierlech Dausende vu Studenten do sinn, well et Proffe sinn, déi do sinn. A wann déi bis d'Méiglechkeet hunn, fir bequeem, schnell ze Fouss oder mam Vëlo sech ze deplacéiere vum neien Esch an dat historesch gewuessent Esch, da maache se dat natierlech vill éischter an da wuessen doduerjer och déi zwee Zentren eigentlech zesummen.

An duerfir sinn ech frou, datt mer dee Projet do hikritt hunn an deem Zäitraum, dee mer virgesinn haten. An do wëll ech och berouegen, wann hei gesot gëtt, et sollten och esou Projete fir aner Regiounen am Land gemaach ginn: Dat geschitt! Ech wëll drun erënneren, datt mer 600 km Vëlospist am Bau oder an der Planung oder an der Virplanung hunn.

Just fir Iech der zwee opzezielen: Dat eent ass d'Venn-Bunn vun Ëlwen op Clierf, dat ass éischter am ländleche Raum. Dat ass och en deiere Projet. Dee läit, wann Der herno wäert gesinn, wat deen am Total kascht, vläicht net grad hei, awer net méi esou wäit ewech.

Mee en anere Projet ass awer och a méi enger ländlecher Regioun. Do war ech gëschter. Et sëtzt jo ee Vertrieder heibanne vum Gemengerot vu Wuermeldeng, dee weess dat ganz genau, datt och an der Muselgéigend änlech Projete sinn. Och déi hunn hire Präis. Mee dat ass awer alles gutt, datt mer dat maachen,

a richteg. De Vëlo, dee muss seng Plaz am stättesche Raum hunn – an och de Foussgänger –, mee e muss en natierlech och am ländleche Raum hunn. Do gëtt en natierlech aneschters genotzt wéi vläicht am stättesche Raum oder a méi urbanen Zentren. Mee en huet awer och do seng Wichtegkeet, well mir hu jo festgestallt am Plan national de mobilité duerch d'Erhiewung, déi mer gemaach hunn an der Luxmobil-Studie 2017, datt zu Lëtzebuerg 50 %, oder souguer e bësse méi wéi 50 % vun allen Deplacementer, déi mer am Land maachen, Deplacementer sinn ënner fënnef Kilometer, déi sech also fantastesch eegnen, fir ze Fouss ze goen oder fir de Vëlo ze huelen.

Natierlech, mir hu jo och déi Fro gestallt 2017, wat dann d'Leit dovun ofhält, fir dat méi ze maachen. An do koum d'Äntwert unisono, ech mengen, iwwer 80 % waren et: Sécher Infrastrukture feelen. An dat hei ass en Deel dovunner, duerfir maache mer dat. An duerfir, mengen ech, ass dat och verdéngt an och richteg, datt d'Chamber dat Gesetz haut wäert stëmmen.

Zum Käschtepunkt, do wollt ech och nach eng Kéier drun erënneren … An ech kommen dann nach op d'Remark ze schwätze vum Här Goergen, firwat dat hei méi deier ginn ass, fir him ze soen, datt dat, wat hien hei argumentéiert, sécherlech net zoutrëfft fir dat hei. Mee ech wëll awer virun allem mol soen: Wann ech eng Vëlospist bauen an ech vergläichen dat mat enger Autosspuer – a wann ech dat soen, da soen ech dat net, Dir kennt mech jo, well ech géint den Auto sinn, mee et ass einfach e Verglach, dat ass e faktesche Verglach! –, do gëtt et nëmmen zwee Verkéiersmëttelen an eiser Gesellschaft, wou et de Fait ass, datt et, wann ee sech esou deplacéiert, entweeder ze Fouss oder mam Vëlo, fir d'Gesellschaft eigentlech méi bréngt wéi dat, wat et d'Gesellschaft kascht. An dat ass eeben: ze Fouss goen an de Vëlo!

A wann Der de leschte Bulletin elo kuckt vu ProVelo, där Associatioun, déi sech jo zu Lëtzebuerg asetzt fir d'Förderung vum Vëlo, déi hunn am Kontext vun dësem Projet eng Etüd aus Holland – vu Leuven – zitéiert, déi ech och kennen, an ech si frou, datt se dat gemaach hunn an erausgeschriwwe hunn. Do hu se genau zitéiert, wat et kascht a wat et bréngt, wann ech ee Kilometer Vëlospist bauen oder Vëlosbréck baue par rapport zu engem Kilometer Vëlospist a Vëlosbréck an Auto.

An et ass kloer, wann Der an där Etüd da liest, datt, wann 100.000 Mënschen en deegleche Wee vu fënnef Kilometer – wat jo dann deen typeschen ass, dee mer zu Lëtzebuerg, wéi gesot, iwwer 50 % maachen – zréckleeë fir op d'Aarbecht, Schoul, Fräizäit, wat och ëmmer, da bedeit dat e Gewënn vun 196 Milliounen Euro pro Joer, falls se dat mam Vëlo oder ze Fouss maachen. Mam Auto kascht et d'Gesellschaft! Niewent dem Fait, datt natierlech jiddwereen, deen Auto fiert, och Steiere bezilt, ass et jo awer esou, déi Steieren, déi mer all do bezuelen, esougutt d'Akzisen um Bensinn wéi och d'Autossteier, dat geet net duer, fir den Trajet vun A no B, deen ech maachen, ze bezuelen. D'Allgemengheet leet d'office ëmmer en Drëttel do drop. Dat ass esou.

Dat ass elo net …, ech wëll dat net hei moralesch soen, ech fuere jo selwer och Auto, dat huet näischt domat ze dinn. Mee et ass einfach, fir eng Feststellung ze maachen a fir ze ënnersträichen, datt, wa mer eppes investéiere fir de Foussgänger a fir de Vëlo, dat ass d'office ëmmer en Nettogewënn fir d'Gesellschaft!

(Interruption)

Zum Projet hei: Et kann een natierlech elo laang driwwer diskutéieren, ob 47 Milliounen ze vill sinn oder ze wéineg sinn. Just fir Iech awer ze soen: Wann Der ee Kilometer Autosbréck baut, da kascht dat 70 Milliounen Euro, fir eng zweespuereg Autosbréck. Ee Kilometer vun dëser PC8 kascht 27 Milliounen. Dat heescht, dat ass, jo, also manner wéi d'Hallschent. Mee denkt drun, wat ech virdru gesot hunn: datt de Fait, datt ech dat bauen, an déi, déi do driwwerfueren, souwisou e Gewënn si fir d'Gesellschaft. Dat ass donc eng Win-win-Situatioun, déi mer hei produzéieren, déi einfach formidabel ass. An doriwwer kann ee sech eigentlech nëmme freeën!

An zu de Méikäschten, déi hei entstane sinn: Natierlech kann d'Chamber ëmmer decidéieren, Nee ze soen. Well wat ass hei geschitt? Hei ass et jo warscheinlech esou, wann dat hei vun Ufank un e Projet vun, loosse mer soen, 41 Millioune gewiescht wär, da wär jo e Gesetz gemaach ginn. Dann hätt d'Chamber jo och dat gestëmmt, dat Gesetz, oder och net gestëmmt, wéi och ëmmer. Mee dann hätt d'Chamber sech jo awer dee Moment ausgeschwat iwwert d'Utilitéit an den Notzen an de Sënn vun deem Ganzen. An et ass jo net, datt dee Projet hei méi deier ginn ass, well iergendeppes Neies derbäikomm wär – wéi soll ech soen? –, well mer elo, ech weess net, op eemol gëlle Gelännere gemaach hätten! Mee et ass, well geologesch Epreuvë festgestallt hunn – well mir fueren duerch en ArcelorMittals-Terrain, a fir déi, déi ze dinn hate mat dem Belval a mat de Gebaier …

Jo, Dir kënnt de Kapp rëselen, Madamm Arendt, dat ass d'Realitéit!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dofir fannen ech et wichteg, datt …

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, an duerfir ass et jo och richteg, datt ech och erklären, wéi d'Realitéit ass, vläicht. Dat ass awer och vläicht noutwendeg, datt ee sech dat dann unhéiert.

Dir kënnt jo och emol mäi Virgänger froen, dee sëtzt jo bei Iech an de Reien, deen huet jo och laang um Belval geschafft, wéi d'Stabilitéit um Terrain, op de Frichen um Belval ass an op de Schmelzgebitter, a wat een do fir Iwwerraschunge kritt. De Claude Wiseler hat a senger Amtszäit, wéi do gebaut ginn ass, op eemol e Risekrater virfonnt, dee kee konnt virausgesinn, scho guer net hien, mee och mol net d'Ingenieuren. Dir befannt Iech do op engem industriellen Terrain mat Industriebroochen. An noutgedrongen, wann Der do op eemol bis wierklech buere gitt, da kommt Der op Plazen, wou Der Iwwerraschunge wäert kréien!

Dat heescht jo awer elo hoffentlech net – an do si mer eis jo awer warscheinlech eens, well wa mer eis net eens wären, dann hätte mer um Belval och näischt dierfe bauen –, datt mer duerfir näischt do solle maachen. Mee dat wësse mer einfach! An da kann ee jo net herno soen, oder ech géif op alle Fall d'Chamber do virdru warnen, wa mer e Projet um Belval maachen, och an Zukunft, a mir stellen dat fest, datt mer da géife soen: „Mir stoppen de Projet", a mir loossen et an der Landschaft stoen, mir rappen et erëm hallef of! Dat ass jo alles net seriö!

Hei ass e Projet méi deier gi wéinst geologesche Schwieregkeeten. An duerfir sinn déi Suen och gutt investéiert, déi mer do gebraucht hunn, well mir hunn déi missen investéieren, fir datt mer d'Stabilitéit garantéieren. Dat ass deen eenzege Grond, gréisstendeels de Grond vun deem Méi, wat dat hei kascht huet.

Ech soen allen Deputéierten, déi sech däers bewosst sinn, wéi wichteg dee Projet ass, an dat sinn der ëmmerhin an dëser Chamber jo awer, wann ech richteg gezielt hunn, 58, duerfir e ganz grousse Merci fir hir Zoustëmmung.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister. Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat war kuerz fir déi 58 an enk fir déi zwee.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Minister. Ech versti jo Är Argumentatioun. Ech hunn et jo och nach eng Kéier ausgerechent: Et si 5.000 Euro de Meterkaree. Zum Verglach: Déi zweetlängst, déi mer jo elo wäerten ofléisen, dat waren 800 m fir 600 Milliounen (veuillez lire: fir 6 Milliounen). Mee bon!

Mee wat ech awer net ka stoe loossen, ass, dass Der sot, et wär „just" wéinst dem Terrain. Well souguer an Ärem Rapport steet: „augmentation généralisée des coûts de construction et en particulier […] des matériaux de construction". Dat heescht, et ass en Ensembel, wéi ech och virdrun a menger Ried gesot hunn. Et ass net esou, dass een elo einfach seet: „Et war ‚just' wéinst dem Terrain." Ech soe jo net, Dir hätt gëlle Gelännere geholl!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Wat heescht dat dann? Heescht dat dann, Här Goergen, datt Der, wann Der an Zukunft eng Schoul baut a wa wéinst Materialknappheet d'Material méi deier gëtt, da sot: „Mir bauen d'Schoul net fäerdeg", oder wat? Ass dat Är Argumentatioun, oder wéi?

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, dat ass net eis Argumentatioun. Ech hunn Iech virdru schonn erkläert, dass mer eng allgemeng Vue dorop hunn. Mir haten déi selwecht Diskussioun jo scho beim Satellitt. Dee stoung och scho mat Milliounen dran an dunn, fir weiderzemaachen, fir en net falen ze loossen, sidd Der mat där selwechter Argumentatioun komm.

Hei ass et och erëm dat selwecht: ëmmer, ëmmer, ëmmer méi! Jo, et kann een déi Politik weiderféieren. Mir soen eebe fir déi Politik: Et muss een och eng Kéier kritesch op déi Finanze kucken! An dat ass de Punkt! Et kann een natierlech ëmmer soen: „Soss ass et verluer!" Jo, dat kann een ëmmer. Mir kucken dat méi kritesch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech fannen et e bëssen aberwitzeg, fir dat ze vergläiche mat engem anere Projet, deen am Espace soll stattfannen. Mee bon! Et ass awer egal. Dat ass dem Här Goergen seng Argumentatioun. Dat muss hie mat sech selwer ausmaachen.

Hei geet et ëm eng Vëlosbréck, e Bauwierk op der Äerd, wat quasi fäerdeg ass a wou mer duerch, wéi gesot, eng Rei Grënn, geologesch Grënn gréisstendeels, déi dote Schwieregkeeten hunn. Mee nujee, ech kréien net jiddwereen iwwerzeegt! Dat ass och net mäi But, fir jiddwereen ze iwwerzeegen. Ech si frou, datt hei 58 Deputéierter verstänneg sinn an derfir stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8078. Den Text steet am Document parlementaire 8078[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8078 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8078 ass mat 58 Jo-Stëmmen, nee, 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8078 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 8.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.08 heures.)

25e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 73
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7575 – Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution** p. 73
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Léon Gloden
   Discussion générale : M. Léon Gloden (interventions de M. Fernand Kartheiser) | Mme Simone Beissel | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de Mme Josée Lorsché) | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7575
3. **7863A – Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
   2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
   3° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
   4° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;
   5° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
   6° la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise p. 76
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7863A et dispense du second vote constitutionnel
4. **7940 – Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Riga, le 22 octobre 2015, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature, à Varsovie, le 16 mai 2005** p. 80
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7940 et dispense du second vote constitutionnel
5. **7960 – Projet de loi portant règlement des conflits d'attribution et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle** p. 81
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7960 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8076 – Projet de loi portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation** p. 83
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8076 et dispense du second vote constitutionnel
7. **Ordre du jour** p. 84
   M. Fernand Etgen, Président
8. **7758 – Projet de loi portant**
   1) mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et
   2) modification de la loi du 1er août 2018 portant
   1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ;
   2° modification du Code de procédure pénale ;
   3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale p. 84
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7758 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : Mme Sam Tanson, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 08.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, Ministre | Nee, Här President.

2. 7575 – Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Verfassungsofännerung 7575, déi d'Kapitel 6 iwwert d'Justiz ofännert. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun der Verfassungsofännerung, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Léon Gloden (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut a muer ass e grousse Moment hei am Haus vum éischte Pouvoir: Mir stëmmen am zweete Vott déi véier Kapitele vun der Verfassungsreform, sou wéi et am Artikel 114 vun der aktueller Verfassung virgesinn ass – tëschent dem éischten an dem zweete Vott mussen op d'mannst dräi Méint leien.

Mam zweete Vott haut vum Justizkapitel a muer vun de Kapitele vun deenen anere Kolleege wäerten d'Renovatiounsaarbechte vum Haus Lëtzebuerg ofgeschloss ginn. En Haus, wou ee sech doheem fillt. En Haus, wou ee sech wuel fillt. En Haus, wou ee gär Leit bei sech doheem empfänkt. En Haus mat der modernster Technik, wat deen neiste Bëton huet, fir déi verschidde Stäck zesummenzeschweessen.

Wéi bei engem Bau vun engem Haus ware vill Handwierker dru bedeelegt, hu matenee geschafft, fir datt de Stroum, d'Waasser, d'Energie vun ënnen no uewen a vun uewen no ënne fléisst. Fir d'éischt waren d'Chef-de-chantiere vun dëser Verfassungsreform de Paul-Henri Meyers an duerno den Alex Bodry. Haut sinn d'Chef-de-chantieren de Mars Di Bartolomeo, de Charles Margue, d'Simone Beissel an ech selwer.

Ech kommen dann nach eng Kéier kuerz op d'Justizkapitel zréck. Am éischte Vott hu mer dëst Kapitel den 20. Oktober 2021 gestëmmt. A wéi d'Verfassung et och virgesäit, kënnen tëschent dem éischten an dem zweete Vott keng Modifikatioune gemaach ginn, soudatt mer haut dee selwechten Text zum zweete Vott hunn.

A wéi ech déi lescht Deeg meng Ried nogelies hunn zum éischte Vott, ass mer nach eng Kéier bewosst ginn, datt mer mam Justizkapitel e grousse Schrëtt no vir gemaach hunn. Et ass déi éischte Kéier, datt an der Verfassung vun eisem Land d'Independance, d'Onofhängegkeet, vun der Justiz drasteet. Déi deklinéiert sech iwwer dräi Punkten. Deen éischte Punkt ass, datt déi éischte Kéier d'Notioun vum Pouvoir judiciaire tel quel am Justizkapitel steet. Den zweete Punkt ass, datt eng kloer Trennung ass tëschent op där enger Säit de Riichteren, déi um Fong d'Decisioun huelen, an op där anerer Säit de Membere vum Parquet. Den drëtte Punkt ass, datt ganz kloer an der Verfassung steet, datt d'Riichteren inamovibel sinn.

Da loosst mech och nach eng Kéier kuerz op dee Punkt vun der Onofhängegkeet vum Parquet agoen; e Punkt, deen am Kader vun de Verfassungsaarbechte vill diskutéiert ginn ass an deen och eng Evolutioun kannt huet.

Mir hu finalement zréckbehalen, datt de Parquet eng Indépendance relative huet. Dat heescht, de Parquet kennt de Prinzipp vun den Opportunités vun de Poursuitten, dat heescht, et ka keen dem Parquet virschreiwen, e soll oder soll net géint eng prezis Persoun oder Grupp vu Persounen enquêtéieren. Mee vu datt in fine de Justizminister oder d'Justizministesch politesch responsabel ass, hu mer festgehalen, datt de Justizminister e Pouvoir de direction général huet.

An ech betounen och nach eng Kéier, datt dat ganz kloer ass: Dat ass am Aklang mat den europäeschen Texter. D'Commission de Venise huet dat nach eng Kéier ënnerstrach an engem vun hire Rapporten, wou se gesot hunn: „Et gëtt net eng eenzeg Solutioun fir d'Onofhängegkeet vum Parquet, mee déi ass verschidde verfaasst an deene verschiddenen europäesche Länner." Och de Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert den État de droit hei zu Lëtzebuerg huet dat kierzlech nach eng Kéier confirméiert.

An dann déi grouss Pièce maîtresse vum Verfassungschapiter ass d'Kreatioun vum Conseil national de la justice, vum Nationale Justizrot, wou mer jo dann de Mëtteg och d'Gesetz hei am héijen Haus stëmmen. Et ass eng Iddi, déi och scho laang diskutéiert ginn ass an der lëtzebuergescher Gesellschaft. Ech wäert elo net am Detail dorobber agoen, mee dann de Mëtteg am Kader vum Projet de loi.

Dann hu mer och nach eng Kéier déi grouss Prinzippien, déi e Prozess regéieren, am Justizkapitel zesummegefaasst, besonnesch den Délai raisonnable – ech hat et deemools am Oktober gesot: en Délai raisonnable, deen de Lëtzebuerger Staat och net ëmmer respektéiert huet, well et gëtt do eng Rei Condamnatiounen zu Stroossbuerg.

Da wëll ech och nach eng Kéier widderhuelen, datt d'Urteeler am Numm vum Grand-Duc exekutéiert ginn an datt mat dësem Vott a mat deem Gesetz, dat mer dann och haut stëmme wäerten, d'Verfassungsgeriicht d'Attributioun kritt, fir eventuell Konflikter tëschent op där enger Säit de Juridictions judiciaires an op där anerer Säit de Juridictions administratives ze tranchéieren.

Här President, ech erlabe mer dann, direkt virunzefueren als Spriecher vun der CSV.

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Rapporter villmools Merci fir säi Rapport a ginn elo dem Fraktiounssprecher d'Wuert.

Une voix | O!

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech wéilt da kuerz nach eng Kéier op déi Thematik agoen, déi ronderëm déi ganz Verfassungsdebatt war, iwwert de Referendum.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Aha.

M. Léon Gloden (CSV) | Lauschtert gutt no, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma ganz sécher, Här Gloden. Dir mer och herno.

M. Léon Gloden (CSV) | Et ass e Sujet, dee kontrovers diskutéiert ginn ass innerhalb vun de Parteien, ausserhalb vun de Parteien, mat der Gesellschaft zesummen, an der Chamber, an de verschiddene Kommissiounen hei. Dat ass eng Méiglechkeet, fir eng Verfassung iwwer e Referendum ofseenen ze loossen. Finalement ass déi Léisung net zréckbehale ginn.

An awer ass permanent Poleemik doriwwer entstanen. A besonnesch d'ADR huet vu senger Méiglechkeet, wéi se virgesinn ass, Gebrauch gemaach, fir dunn eeben déi Debatt ze lancéieren. A wéi se do net duerchkomm sinn, och mat der Petitioun, déi déi 25.000 Ënnerschrëften net erreecht hat – et waren der 18.645 ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Déi ass net vun eis!

M. Léon Gloden (CSV) | Et si Membere vun Iech, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee!

M. Léon Gloden (CSV) | ... déi se lancéiert hunn. An ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, däerf ech dem Här Gloden eng Fro stellen?

M. Léon Gloden (CSV) | An ... Lauschtert no!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo nee, mee ech wollt Iech eng Fro stellen.

M. Léon Gloden (CSV) | Nee, nee. Ech schwätzen ...

M. Fernand Etgen, Président | Mee den Här Gloden huet gesot, Dir sollt him nolauschteren.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Léon Gloden (CSV) | Lauschtert no!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Gloden huet d'Wuert. Dir hutt et gefrot an Dir hutt et nach net kritt.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Léon Gloden (CSV) | An duerno ... An duerno ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Déi ass net vun eis, déi Petitioun, dat ware Membere vun der CSV, déi déi lancéiert hunn, net vun der ADR! Voilà!

M. Léon Gloden (CSV) | Et waren der och ..., vun Iech ënnerstëtzt ginn. An duerno hutt Der déi Prozedur declenchéiert iwwert den Député-initiateur.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Léon Gloden (CSV) | Beim Justizkapitel waren et aacht Ënnerschrëften: déi vun Iech, vun de Piraten a vun déi Lénk. Finalement beim Justizkapitel si just 7.397 Ënnerschrëften zustane komm.

Beim Kapitel iwwert d'Monarchie ass de Bréif just nach vu véier Deputéierten ënnerschriwwe ginn: vun den Deputéierte vun der ADR-Fraktioun. Do ware finalement just nach 1.652 Ënnerschrëften an de Gemengen deponéiert ginn.

Beim Kapitel vun der Kolleegin Simone Beissel: erëm eng Kéier e Bréif vun der ADR, fir d'Prozedur ze declenchéieren, mat Äre véier Ënnerschrëften. An de Gemengen hu just nach 966 Leit ënnerschriwwen.

A finalement beim Kapitel Charles Margue, do war just nach eng Ënnerschrëft um Bréif. Dat heescht, den Här Kartheiser ass emol net vu sengen eegene Leit méi ënnerstëtzt ginn, fir déi Prozedur ze declenchéieren.

(Interruptions)

A finalement waren et op de Gemenge 436 Ënnerschrëften.

Derbäi kënnt: An der Reglementskommissioun, wou mer eng Rei Texter ausgeschafft hunn, déi mussen a Kraaft trieden no dem Vott vun der Verfassung, huet och ënner anerem den ADR-Deputéierte Roy Reding déi Propositioune mat ënnerschriwwen, och mat dru geschafft, gutt mat dru geschafft. A mir haten do d'Unanimitéit an der Reglementskommissioun.

Duerfir, Här President, mengen ech, muss een och mat dëser Debatt eng Kéier kloer soen: D'Leit

dobausse wollte finalement net dat, wat d'ADR op populistesch Manéier declenchéiert huet, wéi se populistesch probéiert huet, e Rass an d'Gesellschaft ze bréngen. Ech erënnere just drun un déi Reunioun, déi mer am Tramsschapp haten, wou mer praktesch herno missten ënner Polizeischutz erausgoen.

(Interruptions)

Ënner Polizeischutz erausgoen, Här Kartheiser, ënner Polizeischutz erausgoen!

(Interruptions)

Ech hätt ni geduecht, datt en Deputéierten aus dësem Haus misst ënner Polizeischutz aus enger ëffentlecher Reunioun goen. Dir hutt de Populismus op d'Spëtzt gedriwwen an haut drot Der d'Fraisen!

Dëst gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da kritt d'Wuert déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, gudde Moien alleguerten. Sou wéi de Léon Gloden freeën ech mech och immens, haut virun Iech op dëser Tribün ze stoen, well et ass haut en historeschen Dag fir eis Institutiounen, an net nëmmen haut, mee och muer, well mer dann endlech wäerten den zweete Vott vun de verschiddene Kapitele vun der Verfassung hoffentlech iwwert d'Bün kréien.

Komme mer kuerz zum Kapitel Justiz. Fir d'éischt wëll ech natierlech dem Rapporter Léon Gloden häerzlech Merci soe fir säin exzellente Rapport. Mee ech wëll och den anere Corapportere Merci soen, dem Mars Di Bartolomeo an dem Charles Margue, an iwwerhaapt alleguerten de Kolleege vun der Institutiounskommissioun, well mer hunn alleguerten zesummen un dësen dach heiansdo kniwwelegen Texter geschafft, fir en uerdentleche Schlusstext erauszekréien.

Här President, eng konstitutionell Monarchie kombinéiert mat enger parlamentarescher Demokratie kann nëmmen optimal fonctionéieren, wann d'Grondprinzippie vum Rechtsstaat, an dat heescht ipso facto de Schutz vum Bierger, garantéiert sinn.

De Léon Gloden huet Iech exzellent d'Eckwäerter vun dem Kapitel Justiz virgedroen, dat mer den 20. Oktober 2021 am éischte Vott hei mat der Zweedrëttelmajoritéit duerchkritt hunn. Duerfir wäert ech mech bornéieren, e puer Punkten erauszehiewen, déi mer extra um Häerz leien.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer och gëschter d'Diskussioun hate mat dem Rapport vum Nathalie Oberweis, dass dat ganzt Kapitel Justiz an iwwerhaapt eis ganz Texter vun der Verfassungsrevisioun natierlech op de groussen internationale Konventioune foussen, dat heescht d'UNO-Konventiounen an haaptsächlech och d'Europäesch Mënscherechtskonventioun vun 1950 an déi europäesch Charta vun de Grondrechter. An ech wëll nach eng Kéier soen: Dir kennt all den Artikel 6 vun der Konventioun vun 1950. Bien entendu foussen all d'Texter, an och d'Texter vun haut, op dem Artikel 6 mam Procès équitable, mam Délai raisonnable, mat der Impartialité vun de Jugen. Doniewent fousse se op de Principegénéralle vum Droit communautaire direct an dérivé wéi de Principe de précaution, de Principe de proportionnalité an esou weider. Dat emol, fir Iech eng Mise au parfum ze maache vun de Preliminairë vun dësem Text.

Da kommen ech op e puer Punkten zréck, de Léon Gloden huet se zwar scho gesot, mee et mécht richteg Pleséier, fir se dann nach eng Kéier ze soen: Éischtens emol gëtt endlech ..., well eist ganzt Land funktionéiert säit dem 19. Joerhonnert nom System vun der Séparation des pouvoirs, mee ausser de Jurisprudenzen, notamment vun de Verwaltungsgeriichter, steet et awer ni offiziell am Text. Elo gëtt de Pouvoir judiciaire offiziell hei endlech consacréiert als éischte Punkt.

Zweete Punkt: Net nëmmen d'Independance vun de Magistrats du siège, dat heescht de Riichter, déi d'Urteeler schreiwen, gëtt consacréiert, mee endlech an no villen Diskussioune gëtt dann och d'Independance vum Ministère public – an ech muss soen, de Léon huet dat gutt beschriwwen – no enger Lëtzebuerger Formel zréckbehalen, dat heescht eng Formel, wou sou gutt d'Leit vum Parquet wéi awer och vum Justizministère kënnen dermat liewen.

Dann, drëtte Punkt: Endlech kréie mer e Conseil national de la justice. Da setze mer eis erëm an de Peloton de tête vun de Länner ronderëm mat uerdentleche Rechtssystemer; e Conseil national de la justice, dee wierklech, wéi gesot, de ganze Justizapparat net nëmme stäerkt, mee och hir Autonomie verankert, wou se wierklech kënne selwer déi wichteg Decisioune fir hire ganzen Apparat huelen.

Dann, et ass och scho gesot ginn, Statut de la magistrature. Lauter Gesetzer, déi mer haut wäerte stëmmen an déi ganz wichteg sinn.

D'Verfassungsgeriicht: Dir wësst, mir waren do net am Peloton de tête, mee mir waren déi Allerlescht, wéi mer 1997 endlech e Verfassungsgeriicht kritt hunn, well virdrun hei an deem héijen Haus siwemol d'Verfassung esou violéiert ginn ass, dass all Jurist hei zu Lëtzebuerg Kreesch gedoen huet a gesot huet: „Wa mer net geschwënn e Verfassungsgeriicht kréien, da sti mer international net méi do wéi en uerdentleche Rechtssystem!"

Si sinn do agesat ginn. Am Ufank war vergiess ginn – an dat ass awer elo alles nogebessert ginn –, fir niewent de Membres effectifs och Membre-suppleanten anzesetzen. A mir hate jo leschte Kéier virun zwee Joer e Knackpunkt, wou op eemol d'Verfassungsgeriicht net méi konnt tagen, well se net méi en nombre waren. Elo hu mer néng effektiv Riichteren, siwe Suppleanten. Mee doniewent ass eppes ganz Wichteges geschitt: D'Verfassungsgeriicht war ëmmer frustréiert. Si hunn Arrête geholl an da sinn déi u sech Lettre morte bliwwen, well se net suivi d'effet waren. Elo an dësem Text duerch e reelle Paradigmewiessel kritt d'Verfassungsgeriicht d'Recht, fir an engem kuerzen Delai, wou si awer kënnen appreciéieren, wéi wichteg et ass, dass dat geschitt, hir Arrête mat Effet an d'Realitéit ëmzesetzen.

Also, ech maachen nach eng Kéier de Fazit: An der Verfassung ass elo de ganze Justizapparat duerch de Fait, dass och déi nei Organer kreéiert gi sinn, ganz vill gestäerkt. Et gëtt vill méi kloer, et gëtt méi transparent, et gëtt méi visibel a méi lisibel. An dat bedeit automatesch e bessere Schutz fir eis Bierger, well dat muss awer och d'Zil vun all guddem Rechtssystem a vun all guddem Rechtsstaat sinn.

Dat ganzt Kapitel ass eng Plus-value fir eis Justiz. Wéi gesot, nach eng Kéier: Mir kënnen elo behaapten, dass mer och international erëm rechtssystemméisseg am Peloton de tête sinn. An dofir bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech suivéieren zënter bal zwee Drëttel vu mengem Liewen eis Politik an ech hu vill materlieft a mat däerfe gestalten a grad dofir sinn déi definitiv Ofstëmmungen iwwer eis Verfassungsrevisiounen, déi fir haut a muer programméiert sinn, fir mech eppes ganz Aussergewéinleches, dat mat villen Emotioune verbonnen ass.

Dat ass net verwonnerlech, well et Verfassungsrevisiounen an deem Ausmooss an deene leschten 150 respektiv 175 Joer nach net ginn ass. No bal 20 Joer Aarbecht bréngen mer déi Revisiounen an den Hafen. Dobäi vergiesse mer déi exzellent Aarbecht vun eise Virgänger an déi konstruktiv Zesummenaarbecht op der leschter Ligne droite net!

E grousse Merci an och Respekt un eis Virgänger un der Spëtzt vun der Institutiounskommissioun, de Paul-Henri Meyers an den Alex Bodry, an all eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi mat vill Kompetenz der Institutiounskommissioun zur Säit stoungen.

Haut steet also dat éischt vu véier Kapitelen, dat der Justiz gewidmet ass, zum Vott. De Rapporter Léon Gloden, deem ech villmools Merci soen, net nëmme fir säi Rapport, mee och fir déi kompetent Zesummenaarbecht an der Kommissioun, huet déi wichteg Neierunge kuerz virgestallt. Sou gëtt d'Onofhängegkeet vun der Justiz eng éischte Kéier an der Verfassung betonéiert. De Conseil national de la justice, den neien Artikel 90 (veuillez lire: den neien Artikel 107), soll iwwert e gudde Fonctionnement vun der Justiz waachen, fir dass d'Justiz optimal ka fonctionéieren. D'Garantië fir d'Leit virun der Justiz, d'Présomption d'innocence, d'Onscholdsvermuddung, gëtt eng éischte Kéier festgehale souwéi och d'Anhale vu vernënftegen Delaien.

Et ass een also sou laang onschëlleg – dat schéngt eng Evidenz sinn, mee et ass besser, wann et an enger Verfassung och esou steet –, bis ee schëlleg gesprach ginn ass. An duerch räsonabel Delaie soll verhënnert ginn, datt e Mënsch virun der Justiz wärend Joren op en Urteel muss waarden, wat leider an der Vergaangenheet och allze oft virkomm ass.

Et gouf vill a kontrovers iwwert dëst Kapitel diskutéiert an am Endeffekt hu mer eis op gutt Kompromësser konnten eenegen, mat guddem Wëlle vun alle Säiten.

Mir hunn et och fäerdegbruecht, d'Gesetzer iwwert de Conseil national de la justice an de Statut vun de Riichteren, wat wichteg Elementer sinn, déi an der Verfassung virgesi sinn, gläichzäiteg an dësem Haus mat dem Kapitel iwwert d'Justiz virzeleeën, wat essentiel war, soudass mer dat och gläichzäiteg mat der Akraaftsetzung vun der Verfassung kënnen an d'Realitéit ëmsetzen. Dofir all deenen, déi dat erméiglecht hunn, well dat war net esou evident, de Mataarbechter a Mataarbechterinnen an dem Justizministère, de Leit aus der Justiz an dem Conseil d'Etat, net ze vergiessen, en häerzleche Merci. Heiansdo huet et geklemmt, mee am Endeffekt, mat e bëssen Ueleg, ass et gaang!

An da kommen ech schonn zur Konklusioun, well de Léon Gloden déi Haaptelementer nach eng Kéier méi detailléiert virgestallt huet wéi ech. Meng Fraktioun, d'LSAP, wäert dat neit Justizkapitel mat grousser Iwwerzeegung fir d'zweet stëmmen, well et e grousse Schrëtt no vir ass. A wéi wichteg d'Onofhängegkeet vun der Justiz ass, gesäit een a Länner, wou Politiker Riichter spillen an de Rechtsstaat mat Féiss trëppelen.

Ech soen Iech, Här President, Merci an e Merci och fir dee konstruktive Geescht an der Institutiounskommissioun, deen eis et erlaabt huet, endlech, endlech un d'Zil ze kommen! An ech mengen, jiddwereen, dee matgehollef huet, och deen, deen am Endeffekt dergéint wäert stëmmen, krut d'Geleeënheet, an der Institutiounskommissioun matzediskutéieren. An ech mengen, sou soll dat och sinn!

An ech ënnersträichen et nach eng Kéier: Wa mir ausenanerlafe bei enger Verfassungsdiskussioun, wa mir een deem anere Procès d'intention maachen, déi duerch näischt ze beleeë sinn, da leie mer falsch! Well eng Verfassung soll d'Leit zesummebréngen an net ausenanerdividéieren!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An deem Sënn soen ech Iech alleguer Merci. An et war mer eng Freed an eng Éier, fir däerfen un deem Wierk hei matzeschaffen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e Marathon haut, awer e gudde Marathon, an ech mengen, mir kommen och un. Et ass e Marathon, wou eis Justiz op méi stabill Féiss gestallt gëtt, wou de Rechtsstaat zu Lëtzebuerg wierklech gestäerkt gëtt. Mat dem zweeten an definitive Verfassungsvott, meng Virriedner hunn et gesot, iwwert d'Justizwiesen a mat de Gesetzer iwwert den nationale Justizrot an iwwert d'Referendairen an, an, an wäerte mer wierklech dee Rechtsstaat zementéieren.

De Rapporter Léon Gloden huet nach eng Kéier d'Wichtegkeet an déi weesentlech Punkte vun dëser Proposition de révision ervirgehuewen. Merci, Léon Gloden, fir dëse mëndleche Rapport vun haut.

Dës Woch schléisse mer d'Reform vun der Verfassung of, et ass schonns gesot ginn, e Chantier, dee virun iwwer 20 Joer ugefaangen huet, wou mer ab 2009 fir d'éischt op enger globaler Propositioun de révision fir eis Verfassung geschafft hunn, wou mer 2015 e Referendum gemaach hunn, fir eng Decisioun zu dräi verfassungsrelevante Froen ze kréien, a wou mer nach no e puer zimmlech schmäerzhafte Kolliken am Joer 2018 eis Revisiounsaarbechte schlussendlech a véier getrennten, méi komplementaren Deeler bis op d'Zillinn bréngen a bruecht hunn.

An deem Sënn kann een haut, um Moment vum zweete verfassungsrechtleche Vott, erliichtert soen: endlech! Mam Vott vun haut ass den éischten Textblock, deen zur Justiz, iwwert d'Zillinn. Dat ass eng gutt Saach, e wichtege Moment fir all eis Institutiounen!

Fir eis Gréng ass et wichteg ze ënnersträichen, datt d'Verfassung dat Gesetz ass, dat op Dauer derzou féiert, Fräiheet, Gläichheet, Sécherheet an Zesummenhalt fir eis Gesellschaft a fir eist Land ze garantéieren. Si verbënnt deemno d'Grondreegele vum demokrateschen Zesummeliewen a vum gudde Liewen allgemeng.

Fir eis Gréng, déi jo an der Regierung Verantwortung droe fir d'Justiz, ass et deemno méi wéi iwwerfälleg, dass d'Justiz och elo, nieft Regierung a Parlament, als eegene Pouvoir, als Pouvoir judiciaire, verfassungsrechtlech verankert gëtt.

D'Onofhängegkeet vum Parquet consacréiere mer. Mir verbidden eis all Form vun direktem politeschem Afloss a mir schafen den nationale Justizrot, deen ech Iech haut och nach am Rapport 7323A virstellen. Aner wichteg Punkte si scho gesot ginn, ech widderhuelen, dat sinn déi vum Délai raisonnable a vun der Présomption d'innocence, der Onscholdsvermuddung.

Et geet ëm soss näischt wéi d'Vertrauen an d'Justiz. Vertrauen an d'Justiz ass fundamental fir all Gesellschaft. D'Vertrauen an d'Justiz weider ze stäerken, ass eist Zil, andeems mer der Justiz haut d'Mëttele vun hirer Onofhängegkeet ginn. Esou kënnen d'Leit hei am Land Recht kréien, esou kënne se zu hirem Recht kommen.

Ech soen elo Merci fir d'Nolauschteren a ginn, wéi gesot, mat Erliichterung, mat Freed den Accord vun der grénger Fraktioun fir dësen éischte Revisiounsblock, deen, zesumme mat den dräi anere Bléck, eis Verfassung endlech vum 19. Joerhonnert an dat 21. erabréngt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och, fir unzefänken, dem Här Gloden Merci fir seng Introductioun, déi mech awer inhaltlech enttäuscht huet. Et ass schonn esou, datt ee verschidde Rendezvousen an der Geschicht net sollt verpassen.

Ech mengen, Här Gloden, Dir hutt haut e Rendez-vous verpasst! Et ass wierklech eng wichteg Stonn fir eist Parlament, well mer jo haut en zweete Vote constitutionnel huelen, mee et ass keng Stärstonn fir d'Politik. Well d'Politik hat eppes anescht gemaach. Mir haten e Walversprieche vu véier Parteie fir de Referendum, dat ass net agehale ginn. An dat ass eigentlech dat, wat schued ass! Mir hätten haut den zweete Vott iwwerhaapt net sollen an eisen Aen hei am Parlament huelen, mee mir hätten de Bierger sollen d'Méiglechkeet ginn, iwwer e Referendum iwwert deen Text ze decidéieren!

Elo gëtt hei diskutéiert, mir wäre poleemesch oder populistesch gewiescht, dat ware mer zu kengem Ableck! Mir hunn einfach all déi verfassungsrechtlech Mëttele geholl, déi mer haten, fir de Leit ze erméiglechen, dat ze maachen, wat hiert Recht ass, nämlech, e Referendum ze huelen.

An ...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Dir hutt Recht, Madamm Hansen, Dir hutt Recht! Ech mengen, ech gesinn dat och esou.

Also, de Punkt ass elo einfach deen heiten: Den Här Gloden huet sech vill Méi gi fir opzezielen, wéi vill Leit wéini ënnerschriwwen hunn. Jo, d'Leit woussten zu engem bestëmmten Zäitpunkt, datt et kee Wäert hat, datt den Drock ze vill grouss ass an datt et nimools zu där Majoritéit géif kommen oder zu deene 25.000 Ënnerschréften, déi gebraucht gi sinn. An awer: wat fir eng Enttäuschung!

Et war net e Member vun der ADR, Här Gloden, contrairement zu deem, wat Dir gesot hutt, deen déi Petitioun do lancéiert hat, et war e Member vun der CSV. Richteg, d'ADR huet en ënnerstëtzt. D'CSV, seng eege Partei, huet en net ënnerstëtzt, fir e Referendum ze kréien. Iwwer 18.000 Ënnerschréften a kuerzer Zäit – et war d'CSV, déi dat zu engem Gradmesser deklaréiert huet, ob se hir Positioun géif änneren oder net. Et war net d'ADR. D'Positioun vun der ADR war vun Ufank un, an ëmmer, kloer!

Dir hutt och deen Episod am Tramsschapp ernimmt. Ech wëll Iech just soen: Am Tramsschapp, do hunn e puer Leit vun eis virun der Dier friddlech demonstréiert. Am Sall war allerdéngs eng ganz, ganz grouss Zuel vu Leit, déi einfach aus verschiddene Grënn do hir Onzefriddenheet gewisen hunn. Dat war net vun der ADR organiséiert.

(Brouhaha)

Mir hunn dat esou gesi wéi Dir a materlieft, wéi Dir et materlieft hutt. Wann Dir mengt, datt Der ënner Polizeischutz ... Ech mengen, dat ass eng total Iwwerdreiwung, et ass keen do ugegraff ginn, souwäit ech weess!

(Brouhaha)

Et ass keen, souwäit ech weess op jiddwer Fall, keen, ugegraff ginn – ausser verbal. Mee dat muss een als Politiker aushalen!

(Brouhaha)

Sou. Elo wëll ech awer nach kuerz op den Inhalt vun deem Verfassungskapitel agoen. Mir hu leider e puer Minutte just, mee dat wëll ech awer och maachen.

Et sinn effektiv an dësem Verfassungskapitel, wéi och an deenen dräi aneren, eng Rei vu gudde Punkten, déi mir als ADR och matdroen. Ech wëll dat ganz däitlech soen!

Ech wëll och däitlech soen, well virdrun den Här Reding genannt ginn ass, datt et fir eis eng demokratesch Selbstverständlechkeet ass, wa mer gesinn, datt en Text adaptéiert gëtt an adoptéiert vun dësem Haus, datt mer da selbstverständlech eise politesche Rôle erfëllen an och kucken, datt déi reglementaresch Dispositiounen esou ugepasst ginn, datt déi nei Texter kënne fonctionéieren. Dat huet näischt mat enger anerer Positioun vum Här Reding ze dinn, dat huet einfach domadder ze dinn, datt mer dat demokratesch Spill respektéieren an et matmaachen!

Mee et sinn awer vill Enttäuschungen an deem Text an et ass schonn e Kapitel vun de verpasste Chancen. An dofir droe mir et och net mat! Well et sinn e puer ganz wichteg Punkten, déi an eisen Aen hätte missen ugepasst ginn.

Gëschter hate mer scho geschwat iwwert den Zougang vun de Bierger zum Verfassungsgeriicht. An anere Länner ass dat méiglech, hei net. Firwat?

Déi Lénk hate wéinstens de Courage, dat an hirer Propositioun gëschter och ze proposéieren. Mir droen dat als ADR vollkomme mat. Mir sinn och der Meenung, datt de Bierger soll d'Recht hunn, en Zougang zum Verfassungsgeriicht ze kréien, wéi och d'Institutioune vum Land, wéi och, zum Beispill, eng Regierung, déi kéint a priori, ier se e Projet de loi mécht, bei d'Verfassungsgeriicht goen, oder och eng gewëssen Zuel vu Membere vum Staatsrot oder och dëst Parlament. Mir wäre fir praktesch Dispositiounen op, awer de Prinzipp, fir d'Verfassungsméissegkeet vun de Gesetzer méi ëmfassend kënnen ze kontrolléieren, d'Institutioune wéi d'Bierger, dat ass e Prinzipp, deen hätt missen hei erakommen. En ass leider net dran.

Eng zweet Saach, déi eis ganz staark um Häerz läit, dat ass d'Trennung vum Parquet, also der Magistrature debout vun der Magistrature assise. Dat ass hei net esou gemaach ginn, wéi mir eis et virstellen. An eisen Aen ass et wichteg, den Accusateur vum Riichter vill méi ze trennen. Ass et dann normal, an den Aen hei vun der Majoritéit, déi elo dat hei stëmmt, datt, wann ee viru Geriicht steet, de Parquet niewent dem Riichter sëtzt, op där selwechter Héicht, wäit

uewen, an den Affekot an den Ugeklote sëtzen ënnen? Wat ass dat fir eng Presentatioun vun der Justiz?

Deen, deen dech uklot, sëtzt uewen niewent dem Riichter an deen, dech verdeedegt, sëtzt ënne bei dir, dat ass dach eppes, wat net sollt sinn! Mir sollte kucken, datt net nëmmen an der Organisatioun vun der Justiz, an der Struktur vun der Justiz do vill méi eng kloer Trennung ass, mee och optesch, datt ee wierklech gesäit, datt eigentlech deen, deen uklot, déi selwecht Rechter an déi selwecht Méiglechkeeten huet wéi deen, dee verdeedegt. Dat ass eng aner Perceptioun vum Rechtsstaat, eng, déi an eisen Ae wierklech iwwerfälleg ass, fir dat ze realiséieren. An dee Schrëtt sollte mer goen.

Just nach e lescht Wuert, well ech gesinn, d'Zäit leeft; et ass hei och gesot ginn an do si Leit houfreg drop, déi sech nach gëschter iwwert d'Monarchie beluewegt hunn: Eiser Meenung no ass et iwwerhaapt kee Problem fir d'Justiz, och am Numm vum Grand-Duc ze schwätzen, am Numm vum Staatschef, dat ass iwwerhaapt kee Problem! Dat heescht jo net, datt de Staatschef d'Urteeler fält – d'Onofhängegkeet vun der Justiz ass absolutt garantéiert! –, mee datt awer en Urteel am Numm vum Grand-Duc geschwat gëtt; exekutéiert, mee och geschwat, stellt an eisen Aen net dee geréngste Problem duer!

Et ass just ee Beispill ënner ganz villen, wéi duerch dës nei Verfassungstexter Prerogativë vun der Monarchie, vum Grand-Duc, ageschränkt ginn. Dat ass e Wee, an ech wëll dat kloer soen, deen net dee vun der ADR ass! Et ass elo, datt d'Monarchie, ënnert dem Virwand, se ze moderniséieren, ëmmer méi ausgehielegt gëtt. Dat ass net eise Wee!

Ma d'Konklusioun wäert Iech net wonneren. Nach eng Kéier: Mir bekennen eis kloer zum Referendum. Mir sinn net dermat d'Accord mat deem, wat hei geschitt ass, datt véier Parteien hir Walversprieche gebrach hunn. An et soll een dat och net schéischwätzen!

A wat den Inhalt ugeet vun dësem Kapitel, soe mir: Et ass leider e Kapitel vun de verpasste Chancen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un der Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, ech hunn näischt méi heizou ze soen. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | De leschten ageschriwwene Riedner ass dann den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt zum Referendum, dee jo net stattfënnt, dofir stëmme mer haut da fir d'zweete Kéier. Mir hu bei dem éischte Kapitel, dat en éischte Vott krut, matënnerschriwwe fir de Referendum an der Hoffnung, datt d'CSV hiert Versprieche fir e Referendum géif halen. Mir kënnen nämlech och rechnen a mir wëssen, datt et ouni d'CSV net duergaange wär, zumindest net ouni verschidden Deputéierter vun der CSV, mee dont acte: D'CSV huet sech entscheet, dat ouni Referendum ze maachen. Dat ass hire Prerogativ. Ech fannen dat net gutt. Mee dat entbënnt eis als Parlament net vun eiser Responsabilitéit. A genau dofir musse mir elo als Parlament dann och déi zweet Votte maachen.

An nom éischten Echec vun der Demande vun engem Referendum wier et an eisen Aen och net méi responsabel gewiescht, fir nach eng Kéier bei deenen nächsten Tentativen ze ënnerstëtzen, well et e Risiko vun engem richtege Patchworktext an der Verfassung gi wier an et deementspriechend fir eis kloer war, datt dee Moment d'Chamber priméiere muss.

Zum Fong vun dësem Text: Et gëtt vill ze soen an et gouf villes vun de Kolleeginnen a Kolleegen elo grad gesot. Fir eis ass ee Punkt, dee wierklech erausstécht, an dat ass d'Verfassungsgeriicht. D'Verfassungsgeriicht méi grouss ze maachen, ze erweideren, an deem Sënn hinnen och d'Kompetenzen ze ginn, ass fir eis als Éischt emol eng gutt Saach. Mee mir hätten eis awer gewënscht, datt no däitschem Virbild och fir Biergerinnen a Bierger eng direkt Pist zum Verfassungsgeriicht méiglech gewiescht wier.

Mir hätten eis et och gewënscht, datt d'Verfassungsgeriicht an Organkloeverfaren zoustänneg gewiescht wär, wann Institutiounen eeben net méi matenee kënnen. Elo tranchéiert d'Verfassungsgeriicht, wann et zwëschent de Geriichter Kompetenzfroe gëtt, awer net, wann zum Beispill en Deputéierte mat der Chamber oder eng Chamber mat enger Regierung oder Administratioune mat anere staatlechen Institutioune Sträit hunn.

Dat ass iwwregens e Verfaren, dat an Däitschland zu enger Stäerkung vum Parlamentarismus gefouert huet, well et eebe grad meeschtens d'Deputéiert waren, déi profitéiert hu vun Organkloeverfaren.

Mat deem Bemoll kënne mer awer liewen, well et geet e grousse Schrëtt no vir. Net esou wäit, wéi mir eis et gewënscht hätten, mee et geet e grousse Schrëtt no vir, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An dofir kann ech dann och fir all de Rescht aus där heiter Propositioun, fir d'Verfassung ofzeänneren, an déi mer jo och bei der éischter Kéier scho matgestëmmt hunn, och eng zweete Kéier eis Zoustëmmung als Piraten bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President, merci Iech alleguerten. Et ass vu ville Riedner gesot ginn: Et ass en extreem wichtegen Dag haut fir eis Institutiounen, haut a muer d'ailleurs och. An ech fannen et natierlech extreem gutt, dass mer endlech déi Onofhängegkeet vun der Justiz an eiser Verfassung verankert hunn, eng Onofhängegkeet, déi schonn eng länger Zäit gelieft gëtt, wou eis awer Beispiller ëmmer erëm an eisen europäeschen, net an Nopeschlänner, mee an europäesche Länner, och weisen, dass et extreem wichteg ass, dass et eng konstitutionell Verankerung gëtt fir déi Onofhängegkeet an dass dat net en Acquis ass an dass mer am Alldag mussen dorunner schaffen.

Mir hate laang Diskussiounen iwwert dee Kompromëss, dee schlussendlech dobäi erauskomm ass. et ass scho vu ville Virriedner gesot ginn, dass dat e Kompromëss ass, mat deem schlussendlech jiddweree ka liewen, wat elo d'Roll vum Parquet ubelaangt.

A fir de Rescht vun den Texter wäerte mer jo haut nach d'Geleeënheet hunn, am Detail doriwwer ze schwätzen. Dofir Iech e grousse Bravo fir Är Aarbecht. An ech freeë mech op d'Diskussiounen dee ganzen Dag iwwer.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 7575. Den Text steet am Document parlementaire 7575[20]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7575

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Propositioun ass mat 48 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Et ass also esou decidéiert.

3. 7863A – Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de :

1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

3° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

4° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;

5° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;

6° la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7863A iwwert d'Kreatioun vum legale Kader vum Geriichtsreferendaire. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gloden, den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabele Rapporter vun dësem Projet de loi, den Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert dat nach e puermol haut soen: Mir stäerke mat dësem Gesetzesprojet eise Justizapparat an eis Justiz substanziell! Ech fänke mat zwou Zuelen un: 46 Référendaires de justice, 40 Poste fir de Judiciaire an – déi

drëtt Zuel – 6 fir d'Verwaltungsgeriichtsbarkeeten. „Endlech!", soen der vill, ech och. Am Fong sollt ech virun engem Joer dëse Rapport hei presentéieren. Et gouf nach gesetzschreiweresch Aarbecht ze leeschten, mee elo ass den Text prett a mir kënnen deemno nei Mataarbechter astellen.

Wéisou ass dëse Projet esou wichteg? Hei sinn d'Haaptursaachen: Mir si mëttlerweil e Land vun iwwer 650.000 Awunner, wou awer d'Hallschent net eligibel ass fir e groussen Deel vum ëffentlechen Déngscht, notamment d'Geriichter. Mir brauchen awer e Geriichtsapparat fir 650.000 Bierger.

Mir hunn zousätzlech an de leschte Joren eise Justizapparat ausgebaut a mir brauchen ëmmer méi a méi spezialiséiert Mataarbechter. Mir hunn also e grousse Rekrutéierungsproblem, och hei an dësem Secteur. Ech weess, mir hunn en net nëmmen hei an dësem Secteur, mir hunn allgemeng eng Penurie hei am Land vu qualifizéierte Leit, an och an Europa.

D'Regierung huet sech dunn eng Strategie ginn, fir dëse Problem ze léisen, andeems mer d'Fonction de référendaire de justice schafen. Dëse Leit hir Missioun besteet doranner, de Magistraten ze assistéieren, hinnen zouzeschaffen. À la base hu se déi selwecht Ausbildung wéi d'Magistraten, mee awer net hir Verantwortung. Genee déi Verantwortung bleift bei de Magistraten, als Riichter, als Member vum Parquet oder soss an hire Funktiounen, fir ze enquêtéieren, unzekloen, ze verteidegen oder ze urteelen, verurteelen.

Nieft dësem Gesetz wäert och nach, als weidere Punkt vun der Strategie vun der Regierung, eng Reform kommen iwwert d'Attachés de justice. Déi ass nach net sou wäit, dass mer kënnen driwwer schwätzen.

Haut an dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Referendairen, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dës Funktioun gëtt opgemaach fir all Persounen aus den EU-Memberlänner. D'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt net méi verlaangt, well de Referendaire ass net bedeelegt um Exercice vun der Puissance publique. Si assistéieren de Magistraten an der Virbereedung vun deenen hiren Dossieren. Kee Pouvoir de décision gëtt un e Referendaire delegéiert, keen! Et gëtt eeben net genuch Lëtzebuerger Juristen um Aarbechtsmaart, fir dës Posten ze besetzen.

D'Referendairë schaffen ënnert der Direktioun an der Opsiicht vum Chef de corps vun de Magistraten, un déi se rattachéiert sinn.

Zur Sproocheproblematik, mir wëssen et: D'Sprooch vun eise Gesetzer ass Franséisch. Duerfir ass et indispensabel, dass all Referendaire muss eng grouss Kompetenz am Franséischen hunn. Et gëtt awer eng méiglech Dispens, wat d'Kenntnis vum Lëtzebuergeschen a vum Däitsche betrëfft. De Mënsch, deen ouni Lëtzebuergeschkenntnisser agestallt gëtt, ass verflicht, an den éischten dräi Joer no senger Astellung Lëtzebuergeschcoursen ze maachen, déi och gepréift ginn, an e kritt och dofir säi Congé linguistique. Dat ass och keng nei Dispositioun, mee ass scho vun dem modifizéierte Gesetz vun 1979 iwwert de Statut vun de Staatsbeamten esou festgehalen.

Mir sichen als Référendaires de justice awer net just Juristen, et ginn och Ekonomisten, Fiskalisten, Kontabelen zum Beispill, gebraucht, mat spezifeschem Profill fir d'CRF, d'Cellule de renseignement financier. An de Matièrë vun den Tutellen a vun de Faillitte brauche mer där Leit och.

An dësem Gesetzesprojet, wou mir elo déi Referendairë rekrutéieren, gesi mer kloer an detailléiert Reegele vir vum Contrôle vun der Honorabilitéit vun de Kandidaten.

Dëse Projet 7863A ass entstanen duerch d'Spléckung vum 7863, déi mer an der Justizkommissioun den 20. Juli 2022 decidéiert hunn. De B läit nach net vir, et geet dobäi ëm d'Suppressioun vun der Fonction de conseiller honoraire vun der Cour d'appel.

Den 7863 gouf den 23. Juli 2021 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert an den 22. September 2021 an der Kommissioun presentéiert, wou ech zum Rapporter genannt gi sinn. Den 10. Mee 2022 huet de Staatsrot fir d'éischt aviséiert. Doropshin hu mer, wéi gesot, den Text an en A an e B gespléckt an der Sitzung vum 20. Juli dëst Joer, wou mer dunn och eng Serie Amendementer ugeholl hunn.

De Staatsrot huet eis du säin Avis zum 7863A den 11. Oktober ginn. Den 9. November sinn ech dunn och Rapporter vum A genannt ginn. Mir hunn eng zweet Serie Amendementer ugeholl. De Staatsrot huet dem Projet definitiv gréng Luucht ginn den 29. November an dëse Rapport hu mer de 7. Dezember ugeholl.

Komme mer elo zu den Avisen, wou ech just e puer Punkten erausgräifen. Den Detail ass am schréftleche Bericht nozeliesen.

Wat schreift d'Cour supérieure de justice? Si ass iwwerzeegt, dass déi spezialiséiert Referendairen eng gutt Hëllef fir d'Magistrate wäerte sinn, ass awer enttäuscht, dass net eng eege Karriär geschaf gëtt.

D'Friddensgeriicht vun Esch begréisst de Projet. Mat der Aféierung vun de Referendaires ginn d'Riichter entlaascht a fir d'Dossieren, wou d'Komplexitéit zouhëlt, kréie si eeben, wéi gesot, spezialiséiert Mataarbechter. Et soll een awer kucken, dass och an Zukunft d'Karriär vum Referendaire attraktiv bleift, soss stéisst een an e puer Joer erëm op déi selwecht Rekrutementssuergen. Wéi gesot, dat ass den Avis vum Friddensgeriicht vun Esch.

De Parquet vu Lëtzebuerg begréisst de Projet an hofft, esou de Mangel u Mataarbechter ze behiewen. Hie weist och op déi ëmmer méi grouss Komplexitéit vun den Affären hin a proposéiert eng Restrukturatioun vum System, wou d'Magistraten um Parquet sech kéinte méi spezialiséieren. De Parquet insistéiert, wat d'Kenntnisser vum Franséischen ugeet, och d'Wichtegkeet vun der Honorabilitéit, vu dass et ëm sensibel Informatioune geet, a mécht sech Suergen, ob d'Magistrate genuch Zäit hunn, d'Referendairen ze supervisëieren. E freet sech dann och, ob genuch Plaz do ass, raimlech Plaz also, fir all déi nei Mataarbechter. De Parquet général ass ganz frou iwwert dëse Projet.

D'CRF schléisst sech deene véier positiven Avisen un a mécht e puer Remarken iwwert de Rekrutement vun Analysten an dass ee muss oppassen, keng Inegalitéiten ze schafen, jee nodeems, vu wou aus ee rekrutéiert, sief et aus dem ëffentlechen oder dem private Secteur.

D'CNPD begréisst d'Efforte bei der Uniformisatioun am Justizwiese vun der Verifikatioun vun der Honorabilitéit.

D'Staatsbeamtekummer par konter ass méi skeptesch a freet sech, ob schlussendlech d'Referendairen net méi wéi just eng Assistance géife maachen. Si deet sech schwéier mat der Derogatioun vum Prinzipp, net Leit anzestellen, déi keng Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, warnt virun engem „précédent néfaste" a fënnt, dass d'Regierung aner Piste sollt analyséieren, fir de Problem vun der Penurie ze léisen. Lesquelles, dat hunn ech am Avis net fonnt.

De Staatsrot begréisst, dass seng Suggestiounen ëmgesat gi sinn aus sengem éischten Avis, notamment zur Kontroll vun der Honorabilitéit. Weider Detailer stinn an den Documents parlementaires.

Wéi ass dëse Gesetzesprojet opgebaut a wat gëtt alles dra behandelt? Am Kapitel 1 vun dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Référendaires de justice, mat den Dispositiounen, déi ech elo grad beschriwwen hunn. An de Kapitelen duerno, 2 bis 6, ginn divers Upassunge gemaach. Am Kapitel 2 geet et ëm de Statut vun de Fonctionnairen aus der Justice, wou d'Referendairen elo bäigesat ginn.

Am drëtte Kapitel geet et ëm d'Organisation judiciaire, wou d'Geriichtsbarkeete Poste bäikréien an d'Strukturen deementspriechend ugepasst ginn. D'Friddens- a Bezierksgeriichter, d'Cour supérieure an d'CRF kréien e gemeinsame Pool vu Referendairen. Bei der CRF kritt den Analyste financier seng eege Base légale a seng eegestänneg Missioun gëtt ageschriwwen, ouni dass et awer elo eng eege Karriär gëtt. D'Finanzanalyste ginn dann och änlech wéi d'Référendaires de justice an Zukunft rekrutéiert a kënnen aus allen EU-Länner kommen, wa se den néidegen Diplom hunn an d'Honorabilitéitsgarantien erfëllen.

Allgemeng ginn am Artikel 20 d'Dispositiounen iwwert d'Honorabilitéitsgarantië preziséiert, wou de Procureur général säin Avis fir all Kandidat muss oginn. Dësen Avis gëtt no sechs Méint zerstéiert. De Mëtteg am Nationale-Justizrots-Projet wäert ech méi genee op déi Honorabilitéitsfro kënnen agoen.

Am véierte Kapitel geet et ëm d'Reorganisatioun an d'Opstocke vun de Verwaltungsgeriichtsbarkeeten an deem selwechte Sënn wéi am Kapitel 3. Am Kapitel 5 gëtt dann och een Artikel geännert, deen d'Verfassungsgeriicht betrëfft, wou och Referendairë kënnen detachéiert ginn. An am Kapitel 6 reegele mer och d'Honorabilitéitsthematik bei den Attachés de justice an der selwechter Optik wéi fir déi Kategorië virdrun.

Zum Schluss weisen ech awer och nach op d'Kapitel 7 mam Artikel 35 hin, dee mer agefléckt hunn an dëse Gesetzesprojet. Just zurzäit elo, virum Enn 2022, verlängere mer den Delai fir d'Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit am Kader vun dem Recouvrement ugefrot hunn, bis Enn 2025. Mir hunn dat a Covidzäite schonn e puermol gemaach gehat, deen Delai wär soss elo Enn dëst Joer ofgelaf. Jiddereen, deen elo an der Prozedur ass, dat heescht, dee seng Demande gestallt huet, huet also bis Enn 2025 Zäit, perséinlech op Lëtzebuerg ze kommen, esou wéi d'Gesetz vum 8. Mäerz 2017 et virgesäit.

Ech ginn dervun aus, dass dësen Delai bis 2025 fir jiddwereen duergeet an dass mer net méi brauchen ze verlängeren. Domat wäert dëst warscheinlech de leschte legislativen Akt sinn am Kontext vun der Recouvrementsprozedur.

Merci fir d'Avisen, merci un all d'Mataarbechter aus dem Ministère. Och dëse Projet ass fundamental, fir eist Justizwiesen ze stäerken a gutt opzestelle fir d'Zukunft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Charel Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Fir d'éischt dem Charel Margue merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass och e wichtege Schrëtt an der Stäerkung vun der Justiz, vun de Geriichter, dee mer haut hei stëmmen. Et kënnt ëmmer méi Aarbecht op d'Geriichter a mir als CSV fuerdere jo och ëmmer, datt méi Poliziste solle rekrutéiert ginn. A wa méi Poliziste rekrutéiert ginn, da kënnt jo och méi Aarbecht bei de Geriichter un.

Wat sinn d'Léisungen, fir elo déi méi Aarbecht bei de Geriichter kënnen ze evakuéieren? Mir hunn d'Reform vun den Attachés de justice, mir hunn d'Rekrutementskrittäre geännert an eeben elo hei mat dësem Projet de loi ..., wat och scho laang eng CSV-Iddi ass, Referendairen an de Justizapparat anzeféieren.

An ech hunn eng Kéier gëschter gekuckt: Vu wou kënnt iwwerhaapt déi Notioun vum „référendaire"? An ech hunn op engem vun deene sëllegen Internetsitte fonnt, datt d'Originn vun de Referendairen aus dem Ancien Régime kënnt. Ech zitéiere Wikipedia: „Le référendaire était un officier de la petite chancellerie chargé de faire le rapport des lettres royaux." An dee System fanne mer haut scho méi laang am angelsächsesche System. Duerfir ass en och deemools bei dem Europäesche Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun um Kierchbierg hei agefouert ginn.

Et gi lo 56 (veuillez lire: 46) Poste fir Referendairë geschaf: 40 beim Judiciaire a 6 beim Administratif. Mee wat mécht dee Referendaire? Fir d'éischt emol: Wat ass en net? Et ass kee Riichter, en hëlt keng Decisioun, mee e schafft de Riichteren zou. E schreift Notten, mécht Recherchen. En ass och kee Greffier, dat heescht, de Referendaire schreift och net d'Jugement a mécht och net d'Korrespondenz mam Affekot.

Well de Referendaire eeben duerch seng Missiounen, sou, wéi se an dësem Projet de loi definéiert sinn, net um Exercice vun der Puissance publique, wéi dat heescht, deelhëlt, brauch en och net Lëtzebuerger ze sinn. De Charel Margue ass dorobber agaangen. Referendaire ka ginn, wien d'Nationalitéit vun engem vun den EU-Memberstaaten huet. Duerfir brauch en och net all d'Sproochen ze kënnen, mee e muss op d'mannst sattelfest am Franséische sinn.

A well en dem Riichter zouschafft a mir haut och ëmmer méi – och wann dat net esou an den Texter verankert ass – spezialiséiert Sektiounen hunn, wou eebe Riichtere spezialiséiert sinn an engem Domän, kann een och Spezialiste rekrutéieren als Referendaire, wéi zum Beispill Fiskalisten oder Leit, déi spezialiséiert sinn an der Criminalité financière oder zum Beispill virdru Réviseur d'entreprises waren.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet, well et wierklech e wichtege Schrëtt ass, fir de Justizapparat opzewäerten a virunzekommen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. Da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Ministesch, och vu menger Säit e grousse Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. De Rapporteur an och mäin direkte Virriedner hunn am Fong déi wichteg Saache vun dësem Projet schonn erwäänt, soudatt ech mech kann op e puer Reflexioune limitéieren.

Verwaltungsentscheedunge brauchen hei zu Lëtzebuerg verschiddentlech vill ze vill laang Zäit. Och bei den Entscheedungen am Civil an am Commerce konnt iwwert déi lescht zéng Joren e sougenannten Negativtrend, dat heescht, ëmmer méi laang Delaien, festgestallt ginn. Dass d'Geriichter an d'Magistraten zu Lëtzebuerg, wéi a villen anere Länner iwwregens, mat Aarbecht iwwerlaf sinn, ass keng nei Informatioun. Deemno hat d'Regierung schonn am Koalitiounsaccord festgehalen, dass ee géif iwwerpréiwen, awéifern de Service vun de Magistraten duerch den Asaz vu Référendaires de justice weider kéint verstäerkt ginn an domadder méi effizient schaffen.

Och de Rekrutementsproblem bei der Magistratur ass jiddwerengem bekannt. Déi Poste gi säit Joren net méi all besat, d'Servicer leiden ënner enger chronescher Ënnerbesetzung.

Zousätzlech dozou wiisst och d'Unzuel vun den Dossiere säit Joren ëmmer weider a si ginn och ëmmer méi komplex. Steierdossieren, Wirtschaftskriminalitéit, alles dat si Sujeten, déi héich komplex sinn an net nëmme just e gutt Basiswësse vun de Magistrate verlaangen, mee wierklech differenzéiert Connaissancë vum Sujet, vun den Zesummenhäng a vun de Prozesser. Ëmsou méi wichteg ass et, dass ee Spezialisten, also Persoune vum Fach, un der Säit huet, déi engem hëllefe kënnen, déi sëllegen Dossiere virzebereeden.

D'Référendaires de justice maachen an dësem Kontext eng immens wichteg Aarbecht an dofir ass et och wichteg, dass hir Funktioun e klore juristesche Kader kritt an elo eeben huet. D'Referendairë kënnen de Magistraten zouaarbechten a si domat zu engem ganz substanziellen Deel dechargéieren, wat gläichzäiteg och bedeit, dass déi méi Sputt kréien, fir sech mat der Essenz vun den Dossieren auserneenzesetzen a se deementspriechend méi effikass ze traitéieren. An et ass och scho gesot ginn: D'Referendairë si keng Riichter, et si keng Greffieren, si si just do, fir Aarbechten ze preparéieren, Dossieren ze preparéieren an dem Riichter se dann dohinnerzeleeën.

Wichteg ass och, dass mat dësem Projet festgehale gëtt, dass de Referendaire kee Jurist muss sinn. Ech hat et gesot, a vereenzelt Avisen zu dësem Projet de loi waren och op dëse Punkt agaangen: Wat gebraucht gëtt, sinn Experten, also zum Beispill Kontabelen, Fiskalisten, héich spezialiséiert Profiller, fir notamment de Magistraten an deenen eenzelne Beräicher mat hirem Wëssen an hirer Experienz zur Säit ze stoen.

Well, an domat wëll ech dës Aarbecht a kengster Weis diminuéieren, mee jiddweree weess: Eng gutt Recherche an eng gutt Viraarbecht sinn net seelen e groussen Deel vun der gesamter Aarbecht, soudass e gudden, nenne mer et „juristesche Backoffice" ganz substanziell zu enger méi effikasser Justiz ka bäidroen.

Et ass och ze appreciéieren, dass dëse Profill an dësem Text net just fir Lëtzebuerger op ass, mee allgemeng op EU-Staatsbierger erweidert gëtt. Och dëst ass e Schratt an déi richteg Richtung, an eng méi effikass Justiz, grad och, well duerch dës Ouverture vill méi diversifiéiert Kandidature kënne gestallt ginn, wat, ech soen et nach eemol, e groussen Avantage fir eis Magistraten, d'Méiglechkeeten am Beruff an d'Prozeduren allgemeng duerstellt. Iwwregens hunn esouwuel den Ieweschte Geriichtshaff wéi och d'Friddensgeriicht dës Diversifikatioun ouni Zweifel als en Avantage ugesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Notze vun dësem Text läit fir eis ganz kloer op der Hand an als DP freeë mir eis, dass weider Schrëtt ënnerholl ginn, fir eis Justiz nach besser ze maachen. Deemno ginn ech och heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Projet de loi vun de Referendairen, iwwert dee mer haut befannen – an d'Virriedner si schonn drop agaangen, och de Rapporter –, ass aus deem scho laangjärege Constat entstane vum Rekrutéierungsproblem an der Magistratur, deen natierlech och en Impakt kann hunn op d'Delaie vun den traitéierten Affären.

Bei de Magistraten an den Attachés de justice existéiert fir de Moment, an awer och scho säit enger geraumer Zäitchen, en enorme Manktum u Leit. Et schéngt wéi wann et ëmmer méi schwéier géif ginn, Leit fir d'Magistratur ze begeeschteren, soudass et och schwéier ass, oppe Posten ze besetzen, an och onméiglech ass, zousätzlech Magistraten ze nomméieren, fir d'Aarbechtslaascht, déi se awer hunn an engem ëmmer méi komplexen a spezialiséierten Aarbechtsëmfeld, besser kënnen ze verdeelen.

Esou wéi d'Procureur général am Aktivitéitsrapport vum Justizministère aus dem Joer 2021 et beschreift, si vill Attaché-de-justice-Posten onbesat, wat natierlech och derzou féiert, dass Magistratsposten onbesat sinn. An och an deene verschiddenen Avisen ass constatéiert ginn, ass festgestallt ginn, dass et awer och e Verloscht vun der Attraktivitéit vum Beruff selwer gëtt an dass dëse Projet de loi, dee mer haut stëmmen, do awer effektiv Remedur ka schafen.

De Conseil de l'Europe huet och rezent Lëtzebuerg op Rang 10 vun de Memberstaate klasséiert, wat d'Evakuéiere vun Affären ugeet. Besonnesch an den zivillen a kommerziellen Affären huet sech d'Dauer an deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt. Do ass Lëtzebuerg am Ranking Nummer 6.

Et ass also en allgemengt Phenomeen, datt den Interessi fir dës wichteg Funktioun an der Magistratur, déi jo awer am Déngscht steet vun eiser Gesellschaft ..., datt se aus diverse Grënn hir Attraktivitéit verluer huet. Déi schwéier an dach och laang Rekrutéierungsprozedur, fir Magistrat ze ginn, huet natierlech och domadder ze dinn, och wann eng ganz Rei Vereinfachungen an och eng ganz Rei Adaptatioune gemaach goufen am legislative Kontext, fir d'Conditions d'accès effektiv ze vereinfachen.

Et ass natierlech evident, dass, wann een der Magistratur bäitriede wëllt, och eng Rekrutéierungsprozedur en place muss sinn, déi garantéiert, dass ee mat der gréisstméiglecher Ausbildung an och Kompetenz säin Amt ausübe kann, egal, ob een an der Magistrature debout oder assise schafft.

Fir dësen ënnert d'Äerm ze gräifen, soll dëse Projet de loi Remedur schafen. Duerch d'Schafe vun engem Kader fir d'Référendaires de justice gëtt eng personell Opstockung virgeholl, an dat si 46 Posten, sechs fir d'administrativ Geriichter notamment. Dat ass och eng konsequent Zuel vun neie Posten.

Et ass och schonn ugeschwat ginn: Fir de Rekrutement an d'Besetze vun dëse Posten ass et natierlech och wichteg, kënnen op europäesch Matbierger zréckzegräifen. Et gëtt also keng Obligatioun, d'lëtzebuergesch Nationalitéit ze hunn, fir sech kënnen ze mellen. Dëst ass méiglech, well d'Referendairen net un der Ausübung vun der ëffentlecher Gewalt, vun der Puissance publique, deelhuelen, also éischter eng Assistenzmissioun fir d'Magistraten erfëllen. Si schaffen hinne kloer op den Dossieren zou.

Esou ass et dann, dass si och keng Entscheedungsgewalt hunn, ergo, wéi gesot, net d'national Souveränitéit ausüben. Et ass deementspriechend och net méiglech, fir hinnen eng Délégation de pouvoir ze ginn. Hir Missioun ass et, de Riichteren an hirer Aarbecht ze hëllefen, dat zum Beispill mat juristesche Recherchen, déi se maache kënnen, der Redaktioun vun Notten, an esou zu enger bedeitender Aarbechtsentlaaschtung bäizedroen.

Dat huet natierlech de Virdeel, dass d'Magistratur sech kann op hir eigentlech Aarbecht fokusséieren. Si behält natierlech och d'Verantwortung an den Decisiounen, déi se hëlt. Mee et besteet awer och déi reell Chance, Referendairen ze rekrutéieren, déi eng zolidd an interessant Beruffserfarung hunn, interessant

Profiller hunn, Experte sinn, an awer och vläicht déi Chance, dass se, wa se d'Konditiounen erfëllen, vläicht och de Wee an d'Magistratur wielen no e puer Joer, an deene se de Beruff als Referendaire ausüben. Dat wär sécherlech fir d'Magistratur eng Beräicherung an natierlech och an hirer Beruffswelt an an hirer Funktioun.

Mee wat awer och, mengen ech, wichteg ass, grad wann ee 46 nei Poste schaaft an och Leit wëllt rekrutéieren, dat ass, dass och den Encadrement vun deene Leit assuréiert gëtt.

Dëst Schafe vun deene Poste wäert natierlech och dozou kënne bäidroen, dass effektiv an engem räsonabelen Delai Rechtsspriechung ka stattfannen, esou wéi mer dat virdrun, am Kader vun der Ännerung vun der Verfassung, och beschwat hunn. An dat dréit, mengen ech, substanziell zum Vertraue bäi, dat d'Institutioun Justiz ka kréien an hirer alldeeglecher Aarbecht.

Ech soen dann dem Rapporter vun dëser Plaz aus Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, déi Iddi vun de Referendairen ass wierklech gutt. Nieft Experten an Analysten, déi keng Juriste sinn – well d'Juristen hunn et net esou mat den Zuelen –, ginn awer hei och Juristen agestallt. Well ech selwer jorelaang als Riichter geschafft hunn, weess ech, wéi penibel datt dat ass, wann s de all deng Recherchë muss selwer maachen, Recherches en jurisprudence. An dann ass et natierlech wonnerbar, wann s de e Mënsch hues, deen Der dobäi kann hëllefen.

Trotzdeem wäerte mir als ADR géint dëse Projet stëmmen, an dat aus dräi Ursaachen. Déi éischt Ursaach ass, datt bei de Juristen net virgesinn ass, datt se mat Succès d'Cours complémentaires en droit luxembourgeois musse gemaach hunn. Et ass awer nun emol esou, datt mer am Lëtzebuerger Droit ganz vill Spezifissitéiten hunn, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | ... souwuel am Zivillrecht wéi am Verwaltungsrecht wéi och an anere Rechtsberäicher, wou mer wäit ofwäichen, quitte datt mer déi selwecht Prinzippien hunn, mee wäit ofwäiche vum belschen oder vum franséischen Droit. An ech fannen, d'Kenntnis vum Lëtzebuerger Droit misst iwwerpréift ginn, éier ee kann als Referendaire schaffen.

Dat Zweet ass natierlech d'Sproochesituatioun. Et gëtt gesot, jo, duerch d'Bank sollen déi dann dräi Sprooche kënnen, mee an exzeptionelle Fäll kann dann derogéiert ginn. Et ass eeben déi Fro vun „exzeptionell". An d'Chambre des Fonctionnaires huet, menger Meenung no zu Recht, drop opmierksam gemaach, datt se ganz fäert, datt déi Derogatioun vun deenen dräi administrative Sproochen net wäert limitéiert ginn, respektiv si huet hirer Hoffnung Ausdrock verliehen, datt dat géif respektéiert ginn. Ech gleewen net drun, a mir wäerten dat gesinn.

Da kënnt awer deen allerwichtegste Punkt, dat ass, datt keng Lëtzebuerger Nationalitéit gefrot ass. An do hunn d'Virriedner, och den honorabele Rapporter Georges Margue, menger Meenung no Onrecht, ...

(Brouhaha)

... wa se soen, d'Referendairen – entschëllegt: „Charel"! –, besonnesch, wa se soen, d'Referendairë géifen eeben net ënnert deen Artikel fale vum Staatsbeamtestatut. Mee dee seet awer klipp a kloer, datt d'Nationalitéit requise ass „pour [tous] les emplois qui comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique".

An dat ass hei ganz kloer de Fall! Wann dee Referendaire Recherchë mécht, eng Nott mécht, zu enger Konklusioun kënnt, dann iwwerhëlt de Riichter déi jo, dat heescht, en ass net nëmmen iergendeng Botzfra, déi d'Poubelle eidel mécht vum Riichter. En ass deen, deen intellektuell d'Decisioun virbereet. An dat ass a mengen Aen, an eisen Aen, ganz kloer eng „participation", zumindest „indirecte", wann net souguer „directe à l'exercice de la puissance publique".

(Interruption)

An da schlussendlech huet d'Staatsbeamtekummer op eng Gefor higewisen an déi Gefor gouf mer bestätegt, wéi ech dem Kolleeg Dan Biancalana nogelauschtert hunn, dee gemengt huet, dat heite wier dann och e Wee fir de Rekrutement vu Magistraten. A genau dat ass dat, wat mir och fäerten: datt hei Netlëtzebuerger iwwert de Wee vum Referendaire erakommen, Leit, déi vläicht emol net Lëtzebuergesch schwätzen, an dann, iergendwann eng Kéier, wa mer nees eng grouss Penurie vu Magistraten hunn, gëtt dann decidéiert, datt déi sollen an d'Magistratur kommen.

Aus all deene Grënn wäerte mir géint dësen Text stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, fir d'éischt mol e grousse Merci un den Här Rapporter fir säin exzellente Rapport, a fir et direkt ze soen: Mir stëmmen dëse Projet de loi mat. Mir sinn der Meenung, datt et eng Verbesserung ass vum ëffentlechen Déngscht vun der Justiz.

Zum Beispill begréisse mer d'Tatsaach, datt d'Référendaires de justice och aus anere Beräicher wéi dem Droit kënne kommen. Ee Riichter, deen, soe mer mol, e komplexe Fall vu Steierhannerzéiung viru sech huet, kann elo am Idealfall dann och op spezifescht Wëssen zréckgräifen. Dëst ka jo, jee no Situatioun, sécherlech vu Virdeel sinn.

Eventuell dann och nach e puer Wierder zu der Bemierkung am Exposé des motifs, datt déi zoustänneg Autoritéite säit Jore Problemer hunn, Riichteren ze fannen. Ech denken, mir sinn eis all eens, datt een dëst immens seriö muss huelen, besonnesch well et implizéiert, datt d'Riichteren, déi elo do sinn, iergendwann nëmmen nach schwéier hirer Aarbecht op eng zefriddestellend Aart a Weis kënnen nokommen. Projeten wéi dee vun haut droe sécherlech zu enger Verbesserung mat bäi. Awer et schéngt mer gläichzäiteg immens wichteg, drun ze erënneren, datt een d'Situatioun net eleng duerch eng Erhéijung vun der Unzuel vun deenen zoustännege Persoune léise kann.

Dofir ass eng essenziell Fro: Wéi eng aner Méiglechkeete gëtt et, fir d'Riichteren ze entlaaschten? Ech denken hei zum Beispill u grondsätzlech Froe wéi déi vun der aktueller Drogepolitik. Wa mir et schaffe géifen, vun enger repressiver Drogepolitik fortzekommen, wou d'Vergaangenheet eiser Meenung no gewisen huet, datt se net d'Ziler erreecht, déi ee sech gewënscht huet, da géife mir d'Gesamtsituatioun verbessere fir déi betraffe Persounen, d'Police an d'Riichteren. Vereinfacht gesot: Persoune mat Suchtproblemer hëlleft een, dat wësse mer, am beschte mat spezialiséierte Strukturen a Servicer an eeben net mat enger Verurteelung. E weidere positiven Effekt wier dann eeben och eng Entlaaschtung vun de Geriichter.

Een anert Beispill sinn Entscheedunge wéi d'Gesetz iwwert d'Kompetenzerweiderunge vun den Agent-municipallen, dat d'Chamber dëse Summer gestëmmt hue, e Gesetz, wat et jo elo erméiglecht, datt d'Agent-municipallen kleng Verstéiss géint Gemengereglementer feststelle kënnen. Dës Verstéiss ginn da mat enger administrativer Sanktioun bestrooft. A vu datt ee géint d'Decisioune vum Fonctionnaire sanctionnateur e Recours en réformation virum Tribunal administratif maache kann, huet een hei allerdéngs och eng zousätzlech Charge fir d'Riichtere geschaaft.

De Conseil d'État ass hei net deen Eenzegen, deen do virdru warnt, datt den zouhuelende Réckgréff op administrativ Sanktiounen zu enger Iwwerlaaschtung vun de Juridictioune bäidroe kann, an hien empfeelt doweinst, iwwer Alternativen nozedenken. Et ass dës Ureegung zu Iwwerleeungen an Debatten iwwer Alternativen, déi mir fir wichteg halen, an eebe Froe wéi zum Beispill, ob all Dossier, dee viru Geriicht lant, dann och wierklech do lande muss, an ob dëst déi bescht Léisung fir déi jeeweileg Situatioun ass, a generell gesot, wéi een aner gesellschaftlech Ëmstänn preventiv léise kann.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt e grousse Merci un de Rapporter Charel Margue fir deen exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass rar, datt ech zu Justizprojete schwätzen, et ass awer deem geschëllt, datt ech mech u sech op een eenzegen Artikel an deem heite Gesetz wollt konzentréieren, well fir eis Piraten ass kloer, datt d'Aféiere vum Referendaire eng ganz positiv Verännerung vun der Justiz ass an et u sech hoffentlech dann och zu enger Acceleratioun vu verschiddene Prozesser bei der Justiz féiert. Dofir wäerte mer och grondsätzlech eis Zoustëmmung fir dësen Text ginn.

Mir begréisse ganz speziell den Artikel 35, deen de Recouvrement bis Enn 2025 verlängert, also den Acte de signature vum Recouvrement, well et sinn nach zirka 13.000 Leit, déi d'Demarchen entaméiert hunn, déi se awer nach net ofgeschloss hunn. Wann een dat eng Kéier op dräi Joer erofbrécht, sinn dat ronn zwielef Leit den Dag, déi am Bierger-Center vun der Stad Lëtzebuerg zousätzlech mussen ukommen, do derniewent, datt se mussen hir Rees buchen, fir iwwerhaapt emol op Lëtzebuerg ze kommen. Dat ass bis Enn dëst Joer schwiereg maachbar gewiescht. Deementspriechend, mengen ech, ass et am Interêt vu jiddwerengem, datt dat bis Enn 2025 wäert lafen, soudatt mat zwielef Leit den Dag och de Bierger-Center an der Stad Lëtzebuerg net iwwerfuerdert wäert sinn, an zousätzlech déi Leit, déi iwwerhaapt emol kënnen heihinnerkommen, well Covid an d'Inflatioun hunn et schwéier gemaach. An dofir begréisse mir ganz kloer dës Verlängerung.

Méi einfach wär et natierlech gewiescht, wann d'Chamber eis Proposition de loi gestëmmt hätt, déi generell déi Delaie verlängert hätt. Dann hätt nämlech de Staatsrot net missen eng Kritik ubréngen, datt hei en Artikel an d'Gesetz geschmuggelt gouf vun de Referendairen, ...

Une voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | ... deen u sech näischt mat de Referendairen ze dinn hat. Dat ass eng Kritik, déi ech ëmmer erëm ubréngen. An ech kann, och

wann ech den Artikel hei ganz positiv fannen, et hei net si loossen, dann awer nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt u sech deen Artikel näischt an deem heite Gesetz ze siche gehat hätt.

Mee dat gesot, gi mer awer eis Zoustëmmung, well souwuel d'Referendairë wéi och den Artikel 35 si positiv Verännerungen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President.

(Brouhaha)

Also, ech wollt vläicht op e puer Saachen awer nach eng Kéier agoen, och no den Diskussiounen, déi mer elo haten.

Fir d'éischt emol, et ass elo e puermol ugeklongen: „Mir fanne keng Magistrate méi!" Dach, mir fannen nach Magistraten, mir fannen der souguer méi wéi all déi Jore virdrun, well der och méi ausgeschriwwe ginn. Mee mir fannen der net genuch, mir fannen der net esou vill, wéi mer der gären hätten, fir dass déi Prozeduren, wéi Der et jo alleguerte gär heibannen och hätt, effikass a séier kënne gemaach ginn, op alle Fall all d'Prozeduren.

Vläicht eng Zuel: 2014 goufe véier Attachés de justice rekrutéiert. Tëschent 2015 an 2021 waren et der alljoers tëschent 13 an 18. Fir déi, déi viru méi laanger Zäit den Ofschloss, d'CCDL gemaach hunn, déi kënne sech alleguerten erënneren, dass et deemools ëmmer nëmme ganz wéineg Attachéë waren, déi rekrutéiert goufen. Dat heescht, mir sinn einfach an enger anerer Gréisstenuerdnung ukomm, wéi och bei villen anere Beruffer hei am Land. Mir brauche Magistraten, mir brauche Leit, déi dëse Beruff wëlle maachen. A mir fannen där och ëmmer erëm, well et ass en extreem attraktiven, villsäitegen a verantwortungsvolle Beruff, dee vill Leit och wëlle maachen. Mee mir fannen der net esou vill, wéi mer der gäre géife fannen! Dat awer nach eng Kéier, fir de Kader ze setzen.

Da vläicht nach zu deene Froen, wat dee Referendaire herno wäert maachen. Dat ass eng villsäiteg Tâche, dat hänkt och dervunner of, a wéi enger Spezialitéit e wäert schaffen. Dat ass jo net just fir Juristen, dat ass jo och extreem wichteg, zemools wa mer op d'Verwaltungsgeriicht kucken, wou d'Dossieren ëmmer méi technesch ginn, wou et vill ëm Urbanismus geet, wou et vill ëm Steierfroe geet, wou et wierklech wichteg ass, dass och e Magistrat sech kann op e gewëssenen Knowhow baséieren, fir dann awer herno an aller Autonomie seng Decisioun ze huelen. Et ass net déi Decisioun, déi vun engem Referendaire géif preparéiert ginn, déi herno de Riichter wäert en âme et conscience huelen, nee, de Riichter ka sech baséieren op Rechercheaarbechten, déi geleescht gi sinn. Dofir ass et och net esou, wéi vläicht deen een oder deen anere virdru gemengt huet, dass hei de Referendaire am Fong eng Aarbecht hätt, wou e wäert de Riichter remplacéieren.

Dann zu där Fro vun där Bréck, déi gemaach gëtt. Et gëtt jo och haut scho Referendairen, déi am Justizapparat schaffen, a mir haten och haut scho Situatiounen, wou Referendairen duerno de Wee an d'Magistratur fonnt hunn. An et ass jo extreem gutt, dass dat geschitt, an dat ass dat, wat mer och an Zukunft nach wëllen ënnerstëtzen. Dat si Leit, déi de Justizapparat kennen, déi sech kënnen identifizéiere mat där Aarbecht, déi do geleescht gëtt an déi déi och wëllen herno maachen. A mir hu fir d'Referendairen, wéi och fir all aner Bierger hei am Land, d'Méiglechkeet, d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, wann ee verschidde Konditiounen erfëllt. An dat ass dat, wat gemengt gi war mat där Bréck, déi ka geschloe ginn tëschent dem Referendaire an dem Riichter, wann en dann herno d'Konditiounen erfëllt.

A mir mussen eis jo awer och eng Kéier eens ginn, wat mer gären hätten! Mir kënnen net op där enger Säit lamentéieren a soen: „Et geet net virun, et geet net séier genuch, mir hunn net genuch Ressourcen, fir eppes ze maachen!", an op där anerer Säit eis wiere géint Propositiounen, déi gemaach ginn, fir Solutiounen ze fannen.

A mir gräifen nun emol zréck op déi Ressources humaines, déi mer hei am Land hunn. Fir verschidde Fonctioune muss een do d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Wa mer do Hëllefstellunge kënne bidde fir Fonctiounen, wou een déi net brauch ze hunn, da fannen ech dat eng gutt Saach. An ech gi jo dervunner aus, dass och a verschiddene privaten Etüden, an anere Fonctiounen am Justizapparat an an anere privaten Entitéiten och d'Leit net just mat Lëtzebuerger schaffen. A genau dat ass dat, wat och hei proposéiert gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dann nach e Punkt, insgesamt wollt ech awer nach eng Kéier drop hiweisen: Hei ginn net just 46 Poste geschafe bei der Justice, déi Poste vun de Referendairen, mee och nach zéng supplementaire Magistratsposten. Och dat ass e Besoin, deem mer nokommen a wou mer e Relevé eeben hunn, wou mer och e Plan pluriannuel amgaange sinn opzestellen, fir ëmmer erëm ze kucken: Wéi hunn déi verschidden Domänen evoluéiert? Wou gi vläicht méi Leit gebraucht? An déi Posten do fannt Der och an deem heiten Text. Och dat huet nëmmen e bedéngte Lien mat de Referendairen, mee heiansdo ass et wichteg, dass mer séier virukommen, an duerfir hu mer dat an deen heiten Text mat erageschriwwen.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir déi Diskussiounen, déi mer elo haten. Vläicht nach ee Punkt, d'Madamm Oberweis huet och nach drop higewisen, an zu Recht, an och de Rapport vum Här Wiwinius, dee sech jo vill mat där Fro vun der Attraktivitéit vun der Fonctioun vum Magistrat beschäftegt huet: Et geet net duer, just ëmmer nëmme Posten ze schafen, mir mussen och op aneren Niveauen agéieren. An dat hu mer d'ailleurs och schonn op e puer Punkte gemaach. Mir hunn hei schonn Adaptatioune virgeholl am Zivillprozedurrecht, fir Saachen ze vereinfachen, mir hu schonn Adaptatioune virgeholl am Strofrecht fir d'Vereinfachung vun de Prozeduren. An dat sinn och kontinuell Aarbechten, déi lafen. Mir hunn en Aarbechtsgrupp am Ministère, dee sech mat deenen dote Froe beschäftegt, wou mer ëmmer erëm kucken: Wéi kënne mer eeben d'Prozeduren nach méi einfach maachen? Mee et ass en Equiliber, dee muss gehale ginn tëschent, op där enger Säit, Prozedure vereinfachen an, op där anerer Säit, awer d'Rechter garantéiere vun all de Parteien, déi en cause sinn, soudass dat eng richteg Remark ass an eng, déi mer natierlech och weiderhin um Radar hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizminister Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7863A. Den Text steet am Document parlementaire 7863A[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7863A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7863A ass mat 56 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7863A est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par M. Max Hengel) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7940 – Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Riga, le 22 octobre 2015, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature, à Varsovie, le 16 mai 2005

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7940, engem zousätzleche Protokoll iwwert d'Preventioun vum Terrorismus. Mam Accord vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi direkt ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci villmools, Här President. Mam Projet 7940, dee mer haut hei direkt no mengem mëndleche Rapport zum Vott brëngen, wéi Dir et elo grad gesot hutt, geet et ëm d'Approbatioun vum Protokoll zu Riga, ënnerschriwwen den 22. Oktober 2015, zousätzlech zur Konventioun vum Europarot iwwert d'Preventioun vum Terrorismus, d'Konventioun, déi de 16. Mee 2005 zu Warschau ënnerschriwwe gouf.

Keng Angscht, bei esou Datumen, wou een ëmmer erëm muss fäerten, dass mer eis Hausaufgaben net gemaach hätten, verschlof hätten an elo ënner Drock wären, fir missen ze legiferéieren, fir enger Strof ze entgoen: Dat ass hei net de Fall! Mir hunn eis Hausaufgab nämlech schonn Enn 2015 gemaach

an de Code pénal ugepasst, esou wéi dëse Protokoll et virgesäit. Et ass just eng Formsaach, eng wichteg Formsaach, mee awer, et ass gutt an nëtzlech, dës Approbatioun ze formaliséieren duerch eise Vott.

Mir hunn de Rapport de 7. Dezember dëst Joer ugeholl, nodeems d'Justizministesch Sam Tanson de Projet de 5. Januar dëst Joer deposéiert hat a mer den Avis vum Staatsrot mat der grénger Luucht den 8. Mäerz kritt haten. De 16. November hu mer de Projet an der Justizkommissioun analyséiert an de Rapporter genannt.

D'Konventioun vu Warschau vun 2005 war dat éischt internationaalt Instrument no den Attentater vum September 2001 an den USA. Et ass dat éischt Instrument, fir sech effikass Mëttelen ze ginn an der Terrorismusbekämpfung. Mir hunn dës Konventioun mam Gesetz vum 26. Dezember 2012 deemools ugeholl.

Fir de Phenomeen vun den auslänneschen Terroristekämpfer besser kënnen an de Gréff ze kréien, huet de Ministerrot (veuillez lire: huet de Ministerkommittee) vum Europarot den 22. Januar 2015 decidéiert, dësen Zousazprotokoll ze verfaassen. An dësem Protokoll ginn all d'Länner opgefuerdert, fir ze legiferéieren a follgend Akten, follgend Doten ënner Strof ze stellen, et sinn der fënnef:

– wann Der Member sidd vun enger Associatioun, déi terroristesch Objektiver huet, also just d'Membersinn,

– wann Der als Terrorist trainéiert gitt, ausgebilt gitt, also net emol zougeschloen hutt oder an den Asaz koumt, mee trainéiert gitt,

– wann Der an d'Ausland gitt, fir den Terrorismus ze ënnerstëtzen, méi oder manner, ouni dass dat kloer kann nogewise ginn,

– véiertens, wann Der Auslandsreese finanzéiert vu Leit, déi terroristesch Ziler hunn,

– a fënneftens, wann Der Auslandsreesen organiséiert oder méiglech maacht mat terroristeschem Hannergrond.

Dës fënnef Dispositioune si mëttlerweil an eisem Code pénal ofgedeckt an den Artikelen, der Rei no: 135-4, 135-13, 135-15 135-5 an nees 135-15. Mir huelen haut also keng weider legislativ Moossnam, fir de Protokoll offiziell unzehuelen.

Ech froen Är Zoustëmmung zu dësem Projet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue.

D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, ech wollt och just dem Rapporter an der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi gemaach ginn ass. An ech mengen, et wär alles gesot.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7940. Den Text steet am Document parlementaire 7940[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7940 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7940 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7960 – Projet de loi portant règlement des conflits d'attribution et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

Mir kommen elo zum Projet de loi 7960 iwwert d'Reegelung vu Konflikter bei der Attributioun un d'Cour constitutionnelle. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Deen nächste Projet fir de Moien, den 7960, gouf de 27. Januar dëst Joer vun der Justizministesch deposéiert. Et ass e weidere kuerzen Text, fir de Fonctionnement vun eise Geriichtsbarkeeten ze klären. De Projet gouf den 9. Februar 2022 an der Justizkommissioun virgestallt an de Rapporter ass du genannt ginn.

Den 9. Mäerz hu mer eis an der Justizkommissioun ausgetosch – an dat ass wichteg gewiescht – mat de Vertrieder vun der Justiz a mir hunn iwwer Amendementspropose vun der CSV diskutéiert, déi mer schlussendlech awer elo net direkt zréckbehalen hunn. De 16. Mäerz hu mer dunn eng Serie Amendementer an der Kommissioun ugeholl.

De Staatsrot huet säin Avis bekanntginn den 28. Juni a mir hunn deen de 5. Oktober analyséiert an doropshin nach eng Kéier eng zweet Serie Amendementer ugeholl. Den Avis complémentaire vum Staatsrot huet eis du gréng Luucht ginn a mir hunn de Rapport fir dëse Projet de 7. Dezember ugeholl.

Ëm wat geet et bei dësem Gesetzesprojet, deen aus zwielef Artikele besteet? D'Gesetz, wa mer et stëmmen, trëtt a Kraaft de selwechte Moment wéi d'Kapitel vun der Justiz, iwwert dat mer virdrun ofgestëmmt hunn, vun der Verfassung. Mir schreiwen do nämlech dra fest, dass d'Verfassungsgeriicht an Zukunft zoustänneg ass, wann et e sougenannte „conflit d'attribution" gëtt.

E Conflit d'attributioun – also: Wien ass zoustänneg? – besteet, wann Oneenegkeet doriwwer besteet, wie sech soll drëm këmmeren, entweeder den Ordre judiciaire oder den Ordre administratif. Fir de Moment gesäit d'Verfassung vir, dass d'Cour supérieure de justice an esou Fäll soll schlichten. Interessant ass awer, dass bis haut nach ni d'Situatioun sech gestallt huet, dass huet misse geschlicht ginn. Mir hunn et also gewëssermoosse mat engem theoreetesche Problem ze di bis ewell, mee et kéint nach ëmmer kommen.

Well mat dësem Projet de loi d'Zoustännegkeet fir d'Conflits d'attribution bei d'Cour constitutionnelle geet, passe mer d'Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert d'Verfassungsgeriicht also un.

Mir hunn eis fir dëse Gesetzesprojet um franséische Modell inspiréiert. Prioritär soll et drëms goen, esou Attributiounskonflikter ze vermeiden. Dat ass dat, wat am éischte Kapitel steet. Am zweete Kapitel weise mer Léisungen op fir déi Fäll, wou dat net geklappt huet.

Am Kapitel 1 gesäit d'Gesetz vir, dass eng Juridictioun vu sech aus d'Verfassungsgeriicht ka saiséieren, fir am Zweifelsfall ze klären, ob se zoustänneg ass oder net. Huet eng Juridictioun sech net zoustänneg erkläert, mussen d'Parteien ipso facto deen aneren Ordre saiséieren. D'Verfassungsgeriicht muss entscheeden, wien zoustänneg ass am Fall, wou déi Juridictioun, un déi d'Affär verwise gouf, och näischt wëllt dermat ze dinn hunn.

Am Kapitel 2 gesäit de Gesetzesprojet vir, dass d'Parteien an enger Affär d'Verfassungsgeriicht kënne saiséieren, wann d'Geriichter vum Judiciaire a vum Administratif sech allen zwee fir net kompetent erklären. Da schwätze mer vun engem „conflit négatif", also kee wëllt, aus verschiddenen Ursaachen, sech dem Fall unhuelen.

D'Verfassungsgeriicht muss awer och entscheeden am Fall vun engem sougenannte „conflit positif", dat heescht, wann déi zwee Ordren, de Judiciaire an den Administratif, sech alle béid kompetent erkläert hunn, fir an där Affär ze urteelen.

Et gouf een Avis vum Parquet général an zweemol ee vum Staatsrot. Dee vum Parquet gouf verschafft an der éischter Serie Amendementer. De Staatsrot huet, wéi gesot, op d'Entrée en vigueur higewisen, déi zesumme mat der Verfassung sollt sinn.

Mee ëm wat ass et virun allem gaangen? An dat war och am Austausch mat de Vertrieder vun der Justiz den Objet: dass mer eis an der Kommissioun gëeenegt hunn, dass de Ministère public an Zukunft net méi direkt aktiv ass als Amicus curiae. Mir sinn hei an der grousser Juristerei ënnerwee! Dir gesitt et, eng weider Fro, fir d'Rollen a Pouvoiren net ze vermëschen, eng Fro vun Onofhängegkeet an Transparenz.

De Staatsrot war also domat averstanen, dass de Ministère public net méi aktiv wär als Amicus curiae, ënnert der Konditioun awer just, dass d'Konklusiounen, déi de Ministère public hëlt, an den Dossier kommen, wou d'Verfassungsgeriicht muss schlichten, dat heescht, dass gewosst ass, wat de Ministère public zu deem Projet denkt. Wat en aviséiert huet, muss an den Dossier kommen!

Ervirzehiewe bleift nach, dass d'Arrête vum Verfassungsgeriicht en matière de conflits d'attribution net am Journal officiel publizéiert ginn.

Voilà! Dat wär et fir mäi mëndleche Rapport. Weider Detailer fannt Der wéi ëmmer a mengem schréftleche Rapport an an den Document-parlementairen.

Ech soen Iech Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Charel Margue fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Wéi gesot, d'Originn vun dësem Projet de loi fënnt sech am Kapitel iwwert d'Justiz, dat mer virun enger Stonn hei am zweete Vott gestëmmt hunn. Et ass elo net méi d'Cour supérieure de justice, mee d'Verfassungsgeriicht, wat zoustänneg ass, wann en eventuelle Konflikt géif opkommen tëscht deenen zwee Ordres juridictionnels, op där enger Säit dem Judiciaire, op där anerer Säit dem Administratif. Et ka sinn, datt kee sech zoustänneg erkläert, et ka sinn, datt jiddwereen d'Affär wëllt maachen, da muss eeben d'Cour constitutionnelle statuéieren.

Mir haten eng gutt Diskussioun iwwert den Amicus curiae a mir hunn eis finalement duerchgesat, eeben opgrond vun der klorer Trennung vun deenen zwou Gruppe vu Riichteren, wann ech dat esou ka soen, datt hei keen Amicus curiae méi derbäi ass.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An d'Wuert geet elo un den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Ministesch, ech soen op alle Fall, fir et net ze vergiessen, dem Rapporter fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport e ganz, ganz grousse Merci. Erlaabt mer awer och, de Vertrieder vum Pouvoir judiciaire Merci ze soen, well se sech am Kader vun dësem Projet Zäit geholl hunn, fir an d'Kommissioun ze kommen, fir eenzel Diskussiounspunkten ze beliichten a fir op eis Froen ze äntwerten.

De Charles Margue huet et gesot an Dir wësst et och: Dësen Text hänkt zesumme mat der aktueller Deelrevisioun vun eiser Verfassung, a méi prezis mam Léon Gloden sengem Kapitel zu der Justiz.

Bis elo war de Mode de résolution fir Konflikter bei der Attributioun vun der Kompetenz tëschent dem Ordre judiciaire an dem Ordre administratif net reglementéiert. Aktuell war do virgesinn, dass deen Ieweschte Geriichtshaff an esou Fäll géif intervenéieren.

Mat der Revisioun vun der Verfassung goufen d'Kompetenze vum Verfassungsgeriicht erweidert a mam neien Artikel 95 (3) ass notamment seng Missioun, fir, ech zitéieren, „conflits d'attribution" ze regléieren, elo fest an der Verfassung verankert.

E klengt Wuert zu engem Haaptdiskussiounspunkt aus der Kommissioun, an de Léon Gloden huet et schonn ugeschwat: D'Kolleege vun der CSV haten d'Fro an enger éischter Sitzung opgegraff, ob de Parquet soll de Rôle vum Amicus curiae als Deel vun dësem Text zougesprach kréien, also souzesoen de Rôle vun engem extraordinäre Consultant oder Informateur, dee vun enger jeeweileger Juridictioun ka beruff ginn, fir mat sengen Observatiounen dem Geriicht notamment zu enger Léisung ze verhëllefen.

Dëst ass, wéi gesot, an der Kommissioun diskutéiert ginn, well do net vun Ufank un e Konsens bestanen huet. Och de Staatsrot hat an engem viregten Text schonn eemol eng Kéier seng Reserve bezüglech der Attributioun vun dësem Rôle un de Parquet verlaude gelooss.

No weideren Diskussiounen, ënner anerem mam Pouvoir judiciaire, si mer eis awer eens ginn, dass de Parquet och elo scho kann intervenéieren, dëst a senger Qualitéit als Partei an engem Litige. Grad an enger strofrechtlecher Affär, wou de Parquet d'Juridictioun och nach selwer saiséiert, wier d'Missioun vum Ministère public mat där vun engem Amicus curiae inconciliabel.

Deem konnte mir als DP nëmmen zoustëmmen. A wéi de Kolleeg Pim Knaff gesot huet, sollt et de façon généralisée favoriséiert ginn, eng kloer Distinctioun tëschent dem Magistrat du siège an der Magistrature debout oprechtzeerhalen.

Zum Projet de loi selwer. Wéi scho gesot, ass e liéiert un d'Verfassung. Nonobstant seet dat awer näischt iwwer seng allgemeng Meritten als eenzelnen Text aus. E Verfassungsgeriicht, dat d'Kompetenze ka klären, de préférence éier e Kompetenzgerangel entsteet, mee awer och dono, bedeit och eng méi kloer a méi effikass Justiz fir de Justiciabel, sief et, fir de Renvoi facultatif oder de Renvoi obligatoire ze klären oder am Virfeld scho Preventiounsaarbecht ze leeschten, fir positiv oder negativ Konflikter ze vermeiden. Alles dat dréit zum Schutz vum Justiciabel, also vum Bierger, bäi a wäert och derzou bäidroen, dass manner Zäit verluer geet an Dossieren, déi vill méi séier bei deene kompetenten Instanze kënnen traitéiert ginn.

Dëst ass, wéi iwwregens vill Modifikatiounen an der Proposition de loi 7575, am Sënn vun de Leit dobaussen, déi sech op d'Justiz an op de System verloossen an déi sech drop verloossen, dass si esou séier wéi méiglech bei hiren Affäre gehollef kréien.

An dësem Sënn ginn ech heimat den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. Da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop emol dem Rapporter, dem Charles Margue, merci fir säi gudde Rapport, souwuel mëndlech wéi och schréftlech.

Jo, mir hunn haut eng ganz Rei Gesetzesprojeten, déi mam Akraafttriede vun eiser Verfassung ze dinn hunn, an dëse Projet, mengen ech, iwwert dee mer elo hei befannen, ass keng Ausnam. An esou, wéi och de Rapporter et erkläert huet, geet et hei ëm eng Kompetenzerweiderung vum Verfassungsgeriicht. Dat soll amplaz vun der Cour supérieure de justice intervenéieren, wann et tëscht de Geriichter, also tëschent dem Ordre judicaire an dem Ordre administratif, zu engem Konflikt bei de jeeweilegen Attributioune kënnt. An ech mengen, e Virdeel vun dësem Gesetz ass, datt et och d'Modalitéiten, fir esou e Konflikt ze léisen, ganz prezis virgesäit.

Ech mengen, dass dat och e ganz, ganz wichtege Schratt ass, dee mer hei maachen, well et elo an Zukunft um Verfassungsgeriicht ass, dës Conflits d'attribution ze reegelen. A mir wëssen awer och, dass bis elo ëmmer d'Cour supérieure de justice dës Kompetenz hat a si dës Kompetenz elo net méi huet. Mir wëssen awer och, dass bis dato dës Kompetenz theoreetesch bliwwen ass an am Fong d'Cour supérieure de justice net saiséiert gouf.

Et gouf natierlech och gekuckt, wéi d'Nopeschlänner fonctionéieren an et gouf sech och do kloer um franséische Modell inspiréiert. A Frankräich gëtt et do dee sougenannten Tribunal des conflits, deen d'Attributiounskonflikter tëscht deenen zwee geriichtlechen Ordren am Fong reegelt, wou awer och d'Kompositioun zwëschent Membere vum Staatsrot a vum Kassatiounsgeriicht, wéi gesot, deementspriechend gereegelt ass.

Eist Verfassungsgeriicht ass kompetent an onofhängeg genuch opgestallt, fir sech an Zukunft ëm déi Kompetenzlitigen ze këmmeren, dat och an enger preventiver Natur, well et och en aval deementspriechend kann handelen.

Ech kommen nach op eng Diskussioun zréck, déi mer an der zoustänneger Kommissioun haten. Et war ugeschwat ginn, dass am Fong de Ministère public – an d'Kolleege vun der CSV hu virop déi Diskussioun ugekuerbelt – a sengem Rôle als Amicus curiae beim Verfassungsgericht soll effektiv ofgeschaaft ginn. Mir hunn an der Kommissioun konstruktiv doriwwer diskutéiert. Nach, mengen ech, kann de Ministère public awer säin Avis beim obligatoresche Renvoi natierlech bäifügen.

Wat fir eis als LSAP virun allem wichteg ass, dat ass, dass am Fong och dee preventiven a fakultative Volet nach ganz kloer hei bestoe bleift. Dat läit eis och deementspriechend um Häerz.

Voilà! Fir de Justiciabel, dat muss een awer och soen, ass dat hei natierlech eng zousätzlech Garantie a Motivatioun, fir säi Recht och kënnen anzefuerderen, wann en an enger Situatioun ass, wou e mat der Justiz ze dinn huet.

An domat ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Ganz kuerz, ech wollt dem Kolleeg Charel Margue häerzlech Merci soe fir den exzellente Rapport. Ech mengen, och Netjuristen hu verstanen, wourëm datt et geet. An dat ass ëmmer dat Wichtegst an engem gudde Rapport. Mir droen deen Text do selbstverständlech mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding. Da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt och emol nach eng Kéier e grousse Merci un de Rapporter, an ech soen dat och eng Kéier direkt: Mir droen dëse Projet mat.

Vu datt et tëscht dem Ordre judiciaire an dem Ordre administratif keng Hierarchie gëtt, denke mir dann och, dass et effektiv kohärent ass, datt am Fall vun engem Conflit d'attribution tëscht dësen zwee elo d'Cour constitutionnelle amplaz vun der Cour supérieure de justice d'Kompetenz huet, fir dës Fro ze regléieren.

Wat mir allerdéngs awer am Kontext vun der Cour constitutionnelle e bësse bedaueren, ass, datt och no der Revisioun vun der Constitutioun de Renvoi préjudiciel duerch déi verschidde Juridictiounen déi eenzeg wierklech Méiglechkeet bleift, fir si ze saiséieren. D'Objektiv vun dëser Juridictioun ass jo, d'Vereenbarkeet vun de Gesetzer mat der Constitutioun ze iwwerpréiwen. A mir sinn hei der Iwwerzeegung, dass eng Erweiderung vum Accès zu der Cour constitutionnelle dësen Objektiv ënnerstëtze géif, esou wéi mir dat och an eiser Verfassung (veuillez lire: an eiser Verfassungspropositioun) virgesinn hunn.

Déi geréng Zuel vun den Arrête vun der Cour constitutionnelle pro Joer schwätzt schonn eleng Bänn a steet ganz kloer als Zeechen dofir. Fir den Accès ze erweideren, kéint ee beispillsweis driwwer nodenken, verschiddenen Acteuren, wéi zum Beispill den Deputéierten, de Chambre-professionnellen oder de Gemengen, am Virfeld vun engem Gesetz, also ganz kuerz, ier et a Kraaft trëtt, oder eebe ganz séier, nodeems et a Kraaft getrueden ass, d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Cour constitutionnelle ze saiséieren. Esou hätt een d'Méiglechkeet, déi Texter, wou Zweifele bestinn, séier iwwerpréiwen ze loossen.

Ech verweisen hei gär nach eemol op eis Propositioun, déi ech gëschter virgestallt hunn, déi verschidde Méiglechkeete gëtt fir eng Erweiderung vum Accès zur Cour constitutionnelle.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et och ganz kuerz maachen. Merci dem Charel Margue fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, a mir wäerten och eis Zoustëmmung ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President, a merci der ganzer Kommissioun, virop dem Rapporter Charel Margue. Dir hutt elo hei ganz am Detail beliicht, ëm wat et geet an och nach eng Kéier an de Fokus gestallt, dass et u sech ee bis elo theoreetesche Problem ass, deen hoffentlech och theoreetesch bleift.

Nawell muss e gereegelt ginn, dat ass hei ausféierlech gemaach ginn. Dat ass den Objet vun dësem Gesetz. An ech mengen, dass dat elo kloer ass an dass et och gutt ass, dass mer dee Kader elo hei esou hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7960. Den Text steet am Document parlementaire 7960[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7960 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7960 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8076 – Projet de loi portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation

Dee leschte Punkt vun haut de Moien ass de Projet de loi 8076, eng temporär Suspendéierung vum Deguerpissement. An d'Wuert huet direkt den honorabelen Här Charles Margue als Rapporter vun dësem Projet de loi.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Voilà, dat ass de fënnefte Projet fir de Moien. Mir stëmme mat dësem Gesetzesprojet 8076 eng Dispositioun, déi virgesäit, dass Locataires, déi wéinst der Energiekris an der Inflatioun hire Loyer net kënne bezuelen, net elo am Wanter riskéieren, op d'Strooss gesat ze ginn.

Dëse Gesetzesprojet gouf vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert de leschten 3. Oktober. De Staatsrot huet eis säin Avis ginn déi lescht Woch, den 13. Dezember, mat enger Opposition formelle an enger Proposition de texte, wat eis et erméiglecht huet, an der Justizkommissioun vum 15. Dezember den ursprünglechen Text an den ofgeännerten ze examinéieren. Mir hunn dunn och de Rapporter genannt an de Rapport direkt ugeholl an där selwechter Sitzung, well mer gutt virbereet waren.

Erlaabt mer e puer Wierder, fir méi däitlech ze soen, ëm wat et hei geet. Mir liewen an enger Zäit vun Inflatioun, vun héijen Energiepräisser a méiglechem Kafkraaftverloscht. Mir riskéieren, eng Rei Mënschen ze verléieren, Mënschen, deenen et net esou gutt geet, déi Schwieregkeete kënne kréien, fir hir Rechnungen zurzäit ze bezuelen an och hir Loyeren a soss Wunnkäschten. An een, deen net bezilt, dee kann normalerweis gekënnegt kréien, a wann e seng Wunneng dann awer net verléisst, da kann en op d'Strooss gesat ginn.

Fir dat ze evitéieren, huet dëse Gesetzesprojet 8076 e Mechanismus, dee virgesäit, datt déi gekënnegt Locataires eng Requête beim Friddensriichter kënnen areechen, fir eng Suspensioun ze froen, déi bis den 31. Mäerz 2023 d'nächst Joer geet. Dës Demande muss natierlech begrënnt si mat den néidege Pabeieren, aus deenen ervirgeet, dass den Demandeur wéinst senger prekärer Situatioun, onofhängeg vu sengem Wëllen, keng aner Wunneng zu den aktuelle Locatiounspräisser ka fannen.

Hei d'Avisen – interessant, mee net iwwerraschend, jee nodeem, aus wéi enger Perspektiv een dëse Gesetzesprojet kuckt –: D'Huissieren, d'Dierwiechter huelen dëse politesche Choix zur Kenntnes a positionéiere sech net zwëschent den Interesse vun de Proprietären an de Persounen, déi gekënnegt kréien.

D'Staatsbeamtekummer begréisst de generelle Standpunkt vum Legislateur, d'Mënschen a Schwieregkeeten ze schützen, seet awer, dass den Demandeur muss begrënne kënnen, dass en a Schwieregkeeten ass.

D'Salariatskummer seet, dass e bessere Schutz vun de Locataires néideg ass a freet d'Regierung ze kucken, ob nom 31. Mäerz d'nächst Joer gegeebenefalls d'Héicht vun den Energiepräisser net esou ass, dass dës Moossnam eventuell misst verlängert ginn.

D'Handelskummer ka verstoen, dass mer eng Trêve hivernale maachen, mee mir sollten oppassen, dass d'Proprietären net nach méi penaliséiert ginn an deem Sënn, dass hir Locataires ëmmer méi an hirer Schold sinn a wéineg Aussiicht besteet, dës Suen enges Daags anzedreiwen. Dat ass d'Problematik vum Cumul bei engem, deen net ka bezuelen, deen ëmmer méi Schold kritt.

An deem Avis steet och nach, dass et u Sozialwunnenge feelt an een dee Problem net léise kann op d'Käschte vun de Proprietären.

(Interruption)

An deem Sënn suggeréiert d'Handelskummer, ob dës geschëllte Loyeren net vun der ëffentlecher Hand sollten iwwerholl ginn. Eng Suggestioun!

De Staatsrot reflektéiert dann och dës entgéintgesaten Interesse vu betraffene Locataires a Proprietären a kënnt zur Konklusioun, dass déi gesetzlech Dispositioun muss esou kadréiert sinn, dass keen Abus geschitt, an dass d'Demande kloer begrënnt muss ginn. Et dierf also keen Automatismus dorauser entstoen an all Grënn vu Kënnegunge musse betruecht ginn. Zum Beispill kann et net sinn, dass ee Leit schützt, déi amgaange sinn, eng Wunneng ze degradéieren, oder dass een et dem Proprietär onméiglech géif maachen, a seng Wunneng ze goen, déi e fir sech selwer brauch. Dir kënnt dës Iwwerleeunge vum Staatsrot a mengem schréftleche Rapport am Detail noliesen.

Mir hunn an eiser Sitzung vum 13. (veuillez lire: vum 15. Dezember) de Rapport eestëmmeg ugeholl gehat a jiddwereen, deen do war, war och averstanen, dass mer elo keng weider Debatt maachen; mee dat hu mer elo geännert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An dann huet den Här Roy Reding d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Roy Reding (ADR) | Jo, merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Charel Margue huet elo a sengem Rapport, wéi en déi verschidden Avisen opgezielt huet, ganz genau de Fanger op d'Wonn geluecht. Ech mengen, d'Realitéit vu Leit, déi mat den Enner net méi zesummekommen, ass do. Si ass batter, mir mussen deene Leit hëllefen, onbedéngt! Et ass schrecklech, wann s de däi Loyer net méi kanns bezuelen an da flitts de op d'Strooss. Dat däerf net geschéien!

Mee d'Léisung dovunner, do maache mir eis et awer einfach, wa mer déi op de Proprietär verschubsen. Well och de Proprietär huet Schwieregkeeten! Och de Proprietär huet héich Energiekäschten, och de Proprietär muss e Prêt rembourséieren, wou d'Zënsen eropginn. Maache mer elo eng Kéier e Gesetz, wou mer soen, mir iwwerhuelen als Staat déi

Mensualitéiten, déi e Proprietär net ka bezuelen, well e kee Loyer méi kritt?

Ganz richteg war och dee Räsonement: „De Problem gëtt ëmmer méi schlëmm." Wann ee kee Loyer méi bezilt a keng Charge-socialle méi bezilt wärend 6 Méint, 12 Méint, 24 Méint, op wéi vill summéiert sech dann déi Schold? Kann dee Mënsch déi jeemools rembourséieren, jo oder nee?

Duerfir wär eis Léisung ganz kloer – an ech weess, dat léisst sech net an engem Otemzuch maachen –: Et musse genuch Wunnechten zur Verfügung stoen, wou Leit, déi en Déguerpissement forcé hunn, kënnen ënnerkommen! Mee zweetens ass et um Staat, wann e wëll deenen aarme Leit hëllefen, déi missten op d'Strooss gesat ginn, dann ass et um Staat, fir déi Arrieréen ze iwwerhuelen, an net um Privatproprietär, fir an de Ruin gedriwwen ze ginn!

Aus all deene Grënn wäerte mir als ADR dësen Text net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, Här President, merci, dass Der eis erlaabt hutt, e puer Wierder ze soen zu dësem Gesetz, obwuel et net virgesi war, well mir menge schonn, dass et awer wichteg ass, e puer Wierder ze soen.

Mir sinn opmierksam gemaach ginn op dëst Gesetz virun zwou Wochen, wéi eng Famill eis kontaktéiert huet, déi effektiv riskéiert, elo Ufank Januar op d'Strooss gesat ze ginn, mat hire Kanner! An du si mer mol kucke gaangen, wou dat heite Gesetz dru wär, an do hu mer festgestallt, dass dat jo Ufank Oktober schonn deposéiert gi war. An do kënne mer eis just wonneren, firwat den Avis vum Staatsrot esou laang gebraucht huet! Effektiv, dat ass jo elo onofhängeg vun der Chamber, mee mir hunn eis gewonnert, firwat den Avis vum Staatsrot esou laang gebraucht huet.

A wéi mer en du bis gelies hunn, hu mer eis och gewonnert iwwert déi Aussoen, déi do drastinn, an zwar, dass d'Locataren hei favoriséiert gi par rapport zu de Proprietären an dass si quasi en „traitement spécial" (veuillez lire: en „traitement spécifique") gemaach kruten, wéi et an hirem Avis steet. Ech ka mech wierklech just iwwer esou Propose wonneren, wa mer wëssen, dass d'Locataren de Maillon faible sinn um Wunnengsmarché, dass awer trotzdeem d'Proprietäre souzesoen ..., also dass d'Relatioun tëscht de Proprietären an de Locatairë keng neutral Relatioun ass. Et ass jo net, wéi wann déi d'selwecht vill Pouvoir hätten. Also, ech mengen, et geet ganz kloer drëms, d'Locataren do virdrun ze beschützen, op d'Strooss gesat ze ginn. An natierlech, wa mer soen, dass mer se musse beschützen, da steet et ausser Fro, dass se am Wanter op d'Strooss gesat ginn!

A mir wonneren eis och e wéineg driwwer, dass de Staatsrot, wann e sou laang gebraucht huet, fir dësen Avis ze produzéieren, dee lo sou kuerzfristeg komm ass, engem jo quasi den Artikel opdrängt, dee mer jo elo mussen unhuelen. Fir eis wierkt dat awer e bëssel che wéi esou en Zwang, wou mer elo mussen unhuelen, well mir sti lo virun der Vakanz. Natierlech wëlle mer dat Gesetz votéieren, well mer net wëllen, dass Leit op d'Strooss gesat ginn, mee mir hunn awer do trotzdeem e bëssel chen d'Gefill, dass do e bëssen e politescht Spill gespillt gouf, wou mer elo eigentlech viru fäerdegen Dote stinn a mir deen Artikel elo esou mussen unhuelen, wéi en do steet, obwuel e verwässert gouf!

A wann een da liest, dass et jo effektiv och drëms geet, dass, wann de Proprietär a sengem eegene Besoin ass, fir déi Wunneng ze recuperéieren, dann d'Persoun awer kann op d'Strooss gesat ginn, da soe mir eis, do steet awer dann d'Dier och wäit op fir eventuell Abusen, well et weess ee jo net genau: Wéi kann een dat Recht kontrolléieren, also och kontrolléiere goen, dass dee Besoin och wierklech existéiert an esou weider?

Also mir maachen eis immens Suergen, dass do awer eng Gefor besteet, dass d'Leit awer op d'Strooss gesat ginn, mat hire Kanner, am Wanter! Mir hu lo scho gesinn, wéi de Wanter schonn ugefaangen huet! Mir hu wierklech Problemer mat dësem Artikel, mir wäerten en awer matdroen, well natierlech musse mer dat dote stäerken. Mee, wéi gesot, ech mengen, et war wichteg, dass mer konnten e puer Wierder dozou soen, well mer dat doten awer relativ problematesch fonnt hunn, dat Virgoe vum Staatsrot!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci Iech alleguerten – also fir déi, déi elo hei hir Zoustëmmung ginn. Ech fannen et wichteg, dass mer an dësen Zäiten en zousätzleche Sécherheetsfilet abaue fir déi Leit, déi missten hir Wunneng verloossen, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn an déi keng aner Wunneng fannen, vu déi Situatioun, déi mer awer kennen, mat de Präisser, déi generell an d'Luucht ginn – net nëmmen d'Energiepräisser, mir hunn och eng héich Inflatioun –, an eebe mat de Schwieregkeeten um Wunnengsmarché, déi mer kennen.

Natierlech muss een ëmmer all d'Rechter an en Equiliber setzen. Bon, mir haten effektiv proposéiert, e bësse méi wäit ze goen, a wéi d'Madamm Oberweis et elo grad beschriwwen huet, war et elo e bëssen à prendre ou à laisser, well dat hei déi lescht Chamberswoch ass virun dem Enn vum Joer, a wann dat heiten nach soll iergendeen Effekt hunn, da wär et eebe wichteg, dass mer elo nach zu deem Vott kéinte kommen. An ech hätt natierlech och gäre gehat, wa mer deen Avis vum Staatsrot e bëssen éischter kritt hätten, fir datt mer dat och hätte kënnen am Detail gutt diskutéieren. Dat war leider elo hei net de Fall.

Ech sinn awer frou, dass mer deen heite Garde-fou nach kënnen dertëschentschiben an eebe fir e puer Leit dann evitéieren, dass se op d'Strooss gesat ginn, wann dann déi Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn.

Merci Iech alleguerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8076. Den Text steet am Document parlementaire 8076[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8076 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Ordre du jour

Da gëtt gefrot, datt mer den éischte Projet vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg elo nach géifen huelen, de Projet 7758.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

8. 7758 – Projet de loi portant

1) mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et

2) modification de la loi du 1er août 2018 portant

1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ;

2° modification du Code de procédure pénale ;

3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale

Da géif ech direkt d'Wuert fir den zweete Projet, wou et ëm d'Upassung vun der géigesäiteger Unerkennung vun de Gel- a Beschlagnamungsdecisioune geet, de Projet de loi 7758, dem Rapporter ginn, dem honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Ech versichen dann elo nach eng Kéier, als Netjurist e juristeschen Text esou duerzeleeën, dass e jiddwerengem ka kloer sinn. Voilà!

Mir hunn et erëm mat engem Projet de loi ze dinn, fir de juristeschen Arsenal géint Terrorismus a Geldwäsch international auszebauen. Et geet ëm en

Instrument vun Zesummenaarbecht an Unerkennung ënner Form vun engem direkt uwendbaren an obligatoresche Reglement säit dem 18. Dezember 2020, also viru genee zwee Joer. Mir passen elo d'Lëtzebuerger Gesetzgeebung un, fir dëst Instrument en matière pénale an eis Texter anzeféieren. Et geet ëm dat géigesäitegt Unerkennen an d'Ausféierung vun Decisiounen, wou eppes agefruer oder confisquéiert gëtt, ob eng Verurteelung schonns gesprach ass oder eeben nach net gesprach ass.

Aus den Avisen, déi mer zum Projet de loi erakruten, geet ervir, dass schonn éischt Erfarunge mam Dispositif gemaach goufen – wéi gesot, et war e Règlement d'application directe –, an déi Erfarunge sinn duerchweegs positiv an d'Effikassitéit vum neien Handwierksgeschier ass gutt a gëtt ënnerstrach.

De Reglement viséiert, et méi einfach ze maachen, fir iwwert d'Grenzen eraus an der Europäescher Unioun Avoiren ze recuperéieren, a preziséiert d'Optiounen, déi d'Länner hu bei der Transpositioun.

Eng Décision de gel, dat heescht also, eppes anzefréieren, huet als Zil ze verhënneren, dass déi Avoiren zerstéiert ginn, verschwannen, deplacéiert oder verännert ginn, fir dass se spéider kënne confisquéiert ginn, wann eng Verurteelung rechtskräfteg ass. Mir sinn hei also an enger preventiver Logik ënnerwee, an dat, fir iwwert d'Grenzen ewech schnell an effikass kënnen ze reagéieren, ier et ze spéit ass, wann dann op eng Kéier sou Avoire „verschwonne" wären.

Et ass en techneschen Dossier a wéi all Kéier, wann et transnational ass, wann et ëm d'Kooperatioun vun nationale Justizautoritéiten an d'Ëmsetzung vun Decisioune geet, hu mer et mat enger gréisserer Komplexitéit ze dinn.

Wann eng Entscheedung geholl gëtt, Avoiren anzefréieren, da gëtt dozou en Certificat ausgestallt vum Procureur général d'État. Et geet drëms, dass dësen Certificat vun de Memberstaate géigesäiteg unerkannt gëtt an esou d'Decisioun iwwert d'Grenze vum eegene Land eraus kann ausgeféiert ginn. Deen Certificat ass op Däitsch oder Franséisch ausgestallt, eng Iwwersetzung op Englesch ass awer och akzeptéiert. Den Certificat geet weider un en Untersuchungsriichter am betraffene Land, wou d'Avoire sinn, an dat ëmmer via de Procureur général. Et sinn also d'Procureuren, déi op béide Säiten de Bréifdréier vun deem Certificat sinn.

An den Artikele 5 an 9 vum Projet de loi ass d'Lëscht festgehale vun Infraktiounen, am Kader vun deene e Gel an/oder eng Confiscatioun kënne geschwat ginn, hei e puer Beispiller, a mir sinn do an der Weiderféierung vun der Bekämpfung vu Schwéierkriminalitéit an Terrorismus, wéi mer et virdru schonn am Gesetzesprojet waren:

Et geet ëm Mënschen- an Organhandel, Vergewaltegung, et geet ëm sexuelle Mëssbrauch u Kanner oder Pedopornografie, et geet ëm Rassismus an Auslännerfeindlechkeet oder Drogenhandel an Trafick vun Hormonpreparater, ëm Passeuren, Terrorismus a Sabotage, Geiselnam, Entféierung an Homizid, et geet einfach ëm de Fait, Member vun enger krimineller Organisatioun ze sinn, et geet ëm Korruptioun, Fraude, Escroquerie, Erpressung, et geet ëm Wäisswäscherei, et geet ëm illegale Konschthandel, Geldfälscherei a Fälschung vun Dokumenter a Bezuelungsmëttelen, Contrefaçon vu Produkter, et geet och ëm Cyberkriminalitéit, et geet ëm Ëmweltkriminalitéit, et geet ëm Trafick mat nuklearen a radioaktive Substanzen an et geet ëm Trafick mat Autoen, ganz banal.

Déi aner Artikele beschreiwen d'Prozeduren, déi ze respektéiere sinn, esouwuel wa Lëtzebuerg eng Décision de gel/de confiscation ufreet, wéi och, wa Lëtzebuerg eng soll ausféieren op Demande vun engem aneren EU-Memberland.

Am Artikel 13 hu mer via Amendement an dësem Gesetzesprojet enger Demande vum Parquet général Rechnung gedroen, fir d'Gesetz vum 1. August 2018 ze modifizéieren, wou eng prozedural Lacune dra war. D'Detailer stinn a mengem schréftleche Rapport.

Zum Werdegang: De Gesetzesprojet 7758 ass den 1. Februar 2021 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert ginn. Mir hunn den 10. Mäerz 2021 eis an der Kommissioun eng éischte Kéier dermat befaasst an de Rapporter bestëmmt. Den Avis vum Staatsrot war den 23. Mäerz 2021 do. Mir hunn de 6. Oktober zejoert doropshin an der Kommissioun eng Serie Amendementer ugeholl. De 17. Dezember 2021 krute mer den Avis complémentaire zu dësen Amendementer. Den 23. November dëst Joer hu mer deen Avis analyséiert an de 7. Dezember de schréftleche Rapport an der Kommissioun ugeholl.

Nieft den zwee Avise vum Staatsrot krute mer och en Avis vum Barreau an ee vun de Justizautoritéiten. Den Detail ass zum Deel am schréftleche Rapport an in extenso an den Documents parlementaires nozeliesen.

Ech soen Iech Merci fir de Moien a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue. Mam Accord vun der Kommissioun gëtt och no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt.

Fir d'éischt kritt awer nach d'Madamm Ministesch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, dat war och erëm ganz ausféierlech. Merci dem Rapporter, merci der Kommissioun. Ech mengen, deem gëtt et déi Kéier näischt bäizefügen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ministesch.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7758. Den Text steet am Document parlementaire 7758[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7758 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7758 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Serge Wilmes (par M. Max Hengel), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Schluss vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt haut de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 10.36 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7011	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	86
Initiative pour l'emploi	7038	Marc Spautz	88
Vidéosurveillance au travail	7040	Marc Goergen	88
Effets indésirables des vaccins contre la Covid-19	7042	Jeff Engelen	88
Publicité pour un livre par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	7043	Marc Goergen	89
Accès au marché du travail pour les demandeurs de protection internationale	7044	Paul Galles	89
Réintégration de bénévoles auprès du CGDIS	7045	Marc Goergen	89
Cours de premiers secours obligatoire dans le cadre de l'obtention du permis de conduire	7046	Jeff Engelen	89
Phases vertes des passages à piétons	7047	Marc Goergen	90
Médecin référent	7050	Mars Di Bartolomeo	90
Étiquetage nutritionnel à code couleur	7052	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	91
Voie de délestage à Echternach	7053	Carole Hartmann	91
Don d'organes	7054	Mars Di Bartolomeo	92
Primes à l'abattage de sangliers	7055	Martine Hansen	92
Lutte de la Caisse nationale de santé contre les abus et la fraude	7056	Mars Di Bartolomeo	92
Achat de vaccins contre la Covid-19	7057	Sven Clement	93
Déclaration du chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell	7059	Fernand Kartheiser	93
Certificats de CO_2	7060	Fernand Kartheiser, Fred Keup	93
Radars sur la N7	7062	André Bauler	93
IRM à Grevenmacher	7063	Sven Clement	93
Autorisation d'exercice pour les médecins à diplôme étranger	7064	Jeff Engelen	94
Importation de produits alimentaires	7065	Jeff Engelen	94
Sécurité dans le cadre des chasses en battue	7066	Marc Goergen	95
Médicaments innovants	7067	Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf	95
Plan d'aménagement général	7068	Martine Hansen, Gilles Roth	96
Équipe climat	7069	Marc Goergen	97
Nouveau site de l'Administration des travaux publics à Marnich	7070	André Bauler	98
Pont du contournement entre Schieren et Ingeldorf	7071	André Bauler	98
Désactivation d'éoliennes	7072	Marc Goergen	98
Subvention loyer	7074	Semiray Ahmedova	98
Dérogations aux sanctions contre la Russie	7079	Laurent Mosar	99
Autorisation de mise sur le marché pour les médicaments	7100	Sven Clement	95
Mise sur le marché de médicaments innovants	7192	Max Hengel, Jean-Marie Halsdorf	95

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7011** (18/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous leurs responsabilités.

– Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

– Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

– Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

– Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

– Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Le Ministère de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) accorde différentes aides respectivement subventions, primes ou subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, à savoir :

– Subventions aux ménages à faible revenu et subvention du maintien scolaire (article budgétaire 10.3.34.061)[1] :

Une subvention aux ménages à faible revenu est allouée aux élèves ou parents d'élèves inscrits dans un établissement de l'enseignement secondaire public luxembourgeois ou dans un établissement d'enseignement privé sous régime contractuel suivant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois, et vivant dans un ménage disposant de faibles revenus. La subvention est attribuée en fonction d'un indice social qui dépend de la composition de la communauté domestique et du revenu mensuel net du ménage. Elle est destinée à l'acquisition de matériel scolaire et à la participation aux frais d'activités périscolaires et parascolaires, et varie entre 662,28 € et 993,42 € (n. i. 877,01) par élève et par an.

Une subvention de maintien scolaire est accordée à l'élève en âge adulte se trouvant dans une situation de détresse psycho-sociale le poussant à quitter son domicile familial. La subvention de maintien scolaire est une subvention mensuelle, allouée en fonction de la situation financière de l'élève ; elle contribue à couvrir ses frais de vie, de loyer et de scolarité.

– Subventions diverses aux ménages, subsides au minerval de l'enseignement musical (article budgétaire 10.4.34.090)[2] :

Cette subvention est une aide qui a pour objet de prendre en charge le minerval conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal et consiste en un remboursement de ce minerval aux parents ou tuteurs par l'État. L'élève, pour lequel l'aide est demandée, doit être inscrit dans un établissement tel que prévu par la loi et être âgé de moins de 18 ans au 1er septembre précédant l'année scolaire de référence. Le ménage dont fait partie l'élève doit disposer d'un revenu mensuel brut inférieur à trois fois et demi le salaire social minimum non qualifié, augmenté de 500 € pour chaque enfant de moins de 18 ans au 1er septembre précédant l'année scolaire de référence à partir du deuxième enfant.

– Prime de formation pour les apprentis inscrits aux cours d'orientation et d'initiation professionnelles (article budgétaire : 11.3.34.052)[3] :

Cette prime est allouée si l'apprenant réussit les objectifs fixés aux cours et s'il se trouve sous contrat

[1] L'article 2 de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires, qui a été introduit par la loi du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation, constitue la base légale de la subvention pour ménages à faible revenu et la subvention de maintien scolaire pour les élèves de l'enseignement secondaire luxembourgeois.
Règlement grand-ducal 19 octobre 2020 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive des fonctionnaires stagiaires relevant des différentes catégories de traitement auprès du Service de coordination de la Maison de l'orientation

[2] Loi du 27 mai 2022 portant :
1. Organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
2. Modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

[3] Article 20 de la loi modifiée du 16 mars 2007 portant 1° organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2° création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation

d'apprentissage ou sous contrat de travail depuis au moins six mois.

– Indemnité de formation pour les personnes majeures de moins de 25 ans fréquentant les cours au Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) (article budgétaire 11.3.34.051)[4] :

Cette indemnité vise les personnes majeures de moins de 25 ans qui ne se trouvent pas sous contrat d'apprentissage et qui suivent leur formation dans le CNFPC.

– Soutien aux bénévoles : remboursement de frais de formation (article budgétaire 11.8.34.012) :

Les jeunes, qui obtiennent un brevet B ou C et qui s'engagent ensuite pendant au moins 12 mois bénévolement dans une organisation de jeunesse, peuvent demander un remboursement des frais de formation (250 € par brevet) auprès du Service national de la jeunesse (SNJ).

Actuellement, seuls les jeunes ayant passé leur brevet dans le cadre de leur bénévolat auprès des Lëtzebuerger Guiden a Scouten (LGS) et de la Fédération nationale des éclaireurs et éclaireuses du Luxembourg (FNEL) remplissent les critères pour demander un remboursement des frais de formation. Cette possibilité de demander un remboursement des frais de formation est connue par les LGS et la FNEL dont les chefs en informent les jeunes.

– Contribution aux parents assurant le transport scolaire non rémunéré d'élèves à besoins spécifiques (Article budgétaire 10.7.34.010) :

Tout élève à besoins spécifiques qui bénéficie d'une prise en charge spécialisée au sens de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire, bénéficie de la gratuité du transport scolaire (cf. art. 8 de la loi citée). Celui-ci est organisé conjointement par les ministres ayant l'éducation nationale et le transport dans leurs attributions.

En pratique, l'Administration des transports publics (ATP) du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP) organise le service Mobibus (ancien CAPABS) et dispose des crédits budgétaires requis à cet effet. Les critères d'éligibilité des élèves à besoins spécifiques (EBS) au transport CAPABS sont définis de commun accord entre l'ATP du MMTP et le Service de la scolarisation des élèves à besoins spécifiques (S-EBS) du MENJE.

L'article budgétaire 10.7.34.010 est dès lors uniquement destiné à verser une contribution aux parents/représentants légaux d'un élève à besoins spécifiques qui assurent le trajet scolaire lequel ne peut pas être assuré par le transport Mobibus.

Nombre de bénéficiaires et coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Concernant l'article budgétaire 10.7.34.010 (Contribution aux parents assurant le transport scolaire non rémunéré d'élèves à besoins spécifiques), son origine remonte à plus de 30 ans, il s'avère difficile de renseigner sur le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de sa création. En effet, cet article budgétaire existait déjà en 1987 et s'intitulait : « 12.0.33.01 Contribution à des parents ayant à charge des enfants inadaptés et à des personnes assurant un transport non rémunéré d'enfants inadaptés ». Les informations et l'argumentaire lors de la création de cet article ne peuvent être retracés et les justifications utilisées pour argumenter le budget des années suivantes ne donnent pas de détails sur le nombre de bénéficiaires et se basent sur les valeurs et les dépenses des années précédentes.

Nombre d'ayants droit bénéficiant effectivement de ces aides et le coût budgétaire réel

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Raisons principales pour lesquelles des demandes ont été refusées

Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS)

Le demandeur doit répondre à un certain nombre de critères d'éligibilité prévues par le cadre légal et réglementaire. Quelque 1.200 demandes de subvention pour ménages à faible revenu sont refusées par année. La raison principale (70 %) est le dépassement du seuil de faible revenu fixé par règlement grand-ducal. Dix demandes de subvention de maintien scolaire ont été refusées au courant de l'année 2021/2022. Les refus sont généralement liés au fait que l'élève dispose de revenus suffisants pour subvenir à ses besoins.

Enseignement musical

Les demandes ont été refusées principalement pour les motifs suivants :

– les critères d'éligibilité n'étaient pas remplis (p. ex. enfants trop âgés, revenu mensuel des parents dépassant le seuil fixé) ;
– les dossiers de demande étaient incomplets, malgré des demandes de renseignement supplémentaires.

Service de la formation professionnelle (SFP)

En vue de l'obtention d'une indemnité de formation, des demandes ont été refusées pour les motifs suivants :

– le taux de fréquentation des cours d'au moins 80 % de la durée totale des cours n'a pas été respecté ;
– l'apprenti a arrêté sa formation.

Service national de la jeunesse (SNJ)

La demande de remboursement est refusée si le jeune ne s'est pas encore engagé bénévolement pendant au moins 12 mois après l'obtention du brevet.

Initiatives prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures/initiatives prévues à l'avenir

Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS)

Les parents d'élèves sont informés par écrit de la possibilité d'introduire une demande de subvention pour ménages à faible revenu. Le courrier d'information est généralement joint en fin d'année scolaire avec le bulletin ; sinon en début d'année avec les informations utiles faisant suite à l'inscription au lycée.

Les Services psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) des lycées rappellent aux élèves en début d'année scolaire que le questionnaire de demande peut être retiré en leurs locaux. Si besoin, les membres des SePAS accompagnent les familles dans les démarches administratives y liées.

Avec l'introduction, à la rentrée 2022-2023, de la gratuité d'un repas au restaurant scolaire du lycée – associée à l'octroi d'une subvention – les parents d'élèves ont été informés des démarches via bulletin d'information diffusé par courriel. Les élèves faisant face à une situation de détresse sont en contact avec le SePAS, qui les guide et les accompagne dans les diverses démarches, y compris pour la demande de subvention de maintien scolaire.

Le service responsable de la gestion de ces subventions envisage un plan de transformation numérique qui a pour ambition de rendre le recours à ces aides plus accessible, plus rapide, plus efficace et plus transparent.

Enseignement musical

À partir de l'année scolaire 2022-2023 (année budgétaire 2023) l'aide étatique pour subvenir au minerval de l'enseignement musical a été adaptée et élargie. L'article 19 de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical fixe le détail des modalités.

Par rapport au règlement grand-ducal du 14 décembre 2016 fixant les conditions et modalités de l'allocation d'une aide à l'enseignement musical dans le secteur communal, les adaptations, au bénéfice des parents/tuteurs, sont les suivantes :

– la limite d'âge de l'élève pour lequel l'aide est demandée est augmentée à 18 ans au 1er septembre précédant l'année scolaire de référence (14 ans auparavant) ;
– les parents/tuteurs dont le revenu mensuel brut ne dépasse pas le seuil de 3,5 fois le salaire social minimum non qualifié (augmenté de 500 € pour chaque enfant de moins de 18 ans au 1er septembre précédant l'année scolaire de référence, à charge à partir du 2e enfant) peuvent demander un remboursement intégral du minerval payé pour les cours ne tombant pas sous la gratuité instaurée par la loi :

• si le revenu mensuel brut dépasse le seuil fixé jusqu'à 10 %, 75 % du minerval payé sont remboursés sur demande des parents/tuteurs (nouveau) ;
• si le revenu mensuel brut dépasse le seuil fixé jusqu'à 20 %, 50 % du minerval payé sont remboursés sur demande des parents/tuteurs (nouveau).

Service de la formation professionnelle (SFP)

Depuis quelques années, le SFP s'engage à mettre en place une simplification administrative pour assurer que les aides reviennent aux personnes qui en ont besoin et pour lesquelles elles ont été instaurées. Dans ce contexte, la crise sanitaire de ces dernières années a eu un impact majeur qui a mené les agents du SFP à simplifier certaines démarches administratives.

Service national de la jeunesse (SNJ)

Les bénéficiaires potentiels sont les jeunes animateurs, détenteurs d'un brevet B et C. Ils sont informés sur le dispositif dans le cadre de leur formation. De plus, le site www.animateur.snj.lu, un site de référence, informe sur le remboursement des frais de formation.

Transport scolaire d'élèves à besoins spécifiques

Chaque demande éligible est traitée par le service EBS et devient donc un droit réel pour les parents/représentants légaux qui assurent le transport scolaire de leurs enfants.

S'agissant d'un nombre très restreint de cas pour lesquels le service Mobibus ne peut pas assurer le transport scolaire des élèves, il n'y a pour l'instant pas eu d'initiatives prises pour mieux faire connaître ces mesures. Néanmoins, il est important de souligner que chaque centre de compétence travaillant en étroite collaboration avec les parents des élèves à besoins spécifiques garantit que les parents soient informés de leurs droits et de ceux de leur enfant, y compris les possibilités de transport ou de remboursement des frais, le cas échéant.

Le MENJE et le MMTP s'efforcent d'améliorer les conditions et la sécurité des élèves à besoins spécifiques pendant le transport scolaire. En effet, le MENJE et le MMTP ont convenu en 2021, en accord avec l'IGF, de mettre en place dans les transports Mobibus un service d'accompagnement en faveur des élèves à besoins spécifiques qui présentent des troubles de comportement graves ou des risques liés à l'état de santé. En 2021 et 2022 des conventions ont été conclues entre le MENJE et l'ASBL Doheem versuergt (HELP) ainsi qu'avec l'ASBL Arcus.

[4] Article 21 de la même loi

Initiative pour l'emploi | Question **7038** (20/10/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'après nos informations, la Fédération des maîtres marbriers, sculpteurs et tailleurs de pierres s'est retrouvée confrontée à une situation qui relève, selon elle, de la concurrence déloyale. En effet, la BeschäftegungsInitiativRéimecherKanton (BIRK) qui est une association sans but lucratif dont l'objectif est de faciliter le retour sur le marché de travail à des chômeurs de longue durée, aurait distribué ces derniers jours un flyer dans les boîtes aux lettres de plusieurs communes par lequel l'initiative pour l'emploi propose un service de nettoyage de pierres tombales.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Quelle est son appréciation de la situation ?

– Est-ce que la séparation des tâches entre les initiatives pour l'emploi et les entreprises mériterait d'être reprécisée ?

– Comment est-ce que ce type de situation pourrait être évité à l'avenir ?

Réponse (17/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

L'honorable Député relate l'information selon laquelle la Fédération des maîtres marbriers, sculpteurs et tailleurs de pierres aurait épinglé une situation de concurrence déloyale résultant d'un service de nettoyage de pierres tombales offert par l'initiative sociale en faveur de l'emploi BeschäftegungsInitiativRéimecherKanton (BIRK) dans plusieurs communes situées dans le canton de Remich.

Je peux confirmer à l'honorable Député qu'un tel courrier a été adressé par la fédération patronale à l'association sans but lucratif BIRK et que j'en ai reçu copie.

En principe, le ministère veille à ce que les prestations fournies par les initiatives sociales ne créent pas de situation de concurrence déloyale face aux entreprises de l'économie marchande.

Ainsi, les articles L.593-2 et suivants du Code du travail prévoient que toutes les activités proposées par les initiatives sociales en faveur de l'emploi soient soumises à la condition légale de l'obtention d'un agrément ministériel. En pratique, ces agréments sont renouvelés chaque année sur base d'une demande d'agrément introduite par l'initiative sociale qui fait l'objet d'une analyse de la part des agents de mon ministère, en s'appuyant sur un avis émis par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Aussi, les conventions de coopération conclues entre l'État et les initiatives sociales stipulent que les activités doivent être de nature non concurrentielle. Or, il n'est pas exclu que sous l'intitulé d'une activité agréée (comme par exemple les services dits « de proximité » offerts par de nombreuses initiatives sociales) se cachent plusieurs sous-activités qui ne sont pas limitativement énumérées dans la demande d'agrément, mais regroupées sous une dénomination plus générique.

Afin de limiter le cercle des clients potentiels, la plupart des initiatives sociales a d'ailleurs introduit des critères d'accès aux prestations offertes qui définissent, soit des catégories spécifiques de clients pouvant prétendre aux services offerts par les initiatives (par ex. personnes âgées, personnes à mobilité réduite), soit la quantité des prestations pouvant être sollicitées par un client ou un ménage sur une période donnée afin de limiter l'impact des activités sur l'économie marchande.

Je donne également à considérer que les activités socio-économiques organisées par les initiatives sociales en faveur de l'emploi doivent contribuer à la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi y assignés par l'ADEM et que partant, il va de soi que ces activités doivent contribuer à rapprocher les bénéficiaires du premier marché du travail. Dès lors, ces activités ne peuvent être de nature purement occupationnelle, mais doivent permettre de transmettre aux bénéficiaires des savoirs et des compétences techniques et sociales recherchés par les employeurs du premier marché du travail. Cependant, il n'est pas toujours aisé d'identifier les activités socio-économiques et de réinsertion professionnelle qui répondent aux impératifs parfois divergents que sont la proximité des activités exercées avec la réalité du premier marché de l'emploi, d'une part, et leur caractère a priori non concurrentiel, d'autre part.

Aussi, la participation aux marchés publics est interdite aux initiatives sociales (à l'exception des soumissions qui visent spécifiquement l'insertion de demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM et bénéficiant d'un encadrement socioprofessionnel).

Par ailleurs, je rappelle à l'honorable Député que les initiatives sociales ne sont pas financées à 100 % à travers des deniers publics, mais qu'accessoirement, ces dernières doivent générer des recettes propres afin de couvrir une partie de leurs frais de fonctionnement. Les tarifs ainsi pratiqués doivent donc être justifiés par rapport aux prestations offertes, de même qu'ils doivent être fixés de manière à éviter de créer des situations de concurrence déloyale par rapport aux prix du marché.

Enfin, je tiens à signaler que selon les termes de la loi (Art. L.592-1 du Code du travail), tous les employeurs peuvent demander un agrément en tant qu'initiative sociale en faveur de l'emploi leur permettant d'embaucher et d'encadrer des demandeurs d'emploi assignés par l'ADEM et de bénéficier des aides financières accordées à cet effet.

Sous le bénéfice des remarques qui précèdent, mon ministère continuera à veiller à ce que les activités déployées par les initiatives sociales en faveur de l'emploi maintiennent leur caractère non lucratif et non concurrentiel.

Vidéosurveillance au travail | Question **7040** (20/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'Plattform heise.de mellt, huet een hollännesche Aarbechter viru Geriicht Schuedenersatz zougesprach kritt, well en onrechtméisseg entlooss gouf. Den Aarbechter hat sech geweigert, wärend dem ganzen Aarbechtsdag seng Webcam vum Computer unzehunn. Schonn am November 2017 hat den ECtHR, den europäesche Mënscherechtshaff festgeluecht, dass eng Iwwerwaachung op der Aarbechtsplaz muss duerch besonnesch Grënn néideg gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Goufen et zu Lëtzebuerg schonn Urteeler zur Videoiwwerwaachung op der Aarbechtsplaz?

2. Ass een Aarbechter zu Lëtzebuerg ofgeséchert, falls en sengem Patron géif eng Daueriwwerwaachung per Webcam verweigeren? Wa jo, duerch wéi eng gesetzlech Dispositiounen?
Wann nee, ass geplangt, esou ee Schutz anzeféieren?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den aktuelle System vu Kollekt vu Statistiken erlaabt et net, eng Recherche ze maache just mam Wuert Videoiwwerwaachung.

Dofir ginn et keng fiabel Donnéeën iwwer Zuele vun Urteeler zur Videoiwwerwaachung op der Aarbechtsplaz.

Et kann een awer op 3 rezent Decisioune vum Tribunal du travail verweisen:

18 décembre 2017, E-TRAV-261/16;
5 novembre 2019, rép. n° 2569/19, E-TRAV-28/18;
4 mai 2021, rép. n° 942/2021, E-TRAV-30/19.

ad 2. D'Bestëmmunge vum Aarbechtsgesetzbuch gesi vir, datt den Traitement vu perséinlechen Donnéeë fir d'Iwwerwaachung vun de Mataarbechter am Kader vun de Beschäftegungsbezéiunge vum Employeur nëmmen an deene Fäll, déi duerch d'Bestëmmunge vun der Dateschutzreegelung ofgedeckt sinn, méiglech sinn.

D'Dateschutzreegelung gesäit vir, dass den Traitement nëmme legal ass, wann op d'mannst eng vun de follgende Konditiounen erfëllt ass:

a) déi betraffe Persoun huet dem Traitement vu senge perséinlechen Donnéeë fir eng oder méi Finalitéiten zougestëmmt;
b) den Traitement ass néideg fir d'Exekutioun vun engem Kontrakt, deen déi concernéiert Persoun betrëfft;
c) den Traitement ass néideg, fir eng gesetzlech Verflichtung ze respektéieren, déi de Responsabele vum Traitement muss uwenden;
d) den Traitement ass néideg, fir d'vital Interesse vun der betraffener Persoun ze schützen;
e) den Traitement ass néideg fir den ëffentlechen Interessi oder d'Ausübung vun der ëffentlecher Autoritéit, déi de Responsabele vum Traitement muss respektéieren;
f) den Traitement ass néideg fir d'legitimm Interessen, déi vum Responsabele vum Traitement verfollegt ginn, ausser d'Interessen oder d'fundamental Fräiheeten a Rechter vun der betraffener Persoun verlaangen, dass déi perséinlech Date musse geschützt ginn, besonnesch wann déi betraffe Persoun e Kand ass.

Zousätzlech zu der betraffener Persoun muss den Employeur d'Personaldelegatioun, oder, wann et där keng gëtt, d'Aarbechtsinspektioun iwwer den Traitement vu perséinlechen Donnéeë fir d'Iwwerwaachung vun de Mataarbechter am Kader vun de Beschäftegungsbezéiungen informéieren.

Dës Informatiounen enthalen eng detailléiert Beschreiwung vun der Finalitéit vum Traitement, souwéi d'Prozedure fir d'Ëmsetzung vum Iwwerwaachungssystem an d'Dauer oder d'Critèrë fir d'Conservatioun vun den Donnéeën, souwéi e formellen Engagement vum Employeur, fir d'Daten nëmme fir déi bestëmmte Finalitéit ze benotzen.

D'Personaldelegatioun, oder déi betraffe Mataarbechter kënnen, innerhalb vu fofzéng Deeg no der Informatioun, d'national Dateschutzkommissioun froen, ob den Traitement vu perséinlechen Donnéeë fir d'Iwwerwaachung vun de Mataarbechter am Kader vun de Beschäftegungsbezéiunge legal ass.

Déi betraffe Mataarbechter hunn och d'Recht, eng Plainte bei der nationaler Dateschutzkommissioun ze maachen. Esou eng Plainte ass weeder e seriöe Grond oder e legitimme Grond, fir kënnen entlooss ze ginn.

Effets indésirables des vaccins contre la Covid-19 | Question **7042** (21/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Um Covidsite vun der Regierung ass zu den Niewewierkunge vun deene verschiddenen Impfstoffer ënner anerem dat hei ze liesen: D'Niewewierkunge kënnen entweeder „manner uerg" sinn (liicht bis

mëttel Intensitéit) an no e puer Deeg verschwannen, oder „uerg" (well se zu enger Hospitalisatioun oder enger Verlängerung vun der Hospitalisatioun féieren, liewensbedrolech sinn, zum Doud féieren, zu enger laangfristeger oder schwéierer Invaliditéit oder Behënnerung, oder enger Anomalie oder kongenitaler Feelbildung féieren).

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

– Kann d'Madamm Minister eng aktuell Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Lëtzebuerger Bierger säit dem 1. Januar 2021 eng „manner uerg" Niewewierkung, wéi vill eng „uerg" Niewewierkung erlidden hunn a wéi vill der un der Impfung gestuerwe sinn? Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi vill Patienten, deenen hir Niewewierkungen als uerg agestuuft goufen, hu missen hospitaliséiert ginn, wéi vill der bleiwend gesondheetlech Schied dovugedroen hunn, wéi vill der kierperlech handicapéiert bleiwen a wéi vill vun hinnen als invalid agestuuft ginn?

Réponse (16/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Detailléiert Informatioune betreffend all d'Niewewierkungen, déi fir Covid-19-Impfunge gemellt goufen, gi reegelméisseg an de Pharmacovigilance-Berichter vun der Division pharmacie et médicaments publizéiert. Dës Berichter sinn ëffentlech verfügbar um InfoVAXX ënner follgendem Link: https://covid19.public.lu/fr/vaccination/infovaxx.html.

De leschte Bericht (Rapport 14: Suivi des effets indésirables des vaccins) gouf den 18. Oktober 2022 publizéiert. Dëse Bericht enthält d'Zuele vun den Niewewierkungen no Schweregradskriterien (Doudesfall, Liewensbedroung, Hospitalisatioun, medezinnesch bedeitend, Incapacitéit oder Invaliditéit), déi zu Lëtzebuerg deklaréiert goufen, zanter dem leschte Bericht souwéi kumulativ zënter dem Ufank vun der Impfcampagne.

Publicité pour un livre par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | Question **7043** (21/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 18. Oktober huet am Cercle Cité een Evenement vum Mobilitéitsministère zum Theema „Eng aner Mobilitéit fir liewenswäert Stied" stattfonnt. Am Virfeld vun dësem Evenement gouf Reklamm fir d'Buch vun enger vun de Riednerinne via de Mobilitéitsministère gemaach. Et goufen eng Affiche a Social-Media-Posts vum Buch duerch de Ministère verbreet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère d'Affiche mam Titel „So geht Mobilität für alle" intern hiergestallt oder Externer fir dës Affiche bezuelt? Wa jo, wat war hei de Käschtepunkt?

2. Wou gouf dës Affiche iwwerall vum Ministère publizéiert?

3. Huet de Ministère Geld investéiert, fir dëst Buch per Social-Media-Ads ze pushen?

4. Wat waren d'Krittären, no deenen entscheet gouf, fir dëst Buch ze förderen?

5. Gouf d'Autorin vum Buch vum Mobilitéitsministère fir d'Publicitéit vum Buch oder d'Participatioun um Evenement am Cercle Cité bezuelt?

6. Kritt de Staat een Deel vun der Provisioun pro verkaaftent Buch?

Réponse (14/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op Invitatioun vum Mobilitéitsministère ass d'Katja Diehl, eng Expertin aus dem Mobilitéitssecteur, op Lëtzebuerg komm. Zil war et, eent vun den Theemen, déi am Kader vum Plan national de mobilité eng wichteg Roll spillen, nämlech de Leit Alternativen zum Privatauto unzebidden, zesumme mat hir als Expertin a Beroderin ze beliichten an ze beschwätzen. De Ministère gesäit et als seng Roll un, eng konstruktiv Diskussioun iwwert d'Mobilitéit ze förderen. Nieft der Madamm Diehl an dem Minister hunn un der Podiumsdiskussioun als Riedner d'Präsidentin vun enger lëtzebuergescher NGO an ee Professer vun der Uni Lëtzebuerg deelgeholl. D'Madamm Diehl, déi haaptberufflech Riednerin a Schréftstellerin ass, huet vun der Geleeënheet profitéiert, hiert neit Wierk am Kader vun der Podiumsdiskussioun am Cercle Cité virzestellen.

Am Beräich Kommunikatioun ass et normal, en Event ze promovéieren, fir de Public ze sensibiliséieren. Objet vun dëser Promotioun war eng Podiumsdiskussioun zum Theema „Eng aner Mobilitéit fir liewenswäert Stied". Op der Affiche ass d'Madamm Diehl als prominent Gaaschtriednerin an als Schréftstellerin virgestallt ginn, a wéi bei Schréftsteller üblech, ass an deem Kontext hiert bekanntest Wierk genannt ginn. 340 Euro huet de Mobilitéitsministère ausginn, fir d'Veranstaltung wärend 9 Deeg an de soziale Medien ze „boosten". D'Autorin krut 900 Euro fir hir Participatioun. Donieft goufen, wéi et sech an esou Situatioune gehéiert, och d'Käschte vum Hotel a vum Trajet iwwerholl. Op der Internetsäit vum Katja Diehl (https://katja-diehl.de/alle-infos-zu-meinem-buch-autokorrektur/) kann nogelies ginn, dass d'Schréftstellerin fir Liesungen an der Regioun 900 Euro netto freet, grad wéi dass d'Organisateure fir d'Transport- an d'Iwwernuechtungskäschten opkomme mussen.

Accès au marché du travail pour les demandeurs de protection internationale | Question **7044** (21/10/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

L'accès au marché du travail pour les demandeurs de protection internationale (DPI) est réglé par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. La seule possibilité d'accès au marchéde l'emploi pour un DPI, est d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire (AOT). Elle ne peut être sollicitée que six mois après le dépôt de la demande de protection internationale, à condition que la demande d'asile soit toujours en cours de procédure.

Partant de ce constat, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le Gouvernement a-t-il l'intention d'abandonner l'exigence des 6 mois, après le dépôt de la demande de protection internationale, pour l'obtention de l'AOT ?

L'ADEM intervient dans cette procédure par un avis consultatif sur la demande d'AOT adressée au Ministère des Affaires étrangères, Direction de l'immigration. C'est à dire que l'ADEM vérifie si le poste pourrait être occupé par des demandeurs d'emploi déjà inscrits auprès de cette administration.

2) Le Gouvernement compte-t-il abolir la procédure de test du marché dans le cadre de l'obtention de l'AOT ?

3) Afin de faciliter l'employabilité des demandeurs de protection internationale, est-ce que le Gouvernement pourrait faciliter leur accès aux offres de formation professionnelle de l'ADEM ?

Réponse (17/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Non, le Gouvernement n'envisage pas d'abandonner le délai des 6 mois en question.

ad 2) Un avant-projet de loi est en cours de préparation au niveau ministériel prévoyant a priori l'abolition du test du marché dans le cadre de l'obtention de l'AOT 6 mois après le dépôt de la demande de protection internationale.

ad 3) Les demandeurs de protection internationale (DPI) ne peuvent pas s'inscrire à l'ADEM et ne peuvent donc pas bénéficier des services offerts (y compris l'accès aux formations de l'ADEM). Une modification de cette règlementation n'est pas prévue.

Pour rappel, dès l'obtention du statut de protection internationale, les bénéficiaires peuvent s'inscrire à l'ADEM et profiter de l'offre de cette dernière.

Réintégration de bénévoles auprès du CGDIS | Question **7045** (24/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Beim CGDIS gi Fräiwëlleger gesicht. Och ass et net onüblech, dass eng Persoun wéinst perséinleche Grënn eng Paus muss aleeën an awer spéiderhin erëm wëll aktiv ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi eng Kéier beim CGDIS aktiv waren, hunn an deene leschten 3 Joer eng Demande gestallt fir erëm beim CGDIS aktiv ze ginn?

2. Wéi vill vun deenen Demandë goufen akzeptéiert?

3. Wéi vill vun dësen Demandë goufe refuséiert? Mat wat fir enger Begrënnung?

Réponse (24/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Laut den Informatioune vum CGDIS ginn zu de gestalltene Froe keng spezifesch Statistiken opgestallt, soudatt et net méiglech ass, fir genee dorop ze äntweren.

Grondsätzlech kann een awer soen, datt

– Persounen, déi wéinst perséinleche Grënn eng Paus wëllen aleeën, net mussen aus dem CGDIS austrieden, mee d'Méiglechkeet hunn, eng Suspension temporaire vu maximal 5 Joer unzefroen. De Moment profitéieren 113 fräiwëlleg Pompjeeë vun dëser Mesure;
– Persounen, déi aus dem CGDIS ausgetruede sinn, nees kënne Member ginn, wa si d'Konditioune vum Artikel 9 vum groussherzogleche Reglement vum 15. Juni 2018 iwwert déi fräiwëlleg Pompjeeë vum CGDIS erfëllen.

Cours de premiers secours obligatoire dans le cadre de l'obtention du permis de conduire | Question **7046** (24/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wéi een am Bichelche „Luxembourg en chiffres 2022" vum Statec noliese kann, goufen et am Joer 2021 insgesamt 1.266 Affer am Stroosseverkéier: 1.242 Blesséierter (dovun 267 schwéier Blesséierter) a 24 Doudesaffer. Obschonns d'Zuel vun den Doudesaffer am Stroosseverkéier an deene leschte 40 Joer konstant erofgaangen ass, ginn et all Joer Mënschen, déi no engem Accident gestuerwe sinn, well keng Éischt

Hëllef geleescht konnt ginn, oder well se net séier genuch geleescht konnt ginn.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Aus wéi enge Grënn ass et fir Leit, déi de Fürerschäi maachen, bis haut net obligatoresch, en Éischt-Hëllef-Cours ze maachen?

2. Kann d'Regierung preziséieren, ob envisagéiert gëtt, esou een obligatoreschen Éischt-Hëllef-Cours anzeféieren? Wa jo, vu weem géifen déi Coursen organiséiert ginn? Wieren déi Course gratis?

Réponse (24/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierte sech Froen iwwert d'Aféiere vun Éischt-Hëllef-Coursen am Kader vun der Fürerschäinsausbildung.

An dësem Zesummenhang erlaben ech mir, fir op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1998 vum 11. Mäerz 2020 ze verweisen.

Et ass elo awer esou, datt déi Europäesch Kommissioun ugekënnegt huet, fir déi europäesch Fürerschäinsdirektiv (2006/126) wëllen ze iwwerschaffen. Am Kader vun dësen Aarbechte wäerten och eng ganz Rei Ännerungen, wat d'Fürerschäinsausbildung ugeet, kommen, z. B. fir den Entwécklungen am Automobillsberäich Rechnung ze droen. Dës Aarbechte sollten eigentlech schonn ofgeschloss sinn, mee och hei koum et duerch d'Pandemie zu Retarden. D'Kommissioun huet den neien Text elo fir 2023 ugekënnegt.

Well am Kader vun der Transpositioun vun dëser Direktiv d'Fürerschäinsausbildung hei zu Lëtzebuerg wäert mussen ugepasst ginn, wäerten och dann an deem Kontext d'Gespréicher lafe fir eng eventuell Éischt-Hëllef-Ausbildung am Kader vum Fürerschäin. Et ass deemno elo nach ze fréi fir kënnen ze soen, ob dat méiglech wier a wéi déi genee kéint ausgesinn.

Phases vertes des passages à piétons | Question **7047** (24/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Gemengeconseiller François Benoy huet op Twitter e Video gepost, op deem eng Foussgängerluucht ze gesinn ass, déi grad mol e puer Sekonne fir Foussgänger gréng ass. Am Video gesäit een och, dass eng fit Persoun grad esou iwwert d'Strooss kënnt, iert d'Luucht nees rout gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ginn et fest Krittären, wéi laang eng Foussgängerluucht fir Foussgänger muss gréng sinn, zum Beispill baséierend op der Breet vun der Strooss? Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann nee, firwat net?

2. Falls d'Äntwert op d'Fro 1 jo ass, gëtt kontrolléiert, ob dës Krittären och tatsächlech agehale ginn? Falls nee, firwat net?

3. Gëtt beim Astelle vun de Foussgängerluuchten dorop opgepasst, ob dës och fir Leit mat enger Behënnerung oder fir eeler Leit, déi net méi esou schnell ze Fouss sinn, ze packen ass?

Réponse (29/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Zu Lëtzebuerg gi Foussgänger-, Vëlos- a Verkéiersluuchten no der „Richtlinie für Lichtsignalanlagen" (FGSV) an no EN-Normen, souwéi DIN-Norme geplangt. D'„Richtlinie für Lichtsignalanlagen" gesäit effektiv fir all Verkéiersparticipant eng Mindestfräigabezäit (gréng) vir, fir kënnen ee signalgereegelten Iwwergang oder Knuetpunkt ze iwwergoen. Duerno ass och fir all Verkéiersparticipant eng Iwwergangszäit (am Prinzipp orange) virgesinn, fir datt d'Participanten d'Konfliktflächen (den Iwwergang oder Knuetpunkt) net méi betriede sollen an dës och virun der Spärzäit (rout) nach raume kënnen.

Beim Foussgänger-/Vëlosiwwergang ass et elo esou, dass de Foussgänger/Vëlosfuerer zum Schluss rout ugewise kritt, wann en sech nach um Iwwergang befënnt. Dat kënnt doduerch, datt déi entspriechend Luucht, aneschters wéi beim motoriséierte Verkéier, hannert der Konfliktfläch läit an datt de Signalgeeber och schonns fir d'Iwwergangszäit rout uweist (et gëtt bei der Foussgänger-/Vëlosfuererluucht keen orangë Signalgeeber). Dat bedeit awer just, datt da kee weidere Foussgänger den Iwwergang soll betrieden an déi aner Foussgänger dëse raume sollen.

Et ass awer och virgeschriwwen, datt iwwert ee Puffer – eng „Tëschenzäit" – all Verkéiersparticipant, dee sech souguer ganz zum Schluss vun der Fräigabezäit nach op d'Konfliktfläch begëtt, dës trotzdeem nach ouni Gefor virum Antreffe vum konfliktuelle Verkéiersstroum raume kann. D'Foussgänger um Iwwergang hunn also ëmmer genuch Zäit, fir dëse komplett ze iwwergoen.

Wat d'Mindestfräigabezäit betrëfft, muss dës fir d'Foussgänger mindestens sou laang sinn, datt eng Persoun sech (mat enger Geschwindegkeet vun 1,2 m/s) bis an d'Hallschent vum Iwwergang beweege kann. Ouni elo Informatiounen iwwert d'Planung bei den aneren Exploitanten ze hunn, ginn d'Gréngzäiten an den Neiplanungen a Moderniséierunge vun der Stroossebauverwaltung trotzdeem am Normalfall méi komfortabel fir d'Foussgänger geplangt, soudatt si eng Fräigabezäit hunn, fir mindestens 2/3 vum Iwwergang hannert sech ze leeën.

Op Plazen, wou ee Foussgängeriwwergang sech an der Géigend vun enger Schoul, engem Alters- oder Blannenheem befënnt, plangt d'Stroossebauverwaltung d'Gréngzäite vum Iwwergang prinzipiell sou, datt et fir dës Persoune méi agreabel ass iwwer d'Strooss ze goen (verlängert Gréngzäit).

ad 2. Dës Mindestgréngzäite ginn an de Programméierunge vun de Luuchtenanlagë sou agestallt, datt dës net kënnen ënnerschratt ginn.

ad 3. Bei der Stroossebauverwaltung si säit 2017 bei all neie Projeten (entspriechend der DIN 32981) d'Foussgängeriwwergäng mat engem speziellen Taster equipéiert, dee „personnes à mobilité réduite" (eeler Persounen oder Persoune mat enger Behënnerung) drécke kënnen. Wann een deen Taster, dee sech ënnert dem Foussgängertaster befënnt, betätegt, gëtt d'Gréngzäit sou erhéicht, datt ee fir déi ganz Breet vun der Strooss gréng huet. Dobäi ginn och akustesch Signalgeeber fir Sehbehënnerter aktivéiert.

Médecin référent | Question **7050** (24/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Introduit par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé, le médecin référent a pour mission notamment d'assurer une prise en charge et un suivi coordonné des patients.

Alors qu'il a été accueilli favorablement à sa création, le projet a tendance à piétiner et le nombre de patients adhérant à cette relation privilégiée entre le patient et son médecin de confiance reste modeste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes :

1) Quelles sont les raisons du succès modeste de ce projet ambitieux ?

2) Par quels voies et moyens le projet du médecin référent sera-t-il relancé dans l'intérêt de la meilleure gestion possible du dossier de soins partagé et d'une guidance optimale du patient ?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Le dispositif du médecin référent a été introduit par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé. L'idée était d'introduire sur une base volontaire un médecin référent qui pourrait coordonner et mieux organiser les soins dispensés au patient, en parallèle avec l'outil de la coordination des soins qu'est le dossier de soins partagé du patient. Ce médecin serait le médecin du premier recours, le premier maillon dans la chaîne du parcours de soins du patient. En suivant ses patients sur la longue durée, il serait le mieux placé pour les conseiller dans les démarches de soins à entamer, pour leur indiquer les spécialistes les mieux adaptés à leur état de santé et pour faire un suivi de prévention et de dépistage de diverses maladies. En se concertant avec les autres médecins consultés par l'assuré, il pourrait assurer une organisation et une utilisation plus cohérente du système de santé. De cette manière les doubles emplois, la surconsommation de médicaments ou les contre-indications pourraient être évités. Il en aurait été de même du recours systématique et non nécessaire aux services d'urgence et policliniques. En contrepartie, le médecin référent se verrait rémunérer le suivi régulier du dossier de soins partagé.

Au moment de sa mise en place, le dispositif du médecin référent avait été inscrit dans une phase probatoire avec l'institution d'une commission d'évaluation du dispositif du médecin référent et une période de validation provisoire venue à échéance au 30 juin 2015. Au terme de ladite phase test, les parties à la convention (CNS et AMMD) ont convenu d'un commun accord d'apporter certaines modifications à l'étendue du dispositif du médecin référent. Ainsi, les parties se sont mises d'accord de limiter l'accès au médecin référent qui n'est désormais qu'ouvert que pour les patients atteints d'une affection de longue durée (ALD).

ad 1) Actuellement, environ 160 médecins référents sont à la base d'approximativement 15.000 déclarations dans le dispositif MR. Par contre, seulement 11 % des patients qui ont une ALD au Grand-Duché de Luxembourg sont effectivement déclarés comme tels.

Parmi les principales raisons du faible succès on peut citer :

1. Les processus d'une demande de statut de médecin référent et de déclaration d'une ALD sont complexes, chronophages, et encore majoritairement sur papier. Cette complexité des processus de déclaration est aggravée par un manque d'intégration entre les différents outils utilisés par les médecins.
2. Le déploiement du dossier de soins partagé, prérequis indispensable à la bonne utilisation, mais aussi à la pertinence du dispositif, ne bénéficie pas d'une utilisation optimale aussi bien par les patients que par les médecins.
3. Pour les patients, il n'existe aucun incitatif significatif pour les encourager à intégrer le dispositif.
4. Il n'existe pas de parcours de soins partagé entre les différents acteurs, pour une même ALD.

ad 2) Les principes de la vision de la prise en charge des patients avec une ALD et du rôle du médecin référent à l'horizon 2030 au Grand-Duché de Luxembourg pourraient s'articuler autour de 5 points clés :

1) Fonder le modèle clinique lié au dispositif des ALD sur un principe d'équité.

Pour aller vers un paradigme reposant sur l'équité, la société se porte solidaire envers les patients qui ont

une forte consommation de soins tout au long de leur vie tout en responsabilisant le patient qui devient un acteur de sa santé. Et des modalités de prise en charge préférentielles sont instaurées pour les patients atteints d'une affection de longue durée.

2) Orienter les parcours de soins basés sur des bonnes pratiques d'une médecine fondée sur les faits et orientés à l'amélioration des résultats de santé.

Les parcours de soins sont partagés à l'échelle du Grand-Duché de Luxembourg grâce :

– aux recommandations, à partir desquelles le duo patient-médecin élabore ensemble les parcours les plus adaptés aux besoins du patient, et ce dans une forte logique de responsabilisation du patient afin de favoriser l'autonomisation ;
– aux parcours de soins comme support d'éducation à la santé de son patient, afin que celui-ci comprenne l'intérêt clinique de chacune des étapes de son parcours, et ainsi s'y implique davantage ;
– à une logique de valeur et basée sur des recommandations internationales d'une médecine fondée sur les faits, avec un suivi des résultats cliniques pour ces parcours de soins ;
– à une orientation vers les activités qui produisent les meilleurs résultats possibles en matière de santé (le résultat), c'est-à-dire les plus pertinents pour le patient et pour chaque dépense encourue ;
– à une coordination des parcours entre les différents professionnels de santé qui s'inscrivent dans une logique de collaboration, avec comme acteur principal du parcours le médecin référent.

3) Le médecin référent est la pierre angulaire d'une prise en charge multidisciplinaire du patient avec une ALD.

Il a pour rôle principal de superviser le parcours de soins du patient, afin que celui-ci bénéficie de la meilleure prise en charge possible, et ce dans le cadre des parcours de soins formalisés au niveau du Grand-Duché de Luxembourg, basés sur une logique du système de santé basé sur la valeur et des incitants financiers pour les médecins référents dans le cadre d'un dispositif d'objectifs de santé publique à l'échelle de leur patientèle et des patients en ALD suivis.

4) Des modalités de gouvernance claires, ancrées sur une gouvernance partagée CNS et Ministère de la Santé, et reposant sur des indicateurs objectivant le pilotage du système.

Un système de gouvernance partagée entre la CNS et la Direction de la santé est effectif pour assurer le bon déploiement et la juste utilisation du dispositif, et ce à chaque étape de la chaîne. Par ailleurs, un renforcement du suivi médical est mis en place, afin de vérifier que le dispositif bénéficie aux patients qui en ont besoin : cela s'applique en particulier pour les ALD 31 et 32.

5) Un système fortement dématérialisé et des outils informatiques qui favorisent la prise de décision et l'engagement des patients.

Le renforcement de l'engagement des patients et la bonne gestion de la gouvernance de ce dispositif reposent sur un effort conséquent de digitalisation des processus et le renforcement des bases de données et des capacités de l'exploration de données. L'ensemble du nouveau système est en effet reconnu pour une utilisation proactive des données rendue possible par la mise en place d'un système axé sur les données.

Cette utilisation des données se fait dans une démarche d'amélioration continue sur base de ce qu'on apprend de ces données et notamment pour :

– favoriser une amélioration constante de la prise en charge ;
– évaluer les résultats de santé ;
– garantir la mise à disposition et la fiabilité des indicateurs à l'ensemble des acteurs du système renforçant ainsi leur capacité de prise de décision.

Étiquetage nutritionnel à code couleur | Question **7052** (24/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Tess Burton** (LSAP)

Depuis mai 2021, le système d'étiquetage nutritionnel à code couleur est aussi d'application volontaire au Luxembourg. Cet étiquetage vise à guider les consommateurs vers des choix alimentaires plus sains et à améliorer la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Dans quelle mesure ce système trouve-t-il son application au Luxembourg ?

2) Dans quelle mesure les entreprises luxembourgeoises recourent-elles à ce logo ?

3) Quelles sont les forces/faiblesses de ce système qui se sont avérées dans la pratique ?

4) Où en est l'évaluation du système par le comité d'experts européens et à quels changements, voire reclassements peut-on s'attendre ?

5) Est-il exact que la viande rouge ainsi que les produits salés et sucrés seront jugés plus sévèrement ?

6) Quels seront le cas échéant les produits mieux cotés ?

Réponse (23/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Suite à la publication du règlement grand-ducal relatif https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2021/05/07/a396/jo, les entreprises luxembourgeoises nationales ont la possibilité d'utiliser le Nutri-Score sur leurs produits en cohérence avec les dispositions prévues par la réglementation européenne concernant l'étiquetage et les allégations nutritionnelles et de santé. Comme le Luxembourg dispose d'un marché ouvert, de nombreux produits disposant du Nutri-Score et provenant des pays voisins se retrouvent sur le marché national.

ad 2) À ce stade, 5 entreprises luxembourgeoises se sont enregistrées en vue d'une utilisation du Nutri-Score en relation avec leurs produits.

ad 3) Le consommateur a souvent du mal à interpréter les indications concernant la qualité nutritionnelle sur les produits alimentaires. Le Nutri-Score lui en facilite la compréhension et lui permet de reconnaître en un clin d'œil les produits de meilleure qualité nutritionnelle.

Le Nutri-Score permet au consommateur de comparer la qualité nutritionnelle de différents produits d'une même catégorie et peut ainsi aider à améliorer les choix alimentaires.

Le Nutri-Score ne permet cependant pas de comparer la qualité nutritionnelle de produits issus de catégories différentes. Il ne se prête pas à la comparaison d'une pizza avec un yaourt par exemple. Le Nutri-Score n'est pas obligatoire et n'est donc pas nécessairement affiché sur tous les produits. D'autre part, il ne renseigne pas sur la quantité exacte des différents ingrédients et nutriments mais il est complémentaire au tableau concernant les valeurs nutritionnelles.

ad 4) Le comité scientifique mis en place dans le cadre de la gouvernance transnationale du Nutri-Score a élaboré un rapport exhaustif concernant des propositions d'adaptation de l'algorithme à la base du Nutri-Score pour les aliments solides. Ledit rapport a été finalisé en juillet 2022 et peut être consulté entre autres sur le site du Ministère de la Protection des consommateurs via le lien suivant : https://mpc.gouvernement.lu/dam-assets/le-minist%C3%A8re/consodur/2022-main-algorithm-report-update-final.pdf.

Un rapport concernant des propositions de l'algorithme pour les aliments liquides est en cours d'élaboration par le comité scientifique précité et sera disponible pour fin d'année.

ad 5) De façon générale, les adaptations contribueront à améliorer la cohérence du Nutri-Score avec les recommandations alimentaires. Dans ce contexte, les adaptations proposées amélioreront la différenciation entre les produits selon leur teneur en sel et en sucre et la viande rouge sera jugée plus sévèrement.

ad 6) Les huiles moins riches en graisses saturées telles les huiles d'olives, de noix et de colza bénéficieront d'une meilleure classification tout comme les poissons gras. Seront également améliorées les classifications des produits riches en fibres.

Voie de délestage à Echternach | Question **7053** (24/10/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Laut dem Här Minister senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5323 vum 2. Dezember 2021 sollten d'Aarbechten un der Entlaaschtungsstrooss zu Iechternach am Oktober 2022 ufänken.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Sinn d'Aarbechten un der Entlaaschtungsstrooss wéi geplangt ugelaf? Wéi laang wäerten d'Aarbechte fir de Lot 1 „Liaison Morgenstern" brauchen?

2. Kënnt et am Kader vun dësen Aarbechten zu enger Aschränkung vum Verkéier respektiv zu enger Spärung vun der Haaptverkéiersachs iwwer d'Route de Wasserbillig an d'Rue des Remparts? Wa jo, a wéi engem Zäitraum, a wéi gëtt de Verkéier dee Moment gereegelt?

3. Wéini sollen d'Aarbechten um Lot 2 „Bypass N11/CR366" (Knepperkräizung) an um Lot 3 „Voie Charly" ufänken a bis wéini sollen se ofgeschloss sinn?

4. Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir de Respekt vun der maximaler Vitess ze garantéieren an ze evitéieren, dass Chauffeuren déi nei Entlaaschtungsstrooss als Schnellstrooss notzen?

5. Wat ass geplangt fir sécherzestellen, dass Foussgänger a Vëlosfuerer a Sécherheet vun der enger Säit vun der Strooss op déi aner kommen, ouni dass de Verkéier ze vill opgehale gëtt? Ass z. B. eng Bréck oder eng Ënnerféierung virgesinn?

6. Ass virgesinn, op Plaze wéi z. B. der zukünfteger Busgare oder beim Parking „Bénédictens", Ënnerféierungen ze bauen, fir d'Sécherheet vu Foussgänger a Vëlosfuerer ze garantéieren an de Verkéier net ze vill opzehalen?

Réponse (30/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Nodeems d'Stroossebauverwaltung d'lescht Joer déi néideg Ëmweltgeneemegung, souwéi och d'Resultat vun den archeologeschen Ausgruewunge kritt huet, konnten d'Aarbechten um Lous 1 dëst Joer ufänken. Fir dee ganze Lous ass eng Bauzäit vu 620 Schaffdeeg virgesinn. Am Moment sinn Ofrappaarbechte vun der aler Schräinerei ewéi och divers Preparatiounsaarbechten amgaangen. Déi eigentlech

Bauaarbechten un der „Liaison Morgenstern“ fänken och nach dëst Joer un.

ad 2. Zweck vun dësem groussen a komplexe Projet ass et, déi aktuell Verkéierssituatioun zu Iechternach ze verbesseren. Fir dat Zil kënnen ze erreechen, mussen d'Automobilisten an d'Awunner phaseweis mat Aschränkungen am bestoende Verkéier op Héicht vu den Aarbechte rechnen.

Prinzipiell, souwéi bei all aner Chantier hei am Land, gëtt awer versicht, den Impakt op de Verkéier sou kleng wéi méiglech ze halen. Dat zum Beispill, andeems d'Liaison hiergestallt gëtt, éier an der Route de Wasserbillig geschafft gëtt, wäerten d'Aarbechten an der Route de Wasserbillig e méi klengen Afloss op de Verkéier hunn. Wann néideg, wäert de Verkéier zäitweileg duerch rout Luuchte gereegelt ginn.

Generell ass och unzemierken, datt leider all gréisseren Infrastrukturprojet, deen eng bestoend Situatioun verbessere soll, e bësse Versteesdemech a Gedold vun den Automobilisten an de betraffenen Awunner verlaangt.

ad 3. Et ass den Ament nach ze fréi, fir ee Planning vun den Aarbechte vun de Lousen 2 an 3 unzeginn, well déi néideg Autorisatiounen nach net konnten ugefrot ginn, an och déi néideg Terrainen nach net konnte kaaft ginn.

ad 4. D'Strooss gëtt no der däitscher Richtlinn „Anlage von Stadtstrassen (RASt 06)“ gebaut. Plazeweis si Mëttelinselen an/oder Gréngsträife virgesinn, déi dozou bäidroe sollen, datt d'Geschwindegkeet vun de Chauffere gedrosselt gëtt.

ad 5. Et si keng weider Brécken oder Ënnerféierunge virgesinn.

D'Geschwindegkeet op där Strooss ass op 50 km/h limitéiert an do wou Foussgänger/Vëlosfuerer d'Strooss kräizen, sinn entspriechend Iwwergäng mat Mëttelinsele respektiv Iwwergäng, déi mat Luuchte gereegelt ginn, virgesinn.

ad 6. Beim Parking „Bénédictens“ ass d'Méiglechkeet vun enger Ënnerféierung gepréift, mee aus Héichwaasserschutzgrënn net weider verfollegt ginn.

Don d'organes | Question **7054** (24/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Notre législation prévoit depuis 1982 que toute personne décédée « n'ayant pas de son vivant fait connaître par écrit son refus à un tel prélèvement » est potentiellement considérée comme un donneur d'organes.

Pour faciliter le travail des médecins et éviter à la famille des décisions difficiles, il est toutefois souhaitable de connaître la volonté de la personne concernée de son vivant. Jusqu'à présent, cette volonté pouvait être exprimée par le biais du « passeport de vie » ou carte de donneur d'organes.

Depuis le lancement du dossier de soins partagé, le patient/assuré a la possibilité d'y enregistrer sa volonté en matière de don d'organes.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'assurés ont entre-temps profité de cette possibilité pour déclarer leur volonté en matière de don d'organes ?

2) Quel est le cas échéant le pourcentage de déclarations positives respectivement des oppositions ?

3) Par quels moyens l'Agence eSanté entend-elle faire connaitre et promouvoir cette possibilité auprès des assurés ?

Réponse (03/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) et 2) À ce jour, la plateforme eSanté mise en place par l'Agence eSanté comptabilise 1.018.484 dossiers de soins partagés (DSP), dont 687.824 DSP actifs, c'est-à-dire comptant au moins un document.

Sur les 687.824 DSP actifs, 19.958 titulaires d'un DSP ont manifesté leur refus de se prêter au don d'organes. Autrement dit, 3 % de l'ensemble des titulaires d'un DSP actif a refusé de faire don de ses organes.

Il s'en suit que 97 % n'ont pas formulé d'opposition. Par rapport à ces 97 %, il n'est pas possible de distinguer ceux qui ont explicitement choisi de faire don de leurs organes et ceux qui n'ont pas manifesté leur choix mais souhaitent tout de même faire implicitement don de leurs organes en ne s'opposant pas.

ad 3) L'Agence eSanté organise régulièrement des campagnes de promotion d'un nouveau service dès que le service entre en production. En 2023, plusieurs services seront lancés, comme par exemple l'ePrescription ou le carnet de vaccination électronique (CVE). Nous utiliserons la campagne de communication qui accompagne le lancement de ces services pour communiquer également sur le don d'organes.

Primes à l'abattage de sangliers | Question **7055** (24/10/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt vum 15. Oktober u keng Primm fir erluechte Wëllschwäin, deenen hir Karkass manner ewéi 30 Kilo weit, méi un d'Jeeër ausbezuelt. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

– Dës Primm war agefouert ginn am Kader vun der Lutte géint d'Schwéngspescht. Firwat huet de Minister decidéiert, dës Primm ofzeschafen?
• Bedeit d'Ofschafe vun der Primm, datt hei am Land keng Gefor méi vun der afrikanescher Schwéngspescht fir de Schwéngssecteur ausgeet?

Réponse (03/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Dës Primm war am Kader vum Optriede vun der afrikanescher Schwéngspescht an der Belsch agefouert ginn. Deemools bestoung déi direkt Gefor, dass de Virus och op Lëtzebuerg géif kommen. Och wann déi direkt Gefor, de Virus iwwert d'Wëllschwäin aus der Belsch op Lëtzebuerg ze iwwerdroen, net méi existéiert, sou kann iwwert den indirekte Wee de Virus aus Länner, wou déi afrikanesch Schwéngspescht weider besteet, op Lëtzebuerg importéiert ginn.

D'Juegd gëtt als wichtegt Mëttel an der Präventioun vun de Seuchen ugesinn. Sou gesäit d'Juegdgesetz notamment vir, dass e „plan de tir“ ënnert anerem eng Mindestofschosszuel fir Wëllschwäi fir all Juegdlous festleet.

Deemno ass all Juegdpiechter duerch dat aktuellt Juegdgesetz verflicht, d'Zuel vun de Wëllschwäin op sengem Lous ze reduzéieren, an et brauch heifir kee weidere finanziellen Incentive ze ginn.

Lutte de la Caisse nationale de santé contre les abus et la fraude | Question **7056** (25/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Caisse nationale de santé a renforcé ses moyens en matière de lutte contre les abus et la fraude.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelles ont été les priorités de la CNS en la matière et quelles seront les priorités futures ?

2) Quelle était l'évolution des dossiers au cours des cinq dernières années ?

3) Quelle était la nature des dossiers, quelle a été l'étendue des abus/fraudes et quels étaient les acteurs concernés ?

4) Quelles ont été les suites données aux dossiers ?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) La lutte contre les abus et la fraude (ci-après « LAF ») de la CNS est un axe d'action ciblant la prévention, la détection et, le cas échéant, la sanction de l'erreur, des non-conformités, des abus et de la fraude en ce qui concerne les prestations à charge de la CNS. La clé du succès est de faire évoluer les comportements tout en favorisant le respect des bonnes pratiques en responsabilisant les acteurs.

La LAF est alimentée par plusieurs sources, dont essentiellement :

– la détection interne suite à des anomalies et déviations statistiques,
– des contrôles aléatoires, et
– le signalement externe par d'autres institutions ou des personnes morales et physiques.

Le service LAF est amené à traiter des demandes quotidiennes internes et externes, tout comme les priorités fixées annuellement par les personnes en charge du service LAF et la direction de la CNS. Ces priorités sont déterminées en fonction de comportements détectés ayant des conséquences importantes sur les fonds de la CNS et souvent également sur la qualité des soins.

Les années 2020 et 2021 ont ainsi été marquées par des enquêtes et investigations dans le domaine de la facturation des soins de kinésithérapie (cf. question parlementaire n° 3272) alors qu'en 2022, le focus a été porté notamment, mais pas exclusivement, sur la facturation des soins infirmiers.

Chaque constat de comportement litigieux est censé mener à des actions concrètes comme une sensibilisation par rapport aux bonnes pratiques, la saisine de la Commission de surveillance, la prononciation d'amendes d'ordre, voire même des actions pénales (transfert du dossier aux instances compétentes).

Les priorités stratégiques de la LAF sont formulées autour des trois axes suivants :

– prévenir : informer sur les règles applicables et rappeler les bonnes pratiques ;
– contrôler : détection efficace à l'entrée des demandes d'indemnisation et contrôle puissant a posteriori ;
– sanctionner : donner des suites juridictionnelles/administratives aux cas de transgressions significatives (amendes d'ordre, Commission de surveillance de la sécurité sociale, actions pénales).

Par ailleurs, au cas où le service LAF constaterait via le traitement des dossiers lui confiés une nécessité de procéder à des adaptations au niveau du cadre normatif, il émet des recommandations en vue de remédier à ces situations tout en suivant de près la mise en œuvre de ces remèdes.

ad 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Depuis 2019, un accent particulier est mis sur des dossiers ayant une ampleur financière importante.

Tel qu'il ressort également du tableau relatif aux actions pénales repris sous le point 4, il est constaté

que l'envergure des dossiers – documentée notamment via les préjudices détectés et évités – est également en croissance importante.

ad 3)

– Les dossiers ouverts par le service LAF concernent tout type d'acteur, à savoir :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

– Nature des dossiers : Les problématiques majeures sur lesquelles portent les enquêtes instituées par le service LAF en matière d'abus et de fraudes peuvent être catégorisées comme suit :

• Utilisation abusive de cartes européennes d'assurance maladie, usurpation d'identité :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

• Escroquerie à subvention (exemples : facturation d'actes non réalisés, facturation d'actes plus onéreux que ceux effectivement réalisés – sociétés-écrans créées afin de pouvoir bénéficier de prestations de sécurité sociale, affiliations de complaisance) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

• Faux et usage de faux (falsification de documents, de signatures et/ou de cachets afin de pouvoir bénéficier indûment de prestations de sécurité sociale) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

• Exercice illégal d'une profession de santé :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

• Dépassement de l'utile et du nécessaire (volumes anormalement élevés constatés au niveau de l'un ou l'autre prescripteur, respectivement facturier, compérage entre des professionnels de santé prescripteurs et exécutants) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

• Non-respect des règles de facturation, respectivement de prescription :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

• Autres :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Comme expliqué sous le point 1, la prévention joue un rôle primordial dans le cadre des actions intentées par le service LAF.

Dans cette logique, le service LAF considère que les circulaires à destination d'un ensemble d'acteurs concernés par une thématique constituent un moyen efficace afin d'informer sur les règles applicables et de rappeler les bonnes pratiques. Dans ce contexte particulier, mais aussi de manière générale, le service LAF s'efforce à entretenir des relations transparentes avec les différents groupements représentatifs des professions de santé.

En ce qui concerne les suites répressives réservées par le service LAF aux dossiers d'abus et de fraude en matière de sécurité sociale, celles-ci peuvent majoritairement être résumées comme suit :

– lettres d'avertissement adressées aux prestataires et assurés ;
– amendes d'ordre prononcées à l'encontre des assurés via des décisions présidentielles ;
– saisines de la Commission de surveillance de la sécurité sociale (prestataires de soins de santé) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau renseigne par année le nombre de saisines en vertu de l'article 73 du Code de la sécurité sociale de la Commission de surveillance de la sécurité sociale.

– Dénonciations/plaintes en vertu de l'article 23 du Code de procédure pénale :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau renseigne par année le nombre de dossiers pour lesquels le service LAF a, conformément à l'article 23 du Code de procédure pénale, déclaré des faits potentiellement litigieux au parquet.

Achat de vaccins contre la Covid-19 | Question **7057** (25/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wärend dem Ufank vun der Impfstoffhierstellung géint de Covid-19-Virus huet d'EU-Kommissioun eng wichteg Roll gespillt, fir gemeinsam Commanden ze organiséieren an déi Memberstaaten zesummenzebréngen, déi méi vun deem engen oder aneren Impfstoff wollten hunn. Aus der Kommunikatioun vum Ministère an de Medien ass net ersiichtlech, ob Lëtzebuerg och eege Kafverträg eleng mat deene verschiddenen Impfstoffhiersteller verhandelt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

– Huet Lëtzebuerg eege Kafverträg mat Covid-19-Impfstoffhiersteller ënnerschriwwen? Wa jo, mat wéi engen Hiersteller?

Réponse (26/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Lëtzebuerg huet keng eege Kafverträg mat Covid-19-Impfstoffhiersteller ofgeschloss. D'Kafverträg sinn alleguerten iwwer d'Europäesch Kommissioun negociéiert an ofgeschloss ginn.

Déclaration du chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell | Question **7059** (25/10/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Bei engem Optrëtt virun der „European Diplomatic Academy" huet den EU-Baussebeoptragte Josep Borrell annoncéiert, datt d'EU d'Arméi vun der Russescher Federatioun am Fall vun engem Atomugréff an der Ukrain géif „vernichten". Dës Deklaratioun riskéiert ëmsou méi als lächerlech empfonnt ze ginn, well d'EU iwwer esou gutt eméi keng eege militäresch Mëttele verfüügt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir Positioun zu dësen Aussoe vum Här Borrell elaboréieren? Ass d'Regierung der Opfaassung, datt et ubruecht ass, an dëser Situatioun de Konflikt weider verbal ze eskaléieren?

2. Kann d'Regierung an deem Zesummenhang preziséieren, ënnert wéi enger Kompetenz den Här Borrell dës militäresch Moossnam annoncéiert huet an ob hien d'Grenze vu sengem Mandat hei méiglecherweis iwwerschratt huet?

3. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dëser Deklaratioun vum Här Borrell? Wär et net opportun, hien a senger Funktioun ofzeléisen?

Réponse (24/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Et handelt sech ëm eng Ausso vum Héije Representant vun der Europäescher Unioun fir d'Aussen- a Sécherheetspolitik, déi nëmmen hien engagéiert.

Den Héije Representant huet d'Recht, seng Siicht zum Ukrainkrich duerzeleeën. All Diskussioun iwwert d'Reaktioun vun der EU am Fall vun enger russescher Nuklearattack ass reng hypotheetesch.

Certificats de CO_2 | Question **7060** (25/10/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerg erreecht seng Klimaziler reegelméisseg doduerch, datt mir CO_2-Zertifikater am Ausland akafen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi héich den Undeel un CO_2-Emissioune war, dee Lëtzebuerg säit 2015 alljoers am Ausland kompenséiert huet a wéi een entspriechende Montant duerfir jeeweils huet missen opbruecht ginn? Kann d'Regierung an deem Zesummenhang preziséieren, ënnert wéi engem Budgetsartikel déi eenzel Beträg gefloss sinn?

Réponse (09/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Lëtzebuerg huet säin Emissiounsbudget iwwer déi ganz Lafzäit vun der zweeter Period vum Kyoto-Protokoll (2013–2020) agehalen an huet dowéinst net op CO_2-Zertifikater aus dem Ausland mussen zréckgräifen.

Och am Joer 2021 huet Lëtzebuerg, laut der provisorescher Zäregasemissiounsbilanz, seng Klimaziler eegestänneg agehalen.

Radars sur la N7 | Question **7062** (25/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Op der N7 tëscht der Lëpschterdellt an der Closdellt stinn de Moment op kuerzer Distanz zwee Radaren, ee fixen an ee mobillen. Dee mobille Radar war opgeriicht ginn, nodeems dee fixen ëmgerannt gi war. Mëttlerweil steet op där Plaz een neie Radar.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Automobiliste goufen an de leschte Woche vun deem mobille Radar geblëtzt? Wat war déi héchste Vitess op där Plaz?

2. Wéini soll de mobille Radar op der Closdellt op eng aner Plaz am Land verréckelt ginn?

3. Wat huet d'Ersetze vun deem futtisse Radar op der N7 kascht?

Réponse (28/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. De mobille Radar, dee vum 17. August op de 27. Oktober 2022 op der N7 tëscht der Lëpschterdellt an der Closdellt opgestallt gi war, huet an där Period 7.445 mol geblëtzt. Déi héchste gemoosse Vitess war op där Plaz 183 km/h.

ad 2. De Radar ass de 27. Oktober 2022 geréckelt ginn.

ad 3. De Käschtepunkt vum Ersetze vum kapotte Radar op der N7 huet sech op ronn 130.000 Euro belaf.

IRM à Grevenmacher | Question **7063** (25/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den IRM-Apparat an enger privater Dokteschpraxis um Potaschbierg huet scho fir vill Diskussioune

gesuergt. Mir ass zougedroe ginn, dass d'Qualitéit vun de Biller vum genannten IRM awer qualitativ deels mannerwäerteg soll sinn, soudass Spideeler selwer nach eng Kéier en IRM géife maache loossen, fir qualitativ méi däitlech Biller ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Entspriechen dës Gerüchter der Wourecht a sinn d'Biller vum IRM-Apparat um Potaschbierg qualitativ ze mannerwäerteg, fir eng richteg oder sécher Diagnos ze stellen?

2. Falls d'Äntwert op d'Fro 1 jo ass, ass déi qualitativ mannerwäerteg Bildqualitéit dorop zréckzeféieren, dass den IRM-Apparat technesch net méi um neiste Stand ass?

Réponse (30/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Dem Gesondheetsministère leie keng Informatioune vir, déi eng Ausso vun net appropriéierter Qualitéit vu Biller géifen ënnerstëtzen. Fir eng konkreet Ausso kënnen ze maachen, muss ee wëssen, wéi een Typ vun Exame gefrot war op Basis vun den Indikatioune vun der Ordonnance vum verschreiwenden Dokter. Et kann een dozou soen, datt am Allgemengen duerch Zousazequipementer bei der Ënnersichung eng verbessert Bildqualitéit kann erreecht ginn.

Autorisation d'exercice pour les médecins à diplôme étranger | Question **7064** (25/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Et ass kee Geheimnis, datt et eisem Land a ville medezinnesche Beräicher un Doktere feelt. Dofir ass et verwonnerlech, datt vill Demandë vun Dokteren, déi hei am Land praktizéiere wëllen an deenen hir Diplomer an anere Länner unerkannt goufen, vum Gesondheetsministère ofgeleent ginn. Eis si Fäll vun auslänneschen Dokteren zu Ouere komm, déi net nëmme vergeeblech op eng entspriechend Autorisatioun, mee och vergeeblech op eng Äntwert vum Ministère gewaart hunn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt verschidden Demandë vun auslänneschen Dokteren, fir hei am Land praktizéieren ze kënnen, net fristgerecht beäntwert kënne ginn? Wa jo, aus wéi enge Grënn ass dat net méiglech?

2. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi vill Persounen am Ministère dofir zoustänneg sinn, fir Autorisatiounsdemandë vun auslänneschen Dokteren ze evaluéieren? Wéi eng Qualifikatioune mussen déi Leit hunn? Wéi vill Demandë musse si pro Kapp am Joer beäntweren?

3. Wéi vill Autorisatiounsdemandë goufen an deene leschte fënnef Joer vun auslänneschen Doktere gestallt? Wéi vill vun dëse Leit krute bis elo keng Äntwert? Wéi vill Demandë goufen ofgeleent? Aus wéi enge Grënn goufen déi Demanden ofgeleent?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère kann net bestätegen, datt vill Demandë vun Dokteren, déi hei am Land praktizéiere wëllen an deenen hir Diplomer an anere Länner unerkannt goufen, vum Gesondheetsministère ofgeleent gi sinn. Soubal en Dokter an engem aneren État membre unerkannt an autoriséiert ass, kann en och hei am Land eng Aarbechtserlabnis kréien.

ad 1. De Gesondheetsministère mécht keen Ënnerscheed zwëschent den Nationalitéite vun den Demandeuren oder den Originne vun den Diplomer. Allerdéngs kann et bei vereenzelte komplexen Demanden zu längeren Délais de traitement kommen, gegeebenefalls musse mir Dokumenter nofroen oder punktuell mat de Leit kucken, Léisungen ze fannen.

ad 2. Sämtlech Demandes d'autorisation d'exercer vun Doktere ginn zurzäit vun 2 ETP aus der Carrière B1 couvréiert. Zu den Demandes d'autorisation d'exercer gehéiere souwuel déi definitiv Autorisatiounen, déi temporaire Autorisatioune fir d'MEVS (Médecins en voie de spécialisation) an d'Prestations de services. 2021 hu mir 345 Autorisatiounen ausgehändegt, 20 Prestations de services an 277 temporaire Autorisatiounen, mee mir wëlle bemierken, dass d'Unzuel vun Demandë méi héich ass wéi d'Unzuel vun den Autorisatiounen.

ad 3. De Gesondheetsministère huet keng Zuelen, wéi vill Demanden alleng vun auslänneschen Dokteren erakomm sinn. Allerdéngs kënne mir soen, dass vun 22017–2021 souwuel fir lëtzebuergesch Doktere wéi och fir auslännesch Dokteren 1.499 definitiv Autorisatiouns d'exercer ausgestallt goufen, 94 Prestations de services an 1.306 temporaire Autorisatiounen. Et goufen an deene fënnef leschte Joer 5 Demandes d'autorisation d'exercer ofgeleent. Demandë ginn ofgeleent, wann déi gesetzlech Konditiounen net erfëllt sinn, zum Beispill wann de gefuerderten Diplom net virläit.

De Gesondheetsministère suergt dofir, datt sämtlech Demandë sou kuerzfristeg wéi méiglech traitéiert ginn. Den Délai moyen de traitement, fir eng éischt Äntwert a Form vun engem Accusé de réception ze kréien, läit zwëschent 1 a 4 Wochen. Wann den Dossier komplett ass, gëtt en Avis beim Collège médical gefrot. Wann dëst net de Fall ass, gëtt de Kandidat gebieden, déi zousätzlech Piècen nozereechen. Dat ass aktuell bei 101 Dossieren de Fall. Dësen Ëmstand kann dann zu Verzögerunge féieren am Délai de traitement vum Dossier.

Déi Dossieren, déi komplett sinn an en attente vun engem Avis sinn, belafen sech aktuell op 75 Stéck.

Insgesamt 21 Dossiere sinn zurzäit nach net beaarbecht ginn.

Importation de produits alimentaires | Question **7065** (25/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Duerch de Krich an der Ukrain an d'Sanktioune géint Russland ass domat ze rechnen, datt Lëtzebuerg dëst Joer manner Liewensmëttel aus dësen zwee wichtegen Agrarstaate kann importéieren, eréi dat bis ewell de Fall war.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Landwirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi eis d'Gesamtliewensmëttelimporter aus de Joren 2020 an 2021 opgeschlësselt no Typ (Geméis, Friichten, Fleesch, Kären, Fudder fir Notzvéi asw.), Quantitéit an Hierkonftsland regruppéiert an an deem Zesummenhang preziséieren, wéi eng Ännerunge vun der entspriechender Zesummesetzung sech scho fir 2022 erginn hunn a wéi eng weider Veränneruge fir 2023 projezéiert ginn?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi wäit déi feelend Liewensmëttelimporter potenziell duerch zousätzlech national Produktivitéit kënne kompenséiert ginn a wéi eng Moossnamen hien an deem Sënn fir 2023 envisagéiert?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi wäit hien sech bei der Erschléissung vun neien Importmarchéen zu Bréissel an/oder op bilateralem Plang mat sengen EU-Homolog koordinéiert huet?

4. Kann den Här Minister am Sënn vun der Fro virdrun elaboréieren, zu wéi enge finanzielle Konditiounen dës Liewensmëttel importéiert ginn an ob dobäi méiglecherweis aner Länner präislech iwwerbuede goufen, déi net iwwert déi nämmlecht Kafkraaft verfügen? Falls jo, kann den Här Minister elaboréieren, wéi hien de Risiko aschätzt, datt déi geännert national an EU-Liewensmëttelimporter an Zukunft op anerer Plaz feele wäerten?

Réponse (30/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. Déi disponibel Zuele fir Liewensmëttelimporter, opgeschlësselt pro Produktkategorie a pro Hierkonftsland, sinn an deenen zwou Tabellen duergestallt (Quell: Statec):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Bei de verschiddene Produktkategorië sinn d'Mëllechprodukter, d'Uebst an d'Geméis, déi verschaffte Liewensmëttel an d'Gedrénks ons wichtegst Importer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Betreffend d'Hierkonft kommen déi wäitaus meeschte Liewensmëttelimporter aus der EU, an d'Importer aus den Drëttlänner maachen nëmme ronn 15 % aus, mat enger Tendenz no ënnen. D'Date fir 2022 bezéien sech op déi éischt 9 Méint. Fir 2023 kann een nach keng Viraussoe maachen.

ad 2. Mir ginn net dovunner aus, dass et an engem vun de Liewensmëttelsecteuren zu Enkpäss bei der Versuergung oder den Importer wäert kommen.

Des Weidere gesinn den nationale Strategieplang fir d'Landwirtschaft, deen 2023 a Kraaft trëtt, an dorobber opbauend dat neit Agrargesetz, verschidde geziilte Moossname vir, wou ons defizitär Secteuren, wéi besonnesch den Uebst- a Geméisbau, solle weiderentwéckelt a gestäerkt ginn.

ad 3. Lëtzebuerg ass an den EU-Bannemaart agebonnen, wéi déi uewe gewise Statistiken dat ënnersträichen. Et gëtt also keng spezifesch Importmäert fir Lëtzebuerg eleng, mee d'Importer aus Drëttlänner bedéngen de gesamten EU-Bannemaart.

Weiderhin handelt et sech beim Liewensmëttelimport ëm eng privatwirtschaftlech Aktivitéit, wou déi europäesch an national Autoritéiten nëmmen de rechtleche Kader festleeën.

ad 4. Wéi an der Äntwert op déi viregt Fro erkläert, handelt et sech beim Liewensmëttelhandel ëm eng privatwirtschaftlech Aktivitéit. Dofir huet de Landwirtschaftsminister och keng Daten iwwert d'Präisverhandlungen oder -konditioune vun de Liewensmëttelimporter.

Déi rezent Maartanalys vun der EU-Kommissioun geet dovunner aus, dass an der EU fir 2023 d'Liewensmëttelproduktioun wäert réckgängeg sinn, haaptsächlech wéinst deenen héijen Energiepräisser, mee dass och de Liewensmëttelkonsum an der EU wäert zeréckgoe wéinst der allgemenger Präisinflatioun.

Sécurité dans le cadre des chasses en battue | Question **7066** (25/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Kannerbongert zu Déifferdeng kënnen d'Kanner an d'Spillschoul, d'Crèche an an d'Maison relais goen. Dës Schoulstruktur läit ausserhalb vum Duerf an der

Natur. Säit leschter Woch ass d'Saison vun der Klappjuegd erëm amgaangen a mir ass vun Elteren zougedroe ginn, dass d'Kanner dowéinst de Kannerbongert musse verloossen an op Esch op de Gaalgebierg an d'Schoul goen. D'lescht Joer hätten d'Kanner d'Gebailechkeeten da wärend de Pausen net dierfe verloossen, wéinst der Klappjuegd.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren dëst bestätegen?

2. Gëtt d'Klappjuegd effektiv als esou geféierlech fir d'Kanner am Kannerbongert ageschat?

3. Wa jo, firwat gëtt et kee Sécherheetsperimeter ronderëm de Kannerbongert, dee grouss genuch ass fir sécherzestellen, dass de Kanner näischt geschitt?

4. Gëtt et allgemeng ee Sécherheetsperimeter ronderëm Gebaier, wa Klappjuegte sinn? Wa jo, kann d'Ministesch hei Detailer nennen?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Artikel 35 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental gesäit vir, datt d'Gemenge fir d'Gestioun vun de Schoulgebaier vum Enseignement fondamental verantwortlech sinn, an an dësem Zesummenhang och fir déi néideg Sécherheet suergen.

An der nonformaler Bildung (Maison relais a Crèche) läit dës Responsabilitéit beim Bedreiwer, deen an dësem Fall d'Gemeng selwer ass.

D'Juegdlegislatioun fält an de Kompetenzberäich vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Natur- a Bëschverwaltung (ANF). D'Jeeër musse Klappjuegte bei de Gemengen an der ANF mellen. Dëst ass nëmmen een Element aus dem groussherzogleche Reglement iwwert d'Sécherheet op der Juegd (Règlement grand-ducal modifié du 13 mars 2015 déterminant les mesures de sécurité à respecter par les chasseurs et les tiers). Et gëtt kee Sécherheetsperimeter ronderëm Gebaier wärend enger Juegd. D'Juegd selwer dierf allerdéngs net op engem bebauten Terrain stattfannen.

D'Gemeng Déifferdeng kennt d'Datumer vun de Juegten an der Ëmgéigend, soudatt d'Léierpersonal am Virfeld informéiert ka ginn. An dësem Fall huet d'Gemeng Déifferdeng dem Schoulservice recommandéiert, datt d'Schüler, d'Schoulpersonal souwéi och d'Kanner an d'Personal aus der Maison relais an der Crèche déi Deeg, op deenen eng Klappjuegd an deem Bësch annoncéiert gouf, an deem och d'Gebailechkeete vum Kannerbongert sinn, een Ausflug maachen. D'Regionaldirektioun vun Déifferdeng an déi betraffe Bildungs- a Betreiungsstrukturen hu sech dëser Recommandatioun alignéiert, soudatt den entspriechenden Ausflug organiséiert ginn ass an d'Elteren heiriwwer informéiert goufen.

Médicaments innovants | Question **7067** (25/10/2022) de **M. Léon Gloden** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

D'après nos informations, la mise à disposition de médicaments innovants pour les patients est entravée au Luxembourg. En comparaison avec la Belgique ou l'Allemagne, les patients au Luxembourg sont confrontés à un retard de 6 à 12 mois depuis octobre 2021, lié à des retards dans l'autorisation de médicaments innovants en ce qui concerne la fixation des prix. Bien que le Luxembourg soit habituellement réputé pour une grande sécurité en matière de médicaments, ces patients font face à de graves conséquences pour leur santé.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes au Ministre de la Sécurité sociale :

– Le Ministère de la Sécurité sociale connaît-il des retards dans l'autorisation de nouveaux médicaments innovants au Luxembourg ?

– Quels sont les médicaments concernés ?

– Quelles en sont les raisons ? Qu'est-ce que Monsieur le Ministre compte faire afin de résoudre le problème ?

Autorisation de mise sur le marché pour les médicaments | Question **7100** (31/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

All Mënsch ass mindestens eng Kéier a sengem Liewe krank a brauch dowéinst Medikamenter. Et komme stänneg nei Medikamenter an Traitementer op de Marché. Vill Medikamenter, déi bei eis verkaaft ginn, kommen aus der Belsch. Am August 2022 gouf sech schonn an der parlamentarescher Fro Nr. 6611 iwwert d'Festleeë vun de Präisser vu Medikamenter informéiert. An der Äntwert op dës Question parlementaire steet, dass de Präis fir e Medikament muss vun der INAMI publizéiert gi sinn, fir dass hei zu Lëtzebuerg de Präis ka festgeluecht ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat waart de betraffene Ministère op d'Veröffentlechung vum Präis vun der INAMI a freet en net direkt beim belsche Wirtschaftsministère un, deen an der Belsch d'Präisser fir d'Medikamenter festleet?

2. Firwat gouf nach kee bilateraalt Ofkommes iwwert d'Präisser vu Medikamenter mam belsche Wirtschaftsministère ofgeschloss, fir d'Verfügbarkeet vun de Medikamenter hei zu Lëtzebuerg ze beschleunegen? Ass geplangt, dëst nozehuelen?

3. Wéi laang dauert et am Duerchschnëtt vum Zäitpunkt vun der Zouloossung vum Medikament duerch d'EMA, bis e Medikament hei am Land an der Apdikt disponibel ass?

Mise sur le marché de médicaments innovants | Question **7192** (16/11/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

Aus Berichter an de Medie geet ervir, datt et Retarde vu bis zu 9 Méint gëtt, ier innovativ Medikamenter hei zu Lëtzebuerg um Marché disponibel sinn. Schold un dem Mëssstand wier eng Ëmstellung vum System an der Belsch. Betraff sinn an éischter Linn Kriibspatienten a Patienten, déi eng rar Krankheet hunn. Aus de Berichter geet och ervir, datt d'Doktere kënnen eng individuell Demande maachen, wann e Medikament um Lëtzebuerger Marché nach net offiziell disponibel ass.

An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Sozialminister stellen:

– Missten d'Dokteren net grondsätzlech alleguer informéiert ginn, datt si kënnen eng individuell Demande maachen, wann si der Iwwerzeegung sinn, datt en innovatiivt Medikament beim Traitement vun engem Patient sënnvoll ass?

– Wéi laang dauert et, bis esou eng Demande accordéiert gëtt?

– Wéi vill a wat fir Medikamenter si vun de Retarde betraff?

– Wéi kann ee verhënneren, datt Lëtzebuerg a Fäll, wou et ëm Liewen an Doud ka goen, vun der Belsch ofhängeg ass?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Fir weider Detailer verweise mir déi honorabel Deputéiert op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6611 vum 4. August 2022.

Déi Lëtzebuerger Prozedur fir d'Fixatioun vun de Präisser vun de Medikamenter, déi eng Autorisatioun hunn (Autorisation de mise sur le marché – AMM), woubäi ze preziséieren ass, datt e Medikament e Präis fir seng Presentatioun kritt, zum Beispill fir eng Këscht mat 10 Kapselen, 20 Kapselen asw, ass am Artikel 22ter vum Code vun der sozialer Sécherheet a sengem groussherzogleche Reglement vum 1. Dezember 2011, esou ewéi et ofgeännert gouf (Règlement grand-ducal modifié du 1er décembre 2011 déterminant les critères, les conditions et la procédure relative à la fixation des prix des médicaments à usage humain), definéiert.

De Ministère fir sozial Sécherheet ass fir d'Fixatioun vun deene Präisser zoustänneg.

Dës Prozedur zu Lëtzebuerg ass op deene Prozedure baséiert, déi an den Hierkonftslänner vun de Medikamenter bezéiungsweis Presentatiounen existéieren. Konkreet sinn dat d'Belsch, Frankräich an Däitschland.

Ronn 90 % vun de Presentatioune vu Medikamenter, baséierend op de Montanten, déi vun der CNS iwwerholl ginn, stamen aus der Belsch, ronn 10 % aus Däitschland, ronn 1 % aus Frankräich an e minimalen Deel (0,30 %) aus anere Länner.

D'groussherzoglecht Reglement baséiert op deene Prozeduren, déi 2010–2011 a Kraaft waren an deene Länner. Déi hunn awer an der Zäit evoluéiert, woubäi déi lescht Upassungen an der Belsch, am Joer 2021, en Impakt op d'Recevabilitéit vun der Ufro fir eng Präisfixatioun vun de Firmen haten, déi zu Lëtzebuerg wëllen e Medikament kommerzialiséieren.

Et sinn d'Firme selwer, déi eng Ufro musse stellen, fir e Präis fir eng Presentatioun vun engem Medikament ze kréien, dat eng AMM huet. D'AMM gëtt an der Reegel vun der EMA verginn. E Medikament, dat keng AMM huet, ka kee kommerzielle Präis kréien a muss, wann et fir eng Behandlung noutwenneg ass, eng aner Prozedur duerchlafen, woubäi de Ministère fir sozial Sécherheet an där Prozedur net agräift. Dës leeft iwwer d'Servicer vun der Gesondheetsdirektioun, der Gesondheetskeess an der medezinnescher Kontrollverwaltung vun der sozialer Sécherheet. Dës Prozedur kann och just a bestëmmte Fäll agesat ginn, wou e Medikament ausserhalb vu senger AMM benotzt gëtt („off-label-use") fir eng spezifesch Behandlung. Dës ass prinzipiell just an der Kriibsbehandlung de Fall.

Wann e Medikament eng AMM huet, da kann d'Firma, déi dat Medikament wëll zu Lëtzebuerg kommerzialiséieren, e Präis fir eng bestëmmt Presentatioun vun deem Medikament ufroen.

Dofir muss d'Firma, oder d'Entitéit, déi dofir mandatéiert gouf, de Formular benotzen, deen am groussherzogleche Reglement definéiert ass. Déi Demande muss natierlech komplett sinn, fir datt si recevabel ass. Déi Lëtzebuerger Prozedur fir d'Fixatioun vun de Präisser huet net geännert an de Präis gëtt an der Reegel dee Mount, an deem déi vollstänneg Demande un de Ministère geschéckt gouf, definéiert. No enger Kontroll gëtt de Präis vum Minister formell fixéiert an am Journal officiel publizéiert, fir datt de Präis op dem 1. vum Mount no der Fixatioun a Kraaft trëtt.

A vereenzelte Fäll, wann d'Demande ze spéit erakomm ass, fir nach am selwechte Mount publizéiert ze ginn, oder déi net komplett ass bezéiungsweis

nach Informatiounen nogefrot ginn am Kader vun de Kontrollaarbechten, kann et punktuell e puer Woche méi laang daueren, bis datt de Präis publizéiert ass, virausgesat, datt eng Demande net suspendéiert gouf, well entweeder d'Informatiounen net komplett waren oder déi vun der Firma selwer suspendéiert gouf. D'Detailer heizou sinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6611 vun den honorabelen Deputéierte Gusty Graas, Carole Hartmann a Gilles Baum vum 4. August 2022 preziséiert.

Et ass also net esou, datt déi Lëtzebuerger Prozedur Retarden opweist, mee et ass d'Fro vun der Recevabilitéit vun der Demande, déi duerch d'Veränneren an der Belsch opgeworf gouf.

Prinzipiell ass all neit Medikament, dat iwwer d'Belsch soll importéiert ginn, betraff, woubäi ee muss preziséieren, datt déi „innovativ" Medikamenter gréisstendeels Spidolsmedikamenter sinn, déi och just an de Spideeler kënne benotzt ginn. Dat sinn och déi deierst Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg fir Traitementer disponibel sinn, a ginn dofir och integral vun der Krankeversécherung iwwerholl.

Well d'Medikamenter gréisstendeels aus der Belsch kommen, huet eng Ännerung vun der belscher Prozedur naturgeméiss e méi grousse Risiko, selwer en Impakt op déi Lëtzebuerger Prozedur zu hunn. Am Fall vun den Ännerungen am Joer 2021 an der Belsch, duerch déi den digitale Wee vun der Prozedur imposéiert gouf, huet dat dozou gefouert, datt d'Entitéit, déi zu Lëtzebuerg d'Demande stellt, net méi all Donnéeën an enger kontrolléierbar Form kann erareechen. De System an der Belsch erlaabt et aktuell net, eng validéiert Decisioun/Kommunikatioun ze printen, déi och ka vun de Lëtzebuerger Servicer kontrolléiert ginn.

Dobäi ass ze preziséieren, datt an enger 1. Etapp de Wirtschaftsministère an der Belsch den absolutte maximale Präis fir eng Presentatioun vun engem Medikament fixéiert. Mee et ass duerno, an enger 2. Etapp, d'Firma selwer, déi dann de reelle Präis an och de Kommerzialisatiounsdatum vun der Presentatioun un déi zoustänneg belsch Autoritéite muss kommunizéieren.

Dës Kommunikatioun huet bis Mëtt 2021 iwwer e formelle Bréif vun der Firma un déi Autoritéite stattfonnt. Dës gouf dunn och vum Ministère fir sozial Sécherheet akzeptéiert, well et eng formell Kommunikatioun war, déi konnt kontrolléiert ginn.

Mee nodeems et nëmmen nach iwwer den informatesche System „Mediprices" stattfënnt, kënnen d'Informatiounen, déi am Formular zu Lëtzebuerg mussen ugi ginn, net méi kontrolléiert ginn, well d'Servicer vum Ministère fir sozial Sécherheet keen Zougang op de System „Mediprices" hunn.

D'Organisatioun, déi d'Lëtzebuerger Firme vun de Medikamenter vertrëtt, d'Innovative Medicines for Luxembourg (IML), huet beim Ministère fir sozial Sécherheet intervenéiert, fir datt e „screenshot" vun der Demande an der Belsch aus dem Mediprices sollt akzeptéiert ginn. Dës huet awer misse vum Ministère refuséiert ginn, well et net ka kontrolléiert ginn, ob dee Screenshot déi definitiv Kommunikatioun vun der Firma mam reelle Präis an och de Kommerzialisatiounsdatum erëmgëtt oder et just eng Tëschenetapp ass, déi duerno vun der Firma ofgeännert ka ginn, bevir et formell iwwer Mediprices un déi zoustänneg Autoritéiten an der Belsch geschéckt gëtt, déi et da validéieren oder aktéieren.

Leider ass et zu Lëtzebuerg schonn an der Vergaangenheet virkomm, datt an Demanden inkohärent Informatiounen oder Donnéeë vun de Firmen, déi e Präis ugefrot hunn, saiséiert goufen.

Dofir ass et wichteg, dat déi Informatioune kënne kontrolléiert ginn.

Well awer aktuell déi eenzeg Informatiounen, déi publizéiert sinn an déi domadder och als Kontroll kënne benotzt ginn, d'Decisioune vun der INAMI – den Equivalent an der Belsch zur Gesondheetskeess – sinn, muss déi Decisioun bei der Demande dobäigeluecht ginn.

Jee nodeem wéi laang déi Decisioun vun der INAMI dauert, kann dat en zäitlechen Impakt och zu Lëtzebuerg hunn. Allerdéngs kënnen d'Servicer vum Ministère fir sozial Sécherheet net d'Ausso confirméieren, datt d'Delaien ëm 9 Méint verlängert goufen. Laut den Informatiounen, déi de Ministère vun der INAMI selwer krut, si vill Demanden innerhalb vun 3 Méint traitéiert, verschidden Demandë kënne bis zu 6 Méint daueren, jee nodeem ewéi d'Verhandlungen tëschent der INAMI an der Firmen avancéieren. Just a vereenzelte Fäll kann et 9 Méint oder ganz punktuell och méi laang daueren.

Well dëst trotz allem en Impakt op de Kommerzialisatiounsdatum vun neie Medikamenter huet, déi aus der Belsch sollen importéiert ginn, hunn d'Servicer vum Ministère fir sozial Sécherheet scho viru geraumer Zäit Kontakt mat de belsche Servicer opgeholl, fir eng Léisung ze fannen.

Rezent huet de Minister fir sozial Sécherheet zousätzlech och eng formell Ufro u seng belsch Homologe gemaach, fir kënnen Zougang op de System Mediprices ze kréien, fir datt d'Informatiounen, déi d'Firmen an hirer Demande uginn, kënnen direkt iwwer dee System iwwerpréift ginn. Alternativ wär och eng validéiert Extractioun mat den neie Medikamenter mat den néidegen Donnéeën, duerch déi zoustänneg Servicer, méiglech. Dës Lëscht kéint dann als validéiert Informatiounsquell benotzt ginn.

An der Tëschenzäit kann awer all Dokter, deen e Medikament verschreift, dat nach net zu Lëtzebuerg kommerzialiséiert ass, op eng einfach Prozedur zeréckgräifen: déi normal Ordonnance, op déi eng kuerz Motivatioun dropkënnt, firwat dat Medikament néideg ass.

Am Géigendeel zu deem, wat an de leschte Méint a Woche vereenzelt kommunizéiert oder behaapt gouf, muss den Dokter keng Ufro stellen, mee et ass dat selwecht Dokument, wat en Dokter fir seng Ordonnancë benotzt, wou zousätzlech eng kuerz Begrënnung dropkënnt, firwat dat bestëmmt Medikament mat enger AMM muss benotzt ginn.

Déi Ordonnance gëtt dann och normal un den Apdikter geschéckt, fir „innovativ" Medikamenter sinn dat prinzipiell d'Apdikteren an de Spideeler, déi iwwerpréiwen, ob dat Medikament effektiv nach net e Präis zu Lëtzebuerg huet a gegeebenefalls d'Motivatioun op der Ordonnance uginn ass.

Dës geet duerno un d'Gesondheetskeess, déi an deene meeschte Fäll innerhalb vun 2 oppenen Deeg eng Decisioun betreffend d'Prise en charge hëlt. Just a vereenzelte Fäll, zum Beispill, wann zousätzlech Informatiounen néideg sinn, kann et och 1 bis 2 Wochen daueren, jee nodeem ewéi séier een d'Infoe kritt.

Dës Prozedur, déi fir en Dokter net wierklech anescht ass par rapport zur „normaler" Verschreiwung vun engem Medikament, gëtt am Joer 4.000- bis 5.000-mol benotzt. Et kann een also net behaapten, datt d'Dokteren esou eng Prozedur net kennen, wann déi esou oft benotzt gëtt. Dobäi ass ze preziséieren, datt och vill Medikamenter iwwer dës Prozedur iwwerholl ginn, obwuel dat selwecht Medikament zu Lëtzebuerg ënner engem anere Kommerzialisatiounsnumm vermarktet ass. Dëst ass de Fall, wann d'Firma e Medikament aus der Belsch importéiert ënnert engem bestëmmten Numm, mee den Dokter dat selwecht Medikament aus engem anere Land kennt, zum Beispill Däitschland, wou dat Medikament ënnert engem anere Kommerzialisatiounsnumm vermarkt gëtt.

Op jidde Fall schaffen d'Servicer vum Ministère fir sozial Sécherheet drun, datt si un déi néideg Informatioune kommen, fir datt d'Demanden, ewéi am Joer 2021, kënnen éischter akzeptéiert ginn an esou nei Medikamenter kënne mat engem publizéierte Präis disponibel sinn.

Plan d'aménagement général | Question **7068** (25/10/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Gilles Roth** (CSV)

Eisen Informatiounen no kënne verschidde Gemengen nach net zum definitive Vott vum PAG kommen, well den Avis vum Inneministère (Commission de l'aménagement) zum PAG nach net do wär. De Problem ass, dass d'Gemengen doduerch mussen déi zwee PAGe bei allen Autorisatioune consideréieren an nei Bauzone kënnen nach net bebaut ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Kann d'Madamm Inneministesch dës Informatioune confirméieren?

– Wa jo – wat sinn d'Grënn fir dës Delaien?

– Wa jo – wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, dës Problemer ze behiewen?

– Wéi vill Gemenge si momentan nach an der Prozedur fir en neie PAG? Wat sinn d'Grënn dofir?

Réponse (01/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Virop wëll ech e Rappell vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert de Gemengenamenagement an d'urbanistesch Entwécklung maachen, op Basis vun deem d'Gemengen e PAG vun der neier Generatioun mussen erstellen. Bei enger Gesetzesännerung 2011 ass den Delai vum 8. August 2013 agefouert ginn. D'Gemengen hate bis deen Dag Zäit, fir sech en neie PAG ze ginn. Den Delai ass no 2011 weider dräimol verlängert ginn, bis schlussendlech den 1. November 2019 (mam Gesetz vum 18. Juli 2018).

Ech hunn deemools entscheet, fir den Delai net nach eng Kéier ze verlängeren, well d'Gemenge genuch Zäit haten, fir d'Gesetz ëmzesetzen, a well ech endlech eng Dynamik an dëse Prozess wollt kréien. Dëst net just, well de PAG en immens wichtegt Instrument fir d'Stadentwécklung ass, mee och well mir dës Basis dréngend brauchen, fir ënner anerem d'Reform vun der Grondsteier ëmzesetzen.

Dës Entscheedung huet mat sech bruecht, dass vill PAGe mateneen an d'Commission d'aménagement vum Inneministère agereecht gi sinn.

Well d'PAGen d'Entwécklung vun eisen Uertschaften déi nächst Jorzéngte staark wäerte beaflossen, gi se akribesch gekuckt, fir souwuel aus juristescher wéi och aus urbanistescher Siicht déi noutwenneg Qualitéit opzeweisen. Dat erkläert, wéisou et munchmol méi laang gedauert huet, bis d'Gemengen den Avis vun der Commission d'aménagement zougestallt kruten an et nach net zum definitive Vott vum PAG konnt kommen.

De Moment sinn 22 Gemengen an der Prozedur, fir hir „refonte" vum PAG ze maachen. 93 Gemenge kruten en Avis vum Inneministère, wärend 7 Gemengen, déi d'Adoptiounsprozedur ugefaangen hunn, nach

keen Avis kréie konnten. Et ass domat ze rechnen, datt dëst Joer nach 2 Avise wäerte kënne finaliséiert ginn.

D'Retarden, déi ënner anerem duerch d'Pandemie entstane waren, goufe vun der Commission d'aménagement och däitlech opgeholl.

D'Amendementer zum Projet de loi Nr. 7139 iwwert de Baulandvertag an de Remembrement ministériel gesi vir, nees en Delai vu 4 Méint fir den Avis vun der Commission d'aménagement anzeféieren. Et ass dovun auszegoen, dass d'Commission d'aménagement dësen Delai nom Refonteprozess vun alle PAGen och systematesch wäert anhale kënnen.

D'Grënn, aus deenen eng Rei Gemengen nach an der Prozedur sinn, sinn ënner anerem op d'Netanhale vum Delai vum 1. November 2019 zréckzeféieren. D'Gemengen, sou wéi och d'Bureaux d'études, déi vun de Gemenge chargéiert goufen, fir d'PAGen auszeschaffen, sinn natierlech och ënner anerem duerch d'Pandemie souwuel bei der Ausschaffung vum PAG wéi och wärend der Adoptiounsprozedur ausgebremst ginn.

Schlussendlech brauchen d'Gemengen och Zäit, fir den Avise vun der Commission d'aménagement an dem Ëmweltministère souwéi och de Reklamatioune vun de Bierger Rechnung ze droen.

Mir gesinn also, dass all dës Retarden amgaange sinn, opgeschafft ze ginn, soudass d'Situatioun sech kuerzfristeg wäert verbesseren.

Équipe climat | Question **7069** (25/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zurzäit gëtt d'Biergerparticipatioun op Landes- a Gemengeneebene getest, dëst mat Gremie wéi dem Klimabiergerrot oder Luxembourg in Transition. Donieft ginn et um kommunalen Niveau och d'Klimateams.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengen am Land hunn ee Klimateam an d'Liewe geruff?
Ass et méiglech, eng Lëscht vun dëse Gemengen ze kréien?

2. Wéi vill Leit maachen insgesamt bei de Klimateame mat?

3. Wéi gesäit d'Zesummesetzung vum Klimateam aus, opgelëscht no Gemeng:

– Prozentsaz vun „normale" BiergerInnen,
– gewielte GemengevertriederInnen,
– pensionéiert Beamten,
– aktiv Beamten,
– intern an extern Experten?

4. Vu wiem ginn dës Gremien an der Reegel geleet, opgelëscht no Gemeng:

– dem Buergermeeschter selwer,
– engem Schäffen/enger Schäffin,
– engem speziell dofir bezuelten externen Expert
– oder engem Bierger/enger Biergerin?

5. Wéi oft sinn déi eenzel Klimateamen zënter hirer Schafung zesummekomm?

6. Wéi gëtt an de Sitzunge vum Klimateam den Ordre du jour bestëmmt?

7. Um wéi vill Auer fannen d'Sitzungen an der Reegel statt a wéi laang daueren se am Duerchschnëtt (opgelëscht no Gemeng)?

8. Wéi ënnerscheet sech d'Zesummesetzung an d'Aarbecht vum Klimateam vun de konsultative Kommissiounen, déi sech mam Theema Klima an Ëmwelt beschäftegen?

9. Sinn d'Ministeren der Meenung, datt an engem kommunale Klimateam normal BiergerInnen d'Majoritéit vun der Equipe misste stellen?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. D'Kreatioun vun engem Klimateam stellt eng essenziell Obligatioun am Kader vum Klimapakt duer, déi och sou am Klimapakt-Kontrakt tëschent der Gemeng an dem Staat festgehalen ass.

Aktuell sinn 101 vun 102 Gemengen am Klimapakt engagéiert.

ad 2. Et läit am Kompetenzberäich vun der Gemeng, fir hiert Klimateam sou zesummenzestellen, dass et och hire spezifesche Besoinen entsprécht. Dës kënne vu Gemeng zu Gemeng variéieren, esou dass do d'Zesummesetzunge vun de Klimateame vu Gemeng zu Gemeng liicht anescht sinn.

Laut Schätzunge vun der Klima-Agence, déi mat der Gestioun vum Klimapakt beoptraagt ass, sinn an der Moyenne 5–7 Memberen an engem Klimateam, sou dass iwwert d'Land gekuckt mindestens 650 Leit an de verschiddene Klimateamen engagéiert sinn.

ad 3. Am Klimateam sinn d'office de Klimaberoder an den designéierte Klimaschäffe Member.

Generell soll d'Klimateam sou breet a kompetent wéi méiglech opgestallt ginn: politesch Vertrieder, Gemengebeamten, Bierger a Leit aus der lokaler Wirtschaft. Et soll doriwwer eraus och op en Equiliber a Bezuch op Geschlechter an Alter ugestrieft ginn, geneesou wéi eng systematesch Abannung vun der Jugend (cf. Moossnamebeschreiwung: https://pacteclimat.lu/fr/acteur-engage/les-mesures/organisation-interne/equipe-climat).

Wann eng Gemeng am Audit ass, ass dat och ëmmer eng Geleeënheet, fir Optiméierungspotential bei de verschiddene Mesuren – also och beim Klimateam – ze diskutéieren.

D'Gemenge geréieren d'Klimateame prinzipiell eegestänneg mat der Ënnerstëtzung vun hirem Klimaberoder, si sinn net verflicht, déi genau Kompositioun zu all Moment um nationalen Niveau ze deklaréieren.

ad 4. D'Ëmsetzung vum Klimapakt-Prozess gëtt an all de Gemengen duerch e Klimaberoder begleet, deen national duerch d'Klima-Agence, dem Gestionnaire vum Klimapakt, encadréiert gëtt.

Eng vun den Tâchë vum Klimaberoder ass et, d'Gemeng initial bei der Zesummesetzung vum Klimateam ze ënnerstëtzen, d'Klimateamsëtzungen ze leeden an d'Aarbechten ze koordinéieren. Dëst fënnt generell am Echange mam designéierte Klimaschäffen an den zoustännege Servicer aus der Gemeng statt, notamment dem Service technique an dem Service écologique.

D'Erfarung aus de leschte Joren am Klimapakt huet gewisen, dass et wichteg ass, niewent de politeschen Entscheedungsdréier an den techneschen Experte vun der Gemeng, d'Bierger an notamment och d'Vertrieder aus der Privatwirtschaft beschtméiglechst anzebannen, fir eng breet Allianz bei der Ëmsetzung vun de Klimapakt-Mesuren ze schafen.

ad 5. An der Reegel kommen d'Klimateame véierbis sechsmol pro Joer zesummen, wat och laut de Bewäertungskrittäre vum Klimapakt de Minimum duerstellt. Dëst an hirer integraler Kompositioun oder awer och a verschiddene méi klengen Aarbechtsgruppen (z. B. zu spezifeschen technesche Froen oder am Hibléck op d'Organisatioun vun enger Veranstaltung).

D'Dynamik variéiert a Funktioun vum Ambitiounsniveau an der Aarbechtsweis vun der Gemeng.

ad 6. Den Ordre du jour gëtt an der Reegel vum zoustännege Klimaberoder an Ofstëmmung mam Klimaschäffe respektiv de concernéierte Servicer aus der Gemeng zesummegestallt.

D'Basis bitt och den Aarbechtsprogramm am Klimapakt, deen d'Gemeng muss am Ufank vum Joer op der Basis vum Mesurëkatalog opstellen an och eng essenziell Obligatioun aus dem Klimapakt-Kontrakt duerstellt (d. h. eng Zougangsviraussetzung fir en Audit kënnen unzefroen).

Fir méiglechst effizient ze schaffen, kommen oft verschidde méi kleng Aarbechtsgruppen aus de Klimateamen ervir, déi da spezifesch un deem engen oder aneren Theemefeld schaffen.

ad 7. Well an deenen allermeeschte Klimateamen och Bierger engagéiert sinn, déi sech niewent hirer Aarbecht benevole engagéieren, fannen d'Sëtzungen an der Reegel owes statt. Doriwwer eraus fannen natierlech och nach Aarbechtsreuniounen tëscht dem Klimaberoder an de Servicer vun der Gemeng statt.

Niewent de Klimateame valoriséiert de Klimapakt awer och nach aner Participatiounsformen, wéi z. B. déi lokal bzw. regional Klimapakt-Assisen, wou d'Bierger an och déi aner lokal Acteuren invitéiert ginn, fir ënner anerem iwwer méiglech nei Moossnamen ze beroden, déi oft de Weekend stattfannen an och méi laang daueren, oder awer och méi projetsspezifesch Demarchen (z. B. Kreatioun vun enger Energiekooperativ oder déi participativ Entwécklung vun enger Strategie an den Theemeberäicher vum Klimapakt).

ad 8. Wéi scho weider uewe beschriwwen, gesäit de Klimapakt-Kontrakt mat de Gemengen eng Obligatioun par rapport zum Klimateam vir a stellt Bewäertungskrittären zur Verfügung, mee iwwerléisst et awer der Gemeng, wéi si op der Basis vun hire Besoinen dës Mesure ëmsetze wëll.

Am Hibléck op dës Fro kann ee feststellen, dass et Gemenge gëtt, déi zousätzlech zu enger Ëmweltkommissioun e Klimateam aberuffen an awer och Gemengen, an deenen eng Ëmweltkommissioun d'Aufgabe vum Klimateam mat iwwerhëlt.

Aus Siicht vum Klimapakt ass et fir eng performant kommunal Klima- an Energiepolitik entscheedend, insgesamt eng konsequent Gouvernance-Approche an der Gemeng ëmzesetzen, déi sécherstellt, dass déi politesch Entscheedungsdréier hir Verantwortung iwwerhuelen a sämtlech aner concernéiert Gremie wéi och Acteuren an de Klimapakt-Prozess systematesch mat agebonne ginn.

ad 9. Wéi an den Äntwerte weider uewe beschriwwen, ass et déi zentral Missioun vum Klimateam, fir de Klimapakt-Prozess fachlech an der Gemeng ze begleeden, d. h. dës Equipe soll als Plattform déi verschidden Typpe vun Acteure regruppéieren, déi gebraucht ginn, fir déi verschidden Theemeberäicher vum Klimapakt ofzedecken.

Bierger wéi och Vertrieder aus der Privatwirtschaft spillen heibäi eng wichteg Roll a sollen entspriechend am Klimateam vertruede sinn, fir notamment och déi néideg politesch Entscheedunge mat virzebereeden.

Niewent de Klimateame valoriséiert de Klimapakt awer, wéi weider uewen erkläert, och nach aner Participatiounsformen, déi z. B. méi projetsspezifesch kënne sinn a wou d'Abannung un de Bierger och méi spezifesch ka stattfannen. An dësem Kontext besteet

notamment eng spezifesch Konventioun mat der Struktur CELL (Centre for Ecological Learning Luxembourg), fir d'Gemenge beim Sujet Biergerbedeelegung am Kader vum Klimapakt ze begleeden. Dëst Joer waren oder si méi wéi eng Dose lokal bzw. regional Klimapakt-Assisë geplangt.

Nouveau site de l'Administration des travaux publics à Marnich | Question **7070** (25/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

An der Press goufe mer rezent gewuer, datt zu Maarnech en neien Zenter vun der Kategorie III vum CGDIS entstoe wäert. Dëse soll nieft d'Nationale 7, net wäit ewech vum neie Rond-point gebaut ginn. Och d'Bauverwaltung vu Clierf soll een neien Terrain am Kanton sichen, fir hir divers Aktivitéiten ze organiséieren.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un der Här Bauteminister stellen:

– Ass och virgesinn, fir den neie Site vun der Bauverwaltung nieft dem geplangte CGDIS zu Maarnech opzemaachen?

– Gouf dofir schonn en Terrain kaaft?

– Gëtt et eventuell en Avant-projet fir dëse staatleche Service?

Réponse (02/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Kader vun der Sich no engem Terrain fir d'Stroossebauverwaltung vu Clierf, ass och de Site vu Maarnech a Betruecht gezu ginn. Allerdéngs ass d'Fläch net grouss genuch, fir och do en Neibau vun der Stroossebauverwaltung kënnen ze realiséieren.

Et gëtt zu dësem Zäitpunkt nach keen Avant-projet vun engem neie Bau fir d'Stroossebauverwaltung am Raum Clierf, well nach no engem gëeegenten Terrain gesicht gëtt.

Pont du contournement entre Schieren et Ingeldorf | Question **7071** (25/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Op der Contournementsbréck vun der B7 tëscht Schieren an Angelduerf ass d'Vitess erofgesat gi vun 90 Km/St. op 50 Km/St. Et schéngt, wéi wann et Problemer op der Bréck géif ginn. Bis kuerz virun de Radar Richtung Stad ass d'Vitess vun 90/St. op 70 erofgesat ginn. Och déi aner Richtung däerf nach just 70 Km/St. gefuer ginn.

Dofir wollt ech dem Här Mobilitéitsminister follgend Froe stellen:

1. Wat ass déi genee Ursaach vun dëser Vitessreduktioun?

2. Wat fir Aarbechte sinn de Moment geplangt?

3. Wou ass de Projet vun der Erweiderung vun der B7 drun?

Réponse (02/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wärend enger routineméisseger Bréckeninspektioun vun der zoustänneger Divisioun bei der Stroossebauverwaltung den 11. Oktober 2022 ass festgestallt ginn, datt sech verschidden Elementer vum Réckhalsystem (Gelänner) an engem staark degradéierten Zoustand befannen. Well dëst e Sécherheetsrisiko bei héije Geschwindegkeeten duerstellt, ass kuerzfristeg déi maximal erlaabte Geschwindegkeet op der betraffener Plaz, dem Viaduc Ditgesbaach, op 50 km/h a béide Richtunge reduzéiert ginn. Fir d'Geschwindegkeet hannert dem Viaduc Ditgesbaach a Richtung Lëtzebuerg ze harmoniséieren, an ze verhënneren, datt d'Geschwindegkeet tëschent dem Viaduc an dem Radar op kuerzer Distanz vu 50 km/h op 90 km/h an dann op 70 km/h ännert, ass op dësem kuerzen Zwëschensteck vu ronn 500 Meter d'Geschwindegkeet vun 90 km/h op 70 km/h reduzéiert ginn.

Dat selwecht gëllt an der Approche vun dem Viaduc Ditgesbaach a Richtung Fridhaff. Hei gëllt hannert dem Radar, wou normalerweis 90 km/h erlaabt sinn, temporär op ronn 500 Meter, just nach 70 km/h.

ad 2. D'Aarbechte fir d'Ersetze vun den Elementer hunn an den Nuechten no der Inspektioun ugefaangen. Aus Materialmangel konnten dës awer zu deem Moment net direkt fäerdeggestallt ginn. Dowéinst hunn an der 46. Kalennerwoch weider Nuetsaarbechte stattfonnt.

Dës Aarbechte konnten dunn an der nämmlechter Woch ofgeschloss ginn, soudatt déi temporär Vitesslimitatiounen um Viaduc Ditgesbaach wéi och op dem Segment tëschent dem Viaduc an dem Radar nees opgehuewe ginn.

ad 3. Am Moment gëtt den Ausschreiwungsdossier virbereet. Allerdéngs sinn nach verschidden Emprisen net gekläert an den Dossier fir d'Ëmweltgeneemegung muss nach ugepasst ginn. Dëst huet zur Folleg, datt een elo nach keen Datum fir den Ufank vun den Aarbechte kann uginn.

Désactivation d'éoliennes | Question **7072** (28/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Garnech stinn zwee nei Wandrieder, déi zesumme ronn 16 Gigawattstonne Stroum pro Joer fir de Wandpark Garnech hierstellen. Awunner hu mer zougedroen, dass déi 2 Wandrieder reegelméisseg owes vun 18.00 bis 21.00 Auer net méi dréinen. Dat läit awer net dorunner, dass kee Wand bléist: E puer Kilometer weider zu Sterpenech an der Belsch dréinen d'Rieder wärend där Zäit normal weider.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Gëtt et ee Grond, firwat d'Wandrieder zu Garnech owes, kuerz virun 18.00 Auer, ausgeschalt ginn?

2. Gëtt et nach Wandrieder hei am Land, déi zu bestëmmten Auerzäite systematesch ausgeschalt ginn, a falls jo, aus wat fir enge Grënn gëtt dat gemaach?

Réponse (29/11/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Wéi eis vum Anlagebedreiwer matgedeelt gouf, ginn et bei de Wandrieder zu Garnech tëscht dem 1. Mee an dem 31. Oktober sougenannt „Fliedermausofschaltungen", dëst all kéiers 1 Stonn viru Sonnenënnergang a bei bestëmmte Meteoskonditiounen (Temperatur >= 10 °C a Wandvitess <= 7 m/s) bis Sonnenopgang.

ad 2. Dëst ass ofhängeg vun der geographescher Lag vun de Wandrieder an d'Ofschalte gëtt dann och an de jeeweilege Geneemegunge festgehalen an d'Grënn sinn deementspriechend ënnerschiddlech: Schutz vun der Fauna, Schietworf, staark oder extreem Wiederkonditiounen...

Sou wéi de gréisste Bedreiwer vu Wandanlagen hei am Land eis matgedeelt huet, gëtt et bei all senge Wandparken Oplagen zum Schutz vun de Fliedermais, fir d'Wandrieder bei bestëmmte Bedingungen auszeschalten.

Subvention loyer | Question **7074** (26/10/2022) de **Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng)

Dans le cadre de l'accord tripartite de mars 2022, il a été décidé d'introduire anticipativement au 1er août 2022 toutes les adaptations relatives à la subvention de loyer qui sont d'ores et déjà prévues par le projet de loi n° 7938 reformant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Entrée en vigueur le 1er août 2022, la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer prévoit l'adaptation de la subvention du loyer en élargissant les critères d'accès et en augmentant les montants alloués dans le cadre de ladite subvention.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Comment a évolué le taux d'effort pour le logement des locataires depuis 2016 ?

2) Quel est l'impact de la subvention de loyer sur les ménages et leur situation de revenu ?

3) Comment le nombre de bénéficiaires a évolué depuis 2016 ? Comment a évolué le nombre de demandes depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer ?

4) Quelle est la progression de l'impact budgétaire depuis 2016 ? Quelle trajectoire est prévue pour les prochaines années ?

Réponse (02/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1) À l'automne 2021, l'Observatoire de l'habitat a publié la note 27[5] sur le taux d'effort des ménages résidents, montrant son évolution sur la période 2016-2019. Cette note a permis d'observer que si la croissance continue du poids du logement dans le budget des ménages touche la majeure partie des ménages résidents ayant un emprunt ou payant un loyer, elle affecte particulièrement les locataires les moins aisés et les ménages ayant emménagé plus récemment.

En automne 2022, l'Observatoire de l'habitat a publié la note 31[6] sur le taux d'effort des ménages résidents et qui porte plus particulièrement un regard sur les taux d'effort selon la composition des ménages. À cet égard, il y a lieu de constater que les données 2020 recueillies durant le début de la crise sanitaire du Covid-19 présentent une rupture de série importante avec l'année précédente, notamment en ce qui concerne les coûts du logement. En effet, ces variables de coût ont été demandées uniquement aux ménages ayant déménagé entre 2019 et 2020. Pour les autres ménages, les coûts du logement ont été repris de l'enquête précédente. Dans ce contexte, les données sur le taux d'effort dans la note 31 ne pourront donc pas – pour le moment – être actualisées pour l'année 2020.

Toujours est-il que l'évolution du taux d'effort est particulièrement préoccupante pour les locataires du quintile inférieur :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Ce taux d'effort ne tient pas compte des aides au logement que perçoivent les ménages et qui conduisent à une réduction de leurs charges locatives.

Cette évolution du taux d'effort des locataires est notamment à rapprocher de l'évolution du niveau de vie de ces mêmes locataires :

[5] https://logement.public.lu/dam-assets/documents/publications/observatoire/note-27.pdf

[6] https://logement.public.lu/dam-assets/documents/publications/observatoire/note-31.pdf

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) L'impact de la réforme de la subvention de loyer peut être illustré par quelques exemples.

Ainsi, avant la réforme, un ménage avec 2 enfants qui gagnait 4.500 € par mois et payait un loyer de 1.800 €, recevait une subvention de loyer de 187 € par mois. Il avait donc 2.887 € pour vivre une fois le logement payé.

Suite à la réforme, il reçoit dans les mêmes conditions une subvention de loyer de 360 € par mois. Il dispose donc de 3.060 € pour vivre. Un doublement de l'aide qui représente une augmentation de 6 % de revenu du revenu disponible !

Ce même ménage reçoit avec la réforme toujours 336 € de subvention mensuelle si son revenu net augmente à 5.400 €. Avant la réforme, il ne recevait plus que 30 €.

Pour un ménage d'une personne seule qui gagnait avant la réforme 2.400 € par mois et payait un loyer de 900 €, il recevait une subvention de loyer de 134 € par mois. Cette personne disposait donc de 1.634 € pour vivre une fois le logement payé. Avec la réforme, elle reçoit dans les mêmes conditions une subvention de loyer de 200 € par mois. Elle dispose donc de 1.700 € pour vivre. Un plus de 4 % de revenu disponible !

En moyenne la subvention de loyer augmente de 78 % et passe de 157 € par mois et par ménage bénéficiaire à 280 €.

La hausse de l'éligibilité de différents types de ménages peut être illustrée par le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) Le nombre de ménages bénéficiaires et de versements mensuels ainsi que le montant total alloué a évolué de la façon suivante depuis l'introduction de la subvention de loyer :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le nombre de versements reprend les versements effectivement réalisés au cours d'une année. Un ménage qui bénéficie pour toute l'année de l'aide reçoit dès lors 12 versements. Étant donné qu'il y a de nombreux changements au niveau des dossiers des bénéficiaires, le nombre de versements sur l'année permet une meilleure évaluation de l'impact de l'aide.

L'évolution pluriannuelle des dépenses liées à la subvention de loyer peut être estimée de la façon suivante :

Au courant de l'année 2022, +/- 90.000 subventions de loyer auront été versées. En appliquant le montant moyen de 280 € à ces versements tel qu'il ressort des mois d'août à octobre pour les versements effectifs, on peut estimer que sans augmentation du nombre de bénéficiaires supplémentaires, la charge budgétaire pour l'année 2023 se situera à quelque 25 millions d'€. À cela s'ajouteront les bénéficiaires supplémentaires qui ont pu être mobilisés suite aux différentes campagnes d'information et de sensibilisation. Il est dès lors estimé que le niveau des dépenses pour l'année 2023 se rapprochera de 28 à 30 millions d'€.

ad 4) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Dérogations aux sanctions contre la Russie | Question **7079** (26/10/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'Europäesch Unioun huet zanter dem Ufank vum Ukrainkrich eng ganz Rei vu Sanktioune géint Russland verhaangen. A bestëmmte Fäll hunn déi national Regierungen allerdéngs d'Méiglechkeet, fir Ausnamen ze maachen. Laut Medieberichter huet eleng déi hollännesch Regierung an 91 Fäll eng Ausnamereegelung decidéiert. An deem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Huet d'Regierung am Zesummenhang mat den EU-Sanktioune géint Russland Ausname gemaach?

– Wa jo, wéi vill Firmen hu vun enger Sonderreegelung profitéiert?

– Wat sinn d'Grënn fir dës Ausnamereegelungen?

– Wat fir Sanktioune si konkreet ëmgaange ginn?

Réponse (30/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Ausnamen, déi aus Exemptiounen an Derogatioune bestinn, sinn en integrale Bestanddeel vun de verschiddene Sanktiounsregimmer. Duerch Exemptioune gi soss verbueden Aktiounen erlaabt, wa verschidde Konditiounen erfëllt sinn, an dëst ouni datt e prealabelen Accord vun den Autoritéiten néideg wier. Am Kader vun Derogatioune mussen d'Autoritéiten eng Geneemegung fir eng gewëssen Aktioun ginn. Ausname ginn et zum Beispill fir humanitär Aktivitéiten, fir gewëssen Ausgaben, déi néideg sinn, fir d'Grondbedierfnisser vu sanktionéierten Entreprisen a Persounen ze garantéieren oder och fir verschidden Exporter weiderhin ze erlaben, zum Beispill am Kader vu Kooperatiounsarrangementer am Zivillberäich, fir d'Sécherheet vun nuklearen Ariichtungen ze assuréieren oder och fir den Entreprisë mat bestoende Kontrakter ze erlaben, dës wärend engem gewëssen Zäitraum auslafen ze loossen. De Kader fir Ausname gëtt vum Conseil mat Unanimitéit wärend den Negociatioune vun den Texter ugeholl. Et handelt sech also net ëm eng Sonderreegelung vun engem Memberstaat. An deem Sënn huet Lëtzebuerg keng Derogatioune geneemegt, déi zu engem Ëmgoe vu Sanktiounen, inklusiv Finanzsanktiounen hätte féiere kënnen.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 26 à 28	Questions au Gouvernement
p. 03-04	p. 05-13	p. 13-79	p. 79-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-04

Nouvelles lois ..... p. 05-13

Séances ..... p. 13-79

26e séance du mercredi 21 décembre 2022 p. 13-38

27e séance du jeudi 22 décembre 2022 p. 38-61

28e séance du jeudi 22 décembre 2022 p. 61-79

Questions au Gouvernement ..... p. 79-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
08/06/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Visite officielle du Président de Cabo Verde

« Des liens étroits, forts et sincères » unissent le Luxembourg et le Cabo Verde

Le Président, les trois Vice-Présidents de la Chambre, ainsi que le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, ont pu rencontrer le Président de la République de Cabo Verde, M. José Maria Neves.

« Le Luxembourg et le Cabo Verde sont de fervents défenseurs du multilatéralisme et d'un ordre mondial fondé sur la primauté du droit. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, s'est adressé au Président de la République de Cabo Verde, M. José Maria Neves, lors d'une audience au Palais grand-ducal qui a eu lieu le 23 mai 2023 dans le cadre de la visite officielle du couple présidentiel caboverdien au Grand-Duché de Luxembourg.

Le Président de Cabo Verde a pu rencontrer les représentants des institutions luxembourgeoises, notamment M. Fernand Etgen, qui était accompagné des Vice-Présidents de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Djuna Bernard et M. Marc Spautz, et du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. Ils se sont entretenus au sujet du conflit en Ukraine et des défis qui se posent au niveau international. Les valeurs partagées par le Luxembourg et le Cabo Verde, telles que la démocratie, l'État de droit, les droits humains et la liberté, « sont piétinées par la Russie en Ukraine et par les régimes autocratiques », a regretté M. Etgen.

Le Président de la Chambre a également souligné les liens profonds qui existent entre le Cabo Verde et le Luxembourg. « Au cours des dernières décennies, nous avons tissé des liens étroits, forts et sincères. Nos échanges, tant au niveau gouvernemental que parlementaire, en témoignent. »

La dernière visite officielle d'une délégation parlementaire luxembourgeoise au Cabo Verde remonte à 2017.

Visite du Centre national d'incendie et de secours (CNIS)

Une délégation parlementaire s'est rendue dans les nouveaux locaux du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) à Gasperich.

La délégation, emmenée par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a notamment pu visiter les garages dans lesquels sont stationnés les véhicules de secours, mais aussi les locaux qui abritent le Central du service d'urgence du 112.

M. Etgen s'est dit impressionné par les équipements et l'envergure du complexe. Les députés ont également pu mener un échange avec les responsables du CGDIS au sujet des enjeux et des défis auxquels est confronté le Corps.

Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Une feuille de route pour mettre en œuvre la détermination de Reykjavik

Mme Déspina Chatzivasilíou-Tsovíli, Secrétaire générale de l'APCE, et Mme Cécile Hemmen, membre de la délégation luxembourgeoise

Une semaine après le quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement à Reykjavik, les parlementaires de la Commission permanente de l'APCE se sont donné rendez-vous à Riga les 25 et 26 mai 2023 pour discuter, entre autres, de l'instauration d'un tout premier mécanisme de responsabilité du régime de la Fédération de Russie. Revêtant la forme d'un registre des dommages causés à l'Ukraine, cette mesure a été décidée par les exécutifs de 45 États, principalement membres du Conseil de l'Europe, avec le soutien des États-Unis ou encore du Japon.

La mise en œuvre et le suivi de cette décision, mais aussi des autres engagements pris par l'organisation, figurent parmi les priorités du Comité des Ministres, dont la Lettonie assume pour la deuxième fois la présidence. C'est dans cette optique que s'est tenu un premier débat d'actualité consacré au suivi des engagements par l'Assemblée. Un deuxième débat a abordé la question de la participation des athlètes russes et bélarussiens aux Jeux olympiques de 2024.

Mme Cécile Hemmen a fait le déplacement dans la capitale lettone pour y représenter la délégation luxembourgeoise.

Le suivi du sommet de Reykjavik

En présence de Mme Aoife Nolan, Présidente du Comité européen des droits sociaux, les membres de la Commission permanente se sont penchés sur la Charte européenne sociale qui a été replacée au centre de l'engagement du Conseil de l'Europe. Selon Mme Nolan, les droits sociaux ne sont autre que des droits juridiques humains.

Quant à la question de la responsabilité du régime de la Fédération de Russie dans la guerre d'agression contre l'Ukraine, l'Assemblée plaide pour la mise en place d'un système complet de responsabilité allant au-delà du registre des dommages tel que décidé par le pouvoir exécutif à Reykjavik. Les parlementaires se sont dits prêts à continuer à œuvrer en vue d'un mécanisme de retour des enfants enlevés et d'un tribunal ad hoc pour les crimes de guerre commis.

Les principes de la démocratie retenus lors de la déclaration du sommet serviront de feuille de route à l'APCE. L'Assemblée s'efforcera de contrer l'ingérence étrangère dans les processus démocratiques, tout en renforçant les initiatives pour l'organisation d'élections libres et équitables et la promotion des libertés de presse et d'expression. Elle se montre prête à renforcer la coopération avec les forces démocratiques du Bélarus et à identifier les canaux ainsi que les moyens pour dialoguer avec la société civile russe. Le processus d'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme sera encore un autre exemple scruté de près lors des prochains travaux.

L'exclusion des athlètes russes et bélarussiens des Jeux olympiques

La Charte olympique est fondée sur un principe selon lequel le sport serait « au service du développement harmonieux de l'humanité en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine ». Tout en reconnaissant l'autonomie des athlètes, les parlementaires étaient d'avis qu'il est nécessaire de ne pas sous-estimer le recours au sport, voire l'instrumentalisation des athlètes à des fins de propagation d'idées politiques. Les athlètes russes et bélarussiens étant soutenus et sponsorisés par leurs États respectifs, il devient impossible de distinguer leurs capacités sportives d'un engagement ou d'une récupération politique. Non seulement la participation de ces athlètes serait contraire aux valeurs des JO, mais les sportifs pourraient être la cible de messages de haine dans leur pays d'origine s'ils essayaient de faire passer des messages pacifistes via leur présence médiatique.

Selon Mme Hemmen, la question est d'une complexité évidente, mais la position de l'Assemblée à ce sujet devrait être claire et nette. L'exclusion devrait se faire à tous les niveaux, ne laissant pas d'échappatoire à une participation neutre ou « sans drapeau ». Faire défiler des athlètes de pays agresseurs à un événement sportif d'une telle envergure serait, d'après elle, « moralement inconcevable ». Toute participation éventuelle mènerait à repenser la définition même de ce qu'est la neutralité. Ce sujet d'actualité fera l'objet d'un nouveau débat – cette fois-ci selon la procédure d'urgence, permettant dès lors l'adoption de décisions – lors de la prochaine partie de session en juin à Strasbourg.

Biographie dédiée à l'ancien député Jean Fohrmann

Avec son livre « Jean Fohrmann – Lebenserinnerungen », l'ancien député socialiste et membre actuel du Conseil d'État, M. Alex Bodry, a mis en valeur la vie et l'engagement syndicaliste de son grand-père, l'ancien député socialiste, M. Jean Fohrmann.

Le 16 mai 2023, M. Bodry a remis un exemplaire du livre au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et au Secrétaire général, M. Laurent Scheeck.

M. Fohrmann a siégé pendant de longues années au Parlement luxembourgeois : il a occupé ce mandat, avec quelques interruptions, de 1934 à 1973. En dehors de son mandat de bourgmestre de la ville de Dudelange, l'ancien député socialiste occupait le poste de directeur du journal « Tageblatt ».

Conseil national de la justice

7323A – Projet de loi portant organisation du Conseil national de la justice et modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi n° 7323A se situe dans le contexte de la modernisation de l'État de droit prévue par le programme gouvernemental de 2013. Il a été introduit dans la procédure législative en date du 22 juin 2018, c'est-à-dire à un moment où la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle n'avaient pas encore définitivement arrêté le texte de la future disposition constitutionnelle régissant le Conseil national de la justice (ci-après « Conseil »).

Dans sa version initiale, le projet de loi n° 7323 entendait conférer au Conseil la double mission de veiller au bon fonctionnement de la justice et d'assurer l'indépendance des juges et du ministère public.

Dans cette optique, le projet de loi n° 7323 contenait également des dispositions relatives au statut des magistrats, aussi bien concernant leur nomination, leur déontologie, leur discipline que leur mise à la retraite. Cette façon de procéder a fait l'objet de critiques de la part du Conseil d'État dans son avis complémentaire du 10 mars 2020, ce dernier regrettant le fait que les dispositions relatives à la discipline des magistrats soient éparpillées dans plusieurs textes législatifs.

Sur base de cette remarque, le projet de loi n° 7323 a été scindé en deux projets distincts :

– le projet de loi n° 7323A portant sur l'organisation du Conseil national de la justice. Ce texte précise la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement du futur organe ;

– le projet de loi n° 7323B portant sur le statut des magistrats. Ce projet de loi prévoit les règles communes en matière d'accès, de nomination, de formation, de déontologie, de détachement, de discipline et de mise à la retraite. Il régit également l'exercice des attributions du Conseil national de la justice à l'égard des membres de la magistrature. En outre, les propositions visant le ministère public sont intégrées dans le texte sur le statut des magistrats.

Le texte de la proposition de révision n° 7575 du chapitre VI de la Constitution, adopté en première lecture en date du 20 octobre 2021, prévoit la consécration constitutionnelle du Conseil national de la justice (ci-après « le Conseil »).

L'institution de ce nouvel organe s'inscrit dans l'effort d'octroyer davantage de transparence à la justice et de renforcer sa légitimité. L'institution d'un tel conseil est d'ailleurs préconisée par le Conseil de l'Europe.

Le Conseil doit veiller au bon fonctionnement de la justice, sans porter atteinte à l'indépendance de cette dernière. Ainsi, le Conseil ne peut ni intervenir directement ni indirectement dans une procédure judiciaire, ni remettre en cause le bien-fondé d'une décision de justice.

Les attributions du Conseil sont les suivantes :

– émettre des recommandations en matière de recrutement et de formation ;

– proposer les nominations au Grand-Duc ;

– aviser les demandes de détachement auprès d'administrations ou d'organisations internationales et les demandes de congé spécial en cas d'acceptation de fonctions internationales ;

– élaborer les règles déontologiques et surveiller leur respect ;

– introduire la procédure disciplinaire et la procédure de la mise à la retraite.

Toute personne peut adresser au Conseil une doléance relative au fonctionnement général de la justice.

Les justiciables qui estiment qu'à l'occasion d'une procédure judiciaire les concernant le comportement adopté par un magistrat dans l'exercice de ses fonctions est susceptible de recevoir une qualification disciplinaire peuvent adresser une plainte disciplinaire au Conseil.

Le Conseil peut ordonner des enquêtes lorsqu'il a connaissance de faits susceptibles de mettre en cause le bon fonctionnement de la justice.

Il peut présenter des recommandations en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice, du Conseil ou concernant le statut des magistrats, attachés de justice et référendaires de justice ainsi que du personnel de justice.

Le Conseil sera composé de neuf membres, dont six magistrats à élire selon les modalités fixées à l'article 3 du projet de loi, et trois personnalités extérieures à la magistrature, dont un avocat qui doit exercer la fonction de bâtonnier ou de bâtonnier sortant. Le Grand-Duc nomme les membres du Conseil selon les conditions définies par la loi en projet.

Pour pouvoir siéger au Conseil, il faut être de nationalité luxembourgeoise, jouir des droits civils et politiques et présenter toutes les garanties d'honorabilité. La durée du mandat est de cinq ans, renouvelable une seule fois.

Finalement, le texte du projet de loi n° 7323A définit le mode de fonctionnement du secrétariat, les missions du bureau du Conseil, la gestion budgétaire et les indemnités ainsi que les procédures disciplinaires mises en place à l'encontre des membres du Conseil.

Dépôt du projet de loi 7323 par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22/06/2018
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

25/06/2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi 7323
	Examen des avis du Conseil d'État
	Examen d'une série d'amendements parlementaires
06/10/2021	Suite de l'examen des avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
11/10/2021	Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18/10/2021	Scission du projet de loi 7323 en deux projets de loi distincts : 7323A et 7323B
	Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 7323A
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/09/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
30/11/2022	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/12/2022	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 41, page 1

Statut des magistrats

7323B – Projet de loi sur le statut des magistrats et portant modification : 1. du Code pénal ; 2. du Code de procédure pénale ; 3. de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure de cassation ; 4. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 5. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 6. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ; 7. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ; 8. de la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales ; 9. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 10. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi n° 7323B se situe dans le contexte de la modernisation de l'État de droit prévue par le programme gouvernemental de 2013. Il a été introduit dans la procédure législative en date du 22 juin 2018, c'est-à-dire à un moment où la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle n'avait pas encore arrêté le texte définitif de la proposition de révision de la Constitution n° 7575 relatif à la Justice et régissant le Conseil national de la justice (ci-après « le Conseil »).

Dans sa version initiale, le projet de loi n° 7323 entendait conférer au Conseil la double mission de veiller au bon fonctionnement de la justice et d'assurer l'indépendance des juges et du ministère public.

Dans cette optique, le projet de loi n° 7323 contenait, à côté des dispositions relatives au statut des magistrats, les dispositions relatives aux missions et à la composition du futur Conseil national de la justice. Cette façon de procéder a fait l'objet de critiques de la part du Conseil d'État dans son avis complémentaire du 10 mars 2020, ce dernier regrettant le fait que les dispositions relatives à la discipline des magistrats soient éparpillées dans plusieurs textes législatifs.

Sur base de cette remarque, le projet de loi n° 7323 a été scindé en deux projets distincts :

– le projet de loi n° 7323A portant sur l'organisation du Conseil national de la justice. Ce texte précise la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement du futur organe ;

– le projet de loi n° 7323B portant sur le statut des magistrats. Ce projet de loi prévoit les règles communes en matière d'accès, de nomination, de formation, de déontologie, de détachement, de discipline et de mise à la retraite. Il régit également l'exercice des attributions du Conseil national de la justice à l'égard des membres de la magistrature. En outre, les propositions visant le ministère public sont intégrées dans le texte sur le statut des magistrats.

Le projet de loi n° 7323B dédie un chapitre respectivement aux dispositions générales concernant le statut des magistrats, à la procédure de nomination, à la formation continue, à la déontologie, à la discipline et aux dispositions relatives au temps du travail. Pour chaque matière ainsi traitée, le texte définit l'articulation des dispositions prévues avec le futur Conseil national de la justice.

Ainsi, le Conseil émet des recommandations en matière de recrutement et de formation des attachés de justice. Quant au sujet de la formation continue des magistrats, le Conseil est informé de la participation des magistrats aux actions de formation continue et il en fait mention dans dossier personnel du magistrat concerné.

Concernant l'évolution des carrières des magistrats, le Conseil sera en charge de présenter, pour chaque poste vacant et par décision motivée, un candidat au Grand-Duc.

Il avisera également les détachements de magistrats auprès d'organisations internationales ou d'administrations.

En matière de discipline et de déontologie des magistrats, le Conseil déterminera les règles de déontologie, surveillera leur application par les magistrats et décidera du déclenchement ou non d'actions disciplinaires à l'encontre de magistrats. Ces actions disciplinaires seront renvoyées en première instance devant un tribunal disciplinaire et en appel devant une Cour disciplinaire, spécialement institués à cet effet par le présent projet de loi.

En outre, des propositions visant le ministère public sont intégrées dans le texte sur le statut des magistrats.

Dépôt du projet de loi 7323 par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22/06/2018
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

25/06/2021	Présentation et examen du projet de loi 7323
	Désignation d'un rapporteur
	Examen des avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/10/2021	Suite de l'examen des avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
11/10/2021	Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18/10/2021	Scission du projet de loi 7323 en deux projets de loi distincts : 7323A et 7323B
	Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 7323B
20/12/2021	Examen du projet de loi 7323B
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
09/03/2022	Examen d'une série d'amendements proposés par le groupe politique CSV
	Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire
16/03/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
28/09/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
30/11/2022	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/12/2022	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 42, page 1

Surveillance administrative de l'État sur les communes

7514 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; 2° de l'article 2045 du Code civil ; 3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ; 4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ; 5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 6° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ; 7° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 8° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ; 9° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi n° 7514 prévoit de supprimer un certain nombre d'approbations qui sont requises dans le régime actuel de surveillance administrative de l'État sur les communes. Certains de ces actes seront dorénavant soumis à un nouveau mode de surveillance, à savoir la transmission obligatoire de l'acte au ministre de l'Intérieur, d'autres ne seront pas soumis à un procédé de surveillance spéciale, mais ne sont pas pour autant dépourvus de contrôle alors que la suspension et l'annulation des actes des communes restent possibles.

Il s'agit donc d'alléger et de moderniser, sans risquer de vider de tout son sens la surveillance de la gestion communale exercée par l'État, en rendant ce contrôle plus efficace tout en supprimant les lourdeurs administratives qui pèsent encore aujourd'hui dans les relations hiérarchiques entre l'État et les communes.

Le projet de loi propose également de pérenniser la possibilité du vote par procuration pour les membres du conseil communal, respectivement du collège des bourgmestre et échevins introduit par la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 15/01/2020
Rapportrice : Mme Simone Asselborn-Bintz

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

16/01/2020	Présentation du projet de loi
22/11/2021	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
23/11/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/12/2022	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 6 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 30, page 1

Révisions de la Constitution

7700 – Proposition de révision des Chapitres I^er^, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution

La présente proposition de révision n° 7700 constitue la deuxième étape d'une série de propositions de révision dont le but est de moderniser la Constitution actuelle.

Cette modernisation a été initiée par la proposition de révision n° 6030, déposée en 2009 par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle. Elle fait suite à l'accord entre une grande majorité des partis politiques intervenu en 2019 tendant à proposer une révision substantielle de la Constitution actuelle au lieu de procéder à l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Ainsi, il a été retenu et convenu qu'il existe une forte volonté commune d'actualiser le texte constitutionnel et que les propositions de modernisation prendront en compte les travaux effectués depuis 2005, les avis demandés et les consultations des citoyens durant les dernières années. Cette révision se fera par étapes et en blocs.

Dans cette optique, la proposition de révision n° 7575 du chapitre VI de la Constitution « De la Justice » a passé le premier vote constitutionnel à la Chambre des Députés en date du 20 octobre 2021.

La proposition de révision n° 7700 concerne les chapitres dédiés à l'organisation de l'État, son territoire, ses habitants, à son Chef de l'État, à la monarchie constitutionnelle, au Gouvernement, aux relations entre l'État et les communautés religieuses, aux communes, ainsi qu'aux dispositions transitoires.

La proposition entend donner plus de cohérence au texte de la Constitution, tout en regroupant certaines dispositions, en modernisant le texte en général ainsi qu'en supprimant quelques formulations difficilement conciliables avec un État démocratique moderne.

Le premier chapitre de la présente proposition de révision porte sur les principaux éléments constitutifs de l'État – comme l'organisation étatique, le siège de la souveraineté, résidant dans la Nation –, de la population et du territoire. Elle innove en introduisant la langue luxembourgeoise dans le texte constitutionnel aux côtés de notre drapeau, des armoiries de l'État et de l'hymne national.

D'autre part, la proposition de révision reflète une volonté des auteurs d'affirmer l'adhésion du Luxembourg au processus d'intégration européen, son attachement au multilinguisme et la consécration de la Ville de Luxembourg non seulement comme capitale, mais aussi comme siège des institutions constitutionnelles.

Ce sont surtout les dispositions relatives au Grand-Duc qui connaissent des modifications substantielles, sans pour autant mettre en cause le rôle du Chef de l'État. Le Grand-Duc, Chef de l'État exerce, selon le texte, le pouvoir exécutif conjointement avec le Gouvernement et exerce une fonction essentiellement symbolique et protocolaire, alors que la responsabilité politique des actes du Chef de l'État est assurée par les membres du Gouvernement.

Toujours au sujet du Chef de l'État et en ligne avec le rapport « Waringo », la proposition de révision vise à attribuer à l'administration du Grand-Duc la personnalité juridique, ce qui aura comme conséquence que le Grand-Duc pourra organiser son administration en tenant compte de l'intérêt public. Toutes les questions relatives à l'accession à la fonction du Grand-Duc, à sa régence et son abdication sont aussi clarifiées et précisées.

Le rôle de la Chambre des Députés se voit renforcé en même temps.

Quant au Gouvernement, celui-ci se voit conférer la place institutionnelle qui lui revient dans une démocratie parlementaire. En ce qui concerne son organisation, il lui revient de s'organiser lui-même.

Par ailleurs, le nouveau texte précise les règles qui s'appliquent aux différentes institutions en cas de crise.

Enfin, la proposition de révision ancre la séparation entre l'État et les communautés religieuses dans la Constitution.

Dépôt par Mme Simone Beissel, MM. Mars Di Bartolomeo, Léon Gloden et Charles Margue, Députés, le 17/11/2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

20/04/2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
07/06/2021	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2021	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/07/2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27/07/2021	Désignation d'un rapporteur Adoption d'un amendement parlementaire
20/10/2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02/12/2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel : 25/01/2022
Second vote constitutionnel : 22/12/2022
Loi du 17 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 27, page 1

Révisions de la Constitution : Droits et libertés

7755 – Proposition de révision du chapitre II. de la Constitution

La présente proposition de révision représente la troisième étape de la réforme fondamentale de la Constitution. Portant sur le chapitre 2 de la Constitution, cette proposition de révision est dédiée aux droits et libertés. Ainsi, le chapitre regroupe les droits fondamentaux, les libertés publiques et les objectifs à valeur constitutionnelle – droits et valeurs dont l'importance pour tout pays et toute société démocratique sont indéniables.

L'importance des droits fondamentaux pour tout pays et toute société démocratique est indéniable. Déjà le premier texte constitutionnel luxembourgeois de 1841 avait dédié un chapitre entier aux Luxembourgeois et à leurs droits. La Constitution actuelle datant de 1868 a certes connu quelques modifications au sujet des droits et libertés, mais la conception de base des droits fondamentaux du texte actuel n'a guère changé.

La protection des droits et libertés au Luxembourg est garantie par la Cour constitutionnelle qui est régulièrement amenée à se prononcer sur la conformité d'une ou de plusieurs dispositions législatives avec les droits et libertés garantis par la Constitution, lorsqu'un juge luxembourgeois saisit à titre préjudiciel la Cour d'une question sur demande d'un justiciable qui estime que son droit individuel est lésé par l'action du législateur.

À première vue, l'énoncé des droits fondamentaux de la Constitution luxembourgeoise semble être assez succinct. Or, les Luxembourgeois bénéficient également de la protection des droits fondamentaux garantis par des textes internationaux que le Luxembourg a inclus dans son droit positif, dont notamment les conventions conclues sous l'égide de l'ONU, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales, plus connue sous le nom de « Convention européenne des droits de l'homme » (« CEDH ») et des protocoles additionnels, et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

La proposition de révision ajoute toute une série de nouveaux droits et libertés au chapitre II., pour la formulation desquels les auteurs se sont inspirés de textes constitutionnels étrangers et de textes internationaux. Le texte nouveau ne reprend pas toutes les dispositions des conventions internationales relatives aux droits de l'homme, comme par exemple « le droit à une protection juridictionnelle effective » (article 47 de la CEDH), ce qui provoquerait inéluctablement un gonflement exorbitant du chapitre II. Toujours est-il que le nouveau catalogue des droits et libertés dans la Constitution luxembourgeoise compte de nombreuses nouveautés, telles par exemple le droit d'asile, indépendamment des obligations qui découlent tant des textes de droit public international comme la Convention de Genève de 1951 que du droit régissant l'Union européenne.

Le chapitre II fait l'objet d'un nouvel agencement par rapport à la Constitution actuellement en vigueur. La proposition de révision initiale avait prévu une structure nouvelle agencée, à l'instar de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, autour des mots-clés de « dignité, égalité et libertés » complétés par les termes « solidarité et citoyenneté » qui auraient regroupé les garanties dans le domaine social et économique et dans celui de l'environnement, ainsi que les droits du citoyen face à l'administration publique.

Or, dans un souci de cohérence et de lisibilité, la Commission a décidé de reprendre la structure proposée par le Conseil d'État qui tient compte de la spécificité que, dans la Constitution luxembourgeoise, le libellé des droits et libertés, à côté de leur énoncé, détermine également l'étendue du domaine réservé à la loi. En effet, tandis que les droits fondamentaux constituent la base de toute vie en société fondée sur les valeurs démocratiques et le respect des libertés individuelles, la réalisation des libertés publiques requiert en principe l'intervention du législateur et les objectifs à valeur constitutionnelle n'introduisent pas de droit positif individuel à effet direct et ne peuvent pas être invoqués en justice.

Alors que les objectifs à valeur constitutionnelle sont regroupés dans une section à part, la Commission tient à souligner que cette manière de procéder n'implique en aucun cas une dévalorisation de ces dispositions.

Dépôt par Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden et M. Charles Margue, Députés, le 29/04/2021
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

21/07/2021	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
23/07/2021	Désignation d'un rapporteur
23/11/2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13/12/2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel : 09/03/2022
Second vote constitutionnel : 22/12/2022
Loi du 17 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 28, page 1

Reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation

7758 – Projet de loi portant 1) mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et 2) modification de la loi du 1er août 2018 portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 2° modification du Code de procédure pénale ; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale

Le projet de loi n° 7758 a pour objet d'adapter les dispositions légales nationales aux obligations découlant du Règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation (ci-après : « le Règlement »). Il s'agit donc d'adapter la législation luxembourgeoise afin d'y inclure un nouvel instrument de coopération et reconnaissance mutuelle de décisions de gel et de confiscations en matière pénale.

Comme il s'agit d'un instrument de coopération et de reconnaissance mutuelle introduit sous forme de règlement, ses dispositions sont d'application directe et obligatoire, sans transposition préalable à compter du 18 décembre 2020.

Partant, le Règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation ne suppose qu'une mise en conformité de la législation nationale.

Le projet de loi n° 7758 a pour objet :

– de permettre la reconnaissance mutuelle et l'exécution des décisions de gel et de confiscation prononcées en matière pénale ;
– de préciser les options laissées aux États membres dans le cadre de la mise en œuvre du Règlement, dont les dispositions sont applicables.

Le Règlement vise à faciliter le recouvrement transfrontière des avoirs et à accélérer et simplifier le gel et la confiscation des avoirs d'origine criminelle à travers l'Union européenne (UE).

Il s'applique à toutes les décisions de gel et de confiscation émises dans le cadre de procédures en matière pénale, notamment la confiscation consécutive à une condamnation et la confiscation en l'absence de condamnation.

Il convient de noter que le Règlement définit la décision de gel comme étant « une décision émise ou validée par une autorité d'émission dans le but d'empêcher la destruction, la transformation, le déplacement, et transfert ou la disposition de biens en vue de permettre leur confiscation ».

Ainsi définies, les décisions de gel correspondent en droit luxembourgeois aux saisies de biens ayant pour finalité leur confiscation ultérieure. Dès lors, les saisies prises en vue de l'obtention de preuves ne relèvent pas du champ d'application du Règlement, la reconnaissance et l'exécution entre États membres de ces dernières étant régie par la Directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale, transposée en droit luxembourgeois par la loi du 1er août 2018 portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 2° modification du Code de procédure pénale ; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01/02/2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

10/03/2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
06/10/2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
23/11/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07/12/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 680, page 1

Révisions de la Constitution : Chambre des Députés et Conseil d'État

7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution

La présente proposition de révision représente le quatrième et dernier volet du processus de réforme substantielle de la Constitution. Après le dépôt du volet consacré à la Justice (PPR n° 7575 portant sur le chapitre VI), celui rassemblant les dispositions relatives à l'organisation de l'État, au territoire, aux habitants, au Chef de l'État, à la monarchie constitutionnelle, au Gouvernement ainsi qu'aux dispositions générales et transitoires (PPR n° 7700 portant sur les chapitres Ier, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XII), ainsi que le volet consacré aux droits et libertés (PPR n° 7755 portant sur le chapitre II), ce dernier volet concerne les chapitres IV et Vbis de la Constitution, dédiés respectivement à la Chambre des Députés et au Conseil d'État.

La proposition de révision comporte quatre articles, ainsi qu'une annexe :

– L'article 1er comprend le libellé du chapitre IV de la Constitution.
– L'article 2 comprend celui du chapitre Vbis.
– L'article 3 porte sur l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions constitutionnelles et les mesures transitoires.
– L'article 4 opère une harmonisation par l'adaptation de la numérotation de l'ensemble des articles constitutionnels ainsi que des renvois, suite à l'adoption des trois autres propositions de révision et les modifications prévues par celles-ci.
– L'annexe contient le texte coordonné et renuméroté de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg.

Tout comme pour les autres propositions, cette proposition de révision n'entend pas opérer de changement brutal avec le texte constitutionnel actuel. Elle vise à l'adapter aux évolutions de la société, de la pratique et des besoins en se basant sur les dispositions existantes. Elle a comme ambition de donner plus de cohérence au texte de la Constitution, en regroupant certaines dispositions, en modernisant le texte, en ajoutant certains éléments, en éliminant des formulations qui ne semblent plus en phase avec un État démocratique moderne et en clarifiant et précisant des dispositions afin de renforcer l'État de droit, telles que par exemple celles sur les moyens de contrôle de la Chambre des Députés.

La proposition de révision n° 7700 propose de conférer au Gouvernement, qui constitue de fait l'organe politique déterminant du pouvoir exécutif – et non plus au Chef de l'État – la place institutionnelle qui est déjà la sienne dans notre démocratie parlementaire. Par analogie, la proposition de révision n° 7777 entend désormais moderniser les dispositions ayant trait au Parlement monocaméral luxembourgeois, c'est-à-dire renforcer le rôle de la Chambre des Députés et des représentants élus du peuple, tout en introduisant également un élément novateur de démocratie directe.

Enfin, en ce qui concerne le Conseil d'État, les nouvelles dispositions prévoient que la Chambre des Députés peut désormais également lui soumettre des questions juridiques et la mission de la Haute Corporation est définie de manière plus précise. Tandis que la proposition de révision n° 6030 proposait d'attribuer un chapitre séparé au Conseil d'État et de le découpler ainsi du chapitre relatif au Gouvernement, la révision par étapes a eu comme corollaire procédural de garder en grande partie la numérotation de la Constitution actuelle pour la version initialement déposée de la présente proposition de révision et notamment la numérotation « bis » pour le chapitre relatif au Conseil d'État.

La version finale de la proposition de révision n° 7777 opère une renumérotation complète des articles et des chapitres de la Constitution et permet donc de revenir au choix initial d'attribuer au Conseil d'État non plus un chapitre « bis » et un article « bis », mais un chapitre à part entière (Chapitre VI du texte renuméroté).

Les modifications proposées par rapport à la Constitution actuellement en vigueur sont très nombreuses et visent quasiment l'intégralité des articles des deux chapitres, tandis que les modifications supplémentaires par rapport à la proposition de révision n° 6030 sont plus limitées en nombre, mais aucunement en importance.

Le texte proposé est l'expression d'un large consensus, dépassant clairement les clivages traditionnels entre majorité gouvernementale et opposition. La nécessité du compromis afin de pouvoir adopter les modifications constitutionnelles par une majorité renforcée de deux tiers des membres se reflète évidemment aussi dans le contenu de la présente proposition de révision et s'exprime par la désignation des quatre coauteurs issus de groupes politiques différents.

Les travaux parlementaires relatifs à cette proposition de révision furent par ailleurs accompagnés par l'élaboration de propositions de loi et de propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés afin de dégager déjà en amont de l'adoption de la proposition de révision n° 7777 un consensus sur l'application concrète de certaines de ses nouvelles dispositions telles que l'abaissement du seuil pour la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire, le dispositif des motions de confiance et de censure ou encore la nouvelle initiative législative citoyenne.

Après adoption de la présente proposition de révision, le texte coordonnée et renuméroté de la Constitution entrera en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par Mme Simone Beissel, MM. Mars Di Bartolomeo, Léon Gloden et Charles Margue, Députés, le 29/06/2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

23/07/2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
05/10/2021	Examen des incidences de la proposition de révision de la Constitution sur le Règlement de la Chambre des Députés
26/10/2021	Suite de l'examen des incidences de la proposition de révision de la Constitution sur le Règlement de la Chambre des Députés
29/03/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/05/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13/06/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Règlement
(Président : M. Roy Reding) :

05/10/2021	Examen des incidences de la proposition de révision de la Constitution sur le Règlement de la Chambre des Députés
26/10/2021	Suite de l'examen des incidences de la proposition de révision de la Constitution sur le Règlement de la Chambre des Députés

Premier vote constitutionnel : 13/07/2022
Second vote constitutionnel : 22/12/2022
Loi du 17 janvier 2023
Mémorial A : 2023, n° 29, page 1

Allocation familiale

7828 – Projet de loi portant sur la modification : 1° du Code de la sécurité sociale ; 2° du Code du travail ; 3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le présent projet de loi vise principalement à assurer la conformité du droit positif luxembourgeois avec la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, plus précisément les arrêts C-802/18 et C-129/20 des 2 avril 2020 et 25 février 2021, respectivement.

Afin de donner suite à l'arrêt C-802/18 du 2 avril 2020 de la Cour de justice de l'Union européenne, le bénéfice de l'allocation familiale est étendu aux enfants du conjoint ou du partenaire pour lesquels la personne visée à l'article 269, paragraphe 1er, alinéa 2, lettre b), du Code de la sécurité sociale pourvoit à l'entretien et avec lesquels cette personne partage, avec son conjoint ou partenaire, légalement un domicile commun et une résidence effective et continue.

Pour ce qui est de l'arrêt C-129/20 du 25 février 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne, la condition de l'affiliation obligatoire à la sécurité sociale luxembourgeoise au moment de la naissance ou de l'accueil de l'enfant donnant au droit au congé parental est abrogé. À cette fin, des modifications sont prévues au niveau du Code de la sécurité sociale, du Code du travail ainsi que des lois modifiées du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Accessoirement, le projet de loi sous rubrique procède à des modifications de moindre envergure telles l'adaptation de la composition du conseil d'administration de la Caisse pour l'avenir des enfants et la mise à jour de la terminologie relative aux établissements d'enseignement visés à l'article 271 du Code de la sécurité sociale.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 01/06/2021
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :

04/06/2021	Présentation du projet de loi
16/12/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 668, page 1

Détachement de conducteurs dans le transport routier

7901 – Projet de loi portant modification : 1° du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012 ; 2° de certaines autres dispositions du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet d'introduire des dispositions spécifiques concernant le détachement de conducteurs dans le transport routier en transposant la directive 2020/1057/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n°1024/2012 (désignée ci-après la « directive 2020/1057 »).

Compte tenu du degré élevé de mobilité de la main-d'œuvre dans le secteur du transport routier, des règles sectorielles sont nécessaires pour garantir un équilibre entre la libre prestation de services transfrontaliers pour les transporteurs par route, la libre circulation des marchandises, des conditions de travail satisfaisantes et la protection sociale des conducteurs. Ainsi, le but de la directive 2020/1057 est de préciser dans quelles circonstances des conducteurs ne sont pas soumis aux règles relatives au détachement de longue durée prévue par la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services. La transposition de la directive 2020/1057 institue notamment l'obligation de faire une déclaration de détachement via le système d'information du marché intérieur, l'obligation que le salarié mobile ait à sa disposition certains documents pour un éventuel contrôle sur route, ou encore l'obligation de transférer à l'Inspection du travail et des mines (ITM) via le système d'information du marché intérieur une copie de certains documents sur demande expresse de cette dernière.

En outre, le présent projet a pour objectif d'adapter la législation nationale en matière de détachement afin de tenir compte des observations de la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne relatives à la transposition de la directive 2014/67/UE du 15 mai 2014 relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n° 1025/2021 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (« règlement IMI ») (désignée ci-après la « directive 2014/67 »). La Commission européenne avait constaté certaines incohérences concernant la transposition de la directive 2014/67 au Luxembourg. Le projet de loi prévoit notamment de réduire la liste des informations à communiquer dans le cadre de la déclaration de détachement et la liste des documents à communiquer sur demande de l'ITM. De même, la responsabilité solidaire prévue par l'article L. 281-1 du Code du travail qui valait dans le cadre d'un contrat d'entreprise ou de sous-traitance a été limitée à la situation des chaînes de sous-traitance.

Il est également proposé de modifier certaines autres dispositions du Code du travail en lien avec le détachement pour plus d'efficacité et de protection. À titre d'exemples, les délais prévus par l'article L. 281-1 du Code du travail et les dispositions relatives aux conditions d'hébergement du salarié éloigné de son lieu de travail font l'objet de précisions. De même, des dispositions octroyant plus de pouvoirs à l'ITM et à son directeur sont prévues pour permettre d'agir de manière plus efficiente.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18/10/2021
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :

17/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux

Examen des avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
08/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 693, page 1

Qualité des eaux

7995 – Projet de loi relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Le projet de loi vise à transposer la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Cette directive poursuit la protection de la santé des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté ; elle vise en outre à améliorer l'accès à l'eau potable, à introduire une approche fondée sur les risques, à augmenter la confiance des citoyens dans l'eau du robinet et à élargir l'information mise à disposition de la population sur l'eau potable. Les principales modifications apportées par le projet de loi sont :

1) Actualisation des normes de qualité applicables aux eaux destinées à la consommation humaine. Les valeurs fixées par le projet de loi tiennent compte de l'évolution des connaissances scientifiques, ainsi que des nouvelles sources de pollution.

2) Introduction d'une liste de vigilance couvrant des substances ou composés qui représentent un sujet de préoccupation sanitaire pour les citoyens et la communauté scientifique. Une première liste de vigilance européenne a été établie en 2022. Sont inscrits sur cette liste le 17-bêta-œstradiol et le nonylphénol, en raison de leurs propriétés de perturbation endocrinienne et du risque qu'ils présentent pour la santé humaine.

3) Introduction d'une approche complète fondée sur les risques en matière de sécurité sanitaire de l'eau qui couvre toute la chaîne d'approvisionnement, depuis la zone de protection jusqu'au point de conformité en passant par le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution.

4) Exigences pour matériaux en contact avec l'eau : les matériaux utilisés dans le prélèvement, le traitement, le stockage ou la distribution d'eau destinée à la consommation humaine peuvent avoir une incidence sur la qualité des eaux par la migration de substances potentiellement dangereuses, en favorisant le développement de la flore microbienne ou en influençant l'odeur, la couleur ou la saveur de ces eaux. En établissant des exigences d'hygiène pour les matériaux utilisés dans les nouvelles installations ou dans les installations existantes en cas de travaux de réparation ou de reconstruction, il est veillé à ce que les matériaux n'aient pas d'effet négatif sur la santé humaine.

5) Accès à l'eau et information au public : le projet de loi prévoit que les communes prennent des mesures pour améliorer l'accès à l'eau, en particulier pour les groupes vulnérables et marginalisés. Par ailleurs, il vise à promouvoir l'utilisation de l'eau du robinet. À cet effet, l'État et les autorités communales devront installer des distributeurs d'eau dans les espaces publics, au plus tard le 1er janvier 2029. D'autres mesures prévues sont notamment le lancement de campagnes sur la qualité de l'eau du robinet, l'encouragement de la fourniture d'eau du robinet aux clients de restaurants, de cantines ou d'autres services de restauration, ou encore la fourniture d'eau du robinet dans les administrations et bâtiments publics. Le projet de loi entend également renforcer l'information du public sur les questions d'eau potable.

6) Évaluation des fuites : les fuites d'eau représentent un gaspillage inutile de ressources et indiquent souvent des investissements insuffisants dans l'entretien et le renouvellement des infrastructures de gestion des eaux. Le projet de loi renforcera le suivi des déperditions d'eau dans les réseaux en obligeant les fournisseurs à évaluer au moins une fois par an le degré des fuites dans leurs réseaux et à communiquer les résultats de ces évaluations à l'Administration de la gestion de l'eau.

7) Introduction d'une base légale pour le certificat d'excellence « Drëpsi » : le label « Drëpsi » informera dorénavant les consommateurs sur le degré de maîtrise des risques liés aux infrastructures par le fournisseur d'eau, sans tenir compte de la qualité de l'eau.

8) Autres modifications : le projet de loi apporte des modifications au niveau du principe des dérogations afin d'encadrer certaines non-conformités. Le texte préconise que les fournisseurs veillent à ce que la distribution d'eau soit optimisée à travers la mise en œuvre de mesures incitant des économies en eau et que les fournisseurs favorisent les coopérations mutuelles par l'interconnexion des systèmes d'approvisionnement publics. À l'instar d'autres législations dans le domaine de l'environnement, le projet de loi met en place un régime de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives applicables aux violations des obligations découlant des dispositions nationales.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 26/04/2022
Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
28/09/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
02/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 704, page 1

Covid-19 : loi communale

8091 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger jusqu'au 31 mars 2023 inclus la durée d'application de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Il s'agit de prolonger la durée par analogie au projet de loi n° 8077 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin de maintenir la cohérence entre les mesures sanitaires générales et les mesures sanitaires spéciales introduites au bénéfice du secteur communal et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours.

Par ce biais, le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins ainsi que le conseil d'administration du Corps grand-ducal d'incendie et de secours continuent de bénéficier de la possibilité de recourir au vote par procuration ou à la visioconférence en cas d'une recrudescence des cas positifs parmi ses membres, garantissant ainsi la continuité de leurs travaux.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 03/11/2022
Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
15/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 690, page 1

Prix des granulés de bois

8098 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés

Le projet de loi n° 8098 vise à implémenter une des mesures de l'accord tripartite (« Solidaritéitspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022, qui consiste en une introduction d'une réduction temporaire du prix de vente des granulés de bois pour les ménages.

Le projet de loi a comme objectif de soulager les ménages privés, confrontés à une hausse exceptionnelle des prix de l'énergie en introduisant une aide financière spécifique dédiée aux granulés de bois pour l'année 2023. La compensation financière prévoit une subvention à hauteur de 35 pour cent jusqu'à un montant maximal de 200 euros par tonne et s'applique, pour éviter tout risque de fraude ou d'abus, seulement aux granulés de bois livrés en camion-citerne et sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. La réduction est appliquée pour une quantité maximale de 5 tonnes par livraison, à l'exception des bâtiments comprenant plus d'une unité d'habitation pour lesquels la quantité maximale est fixée à 10 tonnes, et est directement appliquée sur les factures des clients finals afin d'éviter toute charge administrative. Pour ne pas entraver la liquidité des fournisseurs, la réduction des prix est remboursée aux fournisseurs par l'État sous forme d'avances en quatre tranches trimestrielles imputées au Fonds climat et énergie et versées par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

Sur base des chiffres indiqués ci-dessus, la consommation de granulés de bois dans le secteur résidentiel est estimée à 31.797 tonnes pour l'année 2023 et le montant maximal de la contribution de l'État est estimé à 6.400.000 euros (montant arrondi).

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 15/11/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
17/11/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
07/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
16/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 671, page 1

Stabilisation des prix de l'électricité

8103 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de l'introduction d'une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation

Le projet de loi n° 8103 vise à implémenter une des mesures de l'accord tripartite (« Solidaritéitspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022, qui consiste en une stabilisation des prix de l'électricité à leur niveau de 2022 pour tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25 MWh.

Le projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a comme objectif de soulager les ménages privés confrontés à une hausse exceptionnelle des prix de l'énergie en créant une base légale pour la prise en compte d'une contribution négative du mécanisme de compensation au bénéfice de certains clients finals. Parallèlement un projet de règlement grand-ducal a été introduit dans la procédure réglementaire aux fins de fixation des modalités relatives à cette contribution négative au bénéfice de certains clients finals.

Certaines entreprises d'électricité sont soumises à des obligations de service public portant sur la sécurité, la régularité, la qualité et le prix de fourniture ainsi que sur la protection de l'environnement, et ont l'obligation de racheter de l'électricité produite à partir de sources renouvelables ou moyennant une cogénération à haut rendement. Le mécanisme de compensation a été mis en place afin de répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau et entre tous les consommateurs les coûts d'achat supplémentaires que les gestionnaires de réseau sont tenus de débourser en vertu des contrats de rachat et des contrats de prime de marché.

Les points de fourniture sont classés dans trois catégories de taux de contribution :

– la « catégorie A » s'applique aux clients ayant une consommation annuelle d'énergie électrique inférieure ou égale à 25 MWh ;

– la « catégorie B » vise l'ensemble des autres clients ayant une consommation annuelle d'énergie électrique supérieure à 25 MWh, à l'exception des clients de la troisième catégorie ;

– la « catégorie C » s'applique aux entreprises de l'industrie manufacturière qui affichent une consommation de plus de 20 GWh ou qui répondent aux critères d'une entreprise grande consommatrice d'électricité.

Les dispositions légales ont pour objet de garantir des prix d'électricité, en moyenne, stables pour les clients de la « catégorie A » du mécanisme de compensation par rapport à l'année 2022 et de compenser les hausses projetées des prix de l'électricité à partir du 1er janvier 2023. À cette fin, le projet de loi prévoit le financement de la stabilisation du prix d'électricité à travers une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation, qui peut être amplifiée par une contribution supplémentaire de l'État. Cette contribution négative résulte d'un excédent des coûts du mécanisme de compensation à cause des recettes supplémentaires dues aux prix de marché élevés pour l'électricité.

Lorsque le mécanisme de compensation génère un excédent, les gestionnaires de réseau créditent les montants résultant d'éventuelles contributions négatives, soit directement aux clients finals, soit aux fournisseurs en cas de fourniture intégrée. Ces derniers créditent à leur tour les éventuelles contributions négatives aux clients finals.

Le projet de loi ne contient pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 22/11/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
16/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 672, page 1

Conseil national des étrangers

8106 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Le présent projet de loi vise à porter la durée du mandat de membre du Conseil national des étrangers de cinq à sept ans afin d'éviter qu'il soit nécessaire de procéder à l'élection de nouveaux membres le 18 janvier 2023. En effet, une modification substantielle de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg est en cours de préparation de manière qu'il ne s'avère guère opportun d'organiser de telles élections en ce que les membres actuels sont étroitement liés à l'élaboration du projet de loi portant la réforme susvisée.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29/11/2022
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :
16/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 669, page 1

Prix de recharge des bornes électriques accessibles au public

8110 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public

Le projet de loi n° 8110 vise à transposer une des mesures de l'accord tripartite (« Solidaritéitspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022 en introduisant une aide au bénéfice des utilisateurs finals de bornes de charge publiques.

Le projet de loi a pour objectif de créer une contribution financière étatique à la fourniture de services de mobilité limitant la hausse des prix pour l'ensemble des utilisateurs finals sur les bornes de charge accessibles au public sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. L'augmentation substantielle des prix de l'électricité sur le marché a également un impact sur les prix des services de charge des infrastructures accessibles au public. La mesure de soutien financier sera applicable du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 et prendra la forme d'une réduction de prix appliquée par les fournisseurs de service de mobilité qui, à leur tour, recevront une compensation par l'État pour la réduction appliquée.

Concernant l'impact financier, le Gouvernement a décidé de mettre à disposition une enveloppe globale et maximale de 15.000.000 euros pour couvrir les dépenses liées à l'introduction de la contribution financière visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public. Les dépenses occasionnées par l'exécution de la présente loi en projet sont imputées sur le budget de l'État.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02/12/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
07/12/2022 Présentation du projet de loi
08/12/2022 Désignation d'un rapporteur
16/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 673, page 1

Augmentation du REVIS et du RPGH

8113 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ; 2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'accord tripartite du 28 septembre 2022 et a comme objet d'augmenter les montants du revenu d'inclusion sociale (« REVIS ») et du revenu pour personnes gravement handicapées (« RPGH »). À cet effet, il porte modification de :

– la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
– la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale.

Le projet de loi met en œuvre le point 3 de l'accord tripartite du 28 septembre 2022 qui invite le Gouvernement à déposer à la Chambre des Députés un projet de loi permettant l'adaptation du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen.

C'est ainsi que le texte sous rubrique introduit une augmentation de 3,2 pour cent des montants du revenu d'inclusion sociale et du revenu pour personnes gravement handicapées laquelle est identique à celle proposée par le projet de loi n° 8117 modifiant l'article L. 222-9 du Code du travail qui adapte le taux du salaire social minimum à partir du 1er janvier 2023.

À cet effet, le présent projet de loi porte modification de l'article 25, alinéa 1er, de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ainsi que des articles 5, paragraphe 1er et 49, paragraphe 3, de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 08/12/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
16/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 670, page 1

Énergies renouvelables dans le domaine du logement

8116 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

L'objet du projet de loi n° 8116 modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement est de transposer plusieurs mesures retenues lors des négociations de la tripartite de septembre 2022.

L'accord tripartite (« Solidaritéitspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022 prévoit le renforcement de plusieurs aides financières, à savoir du bonus alloué pour le remplacement d'une ancienne chaudière basée sur les énergies fossiles par une installation basée sur les énergies renouvelables, des aides financières pour les installations solaires photovoltaïques et des aides financières pour l'assainissement énergétique durable. L'augmentation des aides susmentionnées vise à favoriser et accélérer les travaux de rénovation énergétique ainsi que la transition énergétique des ménages vers les énergies renouvelables. Les dispositions prévues dans le présent projet de loi contribuent ainsi à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles des ménages.

Il est à noter que le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) prévoit un taux de rénovation annuel ambitieux de 3 % afin d'augmenter l'efficacité énergétique dans le domaine du bâtiment. L'extension des aides à l'investissement prévu dans le présent projet de loi s'inscrit donc pleinement dans les objectifs et finalités du PNEC.

Les trois mesures prévues par le projet de loi sont :

– l'augmentation du « bonus de remplacement » pour le remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile par un système de chauffage utilisant des énergies renouvelables de 30 à 50 pour cent ;
– l'introduction d'un supplément de 25 pour cent sur les aides allouées pour les installations photovoltaïques opérées à des fins d'autoconsommation ;
– l'introduction d'un supplément de 25 pour cent sur les aides allouées pour les assainissements énergétiques.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 08/12/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
16/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 694, page 1

Adaptation du taux du salaire social minimum

8117 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet l'adaptation du taux du salaire social minimum (SSM) à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2020 et 2021. En effet, selon le paragraphe 1er de l'article L. 222-2 du Code du travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi. En outre, le paragraphe 2 de l'article précité prévoit que, toutes les deux années, le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

L'indicateur déterminé selon la méthodologie prévue fait état d'une progression du salaire horaire moyen au cours des années 2020 et 2021 de 3,2 pour cent – le taux du salaire social minimum sera donc augmenté de 3,2 pour cent au 1er janvier 2023.

Ainsi, au 1er janvier 2023, le salaire social minimum mensuel passe de 2.313,38 à 2.387,40 euros (+74,02 euros) ; la hausse du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés s'élève à 88,83 euros.

Au 31 mars 2022, le nombre des salariés (fonctionnaires exclus) rémunérés au voisinage du salaire social minimum est estimé à quelque 65.905 salariés, dont 52,5 pour cent résident au Luxembourg. En faisant évoluer cette population jusqu'au 31 décembre 2022, la population concernée devrait s'élever à 67.530 salariés.

Le surcoût annuel total engendré par la revalorisation du salaire social minimum est estimé à 74,6 millions d'euros, dont 58,7 millions d'euros sont dus à la hausse des salaires et 15,8 millions d'euros résultent de la hausse des cotisations imputées à l'employeur.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12/12/2022
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président : M. Dan Kersch) :
15/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 691, page 1

Covid-19 : Dispositions temporaires en matière de droit du travail

8120 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger l'application de la mesure prévue à l'article 16, alinéa 1er, de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail, jusqu'au 31 mars 2023. Ainsi, jusqu'à cette date, les salariés ayant travaillé dans le secteur de la santé et dans le secteur d'aides et de soins ou dans un laboratoire d'analyses médicales peuvent reprendre une activité salariée dans les secteurs visés, tout en bénéficiant de la suspension de l'application de l'article L. 585-6, point 5, du Code du travail.

Pour éviter un quelconque vide juridique, il est proposé que cette loi modificative entre en vigueur le lendemain de la fin de la disposition actuellement en vigueur, c'est-à-dire le 1er janvier 2023.

Dans le contexte de l'évolution de la pandémie, certaines entreprises ont en effet proposé à des salariés en préretraite de reprendre temporairement le travail, et cela contre rémunération adéquate. Afin de sécuriser les salariés acceptant une telle proposition de retour temporaire, il est important d'assurer que la rémunération que ces personnes peuvent toucher pour l'exécution de ce travail n'ait pas comme conséquence la perte des droits à l'indemnité de préretraite.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 16/12/2022
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président : M. Dan Kersch) :
22/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 692, page 1

26e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 14
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7323A – Projet de loi portant organisation du Conseil national de la justice et modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État**
   7323B – Projet de loi sur le statut des magistrats et portant modification :
   1. du Code pénal ;
   2. du Code de procédure pénale ;
   3. de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure de cassation ;
   4. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
   5. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
   6. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;
   7. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
   8. de la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'institutions internationales ;
   9. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
   10. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État p. 14
   Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7323A : M. Charles Margue
   Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7323B : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Léon Gloden (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7323A et dispense du second vote constitutionnel
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7323B et dispense du second vote constitutionnel
3. **Question élargie n° 175 de M. François Benoy relative à la conservation de la diversité biologique** p. 21

M. François Benoy | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

4. **7995 – Projet de loi relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau** p. 22

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Jessie Thill

Discussion générale : M. Aly Kaes (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1) | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Aly Kaes) | M. Aly Kaes (parole après ministre) | Mme Simone Beissel (parole après ministre) (interventions par M. Fernand Kartheiser) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) | Mme la Ministre Joëlle Welfring

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7995 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Jessie Thill | M. Yves Cruchten | M. Gusty Graas | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Aly Kaes (interventions de M. Gusty Graas) | M. Yves Cruchten (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Jean-Marie Halsdorf | M. Gilles Roth | M. Dan Kersch | M. Aly Kaes (intervention de M. Dan Kersch)

Vote sur la motion 1 (rejetée)

5. **8116 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement** p. 32

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché

Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Jean-Paul Schaaf (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Claude Turmes) | M. le Ministre Claude Turmes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8116 et dispense du second vote constitutionnel

6. **7901 – Projet de loi portant modification :**

1° du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012 ;

2° de certaines autres dispositions du Code du travail p. 36

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Discussion générale : M. Aly Kaes | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | Mme Myriam Cecchetti | M. Jeff Engelen | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7901 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Georges Engel et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, Ministre | Nee, Här President.

2. 7323A – Projet de loi portant organisation du Conseil national de la justice et modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

7323B – Projet de loi sur le statut des magistrats et portant modification :

1. du Code pénal ;
2. du Code de procédure pénale ;
3. de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure de cassation ;
4. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
5. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
6. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;
7. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
8. de la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'institutions internationales ;
9. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
10. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtteg u mam Projet de loi 7323A iwwert d'Organisatioun vum Conseil national de la justice a mam Projet de loi 7323B iwwert de Statut vum Magistrat. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7323A

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fuere weider mat der Stäerkung vun eisem Justizapparat. Mir sinn un de Fundamenter, mengen ech, amgaangen ze schaffen, an net un der Fassad.

Endlech schafe mer den Nationale Justizrot, „Conseil national de la justice", an zur selwechter Zäit schafe mer och de gesetzleche Kader vum Statut vum Magistrat. Wéi de President gesot huet: Mir hunn hei zwee Gesetzer, mir maachen eng Debatt.

Et sinn zwee Gesetzesprojeten, déi sech engersäits an de Kontext vun der Moderniséierung vun eisem Rechtsstaat afügen, sou wéi dat am Koalitiounsaccord vun 2013 virgesi war, an anerersäits ganz enk mat der Revisioun vun der Constitutioun zesummenhänken. Zum Zäitpunkt, wou den 7323 deposéiert gouf, stoung den definitiven Text vun der zukünfteger Verfassung nach net fest, soudass de Gesetzesprojet 7323 en duebelen Objektiv huet: éischtens d'Onofhängegkeet vun der Justiz ze stäerken an zweetens de Statut vun de Magistraten ze reegelen.

Dës Vermëschung vun Theemen huet dem Staatsrot net besonnesch gefall. Deen ass a sengem Avis vum 10. Mäerz 2020 dorop agaangen an huet beklot, dass d'Dispositioun iwwert d'Disziplinn bei de Magistrate géif op ze vill Texter verstreet ginn. Doropshi gouf d'Decisioun geholl, de Projet 7323 an zwee ze splécken: den 7323A, deen de Conseil national de la justice soll behandelen, an de B, deen d'Dispositiounen iwwert de Statut vun de Magistrate soll regruppéieren.

Ech schwätzen hei ënner héijer Opsiicht de Mëtteg, gesinn ech.

(Interruption)

Wëllkomm!

(Hilarité)

Mir hunn de Moien den zweete Vott vum Kapitel vun der Justiz vun der Konstitutiounsreform geholl. Am Artikel 90 (veuillez lire: Artikel 107) vun där neier Verfassung gëtt den Nationale Justizrot eréischt geschaf. D'Schafe vun esou engem Conseil ass eng Recommandatioun vum Europarot. A wa mir dësen Text haut stëmmen, da si mir dat 20. EU-Land, dat sech esou en Instrument gëtt. Den Nationale Justizrot ass dofir do, fir fir méi Transparenz ze suergen an esou d'Legitimitéit vum Justizapparat och ze stäerken.

Ech liesen Iech awer elo nach en anere Referenztext vir, deen hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, de Steen an d'Rulle bruecht huet fir esou en Nationale Justizrot, an deen Text ass net eréischt vu gëschter, en datéiert schonn e wéineg méi laang: „À la lumière des considérations contenues dans ce document, le médiateur recommande à la Chambre des Députés, au Gouvernement l'institution d'un Conseil supérieur

de la justice appelé à assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle, de regards les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil supérieur de la justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil supérieur de la justice d'intervenir dans le fond des affaires."

Zweete Punkt: „Procéder à la sélection des candidats à la magistrature prononcée sur les promotions des magistrats sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc."

An drëttens: „L'exercice du droit disciplinaire à l'égard de la magistrature du greffe et des fonctionnaires des parquets."

Ënnerschriwwen: Marc Fischbach, Lëtzebuerg, den 22. Mäerz 2006. Dat war am Mäerz 2006, a lo si mer Dezember 2022! Et stoung quasi alles dran. An den deemolegen Ombudsman géif näischt un der Recommandatioun änneren, souwäit ech mech d'lescht Woch doriwwer mat him konnt austauschen an engem Gespréich.

Hien huet och iwwerhaapt d'Suerg, nach ëmmer, dass mer all de Pouvoire sollen Organer ginn, extern Organer. An et ass em net ganz gutt ëmmer derbäi, wann e weess, dass nach Organer bestinn, déi sech selwer zu Lëtzebuerg reegelen, huet e mer awer och als Message matgi fir haut.

Et war deemools d'Recommandatioun 21 vum Ombudsman, haut si mer beim 56. Mir hunn der also nach eng Partie ëmzesetzen.

D'Haaptmissioun vum Justizrot ass et, e gudde Fonctionnement vun der Justiz sécherzestellen, ouni hir Onofhängegkeet ze gefäerden. De Conseil däerf dofir net direkt oder indirekt an eng lafend Procédure judiciaire agräifen, nach eng Decisioun vun der Justiz a Fro stellen. En ass awer, wéi gesot, do, fir de Fonctionnement vun der Justiz sécherzestelle respektiv ze verbesseren. An esou kann dësen Nationale Justizrot och Recommandatiounen ausschaffen, fir de Fonctionnement vun der Justiz a sech ze verbesseren oder fir Ännerungen ze proposéieren, déi de Statut vum Magistrat oder den Attachés an de Referendairë géife betreffen.

Dësen Nationale Justizrot kann Enquêten ordonéieren, wann e weess, wann en a Besëtz vun Elementer ass, déi dorobber hindeiten, dass eppes net esou fonctionéiert huet, wéi et soll. Doriwwer eraus kann awer och all Bierger sech un de Conseil national de la justice wenden, wann en Doleancen huet, déi de Fonctionnement vun der Justiz betreffen. All Justiciabel, all Bierger hei am Land kann eng Plainte un de Conseil disciplinaire vum Nationale Justizrot riichten, wann en der Meenung ass, dass d'Behuele respektiv d'Handlunge vun engem Magistrat wärend enger Procédure judiciaire eng disziplinaresch Suite sollten hunn.

Den Nationale Justizrot wäert aus néng Memberen a grad sou vill Suppleantë bestoen.

Dat ware wierklech länger Diskussiounen, op déi ech hei net méi aginn. Dat kënnen aner Historiker maachen a mir sinn an engem gudde Klima ënnerwee, duerfir loossen ech do déi Disputten, déi et am Ufank gouf, op der Säit.

Et gëtt och eng ganz Partie PVe vun eise Kommissiounssitzungen a vun deene vu virdrun, wou dat alles drastoung.

18 Persoune ginn also gebraucht, néng mol zwee.

Erlaabt mir just eng Bemierkung awer zu den Zuelen: Et ass nach net esou laang hier, dat heescht, déi lescht Méint, dat lescht Joer, do gouf et d'Positioun, fir e Conseil vu 15 ze hunn, fir kënne méi eng breet Opdeelung an der Magistratur ze hu vun hire Vertrieder. 15 mol zwee, also 30 Leit, wären da gebraucht ginn. „Wou esou vill gëeegent Leit fannen a wéi effikass zu 15 schaffen?", erlaben ech mer, d'Fro ze stellen.

Mee déi ass iwwerflësseg, well schlussendlech si mer dunn an eisen Diskussiounen a mat den Avisen an internationale Recommandatiounen a gutt gemengte Réit erëm op néng zréckkomm. Zwee Drëttel si Magistraten an een Drëttel vum Conseil sinn Netmagistraten.

Dat war einfach onvirstellbar viru Jore fir munnech Leit, deemools, wéi de fréiere Justizminister François Biltgen en éischte Versuch gemaach hat, dëst Gremium an d'Liewen ze ruffen.

Wéi gesot, sechs vun de Membere si Magistraten a gi gewielt: un magistrat de la Cour supérieure de justice, un magistrat des tribunaux d'arrondissement, des justices de paix et du pool de complément des magistrats du siège, un magistrat du Parquet général, un magistrat des parquets du pool de complément des magistrats du parquet et de la cellule des renseignements financiers, un magistrat de la cour administrative, un magistrat du tribunal administratif.

Dir gesitt, et sinn eng Partie Corpsen do regruppéiert ginn, an da kënnt eeben derbäi, dass sechs Leit aus der Magistratur genannt ginn – gewielt ginn! Déi genee Modalitéiten, wéi dës Walen oflafen, fënnt een am Artikel 3 vum Gesetzprojet.

Awer dräi Membere vum Justizrot wäerte vun ausserhalb vun der Magistratur kommen, dovunner een Affekot, entweeder Bâtonnier oder Bâtonnier sortant, an déi aner zwou Persounen – lauschtert! – gi vun der Chamber hei gewielt, also vun eis Volleksvertrieder, an zwar mat enger Zweedrëttelmajoritéit. Et soll sech ëm Persounen handelen, déi duerch hir Formatioun oder hir berufflech Erfarung qualifizéiert sinn, am Conseil national de la justice ze siegéieren als Vertrieder vun der Gesellschaft.

Weider gesäit de Projet de loi nach vir, dass ee muss déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, fir Member ze sinn, a vollem Besëtz si vu sengen zivillen a politesche Rechter an all Honorabilitéitsgarantien erfëllen. D'Mandat ass op véier Joer begrenzt, kann eemol erneiert ginn.

Et gëtt ee President mat zwee Vizepresidenten aus deenen néng eraus gewielt.

D'Entrée en vigueur vun der Aarbecht vum neien Nationale Justizrot geschitt parallell mat der Entrée en vigueur vun der Verfassung. D'Membere ginn awer virdru gewielt, designéiert, fir kënnen unzefänke mat schaffen. Et ass nämlech esou, dass, fir dass den Nationale Justizrot effikass ka schaffen a bei der Date de mise en vigueur vu sengem Gesetz kann do sinn, musse kënne Leit rekrutéiert ginn. Dovunner ass een un der Spëtzt, der administrativer Spëtzt; e Generalsekretärsposte gëtt do geschaf. An et ginn nach weider aner Agenten och genannt, selektionéiert, fir deen Apparat kënne funktionéieren ze dinn. Ma et ass am Fong e wéineg ze vergläiche mat enger Struktur, déi e Conseil économique et social huet, fir sech kënne virzestellen, wat do vu Leit gebraucht gëtt.

Sou vill zum 7323A.

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7323B

Ech kommen dann elo bei den zweeten Deel, bei de Statut vun de Magistraten, de Projet B.

Dësen definéiert déi allgemeng Reegele par rapport zum Accès vum Magistratestatut, der Nominatioun, der Formatioun respektiv der Formation continue, der Deontologie an der Disziplinn vum Beruffsstand, dem Detachement vu Magistraten an der Aarbechtszäit a wat hir Pensioun ugeet.

Gläichzäiteg definéiert den Text fir all dës Beräicher och, wéi d'Artikulatioun vum Conseil national de la justice soll ausgesinn. Esou ass et an Zukunft de Conseil national de la justice, dee ka Recommandatioune maache par rapport zum Rekrutement an zur Formatioun och vun den Attachés de justice.

Den Nationale Justizrot ass en charge, fir déi perséinlech Beruffsdossiere vun deenen eenzelne Magistraten à jour ze halen, dëst esou laang, wéi se an hirer Funktioun aktiv sinn. Mir hunn, Dir héiert et zwëscht den Zeilen eraus, hei e gewëssenen Nohuelbedarf, dat gëtt alles am Fong par la bande mat um Parquet geleescht, déi Aarbecht, fir de Moment. Et gëtt bei eise Geriichtsbarkeete kee Bureau de ressources humaines, keng Personalverwaltung a sech. Et gëtt Leit, déi domadder chargéiert sinn, dat ass an der Rei, mee eis Geriichtsbarkeete si sou gewuess, dass een awer am Fong scho muss verwonnert sinn, dass mer déi Struktur nach net hunn. Déi gëtt awer elo heimadder geschaaft.

Sechs Méint nodeems d'Persoun opgehalen huet, an der Magistratur aktiv ze sinn, muss hire perséinlechen Dossier zerstéiert ginn. Mir hunn hei relativ vill Elementer, déi mat Dateschutz ze dinn hunn, domat, wéi laang déi gehale ginn, wat alles dra kënnt a wéini se dann zerstéiert ginn, fir do keng onnéideg Informatiounen an der Landschaft nach ze hunn.

De Grand-Duc ernennt Kandidaten, fir oppe Posten an der Magistratur ze besetzen. Dës Kandidate ginn dem Grand-Duc vum Nationale Justizrot sous forme vun enger Décision motivée proposéiert. Den Nationale Justizrot gëtt säin Avis of a gëtt och gefrot, wann d'Magistraten op international Organisatiounen oder Administratiounen detachéiert ginn. Dat kann zum Beispill de Fall si beim Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun oder beim Parquet européen, wéi mer a leschter Zäit hei och per Gesetz schonn driwwer geschwat hunn.

Dëst si fir de Magistrat gutt Geleeënheeten, fir Wëssen an Erfarung ze sammelen, esou steet et schonn am Rapport iwwert d'Attraktivitéit vum Jean-Claude Wiwinius, dee mer och an der Chamberkommissioun diskutéiert hunn.

De Projet de loi 7323B gëtt dem Nationale Justizrot den Optrag, d'Deontologiereegele vun der Magistratur auszeschaffen; en huet en also nach keng bis elo. Dës mussen als Règlement grand-ducal publizéiert ginn a si bindend fir de ganze Beruffsstand. D'Anhale vun den Deontologiereegele gëtt vum Nationale Justizrot och iwwerwaacht. Hien ass dann och zoustänneg, fir eventuell ausgeschwate Rappels de devoir am Magistrat sengem Dossier ze klasséieren.

E gréisseren Deel vun dësem Gesetzprojet beschäftegt sech dann och mat der Disziplinn. Jo, all grousse Corps brauch seng Disziplinarstrukturen. Hei gëtt definéiert, wat eng Fraude disciplinaire ass, zum Beispill, wann e Magistrat d'Flichte vu sengem Beruffsstand verletzt oder mat Absicht op schwéier Aart a Weis géint d'Prozedurreegele verstéisst.

Wat kënnen dann esou Sanktioune sinn? Dat kann eng Verwarnung sinn, dat kann eng Reprimande sinn, dat kann e Boussgeld sinn, dat kann en Erofstufe si vum Klassement, dat kann eng temporär Exklusioun sinn, et kann eng Mise à la retraite sinn oder carrément eng Revocatioun an deene schlëmmste Fäll.

Den Text definéiert dann och déi verschidde Juridictions disciplinaires, hir Kompositioun an d'Prozedur, no där Fäll vun Disziplinarfeeler verhandelt ginn.

Am Text sinn dann och d'Dispositiounen iwwert d'Aarbechtszäit, d'Absencen an d'Mise à la retraite vun de Magistrate virgesinn.

Rekurrent, an doriwwer huet sech besonnesch d'CNPD gefreet, sinn am Text iwwert de Statut vun de Magistrat kloer an däitlech d'Garanties d'honorabilité festgeluecht. Mir hunn déi och schonn – de Moien hunn ech dervu geschwat – am Text iwwert d'Referendairen.

De Procureur général formuléiert all Kéier en Avis. Fir deen Avis opzestellen, huet hien Asiicht an de Bulletin 2 vum Casier judiciaire, gegeebenefalls aus dem Ausland, wann de Kandidat ausser der Lëtzebuerger nach eng aner Nationalitéit huet, en huet Asiicht, ob eng Décision de justice virläit mat enger Verurteelung um Penal a wou et nach keng Rehabilitatioun gëtt, en huet Asiicht op d'PVe vun der Police iwwert d'Faiten, déi zu enger eventueller Verurteelung um Penal kéinte féieren. Faiten, wou et Acquittementer, Non-lieuen a Klassementer ginn, sinn natierlech ausgeschloss.

Den Avis ouni Detailer a Kommentare kënnt dann an den Dossier vum Kandidat an e gëtt zerstéiert, nodeems eng Decisioun iwwert d'Kandidatur geholl ginn ass.

An dësem Gesetzprojet ginn dann nach eng ganz Rei Upassunge vun enger Hellewull Gesetzer gemaach: Code pénal, Code de procédure pénale, Cassatioun, Pouvoir a Procédure, organisation de l'Ordre judiciaire an dee vum Administratif a vum Verfassungsgeriicht, vun den Attachés de justice, vum Statut a vun den Avancements a vun dem Traitement vun de Fonctionnairë ganz allgemeng.

Ech gräife just een eraus, interessant no der Sitzung, déi mer de Moien haten, wou mer Iech um 11.00 Auer Paus ginn hunn: An Zukunft dierfe weeder e Riichter nach e Member vum Parquet Member am Staatsrot sinn.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | D'Onofhängegkeet vun eisen Institutioune verlaangt dat.

Zum Werdegang: Ech huelen den A an de B zesummen, well déi zwee Texter hu ganz vill parallell evoluéiert.

Se sinn zesummen als 7323 am Juni, den 22. Juni 2018, vum Justizminister Félix Braz deposéiert ginn. De Gesetzesprojet ass dunn den 13. Dezember, also no de Wale vun 2018, an d'Justizkommissioun verwise ginn.

Den éischten Avis vum Staatsrot koum am November 2019. Am Kader vun der Proposition de révision constitutionnelle 7575 huet de President vun der Chamber dunn den 10. Januar en Avis complémentaire beim Staatsrot gefrot, en Avis, deen den 10. Mäerz 2020 do war.

An de Projet de loi 7323 ass eng éischte Kéier an d'Justizkommissioun komm de 25. Juni zejoert, wou e virgestallt ginn ass a wou ech zum Rapporter genannt gi sinn.

De 6. Oktober 2021 huet d'Justizkommissioun den Avis analyséiert an eng Serie Amendementer ugeholl.

Déi Woch drop, den 11. Oktober, hate mer dunn en Austausch mat Vertrieder vum Pouvoir judiciaire an hu weider Amendementer ugeholl.

Dir gesitt, mir hunn dunn intensiv um Dossier geschafft, well déi Woch duerno, den 18. Oktober 2021, hu mer de Projet an en A an e B gespléckt an ech sinn dunn och Rapporter vun deenen zwee genannt ginn. Vun dunn u sinn déi zwee Projets de loi net méi ganz parallell behandelt ginn. Ech erspueren Iech den Detail awer.

Beim A a beim B gouf et jeeweils nach véier Avis-complémentairë vum Staatsrot, all Kéier als Äntwert op Amendementer, déi mer gemaach hunn. Déi lescht Avise koumen den 13. Dezember, d'lescht Woch also, wou mer definitiv gréng Luucht kritt hunn.

Mer ware gutt virbereet, soudass mer och de Rapport konnten unhuelen zwee Deeg drop, de 15. Dezember. Mir hu sportlech an effikass geschafft, mengen ech.

Merci. Merci un all déi, déi un dëser Fläissaarbecht matgeschafft hunn, awer virun allem e ganz häerzlechen an décke Merci un den Yves Huberty, deen op de Worf vun dësem wichtegen a fir eise Rechtsstaat fundamentale Gesetzesprojet wierklech houfreg ka sinn. Merci!

Merci och un all Redaktere vun den Avisen. Dir kënnt Iech virstellen, dass et der jett waren. Sollt ech elo an den Detail dervun agoen?

Plusieurs voix | Nee!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Nee!

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Mee d'Matschreiber sëtzen och douewen.

Dir kënnt se an den Documents parlementaires in extenso fannen an am Resümmee a mengem schréftleche Rapport.

Just wëll ech hei ernimmen, wien aviséiert huet: De Staatsrot ganz intensiv – hutt Der scho matkritt – an zäitno, an der leschter Ligne droite besonnesch. Merci dofir. D'Beruffskummeren – d'Handels-, d'Salariats- an d'Staatsbeamtekummer –, de Barreau, d'Affekoten also, de Groupement vun de Magistraten, d'Justizautoritéiten evidemment – Tribunol an d'Cour administrative, d'Cour supérieure de justice, d'Bezierksgeriichter aus der Stad a vun Dikrech, d'Friddensgeriichter aus der Stad a vun Esch, de Parquet général zesumme mat de Parqueten aus der Stad a vun Dikrech. Au fur et à mesure wou den Text seng definitiv Form ugeholl huet, hu virun allem d'Justizautoritéiten Zousazavise formuléiert.

D'Avise begréissen all, dass mer en Nationale Justizrot schafen – all – a begréissen, dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz consacréiert gëtt. Eng Avancée, wéi ech et ettlech mol gelies hunn.

Divergenzen a Skepsis gouf et bei der Zesummesetzung vun dësem neien Organ. Net jidderee war frou mat senger Representatioun a weider huet et e wéineg ramouert, wat d'Presence vun den Netmagistraten ugeet. Mee dës Iddi, am Sënn vun enger diverser Kompositioun vum Nationale Justizrot, ass schlussendlech akzeptéiert ginn an et kann haut jiddwereen dermat liewen.

An deem Sënn widderhuelen ech, wat ech schonns gesot hunn: Mir mussen als Chamber elo op d'Sich no Leit, no Perséinlechkeete goen, déi mir Volleksvertrieder an dee Gremium nennen, zwee Effektiver an zwee Suppleanten, an dat an deenen nächste Méint.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vu menger grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'éischt, dem Rapporteur Charles Margue e ganz grousse Merci ze soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. En huet hei praktesch domadder säin Avoué gepackt.

Plusieurs voix | A!

M. Léon Gloden (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, et ass net all Dag, datt d'Politik eng nei Institutioun kreéiert, eng nei Verwaltung an eng Verwaltung, déi mer, hei an dësem Fall mam Conseil national de la justice, mam Nationale Justizrot, an de Justizapparat probéieren anzefügen.

De Rapporter ass drop agaangen, ech ginn net op all Detailer an. Well et eppes Neies ass fir Lëtzebuerg, well et eppes Ongewinntes ass, waren et och vill Diskussiounen, kontradiktorescher a konstruktiver. An ech kommen awer net dolaanscht fir ze soen: 2006, an engem Buch „Petita Pro Nova Justitia", hunn ech mat engem Kolleeg, mam Här Ueberecken, deemools schonn am Kapitel iwwert d'Organisation administrative de la justice geschriwwen, datt mer der Meenung wieren, et wier Zäit fir esou en nationale Justizrot. Déi Zäit ass et schonn een an der Belsch ginn, zum Beispill, an Holland an an Dänemark. A mir hunn an deem Buch hei d'Fro opgeworf: „Une telle réforme est-elle possible, non pas techniquement, mais politiquement ?" A mir hunn eis d'Äntwert selwer ginn: „Nous sommes persuadés que oui."

Et huet e bësse gedauert, mee mat politeschem Courage, en accord mat allen Involvéierten, kreéiere mer haut deen Nationale Justizrot. Et ass also endlech esou wäit, an et muss een och fairerweis hei soen: Déi éischt Iddi, politesch Iddi vum Nationale Justizrot, déi deemools lancéiert gi war, war vum Marc Fischbach. An duerno hunn déi successiv Justizministeren ëmmer erëm déi Iddi opgeholl.

Et ass net selbstverständlech, wann ee sou eng Institutioun kreéiert, an dësem Fall den Nationale Justizrot, datt ee vu bausse Leit eranhëlt, déi am Fong a priori guer näischt mat deem Corps, mat där Verwaltung ze dinn hunn. De Charles Margue ass op déi Diskussiounen agaangen. A mir konnten eis finalement dozou duerchréngen, fir datt eeben, wéi et och an där neier Verfassung steet, d'Magistrate majoritairement representéiert si mat sechs Representanten, an d'Suppleanten, an een Affekot an zwee Representantë vun der ziviller Gesellschaft.

Wat ass den Nationale Justizrot? An ech géif ufänke mat enger negativer Explikatioun. Et ass keng Juridictioun, wou ech higinn, wann ech net zefridde si mat engem Urteel, wat ech kritt hunn. Also wann ech eng Affär verléieren, kann ech net Recours maache beim Nationale Justizrot; do sinn et déi Recoursméiglechkeeten, déi mer scho laang hunn, entweeder Appell oder doriwwer eraus d'Cassatioun.

Wann ech e Problem mam Fonctionnement vun der Justiz, mam grousse „J" hunn, da kann, wéi de Charles Margue gesot huet, all Bierger sech un de Justizrot wenden. Ech géif elo, Charles, vläicht net dat Wuert vu „Plainte" huelen, ech géif do mol éischter soen, „eng Reklamatioun". An da muss den Nationale Justizrot aus enger Kompositioun eeben decidéieren, ob et en Dysfonctionnement war oder net. Mee ëmmer, an dat ass ganz wichteg, am Respekt vun der Independenz vun der Justiz, well ech hunn haut de Moie gesot a menger Qualitéit als Rapporteur vum

Justizkapitel: D'Independance vun der Justiz ass ee vun den Haaptpiliere vun eiser Demokratie.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ganz richteg!

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Wéi ginn ... An dat hei Gesetz muss een och a Kombinatioun mat deem zweete Projet de loi iwwert de Statut vum Magistrat liesen – de Charles ass do op d'Detailer agaangen, ech brauch dat net nach eng Kéier ze widderhuelen. Wat awer och wichteg ass, ass, datt elo, wann deen Nationale Justizrot da seng Missioune kann ophuelen, en zoustänneg ass, zum Beispill, fir d'Nominatioun vun de Magistraten. An hei ass e fundamentale Changement par rapport zu der aktueller Situatioun: De Grand-Duc muss déi nomméieren. De Grand-Duc huet, wéi mer dat nennen, eng „Compétence liée".

Den Nationale Justizrot kann nëmmen e Succès ginn, wann en och eng eege Verwaltung huet. An duerfir hu mer och virgesinn, datt et e Secrétariat général gëtt, dat eeben den Nationale Justizrot administrativ begleet, an e kritt och en eegene Budget.

D'Justizkapitel, wéi déi aner Kapitele vun der Verfassung, soll sechs Méint no der Publikatioun vun deene jeeweilege Kapitelen a Kraaft trieden. Also kann den Nationale Justizrot déi wichteg Aufgab, déi en huet, eréischt ophuelen, nodeem d'Verfassung a Kraaft getrueden ass.

Fir eis war et awer wichteg, datt deen Dag, wou dat geschitt, den Nationale Justizrot direkt ka schaffen, net datt mer nach eng Kéier Méint verléieren, fir den Nationale Justizrot souzesoen op d'Been ze stellen.

An duerfir si mer eis eens ginn, fir Dispositions transitoires hei an dat Gesetz ze schreiwen, datt, no dësem Vott an nodeem d'Gesetz publizéiert ginn ass, déi Representante scho kënnen designéiert ginn an datt e Kommitee kann an d'Liewe geruff ginn, deen als Missioun kritt, déi Verwaltung opzebauen, soudatt deen Dag, wou dann d'Verfassung a Kraaft trëtt, den Nationale Justizrot kann direkt schaffen.

An ech wéilt ofschléissen nach eng Kéier mat enger Referenz op „Petita Pro Nova Justitia": Jo, „le temps est propice". Jo, „Mission politique accomplie". Conseil national de la justice, à vous d'agir, well: „Justice must not only be done, but must also be seen to be done."

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Ministesch, ech soe virop, ...

(Interruption)

... fir d'drëtte Kéier haut a fir mech op alle Fall fir d'lescht haut, dem Rapporteur e grousse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. En ass op ganz vill Detailer agaangen, an ech muss soen, déi Detailer sinn nach vervollstännegt ginn duerch de Léon Gloden, soudatt ech mech kann am Fong op e puer Reflexioune beschränken.

Dëse Projet ass sécherlech ee vun deene méi komplexen Texter, déi mer zesummen an der Kommissioun verschafft hunn, wouduerch et schlussendlech jo och zu enger Opspléckung vum Text an zwee separat Deeler komm ass.

Zu dem Volet A. Den Nationale Justizrot war schonn am Koalitiounsaccord virgesinn an en ass, wéi Der wësst, och fest an den neien Artikele vun onser Verfassung verankert. Net onwichteg ass hei och, dass de Pouvoir judiciaire elo fir déi éischte Kéier iwwerhaapt an der Verfassung als onofhängegen drëtte Pouvoir vum Land consacréiert gëtt.

Mat der Aféierung vum Conseil national de la justice gëtt d'Warung vun der Gewaltentrennung an domat d'Onofhängegkeet vun der Justiz nach eemol ënnermauert. An dësem Kontext war et och onerlässlech, dass Lëtzebuerg déi europäesch Standarde bezüglech dem Rechtsstaat respektéiert.

D'Verfassung hält also d'Onofhängegkeet vun der Magistratur fest. Contrairement zu elo wäert net méi de Justizministère, mee de Conseil national de la justice d'Magistraten nomméieren, promovéieren an och sanktionéieren. Dëst bedeit, dass d'Potenzial vun engem politeschen Afloss minimiséiert gëtt an de Conseil national de la justice als Garant fir d'Onofhängegkeet vun der Justice agéiert.

Sou ass et jo och am Text festgehalen, an ech zitéieren: „Le Conseil [national de la justice] veille au bon fonctionnement de la justice dans le respect de son indépendance."

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heescht net, dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz net schonn haut garantéiert ass, mee duerch dat kloert Bekenntnis zu senger Onofhängegkeet, souwuel an der Verfassung wéi an dësem Text hei, kritt eisen drëtte Pouvoir nach eemol eng ganz aner Gewiichtung a gëtt e kloert Bild no baussen, wat d'Bedeitung vun der Justiz hei zu Lëtzebuerg ass.

Fir dat kënnen ze maachen, muss och d'Kompositioun vum Conseil eng Onofhängegkeet assuréieren. Zu där si jo schonn eng ganz Partie Erklärunge gi ginn. E Justizrot, deen allgemeng unerkannte Standarden net géif respektéieren, hätt et schwéier, net nëmme seng Autoritéit, mee virun allem seng Legitimitéit virum Bierger ze verdeedegen.

Mat sengen deontologesche Reegele wéi Confidentialitéit, Impartialitéit, Exactitude oder och Integritéit, erfëllt den Nationale Justizrot eng Kontrollfunktioun, déi erhieflech zum Schutz vum Justiciabele bäidréit.

Fir d'Justiciabele gëtt de Conseil national de la justice an Zukunft e wichtegen Uspriechpartner. Leit, déi denken, dass an der Prozedur, dat heescht am Oflaf vun hirer Affär, eppes net korrekt ofgelaf ass, kënne sech an Zukunft beim Justizrot mellen an esou zu engem gudden a gerechte Funktionement vun eiser Justice bäidroen. Dat heescht awer net, an dat huet de Léon Gloden och schonn ënnerstrach, dass de Justizrot eng nei Juridictioun ass. Et geet hei net ëm de Fong vun der Affär.

D'Consecratioun am Text duerch d'Dispositioun, ech zitéieren, „Toute personne peut adresser au Conseil une doléance relative au fonctionnement [général] de la justice." An dat garantéiert de Bierger an Zukunft dës nei Erreechbarkeet.

Sollt et duerch d'Konklusiounen an d'Decisioune vum Comité déontologique dann tatsächlech zu Konsequenze fir e Magistrat kommen, schützt dat nach eemol de Justiciabelen, well et am Interêt vu jiddwerengem ass, Disziplinarverfaren ze vermeiden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch d'Aféierung vum Conseil national de la justice ginn d'Rechter vum Bierger nach emol gefestegt. Eis Justiz gëtt méi effikass gemaach duerch e kloren Text an eng kloer Prozedur. An, an dat schéngt dach am Allerwichtegsten ze sinn, d'Vertrauen an eise Justizsystem gëtt gestäerkt, wat eng absolutt indispensabel Konditioun an engem Rechtsstaat ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net just de Bierger gëtt geschützt, mee och d'Magistrate selwer kréie mat dësem Text e bessere Schutz an e klore Kader, an deem si hir Missioune kënnen erfëllen.

Zu dem Volet B vum Projet de loi: Duerch d'Ausschaffe vun engem Kärtext iwwert de Statut vun de Magistrate ginn déi praktikabel Reegelen iwwert d'Lëtzebuerger Magistratur op enger Plaz zentraliséiert, deontologesch Grondreegele festgehalen an d'Attributioune vum Conseil national de la justice, am Fall vun enger Procédure disciplinaire géint e Magistrat, kloer an transparent definéiert. Dëst dréit dozou bäi, dass et och tëschent de Membere vun der Magistratur selwer net zu divergenten Interpretatioune ka kommen.

Dëst ass besonnesch an deene Fäll wichteg, wou et zu enger sougenannter Faute disciplinaire komm ass a wou entweeder en Avertissement, eng Rüg oder eng Retrogradatioun, zum Beispill, vum Conseil national de la justice ausgeschwat gëtt. Duerch e lieserlechen a transparenten Text ass et da jidderengem méiglech, déi jeeweileg Decisioun och nozevollzéien.

Weider ass och en anere Punkt vun dësem Text interessant an d'Bezierksgeriicht hat dëse Sujet an hirem Avis och opgegraff: Hei goung et ënner anerem ëm d'Affektatioun vu Magistraten an hire Rang. En immens wichtege Punkt vun dësem Projet de loi ass, wéi et an den Texter heescht, ech zitéieren nach eng Kéier, d'„[consécration legislative du critère] des compétences professionnelles et des qualités humaines." Ech denken, dat ass eppes, wat jidderee kann novollzéien a wat och nëmme richteg ass, dass déi Leit, déi déi néideg Kompetenzen hunn an den néidege Feel fir e Posten, dass dës Leit och deene jeeweilege Posten attribuéiert ginn, onofhängeg dovunner, wat hiren aktuelle Rôle oder Rang ass.

Ech hat et scho bei mengen Ausféierungen zu der Zesummesetzung vum Justizrot gesot an ech géif mech hei nach eemol widderhuelen: Och dat ass eng Stäerkung vum Lëtzebuerger Justizsystem a garantéiert nach emol, dass d'Rechter vum Bierger geschützt ginn.

Als DP kënne mir dësem Projet, souwuel dem Volet A wéi dem Volet B, nëmmen zoustëmmen. Mir gesinn dat als eng wichteg Weiderentwécklung um Terrain vun der Lëtzebuerger Justiz, déi zukünfteg dozou bäidroe wäert, de System nach besser, nach méi transparent, nach méi novollzéibar an nach méi gerecht ze maachen. An dat am Sënn vun de Justiciabelen.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP) | Deementsprechend géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Texter.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Guy Arendt. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana agedroen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizminister, nodeems mir jo effektiv de Mueren d'Kapitel iwwert d'Justiz an eiser iwwerschaffter Verfassung gestëmmt hunn, kënne mir elo iwwert d'Projeten 7323A a B befannen.

Den 7323A schreift sech an de Kontext vun der Modernisatioun vun eisem Rechtsstaat an, wéi mir et an eisem Koalitiounsaccord festgehalen hunn. Mat dësem Projet schafe mir am Justizberäich en neit Organ, eng nei Administratioun – keng nei Juridictioun –, déi awer sécherlech d'Landschaft am Justizberäich maassgeebend ännere wäert.

De Projet, dee mir stëmmen, weist awer och, ouni elo op déi ganz Genèse anzegoen – an ech mengen, de Rapporter huet dat ganz gutt gemaach –, dass wärend där ganzer legislativer Aarbecht eng aner Richtung ageschloe gouf a finalement aneschters gestëmmt gëtt wéi den Text, deen initialement deposéiert gouf. Am Ufank, beim Depot, war d'Denominatioun vun dëser neier Institutioun „Conseil national de justice" an och eng „Cour suprême", an haut schwätze mer just nach iwwert de Conseil national de la justice, an en ass och an der iwwerschaffter Verfassung verankert, wat och am Ufank net de Fall war.

D'Kompositioun esouwuel wéi d'Unzuel an d'Qualitéit vun de Vertrieder vun dësem neie Gremium, och déi hu geännert: Initial waren et der 15, elo sinn et 9 effektiv Memberen, d'selwecht Unzuel um Niveau vun de Suppleanten. A wann een natierlech och op dësem Punkt déi verschidden Avisen noliest, do kann een och erausliese bei verschiddenen Avisen an Acteuren: Verschiddenen ass et net wäit genuch gaangen an aneren, wéi gesot, ze wäit, tëschent iwwerrepresentéiert an net genuch representéiert. A mat deem momentanen Text, dee mer hei virleien hunn, ass all Ordre representéiert, de judiciaire, den administratif an och de Parquet général. Den Equiliber ass also do a bleift gewaart.

An dësem Projet geet et jo haaptsächlech ëm d'Organisatioun, d'Kompositioun souwéi och d'Missioun vum Justizrot, deen och natierlech am Text vun der neier Verfassung verankert gëtt. An den Nationale Justizrot gëtt am Fong e gudde Gatekeeper vun der Onofhängegkeet vun der Magistratur an ass fundamental, well effektiv och seng eege Kompositioun esou onofhängeg wéi méiglech ass.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Den Europarot huet gewësse Recommandatiounen, wat d'Zesummesetzung vum Conseil national de la justice ugeet, uginn. An et war och déi politesch Volontéit, sech dorun unzeleenen. De Conseil soll aus Riichtere bestoen, déi vun hire Paire gestëmmt ginn an nomméiert ginn, aus allen Niveaue vum Justizsystem. Dëst geet och aus de Recommandatiounen eraus vum Conseil de l'Europe vun de Memberstaaten. An effektiv deem Pluralismus ass Rechnung gedroe gi wéi och, mengen ech, den Avise vun der Commission de Venise, déi scho virun enger ganzer Rei Joren, 2010, formuléiert goufen.

Wann een awer och den Avis kuckt vum Conseil consultatif des juges européens: Dee seet, dass nieft de Magistraten och Netmagistraten am Conseil solle sëtzen. An hei zu Lëtzebuerg konkreet heescht dat, dass den Nationale Justizrot nieft de sechs Magistraten och dräi Perséinlechkeeten huet, déi net aus der Magistratur kommen. Ugeduecht ass engersäits en Affekot, ee Member – et soll entweeder de Bâtonnier sinn oder de Bâtonnier sortant –, an awer och zwou Perséinlechkeeten aus der Zivillgesellschaft. An déi ginn natierlech vun der Chamber gestëmmt, sou wéi et hei am Text steet.

An de Conseil national de la justice – an ech mengen, dat ass e ganz, ganz wichtege Punkt, e ganz wichtegt Element – soll och komplett onpolitesch sinn an och eng kloer Representatioun si vum drëtte Pouvoir, vum Pouvoir judiciaire hei aus eisem Land. An ech mengen, och dat weist, wéi wichteg d'Séparation des pouvoirs ass.

Der Chamber kënnt awer och e wichtege Rôle an der Organisatioun vum Conseil national de la justice zou. Et ass eis Aufgab, et gëtt eis Aufgab, och d'Honorabilitéit vun de Kandidate vun de Postes vacants ze evaluéieren, an dëst natierlech och anhand vum Avis vum Procureur général. An effektiv soll och dat par analogie gemaach gi wéi och bei de Référendaires de justice, sou wéi mer och de Mueren hei an dësem Haus dat Gesetz gestëmmt hunn. Et ass am Fong op dee Modell calquéiert. An awer, nieft dem Honorabilitéitscontrôle soll natierlech, wann en Avis ageholl géif, no senger Consultatioun och deen zerstéiert ginn.

De Staatsrot a sengem Avis huet awer och gesot, dass – an dat hu mer och am Gesetz iwwerholl – den Ombudsman keng Kompetenz par rapport zum Conseil national de la justice soll hunn. Dat steet explizitt sou dran. An ech mengen, mir hunn dat och ganz kloer iwwerholl. Dëst am Kader och vu Plainten, déi un den Nationale Justizrot géifen adresséiert ginn. Also huet hei den Ombudsman keng Kompetenz.

Wat awer eng wichteg Neierung ass, dat ass de Mechanismus vun der Saisine directe vum Nationale Justizrot duerch de Bierger. Nieft enger Doleance iwwert den allgemenge Funktionement vun der Justiz, wat all Persoun maache kann, kann all Justiciabelen eng disziplinaresch Plainte oder eng Plainte géint e Riichter beim Conseil deposéieren, wann e mengt, datt d'riichterlecht Verhalen am Kader vun enger Prozedur disziplinaresch net korrekt wier. An dann ass et natierlech um Nationale Justizrot, dat effektiv ze analyséieren an och ze préiwen.

Mir hunn also hei en Text virleien, deen dem initiale Kontext Rechnung dréit, natierlech och den Equiliber erabréngt a sech och iwwergräifend an déi europäesch Richtlinnen effektiv aschreift. An och dat begréisse mer hei ganz kloer als LSAP, well och dësen Text engersäits d'Onofhängegkeet vun der Justiz stäerkt, mee virun allem och se weider stäerkt an och erweidert.

Et ass wichteg, dass de Bierger och all Garantie kritt vun enger Rechtsspriechung, an och dat an engem räsonabelen Delai. Ech mengen, och dat ware Saachen, déi mer haut de Mueren hei am Haus, wéi gesot, beschwat hunn.

Den Nationale Justizrot ass also am Fong e wichtege Bausteen an natierlech och eng Opwäertung vun eisem Justizapparat, zu där en effektiv och bäidréit, also och, mengen ech, hei de Rôle huet vun enger Bonne gouvernance am Justizapparat a senger Missioun, déi en ausféiert.

Den anere Projet, 7323B, geet jo a grousse Linnen iwwert d'Reegelen, den Accès, d'Nominatioun, d'Formatioun, d'Deontologie, den Detachement, d'Disziplinn an d'Pensioun vun de Magistraten. Mee do gesäit een am Fong de Rôle, deen den Nationale Justizrot kritt, och mat sengem Generalsekretariat, mat sengem Generalsekretär. E gëtt am Fong en Dréi- an Aangelpunkt. E kritt am Fong als Coordinateur e Rôle pivot a gëtt e wichtege strateegeschen Acteur, wou och de Statut vun de Magistraten deementspriechend kloer gereegelt ass.

Wat natierlech och wichteg ass, ass, dass en natierlech kann disziplinaresch virgoen, wann e saiséiert gëtt, dass e kann einfach e Rappel à l'ordre ausschwätzen, e bëssen ugeleent un, effektiv, déi Aart a Weis, wéi och d'Fonction publique generell ka fonctionéieren. An dofir, mengen ech, gëtt och den Tribunal disciplinaire an och d'Cour disciplinaire agefouert, zwou Instanzen, mee et ass am Fong de Justizminister, de politesche Responsabelen, dee schlussendlech d'Decisioun och enterinéiert, wann effektiv eng entspriechend virläit.

De Conseil national de la justice ass also, mengen ech, e grousse Schratt an eng weider onofhängeg Justiz, et ass am Fong eng kloer Verankerung a Consecratioun deementspriechend och dovunner.

Wat awer och positiv ass, an dat wëll ech am Numm vun der LSAP hei ënnersträichen: De Conseil kritt och d'Kompetenz, fir Deontologiereegelen opzestellen. A positiv ze ënnersträichen ass och, dass e Magistrat am Fong den Nationale Justizrot consultéiere kann, fir säin Avis kënnen ze kréien, wann en iergendeng Deontologiefro huet. Dat huet am Fong e preventive Charakter an et ass am Fong och ganz positiv an der Ausaarbechtung vun der Alldagsaarbecht, déi deementspriechend och e Magistrat huet, well Lëtzebuerg berout op engem Rechtsstaat, an e Rechtsstaat brauch natierlech och eng staark a gutt fonctionéierend Justiz. A wann d'Justiz aus engem gesellschaftleche System ewechbrécht, da kann een am Fong net méi vun enger Demokratie schwätzen. Alles, mengen ech, wat mer de Mueren hei gestëmmt hunn a wat mer de Mëtten hei stëmme vu Gesetzer, dréit ganz kloer dozou bäi. Dofir kann ech effektiv vu menger Fraktioun aus den Accord gi fir dës zwee Gesetzer an ech soen natierlech och dem Rapporteur, dem Charles Margue, e ganz, ganz grousse Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als ADR begréisse mer ganz ausdrécklech d'Schafung vun deem Conseil national de la justice. Dat heescht awer net, datt mer net Kriticken unzebréngen hunn, besonnesch um Projet 7323A, dee mer och net wäerte stëmmen. An ech erklären Iech elo gläich, firwat. An och den 7323B, dee mer matstëmmen, mee mat enger Kritik, déi mer och wëllen ubréngen.

Komme mer fir d'éischt zum Conseil national de la justice als solchen.

Éier ech ufänken, muss ech eng fundamental Kritik nach eng Kéier ervirbréngen, déi och mäi Frënd, de Fernand Kartheiser, haut de Moie scho gesot huet: Hei am Haus ass eng ganz grouss Majoritéit derfir, datt de Parquet an d'Magistratur gehéiert. An dat musse mer akzeptéieren, dat ass dat parlamentarescht Spill, dat ass Demokratie. Mee mir bleiwen awer der Meenung – an, ech mengen, aus ganz gudden Ursaachen –, datt dat net richteg ass. Mir bleiwen der Meenung, dass de Staatsanwalt, den Ukléier sollt op engem aneren Niveau stoe wéi de Magistrat. Si sollten net an deem selwechte Corps sinn a si sollte sech net esou zesummefannen, wéi se et am Moment maachen.

An, ech mengen, et gëtt Beispiller, wéi et anescht ka goen, zum Beispill an Däitschland. An do wëll ech Iech just zwee Sätz zitéieren aus engem Avis juridique, well och an Däitschland war diskutéiert ginn: Sollt/misst d'Staatsanwaltschaft net an déi normal Magistratur integréiert ginn? An an deem Avis gëtt gesot: „Die Funktionen der – auch in ihren Ermittlungshandlungen – ausführenden Staatsanwaltschaft müssen klar von der rechtsprechenden Gewalt getrennt bleiben. […] Eine unsaubere Trennung der Funktionen der ermittelnden Staatsanwaltschaft und der rechtsprechenden Gewalt und eine daraus abgeleitete Anerkennung einer quasi-richterlichen Unabhängigkeit der Staatsanwaltschaft würde die staatsrechtliche Einordnung der Staatsanwaltschaft im System der Gewaltenteilung ins Wanken bringen."

Ech ginn Iech just mat op de Wee, an deenen nächste Joren: Iwwerleet Iech dat emol, ob dat net och hei zu Lëtzebuerg ganz genau de Fall ass.

Ceci étant dit ass eis Kritik um Conseil national de la justice virun allem seng Zesummesetzung. An hei

muss een einfach nëmmen d'Avise kucke vun deene Leit, déi domadder befaasst sinn.

Ech fänken u mam Groupement des magistrats, dat ass eppes wéi d'Gewerkschaft vun de Riichteren. An déi soen: „Il est tout aussi clair que la présence d'éléments extérieurs est voulue par d'aucuns comme frein à la revendication d'autonomie professionnelle de la magistrature, suspecte aux yeux du barreau, d'une partie des parlementaires et de l'exécutif."

Si hu „réticence [quant] à la présence d'avocats au sein du CNJ. [...] [Ces avocats] pourraient très bien utiliser leur qualité de membre du CNJ pour exercer des pressions, directes ou indirectes."

An ech mengen, domadder ass de Fanger op d'Wonn geluecht. Wéi kéint en Affekot an deem dote Gremium – och positiv formuléiert ..., kënnt net och hien ënner Drock a senger Fonctioun als Affekot, deen de Justiciabelen ze vertrieden huet? –, wéi kéint deen elo do d'Magistrate kritiséieren? Et ass einfach eng Häresie, och nëmmen drun ze denken, datt en Affekot an esou engem Gremium wéi deem dote kéint sinn.

Schlëmmer ass et natierlech nach mat deenen zwou Personalitéiten. Do seet de Groupement des magistrats: „En effet, la nomination des membres extérieurs non-magistrats par une assemblée parlementaire peut comporter le risque d'une forme indirecte de politisation du CNJ."

(Interruption)

Ech géif souguer soen „directe"!

Une voix | O!

M. Roy Reding (ADR) | An et ass net nëmmen de Groupement des magistrats, deen dat dote gesot huet. D'Chambre des Fonctionnaires: „L'avocat siégeant au Conseil participera ainsi par exemple aux prises de décisions en matière de nomination", a sou weider, „à l'encontre de magistrats devant lesquels il plaidera aux tribunaux. Le fait pour un avocat d'avoir accès aux informations et dossiers [...] des magistrats devant lesquels il plaide nuit évidemment à l'impartialité de la justice."

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | „Au vu de ces considérations, la Chambre réitère sa demande de supprimer le représentant de la profession d'avocat au Conseil national de la justice." Dat war d'Staatsbeamtekummer.

Den Tribunal d'arrondissement de Luxembourg: „Nous nous opposons également, comme nous l'avons fait par le passé, à la désignation par la chambre des députés des deux personnalités extérieures", wéinst der „crainte d'une ingérence politique dans les organes suprêmes de la magistrature."

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | Dann hunn ech den Avis vum Parquet – Parquet général et Parquet des tribunaux. Déi soen u sech genau dat selwecht a si ginn nach ee Schrëtt méi wäit: Si contestéieren d'Appartenance vun de Chefs de corps. A si hu Recht: „En Belgique au contraire l'appartenance au Conseil supérieur de la justice est incompatible avec l'exercice d'un mandat de chef de corps." E Chef de corps huet an deem Conseil näischt verluer, an eisen Aen.

Da kënnt nach een e bësse méi technesche Punkt, an dat ass, datt eng Plainte irrecevabel ass „si elle est dirigée contre un magistrat du ministère public lorsque le parquet auquel il appartient demeure chargé de la procédure." An do gëtt ganz richteg gesot – au fond weess ee jo, datt déi an déi Juridictioun befaasst ass, mee net beim Parquet –: „Ceci est moins évident pour les dossiers pénaux traités par les parquets. [...] Qu'en est-il des classements sans suites, des dossiers qui sont classés ‚au reproduire' en attendant de nouveaux éléments, de ceux qui ont fait l'objet d'un avertissement ou d'une tentative de médiation ?"

Et misst also esou sinn, datt ee kann Doleancë virbréngen, och géint e Magistrat, an engem Dossier, deen nach en cours ass. Ech denken do ganz besonnesch un d'Juges d'instruction. Wat maachen ech géint ee Juge d'instruction, deen net dee Respekt huet an net déi Attitüd huet, déi e sollt hunn als onofhängege Magistrat?

Aus all deene Grënn wäerte mir den 7323A net matstëmmen.

De B stëmme mer mat, mee och do hunn ech e Problem. An dat ass, datt deen Tribunal disciplinaire an déi Cour disciplinaire en audience publique statuéieren. An dat fannen ech ganz schlëmm. Aleng de Fait, datt iergendee Magistrat wéinst iergendenger Affär poursuivéiert gëtt an dat gëtt public, dat hëlt deem dach immens vill vu senger Onofhängegkeet ewech, dat setzt deen dach ënner onméiglech Pressiounen. Dat setzt deen ënner onméiglech Pressiounen. Et gëtt absolutt keng Ursaach. An och wann en éischtinstanzlech géif verurteelt ginn, wéi steet deen do an den Ae vun de Justiciabelen, wéi steet deen do an den Ae vun den Affekoten?! Ass dat richteg? Muss esou eppes public sinn?

An iwwerhaapt musse mer eis d'Fro stellen an eiser heuteger Zäit mat der Publicité des audiences. Fréier war dat vläicht ganz gerechtfertegt, wou een huet missen d'Angscht hunn, ...

(Interruption)

... datt d'Riichtere géife Saachen ënnert den Teppech kieren oder esou. Mee hautdesdaags, an Zäite vun Dateschutz, ass et gerechtfertegt? Mir hunn an eis Constitutioun ageschriwwen ... Dir hutt an eis Constitutioun d'Présomption d'innocence ageschriwwen. Wou ass déi dann, ...

(Interruption)

... wann e Magistrat poursuivéiert gëtt oder wann e Magistrat éischtinstanzlech verurteelt gëtt wéinst iergendeppes an duerno gëtt e fräigesprach? Seng Reputatioun ass zerstéiert. An dat ass eppes, wat eis an deem Text net gefält. Mee trotzdeem wäerte mer e matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Oberweis, Dir sidd prett an Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Fir d'éischt emol dem Rapporter Charel Margue nach eemol merci fir deen exzellente Rapport.

Jo, d'Schafung vun dem Conseil national de la justice ass Deel vun de Beméiunge vun der Justiz, fir hir méi Transparenz ze verleeën an doduerch bäizedroen, dass hir Legitimitéit gestäerkt gëtt. Generell gesi kann ee soen, dass d'Objektiv vun dësem nei geschafenen Organ doranner besteet, drop ze uechten, datt d'reibungsloost Fonctionéiere vun der Justiz garantéiert ass. An natierlech ënnerstëtzen mir dat Objektiv honnertprozenteg.

De Rapporter a meng Virriedner hunn elo scho ganz ausféierlech iwwert dem Conseil national de la justice seng Organisatioun, Kompositioun, Attributioune souwéi och d'Fonctiounsaart a -weis geschwat, soudatt ech just op e puer vereenzelt Punkten aginn.

D'Kompositioun vum Conseil national de la justice ass ee Punkt, dee sech wärend der legislativer Prozedur verännert huet – et muss ee betounen: zum Positiven, an eisen Aen. Mir begréissen d'Entwécklung, déi den Dossier geholl huet, an datt déi eenzel Persounen elo no definéierte Reegele gewielt ginn, an eeben net automatesch een Deel vun dësem neien Organ sinn.

Geneesou begréisse mir, datt de Conseil national de la justice eegestänneg Enquêten unuerdne kann, zum Beispill, wann hie Kenntnis vun Tatsaachen huet, déi dat reibungsloost Funktionéiere vun der Justiz a Fro stelle kéinten. Heizou kéinte beispillsweis Beschwerde gehéieren, déi an Zukunft vun alle Persounen un de Conseil national de la justice geriicht kënne ginn. Hei kann een u Persounen denken, déi der Meenung sinn, datt si ongerecht behandelt goufen, zum Beispill.

Här President, d'Justiz ass en ëffentleche Service an hiert reiwungsloost Fonctionéiere muss en Objektiv vun eiser Gesellschaft sinn. Eis Demokratie an d'gesellschaftlecht Zesummeliewe kënnen nëmmen dovunner profitéieren.

Eng Grondviraussetzung fir dat reibungsloost Fonctionéiere vun der Justiz ass, dass all Mënsch op eng effektiv Aart a Weis Zougang zu hir huet. D'Justiz muss jiddwerengem déi nämmlecht Outilen zur Verfügung stellen a si muss jidderengem op déi selwecht Manéier nolauschteren. Nëmmen da ka si déi jeeweileg Situatioune gerecht jugéieren an nëmmen da ka si ee wichtegt Element an d'Richtung vun der Gläichheet vun de Bierger a Biergerinne sinn. Kuerz gesot: D'Justiz muss am Déngscht vun de Bierger a Biergerinne stoen.

Een effektiven Accès zu enger onparteilecher Justiz eleng geet allerdéngs net duer, fir datt mir automatesch an enger gerechter Gesellschaft liewen. Net all Gesetz, wat no de legislative Reegelen elaboréiert gouf, ass noutgedronge gerecht, geneesou wéineg ass all Handlung, fir déi et keng legal Basis gëtt, onbedéngt ongerecht. An anere Wierder: Ech denken, et ass immens wichteg, sech engersäits ze froen, wat dat aktuellt Gesetz an enger Gesellschaft ass, an anerersäits gläichzäiteg sech Gedanken iwwert d'Gerechtegkeet vun dësem Recht ze maachen.

Wärend d'zukünfteg Roll vum Conseil national de la justice also doranner leie wäert, dorobber ze uechten, dass d'Justiz reibungslos funktionéiert, hoffen ech, datt mir hei an der Chamber weider konstruktiv doriwwer debattéieren, wéi mir, ënner anerem, d'Gerechtegkeet definéieren.

Dat gesot, stëmme mir dës zwee Dossieren natierlech mat. Ech soen Iech Merci.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. An och merci dem Charel Margue fir de gudden ausféierleche Rapport, soudass ech a menger Ried eigentlech just nach eng Widderhuelung gehat hätt. Deementspriechend bleift och vun eiser Säit just nach, den Accord ze ginn. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo. Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Deputéiert, fir d'éischt emol e grousse Merci dem Rapporter, dem

Charel Margue, deen dann elo hei dem Justizmarathon fir haut, deem leschten, ganz wichteg, d'Kroun opgesat huet. An awer och e ganz grousse Merci direkt virop dem Yves Huberty, deen extreem vill Aarbecht an deem Dossier hei geleescht huet an och zulescht extreem séier a vill geschafft huet, fir dass mer dat alles dëst Joer kéinten zum Ofschloss brénge, fir dass dës nei Institutioun ka matzäiten nach virun dem Summer a Kraaft trieden, zesummen eebe mat der Verfassung. Dat ass jo alles openeen ofgestëmmt.

An last but not least och merci, e ganz grousse Merci deenen zwee Hären – mee awer och deenen anere Chef-de-corpsen, déi elo net hei sinn –, déi douewe sëtzen, dem Francis Delaporte an dem Jean-Claude Wiwinius. Ech hat eng Kéier zum Här Wiwinius gesot, et wär e bësse säi Beebee, dat heiten. Mir hate virdrun nach doriwwer rieds. Ech bleiwen do derbäi. An ech mengen, dass och hie ganz frou ass, dass dat heite lo kann zu engem Ofschloss kommen.

A firwat … Ech mengen, Dir hutt all ganz vill gesot. Dir hutt all am Detail erklärt, wéi dës nei Institutioun soll a wäert an Zukunft fonctionéieren. Ech wollt just vläicht e puer Punkten nach eng Kéier ervirsträichen, fir och d'Wichtegkeet vun dëser neier Institutioun nach eng Kéier ze ënnersträichen.

Et geet net hei drëm, eng x-ten nei Verwaltung ze schafen. Et geet wierklech hei drëm, deen Esprit ze consacréieren, dee mer och fir d'éischte Kéier de Moien elo an der Verfassung definitiv verankert hunn, an zwar dee vun der Onofhängegkeet vun der Lëtzebuerger Justiz. Et ass en extreem wichtege Prinzipp. Et ass e Prinzipp, deen zwar schonn an der Praxis zënter Jore gelieft gëtt, mee deen awer eigentlech an eisen Texter bis elo net esou verankert ass.

A firwat dréit déi heiten Institutioun och vill do derzou bäi? Majo, op där enger Säit, well et elo ganz kloer ass, wien zoustänneg ass, fir d'Nominatiounen, d'Sanktiounen ze entaméiere bei de Magistraten. Dat ass wichteg, well all Institutioun brauch eng Kontrollinstanz. A grad d'Justiz brauch eng Kontrollinstanz, déi sou wäit wéi méiglech vun der Politik oder vun der politescher Aflossnam – déi jo awer ëmmer erëm probéiert gëtt, an de Raum ze stellen, och wa se net do ass –, fir sou wäit wéi méiglech vun där lassgeléist ze sinn.

Dat ass extreem wichteg fir d'Confiance vun all de Bierger an eis Justice.

Fir dass et kloer ass, dass all Bierger virum Gesetz a virun dem Geriicht d'selwecht ass, ass et och wichteg, dass déi ganz Prozeduren, déi hei festgehale ginn, elo vun enger separater Institutioun, déi a grousser Autonomie wäert schaffen, gewährleistet ass.

Deen zweete Punkt ass dee vun der Rechenschaft ofleeën, well och dat gehéiert zu der Onofhängegkeet vun engem Pouvoir: Dass een net ka just dat maachen, wat ee wëllt. Ech mengen, mir sinn alleguerte kontrolléiert. Hei kontrolléiert een e bëssen deen aneren, an dat ass extreem wichteg. Et ass wichteg fir de Fonctionnement vun den Institutiounen.

Bei der Justice ass et esou, dass d'Bierger oft … – Gott sei Dank, an och wann een eis Sondagë kuckt, och op europäeschem Niveau –: D'Justiz zu Lëtzebuerg genéisst grousst Vertraue vun de Bierger. An dat musse mer wierklech erhalen. Et ass wichteg, dass d'Decisiounen, déi vun der Justice geholl ginn, unerkannt ginn, dass déi net a Fro gestallt ginn, wa se definitiv sinn, dass ee weess, dass déi mat där néideger Sorgfalt geholl ginn.

Mee duerfir ass et awer och wichteg, dass de Justiciabel weess, u wien e sech ka wenden, wann en der Meenung ass, dass en inadaptéiert Komportement, wéi et am Gesetz steet, virloung vun engem Magistrat, oder wann en eppes wëllt bäidroen zu Verbesserungen, déi et am Fonctionnement vun der Justice ka ginn.

Och dat ass eng Roll, déi dëse Conseil wäert an Zukunft spillen, wou de Justiciabel sech direkt kann un de Conseil wenden. Wat zur Transparenz bäidréit, wat de Verdacht vu Korporatismus enthäert a wat extreem och bäidréit zu dem positive Bild vun eiser Justice. Mir spillen hei eng Virreiderroll. Mir sinn hei bei deene Länner an Europa, déi dat esou no alle Reegele maachen, wéi se eis virgeluecht gi vun der Commission de Venise, vun der Europäescher Kommissioun. An et war mer och extreem wichteg, dass mer eis do wierklech un déi Virgaben halen.

An da kommen ech och schonn zum leschte Punkt, deen, dee warscheinlech fir déi meescht Diskussioune gesuergt huet an deen och elo de Mëtten erëm fir Diskussioune suergt, woubäi ech extreem erstaunt sinn, iwwer all déi Proposen, déi elo op eemol komm sinn, déi ech op alle Fall an der Kommissioun net héieren hunn. Ech weess net, wéi et Iech alleguerten ergaangen ass.

Ech bedaueren dat ëmmer. Ech hat dat de Moie schonn. Ech hätt elo näischt gesot, wat mer dat net schonn de Moie gehat hätten. Ech sinn der Meenung, dass mer iwwer alles an der Justizkommissioun ëmmer erëm ganz kontrovers diskutéieren, dass ëmmer erëm Solutiounen zréckbehale ginn, egal vun wéi enger Couleur se proposéiert ginn, an dass dat eigentlech déi richteg Plaz ass, fir iwwer e Gesetzesprojet ze diskutéieren an enger éischter Phas.

Natierlech ass dat hei och eng gutt Plaz, mee am beschten ass et, et bréngt ee seng Propos emol do an. Ech hunn déi, déi ech elo de Mëtten héieren hunn, do net héieren, op alle Fall net vun deene Leit.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | D'Kompositioun, dat war warscheinlech dat, wou mer am längsten …

(Interruption)

… driwwer diskutéiert hunn a wat och gemaach huet, dass mer ëmmer erëm Amendementer och nach proposéiert hunn. Dir wësst, wou mer hierkommen. Den Ursprongsgedanke war warscheinlech effektiv éischter deen ze soen: „Et gëtt eng Kompositioun reng vu Magistraten", mee da wiere mer net an deene Richtlinne konform gewiescht, déi mer notamment vun der Commission de Venise och duergeluecht kruten.

D'Commission de Venise an och aner Institutioune sinn der Meenung, dass et eeben aus deene Grënn, déi ech uganks gesot hunn, wichteg ass, dass mer zwar wuel eng Majoritéit vu Magistraten an dësem Conseil hunn, dass et awer och wichteg ass, dass nach Leit derbäi sinn, déi net an der Magistratur sinn, fir eeben notamment och de Kader méi grouss ze maachen, dass och eng Vue drop kënnt, déi e bësse méi vu baussen ass.

An do ass et numol awer esou, dass d'Affekoten déi sinn, déi dee Betrib am beschte kennen, niewent de Riichter, well se och am Alldag mam Fonctionnement vun der Justiz ze dinn hunn. Et sinn och Garde-fouen dran. Et ass entweeder e fréiere Bâtonnier oder en amtéierende Bâtonnier, dee kann hei genannt ginn. Ech ka mech jiddefalls just u Bâtonnieren erënneren, deenen een näischt Béisaarteges, an deem dote Sënn, kéint ënnerstellen. Dat sinn och Leit, déi mat groussem Engagement hirer Tâche noginn. Ech sinn extreem iwwerrascht hei iwwert déi Aussoen, déi hei elo grad gemaach goufen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mir haten dunn an enger zweeter Phas proposéiert, dass d'Chef-de-corpse sollten … Also, an enger éischter Phas – den éischte Projet de loi – war d'Propos, dass d'Chef-de-corpse sollten en Deel vun deene Magistrate sinn, déi am Conseil wären. Dat wären dann dräi Chef-de-corpse gewiescht, plus dräi gewielte Magistraten.

Do krute mer vun der Kommissioun awer wierklech ganz bestëmmt gesot, dass mer Interêt hätten, och hei eis Virreiderroll komplett ze spillen an eis deene Recommandatioune vun der Commission de Venise notamment ze pliéieren an ze soen, dass eng Majoritéit vu gewielte Magistraten an dësem Conseil wär. Dir wësst, wéi eng Diskussioune mer dunn nach alleguerten haten.

Ech si mer bewosst, dass net jiddwereen honnertprozenteg mat där Léisung elo hei zefridden ass, mee ech sinn awer extreem dankbar iwwert déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer hate mat der Magistratur, déi dozou gefouert hunn, duerch vill Echangen, dass mer elo hei eng Kompositioun hunn, wou, mengen ech, jiddweree kann domadder liewen, wou mer jiddwerengem seng Rechter garantéieren, mee wou mer awer och déi Onofhängegkeet vun der Institutioun a gläichzäiteg awer och déi Oppenheet hei matverankeren.

Duerfir: Iech alleguerten e ganz grousse Merci. Elo geet d'Aarbecht eigentlech eréischt sou richteg lass an deenen nächste Méint, wou elo déi Institutioun wäert opgebaut ginn – et ass schonn ernimmt ginn –, mat engem Secrétaire général, dee muss rekrutéiert ginn, mat den Ekippen, déi musse rekrutéiert ginn.

An et sinn eng Rëtsch Aufgaben, déi hei schonn op déi nei Institutioun duerkommen. Ech sinn awer och der Meenung – de Rapporter hat e uganks schonn erwäänt –, dass mer weider mussen déi Reflexioune féieren, doriwwer, wéi mer de Justizapparat nach besser an Zukunft kënnen opstellen, an notamment eeben déi vill Froe ronderëm d'Personalgestioun, déi à moyen terme mussen derzou féieren, dass dann och nach eng reegelrecht Verwaltung muss kommen, fir eeben all déi Froen och nach ze geréieren. Well mat deene sëlleche Mataarbechter, déi eis Justiz zu Lëtzebuerg huet, ass dat och wierklech eng Aufgab, déi muss gutt encadréiert ginn a wou och d'Leit dat mussen als Haapttâche hunn, an net nach vill aner Tâchen niewendrun.

Merci villmools fir déi gutt Diskussiounen, déi mer haut haten. An da wënschen ech elo schonn deem neie Conseil Bonne chance fir säi Start.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools och der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech muss soen – et huet elo näischt mat der Madamm Ministesch ze dinn –, mee ech si profondement schockéiert, datt en Deputéierten an dësem Haus am 21. Joerhonnert, een, deen den Eed op d'Verfassung ofgeluecht huet, wou steet, datt d'Audienze beim Geriicht public sinn, hei seet, hie wier der Meenung, datt et besser wier, d'Audienze viru Geriicht sollten net public sinn. Je suis très choqué! Mir sinn am 19./18. Joerhonnert ukomm.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7323A. Den Text steet am Document parlementaire 7323A[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7323A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maache lo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7323A ass mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7323B. Den Text steet am Document parlementaire 7323B[20].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7323B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7323B ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Question élargie n° 175 de M. François Benoy relative à la conservation de la diversité biologique

Mir komme lo zur erweiderter Fro Nummer 175 vum Här François Benoy iwwert d'Konservatioun vun der Biodiversitéit. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eng eventuell Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, Madamm Ëmweltministerin, eng intakt an divers Natur ass d'Liewensgrondlag vun de Mënschen. Eng Natur, déi am Equiliber ass, liwwert ons Liewensmëttel, proppert Waasser a Loft, Erhuelung, schaaft Resilienz géint de Klimawandel a géint Krankheeten.

Mee et geet onser Natur net gutt. Weltwäit sinn iwwer eng Millioun Déieren- a Planzenaarten a Gefor. Iech kommen elo vläicht Biller vu Korallen, Tigeren, Elefanten, Walen a Pandaen an de Kapp, déi all vum Ausstierwe bedrot sinn, mee awer ganz wäit ewech schéngen. Mee och virun onser Hausdier riskéiere Feldhong, Spiecht a Steekauz fir ëmmer auszestierwen. Biber, Wëllkaz, Schwaarze Stuerk a Roude Schéierschwanz sinn op de roude Lëschten.

Zu Lëtzebuerg sinn am ganzen zwee Drëttel vun onsen Habitater an engem schlechten Zoustand, virop Fiischtgebidder an Offeland, wat derzou féiert, dass 80 % vun den Aarten a Gefor sinn. A grad wéi bei der Klimakris ass och beim Aartestierwen de Mënsch responsabel derfir, duerch d'Aart a Weis, wéi e mat dem Land ëmgeet: Ofholzung, Landwirtschaft mat intensive Monokulturen, Urbaniséierung, Juegd an Iwwerfëschung, Ëmweltverschmotzung, de Klimawandel an invasiv Aarten. Zu Lëtzebuerg sinn d'Landwirtschaft an d'Urbaniséierung d'Haaptfacteure fir d'Degradatioun vun der Natur.

Wann d'Klimakris weltwäit, awer och hei am Land, schonn däitlech spierbar ass, sou schéngen der vill nach relativ onbeandrockt ze si vun dem Massenaartestierwen, woubäi d'Konsequenzen hei gradesou brutal sinn. Pandemië kéinten zur Normalitéit ginn, Liewensmëttelsécherheet an de gudde Fonctionnement vun onsen Ökosystemer a Gefor kommen.

De Schutz an den Ausbau vun onser Natur muss dofir gradesou och ons Prioritéit si wéi d'Transitioun a Richtung vun der Klimaneutralitéit. An dofir sinn och déi international Aarteschutzkonferenze sou wichteg wéi d'Klimakonferenzen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An deem Sënn wollt ech dat Theema och hei an d'Chamber bréngen an d'Ëmweltministerin froen, ob si ons hir Konklusiounen zur COP15, déi virgëscht zu Montreal op en Enn gaangen ass, hei duerleeë kann. Lëtzebuerg war bekanntlech och do vertrueden.

No zwou Woche Verhandlungen hunn d'Vertrieder vu ronn 200 Staate sech drop gëeenegt, datt op d'mannst 30 % vun all de Land- a Mieresflächen op der Welt bis 2030 musse geschützt sinn an dass déi räichste Länner de Länner vun dem globale Süden bis 2025 20 Milliarden Dollar d'Joer mussen zur Verfügung stellen. Weider sollen d'Pestizide weltwäit bis 2030 halbéiert an ëmweltschiedlech Subventiounen ofgebaut ginn.

Allgemeng gëtt den internationalen Accord als en däitleche Fortschrëtt gesinn an als gutt Basis, fir op aneren Niveaue weiderzeschaffen an d'Instrumenter weider ze stäerken. Ech denken zum Beispill un d'europäesch Biodiversitéitsstrategie fir 2030. Well zréckleene kënne mer ons an deem heite Beräich net, mee mir mussen, au contraire, ambitiéis sinn an ons déi néideg Instrumenter ginn a brauchen eng kohärent Politik, déi wäit iwwert de klasseschen Naturschutz erausgeet an déi an d'Landwirtschafts-, d'Wirtschafts- an d'Urbanismuspolitik erageet.

Am Accord vu Montreal gouf iwwregens och de Rôle vun den indigènë Populatiounen an de lokalen Acteuren ënnerstrach. An ech erënneren an deem Sënn och un déi vill national a lokal Instrumenter, Acteuren a Pläng, déi zu Lëtzebuerg en place sinn. Ech denken zum Beispill un den Naturpakt mat de Gemengen, dee mir hei virun annerhallwem Joer gestëmmt hunn, an awer och un den neien Naturschutzplang, dee grad duerch d'Consultation du public ass. An ech wollt d'Ministesch bei dëser Geleeënheet och froen, ons en Update vun der Ëmsetzung vun der nationaler Naturschutzpolitik ze maachen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren, a Merci och der Ministesch fir hir Äntwerten an Explikatiounen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ongeféier eng Millioun Déieren- a Planzenaarte sinn haut vum Ausstierwe bedrot – sou eng Schätzung vum IPBES; dat ass den Intergovernmental Panel on Biodiversity and Ecosystem Services (veuillez lire: Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services).

(Interruption)

Dee globalen Taux vum Ausstierwe vun Aarten ass honnertemol méi héich wéi den Duerchschnëtt vun deene leschten zéng Millioune Joer, an de Rhythmus beschleunegt sech. Dobäi ass de Wäert vun der Natur mat hiren ökosysteemesche Servicer fir de Mënsch onschätzbar. A grad dofir ass den Accord, deen zu Montreal erreecht gouf, sou iwwerliewenswichteg fir d'Natur, fir d'Déieren, d'Ökosystemer, mee virun allem och fir eis Mënschen. D'Ausso „D'Natur brauch de Mënsch net, awer de Mënsch brauch d'Natur" ass esou richteg wéi nach ni.

D'Natur an hir Ökosystemer liwweren eng Hellewull vun Déngschtleeschtungen – a se si virdru schonn eng Kéier kuerz erwäänt ginn – a puncto Klimawandel. Mer hunn déi lescht Summere mat hiren Hëtzewelle gesinn, wéi wichteg et ass, Schiet an den Uertschaften an an de Stied ze hunn. Hei ass et am Schnëtt zwielef Grad manner waarm wéi op de Bëtonsflächen. Awer och an eise Bëscher war et einegermoossen agreabel, wärend et soss bal dobaussen net auszehale war.

Natierlech Ökosystemer kënnen awer och bei Staarkreen, deen ëmmer méi heefeg optaucht, d'Waasser zréckhalen. Besonnesch de Bësch ass eisen Alliéierten. Hie filtert d'Loft, späichert Waasser, liwwert Holz

a Baumaterial a Pabeier, mee späichert och CO_2 a puffert gläichzäiteg och nach d'Temperaturschwankungen.

A puncto Liewensmëttel, an dat gëtt oft géinteneen ausgespillt, mee 75 % vun eisen Narungsmëttel hänke vun den natierleche Bestëbser of, a bei eis sinn dat eeben haaptsächlech Insekten. De Réckgang vun den Insekten ass nogewisen an och dee musse mer eescht huelen, an eisem eegenen Interêt.

A weider: E groussen Deel – also e lescht Beispill – vun eise Medikamenter kënnt aus der Natur. Graff 70 % vun de Medikamenter géint de Kriibs stamen aus natierleche Produkter respektiv waren d'Quell, fir se haut an engem Labo hierzestellen.

An déi Lëscht geet nach weider, mee et soll eigentlech just drun erënneren, wéi wichteg d'Natur fir eis ass. A fir dass mir Mënschen an Zukunft weider vun all dëse Servicer profitéiere kënnen, musse mer d'Natur schützen a restauréieren. Dëst ass een essenziell wichtegen Invest. Graff kann ee schätzen – an international Impaktbewäertunge confirméieren dat –, dass mir fir all Euro, deen an d'Restauratioun an an de Schutz vun der Natur gestach gëtt, op d'mannst en zéngfache Retour oder Gewënn erwaarde kënnen. An dee Schutz vu genee dësem Kapital war den Objet vun der COP15.

Wärend der 15. Reunioun vun der Konferenz vun de Parteie vun der Konventioun iwwer biologesch Diversitéit zu Montreal huet déi international Communautéit, ënner chineesescher Presidence a mat Lëtzebuerger Participatioun, en neie globalen Accord fir de Schutz vun der Natur geholl. Deen neie Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework ass eng gemeinsam weltwäit Visioun, fir d'Biodiversitéit ze schützen. Dës Visioun gesäit vir, dass de Mënsch am Joer 2050 nees an Harmonie mat der Natur soll liewen. A fir dëst ze erreechen, muss de Verloscht vun der Biodiversitéit gestoppt ginn an den Trend bis 2030 ëmgedréit ginn.

Dofir hu sech d'Staate véier laangfristeg Ziler bis 2050 an 23 mëttelfristeg Ziler gesat, déi bis 2030 ze erreeche sinn, an ech wëll der just siwen heivun eraushiewen, den Här Benoy huet Der schonn e puer erwäänt.

Éischtens: Op d'mannst 30 % vun der Land- a Mieresfläch vun der Welt wäerten ënner effektive Schutz gesat ginn, virun allem Gebidder mat héijer Biodiversitéit, déi besonnesch Schutz verdéngen. D'Rechter vun Naturvëlker a lokale Gemeinschaften, déi do wunnen, wäerte geséchert ginn.

Zweetens: Zousätzlech zu geschützte Gebidder wäerten 30 % vun de beschiedegten Ökosystemer um Land an um Mier bis 2030 restauréiert ginn.

Drëttens: Mënschlech induzéiert Ausstierwe vu bekannte menacéierten Aarte muss gestoppt ginn.

Véiertens: Den Input vun iwwerschëssegen Närstoffer an d'Ëmwelt an d'Risike vu Pestiziden an héichgefäierleche Chemikalie wäerte bis 2030 halbéiert musse ginn.

Fënneftens: Landwirtschaft, Fëscherei a Bëscher mussen nohalteg geréiert ginn an den nohaltege Gebrauch vun der Biodiversitéit garantéiert ginn.

Sechstens: D'Liewensmëttelverschwendung soll halbéiert ginn.

A siwentens – last but not least – muss den ökologesche Foussofdrock reduzéiert ginn.

Ganz wichteg ass eng verbessert Ëmsetzung an der Iwwerwaachung, e bësse wéi am Klimadossier: E System gëtt ageriicht fir sécherzestellen, dass déi nei Ziler effektiv op nationalem Niveau ëmgesat ginn. All Land verflicht sech, a senger nationaler Biodiversitéitsstrategie ze definéieren, wéi et zum Erreeche vun de globalen Ziler bäidréit. Zu Lëtzebuerg gëtt dat duerch den nationale Plang fir den Naturschutz, de PNPN, erreecht; och deen ass schonn erwäänt ginn.

Fir déi néideg Iwwerwaachung ze garantéieren, ginn eenheetlech Indicateuren, déi fir all Länner gëllen, opgestallt, an dëst mécht d'Ëmsetzbarkeet och verifizéierbar. D'national Berichter gi benotzt, fir reegelméisseg ze kontrolléieren, ob genuch Efforte gemaach ginn, fir déi global Ziler ze erreechen.

Mee och d'Finanzéierung ass kruzial: Fir d'Ëmsetzung vum globalen Accord ze ënnerstëtzen an eng kohärent Mobiliséierung vun zousätzleche Finanzstréim ze garantéieren, gëtt en neie Fong fir de Global Biodiversity Framework geschaf. Dësen historeschen Accord ass vläicht manner ambitiéis, ewéi vu Verschiddene gehofft – et hätt ee sech zum Beispill méi quantitativ Ziler kënnen erwaarden –, mee d'Resultat léisst sech trotzdeem weisen, well um Schluss awer e staarke Kader entstanen ass, op deem zukünfteg Efforte kënnen opbauen.

National wëlle mir dësen Accord konsequent ëmsetzen. Wéi schonn erwäänt, geschitt déi national Ëmsetzung vun dëse weltwäiten Ziler am Kader vum nationalen Naturschutzplang, vun deem déi drëtt Versioun, de sougenannte „PNPN3“, an de vergaangene Wochen an der Consultatiounsphas war. Momentan hu mir eng quasi finaliséiert Versioun virleien, bei där nach allerlescht Adaptatioune virgeholl ginn, an ufangs 2023 wäert ech dem Regierungsrot dëse PNPN3 fir d'Approbatioun virleeën.

Wéi scho méi oft ugedeit, geschitt de weltwäiten Aarteschwond net nëmmen am Tropebësch, op Inselen oder op de Polarkappen, den Aarteschwond ass heiheem och nogewisen an eisen ökologesche Foussofdrock hei zu Lëtzebuerg ass och enorm. Mir mussen eis Verantwortung eescht huelen a mat dem Gedanken, eis solidaresch un de weltwäite Bestriewungen ze bedeelegen, och heiheem déi wichteg Ziler ëmsetzen!

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch.

4. 7995 – Projet de loi relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7995 iwwert d'Qualitéit vum Drénkwaasser. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Gusty Graas, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Här President, Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, onst Krunnewaasser, onst Drénkwaasser ass ons wichtegst Ressource, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn. Fir dës besser ze schützen, transposéiere mir mat dësem Projet de loi 7995 iwwert d'Qualitéit vum Waasser fir d'mënschlech Consommatioun, deen d'Waassergesetz vun 2008 modifizéiert, d'EU-Direktiv 2020/2184 pile am Delai an d'nationaalt Recht.

Mat dësem Gesetz schrauwe mir d'Qualitéitsstandarde fir d'Drénkwaasser weider erop, setze verstäerkt op Preventioun a Risikomanagement bei eisen Drénkwaasserinfrastrukturen, maachen d'Krunnewaasser méi accessibel am ëffentleche Raum a stäerken de Bierger/innen hiert Vertrauen an d'Waasser, ...

Une voix | De Bierger och!

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | ... soudatt an Zukunft nach méi Leit nach méi proppert Waasser vum Krunn kënnen drénken.

Zu Lëtzebuerg hu mir haut schonn immens gutt Drénkwaasser. Eist Krunnewaasser gëtt op 48 cheemesch a bakteriologesch Eegenschaften duerch d'Waassersyndikater, de Staat an d'Gemenge kontrolléiert. Insgesamt ginn alljoers 12.000 Analysen a Kontrollen duerchgefouert, ongeféier dräi Kontrollen den Dag. Kee Liewensmëttel gëtt esou streng kontrolléiert ewéi onst Krunnewaasser!

Dofir ass et och richteg, datt an de leschte Joren d'Vertrauen an d'Drénkwaasser zu Lëtzebuerg immens geklommen ass. Wou an enger Ëmfro viru 16 Joer nach 60 % vun de befrote Bierger/inne gesot hunn, si géifen ni Krunnewaasser drénken, huet an enger Ëmfro virun zwee Joer ongeféier de selwechte Pourcentage gesot, si géifen es all Dag drénken. Dat ass eng immens Verbesserung, mee et bleift nach Sputt no uewen. Dofir musse mir déi Tendenz also weider stäerken, an dat maache mir mat dësem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | D'aktuell Norme sinn am Règlement grand-ducal vun 2002 iwwert d'Qualitéit vum Waasser fir d'mënschlech Consommatioun festgehalen. Dëse Règlement grand-ducal gëtt abrogéiert, mee seng Grondstruktur gëtt grosso modo iwwerholl, verschidde Saache gi verbessert an d'Bestëmmungen den aktuellen Ëmstänn ugepasst.

Zu den Haaptmodifikatioune vun dësem Projet de loi: D'Qualitéitsnorme fir Drénkwaasser gi weider verstäerkt, dëst no de leschte wëssenschaftlechen Erkenntnisser, an dat dréit neie Pollutiounssourcë Rechnung. Dës Norme berouen um Principe de précaution a garantéieren, datt d'Waasser ouni Gefor gedronk ka ginn.

Eng Rei nei Parameteren, ewéi per- a polyfluoréiert Alkyler, cheemesch Produiten, déi a Consommatiouns- an Industrieprodukte ewéi Textilien, Läschschaum, Faarwen a sou weider genotzt ginn, gi mat op d'Lëscht gesat mat de Substanzen, op déi eist Waasser getest gëtt. Doriwwer eraus gëtt eng Liste de vigilance agefouert, déi Stoffer a Verbindungen ofdeckt, déi Ulass ginn zu gesondheetlecher Besuergnis. Op dëser Lëscht stinn aktuell zwou Molekülle wéinst hire stéierenden Eegenschafte fir den Hormonsystem a Risike fir d'mënschlech Gesondheet.

De Projet de loi féiert en ëmfaassende risikobaséierten Usaz bei der Drénkwaassersécherheet, deen déi ganz Liwwerkette matabezitt, vun der Drénkwaasserschutzzon iwwert de Prelevement, den Traitement, d'Späicherung bis zur Verdeelung. Et gëtt also eng Approche gewielt, fir d'Risike vun Ufank un ze minimiséieren.

Déi Approche füügt sech harmonesch an eis bestoend Nationalpolitik am Waasserberäich an, eng Politik, déi de Fokus op d'Preventioun an den Opbau vun enger Drénkwaasserschutzkultur setzt. Dat ass essentiell aus ekologescher, mee och ekonomescher Siicht: D'Opbereedung vu verschmotztem Waasser kascht d'Gesellschaft méi ewéi de Schutz vum Waasser.

Haut sinn dank dëser Politik iwwer 80 % vun eise Captagë geschützt. Trotzdeem bleift d'Pollutioun vum Waasser eng Realitéit! D'Zuelen aus enger QP vu mengem Fraktiounskolleeg François Benoy vun dësem Joer illustréieren de Problem vun der Pollutioun ganz gutt: Eng 100 Captagë sinn haut ausser Betrib respektiv hiert d'Waasser muss traitéiert ginn, well d'Waasser den Normen net entsprécht. Dat ass Waasser fir 65.000 Leit, also etwa 13 Milliounе Liter den Dag. Dat weist, ewéi wichteg et ass, dass mir potenziell Risike fir d'Verschmotzung vu Waasser erkennen.

Et gëtt bei dësem risikobaséierten Usaz dräi Niveauen.

Éischtens: D'Risikobewäertung an de Risikomanagement um Niveau vun de Schutzzonen, déi vun de Waasserfournisseure gemaach musse ginn, mat enger Identifizéierung a Bewäertung vun de Geforen ewéi och der Iwwerwaachung vun enger Rei relevante Parameteren, Substanzen a Schuedstoffer.

Zweetens: Um Niveau vum Versuergersystem, dat heescht vum Prelèvement, dem Traitement, der Späicherung bis zur Verdeelung vum Drénkwaasser. D'Waasserversuerger mussen eng Bewäertung vun der Leeschtung vum Reseau maachen ewéi och d'Detektioun vu Fuitten.

Drëttens: Um Niveau vun de Verdeelungsinstallatiounen, déi vun der Waasserverwaltung an der Direction de la Santé gemaach ginn, geet et ënner anerem ëm Preventioun vu Legionellen a Bläiexpositiounen.

Mat dësem Projet de loi ginn och d'Ufuerderungen u Materialien, déi mat Drénkwaasser wärend dem ganzen Zyklus a Kontakt kommen, op europäeschem Niveau harmoniséiert. D'Refonte vun der Direktiv 2020/2184 ass och zum Deel zréckgaangen op eng europäesch Biergerinitiativ, „Right2Water", déi d'Europäesch Kommissioun dozou opgeruff hat, d'Mënscherecht op den universellen Accès op d'Waasser vollstänneg ëmzesetzen, an 1,6 Milliounen Ënnerschrëfte gesammelt hat. Eng vun de Suitte vun dëser Biergerinitiativ ass also, datt d'Direktiv – an dëse Projet de loi och – Mesurë fir den Zougang zu Waasser fir all Mënsch aféiert, besonnesch fir déi vulnerabel a marginaliséiert Mënschen an eiser Gesellschaft.

Doriwwer eraus soll dëse Projet de loi de Gebrauch vu Krunnewaasser als Drénkwaasser förderen, dofir mussen de Staat an d'Gemenge bis spéitstens den 1. Januar 2029 Waasserspenderen am öffentleche Raum opstellen.

Weider geplangte Moossname sinn ënner anerem de Lancement vu Campagnen zur Qualitéit vum Leitungswaasser, der Förderung vum Krunnewaasser fir Clienten a Restauranten, Kantinnen oder anere Gastronomiebetriber oder d'Zurverfügungstellung vu Krunnewaasser an den Administratiounen an öffentleche Gebaier.

D'Diskussioun ëm den Accès zu Krunnewaasser – méi spezifesch an der Restauratioun – gëtt och zu Lëtzebuerg scho méi laang gefouert. Ugekuerbelt gouf dës Diskussioun weider duerch d'Petitioun Nummer 1319 iwwert d'Recht op Leitungswaasser an der Gastronomie fir Clienten, déi et wënschen, sou wéi et schonn an anere Länner de Fall ass.

Am öffentlechen Debat zu dëser Petitioun hat de Mëttelstandsminister annoncéiert, datt e Sensibiliséierungsprojet innerhalb vum Horeca fir d'Bereetstelle vu Karaffe mat Krunnewaasser fir Cliente géif gemaach ginn. Duerno, notamment an enger jointe Kommissioun mat der Mëttelstands- an Tourismuskommissioun, ass de Mëttelstandsminister weider op de Sensibiliséierungsprojet agaangen an op d'Testphas, déi mat 50 fräiwëllege Betriber uleeft. An dëser Diskussioun hunn eenzel Deputéiert och gesot, datt se sech kéinte virstellen, hei nach méi wäit ze goen.

Zousätzlech gesäit dëse Projet de loi vir, datt insgesamt méi transparent iwwert d'Waasser, seng Qualitéit an awer och säi Präis kommunizéiert gëtt. Waasserfuitten iwwert de Reseau sinn eng onnéideg Verschwendung an och meeschtens e Symptom vun net genuch Invest an d'Infrastruktur. Dëse Projet de loi stäerkt elo d'Iwwerwaachung vun de Fuitten am Reseau, andeems en d'Fournisseurs verflicht, mindestens eemol am Joer de Grad vun de Fuitten ze evaluéieren an dëst der Waasserverwaltung matzedeelen.

Mam Projet de loi kritt och de Certificat d'excellence, den „Drëpsi", eng gesetzlech Basis an e gëtt an engems aktualiséiert, fir notamment de Risikomanagementmesurë Rechnung ze droen.

Zu den Avisen: De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Oppositions formelles formuléiert, notamment well verschidde Passagen aus der Direktiv inkomplett transposéiert goufen oder wéinst de juristeschen Onsécherheeten, zum Beispill wat d'Konditioun ugeet, ënnert deenen den „Drëpsi"-Certificat kann zréckgezu ginn, oder d'Definitioun vun den Outilen, mat deenen d'Iwwerwaachung vum Waasser kann duerchgefouert ginn. Dëse gouf mat Amendements parlementaires Rechnung gedroen, an a sengem zousätzlechen Avis vum 29. November konnt de Staatsrot seng Oppositions formelles ophiewen.

De Syvicol huet den 10. Oktober en éischten Avis ofginn, an deem se begréissen, am Virfeld vum Depot vum Projet de loi consultéiert ginn ze sinn an datt schonn am Virfeld enger Partie vun hiren Observatioune Rechnung gedroe gouf. Allerdéngs haten och si eng Rei Remarken, déi si och an hirem Avis complémentaire nach eng Kéier ënnerstrach hunn. Si hunn notamment kritiséiert, datt d'Fournisseuren obligéiert ginn, Outile vun der Waasserverwaltung ze notze fir d'Iwwerwaachung vun den indikative Parameteren, a fuerderen en Aarbechtsgrupp.

D'Associatioun vun de lëtzebuergesche Waasserservicer, d'ALUSEAU, an d'Handelskummer hu béid och en Avis eraginn. Fir den Detail verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen: De Projet de loi gouf de 26. Abrëll vun der Ëmweltministesch deposéiert, den 22. Juli koum den Avis vum Staatsrot, den 28. September gouf ech selwer zur Rapportrice genannt an an der selwechter Kommissiounssitzung goufen eng Rei Amendements parlementaires adoptéiert. Den 29. November koum den Avis complementaire vum Staatsrot, deen dunn den 2. Dezember an onser Kommissioun diskutéiert gouf, woubäi och mäi schréftleche Rapport ugeholl gouf.

Mat dësem Projet de loi huele mir also eng Rei Mesuren, déi d'Qualitéit vum Drénkwaasser zu Lëtzebuerg an den Zougang zu Krunnewaasser weider verbesseren, d'Preventioun weider stäerkt, esoudass mer verhënneren, datt et iwwerhaapt zu Pollutioune kënnt. Dëst stäerkt de Schutz vun eisem Drénkwaasser, der wichtegster Ressource, déi mer hunn.

Et bleift mer nach, den Accord ze gi vun der grénger Fraktioun, an e Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An als éischten ageschriwwene Riedner steet den Här Aly Kaes scho prett. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Sou. Merci, Här President, fir d'Wuert, merci der Rapportrice fir all déi Explikatiounen a schréftlecher an a mëndlecher Form zu deem Projet de loi. Ech sinn absolutt mat der Rapportrice d'accord, datt et ganz wichteg ass, datt mer eng beschtméiglech Qualitéit vum Drénkwaasser hunn, a mir sollen alles drusetzen, fir déi Qualitéit nach ze verbesseren, iwwerhaapt fir eng Diskussioun ... An do ass d'CSV ganz kloer der Meenung, datt een dat nach méi wéi bis elo soll ënnerstëtzen.

Dee Projet, dee mer elo maachen oder dee mer a sech ëmsetzen, ass eng Direktiv, déi virun allem fënnef Objektiver huet. An an deene fënnef Objektiver sinn eng ganz Rei Elementer festgehalen, déi d'Rapportrice elo scho genannt huet, duerfir brauch ech se net nach eng Kéier ze widderhuelen. Ech wëll awer ganz kloer soen – a si huet virun allem gesot –: Mir mussen alles maachen, fir datt d'Leit et nach méi einfach hunn, zu genuch Drénkwaasser an zu Qualitéitsdrénkwaasser ze kommen.

Jo, dat ass alles richteg, dat ass alles gutt, mee et muss een awer och da ganz kloer soen, datt d'Konditioune fir jiddereen awer mussen d'selwecht sinn an net ...

Une voix | Très bien!

M. Aly Kaes (CSV) | ... Inegalitéiten, enorm Inegalitéiten, bestinn an déi Inegalitéiten ëmmer méi grouss ginn!

Et huet mer u sech immens gefall, datt grad d'Madamm Oberweis gëschter och dat gebraucht huet fir ze soen: Voilà, mir mussen alles drusetzen, datt déi méi Schwaach a bestëmmte Beräicher genau sou behandelt gi wéi déi méi Staark an eiser Gesellschaft. An ech mengen, grad d'Waasser, dat Wichtegst, wat ee brauch fir ze liewen, fält ganz sécher dodrënner. Ech muss och op dëser Plaz soen, well Dir kennt jo alleguer mäin Dada: Mäin Dada ass en Eenheetswaasserpräis an ...

(Brouhaha)

Plusieurs voix | A!

M. Aly Kaes (CSV) | ... ech mengen, datt den Eenheetwaasserpräis ... Et ass ee vu mengen Dadaen, Här Di Bartolomeo, et ass ee vu mengen Dadaen, mee et ass awer e ganz wichtegen. Op jidde Fall ass et esou, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... datt den Eenheetswaasserpräis méi wéi jee berechtegt ass a muss kommen – muss kommen! –, aus deem ganz einfache Grond, well den Ënnerscheed tëscht dem ländlechen an dem urbane Raum ëmmer erëm méi grouss gëtt. An ech war angeneem iwwerrascht – ech muss dat duerfir och erwänen an e Merci soen –: Wéi ech dat an der Kommissioun gesot hunn, du war spontan den Här Carlo Weber, dee sech d'Wuert gefrot huet fir ze soen: „A, dat wat den Aly seet, dat kann ech nëmmen ënnerstëtzen! Hie weess och am beschten, wat dat heescht, wann ech an enger Gemeng sinn, déi am ländleche Raum ass an déi flächeméisseg déi gréisst am Land ass." Also all Respekt, an ech kann nëmme soen: Felicitatioune fir dee Courage, dat an der Kommissioun an där Form esou kloer ze soen!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech kann nëmmen nach eng Kéier hei kloer an däitlech soen, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

(Brouhaha)

M. Aly Kaes (CSV) | ... mir wäerten och elo als CSV, eng Motioun deponéieren, an där mer d'Regierung opfuerderen, genau an déi Richtung ze schaffen, datt mer e Prix unique kréien, sou gutt am Waasser wéi am Ofwaasser, an ech sinn iwwerzeegt, datt déi

à l'unanimité wäert votéiert ginn, well alles dat, wat mir hei soen iwwert d'Solidaritéit an iwwert d'Entgéintkommen an iwwert d'Inegalitéiten, déi bestinn, alles dat kënne mer mindestens an deem do Beräich ewechwëschen an an deem do Beräich eliminéieren, wa mer wierklech en nationalen Eenheetswaasserpräis kréien. A wann ech „Eenheetswaasserpräis" soen, da soen ech natierlech „Drénkwaasser", dat heescht, do wou ech der Natur d'Waasser huele bis do wou ech – un d'Ofwaasser denken ech natierlech och – der Natur d'Waasser zréckginn.

Une voix | Très bien!

M. Aly Kaes (CSV) | Ben, just, fir dat ze soen: Grad d'Ofwaasser gëtt an deene leschte Joren, wa mer do nach weider an déi gutt Richtung ginn, ëmmer méi deier, fir dat ze entsuergen. An dat kascht eng Fortune an de ländleche Regiounen! Dat kascht ëmmer eng Fortune, mee grad besonnesch an de ländleche Regioune kascht et zweemol eng Fortune, a mir mussen alles drusetzen, fir, wéi gesot, och an de ländleche Regiounen, an deene Gemengen, wou mer jo net solle sou séier evoluéieren, mer awer déi selwecht Infrastrukturen hunn, déi selwecht Kilometeren u Kanäl, déi selwecht Kilometeren u Waasserleitungen, sou vill Pompelstatiounen, sou vill Bassin-d'oragen a sou weider an esou virun – ech wëll net all verschidde Bauwierker opzielen – an natierlech och Waasserleitungen an erëm eng Kéier Pompelstatiounen.

Alles dat ass definitiv net méi fir ländlech Gemengen ze schëlleren, dat muss ee ganz kloer soen. An duerfir wëll ech och déi Motioun hei deposéieren am Numm vun der CSV, fir dat doen ze ënnersträichen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que l'eau potable constitue un droit humain d'après une initiative citoyenne européenne ;

– considérant que la distribution de l'eau potable de qualité a un coût de revient considérable auquel s'ajoute celui de l'assainissement ;

– constatant des différences importantes du coût de l'eau entre les communes en milieu rural et celles en tissu urbain ;

– considérant que ces différences créent des injustices et des inégalités entre les citoyens des différentes communes ;

– rappelant son attachement au principe de solidarité en la matière,

invite le Gouvernement

– à assurer sur le plan national la mise en place d'un système d'approvisionnement en eau potable et de gestion des eaux résiduaires débouchant sur un prix unique de l'eau.

(s.) Aly Kaes, Paul Galles, Martine Hansen, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

A gleeft mer es: Wa mer dat doten hikréien, dann hu mer e grousst Stéck Solidaritéit an deem Land hei realiséiert!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President, ech géif jo gären dem Här Aly Kaes elo hei äntwerten, ech sinn awer zumindest verwonnert, datt am Numm vun der ganzer CSV hei déi Motioun deposéiert gëtt.

Une voix | Jo.

Une autre voix | Mir och.

M. Gusty Graas (DP) | Ganz verwonnert!

Plusieurs voix | Mir och.

M. Gusty Graas (DP) | Awer wierklech.

Une voix | Et muss een och soen, wat dat heescht!

M. Gusty Graas (DP) | Ech kéint Iech awer och eng Rei Leit hei opzielen, ...

Une voix | Si haten och Inneministeren.

M. Gusty Graas (DP) | ... déi net onbedéngt och heibanne sëtzen, déi awer mat Sécherheet net Ärer Meenung sinn. Mee ech mengen, et geet jo elo haut net dorëms, et geet ëm eppes ganz aneschters.

(Interruption)

Nee, et geet och net ëm d'Fësch. Bon, ech mengen, et gëtt jo ...

(Brouhaha et hilarité)

... eng klassesch Ausso: „Ouni Waasser kee Liewen." Dat kléngt e bëssen, jo, e bëssen ofgedrosch, mee trotzdeem ass awer ganz vill do derhannert. Ech wëll och drun erënneren, datt schonn de griichesche Philosoph, den Thales von Milet, gesot huet: „De Prinzipp vun alle Saachen ass d'Waasser. D'Waasser ass alles, an d'Waasser kënnt alles zréck." An dach kréie mer leider all Dag Beispiller geliwwert, datt mir Mënschen net genuch héije Respekt vis-à-vis vum Drénkwaasser hunn. Mir sinn eis dem Stellewäert vun dem Waasser oft net genuch bewosst. A wa mer elo mol d'Qualitéit huelen – ech schwätzen elo mol reng da vun eise Gewässer hei zu Lëtzebuerg –, do brauche mir eis guer net ze bretzen, well d'Qualitéit vun eise Gewässer insgesamt hei zu Lëtzebuerg ass mëttelméisseg bis schlecht. Woubäi ech nach éischter géif soen, schlecht!

Wat awer elo d'Drénkwaasser ubelaangt, do muss een awer ganz éierlech sinn, do sinn an deene leschte Joerzéngten, an ech wëll dat wierklech betounen, ganz vill Efforte gemaach ginn. Mir kënnen eis glécklech schätzen, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng héich Qualitéit vun Drénkwaasser hunn, an dat ass och gutt esou. Mee dat wëllt awer net heeschen, datt mer net mussen zousätzlech ëmmer erëm Efforte maachen, fir op deem Niveau weiderhin Drénkwaasser kënnen ze liwweren.

Mir hunn och hei eng Rei Projeten an deene leschte Jore gestëmmt, déi dozou bäigedroen hunn. Dee Leschten, un deen ech hei wëll erënneren, dat ass dee vum SEBES, e ganz wichtege Projet, deen derzou bäigedroen huet an och wäert derzou bäidroen, datt d'Drénkwaasserqualitéit net nëmme garantéiert ass, mee datt och d'Drénkwaasserversuergung an deenen nächste Jore respektiv Joerzéngten hei zu Lëtzebuerg wäert séchergestallt sinn. Dat war den 20. Mee 2021. Awer, wéi gesot, mir hunn trotzdeem nach ganz grouss Erausfuerderunge virun eis.

Haut ass et ouni Zweifel e wichtegt Gesetz, wat mer stëmmen, quitte datt et eng Transpositioun ass vun enger europäescher Direktiv, mee si dréit derzou bäi, datt d'Qualitéit vum Drénkwaasser och an Zukunft wäert hei zu Lëtzebuerg garantéiert sinn.

Et ass keng nei Erkenntnis, ech mengen, et kommen ëmmer erëm zousätzlech cheemesch Produkter op de Maart; mir wëssen, datt dat och eng Inzidenz op d'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser huet. An dësem Gesetz ass jo och virgesinn, déi radioaktiv Substanze méi genee ënnert d'Lupp ze huelen. Et ass also wichteg, datt dagdeeglech Kontrolle gemaach ginn. An d'Madamm Thill, där ech och wëll Merci soe fir hire ganz gudde Rapport, huet jo dro higewisen, datt eng 12.000 Kontrollen hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Dat ass eppes, op dat mer ouni Zweifel kënnen houfreg sinn, wat awer och eng Noutwendegkeet ass.

Ech wëll och virun allem déi Liste de vigilance hei begréissen, déi ëmmer erëm am Fong geholl drop hiweist, datt mer mussen immens Efforte maachen, datt och virun allem effikass Kontrolle musse gemaach ginn.

Wa mer vu Kontrolle schwätzen, da brauche mer natierlech och déi noutwendeg Kontrollinstrumenter. Ech denken hei virun allem eeben, wéi gesot, och un d'Material. An dowéinst ass et wichteg, datt mer do och immens investéieren.

Spéitstens den 12. Juli 2027 soll elo eng Evaluatioun vun deenen Zone gemaach ginn, wou d'Drénkwaasser gewonne gëtt. Ech muss éierlech soen: Iwwert deen Datum kann een awer gedeelter Meenung sinn! Ech fannen, datt deen Datum nach vill ze vill wäit ewech ass. Mir sollten haut schonn ufänken, déi Efforten ze maachen. Mir sollte reegelméisseg, wéi gesot, déi Kontrolle maachen, well d'Waasser – d'Drénkwaasser virun allem! – ass eppes extreem Sensibeles. An et si jo vill Gemengevertrieder heibannen, an et wäert wuel kaum eng Gemeng heibanne sinn, déi net och scho Problemer mat hirem Drénkwaasser hat. A mir wëssen, datt dat vun enger Stonn op déi aner kann immens änneren. An dowéinst ass et also wichteg, datt mer dagdeeglech en Aen op d'Drénkwaasser hunn.

Da ginn am Fong geholl och d'Gemengen oder d'Fournisseure vum Drénkwaasser – dat si jo an éischter Linn d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater – drop higewisen, dass se sollen e sougenannten „Aktiounsprogramm" opstellen. Jo, do kann ee ganz kloer derhannert stoen. Mee ech wëll awer och soen, datt déi oft net an der Lag sinn, déi Aktiounsprogrammer ëmzesetzen. Mir brauchen also hei och d'Ënnerstëtzung vun de staatlechen Instanzen, an natierlech an éischter Linn vum Waasserwirtschaftsamt.

50 % vun eisem Drénkwaasser kënnt jo haut nach ëmmer aus Quellen. An da si mer natierlech ganz séier beim Quelleschutz. Mir wëssen, datt mer do ganz grouss Problemer hunn. Ech wëll och hei ënnersträichen, datt natierlech an deene leschte Joerzéngten eng Rei Efforte gemaach goufen, mee nach ëmmer net genuch. Da wiere mer natierlech och séier bei der Diskussioun iwwert d'Landwirtschaft. Déi soll een hei elo net verdéiwen, mee et ass awer trotzdeem en Element, wat een net kann einfach ignoréieren. Mir hunn nach wie vor Problemer mat enger ganzer Rei vu Quellen. De Quelleschutz ass also extreem wichteg a muss also an Zukunft ouni Zweifel nach méi verdéift ginn.

Dann ass jo och virgesinn, datt méi en Akzent soll op den Approvisionnement (veuillez lire: d'Verbesserung) vum Drénkwaasserschutz geluecht ginn. Dat ass ganz evident. An da si mer och séier bei de Fuitten. Och do muss ee ganz éierlech sinn, an ech mengen, och déi éierlech Responsabeler aus de Gemenge wëssen, datt dat e ganz grousse Problem ass, bei där enger Gemeng méi, bei där anerer Gemeng manner. Mee mir hunn natierlech Problemer mat de Fuitten am Kanalnetz. An och do sinn d'Gemengen natierlech an éischter Linn gefuerdert, fir reegelméisseg hiert Kanalnetz ze iwwerpréiwen an ze kucken, ob net ze vill Fuitten entstinn.

A wa mer schonn iwwer Leitunge schwätzen, och do gëtt et natierlech gewësse Problemer, wat virun allem déi Vetustéit vun den eenzelne Leitungen ubelaangt. Och do sinn d'Gemenge gefuerdert, fir permanent hiert Kanalnetz ze iwwerpréiwen.

An deem Gesetz hei gëtt jo dann och iwwert den Accès zum Drénkwaasser geschwat. Jo, dat ass e

wichtegt Element, woubäi ech mengen, datt een awer muss ganz éierlech soen: Dat ass elo e Problem, dee mir hei zu Lëtzebuerg manner kennen! Et kann net sinn, datt hei zu Lëtzebuerg nach Persounen net sollten Accès zu anstännegem Drénkwaasser hunn! Ech mengen, dat gëllt éischter fir aner Regiounen. Mee trotzdeem, och do musse mer drop hiweisen, datt et wichteg ass, datt all Mënsch hei zu Lëtzebuerg Accès zum normalen Drénkwaasser huet.

An da gëtt jo och hei am Fong geholl suggeréiert, datt d'Gemenge misste sougenannten „Drénkwaasserspender" opstellen. Bon, ech muss awer éierlech soen, dat ass awer näischt Neits. Also, ech kennen zumindest eng Gemeng, an et sinn der mat Sécherheet nach heibannen, déi dat schonn zënter Jore maachen, wat eng Selbstverständlechkeet ass. Duerfir muss een dat net onbedéngt an engem Gesetz zréckbehalen, fir datt d'Gemengen nach sollen opgefuerdert ginn, fir hei Drénkwaasserspenderen ze installéieren, wat fir mech jiddefalls eng Selbstverständlechkeet wier.

(Interruption par la présidence)

Ofschléissend, wéi gesot, ass dat heiten e ganz wichtegt Gesetz. Ech ginn awer ganz gären zou: Wann een d'Lektür vun deem Text mécht, dat wëll ech ënnersträichen, ass dat als Laien net esou evident! Ech mengen, hei beweege mer eis ganz séier am Beräich vu Spezialisten. Mee et ass awer wichteg, datt mer esou e Gesetz hei zréckbehalen. Et geet hei ëm d'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser, an do hu mer ouni Zweifel all Dag eng ganz wichteg Aufgab ze erfëllen.

Dowéinst wëll ech och am Numm vun der Demokratescher Partei hei ënnersträichen, datt et interessant ass, datt et wichteg ass, datt mer d'Gesetz haut hei stëmmen, well den Drénkwaasserschutz ass eppes Elementares. Oft gëtt dat leider ënnerschat dobaussen. Mir mussen zousätzlech Efforte maachen.

(Interruption par la présidence)

An dat Gesetz dréit derzou bäi, datt och an Zukunft den Drénkwaasserschutz hei zu Lëtzebuerg garantéiert ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. A virop emol direkt e grousse Merci un d'Madamm Jessie Thill, si huet dëse Gesetzesprojet wierklech an all Detail gutt erklärt.

Et ass eng Firma hei zu Lëtzebuerg, déi Reklamm mécht mat hirem Quellewaasser a seet, et wär d'Waasser vum Liewen. Bon, ech sinn e bësse wéi den Här Graas an ech géif et vläicht dann éischter e bësse mat Philosophen halen, déi soen: „D'Waasser ass d'Liewen. Et gëtt kee Liewen ouni Waasser." A wa mir hei déi Direktiv, déi europäesch Direktiv, ëmsetzen zu Lëtzebuerg, dann ass dat, fir natierlech jiddwerengem deen Accès ze garantéieren. An dat ass wichteg a gutt an dat wäerte mir selbstverständlech matstëmmen.

Och ech sinn e bësse verwonnert, dass ëmmer erëm déi Diskussioun hei opgeworf gëtt iwwert den eenheetleche Waasserpräis. An ech mengen, grad elo an dëser Zäit, wou jo awer d'Energien, sprech Elektresch, sprech Gas, sprech Masutt an esou weider, wou dat wierklech de Moment grouss an der Diskussioun ass, wou dat eng ganz grouss Importenz kritt huet, hunn d'Leit och wierklech de Wäert vum Waasser erkannt. An et ass net de Moment, fir elo iwwert d'Präisser ze diskutéieren, wou ee sech wierklech d'Fro ka stellen, wien am Endeffekt Gagnant wäert sinn a wou et bestëmmt och eng ganz Partie Gemenge géif ginn, wou de Waasserpräis dann och géif an d'Luucht goen. An ech mengen, dat ass jo genee dat, wat mer de Leit de Moment net wënschen.

Ech wéilt awer net ophalen, ouni ze rappeléieren, dass et awer op der Welt ëmmerhin nach 663 Milliounen Leit gëtt, déi keen Accès hunn op proppert Drénkwaasser. An ech wéilt rappeléieren, dass mer et effektiv hei mat engem Mënscherecht ze dinn hunn. Vergiesse mer dat net! Mee dass mer et hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen, ass elo mol eng gutt Saach. Dat anert däerf net vergiess ginn, a mer mussen och an déi Richtung schaffen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci fir de Rapport.

Ech wëllt just vläicht e puer Commentairë maachen. Dat Éischt ass: Virun e puer Deeg, mengen ech, ass eng Etüd publizéiert ginn, datt d'Drénkwaasser dacks besser ass wéi dat Waasser, wat een a Fläschen ze kafe kritt. An dat, mengen ech, ass och eppes ganz Interessantes, well vill Leit hunn de Reflex, an de Supermarché ze goen an do Waasserfläschen ze kafen, vun deenen ënnerschiddlechste Marken, woubäi se doheem zu engem Präis, dee weesentlech manner héich ass, dacks Waasser hunn, wat eng besser Qualitéit huet. Also dat ass natierlech jidderengem iwwerlooss, mee ech mengen, et sollt ee Vertrauen an d'Drénkwaasser hunn, wat aus dem Krunn kënnt.

Mee ech wéilt awer elo och profitéieren, fir eng oder zwou Froen ze stellen. Viru Kuerzem, och e bëssen am Kader Aménagement du territoire an esou weider, hat den Här Minister Turmes, dee jo och elo hei bei eis ass, an de Raum gestallt, datt mer jo geschwë kéinten iwwer eng Millioun Awunner hunn. Et ass jo nach, wann ech hie richteg verstanen hunn – e kann eis dat herno soen –, Plaz do fir op d'mannst 300.000 Leit, an dat alles an engem Zäithorizont, deen ee kann iwwerkucken. D'Fro ass: Wou kréie mer dat Waasser hier?

Mir hunn net esou vill Quellen am Land. Et gëtt elo dervu geschwat, datt mer d'Drénkwaasser aus der Musel huelen. Dat gëtt opbereet. Gutt, dat ass méiglech, aner Länner maachen dat och. Mee et stellt natierlech erëm ganz vill Erausfuerderungen, souwuel un de Verdeelersystem wéi och, fir dat Waasser propper ze halen an esou weider. Dat heescht, wéi ass dat geduecht, deen Eng-Millioun-a-méi-Awunner-Staat, deen awer elo hei vun der Regierungssäit envisagéiert gëtt? Wéi ass do d'Waasserversuergung?

Dobäi hu mer jo eng ganz Rei industriell Projeten am Land. Mir hu schonn ee groussen net realiséiert, ënner anerem mam Waasserargument. Wann Der Iech erënnert, do war d'Diskussioun jo, datt dat eng Fabrick ass, déi esou vill Waasser wéi Diddeleng oder Beetebuerg oder béides zesumme brauch, ech weess et net méi. Op jidde Fall ass dee Projet net realiséiert ginn. Elo hu mer aner industriell Projeten, wéi Google, vun deem een näischt méi héiert, wou een och en héijen Drénkwaasserverbrauch muss viraussetzen. Dofir, och do wier d'Fro un d'Regierung: Wéi ass et da mat esou industrielle Projeten an dem Drénkwaasserverbrauch? An och speziell da mat Google, wou si mer do drun?

Fuitten, Kläranlagen, dat ass ganz kloer, an ech muss soen, den Här Kaes huet do e Punkt, dat däerf een net klengschwätzen! Mir hunn eng ganz Rei ländlech Gemengen, grouss Gemengen, mat Kilometere vu Leitungen, déi mussen an der Rei gehale ginn, déi musse kontrolléiert ginn, déi mussen eng héich Qualitéit hunn. A mir kënnen déi ländlech Gemengen – an ech soen dat ganz kloer, ganz kloer –, am Éislek virun allem, mee och an anere Géigenden, net am Stéch loosse mat deene Käschtefacteuren, op deene se am Ableck sëtzen.

Also, dat ass eng Saach, hei héiert een; och gëschter hu mer déi eng oder aner héiere soen: „Ee Walbezierk hei am Land." Mee dat hei ass e Beweis, datt mer net sollen ee Walbezierk hunn, mee datt mer och eng regional Vertriedung an der Chamber brauchen, well wa mer elo hei ee Walbezierk hätten, an et wäre lauter Leit aus dem Süden an dem Zentrum hei an der Chamber, da géife just déi do Problemer net genuch thematiséiert ginn. Den Norden an den Osten, déi si schonn ënnerrepresentéiert, an da géife just Problemer wéi dat do, déi d'Leit am Norden elo speziell treffen, net genuch berücksichtegt ginn. Also, vun eiser Säit aus, mir ginn Iech eis Ënnerstëtzung.

Natierlech ass dee Punkt, deen och anerer gemaach hunn – et muss ee kucken, wéi een dat organiséiert, fir dat gerecht ze maachen –, komplett richteg, datt ee muss dorobber opmierksam maachen. An dofir wäert d'ADR och déi Motioun vun der CSV matstëmmen, well dat huet eng symbolesch Bedeitung, mengen ech, déi een awer kloer muss ënnersträichen.

An e leschte Punkt wëlle mer och maachen, wa mer schonn iwwert d'Waasser schwätzen, an och do si mer e bëssen an der Kompetenz vum Här Minister Turmes, an och do kann hien eis Äntwerte ginn. Mir liewen an Zäiten, wou déi eng oder aner Länner aktiv musse Previsiounen treffen, och mir, och wa mer e bësse manner exposéiert si wéi d'Nopeschlänner, fir e Blackout an der Energieversuergung. Mir haten dat elo, Frankräich ass concernéiert, Däitschland ass concernéiert. Näischt seet, datt mir net concernéiert sinn. Väicht ass de Risiko bei eis statistesch manner héich, wat awer net heescht, datt et net ka geschéien. E statistesche Risiko, deen niddreg ass, ass keng Garantie, datt eppes net geschitt. Dat heescht, och hei kann en energeetesche Blackout duerchaus kommen. An da geet natierlech och villes net, wat mat der Waasserversuergung ze dinn huet. Och dat muss ageplangt sinn. An dowéinst d'Fro un d'Regierung: Wat gëtt gemaach, fir am Fall vun engem Blackout d'Waasserversuergung vun der Populatioun awer kënnen zu all Ableck sécherzestellen?

Dat Gesetz hei stëmme mer mat. Mir sinn ëmmer e bësse skeptesch bei penale Sanktiounen, wa mer där afëieren; gutt, dat ass elo net hei eis Haaptconsideratioun. Et huet de Meritt, datt mer kucken, datt mer d'Qualitéit vum Waasser ofsécheren. Awer et gëtt eis och d'Geleeënheet, e kritesche Bléck op d'Waasserversuergung hei am Land ze werfen, wéi gesot, souwuel, wat den demografesche Wuesstum ugeet, déi industriell Dimensioun, wéi och d'Situatioun vun de ländleche Gemengen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dëse Gesetzesprojet setzt eng Reform vun der europäescher Drénkwaasserdirektiv ëm. Déi éischt

Fassung vun dëser Direktiv aus dem Joer 2018 war d'Suite vun der europäescher Biergerinitiativ Right-2Water, déi als Éischt esou Initiativ déi néideg Ënnerschréften erreecht huet, fir dass d'EU-Kommissioun sech huet misse mat der Thematik befaassen.

Déi zentral Fuerderung vun dëser Biergerinitiativ ass a war et, d'Recht op proppert Drénkwaasser an d'europäesch Legislatioun anzeschreiwen. Mir stelle fest, datt dat nach ëmmer net geschitt ass, och net mat der iwwerschaffter Fassung vun Enn 2020, déi mir elo haut mat dësem Gesetzesprojet ëmsetzen. Esou gesäit de Gesetzesprojet zwar vir, dass d'Gemenge gehale sinn, den Accès zu propperem Drénkwaasser fir all Mënsch ze verbesseren an oprechtzeerhalen, mee verbindlech Mesuren, fir datt dat och tatsächlech passéiert, gëtt et keng am Gesetz. Et bleift also bei enger gudder Absicht, mee verbindlech Reegelen, fir den Accès zu propperem Drénkwaasser fir jiddwereen ze garantéieren, gëtt et hei keng.

Interessant an natierlech och typesch ass de Pingpong tëschent Gemengen a Staat a Saache Responsabilitéit fir d'Anhale vu bestëmmte Qualitéitskrittäre vum Waasser. D'Gemengenautonomie ass zu Lëtzebuerg déi bescht Excuse ginn, fir mat näischt virunzekommen. Mir gesinn dat jo och am Logement. Mir hu generell e Problem mat dësem Hin an Hier a froen eis och, ob d'Regierung sech d'Saach hei net e bëssen ze einfach mécht. D'Gemenge sinn deelweis kleng a wéineg Leit si beschäftegt, fir sech op déi bescht Aart a Weis ëm d'Problemer ronderëm d'Drénkwaasser ze këmmeren. Besonnesch déi 23 Gemengen, déi net Member an engem Waassersyndikat sinn, well se op Quellewaasser zréckgräifen, sinn hei betraff. Si riskéieren, zukünfteg och vu Waasserknappheet betraff ze sinn, wa se net un e Syndikat ugeschloss sinn. Dofir menge mir, datt en Uschléissen un e Syndikat fir all Gemeng misst obligatoresch sinn an déi dofir néideg Investitiounen an d'Infrastruktur méi staark vum Staat sollte gedroe ginn.

Här President, mir begréissen awer bei dësem Gesetz, dass an den nächste Jore banne wéi baussen op ëffentleche Plazen an a Gebaier mussen Infrastrukture fir d'Accessibilitéit zum Drénkwaasser opgeriicht ginn. Den Accès zu propperem Drénkwaasser a Waasser fir de Sanitär op ëffentleche Plazen, duerch ëffentlech Fournisseuren, ass fir eis eng wichteg Pist, fir dem Recht op proppert Drénkwaasser an der Praxis och méi no ze kommen.

Eis Motioun virun e puer Méint am Kader vun der Debatt iwwert d'Offallgesetzer, déi genee dëst gefuerdert huet, ass zwar komplett ofgeleent ginn, mee wann et dann elo awer gemaach gëtt, stellt dat eis nawell zefridden. Déi onendlech Geschicht mat der gratis Karaff am Restaurantsberäich fënnt an dësem Gesetzestext hir nächst Episod. D'gratis Karaff soll elo encouragéiert ginn, obligatoresch gëtt se awer net. Am Laf vum nächste Joer soll jo déi bezuelte Karaff dann elo ulafen. Dat héiere mir awer scho säit Joren. Dass mir et hei net fäerdegbréngen, esou eng einfach an effikass Mesure ëmzesetzen, léisst op alle Fall déif blécken.

Här President, ofschléissend wëll ech nach e puer Wuert soen iwwert d'Privatiséierung vun der Fourniture vum Drénkwaasser am Krunn, déi an der Direktiv net ausgeschloss gëtt a soumat an Europa a verschiddene Länner weidergeet.

Zu Lëtzebuerg ass dat zwar net de Fall, an dat soll och esou bleiwen. Allerdéngs gëtt et och hei ganz problematesch Entwécklungen, wéi aktuell zu Jonglënster, wou Quellewaasser um Territoire vun der Gemeng soll privatiséiert ginn. Dat ass an eisen Aen inakzeptabel. Dat leeft total contraire zu der Biergerinitiativ Right2Water, déi sech kloer géint esou Privatiséierunge vum ëffentlechen an iwwerliewenswichtege Gutt ausgeschwat huet. Et ass ekologesch totale Quatsch, well hei Quellewaasser a Fläschen, also a Verpackungen, ofgefëllt gëtt. Firwat hu mir am Fréijoer hei e ganze Pak Gesetzer ofgestëmmt, déi jo grad d'Reduzéierung vun de Verpackungen zum Zil hunn?

Donieft ass et bedenklech, datt zu Lëtzebuerg Quellen, déi Drénkwaasser fir 65.000 Leit liwwere kéinten, veronrengegt sinn, a mir da Quelle wéi déi zu Jonglënster, déi nach Waasser a gudder Qualitéit liwweren, och nach privatiséiere ginn!

Wa mer zu Lëtzebuerg tatsächlech an 10 bis 15 Joer mat Drénkwaasserknappheet ze kämpfe wäerten hunn, esou wéi d'Waasserwirtschaftsamt an déi deemoleg Ministesch Carole Dieschbourg dat prognostizéiert hunn, da kënnen net Waasserreserve privatiséiert a fir kommerziell Zwecker aus dem Circuit geholl ginn. Dat ass de Géigendeel vu Precautioun, an dat versteet och kee Mënsch méi hei!

Dës Argumentatioune gëllen natierlech och nach a villen anere Länner, wou d'Leit keen Zougang zum Waasser hunn a grouss Multinationallen d'Waasser a Fläschen offëllen, fir et deier ze verkafen, an d'Leit da musse kilometerwäit Waasser siche goen, esou wéi d'Madamm Hemmen dat och virdru ganz richteg a gutt gesot huet. Och dofir musse mer eis asetzen, datt dat net méi dierf de Fall sinn.

Och an eisen Nopeschlänner hu ganz Stied mëttlerweil geschwë keen Drénkwaasser méi, wou dann de Buedem ofsackt. Dat ass och e ganz, ganz grousse Problem.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Weltwäit hunn iwwer 2 Milliarde Mënsche kee reegelméissegen Zougang zu Waasser, Millioune Leit hu keen Zougang zu propperem Waasser, wat leider och zu ganz ville Krankheetsfäll a virun allem leider och zu Doudesfäll féiert.

Zu Lëtzebuerg hu mer déi Situatioun net, an dofir musse mer eist Waasser schützen an och fir d'Zukunft virbereeden. Well och zu Lëtzebuerg verschount de Klimawandel eis net an och fir eis wäerten nei Erausfuerderunge kommen.

D'Drénkwaasser zu Lëtzebuerg hat bekanntlech, wann een et vergläicht mat internationalen Etüden, schonn ëmmer ee vun den héchsten Usprëch. Eist Drénkwaasser war och elo schonn onbedenklech, et ass et elo net réischt ab deem Gesetz haut. Scho fréier konnt een ouni Problem – ech liewen nach ëmmer, ech drénke vu Kand u vum Krunn – vum Krunn drénken, et war ni e Problem. Et ass eeben heiansdo méi hip, wann een iergendwellech gréng Fläsche mat italieeneschen Nimm komme léisst, fir déi dann ze drénken, wéi aus dem Krunn. Mee dat aus dem Krunn ass warscheinlech nach méi gesond wéi dat anert, gepanscht vun iergendenger grousser Schwäizer Firma, déi mat „N" ufänkt.

Dofir ass et wichteg, dass mer de Message ginn, dass mer soen: „Drénkt Waasser aus dem Krunn, et ass kontrolléiert an et wäert jo elo nach besser kontrolléiert ginn!"

Natierlech stellt sech d'Fro vun de Gemengen, et stellt sech d'Fro vum Kanal an et stellt sech d'Fro vum Präis. Domat sinn ech bei mir am Gemengerot scho länger amgaangen, ech hunn awer och schonn an der Chamber e puermol uklénge gelooss, dass mir Piraten kee Fan si vun der aktueller Präisstruktur. An do ginn ech elo net op den Eenheetspräis an, mee am Moment sinn einfach déi Fixkäschte vum Kanal esou héich, dass d'Verbëtze vum Waasser net genuch gestrooft gëtt par rapport zu deem, wat ee scho fix bezilt.

Do muss eng Ännerung kommen, soudass déi, déi ze vill Waasser verbrauchen – sief et fir Swimmingpoolen, fir den Auto dräimol den Dag ze wäschen, ech iwwerdreiwen elo –, déi einfach d'Waasser verbëtzen, méi mussen an de Portmonni gräife wéi déi, déi waasserschounend doheem wirtschaften an awer iwwert d'Kanalkäschten, iwwert déi Fixkäschten nach ëmmer en héije Präis bezuelen.

Gefillt sinn et 80 %, 90 % quasi, wat ee vu Fixkäschten huet, an de Rescht ass just variabel. Do misst den Taux komplett anescht sinn, dat heescht, quasi keng Fixkäschte méi an dofir immens héich d'Fudderen, déi ee benotzt.

En anere Problem, deen ech ëmmer gesinn, an dat hunn ech och bei de staatleche Gebaier schonn ubruecht: Et gefält mer einfach net, dass mer esou vill Drénkwaasser, wat jo propper ass, huele fir eis Toiletten! Dat ass ee Punkt! Anerer, ech hunn et virdru gesot, zwou Milliarde Leit op dem Planéit, hu keen Zougang zu propperem Waasser, a mir spullen et d'Toilette erof!

Wa mir nei Gebaier bauen, an ech hunn dat, oder mir am Gemengerot hunn dat elo fäerdegbruecht: Do hu mer elo eng Maison relais, déi fänkt d'Waasser op an da geet dat an d'Toilette. Et geet schonn an d'Bewässerung, mee et geet awer och elo nach zousätzlech an d'Toiletten. Well et ka jo net sinn, dass mir, …

(Interruption)

… dass mir Drénkwaasser benotzen, fir d'Toiletten erofzespullen! Dat ass e wichtege Punkt, wou mir och an Zukunft eng Kéier an all den Infrastrukturen, déi de Staat baut, eng Hand mussen upake fir dat Waasser.

Ech hat mer nach d'Restauranten opgeschriwwen. Jo, bei der Petitioun, do war ech deemools derbäi, et ass awer gefillt e bëssen esou ageschlof iergendwou dertëscht. Et hätt ee vill méi kënne maachen. Wann een e bëssen am Ausland ënnerwee ass, kritt ee scho mol d'office ëmmer Waasser dohinner gestallt.

M. Fernand Etgen, Président | Här Goergen, …

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | … d'Madamm Arendt …

Une voix | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | … protestéiert direkt, an ech mengen, och mat Recht.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ech wollt just soen: Ech hat de Minister och gefrot, wou en da géif mat senger Sensibilisatiounscampagne bleiwen. Här Goergen, Dir wësst jo awer, datt mer eng Pandemie dertëschent haten, tëschent dem Debat vun der Petitioun an der Sensibilisatiounscampagne. Et ass net grad ganz glécklech, wann d'Restauranten zou sinn, wa Karaffen, déi gedeelt ginn, eigentlech zu engem Moment, wou een net soll vill Kierperkontakt hunn, da lancéiert ginn. An dofir ass d'Campagne en retard geroden.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Arendt. An d'Wuert geet zréck un den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat gesinn ech genau anescht, well wärend der Pandemie hätten

d'Restaurateuren Zäit gehat, fir sech drop virzebereeden.

Une voix | O!

M. Marc Goergen (Piraten) | An, op där anerer Säit, Dir kënnt mer awer elo net ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... soen, dass eng Fläsch, déi Der offéllt hannert dem Comptoire, méi geféierlech ass, wéi wann Der eng Fläsch vun engem Softdrink oder soss iergendeppes erausschëtt. Et ass jo just de Garçon, deen dee Kontakt huet. Dee geet jo net mat där Fläsch duerch de ganzen ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Déi waren zou, d'Restauranten, wärend enger laanger Zäit!

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, mee dee geet jo net duerch de Restaurant an deelt dat aus. Et steet jo um Dësch, ganz normal, wéi eng Fläsch. Dir hutt jo scho verschidde Restauranten, déi maachen dat, ...

(Brouhaha)

... dat ass eng ganz normal Fläsch, do ass hire Logo drop, oder de Logo vun där Pompel. A bon, ech gesinn do kee Problem, dass iergendwellech Bakterie géifen drakommen, net méi, wéi wann Der eng vun enger Mark oder soss iergendeppes, oder eng Fläsch Wäin, géift bestellen, déi jo och de Serveur Iech brëngt.

Ech verstinn Är Argumentatioun, ech sinn awer dach der Meenung, dass mer scho kéinten d'Waasser an de Restauranten hunn an dass dat e ganz gudde Projet wär, deen och eisem Tourismus an eiser Gastronomie gutt géif stoen, wann een dat Waasser géif kréien.

Ech soe jo mol net, dass et muss gratis sinn. Et muss jo mol net gratis sinn, mee dass een dat Drénkwaasser kritt, anstatt dass een – an dat hunn ech oft, wann ech eng Pizza iesse ginn – keng aner Wiel huet. Da kritt een eeben dat Waasser vun deem Schwäizer Konzern dohinner gestallt. An da freet een nach: „Däerf ech da Krunnewaasser kréien?", an da seet de Restaurateur: „Nee." Bon, do hunn ech eng ganz aner Opfaassung. Mir hu gutt Drénkwaasser, dat kann och.

A jo, zum Projet wäerte mer natierlech Jo soen. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, zouverlässegt Krunnewaasser ass e wuessend Uleies vun der Bevëlkerung. Net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, wou de reegelméissege Konsum vum Krunnewaasser sech an deene leschte 15 Joer verduebelt huet, dat ass och scho gesot ginn, mee och europawäit. An och déi Right2Water-Initiativ ass scho puermol erwäänt ginn, déi wierklech e grousse Succès hat an 1,8 Milliounen Ënnerschrëfte gesammelt huet. An déi huet, wéi och scho gesot, zur Revisioun vun der Drénkwaasserdirektiv vun 1998 gefouert. Dës gouf an d'Weeër geleet an Enn 2020 vum Parlament a vum Conseil ugeholl.

D'Zil vun dëser Direktiv, déi bis den 12. Januar 2023 muss ëmgesat ginn, ass souwuel d'Recht vum Waasser, also den Droit de l'eau, wéi och d'Recht op Waasser ze verbesseren.

Och wann d'Virgängerdirektiv vun 1998 duerch e Règlement grand-ducal ëmgesat gouf, huet d'Regierung decidéiert, dës Direktiv duerch en Drénkwaassergesetz ëmzesetzen. D'Responsabilitéite leie bei mir als Ëmweltministesch a bei der Waasserverwaltung an och fir vereenzelt Attributioune bei der Direction de la santé a bei der neier Lëtzebuerger Verwaltung, déi fir d'Liewensmëttel zoustänneg ass, der ALVA.

Nach ier den Avant-projet ugeholl gouf, sinn net nëmmen déi verschidden aner concernéiert Ministèren, awer och wichteg Acteuren am Drénkwaasserberäich, wéi de Syvicol an d'Associatioun vun de lëtzebuergesche Waasserservicer, d'ALUSEAU, consultéiert ginn.

Den Text brëngt Ännerunge fir d'Drénkwaasserversuerger mat sech. An dat sinn zu Lëtzebuerg all d'Gemengen a sechs Gemengesyndikater. A mir kënnen och d'Gemengen nëmmen encouragéieren, sech engem Drénkwaassersyndikat unzeschléissen. Zwénge kënne mer se leider net, also, dat ass, mengen ech, gesetzlech och net méiglech.

Et ass elo scho gesetzlech verankert, an zwar iwwert den Artikel 42, dass d'Drénkwaasserversuerger an ëffentlecher Hand sinn, an duerch deen ass zu Lëtzebuerg eng Privatiséierung an eng Liberaliséierung vun Drénk- an Ofwaasserservicer ausgeschloss. Domat war Lëtzebuerg also scho virun der besoter europawäiter Petitioun ofgeséchert an d'Waassergestioun an ëffentlecher Hand.

Den aktuelle Gesetzesprojet ass op dräi regionalen Informatiounsversammlungen zu Eschduerf, zu Réiser an zu Berbuerg de Gemengevertrieder och virgestallt ginn.

Zum Inhalt vum Text ass et wichteg ze erwänen, dass als weesentlech Ännerung zum besteeënde Règlement grand-ducal vun 2002 Neierungen zur Waasserqualitéit an eng risikobaséiert Approche agefouert ginn. Duerch dës soll preventiv séchergestallt ginn, dass d'Drénkwaasserqualitéit och an Zukunft ëmmer den Normen entsprécht.

Dobäi wäerten d'Risiken op dräi Niveaue festgeluecht ginn: éischtens d'Drénkwaasserressourcen, sief et de Stauséi oder d'Grondwaasser; zweetens déi ëffentlech Drénkwaasserinfrastrukturen, sief et d'Leitungen, d'Behälter, Quellefaassungen oder d'Opbereedungsanlag, zum Beispill vun der SEBES; an drëttens d'Verdeelung vum Waasser an den Haiser.

Wat déi zwee éischt Niveaue betrëfft, huet Lëtzebuerg haut scho seng Aufgabe gemaach an huet op europäeschem Niveau eng Virreiderroll. Beim Ressourcëschutz gëtt et hei zu Lëtzebuerg duerch e Règlement grand-ducal op Basis vum Waassergesetz vun 2008 elo scho 45 Schutzzonen, an zousätzlech siwe weider Reglementer sinn nach an der Prozedur. Dat entsprécht ronn 80 % vun de Quellebuerungen an och dem Anzuchsgebitt vum Stauséi.

Meng Virgängerin am Ëmweltministère huet 2014 schonn erkannt, dass et mat Reglementer aleng net duergeet. Et muss um Terrain proaktiv mat allen Acteuren zesummegeschafft ginn. Dëst geschitt am Kader vu Moossnameprogrammer, déi vun den Drénkwaasserversuerger ausgeschafft an duerch d'Initiativ vum Ëmweltministère op regionalem Niveau ëmgesat ginn. Dëst, ënner anerem, mat der finanzieller Ënnerstëtzung aus dem Waasserfong, deen d'ailleurs och déi interkommunal Infrastrukturen zu 50 % kofinanzéiert.

Dës Moossnameprogrammer kréien duerch dat neit Drénkwaassergesetz eng zousätzlech legal Basis.

Wat d'Risikoanalys an den Drénkwaasserinfrastrukture betrëfft, do huet d'Waasserverwaltung de sougenannte „Water Safety Plan" fir Lëtzebuerg ausgeschafft a schafft an deem Kader och elo schonn aktiv mat den Drénkwaasserversuerger zesummen.

60 % vun de Gemengen a Gemengesyndikater hunn dëse Water Safety Plan, och LuxWSP genannt, schonn ausgeschafft op Basis vun engem Instrument, dat fräiwëlleg benotzt ka ginn an dat virun allem de klenge Gemengen ënnert d'Äerm gräift. Fir déi innovativ Approche vum LuxWSP huet d'Waasserverwaltung um internationale Plang Luef an Unerkennung kritt, notamment vun der UNECE an och vun der Weltgesondheetsorganisatioun. Mir sinn trotzdeem flexibel an akzeptéieren och aner Outilen, déi den Ziler vun der Direktiv gerecht ginn.

Dat zukünftegt Gesetz gesäit e Certificat d'excellence vir, deen dem Drëpsi-Label, dee mer jo kennen, elo eng legal Basis gëtt an dee Gemengen a Gemengesyndikater, déi eng virbildlech Roll am Beräich vun hiren Drénkwaasserinfrastrukturen hunn, belount.

Eng nei Aufgab, déi op d'Proprietäre vu Gebaier an Haiser duerkënnt, ass eng Risikoanalys vum Drénkwaasser a verschiddene Gebaier wéi Schoulen, Klinicken oder Appartementshaiser. Dës Drénkwaasserinfrastrukture falen net ënnert d'Responsabilitéit vun de Gemengen als Drénkwaasserversuerger, ausser an deene Gebaier, déi de Gemenge gehéieren, an an deem Fall sinn d'Gemengen als Proprietär gefuerdert.

Heizou wäerten d'Waasserverwaltung an d'Direction de la santé eng national Strategie opstelle mat Fokus op prioritär Gebaier, wéi zum Beispill Altersheimer.

Weider Ännerunge vum Gesetz betreffen d'Parameteren, déi d'Waasserqualitéit definéieren. Hei spillen elo zum Beispill Legionellen a Mikropolluanten eng méi grouss Roll. Zousätzlech heizou ginn d'Grenzwäerter vu verschiddene Substanze méi streng, wéi zum Beispill déi vum Bläi.

Zousätzlech wäerten ab 2024 d'Drénkwaasserversuerger hir Fuitten an de Verdeelungsnetzer all Joer ënnersichen an zesumme mat der Waasserverwaltung kucken, wéi dës kënne reduzéiert ginn.

Wéi schonn ufanks erwäänt, ass de verbesserten Zougang zu propperem Waasser net nëmmen e wichtege Bestanddeel vum Gesetz, mee och e besonnescht Uleies vu mir selwer. Op ëffentleche Plazen a Gebaier kréien d'Leit zum Beispill iwwer Bornes-fontaines e gratis Zougang zum Drénkwaasser. Och dëst ass hei schonn diskutéiert ginn.

Bis allerspéitstens 2029 soll jiddwereen an allen ëffentleche Gebaier Zougang zu Drénkwaasser kréien. Et ass mir awer e wichtegt Uleies, dass mir dëst scho vill éischter hikréien an esou kënne mat guddem Beispill virgoen an dem Beispill vun der Stad Lëtzebuerg an och der Aktioun Refill nokommen.

Och Restauranten a Kantinne solle Krunnewaasser gratis zu engem niddrege Präis ubidden. Dëst ass keng Obligatioun, mee et gëtt explizitt am Text encouragéiert.

D'Vertrauen an d'Krunnewaasser baut op enger transparenter Kommunikatioun vun den Analyseresultater, mee och op de Verbrauch op. Dës noutwendeg Informatioune sollen d'Gemengen an Zukunft iwwert d'Waasserrechnungen, mee och iwwer Internetsäite liwweren.

Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier erwänen, dass d'Krunnewaasser dat beschtkontrolléiert Liewensmëttel ass an dass 99 % vun den Analysen um Krunn konform zu den Norme sinn, déi haut schonn am Règlement grand-ducal vun 2002 festgeluecht sinn.

Dëst Reglement, dat ass scho gesot ginn, gëtt parallell zu dësem Gesetz ofgeschaaft.

Dat neit Gesetz ergänzt ganz gutt d'Strategie, déi d'Regierung sech ginn huet, fir d'Drénkwaasserversuergung och laangfristeg ze sécheren. Dës Strategie baséiert op dräi Pilieren, déi zesummenhänken, an déi hat ech am September an dëser Ronn och schonn eng Kéier presentéiert: Deen éischten ass d'Waasserspueren, deen zweeten ass de Schutz vun de bestoende Ressourcen an deen drëtten d'Erschléissung vun neie Ressourcen.

Waasser spueren, virun allem dat, wat fir aner Notzunge wéi fir ze drénken, kachen oder fir Hygièneszwecker genotzt gëtt, soll an Zukunft eng méi grouss Bedeitung kréien, fir eis Versuergungssécherheet laangfristeg ofzesécheren. Och hei lafe scho Projete mat Fuerschungspartner fir ze kucken, wéi mer zum Beispill beim Uebst- a Geméisbau kënnen op aner Ressourcen zréckgräife wéi op d'Drénkwaasser.

Och d'Qualitéit vu bestoende Ressourcë muss weider verbessert a geschützt ginn. Dat neit Gesetz wäert d'Professionaliséierung vun der Waasserversuergung duerch d'Gemengen a Gemengesyndikater an domat d'Vertraue vum Bierger an d'Waasser stäerken. E méi enkt Zesummeschaffe vu Gemengen, souwuel an den Drénkwaasserschutzzone wéi bei der Verbindung vu Reseauen a bei den Ënnerhaltsaarbechten, wäert noutwendeg ginn.

Vläicht e lescht Wuert awer nach zum Waasserpräis. Et sinn och schonn, mengen ech, vill Äntwerten hei komm an dëser Ronn. De käschtendeckende Waasserpräis souwuel am Drénk- wéi och am Ofwaasser ass am Artikel 12 vum Waassergesetz vun 2008 festgeluecht. Déi genau Modalitéite sinn a verschiddene Circulairen am Detail festgehalen an de Berechnungsschlëssel, deen d'Waasserverwaltung ausgeschafft huet, rechent d'Käschten aus, déi eng Gemeng duerch hir Infrastrukturen – an déi si nun emol bei all Gemeng anescht –, awer och fir hir Betribskäschten huet.

Och e Reequilibrage a Fonctioun vun der geografescher Lag an dem ekonomesche Kontext gëtt gemaach. Esou ginn zum Beispill a ländleche Gemengen d'Käschte vun de méi laange Verbindungsleitungen zwëschent den Dierfer net matconsideréiert.

D'Waasserpräiskäschte kënnen op véier Secteuren ëmgelagert ginn.

M. Aly Kaes (CSV) | Madamm Minister, déi mussen awer bezuelt ginn! Pardon fir ze ënnerbriechen.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Jo, ech kommen herno nach eng Kéier op de Präis zréck. Also, Haushalter, Industrie, Landwirtschaft an Horeca, do kann also och eng Distributioun gemaach ginn.

Et sief bemierkt, dass, …

Une voix | … zu Wëntger …

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable |… Stand haut, am Dezember 2022 eréischt een Drëttel vun de Gemengen e konforme Waasserpräis huet, dee vun der Waasserversuergung aviséiert a vum Ministère de l'Intérieur approuvéiert misst ginn.

An der Moyenne si laut OECD d'Ausgaben duerch de Waasserpräis an engem duerchschnëttleche Stot a just fënnef Länner vun der EU proportional gesi méi niddreg wéi zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir hu vergläichsweis e relativ niddrege Präis. Voilà.

Mir verschléissen eis awer kenger Diskussioun vun enger Upassung vun der Berechnung vum Waasserpräis, wann de Kontext dat sollt justifiéieren. A bei den Energiepräisser elo ass et vläicht och wichteg, dass mer eng Kéier driwwer schwätzen, wéi d'Syndikater hir Statuten dann och vläicht benotzen, déi d'erneierbar Energien am Moment och nach zum Deel verhënneren. Wat jo och kéint hëllefen anzespueren.

Eng weider Optioun wäert et an eisem zukünftege PNEC gi fir ze kucken, wéi mer kënne mat de Gemengen zesummen eeben och d'Käschten, oder d'Energie, déi mer brauchen, fir d'Waasser ze rengegen, kënne spueren, also, dass mer do eng Aart Pakt, e Klimapakt fir eeben déi dote Servicer an Zukunft wäerten entwéckelen.

Voilà. Et gouf och eppes iwwer Google gefrot, do gouf et eng Question parlementaire, et gouf der eng ganz Rei, an déi lescht eréischt am November, déi op genau déi do Fro äntwert, dofir wëll ech elo hei net drop agoen. Den EIE-Rapport ass nach ëmmer amgaang, gemaach ze ginn. Bon, mir waarden do nach op méi Informatiounen als Regierung.

Vläicht nach just zum Blackout: Et gëtt eng Aarbechtsgrupp am HCPN, déi den Detail fir esou eng Situatioun ausschafft, mee et gëtt och elo schonn e Plan d'intervention d'urgence eau potable, deen eng Blackout-Situatioun och elo schonn ofspigelt. Dat heescht, do gëtt et schonn eng Äntwert.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dialog an eng gutt Zesummenaarbecht vun alle betraffenen Acteuren, Gemengen, Staat, och Privatstéit, ass vun zentraler Wichtegkeet bei der Ëmsetzung vun dëse wichtege Reegele fir de Schutz vun eisem Drénkwaasser. E proppert Drénkwaasser ass eis Liewensgrondlag an e wichtege Bestanddeel vun eiser Liewensqualitéit.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. An direkt Parole après ministre fir den Här Aly Kaes.

M. Aly Kaes (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech muss eppes soen: Ech fannen et schued, datt eeben hei an deem Haus dat alles politesch esou diskutéiert gëtt! Dat do ass ee Punkt, …

(Brouhaha général)

… dee misst ee wäit do driwwer… Jo, Dir kënnt laachen, Dir kënnt alleguerte laachen, mee dat do ass esou e wichtegt Theema, dat ass esou wichteg, liewenswichteg! Et ass puermol gesot ginn, datt et vläicht gutt wier, wann een dat aneschters kéint diskutéieren, mee dat ass net méiglech! Duerfir wëll ech dat och net weider developpéieren.

Ech wëll awer der Madamm Minister soen, jo, datt grad eng Rei Syndikater am Ofwaasserberäich, oder virun allem een, deen ech besser kennen, alles mécht, fir alternativ Energie ze produzéieren, an och schonn deen een oder deen anere Projet developpéiert huet, deen amgaang ass, ëmgesat ze ginn, fir eeben alternativ Energie anzesetzen. An da muss ech och erëm soen, wann ech esou vill Leitungen, Pompelen an enger Topografie hunn, wéi se eeben am Éislek ass, jo, a wann ech esou dacks muss d'Waasser an d'Ofwaasser pompelen, da brauch ech grad do déi Energie. Wann ech awer op där anerer Säit dat erëm muss op eng Gemeng verrechnen, wou relativ wéineg Bierger si par rapport zu där enormer Infrastruktur, da brauch ech jo kengem eng Zeechnung ze maachen, datt dat doten net ze stemmen ass fir déi Gemengen.

A wa mir och e Plafonnage maache vum Waasserpräis, dann ännert dat am Fong guer näischt. Jo, direkt gëtt de Bierger an engem bestëmmte Sënn entlaascht. Indirekt falen d'Käschten op seng Gemeng, wat derzou féiert, datt iergendwou d'Gemeng erëm muss déi Suen erakréien. A wou geet se déi Sue sichen? Wat ass eng Gemeng? Dat sinn d'Bierger, déi an där Gemeng liewen! Also muss ech awer erëm iergendwou d'Sue siche goen. Well déi 50 %, déi Dir erwäänt hutt, Madamm Minister, dat ass wonnerschéin, jidderee weess awer mëttlerweil, datt dat net 50 % bei villen Infrastrukture sinn. Jo, et muss een Ärem Ministère zegutthalen, datt versicht gëtt, grad am ländleche Raum awer eppes Klenges dropzeleeë par rapport zum urbane Raum, fir de Käschten e wéineg entgéintzekommen. Fakt ass awer, datt dat bei Wäitem net duergeet! Frot mol eng Kéier déi Responsabel vun de ländleche Gemengen, wéi d'Situatioun ass, wat déi Infrastrukturen am Waasser an am Ofwaasser ubelaangt, wat dat fir Käschte sinn, déi einfach net ze stemme sinn!

Jo, et war elo keng Fro, mee et huet awer misse gesot ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An dann huet d'Madamm Simone Beissel d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel (DP) | Jo. Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt der Madamm Minister häerzlech Merci soen. Si huet eng ganz gutt Presentatioun gemaach vun all den Neierunge vun deem neien, wichtege Gesetz.

Ech soen dem Aly Kaes och Merci. Mir kenne seng Soucien, vu dass mer jo och am SEBES sinn, wou d'DEA, den Nordsyndikat, och derbäi ass. An ëmmer dat mat Ären Transportkäschten an Äre Quantitéiten, déi Der braucht, ech mengen, dat ass e Souci, dat hale mer um Radar.

Mee ech huelen eigentlech d'Wuert hei, well ech wollt e puer Saache soen, éischtens dem Fernand Kartheiser, dem Marc Goergen an nach anere Leit. Dat Éischt ass: Hu mer genuch Waasser? Wéi ass eis Waasserversuergung? Dat anert ass: Firwat gëtt net méi Waasser vum Krunn gedronk? An dat Drëtt ass: Wéi ass et mat dem Waasser, fir eis Toiletten ze spullen?

Ech wëll dem Här Kartheiser soen – den Här Kartheiser weess ganz vill Saachen, mee e weess eebe just net ëmmer alles –, dass mir hei zu Lëtzebuerg Honnerte vu Quellen hunn. Mir haten effektiv d'lescht Joer e Problem, well Dir hutt vläicht héieren, do war de Metazachlor ESA, deen huet e ganze Koup vun eise Quelle verseucht. Du si se aus dem Betrib geholl ginn.

Mir hunn awer d'Chance, dass mer mat Aktivkuelefilteren, also Aktivkuel mat Ozon, mat Ultraviolett, e ganze Koup vun deenen Déiercher, praktesch bis 98 %, erausgefiltert kréien, a mer hunn iwwerall Traitementsinstallatioune gemaach, fir d'Quellen erëm lues a lues operationell ze kréien. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: D'Captagë vun de Quellen duerch d'ganzt Land, dat si ganz nei Technologien. Et gëtt ganz vill horizontal gebuert, wou mer den Debit vun de Quelle ganz anescht kënne maachen, wou mer vill méi Waasser kënnen erauszéien. Dat ass dat Zweet.

Dat Drëtt ass: Dir hutt héchstwarscheinlech awer matkritt, dass mer zu Eschduerf, a mir hu jo hei e Finanzéierungsgesetz geholl virun e puer Méint, eng riseg nei Waasserstatioun eeben opriichten, well déi zu Esch-Sauer, déi aus den 1960er-Joren ass, net méi kapabel ass, wou mer zwar ganz vill nogerüst hunn, fir eeben dem Wuesstum vun eiser Populatioun à moyen an à long terme gerecht ze ginn.

Momentan ass et esou, dass mer zu Esch-Sauer mat deem, wat mer erauszéien, den Dag op 89.000 Meterkibb, 89.000 Fudder, kënne kommen. Doniewent hu mer dräi Sécherheetspëtze ronderëm d'Land. Wann

e Problem ass mat dem Stauséi, kënne mer es aus deenen dräi Pëtzen nach e Koup zéien; déi hate mer och am Asaz, wéi de Metazachlor ESA eis eebe geplot huet.

Elo baue mer déi nei Statioun, déi geet bis op minimum 110.000 pro Dag, wou mer kënnen eropfueren, wat mer kënnen all Dag zéien, wat mer ausgerechent hunn. A wéi gesot, d'Pëtze sinn och dobäi, soudass mer wierklech d'Land kënne mat dem SEBES-Waasser ofsécheren.

D'SEBES-Waasser ass geduecht als zweet Standbeen hei. Mir encouragéieren all d'Gemengen, fir massiv hir Quellen an der Rei ze halen, fir massiv ze kucken, dass se autonom sinn. An d'SEBES-Waasser ass geduecht, fir eebe just en zweet Standbeen hei an deem Land ze maachen, wann iergendwéi Soucië sinn, fir all Mënsch ze hëllefen.

An, wéi gesot, et sinn nach ëmmer e puer Gemengen, déi hunn u sech genuch Quellewaasser, déi sinn net un d'SEBES ugegliddert. Mir hunn awer schonn éfters héieren, also Dir hutt dat jo bestëmmt och héieren, dass Momenter am Summer sinn, ëmmer ronderëm den 20. Juni an den 1. Juli, wou d'grouss Picke si vun deem, wat hei gebraucht gëtt vu Waasser. Déi Momenter – Dir wësst, wéi et esou waarm war –, dann ass et e Risiko, do haten op eemol e puer Gemengen hei, déi Dir gutt kennt, Bakterien am Waasser, an da si se ëmmer schlecht drun, well se net u SEBES-Leitungen hänken, da musse se kucken, wéi se domat eens ginn.

Dat wollt ech Iech soe vun der Waasserversuergung.

Dat Drëtt, dat ass, dass mer amgaange sinn, grouss Etüden ze maachen, an d'Musel gëtt et hier, fir elo …

(Interruption par la présidence)

… an Zukunft, wann et nach net sollt duergoen, e System ze maachen, dass mer kënne Musel-Waasser huelen. Dat gëtt zwar eng grouss …

(Interruption par la présidence)

… Opbereedung. An de Problem ass: D'Opbereedung kréie mer hin, mee et gëtt grouss Leitungen ze zéie fir an d'Bannescht vum Land eran, dass mer do nach eng aner Méiglechkeet kréien, fir hei am Land Drénkwaasser zousätzlech ze produzéieren.

Dat also, fir dass Der Iech keng Suerge musst maachen, Här Kartheiser. Dir kënnt de Moment roueg schlofen, dat Land hei ass ofgeséchert mat Drénkwaasser!

(Brouhaha)

Zweete Souci, deen Der gesot hutt: Firwat drénken net méi Leit Krunnewaasser?

Här Kartheiser, …

(Interruptions)

… mir hunn hei an deem Land bal zwee …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Beissel, Dir musst geschwënn zum …

(Interruption)

… Schluss kommen, well mir sinn amgaangen, eis relativ wäit vum Gesetz, …

Mme Simone Beissel (DP) | Jo, nee, et ass gutt, ech wollt just ganz, …

M. Fernand Etgen, Président |… wat mer haut um Ordre du jour hunn, ze entfernen.

Mme Simone Beissel (DP) | Jo, et ass gutt. Ech wollt him awer, ech äntwerten him awer …

M. Fernand Etgen, Président | Dat kënnt awer doduerch, datt d'Riedner alleguer wäit ewech ware vum Bestanddeel vun deem Gesetz, wat mer haut diskutéieren.

Mme Simone Beissel (DP) | Den Här Kartheiser huet sech awer selwer Froe gestallt, an duerfir wollt ech him Äntwerte ginn.

(Brouhaha général)

Ech wollt Iech just soen: Mir hunn 200 Nationalitéiten hei am Land, an et si ganz vill Leit, déi si scho vu Kand u mat der Waasserfläsch gezillt ginn, well se aus Länner kommen, wou se ni d'Chance haten, fir aus engem normale Krunn Drénkwaasser ze zéien, well hiert Waasser verseucht war. Dofir si mer edukativ amgaangen. Do ass den Drëpsi, d'SEBES, d'ALUSEAU, all Mënsch hëlleft, …

(Interruption par la présidence)

… iwwert d'Schoulen, fir eeben d'Kanner …

(Interruption par la présidence)

… ze eduquéieren, an d'Kanner eduquéieren d'Elteren, dass se kënnen hei zu Lëtzebuerg Waasser vum Krunn drénken.

Dat Drëtt a Lescht ass, dass mer amgaange sinn, grouss Etüden ze maachen, fir Growaasser ze installéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Madamm Beissel, Dir musst awer elo zum Schluss kommen.

Mme Simone Beissel (DP) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Parole après ministre ass och op fënnef Minutte beschränkt.

Mme Simone Beissel (DP) | Entschëllegt.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools fir déi wäertvoll Informatiounen a Prezisiounen.

Mme Simone Beissel (DP) | Ok, leschte Saz:

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | An dann huet nach den Här Clement d'Wuert gefrot.

(Hilarité générale)

Mme Simone Beissel (DP) | D'Growaassere ginn installéiert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Sou, …

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement huet d'Wuert gefrot, …

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | … laang virun Iech, Här Kartheiser!

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Interventioun vun der Madamm Beissel huet elo grad bewisen, datt et eebe grad wichteg ass, datt mer heibannen och nach politesch mateneen diskutéieren. An do ginn ech dem Aly Kaes dann Onrecht. Ech si frou, datt mer e Parlament hunn, an deem och politesch diskutéiert gëtt a wou mer net nëmmen ofnicken, wat da presentéiert gëtt. An ech hoffen, datt dat och an Zukunft esou bleift, an datt d'Madamm Beissel eis och nach an Zukunft e puermol kann …

(Interruption)

… mat hiren Erfarungen, wat d'Waasser ubelaangt, ënnerhalen. Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci och fir déi do Prezisiounen, Här Clement. An da Parole pour fait personnel fir den Här Kartheiser.

Plusieurs voix | A!

Une voix | O!

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President.

Une voix | Sch!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt eigentlech ufänken an der Madamm Beissel felicitéieren, net nëmmen …

Une voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) |… fir déi vill Saachen, déi si weess, mee och, well se elo Member vun der Regierung ass offensichtlech …

Une voix | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | … well ech hat jo eigentlech d'Regierung gebieden, op zwou Froen ze äntwerten. Déi Äntwerte krut ech nëmmen héchstens deelweis!

Déi éischt Fro war un den Här Minister Turmes geriicht: Seng eege Perspektiven iwwer 300.000 Leit, déi sollen an deenen nächste Joerzéngte bäikommen, mol net a wäiter Zukunft, wéi ass dat mat der Waasserversuergung do geplangt?

Ech mengen, Dir kënnt jo elo, Här Minister Turmes, vläicht soen, datt d'Madamm Beissel alles gesot huet. An deem Fall huele mer zur Kenntnis, datt dat vläicht eng, soe mer mol, net ganz substanzéiert Äntwert wär.

An dat Zweet ass dat mat der Musel, do hu mer jo och elo héieren, datt d'Madamm Beissel u sech dat confirméiert huet, wat ech och gefrot hat, nämlech, datt dat eng Optioun wär. Mee awéiwäit ass dat eng Optioun? Wat wär dann domadder alles verbonnen, och vu Qualitéitskontrollen?

An déi drëtt oder déi zweet Fro, déi ech Iech gestallt hat, de Blackout, do huet jo awer d'Madamm Minister Welfring e bëssen drop geäntwert, dat ass dat mat deenen industrielle Projeten. Well mir schwätzen hei iwwer Drénkwaasser, a mir hate jo scho Projeten, déi net realiséiert goufen, ënner anerem mat dem Argument vum Waasserverbrauch. Mir hunn am Ableck den Dossier Google, wou de Waasserverbrauch och eng grouss Fro ass, an och do hu mer haut keng Äntwert kritt.

An ech bieden d'Regierung nach eng Kéier, a selbstverständlech, wann d'Madamm Beissel fir d'Regierung wëllt schwätzen, ka si och schwätzen, mee ech bieden d'Regierung, dach dem Land emol ze soen, wou mer mat deene Froen dru sinn. Well den Här Minister selwer huet déi demografesch Entwécklung an de Raum gestallt. Da soll en eis wannechgelift och soen, wéi dat mat der Waasserversuergung fir 300.000 zousätzlech Leit an Zäit vu 25 Joer soll geplangt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech stelle fest, datt allkéiers, wann d'Theema Waasser op der Agenda ass, eng Rei Deputéierter d'Waasser net kënnen halen. An elo huet d'Regierung d'Wuert.

(Hilarité)

Une voix | O!

(Hilarité)

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci, Här President.

(Hilarité)

A pardon, ech muss opstoen, entschëllegt.

Merci, Här President.

Zu der Waasserversuergung: Dat ass eppes, wat ech, wéi gesot, am September hei och schonn eng Kéier virgestallt hunn. Et gëtt eng Strategie, déi drop berout, dass mer, wéi ech och virdru gesot hunn, fir d'éischt probéieren, de Konsum anzegrenzen, fir eis besteeënd Quelle besser ze schützen. Ech mengen, d'Madamm Thill huet ganz kloer gesot, wivill Quelle mer am Moment nach am Uergen hunn, déi mer mussen an eng besser Qualitéitssituatioun kréien, fir dass mer déi och kënnen notzen. An zousätzlech si mer amgaangen, an dat ass jo och elo schonn ugeklongen, eng Etüd ze maachen – déi ass nach net ofgeschloss, fir dann op déi Fro ze äntwerten –, wéi mer an Zukunft eventuell kënnen d'Muselwaasser notzen, fir zousätzlech Sécherheet ze ginn, wat d'Drénkwaasserversuergung ugeet.

Wat d'Projeten ugeet, do hu mer hei zu Lëtzebuerg jo schonn Etappen an eiser Gesetzgeebung. Mir hunn d'EIEen, dat sinn Etüden, déi gemaach ginn am Virfeld bei gréissere Projeten, bei eenzelne Projete fir ze kucken, wat dat fir Impakter kéint bréngen. An opgrond vun esou Etüden an am Kader vun eisen Autorisatiounsprozedure ginn déi Impakter am Virfeld ofgeschat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Welfring. Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7995. Den Text steet am Document parlementaire 7995[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7995 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer elo zum Ofstëmme vun der Motioun, déi den Här Kaes deposéiert hat. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Jessie Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Merci fir dës Motioun. Bon, ech mengen, et ass scho ganz vill gesot ginn, ech hale mech elo kuerz. Fir eis ass d'Recht op proppert Waasser méi wéi just duerch de Waasserpräis oder Ofwaasserpräis definéiert, mee et geet och ëm d'Drénkwaasserschutzzonen, ëm den Invest an d'Infrastrukturen an d'Astandhaltung vun dësen. A wann de Präis net käschtendeckend ass, dann hu mer jo och fir d'Gemengen net genuch Incentiven, fir dës Infrastrukturen och a Stand ze halen, fir dran ze investéieren. An dofir géif ech u sech menger Fraktioun recommandéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Thill. Da freet den Här Yves Cruchten d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also, déi Diskussioun hei ass jo net nei an ech mengen, dass mer och schonn e puermol esou Motioune wéi déi heiten oder änlecher hei diskutéiert hunn, oder Proposen. Hei gëtt jo dann eigentlech proposéiert, dass mer sollen en eenheetleche Waasserpräis maachen, wat dann deene Leit géif zegutt-kommen am Präis, déi am ländleche Raum wunnen. Dat ass natierlech richteg.

Et muss een dann awer och éierlecherweis hannendru soen, dass dat fir Honnertdausende Leit hei am Land bedeite géif, dass de Waasserpräis méi deier gëtt. An déi Informatioun, déi feelt awer dacks, wa mer doriwwer schwätzen.

Den Här Kaes schreift a senger Motioun, an do huet en natierlech Recht, dass et Ongläichheete gëtt tëschent de verschiddene Gemengen hei am Land. Dat ass richteg beim Waasserpräis, mee dat ass och richteg a ganz villen anere Saachen. Dat ass och grad esou wouer an den Offalltaxen, oder ech géif soen, bei alle kommunalen Déngschtleeschtunge gëtt et Ënnerscheeder tëschent de Gemengen. Do gëtt et ënnerschiddlech Tariffer, awer och ënnerschiddlech Déngschter, déi d'Leit kënnen an Usproch huelen. An dat schéngt mer an där Hisiicht normal ze sinn

Ech soen awer och elo, zum Beispill, d'Wunnengspräisser, déi sinn och net déi selwecht am ganze Land. Dat géife mer eis vläicht wënschen, mee se sinn et awer net.

An da géif ech mengen, dass dat heiten, deen eenheetleche Waasserpräis, och net eng Fuerderung vun de Lëtzebuerger Gemengen ass. Ech kucken de President vum Syvicol, …

(Interruption)

… dee ka mer do vläicht widderspriechen, wann ech net Recht hunn, mee souwäit ech weess, ass dat doten och net d'Positioun vun de Lëtzebuerger Gemengen.

An duerfir géif ech dann och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An dann huet den Här Graas d'Wuert gefrot.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Bon, ech hunn et virdru scho gesot, ech si liicht verwonnert, dass d'CSV elo op eemol in globo hei en eenheetleche Waasserpräis fuerdert. Dat ass en neie Moment, deen huele mer zur Kenntnis.

Une voix | Et stoung am Walprogramm!

M. Gusty Graas (DP) | Fréier, fréier huet sech dat limitéiert op deen een oder deen anere Vertrieder vun der CSV.

Une voix | Jo, genau.

M. Gusty Graas (DP) | Ech wëll just de Kolleege vun der CSV soen: Kommt, mir maachen net d'Béchs vun der Pandora elo hei op! Ech hu Verständnis, wa Leit aus dem rurale Raum d'Meenung vertrieden, datt se, bedéngt eeben duerch verschidden zousätzlech Ausgaben, aner Tariffer musse verrechnen, mee da féiere mer déi Diskussioun awer op engem ganz aneren Niveau. Da schwätze mer iwwer ganz aner Aspekter. Ech mengen, den Yves Cruchten huet dat elo schonn hei duerchblécke gelooss. Da schwätze mer zum Beispill iwwert déi Gemengen, déi national Industriezonen op hirem Terrain hunn, déi extreem zousätzlech Ausgaben hunn. An national Industriezonen droe bäi zum Wuelstand vum Land, dat heescht, déi Gemengen droen also och zur Solidaritéit insgesamt bäi. Duerfir fannen ech awer, déi Diskussioun hei soll een net ze vill aus engem – an dat ass elo net pejorativ gemengt – ze vill isoléierte Bléckpunkt gesinn, mee déi muss ee global gesinn.

Nach eng Kéier: Wa mer déi Diskussioun do ufänken, da musse mer se awer op ganz aner Echelonen och nach féieren! An da weess ech awer net, wéi déi Diskussiounen ausginn!

Dofir nach eng Kéier: Mir sinn och um Niveau vun der Autonomie communale hei! D'Gesetz ass ganz klipp a kloer. Wien ass kompetent fir d'Waasserversuergung hei zu Lëtzebuerg? Dat sinn d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater, also mussen och d'Gemengen, d'Gemengesyndikater, d'Tariffer fixéieren.

Wa mer also elo deklinéieren, datt hei am Fong geholl muss en Unitéitspräis festgehale ginn, gräife mer och an d'Autonomie communale an. Well déi eenzel Gemengen hu ganz aner Ausgaben. Dir hutt aner Ausgaben zu Tandel wéi mir am Süden. Dat kann een net matenee vergläichen. Dowéinst géif ech wierklech do virdru warnen, déi Diskussioun elo hei …

(Interruption)

… unzefänken, well da féiere mer se op engem ganz aneren Niveau. An da weess ech net, wéi se endegt, an dat wier och net gutt fir d'Solidaritéit insgesamt hei zu Lëtzebuerg. An deem Sënn géif ech duerfir och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech verstinn dem Aly Kaes seng Argumentatioun an och d'Uleies, mee wéi ech virdru scho gesot hunn, hu mir eng komplett aner Iddi vum allgemenge Waasserpräis, wéi e soll opgestallt ginn. An do wär dann een eenheetleche Waasserpräis net déi Formule, déi mer wéilten huelen, wa mer gäre méi d'Litere verrechne wéi de Fix. Ech weess, dat ass eng ganz aner Iddi. Duerfir wäerte mir dat doten haut net kënne matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech hat et virdrun ugedeit: Mir

wëssen och, datt vläicht déi Léisung, déi den Här Kaes eis proposéiert, net déi bescht ass, a mir sinn op, fir dat ze diskutéieren, wat ee ka maachen. Mee awer dee Message, deen en eis haut gëtt duerch déi Motioun, deen huele mir ganz eescht an dat wëlle mer wierklech och ënnerstëtzen.

Elo setzt Iech emol an d'Haut ... Ech verstinn, hei ass deen een oder anere Kommunalpolitiker, deen denkt natierlech mat Recht och un d'Interessie vu senger Gemeng. Mee ech mengen, mir sollten dat awer elo mol national kucken a mir sollten eeben déi Solidaritéit weisen, déi den Här Kaes wëllt vun eis afuerderen. An ech mengen, en huet Recht. Setzt Iech emol an d'Haut vun enger Gemeng am Norden, déi et mat engem ganz héije Käschtepunkt an deem do Beräich ze dinn huet. Denkt och un d'Kläranlagen, déi mer hei viru Kuerzem nach diskutéiert haten, an aner Ausgaben. An den Här Kaes huet Recht, wann hie seet, datt déi finanziell Méibelaaschtung awer de Leit an anere Servicer erëm muss ewechgeholl ginn. An déi Leit hu scho Problemer, wann Der elo d'Busverbindungen an esou weider kuckt, déi méi schlecht si wéi zum Beispill am Süden, an am Ableck och déi héich Sprittpräisser, fir iwwerhaapt kënnen op d'Aarbechtsplaz ze fueren, oder ënnerbrachen Zuchlinnen. Et gëtt esou vill spezifesch Situatiounen an deene ländleche Gemengen, da musse mer där Saach dach Rechnung droen. Mir wëlle jo awer och e Land, an deem mer kënne vu virera soen, datt mer wa méiglech an alle Gemengen ongefäier déi selwecht Wunnqualitéit wëllen hunn an änlech Servicer ubidden, vun der Sécherheet ugefaange bis zu deene Grondversuergungen, Verkéiersproblematik an esou weider.

An dofir ass dat, wat den Här Kaes eis haut proposéiert, esou wichteg an och, mengen ech, legitiméiert. Dat ass, fir eis op déi Problematik opmierksam ze maachen an déi Solidaritéit anzefuerderen, déi mer awer och all deene Leit schëlleg sinn, déi an deene ländleche Gemenge wunnen.

An dofir wäerte mer dat heiten als ADR ënnerstëtzen, quitte datt mer wëssen, datt mer iwwert déi perfekt Léisung wäerte musse weider diskutéieren, fir do wierklech eng Gerechtegkeet an en ausgeglachene Modell, en ausgeglachene Rechemodell, ze fannen.

Awer d'Richtung ass richteg. An dofir wäerte mir d'CSV hei ënnerstëtzen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also mir verstinn och ganz gutt d'Uleies vum Här Kaes a mir fannen och, datt ee vläicht misst doriwwer eng Kéier diskutéieren. Mee mir sinn awer och net fir dës Motioun, well mir, genau wéi d'Piraten, e ganz anere Point de vue hunn, an datt mer einfach soen: Een, dee vill Waasser verbëtzt, dee muss och méi bezuele wéi een, deen op säi Waasser oppasst! An dofir, dat ass einfach nëmmen iwwert de Präis ze reegelen, et passt een einfach nëmmen op eppes op, wat eppes kascht. Wann eppes näischt kascht, da passt een op näischt op!

Op där anerer Säit ass et awer kloer: Wann een d'Reseaue vun der Gemeng kuckt, an d'Gemengen hu vill Ausgaben, da misst ee vläicht kucken, wéi een dat kann arrangéieren iwwert de Ministère, fir do eng Léisung ze fannen, fir awer wierklech deene klenge ländleche Gemengen – an ech schwätzen elo vun der Gemeng selwer an net vun deenen, déi d'Waasser huelen – ze hëllefen, fir do iergendwéi awer trotzdeem iwwert d'Ronnen ze kommen.

An duerfir e grousse Merci fir déi Ureegung vun dëser Diskussioun. Ech mengen, datt déi och nach wäert an där nächster Zäit weidergefouert ginn an deenen zoustännege Kommissiounen. Ech hoffen et op alle Fall.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Aly Kaes.

M. Aly Kaes (CSV) | Jo. Merci, Här President. Ech muss awer soen, ech sinn erstaunt, besonnesch iwwert dat, wat den Här Graas gesot huet. Ech wëll dem Här Graas just soen, datt mir och eng Zone d'activité an där Gemeng hätten, wa mer se geneemegt kritt hätten. Heibanne si Leit, déi dat ganz genau wëssen. Ech wëll net méi dozou soen.

Da wëll ech soen: Wann aus dem urbane Raum Leit an de ländleche Raum kommen, an do ginn Touristeweeër an all Méigleches ënnerhalen, kilometerweis ënnerhalen, da kascht dat Suen an dann ass dat och fir d'Qualitéit vun de Bierger. Och dat misst een da jo mat an d'Diskussioun bréngen. Mir hu besser, déi do Diskussioun, déi do Béchs, wéi Der dat esou schéi gesot hutt, net opzemaachen, ...

Une voix | Très bien!

M. Aly Kaes (CSV) | ... well do hätte mir, ...

(Interruption)

... do hätte mir, ...

M. Gusty Graas (DP) | Genau! Genau! Dir sot elo dat Richtegt. Voilà, genau. Jo.

M. Aly Kaes (CSV) | ... esou munches ze bidden an där Hisiicht!

Fakt ass, nëmmen iwwert de Wee vun engem Eenheetswaasserpräis, esou wéi mer an anere Beräicher och Eenheetspräisser hunn ... Ech ginn nëmmen ee Beispill: Majo zum Beispill den Timber. Den Timber kascht fir op d'Wemperhaart ... Jo, Dir laacht elo, Här Graas, fir e Bréif op d'Wemperhaart ze bréngen ass et vill méi wäit als wéi hei zu Lëtzebuerg an der Stad, vun der Post an d'Rue du Commerce. Dat ass relativ kuerz, ech kenne mech relativ gutt an deem Eck aus, ...

M. Gusty Graas (DP) | Et ass awer net d'Kompetenz vun der Gemeng, fir de Präis vun engem Timber festzeleeën.

M. Aly Kaes (CSV) | ... well den LCGB jo do säi Siège huet.

Ech wëll nëmme just domadder soen: Mir kënnen där doter Fäll, där doter Beispiller, jee Gemeng opzielen. Mir schwätzen hei – an dat wëll ech nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, an do war jiddereen där selwechter Meenung – vun deem Wichtegsten, wat mer brauche fir ze liewen: Dat ass d'Waasser! „Ouni Waasser kee Liewen", ass e puermol gefall. Genau dat!

An da muss ee soen: Mir schwätze vu Solidaritéit a mir schwätze vun Ongläichheeten, déi ee soll eliminéieren. Mee wann ech alles dat huelen, da gëtt et nëmmen ee Wee, an dat ass den Eenheetswaasserpräis!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. Dann huet den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, Här President. Also ech bleiwen nach ëmmer der Meenung, och no der Diskussioun hei, dass déi Motioun hei, esou wéi se hei proposéiert gëtt, net d'Léisung ass, och net zu all deene Problemer, déi hei opgeworf ginn.

Mee et mierkt een an den Diskussiounen hei, dass et vläicht awer net vu Muttwëll wär, wa mer eis eng Kéier géifen an enger Kommissioun ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... Zäit huelen, fir iwwert d'generell Problematik ze schwätzen.

D'Madamm Ministesch huet elo nach eng Kéier betount gehat, dass wuel d'Distanzen tëschent den Uertschafte consideréiert ginn, zum Beispill bei staatleche Subventiounen an hei an do. Dofir géif ech proposéieren: Mir sollten déi hei Motioun ofstëmmen. Mir wäerten als Partei zwar dergéintstëmmen. Mee awer déi Diskussioun iwwert de Waasserpräis, ech mengen, d'Gesetz ass vun 2008 – wann ech mech net ieren, war den Här Halsdorf do nach Minister, ass dat richteg? –, ...

Une voix | Jo.

M. Yves Cruchten (LSAP) | ...do ass et schonn derwäert, fir am Joer 2023 dann nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen, a wann et nëmmen an der Kommissioun ass, fir dass mer och erëm eng Kéier Vergläicher kréien. Dat war deemools eng lieweg Debatt 2008, dann ass et vläicht gutt, wa mer elo no esou vill Joren nach eng Kéier de Point maachen a kucken: Wou si mer drun? A wéi sinn déi Ënnerscheeder effektiv?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen, nach dräi Wuertmeldungen. Fir d'éischt den Här Roth.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Ech wollt awer gären dem Här Cruchten äntwerten. Ech mengen, et ass richteg, dass een doriwwer diskutéiert. Mee et dierf een et effektiv net eleng op de Waasserpräis resuméieren. Dat ass fir mech ganz kloer. Et muss ee méi breet diskutéieren. An duerfir, déi Motioun, et kann een derfir oder dergéint stëmmen, mee et wär effektiv am beschten, et géif neutral a méi breet diskutéiert ginn, wéi den Här Graas et och gesot huet. Ech sinn op där Linn.

D'Zil kann eng Kéier sinn, iergendwéi méi Gerechtegkeet an de System eranzekréien, ob dat awer e Prix unique de l'eau ass, dat ass eng aner Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Halsdorf. Dann ass et um Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, den Här Halsdorf huet d'Stoussrichtung virginn, an ech kann dat ënnerstëtzen, am Numm vun eiser Fraktioun, wat den Yves Cruchten proposéiert huet. Mir stëmmen iwwert déi Motioun elo of, jiddweree stëmmt, wéi en dat fir richteg fannt. Mee längerfristeg musse mer souwisou kucken, ob dat d'Stad Lëtzebuerg ass oder Esch oder eng ländlech Gemeng: Dir wësst alleguerten, wat eng Kläranlag kascht, an déi kleng Gemengen, ob se am Syndikat sinn oder net, déi packen dat guer net. Véiert Klärstuf, finanziell ass dat net méi ze droen!

An ech mengen, dat, wat eis Positioun ass, dat ass, dass ee mëttelfristeg net derlaanscht kënnt, dass eng Kéier d'sämtlech Gestioun vun der Waasserzouliwwerung méi zentraliséiert gëtt an dass och d'Waasserklärung méi zentraliséiert gëtt, well dat ass de Wee, fir dass een op méi en harmoniséierte Waasserpräis vun donidde vu Mondorf bis uewen op d'Wemperhaart kënnt, mat alle Considératiounen, déi gemaach ginn haut de Mëtteg.

An ech mengen, an deem Sënn wiere mir d'accord, dass iwwert d'Motioun géif ofgestëmmt ginn, an dass dann awer och den Optrag vun dëser Chamber haut wier, dass an noer Zukunft eng Kéier generell déi Diskussioun – no 14 Joer Waassergesetz – dann eng Kéier nei gemaach géif ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech ka mat deem, wat den Här Roth elo grad gesot huet, total averstane sinn.

An: „Ehre, wem Ehre gebührt." Ech wëll just soen, dass den Här Halsdorf deemools a senger Fonctioun als Inneminister ganz vill Drock aus deem doten Dossier erausgeholl huet, andeems en de maximale Präis fixéiert huet, soudass och eng ganz Rei Gemenge guer net méi nom Käschtendeckungsprinzipp funktionéieren. Do ass ganz vill Drock erausgeholl ginn, an dofir verstinn ech ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | ... déi haiteg Diskussioun éierlech gesot net. Ech mengen, mir hätten haut sollen driwwer schwätzen, wéi mer d'Waasserqualitéit zu Lëtzebuerg verbesseren, a mir lande schlussendlech erëm an enger leideger Präisdiskussioun, déi mer am Fong och schonn hei iwwerstanen haten.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

(Interruption)

Da freet den Här Aly Kaes eng allerleschte Kéier d'Wuert.

Plusieurs voix | A!

M. Aly Kaes (CSV) | Ech wëll dann awer dem Här Kersch soen: Och wa mer e Plafonnage maache vum Waasser, da bleiwen d'Käschten identesch déi selwecht! Wa mer dann och nach higinn, mir hate souguer ee Moment e Modell, oder mir hunn e Modell, wou gesot ginn ass: „Dat gëtt net berücksichtegt tëschent den Dierfer!" Jo, et ass einfach: Mir réckelen d'Dierfer einfach fest zesummen! An alles dat, wat dertëschent läit, wie bezilt dat? Natierlech d'Gemeng. Natierlech d'Gemeng! An dat bleift un der Gemeng hänken. A wann Dir mir erkläert ...

A grad den Här Kersch, muss ech awer soen! Ech wëll och déi Béchs elo net hei opmaachen, well dat ass nach vill méi ongerecht! Dat ass dat: Ech wëll just drun erënneren, bei der Gemengefinanzreform ass genau dat eenzegt Element, wat där doter Richtung e wéineg entgéintgewierkt huet, erausgeholl ginn, nämlech d'Fläch gëtt net méi berücksichtegt an et gëtt nach just de Bierger berücksichtegt, dat heescht d'Persoun. An domadder huet eng extreem grouss Gemeng wéi d'Gemeng Wëntger – ech schwätze mol vun där gréisster, déi d'Land huet, d'Gemeng Wëntger – nach vill méi Problemer, fir d'Enner zesummenzekréien. Sou, elo soen ech näischt méi, Här ...

Une voix | Très bien!

(Brouhaha général)

M. Dan Kersch (LSAP) | Frot emol den Här Mischo, wéi e seng Sportshal géif bezuelen, wann d'Gemengefinanzreform net komm wier.

Une voix | Oh là là!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

Une voix | Oh là là!

Une autre voix | O wéi bëlleg!

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da komme mer elo zum Vott ...

La même voix | O wéi bëlleg!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, Président | ... vun dëser Motioun an diskutéieren duerno de Sujet vum Waasserpräis an der Kommissioun weider. Mir kommen elo zum Vott vun der Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 24 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Léon Gloden, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Jean-Marie Halsdorf ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

5. 8116 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Mir kommen elo zum Projet de loi 8116 iwwert d'Bäihëllefen, fir d'energeetesch Renovatioun an Transitioun ze promovéieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech schwätzen elo guer net vum Waasser, mee vun den erneierbaren Energien am Beräich vum Logement.

Mat dësem Projet de loi, dem 8116, komme mer zréck op dat modifizéiert Gesetz vum 23. Dezember 2016, mat deem mer en Ënnerstëtzungsregimm fir déi rational Notzung vun der Energie a fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien am Beräich vum Logement agefouert haten. Am Mäerz vun dësem Joer goufen dës Aidë schonn eemol no uewen ugepasst an och méi breet opgestallt. An haut geet et drëms, enger Decisioun aus dem Tripartite-Accord gerecht ze ginn an d'Moossnamen nach weider ze verstäerken.

D'Zil besteet doran, déi energeetesch Sanéierungen a Renovatiounsaarbechten am Beräich vum Logement nach e Krack ze beschleunegen an d'Energietransitioun op déi Manéier an deem Beräich ze förderen. Hei ass et wichteg ze betounen, datt de Plan national énergie climat, de PNEC, en ambitiéise Renovatiounstaux vun 3 % am Joer um Niveau vum Bâtiment virgesäit an domat och d'Verbesserung vun der energeetescher Effikassitéit an deem Beräich.

Dat bedeit, dass dëse Projet de loi, wéi vill anerer iwwregens, sech net nëmmen an den Tripartite-Accord aschreift, mee och an de Kader vum PNEC. Méi speziell handelt et sech éischtens ëm d'Erhéijung vum Bonus, deen ausbezuelt gëtt, wann e Menage eng al Chaudière, déi op Basis vu fossillen Energië funktionéiert, duerch eng Chaudière ersetzt, déi mat erneierbarer Energie bedriwwe gëtt; hei schwätzt ee vum „bonus de remplacement". An deem Fall gëtt de Bonus vun 30 % op 50 % eropgeschrauft am Fall, wou d'Installatioun tëscht dem 1. November 2022 an dem 31. Dezember 2023 bestallt ginn ass oder bestallt gëtt. D'Rechnung muss spéitstens den 31. Dezember 2025 etabléiert sinn.

Renforcéiert ginn zweetens dann och déi finanziell Hëllefe fir Fotovoltaikanlagen a fir déi energeetesch Renovatioun am Beräich vum Logement. Hei gëtt e Supplement vu 25 % op de bestoende finanziellen Hëllefe mam Numm „Klimabonus" agefouert, dëst ënnert der Konditioun, datt den Demandeur sech engagéiert, seng Installatioun entweeder am Modus vun der Autoconsommation oder innerhalb vun enger energeetescher Communautéit, zum Beispill enger Kooperativ, lafen ze loossen. Mat dëser Erhéijung gëtt dann och de finanzielle Plaffong vu 50 % op 62,5 % vun den effektive Käschte vun der Installatioun eropgesat. Fir eligibel ze sinn, muss d'Anlag tëscht dem 1. Januar 2023 an dem 31. Dezember 2023 bestallt ginn an d'Rechnung muss hei spéitstens den 31. Dezember 2025 virleien.

Déi drëtt Dispositioun betrëfft den energeeteschen Assainissement vun enger Wunneng. Eligibel sinn hei engersäits d'Konstruktiounselementer, déi gebraucht ginn, fir eng thermesch Isolatioun ze realiséieren, an anerersäits d'Elementer, déi fir d'Mise en place vun enger kontrolléierter mechanescher Ventilatioun noutwendeg sinn. Bei dësem Volet gesäit de Projet de loi vir, datt de Klimabonus mat zousätzleche 25 % verstäerkt gëtt. De finanzielle Plaffong gëtt hei vun den aktuelle 50 % op zukünfteg 62,5 % vun den effektive Käschten eropgesat.

Déi éischt Demande, fir en Accord de principe fir dës Subsiden am Virfeld ze kréien, muss tëscht dem 1. Januar 2022 an dem 31. Dezember 2023 eragereecht ginn oder eragereecht gi sinn, wärend d'Rechnung spéitstens den 31. Dezember 2025 muss virleien.

Entspriechend dëse Moossname gëtt de Règlement grand-ducal vum 7. Abrëll 2022 mat den Ausféierungsbestëmmunge vum Gesetz modifizéiert. Wichteg ass hei ze bemierken, nieft de virgenannten Dispositiounen, datt och eng weider Moossnam geplangt ass: Se besteet doraus, datt eng Installatioun, déi de Stockage vun der produzéierter Elektrizitéit erméiglecht, och fir Fotovoltaik-Aiden eligibel gëtt. Dëse Volet wäert iwwert d'Modifizéierung vum genannte Règlement grand-ducal gereegelt ginn, an d'Konditioun, déi dofir erfëllt muss ginn, ass déi, datt dës Installatioun zur gläicher Zäit wéi d'Fotovoltaikanlag installéiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, domat hunn ech den Inhalt vun dësem Projet de loi schonn integral virgestallt a kommen nach kuerz zu den zwee Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen.

Deen éischte staamt vum Staatsrot, dee keng Objektioun formuléiert huet, wuel wëssend, datt et sech hei ëm eng Dispositioun oder ëm Dispositiounen handelt, déi scho bei hirer Aféierung vum Staatsrot deemools guttgeheescht gi waren. Am Projet de loi vun haut geet et, wéi gesot, just drëms, dës Moossnamen ze verstäerken, wat beim Staatsrot keen Ulass zur Kritik ginn huet.

Den zweeten Avis koum vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi och näischt un dësem Projet de loi auszesetzen hat.

Deposéiert gouf en den 8. Dezember 2022 vun der Ëmweltministesch Joëlle Welfring, an nodeems mer an der Kommissioun eemol iwwert de Projet geschwat hunn, eis ausgetosch hunn, huet d'Kommissioun mäi Rapport den 20. Dezember 2022 majoritär ugeholl.

Domat wär ech schonn um Schluss a gi ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun, déi dës Richtung voll a ganz ënnerstëtzt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice, dem Josée Lorsché, villmools Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir ënnerstëtzen dat hei. Mir fannen, dass dat an déi richteg Richtung geet.

Fir eis ass de Wee vun der Energietransitioun, souwuel wat d'Betriber wéi och wat hei déi privat Menagen ubelaangt, deen, fir d'Leit mat an d'Boot ze huelen an duerfir och déi Ënnerstëtzungen ze ginn. Ech weess, dass dat eng Rei finanziell Mëttele vum Staat verlaangt. Et sinn awer d'Mëttele vun der Allgemengheet fir eng Zilsetzung, déi mir och zu 100 % deelen!

Den zweete Punkt ass deen, dass mer awer net wëllen, dass entre-temps fir déi Leit, déi net vun haut op muer kënnen op eng Wärmepompel ëmklammen, net eng gewësse Stigmatisatioun kënnt, well mir musse wëssen, dass 59.000 Stéit hei am Land nach aleng mat Masutt hëtzen, an déi kënnen dat, besonnesch am ländleche Raum, net vun haut op muer maachen. Well och mat deene Subventiounen, déi hei bezuelt ginn, mat soziale Subventiounen, déi gegeebenefalls jo nach kënnen zousätzlech bezuelt ginn, ass dat net ëmmer fir d'Leit finanziell maachbar.

An en drëtte Punkt, dee mer wëlle soen: Jo zu deene verstäerkte Subsiden, mee mir wëllen och, dass déi einfach, fair an onbürokratesch kënnen ausbezuelt ginn, an dass d'Leit net mussen ze laang op d'Ausbezuele vun deene Subsiden an der Praxis waarden.

Dat gesot, stëmme mer dat Gesetz hei mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci. Merci fir d'Wuert, Här President. Fir d'éischt e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché, déi eis dat ganz pedagogesch a ganz in extenso erklärt huet. Merci hir fir de schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi gesot, hei ass eng vun de Mesuren, déi festgehale gi waren am Accord Tripartite an déi och hiren Néierschlag am PNEC fannen. Fir eis als Demokratesch Partei ass et natierlech evident, dass mer trotz der Energiekris, oder et misst ee soen, grad wéinst der Energiekris, déi energeetesch Transitioun musse weider virundreiwen.

Déi héich Energiepräisser si fir eng Rei Leit och den Ureiz, fir sech Gedanken ze maachen, fir hiren eegene Stroum ze produzéieren, hiert Haus besser ze isoléieren oder hir al Masutts- oder Gasheizung erauszegeheien an duerch eng Pelletsheizung respektiv eng Wärmepompel auszetauschen.

An et ass wichteg, dass mir an der Politik déi positiv Dynamik ënnerstëtzen, déi d'Leit weider encouragéiert, op dëse Wee ze goen. An dofir kënne mir als Demokratesch Partei dëse Gesetzesprojet an déi hei drunhänkend Hëllefen natierlech nëmmen ënnerstëtzen; Hëllefen, déi, wéi d'Madamm Lorsché et erkläert huet, no uewen ugepasst ginn.

Erneierbar Energien, dat ass net nëmme gutt fir de Klima, mee dat ass och gutt fir de Portmonni, an doweinst ass et och wichteg, dass mer derfir suergen, dass esou vill Leit wéi méiglech och dovunner kënne profitéieren. An dofir wéilt ech eng Lanz briechen heibannen, Dir hutt et an aneren Dossieren, och am Kader vun de Budgetsdebatte gesot: Mir mussen a verschiddenen Theemefelder d'Leit nach besser informéieren iwwert déi Hëllefen, déi se effektiv kënnen zegutt hunn. Ech mengen, et ass do wichteg, dass mer Efforte maachen, fir d'Leit weiderhin nach besser ze informéieren.

Nei ass hei an deem Projet, dass och d'Batterien, fir de Solarstroum ze späicheren, subventionéiert ginn, wann d'Fotovoltaikanlag fir d'Eegeconsommatioun installéiert gëtt. Dat ass an eisen Aen e ganz sënnvolle Schratt, vu dass déi erneierbar Energië bekanntlech relativ volatill sinn an et doweinst och an Zukunft schwéier wäert bleiwen, fir de Stockage vum grénge Stroum sécherzestellen. An dofir ass et gutt, dass och an déi do Richtung investéiert gëtt.

D'Dispositioune vun dësem Gesetzestext sinn zäitlech begrenzt a gëllen och nëmme fir déi nei PV-Anlagen. Et wär also net vu Muttwëll, sech Gedanken ze maachen, fir e generelle Subsid anzeféiere fir de Stockage vun erneierbaren Energien, fir dat nach virunzedreiwen, och fir déi Leit, déi doheem norüste wëllen.

Voilà, ceci étant dit, ginn ech natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann et vill méi kuerz maachen, well d'Kolleege virdru schonn dat Weesentlechst gesot hunn. Ech soe selbstverständlech der Madamm Lorsché villmools Merci fir hir ganz gutt Rapporten, an deenen alles dran ass, wat ee muss wëssen.

Et ass jo net esou, wéi wa mer de Krich an der Ukrain gebraucht hätten, fir dass mer géife mierken, dass d'Mënschheet déi ökologesch Transitioun muss fäerdegbréngen, mee et ass awer, mengen ech, och esou, dass duerch dee Krich ville Leit déi Urgence vun där Transitioun méi bewosst ginn ass.

Mat deem Gesetz hei komme mir eisem politeschen Zil e gutt Stéck méi no, dass de Choix vun den erneierbaren Energië fir all Mënsch hei am Land muss accessibel ginn. Et muss een awer och soen: Et läit do nach en déckt Stéck Aarbecht virun eis, wa mir wëlle méi op erneierbar Energië setzen a manner ofhängeg gi vun Energieimporter aus dem Ausland.

18 %, mengen ech, vun eisem Stroumverbrauch ginn den Ament duerch Eegeproduktioun assuréiert – den Här Energieminister korrigéiert mech, wann ech hei Zuelen nennen, déi net méi aktuell wieren –, vun deenen 18 % si 15 % grénge Stroum an déi aner 3 % si Stroum aus Quellen, déi eigentlech net erneierbar sinn. De ganze Rescht vun eiser Energie, dee musse mer importéieren.

Wann ee sech déi rezent Entwécklungen ukuckt, da gesäit een allerdéngs och, datt mir eis awer an déi richteg Richtung beweegen: Tëscht Juli 2021 a Juli 2022 ass d'Unzuel vu Fotovoltaikanlagen am Land ëm ganzer 6 % geklommen a läit elo bei ronn 9.200 där Anlagen. Dobäi hu mir zu Lëtzebuerg och 19 gréisser Fotovoltaikzentralen, déi allkéiers Stroum produzéiere kënne fir eng 400 bis 900 Stéit. 11 weider där Fotovoltaikzentrale sinn nach an der Maach.

Mat dësem Gesetz ënnerstëtze mir also déi doten Dynamik, an dofir ginn ech och ganz gären den Accord am Numm vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text. An ech géif mech och nach eng Kéier dem Wonsch vum Här Roth uschléissen, dass mer wierklech alles drusetze fir ze kucken, dass déi Hëllefen, déi mer de Leit verspriechen, sou séier wéi méiglech ukommen. Ech weess, dass d'Regierung do elo amgaangen ass, grouss Efforten ze maachen, mee alleguerten déi Leit, déi bauen oder déi transforméieren – Dir wësst alleguerten, wat dat am Moment kascht –, déi si warscheinlech zum Deel souguer dorop ugewisen, dass déi Subside séier kommen. Dofir wäerte mer Iech an all deene Mesuren ënnerstëtzen, déi Der kënnt huelen, fir dass dat méi séier soll goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Lorsché fir hire Rapport.

Et ass esou, datt den Här Cruchten an den Här Roth eppes gesot hunn, deem ech mech och direkt wëll uschléissen, dat ass, wat d'Delaie vun de Remboursementen ugeet. Ech mengen, mir hate schonn dacks beim Staat esou Situatiounen, datt mer Réckstänn haten, an dann ass et awer ëmmer méiglech gewiescht, Leit ze engagéieren, och kuerzfristeg, an déi ze forméieren, fir esou Réckstänn opzeschaffen. Ech hunn héieren, dat géif och zum Deel gemaach ginn, mee ech wär wierklech frou, Här Minister, wann d'Regierung do elo alles géif maachen, well et ass genau esou, wéi den Här Cruchten elo gesot huet: D'Leit sinn dorobber ugewisen a mir kënnen eis do Delaien net erlaben!

Wat elo hei dat Gesetz ugeet, do si vläicht zwou Saachen ze soe vun eiser Säit: Dat Éischt ass, mir wëlle keng Benodeelegung vu Leit, déi fossill Energien hunn. Et gëtt Plazen oder Haiser, wou dat iwwerhaapt net méiglech ass, hir Heizungen ëmzerüsten. Mir wëllen net, datt déi Leit iergendwéi benodeelegt ginn. Mir ënnerstëtzen eng fräiwëlleg Transitioun op déi aner Energiequellen, déi erneierbar Energien, wéi se hei ugeduecht sinn, mir wëllen awer keng Benodeelegung vun Haiser oder vu Leit, vu Wunngéigenden zum Deel, wa se a verschiddene Gebitter leien, wou dat eeben aus verschiddene Grënn net méiglech ass.

Dat Zweet, wat mer wëlle soen, dat ass awer, datt mer Zweifel hunn, wat déi Pellets ugeet, déi Chaudière à bois. Mir hate virun e puer Deeg heiriwwer geschwat, den Här Keup hat, mengen ech, eng Heure d'actualité doriwwer gefrot oder eng Question élargie, an do hate mer och zum Beispill gefrot – ech huelen un, Dir bréngt eis haut d'Äntwert mat –, wat da mat deenen Äsche geschitt. Ech huelen un, Dir kënnt eis haut d'Äntwert soen op déi Fro.

Mee et ass esou: Den Här Benoy hat a senger Interventioun virdrun eng Question élargie gestallt iwwert d'Biodiversitéit, an do ass och nach eng Kéier gesot ginn, datt Ofholzen e schlechte Wee ass an datt dat och der Biodiversitéit schuet, a mir wësse bei de Pellets, dat ass leider net esou einfach, datt een einfach e Bam erëm uplanzt wéi een, dee gefält gëtt, oder wann do Holz aus de Bëscher erausgeschleeft gëtt, dat huet eng ganz Rei negativ ekologesch Konsequenzen, an doweinst hu mir Zweifelen – zum Deel

ginn déi Pellets jo och aus Kanada bruecht oder aus Géigenden, déi wäit ewech sinn –, do ass sécher keng positiv Kuelendioxidbilanz dran an dofir muss een effektiv déi do Manéier ze hëtzen hannerfroen!

Gutt, mir hunn dat awer elo an deem Tripartite-Accord hei matageschloss. D'ADR huet gesot, datt se dat ënnerstëtzt, fir all Schued vun de Konsequenze vun där Sanktiounspolitik vun de Leit a vun den Entreprisen ewechzehalen. Mir droen dowéinst och dëst Gesetz mat, awer, wéi gesot, mat deenen dräi Bemierkungen: Delaie bei de Remboursementer, keng Diskriminéierung vu Leit, déi mat fossillen Energiequellen hëtzen an, wéi gesot, eng kritesch Distanz zu de Pellets.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mir gi scho säit Joren ze bedenken, datt d'Subventioune fir energeetesch sënnvoll Investitiounen eleng net duerginn, fir den néidegen Tempo bei der Energietransitioun ze erreechen. Mir hu selbstverständlech kee Problem, wann de Staat Subventioune proposéiert, fir de Stéit bei der Renovatioun, dem Heizungswiessel oder der Installatioun vun de Fotovoltaikanlagen ze hëllefen, mee grad an der aktueller onsécherer ekonomescher a sozialer Lag ginn d'Grenze vun deem Modell däitlech.

62,5 % Subventiounstaux bei energeetesche Sanéierungen oder 50 % beim Wiessel vun der Heizung si substanziell, mee en Deel vum Invest bleift jo awer beim Stot hänken an nëmmen déijéineg, déi finanziell Sécherheet a Perspektiven hunn, maachen dësen Invest och. Stéit mat klengen a mëttlere Revenuen, déi och berufflech oft méi vulnerabel sinn, wäerten en Däiwel doen an elo an den nächste Méint grouss Uschafunge maachen. Déi kucken, einfach iwwert d'Ronnen ze kommen, an denke vun Dag zu Dag oder souguer vu Woch zu Woch.

De Premier huet jo beim État de la nation d'Perspektiv fir eng aner, méi sozial Form vu Finanzement vun esou Projeten ugeschwat, wou och Stéit mat klenge Revenuen en Invest schmackhaft gemaach kënne kréien. Mir hu selwer scho méi oft esou e Modell proposéiert, an dat och net erfonnt, well esou Finanzéierungsmodeller gëtt et a ville Länner a Regioune scho laang a si hunn och do duerchaus Erfolleg. Nieft engem ëffentleche Finanzement an engem sozial gestaffelte Prêt spillt bei all deene Modeller awer och e proaktiven Encadrement duerch ëffentlech Stellen eng Roll: Stéit mussen opgesicht ginn, se musse vermëttelt kréien, dass se kee Risiko droen a si musse bei all Etapp vum Projet gehollef kréien.

Zu Lëtzebuerg schéngt et hei éischter de Contraire ze sinn, zumindest wann een der Associatioun vun den Energieberoder gleewe soll, déi administrativ Rigiditéit an ze streng Reglementer uprangeren, déi vill Projeten onméiglech maachen an domat eigentlech d'Energietransitioun ausbremsen.

Et ass natierlech ze verstoen, dass streng kontrolléiert muss ginn, besonnesch wann de Subventiounsniveau esou héich ass wéi hei, mee fir eis weist dat awer och d'Limitt vun deem System, wéi mir en hei am Land scho säit Joren applizéieren, an dat ass een, deen energeetesch Investitiounen zu enger Saach fir d'Elitt mécht, fir Leit, déi en ekologescht Bewosstsinn an an de meeschte Fäll och e Bankkonto hunn, fir sech dat kënnen ze finanzéieren. Dës Elitt ass och eng technokratesch, mat Ministeren un der Spëtzt, déi selwer sécherlech Freed hunn un der technescher Innovatioun an dem Energieberäich, déi sech selwer fir d'technesch Detailer interesséieren, a grad dofir scheien all dës Stéit och manner do virdrun zréck, sech mat Energieberoder a Beamten um Ministère auserneenzesetzen, déi alles am Detail nokucken an déi vläicht gréisstendeels selwer zu der genannter Elitt gehéieren.

Mir mussen also gutt oppassen, datt déi dote Froe ronderëm de Klimaschutz an d'Energietransitioun net ëmmer méi zu enger dreiwender Kraaft bei de wuessenden Inegalitéiten hei am Land ginn, well eppes steet fest: Säit Mäerz vun dësem Joer wësse mer, dass Investitiounen an Energieaspuerungen an an Erneierbarer net just den Ausstouss vun Zäregas bremsen, mee och eis Resilienz stäerken, wann et, wéi aktuell, zu grousse Präisschwankunge bei de fossillen Energië kënnt.

Wa mir awer just dës Resilienz op individueller Basis finanzéieren an dobäi déi Mënsche vergiessen, déi sech dës Resilienz och mat Hëllef leider net leeschte kënnen, da bleiwen déi Leit op der Streck. An dat ass wierklech net gutt an dat sinn déi Leit, déi am stäerkste vun den Effekter vun de Klimaveränneringen an de Präisexplosioune betraff sinn, well se eeben och an Haiser wunnen, déi net uerdentlech sanéiert sinn. An dat ass einfach schued an dofir wier et wierklech gutt, wa mer kéinte sou e Finanzéierungsmodell fannen, wou mer kéinte besser de Leit hëllefen a se wierklech mat der Hand huelen, fir datt vill méi séier eppes hei kéint geschéien.

Villmools merci fir d'Nolauschteren an awer och merci fir deen exzellente Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da komme mer haut alt nach eng Kéier zu engem Projet, deen am Zesummenhang mam Tripartite-Accord 2.0 steet: Dës Kéier geet et dann ëm d'energeetesch Renovatiounen an d'Subsiden, déi de Staat de Leit derfir gëtt.

Fir 2023 kënnen déi Leit, déi eng Fotovoltaikanlag fir d'Eegeconsommatioun wëlle bauen, oder déi Leit, déi zesummen eng Gemeinschaftsanlag wëlle bauen, bis zu 62,5 % vun de Käschten a Subsiden erëmkréien, an och bei Pelletheizungen oder Wärmepompele kann ee bis zu 50 % kréien, an och fir nohalteg Ofwassersystemer gëtt et dann Hëllefen.

Ech mengen, dat alles geet och aus dem Rapport ervir, dee mer virdru presentéiert kruten, an dofir e grousse Merci un d'Rapportrice, fir de mëndlechen a schréftleche Rapport.

Et ass also en Deel vum Tripartite-Accord 2.0 a gehéiert zum sougenannte „Klimabonus Wunnen" derzou.

D'Mesuren u sech begréisse mir Piraten, mat vläicht enger Ausnam: der Pelletheizung. Ech mengen, jiddwerengem heibanne misst et awer mëttlerweil kloer sinn, datt Pelletheizungen net wierklech nohalteg sinn. Et bedeit also am Ëmkeerschloss, datt mer mat dësem Gesetz hei Suen aus dem Klimafong benotzen, fir eppes Netnohalteges ze finanzéieren. Mir Piraten mengen, datt dat e falscht Zeechen ass, d'Leit elo nach ze motivéieren, fir Pelletheizungen ze bauen, dofir denke mer, datt hei aner Léisunge misste fonnt ginn a mer éischter misste Subside gi fir Leit, déi vun enger Pelletheizung wéilten ewechkommen.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt am Tripartite-Accord initial och Hëllefe fir Leit, déi mat Pellets heizen, vergiess goufen, also datt et u sech och guer kee Bewosstsi gouf, datt d'Pelletheizungen nach sollten an Zukunft subventionéiert ginn, an elo op eemol dann hu mer hei e Projet leien, deen d'Leit encouragéiere soll, Pelletheizungen ze bauen. Also, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn do dann awer e bësse verwirrt, wéi dat iergendwéi op eng gemeinsam Linn soll kommen!

Mir mussen d'energeetesch Transitioun weider virundreiwen, mir mussen iwwerall do, wou ee kann eng PV-Anlag hunn, eng PV-Anlag bauen. Dofir mussen d'Leit déi Subsiden awer och kréien, well och do erëm: Wéi aus enger parlamentarescher Fro ervirgaangen ass, kruten all déi Leit, déi fir 2022 eng Demande de subside gemaach hate fir eng PV-Anlag, bis zu där Fro keen ee Subsid ausbezuelt. An der Moyenne, laut där nämmlechter Fro, dauert et 182 Deeg – dat ass relativ genau en halleft Joer! – bis eng Demande fir e Subsid bei de Fotovoltaikanlagen traitéiert ass. Dat dauert vill ze laang! Dat kascht d'Leit bei den aktuellen Zënsen tëscht 600 an 800 Euro zousätzlech un Zënsen – déi net subventionéiert sinn! –, wa se hir Installatioun mat engem Prêt virfinanzéieren.

Och dat gehéiert zur Realitéit! Dat heescht, mir maachen hei eppes fir déi Leit, déi entweeder d'Sue schonn um Kont hunn an et dofir maache kënnen, mee déi Leit, déi et mat engem Prêt prefinanzéieren, kënnen net vu 50 % oder 62,5 % profitéieren, mee u sech muss een do nach eng Kéier d'Zënsbelaaschtung ofrechnen.

Mir Piraten hunn et schonn oft op dëser Plaz gesot: Mir si fir d'Solarenergie, mir wëllen, datt iwwerall dohinner, wou et geet, eng Fotovoltaikanlag histoe kënnt. Eise Programm huet dat gefuerdert an och d'Regierung huet dat jo an der Ried zur Lag vun der Natioun versprach. Mir hunn awer – an dat soen ech och hei net fir d'éischt – am Budget gesinn, datt dat fir 2023 nach net budgetiséiert ass an och net am Pluriannuel. Och do stellen ech mer dann d'Fro, wéi een dat iergendwéi op e gemeinsamen Nenner soll bréngen!

Mir brauchen nämlech erneierbar Energien, mir brauchen och ganz kloer dezentral Energien. Mir brauchen dofir e staarkt Handwierk, wat mer nëmmen erreechen, wa mer d'Karriär vum Handwierker méi valoriséieren an eise Schoulen, an hei muss an den Ae vun eis Piraten nach vill gemaach ginn, well all déi Anlagen, all déi Heizungen hei, déi baue mer net a mat Leit, déi just um Büro sëtzen!

(Interruption)

Mir brauchen d'Leit um Büro, fir datt d'Subside matzäiten ausbezuelt ginn, mee mir brauche virun allem awer och d'Handwierker, fir iwwerhaapt emol déi Anlagen ze installéieren. Well wat bréngt de gréisste Subsid an dat séierst Ausbezuelen, wa keen Handwierker do ass, deen deng Anlag oder deng Fassad neimaache kann?

Här President, dat heiten ass eng Mesure aus dem Tripartite-Accord, déi mer kënne matdroen, natierlech ënnert der Konditioun, datt d'Leit hir Subsiden dann och an engem räsonabelen Delai ausbezuelt kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, ech si frou, dass mer hei esou e breede Konsens hu fir déi Moossnamen, déi mer hei maachen. Ech wëll och der Madamm Lorsché an och

hire Mataarbechter Merci soen, dass se dat alles esou gutt virbereet hunn an och esou schnell.

Also, déi Moossnamen, déi mer haut huelen, sollen nach eng Kéier e weideren Ureiz sinn, fir all déi Leit, déi wëllen – an ech betounen: déi wëllen! – …

(Interruption)

… an eebe kënnen dozou iwwergoen, méi Energie oder manner Energie ze verbëtzen, doduerch datt se hir Haiser renovéieren an dann eeben vun de fossillen Energien aus dem Masutt a Gas, alen Anlagen, eriwwerginn op erneierbar Energien an awer och bei d'Fotovoltaik.

An ech mengen, mäin Uleies ass, dat finanziell esou attraktiv wéi méiglech ze maachen, an dann hannendrun hu mer dëst Joer och d'Klima-Agence opgestockt, wat och e puer vun Iech sech eng Kéier ukucke komm sinn. Mir hu bei der Klima-Agence méi Beroder, mir hunn eng Internetsäit, déi gutt gemaach ass, mir hunn och méi Energieberoder hei am Land, wéi mer der jee haten, well mer do och ëmmer elo weider Leit forméieren, a mir sinn och amgaangen, d'Handwierker ze zertifizéieren, fir datt si och selwer kënnen deelweis mathëllefen, d'Subsideformulairen auszefëllen, soudass mer en Ëmfeld hunn, wat ëmmer méi attraktiv ass.

Wann ech nach ee Moment bei den Handwierker bleiwen: Mir sinn och amgaangen, mam Georges Engel, dem Aarbechtsminister, dee jo och hei ass, ze kucken, wéi mer elo och nach kuerzfristeg méi Formation-continuen ubidde kënnen, fir zum Beispill déi Honnerte Monteuren, déi mer hunn, déi bis elo Gas- a Masuttsheizunge gemaach hunn, ze forméieren am Beräich vun de Wärmepompelen. Do wäerte mer Iech Ufank vum nächste Joer och nei Initiativen an deem Beräich virleeën.

Et sinn hei eng Rei Froen opgeworf ginn, déi eng vum Här Cruchten mat de Batterien, also, et ass opgeworf ginn, dass d'Batterien elo just fir dëst Joer wieren: Dat stëmmt net, d'Batterië sinn allgemeng elo bis zu 50 % subventionéiert, wann een Autoconsommatioun mécht, an dat gëllt net nëmme fir dëst Joer, mee dat gëllt vu lo un insgesamt. An dat ass och eng bewosst Politik, fir dass mer eeben ëmmer méi Leit derzou kréien, de Stroum, dee se op hirem Daach produzéieren, och doheem ze notzen.

D'Madamm Cecchetti hat opgeworf, dass mer net géife genuch maache fir déi Leit, déi manner Revenuen hunn. Ech sinn domat net d'accord, well mir hunn iwwerhaapt fir all Leit hei am Land de Gaspräis gedeckelt, mir hunn de Stroumpräis stabiliséiert, mir ginn e Subsid fir Masutt, mir ginn e Subsid fir Pellets, mir ginn e Subsid fir Wärmenetzer, fir flëssegen Äerdgas, dat heescht: Mir hu keen hei am Land an der Keelt stoe gelooss, an duerfir ass et falsch ze behaapten … – an do hunn ech jo nach net d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère an esou weider erwäänt –, dat heescht, ech weess net, ob et en anert Land gëtt, wou et esou vill Mesurë gëtt, grad och fir déi Leit, déi manner Revenuen hunn!

(Interruption)

A mir hunn net nëmmen déi heite Primmen, mir hu jo och e Gesetz ënnerwee vum Henri Kox, wou et en Topup gëtt fir all déi Leit, déi d'Allocation de vie chère kréien: Déi kréien dann 100 %, wa se an déi dote Richtung ginn. Dofir fannen ech déi Ausso net richteg, déi Der gemaach hutt.

An dann, déi Fro un där mer schaffen, ass: Wéi kënne mer organisatoresch nach besser ginn, fir déi Leit och ze ënnerstëtzen? An eis Analys ass, dass mer dat wëlle mat de Gemengen zesumme maachen, well ech weess net, wéi dat géif goen, wann ech elo géif ufänken, iwwert eng national Renovéierungsgesellschaft nozedenken. Wéini hätt déi genuch Leit, fir dass déi Effeten hätt?

Mir wëllen dat an Zesummenaarbecht mat de Sozialämter maachen, déi vum Familljeministeschpersonal opgestockt ginn. Mir hunn och bei der Klima-Agence zwee weider Leit extra agestallt, fir eeben déi Leit, déi manner Revenuen hunn, ze beroden. A mir maache mat der Stad Déifferdeng elo en éischte Pilotprojet, wou mer eebe grad och dee sozialen Aspekt vill méi beliichte wäerten, fir eeben dann och mam Sozialamt vun der Stad Déifferdeng deene Leit quasi e Coaching ze ginn, wéi si och an hiren Haiser do weiderkommen. Ech weess, dass aner Gemengen do interesséiert sinn a menger Meenung no ass dat dee bessere Modell, well kee kennt d'Situatioun vun de Leit, déi net genuch Revenuen hunn, besser wéi d'Gemengen a wéi d'Sozialämter.

Vläicht dann nach e Wuert zu de Retarden: Ech mengen, mir sinn net frou doriwwer! Gutt, mir sinn eigentlech e bëssen d'Opfer vun eisem eegene Succès, et ass awer esou, dass d'Madamm Welfring sech elo duerchgesat huet, fir dass mer méi Personal kritt hu bei der Ëmweltverwaltung. Mir sinn och amgaangen, mam Digitaliséierungsminister ze kucke, wéi mer do kënnen eeben och déi Formulairen digitaliséieren. Dat heescht, mir sinn eis bewosst, dass mer do nach musse besser ginn, a mir schaffen all Dag do drun. Gutt.

An déi Behaaptung do mat den Zënsen an all deene Suen, gutt, dass ech déi Rechnung … ech muss déi mol novollzéien. An da wier et och nach esou, Här Clement, dass et eng Klimabank gëtt an dass déi Leit, déi eng Renovatioun maachen oder eng Fotovoltaikanlag an esou weider, eligibel si bei der Klimabank, also do eng Zënsbonifikatioun kënne kréien an datt dann doduerch eeben och, wann dann do sollte Käschten entstoen, déi doriwwer ofgedeckt sinn.

E lescht Wuert zu de Pellets: Ech wiere mech dergéint, dass déi elo wierklech schlechtgeriet ginn. Déi Pellets, déi mir hei alt zu Lëtzebuerg notzen, déi sinn zu quasi 100 % aus der Groussregioun, mat wéineg Transport. Also déi, déi behaapten, dass hei Stämm, déi géifen … Also, eng déck Eech an eng déck Buch, déi sinn esou vill wäert, dass guer kee sech ka leeschten, dorauser Pellets ze maachen!

Dat heescht, dat si Behaaptungen, déi esou net stëmmen. Do gëtt et vläicht e Manktum, dass dat net offensiv genuch kommunizéiert gëtt, an do si mer drun, och mat deenen, déi déi Pellets hei am Land maachen. Ech mengen, d'Pellets sinn net méi eis éischt Politik, d'Pellets sinn awer nach an enger Iwwergangsphas eng sënnvoll Moossnam an duerfir sinn ech och frou, dass mer deene Leit, déi Pelletheizungen hunn, och hëllefen; dat war och mäin Uleies. Natierlech ass eis éischt Prioritéit d'Renovéieren an dann duerno d'Eriwwergoen op Wärmenetzer oder op Wärmepompelen, an ech mengen, dat ass d'Politik vu muer, an ech hoffen, dass mer alleguerten zesummeschaffen, fir dat dote weiderhi virunzebréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. An dann direkt Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Merci, Här President. De Minister huet vun der Klimabank geschwat, ech ginn dervun aus, datt et sech ëm e Verspriecher handelt an datt e vun der Subvention d'intérêt schwätzt, well no mengem Kenntnisstand gëtt et d'Klimabank an där Form net méi, déi gouf 2016 annoncéiert, déi ass awer duerch eeben d'Klima-Agence an hir Subventiounen ersat ginn, es sei denn, ech wär elo komplett falsch informéiert.

Et ass awer esou, datt mer e puermol schonn nogefrot hunn, wéi et dann och mat deenen Zënssubventiounen ausgesäit, a souguer d'Regierung, all eenzelne Ministère, deen domadder touchéiert ass, huet eis ëmmer geäntwert, datt d'Nofro dovunner awer relativ geréng ass.

Dofir wollt ech de Minister froen: Gesi mer dann an deene leschte Wochen a Méint, datt déi Subventioune méi ugefrot ginn, datt d'Banken d'Leit och méi an déi Richtung vun deene Subventiounen drécken an déi deementspriechend dann och méi accordéiert ginn? Well déi lescht Jore goufen déi Subventiounen éischter stiefmütterlech behandelt.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, ech mengen, et ass esou, dass déi Klimabank jo effektiv reforméiert ginn ass, a Richtung vun där Zënssubventioun. Ech mengen, dat ass e System, dee relativ nei ass, an ech géif deem elo mol eng Chance ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An da Parole après ministre fir d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Ech weess net, Här Turmes, firwat Dir esou rose gitt, wann een dat seet, well Dir sidd jo awer e ganz gescheite Mënsch an ech mengen, Dir wësst ganz vum selwen och, datt all déi Suen, déi déi Leit elo kréien a Form vu Bails à loyer, a Form vun Energieprimmen an esou weider an esou fort nawell net duergi fir déi Leit, déi wierklech net vill verdéngen! Dat geet wierklech knapps duer, fir de Mount iwwert d'Ronnen ze kommen. Da kënne mer jo awer net vun deene Leit verlaangen, datt se e Prêt op enger Bank maachen, wou se all Mount iwwer 600 Euro musse bezuele wärend fënnef Joer, fir sech da kënnen eng Wärmepompel ze leeschten, wou se da 50 % erëmkréien, wou se awer nach ëmmer 50 % musse bezuelen!

An dann: Wéini kréie se déi 50 % erëm? Dir wësst jo – Dir hutt jo selwer gesot –: Dir sidd a Retard mat deenen Ausbezuelungen an da muss ee wëssen, ob d'Leit se dann iwwerhaapt kréien, well och déi ganz …, dat ass jo alles relativ streng. Dat ass déi eng Saach, dat ass déi Saach vum Finanzéieren.

Déi aner Saach ass awer och, datt d'Leit Schwieregkeeten hunn, iwwerhaapt ze wëssen, wat se kënnen, dierfen oder … Dat ass dat mat deem Se-mat-der-Hand-Huelen an ech mengen, am Ausland, a Frankräich notamment, gëtt et wierklech Projeten, wou d'Leit vill méi mat der Hand geholl ginn, vun Ufank u bis zum Schluss. Ech mengen, Dir hutt jo selwer gesot, datt Der wëllt e Projet maachen, e Pilotprojet mat Déifferdeng – super, ech fannen dat wierklech immens gutt, mee dat ass dann eng Stad, an ier dee Pilotprojet ofgeschloss ass, ier aner Gemengen drukommen, dat dauert einfach alles vill ze vill laang!

Ech weess natierlech och, datt et capacitéitsméisseg schwiereg ass, vill Projete beieneen ze maachen, mee ech fäerte ganz, mir hunn déi Zäit awer net méi. D'Zäit leeft eis einfach fort, mir hunn d'Zäit net méi, esou laang ze waarden; dorëms geet et jo! A wa mir déi dote Leit net mat an d'Boot kréien, déi net d'Revenuen hunn, déi et net agesinn, well se einfach aner Suergen hunn – well se Suergen hunn, Iesse fir hir Kanner ze kafen oder fir sech selwer, well se Suergen hunn, den Transport ze bezuelen, well se musse mam Auto fueren – a mir déi net mat an d'Boot kréien, dann hu mer e Riseproblem, well déi Leit maachen awer e groussen Deel vun eiser Bevëlkerung aus!

Wa mir alleguer heibannen dat maachen, ass dat jo schéin a louabel an och wichteg, mee et geet awer net duer! An ech mengen, dat ass immens schued, wa mer Leit op der Streck verléieren, déi et sech op der

enger Säit einfach wierklech net leeschte kënnen an déi et op der anerer Säit och net richteg verstinn oder och net richteg wëssen, wat se iwwerhaapt solle maachen. Dat ass d'Kritik!

An ech mengen, et soll ee jo kënnen driwwer schwätzen an et soll een et einfach och besser maache fir d'Zukunft, sou gutt wéi méiglech, well mir kënnen et nëmmen alleguer zesummen erreechen. Mir kënnen hei am Land nëmmen alleguer zesummen dat Ewechkomme vun de fossillen Energien an eng erneierbar Zukunft erreechen!

Merci.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Jo, merci, ech mengen, Dir sidd jo elo ganz nuancéiert. Also, mir maachen dee Projet zu Déifferdeng a mir wäerten net ofwaarden, dass deen dräi, véier Joer leeft, ier dann aner Gemengen derbäikommen. Nee, ech mengen, et war elo mol einfach wichteg, dass mer e Modell entwéckelen, an dann, dass mer e Modell hunn, dee vun ënnen erop mat de Sozialämter a mat de Gemenge wiisst. An en attendant, dass mer do besser ginn, ass et jo awer net esou, dass déi Leit, déi manner Revenuen hunn, net aneschters gehollef kréien. Dat ass just dat, wat ech wollt sécherstellen – net dass op eemol den Androck kënnt, dass mer an engem Land géife liewen, wou mer ee géifen am Kale loossen!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Turmes. Da Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et deet mer leed – merci, Här President –, et deet mer leed fir de Minister. Ech mengen, et gëtt e bësse méi laang haut, an ech weess och net, ob ech dee Leschte sinn elo, mee ëmmerhin. Ech wollt froen, Här Minister: Mir hate jo d'lescht Woch eng Diskussioun iwwert d'Pellets hei an, ech mengen, den Här Keup hat jo do eng Question élargie gemaach a mir haten och doriwwer geschwat an zum Beispill och, datt den Transport misst agerechent ginn. Déi Doktrinn ass jo ëmmer: Fir ee Bam, dee gefält gëtt, gëtt en neien ugeplanzt. Bon, dat dauert alles seng Zäit, derbäi kënnt den Transport, d'Eraushuelen aus dem Bësch. Mir hu vill Kriticken an der Tëschenzäit vu Fierschteren, vu Sylviculteuren an esou weider.

Ech wollt Iech och soen, wat deen ee Betrib ugeet, deen Dir ernimmt hutt, do gëtt et nach keng onofhängeg Zertifikatioun. Ech mengen, och doriwwer hate mer geschwat a mir haten déi Fro gestallt – ech hat Iech se haut och nach eng Kéier gestallt –, well wann ee vun alternativen Energië schwätzt, iwwerhaapt vun Energien, muss een déi ganz Chaîne vu ganz vir bis ganz hanne rechne fir ze kucken, wéi ëmweltfrëndlech se dann elo sinn!

Dat gëllt natierlech och fir déi alternativ Energien a fir d'Pellets, an dofir déi Fro och no den Äschen, an déi musse jo oftransportéiert ginn, a wéi se verwäert ginn. Ech mengen, dat muss ee schonn an där ganzer Chaîne vun der Pelletdiskussioun mat consideréieren. Ech weess net, ob Der eis haut kënnt d'Äntwert ginn, mee mir hunn elo och muer erëm e Projet, wou mer och erëm iwwert d'Pellets schwätzen, a mir kënnen och muer nach gär eng Kéier dorobber zréckkommen, wann Der haut d'Äntwert net hutt. Mee eis interesséiert eeben, datt mer vu vir bis hannen déi Energierechnung duerchhéieren, a wat einfach mat den Äsche geschitt, zum Beispill um Kierchbierg, wou jo ganz grouss Quantitéiten awer verbrannt ginn, an datt mer dat eeben einfach mol wëssen an och kënnen eventuell diskutéieren, wann dat eis net sollt zefriddestellen, wat am Ableck do geschitt.

Merci.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, wann déi Pellets, déi zu Lëtzebuerg … Also, ech géif soen, bal 100 % vun de Pellets ginn an enger Pelletfabrick um Rouscht gemaach, an d'Anzuchsgebitt vun deenen hirem Holz ass d'Groussregioun. 10 % dovunner kënnt vu Lëtzebuerg, de Gros kënnt haut aus Rheinland-Pfalz. An dat sinn 250 Kilometer mam Camionen, dat ass relativ wéineg, wann ech da mol dat vergläichen: Vu wou kënnt eise Masutt? Vu wou kënnt eise Gas? Do schwätze mer jo net vun Honnerte Kilometeren, do schwätze mer vun 1.000 Kilometer!

Duerfir, mengen ech, ass och d'Ökobilanz … Also, d'Pellets, wou mer bei de Pellets mussen oppassen, dat ass eeben déi Notzung am Bësch, dass déi wichteg Hëlzer, an de Bau ginn, well wann ech mat Holz bauen, da stockéieren ech deen CO_2 nach vill méi laang, mee déi Ökobilanz vun de Pellets par rapport zu Gas oder Masutt a virun allem vum Verkéier, déi ass wäitaus besser bei de Pellets wéi beim Masutt a beim Gas.

An ech sinn amgaangen, dat mat den Äschen nozefroen. Et ass esou: D'LuxEnergie, sou wéi jiddwereen, deen iergend e gréisseren industrielle Verbrennungsprozess huet, muss garantéieren, dass déi Äschen entsuergt ginn oder verwäert ginn. Also, wann Der mer erlaabt, da bréngen ech Iech déi Äntwert muer erëm mat.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ganz gär, merci!

M. Fernand Etgen, Président | Dann nach Parole après ministre fir den Här Jean-Paul Schaaf.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo. Just eng ganz kuerz Fro, well ech eng Prezisioun wollt hunn: De Minister huet virdru gesot, dass déi Aiden, déi elo hei decidéiert sinn, net just op d'Joer 2023 limitéiert wieren. Am Text steet awer dran, notamment bei de Photovoltaïques en autoconsommation, dass d'Demande misst am Joer 2023 gemaach ginn, och wann d'Aarbechte respektiv d'Facturë kënne bis 2025 eragereecht ginn.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Jo, dat ass … Jo …

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dir hutt virdrun awer gesot: „Et ass net limitéiert op ee Joer." Duerfir, fir Kloerheet ze hunn, wollt ech do nach eng Kéier nofroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, merci nach eng Kéier fir déi Fro. Déi Topuppen, déi mer haut decidéiert hunn – also vu 50 % op 62,5 % bei der Renovéierung –, gëlle bis Enn 2024, bestallt an da geliwwert an deene Joren duerno, fir Fotovoltaik an hir Batterien dat selwecht, fir Wärmepompelen och idem. Et ass wierklech, kann ee soen, en Accelerationsprogramm, dee mer elo nach eng Kéier extra on top fir d'nächst Joer maachen.

Déi Remark vum Här Cruchten war, firwat d'Batterien net dann nach doriwwer och iwwerhaapt finanzéiert ginn, an do ass d'Äntwert, dass mer souwisou scho Batterien elo virgesinn hunn an hei eeben den Taux eropsetzen. Dat heescht, d'Batterië ginn dann nom 31. Dezember 2023 net méi zu 62,5 % weider finanzéiert, also subventionéiert, mee zu 50 %. Dat heescht, d'Batterië sinn och schonn ënewee an deem Projet mat dran.

A villmools merci fir Är Froen, a muer kommen ech erëm!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8116. Den Text steet am Document parlementaire 8116[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8116 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7901 – Projet de loi portant modification :

1° du Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012 ;

2° de certaines autres dispositions du Code du travail

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7901 iwwert den Detachement vun de Camionschauffeuren.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, opgrond vun der héijer Mobilitéit vun der Aarbechtskraaft am

Stroossentransport gi sektoriell Reegelungen néideg fir déi Leit, déi am Detachement schaffen, dat heescht also Leit vun auslänneschen Entreprisen, déi hei op eisem Terrain aktiv ginn.

Engersäits gëllt et, korrekt Aarbechtskonditioune fir d'Camionschaufferen ze garantéiere souwéi hir sozial Rechter ze schützen, anerersäits sollen awer och d'Entreprisë keen onnéidegen administrativen Opwand hunn. Dowéinst gëtt et och eng europäesch Direktiv, d'Direktiv Nummer 2020/1057, déi genee zum Zil huet, dës zwee Objektiven ënner een Hutt ze kréien.

Mir stëmmen also haut iwwert e Gesetz of, dat déi besoten europäesch Direktiv ëmsetzt, fir Upassungen um Niveau vun de Reegelunge vum Detachement vun de Camionschauffere virzehuelen. Zum Beispill wäert gereegelt ginn, wat fir Dokumenter e Camionschauffer bei enger Kontroll virzeweisen huet.

Des Weidere gräift dëse Gesetzesprojet Kritikpunkte vun der Europäescher Kommissioun zur Transpositioun vun enger fréierer europäescher Direktiv op, dat war d'Direktiv Nummer 2014/67/EU, a versicht hei, verschidde Saachen ze redresséieren. Hei geet et ënner anerem drëms, d'Lëscht vun Informatiounen, déi am Kader vun enger Déclaration de détachement ze maache sinn, ze kierzen.

Och proposéiert de Gesetzesprojet, eng Rei gesetzlech Dispositiounen ze iwwerschaffen, déi den Detachement iwwerhaapt concernéieren. Zum Beispill sollen d'ITM an hiren Direkter méi Méiglechkeete kréien, fir méi effizient kënnen ze reagéieren an ze agéieren.

De Projet de loi ass den 18. Oktober 2021 deponéiert ginn.

De Staatsrot huet den 8. Mäerz 2022 säin éischten Avis ginn, an an dem Avis waren eng Rei vun Opposition-formellë formuléiert.

D'Chambre des Salariés huet de 15. Dezember 2021 en Avis erausbruecht; an dësem formuléiert si eng Rei vu Kriticken um Gesetzesprojet.

De 17. August dëst Joer goufen eng Rei Amendementer, dat ware Regierungsamendementer, virgeholl. Ënner anerem gouf den Intitulé modifizéiert.

Den 22. September 2022 huet d'Chambre de Commerce an engem Avis hiren Accord zum Gesetzesprojet an den Amendementer ginn.

Den 11. Oktober 2022 huet de Staatsrot en Avis complémentaire formuléiert, an hei huet déi héich Kierperschaft all hir Opposition-formellen opgehuewen an hiren Accord zum Gesetzesprojet an den Amendementer ginn.

Den Aarbechtsminister huet de 17. November 2022 de Projet de loi an der Kommissioun presentéiert. An där Sitzung huet d'Kommissioun mech als Rapporter vum Projet designéiert an d'Kommissioun huet de Rapport den 8. Dezember och guttgeheescht.

An ech kann hei bei dëser Geleeënheet och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Rapporter Dan Kersch.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen, Dir Häre, erlaabt mer fir d'éischt, dem Rapporter, dem Här Dan Kersch, villmools Merci ze soe fir seng gutt, kloer mëndlech a schréftlech Presentatioun vun deem dach techneschen Dossier, dat heescht, deem méi technesche Gesetz.

Jo, et geet ganz einfach drëm, e Gläichgewiicht ze schafen: engersäits de Schutz vun deene Leit, déi an deem Secteur schaffen, anerersäits awer och eng gerecht Konkurrenz, gerecht Konditioune fir d'Betriber an deem Secteur. Wa mer dat fäerdegbréngen, dann hu mer, mengen ech, e sozial responsabele Secteur am Transport. An ech mengen, Dir wësst alleguerten, datt dat an der Vergaangenheet net ëmmer de Fall war, wou mat all méiglechen an onméigleche Methode geschafft ginn ass, wann een dat sou ka soen.

Op jidde Fall fanne mir dat hei eng ganz wichteg Ëmsetzung vun enger Direktiv a ginn natierlech och als CSV den Accord zu där Ëmsetzung.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir seng zwee Rapporten.

Hien hat et ugeschwat: Firwat ass et zu dësem Gesetzesprojet hei komm? Ënner anerem, well mer eng Reklamatioun kritt hate vun der EU-Kommissioun, wou Inkohärenze festgestallt goufe par rapport zu der Transpositioun vun der Direktiv vun 2014, an do war notamment gesot ginn, dass eng Rei Dispositioune souguer decouragéiert hätten, Kontrakter mat Entreprisen aus aneren EU-Länner ofzeschléissen an esou d'fräi Prestatioun vu Servicer bei eis ageschränkt war.

Et war deemno wichteg, op déi Reklamatioun hei ze reagéieren, grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou mer awer och op Prestataren aus dem Ausland a Spezialisten, déi mer vläicht net hei zu Lëtzebuerg hunn, musse kënnen zréckgräifen. Dofir war et wichteg, hei déi Upassungen ze maachen. Et ass zu Vereinfachungen an de Prozedure komm, och administrativ Vereinfachunge fir d'Entreprisen, eng Reduktioun bei de Formalitéiten, déi mir als Demokratesch Partei begréissen, an dofir gi mir och hei eisen Accord zu dësem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da geet d'Wuert un den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir dee kloren, däitleche Rapport.

Ech ginn am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord. An engem Secteur, deen héich sensibel ass, ass all soziale Fortschrëtt a kloer Reglementatioun, Ofweiung tëschent sozialer Gerechtegkeet a fairer Konkurrenz, eng gutt Saach. Dofir ginn ech eisen Accord.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech war elo nach net prett, ech hat nach gemengt, et wär e Virriedner do.

Als Alleréischt emol dem Rapporteur e grousse Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an deem dach immens techneschen Dossier.

Déi Lénk hunn d'Reforme beim Detachement, déi hei zu Lëtzebuerg all déi lescht Joren ëmgesat gi sinn, ëmmer matgedroen, well et si Fortschrëtter am Interessi vun dësen detachéierte Salariéen an dat bedeit ëmmer eng Verbesserung fir si. Dës besser Reglementatioun ass natierlech och wichteg, fir géint de sozialen Dumping kënnen ze kämpfen.

Ech ginn elo hei net méi am Detail op alles an, well meng Virriedner/innen et och scho gemaach hunn, ech erlabe mer just ganz kuerz eng kleng Kritik: Esou wéi ech och gëschter am Kader vun engem anere Projet scho gesot hunn, ass den Transport iwwert d'Strooss zimmlech problematesch, well all déi Käschten, déi verursaacht ginn, externaliséiert ginn, esou zum Beispill d'Klima- an d'Ëmweltschied, d'Santésschied duerch de Kaméidi an d'Pollutioun, d'Infrastrukturschied wéi den Entretien vun de Stroossereseauen – all dës Ausgabe ginn ni un d'Speditiounsfirme weiderfacturéiert, mee mir droen déi einfach all.

Doniewent sinn d'Reegelen, déi anzehale si bei de Kontrollen, immens wichteg, an déi Kontrolle kënne leider net oft genuch stattfannen. An ouni Kontrollen an Amendementen, dat wësse mer ganz gutt, déngen déi beschte Reegelen eis leider näischt.

Eng aner Kritik ass och déi, datt leider d'Chauffeure selwer ganz oft Victime vun dësem System hei sinn: Hir Aarbechtskonditioune sinn net déi allerbescht. Se musse kucken, wou se Plaze fannen, fir hir Rouzäiten a Weekender kënnen ze verbréngen. Et gëtt leider net genuch Parkingen, donieft sinn dës oft net adequat ageriicht fir hir Zwecker. Et sollen elo verstäerkt och esou Parkinge fir d'Camionneuren am Kader vum europäeschen Transportreseau en place gesat ginn, fir de Chauffeure sécher an anstänneg Raschtplazen ze bidden.

Do muss een awer och bemierken, datt eigentlech de Patron vun der Speditiounsfirma misst dofir opkommen, datt de Chauffeur uerdentlech logéiert wär. Awer wat geschitt reell? De Chauffeur steet iergendwou op engem Parking, iergendwou laanscht eng Strooss. D'Käschte ginn hei nees externaliséiert, well wie bezilt dat Ganzt? D'Ariichte vun de Parkingen? Den Entretien vun dëse Parkingen? Majo, d'Allgemengheet, mir alleguer! Kee Wonner also, datt dee ganze Secteur vill méi bëlleg ass wéi d'Schinn an de Waassertransport, deen d'Allgemengheet dann nees subventionéiert, fir datt e ka konkurrenzfäeg sinn a bleiwen. Verréckt, oder? Dat hunn ech scho gëschter gesot!

Op alle Fall musse mir derfir suergen, datt d'Unzuel vun de Camionen ofhëlt op eise Stroossen, aus Klima- an awer och aus Gesondheetsgrënn. Wuere mussen einfach anescht, klimaneutral, transportéiert ginn. Wéi scho virdru bemierkt: Déi bescht Weeër sinn d'Schinn an d'Waasser, a mir mussen och einfach kucken, vill, vill manner Wuere vun A op B ze karren. Voilà!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Meng Virriedner hunn alles gesot. Et ass e sensibele Beräich, wou et gëllt, op EU-Niveau ze legiferéieren, fir datt mer do méiglechst korrekt kënnen iwwert d'Bün kommen. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et gouf scho ganz vill gesot, virun allem mam exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport, dofir e grousse Merci.

Dat heiten huet eng gewëss Urgence. Mir sinn nämlech, gradwéi mam rezente Projet vum Konkurrenzrot, hannendran. An dat hu mer hei an der Chamber och schonn thematiséiert, datt mer u sech bei deene Projeten, wou mer Direktive mussen ëmsetzen, dat och zäitno sollte maachen.

An et ass jo net esou, wéi wann d'Chamber aleng schold wär un deem Retard – well mir sinn elo zéng Méint iwwert der Deadline –, et ass awer esou, datt d'Chamber, wéi de Projet deposéiert gouf am Oktober 2021, just nach sechs Méint hat, fir en ze transposéieren. Do kommen dann nach déi üblech Delaien – mat Waarden op de Staatsrot, mat Amendementer et cetera pp. – derbäi, soudatt et sécherlech schonn enk gehäkelt war an, ech mengen, kee wierklech domat gerechent hat, datt dee Projet géif matzäiten evakuéiert ginn.

Et ass e Projet, dee jo Feeler behieft, och dat gouf haut scho gesot. Et si Feeler, déi deemools an der Direktiv 2014/67 gemaach goufen, also enger Direktiv, déi elo aacht Joer u sech schonn um Bockel huet, an datt een do mat der Zäit Feeler fënnt, ass jo ganz normal. Et ass also virun allem och eng Direktiv, déi mer elo transposéiere fir ze vereinfachen, an och dofir si mer u sech der Meenung, datt mer dat heite séier sollten evakuéieren.

A mir hätten eis gewënscht, mir hätten et e bësse méi séier kënne maachen, mee mir ginn eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass gesot ginn: Et ass en techneschen Dossier, deen net ëmmer esou einfach an allen Detailer ze verstoen ass, an ech sinn och frou, datt mer haut déi Direktiv nach kënne stëmmen. Si ass jo ganz séier nach op den Ordre du jour komm. Et ass och e wichtegt Gesetz, et ass net eppes, wat hei esou beiläufeg soll traitéiert ginn, dat gëtt och net gemaach, an dofir sinn ech och frou, datt d'Riedebäiträg och alleguerten an déi selwecht Richtung gaange sinn, well et wierklech déi sozial Rechter vun deene Leit, déi an engem wierklech schwéieren Domän, am Transportberäich, schaffen, schütze wäert, den Transportberäich, do wou d'Chaufferen an e puer Stonnen an e puer Länner kënne sinn, zemools wa se duerch Lëtzebuerg fueren, well dat och relativ séier geet.

Den Detachement ass e ganz wichtegt Gesetz, dee schützt d'Salariéen, an do gesäit een och, wéi wichteg Europa ass, well esou e Gesetz iwwert de Detachement kann nëmmen europawäit geschéien, well mer op där enger Säit wëllen d'Rechter vun de Salariée schützen an op där anerer Säit awer och e Level-Playingfield hunn a ganz Europa. Dofir nach eng Kéier e grousse Merci u jiddwereen, deen dat Gesetz hei matënnerstëtzt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7901. Den Text steet am Document parlementaire 7901[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7901 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.48 heures.)

27e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 39**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7700 – Proposition de révision des chapitres Ier, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution** **p. 39**
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Fernand Kartheiser)
   Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Simone Beissel | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7700
3. **7755 – Proposition de révision du chapitre II. de la Constitution** **p. 43**
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : Mme Simone Beissel
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Mars Di Bartolomeo | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Léon Gloden) | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7755
4. **8091 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19** **p. 47**
   Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Carlo Weber
   Discussion générale : M. Michel Wolter | M. Claude Lamberty | Mme Jessie Thill | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8091 et dispense du second vote constitutionnel
5. **7514 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
   2° de l'article 2045 du Code civil ;
   3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
6° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;
7° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
8° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ;
9° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 **p. 48**

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : Mme Simone Asselborn-Bintz

Discussion générale : M. Michel Wolter | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7514 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Michel Wolter | Mme Myriam Cecchetti | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen (interventions de M. Sven Clement et Mme Simone Asselborn-Bintz) | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Sven Clement

Vote sur la motion 1 (rejetée)

6. **7828 – Projet de loi portant sur la modification :**
1° du Code de la sécurité sociale ;
2° du Code du travail ;
3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux **p. 54**

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7828 et dispense du second vote constitutionnel

7. **8106 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg** **p. 57**

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8106 et dispense du second vote constitutionnel

8. **8113 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale **p. 59**

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8113 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Net direkt.

2. 7700 – Proposition de révision des chapitres Ier, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Verfassungsofännerung 7700, déi d'Kapitelen iwwert d'Organisatioun vum Staat, dem Territoire, de Bierger, de Staatschef, d'Monarchie, d'Gemengen an d'Iwwergangsdispositiounen ofännert.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, d'Madamm Simone Beissel, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo de Rapporter vun der Proposition de révision, den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Wann ech de President héiere mat der Opzielung, wat alles an deem Kapitel dran ass, da kënnt et mer vir wéi eng Biergetapp. An dat war et effektiv. A mir sinn net nëmmen eropkomm, mee mir sinn och ënnen ukomm.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ganz, ganz wäit ënnen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dat ... Dir hutt Iech ganz gutt charakteriséiert elo, Här Kartheiser.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nom Kapitel Justiz steet elo dat zweet Kapitel vun eise grondleeënde Verfassungsrevisiounen zum zweete Vott.

Bei der Proposition de révision 7700 geet et ëm eis Staatsform, de Staatschef, de Grand-Duc, déi constitutionnel Monarchie, d'Regierung, d'Relatiounen tëscht Staat a Glawensgemeinschaften, d'Gemengen, d'Établissements publics an nach e puer weider Saachen. Ausserdeem, an dat ass och e wichtegen Deel, kommen d'Beruffschamberen als wichtegt Element vum Sozialdialog, dee mer weiderhi wëlle förderen, an eis Verfassung.

No bal 20 Joer Aarbechten, Ausernanersetzungen, Réckschléi, Kompromësser – gudde Kompromësser –, Biergerbefroungen ass de Verfassungszuch mat senge véier Waggonen drop an drun, an der Gare anzelafen.

Wa mir haut a muer iwwert déi véier Kapitele fir d'zweet ofgestëmmt hunn, kréie mer mat breeder Ënnerstëtzung endlech e Grondgesetz, dat am 21. Joerhonnert ukomm ass. Déi Revisiounen, op déi mir eis gëeenegt hunn, si keng Revolutioun, mee eng wichteg an zolidd Evolutioun, déi och der geliefter Realitéit entsprécht.

Duerch deen Text, iwwert dee mer haut fir d'zweet ofstëmmen, ginn eis Institutiounen allgemeng gestäerkt, hir Missioune kloer an der Verfassung festgehalen. Bewäertes gëtt confirméiert. Esou ass Lëtzebuerg eng parlamentaresch Demokratie, eng constitutionnel Monarchie, déi op Prinzippie vun de Mënscherechter baséiert. De Respekt vun de Mënscherechter an den État de droit ginn explizitt an eiser Verfassung festgehalen.

Lëtzebuerg bleift also e Staat, dee fräi, onofhängeg an ondeelbar ass. Nei ass d'Festschreiwung vun eise Staatssymboler an der Verfassung. D'Lëtzebuerger Sprooch ass d'Landessprooch, eis Sprooch. De routwäiss-bloe Fändel ass eise Fändel, de Wope gëtt an der Verfassung festgehalen, eis Nationalhymn kënnt och an d'Verfassung stoen. D'Méisproochegkeet, déi grouss Tromp fir eist Land, gëtt bestätegt.

Nei an d'Verfassung kënnt d'Verbonnenheet mat der europäescher Gemeinschaft – an dat huet näischt mat Souveränitéitsverloscht ze dinn, well d'Verträg, déi dat festhalen, sinn alleguer hei an iwwer aner Weeër demokratesch decidéiert ginn.

Bei der iwwerschaffter Verfassung réckelt eis Haaptstad ganz no vir a gëtt als Sëtz vun eisen Institutioune verankert. Mir wëssen, dass déi Institutiounen an d'Administratiounen an der Zwëschenzäit och wäitgeeënd dezentraliséiert gi sinn. Mee de Siège vun den Institutiounen ass an der Haaptstad.

Mat de Revisioune kënnt déi constitutionnel Monarchie mam Grand-Duc un der Spëtzt, eisem Staatschef, och endlech am 21. Joerhonnert un.

Wat de Grand-Duc ugeet, do hält den Artikel 32 (veuillez lire: den Artikel 44) an der iwwerschaffter Verfassung fest, datt hien eise Staatschef ass. Dat war bis elo nach ëmmer esou.

De Grand-Duc representéiert de Staat an ass d'Symbol vun der nationaler Onofhängegkeet. Seng Missioune si virun allem representativer Natur. Seng Persoun ass duerch d'Verfassung inviolable. D'Roll vum Staatschef gëtt duerch déi iwwerschaffte Verfassung net geschwächt, well de Grand-Duc exerzéiert zesumme mat der Regierung d'Exekutivgewalt, wat och bis elo net festgehale war an der Verfassung, selbstverständlech mam Contreseign vun der Regierung. An hien huet och keng aner Pouvoire wéi déi, déi vun der Verfassung an de Gesetzer festgeschriwwe sinn.

An d'Verfassung kommen elo d'Reegele fir den Zougang zu der Fonctioun vum Grand-Duc, fir seng Ofdankung, wann dat sollt eng Kéier passéieren, a fir d'Regentschaft, wa se dann noutwendeg wären. Doweinst gëtt dat net méi an engem Familljepakt festgehalen. Dat war bis elo am Familljepakt vum Haus Nassau festgehalen. Ech mengen, déi Dispositioune ronderëm de Grand-Duc gehéieren an eng Verfassung an net an e private Vertrag. Dat ass gutt esou, wéi dat elo an déi nei Verfassung erakënnt.

Deen neien Text séchert dem Grand-Duc déi néideg finanziell a personnel Mëttelen, fir dass hie seng Fonctioun a seng representativ Verflichtunge mat grousser Dignitéit kann erfëllen.

Et gëtt och festgehalen, datt de Grand-Duc, de fréiere Grand-Duc, de Grand-Duc Héritier, de Regent, wann dat eng Kéier géif a Fro kommen, an de Lieutenant-Représentant eng järlech Dotatioun vum Staatsbudget kréien.

An der aktueller Verfassung – dat als Beispill, wéi eng Verfassung der Realitéit kann nohippen – steet dem Grand-Duc nach eng finanziell Dotatioun vun 300.000 Goldfrang zur Verfügung. Ech mengen, domat kéint de Grand-Duc, wann dat applizéiert géif ginn, net ganz wäit goen. An dat weist och, dass et wichteg a richteg ass, dass eng Verfassung net an engem viregte Joerhonnert mat den Texter läit, mee an där jëtzeger Zäit ukënnt. Dat ass näischt Schlechtes. An dofir, mengen ech, soll een och déi Änneruungen, déi mer maachen am grousse Konsens a mat vill Diskussiounen, soll een dat Resultat wannechgelift net schlecht rieden.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Et soll een déi Texter opmierksam liesen. Et soll ee se vergläichen. Et soll ee se mat anere Verfassunge vergläichen, an da stellt ee fest, dass déi Aarbecht zwar laang gedauert huet, mee dass et derwäert war, dass mer déi Aarbechte gemaach hunn, an dass dat Resultat sech absolutt am Verbund mat deenen anere moderne Verfassunge weise léisst.

Selbstverständlech – an d'Madamm Beissel huet dat gëschter gesot –, wann an der Zukunft d'Noutwendegkeet ass, fir op där enger oder op där anerer Plaz nozebesseren, dann ass dat net ausgeschloss, mee ënnert deene Konditiounen, wéi eng Verfassung muss geännert ginn, mat deene Sécherheets ..., mat deenen, wéi soll ech soen, mat deene Garantien, déi duerch d'Meerheetsverhältnisser gi sinn, an net einfach esou aus der Hëft, aus enger Laun eraus. Dat ass net dran.

D'Maison du Grand-Duc, also d'Verwaltung vum Staatschef, gëtt am ëffentlechen Interêt organiséiert a si kritt eng Rechtsperséinlechkeet.

De Grand-Duc kritt zwar den Titel vum Kommandant vun der Arméi, mee u sech gëtt den effektive Kommando vun der Arméi vun der Regierung ausgeüübt.

Wat d'Regierung betrëfft, gëtt festgehalen, datt si déi allgemeng Staatspolitik féiert, Exekutivorgan ass a sech als Regierung selwer organiséiert. An der Verfassung gëtt och d'Zesummesetzung vun der Regierung preziséiert. Och d'Missioune vum Premier ginn hei kloer definéiert.

Ganz wichteg ass, datt d'Séparation des pouvoirs, d'Gewaltentrennung, explizitt an der Verfassung festgehale gëtt. Vu wiem a wéini d'Verfassungsfro gestallt gëtt oder ka ginn, gëtt och an deenen neien Texter gereegelt. Mir fannen och nei Dispositiounen iwwert d'Force publique, déi den Term „Arméi" couvréiert an den Ensembel mat der Polizei. Also den Asaz vun der Force publique am Ausland muss elo fir d'éischt d'Autorisatioun vun der Chamber hunn, no enger Recommandatioun vun der Commission de Venise.

Wat d'Relatiounen tëschent Kierch a Staat ugeet, ginn déi Accorden, déi mer virun e puer Joer fonnt hunn, an der Verfassung verankert. D'Trennung vu Kierch a Staat gëtt an der Verfassung festgehalen, d'Relatiounen och. An déi Relatiounen, déi kënne gesetzlech gereegelt ginn, och duerch Konventioune mam Accord vun der Chamber a selbstverständlech deene Betraffenen.

Wat d'Gemengen ugeet, ass nei, datt de Gemengerot ënner bestëmmte Konditioune speziell Steieren decidéiere kann an de Staat derfir suerge muss, datt d'Gemengen iwwert déi néideg Moyene verfügen, fir hir Missiounen ze erfëllen.

Nei ass och, datt d'Gemenge kënnen aleng oder zesumme mat anere Gemenge kommunal oder interkommunal ëffentlech Ariichtunge grënnen. Dat fënnt d'Entrée an d'Verfassung.

Et sinn dëst fundamental Revisiounen. Et gëtt der méi an deenen dote Kapitelen, mee an där Zäit, déi mer zur Verfügung stoung, konnt ech net op all eenzel agoen.

Déi doten Änneruungen hunn eng breet Zoustëmmung an der Institutiounskommissioun fonnt an hunn och beim éischte Vott eng ganz breet Zoustëmmung fonnt.

Meng Fraktioun, eis Fraktioun, d'LSAP – dat däerf ech hei soen – stëmmt och fir d'zweete Kéier deenen doten Änneruungen zou an der Iwwerzeegung, dass hei eng gutt, eng exzellent Aarbecht am Konsens an an engem Respekt vun deenen eenzelne Meenungen, mat vill, vill Diskussiounen an och mat vill Diskussioune mat der Société civile gemaach ginn ass.

Här President, ech soen Iech Merci an ech soe virun allem och alle Kolleegen, déi bedeelegt waren, Merci fir dee konstruktive Geescht, mat deem mer un déi heite Verfassungsaarbechten erugaange sinn. Dat ass e Beispill fir dat, wat eng Verfassung soll sinn. An ech ginn net midd, et ze widderhuelen: Eng Verfassung soll d'Leit zesummebréngen an net ausernanerdividéieren. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Och e grousse Merci mengersäits dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, nach eng Kéier, an och fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Ekipp.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et geet haut an dësem Kapitel ëm d'DNA vum Haus Lëtzebuerg. Dëst Haus Lëtzebuerg steet op dräi Pilieren: Den éischte Pilier ass d'Monarchie constitutionnelle a Form vum Grand-Duché mat eisem Grand-Duc als Staatschef un der Spëtzt, den zweete Pilier ass d'parlamentaresch Demokratie an den drëtte Pilier ass de Rechtsstaat. Béides ass net méi selbstverständlech an Europa.

Et geet och an dësem Kapitel ëm eis national Identitéit. An e groussen Deel vun dëser nationaler Identitéit fënnt fir d'éischt mat dëser Verfassung Akéier an d'Grondgesetz: Et ass eis Lëtzebuerger Sprooch, et ass de Lëtzebuerger Fändel an et ass eis Heemecht. An Deel vun dëser nationaler Identitéit ass och e kloert Bekenntnis zu Europa. E staarkt Lëtzebuerg brauch e staarkt Europa. An e staarkt Europa brauch e staarkt Lëtzebuerg.

D'Institutioun Grand-Duc gëtt gestäerkt. De Grand-Duc, de Staatschef, ass a bleift d'Symbol vun der Eenegkeet a vun der Onofhängegkeet vun eisem Land. E steet iwwert de Parteien, also e gëtt net zum Spillball vun der Politik.

Politesch Parteie spillen eng ganz wichteg Roll an enger Demokratie. Ech hat et a menger Ried zum éischte Vott gesot: Si sinn d'Créateurs d'idées.

D'Maison grand-ducale gëtt agefouert an den Text. Se gëtt souzesoen ..., d'Administratioun kënnt an d'Verfassung eran. A wéi de Mars Di Bartolomeo et och richteg gesot huet, souwuel d'Institutioun Grand-Duc wéi all déi aner Institutioune ginn – entre guillemets – „krisefest" gemaach mat klore Prozeduren, wann ee vun de Riedercher eng Kéier e Stëbskär erwëscht.

D'Monarchie gëtt mat dësem Text aus dem 19. Joerhonnert an d'21. Joerhonnert gefouert. Iwwert d'Regierung gëtt kloer preziséiert, datt et de Premierminister ass, deen d'Aktioun koordinéiert. Och mat dësem Text kënnt eng nei Assise dra fir d'Relatiounen tëschent Glawensgemeinschaften a Staat.

Mir hu vill un dësem Text geschriwwen, diskutéiert. Et sinn och eng Rei Iwwerleeungen an dësen Text eragefloss iwwert d'Virschléi vun de Bierger a Biergerinnen. An domadder kann ech den Accord gi vun der CSV-Fraktioun fir den zweete Vott.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da wier et un där honorabeler Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, de Moien hu mer ganzer aacht Kapitelen hei am zweete Vott, déi mer schonn de 25. Januar 2022 an dem éischte constitutionnelle Vott duerch dës Chamber kritt hunn: Staatsform, Grand-Duc, Regierung an esou weider.

Meng zwee Virriedner, an notamment de Rapporter-President Mars Di Bartolomeo, hu schonn extensiv op déi Haaptpunkten higewisen. Fir d'éischt wëll ech him emol nach eng Kéier en häerzleche Merci soe fir seng exzellent Aarbecht, mee awer och de Corapporteuren an awer och all de Membere vun der Verfassungskommissioun, wou mer alleguerten zesumme säit Joren ... Ech hu gekuckt a menge Calepinen – Dir wësst, déi si relativ grouss –, wivill Sitzunge mer haten. Ech hu gesot: Wann ech eng Kéier gutt Zäit hunn, da maachen ech mer Strécher op en Ziedel, well et war wierklech enorm, wivill mer geschafft hunn, fir

déi Texter hei ze kréien. Mee ech mengen, an de Mars Di Bartolomeo huet et gesot: Et war derwäert!

De Léon Gloden schwätzt vun dräi Peiler, wou mer drop sëtzen. Ech kann Iech just soen, déi hei Kapitelen, déi d'ganz Staatsform an d'Haaptinstitutioune betreffen, déi si wierklech, de Léon schwätzt vun der DNA, fir mech ass et de Label vun eisem neie Grand-Duché am 21. Joerhonnert.

Dofir, ech maache just nach e puer Remarken, déi mer um Häerz leien.

Wéi ech den Text an och d'Riede vun den éischte Votten nach eng Kéier genau duerchgelies hunn, ech mengen, wat opfält, dat ass, dass d'Straffung, de Reamenagement, d'Reformulatioun vu bestëmmten Dispositiounen dem ganzen Text nach méi Kohärenz a Visibilitéit ginn an och Lisibilitéit. Et gëtt méi einfach, fir en ze verstoen.

Zweetens: De Rechtsstaat gëtt hei kloer consacréiert. An deenen Zäiten, déi mer dobausse kennen, souguer an Europa, ass dat extreem wichteg, dass mer dat Bekenntnis maachen.

Drëttens: D'Adhesioun vu Lëtzebuerg zu der Europäescher Gemeinschaft gëtt hei feierlech festgehalen.

Véiertens: De Sozialdialog gëtt fir d'éischt an der Verfassung verankert, gradesou wéi d'Beruffskummeren, déi dat jo scho ganz laang Jore gefrot hunn. A mir hunn där ganzer Verfassung e soziale Mäntelche ginn an dofir hunn déi do Dispositioune wierklech hei Plaz.

Eis Emblèmen – meng Virriedner hunn et scho gesot, mee et mécht ëmmer Spaass, fir et nach eng Kéier ze soen –, d'Lëtzebuerger Sprooch an de Lëtzebuerger Nationalfändel mat den dräi Faarwen an de Linnen an d'Nationalhymn, ginn dann elo an den Artikelen 1 bis 8, an haaptsächlech am Artikel 8, zréckbehalen, fir dass déi och emol eng Kéier ageschriwwe sinn.

Da sechstens: Mir erneieren de Lien d'allégeance zum Grand-Duc, dat heescht dann och zu der Monarchie constitutionnelle an ipso facto zu der Dynastie vun den Nassau-Weilburger.

Dann och eppes Wichteges – an de Mars Di Bartolomeo huet et schonn ervirgestrach –: D'Autonomie communale, déi mer jo 1979 fir d'éischt an d'Verfassung ageschriwwen hunn, déi ëmmer hinke, hinke war, well u sech keng reell Dispositiounen an Hëllefen hannendrun houngen, gëtt elo an där Hisiicht immens verstäerkt, well de Staat de Gemengen elo effektiv déi néideg Ressourcen zur Verfügung stelle muss, an dat war absolutt net evident, fir niewent hire Missions obligatoires och hir Missions facultatives kënnen ze erfëllen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner hunn alles esou gutt gesot, dass ech net méi op déi aner Saache wëll agoen. Ech mengen, mir hunn hei gutt Aarbecht gemaach. Dofir ass dësen Text jo och duerch den éischte Vott gaang. An ech bréngen hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun fir dësen zweete Vott.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut kommen ech net esou oft wéi gëschter. E léiwe Merci un de Rapporter Mars Di Bartolomeo. Haut ass nämlech och erëm e gudden Dag fir eise Rechtsstaat, fir eis Demokratie, fir e Groussdeel vun eisen Institutiounen an – et ass elo grad gesot gi vum Simone Beissel – och fir d'Gemengen, well mer hinne mat dësem Kapitel vun der Verfassungsrevisioun eng méi propper an eng méi stabill Basis ginn. Um Virowend vun engem Joer, wou Gemengewale sinn, ass dat ëmmer erëm wichteg ze widderhuelen.

Et ass dee Revisiounsblock, deen déi meescht Verfassungskapitele betrëfft, de Rapporter huet et gesot, an och deen, deen een als eng Aart Réckgrat vum institutionellen Opbau a vum Fonctionnement vun eisem Land kéint bezeechnen.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, wéi wichteg fir e Land, e Staat a seng Institutioune kloer, korrekt an zäitgeméiss Verfassungsreegele sinn. Ouni déi kréich d'Zesummespill vun eisen Institutiounen ganz schnell d'Gripp. A mat dësem zweete Revisiounsblock gi mer an eisem Land genee Reegele vir, kloer Reegelen, wéi d'Institutiounen zesummen an onofhängeg fonctionéieren, ouni ongesond Vermëschungen, ouni rechtlech Onsécherheeten.

Et ass scho gesot ginn: Am Fall vun enger politescher Kris ass et souwuel kloer elo, dass d'Chamber wéi d'Regierung geschäftsführend – fir Däitsch ze schwätzen – weider fonctionéieren, bis eng nei Chamber gewielt ka ginn an eng nei Regierung agesat ka ginn. Et ass also Schluss mam Vide institutionnel.

Déi fënnef éischt Artikele sinn am Fong, et ass scho gesot ginn, och d'Visittekaart vum Land. Se soen am Resümmee, wéi d'Land fonctionéiert.

Eise Grand-Duché ass demokratesch, fräi, onofhängeg an indivisibel. Mir sinn eng Monarchie constitutionelle, eng parlamentaresch Demokratie. Hei an dësem héijen Haus schafe mer de gesetzleche Kader. Hei decidéiere mer déi grouss Reegelen, wéi dat Land hei fonctionéiert, och wann dat net onbedéngt jidderengem ëmmer an de Krom passt. Hei am Haus ginn déi politesch a legislativ Weiche gestallt, an net an de Kulissen, net op der Strooss oder via Medien, déi traditionell oder déi soi-disant sozial.

Mir hunn a mir huele Verantwortung. Dofir si mer gewielt ginn. Mir maachen dat am Zesummespill mat der Exekutiv, mam Staatsrot, mat de Beruffskummeren an de facto och mam Syvicol a mat munnech aneren zivillgesellschaftlechen Acteuren, déi sech duerch hir Avisen ëmmer erëm abréngen.

Mir bekennen eis haut mam haitege Reformtext elo ausdrécklech an eiser Verfassung zum Rechtsstaat an zu de Mënscherechter. Op dëser Grondlag ginn dann all eis Texter och gepréift. D'Mënscherechter sinn universell Rechter, gëllen also iwwerall. De Moment gi se vill mat Féiss getrëppelt. Ech muss feststellen, se ginn ëmmer méi mat Féiss getrëppelt an der Welt. An erlaabt mer, un d'Mëssstänn an d'Verfollgung am Iran ze denken haut.

All deenen, déi sech zu Lëtzebuerg asetze fir d'Erhale vun de Mënscherechter an der Welt an zu Lëtzebuerg, wëll ech hei ausdrécklech Merci soen, jidderengem eenzelnen, eisen Institutiounen, déi mer dofir geschaf hunn, deene betreffenden Verwaltungen an all Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft. Mir brauchen Iech elo an, ech fäerten, leider Gottes och nach vill an Zukunft.

„La souveraineté réside dans la Nation." „Vollek" oder „Natioun", et ass ëmmer erëm schwiereg, mat deene Begréffer ëmzegoen. Lëtzebuerg ass komplex. Dës Komplexitéit ass Deel vun eiser Identitéit. Lëtzebuerg dréckt sech awer och besonnesch aus duerch seng Wëllkommenskultur. D'Symboler, d'Nationalhymn, de Wopen, de Fändel an eis Sprooche sinn zentral Elementer vun dëser Identitéit.

Jo, Lëtzebuerg ass net e Land mat just enger Sprooch. Lëtzebuerg ass dräisproocheg, schreiwe mer an d'Verfassung an. Et ass nach méi wéi dräisproocheg, et ass méisproocheg. Déi Sproochesituatioun ass extreem komplex, se ass lieweg, se ass en Ausdrock vun eiser Diversitéit a fuerdert eis all Dag zum géigesäitege Respekt op, fir dass mer eis verstinn an dass mer eis Sproochekenntnisser net mëssbrauchen als Waff, fir een deem aneren op de Geescht ze goen oder eng gewëssen ..., aus enger Muechtpositioun eraus op een anzeschwätzen.

Da schreiwe mer an den Artikel 5 déi europäesch Integratioun an als Bestanddeel vun deem, wat Lëtzebuerg ausmécht. Et ass e Fédéralisme coopératif respektiv et geet ëm Souveraineté complémentaire. A wéi de Rapporter et scho gesot huet, gewanne mer just dorunner.

Fir eis Gréng ass déi europäesch Integratioun primordial.

Et waren dës Punkten, déi ech bei dësem Kapitel haut nach wollt ervirsträichen. Fir eis Gréng ass, wéi gesot, an dëser Verfassungsreform wichteg: d'Upassung vun den Texter un d'Realitéiten, d'Aféierung vu klore Reegelen, wéi mer mat den Institutiounen onofhängeg, awer am Zesummespill fonctionéieren, an dass mer mat dësem neien Text d'Grozone beim Exercice des pouvoirs ofschafen.

Mir gewannen also a puncto modernem Rechtsstaat, a puncto Gewaltentrennung. Mir ginn als Gréng den Accord zu dëser Verfassung mat Freed an Iwwerzeegung. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Parlament, e gutt Parlament, zeechent sech jo doduerch aus, datt et och emol ënnerschiddlech Meenunge gëtt. A mäi Privileeg ass haut, e bëssen en anere Bléck op déi Reform ze werfen.

Ech soen awer virun allem och dem Mars Di Bartolomeo Merci fir eng ganz gutt Presentatioun vun deem, wat mer haut hei envisagéieren. En huet gesot: „Jo, mir mussen eng Verfassung upassen un d'Modernitéit." Natierlech. Mir hunn eis dogéint ni gewiert als ADR. A wann Der wëllt Goldfrangen duerch Euroen ersetzen, dann ass dat elo net eise gréisste Problem, obschonn ech net weess, mat wat een haut wierklech méi wäit kéim, mat 300.000 Goldfrang oder mat 300.000 Euro. Dat musse mer dann eis Zentralbank froen, wat dat dann elo wäert ass. Ech weess et net. Mee et ass awer eng gutt Fro.

Och d'Sprooch: Natierlech begréisse mer et, datt déi elo an d'Verfassung ageschriwwe gëtt. Ech wëll och als ADR kloer betounen: Mir hunn eng Nationalsprooch, dräi administrativ Sproochen. Also déi Presentatioun, wéi déi gréng dat hei maachen, dat deele mir an där Form net. Mir insistéieren op Lëtzebuergesch. Mir hate selwer eng Proposition de révision hei agereecht, fir d'Sprooch an d'Verfassung anzeschreiwen. Dat gëtt eis also Satisfaktioun.

Et si gutt Saachen an deem Text, wéi an deene véier Texter gutt Saache stinn, awer eeben och Saachen, déi eis ganz vill Suerge maachen. Dozou gehéiert déi nei Reegelung vun der Monarchie an och Aschränkunge vun der Souveränitéit. An ech wëll dat an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, just ganz kuerz beschreiwen.

Hei ass gesot ginn – an enger Form vun Newspeak gëtt dat ëmmer erëm betount –: „D'Monarchie gëtt gestäerkt." Nee – dat ass eppes Guddes –: Si gëtt

confirméiert. Mir hate jo och an deene leschten Deeg diskutéiert, datt eenzel Stréimungen déi a Fro stellen, wat hiert gutt Recht ass, selbstverständlech. Mee mir confirméieren d'Monarchie. Dat ass eng gutt Saach. Awer mir huele Pouvoire vun hir ewech.

Dee groussen institutionelle Gewënner vun dëser Reform ass d'Regierung! Si baut hire Poids géintiwwer dem Grand-Duc aus. An dat muss een einfach gesinn, sief et, wéi den Här Mars Di Bartolomeo dat esou schéi formuléiert hat, datt se souguer d'Arméi géif kommandéieren – et ass net grad esou –, mee vill aner Saachen och.

(Interruption)

A wat eis virun allem Suerge mécht, dat sinn déi nei Dispositiounen, wéi de Grand-Duc kann ofgesat ginn. Dat ass eppes, dat hate mer bis elo net. Et ass vläicht gutt, dat ze reegelen. Wann een zum Beispill e Krankheetsfall huet oder esou eng Situatioun, sollt ee Reegele virgesinn, fir dat ze maachen. Mee da muss ee se esou prezis maachen, datt eng Erpressung vum Staatschef, eng politesch Erpressung, net méiglech ass. Well dat géif de Staatschef a senger Autoritéit, a sengem Rôle als Arbiter och iwwert dem politesche Spill vum Land schwächen. Wann een dann elo seet, dat wär méiglech, wann en net seng Attribution constitutionnelle erfëllt, dann ass dat eng Interpretatiounssaach. An do si mir ganz virsiichteg, well mir denken, et soll een da ganz kloer soen, wéini et méiglech ass a wéini net.

Et ass och esou mat eis, datt mer keng Ännerung vun de Prerogative vum Grand-Duc wollten. Mir hunn dat an den Diskussiounen ëmmer erëm gesot. Et war net néideg, bon, elo ass dat gemaach. Wéi gesot, positiv ass, datt mer eis awer wéinstens alleguer, oder bal alleguer, zur Monarchie bekennen.

Wat d'Souveränitéit ugeet, do sinn och kloer Aschränkungen. Natierlech kann een draschreiwen: „Le Luxembourg appartient à l'Union européenne" oder „contribue à la construction européenne". Et ass eng Banalitéit, et ass eng Selbstverständlechkeet, well Lëtzebuerg eleng géif net wäit goen. Ech mengen, datt mer eis mussen an engem internationalen Ëmfeld u Forme vu Kooperatioun an zum Deel Integratioun bedeelegen, ass u sech eng Selbstverständlechkeet.

Et hätt een och kënnen aner Institutiounen draschreiwen, oder Organisatioune wéi d'UNO. Do si mer och Member. Mee wat hei eigentlech geschitt, politesch an der Analys, ass e Riseschrëtt, well an der aktueller Constitutioun steet, datt mer eng temporaire Derogatioun vu souveräne Rechter un international Organisatioune kënne maachen. An deen „temporaire" fält elo ewech. Mir sinn elo am Prinzipp am „Definitiven". Et gëtt net méi gesot, datt mer e Recht hunn als Staat, Rechter zréckzehuelen, oder datt mer vläicht kënnen a Konditioune geroden, déi eis derzou forcéieren oder déi eis derzou géife leeden, Rechter un eist Land zréckzehuelen. Déi Méiglechkeet ass elo an der Verfassung net méi explizitt virgesinn.

Wat dat heiten ass? Dat ass e Schrëtt a Richtung „Federalismus" – och den Här Margue hat dat Wuert elo gebraucht –, laanscht de Wieler. De Modell … Dat ass eeben och de grousse Problem vum Referendum: D'Lëtzebuerger Wieler konnte sech net ausschwätzen, ob se dee Schrëtt wéilte maachen, deen awer hei grouss, grouss gezeechent gëtt an där neier Verfassung.

Och musse mer soen, et sinn esou vill Saachen, wou mer eis froen: Wéi gëtt dat dann elo interpretéiert? De Grand-Duc soll elo zum Beispill d'Autoritéit kréien, „actes juridiques de l'Union européenne" an eist nationaalt Recht ze iwwersetzen. Wéi eng Actes juridiques?! Mir hunn eis déi Fro gestallt, och an den Diskussiounen, a mir krute keng kloer Äntwert.

Et gëtt Actes juridiques vun der Union européenne, notamment d'Direktiven. Do sinn hannert de Reglementer an niewent den Decisioune vu verschiddener Natur Actes juridiques vun der l'Union européenne. Majo, mee wéi ginn déi ëmgesat? Ass dat vläicht zulaaschte vun eiser Chamber an Zukunft? Mir krute keng kloer Äntwerten. Mir wäerten als ADR op jidde Fall och d'Pregorative vun der Chamber verdeedegen, wann et ëm d'Transpositioun vum europäesche Recht a Lëtzebuerger Recht geet.

An dann ass, an ech hale vläicht op mat där Bemierkung, och esou eppes erausgeholl ginn – well et Verschiddenen als almoudesch virkomm ass –: „le droit de battre monnaie". Ma dat ass e schéinen Ausdrock. Et hätt een och nach vläicht kënnen en aneren Ausdrock huelen, wann dat dann néideg gewiescht wär. Mee den Artikel 128 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne seet kloer: „Les États membres peuvent émettre des pièces en euros."

(Interruption)

Et ass also eng Realitéit! Et war net net néideg, dat ze änneren.

An et hätt een an eisen Aen och kënnen Dispositiounen an dës Verfassung ophuelen, fir den État de crise der juridictioneller Iwwerpréiwung duerch eng Cour constitutionnelle ze ënnerleeën, wéi den Här Reding et an enger Proposition de révision proposéiert hat. Mir stëmmen dësen Text dowéinst net mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann hoffen ech, datt mer haut den zweeten Deel an da kuerz drop och den drëtten Deel vun der Verfassungsrevisioun kënnen accouchéieren, an dann de Mëtten och nach de véierten hanner eis bréngen, soudatt mer endlech, no ganz ville Joren, eng nei, eng e bësse méi modern Verfassung hunn.

Et ass kee Geheimnis, ech hunn et och schonn e puermol gesot, datt mer net der Meenung sinn, datt déi Verfassung hei dee ganz grousse Worf ass, dee sech erhofft gouf. Mee et ass sécherlech e wichtege Schrëtt no vir.

An där Propositioun, déi mer elo de Moien diskutéieren a stëmmen, ass definitiv eppes Positives dran: Mir hu Beruffskummeren, déi an d'Verfassung opgeholl ginn, an domat gëtt de Sozialdialog kloer an der Verfassung verankert. Dat ass sécherlech eppes, wat mer begréissen.

Dann hu mer d'Verhältnis tëscht dem Staat an de Reliounsgemeinschaften, dat kloer gekläert gëtt a wou och ganz kloer gesot gëtt, datt keng Relioun méi favoriséiert gëtt. Well mir mussen eis bewosst sinn: Lëtzebuerg ass e pluralistescht Land. An eis Verfassung soll a muss deem Rechnung droen.

A jo, och bei de Sprooche verankere mer Lëtzebuergesch nach eng Kéier offiziell als Sprooch vum Land. Et ass awer esou, datt mir eis – an dat hunn ech och gëschter schonn, virgëschter, pardon, bei den Diskussiounen zu der Propos vun deene Lénke gesot – méi Ouverture gewënscht hätten, ënner anerem, wat e méiglecht Aschreiwe vum Englesche gewiescht wier.

An da komme mer zu deene Saachen, déi d'Parlament betreffen: d'Aféiere vum Mësstrauensvott, eng kloer Reegelung vum Mësstrauensvott, eng kloer Reegelung och, wéi dat Ganzt soll oflafen. Mir hoffen, datt mer et ni brauchen. Mee et ass gutt, et ze hunn, well dee Moment, wou een et eng Kéier bräicht, géif een da feststellen, datt et net do ass.

(Interruption)

An där Saachen hate mer an der Lescht vill ze heefeg, datt mer op eemol Problemer haten an, wa mer d'Gesetzer vu méi no gekuckt hunn, gemierkt hunn: „Hm, do feelt eppes. Do feelt eng Disposition légale." Ech sinn also frou, datt mer dëse Projet haut kënne stëmmen.

An zum Grand-Duc, mengen ech, gouf scho vill gesot, virgëschter, haut. Mir bleiwen eng Monarchie. Och do: Mir hätten eis gewënscht, mir hätten dat nach eng Kéier per Referendum bestätege gelooss. Mee Fakt ass: De Grand-Duc gëtt net ofgeschaaft mat dëser Verfassung. An esou wéi bei der éischter Kéier ginn d'Piraten och bei der zweeter Kéier hiren Appui fir dës Propos.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Erlaabt mer, hei ze widderhuelen, wat ech scho virun e puer Méint gesot hat: wéi wichteg dës Reform ass. An erlaabt mer awer och, hei dem Rapporter an de Memberen – an dat, wat ech och scho viru Méint gesot hunn – net vun der haiteger Kommissioun, mee vun de leschte Joerzéngten – kann ee scho bal soen –, vun der Verfassungskommissioun … Et sinn Absenten, déi net méi hei an der Chamber sinn. Ech denken un den Alex Bodry. Ech denken un de Paul-Henri Meyers.

Mir hunn eng Rëtsch vu Leit, déi wierklech ganz aktiv och un der Verfassung matgeschafft hunn. A mir kommen endlech – endlech! – elo zum Schlusspunkt. Hei ass tatsächlech eng Verfassung, ech wëll net soen, aus Postkutschenzäit. Mee wann ee vu Francoren a vun esou Matièrë schwätzt, déi et haut net méi gëtt, mengen ech, war et och wichteg, d'Verfassung och ze adaptéieren.

Ech sinn och frou, dass am Fong d'Saache kloergestallt ginn, well mir hate scho Situatiounen, wou mir selwer tatsächlech net woussten, wéi et sollt weidergoen. Ech ka mech erënneren: 2013 op eng Kéier, wéi jiddweree mam Fanger am Mond war fir ze soen: „Wat geschitt elo?" An dofir ass et a mengen Aen och wichteg, dass mer eis op all Eventualitéiten preparéieren.

Mee dat wëllt net heeschen, dass d'Aarbechte vun enger Verfassung elo fäerdeg sinn. Déi dote Reforme sinn elo gemaach, déi Modernisatioun ass gemaach, mee ech sinn iwwerzeegt, dass eng nächst Chamber och nees deen een oder deen anere Punkt méi moderniséiere wëllt. Eng Verfassung ass eppes, wat e Pilier ass, mee och eppes, wat avancéiert. Well eng Verfassung, déi net avancéiert, erkennt och net d'Realitéit vun hirer Gesellschaft.

Dofir der Chamber e grousse Merci, dass eis Verfassung sech méi un d'Gesellschaft vun haut adaptéiert wéi deemools, wéi se geschriwwe ginn ass. An dat ass och gutt esou.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 7700. Den Text steet am Document parlementaire 7700[15].

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7700

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Propositioun ass mat 52 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

S'est abstenue : Mme Myriam Cecchetti.

Et ass also esou decidéiert.

3. 7755 – Proposition de révision du chapitre II. de la Constitution

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Verfassungsofännerung 7755, déi d'Kapitel II iwwert d'Rechter an d'Fräiheeten ofännert. Et sief och hei drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dëser Proposition de révision, d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, haut kënnt dann endlech dësen elementare Peiler vun engem normale Staat, vun engem Rechtsstaat mat engem staarken an andauernde Schutz vun eise Bierger, an net nëmmen de Bierger, mee all eisen Awunner, definitiv an den zweete Vott, fir dass mer och hei kënne Kloertext schwätzen.

Ech gi ganz kuerz drop an, Dir erënnert Iech, mir hunn d'Rechter an d'Flichten nei agencéiert. Mir hu ganzer véier Rubricke gemaach. Dat Éischt ass d'Nationalitéit, d'Modalitéiten do dervun, dat Zweet, dat sinn d'Grondrechter, d'Droits fondamentaux, dat Drëtt d'ëffentlech Fräiheeten, d'Libertés publiques, an dat Véiert eng nei a ganz modern Rubrik, d'Objectifs à valeur constitutionnelle.

Duerch de Fait, dass mer d'Proposition de révision 6030 haten an dunn e Groussdeel vun dem Contenu vun dëser Propositioun eriwwergeholl hunn, hu mer awer en Deel vun de Grondrechter, déi scho laang an eisem System bestan hunn, eriwwergeholl. Mee mir hu se adaptéiert, mir hu se reformuléiert a mir hu se haaptsächlech duerch zwielef nei Rechter completéiert.

Här President, hei e puer Iwwerleeungen zu Punkten, déi nach ëmmer e wéineg an der Luucht houngen an den Diskussiounen, an déi wollt ech nach eng Kéier hei kloer ervirhiewen.

Dat Éischt ass: Mir hunn an der Kommissioun decidéiert, dat ganzt Kapitel net exzessiv opzeblosen oder ze erweideren duerch d'Aschreiwen – wat vu bestëmmte Leit hei verlaangt ginn ass – vun alleguerten den Artikelen, déi an den UNO-Konventiounen, an der Europäescher Mënscherechtskonventioun vun 1950 an an der Europäescher Grondcharta vun 2000 ageschriwwe sinn, soss hätte mer e Kapitel kritt, wat vill, vill méi Artikele kritt hätt. A mir hu fonnt, dat wär exzessiv. An ech soen Iech och, firwat.

Ech erënneren Iech drun, et gëtt zwee Systemer, wéi ee vis-à-vis vun der Norme internationale fonctionéiert: Dat eent, dat ass de Sysème moniste, zu deem mir gehéieren, an dat anert ass de Système dualiste. Mir sinn e monistë Staat, e monistë System, dat heescht, mir erkennen automatesch d'Superioritéit an d'direkt Applikabilitéit vun den internationale Rechtsnormen am Lëtzebuerger Droit positiv un. Dat heescht am Kloertext: Alleguerten déi Rechter, déi an den internationalen Texter verankert sinn, praktesch „font partie intégrante" vun eisen Texter, well si schwiewen hannendrun an där ganzer Philosophie.

Ech ginn Iech elo zwee Beispiller, déi Der kennt, Momenter, déi mech nerven, wann ëmmer erëm dovunner geschwat gëtt, well dann erëm vergiess gëtt, wéi dat fonctionéiert mat der Konventioun vun 1950.

Wéivillmol ass gesot ginn: „Firwat hutt Der den Droit à la vie net an déi Verfassung geschriwwen?" Den Droit à la vie, deen eent vun de Grondrechter ass vun der Konventioun vun 1950, schwieft hannert deem ganze Kapitel vu Rechter a Flichten hannendrun a senger philosophescher Approche, ouni dass en elo spezifesch an den Text agesat ginn ass.

En anert Beispill, dat ass am neien Artikel 40: „le droit de vivre dignement". Dat beinhaltet – an ech wollt dat och nach eng Kéier dem Nathalie Oberweis hei soe fir säin Appaisement – automatesch d'„lutte contre la pauvreté" an dat beinhaltet d'„prévention matérielle", dat ass d'international Definitioun vun dem „droit de vivre dignement".

Dann zweetens, och fir Kloerheet ze schafen: Wie kann a puncto Lëtzebuerger Chamberwale mat wiele goen? Ech soen et elo hei fir déi n- an déi x-te Kéier: Nëmmen d'Lëtzebuerger, déi zivill a politesch Rechter hunn an déi 18 Joer hunn.

Drëttens, den Artikel 15 ass och ugeprangert ginn: D'Lëtzebuerger sinn alleguerte gläich virum Gesetz. Et ass gesot ginn: „Wat, ass dat do Diskriminatioun?" Menger Meenung no, déi Leit, déi dat gesot hunn, haten eisen Text net richteg gelies, well den Artikel 15 muss direkt kombinéiert gi mam Artikel 16. Am Artikel 16, do steet: „All Mënsch, dee sech um Lëtzebuerger Territoire beweegt, huet personnel a gidderrechtlech d'Recht op dee selwechte Schutz wéi d'Lëtzebuerger." Dofir, de 15 an de 16 musse kombinéiert ginn, an dat ass eng Unicitéit vum Schutz vun all den Awunner. Dass dat och emol eng Kéier kloer ass an dass déi penibel Diskussiounen ee fir alle Mol hei ophalen!

Dann: D'Notioun vun der Famill – dat ass de véierte Punkt – ass ganz konform zu den haitegen Decisiounen a Recommandatioune vun dem Conseil de l'Europe erweidert ginn an net opgeweecht ginn.

Fënneftens, d'Roll vum Kand ass extreem verstäerkt ginn an de Schutz vum Kand an der Zukunft hei an der Verfassung eng absolutt Prioritéit.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Den Ëmweltschutz, do derbäi de Schutz vun der Biodiversitéit ... Beim Ëmweltschutz ass et „humain et naturel", dat heescht, dat ass ganz breet gefächert. Also nach eng Kéier: De Schutz vun der Biodiversitéit, de Kampf géint den Dérèglement climatique, d'Efforten a Richtung Neutralité climatique si prezis a komplett an deem neien Artikel formuléiert ginn, deen dofir zoustänneg ass.

An ech kann Iech soen, dass dës Formulatioun kierzlech, virun dräi Wochen, wou ech zu Aix op der Uni war, an deem internationale Symposium, vun alleguerte menge Kolleegen – an do waren déi 27 vun Europa plus d'Britten, plus d'Schwäizer, plus d'Japaner an d'Chineesen – immense Luef kritt huet, well se zouginn hunn, dass keng vun hiren aktuelle Verfassungen esou prezis an esou komplett formuléiert ass wéi déi Lëtzebuerger. Do war ech dann natierlech ganz houfreg, kënnt Der Iech virstellen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Här President, et wäerten op d'mannst 13 bis 15 Joer sinn, wärend deene mir wierklech intensiv un dësen Texter geschafft hunn – ech hunn Iech gesot –, reformuléiert, agencéiert, adaptéiert an 13 (veuillez lire: 12) nei Rechter dragesat hunn.

Ech wëll nach kuerz op e puer agoen, fir Iech se nach eng Kéier ze soen, well se eeben nei sinn an eisen Texter.

Dat Éischt ass, et ass e wéineg komplizéiert formuléiert, den neien Artikel 31: „autodétermination informationnelle". Dat wëllt heeschen, dass all Mënsch ka mat all den neien Technologië schaffen, mee dass mer de perséinlechen Dateschutz direkt offiziell an eis Verfassung geschriwwen hunn. Dat ass e ganz neie Moment.

Dann, am Artikel 40 (veuillez lire: am Artikel 42): den Accès zu der Kultur, d'Recht op perséinlech kulturell Entfalung an och d'Förderung vum Schutz vum Patrimoine culturel. Dann nach am Artikel 43: De Staat fërdert d'Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Forschung, mee, mee, mee a bestëmmte Limitten, am Respekt vun den demokratesche Wäerter, déi an eisen europäesche Länner awer gang und gebe sinn, fir dass keng Abusen do kënne geschéien. Well Dir wësst, et si bestëmmte Saachen, notamment bestëmmte Clonagen, um europäesche Kontinent net erlaabt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat enger ganz grousser Majoritéit, no zéie Verhandlungen – de Mars Di Bartolomeo huet et scho virdrun och gesot, an déi waren an all de Kapitelen, hei natierlech och, well do d'Sensibilitéite vu jiddwerengem openeeklatschen, an dat ass och e Label vun der Demokratie – hu mer eis awer gëeenegt op dësen Text, an dee soll wierklech e besseren, breetgefächerte Schutz vun all eise Bierger beinhalten.

Dofir, et war wierklech mat Momenter net nëmmen eng Fläissaarbecht, mee et ware wierklech Nuetssitzungen, Diskussiounen an ëmmer erëm schreiwen a liesen a kucken, wat am Ausland lass ass an deenen anere Constitutiounen.

Dofir wëll ech nach eng Kéier en häerzleche Merci soen, net nëmmen Iech alleguerten, déi matgeholl hunn, mee och eise Mataarbechter intra an extra muros – erlaabt mer eng Kéier dëse witzegen, awer

uralen Term. Dat heescht, notamment dem Carole Closener an dem Christine Fixemer, déi wierklech gehollef hunn, a gehollef hu formuléieren, korrigéieren, wou mer mat Momenter an eiser Übermütegkeet eppes formuléiert haten, wou si gesot hunn: „U, oppassen, dat do riskéiert, net d'Strooss ze halen, reng an der rechtlecher Formulatioun."

An no deene Mercie kënnt Der Iech virstellen, dass ech frou sinn, dass mer elo haut bei dësem zweete Vott sinn, an ech brénge mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci der Madamm Beissel, nach eng Kéier, fir hei de Rapport zum Kapitel iwwert d'Grondrechter an d'Biergerrechter, wat haaptsächlech an dësem Kapitel festgeluecht gëtt.

Mat dësem Kapitel gëtt d'Haus Lëtzebuerg mat Wäerter gefëllt An ech hat a menger Ried zum éischte Vott den Nelson Mandela zitéiert, an ech wëll en nach eng Kéier hei zitéieren: „Wann een de Leit hir fundamental Rechter oferkennt, trëppelt een d'Mënschheet mat Féiss."

An engem Land an Europa gëtt mat Blutt a Schweess gekämpft fir demokratesch Wäerter. Ech wëll hinnen dëst Kapitel dann och besonnesch hei widmen.

Dëst Kapitel gëtt dem 21. Joerhonnert ugepasst. Mir kréien eng kloer Glidderung: op där enger Säit d'Grondrechter, op där anerer Säit d'Fräiheeten, d'Biergerrechter, an op där anerer Säit och d'Staatsziler.

D'Grondrechter sinn unantastbar. Si kënnen net limitéiert ginn, wéi zum Beispill de Verbuet vun der Folter oder d'Onverletzbarkeet vum Mënsch senger Würd.

Déi zweet Kategorie sinn d'Biergerrechter. Dës Rechter kënnen ënner bestëmmte Konditiounen ageschränkt ginn. Mee dës Aschränkung muss proportional sinn an dës Aschränkung däerf d'Recht net aushielegen, nom klassesche Motto: „Meng Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ufänkt!"

Hei gëtt et eng ganz Rei Rechter, déi ee kann opzielen: D'Recht drop, eng Famill ze grënnen; den Interêt vum Kand; d'Recht vum Bierger, an engem räsonabelen Delai eng Äntwert vun enger Verwaltung ze kréien; d'Protektioun vun de perséinlechen Daten, well mer wëssen alleguer, datt perséinlech Daten d'Gold vum 21. Joerhonnert sinn; e kloert Bekenntnis zur ëffentlecher Schoul; e kloert Bekenntnis zu der Proprietéit.

An do wëll ech nach eng Kéier op d'Propos vun de Kolleege vun déi Lénk agoen. Si hunn an hirer Propositioun d'Propriété privée an och déi kollektiv Proprietéit ageschriwwen. Mee och d'kollektiv Proprietéit ass in fine eng privat Proprietéit, well wa bis Proprietéiten zesummegeluecht sinn, ass dat och eng privat Proprietéit.

An dann déi lescht Kategorie: d'Staatsziler. D'Staatsziler sinn net aklobar, mee se sinn eng Guideline. Et kann ee kee Schrëtt zréck maachen. D'Staatsziler guidéieren d'Handele vun de Verwaltungen. Et ass besonnesch an dëser Kategorie, wou eng ganz Rei Virschléi, Är Virschléi, vun de Bierger a Biergerinnen, agefloss sinn.

Zu de politeschen Ziler zielt och de Klimaschutz, den Zougang zur Kultur an de Schutz vum kulturelle Patrimoine, deen och en Deel vun eiser Identitéit ass.

An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dësen zweete Vott.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt mäi Merci un d'Simone Beissel fir dee gudden Iwwerbléck iwwert deen Deel vun eisen déifgräifende Verfassungsrevisiounen, déi haut zur Diskussioun stinn. D'Simone, a senger grousser Kenntnis vum Droit constitutionnel, war eng wichteg Stäip an eiser Institutiounskommissioun.

Ech gleewen, wéi d'Kolleegen, lues awer sécher drun, datt mer et fäerdegbréngen, déi Aarbechten, déi elo scho bal 20 Joer daueren, kënnen ofzeschléissen. Dat war net ëmmer esou sécher, an all déi, déi bedeelegt waren, déi wëssen dat. Mee mir hunn net labber gelooss, well mer der Meenung waren, dass déi heiten Aarbechte missten ofgeschloss ginn. Mir sinn dat och deene schëlleg gewiescht, déi nach méi laang wéi mir dru geschafft hunn.

Dëst Kapitel ass net dat voluminéistent, mee awer een extreem wichtegen Deel vun der iwwerschaffter Verfassung. Et ass eis Identitéitskaart, déi ausdréckt, woufir mir stinn, woufir eis Gemeinschaft steet. Et geet ëm fundamental Rechter, déi a lëtzebuergeschem an an internationalem Bëton gegoss sinn, et geet ëm Biergerfräiheeten, déi mir besonnesch an deenen aktuelle Krise méi wéi jee ze schätze geléiert hunn an déi op ville Plazen op der Welt mat Féiss getrëppelt ginn.

Dëst Kapitel ass weesentlech vum Dialog mam Bierger, mat der Zivillgesellschaft beaflosst ginn. Confirméiert ginn d'Grondrechter an d'Fräiheeten, zu deene Lëtzebuerg sech an internationalen Accorde verflicht huet. Dozou gehéiert de Verbuet vun der Folter, d'Onverletzbarkeet vum Mënsch a senger Würd, d'Recht op d'Integritéit vu Kierper a Geescht. Nei ass d'Recht op Gedanken-, Gewëssens-, a Reliounsfräiheet, déi fest an der Verfassung verankert ginn.

Wat d'Biergerrechter ugeet, esou wëll ech d'Recht op d'Netdiskriminéierung an d'Recht, eng Famill ze grënnen, ervirsträichen. Fir eis Partei ass et ganz kloer, datt et muss e Libre choix ginn am Choix vun de Partnerschaften. Ech wëll dat och esou kloer soen, wéi dat hei am Haus e Konsens duerstellt.

D'„Gestation pour autrui" ass a bleift hei am Land en No-Go. Mee wann ee Kand aus esou enger Praxis hei an d'Land kënnt, dann erkenne mer dësem Kand seng Rechter un. D'Kand ass net schëlleg.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'Recht op e Riichter, d'Recht op informationell Selbstbestëmmung an op de Schutz vun de perséinlechen Donnéeë sinn alleguer nei an der Verfassung verankert. D'Recht op Asyl och.

Wat d'Staatsziler ugeet, gi se weesentlech ergänzt. Vu Politiséierung vun der Verfassung duerch Staatsziler kann do net rieds sinn. Staatsziler sinn eppes, wou de Staat sech engagéiert, wat e prioritär unziilt, wou e prioritär drop hischafft – dat gëllt fir déi grouss Problemer, déi grouss Erausfuerderungen, deene sech eis Gesellschaft muss stellen –, an alles, wat méiglech ass – ech ënnersträichen, alles, wat méiglech ass! – ze maachen, fir dës Ziler ze erreechen. Dat heescht net, dass se fir den Eenzelnen aklobar sinn. Dat hunn de Léon Gloden an och d'Rapportrice ganz kloer ënnerstrach. Dozou gehéieren d'Recht op Aarbecht, dat bestätegt gëtt, d'Förderung vum Sozialdialog, deen och gefërdert soll ginn. De Sozialdialog gehéiert an der Zwëschenzäit zu eiser DNA an deen huet sech an deene jeeweilege Krisen nom Krich méi wéi bewäert, och besonnesch elo an deene leschte Joren.

D'Recht op d'Wunnen. D'Wunnproblematik gëtt ëmmer méi zu der zentraler Erausfuerderung, där sech dat Land hei muss stellen. Dat gëtt zu enger absolutter Prioritéit an der Verfassung gemaach. Dat heescht, dass mer zesummen alles musse maachen, fir esou no wéi méiglech un dat Recht op eng Wunneng kënnen ze kommen.

De Schutz vum Mënsch a senger Ëmwelt ass schonn an der Verfassung, mee gëtt elo ergänzt duerch d'Erhale vun der Biodiversitéit an den Asaz géint de Klimawandel.

Den Déiereschutz hate mer och schonn an der Verfassung, mee mer verstäerken en däitlech an erkennen elo d'Déier als net mënschlecht Wiese mat senger Sensibilitéit a sengem Recht op Respekt a Schutz un. Är Virschléi hu gehollef, dat doten an där doter Form an eis Verfassung eranzekréien.

Aus der Biergerconsultatioun kommen den Zougang zu Kultur an d'Recht, sech kulturell ze entfalen, an och de Schutz vum Patrimoine culturel souwéi d'Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Fuerschung, am Respekt vun de Grondrechter.

Mat dëse Staatsziler gi mir Verflichtungen an, déi net klenggeschwat solle ginn. Et si Prioritéite fir jiddwereen, deen hei an der Chamber sëtzt, jiddefalls fir déi, déi et matënnerstëtzen, an ech mengen, och fir déi aner. D'LSAP-Fraktioun wäert dëst wichtegt Kapitel och fir d'zweet stëmmen an der Iwwerzeegung, datt mer zesumme kloer definéiert hunn, fir wat fir Ziler eist Land, seng Institutiounen a seng Leit stinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Simone Beissel, eiser Expertin a Verfassungsfroen, e Merci fir de Rapport an déi flott Erläuterungen, déi mer ëmmer erëm kritt hunn.

Lëtzebuerg, d'Lëtzebuerger Gesellschaft, steet fir eng parlamentaresch Demokratie. Mir sti fir eis Grondrechter mat de biergerleche Fräiheeten an och déi grouss Staatsziler, déi mer haut an dësem Kapitel festschreiwen.

Zënter dem éischte Vott vun dësem Kapitel am Mäerz gesi mer all Dag: Fir eis Fräiheeten a Grondrechter musse mer eis asetzen, all Dag. Ech denken natierlech un den Iwwerfall vun der Ukrain an dass mer net fir garantéiert kënnen halen, an engem fräie Raum, an engem fräie Land, an engem fräien Europa ze liewen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass eng Verfassung e Bild vun hirer Zäit ass, als Ganzt gekuckt, an net a Stee gemeesselt ass. Eng Verfassung ass a muss och ëmmer e Spigelbild vun hirer Zäit sinn, an dat ëmsou méi, wat se méi detailléiert ass, wat mer jo haut och e wéineg maachen.

Wat awer méiglechst a Stee muss gemeesselt sinn, dat sinn d'Grondwäerter an d'Grondfräiheeten. A fir bei dëser Metapher vum Steen a vum Meessel ze bleiwen, ass et och wichteg, dass de Stee grouss genuch ass an dass nach genuch Plaz ass, fir weider Rechter derbäizemeesselen.

An deene leschte Joerzéngten, zënter 1919, hu mer zum Beispill d'allgemeng Walrechter bäigemeesselt,

grad ewéi d'Recht op d'Aarbecht, d'sozial Sécherheet, de Schutz vun der Famill oder och nach d'Recht drop, Gewerkschaften ze grënnen.

An haut maache mer elo e weideren, ganz grousse verfassungsrechtleche Schrëtt a reorganiséieren an erweideren d'Lëscht vun eise Grondrechter a Fräiheeten op ganz nei Felder – fir eis Gréng besonnesch wichteg –: Ech schwätzen hei vun der Ekologie. D'Recht op Ëmwelt-, Natur- a Klimaschutz, d'Recht op d'Erhale vun der Biodiversitéit. Gëschter Mëtteg hate mer d'Geleeënheet, doriwwer hei ze schwätzen, an d'COP zu Montreal huet eis kloer nach eng Kéier virun Ae gefèiert, wéi grouss deen Enjeu ass.

All déi Froen ze respektéieren heescht och indirekt oder direkt, dass mer déi zukünfteg Generatiounen an deenen hir Besoinen mat abezéien.

Dëst Kapitel schreift sech an an eng ganz Rëtsch vun Texter ronderëm eis Rechter, Flichten a Fräiheeten, déi elo scho fir eis verflichtend sinn. Ech schwätzen, wéi Der et scho méi oft gemierkt hutt, vun eisen internationale Mënscherechtstexter, un éischter Stell d'Europäesch Mënscherechtskonventioun mat hirem Geriichtshaff zu Stroossbuerg, an zweetens déi mëttlerweil contraignant Charte européenne des droits fondamentaux.

An der Lëtzebuerger Rechtsuerdnung léisst sech deemno de Schutz vun de Grondrechter a Fräiheeten net just op d'Verfassung begrenzen. Eise Grondrechtschutz ergëtt sech aus dem Zesummespill vun den Norme vum Vëlkerrecht, vum Europarecht, vun eiser Verfassung an aus den Dispositioune vun einfache Gesetzer, déi de Schutz vun eise Rechter a Fräiheeten am Detail gestalten a se och a graven an aussergewéinleche Momenter, wéi elo an der Pandemie, kënnen am Sënn vum Intérêt général temporär limitéieren, awer just temporär.

Ech wëll eis Opdeelung op dräi Kategorien ervirhiewen: d'Grondrechter, d'Biergerrechter an, et ass vu menge Virriedner ugeschwat ginn, d'Staatsziler.

D'Staatsziler – wéi gesot, an enger Verfassung, déi net a Stee gemeesselt ass – drécken aus, wat der Gesellschaft wichteg ass. De Staatsrot kritt d'Missioun, doduerch, dass mer se ageschriwwen hunn an d'Verfassung, déi zukünfteg Gesetzestexter och op de Respekt vun dësen neien Artikelen ze préiwen. Et geet hei, wéi d'Wuert et seet, ëm Ziler: En Zil heescht jo, dass een et wëllt erreechen a méiglecherweis an enger nächster Reform méi verflichtend aschreiwen, esou wéi mer et gemaach hunn dës Kéier, wou mer d'Interesse vum Kand bei d'Grondrechter konnten aschreiwen.

Konkreet bei de Staatsziler geet et ëm e puer vun deene gréissten Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft, vun eis alleguerten heibannen: Dat sinn ënner anerem d'Recht op d'Wunnen – dat ass nei –, de Schutz vun Natur an Ëmwelt, de Kampf géint de Klimawandel an den Asaz fir d'Klimaneutralitéit – déi och nei ass –, d'Erhale vun der Biodiversitéit – ech soen et nach eng Kéier, ech ënnersträichen et nach eng Kéier –, ...

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | ... d'Matabezéie vun de Besoine vun den zukünftege Generatiounen – eis Kanner, eis Kandskanner an déi duerno, hoffentlech –, ...

La même voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | ... d'Recht op Zougang zur Kultur an de Schutz vun eisem Patrimoine, ...

Une autre voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | ... d'Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Fuerschung.

Bei der Ëmwelt- a Klimaproblematik steet och, dass mer de Besoine vun alle Generatiounen, vun deenen, déi elo hei liewen an den zukünftegen, musse Rechnung droen.

Fir eis Gréng ass dëse Passage fundamental: E weist ënner anerem och op d'Zesummespill tëschent den individuellen an de kollektive Rechter a Flichten hin, a mer sinn eis do an der Wäertstellung net ganz eens, ech sinn net ganz eens mat Verschiddene vu menge Virriedner, ech wëll dat soen. Eng Gesellschaft muss den Eenzelne schützen, zemools deen, deen net esou gutt drun ass, deen ass besonnesch schutzbedürfteg. Awer eng Gesellschaft muss och ëmmer den Interessi vun der Allgemengheet am Bléck hunn. Et geet ëm d'Gläichgewiicht, wat mer versichen ze erreechen, fir dass déi eng net op Käschte vun deenen anere liewen, net elo an och net op Käschte vun den zukünftege Generatiounen. An dofir musse mir haut duerno kucken.

Mir liewen nämlech an engem gemeinsamen Haus, dat et ze schütze gëllt. Ech erënneren – ech erlabe mer et, nach eng Kéier drop ze kommen – un d'Notioun vun de Commons, de Biens communs, déi eis Gréng besonnesch wichteg sinn, déi mer wollten an dësem Sënn hei am Kapitel verankeren, mee se hunn et awer bis elo just an de Commentaire des articles gepackt, faute de majorité qualifiée. Ech hunn d'Hoffnung net opginn, dass mer et eng Kéier méi héich kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord, mat Iwwerzeegung a mat Freed, vun der grénger Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Och fir unzefänken e Merci un d'Madamm Beissel fir eng Presentatioun, déi, mengen ech, derwäert ass, datt ee se wierklech am Detail noliest an och driwwer iwwerleet.

Ech wëll hei e Recht benotzen, wat an der Verfassung steet, d'Recht op d'Liberté d'expression, enfin, wat net drasteet, mee feelt. Et feelt an der Verfassung. Dat heescht, dat hu mer net drageschriwwen, d'Recht op d'Liberté d'expression. Et feelen och anerer. D'Recht op Liewen, zum Beispill, feelt. D'Madamm Beissel huet do e puer Erklärunge ginn, mee do ass et fir eis ganz kloer. Si seet: „Ça va sans le dire", mee: „Ça va mieux en le disant."

D'Recht op Liewen, wat an enger Verfassung feelt, dat ass keng gutt Zensur fir eng Verfassung, genausou wéi zwar e puer Virriedner och gesot hunn, datt den Accès op d'Kultur an der Verfassung garantéiert ass, awer wat feelt ass eng aner Saach: d'Fräiheet vun der Kultur, wat nach vill méi wichteg wär.

Also Dir gesitt, datt déi Grondrechter, déi dra sinn, eis u sech keng Satisfaktioun ginn. Sécher, hei gëllt, wat och fir déi aner Kapitele gëllt: Et si vill gutt Neierungen dran, awer et sinn esou gravéierend Nodeeler a Feeler hei dran, datt mer awer gréisst Zweifel hunn.

D'Politiséierung vun der Verfassung ass eng Evidenz. Déi politesch Staatsziler, déi elo do dra sinn, do wësse mer net genau, zu wat se kënne féieren. Wéi den Text als éischt deponéiert ginn ass, do stoung eng Formel am Exposé des motifs, mengen ech, déi herno fale gelooss ginn ass.

Mee d'Fro steet am Raum: Wat heeschen eigentlech déi politesch Staatsziler? An deem éischten Text, deen deponéiert gouf, stoung: „Les conséquences [...] liées à ces objectifs s'expliquent par leur utilisation par le législateur pour justifier des dérogations non excessives à des principes constitutionnels." Wat sinn déi Principes constitutionnels, déi hei gemengt sinn? Wéi eng Derogatiounen? Wat heescht „non excessif"? Dat gëtt nach ganz schwiereg Decisiounen. Mir kéinten also elo d'konstitutionell Prinzippien, déi net opgezielt, net determinéiert sinn, aschränken, fir politesch Ziler ze erreechen. Dat entsprécht net eiser Opfaassung vun eisem demokratesche Rechtsstaat.

Mir gesinn op anere Punkten, datt awer d'ADR Afloss hat an där Diskussioun. Mir hunn dat op e puer Punkte gesinn. An ee vun deene Punkten, dat sinn d'Kannerrechter, eng Konsequenz wierklech vun deem Owend am Tramsschapp, wou d'Regierung u sech eng Zensur krut, eng negativ Zensur, eng Datz vun deene Leit, déi do waren. An do ass et ënner anerem ëm d'Kannerrechter gaangen. An do ass d'Fro: Wie soll dann derfir suergen, datt déi Kannerrechter respektéiert ginn?

An dem éischten Text stoung: „L'État veille" – net d'Elteren! Do hu mir gesot: D'Eltere sinn do, fir datt d'Kannerrechter agehale ginn. Elo, an där aktueller Formuléierung, ass et net méi kloer, wien zoustänneg ass. An Dir kënnt sécher sinn, datt mat där heiter Verfassung nach vill Diskussiounen op eis duerkommen, wéi dann d'Gewiicht ass. Wien huet da méi ze soen iwwert d'Kanner, d'Elteren oder de Staat? Dat gëtt nach eng Diskussioun.

D'Auslännerwalrecht: Do hu mir ëmmer erëm drop opmierksam gemaach, datt déi Diskussioun an déi Formuléierungen, déi an dësem Text stinn, d'Dier opmaachen dofir. Aner Parteie soen, dat wär net esou. Gëschter huet den Här Di Bartolomeo – ech soen em och nach eng Kéier Merci fir dee Saz – eng Kéier kloer gesot: „Déi Diskussioun ass net op ëmmer an éiweg zou." Dat gesi mir och esou, well d'Formuléierungen an där Verfassung, déi gi genau an déi Richtung, datt se dat erlaben.

Mir wollten dat kloerstellen als ADR, a mir hate proposéiert, ...

(Interruption)

... mir hate proposéiert, an den Text eranzeschreiwen, datt déi Erweiderung vu politesche Rechter, déi och fir Auslänner méiglech ass, do sollt duerch eng Formel ergänzt ginn: „à l'exception des élections législatives." Da wär et kloer gewiescht. Dann hätte mir dat hei kënnen an deem Punkt akzeptéieren. Dat ass eis awer refuséiert ginn. Firwat? Dat ass eng Fro, déi ee sech, mengen ech, och ka stellen.

Dann d'Famill: Hei hu mer eng Dispositioun dran, déi et an där Form eises Wëssens op der ganzer Welt net nach eng Kéier gëtt. Mir innovéieren, mir sinn – wéi géif ech soen? – an deem Newspeak, dee mer hei ëmmer hunn, heescht dat jo „progressiv". Progressiv ass u sech e Réckschrëtt, dat ass e Réckschrëtt an der mënschlecher Dignitéit. Well hei steet: „Toute personne a le droit de fonder une famille." Wat ass dann elo d'Famill? Wéi ass se definéiert? Wat ass se genee? Mécht dat net – an dat ass op jidde Fall eis Iwwerzeegung, wa mer dat hei liesen – d'Dier grouss op fir deen zivilisatoresche Réckschrëtt, deen de Leit e Recht op e Kand gëtt?

Hei hu mer also deen Ënnerscheed: Mir vertrieden als ADR d'Rechter vum Kand – notamment déi, déi an der Kannerrechtskonventioun festgeschriwwe sinn, Artikel 7: All Kand huet e Recht op seng Elteren, seng Mamm, säi Papp –, an hei ass et eppes anescht : „Toute personne a le droit de fonder une famille."

De Staatsrot, deen hat och seng Zweifel. Do huet e gesot, mir sollen do virsichteg sinn, virsichteg, well dat eeben an där Form net kloer ass, wat dat heescht. Ech hunn elo den Text net direkt hei leien – ech hat en zwar matbruecht –, mee et wär derwäert. „Le Conseil d'État appelle dès lors à la prudence" – à la prudence! – „pour ce qui est de la consécration d'un droit subjectif justiciable de fonder une famille, un droit actuellement non encore reconnu comme tel au niveau ni du Conseil de l'Europe, ni de l'Union européenne, ni des membres de cette dernière et dont l'étendue n'est pas clairement définie."

Wou gi mir hin? Wat maache mer hei? A wéi gëtt déi rechtlech Interpretatioun? Ech soen Iech och politesch hei, datt eng CSV dat do nimools hätt däerfen akzeptéieren. Ech hunn alt dacks d'Fro gestallt, wéi vläicht vill Kolleegen heibannen: Wat ass dann nach vun enger CSV iwwreg, mat engem C am Numm, déi esou eppes akzeptéiert? Ech soen Iech: Näischt méi! An et ass schued. Well eist Land bräicht u sech eng Partei, déi nach méi grouss ass an déi fir esou Wäerter asteet. Si huet keng méi.

(Interruption)

D'CSV huet sech mat dësem Text desavouéiert.

M. Léon Gloden (CSV) | Et ass wéinst der CSV, dat d'Famill an d'Verfassung komm ass, Här Kartheiser.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | All déi hei Saache féieren d'ADR derzou, a mir sinn houfreg drop, Här President, ...

(Interruption)

... wierklech houfreg drop, datt mir déi eenzeg Partei sinn, déi prinzipiell dat hei net akzeptéiert. Well wann et eng Partei ass, déi an dëser Diskussioun d'Dignitéit vum Mënsch, vun deem ganz klengen, deen nach net gebuer ass, bis zu jidderengem hei am Land, wierklech verdeedegt, dann ass et d'ADR!

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fundamental Rechter a Fräiheete gi verankert, net an engem Gesetz, mee am héchsten, am wichtegsten Text vum Land: eiser Verfassung. A gläichzäiteg gi se moderniséiert – de Premier sot beim leschte Projet: vum Postkutschenalter, vun de Goldtaleren hin zu enger moderner, zumindest enger méi moderner Verfassung wéi deemools.

Ech deelen och net d'Appreciatioun vu mengem Virriedner, datt hei Rechter géife geschwächt ginn. Ech mengen, datt et hei ganz wichteg ass ervirzehiewen, datt d'Kannerrechter gestäerkt ginn. An dat weist dach awer, wéi verschidde Lektüre vum nämmlechten Text kënnen zu ënnerschiddleche Konklusioune féieren.

Mir begréissen nämlech och, datt d'Beschränkung op just weiblech oder just männlech opgehuewe gëtt, datt dat endlech geännert gëtt, datt dat endlech der Realitéit ugepasst gëtt.

Wat mir bedaueren, an dat hu mer och scho gesot, dat ass, datt mer dee Saz nach ëmmer drastoen hunn, ech zitéieren: „Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi." Nämlech: Just d'Lëtzebuerger – a wat ass mat deenen aneren? Wat ass mat all deenen aneren, déi fir eise Räichtum all Dag hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen? An och do deelen ech da mengem Virriedner seng Ausso net, datt si sech fir all d'Leit hei am Land géifen asetzen, well manifestement ass dat fir d'Hallschent vum Land schonn net de Fall.

Dofir ass da vläicht déi kleng Kompensatioun, datt mer d'Promotioun vum Sozialdialog nach eng Kéier stäerken an nach eng Kéier méi staark promouvéieren.

Jo, an dann d'Staatsziler: D'Lutte géint de Klimawandel, den Droit au travail, den Droit au logement sinn elo Staatsziler – net aklobar, mee et sinn emol Absichtserklärungen. Kucke mer, wou mer hikommen, well bis elo gesäit ee vun deene Rechter um Terrain net vill! An ech weess och net, wéi mer se wëlle kuerzfristeg ëmsetzen.

An da feelen do jo awer nach d'Referenzen op dat, wat u sech och Staatsziler misste sinn, nämlech d'Bekämpfung vun der Aarmut, vun den Inegalitéiten tëscht de Geschlechter oder iwwerhaapt d'Förderung vun der sozialer Kohäsioun.

Sécher, déi Staatsziler, déi mer elo an der Verfassung stoen hunn, sinn néideg, fir och déi Ziler ze erreechen. Mee mir haten net de Courage, méi wäit ze goen. An datt se net ageklot kënne ginn, mécht dann natierlech och, datt et méi Symbolpolitik ass wéi wierklech haart Fakten.

Ech hätt mer gewënscht, datt mer eebe grad méi aklobar Rechter géife kréien. A wann ech virdrun nach eng Kéier nogelauschtert hunn am Rapport a vum Recht op eng Reaktioun vun enger Administratioun an engem adequaten Zäitraum héieren, a wa mer dovunner schwätzen an dat haut och stëmmen, da stellt ee sech jo awer och d'Fro: Wat ass dann deen adequaten Zäitraum, fir op eppes ze äntwerten?

Mir hate gëschter heibannen iwwert d'Subside fir PV-Anlage geschwat, wou den Délai moyen am Moment 182 Deeg, en halleft Joer, bedréit. Ass dat nach adequat? Ass dat net adequat? Dat sinn d'Froen, mat deene sech an Zukunft natierlech och muss beschäftegt ginn. Et geet net duer, datt mer eppes an d'Verfassung schreiwen. Mir mussen dat och herno liewen a mir mussen derfir suergen, datt dat och liefbar gemaach gëtt. An eigentlech misst bei all Fiche de financement an Zukunft dann och derbäikommen, ob e Gesetz am Aklang mat eisen neie Staatsziler ass, well soss hu mer jo u sech näischt anescht gemaach wéi ze soen: Mir hunn zwar en Zil, mee soubal mer e Gesetz maachen, kucke mer dat Zil net vun allze no!

Dat gesot, hu mer déi éischte Kéier eisen Accord zu dësem Text ginn, dee sécherlech méi wäit geet wéi deen alen Text, deen awer sécherlech net esou wäit geet, wéi en hätt kënne goen. An dofir gi mer dann och déi zweete Kéier eisen Accord fir dëst Kapitel.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President. E grousse Merci un Iech alleguerten heibannen dofir, dat heite méiglech ze maachen. Et ass en Text, deen eis Grondwäerter fixéiert, deen nach eng Kéier genau kloermécht, wat all Bierger vu Rechter huet. An dat ass extreem wichteg. An ech mengen, dass Der hei wierklech nach eng Kéier e Meilestee geluecht hutt.

Ech erënneren och nach eng Kéier un d'Regierungspositioun, déi jo och Propose gemaach hat, fir vläicht op deem engen oder anere Punkt méi wäit ze goen. Mee dat wär da warscheinlech fir eng nächst Verfassungsrevisioun, déi bestëmmt nach e bësse méi laang géif daueren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ... Nee, den Här Mars Di Bartolomeo freet nach d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Just fir awer eng wichteg Prezisioun, well ech falsch zitéiert gi si bei där Interventioun, déi ech gëschter gemaach hunn: An der Verfassung ass et ganz kloer, dass dat legislativt Walrecht fir d'Lëtzebuerger reservéiert ass. Selbstverständlech, wann ee wéilt eppes dorun änneren, ass dat net onméiglech, mee – mee! – awer nëmmen iwwert de Verfassungswee! Nëmmen iwwert de Verfassungswee, dat heescht also mat deene selwechte Majoritéiten, wéi mer se hei bei deene verschiddene Kapitele musse kréien. Duerch d'Hannerdier geet dat definitiv, definitiv net!

An ech wëll och dat nach eng Kéier widderhuelen, wat d'Rapportrice gesot huet zu de Rechter vun deene Leit, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn an déi um Lëtzebuerger Territoire wunnen: Si genéissen dee selwechte Schutz wéi d'Lëtzebuerger. Et muss een also déi zwee Artikelen zesumme liesen. Esou liest sech eng Verfassung, an et hëlt een net een Artikel isoléiert eraus, fir dann eppes an d'Welt ze setzen, wat de Realitéiten net entsprécht!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An den Här Kartheiser wëll kuerz dorobber reagéieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wollt eigentlech net reagéieren am Ufank, well ech geduecht hunn, et wär alles gesot, mee well den Här Di Bartolomeo nach eng Kéier d'Wuert geholl huet, wëll ech soen, datt dat net eis Interpretatioun ass. Och mir liesen d'Verfassung am Zesummenhang. Mir stelle fest, datt an deem Kapitel, dat mer haut de Mëtteg diskutéieren, och nach eng Referendumsdispositioun ass, wou d'Chamber einfach iwwer e Gesetz kann erméiglechen, datt Auslänner iwwer eng ganz Rei vu Froe kënne matofstëmmen. Dat ass theoreetesch méiglech, ënner anerem och iwwert d'Méiglechkeet vun engem Auslännerwalrecht.

Ech erënneren drun, datt de Conseil national pour étrangers monéiert hat, datt dat déi leschte Kéier net méiglech war, d'Auslänner do zouzeloossen.

Fir eis ass d'Lektür – an ech schléissen domadder of, Här President – ganz kloer déi, déi mir gemaach hunn: Et ass leider duerch d'Hannerdier méiglech, a mir hätte gär als ADR – an dofir wollte mer de Referendum –, datt dat kloer ass oder eng Textännerung, déi dat ausgeschloss hätt. Dir wollt dat net, dat ass Äert Recht. Mee mir bleiwe bei eiser Interpretatioun!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann een eppes Falsches zweemol seet, gëtt et dofir net méi richteg!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat gëllt och fir Iech!

M. Fernand Etgen, Président | Dont acte! D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 7755. Den Text steet am Document parlementaire 7755[12]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7755

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Propositioun ass mat 52 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

S'est abstenue : Mme Myriam Cecchetti.

Et ass also esou decidéiert.

4. 8091 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8091, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféiere vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8091 gouf den 3. November vun dësem Joer vun der Inneministesch Taina Bofferding deposéiert.

De Syvicol huet säin Accord zum Projet de 14. November ginn, an de Staatsrot huet eis den 29. November e positiven Avis virgeluecht.

Hei ginn d'temporär Mesuren op en Neits verlängert, déi mer am Kader vun der Pandemie getraff hunn.

Ech erënneren drun, dass mer mam Gesetz vum 24. Juni 2020 erlaabt hunn, dass d'Membere vum Gemengerot an de Gemengesekretär kënnen iwwer Visiokonferenz un de Gemengerotssëtzungen deelhuelen, an datt een, deen net kann deelhuelen, engem anere Membere kann eng Procuratioun ginn, fir a sengem Numm ofzestëmmen.

Wann d'Gemengerotssitzungen an en anert Gebai wéi d'Gemeng verluecht ginn, muss duerfir keng Approbatioun vum Inneministère gefrot ginn. Déi selwecht Ausnamebestëmmunge gëllen och fir d'Deliberatiounen an de Gemengesyndikater, an den Établissements publics vun de Gemengen a schliisslech och fir de Verwaltungsrot bei der Sécurité civile. Am Dezember 2020 goufen dës Mesuren nach op d'Sëtzunge vum Schäfferot ausgedeent. Dat Gesetz gouf dunn och ëmmer erëm verlängert. Dat ass och elo hei bei dësem Projet de loi de Fall.

Och wann et bis elo net zu enger neier Well – glécklecherweis – vu Coronainfektioune komm ass, déi riskéiere géif, eise Gesondheetssystem ze iwwerlaaschten, sou kënnen d'Infektiounszuelen awer grad am Wanter erëm ganz séier klammen. Et ass wënschenswäert, dass Leit, déi sech ustiechen, sech virun isoléieren, fir de Virus net virunzeverbreeden. Dat wär jo och eng zousätzlech Belaaschtung fir eise Gesondheetssystem, wou d'Doktere mam Personal leider net zur Rou kommen an elo speziell bei de Kanner all Energie an Zäit brauchen, fir d'Kanner mat Bronchiolitis ze behandelen.

Bei dësem Projet de loi bleift d'Méiglechkeet, u Reunioune via Visiokonferenz deelzehuelen. Och d'Méiglechkeet vun der Procuratioun suergt derfir, dass e Gemengerot och dann handlungsfäeg bleift, wann een oder souguer méi Membere krank ginn. Generell hu mir net méi ganz vill Covidrestriktiounen, eenzel Mesurë goufen iwwert d'Gesetz vum 26. Oktober bis den 31. Mäerz verlängert. Mat dësem Projet de loi proposéiere mer, och déi temporär Mesuren am Gemengegesetz bei der Sécurité civile bis den 31. Mäerz ze verlängeren.

Et sief dozou gesot, datt d'Gemengen – an ech denken hei och un eis Kommissiounssitzungen hei am Haus – gutt Erfarunge mat dëse Bestëmmunge gemaach hunn, soudatt en Deel dovu wäert am Kader vun der Reform vum Gemengegesetz perenniséiert ginn. Dës Elementer fanne sech am Projet de loi 7514 iwwert d'Tutelle administrative erëm, deen als nächste Punkt um Ordre du jour hei steet.

Mir stëmmen haut d'Verlängerung vu Mesuren, vun deenen Eenzelner kuerz drop wäerten aus dem zäitlech begrenzte Gesetz erausgeholl ginn, fir definitiv an d'Gemengegesetz ageschriwwen ze ginn. Vu dass dëst Gesetz deen Dag a Kraaft trëtt, wou et veröffentlecht gëtt, d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Tutelle administrative awer eréischt den éischten Dag vun dem Mount no der Veröffentlechung vum Gesetz, bleiwen dës Gesetzer kohärent, och wa mer se haut um selwechten Dag stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a villmools merci och u jiddereen, deen un dësem Dossier matgeschafft huet, an ech ginn heizou den Accord vun der LSAP-Fraktioun

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Carlo Weber.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, den Här Rapporteur Weber, deen huet alles esou erkläert, wéi et ass, an dofir géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Ech géif soen, den Här Wolter huet dat esou gutt resuméiert, wat den Här Weber gezielt huet, dass ech och den Accord vun der DP-Fraktioun ka ginn.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et un der honorabeler Madamm Jessie Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass effektiv alles gesot vu menge Virriedner.

Mir begréissen natierlech dës Verlängerungen, mee mir wollten och profitéieren, fir awer e puer Froen ze stellen: Bei der Diskussioun vum ursprünglechen Text gouf d'Gefor opgeworf vun engem Abus vun dëse Moossnamen, an dowéinst hu mer eis d'Fro gestallt, ob et do Zuele gëtt, wéi vill Gemengen op dës Mesuren zréckgegraff hunn – besonnesch och op d'Visiokonferenzen – oder ob et och Gemenge gouf, déi guer net op dës Mesuren zréckgegraff hunn; an dann, ob et iergendwéi Reklamatiounen oder Indicë gouf vun Abuse vun dëse Mesurë vu Leit, déi net aus Covidgrënn op dës Visiokonferenzen zum Beispill zréckgegraff hunn.

Da bleift mir just nach de Merci un de Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Thill. An dann dat selwecht vum Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President, Dir kënnt Gedanke liesen! Ech wëll dem Här Carlo Weber en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot, och vu menge Virriedner. Et ass deem näischt méi bäizefügen. Ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Vun eis aus och. Mir ginn den Accord. Villmools merci fir alles dat, wat scho gesot ginn ass. Méi ass net ze soen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Carlo Weber. Also, ech war selwer an deem Fall, dass ech per Videokonferenz an de Gemengerot zougeschalt gi sinn, dofir weess ech dat Gesetz ze schätzen. Deemools huet sech just nach eng weider Fro gestallt: Wéi et mat de Kommissiounen ass.

Bei eis war et esou, dass de Schäfferot dunn esou frëndlech war ze soen, ech kéint och per Visio un de Kommissiounen deelhuele vun der Gemeng. Dat ass am Gesetz elo net gereegelt, mee a sech ass et awer flott, wann de Schäfferot de Conseilleren esou wäit entgéintkënnt, dass se och, wéi eeben an der Chamber, per Video un enger Kommissioun deelhuele kënnen. Dofir gi mir och haut eis Zoustëmmung, fir dëst ze verlängeren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt géif ech dann dem Rapporter Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an och fir déi Zoustëmmung hei vun all de Fraktiounen. Bon, et ass jo gesot ginn: Mir ginn hei an d'Verlängerung, fir dass eeben d'Gemenge kënne weiderhi vun deenen temporairë Mesurë profitéieren.

D'Fro, déi gestallt gouf, ob eis bekannt wär, dass et elo zu Zwëschefäll komm wier respektiv zu Problemer: Also, mir féieren am Interieur elo keng Statistik iwwert d'Visioen. Do kann ech elo keng Zuele liwweren. Mir wëssen och net, wien elo wierklech dovunner profitéiert huet a wien net. Mee ganz vill Gemenge sinn awer op dee Wee gaangen an hunn dee Moment eeben hir Sitzungen iwwer Visio an iwwert de Livestreaming gestreamt.

Eis ass net bekannt, dass do eeben, wéi gesot, e gréissere Problem gewiescht wär. Bis elo ass dat an deem Sënn gutt iwwert d'Bün gaangen. Esou freet dat eis natierlech!

An och d'Kommissiounssitzungen – dat war elo d'Fro vum Här Goergen –: Also, et ass net verbueden, d'Kommissiounssitzungen och iwwer Visio ze maachen. Ech mengen, dat ass eng Approche, déi d'Gemenge selwer kënnen dee Moment wielen, wa se dat wëlle maachen. Ech mengen, alles, wat dozou bäidréit, dass d'Leit sech politesch engagéieren an dass se kënne vun deene verschiddenen Offere profitéieren, solle mer eeben esou de Kader setzen – an dat maache mer jo mat dësem Gesetz.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8091. Den Text steet am Document parlementaire 8091[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8091 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7514 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

2° de l'article 2045 du Code civil ;

3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

6° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

7° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

8° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ;

9° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7514, eng Rei Ofännerungen am Kader vun der aktueller administrativer Iwwerwaachung vun de Gemengen duerch de Staat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mer hei virleien hunn, stellt eng éischt Etapp zu enger méi grouss ugeluechter Reform vum Gemengegesetz duer. Duerfir géif ech den Text, iwwert dee mer hei herno ofstëmmen, als éischt a säi Kontext setzen.

D'Gemengegesetz staamt aus dem Joer 1988. Säit ronn 20 Joer gëtt doriwwer nogeduecht, ob een d'Relatioun tëscht de Gemengen an dem Staat net misst nei definéieren. Eng ganz ëmfaassend Aarbecht dozou gouf an de Joren 2004 bis 2008 hei an der Chamber an enger Spezialkommissioun zur territorialer Reorganisatioun vu Lëtzebuerg geleescht. De ganz detailléierte Rapport huet eng ganz Rei Pisten opgelëscht, huet awer och d'Schwieregkeete vun enger fundamentaler Reform opgezeechent. Et koum an deene Joren duerno awer net zu enger grousser Reform. En éischte Schratt awer an déi Richtung ass 2015 mat dem Ofschafe vun den Distriktskommissäre gemaach ginn.

Dës Koalitioun huet dann elo en neien Ulaf geholl an an hirem Accord eng méi breed Moderniséierung vum Gemengegesetz ageschriwwen. Fir dës Reform virzebereeden, huet d'Inneministesch Taina Bofferding 2019 e participative Prozess lancéiert, fir mat den Acteuren um Terrain déi weesentlech Punkte vun enger Reform ze identifizéieren an d'Vuë vun deene Leit matanzebannen, déi déi nei Bestëmmungen herno och mussen ëmsetzen.

Well esou eng Reform och ganz vill Aspekter ëmfaasst a vill Zäit an Usproch hëlt, huet d'Regierung decidéiert, an Etappe virzegoen. Den éischten Deel also betrëfft elo d'Tutelle administrative. Eigentlech hate mir jo gehofft, dass grad dësen Deel, bei deem jidderee sech eng Vereinfachung gewënscht huet, e bësse méi séier kéint ofgeschloss ginn.

D'Inneministesch huet de Projet de loi 7514 jo schonn de 15. Januar 2020 deposéiert. D'Avise vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an och vum Syvicol koumen am Mäerz respektiv am Juli eran, allerdéngs huet et nom Depot annerhalleft Joer gedauert, bis mer den Avis vum Staatsrot kruten. Den 10. Januar 2022 sinn d'parlamentaresch Amendementer du vum Staatsrot zréckkomm (veuillez lire: dunn un de Staatsrot zréckgaangen) an duerno ass et dann awer och méi séier virugaang, mee mir hunn awer nach zwou Navettë mam Staatsrot gebraucht, fir Onkloerheeten ze berengegen.

Wourëm geet et also am Projet de loi? D'Haaptzil ass eng Vereinfachung vun der Tutelle administrative, dat heescht vun der Aart a Weis, wéi de Staat d'Gemenge kontrolléiert. Am allgemengen Interessi ass de Staat verflicht sécherzestellen, dass d'Gemengen de legale Kader, deen de Staat virgëtt, respektéieren. Dëse Prinzipp gëtt och net a Fro gestallt. Et geet awer drëm, der Verhältnismëssegkeet vun dësem Contrôle de légalité par rapport zur Bedeitung vun den eenzelnen Akte besser Rechnung ze droen.

Et kënnt hei also zu engem Paradigmewiessel, andeems am Prinzipp d'Akten, déi vum Gemengerot ugeholl ginn, executoire sinn, dat heescht, dass se direkt a Kraaft kënnen trieden, ouni dass op d'Approbatioun vum Inneministère muss gewaart ginn. Fir bestëmmten Akten awer, déi am Text och festgehale gi sinn, ass awer eng obligatoresch Transmissioun un de Ministère virgesinn. Dat bedeit net, dass et keng Kontroll vum Staat méi géif ginn, d'Suspensioun an d'Annulatioun vu Gemengendecisioune bleiwen och méiglech, allerdéngs just innerhalb vun engem respektiv vun dräi Méint.

An da bleiwen awer nach eng ganz Rei Decisiounen, besonnesch am Beräich vun de Gemengefinanzen oder anere wichtegen Dossieren, wou weiderhin och nach eng Approbatioun néideg ass. D'Gemenge behalen och eng Rekursméiglechkeet géint eng Suspensioun, d'Annulatioun oder e Refus vun dëser Approbatioun.

Fir déi nei Prozeduren dann elo méi einfach ze maachen, gëtt vum Inneministère eng Plateforme d'échange électronique ageriicht, fir eng sécher an och eng séier Transmissioun vun Dokumenter ze erméiglechen.

De Contrôle vum Staat iwwert d'Gemenge soll also méi effikass ginn an onnéideg schwéierfälleg Prozedure solle vereinfacht ginn. Et war de Wonsch vun der Regierung, op dës Manéier d'Autonomie communale ze stäerken an dem Staat net nëmmen d'Roll vum Kontroller, mee och a virun allem vum Beroder a Partner vun de Gemengen ze ginn.

Nieft e puer méi klengen Ännerungen am Gemengegesetz gëtt dem allgemenge Wonsch vun de

Gemenge Rechnung gedroen, eng Ausnamebestëmmung definitiv mat an d'Gesetz ze iwwerhuelen: Ech schwätzen hei vun der Méiglechkeet vun der Procuratioun am Gemengerot. Wéi de Carlo Weber jo virdrun a sengem Rapport zum Projet de loi 8091 erkläert huet, hu mer jo opgrond vun der Pandemie eng Derogatioun vum Gemengegesetz virgesinn – a se ass och elo verlängert ginn –, déi et erlaabt, iwwer Visiokonferenzen u Gemengen- a Schäfferotssëtzungen deelzehuelen oder engem anere Member eng Procuratioun ze ginn, wann ee selwer net deelhuele kann.

Mir perenniséieren elo mat dësem Gesetz d'Méiglechkeet vun der Procuratioun fir d'Gemengerotssitzungen. Dat selwecht gëllt fir d'Syndikater an och d'Établissements publics, déi de Gemengen ënnerstinn. Déi aner Ausnamereegelung, déi besonnesch d'Participatioun iwwert d'Visiokonferenz betreffen, bleiwen awer temporaire a lafen den 31. Mäerz 2023 aus, soufern dëst net awer nach iwwert e Gesetz kéint verlängert gin; dat wësse mer jo elo nach net, mir hu keng Glaskugel, mee bis elo mol bis den 31. Mäerz.

Deen, deen eng Procuratioun ofgëtt, braucht dat net speziell ze begrënnen. De Legislateur gesäit awer trotzdeem dora weiderhin eng Mesure, déi nëmmen an dréngende Fäll sollt genotzt ginn an net aus enger renger Convenance personnel eraus. Et sief gesot, dass am Ufank geduecht war, dës Procuratioun un eng Instruction de vote ze bannen; opgrond vu Bemierkunge vum Staatsrot ass dunn awer dorobber verzicht ginn.

Wat d'Avise betrëfft, sou hunn déi meescht Remarken an Oppositions formelles vum Staatsrot sech op e Mangel u Prezisioun, Inkohärenzen am Text oder eng gewëss Insécurité juridique bezunn. E grousse Changement awer par rapport zum initialen Text gëtt et virun allem, wat d'Charte de déontologie ugeet. Den Text, deen deposéiert gouf, hat de Prinzipp vun esou enger Charte virgesi mat der Iddi, dass d'Detailer dozou géifen iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. De Staatsrot war awer der Meenung, dass dat net conforme zum Artikel 32 Paragraf 3 vun der Verfassung wier an dass déi deontologesch Reegele sollen an d'Gesetz ageschriwwe ginn. D'Charte de déontologie ass doropshi ganz aus dësem Projet de loi erausgeholl ginn. Mir fannen dës Reegelen dann elo erëm an engem neie Projet de loi, deen en zweeten Deel vun der Reform vum Gemengegesetz duerstelle soll.

De Syvicol äussert sech a sengen Avise generell ganz positiv zu dësem Projet de loi. Hie begréisst virun allem, dass e vun Ufank un an d'Ausschaffe vum Projet mat agebonne war an dass vill vu sengen Iddien iwwerholl gi sinn. Punktuell gëtt et awer och Demandë vum Syvicol, déi net esou zréckbehale gi sinn.

Eng grouss Demande ass déi, dass d'Digitaliséierung vun den Echangë mam Staat virugedriwwe gëtt an dass een net bei enger renger Transmissiounsplattform stoe bleift. Dat bezitt sech elo net nëmmen op den Inneministère, mee de Wonsch ass, dass all Prozeduren an Echangë mat staatleche Verwaltunge kënnen elektronesch ofgewéckelt ginn.

Wéi virdru schonn erwäänt, krute mer och den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Och si begréissen de Fait, dass d'Prozeduren an Zukunft méi einfach a méi séier kënnen ëmgesat ginn a ginn och hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Ech wär domadder um Enn vu mengem net schrëftlechen, mee mëndleche Rapport ukomm an ech soe jiddwerengem Merci, all de Beamten an all de Leit, déi matgeschafft hunn, fir dëst Gesetz auszeschaffen, an och all de Leit am Ministère an och ronderëm, déi derzou bäigedroen hunn, dass dëst Gesetz zustane komm ass.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Simone Asselborn-Bintz.

An och dës Kéier ass den éischten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech soen der Madamm Asselborn-Bintz Merci fir hire Rapport, dee ganz ausféierlech war an dee mer et erlaabt, meng Interventioun op e puer politesch Punkten ze resuméieren.

Mir hunn eis deemools effektiv tëschent 2004 an 2009 an där Kommissioun „Réorganisation territoriale du Luxembourg" ganz vill Méi gemaach, fir d'Beschreiwung vun der Gemeng vun der Zukunft ze maachen. Allerdéngs muss ech feststellen, eng 15 Joer duerno, dass net ganz vill vun deem, wat deemools hei an der Chamber wierklech ugeduecht war – nämlech eng weesentlech Vereinfachung a Moderniséierung vum Gemengesecteur – entre-temps ëmgesat ass.

Deen Ulaf, deen hei gemaach gëtt vun der Inneministesch, dee gesi mer ganz positiv. Et sinn elo dräi Deeler annoncéiert, fir zumindest an Deeler vum Gemengesecteur eng Rei vun Neigestaltungen ze maachen. Et soll moderniséiert, vereinfacht an digitaliséiert ginn. Dëse Projet fänkt zumindest un ze digitaliséieren: Et gëtt eng Plattform geschaaft. Ech wëll am Numm vun der CSV soen, dass mir der Meenung sinn, esou wéi de Syvicol dat an hirem Avis gemaach huet, dass een déi Plattform an deenen nächste Méint a Jore sollt ausbauen, fir dorauser eng richteg Plateforme d'échange ze maachen.

Mir verstinn awer och, dass een emol ufänkt. Et fänkt een emol un an dann duerno mécht een dat au fur et à mesure, wéi een da virukënnt, baut een dat tëschent dem Interieur an de Gemengen aus, fir déi Aller-retouren, déi mer haut awer nach hunn, déi ganz schwéierfälleg sinn zum Deel, ze verbesseren. An duerno kann ee sech och Gedanke maachen, fir dat mat anere Ministèren ze maachen.

Et sinn allerdéngs, dat muss ee soen, an dësem Projet de loi eng ganz Rei Punkten och op der Streck bliwwen, dat opgrond vun den Opposition-formelle vum Staatsrot, deen net all Propositioun, déi hei komm ass, gutt fonnt huet. Esou wéi d'Rapportrice dat gesot huet, d'Charte déontologique, wou ech elo héieren hunn, dass déi an engem neie Projet de loi nach eng Kéier zur Sprooch kënnt … Ech wëll allerdéngs soen, dass mir als CSV do ganz genau wäerte kucken, dass déi Charte déontologique, déi am Gemengesecteur agefouert gëtt, net disproportionéiert gëtt par rapport zu deene Charten, déi mer fir d'Regierungsmemberen a fir d'Deputéiert hunn.

D'Gemenge kréien eng Rei Rechter bäi, mee vu datt ech Inneminister war wärend zéng Joer, wëll ech d'Gemengen drop opmierksam maachen, datt se och eng Rei vu Responsabilitéite bäikréien. Et konnt ee sech ëmmer ganz fein hannert dem Prabbeli vum Interieur verstoppen, wann een e Problem hat, deen een net geléist krut. Wann een, wéi d'Madamm Minister dat elo mécht, de Gemenge méi Rechter gëtt, doduerch datt een d'Tutelle vereinfacht, kréien d'Gemengen en contre-partie awer och vill méi Responsabilitéit, an d'Gemenge misste sech däers bewosst sinn!

Ech hunn net d'Impressioun, dass dat bis elo gemaach ginn ass, an ech géif do froen, dass d'Gemenge wierklech drop opmierksam gemaach ginn, datt, wat d'Tutelle méi ewechfält, wat also de Prabbeli méi ewechfält, hannert deem ee sech do ka verstoppen, d'Gemenge sech och méi mussen opstellen, fir datt se um Niveau juridique notamment hir Responsabilitéit kënnen iwwerhuelen.

Als Buergermeeschter vun enger vun de Gemenge mat deene meeschte Leit, wëll ech soen, dass esouguer mir et schwéier hunn, soudatt ech mer net wëll virstellen, wéi dat a Gemengen ass, déi bedeitend manner Leit a bedeitend manner Moyenen hunn, fir kënnen deenen doten Aarbechten nozegoen.

Et war am Exposé des motifs och vum „État conseiller" geschwat ginn. Allerdéngs muss ee soen, dass an dësem Text ganz wéineg Dispositiounen – wann iwwerhaapt eng Dispositioun – iwwert den État conseiller dran ass. Ech hoffen, dass d'Ministesch do an deenen nächste Projeten, déi kommen, eng Rei vun Dispositiounen derbäisetzt, fir eeben dee Punkt, deen ech elo genannt hunn, tëschent méi Responsabilitéit an awer och nach Bei-engem-Partner-nofroe-kënnen, deen engem hëlleft, wann een eng Schwieregkeet huet …

Ech ginn e Beispill: De Rekrutement, d'Aklasséierung vum Personal, dat ass e Punkt, un deem sech ganz vill Gemengen d'Auer briechen, well d'Gesetzer mëttlerweil esou komplizéiert sinn an d'Leit a Karriäre sinn, déi esou multi sinn, also tëschent dem Aarbechter an dem Fonctionnaire, datt se ganz vill Schwieregkeeten hunn. D'ailleurs, bei de Kontrollen, déi vum Interieur gemaach gi bei de Gemengen, ass mer gesot ginn: Entre-temps ass dee Punkt, bei deem déi meeschten Observatioune kommen, dass d'Paie schlecht, falsch an nach anescht gerechent ginn.

Ech hat héieren – de President vum Syvicol hat mer dat gesot –, dass géif driwwer nogeduecht ginn, am Interieur eng Divisioun ze schafen, déi de Gemengen an deem Beräich kéint hëllefen. Ech géif Iech, Madamm Minister, encouragéieren, dat ze maachen! Dir géift d'Gemenge ganz staark entlaaschten, wann am Interieur eng Divisioun géif bestoen, déi spezialiséiert wier op d'Karriäre vun deenen eenzelne Fonctiounen, déi mir am Gemengesecteur hunn, fir de Gemengen eng echt Entlaaschtung op engem Punkt ze ginn, wou et a) ganz schwiereg ass, Personal ze fannen, dat kompetent ass, a mer b) awer och gesinn, dass ganz vill Geraibers ass am Secteur fir ze kucken, gutt Leit vun enger Gemeng op déi aner eriwwerzekréien, dee Moment, wou een e Gudden aus iergendengem Grond, engem gudde Grond verléiert.

Déi gréisst Ännerung … O, entschëllegt, sinn ech scho fäerdeg mat menger Zäit? Dann, wann Der just erlaabt, Här President, nach ganz kuerz: Fir mech ass eigentlech déi gréisst Ännerung déi vum Vote par procuration généralisé, deen elo an dëse Projet kënnt. Dat ass eigentlech eng komplett Ännerung vun der Aart a Weis, wéi de Gemengesecteur bis elo fonctionéiert huet.

Ech perséinlech hu meng Reserven, ech hunn dat schonn ëfters gesot. Ech war ëmmer der Meenung an ech bleiwen der Meenung, datt d'Gemeng dovunner lieft, dass d'Leit sech gesinn, dass d'Gemeng dovu lieft, och an de Gemengeréit an an de Schäfferéit, dass d'Leit sech gesinn.

Et gëtt gesot – d'Rapportrice huet dat gesot, anerer soen et –, et wär eng riseg Demande am Secteur, fir op dee Wee ze goen, deen elo kënnt, fir iwwer Procuratiounen ze goen. Der Madamm Thill wëll ech soen, datt wann een a senger Excuse kee Grond muss uginn, dass et ganz schwéier ass fir eng Ministesch, engem duerno ze soen, aus wat fir enge Grënn d'Leit net komm sinn. Gouf et Abusen? Gouf et keng?

Et gouf der ganz sécher. Ech kennen der eng Rei, déi awer net bis op den Interieur kommen, well dee Moment, wou s du keng Excuse muss ginn, wou s du de Grond eigentlech net muss uginn, firwat dass de net

un der Sitzung deelhëls, vun deem Moment u kanns de jo och net vun engem Abus schwätzen. Den Abus kéins de just diskutéieren, wann s de an e System gaange wiers, wou s de gesot häss, du misst wierklech ganz genau soen, aus wat fir engem Grond dass de net do bass, an dee géif dann iwwerpréift ginn.

Ech hoffen, dass mer mat där heite Mesure net an e System kommen, dass d'Leit an d'Vakanz fueren, dass d'Gemengerotssitzungen net méi mussen dohinnergeluecht ginn. Ech hunn et ëmmer als en Deel vum klenge Perimeter vun eiser Politik ugesinn, dass et wichteg wär, dass d'Leit sech physesch géifen am Gemengerot an och am Schäfferot begéinen.

Wann et awer de Wonsch ass vun enger grousser Majoritéit, wëll ech mech där Moderniséierung vun eiser Gesellschaft op deem Punkt net widdersetzen a meng Partei wäert dann och dee Projet de loi sous le bénéfice, deen e vun där enger oder anerer awer vläicht e bësse méi kritesch-positiver Approche, déi mer hei un den Dag geluecht hunn, matkritt, matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Iwwert déi lescht Wochen, Méint, jo, Joren ass vill vun der Reform vum aktuelle Gemengegesetz geschwat ginn.

Et geet ëm e Gemengegesetz, dat de Besoine vun enger moderner Gemeng ugepasst soll sinn, andeems de Fonctionnement vun de politeschen Organer verbessert gëtt, d'Biergerbedeelegung verstäerkt a gefërdert gëtt a last but not least schwéierfälleg administrativ Prozedure vereinfacht an och beschleunegt solle ginn; e gesetzleche Kader, deen der Aarbechtsevolutioun op de Gemengen iwwert déi lescht Joerzéngte Rechnung dréit, an eisem Gemengenapparat déi néideg, adequat Méiglechkeeten zur Dispositioun stellt, fir eng modern, fir eng biergerno, fir eng gutt fonctionéierend Gemeng kënnen ze garantéieren.

Meng Virriedner sinn allen zwee op den Historique agaangen, dofir kann ech elo soen: Ech mengen, an deem Kontext haut, do maache mer Neel mat Käpp! Mam Vott vum Projet de loi 7514 gëtt en éischte wichtege Schratt zu engem neien, modernen an eiser Zäit och ugepasste Gemengesetz geholl, e Projet de loi fir méi Autonomie a Responsabilitéit fir eis Gemengen.

Nach eng Kéier, fir d'alleréischt awer, datt ech et net vergiessen, e ganz grousse Merci der Madamm Rapportrice, der Madamm Asselborn-Bintz, fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Dës detailléiert Explikatiounen erlabe mir et dann och, éischter e puer Remarken zum Gesetz ze maachen. Verschiddener vun eis heibannen, déi och e Gemengemandat ausféieren, stelle jo reegelméisseg op kommunalem Niveau fest, dass divers Votten am Gemengerot, déi duerch dat aktuellt Gemengegesetz verankert sinn, net méi onbedéngt der aktueller Realitéit entspriechen einfach net méi zäitgeméiss sinn.

Et ass och wichteg an et gëtt och héich Zäit, dass mir d'Leit um Terrain net duerch Iwwerreglementatioune blockéieren an hinnen hir Autonomie limitéieren. An deem Kontext begréisse mir als Demokratesch Partei ganz kloer, dass mat dësem Projet de loi de System vum der Surveillance vum Gemengesecteur moderniséiert gëtt, andeems d'Prozedure vereinfacht ginn, fir esou an Zukunft méi einfach a méi effikass kënnen ze schaffen.

Anescht gesot: méi Autonomie a Responsabilitéit fir eis Gemengen, andeems intern Prozedure vereinfacht ginn an divers Prozesser verkierzt ginn, jo, einfach eng Simplification administrative, eng reell Simplification administrative, déi de Responsabelen um Terrain zegutt kënnt!

E wichtegen Aspekt, wat déi Simplification administrative ugeet, ass d'Aféierung vun engem méi einfache Kontrollsystem, der sougenannter „transmission obligatoire", déi de Gemenge vill wäertvoll Zäit wäert erspueren.

Des Weideren ass et och luewenswäert, dass d'Montante vun de kommunale Bauprojeten, déi dem Interieur zur Approbatioun musse virgeluecht ginn, eropgesat ginn. D'Produktivitéit um Terrain wäert hei kënne gesteigert ginn, well eng ganz Rei vun den Approbatiounen, déi vum Interieur musse geneemegt ginn, einfach carrement wäerte gestrach ginn.

Här President, wa mer vun der Simplification administrative schwätzen, däerf de Volet vun der Digitaliséierung natierlech net vergiess ginn. Och am Gemengesecteur spillen déi nei Technologien eng ëmmer méi grouss Roll, dofir ass et begréissenswäert, dass mam Vott vun dësem Projet d'Transmission par voie électronique agefouert gëtt.

Jo, och wa mer nach e Wee virun eis leien hunn am Kader vum Digitaliséierungsprozess, esou gesi mir als DP ganz kloer d'Virdeeler vun der Transmission par voie électronique, e flexibelt an transparent Instrument, dat un haiteg modern Aarbechtsmethoden ugepasst ass an et verschiddene Servicer erlaabt, gläichzäiteg un den nämmlechten Demarchen ze schaffen. Déi Hellewull u verschiddenen Informatioune ginn zentraliséiert a kënnen esou eng méi séier a verbessert Kommunikatioun tëscht dem Interieur an de Gemenge garantéieren. Als Demokratesch Partei begréisse mir d'Transmission par voie électronique ganz kloer! Mat dësem Gesetzesprojet maache mer e weidere wichtege Schratt, fir eis Gemengen digital fit fir d'Zukunft opzestellen.

Här President, mam Vott vun dësem Gesetz huele mer als Chamber eis Responsabilitéit, fir déi laang ugekënnegt a batter néideg Simplification administrative um Terrain ëmzesëtzen an esou de Besoine vun enger moderner Gemeng Schrëtt fir Schrëtt nozekommen.

Déi verschidde Verbesserungen, déi mer haut erbäiféieren, erlaben de Gemengeresponsabelen, hir Zäit an Energie anescht a méi produktiv anzesetzen. Heivunner wäert jidderee profitéieren, indirekt och eis Bierger – en éischte wichtege Schratt, fir eis Gemenge fit ze maache fir d'Zukunft!

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de gudde Fonctionnement vun de Relatiounen tëschent dem Staat an de Gemengen, jo, deen huet e weesentlechen Impakt op d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft, och wann dat net ëmmer vun eise Biergerinnen a Bierger esou direkt wouergeholl gëtt.

D'Tutelle administrative ass natierlech och do e wichtege Bestanddeel dervun. De Projet de loi, iwwert dee mer haut de Mueren hei befannen, vereinfacht d'Prozeduren, déi am Moment – an et ass schonn e puermol de Mueren ugeklonge bei de Virriedner – onnéideg schwéierfälleg sinn. Domat geet oft Zäit verluer an Decisioune kënnen net direkt ëmgesat ginn. Eng administrativ Vereinfachung gëtt ausserdeem natierlech och personell Ressourcë fräi: D'Personal souwuel am Inneministère wéi och an de Gemenge kritt domadder also Zäit, aner wichteg Aufgaben unzehuelen, an där hu mer der an de Gemenge méi wéi genuch.

Dësen Effikassitéitsgewënn stäerkt natierlech awer och d'Gemengenautonomie, déi och de Mueren an der iwwerschaffter Verfassung verankert gouf. Mee et notzt näischt, dat wësse mer och alleguerten heibannen, um Pabeier d'Gemengenautonomie ze garantéieren, wann d'Gemengen net déi néideg finanziell an och personell Mëttelen hunn, fir dat ze maachen, wéi just dat, wat d'Gesetz am Fong dann och virschreift.

D'Gemengenautonomie, dat wësse mer och heibannen, dat ass kee Selbstzweck. Déi beweegt sech effektiv an engem kloer definéierte Kader, an awer och de „principe de connexité", deen och de Mueren an der iwwerschaffter Verfassung festgehale gouf, ass do e wichtege Schratt géigeniwwer de Gemengen, an och do huet dann de Staat d'Responsabilitéit, déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen.

Et gëtt einfach Aufgaben, déi um lokale Plang sécher besser gehandhaabt a geréiert kënne gi wéi um nationalen, well et um Terrain och Ënnerscheeder gëtt tëschent de Gemengen, an d'Decisiounen, déi ginn natierlech och geholl am Kader vun de lokale Gegeebenheeten, sou wéi ee se virfënnt, a ginn och deementspriechend ugepasst. An d'Gemenge brauchen also och e gewëssenen Handlungsspillraum. Fir d'LSAP ass dat op alle Fall immens wichteg.

An d'Gesetz, dat mer de Muere stëmmen, dat stäerkt och dësen Handlungsspillraum vun de Gemengen, stäerkt d'Bewosstsäinsgefill vun de Gemengen, well „ënnert der Tutelle stoen", jo dat hannerléisst ëmmer esou déi negativ Konnotatioun, dass d'Gemengen net capabel wieren, responsabel ze handelen – an dat ass bei Wäitem net de Fall!

Mat der Reform hei vun der Tutelle administrative, wou meeschtens keng Approbatioun vum Ministère méi néideg ass a just e Contrôle a posteriori nach do ass, kréien d'Gemenge méi Responsabilitéit. Et gëtt der ganz vill, déi och no där Responsabilitéit froen, dat säit Längerem, mee et ass natierlech och wichteg, wéi et och virdrun hei ugeklongen ass, och deen néidegen Equiliber eranzebréngen, also dass och d'Responsabilitéit vum Staat do ass, déi berodend Funktioun ganz kloer méi effektiv an de Virdergrond ze stellen.

Dir wësst alleguerten, dass d'Aufgaben, déi d'Gemenge bewältege mussen, villschichteg sinn an och ëmmer méi komplex ginn, an dofir, wéi gesot, gëtt och déi berodend Funktioun, déi Roll vum Staat ëmmer méi wichteg. Mee dat gëllt, wëll ech hei soen, net nëmme fir den Inneministère, mee an den Ae vun der LSAP fir all Verwaltungen, déi am enke Kontakt si mat de Gemengen an déi och Autorisatioune vis-à-vis vun de Gemengen ausstellen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Ech ginn am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord hei zu dësem Gesetz.

Mir wëssen, dass déi zweet Reform vum Gemengegesetz um Instanzewee ass, an ech mengen, och do ginn nach weider Aspekter vun der Zesummenaarbecht gereegelt. Ech mengen, et ass wichteg, hei an enger Zesummenaarbecht ze schaffen, eng echt Partnerschaft ze hunn zwëschent Staat a Gemengen, an effektiv vun där renger Kontrollfunktioun

ewechzekommen, wéi mer mer se bis dato kannt hunn. An haut leeë mer hei den éischte Grondsteen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et elo um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi scho vu menge Virriedner gesot, ass d'Gemengegesetz op ville Punkten net méi un déi haiteg Zäit ugepasst. Eng Moderniséierung ass deemno méi wéi iwwerfälleg.

Esou wéi mäi Fraktiounskolleeg, de François Benoy, scho wärend dem Débat de consultation iwwert d'Reform vum Gemengegesetz gesot huet, sinn déi gréng fir staark an attraktiv Gemengen am Déngscht vum Bierger an op der Héicht vun der Zäit an datt iwwerall am Land, onofhängeg vun der Gréisst vun der Gemeng, well all Bierger huet déi beschtméiglech Offer zegutt, egal wou e wunnt. Eng Gemeng, wou de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch genuch Zäit huet, wou d'Biergerinnen an d'Bierger net nëmmen informéiert, mee aktiv agebonne ginn a wou och den ëffentleche Wunnengsbau, d'Mobilitéit, dat Soziaalt an den Ëmwelt- a Klimaschutz kloer Prioritéite sinn.

Dofir begréissen déi gréng déi déifgräifend Reform vum Gemengegesetz, un där mer grad an e puer Etappe schaffen.

Haut wäerte mer mam Gesetz iwwert d'Tutelle administrative den éischten Deel ëmsetzen, dee virun allem eng däitlech Simplification administrative fir d'Gemengen, awer och fir den Tutellesministère mat sech bréngt a vum Gemengendaachverband Syvicol scho laang gefuerdert gëtt.

Aner Voleten, wéi de Code de déontologie, de Congé politique, d'Gemengemandater, de Statut vum „élu local", d'Trennung vun de Mandater an esou weider, sinn entweeder schonn um Instanzewee, an der Ausaarbechtung oder nach an der politescher Diskussioun an hunn dee Moment aus grénger Siicht de Wee a Richtung Instanzewee leider nach net gepackt.

Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier ausdrécklech begréissen, datt d'Inneministesch am Virfeld vum Debat hei an der Chamber interesséiert Bierger a Gemengevertrieder consultéiert huet. Eng Biergerparticipatioun, déi d'Bierger net just informéiert, mee consultéiert an encouragéiert matzeschaffen, gëllt et och an Zukunft aktiv ze notzen an auszebauen, besonnesch och bei der weiderer Reform vum Gemengegesetz.

déi gréng sinn der Meenung, datt et e gesetzleche Kader brauch fir ze definéieren, wou a wéi Biergerbedeelegung an der Gemeng soll oflafen, duerfir hunn eis och der Madamm Ministesch hir Aussoe bei der Debatt vum Klima- a Biergerrot besonnesch gefreet, wou si ugekënnegt huet, un esou engem gesetzleche Kader ze schaffen.

Dir Dammen an Hären, mam Projet de loi 7514 gëtt d'Tutelle administrative vum Ministère op d'Gemengen net nëmmen däitlech vereinfacht, mee et ass och d'Mise en place vun enger neier Approche. Et geet drëms, mat méi Berodung, awer manner Kontroll méi eng partnerschaftlech Relatioun tëscht dem Staat an de Gemengen entstoen ze loossen.

Ech zielen elo net nach eng Kéier all d'Haaptelementer op. Mir hunn et elo schonn e puermol héieren. Kloer ass awer, datt duerch d'Ofschafe vun der explizitter Zoustëmmung vum Inneministère fir d'Hallschent vun de ronn 70 kommunale Prozeduren an duerch méi Digitaliséierung a méi Dematerialiséierung vun de Prozeduren d'Gemengen ab elo méi flexibel, effikass a schnell an, jo, och méi autonom kënne schaffen. Grad dës Fro vun der Autonomie communale ass e wichtege Grondprinzipp vun der Gemengegestioun an eng néideg Konditioun, fir kënnen den Territoire an d'lokal Interête vun enger Gemeng selwer ze verwalten.

Déi éiweg Fro ass awer bekanntlech, bis wouhinner dës Autonomie communale geet. Fir déi gréng ass et wichteg, dat richtegt Gläichgewiicht ze fannen tëscht de Missiounen an den Aufgabe vum Staat, am Sënn vum nationalen Interêt général, an deene vun de Gemengen, am Sënn vum lokalen Interêt général, déi, wéi mer jo alleguer heibanne wëssen, net automatesch iwwereneestëmmen, geneesou wéi och d'lokal Interête vun zwou Nopeschgemengen net forcement déi selwecht sinn.

D'Autonomie vun enger Gemeng hält do op, wou den nationalen Interêt général priméiert, zum Beispill am Environnement oder an der Landesplanung, an natierlech och do, wou se mat der Autonomie vun der Nopeschgemeng kollidéiert, a se däerf och net als Virwand gëllen, fir noutwendeg Reformen am Interêt vum Land ze blockéieren.

Wichteg ass fir déi gréng awer, datt d'Gemengen, fir hir kommunal Aufgabe kënnen effikass ze erfëllen, déi néideg Instrumenter a Moyenen zur Verfügung gestallt kréien.

Här President, da kommen ech och schonns zu mengem leschte Punkt, allerdéngs engem ganz zentrale Punkt vun dëser Reform: Méi Autonomie ass och ëmmer mat méi Eegeresponsabilitéit verbonnen. Dat gëllt fir d'Mënsche geneesou wéi fir d'Gemengen!

Et ass also an Zukunft immens wichteg fir d'Gemengen, sech am Virfeld ofzesécheren, datt déi Akten, bei deenen d'Approbatioun vum Ministère ab elo entfält, wierklech conforme zur Legislatioun sinn, well wa se dat net sinn, kënne se och mat den neie Reegelen nach ëmmer vum Ministère réckgängeg gemaach ginn, wat schwéier Konsequenze ka mat sech bréngen!

Grad an deem Kontext ass et awer och ëmsou méi wichteg, datt d'Gemenge kënnen op e performanten a kompetente Berodungsservice vum Inneministère zréckgräifen, deen hinnen am Zweifelsfall d'Conformitéit vun enger Decisioun am Virfeld ka confirméieren. Der Direction du conseil juridique kënnt do natierlech eng essenziell Roll zou. Hei ass et, wou d'Musek an Zukunft muss spillen, wann aus Tutelle a Kontroll eng berodend a partnerschaftlech Relatioun soll ginn.

Ofschléissend wëll ech der Rapportrice nach e grousse Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport soen, an ech ginn domat den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. An d'Wuert geet direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech haut ganz kuerz faassen. Meng Virriedner hu quasi dat meescht gesot, wat ze soen ass. Dëst Gemengegesetz gëtt an Etappe reforméiert, zum Beispill ass d'Procuratioun méiglech, och wann een dat net soll generaliséieren, an am Fong geholl, wat een och muss soen, d'Autonomie vun de Gemenge gëtt gestäerkt, och natierlech mat där néideger Responsabilitéit hannendrun, an d'Transmission électronique ass och méiglech.

Ech wollt awer elo op eppes opmierksam maachen: Virun 30 Joer hunn ech ugefaangen am Gemengerot, do ware mer fënnef Beamten, haut, 30 Joer méi spéit, iwwer zwielef, wann et domadder duergeet – de Carlo ka mech korrigéieren –, ech mengen, et sinn der nach méi! Ech mengen, dat beweist jo schonn eleng, wéi komplex déi ganz Matière an de Gemenge ginn ass. An do muss een och eng Kéier drun denken, do eng Kéier Remedur ze schafen, well dat do schéngt ëmmer méi grouss ze ginn an et gëtt och natierlech ëmmer méi Verantwortung, d'Gesetzer gi méi komplex. Mee ech mengen, dat do ass en Zäitrame vun 30 Joer, wou dat esou evoluéiert huet. Ech mengen, doriwwer muss ee sech eng Kéier Gedanke maache fir d'Zukunft.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, soudass ech net méi op all déi eenzel Punkte muss agoen.

Et ass elo déi éischt Etapp, an et ass och elo véier, fënnef Méint hier, dass mer jo hei driwwer geschwat hate mat all de Proposen. An do hat ech der jo ganz vill ubruecht, soudass ech op déi nächst zwou, dräi Etappen nach hoffen, dat déi eenzel Punkte mat kënnen ëmgesat ze ginn, ouni elo nach eng Kéier ze widderhuelen, wat ech deemools scho gesot hat – mir hunn de Moien nach e volle Programm!

Dat mat der Procuratioun, dat begréisse mir Piraten natierlech, well dat ass net nëmmen eppes Klenges, esou gesinn, wat ka geschéien, et ass nämlech a sech an der politescher Landschaft d'Méiglechkeet, dass an Zukunft och Koalitiounen zustane kommen, déi op nëmmen ee méi ziele mussen. Soss war et ëmmer esou, dass een e bësse méi wackeleg war oder e bësse gefaart huet, wann nëmmen eng Stëmm Majoritéit war. D'Procuratioun erméiglecht do elo awer a sech eng aner politesch Landschaft duerch dëst Gesetz.

Dass d'Interessekonflikter elo kloer gereegelt ginn, begréisse mer, an dass natierlech den elektroneschen Transfert elo kënnt, dat kënne mer als Piraten just begréissen.

Ech hunn haut eng Motioun matbruecht fir nach méi Transparenz an de Gemengeréit. Et ass nämlech e Sujet, dee jo och opkënnt. Mir hu virdrun iwwert d'Videokonferenze geschwat, mee d'Motioun hunn ech haut matbruecht, fir dass mer en obligatoresche Livestream géifen aféieren. Do ass d'Iddi derhannert: Et si verschidde Gemengen, déi hu schonn e Livestream, wou d'Bierger kënnen nokucken, ouni sech an de Gemengerot ze deplacéieren, wou se och kënnen eppes nokucken, no der Aarbecht oder weekends, wat am Gemengerot geschitt ass. Dat ass fir eis einfach e ganz groussen Deel vun der Biergerbedeelegung an och vun der Transparenz.

Dofir, well dat heiten elo haut déi éischt Etapp ass, hunn ech d'Motioun matbruecht, fir dass mer kënnen driwwer diskutéieren an driwwer ofstëmmen, datt mer sollen an Zukunft dohinnergoen, dass mer de Bierger vill méi Méiglechkeete ginn, wat d'Transparenz an och wat d'Nosiche vun de politeschen Dossieren ugeet.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Gemengerotssitzunge sinn nom Prinzipp vum Artikel 21 vum Gemengegesetz alle Biergerinnen a Bierger ëffentlech zougänglech;

– d'Ëffentlechkeet an d'Transparenz stäerken d'Demokratie an d'Unerkennung vun den demokrateschen a rechtsstaatlechen Institutiounen, well d'Bierger d'Decisioune vun hire Volleksvertrieder novollzéien an och a Fro stelle kënnen;

– Ëffentlechkeet an Transparenz stäerken d'Vertraue vun de Bierger an d'politesch Decisiounen an hëllefe géint d'Verbreede vun Desinformatioun;

– d'Ëffentlechkeet an d'Transparenz vu Gemengerotssitzunge si verbesserungswierdeg, well d'Sitzungen oft wärend de regulären Aarbechtszäite vu ville Biergerinnen a Bierger stattfannen, d'Bierger sech zu där Zait physesch an d'Gemeng deplacéiere mussen an dofir Congé missten huelen an och, well d'Plazen am Sall vum Gemengerot limitéiert sinn;

– den Internet ass e Mëttel, dat als Bréck tëschent de Bierger an der Politik ka genotzt ginn, a verschidde Gemenge bidden op där Basis eng Live-Iwwerdroung vun hire Gemengerotssitzungen am Videoformat un, déi nom Ofschloss vun der Sitzung integral um Internetsite vun der Gemeng ze fannen ass.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. eng Dispositioun anzeféieren, déi d'Live-Iwwerdroung vu Gemengerotssitzunge souwéi d'Publikatioun vun de Sitzungen um Internetsite vun der Gemeng am Toun- oder Videoformat obligatoresch mécht.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | A fir d'Gesetz wäerte mer den Accord ginn.

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Nun, Här President, haut ass e gudden Dag, e gudden Dag fir d'Gemengen, well Verbesserunge kommen, an ech fannen, et ass och e gudden Dag, well alleguerten d'Fraktioune sech hei eens sinn, dëst Gesetz ze stëmmen, genau esou wéi ech et wollt: „matenee fir eng modern Gemeng"!

Ech ka mech gutt erënneren un de Juli 2019, dat war zu Nidderaanwen – do waren och Verschiddener vun Iech dobäi –, do hate mer e gutt gefëllte Sall, an dat war deemools de Startschoss fir d'Refonte vum Gemengegesetz. An ech hunn deemools gesot, dass fir mech d'Zäiten eriwwer sinn, wou vun uewen erof diktéiert gëtt, wéi Saachen ze geschéien hunn, mee dass mer eebe Leaderinnen a Leader brauchen, déi d'Leit beieneebréngen, déi d'Leit mathuelen an eeben zesummen – mateneen – u Léisunge schaffen.

A genau dës participativ Approche, dee Mateneen, deen zitt sech wéi e roude Fuedem duerch eis ganz Reformen: Iwwer 6.300 Leit aus 98 Gemengen hunn an eise Regionalforen un den Online-Ëmfroen, Biergeratelieren oder Workshoppen deelgeholl. An déi dräi Piliere vun enger Gemeng – also déi Gewielten, d'Personal an och d'Biergerinnen an d'Bierger – sinn ëmmer consultéiert ginn, an ech mengen, dat ass och e ganz staarkt Zeechen, wat sech hei an der Refonte erëmfënnt.

Et ass scho vu verschiddene Riedner gesot ginn, dass mer déi grouss Refonte elo an eenzel Voleten opgedeelt hunn, dat eeben, fir esou kënne Beräicher virzezéien. Dofir si mer haut – wéi soll ech soen? –, mir sinn nach net grad bei der Arrivée, mee ëmmerhin hu mer haut den éischten Etappesig!

Den zweete Volet, dee betrëfft d'Rechter an d'Flichte vun de Gewielten, an dozou hunn ech och schonn de Projet de loi – virum Summer misst dat gewiescht sinn – deposéiert, an do ass och de Code de déontologie dranner. Deen hate mer jo och ganz enk mam Syvicol zesummen ausgeschafft, soudass ech hoffen, dass de Staatsrot den Text séier wäert aviséieren an dass och d'Kommissioun hei hir Aarbecht kann ophuelen an dann natierlech am Idealfall fir déi nächst Mandatsperiod an de Gemenge schonn déi doten Dispositioune kënnen zielen. Mee, wéi gesot, de Projet de loi ass deposéiert. All déi dote Punkten hu mer schonn zesummen opgeschafft.

Dann den drëtte Volet, d'Biergerbedeelegung: Do kann ech och bestätegen, dass mer ganz intensiv dorunner schaffen, an och hei hoffen ech, dass mer kënnen nach de Projet de loi zesummen deposéieren.

Mam éischte Volet gëtt hei d'Surveillance vum Interieur iwwert de Gemengesecteur grondleeënd reforméiert. Et ass néideg, de System ze moderniséieren an och e besseren Equiliber tëschent der Gemengenautonomie an der Surveillance kënnen ze schafen. Heibäi setze mer op Moderniséierung. Mir setzen op de Fortschrëtt, op d'Resilienz, an dat erreeche mer eeben duerch Digitaliséierung, duerch Dematerialiséierung an eeben och duerch eng Vereinfachung vun eise Prozeduren, déi mer hei ëmsetzen.

D'Rapportrice, där ech dann och hei wëll Merci soe fir hir Rapporten, ass ausféierlech op déi Punkten do agaangen, an och Verschiddener vun de Fraktiounssprecher hu weesentlech Verbesserunge schonn ervirgehuewen. D'Hallschent vun den Approbatioune gi gekierzt. Dat ass net näischt, well ech weess, dass dat vill Leit an de Gemenge ganz vill Aarbecht kascht, dofir ass dat och e ganz gutt Zeechen. An, wéi gesot, mir féieren de System vun der Transmission obligatoire an. An et ass richteg: Domadder schenke mer de Gemenge méi Vertrauen, mir ginn hinne méi Autonomie an ergo och méi Responsabilitéit.

Ech mengen, dass d'Gemenge sech däers och duerchaus bewosst sinn. Ech ka mech och u Schrëftstécker vum Syvicol erënneren, an deenen ëmmer gesot ginn ass, dass si gäre méi Gemengenautonomie hätten, dass se gäre méi fräi an hiren Decisioune wéilte sinn an dass eeben net ëmmer alles muss vum Staat ze vill virgi ginn. An ech mengen, och hei weist sech ganz kloer, dass mer dat néidegt Vertrauen an d'Gemengen an och an d'Syndicaten hunn, an et ass awer och richteg, dass et net bedeit, dass elo guer keng Kontroll do wär – au contraire! Et ass eeben dat Partenariat, dat mer aneschters definéieren. Mir sinn net nëmmen de Kontrolleur, mee mir sinn och de Begleeder an de Beroder.

Dozou hu mer scho Circulairen erausginn, dat ass eise méi traditionelle Wee. Mir wäerten nach weider Circulairen un d'Gemenge ginn. Mir haten och elo kierzlech déi éischte Kéier „Assises du MINT" organiséiert, wat och e Risesuccès war, wou ganz vill Leit waren, an et kommen elo nach regional Workshoppen, wou souwuel déi Gewielte wéi och d'Personal invitéiert sinn a wou nach eng Kéier alles erklärt gëtt respektiv, wann och Froe sinn, selbstverständlech direkt op der Plaz alles ka gereegelt ginn, fir esou eeben eiser Roll als Beroder kënne gerecht ze ginn.

Wat spezifesch d'Personaldossiere betrëfft – dat war jo e Punkt, deen den Här Wolter opgeworf huet –: Jo, absolutt, d'Personaldossiere sinn e Beräich, wou ganz vill Gemengen och op eis zréckgräifen, well sech do eng Rëtsch Froe stellen, net ëmmer direkt gewosst ass, wéi ee Verschiddenes sollt reegelen. Also, mir schwieft vir, do an d'Richtung ze goen, dass mer eng Kéier e „CGPO communal" géifen aféieren.

Ech mengen, dass dat e gudde System wär, wou mer herno wierklech … Ech mengen, dat ass och vum Syvicol an och vun de Gewerkschafte scho gefuerdert ginn, dass mer eeben dee Moment och esou en Departement hunn, dat reng déi doten Dossiere wäert traitéieren, wou mer dee Moment do och nach eng Kéier kënnen eng weider Berodung an Begleedung fir d'Gemenge ginn.

Mee bon, bis mer déi nächst Etappen do kënnen ugoen, dauert et warscheinlech nach e Moment. Dofir hu mer awer scho bei eis intern de Staff … also, mir hu scho méi Leit agestallt, fir eebe grad am Virfeld Gemengen do besser kënnen ze begleeden, besser kënnen ze beroden, fir dass déi Froen dann deementspriechend grad bei der Rekrutéierung dee Moment scho kënne gekläert ginn.

Et ass meng fest Iwwerzeegung, wa mer vu moderne Gemenge schwätzen, vu moderne Verwaltungen, dass ee sech muss Prozeduren an Delaie ginn! Dat maache mer jo och elo beim Interieur, mir ginn eis selwer Delaien. Den Delai vun den dräi Méint, dat ass en Novum fir eis, mee, wéi gesot, wa mer vu moderne Verwaltunge schwätzen, da fannen ech et net méi wéi evident, dass mer da bei eis selwer ufänken an eeben och den Interieur sech deementspriechend muss opstellen. Dee Prozess hu mer och scho viru Laangem ugefaangen, fir eeben och do alles en place ze setzen. Och ganz vill nei Leit, nei Profiller hu mer rekrutéiert, fir eeben hei d'Gemenge beschtméiglech kënnen ze encadréieren.

Duerfir erlaabt mer, Här President, well ech gesinn, douewe sëtze Leit vu menger Ekipp, déi onbedingt haut wollte mat an d'Chamber kommen, well se nach ni an der Chamber waren, an ech wëll hinnen einfach e grousse Merci soen, well ech weess, dass se ganz vill Aarbecht haten an nach ganz vill Aarbecht fir si usteet. Mee ech si ganz zouversiichtlech, dass mer déi nächst Etappen och wäerte packen. Si hu souzesoen „aus dem Nichts" enorm villes hei geschafen, villes opgebaut, wat dann elo alles ënnert där Plattform, dem E-MINT, also dem elektronesche MINT, ze fannen ass, déi selbstverständlech nach wäert weider ausgebaut ginn.

Mee och dat, wëll ech ganz kloer soen, hu mer alles inhouse gemaach. Dat hu si alles selwer kreéiert, dat eeben och zesumme mat de Pilotgemengen, mateneen, wéi mer et gären hätten, mat de Syndicaten, fir dass eeben déi Plattform esou userfriendly wéi méiglech soll sinn, dass ee wierklech eigentlech net vill Formatioun brauch, net vill muss erklärt kréien, mee dass d'Leit direkt kënnen domadder schaffen an och verstinn, wéi de System opgebaut ass.

Dat heescht, dass ab dem 1. Februar – dat wëll ech nach preziséieren – sämtlech Demarchen am Kader vun de Personaldossieren an och vun den Transaction-immobilièren iwwert den E-MINT kënnen ofgewéckelt ginn. Déi aner Dossiere kommen dann no an no, dat heescht awer och net bis éiweg, well mer och hei eis den Delai gesat hunn, dass de Prozess bis spéitstens Enn Januar 2025 muss ofgeschloss sinn. Dat heescht, dass ab dem 1. Februar 2025 da sämtlech Dossieren dee Moment, déi ganz Surveillance vun de Gemengen, iwwert den E-MINT wäerten oflafen.

Wéi gesot, dat ass och eng Ëmstellung bei eis am Haus, well mer amgaange sinn, alles ze digitaliséieren, mee ënnert dem Strëch wäerte souwuel am Interieur, mee virun allem och an de Gemengen, an de Syndicaten d'Leit un Zäit gewannen an et wäert och méi effikass kënne geschafft ginn.

D'Digitaliséierung ass kee Selbstzweck! Et ass mer wichteg, dat nach eng Kéier ze preziséieren. Sécherlech, duerch d'Digitaliséierung kritt ee méi Transparenz

eran, mee virun allem ass et och méi en effikasst Schaffen, well mer eeben hei méi Date kréien. Mir kréie méi Informatiounen an dat ass och wichteg, dass mer hei déi Daten tëschent de Gemengen an dem Interieur kënnen austauschen. Mir kënnen dat sammelen an dat hëlleft jo och herno erëm, déi richteg politesch Decisioune kënnen ze huelen, fir eeben dann eng evidenzbaséiert Politik kënnen ze maachen.

Ofschléissend wëll ech nach eng Kéier dat widderhuelen, wat ech am Ufank gesot hunn: Mir si prett am Interieur! Mir si prett, d'Gemengen ze begleeden, ze beroden – ganz gären! –, wa se eis brauchen, an, ech mengen, déi meescht wëssen och, wou se eis fannen. A fir de Rescht si mer och prett, déi nächst Etappen ze goen, an, wéi gesot, déi Berodung wëlle mer weider ausbauen, duerfir wäert och elo esou eng Aart Servicedesk an den nächste Wochen etabléiert ginn, deen dann och prett ass, wann dat heiten en vigueur trëtt. Dann hu mer och e Servicedesk, wou een eis praktesch 24 Stonne ka kontaktéieren a wou een natierlech och eng Äntwert kritt, fir eeben och hei, mengen ech, ganz kloer ... wou een einfach gesäit, dass et eis wierklech eescht gemengt ass, déi Berodungsfonctioun weider auszebauen.

An da sinn ech och sécher, dass mer déi nächst Etappen zesummekréien an ech hoffen, dass mer dann och déi nächst Gesetzer nach kënnen hei an der Chamber stëmmen, esou wéi mer et gären hätten: „Matenee fir eng modern Gemeng"!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7514. Den Text steet am Document parlementaire 7514[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7514 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun befannen, déi den Här Goergen deposéiert huet. Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Merci, Här Goergen fir Är Motioun. Mir hunn elo de ganze Moie vu ganz vill Autonomie communale geschwat a vu Selbststännegkeet vu Gemengen – an elo kommt Der mat enger Motioun, déi grad u sech de Géigendeel fuerdert, an zwar, dass eng nei Obligatioun fir d'Gemengen ass!

Dat heescht, mir sinn u sech der Meenung, dass dat do awer eng Fro vun der Autonomie communale, wéi ee seng public Gemengerotssitzunge matdeelt. Déi ass public, ech weess, dass jiddweree dat ka lauschtere kommen, kucke kommen. Ech weess och, dass dat vläicht net esou genotzt gëtt, wéi mir et vläicht gär hätten, dass et genotzt gëtt, mee dat kann awer all Gemeng fir sech organiséieren. Dat hänkt jo och e bësse vun de Gemengen of, vun de Ressourcë vun de Gemengen, vun de finanzielle Méiglechkeete vun de Gemengen, ob se dat do kënne stemmen, dat ass och en Deel. Op jidde Fall géif ech als LSAP-Fraktioun menge Leit soen, dat do net matzestëmmen an de Gemengen dat ze iwwerloossen, wéi se hir Gemengerotssitzunge bei d'Leit bréngen. Voilà.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da geet d'Wuert un den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech wéilt, dass ee sech den Ausféierunge vun der Madamm Asselborn-Bintz uschléisst.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter. Da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, mir gesinn dat awer net esou! Also, mir wieren éischter dofir, datt d'Leit sollte besser informéiert ginn, an zwar kann een dat nëmme maachen, wann een op deen heite Wee geet, well d'Leit misste sech jo da minimum 12 bis 13 Deeg Congé huelen, fir kënnen an eng Gemengerotssitzung ze goen. Dat ass onméiglech!

Dat, wat mir awer géifen derbäisetzen, ass, datt et da misst onbedéngt eng logistesch a finanziell Ënnerstëtzung gi fir déi Gemengen, déi dat do net stemme kënnen, fir kleng Gemengen, fir deenen ze hëllefen, dat hei iwwerhaapt op d'Been ze setzen. Awer fir de Rescht si mir mat där Motioun hei ganz averstanen a mir wäerte se och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun ... Fir d'éischt nach den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech géif mech gär de Wierder vun der Madamm Asselborn-Bintz uschléissen. Dat do soll wierklech am Gemengeberäich decidéiert ginn, ob déi dat wëlle maachen oder net, esou wéi se och e Gemengebudget hunn oder all déi Saachen, déi se maachen, dat soll ee wierklech op fräiwëlleger Basis loossen an et soll een d'Gemengen net obligatoresch dohinner drécken, well dat ass mat Käschte verbonnen, déi ka keng Gemeng droen.

Da wéilt ech nach – ech weess net, ob ech et gemaach hat oder net – der Madamm Asselborn-Bintz en häerzleche Merci soe fir de Rapport. Ech weess net, ob ech et gemaach hat oder net, mee ech wëll mech dann entschëllegen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass elo d'Wuert fir den Auteur, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass fir eis keen Agréff an d'Autonomie communale. Mir schreiwen de Gemengen och fir, wéi den Ordre du jour muss sinn. Dir hutt de Gemengen elo virgeschriwwen, deen Ordre du jour misst public sinn. Bon, wat diskutéiert gëtt, wëllt Der dann net public maachen, dat ass eeben esou. Dir schreift den ...

Plusieurs voix | Dat ass public!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma nee, et ass net obligatoresch, et public ze maachen!

M. Sven Clement (Piraten) | Dir braucht 13 Congésdeeg am Joer!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech kéint elo vill Beispiller vu Gemenge bréngen, déi bréngen emol net de Verbatim. Déi eng Gemengen, déi hunn e bëssen e Verbatim, da sinn anerer, déi hu just eng Tounfile. Natierlech ass d'Stad Lëtzebuerg exemplaresch: Déi hunn e Livestream, dee jidderee ka kucken an nokucken herno. Et ass eeben esou, wéi et sollt fonctionéieren!

An Dir kënnt mer net soen, dass et eppes mat de Käschten ze dinn huet, ...

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Ma dach!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... well esou eng Infrastruktur kritt een zimmlech käschtegënschteg. Mee Dir hutt awer virdrun hei d'Gesetz matgestëmmt, dass Der engem, dee Covid huet, erméigleche musst, mat där selwechter Technik um Gemengerot deelzehuelen. Do verstinn ech dann d'Kohärenz net, well Dir musst mat där selwechter Technik fir dee Stream ... hutt Der Iech selwer virdru verflicht, wann ee Covid huet. Ech war eng Kéier an deem Fall: Ech hat Covid an ech hu vun doheem aus iwwert de Stream matgeschafft a matgeschwat. Et ass eebe just, do muss ee kënnen awer schwätzen. Mee de Stream ass genau dat selwecht!

Dat heescht, de Käschtepunkt ass eigentlech guer keen Argumentaire, well Dir als Gemeng musst et hunn. Dat hutt Der selwer virdru gestëmmt. Also ass dat keen Argumentaire. A fir eis ass et och keen Argumentaire, dass ee seet: „Dat ass eng Autonomie communale", well Der der Gemeng jo och virschreift, dass deen Ordre du jour um Internetsite muss sinn.

Firwat gi mer dann net hin a mir schafe méi Demokratie a méi Transparenz, andeems jidderee kann dee Gemengerot nokucken? Et ass jo näischt ze verstoppen do. Et ass jo näischt Schlëmmes. Et kann ee jo einfach nëmme kucken – a Faarf, emol net schwaarzwäiss wéi fréier, mee a Faarf –, wat am Gemengerot diskutéiert gëtt a senger Gemeng. Also dat ass fir eis Piraten awer en Niveau vun enger Transparenz, deen e moderne Staat sech misst ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Dat geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Asselborn-Binz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Ech wëll just preziséieren, dass ech net nëmme vum Käschtepunkt geschwat hunn. An ech hunn och net gesot, dass een net däerf. Et si jo Gemengen, déi dat

do kënne maachen. Mee mir sinn net der Meenung, dass dat vun uewen erof soll festgehale ginn. Jiddwer Gemeng kann dat maachen, wéi se wëll, esou wéi se et brauch a wéi se et néideg fënnt. Et ass dat, wat ech wollt soen.

(Interruption par Mme Cécile Hemmen)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da freet nach den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass jo awer ... Pardon, et ass e bësse lächerlech, datt mer elo als éischt e Gesetz stëmmen, wou mer de Gemengen imposéieren, eng Technik ze hunn, fir déi Technik dann am Schaf verrotten ze loossen. Dat heescht, mir soen de Gemengen – helleg Gemengenautonomie, schéin a gutt –: „Kaaft dat! Dir musst et hunn, well wann ee vun Ärem Gemengeconseil Covid huet, da musst Der et deployéiere kënnen. Dir musst et also kafen!" Dat ass och en Agréff an d'Gemengenautonomie – de Käschtefacteur och. Se hunn et, se hunn d'Technik an da sot Dir elo, pardon, Dir heibannen, déi dat net matstëmmen: „Ma loosst déi Technik am Schaf, et interesséiert d'Biergerinnen an d'Bierger dach net! Solle se dach Congé huelen, fir an de Gemengerot ze kommen!" Wann dat d'Transparenz vun der Majoritéit hei ass, dont acte.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

Ech mengen, da kéime mer elo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 4 voix pour et 55 voix contre.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, M. Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

6. 7828 – Projet de loi portant sur la modification :
1° du Code de la sécurité sociale ;
2° du Code du travail ;
3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Mir kommen elo zum Projet de loi 7828, eng Upassung vu verschiddenen Arrête vun der Cour de justice am Kader vun den Allocations familiales. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Merci, Här President. Säit zirka 40 Joer ass d'Recht op Kannergeld fest am Gesetz verankert. All Kand mat engem legale Wunnsëtz zu Lëtzebuerg huet d'Recht op dëse sozialen Transfert.

Do dernieft kënnen awer och d'Kanner vun de Frontalieren ënner gewëssene Konditioune vun der Allocation familiale profitéieren; dat, well d'Kannergeld eng Prestatioun ass, déi ënnert d'Reegele vum EU-Reglement iwwert d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer fält an doduerch all Mënsch, deen zu Lëtzebuerg schafft, Usproch op d'Kannergeld huet, ganz nom Prinzipp vun der Égalité des travailleurs.

2021 hunn zu Lëtzebuerg ronn 196.000 Kanner vun dëser Prestatioun profitéiert. Zirka 118.000 Familllje kruten d'Allocation familiale vum Familljeministère accordéiert. 50 % dovunner ware fir Familllje mat engem Kand, 37 % dovunner ware fir Familllje mat zwee Kanner, 10 % fir Familllje mat dräi Kanner an 3 % fir Familllje mat véier oder méi Kanner. De gesamte Käschtepunkt fir de Staat louch 2021 bei ronn 940 Milliounen Euro.

Wat déi genee Konditioune vum Recht op d'Kannergeld betrëfft, baséiere mer eis den Ament op d'Gesetz vum 23. Juli 2016. Dat ass déi lescht Reform, déi mir hei zu Lëtzebuerg an dësem Beräich ëmgesat hunn.

Säit 2016 kënnen Aarbechter, déi net hei am Land wunnen, just nach Kannergeld fir hir eege Kanner ufroen, dat heescht fir hir gebierteg oder Adoptivkanner. D'Kanner vum Partner falen deemno net méi ënnert dëst Recht. A genee dës Reegelung gouf vum Europäesche Geriichtshaff condamnéiert.

D'Cour de justice huet nämlech an hirem Urteel vum 20. Abrëll 2020 kritiséiert, dass all Kand, dat zu Lëtzebuerg wunnt, ka Kannergeld kréien, wärend just déi leiflech oder Adoptivkanner vun de Frontalieren Urecht op dës Prestatiounen hunn. Hirem Urteel no géifen d'Residenten also par rapport zu de Frontaliere bevirdeelegt ginn, wat géint déi europäesch Gesetzeslag verstéisst.

Als Äntwert dorop hunn d'Auteure vun dësem Projet de loi versicht, nei Krittären opzestellen, wat d'Recht op Kannergeld betrëfft. Si hunn direkt e puer Pisten analyséiert, op déi ech elo net méi wäert am Detail ze schwätze kommen, well dat d'Envergure vun dëser Ried haut géif sprengen. En cours de route goufen dës Krittären dunn och zweemol amendéiert, fir den Opposition-formellë vum Staatsrot Rechnung ze droen. Fir d'Detailer verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport.

Déi final Léisung, déi mir an der Familljekommissioun zréckbehalen hunn, gesäit elo Follgendes vir: Nieft hire leiflechen oder Adoptivkanner kënnen d'Frontalieren an Zukunft och Kannergeld fir d'Kanner vun hirem Partner oder hirer Partnerin ufroen, dat ënnert der Konditioun, dass de Frontalier fir den Ënnerhalt vun dëse Kanner opkënnt an zesumme mat hinnen an der Partnerin oder dem Partner e permanente legale Wunnsëtz deelt. De Krees vun de Beneficiairë gëtt also erweidert. Wat d'Residentë betrëfft, bleift alles beim Alen.

A senger éischter Versioun hat dëse Projet de loi nach eng weider grouss Adaptatioun beim Kannergeld virgesinn, nämlech d'Reindexéierung vun der Allocation familiale. Dëse Punkt gouf dunn awer scho mam Akraafttriede vum leschte Budgetsgesetz, fir d'Joer 2022 also, virgezunn, soudass mir en aus dësem Gesetzesprojet konnte sträichen. D'Kannergeld gouf jo bekanntlech, wéi Dir et wësst, mam Budgetsgesetz réckwierkend op den 1. Oktober 2021 reindexéiert.

Ier ech op den nächste Punkt vun dësem Projet de loi ze schwätze kommen, wëll ech Iech als éischt nach e puer Statistiken iwwert d'Kannergeld presentéieren.

Fir d'Residentë läit de Montant vun der Allocation familiale aktuell bei 285 Euro pro Kand a pro Mount. Dëse Montant gëtt dann ëm 22 Euro majoréiert fir Kanner ab sechs Joer an ëm 54 Euro fir Kanner ab zwielef Joer. D'Zil vun dëse Majoratiounen ass et, d'Kannergeld un d'Depensë vun de Familljen unzepassen, déi jo bekanntlech mam Alter vum Kand an d'Luucht ginn.

Fir d'Non-Residentë variéiert de Montant vun der Allocation familiale dogéint a Funktioun vun der Héicht vum Kannergeld, dat si an hirem Heemechtsland kréien. Am Fall, wou d'Lëtzebuerger Allocatioun méi héich ass wéi déi, déi am Nopeschland accordéiert gëtt, iwwerweist de Lëtzebuerger Staat e Complément différentiel un déi betraffe Persoun.

Wa mir dann e Bléck op d'Statistike vum Kannergeld werfen, gesi mir, dass 47 % respektiv 449 Milliounen heivunner 2021 exportéiert gi sinn, de gréissten Deel dovunner a Frankräich mat ronn 254 Milliounen Euro, op der zweeter Plaz d'Belsch mat 96 Milliounen Euro an Däitschland dohannert mat 70 Milliounen Euro.

Här President, nieft den Adaptatioune beim Kannergeld proposéiert de virleiende Gesetzestext dann och nach eng Ännerung beim Congé parental. Den Europäesche Geriichtshaff huet nämlech, och wat dëse Beräich ugeet, mam béise Fanger op Lëtzebuerg gewisen. De Code de la sécurité sociale gesäit den Ament vir, dass een Elterendeel gläichzäiteg zwou Konditioune muss erfëllen, fir de Congé parental kënnen unzefroen: Éischtens muss d'Persoun um Moment vun der Gebuert oder dem Accueil vum Adoptivkand bei der Sécurité sociale affiliéiert sinn, an zweetens muss d'Persoun wärend mindestens zwielef Méint direkt virum Ufank vum Congé parental geschafft hunn, an dat ouni Ënnerbriechung.

An hirem Urteel vum 27. Januar 2021 (veuillez lire: 25. Februar 2021) huet sech d'Cour de justice allerdéngs géint déi éischt Konditioun ausgeschwat, well een doduerch deenen Elteren, déi de Moment vun der Gebuert net schaffen, d'Méiglechkeet ewechhëlt, hire Congé zu engem spéideren Zäitpunkt nozehuelen, zu engem Zäitpunkt, wou si nees eng Aarbecht hunn an dëse Congé kéinten notzen, fir sech ëm hiert Kand ze këmmeren.

Dem Europäesche Geriichtshaff no verstéisst de Lëtzebuerger Droit mat dëser Konditioun géint dat individuellt Recht vun all Aarbechter op e Congé parental, e Recht, dat all EU-Memberstaat muss garantéieren.

Als Reaktioun op dëst Urteel proposéiert de virleiende Gesetzestext, déi éischt Konditioun aus dem Artikel 306 vum Code de la sécurité sociale, aus dem Code du travail an aus de Statutte vun de Fonctionnairen ze sträichen. An Zukunft bleift also just nach de Krittär bestoen, dass d'Persoun, déi de Congé ufreet,

mindestens zwielef Méint ouni Ënnerbriechung virum Ufank vum Congé parental muss geschafft hunn a bei der Sécurité sociale muss affiliéiert gewiescht sinn. D'Konditioun vun der Affiliatioun zum Zäitpunkt vun der Gebuert fält dogéint ewech.

Zu gudder Lescht proposéiert dëse Gesetzestext nach e puer punktuell Ännerungen, op déi ech elo net wäert eenzel agoen, mee déi Dir gären a mengem schréftleche Rapport kënnt noliesen, notamment wat d'Allocation spéciale supplémentaire an d'Kompositioun vun der Zukunftskeess betréfft.

Här President, wat de finanziellen Impakt vun dësem Gesetzesprojet betréfft, gëtt geschat, dass eleng d'Adaptatioune beim Kannergeld eng zousätzlech 8,4 Milliounen d'Joer wäerte kaschten. Den Estimatioune vum Familljeministère no wäerten nämlech ronn 3.000 Kanner vun der Erweiderung vum Cercle des bénéficiaires profitéieren.

D'Käschte vun den neie Konditioune beim Congé parental ginn op eng zousätzlech 4,8 Milliounen Euro d'Joer geschat.

Fir d'Avisen zu dësem Gesetzestext verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. De Staatsrot huet dann och gëschter säin Accord ginn, fir d'Erreurs materielles ze behiewen, déi mer an eiser leschter Familljekommissioun esou proposéiert haten, an deemno kann ech dann heimat och den Accord vu menger Fraktioun, vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, ginn.

An ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | Très bien!

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un de Rapporter, de Max Hahn, fir souwuel säi schréftleche wéi och säi mëndleche Rapport. Ech wëll och nach eng Kéier zréckkommen op 2016. 2016 hate mer hei an dësem Raum schonn eng Kéier eng gréisser Diskussioun dodriwwer, wou dat do net den Haaptpunkt war, mee den Haaptpunkt war deemools d'Aféierung vun engem eenheetleche Kannergeld. Mee och dat hei stoung deemools mat zur Diskussioun.

A virun 2016 huet dee Problem sech jo och net gestallt, mee eréischt mam Gesetz vun 2016 ass dee Problem bei de Frontalieren entstanen, fir dee mer vum Europäesche Geriichtshaff verurteelt gi sinn a wou mer jo elo mat dësem Projet, esou wéi en elo um Dësch läit, … wa mer deen herno stëmmen, da wäert domadder de Problem vum Europäesche Geriichtshaff ewech sinn.

Den éischte Projet de loi, den originale Projet de loi, war an eisen Ae kee gudde Projet, well do huet een Ënnerscheeder gemaach zwëschen natierleche Kanner an dem Partner senge Kanner. An dat war och ee vun de Kritikpunkte vun der CSV an dat ass jo och aus den Avise vu verschiddene Chambres professionnelles ervirgaangen, dass dat net dee richtege Wee war, mee dass een och dem Partner seng Kanner misst mat a Betruecht huelen. Mir haten deemools souguer gesot: Ma kommt, mir ginn erëm zréck op d'Reegelung vu virun 2016. Ech hunn awer verstanen, dass d'Majoritéit dat net wollt, well soss hätte se eis jo nodréiglech deem Recht ginn, wat mir heibannen 2016 gesot hunn.

Nodeem de Staatsrot awer elo un deem Text geschafft huet, ass dat e besseren Text ginn. Dofir ass nämlech do de Problem am Prinzipp geléist, mee et stelle sech fir eis nach ëmmer zwou Froen: An dat sinn déi, wat eis belsch an eis franséisch Kolleegen ubelaangt, bei de Frontaliere mat de Beweiser.

Hei steet dran, dass een elo muss „par tous moyens" beweisen, wéi een do mat sengem Partner zesummen ass an dass een och dofir opkënnt, well do gëtt et ënnerschiddlech Interpretatiounen. Et gëtt déi franséisch Variant, et gëtt déi belsch Variant, wou eng Fiche de composition de ménage besteet oder dat anert net besteet. An et ass do, wou mer eis d'Fro stellen, wat deen „tous moyens" soll sinn. An ech froe mech, wéi de Ministère do wëll virgoen a wéi mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, well si mussen et jo beweisen, dass dat esou ass, wéi déi do kënne virgoen.

An Däitschland ass de Problem méi einfach. An Däitschland gëtt et dofir eng Prozedur. Mee am belschen an am franséische Familljerecht respektiv am Gemengegesetz steet dat aneschters dran an dat kann do fir eis Problemer bewierken.

An ech hat och deemools an der Kommissioun gesot …, dofir huet d'CSV sech och beim Rapport vum Här Hahn enthalen, well mer gesot hunn, mir géifen där Saach nach eng Kéier op d'Spuer goen. An ech muss Iech soen, ech hunn d'Léisung nach ëmmer net fonnt, well souwuel déi franséisch wéi déi belsch Kolleege soen, dass dat eng aner Opfaassung ass, wéi s de dee Certificat kanns bréngen.

An ech géif dofir heibannen den Appell maachen: Wa mer elo einfach do stoen hunn „par tous moyens", dass mer awer gegeebenenfalls, wa mer feststellen, dass dat sech an der Realitéit schwiereg mécht, fir dat kënnen ze beweisen – ech ka mech erënneren, an der Zäit sinn Inneministere kucke gaangen, ob de Waasserzäler gelaf ass, fir festzestellen, ob do ee wunnt –, dass een da vläicht muss aner Saache maachen, mee dass mer awer net elo dès le début soen: „Hei ass domadder alles an der Rei. Et ass kee Problem méi do." Mee ech géif den Appell maachen, dass mer dann alleguerten zesummen erëm dorop zréckkommen, wann dee Problem sech herno bei de belsche Frontalieren a bei de franséische Frontalieren stellt.

Well et ka jo awer net sinn – dat si ronn 150.000 Leit, déi eng aus Frankräich, déi aner aus der Belsch, de Max Hahn huet och virdrun nach eng Kéier d'Zuel genannt vun deene Suen, déi mer a Frankräich an an d'Belsch ginn –, dass mer dann awer elo ënnert de Frontalieren och nach zwou Kategorië vu Frontaliere maachen, well deen dote Problem sech stellt.

Ech weess net, ob en erauskënnt. Dat gesi mer fréistens an engem Joer, wann eng Kéier do e Bilan driwwer gemaach gëtt. Mee ech mengen, da wier et awer wichteg, dass mer, wann dee Problem sech géif stellen, dodrop géifen zréckkommen.

Fir de Rescht wëll ech soen: Trotz där Remark, déi ech gemaach hunn, wou mer do zwar e bësse Bauchwéi hunn, géif d'CSV de Projet awer matstëmmen, well et awer eng Verbesserung ass fir déi Frontalieren an och eng Verbesserung am Congé parental.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da wier et un där honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, direkt am Ufank wéilt ech dem Rapporter Max Hahn en décke Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech ginn net nach eng Kéier op d'Reform vum Kannergeld vun 2016 an an och net op den Arrêt vun der Cour de justice vun der Europäescher Unioun vum 2. Abrëll 2020, duerch deen et u sech néideg ginn ass, déi gesetzlech Basis vum Kannergeld an och de Code de la sécurité sociale ofzeänneren.

Et ass awer wichteg ze soen, dass d'Texter virun der Reform vun 2016 zu ganz ville Schwieregkeeten an onklore Situatioune gefouert hunn. An déi restriktiv Definitioun vum „membre de famille" an der Reform vun 2016 wollt dat léisen, mee déi huet dann awer, wéi mer dann och elo wëssen, aner Problemer mat dem neien Arrêt vun der Europäescher Cour de justice mat sech bruecht, wat dann elo eng nei Reform néideg gemaach huet.

Zu der urspréngleche Versioun vun dësem Projet muss ech soen, dass mer als LSAP och e bësse Bauchwéi haten. D'Propos, déi do um Dësch louch, war, fir vun engem Recht vum Kand op Kannergeld eriwwerzegoen op e Recht vum Salarié, dee bei eiser Sécurité sociale affiliéiert ass – an nëmmen, wann dee Salarié e „lien de filiation" mam Kand huet.

Dat war fir eis aus verschiddene Grënn problematesch, ob déi ech awer elo hei ganz kuerz wéilt agoen. Ee Grond ass, well et e radikale Paradigmewiessel duergestallt hätt. Fir eis als LSAP war ëmmer kloer, dass d'Kannergeld fir d'Kand do ass an et dem Kand och muss zeguttkommen. An et war wierklech net ofzegesinn, wat bei dësem Paradigmewiessel nach eventuell als Rateschwanz hannendrukomm wier.

Dann ass et awer esou, dass déi ursprénglech Versioun vum Projet de loi och eng gesellschaftlech Realitéit ignoréiert huet, nämlech déi vun de Patchworkfamilljen. An Eltere mat engem Lien de filiation hätten e Recht op d'Kannergeld kritt, och wa se sech u sech vläicht guer net ëm hiert Kand gekëmmert hätten. Stéifelteren awer hätte kee Recht drop kritt, och wa si mat de Kanner zesummegewunnt, gelieft an och sech ëm se gekëmmert hätten. Déi ursprénglech Versioun vum Projet de loi hätt, sou wéi de Staatsrot och a sengem Avis festgestallt huet, nei Ongläichheete mat sech bruecht a wär och iwwer kuerz oder laang warscheinlech nees mat engem Urteel gekippt ginn.

Mir gesinn dofir den amendéierte Projet de loi elo absolutt positiv, well mer bei engem Recht vum Kand op Kannergeld bleiwen a well och d'Familles recomposées elo mat berücksichtegt ginn. Jo, et kann natierlech sinn, dass dat hei och eng Rei praktesch Problemer mat sech brénge wäert. An dat muss een elo kucken, wéi et virugeet. An dat ass och esou an der Kommissioun gesot ginn: D'Praxis bréngt et an da musse mer kucken, wéi dat da geléist gëtt, wann nach eventuell Problemer opkommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach kuerz zu den Ännerungen duerch dëse Projet. Positiv ass och, dass d'Elteren an Zukunft elo kënnen ufroen, d'Kannergeld zur Hallschent ze deelen – ob se getrennt sinn oder net. Vläicht sollt een do och iwwerleeën, ob een esou eng egalitär Approche, déi béid Elterendeeler gläichstellt, net och um Niveau vun de Steiere kéint berücksichtegen – kleng Approche. Och beim Congé parental ginn Ännerunge virgeholl, déi néideg gi sinn no engem Urteel vum Europäesche Geriichtshaff. Hei gouf d'Condition d'affiliatioun um Moment vun der Gebuert vum Kand gestrach, an dat hu meng Virriedner och scho gesot.

Här President, wéi ech an der Kommissioun nach d'Fro vum Congé parental fir d'Apprentien opgeworf

hat, hunn ech u sech keng esou ganz zefriddestellend Äntwert kritt, mee elo, no leschten Informatiounen aus dem Ministère, hunn ech awer gesot kritt, dass dat nach ëmmer méiglech ass. Dat freet mech, an ech soen och der Madamm Ministesch Merci fir dës Info.

An esou, wéi – da kann een dat nach vläicht derbäifügen – ech och aus de Ministèrë vum Här Haagen a vum Här Engel héieren hunn, si si och amgaang ze kucken, wéi d'Situatioun vun de Leit aus de Beschäftegungsmesuren oder soss anere Mesures d'emploi ka verbessert ginn, wat de Congé parental ubelaangt.

Lauter gutt Noriichten zum Schluss, an da ginn ech natierlech selbstverständlech ganz gär, léif Kolleegen a Kolleeginnen, den Accord vun der LSAP fir dëse Projet de loi, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An d'Wuert kritt elo d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Mir bleift net méi vill ze soen. Dat ass doduerjer bedéngt, dass souwuel de Rapporter e ganz pädagogeschen a gudde Rapport hei presentéiert huet, deen, mengen ech, op déi ganz komplex Situatioun agaangen ass, an awer och meng Virriedner, mengen ech, e ganz wichtegen Deel hei an d'Diskussioun schonn eraginn hunn.

E Gesetzestext kënnt ëmmer aneschters aus der Chamber eraus, wéi en erakënnt. An ech mengen, dat war hei ganz, ganz sécher de Fall. Et war keng ganz einfach Saach. An ech wëll och op dëser Plaz e grousse Merci soe fir d'Disponibilitéit vun de Vertrieder vun der Zukunftskeess a vum Ministère an och fir deen oppenen Dialog, wou mer wierklech probéiert hunn, zesummen no Léisungen ze sichen.

Ech mengen, dass och de Staatsrot hei e weesentlechen Deel dozou bäigedroen huet. Och do e grousse Merci. En fin de compte: Dat Endresultat, wat mer hei hunn, ass eent, wat eis ganz zefriddestellt, well et de Krees vun de Beneficiairë méi grouss mécht, well et eng gerecht a sozial Léisung ass, déi op d'Komplexitéit vun deene verschiddenste Familljemodeller ageet. Dat ass nun emol am Geescht vun der Zäit.

An ech mengen, dass mer hei wierklech zum Schluss e gutt Resultat hunn, mat deem mir ganz zefridde sinn. A mir ginn dowéinst och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, an der Reform vun 2016 ass de Stéifkanner vun de Frontalieren d'Recht op d'Kannergeld ewechgeholl ginn. Et ass och déi Reform, déi allgemeng d'Kannergeld op 18 Joer beschränkt, d'Progressioun vum Kannergeld jee no Unzuel vu Kanner am Stot ofgeschaaft an e Montant unique, e Forfait pro Kand agefouert huet, dee wäit ënnert dem Duerchschnëttsmontant louch, deen d'Familljе mat méi Kanner nach virun der Reform zegutt haten.

Dobäi koum nach, datt säit 2006 d'Kannergeld, gradesou wéi sämtlech aner Familljeprestatiounen, net méi indexéiert gi sinn an d'Versprieche vun der neier Regierung am Joer 2014 vun engem Kompensatiounsmechanismus, deen d'Familljeprestatiounen automatesch un d'Liewensdeierecht géif upassen, bis haut en eidelt Versprieche bleift. Mee zumindest sinn dës jo zanter 2021 nees indexgebonnen.

Här President, mat dëser Reform ass de Leit e Stéck vum Kuch ewechgeholl ginn. E Stéck vun deem, wat hinnen zeguttkënnt, well se zu Lëtzebuerg schaffen, do zum Räichtum vun eisem Land bäidroen an do och hir Steiere bezuelen.

D'Madamm Cahen huet sech mat dëser Reform net beléift gemaach. Och wann allgemeng d'Menagë mat Kanner duerch dës Reform finanziell geschwächt gi sinn, sou sinn dann awer d'Frontalieren duebel, wann net souguer dräifach an d'Pan geklaakt ginn – an dat, obwuel si gradesou gutt zu eiser Wirtschaft bäidroe wéi een, deen zu Lëtzebuerg schafft a wunnt. Well ouni si geet et hei net.

Här President, et gouf versicht, Kierzunge vum Kannergeld duerch Prestatioune wéi Chèque-service accueil, d'CSA, an d'Studentebourse ze kompenséieren. Déi Rechnung ass awer a kenger Hisiicht opgaangen, well Prestatioune wéi d'CSA an d'Studentebourssen a kenger Hisiicht dat kompenséieren, wat beim Kannergeld verluer gaangen ass. Dat zertifizéiert och de Statec, deen 2020 ausgerechent hat, datt 41 % vun de Kanner, déi eligibel wieren, net vum Dispositif vun dem CSA profitéieren.

D'Chambre des Salariés huet hirersäits am Exposé des motifs vun enger Proposition de loi fir eng direkt Opwäertung vun de Familljeprestatiounen thematiséiert, datt den Taux vum Non-recours bei de Frontaliere besonnesch héich géif leien. Dat heescht, si maache kee Recours. Dës Proposition de loi, déi mir als déi Lénk iwwerschafft an deposéiert hunn, gouf am November 2021 leider hei an der Chamber ofgeleent.

D'CSA sinn onpraktesch fir d'Frontalieren, déi all Dag mat hire Kanner missten an iwwerfëllten Zich oder duerch den déckste Beruffstrafick iwwert d'Grenz fueren, fir se an enger Crèche zu Lëtzebuerg ofzeginn. Dat heescht, d'Frontalieren hu sech mam net indexéierte Kannergeld missen zefriddeginn, bis d'Reform koum vun 2060 (veuillez lire: vun 2016), déi jo dann alt erëm Restriktioune fir d'Frontaliere virgesinn huet. An et ass och dëser Reform ze verdanken, dass Stéifkanner vu Frontalieren och aus dem System vun de Studiefinanzéierungen ausgeschloss goufen, vu datt d'Limitatioun vum Kannergeld op 18 Joer am Kader vum Studiefinanzéierungsgesetz konnt verlängert gi bis op 25 Joer.

An dat hätt kënne monter esou weiderlafen, wann net am Abrëll 2020 den Europäesche Geriichtshaff sech ageschalt hätt, fir Lëtzebuerg de béise Fanger ze weisen. D'Geriicht seet eis, datt et net ka sinn, datt Stéifkanner vu Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, mee net zu Lëtzebuerg liewen, keen Urecht op Kannergeld hunn, woubäi Stéifkanner vu Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen a wunnen, dat Recht hunn. Dat widdersprécht dem Prinzipp vun der Égalité de traitement vu Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen.

Här President, säit zwee Joer versicht d'Regierung, sech aus der Saach erauszewurschtelen. Zwee Joer laang gouf op eng spektakulär Aart a Weis versicht, eng Léisung ze fannen, déi der Regierung et erlaabt, esou mann wéi méiglech mussen ze bezuelen a gläichzäiteg net méi am Widdersproch mat der europäescher Legislatioun ze stoen.

Déi Approche kann nëmmen zu absurde Léisungsvirschléi féieren, géint déi och de Staatsrot Opposition-formellë formuléiert hat. Léisungsvirschléi, déi zu engem Paradigmewiessel gefouert hätten, deen immens problematesch gewiescht wier – wéi zum Beispill d'Ofschafe vum perséinlechem Recht op Kannergeld vum Kand zugonschte vum Elterendeel, deen zu Lëtzebuerg schafft, an do bei der Sécurité sociale ugemellt ass.

Dat wier immens problematesch gewiescht, well d'Kannergeld virop dem Kand säi Recht ass. Och wann d'Kannergeld indispensabel ass, fir de Budget vun ëmmer méi Familljen am Equiliber ze halen, bleift et an éischter Linn e Mëttel, fir engem Kand eng gutt Erzéiung an anstänneg Liewenskonditioune kënnen ze sécheren.

Well et en Droit personnel vum Kand ass, besteet jo och d'Méiglechkeet, d'Kannergeld direkt dem jonken Erwuessenen ze iwwerweisen, falls deen net méi ka bei den Eltere wunnen oder falls en no sengen 18 Joer nach weider studéiere geet.

De Lien de filiation, deen och héchstproblematesch ass, huet laang gebraucht, fir aus de Léisungsvirschléi ze verschwannen. Dora bestoung jo awer haaptsächlech de Problem. D'Filiatioun huet bestëmmt, ob s de d'Kannergeld kriss. Dat heescht, een, dee sech net ëm säin eegent Kand gekëmmert huet, krut d'Suen egal wéi, mee een, deen awer d'Kand doheem hat oder aleng d'Kand mat opgezunn huet a finanziell ënnerhalen huet, och wann et säint net war, krut näischt.

Här President, schlussendlech ass dobäi erauskomm, datt de Krittär, dee muss erfëllt ginn, fir dass och Stéifkanner, déi am Stot vun engem Frontalier liewen, en Urecht op Kannergeld kréien, deen ass, datt een un d'gemeinsam Residenz vun de Partner gebonnen ass, bei deenen d'Kand en charge ass.

Dat, wat mir elo hei ofstëmme mussen no laangem Hin an Hier, dat ass näischt anescht wéi en Trouschtpräis. Well wann dat Gesetz a Kraaft trëtt, kréien och d'Stéifkanner vu Frontalieren dat Urecht op Kannergeld. Dat ass ganz, ganz gutt esou an dofir stemme mir et och mat. Mee dat geet awer eigentlech net duer, well eigentlech misst d'Regierung de concernéierte Leit dat zréckbezuelen, wat se hinne säit 2016 virenthalen huet.

(Brouhaha)

Dat ass och de Frontalieren an hire Stéifkanner hiert gutt Recht.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Max Hahn fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Och mir wäerten eis Zoustëmmung ginn zur Reform vum Kannergeld.

Ech muss awer nach ee Punkt ubréngen, ech mengen, Dir hat och schonn dermat gerechent: Wa mer de Congé parental schonn opmaachen, dann hätte mer och – an ech hunn dat jo schonn e puermol ubruecht – am traurege Fall, dass e Kand verstierft, eng Ännerung kënne bewierken, fir de Leit ze hëllefen, déi eebe leider an deem Fall sinn.

Mir wäerten trotzdeem haut och déi doten Ännerung matstëmmen, well och déi richteg ass. Mee wa mer schonn um Congé parental geschafft hunn, hätte mer och kënnen dat anert e bësse méi fair gestalten. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci, Här President. Villmools merci och all de Riedner. E grousse Merci un de Rapporter fir säi ganz explizitte mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech géif hei awer och gär all de Memberen aus der Familljekommissioun e Merci soen. Well, ech

mengen, hei hu mer geschafft, wéi mer am Fong selte schaffen, nämlech: Mer hunn zesumme gebrainstormt fir ze kucken, wéi mer deem Urteel kéinte Rechnung droen. Dass d'Madamm Cecchetti dat net weess, dat verstinn ech, well si war deemools nach net direkt mat derbäi. Si ass eréischt méi spéit derbäigestouss.

Mee mir haten awer do ganz oppen, ganz intensiv a ganz éierlech Gespréicher an der Chamberskommissioun, fir zesummen ze kucken, wéi mer deem Urteel kéinte Rechnung droen. Elo wäerte mer dat haut maache mat deem Gesetzestext, deen Der haut zur Ofstëmmung do leien hutt. An ech hoffen, dass dat domadder dann och geschitt ass. D'Kannergeld ass e Recht fir d'Kanner, fir dat ze kréien.

An da géif ech awer och gär, well dat vläicht e bësse méi kuerz eeben haut kënnt, nach eng Kéier op de Congé parental zréckgoen. Do ass et esou, dass een an Zukunft net méi muss affiliéiert si respektiv hei am Land geschafft hunn dee Moment, wou d'Kand op d'Welt kënnt. Dat heescht, wann een de Congé parental ufreet, wann d'Kand fënnef Joer al ass zum Beispill, an et huet een awer au moment de la naissance net hei am Land geschafft, dann huet een en an Zukunft dann awer zegutt, well dee Krittär wäert dann an Zukunft och ewechfalen.

An dat, wat mer jo all wëllen, dat ass eng besser Work-Life-Balance. Mir wëllen, dass d'Eltere sech besser organiséiert kréien. Mir hätte gären, dass jonk Elteren Zäit mat hire Kanner kënne verbréngen, ouni hir Aarbecht opzeginn, ouni dofir mussen opzehale mat schaffen. Dat ass, mengen ech, och hei de Sënn an den Zweck vun där Ännerung. An da wäerten natierlech nach e puer Ännerunge kommen, déi am schréftleche Rapport vum Rapporter natierlech och nozeliese sinn.

Dofir villmools merci fir déi breet Zoustëmmung. A merci nach eng Kéier all de Membere vun der Famillejekommissioun. Dat wat e ganz flotten Exercice. Dat war och en Exercice, mengen ech, wou mer alleguerte vill derbäi geléiert hunn, well et awer méi flott a besser ass, wann een zesumme brainstormt an zesumme kuckt, wéi een d'Saache besser ka maache fir d'Leit dobaussen. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7828. Den Text steet am Document parlementaire 7828[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7828 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7828 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8106 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8106, eng Erweiderung vum Mandat vun de Membere vum Conseil national des étrangers. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Villmools merci, Här President. Historesch gesinn, ass Lëtzebuerg säit der zweeter Hallschent vum 19. Joerhonnert en Immigratiounsland. Mam Opschwong vun der Stolindustrie waren déi Däitsch an d'Italieener déi Éischt, déi sech zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn, an an de 60er-Jore koum dunn d'Portugisen, déi zu Dausende virun der Aarmut an hirem Heemechtsland geflücht sinn, derbäi.

Mat der Entwécklung vun eisem Déngschtleeschtungssecteur, virun allem der Finanzplaz, huet et ëmmer méi Natiounen op Lëtzebuerg gezunn, soudass mir haut en Undeel vu bal 50 % un auslänneschen Awunner hunn. Dat ass eng eenzegaarteg Situatioun, déi eist Land souwuel um wirtschaftleche wéi och um sozialen a kulturellen Niveau beräichert.

D'Méisproochegkeet an de Multikulturalismus stellen eis awer ëmmer nees viru grouss Erausfuerderungen. Wéi kënne mer deene Leit, déi aus dem Ausland kommen, hëllefen, sech hei zu Lëtzebuerg ze integréieren an aktiv un eiser Gesellschaft deelzehuelen? Wat kënne mer maachen, fir e bessert Zesummeliewen tëschent de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger ze erméiglechen?

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si wichteg Froen, op déi mir als Politik mussen eng Äntwert fannen. Dofir sinn ech frou, dass de Ministère fir Famill an Integratioun an dësem Beräich scho vill Efforte geleescht huet.

1993 gouf zu Lëtzebuerg dat éischt Integratiounsgesetz gestëmmt, mat deem ënner anerem och den CNE, de Conseil national des étrangers, gegrënnt gouf. D'Zil vun dësem Gesetz war et, d'Integratioun hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. 2008 gouf dëst Gesetz dunn eng éischte Kéier iwwerschafft, fir der Populatiounsentwécklung an de Migratiounsstréimunge Rechnung ze droen an de betraffene Leit nach méi geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen.

Wat den CNE betrëfft, sou gesäit d'Gesetz vun 2008 vir, dass d'Mandater vu senge Memberen op fënnef Joer limitéiert sinn. All fënnef Joer ginn deemno nei Membere vum Ministère fir Famill an Integratioun gewielt, an déi nächste Wale wäre scho fir den 18. Januar 2023 virgesi gewiescht. Elo ass et awer esou, dass de Ministère den Ament un engem neien Integratiounsgesetz schafft, dat och eng Partie Ännerungen um Fonctionnement vum CNE virgesäit. Et géif also net vill Sënn maachen, am Januar nei Memberen ze wielen, déi hir Funktioun da just wärend enger ganz kuerzer Zäit bis zum Akraafttriede vun deem neie Gesetz kéinten ausüben.

Fir d'Walen am Januar 2023 ze ëmgoen, proposéiert de virleiende Gesetzestext deemno, d'Mandater vum CNE vu fënnef op siwe Joer eropzesetzen. Déi aktuell Membere bleiwen also weider an hirer Funktioun aktiv, bis dass dat neit Integratiounsgesetz a Kraaft trëtt. Mat dëser Ëmännerung erméigleche mir weiderhin e proppert Fonctionnement vum CNE an evitéieren onnéideg administrativ Prozeduren.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng gréisser Remarke formuléiert, soudass hien ouni Weideres säin Accord zu dësem Projet konnt ginn.

D'Familljeministesch Corine Cahen huet eis an der leschter Familljekommissioun dann och matgedeelt, dass se dat neit Integratiounsgesetz, soubal wéi et dann de Regierungsrot passéiert huet, an eis Kommissioun presentéiere kënnt. Dat soll viraussiichtlech direkt am Ufank vun 2023 geschéien. Ech als President awer an – ech ginn dervun aus an ech sinn iwwerzeegt dervun – och all meng Kommissiounsmembere freeën eis natierlech do drop, fir op dësem wichtege Gesetz da kënnen ze schaffen.

Dëst gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Presidentin, Iech alleguerte villmools merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Rapporter.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Madamm President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Max Hahn ass schonn am Detail op d'Zuelen agaang. Ech wëll him Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, et muss ee virun allem ënnersträichen, dass grad eis auslännesch Communautéit hei zu Lëtzebuerg zum Räichtum vun eisem Land mat bäigedroen huet. An dass Lëtzebuerg do steet, wou Lëtzebuerg haut steet, dat hu mir och den auslännesche Matbierger ze verdanken.

Och war et an der Zäit de Conseil national des étrangers, deen och ëmmer Campagnë gemaach huet fir den Droit de vote. Den Droit de vote: och elo eppes, wou mer jo elo nach eng Kéier alleguer zesumme massiv amgaang sinn, fir dass genuch Leit sech aschreiwen, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, fir un de Gemengewale vun 2023 deelzehuelen.

Deen hei Artikel u sech … zwee Joer. Ech hoffe just, dass et duergeet, Madamm Minister, well heiansdo si

verschidden Avisen oder verschidde Saachen/Projeten, déi brauchen heiansdo ganz laang, bis se dann och hei kënne verabschit ginn. Ech mengen, dass et wichteg ass an dass et richteg ass, dass elo net am Januar der nach genannt ginn, déi dann erëm eng Kéier géife bei null ufänken, mee dass déi Prozedur, déi Der elo amgaang sidd ze maachen, och zu engem Ofschloss kënnt. Wéi gesot, ech hoffe just, dass mer net 2025, mee dann net méi mir, mee dann déi Leit, déi aus de Wale vum Oktober 2023 ervirginn, dass déi dann nach eng Kéier musse verlängeren, well mer institutionell – ech betounen „institutionell" – net virukomm sinn.

Mee, wéi gesot: Esou wéi de Projet hei virläit, kann d'CSV hir Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Spautz. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Madamm Presidentin. Mir bleift hei net méi ganz vill ze soen, duerfir halen ech mech och ganz kuerz. Ech gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Mir freeën eis dann drop, wann dann déi Loi sur l'intégration kënnt, dass mer dann och do gradesou konstruktiv kënnen dru schaffen, wéi mer dat bis elo gemaach hunn.

An ech hoffen och, dass et net allze laang dauert, well soss kënne mer effektiv d'Gefor lafen, dass mer vläicht nach eemol mussen nostëmmen. Mee ech mengen dat net. Ech sinn zouversiichtlech, dass dat wäert an der nächster Zäit kommen. Merci dofir.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Madamm Presidentin. Ech begréissen dee Projet hei, mee ech ginn deem schlechte Gefill net lass, wat meng Virriedner elo ausgedréckt hunn, dass 2025 vläicht e wéineg just ka sinn. Ech hoffen – ech hoffen! –, datt ech Onrecht kréien an datt mer dat elo nach gestemmt kréien d'nächst Joer. Ech hoffen. Dat wär e ganz flotte Kaddo, dee mer eis selwer géife maachen, dee mer dem Land géife maachen.

Den nationalen Auslännerrot, wéi e fir de Moment net fonctionéiert, muss op zolidd Bee gestallt ginn. Eng Rei vun eis hu schonn Entrevuë mat enger Partie ONGe gehat fir ze kucken, wéi eng Revendicatiounen eis Walprogrammer hunn. Mir gefält eng Iddi ganz gutt: Dat ass déi vun enger Assemblée, déi am Fong der Chamber zougeuerdnet wär, e „Conseil des étrangers" oder „des citoyens", wéi et genannt gëtt, vun deene betreffenden ONGen, wou mer eng Vertriedung hätten, e Gremium hätten, wou mer géifen alleguerten zesummesëtzen, berodend – berodend! – zu där Chamber hei. Da wäre mer no derbäi.

Ech hunn nämlech e Riseproblem, wéi et fir de Moment ass – an déi meescht vun eis heibannen –: dass mer de Corps électoral vun deenen, déi fir de CNE fir de Moment stëmmen, dass dat einfach d'Strooss net hält. Ech mengen, dat wësse mer. Dat ass eng vun den Erkenntnisser. Dat ass och eng vun den Ursaachen, firwat deen et net bréngt.

An dofir sinn ech ganz gespaant wéi ambitéis …

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | An ech zweifelen net do drun, dass dee Gesetzesprojet ambitéis ass. A mir ginn den Accord heifir an hoffen, dass mer dat dann d'nächst Joer hikréien. De gudde Wëllen an de Wëllen iwwerhaapt hei an der Chamber ass do, dass mer déi Saach virun de Walen erreecht hunn.

Ech soen Iech Merci.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An d'Wuert geet un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, och vu menger Säit aus e grousse Merci un deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir leenen eis just och un d'Kritik vun der ASTI eeben un, déi et bedauert – a mir bedaueren et och –, datt dee Projet de loi eeben net éischter konnt op de Wee goen an net konnt scho votéiert ginn, iert déi Period hei vun deene fënnef Joer ofgelaf ass.

Bon, dat ass elo esou. A mir hoffen dann och wierklech, datt et esou séier wéi méiglech weidergeet. Mir verstinn och, datt ee seet: „En neie Gremium elo erëm votéieren, dee souwisou net funktionéiert, ass problematesch." Op där anerer Säit: Politesch ass et awer och vläicht Limitt, well ee seet: „Et ass en demokratesch gewieltene Gremium", a mir soen elo einfach: „Mir verlängeren dat elo einfach." Hätt een dat och mat anere Gremie gemaach? – ech weess et net. Also, ech wëll dat elo net elo hei ze vill bewäerten, mee …

An dee Vide: Wann elo e Vide gewiescht wär, wär dat schlëmm gewiescht? Ech weess et net. Ech kann dat wierklech net bewäerten, well dee Gremium jo souwisou net funktionéiert huet.

Also esou oder esou hoffe mir just, datt mer séier virukommen, wéi meng Virriedner a -riednerinnen et jo och gesot hunn, an datt mer hoffentlech d'nächst Joer gutt Aarbecht do maachen an dat neit Gesetz hunn.

Awer mir stëmmen deem hei natierlech och zou. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. A merci dem Max Hahn. A mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci. Also, fir d'éischt géif ech gäre soen, dass den aktuelle President vum CNE e ganz, ganz engagéierte Mann ass, deen et do wierklech fäerdegbréngt, d'Truppen e bësse beieneenzebréngen.

Ech soen Iech awer emol schonn alleguer Merci, och fir Är Zoustëmmung. Ech verspriechen: De Projet kënnt elo am Januar an de Regierungsrot. Ech hat versprach, en dann direkt och an d'Chamberskommissioun presentéieren ze kommen, esou wéi ech dat ëmmer maachen.

Et geet hei jo net méi drëms, ze soen um Enn vum Dag: „Majo, do ass e Fransous, dee representéiert alleguer d'Meenunge vun all de Fransousen hei am Land. An do ass e Belsch, dee representéiert d'Meenung vun all de Belsch hei am Land."

Ech hunn och d'lescht Woch – oder dës Woch souguer – nach d'ASTI gesinn an nach vill aner Vertrieder, mat deene mer deen heiten Avant-projet de loi zesummen ausgeschafft hunn, wëll ech soen, a wann een op den Terrain geet a vill nolauschtert a vill mat de Leit schwätzt, da brauch een einfach och e bëssleche méi Zäit, fir e Gesetzesprojet ze schreiwen. Dofir entschëllegen ech mech dofir.

E kënnt am Januar an da géif ech soen: „Topp, die Wette gilt!" Dir hutt alleguerten aus Äre jeeweilege Parteie Vertrieder am Staatsrot sëtzen, da kéint Der Iech jo als Kaddo fir Chrëschtdag vun deene wënschen, dass den Avant-projet de loi iwwert d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg, deen dann am Januar an de Staatsrot geet, dann och séier nees do erauskënnt, fir dass mer dann dat do hoffentlech nach virum nächste Summer kéinte gestëmmt kréien.

Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass fir d'Cohésion sociale. Et ass ganz wichteg fir d'Organisatioun vum Zesummeliewen hei am Land. Et ass extreem wichteg fir d'Gemengen iwwregens, déi e ganz, ganz grousse Rôle an deem Text wäerte spillen, well d'Zesummeliewen, dat mécht sech um Terrain, dat mécht sech an de Gemengen, dat mécht sech am Alldag. An dofir musse mer do zesummenhalen a kucken, dass mer d'Zesummeliewen esou organiséieren, dass mer net laanschtenee liewen an net niewentenee liewen, mee matenee liewen. An dofir merci nach eng Kéier fir Är Zoustëmmung haut fir dee Projet de loi.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8106. Den Text steet am Document parlementaire 8106[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8106 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8106 est adopté par 55 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8113 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Moien ass de Projet de loi 8113 iwwert d'Ofännerung vum REVIS a vum RPGH. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. De Mëtten hu mer e Gesetz um Ordre du jour, mat deem de Montant vum soziale Mindestloun eropgesat gëtt an dat soumat der Entwécklung vum Salaire moyen Rechnung dréit. Par analogie zum soziale Mindestloun ass et awer och wichteg, dass mer de REVIS an och de Revenu fir d'Leit mat enger Behënnerung un d'Salairesentwécklunge vun deenen zwee leschte Joer upassen, an dofir ginn déi zwee mat dësem Gesetz, dat ech Iech elo presentéieren, ëm 3,2 % an d'Luucht gesat.

Et ass eng Mesure, mat där mer am Kader vum Tripartite-Accord geziilt deene Leit hëllefen, déi et am Moment am meeschte brauchen, déi am Moment am meeschten ënnert der Energiekris leiden. Et geet also hei ëm d'Leit, déi besonnesch vulnerabel sinn an déi mir als Politiker virun de Konsequenze vun der aktueller Präisdeierecht schütze mussen, virun allem awer och, well mer net wëssen, wéi d'Liewensmëttel an d'Käschten dovunner an den nächste Wochen a Méint wäerten evoluéieren.

An dësem Kader proposéiert also de virleiende Gesetzesprojet, de Revenu d'inclusion sociale an och de Revenu pour personnes gravement handicapées – gradwéi de Mindestloun also – den 1. Januar ëm 3,2 % ze hiewen. An der Fiche financière konnt Der liesen, dass den Impakt vun dësem Gesetz 3,6 Milliounen Euro (veuillez lire: 8,6 Milliounen Euro) sinn, 6,8 Milliounen Euro, fir de REVIS unzepassen, an 1,8 Millioune fir den RPGH.

Zu deem Zweck sollen dann zwee Gesetzer ofgeännert ginn, éischtens den Artikel 25 Alinea 1 vum modifizéierte Gesetz vum 12. September 2003 iwwert d'Persoune mat enger Behënnerung an zweetens den Artikel 5 Paragraf 1 an den Artikel 49 Paragraf 3 vum modifizéierte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng gréisser Remarke formuléiert a konnt och esou ouni Beanstandunge säin Accord ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, an dëse Krisenzäite musse mer alles derfir maachen, fir d'Kafkraaft vun de Bierger esou wäit wéi méiglech ze erhalen, an ech sinn dowéinst frou, dass mir heibanne mat dësem Gesetz de REVIS an och den RPGH nees e klengt Stéck an d'Luucht setzen.

Ech soen Iech Merci a gi schonn den Accord vu menger Fraktioun.

Ech profitéieren awer dervunner, well ech grad heiuewe stinn a well dat heite fir de Moment emol dat lescht Gesetz aus der Tripartite-Kommissioun ass, vun deem ech Rapporter sinn, fir alleguerten de Kolleegen aus der Commission spéciale „Tripartite" Merci ze soe fir déi ganz, ganz flott Zesummenaarbecht, déi mer do haten. E grousse Merci och un eis nei Mataarbechterin, d'Olivia Welsch, dat déi Dossieren iwwerholl huet. An dann e ganz, ganz besonnesche Merci fir seng Professionalitéit a fir säin Asaz un de Sekretär vun dëser Kommissioun, den Dan Schmit.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der DP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Normalerweis hätte mer fir d'éischt iwwert de Mindestloun geschwat, da wär och nach eng Kéier erkläert ginn, wéi déi 3,2 % zesummekomm sinn. Ech kéint elo scho mengem Kolleeg Aly Kaes seng Ried vun haut de Mëtten halen.

(Hilarité)

Mee ech weess net, ob den Här Rapporter vum Mindestloungesetz, den Här Kersch, da richteg frou mat mer wier, wann ech elo géif do op den Detail agoen.

Mee normalerweis war et ëmmer de Mindestloun, dee komm ass, wou een dann och wousst, wou déi Chifferen hierkomme mat deenen 3,2 %, mee dat steet eréischt de Mëtten um Ordre du jour. Mee wichteg ass, dass och de REVIS an och den „travail handicapé" (veuillez lire: de Revenu pour personnes gravement handicapées) ëm déi 3,2 %, déi mer de Mëtten och beim Mindestloun wäerte stëmmen … dass déi Upassunge kommen.

Et ass wichteg, elo dat Zeechen ze setze mat deene Präisfluctuatiounen, déi mer de Moment hunn, dass déi Leit déi 3,2 % kréien, well och si, déi déi Ënnescht op eiser Schinn sinn normalerweis … An et ass jo net esou, wéi dat och duergestallt gëtt, dass der lauter wieren, déi net schaffe ginn, do sinn der och vill derbäi, dat si Working Poor, déi nach gläichzäiteg enger Aarbecht noginn an et geet net duer, fir dat alles ze kréien, an dofir ass et och gutt, dass de REVIS ugepasst gëtt, dat selwecht gëlt fir den „travail handicapé".

Et ass wichteg, dass mer an engem Land wéi Lëtzebuerg och do en Akzent setzen a grad an dëser Zäit deene Leit déi Hëllefen zoukomme loossen, déi se brauchen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Simone Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP begréisse mer et natierlech, dass de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale, an och den RPGH, de Revenu pour personnes gravement handicapées, parallell zum Mindestloun ëm 3,2 % un déi allgemeng Lounentwécklung ugepasst ginn. An deem Sënn ass dëse Projet de loi de Pendant – dat hu mer elo schonn e puermol gesot – zum Projet de loi 8117, iwwert dee mer de Mëtteg wäerten diskutéieren an och ofstëmmen.

Et ass wichteg, drun ze erënneren, dass et sech hei ëm eng nodréiglech Upassung handelt, also un eng Upassung un d'Lounentwécklung an den zwee vergaangene Joren, also 2020 an 2021. Dës Upassung ass keen Automatismus! Et gëtt och keng legal festgeschriwwe Prozedur wéi beim Mindestloun, duerch déi d'Regierung d'Obligatioun huet, opgrond vun der Lounentwécklung an der Analys vun der wirtschaftlecher Situatioun ze decidéieren, ob eng Upassung sollt virgeholl ginn oder net.

Fakt ass awer – an dat ass och eppes, woufir d'LSAP sech ëmmer agesat huet –, dass zënter 2017 allkéiers de REVIS respektiv den RMG oder den RPGH parallell an zäitgläich zum Mindestloun ugepasst goufen. Do virdru war dat e puermol net de Fall, en Ëmstand, dee mir u sech net gutt fonnt hunn, well doduerch d'Schéier tëschent Aarm a Räich géif weider auserneegoen. Dat musse mer elo verhënneren, an dofir hu mer als LSAP insistéiert, dass allkéiers, wann de Mindestloun ugepasst gëtt, och de REVIS an den RPGH ugepasst ginn.

Déi Adaptatioun – gradwéi déi vum Mindestloun – hëlleft de Leit, déi sech net esou gutt do stinn, zousätzlech zu de verschiddene Mesuren, déi an der Tripartite decidéiert goufe fir ze hëllefen, déi extreem Präisdeierecht, déi de Leit ze schafe mécht, sou gutt wéi méiglech ofzefiederen.

Dëse Projet, gradesou wéi och d'Upassung vum Mindestloun, huet natierlech och e Präis, a mir wësse jo alleguer, dass duerch dës Erhéijung, duerch d'Stäerke vun der Kafkraaft vun deene klenge Leit och der Ekonomie gehollef gëtt, well wann een de Leit mat engem gerénge Revenu eppes bäigëtt, fléisst dat quasi och direkt integral erëm an d'Ekonomie eran, well consomméiert gëtt.

Här President, dëse Projet, gradwéi d'Adaptatioun vum Mindestloun, kënnt also der Ekonomie zegutt, och wann eis zu Zäite wéi elo ganz besonnesch um Häerz läit, deene klenge Leit verstäerkt ze hëllefen – an dat maache mer mat dësem Projet.

Dir Dammen an Dir Hären, aus dëse Grënn, déi ech elo genannt hunn, war et fir eis vun Ufank u kloer, dass de REVIS an den RPGH op den 1. Januar 2023 wäerte gehéicht ginn, an dat als Garant vun der sozialer Gerechtegkeet. An dofir kann ech och nëmmen den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet ginn.

An ech soen Iech fir d'lescht haut de Moie merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An d'Wuert ass elo fir d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och e grousse Merci vu menger Säit un de Rapporter.

Jo, mir maachen hei eng Upassung vun eisem REVIS an dem RPGH zesumme mam Mindestloun, ech mengen, dat muss een zesummen denken, an dat ass e bewosste Schrëtt, deen dës Regierung mécht. Dat begréisse mer ausdrécklech, well mir mussen et och an de Kontext setze vun dem Budget de référence, en Outil, dee ganz wichteg ass, einfach och, fir ëmmer erëm de Suivi ze maachen, wat d'Besoinen, wat d'Bedürfnisser vun de Leit sinn, wat se brauchen, fir kënnen e würdegt Liewen ze féieren. An ech mengen, dass dat heiten deen eenzeg richtege Schrëtt ass, fir deem entgéintzewierken, fir do de Leit um Niveau vun der Kafkraaft weiderzehëllefen.

An ech wëll et gären awer och an d'Kombinatioun brénge mat genuch Informatiounen iwwert déi zousätzlech verschidden Hëllefen, déi d'Mënschen dobausse kënne kréien; do musse mer ëmmer erëm Efforte maachen. Dat geet ganz wäit natierlech heiriwwer eraus, mee et ass awer oft en änleche Public cible, dat heescht, déi Efforte ronderëm Informatioune ronderëm d'Logementsaiden, ronderëm

d'Allocation de vie chère, alleguerten déi aner Outilen, déi mer en place gesat hunn, déi ginn hei zesummen, an dat ass einfach en Accent, wou mer ëmmer erëm mussen drop oppassen an eppes, wat eis ganz um Häerz läit. Mir si ganz frou iwwert dës Upassung.

An domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, dat heiten ass eppes, wou mer e Konsens hunn, wou mer eis driwwer freeën, well et eng selbstverständlech Solidaritéit ass, déi mer hei weisen. Et ass esou richteg.

An, ech mengen, all Virriedner sinn an den Detail agaang, ech wëll dat elo net widderhuelen. Ech wéilt awer, well den Här Baum gesot huet, datt elo de Moie seng lescht Interventioun als President vun der Kommissioun war, him och Merci soe fir seng Presidentschaft. Et ass vill geschafft ginn an där Kommissioun. Mir hunn zesumme ville Leit kënnen hëllefe mat deene Moossnamen. Déi hei, déi mer elo stëmmen, ass erëm ee Beispill derfir, dofir wéilt ech och dem President Merci soen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A mir freeën eis, hei kënnen zesummen e staarkt Zeechen ze setzen fir Leit, déi eebe vill manner hu wéi dat, wat vläicht fir e mënschlecht Liewen, e Liewen an Dignitéit néideg wär.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An elo ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt emol e grousse Merci dem Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir stëmmen dëse Projet natierlech mat, well en de Montant vum REVIS a vum Revenu fir Leit mat schwéierem Handicap ëm 3,2 % eropsetzt an en domadder un d'Hausse vum Mindestloun gekoppelt ass, déi de Mëtteg jo dann hei um Ordre du jour steet.

Leider ass et awer esou, datt de REVIS esouwéi och de Revenu fir Leit mat engem schwéieren Handicap 2013 an 2015 zweemol net un d'Entwécklung ugepasst ginn ass. Domat feele béide Revenuen 1,71 % par rapport zum Mindestloun: Anstatt 50 Euro wieren dat dann 80 Euro méi. Doriwwer eraus leie béid Revenuen awer strukturell vill ze déif: Mat der Upassung läit de REVIS fir eng Persoun bei 1.674 Euro, d'selwecht wéi de Revenu fir Leit mat schwéierem Handicap.

Laut dem Bericht vun der Statec iwwert d'Cohésion sociale läit den Aarmutsrisiko awer bei 2.177 Euro. Et sinn also nach 503 Euro manner wéi dësen Aarmutsrisiko! Dat ass en enormen Ecart, deen och net mat der Allocation de vie chère an der Loyerssubventioun ka wettgemaach ginn.

Soubal Kanner am Spill sinn, gëtt dësen Ecart nach vill méi grouss: 3.606 Euro minimale Budget rechent de Statec fir eng Koppel mat engem klenge Kand. De REVIS läit an deem Fall awer bei 2.808 Euro, also 800 Euro ze déif. Och hei kënnen d'Allocation de vie chère, d'Loyerssubventioun an d'Kannergeld den Ecart onméiglech opfänken. Dat weist, datt de REVIS, mee och de Revenu fir Leit mat schwéierem Handicap, Aarmut an onsécherLiewensverhältnisser zu engem groussen Deel ënnermaueren a fortsetzen.

D'Leit kréien zwar gehollef, awer ëmmer nëmme just esou vill, dass se am Misär hänke bleiwen. D'Wuerzel baumelt eigentlech iwwert hire Käpp, mee si ass vill ze vill wäit ewech. Ëmmer, wann e puer Su bäikommen a si mengen, si kéimen aus dësem Sumpf eraus, da gëtt d'Wuerzel einfach méi héich gehalen, a parallell riskéiert een, sanctionéiert ze ginn an de REVIS gestrach ze kréien, well de REVIS ass u Reegele gebonnen, déi ee befollege muss. Oder och, wann een en Termin eng Kéier verpasst, kann een de REVIS gestrach oder zumindest emol minimiséiert kréien.

Dëse System ass zimmlech humiliant an e bréngt de betraffene Leit net ganz vill. Et ass vill méi eng Disziplinéierungsmoossnam fir all déi Leit, déi schaffe fir wéineg Geld op Plazen, wou se iwwerhaapt keng Perspektiven hunn a wou hinne keng Perspektive gebuede ginn a wou se och nach oft schlecht Aarbechtsbedingungen hunn. Wann eng Persoun also aus dem Chômage erausfält, da ka se de REVIS kréien. Deen ass awer net garantéiert, mee u verschidde Bedingunge geknäppt, wéi ech scho virdru gesot hunn.

Dëse REVIS ass onattraktiv, an zwar esou onattraktiv wéi méiglech. An dësen esou ze loossen, bedeit, dass d'Leit an den ënneschte Revenusklassen einfach docile bleiwen, well se wëssen, dass et mam Lift nach kann e Stack méi déif goen. An am REVIS wëssen d'Leit och, dass et nach kann e Stack méi déif goen, well wa se Sanktioune kréien, kann een de REVIS eventuell fir dräi Méint gestrach kréien.

Da muss een dozou och nach soen, datt ganz oft Pingpong mat dëse Leit gespillt gëtt zwëschent der ADEM an dem ONIS. Mee dat géif hei elo ze wäit féieren an ass e ganz anere Problem, dee mir, mengen ech, awer och eng Kéier missten hei an dësem héijen Haus ugoe fir ze kucken, wat mer mat deene Leit maachen, déi mer net an enger Beschäftegungsmesure gehale kréien, respektiv déi ëmmer erëm vu Plazen ewechfalen – well ganz oft kënnen déi Leit et net besser an do muss een einfach vläicht kucken, en anere Moyen nach fir déi ze fannen! Mee, wéi gesot, dat ass e ganz aneren Dossier.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Gilles Baum fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Jo, et kéint een nach stonnelaang iwwert de REVIS diskutéieren, deen eis Piraten sécherlech an der aktueller Constellatioun och net gefält. Mir stëmmen awer haut déi 3,2 % mat, well Dir gesitt alleguerten, wann Der an den Office social gitt, wéi batter néideg et ass, wéi batter néideg d'Leit déi kleng Hausse hunn. A mir hoffen, dass et elo e bëssen hëlleft, mee mir mussen eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi d'Leit am REVIS, wéi d'Leit op den ënneschten Trape liewen, an dat ass sécherlech eng Diskussioun, déi mer nach sollte virun de Wale féieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech weess, dass Der nach e ganze Mëtte voller Projet-de-loien hutt, déi Der haut wäert stëmmen, mee ech mengen, dass esou kuerz virun de Feierdeeg – e Samschdeg ass Hellegowend – dat heiten e Projet de loi ass, dee ganz wichteg ass, fir deene Leit, déi am mannsten hunn, nämlech déi de REVIS oder den RPGH kréien, 3,2 % weider ze ginn ab dem 1. Januar.

Dat ass enk gekoppelt un de Mindestloun, dee, mengen ech, de Mëtten dann um Ordre du jour hei am Héijen Haus steet. D'leschte Kéier hate mer déi zwee Projete beieneen. An, ech mengen, den Här Spautz ass och schonn dorobber agaang, dass de Mëtten natierlech den Historique nach eng Kéier e bësse méi wäert am Detail beschwat ginn.

Mir schwätzen hei vun deene Leit, déi deels aktivéiert sinn, deels och net, déi am mannste kréien. D'Djuna Bernard huet opgezielt, dass et nach aner Aidë gëtt. An ech géif hei gären nach eng Kéier soen, dass et wichteg ass, dass d'Leit informéiert sinn iwwer alles, wat se kënne kréien, an dass et dofir och esou wichteg ass, dass d'Office-socialle konnten elo opgestockt ginn a wäerten opgestockt ginn. Ech gesi jo am Moment, dass ganz vill Demanden erakommen aus dem ganze Land, fir de Leit nach besser kënnen ze hëllefen.

Wat allerdéngs gesot ginn ass, wat net stëmmt, dat ass, dass mer 2013 an 2015 … vläicht sinn do keng Adaptatioune gewiescht, mee 2018 … Et gëtt de REVIS eréischt zanter 2018! 2018 ass de REVIS agefouert ginn an ech wëll do soen, dass dee REVIS de Leit awer bedeitend méi bruecht huet, well een éischtens emol net manner kritt huet, wann een aktivéiert war, een zweetens méi kritt, wann ee monoparental ass – d'Part enfant ass an d'Luucht gesat ginn dovunner – an, an dat Allerwichtegst, déi zwee Erwuessener an engem Stot däerfen aktivéiert ginn, wat virdrun net de Fall war. Dat heescht, ech géif dat hei awer wëlle richtegstellen.

De REVIS gëtt et zanter 2018 a mir hunn et do fäerdegbruecht, dass all Erwuessene kann aktivéiert ginn, mir hunn et do fäerdegbruecht, dass d'Part enfant an d'Luucht gaangen ass, an ech si wierklech immens frou, dass haut hei hoffentlech deen heite Projet ka gestëmmt ginn, fir dass déi Leit ab dem 1. Januar 3,2 % méi kréien. Ech soen Iech elo schonn dofir villmools Merci an ech géif och profitéieren, Iech alleguerte ganz, ganz schéi Feierdeeg ze wënschen!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci gläichfalls. Merci der Familljeministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8113. Den Text steet am Document parlementaire 8113[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8113 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8113 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Elisabeth Margue, MM. Georges Mischo, Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung fänkt de Mëtten um 14.00 Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.19 heures.)

28e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 62
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution** p. 62
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Simone Beissel | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Sven Clement et M. Jean-Marie Halsdorf) | M. Fernand Kartheiser (dépôt des résolutions 1 et 2) | M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | M. le Premier Ministre Xavier Bettel
   Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7777
3. **Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding** p. 66
   Exposé : M. Roy Reding
4. **Dépôt d'une proposition de loi et d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser** p. 66
   Exposé : M. Fernand Kartheiser
5. **7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution (suite)** p. 67
   Résolutions : M. Fernand Kartheiser | M. Mars Di Bartolomeo | M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser
   Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission (adopté)
   Vote sur la résolution 2 (rejetée)
   M. Mars Di Bartolomeo (parole pour fait personnel)
6. **8117 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail** p. 68
   Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
   Discussion générale : M. Aly Kaes | Mme Carole Hartmann | M. Yves Cruchten | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. Dan Kersch | M. Sven Clement | M. Dan Kersch (intervention de M. Sven Clement)
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Yves Cruchten (parole après ministre) | M. Sven Clement (intervention de M. Dan Kersch)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8117 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8120 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail** p. 72
   Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8120 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8098 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés** p. 72
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Marc Goergen)
   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8098 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8103 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de l'introduction d'une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation** p. 75
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché
   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8103 et dispense du second vote constitutionnel
10. **8110 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public** p. 77
    Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché
    Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
    Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8110 et dispense du second vote constitutionnel
11. **Discours de M. le Président** p. 78
    M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) | M. Gilles Roth (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Turmes, M. Claude Haagen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix | Dat ass net de Fall.

2. 7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Verfassungsofännerung 7777, déi d'Kapitele IV a Vbis iwwert d'Chamber an de Staatsrot ofännert.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif elo d'Wuert un de Rapporter vun der Verfassungsofännerung ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op der leschter Ligne droite elo, der leschter Plenière, wou mer all den Owend frou sinn, wann et dann eriwwer ass, wou mer a Gedanke scho vläicht bei der Famill sinn ënnert dem Chrëschtbeemchen, bei de Feierdeeg oder an der Vakanz, hunn ech d'Freed an d'Éier, dee véierten Deel vun eiser globaler Verfassungsrevisioun ze rapportéieren.

An deem Sënn ass de Mëtteg wierklech en historesche Moment, wou mer dann eng nei Verfassung, wa se bis publizéiert ass, a Kraaft setzen, eng Gesamtrevisioun. Et ass net just eng weider, wéi gesot, et gouf bis ewell 80 eenzel Revisiounsgesetzer, déi an de leschten 154 Joer eis aktuell Verfassung modifizéiert hunn, eleng 50 zanter 1989.

Dat gëtt elo hoffentlech besser dank der Gesamtrevisioun. Déi aktuell, mat véier Bléck, ass déi alleréischt, déi dee ganzen Text vun 1868, ech schwätzen ënnert der Opsiicht vum Simone Beissel, systematesch op de Leescht hëlt. Ganz fäerdeg si mer streng geholl awer nach net, well et kommen elo an deenen nächste sechs Méint nach eng Rëtsch Ausféierungsgesetzer, fir déi nei Verfassungsartikelen och a Kraaft ze setzen op Gesetzesniveau. Mee trotzdeem, den 22. Dezember 2022 ass en historesche Moment an der Geschicht vun der Verfassung.

Mir sinn um Enn vun engem laange Wee, op deem ganz vill Persoune matgaange sinn an de successive Chamberskommissiounen, am Staatsrot, am Staatsministère, am Justizministère, an anere Ministèren, an de Parteien, sief et als politesch Verantwortlech, sief et als Mataarbechter.

Op deem Wee gesinn ech och all déi Leit, déi Avise geschriwwen hunn zu de Proposen, an ech gesinn och all déi Bierger, déi an diverse Biergerconsultatiounen a Fokusgruppe matgeschafft hunn, genee wéi och déi ronn 215.000 Biergerinnen a Bierger, déi 2015 um Referendum mat ofgestëmmt hunn a wou d'Resultat vun deem Referendum ganz kloer an deem haitegen Text verankert ass a respektéiert gouf.

All d'Nimm opzezielen ass dofir de facto onméiglech. Iech ass bekannt, wien an der aktueller Institutiounskommissioun ass a matschafft am Sekretariat an an de Fraktiounen.

Erlaabt mer awer, dräi Leit perséinlech ze ernimmen, stellvertriedend:

D'Nimm sinn elo gefall, den Alex Bodry an de Paul-Henri Meyers, déi alles gemaach hunn, fir dass de 6030, also d'Basispropos, op där elo dës véier Kapitelen opgebaut goufen, zustane koum.

An erlaabt mer, och mäin eegene Papp, de Georges Margue, ze ernimmen, deen a sengen diverse Funktiounen an dëser Chamber virdrun un deene Reforme matgewierkt huet a gehollef huet, eng global Revisioun vun der Verfassung an d'Weeër ze leeden, déi seng zwee Kolleege Meyers a Bodry, wéi gesot, eng éischte Kéier am 6030 zesummebruecht hunn. En häerzleche Merci un déi.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Ech maachen haut an dësem Rapport drop opmierksam, datt mer mam véierten Deel net just d'Kapitelen zur Chamber an zum Staatsrot moderniséieren, mee och den Text vun der kompletter zukünfteger Verfassung och final ëmstrukturéieren an d'Artikelen duerchnummeréieren. Dat ass elo technesch-legistesch, ass awer vun der Symbolik hier zimmlech wichteg.

Et ass deemno eréischt déi véiert a lescht Proposition de révision, déi deen neien Text vun der Lëtzebuerger Verfassung a senger integraler a finaler Form ka presentéieren. An dofir ersetzt de leschten Artikel vum 7777 déi aner Revisiounsbléck duerch den definitiven neie Verfassungstext, opgedeelt an zwielef Kapitelen an op 132 Artikelen.

Elo no dëser Duerstellung, méi kontextuell, wou dëse Vott vun de Mëtteg sech areit, kommen ech op d'Proposition de révision constitutionnelle 7777 selwer. Hei geet et ëm d'Chamber an ëm d'Reform vum Staatsrot. Ech zielen Iech just déi weesentlech Punkten op, fir dass Dir Iech bewosst sidd, wat dëst Haus ze maachen huet a wéi dëst Haus an Zukunft fonctionéiert, wat eis Missioun als Deputéierten ass. Et ass nämlech definitiv eng Stäerkung vun der Institutioun Chamber den zentrale Punkt vun dëser Gesetzespropos.

D'Haaptmissioune vun eis heibanne sinn de Contrôle vun der Regierung a virun allem de Pouvoir législatif, eis Gesetzer ze schreiwen.

Mir preziséieren zwee Elementer, déi bis haut just am Walgesetz stoungen, nämlech dass d'Walen obligatoresch sinn an dass d'Wal respektiv de Choix vun de Wieler geheim ass.

Et muss een als Wieler fir d'Chamberwalen awer och weiderhi Lëtzebuerger sinn a mindestens 18 Joer hunn.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | D'Lëscht vun de Funktiounen, déi net kompatibel mam Deputéiertemandat sinn, gëtt bis op d'Onvereenbarkeet mat de Funktioune vu Regierungsmemberen a Staatsrotmemberen aus der Verfassung geholl an zukünfteg iwwer e Spezialgesetz mat enger Zweedrëttelmajoritéit definéiert.

Esou gëtt zum Beispill och e spéidert Aféiere vun Anticumulbestëmmungen tëscht Deputéiertemandat a kommunale Funktioune méi einfach.

Mam Artikel 55 (veuillez lire: Mam Artikel 67) gi weider Neierungen an der Verfassung festgeschriwwen. D'Chamber constituéiert sech an Zukunft ëmmer den drëtten Dënschdeg no de Walen a schafft dann onënnerbrach – onënnerbrach! – bis zu hirer Ofléisung no där nächster Wal, dat heescht, d'Sessioune gi komplett gestrach an all Vide parlementaire gëtt esou verhënnert.

D'Onofhängegkeet vun der Chamber vis-à-vis vun der Regierung an d'Portée juridique vum Chambersreglement ginn erweidert. Mir haten doriwwer vill Diskussiounen a mir hunn domadder Jalousien ausgeléist, andeems d'Chamber explizitt d'Recht kritt, d'Organisation matérielle et financière, y compris de Personalstatut, ze reegelen.

Virgezunn Neiwalen dierf de Staatschef just nach fixéieren, wann d'Chamber der Regierung per Motion d'Mësstrauen ausgedréckt huet, dat heescht, d'Vertraue refuséiert huet. An am Fall vun enger Regierungsdemissioun gëtt et och Neiwalen, awer just am Accord mat der Chamber hei.

Fir d'Kontrollmissioun vun der Chamber auszeüben, huet d'Chamber an Zukunft follgend Mëttelen: Wéi bis elo ka se verlaangen, dass een oder méi Regierungsmemberen an d'Chamber kommen. Si kann d'Regierung interpelléieren a parlamentaresch Froe stellen. D'Regierung muss dorobber äntwerten. D'Chamber kritt en allgemengt Recht op Informatioun. Se ka vun der Regierung all noutwendeg Dokumenter an Informatioune verlaangen, déi fir hir Aarbecht néideg sinn.

Déi klassesch parlamentaresch Instrumenter vun der Motion de confiance an de censure kréien eng Base légale. Mir hunn dat an eisem System bis dato net esou kannt an ëmmer matkritt, wann am Ausland esou Situatioune virkoumen an hire Parlamenter.

All Deputéierte kritt per Verfassung d'Recht, eng Proposition de loi ze deposéieren. Bis elo war dat just per Chambersreglement gereegelt. An ech mengen, mir hunn an deene leschte Jore gewisen, dass jiddwereen, deen eng Propos gemaach huet, och drukomm ass.

A mir kréien e ganz neit Instrument vu Biergerbedeelegung, dat een op Lëtzebuergesch als Biergergesetz kéint betitelen. E Grupp vun 125 Wieler a Wielerinne kann eng Propos ausschaffen, wa se vun 12.500 Wielerinnen a Wieler ënnerschriwwe gëtt, an da ka se an d'Chamber kommen.

Wann d'Chamber dës Biergergesetzespropos validéiert, suivéiert se ab do déi normal legislativ Prozedur. Et gëtt also kee parlamentaresche Wee „bis", et gëtt e komplementare Wee, deen d'Chamber sech herno zu eege mécht, a mir Volleksvertrieder huelen dann eis Verantwortung a stëmmen doriwwer of.

D'Wielerinnen an d'Wieler kënnen awer och wéi bis elo per Referendum consultéiert ginn. D'Instrument vum Referendum gëtt awer méi flexibel, gëtt méi inklusiv, well jee no Froestellung zum Beispill och Netlëtzebuerger kënne mat consultéiert ginn oder déi méi Jonk ënnert eis, déi nach keng 18 Joer hunn. Dat gëtt alles per Gesetz zu engem méigleche Referendum dann heibanne gekläert.

E weidert wichtegt Instrument vun der Chamber, fir d'Aarbecht vun der Regierung ze kontrolléieren, ass dann d'Commission d'enquête. Se war am 6030 schonn esou formuléiert, mir hu se hei iwwerholl. Momentan ass fir de Lancement vun esou enger Kommissioun eng Majoritéit vun Deputéierten néideg. An Zukunft wäert de Seuil – et ass Iech bekannt – op een Drëttel erofgoen, an 20 Deputéierter kënnen eng declenchéieren.

Mir verankeren och déi nei Institutioun vum Ombudsman am Kapitel vun der Chamber.

De Staatsrot kritt en eegent Kapitel: d'Kapitel Nummer 6. De Staatsrot gëtt doranner méi eegestänneg an e kritt eng Rei Detailer zur Missioun an zur Organisatioun ageschriwwen. Dat war bis elo just iwwer Gesetz gemaach. An ech widderhuelen et: Och

d'Chamber kritt elo méi en direkten Accès op d'Expertis vum Staatsrot, well mer hinne kënne Froe stellen.

Ech kommen zur Konklusioun.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschléisse wëll ech dem Carole Closener, der Sekretärin vun der Chamberskommissioun, déi fir d'Institutiounen an d'Verfassungsfroen zoustänneg ass, Merci soen. Ech soen och Merci dem Dan Michels aus der grénger Fraktioun an de Memberen aus der Cellule scientifique fir déi konnex Gesetzestexter, déi zu dësem Kapitel gehéieren. Ech schléissen do och d'Ekipp ronderëm de Benoît Reiter an, déi Aarbechte matgeliwwert hunn, wéi et drëm gaangen ass, ënnert der Presidentschaft vum Roy Reding, mat der Reglementskommissioun zesummenzeschaffen. Merci dofir alleguerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | A merci och dem President an de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun speziell – mir verstinn eis mëttlerweil gutt als véier Corapporteren – fir déi gutt a fair Zesummenaarbecht an déi flott interessant Diskussiounen an Ausenanersetzungen, déi bei der Ëmsetzung vun de Follgegesetzer och nach wäerte weidergoen.

Haut ass e gudden Dag fir eis Institutiounen hei am Land, e gudden Dag, wou mer eise Staat, a speziell eise Rechtsstaat, op méi stabill Féiss stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg ass e groussen Dag. „Mam véierte Vott, oder mam zweete Vott vum véierte Kapitel, hu mer d'Verfassung an der Gare", géif mäi Kolleeg, de Mars Di Bartolomeo, soen. An duerfir op dëser Plaz dem Lokfürer Mars Di Bartolomeo, dem Charel an dem Simone e ganz décke Merci fir déi kollegial Zesummenaarbecht. An dee Merci geet och un d'Madamm Closener, un d'Membere vun der Institutiounskommissioun wéi och un d'Mataarbechter vun der CSV-Fraktioun, déi mech – säit 2009 – an de Paul-Henri Meyers an dësem Projet begleet hunn.

Här President, d'Demokratie, d'Parlament an d'Verfassung, dat ass de mageschen Dräieck vum Haus Lëtzebuerg. Haut geet et ënner anerem ëm dëst Haus, ëm d'Parlament, ëm eis Chamber. Mir sinn den éischte Pouvoir vum Land, esou steet et och an deem neien Text geschriwwen.

D'Chamber representéiert d'Populatioun. D'Chamber exercéiert de Pouvoir législatif. An d'Chamber kontrolléiert d'Aktioun vun der Regierung. An et ass och ganz kloer, an ech widderhuelen dat och nach eng Kéier, wat haut e puermol hei op dem Riednerpult gesot ginn ass: Nëmme Lëtzebuerger kënnen d'Chamber wielen!

Wat och wichteg ass, fir datt mer eeben als Chamber kënnen eise Pouvoir exercéieren, fir d'Aktiounen, d'Handele vun der Regierung ze kontrolléieren, ass d'Enquêtëkommissioun en Outil, deen ee muss beduecht asetzen. Mee et ass wichteg, datt eng Enquêtëkommissioun net vun der Majoritéit ofhänkt. An duerfir ass et och gutt, datt mat deem neien Text een nëmmen 20 Deputéierter brauch, fir esou eng Enquêtëkommissioun kënnen ze declenchéieren.

En anere wichtege Punkt ass, datt mir als Chamber eis eege Wal net méi selwer kontrolléieren. Mat deem neie Verfassungstext ginn d'Wale vum Verfassungsgeriicht validéiert.

Dann hu mer och eng Prozedur aus den europäesche Verträg agebaut, wat och weist, datt eis d'„participation directe" – entre guillements – vun de Leit dobausse wichteg ass, déi sougenannten „initiative législative". De Charles Margue ass dorobber agaangen, ech brauch hei d'Detailer net weider ze widderhuelen.

Dann eng aner Neierung, Nouveautéit: D'Chamber kënnt net méi a Sessiounen zesummen. Mir sinn elo e fortlafende Betrib. Et gëtt kee Vakuum méi beim éischte Pouvoir vum Land.

D'Chamber kann opgeléist ginn entweeder duerch e Refus de confiance vis-à-vis vun der Regierung oder duerch eng Motion de censure. Och hei spigelt sech zréck, wat mer haut de Moie schonn e puermol héieren hunn. All Institutioun ass krisefest gemaach ginn. A menger Ried zum éischte Vott vun dësem Kapitel hat ech am Fong gesot, datt den Här Premierminister Bettel net kéint do sëtzen, well d'Prozedur deemools war net festgeschriwwen, wéi een nei Chamberswalen declenchéiert. Mee elo mat där neier Verfassung gitt Der dann nach eng Kéier confirméiert.

(Interruptions et hilarité)

Wat awer och wichteg ass, dat ass, dass mer elo an dësen Text den Ombudsman aschreiwen. Dee steet bis haut net an der Verfassung an ass just duerch e Gesetz gereegelt.

Här President, mat dësem zweete Vott ginn also d'Renovatiounsaarbechte vum Haus Lëtzebuerg ofgeschloss. Mee et muss een, wéi bei engem Haus ëmmer, duerno kucken, reegelméisseg Entretien maachen. Dat heescht net, Kolleeginnen a Kolleegen, datt ee muss mat der Moud goen, mee et muss een agéieren am Respekt vun eiser Geschicht, vun deene Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen, am Respekt mat deem, wat mer sinn, well nëmmen da kënne mer bleiwen, wat mer wëllen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, gudde Mëtteg och vu mir. Endlech komme mer elo haut an dësem héijen Haus zu deenen zwee leschte Kapitelen, déi mer elo an deen zweete Vott huelen, fir dass mer déi grouss Maschinn vun der neier Verfassung definitiv kënnen ofschléissen. An ech soen direkt och dem Corapporter, dem Kolleeg Charles Margue, häerzlech Merci. Hien ass am Dauerasaz säit gëschter Mëtten. Mee ech mengen, dat hei ass eent vun de Kärstécker vu sengen Interventiounen, dëse Rapport zu der Chamber an dem Staatsrot.

Här President, déi zwou Institutiounen, ëm déi et geet, si vital fir d'Lëtzebuerger Land. Zu der Chamber brauch ech Iech net méi ze soen, a meng Virriedner, dat heescht de Charles Margue an de Léon Gloden, hunn et jo och gesot: Et ass den éischte Pouvoir am Staat, mee fir mech och d'Häerzstéck vun all Demokratie!

D'Chamber gëtt mat dësem Text drastesch verbessert. Ech ginn Iech elo just nach eng Kéier kuerz Beispiller, einfach, soen ech ëmmer, fir den intellektuelle Pleséier, quitte dass et virdru schonn hei ugeklongen ass, mee dass och wierklech all Mënsch et richteg matkritt.

Niewent hire klasseschen Attributioune kritt d'Chamber elo en neit Instrument derbäi, dat ass d'Motion de confiance, en zousätzlecht Instrument, fir vis-à-vis vun den Texter an och der Regierung ze agéieren.

Dat zweet ganz staarkt Instrument, wou mer vill Diskussiounen haten, dat ass de berüümten Droit d'enquête. Deen huet zwar scho bestanen an engem Gesetz vun 2014. Mee wat awer elo e Paradigmewiessel ass, dat ass, dass, wann en Drëttel vun den Deputéierten, dat heescht, 20 Deputéierter, et verlaangen, da muss automatesch eng Commission d'enquête agesat ginn. Da muss ee kucke mat där Prozedur.

En anert Beispill, wat och schonn e Paradigmewiessel ass, dat ass déi nei Initiative citoyenne mat deem savanten Numm „Proposition motivée [...] de légiférer". Firwat ass dat esou wichteg? Dat féiert a sech an eise System eppes ganz Neies an. Et kënnt eng nei Quell, en neien Ursprong, wéi hei zu Lëtzebuerg kënnen Texter op den Instanzewee bruecht ginn an dann an engem Vott vun der Chamber endegen. Wéi gesot, et sinn natierlech awer trotzdeem Contrainten do, notamment déi 12.500 Lëtzebuerger Wieler, déi mussen hir Ënnerschrëft maachen, fir dass d'Saisine vun der Chamber geschitt.

Dann den Ombudsman, dee scho laang Joren exzellent Aarbecht mécht. An dëse System gëtt elo och endlech an der Verfassung verankert.

Zum Staatsrot: De Staatsrot kritt och e richtege Stellewäert. Dir erënnert Iech vläicht net méi, mee de Staatsrot ass jo vun 1857, vum Wëllem III., deen immens verhaasst war.

(Interruption)

1956 war dunn d'Verfassungsrevisioun, Enn 1956, mee si ass eréischt en vigueur gesat ginn am Januar 1957, wou de Staatsrot an d'Lëtzebuerger Institutiounen erakoum. A vu dass een net esou richteg wousst, wéi a wat a wou, wann Der d'Verfassunge kuckt vum 20. Joerhonnert, dann ass et ëmmer den Artikel 83bis gewiescht, dat heescht, et war e bäigeprafften Artikel, wou de Staatsrot dann do esou matgeschwommen ass.

Elo kritt en zwee ganz Artikelen, de 95, dee riseg laang ass mat all sengen Attributiounen, an de 96, an e kritt souguer e ganzt Kapitel, d'Kapitel VI. Dat heescht, säi Stellewäert ass elo festgehale ginn.

Dann niewent senge klasseschen Attributiounen als Haaptberodungsorgan vun der Regierung, mat allem, wat Projet-de-loie sinn an och mat anere Froen, an als Berodungsorgan vun der Chamber fir d'Propositions de loi kënnt elo do och erëm eng nei Attributioun derbäi, déi fir d'Chamber immens interessant ass. Dat heescht, niewent deene klassesche Berodungsmissioune kann de Staatsrot, op Ufro vun der Chamber, elo op all Zorte vu Froen, déi d'Chamber stellt, säin Avis do ginn. An ech mengen, dat ass fir d'Chamber extreem wichteg. Net nëmme gewënnt d'Chamber Zäit, well wann esou quokeleg, delikat Froe opkommen an d'Chamber ka schonn de Feeling kréie vum Staatsrot, da kann dat wegweisend si fir hir zukünfteg Aktiounen oder Positiounen, déi se kann huelen. Ech mengen, dat ass am Interessi ..., wa mer schwätze vu „bien légiférer", da kann dat eis nëmmen hëllefen.

Dat gesot, mat där Méiglechkeet, wou d'Chamber gestäerkt gëtt duerch déi ganz nei Attributioune vum Staatsrot, wäert ech schonn zum Schluss kommen. Ech wollt dat just ervirhiewen, well, wéi gesot, de Charles Margue ass queesch duerch déi ganz Eckwäerter gefuer.

Ech wëll och just nach eng Kéier all Mënsch hei Merci soen, dee gehollef huet. Mat dësem Text zu den zwou vitalen Institutioune vun der Lëtzebuerger Demokratie, dat heescht, d'Decisiounsorgan an d'berodend Organ, kënnt wierklech eng Plus-value an eis Démocratie parlementaire.

An dofir wäert ech ofschléissen, andeems ech all Mënsch och nach eng Kéier Merci soen a wierklech mat Freed hei den Accord vun der DP-Fraktioun brëngen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, President vun der Institutiounskommissioun, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, jo, et ass esou wäit. Mir sinn nach e puer Minutte virum Zil. D'Zil, dat ass, eng Verfassung ze kréien, déi no bei der geliefter Realitéit vun eiser Gemeinschaft ukënnt.

Dee leschten Deel vun eise Verfassungsrevisioune wäert zur Stäerkung vun der Chamber féieren, net géint aner Institutiounen, mee zesumme mat deenen aneren Institutiounen. An dës Revaloriséierung entsprécht deem, wat eng modern parlamentaresch Demokratie brauch a wat eng representativ Demokratie soll sinn.

Merci dem Rapporter, dem Charles Margue. Ech widderhuelen net nach eng Kéier all déi Mercien un déi, déi déi Mercie méi wéi verdéngt hunn, well hei si ganz vill Leit, déi mat dru geschafft hunn, eis Virgänger, eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter. Mir hunn d'Tania Braas zum Beispill nach net zitéiert, och iwwer laang Strecken derbäi, an ech vergiessen der nach. Mir sinn un d'Carole Closener gewinnt, wat eng exzellent, exzellent Aarbecht geleescht huet, och zesumme mat eiser Chambersdirektioun, mat eiser Reglementskommissioun, der gesamter Institutiounskommissioun an eiser jonker Cellule scientifique, déi bei den Ausféierungsbestëmmungen hiren Elan, hir Motivatioun an hir Capacitéite ka weisen.

Merci un all d'Kolleegen, déi an deene leschte Méint eng ganz grouss Standhaftegkeet bewisen hunn, well e puermol si mer nach un d'Ziddere komm.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat muss een esou soen, net vun deene Säiten, déi elo mengen, si wäre gemengt ...,

(Hilarité)

... mee ech fannen, dass déi vill Ausenanersetzungen, déi mer haten an déi Schrëtt, déi mer openeen zougemaach hunn, gutt Schrëtt waren, well ech bleiwen där Iwwerzeegung: Dat Wichtegst un enger Verfassung ass, dass e Maximum vu Leit sech dran erëmerkennen an datt se erëmspigelt, wat mir als Gemeinschaft sinn.

Deen neien Artikel 50 (veuillez lire: Deen neien Artikel 62) leet explizitt déi legislativ Gewalt bei d'Chamber a gesäit d'Kontroll vun der d'Regierung duerch d'Chamber vir. Déi stoung an där Form net esou an der Verfassung.

D'Autonomie vun der Chamber – an dat ass e wichtegen Deel, well eist Reglement déi eng oder aner Kéier a Fro gestallt ginn ass –, gëtt duerch d'Festegung, d'Verankerung vun eisem Reglement an der Verfassung gestäerkt. D'Chamber bestëmmt duerch hiert Reglement selwer, wéi se hir Attributiounen ausüübt, sech organiséiert. Dat ass keng Extrawurscht. Et ass net am klenge Kämmerlein, wou mer déi Reglementer, eis Reglementer, wëlle maache respektiv d'Reglementer änneren. Mee mir kréien awer méi Eegestännegkeet do derbäi. D'Reglementer an hir Ännerungen hunn e vergläichbare Wäert wéi e Gesetz. Mir mussen iwwer alles ofstëmmen an d'Texter publizéieren an och an ëffentlecher Sëtzung diskutéieren. Dach, et ass e klenge Schrëtt Differenz, mee deen ass gewollt.

Vu menge Virriedner ass d'Neierung vun der Initiative législative citoyenne – Gesetzesinitiativen, déi de Bierger kann abréngen – genuch virgestallt ginn. Ech wëll just drop insistéieren, dass dat eng Weiderentwécklung ass vun der Matbestëmmung oder Matgestaltung vun de Bierger. Et geet e gudde Schratt méi wäit wéi d'Petitioun, ass awer net gratis. Et setzt e groussen Engagement vun deene viraus, déi wëlle Gesetzer matgestalte respektiv proposéieren.

D'Enquêtërechter vun der Chamber ginn am neien Artikel 69 (veuillez lire: am neien Artikel 81) nei gereegelt an erliichtert. „Erliichtert" heescht net liichtfankeg gebrauchen! Dat Instrument vun der Enquêtëkommissioun ass keng Chambre de mise en accusation vis-à-vis vun der Regierung. Et ass en Instrument, e schaarft Instrument, dat à bon escient soll gebraucht ginn, esou wéi mir et och gestemmt kréien. Well mir sinn eng kleng Chamber, wa mer muer sechs Enquêtëkommissioune parallell hunn, da kënne mer Forfait erklären! Dat geet sécher net. An hei gëllt och de Prinzipp: „Trop de commissions d'enquête tuent la commission d'enquête." Also, dat Instrument ass e wichtegt Instrument an der Hand vun der Chamber, mee et soll ee suergfälteg dermat ëmgoen.

D'Interventioun vun der Force publique ausserhalb vum groussherzoglechen Terrain gëtt gereegelt.

De Staatsrot, dat ass gesot ginn, kritt seng eege Kapitelen, an d'Chamber, grad ewéi d'Regierung, ka Froe stelle respektiv sech berode loosse vum Conseil d'État. Och hei gëtt d'Zesummenaarbecht zwëschent den Institutioune méi offizialiséiert, wéi dat de Fall war. Den Debat, den Discours interinstitutionnel ass ganz wichteg.

Also d'Konklusioun: D'Chamber gëtt mat dësen Texter däitlech gestäerkt. Dat geet och wéi e roude Fuedem duerch déi gesamt Ännerungen. A wa mer haut iwwert déi véier Kapitelen ofgestëmmt hunn, dann trieden déi Revisiounen den éischten Dag nom sechste Mount no der Publikatioun a Kraaft.

Dat Resultat, no enger Schwéiergebuert, muss ee soen, léisst sech weisen. Déi laangwiereg Aarbecht huet sech gelount, well mer all déi wichteg Kapitelen, all déi wichteg Dispositiounen, déi sech an deene leschten 20 Joer fonnt hunn, konnten an déi nei Texter eriwwerbréngen.

Ier d'Verfassung a Kraaft trëtt, an dat ass gesot ginn, bleift eis nach vill Aarbecht a Saachen Ausféierungsbestëmmungen. Mee mir hunn eis gutt virgeschafft, eng ganz Rei vun Texter si schonn deponéiert. Mir wëllen et hei aneschters maache wéi zum Deel bei där jëtzeger Verfassung, wou och no wäit iwwer 100 Joer eenzel Ausféierungsbestëmmungen nach net geholl waren. Hei wëlle mer mat der Akraaftsetzung vun der Verfassung och déi noutwendeg reglementaresch a gesetzlech Ausféierungsbestëmmunge matliwweren. An ech mengen, dat ass eng gutt Aarbecht.

Mat eisen zweete Votte vu gëschter an haut steet deene fundamentale Revisiounen näischt méi am Wee. Dir kënnt Iech virstellen, datt dat fir eis all, déi dat méiglech gemaach hunn, eng ganz grouss Satisfaktioun ass.

Mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint, an dat ass och e wichtegen Deel, deen nach ze maachen ass an der Suite vun deem, wat mer scho virum éischte Vott gemaach hunn, grouss Efforte maachen, fir datt déi iwwerschaffte Verfassung och bei de Leit ukënnt.

An deem Sënn wëll ech Iech e ganz häerzleche Merci soen. Här President, och merci fir d'Gedold mat mir. Mee hei ass haut, et ass gesot ...,

M. Sven Clement (Piraten) | 80 %, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... et ass e groussen Dag an ... Wat sot Der, Här Halsdorf?

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Ech sot, Dir kéint nach eng Minutt schwätzen, da sidd Der bei zéng!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wat gelift?

Une voix | Et ass an der Rei.

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Schwätzt nach 45 Sekonnen, da sidd Der bei zéng Minutten!

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Dat hunn ech gesot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo. Also, fir 20 Joer Aarbecht ass dat op jidde Fall net ze vill. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo, a besonnesch merci dem President vun der Institutiounskommissioun. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och dem Här Margue e grousse Merci. Ech kann dem Här Margue direkt soen, datt dat hei dat Kapitel ass, woumat mir als ADR am mannste Schwieregkeeten hunn. Et ass also, géif ech soen, eent, wou ech mech kann op e puer Punkte konzentréieren.

A fir direkt op den Här Mars Di Bartolomeo anzegoen, seng lescht Bemierkung, datt Der wëllt elo déi Verfassung, déi nei Texter do, un d'Leit erubréngen, ech mengen, mir haten och gesot, mir sollte kucken, fir en Text op Lëtzebuergesch ze maachen an deen dann och un d'Leit ze verdeelen.

Une voix | Dat ass an der Korrektur.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt.

Dann elo hei iwwert deen heiten Text e puer Bemierkungen. Also, ech hat grad gesot, et geet ëm d'Chamber, et geet ëm de Staatsrot, do sinn eng ganz Rei Saachen dran, déi mir matdroen, ënner anerem d'Commission d'enquête, wat eng ganz gutt Saach ass, datt mer net méi d'Majoritéit brauchen, fir d'Commission d'enquête anzesetzen.

D'Initiative législative citoyenne, och dat droe mer mat. Mee ech mengen, d'Lat ass e bëssen héich geluecht. Do wäerte mer musse kucken, wat d'Erfarung eis weist. An ech ka mer virstellen, datt mer dat e bëssen adaptéieren, well déi kuerz Delaien, déi héich Zuele vu Leit, dat ass trotzdeem warscheinlech eng ganz grouss Schwieregkeet.

D'Opléisung vun der Chamber, dat war eng Prerogativ vum Groussherzog, u sech en demokratescht Recht fir d'Leit. Well u sech konnt de Groussherzog jo just d'Chamber opléisen an dann de Leit et erméiglechen, erëm wielen ze goen. Dat war u sech e Recht, wat e formaalt Recht vum Groussherzog war, mee u sech eng Méiglechkeet fir d'Leit, fir d'Chamber nei ze bestëmmen. An dat gëtt elo ageschränkt. Dat ass net onbedéngt e Virdeel, mee gutt. Ech mengen, dat ass eppes, wat een eventuell nach kéint akzeptéieren. Mee et deet eis awer leed, well et ass schonn eng

Aschränkung vun de Méiglechkeete vum Staatschef, fir eng politesch schwiereg Situatioun vläicht kënnen op déi Manéier ze léisen. Also, et ass sécher kee Virdeel.

Awer zwee Punkte sinn eis ganz wichteg. Dat eent ass de Referendum. De Referendum, dee gëtt elo anescht gemaach, an do ass et nämlech esou, datt no deem net nëmmen d'Electeuren do kënne matmaachen, mee d'Chamber kann allkéiers bei engem Gesetz decidéieren, wien däerf mat ofstëmme goen. An dat ass schonn e Problem. Well mir liesen dat als ADR zesumme mat deem Artikel 9bis (veuillez lire: mat deem Artikel 10), deen ass an der Madamm Beissel hirem Kapitel: „Sans préjudice de l'article 52 (veuillez lire: de l'article 64), la loi peut conférer l'exercice de droits politiques à des non-Luxembourgeois." A mir hunn elo scho gesinn, wéi mer dat do diskutéiert hunn, datt de Conseil national pour étrangers nach viru Kuerzem, am November zejoert, gesot huet: „Le conseil national pour étrangers […] regrette que les ressortissants étrangers n'aient pas eu la possibilité de participer à ce référendum" – gemengt ass dee vun 2015 – „qui les concernait directement."

Also, wat mer wäerte gesinn an deenen nächste Méint a Joren – et ass e ganz staarke Lobbying –, ass, datt mer wäerten iwwert d'Auslännerwalrecht e Referendum kréien, an zwar eventuell, wann dat dann dem Wonsch no geet vu verschiddenen Associatiounen, mat der Participatioun vun den Auslänner. Et muss ee kucken, wéi ee Wäert een deem zougesteet, mee dat ass nun elo näischt, wat mir erfannen. Dat ass einfach eng linear Interpretatioun vun deem, wat mer an deene leschte Méint a Jore gesinn an erlieft hunn. Do ass also e Problem. A fir eis ass ganz kloer, datt mer insistéieren, datt keng Participatioun u legislativen, nationale legislative Wale vun eisen auslännesche Matbierger ka stattfannen.

Et ass och e bëssen eng Kontradiktioun. Mir hunn hei héiere vun deem engen oder aneren, datt de Referendum vun 2015 respektéiert gëtt. An awer, an awer ass hei bei der Referendumsdiskussioun elo scho gesot ginn: Jo, da kënnen och eventuell Netlëtzebuerger matmaachen oder och Leit ënner 18 Joer an esou weider. Dat heescht, dee Respekt virun deem Referendum – och e Kritikpunkt vun der ADR – ass awer äusserst flexibel.

An dann d'Eedesformel: D'Eedesformel ass och eppes, dat huet kee Virriedner bis elo ernimmt. Mir loossen an där neier Verfassung d'Referenz op de Groussherzog falen. „Je jure fidélité au Grand-Duc" verschwënnt aus der Eedesformel. An dat ass fir eng Monarchie ganz aussergewéinlech. U sech ass et eng Normalitéit, an enger Monarchie constitutionnelle natierlech, datt d'Leit op de Groussherzog vereedegt ginn. Mir hunn dat och an auslännesche Monarchien, wou allkéiers d'Leit op hire respektive Monarch vereedegt ginn.

Awer mir hunn eis do e bësse méi beschäftegt mat der Eedesformel an eis e puer Froe gestallt. A mir géifen och zwou Resolutiounen an deem Sënn proposéieren, einfach fir ze froen, fir de Bureau vläicht ze chargéiere mat zwou Saachen.

Dat Éischt ass: Mir hu jo hei …, de Moien hate jo eng Rei Riedner gesot, datt mer jo esou méisproocheg sinn an esou weider an datt mer dräi administrativ Sproochen am Land hunn. Ech mengen, den Här Margue hat souguer vun dräi Landessprooche geschwat. Ech si mer awer net méi ganz sécher, mee et kéint awer esou gewiescht sinn, et wär net aus der Welt gegraff. A mir denken, datt mer sollten eng offiziell Formel hunn, eng offiziell Eedesformel an deenen dräi administrative Sprooche vum Land, a mir wäre frou, wann all Deputéierten da kéint eraussichen, a wéi enger Sprooch e säin Eed leescht. Well et ass jo net esou, datt mer an administrative Saachen elo soen: Dat doten ass déi preferenziell Sprooch! Mir hunn eng national Sprooch – Lëtzebuergesch – an dann hu mer déi dräi administrativ Sproochen.

An deen zweeten Aspekt, dat ass eppes, wat mer am Ausland ganz vill gesinn, och an Däitschland an esou weider, dat ass, datt d'Eedesformel ka begleet gi vun enger reliéiser Referenz, zum Beispill hu mir hei déi Däitsch „so wahr mir Gott helfe", a Frankräich „que Dieu me soit en aide," an England „so help me God". Dat heescht, do hu mer allkéiers d'Méiglechkeet, wann een, fräiwëlleg wuelverstan, wëllt eng reliéis Referenz bei säin Eed maachen, datt dee respektiven Deputéierten oder anere Beamten déi Méiglechkeet huet. Mir wéilten also souwuel déi Méiglechkeet virgesinn, datt ee kann deen Eed an e puer Sproochen ofleeën, wéi och eng fräiwëlleg, natierlech fräiwëlleg, d'Méiglechkeet virgesinn, fir och eng reliéis Referenz an d'Eedesformel mat opzehuelen.

An deem Sënn, Här President, wéilt ech Iech déi zwou Resolutiounen iwwerreechen.

Résolution 1

D'Chamber vun den Deputéierten

erënnert drun,

– datt d'Eedesformel vum nei gewielten Deputéierte bis dato ausschliisslech a franséischer Sprooch ofzeleeën ass;

– datt Lëtzebuerg awer dräi administrativ Sproochen huet an datt d'Sproochegesetz vun 1984 keng vun deenen dräi Sprooche fir den Eed virschreift,

decidéiert dowéinst,

– datt den Deputéierten an Zukunft d'Wiel huet, a wéi enger vun deenen dräi administrative Sproochen hien d'Eedesformel ofleeë wëllt;

– de Bureau vun der Chamber ze chargéieren, eng offiziell Formuléierung vun der Eedesformel an deenen dräi administrative Sproochen auszeschaffen.

(s.) Fernand Kartheiser.

Résolution 2

D'Chamber vun den Deputéierten

erënnert drun,

– datt a verschiddene Länner en nei gewielten Deputéierten a senger Eedesformel och eng reliéis Referenz ka maachen, z. B. iwwert de Wee vun enger Formel ewéi: „que Dieu me soit en aide", „so help me God" oder „so wahr mir Gott helfe",

decidéiert dowéinst,

datt och déi Lëtzebuerger Deputéiert an Zukunft sollen déi Méiglechkeet hunn, fir bei hirer Vereedegung eng fräiwëlleg reliéis Referenz zousätzlech zu hirer Eedesformel ze maachen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat gesot, Här Margue, et ass schonn e Kapitel, wat eng ganz Rei positiv Saachen huet, mee haaptsächlech wéinst dem Referendum, der Eedesformel, der Aschränkung vun de Rechter vum Groussherzog bei der Opléisung vun der Chamber, bei de Schwieregkeete vun der Initiative législative citoyenne gesi mer eis leider net amstand, fir dat heiten elo matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss de Mars Di Bartolomeo e bëssen enttäuschen. Ech mengen net, datt et sech nëmmen nach ëm e puer Minutten handelt, bis déi nei Verfassung a Kraaft trëtt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, bis no deem zweete Vott.

M. Sven Clement (Piraten) | Et dauert jo nach e bëssen, net nëmme bis deen zweete Vott, et dauert och nach, bis se publizéiert ass, an och dann dauert et nach e bëssen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mee dat hunn ech jo gesot!

M. Sven Clement (Piraten) | Mee ech sinn awer frou, datt mer haut zumindest mam Legislativen op en Enn kommen, an zwar virun allem, datt mer hei u sech mat deem Text ophalen, deen d'Chamber stäerkt. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer eis Chamber stäerken. De Rapporter huet dat virdru gesot, meng Virriednerinnen a Virriedner hunn et gesot: D'Missioune vun der Chamber gi vill méi kloer an d'Verfassung geschriwwen, ënner anerem, an dat begréissen ech ganz besonnesch, am Artikel 63 (veuillez lire: am Artikel 75), drëtte Punkt: „requérir de la part du Gouvernement tous informations et documents", eppes, wou an der Vergaangenheet d'Regierung sech souguer um Geriicht mat Hänn a Féiss gewiert huet an esou wäit gaangen ass fir ze behaapten, d'Chamber wär keen Deel vum Staat. Elo kënnt et an d'Verfassung stoen. An ech mengen, datt dat gutt ass, datt et an d'Verfassung stoe kënnt, genausou, wéi et gutt ass, datt an d'Verfassung stoe kënnt, datt all Member vun der Chamber kann eng Proposition de loi maachen. Dat war zwar bis elo de facto ëmmer esou gelieft, et stoung awer net am héchsten Text vum Land.

Och d'Initiativrecht, datt d'Biergerinnen an d'Bierger elo selwer kënne Gesetzespropose maachen, fënnt eis Zoustëmmung. Dat ass nämlech och e Beweis derfir, datt d'Demokratie lieft, datt d'Demokratie eppes ass, wat a Beweegung ass, eppes, wou mer eeben net just an engem Elfenbeintuerm matenee schwätzen, mee tatsächlech och an engem permanenten Echange mat de Biergerinnen a Bierger sinn, an dat net nëmmen all fënnef Joer, wa Wale sinn.

Da gouf scho vun der Enquêtëkommissioun geschwat; ech kommen elo net drop zréck. Ech bedaueren e bëssen, datt elo mam ganzen Hin an Hier a mat den Datumen et esou geet, datt u sech fir dës Legislatur keng Enquêtëkommissioun méi kann zustane kommen. Ech denken, datt mer déi lescht Jore méi wéi eng Affär haten, déi et definitiv meritéiert hätt, virun eng Enquêtëkommissioun ze kommen.

(Interruption)

Bref, an Zukunft kéint dat da jo anescht sinn.

A schlussendlech, natierlech och ganz kloer d'Referenden, eppes, wat mir begréissen. An dofir mécht et mer wierklech eng grouss Freed, haut kënnen, esou wéi beim éischte Vott, och beim zweete Vott de Jo vun de Piraten matzebréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, esou wéi ech et de Moie scho gemaach hunn, wäert ech mech och elo kuerzfaassen. Ech wëll dem Rapporter, dem Charles Margue, Merci soen.

Jo, et ass den Endspurt vun där neier Verfassung. Gëschter hunn d'Aarbechte jo ugefaangen hei mat engem zweete Vott. Dofir erlaben ech mer ze soen, dass et den Endspurt ass, well den zweete Vott ass eeben deen, deen och de leschte Vott ass. An elo kënnt dann d'Publikatioun vun deem Ganzen an dann d'Akraafttriede vun där neier Verfassung.

Mee ech erlabe mer awer ..., Dir hutt ganz vill Leit ernimmt, an ech wollt awer och hei dem Service juridique aus dem Staatsministère e grousse Merci soen, dem Här Fettes, ...

Une voix | Ganz richteg!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... dee wierklech mat senger Ekipp eng ganz, ganz gutt Aarbecht leescht an op dee mer ziele kënnen an deen och am Interêt vun der Saach schafft. Him a senger ganzer Ekipp, déi d'Aarbechte begleet hunn, e ganz, ganz grousse Merci.

An d'Séparation des pouvoirs oblige, all déi Mercien, déi Dir Äre Mataarbechter am Haus hei matgedeelt hutt, do kann ech mech just ralliéieren. Mee ech dierf do näischt soen – „séparation des pouvoirs, je ne veux pas m'en mêler". Mee op jidde Fall, et ass gutt Aarbecht geleescht ginn, et ass vill Aarbecht geleescht ginn an dat, wat ech de Moie gesot hunn, ass nach ëmmer richteg: „Et ass Zäit ginn!"

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, a mir schléissen eis selbstverständlech och am Respekt vun der Gewaltentrennung un de Merci un, deen den Här Staatsminister u seng Leit weiderginn huet. Deen ass ganz berechtegt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Ech huelen dee Merci mat.

An erlaabt mer just, Här President, well et ass dee leschte Punkt, wou ech haut bei Iech sinn, ech wollt nach just am Numm vun der Regierung Iech alleguerten och schéi Feierdeeg an eng gutt Gesondheet wënschen an ech hoffen, Iech alleguerten am neie Joer fit ze gesinn. D'nächst Joer gëtt en ustrengend Joer. An ech hoffen, dass mer déi néideg Serenitéit hunn, fir och dee Walkampf seriö ze maachen.

An ech wënsche mer virun allem, dass d'nächst Joer eng méi grouss Serenitéit weltwäit nees eng Realitéit gëtt. Dat ass dat, wat mer eis alleguerten nëmme kënne wënschen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Staatsminister. Iech an alle Membere vun der Regierung och nëmmen dat Bescht fir d'Joer 2023. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 7777. Den Text steet am Document parlementaire 7777[8]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert, an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7777

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Propositioun ass mat 50 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Här President, ech wollt just soen, ech krut hei iwwerhaapt kee Vott affichéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Mir korrigéieren dat dann.

Résultat définitif après redressement : la proposition de révision de la Constitution 7777 est adoptée par 52 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

A wien hätt et geduecht: Mir ware laang ënnerwee, mee d'Schëff vun der Constitutioun ass elo just definitiv am Hafen ukomm an huet Anker geworf. D'Chamber huet eis Demokratie méi staark gemaach. Ech wëll Iech an all deenen, déi hei an hei am Land dorunner matgewierkt hunn, Merci soen.

Et ass also esou decidéiert.

(Applaudissements)

3. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8117, eng Upassung ...

Une voix | Här President, ...

M. Fernand Etgen, Président | A pardon, den Här Roy Reding hat nach d'Wuert gefrot fir den Depot vun engem ...?

Här Reding, wannechgelift.

Exposé

M. Roy Reding (ADR), auteur | Jo, merci, Här President. Elo, wou de 7777 gestëmmt ass, erlaben ech mer, als President vun der Reglementskommissioun eng Proposition de modification vun eisem Reglement virzeleeën, wat d'Autonomie fonctionnelle an och d'Organisatioun, déi materiell an déi finanziell Organisatioun, vun eiser Chamber ubelaangt. Voilà!

Une voix | Très bien!

M. Roy Reding (ADR), auteur | Pour mettre en musique.

8127 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'autonomie fonctionnelle et à l'organisation matérielle et financière de la Chambre des Députés

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

4. Dépôt d'une proposition de loi et d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser

An da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, Här President. Ech wollt dann och eng Proposition de loi hei deponéieren. Ech soen Iech villmools Merci, datt Der mer d'Wuert gitt. A vu datt mer elo den zweete Vott gemaach hunn, och eng Proposition de révision vun der Constitutioun.

(Hilarité)

Ech fänke vläicht u mat der Statistik e bëssen: Mir hunn am Ableck hei am Land ...

(Interruption)

... 341.230 Lëtzebuerger. Dat war den 1. Januar 2022, Statec. A mir haten den 30. September 2022 117.885 Lëtzebuerger am Ausland. Dat heescht, all déi Lëtzebuerger, déi am Ausland sinn, déi kënne wuel wielen, aktiv, awer net gewielt ginn, passiv. Dat ass esou, dat steet an der Verfassung, an esou steet et och am Walgesetz.

Mir denken awer als ADR, datt dat net richteg ass a mir wëllen dowéinst eng Initiativ huelen, fir eng politesch Benodeelegung vun deene Lëtzebuerger am Ausland ofzeschafen, well si kënne sech net Kandidat maache bei den nationale Walen. Mee si kéinten, wa mir hinnen dat Recht ginn, nämlech déi Condition de résidence, de domiciliation hei am Land ofschafen, Kandidat gi bei de Wale wéi all anere Lëtzebuerger och, wat an eisen Ae richteg wier, well mir wëllen net den Ënnerscheed an de politesche Rechter. Fir eis hänken d'politesch Rechter un der Nationalitéit an net um Lieu de résidence. An dofir géife mer dann souwuel d'Walgesetz wéi och d'Verfassung an deem Sënn wëllen änneren an déi politesch Diskriminéierung vun de Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, ofschafen.

Dofir, dee véierte Punkt, Dir wësst, déi Conditions d'éligibilité, déi si jo do beschriwwen: Et muss ee Lëtzebuerger sinn, et muss een d'Droits civils et politiques hunn, et muss een op d'mannst 18 Joer al sinn, an dann ass eeben déi véiert Konditioun „être domicilié dans le Grand-Duché". An déi wëlte mer sträichen.

Ech soen Iech villmools Merci, an ech dierf Iech, Här President, déi zwee Texter iwwerreechen.

8126 – Proposition de loi portant modification de la Loi électorale du 18 février 2003

8125 – Proposition de révision portant modification de l'article 52 de la Constitution

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

5. 7777 – Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution (suite)

Résolutions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Resolutiounen ofstëmmen, déi den Här Kartheiser deposéiert hat.

D'Resolutioun Nummer 1, wou d'Chamber soll decidéieren, a wéi enger vun deenen dräi administrative Sproochen den Deputéierten dann d'Méiglechkeet huet, den Eed ofzeleeën, fir do ze wielen. Wie wëllt nach zu där Resolutioun d'Wuert ergräifen?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also, dat ass elo eng Iddi vun eis: Mir musse fir eis net direkt ofstëmmen doriwwer, well et ka jo och sinn, datt deen een oder anere Kolleeg nach wëllt iwwerleeën, ier e vläicht wëllt eng Decisioun huelen.

(Brouhaha)

Mir kënnen och direkt driwwer ofstëmmen. Also, eise Vott ass kloer. Dir kënnt et och un de Bureau verweisen, dat war eigentlech dat, wat mer gehofft haten. Mee et muss awer vun eiser Säit aus elo net direkt e Vott sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. De President vun der Institutiounskommissioun, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, Här President, zu der éischter Resolutioun, déi ass jo net onsympathesch, dass e Lëtzebuerger Deputéierten och säin Eed op Lëtzebuergesch kann ofleeën. Mir musse just kucken, awéifern dass dat mat den Texter vun der Constitutioun vereinbar ass, well mir schreiwen ëmmer, de franséischen Text „fait foi". An ech géif proposéieren, dass mer déi Resolutioun géifen an d'Institutiounskommissioun huelen, fir eng Kéier en Tour ze dréien.

Ech wëll awer och dann direkt Stellung bezéien zu där zweeter Resolutioun. Dat ass a mengen Aen en No-Go, well ech ka mer virstellen, dass den Auteur weess, wou en ufänkt, mee awer kee vun eis weess, wou mer domat géife landen. Dat ass dat Éischt.

An dann: Et gëtt jo unerkannte Reliounen an et gëtt manner unerkannte Reliounen. An ech géif eis gär hei am Parlament gesinn, wa mer op eemol Schwurbeleie géifen hei erliewen!

An dat Zweet, dat ass awer dat méi wichtegt Argument: Mir hunn hei mat eise Verfassungsännerungen dat enterinéiert, wat mer schonn a Gesetzesform gemaach hunn: d'Trennung vu Kierch a Staat. An hei soll e laizisteschen Eed geleescht ginn an net eng vag Méiglechkeet, fir eng reliéis Referenz ze maachen.

Am Sënn vun deem, wat mer an der Verfassung festgehalen hunn, géif ech mengen, dass mer déi hei Resolutioun iwwerhaapt net kéinte stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Da freet den Här Léon Gloden d'Wuert.

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Bei der éischter Resolutioun, fir den Eed kënnen, le cas échéant, op Lëtzebuergesch ofzeleeën hei an der Chamber, do sinn ech d'accord, fir dat an d'Kommissioun ze huelen, well doriwwer soll ee schwätzen.

Komme mer zu där Konklusioun, muss ee just soen, dann zielt et fir jiddwereen, deen den Eed op d'Lëtzebuerger Constitutioun ofleet, well et gëtt da keen Argument ...,

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Léon Gloden (CSV) | ... firwat mir et dierfte maachen an de Beamten oder d'Beamtin net. Duerfir muss ee sech all deene Konsequenze bewosst sinn.

Fir déi zweet Resolutioun schloen ech menger Partei vir, dergéint ze stëmmen, well mir hunn an dem Gesetzestext den Eed kloer formuléiert. Mir hu kloer gesot: „Den Eed gëtt op d'Verfassung ofgeluecht." An der Verfassung stinn all d'Komponenten, déi dëst Land auszeechnen, all d'Institutiounen, déi hei schaffen, all déi Wäerter, déi mer am Haus Lëtzebuerg hunn. Dat ass den Eed. An och hei: Mir kënnen net en Eed à la carte maachen! D'Deputéiert géifen dat kënne maachen, de Beamten oder d'Beamtin kéint dat maachen. Duerfir, dës Resolutioun wäert vun der CSV ofgeleent ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Zu der éischter Resolutioun, do kann ech dermat liewen, datt mer dat an der Kommissioun eng Kéier duerchdiskutéieren. Ech weess net genau, wat d'Implikatioune mat der neier Verfassung sinn, vu datt fir d'Verfassung, wéi de Mars Di Bartolomeo et richteg sot, nun emol dee franséischen Text deen ass, deen d'legal Basis huet an eeben eng Eedesformel virgesäit.

Wann dann awer eng Proposition de modification muss gemaach ginn, kann ech och domadder liewen. Dat kéint jo och eng Konklusioun aus där Institutiounskommissioun sinn.

Bei där zweeter, mengen ech, ass d'Positioun vun de Piraten ganz kloer. Mir si fir eng strikt Trennung vu Kierch a Staat, an deementspriechend huet och kee kierchleche Bezuch eppes an engem staatlechen Eed ze dinn. Mir leeën hei en Eed op d'Grondwäerter vum Staat of. Wien dann doheem nach eng Kéier wëllt e Gebiet schwätzen, fir him Kraaft ze ginn, dee kann dat gäre maachen, mee doheem an net an engem staatleche Kontext. Esou gesi mir d'Trennung vu Kierch a Staat. Do huet eeben esou eng Formel keng Plaz méi.

An deementspriechend, mengen ech, kann ech mech och nëmmen deem uschléissen, wat de Léon Gloden sot: D'Verfassung ëmfaasst all déi Wäerter, fir déi mir als Lëtzebuerger stinn. An deementspriechend ass en Eed op d'Verfassung dat, wat priméiert, an dorunner sollte mer eis halen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech soe villmools Merci de Kolleegen, déi sech derfir ausgeschwat hunn, datt mer déi Iddi, fir den Eed och kënnen op Lëtzebuergesch ofzeleeën – selbstverständlech fir d'Deputéierten an all d'Beamten an esou weider –, datt mer dat an der Institutiounskommissioun diskutéieren. Mir missten dann natierlech och eng Eedesformel op Lëtzebuergesch festleeën an op Däitsch, well dat ka jo och sinn, mir hunn dräi administrativ Sproochen. Da misste mer dann och den Text festleeën, wa mer déi Iddi zréckbehalen. Mir géifen dat op jidde Fall als ADR ganz staark begréissen a freeën eis, fir an der Institutiounskommissioun dat dann ze diskutéieren, wann dëst héicht Haus dat elo esou wëllt.

Zu deem zweete Punkt: Jo, et gëtt eng Trennung vu Kierch a Staat. Et gëtt awer keng Trennung tëschent dem Deputéierten a sengem Glawen. An dat heiten ass jo eng individuell Fräiwëllegkeet, déi hei festgeluecht ass. A wann een dann eng Formel och nach esou festleet, wéi se am Ausland, zum Beispill an Däitschland, festgeluecht ass, dann ass eeben dat deen Text fir deen, dee wëllt eng reliéis Referenz matmaachen oder derbäimaachen, an net iergendeppes anescht, soudatt dee Risiko ...Well an Däitschland, an anere Länner hu se jo genau déi selwecht Froestellungen, och do gëtt et eng Trennung an anere Formen. Mee et ass jo néierens esou, datt mer nach theokratesch Regimmer an Europa hätten. An awer, mengen ech, si vill héich ziviliséiert Staaten an Europa awer op dee Wee gaangen, fir de reliéise Facteur net wëllen auszeblenden. Et ass natierlech eppes, wou mer net sollte vergiessen, datt eis Zivilisatioun zu engem groussen Deel op jüddesch-chrëschtleche Wäerter berout. An eng Trennung vu Kierch a Staat, dat muss een awer och kënnen an engem Sënn interpretéieren, datt mer elo net higinn an an e Radikalismus erafalen a virun allem all Deputéierten a selbstverständlech all Beamten an aneren awer ëmmer déi Méiglechkeet loossen, wann en e Gottesbezuch wëllt, fir dat och kënnen anzefügen a seng Eedesformel, natierlech op eng reglementéiert Manéier.

Also, wéi gesot: Mir maache schonn den Ënnerscheed zwëschent enger Trennung vu Kierch a Staat, eebe wat elo d'Institutiounen ugeet, awer mir wëlle keng Trennung vum Mënsch a senge reliéisen Iwwerzeegungen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Resolutioun Nummer 1 un d'Institutiounskommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da muss also d'Institutiounskommissioun sech domadder befaassen.

(La résolution 1 de M. Fernand Kartheiser est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

Ech mengen, da kënne mer direkt zum Vott vun der Resolutioun 2 kommen.

Vote sur la résolution 2

Hei deet sech näischt. D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun Nummer 2 ass mat 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary,

M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, Här President, just eng Prezisioun zu deem, wat den Auteur vun der éischter Resolutioun gesot huet. Wa mer den Tour eng Kéier dréien an der Institutiounskommissioun, ass et selbstverständlech, dass mer dat kucken am Rame vun der jëtzeger Verfassung, wéi mer se ëmgeännert hunn. Et ass net, dass mer elo eis schonn op de Programm geschriwwen hunn, dass mer eng weider Verfassungsännerung maachen. Ech wollt dat just preziséieren, well den Auteur mir eppes an de Mond geluecht huet, wat ech an deem Sënn net gesot hunn. Mee mir kucken dat seriö an der Kommissioun, wat a Saache Sproochegebrauch bei deenen neie Verfassungstexter dran ass. Ech schrauwen d'Hoffnungen allerdéngs net ze vill héich, mee mir kucken dat ganz seriö.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Prezisioun.

6. 8117 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8117, eng Upassung vum Mindestloun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all zwee Joer mécht d'Regierung e Rapport iwwert d'Lounentwécklung an iwwert d'Entwécklung vun der allgemenger ekonomescher Lag hei am Land. D'Regierung proposéiert dann och, wa si et fir néideg empfënnt, eng Upassung vum Mindestloun. Esou eng Erhéijung gouf dëst Joer jo och am Kader vun der Tripartite ofgemaach.

Effektiv gesäit d'Gesetz, notamment den Artikel 222-2 vum Code, vir, dass éischtens: „Le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.", an zweetens: „À cette fin, toutes les deux années, le Gouvernement soumet à la Chambre des députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum."

Mir stëmmen also haut, esou wéi de Code et virgesäit, iwwer e wichtegt Gesetz of, dat den onqualifizéierten an de qualifizéierte Mindestloun ëm 3,2 % soll erhéijen. Et geet drëms, de Mindestloun un d'Entwécklung vum Duerchschnëttssalaire vun de Joren 2020 an 2021 unzepassen. D'Berechnung vun der Entwéckung vum Salaire huet erginn, dass dëse wärend de Joren 2020 an 2021 – ech hat et virdru gesot – ëm 3,2 % geklommen ass. Dowéinst proposéiert d'Regierung jo dann och, de Mindestloun ëm 3,2 % ze héijen.

Dat bedeit eng Opwäertung vu 74,02 Euro fir den onqualifizéierte Mindestloun an eng Opwäertung vun 88,83 Euro fir de qualifizéierte Mindestloun. Den onqualifizéierte Mindestloun klëmmt esou vun 2.313,38 Euro op 2.387,40 Euro. Op d'Stonn ëmgerechent heescht dat, dass eng Steigerung vun 13,37 Euro op 13,80 Euro ze verzeechnen ass.

Ech soen dës Chifferen hei ganz bewosst a jiddweree soll sech vläicht seng eege Gedanken doriwwer maachen.

D'Gesetz soll den 1. Januar 2023 a Kraaft trieden. Dës Erhéijung gëllt iwwregens, an och dat ass e Chiffer, dee beandrockt, fir ronn 67.500 Salariéen hei zu Lëtzebuerg. Vun deene 67.500 Salariéë wunnen ongeféier 52 % zu Lëtzebuerg.

Déi meeschte Leit, déi hei zu Lëtzebuerg fir de Mindestloun schaffen, schaffen an der Hotellerie an am Commerce. Déi Leit kënnen, wéi gesot, elo déi zousätzlech 74 respektiv 88 Euro och ganz gutt gebrauchen.

Här President, an deenen Zäiten, an deene mir eis hei befannen, ass et richteg, dass, wéi mer soen, déi kleng Leit net am Stach gelooss ginn. Dat heiten Instrument vun der Mindestlounupassung ass wichteg an néideg. D'Upassung vum Mindestloun leescht hire Bäitrag zu enger sozialer Gerechtegkeet an domat zu dem Erhale vum soziale Fridden.

Ausserdeem ënnerstëtzt si och d'Erhéijung vun der Kafkraaft vun de Stéit, wat finalement och eiser Ekonomie zeguttkënnt.

De Projet de loi ass den 12. Dezember 2022 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. De Staatsrot huet den 13. Dezember säin Avis ginn. A sengem Avis huet de Staatsrot näischt um Fong auszesetzen a gëtt säin Accord zum Projet de loi.

D'Chambre des Métiers huet den 12. Dezember en Avis erausbruecht, wou si sech kritesch zum Gesetzesprojet ausdréckt. Si ass der Usiicht, dass déi aktuell ekonomesch Situatioun déi geplangten Upassung vum Mindestloun net géif justifiéieren. Si kritiséiert dann och d'Berechnungsmethod vun der Regierung.

An hirem Avis vum 12. Dezember 2022 huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hiren Accord zum Gesetzesprojet ginn.

Et leien och nach zwee Avisen do, déi eis awer eréischt nom Unhuele vum Rapport zoukomm sinn. Dat ass den Avis vun der Chambre des Salariés an den Avis vun der Chambre de Commerce.

D'Chambre de Commerce weist sech an hirem Avis onzefridde mam Gesetzesprojet aus änlechen Ursaache wéi d'Chambre des Métiers, wärend d'CSL de Gesetzesprojet begréisst, awer der Meenung ass, dass déi 3,2%-Erhéijung net duergeet. Wéi gesot, déi Avise sinn nom Unhuele vum Rapport komm. Mee ech mengen, dass et bei esou engem wichtege Gesetz awer wichteg ass, dass ee se och hei erwäänt.

De 15. Dezember 2022 huet d'Kommissioun de Projet de loi an d'Avise vum Staatsrot an de Chambre-professionellen, déi eeben do waren zu deem Moment, analyséiert a mech als Rapporter vum Projet designéiert.

D'Kommissioun huet de Rapport de 15. Dezember 2022 guttgeheescht.

An hei hat ech nach stoen, ech géif den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun, mee dat iwwerhélt herno nach eng Kéier mäi Fraktiounspresident, wann ech dat richteg verstanen hunn.

(Interruption)

Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Dan Kersch.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer emol fir d'éischt, dem Rapporter, dem honorabelen Här Dan Kersch, villmools Merci ze soen. Hien huet nach eng Kéier och d'Prozedur, wéi et zu enger Erhéijung kënnt, erkläert – ech brauch do guer net méi do drop anzegoen – an och nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun der Mindestlounerhéijung ënnerstrach.

Bon, mir maachen déi Mindestlounerhéijung jo ganz kloer, fir datt déi Leit, an d'Zuel ass genannt ginn, 67.500 Salariéen, déi fir de Mindestloun respektiv ronderëm de Mindestloun schaffen, eng Erhéijung kréien an domadder eenegermoossen – ech betounen: eenegermoossen! – un d'Evolutioun, wéi se sech dobaussen an eiser Ekonomie presentéiert, ugepasst solle ginn.

Dir sidd awer all mat mir d'accord, ob dat 77 (veuillez lire: 74) oder 88 Euro sinn, datt dat sécher net duergeet, fir all déi zousätzlech Käschten, déi an deene leschte Wochen a Méint awer op jidderee vun eis zoukomm sinn, datt déi 74 an déi 88 Euro net duerginn, fir déi Käschten alleguerten ofzedecken.

Ech wëll an deem Kontext just ee Beispill nennen. Wann ech fir de Mindestloun schaffen, da ginn ech sécher näischt ronderëm d'Stad oder an der Stad lounen, mee da ginn ech iergendwou dach awer méi am ländleche Raum eppes lounen. An ech hunn och nach vläicht eng Aarbecht, déi net zu den normalen Aarbechtszäiten ass, da riskéieren ech, datt ech vun deem gratis ëffentlechen Transport iwwerhaapt net ka profitéieren an da muss ech also en Auto hu fir op meng Schaff. An da sinn déi puer Euro ganz séier opgebraucht, well ech dach awer op der Tankstell e gudde Batz méi muss bezuelen, wéi dat nach virun enger Zäit de Fall war.

Dat muss ee ganz einfach soen. Bon, ech wëll domadder nach eng Kéier ënnersträichen, datt déi Erhéijung zwar wichteg ass, mee leider Gottes an deem haitegen Ëmfeld net duergeet. Déi extreem Präisser, wéi mer se u sech um Immobiliemaart kennen, ob dat an der Locatioun ass, ob dat awer och ass, wann een iwwerhaapt nach drun denkt, wann ee fir de Mindestloun schafft, fir sech en Eegenheem unzeschafen, do ass et ganz kloer esou, datt dat alles awer nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass.

An ech mengen, et gëtt nëmmen eng Method, dat ass, datt ee versicht, alles drun ze setzen, dass déi extreem Präisser, eebe grad an den Immobilien, gebremst ginn an eventuell, wann et méiglech ass, no ënnen, wéinstens liicht, ugepasst ginn; eng Fuerderung, déi mir als Partei schonn ëmmer gesot hunn an eppes, wat grad mäi Kolleeg, de Marc Lies, besonnesch bei allen Interventiounen ëmmer erëm seet.

Ech wëll och ganz kloer hei soen: Lëtzebuerg huet jo bekanntlech awer net deen héchste Mindestloun an Europa, an trotzdeem, no Rumänie si mir a sech dat Land, wou d'Leit, obwuel se eng normal Aarbecht hunn, dat heescht normal 40 Stonne schaffen, awer ganz kloer am Risiko oder no beim Risiko sinn, datt se ënnert d'Aarmutsgrenz falen. Dat nennt een an deem Fall Working Poor, dat heescht, et huet een eng Aarbecht an et verdéngt een awer net genuch, fir iergendwéi normal kënnen ze liewen.

Mir haten, wann een Eurostat kuckt, ronn 12 %, déi schonn 2020 ënnert der Aarmutsgrenz gelieft hunn. An dat geet nach an d'Luucht. Dat wäert mat Sécherheet mat all deem, wat sech haut presentéiert, nach weider an d'Luucht goen, well d'Hallschent vum Akommes geet also an de Logement, geet an d'Heizkäschten, geet awer och an all déi aner supplementär Käschten, déi op d'Leit zoukommen. Dozou gehéieren

iwwregens och d'Zënsen, well et ass kloer, wann d'Zënse klammen a wann ee just nach auskomm ass, wéi d'Zënse ganz niddreg waren, da steet een haut virun engem Bierg, wou een net weess, wéi een dee Bierg soll iwwerklammen.

Ech wëll duerfir och ganz kloer soen, datt d'CSV selbstverständlech nach ëmmer de Mindestloun an d'Mindestlounerhéijung ënnerstëtzt huet an dat och dës Kéier wäert maachen. Duerfir ginn ech elo schonn den Accord vu menger Fraktioun.

Ech wëll trotzdeem soen, an ech mengen, ech war jo elo méi wéi däitlech, datt et eng Rei Betriber gëtt, jo, besonnesch méi kleng Betriber a verschiddene Secteuren, déi mat all deem, wat an der leschter Zäit geschitt ass, ob dat d'Pandemie ass, ob dat de Krich an der Ukrain ass, ob dat awer och d'Zënse sinn, extreem vill Schwieregkeeten hunn, wann dann do derbäi nach Erhéijunge kommen a schlussendlech och nach zwou, dräi Indextranchen wäerten 2023 erfalen. Da riskéieren déi Betriber, an dat muss een och ganz kloer soen, Problemer ze kréien, a kräfteg Problemer ze kréien. An et ass eis alleguerten net gehollef, wann déi Betriber definitiv d'Enner net méi zesummekréien a wann déi Betriber missten d'Handduch geheien. Duerfir musse mir, mengen ech, an och d'Regierung, nach méi wéi bis elo, grad déi Betriber ënnerstëtzen fir ze verhënneren, datt et zu esou enger Situatioun kënnt.

(Interruption par la présidence)

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier Merci soe fir d'Nolauschteren an nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, 2022 ass ee weidert Krisejoer. Anescht wéi déi zwee Jore virdrun, déi vun enger sanitärer Kris geprägt waren, ass et dëst Joer de Krich tëschent Russland an der Ukrain, deen eis staark impaktéiert.

Liwwerketten, déi scho wärend der Pandemie ënnerbrach goufen, hu sech zum groussen Deel nach ëmmer net erholl. Vill Matière-premièrë si weiderhi schwéier ze kréien an d'Inflatioun, déi héchst zanter Joerzéngten, dreift d'Präisser an d'Luucht. Besonnesch d'Energiekäschte belaaschten d'Menagen an d'Betriber. Am Kontext vun all dëse Krise stellt sech d'Fro, wéi d'Kafkraaft vun de Leit gestäerkt ka ginn. Am Kader vun der Tripartite goufen eng Rei vu Mesuren ausgeschafft, déi souwuel de Menagë wéi de Betriber ënnert d'Äerm gräifen.

Eng vun dëse Mesuren ass d'Erhéijung vum soziale Mindestloun, déi am Solidaritéitspak 2.0 zréckbehalen an am Gesetzesprojet, deen eis de Rapporteur am Detail presentéiert huet, ëmgesat gëtt. Op dëser Plaz e grousse Merci un de Rapporteur fir seng zwee Rapporten.

Ech wëll awer och drun erënneren, datt de Solidaritéitspak 1.0 schonn en Energiesteierkreditt virgesinn huet, deen och de Mindestlounempfänger zeguttkënnt an hire Kafkraaftverloscht, deen duerch d'Verréckele vun der Indextranche op Abrëll 2023 entstanen ass, iwwerkompenséiert.

Här President, méi wéi jee ass d'Erhéijung vum Mindestloun dëst Joer net nëmmen eng sozial, mee eng solidaresch Mesure. D'Patronatsvertrieder hunn dës Mesure matgedroen a sech domat mat hire Salariéë solidaresch gewisen. Ma mir dierfen awer net vergiessen, an dat ass och elo grad schonn ugeschwat ginn, datt d'Erhéijung vum Mindestloun eng net onbeträchtlech Belaaschtung fir d'Betriber duerstellt. Déi Secteuren, wou déi meescht Leit mam soziale Mindestloun schaffen, sinn den Horeca, de Commerce an den Transport, alles Secteuren, déi scho staark vun der sanitärer Kris betraff waren.

D'Relance, déi ee sech fir 2022 erhofft huet, ass duerch d'Energiekris an d'Inflatioun op en Neits ausgebremst ginn. D'Chambre de Commerce weist dowéinst an hirem Avis och op déi schwiereg Situatioun hin, an där d'Betriber sech zurzäit befannen. An d'Aussiichte deiten de Moment leider net op Besserung hin. D'Handelskummer gesäit an der Augmentatioun vum Mindestloun dann och en negativen Afloss op d'Rentabilitéit an op d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen.

An et ass wuel wouer, dass de Mindestloun zanter 2016 sechsmol no uewen ugepasst ginn ass. A véier Joer ass et eng Erhéijung ëm 16,5 %. Dowéinst begréisst d'DP ausdrécklech, datt d'Regierung sech mam Tripartite-Accord och solidaresch mat de Betriber weist an hinnen déi néideg Hëllefen zoukomme léisst.

Verschidden Aiden, dorënner Staatsgarantien, kommen deene Betriber zegutt, déi a besonneschem Ausmooss vun den héijen Energiepräisser impaktéiert sinn. D'Regierung ënnerstëtzt och d'Investissementer an déi digital, energeetesch an ekologesch Transitioun a passt dofir d'Bonification d'impôt un. D'Hëllefe beschränke sech also net eleng dorobber, d'Betriber kuerzfristeg iwwer Waasser ze halen, si solle sech och laangfristeg besser opstelle kënnen.

Ausserdeem wäert d'Regierung de Projet de loi 8016, deen déi sougenannte Work-Life-Balance-Direktiv vun der EU-Kommissioun transposéiere wäert, amendéieren. De Staat wäert nämlech 50 % vun de Frais salariaux beim Congé d'aidant a beim Congé pour raisons de force majeure, zwee nei Congéen, déi mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv agefouert wäerte ginn, iwwerhuelen.

An dësen onsécheren Zäiten ass et vu grousser Wichtegkeet, souwuel de Menagë wéi och de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, hinnen déi néideg Stabilitéit a Previsibilitéit ze garantéieren an esou d'Aarbechtsplaze vun de schaffende Leit ze schützen.

Här President, d'Erhéijung vum Mindestloun ëm 3,2 % reit sech an all d'Mesuren an, déi vun der Tripartite decidéiert goufen. Alles an allem hëlt d'Regierung 1,1 Milliard Euro an de Grapp, fir de Leit an de Betriber ze hëllefen, esou wéi se et och scho wärend der Pandemie ouni Zécke gemaach huet, am Zeeche vun der Solidaritéit.

Ech ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A virop och villmools merci dem Rapporter Dan Kersch fir säi Rapport zu engem Gesetz, wou ech weess, datt et him ganz besonnesch um Häerz läit.

Här President, mir hu jo haut, an et ass jo schonn e puermol gesot ginn, e ganz historeschen Dag fir eis Demokratie an och fir de Lëtzebuerger Staat. Mir hunn eis Verfassung op ville Punkte moderniséiert. Déi Ännerunge wäerten a sechs Méint a Kraaft trieden an eis warscheinlech déi nächst Joerzéngte begleeden.

Dat freet vill Leit an och zu Recht. Et gëtt awer och vill aner Leit hei am Land, fir déi dëst Gesetz, wat mer elo stëmmen, nach vill méi wichteg ass. Dat sinn déi Leit, déi nëmme schwéier kënnen an déi nächst Joerzéngte kucken oder an den nächste Summer eran. Fir si si sechs Méint ganz wäit ewech. Si kucke fir d'éischt emol op d'Enn vun dësem Mount, dann, wann eng Partie Rechnunge kommen, dann, wann e gudden Deel vun der Pai scho fort ass an näischt méi oder net méi vill Rescht ass.

Fir vill vun hinnen ass d'Erhéijung vum Mindestloun dat wichtegst, wat mer haut ofstëmmen. An ech maachen et elo och wéi meng Virriednerin, ech maachen e kuerze Réckbléck. Zanter 2013, wou d'Koalitioun aus Sozialisten, Gréngen a Liberalen d'Geschécker hei am Land leed, goufe reegelméisseg de Mindestloun, de REVIS oder och nach d'Pensioune gehéicht. Direkt e puermol gouf de Mindestloun zanter 2013 gehéicht oder ugepasst. Selbstverständlech gouf en duerch d'Erfale vun enger Indextranche wéi all aner Salairen hei am Land och ugepasst. Dat war, mengen ech, fënnefmol de Fall. A fënnef weidere Kéiere gouf de Mindestloun duerch en eestëmmege Vott hei an der Chamber gehéicht.

Vergiesse mer och net d'Walversprieche vu menger Partei, der LSAP, de Mindestloun ëm 100 Euro netto ze héijen, e Walverspriechen, wat mer am Januar 2019 ageléist hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Esou ass de Bruttomindestloun tëschent Oktober 2013 a Januar 2023 vun 1.912 (veuillez lire: 1.921) op 2.387 Euro gehéicht ginn. Dobäi kënnt dann eeben och nach eng Nettoerhéijung iwwert de Crédit d'impôt am Zesummenhang mat där eebe genannter 100-Euro-Erhéijung. Jo, de Mindestloun ass also bannent deene leschten zéng Joer ënner Blo-Rout-Gréng ëm bal 500 Euro gewuess.

Dat heescht awer net, datt domadder all déi Leit, déi fir de Mindestloun schaffe ginn, mat Zoossiss ugestréckt wieren. Eise Mindestloun zu Lëtzebuerg, vläicht anescht wéi soss an der Welt, huet den Usproch, datt déi schaffend Leit mat deem Mindestloun e wierdegt Liewe féiere kënnen an och voll a ganz un eiser Gesellschaft deelhuele kënnen. De Phenomeen vun de sougenannte „Working Poor", dat heescht, datt Leit, déi Vollzäit schaffen an awer net genuch verdéngen, fir hiert Liewen ze maachen, dee Phenomeen gëllt et ze verhënneren!

Mee esoulaang wéi déi héich Wunnengspräisser a Liewenskäschten am Allgemengen de Gros – an och ëmmer méi – vun der Pai opfriessen, esoulaang gi mer deem Usproch un eise Mindestloun net ganz gerecht an esoulaang wäert d'LSAP fir eng Opwäertung vum Mindestloun streiden!

Ech si frou driwwer, datt et heibannen Eestëmmegkeet gëtt, fir de Mindestloun am Januar ëm 3,2 % ze hiewen. Et ass jo och net onbedéngt en 100%egen Automatismus, well mer jo alt erëm hei an der Chamber mussen doriwwer ofstëmmen, dofir ass déi Eestëmmegkeet, wéi mer se quasi allkéiers hei hunn, esou wichteg, besonnesch och, well net jiddereen am Land dës Erhéijung guttheescht, wéi mer virdru vum Rapporter gewuer goufen.

Mir ginn haut keng Almosen, mee mir suergen derfir, datt vill schaffend Leit ab Januar e Stéckelche méi gerecht entlount gi fir hir Aarbecht, andeems hir Pai un déi generell Lounentwécklung ugepasst gëtt. Datt zäitgläich de REVIS, de Revenu pour personnes gravement handicapées an och d'Pensioune gehéicht ginn, ass absolutt ze begréissen. Déi Erhéijunge komme keen Dag ze fréi, grad elo, wou d'Liewe fir jiddereen e gutt Stéck méi deier gëtt. An aus all dëse Grënn, gëtt d'LSAP selbstverständlech hiren Accord zu dësem Gesetz.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ronn 67.500 Salariéë wäerten duerch dëst Gesetz hire Loun erhéicht kréien: 74 Euro respektiv 88 Euro de Mount méi. Dës Suen, ugepasst un d'ekonomesch Situatioun vum Moment, si vill Geld: Si kënnen den Ënnerscheed maachen, ob ee méi gesond Liewensmëttel ka kafen, ob ee mat de Kanner nom Trëppele kann e Schocki drénke goen, se maachen en Ënnerscheed beim Kaf vun der Qualitéit vun de Kleeder a bei villem méi.

Am Avis vun der Chambre des Salariés fënnt een déi interessant Projektioun vum Budget de référence, deen 2019 etabléiert gouf, ugepasst op d'prognostizéiert Präisdeierecht vum Januar 2023. Si weisen drop hin, datt zwar de Bruttobetrag vum Mindestloun elo mam Budget de référence iwwertenee klappt, um Niveau vum Netto dëst awer nach net geléngt.

Dëse Constat musse mer ganz eescht huelen an ech sinn zudéifst iwwerzeegt, dass d'Verdeelungsgerechtegkeet an d'Lutte géint d'Aarmut, hei och besonnesch de Phenomeen vun de Working Poor, an den nächste Méint a Jore ganz uewe op eise politeschen To-do-Lëschte musse stoen.

D'Theema Aarmutsbekämpfung ass multifaktoriell an huet deementspriechend vill Hiewelen a Stellschrauwen, wou ugesat muss ginn: d'Steieren, d'Sozialhëllefen, de Logement an eeben och e gerechten a faire Loun. Haut an hei maache mer e wichtege Schrëtt fir d'schaffend Leit, fir all déi Leit, déi eist Land um Lafen halen, déi déi eis d'Telleren zerwéieren, eis Büroe botzen, eis an de Rayone begéinen, eis versuergen, si, stellvertriedend fir all déi Concernéiert.

Anescht wéi mat Momenter ugeklonge war, huele mer dës politesch Entscheedung ganz bewosst an net automatesch. Dass mer alleguerten derhannert stinn, mécht et nach laang net selbstverständlech an dofir si mir als gréng Fraktioun och ganz frou, dëse Choix kënne matzedroen, an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Zu gudder Lescht soen ech dem President-Rapporter Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. E weess, vu wat e schwätzt, an et mierkt een, datt et ëm um Häerz läit.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir dëse Rapport. Ech mengen, et huet kee Wäert, datt ech elo dat meescht widderhuelen, wat hei gesot ass, dat kann ech alles widderhuelen a confirméieren. Ech mengen, et ass scho wichteg, datt mer deenen, déi um ënneschte Seuil vun eiser Gehälterskala sinn ... All Euro zielt fir déi am Fong geholl duebel, deen déi kënne méi kréien.

Mee erlaabt mer, vläicht awer op zwee Punkten opmierksam ze maachen: Mir haten am Summer eng Motioun deponéiert, fir am Fong geholl de Mindestloun ze befreie vun der Akommessteier.

Mir sinn der Meenung, datt de Staat net nach muss hei matverdéngen. Dat wieren e puer Euro, déi déi Leit awer dréngend brauchen. An deem Sënn géife mer un déi Motioun nach eng Kéier rappeléieren.

An da wëll ech Iech nach drop opmierksam maachen, datt am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gesot gouf: „profite de l'occasion pour rappeler [...]. En effet, le montant mensuel de la solde pour les volontaires ayant les grades militaires de soldat, de soldat première classe et soldat-chef" – respectivement vun 1.887 bis 2.004 an 2.213 Euro brut – „est inférieur à celui du [salaire social minimum] [...], qui est actuellement de 2.313,38 euros [...] (et qui sera de 2.387,40 euros brut à partir du 1er janvier 2023)." Hei wier et vläicht gutt, wann d'Regierung dat géif nokucken, a falls néideg nobesseren, esou och bei de Steieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dësem Projet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. De Mindestloun ass zu Lëtzebuerg net héich genuch! En ass net héich genuch par rapport zu den duerchschnëttleche Léin, déi zu Lëtzebuerg bezuelt ginn an domat och net héich genuch aus dem Bléckwénkel vun der EU-Direktiv iwwert d'Mindestléin an Europa. Mee virun allem ass en net héich genuch, fir zu Lëtzebuerg en anstännegt Liewe kënnen ze féieren, net bei deene Logementspräisser an och net mat deenen zousätzleche Steierkreditter a sozialen Hëllefen!

Zum Ausdrock kënnt d'Diskrepanz tëscht de Liewenshaltungskäschten an der Héicht vum Mindestloun, wann een de Budget de référence vum Statec erunzitt. D'CSL huet sech d'Méi gemaach an hirem Avis, deen op d'Joer 2023 ze simuléieren, ausgoend vum Basiscalcul vum Statec aus dem Joer 2019. Dobäi kënnt si op e Montant vun 2.330 Euro fir eng Persoun eleng. Den Netto vun engem Mindestloun ass allerdéngs e gutt Stéck vun dësen 2.330 Euro ewech, wat näischt aneschters heescht, wéi dass dës Leit trotz enger Vollzäitaarbecht onfräiwëlleg Verzicht bei Basisbesoine mussen ausüben, dës Leit sinn also dem Aarmutsrisiko ausgeliwwert.

An de meeschte Fäll wäert sech dëse Verzicht bei de Liewensmëttel, der Hygiène oder den Ausgabe fir Kultur nidderschloen. Well de Präis vun enger Wunneng oder vum Transport – falls een net mam Ëffentleche ka fueren, an dat ass leider de Fall nach op ganz ville Plazen, respektiv och wann ee Schichte schafft, kann een deen net benotzen – ass net einfach esou ze reduzéieren.

Dorunner ännert och dëst Gesetz mat der Upassung vum Mindestloun un d'Entwécklung vun de Léin aus de Joren 2020 an 2021 net vill. Déi 3,2 % si besser wéi guer keng Opwäertung, dat stelle mir hei iwwerhaapt net a Fro a stëmmen och duerfir dësen Text mat. Mee och mat dëser Opwäertung an trotz Steierkreditter läit den Netto vum Mindestloun ronn 240 Euro ënnert dem Referenzbudget fir eng Persoun!

Här President, ech erënneren dowéinst och gär un déi Debatt iwwert d'Mindestléin, déi ech am Juni vun dësem Joer an der Chamber hei gefouert hunn. Deemools hu mir eng Erhéijung vum Mindestloun opgrond vun de Krittäre vun der neier EU-Direktiv hei gefuerdert, déi beseet, dass en dezent Liewe mam Mindestloun muss méiglech sinn a recommandéiert dofir de Mindestloun op 60 % vum Mediansalaire ze erhéijen an op 50 % vum Salaire moyen.

Deemools hunn eis den neien Aarbechtsminister an de Riedner vun der LSAP-Fraktioun erkläert, dass si der Meenung wieren, datt d'Upassung, iwwert déi mir elo hei ofstëmmen, am Prinzipp géif duergoen, fir sech mat der Direktiv ze konforméieren oder zumindest ganz no drun erunzekommen. Mir stellen awer elo fest, datt dat net de Fall ass. D'CSL mécht als Eenzeg sech d'Méi, dat emol ze rechnen, a stellt fest, dass de Mindestloun bei 54,9 % vum Mediansalaire läit an eng Erhéijung vun 9,3 % néideg wär, fir op déi 60 % ze kommen. De Mindestloun misst domadder mindestens bei zirka 2.530 Euro leien. Dat deckt sech zimmlech genee mat deem, wat mir deemools als minimale Montant genannt hunn.

Geet een elo vum Salaire moyen als Referenz aus, misst et souguer eng Erhéijung ëm déi 15,1 % sinn, also 350 Euro méi wéi haut. Mir bleiwen do bei eiser Fuerderung, dass de Mindestloun un de Salaire médian gekoppelt gëtt an an Zukunft ëmmer derfir gesuergt soll ginn, dass dëse bei 60 % vum Montant soll leien, deen am Virjoer als Salaire médian bezuelt ginn ass. Deementspriechend soll dës Upassung vum Mindestloun och alljoers passéieren an net just all zwee Joer.

Här President, ech wollt awer och nach just e Wuert zu der Haltung vum Patronat soen. Dass dëst net mat enger Erhéijung vum Mindestloun d'accord ass, ass zumindest net iwwerraschend, allerdéngs versti mir awer och net ganz, wéi ee sech iwwert e Manktum u Main-d'oeuvre ka beschwéieren, wann ee gläichzäiteg net bereet ass, d'Leit, déi een esou dréngend brauch, och anstänneg ze bezuelen! Well loosse mer net vergiessen: Eng Opwäertung vum Mindestloun bedeit am Allgemengen och eng Opwäertung vun all de Léin an den ënneschte Lounschichten, wat natierlech och Beruffer an deem Beräich méi attraktiv maache kann.

Wat awer besonnesch stéiert, ass hir ofschätzeg Haltung, déi si de Salariéen hei entgéintbruecht hunn. Leit, déi an den Entreprisë schaffen an de Méiwäert schafen, ginn hei einfach just als Käschtefacteur ofgedoen. Dobäi ass d'Patronat eigentlech de gréissste Käschtefacteur fir de Staat an d'Allgemengheet ginn an de leschte Joren, well et ass d'Patronat, wat mat Aiden a Kompensatiounen – Stéchwuert Indexmanipulatioun – zougeschott gëtt!

Ech wëll hei bemierken, datt nach laang net all Patron dës Aidë brauch, mee déi, déi se brauchen, solle se natierlech och kréien. Mee et soll eeben och hei sozial selektiv bleiwen – genauesou wéi et bei eise Salariéen ass.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer vu Gerechtegkeet schwätzen, da gehéiert e faire Loun fir eis Piraten do derzou. Ronn 67.000 Leit kréie momentan de Mindestloun. Vill Leit kommen domadder méi schlecht wéi recht iwwert d'Ronnen: Och wann de Portmonni eidel ass, bleift fir vill vun hinnen nach vill Mount Rescht. Eise Mindestloun misst dofir an eisen Ae steierfräi sinn, fir de Risiko vun de Leit, déi schaffen an an Aarmut liewen, esou kleng wéi méiglech ze halen, d'Working Poor ze reduzéieren.

D'Regierung huet an deene leschte Méint d'Erhéijung vum Mindestloun jo gären als en Effort vun hirer Säit duergestallt. D'Gesetz fir eng Erhéijung vum Mindestloun, esou seet et de Code du travail, soll mat den Daten, déi dës Erhéijung rechtfertegen, der Chamber

virgeluecht ginn. Ech zitéieren den Artikel L. 222-2, den 2. Paragraf - vill 2en an deem Titel! –: „À cette fin, toutes les deux années, le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi pourtant relèvement du salaire social minimum."

Fir eis Piraten ass dat en Automatismus: D'Paie sinn an deene leschten zwee Joer geklommen, also klëmmt de Mindestloun, et sief, d'Regierungsparteie soen hei, si kéinte sech virstellen, vun der Regierung esou e Rapport virgeluecht ze kréien an d'Gesetz fir eng Erhéijung vum Mindestloun net ze stëmmen – jo, da wier et keen Automatismus!

Ech mengen, mir sinn eis awer all eens, datt mer opgrond vun deem Rapport ëmmer déi passend Mindestlounerhéijung wäerte stëmmen an, wéi meng Virriedner a Virriednerinnen et gesot hunn, och normalerweis unanime. Dofir ass et fir eis keng Leeschtung, mee, wéi d'Ausléise vun enger Indextranche, selbstverständlech – well an dësen Zäiten de Mindestloun net unzepassen, géif heeschen, nach vill weider Famillje méi no oder souguer bis an d'Aarmut ze drécken!

Här President, dofir ass dëst Gesetz, wéi schonn d'Upassung vum REVIS an dem RPGH e Minimum fir eis an dofir wäerte mer dëst Gesetz och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Heiansdo géif ech mer jo wënschen, dass dat, wat den Här Clement seet, och Wierklechkeet wär. Allerdéngs ass dat an dësem Fall net esou. Här Clement, ech hu mer d'Méi wierklech gemaach fir ze kucken, ob et en Automatismus gëtt vun der Mindestlounerhéijung. Ech muss leider no enger eingeeënder juristescher Prüfung zum Schluss kommen, dass et dee leider net gëtt.

Déi Meenung gëtt och gedeelt, dat wësst Der, vun alle Patronatschamberen. Wann Der an d'Texter nokucke gitt, da steet jo do, dass d'Regierung muss all zwee Joer e Bericht virleeën iwwert d'Entwécklung vun de Salairen an iwwert d'Entwécklung vun der ekonomescher Situatioun, et sinn also déi zwou Saachen, déi musse gekuckt ginn, an dann – an dat ass de Wuertlaut an duerfir hat ech virdrun a mengen Rapport och de Wuerlaut extra hei zitéiert –, „le cas échéant" e Gesetzestext virleeën, fir de Mindestloun an d'Luucht ze setzen.

Well dee „le cas échéant" kéint zweedeiteg gedeit ginn – dat ginn ech ganz gären zou – hunn ech mer d'Méi gemaach, och e bësse kucken ze goen an déi deemoleg Texter, déi si vun 1973, wou dat deemools esou verfaasst ginn ass, an och do gëtt een net méi schlau dorauser, ob dat dann soll en Automatismus sinn oder ob et da wierklech der Fräiheet vun der Regierung ënnerstallt ass, fir dann e Projet ze presentéieren oder net. Do gëtt zwar net den Term vu „le cas échéant" geholl, mee et gëtt awer en änlechen Term geholl, dee genauesou wéineg aussagekräfteg ass.

An dofir sinn ech och immens frou, dass mer hei an dëser Chamber – an ech mengen, den Här Cruchten hat et virdru gesot – onofhängeg dovunner, ob déi Diskussioun en Automatismus oder net en Automatismus ass, dass et jiddefalls ëmmer zu deenen Erhéijunge komm ass, fir de Mindestloun dann un d'Entwécklunge vun de Salairen unzepassen, an dofir ass déi Diskussioun u sech müüsseg, well déi Chamber hei ëmmer hir Verantwortung iwwerholl huet, egal wie politesch un der Maacht war, an dat ass och gutt esou!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, mir hu jo allen zwee deen nämmlechten Artikel zitéiert, ech hunn et virdru gesot, ganz vill Zweeën. Dir waart Aarbechtsminister, Här Kersch, deementspriechend, wann der den Automatismus gutt fannt an Dir mengt, datt déi aktuell Basis net duergeet, kéint Der jo eng Proposition de loi maachen, fir dat ze änneren, respektiv Dir hätt et kënne maachen als Projet de loi, wéi Der nach Aarbechtsminister waart.

Ech sinn der Meenung, datt de „le cas échéant" … Dat ass elo meng ganz perséinlech Interpretatioun vun deem, wat do steet, well ech hu mir och nach eemol d'Méi gemaach, den Debat vun deemools unzekucken – d'Chamberbliedercher si jo glécklecherweis disponibel –, an do ass eebe grad och an den Debaten erauskomm, datt ganz vill Leit et gesinn hunn als „le cas échéant" am Sënn vu „wann déi Konditioune besser gi sinn an d'Salaire geklomme sinn, da maache mer eng Mindestlounerhéijung". An dofir steet de „le cas échéant" no menger Interpretatioun dran. Wann Dir dat anescht gesitt, ass dat Äert gutt Recht, esou wéi ech et och kann anescht gesi wéi Dir.

Um Enn vum Dag, wann Der en Automatismus gutt fannt, Dir hutt jo eng Regierungsmajoritéit op Ärer Säit sëtzen, da géif ech Iech bieden: Kommt, mir maachen dat zesummen, mir schreiwen deen Automatismus endlech an d'Gesetz!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Jo, ech hunn Iech virdru gesot, et sinn zwee Krittären do.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Et ass also ganz gutt méiglech, dass mer an eng Situatioun kommen, wou d'Salairen evoluéieren, mee wou op där anerer Säit déi ekonomesch Date genau de Contraire weisen. Dofir ass dee „cas échéant" ëmmer esou gedeit ginn, wéi ech et elo gesot hunn.

Dat anert ass eng philosophesch Diskussioun. Hei waren ëmmer Leit an der Verantwortung, déi hir politesch Verantwortung iwwerholl hunn an allkéiers fir d'Upassung vum Mindestloun un d'Entwécklung vun de Salairen agetruede sinn. An an deene Jore laanger politescher Verantwortung war d'LSAP meeschtens mat derbäi, fir de Mindestloun an d'Luucht ze setzen a mir hunn eis och engagéiert, dat och an Zukunft ze maachen. Dat ass, wat politesch entscheedend ass, an net Är juristesch Spillerei, déi zu guer näischt féiert!

M. Sven Clement (Piraten) | Da maacht et automatesch, aplaz Iech op d'Schëller ze klappen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi ganz komplette Rapport an och merci alle Virriedner vu virdrun. Et ass scho ganz villes gesot ginn.

Effektiv ass et esou, dass de Mindestloun nach eng Kéier elo an d'Luucht geet vun 2.048 Euro am Joer 2018 bis op 2.387 Euro elo den 1. Januar 2013 (veuillez lire: den 1. Januar 2023), dat mécht eng reell Mindestlounerhéijung aus vun dem leschte Mindestloun elo vu 74 Euro fir den net qualifizéierten an 88 Euro fir de qualifizéierte Mindestloun. Dat mécht am Joer 888 respektiv 1.056 Euro aus. Dat ass gutt, dass mer dat maachen, dat betrëfft ronn 67.500 Leit, dat ass hei och scho gesot ginn.

An an deene leschte Joren ass effektiv de Mindestloun ganz dacks an d'Luucht gaangen, vun 2019 u 16 %, a wann een déi dräi Indextranchen nach ewechrechent, da si mer awer nach ëmmerhi bei 9 %, ëm déi de Mindestloun geheicht ginn ass.

Jo, dat mécht natierlech net alles aus an et mécht och net, dass déi Leit elo mat Zoossiss ugestréckt sinn, mee et ass awer eng richteg Entwécklung an et soll een et och hei soen, dass dat eng gutt Saach ass, dass mer eis hei eestëmmeg eens sinn, dass dee Mindestloun dann hei och an d'Luucht gesat gëtt.

Vläicht nach e Wuert zu der Remark vun der Madamm Cecchetti oder zu der Remark vun der CSL an hirem Rapport: Mir haten och do schonn iwwert d'Zuelematerial geschwat déi leschte Kéier, wéi mer hei iwwert de Mindestloun geschwat hunn, an d'CSL baséiert sech op d'Zuele vun der OECD an déi baséiere sech op een Echantillon vun Zuelematerial.

Ech kann Iech awer soen, wann et ech Iech da berouegt: Effektiv ass et esou, dass mer mat dem aktuelle Mindestloun ënner 60 % vum Salaire médian leien a bei 47 % vum Salaire moyen. Mat där neier Erhéijung, déi mer elo haut hei stëmmen, do komme mer iwwer 60 % beim Salaire médian a mir kommen iwwer 48 % och beim Salaire moyen. Dat hänkt dervun of, wéi eng Zuelen datt een hëlt, a mir baséieren eis op déi reell Zuele vun der IGSS. Dat sinn déi reell Zuelen, déi och ausbezuelt ginn, an duerfir leie mir warscheinlech och vill méi no un der Realitéit, wéi dat bei den Zuele vun der OECD respektiv deenen, déi d'CSL geholl huet, de Fall ass.

Ech wëll hinnen awer iwwerhaapt näischt Schlechtes ënnerstellen! Et ass eebe just d'Fro, wéi eng Zuelen datt een hëlt, a mir baséieren eis wierklech op d'Zuele vun der IGSS, déi ganz no un der Realitéit sinn, an do leie mer bei iwwer 60 % beim Salaire médian an och bei iwwer 48 % beim Salaire moyen. A mir leien also dann do och bei deene Referenzen, déi d'Minimum-Wage-Direktiv och virgëtt.

Vläicht nach zur Erläuterung iwwert déi Diskussioun, déi elo grad gefouert ginn ass, ob et en Automatismus ass oder net. Ee Wuert awer, wat dat kéint erklären, wat den Ursprong vum Gesetz 1973 war, an ech wéilt hei de Rapporter zitéiere vun deem Gesetz vun 1973, dat war den Här Wolter – et ass net den Här Wolter, deen hei an der Chamber sëtzt, mee et ass säi Papp gewiescht –, an deen huet gesot als Rapporter – dee jo och elo net eegal wien ass, well e jo awer de Rapport vun deem Text gemaach huet –, an en huet do textuellement gesot: „Wann och soll, wéi ech schonn direkt einleitend gesot hunn, de Mindestloun elo an och an Zukunft all zwee Joer un d'allgemeng wirtschaftlech Situatioun an un d'allgemeng Lounentwécklung ugepasst ginn, da soll dat net bedeiten, datt dat zu engem absolutten Automatismus tëschent der allgemenger Lounentwécklung an der Mindestlounupassung misst féieren."

Also huet de Rapporter et du scho beim Gesetz kloer gesot, wat den Ursprong a wat d'Iddi vun deem Gesetz ass. Mir sinn eis awer heibannen eens, dass mer dat solle maachen, well mir eeben och heibannen esou denken, well d'Deputéierten hei esou denken. Et kann awer sinn, dass dat eng Kéier net de Fall ass, datt hei Leit an dëser Chamber sëtzen, déi dat net esou gesinn. Duerfir sinn ech awer frou, dass mer hei eng Chamber hunn, déi hei eestëmmeg fir dës Erhéijung vun deem Mindestloun stëmmt. Och

d'Sozialpartner hunn am Kader vun der Tripartite, déi am September war, gesot, dass déi Erhéijung vum Mindestloun hei soll kommen. Ech sinn och frou doriwwer an ech sinn och frou, datt mer hei eng grouss Eestëmmegkeet hunn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Den Här Yves Cruchten freet nach d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, den Här Minister huet jo elo de Rapporter vun 1973 zitéiert, den Här Wolter, an dee Mann hat komplett Recht, well wa mer en Automatismus, wéi d'Piraten dat elo hei fuerderen, aféieren an d'Chamber net méi driwwer ofstëmmt, da kéint dat jo bei enger negativer Lounentwécklung bedeiten, dass automatesch dann d'Léin géife gekierzt ginn. Dofir fannen ech déi Propos eng falsch gutt Iddi an déi sollte mer op jidde Fall op der Säit loossen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An den Här Clement huet direkt d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Pardon, do muss ech dem Här Cruchten awer dann Onrecht ginn, obwuel e jo eng Kéier kéint Recht hunn, wann dann ee géif esou e Projet de loi oder eng Proposition de loi deposéieren, wou een et och kéint erofsetzen. Et wëll just nach eng Kéier zitéieren: D'Gesetz schwätzt vu just vun engem Relèvement vum Salaire social minimum an ni vun enger eventueller Baisse! Deementspriechend ass dat doten nach méi Philosophie wéi dat, wat den Här Kersch mir virdru virgeworf huet!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Op jidde Fall ass déi beschte Garantie, dass en ëmmer an d'Luucht geet, säit d'LSAP an der Regierung ass!

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8117. Den Text steet am Document parlementaire 8117[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8117 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8120 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant
1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;
2° modification du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 8120, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht am Kader vun der Covid-19-Pandemie, a wann ech richteg informéiert sinn, war ee sech an der Kommissioun eens, datt mer no der Presentatioun vum Rapport ouni Diskussioun kéinten direkt iwwert de Projet ofstëmmen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci nach eng Kéier, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwee lescht Jore waren duerch d'Covid-19-Pandemie markéiert. Fir eng Iwwerlaaschtung vun eisem Gesondheetssystem ze verhënneren, gouf den 1. Abrëll 2020 d'Méiglechkeet geschaf, fir op Leit, déi an der Preretraite sinn, kënnen zréckzegräifen. Des temporaire Mesure sollt fir d'Dauer vun der Kris gëllen a gouf entre-temps schonns e puermol verlängert. Déi aktuell Reegelung leeft den 31. Dezember 2022 of.

Mir stëmmen haut also iwwert e Gesetz of, dat eng zäitlech Verlängerung vun dëser gudder Reegelung bis den 31. Mäerz 2023 virgesäit. Bei dëser Verlängerung geet et drëms, dass Leit, déi an der Preretraite waren oder sinn, och weiderhi kënnen a Laboen, am Gesondheets- an am Fleegesecteur schaffen, ouni dass dat negativ Auswierkungen op hir Usprëch op Preretraitesindemnitéiten huet.

Vu datt de Personalmangel an deenen dräi Secteuren héchstwarscheinlech eis och nach an deenen nächste Méint wäert weiderhi beschäftegen a vu datt d'Iwwerstonnereegelung an d'Congéspläng sollte respektéiert ginn, gëtt also no enger Verlängerung insgesamt gefrot. An déi ass dann och mat dësem Gesetz bis den 31. Mäerz 2023, wéi ech et virdru gesot hunn, virgesinn. D'Gesetz sollt den 1. Januar a Kraaft trieden, soudass et och keen Iwwergang gëtt oder kee Leerraum gëtt. Wéi gesot, dat heite leeft den 31. Dezember 2022 aus an dat neit fänkt den 1. Januar 2023 un.

De Projet de loi ass de 16. Dezember 2022 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. De Staatsrot huet deen nämmlechten Dag, de 16. Dezember, säin Avis scho ginn. A sengem Avis huet de Staatsrot näischt am Fong auszesetzen a gëtt säin Accord zum Projet de loi. Den 22. Dezember 2022 goufen de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun analyséiert. An där Sitzung huet d'Kommissioun mech als Rapporter vum Projet designéiert. D'Kommissioun huet de Rapport den 22. Dezember guttgeheescht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Dan Kersch.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci dem Rapporter. Effektiv, et ass eng Verlängerung vun enger besteeënder Dispositioun, déi déi Leit, déi an der Preretraite sinn, net soll benodeelegen. D'Pandemie ass leider nach net eriwwer. D'Gesetz leeft och nach bis den 31. Mäerz a mir wollte virbereet sinn, wann et elo nach eng Kéier zu enger Erhéijung vun den Zuele sollt kommen a mir missten zréckgräifen op d'Réserve sanitaire, dann hu mer dat heite Gesetz scho gestëmmt. Hoffe mer, dass mer et net ze vill brauchen an Usproch ze huelen!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Aarbechtsminister Georges Engel.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8120. Den Text steet am Document parlementaire 8120[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8120 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8098 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés

Mir kommen elo zum Projet de loi 8098 iwwert d'Mesuren, déi d'Hausse vum Präis vun den Holzpellets

limitéiere soll. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech hu mer soe gelooss, dass den Här Minister mam Vëlo ënnerwee an d'Chamber ass. Am Ree geet dat net ëmmer esou séier.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem Projet de loi schafe mer déi legal Basis, fir e weidert Element vum Tripartite-Accord vum leschte September ëmzesetzen.

(Brouhaha général)

Jo?

Une voix | Loosst Iech net stéieren!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et waren nëmme gutt Wënsch!

M. Marc Goergen (Piraten) | Just witzeg mam Vëlo, well mer de Fuerpark kennen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Rapportrice huet d'Wuert!

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Et war eng Info!

Nodeems mer d'Deckelung vun de Gaspräisser scho gestëmmt hunn, geet et bei dësem Projet de loi ëm d'Mise en place vun engem temporairen Hëllefsregimm fir d'Privatpersounen, déi hir Wunneng net mat Gas, mee mat Holzpellets heizen a mat enger considerabeler Präishausse konfrontéiert sinn.

Konkreet féiert dëse Projet de loi dozou, datt den Endpräis, deen d'Clientë musse bezuelen, ëm 35 % reduzéiert gëtt, mat enger maximaler Reduktioun vun 200 Euro pro Tonn.

D'Reduktioun gëtt fir eng maximal Quantitéit vu 5 Tonne pro Liwwerung applizéiert a bei de Gebaier, déi iwwer méi wéi eng Logementsunitéit verfügen, läit déi maximal Quantitéit bei 10 Tonne pro Liwwerung, dëst mat enger Lafdauer vun engem Joer ab dem 01.01.2023 bis Enn des Joers, den 31.12.2023. Fir d'Beneficiairë virun administrativen Hürden ze schützen, gëtt d'Präisreduktioun direkt op de Rechnungen applizéiert. Viséiert sinn ausschliisslech Holzpellets, déi en vrac iwwert de Wee vun engem Camion-citerne um Lëtzebuerger Territoire an e Gebai geliwwert ginn, wat op d'mannst iwwert eng Wunneng verfüügt.

Wat d'Eligibilitéit vun de Fournisseuren ugeet, sou kann et sech souwuel ëm Betriber handelen, déi zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn, wéi och ëm auslännesch Betriber, déi Holzpellets op Lëtzebuerg liwweren. Et ass wichteg ze betounen, Dir Dammen an Dir Häre, well am Ufank den Androck entstan ass, wéi wann et sech ausschliisslech ëm Lëtzebuerger Betriber dierft handelen: Dat ass net de Fall!

A béide Fäll mussen d'Fournisseure sech spéitstens ee Mount nom Akraafttriede vun dësem Projet de loi iwwert e Formulaire mat enger ganzer Rei vun Donnéeën an e spezielle Regëster androen. Dës Donnéeë betreffen hir kommerziell Identitéit, mee och d'Vente vun Holzpellets, déi si ënnerhalb vu Januar 2022 a Juni 2022 getätegt hunn.

Um Minister ass et, fir dës Lëscht op engem entspriechenden Internetsite ze publizéieren an à jour ze halen. Fir d'Liquiditéite vun de Fournisseuren net op d'Spill ze setzen, rembourséiert de Staat d'Präisreduktioun a Form vun Avancen un d'Fournisseuren an dat a véier trimesteriellen Tranchen op d'Joer verdeelt. De Montant vun den Avancë läit jeeweils bei 200 Euro pro Tonn a gëtt op 90 % vun der Quantitéit applizéiert. Fir effektiv vun den Avancë profitéieren ze kënnen, mussen d'Fournisseuren dann awer eng ganz Rei Donnéeë liwweren, déi Dir a mengem schréftleche Rapport am Detail kënnt noliesen.

Fir all Fournisseur, deen da vun enger Reduktioun oder méi Reduktioune profitéiert huet, gesäit de Projet de loi och eng ganz Rei Obligatioune vir. Dozou gehéiert ënnert anerem d'Deklaratioun vun allen Detailer, déi sech op d'Vente an op d'Reduktioune bezéien, déi hinnen ënnerhalb vun deene véier Avancen zougestane gi sinn. De 15. Februar 2024 kënnt et dann zum Décompte final, dee sämtlech ausbezuelten Avancen an effektiv Reduktioune muss enthalen, déi vun de Fournisseuren deklaréiert gi sinn.

Am Fall, wou den Total vun den Avancen zum Schluss méi héich läit wéi déi reell Kompenséierung, muss de Fournisseur den Excedent ënnerhalb vun 30 Deeg zréckbezuelen. Ausbezuelt ginn d'Montanten iwwert de Klima- an Energiefong, dee par rapport zu de Fournisseure vun de Privileegie vum Trésor de l'État profitéiert an ënnert d'Kompetenz vum Ëmweltministère fält.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wichteg sinn natierlech och d'Kontrollen. Dës kënnen zur jidder Zäit stattfannen a musse spéitstens sechs Méint no der Opstellung vum finalen Dekont gemaach ginn. Dat heescht, datt d'Informatiounen, déi enger Demande vun der Aschreiwung an de Regëster zugronn leien, op hir Veracitéit, hire Warheitsgehalt, iwwerpréift kënne ginn.

Wat dann de finanziellen Impakt vun dësen Aiden ugeet, sou huet d'Regierung decidéiert, eng global Enveloppe vu 6,4 Milliounen zur Verfügung ze stellen. Dëse Montant ass opgrond vu follgende Variabelen definéiert ginn: éischtens, eng Consommatioun vun Holzpellets am residentielle Secteur vun 21.920 Tonne fir d'Joer 2020 – dëst entsprécht den Donnéeë vum Statec –; eng duerchschnëttlech Erhéijung, dat ass den zweete Punkt, vun der Consommatioun vun Holzpellets an der Héicht vun 13,2 % am residentielle Secteur; an, wéi gesot, eng finanziell Kompenséierung vu 35 % vum Präis mat engem Maximum vun 200 Euro pro Tonn, wéi ech et am Ufank gesot hat.

Op Basis vun de genannten Zuele gëtt d'Consommatioun am residentielle Secteur generell op 31.797 Tonne fir d'Joer 2023 ugesat. No all dësen Zuelen an Erklärunge kommen ech dann nach kuerz bei déi eenzel Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen, ugefaange beim Avis vum Staatsrot vum 15.11.2022 (veuillez lire: vum 02.12.2022). A sengem Avis huet de Staatsrot e puer generell Remarken zum Text formuléiert an huet och dräi Oppositions formelles erhuewen, déi duerch entspriechend Textännerunge konnten aus der Welt geschaaft ginn. Et goung ëm Prezisiounen am Text an ëm d'Ëmformulatioun vun enger Rei Terminologien.

Den Avis vun der Chambre des Salariés staamt da vum 06.12.2022 an d'Chambre des Salariés huet och hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn an doriwwer eraus awer och eng Rei Ergänzunge gefuerdert. Kritik koum virun allem géintiwwer der Applikatiounsperiod vun dëser finanzieller Kompenséierung, wou d'CSL der Meenung war, dass dës Aidë retroaktiv ausbezuelt misste gi bis an d'Joer 2022 zréck. Laut der Chambre des Salariés riskéiert de Krittär, fir an de Genoss vun den Aiden ze kommen, déijéineg Fournisseuren auszeschléissen, déi net iwwer Camions-citernes verfügen, mee hir Clienten op eng aner Manéier beliwweren, beispillsweis a Säck oder sougenannte „Big Bags".

An der selwechter Optik bedauert d'CSL och, datt d'Menagen, déi Holzpellets just als complementaire oder verstäerkt Energiequell asetzen, vun den Aiden ausgeschloss ginn. A schlussendlech ass se der Meenung, datt all aner Form vun Holz oder Holz fir ze wiermen oder ze verbrennen, wéi Holzspéin oder geschloent Holz, och an de Genoss vu Subventioune sollt kommen.

Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics vum 12.12.2022: Dora steet, dass dës Beruffskummer de Projet de loi integral ënnerstëtzt, si fuerdert allerdéngs och eng obligatoresch Reduktioun vum Präis vun de Pellets, gradwéi och Sanktiounen, déi mam Netrespekt vun där Reduktioun verbonne misste ginn, a gradwéi d'CSL vermësst d'Beruffskummer, also d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, dann och d'Retroaktivitéit vun dësen Aiden.

Den Avis complémentaire vum Staatsrot koum den 13.12.2022, an deem en dem Projet de loi gréng Luucht ginn huet, ënnert der Konditioun vun enger weiderer klenger Reformulatioun. Domat hätt ech de Gros vum Projet am Detail erkläert, aner Punkte manner, déi kënnt Der natierlech a mengem schréftleche Rapport noliesen. Domat hunn ech déi grouss Linne jiddwerfalls ëmfaasst.

Bleift nach ze soen, datt dëse Projet de loi de 15. November 2022 vum Minister Claude Turmes deposéiert ginn ass an datt mäi Rapport den 20. Dezember, de leschten Dënschden also, majoritär an der Kommissioun ugeholl ginn ass. Domat ginn ech dann och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

An da sinn ech gespaant drop, ob ech wierklech Recht hat domat, dass den Här Minister mam Vëlo koum. Ech woen, et ze bezweifelen bei deem Wieder. Ech hu mech warscheinlech geiert.

Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Da kann ech och deene Kolleegen, déi sech Suerge gemaach haten, soen, dass de Minister net gefall ass!

(Hilarité)

An ech ginn direkt d'Wuert dem Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Lorsché fir deen detailléierten an explizitte schréftlechen an och mëndleche Rapport. Mir hate ganz konstruktiv Gespréicher an der Kommissioun, wéi mer déi Diskussioun haten iwwert d'Pellets, wou och all déi Problemer, déi d'Madamm Lorsché elo grad ënnerstrach huet, ob mat „Big Bags" oder och déi Diskussioune mat der Retroaktivitéit … Dat war eng laang an eng konstruktiv Diskussioun.

Ech mengen, dass et wichteg ass, wa mer soen: „Bei Gas, Masutt an Elektresch gi mer Hëllefen", dass mer dann och musse bei de Pellets dat selwecht ginn, fir och do en Equiliber ze halen zwëschent deene Leit, déi e Choix gemaach hunn op déi eng oder aner Energiequell ze goen. Dat Eenzegt, mee do weess ech, dofir kann den Här Minister net – deen heite Minister net –, mee do ass en aneren dofir zoustänneg, dat ass déi Fro, déi ëmmer bleift: Leit, déi elo de Choix huelen, eng Pelletsheizung ze kréien, déi hu Problemer, fir se montéiert ze kréien, well mer keng

Leit hunn um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, déi de Moment amstand sinn, dat séier genuch ze maachen.

An dat ass e Problem, net nëmme bei de Pellets, dat kann een och bei anere Beispiller soen och vu Pompelen, Wärmepompelen an alles. An dat ass och nach e Punkt, dee mer mussen ugoen, well hei dat mat de Sue kënne mer einfach mat engem Fiederstréch an engem Gesetz maachen, dat zwar vill Geld kascht, mee fir déi Leit ze kréien, déi qualifizéiert Leit, déi mer brauchen an där Branche, déi kréie mer net hei, well mir elo decidéieren, mir ginn esou vill, an da sinn d'Leit do. Dat ass e ganz grousse Problem, dee mer hunn. Ëmmer méi Firmae soen Iech dat, wann Der urufft.

An do musse mer och all zesummen, net nëmmen déi Leit aus der Energie, mee och déi aus dem Handwierk an déi aus der Bildung, eng Hand mat upaken, well soss gëtt dat e Problem, deem mer net méi nokommen. An dat Gesetz vu virdru vum Här Kersch mat den Infirmièren ass horgenau dat selwecht.

An do, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et wichteg, dass mer als Chamber 2023 déi Decisiounen huelen, fir dass mer dat qualifizéiert Personal kréien, wat mer brauchen, dass mer op d'mannst en Ufank maachen. Mir sinn elo dräi Joer mat der Kris amgaang, mee ech mengen, mir hu scho vill heibannen driwwer diskutéiert. Mee mir mussen elo do Neel mat Käpp maachen, an dat am Interêt vun de Leit an och am Interêt vun der Transitioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Loosst mech fir d'éischt der Rapportrice Merci soe fir hire pedagogeschen a komplette Rapport. Dat heiten ass e Projet, deen net am Tripartite-Accord festgehalen ass, mee awer aus der Tripartite-Kommissioun kënnt. Dat heescht, mir hunn als Kommissioun, mir hunn als Parlament hei eis Aarbecht gemaach, fir op e Punkt opmierksam ze maachen, deen eis wichteg war, nämlech dass déi ronn 1.600 Stéit zu Lëtzebuerg, déi eng Pelletheizung privat hunn, och an de Genoss kënne komme vun enger Hëllef, gradesou wéi déi aner Stéit.

Mir hunn an der Chamberskommissioun och thematiséiert, dass et wichteg wär – mir hu grad virdru vun de Fournisseure geschwat; et gëtt net nëmme Fournisseuren zu Lëtzebuerg, et gëtt och Fournisseuren am Ausland, am Saarland an a Rheinland-Pfalz, fir just déi ze nennen –, déi och ze sensibiliséieren, dass se sech elo an dee Regëster androe kënnen, fir d'Lëtzebuerger Consommateure kënnen ze beliwweren an dass dann och déi Leit, déi beliwwert ginn, kënnen an de Genoss komme vun där staatlecher Hëllef hei.

Ceci étant dit, géif ech soen, gi mir natierlech och den Accord zu dësem Projet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An dann huet als Nächsten den Yves Cruchten d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Mir bleift just nach der Madamm Lorsché villmools Merci ze soe fir hire Rapport a selbstverständlech stëmme mir dat Gesetz mat.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An dann den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci, Här President. Och fir der Madamm Lorsché Merci ze soen. Si huet dat ganz gutt gemaach. Ech wollt och eisen Accord ginn, awer mir hate gëschter eng Kéier kuerz geschwat, och mam Här Minister, datt mer awer e puer Ëmweltaspekter vun de Pellets nach sollten eng Kéier diskutéieren. Ech mengen, dat ass einfach e wichtege Sujet.

Ech huelen un, datt den Här Minister haut déi Äntwerte bruecht huet. Ech wär ëm dankbar dofir. Awer, wéi gesot, mir stëmmen dëst Gesetz mat, well mer eeben der Meenung sinn, datt jiddereen an dësen Zäite muss gehollef kréien, selbstverständlech och déi vill Leit, déi eng Pelletheizung doheem hunn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Wuert d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, mir stëmmen och dat Gesetz hei mat, dee Projet de loi hei mat. Der Rapportrice e grousse Merci fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

Natierlech schléisse mir eis awer och e bëssen der CSL hire Kritikpunkten un, well fir déi Leit, déi eng Pelletheizung hunn, war et natierlech elo zimmlech blöd. Jiddwereen ass subventionéiert ginn. Si hunn awer och hiren „Tank", soen ech emol, gefëllt, ier de Wanter koum, dat heescht, si hunn do keng Subside kritt dovunner. An et muss een och wëssen, datt natierlech och d'Fournisseuren, virun allem déi aus dem Ausland: Déi hunn d'Lagere voll. Déi halen zum Deel d'Wuer zréck an do gëtt kënschtlech de Präis an d'Luucht gedriwwen, wat eng relativ Frechheet ass vis-à-vis vun de Leit, well déi sech do wierklech op Käschte vu Leit elo eng gëllen Nues wëlle verdéngen. A mir subsidiéieren dat och nach, well mer keen anere Choix hunn, an dat ass einfach schued.

Natierlech ass et och blöd, datt een nëmme ka mat engem Camion-citerne beliwwert ginn. Mir hunn awer och déi ganz Diskussiounen an der Kommissioun matgemaach a mir wëssen, wéi schwéier et war, iwwerhaapt dat Gesetz hei zesummenzekréien, a wéi schwéier et war, iwwerhaapt hei eng Léisung ze fannen. Et war net einfach, dofir am Numm vun de Leit awer e grousse Merci, datt eng Léisung fonnt ginn ass.

Natierlech hate mir als déi Lénk jo eng aner Propos bruecht. Mir hate jo gesot, mir sollen de Leit alleguer ganz einfach Energiegeld ginn, wat versteierbar wär, an déi, déi et net gebraucht hätten, hätten et iwwert d'Steieren zréckbezuelt. Dann hätt ee sech och net brauchen esou vill Gedanken ze maachen, wee mat wat hëtzt a fir wat fir eng Hëtzesaart a Weis ee wéi eng Subside muss opbréngen. Well effektiv och déi, déi mat nach ganz anere Saachen hëtze wéi mat normalem Holz, si jo och hei ausgeschloss. Duerfir wier vläicht eng méi allgemeng Reegelung besser gewiescht fir jiddwereen.

Mee bon, wéi gesot, mir stëmmen dat heite mat a mir si frou, datt d'Leit elo do awer och gehollef kréien. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Clement, Dir sidd prett an Dir hutt och direkt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Tripartite-Accord gouf eng ganz Rei un Aidë geholl, fir d'Leit hei am Land wärend dëse schwéiere Krisenzäiten – an dat muss ee soen: Et si schwéier Krisenzäiten – ze ënnerstëtzen. An domadder hu mer am Prinzipp guer kee Problem.

Am Géigendeel: U sech begréisse mer dës Aiden, och wa se eis ze vill mat der Strenz verdeelt ginn. A jo, och mir si fir eng Hëllef fir Leit mat enger Pelletheizung. Bon, am Ufank hat een déi Leit bal vergiess.

Woumat mer dann awer e bësse méi e Problem hu wéi mam Prinzipp, dat ass de Finanzement vun dësen Aiden. A jo, et ass keen einfache Projet, mee dës Aidë gi mat Suen aus dem Klimafong bezuelt, engem Fong, deen ënner anerem als Zil huet, Mesuren ze finanzéieren, déi eis an eisem Kampf géint de Klimawandel zeguttkomme sollen, hei als Stéchwuert d'Beispill vun enger energeetescher Sanéierung. An dat ass hei guer net de Fall. U sech ginn hei Suen zweckentfremdet, amplaz se fir dat ze benotzen, fir dat se virgesi sinn.

Grondsätzlech hu mer och e Problem mat Pellets u sech. An ech maachen elo hei deene Leit guer kee Virworf, déi sech esou eng Pelletheizung ugeschaaft hunn, well u sech sinn dës Leit Affer vun enger falscher Energiepolitik vun deene leschte Jore gewiescht. Et ass net eréischt zënter Kuerzem bekannt, datt Pellets eeben net esou nohalteg sinn, wéi ee ganz laang gesot huet. Gëschter gouf hei op dëser Plaz gesot, datt d'Nohaltegkeet vun de Pellets hei zu Lëtzebuerg awer guer net esou schlecht soll sinn. Mir sinn do anerer Meenung, mee bref.

Ech hunn et gëschter scho gesot an ech widderhuelen et haut dann nach eng Kéier: Datt et Primme fir nei Pelletheizunge gëtt, ass fir eis net de richtege Wee, well domadder drécke mer de Problem och an d'Zukunft!

Bon, ëmmerhi gouf jo gëschter dann och gesot, datt Pelletheizunge jo net méi als laangfristeg Alternativ fir d'Zukunft gesi ginn. Schwätze mer guer net dovunner, datt et schwéier ass, eng installéiert ze kréien. Mee da stellen ech mer awer d'Fro, wa mer soen: „Et ass keng laangfristeg Zukunftsvisioun méi fir Pelletheizungen do", firwat subventionéiere mer dann nach den Abau vu Pelletheizungen?

Et ass e wichtegt Signal, datt mer déi Leit, déi eng Pelletheizung hunn, elo ënnerstëtzen, esou wéi mer all Leit, déi wéinst der Kris Problemer hunn, fir d'Enner beieneenzekréien, ënnerstëtze mussen, mee kommt, mir maachen eis dach näischt vir: Mir sollten e staarkt Signal no bausse ginn, datt Pelletheizungen net d'Zukunft sinn, an ech hoffen, datt dat awer och iergendwann eng Kéier kënnt!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet direkt den Här Energieminister. Dir hutt d'Wuert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Villmools merci. Fir d'éischt och e grousse Merci un d'Madamm Lorsché fir de Rapport, och dass dat alles esou schnell gaangen ass an der Tripartie-Kommissioun, fir dass mer elo op den 1. Januar déi Aidë kënnen ausbezuelen.

Ech si frou, dass mer déi Aidë fir Pellets fäerdegbruecht hunn. Dat war méi schwéier, well dat e Secteur ass, wou mir net d'Fournisseuren direkt haten, wou mer hu misse fir d'éischt emol iwwerleeën: Wéi kënne mer dat iwwerhaapt hikréien An dee Choix,

dee mer elo gemaach hunn, mengen ech, ass dee richtege Choix, well e fir d'Leit einfach ass an onbürokratesch an eeben och da séier geet.

Leit, déi Pelletheizungen zu Lëtzebuerg hunn, dat sinn oft Leit, déi vläicht méi fréi wéi anerer ëmweltbewosst oder klimabewosst waren. An duerfir ass et besonnesch wichteg, dass mer fir déi Leit och haut hei eng Aide stëmmen.

Vläicht nach zu där Remark vum Här Spautz: Ech mengen, gëschter hat ech scho kuerz ugekënnegt, dass mer mam Här Engel amgaang sinn, drun ze schaffen, fir nach zousätzlech Weiderbildungsmoossname grad fir déi Leit, déi aus dem Masutt a Gas gutt sinn, an dass mer déi dann eriwwer huelen op virun allem d'Wärmepompelen. An do wäerten nei Ausbildungsprogrammer och schonn Ufank vum Joer ulafen. Ech mengen, et ass e Manktum, deen do ass, an et ass e Manktum, dee mer awer konsequent als Regierung uginn.

Vläicht nach eng Kéier un d'Madamm Cecchetti: Merci, dass Der dat och ënnerstëtzt. Är Remark, dass een dat aneschters hätt kënne maachen: Ech mengen, firwat hu mer d'Aiden? Firwat hu mer de Gaspräisdeckel esou gemaach, wéi mer e gemaach hunn? Firwat hu mer Masutt gemaach? Firwat hu mer Stroum gemaach? Firwat maache mer dat heiten? Majo, well mer zu Lëtzebuerg en Indexsystem hunn a well mer, wa mer dat net esou gemaach hätten, dann hätte mir de Leit en Energiescheck ginn a mir hätten nach dräi, véier, fënnef Indextranchen och gehat. An ech mengen, mir mussen, wa mer Aidë ginn, natierlech och ëmmer kucken, a wéi engem System si mir hei zu Lëtzebuerg. A mir si frou an ech si besonnesch frou, dass mer deen heiten Tripartite-Accord an déi Mesuren, déi mer geholl hunn, natierlech och weiderhi stabiliséiert hunn. Ech soen iech Merci.

A, an dann war ech nach eng Äntwert schëlleg vu gëschter. D'LuxEnergie um Kierchbierg muss wéi all Industrieanlag hir Äschen da professionell entsuergen. Déi gutt Noriicht ass, dass e groussen Deel vun deenen Äsche vun esou enger gudder Qualitéit ass, datt ech se kann an der Landwirtschaft asetzen.

Dat heescht, déi ginn an de Felder genotzt, eebe quasi als en Dünger. An da gëtt nach en Deel iwwer eng spezialiséiert Offallfirma fachgerecht entsuergt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8098. Den Text steet am Document parlementaire 8098[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8098 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8103 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de l'introduction d'une contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation

Mir kommen elo zum Projet de loi 8103 iwwer eng negativ Contributioun am Kader vu Kompensatiounsmesurë beim Elektreschen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Bei dësem éischter technesch ausgeriichte Projet de loi mat der Nummer 8103 geet et drëms, d'Stroumpräisser op den Niveau vun 2022 fir verschidden Enncliente fir d'Joer 2023 ze stabiliséieren an domat enger weiderer Decisioun aus dem leschten Tripartite-Accord eng legal Basis ze ginn.

Fir dës Moossnam ëmsetzen ze kënnen, muss d'Optioun vu enger sougenannter „contribution négative" am gesetzlech definéierte Kompensatiounsmechanismus vun de Stroumpräisser verankert ginn. Et ass dat, wat mer mat dësem Projet de loi maachen.

Parallell zu dësem Projet de loi ass och e Règlement grand-ducal ausgeschafft ginn, deen d'Prozedur an d'Modalitéite vun der negativer Contributioun zugonschte vu gewëssenen Enncliente reegelt.

Fir dat Ganzt besser verstoen ze kënnen, ass et wichteg ze wëssen, datt verschidden Entreprisen, déi um Stroummarché aktiv sinn, sougenannten „obligations de service public" ënnerleien. Dës bezéie sech op d'Sécherheet, d'Regularitéit, d'Qualitéit, d'Ëmweltnormen an de Präis vun der Stroumliwwerung. Dat heescht ënner anerem, datt dës Firmen als ëffentlech Fournisseure vu Stroum obligéiert sinn, de Stroum op Basis vun erneierbaren Energiequellen anzekafen oder awer iwwer eng Kogeneratioun mat héijem Rendement.

Am Zesummenhang mat dësen Obligatiounen ass e „mécanisme de compensation", wéi en offiziell genannt gëtt, als feste Bestanddeel vun der Berechnung vum Stroumpräis geschafe ginn. Dëse Mechanismus, un deem all Stroumkonsument sech finanziell bedeelege muss, gëtt all Joer vum Regulateur, dem ILR, nei bestëmmt a variéiert jee no Kategorie, an déi de Konsument fält.

D'Kategorie A applizéiert sech fir déijéineg Clienten, déi e järleche Stroumverbrauch vu maximal 25 Megawattstonnen hunn. D'Kategorie B viséiert d'Gesamtheet vun de Clienten, déi e Stroumverbrauch vun iwwer 25 Megawattstonnen hunn am Joer, mat Ausnam vun der drëtter Kategorie, der Kategorie C. Ënnert dës Kategorie C fale sämtlech Entreprisen aus dem Produktiounssecteur, déi e Stroumverbrauch vu méi wéi 20 Gigawattstonnen hunn oder de festgeluechte Krittäre vun de Betriber mat héijem Stroumverbrauch entspriechen.

De Prinzipp respektiv d'Zil vum Kompensatiounsmechanismus besteet dodran, d'Zousazkäschten, déi beim Akaf vun erneierbaren Energien entstinn, gerecht ënner all de Stroumclienten opzedeelen. Duerch d'Erhéijung vun de Stroumpräisser um Grousshandelsmaart koum et allerdéngs elo zur Situatioun, datt de Mécanisme de compensation en Iwwerschoss gemaach huet an datt esou fir d'Joer 2022 bal 43 Milioune vum Joer 2020 an 2021 reportéiert goufen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Stroumpräisser fir d'Joer 2023 op Basis vun all dësen Elementer stabiliséieren ze kënnen, mussen zwou Konditiounen erfëllt ginn, déi bis haut net am Gesetz virgesi waren. Éischtens muss den Iwwerschoss, deen ech virdru genannt hunn, a Form vun enger Contribution négative zugonschte vum Client genotzt kënne ginn, an zweetens muss de Staat d'Méiglechkeet kréien, de Kompensatiounsmechanismus mat enger zousätzlecher finanzieller Contributioun anzespeisen.

Am Fall, wou de Kompensatiounsmechanismus en Iwwerschoss opweist, schreiwen d'Netzbedreiwer den Ennclienten déi betraffe Montanten entweeder direkt oder awer iwwert de Wee vun de Fournisseuren gutt.

Bleift nach ze soen, datt dëse Projet de loi keng Dispositioun enthält, déi de Staatsbudget an iergendenger Form belaascht.

Dir Dammen an Dir Hären, no dësen e wéineg méi komplexen Erklärungen a puncto Stroum kommen ech zu den Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen a séier resuméiert sinn.

A sengem Avis vum 13. Dezember 2022 huet de Staatsrot e puer Remarke formuléiert, déi d'Visibilitéit an d'Verständnis vum Text betraff hunn an derzou gefouert hunn, datt d'Kommissioun den Text entspriechend ugepasst huet.

D'Chambre des Salariés huet sech mat dësem Projet de loi d'accord gewisen a betount, datt se all Moossnam ënnerstëtzt, déi geduecht ass, fir d'Kafkraaft vun de Menagen ze stäerken.

D'Chambre des Fonctionnaires huet och hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn an huet keng weider Remarke gemaach.

An der Kommissioun vum 20. Dezember huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl, soudatt der Ëmsetzung vun dëser wichteger Moossnam, géif ech emol mengen, net méi vill am Wee dierft stoen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, soen awer nach net direkt Merci, well eis nach eppes opgefall ass, Här President. Ech wéilt Iech nach informéieren, datt sech eng kleng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlach huet. Am zweeten Alinea vum Artikel 1 zum Schluss vum Saz ass ze liesen: „à l'alinéa 5" amplaz „à l'alinéa 4". Dat heescht, do misst d'Fënnef duerch d'Véier ersat ginn (veuillez lire: do misst d'Véier duerch d'Fënnef ersat

ginn). Ech denken, et dierft kee Problem duerstellen, dës Erreur matérielle nach ze behiewen.

Da soen ech awer och elo Merci fir Är Opmierksamkeet an den Accord hunn ech scho ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Lorsché fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Bericht.

D'Kolleegen aus der Tripartite-Kommissioun wëssen, datt ech ëmmer ee Problem hunn hei derbäi, dat sinn déi 25.000 Kilowattstonnen bei Leit, déi eng Nuechtspäicherheizung hunn, wat nach e bësse méi eng Technik ass, déi et scho bësse méi laang ginn ass. Där ginn et der hei am Land nach tëschent 2.500 an 3.000, an do sinn awer Leit derbäi, déi hunn eng Consommatioun, déi iwwert déi 25.000 Kilowattstonnen erausgeet. Wa se gläichzäiteg an deem Stot och nach en Auto hunn, dee se gären elektresch lueden, da packe se et net an da bleiwe se net an där Präiskategorie. An dat ass e klenge Bauchwéi, deen ech hunn.

Den Här Minister hat mer versprach, et wier keen, dee bei der Heizung derbäi wier, deen iwwert déi 25.000 Kilowattstonne wäert kommen. Ech hoffen, dass dann, wa mer den Dekont maachen um Enn vum nächste Joer, och wierklech keen derbäi ass. Ech hunn hei Modeller kritt vu Leit, déi bis op 28.000 Kilowattstonne kommen. Dat sinn Nuechtspäicherheizungen. Dat ass de Gesamtverbrauch vum Stot nach iwwert d'Heizung plus den Auto lueden eraus, deen da bei 28.000 bis 29.000 Kilowattstonne läit. Well wann dat de Fall wier, dass dat sech och d'nächst Joer nach bestätegt, da wier dat awer fir déi Leit eng zolidd Belaaschtung, wa si net kéinte vum Tariff A profitéieren.

Mir haten eng laang Diskussioun an der Kommissioun, een- oder zweemol, net nëmme mam Här Minister, mee och mat sengen Experten, a si hu gesot, meng Bedenke wieren do vläicht ze streng. Ech hoffen, dass ech dann Onrecht hunn, mee ech fäerten, dass dat de Fall wäert sinn. An ech géif nach eng Kéier en Appell maachen un de Minister, wann dat sech géif erausstellen, dass dat esou ass, dass een do awer deene Leit och nach kann Hëllefen zoukomme loossen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. D'Präisstabilitéit um Elektreschen, zesumme mat anere Mesuren, déi an der Tripartite festgehale gi sinn, déi zile jo grad dodrobber of, d'Inflatioun ze drécken. An d'Berechnunge soe jo, dass déi Mesuren, déi geholl gi sinn, d'Inflatioun bis zu 4 % erofdrécke kënnen, an eleng de Präisdeckel hei, d'Präisstabilitéit um Stroum, wäert do 1 % bäidroen. A mir hu jo scho gesinn, wéi vum leschte Mount op dëse Mount d'Inflatioun zréckgaangen ass.

Ech mengen, dat ass eng gutt Noriicht, fir d'Stéit alleguer, mee ech mengen, et ass besonnesch eng gutt Noriicht fir déi Stéit mat klengen a mëttleren Akommessen, well et grad déi sinn, déi méi belaascht sinn duerch déi Präissteigerungen. Dat heescht, déi wäerten duerch dës Mesure hei Enn des Mounts méi am Portmonni hunn, an dat ass fir déi alleguerten eng gutt Noriicht.

Domadder géif ech den Accord gi vun der Demokratescher Partei, awer net ouni der Rapportrice Merci ze soe fir hiren exzellente Rapport. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ech schléisse mech deem Merci un. Merci der Madamm Rapportrice, der Madamm Lorsché, an ech ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An elo ass d'Wuert fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Madamm Lorsché. A mir stëmmen dat hei selbstverständlech mat, am selwechte Geescht, wéi d'Kolleegen et hei scho beschriwwen hunn.

Ech wollt awer vläicht nach eng Bemierkung maachen. An dat ass mat all deenen Hëllefsmoossnamen, déi mer hei zesummen huelen – ech betounen: déi mer zesummen huelen –, wéi gëtt dat dobaussen duergestallt? An ech ginn Iech hei e Beispill, dat huet eis awer interpelléiert. Dat ass elo eng Facture vu SUDenergie. Hei ass dann e Consommateur privé, deen huet säi Plang geschéckt kritt, Plan de paiement applicable fir d'Avancë vum Gas.

Gutt, mir hëllefe jo och beim Gas. An da steet dann do: „Contribution au prix du gaz par le Gouvernement", „Prise en charge des frais de réseau par le Gouvernement". Mir denken awer, dat si staatlech Suen, dat ass e Budgetsartikel, mir decidéieren dat als Chamber, dat ass eng „Prise en charge par l'État", an net „par le Gouvernement". Ech mengen, de Gouvernement mécht e Projet de loi, mee dann ass et eng staatlech Hëllef un d'Leit. A mir hätten nawell gär, datt dat och esou duergestallt gëtt, well et ass esou, wéi et ass.

Ech hunn dat Beispill vu SUDenergie geholl, well wann ech mech elo net ieren, sinn do 14 Gemenge vertrueden. Dat ass also elo näischt reng Privates, dofir hunn ech dat Beispill geholl. Do sinn ëffentlech Acteuren, déi do dra sinn. Do gëtt et e Conseil d'administration, do sëtzt och deen een oder aneren ... oder eng Persoun, vun där ech weess, déi heibannen och ass, déi ass och dora vertrueden an deem Conseil d'administration.

An eisen Appell als ADR ass awer just, datt mer dat dobausse sou duerstellen, wéi et ass, nämlech als eng Contribution de l'État, fir d'Leit ze ënnerstëtzen an dëser Situatioun, datt se net a finanziell Schwieregkeete geroden. Et ass keng Walkampfveranstaltung fir d'Regierung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, e grousse Merci och dës Kéier nach eng Kéier der Rapportrice fir hiren exzellente Rapport, souwuel mëndlech wéi schréftlech.

Dann ass natierlech ... Déi heite Mesure, déi bett sech an an all déi aner Mesuren. A mir fannen dat och ganz richteg, datt mer d'Stroumpräisser net ze vill derapéiere loossen, mee och effektiv kucken, wéi mer alles dobausse kommunizéieren. An och dem Här Spautz senge Suergen, wann dat dann esou ass, mengen ech, muss een och – wéi soll ech elo soen? – Rechnung droen. Merci. Ech sinn elo net op d'Wuert komm. Deene muss ee Rechnung droen, fir datt net dann awer e puer Leit do duerch de Raster falen. Dat wier immens schued.

Op där anerer Säit fanne mer et awer och gutt, datt et scho gedeckelt ass, fir datt een net egal wat ka maachen oder net oppasst, wéi vill Stroum ee brauch.

Also, wéi gesot, mir stëmmen dat dote mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de Schluss mécht den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss vun den Tripartite-Texter komme mer dann nach eng Kéier zréck op den Deckel um Präis vum Elektreschen. D'Madamm Rapportrice huet dat jo gutt duergestallt: Et geet jo wierklech just drëm, datt, wann duerch d'Reduktioun vum Elektropräis en Excedent beim Stroumfournisseur entstoe sollt, en deen och weidergëtt. An ech mengen, dat kléngt fir mech op den éischte Bléck ganz natierlech a ganz normal. An et ass och wichteg, datt mer dat elo hei am Gesetz festschreiwen. An dofir wäerte mir dee Projet och matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Merci villmools dann nach eng Kéier och un d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

Firwat ass déi Aide hei wichteg? Aus dräi Grënn. Deen Éischten ass: Et ass eng vun den Aiden, déi wierklech all Bierger erreecht, a si kënnt – an dat huet de Statec eis nach eng Kéier confirméiert – iwwerproportionell och deene Stéit entgéint, déi manner Revenuen hunn. Dat Zweet ass, datt se an eisem Indexsystem e groussen Impakt huet, well se eeben all eenzelne Menage betrëfft. An dat Drëtt, an dat war mer och wichteg: Mir mussen, wa mer wëlle Klimapolitik maachen a Politik maachen, fir manner ofhängeg ze si vu fossiller Energie, natierlech kucken, dass et an der Wirtschaftsrechnung méi attraktiv ass, en elektreschen Apparat ze hunn, wéi e fossillen Apparat. Dat heescht, de Stroum muss sou gënschteg sinn, datt ech motivéiert sinn, och finanziell, fir vu Gas oder Masutt op eng Wärmepompel ze goe respektiv vun engem Diesel- oder Bensinnsauto eriwwer op en elektreschen Auto. An duerfir ass et och wichteg, dass mer déi Aide hei maachen.

D'Gréisstenuerdnung vläicht nach eng Kéier: Wa mer net intervenéiert hätten, da wier de Stroumpräis vun 20, 21 Centimes pro Kilowattstonn, déi mer d'lescht Joer an dëst Joer haten, elo eropgaangen op 35. An ech mengen, dat ass schonn eng ganz konsequent Moossnam, déi mer hei maachen, fir eeben dann de Stroumpräis ze stabiliséieren duerch déi Contributioun, déi d'Madamm Lorsché exzellent erkläert huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8103. D'Madamm Rapportrice hat et gesot: Et huet sech eng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlach. Am zweeten Alinea vum Artikel 1 zum Schluss vum Saz ass ze liesen „à l'alinéa 5" amplaz „à l'alinéa 4". De Staatsrot ass vun dësen Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8103 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Do feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Tess Burton), M. Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 8110 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch, vun dësem Joer, ass de Projet de loi 8110 iwwert d'Aféiere vu Bäihëllefen, déi d'Hausse vun de Präisser vun den E-Borne soll limitéieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Rapportrice ass d'Madamm Josée Lorsché.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dëse leschte Projet de loi viru Chrëschtdag, deen den 2. Dezember 2022 vum Energieminister Claude Turmes deposéiert ginn ass, huet als Zil, d'Benotzerinnen an d'Benotzer vun den ëffentleche Chargy-Borne finanziell ze entlaaschten.

Deemno reit dëse Projet de loi sech wéi vill anerer an an déi ganz Serie vu Moossnamen, déi vun der Regierung geholl ginn oder scho geholl gi sinn, fir d'Kafkraaft an Zäite vun extreem héijen Energiepräisser ze stäerken. Hei muss ee jo wëssen, datt notamment déi steigend Stroumpräisser d'Luede vun Elektroautoen op ëffentleche Borne méi deier maachen, vu datt dës Bornen net vum Afréiere vun de Stroumpräisser, wat mer virdrun hei diskutéiert hunn, betraff sinn.

Dëse Projet de loi ass deemno eng logesch Konsequenz vun der Stroumpräisstabiliséierung fir d'Ennclienten, déi am Tripartite-Accord verankert ass, och wann de Volet vun de Chargy-Bornen net explizitt am Accord festgehale ginn ass.

Fir d'Clienten ze entlaaschten, iwwerhëlt de Staat en Deel vum Käschtepunkt, deen duerch d'Bereetstellung vun dësem „Mobilitéitsservice", wéi et am Gesetz genannt gëtt, um gesamten Territoire vu Lëtzebuerg entsteet. Applizéiert gëtt dës Moossnam vum 1. Januar 2023 bis zum 31. Dezember 2023.

Si bedeit, datt d'Präisser, déi vun de Fournisseuren applizéiert däerfe ginn, erofgesat ginn an datt d'Fournisseuren hirersäits vum Staat kompenséiert ginn. Dës Approche soll et erlaben, d'Elektrifikatioun vum Transport trotz de steigende Stroumpräisser weiderzedreiwen an d'Dynamik, déi bei der Ëmsetzung vum Plan national énergie climat entstanen ass, oprechtzeerhalen.

Wat d'Reduktioun ugeet, esou gëtt déi um Prix variable pro Kilowattstonn vum Service berechent an op e maximale Montant vun 0,50 Euro pro Kilowattstonn limitéiert. Dat heescht, datt d'Präisreduktioun dem Differentiel tëscht dem héchste Maartpräis zanter dem Ufank vun der Kris an dem gewéinleche Maartpräis vu virun der Kris plus ou moins entsprécht.

Parallell dozou ass e Projet de règlement grand-ducal op de Wee bruecht ginn, deen déi entspriechend Modalitéiten um Niveau vun der Präisreduktioun definéiert.

Fir vun dëser finanzieller Kompensatioun profitéieren ze kënnen, mussen d'Fournisseure vun de Chargy-Bornen den Eligibilitéitskrittären entspriechen a sech iwwer en entspriechende Formulaire an e Regëster androen. Um Minister ass et dann, eng Lëscht mat den Nimm an Adresse vun de Fournisseuren ze publizéieren. Dozou gehéiert och d'Publikatioun vun de Präisser, déi d'Fournisseuren applizéieren an déi et de Clienten erlaben, d'Präisser mateneen ze vergläichen. D'Fournisseuren, déi am Regëster ageschriwwe sinn, applizéieren d'Präisreduktioun dee Moment, wou d'Rechnung opgestallt gëtt, an informéieren hir Clienten an deem Kontext och iwwert déi applizéiert Reduktioun.

Fir an de Genoss vun der staatlecher Kompenséierung ze kommen, mussen d'Fournisseuren d'Gesamtheet vun den applizéierte Reduktiounen eemol am Mount un den Energieminister kommunikéieren; dëst mat enger ganzer Rei vun Detailer, déi dozou gehéieren an déi Dir och a mengem schrëftleche Rapport kënnt liesen.

Fir Abusen ze verhënneren, huet de Minister dann och d'Recht, d'Veracitéit vun dësen Informatiounen zu all Moment ze iwwerpréiwen, mat engem Delai awer vu maximal sechs Méint, nodeems e se zougestallt kritt huet.

Fir de Staat läit de finanziellen Impakt vun dëser Moossnam bei 15 Milliounen Euro.

An der Praxis heescht dat, datt eng Persoun, déi ongefeier 3.000 Kilometer am Joer mat hirem Elektroauto fiert an hiren Auto, wéi gesot, op ëffentleche Bornen opluet, vun enger Reduktioun vun duerchschnëttlech 190 Euro am Joer profitéiere kann. Bei 20.000 Kilometer sinn et an der Moyenne ëm déi 1.271 Euro, sou wéi mer dat vum Här Minister an der Kommissioun erkläert kritt hunn.

Hei muss ee wëssen, datt um Niveau vum Präis en Ënnerscheed besteet, jee nodeems op wéi enger Aart vu Born den Auto geluede gëtt: Bei enger SuperChargy-Born sinn ongefeier 40 Cent pro Kilowattstonn ze bezuelen, bei enger normaler Born läit de Präis ongefeier 10 Cent méi niddreg an am Privatberäich, deen net vun dësem Projet de loi betraff ass, läit de Präis bei ongefeier 20 Cent pro Kilowattstonn. Et bleift also deemno nach ëmmer méi rentabel, den Elektroauto – wa méiglech – doheem opzelueden, vu datt de Stroumpräis am Privatberäich agefruer ass an net wäert klammen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach e puer Wierder zu den Avisen: A sengem Avis vum 16. Dezember 2022 huet de Staatsrot sech un enger Rei Formulatioune gestouss, fir déi en zwou Oppositions formelles erhuewen huet. D'Kommissioun huet deem Rechnung gedroen an den Text esou ugepasst, wéi de Staatsrot sech et gewënscht huet.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet dëse Projet de loi ënnerstëtzt, allerdéngs mat der Feststellung, datt den Text keng explizitt Obligatioun fir d'Fournisseuren enthält, d'Präisreduktioun ze applizéieren, an och keng Sanktioun fir de Fall, wou se et net maachen. Doriwwer eraus war d'Beruffskummer der Meenung, datt d'Prozedure fir d'Fournisseuren ze schwéierfälleg wieren an zum Risiko kéinte féieren, datt se retizent an der Applikatioun vun dësem Gesetz géife ginn. Aus deem Grond plädéiert d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics derfir, datt all Fournisseur gezwonge gëtt, d'Präisreduktioun effektiv unzewenden, an eng Sanktioun fir déijéineg anzeféieren, déi et net maachen.

An der Tripartite-Kommissioun huet dëse Projet de loi zu enger Rei méi kontroversen Diskussioune gefouert an och zu der Fro, ob dës Moossnam dann explizitt am Tripartite-Accord verankert ass. Ech hunn et virdru gesot, et ass eng logesch Konsequenz vun der ganzer Politik, déi d'Präisser am Energieberäich soll reduzéieren, an den Här Minister kann och nach gären dorop agoen.

Fir eis als Gréng setzt dëse Projet de loi jiddwerfalls dat richtegt Zeechen: En ënnerstëtzt eng Mobilitéit, déi onofhängeg vu fossillen Energië fonctionéiert an zu der Energietransitioun am Mobilitéitsberäich bäidréit, an dofir ginn ech och ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Do derbäi wëll ech awer och ofschléissend e puer Mercie lassginn. Fir d'alleréischt e Merci un den Dan Schmit, de Sekretär vun eiser Tripartite-Kommissioun, deen eis hei ...

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | ... mat Rot an Dot zur Säit stoung, an, ech muss soen, ganz kompetent schafft, dat muss een einfach ënnerstraichen, an dofir verdéngt en e risegrousse Merci! E Merci geet och u meng Mataarbechterin aus der grénger Fraktioun, d'Liz Reitz, wat och ganz séier a flénk geschafft huet, fir eis op de Wee ze bréngen, dass et séier geet. An natierlech dann och de President vun der Kommissioun, de Gilles Baum, verdéngt e Merci fir seng kollegial Zesummenaarbecht mat eis alleguer.

(Brouhaha général)

Dat gesot ass den Accord da vun der grénger Fraktioun ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Josée Lorsché e grousse Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President, ech maachen dat och kuerz. Mir soen der Rapportrice Merci

fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir haten als CSV effektiv d'Fro gestallt, ob dat do am Tripartite-Accord virgesi war. An am Tripartite-Accord comme tel ass et net virgesinn, weeder bei de Moossnamen, déi fir d'Privatstéit sinn, nach bei deenen, déi herno ënnert dem drëtte réimesche Punkt sinn, nämlech der Transition énergétique. Mir hunn och festgestallt, dass d'Enveloppe budgétaire, déi virgesinn ass – dat si 15 Milliounen Euro –, awer direkt oder indirekt wäert derzou féieren, dass de Präis zu Lëtzebuerg bei deenen ëffentleche Bornen e Stéck méi bëlleg ass, wéi dat an den Nopeschlänner ass, soudass dat net reng eng Moossnam ass, vun där eleng d'Stéit, déi op dem Lëtzebuerger Territoire sinn, beneficiéieren.

Fir de Rescht soe mer, dass mer dat hei am Sënn vu Subventiounsmoossname fir d'energeetesch Transitioun gesinn, an duerfir stëmmt d'CSV mat deene Virbehalter deen dote Projet de loi mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An da geet d'Wuert bei den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Et ass e ganz gudde Projet, e ganz interessante Projet, deen effektiv d'energeetesch Transitioun nach eng Kéier e Stéck weiderdreift.

Méi wëll ech dozou net soen, ausser der Madamm Lorsché e ganz, ganz grousse Merci. A merci fir d'Blummen, Josée!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech spieren heibannen eng gewësse Virfreed op de Feierowend an déi wëll ech net …

Une voix | Jo.

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | … ze vill op d'Prouf stellen, dofir soen ech der Rapportrice villmools Merci an ech ginn den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An dann ass den Här Fernand Kartheiser gradesou verstänneg, oder?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Bal.

(Hilarité et brouhaha)

Ech wollt eng kleng Ried hale vun enger hallwer Stonn, mee mäi Gott!

(Hilarité)

Une voix | Dir hutt nëmme fënnef Minutten!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt och der Madamm Lorsché villmools Merci soen, Här President, fir hire Rapport, a mir stëmmen dat och mat, awer just mat dëser Bemierkung: D'ADR ass fir Technologieoppenheet. Mir denken, datt déi bescht Technologie sech soll duerchsetzen, an datt jiddereen absolutt muss fräi si fir ze wielen, wéi säin Auto soll motoriséiert sinn. Ob een elo wëll Elektro, Bensinn, Diesel, dat ass eng Wiel vun de Leit, an déi respektéiere mir, an dofir wëlle mer och net elo onbedéngt d'Elektromobilitéit par rapport zu aneren iwwert de Staat favoriséieren, mee mir hätte gär eng Égalité d'armes.

An do komme mer dann zum deem Punkt, datt mer elo vum 5. Februar un, souwäit wéi d'Previsioune sinn, eng massiv Hausse vum Diesel hunn duerch déi Sanktiounen, déi deen Ableck a Kraaft trieden, vum 5. Februar un, an eisen Appell un d'Regierung ass a bleift, datt deen Ableck, wann déi Sanktiounspolitik dann zu där Hausse de prix do féiert, déi mer elo virausgesinn – sou soen d'Experten –, datt dat genau sou soll kompenséiert ginn an een de Leit soll genausou entgéintkommen, datt d'Regierung oder mir alleguer de Leit genausou sollen entgéintkomme wéi mer et elo hei am Dossier „Elektromobilitéit" maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Der Rapportrice e ganz, ganz grousse Merci. Ech maachen et och ganz kuerz. Ech soe just: D'fossill Energië sinn out, scho säit iwwer 30 Joer, a mir mussen endlech zu den Erneierbaren hikommen. Dofir ass dat hei alles supergutt a mir ënnerstëtzen dat do och, mir wäerten dat do och matstëmmen!

An da profitéieren ech hei, well et dee leschte Punkt ass, Iech alleguer schéi Feierdeeg …

(Exclamations)

… ze wënschen an e gudde Rutsch an d'neit Joer, Äre Familljen alleguer och! An ech mengen, mir sinn elo alleguer frou, wann et hei eriwwer ass!

Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also wann …

(Interruption, hilarité et brouhaha général)

Sou kuerz wéi d'Madamm Cecchetti kann ech leider net sinn!

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat läit nämlech dorunner, datt ech awer nach eng Kéier muss mat engem Iertum hei opraumen, datt et tatsächlech nach en Debat géif ginn ënner Wëssenschaftler, wat déi effizientst Untriibsform fir den Individualverkéier ass, …

(Interruption)

… an dat ass den Elektromotor. An do kann den Här Kartheiser a senger Welt vun den Dinosaurier, déi jo zum Pëtrol gi sinn, …

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

… iergendwann eng Kéier eppes soen, mee um Enn vum Dag vum Individualverkéier muss electrifiéiert ginn, wa mer wëllen aus där Klimakatastroph erauskommen. An dat ass de Wee, dee mer sollte goen, an dofir ënnerstëtze mir och deen heite Projet, well et wär dach kokass, wa mer an enger Situatioun wären, wou mer de Stroumverbrauch doheem géife subventionéieren, an op de Chargy-Bornen dobaussen de Präis komplett géif explodéieren. Dat wär net am Interêt vun der Saach. Deementspriechend freeën ech mech, eisen Accord heizou ze ginn, net awer, ouni mech de Wierder vu menger Virriednerin unzeschléissen, Iech alleguerte schéi Feierdeeg, e gudde Rutsch – rutscht net aus, wannechgelift! – ze wënschen, an domadder gi mir eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Villmools merci fir déi grouss Zoustëmmung fir zu dëser Mesure. Ech mengen, et war wichteg, dass mer do eeben och intervenéiert hunn, fir dass eeben dee Mismatch, deen do hätt kënnen entstoen zwëschen doheem elektresch lueden an op de Bornen, dass mer deen elo iwwert déi Mesure hei ausgeglach hunn.

Ech wëll awer da vu mir aus och nach e puer Mercie lassginn: de Kolleegen an der Regierung, der Tripartite-Kommissioun an hirem President an och hirem Sekretariat, dem Staatsrot, deen extreem schnell geschafft huet, an dann awer virun allem menge Mataarbechter, ech mengen, mir sinn e klenge Ministère, a säit Ufank August, Ufank Oktober hunn déi wierklech keng Méi gescheit, fir all déi Moossnamen hei op de Wee ze bréngen, an duerfir hinnen e ganz grousse Merci!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8110. Den Text steet am Document parlementaire 8110[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8110 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Dan Biancalana), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, …

Une voix | Sch!

M. Fernand Etgen, Président | … mir sinn elo um Enn vun der leschter Sitzung fir dëst Joer ukomm. Ech wëll da ganz kuerz e puer Mercie soen: Merci dem Generalsekretär Laurent Scheeck a sengen zwee Adjointen,

dem Benoît Reiter an dem Isabelle Barra, alle Mataarbechter aus der Verwaltung, de Fraktiounen an de Sensibilitéiten, déi eis duerch hir wäertvoll Aarbecht ënnerstëtzen. Merci och der parlamentarescher Press, déi mat derzou bäidréit, d'Bierger iwwer eis Aarbechten ze informéieren. Ech wënschen Iech alleguer e puer Deeg Rou, schéi Feierdeeg, e flotte Joreswiessel. Passt op Iech an op déi aner op a bleift gesond!

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, ech krut den Optrag, och Iech am Numm vun eis alleguerte frou a besënnlech Chrëschtdeeg ze wënschen. An, Dir wësst, ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | ... dëst Joer war e mouvementéiert Joer, heiansdo ass et och méi héich hiergaangen an dësem Haus, net zulescht an deene leschte 14 Deeg. D'nächst Joer stinn zwee grouss politesch Rendez-vousen un, mee, ech mengen, nichtsdestotrotz sollen déi Feierdeeg derzou déngen, dass jiddweree mol a sech geet, déi Rou hält, an dass dat d'nächst Joer trotz deenen zwou Echeancen och hei sou iwwert d'Bün geet, wéi et eigentlech dësem héijen Haus sollt würdeg sinn.

Merci an eng schéi Vakanz!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth! Domat si mer um Enn ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Bleift sou fein, wéi Der elo waart!

M. Fernand Etgen, Président | ... vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Rendez-vouse si fir de 17., den 18. an den 19. Januar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.43 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Candidature du Luxembourg au Conseil de sécurité	6908	Fernand Kartheiser	80
Sites d'escalade	6910	Cécile Hemmen	80
Formation de conducteurs professionnels dans le secteur public	6911	Carlo Weber	80
Programmation de la radio luxembourgeoise de service public	6912	Diane Adehm	81
Livres audio pour personnes non voyantes et malvoyantes	6913	Diane Adehm	81
Conseil des auditeurs de l'établissement public « Média de service public 100,7 »	6914	Diane Adehm	81
Nombre d'étudiants à l'étranger	6916	Fred Keup	82
Comité d'éthique	6917	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	82
Projet pilote « Veggie Monday »	6918	Carole Hartmann, Claude Lamberty	82
Sclérose latérele amyotrophique (SLA)	6919	Max Hengel	82
Impact des exportations de céréales ukrainiennes sur le marché unique	6920	Gusty Graas	83
Banque luxembourgeoise Fortuna Banque	6921	Laurent Mosar, Marc Spautz	84
Projet pilote au « Haff Réimech »	6922	Martine Hansen	84
Apiculture et pollinisateurs sauvages	6923	Tess Burton	85
Révision de la législation sur l'utilisation durable des pesticides	6925	François Benoy	85
Démission de six cardiologues au Centre Hospitalier du Nord (CHdN)	6926	Claude Wiseler	86
Projet de réaménagement de la place de la Gare à Luxembourg-ville	6928	François Benoy	86
Avancement du projet de réaménagement de la place de la Constitution (« Gëlle Fra »)	6929	François Benoy	86
Démission de six cardiologues au Centre Hospitalier du Nord (CHdN)	6930	Carole Hartmann, Gilles Baum	87
Situation sanitaire liée à la Covid-19 dans l'enseignement fondamental	6931	Francine Closener	87
Compte de paiement de base	6932	Sven Clement	87
Vaccins contre la Covid-19	6933	Claude Wiseler	87
Communication interne au sein du CGDIS	6934	Léon Gloden	87
Pacte Logement 2.0	6935	Marc Lies	88
Fuite du liquide de fermentation dans l'usine de biogaz de Gonderange	6936	Fred Keup	88
Aumôniers de prison	6937	Roy Reding	88
Étude polluants LIH	6938	Nathalie Oberweis	89
Chasse aux sangliers	6939	Martine Hansen	90
Démission de six cardiologues du Centre Hospitalier du Nord	6940	Marc Hansen, Stéphanie Empain	90
Nombre d'étages autorisés dans le cadre d'un plan d'aménagement « Quartier existant »	6941	Sven Clement	91
Traite des personnes au Luxembourg	6942	Jeff Engelen	91
Agressions envers des chauffeurs de bus	6943	Jeff Engelen	91
Ancienne ligne de bus 682 Hachiville–Clervaux	6944	Carlo Weber	92
Conseiller logement	6945	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	92
Réduction progressive de la part du bois primaire considéré comme une énergie renouvelable	6946	Gusty Graas, Max Hahn	93
Projet de transformation numérique de l'établissement public POST Luxembourg	6947	Diane Adehm	93
Impact de la pénurie d'énergie sur le secteur des télécommunications	6948	Laurent Mosar	94
Location de logements type Airbnb	6949	Marc Goergen	94
Saisies sur salaire	6950	Marc Goergen	94
Calcul du loyer social	6951	Marc Goergen	95
Déclarations d'impôts des entreprises	6952	Sven Clement, Marc Goergen	95
Accès au Lycée technique agricole à Gilsdorf	6953	Francine Closener, Carlo Weber	95
Sites d'escalade	6954	Fred Keup, Jeff Engelen	96
Nouveau coup d'État au Burkina Faso	6955	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	96
Aide aux devoirs dans les maisons relais	6956	Martine Hansen, Octavie Modert	96

Infections de la Covid-19 dans des maisons de soins et de retraite	6957	Sven Clement, Marc Goergen	97
Nombre de voitures avec moteur à combustion au Luxembourg	6958	Marc Goergen	97
Adaptation des procédures en matière disciplinaire	6959	Dan Biancalana	97

Session ordinaire 2022-2023

Législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles	7048	Jeff Engelen	98
Égalité de traitement entre les femmes et les hommes lors de la conclusion d'un contrat assurance-vie	7073	Jessie Thill	99

Candidature du Luxembourg au Conseil de sécurité | Question **6908** (28/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Lëtzebuerg ass Kandidat fir een net permanente Sëtz am UN-Sécherheetsrot fir d'Mandat 2031/2032. Dofir ass et vu besonneschem Gewiicht, wann den Här Staatsminister a senger rezenter Ried (23.9.22) virun der Vollversammlung vun der UNO seet: « Nous continuons de soutenir les appels au renforcement de l'Assemblée générale et à la réforme du Conseil de sécurité afin de rendre le Conseil plus représentatif, plus efficace et plus redevable à l'égard de l'ensemble des États membres. »

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Kann den Här Staatsminister preziséieren, mat wéi enge Mëttele Lëtzebuerg d'Vollversammlung vun der UNO stäerke wëll?

2. Wéi stellt sech den Här Staatsminister konkreet eng Reform vum UN-Sécherheetsrot vir, fir dëst Organ „plus représentatif, plus efficace et plus redevable à l'égard de l'ensemble des États membres" ze maachen?

Réponse (28/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Lëtzebuerg ënnerstëtzt eng aktiv Roll vun der UNO-Vollversammlung, besonnesch och wann et ëm wichteg Froe vu Fridden a Sécherheet geet, an deenen den UNO-Sécherheetsrot geläämt ass. An deem Kontext kann een d'Bedeitung vun der Emergency Special Session vun der Vollversammlung iwwert d'Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain ervirhiewen. Wann de Sécherheetsrot duerch de Veto vu Russland blockéiert gëtt an doduerch d'Haaptverantwortung net kann ausübe fir d'Erhale vum Weltfridden a vun der internationaler Sécherheet, déi d'Charta vun de Vereenten Natiounen him uvertraut, dann ass et un der Vollversammlung, d'Verantwortung ze iwwerhuelen. Säit Mäerz 2022 huet Lëtzebuerg déi véier Resolutiounen aktiv matgedroen, déi d'UNO-Vollversammlung am Kader vun der Emergency Special Session ugeholl huet, fir déi russesch Aggressioun ze condamnéieren.

Een anert Beispill fir d'Stäerke vun der Roll vun der UNO-Vollversammlung ass déi sougenannt „Veto-Initiativ", déi der Vollversammlung e permanent Mandat gëtt, fir eng Debatt ze halen am Fall vun engem Recours op de Veto am Sécherheetsrot. Dës Initiativ gouf vu Liechtenstein lancéiert an ass vu Lëtzebuerg mat ënnerstëtzt ginn. Säit der Adoptioun vun der Veto-Initiativ de 26. Abrëll 2022 gouf dësen neie Mechanismus schonn an zwee Fäll ëmgesat: den 8. Juni 2022, nom Veto vu China a Russland géint eng Resolutioun, déi d'UNO-Sanktioune géint Nordkorea verstäerkt hätt, an den 21. Juli 2022, nom Veto vu Russland géint eng Resolutioun, déi de Mechanismus, fir déi humanitär Hëllef iwwert d'Grenz vun der Tierkei a Syrien ze bréngen, ëm 12 Méint verlängert hätt. An dëse kriteschen Zäiten ass et wichteg, d'UNO-Vollversammlung an domat de Multilateralismus ze stäerken, andeems permanent Membere vum Sécherheetsrot zur Rechenschaft kënne gezu ginn, wann se de Veto benotzen.

ad 2. Am Kader vun der Reform vum UNO-Sécherheetsrot setzt Lëtzebuerg sech mat anere Länner dofir an, dass de Sécherheetsrot méi representativ, méi effikass a redevabel gëtt an doduerch u Credibilitéit a Legitimitéit gewënnt.

E méi representative Sécherheetsrot: Lëtzebuerg ënnerstëtzt eng Erweiderung vum Sécherheetsrot an den zwou Kategorië vu Memberen, de permanenten an den net permanente Memberen. Mir setzen eis a fir eng méi grouss Presenz vun den afrikanesche Länner, vun de mëttelgroussen a klenge Staaten, dorënner och vun de klengen Inselstaaten am Sécherheetsrot.

E méi effikassen a redevabele Sécherheetsrot: Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Efforten, fir de Recours op de Veto ze begrenzen. Mir gehéieren zu de méi wéi 100 UNO-Memberstaaten, déi zwou Initiativen an deem Kontext matdroen: déi franséisch-mexikanesch Initiativ iwwer d'Suspensioun vum Veto a Fäll vu massiven Atrocitéiten, an de „code de conduite" iwwert d'Aktioun vum Sécherheetsrot géint Genoziden, Verbriche géint d'Mënschlechkeet a Krichsverbriechen, dee vum Grupp ACT (fir Accountability, Coherence and Transparency) lancéiert gouf. Méi generell gesinn ass et néideg, d'Aarbechtsmethode vum Sécherheetsrot ze verbesseren, fir dass e méi transparent gëtt vis-à-vis vun der grousser Majoritéit vu Länner, déi net Member vum Sécherheetsrot sinn, fir dass en d'Länner besser abënnt, déi der UNO Truppen zu Verfügung stelle fir Operatiounen, déi vum Sécherheetsrot mandatéiert sinn, a fir dass d'Zesummenaarbecht besser klappt tëschent dem Sécherheetsrot an der UNO-Vollversammlung an aneren Instanzen, wéi zum Beispill der Peacebuilding Commission.

Sites d'escalade | Question **6910** (28/09/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

L'escalade, qui connaît en ce moment un énorme succès au Luxembourg, est souvent pratiquée en milieu naturel dans des falaises rocheuses. Malheureusement pour les sportifs, les sites s'apprêtant à l'escalade sont rares et la législation luxembourgeoise prévoit limitativement les falaises de roches dans lesquelles cette pratique sportive est autorisée. Dépassant ces limites, les contrevenants s'exposent à des sanctions.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Est-ce que Madame la Ministre envisage une modification légale en vue d'un élargissement de l'offre de sites où l'escalade peut être pratiquée ?

2) Une campagne de sensibilisation sur les dégâts causés par l'escalade est-elle envisagée ?

3) Selon quels critères les sites s'apprêtant à l'escalade sont-ils autorisés ?

4) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres sur les affiliations officielles auprès de la Fédération luxembourgeoise d'escalade de randonnée sportive et d'alpinisme ? Dans l'affirmative, comment ces chiffres ont-ils évolué au cours des dernières cinq années ?

Réponse (07/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1) Un élargissement de l'offre de sites où l'escalade n'est pas envisagée. Un tel élargissement n'est pas soumis à une modification légale.

ad 2) Non, une campagne de sensibilisation n'est pas jugée nécessaire. Il est supposé que les personnes pratiquant l'escalade et qui sont affiliées à au moins une des deux fédérations internationales, à savoir l'UIAA ou l'IFSC, sont conscientes des bonnes coutumes afin de conserver au maximum l'environnement lors de cette activité sportive en plein milieu naturel.

ad 3) La pratique de l'escalade en milieu naturel est actuellement limitée au site de la « Wanterbaach », et ce depuis 2002. À l'époque le site était déjà exploité pour l'escalade et il s'agissait de protéger d'autres sites naturels d'escalade « sauvage » hautement sensibles.

Une fois saisi avec l'analyse d'un site supplémentaire, le/la Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions devrait constater si l'activité est légalement autorisable à l'endroit visé. Le cas échéant, les impacts directs et indirects de l'activité potentielle sur le site et ses environs sont à évaluer. Une modification du règlement grand-ducal du 5 avril 2016 réglant la pratique de l'escalade en milieu naturel serait nécessaire.

ad 4) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Formation de conducteurs professionnels dans le secteur public | Question **6911** (28/09/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

D'professionell Chauffeure mat engem Führerschäi vun der Kategorie C oder D mussen an der Reegel un enger Formatioun (Code 95) deelhuelen. Allerdéngs gesäit d'Gesetz och Ausnamen, ënner anerem fir d'Gefierer vun der Arméi, der Police an dem CGDIS vir. Wéi mir zougedroe gouf, stellen sech am ëffentlechen Déngscht eng Partie Froen zur Formatioun. Deemno wier heiansdo net ganz kloer, wéi eng Chauffeure vun de verschiddene Servicer un der Formatioun mussen deelhuelen, fir hirer Aarbecht kënnen nozegoen. Wéinst dëser Onsécherheet géif ee virsiichtshallwer eng Formatioun viraussetzen, woubäi dës awer ëmmer mat Käschten an Zäitopwand verbonnen ass.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Fir wéi eng Aarbechten am ëffentlechen Déngscht gëtt d'Formatioun (Code 95) explizitt gefrot?

– Ass dës Formatioun beispillsweis néideg, fir am Service vum Wanterdéngscht mat engem Streecamion ze fueren?

Réponse (03/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierte sech Froen iwwert déi obligatoresch Ausbildung fir Beruffsbus- a Camionschaufferen am Zesummenhang mam ëffentlechen Déngscht.

Dës Formatioun, déi et zu Lëtzebuerg zanter 2009 gëtt, baséiert op der europäescher Directive 2003/59. Am Prinzipp muss all Chauffer, dee berufflech mat sengem Bus- oder Camionsführerschäi wëll schaffen, dës Formatioun maachen, déi dann duerch de Code 95 um Führerschäin aktéiert gëtt. Wéi vum Här Deputéierte richteg bemierkt, gëtt et hei awer eng Rei Ausnamen, z. B. fir d'Gefierer vun der Arméi, der Police oder nach dem CGDIS.

Dovunner ofgesinn, mécht den Text awer keen Ënnerscheed tëschent engem Chauffer, dee bei engem private Patron oder am ëffentlechen Déngscht schafft. Dat bedeit, datt wann een als Chauffer d'Formatioun muss maachen, da muss een se och am ëffentlechen Déngscht maachen. Generell ass zu dëser Directive nach ze soen, datt et d'Zil vun dëser Formatioun ass, d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren, an de Ministère de manière générale all Chauffer vu Bus oder Camion recommandéiert, un dëser Formation deelzehuelen, och wa se fir hien evtl. net zwéngend virgeschriwwen ass.

Well d'Dispositioune vun der Directive awer a munche Fäll schwéier ze interpretéiere sinn, hunn déi zoustänneg Instanzen en Dokument ausgeschafft, wat als „Leitfaden" gëllt fir déi eenzel Fäll. Dëst Dokument fënnt een um Site vum Mobilitéitsministère ënnert

https://transports.public.lu/fr/secteurs/circulation-routiere/conducteurs/formation-conducteurs.html

An dësem Dokument fënnt een dann och d'Dispositioun fir de Wanterdéngscht ënnert dem Punkt 38, dee beseet, datt e fir am Wanterdéngscht dierfen ze fueren, dës Formatioun muss gemaach hunn.

Zu de Käschte vun dëser Formatioun sief nach gesot, datt dës integral vum Staat iwwerholl ginn (Formation initiale) bzw. zu 1/3 (Formation continue all 5 Joer).

Programmation de la radio luxembourgeoise de service public | Question **6912** (28/09/2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Le 13 juillet 2022, la Chambre des Députés a adopté la loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 », dont l'objectif est de renforcer la radio luxembourgeoise de service public en adaptant son cadre légal, notamment par la description de ses missions et activités et la modernisation de sa gouvernance. Parmi les missions et activités, l'établissement public doit notamment « mettre en évidence et soutenir la culture et la créativité artistique au Grand-Duché de Luxembourg » (article 3).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de la Culture :

– Est-ce que le contenu des programmes de la radio luxembourgeoise de service public est surveillé quant à la fréquence de diffusion d'œuvres d'artistes luxembourgeois ?

– Dans l'affirmative, quel pourcentage du temps de diffusion est consacré à des œuvres d'artistes luxembourgeois ? Est-ce que cette surveillance de la programmation s'étend au genre musical de ces œuvres d'artistes luxembourgeois ? Est-ce qu'il est porté une attention particulière à diffuser des œuvres d'artistes luxembourgeois de genres musicaux différents ?

– Dans la négative, comment est-ce que le Gouvernement entend s'assurer de la mise en évidence et du soutien de « la culture et la créativité artistique au Grand-Duché de Luxembourg », comme prévu par la nouvelle portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » ?

– Est-ce que le Gouvernement a des informations concernant le temps de diffusion consacré à des œuvres d'artistes luxembourgeois pour RTL Radio ?

Réponse (09/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Selon les renseignements reçus par le Média de service public 100,7, la musique provenant du Luxembourg joue un rôle central dans le programme du Média de service public 100,7 et des statistiques y relatives sont établies régulièrement.

Ainsi, pour la saison 2021-2022 (septembre 2021-juin 2022), toujours selon le Média de service public 100,7, environ 20 % tant du temps d'antenne de la musique non classique que du temps d'antenne de la musique classique proviennent d'artistes du Luxembourg. S'y ajoute la diffusion, pendant cette période, de 93 concerts enregistrés au Luxembourg, d'interviews et de portraits d'artistes du Luxembourg ainsi que la conclusion de partenariats avec des institutions et évènements musicaux au Luxembourg. Les œuvres d'artistes du Luxembourg se retrouvent, au même titre que des œuvres d'artistes internationaux, dans toutes les émissions musicales de la radio qui couvrent de multiples genres musicaux.

Par ailleurs, le Média de service public 100,7 met à disposition ses enregistrements de concerts à d'autres radios à travers l'Union européenne de radiodiffusion, contribuant ainsi à leur promotion au niveau international.

Quant à RTL Radio, selon les informations reçues par le fournisseur, en 2021, 9,78 % du temps d'antenne des œuvres diffusées provenait du Luxembourg. S'y ajoute la radio en ligne Radio LX dédiée exclusivement à la musique du Luxembourg.

Livres audio pour personnes non voyantes et malvoyantes | Question **6913** (28/09/2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Les personnes non voyantes ou malvoyantes sont confrontés tous les jours à des situations qui les mettent en difficulté. C'est la raison pour laquelle il est primordial d'encourager et promouvoir toutes les initiatives qui ont pour objectif une meilleure intégration des citoyens non voyants ou malvoyants dans la société.

Alors que les nouvelles technologies, qui reposent en grande partie sur la communication visuelle, prennent de plus en plus de place dans notre vie quotidienne, une manière de favoriser l'intégration sociale des personnes non voyantes ou malvoyantes est de proposer une offre variée de livres audio, qui rendent la lecture accessible à tous.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

– Est-ce que des livres audio en luxembourgeois sont de temps en temps diffusés sur les ondes des radios poursuivant une mission de service public ? Je rappelle dans ce contexte que la loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 », qui a été adoptée par la Chambre des Députés le 13 juillet 2022, prévoit que l'établissement public doit « fournir à l'ensemble de la population du Grand-Duché de Luxembourg [...] des informations et contenus variés » (article 3).

– Dans l'affirmative, à quelle fréquence ces livres audio sont-ils diffusés ?

– Dans la négative, pourquoi est-ce que ce n'est pas le cas ? Est-ce qu'il ne serait pas judicieux de consacrer une partie du temps de diffusion à des livres audio ?

Réponse (09/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Tout en couvrant l'actualité de la littérature luxembourgeoise, le média de service public 100,7 indique ne pas diffuser de livres audio dans son programme de radio. Il en va de même pour le service de radio en langue luxembourgeoise de RTL qui offre un programme composé d'informations, d'émissions de service, de divertissement et de musique s'adressant au public résident le plus large possible. Une offre non linéaire spécialisée de streaming ou de téléchargement semble en effet plus adaptée à l'écoute de livres audio que l'intégration de la diffusion de livres audio, qui durent souvent plusieurs heures, dans la grille de programmes d'une radio linéaire.

La Bibliothèque nationale de Luxembourg dispose par ailleurs d'une collection importante de documents audio, tout comme le Centre national de littérature, dont certains créés en collaboration avec le Média de service public 100,7.

Conseil des auditeurs de l'établissement public « Média de service public 100,7 » | Question **6914** (28/09/2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Le 13 juillet 2022, la Chambre des Députés a adopté la loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 », dont l'objectif est de renforcer la radio luxembourgeoise de service public en adaptant son cadre légal, notamment par la description de ses missions et activités et la modernisation de sa gouvernance. Cette nouvelle loi prévoit la mise en place d'un conseil des auditeurs, composé par des membres du public. Ce conseil des auditeurs doit être consulté au moins deux fois par an, notamment pour des questions relatives à la programmation (article 7).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Est-ce que le conseil des auditeurs mentionné ci-dessus a déjà été mis en place ? Où en sont les préparatifs ?

– De combien de personnes ce conseil des auditeurs sera-t-il constitué ? De quelle manière les personnes qui feront partie de ce conseil des auditeurs seront-elles choisies ? Qui décide de la composition du conseil des auditeurs ?

– À quelle fréquence est-ce que la composition du conseil des auditeurs sera changée ? De quelle manière est-ce que le conseil des auditeurs sera convoqué ?

– Quand est-ce qu'aura lieu la première réunion du conseil des auditeurs ?

– Dans quelle mesure la radio luxembourgeoise de service public doit-elle suivre les recommandations formulées par le conseil des auditeurs ? De quelle manière le suivi des recommandations formulées par le conseil des auditeurs sera-t-il assuré ?

Réponse (09/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

Selon la loi du 12 août 2022 portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 », ce dernier est chargé de la mise en place d'un conseil des auditeurs.

Selon les renseignements apportés par le Média de service public 100,7, les travaux préparatoires en vue de la mise en place du conseil des auditeurs, et notamment la définition de la méthodologie de la sélection de ses membres, sont actuellement en cours en collaboration avec l'Université du Luxembourg. Les modalités de son fonctionnement interne et de son rapport avec la radio seront définies et communiquées par la suite.

Nombre d'étudiants à l'étranger | Question **6916** (28/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Viru Kuerzem ass dem Statec säin „Le Luxembourg en chiffres 2022" publizéiert ginn. An der Rubrik „Enseignement" stellt ee fest, datt d'Zuel vun de Studenten, déi am Ausland studéieren an eng finanziell Hëllef vum Staat kréien („chiffres fournis par l'aide financière") sech säit 1999/2000 bal versiwefacht huet, vu 4.401 op 28.397.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister an un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wéi vill vun dësen 28.397 Studenten, déi eng finanziell Hëllef vum Staat kréien, wunnen hei am Land? Wéi ass déi weider Opdeelung op déi verschidden aner Länner?

2. Wéi deelt sech d'Zuel vun deene Studenten, déi zu Lëtzebuerg wunnen, op no Geschlecht an Nationalitéit?

3. Wier et net méi interessant, d'Zuel vu Studenten, déi tatsächlech aus Lëtzebuerg kommen, unzeginn am Bichelchen „Le Luxembourg en chiffres 2022"?

Réponse (28/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Mir reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

Vun den 28.397 Studenten, déi am Ausland studéieren an eng finanziell Hëllef vum Staat kréien, sinn eng ronn 16.000 Resident zu Lëtzebuerg, 7.000 si Resident a Frankräich, 4.000 Resident an der Belsch, 1.100 Resident an Däitschland an de Rescht an anere Länner.

Vun de 16.000 Studenten, déi Resident zu Lëtzebuerg sinn an am Ausland studéieren, sinn 8.750 Fraen a 7.250 Männer, 12.400 hunn déi Lëtzebuerger Nationalitéit, 900 déi franséisch Nationalitéit, 700 déi portugisesch Nationalitéit, 500 déi belsch Nationalitéit, 250 déi däitsch Nationalitéit an de Rescht huet eng aner Nationalitéit.

De Ministère fir Héichschoul a Fuerschung brëngt all Joer fir d'Rentrée académique d'Publicatioun „Chiffres-clés de l'enseignement supérieur" eraus, wou ënner anerem detailléiert Zuelen dra sinn iwwer d'Studenten, déi Resident zu Lëtzebuerg sinn.

Comité d'éthique | Question **6917** (29/09/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** | **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

À la date du 1er mai 2022, l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement et l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement sont entrés en vigueur.

Il y a lieu de rappeler que dans les deux codes de déontologie précités, le Comité d'éthique est un élément essentiel puisqu'il a le devoir de veiller à l'application des dispositions en vigueur.

Compte tenu des différentes compétences du Comité d'éthique, il est important de souligner qu'il peut à la fois intervenir de manière autonome et agir en tant que conseiller pour les personnes qui sont liées par ces Codes de déontologie.

Il en résulte – comme le souligne le GRECO (Groupe d'États contre la corruption) – que l'efficacité du Comité d'éthique dépend en partie de sa saisine par les destinataires.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

1) Depuis le 1er mai 2022, combien de fois le Comité d'éthique a-t-il été saisi mensuellement à titre confidentiel par les conseillers de questions relatives à l'interprétation et à l'application de l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement ?

2) Depuis le 1er mai 2022, combien de fois le Comité d'éthique a-t-il été saisi mensuellement à titre confidentiel par les membres de Gouvernement de toute question relative à l'interprétation et à l'application de l'arrêté grand-ducal modifié du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement ?

3) Depuis le 1er mai 2022, combien de fois le Comité d'éthique a demandé des explications écrites à tout conseiller ou ancien conseiller qu'il soupçonne avoir manqué aux dispositions du Code de déontologie applicable ?

4) Depuis le 1er mai 2022, combien de fois le Comité d'éthique a demandé des explications écrites à tout membre du Gouvernement ou ancien membre du Gouvernement qu'il soupçonne avoir manqué aux dispositions du Code de déontologie applicable ?

5) Depuis le 1er mai 2022, est-ce que le Comité d'éthique a fait usage de sa compétence d'émettre des recommandations d'adaptation des codes de déontologie ?

Réponse (24/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) À la date du 15 octobre 2022, aucune saisine en ce sens n'est parvenue au Comité d'éthique.

ad 2) À la date du 15 octobre 2022, aucune saisine en ce sens n'est parvenue au Comité d'éthique.

ad 3) À la date du 15 octobre 2022, le Comité d'éthique n'a émis aucune demande en ce sens.

ad 4) À la date du 15 octobre 2022, le Comité d'éthique n'a émis aucune demande en ce sens.

ad 5) À la date du 15 octobre 2022, le Comité d'éthique n'a pas encore fait un tel usage.

Projet pilote « Veggie Monday » | Question **6918** (29/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Avec le nouveau concept « Food4future », le Gouvernement s'est engagé pour une offre alimentaire plus saine et durable dans les restaurants scolaires et universitaires. Il répond ainsi à une demande formulée par un certain nombre d'élèves qui réclamaient, entre autres, une augmentation de l'offre de plats végétariens et végans. C'est dans ce contexte que trois lycées du Campus Geesseknäppchen ont lancé le projet pilote « Veggie Monday » en novembre 2021, avec une journée par semaine sans viande dans leur cantine scolaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'élèves fréquentent, en moyenne, les cantines scolaires et universitaires par jour ? Comment ce chiffre a-t-il évolué au cours des 5 dernières années ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du nombre de plats végétariens et végans vendus, ainsi que sur la consommation de viande et de poisson dans les restaurants scolaires et universitaires au cours des 5 dernières années ?

3) Les lycées participant au projet « Veggie Monday » ont-ils observé une différence significative du nombre d'élèves fréquentant leur cantine scolaire lors des journées sans viande ?

4) Quelles conclusions ont déjà pu être tirées du projet « Veggie Monday », d'une part par les lycées participant et d'autre part par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ?

Réponse (24/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le nombre d'élèves fréquentant, en moyenne, les cantines scolaires et universitaires par jour, a évolué au cours des cinq dernières années comme suit :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Lors des années précédant l'année scolaire 2021-2022, les plats végétariens représentaient environ 10 % de la totalité des plats vendus.

Avec l'introduction du concept « Food4Future » lors de la rentrée scolaire 2021-2022, dans le cadre duquel Restopolis a adapté les menus afin de les rendre plus durables et introduit un plat végan, la vente des plats végétariens/végans a toutefois connu une augmentation importante tandis que celle des plats non végétariens a diminué comme le montre la statistique ci-après :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) Suite à l'analyse des chiffres des fréquentations lors des journées « Veggie Monday », il s'est avéré qu'elles ont, en moyenne, légèrement augmenté, ce qui montre clairement que ce projet est soutenu par les populations des lycées qui y participent.

ad 4) Après l'achèvement de l'année scolaire 2021-2022, le projet pilote « Veggie Monday » s'est avéré comme un succès dans les trois lycées qui y ont participé et ces derniers ont plaidé pour la continuation de celui-ci auprès de leurs cantines.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les établissements de l'enseignement secondaire restants, tout comme l'Université du Luxembourg, se sont vus proposer la possibilité d'introduire également un « Veggie Monday » auprès de leur cantine à condition que cette demande soit soutenue par la communauté scolaire respective.

En outre, il est important de noter que la sensibilisation à une alimentation durable à travers le « Veggie Monday » et d'autres mesures du concept « Food4Future » a déclenché une évolution dynamique dans ce domaine et a ainsi aidé à réduire de manière conséquente la consommation de viande et de poisson de 18,86 % dans les cantines de Restopolis, soit une baisse de 42.365 kg, et, par conséquent, à diminuer nettement l'empreinte CO_2 de Restopolis.

Sclérose latérele amyotrophique (SLA) | Question **6919** (29/09/2022) de **M. Max Hengel** (CSV)

Mënschen, déi un enger Amyotropher Lateralsklerose (ALS) oder enger änlecher Pathologie leiden, si schonn

no kuerzer Zäit vollstänneg op d'Hëllef vun Drëttpersounen ugewisen. D'Betreiung vun ALS-Patienten ass ganz intensiv. Nieft enger Lämung vun der Aarm- a Beenmuskulatur sinn och d'Otem- an d'Schléckmuskulatur betraff. Och wann si net méi schwätze kënnen, sinn d'intellektuell a sensoresch Fäegkeete vun de Patienten net betraff. An deem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Leit leiden hei zu Lëtzebuerg un ALS oder un enger änlecher Pathologie?

2. Wéi ginn ALS-Patiente medezinnesch betreit?

3. Besteet d'Méiglechkeet, datt ALS-Patiente kënnen doheem betreit ginn?
– Wa jo, wéi ginn d'Famille bei der Betreiung ënnerstëtzt?

Réponse (04/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Laut Orphanet, de Portal fir rar Krankheeten, huet ALS eng Inzidenz pro Joer vun 1/50.000 Persounen an eng generell Prevalenz vun 1/20.000 Persounen. Et gi keng präzis Zuele fir Lëtzebuerg, mee opgrond vun der genannter Prevalenz, wieren zu Lëtzebuerg eng ronn 31 Leit eleng vun ALS betraff. Dobäi kommen déi Betraffe mat enger änlecher Pathologie, esou datt ee schätze kann, datt zu Lëtzebuerg eng 40 Leit betraff sinn.

ad 2. Am Kader vum „Plan national maladies rares" ass sech Gedanke gemaach ginn, wéi een eng medezinnesch Filière kéint opbauen, fir eng Prise en charge vun deene betraffene Leit ze assuréieren. Et ass virgesinn, e systemateschen Depistage ze maachen, dëst ënner anerem, well an 10 % vun de Fäll ee familiäre Kontext matspillt a bei deenen anere Fäll Symptomer ënnerschiddlecher Natur an allen Alterskategorien optriede kënnen.

Déi éischt Consultatioun vun de Betraffene fënnt oft bei engem Generalist statt, ënner anerem well d'Patienten iwwer Unzeeche vun enger Lämung, Problemer beim Schlécken, Ofhuele vun der Muskelkraaft zesumme mat engem Réckgang vun der Mass u Muskelen an Onbeweeglechkeet vun den Äerm oder Bee kloen. An esou Fäll ginn d'Patiente bei een Neurolog verwisen, wou da fir d'éischt aner Krankheeten ausgeschloss ginn an dann duerch e geneetesche Bilan d'Diagnos gestallt gëtt. Vun Ufank un ass et wichteg, déi betraffe Persoun interdisziplinär ze behandelen, well d'Annonce vun der Krankheet ganz traumatiséierend ass.

ad 3. Zu Lëtzebuerg ginn et effektiv Leit, déi doheem betreit ginn. D'Regierung huet 2017 decidéiert, déi interministeriell Plattform „mesures exceptionnelles pour le soutien intensif extrahospitalier de certaines personnes" en place ze setze mam Objet, deene Persounen, déi doheem 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 betreit musse ginn, eng finanziell Ënnerstëtzung ze ginn. Dës finanziell Hëllef ergänzt eventuell d'Prise en charge vun der Fleegen- a Krankeversécherung, déi d'Beneficiairen zegutt hunn. De Formulaire dozou kann een op Guichet.lu eroflueden. Säit der Grënnung vun dëser Plattform am Joer 2017, sinn 3 Demandë vu Betraffenen, déi ënner ALS leiden, gestallt ginn.

Konkreet iwwerhëlt de Staat déi Käschte fir d'Fleeg am Doheem vun der Persoun, déi iwwer d'Prise en charge vun der Fleegen- a Krankeversécherung erausgeet an déi vun engem Reseau geleescht gëtt.

Doriwwer eraus ginn et Associatiounen, déi ALS-Patienten ënnerstëtzen. Esou huet d'Associatioun „Wäertvollt Liewen" tëschent 2012 an 2021, 53 Persounen ënnerstëtzt, déi doheem mat ALS betreit gi sinn an 11 mat enger änlecher Pathologie. Op der anerer Säit ass d'ALAN – Maladies rares Luxembourg, beoptraagt ginn, eng Infoline an d'Liewen ze ruffen, fir de Betraffenen Informatiounen iwwert seele Krankheeten ze ginn, sozial Rechter an déi verfügbar Ressourcen.

Eng aner Missioun vun der ALAN ass et, de Betraffenen duerch hire Service psycho-social bei den Demarchen Ënnerstëtzung unzebidden. Am Joer 2022 hunn sech bis elo schonn 11 Persounen un d'ALAN gewannt mat der Diagnos ALS.

Am Kader vum „Plan national maladies rares" ass e Guide ausgeschafft ginn, an deem déi Betraffen Ulafstelle fanne kënnen. Dëse Guide kann een eroflueden op der Säit vun der ALAN (alan.lu).

Impact des exportations de céréales ukrainiennes sur le marché unique | Question **6920** (29/09/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon des articles sur le portail « EURACTIV », les couloirs de solidarité de l'Union européenne auraient des répercussions négatives sur le marché unique. Selon des producteurs de céréales roumains, les exportations en provenance de l'Ukraine et à destination des pays voisins resteraient bloquées sur les marchés locaux des pays de transition.

À titre d'exemple, les agriculteurs roumains endureraient une « forte détérioration de leur compétitivité » sous l'effet d'importations moins chères originaires de l'Ukraine et vendues sur le marché roumain.

Le blocage au niveau du pays de transition serait notamment lié aux coûts de transport pour les agriculteurs roumains qui aurait quasiment triplé en raison d'une demande élevée de production en Ukraine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

1) Messieurs les Ministres, peuvent-ils confirmer un impact négatif des exportations de céréales ukrainiennes sur le marché unique ?

2) Comment l'Union européenne peut-elle éviter un détournement des produits vers des marchés locaux et assurer le transport des céréales à leurs destinations finales ?

3) Quelles mesures peuvent être mises en place pour alléger la pression exercée par le flux de produits ukrainiens ?

4) Est-ce que le déblocage de fonds supplémentaires est prévu pour ajouter des couloirs de solidarité additionnels ?

5) Dans l'affirmative, quels seraient les délais pour une telle initiative ?

Réponse (07/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) à 5) L'Ukraine et la Russie sont historiquement les pays exportateurs de céréales les plus importants vers les pays du bassin méditerranéen du nord de l'Afrique, du Proche- et du Moyen-Orient.

L'Union européenne, de son côté, est un importateur de maïs important pour l'alimentation des animaux ainsi que de graines d'oléagineux.

La très majeure partie des acheminements de ces produits vers leurs destinations finales dans les États membres de l'UE, notamment ceux du bassin méditerranéen, se fait de manière générale par voie maritime à partir du port d'Odessa en ce qui concerne l'Ukraine. En effet, d'un point de vue économique, écologique et logistique les voies maritime et fluviale sont les plus intéressantes et efficaces pour transporter les produits en vrac mentionnés précédemment.

Ces voies maritimes et fluviales ont été fortement perturbées puis entravées suite à l'agression russe et le blocage des ports maritimes ukrainiens par la Russie, avec pour conséquence de bloquer l'accès à la Méditerranée aux bateaux transportant des denrées et d'autres biens à partir de l'Ukraine.

En conséquence les secteurs des céréales, du maïs et des protéagineux ont connu de fortes perturbations avec des envolées des prix dans l'UE et dans les pays qui importent ces produits.

Afin de faire face à cette situation préoccupante de blocage des échanges, l'initiative européenne dite des – « solidarity lanes », c'est-à-dire des couloirs de solidarité, a été lancée le 12 mai 2022.

Il s'agit d'une plate-forme qui vise à mettre en œuvre des coopérations entre différents acteurs afin de parvenir à des options stratégiques à court et moyen terme qui offrent des solutions au blocage exercé par la Russie, et des possibilités pour nos relations commerciales et économiques notamment avec la Moldavie et l'Ukraine, en se coordonnant et en optimisant les chaînes logistiques, en mettant en place de nouveau itinéraires et en évitant autant que possible des goulots d'étranglements.

Dans le cadre de cette plate-forme d'échange intergouvernementale a aussi été mis en place une plate-forme de matchmaking entre l'offre et la demande visant à faciliter des coopérations entre différents acteurs, afin de sortir de la situation de blocage des ports de la mer Noire.

Au mois de juillet, l'ONU est parvenue, avec les principaux pays concernés dont la Russie, à un accord dit « Initiative céréalière de la mer Noire », (« The Black Sea Grain Initiative ») visant la réouverture des ports de la mer Noire.

Cet accord, à la durée initiale de 120 jours a permis de fluidifier les exportations de céréales par voie maritime. Dans le contexte actuel, il reste évidemment à savoir si cet accord va être prorogé, raison pour laquelle l'amélioration des voies alternatives de solidarité est importante.

Lors de la session du Conseil des ministres de l'Agriculture, du 17 octobre 2022, la délégation luxembourgeoise a insisté sur l'importance de l'accord « The Black Sea Initiative » et de sa prolongation au-delà de la date convenue au mois de juillet 2022.

Néanmoins, étant donné que l'accord négocié sous les auspices des Nations Unies ne couvre que les produits céréaliers, l'amélioration des voies alternatives de solidarité reste importante.

En ce qui concerne les questions spécifiques de l'honorable Député, nous ne pouvons pas confirmer que, d'un point de vue général, ces initiatives aient eu un impact négatif sur le marché unique, même si les marchés des pays qui sont à la frontière de l'Ukraine ont été impactés de manière ponctuelle et régionalisée, surtout pour des raisons logistiques liées à la liaison entre les réseaux ferroviaires et leurs compatibilités techniques. Tout au contraire, les flux de produits céréaliers de l'Ukraine via les frontières terrestres ont augmenté successivement depuis la mise en place de cette initiative de la Commission européenne, même si les prix de transport ont augmenté en raison de l'absence de chaînes de valeurs bien rodées via la voie terrestre et de l'absence de capacités suffisantes pour ces types de transport sur le marché privé comme aux

points frontaliers. Comme mentionné dans l'introduction, l'UE, d'une façon générale, est surtout importatrice de maïs en provenance de l'Ukraine, et la majorité des produits ne fait que transiter par les différents pays pour atteindre le pays de destination hors UE.

Désormais ces problèmes ponctuels et localisés semblent s'amortir voire se résoudre, suite à une ouverture plus directe des exportations vers les pays de destination grâce à l'initiative céréalière de la mer Noire. Par ailleurs les informations fournies par la Commission indiquent que les difficultés de nature plus technique ont pu être résolues.

En ce qui concerne les autres questions, les problèmes ponctuels et localisés ne trouvent pas leur origine dans les « couloirs de solidarité » mais dans la guerre provoquée par la Russie et semblent s'amoindrir en fonction de la stabilisation des chaînes d'approvisionnement susmentionnées. À cet égard, la Commission européenne s'est engagée à financer prioritairement des mesures infrastructurelles dans les pays à la frontière de l'Ukraine qui allègent la pression sur les capacités de transport et le stockage de ces produits dans le cadre des programmes existants de type Connecting Europe Facility (CEF), où tout projet soumis est analysé et peut bénéficier d'un cofinancement européen substantiel.

Il convient finalement de noter que les États membres, qui importent généralement des fourrages et des aliments pour animaux à base de maïs ne souffrent pas des importations à partir de l'Ukraine mais plutôt des prix plus élevés des aliments pour animaux suite à l'agression de la Russie et des augmentations des prix qui en sont la suite.

Banque luxembourgeoise Fortuna Banque | Question **6921** (29/09/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

En date du 8 août 2022, la banque luxembourgeoise Fortuna Banque annonçait « l'arrêt progressif et à moyen terme de ses activités bancaires » et avoir mis en place « un processus simplifié et rapide dédié au sein de Spuerkeess permettant aux clients de Fortuna Banque qui le souhaitent de devenir facilement client de Spuerkeess » (Banque et Caisse d'Épargne de l'État – BCEE).

Dans un communiqué de l'Association luxembourgeoise des employés de banque et assurance (ALEBA) diffusé le 22 août 2022, il est expliqué que « la BCEE n'aurait cure du sort des salariés de Fortuna, pourtant qualifiés et expérimentés ». D'après nos informations, la BCEE n'aurait depuis lors pas fait d'efforts pour rencontrer les représentants de la délégation de Fortuna Banque et coopérer sur la mise en place d'un plan social.

Considérant que l'État luxembourgeois est l'unique actionnaire de la BCEE, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations ?

– Dans l'affirmative, pour quelles raisons n'est-il pas question de plan social pour les salariés de la Fortuna Banque ?

– Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas une reprise du personnel de la Fortuna Banque par la BCEE comme essentielle considérant que le savoir-faire des salariés reste fondamental pour le transfert de la clientèle banque luxembourgeoise ?

Réponse (02/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés font référence à un communiqué de l'Association luxembourgeoise des employés de banque et assurance (ALEBA) diffusé le 22 août 2022 portant certaines allégations sur les stratégies de la Spuerkeess (Banque et Caisse d'Épargne de l'État - BCEE) face à l'arrêt progressif des activités bancaires de la banque luxembourgeoise Fortuna Banque (Fortuna Banque).

Comme déjà indiqué par le passé (notamment dans les réponses aux questions parlementaires n° 1863, n° 1865, n° 1866, n° 1876 du 13 février 2020 ; n° 0371 du 14 février 2019 ; n° 2834 du 14 mars 2017 et n° 2567 du 17 novembre 2016), il n'appartient pas au Gouvernement de s'immiscer dans, voire de commenter, les décisions commerciales de la BCEE, qui est un établissement public autonome et une banque systémique sous la surveillance de la Banque centrale européenne, dont la gestion et l'administration incombent, tel que prévu par la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, respectivement au comité de direction et au conseil d'administration.

Nonobstant ce qui précède, la BCEE a fourni au Ministère des Finances les éléments de réponse suivants. Fortuna Banque a décidé d'arrêter progressivement ses activités sur les prochains mois. Dans ce contexte, pour tout client de Fortuna Banque désireux d'entrer en relation d'affaires avec la BCEE, celle-ci a mis en place un processus d'intégration rapide et une procédure de refinancement des prêts : ainsi, la BCEE offre une solution facile, au cas par cas. Du point de vue du salariat, des solutions de support individuelles sont en cours d'élaboration et sont offertes par Fortuna Banque à ses salariés pendant la phase de débouclement de ses opérations.

Il est enfin pertinent de noter que l'activité de reprise des prêts est « asset reliant » et non « staff reliant ». La BCEE ne reprend pas les contrats ou autre élément d'actif, mais émet des offres commerciales que les clients sont libres d'accepter ou non. Enfin, il est à noter qu'une bonne partie des clients de Fortuna Banque sont déjà clients soit à la BCEE, soit auprès d'autres banques de la Place.

Projet pilote au « Haff Réimech » | Question **6922** (29/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Naturschutzgebitt Réimecher Haff gëtt et e Juegdlous, dat vun der Natur- a Forstverwaltung (ANF) als Pilotprojet bedriwwe gëtt. Eisen Informatiounen no, ass de Wëldbestand op dem Areal héich, sou datt et zu groussem Wëldschued kënnt. Et sollen och alternativ Juegdmethoden op dem Lous ausprobéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Wëllschwäi misste laut dem Ofschossplang pro Joer op dem Lous am Haff Réimech geschoss ginn a wéi vill sinn der effektiv geschoss ginn?

2. Wat sinn d'Konsequenzen, wann den Ofschossplang net agehale ginn ass?

3. Wéi héich war de Wëldschued am leschte Joer a wie kënnt dofir op?

4. Stëmmt et, datt op dem Juegdlous am Réimecher Haff d'Wëld gefiddert gëtt, fir et a Gatteren oder a Falen ze lackelen, wou et da soll geschoss ginn?
– Wa jo, wat sinn d'Virdeeler vun dëser Juegdmethod?
– Féiert dës Method net zu onnéidegem Stress fir d'Wëld?
– Huet den Ëmweltministère eng Autorisatioun gi fir ze fidderen, vu datt dat laut Artikel 11 vum Gesetz vum 25. Mee 2011 verbueden ass?

5. Existéiert e Monitoring zum Pilotprojet am Haff Réimech?
– Wa jo, wat sinn d'Resultater?
– Ass geplangt, datt de Pilotprojet am Haff Réimech op anere Plazen am Land weidergefouert gëtt?

6. Kënnt Dir confirméieren, datt ugefrote Juegten an der Regioun an de leschte Joren net autoriséiert goufen, dorënner och eng „chasse administrative"?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Een Ofschossplang bezitt sech ëmmer op eng Juegdperiod (période cynégétique), déi 3 Joer dauert. Fir déi lafend Period (1.4.2021–31.3.2024) stinn am Ofschossplang fir den Haff Réimech 56 Wëllschwäin.

Fir den zweeten Deel vun der Fro ze beäntwerten, muss e bësse méi wäit ausgeholl ginn:

Wéi déi nei Juegdlouse gezeechent goufen, war ee sech op Grond vun de Gegeebenheete vum Site, souwéi och den Experienzen op dësem spezielle Site eens, datt den Haff Réimech an d'Schwammweieren net wäerte klassesch bejot kënne ginn, dëst virun allem wéint Aspekter vun der Sécherheet vum Mënsch, wéi awer och wéinst dem Naturschutz.

Zemools wéinst dem Aspekt vun der Sécherheet ass sech dofir decidéiert ginn, all déi problematesch Plazen an engem Juegdlous zesummenzefaassen, a net un eng Privatpersoun ze verpachten.

Déi vill Waasserflächen a Kombinatioun mat der héijer Unzuel u Visiteuren stellen am Fall vun enger klassescher Juegd ee Sécherheetsrisiko duer. Aus dësem Grond ass sech entscheet ginn, déi Gefor net anzegoen an dofir gouf nach kee Wëllschwäin um Juegdlous 620 säit der Aféierung vun den neie Juegdlouse geschoss. An der Vergaangenheet an aktuell gëtt nach ëmmer no potenzielle Léisunge gesicht, bei deenen de Sécherheetsrisiko fir de Mënsch geréng ass.

ad 2. De modifizéierte Règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 relatif (a) à l'établissement d'un plan de tir pour certaines espèces de grand gibier (b) aux modalités du marquage (c) à l'organisation et au mode de fonctionnement des commissions cynégétiques régionales gesäit Follgendes vir: « Si à la fin d'une période cynégétique le locataire n'a pas réalisé son plan de tir minimal sur une ou plusieurs espèces, il peut être invité à se présenter devant la commission cynégétique régionale pour s'expliquer. [...] La commission cynégétique régionale entendue en son avis et après vérification qu'au moins un des cas d'ouverture énumérés à l'article 55 est rempli, le ministre peut ordonner des chasses administratives ou établir un plan d'action ayant pour objet la réalisation du plan de tir minimal. »

ad 3. Am Juegdjoer 2021/22 huet sech de Wëldschued am Lous 620 op 1657,97 € chiffréiert. De Juegdpiechter kënnt fir de Wëldschued op, an dësem Fall de Staat.

ad 4. a 5. D'Wëld ass weeder gefiddert ginn, nach goufe Gatteren oder Falen opgeriicht.

Gatterfang vu Wëllschwäin ass zu Lëtzebuerg keng Juegdmethod.

Falls eng Kéier sollt ee Gatterfang fir Wëllschwäin am „Haff Réimech" agesat ginn, géif et sech ëm eng Gestiounsmoossnam vun engem Naturschutzgebitt handelen, an net ëm Juegd. Heibäi géif et sech konkreet ëm eng Derogatioun no Artikel 28 vum modifizéierte Naturschutzgesetz vun 2018 handelen.

De Moment ginn e puer Variante fir d'Gestioun vun de Wëllschwäin um Haff Réimech (net just de Gatterfang) analyséiert an evaluéiert, ier eng final Decisioun getraff gëtt, wéi et mat dësem Dossier weidergeet.

ad 6. Eng Demande, fir eng Klappjuegd de 25. Februar 2021 ze maachen, ass eréischt puer Deeg virdrun erakomm. Déi ass sans suite bliwwen, well et sech Enn Februar net méi ëm déi klassesch Klappjuegd-Saison handelt, an eng Klappjuegd am Gebitt mat ze vill Stéierunge fir de Rescht vun der Fauna verbonne wier.

D'Gemeng Schengen huet 2022 eng Chasse administrative ugefrot. Aus de beschriwwene Sécherheetsgrënn huet bis dato keng Juegd stattfonnt. Der Gemeng hir Demande ass awer natierlech zur Kenntnis geholl ginn a gëtt och bei der Recherche no enger potenzieller Solutioun weider berécksiichtegt.

Apiculture et pollinisateurs sauvages | Question **6923** (29/09/2022) de **Mme Tess Burton** (LSAP)

Fir d'Landwirtschaft an de Wäibau huet d'Imkerei eng ganz grouss Bedeitung. Hunnegbeie ginn awer net nëmmen an der Landwirtschaft agesat, mä ëmmer méi oft och an de Stied gehalen. Am Ausland gëtt et Diskussiounen doriwwer, dass Hunnegbeie bei der Narungssich a Konkurrenz sti mat wëlle Beien an anere bestëbsenden Insekten. Am Interessi vum Aarteschutz gëtt dofir zum Deel gefuerdert, Beiestäck just op landwirtschaftlech genotzte Flächen opzestellen.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un de Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung zur Situatioun zu Lëtzebuerg stellen:

1. Wéi huet d'Zuel vun den Imker an de leschte Joren zu Lëtzebuerg evoluéiert?

2. Gëtt et zu Lëtzebuerg genuch Hunnegbeievëlker, fir d'Bestëbse vun de Kulturplanzen ze garantéieren?

3. Gëtt et an den Ae vun der Ëmweltministesch Plazen, wou Beiekëschten net sollten opgestallt ginn, fir aner bestëbsend Insekten ze schützen? Wa jo, wat fir eng Plaze wieren dat?

4. Vu bestëmmten Zorte vu wëlle Beie kann ee Cocone kafen, fir se zum Beispill a Bongerte fir d'Bestëbse vun den Uebstbeem ze benotzen. Ass esou eng Praxis aus ökologescher Siicht onproblematesch a sënnvoll? Brauch een dofir eng Autorisatioun?

Zanter enger Rei Jore gëtt et e Projet mam Numm „Honey Bee Wild", deen zum Deel vum Fonds national de recherche ënnerstëtzt gëtt, fir domestikéiert Hunnegbeien auszewälderen.

5. Wat fir eng Erkenntnisser konnte bis elo aus deem Projet gewonne ginn? Kann een doraus Conclusiounen zéien, wat d'Zesummeliewe vun Hunnegbeien an aner bestëbsenden Insekte betrëfft?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Déi follgend Tabell weist d'Entwécklung vun der Imker- an der Beievëlkerunzuel tëscht 2011 an 2022:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Déi meescht landwirtschaftlech Kulturen, déi zu Lëtzebuerg ugebaut ginn, wéi d'Kären, de Mais oder d'Gromperen, brauche keng Befruchtung duerch Insekten. Am Wäibau spillt d'Hunnegbei praktesch keng Roll fir d'Befruchtung vun den Drauwen.

Bei enger Rei anere landwirtschaftleche Kulture kënnen d'Hunnegbeien awer eng wichteg Roll spillen, fir den Ertrag ofzesécheren oder ze verbesseren. Hei handelt et sech ëm déi meescht Uebstzorten, verschidde Geméisplanzen an de Raps. Mee och aner Kulturen, wéi Wëllkar, Sonneblummen oder Ackerbounen, awer och d'Geseemsproduktioun beim roude Kléi kënne vun der Bestëbsung duerch d'Hunnegbeie profitéieren. An der Fachliteratur fënnt ee Recommandatioune vun 2 bis 10 Beievëlker pro Hektar, fir en optimale Rendement an deene Kulturen ze erreechen. Heifir mussen dann d'Imker hir Beie geziilt bei oder an déi Parzell stellen, wann déi Kulturen an d'Bléi kommen.

Besonnesch am intensiven Uebstbau, an och zum Deel am Geméisbau, schaffen d'Produzente mat Imker zesummen, fir dass déi hir Beien an oder bei d'Kulture stellen. Bei den Ackerkulturen ass dat awer éischter net d'Reegel.

Fir beim Raps, deen awer haaptsächlech vum Wand bestëbst gëtt, den Optimum erauszehuelen, sollten do 2 bis 3 Beievëlker pro Hektar stoen, an dat idealerweis direkt um Rand vun de Felder. Bei 2.000 Hektar Raps, déi dëst Joer vun eise Baueren ugebaut gi sinn, missten also praktesch all d'Beievëlker aus dem Land bei de Raps gestallt gi sinn. Zu Lëtzebuerg ass et awer esou, dass déi meescht Imker hir Beien dat ganzt Joer op feste Plaze stoen hunn. D'Wandere mat de Beie bei d'Felder, déi grad an d'Bléi kommen, ass éischter d'Ausnam. Dofir kann een dervun ausgoen, datt zu Lëtzebuerg beim Raps d'Potenzial vun dëser Kultur net ëmmer zu 100 % erreecht gëtt. Dëst kéint een optiméieren, z. B. andeems d'Beieleit an d'Baueren zesumme konsequent un der Ëmsetzung vum nationale Bestëbserplang matschaffen.

ad 3. An de Gestiounspläng vun den Natura-2000-Gebidder, wou et spezifesch ëm de Schutz z. B. vun Dréchewisen oder Heedfläche geet, gëtt ugeroden, d'Opstelle vun neie Beiekëschten ze evitéieren, fir keng Konkurrenzsituatioun mat de wëlle Beien ze schafen. An enger Rei nationale Naturschutzgebidder ass et aus dem selwechte Grond net erlaabt, Beiekëschten opzestellen.

Am Nationale Bestëbserplang (2021–2026) ass d'Sensibiliséierung vun de Leit, déi Hunnegbeien halen an ee Guide fir d'verstänneg Implantatioun (implantation raisonnée) vun de Beiestäck virgesinn. Den nationalen Atlas vun de wëlle Beien, dee momentan ausgeschafft gëtt, wäert et erméiglechen, festzeleeën, ob et weider Plaze gëtt, wou de Schutz fir déi wëll bestëbsend Insekte wichteg a sënnvoll ass.

D'Präsenz vun aner Bestëbser ewéi d'Hunnegbei, wéi Wëllbeien oder Bommelen, kënne besonnesch bei méi schlechte Wiederkonditiounen eng wichteg Roll spillen, fir d'Befruchtung bei den Uebstplanzen ze garantéieren. Hei kënnen d'Uebstgärtner selwer eng Rei vu Saache maachen, fir dës Insekten ze ënnerstëtzen, sief et andeems derfir gesuergt gëtt, dass an oder nieft der Uebstanlag weider fréibléiend Planzen installéiert ginn (Bléistréifen, Uebstbeem oder Straicher, ...) oder duerch d'Bereetstelle vun Nistplazen, wéi sougenannten Insektenhotellen, Plaze mat oppenem Buedem oder anere Mesuren.

ad 4. Fir d'geneetesch Integritéit vun de lokalen an ugepasste Populatiounen ze schützen, ass dëst aus ökologescher Siicht net ze recommandéieren. Donieft ass och net gewosst wat den Impakt vun dësen Aarten op déi Aarten hätt, déi schonn do sinn.

Dofir ass et wichteg, de Liewensraum vun de Bestëbser, déi natierlech virkommen, ouni Pestiziden a mat den néidege Connexiounen zu Nopeschpopulatiounen, ze erhalen oder wann néideg ze restauréieren. D'Déiere brauchen net just déi Planzen, déi si bestëbsen, mee och Plaze fir ze iwwerwanteren, hir Eeër ofzeleeën, Fudderplanze fir hir Larven asw.

Laut Artikel 19 vum modifizéierte Naturschutzgesetz vun 2018 ass et verbueden, wëll Déieren auszesetzen, egal vu wou se kommen. De Minister kann deem awer a bestëmmte Fäll derogéieren. Wann ee wéilt Cocone kafen, fir wëll Beien auszesetzen, misst een also eng Autorisatioun beim Minister froen, deen dann unhand vum Dossier analyséiert, ob eng Derogatioun zum Verbuet vum Artikel 19 ka gemaach ginn oder net.

ad 5. Ënnert dem Numm „Honey Bee Wild" (HBW) gouf 2019 eng Etude lancéiert, déi fräiliewend Hunnegbeien iwwerwaacht, déi an Hielen, wéi z. B. a Beem a Gebaier liewen. Lëtzebuerg, Dortmund (Däitschland) a Saintonge (Nouvelle Aquitaine, Frankräich) schaffen zesummen, fir d'Resultater vun hire jeeweilegen Iwwerwaachungsaktivitéiten auszetauschen.

Dräi virleefeg Schlussfolgerunge kënnen aus dem lafende Monitoring gezu ginn:

– Et ginn zu Lëtzebuerg Hunnegbeien, déi fräi liewen, ouni dass se vum Mënsch betreit ginn.
– Hunnegbeie kënnen e puer Joer an der selwechter Hiel iwwerliewen.
– Nistplaze ginn ëmmer erëm benotzt: E puer bekannten Nistplazen an deene fräiliewend Beien de Wanter 2021–2022 net iwwerlieft hunn, goufen am Fréijoer 2022 erëm vu Vëlker besat (7 vun 21 eidelen Näschter, 33 %). Dat beweist, dass bestoend Nistplaze fir Vëlker attraktiv sinn an dowéinst musse geschützt ginn, besonnesch wann se sech an engem Bam befannen.

Révision de la législation sur l'utilisation durable des pesticides | Question **6925** (29/09/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

En juin 2022, la Commission européenne a proposé des règles claires et contraignantes concernant la réduction de l'utilisation des pesticides chimiques. Ces objectifs juridiquement contraignants au niveau de l'UE et au niveau national visent à réduire de 50 % d'ici à 2030 l'utilisation des pesticides chimiques et les risques qui y sont associés ainsi que l'utilisation des pesticides les plus dangereux. Il s'agit de propositions législatives phares qui font suite à l'adoption de la stratégie en faveur de la biodiversité et de la stratégie « De la ferme à la table » et qui contribueront à assurer la résilience et la sécurité de l'approvisionnement alimentaire tant dans l'Union que dans le monde.

Au Luxembourg, le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques fixe des objectifs et des délais clairs afin de parvenir à « une réduction de l'utilisation de 50 % des produits phytopharmaceutiques jusqu'en 2030 ». L'accord de coalition 2018-2023 stipule qu'il « sera veillé à la mise en œuvre conséquente du Plan d'action national de réduction de produits phytopharmaceutiques ».

Or, certains pays membres jugent trop ambitieux les objectifs de la proposition. Plus de dix ministres de l'Agriculture des pays de l'UE ont réclamé, lundi 26 septembre à Bruxelles, que la Commission européenne fournisse une analyse d'impact supplémentaire à propos de la révision de la législation sur l'utilisation durable des pesticides. Selon l'agence de presse Agence Europe[1] « le Luxembourg a dit soutenir "un niveau d'ambition élevé" en matière de réduction de l'usage des pesticides, tout en demandant une étude d'impact révisée pour connaître la baisse attendue de la production alimentaire ». Le Luxembourg n'est donc pas entre les pays les plus ambitieux au niveau de l'UE. D'autres pays, entre autres l'Allemagne et les Pays-Bas, soutiennent les niveaux d'ambition contenus dans la proposition de la Commission sans demander une étude d'impact complémentaire.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

[1] https://agenceurope.eu/fr/bulletin/article/13029/1

1) Monsieur le Ministre soutient-il la proposition de la Commission concernant la réduction des pesticides chimiques de 50 % d'ici à 2030 ? Dans l'affirmative, le Luxembourg s'engagera-t-il à tous les niveaux en faveur des objectifs de la Commission ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg demande une étude d'impact révisée « pour connaître la baisse attendue de la production alimentaire » ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (26/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Le ministre peut globalement soutenir le niveau d'ambition de la proposition législative de la Commission européenne concernant la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, à l'horizon de 2030, même si l'objectif chiffré de 50 % n'est pas vraiment justifié rationnellement, ni étayé par des considérations techniques et scientifiques.

Les objectifs chiffrés sont d'ailleurs multiples et diffèrent selon les États membres de l'Union, en fonction de leurs efforts de réduction déjà réalisés, et de leur intensité d'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

Ainsi selon la méthodologie proposée par la Commission européenne, les objectifs chiffrés de réduction pour le Luxembourg seraient de 39 % pour les produits phytopharmaceutiques chimiques en général, et de 35 % pour la catégorie des produits phytopharmaceutiques chimiques plus dangereux.

Le Luxembourg s'engagera bien entendu en faveur de la réalisation des objectifs européens, tels qu'ils résulteront du processus législatif actuellement en cours.

ad 2) Comme beaucoup d'autres États membres, le Luxembourg déplore l'absence d'une évaluation d'impact complète et détaillée pour cette proposition législative de la Commission européenne.

En effet, la crise actuelle sur les marchés agricoles, suite à l'invasion de l'Ukraine, rend indispensable une telle évaluation, afin de garantir, dans les années à venir, l'approvisionnement alimentaire au niveau européen et mondial, à des prix abordables.

Afin de pouvoir prendre une décision rationnelle en toute transparence et connaissance de cause, les colégislateurs européens ont donc besoin de connaître non seulement l'objectif de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, mais aussi la baisse correspondante de la production alimentaire européenne, ainsi que l'augmentation induite des prix alimentaires.

Démission de six cardiologues au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) | Question **6926** (29/09/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

No Berichter an de Medie wëllen am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) 6 Kardiologe kënnegen. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren?

– Wa jo, wat sinn d'Grënn a wat fir Konsequenzen huet den Depart vun de Kardiologe fir de CHdN?

– Ass d'Prise en charge vun de Patiente garantéiert?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Enn September hu 6 vun den 8 Kardiologen, déi aktuell mam Centre Hospitalier du Nord (CHdN) zesummeschaffen, den Direkter vum CHdN doriwwer informéiert, datt se hiren Agrement mam Ettelbrécker Spidol op den 31. Dezember 2022 kënnege wëllen. Dës Decisioun ass dorop zeréckzeféieren, datt zwee Kardiologen aus private Grënn aus dem Groupe cardiologique austrieden an déi véier aner Kardiologen duerch den Depart vun dësen zwee Kolleegen net méi wäerten den Aarbechtspensum assuméiere kënnen, dee souwuel duerch d'Aktivitéit am Spidol wéi duerch d'Aarbecht an der Gemeinschaftspraxis op se duerkënnt. Et bleift also ze ënnersträichen, datt d'Kardiologe weiderhin an hirer Privatpraxis consultéiere wäerten. Parallell zu der Prise en charge vun de Patienten an de Cabinete wäert de Kardiologieservice mat zousätzleche Ressourcen dotéiert ginn, fir seng Missiounen, sou wéi se an der Annex 2 vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 detailléiert sinn, assuréieren ze kënnen. De Service assuréiert och e Lien fonctionnel, fir Patienten an de Service de cardiologie interventionnelle et de chirurgie cardiaque vum INCCI ze transferéieren.

De CHdN huet direkt déi néideg Schrëtt ageleet, fir nei Kardiologen anzestellen. D'Kënnegung vun de 6 genannte Kardiologen ass zu dësem Zäitpunkt op fréistens den 31. Dezember 2022 ugekënnegt, soudatt probéiert gëtt, fir bis dohinner déi néideg Kardiologe rekrutéiert ze hunn, soudatt de Service de cardiologie am CHdN ouni Ënnerbriechung weider funktionéiere kann.

D'Diskussioune betreffend d'Konventioun iwwer d'Indemnisatioun vun de Garden an Astreinten an de Spideeler sinn amgaangen a misste kuerzfristeg finaliséiert kënne ginn. Dës Indemnisatioune sollen ënner anerem och dozou bäidroen, d'Attraktivitéit vun der Spidolsmedezinn an de concernéierte Servicer ze verstäerken.

Projet de réaménagement de la place de la Gare à Luxembourg-ville | Question **6928** (30/09/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Le projet de réaménagement de l'espace de l'ancienne gare routière des autobus AVL, devant le siège des CFL à la gare centrale, est toujours en cours d'élaboration et un concours d'architectes associant la Ville de Luxembourg serait prévu. Un des éléments en discussion est notamment l'utilisation du sous-sol de cet espace pour l'aménagement d'un parking à vélos souterrain à grande capacité, tel que figurant sur la liste des « Grands projets d'infrastructures de l'État » validée par la Chambre des Députés en avril 2020.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état d'avancement du projet de réaménagement de cet espace public ?

2) Quels sont les objectifs du réaménagement de cet espace et quels fonctionnalités et éléments (mobilier urbain, arbres, espaces verts, etc.) sont prévus en surface ?

3) Pour quelles raisons le réaménagement de cette dernière partie de la place de la Gare n'a-t-il pas encore pu être entamé et faut-il attendre la finalisation des travaux du nouveau siège des CFL avant de pouvoir lancer les travaux ?

Réponse (09/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le projet de réaménagement de l'espace public de la place de la Gare se trouve actuellement à l'étude. Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et la Direction des CFL ont récemment rencontré les responsables de la Ville de Luxembourg pour définir les prochaines étapes pour ce projet.

Il a été retenu d'un commun accord que les objectifs du réaménagement de l'espace de l'ancienne gare routière des autobus de la Ville de Luxembourg sont :

– d'une part, de garantir des fonctionnalités en relation avec les clients du rail tout en n'oubliant pas les fonctions essentielles telles que l'accès pour la livraison des bâtiments se situant autour de cette place ;
– d'autre part, la création d'un espace public de qualité, réservé aux piétons et devant s'intégrer dans un tissu urbain répondant aux attentes des habitants et également des clients du rail.

La fonction principale en relation avec l'exploitation de la gare de Luxembourg et de la piste cyclable longeant cette place, restera l'aménagement souterrain d'un parking de grande capacité pour vélos.

Comme les études pour le réaménagement de cette partie du parvis n'ont pas encore abouti, un concept global sera encore arrêté d'ici la fin de l'année, voire début 2023 et ceci de concert avec toutes les parties prenantes concernées (CFL, Ville de Luxembourg, Institut national pour le patrimoine architectural, CGDIS, commerces attenants à cette zone). Avant le printemps 2023, ce concept sera présenté lors d'une réunion d'information du public, afin de recueillir leur avis et d'en tenir compte lors de la planification finale pour établir le dossier de soumission pour 2024.

Les travaux de réaménagement de cette partie de la place de la Gare seront coordonnés avec les travaux de construction du nouveau siège des CFL qui débuteront en premier. Les deux chantiers sont prévus d'être réalisés en parallèle afin de mettre en service les nouvelles infrastructures au même moment.

Avancement du projet de réaménagement de la place de la Constitution (« Gëlle Fra ») | Question **6929** (30/09/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Un article de presse du 12 septembre 2022[2] note que le projet ayant gagné le concours d'architecte pour le réaménagement de la place de la Constitution et de ses environs fut rendu officiel en août dernier, mais ne ferait pas l'unanimité parmi les acteurs concernés, à savoir l'État et la Ville de Luxembourg. Selon ce même article, la réalisation resterait incertaine.

Vu l'accord de la Chambre des Députés au projet de réaménagement, donné dans le cadre du débat d'orientation du 30 novembre 2021 sur le financement des grands projets d'infrastructures de l'État, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir davantage d'informations sur l'avancement de ce projet de réaménagement ? Pourquoi la réalisation du projet retenu lors du concours est-elle incertaine ?

2) Quels sont les éléments et les fonctionnalités que Monsieur le Ministre entend privilégier pour l'aménagement de cette place publique emblématique et de ses environs ?

Réponse (07/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) L'avancement du projet est conditionné par les concertations entre la Ville de Luxembourg et l'État qui sont menées afin de se mettre d'accord sur les suites du projet.

[2] https://paperjam.lu/article/place-constitution-reamenagee

Lors d'une récente entrevue avec les responsables politiques de la Ville de Luxembourg, il a été convenu de se concerter étroitement au cours des prochains mois pour finaliser le projet.

ad 2) Le futur aménagement de la place vise la création d'un espace équilibré entre l'impressionnant et le discret. La mise en valeur du monument et de la vue exceptionnelle sur la vallée à partir du bastion historique en constitue l'objectif primaire. Le caractère d'une vraie place urbaine est notamment renforcé par la proposition de planter côté nord une allée d'arbres qui se poursuit le long du boulevard F. D. Roosevelt. Aussi sont proposés de nouveaux pavillons afin d'y rassembler différentes fonctions comme l'accès aux casemates ou encore un kiosque. Combiné à un mobilier et équipement adaptés, ce réaménagement permet de créer un espace de rencontre attrayant (toutes les places de parking disparaîtront) afin d'inciter les échanges sociaux et diverses activités adaptées au nouvel esprit et à l'échelle de la place.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Démission de six cardiologues au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) | Question **6930** (30/09/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gilles Baum** (DP)

Le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) a confirmé la démission de six cardiologues pour la nouvelle année.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quel est l'impact de ces démissions sur le fonctionnement du service de cardiologie du CHdN ? Les patients doivent-ils s'attendre à des délais d'attente ou à des reports voire à des annulations de rendez-vous ?

2) Quelles sont les raisons de ces démissions des six cardiologues ? Les gardes non rémunérées ont-elles eu une influence sur la décision des médecins ? Y a-t-il un risque qu'à part la cardiologie, d'autres services du CHdN voire d'autres établissements hospitaliers soient confrontés à des démissions de médecins spécialisés ?

3) Le problème des gardes non rémunérées existe déjà depuis un certain temps. Où en est ce dossier actuellement ? Quand est-ce que tous les médecins qui effectuent des gardes dans les hôpitaux peuvent-ils s'attendre à ce que ces dernières soient rémunérées ?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 2) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 3) Les discussions en vue d'une convention pour l'indemnisation des gardes et astreintes hospitalières sont en cours et devraient aboutir sous peu. Cette indemnisation doit contribuer à renforcer l'attractivité de la médecine hospitalière dans les services concernés.

Situation sanitaire liée à la Covid-19 dans l'enseignement fondamental | Question **6931** (30/09/2022) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Selon la rétrospective de la semaine du 19 au 25 septembre 2022 sur la situation sanitaire au Luxembourg, publiée par le Ministère de la Santé le 28 septembre 2022, le nombre de personnes testées positives à la Covid-19 a augmenté à 1.300 cas par rapport à 999 cas la semaine précédente. En ce qui concerne le taux de positivité, la plus grande augmentation est enregistrée chez les jeunes de cinq à 14 ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes :

– Quelles mesures sanitaires sont en place dans les écoles de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ? S'agit-il des mêmes dispositions qui étaient en place avant les vacances d'été ?

– Dans le cadre de la rentrée scolaire 2022-2023, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a-t-il fourni des recommandations pour la gestion de la situation sanitaire liée au coronavirus aux écoles et aux enseignants ?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Par analogie à la plupart des autres secteurs comme ceux du travail, de la culture ou encore des sports, le secteur de l'éducation nationale a opéré, depuis la fin de l'année scolaire 2021-2022, un retour à la normale en reprenant son mode de fonctionnement usuel ; en dehors des règles sanitaires usuelles concernant notamment l'hygiène des mains, aucune disposition particulière n'a été mise en place à la rentrée de l'année scolaire 2022-2023.

Je tiens à rappeler que le dispositif sanitaire s'appliquant dans les établissements scolaires s'oriente aux recommandations en matière sanitaire émises par la Direction de la santé.

Compte de paiement de base | Question **6932** (30/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

All Mënsch brauch e Bankkonto, sief et, fir Suen anzebezuelen, Rechnungen ze bezuelen oder Änleches. An engem Gesetz vum 13. Juni 2017 ass virgesinn, dass all Persoun hei am Land e sougenannte Compte de paiement de base kann opmaachen, fir seng finanziell Situatioun ze geréieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Comptes de paiement de base ginn et aktuell hei zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Demanden, fir e Compte de paiement de base opzemaachen, goufen zënter dem Akraafttriede vun dësem Gesetz all Joer gemaach?

3. Wéi vill vun dësen Demandë goufen zënter dem Akraafttriede vun dësem Gesetz refuséiert an aus wat fir enge Grënn?

Réponse (03/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Aus Informatiounen, déi rezent vun der CSSF bei lëtzebuergesche Retail-Banke gesammelt goufen, geet ervir, dass säit Akraafttriede vum Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert Bankkonten, am Duerchschnëtt 22 Basiskonte pro Joer (iwwert d'Period 2018–2021) zu Lëtzebuerg opgemaach gi sinn. Bei dëse Konten handelt et sech ëm Basiskonten, wéi se am Artikel 27 vum virgenannte Gesetz definéiert sinn.

An der Moyenne ass 1 Demande pro Joer (2018–2021) fir d'Opmaache vun engem Basiskonto refuséiert ginn. De Finanzministère huet keng detailléiert Informatiounen iwwert d'Grënn fir dës Refusen. Allgemeng sief ugemierkt, dass méiglech Grënn, fir eng Demande ze refuséieren, an den Artikelen 23 a 24 vum Gesetz vum 13. Juni 2017 festgehale sinn.

Vaccins contre la Covid-19 | Question **6933** (30/09/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Wéi aus dem Rapport vun der Regierung „Covid-19 : Rétrospective de la semaine du 19 au 25 septembre 2022" ervirgeet, sinn am Zäitraum vum 5. September 2022 bis de 26. September 2022, 152.640 Dose Pfizer/BioNTech an 258.274 Dose Moderna Impfstoff op Lëtzebuerg geliwwert ginn. Iwwerdeems sinn d'Zuelen u verofreechten Impfunge géint de Covid-19-Virus zu Lëtzebuerg tendenziell staark réckleefeg.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Kann d'Madamm Gesondheetsministesch déi uewe genannten Zuele confirméieren?
• Wa jo, wisou ginn elo esou Quantitéiten un Impfdosen op Lëtzebuerg geliwwert?

Réponse (03/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Et ginn effektiv elo nach eng ganz Rei Impfdosen op Lëtzebuerg geliwwert, obwuel d'Nofro fir Impfunge staark erofgaangen ass.

Dëst erkläert sech doraus, dass dës Impfdose viru laanger Zäit hu schonns misse virbestallt ginn, fir virbereet ze si fir eng eventuell schwéier Covid-19-Well am Hierscht/Wanter 2022, wéi dëst vun enger Rei Experten als méiglech gehale gouf. D'Grondiddi war do, am Noutfall der ganzer Bevëlkerung nach eemol eng Zousazdosis kënnen ze proposéieren.

D'Regierung mécht awer alles, fir dass, wann dës Dosen elo net gebraucht ginn, si an aner Länner, déi nach e Besoin hunn, kënne weidergereecht ginn.

Communication interne au sein du CGDIS | Question **6934** (30/09/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Laut mengen Informatioune kréien d'Agente vum CGDIS, déi an de Grenzregiounen op Asätz fueren, direkt hannert der Grenz keen Zougang op dat internt Funknetz méi. Dat bréngt mat sech, dass si net méi kënne mam 112 kommunizéieren, et sief da mat hirem Privathandy. Am Fall vun engem Ausfall vum Handyreseau wär deemno guer keng Kommunikatioun méi méiglech, wat bei enger Urgence ka fatal sinn. En plus géifen an deene Situatiounen och d'Navigatiounssystemer vum CGDIS net funktionéieren, wat e weidere Problem duerstellt. D'Agente géifen also riskéieren, bei Asätz op sech eleng gestallt ze sinn, wat net am Interêt vum CGDIS a vun der allgemenger Sécherheet ka sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch dës Informatioune confirméieren?

– Wa jo, wéi sinn dës Problemer ze erklären?

– Wa jo, wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, dës Problemer an Zukunft an de Grëff ze kréien?

Réponse (26/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Eis ass net bekannt, datt d'Kommunikatioun bei grenziwwerschreidenden Asätz vum CGDIS generell e Problem ass.

Grondsätzlech kann ee soen, datt de Renita e lëtzebuergescht Funknetz mat enger nationaler Ofdeckung ass, sou wéi dat och bei eisen Nopeschlänner de Fall ass. D'Funkfrequenzen halen awer net direkt op der Grenz op, mee si reeche bis iwwer eng gewëssen Distanz hannert d'Grenz.

Doriwwer eraus sinn all d'Ambulanzen, wéi och eng ganz Rei vun aneren Asazgefierer vum CGDIS, mat GSM-Geräter equipéiert. Eng Kommunikatioun ass grondsätzlech also ëmmer méiglech.

D'Navigatiounssystemer funktionéieren onofhängeg vum Renita a vum GSM-Reseau. Och hei si keng generell Problemer bekannt.

Pacte Logement 2.0 | Question **6935** (30/09/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Am Kader vum Pacte Logement 2.0 ass den Artikel 29 bis den 18. Februar vun dësem Joer a Kraaft getrueden. D'Ëmsetzung vun dësem Artikel huet um Terrain bei de Promoteuren, de Gemengen an awer och bei de Juriste fir vill Froen, awer och esou munch Onverständnis gesuergt. D'Präisser um Wunnengsmaart spëtzen sech weider zou an et ass dovun auszegoen, datt opgrond vun der Energiekris an der Erhéijung vun den Zënsen op de Finanzmäert de Käschtepunkt nach weider an d'Luucht geet an d'Offer beim Neibau opgrond vun der oniwwersiichtlecher Situatioun bei de Baumaterialien zréckgeet. Aus dësem Grond wier et absolutt vun Notzen, wann um prozedurale Wee Neierschléissunge vu PAP-NQ schnellstméiglech déi administrativ Hürde géifen huelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Kann d'Madamm Inneministesch soen, wéi vill PAP-NQ an deene leschten 12 Méint déi prozedural Hürd geholl hunn a vum Inneministère approuvéiert konnte ginn?

– Wéi vill m² SCB kënnen am Kader vun dëse PAP–NQ an Zukunft gebaut ginn?

– Wéi vill Prozent sinn dovu fir de Wunnengsbau reservéiert?

– Kann d'Madamm Inneministesch mir soen, wéi vill PAP–NQ an deene leschten 12 Méint an d'Prozedur gaange sinn a vum Inneministère aviséiert gi sinn?

– Wéi vill m² SCB kënnen am Kader vun dëse PAP–NQ an Zukunft gebaut ginn?

– Wéi vill Prozent sinn dovu fir de Wunnengsbau reservéiert?

– Kann d'Madamm Inneministesch mir soen, wéi vill PAP–NQ zanter dem 19. Februar vun dësem Joer an d'Prozedur gaange sinn a wéi vill m² SCB deementspriechend kënne gebaut ginn?

Réponse (02/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Am Zäitraum vum 1. Oktober 2021 bis den 30. September 2022 si 85 Deelbebauungspläng „Nouveau quartier" (PAP NQ) approuvéiert ginn.

Am Kader vun dëse PAP NQ kënnen theoreetesch 4.273 Wunnunitéite gebaut ginn. Den Inneministère féiert awer keng Statistik iwwert d'Surface construite brute (SCB), déi an dëse PAP NQ bebaut ka ginn. Geet ee vun enger Moyenne vun 100 m² SCB pro Wunneng aus, géif et sech hei ëm ongefeier 427.000 m² SCB handelen.

Am Zäitraum vum 1. Oktober 2021 bis den 30. September 2022 sinn donieft 144 PAP NQ vun der Cellule d'évaluation vum Inneministère aviséiert ginn.

Am Kader vun dëse PAP NQ kënnen theoreetesch 6.679 Wunnunitéite gebaut ginn. Den Inneministère féiert och hei keng Statistik iwwert d'SCB, déi an dëse PAP NQ realiséiert ka ginn. Och hei kann een awer dovun ausgoen, datt et sech am Ganzen ëm ronn 600.000 m² SCB handelt.

Dräi PAP NQ, déi op Basis vum Artikel 29 bis erstallt goufen, sinn zanter dem 19. Februar 2022 agereecht ginn. Effektiv ass dovun auszegoen, datt eng ganz Rei PAPen nach virum Akraafttriede vum uewe genannten Artikel bei de Gemengen agereecht gi sinn, fir den neien Obligatiounen a punkto Schafe vun erschwénglechem Wunnraum ze entgoen. Déi dräi PAP NQ, déi sech op den Artikel 29bis baséieren, gesinn 280 nei Wunnunitéite vir, dorënner 48 erschwénglech Wunnengen. Dëst géif am Ganze ronn 28.000 m² SCB fir Wunnfläch duerstellen, a wouvun ongefeier 4.000 m² SCB fir erschwéngleche Wunnraum geduecht sinn.

Fuite du liquide de fermentation dans l'usine de biogaz de Gonderange | Question **6936** (30/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Mam Datum vum 19. September ass et zu Gonnereng zu engem Virfall komm, wouduerch e Leck tëscht 1.000 a 1.500 Kubikmeter Gärflëssegkeet aus enger Biogasanlag ausgelaf sinn. Dës Gärflëssegkeet huet sech op deenen ëmleiende Wisen a Felder verdeelt. Iwwerdeems heescht et, datt de CGDIS op der Plaz war, fir nach méi grouss Ëmweltschied ze verhënneren. Aktuell schéngt et allerdéngs, wéi wann nach wéineg gewosst wier, wéi héich a wéi substanziell de Schued op d'Ëmwelt wierklech ausgefall ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Ass bis dato schonn eppes iwwert de Gesamtëmfang vum Schued gewosst, deen d'Auslafe vun dëser Gärflëssegkeet op d'Ëmwelt hat respektiv nach huet?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, a wéi engem Ëmfang speziell och de Buedem vun den ëmleiende Wisen a Felder kontaminéiert gouf?

3. Konnten dës Biedem bis dato scho komplett dekontaminéiert ginn? Wann nee, wéini wäert dës Dekontaminatioun viraussiichtlech kënnen ofgeschloss ginn?

4. Kann d'Madamm Minister präziséieren, wou d'Gärflëssegkeet, déi de CGDIS nach konnt opfänken, entsuergt gouf respektiv nach entsuergt gëtt?

5. Kann d'Madamm Minister präziséieren, ëm wéi eng Gärflëssegkeet et sech genee handelt? Handelt et sech ëm Gefligel-, Schwéngs- oder Rannergülle?

6. Kann d'Madamm Minister präziséieren, ob dës Gärflëssegkeet ausschliisslech Lëtzebuerger Hierkonft ass? Gouf respektiv gëtt an där genannter Biogasanlag zu Gonnereng och Gärflëssegkeet traitéiert, déi aus dem Ausland kënnt? Wa jo, aus wéi engem Land respektiv aus wéi enge Länner kënnt dës Gärflëssegkeet?

Réponse (04/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. bis 4. Ech verweise fir dës Froen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6885 vun der éierewäerter Deputéierter Madamm Cécile Hemmen.

ad 5. De Bedreiwer vun der Biogasanlag huet d'Geneemegung, fir a senger Anlag ënner anerem Gefligel-, Schwéngs- oder Rannergülle ze vergären.

Zum Zäitpunkt vum Tëschefall sinn an der Anlag Mais, Ganzpflanzensilage, Kraft-Mix (Kärenoffäll), Rannermëscht, Rannergülle a Gefligelmëscht behandelt ginn.

ad 6. D'Substrater, déi an der Biogasanlag vergäert ginn, kommen net ausschliisslech aus Lëtzebuerg. An der Biogasanlag gi Substrater behandelt, déi aus Holland, der Belsch, Däitschland an aus Lëtzebuerg kommen.

Aumôniers de prison | Question **6937** (30/09/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

A Frankräich hunn d'Prisonéier, wéi dat an der Loi pénitentiaire vun 2009 festgehalen ass, d'Recht, an hirer Zell sou oft, wéi si dat wënschen, mat engem Aumônier vun hirer Konfessioun ze schwätzen, an dat ouni Iwwerwaachung.

Déi schréftlech Korrespondenz tëscht Prisonéier an Aumônier ass a Frankräich strikt protegéiert. Siwe Konfessioune sinn a Frankräich an de Prisongen zougelooss: déi kathoulesch Aumônerie, déi jüddesch Aumônerie, déi islamesch Aumônerie, déi orthodox Aumônerie, déi protestantesch Aumônerie, déi buddhistesch Aumônerie an d'Jehova-Zeien.

Wärend a Frankräich, mat der Ophiewung vun de sanitäre Restriktiounen am Kontext vun der Coronapandemie, d'Aumônieren erëm an d'Zelle bei d'Prisonéier kënne goen an domat e wichtege Bäitrag zur Humaniséierung vun de Prisongen a géint d'Radikaliséierung an de Prisonge leeschte kënnen, ass et den Aumônieren zu Lëtzebuerg nach ëmmer net erlaabt, an den Zelle mat de Prisonéier ze schwätzen, an dat, obschonns d'Covidrestriktiounen hei am Land bal integral opgehuewe sinn.

Och verfüügt déi kathoulesch Prisongsaumônerie net méi iwwer eng eege Bibliothéik an de Prisongen, wat fir déi Prisonéier, déi hir Relioun ausübe wëllen, vu groussem Nodeel ass.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, firwat et den Aumônieren trotz der Ophiewung vun de Coronarestriktiounen nach ëmmer net erlaabt ass, d'Prisonéier an hiren Zellen ze besichen?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, datt doduerch d'Reliounsfräiheet vun den Detenuen net méi integral assuréiert gëtt?

3. Ass dru geduecht, fir et den Aumôniere rëm ze erlaben, d'Prisonéier an hiren Zellen ze besichen? Wa jo, wéini an ënner wéi enge Konditiounen?

4. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt déi schréftlech Korrespondenz tëscht Prisonéier an Aumônier wéi a Frankräich strikt protegéiert ass?

5. Leien der Madamm Minister Zuele vir, wéi vill „intervenants cultuels" an de Lëtzebuerger Prisongen zougelooss sinn, opgedeelt no Konfessiounen?

6. Kann d'Madamm Minister Zuele virleeën, wat de Budget ugeet, dee fir d'Reliounsausübung an de Prisongen a fir d'Formatioun vun den Aumôniere vum Staat zur Verfügung gestallt gëtt?

7. Kann d'Madamm Minister erklären, aus wéi enge Grënn d'kathoulesch Prisongsaumônerie net méi iwwer eng eege Bibliothéik verfüügt an ob dru geduecht ass, déi Decisioun rëm réckgängeg ze maachen?

Réponse (03/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. an 3. D'Praxis, déi doranner bestanen huet, e Ministre des cultes oder Conseiller moral an d'Zelle vun de Prisonéier eranzeloossen, gouf wärend der

Covidpandemie agestallt. Et gëtt aktuell gekuckt, ënnert wéi enge sanitären an Sécherheetskonditiounen dëst nees soll erméiglecht ginn. Aktuell kënnen d'Ministres des cultes an d'Conseillers moraux hir Gespréicher mat de Prisonéier a verschiddene Büroen an an de Parloire féieren.

ad 2. D'Reliounsfräiheet, déi zu de fundamentale Mënscherechter zielt, ass deemno weider assuréiert. Déi agreéiert Ministres des cultes a Conseillers moraux kënnen sech fräi an esou oft si wëlle mat de Prisonéier ënnerhalen.

ad 4. D'Kontroll vun der schrëftlecher Korrespondenz ass duerch den Artikel 25 vum Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Prisongsreform gereegelt. D'Exceptiounen zu der Kontroll sinn explizitt am Artikel opgefouert an d'Conseillers moraux an d'Ministres des cultes falen net drënner.

ad 5. Aktuell sinn eng 10 Ministres des cultes a Conseillers moraux (cultes catholique, israélite, musulman, orthodoxe) agreéiert, fir an de Prisongen ze intervenéieren. Den Terme „intervenants cultuels" ass den Autoritéiten net bekannt.

ad 6. Et gëtt kee Budget fir d'Formatioun fir eng Aumônerie vum Staat. Wann den neie Règlement interne vun de Prisonge bis a Kraaft ass, ka gekuckt ginn, wéi een de Problem am beschte léist, zum Beispill iwwert de Wee vun enger Konventioun mat deene concernéierten Acteuren. Duerch dës Konventioun kéint och de Finanzement gereegelt ginn. An deem Sënn huet eng Reunioun mam Conseil des cultes conventionnés de 17. November 2021 stattfonnt, wou ausgemaach gi war, dass de Conseil des cultes conventionnés dem Justizministère e Projet vun enger Konventioun sollt ënnerbreeden. Dëse Projet ass elo am Oktober erakomm an gëtt aktuell intern analyséiert.

ad 7. An de Prisonge gëtt et gratis Bibliothéike fir d'Prisonéier, wou och reliéis Bicher (vun den agreéierte Cultes) zur Verfügung gestallt ginn. Eng separat Bibliothéik fir eng spezifesch Konfessioun ass dofir net néideg.

Étude polluants LIH | Question **6938** (30/09/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

En juillet, le LIH a présenté les résultats d'une étude sur les polluants qui concluait que les enfants sont largement exposés à de multiples polluants. Les chercheurs ont ainsi déterminé la présence de 88 polluants dans les cheveux des enfants.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 6594 du 2 août de Monsieur François Benoy et Madame Josée Lorsché, les ministres mentionnent seulement des actions de la part du Ministère de l'Agriculture visant à limiter les expositions susmentionnées.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles conclusions tirez-vous de ladite étude ?

2) Quelles actions et plus spécifiquement quelles mesures de prévention le Ministère de la Santé envisage-t-il ?

Le Luxembourg ne ferait donc malheureusement pas exception en termes d'exposition aux polluants. Les programmes de surveillance de l'exposition des populations étant de plus en plus nombreux dans les autres pays et le Luxembourg semblant être à la traîne à ce niveau, je voudrais poser la question suivante à la Ministre de la Santé :

3) Estimez-vous nécessaire la mise en place de programmes de suivis de l'exposition aux polluants focalisés sur les enfants ?

Selon nos informations une cohorte en population générale existerait actuellement au LIH (la cohorte ORISCAV), pour laquelle des échantillons biologiques (sang, urines, cheveux) permettant l'évaluation de l'exposition auraient été collectés sur la période 2017-2018 et qui seraient actuellement stockés au LIH.

Toujours selon nos informations les coûts associés à la recherche de polluants dans les prélèvements biologiques n'ayant pas pu être intégrés dans l'enveloppe budgétaire de départ déjà très serrée, des milliers d'échantillons sont toujours en attente de financements externes qui permettraient leur analyse.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

4) Ne jugez-vous pas regrettable le fait que des actions de monitoring de l'exposition de la population soient ainsi dépendantes de financements externes compétitifs ?

5) Estimez-vous que ces actions de monitoring de la santé publique et notamment celle des enfants devraient faire l'objet de financements récurrents intégrés dans le budget du Ministre de la Santé ou d'un autre ministère ?

6) Plus concrètement êtes-vous en faveur de l'utilisation des échantillons dans le stock du LIH pour des analyses plus poussées sur les polluants ?

Réponse (03/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

L'étude à laquelle l'honorable Députée se réfère est une étude descriptive de type exposition qui investigue combien de biomarqueurs d'une liste prédéfinie de 135 substances sont présents dans les cheveux de 217 enfants âgés de moins de 14 ans et vivant sur le territoire luxembourgeois. En effet, l'analyse des cheveux est utile pour détecter une exposition chronique à certaines substances.

Les messages clés de cette étude sont :

– Les enfants investigués sont exposés à un nombre important de substances chimiques, avec entre 29 et 88 biomarqueurs détectés par enfant. Seuls 17 marqueurs n'ont été retrouvés dans aucun échantillon.

– À côté des pesticides qui sont majoritairement recherchés, les enfants sont également toujours exposés aux POPs (persistant organic pollutants) qui sont interdits en Europe depuis plus de 20 ans.

– En ce qui concerne les 59 biomarqueurs qui étaient détectés dans plus de 50 % des enfants, une association avec les 5 variables suivantes a pu être trouvée :

1) l'âge : l'exposition a été plus élevée pour les plus jeunes âges
2) le sexe : les garçons sont plus exposés aux pesticides non persistants que les filles
3) l'alimentation : le groupe avec une alimentation conventionnelle avait des concentrations plus élevées que le groupe avec une alimentation biologique
4) le lieu de vie : certains biomarqueurs étaient plus élevés dans les zones urbaines, d'autres étaient plus élevés en milieu rural
5) la présence d'animaux domestiques : les enfants avec animaux domestiques ont de concentrations plus élevés de certains biomarqueurs que les enfants sans animaux.

– L'échantillon analysé est cependant non représentatif de la population. Un biais envers des familles avec un niveau socio-économique plus élevé ne peut être exclu, étant donné que les participants ont dû s'inscrire sur une base volontaire à l'étude.

Cette étude est certainement un point de départ intéressant pour de futures études en santé publique puisqu'elle montre la présence de multiples substances au-dessus de la limite de détection de la technique analytique utilisée, à la fois pour des polluants non persistants et persistants. Dans ce contexte, il appartient à noter que plus la méthode analytique/équipement technique est sensible et plus de marqueurs différents sont recherchés, plus de chance on a de trouver des résultats « positifs », définis comme exposition au-delà de la limite de détection du test. Exposition ne veut cependant pas dire d'emblée conséquences pour la santé car il faudrait démontrer un lien de cause à effet de la présence d'une substance et d'un effet sur la santé. Ceci n'est pas possible avec une étude de petite taille comme celle du LIH et demanderait de très grandes études de cohorte avec suivi dans le temps.

Les informations de cette étude limitée en nombre et non représentative retiennent cependant l'attention des spécialistes en santé environnementale de la Direction de la santé.

Sur base de cette étude, certaines actions préventives pourront être envisagées afin de diminuer l'exposition aux substances :

En effet, l'étude considère 5 facteurs associés potentiellement avec l'exposition, dont 2 peuvent être influencés, à savoir l'alimentation et le contact avec des animaux (traités par des produits chimiques). L'âge et le sexe ne sont pas influençable et le lieu de vie peut souvent difficilement être modifié. D'autres sources d'exposition sont éventuellement aussi possibles, mais n'ont pas été considérées dans l'étude.

Au sein de la Direction de la santé, un plan national en matière de santé environnementale est actuellement en préparation. Un groupe de travail interministériel, comprenant également des représentants du Ministère de l'Environnement, du Ministère du Travail et du Ministère de l'Agriculture a ainsi été créé. Une des priorités du plan consistera à améliorer la prévention des jeunes enfants et des femmes enceintes vers une réduction de l'exposition aux facteurs environnementaux potentiellement nocifs et ceci surtout, mais pas uniquement, dans la période de vulnérabilité des 1.000 premiers jours de vie.

Dans le programme de travail 2022-2024 de la Direction de la santé, des projets concrets ont été proposés pour mieux informer et sensibiliser la population sur les enjeux de la santé environnementale et pour créer un environnement sain pour les tout-petits par exemple dans les crèches.

Actuellement la Direction de la santé, ensemble avec le Laboratoire national de santé (LNS), poursuit un projet pilote dans les écoles fondamentales et maternelles pour analyser la qualité de l'air intérieur en vue d'informer par rapport aux mesures qui permettent de minimiser la présence de substances chimiques et de promouvoir les bienfaits d'un air sain.

Par rapport à l'alimentation, une collaboration entre la Direction de la santé et le Ministère de l'Agriculture existe dans le cadre du Plan national GIMB (Gesond iessen, Méi beweegen) en vue d'augmenter le pourcentage de produits biologiques et régionaux dans les structures d'accueil d'enfants.

Dans le futur plan national, des projets de biosurveillance seront proposés pour évaluer davantage le degré d'exposition de la population à des facteurs environnementaux et pour en suivre l'évolution dans le temps. Ces informations peuvent aider à identifier les sources d'exposition prédominantes, de mieux adapter les programmes de prévention et de développer des mesures de mitigation pour réduire les éventuels risques. Nous disposons au Luxembourg de plusieurs chercheurs spécialisés dans ce domaine et le Laboratoire national

de santé dispose d'un département dédié à la protection de la santé de la population.

Les projets de recherche qui sont initiés et développés de manière indépendante par les chercheurs et instituts de recherche au Luxembourg et ailleurs, sont toujours majoritairement financés par des financements externes. Le système de financement de la recherche académique fonctionne bien et soutient la recherche biomédicale, qui est une des priorités de la recherche publique au Luxembourg depuis 2008.

L'étude ORISCAV-2, à laquelle l'honorable Députée fait référence, est une étude en population générale pendant la période 2016 à 2017, alors que l'étude du Luxembourg Institute of Health (LIH) sur les enfants est plus récente (2020-2021). En plus, ORISCAV-2 exclut les enfants et s'intéresse seulement aux adultes. Les échantillons prélevés dans le cadre d'ORISCAV-2 ont été analysés en partie dans le programme européen HBM4EU (voir www.hbm4eu.eu), qui est un effort commun d'une trentaine de pays, et cofinancé par l'Agence européenne de l'environnement et la Commission européenne, sous le programme Horizon 2020 (période de 2017 à 2022). Les résultats deviennent désormais disponibles et sont publiés progressivement par le consortium d'étude qui inclut notamment aussi le LIH et le LNS.

Pour les années à venir, la Direction de la santé s'intéresse à deux initiatives potentielles en santé publique visant spécifiquement la population plus vulnérable des enfants :

1) Le Luxembourg envisage une étude de biomonitoring sur 300 enfants pour la période de 2023 à 2025. Comme mentionné dans la question parlementaire, plusieurs pays se préparent actuellement à ce type d'étude et le LNS est bien équipé pour participer pour notre pays. L'étude devrait s'intéresser plus particulièrement à certaines substances considérées prioritaires, et qui incluent, sans trop de surprise et en cohérence avec l'étude précédente du LIH, des molécules comme les bisphénols, les polluants organiques persistants, les pesticides ... En tant qu'autorité de santé, notre intérêt ne porte cependant pas seulement sur l'exposition aux substances, mais également sur les conséquences potentielles sur la santé.

2) Comme déjà annoncé lors de la conférence de presse fin mai 2022, en rapport avec le service national de médecine de l'environnement, un autre type d'étude fort utile serait l'établissement au Luxembourg d'une cohorte de femmes enceintes avec un suivi des enfants jusque l'âge de 12 ans. En effet, comme il ressort de plusieurs études cohortes réalisées dans d'autres pays de l'Union européenne, l'exposition à des substances varie très fortement en fonction du lieu de vie des personnes et elle est donc spécifique à chaque pays ou région. En conséquence, on ne peut pas facilement extrapoler des résultats d'autres pays et les appliquer tels quels à notre pays. Une étude de cohorte mère-enfant permettrait de mieux comprendre le lien entre l'exposition à des substances pendant une période de grande vulnérabilité que constitue la grossesse et d'éventuelles conséquences sur la santé des enfants.

Chasse aux sangliers | Question **6939** (30/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Och vun offizieller Säit gëtt ëmmer nees drop higewisen, datt de Wëldbestand a besonnesch d'Wëllschwäipopulatioun hei zu Lëtzebuerg ze héich sinn. Staatlech festgesaten Ofschosspläng sollen dofir suergen, datt genuch Wëld geschoss gëtt.

Trotzdeem hëlt de Wëldbestand säit Jore weider zou. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Wëllschwäin hätte misse laut den Ofschosspläng an de leschten 3 Juegdsaisone geschoss ginn? – Wéi vill sinn der effektiv geschoss ginn?

2. Ginn d'Zuelen, déi an den Ofschosspläng fir de gesamte Wëldbestand festgeluecht goufen, generell erreecht?

3. No wat fir Krittäre ginn dës Ofschosspläng opgestallt?

4. Ass e genaue Monitoring geplangt, sou datt d'Ofschosspläng vum gesamte Wëldbestand op Basis vu konkreeten Zuele kënnen ugepasst ginn?

5. Wat fir Mesurë si geplangt, fir de Wëldbestand generell, virun allem awer dee vun de Wëllschwäin ze reduzéieren?

6. Wéi steet d'Regierung zu enger Verlängerung vun de Juegdzäiten ëm eng Stonn moies an owes an zum Asaz vu modernen techneschen Hëllefsmëttelen, wéi beispillsweis Nuechtsichtgeräter?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. An der leschter ofgeschlossener Juegdperiod (période cynégétique) (3 Joer: 1. Abrëll 2018–31. Mäerz 2021) hätte misse 17.431 Wëllschwäi geschoss ginn.

An der leschter ofgeschlossener Juegdperiod (3 Joer: 1. Abrëll 2018–31. Mäerz 2021) sinn 22.647 Wëllschwäin als geschoss gemellt ginn.

ad 2. Ubäi den erfëllten Undeel vun den Ofschosspläng jee no Wëldaart (offiziell Bezeechnung) landeswäit, baséiert op den Zuelen, ewéi se gemellt goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Ofschosspläng vun de Wëllschwäin, de jonke Routhirschen an de männleche Routhirsche goufen erfëllt. Déi vun de weibleche Routhirschen, de Réi an de männlechen Dammhirsche goufe bal erfëllt.

Bei den Ofschosspläng vun de weiblechen a jonken Dammhirsche souwéi vun all de Muffelen hu méi Ofschëss gefeelt. Bei den dräi Wëldaarten, déi fir männlech Déieren (Trophäenträger) ee separaten Ofschossplang hunn (Routhirsch, Dammhirsch a Muffel), ass den Ofschossplang weesentlech besser erfëllt ewéi bei de weiblechen Déiere respektiv bei der Kategorie weiblech a jonk. Dëst kéint dorop hiweisen, dass d'Juegd zu Lëtzebuerg nach deels trophäenorientéiert wier. Eng effizient Populatiounsregulatioun ass awer nëmme méiglech, wa staark an déi weiblech Bestänn agegraff gëtt.

ad 3. D'Reglement iwwert den Ofschossplang gesäit a sengem Artikel 6 Follgendes als Krittär vir:

« [...] L'élaboration des propositions de plans de tir se fait sur base de critères agricoles, viticoles, sylvicoles, cynégétiques et de protection de la nature et prend en considération en particulier la situation des dégâts à l'agriculture, à la viticulture, à la sylviculture, à la biodiversité et à la police sanitaire. Ces critères sont établis par l'administration et approuvés par le ministre, le Conseil supérieur de la chasse entendu en son avis. [...] »

Konkreet ginn d'Ofschosszuelen aus de Jore virdru souwéi de Wëldschued mat an d'Basisberechnunge mat erageholl. Bei den Aarte Routhirsch, Dammhirsch a Muffel ginn och déi lokal Verbreedunge mat a Betruecht geholl.

D'Basisberechnunge ginn dann an de regionale Juegdkommissiounen opgrond vu lokalen Erfarungswäerter ugepasst. Dës Kommissioune setzen sech aus regionale Vertrieder zesummen (1 Vertrieder vun der Natur- an Bëschverwaltung, 1 Vertrieder vun de Bëschbesëtzer, 2 Vertrieder vun der Landwirtschaft an 3 Vertrieder vun de Jeeër). D'Kommissiounen ënnerbreeden dann hir Proposen dem Ëmweltminister, deen se gegeebenefalls nach upasst, an dann arrêtéiert.

ad 4. Den Artikel 9 vum groussherzogleche Reglement iwwert den Ofschossplang gesäit Follgendes vir:

« Si au cours d'une période cynégétique la structure de la population du gibier ou de son habitat sur un lot de chasse subit des modifications importantes ou si des dégâts considérables aux cultures agricoles ou sylvicoles sont constatés, le locataire de chasse ou le syndicat de chasse peuvent introduire auprès du ministre une demande en révision du plan de tir arrêté initialement. Cette demande doit être motivée sous peine d'irrecevabilité. »

Op Demande vum Juegdpiechter oder dem Juegdsyndikat kënnen also d'Ofschosspläng ugepasst ginn, sollt et zu gréissere Changementer an der Wëldpopulatioun oder dem Wëldschued kommen.

ad 5. D'Haaptinstrument bei der Regulatioun vun de Populatiounen ass d'Juegd via d'Anhalen an d'Upasse vun den Ofschosspläng.

Am Kontext vun der Wëllschwäiproblematik gouf, fir zousätzlech Mesuren ze identifizéieren, e Groupe de pilotage „sanglier" an d'Liewe geruff, deen als Missioun d'Ausschaffe vun engem Wëllschwäimanagementplang huet. Dëse Grupp setzt sech zesummen aus Vertrieder vun de relevante staatlechen Instanzen (MECDD, MAVDR, ANF, ALVA, MNHNL) wéi och vun de privaten Interessensgruppen (Naturschutz, Déiereschutz, Landwirtschaft, Privatbësch, Juegd etc.).

ad 6. Den Asaz vun Nachtziel-Techniken ass well virun enger Zäit proposéiert ginn. D'Ëmsetzung vun dësem Projet ass och um Instanzewee, muss awer nach um Niveau vun der Benelux-Konventioun approuvéiert ginn.

Ob d'Juegdzäite misste geännert ginn (wat och eng Ännerung vum Juegdgesetz géif beinhalten), wäert mat grousser Warscheinlechkeet am Groupe de pilotage „sanglier" als potenzielle Léisungsusaz am Kader vum Wëllschwäimanagementplang diskutéiert ginn.

Démission de six cardiologues du Centre Hospitalier du Nord | Question **6940** (30/09/2022) de **M. Marc Hansen** | **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

Selon la presse nationale, six cardiologues du Centre Hospitalier du Nord auraient exprimé leur volonté de démissionner de leurs postes. Selon les mêmes sources, le directeur général aurait affirmé que le service cardiologie du CHdN continuera de fonctionner. La question de la non-rémunération des gardes et astreintes est également évoquée, un facteur qui explique en partie le manque d'attractivité de l'environnement hospitalier pour les médecins spécialistes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatives aux démissions susmentionnées ?

2) Madame la Ministre est-elle en possession d'informations supplémentaires quant aux motifs des cardiologues démissionnaires ? Dans l'affirmative, quels sont ces éléments ?

3) La pénurie de spécialistes étant un problème connu, endéans quels délais la direction du CHdN peut-elle espérer remplacer le personnel démissionnaire ?

4) À quelle capacité le service cardiologie pourra-t-il continuer de fonctionner en attendant que les postes vacants soient pourvus ? Est-ce que des solutions intermédiaires devront être mises en place en collaboration avec les services de cardiologie d'autres centres hospitaliers ?

5) Endéans quel délai la question de la rémunération des gardes et astreintes sera-t-elle résolue ?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 2) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 3) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6926 du 29 septembre 2022 de Monsieur le Député Claude Wiseler.

ad 4) En complément à la prise en charge des patients au sein des cabinets privés par les cardiologues, le service de cardiologie doté de ressources complémentaires assurera les missions dévolues au niveau de l'annexe 2 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Le service dispose d'un lien fonctionnel de transfert de patients vers le service de cardiologie interventionnelle et de chirurgie cardiaque de l'INCCI.

ad 5) Nous nous référons à la réponse à la question parlementaire 6930 du 29 septembre 2022 de Madame la Députée Carole Hartmann et de Monsieur le Député Gilles Baum.

Nombre d'étages autorisés dans le cadre d'un plan d'aménagement « Quartier existant » | Question **6941** (30/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am groussherzogleche Reglement vum 8 Mäerz 2017 zum Plan d'aménagement „Quartier existant" kann een Definitiounen zu verschiddene Bauvirschréfte liesen.

Am Reglement kann ee Follgendes noliesen:

« Nombre d'étages

On entend par nombre d'étages le nombre de niveaux au-dessus du rez-de-chaussée.

Nombre de niveaux

On entend par nombre de niveaux le nombre d'espaces entre planchers et plafonds. Les niveaux en sous-sol ne sont pas pris en compte. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Dierf ee Bautereglement vun enger Gemeng contraire zu dësen Definitioune sinn an zum Beispill bei der Unzuel un Niveauen de Sous-sol matzielen? Wa jo, a wéi ville Gemengen ass dëst de Fall?

2. Falls d'Äntwert op déi zwou éischt Froen negativ sollt sinn, wou sollt een sech als Bierger oder Biergerin wenden, wann engem esou eng Divergenz tëscht Definitiounen tëscht Bautereglement a Reglement vum 8 Mäerz 2017 opfält?

Réponse (19/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Nee, dat geet net, well d'Definitiounen, déi am groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 zum Contenu vum Deelbebauungsplang fir bestoend an nei Quartieren opgelëscht sinn, hunn e reglementaresche Wäert. Deemno kann net zu hirem Contenu derogéiert ginn.

Si kënnen awer mol punktuell am Flächennotzungsplang (PAG) oder am Deelbebauungsplang (PAP) ëmformuléiert ginn, fir d'Verständnis vun der Definitioun ze erliichteren.

Aus Grënn vu Rechtssécherheet ass sou eng Ëmformulatioun awer, am Prinzipp, ze evitéieren.

Dem Inneministère ass aktuell nëmmen ee Fall vun enger Gemeng bekannt, déi zu den uewe genannten Definitiounen derogéiert hat. Betreffend dëse bekannte Fall ass et sou, datt d'Gemeng mëttlerweil eng Prozedur initiéiert huet, fir d'Definitioun sou ëmzeänneren, datt se konform zum uewe genannte Reglement ass.

Wann enger Persoun sou Divergenzen opfalen, gëtt hir geroden, sech un déi zoustänneg Servicer vun der concernéierter Gemeng ze wenden. Gegeebenefalls kann si sech och un den Inneministère adresséieren.

Traite des personnes au Luxembourg | Question **6942** (03/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Rapport vum US-amerikaneschen Departement of State iwwer de Mënschenhandel zu Lëtzebuerg heescht et: "A man working in an Asian Restaurant or a building site is a more typical victim of human trafficking to Luxembourg than a woman forced into prostitution, the country's human rights commission said in a separate report in 2021." (Quell: „Luxembourg Times" vum 23.9.2022: „Luxembourg human traffickers' sentences still too lenient").

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi steet den Här Aarbechtsminister zur mentionéierter Ausso?

2. Kann den Här Minister preziséieren, wat d'Regierung konkreet an deene leschte Jore géint de moderne Mënschenhandel an der Lëtzebuerger Gastronomie an op de Lëtzebuerger Chantieren ënnerholl huet?

3. Wéi eng Mesurë si geplangt, fir dës Situatioun an Zukunft ze verhënneren?

Réponse (07/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

D'Infraktioun vum Mënschenhandel a Form vun der Prostitutioun ass am Artikel 382-1, Punkt 1) vum Code pénal virgesinn, dee Follgendes bestrooft:

« Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue :

1) de la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles ; [...]. »

Betreffend d'Prostitutioun ass d'ITM net zoustänneg. D'Police huet eleng d'Kompetenz, fir an dëser Matière ze enquêtéieren.

D'Infraktioun vum Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicer ass am Artikel 382-1 Punkt 2) vum Code pénal virgesinn, dee Follgendes bestrooft :

« Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue : [...]

2) de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine ; [...]. »

Och wann d'ITM eng Missioun vu Präventioun, Sensibilisatioun a Kooperatioun am Beräich vun den Aarbechtsbedingungen huet, huet se keng Kompetenz am Kader vum Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicer.

D'Police huet eleng d'Kompetenz, fir an dëser Matière ze enquêtéieren. Et ass och e weidert spezialiséiert Team vun dëser Sektioun, dat sech ëm d'Identifizéierung vun Affer vu Mënschenhandel an den Assistenz- a Schutzmoossname këmmert, déi am amendéierte Gesetz vum 9. Mee 2009 iwwert Hëllef, Schutz a Sécherheet vun den Affer vu Mënschenhandel virgesi sinn. Deemno kann d'ITM sech net zur mentionéierter Ausso prononcéieren.

Falls d'ITM am Kader vun hire Missiounen eng Situatioun begéint, déi eventuell d'Konditioune vum Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicer vum Artikel 382-1 vum Code pénal erfëllt, notifizéiert d'ITM dës dem Parquet, deen den Dossier un d'Police weidergëtt, fir weider ze enquêtéieren, wann néideg, assistéiert vun den Inspektere vun der ITM.

All Dossier, deen an dësem Kontext bei de Parquet kënnt, gëtt analyséiert mam Bezuch op de Critère vun den Aarbechtsbedingungen, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit sinn.

Wann dëse Critère ginn ass, gi Poursuitten ageleet. An deem anere Fall ginn, souwäit et méiglech ass, Poursuitten ageleet wéinst Verstéiss vum Aarbechtsgesetzbuch, haaptsächlech wéinst Verstéiss géint d'Aarbechtszäiten an dem Mindestloun.

Wat d'ITM a punkto Mënschenhandel an de leschte Joren ënnerholl huet, ass op der Säit 28 vum Rapport annuel vun der ITM aus dem Joer 2021 vermierkt. D'Unzuel vun den Aarbechtsinspekteren, déi um Terrain aktiv sinn, ass duerch d'Rekrutementer vun de leschte Jore vun 22 Aarbechtsinspekteren am Joer 2018 op 69 Aarbechtsinspekteren am Joer 2021 geklomm:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Säit dem Enn vum Joer 2021 si 37 Stagiairen amgaang, hire Stage ze maachen, fir kënnen Aarbechtsinspekter ze ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Och ass ze bemierken, dass all Aarbechtsinspekter eng speziell Formatioun betreffend de Mënschenhandel kritt.

Zanter dem Joer 2015 hunn 161 Aarbechtsinspekteren, Agente respektiv Stagiairen, d'Formatioun „La Traite des êtres humains" oder d'Formatioun „Approche et accompagnement des victimes de la traite des êtres humains" matgemaach. Dëst sinn am Ganze 573 Stonne Formatioun betreffend de Mënschenhandel.

Agressions envers des chauffeurs de bus | Question **6943** (03/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wéi am Artikel „LCGB fuerdert Sécherheetskabinne fir Buschaufferen", deen den 13. September um Site vun RTL publizéiert gouf, goufen eleng dëst Joer scho bal eng Dosen Iwwergrëffer op Buschauffere registréiert. Weider heescht et an engem Schreiwes vun der zitéierter Gewerkschaft, datt déi Fäll op bestëmmte „sensibele" Strecke besonnesch dacks virkommen a fuerdert als Léisung d'Installatioun vu Sécherheetskabinne fir Chaufferen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi weist, wéi vill Iwwergrëffer op Buschaufferen an de Joren 2018 bis 2021 jeeweils gemellt goufen, op wéi eng Strecke sech de Schwéierpunkt verdeelt huet, wéi dacks de Chauffer huet missen hospitaliséiert ginn a wéi dacks en Täter duerch d'Justiz condamnéiert gouf? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi vill Krankeschäiner an deem genannten Zäitraum op en Iwwergrëff zeréckzeféiere waren?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob hien sech déi Fuerderung vum LCGB no Sécherheetskabinne wëll zu eege maachen? Falls net, kann den Här Minister elaboréieren, wéi déi Decisioun motivéiert wier a wéi hien d'Sécherheet vun de Chaufferen alternativ wëll erhéijen, och fir engem potenziellen Attraktivitéitsverloscht vum Beruff entgéintzewierken?

3. Sou wéi an der Press ze liese war, gehéieren zu deene sougenannte „sensibele" Strecken och grenziwwerschreidend Linne Richtung Frankräich. Kann den Här Minister matdeelen, u wéi eng Autoritéite Chauffere sech kënnen adresséieren, wann si hannert der Grenz attackéiert a wouméiglech an eng Situatioun bruecht ginn, wou si hir Faart mussen ofbriechen? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi eng Instanzen an deem Fall zoustänneg sinn, fir sech ëm dat entspriechend Gefier an de Weidertransport vun de betraffene Passagéier ze bekëmmeren? Kann den Här Minister doriwwer eraus allgemeng elaboréieren, wéi wäit de Schutz vun de Chaufferen tëschent deene bedeelegten ëffentlechen a private Busentreprisë grenziwwerschreidend koordinéiert gëtt?

4. Kann den Här Minister matdeelen, wéi hien zu der Méiglechkeet steet, Täter, déi wéinst engem Iwwergrëff op Personal vum ëffentlechen Transport verurteelt goufen, den Zoutrëtt dozou zukünfteg ze verweigeren?

Réponse (08/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An der Annex fënnt den Här Deputéierten all d'Fäll, déi an de Joren 2018 bis 2021 am RGTR gemellt goufen.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Gesetz vum 19. Juni 2009 betreffend d'Sécherheet am ëffentlechen Transport ass net am informatesche System vun de Justizautoritéite (JUCHA) libelléiert. Am Fall vun Attacke ginn d'Buschaufferen am JUCHA als Victime agedroen. Des Weidere ginn am JUCHA keng Informatiounen iwwert de Beruff vun der Victime agedroen, soudass weeder Statistiken zu de Strecken, op déi sech dëse Schwéierpunkt verdeelt huet, nach zu der Unzuel vun de Verurteelunge kënne geliwwert ginn. Informatiounen zu Krankeschäiner sinn intern Ugeleeënheete vun de Betriber.

ad 2. D'Aféiere vu Sécherheetskabinnen an den RGTR-Bussen ass net eleng eng Fuerderung vun der Gewerkschaft. Effektiv gouf d'Konzept mat de Sécherheetskabinnen zesumme mat de Busbetriber, der Gewerkschaft an der Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP) elaboréiert. D'Finanzéierung vun dëse Sécherheetskabinnen ass am Budget 2023 virgesinn. Et sief awer bemierkt, dass deen een oder anere Betrib op eegen Initiativ scho Sécherheetskabinnen a senge Bussen agebaut huet, am Bestriewen, fir d'Fuerpersonal géint Duerchzuch a Späizen ze schützen.

Laut den Dispositioune vum Aarbechtsgesetzbuch muss den Employeur d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Salariéen an allen Aspekter am Zesummenhang mat der Aarbecht assuréieren.

Laut de Reegele vum Kollektivvertrag vum 25. Juni 2009 betreffend de Mobbing a Gewalt op der Aarbechtsplaz, huet den Employeur sécherzestellen, dass d'Gewaltakten op der Aarbecht verhënnert an ënnerbonne ginn. Den Employeur muss, no Berodung vun de Personalvertrieder, d'Aarbechter an dëser Thematik sensibiliséieren a Moossnamen opsetzen, fir ze vermeiden, dass d'Gewaltakten op der Aarbecht optrieden an d'Aarbechter géint esou Gewaltakte schützen.

ad 3. Am Fall vun enger Aggressioun soll den Nouruffknäppchen am Bus betätegt ginn, woumat d'Leetstell vun der ATP kontaktéiert gëtt; d'Leetstell ënnerhëlt dann déi néideg Schrëtt, wéi zum Beispill direkt d'Police kontaktéieren.

Administrativ ass déi éischt Ulafstell dem Chauffer seng eegen Hierarchie, déi de Fall weider un d'ATP mellt. Mëttels engem Formular, dee fir all Netzbedreiwer standardiséiert ass, soll den Tëschefall opgeholl ginn.

Heefe sech d'Aggressiounen, sou läit et an der Responsabilitéit vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, fir entspriechend Mesuren ze ergräifen. Sou wéi am Fall vu vereenzelte grenziwwerschreidende Linne Richtung Frankräich, wou den Tracé oder den Horaire geännert gouf an och déi entspriechend Präfekturen a Gemengen op der franséischer Säit a Kenntnis gesat goufen.

Och bei engem Virfall ass an der Theorie de Weidertransport vun de Passagéier garantéiert. De Busbetrib gräift an deem Fall op seng Reserv zréck.

ad 4. Et ass d'Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwer Uerdnung a Sécherheet am ëffentlechen Transport, dat dem Transportminister et erlaabt, deene Persounen, déi sech esou dernieft behuelen, den Zougang zum ëffentlechen Transport ze verbidden. Hei gëtt et eng Limitt vun engem Joer, wou esou eng Exklusioun ka prononcéiert ginn. D'Moossnam soll engersäits a Relatioun mat der Gravitéit vun engem Virfall stoen, an anerersäits den Zweck erfëllen, fir präventiv sécherzestellen, datt et net nees relativ séier zu engem neien Iwwergrëff kënnt an deem Zäitraum. Jee nodeem wéi schwéier eng Aggressioun war, kann et sinn, datt parallell och eng Enquête leeft. Falls emol eng Persoun tatsächlech zu enger Prisongsstrof verurteelt gouf wéinst enger Aggressioun am ëffentlechen Transport, bleift et vu Fall zu Fall ofzeweien, ob et nach Sënn mécht, fir duerno nach eng administrativ Strof ze huelen.

Ancienne ligne de bus 682 Hachiville–Clervaux | Question **6944** (03/10/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Avec la réforme du réseau RGTR, l'ancienne ligne de bus 682 Hachiville–Clervaux a été définitivement supprimée.

Cette décision pose entre autres un réel problème pour les élèves de cette région fréquentant les différents lycées situés à la « Nordstad » étant donné que leur temps de trajet se voit drastiquement augmenté.

1) Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il me donner les raisons pour la suppression de cette ligne ? Est-ce que cette décision a été prise en concertation avec la commune de Wincrange ?

2) Des comptages ayant appuyé cette décision ont-ils été effectués ? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les alternatives mises en place pour effectuer le trajet Hachiville–Clervaux ?

4) Est-il envisagé de mettre en place une ligne directe entre cette région et les lycées de la « Nordstad » ?

Réponse (04/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La ligne 682 n'a pas été supprimée mais remplacée par la ligne 176. Cette ligne connecte les localités de Hachiville, Weiler, Hoffelt, Troine et Troine-Route à Wincrange et est connectée au train à la gare de Troisvierges. Cette connexion était planifiée suite à une demande de la part de la commune de Wincrange. Au cours de la réorganisation du réseau RGTR, notamment lors de la consultation des communes, la commune de Wincrange n'a prononcé aucun commentaire concernant le tracé de cette ligne.

ad 2) La réorganisation du réseau RGTR s'est basée sur l'enquête Luxmobil de 2017 et un comptage complet du réseau RGTR en 2016. À cause des faibles volumes dans le milieu rural, la mise en place d'une offre efficace y est plus difficile car les besoins sont plus divergents. Ainsi, l'ATP a essayé en général de connecter les localités au centre de développement et d'attraction le plus proche, parce que les centres de développement et d'attraction disposent de services et d'offres de transport en commun attractives. Vu l'approche participative de la réorganisation, dans ce cas précis, la demande exprimée par la commune a primé sur les résultats des enquêtes et des comptages.

ad 3) Un enjeu majeur en milieu rural sont les étudiants de l'enseignement secondaire. Afin de couvrir ce volet, le réseau scolaire garantit une connexion directe par la ligne A13.

Au niveau du réseau régulier, la connexion se fait par la ligne 176 et la ligne ferroviaire 10 en changeant à Troisvierges avec un temps de parcours total entre Hachiville et Troisvierges de 30 minutes. La durée du trajet avec l'ancienne ligne 682 jusqu'à la place Benelux à Clervaux était de 32 minutes, la gare de Clervaux n'ayant pas été desservie par cette ligne.

Conseiller logement | Question **6945** (03/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le Pacte logement s'étendant sur la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2032 a introduit le conseiller logement. Ce conseiller peut être un expert externe ou un employé communal et devrait faciliter le processus d'élaboration et de mise en œuvre du Pacte logement 2.0 au niveau communal.

1) Nous voudrions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement combien de conseillers logement sont actuellement registrés et quel est leur statut (expert externe ou personnel communal).

2) Combien de conseillers logement ont suivi la formation initiale respectivement la formation continue prévues ?

3) Combien de communes ont profité de l'appui d'un conseiller logement et de la participation financière de l'État ?

Réponse (17/10/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Les honorables Députés s'enquièrent de la situation actuelle des conseillers logement ayant pour mission

d'assister une commune dans l'élaboration et l'exécution du programme d'action local logement en vue de la mise en œuvre du Pacte logement 2.0 au niveau communal. Dans ce contexte, je me permets de fournir les informations suivantes aux différentes questions :

ad 1) Au total, 40 conseillers logement sont à disposition des communes dans le cadre du Pacte logement, dont 31 conseillers logement externes et 9 conseillers logement internes. Les conseillers logement externes ont été recrutés par le biais d'une soumission européenne. Les missions ont été attribuées en respectant les critères définis au niveau de l'appel d'offres. Actuellement, 99 communes sont engagées au niveau du Pacte logement dont 10 communes qui font appel à un conseiller logement interne et 89 communes qui travaillent avec un conseiller logement externe.

ad 2)
Formation initiale
Formation initiale est une formation de 30 heures que le conseiller logement doit avoir effectuée endéans les six mois après avoir commencé sa fonction. Le Ministère du Logement a, jusqu'à présent, organisé trois séries complètes de ce cycle de formation.

Tous les conseillers logement ont suivi la formation initiale à l'exception de trois conseillers externes qui, jusqu'à présent, n'ont pas été attribués à une commune. En outre, des employés communaux intéressés ont également pu participer au 3e cycle de la formation initiale.

Formation continue
Après la formation initiale, le conseiller logement doit régulièrement participer aux séances de formation continue. Un programme de formation ainsi que des échanges réguliers sont proposés aux conseillers logement. Les conseillers sont obligés à prester au moins 16 heures de formation par année. Ainsi, au courant de l'année 2022, le Ministère du Logement, avec la collaboration de la Klima-Agence, a organisé neuf instances de formation continue, la dernière en date lors de la Semaine nationale du logement, le 7 octobre.

Le décompte final sur le taux de participation aux formations continues ne pourra dès lors être établi qu'à la fin de l'année.

ad 3) Toutes les 99 communes engagées au niveau du Pacte logement profitent actuellement des prestations d'un conseiller logement.

À partir du lancement opérationnel du Pacte logement, environ 10.000 heures ont été prestées par des conseillers logement externes qui sont pris en charge par l'État dans le cadre du Pacte logement 2.0.

Réduction progressive de la part du bois primaire considéré comme une énergie renouvelable | Question **6946** (03/10/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

En date du 14 septembre, dans le cadre de la révision de la directive relative aux énergies renouvelables, le Parlement européen a adopté des amendements appelant à la réduction progressive de la part du bois primaire considéré comme une énergie renouvelable.

Ainsi les États membres devraient limiter les subventions dans ce domaine. En même temps la production d'énergie à base de bois primaire ne devrait plus être prise en compte dans le développement des énergies renouvelables. Bien que le chauffage à granulés soit exclu des amendements en question, des experts estiment que la décision du Parlement européen aura également des répercussions sur la production de granulés, entraînant une pénurie et une hausse des prix de ceux-ci.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position du Gouvernement en la matière ?

2) Combien de centrales de chauffage à copeaux de bois existe-t-il au Luxembourg ?

3) Quelles seraient les conséquences pour le Luxembourg si le texte entrait en vigueur sous la forme actuelle ?

4) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis des experts précités ?

5) Le Luxembourg continuera-t-il à soutenir, c.-à-d. à subventionner également les systèmes de chauffage à base de bois ?

Réponse (08/11/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Dans son Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030, le Gouvernement a fixé 4 mesures pour le secteur sylvicole, dont celle d'améliorer l'utilisation en cascade du bois. Le Gouvernement se réjouit donc de la proposition de la Commission européenne concernant la réduction progressive de la part du bois primaire considéré comme une énergie renouvelable, qui vise ce même objectif, c'est-à-dire d'améliorer l'utilisation durable de nos ressources naturelles.

ad 2) Il existe actuellement 58 centrales communales dont la consommation équivaut à 62.500 m^3 de copeaux (données de la requête 2019-2020). L'Administration de la nature et des forêts ne dispose pas de données concernant les centrales privées.

ad 3) Le Luxembourg ne sera pas beaucoup impacté par les changements discutés vu que le bois n'est pas utilisé pour des productions à chaleur à faible rendement.

ad 4) Les conséquences sont difficiles à prévoir, car de nombreux facteurs influencent les décisions des producteurs d'énergie, avec cependant une forte focalisation sur le niveau de la demande et l'évolution des prix. Il faut cependant noter que la production de granulés n'est pas entièrement tributaire du bois primaire. Elle permet l'utilisation des rémanents de production de l'industrie du bois (sciure, chutes, ...) et de bois de calamités qui ne sont adaptés à aucun autre usage. Si les producteurs de granulés s'orientent vers ce type de matière première, alors le texte législatif européen n'aura que des répercussions à court terme sur la production de granulés.

ad 5) Le chauffage au bois reste une option valable d'utilisation d'énergies renouvelables sous condition que le bois provient d'une source d'approvisionnement en fin de cycle de vie du produit bois disponible au niveau local et régional, et que sa mise en œuvre minimise l'énergie grise (transports courts) et est conforme aux normes de pollution. Cependant, la rénovation thermique et l'installation de pompes à chaleur sont fortement privilégiées par rapport au chauffage de bois au niveau des subventions.

Projet de transformation numérique de l'établissement public POST Luxembourg | Question **6947** (03/10/2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Dans un article publié récemment sur reporter.lu, « La digitalisation sous ascendant chinois », il est question du projet de transformation numérique de l'établissement public POST Luxembourg. D'après les informations relayées, ce projet de transformation numérique se fait en collaboration avec la société chinoise « Whale Cloud », anciennement connue sous le nom de « ZTEsoft », une filière de l'entreprise de télécommunications ZTE.

Cette collaboration soulève cependant un certain nombre de questions. Dans le contexte du déploiement de la 5G, les géants de télécommunications chinois Huawei et ZTE sont régulièrement pointés du doigt à cause des risques en matière de sécurité, de sorte que certains pays ont pris la décision radicale de bannir leurs produits et services des réseaux 5G. Ceux-ci craignent en effet que les entreprises de télécommunications permettent aux autorités chinoises d'utiliser leurs équipements pour effectuer une surveillance des communications.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que POST Luxembourg travaille bien avec la société « Whale Cloud » pour la mise en place d'un projet de transformation numérique ?
– Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que POST Luxembourg a choisi de travailler avec cette société, considérant qu'en 2020 l'établissement public avait décidé de ne pas collaborer avec Huawei ? La raison affichée à l'époque semblait se rapporter aux risques en matière de sécurité nationale.
– Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que POST Luxembourg a repris le projet de la digitalisation d'une plateforme des services de mobile de sa filiale Join avec le prestataire ZTE ?
– Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la collaboration avec la société israélite AM-Docs a été terminée à ce moment et si oui, quelles en étaient les raisons ? Est-ce que la fin des relations commerciales avec cette société a engendré le paiement éventuel de pénalités pour POST Luxembourg ?
– Dans l'affirmative, est-ce que des opérateurs de télécommunications d'autres pays de l'Union européenne travaillent avec l'entreprise de télécommunications ZTE ? Si oui, lesquels ?
– La collaboration avec la société « Whale Cloud » semble difficile et avoir eu pour conséquence un certain nombre de retards dans le lancement du projet. Pourquoi est-ce que POST Luxembourg n'a dès lors pas souhaité changer de partenaire ?

2) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que POST Luxembourg a bien choisi de collaborer avec l'entreprise de télécommunications ZTE pour la dénommée « couche BSS » (« Business Support Systems ») ainsi que pour la « couche OSS » (« Operations Support Systems ») de sa plateforme télécom ?
– Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement ne trouve pas que c'est risqué en matière de sécurité de confier les deux couches « BSS » et « OSS » au même fournisseur ? Quelles sont le cas échéant les raisons ayant amené POST Luxembourg à collaborer pour les deux couches avec un seul fournisseur ?
– Est-ce qu'il est vrai qu'une partie du personnel de POST Luxembourg fait preuve de défiance à l'égard de la décision de faire appel au même fournisseur pour les deux couches « BSS » et « OSS » ?
– Le contrat portant sur la « couche OSS » semble avoir été conclu avec ZTE sans appel d'offres ou cahier de charges. Est-ce qu'il s'agit de la procédure normale ?

3) D'après reporter.lu, « le Ministère de l'Économie refuse de s'ingérer dans les affaires du groupe Post

[...] ». Le ministère est par ailleurs cité de la façon suivante : « Il n'appartient pas au ministère d'approuver des contrats signés par le groupe Post ou l'une de ses entités qui relèvent de la responsabilité du management. » Dans la mesure où POST Luxembourg est un établissement public et que POST Luxembourg est une entreprise d'importance capitale, voire systémique pour le Luxembourg, le Gouvernement ne devrait-il pas être informé de contrats passés avec des entreprises de télécommunications qui peuvent présenter des risques en matière de sécurité des infrastructures ?

Réponse (22/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

Il y a lieu de rappeler que POST Luxembourg est une entreprise indépendante de droit public gouvernée par son conseil d'administration et son directeur général. Les interventions du ministre de tutelle, le Ministre de l'Économie, se limitent aux dispositions prévues dans la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications. La gouvernance de POST, régie par la loi modifiée de 1992, ne prévoit pas l'approbation ou l'implication du Gouvernement ou du ministre de tutelle dans le cadre des contrats commerciaux passés par POST.

POST Luxembourg s'est dotée en 2015 d'une stratégie digitale avec comme objectif, entre autres, une refonte complète des systèmes, procédures et processus au sein de son métier télécom. Cette démarche a été structurée sous forme d'un programme étalé sur plusieurs années et comportant une série de projets. Comme pour chaque projet de cette envergure, POST sélectionne les fournisseurs impliqués sur base d'un cahier des charges auquel ils sont invités à répondre dans le cadre d'un appel d'offres.

La décision de POST de passer commande à l'un ou l'autre fournisseur est basée sur une grille d'évaluation détaillée et des critères tels que la qualité de l'offre, le prix mais aussi des aspects liés à la sécurité informatique. Dans ce contexte, il importe de souligner que POST Luxembourg actualise son analyse des risques et poursuit une approche « Zero Trust » vis-à-vis de ses fournisseurs.

Impact de la pénurie d'énergie sur le secteur des télécommunications | Question **6948** (03/10/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Suite à la pénurie d'énergie, il existe un risque réel de rationnements, voire de coupures d'électricité dans des situations extrêmes. Une telle situation toucherait également le secteur des télécommunications, notamment les antennes relais pour les réseaux de téléphonie mobile. Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Énergie.

1) Est-ce que le Luxembourg dispose de suffisamment de systèmes électrogènes de secours pour faire face à de vastes coupures de courant, pour éviter que les batteries de secours installées sur les antennes mobiles ne se vident ?
– Si non, quelles mesures le Gouvernement veut-il prendre pour éviter une telle situation ?
– Plus spécialement, quelles mesures le Gouvernement veut-il mettre en place pour garantir, le cas échéant, le fonctionnement de la télécommunication des services essentiels ?

2) Quelles seront les conséquences d'une coupure d'électricité pour les utilisateurs de portables ?

3) Est-ce que les clients réguliers seront traités sur un pied d'égalité en cas de pannes exceptionnelles ?

Réponse (09/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) à 3) Alors que le risque d'interruptions régionales ou nationales ne peut pas être exclu à 100 %, il faut toutefois constater que le Grand-Duché de Luxembourg est bien positionné au niveau international en ce qui concerne les interruptions de l'approvisionnement en électricité.[3] Dans le contexte actuel, il apparaît en outre que la sécurité d'approvisionnement au Luxembourg, qui fait partie de la zone de marché commune avec l'Allemagne, est jugée assurée pour l'hiver prochain dans l'analyse de référence européenne en vertu de l'article 9 du règlement (UE) 2019/941, et qu'il n'y a pas de risque élevé pour un scénario de déséquilibre entre l'offre et la demande.[4] Il faut en outre considérer que la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit des dispositions en ce qui concerne la garantie de la sécurité et de la qualité d'approvisionnement en électricité ainsi qu'en ce qui concerne leur surveillance.

De manière générale, il appartient à chaque entité qui opère des activités critiques d'assurer la résilience de ses activités. Tel est le cas pour les entités critiques auprès de l'État et des entités critiques dans le secteur privé qui sont tenus de procéder à l'élaboration d'un plan de sécurité et de continuité de l'activité. Ces plans doivent analyser l'impact des différents risques, dont le risque d'une coupure d'électricité, sur les activités de l'entité en question. Il appartient, le cas échéant, à l'entité elle-même de prendre les mesures de sauvegarde nécessaires pour répondre aux risques ainsi identifiés. Parmi ces mesures, la solution d'un recours à des groupes électrogènes ou des batteries de secours constitue une option en cas de faisabilité technique.

Les opérateurs des réseaux de télécommunication mobile sont donc responsables du bon fonctionnement de leur propre réseau, que ce soit au niveau opérationnel ou technique. Chaque opérateur luxembourgeois a ainsi mis en place des dispositifs différents pour contrer des interruptions d'électricité sur son réseau mobile.

Il s'ensuit que l'impact d'une éventuelle interruption d'électricité sur les services de télécommunication mobile varie d'un réseau à l'autre et dépend de la nature, de l'ampleur et de la durée de l'interruption et des mesures mises en place par chaque opérateur.

Reste à noter que les opérateurs des réseaux de télécommunication mobile ne font aucune différenciation entre clients réguliers en cas de panne exceptionnelle.

Location de logements type Airbnb | Question **6949** (03/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Plattform Airbnb ass viru Joren duerch d'Iddi vun der „Sharingeconomy" bekannt ginn, wou et u sech sollt drëm goen, dass een säin Eegentum mat aneren deelt. Dëse Geschäftsmodell ënnerscheet sech awer – Stand haut – net méi vun anere Vermëttlungsplattformen, iwwert déi Proprietären hir Wunnengen un aner Persoune verloune kënnen.

D'Locatiounen op Airbnb dauere meeschtens nëmmen e puer Wochen oder Méint. Mir gouf ee Fall zougedroen, bei deem eng Persoun, déi eng Wunneng iwwer Airbnb gelount huet, probéiert huet, sech op enger Gemeng unzemellen. Dës Demande gouf vun der Gemeng refuséiert. D'Persoun huet dunn een Airbnb an enger zweeter Gemeng gebucht, bei där et dunn awer geklappt huet: D'Persoun krut d'Residence.

Airbnb ass haut a verschiddenen europäesche Stied vill dofir bekannt, dass se duerch legal Grozonen d'Wunn- an d'Tourismusgesetzer aushielegt an d'Konditiounen um Wunnmarché fir vill Leit verschäerft huet. Falls et méiglech ass, dass Persounen sech iwwert Airbnb hei am Land kënnen umellen, besteet de Risiko, dass déi lëtzebuergesch Mietgesetzer kéinten ëmgaange ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Si Kontrakter op Airbnb gläichzesetze mat engem normale Mietvertrag?

2. Kann eng Persoun, déi eng Wunneng iwwer Airbnb lount, sech op enger Gemeng hei am Land umellen? Falls jo, wéi eng Konditioune mussen dofir respektéiert ginn

Réponse (21/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Virop ass ze präziséieren, dass d'Kontrakter op Airbnb net gläichzesetze si mat engem normale Mietvertrag.

Am Populatiounsregëster vun de Gemenge ginn déi Persounen agedroen, déi hir Résidence habituelle an der Gemeng hunn. Dat schléisst Bewunner vun engem Objet, deen iwwert d'Plattform Airbnb zur Verfügung gestallt ginn ass, net prinzipiell aus. D'Aschreiwen op de Registre principal vun der Gemeng hänkt ënner anerem vun der Realitéit vun der Résidence habituelle, de Konditioune vun engem eventuelle Kontrakt a vum legale Statut vun der Wunneng of. D'Verwaltungsgeriicht huet sech schonn zu der Résidence habituelle am Zesummenhang mat Openthalter fir eng kuerz Zäit prononcéiert: « L'inscription aux registres de la population d'une commune ne peut se faire que dans la mesure où la personne ayant l'intention d'y établir son domicile dans un lieu déterminé à l'habitation réelle, légale et continue, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et aux autorisations administratives émises le cas échéant. Des chambres d'hôtel, d'auberge ou de tout autre établissement, destinées à recevoir des personnes ne souhaitant y effectuer qu'un séjour de courte durée ne sauraient constituer des logements dans lesquels des personnes avec ou sans l'accord du propriétaire de ces chambres souhaitent établir leur domicile. » (TA 10.11.2003 n° 15663)

Saisies sur salaire | Question **6950** (03/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

U mech ass ee Fall erugedroe ginn, vun engem Här, dee säit leschtem Joer eng Saisie lafen huet, wéinst enger Steierschold duerch eng Faillite vun senger aler Entreprise vun 1995.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Justizministesch gewëllt, fir d'Tranchë vum Barème, no deem d'Tauxe vun der Saisie gestaffelt sinn, an noer Zukunft unzepassen, vu dass d'Inflatioun säit 2016 ëm ronn 15 % geklommen ass an de Barème dësem Fait keng Rechnung dréit?

[3] Selon un rapport du « Council of European Energy Regulators » (CEER), le Luxembourg figure parmi les pays ayant les taux et les durées d'interruption les plus faibles (cf. CEER Benchmarking Report 6.1 on the Continuity of Electricity and Gas Supply)

[4] cf. ENTSO-E Winter Outlook 2022-2023 early insights

2. Wéi steet d'Madamm Ministesch zu enger automatiséierter Indexéierung vum Barème gebonnen un d'Inflatioun?

Réponse (25/10/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. A senger Sëtzung vum 30. September 2022 huet de Regierungsrot een Avant-projet vun engem groussherzogleche Reglement ugeholl, deen d'Tranchë vum Barème, no deem d'Tauxe vun der Saisie gestaffelt sinn, un d'Lounskala (Cote d'application de l'échelle mobile des salaires) upasst. D'Regierung hofft, dass dëse Projet zäitno a Kraaft triede kann.

ad 2. Dat ass den Ament net virgesinn, well déi systematesch Upassung a priori méi Rechtssécherheet bitt a méi einfach ëmzesetzen ass.

Calcul du loyer social | Question **6951** (03/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir kënne beim Fonds du logement oder dem SNHBM eng abordabel Wunneng ze lounen, muss ee verschidde Krittären erfëllen an et gëtt een no engem Punktesystem op eng Waardelëscht gesat. Wann een dann d'Chance huet, eng vun dëse Wunnengen ze kréien, gëtt de Loyer, deen ee muss bezuelen, opgrond vum Revenu net disponible gerechent.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Ass de Minister der Meenung, dass bei der Rechnung, fir de Loyer social ze ermëttelen, nieft dem Revenu net disponible, och d'Dépenses à long terme, wéi zum Beispill eng Saisie, eng Steierschold oder eng Pension alimentaire, misste berécksiichtegt ginn? Firwat gëtt dat net gemaach?

Réponse (25/10/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Den Deputéierte freet dono, ob bei der Berechnung fir de Loyer social, nieft dem Revenu net disponible, och eng Steierschold oder eng Pension alimentaire berécksiichtegt ginn.

Den Artikel 18 (2) vum Règlement grand-ducal vum 16. November 1998 reegelt, wéi de Loyer fir eng abordabel Wunneng gerechent gëtt. De „revenu net disponible" ass deemno d'Zomm vu verschiddenen Elementer, déi an dësem Artikel opgelëscht sinn.[5]

Een Element vum „revenu net disponible" ass de „revenu net" laut der Steiergesetzgebung (LIR). Als „revenu net" consideréiert d'Steierverwaltung, einfach ausgedréckt, dee Montant, deen theoreetesch beim Contribuabel (hei och de Locataire) um Kont ukënnt. Fir d'Gläichbehandlung ze assuréieren, kënnen hei keng Ënnerscheeder gemaach ginn, déi mam individuelle Verhale vum jeeweilege Contribuabel ze dinn hunn. Deemno kënnen eng Saisie oder eng Steierschold net consideréiert ginn.

Eng „rente alimentaire", déi ze bezuelen ass vum Locataire, gëtt ofgezu vu sengem „revenu net disponible". D'„rente alimentaire" gëtt also an deem Sënn mat berécksiichtegt fir d'Berechnung vum Loyer.

Déclarations d'impôts des entreprises | Question **6952** (03/10/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An enger fréierer Fro N° 6146 hu mir eis zu de Steiererklärunge vu Privatpersounen informéiert. Et ass awer och intressant ze wëssen, wou d'Steierverwaltung drun ass, wat d'Entreprisen ugeet.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Justiz a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steiererklärunge vun Entreprisen aus dem Joer 2019 a virdru sinn nach net clôturéiert?

Kann d'Ministesch dës Zuele pro Joer (an deem d'Erklärung agereecht gouf) opschlësselen?

2. A wéi ville Fäll gouf an deene leschten 10 Joer een Decompte vun der Administration des contributions directes (ACD) opgestallt, dee méi héich wéi 50.000 € war?

3. A wéi ville vun dëse Fäll hunn déi betraffe Firme mat der Steierverwaltung ee Plan de paiement opgestallt?
Wat fir Zënse ginn dee Moment gefrot a vu wat ass d'Héicht vun dësen Zënsen ofhängeg?

Réponse (03/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

An hirer parlamentarescher Ufro stellen déi honorabel Deputéiert Froen, déi d'Steierscholde vun Entreprisë vis-à-vis vun der Steierverwaltung betreffen.

Stand Enn September 2022 ware 15,77 % (7.778 Dossieren) vun den Akommessteiererklärunge vun den Entreprisë vum Steierjoer 2019 nach net besteiert. Fir d'Joren 2018 läit den Taux bei 3,44 % (1.943 Dossieren) an 2017 bei 0,06 % (45 Dossieren). Et ass an dësem Kontext ervirzehiewen, datt sech dës net clôturéiert Dossieren zesummesetzen aus Deklaratiounen, déi nach net eragereecht gi sinn, kierzlech oder mat vill Retard vum Contribuabel agereecht goufen, oder sech awer an der Instruktiounsphas befannen.

Pro Joer entsteet am Duerchschnëtt bei approximativ 5.800 Besteierungen eng Steierschold, déi méi héich wéi 50.000 Euro ass, dëst virun Ofzéie vun eventuell geleeschten Avancen.

Bei 429 Besteierungen aus deene leschte 5 Joer, wou d'Steierschold méi héich wéi 50.000 Euro war, ass en Délai de paiement accordéiert ginn.

All Contribuabel huet d'Méiglechkeet, no enger Besteierung, a virun der Echeance vun dëser Besteierung, duerch eng motivéiert Demande en Délai de paiement ouni Zënsen (Délai de paiement bis zu 4 Méint) oder en Délai de paiement mat reduzéierten Zënsen (Délai de paiement tëschent 5 Méint an 12 Méint: 0,1 % pro Mount oder Délai de paiement tëschent 13 Méint bis 3 Joer: 0,2 % pro Mount) beim Steierbüro unzefroen. D'Héicht vun den Zënsen, déi pro Mount berechent ginn, hänkt also vun der Lafzäit vum Délai de paiement of.

Accès au Lycée technique agricole à Gilsdorf | Question **6953** (04/10/2022) de **Mme Francine Closener** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Mat der Schoulrentrée huet de Verkéier zougeholl an esou sinn och Plazen, op deenen et zu geféierleche Situatioune ka kommen, nees siichtbar ginn. Eng vun dëse Plazen ass d'Géigend ronderëm de Lycée technique agricole Gilsdref. Vill Schülerinnen a Schüler reese wäit duerch d'Land un, aus zäitleche Grënn och mam Auto. Well et hinnen net erlaabt ass, den Auto um Parking vum Lycée ofzestellen, maachen si sech déi lescht Metere laanscht d'N14 zu Fouss op de Wee. Grad wann et geschwë moies nach däischter ass, kann dat zu geféierleche Situatioune féieren.

An deem Zesummenhang wëlle mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et aktuell Iwwerleeungen, déi den Accès zum Lycée technique agricole Gilsdref méi sécher kéinte maachen?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, fir de Lycée méi accessibel fir d'Mobilité douce ze maachen?

3. Gëtt d'Méiglechkeet a Betruecht gezunn, fir an der Géigend e Park&Ride anzeriichten? Wann net, firwat net?

Réponse (08/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Schüler hunn haut d'Méiglechkeet, sécher mam Schülerbus direkt bis op de Schoulsite ze kommen oder iwwert de Fousswee, deen d'Rue Joseph Merten mam Schoulsite verbënnt.

Zousätzlech dozou ass geplangt, deene Schüler, déi wëlle mam Auto kommen a keng Méiglechkeet gesinn, vun dësem méi fréi op e Schülerbus ëmzeklammen, ee Park&Ride um „Bloen Eck" ze proposéieren.

Wat déi aktuell Situatioun vun dem improviséierte Parking nieft der N14 ugeet, esou mussen d'Foussgänger laut Artikel 162 vum Code de la route, wa keen Trottoir do ass, den Accotement benotzen. D'Foussgänger, déi mangels Accotement iwwert d'Strooss ginn, mussen op der lénker Säit, géint d'Faartrichtung vum Stroosseverkéier goen, fir esou d'Gefierer besser ze erkennen. Wou an engem Rayon vun 30 Meter een Zebrasträifen ass, mussen d'Foussgänger dee benotzen.

ad 2. Aktuell gëtt et ee Fousswee, deen den Arrêt an der Rue Joseph Merten (beim „Neie Gebai" vum Dikrecher Kolléisch) mam Lycée technique agricole verbënnt (500 m). Dësen erlaabt et schonn haut, de Site zu Fouss ze erreechen. En plus si vun hei aus och 5 weider RGTR-Buslinnen accessibel (116, 138, 139, 191, 241) souwéi och eng ganz Rei zousätzlech Schülerbusser.

Säitens der Stroossebauverwaltung gëtt am Ableck ee Projet ausgeschafft, deen eng nei Vëlospist laanscht d'Nationalstrooss N14 virgesäit, déi d'Rue Joseph Merten mam Site vum LTA wäert verbannen.

ad 3. Den MMTP huet zesumme mam Lycée technique agricole an der Gemeng Ärenzdall eng Léisung fir ee P&R um „Bloen Eck" bei Steeën ausgeschafft. D'Gemeng Ärenzdall huet den Accord ginn, fir beim Fussballterrain een neien Arrêt ze amenagéieren. Dësen Arrêt wäert vun der Schülerlinn K17 (Mersch–Larochette–Gilsdorf), déi d'Schüler direkt beim Lycée erausléisst, ugefuer ginn.

Zousätzlech dozou gëtt eng Informatiounscampagne vun der Administration des transports publics am Lycée technique agricole lancéiert, déi d'Schüler wäert iwwert dës nei Opportunitéit opklären esouwei

[5] Règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
Article 18
[...]
(2) Par revenu net disponible annuel (RND) du ménage, on entend la somme :
– des revenus nets visés à l'article 10 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, déduction faite des cotisations sociales et des impôts effectivement retenus ;
– des allocations familiales, sans l'allocation de rentrée scolaire ;
– de l'allocation d'éducation ;
– de l'allocation de maternité ;
– de l'indemnité pour congé parental ;
– des rentes alimentaires perçues ;
– des rentes accident ;
– des rémunérations brutes allouées pour les heures de travail supplémentaires visées par l'article 4, paragraphe (1), du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 portant exécution de l'article 115, numéro 11 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
– du boni pour enfant;
– de l'allocation de vie chère.
Les rentes alimentaires versées sont déduites de la somme ci-avant déterminée.
[...]

iwwert aner Parkméiglechkeeten, déi eng direkt Ubannung un den LTA erméiglechen.

Laangfristeg ass virgesinn, wéi am nationale Mobilitéitskonzept 2035 fir d'Nordstad erkläert, e Parkhaus als Opfangparking fir Dikrech an der Géigend vun der Schwämm ze bauen.

Sites d'escalade | Question **6954** (04/10/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Ëmmer méi Leit entdecken de Klammsport fir sech, och besonnesch dobaussen an der Natur. Hei am Land gëtt et awer just eng Plaz, fir um Fiels ze klammen, nämlech an der Wanterbaach zu Bäerdref. Deementspriechend ass de Site vill belaascht, an duerfir envisagéiert d'Klammfederatioun (FLERA), fir weider Plaze fir de Sport opzemaachen. D'FLERA weist allerdéngs drop hin, datt et op ville Plazen hei am Land, déi fir dës Aktivitéit a Fro kéimen, onméiglech wier, eng offiziell Geneemegung ze kréien, well déi betreffend Gebidder opgrond vun nationalen oder europäesche Bestëmmungen ënner Naturschutz stinn. Dobäi komme bürokratesch Hürden, déi eng séier Léisung vum Problem onméiglech maachen. Sou liest een an engem rezenten Artikel op RTL („Naturschutz vs. nei Klammgebidder"): „Schonn eleng, fir d'Impaktetüden a fir all d'Donnéeën ze sammelen, brauch een op d'mannst ee Joer. Nei Klammsitten am Grand-Duché sinn deemno emol net fir haut a muer."

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Sportminister:

1. Waren nach ausser der Wanterbaach an der Gemeng Bäerdref nach aner Sitten am Land méiglech, fir de Klammsport auszeüben?

2. Ginn et Bestriewungen op Säite vun der Regierung, fir de Klettersportler hei am Land entgéintzekommen am Hibléck op nei Klammsitten? Wa jo, wat fir Mesurë ginn zu deem Zweck ënnerholl oder si schonns ënnerholl ginn?

3. Wéi ka verhënnert ginn, datt déi sportlech Aktivitéiten hei am Land ëmmer méi zeréckgedrängt bzw. aus der fräier Natur verbannt ginn, well d'Land ëmmer méi verbaut gëtt a well ëmmer méi Plazen hei am Land zu Naturschutzgebidder erkläert ginn?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. De Klammsport a fräier Natur ass reglementéiert duerch dat groussherzoglecht Reglement vum 5. Abrëll 2016. Wann ee weidere Site vum Secteur oder dem Sportsministère viséiert sollt ginn, muss an enger Evaluatioun gepréift ginn, ob déi Aktivitéit op deem Site een direkten oder indirekten Impakt op d'Natur huet. De Minister fir Ëmwelt kann da jugéieren, ob ee weidere Site kéint autoriséiert ginn. Aktuell läit kee Projet fir ee weidere Site vir.

Selbstverständlech muss och een neie Site adequat a sécher Trainings- a Kompetitiounskonditiounen ubidden an dëst no de Krittäre vun der nationaler Klammfederatioun FLERA an den internationale Verbänn (UIAA a IFSC).

ad 2. De Sportsministère huet ee reegelméissegen Austausch mat de Sportsfederatiounen an esou och mat der FLERA. Fir d'Attraktivitéit vum Klammsport goufen an de leschte Joren och indoor Kloterwänn gebaut, wou de Staat sech finanziell bedeelegt huet. Um rezente „BeActive Day" um Belval gouf eng mobill Kloterwand installéiert, fir de Visiteuren d'Méiglechkeet ze ginn, de Klammsport ze entdecken. Et ass och esou, dass d'FLERA d'lescht Joer 1.219 Kompetitiouns- a Loisirslizenzen hat, dat ass eng Zounam vun 304 Lizenzen am Verglach mam Joer 2016.

ad 3. Déi gängeg sportlech Aktivitéiten an der Natur sinn zum gréissten Deel an den Naturschutzgebidder erlaabt: Esou däerf een an deenen all op de Weeër spadséiere goen, walken, lafen a mam Vëlo fueren.

D'Naturschutzgebidder decke ronn 4,1 % vun der Landesfläch of. Et sinn awer grad dës naturno a geschützte Gebidder, déi vun de Leit genotzt ginn, fir d'Natur ze genéissen. Et ka kengesfalls vun engem Zeréckdränge vu sportlechen Aktivitéiten aus der Natur geschwat ginn, wann een Naturschutzgebitt etabléiert gëtt, wéi den honorabelen Deputéierten dat insinuéiert. Bien au contraire, d'Pandemie huet gewisen, dass d'Bierger frou sinn, sech an den Naturschutzgebidder opzehalen an ze erhuelen an dës Zone geziilt opsichen.

Nouveau coup d'État au Burkina Faso | Question **6955** (04/10/2022) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Comme rapporté par plusieurs médias internationaux, le Burkina Faso a de nouveau été victime d'un coup d'État militaire le 30 septembre 2022. Cette fois-ci, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, lui-même arrivé au pouvoir après un premier coup d'État militaire fin janvier 2022, a été renversé. La nouvelle junte militaire, menée par le capitaine Ibrahim Traoré, a à nouveau invalidé la Constitution, installé un couvre-feu de 21.00 à 05.00 heures du matin et fermé les frontières du pays jusqu'à nouvel ordre. Le nouveau coup d'État militaire s'est accompagné d'attaques visant l'ambassade de France et du saccage de l'Institut français à Ouagadougou par des groupes isolés, brandissant des drapeaux russes. La nouvelle junte au pouvoir a tenté en vain de calmer les foules en colère, mais n'a pas réussi à maîtriser la situation.

Étant donné que le Burkina Faso est un des pays partenaires de la coopération luxembourgeoise au développement, nous aimerions recevoir de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire les renseignements suivants :

1) Quel est l'impact immédiat de la situation sécuritaire précaire, qui perdure au Burkina Faso, sur le travail de terrain dans le cadre des missions luxembourgeoises de coopération ?

2) Le ministère a-t-il émis de nouvelles recommandations à nos collaborateurs et collaboratrices sur place en ce qui concerne leur sécurité ?

3) La situation au Burkina Faso continuant à se dégrader, Monsieur le Ministre est-il d'avis que les objectifs de la coopération entre nos deux pays peuvent encore être atteints ou si une modification du plan d'action est désormais nécessaire ?

Réponse (03/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Pour ce qui est de l'impact des évènements visés sur les activités de la coopération luxembourgeoise sur le terrain au Burkina Faso, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire suit la situation de très près, ensemble avec les autres services compétents du Ministère des Affaires étrangères et européennes et l'ambassade sur place. Les activités sont adaptées en fonction de l'évolution de la situation. L'impact direct principal de la situation est que les mesures prévues dans le cadre de la stratégie de transition, mise en place par la Coopération luxembourgeoise suite au coup d'État de janvier 2022 dans l'attente de nouvelles élections, à savoir, notamment, une mise en œuvre accrue des projets en régie directe à travers LuxDev au lieu d'un soutien aux différents fonds du Gouvernement burkinabé, sont prolongées.

ad 2) Tout comme pour le coup d'État de janvier 2022, l'ambassade à Ouagadougou a immédiatement averti les collaborateurs et collaboratrices sur place lorsque les premiers tirs se sont faits entendre le 30 septembre 2022. La consigne était d'éviter tout déplacement jusqu'à ce que la situation se stabilise.

L'ambassade est en contact permanent avec le ministère au Luxembourg, et notamment la cellule de sécurité, pour revoir et agréer les mesures à prendre.

ad 3) Le Burkina Faso est un pays partenaire de la coopération bilatérale du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1996. La détérioration de la situation sécuritaire dans le pays a commencé en 2015. Depuis, les procédures de sécurité et la manière de travailler sur place sont en permanence analysées et retravaillées au besoin, ceci afin de justement protéger les personnes sur le terrain tout en assurant la continuité de notre coopération au développement. Dans le contexte actuel, et en l'absence d'un nouveau programme indicatif de coopération dont la signature était prévue pour le 8 février 2022, la coopération luxembourgeoise est mise en œuvre sur base d'une stratégie de transition, adaptée à la situation dans le pays.

Aide aux devoirs dans les maisons relais | Question **6956** (04/10/2022) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Zënter dem Schoulufank muss an de Maisons relais déi sougenannten Hausaufgabenhëllef ugebuede ginn. Dës nei Offer fonctionéiert awer nach net richteg, well d'Maisons relais keen Accès op den entspriechenden elektronesche System hunn. Doduerch hunn d'Educateure beispillsweis och keen Zougréff op d'E-Bichelchen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Firwat huet d'Personal vun de Maisons relais keen Zougang op den elektronesche System fir d'Hausaufgabenhëllef?

2. Wat gëtt ënnerholl, fir dee Mëssstand schnellstméiglech ze behiewen?

3. Bis wéini soll d'Personal an de Maisons relais Accès op de System an domat och op d'E-Bichelchen hunn?

Réponse (08/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Informatioun, datt d'Maison-relaise keen Accès op d'E-Bichelche sollen hunn, kann esou net confirméiert ginn. D'Prozedur ass esou, datt all Gestionnaire eng Demande beim Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) maache muss, fir zum System eduConnect, an domat zum E-Bichelche kënnen zougelooss ze ginn.

Dës Prozedur ass vun de Gestionnairen ënnerschiddlech séier lancéiert ginn. D'Grënn dofir waren ënner anerem d'Klärung vun Dateschutzfroe mat den DPOe vun de verschiddene Gestionnairen, esou wéi Froe vun interne Responsabilitéiten. Dës Froe konnten an der Tëschenzäit geklärt ginn, an den Accès zu dem E-Bichelchen ass garantéiert.

ad 2. Am Kader vun der Ëmsetzung vum Projet Hausaufgabenhëllef goufen d'Gestionnairen eng éischte Kéier Mëtt August 2022 gefrot, fir den Zougang zum System (eduConnect) fir hiert pedagogescht Personal, dat Kanner wärend der Hausaufgabenhëllef begleet, unzefroen. Dësen Accès erlaabt et dem pedagogesche Personal an de Maisons relais, op follgend Déngschtleeschtungen zréckzegräifen:

– Online Aschreiwung um Portail vum IFEN fir d'Formatioun „Hausaufgabenhëllef";
– Accès op dat digitaalt Hausaufgabebichelchen (E-Bichelchen);
– Accès op pedagogescht Begleetmaterial, dat vum SCRIPT zu Verfügung gestallt gëtt (MathemaTic, Hey-Doo asw.)

Fir d'Gestionnairen ze ënnerstëtzen, si verschidde Kommunikatiounen un d'Gestionnairen iwwer d'Prozedur vun der Demande d'adhésion am System eduConnect verschéckt ginn, souwéi zwou Onlineformatioune „Gestion des utilisateurs dans le système eduConnect" organiséiert ginn, an dat an Zesummenaarbecht mam CGIE.

Hei ënnendrënner fannt dir eng Chronologie vun deene verschiddene Schrëtt, déi ënnerholl goufen, fir d'Gestionnairë bei der Prozedur vun der Demande d'adhésion ze ënnerstëtzen:

– 16.8.2022: Communiqué „Procédure d'adhésion au système eduConnect"
– 6.9.2022: Rappell
– 30.9.2022: eng vereinfacht Versioun vun der Prozedur fir d'Demande d'adhésion
– 3.10.2022: Onlineformatioune „Gestion des utilisateurs dans le système eduConnect" op Lëtzebuergesch
– 5.10.2022: Onlineformatioune „Gestion des utilisateurs dans le système eduConnect" op Franséisch.

ad 3. Den Accès zum E-Bichelchen ass soumat fir all Maison relais méiglech. D'Aféierung vum E-Bichelche sollt bewosst net mat dem Ufank vum Schouljoer kollidéieren, enger Phas, an där vill aner Froen ze kläre sinn.

Wéi vu mir annoncéiert, gëtt d'Schouljoer 2022/2023 als Pilotphas genotzt, fir de Projet vun der Hausaufgabenhëllef, a soumat och d'E-Bichelchen ze implementéieren. Dëse Projet gëtt am Laf vum Joer permanent evaluéiert a weiderentwéckelt.

Infections de la Covid-19 dans des maisons de soins et de retraite | Question **6957** (04/10/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Zuelen u Covid-19-Infektiounen sinn de Moment erëm amgaange mat klammen. War d'Inzidenz de 5. September nach bei 117 op 100.000 Awunner, waren et beim leschte Rapport vum 25. September schonn 201 op 100.000 Awunner. 16,3 % vun den Neiinfizéierten an der leschter Septemberwoch waren dann iwwer 60 Joer al.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Situatioun momentan an den Alters- a Fleegeheemer? Wéi vill Leit sinn am Moment positiv op Covid-19 getest ginn (opgelëscht jee no Alters- respektiv Fleegeheem)?

2. Wéi vill Prozent vun de Residente sinn dat an deene jeeweilege Strukturen?

3. Ginn et Alters- a Fleegeheemer, an deene verschidde Servicer, wéi zum Beispill d'Restauranten, virleefeg zougemaach goufen an deene leschten 8 Wochen?

Réponse (06/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De 4. Oktober 2022 ware 54 Bewunner aus 14 verschiddenen Alters- a Fleegeheemer positiv op Covid-19 getest. Betraff ware wéi gesot deen Ament 14 verschidde Wunnstrukture vun 52.

Ee Bewunner ass aktuell hospitaliséiert.

Déi 52 Alters- a Fleegeheemer hunn eng Kapazitéit vu 6.403 Better: Dëst entsprécht mat 54 betraffene Bewunner engem Pourcentage vun 0,81 % u Bewunner aus Alters- a Fleegeheemer, déi aktuell positiv op Covid-19 getest sinn. Och wann net all Bett am Moment beluecht ass, mee an der Moyenne eng Occupatioun vu 95 % de Fall ass, sou läit den Taux un positiv geteste Bewunner weiderhin ënner 1 % (0,88 %).

D'Recommandatioune fir Alters- a Fleegeheemer[6] si weider gülteg bis den 31. Oktober an sinn alignéiert op d'Covidgesetz. Iwwer deen Datum eraus ginn déi zwee Texter un d'Situatioun ugepasst, wéi se sech dee Moment presentéiert.

Am aktuelle Covidgesetz[7] an den aktuelle Recommandatiounen ass z. B d'Droe vun engem Mask nach ëmmer obligatoresch fir d'Personal, déi extern Prestataire an och fir de Besuch.

Wéi och an de Recommandatioune festgehalen, stinn déi betraffen Haiser a Gestionnairen a Kontakt mat der Inspection sanitaire, wou zesummen (zum Deel op der Plaz) Léisunge fonnt ginn, fir op der enger Säit d'Bewunner ze schützen an awer och op der anerer Säit déi individuell Fräiheete beschtméiglechst ze erhalen.

Et ass aktuell een Haus, wat de Restaurant an Offsprooch mat Bewunner a mat de Familljen zougemaach huet.

An alle Situatiounen, wou Bewunner positiv getest gi sinn, sinn dës Bewunner isoléiert a ginn individuell vum Fleegepersonal betreit.

Allgemeng ass de Verlaf vun der Erkrankung mat liichte Symptomer verbonnen.

Nombre de voitures avec moteur à combustion au Luxembourg | Question **6958** (04/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 6522 huet de Minister Informatiounen zum Stand vun der Elektromobilitéit ginn. Heibäi koum eraus, dass den Undeel un E-Autoe bei den Neiumellungen zwar eropgeet, mee mol nach net d'Hallschent ausmécht. Aktuell besteet de Fuerpark mat ronn 450.000 Autoen hei am Land nach ëmmer aus Autoe mat Verbrennungsmotoren an ee Groussdeel un Neiumellunge sinn nach ëmmer Autoen, déi fossill Energië verbrennen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Autoe mat Verbrennungsmotor (inklusiv Hybridautoen) goufen zënter 2013 opgelëscht pro Joer, hei am Land immatrikuléiert? Wat ass de relativen Undeel par rapport zur Gesamtzuel un Neiimmatrikulatiounen?

2. Wéi huet sech de Bestand vun Autoe mat engem Verbrennungsmotor (inklusiv Hybridautoen) tëschent 2014 an 2022 entwéckelt (absolutt a relativ)?

3. Wéi steet de Minister zur Behaaptung, dass nach ni esou vill Autoe mat Verbrennungsmotor hei am Land ënnerwee waren, wéi am Joer 2022?

Réponse (08/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen iwwert d'Evolutioun vun der Unzuel vun Autoe mat Verbrennungsmotoren am nationale Fuerpark.

Wéi an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 6522 erkläert, ass ze präziséieren, datt niewent de rengen 100 % Elektroautoen och déi sougenannte Plug-in-Hybride vun der Regierung an och der Europäescher Kommissioun als Elektroauto ugesi ginn. Esou definéiert d'Direktiv 2014/94/UE vum europäesche Parlament a vum Conseil vum 22. Oktober 2014 iwwert den Ausbau vun enger Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer een Elektroauto follgendermoossen:

« véhicule électrique », un véhicule à moteur équipé d'un système de propulsion comprenant au moins un convertisseur d'énergie sous la forme d'un moteur électrique non périphérique équipé d'un système de stockage de l'énergie électrique rechargeable à partir d'une source extérieure ;

Well doduerch och Plug-in-Hybriden ënnert Definitioun vun Elektroautoe falen, ginn dës Gefierer vun der Regierung och ëmmer mat als Elektroauto gezielt. Nawell hunn dës Gefierer ee Verbrennungsmotor, mee se kënnen och onofhängeg dovunner reng elektresch fueren an iwwert eng Born nogeluede ginn. All aner Form vun Hybridauto, déi net kann iwwert ee Stecker mat Stroum nogeluede ginn, fält natierlech net ënnert d'Definitioun vun engem Elektroauto.

Wat d'Neiimmatrikulatioune vun Autoen ubelaangt, lëscht den Tableau ënnendrënner dës pro Joer a Motorisatioun op. Bei de Verbrenner sinn och all d'Gefierer, wou de Motor zum Beispill mat CNG, LPG oder Ethanol ugedriwwe gëtt, dobäigerechent.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Tableau ënnendrënner weist déi selwecht Unzuel prozentual zur Gesamtzuel un Neiimmatrikulatiounen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Wat den Undeel vun Autoe mat Verbrennungsmotor am Fuerpark ugeet, weisen d'Tableauen ënnendrënner d'Evolutioun pro Motorisatioun vum nationale Fuerpark säit 2017 – eemol an absolutten Zuelen an eemol par rapport zum Gesamtfuerpark.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dës Donnéeë vun der SNCA gi säit Oktober 2017 all Mount um Open Data Portal (https://data.public.lu/fr/) publizéiert. Wat Donnéeë vu virun 2017 betrëfft, kann een haut net méi all déi gefroten Informatiounen am Detail zréckverfollegen.

Aus dësen Zuele geet ervir, datt den Undeel u Verbrenner am nationale Fuerpark amgaangen ass, progressiv ofzehuelen – dëst duerch den zouhuelende Succès vun den Elektroautoen. Wat absolutt Zuelen ubelaangt, esou wiisst de Fuerpark weiderhin. Dëst ass gréisstendeels a Relatioun ze setze mat der demographescher Entwécklung am Land. Wat d'absolutt Unzuel un Autoe mat engem Verbrennungsmotor ubelaangt, esou gesäit een, datt dës Unzuel säit der zweeter Hallschent vun 2021 liicht réckleefeg ass. Dëst esouguer, wann een d'Plug-in-Hybriden zu den Autoe mat Verbrennungsmotor géif derbäi zielen.

Adaptation des procédures en matière disciplinaire | Question **6959** (04/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

L'accord de coalition de 2018 précise qu'en matière disciplinaire des possibilités de simplification, ainsi que la question des délais jugés trop longs seront examinées. Le rapport d'activité 2021 du Ministère de la Fonction publique indique que la durée moyenne de traitement des instructions disciplinaires a été de 79 jours pour les

[6] https://mfamigr.gouvernement.lu/dam-assets/dossiers/faq/211019-cipa/14-juillet/recommandations-cipams-le-14072022.pdf

[7] Loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
Art. 4.(1) Le port du masque est obligatoire pour toute personne à l'intérieur d'un établissement hospitalier, d'une structure d'hébergement pour personnes âgées, d'un centre psycho-gériatrique, d'un réseau d'aides et de soins, à l'exception du patient hospitalisé, du pensionnaire ou de l'usager, ainsi que des enfants âgés de moins de six ans.

dernières années. En effet, le Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire (CGID) est confronté à un nombre croissant d'affaires disciplinaires complexes. Ceci a pour conséquence que le CGID n'est pas en mesure de traiter des dossiers complexes dans des délais considérés comme raisonnables.

Dans ce contexte, la loi du 15 décembre 2021[8] (doc. parl. 7809) prévoit notamment de conférer au CGID un poste supplémentaire de commissaire du Gouvernement adjoint aux fins de contenir les délais de l'instruction disciplinaire dans des limites raisonnables. Cependant, le Conseil d'État, dans son avis du 12 octobre 2021 concernant le projet de loi 7809, s'était montré sceptique vis-à-vis de l'effet de cette mesure. La Haute Corporation avait estimé qu'il y aurait lieu d'adapter les procédures afin de pouvoir aboutir à une accélération de traitement de dossiers disciplinaires complexes.

À ce sujet, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Est-ce qu'une réduction de la durée de traitement des dossiers disciplinaires a pu être constatée depuis l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2021 ?

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet des considérations du Conseil d'État en matière d'adaptation des procédures ? Est-il envisagé de revoir les procédures en matière disciplinaire ? Dans l'affirmative, quel est l'état actuel d'avancement ?

Réponse (07/11/2022) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

La loi du 15 décembre 2021, mentionnée par l'honorable Député, augmente à trois le nombre des adjoints au commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, mais l'objectif visé n'était pas de réduire les durées de traitement générales présumées déraisonnables, mais plutôt de permettre de concentrer plus de ressources sur un nombre réduit d'affaires, impactant de façon disproportionnée la durée moyenne de traitement générale.

Il s'est avéré en effet dans les nombreuses analyses qui précédaient le projet de loi n° 7809 que le nombre de dossiers avec des durées de traitement nettement plus longues que la moyenne, ne pouvait pas être compressé au fil des années. Il s'agit de dossiers certes peu nombreux, mais souvent très complexes, dont le traitement se prolongeait pour des raisons sur lesquelles le commissaire instructeur n'a guère d'influence. Le renfort d'un troisième commissaire adjoint contribue dès lors à agir sur ces délais de traitement, mais ne contribue qu'accessoirement à la baisse globale de la durée de l'ensemble des dossiers.

L'honorable Député peut compter sur une analyse régulière en rapport avec les effets qu'a pu apporter cette loi, mais comprend certainement qu'après à peine 10 mois de telles conclusions ne seraient guère fiables.

Législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles | Question **7048** (24/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zu Lëtzebuerg ass et verbueden, d'Äsche vun engem verstuerwene Familljemember bei sech doheem ze conservéieren, well d'Recht, d'Äsche vum Verstuerwenen ze besichen, jiddwer Familljemember opstoe muss. Wann de Verstuerwene viru sengem Doud dee Wonsch zum Ausdrock bruecht huet, kënne seng Äschen, mat Erlabnis vum Buergermeeschter, um Grondstéck vun enger Privatpersoun oder op anere Plazen an der Gemeng, wéi beispillsweis laanscht eng Promenad oder bei engem bestëmmte Bam verstreet ginn.

Wat d'Verstreeë vun den Äschen an engem Bësch ugeet, sou schreiwen d'Madamm Gesondheetsminister an den Här Banneminister de 14. Mäerz 2018 an hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3609 vum honorabelen Deputéierte Lex Delles: « Dans cet ordre d'idées, il y a lieu d'ajouter que la mise en place, ces dernières années, de cimetières forestiers constitue une alternative pour l'épandage des cendres notamment sur une clairière forestière ou concentré au pied d'un arbre commémoratif. » D'Verstreeë vun den Äschen an engem Waasserlaf ass och méiglech, benéidegt awer d'Zoustëmmung vum Ressortminister a muss, wann et sech ëm d'Musel (Kondominium vu Lëtzebuerg an Däitschland) handelt, déi däitsch Gesetzgebung respektéieren.

Zum Schluss vun hirer Äntwert schreiwen d'Madamm Minister an den Här Minister: « D'une manière générale, il y a lieu de préciser qu'une adaptation de la législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles à l'évolution de la société pourrait s'imposer prochainement. »

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Minister:

1. Kann d'Madamm Minister erklären, firwat et zu Lëtzebuerg zwar verbueden ass, d'Äsche vum Verstuerwene bei sech doheem ze conservéieren, mee duerchaus méiglech ass, se am Gaart vun enger Privatpersoun ze verstreeën (Art. 3 vum „règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres")?

2. Am Art. 3 vum „règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres" heescht et: « le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit ». Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi eng administrativ Demarchen de Verstuerwene viru sengem Doud konkreet ënnerhuele muss a wéi eng Ëmstänn virleie mussen, fir datt no sengem Doud de Buergermeeschter d'Verstreeë vu sengen Äschen op de genannte Plazen erlabe kann?

3. Kann d'Madamm Minister Prezisiounen doriwwer ginn, wéini déi ugekënnegt « adaptation de la législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles à l'évolution de la société » konkreet Gestalt unhuele wäert? Kann d'Madamm Minister an deem Kontext confirméieren, datt virgesinn ass, et an Zukunft Privatpersounen ze erlaben, d'Äsche vun hirem Verstuerwene bei sech doheem ze conservéieren?

4. Wéi gedenkt d'Regierung an Zukunft ze verhënneren, datt de Wonsch vu Verstuerwenen, wat d'Verstreeë vun hiren Äschen op enger bestëmmter Plaz ugeet, net erfëllt ka ginn, well déi verstuerwe Persoun virun hirem Doud keng Geleeënheet hat, hire Wonsch offiziell auszedrécken, entweeder well hiren Doud onerwaart agetrueden ass oder well si hire Wonsch just hirer Famill konnt matdeelen? Ass geplangt, dat bestoend Gesetz an dësem Punkt ze reforméieren?

5. Wéi oft goufen an deene leschte fënnef Joer d'Äsche vu Verstuerwenen an engem Bësch verstreet? Wéi oft goufen d'Äsche vu Verstuerwenen an engem Floss bzw. enger Baach verstreet? Wéi oft gouf de Wonsch vum Verstuerwenen an deem Zesummenhank ofgeleent? Mat wéi enger Begrënnung?

6. Ass et Privatpersounen erlaabt, d'Äsche vum Verstuerwenen iwwer d'Grenz eraus ze transportéieren? Wa jo, ënner wéi engen Ëmstänn a wéi eng Demarchë sinn dofir néideg? Gouf et dee Fall schonn zu Lëtzebuerg, a wéi heefeg ass dat bis haut virkomm?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Konditioune vum Verstreeë vun den Äsche vu Verstuerwenen.

ad 1. D'Conservatioun vun enger Urn mat den Äsche vun engem Verstuerwenen doheem werft eng ganz Rei vu Froen op. Et geet ënner anerem ëm d'Obligatioun oder d'Fakultéit vum designéierten Depositaire, fir d'Urn bei sech doheem ze versuergen, d'Konditiounen, ënnert deenen d'Urn versuergt gëtt, d'Kontroll vum Anhale vun de Konditiounen, den Zougang zu der Urn vu Familljememberen oder anere Persounen, d'Zäit, wärend där d'Urn soll/muss versuergt ginn, an d'Opbeware vun der Urn, nodeems den Depositaire verstuerwen ass.

ad 2. Dat hänkt vun de jeeweilege Gemengereglementer of.

ad 3. Zu dësem Zäitpunkt ginn et keng konkreet Piste fir eng Adaptatioun vun der Legislatioun.

ad 4. De Wonsch, fir op enger anerer Parzell wéi dem Kierfecht verstreet ze ginn, läit ganz aleng beim Verstuerwenen. Dofir ass d'Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung, déi sech iwwert dëst schwieregt Theema scho fréizäiteg Gedanke soll maachen an hire Wonsch soll festhalen, immens wichteg.

ad 5. D'Verstreeë vun Äschen an engem Gewässer ass a priori iwwert den Art. 22 vum Waassergesetz verbueden a wier just erlaabt, wann eng Autorisatioun nom Art. 23 (1) Punkt d) « Sont soumis à autorisation par le ministre le déversement direct ou indirect de substances solides ou gazeuses ainsi que de liquides autres que l'eau visée au point c) dans les eaux de surface et les eaux souterraines » virläit. Aktuell goufen nach keng entspriechend Demanden agereecht.

ad 6. D'Äsche vun de Verstuerwene gi vum Crématoire de Luxembourg net u Privatpersounen ausgehännegt, mee un déi jeeweileg Pompes funèbres.

Am Fall, wou d'Urn mat den Äschen an d'Ausland transportéiert gëtt, gesäit déi europäesch Norm vir, dass déi jeeweileg national Legislatioun soll applizéiert ginn. Déi néideg Dokumenter gi vun der Inspection sanitaire ausgestallt an un d'Pompes funèbres, déi den Transport garantéieren, ausgehännegt.

[8] Loi du 15 décembre 2021 portant modification :
1° de la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant
1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État ;
4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ;
5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;
6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration ;
et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ;
2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et
3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spéciale transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Zu Lëtzebuerg kënnt et och vir, dass Privatpersounen d'Äsche vum Verstuerwenen iwwert d'Grenz eraus transportéieren. Genee Zuele vun esou Fäll ginn net erhuewen.

Égalité de traitement entre les femmes et les hommes lors de la conclusion d'un contrat assurance-vie | Question **7073** (26/10/2022) de **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Les établissements offrant des services d'assurances qui sont établis au Luxembourg demandent, lors de la conclusion d'un contrat assurance-vie, certaines informations médicales personnelles au client. Selon mes informations, dans ces questionnaires, des questions spécifiques sur l'état de santé des femmes sont demandées, comme p. ex. si la cliente est enceinte au moment de la conclusion du contrat ou si elle a déjà été enceinte et s'il y a eu des complications y relatives. D'autres questions concernent l'existence de maladies au niveau de l'appareil génital et des seins. Par contre et selon mes informations, les questionnaires ne contiennent aucune question concernant des maladies spécifiques aux hommes.

Suite à la directive 2004/113/CE, l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance a été introduit afin d'établir le principe d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de contrats d'assurances.

Dans le contexte de l'introduction de l'article précité dans la loi, une étude menée par le Commissariat aux assurances avait conclu qu'en 2008, une différence dans les tarifs appliqués aux femmes et aux hommes avait été constatée dans 56 % des cas sensibles au risque de non-égalité de traitement entre hommes et femmes.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre des Finances et Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Selon Mesdames les Ministres, les questions au sujet de données médicales personnelles spécifiques concernant l'état de santé des femmes à elles seules, correspondent-elles au principe d'égalité de traitement tel qu'établi par l'article 15-1 précité ?
– Dans l'affirmative, quels sont les moyens qui assurent que la collecte de ces informations n'ait pas d'impact négatif sur le niveau des primes d'assurances demandées, susceptibles ainsi de générer une inégalité de traitement ?
– Dans la négative, par quels moyens Mesdames les Ministres envisagent-elles de mettre fin à cette pratique ? Envisagent-elles d'adapter l'article précité ?

2) Une évaluation de l'article 15-1 précité a-t-elle été effectuée, sachant que cette modification législative remonte à décembre 2007 ?
– Dans l'affirmative, quels en sont les résultats ? Quelles sont les conclusions que Mesdames les Ministres en tirent ?
– Dans la négative, endéans quel délai Mesdames les Ministres envisagent-elles d'effectuer une telle évaluation et en publier les résultats ?

Réponse (05/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Le traitement égalitaire entre les femmes et les hommes lors de la souscription d'un contrat d'assurance vie est ancré dans l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance (ci-après la « LCA »). Selon cet article, une discrimination par sexe est strictement interdite en ce qui concerne les primes et les prestations pour tout contrat d'assurance.

Toute infraction à l'article 15-1 est soumise aux sanctions et autres mesures administratives énumérées à l'article 303, paragraphe 1er, lettre b) de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances (ci-après la « LSA »). Le Commissariat aux assurances (ci-après le « CAA ») a entre autres le pouvoir d'interdire certaines opérations respectivement de limiter l'activité d'une entreprise d'assurance.

Il convient cependant de remarquer qu'en vertu de l'article 175 de la LSA, le CAA ne peut pas exiger l'approbation préalable ou la notification systématique des conditions générales et particulières des polices d'assurance ainsi que des formulaires et autres imprimés qu'une entreprise d'assurance vie se propose d'utiliser dans ses relations avec les preneurs d'assurance.

Cependant, toute personne physique a la possibilité d'introduire une réclamation auprès du CAA concernant des contrats d'assurance conclus ou négociés par les personnes physiques ou morales soumises à la surveillance du CAA.

À ce jour le CAA n'a reçu aucune réclamation en relation avec l'article 15-1 de la LCA.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 29 et 30	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04	p. 04-37	p. 38-99

2022-2023

N° 09

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04

Séances ..... p. 04-37

29e séance du mardi 17 janvier 2023 p. 04-20

30e séance du mercredi 18 janvier 2023 p. 20-37

Questions au Gouvernement ..... p. 38-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
15/06/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Réunion de haut niveau des Présidents de Parlement des pays membres de l'OTAN

Les Présidents de Parlement ont préparé le sommet de l'OTAN à Vilnius

M. Sven Clement (1re rangée, 6e à droite) a représenté le Président de la Chambre des Députés.

« La sécurité n'est pas l'affaire uniquement de nos Gouvernements. Ces débats appartiennent aussi à nos Parlements. » C'était le mot d'ordre lors de la première « réunion de haut niveau des Présidents de Parlement des pays membres de l'OTAN », qui s'est tenue les 2 et 3 juin 2023 à Vilnius (Lituanie), un mois et demi avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN. Le Président de la Chambre des Députés était représenté par M. Sven Clement, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Les représentants de 25 Parlements des 31 pays membres de l'OTAN ainsi que le Président de la Verkhovna Rada d'Ukraine ont accepté l'invitation de la Présidente du Parlement lituanien, Mme Viktorija Čmilytė, initiatrice de cette réunion. Celle-ci a réitéré que cette réunion de haut niveau pourrait s'instituer comme une tradition annuelle et qu'elle devrait être considérée comme un forum complémentaire à celui de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, dont la session de printemps s'était déroulée du 19 au 22 mai 2023 au Luxembourg.

Le Grand-Duché, un allié fidèle incarnant les principes d'unité et de solidarité de l'OTAN

Lors de son intervention, M. Clement a rappelé que le Luxembourg a toujours été un allié fiable, incarnant les principes d'unité et de solidarité sur lesquels l'organisation transatlantique a été fondée. Le député a donné des détails sur les facteurs empêchant le Luxembourg d'atteindre le seuil de 2 % du PIB national consacré aux dépenses de défense, tel que fixé par l'OTAN, et a plaidé en faveur d'une politique de sécurité plus large qui irait au-delà des seuls instruments militaires. M. Clement a argumenté que l'approche de l'OTAN ne tient pas compte des réalités du terrain et des spécificités socio-économiques de certains pays. Il a encore précisé que, ces dernières années, le Luxembourg a pris des mesures importantes pour renforcer ses efforts de défense, en investissant dans des capacités militaires qui vont au-delà des exigences de l'OTAN. Des exemples sont notamment l'acquisition d'un avion de type A400M et la mise à disposition de pilotes et de « loadmasters » dans le cadre de la flotte A400M belgo-luxembourgeoise, la participation au programme multinational MRTT ainsi que l'acquisition de satellites. Finalement, le député a encore appelé les représentants des Parlements des membres de l'OTAN à continuer à coopérer dans un esprit d'unité et de solidarité pour assurer la paix et la sécurité dans la région euro-atlantique.

Donner une perspective d'adhésion à l'Ukraine

Les perspectives de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ainsi qu'un plan de soutien à long terme du pays souffrant de la guerre d'agression russe ont encore dominé les discussions des représentants des Parlements de l'Alliance. Le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, a demandé à ses homologues de s'engager auprès de leurs Gouvernements respectifs pour envoyer un signal unifié lors du sommet de l'OTAN à Vilnius les 11 et 12 juillet 2023 : inviter l'Ukraine à adhérer à l'Alliance lors du sommet.

S'il y avait bel et bien un consensus général pour continuer à soutenir l'Ukraine, certains représentants se sont pourtant montrés sceptiques envers une procédure d'adhésion « accélérée » de l'Ukraine à l'OTAN. Plusieurs délégations se sont notamment prononcées en faveur d'un rapprochement institutionnel entre l'Ukraine et l'OTAN par la création d'un conseil OTAN-Ukraine et l'intégration du pays dans les structures et les processus de l'OTAN.

À la rencontre des militaires participant à la mission renforcée (eFP) de l'OTAN

Au programme de la deuxième journée de la visite à Vilnius figurait la démonstration d'un entraînement de la mission « enhanced Forward Presence » (eFP) de l'OTAN. Cette mission a été mise en place en 2016 suite à l'invasion de la Crimée par la Russie. Le but était de déployer quatre bataillons de combat multinationaux dans les États baltes (Estonie, Lituanie et Lettonie) et en Pologne afin d'y établir une présence avancée, avec des objectifs de dissuasion et de défense. Six soldats luxembourgeois sont actuellement déployés au sein de cette force internationale placée sous commandement allemand.

Le député a saisi l'occasion pour rencontrer deux des six soldats luxembourgeois stationnés en Lituanie pour sécuriser la zone frontalière des pays baltes.

Exploitation commune des avions A400M avec la Belgique

7979 – Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021

Le projet de loi a pour objet l'approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021. Le projet A400M fut lancé sur base d'un « Memorandum of Understanding (MoU) », lequel n'a cependant pas valeur légale, alors que l'engagement luxembourgeois au sein d'une unité binationale comprend un abandon partiel de souveraineté, l'unité binationale, dans laquelle l'avion luxembourgeois est intégré, étant effectivement opérée depuis la base aérienne militaire belge de Melsbroek. Le projet de loi 7979 a donc pour objet de créer cette base légale par l'approbation du Traité qui remplacera l'arrangement technique entre le Ministre de la Défense du Royaume de Belgique et le Ministre de la Défense du Grand-Duché de Luxembourg concernant l'exploitation commune des avions de transport A400M dans la flotte binationale, signé à Bruxelles, le 12 juillet 2018.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15/03/2022
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
14/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
12/01/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/01/2023
Loi du 1er mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 107, page 1

29e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 05
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 05
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 06
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par Mme Martine Hansen** p. 06
   Exposé : Mme Martine Hansen
5. **Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement** p. 06
   Exposé : M. Sven Clement
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 07
   Question n° 382 du 17 janvier 2023 de Mme Octavie Modert relative au projet du réaménagement de l'esplanade de Remich, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 07
   Mme Octavie Modert | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Octavie Modert)
   Question n° 383 du 17 janvier 2023 de M. André Bauler relative à l'acquisition éventuelle par l'État d'unités d'habitation en voie d'achèvement, adressée à M. le Ministre du Logement p. 08
   M. André Bauler | M. Henri Kox, Ministre du Logement
   Question n° 384 du 16 janvier 2023 de M. Fred Keup relative à la réserve naturelle « Trëntengerdall », adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 08
   M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   Question n° 385 du 17 janvier 2023 de M. Carlo Weber relative aux mesures d'économie d'énergie proposées dans la circulaire n° 4168 du 5 août 2022, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 09
   M. Carlo Weber | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Question n° 386 du 16 janvier 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative à la lutte contre le chômage de longue durée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 09
   Mme Myriam Cecchetti | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   Question n° 387 du 17 janvier 2023 de Mme Stéphanie Empain relative à l'effort humanitaire attribué à l'Afghanistan suite aux développements récents des droits humains sur place, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire p. 10
   Mme Stéphanie Empain | M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
   Question n° 388 du 17 janvier 2023 de M. Max Hengel relative aux délais d'attente en pédopsychiatrie, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 11
   M. Max Hengel | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Question n° 389 du 17 janvier 2023 de Mme Carole Hartmann relative à la deuxième autorisation d'exploiter un système eSanté de support au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 11
   Mme Carole Hartmann | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
   Question n° 390 du 17 janvier 2023 de M. Sven Clement relative au don du sang des hommes homosexuels, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 12
   M. Sven Clement | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Question n° 392 du 17 janvier 2023 de M. Marc Spautz relative à l'avenir du secteur de l'industrie au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie
   Question n° 394 du 17 janvier 2023 de Mme Francine Closener relative aux changements récents dans la direction d'une entreprise luxembourgeoise de renommée internationale de construction de hauts-fourneaux, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 13
   M. Marc Spautz | Mme Francine Closener | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Question n° 393 du 17 janvier 2023 de M. Fernand Kartheiser relative à la base légale des contrôles de vitesse, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 14
   M. Fernand Kartheiser | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Question n° 391 du 17 janvier 2023 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix du gaz et son influence sur la facture et les avances payées par les consommateurs ainsi que sur les dépenses de l'État, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 14
   M. Mars Di Bartolomeo | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
7. **Question élargie n° 176 de Mme Martine Hansen au sujet des mesures de compensation** p. 15
   Mme Martine Hansen | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Mme Martine Hansen | Mme la Ministre Joëlle Welfring (interventions de Mme Martine Hansen)

8. **7979 – Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021** p. 17
Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7979 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Résolution de M. Sven Clement au sujet de la sobriété énergétique** p. 20
Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Turmes, M. Henri Kox, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, M. Georges Engel et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert oder vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 17 janvier 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8121 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 21/12/2022

8122 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 21/12/2022

8123 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 22/12/2022

8124 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/12/2022

8128 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 27/12/2022

8129 – Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 28/12/2022

8130 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 30/12/2022

8131 – Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 02/01/2023

8132 – Projet de loi portant sur certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 2019/881 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'ENISA (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité) et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013 et portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 03/01/2023

8133 – Projet de loi relatif au mandat de protection future portant modification :
1° du Nouveau Code de procédure civile, et
2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 04/01/2023

8134 – Projet de loi déterminant les conditions relatives au droit de grâce du Grand-Duc

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 04/01/2023

8135 – Projet de loi relative à la construction d'un centre sportif à Belval

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 10/01/2023

3) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

5006 – Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment administratif à Luxembourg-gare

Dépôt : Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 08/08/2002

Retrait du rôle des affaires : 22/12/2022

5349 – Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives Nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest

Dépôt : Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 07/06/2004

Retrait du rôle des affaires : 22/12/2022

6010 – Projet de loi portant modification de l'article 8 et de l'article 20 de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics

Dépôt : M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11/03/2009

Retrait du rôle des affaires : 22/12/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2563 – Demande de pétition publique : Création d'un „Bike Park" Enduro dans le sud du pays

Dépôt : M. Vincent Legeleux, le 19/12/2022

2564 – Demande de pétition ordinaire : Abrogation de la loi du 21 juin 1867 portant approbation du traité de Londres du 11 mai 1867

Dépôt : M. Patrick Hennes, le 20/12/2022

2565 – Demande de pétition publique : Échauffement des piscines dans les écoles

Dépôt : Mme Sanela Sibonjic, le 20/12/2022

2566 – Demande de pétition publique : Pour un enseignement axé sur les besoins de nos enfants / Fir en Enseignement, deen d'Besoine vun eise Kanner wouerhëlt

Dépôt : Mme Carla Carvalho Almeida, le 22/12/2022

2567 – Demande de pétition publique : Abezuelsystem op Bankomater

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 24/12/2022

2568 – Demande de pétition publique : Pouvoir se garer gratuitement dans sa commune

Dépôt : Mme Brenda Santioni, le 26/12/2022

2569 – Demande de pétition publique : Programme de mammographie

Dépôt : Mme Michèle Troisième, le 27/12/2022

2570 – Demande de pétition publique : Faire payer les frontaliers une vignette ou une taxe d'entrée dans le territoire luxembourgeois

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 28/12/2022

2571 – Demande de pétition publique : Stationnement résidentiel par commune

Dépôt : Mme Brenda Santioni, le 30/12/2022

2572 – Demande de pétition publique : Demande de démission du gouvernement actuel et élections prématurées

Dépôt : Mme Andrea Havenne, le 30/12/2022

2573 – Demande de pétition publique : Zugang zu Wohnraum, der durch Bauunternehmer, Investmentfonds und Agence Immobilièren blockiert wird

Dépôt : M. Thomas Jankowoy, le 02/01/2023

2574 – Demande de pétition publique : Erweiderung vun de gesetzleche Feierdeeg. Élargissement du nombre des jours fériés légaux

Dépôt : M. Edoardo Tiberi, le 02/01/2023

2575 – Demande de pétition publique : Introduire plus de referendums avant la mise en vigueur des lois pour que notre État (re)devienne démocratique

Dépôt : Mme Corinne Battista, le 03/01/2023

2576 – Demande de pétition publique : Feux d'artifice

Dépôt : M. Patrick Schauss, le 09/01/2023

2577 – Demande de pétition ordinaire : Aktiounsplang fir d'Bekämpfung vun de „Mistelen"

Dépôt : M. Romain Reiter, le 06/01/2023

2578 – Demande de pétition ordinaire : Instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats aux élections communales

Dépôt : M. Gaston Blaat, le 08/01/2023

2579 – Demande de pétition publique : Gesetz zur Führerscheinverlängerung ab 60 Jahren ändern

Dépôt : M. Guy Olk, le 09/01/2023

2580 – Demande de pétition publique : Pas de chasse pendant les vacances scolaires luxembourgeoises, les weekends et les jours fériés

Dépôt : M. Cyril Perrichon, le 10/01/2023

2581 – Demande de pétition publique : Reouverture vum Gebuertshaus Lunata

Dépôt : Mme Kelly Wehles, le 10/01/2023

2582 – Demande de pétition publique : Révision, suppression et substitution des termes utilisés dans une requête et un jugement en matière de bail à loyer

Dépôt : M. Costadinos Gaiganis, le 10/01/2023

2583 – Demande de pétition publique : Instauration d'un organe externe compétent – auditeur libre et journaliste indépendant – s'assurant de l'éthique et de l'impartialité des juges, substituts et greffiers durant une requête et lors des plaidoiries, ainsi que la parfaite retranscription des faits et dits lors de la rédaction d'un jugement ultérieur

Dépôt : M. Costadinos Gaiganis, le 10/01/2023

2584 – Demande de pétition publique : Obligation de notification de la reconduction tacite d'un contrat par les professionnels

Dépôt : M. Christophe Maillard, le 10/01/2023

2585 – Demande de pétition publique : Banderoles de signalisations fluorescentes obligatoires pendant les périodes d'hiver (sécurité/visualisations)

Dépôt : Mme Viviane Margot Seil, le 11/01/2023

2586 – Demande de pétition publique : Zigarettenverkauf an Tankstellen abschaffen

Dépôt : M. Tim Vael, le 12/01/2023

2587 – Demande de pétition publique : Construction d'un centre sportif à Belval avec une piscine olympique de 50 m avec un mur amovible

Dépôt : M. Jérôme Victor Jacques Conzemius, le 12/01/2023

2588 – Demande de pétition publique : Pfand auf allen Arten von PET-Flaschen und Dosen

Dépôt : M. Paulo Dos Santos, le 13/01/2023

2589 – Demande de pétition publique : Limiter au strict usage pédagogique les tablettes numériques distribuées par l'école publique

Dépôt : Mme Constance Jaubert, le 15/01/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par Mme Martine Hansen

Da géif ech d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. Et ass en Depot vun enger Modifikatioun vum Reglement vun der Chamber. Mir hunn dat festgehalen an der SREL-Kontrollkommissioun. Déi Aarbechte lafe scho ganz laang. Mir haten am Februar 2020 och e Bréif un den Här President gemaach, fir datt dat soll an d'Reglementskommissioun kommen. Do ass leider näischt geschitt, dofir maache mer hei elo nach eng Kéier ganz offiziell den Depot, an dann hoffen ech, datt et elo net erëm eng Kéier zwee Joer dauert, ier da vläicht endlech eng Kéier eppes do an der Kommissioun geschitt.

Merci.

8136 – Proposition de modification de l'annexe 2 du Règlement de la Chambre des Députés

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen.

5. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement, dës Kéier fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat virun e puer Wochen hei an der Chamber eng Resolutioun deposéiert mam Objet, d'Empreinte carbone vun der Chamber ze evaluéieren an déi dann och, souwäit et geet, ze mitigéieren. Mir hunn deemools entscheet, datt déi Resolutioun géif an de Bureau verwise ginn, wou se um Ordre du jour d'lescht Woch traitéiert gouf a wou mer e konsensuellen Text fonnt hunn, mat deem de Bureau dann averstane kéint sinn. An ech géif Iech déi dann haut nach eng Kéier deposéieren, soudatt se hoffentlech dann haut och kéint zum Vott kommen.

Ech soen Iech Merci.

Résolution

D'Chamber stellt fest:

– De Paräisser Klimaaccord an den europäesche Green Deal ginn d'Marschrichtung vir, fir d'europäesch Wirtschaft bis 2050 klimaneutral ze gestalten;

– d'Regierung huet sech an deem Kontext mam PNEC een Instrument ginn, mat deem se d'Zäregasemissioune vum Land bis 2030 wëll reduzéieren;

– d'Institutioune vum Land musse mam gudde Beispill bei der Energiewend virgoen an hir Infrastrukturen, Gebaier, Prozeduren a Schaffweisen esou gestalten, dass och op dëse Plazen d'Klimaneutralitéit erreecht gëtt;

– d'Chamber huet als éischte Pouvoir vum Land eng besonnesch Verantwortung a sollt esou schnell wéi méiglech d'Klimaneutralitéit vun der gesamter Institutioun erreechen;

– d'Piraten hunn den 22. November 2022 eng Resolutioun proposéiert, déi d'Chamber aus deene Grënn opfuerdert, en ekologesche Bilan opzestëllen;

– d'Agente vun der Administratioun vun der Chamber hunn d'Initiativ ergraff, eng „Charte de sobriété énergétique" auszeschaffen, déi vun der Direktioun, de Responsabele vun de Servicen, der Personaldelegatioun, wéi och vum Bureau vun der Chamber ënnerstëtzt gëtt;

– de Bureau vun der Chamber huet den 9. Dezember décidéiert, der Chamber eng gemeinsam Resolutioun ze ënnerbreeden.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber,

– dass d'Chamber hire gesamten ekologesche Foussofdrock evalueiert, sech déi néideg Mëttele gëtt a Methoden ausschafft, déi d'gesamt Institutioun an hir Aarbechtsweis bis 2030 klimaneutral maachen;

– de Chambersbureau ze mandatéieren, déi hei annexéiert Proposen, déi vum Personal vun der Chamber ausgeschafft goufen, ze ënnerstëtzen.

(s.) Sven Clement.

Annexe :

Charte de sobriété énergétique

élaborée par, et à l'attention des agents de l'Administration parlementaire

1. Préambule

L'évolution de nos modes de vie ne dépend pas uniquement d'actes individuels, mais aussi largement de choix collectifs. La présente charte vise la sobriété énergétique moyennant des recommandations, en mettant en œuvre des leviers pragmatiques, concrets et impactants pour agir efficacement et faire basculer les usages et comportements.

Par l'élaboration de la présente charte via un processus inclusif, l'Administration parlementaire vise à procéder à des économies d'énergie volontaires. Les agents sont encouragés à appliquer et à promouvoir, dans la mesure du possible, une série d'actions en vue de diminuer la consommation énergétique.

2. Actions retenues et validées par le bureau de la Chambre des Députés

Le chauffage est réglé à 20° dans tous les bâtiments occupés par la Chambre des Députés, tout en respectant la législation en matière de bien-être au travail.[1]

Les horaires de fonctionnement des groupes de ventilation ont été adaptés en fonction de l'occupation des bâtiments, et seront donc éteints les weekends et la nuit.

L'illumination intérieure et extérieure a déjà été réduite de manière substantielle, à savoir : les lumières sont éteintes dans des salles inoccupées et dans les couloirs, les lampes décoratives dans la salle plénière ne sont plus allumées, l'Hôtel de la Chambre n'est plus illuminé.

Finalement, en date du 18 juillet 2022, le Bureau a acté la suppression prochaine des imprimantes individuelles dans les bureaux.

3. Recommandations n'ayant pas de caractère contraignant

Agir sur le chauffage, la climatisation, et la consommation d'énergie en général

• Éviter de laisser les fenêtres ouvertes en cas d'utilisation de la climatisation ou du chauffage et aérer brièvement, en coupant, si possible, le chauffage ou la climatisation.
• Fermer les portes entre les pièces chauffées et non chauffées.
• Éviter l'utilisation de frigos et de chauffages d'appoint individuels dans les bureaux.

Agir sur les éclairages inutiles

• Bannir les éclairages dans les zones inutilisées.
• Éteindre l'éclairage en quittant les salles de réunion.
• Réduire au minimum les lumières décoratives.

[1] *La possibilité de mettre à disposition des couvertures « Made in Luxembourg » a été évoquée.*

Agir sur les déplacements

Il s'agit du premier levier d'action, car la politique des voyages impacte directement deux des principaux pollueurs : la voiture et l'avion.

• Réduire, quand c'est possible, le nombre de vols, en privilégiant des vols directs, ou le train par rapport à l'avion si la distance le permet.
• Recourir de façon privilégiée aux transports en commun, d'autant que le Luxembourg est le premier pays au monde à avoir instauré leur gratuité.
• Privilégier le co-voiturage par la mise en place de « communautés de voisinage » entre collègues.[2]
• Avoir recours aux vélos électriques mis à disposition par l'Administration parlementaire pour de courts déplacements en ville, voire recourir aux vélos (vel'OH) classiques mis à disposition par la Ville de Luxembourg, et envisager l'acquisition de vélos classiques pour la Chambre.
• Pour les postes éligibles au télétravail, y avoir recours à raison de deux jours par semaine, si l'organisation du travail le permet, et alterner les réunions en présentiel et par visioconférence.

Agir sur le numérique

• Éteindre les écrans tous les soirs et ne pas les laisser en veille. Il est possible de configurer la durée d'inactivité après laquelle l'écran doit être éteint sous « Panneau de configuration », « Options d'alimentation », « Modifier les paramètres du mode de gestion de l'alimentation ».
• Faire baisser les volumes de données stockées et échangées via un archivage régulier des données et un tri systématique des boîtes mails.
• Éviter de démultiplier les destinataires des mails, si la transmission de l'information n'est pas absolument nécessaire.
• Éviter l'envoi de pièces jointes en réponse à des mails reçus comportant des annexes.
• Éviter aussi le « reply to all » si ce n'est pas pertinent.
• Éviter de demander des accusés de réception ou de se copier soi-même, si ce n'est pas absolument nécessaire.
• Éviter les impressions inutiles, privilégier les impressions en noir/blanc et en recto/verso.
• En cas d'utilisation d'un téléphone portable au travail, penser à ne pas le laisser branché sur chargeur s'il est rechargé (et enlever le chargeur de la prise). C'est un gaspillage en énergie et ce n'est pas bon pour le téléphone.
• Digitaliser sa manière de travailler quand c'est possible. Pour du support sur ce sujet, ne pas hésiter à contacter l'équipe « Digitalisation » du service technologies de l'information.
• Basculer vers des ordinateurs portables : L'Administration parlementaire remplacera début 2023 les ordinateurs de bureau par des ordinateurs portables, qui consomment en moyenne 60 à 80 % d'électricité en moins.

Agir sur la consommation d'eau

• Contrôler régulièrement les conduites d'eau pour détecter d'éventuelles fuites.
• Boire l'eau du robinet.
• Ne faire tourner le lave-vaisselle que lorsqu'il est plein.
• Utiliser l'eau chaude seulement si c'est vraiment nécessaire.

Autres moyens d'action

• Éviter l'utilisation des ascenseurs.
• Optimiser l'utilisation des frigos aux différents étages et dans les différents bâtiments et régler la température des frigos situés dans les kitchenettes à 4°.
• Dans le cadre du remplacement du parc informatique, des multiprises avec interrupteurs seront installées sur chaque bureau. Ceci permettra aux agents d'éteindre d'une seule traite l'ensemble des appareils qui y seront branchés.
• Vérifier la luminosité dans les bureaux : si elle est supérieure aux besoins de travail, il est possible d'en diminuer l'intensité.
• Remplacer les interrupteurs classiques par des détecteurs de mouvement aux endroits utilisés de manière ponctuelle (kitchenettes, etc.).
• Mettre en place des prises électriques spécifiques pour charger les vélos électriques personnels.
• Trier les déchets et éviter le plastique.
• Établir un bilan carbone pour la Chambre des Députés et réfléchir à des mesures de compensation intelligentes.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Den Deputéierten huet zwou Minutten Zäit, fir d'Fro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

An als Éischt hu mer d'Fro Nummer 382 vun der Madamm Octavie Modert un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert den Ausbau vun der Esplanade zu Réimech. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 382 du 17 janvier 2023 de Mme Octavie Modert relative au projet du réaménagement de l'esplanade de Remich, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Octavie Modert (CSV) | Villmools merci, Här President, a wann Der mer erlaabt, fir d'éischt emol un Iech alleguerten – fir déi, déi mer nach net gesinn hunn – alles Guddes am neie Joer! Et gëtt e speziellt Joer, et gëtt fir jiddweree vun eis e flott Joer, an ech mengen, d'Gléck an dat Gutt an d'Gesondheet brauche mer alleguer an ech wënschen Iech dat alleguer!

Plusieurs voix | Merci gläichfalls!

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci villmools! Bei der éischter Fro vun der Froestonn geet et ëm d'Esplanade zu Réimech. Dat ass scho bal eng Never-ending-Story. An et ass d'Kompetenz vum Staat, vu Ponts et chaussées, net vun der Gemeng, wéi dacks gemengt gëtt, an dofir hätt ech e puer Froen do derzou, wannechgelift, well et soll elo nämlech geschwënn en éischten Deel, dee manner komplizéierten ouni Héichwaasserschutz, ugefaange ginn, en éischten Tronçon, wéi dat op Franséisch heescht.

Meng Fro wär: Ass a bleift dat esou? Geet dat elo dëst Joer un, wéi eng Kéier an der Zeitung ze liese war? A meng Fro ass och: Firwat geet dat elo eréischt un? Elo eréischt, well an enger Äntwert zu menger Fro virun dräi an engem hallwe Joer, am Oktober 2019, hunn ech geäntwert kritt, datt d'Soumissioun fir den Avantprojet définitif géif ugangs 2021 gemaach ginn. Dat ass elo schonn e bëssen hier, dofir wëll ech froen: Firwat sinn déi Echeancen net agehale ginn a wéini geet et elo virun?

Dat heescht, meng zweet Fro ass: Wéini soll dann elo endlech den zweeten Deel, den zweeten Tronçon, also dee méi komplizéierten, deen, dee vir a Réimech läit, deen zentral a Réimech läit, endlech lassgoen? A firwat gëtt den Héichwaasserschutz, deen esou weesentlech ass an un deem scho laang gedoktert gëtt, net ugaangen an net mat erageholl. A wéini geet dee virun?

Meng drëtt Fro ass: Wou sinn d'Aarbechten un de Quaien drun? 2019 hat Dir mir nämlech geäntwert, hire Reamenagement wär prioritär.

Véiertens, also vun 2019 bis elo 2023 – dat sinn dräi an en halleft Joer –: Firwat huet et esou laang gedauert a wéini geet et virun? Et ass nämlech wichteg, well ëmmer méi Hotellen, Geschäfter, Restauranten zu Réimech zouginn. D'Esplanade muss frësch gemaach ginn, fir datt Réimech eng Attraktivitéit behält, déi et awer iwwer Jore verluer huet hei.

An ech sinn zouversiichtlech, Här Minister, datt Der eis séier a positiv Äntwerte gitt, well déi Fro hei hätt jo scho virun engem Mount sollen drukommen, also ass do garantéiert elo ganz vill dru geschafft ginn.

An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An d'Wuert huet elo de Vizepremier a Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci der Madamm Modert fir hir Froen. Et ass natierlech esou: Déi … D'Madamm Modert seet, ech hätt elo esou laang Zäit gehat, fir dorobber ze äntweren. Dir wësst awer och, datt d'Froen ëmmer allgemeng gehale sinn, wéi mir se kréien. Dir hutt elo vill méi prezis Froe gestallt. Dat ass awer ok, ech hu kee Problem domadder.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

Jo, jo, natierlech. Also, fir d'éischt emol, fir … Ech komme mol direkt bei déi positiv Saachen. Den Tronçon 1 op der N10, also bis bei d'Caves St Martin, do ass ausgeschriwwen an do ginn d'Aarbechten och elo am Fréijoer spéitstens nach …, also op alle Fall virum Summer ginn d'Aarbechten do lass. An dann ass och den APD fäerdeg fir d'Verstäerkung vun de Quaien zu Réimech. Dat ass jo och e Projet, deen heizou gehéiert. Dat heescht, wann den APD fäerdeg ass, da ginn d'Ausschreiwungen och elo do lancéiert, soudatt déi Aarbechten och kënnen zügeg ugoen.

Dann ass den Tronçon 2 drun. Dee wäert eréischt dann anschliessend gemaach ginn. Et ass och esou, datt d'Ponts et chaussées de 27. Januar, also dëse Mount, nach eng Reunioun mat der Gemeng Réimech huet, fir eng Kéier den Detail elo ze kucke vun all deenen Aarbechten, déi elo kommen.

An et muss een och soen: Et ass esou, datt dee Projet zu Réimech, Dir hutt et jo selwer gesot, méi Facette beinhalt. Dir hutt engersäits natierlech d'Verschéinerung vun der ganzer Esplanade, Dir hutt d'Quaien, mee Dir hutt och den Héichwaasserschutz. An d'Ponts et chaussées ass natierlech net fir alles zoustänneg do. Den Héichwaasserschutz, do sinn och aner Kompetenzen, déi noutwendeg sinn. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass och: D'Gemeng, déi huet jo awer, ech mengen, och matzeschwätzen, wéi et soll ausgesinn an esou weider, an et sinn och reegelméisseg, muss ech soen, konstruktiv Reunioune mat der Gemeng gewiescht. An da kënnt derbäi, dat ass … Ech mengen, dat wësst Der, well Der elo gefrot hutt vun 2021 bis haut. Ech mengen, Dir wësst och, mir hunn déi lescht zwee, zwee an en halleft Joer keng einfach Zäit gehat an der Baubranche. Dir hutt covidbedéngt Problemer gehat an der Zäit, mee Dir hutt och aner Problemer gehat, Liwwerketteschwieregkeeten an esou weider an esou virun, also …

Mme Octavie Modert (CSV) | Et war awer vun 2019 u bis haut.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, och vun 2019 bis haut, dat ass … Covid ass 2020 komm, am Februar, ech wëll just awer nach eng Kéier drun erënnere fir déi, déi et vläicht net méi wëssen, a mir haten awer zwee Joer, déi waren net einfach, virun allem an der Baubranche: Krankmeldungen, also alles, wat Der wëllt.

[2] *En téléchargeant l'application « Klaxit », on peut rejoindre la plus grande communauté de covoiturage domicile-travail d'Europe. Chaque jour, 250.000 sièges automobiles vides entrent dans l'agglomération de la ville de Luxembourg.*

Dir hutt och nach entre-temps ... De Moment hutt Der e Problem mat Pénurie de main d'oeuvre. Ech maache mer souwisou ganz vill Suergen ëm d'Baubranche en général, well mer an der Baubranche wierklech keng Leit méi fannen. An d'Regierung ass amgaangen, sech do Gedanken ze maachen, wéi se generell ka kucken, datt mer zu Lëtzebuerg net op eemol e Problem kréien, datt mer keng qualifizéiert ... oder keng Leit méi hunn, fir a verschiddene Secteuren ze schaffen.

Bon, alles dat huet bedéngt, datt natierlech dee Projet Verspéidung kritt huet. An dann ass natierlech de Projet och ëmmer erëm awer nach nei iwwerduecht ginn, dat muss ee soen, et sinn ëmmer erëm nei Elementer dra komm. Wa mer gemengt hunn ... D'Ponts et chaussées hat e puermol Variante fäerdeg, an dann ass erëm gesot ginn: „Jo, dat do gefält eis awer net esou", dann hu mer alt erëm geännert. Jo, natierlech verléiert een ëmmer ërem dowéinst Zäit. Also, dat ass elo kee Reproche, et ass einfach eng Feststellung, mee d'Aarbechte wäerten awer elo, wéi gesot, lassgoen, ganz kloer am Fréijoer, spéitstens bis de Summer op alle Fall. An da bei de Quaien d'nämmlecht. An da kënnt den Tronçon 2 direkt hannendrun, soudatt dat awer elo zügeg wäert ëmgesat ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Minister.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 383 vum Här André Bauler un den Här Wunnengsbauminister iwwer eng eventuell staatlech Acquisitioun vu Wunnengen en voie d'achèvement. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 383 du 17 janvier 2023 de M. André Bauler relative à l'acquisition éventuelle par l'État d'unités d'habitation en voie d'achèvement, adressée à M. le Ministre du Logement

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, eng Fro un den Här Logementsminister stellen, déi och mat dem Verschaffe vun de Budgeten am Logementsministère selwer ze dinn huet. Fir et méi prezis ze soen, wollt ech gewuer ginn, ob déi Kreditter, déi am Budget stinn an déi och an de leschte Jore progressiv an d'Luucht gesat gi sinn, alleguer kënne verschafft ginn oder konnte ginn. Ass et also generell esou, datt déi Kreditter, déi virgesi sinn, wierklech zu bal 100 % genotzt ginn? Oder ass et och alt emol virkomm, datt e gréissere budgetäre Sputt bliwwen ass, well eeben net genuch Projeten do waren oder finanzéiert konnte ginn?

D'Regierung soll och elo wéinst der Kris vun der Nofro selwer direkt aktiv um Wunnengsmaart ginn. Wann de Staat also am Kader vun enger Rei vu Wunnprojeten, déi amgaange sinn, vu Promoteure verwierklecht ze ginn, Wunnenge keeft, wéi wäerten dës Transaktiounen also kënne prozedural gehandelt ginn? Kënnt et do zu engem Appel d'offres oder wéi kann an dësem Dossier konkreet verfuer ginn? Wat muss also geschéien, fir datt et och hei net zu enger Violatioun vum Marché-publics-Gesetz kënnt?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bauler. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Här President, merci da fir déi Fro. Ech hat dëst Joer schonn eng Kéier ugekënnegt, de 6. Dezember hei op eng aner Fro, dass de Staat duerchaus Interêt huet, am Marché kënnen ze intervenéieren, well eng Rei Ukënnegunge gemaach goufen, fir insbesondere Bauprojeten, déi plus ou moins um Pabeier fäerdeg sinn, kënnen ze kafen.

Fir d'éischt muss ee soen, dass déi Präisser, déi jo ënnerwee sinn, also awer eng gewësse Konsequenz si vun där laanger niddreger Zënspolitick, well et ass jo net nëmmen zu Lëtzebuerg. A wann Der d'international Press kuckt, ass et insbesondere a grousse Metropolen, wéi eis dat jo och ass, just dass eis Grenze relativ kuerz hannert der Grenzstad ze fanne sinn. Et wär och gutt, wa mer eng gewësse Berouegung um Marché kéinte kréien, well d'Präisser ginn de Moment nach net esou richteg erof, éischter de Contraire. Dat ass eng Evolutioun éischtens postcovid, d'Liwwerketten, dann natierlech d'Inflatioun, d'galoppéierend Inflatioun, an dann d'Veronsécherung vun den Zënsen.

Dat ass e Fakt an dofir hu mer och scho Gespréicher gefouert mat der Chambre immobilière, der Chambre des Métiers an esou weider, fir och mat hinnen iwwert d'Méiglechkeet vun deem ze schwätzen.

Dir hutt virdru vun enger Ausschreiwung geschwat. Wann de Staat am Intérêt général keeft, da brauche mer et net auszeschreiwen. Dofir ass et jo och wichteg, dass mer viru Joren, virun 2020, jo dee Fonds spécial gegrënnt hunn, fir eeben aus där Fro – déi kann ech elo net direkt beäntweren – d'Kreditter vum ... de järleche Kreditt am Budget. Déi hu mer jo all eriwwergeholl. Ech mengen, et waren am Ganzen 23 eenzel Artikelen, déi mer an de Fonds spécial gemaach hunn, fir eebe grad méi Flexibilitéit ze hunn a fir och Projeten opzekafen.

Mee an der Vergaangenheet hu mer schonn esou Projete kaaft gehat, déi natierlech – an dofir ass dat jo op eisem Site ze erkennen – no engem Cahier des charges fonctionéieren. Dir wësst et, déi, déi an de Gemengen ënnerwee sinn: Wa mir Subventionéierunge maachen, dann hu mer e Cahier des charges, deen a sech eng Limitt duerstellt. Dat ass awer net, fir elo all Projet an déi Limitt ze drécken. Et geet drëms, dass déi Projete korrekt sinn, dass se an de Plang passen, an dofir hu mer fir den Artikel 79, also fir Aide à la pierre, jo och eng Kommissioun nei gegrënnt. Mir hunn der souguer zwou, déi vu Beamten am Ministère ënnerschiddlecher Ausbildung, Ekonomisten, Architekten an Ingenieuren ..., fir dann och déi Analys ze maache vun deene Projeten am Aide à la pierre.

A mir hunn elo och nach eng Kéier eng nei Kommissioun gegrënnt, fir eis eebe genau mat där Problematik ausernanerzesetzen, ënner anerem éischtens ze analyséieren: Passt et an den ëffentleche Wunnengspark? Well den Interêt général muss passen, well soss kréie mer d'Concurrence déloyale, dat musse mer ganz kloer soen, an da kënne mer awer och op dee Fong zréckgräifen. Dofir hu mer jo och déi Gespréicher gehat a mir hunn och direkt de Fonds du logement an d'SNHBM matassociéiert. Dat heescht, déi Projeten, déi mer kafen, déi ginn och an dee Park eriwwergefouert, well mir mussen och d'Finalitéit vun der Abordabilitéit dann hunn, dat heescht, et soll och definitiv dann dodranner bleiwen.

Wéi eng Projete sinn ënnerwee? Déi Projete sinn ënnerwee: Mir hunn elo bis haut 20 Projete zur Verfügung gestallt kritt, deels iwwert de Fonds du Logement an d'SNHBM, déi elo zesumme mat där Kommissioun, déi mer am Ministère hunn, genau analyséiere fir ze soen: Éischtens, wéi ass et mat der Gréisst vun de Wunnengen? Ass et dat, wat mir och am Abordabele brauchen? Dir wësst, mir brauche Wunnengen, déi och méi Kummeren hunn, de Moment ass do de Manktum grouss. Si se accessibel an der geografescher Ausriichtung am Land? Si se gutt ugebonnen un den ëffentlechen Transport? All déi Krittäre ginn natierlech gekuckt an natierlech muss och de Präis stëmmen an do denken ech, dass mer och dann eens gi bei deem engen oder anere Projet. Et wäert awer och zu enger Iwwerdreiwung kommen an do musse mer da kucken, dass mer eis gläichzäiteg eens sinn.

(Interruption par la présidence)

Wat wichteg ass: Mir ginn awer och eng Decharge ... Pardon, dass ech just nach zwou Minutten, just nach kuerz drop aginn.

(Hilarité)

Mir leeën awer och Recheschaft iwwert déi eenzel Projeten hei of. Dir wësst, mir hunn de Fonds spécial, deen alljoers e Rapport hei ofgëtt. Ech denken, dass mer do och op all déi eenzel Projete wäerten agoen, fir Iech awer kënne Rechenschaft doriwwer ofzeleeën, wat genau ka kommen.

Mir hoffen, dass mer eng Win-win-Situatioun kënne maachen, dass mer deels elo vläicht méi séier un abordabel Wunnenge kommen, awer och eng Stabiliséierung vu verschiddene Baufirmae kréien. Et huet kee Sënn, dass mer herno Chômage mussen ënnerstëtzen, wa mer gläichzäiteg awer och präislech korrekt ... keng iwwerdriwwe Präisser mussen hei stäipen, well soss maache mer déi Feeler vu gëscht. Also, ech denken, dass mer um gudde Wee sinn, fir eis do eens ze ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 384 vum Här Fred Keup un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert den Naturschutzprojet am Trëntengerdall. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 384 du 16 janvier 2023 de M. Fred Keup relative à la réserve naturelle « Trëntengerdall », adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, et geet effektiv ëm den Trëntengerdall. Den Ëmweltministère wëll bekanntlech e grousst Naturschutzgebitt am Trëntengerdall ausweisen, wat awer de betraffene landwirtschaftlechen Acteuren, de Baueren op der Plaz, hir Liewensgrondlag a Fro géif stellen.

Nieft de Bauere stinn och déi betraffe Gemengeresponsabel aus deem Deel am Oste vum Land dem Projet vum Ëmweltministère ganz kritesch géintiwwer a wëllen éischter, dass et beim Ale bleift. Et lafen aktuell Entrevuen tëscht dem Ministère an de betraffene Leit an an deem Kontext stellt sech déi grouss Fro, ob den Ëmweltministère eventuell gewëllt ass, deen Naturschutzprojet am Trëntengerdall ze iwwerdenken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, merci fir d'Fro. Den Trëntengerdall ass net eleng duerch seng geografesch Viraussetzung esou e schützenswäerten Territoire, mee en ass et zum groussen Deel duerch seng Notzung bis elo. Duerch dës krut en déi besonnesch Qualitéit a Charakteristiken, déi en elo huet, an dës sollen erhale bleiwen, souwuel fir d'Landwirtschaft, fir d'Forstwirtschaft, fir de Wäibau, mee och als Erhuelungsraum fir weider Generatiounen.

Den Trëntengerdall soll e Landschaftsschutzgebitt sinn. An dëser Zort Schutzgebitt sinn d'Reegelen, fir d'Gebitt kënne weider ze notzen, weesentlech manner strikt wéi an engem klasseschen Naturschutzgebitt. Den Haaptzweck vum betreffende Reglement ass, d'Landschaft fräizehale vu weiderer Verbauung,

an den Terrain bleift domat erhale fir d'Landwirtschaft, de Wäibau an d'Erhuelung.

De Projet ëmfaasst am Verglach zu anere Projeten eng grouss Fläch, 1.700 Hektar, a betrëfft deemno och vill verschidde Proprietäre mat ongeféier 1.500 Parzellen.

Dofir si mir dee Projet an d'Gemengen a bei de Bierger virstelle gaang, ier d'Enquête publique iwwerhaapt ugaangen ass, an dat maache mer oft. Dat heescht, mir maache méi, wéi déi eigentlech prozedural Reegelen et verlaangen. An no dëser Reunioun hate mer weider Echangë mat concernéierte Leit wéi de Proprietären, den Notzer, de Baueren, de Wënzer vun de Flächen an der Zon, mee och mat de Schäfteréit vun deenen zwou Fusiounsgemenge Bous a Waldbredimus. Déi Echangë sinn oppen, kritesch, awer ganz konstruktiv verlaf. All d'Bemierkungen an d'Virschléi, déi do thematiséiert gi sinn, wéi och déi Observatiounen, déi an enger zukünfteger Enquête publique gemaach wäerte ginn, gi selbstverständlech beim Ausschaffe vum finale Reglement detailléiert analyséiert.

Wéi och schonn an den Äntwerten op déi dräi parlamentaresch Ufroe vu virun e puer Woche gesot, ass den Text just an engem Projetsstadium. Dat heescht, e kann nach adaptéiert ginn an e wäert och nach adaptéiert ginn. Esou Adaptatioune vum Text si gängeg a goufen och scho bei anere Gebidder gemaach, ier de Règlement grand-ducal a Kraaft getrueden ass. An zu de gängegen Adaptatiounen zielen d'Upassung vum Perimeter vum Gebitt an d'Adaptatioun vun de Bewirtschaftungsreegelen.

Am Resümmee: Et ass nach näischt a Stee gemeesselt, et ass Work in progress a mir si matzen am Dialog mat de Concernéierten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Welfring.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 385 vum Här Carlo Weber un den Här Minister fir Energie iwwert d'Energiespuermesüren, déi an der Circulaire 4168 vum 5. August 2022 proposéiert gi sinn. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 385 du 17 janvier 2023 de M. Carlo Weber relative aux mesures d'économie d'énergie proposées dans la circulaire n° 4168 du 5 août 2022, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Carlo Weber (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de 5. August d'lescht Joer huet d'Regierung mat der Circulaire 4168 en Appell un d'Gemengen adresséiert, fir datt si als wichteg lokal Acteuren zousätzlech Efforte beim Aspuere vun Energie a Stroum maachen.

An deem Pabeier gouf eng Rei Spuerméiglechkeeten opgelëscht, ënner anerem d'Limitatioun an d'Ausschalte vu Beleuchtungen an ëffentleche Gebaier a Stroossebeleuchtungen. Et ass awer generell esou, datt, wa Stroossebeleuchtungen ausgeschalt ginn, d'Beleuchtung bei Zebrasträifen an Trottoire mat ausgeet. Ech mengen, däers waren eis Gemenge sech zu deem Zäitpunkt nach net esou bewosst.

Follgend Sécherheetsproblemer stelle sech awer elo, besonnesch iwwert de Weekend bei grousse Manifestatiounen ab 1.00 Auer, wann d'Luuchten dann ausgeschalt sinn. Ech ginn eng Kéier kuerz drop an. Wa grouss Baler sinn, wou mer dann zum Beispill Entréeën hunn tëschent 500, 1.000, 1.200 Leit mat 500, 600 Autoen, déi stinn da ronderëm de Veräinsbau. D'Late-Night-Busser fueren an d'Night-Rider-Busse kommen, an déi hu jo da keng Méiglechkeet, fir direkt bei de Sall bäizefueren. Da mussen d'Leit, speziell d'Jugend, owes duerch d'Däischtert tëschent 500 Meter an 1 Kilometer alt do bei d'Busse goen. Dat ass eng grouss Gefor, fannen ech, speziell an deene Wochen d'lescht Zäit, wéi mer d'Wieder hei haten, zemools wann d'Leit dann och nach däischter gekleet sinn. Dat ass also eigentlech eng zousätzlech Gefor fir eis Jugend. Ech denken hei rezent un déi Aktioune mat de K.-o.-Drëpsen.

An dësem Zesummenhang wollt ech den Här Minister fir Energie an Aménagement du territoire follgend Froe stellen: Ginn et eventuell Iwwerleeungen am Ministère, fir d'Beleuchtungen de Weekend an de Gemengen unzeloossen, oder ginn et eventuell aner Léisungen, Iwwerleeunge fir eventuell Detekteren, Beweegungsmelder, datt d'Luuchten uginn, wann d'Leit wëllen iwwert d'Zebrasträife respektiv iwwert den Trottoir goen?

Dann nach eng lescht Fro: Ginn et eventuell am Ministère Informatiounen, wéi vill Gemenge matmaachen? Well ech muss soen, perséinlech fannen ech et net ganz glécklech, zum Beispill a mengem Kanton. Déi eng Gemenge maache mat, do sinn d'Luuchten all ausgeschalt, an aner Gemenge maachen dann net mat. Dat ass dann net ganz glécklech, fannen ech. Ginn et do eventuell am Ministère Informatiounen, wat fir eng Gemengen do matmaachen oder net?

Ech soen Iech Merci fir eng Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gudde Mëtteg, Här President, léif Deputéiert, léif Kolleegen aus der Regierung. D'Stroossebeliichtung ass eng Kompetenz vun de Gemengen. Dat heescht, d'Gemengen decidéieren an hirem Gemengerot, ob se déi umaachen oder ausmaachen.

Mir hunn als Ministère eigentlech fir eng gewësse Koordinatioun gesuergt. Déi huet op zwee Niveaue bestanen. A well de François Bausch hei ass, him e grousse Merci, well mer nämlech koordinéiert hunn: Wann eng Gemeng decidéiert, dass hir Stroosseluuchten aus sinn, dann zitt Ponts et chaussées no. An do war technesch dann och eng ganz grouss Koordinatioun néideg, well mer gutt …, also d'Zuele graff: Mir hunn 2.000 där Schaltschief, 1.000 sinn der mixte, an da muss eeben och net nëmme Ponts et chaussées u Bord sinn, mee och d'Creos. An dat hu mer eigentlech koordinéiert vun Ufank un an dat leeft och um Terrain gutt.

Et si 40 Gemengen, déi sech an hire Gemengeréit ausgeschwat hunn, fir do matzemaachen. Am Moment hu mer eng 30 Gemengen, déi elo schonn an deem Programm dra sinn. Et ass esou, dass mer ausser där Gemeng, wou Dir elo hier sidd, Här Weber, keng aner Gemeng hunn, déi mat där doter Problematik un eis erugetrueden ass. Dat heescht, datt mer am Moment stänneg den Dialog mat de Gemenge sichen. Wéi gesot, et ass elo keng aner, déi dat opgeworf huet.

A just technesch musst Der verstoen – an do gëtt et och Normen, dat sinn och europäesch Normen –: Wann ech eng Strooss ausmaachen, da kann ech net nëmme just de Foussgängersträifen uloossen. Dat heescht, mir hunn do eng Rei Contrainten. Gutt, ech mengen, vläicht …, also wat ech kann ubidden, ech mengen, wann dat an Ärer Gemeng en Theema ass, da soll d'Gemeng sech nach eng Kéier bei eis mellen. Wéi gesot, technesch kéinte mer dat änneren, mee bis elo ass ausser aus Ärer Gemeng dat do nach net opgeworf ginn.

Pour le reste huet et ganz gutt bis elo funktionéiert. An all deenen, déi do matmaachen, e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 386 vun der Madamm Myriam Cecchetti un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Lutte géint de Laangzäitchômage. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 386 du 16 janvier 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative à la lutte contre le chômage de longue durée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, gëschter huet den Aarbechtsminister eng Etüd presentéiert iwwert d'Ausmooss vum Laangzäitchômage zu Lëtzebuerg, fir déi Problematik an de Grëff ze kréien a méiglech Léisungen ze fannen, fir dergéint virzegoen. An dës Etüd, déi jo awer hoffentlech och wäert public gemaach ginn, weist, dass de Chômage kee passagere Problem méi ass, mee fir ronn d'Hallschent vun de betraffene Leit existenziell Ausmoosse kritt huet, well en eebe laangwiereg ass a potenziell och Joren a méi dauere kann.

Den Aarbechtsminister huet gëschter ganz bedenklech Zuele genannt: 6.500 Leit si säit iwwer engem Joer am Chômage an den Undeel vun de Leit am Laangzäitchômage ass an de leschte Joren am Verhältnis zur Gesamtzuel ëmmer méi grouss ginn. Besonnesch staark betraff si Mënsche mat Handicap oder ageschränkter Aarbechtscapacitéit. Besonnesch markéiert een d'Feststellung, datt net primär d'Qualifikatioun de Risiko fir Laangzäitchômage bestëmmt, mee d'Dauer vum Aarbechtskontrakt, deen ee virdrun hat. Wann een also laang eng fix Ustellung hat an déi verléiert, huet een e méi grousse Risiko, fir laang Zäit an de Chômage ze falen, wéi Leit, déi oft d'Plaz wiesselen.

Dat weist eis, dass den Aarbechtsmaart ëmmer méi Flexibilitéit verlaangt an d'Bestännegkeet éischter bestrooft wéi belount gëtt. An do hannendrun hänkt e ganze Rateschwanz vu soziale Suergen an ekonomescher Onsécherheet vun ëmmer méi Leit.

Duerfir wollt ech dem Aarbechtsminister follgend Froe stellen: Wéi erkläert sech de Réckgang vun de Leit am Laangzäitchômage säit dësem Joer? Wuel wëssend, dass an éischter Linn héich qualifizéiert Leit gesicht ginn um Aarbechtsmaart, wéi vill Leit hunn 2022 iwwert dësen Dispositif EMI (ndlr: Emploi d'insertion) eng Aarbechtsplaz kritt? Dir kënnt och d'Zuelen noreechen, also wann Der dat elo net esou direkt wësst. Et hätt jo kënne sinn, datt se an der Etüd genannt gi wären.

Wéi ass et mat der Anhalung vun der 5 %-Reegel, déi beseet, datt Betriber ab enger gewëssener Gréisst 5 % vun de Plaze fir Leit mat Handicap an ageschränkter Aarbechtscapacitéit sollen assuréieren? Gëtt dës Reegelung iwwerpréift a wa jo, gëtt se och respektéiert?

Wat mengt den Här Minister, soll deen neie Profilage konkreet brëngen, deen an der Etüd ausgeschafft ginn ass, fir potenziell Laangzäitchômeure besser ze guidéieren? Riskéiert esou e Profilage net, de Chômage ëmmer méi zum Problem vum Eenzelnen ze maachen an ze verstoppen, datt de Chômage an éischter Linn eng Konsequenz ass vun enger Aarbechtswelt, déi ëmmer méi haart gëtt, ëmmer méi Konkurrenz schaaft tëscht de Leit, ëmmer méi Flexibilitéit a Leeschtung verlaangt?

An dann hat ech mer nach Gedanke gemaach och iwwert d'ADEM an den ONIS, déi jo an zwee verschidde Ministèren ugesidelt sinn a wou déi Leit, déi am ONIS, déi jo awer och keng Aarbecht hunn, ugesidelt sinn, awer net an de Statistike virkommen. An heiansdo mengt een, do géif e bësse Pingpong mat de Leit gespillt ginn. Da komme se an den ONIS, da komme se aus deene Mesüren eraus erëm zréck an d'ADEM

a munchmol – oder ganz oft – behale se dann awer erëm hir Plazen net, wou se zougewise gi sinn, a landen dann erëm zréck am ONIS.

Et ass eng relativ schwiereg Problematik, an ech weess och, datt dat net Äre Ministère ass an et do héchstwarscheinlech schwiereg ass, Lienen elo ze schafen, mee et wier awer interessant, wann een eng Kéier kéint vläicht dann och eventuell an enger jointe Kommissioun iwwert déi dote Problematik schwätzen.

Villmools merci am Viraus.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Aarbechtsminister Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci och der Madamm Cecchetti fir déi Fro zu där Etüd, wou mer effektiv d'Resultat jo gëschter publizéiert hunn.

Ier ech méi am Detail op déi Fro do äntweren, wëll ech vläicht nach eppes aneres kloer soen. Mir brauchen u sech en Aarbechtsmaart, wou jiddweree seng Plaz ka fannen. Et geet also drëms, déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, esou ze encadréieren an esou ze forméieren, datt se hir Chance hunn, fir erëm Fouss ze faassen, an datt déi Chancen däitlech verbessert ginn.

Et dierf och net esou sinn, datt iergendwellech Virurteeler derfir suergen, datt d'Leit op eemol keng Aarbecht méi fannen. Ech vergläichen dat ëmmer oder ganz gäre mat enger Auer. Bei enger Auer, fir datt déi ka fonctionéieren, do ass all Zännrad wichteg, dat grousst an och dat ganz klengt. An esou ass et och mat der Gesellschaft.

An effektiv kënne mer aus där Etüd hei e puer interessant Konklusiounen zéien. Et stellt ee fest, dass et ganz oft Leit sinn, déi am Laangzäitchômage sinn, déi gesondheetlech Problemer hunn, déi eng Schwieregkeet dann och hunn, fir eng Aarbecht ze fannen. Dat si ronn 35 %, bis 50 % kann dat goen. D'ADEM huet spezialiséiert Servicer, déi sech eebe grad ëm déi Leit och bekëmmeren. Ausserdeem evaluéiere mer och d'Kompetenz vun deene Leit ganz intensiv, zum Beispill a Projete wéi beim COSP-HR.

Dëst Joer, léif Deputéiert, organiséiere mer dann och eng ganz speziell Journée, wou mer eis cibléiert mat dem Sujet vum Handicap a vum Reclassement, déi dann eeben och zu de Laangzäitchômeure gehéieren, wäerten auserneesetzen, well mer eeben och deene Leit einfach méi Opmierksamkeet wëlle ginn a well se déi och dann natierlech verdéngen an och well mer feststellen, dass bei den Employeuren eng ganz Rei vu Mesüren, déi mer en place hunn, net bekannt sinn, sou wéi zum Beispill d'Mesür vum Assistant à l'inclusion, wou mer dann och eng Campagne wäerte starten.

Ënnert dem Stréch stellt een awer fest, datt d'Mesüren, déi mäi Ministère mat der ADEM op d'Bee gestallt huet, wierken, well mir stelle fest, datt zanter Januar 2021 de Laangzäitchômage, esou wéi Der och gesot hutt, zréckgeet an datt zanter Abrëll vum leschte Joer d'Zuel vun de Laangzäitaarbechtslose souguer méi séier zréckgeet wéi d'Zuel vun den Demandeur-d'emploien am Allgemengen. Dat weist also, dass de Profiling – wann een dat esou wëll nennen, well esou schaffe mer an der ADEM –, deen en place ass, gutt ass an dass deen och wierkt. Mee natierlech musse mer eis andauernd un d'Realitéiten adaptéieren.

Et ass zum Beispill ugeduecht, nach vill méi prezis op d'Besoine vun de Laangzäitaarbechtslosen anzegoen. D'ADEM wäert och en neien Outil do entwéckelen, deen et erméiglecht, de Leit vill méi prezis entgéintzekommen, also och vill méi prezis ze beroden op déi Lacunnen, déi se hunn, a fir se dann och méi prezis ze forméieren.

Doriwwer eraus gesäit d'„Stratégie ADEM 2025" vir, déi Leit, déi méi wäit vum Aarbechtsmaart dann ewech sinn, eebe grad mat spezielle Formatiounen an och nach anere Mesüren ze ënnerstëtzen, fir hir Employabilitéit dann däitlech ze verbesseren.

An Dir hutt et virdru gesot, d'Etüd, déi ënnersträicht och, dass et ganz wichteg ass, datt Formatioune gemaach ginn. Effektiv hu Leit, déi laang op enger Aarbechtsplaz sinn an déi laang ëmmer déi selwecht Aarbecht gemaach hunn, et méi schwéier, herno erëm eng Aarbecht ze fannen. Duerfir hu mer och eng Mesür ausgeschafft, déi heescht „Skills-Plang". Déi hu mer och schonn de Sozialpartner virgestallt an do schaffe mer un engem Gesetz, fir eeben och de Leit am Betrib, och wa se keng Schwieregkeeten am Betrib hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech ze forméieren, fir sech weiderzebilden, fir dann esou sech selwer, awer och dem Betrib, herno kënnen eng Plusvalue ze sinn.

Mee kommt, mir vergiessen awer och net aner Mesüren, déi schonn zanter Joren en place sinn an déi och u sech eng Successstory sinn. D'Beschäftegungsinitiativen, déi leeschten hei e ganz wichtege Bäitrag, wann et drëms geet, Demandeurs d'emploi sënnvoll ze encadréieren an och hinnen eng Perspektiv ze bidden. Do ginn et der, déi hu wäit iwwer 30 % Succès – wann een dat esou ka soen – mat hirer Beschäftegungsinitiativ, déi se da vun hirer Beschäftegungsinitiativ an den éischten Aarbechtsmaart eriwwerkréien. Ech gesinn hei den Aly Kaes, dee wackelt mam Kapp. Deen ass do ganz mat mer d'accord.

Ech kommen zum Schluss. Alles, wat ech elo opgezielt hunn, dat weist, dass eis Mesüren, déi en place sinn, gutt sinn, datt mer gutt opgestallt sinn. Wat awer net heescht, datt mer eis net solle verbesseren. An dofir wäerten déi Mesüren, déi ech virdrun ugekënnegt hunn, och kommen.

Zur EMI-Problematik, do kann ech Iech gären déi Zuelen eng Kéier noreechen.

Zur 5 %-Reegelung hunn ech viru Kuerzem eng Question parlementaire beäntwert.

An ONIS an ADEM, effektiv zwee Ministèren. Et ass net ëmmer esou einfach, mee ech mengen awer, dass de Prozess all Dag ëmmer esou optimal optiméiert gëtt, wéi et nëmme méiglech ass.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 387 vun der Madamm Stéphanie Empain un den Här Kooperatiounsminister iwwert d'humanitär Hëllef an Afghanistan no de rezenten Entwécklunge vun de Mënscherechter. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 387 du 17 janvier 2023 de Mme Stéphanie Empain relative à l'effort humanitaire attribué à l'Afghanistan suite aux développements récents des droits humains sur place, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Här Minister, d'Mënscherechtssituatioun an Afghanistan verschäerft sech wierklech vu Woch zu Woch a besonnesch d'Frae gi radikal an hire Rechter beschnidden. Dat geet vu kompletter Verschleierungsflicht iwwer eng Beweegungsfräiheet, déi absolutt net méi ginn ass, keng Bildung méi an elo och nach e limitéiert Recht op Aarbecht. An effektiv ass eebe viru Kuerzem vun den Taliban decidéiert ginn, dass Fraen net méi dierfen an ONGe schaffen.

Zousätzlech dozou ass déi humanitär Situatioun an Afghanistan katastrophal. Ouni d'ONGen, déi e Minimum u medezinnescher Versuergung garantéieren, an ouni déi humanitär Hëllef, op déi Milliounen Afghanen an Afghaninnen ugewise sinn, géif de medezinnesche System schnell zesummebriechen a Millioune vun hinne géifen effektiv riskéieren, an Hongersnout ze geroden.

Duerch d'Aarbechtsverbuet vun de Fraen an den ONGen hunn elo vill ONGen an Hëllefsorganisatiounen hir Aarbecht agestallt oder staark mussen zréckfueren. D'UN-Agencen, déi funktionéieren nach, mee vu dass e groussen Deel vun hiren Hëllefsprogramme vun den ONGen duerchgefouert gëtt, ass hir Aarbecht och ganz staark impaktéiert.

Lëtzebuerg huet sech, esou wéi vill aner Länner och, engagéiert, trotz der Muechtiwwernam vun den Taliban am August 2021 un der Säit vun der Bevëlkerung ze stoen a seng humanitär Hëllef oprechtzeerhalen. Awer am Verlaf vun de Méint gëtt dat natierlech ëmmer méi schwiereg. Eis Partner um Terrain briechen ewech an et ass och inakzeptabel, Gelder a Strukture fléissen ze loossen, déi hir Mataarbechterinnen entlooss hunn.

An dofir, Här Minister, géif ech follgend Froen un Iech riichten: Huet sech au vu vun de rezenten Evolutiounen aus der Nout eraus eis Positioun eventuell missen änneren? Wéi ass et iwwerhaapt nach méiglech, hei humanitär Hëllef ze leeschten, wann eis Partner um Terrain net méi schaffe kënnen? Falls Lëtzebuerg awer u sengem Engagement festhält, iwwer wéi eng Weeër an iwwer wéi eng Organisatiounen oder multilateral Organisatioune kann dës Hëllef iwwerhaapt nach effikass geleescht ginn? An a wéi enger finanzieller Gréisstenuerdnung ass déi zukünfteg Hëllef, déi virgesinn ass, iwwerhaapt nach méiglech? A wéi kann ee schlussendlech och sécherstellen, dass och ouni Fraen an den ONGen dat bëssen Hëllef, wat nach kann erbruecht ginn, iwwerhaapt bei de Fraen a Meedercher an Afghanistan ukënnt?

Ech soen Iech am Viraus villmools Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, fir d'éischt merci un d'Madamm Empain fir déi Fro hei zu Afghanistan. Zu deem éischten Deel vun der Fro ass et effektiv esou, dass mer jo schonn am August 2021, wéi d'Talibanen zréck un d'Muecht komm sinn, decidéiert hunn, eis bilateral Entwécklungszesummenaarbecht an Afghanistan opzehalen a just nach humanitär Hëllef ze leeschten.

Wat elo déi lescht Decisioun ugeet, déi am Dezember geholl ginn ass, mat effektiv engem Aarbechtsverbuet fir Fraen a Meedercher, fir bei ONGen ze schaffen, hunn ech dat natierlech direkt och condamnéiert am Numm vum Ausseministère, och op Twitter, an natierlech opgefuerdert, dass esou eng Decisioun soll esou schnell wéi méiglech opgehuewe ginn, wéi och déi meescht aner Länner, déi do engagéiert sinn, dat gemaach hunn.

Et ass effektiv esou, dass 6 Millioune Leit an Afghanistan haut eminent vun enger Hongersnout bedrot sinn an oft Fraen a Meedercher leider déi Lescht sinn, déi iesse kënnen, an déi Éischt, déi ënnert där Situatioun leiden.

Grondsätzlech ass eis Positioun esou, dass mer, esoulaang mer dat kënnen an och esouwäit mer dat kënnen, ons humanitär Hëllef an Afghanistan gäre weidermaachen, well, wéi gesot, domadder hëllefe mer deenen Äermsten an deene Schwächsten an deem Land. Mee ech mengen, hei muss ee pragmatesch sinn. Mir maachen dat, soulaang mir dat kënne maachen. Well wa mer dat ophalen, wéi gesot, da geet et zu Käschte vun deenen Allerschwächsten, an dat si leider en premier lieu d'Fraen an d'Meedercher an Afghanistan. Dofir ënnerstëtze mer hei eng gemeinsam a koordinéiert Approche mat onsen internationalen an nationale Partner.

Dir frot dann, wéi et méiglech ass, um Terrain iwwerhaapt nach ze schaffen, wann d'Partner elo esou ageengt sinn an och d'Fraen do net méi kënne matschaffen. Ech mengen, dat muss een e bësse méi nuancéiert gesinn. Mir gesinn effektiv engersäits, dass d'Decisioun vun den Talibanen zwee wichteg Beräicher ausschléisst. Dat sinn d'Educatioun an d'Santé, obwuel et och an deene Beräicher muss mat engem Accompagnement vun engem Mann sinn an och do verschidden Entréeë musse virgesi sinn. A wou och elo decidéiert gouf, dass Fraen a Meedercher net méi dierfen op d'Uni. Dat ass natierlech alles ganz restriktiv, mee trotzdeem sinn déi zwee Beräicher ausgeschloss.

Dann ass et och esou, dass d'UNO-Agencen an d'ONGen, déi bei deem de facto Ausseministère enregistréiert sinn, och net vun där Decisioun viséiert sinn. Dat heescht, och déi kënnen nach schaffen. Mee mir wëssen natierlech, dass eng ganz Rei Projete vun der UNO iwwer lokal ONGen ëmgesat gëtt. An dat ass natierlech e Blocage, deen do besteet.

Et sinn och eng Rei ONGe wéi den Norwegian Refugee Council oder CARE an och anerer, déi sech aus verschiddene Grënn zréckgezunn hunn aus Afghanistan, einfach, mengen ech, well se net méi normal kënne schaffen. Anerer sinn awer nach ëmmer do a setzen och nach weider hir Projeten ëm.

Aner Organisatiounen, wéi zum Beispill de CICR, d'Internationaalt Rout Kräiz, déi soen eis, dass bei hinnen d'Frae weider op Projete schaffen. Och der Caritas hir Mataarbechterinnen alleguerten, déi op Santésprojete schaffen – a mir wëssen, dass dat e ganz sensibele Beräich ass, wou Frae just dierfe vun enger Fra en fait en charge geholl ginn –, déi sinn och weider exemptéiert a schaffen also weider. Et ass also nach méiglech, fir de Moment humanitär Hëllef um Terrain ukommen ze loossen, och wann dat natierlech ënner ganz schwéiere Konditiounen ass.

Dir frot dann och nach, mat wat fir engen Organisatioune mer dat maachen. Dat sinn déi selwecht Organisatiounen, mat deene mer scho säit enger Rei Joren do schaffen, wéi zum Beispill d'UNO-Agencen, awer och zum Beispill dat Internationaalt Rout Kräiz oder d'Caritas. D'Enveloppe, déi ass fir 2023 mat 5 Milliounen Euro ugesat. Dat ass, mengen ech, och dee Montant, wou et sech apendelt. 2021 hate mer eng Enveloppe vu 7,5 Milliounen, well do d'Besoinen einfach immens héich waren.

An da schlussendlech frot Der och nach, wéi ee ka sécherstellen, dass dat bëssen Hëllef nach wierklech ukënnt. Wéi gesot, wa keng ONG méi ka schaffen, da kënnt och keng Hëllef méi un. An ech mengen, dat ass dann och de Moment, fir sech méi fundamental Froen ze stellen. Mee, wéi gesot, fir de Moment hu mer eng pragmatesch Approche a mir hëllefe weider um humanitäre Plang, soulaang dat méiglech ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 388 vum Här Max Hengel un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert déi laang Waardezäiten an der Kannerpsychiatrie. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 388 du 17 janvier 2023 de M. Max Hengel relative aux délais d'attente en pédopsychiatrie, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Madamm Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fro ass relativ kuerz, awer duerfir net manner wichteg. Et geet ëm d'Santé mentale. Wéi mer alleguer wëssen, hunn d'Kanner an déi Jonk besonnesch ënnert der Pandemie gelidden. Och elo no der Pandemie ass et awer leider esou, datt et nach net zu enger Entspanung an deem Beräich vun der Kanner- a Jugendpsychiatrie komm ass. Mengen Informatiounen no muss een am Moment bis zu néng Méint op e Rendez-vous an der Pedopsychiatrie am CHL waarde respektiv jee nodeems, wat een ugëtt, gëtt ee ganz refuséiert. An och an der Psychiatrie juvénile ass et net besser, déi am HRS.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Minister: Ass si um Lafende vun dëser Situatioun? A ka se dat och confirméieren? Ass d'Madamm Minister a Kontakt mat de jeeweilege Spideeler, fir wierklech kuerzfristeg ze kucken, fir hei Léisungen ze fannen? Well ech mengen, et geet wierklech ëm d'Wuelbefanne vun eise Kanner a vun eise Jonken, an dat ass extreem wichteg.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Merci och fir dës Fro. Déi pedopsychiatresch Prise en charge hei zu Lëtzebuerg, d'Kannerpsychiatrie souzesoen, läit an den Hänn vu just e puer Acteuren. Dat ass engersäits de Service national vum CHL fir Kanner ënner zwielef Joer. A wat elo den Hospitalier iwwer zwielef Joer ugeet, ass et effektiv den HRS, deen zoustänneg ass. Mir hu bei de klenge Kanner ënner zwielef Joer just dës Struktur an niewendru privat Cabineten. Dotëschent gëtt et näischt.

Wat ass ofgedeckt iwwert den CHL? Dat ass d'Consultatioun, dat ass de Centre de jour, et ass awer och d'Hospitalisatioun mat enger Rei Better, déi do sinn, fir d'Readaptatioun oder d'Sortie ze vereinfachen. Wann d'Kanner erauskommen, gëtt et u sech keng Tëschestruktur bei de klenge Kanner.

Den HRS gëtt ergänzt duerch d'Jugendpsychiatrie, wou mer 30 Better hunn, 5 zousätzlech, déi elo geplangt sinn, duerch d'Rehabilitatioun, déi vum CHNP vun Ettelbréck assuréiert gëtt an der Orangerie. Dat heescht, do gëtt et nach esou eng Tëschestruktur.

Mee fir op Är konkreet Fro ze äntweren: Jo, et ass e gréissere Problem am Moment. D'Demandë sinn extreem eropgaangen, och duerch d'Pandemie, mee dat ass warscheinlech net déi eenzeg Ursaach. Iwwert d'Joren ass déi Demande gewuess an d'Personaldecken ass net deementspriechend mat eropgaangen.

Mir sinn also konfrontéiert mat enger ganz héijer Demande. Mir si konfrontéiert mat liberale Cabineten, déi zum Deel saturéiert sinn, an doduerjer eebe mat engem immensen Drock op dem Service national. Ech sinn mer deem Problem absolutt bewosst. Mir sinn do reegelméisseg zesummen. D'Recrutementer lafen. Et ass och net eng Fro, dass mer elo kéinten akut hëllefen duerch Zousazposten. Am Moment sinn et Recrutementsproblemer, déi sech stellen. Et ass schwiereg, déi néideg Leit ze kréien, e bësse wéi mer et och an anere Strukturen hunn. Mir hunn net déi grouss Zuelen u Leit. Hei kënnt och nach derbäi, dass mer zum Beispill zwee Ausfäll elo kuerzfristeg wäerten hunn, eng Kéier familiär bedéngt, eng Kéier altersbedéngt. An alles dat dréckt natierlech ëmmer ganz schnell, och wann et kleng Zuele sinn, op eise System.

Déi ganz Problematik vun der Kannerpsychiatrie, Jugendpsychiatrie wäert eng grouss Opmierksamkeet am Plan national santé kréien, awer och méi spezifesch am Plan santé mentale. Dir wësst, dass déi an der leschter Ligne droite sinn. Déi wäerten an deenen nächste Méint elo finaliséiert ginn. Dat doten ass eppes, wat Suerge mécht a wou och Iwwerleeunge gefléiert ginn, wéi ee kann norüsten, wat nach u Strukturen och feelt. Dir wësst, dass och vill Jugendlecher systematesch an d'Ausland ginn. Dat ass eppes, wat mer och esou definitiv ..., wat ech perséinlech net gutt fannen. Mee, wéi gesot, dat si Chantieren, op deene mer effektiv intensiv schaffen, déi dann eng Äntwert wäerte kréien an deenen Dokumenter, déi natierlech an Zesummenaarbecht mam Terrain erstallt ginn.

Kuerzfristeg kann ech leider nëmme bestätegen, dass déi Delaien extreem laang sinn, vill ze vill laang och a mengen Aen. An dat ass eppes, wou mer musse Suerg hunn, fir schnellstméiglech nozerüsten, asoufern dat machbar ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 389 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir sozial Sécherheet iwwer eng zweet Autorisatioun, fir den eSanté-System ze exploitéieren. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 389 du 17 janvier 2023 de Mme Carole Hartmann relative à la deuxième autorisation d'exploiter un système eSanté de support au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Här Minister, d'lescht Joer sinn eng Rei Annoncen a puncto eSanté gemaach ginn, déi d'Digitalisatioun vun de Servicer vun der Sécurité sociale weiderbrénge sollen. De Paiement direct ass annoncéiert ginn an den Direkter vun der Agence eSanté huet an engem Interview Enn des Joers ënner anerem den elektronesche Carnet de vaccination an d'ePrescriptioun an Aussiicht gestallt.

Wann d'Agence eSanté dës Servicer deployéiert, da muss et natierlech hannendrun och digital Solutiounen, sprëch Applikatiounen, ginn, déi vun den Dokteren an natierlech och vun de Patienten derfir genotzt kënne ginn. An der Äntwert op eng Question parlementaire vu September d'lescht Joer, déi ech mat de Kolleege Gilles Baum a Gusty Graas gestallt hat, hutt Dir annoncéiert, dass en zweeten Acteur niewent deem, dee vun der AMMD initiéiert gouf, eng digital Solutioun géif proposéieren.

Dozou wéilt ech dem Här Minister follgend Froe stellen: D'lescht Joer haten Ären Informatiounen no 30 Dokteren déi éischt digital Solutioun installéiert. Hutt Dir Kenntnis dervunner, ob entre-temps méi Dokteren dëse System an place hunn? Ass ugefaange ginn, déi zweet digital Solutioun bei den Dokteren ze installéieren? Wa jo, wéi vill Dokteren notzen dësen neie System bis elo? A wichteg natierlech fir d'Patienten: Kënnen déi zwee Systemer parallell funktionéieren? An erlaben dës en Austausch vun den Informatiounen ënnereneen?

An dann nach zwou kuerz Froen zu de Fonctionalitéiten: Wéi wäit si mer aktuell bei der Ëmsetzung vum

Paiement direct? A wéini wäerten d'Patienten d'Fonctioun vun der ePrescriptioun notze kënnen?

Merci am Viraus.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Claude Haagen, huet d'Wuert.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och der Madamm Hartmann fir dës Fro. Als klenge Rappell wëll ech just soen, datt d'Servicer eSanté, de Support vun der Agence eSanté, an d'Liewe geruff gi sinn, fir eeben déi Digitalisatioun am Gesondheetsberäich vill méi séier ze maachen, ze acceleréieren. Ech mengen, dat ass den Zweck do dervun, also och eng innovativ Approche ze promouvéieren an och ze integréieren, an dat besonnesch, fir tëschent deene verschiddenen Acteuren d'Relatioun ze verstäerken, fir eeben do eng integrativ Approche ze kréien.

Ech wëll och preziséieren, datt d'Editeuren, déi déi verschidde Systemer, déi Der scho genannt hutt, an de Gesondheetsberuffer installéieren, net vun der Agence eSanté installéiert ginn, mee natierlech vun deenen Entreprisë selwer, an dat onofhängeg, wou se dann och d'Responsabilitéit hunn.

Dës Firme sinn also och fir déi Programmer verantwortlech, déi natierlech ofgeschwat gi fir ze installéieren. An d'Agence eSanté stellt d'Krittäre fir d'Konnexioun op senger Plattform – dat ass dat, wat Der schonn ernimmt hutt par rapport zu deenen zwee Operateuren, déi mer da kréien – a schafft och mat den Editeuren zesummen, fir eeben och do autonom ze bleiwen.

Am Ganze kann ee soen, datt et hei verschidde Spillreegele gëtt. Deen éischten Industriellen, dee komm ass, Dir hutt en ernimmt, deen hat d'Konditioun. An deen zweeten hat déi selwecht Konditioun. Dat heescht, jiddweree vun deenen zwee huet à peu près déi selwecht Konditiounen erfëllt. Et sinn Divergenzen, wat d'Handhabung ubelaangt, mee d'Conditiond'accèsen, och fir an de Marché ze kommen, ware bei jiddwerengem d'selwecht. Et ass mer wichteg, dat ze soen, well dann ass jiddweree behandelt gi wéi deen aneren.

Mir hunn also hei och d'Autonomie souwuel vun deenen Entreprisen, mee och vun de Prestatairen, dat heescht do, wou déi Soft..., wann ech et esou däerf nennen, installéiert gëtt. An dat ass och ganz wichteg, well de Paiement immédiat direct erlaabt et jo dann eeben och, dat an der Fräiwëllegkeet ze maachen. A momentan – ech preziséieren: momentan – gëtt de Cadre légal och net méi hier.

Dir hutt an der éischter Fro gefrot, wivill Dokteren do dra sinn. Bei deem Éischten, wou de Remboursement accéléré och gemaach gëtt, ass dat momentan nach ëmmer ronn déi selwecht Zuel, dëst och nëmmen, wann natierlech den Assuré och den Accord gëtt, fir dat ze maachen.

Zu der zweeter Fro, wat déi zweet Firma ubelaangt: Do ass effektiv eng Demande gestallt ginn, fir fir déi Servicer vum eSanté eng Autorisatioun ze kréien, an déi Autorisatioun d'exploitation ass de 16. November vum leschte Joer ausgestallt ginn, wéi d'Konditioune bis erfëllt waren. Natierlech war dat dat selwecht, wat ech elo grad erklären hunn, wéi bei där éischter Firma, déi natierlech och eng Autorisation d'exploitation huet.

Déi zweet Firma – souwäit ech vun der Agence eSanté informéiert gi sinn – ass momentan an enger Testphas a si wäert déi digital Léisung zäitno deployéieren. Dat heescht, mir sinn och do an engem Timing, dee relativ zügeg ass, och wat d'Operationalitéit vun der zweeter Firma dann ubelaangt.

Déi zwou digital Léisungen déngen natierlech derzou, den digitalen Austausch tëschent dem Dokter oder Prestataire, der Agence an der CNS ganz einfach ze vereinfachen. Konkreet kann ech do soen, datt d'CNS dann op den digitale Mémoire d'honoraires wäert zréckgräifen, wat d'Prise en charge natierlech méi séier mécht. Dat ass jo och den Zweck vun der Digitalisatioun.

Wat de Kader vun den Echangen ubelaangt, sou sinn déi zwee Systemer net ... Do ass keen Echange néideg. Dat heescht, si kënne komplett onofhängeg, getrennt a parallell fonctionéieren.

Wat déi drëtt Fro ubelaangt, do hat Der gefrot, wéi wäit mer bei der Ëmsetzung vum Paiement direct sinn. Momentan lafe Beméiungen a Reuniounen, fir de Paiement direct wierklech ze pousséieren. Dat ass net evident. Ech wëll och dorobber agoen, datt mer duerch eng Solutioun am Dossier vun de Psychotherapeuten, sprëch FAPSYLUX, natierlech och elo erëm wäerten Donnéeë bäikréien, déi mer informatiséiere mussen, wat erëm eng Kéier Zäit brauch. D'Ressourcë bleiwen déi selwecht. Dat wäerte mer parallell maachen, well soss fänke mer herno erëm mat deem Dossier do un. Dat heescht, mir hunn deen elo virgezunn, och an deem Räsonement, fir dat och do relativ zügeg iwwert de Remboursement accéléré kënnen ze maachen an duerno an e Paiement immédiat direct ze integréieren.

Normalerweis misst de Paiement immédiat direct ëm de Juli vun dësem Joer lafen. Dat hänkt awer dervun of, wann elo nach Inconveniente kommen, Zwëschefäll kommen, informatescher Aart, da musse mer dat och natierlech a Consideratioun zéien.

Dann hat Der gefrot, wat d'Fonctioun vun der ePrescriptioun ass. Do sinn Tester ugelaf, an ech rechnen och perséinlech dermat, wann déi Tester elo e Resultat bréngen, wou mer kënnen direkt den Deployement maachen, datt mer normalerweis an där selwechter Zäitspann, dat heescht och am éischte Semester 2023, bon, och do wäerten d'ePrescription direkt esou operationell hunn, wéi et virgesinn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir sozial Sécherheet Claude Haagen.

An da komme mer elo zu der Fro Nummer 390 vum Här Sven Clement un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Bluttspende vun Homosexuellen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 390 du 17 janvier 2023 de M. Sven Clement relative au don du sang des hommes homosexuels, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Bluttspenden ass eppes enorm Wichteges. Och wann et an der Ëffentlechkeet net ëmmer wouergeholl gëtt, sou géif et ouni Leit, déi motivéiert sinn, hiert Blutt ze spenden, am Gesondheetssecteur nach vill méi uerg ausgesinn. Mir géife viru ganz grousse Problemer stoen. Dowéinst kann een alle Leit, déi fräiwëlleg hiert Blutt spenden, nëmme vu ganzem Häerze Merci soen. An dat féiert dann awer zu enger wichteger Fro.

An Däitschland lafen dëser Deeg Diskussiounen ëm d'Bluttspenden. De sozialdemokratesche Gesondheetsminister Karl Lauterbach wëll nämlech d'Bluttspenden elo och fir Männer, déi Sex mat Männer hunn, méiglech maachen. Esou war et 2021 am Koalitiounsvertrag vun der däitscher Regierung festgehale ginn. Déi sexuell Orientéierung an d'Geschlechtsidentitéit dierften net zum Ausschloss- oder Réckstellungskrittär ginn. Haut ass zu Lëtzebuerg nach ëmmer virgesinn, datt homosexuell Männer kee Blutt däerfe spenden, an dat obwuel Bluttspender permanent händeréngend gebraucht ginn. Männer, déi Sex mat Männer hunn, däerfen därzäit just Plasma spenden, an dat och just ënnert der Konditioun, datt se virdru véier Méint abstinent waren, also keng sexuell Relatioun haten.

Am Regierungsaccord waren och vun der Lëtzebuerger Regierung Ännerunge bei de Reegele fir d'Bluttspende versprach ginn, an et sinn nawell Ännerunge komm, nämlech déi genannte vun der Plasmaspend. Mee wéi ech duergeluecht hunn, kéint ee méi wäit goen. A wann een an d'Nopeschlänner kuckt, net nëmmen Däitschland, mee och Frankräich an d'Belsch, do sinn d'Diskussioune vill méi wäit fortgeschratt wéi hei zu Lëtzebuerg.

Dowéinst wéilt ech dann och follgend Fro stellen: Wat ass nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod geplangt, fir d'Diskriminatioun géintiwwer homosexuelle Männer, mee och Fraen, déi Sex mat Männer, déi Sex mat Männer hunn – pardon, et ass e bësse komplizéiert, mee esou steet et um offizielle Questionnaire vun der Croix-Rouge –, opzehalen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Et ass effektiv net fir d'éischt, wou mer eis hei och zu dësem Theema austauschen. An et ass sécherlech e ganz aktuellt Theema, well mer Blutt brauchen. Also, Bluttspenden onnéideg anzeschränken, dat muss zu dësem Zäitpunkt net sinn. Mee doriwwer eraus ass et och eng Fro vu Gerechtegkeet, vun Diskriminatioun, déi hei eraspillt, also en Theema, wat eis alleguerte besonnesch um Häerz läit.

Wéi et an der Question parlementaire 4485 vum 14. Juni 2021 erkläert ginn ass an och elo zréckgeholl ginn ass, ass eng gewëssen Evolutioun scho komm. Dat heescht, Lëtzebuerg schléisst net ganz Gruppe vu Leit aus an deem Sënn, dass elo homosexuell Leit ausgeschloss wären, mee de Comportement ass viséiert, dat ass de Sex mat Männer eeben an engem gewëssenen Delai. Dat ass e bëssen neutraliséiert, gëtt awer natierlech nach keng ganz Satisfaktioun, well do nach ëmmer en Ënnerscheed gemaach gëtt eeben tëschent Männer, déi Sex mat Männer hunn, an anere Leit, wat den Delai ugeet.

Esou wéi ech dat och an der Question parlementaire schonn eng Kéier preziséiert hat: Contrairement zu anere Länner war et hei de Wonsch vun der Chamber an dësem Land, dass d'Croix-Rouge d'Missioun huet, sech ëm d'Bluttspenden ze këmmeren. Dat ass iwwert d'Gesetz gereegelt. Dat heescht, de Santésministère oder d'Gesondheetspolitick kann do net direkt agräifen. Och wann dat am Regierungsprogramm steet, kënne mer eis ëmmer nëmme beméien, mat der Croix-Rouge d'Gespréich ze sichen, fir dann déi Krittären ze änneren. Dat hunn ech och gemaach. Mir haten an deem Sënn och eng Heure de questions den 18. Januar d'lescht Joer, wou ech ganz d'accord mat Iech war, dass do effektiv e Problem ass, eng Diskriminatioun ass.

Wou ass déi hierkomm? Déi ass historesch statistesch ënnermauert gewiescht. Eis Meenung am Gesondheetsministère an och meng perséinlech Meenung ass, dass dat hautdesdaags net méi esou richteg d'Strooss hält. An deem Sënn sinn ech och esouguer perséinlech ..., also fir d'éischt op Beamtenniveau, mee och perséinlech mat der Croix-Rouge zesummekomm, fir déi doten Demande unzebréngen, fir d'lescht elo nach eng Kéier am Oktober. Eng nächst

Reunioun ass den 19. Januar elo och ganz kuerzfristeg – also net kuerzfristeg geplangt, scho méi laang geplangt, mee si ass elo kuerzfristeg.

Wéi gesot, eis Positioun ass, dass mer do keng Berechtegung méi gesinn. Mee nach ass et un hinnen. Si hunn och d'Responsabilitéit, wat d'Bluttspenden ugeet. An da kommen ech drop, wat deels erklärt, firwat dat sech elo nach iwwer e puer Méint hinzitt. Si hunn dat u sech verbonne mat enger méi genereller Diskussioun ronderëm hir Responsabilitéit am Fall, wou et zu enger Verknaschtung vu Bluttspende kënnt. Dat kann zu ganz héije Montante féieren. An do hu mer ons u sech un den Dësch gesat, och zesumme mam Staatsministère, fir ze iwwerleeën, wéi ee ka Léisunge fannen. Et ass de Wonsch vun der Croix-Rouge, déi zwou Saache beieneenzehalen.

Ech wäert mech jiddefalls den 19. Januar nach eng Kéier staarkmaachen, fir dat am Questionnaire erausgeholl ze kréien an dann eeben zu deene Länner ze gehéieren, wou mer kënnen houfreg sinn, dass mer keen Ënnerscheed méi maachen. Ech wäert Iech och gären doriwwer um Lafenden halen. Och an der Responsabilitéitsfro sinn entre-temps konstruktiv Proposen um Dësch, soudass ech optimistesch bleiwen – fir Är Fro ze beäntweren.

Ech hoffen, dass mer ganz kuerzfristeg hei kënnen deen doten Dossier emol ofhaken. Mir hunn nach genuch anerer, déi ustinn. An ech si selwer och ganz frou, wann dat doten an dréchenen Dicher ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 391 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Energieminister iwwert d'Evolutioun vum Gaspräis a säin Afloss op d'Rechnungen an d'Avancë vum Konsument esouwéi och op d'Depensë vum Staat. Den Här Di Bartolomeo schéngt net heibannen ze sinn.

Da komme mer elo direkt zur Fro Nummer 392 vum Här Marc Spautz un den Här Wirtschaftsminister iwwert d'Zukunft vun der Industrie. An déi Fro géife mer dann zesumme maache mat der Fro Nummer 394 vun der Madamm Francine Closener, wou et méi prezis ëm de rezente Wiessel un der Spëtzt vun enger Lëtzebuerger Héichuewenentreprise geet. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 392 du 17 janvier 2023 de M. Marc Spautz relative à l'avenir du secteur de l'industrie au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie

– Question n° 394 du 17 janvier 2023 de Mme Francine Closener relative aux changements récents dans la direction d'une entreprise luxembourgeoise de renommée internationale de construction de hauts-fourneaux adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an där Fro, ëm déi et sech handelt, geet et ëm e Lëtzebuerger Industriebetrib, deen 1870 hei zu Lëtzebuerg ugefaangen huet ze schaffen, an dat ass keen anere wéi Paul Wurth. An deem Betrib schaffen hei zu Lëtzebuerg ronn 480 Leit, an et sinn der iwwer 1.000 weltwäit. Dee Betrib huet eng ganz grouss Geschicht. En huet virun allem eng ganz grouss Geschicht am Bau vun Héichiewen. En ass awer och doriwwer eraus an anere Secteure ganz aktiv.

Mir haten heibannen eng Kéier eng Diskussioun, an dat war den 21. Abrëll 2021, wéi do d'Lëtzebuerger Regierung, also de Lëtzebuerger Staat, seng Participatioun bei Paul Wurth ganz opginn huet an dee ganze Betrib un den däitsche Grupp SMS verkaaft ginn ass.

Den 21. Abrëll 2021 ass deemools heibannen och eng Diskussioun gewiescht, well awer vill Leit sech Froe gestallt hunn, wat dat fir de Betrib Paul Wurth an och fir de Site hei zu Lëtzebuerg bedeit a wat fir eng Konsequenzen dat kéint hunn. Deemools ass gesot ginn, dass bei där Iwwernam a bei deem Verkaf ofgemaach gi wier, dass d'Lëtzebuerger Interessen dobäi och net géifen ze kuerz kommen an dass och Leit sech am Management vun där Firma géifen erëmfannen, wat jo och de Fall war – bis virun enger Woch.

Virun enger Woch si mer iwwert d'Press gewuer ginn an duerno och vun de Gewerkschaften, dass do e Wiessel stattfonnt huet an dass do de Lëtzebuerger Vertrieder, deen do an der Generaldirektioun war, deen och vill zu der Entwécklung vun der Paul Wurth bäigedroen huet … Ech wëll nëmmen erënneren u Metinvest, déi Paul Wurth iwwerholl huet, wou notamment och den Direkter vu Paul Wurth Lëtzebuerg deemools eng ganz entscheedend Roll gespillt huet. Dat selwecht huet sech ofgespillt, wéi tëschent der Uni a Paul Wurth eng Chaire ënnerschriwwe ginn ass.

An dofir stellt sech dann elo d'Fro, souwuel fir déi Leit, déi do schaffen, wéi awer och fir déi Leit, déi sech mat der Industriepolitick hei zu Lëtzebuerg auskennen: Wat fir eng Konsequenzen huet dat do op de Standuert Lëtzebuerg? An och: Wat fir eng Konsequenzen huet dat op déi Beschäftegt, déi de Moment bei Paul Wurth schaffen? Well mir wësse jo, dass Paul Wurth net nëmmen hei zu Lëtzebuerg aktiv ass, mee och doriwwer eraus. An ouni d'Interna ze kennen, well d'Gewerkschafte ware jo do mat der Direktioun zesummen, huet een awer do e schlechte Verdacht, dass et do op eemol och drëm geet – et ass zwar en neie Standuert fir Paul Wurth decidéiert ginn hei zu Lëtzebuerg –, dass do och den Interêt net méi deen ass, fir hei zu Lëtzebuerg d'Fanestaang vu Paul Wurth héichzehalen.

An dofir ass meng Fro un de Minister: Wat huet d'Regierung vun där ganzer Geschicht gewosst? A wat wëll d'Regierung maachen, fir dass Paul Wurth hei zu Lëtzebuerg bleift an och dass d'Lëtzebuerger Interessen dobäi gewaart ginn?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da geet d'Wuert un d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, de Marc Spautz huet de Kader scho gesat. Och ech géif mech gären informéieren iwwert dat, wat elo bei Paul Wurth usteet. Zu deem Zäitpunkt vun der Vente vun de Parten, vun der Transitioun am Fréijoer 2021, gouf jo ugekënnegt, datt de Standuert Lëtzebuerg als Fuerschungs- an Entwécklungszentrum fir Dekarboniséierung a Recycling vum SMS-Grupp géif ausgebaut ginn. Paul Wurth hätt an de leschte 15 Joer déi néideg Technologien entwéckelt, fir an der Zukunft quasi CO_2-fräi Stol ze produzéieren, sot de Chef vum Grupp sengem Verwaltungsrot, dee Paul Wurth extreem gelueft huet. Dee Moment gouf eeben och betount, datt de Betrib ënnert dem Numm Paul Wurth géif bestoe bleiwen an och fir d'Mataarbechter géif näischt änneren.

De Changement un der Spëtzt vun der Direktioun huet, wéi gesot, d'Personaldelegatioun iwwerrascht an interpelléiert. D'Gewerkschafte soen, et wier e Broch vun den Engagementer, déi de Grupp deemools agaange wier. Se gesinn de Sozialdialog a Gefor.

Dofir wollt ech de Wirtschaftsminister froen, ob hie weess, ob dës Personaldecisioun Konsequenzen huet fir d'Beleegschaft vu Paul Wurth an allgemeng fir d'Aktivitéiten um Standuert Lëtzebuerg respektiv fir dësen Opbau vun deem Fuerschungszentrum.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci dem Marc Spautz an och dem Francine Closener, dass si hei déi Fro zu Paul Wurth gestallt hunn. Ech verstinn natierlech, dass dat e Betrib ass … Ech weess, dass et e Betrib ass mat enger grousser Geschicht, déi verbonnen ass mat der Geschicht vun der Lëtzebuerger Stolindustrie, mat der Industrie zu Lëtzebuerg schlechthin an dass do natierlech ganz schnell d'Emotiounen héichkommen, wann do esou eng Decisioun geholl gëtt, eng Personaldecisioun wéi déi, déi d'lescht Woch annoncéiert gouf, wat de Generaldirekter vu Paul Wurth an och vun SMS Europa concernéiert.

Et muss ee vläicht e kuerze Réckbléck ginn iwwert d'Participatioun vum Staat bei SMS, fir, mengen ech, och elo ze appreciéieren, wat aktuell d'Situatioun ass. Dir wësst, dass 2008 wärend der Finanzkris, wéi d'BGL gerett ginn ass, als Contrepartie eng Rei Participatiounen iwwergaange si bei de Lëtzebuerger Staat, an dobäi war och d'Participatioun a Paul Wurth SA. D'SNCI war scho säit 1983 Aktionär vu Paul Wurth an d'Spuerkeess säit 1984.

Et muss een och wëssen, dass 2012 SMS d'Parte vun ArcelorMittal, dat waren 48 %, awer och vu Luxempart, dat waren 11 %, kaf huet. Ab 2012 war also d'Situatioun esou, dass SMS zu bal 60 % Aktionär vu Paul Wurth war an domat natierlech deemools scho largement majoritär war an domat natierlech och d'Decisioune bei Paul Wurth scho geholl huet. Et ass wichteg, dat, mengen ech, am Kapp ze behalen, wann een haut also de Rôle vun der Lëtzebuerger Regierung a vum Lëtzebuerger Staat an deem Betrib uschwätzt.

SMS huet dunn an deene leschte Joren, also virun 2021/2020, u sech gefrot, fir och d'Participatioun vun de staatlechen Aktionären ze kafen, fir Paul Wurth besser kënnen an de Grupp SMS ze integréieren. Mir hunn dunn – mäi Virgänger, mee awer och de Finanzminister deemools an ech duerno, wéi ech an dat Amt koum – decidéiert, an déi Verhandlungen do eranzegoen. Dat ware laang Verhandlungen, net ëmmer einfach Verhandlungen, mee mir hunn dat schlussendlech gemaach, eebe fir déi strateegesch Neiausriichtung vu Paul Wurth ze erméiglechen.

D'Iddi war effektiv an ass nach ëmmer, dass Paul Wurth soll den Zentrum si fir d'Produktioun vu gréngem Stol. Paul Wurth huet eng Expertis am Bau vu Stolwierker, vun Héichiewen, awer och vun Elektrostolwierker, an hei ass wierklech d'Intentioun, dass Paul Wurth soll zu engem Zentrum ginn, fir Fabricke fir grénge Stol hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen.

Ee Beispill dovunner ass e Wierk, wat elo a Schwede gebaut gouf. Dat ass weltwäit dat éischt Stolwierk mat gréngem Hydrogène. Dat ass vun den Ingenieure vu Paul Wurth gebaut ginn an et ass genau déi Expertis, déi och an Zukunft soll agesat gi beim Bau vu grénge Stolwierker.

Bon, et ass elo esou, dass effektiv säit 2021 SMS zu 100 % Aktionär vu Paul Wurth ass. An, wéi gesot, ech verstinn d'Suerg, déi mat esou enger Personaldecisioun anhiergeet, an ech hat och zu deem Sujet schonn de Freideg en Echange mat der Gewerkschaftssäit, fir och hiren Avis ze héieren, an ech hunn natierlech och

hire Communiqué gesinn zu dësem Sujet, mee ech géif gären zwou Saachen dozou soen.

Deen éischte Punkt ass, dass et net u mir ass, fir Decisioune vun SMS, wat reng Managementdecisioune sinn, ze kommentéieren, an och personell Decisiounen ze kommentéieren. Dat ass eng Responsabilitéit vun SMS, op déi ech och keen Afloss hunn.

Une voix | Ganz richteg!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | A wat och fir eis immens wichteg ass a fir mech als Wirtschaftsminister, dat ass, dass Paul Wurth als Standuert zu Lëtzebuerg fir d'Produktioun vu gréngem Stol, als Expertiszentrum hei zu Lëtzebuerg erhale bleift a sech och nach weiderentwéckelt, wéi dat ofgemaach gouf, wéi déi Transaktioun, dee Verkaf vun der staatlecher Participatioun, 2021 decidéiert gouf, wéi gesot, am Beräich vun der Produktioun vu Stol mat nohaltegen Technologien.

Ech hat gëschter den Edwin Eichler, de Chef vun SMS, um Telefon, an deen huet mer dat explicitement verséchert. Et huet sech näischt un der Volontéit vun SMS geännert, fir Paul Wurth nach wie vor als Expertiszentrum vun der Grupp SMS am Beräich vum grénge Stol hei zu Lëtzebuerg weider ze developpéieren. An den Här Eichler wäert och deemnächst mam Här André Schneider, dem neie CEO, op Lëtzebuerg kommen, fir mat eis zesummen de Punkt ze maachen, wou se do dru si säit zwee Joer, säit se déi Iwwernam gemaach hu vu Paul Wurth. An dat wäert, wéi gesot, am Kader vun deem Accord stattfannen, dee mer deemools gemaach hunn.

Do besteet also e Kommitee, eng Plattform, wou op héchstem Niveau zwësche Vertrieder vun der Regierung a Vertrieder vun SMS zu deene Sujeten do diskutéiert gëtt. A mir wäerten dat ganz geschwënn och maachen, dozou huet, wéi gesot, SMS sech engagéiert. Ech mengen also, dass hei déi néideg Assurancen elo schonn erausgaange sinn. Ech freeë mech dofir och op deen Echange, an et wäert och dee Moment dozou och nach weider kommunikéiert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 393 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert déi legal Basis vun de Vitesskontrollen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 393 du 17 janvier 2023 de M. Fernand Kartheiser relative à la base légale des contrôles de vitesse, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. An och merci, datt Der mech nach drunhuelt. Ech hat d'Hoffnung eigentlech scho bal opgi fir haut, awer dat ass gutt, datt mer nach kënnen heiriwwer schwätzen. Et geet eigentlech haaptsächlech ëm d'Radaren, well do gëtt et jo normalerweis e Règlement grand-ducal, dee geholl gëtt, fir dann op deene respektive Plazen déi rechtlech Modalitéite festzeleeën, wat d'Vitess an eventuell aner Dispositiounen ugeet. An do ass et anscheinend esou, datt do och eng ganz Rei Règlements grand-ducaux an der Urgence geholl ginn.

An der Urgence – fir déi Leit, déi domadder net esou familiariséiert sinn – ass et nämlech esou, datt een e Règlement grand-ducal net muss dem Staatsrot virleeën. Normalerweis gesäit d'2017er Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot vir, datt e Règlement grand-ducal an aller Reegel muss dem Staatsrot virgeluecht ginn, et sief dann, d'Regierung hätt gutt Grënn, fir d'Urgence ze invoquéieren.

Dat ass awer normalerweis bei Verkéiersdispositioune wéi bei engem Radar net néideg, well d'Regierung weess laang am Viraus – si leet et jo selwer fest –, wou se wëllt Radaren opriichten. Do muss eng ganz Rei logistesch Virbereedunge getraff ginn, d'Verkabelung, d'Bestellung an esou weider, soudatt et eigentlech guer net néideg ass, mat der Urgence ze fueren.

A wann dat da gemaach gëtt, muss ee sech awer da froen, firwat et gemaach gëtt. A mir hunn e bëssen eng Recherche gemaach: Et sinn am Transportministère ganz vill esou Règlements grand-ducaux an der Urgence geholl ginn. A mir haten och e rezent Urteel hei virgeluecht kritt, wou e Geriicht dat gekippt huet an engem Eenzelfall, wou d'Geriicht gesot huet, déi Konditioune vun der Urgence wäre guer net do gewiescht. De Ministère public hat do invoquéiert, dat wär wichteg, fir all Ambiguitéiten do auszeraumen, déi eventuell kéinten do sinn, a fir eng Rechtssécherheet ze schafen an esou weider. Mee dofir brauch ee keng Urgence. Do kann een, wann een dat gutt plangt, en normale Règlement grand-ducal an normalen Delaie maachen, fir dat alles ze reegelen.

D'Fro un de Minister ass also einfach déi vun der Technique législative: Hält sech de Ministère prinzipiell un d'Gesetz vun 2017? Gëtt de Staatsrot reegelméisseg consultéiert, wann esou e Règlement grand-ducal geholl gëtt? An ass dat do elo eigentlech en Eenzelfall oder léiert och d'Regierung aus esou Geriichtsurteeler, fir datt eeben an Zukunft net d'Urgence invoquéiert gëtt, wann et keng Urgence gëtt?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Minister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech kann den Här Kartheiser just berouegen: Et gëtt keen Urteel am Moment – an et sinn der vill, déi et probéiert hunn, kann ech Iech soen, Här Kartheiser – vun engem Geriicht, wat e Protokoll oder eng Sanktioun, déi geholl ginn ass iwwer en automatiséierte Radar, annuléiert hätt. Et ass éischter de Contraire. Jo, also, ech wëll Iech just soen, déi Fro vun de Règlement-d'urgencen, dat kann een eng Kéier generell diskutéieren. Et geet jo hei net ëm d'Gesetz, et geet ëm d'Règlement-grand-ducallen. Do gëtt et heiansdo Grënn, firwat et gemaach gëtt. An der Reegel, kann ech Iech awer soen, gëtt dat net gemaach. Et gëtt natierlech versicht, esou vill wéi méiglech d'Urgence net ze invoquéieren, mee et ka mol ënner Ëmstänn virkommen, dass et gemaach gëtt.

Mee op alle Fall ass et esou, datt dat näischt ännert um Text. Den Text ass an der Rei. A souwisou gëtt, Dir wësst jo och, beim Règlement grand-ducal dem Staatsrot säin Avis gefrot. Beim Règlement grand-ducal berücksichtegt d'Regierung dat, wat de Staatsrot seet, oder och net. Et gëtt jo keng Opposition formelle bei engem Règlement grand-ducal, also ass et e groussen Ënnerscheed par rapport zu engem Gesetz.

Also, ech mengen, dat, wat bis elo an de Sanktioune gemaach gëtt, an de Kontrolle gemaach gëtt vun der Police … Et gëtt jo iwwregens net nëmmen d'Gesetz iwwert d'Radaren, well et gëtt jo méi Méiglechkeete fir ze kontrolléieren. Et gëtt also net nëmmen déi fix, mee et gëtt déi mobill Radaren, et gëtt d'Cinemometeren, déi d'Police huet. All déi sinn och natierlech reglementéiert iwwer e Règlement grand-ducal. Also, et gëtt villfälteg Méiglechkeeten, wéi d'Police kann d'Vitess kontrolléieren. Op alle Fall ass et net d'Traditioun, an op alle Fall gëtt net per se ëmmer gesot, well mer do do iergendeppes Besonnesches wéilte verstoppen oder maachen, mir wéilten hei de Conseil d'État net consultéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Da wëll ech froen, ob d'Chamber d'accord ass, datt mer dem Här Di Bartolomeo seng Fro nach huelen oder net, …

Une voix | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | … vu datt de Minister nach hei ass.

(Assentiment)

Mir kommen dann zur Fro Nummer 391 un den Här Energieminister iwwert d'Evolutioun …

(Brouhaha)

… vum Gaspräis a säin Afloss op d'Rechnungen an d'Avancë vum Konsument souwéi och op d'Depensë vum Staat. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 391 du 17 janvier 2023 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix du gaz et son influence sur la facture et les avances payées par les consommateurs ainsi que sur les dépenses de l'État, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President, och fir ze preziséieren, dass ech net aus dem Gebai war, mee just niewendrun am Sekretariat, fir eppes ze kläre fir e Rapport vu muer an der Kommissioun. Ech wollt dat awer just soen. Merci awer fir Är Kulanz.

Den 23. November vum leschte Joer hu mer hei d'Gesetz gestëmmt, fir e Plaffong um Gaspräis festzehalen, e Plaffong, deen op maximal 15 % Erhéijung vum Präis vum September festgeluecht ginn ass.

Mir wëssen, a wat fir engem Kontext dat stoung. Opgrond vun deem grujelege Krich an der Ukrain ass de Gaspräis explodéiert a war de Risiko do, dass eng ganz Rei vun Haushalter an och aner Consommateure géifen iwwerfuerdert ginn duerch déi Präisexplosioun.

Bon, elo stellt ee fest, dass no deem Pic vun de Gaspräisser de Gaspräis am Moment ganz staark no ënne weist. Et kann een dann net soen, dass dat elo eng definitiv Tendenz ass, mee dat huet awer e ganz staarken Impakt.

Dofir wollt ech eng Rei vu Froen un den Här Minister stellen: Wat ass am Moment nach den Impakt vum Gaspräisdeckel opgrond vun där verännerter Präissituatioun? Hunn d'Fournisseuren hir Präisser schonn un de Konsument weiderginn? Gegeebenefalls, wéi vill? Wie sinn déi Fournisseuren, déi dat gemaach hunn? Huet déi Präisentwécklung eng Influenz op d'Avancen? Wat fir eng Konsequenze kann et fir de Staatsbudget hunn, deen insgesamt jo awer iwwer e gutt Joer 500 Millioune mat de Fraise vum Netz iwwerhëlt? An huet den IML schonn an der Zwëschenzäit bei Fournisseure Verstéiss géint déi Dispositiounen, déi am Gesetz virgesi sinn, feststelle kënnen?

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Villmools merci fir déi Fro. Ech mengen, et ass effektiv esou, dass mer eng gutt Mesür geholl hunn, doduerch dass mer d'Gaspräisser fir d'Haushaltsclienten hei zu Lëtzebuerg gedeckelt hunn op 15 % dovun, wéi en am September war.

Fir Iech eng Gréisstenuerdnung ze ginn: De Präis ass haut nach ëmmer wäitaus dodriwwer. De Präis sollt 110 % méi héich sinn, an och wann d'SUDenergie an eeben och d'Enovos elo de Präis e bësse gesenkt hunn, si mer nach ëmmer, géif ech soen, meilewäit ..., also wier de Präis méi héich fir d'Konsumenten hei zu Lëtzebuerg. Also, an der Gréisstenuerdnung bezilt de Staat quasi d'Hallschent vun de Gasrechnunge vun de Leit hei zu Lëtzebuerg. A mir maachen dat och gären, well soss ze vill Nout entstane wier. An ech mengen, et war wichteg, de Leit hei zu Lëtzebuerg entgéintzekommen, an awer och fir de soziale Fridden.

Wat ass eigentlech d'Ëmfeld? D'Ëmfeld ass effektiv esou: Mir hunn et fäerdegbruecht, duerch couragéiert politesch Decisiounen eng Entspanung ze kréien op deem Marché, doduerch dass mer eeben a ganz Europa Gas aspueren, 15 % a méi. Dat ass a ganz Europa. Hei zu Lëtzebuerg si mer souguer nach e bësse méi héich. Mir hunn och d'Gasspäicheren all gefëllt a mir hunn am Moment d'Chance, dass ausser dem Dezember, dee méi kal war wéi déi Dezembere virdrun, de Rescht vun der Period, also den Oktober an och elo de Januar, liicht méi waarm ass wéi déi Wantere virdrun. Dat heescht, mir hunn eventuell d'Chance, dass mer aus dësem Wanter komme mat Gasspäicheren, déi méi gefëllt sinn, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, an da kéint déi Tendenz, dass d'Präisser erofginn, weidergoen.

Mee nach eng Kéier: Eise Gaspräisdeckel, deen ass zimmlech déif par rapport dozou, wéi de Präis ass, och well eis Fournisseure jo – an dat hate mer jo och an der Tripartitt-Kommissioun nach eng Kéier mat de Fournisseuren am Detail erkläert – en avant akafen, also méintelaang am Viraus, fir eeben och déi Volatilitéit vum Marché ze briechen a fir dass d'Konsumenten eigentlech geschützt sinn, soudass mer, mengen ech, gutt ënnerwee sinn. Déi gutt Noriicht fir eis Leit ass dëst Joer: Déi sinn alleguerte geschützt, an dat ass elo bis Enn des Joers. An et kéint eventuell esou sinn, wann dat weidergeet, dass mer manner Suen am Staatsbudget ausginn, fir déi Mesür ze finanzéieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Energieminister Claude Turmes.

7. Question élargie n° 176 de Mme Martine Hansen au sujet des mesures de compensation

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 176 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Kompensatiounsmesüren. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister – oder der Madamm Ministesch – eventuell eng Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minutten. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Mir fannen et net normal, datt ganz vill Leit am Zesummenhang mat de Kompenséierungs- an Ausgläichsmesüre vu Willkür an Abzocke schwätzen an och dat Gefill hunn, esou wéi dat eeben och am Artikel vum 9. Dezember vum „Lëtzebuerger Wort" beschriwwe war. A fir géint Willkür virzegoen, Madamm Minister, muss ee fir Kloerheet suergen. An duerfir hunn ech elo mol hei aacht Froen.

Ech fänken u bei de Kompenséierungen. Dat sinn déi Mesüren, déi noutwendeg sinn, wann e Biotop zerstéiert oder och nëmme verklengert gëtt. Eng éischt Fro: Wéi gëtt de Paragraf 4 vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz ëmgesat? An deem Artikel steet, datt de Minister Kompensatiounsmesüren imposéiert, déi op d'mannst dee selwechten ekologesche Wäert hu wéi déi zerstéiert Biotoper. Wéi gëtt en op d'mannst interpretéiert?

Déi zweet Fro: Kënnt et vir, esou wéi am Artikel beschriwwen, datt de Ministère mat de Bilanzen, egal ob et iwwert d'Ekopunkten oder d'Ausgläichsmesüre geet, vun de staatlech unerkannten Ëmweltbüroen net averstanen ass an datt dann alt emol aus e puer Dausend Euro knapp 200.000 Euro ginn? Firwat brauch een dann e staatlech unerkannten Ëmweltbüro?

Drëttens: A wéi enge Fäll mécht den Ëmweltministère d'Ekopunktebilanz selwer? Wien decidéiert dat? Ech erënneren hei un d'Beispill vun der Crèche zu Biekerech, wat e ganz fade Bäigeschmaach vu „les copains d'abord" hat.

Här President, Kompenséierungsmesüre féieren derzou, datt geschwë kee méi fräiwëlleg eppes wëll planzen oder wuesse loossen, well wierklech all Gestrüpp, wat dorëmmer steet, herno Ekopunkte kascht. Duerfir meng véiert Fro: Madamm Minister, sidd Der bereet, am Bauperimeter op Kompenséierungen ze verzichten an esou Naturschutz op Zäit zouzeloossen, amplaz d'Bauen zousätzlech ze verdeieren? Mir haten dat 2018 gefrot, dunn ass carrement Nee gesot ginn. Mir hunn et 2022 gefrot, do krute mer gesot, dat wär eng sympathesch Iddi. Dat geet eis net duer. Maacht et! Dir hat definitiv elo néng Joer Zäit.

Da kommen ech bei d'Ausgläichsmesüren. Dat sinn déi Mesüren, déi noutwendeg sinn, esou steet et am Gesetz, wann e Projet susceptibel ass, e signifikanten Afloss op geschützt Aarten, zum Beispill Vullen oder Déieren, oder op hir Rou- a Reproduktiounsplazen ze hunn. Dofir meng fënneft Fro: Wat heescht konkreet „sont susceptibles d'avoir une influence significative"? Dat léisst ganz vill Interpretatiounsspillraum an domadder och Willkür zou.

Am Gesetz ass e Règlement grand-ducal virgesinn, deen dëst soll méi genau beschreiwen. Laut menge Recherchë gëtt et deen net. Mengt d'Madamm Minister net, datt et am Sënn vu manner Willkür sënnvoll wär, dëse Règlement grand-ducal auszeschaffen?

Sechstens: Interpretéiert d'Madamm Minister den Artikel 27 esou, datt nieft de Rou- a Fortplanzungsstätten och nach d'Fluchkorridoren an déi potenziell Juegdrevéiere mat relevant sinn, fir Ausgläichsmesüre mussen ze maachen? Am beschriwwenen Artikel geet nämlech vun engem Fall rieds, wou en Ëmweltbüro keng Ausgläichsmesüre fir de Rotmilan gefrot huet, well d'Fläch nëmmen als „potenziellt" Juegdrevéier duergestallt gëtt – potenziellt! De Ministère war awer dunn domadder net averstanen, an am Endeffekt, wéi gesot, huet dat Ganzt dunn 200.000 Euro méi kascht. Op wat baséiert dës Decisioun? Musse wierklech Ausgläichsmesüre geholl gi bei Bauprojeten, wa verschidde Vullen iwwert dës Fläch fléien oder wa verschidde Vullen eventuell – als „potenziellt" Juegdrevéier – kéinten dohinner Mais fänke goen? Ass dat wëssenschaftlech bewisen?

An dann eng Erfarung, déi ech selwer gemaach hunn: Ech war eng Kéier ugeschwat gi wéinst enger Wiss, well ronderëm Wandmillen opgeriicht ginn an de Ministère – oder de Bedreiwer – huet eng Wiss gesicht fir Ausgläichsmesüren, well en Héngerdéif ronderëmgeflunn ass. Een Deel sollt méi spéit geméit ginn, dat ass ok, dat verstinn ech, fir d'Mais. Et sollte Pottoen opgeriicht gi fir den Héngerdéif, fir datt en d'Mais kéint fänken, dat verstinn ech och. Awer dann déi Konditioun, déi ech net verstinn, dat ass: Déi ganz Wiss soll net gedüngt ginn. Ech hunn do gesot, ech wär net domadder averstanen. Do soll mol ee mer erklären, wat fir een Afloss null Düngung op d'Mais hätt! Well et géif souguer nach méi bréngen, wann ech vill géif düngen an ech géif d'Gestrüpp stoe loossen, well da wier d'Gras faul an da wären d'Mais nach méi frou.

Dat Beispill steet och nach eng Kéier hei an der Zeitung. Also hunn ech gesinn, datt de Ministère nach ëmmer mat deene Fuerderunge virufiert, déi net sënnvoll an net erklärbar a sécherlech net wëssenschaftlech bewise sinn. Oder Dir kënnt mer dat vläicht erklären, wat d'Düngung mam Rotmilan oder mam Héngerdéif ze dinn huet. Dat ass a mengen Aen also eng absolutt willkürlech an ideologesch festgeluecht Mesür!

Dofir déi siwent Fro: No wéi engen objektive Krittäre ginn dës Ausgläichsmesüre festgehalen? Sinn dës wëssenschaftlech beluecht? Elo kënnt Der mer soen: „De Büro mécht dat jo!" De Büro mécht et, mee de Ministère – aus eegener Erfarung – schwätzt mat!

Aachtens: Sidd Dir bereet, alles ze maachen, fir datt d'Ausgläichsmesüren op dat reduzéiert ginn, wat onbedéngt muss sinn, an net op dat, wat „nice to have" ass, wéi zum Beispill hei null Düngung?

Madamm Minister, mir erwaarden eis vun Iech, fir manner Willkür ze suergen an och fir politesche Wëllen ze weise beim Naturschutzgesetz an net nëmmen déi Upassungen ze maachen, zu deenen Der gedréckt gitt, mee déi Upassungen ze maachen, déi am Sënn vum gesonde Mënscheverstand noutwendeg sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Zil vum Naturschutzgesetz ass et, d'Liewensgrondlag vun eis all ze schützen an ze erhalen. Dëst ënner anerem, fir dass mir d'Natur weider als Ressource fir Holz, Liewensmëttel an als Erhuelungsraum vun eisem dacks stressegen Alldag kënnen notzen.

Mee eiser Natur geet et net gutt! Mir artifizialiséieren oder verbauen däitlech méi Terraine wéi d'europäesch Länner an der Moyenne. Mir sinn dat am meeschten zersidelt europäescht Land. Mir hunn e staarke Réckgang vu Päiperleken a Vullen am Oppeland. Zwee Drëttel vun eisen europäesch geschützte Liewensraim a véier Fënneftel vun den europäesch geschützten Aarte si bei eis an engem schlechten Zoustand. Dofir gouf sech mat der europäescher Biodiversitéitsstrategie d'Zil gesat, dëse Verloscht ze stoppen.

Am Virfeld vun der Äntwert nach eng Remark zu den Urteeler, déi mer och an där Fro, geschriwwen op alle Fall, zougedroe goufen. Dës Urteeler, déi och am Summer an der Press waren, hunn näischt mat de Kompenséierungs- an den Ausgläichsmoossnamen ze dinn. Ech ginn a menger Äntwert op déi zwou Moossnamen an. Ech wäert déi kuerz beschreiwen a béid begrënnen op europäesche Virgaben, der Vulleschutzdirektiv an der Habitatdirektiv.

Éischtens d'Kompenséierungsmoossnamen: Déi haiteg Kompenséierungsmoossnamen, déi an där Fro ugeschwat ginn, sinn néideg, wann e geschützt Biotop oder en Habitat, e Liewensraum vun enger Aart, déi an engem schlechten Erhalungszoustand ass, dat heescht, an eisem Land en Ausstierwe riskéiert, entweeder reduzéiert oder zerstéiert soll ginn. Dëst däerf een nëmmen, wann een dofir eng Geneemegung huet, a béides ass iwwer e Règlement grand-ducal definéiert.

Dës Moossname ginn am Prinzipp duerch de Staat oder kommunal Acteuren am Kader vu sougenannte „Flächepools" realiséiert. A verschiddene Fäll kënne Kompenséierungsmoossnamen awer och selwer gemaach ginn. Mat Suen, déi duerch déi Tax erakommen, keeft de Staat Terrainen, op deenen e Kompenséierungsmoossname realiséiert, an déi Terraine sinn am Flächepool regruppéiert. Esou brauch sech deen Eenzelnen net ëm Kompenséierungsmoossnamen ze këmmeren, an de laangfristege Bestand vun de Moossnamen an eng gutt Vernetzung vun den eenzelne Liewensraim si garantéiert. Och bei den ëffentlechen Acteuren, déi selwer kompenséiere kéinten, gesi mir, dass dee Mechanismus de Projetsporteuren entgéintkënnt a si léiwer eng Tax bezuelen, wéi sech selwer ëm Kompenséierungsmoossname mussen ze këmmeren.

An der Praxis leeft dat esou, dass d'Biotope vu spezialiséierte Büroen identifizéiert ginn, en ekologesche Bilan och vun hinnen ausgeschafft gëtt, mat enger Berechnung vun den Ekopunkten, déi bei der Zerstéierung géifen ufalen. Et freet ee mat deem Bilan eng Autorisatioun un, a mat der Autorisatioun kritt een eng Rechnung mat fir d'Ekopunkten, d'Taxe de remboursement, et sief dann, et kompenséiert ee selwer. Da gëtt déi Tax bezuelt, de Liewensraum kann dann duerno zerstéiert ginn, ouni mussen drop ze waarden, dass d'Kompenséierungsmoossname realiséiert ginn oder sech musse selwer drëms ze këmmeren.

Dëse System ass eng grouss Vereinfachung par rapport zum System, wéi e virun 2018 war. Bis zum 2018er Gesetz huet jiddweree selwer mussen deen zerstéierte Liewensraum kompenséieren, wat effektiv schwiereg war, well ee fir d'éischt emol huet missen d'Fläche fannen, kafen an dorobber och selwer kompenséieren.

Am viregte Gesetz gouf keen Ënnerscheed tëscht dem urbane Raum an der Gréngzon gemaach. D'Zerstéierungsverbuet huet also och fir den urbane Raum gegollt an d'Gesetz vun 2018 huet also eng Vereinfachung bruecht, well een am urbane Raum, am Géigesaz zum 2004er Gesetz, d'Biotopzerstéierung zouléisst. Et ass also an deem Sënn eng manner streng Dispositioun, wéi et dat vun der CSV/DP-Koalitioun gestëmmt Gesetz vun 2004 virgesäit.

De jëtzege System erméiglecht dofir eng grouss Zäitan Aarbechtserspuernis fir de Projetsporteur am Verglach zum viregte System. E bremst kee Projet aus. Am Géigendeel: De Projet kënnt am Verglach mat der Situatioun vu virdru méi séier virun.

Zu den Zuelen: D'Ekopunkten, déi hei am Land bis ewell bezuelt gi sinn, sinn zu iwwer 50 % wéinst der Zerstéierung vu Liewensraim vun europäesch geschützten Aarten ugefall. E weidere groussen Undeel vun Ekopunkten ass wärend der Zerstéierung vun anere Liewensraim ugefall. Bis ewell gouf 475-mol eng Taxe de remboursement bezuelt. De gréissten Deel dovunner fält bei Neibauten an Infrastrukturen un. Mat de Suen aus dem Flächepool goufe bis ewell ronn 645 Hektar Land fir de staatleche Flächepool kaaft, an dëst fir ronn 16 Milliounen Euro. Nieft den Terrainskäschte goufen och 5,5 Milliounen Euro ausginn, fir Kompensatiounsmoossnamen ze realiséieren. Voilà! Déi véier grouss Kompenséierungsprojeten, déi bis elo ëmgesat goufen, generéieren eng 6,6 Milliounen Ekopunkten. An nach 19 weider Projete sinn am Moment amgaangen, ausgeschafft ze ginn.

D'Suen, déi also erakommen, fléissen integral erëm zréck an d'Gesellschaft fir de Kaf vun Terrainen a well privat Entreprisë mat der praktescher Exekutioun vu Moossname beoptraagt ginn. Sue vun eppes, wat sech negativ op d'Natur auswierkt, Zerstéierungen, ginn also genotzt fir eppes, wat sech positiv op d'Gesellschaft an op d'Natur auswierkt.

Zu den Ausgläichsmoossnamen: Déi sinn dann néideg a gi per Geneemegung virgeschriwwen, wann e Projet en net ze vernoléissegenden Impakt op eng streng geschützt Aart huet, hir Reproduktiouns- a Raschtraim. Dozou gehéieren engem europäesche Guidancedokument no och hir liewensnoutwendeg Juegdgebitter a Leitstrukturen. E Raschtraum, wou en Déier näischt ze friesse fënnt, déngt net ganz vill.

Ob eng net vernoléissegbar Stéierung duerch e Projet géif verursaacht ginn, gëtt individuell vu Fall zu Fall vun engem agreéierte Büro analyséiert, well net all Projet huet jo dee selwechten Impakt an och net op där selwechter Plaz.

Fir den Impakt ouni Iwwergangsphas, an där d'Aart kéint geschiedegt ginn, auszegläichen, mussen nei Liewensraim fir Planz an Déier hiergestallt ginn, an zwar iert hiren aktuelle Liewensraum zerstéiert gëtt, an d'Aart muss hiren neie Liewensraum och ugeholl hunn. Am Géigesaz zum Kompenséierungssystem ass hei den zäitlechen a raimlechen Decalage tëscht der Zerstéierung an der Kompenséierung net méiglech, well déi Iwwergangsphas ouni Liewensraum dëser Aart géif schueden.

Déi europäesch Legislatioun huet déi Ausgläichsmesüren agefouert, fir dass et iwwerhaapt méiglech ass, Projeten ze realiséieren op Flächen, op deene streng geschützt Aarte liewen. Anescht gesot: Ouni déi Moossname kann een näischt op esou enger Fläch maachen, wat der geschützter Aart géif schueden.

Dat wuel am beschte bekannt Beispill fir déi Zort Moossname ass zum Beispill d'Uleeung vun neie Leitstrukture fir d'Fliedermais, ouni déi si hire Wee nuets net géife fannen.

Béid Moossnamen, d'Kompenséierungsmoossnamen an d'Ausgläichsmoossnamen, si per Gesetz a groussherzoglechem Reglement virgeschriwwen. Dës Texter loosse kee Raum fir – entre guillements – „Willkür" oder – entre guillemets – „Abzocke".

Des Weidere mussen d'Büroen all dee selwechten informateschen Outil benotzen, fir Ekobilanzéierungen ze maachen, an et gëtt per Arrêté ministériel festgehale Leitfäden heifir. De System ass also neutral, rational a fir jiddwereen d'selwecht; eppes, wat mam 2004er Gesetz net de Fall war.

Zum Theema „Natur auf Zeit", wat versteet een heidrënner? Bei deem Konzept ass d'Iddi, op Flächen, déi elo schonn innerhalb vum bebaubare Raum vum Bauperimeter sinn, déi natierlech Besiidlung duerch Planz an Déier bis zur Notzung vum Terrain opkommen ze loossen, ouni awer dass dat zu méi héije finanzielle Laaschte soll féieren, wann den Terrain viabiliséiert gëtt. D'Hannergrondiwwerleeung dobäi ass déi, dass een do fir Aarten zäitlech begrenzt méi Liewensraum hätt a fir eng gewëssen Zäit verschidden Aarte kéinten e Liewensraum fannen, fir do ze liewen.

Dëst ass eng Pist, déi mir scho laang analyséieren, an dat geet och wäit iwwert déi Iddi eraus, déi mer elo schonn héieren hunn. Wat ee bei esou enger Approche awer muss onbedéngt kucken, ass, dass déi europäesch Virgaben zum Aarteschutz, nämlech d'Habitat- an d'Vulleschutzdirektiv, och berücksichtegt ginn. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dës Iwwerleeunge mat der néideger Suergfalt ze féieren an ze evalueieren, ob si domadder kompatibel wären, a wann Nee, wéi dëst misst ugepasst ginn. Et ass also näischt, wat ee mol einfach a séier, doduerch dass een den Artikel 17 (3) sträicht, ka maachen, well domadder hätte mer definitiv e Verloscht vu Liewensraim.

Ofschléissend: De Verloscht vun der Natur hire villfältegen Ekosystemer, Sauerstoffproduktioun, Kuelestoffbannung, Erosiounsschutz, Buedemformatioun, Pollinisatioun, bedeit e Verloscht vun eiser Liewensqualitéit souwéi och e Verloscht vun der Biodiversitéit zu Lëtzebuerg. Intakt a gutt erhalen Ekosystemer droen insgesamt zu méi enger grousser Resilienz géint Menacë bäi a maachen eist Liewen och an den urbane Raim méi agreabel, well urban Raim ouni Gréngflächen … Ech mengen, dëse Summer hu mer all gemierkt, dass mer dat brauchen. Dofir ass et wichteg, e Gläichgewiicht ze fanne bei hirer Notzung an hiren Zoustand net dauerhaft ze verschlechteren an ze zerstéieren.

Voilà, ech ginn awer nach eng Kéier op eppes an, wat ech elo nach gefrot gi sinn. Mir maachen och net nëmme Saachen, op déi mer gestouss ginn. Déi Gesetzesännerung, déi ech virgestallt hunn am Dezember, do si mer och wäit iwwert dat erausgaangen, wat elo wierklech vun de Geriichtsurteeler vun eis verlaangt gouf. Mir hunn do Vereinfachunge proposéiert. Dat ass näischt, wourop een eis gestouss huet. Ech wëll dat wierklech betounen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. An d'Wuert geet zréck un den Auteur vun der Fro, d'Madamm Martine Hansen, well do ass nach eng Zousazfro.

Mme Martine Hansen (CSV) | Virun allem mol eng Bemierkung. Ech hunn aacht konkreet Froe gestallt an ech hunn eng lescht Remark kritt a fir de Rescht krut ech eng Virliesung vun enger Äntwert op d'Question parlementaire vun dem Här Keup. Ech kann am Prinzipp och selwer liesen. An ech fannen, dat ass de Geck mam Parlament gemaach! Mir stellen hei wierklech aacht konkreet Froen, well et d'Leit dobaussen interesséiert, a mir kréien null Äntwert!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Also, ech hunn e puer Äntwerte scho ginn op dat, wat hei dra war. Ech krut eng ganz allgemeng Fro als Virlag, hei kommen aacht spontan Froen derbäi. Ech probéieren, déi esou gutt wéi méiglech ze beäntweren.

Hei waren och Froen derbäi vu ganz spezifeschen Dossieren, op déi ech hei net kann agoen, et deet mer ganz leed. Also, mir kréie bis zu 4.000 Dossieren d'Joer eran, ech kann hei net op d'Geratewohl op eenzel …

(Interruption)

Jo, dat ass awer net seriö an dat wäert ech och hei net maachen. Wann do konkreet Froe sinn, da maachen ech dat ganz gär am Noreechen. Also, ech ka ganz gären Äntwerten noreechen. Mee hei spontan op eenzel Dossieren, op den Inhalt, dat …

(Interruption)

Ma dach, Dir hutt vun zwee Dossiere geschwat an Ären aacht Froen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hunn zum Beispill gefrot, ob der mer kënnt erklären – da froen ech dat elo nach eng Kéier –, wat d'Düngung mam Héngerdéif ze dinn huet. An Dir sot, et wär net willkürlech. Wéi ech reklaméiert hunn, ass dee Passus erausgeholl ginn. Bei aneren Déiere setzt Der en nach dran.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech kann

net op eenzel Virgaben agoen, déi an eise 4.000 Demanden, déi mer d'Joer traitéieren ..., op all eenzel do agoen, wat mer virstellen ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Ma nee, dat ass jo keng ... Dat ass eng generell Fro!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech fannen net, dass dat eng generell Fro ass. Dat do ass eppes, wat an enger Autorisatioun stoung. Ech kann Iech dat awer nosichen an da kann ech dat och schréftlech noreechen, wann Der dat wëllt.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et ass eppes erausgeholl ginn, well ech reklaméiert hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring, verbonne mam Wonsch, datt do déi Äntwerten awer nogereecht ginn.

8. 7979 – Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7979, en Traité mat der Belsch iwwert d'gemeinsam Exploitatioun vun den A400M-Fligeren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech däerf Iech haut de Rapport maachen iwwert de Projet de loi 7979, an deem et drëm geet, de bilateralen Traité mat der Belsch bezüglech der gemeinsamer Exploitatioun vun der A400M-Flott ze ratifizéieren.

E klenge Rappell: Am Joer 2005 war d'Finanzéierungsgesetz gestëmmt ginn, wat eis et erlaabt huet, am Kader vun enger binationaler Unitéit ee vun aacht esou A400M-Fligeren ze kafen, fir en eeben zesumme mat eise belsche Partner an deem gemeinsame Projet ze exploitéieren.

Mëttlerweil ass deen A400M ganz reegelméisseg am Asaz an d'Erfarunge vun de leschte Joren hunn eis gewisen, dass dëse Projet wichteg an och richteg war. Dës Flott fonctionéiert ënnert der Autorité opérationnelle vum EATC, European Air Transport Command, an esou huet Lëtzebuerg sech iwwert dëse „Pooling and Sharing"-Programm d'Méiglechkeet ginn, eng sënnvoll Kontributioun an der europäescher an transatlantescher Sécherheetsstruktur ze leeschten.

D'Typpe vu Missiounen, déi hei kënne geflu ginn, sinn zum Beispill also Routinemissiounen, Transportmissiounen, zum Beispill am Kader vun enger Friddensmissioun oder an enger humanitärer Missioun, Evakuatiounen an esou weider.

Bis elo sinn d'Modalitéite vun där Zesummenaarbecht just iwwer en MoU gereegelt ginn, awer esou en MoU stellt u sech keng zolidd legal Basis duer, soudass mer zesumme mat eise belsche Partner op de Wee gaange sinn, e bilateralen Traité auszeschaffen, an dësen ass och den 31. August 2021 ënnerschriwwe ginn.

Mam Projet de loi, dee mer haut stëmme wäerten, gëtt dësen Traité, wéi gesot, ratifizéiert, an domadder garantéiere mer dann och, dass d'Operationalitéit vun der Unitéit garantéiert ass an dass mer och als fiabele Partner an der Durée zesummeschaffe kënnen.

Wat seet dësen Traité elo méi konkreet? Also, mir etabléieren domadder méi formell dës binational Unitéit an erklären d'Modalitéite vun der Zesummenaarbecht am Detail. Gereegelt gëtt ënner anerem déi gemeinsam Exploitatioun vun der A400M-Flott, also och de Soutien logistique, d'Formatioun, d'Ëmsetzung vum Programm, awer och eventuell Modifikatiounen, déi zu iergendengem spéideren Zäitpunkt missten un de Fligere gemaach ginn. Fir eis huet dat virun allem och um Niveau vun der technescher Exploitatioun e grousse Virdeel, well mer hei vum Knowhow vun eise belsche Kolleege profitéiere kënnen.

Den Traité hält esou eebe fest, dass dës binational Unitéit vu Melsbroek aus operéiert, an hält och fest, wéi d'Personal an d'Unitéit integréiert gëtt a wéi d'Fluchstonne verdeelt ginn. Do ass dat dann de Ratio eent zu aacht, esou wéi mer och ee vun aacht Fligere kaaft hunn. An nom selwechte Schlëssel ginn och d'Onkäschte vun de Frais d'exploitation an de Frais de fonctionnement verdeelt.

Des Weideren ass zum Beispill och festgehalen, dass den operationelle Contrôle un den EATC transferéiert gëtt, woubäi mer awer och musse festhalen, dass souwuel d'Belsch wéi och Lëtzebuerg zu all Moment d'Méiglechkeet hunn, dovunner zréckzetrieden, respektiv dass mer och alle béid zu jidder Moment d'Méiglechkeet hunn, e Veto anzeleeën, falls mer eis net un enger Missioun wéilte bedeelegen.

Dat wär et zum grobe Contenu vun dësem Traité, dee mer hei ratifizéieren. Nach séier zu den Aarbechten, déi mer an der Kommissioun dozou gemaach hunn: De Projet de loi ass de 15. Mäerz 2022 deposéiert ginn. De 27. September dëst Joer huet de Conseil d'État säin Avis ofginn. De 14. Oktober hu mer de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun analyséiert an de Rapport hu mer dunn och elo den 12. Januar ugeholl.

Dëst war e relativ kuerze Projet de loi. Ech hoffen op Är Ënnerstëtzung heifir, soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf ageschriwwen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll och relativ kuerz op dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, deen d'Madamm Empain eis hei ginn huet, äntweren. Effektiv gesinn ech dee Projet de loi an der Suite vum Projet de loi 7239 aus dem Joer 2018, wou mer eis am Fong geholl déi finanziell Moyene ginn hunn, fir dëst iwwerhaapt ze maachen. Ech wëll dat nach eng Kéier rappeléieren. Et ass mer awer wichteg, well do gi 420 Milliounen iwwer 35 Joer ausginn. An dëst baséiert nees eng Kéier op engem MoU, Memorandum of Understanding, aus dem Joer 2001, wou de Charel Goerens jo dee ganze Projet lancéiert huet. An 2005, ënnert dem Minister Luc Frieden, ass am Fong déi Decisioun geholl ginn, dësen A400M ze kafen.

Mir hunn zweemol bei deene Projete matgestëmmt a wäerten dee Projet haut och hei stëmmen. An ech fannen déi Aart a Weis, dat iwwer en Traité ze maachen, dat ass déi richteg Aart a Weis; et konnt net anescht sinn. Den MoU, dee mer haut jo elo ofléisen, dat ass dee vun 2021, wéi Der elo grad an Ärem Rapport gesot hutt, am August 2021 ass dee geholl ginn.

Duerfir géif ech dann den Accord gi vun der CSV, wëssend, dass mer an zwee, dräi oder fënnef Joer kucken, wéi dann déi detailléiert Zesummenaarbecht, déi hei gereegelt gëtt, gräift. Mir hunn elo säit zwee Joer Erfarungswäerter, duerfir sinn ech iwwerzeegt, dass dat e gudde Projet ass, a mir wäerten deen dann och stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Wien A400M seet, deen denkt un eng laang Geschicht. An déi Geschicht geet schonn op d'Joer 2000 zréck. Dunn ass u sech d'Decisioun geholl ginn, dee Fliger unzeschafen. Entre-temps ass ganz vill iwwert dee Fliger geschriwwe ginn, gefrot ginn, ganz vill Questionparlementairë si gestallt ginn, virun allem stoung natierlech ëmmer de Präis vun deem Fliger am Fokus. Et gouf sech och ganz vill Suerge gemaach ëm d'Qualitéit vun deem Fliger.

Ech erënneren drun, datt viru fënnef Joer Däitschland u sech bal decidéiert hat, fir déi Commanden erëm zréckzestellen, well et do zu enger Rei Problemer komm war. Och war d'Liwwerung urspréinglech fir 2017 virgesinn. Deen Delai konnt och net agehale ginn. Et däerf een och net vergiessen, datt dat u sech deen éischte Militärfliger vun Airbus ass, wat awer u sech eng gutt Saach ass, well mer domadder och de Beweis geliwwert hunn, datt mer eis awer och um europäesche Maart mat esou engem Fliger kënnen ekipéieren.

Firwat hu mer iwwerhaapt dee Fliger deemools kaaft? Wann een zréckdenkt, fréier sinn et ganz aner Konflikter ginn. Haut huet sech d'Situatioun natierlech geännert. Ech mengen, dee Fliger gëtt virun allem agesat a Krisegebidder, an zwar net an éischter Linn, fir militäresch Operatiounen duerchzeféieren, mee virun allem, fir human Decisiounen auszeféieren. An duerfir ass et och ganz richteg, datt mer dat Material brauchen.

A Lëtzebuerg leescht domadder e ganz wichtege Beitrag. Et däerf een net vergiessen, datt mir um Niveau vun der NATO jo net onbedéngt Musterschüler sinn. Mir beweegen eis de Moment bei 0,7 % vun eisem PIB, dat ass awer net onbedéngt eng berauschend Zuel. A mir mussen ouni Zweifel an deenen nächste Joren nach eng Rei Efforte maachen, an dat ass jo och esou virgesinn.

An duerfir hu mer och am Joer 2001 eng éischt Konventioun mat der Belsch ënnerschriwwen. Firwat mat der Belsch? Mee ech mengen, dat ass dee Partner, mat deem mer am Fong geholl am enksten zesummeschaffen op deem Niveau. An dat erlaabt eis et eeben, och besser Konditiounen ze kréien.

Natierlech ass dat en héijen Impakt op de Budget gewiescht. De Fliger huet 168 Milliounen ouni TVA kascht. Da kommen natierlech déi 420 Milliounen Ënnerhalt fir déi nächst 35 Joer derbäi. Dat ass schonn eng gewëssen Ausgab. Mee et däerf een awer net vergiessen, datt mer domat awer och e wichtege Beitrag leeschten. Ech mengen, den 18. Januar 2019 goufen iwwregens déi éischt 156 Millioune bezuelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land ass selbstverständlech vill ze vill kleng, fir kënnen dee Fliger ze exploitéieren. Dat geet schonn u mam Stationnement. Ech gleewe kaum, datt de Findel sech géif derfir eegnen. Dofir begréisse mir als DP och, datt mer eis och elo erëm eng Kéier mat der Belsch zesummesetzen, fir déi Konventioun hei vum 31. August 2021 eeben och ze ratifizéieren.

Et däerf ee jo och net vergiessen, datt an där Konventioun awer och eng gewëssen Autonomie fir eist Land virgesinn ass. Dat heescht, mir kënnen och a priori refuséieren, wann eng gewësse Missioun virgesinn ass, déi vläicht net eisem Esprit direkt entsprécht – ech denken natierlech hei virun allem un eng militäresch Operatioun –, datt mer dann awer och kënne soen, datt mer dat net wëllen ausféieren.

Als DP sti mer ganz kloer nach wie vor zu der Acquisitioun vun dem A400M. Mir sinn eis bewosst, datt deen natierlech soll a priori eeben, wéi gesot, fir Aides d'urgence agesat ginn. Militäresch Asätz sinn natierlech net auszeschléissen. Dat soll awer net a priori déi éischt Aufgab sinn. Mee ech weisen awer drop hin, datt den A400M och scho seng Feierprouf an deem Sënn bestanen huet, datt mer schonn zwou wichteg Interventioune gemaach hunn. Ech denken un den Afghanistan, ech denken awer och virun allem un déi 50 Frigidairen, déi am Kader vun der Covidkris an de Burkina Faso geflu goufen.

(Interruptions)

Fir eis als Demokratesch Partei, wéi gesot, ass dat heiten also och erëm eng Kéier eng wichteg Decisioun, déi mer huelen. Mir bleiwen der Meenung, datt déi Acquisitioun also eng Acquisitioun ass, déi eng Wichtegkeet huet. An dowéinst sti mer natierlech och zu deem Projet de loi, dee mer haut hei decidéieren; dat heescht, datt deen Traité hei Gesetzeskraaft kritt.

Ech wëll och zum Ofschloss der Madamm Empain nach e Merci soe fir déi verschidde Rapporten, déi se gemaach huet, a gi selbstverständlech dann och d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da wier et un där honorabeler Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz mam Traité, dee mir domadder ratifizéieren, ass eng wichteg Etapp am Kader vun eiser militärescher Zesummenaarbecht mat eise belschen Noperen, mee et ass awer och en Temoignage fir eis Verantwortung als NATO-Member.

Lëtzebuerg hat sech jo schonn ugangs den 2000er-Joren engagéiert, en Transportfliger vun Airbus, den A400M, ze kafen. D'Chamber hat – an dat ass schonn zum Deel hei opgelëscht ginn – dës Acquisitioun 2005 an Héicht vun 120 Milliounen autoriséiert. An 2018 huet missen nogebessert ginn: Fir d'Bedreiwung sinn elo 420 Milliounen op 35 Joer virgesinn. Dat ass nawell eng zolidd Zomm.

An och wann dat scho bal üblech ze si schéngt, an net nëmme bei eis am Land, dass et Präisexplosioune gëtt bei militäreschen Ekipementer, dierf dat an eisen Ae keng Fatalitéit sinn oder esou duergestallt ginn. An dofir si mir der Meenung, dass ee muss generell an och an Zesummenaarbecht mat internationale Partner d'Käschten am A hunn a kloer Reegelen opstellen.

Mat dëser Acquisitioun, déi mer deemno zesumme mat der Belsch gemaach hunn, brauche mer e gesetzleche Kader, fir d'Gestioun vun der gemeinsamer Loftflott ze reegelen, an dat ass och eeben den Objet vun dësem Gesetz.

D'Flott setzt sech elo aus aacht Fligeren zesummen: siwe belschen an engem lëtzebuergesche Fliger. Déi Loftbasis ass zu Melsbroek, an do ass och d'Personal vun deenen zwee Länner stationéiert.

Den Traité gesäit vir, dass d'Käschte vun der Exploitatioun a vum Fonctionnement opgedeelt ginn am Verhältnis vun der Unzuel vun de Fligeren, also siwen Aachtel fir d'Belsch an een Aachtel fir Lëtzebuerg. Dat mécht Sënn.

Wat d'Lëtzebuerger Personal betrëfft, déi an der Loftflott am Asaz sinn, sou si se en Deel vun der Wing 15 vun der belscher Composante vun der NATO ënnert dem Statut SOFA OTAN. Déi binational Unitéit – och BNU A400M genannt – ass operationell gesinn ënnert der Autoritéit vun der European Air Transport Command, kuerz EATC, a si ass capabel – an dat hu mer och schonn héieren –, eng grouss Spannbreet un Transportmissiounen auszeféieren.

D'Missioune vun der Flott wäerte souwuel ziviller, militärescher wéi och humanitärer Natur sinn. Mir hu jo alleguerte wärend der Covidpandemie oder och bei deene villen Naturkatastrophen, déi mer an deene vergaangene Joren haten, an anere Katastrophe gesinn, wéi wichteg grad déi zivill an humanitär Asätz gi sinn, fir de Mënschen an Nout kënnen ze hëllefen.

D'Missioune vun der belsch-lëtzebuergescher Unitéit kënne souwuel an engem nationale wéi och an engem multinationalen, also multilaterale Kader stattfannen. Dozou gehéiert och d'Ënnerstëtzung vun internationalen Organisatioune wéi eeben der NATO, der EU, awer och der UNO.

D'Kooperatioun mat der Belsch fir dës Loftflott, Här President, ass eng logesch Suite vun eiser schonn entaméierter Zesummenaarbecht mat eise belschen Noperen am Beräich vun der Verdeedegung. Mir deployéieren dacks zesumme mat der Belsch Personal op Auslandsmissiounen. Déi nei Militärgefierer, déi mer viru ronn engem Joer hei iwwer e Finanzéierungsgesetz gestëmmt hunn an déi ab 2024/2025 asazbereet solle sinn, si kompatibel mat Systemer vun eise belschen Noperen. An net ze vergiessen dee gemeinsame Bataillon, dee mat der Belsch geplangt ass an deen ab 2030 soll operationell sinn an dee sécherlech ganz vill Opportunitéite fir weider Kooperatioune mat der Belsch an um europäeschen Niveau wäert erméiglechen.

Ofschléissend wéilt ech awer och nach der Rapportrice Merci soe fir hire gewinnt – si sëtzt hei – gudden a komplette schréftlechen a mëndleche Rapport an heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke vläicht u mat zwee Mercien: engem Merci un d'Madamm Empain fir hire ganz komplette Rapport, deen och ëmmer interessant ass nozelauschteren, an engem zweete Merci un eis belsch Noperen. Well mat hinne kënne mer ganz vill zesumme maachen, wat mer wierklech eleng net kéinte maachen. Aner Virriedner hunn dat och scho gesot. Mee déi militäresch Zesummenaarbecht ass ëmmer eppes, wat ee muss ganz genee am A behalen. Zemools an deenen Zäiten, déi mer haut hunn, wou mer awer Krich an enger Proximitéit hunn, muss een ëmmer kucken: Wat gëtt genau gemaach a wou si Risiken, wou si Chancen, déi sech an deem dote Kontext kënne bidden?

Et muss ee gesinn, datt multinational Unitéiten an deem Sënn eng ganz besonnesch Problematik duerstellen, well multinational Unitéiten hunn natierlech eng Rei Virdeeler. Si hunn awer och de Risiko, datt herno duerch eeben déi Matverantwortung a Matimbricatioun – géif ech soen – a Strukturen, déi net nëmmen eis sinn, awer och déi Gefor besteet, datt een eventuell an Operatioune mat eragezu gëtt, wou ee sech national net onbedéngt wéilt gesinn.

Dofir ass et ganz gutt, datt an dësem Traité déi Dispositioune sti vun der rouder Kaart, déi Méiglechkeet, fir ëmmer ze soen: „Do maache mer net mat." Wann dat net de Fall wär, géif d'ADR et net matstëmmen. Well et ass wichteg, datt een och bei multinationalen Unitéiten ëmmer déi Méiglechkeet huet, fir schlussendlech selwer iwwert d'Benotzung oder den Emploi vun den eegene militäresche Ressourcen ze decidéieren.

Eng zweet Bemierkung betrëfft vläicht och d'Zukunft vun deenen Arrangementer, déi mer mat der Belsch hunn, a speziell déi gemeinsam Flott vun A400M. Do vertrëtt d'Belsch eis an den Negociatiounen an der OCCAR. Dat ass deen Organismus, deen eigentlech dat begleet an och zukünfteg Entwécklungen am Beräich vu gemeinsame Bewaffnunge soll kucken.

A mir géifen derfir plädéieren, obscho mer dat der Belsch elo ginn hunn, datt mer awer och kucken, datt mer eng Lëtzebuerger Vertriedung an der Delegatioun vun der Belsch do hunn. Mir brauchen net national an deene Gremie selwer opzetrieden, mee mir sollten awer vertruede sinn, mat der Belsch zesummen, fir awer och zu all Abléck eis Interesse kënnen do ze kucken.

Eng drëtt Bemierkung betrëfft de SOFA, dat ass de Status of Forces Agreement. Deen ass ganz wichteg am Kader vun der NATO an e spillt och bei Accidenter oder wann eng Lëtzebuerger Militärpresenz an iergendenger Form géif en Accident verursaachen am Ausland, e Schued verursaachen, och e Fliger oder eeben duerch aner Saachen. Et fänkt u bei enger Jeep, et hält op beim Fliger. Mee wou mer e Schued am Ausland géife verursaachen. A mir bezéien eis dann ëmmer op dee Status of Forces Agreement.

Mir mussen och vläicht national kucken, datt dann och déi Ëmsetzung, wann dat géif geschéien, wa mer géifen e Schued verursaachen duerch Ekipement, wat der Lëtzebuerger Armée zouzerechnen ass, datt dann och déi Versécherungsmechanismen ouni Problem spillen. Och dat spillt bei der Reputatioun vun engem Staat a bei der Participatioun u Manöveren am Ausland eng Roll.

Mir hunn et gottseidank net dacks, datt mer an esou Situatioune kommen, mee wa mer drakommen, da muss eng Entschiedegung séier garantéiert sinn. An et wär dowéinst interessant, och eng Kéier d'Mise en oeuvre vum SOFA-Agreement op nationalem Plang ze trainéieren an ze iwwerpréiwen, fir datt mer dann och kéinte séier déi adequat juristesch a finanziell Äntwerte ginn am Fall vun esou engem Problem.

Eng aner Bemierkung betrëfft natierlech d'Ratifizéierung vun dësem Traité. Et ass ganz interessant, an an der Madamm Empain hirem Rapport gëtt nach eng Kéier deen Ënnerscheed gemaach tëschent engem Traité, d'Ratifizéierung vun engem Traité, deen hei am Parlament gemaach gëtt … an et gëtt ganz bewosst gesot, wat net muss vum Parlament ratifizéiert ginn – an als ADR si mer och do d'accord –: Dat sinn technesch Arrangementer. Dat ass dat Eenzegt, wat mer net mussen hei ratifizéieren an deem Kontext: technesch Arrangementer.

Dat ass zum Beispill, wa Staaten Télefonsnummeren austausche vun zoustännege Beamten, fir iergendee

Problem ze reegelen. Dat ass keen Traité, dat ass en einfachen Arrangement. Dee brauch natierlech net engem Parlament virgeluecht ze ginn.

Awer de Rescht, déi aner international Accorden, mussen engem Parlament virgeluecht ginn. A mir soen dat och ëmmer erëm an engem anere Kontext, nämlech vun deene Programmes indicatifs de coopération. Do besteet déi Praxis net. Dat ass net konform zu deenen Exigenzen, déi bei eis normalerweis missten am Parlament beuecht ginn. Dat ass elo net an Ärem Kompetenzberäich, Här Minister, mee et betrëfft awer d'Regierung, datt mer och ëmmer erëm insistéieren, datt déi Programmes indicatifs de coopération hei misste virgeluecht ginn. An deem Kontext kann een och nëmme bedaueren, datt an där neier Verfassung déi Dispositioun „Les traités secrets sont abolis" net méi do steet.

Mir sinn also mat dësem Accord mat der Belsch d'accord, aus deene Konditiounen, déi mer Iech genannt hunn, virun allem a prinzipiell mat där, datt mer eis zu all Ableck kënnen zréckzéien an enger Situatioun, wou mer denken, datt e militäreschen Asaz net eisen Interessen entsprécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Rapportrice och e grousse Merci soe fir de Rapport. A bon, et wonnert Iech net: Mir waren nach ëmmer géint den A400M, dofir wäerte mer och dergéint stëmmen, well mer d'Noutwendegkeet nach ëmmer net agesinn. An trotzdeem e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Den A400M ass en erfollegräichen europäesche Projet. A mir kënnen och frou sinn, dass dee Fliger do war, fir zum Beispill an Afghanistan schnell agesat kënnen ze ginn an d'Leit do ze retten.

Mir Piraten hu sécherlech eng ganz kritesch Positioun zur anerer Flott vun den MRTTen. Beim A400M war et awer esou, dass mer vun Ufank un déi Néidegkeet unerkannt hunn an dofir och wäerten dës Kooperatioun matstëmmen, well mer gesinn, dass hei de Wee gaange ginn ass vun enger europäescher Léisung. Eng europäesch Léisung, déi mir eigentlech a ganz ville militäreschen Dossiere gären hätten, well – si mer realistesch – Lëtzebuerg eleng esou grouss Projeten, virun allem an der Gestioun herno, net stemme kann a mir eis dofir an Zukunft och sollte weiderhin, och méi wäit wéi d'Belsch oder Frankräich, europäesch Partner an der Europäescher Unioun sichen, fir esou Projeten ze realiséieren.

Am Kader vun der NATO – eng NATO, wou mir Piraten nach ëmmer kloer derzou stoungen an och an Zukunft wäerte kloer derzou stoen – ass dat heiten ee vun eise Projeten, wou Lëtzebuerg Verantwortung iwwerhëlt, wat mer och weiderhin als Land sollte maachen.

Grad an den haitegen Zäite weist et sech, dass mer och op eng NATO ugewise sinn an dass mer eis net einfach sollten ewechducken a soen: „Mir droen net eisen Deel dozou bäi." Ech weess, mir hunn heibannen ëfters Diskussioune mat der Regierung, dass mir eng aner Opfaassung hu vun deem Deel, wou mer der NATO sollten eisen Deel bäidroen, mee hei ass ee vun de Projeten, dee mer an där Form och weiderhin ënnerstëtze kënnen.

Dofir merci un d'Stéphanie Empain fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, a mir wäerten dat haut matstëmmen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, de Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President, an och allen Deputéierten, déi hei Stellung geholl hunn, a virun allem fir déi breet Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet. Merci der Madamm Rapportrice fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. A virun allem och merci fir d'Unerkennung vun allen Deputéierten, vun alle Fraktioune fir d'Konzept vum Pooling and Sharing, well den A400M ass genau dat.

Et ass zwar e belsch-Lëtzebuerger Projet – also, wat den Akaf ubelaangt an och den Entretien vun de Fligeren a wéi se sollen agesat ginn –, mee et ass awer e belsch-Lëtzebuerger Projet, deen integréiert ass a verschidden international Projeten. Zum Beispill ginn déi aacht Fligeren am Fong mat geréiert iwwert den EATC, wou siwen europäesch Natiounen dra si fir ze kucken, wou déi Fligeren agesat ginn a wéi se solle fléien.

An ech muss och soen: Ech kann net esou richteg verstoen, datt ee seet: „Den A400M-Projet, dat ass e gudde Projet, well dee passt an dat Konzept, an den MRTT-Projet net", well dat ass eigentlech genau dat nämmlecht. Déi MRTT-Fligeren, dat ass och en europäeschen – souguer en iwwereuropäeschen, well d'Norweger sinn och mat dran zum Beispill – Projet, dee ganz genau d'nämmlecht geréiert gëtt. Dat sinn och Fligeren, déi kënne fir den Transport benotzt ginn. Se kënnen natierlech och nach zousätzlech ënnerwee aner Fligeren optanken. Se kënnen ëmgewandelt ginn a fléiend Spideeler. Also, et ass genau déi nämmlecht Konzeptioun eigentlech wéi beim A400M. Dofir kann ech dat net richteg novollzéien, wann een dat seet. Mee bon, et ass awer jiddwerengem säi Recht, dat ze gesinn, wéi en et wëllt.

Ech mengen, datt esou Programmer generell eng gutt Saach sinn. A wann ech den … Obschonns ech vum EATC schwätzen als Beispill, da fannen ech dat en immens reusséierte Schrëtt, datt do siwen Natioune sech zesummegedoen hunn an hir national Souveränitéit eigentlech ofginn hunn op en europäeschen Niveau, fir kënnen esou méi effikass a méi seriö Krisen ze geréieren.

Wa mer an Afghanistan bei der Evakuatioun vum Flughafe vu Kabul net déi Instrumenter gehat hätten, dann, soen ech Iech, hätte mer net vill Leit erausevakuéiert kritt, op alle Fall bei Wäitem net esou vill, wéi mer der elo mat deenen Instrumenter erausevakuéiert kritt hunn.

Dofir, dat ass eigentlech exemplaresch. An dat ass och de Wee, dee mer mussen an Europa goen. An och wann ech dem Här Kartheiser Recht ginn – an dofir steet et och hei am Text dran –, datt all Natioun innerhalb vun der Europäescher Unioun ëmmer muss d'Recht hunn, bei gemeinsamen Operatiounen, ob et an deem heite Kontext oder engem aneren ass, fir ze soen: „Mir maachen do net mat", sou mengen ech awer, datt et wichteg ass, datt een europäesch Strukturen huet an datt och dann europäesch Kommandostrukturen do sinn. Well et kann net sinn, datt, wa mer gemeinsam sollen effikass schaffen, wa mer d'accord waren, fir eng Operatioun ze maachen, dann awer nach géifen déi 27 Länner eenzel soen, wat dann do ze geschéien huet.

Ech mengen, dat ka jo nëmmen effikass a seriö fonctionéieren, wa mer dat da gemeinsam, europäesch maachen. An dofir ass, wéi gesot, dee Projet hei ganz gutt. A mir hunn, wéi et och schonn erwäänt ginn ass, dat steet och hei am Text, awer ëmmer d'Recht, wa Missioune solle gemaach ginn, déi mer net gutt fannen, fir ze soen: „Mir sinn dergéint a mir maachen do net mat."

Ech wëll awer hei eppes riichtbéien, wat hei elo e bësse beschönigend duergestallt ginn ass. Ech hu virdrun zu engem Deputéierte gesot: „Wann eppes gréng ass an deem heite Fall, a méi gréng, da soll een et och als dat ze erkenne ginn." Et ass en europäesche Rüstungsprojet. An do huet d'Madamm Oberweis och Recht. Si sinn an hirer Logik, si stëmmen esou Saachen net mat. Mee et ass net prioritär en humanitäre Projet, well déi Fligere si kaaft ginn un alleréischter Stell, fir militäresch Notzung draus ze maachen, a se ginn och gréisstendeels militäresch genotzt. Et sinn natierlech Transportfligeren, et si keng Kampffligeren, déi elo op d'Leit schéissen an esou weider, mee et gi militäresch Transporter domadder gemaach. Dat war an Afghanistan de Fall. Dat war zum Beispill och de Fall am Kader vun Truppentransporter an de Mali an esou weider. Dat heescht, gréisstendeels gi se dofir agesat.

Natierlech kënne se och humanitär agesat ginn, an dat ass och scho geschitt. Mir hunn zum Beispill schonn iwwer A400M medezinnescht Material a Regiounen transportéiert. Dat ass alles méiglech, mee mir sollen awer éierlech mat eis selwer sinn a soen, firwat et geduecht ass, well dat géif jo soss och net unerkannt ginn an der NATO, wann dat net de Fall wär. An ech mengen, dat mécht och Sënn, datt se dofir kaf gi sinn an datt se dofir och agesat ginn.

Et ass esou, datt mer sechs Piloten a sechs Loadmastere virgesinn hunn. Mir hunn déi bis elo nach net ganz kënne fannen an ausbilden. Bei de Pilote si mer elo op fënnef Lëtzebuerger, déi fléien, et ass e sechsten an der Ausbildung an et ass nach e siwenten, deen huet seng generell Pilotenausbildung nach net fäerdeg, déi ass awer um Lafen. Dat heescht, bei de Pilote gesäit et gutt aus.

Bei de Loadmasteren hu mer der eréischt zwee. Natierlech versiche mer weider ze rekrutéieren, mee ech sinn awer och iwwerzeegt, datt déi heite Karriären … mindestens d'Loadmasteren, dat huet vill dermat ze dinn, datt mer eist neit Kadergesetz hunn, dat ass mat der B-Karriär zum Beispill a mat der A2-Karriär, firwat mer do keng fannen. Bei de Piloten natierlech, dat sinn Universitärsausbildungen an dat sinn Offizéier. Dat war méi einfach ze fanne wéi bei de Loadmasteren. Bon, mee dat wäert sech, ech sinn iwwerzeegt, wa mer d'Kadergesetz bis hunn, mengen ech, och ganz séier verbesseren.

Mee dat ass gutt, well da kënne mer natierlech ganz aner Perspektive bidden, och fir Lëtzebuerger Zaldoten an enger Karriär vun der Lëtzebuerger Arméi, soit datt déi Leit natierlech integréiert sinn an der Belsch an och do eebe schaffen. Mee ech mengen, déi, déi et maachen, maachen dat mat immenser Begeeschterung. An niewebäi bemierkt waren an Afghanistan bei den Evakuatioune och zwee Lëtzebuerger Piloten am Asaz, een am A400M an een ass awer mat den C-Fligeren tëschent Kabul a Pakistan hin- an hiergeflunn. A mir hunn och duerfir, dat war natierlech och praktesch, vill Informatioune iwwert d'Situatioun aus direkter Hand vun eisem Pilot kritt, dee jo hinan hiergeflunn ass, duerfir ware mer ëmmer gutt

informéiert, wat och wichteg war fir de Repatriement vun deene Leit, déi mir wollte rapatriéieren. Also, wéi gesot, et ass insgesamt e gudde Projet.

Da wëll ech dem Här Kartheiser och nach soen: Den OCCAR, do ass et esou, datt mir en Observateursstatus dodran hunn. Mir ginn och reegelméisseg an déi Sëtzunge mat dohinner, awer net ëmmer. Wa mer net do sinn, da representéiert eis awer d'Belsch, mee mir sinn nëmmen Observateur. Mee ech ginn Iech awer Recht, dat si Saachen, wou een duerchaus ka kucken, fir vläicht och nach méi present ze sinn.

Mee souwisou ass et generell eng Fro vun internationaler Presenz vun der Arméi. Mir ginn ëmmer méi gefrot, fir Leit op international Missiounen ze schécken, mee leider si mer nach net vun dem Personalbestand hier esou opgestallt, datt mer dat alles esou honnertprozenteg kënnen erfëllen, wéi mer dat wëlle maachen an och gär géife maachen. An och do erhoffen ech mer, wéi gesot, wa mer dat neit Kadergesetz hunn, doduerjer datt mer dann e bessere Recrutement kréien, datt mer dann och méi séier weiderkommen.

Ech soen, wéi gesot, nach eng Kéier e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung. Et ass gutt ze wëssen, datt mer alleguerten hei hannert deem Projet stinn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7979. Den Text steet am Document parlementaire 7979[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7979 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Résolution de M. Sven Clement au sujet de la sobriété énergétique

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 6 de ce compte rendu)

Da géife mer nach iwwert déi Resolutioun ofstëmmen, déi den honorabelen Här Sven Clement am Ufank vun der Sitzung deposéiert hat, wou et drëm geet, de gesamten ekologesche Foussofdrock vun der Chamber ze evaluéieren. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Resolutioun ergräifen?

Kënne mer iwwert dës Resolutioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.45 heures.)

30e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 21**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du Projet de Programme directeur d'aménagement du territoire 2023 (PDAT2023)** **p. 21**
   Exposé : M. Gilles Roth
   Débat : M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | Mme Semiray Ahmedova (interventions de M. Gilles Roth et M. Marc Lies) | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire (intervention de M. Gilles Roth) | M. Aly Kaes (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes
3. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du contrôle médical de la sécurité sociale** **p. 27**
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Marc Spautz (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | M. Sven Clement (interventions de Mme Cécile Hemmen, M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, M. André Bauler, Mme Myriam Cecchetti, M. Marc Goergen et M. Gilles Baum)
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Claude Haagen) | M. le Ministre Claude Haagen (interventions de Mme Nathalie Oberweis)
   Motion 1 : M. Sven Clement | M. Mars Di Bartolomeo | M. Marc Spautz | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | M. Dan Kersch
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Mme Nathalie Oberweis | M. Dan Kersch

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Turmes et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du Projet de Programme directeur d'aménagement du territoire 2023 (PDAT2023)

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Roth als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, firwat dës Aktualitéitsstonn elo? Mee well d'Gemenge bis Enn Januar mussen hiren Avis ofginn iwwert de sougenannte Projet de programme directeur iwwert den Territoire.

Dëse Programm, dee soll eigentlech fir d'Landesplanung grouss Orientéierungen an och Leitlinne ginn. Et ass u sech d'Suite vun dem viregte Programme directeur, deen 2003/2004 ënnert dem deemolegen Inneminister Michel Wolter virgeluecht gouf. Deemools ass et gaangen – dat huet sech „polycentrisme et déconcentration concentrée" genannt –, dass et am Land dräi grouss Pôlë gouf, dat heescht Esch mat der Minettmetropol, d'Stad Lëtzebuerg an d'Nordstad, an dass et ronderëmmer eng Rei vu Satellitte gouf an eenzelne Regiounen, déi duerch en integréiert Verkéiers- a Landesplanungskonzept matenee verbonne waren.

Ech kann haut an deenen zéng Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, sécherlech net op de gesamten Inhalt vun dësem Projet de programme directeur agoen. D'Zil ass, graff resüméiert gesot: Mir wëllen ewech vun enger Neierschléissung a mir wëlle méi Noverdichtung.

An ech muss och soen, déi Grondiddi, déi ass och ok, mee de Wee dohinner, dee stellt awer eng Rei vu Froen a besonnesch déi, dass een eigentlech e Versigelungsfacteur, dee fir all Gemeng festgeluecht gëtt, aféiert an dës Moossnam ganz einfach zum Zil mécht.

Vereinfacht gesot: Landeswäit solle bis 2035 an deem Joer nach genau 90 Hektar maximal kënnen am Joer versigelt ginn, dat heescht 25 Ar pro Dag am ganze Land, fir dann 2050 op glat null ze kommen. A fir dat ze erreechen, leet dann dëse Projet, de Programme directeur, fir all eenzel Gemeng opgelëscht e Versigelungsfacteur vir.

Bon, fir Iech dat ze veranschaulechen an enger Gemeng, déi ech awer relativ gutt kennen, heescht dat Follgendes: Bis 2035, also wärend den nächsten zwielef Joer, däerfen an där Gemeng periurban, ronderëm d'Stad, nach genau 13 Hektar – jo, 13 Hektar! – neit Bauland erschloss ginn. Mat 30 Logementer pro Hektar an 2,33 Leit pro Wunneng, heescht dat, dass bis 2035 do nach Bauland fir ganzer 900 Leit maximum kënne fir zwielef Joer insgesamt nei geschafe ginn. Zum Verglach: An deene leschte fënnef Joer ass an där betreffender Gemeng de Bevëlkerungszouwuess pro Joer 300 gewiescht. Dat fir Iech ze veranschauleschen, dass et hei net ëm näischt geet!

Hei kréien eigentlech d'Gemengen dirigistesch mat deem Versigelungsfacteur vun uewen erof diktéiert, wéi vill a wéi grouss se nach däerfe wuessen, an do stellt sech natierlech eng Fro: Ass dat verfassungskonform? A virun allem, wéi steet et mat der Kohärenz par rapport zum Regierungsprogramm, deen 2014 an 2018 ganz kloer virginn huet: „Mir brauche méi Bauland, mir brauchen neit Bauland, fir dass méi Wunnenge kënnen erschloss ginn, fir dass d'Wunnenge kënnen der Nofro gerecht ginn a fir dass doduerch de Präis net méi sou entspriechend an d'Luucht geet!" An dat ass och am Fong déi Positioun, déi de Syvicol an engem ganz gudden Avis vun iwwer 50 Säite virgeluecht huet.

An duerfir an deem Kontext eng Rei Froen un de Minister: Wéi ass de legale Charakter ze verstoe vun dësem Projet de programme directeur? Wann een d'Gesetz vun 2018 iwwert d'Landesplanung kuckt, dann huet e kee verbindleche Charakter. Wann een awer d'Zeile liest, déi an dësem Projet de programme directeur virgesi sinn, da kéint et esou sinn, dass den Inneminister seet, wann eng Gemeng sech net un dee Versigelungsfacteur hält, dass se dann den Objektiver vun dem Aménagement communal net nokënnt an dass dann eigentlech den Inneminister kéint soen, ob en, jo oder neen, gegeebenenfalls eng Perimeetererweiderung akzeptéiert oder net.

Dann ass eng weider Fro déi: Wéi versteet de Landesplanungsminister d'Kohärenz mat de Virgabe vun der Regierung, déi seet: „Mir musse méi Bauland erschléissen!"? An ech sinn do op en Dokument getraff, wéi d'Plans sectoriels „Logement" hei an dëser Chamber 2014 virgestallt goufen, wou eigentlech 43 Commune-prioritairen am Land identifizéiert goufen, déi sollten e Wuesstum hu vun 20 %, verdeelt op eng Period vu sechs Joer, wou se sollte par rapport zu dem Istzustand sech selwer vergréisseren, dat heescht de „potentiel de croissance".

(M. Gilles Roth montre le document en question.)

Hei ass en Extrait aus deem Dokument an do war zum Beispill d'Gemeng Réiden opgefouert. Déi hat deemools 1.156 Stéit. 20 % sollten op sechs Joer derbäikommen. Dat heescht, eigentlech missten dann 232 Logementer do weider geschafe ginn an enger Period vu sechs Joer.

Elo stellen ech Iech awer d'Fro: Wéi ass et da méiglech, dass laut dem PDAT, deen Der elo virgeluecht hutt, mat dem Versigelungsfacteur fir d'Gemeng Réiden, déi nach genau 69 Ar pro Joer ka verbauen? Dat heescht op zwielef Joer bis 2035 hätt dann d'Gemeng Réiden nach nei Baulanderschafungsméiglechkeete vu genau 4 an engem hallwen Hektar, wou da, wéi gesot, sollten 232 Wunnengen dropkommen. Wéi dat zu Réiden sollt gereegelt ginn, dat verstinn ech jiddefalls net.

Dann ass eng weider Fro, déi och am Syvicol – an net zu Onrecht! – opgeworf gouf, dat ass déi: Wéi sollen d'Gemenge besonnesch am ländleche Raum dat do finanziell stemmen? Well Dir wësst alleguerten heibannen, an d'Leit och dobaussen, dass 80 % vun de Ressources financières vun de Gemengen, déi de Staat hinnen zougëtt, op d'Bevëlkerungszuel vergi ginn.

Mee wéi soll dann eng kleng Gemeng d'Grondinfrastrukture fir de Bierger nach finanziell kënne gewärleeschten? Wéi soll eng Gemeng d'Waasser propper halen? Wéi soll se iwwerhaapt d'Approvisionnement mat Waasser am ländleche Raum garantéieren, wann Der wësst, wéi vill dass eng Kläranlag kascht an dass d'Subsiden dorobber erofginn? Wéi sollen anstänneg Schoulinfrastrukturen, Maison-relaise kënne gebaut ginn? Wéi solle Sport- a Fräizäitanlagen do kënne gebaut ginn?

An eis Fro ass déi: Ass dat an Ären Aen, Här Minister, iwwerhaapt konform mam Prinzipp vun der Gemengenautonomie, déi an där neier Verfassung, déi jo elo den 1. Juli a Kraaft soll trieden, nach eng Kéier méi däitlech ënnerstrach gëtt?

Oder ass Är Vue déi, dass de ländleche Raum eigentlech de Fräiliichtmusée vum Land sollt ginn, zur Landschaftsfleeg eigentlech degradéiert, a wou dann nach sonndes e puer Happy Few aus der Stad an anere Ballungsgebidder do d'Auto-pédestres maachen, e Selfie schécken, sech an den Auto setzen an erëm heemfueren?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Da stellt sech … Jo, Dir kënnt elo „Mamm, o Mamm" soen! Da stellt sech och virun allem de Choix vun de Leit. Mir si fir de Choix!

Bon, et si ganz vill Leit, déi mussen an de ländleche Raum goen, well se sech an de Ballungszentrume vun der Stad oder vun anere Metropolen keng Wunneng méi kënne leeschten. Mee et sinn awer och eng Rei Leit, déi wëllen net onbedéngt an engem Ballungszentrum wunnen, déi wëllen op d'Land goen, an dee Choix, mengen ech, musse mer an deem klenge Lëtzebuerg och deene Leit garantéieren, well se och net d'Méiglechkeet hunn, mat deenen iwwerdriwwene Wunnengsbaupräisser an der Stad, ronderëmmer, fir nëmmen déi ze nennen, fir mat deenen eens ze ginn!

Dann ass eng weider Fro, dat ass déi vun der Rechtssécherheet: An dem Dokument vun dem PDAT, dat e puer honnert Säiten huet, do steet dran, wann eng Gemeng riskéiert, fir iwwert dat Zil vun dem Versigelungsfaktor erauszegoen, dass da sollt en Deel vun elo ausgewisenem Bauland gegeebenenfalls an eng Zone d'aménagement différée kommen.

Elo soen ech Iech awer mat allem Respekt viru Prozeduren: Mee do schéngt et awer relativ sécher ze sinn, dass Leit, déi do gréisser Proprietéiten hunn, e Recours géint d'Gemeng maachen an dann d'Gemeng wéinst Schuedensersatz do verdonneren. Wie soll dofir opkommen?

An eng lescht Fro, Här Minister, an deem Kontext ass déi vun der Noverdichtung. Ech mengen, wann Dir d'Leit frot: „Sidd Dir fir Noverdichtung a géint Versigelung?", da sinn der dräi Véierel vun deenen, déi Der frot, domadder d'accord.

Wann Der awer de Leit sot, wat dat konkreet heescht …, an Dir sot jo, wat dat konkreet heescht: Et solle Stäck dropgebaut ginn. U besteeënd Immeubles solle Saachen drugebaut ginn. Et solle Flächen ëmgewidmet ginn. Mee déi selwecht dräi Véierel, déi d'accord sinn an Iech soen: „Ech si géint Versigelung", wann Der deenen awer sot, dass sollt noverdicht ginn … A wat heescht dat? Majo, wann den Noper ofrappt – an Dir kënnt keen zwéngen ofzerappen – an do soll amplaz vun engem normalen Eefamilljenhaus eng véier- oder fënnefstäckeg Residenz kommen, da gesinn déi selwecht dräi Véierel, déi géint d'Versigelung waren, dat, mengen ech, och problematesch, wann niewent hinnen esou eppes gebaut gëtt!

Duerfir als Konklusioun, Här President: Dëse Projet de programme directeur ass duerchaus en zolidd Dokument, verschidde politesch Approchë sinn och duerchaus novollzéibar. Mee mir sinn der Meenung, dass ganz einfach hei iwwert d'Zil erausgeschoss gouf, a besonnesch op engem Punkt. Well et ass méi wéi eng Orientatioun a Leitlinnen, mee hei gëtt mat

deem Versigelungsfacteur, deen eenzel pro Gemeng festgeluecht ass an deem Dokument, eigentlech eng Mesür zum Zil an dat entsprécht an eisen Aen net dem Sënn an Zweck vun engem Programme directeur, esou wéi en iwwregens och am Gesetz iwwert d'Landesplanung festgesat ass.

D'Landesplanung ass fir eis eng Orientéierung an déi soll mat de Gemengen a mat de Leit geschéien an dat ass fir eis keen Dirigismus vun uewe mat engem Versigelungskoeffizient pro Gemeng an et ass virun allem fir eis och keng Kakofonie innerhalb vun enger Regierung, wou deen ee Minister seet: „Mir maachen e Versigelungsfacteur", an deen anere Minister – och nach vun där selwechter politescher Faarf – seet: „Et muss méi Bauland erschloss ginn!

Mir wëllen als CSV konkreet keen Ausbludde vum ländleche Raum. Mir hätte gären de fräie Choix, wou d'Leit wëllen am Land wunnen, wou se wëlle liewen. Mir hätte virun allem och gäre Rechtssécherheet bei de PAGen an Zukunft an net eng Landesplanung, déi sech am Endeffekt op de Verwaltungsgeriichter mécht. Mir wëlle funktiounsfäeg Gemenge queesch duerch d'Land behalen. Mir wëlle fir all Bierger e Recht op similär Grondleeschtungen, egal wou en am Land wunnt, vun enger Gemeng. A mir wëlle keen ideologesch ordonnéierte Baustopp duerch d'Hannerdier, well do hunn nach just e puer Happy Few Plaz, déi sech dat kënne leeschten, sech ronderëm d'Ballungszentre vun der Stad Lëtzebuerg an aneren eng Wunneng ze leeschten! A mir wëllen duerfir als CSV virun allem eng kohärent Landesplanung, déi mat gesondem Mënscheverstand gemaach gëtt an déi virun allem der Realitéit vun dem Terrain Rechnung dréit!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer vu „Ressourcë schoune" schwätzen, dann denke mer net onbedéngt als Alleréischt ëmmer direkt un eise Buedem, dobäi ass et wuel déi Ressource, déi zu Lëtzebuerg zu deenen allerraarste gehéiert: 2.586 Quadratkilomeeter – méi hu mer der net an do kënnt och näischt derbäi!

Et gëllt also, déi Plaz, déi mer hunn, esou gutt wéi méiglech et geet, ze notzen. Wéi soll eist Land muer ausgesinn? Wéi wëlle mer eis déi nächst Joren entwéckelen? D'Landesplanung gehéiert hei ouni Zweifel mat zu deene wichtegste Sujeten iwwerhaapt, besonnesch well et schlussendlech drëms geet, ganz verschidden Erausfuerderungen ënnert een Hutt ze kréien: wirtschaftlechen an demografesche Wuesstum gradewéi d'Schafe vu genuch Logement engersäits a besser Mobilitéit, d'Reduktioun vum Flächeverbrauch an d'Schoune vun eise Ressourcen anerersäits, fir just déi ze nennen.

Et géif sécherlech immens vill zu dësem Theema ze soe ginn. Eleng d'Envergure vum PDAT2023 mat sengen 250 Säiten a senge 6 Annexe weist d'Komplexitéit vun dësem Sujet. Ech wëll mech dowéinst op e puer zentral Volete fokusséieren.

Als DP ënnerstëtze mer prinzipiell déi verschidden Ziler vum PDAT voll a ganz. Et ass evident, dass mer eist Land net onendlech zoubaue kënnen an ëmmer méi Fläche versigelen. Mir musse méi dicht bauen, méi héich a virun allem och méi multifunktionell, also Schaffen a Wunne méi no beieneebrëngen an d'Dezentraliséierung virundreiwen, soudass net jiddereen all Dag an den Zentrum vum Land muss fueren. Dat soll awer esou geschéien, dass et net zu enger kompletter Zersidelung vum Land kënnt, mee virop op deene Plazen, wou et am sënnvollsten ass.

Besonnesch wat d'Mobilitéit betrëfft, kann een iwwert eng sënnvoll Landesplanung vill méi erreechen, fir d'Besoinen ze anticipéieren an och fir se ze gestalten, wéi duerno der Entwécklung nozelafen a riseg Infrastrukturen ze bauen.

Gradesou läit eis als DP d'Beliewe vun eisen Duerfkären an d'Stäerkung vum lokale Commerce an d'Erhale vum ländleche Charakter vun eisen Dierfer ganz staark um Häerz. A mir kënnen eis där Zilsetzung nëmmen uschléissen!

Mat der grousser Ausriichtung vum PDAT si mir also vollkommen averstan. D'Fro, déi sech stellt, ass allerdéngs, wéi déi Ziler konkreet sollen an d'Praxis ëmgesat ginn – an do gëtt et nach e puer Fragezeichen.

Grad bei esou enger komplexer Matière wéi der Landesplanung, wou et jo drëms geet, eng grouss kohärent Gesamtvisioun fir eist Land ze entwéckelen, ass et essentiel, alleguerten d'Acteure mat an d'Boot ze huelen. Et si virun allem d'Gemengen, déi dat duerno a Musek ëmsetze sollen, wat am PDAT festgehale gëtt, dowéinst ass et och essentiel, dass dat och vun de Gemenge matgedroe gëtt. Och um lokalen Niveau gëtt vill Wäert op en nohaltegen Ëmgang mat eise Ressourcen an e besseren Ëmweltschutz, eng Revitaliséierung vun eisen Uertschaften an eng kohärent Entwécklung vun de Gemenge geluecht.

D'Consultatiounsphas mat de Gemenge leeft nach bis Enn des Mounts. Iwwert déi lescht Zäit hu jo schonn eng ganz Partie Gemenge gradewéi och de Syvicol hiren Avis heizou ofginn. Dobäi muss een awer soen, dass et besonnesch fir méi kleng Gemengen e gréisseren Opwand an en nawell schwieregen Exercice war an ass, fir sech a kuerzer Zäit am Detail mam PDAT ausernanerzesetzen.

Et ass elo um Ministère, deene verschiddene Remarke Rechnung ze droen a se an de PDAT afléissen ze loossen. Et ass evident, dass mer bei der Landesplanung nëmme virukommen, wa mir all an déi selwecht Richtung zéien, amplaz dass jidderee seng eegen Zopp kacht. Gläichzäiteg soll dat e participative Prozess sinn, fir gemeinsam pragmatesch Léisungen a Konzepter ze fannen, andeems d'Interessie vun de Gemenge berücksichtegt ginn an d'Gemengenautonomie respektéiert gëtt.

Dëst gesot dem Gilles Roth e ganz grousse Merci dofir, dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn, an Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Dir Häre Ministeren, fir d'éischt emol wéilt ech och dem Gilles Roth Merci soe fir dës Heure d'actualité. Et ass wichteg, dass de Projet, de Programm directeur d'aménagement du territoire, an domadder d'Landesplanung, net just d'Ugeleeënheet vun der Regierung ass. Dëst strateegescht Dokument huet e ganz groussen Impakt op d'Legislatioun a ville Beräicher an ass och dofir fir d'Chamber vu ganz grousser Bedeitung.

En ass doriwwer eraus fir eist Land immens wichteg: Well mir op engem klengen Territoire mat begrenzter Fläch a begrenzte Ressourcen en immense Wuesstumsdrock hunn, musse mir besonnesch gutt plangen, fir dës Ressourcen esou effizient ze notze wéi méiglech.

Ech wéilt drun erënneren, dass d'Wuesstumsprognosen, op deenen de PDAT vun 2003 opgebaut war, ganz schnell vun der Realitéit iwwertraff goufen. D'Land ass esou séier gewuess, dass weeder de Logement nach déi verschidde Servicer mathale konnten. D'Ressourcen, d'Biodiversitéit hunn ofgeholl an ëmmer méi Buedem ass versigelt ginn. Den urbane Raum ass zersidelt, d'Stadzentren hunn u Bedeitung verluer an den Trafick, dee spillt ganz einfach verréckt.

Esoulaang wéi eis Ekonomie sech gutt entwéckelt a mir am Verglach mat den Nopeschlänner héich Paien, gutt Servicer an nach ganz gutt Sozialsystemer hunn, wäerte mir weiderhin attraktiv sinn an nei Leit unzéien an natierlech och wuessen. D'Méiglechkeeten, fir dee Wuesstum ze steieren, si limitéiert. De PDAT huet als Zil, den Aménagement du territoire esou ze kadréieren, dass den Impakt op eis natierlech Ressourcen esou kleng gehale gëtt wéi méiglech.

Éischtens – an dat ass elo haut de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn – soll jo déi nei Buedemversigelung bis 2035 halbéiert ginn a bis 2050 soll domat ganz Schluss sinn, zweetens soll net méi queesch duerch de Gaart, mee zentréiert op strateegesch wichtege Plaze gebaut ginn an drëttens soll och déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht gestäerkt ginn.

Et ass virun allem awer och d'Pandemie, déi gewisen huet, wéi séier d'Grenzen nees kënnen zougemaach ginn a wéi wichteg par contre d'Zesummenaarbecht mat eisen Noperen ass. Duerch d'Pandemie hunn awer och vill Leit gemierkt, wat hinne wierklech wichteg ass: eng gesond an eng propper Ëmwelt. Ob de Park vis-à-vis, ob déi autofräi Stroossen oder den Tour mam Vëlo, et wënscht ee sech iwwerall manner Hektik an e Stéck méi Natur. Mee och den Teletravail hätt sech ouni Pandemie net esou séier entwéckelt an duerchgesat.

Den Teletravail huet effektiv e groussen Impakt dorobber, wou a wéi dacks d'Leit sech tëscht hirem Doheem an och hirer Aarbechtsplaz beweegen, an an deem Sënn spillt d'Digitalisatioun, also dat, wat am Fong net vill physesche Raum brauch, eng immens grouss Roll fir d'Aart a Weis, wéi de Raum an Zukunft genotzt gëtt. An an deem Sënn gëllt et, d'Chancë vun der Digitalisatioun ze notzen, fir dass de Raum, deen eis zur Verfügung steet, esou effizient wéi méiglech ka genotzt ginn.

D'Zil, fir d'Wunnen, d'Schaffen an d'Fräizäit méi no beieneenzebrëngen, kann esou schonn zu engem groussen Deel erreecht ginn. Ënner anerem gëtt och d'Ofhängegkeet vum Auto e bësse méi kleng. Do, wou elo nach den Auto ganz vill Plaz brauch duerch breet Stroossen a Parkplazen, kënnen an Zukunft eventuell Places de rencontre, Wunnengen oder awer och aner Plaze fir Fräizäitaktivitéiten entstoen. An de Stadkär muss revaloriséiert ginn. Mir brauchen nees Stied vun de kuerze Weeër!

Mee nieft dem Verkéier ass de Mangel u Wunnraum ee vun de ganz grousse Problemer, virun déi de schnelle Wuesstum eis stellt. Well d'Land geschwënn u seng horizontal Grenze stéisst, wäert een ënner anerem mussen an d'Héicht bauen.

Si hunn haut och scho ganz vill Oplagen, wéi an ob si sech iwwerhaapt kënne weiderentwéckelen. Et gëtt fir si och ëmmer méi schwéier, bei all de bestoende Pläng, de Programmer, de Virgaben an och de Verwaltungen nach iwwerhaapt en Iwwerbléck ze behalen.

Sënn an Zweck vun all deene Pläng sinn net nëmmen eng koordinéiert laangfristeg Entwécklung, mee och eng verbessert Previsibilitéit a Rechtssécherheet fir jiddwereen, deen e Projet wëllt realiséieren. Wann d'Reegelen, no deene ka gebaut ginn, kloer an novollzéibar sinn, da verkierzt dat och d'Geneemegungsprozeduren. Et spuert een also Zäit a Geld. Duerfir ass et ganz wichteg, dass d'Hierarchie vun deene verschiddene Pläng, Gesetzer a Reglementer an och hire jeeweilege juristesche Stellewäert kloer definéiert ass.

D'Landesplanung orientéiert d'Politick. Dat bedeit, dass Gesetzer a Reglementer, déi a verschiddene politesche Ressorten ausgeschafft ginn, d'Ausriichtung vum PDAT musse respektéieren. Wien e Projet wëllt realiséieren a sech un dës Gesetzer hält, muss dann awer och sécher sinn, dass en dofir eng Geneemegung kritt. Et däerfen net nach zousätzlech Oplagen en cours de route gemaach ginn, déi esou net vun engem Gesetz oder awer vun engem Reglement virgesi sinn an eleng op enger Interpretatioun vum PDAT géife berouen.

Fir optimal Liewensbedingunge fir jiddweree kënnen ze garantéieren, mussen d'Biergerinnen an d'Bierger an engem partizipative Prozess mat agebonne ginn. Duerfir ass et ganz wichteg, dass d'Zivillgesellschaft bei der Ausaarbechtung vun dësem PDAT consultéiert gouf. Dat selwecht gëllt fir den Aménagement communal. Dat verbessert d'Verständnis fir d'Leit fir déi Defien, déi mir zesumme mussen ugoen, a vläicht och d'Akzeptanz fir d'Aschränkungen, déi sech dorauser erginn. De Projet de Programme directeur d'aménagement du territoire ass an deem Sënn och e Projet de programme fir d'Leit.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, keng Wirtschaft ouni Gesellschaft, keng Gesellschaft ouni Ëmwelt. Dës Erkenntnis bilt d'Fundament vun dësem PDAT, en Dokument, dat kuckt, wéi duerch eng Landesplanung, wéi duerch en Amenagement vun eisem Territoire den Iwwergang op d'Klimaneutralitéit ka favoriséiert ginn a gläichzäiteg eng héich Liewensqualitéit an eng héich wirtschaftlech a sozial Aktivitéit soll erhale ginn an och assuréiert ginn, en Dokument, dat de landesplaneresche Kader setzt, fir eis begrenzt Landesflächen a Ressourcë méiglechst clever kënnen ze notzen, esou datt och déi nächst Generatiounen nach eng optimal Liewenskonditioun kënne kréien.

Dësen Usaz, deen d'Wichtegkeet vun enger intakter Natur an engem Klima am Gläichgewiicht ënnersträcht, ass en Usaz, dee mir Gréng natierlech voll ënnerstëtzen, genausou wéi déi dräi iwwergeuerdent politesch Ziler, déi de Planungsmodell vum PDAT virgesäit.

De PDAT huet als éischt politescht Zil, de Flächeverbrauch progressiv ze reduzéieren. Mat all Hektar, dee mir verbauen an och versigelen, verléiere mir un Aartevillfalt, späichere manner CO_2 am Buedem, hëtzen eis Dierfer an eis Stied weider op a vergréisseren och d'Chance fir Iwwerschwemmungen an natierlech gëtt déi gréng Landschaft weider fragmentéiert.

Fir déi nächst, mee awer och fir déi aktuell Generatiounen ass et essenziell wichteg, datt mer hei géigesteieren. Dat ass net e Constat, dee just mir Gréng maachen, mee dat ass e Constat, deen och d'Biergerinnen an d'Bierger fuerderen a froen, fir eng Reduktioun vum Buedemverbrauch ze kréien. Dat weisen d'Resultater vun dem Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050, deen am Kader vu „Luxembourg in Transition" organiséiert gouf, souwéi och déi Recommandatioune vum PDAT bei der Biergerbedeelegungsprozedur 2018.

Dofir begréisse mir, datt de Projet vum PDAT ganz konkreet eng Halbéierung vun dem Flächeverbrauch op 0,25 Hektar pro Dag bis 2035 virgesäit, an dat Ganzt solle mer ab 2050 och op netto null reduzéieren. Esou en Netto-Null-Zil hu mir net just hei zu Lëtzebuerg. Dat gëtt och vun enger EU-Strategie gedroen. Et muss ee soen, datt eis Nopeschlänner Däitschland a Frankräich och schonn op dee Wee ginn.

Ech wëll op dëser Plaz awer wierklech betounen, datt progressiivt Reduzéiere vum Flächeverbrauch net heescht, datt mer net kënne méi Wunnenge bauen a schafen. Dat heescht och net, datt eist Land sech net weider ka wirtschaftlech entwéckelen.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Wat et heescht, dat ass, datt mer einfach eng nei Planungskultur brauchen. Amplaz ëmmer neit Bauland ze verbrauchen, gi mir op d'Flächekreeslafwirtschaft iwwer. Dat kenne mer éischter aus der Ekonomie.

De PDAT weist eis de Wee, fir ënnerbenotzt Flächen ze optimiséieren an ze reconvertéieren, Frichen ze notzen, Gebaier multifunktionell ze amenagéieren an op zentrale Plazen nozeverdichten, do, wou et och Sënn mécht. Mir mussen der Natur och zoubetonéiert Plazen erëm zréckginn.

Hand an Hand mat der Reduzéierung vum Flächeverbrauch geet dat zweet politescht Zil, nämlech datt mer do entwéckelen, wou et fir eist Land, awer och fir eis Gesellschaft am gëeegendsten ass. Mat dësem Punkt geet de PDAT de Problem vun engem wëllen an onkoordinéierte Wuesstum a sengen negativen Impakter un. Wa mir wëllen, datt rural Uertschaften hire Charakter behalen, da musse mir eebe Wunnengen an Aarbechtsplazen do entwéckelen, wou et Sënn mécht a wou och déi urban Zentre sinn. Dës Iddi ass nämlech net nei.

An do wëll ech vläicht eng kuerz Reaktioun op den Här Roth maachen, datt beim viregte PDAT, deen 2003 erauskomm war, déi Iddi och vun der CSV ënnerstëtzt gouf, datt d'Polizentren an d'CDAen an de PDAT iwwerhaapt sollen esou entwéckelt ginn, datt mer eis sollen eng national Strategie ginn. Mee och, voilà, de vergaangene PDAT …

M. Gilles Roth (CSV) | Mee ech hunn net de Contraire gesot, Madamm, et war en CSV-Minister, deen en deposéiert huet.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Genau.

M. Gilles Roth (CSV) | Da ginn ech dovun aus, dass d'CSV dermat d'accord war.

(Hilarité)

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Ma ganz gutt, datt Der dat nach eng Kéier ënnersträcht, well et war net ganz esou eriwwerkomm. Dofir wollt ech nach eng Kéier drop agoen.

Mee d'Vergaangenheet huet eis gewisen, datt mir am Fong méi staark Strategien an Instrumenter mussen opbauen, fir datt dës Entwécklung och an déi richteg Richtung geet a mir se och an déi richteg Richtung stäipen. Duerfir musse mir zesumme mat anere Politickfelder an och mat de Gemenge kucken, datt mer eis do déi néideg an déi gëeegent Instrumenter ginn, an dat ass och vum PDAT esou uginn.

En drëtte Punkt: De PDAT geet och drop an, datt mir am Urbanismus, an der Gestioun vun der Mobilitéit, an der Gestioun vum Waasser an den ekologesche Korridore mat de Grenzgebitter méi staark mussen zesummeschaffen. An dat ass och dat drëtt iwwergeuerdent Zil.

Mir begréissen dës Prioriséierung, well mer u sech eng Zesummenaarbecht immens wichteg fannen. An do muss ech och soen, datt den Här Turmes elo u sech iwwer den Interreg-Projet ganzer 50 Milliounen an de Grapp hëlt, fir datt dës Zesummenaarbecht besser strukturéiert gëtt an och méi kohärent ausgesäit.

De PDAT faasst déi grouss Leitlinne vun der Landesplanung fir d'Stad an och fir d'Gemengen zesummen. Doriwwer eraus wäert de PDAT och e wichtegt Orientéierungsdokument fir déi privat Acteuren sinn, dat Ganzt fir ze gesinn, wéi eist Land, wéi Lëtzebuerg sech soll mëttel- a laangfristeg entwéckelen.

Fir datt dëse PDAT2023 net en änlecht Schicksal wéi de PDAT vun 2003 erleit, ass et prioritär wichteg, datt mer eis no den Adaptatioune vum Programm och weiderhin domadder beschäftegen. An ech mengen, eise Minister huet dat och esou vir.

Mir mussen eis déi néideg Moyenen an Instrumenter ginn, fir datt déi nei Planungskultur mat lokalen, nationalen a privaten Acteuren an natierlech mat enger Bedeelegung vu Biergerinnen a Bierger och esou ëmgesat gëtt.

(Interruption par la présidence)

Ech wëll awer net vergiessen, der CSV Merci ze soen, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, well et ass wichteg, datt mer driwwer schwätzen, fir och verschidde Saachen kloerzestellen.

Vläicht elo just eng lescht Saach an da schléissen ech of: D'Gemengenautonomie ass hei absolutt net a Fro gestallt!

(Interruption)

Nee! An et ass en Dokument, dat eng Orientéierung gëtt, fir datt mir eis nohalteg kënne weiderentwéckelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Ahmedova, erlaabt Der, datt den Här Lies Iech eng Fro stellt? Här Lies, wannechgelift.

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt der Madamm Ahmedova gär zwou Froe stellen.

Ech mengen, mir sinn all dermat d'accord, datt eist Land weider wäert an och soll viruwuessen. Et stellt sech awer d'Fro beispillsweis: An deenen nächste Joren, wa mer weider wuessen, da brauche mer och nei Infrastrukture wéi beispillsweis Schoulen. Do ass d'Fro, déi sech da stellt: Sollen déi an Zukunft dann och iwwer siwen, aacht oder néng Stäck gebaut ginn, wa mer eis effektiv just nach an zentraler Lag solle weiderentwéckelen?

Dann awer d'Froen, déi ech wéilt stellen. Déi éischt Fro ass déi, ob d'Madamm Ahmedova da weess, wéi vill Quadratkilomeeter, respektiv vun deenen 2.586 Quadratkilomeeter, wéi vill Prozent dovun, verbaut sinn, dat heescht wou Wunnenge sti respektiv oder awer och Commerce ass, wéi vill Prozent dat vun deenen 2.586 Quadratkilomeeter sinn. Éischt Fro.

Déi zweet Fro: wa mer soen, datt mer an Zukunft solle sou optimal wéi nëmme méiglech mat eise Ressourcen, wat de Foncier ugeet, ëmgoen, wéi déi gréng Fraktioun dann zu, beispillsweis, Tinyhaiser steet, déi jo awer ganz ekonomesch sinn, déi awer effektiv vum

Landverbrauch, wéi gesot, net onbedéngt dat ausmaachen, wat d'Densificatioun ugeet.

Duerfir, hei hätt ech gär e puer Äntwerten op déi Froen. Merci.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Also, et ass eng Heure d'actualité an ech huele Stellung zum PDAT. Dir sidd elo aus dem Kader vum PDAT, mee ech ka probéieren, drop ze äntweren.

Ech mengen, ech hu keng Zuelen auswenneg am Kapp, mee mir si bei 10 %, 12 % verbauter Fläch hei zu Lëtzebuerg.

De Problem ass: Dir gesitt ëmmer erëm, datt mer eis Coulée-verteën an eis Gréngflächen ëmmer méi verbauen. Also do brauch ech, mengen ech, kee weidert Beispill ze ginn.

M. Marc Lies (CSV) | 10 %.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Ma 10 %. Ech sot 10, 12 %. Voilà.

An dat anert ass: Dir hat och nach no den Tinyhouses gefrot. Ech mengen, mir sinn hei elo net am Logement, mee ech kann Iech och ganz gären äntweren. An do muss ech soen, ech schwätzen och direkt mat Gemengen, wou ee ka Solutioune fannen a wou vill Gemenge vill Baulücken hunn, wou vill Gemengen nach al PAPen hunn, wou Bauterrainen einfach esou broochleien, fir u sech, ech weess et net, Spekulatioun vläicht, vläicht ass et och fir d'Enkelkanner. Ech soen net, datt d'Leit net sollen Terraine fir d'Enkelkanner halen, mee en attendant, datt dat richteg verbaut gëtt, kann ee jo déi Fläch notzen op eng temporär Aart a Weis an drop ..., sief et Tinyhaiser, sief et modulabel Haiser, et gëtt verschidden Aart a Weisen, wou ee kann temporär eng Plaz besetze fir eng gewëssen Zäit an duerno erëm fräischalten.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Ech hoffen, ech hunn Iech domadder eng Äntwert ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. E grousst Dokument hu mer virun eis leie gehat, interessant, deelweis mat gudden Iddien, deelweis och mat Iddien, déi ee ka kritiséieren, wann Der erlaabt, fir mech kuerz anzemëschen an déi Diskussioun vu virdrun.

Also, ech verstinn et awer och esou, dass dat heite schonn en Agrëff ass an d'Gemengenautonomie, an net esou, wéi gesot ginn ass, dass do déi total Fräiheet weider soll bestoen. Dat emol einfach just gesot.

Ech wëll dem Här Roth awer och villmools Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn, well et ass ëmmer interessant a ganz wichteg, dass mer iwwer Landesplanung schwätzen, grad hei zu Lëtzebuerg, wou mer jo awer trotzdeem sou schnell wuessen. Ech kommen natierlech drop zréck.

D'Fro ass dann och net onbedéngt, an dat ass vläicht eng kleng Kritick un deem Ganzen, wéi mer sollen an déi Richtung kommen, wou dat heiten higeet. Dat féiert jo, et huet elo keen et gesot, ech soen et dann, an den Eng-Millioun-Awunnerstaat. D'Fro ass net, wéi mer sollen dohinnerkommen, d'Fro ass éischter awer trotzdeem am Moment nach, ob mer dat wierklech wëllen an ob mer dat wierklech sollen ustriewen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An ech wollt einfach e bëssen erzielen. Ech erënnere mech awer drun, dass et eng Zäit ginn ass, virun e puer Joerzéngten, do hate mer hei am Land 360.000 Awunner.

D'Leit hu gréisstendeels an Haiser gewunnt, mat Gaart, oft souguer an Eenzelhaiser, mat enger ganz héijer Wunnqualitéit, wärend haut hei elo geschwat gëtt vun Tinyhaiser a vu grousse Wunnbléck, wou d'Leit da sollen an Appartementer wunnen.

Mir erënneren eis un eng Zäit, wou ee mam Auto zéng Minutte gebraucht huet, fir en Trajet an d'Stad ze maachen, wou een haut deelweis eng hallef Stonn bis eng Stonn brauch.

Mir erënneren eis un eng Zäit, wou effektiv d'Natur nach méi intakt war, wou manner zoubetonéiert war, wou nach méi natierleche Raum do war, souwuel an den Uertschafte wéi natierlech och ausserhalb.

D'Liewensqualitéit war fréier och eng vill besser. Et ass och hei gesot ginn: Mir liewen haut an enger Zäit, wou ganz vill Hektik ass. Dat kënnt jo och net vun näischt!

An ech froe mech einfach: Wat wëllen d'Leit eigentlech? A mir sollten eis froen: Wat wëllen d'Leit? Wéi wëllen d'Leit wunnen? An ech huelen awer un, ganz staark un, dass d'Leit sou änlech wunne wëlle wéi déi meeschten heibanne warscheinlech och wëlle wunnen, dat heescht an engem Haus, am beschten an engem Eenzelhaus, mat Gaart.

Virdrun ass gesot ginn, wéi wichteg dat ass. Dat huet een och wärend der Covidpandemie gesinn. An ech mengen, dat ass e ganz zentrale Punkt.

An ech géif wierklech oppassen, wa mer higinn a mir soe Verdichtung, méi no beieneeréckelen, an Appartementer wunnen, méi kleng wunnen, dat ass, mengen ech, awer net dat, wat Liewensqualitéit bedeit. Ech mengen, et ass net dat, wat Wunnqualitéit bedeit. An ech mengen, et ass net dat, wat d'Leit dobausse wëllen!

Loosst mech nach eng Klammer opmaachen: Et ass geschwat gi vu Wunnraum, dee feelt, vun Tinyhouses. Ech ginn do e klengen Tipp: Et ginn hei am Land immens vill Haiser aktuell, Dag fir Dag, Joer fir Joer, ofgerappt. Wa mer mol géifen déi Haiser, déi schonn do stinn, stoe loossen, da bräichte mer eis vläicht manner Gedanke ze maachen, fir vill méi ze bauen, well dann hätte mer jo schonn en Deel Wunnraum, dee mer guer net bräichten ze schafen – dee wier jo schonn do!

Lëtzebuerg wiisst a wiisst, pro Joer ëm duerchschnëttlech 12.000 Awunner, wat e Wuesstum ausmécht vun iwwer 2,2 % pro Joer. Eng einfach Héichrechnung ergëtt dann, dass mer dann eng Steigerung wäerte kréie vun haut 650.000 Awunner op eng Millioun, voire gutt iwwer enger Millioun, am Joer 2050. Dat ass och dat, wat eng ganz Partie Etüde virgesinn, wann dat esou weidergeet.

An do muss ee sech awer froen, ob dat wierklech dat ass, wat mer wëllen, ob dat dat ass, wat och realistesch ass!

De Liewensstandard hei am Land, de Liewensstandard ass dat, wierklech dat, wat mer ustriewen. An d'Liewensqualitéit do dergéint, wéi géif déi 2050 ausgesi bei enger Millioun Awunner, wa mer schonn all déi Problemer kucken, déi mer am Moment hunn? An da wësse mer jo och, dass mer iergendwann dann trotzdeem an eng Mauer rennen, well wien haut dervu schwätzt, vun 2050 enger Millioun Awunner, dee schwätzt jo och dervun, dass et duerno nach weidergeet, dat heescht alles dat, wat mer da lo maachen, dat wäerten eis Kanner a Kandskanner dann iergendwann ze spiere kréien. Mee dann ass et ze spéit, fir d'Rudder erëmzeräissen!

Ganz vill Problemer entstinn doduerch, ech wëll dat nach eng Kéier kuerz soen, och d'Wunnengsnout, d'Verduebelung vun de Präisser an Zäit vun zéng Joer, dat kënnt jo duerch de Wuesstum. Wëlle mer dat weidermaachen?

De Verkéierschaos: Mir haten am Joer 2000 hei am Land 260.000 Autoen, mir hunn elo, 2022, 440.000 Autoen. A jiddweree mierkt jo, wat op de Stroossen geschitt, wa mer pro Joer 10.000 Autoe bäikréien an awer net mat Zäite Stroosse kënne bauen. An den ëffentlechen Transport, sou schéin en och ass, kann do guer net déi mirakuléis Äntwert drop sinn, dat funktionéiert net!

Mir hu vun der Verbauung hei geschwat, vun Ëmweltproblemer, vun Zoubetonéierung. Am Joer 1990 waren hei am Land 4,3 % vun der Fläch bebaut, haut si mer op 10 %, 12 %, wéi grad gesot ginn ass. Wéi wäit wëlle mer nach kommen? Do ginn hei Léisunge virgeschloen, mee déi Léisunge ginn awer duerno op d'Liewensqualitéit, op d'Käschte vun der Liewensqualitéit a vun der Wunnqualitéit!

En héije Wuesstum féiert weider derzou, dass nei Infrastrukture musse gebaut ginn. Wou kënnt dat alles hier: Eisebunnslinnen, Stroossen, Schoulen, Sportshalen, Dreckstippen, d'Spideeler; alles dat, wat mer brauchen, déi Servicer alleguerten, alleguer déi Beamten, déi mer brauchen, fir dat Ganzt ze stemmen?

Do stelle sech also ganz, ganz vill Froen, a wa mer nach wëlle méi wäit goen, och iwwert d'Zesummeliewen hei am Land, wa mer déi nächste Joren nach weider 500.000 Leit hei ophuelen ...

Eiser Meenung no kann den Eng-Millioun-Awunnerstaat also net d'Zil sinn! Mir verzichte gär dorobber. An ech sinn iwwerzeegt, mat eis, Dir kënnt dobaussen eng Kéier d'Leit froen, a wa mer d'Leit wëlle matabannen, da kënne mer och ganz gäre e Referendum maachen, ech mengen ...

(Brouhaha)

... ganz vill Leit wëllen dat och net. An déi Fro, déi mer eis alleguerten hei sollte stellen, ganz éierlech, ass: Wéi komme mer am Fong ewech vun engem onkontrolléierten, iwwerdriwwenen, rapide Wuesstum a méi e gesonde mënschefrëndleche Wuesstum fir eist Land?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, Landesplanung ass eng vast Thematik an déi nei Approche, déi am Plan directeur erauszeliesen ass, mécht d'Thematik sécherlech nach méi ëmfangräich.

Mir begréissen awer dës Approche. An dat ass och mäin alleréischte Punkt. De Plan directeur huet de Meritt, dass e méi strukturell an transversal un d'Landesplanung erugeet an d'Wiesselwierkungen tëscht ekonomescher an territorialer Entwécklung a Flächeverbrauch méi däitlech mécht an dës dann och an e Verhältnis setzt zu dem Verbrauch vun den natierleche Ressourcen. Déi richteg Iwwerleeung, déi d'Wirtschaft als klengsten Ensembel gesäit, deen ouni Gesellschaft an eng intakt Ëmwelt net méi existéiert, erkennt un, dass sozial Gerechtegkeet engersäits an de Schutz vun der Ëmwelt an den natierleche Ressourcen anerersäits ekonomeschen Iwwerleeungen iwwergeuerdnet musse ginn. Sou wäit, sou gutt.

En entwéckelt interessant Iddien, mee beim Liese stellt ee sech awer noutgedrongen d'Fro, ob hei net Wonschvirstellungen entwéckelt ginn, ouni e Faarplan derbäizedenken, deen eis dann och dëser Virstellung méi no bréngt. Natierlech brauch ee Visiounen an der Politick, mee vun der Regierung erwaarde mir eis awer dann och, dass politesch Mesüren d'Ëmsetzung vun esou Visiounen och virubréngen.

Den éischte Problem hei ass natierlech, dass de Plan directeur zwar gesetzlech virgesinn ass, mee en awer keng Verbindlechkeet huet. Wéi d'Iwwerleeungen aus dësem Plan directeur elo an d'sektoriell Pläng afléissen oder net, ass eis net ganz kloer an domadder ass och net gekläert, ob de Plan directeur e schéinen Text bleift oder tatsächlech eng Kéier an d'Realitéit ëmgesat ka ginn.

D'politesch Praxis vun dëser wéi och vun de Virgängerregierungen ass a war nämlech eng, déi contraire zu dëser Strategie leeft. Well wann ech mech elo just op d'politescht Zil vum Flächeverbrauch beschränke respektiv op d'Entwécklung vun de Stied an den Zentre vun den Uertschaften, dann ass an der Vergaangenheet hei jo éischter de Géigendeel gemaach gi vun deem, wat elo als Ziler am Text steet. Elo seet d'Regierung jo warscheinlech: „Jo, mee mir änneren dat ab elo." Da froe mir eis dann: Mee wéi maacht Der dat dann? Stad- an Uertschaftszentre bidden ëmmer manner vun de wichtege Fonctioune fir d'Leit, déi do wunnen. Ëffentlech Servicer gi liberaliséiert a rationaliséiert, wouduerch Post- a Bankfilialen no bei de Leit e ganz raren Artikel ginn. Kleng Commercen an de Stied an Uertschafte stierwe carrement aus. An de meeschten Dierfer gëtt et guer näischt méi, mol kee Bäcker!

D'Geschäfter ginn éischter a grousse Surfacen op der grénger Wiss zentraliséiert, mat rise Parkingen derbäi, déi an éischter Linn Trafick schafen an de Konsumerismus befeieren. An der Stad muss ee laang sichen, fir nach eng Ersatzbier oder e Pak Schrauwen ze fannen. D'lokal Produktioun vu Liewensmëttel huet et schwéier, aktuell geréit grad dës ënnert d'Rieder, och well se bei de grousse Supermarchéé keng Abneemer fënnt fir hir Produkter. Wéi eng Strategie huet d'Regierung fir dogéint virzegoen? Mir kenne se net!

Bei de Logementer ass de Constat dee selwechten: Bauterrain an den Zentre läit brooch an déi néideg steierlech Mesüren, fir géint dëst Zréckhale vu Bauterraine virzegoen, wierke fréistens a 15 bis 20 Joer, wann dann iwwerhaapt! Dat selwecht bei de villen eidel stoende Wunnengen. Wärenddeem gesi mir éischter e weidere Flächeverbrauch op der grénger Wiss a Landgemengen.

De Problem hei ass, datt et keng Handhab op staatlecher Säit gëtt, well d'Gemengenautonomie eng méi räsonabel Entwécklung oft verhënnert an déi helleg Kou hei am Land, de private Besëtz, eng méi rational Buedempolitick onméiglech mécht.

Eng staatlech Mainmise gëtt et just bei de grousse Projeten am sektorielle Plang, op de Frichen, wéi NeiSchmelz oder Esch-Schëffleng. Hei ginn 30 % abordabel Wunnenge gebaut, d'Mobilitéit gëtt mat a Betruecht gezunn, et sollen Aarbechtsplazen am Quartier entstoen an et gëtt och keen neie Buedem versigelt.

Mee de Gros vun de Mënschen an den Aktivitéiten ass a scho bestoende Stied, Dierfer, Quartieren an Aktivitéitszonen an do gëtt och weider vill gebaut an do bleift et bei der Iddi an Annonce, ouni konkreet Handhab!

Interessant fanne mir déi Ausso, datt d'natierlech Ressourcen d'Limitten duerstelle fir de Flächeverbrauch an d'wirtschaftlech Entwécklung. Wat an eisen Aen awer do net gesot gëtt, ass d'Feststellung, datt mir déi Limitte jo scho längst iwwerschratt hunn, entre autres, wat den Zäregasausstouss an d'Aartevillfalt ugeet. Et misst also séier zu engem fundamentalen Ëmdenke kommen

Mee parallell zum vill ze luesen Ausbau vum ëffentlechen Transport an der duusser Mobilitéit gëtt weider immens vill Budget an de Stroossebau gepompelt, dee contraire zum Klimaschutz an dem Aarteschutz leeft. Nei Stroossen, Contournementen – wéi och zu Käerjeng –, den Ausbau vun Autobunnen neutraliséieren all déi aner luewenswäert Efforten an der Mobilitéit a suerge fir en onräsonabele Flächeverbrauch. Eraus kënnt eng Form vu Status quo, wou den Auto fir déi allermeescht weider am attraktivste bleift. Wat den neie Plan directeur dorunner ännert, idem fir de PNM, ass fir eis absolutt net kloer!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci der CSV, dem Gilles Roth, fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. Fënnef Minutten iwwert d'Landesplanung, dat ass zimmlech sportlech, dofir ginn ech éischter op déi méi grouss Linnen dovunner an.

Mir schwätzen haut iwwert déi nei Mouture vum Programme directeur, souzesoen d'Bibel vun der Raumplanung zu Lëtzebuerg. Bon, mat Bibelen hu mir Piraten et net esou, mee datt mir eng besser Raumplanung brauchen an engem Land, dat nëmmen esou grouss ass wéi d'Hallschent vun engem franséischen Departement, dovu si mir iwwerzeegt.

Et gouf schonn eng ganz Rei Programme-directeuren – deen éischten ass vun 1978, dee leschten elo vun 2023 – mat villen, zum Deel exzellenten Iddie wéi d'Dezentralisatioun, d'Regionaliséierung, d'Zentrale-Orte-Konzept, eng méi systematesch interministeriell Zesummenaarbecht, mee villes dovunner ass leider net esou ëmgesat ginn, wéi et ugeduecht war, well raumplaneresch Virstellungen oft nëmme Wonschvirstellunge bleiwen a sinn zu Lëtzebuerg, well villes just duerch den ökonomesche Brëll gekuckt gëtt.

Et bréngt awer näischt zréckzekucken, mir musse mat deem eens ginn, wat haut ass, a mat deem, wat nach kënnt.

Mir kenne jo wuel all de chroneschen Dilemma, an deem d'Raumplanung stécht – net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee ganz besonnesch bei eis –: Wa se net stéiert, dat heescht agräift, koordinéiert an och emol eppes verbitt, da bréngt se näischt, da brauche mer se net, da gëtt et genuch där aner Ministèren. Wa se awer stéiert an agräift, jo, da wëll kee se hunn!

De Programme directeur setzt sech ganz besonnesch mat der raimlecher Organisatioun vum Land auserneen. Mat de groussen Ziler kann een nëmmen d'accord sinn. Et geet am Fong drëm, eisem Territoire net méi zouzemudden, wéi e verdroe kann. Et ass vläicht net jidderengem bewosst, dass een och en Territoire iwwerfuerdere kann, seng Capacité d'accueil iwwerstrapazéieren, seng Ressourcen a seng Méiglechkeeten ze vill belaaschten. Mir schwätze vun der sozialer Kohäsioun, déi leider d'Baach erofgeet; genau esou kann ee vun der territorialer Kohäsioun schwätzen, och si ass zu Lëtzebuerg bedrot.

Natierlech muss d'Raumplanung och dem Klimawandel Rechnung droen, dat heescht: Net egal wat an net egal wou maachen, fir méi kuerz Weeër suergen, d'Aarbechtsplazen do ariichten, wou d'Leit och wunnen, d'Zoubetonéiere vun eise Landschafte reduzéieren, d'Wirtschaftsentwécklung op zentrale Plaze koordinéieren – déi allerdéngs dezentral verdeelt musse sinn –, d'Zentre vun eise Stied an Dierfer nei beliewen an opbléie loossen.

Allgemeng gëtt gefuerdert, der Raumplanung méi Stellewäert, méi Gewiicht ze ginn. Schonn an den 90er-Jore stoung an all Regierungserklärung, d'Raumplanung misst nieft de Finanzen déi grouss staatlech Koordinatiounspolitick sinn oder ginn. Mee firwat maache mer et dann net einfach? Firwat maacht Dir et net einfach? Mir mussen dofir net d'Raumplanung nei erfannen, mir brauchen och kee Superministère, mee einfacht, logescht Denken. D'Natur ze schützen, geet schonn duer!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir Landesplanung, den Här Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Gudde Mëtteg, Här President, gudde Mëtteg, léif Deputéiert. Ech si frou, dass mer hei e grousse Konsens hunn, dass mer an engem Land sinn, dat eng ganz dynamesch wirtschaftlech Entwécklung huet. Wann een eng ganz dynamesch wirtschaftlech Entwécklung huet, dann huet een oft och eng ganz dynamesch demografesch Entwécklung an ech mengen, mir sinn eis eens, mir kënnen net sou weiderfuere wéi bis elo!

Haut verbrauche mer 240 Fussballsterrainen all Joer, 240 Fussballsterraine verbaut dat Land hei am Moment! An dat kann net esou weidergoen. Firwat? Well mer d'Biodiversitéit futtimaachen. All Buedemversigelung ass schlecht géint d'Iwwerhëtzung. Mir wëssen aus dem leschte Summer, dass dat net gutt ass, och fir d'Gesondheet vun eise Leit.

Mir hunn och net genuch Leit op deene richtege Plaze wunnen. Dat heescht, mir hunn ze vill Leit, déi wunnen op enger Plaz, si schaffen op enger anerer Plaz. D'Madamm Cecchetti huet drop higewisen, ech mengen, dass mer déi lescht Joren och vill Servicer an eisen Dierfer verluer hunn an och an de Quartieren, wat dann och erëm derzou féiert, dass mer stänneg auf Achse sinn an dann natierlech stänneg am Stau stinn.

Haut hu mer 200.000 Frontalieren. An duerfir war et mer och wichteg, dass mer eis endlech emol ufänken, eng Strategie ze ginn: Wéi schaffe mer da mat deene Gemengen op där anerer Säit vun der Grenz zesummen?

Mir hu ronderëm Lëtzebuerg eng Aire fonctionnelle. Mir hunn eis d'Aarbecht gemaach ze kucken, wa bei enger Gemeng méi wéi 50 % vun hirem Emploi zu Lëtzebuerg ass ... An da gesäit ee, wéi wichteg dat ass fir déi Leit, déi bei eis schaffen, deenen hir Liewenskonditioun, déi ass wierklech zu Lëtzebuerg awer och an de Gemenge ronderëm ... An duerfir hu mer och an deem Aspekt vill méi prezis Iddien elo entwéckelt.

Wat wichteg ass ze verstoen – an ech mengen, dass den Här Roth dat net richteg duergestallt huet –: Wann ech wëll de Flächeverbrauch verréngeren, da muss ech mer en Zil ginn. Haut hu mer 240 Fussballsterraine pro Joer an eist Zil ass, bis 2035 op 120 erofzegoen. Dat heescht: Mir wëlle vun 0,50 Hektar pro Dag op 0,25 Hektar pro Dag erofgoen an natierlech ass dat e Richtwäert, dee fir d'ganzt Land kënnt.

An ech mengen, dat, wat wichteg ass, och fir d'Gedanken an d'Reflexioun an och d'Diskussioun an de

Gemengen ze stimuléieren, ass, datt een dann einfach emol seet: „Majo, stellt Iech emol vir, dat wier fir Är Gemeng!" An natierlech musse mer dat elo optiméieren an ech wäert dorobber kommen.

An ech vergläichen dat mat eiser Klimapolitick. Fir eeschthafte Klimaschutz ze maachen, hu mer decidéiert, eis Zäregaser ëm 55 % ze reduzéieren, an eigentlech kéint een da jo soen: „Majo, dat heescht fir 102 Gemengen am Land. All Gemeng muss 55 % vun dem CO_2 op sengem Territoire reduzéieren." An do gesäit een, dass dat natierlech net esou eent zu eent ass, mee déi 0,25, dat Hallef-sou-vill-Buedem-Versigelen, dat ass en Zil fir d'Land, dat mer elo mol exemplaresch eng Kéier och gekuckt hunn, einfach ze soen: „Ok, wat ass dann, wann dat fir all Gemeng wier?" An da geet et natierlech drëm, dass mer soen: „Ok, wou wëlle mer dann haaptsächlech eis entwéckelen?"

An ech mengen, do si mer eis relativ eens, ech kann hei e Saz eraushuelen, net vun 2003, mee aus dem CSV-Walprogramm: „Das räumliche Wachstum soll sich in Zukunft vorrangig auf das sogenannte zentrale Nord-Süd-Rückgrat konzentrieren", also de PRO-SUD, déi Agglo-Sud, d'Agglo-Zentrum, d'Stad Lëtzebuerg an d'Gemenge ronderëm, an d'Nordstad. An dann duerno steet: „Neben dem Nord-Süd-Rückgrat soll auch der ländliche Raum konsequent weiterentwickelt werden, allen voran die als ‚Centres de développement et d'attraction' ausgewiesenen Gemeinden."

Dat heescht, wat ech hei maachen, ass eigentlech dat, wat hei Konsens ass, dat ass: Mir sollen op deene Plaze bauen, wou mer schonn Infrastrukturen hunn. Wa mer dat net maachen ... Wann ech bei de Käschte sinn: Also 50.000 Leit an de Stied ënnerzebréngen, dat ass vill méi gënschteg bei de Kanalisatiounen, bei der Organisatioun vum ëffentlechen Transport, vun de Schoulen a sou weider, wéi wann ech déi selwecht 50.000 Leit iwwer Kilomeeteren a Kilomeeteren am ländleche Raum streeën. Ech mengen, ech brauch net ..., hei si Leit, déi wëssen, wéi deier e Kilomeeter Drénkwaasserleitung ass an och e Kilomeeter Ofwaasserleitung. Dat heescht, et mécht och ekonomesch Sënn, datt ech déi Entwécklung an de Stadzentre konzentréieren.

Also, éischten ...

M. Gilles Roth (CSV) | Mee d'Leit mussen dat och kënne bezuelen!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Éischte grousse Prinzipp: manner Buedem versigelen. Zweete grousse Prinzipp: op deene Plazen eist Land entwéckelen, d'Stad Lëtzebuerg a ronderëm. Mir hunn elo ganz rezent eng nei Konventioun ënnerschriwwen, d'Stad Lëtzebuerg an déi Gemenge ronderëm – do ass Är och derbäi! –, fir eebe méi enk zesummenzeschaffen. Mir hunn och am PRO-SUD ... An ech gesi jo hei zum Beispill d'Buergermeeschtesch vu Suessem, mir hunn, mengen ech, eng Dynamik am PRO-SUD, wéi mer se scho laang net méi haten. Ech mengen, mir hu jo och den Escher Buergermeeschter hei, deen de President ass, dat heescht, och do schaffe mer iwwert eng Konventioun mat mengem Ministère vill méi enk zesummen. An och an der Nordstad ginn d'Saache virun.

Déi Fro vun: „Wa mer manner versigelen, heescht dat, dass mer manner Wunnengsbau schafen?", dat kann een net esou eent zu eent beieneemaachen. Dat, wat mir elo nei recherchéiert hunn: An 101 Gemengen hu mer elo detailléiert all PAG gekuckt. Mir hu 5.000 Hektar, déi sinn an de PAGen, déi kënne lo entwéckelt ginn. Eise Problem hei am Land an der Wunnengskris ass net, dass mir net genuch Flächen hunn, eise Problem ass d'Mobiliséierung vun deene Flächen. An duerfir hu mer jo och als Regierung endlech de Courage gehat, d'Grondsteier unzegoen, d'Mobiliséierungssteier an esou weider an esou weider.

Dat heescht, et ass falsch, dat hei Dokument duerzestellen, wéi wann dat elo en negativen Impakt op de Wunnengsbau hätt. Dat ass net richteg! A fir den abordabele Wunnengsbau ass et esouguer esou, dass alles dat, wat mir hei maachen, notamment och d'Ëmsetzung vum Plan sectoriel „Logement", dat schaaft jo méi abordabele Wunnraum, well mer jo do d'Oplag hunn, dass op deenen Terrainen ëmmer muss 30 % abordabele Wunnraum geschaf ginn. An ech wäert och déi nächst Deeg nach méi prezis Zuelen noliwweren.

Wichteg ass och ze verstoen: Mir hunn aleng 1.800 Hektar Frichen. Mir entwéckelen zu Esch d'Rout Lëns, mir entwéckele MetzeSchmelz, zu Diddeleng och, wou déi fréier Schmelz war, zu Wolz an der Nordstad an zwëschen Dikrech an Ettelbréck, dat sinn alles besteeënd Frichen, a mir gi lo hin a mir huelen zum Beispill en Territoire, deen haut zu Féiz haaptsächlech e puer grouss Halen huet op engem Stack a Parkplazen, wou mer och elo mat der Monnerecher Gemeng probéieren, e Plang ze maachen, e Masterplang ze maachen, dass och do op versigelter Fläch méi Wunnengen, méi Service-, Bürosraim a sou weider kënnen entstoen.

Dat heescht, wat mer net däerfen ënnerschätzen, ass: Mir hunn an dësem Land immens vill versigelt Flächen, déi haut net méi genotzt ginn oder net optimal genotzt ginn, a mir sinn amgaangen, Pläng ze maachen, fir déi eebe mat Multifunktioun ze fëllen. An d'Multifunktioun ass och eng aner Äntwert. Wann ech haut eng Schoul bauen, an d'Stad Lëtzebuerg weist dat um Kierchbierg, do baut d'Stad Lëtzebuerg elo eng Schoul, do sinn déi ënnescht zwee Stäck Schoul an driwwer entsti Wunnengen. Zu Paräis, zu Kopenhagen, op anere Plaze maache se dat schonn an ech mengen, dass een uewen op esou enger Schoul ... Wann Der einfach emol wësst, wéi vill Stonnen d'Kanner an der Schoul sinn a wéi vill se net an der Schoul sinn, da wunnt Der warscheinlech do ...

(Interruption)

Da wunnt Der do wierklech op enger och meeschtens relativ roueger Plaz.

Dat Zweet, wat wichteg ass: Mir hunn, an ech mengen, do hutt Der och drop higewisen, ganz vill Frichen, mir hunn awer och ganz vill besteeënd Quartieren, Gasperech, Hollerech, Lalleng, zu Déifferdeng eng ganz Rei Quartieren, a mir hunn effektiv haut keng proaktiv Politick, wéi mer déi Quartiere weiderentwéckelen. Mir maachen elo zesumme mat der Gemeng Déifferdeng e Pilotprojet, wou mer soen: Mir huelen déi doten zwee Quartieren a mir kucken zesumme mat de Leit, déi do wunnen, an enger partizipativer Approche, wéi mer dee Quartier wëlle weiderentwéckelen.

A ganz oft ass déi wichtegst Fro d'Mobilitéit, well wa mir ... Och haut, wat geschitt dann haut? Haut kritt de Promoteur der Bomi hiert Haus ze kafen, setzt seng zwee Juristen drop, mécht maximal, wat de PAG erlaabt, an da kritt Der och Appartementshaiser dohinner, ouni dass Der schonn e Verkéierskonzept hat. Dat ass zimmleche Wildwest, wéi dat haut geschitt, well mer keng Planung hunn. An eis Iddi ass vun der Landesplanung an duerfir maache mer elo dee Projet zu Déifferdeng, dass mer dat geplangt maachen.

A wat immens flott ass: De Kadaster huet Lëtzebuerg iwwerflu mat Kameraen a mir hunn 3D-Biller vu ganz Lëtzebuerg, dat heescht, mir kënne mat de Leit aus de Quartieren hir Quartiere weiderentwéckelen opgrond vu Maquetten, wou se gesinn: „Majo, och wann op deem doten Haus nach e Stack drop ass a wann déi dote Baulück gefëllt ass, da gesäit dat nach ëmmer flott aus an ech kann dann och Servicer zréckbréngen, zum Beispill doduerch, datt ech e klengt Parkhaus bauen."

Op de Rez-de-Chaussée kënnt, wat weess ech, e Generalist dran, awer och vläicht e Carsharing, eppes fir mäi Recyclage oder mäi Ressourçage ze organiséieren, op den éischten, zweeten, drëtte Stack Autoen, déi parken, an uewendrop maachen ech eng Spillplaz oder eng Sportsplaz. Dat heescht, mir notzen dee selwechten Terrain vill méi effikass a mir bréngen an d'Quartieren och d'Servicer zréck.

Vläicht nach ee Wuert zu der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht: Ech mengen, dass et wichteg ass, och fir eis Wirtschaft, dass mer attraktiv bleiwen. A wat ass d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft? Mir mussen Talenter aus der ganzer Welt unzéien op Lëtzebuerg. All déi Leit wunnen dann net zu Lëtzebuerg, well et och deelweis ze deier ass, an da wunne se zu Arel, zu Däitsch-Oth, zu Villerupt, zu Thionville an och an deenen Dierfer ronderëm.

A wat wichteg ass, mengen ech: Mir brauchen en aneren Usaz vun Zesummenaarbecht zwëschent eise Gemengen op där enger Säit vun der Grenz an deenen dote Gemengen op där anerer Säit vun der Grenz. Mir hu lo iwwert deen neien Interreg-Projet 50 Milliioune fir aacht Bréckekäpp vu Lëtzebuerg an d'Grenzregioun, mir maachen ee ganz uewen am Land, Wäisswampech, mat der däitschsproocheger Gemeinschaft a mat der Eifel, een Naturpark, den däitsch-Lëtzebuerger Naturpark – ech mengen, dat ass dem Aly säi Land –, an dann niewendrun, laanscht d'Musel, d'EOM, dat heescht, do hu mer schonn eng gutt Zesummenaarbecht laanscht déi ganz Musel, wou de Gréiwemaacher Buergermeeschter och scho mat derbäi ass.

Dat heescht, mir kréien aacht Zesummenaarbechten, allkéiers sechs bis aacht Milliounen, wou mer da konkreet kënnen d'Problemer vun de Leit am Alldag ..., eng Vëlospist, déi et einfach net gëtt, vu Villerupt bis op Belval, obwuel d'Leit do einfach a siwen, aacht Minutte kéinten do sinn, an och douewen am Norde, wou mer esou vill Aarbechtsplazen, also esou vill Leit hunn, déi aus Däitsch-Belgien eriwwerkommen, kënne mer ganz flott dann an Zukunft zesummeschaffen.

Wat sinn déi nächst Etappen? Mir hu scho bal 40 Gemengen, déi geäntwert hunn. Et si lo nach zwou Wochen. Déi meescht Avisen, déi mer elo iwwerflunn hunn, soen: „Dir hutt Recht, mir brauchen eng aner Politick." A lo geet et natierlech drëm, dass mer dat zesummen auswäerten, an da wäert ech kucken, wéi eng Virschléi do nach op den Dësch kommen.

A fir dass et ganz kloer ass: D'Gemengen hunn hir Planungshoheit op hirem Territoire, dat stellen ech net a Fro, dat stellt d'Regierung net a Fro! Mee deen, dee seet: „Ech hunn eng Planungshoheit", deen huet och eng Responsabilitéit an och deen huet eng Responsabilitéit, fir manner Terrain an Zukunft ze versigelen.

An dann hu mir natierlech och als Regierung eng Responsabilitéit, net nëmmen a mengem Ministère, mee an der ganzer Regierung, och sektoriwwergräifend gutt zesummenzeschaffen. Ech ginn Iech e Beispill: Mir haten eng traureg Geschicht ronderëm, dass mer net ..., mir sinn net richteg virukomm mam Pompjeesbau fir d'Nordstad. Mir hunn dee Problem elo geléist, mir hu lo en Terrain a mir, d'Taina Bofferdeng an ech, wäerten nach an den nächste Méint elo kënnen dee Projet virstellen, dat hu mer koordinéiert iwwert d'Landesplanung. Mir hunn och aner komplex Projeten, ob dat elo Midfield ass an anerer, wou mer e koordinative Rôle hunn an da konkreet Virschléi maachen.

Also wäerte mer zréckkommen hei an d'Chamber mat eeben nach enger Rei Virschléi. Mir hunn eng

kollektiv Verantwortung. A wéi kënne mer déi gewannen? Mir kënnen déi gewannen duerch d'Participatioun vun de Bierger, déi mer en amont mathuelen.

Dat Zweet, dat wichteg ass: eebe multipurpose bauen; net nëmmen e Parkhaus, mee an deem Parkhaus ass och nach Plaz fir Servicer, ass och nach uewendrop Plaz fir eng Spillplaz; Schoulen eventuell sou bauen, dass ech se ka mat Wunnengsbau verbannen.

Mir hunn och an der Landwirtschaft eeben – Wéi kann ech Landwirtschaft a Solarenergie verbannen? – elo iwwert eng Pilotausschreiwung, wou mer eebe Landwirtschaft, Biodiversitéit a Solarenergie zesummeféieren, konkreet Projeten, wéi mer dat alles weiderbréngen.

Vun dohier merci fir d'Debatt de Mëtteg. An ech freeë mech, fir dann an, géif ech soen, dräi Méint heihinner zréckzekomme mat nach méi prezisen Iddien, wéi mer déi kollektiv Erausfuerderung kënnen ugoe fir e Land, dat eng gutt wirtschaftlech Dynamik huet, wéi mer eebe verhënneren, dass dat Land ze vill zoubetonéiert gëtt, an ech mengen, dat ass am Interêt vun eis a virun allem och vun eisen nächste Generatiounen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Landesplanungsminister. Direkt Parole après ministre fir den Här Aly Kaes.

M. Aly Kaes (CSV) | Jo, merci, Här President, merci, Här Minister, fir Är Erklärungen. Dir hutt an engem bestëmmte Moment gesot, heibanne géif et scho Leit ginn, déi am ländleche Raum och wëssen, wat e Kilometer Drénkwaasserleitung an Ofwaasserleitung géif kaschten. Wann Dir mir elo, an dat ass d'Fro, erkläert, wann d'Dierfer bis bestinn, an ech ... Et huet jo kee gesot, et géifen nei Unitéite realiséiert ginn, mee d'Dierfer bestinn an d'Dierfer si verbonne mat Leitungen, sou gutt am Waasser- wéi am Ofwaasserberäich, dann erkläert mir mol, wa mer net méi duerfen an deenen Dierfer oder an deenen Dierfercher eng bestëmmten Evolutioun maachen, wéi mir do déi Infrastrukturen, déi awer mussen do sinn, fir déi Leit, déi elo schonn do sinn, wéi mir déi Infrastrukturen nach iergendwou an de ländleche Gemenge bezuelt kréien!

Merci.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Also, ech mengen, et ass esou: Wann Der Iech dat ukuckt, déi meescht ländlech Gemengen hunn dann nach ganz vill Potenzial, och mat deenen 0,25 do, also, et ass kee Stopp vun der Entwécklung. An et soll natierlech esou sinn, dass mer dann, wa mer entwéckelen, och am ländleche Raum do entwéckelen, wou mer schonn Infrastrukturen hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech wousst nämlech net, ob dat géif goen oder net. Den Här President huet genéckt.

Här Minister, et wier awer wichteg, dass Der hei virun der Chamber géift soen, besonnesch och opgrond vun dem Avis vun dem Syvicol, wou jo all d'Gemengen dra vertruede sinn, wat déi juristesch Verbindlechkeet ass vun dem Programme directeur vun der Landesplanung, sou wéi en do ass. Ech hat Iech dat als éischt Fro gestallt.

2018 ass am Gesetz verankert ginn, dass et keng juristesch Contraignance hätt. Et gëtt awer an Ärem Dokument, obschonn d'Gesetz dat net virgesäit, gesot, mee dat kéint awer derzou féieren, dass opgrond vun den Objektiver vun dem Gesetz iwwert den Aménagement communal, wann eng Gemeng sech net géif un déi Verdichtungs- an Artificialisatiounskrittäre halen, sou wéi Der se virgesinn hutt, dass da kéinten d'Perimeetererweiderunge refuséiert gi vum Inneministère. Oder net? Ech mengen, dat ass eng essentiell Fro, d'autant plus wou d'Gemenge jo elo hir Avise musse ginn.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Also, ech mengen, d'Äntwert, déi kënnt aus där Detailanalys, déi mer gemaach hunn, wou mer en plus ... Mir hunn elo – 100 vun 102 Gemengen hunn dat gemaach – 5.000 Hektaren an de besteeënde Bauperimeeteren. Duerfir, fir elo besteeënd Bauperimeeteren opzemaachen, dat mécht wierklech kee Sënn. A vun deene 5.000 sinn der ganz, ganz vill, dat si Frichen, déi mer kënnen entwéckelen, an ech mengen, dass se och e ganz, ganz grousse Potenzial hunn an der Noverdichtung oder an der Weiderentwécklung vun de Quartiers existants. An elo geet et eigentlech drëm, dass mer zesumme kucken: Wéi eng Instrumenter entwéckele mer do?

Dat, wat interessant ass a wou mir eis ganz vill inspiréiert hunn, ass an der Schwäiz: D'Schwäiz hat 2008 e Referendum iwwert d'Landesplanung. Duerno hu se hiert Gesetz verbessert. Duerno hu se zum Beispill decidéiert, datt se bei de Garë verdichten. Zwee Drëttel vun hiren zousätzleche Büroen huet d'Schwäiz säit 2010 bei de Garë gemaach, wat natierlech ideal ass, well ech dann den ëffentlechen Transport hunn. D'Schwäiz huet och zum Beispill hir ganz Berodung op der Schnëttstell zwëschen engem Urbanist, engem Architekt an de Paysagiste gruppéiert an eppes, dat heescht „Paysage suisse".

A sou eppes hu mer schonn an engem Embryon. Haut ass eng Zesummenaarbecht, déi mer hunn, mat de grousse Stied an eis, dat heescht CIPU. Et geet elo drëm, esou konkreet Instrumenter am Dialog mat virun allem de Gemenge weiderzeentwéckelen.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth kritt nach eng Kéier d'Wuert zréck.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wëll wierklech net – mir sinn hei an der Chamber an der Plenière –, dass dat e Pingpong gëtt, mee dat hei ass eng essentiell Fro. Här Minister, Dir hat d'Chance net, dass Der eng Kéier Buergermeeschter waart, mee hei sëtze vill Buergermeeschteren a fréier Buergermeeschteren an der Chamber. Et ass net esou, wann Terrainen op dem Reißbrett an dem PAG sinn, dass déi kënne vun haut op muer iwwerhaapt mobiliséiert ginn. Och wann Der de Leit do Taxen drop klaakt: Dat geschitt net! Well och d'Leit net d'Méiglechkeet hunn an och net d'Suen hunn, fir op Terrainen, déi se hunn, e Lotissement ze realiséieren. An duerfir kënnt Dir net soen: „Mir hunn nach esou vill Hektaren, déi an de Perimeeter sinn, elo brauche mer fir d'éischt déi, ier mer eng Perimeetererweiderung maachen." Esou funktionéiert d'Welt an de Gemengen net!

A mir musse Kloerheet hunn! Mir musse Kloerheet hunn, d'Gemengen alleguerten hei am Land, och déi, déi zukünfteg Verantwortung huelen, ob se eng PAGs-Erweiderung nach geneemegt kréie vun engem Inneminister, wann dee Verdichtungsfacteur oder dee Versigelungsfacteur, sou wéi e bei Iech am Dokument festgesat ass, wann deen net respektéiert gëtt. Do muss eng kloer Äntwert kommen. An hei ass déi beschte Plaz, wou Der déi kënnt ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Also weeder d'Landesplanungsgesetz nach de PDAT erlaben eis juristesch, fir déi 0,25 quasi als eng Norm festzeschreiwen, mee et ass eng Orientéierung – et ass eng Orientéierung! Ech mengen, Dir hutt virdrun Är Gemeng ugeschwat, d'Gemeng Mamer, an all déi Gemengen, déi ronderëm d'Stad Lëtzebuerg sinn, do ass et warscheinlech sënnvoll, dass ee liicht méi héich geet wéi déi 0,25, well ech jo do an engem urbane Raum sinn, wou ech och schonn eng ganz Rei Infrastrukturen hunn. Dat ass genee déi Diskussioun, déi mer elo kënnen zesumme féieren.

Ech hoffen, dass mer ... An ech gesinn och elo, wann ech déi éischt Rapporte liesen, Avisen, déi ech vun de Gemenge kréien: Mir hunn e Konsens, dass mer méi virsiichteg mat der Zoubetonéierung, mat der Versigelung mussen an och sollen ëmgoen.

An elo geet et natierlech drëm, dass mer kucken, fir dee Facteur, deen elo einfach e Standardfacteur war, dee vun eeben 0,5 Hektar op 0,25, dass mer deen elo esou fein zéien, dass mer eeben déi Plazen, wou et Sënn mécht, dass mer méi entwéckelen, dass déi méi en héije kréien an déi aner dann eventuell e bësse méi e klengen.

Mee nach eng Kéier, et gesäit relativ gutt aus, well mer eeben och ganz vill Frichen hunn a well mer och d'Méiglechkeet hunn, an de Quartiers existants Saache weiderzeentwéckelen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Landesplanungsminister Claude Turmes. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du contrôle médical de la sécurité sociale

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Contrôle médical vun der Krankekeess, déi d'politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Marc Hansen, den Här Jeff Engelen an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo d'Madamm Nathalie Oberweis als Vertrieder vun der Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Ministeren, ech hunn dës Debatt ugefrot an der Suite vun zwou Question-parlementairen, déi ech gestallt hat, zum Droit d'accompagnement beim Kontrolldokter vun der Sécurité sociale.

Den Ophänker ass deemno d'Recht, sech begleeden ze loossen, wann ee bei de Kontrolldokter geet, an dat virum Hannergrond vun alle méigleche Reprochen, déi een ëmmer erëm héiert vu Leit, déi concernéiert si vun enger onwierdeger Aart a Weis, wéi se do behandelt gi vu gewëssene Kontrolldokteren.

Virop sief gesot, dass et an dëser Debatt natierlech net drëms geet, iergendeen un de Pranger ze stellen. Als Mënscherechtsverteidegerin hunn ech eng ganz grouss Sensibilitéit fir Mënscherechter an ëmsou méi, wann dës Mënschen an enger vulnerabeler Situatioun sinn, also zum Beispill krank sinn. An ech mengen, ech kéint behaapten, wann ee bei de Kontrolldokter geet, ass ee meeschtens krank an et ass een an enger vulnerabeler Situatioun.

An et ass awer leider esou, dass déi meescht Leit do effektiv eng Begleetpersoun refuséiert kréien, wou ech fir d'Begleetrecht argumentéiere mat follgenden

Argumenter: dass dës Leit jo krank sinn, also och Patient sinn, dass de Kontrolldokter och en Dokter ass an dem Collège médical ënnersteet, dass et mengen Informatiounen no quasi systematesch zu engem Examen médical kënnt an dass de Kontrolldokter e Gutachte mécht an d'Befunder vum Médecin traitant kontrolléiert. Dat si meng Argumenter, fir d'Begleetpersoun ze erméiglechen.

An do argumentéiert de Minister Haagen a senger Äntwert op meng Question parlementaire, dass et net e „Patient" ass, mee en „Assuré", dee bei de Kontrolldokter geet – ech wëll gär fairerweis all d'Informatioune ginn –, dass een net als Patient dohinnergeet, mee als Assuré, dass sech deemno och net d'Patienterecht applizéiert, dass de Kontrolldokter an den Assuré verschidden Interessien hunn an dass si keng Relatioun hu wéi e Patient mat sengem Médecin traitant an dass et, well et keng esou eng Relatioun gëtt, och deemno keng Rechter, also och keen Droit d'accompagnement, géif ginn. Dat ass also d'Analys vum Minister.

Ech mengen, dass een awer hei e wéineg, wann ech dat däerf esou soen, op Wierder ronderëmreit, an ech kommen duerno nach eng Kéier op d'Fro vum Droit d'accompagnement zréck.

Ënnert dem Stréch fannen ech, dass ee sech d'Fro muss stellen: Ëm wie geet et hei? An: Ëm wat geet et hei? Geet et ëm de Mënsch, ëm de Patient oder ëm den Assuré – nennt en, wéi Der wëllt – oder geet et ëm eng Administratioun, ëm hir intern Logik a Missioun?

Fir op dës Froen ze äntweren, wëll ech e bëssen aushuelen. Ech hunn, fir dës Debatt ze preparéieren, mat Acteure vum Terrain geschwat, ënner anerem der Patientevertriedung, dem Collège médical, engem Sozialpartner an natierlech enger Rei vu betraffene Persounen. En Echange beim Kontrolldokter hat ech och ugefrot, mee dee war net méiglech.

Dobäi wëll ech fir d'éischt soen, dass ech net d'Noutwendegkeet vun der Kontrollmedezinn a Fro stellen. Generell, mengen ech, muss ee wouerhuelen, dass Mënschen, déi bei de Kontrolldokter ginn, convoquéiert ginn, an der Reegel gestresst sinn an intimidéiert sinn. Net fir näischt heescht dës Administratioun „Kontrollmedezinn". Dës Dokteren üben also eng Kontroll aus a sinn deemno an enger Muechtpositioun.

Elo stellt Iech emol vir, wéi intimidéiert een eréischt muss sinn, wann een eng Krankheet huet, déi net visibel ass, also zum Beispill eng psychesch Erkrankung. An ech wëll hei e puer Temoignagë vu betraffene Leit mat Iech deelen. Zitat: „Et fillt ee sech wéi op enger Uklobänk." Zitat: „Do gëtt et null Verständnis", „Et fillt ee sech ageschüchtert", an: „Et gëtt een net eescht geholl." Aus zwou Quelle krut ech souguer gesot, dass den Drock esou wäit ka goen, dass ee mat Suizidgedanken eventuell kann erausgoen.

Mir all hunn esou Temoignagen héieren, et ass näischt Neits. An do sief bemierkt, dass et net just negativ Temoignagë ginn, dat héiert een och ëmmer erëm vu Leit, dass se eng positiv Experienz gemaach hunn.

Am schlëmmsten awer schéngt et deenen ze goen, déi eng psychesch Erkrankung hunn. Et wier, Zitat, „eng Hexejuegd géint psychesch Kranker", esou en Acteur um Terrain. Dës géifen als Simulanten ofgestempelt ginn an et wär un hinnen, ze beweisen, dass se net simuléieren. Si misste sech Aussoen unhéiere wéi: „Rapp dech um Rimm!". A mir wëssen alleguerten, dass psychesch Kranker bei esou enger Ausso ..., dass dat ënnerschwelleg esou vill bedeit wéi: „Du bass jo net krank, hal op domadder!"

An dann nach déi Wierder vun engem Betraffenen, also engem psychesch Kranken, Zitat: „Ech hu mech misse rechtfertegen, firwat ech net ka schaffe goen." „Dat Schlëmmst sinn déi Deeg virdrun", seet de Betraffenen, „do ass näischt méi mat mer unzefänken a meng Therapeutin kann net méi mat mer schaffen, well ech esou e Wrack sinn." Anert Zitat: „Esou erniddregt sinn ech a mengem Liewen nach ni ginn."

Kolleegen a Kolleeginnen, mir solle kranke Mënschen empathesch begéinen a se eescht huelen! Mir solle virun allem och psychesch krank Mënschen eescht huelen! Wat ass mat all deene Verspriechen a politeschen Erklärungen, och hei an der Chamber, zur Santé mentale, dass mer se endlech mussen eescht huelen? Jiddereen huet e Recht drop, mat Wierd behandelt ze ginn. An dat Recht gëtt hei, mengen ech, kann ee soen, relativ dacks violéiert!

Ech wier frou, wann de Minister duerno kéint op dës Méssstänn, dës onwierdeg Aart a Weis, mat Mënschen ëmzegoen, agoen a wéi hie gedenkt, dergéint virzegoen.

Ech wëll elo nach op eng Rei méi konkreet Virwërf agoen, déi net nëmme vum Toun schwätzen, mee och vun der Qualitéit vun der Aarbecht. Betraffener bekloen, dass si beim Kontrolldokter net ëmmer ausschwätze gelooss ginn, dass hinnen net ëmmer nogelauschtert gëtt. Doriwwer eraus, dass dëst mënschlech gesinn natierlech katastrophal ass, kann ee sech froen, wéi e Kontrolldokter seng Aarbecht seriö ka maachen, wann engem Patient net anstänneg nogelauschtert gëtt.

Et feelt hinnen, an esou gëtt gesot, souwuel vun Assuréen, mee och vun aneren Dokteren, un Empathie, also der Kompetenz, sech an aner Mënschen eranzespieren, an ech mengen, mir kënnen dovunner ausgoen, dass dat eng néideg Kompetenz ass, déi en Dokter muss hunn, wann e sech wëll an de Patient oder Assuré eraspieren.

Dat ass net eppes, wat een eemol héiert. Ech soen hei net eppes, wat ech just eemol héieren hunn, mee wat een x-mol héieren huet.

Des Weidere géife Rapporte vu Médecin-traitanten net ëmmer gelies ginn oder consideréiert ginn – net ideal, wann een e Fall wëll seriö behandelen! D'Kommunikatioun dann tëscht der Kontrollmedezinn an de Médecin-traitantë wier, wat d'Direktioun ugeet, net gutt, a wat de Rescht vun der Kontrollmedezin oder de Rescht vun de Kontrolldokteren ugeet, net do. Dat wier problematesch. Wéi soll een e Fall vun engem Patient léisen, wann een den Dossier net an der Déift mam Médecin traitant och kuckt? Souvill och vum Collège médical.

Eng, Zitat, „autoritär Manéier" bedauert dann och de Collège médical, an dat net nëmme vis-à-vis vun de Patienten, mee och vun de Médecin-traitanten. Och bedauert de Collège médical, dass d'Entscheedunge vum Kontrolldokter dacks en Agréff sinn an d'Vertrauen an der Relatioun tëscht dem Patient a sengem Dokter, well eng Entscheedung einfach esou ka gekippt ginn. Zum Beispill géif et rezent dacks Refuse gi fir eng Nosuerg am Ausland, zum Beispill bei enger laanger Krankheet. Och dat krut ech souwuel vum Collège médical wéi vun der Patientevertriedung gesot.

Do, wou soss kee Problem war, sech am Ausland op där selwechter Plaz, wou een am Traitement war, och noversuergen ze loossen, also kontrolléieren ze loossen eemol d'Joer, do géif et an der Lescht dacks zu engem Refus kommen, deen net motivéiert wier, also engem prinzipielle Refus, sou hunn ech mer et soe gelooss, ouni den individuelle Fall ze consideréieren an dacks ouni iergendwellech Erklärung.

Hei wéilt ech op en Dokument agoen, dat ech fonnt hunn, de Règlement grand-ducal vum 6. Juli 1979, an ech wéilt de Minister froen, ob dee Règlement grandducal och fir de Kontrolldokter gëllt, well do steet am Artikel 12, dass den Administré – also, et geet ëm d'Relatioun tëscht der Administratioun an dem Administré – d'Recht huet op Informatiounen, déi enger Entscheedung zugronn leien. Esou steet et och am Patienterecht. Mee mir wëssen, dass d'Patienterecht hei net gëllt.

Ech weess vu Fäll, wou dës Informatiounen net geliwwert gi sinn an och nom Aschalte vum Affekot no iwwert engem Joer nach ëmmer keng Informatiounen zu enger gewësser Entscheedung vun der Kontrollmedezinn gefloss sinn. Also d'Fro, ob d'Recht op Informatioun, esou wéi et an dem Règlement grandducal vum 6. Juli 1979 steet, och gëllt.

Här President, ech wéilt nach op den Aspekt vun de Kompetenzen ze schwätze kommen. Et schéngt mer do e Problem ze gi vun enger disproportional grousser Muecht, déi bei de Kontrolldoktere läit. An de Wierder vun enger betraffener Persoun: „Den Aarbechtsdokter seet, ech si krank, de Spezialist seet, ech si krank, mee de Kontrolldokter seet Nee, an dat ouni Justificatioun."

Wéi kann dat sinn? Wéi kann et sinn, dass Kontrolldokteren, déi an de meeschte Fall Generaliste sinn, iwwert den Avis vun engem Spezialist kënnen ewechentscheeden? Firwat ass den Avis vun engem Kontrolldokter méi wäert wéi den Avis vun engem Spezialist? A wéi kann et sinn, dass den Avis vun engem Kontrolldokter deen ass, deen ausschlaggeebend ass, woubäi ee vläicht zwee oder dräi aner Avisen, wéi gesot, och vu Spezialisten huet?

D'Patientevertriedung an de Collège médical bedauere béid, dass d'Patienten oder d'Assuréen – nennt et, wéi Der wëllt! – dacks emol net bei engem Kontrolldokter landen, deen annähernd eppes mat där Spezialiséierung ze dinn huet, wou et drëms geet. Well et muss ee jo wëssen, dass entre-temps och bei der Kontrollmedezinn gewëss Spezialisten agestallt goufen, mee dass een eeben net ëmmer bei dee kënnt, wou een am noosten am Endeffekt mat senger Diagnos oder mat sengem Problem ass.

Dozou géifen dann d'Kontrolldokteren äntweren, hunn ech mer soe gelooss: „Mir si Médecins-conseil a mir decken alles of. „D'Arroganz vun der Muecht!", kann ech do just soen. Et ass ni gutt, enger Institutioun ze vill Muecht ze ginn an ze loossen.

Mir hunn hei eng Verwaltung, déi Entscheedungen iwwer Mënschen an hiert Liewen hëlt. Dës Entscheedunge sinn dacks anonym, dacks net motivéiert an dacks net fondéiert. Dat heescht, e feelt u Rechenschaftsflicht. Wou ass do d'Verantwortung?

Här President, d'Auer ass stoe bliwwen, mengen ech. Just, ech weess net, wou ech dru si mat menger Zäit.

Ech wier frou, wann de Minister och duerno op dës Fro vun der feelender Rechenschaftsflicht kéint agoen.

Da stellt sech als nächst d'Fro vun der Missioun vun der Kontrollmedezinn. Déi grondsätzlech Fro fir mech ass: Ëm wien an ëm wat geet et eigentlech hei? An ech hu mer vu Beobachter soe gelooss, Zitat: „Et geet drëms, d'Keess ze sanéieren."

De Kontrolldokter a besonnesch d'Direktioun géife sech als Garant vum Budget vun der CNS gesinn. Dëse wéilt, Zitat, „beweisen, dass vill Leit abuséieren", an, Zitat, „Krankeschäiner brieche fir ze spueren". Dat wier d'Logik.

Am Artikel 23 vum Code de la Sécurité sociale steet jo dann och den „utile et nécessaire", also nëmmen dat Noutwendegt an Néidegt. Do kann ee sech nawell

froen, an dat ass déi Fro, déi ech mer stellen, ob dës Linn dann en neutraalt an empathescht Virgoe vun engem Dokter vis-à-vis vun engem Assuré iwwerhaapt nach erméiglecht. Et kéint een d'Hypothees stellen, dass eebe grad dës minimalistesch Linn en empathescht Virgoen eigentlech verhënnert.

Fazit: Ëm wie geet et? Et kann ee sech legitimmerweis froen, ob de Patient oder den Assuré ëmmer am Zentrum bei dem Kontrolldokter steet. An ech mengen, et kann ee mat Sécherheet beäntweren, dass dat net ëmmer de Fall ass.

Dofir ass den Droit d'accompagnement – ech kommen zréck op den Droit d'accompagnement – esou wichteg. Et ass eigentlech egal, ob et en Assuré oder Patient ass, ob et eng Relatioun tëscht dem Patient oder dem Assuré mat sengem Dokter oder Kontrolldokter gëtt oder net, fir dass ee sech soll kënne begleede loossen. Well eng Begleedung ënnerstëtzt, eng Begleedung stäerkt an eng Begleedung gëtt engem och seng Würd erëm.

Vill aner Acteuren um Terrain sinn och fir dësen Droit d'accompagnement, ënner anerem d'Doktere vum Collège médical, mee och d'Patientevertriedung a Sozialpartner.

An da wéilt ech vum Minister och op engem mënschleche Plang eng Äntwert kréien op dës Fro, ob hien net der Meenung ass, dass Mënschen an esou enger Situatioun sech solle kënne begleede loossen, wa se krank sinn an eeben och vulnerabel sinn a bei eng Kontrollinstanz geruff ginn.

A well ech néierens liesen a well néierens geschriwwe steet, dass den Assuré net d'Recht huet, sech begleeden ze loossen, proposéieren ech an enger Motioun, dass d'Regierung sech derfir engagéiert, dass dëst Recht dann och bei der Kontrollmedezinn mat afléisst.

An donieft wäerte mir och e Bréif eraginn, fir an der zoustänneger Kommissioun den Direkter vun der Kontrollmedezinn ze invitéieren, fir him eng Rei Froen iwwer säi Service ze stellen.

Villmools merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que les assurés vivent souvent le contrôle médical comme un moment de stress qui nécessite souvent un soutien émotionnel et moral ;

– considérant que les assurés se trouvent souvent en situation de vulnérabilité lors du contrôle médical à la vue de leur état de santé ;

– considérant les allégations nombreuses de comportement indigne et non respectueux de la part de certains médecins-conseil vis-à-vis des assurés ;

– considérant les allégations de décisions arbitraires et non transparentes de la part de certains médecins-conseil ;

– considérant que des examens médicaux ont lieu de façon quasi systématique ;

– considérant qu'il existe un droit d'accompagnement pour les patients lorsqu'ils ont un rendez-vous chez leur médecin ;

– considérant que les arguments en faveur du droit d'accompagnent, en l'occurrence la formulation « pour le soutenir et l'aide » (article 7 de la loi du 24 juillet 2014), peuvent être repris pour les visites auprès du médecin-conseil,

invite le Gouvernement

– à s'engager pour un droit d'accompagnement des assurés lors des visites auprès du contrôle médical de la sécurité sociale.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un d'Madamm Cecchetti, dass se déi Fro iwwert de Contrôle médical ugefrot huet.

De Contrôle médical ass en Dossier mat ganz grousser Wichtegkeet an och dat, wat d'Madamm Cecchetti gesot huet, vum Begleedeloossen.

Une voix | D'Madamm Oberweis, Här Spautz!

M. Marc Spautz (CSV) | Wéi hat ech elo gesot, pardon? O, pardon! Madamm Cecchetti, pardon! Madamm Oberweis, pardon! Ech tauschen nach eng Kéier, jo. Jo, se si mer allen zwee esou léif, dofir hunn ech elo …

Plusieurs voix | O!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat ass d'Preferenz fir d'Fraen am Süden.

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | De Contrôle médical huet eng ganz grouss Wichtegkeet an et ass och wichteg, dat Ganzt awer an enger Gesamtheet ze kucken. Wa mer vum Contrôle médical schwätzen, musse mer och vun der Médecine du travail schwätzen, musse mer och vun de Spezialisten an de Generalisten schwätzen, well dat Ganzt awer aneneegräift.

Ech wëll just ee Beispill direkt soen, an et ass do, wou een d'Fro muss vum Accompagnateur stellen, wou d'Madamm Oberweis dat elo grad gesot huet. Déi Diskussioun ass och oft bei der Fleegeversécherung. Dat huet elo näischt direkt eppes heimadder ze dinn, wou och do de betraffene Patient eleng gesi gëtt a wou et och do oft net oder guer net méiglech ass, dass deen och nach en Accompagnateur huet, a wou do oft Famill an och nach aner Leit herno net verstinn, wat do an deem Rapport steet, well dann dee Mënsch, deen amgaangen ass, enger Krankheet entgéintzegoen, dann och an der Fleegestuf gesot kritt: „Dir hutt iwwerhaapt kee Problem." Mee d'Famill an déi Leit, déi ronderëm sinn, si wëssen awer aner Saachen dozou. Do kann een dat och änlech kucken.

Dat selwecht ass mat der Geschicht Inland an Ausland. An ech wëll bewosst net alles an een Dëppe geheien. Do gi Leit vun hirem Dokter an d'Ausland iwwerwisen an da kréie se awer herno e Refus vun der Krankekeess ausgeschwat. Wann dat och an der Häerzmedezinn an an der Aemedezinn, wou Lëtzebuerg jo awer an Zwëschenzäit e grousse Centre de compétences huet, duerchaus heiansdo ze verstoen ass, esou ass et awer och heiansdo komplizéiert, dat Ganzt nozevollzéien.

An ech wëll dat markéieren un engem Beispill, wou e Mann an der Aarbechtsmedezinn gesot kritt huet: „Du kanns net méi fir alles zur Verfügung stoen opgrond vun deenen Häerzproblemer, déi s de hues!" Hei zu Lëtzebuerg kënnt en awer net bäi, fir Analyse gemaach ze kréien. Du huet e gefrot, fir hei an d'Nopeschland déisäit der Musel kënnen ze goen. An e kritt einfach keng Autorisatioun, fir dohinnerzegoen. Dee Mann ass elo schonn zanter Wochen a Méint beanträchtegt. E seet: „Ech géif gäre schaffen." Et ass net, dass en am Krankeschäin ass. „Mee ech géif gären erëm apte sinn, fir all meng Aarbechten ze maachen, an dat geet net."

Ech ginn e Beispill vun engem Mann, deen e schwéiert Accident hat, an en ass do an e Spidol komm an dat Spidol huet en an d'Ausland transferéiert. Do hat awer d'Famill oder den Dokter, deen hei traitéiert huet, vergiess, de Pabeier eranzeginn an d'Krankekeess. An do hu se geschriwwe kritt: „Do gëtt kee Remboursement gemaach!", an déi Leit missten dat virbezuelen. No verschidden Interventiounen an no engem Appell, dee gemaach ginn ass, ass dat duerno geneemegt ginn.

Eng Fra, déi e Problem huet mam Réck, ass operéiert ginn un der Wierbelsail, gëtt reegelméisseg an de Contrôle médical geruff an da kritt se erklärt: „Ass dat richteg, dass Der elo net kënnt schaffe goen?" Ech hat vergiess ze betounen, déi Madamm huet e Fitnessstudio, an dofir ass et dann, wann Der vläicht d'Wierbele markéiert kritt hutt oder zesummegeschrauft kritt hutt … Ech sinn zwar net Dokter, mee ech hunn awer verstanen, dass et da relativ schwiereg ass, fir deen Job nach kënnen esou auszeübe wéi virdrun.

Wéi ass et méiglech, dass Leit, déi eng Operatioun hei am Land gemaach kritt hunn, wou et dann heescht, se mussen en Transfert an d'Ausland gemaach kréien, dass se da gesot kréien: „Dir musst awer nach fir d'éischt am Contrôle médical laanscht, fir de Stempel ze kréien, ier Der däerft an d'Ausland goen", wou awer déi auslännesch Doktere soen: „Et wier net schlecht, wann Der direkt géift kommen!"?

An ech betounen elo: Dat do ass net de Contrôle médical, deen dat gären hätt, well dat ass net de Contrôle médical, deen dat seet!

(Interruption)

Dat ass nämlech d'Prozedur an do sinn et aner Leit, déi da soen: „Da musst Der nach fir d'éischt bei de Contrôle médical!" An dofir ass et oft, dass de Contrôle médical d'Schold fir eppes kritt, wat e Contrôle médical direkt guer net ass. Well nämlech déi Prozedur, dass de nach bei de Contrôle médical geschéckt gëss, déi huet net de Contrôle médical festgeluecht, mee déi huet d'Generalversammlung vun der Krankekeess festgeluecht, dass dat d'Prozedur ass, déi anzehale bleift.

An dofir muss een dann och do elo net soen, mir mussen de Contrôle médical un de Pranger stellen, mee da misste mer vläicht eng Diskussioun féieren, gesamt gekuckt, mat der Krankekeess, ob déi Dispositioune bei där Gréisst vu Lëtzebuerg, déi mer hunn – mäi Kolleeg Michel Wolter sot ëmmer: „dräimol esou grouss wéi Däitschland" –, ob mer do net och vläicht awer misste méi flexibel Méiglechkeeten hunn, fir dass déi Leit och deene Saache kënnen nokucken.

An ech géif och gären eng Kéier wëssen, wéi vill Leit an engem Krankeschäin sinn, well se net bäikommen an enger Rëntgen oder an enger Analys, well dann all Dokter seet: „Jo, da kriss de elo mol léiwer e Krankeschäin, bis dat do oder déi doten Untersuchung gemaach ginn ass, bis de och erëm apte geschriwwe gëss, apte au travail."

An dann dee leschte Punkt, an do weess ech, dass dat och näischt mam Contrôle médical ze dinn huet: De Contrôle médical seet: „Dee Mann ass gesond" oder „déi Fra", an de Médecin du travail seet: „En ass inapte, fir dee Posten auszeüben, deen et gëtt." Wann do och eng dausend Spezialiste verstinn, wat dat bedeit, sou ass et dach fir de Gros vun der Gesellschaft onméiglech ze verstoen, wéi et méiglech ass, dass ech vum Aarbechtsmedezinner erklärt kréien, ech wier inapte an ech kéint net méi schaffe goen.

Gläichzäiteg kréien ech vum Contrôle médical gesot: „An elo geet et duer mat denger Schauspillerei" – ech iwwerdreiwen elo bewosst –, „mee elo gees de

ab muer erëm direkt schafften!“ An da geet en erëm zréck op d’Aarbecht an da kritt e gesot: „Elo gees de bei den Aarbechtsmedezinner!“ An da seet deen: „Du gees net schaffen op déi Aarbecht, déi s du de Moment hues!“

An do, mengen ech, musse mer all zesumme mat de Sozialpartner déi Léisunge fannen, déi noutwendeg sinn, well dat do kann een net eleng op de Contrôle médical ginn. A virun allem ass et net ëmmer de Contrôle médical, deen esou eppes decidéiert, mee dat sinn och nach ëmmer d’Statutte vun der Generalversammlung an et ass de Comité directeur vun der Krankekeess.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d’Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Sozialsystem baséiert um Solidaritéitsprinzipp. All Persoun, déi hei am Land schaffe geet, cotiséiert a bezilt Steieren. Doriwwer ginn d’Pensiounen an d’Krankeversécherung, awer och weider Indemnitéite finanzéiert, wéi zum Beispill d’Indemnité pécuniaire oder d’Invalidérent. Esou spane mir e Sécherheetsnetz, dat fir d’Leit suergt, déi an d’Pensioun ginn oder déi wéinst Krankheet oder engem Accident net méi schaffe kënnen.

Ma et läit awer och an der mënschlecher Natur, datt vun Hëllefsmesüre vereenzelt profitéiert wëll ginn, obwuel ee keen Urecht dorobber huet. Dowéinst ass et och net vu Muttwëll, datt de Contrôle médical de la sécurité sociale geschaf gouf, fir Abusen ze verhënneren.

Mee kee Kontrollsystem ass perfekt! Esou wéi et virkomme kann, datt vereenzelt Abusen net entdeckt ginn, kann et och virkommen, datt Decisioune vun der Kontrollinstanz an d’Kritick geroden. An de leschte Méint sinn esou eng Rei Kritickpunkte géintiwwer dem CMSS formuléiert ginn.

D’Patiente kritiséieren zum Beispill, et ass scho gesot ginn, datt hinnen eng Begleetpersoun beim Kontroll-Rendez-vous refuséiert gouf. De Collège médical gëtt ze bedenken, ob e Kontrolldokter, dee jorelaang net méi klinesch geschafft huet, nach déi néideg Kompetenz huet, fir d’Diagnos vun engem Dokter um Terrain a Fro ze stellen. Dat gëllt och bei Demandë fir Transferten an d’Ausland, wou Refuse mol net nozevollzéie sinn.

E weidere Problem, deen ëmmer nees thematiséiert gëtt, esou och am Rapport 2021 vum Ombudsman, si kontradiktoresch Avise vum Aarbechts- a Kontrolldokter. Den Ombudsman preziséiert, datt d’Legislatioune vun der Aarbechts- a vun der Kontrollmedezinn net kompatibel wären. Wärend den Aarbechtsdokter just feststellt, ob e Salarié nach apte fir e bestëmmten Aarbechtsposten ass oder net, ass et d’Aufgab vum Kontrolldokter ze decidéieren, ob e Salarié grondsätzlech nach schaffe kann. D’Aptitude au poste an d’Aptitude au travail sinn deemno zwou ënnerschiddlech Saachen.

Mee e Salarié ka Gefor lafen, d’Krankegeld ze verléieren an och vu senger Aarbecht entlooss ze ginn, wann déi zwee Avisen ënnerschiddlech ausfalen. Dës Situatioun kéint evitéiert ginn, wann d’Kontrolldokteren an d’Aarbechtsdoktere besser zesummeschaffe géifen, zum Beispill bei der Decisioun, d’Commission mixte ze saiséieren, wann e Reklassement vum Assuré néideg wär.

Am Juli 2021 hat den deemolege Minister Romain Schneider an der Äntwert op eng Question parlementaire ugekënnegt, datt sech an dësem Kontext en Aarbechtsgrupp mat der Verbesserung vum professionelle Reklassement géif befaassen. Hei wier et interessant ze wëssen, wou dësen Aarbechtsgrupp drun ass a wéini d’Leit mat enger Verbesserung vun der Prozedur rechne kënnen.

An da wéilt ech nach gären op e weidere Punkt agoen, deen ech am Mäerz 2021 an enger mëndlecher Fro opgeworf hat. Ech hat den deemolege Minister dorobber ugeschwat, ob de Contrôle médical den Assuréen net och Teleconsultatiounen ubidde kéint. Dës Iddi koum dowéinst op, well och Kriibspatienten, och wa se an enger Chimiotherapie sinn an dann immunosupprimeiert an extreem vulnerabel sinn, bei de CMSS geruff ginn, fir hire Gesondheetszoustand ze kontrolléieren. D’Teleconsultatioune kéinte grad dësen, mee och anere Patiente wierklech entgéintkommen a si net engem onnéidege gesondheetleche Risiko aussetzen.

De Minister Schneider hat deemools geäntwert, datt d’Teleconsultatiounen dee Moment nach net méiglech wären, dëst engersäits, well d’Infrastruktur nach géif feelen, an anerersäits, well beim éischte Rendez-vous beim Kontrolldokter och ëmmer eng klinesch Ënnersichung misst gemaach ginn.

Wéi gesäit et elo, zwee Joer duerno, aus? Gëtt eng Infrastruktur opgebaut, fir d’Teleconsultatioune beim Contrôle médical ze erméiglechen? Ass et wierklech esou, datt bei all Assuré eng klinesch Ënnersichung néideg ass? E Kriibspatient, deen nach an enger Chimiotherapie ass, ass jo ganz offensiichtlech nach net gesond an och net aarbechtsfäeg.

De Minister Schneider hat a senger Äntwert op meng mëndlech Fro nach preziséiert, datt bei der éischter Convocatioun bei de Kontrolldokter dëse keng Informatioune par rapport zu der Erkrankung vum Assuré hätt. Um Krankeschäi wier dëst net vermierkt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wier et an dësem Fall net vläicht méi effizient, dem Kontrolldokter dës Informatiounen direkt ze vermëttelen? Da kéint zum Beispill e Kriibspatient sech wärend sengem Traitement esou eng dach éischter onnéideg Kontroll vu sengem Gesondheetszoustand erspueren. Eng séier Ëmsetzung vum digitale Patientendossier mat all den néidegen Informatioune kéint hei natierlech och weiderhëllefen.

Här President, de Contrôle médical iwwerhëlt eng wichteg Fonctioun an dréit eng grouss Verantwortung. Ëmsou méi wichteg ass et, datt de System effikass fonctionéiert an den Assuréen d’Liewen net onnéideg schwéier gemaach gëtt!

D’DP ass der Meenung, datt d’Digitaliséierung hei séier virugedriwwe muss ginn, fir déi Prozeduren ze moderniséieren an och ze vereinfachen.

Ech géif dem Nathalie Oberweis vun déi Lénk Merci soe fir d’Aktualitéitsstonn an ech géif Iech Merci soe fir d’Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci och Iech. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d’Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d’Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister: „soigner mieux en dépensant mieux“, dat war emol de mot d’ordre vun der leschter Reform vum Contrôle médical de la sécurité sociale am Joer 2015, déi mir hei am Haus mat enger ganz breeder Majoritéit vun 58 Jo-Stëmmen ugeholl hunn an déi virum Hannergrond vun der Gesondheetsreform vun 2010 ze gesinn ass.

Béid Reformen haten d’Zil, fir de finanziellen Equiliber vun der Gesondheetskeess an der Krankeversécherung ze garantéieren, also fir eise Gesondheets- a Sozialsystem ofzesécheren. De Sënn war an ass och dofir net, fir Suen anzespueren, och wa munchereen dat esou wëllt gesinn an och wëllt duerstellen, mee villméi, fir ze kucken, dass déi Mëttelen, déi verfügbar sinn, och gutt a sënnvoll agesat ginn an an deem Sënn, fir dass d’Leeschtunge fir d’Assuréë verbessert ginn.

Natierlech heescht dat och double Emploi, Verschwendung an Abusen esou gutt et geet ze verhënneren. An an deem Kontext nach d’Prezisioun, dass de Contrôle médical ganz vill Attributiounen huet an domadder och vill Beräicher vun der Sécurité sociale ofdeckt. E puer Beispiller: d’Assurance maladie mat de Prestations en espèces an de Prestations en nature, d’Pensiounsversécherung mat der Invaliditéit, d’Assurance accident an esou weider.

Dat alles, fir emol ze ëmräissen, wat eigentlech och de Rôle, de Sënn an den Zweck an och d’Aufgabe vum Contrôle médical sinn. A fir déi Aufgaben och kënne mat der néideger Suergfalt an dem Seriö wouerzehuelen, gouf d’Personal 2015 och nach eng Kéier konsequent opgestockt.

Natierlech gëtt et am Zesummenhang mam Contrôle médical eng Rei Knackpunkten a Problematiken, wou ganz sécher Verbesserungspotenzial besteet. Et muss ee soen, dass e Contrôle allgemeng an och grad an dësem Beräich ganz dacks negativ empfonnt gëtt. Dat ass besonnesch bei de Krankeschäiner de Fall. De Kontrolldokter huet do net déi ganz dankbar Roll, wann e kuckt a kontrolléiert, ob dee betraffenen Assuré effektiv krank ass an net ka schaffe goen.

Zum enge geschitt dat natierlech och, fir de Mëssbrauch ze verhënneren, an déi Leit, déi net wierklech krank sinn, nees schaffen ze schécken. Zum anere geet et awer och drëms, an dat ass fir mech och vill méi wichteg, fir do, wou et néideg ass, matzäiten ze erkennen, dass et sech net just ëm eng normal Incapacité de travail dréit, an dann d’Persoun an déi richteg an adaptéiert Prozedur ze orientéiere fir d’Demande vun engem Reclassement zum Beispill, dem Statut vum Salarié handicapé oder awer d’Invaliditéit. Dat ass d’Zil.

Mee et gëtt leider Fäll a Situatiounen, wou dat net esou optimal fonctionéiert a wou de Kontrolldokter seet: „D’Persoun ass net krank. Si ka schaffe goen“, an den Aarbechtsdokter seet: „D’Persoun kann net zréck op hir Aarbechtsplaz, well se net apte ass fir hire leschte Poste de travail.“

Et ass hei wichteg ze gesinn, dass béid Doktere verschidde Saache kucken: d’Capacité am Allgemengen an d’Aptitude fir déi lescht Aarbecht. Nach muss et awer kloer sinn, dass Persounen, déi duerch Avisen, déi sech widderspriechen, net dierfen duerch d’Netz falen an dann awer weider hiert Akommes musse kënne behalen. Souwäit ech awer héieren an och gelies hunn, ass dat mëttlerweil an der Praxis séchergestallt, an ech wier ganz frou, wann den Här Minister dat op dëser Plaz hei kéint confirméieren.

Vläicht kann eis den Här Minister och do méi Prezisioune ginn, wéi oft dass dat de Fall ass an ob et do effektiv och Krittäre gëtt.

An der Ëffentlechkeet geet och vun Zäit zu Zäit rieds vu Kloen iwwert den Ëmgang vun de Kontrolldoktere vis-à-vis vun engem Assuré. Wann et do Problemer gëtt, da schéngt et mer awer wichteg, dass dat gemellt gëtt an dass dann och direkt eppes do ënnerholl

gëtt. Allgemeng schéngt et sech glécklecherweis hei dacks ëm Eenzelfäll ze dréien, wat et natierlech net manner schlëmm fir den Assuré mécht. Et muss ee sech awer och bewosst sinn, dass ganz vill Leit gutt Erfarunge gemaach hunn, wouvun dann awer natierlech och an der Ëffentlechkeet kee schwätzt.

Ech wéilt an deem Kontext och nach op e puer wichteg Verbesserungen hiweisen, déi an de leschte Joren, Méint a Wochen ëmgesat goufen, zum Beispill déi iewescht Limitt vun der Incapacité de travail, déi 2018 no engem Accord vun de Sozialpartner vun 52 op 78 Wochen eropgesat ginn ass, an och parallell d'Aféierung vun der Reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques, déi et den Assuréen, déi duerch schwéier Krankheet méi laang vun der Aarbecht fort waren, soll erlaben, fir progressiv nees aktiv ze ginn, a ganz rezent och nach den iwwerschafften S2-Formulaire, dee soll hëllefen, fir d'Auslandsiwwerweisunge méi einfach ze maachen, natierlech wa gewëssen Traitementer dat verlaangen.

Här President, wien iwwert d'Grenze kuckt an emol am Ausland krank ginn ass, dee weess, dass mir e gudden an e performante Gesondheets- a Sozialsystem hunn ...

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | ... och wann natierlech net alles perfekt ass. Ëmsou méi wichteg ass et, fir dat Gutt ze erhalen an auszebauen an eventuell Schwaachstellen ze analyséieren an ze verbesseren!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass prett, den Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt wéilt ech der Madamm Oberweis Merci soe fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité iwwert de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, e ganz techneschen Dossier, deen awer op mënschlechem Plang ganz sensibel ass.

D'Missioun vum Contrôle médical ass kloer. Staark vereinfacht kann ee soen, dass engersäits kontrolléiert gëtt, ob e Krankeschäin, e Reklassement, eng Reconversion professionnelle an esou weider aus medezinnescher Siicht berechtegt sinn, an anerersäits kontrolléiert gëtt, ob d'Preskriptiounen, déi vun den Doktere gemaach ginn, gerechtfertegt sinn.

Dat ass keng einfach Aufgab, well d'Kontrolldoktere jo net déi sinn, déi de Patient a sengem Parcours begleeden. Et ass awer eng Missioun, déi an engem solidaresch finanzéierte Sozialsystem net dierf feelen an e wichtegt Element vun dem Qualitéitsmanagement vun eisem Gesondheetssystem duerstellt, e Gesondheetssystem, dee mat engem net negligabelen ëffentleche Budget finanzéiert gëtt, wat d'Kontroll vun den Ausgaben an domadder d'Kontrollinstanz u sech absolutt legitiméiert.

Grad well et awer am Beräich vun der Gesondheet vu Patienten oft ëm ganz sensibel Eenzelfäll geet, brauch een dat néidegt Fangerspëtzegefill an eng kloer novollzéibar Linn an der Akzeptatioun oder dem Refus vun Demanden.

Leider ass awer ëmmer nees vu Fäll ze héieren, wou relativ ondiplomatesch mat de Patienten ëmgaange gouf oder wou Decisiounen net transparent novollzéibar waren, dëst zum Beispill am Kader vum Long-Covid, wou net ëmmer kloer ass, wat d'Krittäre sinn, fir dass e Patient an de Rehapilotprojet fir de Long-Covid opgeholl gëtt oder net, oder de Refus vum Remboursement vun Akten, déi am Ausland gemaach ginn.

Well ëmmer nees esou oder änlech Fäll optrieden, ass am Koalitiounsvertrag jo och virgesi gewiescht, de Fonctionnement vum Contrôle médical op de Leescht ze huelen. Hei géif mech natierlech interesséieren, ob am Kader vum Gesondheetsdësch am Detail doriwwer geschwat ginn ass a wat déi Haaptfuerderunge vun de verschiddenen Diskussiounspartner waren, an natierlech och, ob scho Konklusioune gezu gi sinn.

De Kontext ass keen einfachen. A mat der steigender Zuel vu Salariéen hei zu Lëtzebuerg an der domat verbonne steigender Zuel vu Krankschreiwunge klëmmt och d'Unzuel vu Convocatioune bei de Kontrolldokteren an domat de Besoin u gutt ausgebiltem Personal am Contrôle médical.

Et schéngt awer, wéi wann de Beruff vum Kontrolldokter net ëmmer ganz attraktiv wär an et och hei riskéiert, zu engem Personalmangel ze kommen. Wichteg wär, wa Leit mat Erfarung géifen agestallt ginn, déi awer net just e puer Joer als Fin de carrière do bleiwen, mee sech am Beräich vun der medezinnescher Kontroll spezialiséieren an dës Kompetenzen dann och laang kënnen am Déngscht vun der Sécurité sociale, mee besonnesch och am Déngscht vun de Patiente kënnen uwennen.

Et gëtt awer och nach aner grondsätzlech Froen, déi misste gekläert ginn. Wéi sënnvoll ass et, Leit systematesch physesch op de Contrôle médical kommen ze loossen? Misst een am digitalen Zäitalter do, wou et méiglech ass, net och Rendez-vousen iwwer Visio zouloossen? Respektiv muss een net eng Kéier d'Reegel iwwerdenken an analyséieren, firwat genau e Patient sech muss physesch op de Contrôle médical beweegen a firwat net? Och d'Regel, datt d'Leit sech just exzeptionell däerfe begleede loossen, muss kënnen hannerfrot ginn.

Dat ass bei aneren Administratiounen, Demarchen an Dokteschvisitte jo och ganz normal. Oft brauchen d'Leit eng Persoun, déi hinnen hëlleft, d'Prozeduren, déi existéieren, an d'Decisiounen, déi geholl ginn, ze verstoen, well se soss net eens ginn. Dëst wär e sënnvolle Service am Déngscht vum Patient. Kann de Minister mer heizou Erklärunge ginn, firwat dat net de Fall ass?

An da stellt sech natierlech d'Fro vun der Novollzéibarkeet vun de Prozeduren an den Decisiounen, an dat souwuel fir de Patient wéi fir de behandelnden Dokter. Och wann d'Decisioun vum Contrôle médical déi richteg ass, gëtt dat awer vum Patient net ëmmer esou gesinn. Duerfir ass et extreem wichteg, datt d'Decisioune kloer a verständlech argumentéiert sinn, datt de Patient versteet, wéi de Kontrolldokter zu senge Konklusioune komm ass.

Wichteg ass och, datt fir änlech Fäll déi selwecht Decisioune geholl ginn. Duerfir brauch et kloer Krittären, déi een dem Patient an dem Dokter och matdeelt.

E leschte wichtegte Punkt ass, wat bei engem Desaccord tëschent dem Contrôle médical an dem Patient oder dem Dokter geschitt. A ville Fäll geet et bei dem Patient ëm vill Sue respektiv ëm seng Liewensgrondlag, wat eng gewëssen Urgence mat sech bréngt. Duerfir muss am Fall vun engem Desaccord kënne schnell reagéiert ginn, fir eng endgülteg Decisioun ze kréien. An d'Leit sollen net mussen e Prozedurmarathon hannert sech bréngen. Hei stellt sech d'Fro vun enger Schlichtungsstell. Ech wollt froen, ob et dozou schonn Iwwerleeunge gëtt.

Ech soe villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken e Merci der Madamm Nathalie Oberweis fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn.

De Contrôle médical ass jo bekanntlech eng staatlech Verwaltung, déi dem Sécurité-sociales-Minister ënnersteet. An hiren Aarbechtsberäich ass am Fong geholl an zwee Beräicher grob geschätzt agedeelt. Dat ass Krankheet an Accident engersäits an d'Invaliderenten.

De Contrôle médical vun der Sécurité sociale gouf déi lescht Jore vu ville Leit a verschiddene Beräicher kritiséiert. Ech droen der hei e puer vir, esou beispillsweis am Zesummenhang mam sougenannten S2-Formulaire, dee fir e medezinneschen Transfert an d'Ausland obligatoresch ass. An no massivem Drock am Collège médical gouf dësen da vereinfacht. Oder bei enger Auslandsiwwerweisung ginn deelweis onbegrënnt Argumenter gebraucht wéi „dépasse l'utile et le nécessaire", dëst och bei eenzelne chronesche Patienten oder Kriibspatienten, wou eng alljärlech Kontroll vun Noutwendegkeet ass.

Weider Kritickpunkten, déi eis zougedroe goufen, sinn: Entscheedungen iwwert d'Aarbechtsfäegkeet gi geholl, déi sech widdersprieche mam Aarbechtsdokter. Esou e Beispill huet d'Patientevertriedung ugefouert. E Kach mat engem gebrachene Fouss gëtt als aarbechtsfäeg erkläert mam Argument, mat engem gebrachene Fouss kéint ee schaffen. Dat kann een hei maachen an op villen anere Plazen. Mee ech mengen, op där doter Plaz awer net grad. De Contrôle médical kuckt just dat Physescht, net awer de Beruff. An ech mengen, och dat do muss een a Consideratioun zéien.

Och e Betraffene misst grondsätzlech d'Recht hunn, eng zweet Persoun mat bei de Kontrolldokter ze huelen, dëst aus zwou Ursaachen: engersäits de physeschen Halt an anerersäits bei enger eventueller Sproochebarriär.

Och misst e Recours mat engem Recht op Ënnersichung bei enger neutraler Instanz méiglech sinn. De Patient ka wuel elo eng Beschwerde areechen, déi vum Direkter vum Contrôle médical behandelt gëtt. Mee dës Doleancë ginn am Prinzipp seele beäntwert oder se verlafe sech am Sand. Hei missten onser Meenung no Friste gesat ginn an et misst och eng Garantie ginn op eng Äntwert.

Hei sinn ons Fäll zougedroe ginn, do, mengen ech, wier Fangerspëtzegefill gefrot.

De Patient misst och am Virfeld ewell kënne säin Dossier areechen, speziell an deem Fall, wou nei medezinnesch Dokumenter derbäikommen. Fir all Patient misst och déi néideg Zäit do sinn. Och d'Fachgebitt vum Kontrolldokter ass e Facteur, deem ee muss Rechnung droen. Zum Beispill, kann en Orthoped e Patient mat enger physescher Erkrankung richteg aschätzen oder beroden oder en Urolog, deen eng orthopeedesch Aschätzung soll virhuelen? Dëst bedéngt, datt mer Doktere mat Fachgebidder brauchen. Déi brauchen natierlech och eng adequat Bezuelung, well soss geet dat schif.

Dann hätt ech vläicht eng Fro un de Sécurité-sociales-Minister: Wéi ass de Personalschlëssel déi lescht 20 Joer an deem Beräich, well mer krute jo elo zeg honnert, dausende Salariéen an de leschte Jore bäi, wéi huet sech dat do entwéckelt? Dat wier vläicht eng Fro, déi den Här Minister eis kéint beäntwerten, wann e wëllt.

D'Sproochebarriär ass e Problem beim Austausch mat de Patienten, awer och bei dem Verständnis vun den eenzelne Berichter. Et muss ee sech och d'Fro stellen,

ob de Patient net och op Ufro eng Kopie kéint kréie vu sengem Dossier. Dat ass haut méiglech, mee awer esou komplizéiert, datt dofir muss en Affekot ageschalt ginn.

An deem ganze Beräich leeft munches schif, awer net alles ass dem Contrôle médical zouzeschreiwen. Ech mengen, et ass dee ganze System, dee mer warscheinlech eng Kéier mussen iwwerdenken an och vläicht reforméieren. Well de System u sech ass krank, dat hunn ech an eegener Erfarung jorelaang scho matgemaach.

Generell muss ee sech froen, ob een an där ganzer Saach, déi esou komplizéiert an onduerchsichteg ass, net misst vereinfachen a méi Opklärungsaarbecht maachen. Zum Beispill versti vill Leit net, firwat si keng Incapacité de travail méi hunn, d'Krankegeld dann entzu kréien, obscho si vun hirem Aarbechtsdokter weiderhin als krank agestuuft ginn.

Dës Prozedur bréngt et da mat sech, datt eenzel Betraffener, deels och mat hirer Famill, an eng onnéideg brenzeleg finanziell Situatioun erageroden. Där Fäll kéint ech der eng Rëtsch opzielen.

Wéi d'Regierung an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro geschriwwen huet, muss e Salarié, wann hie vum Contrôle médical d'Krankegeld entzu kritt, bei de Patron goen, deen d'Persoun da bei den Aarbechtsdokter schécke ka fir ze kucken, ob de Salarié op sengem leschte Poste ka weiderschaffen oder net.

Dat ass an der Praxis awer dacks net esou einfach. Wéi eng grouss Gewerkschaft Enn November 2022 ënnerstrach huet, huet déi Situatioun no 2015 derzou gefouert, datt déi Betraffe weeder eng Aarbechtsplaz siche konnten nach eng Indemnitéit ufroe konnten.

Well d'CNS déi Suen och retroaktiv net bezuele wollt, hu verschidde Salariéë geklot, a se kruten an allen Instanze Recht. Et ass wichteg, de Contrôle médical an déi ganz Prozedur do ronderëm – et ass jo net eleng de Contrôle médical, et ass jo déi ganz Prozedur – ze reforméieren, fir datt sech esou Fäll an Zukunft net méi wäerte widderhuelen. Eng eenzeg Instanz soll entscheeden, ob de Salarié erëm ka schaffe goen oder net. Dat éiwegt Kompetenzgerangel tëscht den eenzelnen Instanze misst am Fong geholl ophalen.

(Interruption par la présidence)

Mat Sécherheet huet de Contrôle médical keng einfach Missioun. Dat muss ee soen. Si hunn eist vollt Vertrauen. Mee bei der CNS missten onser Meenung no méi Dokteren agestallt gi mat entspriechender Qualifikatioun, an op d'mannst zweesproocheg, ech mengen, dat si mer eisem Land schëlleg, an och mat engem adequate Salaire, et muss ee bal soen, wéi am Privatsecteur; well soss bleiwen déi dann am Ausland. Ech hu sou Kolleegen. Och dat musse mer verhënneren. An och mat der Verflichtung ...,

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Engelen, Dir misst elo ...

M. Jeff Engelen (ADR) | ... sech reegelméisseg weiderzebilden. Ech si fäerdeg, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Jeff Engelen (ADR) | ... sech reegelméisseg weiderzebilden. Ech mengen, ech selwer hunn dat a mengem Handwierk éiweg gemaach. All Joer huet ee sech weidergebilt, an och déi aner Kolleegen. An ech mengen, dat kéint een och vun eisen Doktere verlaangen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Entschëllegt, datt ech zwou Minutten an 20 Sekonnen iwwerzunn hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech hat de President extra gefrot, ob ech soll fei sinn oder net.

Plusieurs voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An de President huet mer gesot, ech soll fei sinn.

(Hilarité)

Jo, ech muss Iech dann nach virstellen: Den Här Sven Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci un d'Kolleeginne vun déi Lénk fir d'Ufro zu dësem Theema, well et ass e wichtegt Theema an et ass wichteg, et och heibannen nach eng Kéier ze thematiséieren heiansdo. Ech mengen, an deene leschte Wochen a Méint hu sech d'Question-parlementairen enchainéiert. Dat war elo rezent eng Kéier de Fall, dat war awer och schonn 2019 eng Kéier de Fall, wou sech déi Question-parlementairen nach beim Virgänger vum aktuelle Minister enchainéiert hunn. An dat weist jo awer, datt et definitiv Mëssstänn gëtt!

De Contrôle médical ass sécherlech eng Plaz, wou kee gären higeet. An enger perfekter Welt géif en och guer net gebraucht ginn. Mee leider liewe mer net an där perfekter Welt an esou huet och e Contrôle médical seng Wichtegkeet.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro 7081 huet de Minister Haagen mer geäntwert, wéi vill Reklamatiounen et zënter 2019 géint de CMSS gouf. An do weist sech dach eppes ganz kloer: Et gëtt Mëssstänn! Anescht kann een et nämlech net ausdrécken. An déi 72 Reklamatiounen, déi tëscht Januar an November 2022 festgehale goufen, weise ganz kloer dorobber hin.

An och wann et am grousse Ganze vun all de Kontrolle sech am Promilleberäich ofspillt, da muss een awer soen, datt net jiddwereen, deen e Problem huet, adequat zerwéiert gëtt, fir dann de Langage ze benotzen, dee geholl gëtt, well et si jo keng Patient/innen, et si jo dann Assuréen, déi dohinnerginn. Ma net jiddwereen, deen e Problem huet, reklaméiert jo schrëftlech. Deementspriechend sinn déi Reklamatioune wierklech just an deene Fäll do, wou wierklech eppes richteg schifleeft.

An da musse mer eis wierklech soen: Alles dat, wat eis rapportéiert gëtt, an d'Kolleeginnen an d'Kolleegen hunn dat virdrun hei schonn erzielt – mangelnde Respekt, Stellewäert vu mentaler Gesondheet beim CMSS –, schéngt och net wierklech esou wichteg ze sinn, wéi mir hei an der Chamber ëmmer erëm soen.

Ech weisen drop hin, an de politesche Message ass ganz kloer: D'mental Gesondheet ass wichteg! An da ginn Assuréë bei d'CMSS a kréien do gesot, datt et Depressioune guer net géif ginn! Datt si dach perséinlech äusserlech ze schéi wieren, fir depressiv ze sinn.

(Interruption)

Als hätt Depressioun iergendeppes mat äusserlecher Schéinheet ze dinn! En plus: Schönheit liegt im Auge des Betrachters. Deementspriechend stellen ech mer dann awer d'Fro, wat fir e Brach deelweis verschidden Assuréen do ze héiere kréien!

(Brouhaha)

Et misst dach längst jiddwerengem kloer sinn, wéi wichteg déi mental Gesondheet ass!

(Interruptions)

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Krass gesot!

Une voix | Mee et muss een awer op d'mannst nach seng Wierder wielen. Krass gesot.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo. Krass gesot!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Här Clement, fuert weider, fuert weider.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech waarde just, bis d'DP sech hei opgereegt huet, well scheinbar ass et méi schlëmm, datt d'Leit bei der CMSS dat gesot kréien, wéi datt mer op déi Problemer hiweisen. Ech huelen Akt dovunner.

(Brouhaha)

Pardon, dat ass genau do op där Grenz zwëschent DP an LSAP.

M. André Bauler (DP) | Dir huelt et net esou genee, Här Clement. Et war net d'DP.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Fuert virun, Här Clement. A vläicht ass et gutt – vläicht eng allgemeng Bemierkung –, dass een, wann ee Saachen héiert, sech och klug mécht, ob dat wierklech esou ass.

(Brouhaha)

Da ginn ech Iech d'Wuert weider.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Hei sinn elo zwee Deputéierter, déi dat gesot hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, dat sinn der zwee vun 58.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, ech bierge fir meng Quellen an ech verweisen op den Arrêt Gibéryen, deen den Deputéierten en absolutte Quelleschutz zougesteet. An ech wäert sécherlech net hei ufänken, Leit nach un d'Messer ze liwweren, déi souwisou schonn a prekäre Situatioune sinn. A wann de President dat géif hei vu mer verlaangen, da muss ech soen, da maachen ech dat net.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Deen huet dat net vun Iech verlaangt. Deen huet just gesot, Dir sollt net nëmme soen, wat Der héieren hutt, mee och vläicht kucken, ob et esou ass!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, ech gleewe menger Quell.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir kënnt hei keen Deputéierten als Ligener dohinnerstellen, well Iech de Kommentar net gefält.

M. Sven Clement (Piraten) | An Dir hutt keng Kommentaren ze maachen!

M. Marc Goergen (Piraten) | De President soll neutral sinn!

M. Sven Clement (Piraten) | An dann ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An Dir hutt d'Wuert net. Dir hutt d'Wuert net!

(Exclamations et brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | A wat hat d'Madamm Hemmen? Huet d'Madamm Hemmen dann d'Wuert gehat?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, et ass net fir d'éischt, dass Der esou reagéiert!

M. Marc Goergen (Piraten) | Fait personnel.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Iwwerhaapt kee Fait personnel! Äre Kolleeg huet d'Wuert an Dir hutt d'Wuert net. Setzen! Setzen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass net fir d'éischt, dass Dir een ongerecht behandelt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Setzen!

M. Marc Goergen (Piraten) | An do däerf een drop reagéieren!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Setzt Iech!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir sidd ni neutral an deene Punkten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wann Dir gär e Fait personnel hätt, kritt Dir en herno. An elo huet Äre Fraktiounskolleeg d'Wuert an net Dir. Soss hätt Der Iech kënnen aschreiwen.

M. Gilles Baum (DP) | Schued, dass e Freideg kee bei der Conférence des Présidents war.

Une voix | Si si dann dran?

M. Sven Clement (Piraten) | Mir sinn net Member an der Conference. Mir hunn nëmmen den Observateurstatus.

(Brouhaha)

An, Här Baum, vu den Agenda vun der Chamber kënne sech déi zwee Piraten net gläichzäiteg an dräi Gremie representéieren. Och doriwwer kéint dës Chamber nodenken. Mee mir sinn hei bei engem aneren Theema, nämlech beim CMSS.

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | An ech muss da ganz kloer soen, mir huelen hei e Message mat: Mental Gesondheet ass wichteg a Leit, déi a prekäre Situatioune sinn, gi bei den CMSS an do gëtt d'mental Gesondheet net fir wichteg geholl! Dat ass dat, wat ech aus deem Debat hei mathuelen!

An anere Fäll soll et da virkomm sinn, datt wärend Ënnersichungen einfach e Va-et-vient an den Ënnersichungsraim ass. Datt do Assuréé sech jo awer concernéiert fillen, fannen ech dann awer bedenklech, virun allem, wann ee bedenkt, datt d'Assuréé selwer keen däerfe mathuelen, datt awer belibeg Leit do kënnen deelweis dann an deem Service an- an ausgoen. Ech halen dat fir bedenklech. An ech mengen, et gëtt heiansdo ganz gutt Grënn, firwat esou eppes ka geschéien, mee da muss een déi Grënn och vläicht duerleeën a beleeën.

Ech stelle mer wierklech d'Fro, firwat souwuel vum Ministère wéi och vum Direkter vum CMSS selwer ënner fir eis dach schäinhellege Grënn just an Ausnamefäll eng zweet Persoun bei der Visitt erlaabt gëtt.

Vill vun deene Persounen, déi bei den CMSS musse goen, si krank an dowéinst souwisou schonn an enger prekärer Situatioun.

Une voix | Voilà!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech sot et, et geet net jiddweree gären dohinner. D'Argumenter hei, et wier soss net paritéitesch an net, ech zitéieren, „fair", maache fir eis dann och kee Sënn. Fairness a Paritéit hunn näischt dermat ze dinn, datt eng sachlech Evaluatioun vum gesondheetlechen Zoustand vun enger Persoun gemaach gëtt. An ech gleewen net, datt een Dokter seng Evaluatioun net maache kann, wann eng zweet Persoun mat am Raum ass, well firwat däerfen da Patientinnen a Patiente bei hiren Hausdokter ee mathuelen a beim CMSS soll et net goen?

Ëmmerhi si Begleetpersounen an der Reegel Vertrauter vun där Persoun, déi dohinnergeet, a kéinte souguer a Verständnisfroen a Kommunikatiounsfroen hëllefen. Firwat soll dat also net méiglech sinn? Ech verstinn et net.

Mir sinn der Meenung, et soll een dee legale Kader dann änneren an upassen. An dat dierft jo awer wierklech keng Herkules-Aufgab sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A wann den Här Goergen elo eppes wëllt soen, dann huet en elo d'Wuert.

(Négation)

Ok. Et war en Ugebuet.

Wann Der et net wëllt, dann hätt elo d'Regierung d'Wuert, den Här Sozialminister. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Och merci der Madamm Oberweis fir dës Heure d'actualité. Ech denken, mir sollten eng sachlech Diskussioun féieren an net eng poleemesch Diskussioun, esou am grousse Ganzen.

Ech wëll just als Introductioun soen: De Contrôle médical mécht säin Job! An natierlech, wéi an all System, ob dat elo bei der Sécurité sociale ass, op anere Ministèren, an anere Fäll, huet een ëmmer Leit, déi Reklamatioune wäerte bréngen. Et huet een ëmmer Leit, wou d'Reklamatioune berechtegt sinn, an där, wou d'Reklamatiounen net berechtegt sinn. Ech mengen, dat ass an all System esou.

Ech wëll just soen, fir datt mer wëssen, iwwer wat datt mer schwätzen: Ech géif Iech wäermstens recommandéieren – ech denken, datt Der et gemaach hutt, op jidde Fall d'Madamm Oberweis, denken ech, an d'Madamm Cecchetti, an alleguerten déi Deputéierten, déi mer Question-parlementairë gestallt hunn –, de Rapport vum Contrôle médical vun 2021 ze liesen.

Duerfir sinn ech e bëssen erstaunt, net iwwert den Auteur vun der Heure d'actualité, mee vu verschiddenen Aussoen hei par rapport zu Relatiounen, Médecins généralistes, Experten, Santé mentale, ech kommen nach drop. Do misst rekrutéiert ginn. Do wiere Leit, déi wieren net kapabel, dat ze maachen. Et kéint een d'Dokumenter net kucken. Dat sinn alles Aussoen, muss ech soen, déi ech net verstinn, well déi virgesi sinn.

A momentan schaffen, mengen ech, am Contrôle médical, ouni datt ech elo de Rapport am Kapp hunn, 36 Dokteren, woubäi zwee Drëttel vun den Doktere Spezialiste sinn.

An da wëll ech als Remark soen, datt och e Médecin généraliste a senger Ausbildung Spezialitéiten huet, déi en och kann uwennen. Ech wëll dat just eng Kéier soen. Mir wäerte jo awer elo net hei ufänken, eng Diskussioun ze féieren, wat fir e Médecin généraliste besser outilléiert ass, fir eng Persoun kapabel oder incapabel – well dat ass et! – ze determinéieren, an net, eng Diagnos ze stellen! Eng Diagnos ka gestallt ginn, wann den Assuré déi freet am Contrôle médical.

An dat ass de System, dee mer eis 2014 ginn hunn. An dee System 2014 ass jo net komm vun näischt, et hat jo eng Begrënnung, firwat e komm ass.

A wann ech d'Zuelen hei kucken – do muss ech mäi Brëll awer undoen, well soss geet dat heite schif, wou hunn ech et? –: 2021 hate mer am Contrôle médical CITen, also Incapacité-temporairen, 639.017 Krankeschäiner. Déi hate mer hei am Lëtzebuerger Land 2021. An do ware Kontrollen. An d'Kontrolle gi gemaach no enger gewëssener Durée, déi ech hei net wäert nennen. Kloer. Déi ginn informatesch gemaach. Et ass also net, datt iergendeen Dokter iergendee kennt, deen dann erausgëtt: „Komm an de Contrôle médical!" Dat fonctionéiert also informatesch. An dat gëtt no enger gewëssener Zäit gemaach, wou de Computer dann eeben iwwer eng Software dat determinéiert.

Dat ware ronn, ech hunn nach eng Kéier gekuckt, wann ech dat elo hei am Kapp hunn, 2022 waren et 41.892 Kontrollen am Joer. Elo kann ee soen: „Ok, wa mer esou vill Krankeschäiner hunn a mir hunn esou wéineg Kontrollen ..." Also, déi 600.000 par rapport zu deene 40.000, da wier meng éischt Reaktioun: „Dann hu mer der net vill." Dach, mir hunn der vill, well ee jo eréischt no enger gewëssener Zäit ufänkt ze kontrolléieren, wat jo evident ass!

Dir kënnt jo net, wann een een Dag feelt, Leit, déi schaffen, Leit, déi sech net presentéieren ... Wann Der d'Moyenne kuckt, ech kucken elo 2021/2022, kommt, mir soen, dat sinn da Covidjoren, dat kann alles sinn, mee an der Moyenne hu mer 86 % vun de Krankeschäiner, déi gekuckt ginn, déi ok sinn. Do seet och de Contrôle médical, dat wier kee Problem, vun deenen, déi e kuckt. An eng gewëssen Zuel dovu gëtt kontestéiert, ab enger gewëssener Zuel, déi gi kontestéiert. Ech hunn déi Zuelen och, déi stinn am Rapport, déi kënnt Der kucken.

De Contrôle médical mécht tëschent 1.000 a 1.500 Kontrollen d'Woch – d'Woch! Do gesäit ee schonn, datt et der vill sinn, obwuel mer nëmmen op 40.000 kommen. Et ass eng Moyenne. Vun deene sinn der 6.036 par rapport zu den 41.000 gesond geschriwwe ginn. Dat heescht, déi si ganz einfach kapabel. Bon. A 25 % vun de Leit, déi geruff gi sinn, déi si schonn erëm op der Schaff, dat heescht, déi schaffe schonn erëm. Just, fir eng Kéier de Kader ze setzen.

Elo weess ech och, datt jiddwereen ee kennt, dee seet: „Hei, dat do geet schif, dat do ass net esou!" Wat mengt Der, wéi vill Mailen ech den Dag kréien, wou Leit soen: „Dat do ass awer net richteg esou. Dat hunn ech esou verstan!" Mir mussen oppassen an den Dossieren, an deem heiten Dossier am grousse Ganzen, mat de Krankeschäiner, mat den Transferts à l'étranger, mat dem S2, mat enger Direktiv, mat engem EU-Reglement, iwwer wat mer schwätzen.

An ech huelen déi Reklamatiounen, déi kommen, ganz seriö. An déi Reklamatioune ginn och weider. Déi gi weider, wa se op de Ministère kommen, wann de Minister ugeschriwwe gëtt. Elo schreift net alleguerten de Minister muer un, dat wëll ech awer och soen!

(Hilarité)

Nee, dat wëll ech och soen. Dat war dann och vläicht déi falsch Ausso elo.

(Hilarité)

Déi ginn da weider un de Contrôle médical, well soss muss de Minister den Tri maachen.

Mee Spaass beisäit, ech fannen, et ass ze vill wichteg, wat mer hei schwätzen. Hei schwätze mer éischtens iwwert d'Aarbecht vun de Leit. Mir schwätzen iwwert d'Gesondheet vun de Leit. A mir probéieren, op Lëtzebuergesch gesot, an ech wëll och hei kengem ze no trieden, d'Luusserten ze ecartéieren. Dat ass et nämlech. An da maache mer e Contrôle. An déi Contrôlen, déi kënne mer organiséieren, wéi mer wëllen.

Mir hunn d'Artikele 418 bis 420 am Code vun der Sécurité sociale, do gëtt determinéiert, wéi mol ganz einfach déi Kontroll soll stattfannen. Bon, dat si mol d'Ausgangspunkten, un déi mer ginn.

Ech weess, datt mer do doudsécher a Konkurrenz mam Privatmarché sinn. Ech muss Iech awer och soen, et ass awer och scho virkomm, datt Klinicken Dokteren aus dem Contrôle médical ofgeworben hunn, an déi géifen dat net maachen, wann déi net déi néideg Connaissancen hätten. Da géif ech emol soen, do ass net aleng de Salaire, dee spillt, souwuel beim Dokter wéi och vun der Klinick, ech mengen, déi huele Leit, déi den Knowhow hunn. Also sinn déi och am Contrôle médical!

An ech wiere mech e bëssen, datt d'Meenung hei opkënnt, datt am Contrôle médical géifen Doktere schaffen, déi vu verschiddene Saache keng Anung hätten. Dat ass et net, soss hätte mer net 36 Leit. A wann Der d'Spezialitéite kuckt, kuckt Iech déi eng Kéier am Rapport un! Ech kann Iech déi elo net opzielen, ech hu 15 Minutten, dat bréngt näischt. Déi sinn do.

Op d'Santé mentale kommen ech nach ze schwätzen. Dat ass dat, wat och wichteg ass.

Ech wëll och soen, datt mer permanent Adaptatioune maachen am Contrôle médical. An de Contrôle médical ass eng Institution autonome, wëll ech eng Kéier soen hei, déi ënnersteet zwar dem Ministère, an et ass och guer kee Problem dermat, an dat si Fonctionnairen, déi do schaffen, an déi sinn assermentés …,

(Interruption)

… och dat wëll ech eng Kéier soen, wa mer de Stellewäert oder d'Paien uschwätzen oder wéi dat Ganzt fonctionéiert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et ass ugeschwat ginn …

Ier ech op d'Äntwerte vun de Froe kommen: Här President, ech weess net, ob ech hei mat 15 Minutten erauskommen, mee dat musst Der mer da soen.

M. Fernand Etgen, Président | Dat gesi mer a siwe Minutten.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Dat gesi mer dann. Dat gesi mer a siwe Minutten, genau.

Mir hunn, wat den Transfert à l'étranger ubelaangt, den S2. Ech héieren hei, et huet ee Riedner gesot, ech mengen, et war den Här Engelen, bon, de Collège médical hätt sech staark gemaach, fir den S2 ze reforméieren. Ech si frou, wann Dir mir dat sot. Dat ass eng Nouvelle, déi ech bis elo nach net hat. Well den S2 gëtt ugefrot vun den Doktere fir den Transfert à l'étranger. Dann denken ech, datt et do keng Problemer gëtt mat den Dokteren, fir dann den S2 unzefroen.

Ech muss Iech soen, datt ech selwer déi Initiativ geholl hunn, fir den S2 net ze reforméieren, mee administrativ méi einfach ze maache par rapport zu den Dokteren. An ech krut beileiwe kee Luef. Et war nämlech esou, datt keen eppes gesot huet, wat mech e bësse gewonnert huet. Ech muss Iech soen, wann een an d'Ausland iwwerwise gëtt, ass et jo den Dokter, deen en iwwerweist, soss keen. An den S2 ass fir den Transfert à l'étranger, fir déi Leit, déi net do dra sinn.

A mir hunn et hei ze di mat engem Reglement a mat enger Direktiv. A wann den S2 applikabel ass, da wësst Der, da si mer am EU-Reglement 883. An dat anert ass eng Direktiv. Dir kënnt bei den Dokter goen, den S2, do gëtt direkt alles bezuelt, et ass en Transfert à l'étranger. A wann Dir an d'Ausland gitt, faalt Der ënnert d'Direktiv. An do kritt Der natierlech Är Rechnung, déi musst Dir natierlech selwer bezuelen, Dir hutt natierlech keng Garantie vum Remboursement. Dee Remboursement kritt Der dann iwwert d'CNS, wann Der Är Facture aschéckt, wann déi berechtegt ass. Dat heescht, den S2 gëtt duerno gemaach. Dat gëtt awer an der Realitéit net gemaach, dat gëtt direkt ugewant, dat ass also net d'Problematik.

An d'Consigne, déi elo eraus ass – an dat kucke mer no sechs Méint, dat huet den 1. September ugefaangen –, fir den Transfert à l'étranger, den S2, administrativ méi einfach ze maachen, do si mer op e Formulaire gaangen, deen iwwert déi Direktiv ass, fir den Transfert éischter ze maachen, fir datt d'Leit, wa se dat wëllen a wann et gerechtfertegt ass, an d'Ausland kënne goen.

De Contrôle médical wäert sech do zréckhalen. Dat heescht, déi Kontrolle ginn ëmmer méi kleng gemaach. Du krut ech direkt gesot: „Wann s de dat méchs, explodéieren d'Käschten, wa mer am Ausland sinn, oder et ginn ze vill Leit an d'Ausland!" Dat ass net de Fall. Dat gesi mer no deenen nächste sechs Méint. An ech wiere mech e bëssen dergéint, hei ze soe, am Contrôle médical wiere Mëssstänn, déi onwierdeg sinn, et wier d'Arroganz vun der Muecht!

Also, ech weess, datt een hei heiansdo schwätzt, datt de Contrôle médical do wier, fir d'CNS ze sanéieren. Ech muss Iech soen, bon, wann Der do eng gutt Iddi hutt, sot mir se, sot mir se! Mee dat ass jo pertinemment net de Fall! Hei si mer an engem System, wou mer kucken, fir datt mer Leit erëm an den Aarbechtsmarché kréien, an datt anerer, déi krank sinn, weiderkommen an engem Krankeschäin oder aneschters indemniséiert ginn. Datt do verschidden Decisioune geholl gi sinn, déi och juristescher Natur sinn, dorop kommen ech nach.

Ech gi kuerz, well dat awer elo hei Zäit hëlt, op d'Madamm Oberweis an – Droit d'accompagnement. Den Droit d'accompagnement, dat hunn ech an der Question parlementaire un d'Madamm Cecchetti, mengen ech, ech si mer awer net méi sécher, oder un d'Madamm Oberweis an d'Madamm Cecchetti, un déi zwou Dammen, beäntwert, an do steet dat ganz kloer dran. An dat berout op engem Avis vun der IGSS an déi huet richteg gesot, datt mer en Ënnerscheed maachen tëschent engem Patient an engem Assuré, wéi et eeben ass. Bon, an dat ass och esou virgesinn. An dat ënnerläit also net dem Patienterecht. Bon, dat kann een elo gutt oder schlecht fannen. Do kann een och elo soen: „Da muss ee legiferéieren, da muss een dat ëmänneren!" Dat ass eng aner Saach.

Ech wëll just soen, datt, zënter sech déi Question-parlementairen do gestallt hunn, ech mer och Gedanke maachen. Et ass jo net, datt mer eng Äntwert op eng Question parlementaire ginn an da soen: „Elo hu mer d'Äntwert ginn, hopp, waarde mer, bis déi nächst kënnt!", oder, ech weess net: „Huele mer een aneren Dossier an de Grapp!" Do si jo warscheinlech Problemer do, soss géift Der keng Question-parlementairë stellen, ech gi mol dovunner aus!

Ausser mir zitéieren erëm Privatfäll hei, op déi ech net kann agoen, op déi ech och net wëll agoen. Well dat ass, bon, jiddwereen … Ech kennen och vill Leit, déi an aneren Domäne Problemer hunn, déi zitéieren ech och net, ech wëll och net weider drop agoen.

Mir hu momentan, vun dësem Joer un, 6 % vun de Leit, déi geruff ginn, déi en Accompagnement accordéiert kréien – 6 %. Wann ech dat héichrechnen op déi – wat hat ech elo gesot? – 41.000, da si mer bei ronn 2.500 Accompagneuren an engem Joer, wa mer vu 40.000 ausginn – 2.500. Et ass also net esou, datt keen Accompagneur matgeet!

Dat gëtt au cas par cas gekuckt. An et ass och net esou, datt ee refuséiert gëtt. Da muss ee schonn ee Grond hunn, och e medezinnesche Grond hunn. Do muss ech Iech soen: Dofir ass jo deen Accompagnement och do! Dee kann ugefrot ginn, dat gëtt gekuckt momentan, mir zielen dat, mir hunn déi Zuelen. Gitt eis Zäit, fir dat ze kucken! Datt dat elo vläicht nei ass an datt dat evaluéiert gëtt, mee wann d'Leit dat ufroen, da kréie se dat, wann et berechtegt ass. Et sinn och Fäll, wou et net berechtegt ass. Et sinn och Leit …

Déi sechs Prozent, elo kënnt Der soen: „Sechs Prozent, dat ass net vill!" Mee et muss een dat an de Kontext setze mat deenen, déi et ufroen, wëll ech awer och dann direkt soen, net datt d'Leit elo mengen: „Sechs Prozent vu 40.000, dat sinn der net vill, déi dat ufroen!" Et si jo och Leit, déi zefridde sinn, wa se aus dem Contrôle médical kommen, dat ass hei elo net grad esou gesot ginn, wat ech och e bësse schued fannen. Jiddweree seet: „Mir si confiant an dee System, mee do an do an do musse mer änneren!" Bon ok, da probéiere mer dat lues a lues ze änneren.

Mee mir mussen awer weider eisen Job maachen. An dat doten ass eng vun den Decisiounen, déi mer geholl hunn, zesumme mam Contrôle médical, mat der CNS, fir dat ze maachen. Och beim Transfert à l'étranger. Et ass jo net e Minister, deen dohinnerkënnt a seet: „Elo maacht Der dat!" An da gi si mir herno d'Zuelen, da weess ech an der Realitéit net, wat elo ass.

Ech weess awer och, datt nach deelweis Leit den S2 net accordéiert kréien, well se en net ugefrot hunn oder well se eng Demande gemaach hunn, déi dann un d'CNS geet. A well de System nach esou ass vum 1. Dezember bis – wat si mer haut? – den 20. Januar, kréien ech, oder kritt de CA vun der CNS, oder d'CNS an de Contrôle médical, och net alles direkt elo ëmgeännert. Déi Leit kréien dann e Rectificatif. Wann den Dokter en direkt ufreet, gëtt en direkt duerchgewénkt. Dat dierft ech am Fong net soen, well ech ënnerleien hei enger EU-Direktiv, fir dat och emol eng Kéier kloer ze soen! Bon, dat an deenen dote Fäll.

Wat, d'Santé mentale ubelaangt, also, mir läit déi och um Häerz, ech denken un esou Beruffer, medezinnesch Beruffer, an eis alleguerten. Ech wëll just soen: Ech mengen, wann ech dat elo nach richteg iergendwou hunn, mir hunn am Contrôle médical sechs Psychotherapeuten. Et ass also net, datt do Leit schaffen, déi näischt dervu kennen. Bon, dat hänkt dann natierlech dervun of, wéi d'Diagnos ass, mat där se kommen, op wat datt se kontrolléiert ginn, ob Leit zwou, dräi Pathologien hunn, där gëtt et och. An da gi se gekuckt. An et ass net esou, datt een den Dossier, deen am Contrôle médical ausgestallt gëtt, net ka kucke goen do. Et brauch ee keen Affekot. Et freet een en un an dee geet een och kucken. Et kann een och en Affekot huelen, dee freet en och un an da gitt Der en och kucken. Mee Dir braucht keen Affekot, Dir braucht keen Affekot ze hunn!

Här Clement, well Der elo grad jo selwer am Contrôle médical waart, Dir waart jo sur place, ech weess net, wéini datt dat war: Dat hunn ech eng gutt Initiativ fonnt. D'Madamm Oberweis wollt dohinnergoen, ech krut den Telefon de letzte Freideg, mengen ech. Nee, si hutt ugefrot, fir dohinnerzegoen, bei de Contrôle médical, ech krut den Telefon, datt Der eng Demande gemaach hätt. Ech hu kee Problem domat.

(Interruption)

Ech wëll just soen: Et ass iwwerhaapt kee Problem … Wann Dir et net waart, dann huet en aneren Deputéierten dat gemaach an ech geheien e bëssen duercherneen. Mee ech géif einfach – ech hunn de President vun der Kommissioun hei – d'Kommissioun invitéieren, also, ech ka se net invitéieren, mee doudsécher, de Contrôle médical, esou wéi ech e kennen, empfänkt Iech ganz gären an erkläert Iech dee ganze Werdegang, wéi dat geet. An dat ass dat, wat mer och solle maachen, datt een emol versteet, wéi et fonctionéiert. Ech soen net, datt Der et net verstitt, mee Dir gesitt dann d'Realitéit emol, wéi et ofleeft.

Dat, denken ech, ass richteg.

D'Nosuerg, d'Madamm Oberweis hat et ugeschwat, iwwert den S2, do hunn ech drop geäntwert. Wa Leit a Behandlung sinn am Ausland, a gleeft mer, ech

weess, vu wat ech schwätzen, a si mussen nach eng Kéier dohinner a si mussen dann nach eng Kéier en S2 ausfëllen, dat ass Quatsch, also ass dat net méi in. An dat weess jiddwereen a jiddweree war domadder emmerdéiert, also hu mer et reforméiert, fir datt dat elo dann net méi brauch gemaach ze ginn. Den Dokter muss et just ufroen. An ech denken, wann Der bei deem Dokter sidd, datt deen et dann ufreet, well deen huet Iech jo och an d'Ausland iwwerwisen.

De Règlement grand-ducal vun 1979, mat allem Respekt, ech liesen deen dann eng Kéier, bis elo hunn ech net gelies, ech liesen deen nach eng Kéier an da kommen ech ganz gären op Är Fro zréck.

Wa Kontrolldokteren do sinn, wa Leit gezu gi sinn iwwert d'Informatik a si komme mat enger Krankheet, wou mer keen Expert hunn, oder si hunn eng besonnesch Pathologie, dann, steet am Code vun der Sécurité sociale, kënnen d'Kontrolldokteren op auslännesch Experten zréckgräifen. Dat gëtt och gemaach, et gëtt a ganz rare Fäll gemaach.

Zu de Kriibspatienten oder Leit, déi an der Hospitalisatioun sinn: Dat Ganzt, dat huet eppes och mat der Kodifikatioun vun de Pathologien ze dinn. Déi Kodifikatioun vun de Pathologien, an et geet elo e bëssen an d'Detail, ass ICD-10 – mir kënnen och ICD-11 huelen, wann et méi grouss gëtt, wann et méi prezis gëtt.

Kriibspatiente brauchen net an de Contrôle médical. De Contrôle médical weess awer net, wann e se zitt, ob et Kriibspatiente sinn. Wann d'Kodifikatioun iwwert den ICD prezis ass an den Dokter gëtt déi un, da ginn déi iwwert de Système informatique ecartéiert an da kënne se guer net méi gezu ginn. Ne? Et ass also souwuel en Zesummespill, an do ginn ech Iech Recht an dat ass net e Reproche, tëschent den Dokteren, tëschent dem Contrôle médical an der Verbindung mam CNS an och mat de Leit, wa se et soen.

Wann een an der Klinick läit, hospitaliséiert ass, dann huet en e Krankeschäin, a gëtt e gezunn, da kann en net dohinnergoen. Wann also déi Informatioun vun der Klinick, an dat geschitt meeschtens, iwwert d'CNS bei de Contrôle médical geet, dann ass en hors système, da gëtt en also net gezunn. Wat also d'Kodifikatioun méi prezis ass, wat d'Pathologie oder d'Krankheet ass oder firwat de Contrôle gemaach soll ginn, wat dat och besser an de System ka gespeist ginn.

Wa Leit, déi leider Kriibs hunn, dohinnerkommen, da gëtt dat vermierkt an da brauchen déi net méi dohinnerzegoen. Mee de Contrôle médical weess dat am Ufank net, well soss kéint en nämlech seng Verfare sou maachen, datt e ganz prezis op d'Pathologië géif goen, an dat, dat ass net de Fall.

Dann hat ech den Här Spautz: S2, bon, ech géif mengen, dorobber sinn ech agaangen. Dir hutt och geschwat, Här Spautz, vum Contrôle médical an och vum Aarbechtsdokter, datt een iwwert de Contrôle médical kapabel oder incapabel, also par rapport zu senger Aarbecht, erkläert gëtt. An den Aarbechtsdokter natierlech kuckt par rapport zum Posten, d'Madamm Hartmann huet dat gesot, wou och gekuckt gëtt, ob en inapte oder apte ass, an dat huet zu Diskussioune gefouert.

Et ass richteg, ech mengen, et huet een Deputéierten et hei mentionéiert, datt do Assuréen ugesicht ginn an ugesicht hunn an och gewonnen hunn, an et ass och ee Jugement oder eng Decisioun vun der Cour de Cassation do, fir datt normalerweis dem Aarbechtsdokter elo Rechenschaft geholl gëtt. An dat musse mer natierlech ëmsetzen.

D'Fro déi mer awer hunn, an dat hunn och zwee, dräi Leit hei gesot, dat ass: Entre-temps muss awer e Paiement gemaach gi fir den Assuré. Wann en net méi ka schaffe goen, bon, dann ass et an der Rei, da kritt e säi Kranken… Wann en net ka schaffe goen an en ass net krank, weess ech net, wéi d'Gesondheetskeess dat soll bezuelen, also muss dat iwwert en anere Moyen bezuelt ginn, an do si mer amgaangen, dat ze kucken, fir dat ëmzesetzen. Dat huet nämlech och eppes mam Reklassement ze dinn, wat duerno an d'Spill kënnt. Dat si mer amgaangen ze maachen.

Dat ass net esou evident, well da musse mer iwwert e Fong … Wann Der mech frot, ech kann Iech direkt soen, wat fir ee Fong mer sollen huelen. An ech mengen, den Här Spautz weess och, wat fir ee mer sollen huelen. Mee déi Diskussioun, déi géif ech dann och gären erliewen, da maache mer dat dann och nach. Mee op jidde Fall musse mer dat am Sënn vun den Assuréë maachen.

An de Contrôle médical ass och am Sënn vun den Assuréen, dat wëll ech och eng Kéier kloer soen, well et ass och eng Saach vu Protektioun vum Assuré par rapport zum Patron, an et sinn awer och d'Patronen, déi et verlaangen, fir ze kucken, wéi vill Leit duerch den Absentéisme … oder wéi vill Leit datt krankgemellt sinn. Dat ass einfach wichteg, datt mer déi Zuelen hunn. Dat ass net, fir een do iergendwéi an en Eck ze drécken. Dat heescht, d'Decisioun vun der Cour de cassation ass do.

Dann: D'Madamm Hartmann hat mer geschwat vum S2, och par rapport zum Ombudsman. D'Reklamatioun beim Ombudsman ass méiglech. Do wëll ech soen, datt d'Relatiounen tëschent dem Ombudsman an dem Contrôle médical exzellent sinn. Do gëtt driwwer geschwat, déi schwätze mateneen, déi kucken dat, déi kucken dat au cas par cas. A wann Der de Rapport vum Ombudsman kuckt, do taucht de Contrôle médical net vill op, well mat all deene Fäll, déi mer elo hei genannt hunn, misst schonn de Rapport vum Ombudsman e bësse méi déck sinn. Dat ass net de Fall. Also gëtt do gekuckt mat de Concernés, mam Assuré, mam Ombudsman – et ass natierlech besser ouni, wann et direkt esou gereegelt gëtt.

Dat vum Reklassement hunn ech gesot. Ech mengen, et haten nach den Här Spautz oder, ech weess net, den Här Engelen vläicht, d'Madamm Hartmann oder d'Madamm Hemmen, ech weess et net méi, iwwert d'Telekommunikatioun geschwat, iwwer Visio. Et ass kloer, wann een e Patient – an dësem Fall däerf ech jo net „Patient" soen, mee en „Assuré" – wëllt kucken, da muss e physesch do sinn. Ech weess net, wéi Der soss wëllt e Constat maachen do dervun. Dat fonctionéiert an deene ganz, ganz rare Fäll. Et ass richteg, datt mer dat am Kader vum Covid-19 gemaach hunn, et ass awer fir mech perséinlech net de richtege Wee, fir et ze maachen, well ech géif mengen, da kéimen nach vill, vill méi Diskussiounen op.

(Interruption par la présidence)

D'Madamm Hemmen …

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, Dir misst awer geschwënn zum Schluss kommen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, ech sinn amgaangen, ech sinn amgaangen.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hunn Iech schonn zéng Minutte méi ginn. Vu awer, datt dës Motioun ganz generell gehale war an datt déi verschidde Riedner op en anere Punkt agaange sinn, hunn ech Iech schonn zéng Minutte méi ginn, mee mir mussen awer eng Kéier zum Schluss kommen. Dat heescht, ech wollt Iech awer an d'Lag versetzen, bei allen eenzele Riedner kënnen dorobber anzegoen, wat déi gesot haten.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Ass an der Rei. Ech hale mech drun, ech soe mol sou. Ech fueren elo mol weider. D'Begleedung hunn ech gemaach. D'Schlichtungsstell ass och gemaach. Et ass eng Schlichtungsstell do: An dësem Fall war et d'Cour de cassation, mee och déi Reklamatiounen, déi ginn intern gekuckt, dat hunn ech Iech gesot.

Här Engelen, ech wëll Iech just soen: D'Sproochbarriär, wann do Leit Problemer mat der Sprooch hunn, gi se accompagnéiert. Do ass den Droit d'accompagnement do. Deen ass do! Wa se en net froen, dat ass eng aner Saach, dat kann den Dokter jo net wëssen. Wa se froe ginn an et ass en Argumentaire do … D'Zweesproochegkeet ass och do bei deene 36 Dokteren, ech weess elo net, wéi vill datt der wat fir eng Sprooche schwätzen, mee Dir kënnt verséchert sinn, datt se sech esou opstellen, datt se dat hunn, fir op dee Wee ze goen.

Dat do hunn ech gesot. 20 Joer, déi Evaluatioun, 20 Joer, also, sou wéi d'Theema gehale war, do muss ech Iech soen, ech wier elo hei en Held, wann ech géif soen, ech hunn dat direkt derbäi, wat an deene letzten 20 Joer d'Evolutioun …, an dat hunn ech natierlech net dobäi, ech kann Iech dat awer ganz gär noliwweren.

D'mental Gesondheet, op déi sinn ech agaangen. Ech mengen, do ass all Riedner drop agaangen, datt mer do Psychotherapeuten …, datt mer elo och weiderginn, datt déi Leit och bei déi Leit, bei déi d'Doktere kommen …, dat wäerte mer weider developpéieren.

Mir sinn op der Recherche, fir och Leit ze fannen, a mir sinn a Konkurrenz och, fir Doktere fir de Contrôle médical ze fannen. Dat ass jo kloer. Wann eng Differenz vun de Salairen ass oder eng Differenz Fonctionnaire oder net Fonctionnaire, da muss een och Doktere fannen. Mir sinn also och do, de Contrôle médical, a Konkurrenz mat de Klinicken. Mir probéieren natierlech do och, d'Spezialitéiten esou erauszesichen, vun deene mer gesinn, datt se kommen. A gleeft mer eppes, ech weess, datt d'Psychotherapeuten an och d'Santé mentale ëmmer méi wichteg ginn, an dofir hu mer jo och an aneren Dossiere séier Decisioune geholl.

Bon, ech gi lo net weider dorop an. Ech soen Iech op jidde Fall Merci fir déi konstruktiv Diskussioun. Ech widderhuelen nach eng Kéier meng Invitatioun, fir iwwert d'Kommissioun de Contrôle médical kucken ze goen. Ech mengen, da kënnt Der op der Plaz d'Froe stellen. Dot mer just de Gefalen, wa se elo am Abrëll plënneren, dann ass dat relativ schwiereg, Abrëll, Mee, mee ech mengen, datt mer do een Datum fannen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. Parole après ministre fir d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech géif just nach gären eng Kéier op eng, zwou Froen agoen, wou ech elo keng Äntwert eraushéieren hunn, déi ech gestallt hunn. De Minister ass elo laang a breet op de Werdegang an op den Oflaf agaangen. Dat war net d'Uleies …

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Nee, ech hunn d'Fro net verstanen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | … vun där heiter Debatt. Et ass virun allem ëm d'Mëssstänn gaangen.

Héiert Der mech net?

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Dach, dach, dach, elo.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Et ass virun allem ëm d'Mëssstänn gaangen. An Dir hutt elo just

virdru gesot: „Ech wiere mech géint déi Mëssstänn", vun deenen ech laang a breet geschwat hunn, an ech muss Iech éierlech soen, ech verstinn dat net. Dir sot, ech hunn et zitéiert, ech hunn et ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, ...

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | ... opgeschriwwen, Äert Zitat ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | ... bon, jo.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | ... hutt Der Iech entweeder schlecht ausgedréckt, wat virkomme kann, dat geschitt mir och, da géif ech wierklech gären ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Da si mer schonn zu zwee.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech géif wierklech gäre vun Iech wëssen: Gesitt Der, héiert Der déi Mëssstänn? A wa jo, da war meng Fro: Wat ënnerhuelt Der géint déi Mëssstänn? An ech muss soen, ech war e bësse schockéiert ze héiere vusäite vun der LSAP, dass et nëmmen Eenzelfäll wieren. Mir wëssen alleguer: Et sinn net just Eenzelfäll! Mir hunn x Temoignagë vun Acteure vum Terrain vu lénks no riets, ech ginn net nach eng Kéier drop an, mee et geet net ëm Eenzelfäll! An ech géif gär vun Iech wëssen: An Ärer Verantwortung, wat ënnerhuelt Dir, fir do méi ze wëssen, wat déi Mëssstänn, déi awer zum Deel systematesch ze sinn schéngen, net just deen een oder anere Kontrolldokter schéngt dovunner betraff ze sinn ... Wat ënnerhuelt Dir?

Merci.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Madamm Oberweis, ech hu gesot hei a menger Ried, datt, wa Mëssstänn do sinn, ech déi weiderginn, déi ech selwer kréien, un de Contrôle médical, un d'CNS fir ze kucken. Déi Leit kréien eng Äntwert! Wann ech net ëm déi Mëssstänn ... Ech weess jo net, wat fir eng Dir mengt, da kann ech och net drop reagéieren. Wann déi Leit Schwieregkeeten dermat hunn a si si begrënnt, da gëtt dat och geännert!

Also, et ass och net esou ..., et hunn och schonn Dokteren de Contrôle médical verlooss, ech wëll dat och soen. Méi wëll ech dozou net soen. Et ass also hei jiddwerengem seng Responsabilitéit, déi spillt, a wann en Dokter säin Job net mécht, dann ass en net laang do, dat wëll ech och eng Kéier hei soen. Mee déi Leit maachen alleguerten dat Bescht, wat se bis elo kënnen.

A wa mer natierlech ... Ech kann net reagéieren op Fäll, vun deenen ech net weess. A mir géif ...

(Interruption)

Dir hutt elo grad vun der Santé mentale geschwat, dat ass een Theema, dat mer hunn. Ech soen, mir hu sechs Psychotherapeuten, ech denken, datt déi sechs Psychotherapeuten dann hir Aarbecht maachen, wa Leit kommen, déi zum Beispill e Burnout hunn an esou weider an esou weider. Mir hu Psychologen, déi do sinn, déi sech ëm déi Leit bekëmmeren. Wann déi natierlech zwou, dräi Diagnosen hunn, wou entre autres dat derbäi ass, dann ass et méiglech, datt déi och bei en aneren Dokter kommen. Dat wëll ech jo elo net verneinen. Déi Leit musse jo eng Kéier Congé hunn à tour de rôle, kënne krank sinn an esou weider an esou weider, mee am Gros klappt et.

Datt ëmmer Fäll derbäi sinn, wou vläicht Reklamatioune sinn, do sollen déi Leit, déi Reklamatiounen hunn, déi un déi néideg Stell ginn, da wäert ech dorobber reagéieren. Wann ech näischt weess, kann ech net dorobber reagéieren. Méi wëll ech dozou net soen.

A meng Reaktioun wäert déi sinn, déi ech innerhalb vum Ministère wäert maachen par rapport zum Contrôle médical an zu der CNS, wéi ech dat ëmmer maachen. Ok?

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Fir mech ass dat net ok! Dir sot: „Wann ech näischt weess, kann ech näischt maachen." Dir kënnt dach net soen, Dir wësst näischt, Dir sot selwer, Dir kritt x Plainten! Mir hunn hei laang a breet iwwert ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Madamm Oberweis, gitt Der mer déi Fäll, déi Der hutt ...,

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, kann ech gär maachen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Gitt Der mer déi an da kucken ech, dass ech do eppes ka maachen? Méi kann ech net soen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mee dann haalt op, Saachen ze soen, wéi wann ech net géif reagéieren! Dat verdroen ech guer net! Ech soen Iech awer Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Sozialminister Claude Haagen.

Motion 1

Mir kënnen dëse Punkt awer net ofschléissen, ouni nach iwwert d'Motioun ze befannen, wou et ëm den Droit d'accompagnement geet. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? De Minister ..., nee, fir d'éischt de Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. D'Motioun ass eis ganz sympathesch, zumindest wat den Invite ugeet. D'Considerantë fanne mer e bësse sec geschriwwen, muss ech éierlech soen, well se eppes generaliséieren, wat sécherlech Fakt ass, also, déi Fäll, déi Consideranten, kann ech esou ënnerschreiwen, mee ech mengen net, datt se esou generaliséiert sinn, wéi d'Kolleeginne vun déi Lénk se duerstellen. Dofir hunn ech e bëssen e Problem dermat, se am Moment ze stëmmen, well ech mengen, datt se misst reformuléiert ginn, wat d'Consideranten ugeet.

Ech muss awer feststellen, datt déi Consideranten hei nach eng Kéier dat erëmhuelen zu engem Deel, wat ech virdrun op der Tribün gesot hunn a wou Ären, zu deem Zäitpunkt, Stellvertrieder, de President vun der Seance, mech ënnerbrach huet a gemengt huet, ech géif do Saachen erzielen, déi net wieren.

(Interruption par Mme Nathalie Oberweis)

An ech wëll do awer nach eng Kéier drop hiweisen, éischtens, datt et net de Rôle vum Président de la séance ass, fir engem Deputéierten ze soen, wat en op der Tribün ze soen huet oder net, virun allem net, ob et wouer ass oder net, an ech mengen, datt dat och net déi richteg Plaz war. An ech mengen, dat Zweet ass, datt en Deputéierten, an dat hunn ech och op der Tribün gesot, e Quelleschutz huet, dee mam Arrêt Gibéryen confirméiert gouf, an datt ech mer och net vun engem Président de la séance soe loossen, ech soll meng Quellen oppeleeën oder wann dru gezweifelt gëtt, ech soll mech dach nach eng Kéier dorun erënneren.

M. Fernand Etgen, Président | Mir si bei der Diskussioun iwwert d'Motioun, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hu fënnef Minutten, ech ... D'Motioun ass dorunner ...

M. Fernand Etgen, Président | Dir sollt ëmmer zum Theema schwätzen, dat ass d'Reegel hei am Haus.

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | De Président de la séance och!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Sinn nach weider Wuertmeldungen do? Den Här Minister hat nach d'Wuert gefrot. Nee, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma jo, ganz gär. Zur Motioun: Ech kann deem zoustëmmen, wat mäi Virriedner zu der Motioun gesot huet, wat d'Consideranten ugeet.

Ech mengen, Allgemengplätz sinn hei net ubruecht. Ech kann Iech soen, dass ech och selwer reegelméisseg vun Assuréen drop higewise ginn, wa se eppes als problematesch empfannen, an ech ginn deene Saachen och ëmmer no. An ech muss soen, dass d'Reaktivitéit vum Contrôle médical do och ganz grouss ass, fir dat nozekontrolléieren an och e Feedback ze ginn.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, wann de President dat erlaabt, dass ech net vum Här Clement verlaangt hunn, e soll seng Quellen oppeleeën, mee ech hunn em suggeréiert, dass en et vläicht d'selwecht mécht wéi ech, wann en esou Reklamatioune kritt, dass e se weidergëtt, fir dass och eppes kann doropshin entstoen.

An déi zweet Affirmatioun, déi e gemaach huet, déi ass och net esou vu mir gesot ginn. Dir kënnt dat nolauschteren. A wann dat esou gewiescht wär, wéi hien dat empfonnt huet, ech hunn dat jiddefalls net esou gemengt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Da kritt den Här Spautz d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll enchainéieren, datt den Invite eis Zoustëmmung huet, mee ech wëll awer gläichzäiteg soen: De Minister huet gesot, si sinn amgaangen, eng Analys ze maachen. Et ass gläichzäiteg gesot ginn, dass mer als Kommissioun sollten eng Kéier bei de Contrôle médical goen. Ech hu bei de Considerantë wierklech e bëssen de Bauch wéi, well een dat awer net däerf generaliséieren, wat do steet, an dofir wier ech frou, wann d'Madamm Oberweis an och den Här Kersch, als President vun der Kommissioun, averstane wieren, wa mer eng Kéier géifen an der Kommissioun doriwwer schwätzen, an dass mer da gläichzäiteg kucken, wa mer déi Entrevue hunn, déi jo net däerf am Mäerz an am Abrëll stattfannen ...,

(Interruption par M. Claude Haagen)

... dass mer dann duerno dann eng Kéier kënnen huelen an dann och duerno nach eng Kéier dat ënnersträichen, dass mer awer der Meenung sinn, dass dat muss méiglech sinn, awer dat no Gespréicher mat hinnen alleguer.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir kënnen domadder liewen, fir dat an der Kommissioun weiderzediskutéieren. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss weiderdiskutéieren!

An ech wéilt och gär kuerz op dat reagéieren, wat de Minister gesot huet: Déi sechs Prozent, dat ass schéin a gutt, mee et soll e Recht sinn, dat heescht, net just fir déi, déi et ufroen – en plus weess jo net ëmmer all

Mënsch, dass een et kann ufroen! –, et soll einfach e Recht sinn, wou ee kann drop zielen: Ech loosse mech begleeden, wann ech bei de Kontrolldokter ginn!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da froen ech, ob mer d'accord sinn, dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen? Nee, den Här Minister wëllt nach d'Wuert ergräifen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Gutt. Bon, fir se an d'Kommissioun ze verweisen: Sou, wéi se hei steet, muss ech soen, hätt ech se refuséiert, also hätt ech d'Propos gemaach, fir se ze refuséieren.

Éischtens: Dir kënnt net den Droit d'accompagnement bei den Doktere vermësche mat deem heiten Droit, well dat eent ass fräiwëlleg an dat heiten ass eng Convocatioun, wëll ech just soen. A wann, da muss een oppassen, wéi een et esouwuel an den Artikele vum Code vun der Sécurité sociale wéi och an enger anerer Rechtsgeebung da preziséiert. Dat ass net esou einfach, well mer hei och Diskussiounen da kréien, an, Madamm Oberweis, ech si jo och derfir, dofir maache mer jo de System.

Ech wëll Iech just d'Problematik erklären: Dat ass, fir dann ze soe par rapport zum Secret professionnel vum Dokter, wat fir eng Leit datt däerfe matgoen. Däerfen dat nëmme Famillje sinn? Wie kann do matgoen? Wat geschitt, wa Leit, déi matgaange sinn, sech um Gank kräizen an ee seet deem anere ... Wat fir eng Responsabilitéit hunn déi Leit, déi matginn? Also, ech ka sou weiderfueren. Also, d'Accompagnéieren, dat ass net sou einfach, dat esou ze determinéieren, wéi Der mengt.

Dofir hu mer jo elo gekuckt, fir den Taux och, bon, net an d'Luucht ze drécken, mee fir d'Ouverture ze maachen, an dat si mer amgaangen ze analyséieren. A mir sollen, wannechgelift, och ofwaarden, wat déi nei Cité vun der Sécurité sociale par rapport zu der Infrastruktur mat sech bréngt. Wa mer hei vun ..., ech hat de Montant gesot, ech mengen, et sinn 2.500 Leit, déi do d'Joer een als Accompagneur hunn a bei deene sechs Prozent, déi musse jo och iergendwéi dohinnerkommen, déi musse sech do kënne beweegen, dat geet jo net, datt mer déi alleguerten ...

Wann et een Droit ass, da kréie mer der jo méi, da musse mer de Flux do geréieren. Ma dat sinn intern Saachen, dat huet elo näischt mam Assuré selwer ze dinn, dat huet awer eppes och mat den Dokteren ze dinn. Hunn d'Dokteren dat selwecht Recht, wann elo op eemol een derbäikënnt, fir en zweeten Dokter derbäizehuelen oder och en Accompagneur? A sou weider a sou weider.

Dir kënnt se ëmmer erëm hei ... Bon, oder Dir verweist se an d'Kommissioun, mir ass et d'selwecht, mee ënnert deene Konditiounen, wéi se hei steet, géif ech proposéieren, se ze refuséieren. Wann Der der Meenung sidd, Dir wëllt se an d'Kommissioun huelen, kann ech dermat liewen. Diskutéiert an der Kommissioun doriwwer. Mee sou, wéi se hei geschriwwen ass, ass se leider fir mech net unhuelbar.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch hat nach d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Vu datt ech och direkt ugeschwat gi sinn an als President vun der zoustänneger Kommissioun géif ech natierlech gären d'Invitatioun vum Här Minister unhuelen. Den Här Spautz huet dat jo och nach eng Kéier gefrot, ech mengen, dass dat eng verstänneg Propositioun ass, dass mer kënnen op der Plaz och mat deene Concernéierten iwwert déi ganz Problematik nach eng Kéier diskutéieren.

Ech mengen awer, dass déi Motioun, sou wéi och den Här Clement dat gesot huet, an de Considerantë vill ze vill Allgemeinplätz gëtt an och allgemeng Virwërf formuléiert, déi menger Meenung no esou net stëmmen.

Iwwregens huet den Här Clement op der Tribün och esou en allgemenge Virworf gemaach, andeem e gesot huet, d'Santé mentale, dat géif déi Leit iwwerhaapt net interesséieren. Ech mengen net, dass dat esou ass, a reng de Fait, wéi de Minister et gesot huet, dass do sechs Dokteren, spezialiséiert Dokteren an der Santé mentale, schaffen, weist, dass dat net esou ass!

Ech mengen, dass mer alleguerten Interêt hunn, d'Diskussioun ze objektivéieren, mat de Leit op der Plaz diskutéieren, a wa Verbesserungen herno sollte méiglech oder néideg sinn, da sollte mer déi och zesumme maachen an dofir ganz gären an der Kommissioun d'nächste Kéier d'Diskussioun weiderféieren an dann och nach bei de Contrôle médical goen, awer déi dote Motioun, fir eis, esou net unzehuelen a se dann och ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

Ech mengen, da kënne mer elo iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché (par Mme Stéphanie Empain), M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

D'Madamm Oberweis freet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo. Et deet mer leed, ech hat elo eraushéieren, dass se eventuell awer soll an d'Kommissioun goen. Dat do war mir elo net ganz kloer. Mir hunn elo ofgestëmmt ...,

(Brouhaha général)

... mee ech muss soen, ech sinn e wéineg enttäuscht vun der LSAP. Fir hir sozialistesch Oder hätte se wierklech kënne soen: „Mir si bereet fir deen Debat an der Kommissioun. A mir als Vertrieder missten eis staarkmaache fir d'Leit, staarkmaache fir d'Assuréen, fir d'Patienten." Ech sinn e wéineg enttäuscht, dass dat doten net an d'Kommissioun komm ass.

M. Fernand Etgen, Président | Jo. Ech mengen, dat dote kann een net esou stoe loossen, d'sozialistesch Fraktioun hat dat genau motivéiert an duerfir ginn ech hinnen och d'Wuert nach eng Kéier zréck.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Et wär wierklech gutt, wann een deem aneren hei géif nolauschteren.

Une voix | Genau!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech mengen, ech hunn et gesot an och begrënnt, firwat dass mer déi dote Motioun net wëllen unhuelen: well an de Consideranten eng Rei vun allgemenge Virwërf sinn, déi eiser Meenung no esou net stëmmen, mee dass mer eis awer net enger weiderer Diskussioun an der Kommissioun iwwert déi dote Problematik inklusiv engem Besuch beim Contrôle médical verwieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools fir déi Prezisioun.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.44 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Bornes de recharge ultra-rapides publiques « SuperChargy »	6796	Marc Goergen	40
Utilisation durable des manuels scolaires	6886	Josée Lorsché, Djuna Bernard	40
Rénovation du pont à Ell	6897	André Bauler	41
Session ordinaire 2022-2023			
Port du voile à l'école	7075	Fred Keup	41
Conseil de gérance de l'agence eSanté	7076	Carole Hartmann, Gusty Graas	41
Prix du gaz	7077	Gilles Roth, Laurent Mosar	42
Transport scolaire	7078	Martine Hansen, Aly Kaes	43
Études en arts	7080	Fred Keup	43
Contrôle médical	7081	Sven Clement	44
Trafic sur la N5	7082	Marc Goergen	45
Hauts fonctionnaires du Gouvernement	7083	Sven Clement	45
Projet d'extension du tram	7084	Sven Clement	45
Scandale de viande de poulet	7085	Marc Goergen	46
Cannabis récréatif	7086	Nathalie Oberweis	46
Pénurie de personnel dans le secteur de la santé	7087	Jeff Engelen, Fred Keup	46
Conseil de gérance de l'agence eSanté	7088	Claude Wiseler	41
Tarifs d'injection dans le cadre des installations photovoltaïques	7089	Paul Galles, Marc Lies	47
Organisation des rentrées de l'éducation précoce dans les communes	7090	Myriam Cecchetti	47
Conditions de sécurité de l'enseignement en atelier dans le cadre de la formation professionnelle	7091	Myriam Cecchetti	48
Contrôle du notaire dans le cadre d'une transaction immobilière	7092	Sven Clement, Marc Goergen	48
Droit à l'accompagnement	7093	Nathalie Oberweis	49
Ligne de bus transfrontalière gratuite entre Luxembourg-Kirchberg et le P+R de Roussy-le-Village (F)	7094	Chantal Gary	49
Inégalités en matière de consommation énergétique entre les ménages	7095	Myriam Cecchetti	50
Pénuries de médicaments	7096	Claude Wiseler	50
Utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture	7097	Martine Hansen	50
Piscine de Vianden	7098	Martine Hansen, Max Hengel	51
Apprentissage des adultes	7099	Sven Clement	52
Pyramide d'âge dans le secteur agricole	7101	Martine Hansen	52
Épidémie de bronchiolite	7102	Max Hengel	52
Livraisons d'armes à l'Ukraine	7103	Marc Goergen	53
Règlement de l'Union européenne concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine	7104	Laurent Mosar	53
Bornes électriques dans les bâtiments publics	7105	Marc Goergen	53
Nouvelle variante BQ.1.1 de la Covid-19	7106	Max Hengel	53
Contrôles de voitures par la police	7107	Dan Biancalana	54
Retrait annoncé de la France du TCE	7108	Myriam Cecchetti	54
Crédits logements	7109	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	54
Aides financières pour l'Ukraine	7110	Fernand Kartheiser	54
IRM au Centre Hospitalier du Nord	7111	André Bauler, Carole Hartmann	55
Huile de cannabis	7112	Sven Clement	55
Livres scolaires	7113	Sven Clement, Marc Goergen	55
Contribution financière du Luxembourg au profit de l'UNRWA	7114	Georges Mischo	56
Radars contre le téléphone portable au volant	7115	Jeff Engelen	56
Vandalisme d'œuvres d'art	7116	Fred Keup	56
Extradition vers les États-Unis de M. Frank Schneider	7117	Fernand Kartheiser, Fred Keup	57
Avenir des salariés de la banque luxembourgeoise Fortuna Banque	7118	Laurent Mosar, Marc Spautz	57
Revendication du corps médical dans le cadre du paiement des services de garde et des astreintes	7119	Gilles Baum, Gusty Graas	57
Mesures en faveur de la participation citoyenne au niveau communal mentionnées lors du débat de consultation au sujet des propositions formulées par le Klima-Biergerrot	7120	Jessie Thill, François Benoy	57
Centrale nucléaire de Cattenom	7121	Carlo Weber, Cécile Hemmen	58
ADHS chez l'enfant	7122	Sven Clement	58
Tarifs dans les maisons relais pour enfants pendant les vacances scolaires	7123	Max Hengel	59
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	7124	Félix Eischen	60
Sécurité au Luxembourg	7125	Marc Goergen	61
Règles de stationnement des voitures ministérielles	7126	Marc Goergen	61
Ponctualité des trains CFL	7127	Marc Goergen	61
Voitures des ministres	7128	Marc Goergen	62
Promotion de la gymnastique au Luxembourg	7129	Cécile Hemmen	62
Chantier sur la N27	7130	Martine Hansen	62
Délais d'attente dans la clinique pédiatrique KannerKlinik	7131	Martine Hansen	63
Inventorisation et reconditionnement du Fonds Dommages de guerre subis au cours de la Seconde Guerre mondiale	7132	Claude Wiseler	63
Avenir du chauffage à gaz	7133	Sven Clement	63
Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC)	7134	Stéphanie Empain	64
Transmission de données à la WHO en relation avec la Covid-19	7135	Jeff Engelen	65
Parc automobile de la Police grand-ducale	7137	Fred Keup	65
Mise en œuvre du concept de la « Hausaufgabenhëllef » dans les communes	7138	Myriam Cecchetti	66
Retours de résidents partis à l'étranger pour des études supérieures	7139	Francine Closener	66
Centre de formation pour conducteurs	7140	Jeff Engelen	67
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	7141	Fernand Kartheiser	67
Déblaiement de la Sûre	7142	André Bauler	68
Réaménagement de la traversée de Boxhorn	7143	André Bauler	68

Restauration de la façade du château d'Erpeldange-sur-Sûre	7144	André Bauler	68
Attaque contre la pipeline « Nordstream »	7146	Fernand Kartheiser	68
Risques de pannes d'électricité	7147	Marc Spautz	69
Matériel scolaire des apprentis	7148	Fred Keup	69
Congé parental dans le cas du décès de l'enfant	7149	Marc Goergen	69
Accès au Lycée technique agricole à Gilsdorf	7150	André Bauler	69
Attaques au couteau	7151	Fred Keup	70
Regroupement au CNFPC d'Ettelbruck des élèves des classes professionnelles « Mécanicien d'automobile »	7154	Myriam Cecchetti	70
Produits financiers durables offerts par les banques de la place financière	7155	François Benoy	71
Nouveau traitement préventif de la bronchiolite	7156	Cécile Hemmen	71
Examen de fin d'études	7157	Martine Hansen, Max Hengel	72
Finances communales dans le contexte du nouveau Programme directeur d'aménagement du territoire	7158	Jean-Paul Schaaf	72
Mise en place par l'Agence régionale de santé Grand Est d'un « contrat d'allocation études » pour les étudiants dans le secteur des soins et de santé	7159	Cécile Hemmen	73
Cas de tuberculose dans les écoles	7160	Sven Clement	73
Flotte automobile du Gouvernement	7161	Marc Goergen	74
Déclaration des propriétés immobilières des membres du Gouvernement	7162	Marc Goergen	74
Primes pour panneaux photovoltaïques	7163	Marc Goergen	75
Propos du Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure concernant le président du SNPGL	7164	Marc Goergen	75
Statistiques concernant le Registre national des personnes physiques	7165	Sven Clement	75
Réserve naturelle « Trëntengerdall »	7166	Marc Goergen	75
Lutte contre la pédopornographie	7167	Nancy Arendt épouse Kemp	76
Impact du règlement sur la répartition de l'effort (RRE)	7168	Fernand Kartheiser	76
Centre de données de Google à Bissen	7169	Laurent Mosar	76
Situation des animaux domestiques des réfugiés	7170	Marc Goergen	76
Faillite de la plate-forme d'échange	7171	Marc Goergen	77
Bâtiment de la Cour supérieure de justice de cryptoactifs FTX	7173	Fernand Kartheiser	77
Installations photovoltaïques dans le secteur agricole	7174	Martine Hansen	77
Retours de résidents partis à l'étranger	7176	Fernand Kartheiser	78
Rappel mondial d'appareils respiratoires	7178	Gusty Graas	78
Réserve naturelle « Trëntengerdall »	7179	Martine Hansen, Léon Gloden, Octavie Modert, Max Hengel	79
Gestion locative sociale	7181	Marc Goergen	79
Installation artistique au Festival de films francophones à Montréal	7182	Sven Clement	79
Restitutions réclamées par le FNS dans le cadre du REVIS	7184	Myriam Cecchetti	80
Pâturage	7185	Martine Hansen	80
Spécialisation du personnel soignant	7187	Sven Clement	81
Cessions de rémunération concernant les contrats épargne logement	7190	Claude Wiseler	81
Auxiliaire de vie	7191	Sven Clement	82
Propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant les demandeurs de protection internationales	7195	Fernand Kartheiser	82
Contribution du Luxembourg aux financements des pertes et dommages globaux liés au réchauffement climatique	7196	Myriam Cecchetti	82
Entretien du chauffage dans un bâtiment du Fonds du logement à Differdange	7197	Sven Clement, Marc Goergen	83
Aides pour les élèves de la formation professionnelle	7200	Myriam Cecchetti	83
Correspondances entre la Nordstad et les localités de Holzthum et de Consthum	7201	André Bauler	84
Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3)	7202	Martine Hansen	84
Licenciements auprès d'Amazon	7203	Marc Goergen	86
Prestations en espèces de l'assurance dépendance	7204	Sven Clement	86
Loi sur l'accès aux lieux ouverts au public	7205	Fred Keup	86
Communication accessible	7206	Fred Keup	86
Établissements classés	7210	Jean-Paul Schaaf	87
Épidémie de bronchiolite	7214	Sven Clement	87
Ouette d'Égypte	7216	Martine Hansen	88
Autorité parentale dans le cas d'une gestation pour autrui	7218	Fernand Kartheiser	88
Enquête du LISER sur les mesures pour le climat	7219	Martine Hansen, Claude Wiseler	88
Lutte contre le sans-abrisme	7222	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	88
Refus de donner aux autorités judiciaires son code de déverrouillage de téléphone portable	7223	Dan Biancalana	89
Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le Registre des bénéficiaires effectifs	7224	Laurent Mosar	90
Fonctionnement du Film Fund	7225	Félix Eischen, Diane Adehm	90
Congé pour raisons familiales pour les personnes occupées auprès d'une mesure en faveur de l'emploi	7226	Sven Clement	90
Ligne RGTR n° 146 Wiltz–Kautenbach	7227	Carlo Weber	91
Aide sociale proposée par les offices sociaux	7229	Sven Clement	91
Promotion de l'éducation non formelle dans le nord du pays	7230	Jean-Paul Schaaf	91
Ligne RGTR n° 146 Wiltz–Kautenbach	7233	André Bauler	92
Fichier Excel du Ministère du Logement concernant le bail à loyer	7235	Sven Clement	92
Conservation des données	7236	Sven Clement, Marc Goergen	92
Central téléphonique 112	7238	Max Hengel, Léon Gloden	92
Terrain constructible détenu par l'État	7242	Sven Clement, Marc Goergen	93
Modalités du transfert de l'Institut Max Planck de Luxembourg à l'Université du Luxembourg	7243	Myriam Cecchetti	93
Hauts fonctionnaires du Gouvernement	7245	Sven Clement	94
Droit à un interprète lors du dépôt d'une plainte	7249	Nathalie Oberweis	94

Taxe d'abonnement	7255	Sven Clement	95
Évaluation du revenu d'inclusion sociale (REVIS)	7261	Myriam Cecchetti	95
Nouvelle prison à Sanem	7262	Pim Knaff	95
Service central d'assistance sociale	7266	Sven Clement	95
Consuls honoraires	7269	Claude Wiseler	96
Liste d'attente dans les foyers pour femmes en détresse	7273	Nathalie Oberweis	97
Hauts fonctionnaires du Gouvernement	7323	Sven Clement	97
Arrêt n° 174 du 9 décembre 2022 de la Cour constitutionnelle concernant le mécanisme temporaire de la voie express de la Police grand-ducale	7365	Léon Gloden	98
Dette des communes	7374	Marc Goergen	98
Épidémie de bronchiolite	7389	Martine Hansen, Claude Wiseler	98
Problèmes lors du vote par correspondance	8082 urgente	Sven Clement	99

Bornes de recharge ultra-rapides publiques « SuperChargy » | Question **6796** (08/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mëttlerweil ginn et 8 SuperChargy-Statiounen um Kierchbierg an zu Jonglënster a 6 op den Aires de Berchem a Capellen. 88 dëser Statioune si bis 2023 geplangt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kilowattstonne goufen op de 6 Tankstelle bis ewell getankt?

2. Kann de Minister aschätzen, wéi vill Kilowattstonnen heivunner vum Transittverkéier getankt goufen?

Réponse (07/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen, wéi vill op de SuperChargy-Statioune bis elo geluede gouf.

Laut de Stroumnetzbedreiwer goufen op de 6 SuperChargy-Statiounen zënter hirer Inbetribnam bis den 9. September 2022 follgend Gesamtzuelen u Kilowattstonnen (kWh) geluedeen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Esou goufen eleng op de 6 SuperChargy-Statioune scho bis den 9. September iwwert 600.000 Kilowattstonne geluedeen.

Genau kann een awer net aschätzen, ob elo ee Resident, Frontalier oder soss eng Persoun am Transitt d'Luedstatioune benotzt. Heifir misst een entweeder eng Ëmfro oder eng Zielung maachen. Och iwwert den eMA ID (electric Mobility Account ID), den Identifiant vun all Luedkaart, wou déi 2 éischt Charakteren engem Lännercode entspriechen, ass net onbedéngt hëllefräich. Dëst well de Code an der Reegel nëmmen d'Land vum Luedserviceprovider uweist an net zwangsleefeg dat vum Benotzer.

Et gesäit een awer, datt virun allem d'SuperChargy-Statiounen op den Autobunne virun allem iwwert de Summer vill benotzt goufen, an dëst virun allem op de Weekender, wou vill Residenten aus den Nopeschlänner an aus Holland an d'Vakanz fueren oder aus dëser nees zréckkommen. Esou sinn déi 10 Deeg, wou bis elo am meeschten op de 4 Autobunnstankstelle geluede gouf, alles Freideger, Samschdeger oder Sonndeger tëschent dem 22. Juli an dem 14. August. Ouni Iwwerraschung kann een dohier schléissen, datt d'SuperChargy-Statiounen op den Autobunnen am Summer vill vu Leit benotzt goufen, déi am Transitt waren a laang Distanze mat hirem 100 % Elektroauto zréckgeluecht hunn.

Utilisation durable des manuels scolaires | Question **6886** (22/09/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Depuis la rentrée 2018-2019, les manuels scolaires obligatoires sont distribués à titre gratuit aux élèves de l'enseignement secondaire classique et général ainsi qu'à ceux de la formation professionnelle. Afin d'encourager l'utilisation durable des manuels scolaires, le recours aux manuels d'occasion est récompensé par un bon d'achat à hauteur de 50 % de la valeur des livres non commandés.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3128 concernant la gratuité des manuels scolaires dans l'enseignement secondaire, Monsieur le Ministre a, entre autres, présenté des données sur l'évolution des bons d'achat. De ces informations il ressort que, pour les années scolaires 2018-19 à 2020-21, le nombre de bons générés, leur valeur totale et finalement la valeur totale réclamée ont chuté considérablement.

Dans la situation actuelle de crise énergétique et climatique ainsi qu'au vu de la croissance continue du nombre d'élèves dans nos écoles, la réutilisation de manuels constitue un levier important dans la gestion efficace et durable des ressources.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Comment ces chiffres ont-ils évolué depuis lors ? La chute du nombre de bons et leur faible taux d'utilisation se sont-ils confirmés ?

2) Combien de lycées ont organisé des foires d'échange ou autres événements promouvant l'échange de manuels scolaires au cours des deux dernières années ?

3) La généralisation de foires d'échange dans tous les lycées avant le début des vacances d'été ne constituerait-elle pas un moyen adéquat pour promouvoir la réutilisation de livres scolaires ?

4) Comment la réutilisation de manuels scolaires est-elle promue dans l'enseignement fondamental ?

Dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée, Monsieur le Ministre avait indiqué que les raisons que peuvent avoir les élèves de renoncer à l'utilisation des chèques-livres générés n'avaient pas pu être déterminées et qu'une enquête dans ce sens auprès des libraires n'avait pas non plus permis de fournir des réponses plausibles à cette question.

5) L'organisation d'une campagne de rappel promouvant l'utilisation des bons d'achat ne serait-elle pas utile pour augmenter le taux d'utilisation desdits bons, le cas échéant combiné avec une campagne existante ou nouvelle promouvant la lecture auprès des enfants et jeunes ?

Réponse (08/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1), 3) et 5) Depuis l'introduction de la gratuité des manuels scolaires à l'enseignement secondaire en 2018, le nombre de chèques-livres émis ainsi que le nombre de chèques-livres réclamés ont diminué. Les statistiques de l'année scolaire en cours, en ce qui concerne l'utilisation des chèques-livres, ne sont guère probantes, car beaucoup ne sont utilisés que plus tard dans l'année.

2022-23 (20/10/2022)		
Valeur totale chèques-livres	5.117 paniers	191.132,56 €
Valeur réclamée chèques-livres	1.891 achats	3.002,97 €
Valeur moyenne chèque-livres	par panier	37,35 €
2021-22		
Valeur totale chèques-livres	6.548 paniers	255.534,68 €
Valeur réclamée chèques-livres	5.181 achats	109.757,59 €
Valeur moyenne chèque-livres	par panier	39,02 €
2020-21		
Valeur totale chèques-livres	8.453 paniers	313.854,42 €
Valeur réclamée chèques-livres	6.503 achats	131.310,80 €
Valeur moyenne chèque-livres	par panier	37,13 €
2019-20		
Valeur totale chèques-livres	14.733 paniers	645.876,07 €
Valeur réclamée chèques-livres	12.157 achats	268.612,13 €
Valeur moyenne chèque-livres	par panier	43,84 €
2018-19		
Valeur totale chèques-livres	26.569 paniers	1.875.362,68 €
Valeur réclamée chèques-livres	16.182 achats	1.360.058,27 €
Valeur moyenne chèque-livres	par panier	70,58 €

L'une des raisons de cette évolution réside dans le fait que l'application www.mybooks.lu et les bases de données correspondantes sont constamment adaptées, de sorte que de moins en moins de bons ont dû être délivrés. En outre, la crise liée à la Covid-19 a perturbé l'organisation par la Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) de leur marché du livre (« Bichermaart »), et moins de livres d'occasion ont trouvé de nouveaux acquéreurs.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse salue l'idée d'organiser une campagne

de rappel promouvant l'utilisation des bons d'achat pour augmenter le taux d'utilisation de ces derniers à l'occasion de la prochaine rentrée et de promouvoir les foires d'échanges dans les lycées avant le début des vacances d'été.

ad 2) Certains lycées organisent des foires d'échange ou d'autres événements destinés à favoriser l'échange de livres. Il s'agit des lycées suivants : l'Athénée de Luxembourg, le Lycée Aline Mayrisch , le Lycée Bel-Val, le Lycée Guillaume Kroll, le Lycée Michel Rodange, le Lycée technique de Lallange, le Maacher Lycée ainsi que le Schengen-Lycée.

ad 4) Dans le cadre du choix du matériel didactique dans les écoles fondamentales publiques, il appartient à l'équipe pédagogique de se concerter sur les manuels scolaires à utiliser et de les proposer au comité d'école pour approbation[1]. Dans ce contexte, il revient également à l'équipe pédagogique d'évaluer si les livres peuvent être réutilisés ou non.

Il va de soi que la réutilisation des manuels scolaires exploités exclusivement lors des phases d'exercisation dans les différents domaines de développement et d'apprentissage ne s'avère pas opportune, étant donné qu'il est coutume que les élèves écrivent dans les livrets d'exercice concernés.

Nonobstant, les livres scolaires ne regroupant pas d'exercices, comme par exemple les livres de lecture, les anthologies ou les recueils de chants, sont souvent réutilisés d'une année scolaire à l'autre. À la fin de chaque année scolaire, les équipes pédagogiques vérifient l'état du stock de livres scolaires couramment réutilisés pour échanger exclusivement les livres endommagés.

Rénovation du pont à Ell | Question **6897** (26/09/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Opgrond vum schlechten Zoustand vun der Bréck zu Ell ass zënter Laangem geplangt, dës Bréck ze renovéiere respektiv komplett ze erneieren. Allerdéngs schéngt dësen Dossier net richteg virunzegoen, soudass sech d'Leit mëttlerweil Suergen ëm d'Stabilitéit an d'Sécherheet vun der Bréck maachen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wou ass d'Planung vun der Erneierung oder der Renovéierung vun der Eller Bréck fir de Moment drun?

2. Leien déi erfuerdert Autorisatioune schonn alleguer vir?

Bis wéini ka spéitstens ëffentlech ausgeschriwwe ginn?

3. Wéi héich gëtt de Käschtepunkt vun dësem Projet geschat?

Réponse (03/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. D'Planung vum Projet vun der Eller Bréck ass ofgeschloss an d'Aarbechte ginn nach Enn dës Joers ëffentlech ausgeschriwwen. Des Weidere kann ech dem honorabelen Deputéierte versécheren, datt all déi néideg Autorisatioune virleien.

ad 3. De Käschtepunkt vun dësem Projet, inklusiv sämtlechen Etüden, gëtt op ronn 1,4 Milliounen Euro TTC geschat.

[1] Article 1er du règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les missions et le fonctionnement de l'équipe pédagogique ainsi que les attributions et les modalités d'indemnisation du coordinateur de cycle. (Mém. A – 98 du 14 mai 2009, p. 1468)

Port du voile à l'école | Question **7075** (26/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De Schleier an aner reliéis Symboler sinn an ëffentleche Schoulen e kontroverst Theema zu Lëtzebuerg, wéi och an aneren europäesche Länner. Am Ablack gëtt dat Theema op en Neits diskutéiert, nodeems sech eng wichteg national Gewerkschaft d'Droe vum Schleier an eise Schoule verbidde wëll. Fir si ass de Schleier en Ausdrock vun Ënnerdréckung, feelplacéiert an enger oppener Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg ass d'Droe vum Schleier an den ëffentleche Schoule gesetzlech net verbueden.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. A Frankräich ass d'Droe vum Schleier an ëffentleche Schoule verbueden. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt de Schleier net mat der Iddi vun Trennung vu Kierch a Staat kompatibel ass?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Erlabe vum Schleier bei gläichzäitegem Verbuet (jee no Schoul) vu „provokative" Kleedungsstécker eng Form vun Diskriminéierung géint Schüler duerstellt, déi hir perséinlech Iwwerzeegungen a Form vun onkonventionellen, awer net geféierleche Kleedungsstécker, wéi z. B. engem T-Shirt ausdrécke wëllen? Wann nee, aus wéi enge Grënn ass dat keng Diskriminéierung?

3. An der Circulaire vum 26. Juni 2014 un d'Schouldirekteren heescht et: « Le défi auquel se voit confrontée l'école publique est de rendre compatibles la liberté d'expression des élèves et la neutralité de l'école par rapport à des questions de religion sans compromettre Ie bon fonctionnement de I'école. » Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt dës Uweisung vu ville Proffen esou kéint verstane ginn, datt et besser ass, „alle Problemer aus dem Wee ze goen", wéi d'Neutralitéit an domat de „bon fonctionnement" vun de Schoulen ze erméiglechen?

4. Wéi steet den Här Minister zur Ausso vun der Gewerkschaft, déi fir e Verbuet vum Schleier an ëffentleche Schoule plädéiert, dass d'Erlabe vum Schleier „weider Fuerderunge vu bestëmmte Gemeinschafte" fërdert, sou zum Beispill „die bereits gewährte Abwesenheit bestimmter Kinder, damit sie an der Feier islamischer religiöser Feiertage teilnehmen können, die Nichtverpflichtung für Mädchen, den gesamten Biologieunterricht zu besuchen, die Wahl des Geschlechts des Lehrpersonals oder des Schularztes oder auch die Anfechtung des gemischten Sportunterrichts"? („L'Essentiel" vum 24. Oktober 2022)

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Instruction ministérielle vum 26. Oktober 2014 gëtt als Zil vir, « de rendre compatibles la liberté d'expression des élèves et la neutralité de l'école par rapport à des questions de religion sans compromettre le bon fonctionnement de l'école ». Follgend Punkte ginn ausdrécklech preziséiert:

« (1) L'accès à l'enceinte du lycée est interdit à toute personne qui a le visage voilé ou camouflé de sorte qu'elle ne puisse être identifiée. [...]

(2) Chaque élève est tenu de participer à tous les cours prévus par la grille horaire [...] ; les cours sont communs pour les deux sexes. »

Weeder aus dem Enseignement fondamental nach aus dem Enseignement secondaire goufe menge Servicer Problemer oder Konflikter am Zesummenhang mam Droe vum Schleier signaléiert. Et gëtt deemno aktuell kee Grond, iwwert d'Dispositioune vun der uewe genannter ministerieller Instruktioun erauszegoen.

Conseil de gérance de l'agence eSanté | Question **7076** (26/10/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gusty Graas** (DP)

Il nous revient que l'ensemble des membres de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) siégeant au conseil de gérance de l'agence eSanté vient de démissionner avec effet immédiat de ce conseil de gérance.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Quelle est la réaction de Madame et Monsieur les Ministres face à cette démission collective des membres de l'AMMD du conseil de gérance de l'agence eSanté ?

– Quelles sont les répercussions de ces démissions sur le fonctionnement du conseil de gérance de l'agence eSanté ?

– Madame et Monsieur les Ministres vont-ils chercher le dialogue avec les représentants de l'AMMD afin de discuter des solutions possibles ?

Conseil de gérance de l'agence eSanté | Question **7088** (27/10/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Lors de son assemblée générale extraordinaire le 12 octobre dernier, l'Association des médecins et médecins-dentistes a fermement critiqué le mode de fonctionnement de l'agence eSanté, notamment le volet du Dossier de soins partagé (DSP) et le stockage des données. L'association a décidé unanimement que les membres nommés par l'AMMD au sein du conseil de gérance de l'agence eSanté démissionnent avec effet immédiat. En plus, elle n'entend plus siéger au conseil de gérance et ne nommera aucun nouveau représentant.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Quelles conséquences la démission des membres nommés par l'AMMD aura-t-elle pour le fonctionnement du conseil de gérance de l'agence eSanté ?

– Qu'est-ce que le Gouvernement entend faire pour débloquer la situation ?

– Est-ce que le Gouvernement est d'avis que le DSP, à l'état actuel, est à la hauteur des besoins des patients et des médecins ?

– Est-ce que le Gouvernement a l'intention réformer le mode de fonctionnement du DSP ?
• Si oui, quelles mesures le Gouvernement envisagera-t-il ?

Réponse (29/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

– Madame et Monsieur les Ministres regrettent la démission des deux gérants, nommés par le conseil d'administration de l'AMMD, du conseil de gérance de l'agence eSanté. Ils soutiennent l'initiative immédiate lancée par le conseil de gérance de l'agence de solliciter auprès de l'AMMD une proposition de nomination de deux nouveaux gérants. Il est à souligner que l'AMMD est toujours représentée dans des comités techniques et scientifiques de l'agence et reste membre du GIE agence eSanté.

– La démission des deux gérants représentant l'AMMD du conseil de gérance de l'agence eSanté ne mettra en péril le fonctionnement et le travail de ce dernier, alors

que les décisions qui lui seront soumises à l'avenir pour délibération continueront à être prises, à condition que la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. En l'espèce et comme par le passé, il faudra que 8 membres gérants sur les 15 soient présents ou représentés. Ainsi, cette démission de ces deux membres peut être assimilée pour l'instant à une absence prolongée de ces derniers.

Néanmoins, il est regrettable que cette démission privera l'AMMD dans la situation actuelle de participer activement aux discussions qui animent les divers conseils de gérance de l'agence eSanté et de concevoir de ce fait, ensemble avec les autres parties prenantes du domaine de la santé, activement la digitalisation du secteur de la santé du Grand-Duché de Luxembourg, tel qu'il en a été le cas depuis la création de l'agence eSanté en 2013.

En tout état de cause, l'agence eSanté continuera de travailler avec la centaine de professionnels de santé impliqués dans ses divers projets sur le terrain et ceci afin d'obtenir le retour d'expérience sur l'usage au quotidien de ses nouveaux services et autres nouvelles fonctionnalités de services existants, mis en place sur sa plateforme eSanté.

À titre d'information sont ajoutés les éléments statutaires de l'article 16 « Composition » et au point (2) de l'article 20 « Réunions et délibérations » du contrat constitutif de l'« agence eSanté – Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé G.I.E. », tel qu'amendé pour la dernière fois par son assemblée générale du 30 avril 2014 afin de compléter la réponse à cette partie de la question parlementaire.

En l'espèce, l'article 16 dont question ci-dessous dispose que :

« Le groupement est géré par un conseil de gérance assumant le rôle du collège de gérants tel que défini par article 12 de la loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique. Les membres du conseil de gérance, personnes physiques, portent le titre de gérant.

Le conseil de gérance se compose de 15 membres, désignés comme suit pour un mandat renouvelable de trois ans :

1. pour les membres de droit : CNS : 3 gérants ;
État : 2 gérants désignés par décision conjointe des Ministres ayant la Santé et la Sécurité sociale dans leurs attributions ;
Centre commun de la sécurité sociale : 1 gérant
2. pour les membres désignés à l'article 3, alinéa (2) (dont l'AMMD) : chaque fois 2 gérants ;
3. pour les membres désignés à l'article 3, alinéas (3) et (4) : chaque fois 1 gérant ;
4. le président est désigné suivant les dispositions de l'article 12, alinéa (3) ».

Le paragraphe (2) de l'article 20 dispose que :

« (...)

(2) Le conseil de gérance ne se réunit et ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix, avec une pondération majorée de 100 % pour les gérants nommés par la CNS et l'État pour les décisions ayant un impact financier majeur. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Le conseil délibère valablement sur tout point porté à l'ordre du jour. Lorsque tous ses membres sont présents ou représentés, il peut décider à l'unanimité de porter à l'ordre du jour tout autre point de sa compétence.

(...) ».

– Madame et Monsieur les Ministres ont immédiatement réagi face à la démission des deux gérants représentant l'AMMD au conseil de gérance de l'agence eSanté en sollicitant l'intervention des représentants gouvernementaux au sein du conseil de gérance de l'agence eSanté afin que ce dernier procède avec effet immédiat au lancement d'une invitation formelle adressée à l'AMMD afin que celle-ci propose deux nouveaux gérants.

– Le Dossier de soins partagé (DSP) est, d'un point de vue technique et opérationnel, dans son état actuel à la hauteur des besoins. En effet, il répond en l'espèce, aux besoins identifiés et prévus à l'article 60 quater du Code de la sécurité sociale.

Pour rappel, le DSP se doit de regrouper les données médicales et autres informations concernant le patient, utiles et pertinentes afin de favoriser la sécurité, la continuité des soins, la coordination des soins, ainsi qu'une utilisation efficiente des services de soins de santé. Il permet non seulement aux professionnels de santé d'accéder et de s'échanger des données médicales sur leur patientèle, mais également à l'assuré affilié d'accéder et de regrouper dans un seul outil toutes les informations de santé importantes le concernant et ce, également sur une application mobile pour smartphone.

Dans ce contexte, trois rapports indépendants ont été réalisés par des instances externes à l'agence eSanté, à savoir :

1. Note de recherche scientifique CS-2021-DR-003 du 31 mars 2022 concernant le système eSanté et le Dossier de soins partagé (DSP) en Europe ; Cellule scientifique ; Chambre des Députés du Luxembourg ;
2. Rapport IHE CATALYST – Rapport relatif à l'analyse de l'infrastructure de partage de documents de santé de l'agence eSanté au Luxembourg ;
3. Recommandation de la Commission européenne du 6 février 2019 relative à un format européen d'échange des dossiers de santé informatisé.

Les trois documents en cause font ressortir que l'agence eSanté a su mettre en place un outil de partage de données de santé au niveau national, devenu entre-temps également un modèle pour d'autres pays européens.

Évidemment, le DSP est amené à évoluer pour qu'il soit plus facile d'accès pour tous les utilisateurs et les services de l'agence eSanté y œuvrent de manière continuelle. Dans ce cadre il y a toutefois lieu de soulever que l'accès au DSP via les outils utilisés par les utilisateurs dépend des éditeurs de ces logiciels, l'agence eSanté n'offrant qu'un soutien technique pour une telle intégration. C'est ainsi que des échanges ont continuellement lieu avec les éditeurs qui le souhaitent.

– Le service du DSP est en constante évolution, ne serait-ce que pour suivre les mises à jour régulières et nécessaires en matière de sécurité, afin de faire face au quotidien, aux nouvelles menaces et autres risques en matière de cybersécurité.

Depuis son lancement en 2014, le DSP a déjà fait l'objet d'une importante évolution en 2019 et ce, en anticipation de son déploiement généralisé intervenu à partir de janvier 2020. Par rapport à l'ancienne version lancée en 2014, la version actuelle du DSP comprend notamment l'introduction de fonctionnalités plus ergonomiques et intuitives, un layout graphique plus adapté, des rubriques et onglets spécifiques par thématiques, etc.

En outre, dans un futur proche, il est planifié de rendre ce service phare de la plateforme eSanté plus intelligent, c'est-à-dire qu'il ne devienne pas un simple entrepôt stockant des informations suivant l'adage « trop d'information tue l'information ». Il est ainsi prévu par l'agence eSanté de lui greffer des outils d'intelligence artificielle afin de le rendre plus interactif à son utilisation, c'est-à-dire plus facile et compréhensible à l'exploitation par le utilisateurs (professionnels et assurés) des données de santé y contenues.

Prix du gaz | Question **7077** (26/10/2022) de **M. Gilles Roth** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

An Europa geet de Gaspräis a ville Länner erof. Beispillhaft fir vill Artikelen aus där internationaler Press sief hei „Focus Online" vum 26. Oktober 2022 zitéiert: „Plötzlich weiß Europa nicht mehr, wohin mit seinem Gas."

A weider: „Kurz vor den kalten Wintermonaten kollabieren die Gaspreise in Europa. Haben wir plötzlich zu viel Gas? Droht im Winter nun doch keine Knappheit? Und was bedeuten die fallenden Preise für Privathaushalte? [...] Das Problem ist: Derzeit benötigt niemand in Europa Gas."

Dofir wéilte mir an dësem Kontext follgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Misst dem Här Minister no déi beschriwwe Baisse vun de Gaspräisser net och een Impakt op d'Gaspräisser bei eis am Land hunn? Wa jo, wéi gesäit dësen Impakt am Detail aus? Wann nee, firwat ass dat esou?

2. Wéi gedenkt den Här Minister op déi nei Gassituatioun an Europa politesch ze reagéieren? Dëst souwuel um nationale wéi och um europäesche Plang.

3. Wéi gesäit den Här Minister d'Zukunft vum Gasmarché an Europa an och zu Lëtzebuerg laangfristeg? Wéi gesäit hei d'Strategie vun der Regierung aus?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Sou wéi och schonn a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 6743 beschriwwen, hunn d'Fournisseure verschidde Méiglechkeeten, fir de Gas fir hir Clienten anzekafen. Si kënnen engersäits direkt verhandelt Kontrakter mat Gasimportateuren ofschléissen oder op der Bourse akafen, wou Produiten zu verschiddenen Echeancen ugebuede ginn (z. B. fir e Joer, fir e Quartal oder fir den nächsten Dag). Fir Präisrisiken ze limitéieren a stabill Präisser kënnen unzebidden, hunn d'Fournisseuren dofir Akafsstrategien, déi op enger Mëschung vu verschiddene Produiten, déi zu verschiddenen Zäite kënnen akaaft ginn, baséiert.

Doduerch ass et och ze erklären, dass d'Gaspräisser fir d'Haushalter säit dem Ufank vun der Kris bis elo och däitlech manner geklomme si wéi d'Präisser op de Grousshandelsmarchéen, déi sech zum Deel verzéngfacht hunn. Kuerzfristeg Beweegungen op der Bourse hunn dofir an der Reegel och keen direkten Impakt op déi residentiell Endclientspräisser.

De Fall, op deen déi éierewäert Deputéierten hiweisen, beschreift eng Situatioun, wéi se rezent ganz kuerz op de Bourssen entstanen ass. Déi Präisser, vun deenen hei rieds ass an déi kuerz bis op den Niveau vu virun der Kris gefall sinn, sinn Dagespräisser um Spotmarché fir Gasvolumme vum Dag dono. Esou Situatiounen entstinn, wa Fournisseuren eventuell méi Gas fir deen Dag virgesinn (nominéiert) haten, wéi si am Endeffekt gebraucht hunn, well zum Beispill d'Temperature méi héich ware wéi erwaart oder well eventuell e grousse Verbraucher ewechgefall ass. Dee Moment mussen d'Fournisseuren hiren Iwwerschoss erëm um Spotmarché verkafen. Wann awer méi Acteuren an dem

selwechte Fall sinn, ass d'Offer op eemol méi grouss wéi d'Demande an d'Präisser fale kuerz ganz déif. Well d'Gasspäicheren an Europa awer och bal ganz gefëllt sinn, konnt och keen Acteur dëse bëllege Gas kafen, fir en eventuell ze stockéieren. Dofir kann an der Reegel an esou spezielle Fäll och praktesch keen Acteur vun dësen niddregen Tariffer profitéieren.

Wann et wouer ass, dass am Oktober d'Präisser um Spotmarché fir Gas ee Moment ganz niddereg waren an um Déifpunkt souguer knapps 40 €/MWh waren, sou sinn an de leschte 4 Wochen déi Präisser rëm kontinuéierlech bis op iwwer 130 €/MWh eropgaangen.

Duerch d'Ëmsetze vun der Tripartitt-Mesure, fir de Gaspräis fir Haushaltscliente bis Enn 2023 op +15 % par rapport zum ponderéierten Duerchschnëttspräis vum Mount September 2022 ze deckelen, hunn esou Fluktuatioune keen Afloss op de Portmonni vun den Haushalter zu Lëtzebuerg, déi also geschützt sinn.

ad 2. an 3. Un der gesamter Gassituatioun huet sech säit dem Ufank vun der Ukrainkris nach näischt Weesentleches geännert. Et kënnt nach ëmmer vill manner Gas iwwert déi grouss russesch Gasleitungen an Europa eran an dofir gëtt däitlech méi Flëssegas iwwert Schëffer importéiert. Dësen „LNG" Gas ass däitlech méi deier wéi den Äerdgas, deen iwwert Leitungen transportéiert gëtt. Fir enger eventueller Gaspenurie am Wanter virzebeugen, goufen dofir déi europäesch ënnerierdesch Gasspäicher och iwwert de Summer gutt gefëllt an d'Devise, fir Gas an Europa ze spueren, ass och nach ëmmer ganz aktuell.

Lëtzebuerg ass mat der Belsch an engem gemeinsame Gasmarché, dee mat dem LNG Terminal zu Zeebrugge eng ganz gutt Ubannung un de weltwäite Flëssegasmarché huet. Wéi d'Präisser sech op den internationale Mäert wäerten entwéckelen, hänkt ganz staark vun den Temperaturen of an deemno wéi kal den nächste Wanter wäert ginn. Déi Europäesch Kommissioun an och d'ENTSOG, den Daachverband vun de Gastransportnetzbedreiwer, warnen dofir fir elo ze mengen, dass mat de gutt gefëllte Gasspäicher an Europa de Wanter 2022–23 gutt misst iwwerstane ginn. Wichteg ass et nämlech, dass d'Gasspäicher am Fréijoer 2023 net ze vill eidel gefuer ginn, well et dann ëmsou méi schwéier wäert ginn, fir se am Summer erëm esou ze fëllen, wéi dat dëst Joer nach méiglech war. Och well China eventuell seng Null-Covid-Strategie kéint änneren an dann an den nächste Méint eng grouss Konkurrenz ëm de Flëssegäerdgas um Weltmarché kéint entstoen.

Transport scolaire | Question **7078** (26/10/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Aly Kaes** (CSV)

Zënter der Schoulrentrée héiert een ëmmer erëm vu Schwieregkeete beim Schülertransport am Norde vum Land. Eisen Informatiounen no ass et aktuell déi nei „Ligne scolaire A06" vu Géisdref (Gemeng) op Clierf (Gare/Lycée), op där et reegelméisseg zu Problemer a Verspéidunge kënnt, well bestëmmte Chauffeuren de Wee net kennen, falsch fueren a mam Bus voller Schüler d'Kéier musse maachen, fir sou nees op den Tracé vun der Linn zréckzekommen. Mam Resultat, dass d'Schüler ze spéit an de Lycée kommen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Kann den Här Minister déi beschriwwen Orientéierungsproblemer vu bestëmmte Chauffeuren op der Schoultransport-Linn A06 confirméieren?

– Wa jo, wéi eng Demarche si beim Exploitant vun der Linn gemaach gi respektiv virgesinn, fir sécherzestellen, dass et net méi zu Verspéidunge kënnt, well de Chauffeur de Verlaf vun der Streck net kennt?

2. Ganz allgemeng, iwwer wéi eng Prozedur gëtt séchergestallt, dass d'Chauffeure vun den Exploitantë vun RGTR- an/oder Schoultransport-Linnen de Verlaf vun hirer jeeweileger Streck kennen?

Schonns den 21. September 2022, direkt no der Schoulrentrée, hate mir eis an enger urgenter Fro (d'Urgence war iwweregens net unerkannt ginn) iwwer gréisser Schwieregkeete beim Schülertransport an der Nordstad (Ettelbréck an Dikrech) renseignéiert an no Léisunge gefrot.

Well an der Äntwert op dës parlamentaresch Fro mat der Nummer 6877 net all Punkte beäntwert gi sinn, wéilte mir follgend Froen nach eng Kéier un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

3. Ass den Här Minister sech bewosst, dass duerch d'Schwieregkeeten am ëffentlechen Transport am Raum Nordstad vill Jugendlecher (mussen) op den Auto zeréckgräifen?

4. Ass den Här Minister gewëllt, déi Jugendlech, déi sech net kënnen op de Schoultransport verloossen, op déi eng oder aner Aart a Weis ze ënnerstëtzen?
– Wa jo, wéi géif dës Ënnerstëtzung ausgesinn?
– Wann net, firwat net?

Réponse (01/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An de leschte Joren sinn den RGTR-Reseau an och de Schoulbusreseau permanent verbessert an ausgebaut ginn. Dës Reform vum RGTR huet och dozou gefouert, dass kuerzfristeg vill nei Chaufferen hu mussen agestallt ginn. Dobäi ass et ëmmer méi schwéier ginn, fir Leit ze fannen. Doduerch kommen och Buschaufferen ouni Ortskenntnisser an dës Regioun schaffen. Well dës Léit awer oft schnell gebraucht ginn, komme si schonn an den normalen Asaz wärend hiren éischte Schaffdeeg. Dat kann dann dozou féieren, dass si am Ufank Problemer hunn.

Duerch den Ausbau mat der Reorganisatioun hunn d'Busbetriber och vill nei Busse musse kafen, an dat an enger Zäit mat staarke Liwwerproblemer a ville Beräicher. D'Busse vum RGTR ginn all mat Telematikkomponenten ausgestatt, e Beräich, wou och Liwwerenkpäss bestinn, soudass och Bussen deelweis ouni Telematik fueren, mat där et zu zousätzlechen Orientéierungsproblemer ka kommen. Et handelt sech dobäi awer ëm Eenzelfäll.

ad 2. All RGTR-Betriber maachen intern Formatioune mat hire Chaufferen op de Linnen, déi si solle fueren, fir d'Streck kennen ze léieren; en experimentéierte Chauffer begleet deemno en neie Chauffer. Doriwwer eraus huet de Chauffer d'Informatiounen iwwert d'Streck am Telematiksystem vum Bus.

Eréischt no enger ofgeschlossener Formatioun ginn d'Chaufferen dann an de Linnenasaz.

ad 3. Den RGTR bitt bal iwwerall eng Léisung mam Bus un, dofir kann een net soen, dass e groussen Deel vun de Schüler keng Méiglechkeet huet, fir mam Schoultransport oder regulären ëffentlechen Transport an d'Schoul ze kommen. Den ëffentlechen Transport ass awer ëmmer e kollektiven Transport a keen Individualtransport. Dofir ass et nëmme méiglech, konkurrenzfäeg zum Auto ze sinn, wann d'Infrastruktur och gutt fonctionéiert. Leider gëtt et iwwerall, och an der Nordstad an Ëmgéigend vill Verkéier, wat dozou féiert, dass d'Reeszäite méi laang sinn. Dat gëllt awer och fir den Auto.

ad 4. Eng speziell Ënnerstëtzung ass net virgesinn. De Staat stellt en ëmfangräiche Schoultransport zur Verfügung, deen all Joer op déi nei Schülerzuelen ugepasst gëtt.

Études en arts | Question **7080** (27/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerg ass e Land mat ville kulturellen Institutiounen, Muséeën, Galerien, Theateren, Filmstudioen a Concertssäll. Zugläich bitt eist Land prestigiéis kulturell Manifestatiounen un, déi vill Leit aus dem Ausland unzéien. Duerch „Esch 2022" huet Lëtzebuerg am Ablack d'Méiglechkeet, seng Konscht a Kultur och no baussen hin ze promouvéieren an ze demonstréieren. Trotzdeem huet Lëtzebuerg bis elo keng eegen Héichschoul fir Konscht. Dofir mussen all déi Lëtzebuerger Studenten, déi spéider eng Konschtkarriär maache wëllen, an d'Ausland studéiere goen, wou si oft mat der Fro konfrontéiert ginn, firwat si keng entspriechend Ausbildungsméiglechkeeten an hirem eegene Land hunn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Héichschoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wéi vill Lëtzebuerger Studenten am Ablack op auslänneschen Héichschoule Konscht studéieren? Wéi fächert sech déi Zuel op no Konschtrichtungen (Beaux-arts, Fotografie, Theater, Danz, Filmkonscht, Design, Moud, Musek asw.) Wéi huet sech déi Zuel an deene leschte fënnef Joer entwéckelt?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt et fir eist Land international vu grousser Bedeitung wier, iwwer eng eegen Héichschoul fir Konscht ze verfügen?

3. Gesäit den Här Minister alternativ d'Méiglechkeet, déi genannt Konschtrichtungen op der Uni Lëtzebuerg anzeféieren?

4. Ginn et aktuell Gespréicher mat de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Kulturzeen, fir dës Iwwerleeungen am Hibléck op hir Realiséierungsméiglechkeete weider auszebauen? Wann nee, firwat net?

Réponse (30/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Den Tableau heidrënner gëtt, op Basis vun der Datebank vun de Studiebäihëllefen, en Iwwerbléck iwwer d'Residentstudenten, déi an de leschte Joren am Ausland Konscht studéiert hunn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Kreatioun vun enger Héichschoul fir Konscht zu Lëtzebuerg, déi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro thematiséiert, war schonn de Sujet vun der parlamentarescher Fro Nr. 5823 vum 24. Februar 2022 vun der Deputéierter Djuna Bernard, déi de 24. Mäerz 2022 ausféierlech beäntwert gouf.

An dësem Kontext sief rappeléiert, dass d'Kreatioun vun enger Héichschoul fir Konscht zu Lëtzebuerg net am Regierungsprogramm 2018–2023 virgesinn ass. Et kann een awer signaléieren, dass de Lycée des Arts et Métiers véier Programmer ubitt, déi zu engem BTS (Brevet de technicien supérieur) am Beräich vun den „Arts appliqués" féieren. Et handelt sech ëm d'Programmer „Dessin d'animation", „Cinéma et audiovisuel", „Réalisateur graphique" a „Game Art and Game Design", an deenen an de leschte Joren all Kéiers méi wéi 80 Studenten am Ganzen ageschriwwe waren. D'Universitéit Lëtzebuerg bitt e Bachelorprogramm

am Beräich „Animation“ un, dee sech u Studenten adresséiert, déi schonn Erfarungen am Beräich vum „Dessin d'animation“ kënnen opweisen, zum Beispill am Kader vum genannte BTS-Programm.

Am Juni 2021 hat de Ministère fir Héichschoul a Fuerschung en Austausch mat eenzele Vertrieder vun der Lëtzebuerger Kulturzeen.

Contrôle médical | Question **7081** (27/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Contrôle médical war an de leschten Deeg an de Medie vill negativer Kritick ausgesat. Mir kruten doropshi Messagen, dass vill Leit mat dem Contrôle médical onzefridde sinn, sech ongerecht behandelt fillen oder souguer net eescht geholl fillen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi vill Leit, déi vum Contrôle médical als nees aarbechtsfäeg agestuuft an erëm schaffe geschéckt gi sinn, sinn entweeder réckfälleg ginn oder hunn erëm missen operéiert ginn?

2. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi vill Leit, déi wéinst psychesche Problemer krankgeschriwwe waren an erëm schaffe geschéckt goufen, si kuerz dorop réckfälleg ginn oder verscheet?

3. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi vill Fäll gouf et, wou de behandelnden Dokter fir säi Patient Recours géint d'Decisioun vum Contrôle médical ageluecht huet?

4. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi vill Mataarbechter si bei de Contrôle médical convoquéiert ginn, well se méi laang wei ee Mount krank waren?

5. Wéi vill Reklamatiounen, op déi lescht 5 Joer gekuckt, goufen et vu Patienten?

6. Wéi vill Mol ass bei den Doktere vum Contrôle médical wéinst Reklamatioune vu Patienten intervenéiert ginn, well den Dokter ausfalend oder frech gi wier?

7. A wéi vill vun dëse Fäll goufe Sanktioune géint Doktere vum Contrôle médical ausgeschwat?

Réponse (23/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

De Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ass zoustänneg fir déi medezinnesch Evaluatiounen a Kontrollen an der sozialer Sécherheet, mat Ausnam vun der Fleegeversécherung, an där d'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance (AEC) täteg ass.

D'Missiounen an de Perimeter vum CMSS sinn an den Artikele 418 bis 421 vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) definéiert:

« Art. 418 : L'administration de l'État dénommée "Contrôle médical de la sécurité sociale", placée sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, a, dans le cadre des prestations de sécurité sociale, ainsi que dans le cadre des incapacités de travail indemnisées au titre de l'article L. 121-6 du Code du travail pendant la période de suspension de l'indemnité pécuniaire de maladie, des missions d'évaluation, d'autorisation, de conseil et de contrôle telles que précisées aux articles 419 à 421. En outre le Contrôle médical de la sécurité sociale émet les avis et effectue les examens médicaux en vue de l'octroi des cartes de priorité et d'invalidité.

Art. 419 : Le Contrôle médical de la sécurité sociale a pour mission d'évaluer l'état de santé des assurés dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts afin de se prononcer dans des avis motivés sur les éléments d'ordre médical qui commandent l'attribution de prestations de sécurité sociale.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale conseille la Caisse nationale de santé afin que les prestations de sécurité sociale soient prises en charge conformément aux critères des articles 17, alinéa 1, et 23, alinéa 1. Il lui fournit à sa demande des avis dans les cas prévus par le Code et au sujet de toute autre question qui se pose dans le cadre de la détermination des règles de prise en charge des prestations de soins de santé ainsi que dans le cadre des négociations avec les prestataires de soins de santé.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale assiste la Caisse nationale de santé dans le cadre du contrôle des mémoires d'honoraires et des prescriptions, des délivrances et des consommations des prestations en vue de détecter et de sanctionner les abus et les fraudes.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale vérifie les rapports d'activités des médecins et médecins-dentistes établis par la Caisse nationale de santé par voie informatique selon les modalités arrêtées en vertu de l'article 64, alinéa 2, point 5), avec la collaboration du Centre commun de la sécurité sociale, sur base de la banque de données afférente de la Caisse nationale de santé, des caisses de maladie et de l'Association d'assurance accident. Si à la lecture d'un rapport d'activité, il constate une déviation injustifiée de l'activité professionnelle d'un prestataire, il continue ce rapport d'activité à la Commission de surveillance pour examen conformément à l'article 73.

Les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions concernées. Toutefois, si l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale a été contredit par expertise médicale devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale, l'institution concernée juge elle-même de l'opportunité de l'appel.

Art. 420 : Le Contrôle médical de la sécurité sociale autorise la prise en charge des prestations de soins de santé visées à l'article 17, alinéa 1, pour autant qu'une autorisation médicale de prise en charge est prescrite par les lois, règlements ou statuts.

Art. 421 : Le Contrôle médical de la sécurité sociale effectue les examens médicaux dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts ou lorsqu'il le juge nécessaire à la bonne exécution de ses missions et convoque à cet effet les assurés.

Dans la mesure où un tel examen s'avère indispensable auprès d'un assuré hospitalisé dans un établissement hospitalier au sens de l'article 1er de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, la direction de l'établissement prend les mesures nécessaires pour organiser la visite de l'assuré auprès du médecin du Contrôle médical de la sécurité sociale ou le cas échéant la visite du médecin du Contrôle médical de la sécurité sociale au chevet de l'assuré.

Les médecins traitants ainsi que tout autre prestataire de soins de santé, réseau ou établissement visés à l'article 60bis sont tenus de fournir au Contrôle médical de la sécurité sociale, à sa demande, toutes les indications concernant le diagnostic et le traitement.

Les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale ne peuvent s'immiscer dans les rapports du malade et du médecin traitant. Ce n'est que sur la demande expresse du malade qu'ils formulent un diagnostic ou une appréciation sur le traitement.

Toutes les fois qu'ils le jugent utile dans l'intérêt du malade ou des missions de contrôle et de surveillance, les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale doivent entrer en rapport avec le médecin traitant, toutes les précautions étant prises pour que le secret professionnel soit respecté.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale prend l'avis d'experts spécialisés toutes les fois qu'il le juge nécessaire dans le cadre de l'évaluation de l'état de santé des assurés. »

Wat d'Krankegeld ubelaangt, ass de CMSS dofir zoustänneg ze kontrolléieren, ob e Krankeschäin aus medezinnescher Siicht berechtegt ass oder net. D'CNS gëtt dann iwwer d'Konklusioun (Avis) vum CMSS informéiert.

ad 1. an 2. Zu dëse Froe ginn et keng Zuelen, dat haaptsächlech well um Krankeschäin net ëmmer eng kloer Diagnos steet (wéi zum Beispill den ICD-10 Code mat 4 Stellen). Dobäi muss ee präziséieren, datt all Land de Contenu an d'Form vun de Krankeschäiner selwer definéiert. De CMSS stellt am Kader vu sengen Evaluatioune selwer d'Diagnos op Basis vum ICD-10 op, mee dat ass just de Fall, wann en Assuré vun engem Dokter vum CMSS och gesi gëtt.

ad 3. D'Decisioune betreffend d'Leeschtunge vun der sozialer Sécherheet gi vun de jeeweilege Keese geholl, net vum CMSS, deen e medezinnesch motivéierten Avis gëtt. De CMSS hëlt selwer keng Decisiounen, déi kënnen ugefecht ginn.

Doriwwer eraus gesäit déi gesetzlech Prozedur net vir, dass de behandelnden Dokter fir säi Patient e Recours géint d'Decisioun vun der Gesondheetskeess maache kann.

An deene Fäll wou dem Versécherte säi Krankeschäi vun der Gesondheetskeess op Basis vum Avis vum CMSS invalidéiert gouf, huet de Versécherten d'Méiglechkeet, selwer oder duerch eng Vertriedung eng Oppositioun géint dës Decisioun ze maachen. Sollt dës Oppositioun dem Versécherte keng Satisfaktioun ginn, huet hien d'Méiglechkeet, Recours beim Sozialgeriicht ze maachen, an doriwwer eraus d'Méiglechkeet vun engem Appell an Zweeter Instanz.

ad 4.

Joer 2017: 24.707 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld
Joer 2018: 31.578 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld
Joer 2019: 38.981 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld
Joer 2020: 29.962 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld
Joer 2021: 37.586 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld

Bis den 30. November 2022: 38.353 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld

ad 5. bis 7. Hei muss virausgeschéckt ginn, dass et een Ënnerscheed gëtt tëschent enger „Reklamatioun“ an enger vum Gesetz definéierter Oppositioun.

D'Zuele vun de „Reklamatioune“ ginn zanter 2019 erhuewen a leien am déiwe Promilleberäich:

Joer 2019: 34 Reklamatiounen am Kader vum Krankegeld: 0,08 %
Joer 2020: 21 Reklamatiounen am Kader vum Krankegeld: 0,07 %
Joer 2021: 31 Reklamatiounen am Kader vum Krankegeld: 0,08 %
Joer 2022 (bis den 30. Nov.): 72 Reklamatiounen am Kader vum Krankegeld: 0,18 %

Dem Kontrolldokter seng deeglech Aarbecht zeechent sech doduerch aus, dass déi kontrolléiert Persounen d'Obligatioun hunn, bei de Kontrolldokter ze komme wann si convoquéiert ginn, ausser natierlech wann et aus medezinnescher Siicht net méiglech ass.

Dobäi muss een natierlech ënnerscheeden tëschent der Form an dem Fong vun der Kontroll. An deene Fäll, wou eng Reklamatioun d'Form vun der Kontroll betrëfft, gëtt dës am Detail vun der Direktioun vum CMSS analyséiert a mam betraffenen Dokter diskutéiert, beispillsweis déi néideg Schrëtt ënnerholl.

Trafic sur la N5 | Question **7082** (27/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Nationalstrooss 5, och Route de Longwy genannt, ass eng vill befuere Strooss, déi vu Käerjeng un queesch duerch d'Gemeng Péiteng verleeft, bis erop op den Dräilännereck zu Rodange. D'Lonkecher Strooss ass bekannt dofir, eng Transitstrooss fir de Verkéier ze sinn. Grad zu Spëtzestonne benotze vill Autosfuerer dës Strooss als Auswäichstrooss, fir net mussen iwwert d'Avenue de l'Europe (Collectrice) ze fueren. Dëst huet zur Konsequenz, dass d'Verkéierssituatioun op verschiddene Plaze laanscht d'N5 méi dicht ass. Op verschiddene Plazen, sou zum Beispill bei der Porte de Lamadelaine, entstinn dobäi richteg geféierlech Plazen, well hei eng grouss Unzuel u Foussgänger (zum Beispill Schüler, déi an de Lycée ginn) mat der grousser Unzuel un Autoen openeentreffen. Op dëser Plaz ass keng Verkéiersberouegung virgesinn, soudass et oft virkënnt, dass Autoe mat ze héijer Geschwindegkeet hei laanschtfueren, wat eng Gefor fir d'Passanten ass. Dee selwechten Zenario spillt sech op anere Plazen of an impaktéiert d'Liewensqualitéit an den Uertschaften, déi d'Strooss passéiert, staark.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. De Schäfferot vu Péiteng huet an enger Äntwert vum 26. Oktober op meng Fro vum Gemengerot geäntwert, dass ee mat der Stroossebauverwaltung wéilt analyséieren, wéi een d'Situatioun kéint verbesseren. Ass d'Gemeng wéinst dëser Problematik schonns un de Mobilitéitsminister erugetrueden?

2. Wéi wëll de Mobilitéitsminister verkéierstechnesch dofir suergen, fir den Trafick vun der Route de Longwy ewechzekréien an op d'Avenue de l'Europe ëmzeleeden?

3. Wéi géif eng Ënnerféierung (Tunnel) ënnert dem Rond-point beim Lycée Mathias Adam d'Trafficksituatioun op der N5 beanträchtegen?

4. Ass de Mobilitéitsminister gewëllt, fir d'Maximalgeschwindegkeet op der N5 op 30 Stonnekilometer ze begrenzen an op verschiddene Platzen (z. B. Porte de Lamadelaine) rout Luuchten ze installéieren?

Réponse (02/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Eng deementspriechend Reunioun tëschent de Gemengen, wou och dat dësbezüglecht regionaalt Konzept aus dem nationale Mobilitéitsplang PNM2035 hätt kënnen erläutert ginn, huet nach net stattfonnt.

ad 2. D'Nationalstrooss N5 verleeft, wéi richteg vum honorabelen Deputéierten duergeluecht, duerch d'Gemeng Péiteng. Wat awer och ze bemierken ass, ass datt an dësem Beräich vill Leit wunnen a schaffen. Zousätzlech befannen sech hei och vill Commercen laanscht d'Strooss, déi zousätzlech weidere Verkéier unzéien. Dowéinst ass festzestellen, datt den Duerchgangsverkéier net eleng responsabel fir déi aktuell Situatioun ass, mee och de Quell- an Zilverkéier. Ganz kritt een de Verkéier also net aus der Lonkecher Strooss (N5) eraus.

Virun allem an de Spëtztestonnen ass d'Avenue de l'Europe (N31) héich beluecht, wat dozou féiert, datt de Verkéier sech op aner Auswäichstrecke verlagert. Vun dësem Verhalen ass net nëmmen d'Haaptstrooss duerch Péiteng betraff, mee och aner Uertschafte ginn dann als Alternativ benotzt. Déi komplex Situatioun mécht et follgend schwiereg, déi richteg Léisung ze fannen, ouni gläichzäiteg aner Stroossen an Uertschafte méi ze belaaschten.

ad 3. Eng Ënnerféierung géif de Verkéier duerch d'Avenue de l'Europe a gewëssen Auerzäiten definitiv méi fléissend maachen. Allerdéngs mécht dat eréischt Sënn, wann d'Rond-pointen hannendrun och méi héich Kapazitéite virweisen, also wären an deem Fall och op dëse Plaze baulech Upassungen noutwendeg.

Wei wäit sech déi Verbesserung och op d'Lonkecher Strooss ausüübt, ass elo schwéier ze soen. Wéi awer scho bei der zweeter Fro ugemierkt, ass net all Verkéier op der Lonkecher Strooss Transitverkéier.

ad 4. En Erofsetze vun der maximal erlaabter Geschwindegkeet op 30 km/h op der Lonkecher Strooss zu Péiteng wäert de Problem net léisen. Wann een haut schonns an de Spëtzenzäiten dës Achs usteiert, ass déi gefillt Duerchschnëttsgeschwindegkeet definitiv méi niddreg.

Wann een d'Sécherheet op verschiddene Plazen am Zentrum well erhéijen, da gëtt et natierlech aner Méiglechkeeten, déi zesumme mat der Gemeng kënnen ausgeschafft ginn.

De Lycée huet och ee Passage fir Schüler ënnert der Rue du Lycée (N5D) erduerch, soudatt déi duerch de Verkéier staark sollicitéiert Strooss vum Foussgänger evitéiert ka ginn. Idealerweis kéint een dann den aktuellen Iwwergang bei der Porte de Lamadelaine weider securiséieren, zum Beispill duerch rout Luuchten.

Hauts fonctionnaires du Gouvernement | Question **7083** (27/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Säit der Regierung Juncker/Asselborn II huet déi maximal Zuel vu Spëtzebeamten (Administrateurs généraux, 1ers Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement première classe, Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement adjoints) sech vun 79 op 126 erweidert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, fir Cultes, fir Digitalisatioun, fir bannenzeg Sécherheet, fir Aussenugeleeënheeten an Europa, fir Immigratioun an Asyl, fir Verdeedegung, fir Mobilitéit, fir Bildung, fir Héichschoul a Fuerschung, fir Famill an Integratioun, fir d'Groussregioun, fir den ëffentlechen Déngscht, fir Landesplanung, fir Energie, fir Konsumenteschutz, fir Kultur, fir d'Gläichheet tëscht Fraen a Männer, fir Interieur, fir Mëttelstand, fir Tourismus, fir d'ëffentlech Aarbechten, fir Gesondheet, fir Justiz, fir Wirtschaft, fir Kooperatioun, fir Finanzen, fir Aarbecht, fir Sport, fir Sozialversécherung, fir Landwirtschaft a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeschen an d'Ministeren d'Ventilatioun vun der Unzuel vun de Beamten aus de 5 Kategorië pro Ministère mat de respektiven Nimm (déi duerch de Memorial B jo schonn ëffentlech sinn), der Funktioun an der Date d'entrée en fonction oplëschten?

2. Wéi ass d'Entwécklung vun der Zuel vun de Beamte pro Kategorie, Ministère a Joer (Stand 1.11) säit dem Regierungswiessel 2013?

3. Wéi vill vun de Beamten aus dëse 5 Kategorien, déi scho virun der Regierung Bettel I dës Funktioun haten, sinn haut nach en fonction?

4. Wéi vill Beamten aus dëse 5 Kategorië si säit dem Regierungswiessel 2013 an d'Pensioun gaangen?

Réponse (24/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Réforme administrative | **Mme Paulette Lenert,** Vice-Premier Ministre, Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé, Ministre déléguée à la Sécurité sociale | **M. François Bausch,** Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture, Ministre de la Justice | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de l'Économie | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Wéi den honorabelen Deputéierte selwer a senger Fro schreift, sinn déi Informatiounen der Ëffentlechkeet zougängeg. D'Regierung verweist den honorabelen Deputéierten dowéinst op de Memorial B an och op d'Telefonsbuch vum Staat unhand vun deene sech déi gewënschten Informatioune compiléiere loossen.

Projet d'extension du tram | Question **7084** (27/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Plan national de mobilité 2035 (PNM2035) ass an der franséischer Versioun op de Säite 54 a 56 op engem sommairen Diagramm eng zousätzlech Tramslinn laanscht de Stadpark duerch d'Neipuertsgaass Richtung Centre Hamilius agezeechent. Ausser deenen 2 zitéierten Diagramme fënnt sech awer weder eng Informatioun iwwert de genaue Verlaf vun dëser Linn nach iwwert déi néideg domat verbonnen eventuell Transformatiounen. (Den Tram muss eemol an de Bvd Royal eran dréien an eemol an d'Avenue Émile Reuter an duerfir warscheinlech op d'mannst eemol d'Säit wiesselen, fir d'Kéier ze kréien, woumat en da géif mat der entgéintkommender Busspuer um Bvd Royal kollidéieren. Dofir ass dës Informatioun wichteg, fir op engem Plang kënnen nozemoossen.)

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi, wou an op wat fir eng Manéier soll dat Deelstéck laanscht de Park duerch d'Neipuertsgaass mat der bestoender Tramslinn verbonne ginn?

2. Wéi grouss ass den néidege Radius (a Meter), fir datt den Tram eng 45° Kéier ka maachen?

3. Sinn zousätzlech Arrêten um Deelsteck virgesinn? Wa jo, wou an op wéi enger Säit vun der betraffener Strooss?

4. Wat geschitt mam Foussgänger- a Vëloswee vum Parc Pescatore eriwwer an de Stater Parc? Kommen do Verkéiersampelen hin?

5. Wär et méiglech, Asiicht a méi präzis Pläng vun dem Projet ze kréien? Wann nee, firwat net?

Réponse (14/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Fro freet den Deputéierte Sven Clement Informatiounen iwwert nei Tramsstrecken am Stadzentrum.

Deen zitéierte Plan national de mobilité 2035 ass, wéi den Numm et seet, ee Plang, deen notamment déi bis 2035 noutwenneg Infrastrukture konzeptuell duerstellt. Déi an dësem Plang erkläerte Projeten, an am Speziellen d'Tramsextensiounen, sinn an der Planung ënnerschiddlech wäit fortgeschratt. Déi hei ugeschwate befënnt sech nach an engem ganz fréie Planungsstadium.

D'Deelstéck duerch den Zentrum gëtt grad studéiert a Luxtram schafft am Moment un enger „étude de variantes"; dat heescht, dass verschidde Varianten evaluéiert ginn, fir da schlussendlech déi bescht Variant zréckzebehalen.

Et leien also deemno nach keng präzis Pläng vir mat enger Zilvariant.

Bei der Fro nom Radius vun den Tramsschinnen, fir eng Kéier vun 90 Grad ze huelen, gëtt an der Reegel versicht, net ënner 25 m ze goen, fir d'Material ze schounen a genuch Vitess ze halen. Technesch sinn awer nach méi enk Radie méiglech.

Am Deelstéck bitt et sech un, 2 nei Arrête virzegesinn. Een um Boulevard Royal an een Zweeten an der Neipuertsgaass. Wou genau, gëtt am Moment nach evaluéiert. Dorauser wäerte sech och logesch an attraktiv Plaze fir Traverséeë vu Foussgänger a Cyclisten erginn.

Scandale de viande de poulet | Question **7085** (27/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Um SWR gouf driwwer bericht, dass bei Lidl an Däitschland Fleesch vun Hénger verkaaft gouf, dat vun Déiere staamt, déi an hirem Mastbetrib ënner grausame Konditioune gehale goufen. Et gëtt bericht, dass vill vun den Hénger sech mol net méi hätten op de Been hale kënnen a just nach virun sech hi vegetéiert hätten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz a Wirtschaft dës Fro stellen:

– Gouf och hei zu Lëtzebuerg Fleesch aus dem concernéierte Betrib aus Niedersachsen verkaaft? Falls jo, gëtt dat Fleesch aktuell nach ëmmer a Lëtzebuerger Supermarchéë verkaf?

Réponse (30/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

All Liewensmëttel, wat op den europäesche Marché kënnt, muss déi geltend europäesch an national gesetzlech Reegele respektéieren.

Dofir ginn iwwert déi ganz Liewensmëttelkette vun den zoustännegen Autoritéiten an den EU-Memberstate Kontrolle gemaach.

Wa festgestallt gëtt, datt e Liewensmëttel net dëse Reegelen entsprécht, da gëtt et vum Maart geholl.

Wann des Weideren eng Verdeelung vun engem Memberstat an en anere stattfonnt huet, dann informéiere sech déi betraffe Memberstaten iwwert ee Réseau d'alerte, deen déi Europäesch Kommissioun ageriicht huet a bedreift.

https://food.ec.europa.eu/safety/rasff-food-and-feed-safety-alerts_en

Wann och nach eng Gefor fir d'Gesondheet besteet, da gëtt och de Konsument informéiert iwwert de Portail vun der Sécurité alimentaire: www.securite-alimentaire.lu.

An deem vum honorabelen Deputéierten zitéierte Fall ass der Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung, déi Kontaktpunkt fir den europäeschen Alertesystem zu Lëtzebuerg ass, keng esou eng Verdeelung matgedeelt ginn.

Cannabis récréatif | Question **7086** (27/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le ministre allemand de la Santé, Karl Lauterbach, a présenté les grandes lignes d'une légalisation éventuelle du cannabis en Allemagne lors d'une conférence de presse le 26 octobre 2022.

Par exemple, on peut lire qu'il est prévu que la vente sera possible dans les magasins spécialisés agréés – accès réservé aux personnes de plus de 18 ans – et éventuellement dans les pharmacies, que l'achat et la possession de 20 à 30 grammes maximum de cannabis récréatif pour un usage personnel seront dépénalisés, indépendamment de la teneur concrète en THC, ainsi que la culture personnelle privée sera autorisée dans une mesure limitée – trois plantes à fleurs femelles par personne majeure.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce qu'il y a eu et est-ce qu'il y a toujours des échanges entre les autorités publiques allemandes et luxembourgeoises sur la légalisation du cannabis récréatif ?

2) Comment la ligne directrice proposée par l'Allemagne est-elle évaluée par vos services ?

3) Est-ce que le Gouvernement juge opportun une harmonisation des projets de législation luxembourgeois et allemands ? Est-il prévu de modifier le projet de loi numéro 8033 en ce sens ?

Réponse (25/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Au cours des dernières années, il y a eu de nombreux échanges entre les autorités publiques allemandes et luxembourgeoises sur la réglementation du cannabis à usage non médical, tant au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral, notamment dans le cadre des réunions mensuelles du groupe horizontal « Drogue » (« GHD ») du Conseil de l'Union européenne.

En 2019, une délégation luxembourgeoise composée de représentants du Ministère de la Santé et du Ministère de la Justice s'est rendue à Berlin afin de présenter les mesures de réglementations portant sur le cannabis à usage non médical à l'ancienne déléguée du Gouvernement fédéral allemand aux questions de drogues et de toxicomanie.

En avril 2022, a eu lieu une rencontre et un échange en la matière entre l'actuel délégué du Gouvernement fédéral allemand aux questions de drogues et de toxicomanie et le coordinateur national drogues du Grand-Duché de Luxemburg, en marge de la réunion des coordinateurs drogues de l'UE à Paris, sous Présidence française.

Le 15 juillet 2022, une consultation de haut niveau sur la réglementation du cannabis à usage non médical entre l'Allemagne, Malte, les Pays-Bas et le Luxembourg a d'ailleurs eu lieu au Château de Senningen. Afin de pouvoir élaborer une déclaration conjointe, de nombreux échanges ont eu lieu en amont de ladite consultation.

En juin 2022, un représentant du Ministère de la Santé a participé à une audition d'experts sur les expériences internationales à Berlin, faisant partie du processus de consultation allemand « Cannabis – aber sicher! ». Ce processus, initié par l'actuel délégué du Gouvernement fédéral allemand aux questions de drogues et de toxicomanie, a notamment servi à l'élaboration des « grandes lignes d'une légalisation éventuelle du cannabis en Allemagne » citées par Madame la Députée. Ces échanges se poursuivent sur une base continue.

Par ailleurs, Madame la Ministre de la Santé, Paulette Lenert, et Madame la Ministre de la Justice, Sam Tanson, ont échangé à plusieurs reprises sur le sujet de la réglementation du cannabis à usage non médical avec leurs homologues allemands.

ad 2) Nos services impliqués suivent de près les développements allemands en la matière en misant sur la coopération étroite et constructive avec nos homologues. L'évaluation des mesures récemment présentées par les autorités allemandes est en cours et ceci à la lumière des défis et questionnements communs.

ad 3) Il serait utile que nos législations s'agencent autour des mêmes principes et objectifs tout en tenant compte du contexte propre à chaque pays.

Le Gouvernement luxembourgeois a décidé de procéder par étapes en vue de la réglementation du cannabis à des fins non médicales.

Il est d'ailleurs renvoyé au projet de loi n° 8033, qui constitue la première étape en matière de réglementation de l'accès au cannabis à des fins non médicales.

Lors d'une deuxième étape, un avant-projet de loi sera élaboré afin de réglementer la production, la distribution et la vente de cannabis à usage non médical. À l'heure actuelle, la priorité est accordée à l'élaboration d'un cadre légal pour la production à l'échelle nationale de cannabis médical. Ce n'est qu'après le dépôt de ce cadre légal que les travaux de la deuxième phase de la législation sur le cannabis à usage non médical commenceront.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est actuellement pas prévu de modifier le projet de loi n° 8033.

Pénurie de personnel dans le secteur de la santé | Question **7087** (27/10/2022) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fred Keup** (ADR)

Et ass gewosst, datt Lëtzebuerg eng Penurie beim Gesondheetspersonal huet. Dobäi sinn aktuell schonn zwee Drëttel vun eisem Fleegepersonal aus dem Ausland rekrutéiert. Bis 2034 sollen dann 42 Prozent vum Fleegepersonal an d'Pensioun goen. Dozou kënnt, datt ëmmer méi Leit de Beruff verloossen, a mir bilde selwer och nëmme wéineg Krankefleeger am Land aus.

D'Weltgesondheetsorganisatioun huet all Land geroden, bis 2030 zwee Drëttel vu senger Ofhängegkeet vun Nopeschlänner erofzeschrauwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Opgeschlësselt no Frontalieren an Awunner vu Lëtzebuerg: Wéi vill Aide-soignanten a wéi vill Infirmieren hunn zu Lëtzebuerg hire Beruff zënter 2010 pro Joer verlooss,

– fir de Beruff ze wiesselen,
– fir an d'Pensioun ze goen?

2. Opgeschlësselt no Frontalieren an Awunner vu Lëtzebuerg: Wéi vill Aide-soignanten a wéi vill Infirmiere sinn zënter 2010 pro Joer
– nei am Beruff bäikomm,
– ze wéineg am Sektor gewiescht?

3. Kann d'Regierung soen, wéi vill Persounen d'Joer zënter 2010 e Léiergang als Infirmier an als Aide-soignant hei am Land
– ugefaang hunn,
– ofgeschloss hunn,
– ofgebrach hunn?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Zënter 2010 hunn 3.354 Infirmieren an 1.643 Aide-soignanten hire Beruff verlooss.

De Gesondheetsministère huet keng Donnéeën, wat d'Unzuel vun Aide-soignanten an Infirmiere betrëfft, déi an d'Pensioun gaange sinn.

ad 2. Zënter 2010 sinn 6.138 Infirmiere souwuel wéi 3.488 Aide-soignanten nei am Beruff bäikomm.

De Gesondheetsministère huet keng Donnéeën, wat d'Unzuel vun Aide-soignanten an Infirmiere betrëfft, déi et ze wéineg am Sektor gi sinn.

ad 3. Bei den Aide-soignantë konnten zënter 2010 insgesamt 2.013 Inscriptioune festgehal ginn, bei den Infirmiere sinn et der 2.782. Zënter 2010 hunn 1.454 Aide-soignanten an 854 Infirmieren hir Formatioun mat Succès ofgeschloss.

D'Zuele fir d'Sessioun 2021/2022 konnten nach net fixéiert ginn, well verschidde Studenten hir Noexamen nach net validéiert hunn.

De Gesondheetsministère verfüügt net iwwer d'Unzuel vu Studenten, déi hire Léiergang ofgebrach hunn.

Tarifs d'injection dans le cadre des installations photovoltaïques | Question **7089** (27/10/2022) de **M. Paul Galles** | **M. Marc Lies** (CSV)

D'Präisser fir Energie an domadder och fir Stroum sinn an de leschte Méint op den internationale Marchéen extreem staark geklommen. En vue vun de multipelle Krise kann een och net onbedéngt domadder rechnen, dass di Präisser an noer Zukunft erëm wäerte falen an et muss een sech d'Fro stellen, ob d'Energie iwwerhaapt nach eng Kéier esou bëlleg gëtt. De Stroum- (a Gas-)präisdeckel wäert d'Regierung och net fir ëmmer kënne finanzéieren. Dofir ass et wichteg, den Ausbau vu Fotovoltaikanlage weider virunzedreiwen. Eng Méiglechkeet fir dëst ze maachen, besteet jo a Form vu garantéierten Aspeisetariffer. Aktuell läit den Tariff fir Anlage bis 10 kW bei 0,15 €/kWh a fir Anlagen iwwer 10 a bis 30 kW bei 0,14 €/kWh. Et ass also wichteg, dass dësen Tariff och an Zukunft lukrativ bleift.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Gesäit den Energieminister vir, di garantéierten Aspeisetariffer fir Fotovoltaikanlagen ze erhéijen? Wa jo, ëm wéi vill €/kWh a wéini? Wann nee, wéi wëll een dann den Ausbau vu Fotovoltaikanlage weider förderen?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Am Kader vum Tripartitt-Accord gouf decidéiert, d'Aspeisetariffer fir Fotovoltaikanlagen am Joer 2023 um Niveau vun haut ze halen, d. h. d'Degressioun, déi duerch eng Formel virgesinn ass, gëtt fir ee Joer ausgesat. Dat ass eng De-Facto-Erhéijung. An der Reegel sinn d'Fotovoltaikpanneauen an de leschte Jore kontinuéierlech méi bëlleg ginn, dofir ass eng Degressioun bei den Aspeisetariffer virgesinn, fir deem Rechnung ze droen. An dem aktuelle Kontext ass de Marché vun de Fotovoltaikpanneaue staark ënner Drock, sou datt et opportun ass, fir déi Degressioun auszesetzen.

Wat d'Anlagegréisst ugeet, déi déi honorabel Deputéierte mat hirer Fro viséieren (bis 30 kW), sou gouf 2022 des Weideren d'Méiglechkeet agefouert, am Kader vum Klimabonus-Programm e Subsid vu 50 % fir seng Fotovoltaikanlag unzefroen, wann een sech engagéiert, dës am Modus vun der Autoconsommatioun ze bedreiwen. Dës Méiglechkeet ass lo nach méi relevant ginn an Zäiten, wou och d'Stroumpräisser éischter klamme wäerten ewéi erofgoen, d. h. d'Bierger kënnen sou iwwer e laangen Zäitraum eng Erspuernis op hirer Stroumrechnung sécherstellen. Am Kader vum Tripartitt-Accord gouf dës Méiglechkeet spezifesch lo nach eng Kéier méi interessant gemaach, duerch en Topup vu 25 % am Joer 2023. D. h. d'nächst Joer kann een 62,5 % vu sengem Ufanksinvest direkt duerch dëse Subsid zréckkréien. Ausserdeem gi fir dëse Subsid och nach d'eligibel Käschten erweidert: An Zukunft kann een ënner gewësse Bedingungen hei och eng Batterie geltend maache fir de Stroumundeel, deen ee selwer verbraucht, nach an d'Luucht ze drécken.

Am Kader vun engem Subsid muss de Bierger fir d'éischt d'Rechnung bezuelen, éier hien de Subsid ka kréien. Dës Laascht vun der Virfinanzéierung gëtt duerch eng weider Tripartitt-Mesure och verréngert, andeems d'TVA op Fotovoltaikanlage vu 17 % op 3 % erofgesat gëtt. Parallell gi bei der Ëmweltverwaltung méi Leit agestallt, fir der grousser Unzuel vun Demandë Rechnung ze droen a méi schnell ze traitéieren.

Am Kader vun der dezentraler Energieproduktioun vun der Zukunft ass d'Fotovoltaik e ganz wichtege Pilier, deen och fir jidderee bei sech doheem méiglech ass. D'Attraktivitéit vun dëser Méiglechkeet ass am Moment, och duerch déi genannte Mesuren, nach ëmmer ginn a wäert och duerch e permanente Monitoring vu menge Servicer weider erhale bleiwen – wann néideg mat neien oder zousätzleche Mesuren.

Organisation des rentrées de l'éducation précoce dans les communes | Question **7090** (27/10/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans certaines communes, les rentrées pour l'éducation précoce se font parfois en deux respectivement trois temps. Ainsi, les enfants qui auront atteint l'âge de trois ans au début de chaque trimestre pourraient être scolarisés. Pourtant, ce ne serait pas le cas dans toutes les communes.

Partant, je voudrais demander à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quelles sont les communes qui permettraient une deuxième, voire une troisième rentrée de l'éducation précoce ? Combien d'enfants sont inscrits pour chaque séance de rentrée ?

L'éducation précoce fonctionne selon des modalités différentes selon les communes. Ainsi certaines communes proposent une éducation précoce à plein et/ou à mi-temps. D'autres encore proposent une option d'accueil en maison relais, ce que le modèle de l'éducation précoce tel que conçu par les lois en vigueur ne prévoit pas. Dans un contexte de manque de structures d'accueil communales et de chaises dans les maisons relais, les demandes de dérogation à l'enseignement précoce dans l'objectif d'une scolarisation en cycle 1 d'enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 4 ans semblent se multiplier selon nos informations.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

2) Quelles sont les communes qui proposent un service d'éducation précoce et combien de structures d'éducation précoce existent par commune ? Combien d'enfants y sont inscrits par commune ?

3) Quelles sont les communes qui proposent un enseignement précoce respectivement à mi-temps et à plein-temps ?

4) Quelles sont les communes qui proposent un service d'accueil dans les maisons relais à destination des enfants en éducation précoce ?

5) Dans les communes proposant un accueil en maison relais aux enfants bénéficiant de l'éducation précoce, combien d'enfants bénéficient de cette offre ?

6) En l'espace de trois ans, combien de demandes d'admission en cycle 1 d'enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 4 ans sont reçues par les services compétents des différentes communes ?

Réponse (09/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1) Afin de faciliter au maximum la transition entre le contexte familial et l'école, l'organisation de l'éducation précoce, qui incombe à la commune respective, est soumise à une plus grande flexibilité. L'admission se fait en principe au début de l'année scolaire. Les autorités communales peuvent toutefois proposer des admissions au cours de l'année scolaire pour les enfants âgés de trois ans révolus à ce moment.[2]

Pour l'année scolaire 2021-2022, il y a eu un total de 4.523 inscriptions à l'éducation précoce. Ces inscriptions se sont réparties comme suit sur les trois trimestres :

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Une liste des communes proposant une inscription à l'éducation précoce en cours d'année se trouve en annexe (tableau 2).

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il convient ici de noter que le tableau 2 se base sur les inscriptions effectives de l'année scolaire 2021-2022 saisies dans la base de données mise à disposition des communes par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse conformément au règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission.

Dans ce contexte, il n'est pas exclu que d'autres communes proposent également une inscription en cours d'année scolaire, mais qu'il n'y a pas eu d'inscriptions, faute de demandes de la part de parents d'élèves.

ad 2) Veuillez consulter le tableau 2 qui se trouve en annexe.

ad 3) Comme l'éducation précoce est une offre dont la fréquentation est facultative, certaines communes

[2] Article 18 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et Circulaire de printemps 2022 p. 15.

prévoient également une inscription de l'enfant à temps partiel. Il convient ici de préciser qu'il ne s'agit pas d'un enseignement à mi-temps dans le sens classique, mais d'une répartition sur des plages de matin et de midi.

Les jeunes enfants ont besoin de repères stables qui leur procurent orientation, sécurité et confiance. Dans ce contexte, et afin que l'éducation porte ses fruits, le ministère encourage les autorités communales de prévoir un minimum de quatre plages[3] par semaine par enfant. Dans ce contexte, il se révèle propice de noter que 3.126 élèves étaient inscrits, pendant l'année scolaire 2021-2022, à temps plein dans une classe de l'éducation précoce, ce qui revient à 69 %.

Une liste avec les communes ayant eu des inscriptions à temps partiel pour l'année scolaire 2021-2022 se trouve en annexe (tableau 2).

ad 4) Selon les données de la facturation en juin 2022, le nombre de communes où au moins un enfant inscrit en éducation précoce et accueilli dans un SEAS (Service d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés) conventionné ou non conventionné est de 86, ce qui revient à 84 %. Veuillez trouver les communes concernées dans le tableau 2 qui se trouve en annexe.

ad 5) En juin 2022, il a été relevé que 3.300 enfants inscrits à l'éducation précoce fréquentaient une structure d'éducation et d'accueil.

Le chiffre d'enfants inscrits à l'éducation précoce et fréquentant une structure d'éducation et d'accueil se répartit comme suit :

– 2.878 enfants inscrits en service d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés (conventionnés et privés) (maisons relais/foyers scolaires) ;
– 271 enfants inscrits en service d'éducation et d'accueil pour jeunes enfants (conventionnés et privés) (crèches) ;
– 151 enfants inscrits chez une assistante parentale.

ad 6) La gestion des demandes d'inscription dans une classe de l'éducation précoce fait partie de l'organisation scolaire et relève donc de la responsabilité des communes[4]. Dans ce contexte, les chiffres repris dans le tableau 3 proviennent de la base de données mise à disposition des communes par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse conformément au règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission et reflètent uniquement le nombre d'inscriptions dans une classe d'éducation précoce saisi par les communes.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Conditions de sécurité de l'enseignement en atelier dans le cadre de la formation professionnelle | Question **7091** (27/10/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans les ateliers professionnels des lycées, il existe des classes où parfois 20 élèves sont encadrés par seulement un.e enseignant.e. Par conséquent, les mesures de sécurité à l'atelier ne semblent pas pouvoir être garanties à 100 %. Partant je voudrais savoir si Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale peut m'indiquer pour chaque question ci-dessous, la base légale et les règlementations afférentes :

1) Combien d'élèves sont autorisés par atelier et par maître d'enseignement pour pouvoir remplir les critères de sécurité ?

2) Comment se calcule la jauge d'élèves autorisée en atelier ? Combien d'élèves par mètre carré sont autorisés pour remplir les conditions de sécurité en vigueur ?

3) Le nombre d'élèves est-il définitivement fixé en fonction du programme prévu par le groupe curriculaire ?

4) Quel est le nombre d'élèves prévu pour les classes à option, sachant qu'il n'y pas de programme attribué à ces classes à option ? Monsieur le Ministre est-il prêt à changer cette situation ?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La sécurité dans les ateliers scolaires est définie au règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique.

Bien que ce règlement n'impose pas un nombre précis d'apprentis par atelier, le nombre maximum doit tenir compte des conditions d'infrastructure des différents bâtiments et ateliers scolaires, de manière à ce que toutes les dispositions en matière de sécurité puissent être respectées.

La responsabilité en matière de sécurité dans les différents bâtiments scolaires incombe aux directrices et directeurs respectifs.

Les articles suivants du règlement grand-ducal susmentionné, concernent l'agencement et l'aménagement des ateliers scolaires, ainsi que la surveillance des apprentis :

Art. 14.2. – Éducation dans les laboratoires et ateliers scolaires
[...] (14.2.03) Au cours des manipulations, l'élève doit être surveillé par l'enseignant responsable, qui, en cas de manquement grave, doit interrompre l'activité et reprendre l'éducation précitée dans la mesure des besoins.

Art. 14.4. – Agencement et aménagement
(14.4.01) Les tables de travail, les stands d'expériences, les établis, les appareils et les machines doivent être conçus, disposés et aménagés de manière notamment :

– que l'équilibre statique et dynamique soit garanti et qu'il n'y ait pas de risque de basculement ou de renversement,
– que les personnes puissent facilement accéder aux postes d'activités et qu'elles puissent les quitter aisément,
– qu'il reste des passages et voies de circulation suffisamment larges et dégagés,
– que les personnes ne se gênent pas réciproquement,
– que les risques d'atteinte à l'intégrité physique des personnes par la projection d'éclats, de copeaux ou d'étincelles, par des éclaboussures ou des flammes de même que par le dégagement de vapeurs ou d'émanations nocives soient éliminés.

(14.4.02) Les couloirs de circulation principaux doivent avoir une largeur libre minimale de 1 m. Les aires de travail et de circulation entre les différents postes d'activités doivent avoir une largeur minimale respectivement de 0,90 m si les postes sont uniformément disposés de front et de 1,50 m s'ils sont adossés deux à deux.

(14.4.03) Les aires libres entourant les stands d'expériences et les machines doivent être dimensionnées de manière que toutes les activités y relatives prévues puissent se dérouler strictement à l'intérieur des aires respectives. [...]

ad 2) Comme décrit ci-dessus, le nombre maximum d'apprentis autorisés simultanément dans un atelier dépend des conditions d'infrastructure des différents bâtiments et ateliers.

Le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique prévoit à cet égard un minimum de 1,5 mètre carré pour l'espace de manipulation libre par poste d'activité :

Art. 2.2. – Dimensions des locaux et des postes d'activités
[...] (2.2.06) Les postes d'activité en rapport avec des travaux manuels, des expériences scientifiques ou technologiques et de la formation pratique professionnelle doivent être aménagés avec un espace de manipulation libre d'au moins 1,5 m² et de manière que toutes les manipulations prévues puissent se dérouler sans gêne ou incommodation réciproques. [...]

ad 3) Le nombre maximum d'apprentis est indiqué pour différents métiers dans les référentiels respectifs, bien que ce ne soit pas le cas pour chaque métier.

Selon les conditions d'infrastructure des différents bâtiments et ateliers scolaires, le directeur ou la directrice d'un bâtiment scolaire peut décider que le nombre d'apprentis par classe soit inférieur à celui indiqué dans les référentiels.

ad 4) Pour les cours à option de même que pour tous les autres cours organisés par les lycées, une instruction ministérielle détermine chaque année l'effectif minimal et maximal des auditoires. Lorsqu'il s'agit de cours en ateliers, ils sont soumis aux mêmes règles que celles détaillées dans les réponses aux deux premières questions.

Contrôle du notaire dans le cadre d'une transaction immobilière | Question **7092** (27/10/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch een Akt beim Notaire geet eng Immobilie vun enger Hand an déi nächst. Den Notaire këmmert sech beim Verkaf ëm d'Rechtméissegkeet vun enger Vente a setzt d'Pabeieren op.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Awéifern mussen Notairë kontrolléieren, ob hinne kee Fall vu Blanchiment virläit? Wat fir Prozedure mussen hei agehale ginn?

2. Am Fall wou eng Immobilie wäit ënnert Maartpräis soll de Besëtzer wiesselen, wat fir Prozedure mussen d'Notairen anhale fir ze kontrolléieren, dass dee Moment kee Bedruch virläit?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Laut Artikel 2 Paragraf 1 Punkt 11 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwer den Anti-blanchiment (loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme) ënnerleien d'Notairen dem Titel I vun dësem Gesetz.

Den Titel I gesäit eng Rei Obligatioune vir, déi d'Notairë musse respektéieren: Obligations de vigilance à l'égard de la clientèle (Artikelen 3, 3-1, 3-2 an 3-3), Obligations d'organisation interne adéquate (Artikel 4), Obligations de coopération avec la Cellule de renseignement financier, les autorités et les organismes d'autorégulation (Artikel 5).

[3] Circulaire de printemps 2022 p. 16
[4] Article 58 de la Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Wann en Notaire e Verdacht huet, datt e Fall vu Blanchiment virläit, muss hien d'Cellule de renseignement financier (CRF) doriwwer informéieren: « (...) les professionnels (...) sont tenus (...) d'informer sans délai, de leur propre initiative la cellule de renseignement financier lorsqu'ils savent, soupçonnent ou ont des motifs raisonnables de soupçonner qu'un blanchiment, une infraction sous-jacente associée ou un financement du terrorisme est en cours, a eu lieu, ou a été tenté, notamment en raison de la personne concernée, de son évolution, de l'origine des avoirs, de la nature, de la finalité ou des modalités de l'opération » (Artikel 5 Paragraf 1 Punkt a) vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004). Dat selwecht gëllt och beim Verdacht vun enger Terrorismusfinanzéierung (Artikel 5 Paragraf 1 bis). Esoulaang keng Verdachtsmeldung bei der CRF gemaach ginn ass, däerf den Notaire d'Transaktioun net duerchféieren. Wann d'CRF d'Verdachtsmeldung bis kritt huet, kann si dem Professionellen d'Instruktioun ginn, d'Operatioun net duerchzeféieren (Artikel 5 Paragraf 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004).

ad 2. D'Chambre des notaires huet ons matgedeelt, datt den Notaire d'Parteien iwwer déi méiglech steierrechtlech a strofrechtlech Konsequenzen informéiert, wann eng Immobilie ënnert dem Maartpräis verkaf gëtt. Dat sinn zum Beispill d'Strofen, déi an der Loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession virgesi ginn (Artikelen 1 bis 4 an Artikel 29). Den Notaire freet d'Parteien no dem Grond fir den niddrege Präis (zum Beispill de schlechten Zoustand vun der Immobilie). Wann d'Parteie bei dem Präis bleiwen, weist den Notaire si drop hin, datt d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA si ka convoquéieren an de Präis reevaluéieren, fir d'Droits d'enregistrement festzeleeën.

Wann den Notaire de Verdacht huet, datt eng Strofdot virläit, déi ënnert den Artikel 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwer den Anti-blanchiment fält, applizéieren sech d'Reegelen, déi am Punkt 1 opgefouert sinn.

Droit à l'accompagnement | Question **7093** (27/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Prenant en compte la réponse de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 6862, en particulier que « les examens de contrôle auprès du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ne font pas partie des "démarches de santé" ».

Considérant que l'article 2(c) de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient dispose qu'il faut comprendre par « "soins de santé" : des services de santé fournis par des professionnels de santé aux patients pour évaluer [...] leur état de santé », l'article 418 du Code de la sécurité sociale dispose que les missions d'évaluation font partie des missions du Contrôle médical, et, toujours selon les articles 418 et 421 du Code de la sécurité sociale, le Contrôle médical de la sécurité sociale peut effectuer « les examens médicaux dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts ou lorsqu'il le juge nécessaire à la bonne exécution de ses missions et convoque à cet effet les assurés », certaines incertitudes persistent.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Madame le Ministre de la Santé :

1) Quelle est la base légale qui vous fait dire que les rendez-vous de contrôle auprès du Contrôle médical de la sécurité sociale ne font pas partie des démarches de santé ?

2) Les missions d'évaluation faisant partie des missions du contrôle médical, est-ce que vous pouvez préciser et distinguer les missions de contrôle et d'évaluation afin de bien clarifier les différentes missions ? En quoi constitue la différence ?

3) Est-ce que vous êtes d'accord pour dire que l'évaluation qui est donc une mission du contrôle médical tombe sous les démarches de santé ?

4) Est-ce que vous ne jugez pas que le droit à l'accompagnement est un droit important et vital dans des situations où des personnes vulnérables se font contrôler ?

Réponse (02/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Globalement, il y a lieu de préciser que les services du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) assurent par semaine entre 1.500 et 2.000 contrôles cliniques des assurés et que dans la majorité des cas, l'assuré ne demande pas un accompagnement par une personne tierce.

En outre, il n'y a pas de refus systématique des personnes accompagnantes, mais chaque médecin-conseil analyse au cas par cas le besoin de la présence d'une tierce personne pour assurer le bon déroulement du contrôle clinique.

En ce qui concerne le champ d'application de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ; la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ; le Code civil (ci-après « loi du 24 juillet 2014 »), le Ministre de la Sécurité sociale avait demandé déjà en 2017 un avis juridique pour clarifier son application aux services médicaux de contrôle de la sécurité sociale. Cet avis stipule qu'en :

« vertu des définitions reprises à l'article 2 de la loi du 24 juillet 2014 on pourrait conclure que les médecins du CMSS tombent dans le champ d'application de la loi du 24 juillet 2014. On pourrait ainsi estimer que cette loi trouverait application aux opérations d'évaluation et de contrôle des assurés effectuées par les médecins du CMSS. Or, les travaux parlementaires ne permettent pas de conclure clairement à l'applicabilité de la loi du 24 juillet 2014 au CMSS (document parlementaire n° 6469, exposé des motifs, page 17). La commission souligne que la nouvelle législation sur les droits des patients ne puisse être interprétée dans le sens d'une extension des règles de la prise en charge des soins de santé par les organismes de sécurité sociale. Le droit commun de la sécurité sociale reste donc applicable en tout état de cause » (document parlementaire n° 6469-8, page 9).

Le CMSS ne peut agir que dans des cas fixés par voie légale, règlementaire ou statutaire et ses relations avec les assurés de l'assurance maladie-maternité ne naissent pas d'un libre choix ou de la volonté de l'assuré ou de la nécessité de traiter une urgence vitale. Les rapports entre le CMSS et les assurés poursuivent des intérêts distincts de ceux d'une relation classique entre professionnels du domaine de la santé et leurs patients. L'avis juridique conclut que « l'étude des textes légaux applicables montre que malgré les définitions larges de la loi du 24 juillet 2014, le CMSS est exclu de son champ d'application ».

En effet, il ressort de l'exposé des motifs du projet ayant donné lieu à la loi du 24 juillet 2014 que « le présent projet vise plus particulièrement les droits individuels du patient dans sa relation avec le prestataire de soins de santé, ainsi que les obligations du patient envers le prestataire de soins de santé et les autres patients ».

Cette volonté a été matérialisée au niveau du champ d'application de la loi (article 1er : « La présente loi s'applique à la relation qui se met en place quand un patient s'adresse à un prestataire de soins de santé pour bénéficier ou pouvoir bénéficier de soins de santé indépendamment de leur mode d'organisation, de prestation ou de financement, y compris les soins de santé transfrontaliers prestés dans le cas de la télémédecine par un prestataire de soins établi au Luxembourg. »)

L'article 1er (champ d'application) précise d'ailleurs que « les dispositions de la présente loi s'entendent sans préjudice des dispositions déterminant les modalités de prise en charge des soins de santé par les organismes de sécurité sociale ».

Or, le CMSS n'est pas un prestataire de soins de santé, mais est l'organisme qui assure le contrôle du volet médical en ce qui concerne les prestations de santé (prestations en nature) et les indemnités pécuniaires (prestations en espèces) définies dans le Code de la sécurité sociale.

Toutefois, il va de soi que si besoin en est, la personne convoquée pour être contrôlée par le CMSS peut se faire accompagner lors du contrôle, que ce soit pour la durée entière de ce contrôle (cas par exemple de l'interprète dont la présence s'avère indispensable au bon déroulement de la mission de contrôle) ou pour une partie seulement du contrôle (cas par exemple d'un avocat qui quitte la salle d'examen lors de l'examen clinique de son mandant). Le besoin de la présence d'une tierce personne est ainsi évalué et décidé au cas par cas par le médecin-conseil appelé à faire le contrôle. Le médecin-conseil du CMSS se doit en effet de respecter le secret médical vis-à-vis de tierces personnes (citons ici le cas d'un assuré qui lors du contrôle risque de relater des faits absolument pas destinés à la personne qui l'accompagne) et le colloque singulier qu'est un examen médical, même à visée de contrôle.

Ligne de bus transfrontalière gratuite entre Luxembourg-Kirchberg et le P+R de Roussy-le-Village (F) | Question **7094** (28/10/2022) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Dans le cadre d'un partenariat avec la Communauté de communes de Cattenom et environs (CCCE), la gratuité du transport public luxembourgeois fut étendue – en guise de projet pilote – à une ligne RGTR transfrontalière desservant le Park & Ride français de Roussy-le-Village. Ainsi, la ligne 502 entre Luxembourg-Kirchberg et Yutz reste gratuite jusqu'au P&R de Roussy-le-Village, qui propose 253 emplacements gratuits à 5 km de la frontière luxembourgeoise, sur l'axe reliant Frisange à Hettange-Grande. Ce projet pilote a débuté le 31 janvier 2022 et sa durée initiale a déjà été prolongée. Quasiment vide au moment de son inauguration en décembre 2020, le P&R de Roussy-le-Village connaîtrait – selon les autorités locales – une augmentation nette de sa fréquentation depuis la mise en place de la gratuité de la ligne de bus vers le Luxembourg. En guise de suivi de ma question parlementaire n° 5163 sur l'extension de la gratuité du transport public aux P&R transfrontaliers, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre dresse-t-il un bilan positif du projet pilote de ligne de bus transfrontalière gratuite jusqu'au P&R de Roussy-le-Village ?

2) Le projet pilote se terminera-t-il fin 2022 ou est-il prévu de le prolonger ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en place de lignes de bus gratuites transfrontalières vers nos trois pays voisins ? Dans l'affirmative, vers quelles destinations et à quelle échéance ?

Réponse (06/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le projet pilote est encore en cours. Le bilan sera dressé à la fin du projet.

ad 2) Le projet pilote a été initié le 31 janvier 2022 pour une durée de 6 mois et a été prolongé au-delà de cette période. Une date de fin n'a pas encore été fixée.

ad 3) Il n'est pas envisagé de mettre en place des lignes de bus gratuites transfrontalières vers nos pays voisins. La stratégie poursuivie consiste à offrir un transport public de qualité et de prévoir des améliorations des temps de parcours par la mise en place de priorisations bus afin d'offrir aux frontaliers une alternative aux trajets en voiture.

Inégalités en matière de consommation énergétique entre les ménages | Question **7095** (28/10/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans un article récemment publié par le journal allemand « Süddeutsche Zeitung »[5] il est question de la consommation énergétique des ménages en fonction de leur situation économique. Un chercheur cité dans l'article montre dans ces travaux que la consommation d'énergie augmente en fonction du revenu d'un ménage et explose pour les 10 % des ménages les plus fortunés. Ainsi, en Allemagne, les 10 % des ménages les plus fortunés consomment 4 fois plus d'énergie que les ménages les moins fortunés.

Les experts cités par les auteurs de l'article soulignent en outre que les ménages les plus fortunés pourraient facilement réaliser des économies d'énergie importantes tandis que les ménages aux revenus faibles n'auraient plus de marge de manœuvre pour réduire leur consommation énergétique.

Même si les chiffres en question se réfèrent à l'exemple allemand, on peut admettre que les inégalités en matière de consommation énergétique et de capacités d'économiser de l'énergie sont semblables au Luxembourg.

Vu l'importance des inégalités en matière de consommation énergétique et de la lutte contre la surconsommation énergétique dans un contexte de crise énergétique, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie.

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres mettant en lien la consommation énergétique et la situation financière des ménages au Luxembourg ? Dans l'affirmative, de quels chiffres s'agit-il ?

2) L'Institut de régulation luxembourgeois (ILR) dispose-t-il de données montrant la répartition de la consommation énergétique des ménages permettant de diviser les ménages en déciles ou en quintiles en fonction de leur consommation énergétique tout en sachant que l'ILR dispose d'informations suffisantes pour chiffrer la consommation moyenne d'électricité et de gaz des ménages ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces données ?

3) Dans l'affirmative encore, comment se présente la consommation de gaz et d'électricité d'un ménage figurant parmi les 10 % des ménages affichant la consommation la plus élevée par rapport à celle d'un ménage faisant partie des 10 % des ménages affichant la consommation la moins élevée respectivement faisant partie des 50 % des ménages affichant la consommation la moins élevée ?

4) Monsieur le Ministre peut-il indiquer les mesures visant la réduction de la consommation énergétique des ménages affichant la consommation la plus élevée qui vont au-delà des consignes adressées à tous les ménages dans le cadre de la campagne Energie spueren ?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la quantité d'énergie consommée pour satisfaire des besoins vitaux et nécessaires n'est pas seulement incompressible mais devrait connaitre une tarification différente de celle appliquée à des consommations pour satisfaire des besoins superflus ou même nuisibles ?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ne dispose pas d'informations qui feraient un lien entre la consommation énergétique et la situation financière des ménages au Luxembourg. Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ne connaissent pas non plus la situation financière de leurs clients.

ad 2) Sur demande, l'Institut luxembourgeois de régulation a affirmé ne pas être en possession d'informations liées à la situation financière des clients résidentiels d'électricité ou de gaz naturel sachant que la consommation moyenne annuelle en énergie des ménages est déterminée par les gestionnaires de réseaux qui prennent en compte les données mises à disposition par les compteurs d'électricité et de gaz naturel. Il convient cependant de noter que les gestionnaires de réseaux ne peuvent pas toujours s'assurer sans équivoque qu'un client final est effectivement un client résidentiel ou un client professionnel si un client professionnel est par exemple une personne physique.

ad 3) et 4) La campagne de sensibilisation « Zesumme spueren – Zesummenhalen » vise toute la population et il va de soi que les clients affichant la plus grande consommation en énergie peuvent aussi réaliser des économies, en valeurs absolues, plus importantes que ceux avec une consommation plus faible ou ceux qui ont déjà optimisé leur comportement afin de réduire leur consommation énergétique.

ad 5) Les fournisseurs d'énergie sont obligés de garantir un service non discriminatoire à leurs clients résidentiels indépendamment de leur situation personnelle en vertu des lois modifiées du 1er août 2007 relatives à l'organisation des marchés de l'électricité respectivement du gaz naturel.

De surcroît, la consommation d'électricité ou de gaz naturel est mesurée par un seul compteur par point de raccordement d'un client final de manière que la finalité première est de connaître l'énergie totale consommée. La consommation d'énergie détaillée par application n'est donc connue ni par les fournisseurs ni par les gestionnaires de réseaux.

Pénuries de médicaments | Question **7096** (28/10/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Selon des informations dans les médias belges, l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) a actuellement déclaré 274 médicaments indisponibles en Belgique. Selon l'agence, il existe, entre autres, des problèmes d'approvisionnement pour certains traitements contre le diabète du type 2, comme par exemple pour le médicament Ozempic, qui, selon l'agence, ne serait de nouveau disponible qu'en janvier prochain. L'AFMPS constate également des pénuries pour certains médicaments antidouleur ainsi que pour certains génériques.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que les pénuries sur le marché belge ont des répercussions pour l'approvisionnement des pharmacies du Grand-Duché de Luxembourg ?
– Si oui, quels médicaments font défaut ?

2) L'approvisionnement en médicaments des patients est-il assuré ?

3) Qu'est-ce que le Gouvernement compte faire pour améliorer la situation ?

Réponse (21/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Comme une large majorité des médicaments commercialisés au Luxembourg proviennent de la Belgique, les pénuries sur le marché belge ont des répercussions sur la disponibilité de ces produits au Luxembourg. En général, une rupture qui touche la Belgique affecte également le Luxembourg.

– Les notifications de rupture dont la Direction de la santé est informée peuvent concerner tout type de médicaments et sont de durée variable.

ad 2) En général, des alternatives sont disponibles.

ad 3) Un nouveau projet visant à améliorer la surveillance des indisponibilités de médicaments et de produits de santé a été lancé fin 2021 et prévoit entre autres la mise en place d'une plateforme informatisée similaire à pharmastatut.be implémentée en Belgique. Ce projet aborde également de nombreuses autres questions liées aux indisponibilités afin d'atténuer les conséquences des ruptures d'approvisionnement en médicaments. Ainsi, un arbre décisionnel sera développé pour identifier en amont les situations critiques et mettre en place une stratégie adéquate. Une évaluation du cadre règlementaire sera effectuée afin de déterminer si des ajustements sont nécessaires pour une gestion plus efficace des ruptures. Une liste de médicaments dits « essentiels » ou « critiques » sera établie permettant un suivi des stocks de ces produits. Une nouvelle approche de communication sera mise en place visant tous les acteurs concernés : pharmacies de ville, pharmacies hospitalières, grossistes, distributeurs, professionnels de santé, patients, industrie pharmaceutique et industrie des dispositifs médicaux ainsi que les différentes institutions et autorités nationales.

Utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture | Question **7097** (28/10/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vun der Ëmsetzung vun der EU-Nitratdirektiv 91/676/CEE an der Ofännerung vum „Règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture" wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen.

1. Hunn d'Gespréicher mat de Vertrieder vun den Agrarverbänn an den Ëmweltorganisatiounen, op déi Dir an Ärer Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6841 verweist, schonn ugefaange respektiv sinn se schonn ofgeschloss?
– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen, déi Dir aus dëse Gespréicher gezunn hutt?
– Wann nee, firwat hunn dës Gespréicher nach net stattfonnt, respektiv, firwat konnte se nach net ofgeschloss ginn?
– Fir wéini sinn dës Gespréicher genee geplangt?

[5] https://www.sueddeutsche.de/projekte/artikel/wirtschaft/energie-energiekrise-strom-gas-oel-e670572/

2. Wier et an Ären Aen net sënnvoll, bei der Ëmsetzung vun der Direktiv, respektiv bei der Ausaarbechtung vum Reglement d'Period, wou dierf gedüngt ginn, méi flexibel ze gestalten, dat virum Hannergrond, datt ënner anerem d'Wiederkonditiounen zum Zäitpunkt vun der Düngung e groussen Afloss op d'Ausbréngungsverloschter hunn?

Réponse (30/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) wäert fachlech-technesch Gespréicher mat de Vertrieder vun de Bauereverbänn féieren an dëst virun der offizieller Consultatiounsprozedur zum sougenannten Nitrat-Reglement. Dës Diskussioune fannen ënnert anerem a Form vu Workshops statt a ginn no thematieschem Bléck organiséiert. Nieft de Baueréverbänn wäerten och d'Vertrieder vum Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung a vu verschiddene Verwaltungen deelhuelen.

ad 2. D'Nitratwäerter an de Baachen an am Grondwaasser si queesch duerch d'Land méi héich wéi déi europäesch virgeschriwwe Grenzwäerter. Dofir besteet akuten Handlungsbedarf op Säite vun de landwirtschaftleche Betriber. Schonn 2015 huet d'EU-Kommissioun vun der Lëtzebuerger Regierung méi streng Reegelen, méi effikass Mesuren a méi kohärent Hëllefe verlaangt.

De MECDD ass beméit, ee reglementaresche Kader ze definéieren, dee souwuel effikass ass wéi och a gewësser Mooss Flexibilitéit zouléisst a mat engem méiglechst gerénge administrativen Opwand auskënnt. Nodeems déi gemoossen Nitratwäerter erëm an der Norm sinn, kann iwwert zousätzlech Flexibiliséierunge geschwat ginn.

Piscine de Vianden | Question **7098** (28/10/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

Comme le Gouvernement le sait sûrement, la piscine de Vianden est fermée depuis la fin de la saison estivale 2019. Dans un communiqué daté du 14 mars 2020, le collège échevinal expliquait à l'époque que « la piscine en plein air de la Ville de Vianden n'ouvrira pas ses portes en été 2020 » et que « la durée pendant laquelle la piscine devra rester fermée n'est pour l'instant pas prévisible ». En cause : « des travaux conséquents devront être réalisés par la commune avant que le collège échevinal puisse autoriser l'exploitation de la piscine en plein air. Le contexte réglementaire a également connu des développements importants au cours des dernières années qui influeront grandement sur les décisions en matière d'investissement que le conseil communal devra faire. » Depuis, la piscine n'a pas réouvert ses portes – et la perspective d'une prochaine réouverture semble s'éloigner de plus en plus, alors que des investissements importants sont à prévoir. Il s'agit là d'une situation désolante, puisque la piscine de Vianden participait à l'attractivité touristique de la région.

Lors de la séance du vendredi 28 octobre 2022 du conseil communal, le collège échevinal a informé le conseil d'une lettre du Ministère du Tourisme, avisant la commune qu'en l'absence de données plus précises, notamment budgétaires, elle devrait reformuler la demande de subvention.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Sports :

– Le Gouvernement est-il également d'avis que la piscine de Vianden contribue à l'attractivité touristique de la région ?

– Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il est nécessaire d'aider les communes dans ce type de situation ?

– Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement – notamment au niveau du Ministère des Sports – serait prêt à débloquer des moyens financiers supplémentaires pour soutenir la commune de Vianden ? Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?

– Est-ce que le Gouvernement serait prêt à soutenir de manière plus importante des projets qui promeuvent le tourisme au niveau régional, comme celui de la piscine de Vianden ?

Réponse (23/11/2022) de **M. Lex Delles,** Ministre du Tourisme | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

La Direction générale du tourisme a – avec grand intérêt – pris note du projet de l'administration communale de Vianden de développer davantage l'offre en matière de sports aquatiques et d'activités de loisirs en plein air, qui contribue de manière non négligeable à l'attractivité touristique de la région.

Il est évident que la Direction générale du tourisme soutient toute démarche et tout projet qui vise à améliorer l'offre touristique du Luxembourg, car chaque investissement dans l'infrastructure touristique locale, régionale et nationale est, par de sa nature, un investissement direct dans la qualité de vie de nos citoyens et dans l'économie locale.

Or, tenant compte du fait que ces investissements – souvent considérables – sont financés par le Trésor public, toute participation financière potentielle de la Direction générale du tourisme à ce type de projets d'envergure est réglée par un cadre législatif, à savoir le programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Ainsi, le programme quinquennal permet à la Direction générale du tourisme de soutenir financièrement toute initiative, e. a. des communes visant à développer l'infrastructure touristique au niveau local, voire régional ou national selon son envergure. En pratique, les demandes d'aides sont soumises à la Direction générale du tourisme sur base d'un formulaire de demande, accompagné de plans et de devis concrets. Un engagement financier sera pris après analyse du dossier et après concertation, le cas échéant, avec d'autres ministères concernés.

Toutefois, en l'absence de données plus précises, notamment budgétaires, concernant le projet en question, et au vu de l'envergure du projet, un engagement financier ferme dans le cadre du dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique est difficilement envisageable.

Cependant, le 10e programme quinquennal arrivant à son échéance le 31 décembre 2021, la Direction générale du tourisme a saisi l'occasion d'intégrer dans le projet de loi relatif au 11e programme quinquennal certaines dispositions nouvelles en vue de faciliter la mise en œuvre de ce dernier, tout en restant dans la continuité des précédents programmes.

Le programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique est la colonne vertébrale de la politique touristique luxembourgeoise. Il permet de mettre en œuvre notre stratégie touristique à travers des investissements majeurs qui soutiennent la création et la modernisation de projets touristiques tout en épaulant les entreprises du secteur du tourisme.

En ce qui concerne la procédure de demande de subvention, le 11e programme quinquennal établit – pour la première fois – une liste détaillée d'informations à soumettre à la Direction générale du tourisme afin de permettre à cette dernière de vérifier si le projet rentre dans les prévisions de la loi. Bien que cette démarche ait déjà été appliquée dans la pratique par le passé, une telle disposition fait défaut dans la loi actuelle. Les taux de financements resteront inchangés pour les infrastructures touristiques, les structures d'accueil et d'information touristiques, les infrastructures digitales ainsi que pour la conservation et mise en valeur touristique du patrimoine culturel, naturel et historique : ici le projet de loi, tout comme la loi actuelle, fixent le plafond à 50 %.

À travers ces dispositions nouvelles concernant les conditions d'octroi, les bénéficiaires et la procédure de demande de subvention, le 11e programme quinquennal veille à davantage de transparence, de prévisibilité et de qualité des investissements dans le tourisme. Plus de prévisibilité et de transparence dans les investissements et participations aux financements : voici une nouvelle philosophie qui répond aussi directement aux demandes des acteurs opérant dans le secteur du tourisme.

C'est pourquoi la Direction générale du tourisme propose à la commune de Vianden de concrétiser son projet et de reformuler sa demande dans le cadre du 11e programme quinquennal, dont le projet de loi vient d'être déposé à la Chambre des Députés.

Par ailleurs, la Direction générale du tourisme a déjà fait savoir à la commune que selon le projet de loi susmentionné, des projets de création, d'aménagement, de modernisation et d'équipement d'infrastructures récréatives ou de loisirs présentant un attrait touristique seront éligibles au titre d'une subvention jusqu'à concurrence d'un taux maximal de 50 pour cent des coûts éligibles, sous réserve du vote du projet de loi par la Chambre des Députés.

Cependant, la Direction générale du tourisme peut d'ores et déjà confirmer que les subventions prévues au projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique sont cumulables avec d'autres subventions publiques.

Il en va de même pour le Ministère des Sports qui a déjà eu la possibilité de prendre note du projet d'envergure de l'administration communale de Vianden, à savoir la construction de la piscine de Vianden.

Les communes sont un partenaire privilégié pour le développement du sport et de l'activité physique sur le plan local. Ainsi, tout subventionnement potentiel du Ministère des Sports à ce type de projets d'envergure est également réglé par un cadre législatif, à savoir le programme quinquennal d'équipement sportif. Il y a lieu de noter que le 11e programme quinquennal d'équipement sportif venant à échéance en date du 31 décembre 2022, le Ministère des Sports est en train de finaliser le nouveau 12e programme quinquennal d'équipement sportif. Ce dernier n'étant pas encore déposé à la Chambre des Députés, il n'est aujourd'hui pas possible de communiquer le montant de subventionnement.

Cependant, le Ministère des Sports peut d'ores et déjà confirmer qu'il a été tenu compte d'un subventionnement de la piscine de Vianden lors de l'élaboration du 12e programme quinquennal d'équipement sportif.

Finalement, l'aide étatique globale au projet ne pourra cependant être déterminée qu'après concertation entre les deux ministères concernés et l'établissement d'un plan de financement détaillé du projet.

Apprentissage des adultes | Question **7099** (31/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann eng Persoun am Apprentissage adulte säin DAP gepackt huet an sech besser Chancen am Beruffsliewe wëll erschafen, kann en och nach den Diplom vum Technicien maachen. Do muss een dann am Normalfall op enger Deuxième ufänken. Wéi verschidde betraffe Schüler a Schülerinnen erkläert kruten, kéint een angeeblech d'Deuxième iwwersprangen an direkt op der Première ufänken, wann een d'Mentioun „excellent" erreecht hätt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Aspekter gi fir déi erwäänte Mentioun „excellent" gekuckt, fir dass eng Persoun d'Deuxième kann iwwersprangen? Sinn dat zum Beispill d'Notten aus alle Fächer, déi dofir gekuckt ginn, oder bezitt sech dës Mentioun just op eng Selektioun vu Fächer?

2. Déi entspriechend Course kënnen aktuell nëmmen am Lycée zu Lalleng gemaach ginn. Ass de Ministère gewëllt, do eppes ze änneren, fir dass dës Coursen och an aneren, méi zentral geleeëne Lycéeë kënne stattfannen?

3. Aktuell ass et virgesinn, dass een d'Deuxième à temps complet muss maachen an nëmmen d'Première kann am concomitant gemaach ginn. Ass de Ministère gewëllt, do eppes ze änneren an och d'Deuxième genau wéi d'Première am concomitant unzebidden?

Réponse (18/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Méiglechkeet vum Iwwersprange vun der 2e steet am Artikel 33 septies Paragraph 2 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung:

« (2) L'élève détenteur du DAP est admis en avant-dernière année de formation de technicien.

L'élève détenteur du DAP, mention « excellent », est admis en dernière année de la formation de technicien.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des formations de technicien auxquelles l'élève détenteur du DAP est admissible en tenant compte des divisions prévues à l'article 29. »

Am Artikel 32 aus dem nämmlechte Gesetz gëtt opgezielt, wéi eng Zorten u Modullen an der Beruffsausbildung existéieren:

« Les domaines d'apprentissage sont constitués d'unités capitalisables subdivisées en modules.
Il existe cinq types de modules :
1. des modules fondamentaux ;
2. des modules complémentaires ;
3. des modules facultatifs y compris les modules préparatoires aux études techniques supérieures ;
4. des modules de projet intégré ;
5. des modules de stage.

Les modules fondamentaux, complémentaires ainsi que les modules de stage sont obligatoires. Chaque formation comprend obligatoirement un projet intégré final. Les modules facultatifs permettent d'élargir la formation professionnelle initiale.

Les modules préparatoires aux études techniques supérieures peuvent être accomplis soit pendant la durée normale des études, soit à la suite de l'obtention du diplôme.

Un règlement grand-ducal fixe la durée de la formation par métier et profession, le nombre des unités capitalisables et des modules, ainsi que le caractère, les objectifs, le contenu, la séquence et la durée des modules. »

Des Weidere seet den Artikel 20 aus dem modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 15. August 2019 iwwert d'Evaluatioun an d'Promotioun an der Beruffsausbildung Follgendes:

« (1) L'autorité nationale pour la certification professionnelle décerne les mentions suivantes au CCP, au DAP ou au DT, sur la base des modules qui sont prévus par les programmes des deux dernières années de la formation ou, le cas échéant, pendant la seule année de formation, y compris le projet intégré final, et qui ont été évalués :

1. la mention « excellent » si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 52 points ;
2. la mention « très bien » si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 48 points ;
3. la mention « bien » si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 40 points ;
4. La mention « assez bien » si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 36 points.

(2) Lors du calcul de la moyenne générale, le nombre obtenu est arrondi à l'unité supérieure. »

ad 2. Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Fäll betreffe Persounen, déi hir 4e an 3e am Technicien administratif et commercial gemaach hunn an duerno gäre wëllen hir 2e a 1re ënner Léiervertrag maachen. Do ass et effektiv esou, datt déi eenzeg Méiglechkeet fir dës Leit doranner besteet, op enger 2e Technicien vente et gestion am Lycée technique de Lallange weiderzefueren. Dës Formatioun gëtt nëmmen an dësem Lycée ugebueden. Wann d'Demande fir dës Formatioun sollt wuessen, ass et selbstverständlech drun ze denken, se och am Zentrum oder am Norde vum Land unzebidden.

ad 3. Et ass richteg, datt déi Leit, déi aktuell wëllen den Technicien administratif et commercial bis zum Diplom weiderféieren, hir 2e am Plein temps musse maachen. Duerno hu se de Choix, ob se op der 1re an de Régime concomitant wëlle wiesselen oder bis zum Schluss am Plein temps bleiwen. Aktuell ginn all d'Technikerformatiounen am administrative Beräich iwwerschafft an et ass virgesinn, datt no dëser Refonte all administrativ Formatioune souwuel am Plein temps wéi och am Régime concomitant vun der 2e un ugebuede ginn.

Pyramide d'âge dans le secteur agricole | Question **7101** (31/10/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vun de rezenten Diskussioune ronderëm d'Landwirtschaft wëll ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Wéi gesäit d'Alterspyramid am Agrarsecteur aus?

2. Wéi vill Betribsleeder si méi al wéi 50 Joer, wéi vill si méi al wéi 55 Joer a wéi vill si méi al wéi 60 Joer?

3. Wéi vill Prozent vun de Betriber an den eenzelen Alterskategorien hunn en Nofollger?

Réponse (10/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Fir d'Joer 2021 sinn 1.869 Betriber gezielt ginn. Fir 2022 leien nach keng offiziell Zuele vir. An der follgender Tabell kann d'Altersstruktur vun deenen 1.869 Betribsleeder ofgelies ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Wéi een aus der Tabell ofliese kann, sinn insgesamt 1.187 Betribsleeder (63,5 %) op d'mannst 50 Joer al. 915 Betribsleeder (49 %) hunn op d'mannst 55 Joer a 570 Betribsleeder (30,5 %) hunn op d'mannst 60 Joer.

ad 3. Am Kader vun der Strukturerhiewung ginn d'Betriber gefrot, ob d'Nofolleg geséchert ass oder net, bzw. dëst nach onsécher ass. D'Verdeelung vun de Betriber aus dem Joer 2021 léisst sech a follgender Tabell ofliesen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Vun deenen 1.187 Betriber mat engem Betribsleeder vun op d'mannst 50 Joer ass deemno an 349 Betriber (29,4 %) d'Nofolleg geséchert. An 457 Betriber (38,5 %) ass d'Nofolleg net geséchert, wärend dëst an 381 Betriber (32 %) nach ongewëss ass.

Épidémie de bronchiolite | Question **7102** (31/10/2022) de **M. Max Hengel** (CSV)

Laut Aussoe vun de Pediatere schléit een an der KannerKlinik de Moment Alarm, well et scho ganz vill Fäll vu Bronchiolite gëtt, déi mussen am Spidol traitéiert ginn, deels och op der Intensivstatioun. De Grond ass den RS-Virus, eng viral Infektiounskrankheet, déi d'Otemweeër ugräift a virun allem fir Kanner ënner 2 Joer ka geféierlech ginn.

Well et keng Impfung géint den RS-Virus gëtt, wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen.

1. Wéi vill Kanner resp. Puppelcher hu säit uganks Oktober missen hospitaliséiert gi wéinst dem Virus?

2. Wéi vill Capacitéit huet d'KannerKlinik, fir Kanner resp. Puppelcher mam RS-Virus kënnen ze hospitaliséieren?

3. Vu datt dëse Virus sech all Joers ëm déi nämmlecht Zäit verstäerkt verbreet an d'Hygiènesmoossname mat dat Wichtegst sinn, fir de Virus net ze kréien, gedenkt d'Madamm Ministesch eng generell Sensibiliséierungscampagne ze lancéieren, fir d'Leit méi op dëse Virus an seng dach oft geféierlech Konsequenzen opmierksam ze maachen?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Zanter ufanks Oktober a bis de 5. Dezember 2022 sinn an der KannerKlinik 253 Kanner hospitaliséiert gi wéinst enger Bronchiolite. 398 Kanner si gesi ginn an hunn net mussen hospitaliséiert ginn. Doniewent hospitaliséiert och den HRS Kanner mat méi liichte Bronchiolitten.

ad 2. D'Direktioun vum CHL huet eng spezifesch Cellule de crise op d'Bee gestallt, fir méi ee präzise Suivi vun der Evolutioun vu Bronchiolitefäll kënnen ze maachen. D'Kapazitéiten u Better sinn an de besteeënden Unitéiten duerch duebel Beleeung eropgesat ginn. Fir prioritär Bronchiolitefäll kënnen ze traitéieren, huet de CHL decidéiert, fir wärend enger gewësser Zäitspan geplangt chirurgesch Interventiounen ze annuléieren, wann dëst kee Risiko fir d'Kanner duerstellt. Esou kann d'Personal am Hôpital du jour d'Equippen ënnerstëtzen, de Suivi vu Patienten ze maachen, déi un der Respiratory Syncytal Virus Infektioun (RSV) erkrankt sinn.

Et sief notéiert, dass 8 zousätzlech stationär Better an der KannerKlinik geneemegt a realiséiert goufen, fir esou iwwert eng zousätzlech Kapazitéit wärend enger akuter Phas ze verfügen.

ad 3. De Gesondheetsministère an d'Gesondheetsdirektioun hunn eng Kommunikatiounscampagne zu dësem wichtegen Theema lancéiert. Esou gouf scho speziell eng Rubrick um Portail Santé erstallt; ze fannen ënnert www.sante.lu/bronchiolite. Doriwwer eraus erstellt de Ministère Printmaterialen, Materialie fir d'digital Kommunikatioun op de Social Media Netzwierker. D'Campagne ëmfaasst och d'Kommunikatioun per Radiospot. Fir déi verschidde gesellschaftlech Gruppen erreechen ze kënnen, ass et geplangt, d'Campagne méisproocheg ze gestalten. D'Société luxembourgeoise des pédiatres huet och Informatioune gi fir d'Elteren an d'Kannerbetreiung an de Crèchen am Kader vun enger Pressekonferenz.

Livraisons d'armes à l'Ukraine | Question **7103** (30/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'„Tageblatt" bericht an engem Artikel vun haut, dass eng onbestëmmten Unzuel u Waffen, déi vu westleche Länner an d'Ukrain geliwwert goufen, an d'Hänn vu Kriminelle komm sinn. Deemno hätte kriminell Gruppen, wéi zum Beispill d'Bandidos et fäerdegbruecht, fir d'Waffen, déi fir d'ukrainesch Arméi bestëmmt waren, ofzezweigen an um europäesche Schwaarzmaart ze verkafen. An Holland, Dänemark a Finnland goufe schonns Stuermgewierer fonnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Aussenugeleeënheeten an Europa a Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Ass vun der Regierung gewosst, ob och lëtzebuergesch Waffeliwwerungen ofgezweigt goufen?

2. Ass gewosst, ob och zu Lëtzebuerg esou Waffen um Schwaarzmaart zirkuléieren?

3. Ass gewosst, ob direkt Verbindungen tëschent de Bandidos zu Lëtzebuerg an der ukrainescher Zell existéieren?

Réponse (01/12/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1. Der Regierung leie keng Informatioune vir, dass Waffeliwwerunge vun der Lëtzebuerger Arméi vun enger Ofzweigung, wéi se an der parlamentarescher Ufro beschriwwen ass, betraff kéinte sinn.

Et sief ze bemierken, dass déi finnesch Police en offiziellen Dementi publizéiert huet op déi falsch Fakten, op déi sech d'parlamentaresch Ufro deelweis baséiert.

ad 2. Et leien der Police keng Informatioune vir, datt hei am Land esou Waffen opgetaucht wieren.

ad 3. Et leien der Police keng Informatiounen zu enger Verbindung vir.

Règlement de l'Union européenne concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine | Question **7104** (31/10/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Zanter dem Ufank vum Ukrain-Krich huet d'Europäesch Unioun eng ganz Rei vu Sanktioune verhaangen. Laut mengen Informatioune sinn d'Sanktiounen, déi géint Russland a Wäissrussland decidéiert gi sinn, fir d'lescht duerch de „règlement (UE) 2022/576 du conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine" verschäerft ginn.

A verschiddene Situatiounen, notamment bei der Kontroll vum Wuereverkéier, kéinte Polizisten domat konfrontéiert ginn, fir d'Dispositioun vun dësem Reglement konkreet um Terrain ëmzesetzen. Leider schéngt déi rechtlech Situatioun net ganz kloer ze sinn.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Ass de Règlement (UE) 2022/576 schonns an dat nationaalt Recht ëmgesat ginn?

– Wa jo, kann den Här Minister mir déi rechtlech Basis matdeelen?

– Wann nee, firwat net?
• Wat ass déi rechtlech Basis, fir datt d'Police déi Mossnamen, dei am Règlement (UE) 2022/576 virgesi sinn, notamment am Kader vum Wuereverkéier, konkreet um Terrain kann ëmsetzen?
• Wat ass déi rechtlech Basis, fir datt d'Autorités judiciaires Poursuitte géint Camionneure oder Transporteure kënnen aleeden, wéinst Verstéiss géint déi rezent Sanktiounen?

Réponse (01/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

EU-Reglementer sinn direkt applikabel a mussen net an d'nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Den nationale Kader zur Ëmsetzung vun internationale Sanktiounen zu Lëtzebuerg besteet aus zwee Gesetzer:

– d'Gesetz vum 19. Dezember 2020 iwwer d'Ëmsetze vu Finanzsanktiounen;
– d'Exportkontrollgesetz vum 27. Juni 2018, wat och d'Ëmsetzung zu Lëtzebuerg vun de restriktiven Handelsmoossname vun de Vereenten Natiounen a vun der Europäescher Unioun virgesäit.

Dës Gesetzer ëmfaasse strofrechtlech Bestëmmunge fir d'Netanhale vun de viséierte restriktive Moossnamen a sinn domat d'rechtlech Basis, fir de Justizautoritéite Poursuitten ze erlaben. D'Operateure sinn obligéiert, sech un déi restriktiv Mesuren ze halen, a si ginn duerch d'responsabel Autoritéiten, zum Beispill den Douannen am Beräich vum Wuereverkéier, kontrolléiert. Méiglech Verstéiss gi sanktionéiert op Basis vun den uewe genannte Gesetzer.

Bornes électriques dans les bâtiments publics | Question **7105** (31/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Staat besëtzt aktuell ronn 1.600 Gebaier a lount der 210, wéi d'Ministeren op meng parlamentaresch Fro N° 6546 geäntwert haten. Och dës Gebaier mussen nach fir d'Energietransitioun prett gemaach ginn, zum Beispill duerch d'Installatioun vun Elektrobornen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Parkplaze fir Autoen a Stellplaze fir Vëloe sinn an de Gebaier, déi de Staat besëtzt oder lount?

2. Wéi vill Gebaier vum Staat sinn aktuell mat enger Luedstatioun fir Elektroautoen equipéiert?

3. Wéi vill Luedstatioune sinn insgesamt bei de staatleche Gebaier installéiert? Wéi huet sech dës Zuel iwwert d'Joren 2014, 2018 an 2022 entwéckelt?

4. Wéi vill vun de Luedstatioune bei staatleche Gebaier lueden aktuell mat Solarstroum?

Réponse (06/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Heizou ginn et keng vollstänneg Donnéeën, notamment well d'Unzuel vun de Stellplaze vum ganze Patrimoine vum Staat kontinuéierlech evoluéiert.

ad 2. Verschidde Staatsgebaier hunn en eegene Parking, aner Gebaier deelen sech ee Parking oder benotzen e Parkhaus (entweeder vum Staat oder gelount), an nach aner Gebaier hu guer keng Parkplazen. Dofir ass et net méiglech, eng genau Zuel vun all de Gebaier, déi mat enger Luedstatioun equipéiert sinn, ze nennen.

Am Moment sinn op ongeféier 68 Parkinge vu Staatsgebaier Luedstatiounen installéiert. Well sech awer oft méi Gebaier ee Parking deelen, ass d'Zuel vu Gebaier, fir déi eng Luedstatioun disponibel ass, méi héich a läit bei ongeféier 250.

Zousätzlech zu den uewe genannten Zuele sinn nach grouss Parkhaiser mat enger grousser Unzuel Bornen equipéiert, wéi de Parking Saint Esprit, de Parking Clairefontaine oder de Parking Place de l'Europe. Dës Parkinge ginn och vu verschiddene Staatsservicer a Ministèrë benotzt.

ad 3. 2014 ware laut eisen Informatiounen nach keng speziell Luedpunkte fir Elektroautoen installéiert. Enn 2018 waren et der ongeféier 60 an 2022 sinn et ongeféier 220 Luedpunkten.

Zousätzlech dozou hunn déi 3 an der Äntwert 2 ernimmte Parkhaiser 68 Luedpunkten. 2018 waren och do nach keng Luedpunkten installéiert.

Dës Zuele bezéien sech op Luedpunkten, well et Luedstatioune mat engem oder zwee Luedpunkte ginn.

ad 4. D'Gesetz, dat et engem Utilisateur vun engem Gebai erlaabt, de Fotovoltaikstroum selwer ze benotzen (AERC : Autoconsommateur d'énergies renouvelables agissant de manière collective) ass nach ganz rezent, sou dass dëse Stroum an de meeschte Fäll bilanziell nach net direkt fir d'Luedstatioune benotzt gëtt, och wann de Reseau insgesamt haut scho vun enger physikalescher Gläichzäitegkeet vu Stroumproduktioun a Luedvirgang profitéiert. Am Moment gëtt déi direkt Autoconsommatioun just bei 2 Gebaier genotzt, an zwar bei der Nationalbibliothéik um Kierchberg a bei der Stroossebauverwaltung zu Bartreng.

Bei den Neibauten oder Renovatiounen, déi elo an der Planung sinn, ass d'Autoconsommatioun an domadder och d'direkt Notzung vum Solarstroum virgesinn. Bei bestoende Solarstroumanlage bestinn aktuell Aspeiseverträg. Soubal déi erneiert ginn an déi technesch Viraussetzungen et erlaben, wäert och do d'Autoconsommatioun gewielt ginn.

Nouvelle variante BQ.1.1 de la Covid-19 | Question **7106** (02/11/2022) de **M. Max Hengel** (CSV)

Ëmmer méi international Virologe warne virun enger neier Covid-19-Variant, der BQ.1.1. Dës Variant verbreet sech däitlech nach méi schnell wéi d'Omikron-Variant am Fréijoer 2022. D'Virologe gi mat enger grousser Warscheinlechkeet dovunner aus, datt d'Variant BQ.1.1 nach virun Enn November eng nächst gréisser Covidwell wäert mat sech bréngen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen.

– Madamm Ministesch, ass d'Variant BQ.1.1 och schonn hei zu Lëtzebuerg nogewise ginn?

– Wa jo, wéi vill Infektioune mat dëser Variant goufe bis haut identifizéiert?

– Wann nee, wéi eng Variante vu Covid-19 sinn aktuell nach am dominantsten hei zu Lëtzebuerg?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Wéi de wëchentleche ReViLux-Rapport, dee vum Laboratoire national de santé (LNS) publizéiert gëtt,

dokumentéiert, zirkuléieren aktuell nëmmen Omicron-Variante vum Sars-CoV-2-Virus. Zu Lëtzebuerg sinn dat haaptsächlech d'Sousvarianten Omicron BA.5 (77 % an der Kalennerwoch 42), den Omicron BQ.1 (13 %, woubäi de BQ.1.1, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, eng weider Sousvariant vun der Sousvariant BQ.1 vum Omicron ass), gefollegt vum Omicron BA.4 (mat 6,5 %). All aner Sousvariante si ganz rar. De Fait, dass mir dëse BQ.1 säit elo 7 Woche schonns zu Lëtzebuerg isoléieren, an en trotzdeem elo eréischt 13 % ausmécht, deit net drop hin, dass en däitlech méi transmissible ass, och wann domat ze rechnen ass, dass e progressiv dominant wäert ginn. Am Ganze goufen bis elo 242 Infektioune mat BQ.1 zu Lëtzebuerg identifizéiert.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Contrôles de voitures par la police | Question **7107** (02/11/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans le cadre du procès pénal contre un ancien policier qui a tué le 11 avril 2018 un automobiliste ayant refusé d'obtempérer, la question sur les conditions de contrôles policiers de véhicules émerge. Lors du procès, le substitut du procureur avait estimé que le contrôle du véhicule en question n'avait pas été opportun.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quels sont les critères pour effectuer des contrôles de voitures à l'heure actuelle ?

2) Quelle est la base légale à laquelle la police peut se référer ? Se réfère-t-elle à la législation sur les procédures de fouilles ?

Réponse (18/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Les agents de police chargés du contrôle de la circulation sont habilités à arrêter et à contrôler à tout moment un véhicule circulant, en plus des missions de police administrative (veiller au respect des lois et des règlements de police généraux et communaux et à la prévention des infractions) et de police judiciaire (constater et rechercher des infractions).

ad 2) Les bases légales sont les suivantes :

– Loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
– Loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
– Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;
– Code de procédure pénale ;
– Loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Retrait annoncé de la France du TCE | Question **7108** (02/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le vendredi 21 octobre 2022, en marge d'un sommet du Conseil européen, le Président de la République française a annoncé que la France se retirera du Traité sur la charte de l'énergie (TCE).

Quelques jours auparavant, le Haut conseil pour le climat avait publié un avis sur la question. Selon cet organisme français, la modernisation du TCE conclue le 23 juin 2022 n'est pas à la hauteur des enjeux : « [...] le TCE, y compris dans une forme modernisée, n'est pas compatible avec le rythme de décarbonation du secteur de l'énergie et l'intensité des efforts de réduction d'émissions nécessaires pour le secteur à l'horizon 2030. » Aussi, il note que les délais de ratification nécessaires risquent de prolonger les dispositions actuelles du TCE et sa clause de survie bien au-delà de sa durée réduite à 10 ans par le nouveau mécanisme de flexibilité proposé. Le Haut conseil pour le climat conclut que : « [...] le retrait coordonné du TCE par la France et les États membres de l'UE apparaît comme l'option la moins risquée pour permettre l'atteinte des objectifs climatiques et le respect des rythmes de décarbonation nécessaires à l'horizon 2030 ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelle est votre appréciation des amendements proposés pour la modernisation du TCE, ainsi que des risques qui se dégagent d'un processus de ratification prolongé ? Est-ce que le Luxembourg entend toujours ratifier les modifications au TCE décidées en juin 2022 ?

2) Est-ce que le Luxembourg envisage, à l'instar de la France, un retrait du TCE ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Les modernisations du Traité sur la charte de l'énergie (TCE) constituent un certain progrès par rapport à la rédaction actuelle du TCE, notamment via l'introduction d'une date de fin pour la protection accordée aux énergies fossiles dans l'UE en 2033, soit dix ans après l'entrée en vigueur de l'application provisoire du TCE modernisé au lieu de 20 ans dans l'actuel traité. Toutefois, le Gouvernement considère que ces avancées sont insuffisantes et que la version modernisée du TCE ne répond pas aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, ni aux ambitions du Luxembourg en matière de climat.

D'autre part, le Gouvernement est inquiet du fait que la version modernisée du TCE continuera à offrir une protection aux investissements dans le secteur de l'énergie nucléaire, une source d'énergie que le Gouvernement considère comme non sûre et non durable. Le Gouvernement a décidé que le Luxembourg allait se retirer du TCE. Conformément aux dispositions applicables du TCE, le retrait sera effectif à expiration d'une période de préavis d'un an après l'accomplissement de la procédure nationale.

Crédits logements | Question **7109** (02/11/2022) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans nos pays voisins, une chute importante du nombre de nouveaux prêts logement est à observer. Selon la Belgique, le nombre de prêts logement a reculé de plus de 20 pourcents de janvier à août 2022 par rapport à l'année précédente. Pour la France, l'Observatoire crédit logement note une baisse de 27,7 pourcents en glissement annuel. Un durcissement des conditions de crédit s'observe également en Allemagne.

Au Luxembourg, le Statec retient une baisse du nombre de transactions particulièrement importante pour la vente d'appartements en construction et de maison neuves pour le deuxième trimestre 2022[6] comparé à la même période de l'année précédente. Parmi les éléments qui peuvent expliquer cette évolution, il cite notamment les incertitudes générées pendant la crise sanitaire et une limitation de la demande du côté des investisseurs locatifs, qui pourraient à ses yeux retourner vers des placements alternatifs du fait de la hausse des taux d'intérêt. Il n'inclut pas l'inflation qui réduit la solvabilité des acheteurs potentiels et l'effet de la hausse des taux d'intérêt sur la demande du côté des particuliers qui souhaitent acquérir un premier logement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement :

– Quelle est l'évolution récente du nombre de prêts logement accordés aux particuliers au Luxembourg ?

– Quelle est la durée moyenne de ces prêts et comment évolue-t-elle ? Est-ce qu'un allongement de cette durée peut être observée au vu de l'augmentation des prix du logement et des taux d'intérêt ?

– Est-ce que les établissements de crédit durcissent les conditions de crédit en relation avec les incertitudes actuelles sur le marché de la construction ?

– Monsieur le Ministre du Logement s'attend-il à un ralentissement de l'activité au niveau de la construction à moyen terme ?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Les honorables Députés font référence dans leur question parlementaire à des évolutions récentes sur le marché des crédits immobiliers.

Il ressort des chiffres publiés par la Banque centrale du Luxembourg (BCL) que les crédits immobiliers consentis pour des immeubles situés au Luxembourg à des personnes autres que des promoteurs immobiliers se chiffraient, au cours du 3e trimestre 2022, à 4.254 unités (contre 4.011 unités au 2e trimestre 2022, 4.040 unités au 1er trimestre 2022, et 4.246 unités au 4e trimestre 2021). [Données BCL telles que disponibles en date du 25 novembre 2022]

Les chiffres publiés par la BCL ne renseignent ni sur la durée moyenne de ces prêts, ni sur l'évolution de cette dernière. Les données publiées montrent toutefois que les prêts immobiliers contractés avec une échéance dépassant 25 ans représentaient 46,5 % en septembre 2022, contre 45,7 % en décembre 2021. [Données BCL telles que disponibles en date du 25 novembre 2022]

En ce qui concerne les conditions d'octroi de crédits par les banques, la détermination de ces dernières reflète la politique commerciale et la politique en matière de risque de chaque établissement bancaire concerné. En tout état de cause, la réglementation requiert des établissements de crédit de procéder à une évaluation rigoureuse de la solvabilité de l'emprunteur et de veiller à ce que leurs critères d'octroi de crédits tiennent dûment compte de la capacité de remboursement de l'emprunteur ainsi que des risques potentiels pouvant influer sur le remboursement du crédit.

Même si le secteur de la construction a subi un ralentissement au cours des derniers mois, il est trop tôt pour tirer des conclusions sur l'évolution que connaîtra ce secteur à moyen terme.

Aides financières pour l'Ukraine | Question **7110** (02/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6857 huet d'Regierung ënner anerem dat hei geschriwwen: „Lëtzebuerg huet bis ewell 99,7 Millioune

[6] Le logement en chiffres, n°12 – Septembre 2022 ; https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/logement-chiffres/

fir zivill a militäresch Zwecker mobiliséiert, wouvunner 73,5 Milliounen Euro Militärhëllef duerstellen. Donieft bedeelegt de Grand-Duché sech un europäeschen an internationalen Initiativen, zum Beispill indirekt iwwert seng Kontributioun an den EU-Budget oder direkt duerch d'Kontributioun an d'Facilité européenne pour la paix."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung nach gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, wéi ee Montant Lëtzebuerg bis ewell als Kontributioun un d'Facilité européenne pour la paix ausbezuelt huet a wéi vill vun eisem Bäitrag zum aktuellen EU-Budget, ausgedréckt an absolutten Zuele souwéi a Prozent undeeleg un d'Ukrain gefloss ass?

Réponse (08/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes| **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

D'Facilité européenne pour la paix ass insgesamt mat 5,6 Milliarden Euro fir d'Period 2021–2027 dotéiert. Dovunner sinn 3,1 Milliarden Euro un d'Ukrain gaangen. Déi Lëtzebuerger Kontributioun beleeft sech op 9,3 Milliounen Euro, opgrond vun engem Schlëssel, deen um Bruttonationalakommes baséiert, an dovu goufe bis ewell 1,77 Milliounen Euro abezuelt.

Fir den EU-Budget gëllt de Prinzipp vun der Gesamtdeckung. Deemno besteet keen direkten Zesummenhank tëschent den nationale Bäiträg an den EU-finanzéierten Ausgaben.

IRM au Centre Hospitalier du Nord | Question **7111** (03/11/2022) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Mëtt Mee dëst Joer war bekannt ginn, datt de Standuert Wolz vum Centre Hospitalier du Nord een IRM (Imagerie par résonance magnétique) soll kréien. Eng Demande wier an deem Sënn vum Nordspidol agereecht ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch an dem Här Minister fir sozial Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wou ass den Dossier vun engem IRM, deen an der Wëlzer Klinick installéiert soll ginn, aktuell drun? Gouf den Dossier mëttlerweil formell vum Centre Hospitalier du Nord agereecht?

2. Wéi vill Patiente kéinten zu Wolz am Duerchschnëtt dagdeeglech mat dësem IRM ënnersicht ginn?

3. Wéi héich gëtt de Käschtepunkt vu sou engem IRM ageschat?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. De Gesondheetsministère an de Ministère fir sozial Sécherheet hunn alle béid hiren Accord de principe fir e Projet vun engem IRM um Site vum Centre Hospitalier du Nord (CHdN) zu Wolz ginn.

Aktuell schafft de CHdN een Dossier aus, fir de Gesondheetsministère mat enger Demande d'autorisation et de subventionnement ze befaassen. Variante vun Installatiounen am Spidol St. Joseph respektiv an enger Annex am Kader vum Projet Schlasskéier ginn evaluéiert.

ad 2. Am Joer 2019 goufen et am CHdN ronn 6.500 IRM-Passagen, am Duerchschnëtt 24,2 IRM-Passagë pro Schaffdag a pro Apparat (par rapport zu insgesamt ronn 57.000 IRM-Passagen am ganze Land mat engem Duerchschnëtt vu 27,6 IRM-Passagë pro Schaffdag a pro Apparat).

Am Joer 2021 goufen et am CHdN ronn 12.100 IRM-Passagen, am Duerchschnëtt 23,0 IRM-Passagë pro Schaffdag a pro Apparat (par rapport zu insgesamt ronn 79.000 IRM-Passagen am ganze Land mat engem Duerchschnëtt vu 27,2 IRM-Passagë pro Dag a pro Apparat).

Et ass ze bemierken, dass d'Unzuel vun Apparater sech am CHdN ewéi och an den anere Spideeler verännert huet an domat am CHdN d'IRM-Passagë sech bal verduebelt hunn tëschent 2019 an 2021, bedéngt eeben duerch elo zwee IRM-Apparater. Zousätzlech huet säit Enn Oktober de CHdN seng Plagen, fir Rendez-vouse fir en IRM ze huelen, optimiséiert, sou datt elo bis zu 60–65 IRMen den Dag kënnen duerchgefouert ginn.

Generell muss een och den nationalen Duerchschnëtt nuancéieren, well d'Unzuel vun de Passagen och vun de verschiddenen Typpe vun IRM-Examen ofhänkt, well dës méi oder manner Zäit an Usproch kënnen huelen. Éischte Schätzungen no géif en neien IRM zu Wolz et awer erlaben (mat Ëffnungszäite vu 7.00–17.00 Auer), 25 zousätzlech IRMen den Dag duerchzeféieren, ab deem Moment, wou den zousätzlechen IRM-Apparat bis voll operationell wär.

ad 3. Een IRM-Apparat kascht nei ongeféier EUR 900.000, woubäi déi Käschte souwuel vun der technescher Ausstattung mat Zousazequipementer wéi och vun der Negociatioun ofhänken.

Huile de cannabis | Question **7112** (03/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Nodeems de Cannabisueleg (250 Flaconen am November 2021) fir d'éischt huet missen op seng Qualitéit gepréift ginn, konnt en duerno un d'hospitaliséiert Patiente verdeelt ginn. Eisen Informatiounen no gëtt den Ueleg mëttlerweil u weider Patiente verdeelt, mee op Uweisung vum Ministère nëmmen un nei Patienten, well d'Quantitéiten un Ueleg net grouss genuch sinn. Eng Klinick huet eis bestätegt, dass d'Quantitéite vu Cannabisueleg ze limitéiert wieren, fir se un all Cannabispatient ze verdeelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass de Ministère d'Uweisung ginn huet, den Ueleg just un nei Patienten ze ginn?

2. Fënnt d'Ministesch net, dass heimat eng Zwouklassemedezinn entsteet, déi nei Patiente géigeniwwer ale Patiente bevirdeelegt?

3. D'Ministesch huet an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6864 erkläert, dass een d'Consommatiounszuele vum September géif ofwaarde fir nei Bestellunge fir de Cannabisueleg.

Huet d'Ministesch dës Zuele mëttlerweil?
– Wa jo, si schonn nei Bestellunge getätegt ginn?
– Wann nee, wéini sollt de Ministère dës Zuele kréien?

4. Falls mëttlerweil weider Bestellungen u Cannabisueleg getätegt goufen, wat fir Quantitéite goufe bestallt a wéini sollen dës viraussiichtlech geliwwert ginn?

5. Wat fir ee Stock u medezinneschem Cannabis (opgelëscht no de Bléienaarten an Ueleger) huet Lëtzebuerg momentan (Stand 1.11.)?

Réponse (30/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Et ass effektiv eng Circulaire de 24. Oktober 2022 un d'Doktere geschéckt gi mat der Uweisung, de Cannabisueleg just un nei Patienten ze ginn.

ad 2. De Choix, fir d'Ueleger den neie Patiente virzebehalen, ass engersäits op den aktuell limitéierte Stock zeréckzeféieren, an anerersäits gëtt ugeroden, fir e Produit, deen nach net vun den Doktere genotzt ginn ass, progressiv anzeféieren (an eng parallell Verschreiwung vu Bléien an Ueleger op d'mannnst ufänglech ze verhënneren.) Dës Limitatioun ass temporaire an ass just eng éischt Etapp, déi et erlabe soll, de reelle Besoin un Ueleg um Terrain ze evaluéieren.

ad 3. Bis op den 30. November 2022 si 6 Fläsche Cannabisueleg aus dem Stock erausgaangen.
– Et sinn aktuell keng nei Bestellunge geplangt, well ofgewaart gëtt, wéi d'Consommatioun an deenen nächste Wochen evoluéiert.

ad 4. Wéinst der limitéierter Disponibilitéit u Cannabisueleg ass d'Evaluatioun vum reelle Besoin nach amgaang.

ad 5. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Livres scolaires | Question **7113** (03/11/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Säit der Rentrée 2018/2019 kënne Schüler*innen an de Lycéeë gratis hir Schoulbicher kréien. D'Schüler kënnen entweeder nei Bicher kréien oder gebrauchter huelen an da fir 50 % vum Wäert vum Buch ee Bong kréien.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hu bis elo vun der Offer u Secondhand-Bicher Gebrauch gemaach an dofir en Akafsbong kritt?

2. Wéi vill huet de Staat fir d'Rentréeën 2021 an 2022 un d'Librairië bezuelt fir déi verschidde Schoulbicher (opgelëscht no Librairie)?

3. Wéi vill Bicher goufe fir d'Rentréeën 2021 an 2022 bestallt, dann awer net ofgeholl?

4. Verschidde Bicher kann een sech gebraucht als Schüler bestellen. Wéi vill Prozent vun de Bicher ginn als gebrauchte Bicher dat Joer duerno weider verdeelt?

5. Kritt de Lëtzebuerger Staat Remisë vun de Librairië wéinst de grousse Quantitéiten u Bicher? Wa jo, wéi vill?

Réponse (13/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Bis Mëtt November goufen 2.252 Chèqueslivres ageléist, dat an engem Wäert vun insgesamt 51.274,65 €. D'Valeur vun engem Chèque-livres läit pro Akaf an der Moyenne bei 37,44 €.

ad 2. Am Total si bis Mëtt November 236.155 Bicher an engem Gesamtwäert vu 6.572.035 € iwwert de Gratuitéitsprogramm fir d'Vente vun den obligatoresche Schoulbicher finanzéiert ginn.

ad 3. Am Kader vun der Rentrée 2012/2022 goufen 1.148 Bicher an engem Gesamtwäert vu 37.974,50 € net bei de Librairen ofgeholl. Eng vergläichbar Zuel fir d'Rentrée 2022/2023 läit nach net vir.

ad 4. Dës Donnéeë sinn net erhuewe ginn.

ad 5. D'Margen am Schoulbuchgeschäft leie mat engem duerchschnëttleche Rabatt vun 20–25 % fir d'Librairen däitlech ënnert de soss übleche Remisen. Doriwwer eraus ass d'Remissiounsquot minimal (d'Remissiounsquot ass de Pourcentage vun de bestallte Bicher, déi de Libraire un d'Verlagshaiser an/

oder un den Distributeur kann zeréckschécken). D'Libraire kënnen dem Ministère dowéinst keng Remisen op de Schoulbicher araumen.

Contribution financière du Luxembourg au profit de l'UNRWA | Question **7114** (03/11/2022) de **M. Georges Mischo** (CSV)

An engem Lieserbréif am „Tageblatt" vum 27. Oktober 2022 gëtt op d'Contributioun vu Lëtzebuerg zur Finanzéierung vu Léiermaterial vun der UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) higewisen, woumat antisemittesch an antiisraeelesch Inhalter géife subventionéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Ausseminister riichten:

1. Kann den Här Ausseminister déi uewe genannte finanziell Contributioun confirméieren?
– Wa jo, wéi e Montant ass fir dat lafend Joer virgesinn?

2. Huet den Här Ausseminister Kenntnis vun der Tatsaach, dass mat deene Suen antisemittesch an antiisraeelesch Inhalter subventionéiert ginn?
– Wa jo, wéi erkläert den Här Minister déi entspriechend Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung?

3. Ass geplangt, déi beschriwwe finanziell Ënnerstëtzung an de kommende Jore weiderzefëieren?

Réponse (17/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. Jo, Lëtzebuerg ënnerstëtzt de Moment d'UNRWA iwwert zwou Zorte Contributiounen:

1. E sougenannte fräiwëllege Bäitrag fir hire Programmbudget, deen den Aarbechtsprogramm vum Büro an den associéierte Budget ënnerstëtzt, an deen all zwee Joer der Generalversammlung vun de Vereenten Natioune presentéiert gëtt.

Den Engagement ass fir d'Period 2022–2024, an ass net u spezifesch Secteuren oder Aktivitéite gebonnen.

Sou wéi bei Partnerschafte mat anere multilateralen Agencen och, setzt Lëtzebuerg sech zesumme mat den anere Bailleuren dofir an, datt d'Agence déi néideg Efforte mécht, fir dem Respekt vun den humanitäre Prinzippien an de Wäerter vun de Vereenten Natioune Prioritéit ze ginn.

De Bäitrag am Joer 2022 beleeft sech op 4.000.000 Euro.

2. E Bäitrag iwwer d'Period 2021–2023 fir de Gesondheetsprojet an der Gazaträif, deen 2022 bei 1.000.000 Euro läit.

Dëst bréngt de Gesamtbäitrag vu Lëtzebuerg un d'UNRWA am Joer 2022 op 5.000.000 Euro.

ad 2. Dës Accusatioun entbiert jeeglecher Grondlag. Contrairement zu der Affirmatioun am zitéierte Lieserbréif vum 26. Oktober 2022 produzéiert d'UNRWA keng eege Schoulbicher. All Behaaptungen iwwert de Contenu oder de Finanzement vun dësen net existéierende Schoulbicher sinn dohier fräi erfonnt.

Iwwerall do, wou d'UNRWA present ass (Besate Palästinensesch Gebidder, Jordanien, Libanon, Syrien), schafft d'Agence mat de Schoulbicher vun de lokalen Autoritéiten. D'Etüd vum Georg-Eckert-Institut, op déi de Lieserbréif sech berifft, huet näischt mat der UNRWA ze doen, mee huet Schoulbicher vun der palästinensescher Autoritéit analyséiert. D'Etüd confirméiert, dass dës Schoulbicher dem UNESCO-Standard entspriechen.

D'UNRWA analyséiert all Schoulbicher, déi si benotzt, a kuckt, ob den Inhalt appropriéiert ass fir déi jeeweileg Alterskategorie vu Schülerinnen a Schüler, ob keng Gender-Virurteeler perpetuéiert ginn, an ob se konform si mam Prinzipp vun der Neutralitéit vun der UNO. Fir all spezifesche Problem, deen d'Agence fënnt, gi Solutioune formuléiert, déi duerno un d'Léierpersonal weidergi ginn.

Doriwwer eraus enseignéiert d'UNRWA och Coursen iwwer Mënscherechter, Konfliktléisung an Toleranz (cf. Fichen an Annex). Am Kontext vun der Covid-19-Pandemie huet d'UNRWA en E-Learning Site kreéiert, deen ëffentlech zougänglech ass, a wou jidderee sech kann e Bild dovu maachen, wat genau an den UNRWA-Schoulen enseignéiert gëtt: https://keeplearning.unrwa.org/en/

ad 3. D'UNRWA ass e wichtegen Acteur fir d'Stabilisatioun souwéi fir d'Preventioun vun der Radikalisatioun an der Regioun. Si gëtt deene Jonken eng Hoffnung, déi an enger verzweifelter Situatioun liewen, a gëtt hinnen d'Outilen, fir hir Problemer sur place ze léisen, amplaz hir Zukunft anzwousch anescht ze sichen. Aus all deene Grënn wäert Lëtzebuerg d'UNRWA och weiderhin ënnerstëtzen.

Radars contre le téléphone portable au volant | Question **7115** (03/11/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Artikel „20 Jahre Punkteführerschein: ein Erfolgsmodell?", deen den 31. Oktober am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt den Här Verkéiersminister zäitno och wëll Radaren aféieren, déi kontrolléieren, ob en Autochauffer iwwert dem Fueren telefonéiert. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6500 hat den Här Minister awer rezent nach geschriwwen: „Zum jëtzegen Zäitpunkt sinn awer keng aner Modeller vu Radare geplangt, déi aner Infraktioune solle kontrolléieren, wéi déi, déi aktuell do sinn." Zu der Wierksamkeet vun de Radaren huet den Här Minister ënner anerem dat hei geschriwwen: „Woubäi festgestallt ginn ass, datt an der Period vun 2012 op 2017 op 7 Strecken d'Eventualitéit vun Accidenter erofgaangen ass, op 9 Strecken déi Eventualitéit niddreg ass an op 3 Strecken se héich bliwwen oder esouguer eropgaangen ass."

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wou an op wéi eng Manéier déi zousätzlech Radare sollen installéiert ginn, a preziséieren, ob et sech ëm komplett Neiinstallatiounen oder en Update/Upgrade vu bestoenden Anlagen handelt?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Accidenter wärend de Joren 2013 bis 2021 noweislech op onerlaabt Telefonéieren um Steier zeréckzeféiere waren a wéi dacks dobäi Leit blesséiert goufe respektiv ëm d'Liewe koumen?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, ewéi eng Verbesserung hien sech vun dësen Zuele fir den Zäitraum 2023 bis 2035 duerch déi zousätzlech Radaren erwaart?

4. Kann den Här Minister matdeelen, ob a wéi wäit virgesinn ass, datt d'Leit d'Installatioun vun enger Freisprechanlag zukünfteg steierlech kënnen ofsetzen, fir de Chaufferen nieft dem repressive Volet och e positiven Ureiz ze ginn, fir de Code de la route nach besser ze respektéieren?

5. Kann den Här Minister déi offensichtlech Diskrepanz tëschent där zitéierter Ausso aus der Press an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro elaboréieren a preziséieren, wéi hien op déi Manéier d'Vertraue vun all deene Bierger wëll erëmgewannen, déi besonnesch duerch d'Entwécklung vun deene leschten zwee Joer virun enger ëmmer méi déifgräifender Iwwerwaachung duerch de Staat warnen?

Réponse (01/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat enger eventueller Aféierung vun automatesche Radaren, déi kontrolléiere kënnen, ob een um Handy ass, wann ee fiert.

Wéi schonns a menger Äntwert zur parlamentarescher Fro Nr. 6538 (an net wéi den honorabelen Deputéierte schreift Nr. 6500), suivéiert de Ministère mat groussem Interessi déi Radaren, déi am Moment am Ausland entwéckelt ginn, sech awer gréisstendeels nach an der Testphas befannen.

An deem vum honorabelen Deputéierten zitéierten Artikel kann ee Follgendes noliesen: „[...] Außerdem werde man bei der Kontrolle der Handynutzung am Steuer in Zukunft auf technische Hilfsmittel setzen. [...] Bei der Frage, wie wir das angehen können, sind wir aber noch im Diskussionsstadium."

Et huet sech also näischt un der Ausso aus der Äntwert zur genannter parlamentarescher Fro geännert. Ech erlabe mir an dem Zesummenhang, och op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 6235 zu deem selwechte Sujet ze verweisen.

Wat d'Zuele vun den Accidenter ugeet, ergëtt sech follgend Bild:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Generell ass zu den Zuelen awer ze soen, datt am Moment den Noweis vum Handy mat vill Opwand vusäite vun der Police verbonnen ass, an eng automatesch Kontroll vill fir d'Sécherheet op eise Stroosse kéint bäidroen.

Et ass net virgesinn, datt een an Zukunft d'Fräispriechanlag ka vun de Steieren ofsetzen.

Vandalisme d'œuvres d'art | Question **7116** (03/11/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Lescht koum et international an ëmmer méi Muséeën zu Attacken op Konschtwierker, dorënner och op bekannt Biller vu Kënschtler wéi dem Vincent van Gogh an dem Johannes Vermeer. Dacks ginn dës Protester vu sougenannte Klimaschützer aus, och wa bis ewell nach net kloer ass, ob wéi eng Manéier der Ëmwelt mat dësen Aktioune gehollef gëtt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Kulturminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Madamm Minister allgemeng op esou Attacken? Kann si an deem Zesummenhang preziséieren, ob d'Sécherheetsmoossnamen och an ëffentleche Lëtzebuerger Muséeën erhéicht ginn, a wa jo, op wéi eng Manéier?

2. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi eng Konsequenzen si géif zéien, falls sech erausstelle géif, datt esou Attacken och vu Gruppéierungen ausginn, déi vun der Regierung direkt oder indirekt iwwert déi lëtzebuergesch Pendante vun internationale Verbänn mat Subsiden ënnerstëtzt ginn?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1. De Kulturministère huet keng zousätzlech Instruktiounen un d'Lëtzebuerger Muséeë ginn, well dës souwisou schonn eng ganz Rei Mesuren zur

Protektioun vun den ausgestallte Wierker en place hunn, sief et géint absichtlech oder verseeëntlech Schied.

ad 2. Falls et zur muttwëlleger Zerstéierung vun engem Wierk an engem Lëtzebuerger Musée sollt kommen, applizéiert sech an enger éischter Linn de Code pénal (Artikele 526 a 528).

Extradition vers les États-Unis de M. Frank Schneider | Question **7117** (03/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Fred Keup** (ADR)

De fréiere SREL-Mataarbechter Frank Schneider sëtzt säit iwwert engem Joer a Frankräich am Prisong, wou elo a leschter juristescher Instanz decidéiert gouf, datt hien un d'Vereenegt Staate soll ausgeliwwert ginn. Déi endgülteg Decisioun läit elo bei der franséischer Premierministesch, déi elo stellvertriedend fir d'franséisch Regierung an onofhängeg vun der franséischer Justiz iwwert d'Ausliwwerung muss decidéieren. Am Fall vun enger Verurteelung virun engem amerikanesche Geriicht misst de Lëtzebuerger Beamte fir bis zu 40 Joer an de Prisong, wat a sengem Alter enger Verurteelung zu liewenslänglech gläichkënnt.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wëll den Här Staatsminister zugonschte vum Här Frank Schneider intervenéieren, fir eng Ausliwwerung un d'Vereenegt Staaten ze verhënneren?

2. Gesäit d'Regierung hei en Interessi vum Lëtzebuerger Land, fir e fréiere Mataarbechter vum SREL, dee confidentiel Informatiounen huet, net un en anert Land auszeliwweren?

Réponse (04/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

De Premierminister an déi Lëtzebuerger Regierung hu keng legal Méiglechkeet, fir selwer d'Ausliwwerung vun engem lëtzebuergesche Bierger ze verhënneren, dee sech net op lëtzebuergeschem Territoire befënnt. An dësem Fall ass et déi franséisch Regierung, déi eng souverän Decisioun hëlt, ob déi concernéiert Persoun ausgeliwwert gëtt oder net. Dës Decisioun ka virun den zoustännege Juridictiounen an a leschter Instanz virum Conseil d'État, der ieweschter administrativer Juridictioun a Frankräich, attackéiert ginn. Dës Juridictioune kontrolléieren, ob all d'rechtsstaatlech Garantien an dat entspriechend Ausliwwerungsofkommes respektéiert ginn. D'Lëtzebuerger Regierung stellt dës Prozedur net a Fro a respektéiert de franséische Rechtsstaat, a wäert deemno net intervenéieren.

Avenir des salariés de la banque luxembourgeoise Fortuna Banque | Question **7118** (03/11/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Nous faisons référence à notre question parlementaire n° 6921 du 29 septembre 2022 et à la réponse parlementaire y afférente qui traite de l'avenir des salariés de la banque luxembourgeoise Fortuna Banque, qui avait annoncé pendant l'été l'arrêt progressif de ses activités bancaires.

Comme nous estimons ne pas avoir obtenu de réponses satisfaisantes, nous voudrions connaître la teneur des « solutions de support individuelles » qui « sont en cours d'élaboration » et qui « sont offertes par Fortuna Banque à ses salariés pendant la phase de débouclement de ses opérations », comme l'explique le Gouvernement dans sa réponse parlementaire. Nous rappelons que d'après nos informations, il n'y a pour l'instant pas de coopération sur la mise en place d'un plan social pour les salariés de la Fortuna Banque.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

– Est-ce qu'un plan social est en cours de négociation pour le personnel concerné par l'arrêt des activités de la Fortuna Banque ?
• Dans la négative, pourquoi n'est-il pas question de plan social ?
• Dans l'affirmative, quelles mesures sont prévues pour le personnel concerné ?

Réponse (18/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

À ce stade, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne possède aucune information quant à la négociation d'un plan social.

Conformément à l'article L. 166-2 (1) du Code du travail :

« (...) l'employeur est tenu de procéder en temps utile à des négociations avec les représentants des salariés en vue d'aboutir à un accord relatif à l'établissement d'un plan social. »

En ce qui concerne la « Fortuna Banque », aucune convention intitulée « plan social » n'a été transmise à l'Agence pour le développement de l'emploi jusqu'à présent.

Revendication du corps médical dans le cadre du paiement des services de garde et des astreintes | Question **7119** (03/11/2022) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

La situation dans les services d'urgence du pays est un problème connu depuis des années. Les services d'urgence sont régulièrement débordés. Très souvent avec des patients dont les demandes ne relèvent pas des urgences. Cela provoque des temps d'attente très longs au détriment de tous, patients comme personnel hospitalier.

Récemment, la Ministre de la Santé a annoncé qu'une revendication de longue date du corps médical, à savoir le paiement des services de garde et des astreintes, serait enfin introduite.

Or, il nous revient que les urgentistes ne seraient pas indemnisés pour leurs gardes ou leurs astreintes.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de patients sont traités chaque semaine dans les quatre services d'urgence du pays ? Quelle a été l'évolution de ces chiffres au cours des dix dernières années ?

D'après nos informations, les urgentistes sont payés par les patients pour chaque traitement. Cependant, ils traitent également des patients non assurés et fournissent donc aussi des services non rémunérés.

2) Madame la Ministre est-elle consciente de ce problème ? Dispose-t-elle d'informations sur le nombre de traitements non payés effectués dans les services d'urgence du pays ? Dans la négative, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile de faire examiner cette situation ?

3) Madame la Ministre, est-il vrai que les urgentistes ne seront pas indemnisés pour les gardes sur place ou par astreinte ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ?

4) Madame la Ministre, va-t-elle reconsidérer cette décision ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (05/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le nombre de patients traités chaque semaine varie au cours des saisons.

En moyenne, sur les 4 dernières années, le nombre de passages par semaine par centre hospitalier est le suivant :

(tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

N. B. : Le graphique ci-dessus reprend tous les passages aux urgences (y compris KannerKlinik) alors que le tableau ne fait la moyenne des passages que dans les 4 grands services d'urgence adulte.

ad 2) Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'informations y relatives.

Toutefois, les dispositions de la couverture universelle de santé permettront d'assurer une prise en charge appropriée du financement des activités par le Ministère de la Santé.

ad 3) Les urgentistes font partie du périmètre des gardes et astreintes qui seront indemnisées par l'État et ce rétroactivement à partir du 1er juin 2022 dans le cadre du projet pilote retenu entre le Ministère de la Santé et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois.

ad 4) cf. réponse ci-dessus.

Mesures en faveur de la participation citoyenne au niveau communal mentionnées lors du débat de consultation au sujet des propositions formulées par le Klima-Biergerrot | Question **7120** (03/11/2022) de **Mme Jessie Thill** | **M. François Benoy** (déi gréng)

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que la « participation citoyenne sera encouragée pour permettre la participation de toutes les composantes de notre société au projet national et pour renforcer la lutte contre le déficit démocratique », ainsi qu'un soutien gouvernemental à « la participation citoyenne au niveau communal ». Dans cette lignée, Madame la Ministre de l'Intérieur vient de mentionner, en date du 25 octobre, lors du débat de consultation au sujet des propositions formulées par le Klima-Biergerrot, vouloir déposer « an den nächste Méint » un projet de loi dédié justement au renforcement de la participation citoyenne au niveau communal. L'une des idées serait notamment la mise en place de conseils locaux de citoyennes et citoyens („... wäert sécherlech och esou e lokale Biergerinnen- a Biergerrot sinn"). Dans ce contexte, nous souhaitons avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre :

1) Madame la Ministre peut-elle déjà fournir davantage d'informations sur le dispositif des conseils citoyens locaux ? Comment ces conseils pourraient-ils être composés et quel pourrait être leur mode de désignation ?

2) Quels sont les autres éléments du volet « participation » de la réforme de la loi communale ?

3) À quelle échéance Madame la Ministre prévoit-elle de finaliser l'avant-projet de loi et de le soumettre au Conseil de Gouvernement ?

Un nombre croissant d'acteurs et de personnes ont collaboré ces dernières années à la conception, la préparation, la mise en place, le déroulement et le suivi de projets de participation citoyenne tant au niveau national que communal (p. ex. : Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050 et Luxembourg in Transition, Klima-Biergerrot, le Centre for Ecological Learning Luxembourg (CELL), la Plateforme luxembourgeoise

de la démocratie participative (PLDP), l'université, etc.), sans oublier l'expérience précieuse gagnée par les participant.e.s de ces différents processus de participation.

Enfin, les différents pactes étatiques avec les communes, tels que par exemple le Pacte climat et le Pacte nature disposent également de nombreux éléments de participation citoyenne au niveau local et collaborent à cet effet avec des organisations partenaires, telles que CELL, Ëmweltberodung, IMS et Klima-Bündnis. Ils englobent déjà un large éventail de thématiques locales : le développement territorial, la mobilité, la gestion des ressources, l'organisation de la commune, sa communication, etc.

4) Quels acteurs Madame la Ministre prévoit-elle de consulter en vue de l'élaboration du concept et du fonctionnement des futurs conseils locaux de citoyennes et citoyens ? Quelles consultations ont déjà eu lieu ?

5) Comment Madame la Ministre entend-elle chercher et développer des synergies avec les dispositifs participatifs existants ?

Réponse (08/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Les communes, étant les seules collectivités territoriales décentralisées au Luxembourg, constituent un véritable terreau pour la démocratie et occupent une place particulière dans la vie démocratique. Les citoyennes et citoyens expriment par ailleurs de plus en plus la volonté de vouloir s'impliquer activement dans le développement de la vie locale et la prise de décision locale, que ce soit par le biais de participations à des commissions consultatives ou par des initiatives de participation citoyenne.

Comme soulevé par les députés, la volonté politique de renforcer la participation citoyenne au Luxembourg a été ancrée dans l'accord de coalition 2018-2023 : « La participation citoyenne sera encouragée pour permettre la participation de toutes les composantes de notre société au projet national et pour renforcer la lutte contre le déficit démocratique. »

Ainsi, et dans le cadre de la refonte de la loi communale, qui a été scindée en plusieurs projets de loi distincts, en fonction des priorités et besoins exprimés par le secteur communal, il sera procédé prochainement à la redéfinition ou à la mise en place de plusieurs instruments ayant trait à la participation citoyenne au niveau communal.

Pour que la participation citoyenne puisse réussir, je souhaite également adapter et développer les moyens de communication et de publicité dont disposent les autorités communales afin de faciliter, au profit des citoyens et citoyennes, l'accès aux informations et décisions communales.

Finalement, je tiens à ajouter que les communes disposent déjà à l'heure actuelle de la possibilité d'appliquer des moyens de participation citoyenne supplémentaires à ceux prévus dans la loi communale grâce à l'autonomie communale. En effet, de nombreuses communes ont déjà pris de telles initiatives, notamment la Ville de Dudelange en 2019 qui a initié le projet « participation citoyenne » qui s'est ensuite traduit par un « Biergerrot », un panel de citoyens ainsi qu'un budget participatif.

Centrale nucléaire de Cattenom | Question **7121** (04/11/2022) de **M. Carlo Weber** | **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

EDF Cattenom a publié, mardi 26 octobre, un point d'étape sur chaque unité de production de la centrale nucléaire mosellane. À l'heure actuelle, seul le réacteur n° 2 fonctionne et permet de fournir de l'électricité, les trois autres étant à l'arrêt pour travaux.

EDF envisage d'en redémarrer deux avant la fin de l'année. Le premier fournisseur français d'électricité veut notamment redémarrer le réacteur n° 1 bien que ce dernier porte deux traces de corrosion sous contrainte sur une quinzaine de tuyauteries contrôlées.

À cet effet, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelles sont les informations dont dispose Monsieur le Ministre par rapport au calendrier de redémarrage des trois réacteurs défaillants ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la volonté d'EDF de redémarrer le réacteur n° 1 cet automne, reportant ainsi les travaux de maintenance nécessaires à l'année prochaine ?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) EDF Cattenom a informé les autorités luxembourgeoises le 4 novembre que le redémarrage du réacteur n° 4, dont les travaux seraient quasi finalisés, serait prévu pour la fin novembre 2022. Aucun phénomène de corrosion n'aurait été détecté sur le réacteur n° 4.

En même temps, EDF a informé les autorités luxembourgeoises que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) n'allait pas autoriser le redémarrage provisoire du réacteur n° 1 tel que souhaité par EDF. Sur base d'expertises et de réalisations de contrôles complémentaires sur Cattenom 1, l'ASN considère que deux soudures concernées doivent être réparées avant de redémarrer Cattenom 1.

Selon les informations partagées avec les autorités luxembourgeoises, le redémarrage des réacteurs 1 et 3 serait prévu pour le 26 février 2023.

ad 2) Des travaux sont actuellement en cours sur le réacteur n° 1. Comme indiqué ci-avant, son redémarrage, sous condition de réparation de deux soudures concernées par la corrosion sous contrainte, est actuellement prévu pour le 26 février 2023.

Le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire Claude Turmes et la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable Joëlle Welfring avaient adressé le 26 octobre 2022 un courrier à l'ASN dans lequel ils ont exprimé de vives inquiétudes par rapport à un éventuel redémarrage du réacteur 1 sans réparation et demandé des explications détaillées sur les avis adoptés par l'ASN et l'IRSN qui avaient émis un avis critique.

Le Gouvernement salue ainsi la décision de l'ASN d'exiger des travaux de réparation sur le réacteur n° 1 avant son redémarrage. Il ne peut y avoir aucun doute sur la sûreté des installations de la centrale de Cattenom, et le Gouvernement continuera de rappeler cette position de principe lors de ses contacts bilatéraux avec les autorités françaises compétentes.

ADHS chez l'enfant | Question **7122** (04/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng vun den heefegsten neurologesche Stéierunge bei Kanner a Jugendlecher ass ADHS, d'Aufmerksamkeitsdefizit-Hyperaktivitätsstörung. Kanner mat ADHS si Kanner mat Besoins spécifiques. Wéi zum Beispill bei Kanner mat Dyslexie, kënnen och Kanner mat ADHS méi Zäit kréien, fir hir Prüfungen ze schreiwen oder Aufgabe fäerdegzestellen. Kanner, déi ënner ADHS leiden, brauche vill méi Energie a Konzentratioun, fir ee ganze Schouldag roueg hannert sech ze bréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wat awer gëtt et fir Mesuren, fir de Kanner an der Grondschoul mat Schwéierpunkt Hyperaktivitéit an Impulskontrollstéierung ze hëllefen?

2. Wat awer gëtt et fir Mesuren, fir de Kanner am Lycée mat Schwéierpunkt Hyperaktivitéit an Impulskontrollstéierung ze hëllefen?

3. Wat fir eng vun deene Mesurë sinn drop ausgeluecht, fir d'Integratioun vum Kand a senger Klass ze stäerken?

4. Gëtt et Uweisungen, wéi een am Fall vu Bestrofunge soll mat dëse Kanner ëmgoen? Wann nee, ass de Minister der Meenung, dass et esou Uweisunge brauch, fir dem Besoin spécifique vum Kand gerecht ze ginn?

5. À part vun den ugepasste Prüfungszäiten, wéi gëtt der Diagnos ADHS wärend dem gesamte Schouldag Rechnung gedroe fir ze verhënneren, dass d'Kanner Nodeeler opgrond vun hirer Krankheet hunn?

6. Wéi a wéi oft gëtt iwwerpréift, ob dës Mesuren och wierklech gräifen? Wien ass zoustänneg fir dës Kontroll?

Réponse (13/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Grad wéi am Lycée gëtt et an der Grondschoul d'Méiglechkeet, fir deen eenzelne Schüler Differenzéierungsmoossnamen (aménagements raisonnables) virzegesinn (Artikel 29 vum Gesetz vum 9. Februar 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental).

Esou datt ënner anerem follgend Amenagementer kënnen en place gesat ginn:

– Upassung vum Klassesall (z. B. oflenkend Reizer vermeiden),
– Upassung vun der Sëtzplaz (z. B. frontal un der Tafel, net bei der Dier),
– separate Raum, fir en Test ze schreiwen,
– un d'Bedürfnisser vum Kand ugepassten Aarbechtsblieder (z. B. serifefräi Schréft),
– méi Zäit fir Tester an integréiert Projeten,
– zousätzlech Pausen (z. B. Beweegungs- oder Entspanungspausen),
– technesch Hëllefsmëttel (z. B. iPad mat Virliesfunktioun),
– mënschlech Ënnerstëtzung (z. B. Assistance en classe, I-EBS),
– „vérificateur d'orthographe" (z. B. bei fräi geschriwenen Texter).

Nieft dësen Differenzéierungsmoossname bidden sech och nach follgend Adaptatiounen an der Klass un:

– Quantitéit vun der Aarbecht upassen (z. B. Aufgaben a kleng Deeler glidderen, verkierzt Aufgaben),
– Interaktioun Léierpersoun–Schüler upassen (z. B. kuerz a prezis Uweisungen, konstruktive Feedback, positiv Verstäerkung),
– Ofschreiwe vun Texter minimiséieren (z. B. Foto vum Tafelbild an d'Heft pechen, Diktéierfunktioun vum Tablet benotzen),
– visuell Hëllefe fir d'Orientéierung an d'Entlaaschtung vum Aarbechtsgediechtnes zur Verfügung stellen (z. B. Sandauer, Time-Timer, Checklëschten),
– Aarbechtsorganisatioun (z. B. visuell Hëllefsmëttel wéi Piktogrammer, fir d'Opmierksamkeet oprechtzeerhalen).

ad 2. Laut dem Artikel 3, Kapitel 2 vum Gesetz vum 15. Juli 2011 (Loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers) kann den Direkter vun engem Lycée follgend Amenagementer festhalen:

– Amenagement vum Klassesall oder dem Schüler senger Sëtzplaz,
– e separate Sall fir d'Epreuven,
– eng adaptéiert Presentatioun vun de Questionnairen.

Laut dem Artikel 4 Kapitel 2 vum Gesetz vum 15. Juli 2011 kann de Conseil de classe follgend Amenagementer festhalen:

– Dispens vun engem Deel vun den obligatoreschen Epreuvë fir een Trimester oder Semester,
– Ersetze vun engem Deel vun den Epreuven, déi virgesi sinn, duerch eng eenzeg Epreuve zum Schluss vum Trimester oder Semester,
– fir d'Resultater vum Enn vum Joer: Consideratioun vun de schoulesche Resultater vun nëmmen engem oder zwee Trimesteren oder engem Semester.

Laut dem Artikel 5 Kapitel 2 vum Gesetz vum 15. Juli 2011 kann d'CAR (Commission des aménagements raisonnables), déi am Artikel 6 vun deem nämmlechte Gesetz kreéiert gouf, ënner anerem follgend Amenagementer festhalen:

– méi Zäit an den Epreuven oder integréierte Projeten,
– zousätzlech Pausen an den Epreuven,
– Opdeele vun den Ofschlossexamen op zwou Sessiounen (amplaz eng),
– Zeréckgräifen op technesch Hëllefsmëttelen oder mënschlech Ënnerstëtzung, fir déi speziell Schwieregkeeten ze kompenséieren,
– Zeréckgräifen op e „vérificateur d'orthographe",
– Benotze vun enger anerer Sprooch (Franséisch oder Däitsch), wéi vum Programm virgesinn, fir Questionnairen an/oder d'Produktioune vum Schüler,
– Dispens fir mëndlech, praktesch oder physesch Epreuven oder fir ee Module,
– temporaire Beschoulung (fir verschidde Matièren oder all d'Matièren) an enger anerer Klass wéi d'Classe d'attache.

Nieft dëse Mesuren, déi am Gesetz festgehale goufen, kënnen am Virfeld awer och scho Mesuren an der Klass geholl ginn, andeems:

– op d'Sëtzplaz vum Schüler opgepasst gëtt: no beim Enseignant, frontal zur Tafel, Eenzelsëtzplaz;
– d'Stonne strukturéiert ginn: wichteg an nei Léierinhalter am Ufank vun der Stonn virgesinn, reegelméissege Feedback zu Deelaufgaben;
– d'Erklärungen zu Aufgabe kuerz a konkreet gehale ginn, am beschten am Bléckkontakt zum Schüler an d'Erklärunge vum Schüler widderholl ginn;
– Hëllefsmëttel agesat ginn, wéi zum Beispill Fidgets, Sëtzkëssen, Knätsch, Kopfhörer.

Bei alle Mesuren ass et wichteg, se mat de Schüler ze beschwätzen an ze kucken, ob si se akzeptéieren oder net.

ad 3. All déi ënnert der Fro 1 an 2 opgelëschte Moossname sinn drop ugeluecht, fir d'Integratioun vum Kand a senger Klass ze stäerken. Derbäi kommen nach follgend Aspekter:

– Den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, den I-EBS: « un enseignant spécialisé affecté à une ou des écoles ayant pour mission d'assurer l'assistance et la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques dans une approche inclusive au sein de l'école en collaboration avec le titulaire de classe concerné […] ». Fir d'Schouljoer 2022/2023 gëtt et 129 I-EBS an de Grondschoulen hei am Land.

– Des Weidere besteet an deene 15 Direktioune vun der Grondschoul jeeweils eng ESEB (Équipe de soutien des élèves à besoins spécifiques), déi d'Enseignanten op regionalem Niveau kënne beroden, wéi se mat de Kanner mat Hyperaktivitéit an Impulskontrollstéierung an hirer Klass kënnen ëmgoen, a si kënnen och gegeebenefalls eng ambulant Prise en charge vum Schüler an der Klass (assistance en classe) assuréieren.

– Derbäi kommen néng national Kompetenzzentren, déi mam Gesetz vum 20. Juli 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire geschafe goufen. Eng vun den Aufgabe vun den nationale Kompetenzzentre besteet doranner, d'Léierpersonal ze beroden, wéi et mat engem Kand mat spezifesche Besoinen an der Klass kann ëmgoen. Eng aner Aufgab ass d'Promotioun vu Wëssen, wou theemespezifesch Formatioune fir Léierpersounen an anert Personal (ESEB) aus der Grondschoul ugebuede ginn, wéi zum Beispill zum Theema AD(H)S.

– Och eng Rei Prestatairen, déi mam MENJE via Konventioun zesummeschaffen, bidde Prise-en-chargen un, déi dozou bäidroen, datt d'Kand (erëm) besser kann um Unterrecht deelhuelen.

ad 4. Nee, et gëtt aktuell keng speziell Uweisungen, wéi een am Fall vu Bestrofung mat dëse Kanner soll ëmgoen. Den Artikel 4 vum Règlement grand-ducal concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles vum 7. Mee 2009 hält fir d'Lëtzebuerger Schoule fest: « […] Toute punition doit être individuelle et proportionnelle au manquement. Elle doit être expliquée à l'élève et les parents en sont informés. La punition peut consister soit dans un rappel à l'ordre ou un blâme, soit dans un travail supplémentaire d'un intérêt éducatif. Les punitions collectives sont prohibées. Les châtiments corporels sont interdits. »

Zousazaufgabe mat engem schouleschen Inhalt (z. B. Text ofschreiwen, eppes auswenneg léieren) féieren an der Reegel net zu Verhalensännerunge bei Kanner mat ADHS. Falls eng Konsequenz néideg ass, sollt éischter op pedagogesch Reflexioun oder Nobeaarbechtung gesat ginn, well d'Schüler esou ugereegt ginn, nach eng Kéier iwwert hiert Verhalen nozedenken.

Generell gëllt et bei disziplinareschen Entscheedungen, der Gravitéit vun de Virfäll, dem Alter an der Maturitéit vum Schüler, sengem allgemenge Verhalen an enger méiglecher Recidive vu Faiten, déi him reprochéiert ginn, Rechnung ze droen (sou z. B. am Artikel 43 vun der Loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées).

ad 5. Divers Studie weisen, datt verhalensmodifizéierend Techniken an der Klass, wéi zum Beispill positiv Verstäerkung oder Time-out, gutt Resultater liwweren.

Hëllefräich sinn och Moossnamen, déi derzou bäidroen, d'Defiziter an den exekutive Funktiounen (z. B. Aarbechtsgediechtnes, Organisatioun, Zäitmanagement, Hemmungskontroll) auszegläichen.

Et muss och nach de Schwieregkeeten zur Aktivéierung, zum Oprechterhalen an der Sécherung vun der Opmierksamkeet Rechnung gedroe ginn.

Des Weidere kënnen d'Adaptatiounen an d'Amenagementer, déi ënnert de Froen 1 an 2 opgelëscht goufen, ëmgesat ginn.

ad 6. Wéi am Artikel 29 vum Règlement grand-ducal du 12 mai 2009 fixant le fonctionnement des commissions d'inclusion scolaire régionales festgehalen, ginn d'Mesuren, an der Grondschoul, op d'mannst eemol d'Joer vun der CIS (Commission d'inclusion scolaire) evaluéiert. « La CIS fait établir un dossier qui comprend: un diagnostic des besoins de l'élève; les aides qui peuvent lui être attribuées ; un plan de prise en charge individualisé. Le plan est soumis aux parents pour accord. La CIS fait évaluer annuellement le plan et y intègre les adaptations jugées nécessaires pour assurer le progrès scolaire de l'élève. »

Wéi an de Grondschoulen, gouf och an de Lycéeën eng CI kreéiert (Artikel 14bis vun der Loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées), déi fir d'Evaluatioun vun den Hëllefsmesuren zoustänneg ass.

« […] La commission d'inclusion scolaire de l'enseignement secondaire du lycée définit ou adapte les aides proposées à l'élève ou le plan de formation individualisé. Les mesures proposées peuvent concerner l'appui scolaire et le soutien sur le plan personnel, relationnel et social. […] Elle supervise la mise en place des mesures d'accompagnement des enfants ou jeunes à besoins éducatifs spécifiques. »

Tarifs dans les maisons relais pour enfants pendant les vacances scolaires | Question **7123** (04/11/2022) de **M. Max Hengel** (CSV)

Mat der Rentrée 2022/2023 gouf d'Kannerbetreiung an de Strukturen, déi dem Chèque-service accueil System (CSA) ugehéieren, wärend de Schoulwoche gratis. Gläichzäiteg gouf de Plaffong vun 100 Euro pro Kand a Woch ausserhalb vun de Schoulwochen ofgeschaaft. De Präis, dee fir d'Betreiung an de Vakanze muss bezuelt ginn, gëtt elo en fonction vum Revenu vun der Famill, vum Rang vum Kand (Rang de l'enfant) a vun der Unzuel vu Stonnen an der Struktur berechent.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Huet d'Ofschafe vun dësem Plaffong sech bei der Unzuel vun den Aschreiwunge vu Kanner wärend der Allerhellegevakanz bemierkbar gemaach?
– Wa jo, ëm wéi vill Prozent sinn d'Aschreiwunge wärend der Vakanz an der Moyenne erofgaangen?

2. Huet d'Regierung Mesurë virgesi fir de Fall, wou d'Gemengen als Bedreiwer vu Betreiungsstrukturen an de Schoulvakanzen en Iwwerschoss u Personal hätten?
– Wa jo, wéi eng Moossname sinn dat?
– Wann net, firwat net?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Joer 2021 sinn 32 % vun de schoulflichtege Kanner, déi an enger Struktur (Crèche, Mini-crèche, Maison relais, Dageselteren) betreit waren, och während der Allerhellegevakanz betreit ginn. Dëst Joer (2022) waren et 33 % vun de schoulflichtege Kanner, déi wärend der Allerhellegevakanz betreit goufen. D'Ofschafe vum Plaffong vun 100 € wärend der Vakanzenzäit huet sech also bei der Unzuel vun den Aschreiwunge vu Kanner wärend der Allerhellegevakanz net bemierkbar gemaach.

ad 2. Vu datt wärend der Allerhellegevakanz 2022 net manner Kanner betreit goufe wéi am Joer 2021, wäert et och keng Situatioune ginn, wou d'Gemengen als Bedreiwer vu Betreiungsstrukturen duerch d'Ofschafe vum Forfait riskéieren, en Iwwerschoss u Personal ze hunn. Et ass dem Educatiounsministère och keng esou eng Situatioun bekannt.

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle | Question **7124** (07/11/2022) de **M. Félix Eischen** (CSV)

Dans un article publié récemment sur Reporter.lu, « Filmbusiness as usual », il est question des conclusions du « Rapport spécial portant sur le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » (le « Film Fund ») de la Cour des comptes. Ce rapport spécial est à voir en rapport avec un audit réalisé en 2018, qui arrive sensiblement aux mêmes conclusions : la gestion notamment financière des fonds publics du Film Fund laisse toujours à désirer, alors que l'audit de 2018 avait déjà mis en lumière des procédures internes et externes douteuses.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de la Culture :

1) Les subventions accordées aux producteurs par le Film Fund sont en principe intégralement remboursables. Le rapport spécial de la Cour des comptes retient cependant que « le total des remboursements se chiffre à 379.988,77 euros, ce qui représente 0,22 % des aides financières sélectives versées (à savoir quelque 173 millions d'euros) ». Comment est-ce que le Gouvernement explique ce niveau de remboursement dérisoire et quasiment inexistant alors que des coproductions soutenues financièrement en millions d'euros par le Film Fund ont eu, selon la presse culturelle grand-ducale et des producteurs eux-mêmes, de grands succès, comme Bad Banks, Colonia Dignidad, Erneste et Célestine, Hanna Arendt, Oetzi et autres ?

2) Est-il exact que le Directeur du Film Fund, Guy Daleiden, voulait transformer le château de Septfontaines au Rollingergrund en siège du Film Fund et que ce projet aurait été abandonné grâce à l'intervention de tiers ?

3) Sous la rubrique 6.3 « marchés publics », « la Cour a identifié différents fournisseurs dont les prestations ont dépassé le seuil de 55.000 euros tel que prévu par l'article 161 du règlement grand-ducal précité, mais pour lesquelles le fonds n'a pas eu recours à une procédure ouverte ». Ainsi la Cour énumère 5 cas de prestations qui n'ont pas respecté les règles de marchés publics et dont une décision motivée par le conseil d'administration fait défaut. Quelles seront les suites que le Gouvernement décide à prendre à l'encontre des responsables de ces situations irrégulières ?

4) Les recherches du site online Reporter.lu ont révélé qu'à la mi-octobre, un tiers des sociétés de production n'avait pas encore publié de bilan pour 2021 au registre de commerce. Ces sociétés ne respectent donc pas l'obligation légale de publier leur bilan au plus tard sept mois après la clôture de l'exercice. De quelle manière est-ce que ces sociétés de production vont être sanctionnées ?

5) Est-il exact que des sociétés de production luxembourgeoises utilisent des entreprises « boîtes aux lettres » à l'étranger pour faire valoir un statut de « coproduction » ?

6) Est-ce que le Gouvernement a eu connaissance que des membres du Comité de lecture et/ou du Comité d'analyse économique et financière du Film Fund (jusqu'en 2014) et /ou du Comité de sélection (à partir de 2014) ont travaillé pour des sociétés de productions qui ont eu des subventions du Film Fund ?

7) Est-ce que le Gouvernement a connaissance de fraudes à l'assurance par des sociétés de production ?

8) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle a été rédigé en grande partie entre le Film Fund et deux producteurs de films pour garantir à l'avenir un surplus de soutien financier aux firmes de productions ?

9) La Cour des comptes a constaté moult frais de déplacements et de restaurations non réguliers respectivement douteux par le Film Fund. Est-ce que le Gouvernement ne doit pas récupérer ces dépenses ?

10) La Cour des comptes a constaté que quelque 501.000 euros ont été versés à un consultant externe sans que les contrats sous-jacents n'aient pu être présentés par le fonds. Est-ce que le Gouvernement n'est pas obligé à récupérer cette somme au profit de la caisse de l'État ?

11) La Cour des comptes a constaté que le même consultant externe à la solde du Film Fund était en même temps – durant des années – producteur de films qui ont été subventionnés par le Film Fund. Vu que la question de « conflit d'intérêts » (immixtion) se pose d'une manière flagrante, est-ce que le Gouvernement a remis ce dossier au parquet ?

12) Du fait de ces dysfonctionnements, dérives, soupçons d'actes illégaux, conflits d'intérêts, actes de népotisme, gaspillage de fonds publics, etc., le Gouvernement n'est-il pas d'avis que le Directeur du Film Fund, Guy Daleiden, devrait immédiatement être suspendu de ses fonctions et que le Film Fund devrait être mis sous tutelle et qu'une réforme du Film Fund devrait être élaborée dans les meilleurs délais ?

Réponse (25/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1) Le but principal des régimes d'aides en Europe est de développer un secteur audiovisuel national et européen fort, capable de survivre à l'échelle internationale. Les œuvres audiovisuelles, qui sont considérées en Europe comme des produits culturels, contribuent au rayonnement de l'identité culturelle européenne. Tous les pays européens disposent d'un ou de plusieurs systèmes de soutien à la production audiovisuelle en complément aux différents mécanismes de soutien qui existent au niveau communautaire et dans le cadre du Conseil de l'Europe. En effet, le secteur audiovisuel européen ne peut exister que grâce aux subventions publiques. Au regard de la structuration du secteur de la production audiovisuelle européenne, il est très difficile, et dans bien des cas même quasiment impossible de financer une œuvre cinématographique uniquement par des investissements privés et/ou les retombées de son exploitation commerciale en salles ou via plateformes de streaming.

Il convient de rappeler que le rapport de la Cour des comptes porte sur les années 2009 à 2018.

Jusque fin 2014, date d'entrée en vigueur de la loi actuelle, le soutien à la production audiovisuelle était assuré principalement à travers le mécanisme des Certificats d'investissement audiovisuel, une aide indirecte sous forme de crédit d'impôt. Aucun remboursement n'était prévu dans le cadre de ce régime d'aide.

En 2014, cette aide indirecte a été remplacée par l'aide financière sélective. La loi de 2014 prévoit qu'il s'agit d'une avance sur recettes, ce qui veut dire qu'en l'absence de recettes générées par la production en question, aucun remboursement n'est à effectuer. Il échet de souligner que la quasi-totalité des œuvres produites avec le soutien du fonds ne génère pas suffisamment de recettes nettes pour pouvoir rembourser les aides, ce qui ne constitue pas une exception au niveau européen. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la Commission européenne a accordé des exceptions à ces régimes d'aides spécifiques.

Sur la période de contrôle de la Cour des comptes (i. e. 2008 à 2018), 85 % de l'ensemble des moyens financiers déboursés pour soutenir le secteur de la production audiovisuelle ont été accordés sous le régime du mécanisme des certificats d'investissement audiovisuel tandis que 15 % de l'intervention publique pour cette même période ont été attribués sous forme d'aides directes « avance sur recettes ».

Même si le niveau de remboursement est faible il ne faut pas perdre de vue que l'objectif de l'aide financière sélective est de retrouver l'investissement du fonds au cours de la production proprement dite, notamment en raison des dépenses effectuées dans l'économie luxembourgeoise. En effet, l'article 10 de la loi de 2014 détermine clairement que les œuvres pouvant bénéficier des aides contribuent au développement du secteur « compte tenu d'une proportionnalité raisonnable entre les avantages consentis et les retombées culturelles, économiques, et sociales à long terme de la production de ces œuvres ».

En résumé, le Gouvernement est d'avis que le succès du fonds ne saurait être jugé sur base de critères comptables – le secteur culturel dont fait partie la production audiovisuelle doit rester pluraliste, libre et non bridé par des objectifs de succès purement commerciaux.

ad 2) Non.

ad 3) Certaines prestations ou produits ne sont disponibles qu'auprès d'un seul prestataire – ceci ne présente pas en soi une irrégularité. Par ailleurs, le fonds estime qu'au vu de la répartition des compétences entre le conseil d'administration et le directeur telle qu'elle résulte de la loi, il appartient à ce dernier de prendre la décision motivée de recourir à la procédure restreinte sans publication d'avis ou à la procédure négociée.

Toutefois, le fonds est disposé à changer ses procédures pour l'avenir afin de suivre les propositions de la Cour.

ad 4) Le non-respect de l'obligation légale de publier les comptes annuels est sanctionné conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Le fonds n'a pas de compétence dans ce domaine.

ad 5) En vertu de l'article 9 de la loi de 2014, une aide financière sélective ne peut être accordée qu'à des sociétés de capitaux résidentes et pleinement imposables au Luxembourg. Disposer ou pas de structures à l'étranger n'a aucune incidence à cet égard.

ad 6) Non.

ad 7) Non. Le Gouvernement tient à rappeler à l'honorable Député qu'en vertu de l'article 23 du Code de procédure pénale, toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État et que cet article s'applique donc aussi au Gouvernement et aux députés.

ad 8) Comme toute réforme législative significative, la loi du 22 septembre 2014, dont le projet a été élaboré et déposé le 29 janvier 2013, par Monsieur François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, a été préparée en consultation avec les différentes chambres professionnelles, ainsi que les associations représentatives du secteur de la production audiovisuelle.

ad 9) De manière générale, les recommandations de la Cour des comptes en vue d'améliorer les procédures internes du fonds ont été entérinées.

La Cour des comptes a proposé de modifier la procédure relative à l'engagement des frais de déplacement, proposition qui vient d'être mise en place par le fonds.

De même, pour les frais de restauration, elle a recommandé de prévoir une procédure écrite plus précise. Cette procédure est en cours d'élaboration par le fonds.

Enfin, il échet de rappeler que la comptabilité du fonds est soumise au contrôle annuel d'un réviseur d'entreprises et que les recommandations qui ont été de temps à autre formulées à l'occasion de la révision des comptes ont toujours été prises en considération.

ad 10) Conformément à la loi de 2014, le fonds peut, dans le cadre de sa mission, avoir recours à des experts externes pour le seconder dans certaines de ses tâches.

C'est ainsi que le conseil d'administration du fonds a engagé le consultant en question, sur base d'une offre de services acceptée, à partir de février 2013.

En 2016, le réviseur de l'époque du fonds a recommandé de formaliser cette relation par écrit. Suite à cette recommandation, le conseil a décidé de ne pas signer de contrat avec effet rétroactif pour la période de 2013 à 2016, mais de se baser uniquement sur l'offre de prix. Un contrat formel a été élaboré à partir de l'année 2017.

Les prestations du consultant pour les années 2013 à 2016, qui figuraient évidemment aux budgets respectifs, ont été honorées sur base de l'offre de 2013. Le consultant externe n'a pas profité d'un traitement favorable ni de la part du fonds, ni du comité de sélection.

ad 11) Cette question avait été abordée en amont par le conseil d'administration du fonds.

Sur demande du fonds, le consultant a présenté des lettres de toutes les sociétés de production, marquant leur accord à ce que le producteur en question exerce des missions de consultance pour le fonds, notamment en raison de son expertise dans le domaine de la promotion, de la distribution et de la diffusion d'œuvres luxembourgeoises auprès d'ambassades, de festivals et de manifestations à l'étranger.

L'auditeur « Value Associates » avait dans son rapport de novembre 2018 analysé spécifiquement cette question et était arrivé à la conclusion que : « Un conflit d'intérêt pourrait subsister, mais un acteur complètement indépendant semble difficile à trouver au Luxembourg. »

ad 12) La terminologie utilisée par l'honorable Député ne reflète ni les conclusions du rapport de Value Associates ni celles de la Cour des comptes. Le Gouvernement réitère son soutien au directeur et aux membres du conseil d'administration du fonds.

Une réforme de la loi du 22 septembre 2014 est en cours d'élaboration. Cette réforme prendra en compte l'évolution en matière du droit des aides d'état permettant de moderniser davantage les instruments de soutien du fonds tout comme la gestion interne.

Sécurité au Luxembourg | Question **7125** (07/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 1259 haten d'Ministere mir Donnéeë geliwwert zur Unzuel un Infraktiounen op verschiddene Plazen hei am Land. Zu Réimech gouf viru Kuerzem op Kamera festgehalen, wéi zwee Kläpper eng aner Persoun zesummegeschloen, um Buedem mat Féiss getrëppelt an him seng Wäertsaache geklaut hunn. Mir goufen och Zeieberichter vun engem anere Fall zougedroen, an deem Persoune mat Waffen zu Réimech geschoss sollen hunn. Dës Beispiller sinn nëmmen zwee vu villen, déi op verschiddene Plazen hei am Land all Dag stattfannen.

D'Situatioun am Land schéngt sech allgemeng net ze berouegen. De Rekrutement vu méi Poliziste soll d'Schlagkraaft vun der ëffentlecher Hand verstäerken, fir dass de Rechtsstaat weiderhi beschtméiglech funktionell bleift. Ob dat awer duergeet, bleift ofzewaarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den nämmlechten Tableau virleeë wéi an der Äntwert op d'Fro N° 1259, dëst fir d'Joren 2019 bis 2022 fir d'Gemenge Réimech, Esch/Uelzecht, Lëtzebuerg (Stater Gare eenzel), Déifferdeng, Péiteng, Dikrech, Ettelbréck a Wooltz?

2. Huet d'Justiz Donnéeën iwwert d'Widderhuelungstäter bei Infraktioune wéi Déifstall, Iwwerfäll an Uwendung vu Gewalt? Aneschters gefrot, a wéi ville Fäll hu scho verurteelt Persounen an deene leschten 10 Joer op d'mannst eng Recidive fir Déifstall, Iwwerfäll a Gewalt begaangen?

3. Hunn d'Ministere Kenntnis dovunner, ob zu Réimech an de leschte Méint Fäll vun illegalem Waffegebrauch passéiert sinn?

Réponse (08/12/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. De follgenden Tableau ass d'nämmlecht opgebaut wéi deen an der Äntwert op d'Fro Nr. 1259 vum 27. September 2019. Déi selwecht Bemierkungen a Restriktiounen, wéi se och schonn an der deemoleger Äntwert formuléiert goufen, gëllen och hei.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Tëschent 2012 an 2021 sinn insgesamt 59 Widderhuelungstäter verurteelt ginn. De follgenden Tableau schlësselt déi verschidde Verurteelunge vu Widderhuelungstäter pro Infraktiounskategorie op.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dësen Tableau consideréiert nëmmen déi Persounen, déi virun der Recidive schonn eng Prisongsstrof vun op d'mannst 1 Joer haten. D'Faiten, déi zu der zweeter Verurteelung gefouert hunn, hu missen an engem Zäitraum vu maximal 5 Joer no der Detentioun begaange gi sinn.

ad 3. D'Ministeren hu keng Kenntnis iwwert den Detail vun Enquêten zu presuméierte Strofdoten, well dës, sou wéi d'Gesetz et virschreift, direkt vun der Police den Autorités judiciaires zougedroe ginn.

Règles de stationnement des voitures ministérielles | Question **7126** (07/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ministere kréien hei am Land Autoe vum Staat zur Verfügung gestallt. Dës Déngschtween gehéieren dem Staat a kënne souwuel fir offiziell wéi och fir privat Zwecker benotzt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

– Heiansdo gesäit ee ronderëm d'Chamber Autoe vu Ministere stationéiert, obwuel do eigentlech ee Parkverbuet gëllt. Gëtt et eng Dispositioun, déi et de Ministeren erlaabt, an engem Halteverbot ze parken? Wa jo, wéi eng ass dat?

Réponse (07/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Fro am Zesummenhang mam Parke vun de Regierungsautoen.

Heizou mécht den Artikel 2 vum de Code de la route am Kontext vum sougenannte „rouende" Verkéier den Ënnerscheed tëschent engem „véhicule arrêté", engem „véhicule en stationnement" an engem „véhicule parqué".

De „véhicule arrêté" gëtt esoulaang als solche bezeechent, wéi et dauert, fir e Passagéier opzehuelen oder erauszeloossen. Wann den Auto méi laang op dëser Plaz stoe bleift, wéi fir een eran- oder erauszeloossen, gëtt vu „stationnement" geschwat, a wann den Auto op engem uerdentlech ausgewisene Parking ofgestallt gëtt, handelt et sech ëm e „véhicule parqué".

Sou wéi de Code de la route et virgesäit, dierfen d'Chauffere vun de Regierungsautoen, sou wéi all aner Chaufferen och, iwwerall stoe bleiwen, fir hir Passagéier eran- oder erauszeloossen. Dëst muss dann awer konform mat den Dispositioune vum Artikel 164 vum Code de la route geschéien.

D'Verbuet, fir an engem Stationéierungsverbuet ze halen, inklusiv den Aschränkungen, déi an den Artikelen 165 bis 167 am Code de la route virgesi sinn, gëllt deemno souwuel fir d'Regierungsautoe wéi och fir all déi aner Leit am Verkéier.

Ponctualité des trains CFL | Question **7127** (07/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ëmmer nees héiert ee Kloen doriwwer, dass vill Zich bei de CFL onpünktlech solle sinn oder Zich carrement ganz ausfalen. Och Feeler innerhalb vun der Mobilitéitsapp goufen eis zougedroen, zum Beispill, dass en Zuch géif ausfalen, fir dann awer ze fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Mount fir d'Joer 2022, no den eenzelen Zuch- oder Buslinnen an no der Dauer vun de Retarden, wéi dacks koum en Zuch oder Bus mindestens 3 Minutten ze spéit?

2. Wat war de maximale Retard, deen en Zuch oder Bus an dësem Joer hat an op wat fir enger Zuch- a Buslinn war dat?

3. Wéi dacks, opgelëscht pro Zuch- a Buslinn a pro Mount, sinn Trajete komplett ausgefall an aus wat fir enge Grënn?

4. Wéi dacks koum et zu Feeler bei der App, dass zum Beispill falsch Informatiounen affichéiert goufen?

5. Wat ass generell de Prozentsaz vun de verspéiten Zich a Busser vun de CFL pro Mount 2022?

Réponse (01/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Hei ënnendrënner fannt Dir en Tableau mam Taux pro Linn a pro Mount vun den Zich, déi wärend der Period vu Januar bis Oktober 2022 e Retard vu méi wéi 6 Minutten opgewisen haten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et sief hei ze bemierken, datt sech d'Definitioun vun engem Retard op déi europäesch Richtlinne baséiert, laut deenen en Zuch ab 6 Minutten als onpénktlech consideréiert gëtt.

D'CFL féiere keng Statistik iwwert de maximale Retard vun engem Zuch, well dee bei der Analys vun der Pénktlechkeet vun den Zich net relevant ass. De Pénktlechkeetstaux vun den Zich gëtt ermëttelt iwwert d'Unzuel vun den Zuchfaarten, déi Retard haten, géigeniwwer der Gesamtunzuel u geplangten Zuchfaarten.

Hei ënnendrënner fannt Dir en Tableau mam Taux pro Linn a pro Mount vun den Zich, déi wärend der Period vu Januar bis Oktober 2022 ausgefall waren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Ursaache vun dëse Suppressioune sinn a follgend Kategorien opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

De follgenden Tableau weist unhand vun enger Rei u Beispiller, wat fir eng Zort un Tëschefäll ënnert déi eenzel Kategorie falen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'CFL verfügen iwwert keng Detailer, wéi dacks datt et zu enger Feelinformatioun op der Mobilitéitsapp koum.

Voitures des ministres | Question **7128** (07/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ministere kréien hei am Land Autoe vum Staat zur Verfügung gestallt. An der Äntwert op meng Fro N° 1825 huet d'Regierung erkläert, dass dës Déngschtween dem Staat gehéieren an net dem Minister an och keen Deel vum Traitement vun engem Minister sinn. D'Autoe kënne souwuel fir offiziell wéi och fir privat Zwecker benotzt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. D'Steieramt verlaangt vun normale Beschäftegten, dass fir een Déngschtauto ee Faartebuch gefouert gëtt, wou och deklaréiert ass, wann den Auto privat genotzt gëtt. Ginn esou Faartebicher och fir d'Autoe vum Fuerpark „voitures de service au garage de Gouvernement" gefouert?

2. Falls si kee Faartebuch musse féieren, wéi musse Ministeren hir Faarten da steierlech deklaréieren?

3. Kréien d'Ministere fir hir Faarten och sougenannten Tankkaarten zur Verfügung gestallt? Wa jo, musse si déi bei de Steieren uginn, respektiv kréien si duerch hir Tankkaart steierlech Virdeeler erméiglecht?

Réponse (14/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Et sief ze bemierken, dass den Art. 23 vum Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement de genauen Ëmgang mat enger Voiture de fonction vun engem Regierungsmember reegelt.

Hei déi relevant Extraiten als Referenz:

Art. 23. « (1) Les voitures mises à disposition des membres du Gouvernement sont des voitures de fonction qui sont utilisées pour les déplacements dans le cadre de leurs fonctions et qui doivent garantir leur mobilité en toutes circonstances. Sont considérés comme déplacements dans le cadre des fonctions d'un membre du Gouvernement tant les déplacements liés aux affaires de son département ministériel que ceux effectués en sa qualité de membre du Gouvernement. Les voitures de fonction peuvent également être utilisées pour des déplacements à caractère privé, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

(2) Lorsque les voitures de fonction sont utilisées à des fins privées à l'étranger, les frais directs encourus lors du déplacement sont supportés par les membres du Gouvernement.

(3) Les voitures de fonction sont conduites soit par les membres du Gouvernement, soit par un membre de la Police grand-ducale affecté au Service de protection du Gouvernement. Elles ne peuvent être conduites par un tiers qu'à condition qu'un membre du Gouvernement se trouve également à bord du véhicule ou en cas de force majeure. »

An de Voitures de fonction vun de Regierungsmembere gëtt kee Faartenbuch gefouert.

Schlussendlech ass ze präziséieren, dass an all Voiture de fonction vum SPG – Service de la protection du Gouvernement, eng Bensinnskaart mat zwee verschiddene Codes utilisateur existéiert. Souwuel den Officier de sécurité souwéi de Minister huet säin eegene Code utilisateur. Et ass also net dem Minister seng Tankkaart.

Dobäi ass genau ze retracéieren, wéi déi Kaart benotzt ginn ass, baséierend op enger monatlecher Kontroll vun all den Tankziedelen. Dee Relevé affichéiert de Lieu de ravitaillement, de Kilometrage an den Utilisateur vun der Kaart.

Fir de Rescht verweise mir op d'Äntwert op d'Ufro 1825.

Promotion de la gymnastique au Luxembourg | Question **7129** (07/11/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Le championnat d'Europe de TeamGym, qui a dernièrement eu lieu à la Coque et qui a connu un grand succès auprès des spectateurs, a permis de mettre en avant la beauté et le côté artistique de la gymnastique. Au Luxembourg, il existe beaucoup de clubs de gymnastique comptant de nombreux membres. Cependant, il m'est revenu que grand nombre de ces clubs ne disposent pas d'infrastructures adaptées tel qu'un hall d'entraînement spécialisé. En outre, il semble que les cadres nationaux de gymnastique artistique féminine et masculine doivent se déplacer à l'étranger dans des centres spécialisés pour préparer leurs rencontres internationales, étant donné que les institutions nationales ne répondent plus à leurs besoins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Suite au succès impressionnant du récent Championnat de TeamGym, est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que la Fédération luxembourgeoise de gymnastique a besoin de soutien supplémentaire afin de faciliter l'accès au sport et de promouvoir la gymnastique en général ? Dans l'affirmative, quelles seraient des pistes éventuelles à poursuivre ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que la gymnastique de compétition requiert des salles d'entraînement particulières, respectivement un centre national spécialisé pouvant accueillir les diverses disciplines de la gymnastique, telles que la gymnastique artistique féminine et masculine ou la TeamGym ? Dans l'affirmative, quelles communes ou infrastructures pourraient être considérées ?

3) Quelle est l'évolution du nombre d'affiliations aux différents clubs de gymnastiques pour ces dix dernières années ?

Réponse (09/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1) En tant que Ministre des Sports, j'ai discuté avec la Fédération nationale de gymnastique lors d'une réunion sur la situation actuelle de la gymnastique et sur les perspectives de la gymnastique au Luxembourg. Lors de cette réunion, il a également été question de l'organisation des Championnats d'Europe de TeamGym à la Coque. En tant que Ministre des Sports, je me suis toujours efforcé, comme d'ailleurs mes prédécesseurs, de garantir le soutien nécessaire à nos fédérations sportives nationales. Dans cette optique, la FLGym a également reçu des subventions pour le personnel technique et administratif ainsi que d'autres subsides extraordinaires.

Certaines fédérations ont bien supporté la période difficile de la pandémie du Covid, d'autres ont subi des pertes accrues. Nos deux programmes Relance-Sport ont tenté de contrecarrer cette tendance. Et à l'avenir, le Ministère des Sports continuera à donner des impulsions ciblées, conformément à notre programme-cadre LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport. Le subside Qualité+ est actuellement en cours de révision et les directives relatives au congé sportif seront adaptées. À l'avenir, l'ENEPS mettra encore plus l'accent sur la formation des entraîneurs et des cadres administratifs des clubs, ce qui sera souligné par le changement de nom en INAPS. Dans le secteur communal, le projet du coordinateur sportif aura un rôle de multiplicateur auprès des clubs des communes concernées.

ad 2) Dans le concept mentionné LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport, il y a une pierre angulaire très importante définie par « good places ». Outre les « good people » et les « good programs », une infrastructure sportive adéquate est essentielle au développement du sport national, tant dans le domaine des loisirs que dans celui de la compétition. Actuellement 13 centres de gymnastique spécialisés existent au Luxembourg. Ces centres ont été construits ou rénovés en partenariat avec une commune, voire un syndicat de communes. Lors de l'introduction d'un projet par une commune pour une utilisation locale, régionale ou nationale, le Ministère des Sports, après une analyse initiale, prend contact avec la commune et, le cas échéant, avec la FLGym.

ad 3) Le tableau qui suit renseigne sur l'évolution de la FLGym et ses clubs affiliés pour la période de 2012 à 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Chantier sur la N27 | Question **7130** (07/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéinst Aarbechten un enger Bréck bei der Giewelsmille gouf de Verkéier bis viru Kuerzem mat „Roude Luuchte" gereegelt. Zënter dem 31. Oktober 2022 awer ass d'N27 komplett fir de Verkéier gespaart. D'Strooss soll bis den 31. Mäerz 2024, also ronn annerhalleft Joer, zoubleiwen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

– Kann den Här Minister déi genannte Stroossespärung confirméieren?
• Wa jo, firwat konnt d'N27 net weider opgehalen an de Verkéier wéi bis virum 31. Oktober 2022 mat „Roude Luuchte" gereegelt ginn?

– Wëssend, dass déi aktuell gespaart Zuchstreck bei Kautebaach d'Mobilitéit vu ville Leit aus dem Norde souwisou schonn zimmlech komplizéiert mécht, kann den Här Minister erklären, firwat d'N27 grad zu dësem Zäitpunkt huet misse gespaart ginn?

– Ass den Här Minister gewëllt, déi betraffe Leit, déi op den Auto ugewise sinn, well se kaum oder keng aner Méiglechkeeten hunn, ze ënnerstëtzen?

• Wa jo, wéi a vu wéini u kéint dës Ënnerstëtzung an d'Praxis ëmgesat ginn?
• Wann net, firwat net?

Réponse (13/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aktuell gëtt et eng Vollspärung op der Nationalstrooss N27 op der Héicht vun der Giewelsmillen. Fir datt d'Spärung vun der N27 esou kuerz wéi méiglech gehale gëtt, ass de Verkéier wärend de Virbereedungsaarbechten op där Plaz duerch Rout Luuchte gereegelt ginn. Déi Aarbechte sinn elo ofgeschloss, soudatt elo déi eigentlech Aarbechten an Ugréff geholl ginn.

D'Aarbechten op der Nationalstrooss N27 betreffen déi komplett Rehabilitatioun vun de Bréckebauwierker OA1214 an OA1215. Hei muss déi ganz Superstruktur erneiert a statesch verstäerkt ginn. Dës Aarbechte kënnen nëmmen ënnert enger Vollspärung duerchgefouert ginn, soudatt de Verkéier wärend der Dauer vun dësen Aarbechten d'Brécken net ka benotzen. Et sief awer ze betounen, datt d'Stroossebauverwaltung all Efforte mécht, fir dësen Deel vun den Aarbechte sou séier wéi méiglech ofzeschléissen, fir de Verkéier erëm mat Roude Luuchte kënnen ze reegelen (eng Spuer befuerbar wärend de restlechen Aarbechten).

D'Stroossebauverwaltung an déi national Eisebunnsgesellschaft CFL treffen sech reegelméisseg, fir d'Späre vum Schinnen- a Stroossennetz laangfristeg ze koordinéieren. Et war also scho méi laang virgesinn, d'Nationalstrooss N27 ze späre, fir déi néideg Aarbechte maachen ze kënnen.

De kuerzfristegen Tëschefall vum Äerdrutsch am Eisebunnstunnel Schieburg an déi doduerch entstane Spärung vun der Zuchstreck konnten net virausgesi ginn. An dësem Kontext erënneren ech drun, datt d'Offer vun de Buslinne verstäerkt an adaptéiert gouf, dat, fir dem Bedarf un der Mobilitéit gerecht ze ginn.

Délais d'attente dans la clinique pédiatrique KannerKlinik | Question **7131** (07/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéi op de soziale Medien ze liese war, koum et de 6. November zu laange Waardezäiten an der KannerKlinik. De konkreete Fall betrëfft e Bouf, dee vun engem Hond an d'Bee gebass gi war. Well den Dokter an der Klinick zu Ettelbréck him net konnt hëllefen, huet hien d'Kand an d'KannerKlinik an der Stad iwwerwisen. Allerdéngs huet de Jong do misse laang waarden, ouni datt eppes geschitt ass. Op Nofro hi krut de Papp gesot, den Dokter, deen Déngscht hätt, wier amgaangen ze operéieren. No 5 Stonne sinn si dunn an d'Klinick op de Kierchbierg gefuer, wou sech direkt en Dokter ëm de Bouf gekëmmert huet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Ass Iech de Fall, deen op de soziale Medie fir grouss Opreegung gesuergt huet, bekannt?

– Wisou war an der Urgence vun der KannerKlinik de 6. November nëmmen 1 Dokter fir eng OP disponibel?

– Wéi laang sinn am Duerchschnëtt d'Waardezäiten an der Urgence vun der KannerKlinik?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Waardezäiten an der Urgence vun der KannerKlinik ze verkierzen?

Réponse (08/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère huet Récksprooch geholl mam Spidol, mee kann aus Grënn vun der äerztlecher Schweigeflicht net op spezifesch Fäll agoen.

Fir chirurgesch Noutfäll bei Kanner ass am Gardeplang ee pediatresche Chirurg sur place virgesinn a gëtt ënnerstëtzt vun engem weideren Dokter no Bedarf. Jee no Schweregrad vum Patient musse Prioritéiten an der Prise en charge gemaach ginn.

D'Waardezäiten an der KannerKlinik sinn an deene leschte Wochen an d'Luucht gaang bedéngt duerch déi grouss Unzuel vu Patienten an den Urgencen. Allerdéngs gëtt den Tri de gravité vun de Patiente séier duerchgefouert. Deementspriechend ginn déi Patienten, déi eng séier Prise en charge benéidegen, ëmmer prioritär ënnersicht.

D'Patienten, fir déi eng normal Consultatioun duergeet, mussen deementspriechend waarden, bis d'Patiente mat engem méi schlëmme Krankheetsbild traitéiert goufen.

Am Duerchschnëtt läit am Joer 2022 bis Enn November d'Waardezäit bei 13 Minutten, wat den Delai zwëschent der Admissioun an dem Triage de gravité ugeet.

Den Duerchschnëtt vun de Waardezäite fir all Schweregrad vu Patiente läit bei 1 Stonn an 31 Minutten (Delai zwëschent der Admissioun an dem éischte medezinnesche Kontakt), woubäi d'Waardezäit bei manner schwéieren Astufungen zousätzlech méi laang ass.

Verschidde Moossname goufe kuerzfristeg am Zesummenhang mat der Bronchiolite Epidemie ergraff:

– d'Personal an den Urgences pédiatriques gouf verstäerkt via Ressourcen aus der Réserve sanitaire,
– eng zousätzlech „Fasttrack" Linn gouf installéiert, fir d'Waardesäll méi séier kënnen ze entlaaschten,
– eng Preventiounscampagne géint Bronchiolite Epidemie ass de Moment amgaangen.

Inventorisation et reconditionnement du fonds Dommages de guerre subis au cours de la Seconde Guerre mondiale | Question **7132** (08/11/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Den 20. Oktober huet de Staatsministère, méi präzis de Service des ordres nationaux, iwwert eng Annonce an der nationaler Press eng Ausschreiwung fir eng Inventorisation et reconditionnement du fonds Dommages de guerre subis au cours de la Seconde Guerre mondiale lancéiert. Déi betreffend Dokumenter, déi sollen inventariséiert ginn, ginn am Staatsarchiv conservéiert. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Staatsminister an un d'Madamm Kulturministesch stellen:

1. Gëtt et am Moment nach guer keen Inventar vun den Dokumenter vum Fonds des dommages de guerre?

2. Wat fir Aarbechte solle genee duerchgefouert ginn?

3. Wéi laang wäert et viraussiichtlech daueren, bis d'Aarbechte kënnen ofgeschloss ginn?

4. Wisou huet de Staatsministère d'Ausschreiwung lancéiert, an net de Kulturministère, dee fir de Staatsarchiv zoustänneg ass?

Réponse (29/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1. Et gëtt schonns, am Nationalarchiv, e sommairen Inventaire vun den Dossiere vum Fonds de l'office des dommages de guerre. An deem Inventaire si momentan festgehalen: d'Nummer vun der Këscht, an där den Dossier ass, d'administrativ Dossiersnummer, de Requerant a säi Wunnuert.

Dee Listing entsprécht nach net den aktuellen Usprëch vun der Recherche, den archivistesch internationale Standarde fir Inventairen ze erstellen, an de vum Archivgesetz vum 17. August 2018 definéierte Schutzfristen.

ad 2. D'Dossiere sollen no den archivistesch internationale Standarden opgeschafft ginn, d. h. eng Cote (Référence unique), en Titel an e chronologesche Kader kréien a mat der adequater Schutzfrist am Aklang mam Archivgesetz versi ginn. Och sollen si rekonditionéiert ginn, also an archivgerecht Material verpaakt ginn, fir eng dauerhaft Conservatioun ze garantéieren.

ad 3. Den Zäitplang vun deenen Aarbechten ëmfaasst ee Joer.

ad 4. Dës Ausschreiwung ass am Kader vum Accord mat der jüddescher Communautéit vum 27. Januar 2021 ze gesinn. An deem Accord sinn 2 Milliounen Euro fir d'Recherche virgesinn. Dëse Budget ass ageplangt fir wëssenschaftlech an akademesch Recherchen, fir Provenienzfuerschung a fir d'Opschaffe vu Sourcen am Bezuch op den Zweete Weltkrich am Nationalarchiv. D'Suen ënnerstinn dem Staatsministère, deen déi ufalend Projete koordinéiert an enker Kooperatioun mat de betreffenden Institutiounen.

Avenir du chauffage à gaz | Question **7133** (08/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Gas gouf wärend laanger Zäit als nohalteg Alternativ propagéiert a vill Leit hunn hir traditionell Masuttsheizung duerch eng Gasheizung ersat. Duerch de Krich an der Ukrain an d'Sanktioune géint Russland ass de Gas an Europa méi knapp ginn an d'Präisser um Weltmarché sinn explodéiert, wat fir vill Leit e grousse finanzielle Problem ass. Zudeem huet den Energieminister gesot, „datt ee vum 1. Januar 2023 u keng Geneemegung méi fir en neit Gebai kritt, wat net eng Wärmepompel huet".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung e kompletten Ausstig vu Lëtzebuerg aus dem Gas?
Wa jo, zënter wéini lafen dës Pläng genau a wéi sollen dës ëmgesat ginn?
Wann nee, firwat net a soll sech do eppes an noer Zukunft änneren?

2. Ginn aktuell nach Aarbechte fir den Ausbau vum Gasreseau virgeholl?

3. Gi Gebaier „en attente", déi also scho méi laang un de Gasreseau sollten ugeschloss ginn, aktuell nach un dësen ugeschloss?

4. Wann d'Äntwert op d'Fro 3 jo ass, kënnen d'Leit nach aus dëse Kontrakter erausklammen an hir Sue rembourséiert kréien?

5. Ass eng Aide fir Leit geplangt, déi réischt rezent, zum Beispill an de leschten 10 Joer, op eng Gasheizung ëmgestallt hunn, fir op zum Beispill eng Wärmepompel ëmzestellen?

Réponse (08/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Dat am aktuelle Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) formuléiert Zil ass d'Klimaneutralitéit spéitstens bis 2050. Fir déi Klimaneutralitéit ze erreechen, ass et noutwenneg, dass op de Gebrauch vun alle fossillen Energiequelle muss verzicht ginn, och op de Gas.

Den Ausstig aus de fossillen Energiequellen, woubäi sech hei op d'Beheize vu Gebaier beschränkt gëtt, gëtt iwwer verschidden, deelweis komplementar Mesuren ënnerstëtzt. Do geet et engersäits drëm, déi bestoend Gebaier ze dekarboniséieren an anerersäits nei Gebaier vu vireran esou ze bauen, dass keng fossill Energie méi agesat gëtt.

Fir de Bestand ze dekarboniséieren, gëtt et follgend Hëllefsprogrammer (déi kumulabel sinn):

– Klimabonus (fréier PRIMe House)-Hëllefe vum Staat, fir den Austausch vun enger bestoender Heizungsanlag, déi op fossiller Energie baséiert (betrëfft ënner anerem Gasheizungen a Masuttsheizungen) duerch eng Wärmepompel, eng Holzheizung (Pellets) oder den Uschloss un ee Wärmenetz;
– Hëllefe vun de Stroum- a Gasliwweranten am Kader vum Energieeffizienz-Obligatiounsmechanismus (EEOS);
– Hëllefe vu verschiddene Gemengen (déi oft op de Klimabonus-Hëllefe baséieren);

– Hëllefe vu privaten Acteuren.

D'Detailer zu deene verschiddenen Hëllefe fënnt een am Aidë-Simulator vun der Klima-Agence (https://aides.klima-agence.lu/).

Fir dass nei Gebaier an Zukunft just nach mat fossillfräien Heizungsanlage gebaut ginn, ass mam Reglement vum 9. Juni 2021 zur Energieeffizienz vun de Gebaier eng Upassung vun der Referenztechnologie fir d'Heizungsanlagen agefouert ginn, dat heescht, statt enger Gasheizung gëtt ab dem 1. Januar 2023 d'Referenz mat enger Loft-/Waasser-Wärmepompel berechent, wat bedeit, dass nei Gebaier, fir déi eng Baugeneemegung ab dem 1. Januar 2023 ugefrot gëtt, d'Virgabe praktesch just nach erreechen, wann se mat enger Wärmepompel realiséiert ginn. Dëse Schrëtt ass schonn Enn 2018 dem Secteur fir d'éischt ugekënnegt ginn an ass mam Reglement vun 2021 och reglementaresch festgehalen.

An deem Sënn ass et och net méi virgesinn, dass nach ee gréisseren Ausbau vun de Gasnetzer gemaach gëtt

ad 2. Et gëtt zu Lëtzebuerg véier Acteuren am Beräich vun de Gasreseauen: den Transportnetzbedreiwer – Creos –, deen de Gasreseau um Niveau vum Transport, dat heescht am Héichdrock bedreift; dräi Distributiounsnetzbedreiwer – Creos, SUDenergie, Ville de Dudelange – , déi de Gas op der Distributiounseebene, dat heescht um Mëttel- an Nidderdrock bedreiwen. All Haiser, déi un engem Gasreseau ugeschloss sinn, sinn dat um Niveau vum Distributiounsreseau.

All Gasnetzbedreiwer ass a bleift zoustänneg fir d'Versuergungssécherheet a sengem Reseau an och fir d'Sécherheet vun deem Reseau. An deem Kader maachen alleguerten d'Gasnetzbedreiwer reegelméisseg Entretiens- a Maintenanceaarbechte vun hirem Reseau, wou och deelweis Stécker vu Leitungen ersat musse ginn.

Um Niveau vum Transportreseau ass den Ausbau vum Gasnetz schonns viru Joren ofgeschloss ginn, sou dass hei just nach Entretiens- an Maintenanceaarbechten ufalen.

Bei den Distributiounsreseauen ass d'Situatioun méi differenzéiert, mä geet an déi selwecht Richtung.

Am Distributiounsreseau vun der Creos gëtt et nach Ausbauaarbechten, déi an noer Zukunft awer staark reduzéiert ginn. Nieft der Stad Lëtzebuerg verdeelt Creos Gas an 42 Gemengen. D'Reseauen an deenen 42 Gemenge sinn ab 1990 lues a lues opgebaut ginn a sinn nach net an alle Gemengen ofgeschloss. An den Iwwerleeungen zum Klimaneutralitéitszil vun 2050 huet Creos mat den 42 Gemengen een individuellt Zilnetz opgestallt, dat den Ausbau just nach do virgesäit, wou et zesummen, aus verschiddensten Iwwerleeungen eraus, als onvermeidbar ugesi ginn ass, fir déi Aarbechten nach ofzeschléissen. Dësen Ausbau ass am Prinzipp bis Enn 2023 ofgeschloss a kann nëmmen ënner besonnesche Bedingunge bis maximal 2026 virugefouert ginn. Vill vun deene Gemenge sinn awer och haut schonn an hirem Zilnetz ukomm. Bei deenen anere Gemenge sinn dat och just deelweis kleng Stécker vu Leitungen, déi nach gebraucht ginn, fir dass d'Clienten och hire bestallten Uschloss kënne kréien.

Den Distributiounsreseau vu SUDenergie bedéngt Clienten a 15 Gemengen am Süde vum Land. D'SUDenergie huet keng Pläng méi, hiren Distributiounsreseau op nei Zonen auszewäiten. Deemno sinn och keng Extensiounsaarbechte méi amgaang, ausser dass punktuell eventuell aus techneschen Ursaache Stécker vum Reseau misste verstäerkt ginn.

Den Distributiounsreseau vun der Stad Diddeleng bedéngt exklusiv den Territoire vun där Gemeng. Hei gëtt et kee weideren Ausbau méi.

ad 3. Gebaier, déi „en attente" sinn, déi also scho méi laang un de Gasreseau sollten ugeschloss ginn, kënnen aktuell och nach ëmmer ugeschloss ginn.

Allerdéngs, wéi schonns an der Äntwert op déi 1. Fro geschriwwen, gesäit d'Reglement vum 9. Juni 2021 zur Energieeffizienz vun de Gebaier d'Wärmepompel beim Neibau als Referenztechnologie vir.

Och bei Renovéierungsaarbechte vun Haiser a Gebaier läit et natierlech op der Hand, dass d'Hëtze vun deene Gebaier sollt op Basis vun erneierbaren Energië gemaach ginn.

ad 4. Et steet de Leit fräi ze decidéieren, ob si gegeebenefalls wëllen ee Gasuschloss benotzen, dat heescht, et gëtt do keen Zwang derzou. Och Leit, déi net méi hire Gasuschloss wëllen notzen, well se beispillsweis hir Heizungsanlag op eng erneierbar Quell wëllen ëmstellen, kënnen hiren Uschlossvertrag mam Distributiounsnetzbedreiwer opléisen.

Wann de Réckbau vum Netzuschloss gewënscht ass, dann ass deen zulaaschte vum Client.

ad 5. Wéi an der Äntwert zur Fro 1 beschriwwen, gëtt den Austausch vu bestoende Gasheizunge mat verschiddene ganz attraktiven Hëllefe gefërdert. Bei der staatlecher Hëllef Klimabonus ass et esou, dass een den zousätzleche Bonus beim Ersatz vun enger Gasheizung nëmmen da kritt, wann déi bestoend Heizung op d'mannst 10 Joer al ass.

Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) | Question **7134** (08/11/2022) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

La Coopération luxembourgeoise ayant initié l'idée de cet instrument d'investissement, fut également un des premiers contributeurs du Fonds ABC. Le Fonds était lancé en 2019 et est basé au Luxembourg. Il vise à stimuler le développement économique et social en zones rurales dans les pays en voie de développement via l'apport d'investissements aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) rurales et agricoles.

Lors du dernier débat sur la politique de coopération à la Chambre, Monsieur le Ministre avait expliqué que le Fonds ABC est certifié sur leurs critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) par l'agence LuxFlag.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il me fournir davantage d'explications en ce qui concerne la méthodologie de suivi et des critères ESG qui sont appliqués par le Fonds ABC aux entreprises qu'il appuie ?

Selon mes informations, à part des entreprises ayant leur siège dans des pays en voie de développement, il existe aussi des entreprises qui ont leurs sièges aux États-Unis ou encore en Europe, et qui sont financées par le Fonds ABC.

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information ? Dans l'affirmative Monsieur le Ministre estime-t-il que ces investissements s'alignent toujours avec les objectifs initiaux du fonds ?

Afin d'identifier des « PME prometteuses », offrant des investissements intéressants et susceptibles d'avoir un impact considérable, le gestionnaire du Fonds ABC collabore avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Cependant, le rapport « Fausses promesses »[7], émis par un ensemble d'organisations civiles internationales et d'organisations paysannes africaines, témoigne de progrès très limités pour atteindre les objectifs des programmes AGRA et même d'augmentations des taux d'insécurité alimentaire dans les 13 pays cibles d'AGRA.

3) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre concernant ces critiques ? L'implication de l'AGRA dans le Fonds ABC peut-elle être justifiée ?

Réponse (06/12/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) En amont de tout investissement, le processus de diligence comprend une évaluation des critères ESG de l'organisation de partenariat potentiel qui est effectuée de manière indépendante par l'organisation non gouvernementale internationale Agriterra. Cette évaluation est effectuée de manière systématique sur tous les investissements du Fonds ABC et le fonds dispose d'une liste d'exclusion des secteurs nuisibles dans lesquels il est interdit d'investir.

En outre, sur la base d'un questionnaire d'évaluation du risque ESG, un score de risque ESG est attribué à chaque proposition d'investissement. Suite à ce scoring les investissements sont classés par catégories ; allant de risque élevé à risque faible.

L'investissement dans tout projet à « risque ESG élevé » est interdit. De plus, l'évaluation des risques ESG comprend un score climatique spécifique

Dans l'ensemble, le fonds suit les politiques et procédures de sauvegarde en matière sociale, environnementale et de gouvernance du FIDA, qui à son tour suit les bonnes pratiques internationales.

Une fois l'investissement approuvé, le fonds définit avec l'entreprise bénéficiaire de l'investissement les indicateurs d'impact sélectionnés qui feront l'objet d'un suivi régulier. Au cours de la période post-investissement, le fonds surveille les données d'impact rapportées par ses bénéficiaires à la fréquence convenue. L'intervention du fonds est complétée par un mécanisme d'assistance technique qui contribue également à aider les entreprises bénéficiaires à renforcer leurs capacités à produire un impact social et environnemental positif tout en atténuant les risques ESG.

Le système de gestion des risques ESG du Fonds ABC a permis au fonds de recevoir le label ESG de LuxFlag.

ad 2) Tous les investissements du fonds sont alignés sur les objectifs du fonds et sont soumis aux mêmes critères de sélection par rapport à la stratégie d'investissement du fonds, qui vise à soutenir les investissements des petites exploitations agricoles et des PME,

[7] https://www.fian.be/IMG/pdf/agra_fr_web_final.pdf

à faciliter l'accès au crédit et à l'assistance technique, en particulier pour les segments de marché mal desservis de la population rurale.

En ligne avec la stratégie d'investissement du Fonds ABC, le Fonds ABC a investi dans l'entreprise Agriculture Ltd. Kenya, qui offre une solution numérique pour les petits agriculteurs kényans et dont la société mère se trouve aux États-Unis. L'équipe de direction responsable des opérations quotidiennes est cependant basée à Nairobi, au Kenya. Finalement, le fonds a aussi investi dans FACTS East Africa dont la société mère est basée aux Pays-Bas. FACTS fournit des prêts de fonds de roulement au Kenya et en Ouganda aux PME et entrepreneurs émergents en Afrique.

ad 3) À la première clôture, la Commission européenne a engagé 40 millions d'euros, AGRA 4,5 millions d'euros et le Luxembourg 5 millions d'euros dans la tranche initiale du fonds, l'idée de cet instrument financier innovateur étant de servir d'effet de levier pour mobiliser des investissements privés pour la réalisation des ODD. De ce fait, AGRA est aussi représentée dans la gouvernance du fonds au même titre que le Luxembourg, c'est-à-dire dans le conseil d'administration et le comité d'investissement.

Le FIDA et AGRA travaillent en étroite collaboration avec le gestionnaire du fonds pour identifier des opportunités d'investissement attractives et ayant un impact sur les MPME prometteuses. L'AGRA met l'accent sur le développement des capacités du secteur privé pour l'adoption et l'intensification des technologies agricoles en Afrique et s'appuiera sur ce travail pour déployer le fonds sur tout le continent.

Transmission de données à la WHO en relation avec la Covid-19 | Question **7135** (08/11/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et an enger Pressematdeelung vun der Regierung vum 11. Februar 2022 heescht, huet Lëtzebuerg zu deem Ablack als éischt Land vun der Welt ugefaangen, „Stéchprouwe" vum Covid-19 un den neie „BioHub" vun der WHO ze iwwermëttelen. Als zoustänneg Institutioun gouf de Laboratoire national de santé (LNS) genannt. Zu deem Zäitpunkt huet den LNS der nämmlechter Matdeelung no iwwert seng LuxMicroBiobank iwwert Donnéeë vu 37.000 Stéchprouwe verfüügt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Goufen d'Lëtzebuerger Bierger, op deenen hir PCR-Tester déi genannt Stéchprouwen zeréckzeféiere sinn, den Ablack vum Test respektiv nodréiglech doriwwer informéiert, datt hir Donnéeën un eng drëtt Partei géifen iwwermëttelt ginn?
– Falls jo, iwwert wéi eng Recoursméiglechkeete verfügen si respektiv kënnen si erwierken, datt hir Donnéeën nodréiglech geläscht ginn?
– Falls net, firwat net?
Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang elaboréieren, op wéi enger dateschutzrechtlecher Basis dës Decisioune berouen?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi een Typ Donnéeën Identitéit, Adress, medezinnesch Donnéeën, DNA asw.) vu Lëtzebuerger Bierger a wéi vill bis ewell un de BioHub vun der WHO iwwermëttelt goufen an an deem Zesummenhang preziséieren, a wéi engem Rechtsdokument de weideren Asaz vun dësen Donnéeë gereegelt ass?
– Op wéi eng Manéier ass séchergestallt, datt dës Donnéeën dauerhaft just fir Fuerschungs-, awer nimools fir kommerziell Zwecker agesat ginn?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi en Afloss d'Resultat vum PCR-Test op d'Iwwermëttlung vun dësen Donnéeën hat? Goufe just Donnéeë weiderginn, wa souwuel de PCR-Test wéi d'Géigeprouf duerch den LNS positiv waren, wann den éischte PCR-Test positiv war oder och wa sämtlech Tester negativ waren?

Réponse (30/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Grënnung vun engem WHO BioHub ass eng international Initiativ, fir ze hëllefen, d'Covid-19-Pandemie an d'Entstoe vun neie Varianten ze verstoen, andeems dëse BioHub den Austausch vun Informatiounen a Virusprouwen erlaabt. Well Lëtzebuerg d'Covid-19-Tester an de Monitoring vun der Pandemie virbildlech opgesat huet, huet de Gesondheetsministère mam LNS sech dësem Projet vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) ugeschloss, fir een Deel dozou bäizedroen, fir méi effektiv géint d'Pandemie ze kämpfen.

Ee vun de festgeluechte Prinzippie vun dëser Initiativ ass, datt dës Plattform op net kommerziell Aktivitéite limitéiert ass, mat der Absicht, et nationalen, ëffentleche Gesondheetslaboratoiren ze erméiglechen, hir diagnostesch Kapazitéit ze verbesseren, soubal eng nei Variant vu Sars-CoV-2 entdeckt gëtt.

Sou sinn am Kader vun dësem Programm 10 Sars-CoV-2 positiv Prouwen un d'WHO gaange fir ze erméiglechen, Vire vu verschiddene Regiounen ze vergläichen. Bei de Prouwen handelt et sech ëm Echantillone vum Virus. D'Informatiounen, déi den Echantillon begleeden, si virdrun anonymiséiert ginn, sou dass kee Lien mat dem Patient méi gemaach ka ginn an dass den Empfänger kee Réckschloss op de Patient ka maachen.

Den Anonymiséierungsprozess beinhalt eng zoufälleg Attributioun vun enger Prouwennummer. Dësen Anonymiséierungsprozess ass eng vun de Viraussetzunge vun der WHO fir den Transfert vu Prouwen an associéierten Donnéeën.

Am Transfertformular sinn nëmmen den Datum vun der Prouwesammlung, den Alter an d'Geschlecht vum Patient, an d'Land, wou d'Prouf geholl ginn ass, uginn. Den Austausch vun dësen Donnéeën ass en Deel vun den Aufgabe vum LNS als nationale Referenzlaboratoire fir akut Otemweeinfektiounen.

– Am Aklang mam Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Pflichte vum Patient an dem Artikel 15(4) ginn d'medezinnesch Donnéeën (also och d'Laboratoiresresultater) fir zéng Joer gehal, vum Moment vun hirer Kollekt u bis zum Enn vun der Betreiung vum Patient. Dëst ass och am Artikel 12 vum Règlement grand-ducal du 27 mai 2004 déterminant les critères minima à observer dans le cadre des activités globales d'un laboratoire d'analyses médicales esou definéiert.

D'Recht op d'Läsche vun Donnéeë kann net vum Patient ausgeüübt ginn am Aklang mat Artikel 17.3. b) vun der Europäescher Dateschutzregulatioun, déi virgesäit, datt wann d'Dateveraarbechtung néideg ass, d'Recht op d'Läsche vun Donnéeën net gëlle kann, „fir eng gesetzlech Verflichtung ze respektéieren, déi d'Veraarbechtung erfuerdert, déi vum Uniounsrecht oder vum Gesetz vum Memberstaat virgesinn ass, an där de Kontroller ënnerworf ass".

Op der Säit vum LNS (https://lns.lu/donnees-personnelles/) kann een och d'Dateschutzpolitick noliesen an den Data Protection Officer uschreiwen, fir seng Rechter auszeüben an de Limitte vun deem, wat an den Dateschutzreglementer virgesinn ass.

– Am Kader vum WHO BioHub ass d'Läsche vun den Daten ouni Objet net méiglech, well et sech hei ëm anonymiséiert Daten handelt.

Beim Transfert an de WHO BioHub handelt et sech laut Règlement général sur la protection des données (RGPD) net ëm perséinlech Donnéeën, mee ëm anonymiséiert Donnéeën.

ad 2. cf. Äntwert op d'Fro 1.
– An der Konventioun mat der WHO gëtt et keen Accord, fir dës Prouwe kommerziell ze benotzen, well d'Prouwe sinn nëmme fir d'Iwwerwaachung vun der Pandemie geduecht.

ad 3. Am Kader vum WHO BioHub ginn nëmmen Echantillone mat positive Resultater iwwermëttelt. An dësem Fall huet de WHO BioHub no 10 Echantillone mat der „Alpha" Variant vum Virus gefrot.

Den LNS mécht keng routineméisseg Géigeprouwe vu PCR-Tester, déi an anere Laboratoiren gemaach goufen. Et goufen natierlech nëmmen Echantillone mat positive Resultater (d. h. mat Präsenz vum Virus) un de WHO BioHub weiderginn.

Parc automobile de la Police grand-ducale | Question **7137** (08/11/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Mat der Policereform vun 2018 goufen d'Missioune vun de C2R an de C3R Kommissariater hei am Land komplett ugeglach. Contrairement zu de C3R Kommissariater verfüge C2R Kommissariater allerdéngs net iwwert Déngschtcamionnetten, déi fir eng Rei Transportaufgaben awer kaum duerch Kombien ze ersetze sinn. Dëst, well eng Patrull sech normalerweis aus zwee Beamten an engem Stagiaire zesummesetzt, deen zesumme mam Asazmaterial um hënneschte Sëtz Plaz hëlt, wat beim Transport vun engem Client séier zu enger geféierlecher Situatioun kéint féieren. Dacks bleift de Beamte vun de C2R Kommissariater näischt anescht iwwereg, wéi eng Camionnette vun engem C3R Kommissariat kommen ze loossen, wat zu laange Verzögerunge vun den Asätz wéi och allgemeng villen zousätzlechen Aarbechtsstonne bei der Police féiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu dëser Problematik elaboréieren?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi déi vollstänneg Opstellung vum Fuerpark vun der Police regruppéiert, a preziséieren, wéi déi eenzel Kategorië vu Gefierer tëschent deenen insgesamt 35 Kommissariater hei am Land, souwéi deenen operationellen an administrativen Unitéiten opgedeelt sinn?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi wäit et méiglech wier, C2R Kommissariater duerch e veränderten Asaz vum Material, notamment duerch d'Mobiliséierung vu potenzielle Reserve mat op d'mannst enger Camionnette ze ekipéieren?

4. Kann den Här Minister matdeelen, bis wéini duerch Neiuschafungen eng vollstänneg Ausstattung vun de C2R Kommissariater mat op d'mannst enger Camionnette virgesinn ass?

Réponse (29/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Der Police hir Stäerkt läit an der Complementaritéit an der géigesäiteger Ënnerstëtzung. Et ass aus Käschtegrënn net méiglech, dass all Unitéit alles vu Material a Charroi huet, wann de Besoin net dagdeeglech besteet. De Budget gëtt op Besoin ausgeriicht a responsabel geréiert, fir eng effizient Policeaarbecht ze garantéieren.

ad 2. Sou en Tableau kann aus Sécherheetsgrënn net divulgéiert ginn. Generell sief awer gesot, dass

de Fuerpark vun der Police a verschidde Kategorië vu Gefierer ënnerdeelt ass, wéi z. B. Transporter-Camionnetten, Patrulleween am Breakformat, Patrulleween am Limousineformat, klenger Autoen, fir éischter logistesch/administrativ benotzt ze ginn etc. En fonction vun der Haaptausriichtung vun der Unitéit/dem Service, sinn Unitéite mat deem néidegen Asazmaterial ausgestatt, wat d'Beamte brauchen, fir hir Missioune kënne beschtméiglech auszeféieren. Doriwwer eraus kënnen de Kommissariater och ëmmer Autoen aus enger Reserv zur Verfügung gestallt ginn.

ad 3. a 4. Wat d'Gefierer ugeet, gëtt keng Trennung gemaach op der Basis vum Typ vu Kommissariat. D'Missioune sinn déi nämmlecht, egal ob d'Kommissariat mat 2 oder 3 Schichte schafft. Zousätzlech Uschafungen en fonction vun neien operationelle Besoinen ënnerleien och de budgetäre Prozedure vum Staat.

Mise en œuvre du concept de la « Hausaufgabenhëllef » dans les communes | Question **7138** (08/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le 21 juillet 2022, le concept de développement d'une Hausaugabenhëllef de qualité dans les structures d'accueil et d'éducation (foyers scolaires, maisons relais, etc.) ouverte à tous les enfants scolarisés dans les cycles 2-4 a été présenté en réunion de la Commission ENEJER.

Cette mesure nationale a été lancée au premier septembre 2022 et se trouve actuellement en phase transitoire d'implémentation dans les communes. Ainsi, selon le concept élaboré par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, toutes les structures communales concernées devront être en mesure d'offrir la Hausaufgabenhëllef en septembre 2023 ainsi que de disposer d'une équipe de personnel qualifié pour les besoins de l'encadrement pédagogique des élèves dans le cadre de la Hausaufgabenhëllef.

Certaines communes, comme en l'occurrence la Ville de Luxembourg, ont d'ores et déjà procédé à des changements organisationnels majeurs de l'aide aux devoirs. Ainsi, à Luxembourg-ville les parents d'élèves scolarisés dans les cycles 2 à 4 ont été informés que les aides aux devoirs – anciennement connues sous le terme d'« études surveillées » – se dérouleront désormais dans les foyers scolaires de la commune au lieu de l'école et à des horaires se différenciant des horaires habituels. Dans d'autres communes, comme à Esch-sur-Alzette, les études surveillées se sont toujours déroulées dans les foyers scolaires et/ou maisons relais, mais elles concernaient que les élèves inscrit.e.s en maison relais/foyer scolaire. Monsieur le Ministre n'est pas sans savoir que la situation diffère considérablement selon les communes en termes de moyens disponibles pour pouvoir assurer un service d'encadrement en maison relais/foyer scolaire qui correspond à la demande effective des parents. De fait, les listes d'attentes pour les inscriptions en maison relais ne cessent de s'allonger dans certaines communes.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse :

1) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il la coopération avec les services, instances et personnels compétents afin de garantir la disponibilité des moyens en infrastructures, espaces et personnels nécessaires pour appliquer le concept de la Hausaufgabenhëllef tel que le prévoit le Ministère de l'Éducation ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il en l'occurrence une collaboration avec le Syvicol ?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il ne faille pas attendre l'échéance de février 2023 pour procéder à une évaluation des besoins en structures et personnels et partant, des adaptations nécessaires pour assurer le service de la Hausaufgabenhëllef, sachant que les structures et personnels pour mener à bien ce service font d'ores et déjà défaut ?

4) Qu'arrive-t-il si les agents régionaux constatent le non-respect de l'offre sur le territoire ? Autrement dit que fait le Ministère de l'Éducation nationale si les communes ne mettent pas à disposition des personnels éducatifs, élèves et parents les ressources (dont matériel et outils informatiques comme par exemple le « E-Bichelchen ») et infrastructures nécessaires pour garantir la Hausaufgabenhëllef dans les termes prévus par le ministère ?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La mise en œuvre du dispositif « Aide aux devoirs » a entrainé la création d'un comité d'accompagnement qui regroupe les représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), ainsi que les représentants de l'enseignement fondamental (enseignants, directeurs de région, les syndicats SNE et SEW), les représentants du secteur de l'éducation non formelle le Syvicol, la FEDAS, la FELSEA et l'Agence Dageselteren) ainsi que le président de la représentation nationale des parents.

Ce comité d'accompagnement s'est réuni une première fois en novembre 2022 et se réunira jusqu'à nouvel ordre tous les deux mois jusqu'en juillet 2023 ; l'objectif étant d'identifier les besoins et les difficultés éventuelles des différents acteurs afin de les rapporter à un niveau politique en vue de trouver des solutions avec les différentes parties prenantes.

ad 2) La collaboration avec le Syvicol est bien entendu prévue comme avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du dispositif « Aide aux devoirs ». Le Syvicol siège au comité d'accompagnement et des concertations régulières ont lieu entre le Syvicol et les services compétents au niveau de l'éducation non formelle du MENJE.

ad 3) La mise en place du dispositif « Aide aux devoirs » est un processus qui intègre une phase transitoire permettant ainsi aux acteurs de se conformer aux modalités définies préalablement. Pour rappel, ce dispositif ne se caractérise pas par la mise en œuvre d'une nouvelle prestation en tant que telle, mais il s'agit de promouvoir une mise en œuvre harmonisée d'une prestation obligatoire prévue à l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 relatif à l'agrément à accorder aux gestionnaires des services d'éducation et d'accueil.

Par conséquent, les services d'éducation et d'accueil (SEA) sont supposés disposer du personnel et des infrastructures leur permettant de proposer cette prestation. Au cas où il s'avère que les inscriptions auraient augmentées, il appartient à l'administration communale de mettre à disposition des locaux supplémentaires qui répondent aux dispositions légales prévues par le règlement grand-ducal précité. Enfin, il appartient au gestionnaire de solliciter selon les modalités légales une adaptation de l'agrément ministériel.

Vu que les SEA ont été amenés à réorganiser cette prestation (définition d'un créneau horaire fixe, désignation d'une personne de référence, etc.), il a été jugé utile de leur accorder un certain délai avant d'entamer un processus d'évaluation. Par conséquent, il n'est pas opportun d'avancer la date de l'évaluation prévue en février 2023. Cette dernière permettra entre autres de dresser un état des lieux plus global sur la situation sur le terrain tant au niveau organisationnel qu'au niveau des infrastructures et du personnel d'encadrement.

ad 4) Le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants prévoit que chaque service doit organiser des « études surveillées consistant à offrir aux enfants scolarisés un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal ».

Le dispositif « Hausaufgabenhëllef apporte des précisions par rapport à ce règlement et un suivi accru de sa mise en œuvre. Toutefois, la grande majorité des SEA avaient déjà mis en place un certain cadre pour l'aide aux devoirs. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'une enquête intermédiaire, réalisée en octobre 2022, a révélé que la très grande majorité des SEA remplissent d'ores et déjà les quatre critères essentiels suivants :

– un ou plusieurs créneaux horaires d'une durée d'une heure où les enfants peuvent effectuer leurs devoirs ont été fixés (95 %)
– les créneaux horaires ont été communiqués aux parents (90 %)
– le SEA dispose d'une salle réservée pour l'exécution des devoirs à domicile pendant le ou les créneaux horaires fixes (92 %)
– au moins une personne de référence « devoirs à domicile » est identifiée au sein du SEA (92 %).

Lors de la phase transitoire pour la mise en place du dispositif « Aide aux devoirs », les agents régionaux examinent dans quelle mesure le dispositif a été mis en œuvre. Si les SEA rencontrent des difficultés, un soutien approprié sera proposé aux structures. L'objectif est que tous les SEA remplissent l'obligation à la fin de la période transitoire.

Les SEA disposent d'un agrément conféré selon les dispositions légales prévues par le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013. L'octroi de l'agrément est soumis à une série de conditions aussi bien au niveau des infrastructures qu'au niveau du personnel d'encadrement. Par conséquent, il est supposé que les services remplissent les conditions matérielles et en ressources humaines afin de mettre en œuvre le dispositif « Aide aux devoirs ». Ces conditions peuvent le cas échéant être adaptées. Pour rappel, une phase transitoire accompagne la mise en œuvre de ce dispositif.

Le comité d'accompagnement suit cette phase transitoire de telle manière à ce que les problèmes qui sont susceptibles d'être identifiés puissent rapidement trouver une réponse politique si besoin.

Enfin, en ce qui concerne le matériel informatique, les SEA peuvent en faire l'acquisition selon la procédure d'acquisition de matériel définie dans le cadre de la convention signée entre le gestionnaire, le MENJE et l'administration communale. Cette procédure a toujours été d'application pour les SEA conventionnés.

Retours de résidents partis à l'étranger pour des études supérieures | Question **7139** (09/11/2022) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Lors de la traditionnelle conférence de presse à l'occasion de la rentrée académique 2022-2023, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a présenté, entre autres, les pays préférés des étudiants résidents au Luxembourg. Il en résulte que la destination la plus appréciée est l'Allemagne, suivie du Luxembourg et de la Belgique. Monsieur le Ministre a aussi présenté le nombre d'aides financières pour

études supérieures accordées par l'État aux étudiants au cours de l'année académique écoulée. Il en ressort qu'étudier à l'étranger représente toujours un grand attrait pour la majorité des étudiants résidents. Or, le Luxembourg aura toujours besoin de jeunes qui, après avoir acquis leurs compétences universitaires à l'étranger, retournent au Luxembourg.

À ce sujet, je souhaite poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

– Combien de résidents partis à l'étranger pour des études supérieures ne reviennent pas travailler au Luxembourg après leurs études ?

– Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur les raisons qui poussent ces jeunes à poursuivre une carrière professionnelle à l'étranger ? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre a prévu de prendre des mesures pour identifier les raisons de ce choix ?

– Étant donné que la décision de jeunes diplômés universitaires de rester à l'étranger représente une perte de jeunes talents pour le Luxembourg, est-il prévu de prendre des mesures pour remédier à ce phénomène ?

Réponse (07/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

En réponse à la question parlementaire n° 7139 de Madame la Députée Francine Closener, nous tenons à préciser que, conformément à ses attributions, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche récolte certes des données dans le cadre du traitement des demandes d'aide financière de l'État pour études supérieures, mais que cette collecte de données prend fin au moment où, pour une raison ou une autre, l'étudiant n'introduit plus de demande d'aide financière pour études supérieures.

Afin de dégager combien de résidents partis à l'étranger pour études supérieures ne reviennent pas travailler au Luxembourg après leurs études, il faudrait croiser plusieurs sources de données administratives, notamment les données sur les aides financières collectées par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et les données issues du Centre commun de la sécurité sociale et de l'Agence pour le développement de l'emploi, pour identifier les anciens étudiants potentiellement diplômés et employés ou à la recherche d'un emploi au Luxembourg. Or une telle approche, qui par ailleurs ne permettrait pas pour autant de répondre au questionnement avec précision, n'est guère compatible avec les principes relatifs à la protection des données personnelles en l'absence de base légale adéquate.

Par contre, Eurostat dispose de deux statistiques qui renseignent sur le nombre de personnes, de nationalité luxembourgeoise seulement, qui résident et travaillent à l'étranger. Il s'agit des statistiques « Citoyens de l'UE/AELE ayant leur résidence habituelle dans un autre pays de l'UE/AELE par nationalité, âge et niveau d'éducation atteint » et « Taux d'emploi des citoyens de l'UE/AELE ayant leur résidence habituelle dans un autre pays de l'UE/AELE par nationalité, âge et niveau d'éducation atteint »[8].

Concernant les talents et leur apport pour l'économie nationale, le Gouvernement a adopté une feuille de route pour l'attraction, le développement et la rétention de talents de manière générale, faisant suite au constat que la capacité d'attirer, de développer et de retenir des talents au Luxembourg est une question centrale pour la résilience et le développement de l'économie luxembourgeoise.

Sans se consacrer spécifiquement au retour des étudiants luxembourgeois de l'étranger, cette feuille de route avance des pistes de réflexion et présente différents axes de développement possibles en faveur de l'attraction de talents. Les spécificités sectorielles, par exemple pour l'artisanat, l'Horeca, le secteur financier ou encore les professions de santé, influent sur les mesures possibles. Une collaboration entre les autorités administratives, les différents services de l'État concernés ainsi que les acteurs économiques et leurs structures représentatives permettra ainsi l'élaboration d'une stratégie nationale d'attraction, de développement et de rétention des talents.

Centre de formation pour conducteurs | Question **7140** (09/11/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Centre de formation pour conducteurs soll et, laut engem Artikel am Tageblatt vum 7. November, eng Rei Mëssstänn ginn. Esou schwätze gläich e puer Mataarbechter vun net manner wéi aacht Demissioune bannent véierzéng Méint. Un d'Direktioun geet de Reproche, fir de CFC nach just reng gewënnorientéiert ze féieren, woubäi een déi eigentlech Missioun vum CFC net méi virun Aen hätt. Déi besteet am Prinzipp doranner, fir verantwortungs- an ëmweltbewosst Chaufferen auszebilden. Laut dem besoten Artikel ass d'Kommunikatioun tëscht Direktioun a Personal quasi inexistent.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Minister:

1. Kann den Här Minister déi aktuell Mëssstänn am CFC confirméieren?

2. Huet de CFC, am Kontext vun der Stroossesécherheet, net déi prioritär Aufgab, fir Chaufferen esou auszebilden, datt dat prioritäert sougenannt Zil „Vision Zero" – keng Verkéiersaccidenter mat Doudegen oder Schwéierblesséierten – erreecht ka ginn?

Réponse (01/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat der Formatioun vun de Beruffschaufferen am Centre de formation pour conducteurs (CFC) zu Suessem.

Déi parlamentaresch Fro bezitt sech op en Artikel aus der Press vum 7. November, an deem intern Personalfroen aus dem CFC, deen déi rechtlech Form vun enger Société anonyme huet.

An dësem Zesummenhang erlaben ech mir, fir nach emol dorops hinzeweisen, datt et net zu de Gewunnechte vun der Regierung gehéiert, sech an intern Personalugeleeënheete vu privatrechtleche Gesellschaften anzemëschen oder dës ze kommentéieren, och dann net, wann dës Gesellschaft eng Rei Missions d'intérêt public erfëllt.

Wat d'Missioun vum CFC am Kader vun dëser Ausbildung ugeet, esou kann ech konfirméieren, datt et sech bei der betraffener Direktiv (2003/59), déi de Kader vun der besoter Formatioun virgëtt, ëm eng Direktiv handelt, déi primär dorops ofziilt, fir d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren.

Wat d'Formatioun als solches betrëfft, stellen ech dann och fest, datt d'Vertrieder aus dem betraffene Secteur, déi Responsabel vun der Autobusfederatioun FLEAA an dem Groupement Transports, sech am ugesprachenen Zeitungsartikel positiv iwwert hir Zesummenaarbecht mam CFC ausgeschwat hunn.

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient | Question **7141** (09/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Lëtzebuerg gehéiert zu deene Staaten, déi d'UN-Flüchtlingsorganisatioun fir d'Palästinenser (UNRWA) am meeschte finanziell ënnerstëtzen. Vun de 57 Staate vum Islamesche Kooperatiounsrot (OIC) iwwerweise just d'Tierkei, de Katar an de Kuwait méi un d'UNRWA wéi Lëtzebuerg an iwwerdeems iwwerweise mir och méi un déi lescht genannten Organisatioun ewéi 53 Staate vun de 57 islameschen OIC-Memberstaaten zesummen.

Dëst ass virun allem dowéinst bedenklech, well elo dat däitscht Georg-Eckert-Institut op en Neits beleeë konnt, datt an de Schoulbicher vun der UNRWA oppen antisemittesch Inhalter promouvéiert ginn. D'Judde ginn do als vun Natur aus onéierlech a feindlech géintiwwer dem Islam duergestallt. Iwwerdeems ginn d'Judden als onreng duergestallt an et gëtt e Bild gemoolt, ewéi wann d'Existenz vun Israel näischt aneres wär ewéi eng imperialistesch, vun Europa ënnerstëtzt, kolonial an antiarabesch Verschwierung.

Iwwerdeems bedreift d'UNRWA Mëssbrauch mam Vergi vum Flüchtlingsstatut, well si zum Deel ouni Aschränkung de Flüchtlingsstatut u Persoune vergëtt, déi iwwerhaapt kee Bezuch méi zu deene Mënschen hunn, déi an de Joren 1948 an 1949 verdriwwe goufen. Souguer Persounen an der fënnefter Generatioun, déi scho laang eng aner Nationalitéit ugeholl hunn – zum Beispill déi jordanesch Nationalitéit – kréien de Statut an all Joer komme bis zu 80.000 nei Persoune bäi, déi de Flüchtlingsstatut ouni all Logik vergi kréien.

Déi meescht arabesch Staaten hunn an deem Kontext den Entschloss gefaasst, déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'UNRWA anzestellen, well déi rasant steigend Zuel vun deene Flüchtlingen, zu deenen och all déi Pseudoflüchtlinge gehéieren, eng Barrière duerstellt fir eng laangfristeg Perspektiv vum Fridde mat Israel.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze verantwerten, datt Lëtzebuerg mat un der Spëtzt vun deene Staate steet, déi eng UNRWA finanzéieren, déi oppen antisemittesch agéiert?

2. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze verantwerten, datt Lëtzebuerg eng UNRWA finanzéiert, déi oppe Mëssbrauch bedreift mam Vergi vum Flüchtlingsstatut?

3. Gedenkt d'Regierung an deem Kontext, d'Finanzéierung vun der UNRWA ze iwwerdenken? Wa jo, wéi eng Schrëtt sollen elo konkreet ënnerholl ginn?

4. Wann neen, wéi rechtfertegt Lëtzebuerg säi weidere milliouneschwéieren Engagement un enger UNRWA, déi oppen antisemittesch an onéierlech agéiert?

5. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'UNRWA sollt opgeléist ginn an datt hir méi sënnvoll Aktivitéite sollten an den UNHCR integréiert ginn?

Réponse (17/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Mat sengen Affirmatioune mécht den honorabelen Deputéierten sech zum Sproochrouer vun enger

[8] cf. : https://gd.lu/545Z2r et https://gd.lu/f9fcqQ.

Desinformatiounscampagne, déi drop aus ass, eng UNO-Agence ze diffaméieren, an d'Roserei vun de Palästinenser duerzestellen als Resultat vun enger supposéierter antiisraeelescher Indoktrinéierung, amplaz als Resultat vun den dagdeeglechen Ongerechtegkeeten an Humiliatiounen, deene si ënnert der israeelescher Occupatioun ausgesat sinn.

D'UNRWA produzéiert keng eege Schoulbicher. All Behaaptungen iwwert de Contenu oder Finanzement vun dësen net existéierende Schoulbicher si fräi erfonnt.

Ënnert dem Vëlkerrecht an dem Prinzipp vun der Familljeneenheet gi Kanner vu Refugiéen, an där hir Nokommen, och als Refugiéé consideréiert, bis eng dauerhaft Léisung fonnt ass. Dëse Prinzipp applizéiert sech op all Refugiéen, a souwuel d'UNRWA wéi den UNHCR hunn Nokomme vu Refugiéen op dëser Basis unerkannt.

D'Regierung ass houfreg op d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg un d'UNRWA, a wäert dës Ënnerstëtzung och weiderhi bäibehalen.

Déblaiement de la Sûre | Question **7142** (09/11/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Zu Steenem gëtt de Moment de Säitenaarm vun der Ënnersauer gebotzt. Och zu Méchela an der Gemeng Buerschent gëtt et en änleche Problem. Nom éischten Héichwaasser virun e puer Joer waren d'Sauer an hir Uwänner an dëser Géigend gebotzt ginn, souguer eng Wiss gouf bei dëser Geleeënheet ausgebaggert.

Um Wilspull (bei Méchela) gouf och e Säitenaarm ugeluecht an alles ass gebotzt ginn. Vun deenen Aarbechte gesäit een haut net méi vill, well sech no de rezenten Iwwerschwemmungen erëm villes ugesammelt huet, virun allem Gestengs a Sand. Zemools elo nom Summer, wou net vill Waasser an der Uewersauer war, huet sech d'Vegetatioun op dëser Plaz nees entwéckelt.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass geplangt, fir änlech Aarbechten zu Méchela, besonnesch um Wilspull, duerchzeféieren?

2. A wat fir enge Gemenge vum Land sollen an Zukunft nach där Aarbechten duerchgefouert ginn?

3. Wat fir eng spezifesch Autorisatioune sinn an deem Zesummenhang all Kéiers erfuerdert?

4. Sinn och sou Aarbechten zu Angelduerf „am Al" virgesinn (Gemeng Ierpeldeng-Sauer)?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Nee, fir den Ament si keng Aarbechten an dësem Kontext zu Méchela geplangt. D'Situatioun vun der Vegetatioun gëtt am A behalen an et gouf d'lescht Joer een Entretien vun der Vegetatioun ënnerhalb vum Wilspull duerchgefouert.

ad 2. D'Waasserverwaltung (AGE) surveilléiert eng ganz Rei vu kritesche Plazen an de Gewässer, wou sech ëmmer erëm, mat der Zäit oder no engem Héichwaasser Sedimenter usammelen oder sech d'Vegetatioun verbreet.

Dës kritesch Plaze ginn haaptsächlech an oder direkt ënnerhalb vun Uertschafte mat engem potenziellen Héichwaasserrisiko am urbane Raum identifizéiert. Dozou gehéieren och Enkpäss wéi Brécken a kanaliséiert Sektioune vu Gewässer. D'Vegetatioun gëtt op dëse kritesche Plaze reegelméisseg zeréckgeschnidden. Bei den Oflagerunge vu Sedimenter gëtt ëmmer de Besoin vun der nächster Interventioun evaluéiert. Dës Aarbechte ginn néideg, fir ee méiglechst fräien Offloss vun engem Héichwaasser ze garantéieren, soudatt et op dëse Plazen net zu enger Verschäerfung vum Héichwaasserrisiko kënnt. Aktuell leeft eng Etüd zu Dikrech, wou virgesinn ass, fir op der Héicht vum Camping Oflagerungen op der Wiss ofzeterrasséieren. Weider Aarbechte vun där Zort si kuerzfristeg net virgesinn.

ad 3. Wat d'Ëmweltlegislatioun ugeet, si fir dës Aarbechten eng Naturschutzgeneemegung an eng Waassergeneemegung erfuerderlech. Soubal op de Grenzgewässer mat Däitschland Aarbechten am Kondominium-Beräich gemaach ginn, sinn och Autorisatioune vun den däitschen Autoritéiten néideg.

ad 4. Zu Angelduerf „am Al" goufen 2017 Aarbechten an Ofstëmmung mat der Naturverwaltung ëmgesat, fir dëse Site a senger Funktioun als Retentiounsraum ze erhalen. Aktuell sinn hei keng weider Aarbechte virgesinn.

Réaménagement de la traversée de Boxhorn | Question **7143** (09/11/2022) de **M. André Bauler** (DP)

La route principale passant par le village de Boxhorn en direction de la localité d'Asselborn dans la commune de Wincrange se trouve depuis des années dans un mauvais état si bien qu'elle mériterait d'être réaménagée dans un avenir proche, en particulier pour des raisons de sécurité.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

1) Un réaménagement de la traversée de Boxhorn est-il prévu par l'Administration des ponts et chaussées ?

2) Quels seraient les différents travaux à réaliser ?

3) Dans l'affirmative, dans quel laps de temps ce projet pourrait-il se concrétiser ?

Réponse (13/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) et 2) Le trafic, notamment celui des véhicules lourds, ainsi que les conditions climatiques (gel, dégel, eau, températures, etc.) entraînent inévitablement une dégradation de la chaussée. Selon l'ampleur des dégradations, une réparation superficielle ou en profondeur, voire un renouvellement complet, s'impose.

L'Administration des ponts et chaussées veille à maintenir le réseau routier étatique dans un bon état afin de permettre une circulation aisée.

Comme le chemin repris CR334 entre Boxhorn et Asselborn ne correspond plus au standard de qualité habituel, l'Administration des ponts et chaussées a lancé l'élaboration d'un projet de réaménagement du chemin repris en question ainsi que du CR373 qui relie la localité d'Asselborn au lieu-dit « Maulusmühle ».

En ce qui concerne les travaux proprement dits, il est prévu de renouveler complètement la chaussée sur une longueur de 160 mètres en rase campagne et de 1.180 mètres dans la localité de Boxhorn.

Un trottoir sera aménagé des deux côtés de la chaussée. Dans la mesure du possible, une bande de verdure sera aménagée entre la chaussée du CR373 et le trottoir. Divers réseaux souterrains, tels que la conduite d'eau, la canalisation et les câbles téléphoniques, seront modernisés et adaptés aux exigences actuelles. De plus, il est prévu d'aménager des chicanes aux trois entrées de la localité afin d'inciter les conducteurs à réduire leur vitesse.

ad 3) L'avis de marché y afférent a été publié en juin de cette année sur le portail des marchés publics ainsi que dans la presse nationale. La séance d'ouverture de la soumission a eu lieu en juillet. Le début des travaux, qui prendront en principe 560 jours ouvrables, est prévu pour février 2023 mais dépendra de la rigueur de l'hiver.

Restauration de la façade du château d'Erpeldange-sur-Sûre | Question **7144** (09/11/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Si mes souvenirs sont bons, je me souviens que la façade du château d'Erpeldange-sur-Sûre devrait être restaurée dans un avenir proche par l'État, le propriétaire de cet édifice remarquable. En effet, depuis plus d'une décennie elle est en voie de se détériorer de manière bien visible, les volets anciens se trouvant d'ailleurs dans un état pitoyable, ce qui pose des questions de sécurité pour les usagers les plus divers. À noter que le château figure de nos jours parmi les monuments nationaux du pays et se situe au cœur d'un parc historique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

1) Le Gouvernement a-t-il déjà pu finaliser le projet de restauration en question ?

2) Quels seront les travaux précis à effectuer ?

3) La procédure de soumission y afférente sera-t-elle lancée dans un avenir proche ?

4) Quand ces travaux pourraient-ils débuter au plus tard ?

Réponse (28/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) à 4) Bien que le château d'Erpeldange-sur-Sûre appartienne au domaine de l'État, la commune d'Erpeldange-sur-Sûre bénéficie de la pleine jouissance du château dans le contexte d'un bail emphytéotique. En sa qualité d'emphytéote, la commune est obligée d'entretenir l'immeuble et les réparations de toute nature qui se rapportent à l'immeuble et aux constructions sont à sa charge.

Aucun projet de restauration n'est partant en cours d'élaboration par l'État.

Attaque contre la pipeline « Nordstream » | Question **7146** (09/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Diskussioun, wie responsabel ass fir de Sabotage-Akt un der Nordstream-Pipeline, werft aktuell vill Froen op. Nieft villen Theorië gëtt et och Sourcen, déi op eng Verstréckung vun engem NATO-Staat hiweisen. An enger Krichssituatioun, wou Desinformatioun a Propaganda natierlech och geziilt quasi als Waffen agesat ginn, ass et natierlech net evident, déi richteg Réckschléss ze zéien. Trotzdeem ass net ausgeschloss, datt de Fall vum Sabotage-Akt op déi genannte Pipeline an Zukunft kann opgeklärt ginn. An deem Kontext wier et da wichteg ze wëssen, wéi d'Lëtzebuerger Regierung géif reagéieren, wann d'Participatioun vun engem NATO-Staat un dem Attentat sollt nogewise ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Am Fall, wou mat Sécherheet kéint confirméiert ginn, datt en NATO-Staat responsabel oder mat responsabel wier um Sabotage-Akt vun Nordstream: Wéi

géif d'Lëtzebuerger Regierung an deem Kontext am Hibléck op hir baussepolitesch Relatioune mat deem Staat reagéieren? Wat wier d'Konsequenz op déi bilateral Relatioune mat deem oder mat deene Staaten?

2. Géif d'Lëtzebuerger Regierung an deem Fall dofir plädéieren, datt deene vum Sabotage-Akt betraffene Staaten déi néideg Entschiedegung misst zoukommen?

Réponse (16/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Lëtzebuerger Regierung vertraut de judiciairë Prozeduren an Dänemark, Schweden an Däitschland, a waart op d'Resultater vun den Enquêten, iert se Stellung zu de Sabotage-Akte wäert huelen.

Risques de pannes d'électricité | Question **7147** (09/11/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

A rezente Medieberichter an der europäescher Press iwwer d'Konsequenze vun eventuelle Perturbatioune vun der allgemenger Stroumversuergung gëtt sech Suerge gemaach ëm d'Standfestegkeet vun digitale Bezuelsystemer, ëm de Fonctionnement vu Geldautomaten an domat ëm d'Disponibilitéit vu Boergeld souwéi och ëm d'Stabilitéit vun der Finanzmaart-Infrastruktur.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

– Ass Lëtzebuerg an de genannte Beräicher op de Fall vun engem Stroumausfall preparéiert?
• Wa jo, wéi eng Mesurë si geholl ginn, fir de Fonctionnement vun digitale Bezuelsystemer, d'Disponibilitéit vu Boergeld an d'Stabilitéit vun der Finanzmaart-Infrastruktur ze assuréieren?
• Wann net, firwat net?

Réponse (13/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

D'Stroumversuergung ass eng wichteg Basis fir vill Aktivitéiten a Servicer an eiser Gesellschaft. Stroumfournisseuren a virun allem d'Gestionnairë vum Stroumreseau hunn dowéinst eng Obligation de service public an explizitt Responsabilitéiten am Beräich vun der Versuergungssécherheet fir all Clienten. Wéi am Lëtzebuerger Plan de préparation aux risques du Luxembourg pour le secteur de l'électricité duergestallt, hunn och verschidden ëffentlech Autoritéiten, esou wéi den Haut-Commissaire à la protection nationale (HCPN), den Institut luxembourgeois de régulation oder de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie eng Verantwortung fir d'Preventioun a Virbereedung op eventuell Krisesituatiounen an der Stroumversuergung.[9]

Och wann d'Sécherheet vun der Stroumversuergung opgrond vun deene gemeinsamen Efforten zu Lëtzebuerg mat zu deenen héchsten an Europa gehéiert[10], hu verschidde Consommateuren, fir déi d'Stroumversuergung besonnesch kritesch ass, doriwwer eraus sougenannt „Business Continuity Plans", déi d'Disponibilitéit vun hire Produkter oder Servicer och fir disruptiv Tëschefäll wéi eng Stroumënnerbriechung verbessere soll. D'Zil ass, eng Kontinuitéit och während enger Krisesituatioun ze erméiglechen. Versuergungsënnerbriechunge vum Stroum sinn en typesche Risk, deen an esou Pläng opgegraff an entspriechend deem jeeweilege Besoin op dem Terrain zum Beispill duerch Dieselgeneratricen an/oder sougenannt Uninterruptible Power Supplies (UPS) adresséiert gëtt.

Business Continuity Plans si besonnesch relevant fir Entitéiten, déi kritesch si fir de Fonctionnement vun der Gesellschaft an déi dowéinst duerch den HCPN als kritesch Infrastruktur designéiert ginn, woubäi dës Designatioun awer aus Sécherheetsgrënn net ëffentlech gemaach gëtt.

De Comité du risque systémique (CdRS) ass mat der Problematik vun engem allgemenge Stroumausfall am Bezuch op de Finanzsecteur befaasst. Fir d'Stabilitéit vun der Finanzmaart-Infrastruktur a Krisenzäite sécherzestellen, steet de CdRS an enkem Kontakt mam HCPN a mam Energieministère. Am deem Kader gouf och de Finanzacteuren hir Capacitéit, fir eventuelle Perturbatioune bei der allgemenger Stroumversuergung entgéintzewierken, analyséiert. Et goung bei den Echangen zu deem Theema och iwwert aktuell obligatoresch Noutfallpläng am Finanzsecteur, déi vun den Iwwerwaachungsautoritéite verlaangt ginn, grad wéi eng méiglech Identifikatioun an Designatioun vu kriteschen Infrastrukturen am Finanzsecteur. Dës genannten Noutfallpläng gesinn, ënnert anerem, Mesurë vir, déi vun de Finanzacteure geholl ginn, fir méiglech Stroumausfäll ze iwwerbrécken.

Et sief zum Schluss drop higewisen, dass laut deene leschten Analyse vum Verband vun deene Reseausbedreiwer an Europa ENTSO-E zwar d'Estimatioun vun deene Margen an der Stroumversuergung méi kleng ass, gläichzäiteg awer d'Probabilitéit fir Situatiounen, wou d'Produktioun net méi d'Demande decke kéint, fir Lëtzebuerg an Zentraleuropa mat Ausnam vu Frankräich als geréng ageschat gëtt, och wann de Risk fir Versuergungsënnerbriechungen ni ganz ausgeschloss ka ginn.[11]

Matériel scolaire des apprentis | Question **7148** (09/11/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 31. Oktober war am „Quotidien" ze liesen, datt Léierbouwen hiert Schoulmaterial zu engem gudden Deel ëmmer nach aus eegener Täsch musse bezuelen, obwuel d'Käschte fir Schoulbicher säit Jore vum Staat iwwerholl ginn. Als Beispill gëtt am Artikel notamment déi entspriechend Aarbechtskleedung genannt, déi jo dacks och e Sécherheetsaspekt mat sech bréngt.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng Materialien d'Léierbouwen alljoers mussen akafen, fir un hire Coursen a Stagen deelzehuelen, wéi vill Käschten heimat duerchschnëttlech pro Schouljoer verbonne sinn a wéi déi Decisioun motivéiert ass, dës Käschten net duerch d'ëffentlech Hand ze droen, respektiv op d'mannst e fixe Montant ze rembourséieren?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Verschidde Léiermeedercher a Léierbouwe musse jee no Formatioun Materialie kafen, déi se dono och am Beruff weider benotzen. D'Käschten heifir si vu Formatioun zu Formatioun ënnerschiddlech. D'Material, dat gebraucht gëtt, gëtt vun de Lycéeë festgeluecht an de Präis hänkt vun der Qualitéit an der Mark of, déi kaf gëtt. Datt dës Käschten net vun der ëffentlecher Hand gedroe ginn, ass op enger Linn mat deem, wéi et och am Enseignement secondaire gehandhaabt gëtt (hei kréien d'Schüler vun z. B. der Section artistique hiert Material och net gestallt).

Dogéint gëllt awer och an der Beruffsausbildung d'Gratuitéit vun de Schoulbicher. Sou goufe vill Scripter, déi soss hu misse fotokopéiert ginn, elo iwwer de SCRIPT editéiert an de Léiermeedercher a Léierbouwe gratis zur Verfügung gestallt.

Congé parental dans le cas du décès de l'enfant | Question **7149** (10/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gesetz ass virgesinn, dass en Elterendeel am Fall vum Doud vun engem Kand wärend dem Congé parental maximal e Mount Zäit huet, fir nees schaffen ze goen. D'Ministesch huet op Nofro wärend der Petitiounsdebatt fir 9 Méint Congé parental an der Chamber gesot, dass hei déi individuell Fäll misste mat dem Comité directeur vun der Zukunftskeess gekuckt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll gouf et säit 2016, wou een Elterendeel de Congé parental refuséiert kritt huet, wéinst dem Doud vum Kand?

2. Wéi vill Fäll gouf et säit 2016, wou een Elterendeel de Congé parental gekierzt kritt huet, wéinst dem Doud vum Kand?

3. Wéi vill Fäll gouf et tëscht 2010 an 2016, wou een Elterendeel de Congé parental refuséiert kritt huet, wéinst dem Doud vum Kand?

4. Wéi vill Fäll gouf et tëscht 2010 an 2016, wou een Elterendeel de Congé parental gekierzt kritt huet, wéinst dem Doud vum Kand?

Réponse (24/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Zanter 2016 sinn 191 Demandë fir de Congé parental, déi accordéiert gi waren, klasséiert ginn, well d'Kand leider verstuerwen ass; dës tragesch Fäll si Situatiounen, wou d'Mamm eng Fausse couche gemaach huet, d'Kand dout gebuer ginn ass oder wou d'Kand virum Ufank vum Congé parental verscheet ass.

Zanter 2016 ass an 9 Fäll de Congé parental, deen accordéiert gi war, ënnerbrach ginn, well d'Kand verstuerwen ass.

D'Zukunftskeess huet keng informatesch Méiglechkeet, dës Donnéeë virun 2016 ze liwweren.

Accès au Lycée technique agricole à Gilsdorf | Question **7150** (10/11/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Aus der Press si mer gewuer ginn, datt den Transportministère zesumme mat dem Lycée technique agricole (LTA) an der Gemeng Ärenzdall eng Léisung fir ee Park&Ride um „Bloen Eck" bei Steeën ausgeschafft huet. Dat ass eng gutt Saach. D'Éffentlechkeet ass och driwwer informéiert ginn, datt d'Gemeng Ärenzdall d'Zoustëmmung ginn huet, fir bei hirem Futtballterrain en neien Arrêt ze amenagéieren. Dësen Arrêt wäert vun der Schülerlinn K17 (Mersch–Larochette–Gilsdorf), déi d'Schüler direkt beim Lycée erausléisst, ugefuer ginn.

Zousätzlech dozou géif eng Informatiounscampagne vun der Administration des transports publics an der Akerbauschoul lancéiert ginn, déi d'Schüler iwwer dës nei Opportunitéit opkläert souwéi iwwert aner

[9] Plan de préparation aux risques du Luxembourg pour le secteur de l'électricité conformément à l'article 10 du règlement (UE) 2019/941 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité et abrogeant la directive 2005/89/CE (gouvernement.lu)

[10] CEER Benchmarking Report 6.1 on the Continuity of Electricity and Gas Supply

[11] Winter Outlook 2022–2023 (entsoe.eu)

Parkméiglechkeeten, déi eng direkt Ubannung un den LTA erméiglechen.

An deem Kontext wëll ech dem Här Mobilitéitsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi dacks pendelt d'Linn K17 moies an no Schoulschluss tëscht dem neien Arrêt um Bloen Eck an der Akerbauschoul hin an hier? Wéi vill Parkplaze stinn de Schüler um Bloen Eck zur Verfügung? Huet dëse Bus genuch Kapazitéiten, fir d'Schüler, déi aus dem Zentrum an Oste vum Land an den LTA kommen, en charge ze huelen?

2. Géif een zousätzleche Pendeldéngscht agesat ginn, wann d'Zuel vun de Schüler, déi um Parking Bloen Eck halen, iwwer d'Kapazitéit vum Bus erausgeet?

3. Wéi gedenkt den Här Minister, de Schüler, déi aus den Nordkantonen an den LTA kommen an déi op den Auto ugewise si respektiv net kënnen op de Park&Ride Bloen Eck zréckgräifen, well dat en Ëmwee ass, entgéintzekommen? Gouf et do scho Gespréicher mat der Stad Dikrech, fir eng Léisung ze fannen?

4. Ass d'Schülervertriedung vum LTA an d'Echangen iwwer d'Transportproblematik matagebonne ginn?

5. Gëtt et schonn en Avant-projet fir dat neit Parkhaus, dat als Opfangparking fir Dikrech an Ëmgéigend bei der Schwämm gebaut soll ginn?

Réponse (13/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Linn fiert nom aktuelle Fuerplang. Dat sinn 2 „allers" mueres, a 7 „retours" mëttes tëschent 12.00 a 17.00 Auer. D'Horairen heizou fënnt een iwwert de Site „mobilitéit.lu".

De Schüler sti 85 Stellplazen um Parking Park&Ride Bloen Eck zur Verfügung.

Jo. D'Buskategorie gëtt jee no Besoin ugepasst.

ad 2. Jo. Eng Zousazfaart ka jee no Besoin organiséiert ginn.

ad 3. De Park&Ride Bloen Eck befënnt sech 4,5 km vum Site vum LTA ewech. D'Schüler aus den Nordkantonen, déi op den Auto ugewise sinn, hu vun der Akerbauschoul also knapp dräi Minutte weider ze fuere fir op de Park&Ride, wat kee weesentlechen Ëmwee duerstellt. De Park&Ride Bloen Eck kann esou vun alle Schüler, déi op den Auto ugewise sinn an aus verschiddenste Richtunge kommen, ouni gréisseren Ëmwee ugefuer ginn.

ad 4. D'Diskussiounen iwwer d'Transportproblematik sinn haaptsächlech mat der Direktioun vun der Akerbauschoul ofgehale ginn.

ad 5. Den Ament gëtt et nach keen Avant-projet fir dat neit Parkhaus.

Attaques au couteau | Question **7151** (10/11/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Déi lescht Méint huet den traurege Phenomeen vun de Messerattacken zu Lëtzebuerg massiv zougeholl. Et sief ënner anerem op dës Beispiller higewisen:

– am Februar gouf eng Persoun bei enger Attack an der Stad am Garer Quartier blesséiert;
– am Mäerz koum et a follgenden Uertschaften zu Attacken: zu Bouneweg mat engem Blesséierten, zu Déifferdeng mat zwee Blesséierten, um Lampertsbierg mat zwee Blesséierten, am Zentrum vun der Stad mat engem Blesséierten;
– am Mee ee Blesséierte bei enger Attack zu Monnerech an der Escher Strooss;
– am Juni eng Attack an der Stad am Garer Quartier mat engem Blesséierten;
– am Juli eng Attack op der Stater Gare mat engem schwéier Blesséierten;
– am September eng Attack an der Stad am Garer Quartier mat zwee Blesséierten;
– am Oktober eng Attack op der Gare zu Bierchem an op der Stater Gare mat jeeweils engem Blesséierten, souwéi eng Attack um Sennengerbierg op enger Bushaltestell mat engem schwéier Blesséierten;
– de 7. November goufen zwee Jugendlecher bei enger Messerpickerei an engem Bus schwéier blesséiert.

Och an eisen Nopeschlänner Däitschland a Frankräich gëtt d'Problematik vun de Messerattacken aktuell vill diskutéiert, och well dës Attacken ëmmer méi brutal ginn. An engem Artikel, deen den 13. Juni um Site vum WDR publizéiert gouf, heescht et am Bezuch op d'Lag am Bundesland NRW: „Erst seit 2019 führt die Polizei Messerangriffe als eigene Kategorie der Gewalttaten auf. Deutlich wird aber bereits: Täter sind zu 90 Prozent Männer, jeder zweite war vergangenes Jahr unter 30 Jahre alt, 42 Prozent der Täter sind nicht deutsch."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir Aschätzung vun der entspriechender Sécherheetslag elaboréieren?

2. Wéi vill Attacke mat Stéchwaffe goufe bis ewell 2022 insgesamt zu Lëtzebuerg registréiert?

3. Kann d'Regierung matdeelen, wéi wäit sech beim Täterprofill Parallellen zu NRW erginn, respektiv wéi dacks déi an NRW identifizéiert Krittären sech och an eise Statistiken néierschloen?

4. Kann d'Regierung matdeelen, ewéi eng Afferprofiller bis ewell identifizéiert goufen an ob et hei geschlechtsspezifesch Ënnerscheeder gëtt, respektiv ob Mannerjäreger besonnesch betraff sinn?

5. Kann d'Regierung matdeelen, ob dës Entwécklung am Zesummenhang mat der Ausbreedung vu brutale Jugendbande steet, déi déi leschte Méint fir vill negativ Schlagzeile gesuergt hunn?

6. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill vun de Messerattacken, déi säit dem 1. Januar zu Lëtzebuerg vun der Police opgeholl goufen, am ëffentlechen Transport stattfonnt hunn?

7. Kann d'Regierung matdeelen, wéi eng Moossnamen elo ergraff ginn, fir dëser traureger Entwécklung ze begéinen?

Réponse (13/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Et ass utile drop ze verweisen, dass ee Groussdeel vun den Äntwerten op dës parlamentaresch Fro schonn an änlech orientéierte parlamentaresche Froen ze fannen ass, ënner anerem an der QP 3588 vum 5.2.2021, der QP 5493 vum 12.1.2022, der QP 6040 vum 7.4.2022, der QP 6488 vum 14.7.2022, an der QP 6534 vum 22.7.2022.

ad 1. Och wann déi an dëser parlamentarescher Fro opgezielte Beispiller grav Delikter mat extreem wäitreechende Konsequenze fir all Bedeelegter duerstellen, ass et wichteg, eng Analys vun den Tendenzen op der Basis vun de Statistiken ze féieren.

D'Joresstatistik vun der Police, déi am Prinzipp Ufank Mäerz vum nächste Joer presentéiert gëtt, an déi vun de Justizautoritéiten, wäerten et erlaben, sech kënnen e Bild vun der Evolutioun vun alle Gewaltdelikter an eisem Land am Joer 2022 ze maachen.

ad 2. Wéi schonn an den Äntwerten op déi uewe genannte parlamentaresch Froen, ënner anerem an der QP 5493, erkläert, sinn d'polizeilech a geriichtlech Datebanken net drop ausgeluecht, fir automatiséiert Recherchen op e spezifesche Modus operandi vun enger Strofdot duerchzeféieren.

ad 3. bis 5. Wéi bei der 2. Fro erkläert, erlaben d'Datebanken zu Lëtzebuerg keng sou automatiséiert Recherche.

ad 6. Wéi schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froe 5493 vum 12. Januar 2022 a 6040 vum 7.4.2022 erkläert ginn ass, kënnen d'Police an d'Justizautoritéite keng detailléiert Zuelen zu Messerattacken an engem spezifeschen Ëmfeld, sief hei am ëffentlechen Transport, liwweren.

ad 7. D'Police huet d'Missioun, mat deene legale Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn, fir d'Erhale vun der ëffentlecher Uerdnung an d'Sécherheet vum Bierger ze suergen. Dowéinst suivéiert d'Police kontinuéierlech d'Virfäll um nationalen Territoire, fir bei neie Phenomeener adaptéiert Mesuren zum Schutz vun de Bierger kënnen ze ergräifen am Aklang mat bestoende Gesetzer.

Et sief dobäi bemierkt, dass net all Messer an d'Kategorie vun de verbuedene Waffe fält. D'Police kann weréischt aktiv ginn, wann d'Messer am Kader vun enger Strofdot benotzt ginn ass.

Am Fall vun enger legaler Waff, d. h. enger Waff, déi éischtens net ënnert d'Kategorie vun de verbuedene Waffe fält, zweetens autorisatiounsflichteg ass, an drëttens och beim Waffeservice vum Justizministère ugemellt ass, kann de Justizministère jidderzäit de Waffeschäin zeréckzéien oder suspendéieren, wann déi néideg Konditioune fir de Waffeschäin net méi erfëllt sinn (z. B. wann sech géif erweisen, dass d'Persoun eng Gefor fir sech oder anerer duerstellt).

Och dierf d'Police net ouni Gronn Persounen duerchsichen.

Wat d'Sécherheet am ëffentlechen Transport betrëfft, do ass d'Police, sou wéi schonn an eiser Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6040 vum 7. Abrëll 2022 erkläert gouf, vill aktiv an applizéiert och hei d'Prinzippie vum Suivi vun den Incidenten a Reaktivitéit.

Fir zu dësem Punkt vollstänneg ze sinn, verweise mir och nach op eis Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6534 vum 22. Juli 2022.

Regroupement au CNFPC d'Ettelbruck des élèves des classes professionnelles « Mécanicien d'automobile » | Question **7154** (10/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Nous avons été informés qu'une nouvelle classe a été introduite au CNFPC d'Ettelbruck pour accueillir les élèves des classes professionnelles « Mécanicien d'automobile ». Cette classe viserait à regrouper des élèves d'un même parcours de formation en une classe et un lieu spécifique, ce qui pourrait impliquer certains inconvénients. Parmi les élèves censés intégrer cette classe, certain.e.s disposeraient déjà d'un contrat d'apprentissage, d'autres n'auraient pas encore démarré leur apprentissage en entreprise. Pour certain.e.s élèves la relégation de leur formation à Ettelbruck pourrait rendre plus compliqués leurs déplacements entre la classe et l'entreprise de formation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Si Monsieur le Ministre valide cette information, peut-il nous informer si d'autres catégories de classes professionnelles seront prochainement introduites au CNFPC ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il considéré que cette mesure qui vise à regrouper des élèves d'un même parcours de formation en une classe et un lieu spécifique pourraient démotiver certain.e.s élèves qui pour certain.e.s devront parcourir de plus grandes distances pour atteindre leur formation et leur lieu d'apprentissage ? Dans l'affirmative, que souhaite entreprendre Monsieur le Ministre ?

3) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il que des élèves disposant d'un contrat d'apprentissage ne soient pas plutôt admi.s.e.s au lycée régulier ?

4) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il l'absence d'une liste prioritaire pour l'admission au lycée régulier des élèves disposant d'un contrat d'apprentissage ?

5) Comment Monsieur le Ministre pense-t-il réorganiser cette classe si à partir du 30 novembre 2022 les élèves n'ayant pas trouvé de contrat d'apprentissage n'auront plus le droit d'intégrer une classe professionnelle ?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Tout d'abord, je tiens à préciser que la formation du DAP Mécatronicien d'autos et de motos est offerte au nord, au centre et dans le sud du pays. Il ne peut donc être question d'un regroupement d'élèves en un lieu spécifique.

Il est cependant correct qu'une classe DAP Mécatronicien d'autos et de motos a été ouverte au CNFPC Ettelbruck en raison de la forte demande d'élèves pour rejoindre cette formation et de la capacité limitée des lycées à accueillir les élèves. Il ne s'agissait que d'élèves n'ayant pas encore trouvé de patron formateur. Comme aucun élève de cette classe n'a été en mesure de trouver une entreprise formatrice à la date limite pour signer un contrat d'apprentissage, cette classe a été fermée au 1er décembre 2022. Un scénario identique s'est produit pour une classe de CCP débosseleur et peintre de véhicules.

La seule nouvelle classe introduite au CNFPC Ettelbruck en 2022 est une classe de DAP chauffage-sanitaire francophone parce qu'aucune classe francophone dans ce domaine n'existait dans le nord du pays. Cette mesure vise à diversifier l'offre de formation en différentes langues dans toutes les régions du pays et contribue à réduire les déplacements des apprentis.

ad 2) Aucun regroupement en un lieu spécifique de classes de la formation professionnelle n'a été opéré en 2022, ni n'est planifié dans le futur.

ad 3) et 4) Pendant la période de signature des contrats d'apprentissage, les apprentis avec entreprise formatrice sont prioritairement inscrits dans les lycées. Les élèves sans patron formateur sont également inscrits dans les lycées jusqu'à épuisement des capacités. Lorsque ces limites d'accueil sont atteintes, les élèves sont redirigés vers les CNFPC où ils sont activement soutenus dans leur recherche d'un poste d'apprentissage. Ceux qui signent un contrat d'apprentissage sont alors redirigés début décembre vers les lycées. Ce n'est que lorsque les lycées ont épuisé leurs capacités d'accueil d'apprentis avec contrat d'apprentissage que les classes de la formation professionnelle sont maintenues dans les CNFPC.

ad 5) La classe mentionnée a été fermée en date du 1er décembre 2022 (cf. réponse ad 1). Je tiens tout de même à préciser que les élèves n'ayant pas trouvé de patron formateur et qui étaient inscrits dans une classe de la formation professionnelle sont redirigés vers les classes « Fit 4 Léier », CIP ou COP à condition d'avoir moins de 25 ans, dans le but de combler d'éventuels déficits et d'améliorer leurs chances d'intégrer un apprentissage lors de la prochaine rentrée.

Produits financiers durables offerts par les banques de la place financière | Question **7155** (10/11/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans une enquête publiée le 9 novembre 2022 par Greenpeace Luxembourg, il ressort que les banques établies sur la place financière au Luxembourg ont encore du travail à faire en ce qui concerne leur offre de produits financiers durables ainsi que le conseil aux clients en la matière.

Seulement dans un tiers des cas de l'enquête, les conseillers des banques ont activement demandé aux clients leurs préférences en matière d'investissement durable, alors que cela est requis par la législation. De même, dans plusieurs cas, les clients ayant expressément indiqué qu'ils voulaient investir dans des produits durables ont tout de même été orientés vers des produits conventionnels. De plus, l'analyse des produits financiers proposés par les banques relève qu'aucun des produits désignés comme étant respectueux du climat n'est aligné sur les objectifs de l'Accord de Paris. Finalement, les auteurs de l'enquête notent aussi un manque de transparence et de traçabilité concernant la durabilité supposée des différents produits.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Quelles conclusions Madame la Ministre tire-t-elle des résultats de l'enquête susmentionnée ?

2) Quel état des lieux Madame la Ministre établit-elle de la conformité aux objectifs climatiques des produits financiers désignés comme étant durables offerts par les banques établies sur la place luxembourgeoise ? Considérant les résultats de l'enquête susmentionnée, par quelles initiatives concrètes Madame la Ministre envisage-t-elle de soutenir les banques pour rendre cette offre respectueuse envers les objectifs climatiques ?

3) Comment Madame la Ministre envisage-t-elle de faire en sorte que les banques améliorent leur conseil au client en termes d'investissement durable ? Quelles initiatives concrètes sont prévues afin de mieux sensibiliser les acteurs du secteur bancaire aux investissements durables ?

Réponse (13/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Député Benoy s'enquiert sur l'offre de produits financiers durables par les banques de la place financière luxembourgeoise dans le contexte d'une enquête menée par Greenpeace Luxembourg.

Bien que l'Union européenne soit à l'avant-garde dans le domaine de la réglementation de la finance durable, il est clair qu'une sensibilisation continue à l'investissement durable à tous les niveaux reste de mise, tant du côté des investisseurs que des institutions financières, et notamment des conseillers à la clientèle.

Ceci est d'ailleurs confirmé par un récent sondage grand public sur la finance durable mené par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), l'Association des banques et banquiers, Luxembourg (ABBL) et la Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI).

Il ressort de ce sondage que près de la moitié des répondants avouent ne pas savoir ou savoir mal ce qu'est la finance durable. Plus de 40 % ne font pas la différence entre la finance verte et la finance durable. Les autres dimensions des investissements ESG, à savoir l'impact social et l'impact en matière de gouvernance des entreprises, restent peu connues.

De même, le sondage souligne le rôle primordial que jouent les conseillers banquiers dans la distribution de produits durables. En tant qu'interlocuteur privilégié, ils aident les clients à mieux comprendre les produits financiers durables.

Il y a lieu de se féliciter dans ce contexte que le cadre réglementaire de la Markets in Financial Instruments Directive II (MiFID II) introduit de nouvelles exigences en matière de finance durable. Depuis son entrée en vigueur en août 2022, les conseillers banquiers doivent en effet aborder de manière systématique la question de l'ESG avec leurs clients et adapter leur portefeuille de produits en fonction de leurs préférences. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que ce nouveau cadre contribue à une sensibilisation accrue du public au sujet des produits financiers durables.

De manière plus générale, il y a lieu de rappeler que la sensibilisation et la formation figurent parmi les axes prioritaires du Gouvernement dans ses efforts de promouvoir la finance durable.

Ainsi, en 2020, le Ministère des Finances, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Luxembourg for Finance et le Conseil supérieur pour un développement durable ont mis en place la LSFI. La sensibilisation du secteur financier et du grand public sur la finance durable est notamment l'un des 3 piliers du plan d'action de la LSFI.

Par ailleurs, sur base d'un partenariat avec le Ministère des Finances et du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, l'Université du Luxembourg offre dorénavant un certificat professionnel sur la finance durable ainsi qu'un master dédié.

Rappelons, à cet égard, également plusieurs initiatives qui ont d'ores et déjà été mises en œuvre :

– La House of Training en partenariat avec l'ABBL a mis en place une offre de formations pour les professionnels en matière de finance durable.
– La Bourse verte du Luxembourg a lancé la LGX Academy. Cette plateforme propose des cours sur mesure aux étudiants et aux professionnels de la finance qui souhaitent développer leurs connaissances en matière de finance durable.
– Un groupe de coordination, composé d'experts émanant de différents départements et dédié à la finance durable, a été formé au sein de la CSSF pour coordonner sa présence dans des groupes de travail nationaux, européens et internationaux. Ce groupe permettra d'améliorer la communication, l'échange et la collaboration en matière de finance durable et la préparation des entités surveillées nationales aux nouvelles réglementations européennes.

Nouveau traitement préventif de la bronchiolite | Question **7156** (10/11/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Récemment, la Commission européenne a approuvé un traitement préventif de la bronchiolite, nommé « Nirsevimab ». La bronchiolite est la maladie infectieuse la plus fréquente des voies respiratoires inférieures des bébés et des enfants en dessous de 2 ans. Elle apparaît surtout durant les mois d'hiver et le risque de transmission est fort élevé, provoquant ainsi des pics d'infections. Toutefois, le traitement préventif en question ne sera sans doute que disponible l'année prochaine.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Luxembourg a-t-il aujourd'hui à sa disposition des traitements préventifs afin de lutter contre la bronchiolite ?

2) Étant donné que le traitement préventif approuvé par la Commission européenne ne sera disponible que pour la saison 2023, des démarches sont-elles entreprises pour s'assurer de disposer à temps du traitement préventif en question ?

Réponse (13/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le médicament Beyfortus a été autorisé par la Commission européenne en date du 31 octobre 2022. Cette autorisation de mise sur le marché (AMM) est valable dans tous les États membres de l'Union européenne. En ce qui concerne la date de commercialisation de ce médicament, la firme pharmaceutique doit d'abord introduire une demande de fixation de prix auprès des services du Ministère de la Sécurité sociale. Or, selon les informations obtenues, une telle demande n'a pas encore été introduite.

Toutefois, les médecins traitants peuvent, sur base de l'AMM accordée, établir une ordonnance motivée pour ce médicament pour chaque assuré qui le requiert. Cette ordonnance doit alors être transmise à un pharmacien et la Caisse nationale de santé peut fixer individuellement la prise en charge, à condition que la firme pharmaceutique puisse déjà fournir ce médicament.

À part Beyfortus, qui est autorisé généralement chez les nouveau-nés et les nourrissons au cours de leur première saison de circulation du virus respiratoire syncytial, Synagis (palivizumab) constitue un médicament autorisé au Luxembourg avec prix déclaré et prise en charge par l'assurance maladie-maternité au taux de 100 %. Synagis dispose d'ailleurs d'une indication thérapeutique restreinte : il n'est autorisé que pour les enfants prématurés ou à risques élevés d'infection.

Il n'y a actuellement pas d'autre traitement préventif autorisé pour la bronchiolite au Luxembourg et il n'existe pas non plus de vaccin.

Les détails sur les médicaments Beyfortus et Synagis peuvent être consultés sur le site de l'Agence européenne des médicaments (EMA).

ad 2) Comme expliqué sous la question 1, le médicament dispose d'une AMM au Luxembourg. La date de commercialisation dépend cependant en première ligne de la stratégie commerciale du titulaire d'AMM (firme pharmaceutique). La Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé a d'ailleurs contacté le titulaire afin de connaître la date de commercialisation du médicament, cependant, à l'heure actuelle, la firme n'a pas encore fourni de réponse.

Examen de fin d'études | Question **7157** (10/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

Laut eisen Informatioune sollen dëst Joer, am Géigesaz zu de Jore virdrun, all schréftlech Exame vun de Premières-Schüler am „secondaire classique" an am „secondaire général" virun der Péngschtvakanz ofgehale ginn. Am Konkreeten heescht dat, dass 2 Woche virun der Vakanz wärend 7 Deeg déi schréftlech Exame sinn, an no der Vakanz da just nach déi mëndlech.

Déi Jore virdru war et ëmmer esou, dass eng Woch schréftlech Exame waren, dann 1 Woch Vakanz – déi d'Studente konnten notze fir ze léieren –, an uschléissend de Rescht vun de schréftlechen Examen an dono d'Orallen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

– Wa jo, ass den Här Minister net der Meenung, dass dës Reegelung am Verglach mat de Jore virdrun eng Benodelegung fir d'Schüler duerstellt?

– Ass den Här Minister nach gewëllt, dës Datumer unzepassen – am Sënn vu gläiche Chance fir all Schüler a wuel wëssend, dass et fir vill zukünfteg Studenten net nëmme wichteg ass, d'Joer ze packen, mee och eng gewësse Moyenne ze kréien, fir kënnen op d'Uni vun hirem Choix ze goen?

Réponse (06/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

No Récksprooch mat der Nationaler Schülerkonferenz (CNEL) ass den Examenskalenner vun dësem Joer adaptéiert ginn. Duerch eng gutt Preparatioun sollen esou vill Schülerinnen a Schüler wéi méiglech zu hirem Ofschlossdiplom gefouert ginn. An de grousse Linne gesäit den Examenskalenner follgendermoossen aus:

– 10.5.–12.5.:
Preparatiounszäit mat sougenannte „journées de consultation", wärend deenen d'Schülerinnen an d'Schüler hiren Enseignanten nach Froen zu der Matière kënne stellen
– 15.5.–19.5.:
4 Examensdeeg fir schréftlech Examen
– 22.5.–26.5.:
Mëndlech Examen
– 27.5.–4.6.:
Päischtvakanz
– 5.6.–7.6.:
3 Examensdeeg fir schréftlech Examen.

Finances communales dans le contexte du nouveau Programme directeur d'aménagement du territoire | Question **7158** (10/11/2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

La réforme des finances communales est entrée en vigueur au 1er janvier 2017 par la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes. Selon les nouveaux critères de péréquation, la dotation annuelle aux communes dépend de 82 % de la « population ajustée ». Celle-ci correspond à la population résidente ajustée par la densité de population et par le statut de Centre de développement et d'attractivité (CDA) qu'ont certaines communes. La subdivision du pays en centres de développement et d'attraction (CDA) d'ordre supérieur, d'ordre moyen et d'ordre régional a été mise en place dans le Programme directeur d'aménagement du territoire en 2003. La majoration de la population en fonction du statut CDA est respectivement de 45 %, 25 % et 5 %. Une commune qui n'est pas un CDA n'a pas de majoration de la population.

Le nouveau Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2023), soumis pour avis aux communes et destiné à sortir ses effets en 2023, diffère de celui de 2003 en ce qui concerne les communes appelées à remplir un rôle national voire régional.

La commune d'Erpeldange-sur-Sûre est ajoutée au CDA Nordstad et la commune de Mondorf-les-Bains rejoint les communes des CDA d'importance régionale.

La vocation de CDA d'importance nationale (anciennement CDA d'ordre moyen) des villes de Diekirch et d'Ettelbruck est confirmée par le projet PDAT 2023. La ville d'Esch-sur-Alzette est définie comme autre CDA d'importance nationale. Or dans le contexte de la répartition des finances communales, il n'est pas tenu compte du réajustement de la population de 25 % pour les villes de Diekirch et d'Ettelbruck à l'instar de l'autre CDA national, la ville d'Esch-sur-Alzette.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

– Est-ce que les critères pour l'ajustement de la population pour exécuter la loi sur les finances communales sont ceux de l'aménagement du territoire défini par le PDAT ?

– Si non, quel autre critère guide le Ministère de l'Intérieur en la matière ?

– Si oui, quel est l'argument de ne pas considérer les villes de Diekirch et d'Ettelbruck (dénommées « binôme Diekirch-Ettelbruck » au PDAT de 2003 et définies comme CDA d'ordre moyen) depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les finances communales ?

– Comment les 2 villes désignées CDA national et les deux communes nouvellement désignées CDA national respectivement régional sont-elles considérées dans le cadre de la loi sur les finances communales ?

– Les quatre communes concernées peuvent-elles bénéficier de l'ajustement au niveau des finances communales dès l'approbation du PDAT 2023 ? Sinon, à partir de quel autre moment s'appliquera ce mécanisme ?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire

L'honorable Député s'enquiert de l'impact du PDAT 2023 sur le Fonds de dotation globale des communes (FDGC) et les critères pour l'ajustement de la population en particulier.

Je me permets de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 2401 du 21 septembre 2016 de l'honorable Député Marco Schank concernant le statut de CDA d'ordre moyen des six communes de la Nordstad, dans laquelle les critères pour l'ajustement de la population lors de la répartition des avoirs du FDGC avaient été expliqués.

Étant donné que la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un FDGC a pour objet le financement des communes, je tiens toutefois à préciser que seules des communes peuvent être dotées d'un avoir financier. Bien que le projet de PDAT 2023 ne définisse plus le CDA au niveau de la commune, mais au niveau de la localité – voire d'un ensemble contigu de localités pour ainsi favoriser son développement approprié et éviter que ceci ne se fasse de manière diffuse au sein de la commune ou de l'agglomération, il est à noter que dans le cadre du FDGC, c'est bien la commune et non la localité qui est visée (Projet de PDAT 2023, Chapitre 3.2.2., p. 67).

Dans cette optique, le projet de PDAT 2023 confère le statut de CDA d'importance nationale aux localités d'Ettelbruck, de Diekirch, mais également d'Erpeldange-sur-Sûre étant donné que cette dernière est censée porter la majeure part du développement urbain futur de la Nordstad. En cas de fusion des communes de la Nordstad, la nouvelle commune fusionnée (comprenant les communes de Schieren, Ettelbruck, Erpeldange-sur-Sûre, Diekirch et Bettendorf) est censée obtenir le statut de CDA d'importance nationale, tout en sachant que le projet de PDAT 2023 préconise un développement urbain prioritaire sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck, au niveau des localités d'Ingeldorf et d'Erpeldange-sur-Sûre.

Pour conclure, le Gouvernement confirme l'importance des communes de la « Nordstad » dans le cadre général d'un aménagement du territoire durable en vue d'un développement intercommunal coordonné et intégratif. La Nordstad est un pôle de développement majeur soutenu et encouragé par le Gouvernement.

Également, le Gouvernement prévoit d'investir de manière substantielle dans les infrastructures de transport et dans les équipements publics de la Nordstad, tout en poursuivant son engagement à travers la Nordstadentwécklunsgesellschaft.

Mise en place par l'Agence régionale de santé Grand Est d'un « contrat d'allocation études » pour les étudiants dans le secteur des soins et de santé | Question **7159** (11/11/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

En France, l'Agence régionale de santé Grand Est a récemment annoncé la mise en place d'un « contrat d'allocation études » pour les étudiants se formant dans divers métiers dans le domaine des soins et de la santé. Ce contrat permettra à ces étudiants de bénéficier d'une bourse de l'ordre de 6.000 à 8.000 euros par an. En contrepartie, les étudiants doivent s'engager à exercer au sein d'un établissement de la région Grand Est pour une durée déterminée.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils au courant de cette initiative ? Étant donné que ce « contrat d'allocation études » risque d'avoir des répercussions sur le recrutement de personnel de soins et de santé au Luxembourg, comment le Gouvernement luxembourgeois entend-il se positionner en la matière ?

– Combien de personnes travaillant dans le secteur des soins et de santé au Luxembourg proviennent actuellement de la région Grand Est ? Quelle est leur proportion par rapport aux autres travailleurs frontaliers ainsi que par rapport aux résidents actifs dans ce secteur ? Dans quels domaines de spécialisations sont-elles actives ?

– Le Gouvernement luxembourgeois réfléchit-il à la mise en place d'une prime pour inciter les étudiants des secteurs de soins et santé à entamer leur carrière professionnelle au Luxembourg ? Quelles mesures sont aujourd'hui mises en place pour encourager les jeunes à s'orienter vers une profession de soin ou de santé ?

Réponse (15/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Les ministres soussignés ont effectivement connaissance de l'initiative lancée par l'Agence régionale santé Grand Est.

Le dispositif (français) de Contrat d'allocation d'études (CAE) a pour objet de « proposer à certains étudiants en cours de formation en 2022, le financement de tout ou partie de leurs années d'études [...] »[12]. Ce dispositif cible exclusivement les étudiants qui résident dans la région du Grand Est en France, et est dédié aux professions d'aide-soignant, d'infirmier, de masseur-kinésithérapeute et de manipulateur d'électroradiologie médicale.

Au Luxembourg, parmi l'ensemble des professionnels de santé, ceux qui pourraient correspondre au public cible de cette mesure sont les aides-soignants, les masseurs-kinésithérapeutes, les infirmiers et les assistants techniques médicaux (ATM) de radiologie[13].

Afin de pouvoir dénombrer les professions de santé, la méthodologie prend en compte les données disponibles des emplois du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), notamment les codes CITP[14], des codes prestataires liés aux conventions Caisse nationale de santé (CNS) et les autorisations à exercer du Ministère de la Santé[15].

De façon générale, pour un total d'environ 30.400 professionnels de santé travaillant au Luxembourg, 19,0 % des personnes travaillant dans le secteur santé[16] résident dans la région Grand Est, par rapport à 24,5 % de frontaliers qui ne proviennent pas du Grand Est et 56,5 % de résidents luxembourgeois. La répartition des 19,0 % résidant dans le Grand Est selon les types de professions visés dans le CAE est présentée dans le tableau 1.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En ce qui concerne les mesures mises en place pour encourager les jeunes à s'orienter vers une profession de soin ou de santé au Luxembourg, l'on peut notamment citer le projet de loi n° 8079 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur, déposé le 7 octobre 2022 par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Comme exposé dans la réponse à la question parlementaire n° 6903 des honorables Députés Martine Hansen et Claude Wiseler, ce projet de loi prévoit en effet, par le biais d'une adaptation de l'article L. 152-2 du Code du travail, l'indemnisation des stages de formation des professions réglementées.

Parallèlement, le Ministère de la Santé constitue actuellement un dossier pour assurer le financement des indemnités à payer dans le cadre des stages de formation des professions réglementées du domaine de la santé dès la mise en vigueur du projet de loi précité.

En novembre 2022, le Ministère de la Santé a lancé par ailleurs une large campagne de valorisation et de promotion des professions de santé, qui, dans une 1re phase, s'adresse notamment à la profession de l'infirmière/ier en soins généraux, l'aide-soignant(e), l'infirmière/ier en pédiatrie, etc., et qui comprend un site Internet dédié (www.healthcareers.lu). Cette campagne vise à valoriser et à promouvoir les professions de santé de manière générale, à présenter les différentes facettes de ces professions ainsi que les secteurs de la santé dans lesquels les professionnels exercent et les possibilités d'évolution de carrière. La diffusion de la campagne via notamment les canaux sociaux vise particulièrement le jeune public afin de lui faire connaître ces professions et leurs opportunités.

Cas de tuberculose dans les écoles | Question **7160** (11/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Tuberkulos ass eng bakteriell Erkrankung, déi an den heefegste Fäll d'Longe betrëfft. Si ass net héich ustiechend, kann awer fir Risikogruppe geféierlech ginn. Mir ass zougedroe ginn, dass an eise Schoule momentan eng Rei vu Schüler a vum Léierpersonal sech mat dëser Krankheet infizéiert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlechen Déngscht a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wei vill Fäll vun Tuberkulos sinn et an deene leschte 6 Méint ënnert de Schüler an dem Léierpersonal ginn?

2. Wéi solle Schoulen handelen, am Fall wou e Schüler oder eng Persoun vum Schoulpersonal un Tuberkulos erkrankt?
– Wiem musse Fäll gemellt ginn?
– Am Respekt vum Dateschutz, wie muss iwwert een Infektiounsrisiko informéiert ginn?
– Wat fir sanitär Mesurë soll d'Schoul eventuell huelen, fir eng weider Verbreedung ze verhënneren?

3. Bidden d'Ministèren hei Guidelines un, wéi d'Schoul mat Tuberkulosfäll soll ëmgoen?

4. Wéi schaffe Schoulen a Ministèren an dëser Hisicht zesummen?

Réponse (07/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et sinn insgesamt zwee Fäll vun ustiechender Tuberkulos an de leschte sechs Méint am Kader vun der Schoul/Maison relais gemellt ginn.

ad 2. Tuberkulos ass eng meldeflichteg Krankheet. Se muss der Inspection sanitaire bannent enger Woch vum Laboratoire a vum Dokter gemellt ginn.

D'Inspection sanitaire mécht mat Hëllef vun der kranker Persoun eng Enquête fir ze kucken, wien alles als Kontaktpersoun a Fro kënnt. Mat Hëllef vun de Responsabele vun der Schoul/Maison relais kritt d'Inspection sanitaire d'Donnéeën. Si hëllefen och, fir den Depistage mat ze organiséieren.

Informéiert ginn natierlech d'Kontaktpersoune selwer, datt si e Kontakt mat engem Fall haten. Wann e Fall an enger Schoul optrëtt, ginn déi concernéiert Leit zesumme mat der Schoul an der Maison relais identifizéiert a vun der Santé kontaktéiert.

D'Iwwerdroung vun der Tuberkulos geschitt iwwert d'Loft. De Mikrob ka länger Zäit an der Loft schwiewen, dofir kann eng gutt Belëftung vun de Raim en Iwwerdroe begrenzen, awer net ganz evitéieren. Tuberkulos ass ganz ustiechend, wann ee mat engem Kranken a Kontakt kënnt a wann dësen eng ustiechend Form huet. Am effikassten ass eng Fréierkennung vun der Erkrankung an och den Depistage vun de latenten Tuberkulosen no engem Kontakt. (Et ass een infizéiert, awer nach net krank).

Fréier sinn d'Kanner reegelméisseg an der Schoul getest ginn, mee well d'Tuberkulos bei eis net méi dacks virkënnt an déi meescht Fäll aus endemesche Gebitter importéiert ginn, ass domat opgehale ginn.

ad 3. D'Fäll vun Tuberkulos, déi an der Schoul optrieden, si ganz seelen. Et gëtt de Moment keng spezifesch national Guidelines fir d'Schoulen, mee d'Inspection sanitaire huet awer eng Prozedur fir den Depistage vun Tuberkuloskontakter an der Populatioun.

Déi infizéiert Persoun selwer gëtt vun hirem Dokter an der Klinick esou laang behandelt, bis keen Ustiechungsrisiko méi besteet. D'Kontaktpersounen an der Schoul ginn entweeder an der Schoul vun der Inspection sanitaire mat enger „autorisation parentale" getest, oder si gi vun der Ligue médico-sociale geruff, fir den Test bei hinnen ze maachen. Sollt e Kand sech ugestach hunn, géif et behandelt gi fir ze verhënneren, datt et un Tuberkulos erkrankt.

[12] https://www.grand-est.ars.sante.fr/dispositif-de-contrat-dallocation-detudes-0

[13] Comme le profil de l'ATM de radiologie est légèrement différent de celui de manipulateur d'électroradiologie médicale et comme les données disponibles ne permettent pas d'identifier de façon exhaustive les ATM de radiologie, ces profils se trouvent dans la catégorie « Autres » dans le contexte de ce document.

[14] Classification internationale type de professions de l'Organisation internationale du travail (OIT)

[15] Les données liées à l'emploi et aux conventions CNS correspondent à fin septembre 2021, alors que les autorisations à exercer du Ministère de la Santé correspondent à janvier 2021.

[16] Le secteur santé comprend les secteurs soins de santé et aides et soins.

ad 4. D'Inspection sanitaire kontaktéiert déi krank Persoun, fir mat hir ze retracéieren, wéi eng méiglech Kontakter bestanen hunn. Des Weidere gëtt mat der Schoul e Contacttracing gemaach, fir en Depistage an der Schoul oder an der Maison relais duerchzeféieren. D'Autoritéiten (Educatiounsministère a Gemengenautoritéiten) sinn och implizéiert, fir d'Kommunikatioun ze optimiséieren.

Flotte automobile du Gouvernement | Question **7161** (11/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Theema vun der Elektromobilitéit ass grad méi wéi jee e wichtegt Theema an der Aktualitéit. Dozou gouf et och scho verschidde parlamentaresch Froen an der Vergaangenheet, wéi zum Beispill d'Question parlementaire Nr. 3746. An der Emissioun „Dir hutt d'Wuert" um RTL-Radio vum 10. November huet de François Benoy gesot, dass och d'Regierung misst bei hirem Fuerpark ëmdenken an och eis Regierung misst hiren Deel zur Transitioun bäidroen a vun Autoe mat Verbrennungsmotor op Elektroautoen ëmklammen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Autoe befannen sech aktuell am Fuerpark vun der Regierung a wéi eng Autosmarke si vertrueden?

2. Wéini goufen déi Autoe jeeweils kaaft, zu wat fir engem Präis an enthält de Fuerpark nach ëmmer Autoe mat Verbrennungsmotor?

3. Fir d'Joer 2022,
a. wéi vill Emissiounen CO_2 stéisst de Fuerpark vun de Regierungsmemberen aus (opgelëscht no der NEFZ-an der WLTP-Ausstoussnorm),
b. wéi vill Liter/100 km verbraucht de Fuerpark (Duerchschnëtt a Median),
c. wéi vill PS huet de Fuerpark vun der Regierung (Duerchschnëtt a Median)?

4. Wéi vill Plug-in-Hybriden enthält de Fuerpark vun de Ministeren aktuell?

5. Wéi vill reng elektresch gedriwwen Autoen, ënnerdeelt tëscht manner wéi 18 kW a méi wéi 18 kW, enthält de Fuerpark vun de Ministeren aktuell?

6. Wéi dacks goufe reng elektresch gedriwwen Autoe vu Membere vun der Regierung an de Joren 2021 an 2022 fir Deplacementer benotzt?

7. Wéi héich ass de Budget pro Auto pro Minister a gëtt et do Ënnerscheeder tëscht de verschiddene Regierungsmemberen?

Réponse (13/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honoréierten Deputéierte Marc Goergen freet Informatiounen iwwert d'Autoe vun der Regierung.

ad 1. De Service de la protection du Gouvernement huet 17 Autoen am Fuerpark, déi speziell de Regierungsmemberen attribuéiert sinn.

Dës Autoe ginn awer praktesch exklusiv vun den Officiers de sécurité vun deem Service gebraucht, fir d'Regierungsmemberen all Dag op hir Rendez-vousen ze bréngen, am Land oder am noen Ausland wéi Bréissel notamment.

Dës Autoe sinn och speziell equipéiert, fir engem gewëssene Sécherheetsstandard ze entspriechen, deen engem Regierungsmember gerecht gëtt. Heizou gehéiert zum Beispill och eng blo Luucht, wou de Gebrauch am Code de la route gereegelt ass.

Den „Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement" regléiert de genauen Ëmgang mat enger „voiture de fonction" vun engem Regierungsmember:

« Art. 23. (1) Les voitures mises à disposition des membres du Gouvernement sont des voitures de fonction qui sont utilisées pour les déplacements dans le cadre de leurs fonctions et qui doivent garantir leur mobilité en toutes circonstances. Sont considérés comme déplacements dans le cadre des fonctions d'un membre du Gouvernement tant les déplacements liés aux affaires de son département ministériel que ceux effectués en sa qualité de membre du Gouvernement. Les voitures de fonction peuvent également être utilisées pour des déplacements à caractère privé, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

(2) Lorsque les voitures de fonction sont utilisées à des fins privées à l'étranger, les frais directs encourus lors du déplacement sont supportés par les membres du Gouvernement.

(3) Les voitures de fonction sont conduites soit par les membres du Gouvernement, soit par un membre de la Police grand-ducale affecté au Service de protection du Gouvernement. Elles ne peuvent être conduites par un tiers qu'à condition qu'un membre du Gouvernement se trouve également à bord du véhicule ou en cas de force majeure. »

Vun den aktuell 17 Autoen am Fuerpark sinn der 2 vun Audi, 8 vu BMW, 6 vu Mercedes-Benz an 1 vun Tesla.

ad 2. D'Autoen aus dem Fuerpark vun der Regierung sinn tëscht 2015 an 2022 kaaft ginn, laut der Enveloppe budgétaire betreffend d'Acquisitioun vun den Autoe vun de Regierungsmemberen.

Et befannen sech aktuell nach 2 Bensinner an 1 Hybrid-Bensinner am Fuerpark, déi virun 2020 kaaft gi sinn.

ad 3. Wéi an der Äntwert op parlamentaresch Fro Nr. 3746 vum 2. Mäerz 2021 erkläert, louch 2018 d'Moyenne vum CO_2-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 119,35 g CO_2/km, 2019 louch se bei 106,37 g CO_2/km a fir d'Joer 2020 louch se bei 91,88 g CO_2/km nom alen Testzyklus NEDC berechent.

Fir d'Joer 2022 läit d'Moyenne vum CO_2-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmemberen aktuell bei 65,06 g CO_2/km nom alen Testzyklus NEDC berechent.

Fir déi 13 Gefierer, fir déi eng WLTP-Valeur virläit, ass d'Moyenne 47,69 g CO_2/km.

Den Duerchschnëttsverbrauch läit 2022 bei 2,84 Liter/100 km, de Median bei 2,30 Liter/100 km.

Wat d'Leeschtung ugeet, sou läit dës bei 215 kW, also ronn 292 PS am Duerchschnëtt a bei 210 kW, also ronn 285 PS am Median.

ad 4. Et befannen sech aktuell 10 Plug-in-Hybriden am Fuerpark.

ad 5. Et befannen sech aktuell véier 100%-Elektroautoen am Fuerpark vun der Regierung, wouvun der 3 manner wéi 18 kWh/100 km verbrauchen an 1 méi. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3746 geschriwwen, huet sech d'Regierung d'Zil gesat, fir dass dee gesamte Fuerpark vun de Regierungsmembere mëttelfristeg null lokal CO_2-Emissioune verursaacht.

ad 6. Wann en 100%-Elektroauto engem Member vun der Regierung attribuéiert gëtt, da gëtt en och andauernd fir déi respektiv Deplacementer benotzt. 2021 war dat 1 100%-Elektroauto an 2022 4 100%-Elektroautoen.

ad 7. Fir d'Autoe vun de Regierungsmemberen ass eng Enveloppe vun 100.000 € TTC fir en 100%-Elektroauto a vu 95.000 € TTC fir e Plug-in-Hybrid zréckbehale ginn. Fir de Premierminister, d'Vizepremierministeren an den Aussen- an Europaminister gëlle Seuile vun 122.000 € TTC fir en 100%-Elektroauto, 117.000 € TTC fir e Plug-in-Hybrid an 112.00 € TTC fir en thermeschen Auto.

Déclaration des propriétés immobilières des membres du Gouvernement | Question **7162** (11/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch de Gesetzesprojet 7642 zum Mietgesetz wäert de Plaffong fir d'Loyeren duerch nei Coefficienten änneren. Laut dem Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement an dem Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement, mussen d'Regierungsmemberen an d'Conseilleren dem Premier eng Deklaratioun virleeën, an där si ë. a. mussen d'Unzuel un Immobilië virleeën, déi si verlounen oder eidel stoen hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Ass de Logementsminister selwer Proprietär vun enger Immobilie, déi e ka verlounen?

2. Kann de Logementsminister ausschléissen, dass hien duerch den neie Coefficient perséinlech vun der Ëmsetzung vum neie Mietgesetz profitéiert?

3. Kann de Premier ausschléissen, dass aner Regierungsmembere perséinlech kéinte méi héich Loyeren duerch de Projet de loi 7642 froen?

4. Wéi eng Regierungsmemberen a Conseilleren hunn de Punkt vun den Immobilien an hirer Deklaratioun uginn? Ëm wéi vill Immobilien handelt et sech jeeweils?
Ginn dës Immobilië momentan verlount oder stinn se eidel?
Wat ass d'Baujoer vun deene jeeweilegen Immobilien?

Réponse (05/12/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Déi vum honorabelen Deputéierte gestallte Froen zilen all drop of, fir Renseignementer ze kréien iwwert de privaten Immobiliëbesëtz vun de Regierungsmemberen an de Conseilleren. Esou Renseignementer sinn engem besonnesche rechtleche Kader ënnerstallt, deen am Deontologie-Codex fir d'Regierungsmemberen an d'Conseillere festgehalen ass. Dëse Codex gesäit ee vum Conseil de l'Europe gepréiften a validéierte Mechanismus vir, laut deem esou Informatioune just dem Comité d'éthique zougänglech sinn.

Doriwwer eraus stellt den honorabelen Deputéierten och d'Fro, ob souwuel de Logementsminister wéi aner Regierungsmembere perséinlech kéinten, duerch den neie Koeffizient méi héich Loyeren duerch d'Ëmsetzung vum Projet de loi 7642 „Mietgesetz" froen. Dëst ass eng reng spekulativ Fro. D'Regierung ënnersträicht awer ausdrécklech, dass eng Hypothees, an där eng gesetzlech Reform och engem Regierungsmember géif en Avantage bréngen, dëst keen Interessenskonflikt duerstellt nëmmen doduerch, well dee Regierungsmember en Deel vun der ganzer Populatioun ass, déi och kann esou en Avantage dovunner hunn. Dësen allgemenge Prinzipp fënnt sech zum Beispill och am Artikel 3 (1) vum Code de conduite fir d'Deputéierten erëm.

Primes pour panneaux photovoltaïques | Question **7163** (11/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro 6969 huet de Minister d'Zuele ginn zu den ausbezuelte Solar-Subventiounen. De Minister huet an der Äntwert missen zouginn, dass bis elo nach keng Demande vun 2022 traitéiert wier. Verschidde Biergerinnen a Bierger hunn hir Anlag via Prêt op der Bank kaaft a konnten de Subsid esou nach net notzen, fir en Deel vun hirem Prêt ofzebezuelen. Doduerch mussen si da méi héich Zënse bezuelen, wéi wann de Subsid schonn ausbezuelt wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wäert de Staat d'Méikäschte vun den Zënsen um Prêt vun de Leit iwwerhuelen, déi doduerch entstinn, dass de Subsid méi spéit vum Prêt kann ofgerechent ginn? Wann nee, firwat net?

2. Wat wäert de Minister maachen, fir d'Beaarbechtungszäit vun den Demandë fir Subsiden ze reduzéieren?

3. Wat ass fir de Minister ee raisonnabelen Delai, an deem de Staat eng Demande sollt traitéiert hunn?

4. Wäert de Minister eng Pist ausschaffen, déi et erméiglecht, dass d'Leit am Fall vun engem Prêt de Subsid ugerechent kréien?

Réponse (13/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Et ass net virgesinn, datt de Staat déi eventuell Méikäschte vun den Zënsen um Prêt vun de Leit iwwerhëlt. Wéi an der Äntwert op déi zweet Fro ausféierlech beschriwwen, gëtt alles drugesat, fir déi momentan Retarde beim Ausbezuele vun de Primme schnellstméiglech ze reduzéieren, soudass déi Fro sech an Zukunft net méi stellt. Et sief och op d'Äntwert op déi véiert Fro verwisen.

ad 2. D'Ëmweltverwaltung schafft kontinuéierlech drun, d'Qualitéit vum Service aides financières ze verbesseren, an dozou gehéiert och, d'Delaie fir de Bierger sou kuerz wei méiglech ze halen.

Am Kader vum Accord tripartite an de Moossnamen, déi dora festgehale goufen, huet d'Ëmweltverwaltung 10 weider Posten à durée déterminée zougesprach, fir d'Beaarbechtungszäiten ze reduzéieren a Stéit schnellstméiglech dës finanziell Hëllefen zur Verfügung stellen ze kënnen. Fir 2023 gouf nach weidert Personal fir de Service aides financières vun der Ëmweltverwaltung ugefrot.

Doriwwer eraus gëtt och den Ament en Expert fir d'Optimisatioun vun den Aarbechtsprozesser rekrutéiert, deen dem Service aides financières dediéiert wäert sinn.

Nieft dem Rekrutement wëll d'Ëmweltverwaltung awer och eng Rei Aufgaben externaliséieren an d'Delaien och iwwert eng méi staark Digitalisatioun weider erofsetzen.

Dofir gouf e Laaschtenheft ausgeschafft, fir en Appel d'offres ze lancéieren, fir e Pilotprojet fir eng Rei méi technesch Aarbechte ronderëm den Accord de principe beim Klimabonus ze externaliséieren. Wann dëst Laaschtenheft vun de concernéierte staatlechen Instanzen acceptéiert gëtt, kéint dëse Marché Ufank 2023 vergi ginn.

Bei der Digitalisatioun si Projete mam CTIE amgaang fir d'Dematerialisatioun vun den Demarchë beim Regimm „Klimabonus wunnen" an och fir d'Primme bei de Vëloen. Wann dës Projete fäerdeg sinn, wäerten d'Ufroe fir dës Subside kënnen iwwert de MyGuichet gemaach ginn, sou wéi een dat och säit Ufank Oktober 2022 scho bei den elektresche Borne „ Wallbox" ka maachen. Nieft de villen Avantagë fir de Bierger wäerten Ufroen iwwert MyGuichet och d'Saisie vun den Donnéeë bei der Ëmweltverwaltung automatiséieren, wat den Opwand vum Traitement vun der Demande reduzéiere wäert.

D'Ëmweltverwaltung wäert och zäitno eng FAQ (Foire aux questions) fir d'Leit um Site www.emwelt.lu zur Verfügung stelle mat Äntwerten zu deen am meeschte gestallte Froen a mat Informatiounen, déi sollen hëllefen, méiglech Feeler an der Demande am Virfeld ze evitéieren.

ad 3. Fir een Dossier, dee komplett ass, sollt een Delai vun dräi Méint net depasséiert ginn.

ad 4. De Beneficiaire vun engem Subsid fir eng energeetesch Sanéierung oder eng technesch Anlag ka vun der „subvention d'intérêt pour prêt climatique" profitéieren, virausgesat d'Dispositioune vum Gesetz vum 8. Juni 2022 „relative aux aides à des prêts climatiques" sinn erfëllt. Aner Piste sinn am Moment net an Ausaarbechtung.

Propos du Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure concernant le président du SNPGL | Question **7164** (11/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Minister Kox huet den 18. Oktober, an der éischter Heure de questions an der Chamber, gesot, him wär zu Ouere komm, dass de Pascal Ricquier sech angeeblech géif an enger Partei engagéieren. Dës Ausso gouf vun de Medien opgegraff a kuerz duerno publizéiert. E puer Deeg méi spéit hunn d'Medie gemellt, dass et sech heibäi géif ëm eng Falschinformatioun handelen an och de Pascal Ricquier selwer huet dës Behaaptung antëscht als falsch dementéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

– Huet de Minister wëlles, sech beim Pascal Ricquier fir dës falsch an u sech diskreditéierend Ënnerstellungen ze entschëllegen? Wann nee, firwat net?

Réponse (22/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Wei den honorabelen Deputéierte selwer schreift, huet de Minister eng „angeeblech" Informatioun erwäänt, déi him „zu Ouere komm" war, ouni en Numm ze nennen, woumat hien zu kengem Moment eng aner Persoun absichtlech diskreditéiere wollt oder eng definitiv Affirmatioun gemaach huet.

De Virfall ass mediatiséiert ginn an duerno dementéiert ginn. Et besteet deemno kee Besoin fir eng Entschëllegung vum Minister.

Statistiques concernant le Registre national des personnes physiques | Question **7165** (14/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De CTIE publizéiert op Myguichet an op data.public.lu Statistiken iwwert den nationale Persouneregëster (RNPP), déi vu jidderengem kënnen ëffentlech consultéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun an Interieur dës Fro stellen:

– Wéi aktuell sinn d'Donnéeë vum RNPP, déi op data.public.lu publizéiert goufen?
Wéi dacks ginn dës aktualiséiert?

Réponse (09/12/2022) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

De CTIE publizéiert all Trimester d'Statistiken iwwer den nationale Persouneregëster (RNPP) um Open Data Portal vum Staat. Dës betreffen zum Moment vun der Publikatioun d'Donnéeë vum Enn vum Trimester virdrun.

Et sief ze bemierken, dass de CTIE wuel dem Bierger seng perséinlech Informatiounen aus dem RNPP a sengem geschützten, perséinleche Beräich op MyGuichet.lu zur Verfügung stellt, mee awer keng Statistiken op dësem Portal publizéiert.

Réserve naturelle « Trëntengerdall » | Question **7166** (14/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Artikel 41 vum Naturschutzgesetz beseet, dass d'Regierung iwwer groussherzoglecht Reglement dierf Naturschutzzonen deklaréieren, déi am ëffentlechen Interessi sinn. Aktuell ass och d'Trëntengerdall an der Prozedur, fir als Naturschutzzon ausgewisen ze ginn. Et handelt sech ëm 1.700 Hektar Land, dorënner Bëscher, mee och Akerland a Wéngerten, an eenzel Baueren a Wënzer an der Regioun sinn iwwert d'Zukunft vun hirem Familljebetrib besuergt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Nom Artikel 40 vum Gesetz hunn d'Bierger d'Recht, hir Géigenargumenter zu enger Ëmklasséierung eranzeginn.
Wéi vill Reklamatioune betreffend d'Ëmklasséierung vum Trëntengerdall goufen agereecht a wéi eng Argumenter goufe géint eng Ëmklasséierung bruecht?
Wéi enge Punkte wäert d'Regierung nokommen an Ännerunge virhuelen?

2. Fir wéi eng Aktivitéite ginn déi verschidden Akerflächen, déi an d'Naturschutzzon solle kommen, benotzt?

3. Dierf um Akerland an an de Wéngerten, déi duerno an der Schutzzon leien, weiderhin eng Biolandwirtschaft oder Permakultur bedriwwe ginn?
Falls jo, wäert d'Regierung de betraffene Baueren eng weider finanziell Hëllef ubidden, well si hire Betrib gezwongenerweis mussen ëmzestellen?

4. Wéi wäert d'Juegd am Naturschutzgebitt an Zukunft gereegelt sinn?
Wäerten nei Juegdlouser entstoen?

5. Bleift d'Klappjuegd an dësem Gebitt weiderhin erlaabt?

6. Wat soll genau am Trëntengerdall geschéien, wann d'Naturschutzzon ausgewisen ass a wéi een Impakt erhofft sech d'Regierung dobäi op d'Planzen- an Déierewelt?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6177 vum éierewäerten Deputéierten Här Jeff Engelen goufen déi prozedural Ofleef am Detail erkläert.

Fir dat besote Schutzgebitt ass d'Enquête publique nach net ugelaf. Bis elo ass den Dossier, esou wéi en no enger Decisioun vum Regierungsrot vun 2017 ausgeschafft ginn ass, just un zwee Owenter allen Interessëierte presentéiert ginn. Aktuell lafen nach Echangë mat de Leit, fir hir Froen a Bemierkunge beschtméiglech an de Projet anzebauen, iert en an

d'Enquête publique geet, an där d'Bierger da wärend 30 Deeg dozou kënne Stellung huelen. Deemno konnt och nach keng Reklamatioun agereecht ginn an et kann een elo och nach net soen, ob a wou de Projet wäert adaptéiert ginn.

ad 2. Am Trëntengerdall ginn zum Zäitpunkt vum Erstelle vum Dossier 129 Hektar als Aker genotzt a maachen deemno ronn 12 % vun der landwirtschaftlecher Fläch vum geplangte Gebitt aus. De Gros vun der landwirtschaftlecher Fläch gëtt als Gréngland genotzt.

An der Landwirtschaft ass d'Rotatioun vun der Notzung vun Akerflächen ee Grondprinzipp, sou datt déi genee Notzung vun den Akerfläche vu Joer zu Joer wiesselt.

ad 3. Natierlech kënnen d'Akerflächen an d'Wéngerten, déi an der geplangter Schutzzon leien, weiderhi fir landwirtschaftlech oder wäibaulech Zwecker genotzt ginn. Wat de Gebrauch vu Pestiziden oder Dünger ugeet, sinn am Avant-projet vum Reglement just Restriktioune fir de Bësch an d'Biotopen an de Verbuet vum Ëmbroch vun Dauergréngland oder d'Ofsprëtze mat Totalherbizide virgesinn.

Zu de finanziellen Ausgläichsméiglechkeete gëtt d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6177 vum éierewäerten Deputéierten Här Jeff Engelen Präzisiounen. D'Oplagen, déi den aktuellen Avant-projet vum Reglement virgesäit, wäerten a priori keng Ëmstellungen erfuerderen; dësen Aspekt gëtt natierlech nach mat den eenzele Betriber gekuckt.

ad 4. Den Avant-projet vum Reglement „Trëntengerdall" gesäit fir d'Juegd keng Restriktioune vir. Et wäert dofir duerch déi Ausweisung net zu Ännerunge bei de Juegdlouse kommen.

ad 5. Wéi uewendriwwer scho gesot, wäert d'Ausweisung vun dem Gebitt net zu Ännerungen am Beräich vun der Juegd féieren.

ad 6. D'Zil vun der Ausweisung vum Landschaftsschutzgebitt „Trëntengerdall" ass et, déi aussergewéinlech Landschaft vum besoten Dall laangfristeg ze sécheren. Virun allem soll d'Landschaft vum Dall mat de Wisen a Weeden, duerchsat vu Blummewisen a Bongerte wéi och Fiichtwisen, mee och Bëscher um Plateau, erhale bleiwen. Domat ginn och déi do virkommend seele Planzen- an Déierenaarte geschützt an hir Liewensraim erhalen.

Lutte contre la pédopornographie | Question **7167** (14/11/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Aus engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum 7. November 2022 zu der Initiativ BEE SECURE geet ervir, dass kannerpornographescht Material oftmools geläscht gëtt, éier d'Experten Zäit hunn, d'Meldungen auszewäerten. Am Zäitraum vu September 2020 bis August 2021 ass bei 3.287 Meldungen, déi am Verdacht stinn, ee Lien zu Kannerpornographie ze hunn, den Inhalt an 1.575 Fäll geläscht ginn, éier e konnt vun Experten ausgewäert ginn.

An Ubetruecht vun der enormer Wichtegkeet, sech dem digitalen Zäitalter unzepassen, a vun der Gravitéit vum Erhalen, vum Erstellen oder vum Weiderverschécke vu kannerpornographeschem Material, wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Digitaliséierung stellen:

– Wéi eng Moossname kéint d'Regierung huelen, fir dat Material, am Aklang mam Dateschutz, méi laang ze konservéieren a soumat der Police d'Méiglechkeet ze ginn, et auszewäerten, éier een et läsche kann?

• Wéi eng Roll kéinten am Kontext vun esou Enquêtë Backups vun Internetprovider spillen?
• Kéint d'Regierung sech virstellen, de respektive legale Kader deementspriechend unzepassen?

Réponse (15/12/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Um europäeschen Niveau gëtt aktuell eng Propos ausgeschafft fir e Reglement, wat Reegele soll opstellen, fir Kannerpornographie a Grooming ze bekämpfen. An dëser Propos sinn ënnert anerem eng Rei Obligatioune fir d'Internetprovider virgesinn, net nëmme fir dëse Contenu ze detektéieren, mee och fir den Accès dozou ze blockéieren an de Contenu ze läschen. An dëser ass et momentan och virgesinn, dass d'Provider a verschiddene Situatiounen, ënnert anerem am Kader vun enger Enquête, de Contenu solle conservéieren. D'Negociatiounen zu dëser Propos sinn awer nach amgaangen, esou dass dësen Dispositif nach net als definitiv kann ugesi ginn.

Impact du règlement sur la répartition de l'effort (RRE) | Question **7168** (14/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem Interview, deen de 5. November am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, sot d'Madamm Ëmweltminister ënner anerem dat hei: „Neben dem Verbot für Verbrennungsmotoren ab 2035 werden derzeit eine Reihe von EU-Gesetzgebungen verschärft, darunter die sogenannte Effort Sharing Regulation. Diese Regelung bestimmt die Zielsetzungen der einzelnen Mitgliedstaaten. Für Luxemburg bedeutet das eine Anhebung der Reduzierungsanstrengungen von 40 auf 50 Prozent im Jahr 2030 im Vergleich zu 2005." Weider verweist d'Madamm Ëmweltminister awer dorop, datt Lëtzebuerg sech duerch säi Klimagesetz vun 2020 schonn dozou verflicht hätt, dës Emissioune souguer ëm 55 Prozent ze reduzéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Fro stellen:

– Kommen, am Vergläich zu eisen ablécklechen Engagementer, duerch déi zukünfteg „Effort Sharing Regulation" eventuell nach weider Klima-Obligatiounen op Lëtzebuerg duer? Wa jo, wéi eng kéinten dat sinn a wat géif dat fir d'Bierger a fir de Staatsbudget bedeiten?

Réponse (05/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Nee, am Verglach zu eisen ablécklechen Engagementer kënnt duerch déi zukünfteg „Effort Sharing Regulation" keng weider Obligatioun op Lëtzebuerg duer, wat d'Reduzéierung vun den Zäregasemissioune bis 2030 ugeet. Lëtzebuerg huet sech schonn Enn 2020 mat dem Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 engagéiert, seng Emissiounen ëm 55 % par rapport zum Referenzjoer 2005 ze reduzéieren.

Centre de données de Google à Bissen | Question **7169** (14/11/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

An engem Interview am „Tageblatt" vum 14. November 2022 äntwert d'Madamm Ëmweltminister op eng Fro zum Projet vum Google Data Center zu Biissen an zum domat verbonnene Waasserverbrauch: „Ich habe da kein Dossier, ich kann mich dazu nicht gut auslassen, weil ich nicht weiß, ob da wer mal kommt und wenn ein Projekt kommt, welches Projekt da kommt. Das ist alles schwer vorauszusehen. Klar ist, dass das kein Standardprojekt sein kann." Laut eisen Informatioune gesäit de „Memorandum of Understanding" tëschent dem US-amerikanesche Konzern an der Lëtzebuerger Regierung vir, dass Google bis spéitstens Ufank 2024 eng Baugeneemegung muss ugefrot hunn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung riichten:

1. Kann d'Madamm Ëmweltminister confirméieren, dass – wéi si am Interview am „Tageblatt" seet – bis elo kee Projet vu Google an hirem Ministère deposéiert ginn ass?

2. Wann d'Baugeneemegung bis Ufank 2024 muss ugefrot sinn, ass et virun deem Hannergrond realistesch, dass sämtlech Prozeduren am Ëmweltministère kéinten an engem Joer ofgeschloss sinn?

3. Ware respektiv sinn d'Servicer vum Ëmweltministère aktuell nach am Kontakt mat de Responsabele vu Google fir d'Implantatioun vun engem Datacenter zu Biissen?

Réponse (08/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. An der Hypothees, dass mat „Projet" eng Geneemegungsufro gemengt ass, kann ech confirméieren, dass keng esou am Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) oder senge Verwaltungen deposéiert ginn ass.

An den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 6692 an N° 6713 goufen d'Prozedure jo scho beschriwwen. Aktuell ass et um Bauhär, fir säi Rapport d'évaluation nom EIE-Gesetz (loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement) eranzereechen.

ad 2. De MECDD huet weeder en Afloss drop, wéi séier de Rapport d'évaluation EIE agereecht gëtt, nach wéini déi néideg Geneemegungsufroen agereecht ginn. Dofir kann ech och keng Ausso doriwwer maachen, ob déi Schrëtt – déi iwweregens all onofhängeg vun der Baugeneemegung sinn – bis Ufank 2024 all ofgeschloss kéinte sinn.

ad 3. Am Kader vun der Preparatioun vun der EIE-Prozedur an den Dokumenter, déi fir den Avis iwwert den Inhalt vum EIE-Rapport noutwenneg sinn, gouf et Echangë mat menge Servicer. Aktuell si meng Servicer net a Kontakt mat de Responsabele vu Google.

Situation des animaux domestiques des réfugiés | Question **7170** (14/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro vum N° 5902 wollt ech vum Minister wëssen, ob et wouer dass, dass Flüchtlinge bei hirer Ukonft zu Lëtzebuerg et verbuede kréien, fir hir Hausdéiere mat an d'Flüchtlingsfoyeren ze huelen. De Minister hat deemools Follgendes dorobber geäntwert:

„An dëser Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK) ass eng designéiert Plaz ageriicht mat Déiereboxen, wou de geflüchte Leit hir Déiere kënnen ënnerbruecht ginn. D'Inspection vétérinaire kënnt eemol an der Woch an d'SHUK, fir all d'Déieren ze chippen, ze impfen an ze entwuermen.

Aktuell sinn all d'Leit, déi Déiere matbruecht hunn, an der SHUK logéiert, mat e puer Eenzelfäll nach op engem anere Site, sou dass si sech net hu misse vun hiren Déieren trennen."

An engem Post op de soziale Medie vun enger Déiereschutzorganisatioun ass awer lo Follgendes ze liesen:

„Säit en Donneschden acceptéiert d'ONA keng Déiere méi an där Struktur um Kierchbierg, wou d'Flüchtlingen als éischt ënnerkommen. Ganz schwéier ze verstoen an och net ze acceptéieren. Am Mäerz, wéi déi éischt Flüchtlinge mat Déiere bei eis an d'Land koumen, war dat effektiv eng ganz nei Situatioun, wou organisatoresch ganz sécher eng Erausfuerderung war. Dat ass awer lo iwwert 8 Méint hir, sou dass een eigentlech misst kënnen erwaarden, dass dat mëttlerweil keen Theema méi däerft sinn. [sic]"

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass keng Déiere méi an der SHUK acceptéiert ginn? Falls jo, zënter wéini gëllt dëst Verbuet a wat ass de Grond dovunner?

2. Wat huet zënter der Äntwert vum Minister am Mäerz geännert, wat dëst Verbuet rechtfäerdegt?

3. Wat geschitt mat den Déieren, déi vun hire Proprietäre getrennt ginn?
Kann de Minister versécheren, dass d'Déieren net wäerten ageschléifert ginn?

Réponse (14/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. Et ka bestätegt ginn, dass säit dem 10. November 2022 keng Déiere méi am neien Zentrum fir d'éischt Opnam Tony Rollman ënnerbruecht kënne ginn.

ad 2. Opgrond vun den Enkpäss an allen Ënnerkonftsstrukture vum Nationale Büro fir Opnam (ONA) fir Demandeure vum internationale Schutz (DPI) assuréiert den Zentrum fir d'éischt Opnam, Tony Rollman, nieft dem Primo-Accueil vu Persounen, déi aus der Ukrain geflücht sinn, och de Primo-Accueil vun den DPI. En vue vun dësem Changement an der gréisserer Unzuel vu Persounen, déi doduerch um Site hebergéiert sinn, muss d'Sécherheet vun de Leit an d'Hygiène um Site kënne garantéiert ginn.

ad 3. D'Déiere ginn net vun hirem Proprietär getrennt, mee Beneficiairë vun der Protection temporaire (BPT) gi mat hiren Déieren an eng aner Ënnerkonftsstruktur relogéiert. An dëser Struktur gëtt d'Prise en charge vun den Déieren adequat assuréiert. Donieft kann natierlech verséchert ginn, dass an dësem Kader keng Déiere wäerten ageschléifert ginn.

Faillite de la plate-forme d'échange de cryptoactifs FTX | Question **7171** (14/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Iwwert de Weekend gouf bekannt, dass d'Kryptobörse FTX Insolvenz ugemellt huet. D'Verméige vun FTX ass agefruer an Ermëttler ginn elo de Grënn vun der Insolvenz an dem méigleche Verschwanne vun Honnerte Milliounе vu Kryptowärungen no.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Huet FTX Verbindungen zu Lëtzebuerg?
– Wa jo, wéi eng?
– Wa jo, wäert Lëtzebuerg hei mat den Autoritéiten op de Bahamas zesummeschaffen?

2. Huet d'Ministesch Kenntnis, dass d'Verméige vu Lëtzebuerger Residente vun dëser Insolvenz betraff sinn?

3. Si scho Plainten agaangen am Zesummenhang mat FTX?

4. Wou sollen sech betraffe Residente melle wa si mengen, dass hir Wallets onrechtméisseg geläscht goufen oder verschwonne sinn?

Réponse (08/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Kader vun der Insolvenz vun der Kryptobörse FTX.

ad 1. Nee. Dem Ministère si keng Verbindunge bekannt. FTX ass an der EU an Zypern autoriséiert a reguléiert.

ad 2. Nee, de Ministère huet keng Kenntnis dovun.

ad 3. Ob Plainten agaange sinn, kann de Finanzministère net wëssen.

ad 4. Bei der Police oder dem zypriotesche Regulateur.

Bâtiment de la Cour supérieure de justice | Question **7173** (14/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den Ëmgank mat Gebaier, déi fir Institutioune stinn, déi eng wichteg Roll am Staat spillen, verréit vill iwwer eng Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg hu mir eng ganz Rei vu Gebaier, déi wichteg fir eist Land sinn an déi zum Deel ënner Denkmalschutz stinn. Verschiddener si leider an engem Zoustand, deen als „onwierdeg" bezeechent muss ginn. Eent dervun ass dat nach neit Gebai vun der Cour constitutionnelle, deem seng Fassad am Ablack beschiedegt ass.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Madamm Justizminister net drun intresséiert, datt eent vun de wichtegste Gebaier vun der drëtter Muecht am Staat propper an a guddem Zoustand ass?

2. Huet den Här Minister vun de Bâtiments publics Kenntnesser doriwwer, aus wéi enge Grënn et dozou koum, datt d'Fassad vun der Cour constitutionnelle esou vernoléissegt gëtt?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Zoustand vun dëser Fassad ass an der Verwaltung fir ëffentlech Baute bekannt.

Ier d'Fassad vun der Cour constitutionnelle renovéiert ka ginn, hunn d'Ursaache vun den Degradatioune missen analyséiert ginn. Heifir ass eng Expertis iwwert den allgemengen Zoustand vun all de Fassade vun de Gebaier vun der Cité judiciaire beoptraagt ginn.

D'Resultat vun der Expertis vu Juni 2022 huet erginn, datt notamment eng Rei mannerwäerteg Aarbechten zur progressiver Degradatioun vun de Fassade gefouert hunn. Dës Schied sinn deelweis op mangelhaft Ausféierunge vun de Fassade selwer wéi och op déi vun de Raccorden tëscht Fassad an Daach zréckzeféieren.

Et ass geplangt, eng komplett Sanéierung vun all de Fassade vun de Gebaier vun der Cité judiciaire ze maachen. An enger éischter Phas ass eng Restauratioun vum Entréesberäich vun der Fassad vun der Cour constitutionnelle am Fréijoer 2023 geplangt. D'Gebai wäert wärend den Aarbechten a Betrib bleiwen.

Installations photovoltaïques dans le secteur agricole | Question **7174** (14/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

En octobre, le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire a lancé un appel d'offres pilote qui porte sur la réalisation et l'exploitation de nouvelles centrales de production d'électricité à partir d'énergie photovoltaïque dans le secteur agricole, centrales dites agrivoltaïques (« agri-PV »). Le ministère a expliqué que les surfaces devraient continuer à être exploitées de manière agricole, et ceci en étroite collaboration avec les agriculteurs (« un agriculteur actif doit obligatoirement être associé au projet »).

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner sur la signification exacte de la condition de l'association au projet d'un agriculteur actif ?

2) Est-ce que cela signifie qu'un agriculteur actif devra être en charge de l'utilisation des surfaces agricoles en dessous de l'installation photovoltaïque ou est-ce que cela signifie que seulement un agriculteur actif pourra être l'adjudicataire respectivement le soumissionnaire ?

Le ministère précise selon le cahier des charges que les installations agri-PV devront être situées sur les surfaces agricoles suivantes :

– prairies pauvres en espèce ;
– terres arables ;
– terres destinées aux cultures spéciales.

En plus, il est précisé que le soumissionnaire devra démontrer une amélioration de la qualité écologique de la surface agricole par la mise en place de l'installation agri-PV, ce qui signifie en principe une extensification des surfaces agricoles. De l'autre côté, Monsieur le Ministère de l'Énergie exclut d'office toutes les parcelles se situant partiellement ou intégralement dans des zones protégées. Dans ce contexte j'aimerais savoir :

3) Combien de hectares de surfaces agricoles sont d'office exclus ?

4) Est-ce que l'installation de panneaux photovoltaïques sur ces surfaces est interdite à cause d'un risque de dégradation de la biodiversité ?
– Dans la négative, comment Messieurs les Ministres expliquent-ils cette décision ?

Ne pensent-ils pas qu'il serait plus bénéfique d'exploiter des surfaces moins favorables à la production alimentaire comme surface pour les projets « agri-PV » ?

Dans un article paru dans la presse en date du 26 octobre, Monsieur le Ministre de l'Énergie affirme que les éléments clés de la stratégie du Gouvernement resteraient les toitures et d'autres surfaces déjà scellées.

5) Est-ce qu'un monitoring concernant des panneaux photovoltaïques sur des aires de stationnement a déjà été lancé ?
– Dans l'affirmative, combien de hectares sur des aires de stationnement sont disponibles ?
– Combien en sont déjà couverts par des panneaux photovoltaïques ?
– Dans la négative, pourquoi est-ce que le Gouvernement ne songe pas à investir plus dans cette direction ?

Réponse (15/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) et 2) Selon le cahier des charges de l'appel d'offres, l'exploitation agricole du site de l'installation « agri-PV » doit être garantie et assurée par un

agriculteur actif, tel que défini dans la future loi agraire, tout au long de la période de rémunération de l'installation. Toutefois, toute personne morale ou physique peut remettre un dossier de candidature qui inclut un concept agricole avec un agriculteur.

ad 3) Selon les calculs des services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, les zones d'exclusion concernent 48.500 hectares de surfaces agricoles éligibles pour l'installation de panneaux photovoltaïques.

ad 4) Suivant le cahier des charges, l'installation de panneaux photovoltaïques est limitée aux surfaces suivantes :

– prairies pauvres en espèces ;
– terres arables ;
– terres destinées aux cultures spéciales (espaces fruitiers et maraîchers, vignobles, etc., ...).

Sur les surfaces qui ne sont pas éligibles pour le projet en raison de leur valeur écologique déjà existante, nous estimons en effet que des répercussions négatives sur la biodiversité ne seraient pas à exclure par la modification de l'ensoleillement et du système hydrique, ainsi que par les travaux de mise en place, d'installation et d'entretien des panneaux photovoltaïques.

Dans l'esprit du développement durable et de l'approche holistique, les surfaces sur lesquelles seront érigées les installations futures, des mesures d'extensification devront être prises afin d'y favoriser la diversité biologique (point 3.8 du cahier des charges).

L'objectif de l'appel d'offres pilote est d'obtenir des informations et un retour d'expérience sur les différents concepts qui sont adjugés. Si l'appel d'offres pilote se révélait concluant et en tenant compte des résultats qui s'en dégagent, dans l'avenir, il n'est pas exclu que certaines surfaces non éligibles à l'heure actuelle pourraient devenir éligibles à l'avenir.

– Par définition, l'agrivoltaïsme est l'utilisation combinée d'une même surface de terre pour la production agricole en tant qu'utilisation primaire et pour la production d'électricité au moyen d'un système photovoltaïque en tant qu'utilisation secondaire.

De nombreux exemples à l'étranger montrent qu'il est tout à fait possible de relier production agricole avec production d'électricité par l'intermédiaire de panneaux solaires. En fait, de nombreuses cultures profitent de l'ombre propagée par les modules. Le choix des modules dépend des cultures.

Au point 2.2 et 3.10 du cahier des charges, il est précisé que l'installation des panneaux photovoltaïques doit être liée au maintien de la production agricole. Si elle existait sur les surfaces avant installation, la fonction de production alimentaire directe ou secondaire (prairie) doit donc rester garantie.

ad 5) Depuis 2018, le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire a lancé quatre appels d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des enveloppes extérieures de bâtiments et des zones artificialisées. Dans les appels d'offres, une puissance électrique installée totale de 5,6 MWc a été allouée pour des projets sur des aires de stationnement. Récemment, deux centrales avec une puissance électrique totale de 2,3 MWc ont été inaugurées à Lentzweiler et à Mamer. Le 5e appel d'offres a été lancé le 3 décembre, prévoyant un maximum de 10 MW de puissance à allouer pour ombrières dans deux lots différents (200-500 kW et 500 kW-5 MW). Afin d'augmenter l'incitatif d'implanter des panneaux photovoltaïques au-dessus des parkings, le nouvel appel d'offres annuel prévoit une rémunération maximale plus élevée que celle de l'année dernière.

Dans le cadre de l'accord « tripartite », le Ministère de l'Économie, en collaboration avec le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, a également lancé le 1er novembre 2022 un appel d'offres visant l'installation de centrales photovoltaïques sur des enveloppes extérieures de bâtiments ou en tant qu'ombrières destinées prioritairement à l'autoconsommation de l'électricité produite.

Selon les services du Département de l'aménagement du territoire, la surface des aires de stationnement existantes serait de quelque 351 ha. Il faut savoir qu'équiper un parking existant, et en service, de panneaux photovoltaïques n'est pas aisé d'un point de vue chantier et logistique à prévoir. Les services du Département de l'énergie analysent en continu comment de tels projets pourraient être facilités davantage.

Retours de résidents partis à l'étranger pour des études supérieures | Question **7176** (14/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Vill Lëtzebuerger Studenten, déi am Ausland studéieren, kommen no hirem Studium net zréck op Lëtzebuerg. Dëst huet ënnerschiddlech Grënn, an een dovunner ass, datt déi schwiereg Situatioun um Lëtzebuerger Wunnengsmaart si ofschreckt. Effektiv verfüge vill Studenten no hirem Studium net iwwer déi néideg finanziell Moyenen, fir sech eng Wunneng hei am Land ze leeschten. An deem Sënn entwéckelt sech d'Logementskris zu Lëtzebuerg progressiv och zu enger Nowuesskris a ville wichtege Beruffssecteuren. An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Hären Héichschoulminister, Aarbechtsminister, Logementsminister an Immigratiounsminister:

– Ass d'Regierung sech dësem Problem bewosst? Fir wéi wichteg hält d'Regierung et, dësem Problem aktiv entgéintzewierken, fir eng ëmmer méi grouss Ofhängegkeet vun den Nopeschlänner ze verhënneren, grad och am Hibléck op eng Mindestversuergung duerch essentiel Servicer a verschiddene soziale Beräicher, wéi z. B. am Gesondheetssecteur?

– Gëtt dëse Problem bei den demografesche Projektioune mat verschafft, wann et dorëms geet, déi néideg Déngschtleeschtungen an d'Versuergung vun der Bevëlkerung sécherzestellen? Wéi staark sinn d'Auswierkunge vun dësem Phenomeen an den ënnerschiddlechen Aarbechtssecteuren?

– A wéi enger Hisiicht an a wéi wäit hunn dëse Problem an seng Konsequenzen Afloss op d'Migratiounspolitick vun der Regierung? Kann d'Regierung dës Konsequenze konkreet a mat Beispiller erklären?

– Wéi eng Beméiungen ënnerhëlt d'Regierung allgemeng, fir Lëtzebuerger Studenten, déi am Ausland studéieren, dozou ze beweegen, no hirem Studium op Lëtzebuerg zréckzekommen, fir e „Brain Drain" op Käschte vum eegene Land ze verhënneren?

Réponse (15/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Lëtzebuerger Studenten, déi am Ausland studéieren an no hirem Studium net zréck op Lëtzebuerg kommen, déi déi honorabel Deputéiert an hirer parlamentarescher Fro thematiséieren, ware schonn de Sujet vun der parlamentarescher Fro N. 7139 vum 9. November 2022 vun der Deputéierter Francine Closener, déi de 7. Dezember 2022 beäntwert gouf. Dofir erlabe mir eis, an dësem Kontext op déi Äntwert ze verweisen.

Des Weidere sief ugemierkt, dass déi genannten Thematik keen Impakt op d'Lëtzebuerger Migratiounspolitick huet.

Rappel mondial d'appareils respiratoires | Question **7178** (15/11/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Une entreprise du secteur des technologies de la santé a lancé un rappel mondial de ses appareils respiratoires. Ce qui est inquiétant, c'est que ce rappel a déjà été lancé en juin 2021. Mais ici, au Luxembourg, ce n'est que fin octobre 2022 que l'on en a eu connaissance. Et ce, après qu'un patient concerné ait attiré l'attention sur ce rappel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel département est responsable de la communication des rappels de dispositifs médicaux ? Comment les procédures de communication devraient-elles se dérouler ?

2) Pourquoi n'a-t-on pas réagi à temps à ce rappel d'appareils respiratoires ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle que les procédures de communication devraient être adaptées afin d'éviter un tel cas à l'avenir ? Dans la négative, pourquoi ?

4) Combien de fois y a-t-il eu des rappels de dispositifs médicaux au cours des dix dernières années ? Combien de temps a-t-il fallu pour que toutes les personnes concernées aient été informées ?

5) Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile de finaliser le projet de loi sur l'Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé (ALMPS) dès que possible ? Où en sont actuellement les travaux relatifs au projet de loi ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) L'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 11 août 1996 relatif aux dispositifs médicaux indique que la Direction de la santé est en charge de recevoir, recenser et évaluer toute donnée communiquée en lien avec des incidents. L'article 4(5) de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé stipule que « la Division de la pharmacie et des médicaments (DPM), au sein de la Direction de la santé, a compétence pour toutes les questions relatives aux dispositifs médicaux ».

L'article 89(8) du règlement européen 2017/745 précise que c'est le fabricant qui doit procéder au rappel/retrait du dispositif non conforme, tout en communiquant en parallèle les informations pertinentes à l'autorité compétente.

ad 2) La procédure de rappel initiée par le fabricant a été suivie au fur et à mesure de l'information par le fabricant des distributeurs luxembourgeois et du remplacement des appareils. Il convient de préciser que le dispositif médical en cause a été vendu sous différents noms de marque et par différents distributeurs au Luxembourg. Il est important de noter qu'à ce jour, aucun incident concernant ces appareils n'a été rapporté au Luxembourg. Il faut aussi insister sur le fait qu'il a été recommandé par le fabricant de ne pas arrêter le traitement avant d'avoir consulté son médecin, quel que soit le type d'appareil utilisé.

Il faut cependant remarquer qu'il y a eu de nombreux retards dans la mise en œuvre de cette action corrective car Philips Respironics n'a pas été en mesure de réparer ou de remplacer tous les appareils concernés en raison de l'ampleur énorme du rappel, concernant plusieurs pays et des millions de patients. À cet égard,

de nombreux pays européens ont fait part de leurs inquiétudes et tenté de faire pression sur le constructeur dans une action coordonnée par l'autorité française compétente (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé – ANSM), cependant sans résultat notable.

ad 3) Consciente des améliorations nécessaires en matériovigilance, l'Union européenne a légiféré et dans le cadre général de la traçabilité des dispositifs médicaux, des améliorations sont prévues par le règlement européen 2017/745 grâce à la mise en place d'un identifiant unique (IUD-ID) sur l'étiquetage pour les dispositifs médicaux de classe III (c.-à-d. les dispositifs à risque élevé) tombant sous les dispositions dudit règlement.

En application de ce règlement, la mise en place d'un enregistrement des distributeurs mettant des dispositifs médicaux à disposition sur le territoire luxembourgeois, ainsi que des dispositifs médicaux mis à disposition sur le territoire luxembourgeois, est en préparation.

Afin d'améliorer encore l'efficacité des missions incombant à l'autorité compétente pour l'enregistrement, ainsi qu'à l'autorité de surveillance du marché en charge des dispositifs médicaux et des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, une demande d'analyse des besoins d'une base de données liée aux tâches nationales et connectée à Eudamed est en cours.

La page Internet de cette base de données pourrait être conçue comme une porte d'entrée unique pour les professionnels de la santé et les fabricants pour la notification d'incidents, et aussi permettre la publication des notices de sécurité relatives aux dispositifs médicaux défectueux.

Les procédures de communication pourraient donc être améliorées, mais chaque chaîne d'approvisionnement nécessite des adaptations spécifiques suivant le type de dispositif ainsi que son niveau de risque.

ad 4) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de notifications par année, plusieurs notifications concernant parfois un seul produit étant donné qu'un suivi d'information de l'action en cours doit être assuré par le fabricant. Ces chiffres ne représentent à minima les échanges effectués entre la DPM et les producteurs, seules les notifications formelles des firmes y sont reflétées. En effet, les échanges de suivi effectués par la DPM varient en fonction des produits et des problèmes rencontrés. La compilation de ces statistiques n'ayant débuté qu'en août 2016, le tableau ne présente que les données annuelles à partir de l'année 2017 (les chiffres de 2022 couvrent la période allant jusqu'au mois d'octobre).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) Les travaux relatifs à l'avant-projet d'amendements gouvernementaux au projet de loi 7523 visant la création d'une agence nationale des médicaments et des produits de santé sont actuellement en cours et devraient être soumis au Conseil de Gouvernement avant la fin de l'année.

Réserve naturelle « Trëntengerdall » | Question **7179** (15/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Léon Gloden** | **Mme Octavie Modert** | **M. Max Hengel** (CSV)

D'Naturschutzgesetz gesäit am Artikel 41 vir, datt am nationalen Interessi Naturschutzzone kënnen iwwert e groussherzoglecht Reglement ausgewise ginn, nodeems de Staatsrot säin Avis ofginn huet. An deem Fall ginn dës Zonen als „utilité publique" erkläert. Am Zesummenhang mat der geplangter Naturschutzzon am Trëntengerdall mat enger immenser Fläch vun 1.700 ha koum et an de leschten Deeg zu deels hefteger Kritik, well gefaart gëtt, datt eng Bewirtschaftung vum Agrarland, de Wéngerten an dem Bësch net méi méiglech wier, an esou z. B. d'Wéngerte verschwanne géifen. An deem Kontext wollte mir folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Ass d'Regierung opgrond vun de ville Suergen a Reklamatioune vun de Bierger an de betraffene Gemenge bereet, Upassunge bei der geplangter Naturschutzzon virzehuelen, ier d'Reglement an d'Prozedur geet, fir de betraffene Leit, virun allem awer de Baueren, Wënzer a Gäertner, nach Zukunftsperspektiven ze ginn?

2. Sinn déi 1.700 ha Deel vun der Fläch, déi am nationalen Naturschutzplang virgesinn ass, fir d'Zil vun 30 Prozent vun der Landesfläch als Schutzzon auszeweisen?

3. Riskéieren déi betraffe Leit ënner Ëmstänn enteegent ze ginn, wann d'Zil vun den 30 Prozent net erreecht gëtt?

4. Wéi enge Reegele gëtt d'Bewirtschaftung vun de betraffene klasséierte Flächen an Zukunft ënnerluecht?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6177 vum éierewäerten Deputéierten Här Jeff Engelen goufen déi prozedural Ofleef am Detail erkläert. Weider Informatiounen zum Sujet fannen sech an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6166 vum éierewäerten Deputéierten Här Marc Goergen an an der Äntwert op d'Fro N° 7177 vum éierewäerten Deputéierte Jeff Engelen.

De Projet vum Reglement ass nach net an der Enquête publique. Natierlech ginn all d'Suergen a Reklamatioune vun de Bierger eescht geholl, egal ob se am Virfeld vun dëser Enquête publique formuléiert ginn oder wärend dëser.

Déi Informatiounsversammlungen am Virfeld vun der Enquête publique – déi iwweregens net vum Gesetz virgesi sinn – gi jo ë. a. gemaach, fir d'Leit direkt ze erreechen a fir opgrond vun hirem Feedback de Projet gegeebenefalls scho virun der Enquête publique kënnen unzepassen. Wéi et och schonn an deene Versammlunge gesot gouf: Et geet hei zurzäit just ëm ee Projet, deen nach kann adaptéiert ginn.

ad 2. Jo.

ad 3. Nee.

ad 4. Den Avant-projet gesäit aktuell fir d'Bewirtschaftung vun de Fläche Follgendes vir:

– D'Fiichtbiotope géife geschützt ginn, andeems d'Installatioun vun neien Drainagen ënnersot wier. Den Entretien vun de bestoenden Drainagë géif awer méiglech bleiwen.
– D'Dauergréngland géif geschützt, andeems d'Ëmbriechen oder d'Ofsprëtze mat Totalherbiziden ënnersot wier.
– De Gebrauch vu Pestiziden, Dünger oder Kallek géif ënnersot ginn am Bësch, op Biotopen a laanscht d'Baachen. Ausgeholl vum der Restriktioun fir d'Düngung wieren awer d'Bongerten, wann dës keng aner Gréngland-Biotopen oder -Habitaten enthalen. Dës Restriktioune géifen awer net fir aner landwirtschaftlech oder wäibaulech Flächen gëllen.
– D'Lafbëscher géife geschützt, andeems dës net dierften a gebittsfriem Nolebëscher ëmgewandelt ginn. All d'Bëscher géife geschützt ginn, andeems d'Gréisste vun de Kahlschlagfläche gedeckelt ginn.

Gestion locative sociale | Question **7181** (15/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Wunnengsbauminister huet 2022 d'Zuelen zur Gestion locative sociale (GLS) presentéiert. 2018 ware 714 Wunnengen iwwert de GLS verlount, 2021 waren et der 1.073. Et hu 37 Partner bei der GLS matgemaach, dorënner ASBLen, Fondatiounen, Sozialämter, Gemengesyndikater a Gemengen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Huet de Minister Zuelen doriwwer, wéi sech d'Demande vun der GLS an de leschte 5 Joer entwéckelt huet?
Wéi hu sech zum Beispill d'Waardelëschten tëschent 2017 an 2021 entwéckelt?

Réponse (05/12/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Et besteet keng national Waardelëscht vun Demandeuren, déi op eng GLS Wunneng waarden. De Logementsministère huet dofir och keng Zuelen, wéi vill Stéit bei den eenzelen – vum Ministère unerkannte – GLS-Organismen ageschriwwe sinn.

Installation artistique au Festival de films francophones à Montréal | Question **7182** (15/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Vum 2. bis den 13. November ass Lëtzebuerg als Gaascht um Festival des films francophones zu Montreal (Kanada) agelueden. Hei huet Lëtzebuerg eng Installatioun mat grousse Buschtawen (LUXEMBOURG), sou wéi se och virun der Philharmonie an der Stad steet, opriichte gelooss. Wie mengt, dës Buschtawe wieren nëmmen dohannen opgeriicht ginn, deen iert. D'Cargolux huet nämlech ee Video veröffentlecht, an deem ze gesinn ass, wéi si d'Buschtawen a Këschten apéckt a wéi dës Installatioun da vu Lëtzebuerg op de Fluchhafen J.F. Kennedy zu New York (USA) geflu gëtt. Duerno ass d'Installatioun dann nach vun New York op Montreal geflu ginn.

Wärend an Ägypte Vertrieder aus der ganzer Welt op der Weltklimakonferenz COP27 iwwert d'Klimakris diskutéieren, léisst Lëtzebuerg Marketing-Gadgete ronderëm d'Welt fléien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi schwéier ass d'Installatioun mat de Buschtawen an aus wat fir engem Material bestinn se?

2. Wéi vill huet d'Produktioun vun der Buschtawen-Installatioun kascht a wou gouf se hiergestallt?

3. Wéi vill huet den Transport vu Lëtzebuerg op Montreal kascht, opgelëscht no Transportmëttel, an deem d'Buschtawen transportéiert gi sinn?

4. Wien huet dës Marketing-Aktioun ausgeschafft a vu wiem gouf se accordéiert?

5. Ass d'Regierung der Meenung, dass et ekologesch nohalteg ass, fir Buschtawe ronderëm den hallwe Globus transportéieren ze loossen?

6. Heescht d'Regierung dës Aktioun, esou wéi se duerchgefouert gouf, gutt oder géif si et d'nächste Kéier aneschters maache loossen? Wat géif se déi nächste Kéier aneschters maachen?

Réponse (15/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Gesamtgewiicht vum Lettrage a vum Sockel bedréit 2.457,40 kg. D'Längt vum Lettrage ass 14,13 Meter an d'Héicht vun de Buschtawe variéiert tëscht 1,2 a 2 Meter („X"). De Lettrage ass a sechs Elementer ofbaubar a besteet aus Aluminium a Plexi LED. Dës Materialie sinn dofir gëeegent, op laang Dauer am Fräien opgestallt ze ginn.

ad 2. D'Buschtawe goufen Enn 2020 produzéiert mam Zil, op strateegesche Plazen zu Lëtzebuerg an am Ausland d'Visibilitéit vu Lëtzebuerg national an international ze stäerken. De Lettrage gouf vun engem Lëtzebuerger Betrib hiergestallt fir e Präis vun 33.350,00 € HTVA. E Sockel, deen et erlaabt, de Lettrage punktuell op verschiddene Plazen opzeriichten, gouf am Joer 2022 vun der selwechter Firma fir 17.565,60 € HTVA produzéiert.

ad 3. De Lofttransport gouf integral vun der Cargolux gesponsert, op Basis vun engem Standby Sponsoring, dat heescht via engem reguläre Vol, wou nach Plaz war. D'Cargolux huet d'CO_2-Emissioune vun dësem Transport mat SAF (Sustainable Aviation Fuel) kompenséiert, dat heescht d'Emissioune sinn zu 100 % kompenséiert ginn.

ad 4. Well Lëtzebuerg Éieregaascht um Festival des films francophones CINEMANIA zu Montreal war an d'Missioun vun der Promotion de l'image de marque ass, fir ë. a. d'Diversitéit an d'Kreativitéit vu Lëtzebuerg international bekannt ze maachen, huet dëse Service dës Aktioun ausgeschafft. Se gouf accordéiert vum Ausseministère opgrond vum Potential vun dësem internationalen Event, deen et mat sengen 30.000 geschate Visiteuren dem Land erméiglecht huet, vun enger grousser Mediatisatioun ze profitéieren.

ad 5. Fir d'Campagne a Kanada ass bestoend Promotiounsmaterial benotzt ginn. D'Emissioune sinn zu 100 % vun der Cargolux kompenséiert ginn. Ausserdeem ass ze bemierken, datt d'Produktioun vun alternativem Promotiounsmaterial, wat déi selwecht Visibilitéit an Attraktivitéit erméiglecht hätt, souwuel nei finanziell Ressourcen engagéiert hätt wéi och zousätzlech CO_2-Emissiounen.

ad 6. De Lettrage erlaabt eng grouss Visibilitéit an e positiven Impakt op de Public, souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland. Mir wäerte weiderhin déi bescht Optioune sichen, besonnesch a puncto Nohaltegkeet, fir d'Missioun vu der Promotioun vum Lëtzebuerger Markenimage auszeféieren. All Missioun wäert an där Hisiicht evaluéiert ginn, fir d'Promotiounsaktiounen deementspriechend ze entwéckelen an unzepassen.

Restitutions réclamées par le FNS dans le cadre du REVIS | Question **7184** (15/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Les rapports d'activités récents du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région respectivement du Fonds national de solidarité (FNS) communiquent une augmentation sensible des sommes réclamées par le FNS aux bénéficiaires respectivement aux légataires et donateurs des bénéficiaires sur la base des dispositions légales en matière des restitutions de certaines prestations.

Dans le dernier rapport d'activités du ministère on peut ainsi apprendre qu'au total 30.569.847,64 € ont été restitués au FNS au cours de l'année 2021. Ce montant provenait en grande partie de restitutions réclamées sur la base des dispositions légales concernant le revenu d'inclusion sociale (REVIS – article 30) et le revenu minimum garanti (RMG – article 28).

Les articles 30 et 32 de la loi sur le REVIS déterminent que le FNS peut grever d'une hypothèque les propriétés immobilières des bénéficiaires de l'allocation d'inclusion pour garantir les demandes de restitution. De même, le FNS peut grever d'une hypothèque un immeuble ayant appartenu, soit au bénéficiaire seul, soit conjointement au bénéficiaire du REVIS et à son conjoint, pour garantir une demande de restitution sans pour autant pouvoir la faire valoir tant que le conjoint survivant ou un autre successeur en ligne directe d'un bénéficiaire du REVIS continue à habiter dans l'immeuble en question.

Dans ce contexte le rapport précité du ministère indique que le FNS a en moyenne fait inscrire 600 à 700 hypothèques par année depuis le début des années 2000. Sur la même période le rapport du FNS communique 460 mainlevées et une vingtaine de mainlevées partielles en moyenne par an.

Vu ces chiffres je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Comment s'explique l'augmentation du montant des prestations restituées ces dernières années notamment en ce qui concerne les restitutions effectuées sur la base de la loi sur le REVIS ?

2) Combien de bénéficiaires de l'allocation d'inclusion revenus à meilleure fortune ont été concernés en 2021 par une demande en restitution du FNS ? Comment ce nombre a-t-il évolué au fil des années passées ?

3) Combien de conjoints ou de successeurs en ligne directe d'un bénéficiaire de l'allocation d'inclusion ont été concernés en 2021 par une demande en restitution du FNS sur la base de l'article 30 paragraphe (2) point a) de la loi de 2018 ?

4) Madame la Ministre peut-elle me fournir des chiffres détaillés en matière d'hypothèques ventilés en fonction des deux cas de figure prévus par la loi : 1) hypothèque sur un immeuble appartenant au bénéficiaire de l'allocation d'inclusion et 2) hypothèque sur un immeuble ayant appartenu à un bénéficiaire de l'allocation d'inclusion et étant toujours habité par le conjoint ou un successeur en ligne directe ?

5) Quelle est la part dans le nombre total des bénéficiaires de l'allocation d'inclusion pour laquelle le FNS garantit sa demande en restitution par une hypothèque sur un immeuble ?

6) Combien de mainlevées ont été demandées par le FNS en 2021 suite à l'extinction d'une créance par la vente du bien immobilier hypothéqué ? Pour combien de mainlevées l'extinction de la créance a-t-elle été effectuée sans passer par la vente du bien immobilier hypothéqué ? Comment ces chiffres ont-ils évolué au fil des années ?

7) Relative au montant total des restitutions réclamées dans le cadre du REVIS en 2021, quelle est la part attribuée à la vente d'un immeuble hypothéqué appartenant ou ayant appartenu à un bénéficiaire de l'allocation d'inclusion ? Comment cette part a-t-elle évolué au cours des dernières années ?

8) Le FNS est-il autorisé à vendre une hypothèque à un tiers afin de garantir la restitution des sommes réclamées ? Dans l'affirmative, combien de ventes à des tiers ont été effectuées en 2021 et comment ce chiffre a-t-il évolué au cours de dernières années ?

Réponse (29/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le Fonds national de solidarité (FNS) a mis en place des procédures afin de pouvoir répondre à ses obligations légales en matière de restitution de certaines de ses prestations.

Sur base des recommandations faites par la Cour des comptes lors des audits effectués au début des années 2000, le FNS a mis en place une cellule s'occupant exclusivement du volet « restitution » et il a procédé à des renforcements de son personnel. C'est ainsi que le FNS a pu augmenter au fil du temps les recettes en matière de remboursement des prestations.

Par ailleurs, l'augmentation des prix de l'immobilier au Luxembourg a contribué à une hausse des recettes en cas de vente d'un bien par un bénéficiaire ou par ses successeurs. Ainsi, lors de l'application du montant forfaitaire des successions en ligne directe, la tranche à récupérer est potentiellement plus élevée.

ad 2) Le nombre de restitutions au titre de l'allocation d'inclusion en application de la disposition du « retour à meilleure fortune » s'élève à 658 dossiers pour l'année 2021. Le nombre moyen de ces dossiers est de 642 pour les années 2011 à 2020.

ad 3) Le FNS ne dispose pas de données permettant de différencier entre les successions en ligne directe et les successions en ligne collatérale.

ad 4) La procédure des inscriptions hypothécaires appliquée par le FNS ne permet pas de distinguer ultérieurement les inscriptions au nom des bénéficiaires de celles qui ont été effectuées au nom de leurs successeurs. Lorsque le conjoint survivant ou le successeur en ligne directe continue à habiter au logement hérité du bénéficiaire, l'inscription hypothécaire grevant le bien est maintenue jusqu'au moment où cette condition n'est plus remplie.

ad 5) Le FNS n'est pas en possession des chiffres représentant la part des bénéficiaires de l'allocation d'inclusion concernés par une inscription hypothécaire.

ad 6) Le FNS a procédé à 451 mainlevées et à 31 mainlevées partielles en 2021. La majorité des mainlevées est accordée suite au remboursement au FNS dans le cadre de la vente d'un bien immobilier.

ad 7) La majorité des recettes à titre de restitution de l'allocation d'inclusion est à attribuer aux ventes immobilières sans que le FNS ne soit en mesure de fournir un chiffre précis.

ad 8) Le FNS n'est pas habilité à vendre une hypothèque à un tiers.

Il y a lieu de préciser que les hypothèques inscrites par le FNS ont pour but de garantir les droits à une restitution potentielle ultérieure. En effet, une restitution n'est obligatoire que si les conditions de l'article 30 de la loi REVIS sont remplies.

Pâturage | Question **7185** (15/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut dem groussherzogleche Reglement vum 16. Abrëll 2021 ginn et an de verschiddenen Drénkwaasser-Schutzzonen an de Stauséigemengen divers Restriktioune bei der Beweedung a bei der Ausbréngung vu Mëscht. Ënner anerem sinn an dem Reglement Periode festgeluecht, wou d'Véi net, oder just mat enger Ausnamegeneemegung dierf op d'Weed. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Sidd Dir der Meenung, datt d'Beweedung muss no feste kalendareschen Datumer gereegelt ginn, wuel wëssend, datt d'Natur sech net un Datumer hält?

2. Sidd Dir net der Meenung, datt eng Beweedung vun de Wise wéinst den aktuell héijen Temperaturen am Moment esouguer virdeelhaft wier, souwuel fir d'Natur, wéi och fir d'Déieren?

3. Firwat kënnen et Ausname fir Ganzjoresbeweedung ginn, wann déi klassesch Mammekéi awer mussen ab dem 16. November vun der Weed geholl ginn?
– Kënne fir d'Mammekéi Ausnamen ugefrot ginn?
– Missten déi Ausnamen net innerhalb vun e puer Stonne respektiv innerhalb vun e puer Deeg geneemegt ginn, well d'Beweedung wiederofhängeg ass?
– Wéi séier ginn am Normalfall d'Ausnamen autoriséiert?

4. Ass d'Regierung bereet, dat betreffend Reglement unzepassen?
– Wa jo, wéini?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (05/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Dat groussherzoglecht Reglement vum 16. Abrëll 2021 (Règlement grand-ducal du 16 avril 2021 délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre et déterminant les installations, travaux et activités interdites, réglementées ou soumises à autorisation dans ces zones et modifiant le règlement grand-ducal du 11 septembre 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural) fir d'Ausweisung vun den Drénkwaasserschutzzone ronderëm de Stauséi huet als Zil, eis gréissten Drénkwaasserressource virun alle méiglechen negativen Impakter ze schützen, déi duerch verschiddenst Aktivitéiten (Siedlungswaasserwirtschaft, Landwirtschaft etc.) kënnen entstoen.

Well d'Beweedung besonnesch um Enn vum Hierscht a wärend de Wanterméint kann zu enger Belaaschtung vun der Waasserqualitéit féieren, steet am Reglement, dass eng Wanterbeweedung tëschent dem 16. November an dem 15. Februar net stattfanne kann. Wann allerdéngs séchergestallt ass, datt nach genuch Fudder um Feld ass an et net zu enger Iwwerbeweedung ka féieren, kënnen d'Déieren all Dag wärend e puer Stonnen erausgoen. Dës Formulatioun gouf extra integréiert, nodeems d'Demande vum Secteur dofir am Kader vun der Consultation publique komm ass.

Dëst erlaabt de Betriber, hir Déieren am Wanter kuerz erauszeloossen. Besonnesch klenge Familljebetriber oder Päerdsbesëtzer, déi hir Terrainen no beim Stall hunn, erlaabt dëst, d'Déieren och ganz kuerzfristeg erauszeloossen. D'Formuléierung aus dem groussherzogleche Reglement erlaabt deemno elo schonn eng bestëmmte Flexibilitéit en fonction vun den natierleche Gegeebenheeten. Déi Datume sinn ee Kompromëss tëscht Waasserschutzaspekter an de Besoine vum Secteur fir Rechts- a Planungssécherheet. Den Datum ass iwwregens esou gewielt, dass e mat de Virgaben am Kader vun der Nitratdirektiv alignéiert ass, fir eng Multitude vu verschiddenen Datume fir de selwechte Secteur ze vermeiden. Des Weideren ass de 16. November relativ spéit am Joer, wou d'Wiederkonditioune souwisou dacks net méi ganz favorabel si fir eng Beweedung.

ad 2. Och wann d'Temperaturen dëst Joer am Duerchschnëtt méi héich waren, sinn déi aktuell Wiederkonditioune mat villem an heefegem Reen net onproblematesch, wat d'Auswäschung vun den Närstoffer ugeet.

Wann d'Wiederkonditioune méi naass sinn, ginn d'Flächen nämlech méi duerch de Véitrëtt beschiedegt a wat méi Déiere méi laang op enger Weed stinn, wat de Véitrëtt méi Schued um Buedem verursaacht. Dee Moment gëtt de Buedem an déi doran enthalen Närstoffer vum Reen ausgewäsch. Gläichzäiteg ginn am Wanter, wa keng Vegetatiounsperiod ass an d'Planzen also net wuessen, manner Närstoffer vum Buedem a vun de Planzen opgeholl. Dowéinst ginn déi Närstoffer dann eebe bei Reen a Richtung Baach ausgewäsch. Dee Risiko ass natierlech méi grouss, wat et méi reent. Doduerch ginn d'Niewebaachen an de Stauséi – eis wichtegst Drénkwaasserressource – belaascht. A genee fir dat ze verhënneren, sinn d'Bestëmmunge vum groussherzogleche Reglement do.

ad 3. Am Indice 32 vum uewe genannte groussherzogleche Reglement stinn déi genee Konditiounen, déi mussen erfëllt ginn, fir dass d'Déieren iwwert den Datum vum 16. November eraus kënnen dobaussen op der Weed bleiwen. Et muss een nidderege Véibesatz pro Hektar sinn (maximal 0,8 Düngëeenheete pro Hektar), et muss genuch Weed do sinn, déi net komplett duerchnässt ass an et muss een ee Regëster féieren. Wann dës 3 Konditiounen erfëllt sinn, kënnen d'Déieren op der Weed bleiwen. D'Mammekéi sinn net vun dëse Bestëmmungen ausgeschloss.

– Wéi uewe präziséiert, si Mammekéi net ausgeschloss.

– Dat groussherzoglecht Reglement gesäit verschidden Derogatiounsméiglechkeete vir. Heifir mussen awer déi gängeg Autorisatiounsprozeduren agehale ginn, dat heescht, dass d'Decisioune mussen offiziell ausgehaange ginn. Dëst ass deemno net an e puer Stonne méiglech.

Landwirtschaftlech Betriber kënnen esou eng Derogatioun natierlech och schonn am Laf vum Joer ufroen – dëst gëtt och recommandéiert – sou dass si d'Beweedung iwwert de 16. November eraus schonn no den uewe genannte Krittäre plange kënnen.

– D'Bestëmmungen zu den Derogatiounen zu de Beweedunge si réischt dëst Joer a Kraaft getrueden, dofir leien nach keng statistesch Donnéeë vir.

ad 4. Wéinst dem extreem wichtege Schutz vun eiser gréisster Drénkwaasserreserv si keng weider Ouverturen niewent deenen uewendriwwer beschriwwene virgesinn.

Spécialisation du personnel soignant | Question **7187** (15/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den aktuelle Mangel u medezinneschem Personal an de Spideeler zitt sech vun den Doktere bis hin zu den Infirmieren an Infirmièren. Eis gouf zougedroen, dass vill Infirmieren an Infirmièrë speziell Formatioune maachen, fir sech op bestëmmt medezinnesch Felder ze spezialiséieren. Dacks wär et dann awer esou, dass si herno net an deene Beräicher schaffen, an deenen si dës speziell Formatioune gemaach hunn. An och bei Persoune mam Statut vum Travailleur handicapé soll et grouss Problemer ginn, zum Beispill, dass si keng Plaz an hirem Beruff fannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Infirmieren an Infirmièren hunn an deene leschte fënnef Joer spezifesch Formatioune gemaach, fir sech an engem medezinnesche Feld ze spezialiséieren?

2. Wéi vill vun dëse Persoune schaffen, Stand November 2022, an deenen Domainer, fir déi si speziell Formatioune gemaach hunn?

3. Ginn et fir déi verschidde Statiounen an de Klinicken, zum Beispill d'Maternité, d'Radiologie asw., Virgaben, wéi vill Prozent vum Personal vun där Statioun musse speziell Formatioune gemaach hunn? Wa jo, wéi eng Virgabe sinn dat? Wann nee, firwat net?

4. Wéi vill Mataarbechter mam Statut Travailleur handicapé sinn aktuell an deenen eenzele Spideeler agestallt? Wéi presentéieren sech dës Zuele par rapport zu der Gesamtzuel u Personal pro Spidol?

5. Wéi vill Infirmieren an Infirmièrë mam Statut vum Travailleur handicapé hunn an deene leschte fënnef Joer Formatioune gemaach, fir sech an engem medezinnesche Feld ze spezialiséieren?

6. Wéi vill vun dëse Persoune schaffen, Stand November 2022, an deem medezinnesche Beräich, an deem si Formatioune gemaach hunn?

Réponse (15/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Unzuel vu spezialiséierten diplomëierten Infirmieren an Infirmièren aus de leschte 5 Joer[17]:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. D'Spideeler gi gefouert wéi privatrechtlech Betriber. Informatiounen iwwert déi genannte Persoune leien dem Gesondheetsministère net vir.

ad 3. D'Budgetiséierung vun ETP fir déi verschidde Servicer gi vun der paritéitescher Commission des normes FHL/CNS festgehalen a sinn ënner follgendem Link noliesbar: CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf.[18]

Spezialiséiert Personal gëtt an deene verschiddene Servicer agesat, do wou déi Spezialisatioune gebraucht ginn an esou wéi d'Commission des normes et virgesäit.

D'Ausbildung vum Infirmier/Infirmière deckt verschidden Attributiounen of, fir déi spezialiséiert Infirmieren an Infirmièren och agesat ginn. Dofir gëtt et z. B. an enger Reanimatioun och Infirmier/Infirmière-Anästhesisten, déi, laut hiren Attributiounen, do agesat ginn.

ad 4. Fir Februar 2020 louch d'Unzuel vun de Salariéë mam Statut „travailleur handicapé", déi am Spidolssecteur schaffen, op 101. Dat maache ronn 1,1 % vum Total vun de Leit aus, déi am Spidolssecteur schaffen (ronn 9.300 Leit fir Februar 2020).

De Statut vum „travailleur handicapé" gëtt vun der ADEM geréiert, sou datt de Gesondheetsministère keng Informatiounen dozou huet.

D'Unzuel vun den Travailleurs handicapés gëtt vun de verschiddene Spideeler un d'CNS weiderginn.[19]

ad 5. a 6. D'Aschreiwungen an de Formatioune gi vum Lycée technique pour professions de santé geréiert. Dem Gesondheetsministère leien heizou keng Zuele vir.

Cessions de rémunération concernant les contrats épargne logement | Question **7190** (16/11/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Selon nos informations, la Trésorerie de l'État vient d'informer les fonctionnaires et les employés de l'État ayant signé un contrat épargne logement, qu'à partir de décembre les cessions de rémunération mensuelle ne se feront plus par elles-mêmes. Dorénavant il appartient aux fonctionnaires et aux employés de l'État concernés de gérer personnellement le payement.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

[17] https://www.ltps.lu/centres-de-formation/le-lycee-en-chiffres.html consulté le 01/12/22
[18] CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf
[19] CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf (fhlux.lu), S.89-90

– Quelles sont les considérations qui ont conduit à la décision de la Trésorerie de l'État de ne plus exécuter les cessions de rémunération concernant les contrats épargne logement des fonctionnaires et employés de l'État ?

– Qui a pris cette décision ?

– Pourquoi cette décision a-t-elle été prise à l'heure actuelle ?

Réponse (12/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Actuellement, deux caisses d'épargne logement commercialisent leurs produits sur le marché luxembourgeois, à savoir BHW Bausparkasse AG, succursale de Luxembourg (BHW) et Wüstenrot Bausparkasse, succursale de Luxembourg. Un troisième acteur historique, à savoir Schwäbisch Hall, s'est retiré du marché luxembourgeois en 2021, mais continue à exécuter les contrats encore en vigueur.

En ce qui concerne les paiements à effectuer par les clients en faveur de leur contrat épargne logement, ceux-ci se font de manière générale par ordre permanent sur le compte de la caisse d'épargne logement en question.

Ceci est également le cas pour les clients de BHW – à la seule exception, avant le changement auquel fait référence l'honorable Député, des clients ayant conclu leur contrat au travers de l'association sans but lucratif « Œuvre Confédération générale de la fonction publique d'épargne logement ». En effet, ces derniers pouvaient signer une déclaration de cession avec BHW, prévoyant que des mensualités fixes soient retenues directement par la Trésorerie de l'État sur la rémunération de l'agent de l'État concerné.

La gestion de ces retenues sur salaire a donc été opérée par la Trésorerie de l'État pour le compte de BHW, mais entièrement aux frais de l'État. Alors que certains risques juridiques y relatifs avaient déjà pu être soulevés par le passé, cette manière de procéder a définitivement été remise en cause dans le cadre des travaux relatifs à la mise à jour du système informatique de la Trésorerie de l'État, dans le contexte de la digitalisation accrue de l'administration, en ligne avec le programme gouvernemental. Il s'est avéré en effet que la continuation de ce traitement de faveur pour une seule catégorie de clients d'une seule entité aurait nécessité, soit des développements informatiques complémentaires, soit le maintien d'une équipe assurant la gestion continue des environ 1.600 dossiers en question.

Partant, la Trésorerie de l'État, sur accord de la Ministre des Finances, s'est rapprochée de BHW dès le mois d'août 2022, pour discuter de la reprise de cette activité par BHW.

Dans ce contexte, l'Œuvre Confédération générale de la fonction publique d'épargne logement, en sa qualité de partenaire commercial de BHW, s'est également adressée par écrit au ministère pour réclamer le maintien du régime en place. En réponse, la Ministre des Finances a proposé une entrevue avec les services de la Trésorerie, pour évoquer le sujet plus en détail.

Une série d'échanges entre les représentants de BHW et les services de la Trésorerie de l'État ont eu lieu. Ceux-ci se sont tenus dans un climat agréable et professionnel et consistaient à trouver un terrain d'entente sur les modalités de reprise de l'activité ainsi que sur une communication coordonnée, claire et transparente envers les concernés, agents de l'État et clients BHW.

Suite à ces échanges, il a été retenu d'un commun accord de réaliser la reprise de l'activité basée sur les données à la fin du mois de novembre 2022.

Les agents de l'État concernés ont été informés par des courriers séparés de la Trésorerie de l'État et de BHW dès le mois d'octobre (semaines calendaires 43 et 44). Il leur a ainsi été expliqué que la procédure changera à partir du 30 novembre 2022 et qu'en conséquence il conviendra de mettre en place un ordre permanent en faveur du BHW à partir du mois de décembre 2022.

Cette date a été jugée avantageuse pour les agents de l'État concernés en termes de liquidités disponibles : en effet, ils auront touché leur 13e mois de rémunération en fin novembre et ils toucheront leur rémunération en décembre bien avant la date limite imposée par BHW pour l'exécution du nouvel ordre permanent en sa faveur (le 25 de chaque mois). Le fait de disposer ainsi de presque deux mois pour arranger la mise en place d'un ordre permanent semble également très raisonnable.

Alors que l'honorable Député estime que « dorénavant il appartient aux fonctionnaires et aux employés de l'État concernés de gérer personnellement le payement », il convient de souligner que cette « gestion » se limite à la mise en place d'un ordre permanent. Ceci a d'ailleurs toujours été le cas pour les fonctionnaires et employés de l'État ayant conclu leur contrat d'épargne logement par l'intermédiaire d'un autre partenaire commercial que l'Œuvre Confédération générale de la fonction publique d'épargne logement, respectivement auprès d'une autre caisse d'épargne que BHW.

Auxiliaire de vie | Question **7191** (16/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De CCT SAS Kollektivvertrag tëscht der COPAS, der Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg, dem Daachverband vun de Lëtzebuerger Jugendstrukturen an dem OGB-L an LCGB leet d'Reegele fir d'Salariéen am Santéssecteur fest. Esou muss laut Kollektivvertrag eng Persoun mat engem Diplom als Auxiliaire de vie ënnert enger C3 Karriär agestallt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi eng Ausbildung als Auxiliaire de vie gemaach hunn, sinn nach an der selwechter Karriär wéi d'Aides socio-familiales?

2. Sinn all d'Detenteure vun engem Diplom als Auxiliaire de vie an enger C3 Karriär? Och déi, déi tëschenzäitlech eng Plaz als Aide socio-familiale ugeholl haten?

Réponse (16/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

D'Negociatiounsprozedur vun engem Kollektivvertrag ass an den Artikelen L. 162-1 bis L. 162-14 vum Aarbechtsgesetz gereegelt.

Wann de Minister allerdéngs Informatioune kritt iwwert d'Netrespektéiere vum Aarbechtsgesetz oder vun engem Kollektivvertrag, leet hien déi néideg Schrëtt, déi an esou Fäll virgesi sinn, an d'Weeër.

Dem Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft leie keng Statistiken zu dësem Sujet vir.

Propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant les demandeurs de protection internationales | Question **7195** (16/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den Här Bausseminister huet den 9. November un der Chamberstribün erkläert, hie géif deboutéiert Flüchtlingen iwwert de Wee vum Aarbechtsmaart regulariséiere loossen, fir datt si net ausgewise ginn. Ech hunn dëse kuerze Verbatim erstallt: „Ech gi kengem de Statut. De Statut kritt een um administrative Plang am Ministère, do si Leit, déi weider näischt maachen, déi d'Leit enquêtéieren an déi da Jo oder Nee soen. Wann et nee ass, ass et d'Geriicht, wat déi lescht Decisioun hëlt. D'deet mer leed, et ass de Rechtsstaat, wéi en zu Lëtzebuerg funktionéiert. A mir kucken elo, jiddereen, deen de Statut net kritt huet, dass mer e kënnen, wann en eng Méiglechkeet huet fir schaffen ze goen, dass mer e kënnen iwwer deen Travailleur-Statut, dass se kënnen zu Lëtzebuerg bleiwen, dat ass dat, wat mer maachen."

Dëst Virgoe werft awer eng Rëtsch vu Froen op, déi ech heimat wéilt stellen.

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt eng geriichtlech Decisioun an engem Rechtsstaat muss respektéiert ginn an datt deemno eng Persoun, déi de Statut definitiv refuséiert kritt huet, esou séier wéi méiglech muss d'Land verloossen?

2. Ass eng Prozedur, déi dorop erausleeft, eng Decisioun vun engem Verwaltungsgeriicht virsätzlech ze ëmgoen, net eng Mëssuechtung vun der Justiz?

3. Sicht den Här Minister systematesch all DPI, deen deboutéiert ginn ass, eng Aarbechtsplaz? Wéi dacks ass dat an deene leschte Jore geschitt an aus wéi enge Länner koumen déi betraffe Persounen?

4. Firwat probéiert den Här Minister, deen dëse Persoune de Statut jo an där éischter Phas vun der Prozedur net accordéiert hat, si dono iwwer den Travailleur-Statut awer am Land ze halen, och esouguer dann, wa si geriichtlech ofgewise goufen?

5. Ass et net eng Mëssuechtung vun de Rechter vun deene ville Leit, déi hei am Land eng Aarbecht ënner reguläre Konditioune sichen, fir mat Ministermuecht Leit eng Plaz ze sichen an doduerch géintiwwer aneren ze privilegiéieren, déi a priori keen Usproch op en Zougang zum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart hunn?

Réponse (15/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Ech wëll ënnersträichen, dass den Här Deputéierte meng Wierder vum 9. November aus der Chamber voll a ganz aus dem Kontext gerappt huet. Meng Ausso huet sech exklusiv op deboutéiert Afghane limitéiert déi mir net an hiert Heemechtsland kënnen zréckschécken. Wann définitiv festgestallt ginn ass, dass een afghaneschen Demandeur de protection internationale kee Recht op Protektioun huet, a mir hien awer net kënnen zréckschécken, da läit et fir mech op der Hand, esou enger Persoun via eng Aarbecht eng Openthaltsgeneemegung ze accordéieren an hir esou ze erlaben, hiert Liewen hei ze maachen, am Plaz si an d'Illegalitéit ze drécken. Doriwwer eraus siche weeder ech, nach d'Agenten am Ministère, Persounen eng Aarbecht zu Lëtzebuerg, déi mussen si selwer sichen. D'Prozedur an d'Konditiounen, fir eng Openthaltsgeneemegung op Basis vum Immigratiounsgesetz vun 2008 ze kréien, sinn onofhängeg vun deene vum Asylgesetz vun 2015. Et gi keng Decisiounen, déi souverän vum Geriicht geholl goufen, a Fro gestallt.

Contribution du Luxembourg aux financements des pertes et dommages globaux liés au réchauffement climatique | Question **7196** (16/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le financement des coûts des pertes et dommages, c'est-à-dire des dégâts irréversibles causés par des événements climatiques extrêmes liés au réchauffement climatique, est un des points essentiels actuellement débattus à la COP27 à Charm el-Cheikh en Égypte.

Même si les calculs exacts des coûts liés aux pertes et dommages s'avèrent compliqués, des estimations des coûts globaux existent et se situent entre 295 et 590 milliards d'euros en 2030 pour atteindre 1.000 à 1.800 milliards d'euros en 2050.[20]

La responsabilité attribuée à chaque État en matière du financement de ces coûts liés au réchauffement climatique est déterminée en fonction de la somme cumulée de ses émissions de gaz à effet de serre jusqu'à aujourd'hui et de sa capacité économique.

L'ONG Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) a réalisé à l'aide d'un outil de référence en la matière, à savoir le Climate Equity Reference Calculator, une estimation de la contribution équitable du Luxembourg aux financements des coûts des pertes et dommages. Le montant de la contribution avancé par ASTM s'élève ainsi à 324 millions d'euros par an en moyenne et correspond à 0,075 % des coûts globaux liés aux pertes et dommages.[21]

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre a-t-elle pris connaissance des calculs réalisés par ASTM ? Dans l'affirmative, est-elle d'accord avec la méthodologie des calculs et l'ordre de grandeur des montants ?

2) Votre ministère a-t-il déjà réalisé, voire commandité des études et estimations sur la contribution équitable du Luxembourg en matière de pertes et dommages liés au réchauffement climatique ? Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ?

3) Le Gouvernement est-il prêt à prendre un engagement formel pour contribuer à un fonds international dédié au financement des pertes et dommages tout en sachant que le Luxembourg ne s'est jusqu'à présent pas positionné par rapport à un tel mécanisme de financement et ne s'est engagé à aucun financement dans ce contexte ? Dans l'affirmative, le Gouvernement est-il prêt à prendre un engagement qui sera à la hauteur de la responsabilité historique et de la capacité économique du Luxembourg d'ici 2030 ? Dans l'affirmative encore, quel est le montant jugé adéquat par Madame la Ministre et comment le justifie-t-elle ?

4) Madame la Ministre est-elle d'accord avec l'affirmation que le principe de la responsabilité commune mais différenciée en matière de réchauffement climatique ne vaut pas uniquement pour tenir compte des inégalités entre les pays du Nord et des pays du Sud, mais également pour prendre en compte les inégalités de revenus et de patrimoine au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles mesures préconise-t-elle pour faire en sorte que les contributions nationales du Luxembourg à un fonds international en matière de pertes et dommages soient financées équitablement ?

Réponse (12/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Début novembre une entrevue a eu lieu avec les dirigeants de l'ASTM qui ont partagé leurs réflexions quant à la responsabilité du Luxembourg pour ce qui est du financement des pertes et préjudices globaux liés au changement climatique.

Tout d'abord, il convient de rappeler, comme le souligne d'ailleurs l'ASTM dans son rapport, que « la mesure la plus importante pour prévenir les pertes et préjudices est la réduction des émissions de gaz à effet de serre ». Viennent ensuite les mesures d'adaptation, qui visent à réduire au maximum les conséquences du réchauffement global. C'est pourquoi une grande partie de l'enveloppe 2021-2025 de 220 millions d'euros, additionnelle à l'aide publique au développement, que le Luxembourg met à disposition des pays en voie de développement pour les aider dans la lutte contre le changement climatique, est actuellement consacrée à ces deux premiers piliers de l'action climatique. Le Luxembourg reconnaît toutefois l'importance d'assister davantage les pays en développement les plus vulnérables à financer les pertes et préjudices inévitables liés aux effets néfastes des changements climatiques en vue de les réduire au minimum et d'y remédier et est prêt à consacrer une part croissante de ses ressources à cette fin.

Il serait toutefois prématuré de s'engager dès à présent sur une méthodologie particulière pour estimer les contributions potentielles des différents pays donateurs. Au niveau international, les discussions sur les contributions au nouveau Fonds « pertes et préjudices » ne font que commencer. Il en va de même pour ce qui est du rôle de la mobilisation de sources de financement innovantes notamment de fonds privés, en complément des fonds publics. Il est également important de souligner que le nouveau fonds doit être mis en place et que sa forme et ses modalités restent à définir.

ad 2) De telles études n'ont à ce stade pas été réalisées ou commanditées.

ad 3) Lors de la COP27 à Charm el-Cheikh, il a été décidé de créer un nouveau fonds dédié aux pays les plus vulnérables dans le domaine des « pertes et préjudices ». L'Union européenne et ses 27 États membres ont salué cette décision. Il convient de noter que le Luxembourg a déjà contribué par le passé au financement de projets et d'initiatives visant d'éviter, de réduire au minimum et de remédier les « pertes et préjudices » liés aux effets néfastes des changements climatiques, que ce soit à travers différents instruments soutenus par le Fonds climat et énergie ou à travers l'aide publique au développement, et en particulier l'aide humanitaire.

Parmi les nouvelles attributions financières ayant trait au domaine des « pertes et préjudices », le Luxembourg a annoncé sa volonté de soutenir à hauteur de 5 millions d'euros le réseau de Santiago, créé à la COP25 pour coordonner les efforts en matière de prévention, de réduction et de prise en compte des pertes et préjudices. Le Luxembourg apportera par ailleurs une nouvelle contribution financière à l'initiative sur les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques CREWS (www.crewsinitiative.org) à hauteur de 1,5 millions d'euros. En outre, une contribution à l'initiative du « bouclier global contre les risques climatiques » développé par la présidence allemande du G7 et le groupe vulnérable des vingt (V20) est envisagée.

ad 4) Les contributions du Luxembourg en matière de financement climatique international proviennent principalement du Fonds climat et énergie, qui est alimenté en grande partie par les recettes de la taxe CO_2, elle-même assortie de mécanismes de redistribution sociale.

Entretien du chauffage dans un bâtiment du Fonds du logement à Differdange | Question **7197** (16/11/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Eis ass zougedroe ginn, dass zu Déifferdeng an engem Wunngebai vum Fonds du logement säit dem 11. November kee waarmt Waasser méi do ass a keng Heizung méi funktionéiert.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dat bestätegen?

2. Wéini wäert ee kommen, fir dëse Problem ze behiewen?

3. Firwat dauert et iwwert 5 Deeg, fir dass de Fonds du logement hei intervenéiert?

Réponse (05/12/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

De Fonds du logement ass de 14. November 2022 kontaktéiert ginn an ass direkt op d'Plaz gaangen, fir e Constat ze maachen. De Constat war, datt d'Heizung effektiv en panne war. Dunn ass och direkt intervenéiert ginn an déi néideg Ersatzstécker si bestallt ginn, fir esou schnell wéi méiglech de Problem ze behiewen. D'Awunner vum Gebai goufen doriwwer informéiert, esoubal de Constat kloer gemaach war a gewosst war, wéi eng Léisung kéint fonnt ginn.

Fir datt d'Leit rëm esou séier wéi méiglech waarmt Waasser haten, ass provisoresch eng elektresch Heizung en place gesat ginn, en attendant datt dat bestalltent Ersatzstéck ukënnt. Esoubal dat Ersatzstéck do war, d. h. den 18. November, ass d'Heizung vum Installateur gefleckt ginn an d'Situatioun war berengegt.

Aides pour les élèves de la formation professionnelle | Question **7200** (17/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

À l'Institut national des langues, les cours de langue proposés coûtent 280 € par cours. Si un élève peut faire attester par son école que la fréquentation d'un cours est utile à sa formation, il peut bénéficier d'une réduction de 270 €. Par conséquent, un cours ne lui coûtera que 10 €. En revanche, il n'est pas clair si des personnes à faible revenu qui pour pouvoir s'intégrer socialement sur leur lieu de travail sont incitées par leur employeur à suivre des cours de langues à l'INL bénéficient également d'un tarif réduit.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Des personnes à faibles revenus qui sont incitées par leur employeur à suivre des cours de langue à l'INL, sont-elles obligées à payer le plein tarif ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il une solution à cette discrimination ?

Pour l'année scolaire 2020-2021 les livres scolaires de l'enseignement secondaire classique et général ainsi que de la formation professionnelle sont devenus gratuits. Des discussions sont en cours autour de la gratuité du matériel de sécurité dont ont besoin les élèves de la formation professionnelle. Ce matériel pèse considérablement sur le budget des apprentis dont le patron ne met pas à disposition le matériel requis pour la formation à l'école, de même que des différences considérables existent par rapport aux indemnités versées.

Partant, je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

2) Quand est-ce que le Service de la formation professionnelle mettra en place la gratuité du matériel de sécurité pour les élèves de la formation professionnelle ?

Réponse (21/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

[20] https://www.wri.org/insights/loss-damage-climate-change

[21] https://actionsolidaritetiersmonde.org/wp-content/uploads/2022/11/Une-affaire-de-responsabilite%CC%81_ASTM_20221108-1.pdf

ad 1) Le congé linguistique est un congé spécial qui permet aux salariés de toutes nationalités d'apprendre le luxembourgeois ou de perfectionner leurs connaissances en la matière. La durée totale du congé linguistique est limitée à 200 heures qui sont obligatoirement divisées en deux tranches de 80 à 120 heures chacune pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière professionnelle. Pour bénéficier de la deuxième tranche, il faut obligatoirement suivre, au cours de la première tranche, une formation sanctionnée par un diplôme ou par un autre certificat de réussite.

Pour les salariés qui travaillent à temps partiel, les heures de congé sont calculées proportionnellement. Le congé linguistique peut être fractionné, la durée minimale du congé étant d'une demi-heure par jour.

Les salariés bénéficiaires du congé linguistique ont droit, pour chaque heure de congé, à une indemnité compensatoire qui correspond au salaire horaire moyen, sans qu'elle ne puisse dépasser le quadruple du salaire social minimum horaire pour salariés non qualifiés.

Cette indemnité compensatoire est versée par l'employeur. L'État rembourse à l'employeur 50 % du montant de l'indemnité compensatoire et 50 % de la part patronale des cotisations sociales, sur base d'un formulaire.

Une des missions principales de l'Institut national des langues (INL) tel que référé sous l'article 2 de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création d'un Institut national des langues, est de dispenser des cours de langues à des adultes avec comme objectif de faciliter l'intégration et la cohésion sociales et de contribuer à l'employabilité des personnes.

Selon l'article de la même loi, les frais d'inscription à un cours de langue à l'INL sont fixés par règlement grand-ducal et le montant maximal pour une leçon d'enseignement, correspondant à 50 minutes, est fixé à 0,60 euro (n. i. 100). Ce même montant figure également dans le nouveau projet de loi de l'INL adopté par le Conseil d'État en sa session du 11 octobre 2022.

Ainsi, selon l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2018 fixant le montant des droits d'inscription aux cours organisés par l'Institut national des langues, un cours de deux leçons par semaine coûte 110 euros par semestre, un cours de quatre leçons par semaine coûte 200 euros par semestre et un cours avec une fréquence de six leçons par semaine coûte 280 euros par semestre.

Cette tarification peut, par dérogation à ce même article, varier et ainsi donner lieu au paiement, par l'apprenant, d'un montant de droits d'inscription réduits. Ce montant est défini sous l'article du même règlement comme « tarif C » et est fixé à 10 euros.

Peuvent bénéficier du « tarif C » pour l'inscription à un cours de langue à l'INL :

1. Les demandeurs d'emploi indemnisés, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une convocation établie par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).
2. Les bénéficiaires du revenu minimum garanti sur présentation, au moment de l'inscription, d'une attestation établie au nom du bénéficiaire par le Service national d'action sociale.
3. Les personnes reconnues nécessiteuses, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une attestation établie au nom du bénéficiaire par le département de l'intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ou l'Office national de l'accueil (ONE).
4. Les élèves de l'enseignement secondaire, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une lettre de recommandation dûment motivée du directeur de l'établissement qu'ils fréquentent.
5. Les signataires d'un contrat d'accueil et d'intégration pour l'inscription à un cours dans une des trois langues administratives du Luxembourg et sur présentation, au moment de l'inscription, de leur contrat d'accueil et d'intégration.

Pour les personnes visées sous les points 1 et 4, l'inscription à un cours au « tarif C » ne peut avoir lieu que pour l'apprentissage d'une des trois langues administratives du Luxembourg et de l'anglais.

D'autre part, l'INL, en collaboration avec l'ADEM, a ajouté des cours intensifs à visée professionnelle de langues allemande, anglaise, française et luxembourgeoise, à son offre de formation. Ceux-ci permettent aux demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM, indemnisés ou non, d'améliorer leurs compétences langagières et ainsi d'augmenter leur employabilité. Le développement et la mise en œuvre des cours se font à titre gratuit par l'INL. Ainsi, le tarif pour les personnes concernées est fixé à 0,00 euro par session.

À l'instar de cette expérience, le projet de loi n° 8012 prévoit à l'article 15 :

« (4) Par dérogation au paragraphe 1er, la participation aux cours est gratuite pour les personnes dont la participation est imposée par une administration de l'État en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. »

ad 2) Certains apprentis doivent acquérir du matériel professionnel dont ils ont besoin dans le cadre de leur formation, matériel qui sera également utilisé par la suite dans le métier respectif ou la profession respective. Les coûts de ce matériel diffèrent en fonction de la formation ou du métier.

Le matériel à acquérir est défini par les lycées offrant les formations en question, alors que le prix dépend de différents facteurs (qualité, marque, etc.). Ces frais ne sont pas supportés par le MENJE, à l'instar du matériel utilisé dans le cadre de l'enseignement secondaire (p. ex. matériel artistique nécessaire en section E).

Il reste tout de même à préciser que la gratuité des manuels scolaires s'applique également à la formation professionnelle. Ainsi, de nombreux supports de cours jadis photocopiés et payés par les élèves/apprentis, sont aujourd'hui édités par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et mis à disposition gratuitement.

Correspondances entre la Nordstad et les localités de Holzthum et de Consthum | Question **7201** (17/11/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis la réorganisation des transports en commun du 17 juillet 2022 et suite à l'effondrement du tunnel près de Kautenbach, les habitants de la localité de Holzthum doivent subir de nets inconvénients. En effet, depuis cette date, ce village ardennais n'est plus directement relié respectivement à Ettelbruck et à Diekirch étant donné que la ligne 552 a été supprimée. Les habitants de Holzthum se voient donc gravement désavantagés dans la mesure où le changement en cours de trajet qui leur est imposé depuis l'été dernier contribue à une augmentation tangible du temps de parcours et d'attente. Sans avoir la possibilité d'exposer et d'analyser en détail les nouveaux horaires, il me tient à cœur de rendre attentif au fait que le retour en autobus par la combinaison des lignes 170 & 153 donne lieu à un temps de voyage d'une cinquantaine de minutes. En fait, la correspondance au lieu-dit Schinker n'est ni adaptée en horaire, ni en confort d'attente (27 (!) minutes en abri de bus). Notons encore qu'un parcours pédestre entre Schinker et Holzthum s'avère très dangereux en l'absence d'un chemin ou d'un sentier à pied pour effectuer ce parcours.

Avec la suppression du 2e train par heure entre Ettelbruck et Kautenbach en septembre dernier, le temps de trajet dépasse donc pour la seule option convenable les 60 minutes en raison des correspondances défavorables.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Infrastructures :

1) Monsieur le Ministre est-il disposé à inviter ses services à améliorer dans les meilleurs délais les correspondances entre la Nordstad et les localités de Holzthum et de Consthum, soit par bus, soit par train-bus afin de réduire les temps de déplacement et d'attente ?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudra doter le lieu-dit Schinker d'un pavillon de bus qui mérite ce nom afin que les usagers soient mieux protégés, surtout en cas d'intempéries hivernales ?

Réponse (01/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Comme annoncé dans la conférence de presse concernant la réouverture du Tunnel Schieburg le 15 novembre 2022, la ligne 153 desservant Holzthum sera adaptée aux horaires des trains à Kautenbach.

ad 2) Selon l'article 15 de la loi du 5 février 2021 sur les transports publics, l'aménagement des arrêts mis en place dans le cadre des services de transports publics par route sont à charge de la commune territorialement compétente.

Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3) | Question **7202** (17/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vum aktuellen Entworf zum Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3) als strateegescht Instrument, fir d'Ëmsetzung vun der Naturschutzpolitick zu Lëtzebuerg ze garantéieren, huet am Zäitraum vum 10. Oktober bis den 8. November eng ëffentlech Consultatioun stattfonnt. Dobäi konnten interesséiert Bierger hir Commentairen an Umierkungen eraschécken. Eisen Informatiounen no soll och ee Workshop an deem Kader stattfonnt hunn.

Doropshi wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Commentairë sinn zum PNPN3 erageschéckt ginn? Sinn opgrond vun dësen nach Upassunge vum PNPN3 virgesinn?

2. Wee war op de genannte Workshop invitéiert a wat waren d'Konditioune fir eng Participatioun?
– Ween huet schlussendlech däerfen um Workshop deelhuelen?

3. Wéi eng Conclusioune kënnen aus dësem Workshop gezu ginn a fléissen déi nach an de PNPN3 an?

4. Aus dem PNPN3 geet och ervir, dass eent vun den Haaptziler an der Restauratioun vun Ekosystemer besteet.
– Wéi vill Hektar sollen, ausserhalb vun den aktuelle Schutzzonen, restauréiert ginn?

Laut PNPN3 si quasi 1/4 vun de landwirtschaftleche Flächen, also 18.000 Hektar als naturschutzrelevant Grénglan ausgewisen, dovu leie 4.000 Hektar a Schutzzonen.

Doriwwer eraus geet eng verspéit Notzung vu Grégngland mat enger Verschlechterung vun der Fudderqualitéit anhier.

5. Wou genau leien dës 18.000 Hektar Grégngland? Wéi eng Bewirtschaftungsoplage sinn dofir virgesinn?

6. Wéi gedenkt d'Regierung d'Betriber, am Fall vun enger verspéiter Notzung vum Grégngland, ze ënnerstëtzen, fir d'Zil vun der Fudderautarkie ze erreechen?

Bis 2026 gesäit de PNPN3 vir, d'Schutzgebidder an empfindlecht Grasland, y inclus Biotopen a Graslandhabitater, besonnesch ze berécksiichtegen, an dat ouni den Asaz vun Düngungsmëttel.

7. Wéi vill Hektar, wou net méi däerft gedüngt ginn, plangt d'Regierung an deem Kontext ze definéieren?

Am Kapitel 2.5. „Rétablir la nature sur les terres agricoles" vum PNPN3 gëtt dovunner geschwat, datt nei Aarbechtsplazen duerch verschidden Initiative wéi d'Biolandwirtschaft oder de ländlechen Tourismus kënne geschaf ginn.

8. Ass d'Regierung gewëllt, d'Naturschutzgesetz esou ëmzeänneren, datt och den Agrotourismus op de Bauerenhäff an an der Grénzon méiglech gëtt?

Réponse (15/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Präambel:

Den nationalen Naturschutzplang (PNPN) leet déi national Strategie vun der Naturschutzpolitick zu Lëtzebuerg fest an definéiert d'Aktiounen a Moossnamen, déi vun den Acteuren ze ergräife sinn. Dës baséiere sech notamment op den aktuellen Zoustand vun der Natur mat hiren Ökosystemer a vun den Déngschtleeschtungen, déi d'Natur dem Mënsch bitt.

Et ass erwisen, datt de Klimawandel, den Aarteschwond an d'Zerstéierung vun den Ökosystemer d'Haaptgefore fir d'Mënschheet fir déi kommend Joerzéngten duerstellt[22]. D'Effekter vum Klimawandel erliewe mer déi lescht Jore ganz däitlech zu Lëtzebuerg a weltwäit. Den Aarteschwond an d'Zerstéierung vun den Ökosystemer fënnt net nëmmen an den Tropebëscher, op Inselen oder an de Polargéigende statt; d'Effekter sinn och an Europa an och zu Lëtzebuerg nogewisen an domat gëllt et och heiheem ze handelen.

Déi zweet Versioun vum nationalen Naturschutzplang (PNPN2) ass zäitlech ofgelaf. Déi nei, drëtt Oplag vum nationalen Naturschutzplang, also de PNPN3, ass ausgeriicht, fir notamment der aktueller Situatioun vun der Natur gerecht ze ginn an déi geziilten Aktiounen ze ergräifen, déi néideg sinn, fir kuerz- a laangfristeg d'Ökosystemer sou ze schützen an/oder ze restauréieren, dass hir Déngschtleeschtfunktioun geséchert ass.

De PNPN3 baséiert op der Struktur vun der europäescher Biodiversitéitsstrategie 2030[23] an ass eis national Contributioun zu den europäeschen Ziler, fir den Zoustand vun der Natur nees an ee funktionellt Gläichgewiicht ze bréngen. Dës beinhalten notamment och Ziler an Obligatiounen, fir d'Natur ze schützen an och d'Ökosystemer an hir Déngschtleeschtungen, déi staark degradéiert sinn, ze restauréieren. Et ass awer och eis national Contributioun zu de weltwäiten Ziler, déi momentan zu Montreal (Kanada) op der Biodiversitéitskonferenz (COP15)[24] vun de Vereenten Natiounen diskutéiert a beschloss ginn. Hei gëtt ee globalen Aarbechtsprogramm opgesat fir eis eege Gesondheet a Bien-être, wéi och déi vum Planéit, deen och am Aklang ass mat dem Nohaltegkeetsplang 2030 an dem Paräisser Accord zum Klimawandel.

ad 1. Am Kader vun der Enquête publique si 15 Dokumenter erageschéckt ginn. Insgesamt si beim Workshop a bei der Enquête publique 254 Commentairen zesummekomm. Dës sinn amgaangen analyséiert ze ginn. Aktuell ginn eng ganz Rei Upassungen an Ergänzungen un dem Projet vum PNPN3-Dokument gemaach, fir de Commentairë Rechnung ze droen.

ad 2. Den Artikel 47 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2018 beseet Follgendes: « Le ministre établit, en collaboration avec d'autres administrations nationales, les communes, les syndicats des communes et les milieux concernés un plan national concernant la protection de la nature. »

No engem „Save the date" sinn Invitatiounen un d'Ministèren, Verwaltungen, Institutiounen, Organisatiounen, Fuerschungs- an Naturschutzzenteren, souwéi Beruffsvertriedunge verschéckt ginn, déi soit am Beräich vum Naturschutz schaffen, soit spezifesch vum Sujet concernéiert sinn, an zwar notamment deenen, déi schonn am Kader vun der Ëmsetzung vum PNPN2 täteg waren.

Am Ganzen haten 82 Leit sech ageschriwwen, wouvun der schlussendlech 68 präsent waren. Vertruede waren 8 verschidde Ministèren, 5 verschidde Verwaltungen, 7 Naturschutzorganisatiounen, 5 Naturschutzgemengesyndikater oder Naturparken, 7 Vertrieder vun de regionale comités de pilotage vun den Natura2000 Gebidder, 3 Representantë vum Fuerschungssecteur an 13 Vertrieder vun der Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Beienzuucht a Juegd.

ad 3. Den Austausch am Workshop war an enger gudder Atmosphär an d'Retoure vun de Participantë ware ganz räich a konstruktiv. D'Top 10 vun den diskutéierten Theemen oder Commentairë kann ee follgendermoosse regruppéieren:

Naturschutzpolitick, Landwirtschaft, Gouvernance, Urbane Raum & Naturpakt, Sensibiliséierung, generell Ergänzungen, Gestioun vun den Daten, Pollutioun, Indicateuren, Terrainskeef.

Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro ugedeit, lafen d'Analysen zur Consultatioun nach. Et kann een elo awer scho soen, datt iwwert d'Hallschent vun de Commentairen zu Ergänzungen an Ajouten am Dokument gefouert huet, wärend fir ronn ee Véierel vun de Commentairen, déi entspriechend Elementer schonn am Dokument stoungen. Fir de verbleiwende Véierel ass d'Conclusioun, datt déi Elementer an aner Strategien oder Planungen ze integréiere sinn, awer net an de PNPN3 gehéieren.

ad 4. Dëst ass net an dem aktuelle Projet vum PNPN3 definéiert. Et ass ugeduecht, datt de Gros vun de Restauratiounsobligatioune méiglechst an dem Reseau vu Schutzgebidder soll realiséiert ginn.

ad 5. De PNPN3 zitéiert, datt knapp 1/4 vun der nationaler Grénglandfläch als naturschutzrelevant Grégngland unzegesinn ass. Laut den Experten[25] ass dëst opzedeelen a ronn 4.000 ha national geschützte Graslandbiotopen an -habitaten, a ronn 14.000 ha anert Grégngland mat héijem Aartenundeel. Déi geografesch Informatiounen, wou sech dëst Grégngland befënnt, fënnt een um Geoportail:

– „Herbages sensibles" bei „Données agricoles"[26]
– „Surfaces à l'exception des vergers" bei „Cadastre des biotopes"[27].

D'Bewirtschaftungsoplagen, déi op de geschützte Graslandbiotopen an -habitaten anzehale sinn, stinn am modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 1. August 2018[28]. Op dem aneren aarteräiche Grégngland bestinn Oplagen, déi sech aus den Agrarëmweltmoossnamen oder de Reglementer zu den nationalen Naturschutzgebidder[29] erginn.

ad 6. Déi honorabel Deputéiert kann all dës Informatiounen am nationale Strategieplang zur Landwirtschaft consultéieren.

ad 7. An dem aktuelle Projet vum PNPN3 ass net definéiert, wéi vill Hektar sollen a Schutzgebidder leien, wou net méi dierf gedüngt ginn. Et ass am Dokument uginn, datt déi appropriéiert reglementaresch Moossnamen ergraff solle ginn, fir d'Obligatioune vun der Restauratioun vun den Ökosystemer ze erreechen, notamment am Reseau vun de Schutzgebidder; dëst, fir den Haaptursaache vun dem Verloscht oder der Degradatioun vun dem naturschutzrelevante Grégngland entgéintzewierken. Dat heescht am Konkreeten, datt den Ëmgang mat dem naturschutzrelevante Grégngland a Schutzgebidder ka gereegelt ginn, wat zum Beispill d'Quantitéite vun der Düngung, déi ausbruecht gëtt, de Verbuet vum Ëmbriechen, Ofsprëtzen oder Nei-Uséinen oder och nach den Zäitpunkt oder d'Frequenz vum Méinen ugeet etc. „Appropriéiert reglementaresch Moossnamen" heescht awer och, attraktiv a gebürend Primmesystemer unzewenden, anzeféieren oder auszebauen, déi net op ee Gewënnverloscht, mee éischter op eng Déngschtleeschtung orientéiert sinn, sou datt och heiheem déi néideg Ëmsetzunge stattfannen, fir d'Ökosystemer vum naturschutzrelevante Grasland ze restauréieren. D'Restauratiounsobligatioune kënnen an der Annex vun dem Projet vum PNPN3 consultéiert ginn.

ad 8. Fir d'éischt sief gesot, dass net all Bauerenhaff sech an der Grénzon befënnt an dass déi Betriber, déi sech net an der Grénzon befannen, an hirem Betrib ganz vill Aktivitéiten aus dem Beräich Agrotourismus kënnen ubidden. Verschidden Aktivitéite vum Agrotourismus op de Baurenhäff an der Grénzon sinn och hautzedaags scho méiglech, ouni dass dofir misst d'Naturschutzgesetz geännert ginn. Näischt verhënnert, fir op engem Haff oder an der Grénzon ze weisen, wéi z. B. Aarbechten ausgefouert ginn, wat d'Resultater dovunner sinn oder d'Produiten aus der eegener Produktioun ze vermaarten. Des Weidere gëtt et jo och schonn eng Rei Gebailechkeeten am ländleche Raum, an deenen een iwwernuechte kann. Mir sinn een enk bebautent Land, an deem de Wee op déi Plaz, wou sou Aktivitéite stattfannen ewéi och deen zu der nächster Iwwernuechtungsméiglechkeet, ni ganz laang ass. Et

[22] Forum économique mondial. The Global Risks Report 2020. 102 // https://www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2020/ (2020)

[23] EU biodiversity strategy for 2030 – Publications Office of the EU (europa.eu) // https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/31e4609f-b91e-11eb-8aca-01aa75ed71a1

[24] UN Biodiversity Conference (COP 15) (unep.org) // https://www.unep.org/un-biodiversity-conference-cop-15

[25] Strategie-zum-Erhalt-und-Wiederherstellung-des-artenreichen-Grunlandes-in-Luxemburg-VsDef.pdf (public.lu) // https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur plan_action_especes/Strategie-zum-Erhalt-und-Wiederherstellung-des-artenreichen-Grunlandes-in-Luxemburg-VsDef.pdf

[26] http://g-o.lu/3/V5TS

[27] http://g-o.lu/3/IJ64

[28] Version consolidée applicable au 22/07/2022 : Règlement grand-ducal du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives. – Legilux (public.lu) // https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2018/08/01/a774/consolide/20220722

[29] Zones protégées d'intérêt national – Natur – Portail de l'environnement – emwelt.lu – Luxembourg (public.lu) // https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/mesure_3_zones_especes_proteges/zones_protegees_interet_national.html

ass dohier net geplangt, fir d'Naturschutzgesetz esou unzepassen, dass Aktivitéiten aus dem Horecasecteur do méiglech sinn. Nieft de rengen Naturschutzaspekter, zu deenen och gehéiert, d'Gréngzon virun Zousazbelaaschtungen ze schützen, géing een domat och eng deloyal Konkurrenz par rapport zu den Acteuren aus dem Horecasecteur schafen.

Licenciements auprès d'Amazon | Question **7203** (17/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Laut „New York Times" wëll Amazon weltwäit 10.000 Aarbechter entloossen. Amazon huet och ee Standuert zu Lëtzebuerg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis doriwwer, ob och Aarbechter zu Lëtzebuerg entlooss solle ginn? Wa jo, wéi vill?

2. Huet d'Regierung scho Gespréicher mat Amazon gesicht, fir sech ze informéieren, wéi et ëm de Standuert Lëtzebuerg steet?

Réponse (07/12/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

De Comité de conjoncture huet keng Informatioun, déi op Entloossunge bei Amazon zu Lëtzebuerg hiweisen. Et ass ze bemierken, dass all Employeur, deen op d'mannst 15 Leit beschäftegt, d'Sekretariat vum Comité de conjoncture muss informéieren iwwer all Entloossung aus Grënn, déi net inherent zu der Persoun vum Employé sinn.

De Wirtschaftsministère ass generell reegelméisseg a Kontakt mat groussen ekonomeschen Acteuren.

Prestations en espèces de l'assurance dépendance | Question **7204** (17/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun der Assurance dépendance gëtt et d'Méiglechkeet vun de sougenannte Prestations en espèces. Dobäi handelt et sech ëm Geld vum Staat fir ee Mënsch, deen sech all Woch ëm eng Persoun këmmert, déi op zousätzlech Hëllef ugewisen ass. Bei de Prestations en espèces gëtt et fest Montanten, déi sech no der Zäit riichten, déi dës Aide pro Woch mat der fleegebedierfteger Persoun verbréngt. De klengste Forfait ass de Forfait 1 vun 12,50 Euro pro Woch, wann d'Aide manner wéi 61 Minutte pro Woch assuréiert. Den héchste Montant ass de Forfait 10 vun 262,50 Euro d'Woch, wann d'Aide 541 Minutten oder méi pro Woch assuréiert. Et ass eis zougedroe ginn, dass Beneficiairen opgrond vun den aktuelle Präissteigerunge mussen zousätzlech Suen aus eegener Täsch un hir Aidë bezuelen, well dës opgrond vu méi héije Käschten, fir zum Beispill Spritt, méi Sue fir hir Servicer froen, wéi d'Forfaite virgesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi ginn dës Forfaiten ausgerechent?

2. Sinn an dëse Forfaiten och Depensen, wéi zum Beispill d'Käschte vum Spritt fir den Deplacement, mat agerechent?

3. Wéini sinn dës Forfaite fir d'lescht ugepasst ginn?

4. Sinn dës Forfaiten un den Index gebonnen? Wann nee, firwat net?

5. Lëtzebuerg kämpft aktuell mat enger héijer Inflatioun. Wäerten d'Forfaiten doweinst innerhalb vun den nächste Méint un dës Präissteigerungen ugepasst ginn?
– Wa jo, wéini?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (20/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

D'Saach- a Geldleeschtunge vu Fleegeversécherung si Leeschtunge vun der sozialer Sécherheet, déi op Basis vun enger Evaluatioun vun der Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance (AEC) fixéiert ginn.

D'Forfaite fir Geldleeschtunge sinn opgelëscht am Artikel 354 vum Code vun der sozialer Sécherheet. Jee nodeem wéi vill Minutten den Aidant fir d'„Actes essentiels de la vie" (AEV) assuréiert, gëtt de Montant vun de Leeschtungen a Funktioun vum jeeweilege Forfait bezuelt. Fir d'Geldleeschtunge sinn et 10 Forfaiten, déi enger Unzuel vu Minutten (mat engem Intervall) un AEVen entspriechen. De Forfait 1 ass zum Beispill, wann den Aidant manner wéi 61 Minutten d'Woch assuréiert. Dee Moment kritt déi fleegebedierfteg Persoun 12,50 Euro pro Woch ausbezuelt. Den héchste Forfait ass de Forfait 10. Do kritt déi fleegebedierfteg Persoun 262,50 Euro pro Woch ausbezuelt, wann den Aidant 541 Minutten oder méi pro Woch assuréiert.

Dës Geldleeschtunge si weeder e Salaire nach e Revenu de remplacement fir den Aidant, mee et ass eng Leeschtung, déi de Beneficiaire vun der Fleegeversécherung kritt, wann dëse Beneficiaire en Aidant huet. Et ass eng Indemnitéit vun der Fleegeversécherung fir déi fleegebedierfteg Persoun, déi hir Versuergung doheem organiséiert. Deementspriechend kënnen an deene Forfaite weeder Käschte fir de Spritt mat agerechent ginn, nach soss aner eventuell Käschte vum Aidant. Doriwwer eraus kënnen dës Forfaiten och net un den Index gebonne ginn.

Dës Forfaite si fir d'lescht bei der Reform vun der Fleegeversécherung, déi op den 1.1.2018 a Kraaft getrueden ass, ugepasst ginn.

Am Joer 2021 gouf eng Enquête an der Fleegeversécherung realiséiert, déi och op den Aidant fokusséiert war. Dës Resultater sinn an e Bericht vun der Fleegeversécherung agefloss, deen den 9. Juni 2022 der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt gouf. Am PV vun där Chamberskommissiounsëtzung stinn d'Detailer vun de Resultater ewéi och d'Konklusioune mat den Echangen an der Kommissioun dran (https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0132/020/264204.pdf).

Zu deem Zäitpunkt huet de Minister fir sozial Sécherheet schonn ugekënnegt gehat, datt an noer Zukunft géif gekuckt ginn, fir d'Aidanten nach besser ze encadréieren an och ze entlaaschten. Zu deem Moment wäerten dann och nach eng Kéier déi eenzel Forfaiten analyséiert an eventuell ugepasst ginn.

Loi sur l'accès aux lieux ouverts au public | Question **7205** (17/11/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 2. Dezember 2021 gouf an der Chamber d'„Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs" gestëmmt, fir ëffentlech an ëffentlech zougänglech Gebaier och fir Leit mat besonnesche Besoinen accessibel ze maachen. Fir den Ëmbau vu bestoende Gebaier ass eng Iwwergangsphas vun zéng Joer virgesinn, fir engersäits eng Iwwerbelaaschtung vun de betraffene Proprietären ze verhënneren, wat awer och fir déi betraffe Leit nach eng laang Waardezäit ka bedeiten.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Familljeminister gär dës Fro stellen:

– Gesäit d'Madamm Minister zousätzlech Moossname vir, fir déi betraffe Proprietären, déi hir Gebaier virum Delai wëllen ëmbauen, awer net iwwert déi néideg finanziell Moyene verfügen, zousätzlech ze ënnerstëtzen?

Réponse (24/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Am Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 ass am Artikel 12 (Art. 12 Aide financière) virgesinn, datt e Proprietaire vun engem bestoende Gebai eng finanziell Ënnerstëtzung ufroe kann. Dës Ënnerstëtzung gëllt fir Proprietairen, déi hire bestoenden ëffentlech zougänglechen Uert konform zum Accessibilitéitsgesetz ëmbauen.

Bis zu 50 %, mat engem Plaffong vu 24.000 € HTVA, si virgesi fir Demanden, déi wärend den éischte 5 Joer vum Gesetz ugefrot ginn a wou d'Aarbechten innerhalb den éischten 8 Joer vum Gesetz ofgeschloss ginn. Dës zäitlech Begrenzung soll eng zousätzlech Motivatioun si fir déi imposéiert Aarbechte virum Delai vum 1. Januar 2032 (10 Joer no der Publikatioun vum Gesetz) ze maachen.

Virum Akraafttriede vum Gesetz, den 1. Juli 2023, ginn eng Rei Depliante souwéi en Internetsite dem Grand public zur Verfügung gestallt. Zousätzlech besteet schonns haut d'Méiglechkeet fir déi Betraffen, mat Info-Handicap sou ewéi ADAPTH ASBL Kontakt opzehuelen, fir generell Informatiounen oder eng technesch Berodung ze kréien.

Communication accessible | Question **7206** (17/11/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Och zu Lëtzebuerg gëtt et eng grouss Zuel vu Leit mat spezifesche Besoinen. Dozou gehéiert dacks och e separaten Zougang zu der Kommunikatioun, notamment d'Gebäerdesprooch am mëndleche Beräich a Piktogrammer am schréftleche Beräich. Leider mangelt et an deem Beräich awer staark u qualifizéiertem Personal, och well ville Leit déi eenzel Beruffsméiglechkeete guer net bewosst sinn.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Familljeminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng weider Moossname gesäit d'Madamm Minister wärend dëser Legislaturperiod nach vir, fir déi ëffentlech Kommunikatioun vum Staat (Ministèren, Verwaltungen asw.) souwäit wéi méiglech souwuel a Gebäerdesprooch, wéi och a liichter Sprooch zougänglech ze maachen?

2. Wéi eng Moossname gesäit d'Madamm Minister wärend dëser Legislaturperiod nach vir, fir déi eenzel Institutioune vu Staat a Gemenge souwäit wéi méiglech fir d'Noutwennegkeet vu Piktogrammer ze sensibiliséieren?

3. Wéi eng Moossname gesäit d'Madamm Minister wärend dëser Legislaturperiod nach vir, fir de Beruff vum Iwwersetzer am Beräich vun der Gebäerdesprooch méi staark wéi bis ewell ze promouvéieren?

4. Gesäit d'Madamm Minister vir, fir nach wärend dëser Legislaturperiod eng verstäerkt Kooperatioun mam Klaro anzegoen?

Réponse (15/12/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Déi ëffentlech Kommunikatioun vum Staat gëtt souwäit wéi méiglech fir jiddereen zougänglech

gemaach, ënnert anerem andeems d'Ministèren an d'Verwaltungen hir Internetsitten accessibel gestalten. Konkreet heescht dat, dass d'Informatiounen op deene verschiddenen Internetsäiten och a liichter Sprooch publizéiert ginn, an accessibel gestallt solle si fir datt Leit, déi ee Screen Reader benotzen, d'Informatioune virgelies kënne kréien.

Ech hunn och am Mäerz 2022 de Projet de loi relatif aux exigences en matière d'accessibilité aux produits et services deposéiert, deen d'EU Directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services ëmsetze wäert.

Dee mam Familljeministère konventionéierte Service fir Berodung an Informatioun „Klaro" vun der APEMH bitt spezialiséiert Ënnerstëtzung fir Verwaltungen, Betriber an Associatiounen, déi hir Kommunikatioun fir jiddereen zougänglech wëlle maachen. Klaro beréit a forméiert Leit, fir zougänglech Inhalter ze produzéieren.

Fir speziell Rendez-vouse bei Ministèren oder Verwaltunge gëtt et d'Méiglechkeet, e Gebäerdesprooch-dolmetscher um Familljeministère unzefroen.

ad 2. De 17.2.2022 gouf den Zentrum fir alternativ Kommunikatioun, „Centre de la communication accessible à tous GIE (Groupement d'intérêt économique)" offiziell gegrënnt.

Et geet hei drëm, verschidden Acteuren – Representante vu verschiddene Ministèren a vun 3 Daachverbänn aus dem Domaine vum Handicap (Info-Handicap, FEDAS a Solidarität mit Hörgeschädigten) –, déi an de Beräicher Kommunikatioun a Formatioun aktiv sinn, zesummen ze bréngen, fir hinnen ze erméiglechen, hir Aktivitéite mat Hëllef vum Zentrum, dat natierlech och eegent Personal wäert kréien, auszebauen.

Et kënnen natierlech och vum Zentrum sujetiwwergräifend Aktiounen a Formatiounen iwwer accessibel Kommunikatioun ugebuede ginn, déi och d'Besoine vu verschiddenen Typpe vu Behënnerung ofdecken.

Hei kann een sech Formatiounen zu ganz verschiddenen Theemen a fir ganz ënnerschiddlech Beruffsgruppe virstellen. Den Zentrum selwer wäert och d'Funktioun vun engem Informatiounsguichet fir alternativ Kommunikatiounsformen hunn.

Et soll eng Ulafstell ginn, wou een Informatioune ka kréien iwwer, ënnert anerem, d'liicht Sprooch an d'vereinfacht Sprooch, iwwer d'Gebäerdesprooch, d'Schrëftdolmetschen, d'Audiodeskriptioun, Ënnerstëtzten an alternativ Kommunikatiounsformen, Piktogrammer, Talker, déi vu Leit genotzt kënne ginn, déi beotemt ginn, d'Tast-ABC (Lormen) fir Leit, déi weeder héieren nach gesinn.

Et geet och drëm, een Zentrum ze hunn, wou een sech kann iwwert seng Rechter informéieren am Zesummenhang mam Zougang zu Informatiounen a wou all déi néideg Formulairen disponibel sinn, fir kënnen eng Hëllef an engem vun de virdru genannte Beräicher unzefroen (Gebärdendolmetscher, Aides techniques vun der Assurance dépendance fir ee Screenreader oder ee Sproochcomputer, ...).

En anert Beispill ass de Projet „Accessibilitéit vun de Walbüroen". De Familljeministère an Info-Handicap ASBL hunn an Zesummenaarbecht mam Klaro eng Informatiounsbroschür mat Recommandatiounen a liichter Sprooch publizéiert. Déi Broschür riicht sech un all Gemengen a soll d'Gemenge sensibiliséieren, d'Walbüroe fir all Bierger zougänglech ze maachen.

ad 3. De Beruff vum Dolmetscher a Gebäerdesprooch gëtt an der Broschür „Interprète-traducteur" an der Serie „Études et métiers", déi de Service d'information sur les études supérieures vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung erausgëtt, virgestallt (https://mengstudien.public.lu/fr/publications/lettres-sciences-communication/interprete-traduire.html). D'Agente vun dësem Service ginn den interesséierte Persounen all zousätzlech Informatioun iwwer d'Studien, déi zu dësem Beruff féieren; de Beruff vum Dolmetscher a Gebäerdesprooch gouf vum 5.11.2020 bis den 2.2.2021 als „Job vum Mount" um Site www.cedies.lu presentéiert (dëse Site gouf mëttlerweil duerch de Site www.mengstudien.lu ersat).

ad 4. Klaro ass de Kompetenzzenter fir liicht Sprooch zu Lëtzebuerg.

Klaro riicht sech un all Persounen an Organisatiounen, déi gär méi iwwer liicht Sprooch a Kommunikatiounshëllefe wéi z. B Piktogrammer gewuer ginn, awer och un all déi, déi d'Schreiwen an d'Reegele vun der liichter Sprooch léiere wëllen. Klaro ass och do, fir all Persoun an Organisatioun ze hëllefen, liicht, verständlech, barrièrefräi Kommunikatiounsinstrumenter ze entwéckelen. De Service Klaro ass iwwert eng Konventioun mam Familljeministère finanzéiert; et gëtt also schonn zënter Joren eng staark an enk Kooperatioun mam Klaro.

Établissements classés | Question **7210** (17/11/2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Selon les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, toutes les demandes et autorisations de monte-charges, d'appareils de levage et autres tels que les monte-escaliers dans le cadre de l'assurance dépendance, doivent être portées au public des communes et ainsi être publiées dans les différents tableaux d'affichage.

En réponse à la question parlementaire n° 4488 du 14 juin 2021 Monsieur le Ministre du Travail avait précisé qu'« un avant-projet de modification de la loi relative aux établissements classés est actuellement en cours d'élaboration. Celui-ci prévoit de modifier, entre autres, les dispositions relatives à la publication des demandes d'autorisations et des autorisations. »

En ce qui concerne les appareils de levage tels que les monte-escaliers, Monsieur le Ministre du Travail a conclu que : « ceux-ci n'impactent effectivement que très peu le voisinage, respectivement le public. Dans cet ordre d'idées une modification du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés est en cours d'élaboration afin de reclasser ces appareils de levage de la classe 3A en classe 4. Ceux-ci seront par conséquent soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal. Du fait qu'une publication ne sera dès lors plus nécessaire, cette adaptation impliquera une diminution substantielle de la charge administrative pour les administrations communales. De même, les informations d'ordre privé concernant ces installations, tels que les monte-escaliers dans le cadre de l'assurance dépendance, ne seront plus rendues publiques.

Selon mes informations, le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 en question n'a toujours pas été modifié sur les points susmentionnés. Partant les demandes et autorisations pour des installations privées doivent encore être portées au public des communes et ainsi être publiées dans les différents tableaux d'affichage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Le Gouvernement peut-il m'informer sur l'état des travaux concernant la modification de la loi relative aux établissements classés respectivement du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ?

– Le Gouvernement peut-il m'informer sur les délais de finalisation de la refonte de la loi respectivement du règlement grand-ducal susmentionné et notamment de sa mise en œuvre ?

Réponse (20/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

En ce qui concerne la refonte de la loi relative aux établissements classés, il a été décidé en raison du nombre important de modifications apportées, dans un souci de meilleure lisibilité, d'élaborer une nouvelle loi afin de pouvoir répondre mieux aux besoins actuels (simplification administrative, digitalisation des procédures, meilleure transparence) au lieu de procéder à diverses adaptations de la loi actuelle. Les travaux relatifs à l'élaboration de cette nouvelle loi sont en cours de finalisation.

Quant à la modification du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés afin de reclasser les appareils de levage de la classe 3A en classe 4, il faut souligner que suite à cette modification les appareils de levage seront soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal et non plus aux conditions fixées par arrêté ministériel pour chaque installation. Afin de ne pas créer un vide juridique lors de ce reclassement, il importe qu'un règlement grand-ducal fixant les prescriptions nécessaires puisse être déposé en même temps que l'adaptation de la nomenclature. Un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant la nomenclature des établissements classés et fixant les prescriptions pour les appareils de levage est actuellement également en cours de finalisation auprès des services du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Vu les différentes étapes du processus législatif d'un projet de loi respectivement projet de règlement grand-ducal, une date de mise en œuvre respectivement mise en vigueur ne peut actuellement pas être communiquée.

Épidémie de bronchiolite | Question **7214** (21/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Lëtzebuerg leit aktuell ënnert eng Epidemie vu Bronchiolite-Fäll. D'Better an der KannerKlinik si momentan alleguer beluecht an d'Kapazitéiten an der Pediatrie si méi ewéi ausgelaascht. Dowéinst gouf och schonn eng Krisenzell en place gesat, déi e Plang ausschaffe soll fir ze kucken, wéi d'Kapazitéiten u pediatresche Better kënne kuerzfristeg eropgesat ginn. Des Weidere kënnt et och zu sougenannten Deprogrammatiounen, fir dass pediatresch Chirurgie-Interventiounen, déi net urgent sinn, verréckelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ginn opgrond vun de komplett beluechte Better an den iwwerlaaschte Kapazitéiten an der Pediatrie krank Kanner op aner Statiounen transferéiert?

2. Wat gëtt gemaach, fir kuerzfristeg méi pediatresch Better zur Verfügung ze stellen?

Réponse (15/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Moment ass dat net de Fall. D'Bettkapazitéiten an der Pediatrie goufen entspriechend no uewen ugepasst an d'Policlinique pédiatrique vergréissert.

ad 2. Eng éischt Mesure ass eng Upassung vun de verschiddene pediatreschen Unitéiten am Spidol, wou zum Beispill Eenzelbettzëmmer an Zweebettzëmmer ëmgestallt gi sinn. Och ass d'Dagesklinick deelweis fir eng begrenzten Zäit an eng Poliklinick ëmdisponéiert ginn, sou dass do och méi Kapazitéite fräi sinn. Eng weider Mesure ass, dass d'Kollaboratioun tëschent de verschiddene Spideeler verstäerkt gouf. Esou ginn et reegelméisseg Reuniounen, wou d'Bettersituatioun op Dagesbasis diskutéiert gëtt. Am Fall wou d'Spidol keng Bettkapazitéit méi huet, ginn d'Kanner national an en anert Spidol mat fräie Better transferéiert.

Des Weideren ass ee „plan de montée en charge" ausgeschafft ginn, fir weider Mesuren an der KannerKlinik kënnen ze ergräifen, falls déi aktuell Mesuren net géingen duergoen.

Ouette d'Égypte | Question **7216** (21/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An deene leschte Joren huet sech déi invasiv Nilgäns och zu Lëtzebuerg staark verbreet. Fir dem exponentielle Wuesstem vun der Populatioun entgéintzewierken, gouf e Plan d'action pour espèces exotiques envahissantes (PA EEE) opgestallt. Leider kënnt et awer och ëmmer erëm zu Schied an der Landwirtschaft.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Konnt de Wuesstem vun der Nilgäns-Populatioun zu Lëtzebuerg duerch de PA EEE schonns ofgebremst ginn?

2. Denken d'Ministeren, dass déi beschriwwe Mesuren duerginn, fir de Problem an Zukunft Här ze ginn, oder muss ee weider oder aner Mesuren a Betruecht zéien?

3. Gesäit ee vir, dass an Zukunft d'Baueren hire Schued, deen duerch déi invasiv Nilgäns entsteet, sollen entschiedegt kréien?
– Wa jo, wien iwwerhëlt déi Entschiedegung?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (21/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Aktiounsplang ass viru knapps 2 Joer publizéiert ginn. Fir ee generelle Bilan ze zéien, ass et ze fréi: Fir eng Tendenz kënne festzehalen an den Effekt vun de bisweilen applizéierte Mesuren, déi am Kader vum PA EEE geholl gi sinn, ze analyséieren, gi méi Erfarungswäerter iwwert d'Zäit gebraucht.

ad 2. All Aktiounsplang ass ee liewegt Dokument a kann och un nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, eng nei Legislatioun oder un nei erprouft Praktiken ugepasst ginn, am Respekt vun der Prozedur, déi fir déi Pläng virgesinn ass. Wéi vun der europäescher Legislatioun virgesinn, ass an engem Intervall vu 6 Joer, also fir d'Joer 2025, ee Reporting mat enger Evaluéierung vun der Ëmsetzung vun alle jeeweilege Pläng virgesinn.

Et sinn der Naturverwaltung (ANF) an der Lescht e puer Konflikter mat Nilgänse matgedeelt ginn. Doweinst ass et virgesinn, kuerzfristeg eng éischt Analys vun den aktuelle Mesuren ze maachen an ze kucken, ob ee méi fréien Update vum Aktiounsplang néideg ass.

De leschte landeswäite Monitoring vun der Nilgäns (2020) an ee spezielle Monitoring vum Iechternacher Séi (2021) weisen, dass d'Dynamik vun der Populatioun nach ëmmer grouss ass. Landeswäit huet d'Centrale ornithologique d'Populatioun vun den Nilgänsen op 20 bis 45 Brutkoppele geschat. Am Summer hunn sech méi wéi 150 Nilgänsen um Iechternacher Séi opgehalen.

ad 3. D'Nilgäns als net eenheemesch Vullenaart huet kee Schutzstatus laut dem Naturschutzgesetz an der entspriechender Reglementatioun; dofir kënnen iwwert d'Subside-Reglementatioun fir geschützte Wëlldéierenaarte keng Entschiedegunge fir Schued, deen duerch si entsteet, ausbezuelt ginn.

D'Nilgäns ënnerläit soumat eenzeg der Protectioun vum Déiereschutzgesetz.

Autorité parentale dans le cas d'une gestation pour autrui | Question **7218** (22/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Déi franséisch Justiz huet an engem rezente Fall, deen an de Medie fir Kontroverse gesuergt huet, decidéiert, datt de biologesche Papp vun engem Kand, dat aus enger Gestation pour autrui (GPA) ervirgaangen ass, net de Retrait vun der Autorité parentale vun der geléinter Mamm (déi no der Gebuert vum Kand an hirem Land op hir Mammerechter verzicht hat) mam Argument verlaange kann, si wier souwisou zënter der Gebuert vum Kand net an deem säi Liewen involvéiert. De biologesche Papp konnt net noweisen, datt d'Feele vun der biologescher Mamm am Liewe vum Kand eng Gefor fir d'Sécherheet, d'Gesondheet bezéiungsweis dat moralescht Wuelbefanne vum Kand duerstelle géif. Doduerch konnt d'Kand net vum Conjoint vum biologesche Papp adoptéiert ginn.

De beschriwwene Fall weist, datt et a Frankräich net méiglech ass, enger Persoun hir Autorité parentale ze entzéien, fir doduerch administrativ Demarchen (an dësem Fall d'Adoptioun vum Kand duerch de Conjoint vum biologesche Papp) ze erliichteren.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch:

1. Am Dokument „L'autorité parentale au Grand-Duché de Luxembourg", (https://www.lbv.lu/wpcontent/uploads/2020/01/Brochure_autorite_parentale_2018.pdf) steet: « En outre, peuvent se voir retirer totalement l'autorité parentale, en dehors de toute condamnation pénale, les parents qui, [...] par un défaut de soins ou un manque de direction, mettent en danger la sécurité, la santé ou la moralité de l'enfant. » Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob doduerch och enger biologescher Mamm, déi am Ausland op hir elterlech Rechter verzicht huet, hei zu Lëtzebuerg offiziell d'Autorité parentale kann entzu ginn, fir enger Koppel, déi e Kand an Optrag ginn huet, d'Adoptioun vum Kand ze erliichteren?

2. Misst net bei all Kand, dat aus enger GPA am Ausland ervirgaangen ass an hei zu Lëtzebuerg opwiisst, rechtlech festgehale ginn, wien déi biologesch Mamm an de biologesche Papp ass? Anescht formuléiert: Ass d'Madamm Minister net der Meenung, datt all Kand d'Bedierfnes huet, seng biologesch Elteren ze kennen?

Réponse (06/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. D'Konditioune vum Retrait vun der „autorité parentale" sinn déi selwecht zu Lëtzebuerg wéi a Frankräich.

E Retrait wär awer net zwéngend néideg duerch den Artikel 352 vum Code civil, dee virgesäit, dass d'Geriicht sech am Fall vun engem „abandon de l'enfant" kann der Decisioun fir d'Adoptioun substituéieren.

ad 2. De Gesetzesprojet 7674 „portant organisation de l'accès à la connaissance de ses origines dans le cadre d'une adoption ou d'une procréation médicalement assistée avec tiers donneurs" befaasst sech mam Recht vun de Kanner, hir biologesch Eltere kennen ze léieren.

Enquête du LISER sur les mesures pour le climat | Question **7219** (22/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Laut onsen Informatiounen ass de LISER amgaang, am Optrag vun der Regierung eng Enquête iwwer méiglech Klimamesuren duerchzeféieren, bzw. bestoend Mesuren ze evaluéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann de Minister eis d'Froen, déi an der Enquête gestallt ginn, zoukomme loossen?

2. Wéi sinn d'Sujete vun dëse Froe festgehale ginn?

3. Wat ass d'Zil vun dëser Enquête?

Réponse (21/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Luxembourg Institute of Socioeconomic Research (LISER) ass momentan weeder amgaangen, eng Enquête iwwer méiglech Klimamoossnamen duerchzeféieren, nach esou eng Enquête ze preparéieren.

Den eenzege Projet an engem änleche Beräich, un deem de LISER momentan schafft, concernéiert d'Sammelen an d'Analyséiere vun Informatiounen iwwer d'Verhalensfacteuren, déi dem Choix vun de Verkéiersmëttel fir de Wee op d'Aarbecht an den Investitioune bei der Verbesserung vun der Energieeffizienz vu Wunngebaier zugronn leien. Den entspriechende Questionnaire ass nach an der Ausaarbechtung.

D'Ëmfro wäert sech op déi wichtegst Quelle vun Zäregasemissiounen um Niveau vun de Stéit bezéien (Beräicher Transport a Chauffage). D'Zil vun der Ëmfro besteet doranner, besser ze verstoen, wat den Eenzelen dozou beweegt, vun den zu Lëtzebuerg ëmgesate Moossnamen ze profitéieren, wéi eng eventuell Hürden et dobäi gëtt a wisou verschidde Leit ee „klimafrëndleche Liewensstil" unhuelen an anerer net.

Lutte contre le sans-abrisme | Question **7222** (22/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** | **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Dans sa réponse à la question n° 6978 Madame la Ministre explique que « [...] l'objectif de la politique du Gouvernement en matière de sans-abrisme est de permettre aux personnes en très grande précarité d'améliorer leur situation de vie et de sortir du sans-abrisme en leur fournissant un logement permanent et approprié ainsi qu'un suivi social étroit, adapté à la complexité de leur situation. Dans cette optique, le ministère continue à augmenter et à diversifier ses offres pour les personnes sans-abri, en investissant dans des projets de logements stables qui permettent un accompagnement individuel adapté aux besoins sociaux, psychologiques et médicaux des personnes concernées » et donne l'exemple d'un concept de

maison de soins pour personnes sans-abri vieillissantes en cours de planification.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle nous fournir un listing des logements permanents et appropriés existants pour personnes sans-abri actuellement disponibles et conventionnés avec les autorités étatiques ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous fournir un listing des projets visant la fourniture de ce type de logements autre que le projet mentionné ci-dessus ? Peut-elle également nous indiquer pour chaque projet le stade d'avancement et la date de disponibilité visée ?

Plus loin Madame la Ministre indique que « [...] le ministère a également réalisé, en collaboration avec l'association Inter-Actions, un premier dénombrement des personnes sans-abri le 26 octobre 2022 sur le territoire de la Ville de Luxembourg. L'objectif est de quantifier pour une première fois le phénomène du sans-abrisme au Luxembourg et de récolter des données socio-économiques sur les personnes concernées. »

Nous aimerions rappeler que le Luxembourg en tant que membre de l'Union européenne et de la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme créée suite au sommet social de Lisbonne s'est engagé avec ses partenaires européens d'éradiquer le sans-abrisme d'ici 2030. La Commission européenne a dans ce contexte lancé une action coordonnée de dénombrement des personnes sans-abris qui devrait fournir des résultats d'ici 2024.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

3) L'action de dénombrement du sans-abrisme annoncée par Madame la Ministre s'inscrira-t-elle dans l'action coordonnée évoquée par la Commission européenne mentionnée ci-dessus ?
Dans l'affirmative, les résultats de ce dénombrement seront-ils disponibles d'ici 2024 ? Dans la négative, quelles autres initiatives seront prévues dans le cadre de l'action annoncée par la Commission ?

4) Les résultats du dénombrement du sans-abrisme au Luxembourg constitueront-ils la base de données pour déterminer des initiatives de type « plan d'action » pour intensifier les efforts en matière de lutte contre le sans-abrisme d'ici 2030 ?

5) Le Gouvernement s'engage-t-il à éradiquer le sans-abrisme d'ici 2030, comme il est prévu dans la Déclaration de Lisbonne de 2021 ?

Réponse (20/12/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région conventionne de multiples organisations non gouvernementales en vue d'offrir des logements à des personnes sans-abri, dont :

– 30 logements Housing First à long terme gérés par le Comité national de défense sociale (CNDS) ;
– un projet Housing First pour femmes avec une capacité pour 10 femmes accompagnées par Caritas accueil et solidarité ASBL ;
– 15 chambres gérées par le service logement de Caritas accueil et solidarité ASBL dans le cadre de son projet « logement encadré » ;
– 10 logements de la Maison Michels gérés par la Ville d'Esch-sur-Alzette ;
– 63 lits du Centre Ulysse gérés par Caritas accueil et solidarité ASBL.

Les haltes de nuit, l'Action Hiver, Abrisud, les centres d'accueil classiques et les logements encadrés et accompagnés, ainsi que les structures d'hébergement pour adultes, représentent des offres complémentaires.

Il convient de noter que le ministère peut uniquement se prononcer sur les projets qu'il conventionne et n'a pas accès aux chiffres se rapportant à des projets soutenus par d'autres acteurs.

ad 2) De manière générale, le ministère, ensemble avec ses partenaires conventionnés, poursuit la réalisation de projets de logements locatifs abordables, situés dans des zones géographiques pertinentes, dans l'objectif d'augmenter la capacité de logements adaptés aux besoins de personnes sans-abri de longue durée et de favoriser l'accès direct à un chez-soi pérenne. Ceci est valable autant pour les projets Housing First que pour d'autres projets en faveur de la population cible.

Actuellement, le ministère réalise une unité de vie pour personnes sans-abris vieillissantes avec 22 chambres dans le CIPA Haaptmann's Schlass à Berbourg, en collaboration avec le groupe Elisabeth.

Par ailleurs, le ministère soutient les efforts d'Inter-Actions ASBL en vue de développer l'offre bas seuil dans la ville de Luxembourg, dont une nouvelle halte de nuit.

En dépit des efforts conjoints du ministère et des acteurs du secteur conventionnés, la pénurie de logements accessibles, stables et privatifs complexifie les mesures mises en œuvre pour aider les personnes vivant dans la rue ou dans des hébergements précaires et inadéquats. Nonobstant, le ministère cherche continuellement à approfondir ses actions afin de permettre l'accès au logement et à l'hébergement des personnes les plus vulnérables, comme par exemple avec la mobilisation d'appartements de typologies diverses sur le site de la Porte de France à Belval ou encore à Pétange dans le cadre du projet « Jeunes adultes ».

ad 3) Les membres de la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme, dont le Luxembourg, se sont engagés à harmoniser le monitoring du sans-abrisme et de promouvoir un cadre commun pour la collecte de données, notamment une initiative coordonnée de dénombrement des personnes sans-abri à l'échelle européenne, prévue en 2024. Évidemment, les efforts nationaux de chiffrer et de mieux comprendre les facteurs du sans-abrisme vont s'inscrire dans l'initiative de la Commission européenne.

ad 4) et 5) Avec la signature de la Déclaration de Lisbonne en juin 2021, le Luxembourg s'est engagé à poursuivre les objectifs visés par celle-ci. Le dénombrement des personnes sans-abri s'inscrit dans ce cadre et ses résultats permettront au ministère de promouvoir la mise en œuvre de mesures fondées sur des données probantes.

Refus de donner aux autorités judiciaires son code de déverrouillage de téléphone portable | Question **7223** (22/11/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le 7 novembre 2022, la Cour de cassation française a annulé un arrêt, rendu par la Cour d'appel de Douai, confirmant ainsi la jurisprudence de la chambre criminelle, en arrêtant que le refus d'une personne de donner aux autorités judiciaires son code de déverrouillage de téléphone portable constitue un délit au sens de l'article 434-15-2 du Code pénal français.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Est-ce que le fait de ne pas remettre un code de déverrouillage de téléphone portable peut être constitutif d'une infraction selon le Code pénal luxembourgeois ? Sinon, l'insertion de cette infraction nouvelle dans notre Code pénal serait-elle envisageable ?

– Est-ce que des situations de refus de donner le code de déverrouillage sont connues aux ministres ? De quelle manière ces refus peuvent-ils constituer des obstacles pour l'avancement d'enquêtes judiciaires ? De quels moyens les enquêteurs disposent-ils pour résoudre ce genre de situations ?

Réponse (22/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Selon le Code pénal luxembourgeois, le refus de remettre le code de déverrouillage d'un téléphone portable n'est pas constitutif d'une infraction. Au Luxembourg l'infraction, telle qu'inscrite à l'article 434-15-2 du Code pénal français, n'est pas connue. Cet article dispose que :

« Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 270.000 € d'amende le fait, pour quiconque ayant connaissance de la convention secrète de déchiffrement d'un moyen de cryptologie susceptible d'avoir été utilisé pour préparer, faciliter ou commettre un crime ou un délit, de refuser de remettre ladite convention aux autorités judiciaires ou de la mettre en œuvre, sur les réquisitions de ces autorités délivrées en application des titres II et III du livre Ier du Code de procédure pénale.

Si le refus est opposé alors que la remise ou la mise en œuvre de la convention aurait permis d'éviter la commission d'un crime ou d'un délit ou d'en limiter les effets, la peine est portée à cinq ans d'emprisonnement et à 450.000 € d'amende. »

En revanche, le Code de procédure pénale luxembourgeois, dans son article 66 (4), dispose que :

« Le juge d'instruction peut, par ordonnance motivée, enjoindre à une personne, hormis la personne visée par l'instruction, dont il considère qu'elle a une connaissance particulière du système de traitement ou de transmission automatisé de données ou du mécanisme de protection ou de cryptage, qu'elle lui donne accès au système saisi, aux données saisies contenues dans ce système ou aux données saisies accessibles à partir de ce système ainsi qu'à la compréhension de données saisies protégées ou cryptées. Sous réserve des articles 72, 73 et 76 ci-dessous, la personne désignée est tenue de prêter son concours. »

Ce texte ne vise que les personnes tierces à l'instruction. En outre, l'article 66 (4) ne précise pas les sanctions encourues par un tiers qui refuserait d'obtempérer.

L'article 67-1 (2) du Code de procédure pénale vise les opérateurs de télécommunication et tout autre fournisseur d'un service de télécommunications, qui refusent de communiquer les informations relatives aux réquisitions visées au premier paragraphe de cet article. À cet égard, toute personne, qui refuse de coopérer et de prêter son concours technique, est punie d'une amende de 100 à 5.000 euros.

Concernant la captation de données informatiques, l'article 88-4, alinéa 2, du Code de procédure pénale prévoit que le juge d'instruction peut, par ordonnance motivée, enjoindre à une personne, hormis la personne visée par l'instruction, qu'elle contribue au déchiffrement des données. Ce texte est quasiment similaire à celui de l'article 66 (4) précité, avec la différence fondamentale que le refus de prêter son concours technique

est puni d'une amende de 1.250 à 125.000 euros. Néanmoins, le refus de remettre le code déverrouillage du téléphone portable aux enquêteurs constitue un phénomène qui est connu de la Police grand-ducale.

Le fait de ne pas pouvoir décrypter certaines données, utiles à la recherche de la vérité, en raison du refus de remettre le code de déverrouillage d'un téléphone portable, peut constituer un obstacle à l'avancement des enquêtes judiciaires. Les travaux d'analyse de la police judiciaire risquent d'être entravés face à ce refus.

À cet égard, pour faire face à ce genre de situations, une disposition telle qu'elle figure au Code pénal français est envisageable et sera analysée en vue d'une éventuelle intégration future dans le Code pénal.

Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le Registre des bénéficiaires effectifs | Question **7224** (22/11/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans son arrêt du 22 novembre, la Cour de justice de l'Union européenne constate que l'accès du grand public aux informations sur les bénéficiaires effectifs, tel que prévu dans la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs, constitue une ingérence grave dans les droits fondamentaux au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel. Selon la cour, la mesure n'est ni limitée au strict nécessaire ni proportionnée à l'objectif poursuivi.

Dans ce contexte je veux poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 22 novembre ?

– Est-ce que le Gouvernement a l'intention de modifier la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs afin de la mettre en conformité avec l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne ?
• Dans l'affirmative, et en attendant cette loi, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre immédiatement afin de respecter la teneur de l'arrêt de la Cour ?

Réponse (21/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

L'arrêt du 22 novembre 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a eu pour effet d'invalider l'article 1er, point 15, sous c), de la directive (UE) 2018/843 du 30 mai 2018 en tant qu'il a modifié l'article 30, paragraphe 5, premier alinéa, sous c), de la directive (UE) 2015/849 du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme en prévoyant l'accès du public en général au Registre des bénéficiaires effectifs. Par conséquent, les dispositions antérieures aux dispositions invalidées reprennent dès lors vigueur et restreignent l'accès à toute personne ayant un intérêt légitime.

La Cour de justice dans le paragraphe 74 a cerné par ailleurs la notion de personne ayant un intérêt légitime en indiquant : « [...] il convient de relever que tant la presse que les organisations de la société civile présentant un lien avec la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ont un intérêt légitime à accéder aux informations sur les bénéficiaires effectifs. Il en va de même des personnes, également mentionnées audit considérant, qui souhaitent connaître l'identité des bénéficiaires effectifs d'une société ou d'une autre entité juridique du fait qu'elles sont susceptibles de conclure des transactions avec celles-ci, ou encore des institutions financières et des autorités impliquées dans la lutte contre des infractions en matière de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, dans la mesure où ces dernières entités n'ont pas déjà accès aux informations en question sur la base de l'article 30, paragraphe 5, premier alinéa, sous a) et b), de la directive 2015/849 modifiée. »

Au vu des termes de l'arrêt de la Cour et s'agissant d'une décision intervenant dans le cadre d'un litige impliquant le Registre des bénéficiaires effectifs luxembourgeois (RBE), il a été nécessaire de suspendre immédiatement l'accès du public au RBE. D'autres États membres de l'Union européenne ont également suspendu l'accès à leur registre national des bénéficiaires effectifs.

La suspension de l'accès du public au RBE a eu pour effet secondaire de bloquer l'accès des professionnels visés à l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, qui était assuré via l'accès ouvert pour le public.

Lors de la réunion de la commission parlementaire de la justice du 23 novembre 2022, j'ai indiqué que le Ministère de la Justice, le Luxembourg Business Registers (LBR) et le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) travaillaient sur une solution technique et légale permettant de garantir rapidement l'accès au registre pour les professionnels visés à l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, ainsi que pour la presse et les organisations de la société civile présentant un lien avec la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et qui ont un intérêt légitime à accéder aux informations sur les bénéficiaires effectifs.

Entre-temps, l'accès a pu être rendu à nouveau disponible depuis le 16 décembre 2022 aux professionnels précités qui en font la demande auprès du LBR.

Pour ce qui est des représentants de la presse nationale, l'accès est géré par le Conseil de presse luxembourgeois dans le cadre d'une convention avec le LBR qui a été conclue en date du 20 décembre 2022. Au terme de cette convention, le Conseil de presse peut attribuer l'accès à la consultation du Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) par les journalistes professionnels détenteurs d'une carte de presse de journaliste professionnel délivrée par ce même Conseil de presse, cet accès étant justifié par l'intérêt légitime dont peut se prévaloir la presse pour consulter le RBE, tel que confirmé par la Cour de justice de l'Union européenne dans son arrêt du 22 novembre 2022.

Le Ministère de la Justice étudie à présent ensemble avec le LBR dans quelles conditions l'accès pourra être également rétabli pour les autres acteurs ayant un intérêt légitime et présentant un lien avec la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, étant précisé que les accès ainsi ouverts restent dans les limites à la fois de la loi du 13 janvier 2019 instituant un registre des bénéficiaires effectifs (prévoyant un accès au public) et de l'arrêt de la CJUE (limitant cet accès aux seules personnes ayant un intérêt légitime).

Le Ministère de la Justice va dans le même temps préparer dans les meilleurs délais des amendements à la loi du 13 janvier 2019 afin que le texte de la loi soit pleinement en ligne avec le texte de la directive (UE) 2015/849 du 20 mai 2015 telle que modifiée suite à la directive 2018/843 et l'arrêt de la CJUE.

Fonctionnement du Film Fund | Question **7225** (23/11/2022) de **M. Félix Eischen** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Le fonctionnement du « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » (le « Film Fund ») a fait l'objet de nombreux débats ces dernières semaines notamment suite à la publication du « Rapport spécial portant sur le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » de la Cour des comptes. Le directeur et la présidente du conseil d'administration du Film Fund sont d'ailleurs invités lors de la réunion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire le 28 novembre 2022.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce qu'un rapport, analyse ou autre document écrit portant sur le fonctionnement du Film Fund a été réalisé sur demande d'un ministère ?

2) Dans l'affirmative, quel ministère a fait cette demande et dans quel objectif ?

3) Dans l'affirmative, est-ce que la Chambre des Députés peut avoir accès à ce rapport ?

Réponse (30/11/2022) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1) Le seul rapport qui a été réalisé sur demande d'un ministère est celui de Value Associates, intitulé « Audit des procédures et adéquation de l'approche de soutien face aux besoins et au potentiel du secteur luxembourgeois de la production cinématographique ». Sur base de ce rapport, des recommandations ont été élaborées, ensemble avec les associations professionnelles concernées.

ad 2) L'audit a été commandé par le Service des médias et communications du Ministère d'État dans l'objectif de faire une évaluation du système d'allocation existant (notamment de l'évaluation subséquente aux demandes jusqu'à la prise de décision et la détermination du montant).

ad 3) L'audit a été communiqué à la Chambre des Députés le 29 novembre 2018. Les recommandations ont été communiquées à la Chambre des Députés le 7 novembre 2019.

Congé pour raisons familiales pour les personnes occupées auprès d'une mesure en faveur de l'emploi | Question **7226** (23/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Vum Congé pour raisons familiales kënnen all d'Employéen, Independanten a Léierjongen a -meedercher profitéieren. Et geet bei dëser Fräistellung drëms, fir den Elteren ze erméiglechen, no hirem kranke Kand ze kucken. Den Artikel L.234-51 vum Code du travail präziséiert allerdéngs net, wéi et ëm Persoune steet, déi an enger Aarbechtsmesure vun der ADEM schaffen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Kann een als Persoun an enger Occupation temporaire indemnisée (OTI) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

2. Kann een als Persoun an engem Contrat d'appui-emploi (CAE) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

3. Kann een als Persoun an engem Contrat d'initiation à l'emploi (CIE) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

4. Kann een als Persoun an engem Stage de professionnalisation (SP) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

5. Kann een als Persoun an engem Contrat de réinsertion-emploi (CRE) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

6. Kann een als Persoun an anere Beschäftegungsmesurë vun der ADEM vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

Réponse (24/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

De Code du travail definéiert:

– laut Artikel L.234-50
Sans préjudice de dispositions plus favorables prévues dans les conventions collectives, il est institué un congé spécial dit « congé pour raisons familiales ».

– laut Artikel L.234-51
Peut prétendre au congé pour raisons familiales, le salarié ayant à charge un enfant, âgé de moins de 18 ans, nécessitant en cas de maladie grave, d'accident ou d'autre raison impérieuse de santé la présence de l'un de ses parents.

Allerdéngs ass en Demandeur d'emploi just am Kader vun enger Mesure spéciale e Salarié, wat net de Fall bei enger OTI, engem CAE, CIE, SP oder CRE ass.

Konkreet heescht dat, dass, vum legale Standpunkt hier, en Demandeur d'emploi just am Kader vun enger sougenannter Mesure spéciale bei enger Beschäftegungsinitiativ ka vum Congé pour raisons familiales profitéieren.

Dat bedeit och, dass en Demandeur am Kader vun enger OTI, engem CAE, CIE, SP oder CRE (Froen 1 bis 5) net kann dovunner profitéieren.

Et ass och nach ze bemierken, dass déi nämmlecht juristesch Analys fir aner „congés extraordinaires" gëllt.

Ligne RGTR n° 146 Wiltz–Kautenbach | Question **7227** (23/11/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Fir d'Awunner aus ländleche Regiounen, déi op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze kommen, ass et wichteg, datt dëse Service pünktlech ass an datt déi néideg Sëtzplaze fir d'Passagéier zur Verfügung stinn.

Mir ass awer zougedroe ginn, datt an der Lescht op der Linn 146 „Wooltz–Kautebaach", spezifesch op der Course N° 3730, déi um 7.35 Auer vum Lycée du Nord aus Richtung Kautebaacher Gare start, dacks de Bus iwwerlaascht war an eng Rei Passagéier deemno net konnten op d'Offer vum ëffentlechen Transport zeréckgräifen.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Wéi eng Gefierer ginn op dëser Streck agesat? Wéi vill Plazen hunn dës Gefierer?

– Ass virgesinn, d'Sëtzcapacitéiten a Spëtzenzäiten op dëser Linn ze erhéijen?

Réponse (28/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op der Linn 146 wäerten iwwer de ganzen Dag Standardbusse mat 50 Sëtzplazen agesat ginn amplaz vu Minibussen.

Aide sociale proposée par les offices sociaux | Question **7229** (23/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am ofgeännerte Gesetz vum 18. Dezember 2009 ass d'Aide sociale gereegelt. Iwwert d'Offices sociaux kënnen d'Leit Hëllefe kréien, fir Waasser-, Stroum an Heizrechnungen ze bezuelen, fir Dokteschrechnungen ze bezuelen oder fir Iesswueren ze kréien. D'Unzuel u Persounen, déi op Hëllefen ugewise sinn, klëmmt alljoers. Laut Caritas Lëtzebuerg ass d'Frequentatioun vun den 12 Sozial-Epicerien iwwer déi lescht 5 Joer ëm 30 % eropgaangen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir Hëllefe goufen an deene leschte 5 Joer vun den Offices sociaux ofgeleent? Aus wat fir enge Grënn?

2. Wéi vill Demandë fir Hëllefe goufen an deene leschte 5 Joer vun den Offices sociaux ofgeleent, mam Grond, dass gefroten Dokumenter net matzäite per Bréif eragereecht goufen?

3. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte 5 Joer opgrond vun enger ofgeleenter Demande ee Recours virum Conseil arbitral gemaach?

4. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte 5 Joer opgrond vun enger ofgeleenter Demande ee Recours virum Conseil supérieur des assurances sociales gemaach?

5. Wéi vill vun dëse Persoune krute beim Recours viru béide Conseile Recht zougesprach?

Réponse (20/12/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. All Dossier, deen engem Conseil d'administration vun engem Office social ënnerbreet gëtt, besteet aus enger Demande fir eng oder méi Prestatiounen. All Prestatioun gëtt eenzel vum Conseil d'administration bewäert.

Vum 1. Januar 2017 op den 31. Oktober 2022 goufe 5.515 eenzel Prestatioune vun den Offices sociaux refuséiert.

De Motiv vum Refus kann, mee muss awer net am informatesche Programm vun den Offices sociaux agedroe ginn. Dofir ass et net méiglech, eng detailléiert Analys vun de 5.515 Refusen ze maachen, déi een awer generell a follgend Kategorien opdeele kann:

– den Demandeur huet genuch Revenu;
– den Dossier ass net komplett;
– et gi weider Informatioune vum Demandeur gefrot;
– e Manktem oder Refus vu Collaboratioun;
– et feelt un Transparenz an den Informatiounen;
– d'sozial Rechter goufen nach net all geltend gemaach;
– bei der Demande handelt et sech net ëm ee „besoin primaire";
– den Office social ass net méi zoustänneg, well den Demandeur an eng aner Gemeng geplënnert ass;
– den Demandeur huet refuséiert e Scholdschäin ze ënnerschreiwen;
– d'Demande ass hifälleg.

ad 2. Déi gefroten Donnée gëtt esou net am informatesche Programm vum SIGI erhuewen. D'Recherchen hunn awer erginn, datt iwwer déi lescht 5 Joer 179 Refusen ausgeschwat goufen, well den Dossier net komplett war.

ad 3. bis 5. De Familljeministère verfüügt net iwwer déi gefroten Donnéeën.

Promotion de l'éducation non formelle dans le nord du pays | Question **7230** (23/11/2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

D'Jugendaarbecht zu Lëtzebuerg baséiert op de pedagogesche Prinzippie vun der non-formaler Bildung an ass e wichtege Pilier an der perséinlecher a sozialer Entwécklung vun de Jonken.

Am Norde vum Land ass d'Nordstadjugend ASBL an 12 Gemenge responsabel fir déi regional Vernetzung a Koordinatioun vun der Jugendaarbecht an den Nordstadgemengen an doriwwer eraus. Mat verschiddene Servicer, déi sech u Jonker am Alter tëscht 12 a 26 Joer riichten, droen si de Besoine vun deene Jonke Rechnung a suergen derfir, hiert Wuelbefannen ze erhalen an ze verbesseren. D'Noutwendegkeet, déi Jugendlech do opzefänke wou se grad stinn, ass no der Pandemie an an dësen Zäite vun diverse Krisen onëmgänglech.

An dësem Kontext war geplangt, d'Offer vum Service vum „Jugendinfopunkt" (JIP), deen och am Süden an am Zentrum vum Land funktionéiert, weider auszebauen. E Konzept gouf zesumme mam Ministère ausgeschafft an och guttgeheescht. Laut mengen Informatiounen, hätt de Ministère aus budgetäre Grënn awer elo decidéiert, dem JIP déi néideg personaltechnesch Ënnerstëtzung net zoukommen ze loossen. Dëst nodeems Viraarbechten zesumme mat de Vertrieder vum Ministère de Projet sprochräif opgestallt hunn.

Och de Projet vum „Nordstad Streetwork", der opsichender Jugendaarbecht, deen am Joer 2023 sollt lancéiert ginn a wou zwee „Outreach Youthworker" sollten an den Asaz kommen, fir déi Jugendlech nach besser do opzefänken, wou se sech grad befannen, wier fir 2023 gestrach ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?

2. Wat sinn déi konkreet Grënn, dass déi uewe genannte Projete vum Ministère d'nächst Joer net zousätzlech ënnerstëtzt ginn?

3. Handelt et sech ëm en Eenzelfall oder gëtt generell am Beräich vun der non- formaler Bildung bei neie Projete gespuert?

4. Wa jo, firwat gëtt net zousätzlech an dëse Beräich vun der non-formaler Bildung investéiert?

5. Wéi ass fir d'Regierung generell de Stellewäert vun der non-formaler Bildung am Beräich vun der Jugend?

Réponse (23/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Dës Informatioune kënnen esou net bestätegt ginn. Déi genannte Projete kréien am Joer 2023 eng zousätzlech Ënnerstëtzung.

ad 3. a 4. De Contraire ass de Fall, well och am Joer 2023 wäerten nei Projete realiséiert ginn. Fir d'Joer 2023 ass virgesinn, datt zousätzlech 27,25 ETP-Posten am Jugendsecteur zesumme mat de Gemenge geschafe ginn.

Wéi och an de Jore virdrun, gouf de Secteur vun der Jugendaarbecht invitéiert, nei Projeten an Iddie fir déi nächst Joren dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) matzedeelen, wourop am Aklang mam Staatsbudget muss decidéiert ginn, wat d'Prioritéite sinn a wat ka realiséiert ginn. Wéi an der

Vergaangenheet kënnen deemno net ëmmer all Iddien an Initiative realiséiert ginn, dat well de Staatsbudget limitéiert ass.

ad 5. An de leschte Joren huet d'Regierung, a virop de MENJE, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, vill an den Ausbau an d'Weiderentwécklung vum non-formale Bildungsberäich investéiert an dësen Engagement bleift och weiderhi bestoen. Souwuel am Klengkandberäich, dem Beräich vun de Schoulkanner ewéi och an der Jugendaarbecht goufen et an de leschte Joren eng ganz Rei Reformen an innovativ Programmer a Projeten; Initiativen, déi och weider gefërdert ginn.

Ligne RGTR n° 146 Wiltz–Kautenbach | Question **7233** (24/11/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Zu mengem allergréissten Erstaunen ass mer zu Ouere komm, datt déi lescht Woch a gëschter Méindeg de Bus RGTR 146, dee vu Wooltz iwwer Bidscht, Géisdref, Dol, Nacher bis op Kautebaach fiert, moies fréi eng ganz Rei Leit huet misse stoe loossen, dorënner Kanner, déi sechsmol hannerteneen an enger Woch bei der Nacher Schoul um 7.14 Auer stoe gelooss goufen.

De Bus huet nëmmen néng Plazen, muss awer däitlech méi Leit transportéieren. Dat féiert dozou, datt d'Elteren Hals iwwer Kapp mussen asprangen, fir d'Kanner op Ettelbréck oder Dikrech an d'Schoul ze féieren, well se soss eng Prüfung oder de Cours verpassen.

Aus deem Gronn wollt ech den Här Mobilitéitsminister Follgendes froen:

1. Ass den Här Minister iwwer dës mësslech Situatioun informéiert ginn?

2. Huet den Här Minister iwwer seng Servicer dofir suerge gelooss, datt dëse Fall sech an Zukunft net méi widderhëlt an d'Kapazitéit (Plazen am Bus) eropgesat gëtt?

3. Sinn dem Här Minister änlech Fäll an aneren Deeler vum Wëlzer Kanton an doriwwer eraus bekannt?

Réponse (28/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Fro ass identesch zur Fro N° 7227.

Op der Linn 146 wäerten iwwer de ganzen Dag Standardbusse mat 50 Sëtzplazen agesat ginn amplaz vu Minibussen.

Aner dringend Fäll sinn de Moment net bekannt. Wann et sech erweist, datt an Zukunft iergendwou Kapazitéiten net duerginn, wäerte meng Servicer de Méiglechkeeten no reagéieren

Fichier Excel du Ministère du Logement concernant le bail à loyer | Question **7235** (24/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Wunnengsbauministère hat am Oktober Ännerungen u sengem Mietgesetz virgeluecht. Hei huet hien eng Ännerung vum Mietpräisdeckel proposéiert, dee vun aktuell 5 % vum Capital investi op 3,5 % soll erofgoen. Gläichzäiteg ass de Minister higaangen an huet d'Berechnungskoeffiziente vum Capital investi geännert.

Leit, déi wollten, konnte mat engem Excel-Tableau vum Ministère ausrechnen, wéi sech d'Loyere mat deem neie Gesetz entwéckelen. Zum grousse Schock vu ville Locataires, well mat den neie Berechnungen d'Loyeren an Zukunft souguer nach an d'Luucht géife goen!

Virun e puer Deeg huet de Logementsministère matdeele gelooss, dass ee Feeler bei de Formelen am Excel-Tableau virkomm ass. Dee Feeler gouf behuewen, sou dass d'Koeffizienten am Excel de Loyer elo richteg géife berechnen.

Wien an d'Metadonnéeë vum Excel-Fichier nokucke geet, dee gesäit, dass d'Consultingfirma Allen and Overy deen Excel-Fichier fir de Logementsministère erstallt huet. Scheinbar huet awer de Minister beim Logementsministère sengem Prestataire blann vertraut an et verpasst, fir den Tableau, deen awer e puer Wochen online accessibel war, virun der Veröffentlechung ze kontrolléieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wéi vill huet Allen and Overy dem Logementsministère fir d'Konzeptioun an d'Realiséierung vun dësem Excel-Tableau facturéiert?

Réponse (23/12/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Den Deputéierte freet, ob den Excel-Fichier, dee fir d'Berechnung vum Mietpräisdeckel um Site www.logement.lu publizéiert gouf, vun enger externer Consultingfirma opgestallt ginn ass a wéi vill Honorairen dofir verrechent goufen.

Déi genannte Firma war am Ausschaffe vun dësem Excel-Fichier net implizéiert a gouf dofir och net bezuelt.

De Fichier staamt urspréinglech aus engem Optrag un déi genannte Firma aus dem Joer 2019. Deemools hat de Ministère eng Broschür ausgeschafft mat Erklärungen zum bestoende Mietpräisdeckel nom Gesetz vum 21. September 2006 betreffend de „bail à usage d'habitation". Dozou gehéiert och en Excel-Fichier, fir de Plaffong nozerechnen, deen zënter Juli 2020 um Site www.logement.lu zesumme mat der Broschür ze fannen ass. Béid Publikatiounen hëllefen dem Benotzer duerch déi verschidden Etappe vun der Berechnung vum investéierte Kapital.

Conservation des données | Question **7236** (24/11/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 22. November huet den Europäesche Geriichtshaff en Urteel gefällt, wat de Justizministère dozou veranlasst huet, de Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) direkt offline ze huelen. Et leien awer mëttlerweil eng Villzuel un Arrête vun dem Europäesche Geriichtshaff vir, wat d'Vorratsdatespäicherung ugeet, wou d'Regierung bis elo nach net reagéiert huet. An eise parlamentaresche Froen Nr. 0813, Nr. 1783 an Nr. 4693, souwéi an enger Motioun vum Juli 2019, si mir am Detail op dës Illegalitéit agaangen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung elo endlech e Gesetzesprojet deposéieren, fir d'Gesetz vum 30. Mee 2005 ofzeänneren an d'Vorratsdatespäicherung ze ënnerbannen?
– Wa jo, wéini?
– Wann nee, firwat net?

2. Firwat reagéiert d'Regierung hei an ënnerschiddlechem Mooss op Urteeler vun der CJEU?

Réponse (20/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. D'Aarbechten an d'Consultatioune mat de concernéierten Acteure sinn esou gutt wéi ofgeschloss. De Gesetzprojet wäert deemno Ufank vum nächste Joer am Regierungsrot presentéiert ginn.

ad 2. Fir ze verhënneren, dass et op EU-Niveau zu fragmentéierte Legislatiounen am Beräich vun der Datespäicherung kënnt, huet Lëtzebuerg zesumme mat enger Majoritéit vu Memberstaten ëmmer fir eng europäesch Léisung plädéiert, déi konform ass mat der Jurisprudenz vun der CJUE. Dat, well et hei ëm e ganz wichtegt Instrument an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit geet, respektiv am Kader vun der nationaler Sécherheet, déi och déi europäesch Police- a Justizkooperatioun staark impaktéiert.

Well esou eng europäesch Léisung nach ëmmer net an Aussiicht ass, huet de Justizministère d'Decisioun geholl, en neie Gesetzesprojet auszeschaffen.

Central téléphonique 112 | Question **7238** (24/11/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Léon Gloden** (CSV)

D'Madamm Inneministesch huet rezent erkläert, dass zënter Ufank des Joers zwou Persounen d'Noutrufzentral 112 verlooss hunn. Weiderhin hätt eng weider Persoun wësse gedoen, datt se wéilt den 112 verloossen.

Eisen Informatiounen no hätten awer zanter Ufank des Joers op d'mannst sechs Leit den 112 verlooss an eng weider Persoun wësse gedoen, dass se den 112 wéilt verloossen. Méi genau géif d'Situatioun sech follgendermoossen duerstellen:

– zwee Agenten hätten den 112 an de CGDIS berufflech komplett verlooss;
– een Agent wier intern am CGDIS gewiesselt a wier elo bei der DCO (Direction de la coordination opérationnelle);
– een Agent wier intern am CGDIS gewiesselt a wier elo Chef de service adjoint ginn;
– een Agent wier intern am CGDIS gewiesselt a wier elo am CIS Findel;
– een Agent wier intern am CGDIS gewiesselt a wier elo am CSL Lintgen (Centre de soutien logistique);
– een Agent géif den 112 an de CGDIS berufflech komplett verloosse fir Ufank 2023.

Weiderhi wieren dräi Agente fir 2023 nëmmen nach deelweis disponibel. Ausserdeem hätt ee weideren Agent (Stagiaire) den Noexame vu sengem Sportstest net gepackt a misst warscheinlech och den 112 verloossen. Donieft wiere sechs weider Agente vum 112 aktiv op der Sich no enger anerer Plaz.

Eisem Wëssen no hätt e Responsabel vum 112 engem Operateur eng „Chef de salle"-Plaz proposéiert respektiv versprach, obwuel keng esou Plaz ausgeschriwwe ginn ass.

Vill Agente vum 112 kloen iwwer massiv Iwwerstonnen. Schlussendlech soll nach keen Agent vum 112 eng Äntwert kritt hu fir Congésufroe fir 2023.

An deem Kontext wollte mir der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch déi uewe genannten Departe beim 112 confirméieren?

– Wat ass d'Zomm vun all den Iwwerstonnen (CET) vun all den Agente vum 112 zesummen?

– Stëmmt et, dass nach keng Congésufroe fir 2023 accordéiert goufen? Wa jo, aus wéi enge Grënn?

– Kann d'Madamm Ministesch bestätegen, datt eng „Chef de salle"-Plaz versprach gouf, déi net ausgeschriwwe ginn ass?

– Wéi vill Plaze goufe bei der leschter Rekrutementssessioun (Cadre de base) vum CGDIS ausgeschriwwen?

– Wéi vill Stagiairë sinn aktuell nach Deel vun dëser Sessioun?

Réponse (23/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Am Joer 2022 huet de CGDIS 56 Beruffspompjeeën (40 op den 1. Mäerz a 16 op den 1. Dezember) am Cadre de base rekrutéiert. 1 Persoun huet hire Stage ofgebrach.

Fir de Rescht verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6982 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement souwéi op de Fait, datt ech als Inneministesch net zoustänneg fir déi intern Personalgestioun vum CGDIS sinn. Dofir kann ech net op Froe ronderëm d'Personalgestioun vum CGDIS äntweren.

Terrain constructible détenu par l'État | Question **7242** (24/11/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Ministeren haten 2021 op enger Pressekonferenz d'Rapporte vum Observatoire de l'habitat virgestallt, déi besoen, dass hei zu Lëtzebuerg nach 3.732 ha Land fir de Wunnengsbau kéinte benotzt ginn an deemno Plaz fir 142.000 Wunnenge fir 300.000 Persoune wier.

Weider goung aus der Nott N° 29 ervir, dass d'ëffentlech Hand – also de Staat, d'Gemengen an d'ëffentlech Bauträger a Fongen – ronn 505 ha Bauland besëtzt, mat deem ee groussen Deel vun deenen 142.000 ugekënnegte Wunnengen hei am Land gebaut kéinte ginn.

2021 wollte mir an der parlamentarescher Fro N° 5313 vun de Ministere wëssen, wéi déi vill Baulandreserve vum Staat genotzt ginn. D'Ministere konnte mir heizou leider net vill Zuele liwweren:

„Am Mee 2022, wann de Monitoring vum Pacte Logement 1.0 ofgeschloss ass, wäert et méiglech sinn ze wëssen, wéi vill Bauland innerhalb vun deene Gemenge consomméiert ginn ass, déi beim Pacte Logement matgemaach hunn an déi eng CDA, IVL oder Standardkonventioun ënnerschriwwen hunn. Doriwwer eraus verfüügt d'Regierung net iwwert déi gesamt Informatiounen, fir méi präzis op dës Fro ze äntweren. Eent vun den Ziler vum Raum+ ass fir kënnen, an Zukunft, esou Informatiounen ze liwweren."

Haut huet de Logementsministère de Bilan vum Pacte Logement 1.0 presentéiert:

« Dans ce contexte, quelque 5.200 logements abordables auraient dû être créés. Malheureusement, par manque de mesures contraignantes et d'instruments de contrôle, il n'existe à ce jour pas de moyens pour vérifier combien de ces logements sont effectivement aujourd'hui des logements abordables. »

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vum Staat sinn, goufen zënter der Aféierung vum Pacte Logement 1.0. bebaut?

2. Wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vum Staat sinn, sinn aktuell nach net bebaut?

3. Op wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vum Staat sinn, gëtt de Moment gebaut?

4. Fir wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vum Staat sinn, läit nach kee PAP vir?

5. Fir wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtz vum Staat sinn, leien nach keng Baugeneemegunge vir?

Réponse (23/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. Beim Pacte Logement 1.0 ass et sou, datt d'Konventiounen, déi d'Gemengen ënnerschriwwen hunn, keng eenheetlech Lafzäit fir dat ganzt Land hunn, mee si si jee no Gemeng ënnerschiddlech. Am Kader vum Monitoring vum Pacte Logement ass virun allem gekuckt ginn, wéi d'Bevëlkerung sech an der jeeweileger Period entwéckelt huet. Parallell ass awer och eng Schätzung gemaach gi fir ze kucken, wéi vill nei Wunnenge gebaut goufen an zwar ënner anerem op Basis vum den Terrainen, déi consomméiert respektiv nei gebaut gi sinn. Dës Terraine sinn unhand vun engem Verglach vun de Loftbiller erfaasst ginn. Urspréinglech stoungen d'Loftbiller nëmmen all dräi Joer zur Verfügung, wat mat sech bréngt, datt den Ufank vun der Beobachtungsperiod jeeweils dat Joer ass, wou den Datum vum Loftbild am noosten un dee vun der Konventioun erukënnt. Dowéinst bezéie sech d'Date jee no Gemeng op follgend Perioden:

– 2003–2013 (31 Gemengen, déi eng retroaktiv Konventioun ënnerschriwwen hunn)
– 2007–2020 (51 Gemengen)
– 2010–2020 (14 Gemengen)

6 Gemengen haten de Pacte Logement 1.0 net ënnerschriwwen, an a fir déi Gemenge leie keng Date vir.

Unhand vun den Donnéeën, déi zur Verfügung stinn, ass de Stand vun de Proprietäre fir sämtlech Gemengen d'Joer 2016 an de Stand vum PAG 2020/2021.

Wann een d'Terrainen, op deene gebaut ginn ass (wou virdrun näischt stoung), sou wéi och déi Terrainen, déi nei bebaut gi sinn (nodeems eppes ofgerappt ginn ass), da kënnt een am Ganzen op 321 ha, déi vum Staat bebaut gi sinn (all d'Zonen zesummegeholl). Vun dësen 321 ha befanne sech 13 ha an Zone fir Wunnzwecker, 95 ha an ëffentlechen Zonen an 144 ha an Aktivitéitszonen an 69 ha an Zone fir aner Zwecker.

Wann een d'ëffentlech Hand am Allgemenge kuckt, da kënnt een op 639 ha, déi consomméiert respektiv nei bebaut gi sinn. Dovunner leie 74 ha an Zone fir Wunnzwecker, 264 ha an ëffentlechen Zonen, 193 ha an Aktivitéitszonen an 109 ha an aneren Zonen.

Fir méi aussokräfteg a besser vergläichbar Resultater ze kréien, wäert den Observatoire de l'habitat d'nächst Joer eng Aktualisatioun vun der Consommatioun an der Rekonstruktioun vun den Terraine virhuelen. D'Aarbechte wäerte sech viraussichtlech op d'Period 2016–2022 bezéien. Heibäi wäerten alleguer d'Gemenge betruecht ginn.

ad 2. D'Erhiewung vu Raum+ fir d'Period 2020/2021 (op Basis vun 89 Gemengen) huet erginn, datt vun den insgesamt 505 ha an der ëffentlecher Hand, déi fir Wunnzwecker virgesi sinn, de Staat 57 ha (11 %) besëtzt. D'Gemenge kommen op 256 ha, d'Fongen op 179 ha an aner national Acteuren op 4 ha. Donieft besëtzt de Staat nach 60 ha an Zone fir den ëffentleche Beräich (BEP), 201 ha an den Aktivitéitszonen an 38 ha fir aner Zwecker.

ad 3. Den Inventaire fir Raum+ ass 2020/2021 eng éischte Kéier duerchgefouert ginn an d'Resultater leie fir 89 Gemenge vir. Et ass virgesinn, d'Resultater vun alle Gemengen am Laf vum Joer 2023 ze presentéieren.

Op Basis vun der Orthophoto 2022 wäerte mir och 2023 eng Mise-à-jour vun de Reservëflächen duerchféieren. Domadder ass et dann och méiglech ze soen, wéi vill Bauland – am Besëtz vum Staat oder och vun aneren Acteuren – an enger gewësser Period tëschent 2 Stéchdatumer bebaut ginn ass. Dëse Monitoring kann nëmmen duerch eng kontinuéierlech Mise-à-jour vun den Donnéeën duerchgefouert ginn.

Dofir ass et am Moment net méiglech, op dës Fro ze äntweren.

ad 4. Vun de 57 ha, déi am Besëtz vum Staat sinn a fir Wunnzwecker virgesi sinn, leie 54,1 ha an Zonen, fir déi ee PAP néideg ass. Dovunner hunn 49 ha nach kee PAP.

Fir den ëffentleche Beräich ass dat de Fall fir 47,4 ha, an den Aktivitéitszone fir 151 ha a fir de Rescht vun den Zone fir e bësse manner wéi 30 ha.

Heibäi ass ze bemierken, datt bei de PAGen, déi nom Gesetz vun 2004 opgestallt gi sinn (an net digital zur Verfügung stinn), de Stand vun den akzeptéierte PAPen d'Joer 2016 ass.

ad 5. D'Regierung verfüügt net iwwert déi néideg Informatiounen, fir op dës Fro ze äntweren.

Modalités du transfert de l'Institut Max Planck de Luxembourg à l'Université du Luxembourg | Question **7243** (25/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le 4 août 2022, vous informiez le public par voie de communiqué de presse que le Gouvernement luxembourgeois avait informé la Max-Planck-Gesellschaft de sa volonté de transférer le Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law (Institut Max Planck) au sein de l'Université du Luxembourg au terme d'une phase de transition de « 3 à 4 ans ». Près de quatre mois plus tard, les modalités exactes de cette reprise sont toujours inconnues. Peu commentée au Luxembourg, la nouvelle de la fin prochaine de l'Institut Max Planck de Luxembourg a fait l'effet d'une bombe dans le monde de la recherche. En Allemagne, la Frankfurter Allgemeine Zeitung s'est récemment interrogée sur les fondements de cette décision et a mis en évidence l'enjeu du sort réservé à la bibliothèque de l'Institut, dont la renommée est aujourd'hui internationale et qui constitue un atout majeur de la recherche juridique au Luxembourg (« Abgewickelt: MPI in Luxemburg schließt », FAZ du 16 novembre 2022).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Le Gouvernement luxembourgeois ayant justifié sa décision par des considérations d'ordre « stratégique » liées à un soi-disant manque d'intégration de l'Institut Max Planck à l'environnement de la recherche au Luxembourg, peut-il nous donner davantage de précisions à ce sujet ? Y a-t-il eu un manque de coopération avec d'autres acteurs de la recherche au Luxembourg ? Ou l'orientation de la recherche vers l'étude de la procédure devant les juridictions nationales, internationales et européennes, tout comme de la régulation financière, a-t-elle été jugée peu pertinente dans le contexte luxembourgeois, malgré la présence de la Cour de justice de l'Union européenne et d'une place financière dont la régulation pose souvent problème ?

2) Comment le Gouvernement envisage-t-il la phase de transition annoncée de « 3 à 4 ans » ? Les incertitudes continuant à peser sur l'avenir du personnel de l'Institut Max Planck en l'absence de plan de reprise clair ne risquent-elles de mettre à mal cet objectif, notamment en provoquant le départ de salarié.e.s souvent hautement qualifié.e.s ?

3) L'Institut Max Planck Luxembourg ayant été financé – comme le souligne d'ailleurs le Gouverne-

ment dans son communiqué – à 100 % par le contribuable luxembourgeois, à quelle hauteur Monsieur le Ministre évalue-t-il le montant de cet investissement depuis la fondation de l'Institut jusqu'à aujourd'hui ?

4) Quelle sera l'utilisation future des deniers publics jusque-là investis dans l'Institut Max Planck ? Seront-ils : 1. attribués à une entité similaire à créer au sein de l'université ; 2. affectés à la Faculté de droit, d'économie et de finances de l'Université du Luxembourg ; 3. distribués à d'autres composantes (c'est-à-dire non juridiques) de l'université ; ou 4. simplement rayés du budget de la recherche publique ?

5) Quel sera l'avenir de la bibliothèque de l'Institut Max Planck ? Bénéficiera-t-elle de locaux dédiés au sein du nouveau campus Kirchberg de l'Université du Luxembourg ? Sera-t-elle transférée au Luxembourg Learning Centre à Belval, alors que son public-cible, à savoir les étudiants en Master et les chercheurs, resteront à Kirchberg ? Ou sera-t-elle remise à la Bibliothèque nationale, sachant que cela entraînerait des problèmes importants en termes d'accès aux livres (nécessairement stockés dans les magasins) et de reprise du personnel ?

Réponse (21/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

En réponse à la question de l'honorable Députée, je tiens à préciser que des explications détaillées au sujet de la décision relative à la convention de coopération avec la Société Max Planck concernant le Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law (ci-après Institut Max Planck Luxembourg) ont été fournies lors de la réunion de la Commission parlementaire de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du 20 septembre 2022.

Je tiens néanmoins à apporter les précisions suivantes :

ad 1) La décision de terminer la convention de coopération avec la Société Max Planck et de transférer les activités de l'Institut Max Planck Luxembourg vers l'Université du Luxembourg a été prise en vue de permettre une meilleure intégration de ces activités dans le modèle de gouvernance de la recherche luxembourgeoise. Ce mode de gouvernance prévoit entre autres des conventions pluriannuelles par lesquelles les établissements publics de l'enseignement supérieur et de la recherche s'engagent à atteindre un certain niveau de performance et des objectifs concrets, en contrepartie de la dotation financière de l'État, ainsi qu'une coordination entre les différents acteurs à travers un comité de coordination stratégique.

Étant donné que la Société Max Planck dispose de son propre modèle de gouvernance, qu'elle n'a pas souhaité adapter au contexte luxembourgeois, il a été décidé, d'un commun accord avec les responsables de la Société Max Planck, de dissoudre l'Institut à Luxembourg et d'intégrer ses activités et son personnel à l'Université du Luxembourg.

Cette décision ne remet en aucun cas en cause l'excellence ni la pertinence de la recherche fournie par l'Institut, mais s'explique uniquement par deux modes de gouvernance qui s'avèrent incompatibles. Les activités de recherche seront poursuivies au sein de l'Université du Luxembourg.

ad 2) Les activités et le personnel de l'Institut Max Planck Luxembourg seront progressivement intégrés à l'Université du Luxembourg durant une phase de transition de trois à quatre ans. Afin que la transition puisse être préparée dans les meilleures conditions par tous les acteurs concernés, les statuts de la Max Planck Institute Foundation ont été adaptés afin de permettre à l'Université du Luxembourg et à l'État d'être représentés au sein des organes de gouvernance de l'Institut durant la phase de transition.

ad 3) Le contrat de financement signé en juin 2012 entre l'État et la Société Max Planck prévoit une dotation initiale de 250.000 EUR, un financement annuel sur base d'un plan économique pour quatre ans et d'un budget détaillé par année fiscale et la mise à disposition d'un bâtiment adéquat. Le financement annuel pour 2022 s'élève à 10.000.000 EUR. Les dotations annuelles totales de l'Institut des années 2012 à 2022 s'élèvent à 99.537.320 EUR.

ad 4) Ce financement annuel de l'État reviendra à l'avenir à l'Université du Luxembourg. Il revient à cette dernière de proposer un modèle de structure regroupant en son sein les activités de l'Institut.

ad 5) La gestion future de la bibliothèque de l'Institut Max Planck fera partie des sujets à clarifier durant la phase de transition.

Hauts fonctionnaires du Gouvernement | Question **7245** (25/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 7083 hunn ech dem Premierminister Froen zu de Wiesselen, Astellungen a Pensionéierunge vun héije Beamten (Administrateurs généraux, 1ers Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement première classe, Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement adjoints) gestallt. De Premier huet mech op den Annuaire vun de Ministèren an de Mémorial B verwisen. Fir ze wëssen, wéi eng Beamten awer beim Amtsuntrëtt vun der Regierung Bettel I am Amt waren, misst een awer all d'Ernennungen am Mémorial vun deene leschte 50 Joer nosichen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

– Wéi eng vun den uewe genannte Beamteposte ware mat wéi enge Leit besat, dee Moment wou d'Regierung Bettel I an d'Amt komm ass?

Réponse (23/12/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

D'Regierung verweist den honorabelen Deputéierten op de Mémorial B deen – wéi hien et selwer schreift – et erméiglecht, esou Recherchen historescher Natur ze ënnerhuelen.

Droit à un interprète lors du dépôt d'une plainte | Question **7249** (28/11/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

L'article 5(2) de la directive 2012/29 exige des États membres qu'ils veillent à ce qu'une personne lésée qui souhaite déposer une plainte pour une infraction pénale et qui ne comprend pas ou ne parle pas la langue de l'autorité compétente ait la possibilité de déposer sa plainte dans une langue qu'elle comprend ou de recevoir l'assistance linguistique nécessaire.

Cette obligation a notamment été transposée par l'article 3-4, paragraphe 3, alinéa 1, du Code de procédure pénale qui dispose que « S'il apparait qu'elle ne parle ou ne comprend pas la langue de procédure, elle a droit à l'assistance d'un interprète au moment du dépôt de sa plainte ainsi que lors de ses auditions au cours de l'enquête, de l'instruction préparatoire ou devant les juridictions de fond. »

Selon nos informations, il arrive que des personnes souhaitant déposer une plainte auprès de la police, mais ne maîtrisant aucune des langues officielles, demandent à une personne de confiance qu'elles connaissent de faire la traduction pour elles. Dans un tel cas, il semble toutefois arriver que l'autorité compétente refuse d'enregistrer la plainte.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quelle est la procédure actuelle lorsqu'une personne souhaite déposer une plainte ? Quelles sont les règles juridiques applicables ?

2) Le « droit à l'assistance d'un interprète au moment du dépôt de sa plainte » implique-t-il que l'interprète doit être un.e interprète assermenté.e ? Existe-t-il une autre base légale que celle citée qui précise cette exigence ?

3) En cas de réponse affirmative à la deuxième question, quelle est la justification de l'exigence selon laquelle il doit s'agir d'un.e interprète assermenté.e, une exigence qui ne semble pas être explicitement prévue par la directive 2012/29 dans le contexte du dépôt d'une plainte ?

4) En cas de réponse affirmative à la deuxième question, comment vos services évaluent-ils le risque qu'une telle exigence puisse entraîner un retard dans le dépôt d'une plainte, par exemple, si la personne lésée parle une langue pour laquelle il est difficile de trouver immédiatement un.e interprète assermenté.e ?

Réponse (23/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Actuellement, lorsqu'une personne souhaite déposer une plainte auprès de la Police grand-ducale, les principes prévus au Code de procédure pénale (CPP) sont applicables [articles 3-4(3), 3-7(1) point 6 & 3-7(2)]. La mise en application pratique de ces principes est énoncée dans les prescriptions de service internes de la Police grand-ducale. Ces dernières prévoient que le policier informe sans délai le plaignant dans une langue qu'il comprend sur les modalités et conditions d'exercice du droit à l'interprétation et à la traduction. L'information se fait par le biais de la distribution de la brochure « infodroit-victime » rédigée en 22 langues.

En plus, et sauf s'il est contraire aux intérêts de la victime ou au bon déroulement de la procédure, la victime est autorisée lors du premier contact avec les officiers et les agents de police judiciaire à se faire accompagner par une personne de son choix, lorsque, en raison des répercussions de l'infraction, elle a besoin d'aide pour comprendre ou être comprise [art. 3-7(2) du CPP].

ad 2) La mise en pratique du recours à un interprète, au cas où le plaignant fait usage de son droit, est ancrée dans les prescriptions de service de la PGD. Le policier en charge de l'affaire peut avoir recours aux interprètes suivants :

– Interprètes assermentés (listes Ministère de la Justice et ALTI)
– Personne reconnue par la PGD comme pouvant figurer comme interprète (liste PGD)
– En cas de nécessité ou d'urgence, toute autre personne, sauf celle explicitement exclue dans les prescriptions de service internes, par souci de neutralité :
• les membres de la famille, amis ou connaissances des victimes, témoins ou personnes susceptibles d'avoir participé à une infraction,
• les personnes en relation directe avec l'affaire telles que témoins, etc.,
• les membres de la famille du policier requérant telles que l'épouse, époux, etc.

Ces personnes sont assermentées au moment même par le policier requérant avant la prestation de leurs services.

Étant donné que la Police grand-ducale travaille 24/24 et 7/7, il est souvent difficile de trouver un interprète assermenté disponible, surtout les weekends et les nuits. Ainsi, la PGD est obligée d'avoir recours aux personnes mentionnées ci-dessus ne figurant pas sur les listes d'interprètes assermentés (listes Ministère de la Justice et ALTI).

Taxe d'abonnement | Question **7255** (29/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Budget 2021 gouf d'Taxe d'abonnement ugepasst. Fongen, déi elo kënne virweisen, dass se zu 50 % an nohalteg Produite bestinn, bezuele just nach 0,01 % amplaz 0,05 %.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

– Wat bezuelen déi verschidde Fongen an der Moyenne un Taxe d'abonnement?

Réponse (22/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Iwwert d'Budgetsgesetz vum Joer 2021 (loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021) gouf am OPC-Gesetz vun 2010 e reduzéierten Taux fir d'Taxe d'abonnement fir Fongen, déi an nohalteg Produiten investéieren, agefouert.

Zanter dem 1. Januar 2021 sinn dës Tauxen applicabel:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Op déi lescht Echeance vun der Taxe d'abonnement gekuckt, déi all Trimester fälleg gëtt, hunn d'Fongen, déi vun dëser reduzéierter Taxe d'abonnement konnte profitéieren, an der Moyenne 95.378,04 Euro Taxe d'abonnement pro Trimester bezuelt.

Évaluation du revenu d'inclusion sociale (REVIS) | Question **7261** (30/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

En réponse à la question parlementaire 6496 de l'honorable Députée Madame Djuna Bernard Madame la Ministre a annoncé que le rapport final de l'évaluation sera présenté à la Commission de la Famille et de l'Intégration vers la fin du premier semestre de 2023.

Or, sur le site internet du LISER on peut apprendre qu'un volet de cette évaluation qui se fait en réponse à une motion votée par la Chambre des Députés lors de la mise en place du projet de loi n° 7113 relatif au REVIS n'a été entamé qu'en date du 1er novembre 2022 pour prendre fin le 30 juin 2023.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Le volet de l'évaluation du REVIS réalisé par le LISER est-il censé être pris en compte pour le rapport final annoncé pour la fin du premier semestre 2023 ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre pense-t-elle qu'une présentation d'un rapport final reste faisable à l'échéance annoncée c'est-à-dire en juin 2023 au plus tard ?

3) Madame la Ministre peut-elle me confirmer que le rapport final de l'évaluation du REVIS sera effectivement présenté et pourra être débattu à la Chambre des Députés avant la fin de la session parlementaire en cours ?

Réponse (08/12/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Tel qu'indiqué dans ma réponse à la question parlementaire n° 6496 de Madame la Députée Djuna Bernard, le rapport d'évaluation, dont fait partie le volet qualitatif réalisé par le LISER, sera présenté à la Commission de la Famille et de l'Intégration de la Chambre des Députés vers la fin du premier semestre de 2023.

Nouvelle prison à Sanem | Question **7262** (30/11/2022) de **M. Pim Knaff** (DP)

Ce mercredi 30 novembre 2022, le « Centre pénitentiaire Uerschterhaff » est inauguré. Avec une capacité de 400 personnes, la nouvelle prison vise à remédier aux problématiques auxquelles fait face l'administration pénitentiaire depuis longtemps, telles une surpopulation carcérale et une prise en charge des détenus non adaptée à l'évolution de la vie carcérale depuis la deuxième partie des années 80.

Lors d'une interview à la radio luxembourgeoise « RTL » ce mercredi 30 novembre, le directeur du CPU a affirmé que la nouvelle prison est adaptée à un régime pénitentiaire moderne, permettant un certain degré de liberté de mouvement.

Dans ce contexte se pose également la question de la dignité humaine en détention, dont fait partie, également, la possibilité d'avoir des rapports interpersonnels avec des personnes extérieures à la prison. En effet, l'administration pénitentiaire se dit « consciente de l'importance de garder des liens familiaux ou communautaires pour favoriser l'insertion sociale du détenu » et affirme mettre en œuvre « différents moyens pour favoriser ces contacts pendant la détention ».

Il s'avère qu'au niveau de la vie de couple et de la vie familiale, le médiateur a dénoncé à plusieurs reprises dans le passé des modalités et un cadre insuffisants pour les détenus. En effet, une fin des relations pourrait selon un article au journal « Quotidien » de 2020 également mener à la fin du couple ou de la vie de famille, séparée par la prison. Concernant la question de visites dites « intimes », Madame la Ministre avait déjà au passé confirmé que ces visites n'étaient à présent pas possibles « en raison de l'infrastructure inadéquate » du CPL, mais qu'un aménagement des lieux était prévu suivant l'ouverture du CPU à Sanem.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce que les contacts avec des personnes extérieures à la prison seront possibles au CPU et quelles sont les installations en forme et en nombre mises à disposition pour cette fin ?

2) Est-ce que des modalités sont prévues pour des visites « intimes » à l'instar des « parloirs sexuels » en Espagne ou des « unités de vie familiale » en France ? Dans la négative, est-ce que des aménagements sont encore prévus ?

3) Dans quel cadre des visites familiales sont-elles actuellement possibles pour les détenus au CPL ?

Réponse (08/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) et 2) Au Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff il est possible pour le détenu de recevoir la visite de sa famille, de ses amis ou de son avocat dans un des lieux dédiés à cet effet.

Il y a une grande salle de visite commune comprenant douze tables. Chaque table peut accueillir le détenu et trois visiteurs externes. Les enfants ne sont pas pris en compte. Par ailleurs, un coin jeu a été mis en place pour les enfants.

À côté de la salle de visite, 14 parloirs individuels ont été installés, dont six parloirs sont dotés d'une vitre de séparation qui sont utilisés lorsque des impératifs de sécurité l'imposent.

En dehors de ces aménagements, il existe la possibilité pour le détenu de recevoir une visite familiale dans deux chambres spécialement aménagées pour une durée d'une à quatre heures. Ces chambres bénéficient d'un aménagement dédié à la visite des enfants. Une des deux chambres dispose également d'un équipement permettant la visite du partenaire du détenu hors présence des enfants dans des conditions décentes. Cette chambre est également équipée d'une salle de bain.

ad 3) Au Centre pénitentiaire de Schrassig les visites familiales sont actuellement organisées dans le cadre du service normal des visites. Des visites hors surveillance sont déjà possibles, mais des aménagements sont nécessaires.

À partir de janvier 2023, le Centre pénitentiaire de Schrassig disposera à son tour d'une chambre spécifiquement aménagée pour permettre des visites familiales hors surveillance, avec ou sans enfants, et ceci dans des conditions optimales. Grâce à l'ouverture du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, des espaces seront libérés au Centre pénitentiaire de Schrassig, permettant d'aménager des lieux de visite adaptés et décents.

Service central d'assistance sociale | Question **7266** (30/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Service central d'assistance sociale, kuerz SCAS, spillt am Domän vum Jugendschutz eng ganz elementar Roll a schafft ganz enk mat de verschiddene juristeschen Institutiounen zesummen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Joer, wéi huet sech d'Unzuel vun de Fäll an Dossieren, ëm déi sech de SCAS këmmert, zënter 2010 verännert?

2. Wéi vill Persoune sinn zënter 2010 bei den Effektiv vum SCAS dobäikomm?

3. Wéi laang Zäit hunn d'Mataarbechterinnen a Mataarbechter an der Moyenne fir den Traitement vun engem Dossier?

4. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Aarbecht vum SCAS esou ka mat der néideger Suergfalt gemaach ginn? Wann nee, wat fir Ännerunge gesäit si konkreet vir?

Réponse (23/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

2016 ass um SCAS eng nei Direktioun en place gesat ginn, déi zënter deem en eenheetleche Mooss-staf agefouert huet, wat d'Entréeën an d'Sortië vun den Dossieren ugeet. Dofir ass et eréischt zënter deem Moment méiglech, d'Unzuel vun den Dossiere mateneen ze vergläichen.

2016 war och e kruziale Moment fir de SCAS, well Enn 2016 en Audit gemaach gouf. An der Suite dovunner krut de SCAS 2017 eng grouss Unzuel un neiem Personal zougedeelt.

ad 1. De SCAS huet 2 Sektiounen, déi sech am Kader vum Jugendschutz ëm Mannerjäreger an hir Famillje këmmeren.

D'Sektioun vun den Enquêtes sociales: D'Agente vum SCAS, déi en charge vun engem Dossier sinn, maachen eng komplett Bestandsopnam vun der Familljesituatioun, huele Kontakt mat dem Ëmfeld op, fir dem Jugendriichter/Parquet jeunesse en objektive Rapport kënnen ze maachen. Et handelt sech hei ëm eng „mission à court terme".

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Sektioun vun den Assistances éducatives: D'Agente kréien duerch e Geriichtsurteel vum Jugendriichter d'Missioun, d'Evolutioun vun engem Mannerjäregen a senger Famill ze suivéieren an eventuell Konditiounen, déi de Jugendriichter a sengem Urteel gesprach huet, ëmzesetzen. Hei handelt et sech ëm eng „mission à moyen et long terme", déi esou laang dauert, bis d'Famill d'Hëllef net méi brauch oder bis de betraffene Mannerjäregen d'Majoritéit erreecht huet.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. De SCAS huet 5 verschidde Servicer: Service de la protection de la jeunesse – Service aux affaires familiales – Service des tutelles – Service de probation – Service d'aide aux victimes.

Déi total Unzuel vum Effektiv vum SCAS (net nëmme vum Service de la protection de la jeunesse, mee vun all de Servicer) ass déi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel vun den aktuell besaten ETP vun der Sektioun vun den Enquêtes sociales an der Sektioun vun den Assistances éducatives ass déi follgend:

(tableaux et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et sief bemierkt, dass no der Ukënnegung vun der Reform vum Jugendschutzsystem, deen eng nei Opdeelung vun de Missiounen an Tâchë vum SCAS virgesäit, en Deel vun de Mataarbechter vum SCAS bei den Office national de l'enfance (ONE) eriwwer gewiesselt sinn.

ad 3. An der Sektioun vun den Enquêtes sociales ass den Delai, fir en Dossier ze traitéieren, ënnerschiddlech laang. All Dossier, mat deem d'Sektioun chargéiert ass, gëtt fir d'éischt evaluéiert a kritt en „degré d'urgence" zougedeelt.

D'Urgencen (degré élevé), souwéi d'Kanner, déi ënner 4 Joer al sinn, hu Prioritéit a gi bannent 2 Deeg traitéiert an tëschent 2 an 3 Wochen um SCAS clôturéiert.

D'Degrés moyens à faibles ginn encodéiert an no engem Prioritéitsklassement verdeelt. Et kann deemno tëschent 6 an 9 Méint daueren, bis den Dossier ugefaange gëtt.

D'Sektioun befaasst sech och mat de Rapporte vun den Evolutiounen, déi op 3–6–9 Méint oder 1 Joer vum Jugendriichter–Parquet jeunesse, fixéiert sinn.

Ass den Agent mam Dossier chargéiert, hëlt en sech déi noutwenneg Zäit, fir all d'Informatiounen ze sammelen, fir en detailléierten an objektive Rapport verfaassen ze kënnen. D'Dauer vum Traitement hänkt vu ville Facteuren of: Zuel vun de Kanner, Komplexitéit vum Dossier, d'Recherchen, déi gemaach musse ginn, d'Unzuel vun den Demarchen, Disponibilitéit vun de Clienten an de Professionellen ...).

An der Sektioun vun den Assistances éducatives ass et net méiglech, eng Zäitdauer unzeginn. Den Dossier bleift esou laang op, bis de Jugendriichter eng Clôture ausschwätzt, dat am Fall wou d'Situatioun vum Mannerjäregen sech verbessert huet, keng Geforequell méi besteet an déi fixéiert Konditiounen erfëllt sinn.

Wunnt de Client net méi zu Lëtzebuerg oder kënnt de Mannerjäregen an eng Institutioun, bleift den Dossier „en suspens".

Den eelsten Dossier un deem nach geschafft gëtt ass vun 2006.

ad 4. D'Mataarbechter vum SCAS schaffe mat groussem Engagement a leeën déi néideg Suergfalt am Kader vun hirer Aarbecht un den Dag.

Fir hir Mataarbechter optimal ze encadréieren, stellt de SCAS jonke Mataarbechter Tuteuren zur Säit. Gläichzäiteg gi Formatiounen organiséiert, fir d'Mataarbechter ze encadréieren. De SCAS gräift och en cas de besoin op extern Servicer zeréck.

Consuls honoraires | Question **7269** (30/11/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Laut engem Artikel op der Noriichteplattform „reporter.lu" solle weltwäit eng Rei Honorarkonsulen a Skandaler oder esouguer Strofdote verwéckelt sinn. Och Persounen, déi Lëtzebuerg am Ausland vertrieden, stinn an der Kritik. Ganz allgemeng geet et an dem Bericht iwwert d'wirtschaftlech Interesse vun den Honorarkonsulen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Ausseminister stellen:

1. Wéi vill Honorarkonsule vertrieden am Ausland d'Interesse vu Lëtzebuerg?

2. A wat fir Länner huet Lëtzebuerg Honorarkonsulen?

3. Wat sinn déi genee Aufgabe vun engem Honorarkonsul?

4. No wat fir Krittäre ginn d'Persounen erausgesicht, déi als Honorarkonsul d'Interesse vu Lëtzebuerg am Ausland vertrieden?

5. Mussen Honorarkonsule reegelméisseg e Bericht iwwert hir Aarbecht virleeën?

6. Gëtt e reegelméissege Screening gemaach, fir ze kontrolléieren, ob d'Honorarkonsulen sech näischt zuschold komme gelooss hunn?

Réponse (20/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Aktuell gëtt et 163 Honorarkonsulen, déi Lëtzebuerg am Ausland representéieren.

ad 2. Déi 163 Honorarkonsule representéiere Lëtzebuerg a 76 verschiddene Länner (Amerika, Andorra, Armenien, Australien, Bahamas, Bangladesch, Barbados, Belsch, Brasilien, Bulgarien, Chile, China, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Däitschland, Dänemark, Éistréich, El Salvador, England, Estland, Finnland, Frankréich, Griicheland, Grönland, Guatemala, Holland, Honduras, Île Maurice, Indien, Indonesien, Irland, Island, Israel, Italien, Japan, Jordanien, Kanada, Kasachstan, Lettland, Libanon, Liechtenstein, Litauen, Malaysien, Malta, Marokko, Mexiko, Moldawien, Monaco, Mongolei, Nepal, Neuseeland, Nicaragua, Nord Mazedonien, Norwegen, Oman, Panama, Philippinnen, Polen, Portugal, Rumänien, Russland, Singapur, Slowakei, Sri Lanka, Schweden, Schwäiz, Spuenien, Südafrika, Südkorea, Thailand, Tunesien, Tierkei, Ukrain, Ungarn, Vietnam an Zypern).

ad 3. Wat d'Aufgabe vun engem Honorarkonsul uginn, sou sinn déi immens villfälteg an dës kënnen och jee no Land variéieren, mee grondsätzlech sinn dës Aktivitéiten duerch d'Wiener Konventioun vun 1963 iwwert d'konsularesch Bezéiunge festgeluecht.

An éischter Stell steet virun allem awer ëmmer d'Ënnerstëtzung vun de Lëtzebuerger(Innen) an de Lëtzebuerger Residenten, déi sech an der Regioun vum Honorarkonsul befannen, well se do liewen oder sech grad do ophalen an do zum Beispill an Nout gerode sinn. Fir dës Leit, déi Hëllef brauchen, ass dann och déi éischt Ulafstell.

D'Honorarkonsule schaffen och reegelméisseg mat eisen Ambassaden a mam Departement vun de konsulareschen Affäre vum Aussen- an Europaministère zesummen. Wärend der Covid-19-Pandemie zum Beispill waren eis Honorarkonsulen – zesumme mat eisen Ambassaden – eng extreem wichteg Stäip an Hëllef, fir dass déi vill Bierger(Innen) a Lëtzebuerger Awunner, déi op der ganzer Welt ënnerwee waren, erëm sécher heem konnte kommen.

Eis Honorarkonsulen uechtert d'Welt stelle keng Päss oder Visaen aus, mee si ginn awer reegelméisseg Renseignementer iwwert déi verschidde Formalitéiten, fir kënnen op Lëtzebuerg ze reesen, oder awer nach aner konsularesch Froen. No Récksprooch mam Aussen- an Europaministère kënne si awer zum Beispill e „laissez-passer" fir d'Rees zréck op Lëtzebuerg ausstelle fir Lëtzebuerger(Innen) oder Lëtzebuerger Residenten, déi hir Pabeiere verluer hunn oder geklaut kruten. Dëst huet eis an der Pandemie an och anere Krise ganz vill gehollef.

Zousätzlech zu dësen Aufgabe kommen awer och nach Aufgabe wéi zum Beispill d'Ënnerstëtzung vu Visitte vu Membere vun der groussherzoglecher Famill, der Regierung oder der Chamber. Si ënnerstëtzen awer och Lëtzebuerger Firmaen oder Start-ups, (Finanz)-Agenturen a Persounen, déi am Kulturberäich täteg sinn, oder paken eng Hand un, wann et ëm d'Organiséiere vu wirtschaftlechen, finanziellen a kulturelle Manifestatioune sur place geet. Vill vun eisen Honorarkonsule sinn iwweregens och am ekonomeschen a finanzielle Beräich täteg an hunn dann och gutt Relatiounen zu de regionalen Administratiounen, ekonomeschen a finanzielle Partner an Instituter souwéi mat de regionalen oder nationalen Handelskummeren. Vill vun hinne sinn awer och kulturell täteg an hu soumat gutt Kontakter zu de kulturellen Associatiounen an Institutiounen.

Honorarkonsule si virun allem a grousse Länner eng wichteg Hëllef, fir d'Aarbecht vun den – oft reduzéierten – offizielle Lëtzebuerger diplomatesche Vertriedungen am Ausland ze ergänzen an d'Interête vu Lëtzebuerg bis iwwert d'Haaptstad eraus ze droen.

ad 4. Déi allgemeng Krittären, fir kënnen Honorarkonsul oder Honorarkonsulin ze ginn, sinn duerch d'Wiener Konventioun vun 1963 iwwert d'konsularesch Bezéiunge festgeluecht. D'Persoun, déi fir den Honorarkonsulposten erausgewielt ginn ass, dierf och net schonn Honorarkonsul fir en anert Land sinn.

Et ginn awer och nach méi spezifesch Krittären a Betruecht geholl, déi sech un den ekonomeschen, sozialen oder kulturellen Intressie vu Lëtzebuerg an engem bestëmmte Land orientéieren. E Kandidat fir de Poste vun engem Honorarkonsul soll, wa méiglech, dann och déi néideg gutt Kontakter an deene Beräicher hunn.

D'Lëtzebuerger Nationalitéit oder awer nach déi finanziell Situatioun vun engem Kandidat fir de Poste vum Honorarkonsul gehéieren net zu de Krittären.

ad 5. E reegelméissege Bericht vun den Aktivitéite vun eisen Honorarkonsulen ass net verlaangt. D'Aufgabe vun engem Honorarkonsul sinn op fräiwëlleger Basis, déi dëse meeschtens nieft sengem normale Beruff mécht a fir déi hien also weeder eng Pai nach soss iergendwellech Entschiedegunge kritt.

Dovun ofgesi schaffen eis Honorarkonsule ganz enk mat eisen Ambassade respektiv mam Aussen- an Europaministère zesummen an informéieren eis dann, wéi eng Aarbechten se a leschter Zäit gemaach hunn, respektiv wéi eng Aktivitéiten deemnächst bei hinnen um Programm stinn. Eis Ambassaden organiséieren och reegelméisseg Reunioune mat den Honorarkonsulen aus hirem Land oder Regioun, wou dës dann och iwwert hir Aktivitéite beriichten. En plus representéieren eis Honorarkonsule Lëtzebuerg och op de lokalen oder regionale Reunioune vun den Honorarkonsulen, déi do akkreditéiert sinn.

ad 6. Periodesch „screenings" vun eisen Ambassaden oder vum Aussen- an Europaministère sinn am Prinzipp net virgesinn. Wéi uewe schonns erwäänt, schaffen eis Honorarkonsule jo ganz enk mat eisen Ambassaden an dem Aussen- an Europaministère zesummen an huelen och u reegelméissege Reuniounen deel, wou se iwwert hir Aarbechte berichten.

Sollt et awer emol zu Onstëmmegkeete kommen, bezéiungsweis sollten et Verstéiss oder Onreegelméissegkeete ginn, da gëtt eng detailléiert Analys duerchgefouert an d'Persoun un hir jeeweileg Aufgaben als Honorarkonsul erënnert. Bei gravéierende Verstéiss, wat seng Funktiounen ugeet, oder awer am Fall vun enger Verurteelung, EU-Sanktioune géint seng Persoun, respektiv am Fall vun engem Vertrauensmëssbrauch, kann en Honorkonsul den Titel och direkt oferkannt kréien a suspendéiert ginn.

Wichteg ass nach ze bemierken, datt gemäss der Wiener Konventioun vun 1963 iwwert d'konsularesch Bezéiungen e Kandidat, dee fir de Poste vum Honorarkonsul vum Ausseminister zréckbehalen a vum Groussherzog ernannt ginn ass, och d'Exequatur, also d'Zoustëmmung, vum Land brauch, wou e seng Aktivitéite soll ausüben. Am Virfeld vun esou enger Zoustëmmung gëtt dann och en indirekte Screening vun den Autoritéiten an deem jeeweilege Land ënnerholl.

Liste d'attente dans les foyers pour femmes en détresse | Question **7273** (01/12/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

La Orange Week qui a lieu en ce moment a comme objectif de mettre la lumière sur les violences faites aux femmes et filles. Malheureusement au Luxembourg aussi, les violences sexistes existent et notamment aussi les féminicides. Nous ne sommes pas une île.

Pourtant, il semble que l'État n'arrive pas à protéger les femmes exposées aux violences et notamment les femmes les plus vulnérables. En effet, les lits dans les foyers pour femmes seraient tous occupés de sorte qu'une liste d'attente beaucoup trop longue existerait.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes :

1) Pouvez-vous me faire un relevé des foyers et des lits avec le taux d'occupation et son évolution sur les dernières 4 années ?

2) Combien de personnes sont actuellement inscrites sur la liste d'attente des foyers et quelle est l'évolution de ce nombre sur les dernières années ? Combien d'entre elles sont des enfants ?

3) En cas de foyers pleins, quel est le plan d'urgence pour les femmes devant quitter leur domicile immédiatement ? Est-ce que vous travaillez avec des hôtels ou autres structures afin de loger d'urgence des femmes victimes de violence ? Est-ce que la solution de chambre d'hôtel est toujours proposée aux victimes ?

4) Est-ce que les foyers acceptent également des femmes qui n'ont pas de titre de séjour valide et qui sont particulièrement vulnérables ? Si non, pourquoi et quel est votre plan afin que ces femmes ne se retrouvent pas exposées à la violence ?

Réponse (13/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Le Gouvernement s'investit au quotidien pour briser le tabou qui continue à entourer la thématique de la violence domestique, à optimiser le dispositif de prise en charge de victimes et d'auteur-e-s de violence domestique et à encourager un engagement sociétal visant l'élimination de toute forme de violence.

Comme expliqué à maintes reprises, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) mise sur une approche multidimensionnelle dans laquelle aussi bien la prise en charge psychosociale des victimes de violences domestiques que la mise à disposition de structures d'accueil et de logements temporaires sont des éléments-clés pour soutenir les victimes dans leur projet vers un avenir sans violence.

Par rapport à la question de la planification de structures d'accueil supplémentaires, je tiens à rappeler que mon objectif primaire reste la réduction du nombre de cas de violence domestique.

L'un des piliers de la législation luxembourgeoise en la matière, l'une des plus sévères au monde, est la mesure d'expulsion de l'auteur-e afin de permettre justement à la victime de rester, en toute sécurité, dans son environnement et logement habituels.

Même en dehors de ce mécanisme, toute victime de violences domestiques aiguës est prise en charge sans délai, justement pour éviter un retour chez l'auteur-e, par le réseau de partenaires du MEGA qui gèrent des structures d'accueil classiques et d'urgence.

Actuellement, les gestionnaires, conventionnés avec le MEGA, gèrent sept centres d'accueil classiques avec une capacité de 166 places pour femmes avec ou sans enfants et de 15 places pouvant accueillir des hommes avec ou sans enfants. En détail, la situation se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le nombre d'enfants séjournant dans les foyers est soumis à de fortes fluctuations.

En termes de capacités disponibles, il convient de soulever qu'en moyenne une cinquantaine de femmes figurent sur la liste d'attente commune gérée par les différents gestionnaires du MEGA. Environ deux tiers des femmes figurant sur la liste d'attente se déclarent victimes de violence domestique et un tiers sont des femmes qui avancent des problèmes sociaux, de logement ou de santé. Les victimes de violence domestique ont toujours un accès prioritaire aux logements disponibles.

Pour des cas de violence domestique nécessitant un relogement urgent de la victime, les gestionnaires disposent de chambres d'urgence. Si aucune opportunité existe au niveau des structures d'accueil, les gestionnaires peuvent toujours recourir à des chambres d'hôtels, dont les coûts sont pris en charge par le MEGA. En 2020, 46 personnes, avec ou sans enfants, ont pu être placées de manière temporaire dans des chambres d'hôtel pour un montant de € 104.338,80.

Outre les structures d'accueil classiques, les gestionnaires du MEGA disposent de logements de deuxième phase pour accueillir des femmes ayant besoin d'une prise en charge à court et moyen terme.

À ce jour, les gestionnaires disposent de 95 logements de deuxième phase qu'ils peuvent mettre à disposition de femmes prêtes à quitter le centre d'accueil classique offrant un encadrement psychosocial intensif pour une structure offrant plus d'autonomie aux usagères.

Dans ce contexte, il est pourtant aussi important de rappeler que toute femme victime admise dans un centre d'accueil classique est aussi inscrite sur les listes d'attentes des promoteurs de logements sociaux, car l'accueil dans un foyer doit toujours être une mesure temporaire et l'autonomisation des victimes doit rester notre principal objectif.

Toute femme confrontée à une détresse aiguë, telles que les victimes de violence domestique, est prise en charge par nos gestionnaires indépendamment de leur statut social, leur origine ou leur croyance. En ce qui concerne les femmes ne disposant pas de titre de séjour valide ou en séjour illégal, je tiens à souligner qu'une telle situation est analysée au cas par cas ensemble avec tous les acteurs et ministères concernés au niveau de comités spécialisés, comme par exemple le Comité traite ou le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

Hauts fonctionnaires du Gouvernement | Question **7323** (06/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Premierminister huet a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 7083 geäntwert, datt et méiglech wier, iwwert den Annuaire vum Staat an och de Mémorial B eng Lëscht vun allen héije Fonctionnairë vum Staat ze erstellen an esou op d'Froen aus der genannter parlamentarescher Fro ze äntweren.

Et ass mir awer bekannt, datt dëst net ganz der Wourecht entsprécht, esou sinn zum Beispill am Mémorial B net all Demissioune vu Beamten an deene 5 Kategorien (Administrateur général, 1er Conseiller de Gouvernement, Conseiller de Gouvernement première classe, Conseiller de Gouvernement & Conseiller de Gouvernement adjoint) veröffentlecht.

Deementspriechend kann een trotz Fläissaarbecht net all Ännerungen novollzéien. Des Weidere ginn am Annuaire Leit gläichzäiteg als Haut Commissaire wéi och als 1er Conseiller de Gouvernement gelëscht.

Laut mengen Informatiounen huet d'Regierung een Excel-Fichier, deen Informatioune regruppéiert, déi ech a menge viregte Questions parlementaires gefrot hunn.

Och schéngt et esou, datt verschidden héich Fonctionnairen net „à temps plein" genannt sinn, eppes wat aus dem Mémorial B och net ervirgeet an et esou onméiglech mécht, d'Entwécklung an „équivalent temps plein" ze bestëmmen.

Säit der Regierung Juncker/Asselborn II huet déi maximal Zuel vu Spëtzebeamten (Administrateurs généraux, 1ers Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement première classe, Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement adjoints) sech

vun 79 op 126 erweidert. Dës Zuel soll nach weider op 150 wuessen.

Opgrond vun all deenen Informatiounen hei virdru kommen ech net drëms erëm, fir eng Rei Froen nach eemol ze formuléieren an ëm weider Froen ze ergänzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Kann de Minister d'Ventilatioun vun der Unzuel vun de Beamten aus de 5 Kategorië mat de respektiven Nimm (déi duerch de Mémorial B jo schonn ëffentlech sinn), der Funktioun an der Date d'entrée en fonction oplëschten?

2. Vu datt (implizitt) Demissiounen net alleguerten am Mémorial B verëffentlecht ginn: Wéi ass d'Entwécklung vun der Zuel vun de Beamte pro Kategorie a Joer (Stand 1.11) säit dem Regierungswiessel 2013? Ech géif bieden, dës Zuelen eemol als absolutt Zuelen u Persounen an och als „équivalent temps plein" unzeginn, eng Informatioun, déi weeder am Mémorial nach am Telefonsbuch vum Staat ze fannen ass.

3. Kann de Minister d'Existenz vun engem informatesche Fichier confirméieren, deen Äntwerten op d'Froen aus der parlamentarescher Fro N° 7083 erginn hätt?
– Falls jo, wat ass den Titel vun dësem Fichier?
– Wat schwätzt géint eng Veröffentlechung wëssend, datt de Minister selwer äntwert, datt all dës Informatioune well ëffentlech wieren?

4. Wat sinn d'Grënn dofir, datt Beamten aus de genannte 5 Kategorien nëmmen an Deelzäit genannt sinn?

5. Wéi vill vun de Beamten aus dëse 5 Kategorien, déi scho virun der Regierung Bettel I dës Funktioun haten, sinn haut nach en fonction?

6. Wéi vill Beamten aus dëse 5 Kategorië si säit dem Regierungswiessel 2013 an d'Pensioun gaangen?

Réponse (23/12/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Wéi schonn an den Äntwerten op dem honorabelen Deputéierte seng parlamentaresch Froen N° 7083 an N° 7245 duergeluecht, invitéiert d'Regierung den honorabelen Deputéierten, seng Recherchen an den ëffentlech zougänglechen Informatiounen ze maachen. Sollten sech dann nach weider Froe stellen, kann d'Regierung dem honorabelen Deputéierten dozou Prezisioune liwweren.

ad 2. D'Entwécklung vun der Zuel vun de Beamte pro Kategorie a Joer (Stand 1.11) säit dem Regierungswiessel 2013 (a Persounenzuel an an „équivalent temps plein") ass déi heiten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Nee. De Staatsministère huet par contre ee Fichier mam Titel „[Datum vun der leschter Versioun]_ Tableau d'ancienneté ACTUEL.doc", deen déi aktuell Situatioun vun der Karriär vum Conseiller de Gouvernement refletéiert.

Den Tableau enthält perséinlech a berufflech Donneeë vun de concernéierte Leit, déi entspriechend der Finalitéit vum Tableau hir Plaz dodran hunn, mee déi am Sënn vum Schutz vun der Privatsphär vun de concernéierte Leit net solle veröffentlecht ginn.

ad 4. D'Grënn dofir sinn d'gesetzlech Dispositiounen zum Temps partiel, déi ënner anerem de Sënn an Zweck erfëllen, fir d'Beruffs- a Privatliewe besser kënnen ze conciliéieren.

ad 5. D'Regierung verweist den honorabelen Deputéierten op hir Äntwert op seng Fro N° 1.

ad 6. Säit dem Regierungswiessel 2013 si 34 Beamten aus deene 5 Kategorien an d'Pensioun gaangen.

Arrêt n° 174 du 9 décembre 2022 de la Cour constitutionnelle concernant le mécanisme temporaire de la voie express de la Police grand-ducale | Question **7365** (13/12/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Dans son arrêt n° 174 du 9 décembre 2022, la Cour constitutionnelle dit que « le mécanisme temporaire de la voie expresse instauré par l'article 94 de la loi du 18 juillet 2018, considéré à la lumière de la systémique de ladite loi, institue une identité de traitement appliqué à des situations différentes qui n'est pas conforme au principe d'égalité devant la loi consacrée par l'article 10bis, paragraphe 1, de la Constitution (....) le législateur a réalisé en la matière un changement de paradigme en instituant un système posant dorénavant la formation à travers la possession d'un diplôme sanctionnant certaines études comme critère de classement des fonctionnaires nouvellement recrutés, il apparaît incohérent qu'au niveau du mécanisme temporaire de la voie expresse, le critère essentiel soit celui de l'ancienneté et que peu d'importance soit accordée à celui de la formation ».

Faisant suite à cet arrêt de la Cour constitutionnelle, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Dans quel délai le Gouvernement se conformera-t-il à cet arrêt ?

Réponse (15/12/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Vu l'article 15 alinéa 2 de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle, il est en l'état impossible de déterminer un délai précis.

Dette des communes | Question **7374** (13/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Aktuell ginn an de Gemengeréit hei am Land d'Budgete fir d'Joer 2023 diskutéiert an ofgestëmmt. Et ass am ëffentlechen Interessi, dass d'Gemengen nohalteg mat de Steiergelder ëmginn. Aus dësem Grond hunn déi lokal Verwaltunge streng Reegelen, wat d'Opnam vun neie Scholden ugeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch fir 2022 eng Oplëschtung vum Scholdestand vun alle Gemenge virleeën? Wat ass d'Pro-Kapp-Verscholdung pro Gemeng?

2. Wéi héich sinn d'Recetten aus der Gewerbesteier (ICC) fir déi verschidde Gemenge fir d'Joer 2022?

3. Wéi héich sinn d'Dotatiounen aus dem Dotatiounsfong vun de Gemengen (Fonds de dotation globale des communes) fir déi eenzel Gemenge fir d'Joer 2022?

4. Wéi héich sinn d'Recettë fir déi eenzel Gemengen am Budgetsposte „Vente de terrains" (Budgetsposten 261100) fir d'Joer 2022?

Réponse (28/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Wéi den éierbaren Deputéierten et richteg präziséiert, ënnerstinn d'Gemengefinanze strikte Reegelen, besonnesch fir d'Opnam vun neie Scholden.

Den Artikel 118 vum ofgeännerte Gemengegesetz seet: « L'administration communale peut recourir au crédit pour financer des dépenses extraordinaires si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré. »

D'Annuitéit entsprécht der Zomm vun den Zënsen an dem Remboursement vun der Schold op ee Joer gekuckt. Doduerch, datt d'Annuitéiten iwwert de Fonctionnementsbudget vun enger Gemeng bezuelt ginn, ass garantéiert, datt d'Gemengen net an eng Scholdespiral gerode kënnen. Déi sou erlaabte Schold déngt exklusiv dem Finanzement vun Infrastrukturen. Si gëtt enger Gemeng och nëmmen dann accordéiert, wann d'Gemeng den Emprunt iwwert hiren eegene Fonctionnementsbudget zeréckbezilt. Dëst verhënnert och, datt d'Gemengen d'Paie vun hire GemengebeamtInnen iwwer Emprunte finanzéieren.

Den Inneministère féiert keng Statistik iwwert d'Pro-Kapp-Verscholdung vun de Gemengen. Eng Gemeng kritt hiren Emprunt net opgrond vun hirer Awunnerzuel geneemegt, mee well se kapabel ass, d'Schold zeréckzebezuelen.

D'Zuele fir 2022 zu de Recetten aus der Gewerbesteier (ICC) an zu der Gemengendotatioun (FDGC) kënnen et nach net ginn, well d'Budgetsjoer 2022 nach net ofgeschloss ass. D'Zuele fir 2021 fënnt den Deputéierten an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5886.

En Tableau mam Scholdestand pro Gemeng, souwéi de Recetten um Budgetsposte „Vente de terrains" fir d'Joer 2022 ass un dës Äntwert annexéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Épidémie de bronchiolite | Question **7389** (16/12/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Obwuel d'Gesondheetsministesch an hirer Äntwert op d'Question parlementaire 7378 präziséiert, dass 8 zousätzlech stationär Better an der KannerKlinik geneemegt goufen, fir an enger akuter Phas ronderëm d'Bronchiolite-Epidemie an anere respiratoreschen Infektiounskrankheete bei Kanner, méi Kapazitéiten ze hunn, ass d'Situatioun eisen Informatiounen no immens ugespaant. Nieft dem CHL schloen och d'Kannerdokteren aus private Praxissen Alarm, dass si iwwerlaascht sinn. Dobäi kënnt, dass oftmools ee Geneesungszertifikat vun der Betreiungsstruktur vum

Kand verlaangt gëtt.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Ass der Regierung dës Situatioun bekannt?

– Gesäit d'Regierung vir, een Appell un d'Elteren ze richten, fir d'Klinicken an d'Dokteren ze entlaaschten?

– Gesäit d'Regierung vir, den Dagesstrukturen nozeleeën, an dëser Situatioun op de Geneesungsszertifikat ze verzichten?

– Huet d'Regierung wëlles, sech un d'Elteren ze riichten, fir hinnen déi wichtegst Schutzmesurë fir hir Kanner, an dëser Wanterperiod, ze rappeléieren?

Réponse (21/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Opgrond vun der ugespaanter Situatioun an der KannerKlinik an der héijer Unzuel u Bronchiolite-Fäll huet d'Gesondheetsministesch, zesumme mam Gesondheetsdirekter, mam Direkter vum CHL a mam President vun der Societéit vun de Pediateren de 16. Dezember eng Pressekonferenz ginn, fir nach emol de Punkt iwwer d'Situatioun ze maachen.

Generell ass an dësem Kader nach eemol en Appell un d'Leit gemaach ginn d'Hygiènesmesuren anzehalen, grouss Mënschemasse mat klenge Kanner ze

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

evitéieren, Masken ze droen an sech reegelméisseg d'Hänn ze wäschen. Pediatere solle prioritär consultéiert ginn, wann d'Kanner manner wéi 4 Joer hunn; Kanner iwwer 4 Joer kënnen iwwerdeems och e Generalist consultéieren a mussen net onbedéngt bei de Pediater an d'Consultatioun goen. Doriwwer eraus ass och nach eemol en Appell un d'Eltere geriicht ginn, hir Kanner wa méiglech doheem ze betreien an se just, wann onbedéngt néideg, an d'Crèche ze ginn. Bei Kanner iwwer 6 Joer soll ee bei éischten Unzeeche wéi Féiwer, Halswéi an Houschte wa méiglech 3 Deeg ofwaarden, iert een en Dokter opsicht. Eltere kënnen an Zukunft och bei hirem Hausdokter oder iwwer Teleconsultatioun de Certificat pour raisons familiales kréien, fir bei hirem kranke Kand ze bleiwen.

Weider Informatiounen zu de wichtegste Schutzmesurë sinn um Site www.sante.public.lu nozeliesen. Doriwwer eraus sinn och Flyere gemaach ginn, déi nach eemol déi wichtegst Schutzmoossname fir Kanner ënner 2 Joer rappeléieren.

Bleift nach ze ënnersträichen, datt fir déi akut Servicer ze entlaaschten, vu Januar un, d'Maison médicale pédiatrique an der KannerKlinik och méi laang op an duebel besat wäert sinn.

Wat déi sougenannte Geneesungscertificaten ubelaangt, ass et esou, datt et fir dës Certificate keng legal Basis gëtt an d'Gesondheetsdirektioun generell géint d'Ausstelle vun engem Certificat ass. Et gëtt ee vun engem Dokter krank geschriwwen, an net gesond geschriwwen. Gesond sinn ass den Normalzoustand, deen net muss extra beschäinegt ginn. Eng Kommunikatioun, déi d'Gestionnaires de crèche dorun erënnert, datt eng Admissioun an enger Crèche net un d'Virweise vun engem Geneesungscertificat konditionéiert dierf sinn, ass schonn an de Joren 2017 an 2020 un d'Gestionnaires de crèches adresséiert ginn. E Rappell an deem Sënn wäert zäitno gemaach ginn.

Problèmes lors du vote par correspondance | Question urgente **8082** (08/06/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis sinn e puer Temoignagen zougedroe ginn, wou Leit Problemer haten, fir d'Bréifwal fir d'Gemengewalen dëse Sonnden aus dem Ausland zréck op Lëtzebuerg ze schécken. Dëst geschitt net nëmmen auslännesche Residenten, mee och de Student:innen am Ausland. Aner Länner akzeptéieren d'Enveloppe préaffranchie net ëmmer an d'Leit mussen nach nobezuelen, wann si hire Stëmmziedel wëllen ofschécken.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. U wie kënnen sech d'Leit wenden, wann d'Land, aus deem se wëllen de Bréif schécken, déi giel Enveloppe net wëll unhuelen?

2. Et ass net déi éischte Kéier, dass Leit aus dem Ausland Problemer mat der Bréifwal hunn. Denkt d'Ministesch net, dass an Zukunft missten d'Bréiwer un eng lëtzebuergesch Ambassade geschéckt kënne ginn, fir esou Käschte fir d'Wieler:innen ze evitéieren a sécherzestellen, dass all Bréif ofgeschéckt ka ginn?

3. Ënnert anerem d'Stad Lëtzebuerg seet de Leit, se kéinten se och per Coursier amplaz un d'Adress, déi op der Enveloppe opgedréckt ass. D'Gesetz schreift awer eng „lettre simple" un de Walbureau vir. Ass dëst kompatibel mat den Artikelen 270 an 271 vum Walgesetz?

Réponse (09/06/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwer angeeblech Schwieregkeete beim Renvoi vum Bulletin de vote per Bréifwal aus dem Ausland op Lëtzebuerg.

Am Virfeld vun de Walen huet POST, an Ausféierung vun enger Konventioun mam Staat, eng Informatioun iwwert de Büro vun der Union postale universelle (UPU) un d'Postoperateure weltwäit geschéckt, fir se iwwert d'Gemengewalen an d'Prozedur vun der Bréifwal ze informéieren. Alleguer d'Gemengen iwwerhuelen d'Fraise fir de Retour vun der Bréifwal. Dovunner hunn der 96 fir den Envoi-réponse optéiert an déi aner 6 fir Coupons-réponse internationaux.

Ech weess vun enger Gemeng, déi net genuch Coupons-réponse bäigeluecht hat, a vun 3 Fäll, wou et aner Schwieregkeete fir de Retour vum Bulletin per Bréifwal soll gi sinn. Dat sinn 2 Fäll aus Éisträich an 1 Fall aus England, an deenen de Lëtzebuerger Autoritéite matgedeelt ginn ass, dass et Schwieregkeete mat der gratis Akzeptatioun oder dem Retour vun de gielen Transmissiounsenveloppë ginn ass. POST huet doropshin direkt Kontakt mat hire Partner op der Plaz opgeholl a krut verséchert, dass si nach emol e Rappel vun de Prozeduren un hir Leit géife maachen.

Wann d'Wieler mat Schwieregkeete bei der Bréifwal konfrontéiert sinn, kënne si sech un de Kontaktzenter vu POST wenden: iwwert den Telefon +352 2424 8004 aus dem Ausland, iwwer E-Mail u contact.courrier@post.lu oder wann een de Kontaktformular vum Internetsite www.post.lu ausfëllt.

Fir Bréiwer un eng Ambassade ze schécken, ass keng Optioun. Am Prinzipp hunn d'Wieler och keng Onkäschten, well d'Gemengen dës iwwerhuelen. Just a seelenen Ausnamefäll, wou de Retour, trotz alle Precautiounen, déi POST geholl huet, net funktionéiert, kann et virkommen, dass e Wieler de Retour selwer muss bezuelen.

D'Optioun, fir de Walziedel per Coursier zréckzeschécken, gëllt virun allem bei de Chamberwalen, an zwar fir Lëtzebuerger, déi hire Wunnsëtz an Iwwerséi hunn. Vun do aus kann de Retour méi laang wéi üblech daueren.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 31 à 33	Questions au Gouvernement
p. 03-05	p. 06-09	p. 09-79	p. 80-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-09

Séances ..... p. 09-79

31e séance du jeudi 19 janvier 2023 p. 09-31

32e séance du mardi 7 février 2023 p. 31-59

33e séance du mercredi 8 février 2023 p. 59-79

Questions au Gouvernement ..... p. 80-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
27/06/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe

L'Ukraine, invitée d'honneur de la CPPEE au Luxembourg

Le Vice-Président du Parlement ukrainien a pu faire un état des lieux de la situation actuelle en Ukraine.

La Conférence a réuni au Luxembourg les Présidents de Parlement, respectivement leurs représentants, des neuf petits États d'Europe.

Les défis liés à un tourisme durable, à la cybersécurité et aux menaces pour les institutions démocratiques étaient au cœur des discussions de la 16e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe, qui s'est tenue les 19 et 20 juin 2023 à la Chambre des Députés. L'invité d'honneur, le Vice-Président du Parlement ukrainien, a également participé aux débats.

Les Présidents de Parlement des neuf petits États d'Europe, respectivement leurs représentants, se sont engagés à « épuiser tous les moyens parlementaires afin de contribuer à la résolution pacifique de l'invasion militaire russe à grande échelle de l'Ukraine » dans la déclaration finale de la conférence. Au cours des échanges avec le Vice-Président du Parlement ukrainien, M. Oleksandr Korniyenko, les représentants des différents Parlements ont réaffirmé leur solidarité et leur soutien à l'Ukraine ainsi que leur détermination à « sceller l'ancrage de l'Ukraine dans l'Europe démocratique ». Le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, s'est également adressé aux participants de la conférence par message vidéo. « La diplomatie parlementaire est d'une importance cruciale dans les temps qui courent, où nos institutions démocratiques sont en péril », a affirmé le Président de la Chambre et hôte de la conférence, M. Fernand Etgen.

Le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, s'est adressé à ses homologues par message vidéo.

De nouvelles menaces pour les institutions démocratiques

La guerre en Ukraine leur a servi d'exemple dans leurs discussions concernant les nouvelles menaces pour les valeurs et les institutions démocratiques, un des trois grands sujets de cette conférence. Les parlementaires ont souligné l'importance d'agir en accord avec les valeurs démocratiques et de défendre la transparence et le respect de l'État de droit afin de maintenir la confiance des citoyens, tout en veillant à donner l'occasion aux jeunes d'exprimer leur opinion au sein des Parlements des jeunes. Ils comptent également œuvrer contre les messages toxiques dans les médias sociaux, surtout contre les femmes et les hommes politiques qui découragent bon nombre de personnes à s'engager en politique, ainsi que contre la désinformation.

Comment développer davantage le tourisme durable ?

Quelles pistes sont à envisager pour que les touristes profitent d'un tourisme durable ? L'Ecolabel européen est-il suffisant ? Quel genre de touristes vise-t-on à attirer dans les neuf petits États d'Europe ? Ces questions ont été abordées lors d'une session sur la durabilité du tourisme. Les représentants des agences de tourisme des pays participants et les parlementaires ont pu échanger leurs points de vue sur les particularités de leurs pays liées au tourisme. Une des problématiques relevées concerne le transit et les alternatives à l'avion, tout en sachant que certains pays participants sont tributaires de ce mode de transport de par leur situation géographique en tant qu'île. Les intervenants de la session étaient d'accord sur le fait que la taille – et de ce fait les courtes distances – de leurs pays leur procure un avantage, puisqu'ils sont plus agiles et flexibles pour s'adapter face aux défis actuels et futurs.

Coopérer et collaborer davantage pour garantir la sécurité des données et des activités informatiques – tel est un troisième objectif commun des neuf pays suite aux échanges autour de la cybersécurité. Les parlementaires étaient d'accord sur le fait qu'il convient de partager les expériences et bonnes pratiques dans ce domaine.

Des stands devant la Chambre pour s'informer sur les petits États d'Europe

Des stands d'information sur les petits États d'Europe ont accueilli le public devant la Chambre des Députés pendant toute la conférence - l'occasion de s'informer sur les neuf pays et notamment leur offre touristique. S.A.R. le Grand-Duc Henri a également visité les stands après avoir reçu les représentants des pays participants dans le cadre d'une entrevue au Palais grand-ducal.

Un forum d'échange pour les représentants des Parlements des neuf petits États d'Europe

Suite à une initiative lancée par la Principauté de Monaco en 2006, les Présidents de Parlement des Petits États d'Europe (Andorre, Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro et Saint-Marin) se retrouvent annuellement dans le cadre d'une conférence qui est organisée à tour de rôle dans un des neuf pays participants. L'objectif est de discuter des défis spécifiques auxquels les institutions des petits pays sont confrontées et d'échanger des bonnes pratiques. En 2024, la 17e rencontre aura lieu à Malte.

Des stands d'information consacrés aux petits États d'Europe ont informé le public de leur offre touristique.

S.A.R. le Grand-Duc a visité les stands suite à une entrevue au Palais grand-ducal avec les parlementaires.

Visite de la Présidente de la République du Kosovo

Échange de vues sur la situation politique au Kosovo et le conflit territorial avec la Serbie

La Présidente de la République du Kosovo, Mme Vjosa Osmani-Sadriu, a été reçue par le Président de la Chambre des Députés à l'occasion d'une visite de travail.

La Présidente de la République du Kosovo, Mme Vjosa Osmani-Sadriu, était en visite au Parlement luxembourgeois le 15 juin 2023. Lors d'un échange de vues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le conflit territorial du Kosovo avec son pays voisin, la Serbie, était une des thématiques abordées.

« La République du Kosovo est un allié clé pour un avenir européen paisible et sûr », a souligné le Président de la Chambre lors de l'entrevue, plaidant pour une normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie. Cette normalisation serait également fondamentale pour le processus d'adhésion à l'Union européenne de ce petit État des Balkans. En décembre dernier, le Kosovo a officiellement déposé sa demande d'adhésion auprès de la Commission européenne. Cinq pays européens ne reconnaissent cependant pas l'indépendance du Kosovo, alors que le Luxembourg, quant à lui, a été parmi les premiers à le faire en 2008.

Les incidents ayant eu lieu fin mai et début juin 2023 au nord du pays, à la suite des élections communales, ont par ailleurs été abordés au cours de l'échange. La Présidente du Kosovo a donné des précisions sur la situation politique actuelle dans son pays ainsi que sur les affrontements qui ont causé des blessés du côté des troupes de la mission KFOR de l'ONU. Selon Mme Osmani-Sadriu, le Kosovo entame des mesures de désescalade et serait prêt à organiser de nouvelles élections communales, telles qu'exigées par le Président français Emmanuel Macron et le Chancelier allemand Olaf Scholz. Elle a néanmoins souligné que des garanties sont nécessaires pour l'organisation de nouvelles élections afin d'éviter que des affrontements « orchestrés » aient lieu à nouveau.

Une autre question abordée lors de la visite de la Présidente kosovare était celle de l'impact de la guerre en Ukraine sur le Kosovo. Mme Osmani-Sadriu a expliqué que bien que son pays résiste à l'influence russe, tel ne serait pas le cas pour son pays voisin serbe.

Visite du Commissaire général de l'UNRWA

Crise financière auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ne peut plus compter sur un soutien financier aussi stable de la part des États membres des Nations Unies comme il y a encore dix ans. C'est ce qu'a affirmé le Commissaire général de l'UNRWA, M. Philippe Lazzarini, face aux députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile le 16 juin 2023 dans le cadre d'une visite de travail à la Chambre des Députés.

Le Commissaire a fait état d'un mélange d'indifférence et de dépriorisation de cette partie du monde par rapport à d'autres crises. Pour illustrer son propos, M. Lazzarini a cité l'exemple des États-Unis qui, en 2018 lors de la présidence de Donald Trump, avaient décidé de retirer leur soutien à l'UNRWA. Ainsi, selon lui, l'UNRWA vit depuis quatre ans sur une trésorerie négative, alors que l'agence occupe 30.000 salariés, principalement des enseignants et des personnels médicaux.

M. Lazzarini a également mis en garde contre les répercussions politiques qu'entrainerait une incapacité de l'UNRWA à remplir ses missions : celle-ci serait considérée comme un désengagement de la communauté internationale.

La situation sur le terrain

Le Commissaire a dressé un bilan des terrains sur lesquels l'UNRWA est active, notamment au Liban, en Syrie, en Jordanie, dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. Il a décrit une situation particulièrement désespérée au Liban. Les graves crises que le pays traverse affectent directement les réfugiés, dont la place dans la société était déjà précaire. Les jeunes y seraient « prêts à prendre tous les risques pour partir », a-t-il souligné.

Le Commissaire a également évoqué le triste record de personnes tuées et blessées dans des affrontements entre Palestiniens et Israéliens l'année dernière, puisque le nombre de victimes a été le plus élevé depuis la seconde Intifada en 2005.

Les députés ont voulu connaître l'appréciation du Commissaire concernant l'évolution de la situation politique. M. Lazzarini a déploré qu'à son sens, on n'ait jamais été aussi loin d'une solution politique et qu'aucun parti en Israël, qui a connu cinq élections en deux ans, n'ait considéré selon lui la solution à deux États. Il a également affirmé dans son analyse que la jeune génération palestinienne serait plus attachée à la question des droits (égalité, éducation, famille) qu'à celle d'une solution à deux États.

Le Commissaire a souhaité que le Luxembourg s'investisse davantage dans la discussion sur l'avenir de la UNRWA. Il a également assuré aux députés luxembourgeois qu'ils étaient à tout moment les bienvenus pour venir observer des opérations de l'UNRWA sur le terrain.

Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes se sont entretenus avec le Commissaire général de l'UNRWA, M. Philippe Lazzarini (3e à gauche).

Présentation du rapport d'Amnesty International sur l'apartheid automatisé

« Attirer l'attention sur la violation des droits humains est primordial »

Les représentants d'Amnesty International Luxembourg ont remis le rapport intitulé « Apartheid automatisé » au Président de la Chambre.

Le rôle du Luxembourg, un des rares pays à thématiser la violation des droits humains dans tous les forums internationaux, était au cœur d'une rencontre entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et des représentants de l'ONG Amnesty International Luxembourg le 5 juin 2023.

« Attirer l'attention du grand public sur la violation des droits humains qui existe partout dans le monde est primordial. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés a accueilli les responsables d'Amnesty International Luxembourg à la Chambre des Députés. La rencontre du Président du Parlement luxembourgeois et des représentants de l'ONG de défense des droits humains était organisée à l'occasion de la remise d'un rapport intitulé « Apartheid automatisé ».

Par ce rapport, Amnesty International complète un premier rapport juridique sur la situation des Palestiniens, qui a été présenté au Président de la Chambre l'an passé. Le nouveau rapport documente le recours de l'État d'Israël à la reconnaissance faciale « en tant qu'outil d'un système d'oppression » et « en contradiction avec les droits fondamentaux », selon Amnesty International. L'objectif de l'ONG est de sensibiliser le public quant aux régimes pratiquant des systèmes d'apartheid dans le monde entier et de rétablir la Commission contre l'apartheid au sein de l'Organisation des Nations Unies. Une meilleure réglementation du recours des États à l'intelligence artificielle, dont fait partie la reconnaissance faciale, figure également parmi les objectifs d'Amnesty International.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire et a rappelé l'engagement soutenu du Parlement et des députés luxembourgeois au sein des forums nationaux et internationaux contre la violation des droits humains.

Par ailleurs, M. Etgen a tenu à attirer l'attention de ses interlocuteurs sur la situation dans d'autres États qui violent les droits civiques et politiques. Il s'est renseigné sur la marge de manœuvre des défenseurs des droits humains pour mener leur travail à bien dans des pays comme le Bélarus, la Russie, la Turquie, mais également dans des pays membres de l'Union européenne en ce qui concerne par exemple la gestion des flux migratoires.

Remise de décorations honorifiques

À l'occasion de la fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres de la Chambre des Députés et de l'Administration parlementaire ainsi qu'à des collaborateurs de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) :

Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne : Mme Françoise Gillen-Brincour, attaché OKaJu (4e à gauche), M. Serge Thill, conseiller OKaJu

Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Chêne : Mme Pia Bisenius, inspecteur (2e à gauche), Mme Carole Closener, conseiller (6e à gauche), M. Damien Ghielmini, conseiller (7e à gauche), Mme Caroline Guezennec, conseiller (7e à droite), M. Alain Heiser, chargé de gestion (1er à gauche), Mme Sylvie Sorbelli-Mehlinger, inspecteur, Mme Rachel Moris, conseiller (8e à gauche)

Médaille en vermeil de l'Ordre de la Couronne de Chêne : Mme Armanda Dos Santos Lima Alves, agent de salle (2e à droite), M. Carlos Diogo, artisan (3e à droite), Mme Paula Lopes Duarte, agent de salle (4e à droite), Mme Clarinda Pimenta Costa, agent de salle (1re à droite)

Commandeur de l'Ordre de Mérite : M. Frank Colabianchi, député (3e à gauche), M. Gilles Roth, député (5e à gauche)

Officier de l'Ordre de Mérite : M. Alain Oestreicher, conseiller (6e à droite)

Chevalier de l'Ordre de Mérite : M. Claude Barthel, huissier dirigeant, M. Tom Ewen, inspecteur (8e à droite)

Fouille des personnes physiques

7259 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes ;
2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Le projet de loi n° 7259 vise à organiser un régime légal de fouille des personnes physiques.

Le dispositif législatif actuellement en vigueur en matière de fouille de personnes est insuffisant et ne reflète pas les réalités pratiques. Le seul texte légal qui traite ponctuellement de la fouille de personnes en dehors des institutions pénitentiaires est l'actuel paragraphe 7 de l'article 39 du Code de procédure pénale, qui cependant ne vise que les personnes retenues dans le cadre d'un flagrant crime ou délit. Ce texte énonce qu'il peut être procédé à la fouille corporelle de la personne retenue qui « est suspectée de dissimuler des objets utiles à la manifestation de la vérité ou des objets dangereux pour elle-même ou pour autrui », opération à réaliser obligatoirement par une personne du même sexe que la personne fouillée. Cette législation est manifestement insuffisante alors que bon nombre de cas ne sont pas couverts par les dispositions précitées.

Au regard du caractère particulièrement délicat de la fouille de personnes et le risque d'humiliation qui découle de la nature même de cette mesure, les auteurs ont veillé à entourer le passage d'un niveau de fouille au prochain de conditions strictes, tel que suggéré par le Conseil d'État dans ses avis.

Selon le projet de loi n° 7259, le Code de procédure pénale définira au 1er paragraphe de l'article 48-11bis le régime de la fouille de personnes. Le 2e paragraphe énoncera les différents types de fouilles, à savoir la fouille simple, la fouille intégrale et la fouille intime.

La fouille simple est réalisée au moyen d'une palpation du corps ou à l'aide de moyens de détection électronique, sans que la personne fouillée n'ait à se dévêtir partiellement ou intégralement. La fouille simple inclut le contrôle des effets personnels de la personne fouillée.

Concernant le mode de réalisation de la fouille simple, celle-ci peut, le cas échéant, être effectuée, ou bien par un officier de police judiciaire du même sexe que la personne fouillée, ou bien par un agent de police judiciaire du même sexe que la personne fouillée. Afin d'éviter des contraintes en pratique et de pouvoir agir rapidement, il convient de permettre, du moins pour la fouille simple et en cas d'impossibilité matérielle, l'exécution de la fouille par un officier de police judiciaire ou un agent de police judiciaire d'un autre sexe que la personne fouillée. L'impossibilité matérielle constitue l'exception et se limite aux seuls cas où une patrouille est composée de deux policiers d'un autre sexe que la personne concernée et qu'il n'y a pas de policier de même sexe disponible dans la région pour effectuer la fouille.

La fouille intégrale ne peut être exécutée que si la fouille simple ou l'utilisation de moyens de détection électronique sont insuffisantes. Le passage à la fouille intégrale est dès lors obligatoire pour pouvoir passer au stade de la fouille intime. Elle est réalisée par un agent du même sexe que la personne fouillée.

La fouille intégrale comporte l'obligation pour la personne concernée de se dévêtir partiellement ou intégralement. La fouille intégrale consiste dans le contrôle visuel de la surface nue du corps, de l'intérieur de la bouche et des oreilles ainsi que des aisselles et de l'entre-jambes de la personne concernée.

La fouille intime consiste dans le contrôle des cavités ou ouvertures corporelles autres que celles visées par la fouille intégrale, la personne concernée étant dévêtue partiellement ou intégralement. Dans le respect des garanties liées aux droits individuels, la fouille intime doit être justifiée par des indices sérieux qui devront par après figurer dans le procès-verbal. Il faut donc des éléments concrets et objectifs qui permettent le passage de la fouille intégrale à la fouille intime. Par ailleurs, elle doit être autorisée par le procureur d'État voire ordonnée par le juge d'instruction.

Elle est réalisée par un médecin et s'effectue souvent au moyen d'un examen radiologique.

Les modifications du Code de procédure pénale énoncent également les hypothèses dans lesquelles il peut être procédé à une fouille de personnes.

Une modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit quant à elle les hypothèses dans lesquelles la Police est autorisée à procéder à une fouille de personnes. Les trois modes de fouille sont les mêmes, cependant, il est procédé à la fouille intime sur décision du ministre ou de son délégué.

Finalement, il est introduit dans la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie la possibilité pour les officiers de police judiciaire ainsi que les agents des douanes et de la police d'avoir recours à la fouille de personnes, ceci dans les cas de figure dans lesquels il existe des présomptions d'infraction à la loi susmentionnée ou aux règlements pris en son exécution.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13/03/2018
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

16/01/2019	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
23/01/2019	Échange de vues avec des représentants de la Police grand-ducale et du Parquet général
30/09/2020	Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
18/11/2020	Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires
24/11/2020	Adoption des amendements parlementaires
06/10/2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19/10/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/12/2022	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/01/2023
Loi du 3 février 2023
Mémorial A : 2023, n° 81, page 1

Acquisitions et commandes publiques d'œuvres artistiques

7963 – Projet de loi relative à l'intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics et portant modification de : 1° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ; 2° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Le présent projet de loi a pour objet de donner un cadre légal autonome aux acquisitions et commandes publiques d'œuvres artistiques (« Kunst am Bau »), cadre qui était antérieurement intégré à l'article 10 de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique.

Afin d'éviter tout malentendu quant au champ d'application du projet de loi, l'intitulé a été changé dans le cadre des amendements parlementaires. Ainsi, la notion de « commandes publiques d'œuvres artistiques » a été remplacée par celle d'« intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics » afin de clarifier que la loi en projet vise aussi bien la conception et la réalisation d'une œuvre nouvelle que l'acquisition d'une œuvre existante.

Vingt ans après l'institution du régime par la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique, la nécessité d'une réforme de la prédite loi modifiée du 19 décembre 2014 et de son règlement d'exécution s'est fait sentir.

Dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan de développement culturel 2018-2028 (« Kulturentwécklungsplang » ou, en abrégé, « KEP »), les commandes publiques d'œuvres artistiques ont à juste titre été identifiées comme sources fondamentales de production d'œuvres d'art et de revenus pour les artistes dans le domaine des arts visuels enrichissant le patrimoine culturel. Ainsi, la réflexion au sujet d'une éventuelle modification de la réglementation existante dans ce contexte constitue la recommandation n° 20 du KEP (« Mener une réflexion prospective sur la loi qui instaure les commandes publiques ») au chapitre 12 – « Création ».

La loi en projet témoigne notamment d'une volonté d'optimiser le potentiel du cadre légal, d'accroître la sensibilisation des acteurs étatiques, paraétatiques et communaux et du grand public, de clarifier certains aspects (les termes « coût total » de l'édifice étant remplacés par ceux de « coût de construction »), d'assurer une simplification des procédures administratives et financières (à travers la suppression de l'obligation de passer par un concours d'idées tout en respectant les dispositions de la loi relative aux marchés publics), de créer une meilleure visibilité pour les œuvres artistiques réalisées, et, de manière générale, de valoriser la création artistique au Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, une nouvelle commission de l'aménagement artistique aura comme mission de conseiller, de sensibiliser et d'informer les différents acteurs (maîtres d'ouvrage, artistes ...) et un comité artistique, qui est créé pour chaque projet de construction, se voit attribuer les missions de l'ancienne commission de l'aménagement artistique. Suite à une remarque du Conseil d'État concernant l'article 9 du projet de règlement

grand-ducal, l'obligation de demander l'avis du comité artistique pour chaque projet de construction a été précisée au niveau de la loi.

Étant donné que le régime de l'intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics se voit attribuer un cadre légal propre par le présent projet, ce dernier prévoit la suppression de l'article 10 de la loi modifiée susmentionnée du 19 décembre 2014.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 02/02/2022
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

27/10/2022	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
19/01/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/02/2023
Loi du 8 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 160, page 1

Convention internationale sur l'enlèvement des épaves

7981 – Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

Ce dispositif modifie le droit luxembourgeois pour mettre en œuvre la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007 (ci- après la « Convention de Nairobi »). Le Luxembourg a approuvé la Convention de Nairobi par la loi du 10 juin 2022 (voir document parlementaire n° 7855).

Les modifications projetées peuvent se résumer à trois :

– désignation du Commissaire aux affaires maritimes comme l'organe compétent pour la mise en œuvre de la Convention de Nairobi ;
– mise en place d'un régime de sanctions pénales spéciales en cas d'infractions à la Convention de Nairobi ;
– ajout de la Convention de Nairobi à l'énumération faite par la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22/03/2022
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

07/07/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12/07/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/10/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11/10/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/01/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02/02/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/02/2023
Loi du 3 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 136, page 1

Fusion des communes de Grosbous et de Wahl

8003 – Projet de loi portant fusion des communes de Grosbous et de Wahl

Le présent projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes de Grosbous et de Wahl en une nouvelle commune dénommée « Groussbus-Wal ». La fusion des communes devra permettre la création d'un service public de proximité amélioré par la création d'infrastructures communales de qualité et par la mise en place d'un service administratif performant.

Les collèges des bourgmestre et échevins des communes de Grosbous et de Wahl ont entamé dès le printemps de l'année 2019 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. Par leurs délibérations du 10 février 2021, les conseils communaux de Grosbous et de Wahl ont décidé de soumettre le projet de fusion au référendum et ont formulé la question à poser aux électeurs. Le résultat du référendum organisé le 27 juin 2021 était positif et les autorités communales des deux communes ont continué les travaux préparatoires à la fusion.

Les conseils communaux des communes de Grosbous et de Wahl se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales à partir du 1er septembre 2023 par des délibérations concordantes en date du 2 mars 2022.

Le projet de loi prévoit certaines mesures transitoires : le collège des bourgmestre et échevins se composera jusqu'aux élections communales de 2029 de quatre élus, à savoir d'un bourgmestre et de trois échevins, dont deux sont issus du conseil communal respectivement de la section de Grosbous et deux de celle de Wahl. Le conseil communal de la nouvelle commune de Groussbus-Wal sera composé dans un premier temps de douze conseillers. Après les élections communales ordinaires de 2029, le nombre des échevins ainsi que celui des conseillers communaux sera fixé d'après le droit commun.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 05/05/2022
Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

18/01/2023	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26/01/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/02/2023
Loi du 3 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 115, page 1

Fusion des communes de Bous et de Waldbredimus

8025 – Projet de loi portant fusion des communes de Bous et de Waldbredimus

Le présent projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes de Bous et de Waldbredimus en une nouvelle commune dénommée « Bous-Waldbredimus ». La fusion des communes devra permettre la création d'un service public de proximité amélioré par la création d'infrastructures communales de qualité et par la mise en place d'un service administratif performant.

Les collèges des bourgmestre et échevins des communes de Bous et de Waldbredimus ont entamé dès le printemps de l'année 2019 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. Par leurs délibérations des 9 et 25 novembre 2021, les conseils communaux de Bous et de Waldbredimus ont décidé de soumettre le projet de fusion au référendum et ont formulé la question à poser aux électeurs. Le résultat du référendum organisé le 3 avril 2022 était positif et les autorités communales des deux communes ont continué les travaux préparatoires à la fusion.

Les conseils communaux des communes de Bous et de Waldbredimus se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales à partir du 1er septembre 2023 par des délibérations concordantes en date du 28 avril 2022 pour la commune de Bous et en date du 5 mai 2022 pour la commune de Waldbredimus.

Le projet de loi prévoit certaines mesures transitoires : le collège des bourgmestre et échevins se composera jusqu'aux élections communales de 2029 de quatre élus, à savoir d'un bourgmestre et de trois échevins, dont deux sont issus du conseil communal respectivement de la section de Bous et deux de celle de Waldbredimus. Le conseil communal de la nouvelle commune de Bous-Waldbredimus sera composé dans un premier temps de onze conseillers. Après les élections communales ordinaires de 2029, le nombre des échevins ainsi que celui des conseillers communaux sera fixé d'après le droit commun.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 08/06/2022
Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
18/01/2023 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
26/01/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/02/2023
Loi du 3 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 117, page 1

Responsabilité pénale des membres du Gouvernement

8049 – Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et modification : 1° du Code pénal ; 2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

La présente proposition de loi met partiellement en œuvre l'article 82 de la Constitution. Intervenant dans le contexte particulier d'une affaire mettant en cause un ancien membre du Gouvernement, elle n'en constitue pas moins une loi applicable de manière générale et organise la procédure permettant de juger de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement après mise en accusation par la Chambre des Députés. La procédure est destinée à constituer une solution conforme à la Constitution et aux engagements internationaux liant le Luxembourg, notamment la Convention européenne des droits de l'homme. En même temps, il s'agit d'une solution temporaire en attendant le deuxième vote de la loi portant révision des chapitres I[er], II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution (proposition de révision constitutionnelle n° 7700) et son entrée en vigueur, conformément à son article 18, six mois après sa promulgation. La proposition de révision constitutionnelle n° 7700 modifie entièrement le système actuel des poursuites pénales contre les membres du Gouvernement en les soumettant au droit commun, sauf sur deux points accessoires. Il convient, par réalisme, de tenir compte dès à présent de cette nouvelle réalité, tout en respectant la Constitution actuellement en vigueur.

Le concept de la proposition de loi consiste à soumettre la procédure entièrement au droit commun tant en ce qui concerne le droit applicable au fond qu'en ce qui concerne la procédure, y compris en ce qui concerne la désignation de la juridiction de jugement, sauf dans la stricte mesure où l'actuel article 82 de la Constitution impose une intervention de la Chambre des Députés. Ceci revient à anticiper largement sur la révision de la Constitution, et présente l'avantage de permettre un passage sans difficulté du régime légal organisé par la présente loi au régime légal introduit suite à l'entrée en vigueur de la révision constitutionnelle. Ainsi, l'équité de la procédure sera assurée tout en évitant, dans toute la mesure de l'actuellement possible, un régime particulier pour les membres du Gouvernement, que ce soit dans leur avantage ou dans leur désavantage.

La proposition de loi rend applicable la procédure pénale ordinaire dans toute la mesure où son application n'est pas contraire à l'article 82 de la Constitution en tant qu'il réserve prérogative de la mise en accusation des membres du Gouvernement à la Chambre des Députés. L'application du droit commun, en ce qui concerne la procédure, entraîne deux conséquences.

D'une part, l'enquête et l'instruction n'appartiennent pas à une commission spéciale qui serait formée au sein de la Chambre, mais aux autorités judiciaires, et elle a lieu conformément aux règles normales qui s'y appliquent. La proposition de loi prévoit ainsi l'application de la procédure pénale ordinaire.

D'autre part, l'éventuel jugement des membres du Gouvernement n'appartient pas à la Cour supérieure de justice (comme le prévoit, à titre transitoire, l'article 116 de la Constitution ainsi que l'article 40, alinéa 1[er], point 2) de la loi modifiée du 7 juin 1980 sur l'organisation judiciaire), mais aux juridictions de droit commun, selon le type d'infraction en cause : le tribunal de police sera compétent en cas de contravention, la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement sera compétente en cas de délit, la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement sera compétente en cas de crime.

Dépôt par Mme Josée Lorsché, M. Gilles Baum, M. Yves Cruchten et M. Gilles Roth, Députés, le 18/07/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
20/09/2022 Présentation de la proposition de loi
07/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
27/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires
18/01/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
20/09/2022 Présentation et examen de la proposition de loi
07/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
27/12/2022 Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires

Vote en séance publique : 07/02/2023
Loi du 3 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 104, page 1

Valeurs mobilières de l'État

8054 – Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999
a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'inclure le terme « mobilière » dans la loi générale à laquelle est fait référence à l'article 99 de la Constitution. Il s'agit plus précisément de modifier l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État afin de l'adapter à l'article 99 de la Constitution modifié dans le cadre de la proposition de loi n° 7700.

Cette modification s'effectue dans le cadre de la révision constitutionnelle entamée en 2009. De ce fait, l'importance des propriétés mobilières dans le patrimoine de l'État est prise en compte et elles sont donc également soumises au contrôle du pouvoir législatif.

En l'espèce, l'article 99 de la Constitution impose l'intervention du pouvoir législatif à de nombreux égards concernant les finances publiques. Or, les propriétés mobilières ne sont à l'heure actuelle pas concernées. La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a prévu d'étendre cette intervention de la Chambre des Députés aux valeurs mobilières. Cette position est conforme à l'avis du Conseil d'État n° 48.433 du 6 juin 2012 dans lequel est souligné que « l'importance relative dans la composition du patrimoine public des biens et valeurs à caractère mobilier par rapport aux biens immobiliers est en effet beaucoup plus élevée » de nos jours par rapport au XIX[e] siècle.

En vertu de la hiérarchie des normes, cette révision constitutionnelle nécessite donc une modification de la loi générale à laquelle est fait référence à l'article 99 de la Constitution afin d'inclure les propriétés mobilières.

À défaut de définition du terme « mobilier » fournie par les auteurs de la révision constitutionnelle, la définition du code civil est a priori applicable.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/07/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
07/11/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
13/01/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07/11/2022 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire

Vote en séance publique : 19/01/2023
Loi du 1er février 2023
Mémorial A : 2023, n° 78, page 1

Transferts statistiques d'énergie du Danemark au Luxembourg

8118 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from renewable sources under directive 2018/2001/EC », fait à Luxembourg, le 3 octobre 2022

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord signé en octobre 2022 entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume du Danemark sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelable, conformément aux dispositions prévues par la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Ce mécanisme de coopération permet de transférer certains volumes d'énergie renouvelable du Danemark au Luxembourg pour le besoin des objectifs nationaux. En contrepartie de ces transferts statistiques, les sommes payées par le Luxembourg serviront à financer des projets dans le domaine des énergies renouvelables au Danemark, et notamment dans des projets liés aux îles énergétiques prévues dans les mers danoises.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16/12/2022
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
01/02/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
03/02/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/02/2023
Loi du 8 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 128, page 1

31e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8054 – Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999**
   a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
   b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
   c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics p. 10
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8054 et dispense du second vote constitutionnel
3. **7259 – Projet de loi portant modification :**
   1° du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes ;
   2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
   3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie p. 11
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7259 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Question élargie n° 177 de M. André Bauler au sujet de l'importance et de la valorisation des bénévoles des associations sans but lucratif dans le secteur culturel** p. 14
   M. André Bauler | Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
5. **Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis** p. 16
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis
6. **Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de la diversification agricole** p. 16
   Exposé : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Gusty Graas (intervention de Mme Josée Lorsché) | Mme Tess Burton | M. François Benoy (intervention de Mme Martine Hansen) | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (interventions de M. André Bauler et Mme Octavie Modert)
   Motion 1 : Mme Tess Burton | Mme Martine Hansen
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson, M. Claude Haagen et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.06 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, Ministre | Nee, Här President.

2. 8054 – Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999
a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8054, eng Ofännerung vum Artikel 80 vum Gesetz iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorerie vum Staat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Här André Bauler als Rapporter vun dësem Projet de loi. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Här President, léif alleguer, Dir sidd et gewinnt, normalerweis setzt d'Finanz- a Budgetskommissioun sech mat Direktiven a Reglementer um europäeschen Niveau auserneen. Haut dierf ech Iech dann e Gesetzesprojet virstellen, dee weeder dat eent nach dat anert betrëfft, wou et weeder ëm dat eent nach ëm dat anert geet. Et dréit sech dës Kéier alles ëm eis Verfassung.

Et gouf jo eng Ännerung vun der Verfassung, der Constitutioun, betreffend och d'Staatsfinanze gestëmmt. Am Artikel 99 vun der Constitutioun gëtt e Gesetz ernimmt, eng sougenannt „loi générale", déi deementspriechend ugepasst muss ginn. Am Fong kënnt just en Adjektiv derbäi, mee dat ass net onweesentlech.

Loosst eis awer vu vir ufänken. Den Artikel 99 vun der Verfassung erkläert, a wéi enge Fäll de legislative Pouvoir – dat ass d'Chamber, dat si mir – a puncto Staatsfinanzen agräife muss. Dat ass de Fall bei gréisseren Transaktiounen, déi d'Chamber guttheesche muss.

D'Verfassung gesäit vir, datt esou Transaktiounen ëmmer vun enger „loi spéciale" mussen autoriséiert ginn, ausser wann esou eng Transaktioun ënnert engem bestëmmte Montant läit, deen am Gesetz festgehalen ass.

Bis elo gouf hei awer just vun Immobilie geschwat, „propriétés mobilières" ware vun dëse Reegelen awer net betraff. Mat der Verfassungsrevisioun gëtt dat geännert, da ginn déi zwou Besëtzkategorië betruecht an ënnerscheet. Vu datt d'Verfassung just d'Prinzippie festhält a fir de Rescht op e generellt Gesetz verweist, muss dat Gesetz, dee legislative Kader also elo geännert ginn.

Dat Gesetz gouf den 8. Juni 1999 gestëmmt an hei geet et ëm de Budget, d'Kontabilitéit an den Tresor. An dësem Text muss elo dräimol d'Wuert „mobilières" derbäigesat ginn an dann ass dësen Text erëm am Aklang mat der neier Verfassung. De Gesetzesprojet Nummer 8054, deen de 27. Juli deposéiert gouf, mécht genau dat.

Et ass awer och wichteg ze ënnersträichen, datt de Staatsrot a sengem Avis vum 6. Juni 2012 gefrot hat, datt dee Begréff „mobilier" oder de „Besëtz mobilier" och vum Artikel 99 vun der Verfassung misst ofgedeckt sinn. De Staatsrot huet dat deemools doduerch begrënnt, datt déi relativ Wichtegkeet vun deem Besëtz, dem mobiliere Besëtz, haut vill méi héich ass, wéi dat nach am 19. Joerhonnert de Fall war, wéi d'Land seng éischt Verfassunge kritt huet.

Vu datt am Kader vun der Verfassungsreform keng nei Definitioun vum Begréff „propriété mobilière" geliwwert gouf, ass déi zivillrechtlech Definitioun a priori hei applikabel. An der Praxis betrëfft dat beim Staat virun allem Aktien, also Bedeelegungen, Participatiounen an Entreprisen.

An der Kommissioun war nach gefrot ginn, ob dës Reegelung och fir d'Opérations de trésorerie gëllt. Et gouf säitens dem Finanzministère zu Protokoll ginn, datt mir jo mat dësem Gesetzesprojet den Artikel 80 vum 1999er Gesetz änneren, dee Budgetsengagementer viséiert.

D'Opérations de trésorerie sinn op enger anerer Plaz am Gesetz, nämlech am Artikel 93, virgesinn. An deem Fall geet et ëm kuerz- a mëttelfristeg Placementer, dat heescht, Liquiditéiten, déi zäitweileg, temporaire, geparkt ginn. Dat si keng Budgetsoperatiounen, also keng Engagementer vum Staat am Sënn vum Artikel 99 vun der Constitutioun, mee reng Tresorerieoperatiounen, an déi si vum Prinzipp hier risikolos a kapitalgarantéiert. Duerfir mussen déi dann och net separat duerch eng zousätzlech Loi spéciale autoriséiert ginn. All d'Membere vun der Finanzkommissioun hunn dës Erklärung zur Kenntnis geholl.

D'Finanz- a Budgetskommissioun krut eng Rei Avisen zum Gesetzesprojet. De Staatsrot an d'Chambre de Commerce hunn drun erënnert, datt d'Akraafttriede vun dësem Gesetz, also d'Entrée en vigueur vun der Verfassungsrevisioun a vum Gesetzesprojet mussen alignéiert sinn, soss géif e Vide juridique entstoen, soss géif een dee schafen. Doropshin huet d'Kommissioun en Amendement proposéiert, soudatt d'Akraafttriede vum Gesetzesprojet de selwechten Dag ass wéi d'Entrée en vigueur vun der Verfassungsrevisioun.

An hiren zousätzlechen Avisen hunn de Staatsrot an d'Chambre de Commerce dësen Amendement dann och begréisst. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet sech mam Gesetzesprojet d'accord gewisen. D'Staatsbeamtekummer huet just eng legistesch Remark gemaach. Fir d'Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Voilà! Dat war et dann och scho fir dësen éischter méi aussergewéinleche Cofibu-Projet, dee sech eeben an de Kontext vun der reviséierter Verfassung aschreift.

Ech soen op dëser Plaz der Madamm Yuriko Backes, der Madamm Finanzministesch, an hire Beamten aus dem Ministère Merci fir all déi Erklärungen, déi mer an der zoustänneger Kommissioun kritt hunn zu dësem Projet. D'DP-Fraktioun gëtt dann och heimadder den Accord zu dësem Text.

Villmools merci fir d'Nolauschteren a merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools och dem Här Rapporter André Bauler.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci dem Rapporteur an dem Rapport. Si waren, wéi mer dat vun hinne gewinnt sinn, perfekt. Mir bleift weider soss näischt ze soen, wéi den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An dann ass et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Mir geet et genau d'selwecht wéi dem Här Mosar. Ech soen dem Här Bauler villmools Merci fir säi gudden a komplette Rapport an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci. Mir geet et d'selwecht wéi dem Här Cruchten an dem Här Mosar.

(Hilarité)

Mir soen dem Änder Bauler Merci fir säi Rapport a ginn den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech Merci. Meng Ried ass genee duebel esou laang wéi déi vu menge Virriedner, well ech wollt nach e Saz derbäisoen. Natierlech fir d'éischt dem Här Bauler e grousse Merci fir de Rapport. Mee dee Saz, deen ech wollt derbäisoen, betrëfft d'Verfassungsrevisioun, ...

(Exclamations et interruptions)

... well wéi d'Kolleegen heibannen et wëssen, hu mir vill Kritick un där Verfassungsrevisioun gehat an hu se och nach ëmmer a wäerte se nach laang hunn. Awer dat heiten ass e Punkt, dee mir voll ënnerstëtzen. Dat muss een och soen, datt an där reviséierter Verfassung eng Rei vun Dispositioune stinn, déi mir voll matdroen. Dat heiten ass eng vun deenen a bei aller Kritick, déi mer hunn, hätte mer dat hei also op jidde Fall mat ënnerstëtzt.

An dofir e grousse Merci an och den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et hunn haut méi Deputéierter zu deem Projet geschwat, wéi Wierder an deem Text geännert ginn. Duerfir e grousse Merci un den André Bauler, fir dat eent Wuert, dat mer u sech bäisetzen, esou didaktesch erkläert ze hunn, souwuel am mëndleche wéi am schréftleche Rapport. An ech ginn den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech soen dem Här Bauler e grousse Merci fir säi Rapport. En huet all d'Erklärunge perfekt ginn. Dozou gëtt et effektiv net ganz vill bäizedroen. Trotzdeem, wat mer hei maachen ass wichteg! Mir setzen ee Wuert, oder dräimol ee Wuert derbäi: „mobilier", dat an den Artikel 80 vum 1999er Gesetz. Mir maachen dat, fir d'Gesetz

mam Artikel 99 vun der neier Verfassung ze alignéieren. Dat ass wichteg.

Wann dëse Projet dann a Kraaft trëtt, muss ab da fir all Kaf an och fir all Verkaf duerch de Staat och fir Biens mobiliers an net just fir Biens immobiliers eng Loi spéciale gemaach ginn, wann dann eeben de Montant vun der Transaktioun iwwer 40 Milliounen Euro läit. Hei gëtt eng Kohärenz hiergestallt tëschent der neier Verfassung an der entspriechender Loi d'exécution. An deem Sënn trëtt dann dëst Gesetz zesumme mat der Entrée en vigueur vun der Verfassungsrevisioun a Kraaft.

Fir dës Unanimitéit hei soen ech Iech e ganz grousse Merci souwéi och fir déi gutt Zesummenaarbecht. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8054. Den Text steet am Document parlementaire 8054[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8054 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8054 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7259 – Projet de loi portant modification :

1° du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes ;

2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 7259 iwwert d'Aféiere vun engem legale Kader am Fall vun Ënnersichunge vu private Leit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg hu mer e weidere Gesetzesprojet um Programm, wou et drëms geet, méi Kloerheet um Terrain ze schafen, wéi ze agéieren ass, wann eng Persoun sech enger Fouille, also enger „Duerchsichung" op Lëtzebuergesch, muss ënnerwerfen, wann also muss kontrolléiert ginn, ob se net um oder esouguer am Kierper Beweiselementer verstoppt respektiv Objekter bei sech dréit, déi eng Gefor si fir d'Police an aner Persounen, dat am Kader vun der Festnam oder vun enger Sécherheetskontroll.

Et ass eng komplex Matière, wou méi oder manner intensiv dru geschafft gouf, an dat zënter dem 13. Mäerz 2018, wéi de Justizminister Félix Braz de Projet deposéiert hat an de Staatsrot den éischten Avis den 13. November 2018 gemaach hat. D'Justizkommissioun huet sech eng éischte Kéier mam Projet befaasst de 16. Januar 2019, de Rapporter genannt an hir Diskussioun déi Woch drop, den 23. Januar, weidergeféiert.

D'Regierung huet den 30. September 2020 Amendementer an der Kommissioun virgestallt. Den 18. a 24. November huet d'Kommissioun driwwer diskutéiert a weider Amendementer ugeholl. Et gouf en Avis complémentaire vum Staatsrot den 8. Dezember 2020, dee mer de 6. Oktober 2021 examinéiert hunn. E weideren Avis vum Staatsrot vum 5. Juli 2022 zu den Amendementer hu mer den 9. Oktober (veuillez lire: 19. Oktober) ënnert d'Lupp geholl an nach eemol Amendementer nogereecht. Den drëtten Avis complémentaire vum Staatsrot war dunn dee gudden, dee leschten, esoudass mer de 15. Dezember elo eis Aarbechte konnten ofschléissen an de Rapport unhuelen.

Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, un dësem Kalenner, dass am Hannergrond munnech Diskussioune gelaf sinn – an ech betounen et –, fir allen Acteuren hir Suergen an hir Besoinen ze héieren an ze consideréieren an e rechtleche Kader ze schafen, deen et um Terrain erlaabt, operationell ze sinn an d'Dignitéit vun där Persoun, déi duerchsicht gëtt, ze respektéieren.

Et ass och e Gesetz, wat um Terrain gebraucht gëtt. Déi aktuell Dispositiounen zur „fouille de personnes" an eise Gesetzestexter bezéie sech zum gréissten Deel op d'Institutions pénitentiaires a fir d'Liewen ausserhalb vun de Prisongsmauere sinn déi aktuell Dispositiounen, déi am Code de procédure pénale festgehale sinn, net prezis genuch, fir de Besoinen um Terrain nozekommen an engem Kader, deen d'Rechter vun den duerchsichte Persoune soll schützen.

Deen eenzege Gesetzestext, dee mer bis elo hunn, fir eng Fouille ze reegelen, ass de Paragraf 7 vum Artikel 39 aus dem Code de procédure pénale an deen trëfft just zou an engem „In flagranti": Flagrant délit, Flagrant crime.

Eng Duerchsichung ass natierlech ëmmer en Agréff an d'Perséinlechkeetsrechter vun der Persoun, jee no Ëmstand ka se och entwürdegend sinn an dofir reegele mer mat dësem Gesetzestext d'Konditiounen, ënnert deenen eng Fouille kann duerchgeféiert ginn, wat genee gemaach dierf ginn a vu wiem souwéi d'Rechter vun den duerchsichte Persounen.

De Staatsrot huet a sengen Avise ganz genee dorobber gekuckt a fir strikt Ausféierungskonditioune plädéiert. Mir ënnerscheeden tëscht der Fouille simple, der Fouille intégrale an der Fouille intime.

D'Fouille simple: D'Persoun, ëm déi et geet, déi bleift ugedoen, Oftaaschte vum Kierper mat den Hänn oder engem elektronesche Gerät. An deem Fall ass d'Duerchsiche vun de perséinlechen Affäre méiglech, also alles, wat d'Persoun bei sech huet, kann ënnersicht ginn. Am Prinzipp gëtt déi Duerchsichung gemaach vun enger Persoun vum selwechte Geschlecht, ausser et wier materiell net méiglech – dat ass awer d'Ausnam.

Eng Fouille intégrale, déi gëtt gemaach, wann d'Fouille simple net duergeet. D'Persoun muss sech deels oder ganz ausdoen, de Kierper gëtt visuell ënnersicht. De Mond an d'Ouere gi gekuckt, tëscht de Been an ënnert de Schëlleren. Den Agent, deen duerchsicht, muss vum selwechte Geschlecht sinn, an dat ouni Ausnam.

D'Fouille intime: Hei geet et ëm d'Kontroll vun de Kierperëffnungen, déi net ënnert d'Fouille intégrale falen. Si muss vum Untersuchungsriichter ordonnéiert a vum Procureur d'État autoriséiert ginn, respektiv vum Minister an deene Fäll, déi am Policegesetz virgesi sinn. Eng Fouille intime muss vum Dokter duerchgeféiert ginn a gëtt an der Praxis dacks mat Hëllef vu Röntge gemaach. Fir eng Fouille intime ze maachen, mussen „indices sérieux" an engem Procès-verbal festgehale ginn, fir déi Fouille ze rechtfertegen.

Mee wéi ass et da mat de Rechter vun de Betraffenen? D'Fouille muss am Respekt vun der Dignitéit geschéien an eng Erniddregung vun der duerchsichter Persoun muss absolutt vermidde ginn. Si soll och just esou laang dauere wéi absolutt noutwendeg an d'Fouille intégrale an intime mussen diskret gemaach ginn, dass also soss keen nokuckt, deen näischt mat der Fouille ze dinn huet. D'Ausdoe soll an zwou Etappe geschéien, eng Kéier den Uewerkierper, eng Kéier den Ënnerkierper, esoudass d'Persoun ni komplett plakeg ass. Dëst hu mer an den Text opgeholl op Basis vun enger Recommandatioun vun der Mënscherechtskommissioun.

Eng Persoun, déi awer refuséiert duerchsicht ze ginn, muss am Viraus doriwwer informéiert ginn, dass gegeebenefalls eng Contrainte physique agesat gëtt, dat heescht, dass se dozou ka gezwonge ginn.

Bei der Fouille intégrale an intime gëtt e Procès-verbal erstallt, wou drasteet, wien d'Fouille duerchgeféiert huet, wat fir Objete saiséiert gi sinn, ob d'Persoun da schlussendlech d'accord war mat der Fouille oder net a gegeebenefalls, wa se refuséiert huet, de Procès-verbal ze ënnerschreiwen.

Wie sech enger Fouille intime widdersetzt, muss mat enger Strof vun 250 bis 1.000 Euro Protokoll oder aacht Deeg bis dräi Méint Prisong rechnen, sans préjudice des voies de recours.

Wie féiert déi Duerchsichungen aus? Dat kënne sinn, jee no Fall, Officiers de police judiciaire, assistéiert gegeebenefalls vun Agente vun der Police judiciaire, Agenten an Officiers de police administrative, Agente vun der Douane- an Akziseverwaltung – wa méiglech vum selwechte Geschlecht wéi déi duerchsichte Persoun am Fall vun der Fouille simple; Fouille intégrale: ëmmer dat selwecht Geschlecht. A wie mécht se am Fall vun enger Fouille intime? Ausschliisslech Dokteren.

Wéini ass eng Fouille, eng Duerchsichung, iwwerhaapt méiglech? Och dat reegele mer kloer. Mir hunn dräi Hypotheesen, dräi Fäll, wou dat ka geschéien, déi am

Code de procédure pénale festgehale sinn: éischtens, wann d'Persoun verdächtegt gëtt, Objeten ze verstoppen, déi fir si selwer oder fir anerer geféierlech sinn, oder Objeten, déi dozou kënnen déngen, dass d'Wourecht ka festgestallt ginn. Dann dierf an Zukunft eng Fouille duerchgeféiert ginn, esou wéi se am neien Artikel 48-11bis, dee ganz ausféierlech ass, festgehalen ass.

Am Artikel 39 Paragraf 7 geet et ëm déi Persounen, déi festgeholl goufen am Kader vun engem Crime oder engem Flagrant délit. Dat selwecht gëllt fir den Artikel 52-1 Paragraf 5 vum Code de procédure pénale. Do geet et ëm eng Instruction préparatoire. A fir den Artikel 676 vum Code de procédure pénale, wou et schlussendlech ëm d'Ausféierung vun enger Strof geet, d'Exécution des peines, do kann de Procureur général d'État dann d'Force publique ruffen, fir eng Persoun festhuelen ze loossen an an de Prisong ze späre. Wann de Verdacht besteet, dass déi Persoun geféierlech Objete bei sech huet, ka se, wéi gesot, duerchsicht ginn.

Dräi aner Hypotheesen, fir eng Duerchsichung ze maachen, stinn am Polizeigesetz, déi duerch deen neien Artikel 8bis definéiert ginn, dee mer bäigesat hunn, an dat, wann et Indizie gëtt, dass eng Persoun Objeten oder Substanze bei sech huet, déi eng grouss, eng konkreet an eng imminent Gefor fir d'ëffentlech Sécherheet duerstellen, oder wann et Indizie gëtt, dass eng Persoun geféierlech Objete bei sech huet a wou et e Refus oder eng Onméiglechkeet gëtt, hir Identitéit festzestellen, oder wann et ëm gesichte Persounen oder ëm Persoune geet, déi psychesch gestéiert sinn. Eng drëtt Méiglechkeet am Polizeigesetz ass, wann et Indizie gëtt, dass eng Persoun, déi eng konkreet an imminent Gefor fir d'ëffentlech Sécherheet duerstellt, versicht, an e Sécherheetsperimeter eranzegoen. Wa se refuséiert, sech duerchsichen ze loossen, da kritt se den Zougang zu deem verbueden.

Da schlussendlech nach eng Hypothees am Gesetz iwwert d'Vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie: Do ass eng Fouille méiglech, wann e Verdacht besteet, dass géint dëst Gesetz a seng Exekutiounsreglementer verstouss gëtt.

Ech kommen zum Schluss, nach e puer Wierder zu den Avisen. Den Detail, wéi gesot, fannt Der am schréftleche Rapport a virun allem, well se esou detailléiert a komplex waren, an den Documents parlementaires.

D'Police begréisst grosso modo, dass d'Fouillen an engem Text reglementéiert ginn. Den Avis vun der Mënscherechtskommissioun ënnersträicht den extreem delikate Charakter vum Theema, vum Sujet, a presentéiert eng Lëscht vu Recommandatiounen, déi och zum groussen Deel am Gesetz berücksichtegt goufen. D'Parqueten aus der Stad a vun Dikrech begréissen, dass et elo e gesamtgesetzleche Kader fir d'Fouillë gëtt, deen dee selwechten ass am judiciairë Beräich wéi och am administrativen. A schlussendlech de Staatsrot mat véier Avisen: kritesch a léisungsorientéiert.

Merci un all d'Auteure vun dësen Avisen. Merci de Mataarbechter am Ministère, an der Chamber an an der Fraktioun. Ech sinn um Schluss vu mengem Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President, an och merci dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir sinn hei an enger spezieller Situatioun, well mir schwätzen haut iwwer e Projet de loi, deen am Fong zum Deel an Exekutioun vum Policegesetz komm ass. Mee dee Projet de loi ass schonn deponéiert ginn, éier iwwerhaapt d'Policegesetz hei am héijen Haus gestëmmt ginn ass. A mir haten an der éischter Versioun vum Policegesetz eng Dispositioun am Projet iwwert d'Fouillen a mir hunn deemools an den Diskussioune vum Policegesetz zréckbehalen, datt mer do géifen e speziaalt Gesetz maachen.

De Rapporteur ass op all Detail technique agaangen, dofir brauch ech dat hei net nach eng Kéier ze widderhuelen. Ech wéilt just hei op dëser Plaz soen, datt och dëst Gesetz eng kloer Fuerderung vun der CSV war, well et einfach kloer Spillreegele festsetzt. Haut hu mer just eng Dispositioun am Code de procédure pénale, an déi awer net ganz kloer ass. Dat steet och expressis verbis am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi.

Et geet also drëm, ganz kloer Rechtssécherheet ze schafen, souwuel fir déi Leit, déi d'Fouillë maache wéi fir déi Leit, un deenen d'Fouillë gemaach ginn.

Mir ënnerscheeden och tëschent op där enger Säit Fouilles administratives an op där anerer Säit Fouilles judiciaires. D'Fouilles administratives stinn elo am Policegesetz, d'Fouilles judiciaires stinn am Code de procédure pénale. A mir hunn och souguer d'Gesetz iwwert d'Drogebekämpfung geännert, well eeben d'Douanieren zum Beispill och Kompetenzen hunn, fir Fouillen am Kader vun der Drogebekämpfung duerchzeféieren.

Souwuel bei de Fouilles administratives wéi bei de Fouilles judiciaires gëtt et sougenannt „fouilles de sécurité". Ech kommen herno kuerz drop. A bei de Fouilles judiciaires gëtt et nach d'„fouille probatoire", esou wéi d'Wuert et seet, fir eebe Preuven ze sichen, wann eng Infraktioun gemaach ginn ass.

Bei de Fouilles de sécurité, do seet d'Wuert et och, do gëtt et dräi verschidde Kategorien. Et gëtt d'Fouille simple – fir dat bildlech einfach duerzestellen –: Dir gitt ofgetaascht oder Dir gitt duerch eng elektronesch Detektioun, Dir braucht Iech net auszedoen an do gëtt da gekuckt, ob Der en Objet hutt, deen Der net däerft bei Iech hunn.

Bei der Fouille intégrale, do musst Der Iech ausdoen an do gëtt visuell gekuckt, ob Der en Objet bei Iech hutt. Bei deenen zwou Fouillen, also bei der Fouille simple a bei der Fouille intégrale, kann een, wann een domadder net d'accord ass, dann awer forcéiert ginn, déi Fouillen iwwer sech ergoen ze loossen.

Da gëtt et déi drëtt Kategorie vu Fouillë bei de Fouilles de sécurité, dat ass déi sougenannt Fouille intime. Do kann een an den Ouverturë vum Kierper nokucken, ob een eppes mat sech dréit. Dat ass natierlech a priori eng Atteinte à la dignité humaine, duerfir sinn déi Konditioune ganz streng gereegelt. Do brauch een eng Autorisatioun vum Procureur d'État an et brauch een och eng Ordonnanz vum Juge d'instruction. Déi däerf awer och wierklech just en toute nécessité gemaach ginn, wa wierklech seriö Indizien dofir do sinn, datt een eppes an enger vun den Ouverturë vum mënschleche Kierper verstoppt huet.

Duerfir ass dat hei e Projet de loi … An ech kommen op meng Ausso zréck, déi ech an der Introduktioun gesot hunn: Et ass duerfir ëmsou méi wichteg, datt kloer Reegelen hei geschaaft ginn, op där enger Säit fir den Agent, deen d'Fouillë mécht, op där anerer Säit fir deen, deen d'Fouillen iwwer sech ergoe léisst. Et ass hei den Equiliber geschaaft ginn tëschent op där enger Säit der Sécherheet vum Agent, der Sécherheet vun eis alleguer an op där anerer Säit dem Respekt vun der Dignité humaine.

An ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. Da wier et um honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Beispill 1: Eng Policepatrouille observéiert an engem däischteren Eck eng suspekt Transaktioun, wou een op der Strooss engem Sue gëtt an en contrepartie e klenge Päckelchen amplaz kritt. Si decidéieren, déi zwou Persounen ze kontrolléieren an interpelléiere se. Si duerchsichen dann d'Täsche vun deenen zwee a fanne bei deem engen d'Suen a bei deem aneren e Päckelche mat Drogen dran. Bei deem mat de Sue fanne se dann och nach eng kleng Unzuel Bullen, wou och Drogen dra sinn. Si huelen dee Mann dann en flagrant fest. Ier en op d'Kommissariat kënnt, duerchsiche se en nach eng Kéier fir ze kucken, ob e keng Géigestänn bei sech huet, déi de Beamte kéinte geféierlech ginn oder awer dann deem, deen interpelléiert ginn ass, kéinte schueden.

Elo hate mer zwou Fouillen, déi identesch waren an an hirer Natur awer ganz verschidde sinn.

Beispill 2: Eng wichteg Perséinlechkeet aus engem net onëmstriddene Land kënnt op Besuch an d'Chamber. D'Police mengt, et kéint zu Maniffen oder Ausschreidunge kommen an decidéiert, e Périmètre de sécurité ëm d'Chamber anzeriichten. Wien an dee Perimeter era wëll kommen, dee soll ënnersicht gi fir ze kucken, ob en näischt bei sech huet, wat eng Gefor kéint duerstellen. Hei hu mer also eng drëtt Zort Fouille, déi erëm eng aner Natur huet.

Bis elo waren déi Fouillen nëmmen ongenügend reglementéiert. An dëst Gesetz combléiert elo dës Lacune. Fir d'éischt definéiert d'Gesetz elo déi dräi Zorte Fouillen, déi et gëtt. Ech ziele se just nach eng Kéier op: d'Fouille simple, d'Fouille intégrale an d'Fouille intime.

D'Fouille simple, wéi gesot, e Basisoftaaschte mat den Hänn oder engem Electrosondeur. Dann, wann déi Fouille do net wäit genuch gaangen ass, eng Fouille intégrale, wou een da méi approfondéiert kuckt, a wann dat och nach net duergeet, da kann een och op déi Fouille intime zréckgräifen, déi awer da muss vun engem Dokter ënner strengem Respekt vu verschiddene strenge Bedingungen ausgefouert ginn. Da reglementéiert d'Gesetz och nach, a wéi enger Reiefolleg déi verschidde Fouillen ze maache sinn.

Dat neit Gesetz reglementéiert also à la fois en matière judiciaire et administrative d'Fouille probatoire an d'Fouille de sécurité, an dann am Kader vun dem Accès zu engem Périmètre de sécurité och do eng Fouille de sécurité.

Eng Fouille ass en Agréff an d'Fräiheet vun de Bierger an et ass och en Agréff an hir Dignitéit. An dofir huet dëst Gesetz gutt opgepasst, eng streng Reglementatioun a streng Konditioune festzeleeën. Dëst Gesetz ass dofir e gutt Gesetz, well et de Spagat tëschent de Besoine vun de Fouillen en matière judiciaire an administrative reglementéiert an awer och d'Bierger géint Excèsen an deenen Amtshandlunge protegéiert.

An deem Sënn ginn ech dofir och den Accord zu deem Gesetz vun der DP-Fraktioun, net awer ouni dem Charles Margue Merci ze soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir ginn eis haut déi néideg Upassunge vun eisem legislative Kader, wat d'Fouillë vu Persoune betrëfft. Ech mengen, dat ass e ganz, ganz wichtegen Aspekt a virop och hei dem Rapporter, dem Charles Margue, merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech mengen, Dir wësst et an et ass och schonn erausgeklongen: Aktuell gesäit eise Code de procédure pénale vir, dass eng Fouille judiciaire nëmmen am Kader vun engem Flagrant délit oder Flagrant crime ka gemaach ginn. D'Fouille kann och nëmme vun enger Persoun vum nämmlechte Geschlecht gemaach ginn, an dann och nëmmen, wann d'Persoun verdächtegt gëtt, Objeten, déi zu der Manifestatioun vun der Wourecht néideg sinn, oder geféierlech Objete wëssentlech ze verstoppen. An dës Fouille kann och am Kader vun enger Enquête gemaach ginn oder am Fall vun engem Mandat d'amener oder am Kader vun engem Mandat d'arrêt.

Mir wëssen awer och alleguerten, dat huet een och a Gespréicher eraushéieren, och mat deene concernéierten Agenten um Terrain, dass dëse Kader net méi der Praxis entsprécht, weeder am judiciairen nach am administrative Beräich vun der Police. Am Moment hunn also weeder d'Police judiciaire nach d'Police administrative déi néideg legal Basis, fir Fouillen, déi fir d'Sécherheet engersäits vun de Bierger an awer och vun de Beamten an allen implizéierten Autoritéiten onabdéngelech sinn, kënnen ze garantéieren. Dat fënnt ee jo och am Exposé des motifs vum Gesetz ganz kloer eraus. An dës Lacune gëtt natierlech och vun der Police selwer, well se och betraff ass, an hirem Avis opgegraff.

Mir wëssen alleguerten, dass d'Ausféierung vun enger Fouille fir déi zwou Persounen eng ganz delikat Affär ass, well se och en Agréff an d'Fräiheet an an d'Intimitéit an natierlech humiliant ass. Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, sech och e kloren, strikte Kader ze ginn. An dee gi mer eis. Nieft der Fouille simple hu mer och elo d'Fouille intégrale an och d'Fouille intime, déi néidegerweis och iwwert dëst Gesetz ugepasst ginn.

All dës Duerchsichungen, fir déi mer eis de legale Kader ginn, dorop huet natierlech och d'Commission consultative des droits de l'homme ganz kloer an hirem Avis richtegerweis higewisen, sinn natierlech en Agréff an den Droit à l'intégrité physique. An do gëtt et natierlech eng sëlleg international Konventiounen, déi een ze respektéieren huet. Dofir sinn, mengen ech, och déi Garde-foue wichteg, déi Schutzmoossnamen, déi mer eis hei ginn. An esou Garde-foue sinn engersäits natierlech, dass seriö Indizie musse virleien, konkreet Elementer musse virleie respektiv existéieren, fir de progressive Passage vun der Fouille intégrale op d'Fouille intime ze justifiéieren. An dëst muss natierlech och am Procès-verbal festgehalen an och aktéiert ginn. Well mer eebe grad wëssen, dass eng Fouille intégrale och immens invasiv ass, mengen ech, sinn och dës strikt Konditiounen néideg, fir vun enger Fouille op déi aner iwwerzegoen.

A mir wëssen natierlech och, dass eng Autorisatioun vum Parquet respektiv vum Untersuchungsriichter néideg ass, fir d'Fouille intégrale kënnen ze maachen. Dat sinn och weider Garde-fouen, grad och fir Abusen ze verhënneren. Da mengen ech och, dass dës Fouille och vun engem Dokter (veuillez lire: och nëmme vun engem Dokter) ka gemaach ginn, vun engem Expert, dat weist natierlech och, mengen ech, dass och e weidere klore Kader deementspriechend hei kënnt.

Mir ginn eis also duerch dës Gesetzgeebung kloer Reegelen an ech mengen, wa mer eng Kéier kucken, wéi et an eisen Nopeschlänner iwwert d'Bün geet, da kënne mer natierlech e Bléck op Frankräich werfen. Do gëtt den Ënnerscheed gemaach tëschent engersäits enger „fouille au corps" an enger „fouille dans le corps". An ech mengen, dat ass och dee selwechte Wee, dee mer hei zu Lëtzebuerg ginn, wou mer eis natierlech dorunner inspiréieren, well effektiv plus/minus déi selwecht Dispositiounen hei zu Lëtzebuerg wéi och a Frankräich sinn.

Mir sinn also da kloer als LSAP der Meenung, dass et engem Kader bedarf, dee streng Konditioune festhält a méiglech Zenarioe vu Fouillen aus der Praxis elo an den Texter festhält. Deem droe mer haut hei Rechnung. Et ass also eng absolutt Noutwendegkeet, sech kloer Reegelen ze ginn, an dofir kann ech och nëmmen den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänke mat engem grousse Merci un de Rapporter. Ech mengen, dat ass elo gesot ginn. Et ass och vu praktesch alleguer de Virriedner nach eng Kéier widderholl ginn, wéi eng Zorte Fouillë mer hunn, dofir wëll ech dat elo net nach eng Kéier widderhuelen a vläicht just zwee oder dräi Kommentare maachen.

Deen éischte Kommentar ass, datt et gutt ass, datt mer eng Reegelung hunn. Et ass awer manner iwwerzeegend, datt mer fënnef Joer – bal fënnef Joer – un deem Text hu misse schaffen. Dat ass eng ganz laang Zäit! Natierlech, jo, et muss ee jiddereen zu Wuert komme loossen. Et muss een natierlech hei mat ganz grousser Virsiicht un deen Dossier erugoen, well natierlech och jidderee gesot huet, datt dat eng Saach ass, déi d'Intimsphär ka consideréieren, wou d'Dignitéit vum Mënsch natierlech och kann um Spill stoen. Natierlech muss een dat dann och mat alle Sécherheetsmoossname maachen.

An trotzdeem ass och gesot ginn: „D'Police brauch deen Text. Et ass néideg, si brauch en um Terrain. D'Police brauch Rechtssécherheet." An an deem Kontext ass et awer fir eis eng Fro, ob ee muss fënnef Joer un engem Text schaffen, deen awer relativ einfach ass a wou et am Ausland jo genuch Virbiller gëtt, wéi een et kéint reegelen. Fënnef Joer ass ze laang.

Da sinn nach eng Rei Froen, déi sech och stellen, an ech mengen, deen interessantsten Avis an deem Kontext – well et ass jo d'Police, déi haaptsächlech domat konfrontéiert ass –, dat sinn och déi Kommentaren, déi d'Police an deem Kontext gemaach huet: Ass dat do einfach ze applizéieren? Ass et praktikabel?

An et sinn och konnex Froen, déi sech stellen. Ech wëll déi och just kuerz hei ernimmen. Si sinn och zum Deel am Policeavis opgeworf ginn. Et si jo och aner Administratiounen, déi kënne mat esou enger Situatioun konfrontéiert ginn: Gardes champêtres, Gardes forestiers sinn opgezielt, och zum Deel Administratiounen am Santésberäich. Déi sinn awer elo hei net direkt esou betraff. Hei sinn et haaptsächlech d'Officiers de police judiciaire an d'Agents de police judiciaire, déi am Text enumeréiert ginn. Awer am Code de procédure pénale, deen allgemeng ass, do gëtt et och Zweifel, ob dann de Code de procédure pénale dat soll op esou eng allgemeng Manéier reegelen.

Also ech verweisen do just op déi Avisen. Ech ginn elo net an déi Detailer an, mee déi Froen, déi opgeworf gi sinn, sinn u sech pertinent. Wéi eng Implikatioun huet déi Reegelung, déi elo hei haaptsächlech d'Police betrëfft, op aner Administratiounen?

Et kann een nach e Schrëtt méi wäit goen. Mir hu jo och zum Beispill Fouillen um Flughafen. Et geet een do entweeder duerch e Portail oder et kann een awer och vun Agents de sécurité, wat am Prinzipp privater um Flughafe sinn, eng Fouille kréien, natierlech mat engem elektroneschen Apparat; wou een och muss soen, datt dat net ëmmer vu Leit vum selwechte Geschlecht gemaach gëtt. Vläicht sinn déi guer net disponibel. Oder op jidde Fall, wann et de Kolleege geet wéi mir, ech sinn do och schonn elektronesch kontrolléiert gi vun enger Damm. Dat ass awer keng aussergewéinlech Situatioun. Dat heescht, wat mer hei am Beräich vun der Police reegelen, wou et och gutt ass, datt et endlech gereegelt gëtt, dozou musse mer eis awer och Froe stellen, wéi et bei aneren Administratiounen ass oder souguer bei Privaten.

Ech wëll hei just op déi Diskussioune verweisen, déi mer am Kontext vun der Stad Lëtzebuerg haten, wou et ëm privat Sécherheetsfirme gaangen ass. Dat war e grousse Problem. An hei kënne sech eventuell och esou Froen emol stellen. Et ass einfach derwäert, och eng Kéier doriwwer nozedenken an och do da vläicht d'Reegele gesetzlech ze fixéieren, an Analogie mat dësen Dispositiounen, wann dat dann nach net sollt de Fall gewiescht sinn. D'Madamm Justizminister kann eis dat ganz sécher soen.

Fir d'ADR ass op jidde Fall kloer, datt mir dëst Gesetz mat ënnerstëtzen. Wéi gesot, mir hätte gär, datt eis Police kann operationell an a Rechtssécherheet fonctionéieren. An dofir ass dat heiten e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, fir d'éischt dem Rapporter Charles Margue och e grousse Merci fir säi Rapport. An da géif ech gär soen, dass dat hei natierlech keng schéin Thematik ass an dass een den Text e bësselche mat Bauchwéi liest. Mee mir sinn awer och der Meenung, dass een hei och e Kader brauch, effektiv, well d'Praktiken existéieren. Dofir ass et effektiv wichteg, sech déi Rechtssécherheet ze ginn an dee Kader ze setzen.

Mir begréissen dofir dee Kader hei och a mir mengen, dass et definitiv besser ass wéi keen ze hunn, a schléissen eis och der Mënscherechtskommissioun un – mir haten hiren Avis gelies –, déi am Ufank immens kritesch war, an hunn awer festgestallt, dass vill vun hire Verbesserungsvirschléi och integréiert gi sinn an de schlussendlechen Text. Deemno begréisse mer dës Verbesserung, géifen awer och gären der Mënscherechtskommissioun hir Bemolle mat op de Wee ginn, an zwar éischtens, dass et immens wichteg ass, dass d'Poliziste forméiert ginn, virun allem, wat d'Vulnerabilitéiten ugeet, also vulnerabel Leit, notamment LGBTQI+-Leit, an zweetens, dass och bei der Fouille simple ee Bemoll, dee si haten, ass, dass d'Fouille simple eigentlech awer och misst ausserhalb vu frieme Blécker passéieren, wat eeben net am Text virgesinn ass. An dat bedauere si e wéineg.

Trotzdeem droe mir, eebe mat Bauchwéi, och dësen Text mat. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e schwieregen Text, deen awer a sengen Deeler

zum Schutz vun der Gesellschaft a virun allem och zu dem Schutz vun de Beamten am Asaz wäert bäidroen. Et ass en Text, wou mir als Piraten laang dermat gehadert hunn an nach ëmmer Bedenken hunn, well esou eng Duerchsichung awer eppes Desagreabeles ass fir déi zwou Säiten, souwuel fir d'Beamten, mat deene mer geschwat hunn – well déi ginn oft vergiess bei där Thematik –, fir d'Beamten, déi esou intim Duerchsichunge musse maachen, wéi och fir d'Leit, déi eeben duerchsicht ginn. An do ass et un eis als Parlament an och herno als Staat, fir deene Leit, déi duerchsicht ginn, de méiglechst gréisste Schutz awer nach ze ginn.

Hei bei dësem Gesetz gouf an der Justizkommissioun vill driwwer diskutéiert. Hei ass eent vun deene Gesetzer, wou ee ka soen, et geet net esou eraus, wéi et erakomm ass. Et ware gutt Avise geschriwwe ginn. An hei huet sech och gewisen, dass déi eenzel Avisen och hire Feedback kruten an déi Iddien och iwwerholl gi sinn, wat op dëser Thematik immens wichteg ass, well den Input vu baussen hei immens wichteg war fir d'Kommissioun. A wann een esou vill Schutz opbaut, muss een herno och, wann ee sech dernieftbehëlt, sief dat de Beamten oder deen, deen duerchsicht gëtt, Méiglechkeete gi fir déi zwou Säiten, sech herno kënnen auszedrécken, an dass dat dann eeben net méi virkënnt.

Mir hunn elo kloer Reegelen, déi eiser Meenung no awer mussen no engem Joer nach eng Kéier analyséiert ginn. Mir musse kucken: Huet dëst Gesetz, esou wéi et geplangt ass, esou wéi elo d'Verbesserungen duerch d'Mënscherechtskommissioun komm sinn ... Ass et duergaange mam Schutz? Ass et duergaangen, fir dass mer net awer heiansdo iwwert d'Sträng schloen?

Mir wäerten haut dësem Text mat ville Bedenken zoustëmmen. Et ass, mengen ech, fir keng Partei en einfache Sujet. Et ass och e Sujet, deen zum Deel ganz emotional ass. Et ass awer och esou, dass mer, wéi den OKaJu jo hei war, och schonn eng Diskussioun haten, déi elo net direkt dëst Gesetz betrëfft, mee mech immens beréiert huet. An dat ass, dass de Staat higaangen ass an en huet am ganz intime Beräich Miessunge virgeholl fir ze kucken, wéi al ee soll sinn. Dat sinn och esou Gesetzer, déi ech wëll uschwätzen, dass et ... Bei de Flüchtlinge war dat, bei Leit, déi hei Schutz gesicht hunn. Dir kënnt et noliesen am Rapport vum OKaJu. Dat hat mech immens schockéiert. An dat ass och e Gesetz, wou mer eng Kéier mussen nobesseren, fir dass déi Jonk, déi hei am Land Schutz sichen, eeben net sech mussen esou Praktiken ënnerzéien, fir dass se herno den Alter erausfannen.

Ech soen dem Charles Margue Merci fir deen ausféierleche Rapport a virun allem och fir déi Oppenheet an der Kommissioun, dass mer déi Avisen alleguerte konnten duerchhuelen an deementspriechend och déi Nobesserunge maachen, well d'Gesetz ass awer elo en Tickchen, soe mer souguer e groussen Tickche besser, wéi et am Ufank erakomm ass. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Schéine gudde Mëtten. Fir d'éischt emol: Ech verstinn natierlech all Är Suergen a Bedenken. Ech soen Iech awer och Merci fir déi breet Zoustëmmung, well ech fannen dat extreem wichteg bei esou engem sensibelen Text wéi deem heiten.

Et si Situatiounen, wann ee wierklech an enger Situatioun ass, wou e muss fouilléiert ginn, wou e warscheinlech, ausser natierlech verschidden ofgehäert Personnagen, eng grouss Vulnerabilitéit huet, wou et och wichteg ass, dass de Kader determinéiert ass an dass souwuel deejéinegen, deen an der Situatioun ass, fir fouilléiert ze ginn, wéi och deejéinegen, deen déi Fouille muss ënnerhuelen, wat och fir deen natierlech eng Erausfuerderung ass, weess, wat de Kader ass, weess, wat de Legislateur determinéiert huet. An duerfir ass et wichteg, dass mer eis dee Kader haut ginn, well et effektiv en extreem, extreem delikaten an intrusive Charakter kann hunn an eeben och eng Atteinte op d'physesch Integritéit kann duerstellen. An et ass also onëmgänglech, fir dëse Regimm och strikte Konditiounen ze ënnerzéien.

Ech ginn elo net nach eng Kéier op den Detail an. Ech mengen, dat hutt Der alleguerten en long et en large gemaach. Ech wollt just nach eng Kéier e puer Punkten awer soulignéieren. Ech mengen, déi dräi Zorte vu Fouillen, déi hutt Der gutt, ganz gutt erklärt, a wéi mer hei probéiert hunn – an dat ass ugeklongen –, den Avise Rechnung ze droen an eeben och ëmmer erëm eis an de Kontext vun der mënschlecher Dignitéit ze stellen an ze kucken, dass all Zort vun Humiliatioun, ob gewollt oder ongewollt, a meeschtens si se net gewollt, ka verhënnert ginn.

Dat heescht, et ass festgehale ginn, dass déi Persoun, déi der Fouille ënnerläit, just fir déi Zäit zréckgehale gëtt, déi absolutt noutwendeg ass, fir d'Fouille ze exekutéieren. Et ass keng drëtt Persoun bei der Fouille. D'Fouille simple gëtt, wann nëmme méiglech, vun enger Persoun vum selwechte Geschlecht ausgefouert. A jo, ech si mer bewosst, dass do verschidde Problematike vläicht nach mussen eng Kéier zougespëtzt gi fir ze kucken ... Et ass souwisou e Sujet, wou mer musse kucken, wann do een zum Beispill seet: „Ech wëll awer léiwer vun enger Persoun vum anere Geschlecht fouilléiert ginn", wéi een domadder kann ëmgoen. Also dat, wat d'Madamm Oberweis virdrun opgeworf huet.

D'Fouille intégrale gëtt an alle Fäll vun engem Polizist vum selwechte Geschlecht exekutéiert. D'Fouille simple an intégrale kënnen, wann et net anescht geet, iwwert d'Contrainte physique gemaach ginn. A bei der Fouille intime ass dat natierlech ausgeschloss.

Ech wollt nach op zwou Saachen agoen. Dat mam Delai: Jo, et wier gutt gewiescht, wéi esou dacks, wa mer méi séier virukomm wären. Mee Dir hutt selwer d'Erklärung ginn, firwat et sou laang gedauert huet: Et ass extreem sensibel. Mir krute vill Avisen a mir hu wierklech probéiert, hei en equilibréierten Text hinzekréien.

Dann zu der Fro: Wéi ass et bei deenen anere Professiounen? An do, wéi esou dacks, wéi och bei verschiddenen anere Remarken, déi gemaach gi sinn, wonneren ech mech ëmmer, dass mer verschidden Diskussiounen net am Kader vun der Kommissioun hunn, wou ee sech ganz gutt kann abréngen an d'Debatt, wou awer net jiddwereen dat mécht a wou een dann och vläicht net ëmmer alles matkritt, wat dann esou presentéiert gëtt a wat vun Aarbechten am Justizministère leeft.

Ech hunn e Projet de loi deposéiert am Mee (veuillez lire: am Juni) vum leschte Joer iwwert de Gardiennage. An do ass den Artikel 14-1, dee reegelt, ënner wéi enge Konditiounen en Agent de sécurité eng Palpatioun ka maache vun enger Persoun, déi enzwousch wëll erakommen. Dat heescht, an deem Projet de loi kann een dat alles erëmfannen, soudass ech der Meenung sinn, dass och dat, wa mer dann do den Avis vum Staatsrot kréien a kënne weiderschaffen, gereegelt ass.

Voilà. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7259. Den Text steet am Document parlementaire 7259[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7259 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7259 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Question élargie n° 177 de M. André Bauler au sujet de l'importance et de la valorisation des bénévoles des associations sans but lucratif dans le secteur culturel

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 177 vum Här André Bauler iwwert d'Wichtegkeet an d'Opwäertung vun de Benevollen, déi an den ONGen aus dem Kulturberäich aktiv sinn. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Fro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Kultursecteur gëtt duerch den Engagement vu ville verschiddenen Acteuren, dorënner eng séllege Kulturveräiner, animéiert a gefërdert. Vill vun dëse wichtege Partner, virun allem sinn dat, wéi gesot, Veräiner ouni Gewënnzweck, also ASBLen, iwwerhuele ganz divers Aufgaben, déi mat engem spierbaren Aarbechtsopwand verbonne

sinn, besonnesch op administrativem an organisatoreschem Plang.

Si fonctionéiere virun allem dank dem onermiddlechen Asaz vu Fräiwëllegen, déi deels och spezifesch Verwaltungsaufgaben am Zesummenhang mat der Kommunikatioun, der Finanzéierung, dem Sponsoring an der Inszenéierung vun Events ze dinn hunn.

Et stellt een awer fest, datt vill Veräiner an noer Zukunft seriös Problemer wäerte kréien, fir esou benevoll schaffend Mataarbechter fir dës alldeeglech Aufgaben ze fannen. De Moment sinn dat meeschtens jonk pensionéiert Leit, déi fräiwëlleg schaffen, oder et gëtt punktuell op Freelancemataarbechterinnen a -mataarbechter zréckgegraff.

Aus dësem Grond wollt ech der Madamm Kulturminister follgend Froe stellen: Kann d'Madamm Minister eis eventuell soen, wéi eng kulturell Veräiner de Moment eng Konventioun mam Kulturministère hunn, déi et hinnen erlaabt, mëttelfristeg an eventuell och laangfristeg oder op länger Dauer een oder méi Mataarbechter, eng oder méi Mataarbechterinnen anzestellen an ze finanzéieren? Deelzäit- a Vollzäitmataarbechter wieren hei ze ënnerscheeden. Op wéi enge Krittäre baséieren dës Konventiounen?

Ass d'Madamm Minister vläicht och bereet, fir kulturell Veräiner op personellem Plang verstäerkt ze ënnerstëtzen, dat nom Virbild vun de Konventioune fir de Fonctionnement vun den ëffentleche Bibliothéiken, déi vun ASBLe geréiert ginn a Personal hu mussen astellen? Ettlech Veräiner, déi op regionalem Plang a vernetzt mat e sëllege Partner schaffen, riskéieren, an noer Zukunft net méi kënnen op Fräiwëlleger zréckzegräifen, déi si administrativ, technesch an organisatoresch staark ënnerstëtzen.

An anere Wierder: Ass d'Madamm Ministesch bereet, fir Synergien tëschent de Veräiner ze förderen, déi zesummeschaffen, kooperéiere géifen, fir e Professionellen anzestellen, dee Spezialist am Beräich vun der Verwaltung vu kënschtlereschen a kulturellen Ugeleeënheeten ass oder zumindest eng Erfarung op deem Terrain, eng zolidd Erfarung matbréngt, eng Zort Kulturmanager also, deen am Déngscht vun Acteuren aus dem Secteur steet?

Et mag wuel duerchaus esou sinn, an d'Madamm Minister wäert dat och vläicht herno soen, datt et elo scho méiglech ass, am Kader vun deene besteeënde Konventioune Personal anzestellen. Jo, mee Hand op d'Häerz, Madamm Minister, dat Geld feelt da fir déi reng artistesch Aarbecht. Dat wësse mer jo alleguer.

Et geet hei wierklech mëttelfristeg ëm d'Weiderbestoe vu gréissere Veräiner, Initiativen a Projeten, déi op esou eng Hëllef ugewise sinn an ouni déi vill Nowuesskënschtler, besonnesch an der Musekszeen, also jonk Kënschtler, keng gëeegent Plattform méi fannen, fir kënne virun engem avertéierte Public opzetrieden.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a freeë mech op d'Äntwerte vun der Madamm Minister.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, merci villmools, Här Bauler, dass Der mer alt nees d'Geleeënheet gitt, fir iwwert d'Kultur hei an der Chamber ze schwätzen, wou ech jo ëmmer erëm net midd ginn ze soen, dass ech Demandeur sinn do derfir.

Ben, fir d'éischt emol ass et och d'Occasioun, fir nach eng Kéier all deene Benevollen, déi Der ernimmt hutt, e grousse Merci ze soen, déi sech wierklech asetzen am Alldag fir eis Gesellschaft, andeem se d'Kulturlandschaft ënnerstëtzen a maachen, dass mer esou eng bléiend Kulturlandschaft hu wéi déi, déi mer hunn.

Natierlech ass de Benevolat net mat enger Astellung gläichzestellen. An dat ass mer extreem wichteg. Ech mengen, Dir wësst, dass eng vu menge Prioritéiten déi ass, dass mer d'Professionaliséierung vun eisem Kultursecteur weiderdreiwen an dass mer – dat, wat Der elo och zum Schluss gesot hutt – hinnen all d'Méiglechkeete ginn, fir dass net déi ganz Aktivitéit vun hirer administrativer Aarbecht opgefriess gëtt, mee dass se genuch Zäit hunn an och genuch Budget hunn, fir der ganzer Kreativitéit nozegoen, déi se wëllen hunn.

Mir hunn notamment och eng Formatioun zënter 2020, déi mer organiséieren, dat op Demande vum Secteur, respektiv finanzéiere mer och Formatioune fir Leit, déi a Kulturinstitutiounen an an Associatioune schaffen. An dat betrëfft awer net nëmmen déi konventionéiert, mee och déi, déi Demandeur sinn an déi sech engagéieren.

Vläicht e bëssen Zuelen iwwert d'Unzuel vu Konventiounen am Kulturministère. Ech si wierklech der Meenung, dass et fir d'ASBLen eng Sécherheet duerstellt, wa se konventionéiert sinn, wa se net Joer fir Joer mussen no engem Subsid froe kommen. Wa se wëssen, mir hunn hei eng Konventioun, da gëtt dat hinne Planungssécherheet. Si wëssen, wat d'Konditioune vun der Stee sinn. An Dir wësst jo och, dass et viru fënnef, sechs Joer eng ganz Onrou gouf am Secteur, wéi eng sëllege Konventioune gekënnegt goufe respektiv och d'Dotatiounen erofgesat gi sinn.

Et waren 2015 nach 69 Associatioune konventionéiert. An déi Zuel ass dunn duerno geschmolt op 47. An Enn 2018, wéi ech de Kulturministère iwwerholl hunn, du ware mer bei 49 Associatiounen, déi eng Konventioun mam Kulturministère haten.

Ech hunn aus deenen Ursaachen, déi ech elo gesot hunn, alles drugesat, fir déi Zuel an d'Luucht ze setzen. An dat ass mer och, mengen ech, gelonge mat de ganzen Ekippen. Mir sinn elo op zwee an en halleft Mol méi, dat heescht 253 % méi konventionéierten Associatiounen. Dat ass budgetär och méi wéi eng Verdueblung: vu 35 Milliounen op 72 Millioune Budget. Dëst geet un Institutiounen, Federatiounen, Museksensembelen, Theateren, Kënschtlerkollektiver an esou weider, fir all dësen Associatioune besser ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mir hunn awer nach en anere Punkt, wou mer ugesat hunn, dat ass dee vun de Federatiounen. Zënter 2019 setze mer och do en Accent drop, dass mer déi, déi sech asetze fir d'Allgemengheet vun engem Deel vum Secteur, och ënnerstëtzen, fir dass se sech och do administrativ besser kënnen opstellen, hir Lobbyaarbecht besser kënne maachen. An do si konventionéiert ginn – nieft den traditionelle Federatiounen, déi scho konventionéiert waren, wéi d'UGDA, de Piusverband oder d'THEATER FEDERATIOUN –: Actors.lu, d'ASPRO, d'AAPL, d'FLAC, d'Alliance Musicale, d'A:LL Schrëftsteller*innen, d'Lëtzebuerger Bicherediteuren an och de Reseau vun de Centres culturels régionaux.

Fir 2023 gi 15 verschidde Federatioune konventionéiert fir e Gesamtbudget vun 1,1 Milliounen Euro. An hei sinn iwwer zéng administrativ Aarbechtsplaze geschafe gi respektiv gi finanziell Entschiedegungen u Kënschtler ausbezuelt, déi hir jeeweileg Federatiounen a Gremie representéieren.

An ech wëll wierklech nach eng Kéier ervirsträichen, wat fir eng exzellent Aarbecht dës Federatioune maachen. Si hëllefen ons och bei der Ausschaffung vun den Texter. Si hëllefen ons am Dialog mat den Institutiounen, wou mer kucken, wat d'Demandë vum Secteur sinn a wéi mer dat beschtméiglech kënnen ugoen.

Eppes aneschters, wat mer lancéiert hunn, ass am Danzsecteur de Prinzipp, dass mer eng Aide à la structuration ginn hunn. Mir hu festgestallt, dass mer am Danzsecteur zwar mat dem TROIS C-L an der „Bananenefabrik" wierklech e Flagship hu vum Danzsecteur, mee dass et awer den Associatiounen, déi an deem Beräich täteg sinn, vläicht e bëssen un Unerkennung gefeelt huet an dass do ganz vill vun där artistescher Aarbecht wierklech an dat Administratiivt gefloss ass tëschent Communiquéë schreiwen, Demanden ausfëllen, Social Media maachen, soudass mer déi Aide à la structuration an d'Liewe geruff hunn. An do ass et esou, dass elo Dräijoreskonventioune sinn. Déi éischt ass elo ausgelaf, mir sinn elo bei där zweeter Editioun, 2023 bis 2025. Et erlaabt den Artisten, fir iwwer Expertskontrakter och stonneweis ze bezuelen, fir zum Beispill Ëffentlechkeetsaarbecht, Produktiouns- an Diffusiounsaarbecht. Et sinn aacht verschidden Danzcompagnien, déi heivunner profitéieren, fir e Gesamtbudget vun 245.000 Euro.

An dës Aide, an dat war och e bëssen de But, huet et och fäerdegbruecht, nei Beruffer hei am Land e bëssen ze förderen, wéi e Produzent oder en Diffuseur à l'international. A wat och ganz flott ass – Dir hutt d'Kooperatiounen ugeschwat –, dat ass, wéi gutt d'Synergien hei fonctionéieren a wéi gutt och déi eenzel Compagnien zesummeschaffen, ouni Konkurrenzdenken, soudass och déi Leit, déi déi Beruffer dann ausüben, fir Verschiddener schaffen. An esou sinn zirka 15 Leit hei à temps partiel engagéiert.

De Ministère wäert also fir dëst Joer 124 verschidde Konventioune fir 72 Milliounen Euro ënnerschreiwen. A wéi an der Konventioun stipuléiert, ass et eng Dotatioun, déi déi ASBL kritt, an déi ka se och asetzen, wéi se et fir richteg fënnt, Haaptsaach et entsprécht eeben der Missioun, déi d'ASBL an de Statutte festgehalen huet. An dës Dotatioun kann natierlech och fir d'Personalkäschte benotzt ginn, wat natierlech och bei ganz villen de Fall ass.

Mir hu statistesch gesinn zwou Kategorië vu Konventiounen: 85 Strukturen, 68 %, si vu Leit aus der Société civile gegrënnt ginn an 39 Strukturen, also grob een Drëttel, sinn an d'Kategorie „éischter parastaatlech" ze setzen, dat heescht, entweeder si se op Wonsch vum Staat oder vun eenzelne Gemengen zesummen an d'Liewe geruff ginn.

Mir hunn och dräi verschidden Typpe vu Konventiounen: eng Convention pluriannuelle à objectifs, eng Convention annuelle à reconduction tacite, dat sinn déi meescht, an dann d'Aide à la structuration pour compagnies de danse. Et sinn u sech déi véier Établissement-publicken, déi an de Genoss vun enger Convention pluriannuelle à objectifs kommen. A mir hunn hei an deene véier Établissement-publicken 285 ETPe schaffen.

Dir hutt no de Krittäre gefrot. Den Haaptkrittär ass jo dee wierklech vun der Eligibilitéit: Et muss kloer an eis Missiounen natierlech vum Kulturministère passen. Den administrativen Niveau muss kloer identifizéierbar sinn, kohärent Missiounen hunn, d'Statutte mussen en règle si souwéi natierlech och den RBE, den RCS. An de Budget muss balancéiert sinn.

Bei ganz neien Associatiounen, do waarde mer normalerweis een, zwee, dräi Joer, bis se sech etabléiert hunn, éier mer eng Konventioun mat hinnen ënnerschreiwen. Ausnamen hu mer elo gemaach am Kader vun Esch2022 mat notamment FrEsch, déi nach net esou laang existéiere wéi eeben déi dräi Joer, oder och fir aner Associatiounen, wéi och d'Ënnerstëtzung

vu Spektrum zu Rëmeleng, wou mer einfach fannen, dass déi Projete sech schonn esou etabléiert weisen, dass mer do net elo nach esou vill Joer waarden, bis mer dat ënnerstëtzen.

D'Konventioun definéiert natierlech den Objet, d'Durée an d'Héicht vun der Dotatioun. Et bilt eng Vertrauensbasis a mir maachen och alljoers eng Evaluatioun vun deene Konventiounen. Mir kucken notamment och, wéi d'budgetär Situatioun ass, wat Projete sinn, woufir eventuell méi Sue géife gebraucht ginn, oder wann elo zum Beispill vill Reserven do sinn oder Reserven do sinn, dass mer dann net dorobber zréckgräifen.

Mir hu probéiert, eng Oplëschtung nach ze maache vun all deenen aneren Associatiounen, a mir kommen op e Chiffer vun ongefeier 250 – dat war jo eng vun Äre Froen – ETPen, déi an deene konventionéierten ASBLe schaffen.

Dir hutt och vun de Bibliothéike geschwat. Hei schaffen eng néng Leit. Dat si fënnef ETPen, déi an deene sechs Bibliothéike sinn, déi als ASBL opgestallt sinn. Dir wësst, dass mer hei och elo en État des lieux maachen. A mir wäerten am Fréijoer och e Workshop hunn zu där Fro, déi Iech besonnesch um Häerz läit, wou mer dat dann och kënnen diskutéieren.

Natierlech promouvéiere mer insgesamt d'Synergien tëschent den Associatiounen. Et steet deem absolutt näischt am Wee. An och nach de klenge Rappell, dass et de Congé culturel gëtt. D'Gesetz gouf publizéiert déi lescht Woch, soudass och hei nach kënne Leit an de Genoss kommen, déi eeben an den Associatiounen engagéiert sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

5. Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis

An d'Wuert huet elo d'Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gitt mer zwou Minutten, fir Iech ganz schnell eng Resolutioun virzestellen.

Am kierzlech virgestallte Rapport iwwert den État de droit fënnt een d'Bemierkung, datt generell gekuckt zu Lëtzebuerg déi verschidde Reegelungen, fir Interessekonflikter ze vermeiden, nach verbesserungswierdeg sinn.

Eng wichteg Roll kënnen hei d'Interessenserklärunge vu Persounen a gewëssene Funktiounen oder Mandater spillen, well si erlaben et proaktiv, Interessekonflikter ze vermeiden. Entspriechend Reegelungen existéiere jo beispillsweis hei bei eis an der Chamber fir d'Deputéiert, mee och zum Beispill fir d'Conseillere vun der Regierung.

Bei dem Conseil d'État gesäit dat aneschters aus. D'Membere vum Conseil d'État ënnerstinn zwar engem Deontologiecode, mee si mussen aktuell keng Interessenserklärung ofginn. Hei stellt sech déi eng oder aner Fro.

Zum Beispill hunn d'Membere vum Conseil d'État laut dem Deontologiecode eng Obligatioun, bei Interessekonflikter déi noutwendeg Mesüren ze ergräifen. An éischter Linn handelt et sech do also ëm eng Eegeverantwortung vun den eenzelne Memberen. Derbäi kënnt d'Roll vum President vum Conseil d'État, deen d'Obligatioun huet, derfir ze suergen, datt déi deontologesch Reegelen agehale ginn. Mee d'Fro stellt sech, wéi genee de President vum Conseil d'État dat da maache soll, wann hien net iwwer Informatioune verfüügt, déi et him géifen erlaben, dës Interessekonflikter ze identifizéieren.

Doriwwer eraus muss een och dem Conseil d'État seng zentral Roll an eiser institutioneller Organisatioun ënnersträichen. Wa mir de Conseil d'État als Conseiller vun der Chamber a vun der Regierung bezeechnen, dann denkt een héchstwarscheinlech an éischter Linn un e Conseil en droit, méi genee gesot un dem Conseil d'État seng Funktioun, op déi richteg Mise en forme vun de verschiddenen Texter ze uechten, ze kontrolléieren, datt d'Texter kohärent a konform mat anere juristeschen Norme sinn, an eventuell Géigevirschléi ze maachen, wéi een d'politescht Objektiv besser am Text formuléiere kéint.

Dem Conseil d'État seng Funktioun geet allerdéngs doriwwer eraus. Beispillsweis verankert déi reviséiert Constitutioun explizitt d'Méiglechkeet fir d'Chamber a fir d'Regierung, de Conseil d'État mat Froe vun allgemengem Interessi ze kontaktéieren. An dëser Hisiicht denken ech, datt et net onsënneg ass, iwwer eng Obligatioun fir eng Interessenserklärung fir d'Membere vum Conseil d'État ze debattéieren.

Ech proposéieren dëst an dëser Resolutioun, déi ech elo deposéieren, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant que le rapport sur l'État de droit 2022 constate qu'au Luxembourg, « (d)es améliorations restent également possibles en ce qui concerne la réglementation des conflits d'intérêts » ;

– considérant que le Conseil d'État, en tant que gardien de l'État de droit et conseiller de la Chambre des Députés et du Gouvernement, est un élément central de l'organisation institutionnelle pour le bon fonctionnement de l'État luxembourgeois ;

– considérant que le Conseil d'État exerce ce rôle central à travers l'exercice des différentes fonctions qui lui sont attribuées ;

– considérant qu'en vertu de la révision constitutionnelle, l'une des fonctions attribuées est la possibilité pour la Chambre des Députés et le Gouvernement de consulter le Conseil d'État tant sur des textes législatifs que sur des questions d'intérêt général ;

– constate par conséquent que le Conseil d'État n'est pas seulement un conseiller en droit – chargé notamment de perfectionner la mise en forme du texte, de vérifier sa cohérence et sa conformité avec les autres normes du droit, et de faire éventuellement des contre-propositions pour mieux réaliser l'objectif politique visé –, mais qu'il peut également conseiller sur des questions d'intérêt général ;

– constate ainsi qu'il apparaît justifié, notamment dans un esprit de transparence, d'exiger que les membres du Conseil d'État soient soumis à des règles déontologiques effectives afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts ;

– considérant que les membres du Conseil d'État ne sont actuellement pas tenus de faire une déclaration d'intérêts au début de leur mandat, qui renseigne sur certains éléments qui peuvent potentiellement influencer l'exercice de leur mandat ;

– considérant que la Constitution dispose que « L'organisation du Conseil d'État et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi. » ;

– considérant que le Conseil d'État n'est ainsi pas doté par la Constitution d'un pouvoir réglementaire ;

– constate que – dans le respect de la place du Conseil d'État dans l'organisation institutionnelle – le pouvoir législatif peut notamment définir le cadre juridique des règles déontologiques applicables aux membres du Conseil d'État,

décide

– d'examiner, dans un esprit de transparence et en s'inspirant des règles applicables aux conseillers qui sont adjoints au Gouvernement, la possibilité de créer une base légale qui oblige les membres du Conseil d'État à faire une déclaration d'intérêts au début de leur mandat et à tenir cette déclaration à jour pendant leur mandat, afin de fournir des informations sur certains éléments qui peuvent potentiellement influencer l'exercice de leur mandat.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

6. Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de la diversification agricole

Fir ofzeschléisse komme mer elo zur Interpellatioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert déi landwirtschaftlech Villsäitegkeet. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, d'Madamm Tess Burton, den Här François Benoy, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun dëser Interpellatioun, déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | Villmools merci, Här President. D'Landwirtschaft, de primäre Secteur, läit eis als CSV um Häerz a mir sti fir eng Landwirtschaft, wou d'Haaptaufgab nach ëmmer d'Produktioun vu gesonde Liewensmëttelen ass, an dat am Aklang mat der Natur, fir eng nohalteg Landwirtschaft mat deenen dräi Sailen am Gläichgewiicht. A mir stinn net fir eng Landwirtschaft, déi virun allem just nach Landschaftsfleeg mécht. Do wäert ech mam Agrargesetz nach eng Kéier drop zréckkommen.

Als CSV si mer wierklech der Meenung, datt mer kreativ, dynamesch, innovativ Bauere brauchen an datt mer déi onbedéngt mussen ënnerstëtzen.

Fir d'éischt wëll ech awer eng Kéier e Bléck op eis Landwirtschaft geheien, fir dat Ganzt an de Kader ze setzen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 130.000 ha landwirtschaftlech Notzfläch. Dat sinn 53 % vun eiser Landesfläch. Gëschter hate mer iwwert déi bebaute Fläch geschwat, dat sinn 10 %, dann 53 % landwirtschaftlech Fläch an de Rescht ass Bësch.

Vun där landwirtschaftlecher Fläch ass méi wéi d'Hallschent Grénglland, Dauergrénglland. An do soen ech et nach eng Kéier: Beim Dauergrénglland, do kann een – ech widderhuele mech, mee et sinn nach ëmmer Leit, déi mengen, dat kéint ee maachen – net einfach esou Geméis drop ubauen. Grénglland muss ee Grénglland si loossen. Wann een dat géif ëmbriechen, dat wär déi gréisst Ëmweltsënn, déi mer kéinte maachen. Da géif esou vill Karbon fräigesat ginn, esou vill Närstoffer géife fräigesat ginn. Grénglland ass extreem gutt fir den Erosiounsschutz an dat musse mer behalen. A well mer e Grénglandstanduert sinn, sinn d'Randfleeschproduktioun an d'Mëllechproduktioun eist Haaptstandbeen an der Landwirtschaft an dat wäerte se och bleiwen, well mir hunn hei e Standuertvirdeel a mir wären domm, wa mer deen net géifen notzen.

Och global gesi wär dat schlecht, esou wéi et am „Bauer" vum 7./8. Januar stoung vum Aloyse Marx, dem President vum Fräie Bauereverband. Den Artikel

heescht „Architektur unserer Ernährungssicherheit“. Wann déi Produkter net hei produzéiert ginn, wou mer e Standuertvirdeel hunn, an d’Produkter gi gebraucht, da gi se éierens anescht produzéiert, ganz dacks éierens anescht, wou den Ëmweltschutz keng esou eng grouss Bedeitung huet. Dat wär also schlecht fir d’Ëmwelt an et wär schlecht fir eis, well da géife mer och nach an deem Beräich, wou mer am Prinzipp gutt sinn, ofhängeg ginn.

Firwat ass dann awer elo eng Diversifikatioun wichteg? Mee mir gesinn éischtens, datt déi Produktiounsspart, wou mer eng grouss Stäerkt hunn, awer mat groussen Erausfuerderungen, ënner anerem bei den Amoniakausscheedungen, a Konfrontatioun gesat gëtt. An et bréngt awer elo näischt, einfach ze soen: „Mir maachen dat do elo net méi.“ Oder et bréngt och näischt, einfach en Deckel op d’Produktioun ze setzen. Och do wäert ech nach eng Kéier beim Agrargesetz drop agoen. Mee mir mussen de Betriber awer Alternativen opweisen an erméiglechen. An ënner anerem ass déi Diskussioun elo extreem wichteg.

Zweetens natierlech, an dat ass wéi bei jiddwerengem vun eis: Wann ech elo op engem Bee stinn an ee rappt mer et fort, da falen ech ëm. Bei engem Betrib ass et d’selwecht. Een, dee just op engem Standbee produzéiert, deen huet kee Risikoausgläich. Also ass dat och do fir deen eenzelne Betrib wichteg, a global gesinn natierlech fir eis Landwirtschaft a fir d’Nohaltegkeet vum gesamte Secteur. An da muss d’Politick awer derfir suergen, datt déi néideg Ramebedingunge geschafe gi fir déi Alternativen.

An duerfir hunn ech am Prinzipp dëse Sujet an d’Chamber bruecht. Et geet nämlech net duer, dat hei ëmmer nëmmen ze fuerderen, et muss gehandelt ginn an et muss virun allem op de Secteur gelauschtert ginn. Ech war bei vill eenzel Betriber an ech sinn u sech ganz villes gewuer ginn. A wann een dat géif systematesch maachen, wann ee wierklech emol eng Analys géif maache vun all deenen Alternativen, déi do sinn, a vun de Problemer, déi do sinn, ech mengen, dann hätte mer relativ vill Léisunge séier um Dësch.

Interessant an deem Kontext ass et, awer och emol ze kucken: Wou si mer Selbstversorger, wat importéiere mer? Do ass et net esou einfach, u Statistiken ze kommen. Vläicht kann den Här Minister eng Kéier kucken, datt mer déi nach aktualiséiert kréien. Ech hunn e bëssen hin- an hiergesicht, ech hunn der vun enger Studie vun der Uni vun 2020 fonnt, an awer och aner Zuelen, nach e bësse méi aktueller.

Beim Randfleesch ware mer virun e puer Joer nach bei 114 %. Mir soe jo ëmmer: „Mir produzéieren ze vill Fleesch, ze vill Mëllech“, an esou weider, mee mir hu keng 100 % méi beim Randfleesch, mir sinn elo nach bei 96 %. Och bei der Mëllech, do wou gesot gëtt: „Mir produzéieren ze vill, mir däerfen net méi esou vill Mëllech produzéieren“, mir sinn do bei 100 %. Och do hu mer kee Riseniwwerschoss. Natierlech, mir exportéieren, mee mir importéieren awer och a mir kënnen eis Grenze jo net zoumaachen.

Beim Schwéngefleesch ware mer bei 67 %, mir sinn elo bei 58 %, och do ass et méi schlecht ginn. Bei den Eeër leie mer esou ongeféier bei 35 %, Geméis 5 %, Pouleten 1,5 % bis 2 %, Uebst manner wéi 2 %. Dat heescht, mir hunn nach op ville Plaze vill Potenzial.

(Interruption)

An et ass awer och net esou, wéi wa mer net schonns Alternativen hätten. Mir hu schonns ganz vill Alternativen. Mee et gëtt awer och vill Problemer. An ech probéieren, dat hei mat eenzelne Beispiller ze kucken an dann och do Léisungen erauszeschielen. An ech hunn 21 Léisunge respektiv Fuerderungen.

Ech probéieren, bei der Gefligelproduktioun als Beispill unzefänken. Hei importéiere mer wierklech dee ganz groussen Deel vun eisem Gefligel. Et ass awer elo net esou, wéi wa kee Wëllen do wär bei de Baueren, fir der méi ze maachen. Et gëtt och schéin oder gutt Projeten. Mir hunn de Lët’z Poulet, mir hunn och vill Direktvermaarter, déi et maachen. Mee dat geet nach net duer. Wéi gesot, mir hunn e Selbstversuergungsgrad vu knapps 35 %.

Ech mengen, jiddweree vun eis heibannen, deen e bëssen d’Zeitung liest, deen huet warscheinlech nach d’Diskussiounen am Kapp vun de Biergerinitiativen, wéi hei zu Lëtzebuerg sollten e puer Ställ gebaut ginn.

2018 stoung am „Wort“: „Bauer gibt in Streit um Hähnchenmästerei auf […]. Drei Jahre lang hatte er dafür gekämpft.“ Et sollten zwee Ställ opgeriicht gi mat 6.500 Pouleten, „Hähnchen“ also. An dat ass e ganz grousse Problem bei eis an der Gesellschaft. Vill Leit mengen nämlech, si wéissten, wéi d’Landwirtschaft géif ausgesinn, mee dat, wat se mengen, an dat, wat d’Realitéit ass, dat Bild geet ëmmer méi wäit auserneen. An duerfir ginn ech mech net fir ze soen: Mir mussen dodru schaffen, datt dat erëm méi no beienee geet!

An duerfir och deen éischte Punkt: Mir musse massiv an Informatiounscampagnen investéieren, fir d’Akzeptanz vun de Produktiounen hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Do gëtt et schonn eenzel Initiativen, zum Beispill „Fro de Bauer“ ass ganz gutt. Mee dat geet nach net duer, dat gesi mer bei de Reaktioune vun de Leit. Well vill Leit hunn nach ëmmer esou en nostalgescht Bild vun der Landwirtschaft, „Heidi-Bild“ nennen ech et, mam Alm-Öhi, mat e puer Ochsen an dräi Geessen an e puer Schof, déi an der Wiss ronderëmlafen. Mee dat ass net méi d’Landwirtschaft, och net méi op der Alm!

An da muss ech och nach soen: Och fréier war et net onbedéngt besser fir d’Béischten! Do waren déi dee ganze Wanter iwwer ugestréckt am Stall. Dat hescht, déi modern Landwirtschaft huet vill gemaach fir d’Wuelbefanne vun den Déieren.

Oder eng aner Saach, déi am „Bauer“ vum Juli 2022 stoung, et war en Artikel mam Titel „230.000 Legehennen und dennoch Bio“. Jo, déi ginn och heihinner importéiert. Déi hunn awer och 100 ha Auslaf. Ech wëll just soen: D’Gréisst seet net onbedéngt eppes aus! An Däitschland ginn 80 % vun de Pouleten a Betriber mat méi wéi 50.000 Déiere gehalen. Déi ginn och heihinner verkaaft a se ginn och hei kaaft. A mir bréngen et mol net fäerdeg, e Stall vu 6.500 akzeptéiert ze kréien! Also, do musse mer dru schaffen.

En anere Problem fir déi Produktioun, awer net nëmme fir déi, ech soen et just um Beispill vun där, dat ass hei d’Feele vun engem Schluechthaus zu Lëtzebuerg. An hei muss proaktiv mam Secteur no Léisunge gesicht ginn. Allgemeng muss ee soen, datt eng komplett Wäertschëpfungsketten extreem wichteg ass, wann een esou eng Produkter gäre wëllt opbauen.

Zum Beispill och beim Geméis. Ech mengen, Geméis produzéiere mer, d’Verschaffe maache mer nach net hei. Dat heescht, och do wär eng komplett Wäertschëpfungsketten extreem wichteg. An de Minimum, deen een elo kéint maachen, dat wär, fir derfir ze suergen, datt déi Bäihëllefen, déi d’EU virgesäit an deene Beräicher, géife voll ausgeschëpft ginn. Dat war am leschten Agrargesetz net de Fall. Dat ass an dësem Projet de loi och nach net virgesinn. Vläicht kënnt dat jo nach. Dat war mäin zweete Punkt.

Da kommen ech bei ee konkreet Beispill, dat sinn d’Setzgromperen. An ech soen da vun de Setzgromperen, well se eis am Éislek vläicht speziell um Häerz leien. Dat ass en zweet Standbee gewiescht fir ganz vill Betriber. Leider riskéiert dat awer, der Vergaangenheet unzegehéieren. An dat wëlle mer wierklech verhënneren als CSV, well mir waren ëmmer houfreg op eis Setzgromperegenossenschaft. Ech ka mech nach erënneren, datt mer mat Klassen dohinnergaange sinn, da sinn d’Aen esou grouss opgaangen, wann déi erkläert kritt hunn, wuer mer iwwerall Grompere géifen exportéieren, Setzgrompere géifen exportéieren. Mir ware richteg gutt doranner. Mir sinn och nach gutt dodran.

Mee et kéint geschwënn net méi esou ausgesinn, well d’Genossenschaft huet Schwieregkeeten, huet richteg Schwieregkeeten! Si brauchen eng minimal Fläch, mee fir de Bauer ass et net méi onbedéngt interessant. Fir deen ass et scho bal méi interessant, heiansdo näischt ze maachen an do d’Primmen ze kréien, wéi eng schwiereg Produktioun ze maachen, wou vill Knowhow gefuerdert ass a wou e Risiko dran ass. An duerfir, wann déi Genossenschaft hir Produktioun misst astellen … Si maachen Defizit. Wa se nach e Joer Defizit maachen, da si se fort! Also soen ech hei ganz kloer: Mir erwaarden eis eng geziilt léisungsorientéiert Positioun vum Ministère – deen drëtte Punkt!

Wëllt d’Majoritéit dëse Secteur ënnerstëtzen, da musse mer zesumme mam Secteur no Léisunge kucken. Mir musse kucken, wat am Agrargesetz méiglech ass, fir dee Secteur hei ze retten. Wéi gesot, et gëtt Alternative fir verschidde Betriber. Mee wa mer keng Genossenschaft méi hunn, déi verkeeft, da kënne mer och kee Betrib méi hunn, deen herno nach ka produzéieren. Däerfen d’Gromperen zum Beispill op Stëllleeungsflächen ugebaut ginn? Ech weess, Iessgromperen däerfen ugebaut ginn. Mee Setzgrompere kënnen och giess ginn. Muss een dat esou genau spezifizéieren, datt déi net däerfen do ugebaut ginn? Dann hätte mer zum Beispill eng Fläch, da kéint d’Genossenschaft vläicht rentabel produzéieren.

Een anert Beispill, Dir Dammen an Dir Hären, si Geessen a Schof. Hei zu Lëtzebuerg hu mer eng Partie Betriber, déi dat maachen, déi verschaffen och, si maache Kéis, si maache Glace, si verkafen d’Mëllech och esou. Vill maachen der Direktvermaartung, anerer ginn och direkt un e Supermarché. Mir hu ganz gutt Betriber an deem Beräich. D’Direktvermaartung ass awer net fir jiddwereen eppes.

An hei ginn ech Iech einfach e Beispill vun engem Betrib, deen elo a Schwieregkeete kënnt respektiv hätt kënne kommen duerch d’Agrargesetz. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg zwee grouss Betriber gehat, déi hu Mëllech exportéiert an d’Belsch. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et erëm eng Kéier keng komplett Wäertschëpfungsketten, et gëtt keng Molkerei fir Geessemëllech, also ass eng Molkerei heihinner d’Mëllech siche komm. Dir kënnt Iech virstellen, datt déi net fir 100 Liter op Lëtzebuerg kommen. Sou, elo huet leider ee vun deene Betriber opgehalen. Wann deen anere Betrib net déi do Geessen iwwerhëlt, da kënnt d’Molkerei seng Mëllech net méi sichen. Da steet en do!

Wat huet de Betrib also gemaach? Ma en huet d’Geessen iwwerholl. Dat ass och u sech net problematesch gewiescht, well de Stall schonns an där Gréisst geplangt war. Dem jonke Bauer säi Projet war och vum Landwirtschaftsministère esou ugeholl ginn a guttgeheescht ginn. De Bauer hat also Initiativgeescht, hie war kreativ, hie wollt vun der normaler Koumëllech fortkommen. En huet vill investéiert an en ass vum Landwirtschaftsministère ënnerstëtzt ginn, bis …, bis elo de Projet de loi vum Agrargesetz um Dësch louch.

Wann dat Gesetz nämlech esou, wéi d'Regierung et op den Dësch geluecht huet, scho gestëmmt wär, da wär deen do Bauer faillite. Dann hätt en nämlech d'Geessen net kënnen huelen, et wär kee méi seng Mëllech siche komm, dann hätt e mat deem Betribsplang, deen zwar vum Ministère ugeholl gi war, awer näischt méi kënnen ufänken. An de Rescht, mengen ech, kënnt Der Iech denken. A virun allem, dat, wat mech wierklech rose mécht, dat ass, datt et dem Ministère am Prinzipp egal gewiescht wär!

Ech hat nämlech nach gefrot no Häertefäll. Do krut ech näischt gesot. Dat ass e bësse sou: Wat interesséiert mech mäi Geschwätz vu gëschter? Mee dat ka jo awer net sinn! Wa mer esou Alternative gäre wëlle förderen, da musse mer, an dat ass mäi véierte Punkt, Previsibilitéit schafen. D'Betriber brauche Previsibilitéit! Ech hunn et un dësem Beispill erkläert. Entwécklungsstrategië sinn ouni Previsibilitéit net méiglech an d'Politick muss dofir suergen. An dat wär wichteg, wa mer dat elo géife maachen.

Ech maachen hei just nach eng Kéier eng kleng Klammer op, och hei, zur Gréisst vum Betrib: Wësst Der, wivill Aarbechtskräften datt deen theoreetesch gerechent kritt mat deem neien Agrargesetz? 17. 17! Wësst Der, wivill datt en der huet? 4,5. Also, déi Berechnung kéint een och eng Kéier iwwerdenken. Well ech wëll och soen: De Bauer muss eng Kéier d'Méiglechkeet hunn, wann et Fra a Mann am Betrib ass, datt déi och kënnen an de Congé goen a Congé maachen, ouni datt ee vun deenen zwee muss doheembleiwen.

Gutt. Kucke mer eis emol de Geméis- an Uebstbau un. „Méi Geméis maachen, méi Uebst maachen", gëtt am Prinzipp ëmmer erëm gesot. D'Zil ass och richteg, mee dat geet net vum selwen. De Selbstversuergungsgrad beim Geméis läit bei 5 %, 6 %, beim Uebst vläicht bei 2 %, ech hunn et gesot. An ech soen et nach eng Kéier: Mir mussen och wëssen, mir wäerten do ni op 100 % kommen! Also Orangen, Kiwien, Mangoen, ech weess net wat alles, dat kënne mer hei net ubauen. An ech hoffen, datt mer dat an nächster Zukunft och net hei kënnen ubauen!

Sou. Laut Schätzunge vum Uebstbauveräi kéinte mer awer mëttelfristeg zu Lëtzebuerg – a lauschtert emol no! – e Selbstversuergungsgrad beim Geméis vu 35 % respektiv, wa mer och Zärenubau géife förderen, vu 50 % erreechen. Mir leien elo bei 5 %, do hu mer also relativ vill Sputt, wat mer kéinten erreechen. A beim Uebst 25 %. An duerfir bräichte mer nach net vill Fläch: Mir bräichte 1.400 Hektar fir Uebstbau an 1.000 bis 1.250 Hektar Akerfläch fir Geméis an 10 bis 20 Zäre vun engem Hektar. Dat sinn net vill Hektaren. Dat sinn 2.600 Hektar ongeféier. Mir hunn der 130.000. Et ass also net, datt et hei un der Fläch läit, datt mer dat net kënne maachen.

Mee mir hunn eng ganz Partie Problemer, an ech baséiere mech hei ënner anerem op d'Dokument, wat och am neie „Bauerekalenner" ze liesen ass: „Zehn Punkte für Luxemburg – Strategie zur Steigerung des Selbstversorgungsgrades bei Obst und Gemüse" vum Jean-Claude Muller, President vum Lëtzebuerger Uebstbauveräin, an domat kommen ech direkt bei mäi fënnefte Punkt:

Mir brauchen eng Léisung fir den Zougang zum an de Präis vum Waasser. Uebst a Geméis brauche Waasser. Dat soll net onbedéngt normaalt Drénkwaasser sinn, dat ass och net méi ze bezuelen. Mee da brauche mer innovativ Léisungen, fir un anert Waasser ze kommen, zum Beispill wären Opfänkbecke fir Reewaasser, Spaicherbasengen, gerengegt Ofwaasser och méiglech Pisten. Hei gëtt elo scho jorelaang dru gedoktert, mir hunn awer nach ëmmer keng Léisung. Eng Fro ass mëttlerweil kloer, wat zum Beispill wou kéint gemaach ginn. Kréien d'Leit an de Gréngzonen d'Geneemegunge fir Opfänkbecken, fir Waasserspaicherbasengen an esou weider?

A wann ech soen, datt net iwwerall Uebst a Geméis, virun allem Geméis, méiglech ass, wär et interessant, an dat wär och en Optrag vläicht un de Landwirtschaftsministère, fir mol eng Analys ze maachen: Wou ass an eisem Land de Buedem esou gutt, datt mer kéinte Geméis do maachen? A wou kéime mer op deene Plazen u Waasser? Ech mengen, dat géif de Betribsleeder ganz vill hëllefen.

Een anere Problem an deem Beräich, awer och am Wäibau, dat sinn d'Aarbechtskräften. Hutt Der Iech schonn eemol heibannen d'Fro gestallt: Et gëtt vill Betriber oder eng Partie Geméisbetriber, déi hu gutt produzéiert, hunn och gutt verkaaft, mee si konnten net rentabel schaffen, hunn also opgehalen, a se ginn da vun Aarbechtsinitiativen iwwerholl an da geet et op eemol.

Ech mengen, ech brauch Iech kee Bild ze molen, et ass relativ einfach: Uebst, Geméis, net nëmmen dat, sinn aarbechtsintensiv an zu Lëtzebuerg ass d'Aarbechtskaaft extreem deier. Dofir ass et schwiereg, mam Ausland ze konkurréieren. Ech hu mat engem klenge Brenner geschwat. Dat huet mech erféiert, dee sot zu mir: „Fréier koumen d'Leit einfach esou hëllefen. Wann ech elo jiddwerengem muss hei de Mindestloun ginn, fir meng Äppel opzerafen, mee dann hunn ech besser", an dee sot dat wierklech, „dann hunn ech besser, ech loossen d'Äppel aus Südtirol kommen an ech brennen déi hei an ech loosse meng Äppel an der Wiss leien." Dat kann am Prinzipp net sinn! Hei brauche mer iergendeng Léisung!

Ech hu mat engem anere Betribsleeder geschwat, dee sot: „Ech hunn eng Alternativ. Ech ka se net ausbauen, well ech kann net konkurréieren zum Beispill mat enger Aarbechtsinitiativ. Déi liwwert a Schoulen. Ech si méi deier. Ech kann do net konkurréieren. Also, ech bleiwen elo am Klengen an ech maache just meng Direktvermaartung."

Ech wëll awer hei betounen – an den Aly passt do ganz genau op –: D'Beschäftungsinitiative sinn extreem wichteg an déi brauche mer! Et ass just elo hei e Problem, datt se zu enger Konkurrenz gi fir Betriber, déi wierklech innovativ a kreativ sinn. An dofir froen ech, an dat ass een Opruff, datt do zesummegeschafft gëtt – dat ass mäi sechste Punkt –, datt mer hei mussen innovativ Léisunge sichen, vläicht eraus aus deem Denkmuster, fir wierklech hei bei deem Punkt eng Léisung ze fannen. Vläicht kéinten déi och amplaz Produktioun en Deel vun der Wäertschëpfungskette maachen, déi mer net hunn. Dat wär eng Win-win-Situatioun. Mee et geet nëmmen zesummen, et muss zesummegeschafft ginn.

Deen zweete Problem bei den Aarbechtskräften ass, datt mer vill Saisonsaarbechtskräfte brauchen. Déi Saisonsaarbechtskräfte sinn hei um Lëtzebuerger Marché net ze kréien, am EU-Ausland am Prinzipp och net méi. An de Secteur freet, fir zum Beispill eng Léisung ze fannen, fir fir dräi Méint och eng Kéier Leit aus Net-EU-Länner zouzeloossen. Dat ass mäi siwente Punkt: D'Regierung muss hei zesumme mam Secteur no Léisunge siche fir d'Saisonsaarbechtskräften, fir datt mer där op Lëtzebuerg kréien.

Da kommen ech bei den Zärebau. E renge Geméisbau zu Lëtzebuerg, dat geet net, well eise Summer ass relativ kuerz. A wa mer gäre wëlle richteg verkafen a rentabel sinn, musse mer d'ganzt Joer iwwer liwweren, well mir kënnen net zum Supermarché soen, mir liwweren elo, ech weess net, vu Mee bis September, an duerno ass et eis egal. Dat geet net. An duerfir mussen Zären opgeriicht ginn. A wann ech nach eng Kéier op de Selbstversuergungsgrad kucken, dee méiglech wär: Mir kéinten op 50 % kommen!

Mir begréissen hei, datt bei der Upassung vum Naturschutzgesetz elo zumindest emol Folientunnelle kënnen opgeriicht ginn ouni allze vill grousst Gedeessems. Et gëtt mëttlerweil och eng Ouverture bei den Zären, awer da bei gréisseren Aktivitéitszonen. Och wann dat fir verschidde Betriber kann eng Léisung sinn, ech erënnere mech awer nach, ech weess net, dat war bestëmmt virun 20 Joer, dunn ass scho bei der Chaux de Contern iwwer eng Zone horticole geschwat ginn, fir déi do sollt d'Hëtzt geholl ginn. Do ass also 20 Joer geschwat ginn an et ass näischt ginn.

Ech wëll och hei drun erënneren, datt mer bei der Aktualitéitsstonn iwwer Google gesot hunn, hei wäre Synergië méiglech mat Zären, fir déi Hëtzt ze notzen. Mee et muss awer och deem eenzelne Betrib méiglech sinn, och do bei deem eenzelne Betrib eng Zär opzeriichten, an och do si Synergië méiglech, zum Beispill mat Biogasanlagen, wou een déi iwwerschëssig Hëtzt kéint notzen.

An et gëtt esou e gutt Beispill, ech weess net, dat hei war am „Letzeburger Bauer": Ferme du Faascht an der Belsch, net wäit vu Lëtzebuerg fort, een Hektar Zäre fir Tomaten, 600 Tonnen Tomaten am Joer, verkaaft bei e Grousshändler op Lëtzebuerg. An een Hektar, do kënne mer soen: „Dat ass grouss!" Et ass grouss. Mee d'Uni Gembloux huet ausgerechent: Ënner engem Hektar braucht Der net unzefänken, d'Rentabilitéit geet ab engem Hektar un! Duerfir hunn ech och gesot, 10 bis 20 Zäre vu jeeweils engem Hektar.

Sou, déi Zären, déi funktionéiere mat enger grousser Biogasanlag, wou Offäll vu Liewensmëttel verschafft ginn, awer och nach Gülle, well deen huet och nach Béischten. Et ass en interessanten an nohaltege Projet. De Betrib steet ee Kilometer vun der Grenz fort. D'Tomate ginn hei zu Lëtzebuerg verkaaft. A wat seet de Betribsleeder? Dat steet hei an dësem Artikel vum „Letzeburger Bauer" vum 30. Dezember 2022: „Die gleiche Installation nur einen Kilometer entfernt auf der luxemburgischen Seite der Grenze zu errichten, sei undenkbar gewesen. Zu viele Steine würden einem dort bei so einem Projekt in den Weg gelegt."

Här President, den Här vun der Ferme du Faascht, dee bréngt et op de Punkt, an ech komme bei mäin aachte Punkt: Déi Geneemegunge fir den Zärebau musse vereinfacht ginn an dat däerf net nëmmen an den Aktivitéitszonen erlaabt sinn!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | Et gëtt hei zu Lëtzebuerg nach weider interessant Alternativen, wou d'Bauere schonns laang innovativ a kreativ sinn. Ech zielen der just e puer op: Téi vum Séi, Champignonsubau, Kürbissen, Gewierzer, Gras als Isolatiounsmaterial – dat kréie mer och elo op Lëtzebuerg –, Elefantegras, Läin fir Läinueleg, Faseren, industriell Läinprodukter, Quinoa, mengen ech, wär och nach eng Méiglechkeet. Ech mengen net, datt et schonn ugebaut gëtt, dat wär nach eng Méiglechkeet.

Den Hanfubau, Hanfueleg, Hanftéi – Hanf kéint e wichtegen Deel vun enger Diversifikatiounsstrategie sinn. Den Ubau ass nämlech extensiv a mir kënnen och nach d'Faseren huelen, dat kéint Isolatiounsmaterial sinn. An deem Fall kommen ech erëm eng Kéier bei d'Wäertschëpfungsketten. Si ass nach net komplett. Hei wär et wichteg, wa mer zum Beispill och do eng Zesummenaarbecht mat Luxinnovation oder och mam Ekonomiesministère hätten, fir d'Veraarbechtungsindustrie och hei ze entwéckelen. Et ass also nach vill Potenzial do, wat nach net genotzt gëtt.

Och d'Energie aus der Landwirtschaft wär an ass eng wichteg Alternativ a kann och en zweet Standbee sinn. De Biogas ass leider e schlecht Beispill, well vun

un, datt dës Regierung do ass, huet d'Unzuel vun de Betriber just ofgeholl. De Biogas kann awer an Zukunft eng wichteg Roll spillen, ee Beispill ass zum Beispill d'Ferme du Faascht bei den Zäre fir d'Hëtzt.

Duerfir fuerdere mer – den néngte Punkt, an deen ass relativ einfach –, datt Der u sech endlech dat ëmsetzt, wat Der schonns véier Joer verspriecht, an datt Der dem Secteur hei ënnert d'Äerm gräift.

Am Moment ass och hei virgesinn, nei Anlagen ze ënnerstëtzen, kleng Anlagen oder erneiert Anlagen. Ech mengen, et ass wichteg, datt déi Anlagen, déi do sinn, mat hei an dee Kader falen, well et wär u sech net gutt, wa mer déi Anlagen net méi géife gutt weiderlafe loossen a mir géife parallell dozou neier förderen. Ech mengen, dann hätte mer beim Nettostroum net vill gemaach! Also, ech kann Iech esou e Beispill soen, wou am Süden eng Biogasanlag gebaut ginn ass oder gëtt, wou da méi Grünschnitt dohinner kënnt a wou dann op där anerer Plaz eng aner Biogasanlag Problemer huet, genuch ze produzéieren. Also, dat ass kontraproduktiv.

D'Fotovoltaik op den Daachflächen ass eng einfach, gutt a sënnvoll Méiglechkeet fir en zweet Standbeen. Mee hei feelen nach ganz dacks d'Infrastrukturen, déi noutwendeg sinn, fir dee produzéierte Stroum ofzehuelen. Dovunner héiere mer net dacks eppes. Mäin zéngte Punkt: Duerfir fuerdere mir e séieren Ausbau vun dësen Infrastrukturen oder zumindest Subventiounen op de privaten Invest, wéi zum Beispill Traffoen, well d'Daachflächen oder soss versigelt Flächen däerfen net „musse" broochleien.

Da kommen ech bei d'Agrivoltaik. Fir eis ass et kloer, ier massiv an d'Agrivoltaik investéiert gëtt, ier massiv gudde landwirtschaftleche Buedem zur Stroumproduktioun genotzt gëtt, solle prioritär déi versigelt Fläche genotzt ginn. Vill Baueren hate wierklech bei dësem Projet geduecht, si kéinten hei Flächen huelen, déi vläicht net esou produktiv wären, wou net vill wiisst. Si kéinte se dofir notzen an esou een zweet Standbeen opbauen.

Dat ass leider net esou, well d'Regierung huet am Projet decidéiert, datt just gutt Fläche kënnen dofir genotzt ginn an datt dann déi gutt Fläche mussen extensivéiert ginn. Dat ass näischt, mee dat si Fläche mat manner wéi Biodiversitéit: Dat heescht, wann ech eng rei Graswiss hunn, dann ass dat eng gutt Fläch fir d'Mëllechproduktioun, et ass net vill Biodiversitéit drop, déi kann ech notzen, do kann ech Pannoen dropmaachen. Muss ech awer extensivéieren, dann ass d'Fudder herno net méi gutt fir d'Mëllechproduktioun. Dat heescht, d'Bauere brauchen hei eng Politick vum Mateneen. An dofir kommen ech hei bei mäin eelefte Punkt: D'Bestëmmunge fir d'Agrivoltaikprojete sollen zesumme mam Secteur iwwerschafft ginn.

Da kommen ech bei d'Déngschtleeschtungen, déi d'Landwirtschaft kéint offréieren. Eng ganz einfach ass d'Ferme pédagogique. Mëttlerweil gëtt et der eng Partie. Et gëtt och e Site, do sinn, mengen ech, 39 Betriber ze fannen. Et ass extreem wichteg, datt d'Kanner vu Klengem u léieren, wéi d'Landwirtschaft funktionéiert, wéi d'Liewensmëttelproduktioun funktionéiert. A fir eis als CSV géife mir et wichteg fannen – deen zwielefte Punkt –, datt d'Landwirtschaft an d'Liewensmëttelproduktioun e feste Bestanddeel vum Programm an der Grondschoul wären, an dat praktesch um Haff an net theoreetesch an der Schoulbänk, an datt do mat deene Betriber zesummegeschafft gëtt, déi sech engagéiert hunn, fir dat do ze maachen.

Awer och hei stellt sech d'Fro vun der Gréngzon. Wann ech elo e Betrib bauen, kéint ech eppes speziell baue fir d'Ferme pédagogique, speziell Klassesäll. Den Artikel 6 vum Naturschutzgesetz, mengen ech, gesäit dat net vir. Ech kommen awer nach drop zréck.

D'Direktvermaartung: „Vum Bauerenhaff op den Dësch" heescht d'Vereenegung vun de Lëtzebuerger Direktvermaarter a si läit mer e bëssen um Häerz, well ech war Grënnungsmember. Zu där Zäit hu se der nach ëmmer gefrot, déi e bëssen Zäit haten, eppes ze schaffen. Ech war an der Schoul an du hunn ech eeben d'Sekretariat do gemaach. Ech soe just: Et ass gutt, wann déi Leit esou ee fannen, fir d'Sekretariat ze maachen, well d'Baueren eleng hunn nieft dem Betrib net méi déi Zäit, fir dat ze maachen!

D'Direktvermaartung ass awer extreem wichteg. An dofir soen ech, misst och do Manpower zur Verfügung gestallt ginn, wa mer déi gäre wëlle pushen, d'Direktvermaartung. Et ass esou vill ze organiséieren, et ass d'Legislatioun ze kucken, och emol Kontakt opzehuelen. Dat geet net niewelaanscht. Dat heescht, hei wär et wierklech gutt, wann déi Leit zumindest eng hallef Aarbechtskraaft zur Verfügung gestallt kriten – an dat ass mäin 13. Punkt. Well ech hunn och eng Etüd gesi mat de Betribsresultater vun 2020/21, do hunn 39 % vun de Betriber gesot, datt d'Bedeitung vun der Direktvermaartung ofgeholl hätt. A si hu gesot, dat wär wéinst ze héije gesetzlechen Oplagen. An do, mengen ech, wëllen déi Leit sech och vläicht wieren, mee einfach esou niewelaanscht geet dat net méi, well déi hu souwisou scho keng Fräizäit.

Da kommen ech bei d'Biolandwirtschaft. Kann d'Ëmstellung respektiv d'Deelëmstellung eng Alternativ sinn? D'Regierung wëllt 100 %. Mir soen: Dat ass net realistesch an och net sënnvoll!

Ech wëll och just hei nach eng Kéier soen: Et gëtt kee Schwaarz a Wäiss! Am Moment gesi mer, datt vill Betriber do Schwieregkeeten hunn. Si hu Schwieregkeeten, d'Produkter si méi deier, d'Leit hu manner Suen an d'Importer aus dem Ausland si méi bëlleg. An dofir geet et net duer, fir op Biolandwirtschaft ze setzen. Wéi gesot, kee Schwaarz a Wäiss, dat ass mäi 14. Punkt. Déi zwou Produktiounsaarten däerfen net géinteneen ausgespillt ginn, mee mir mussen op Regionalitéit setzen. Mir mussen eis Produkter hei ënnerstëtzen. Do gëtt scho villes gemaach, mee do ass awer och nach vill Sputt no uewen an dee musse mer komplett ausreizen.

Fir e Betrib nämlech och elo nach ëmzestellen – well wa mer och nach soen, a mir soen dat och, datt mer nach méi Produktioun brauchen, och Bioproduktioun, och do importéiere mer vill –, ass awer eng ganz Ëmstellung elo an där Situatioun, wou mer sinn, nach méi schwiereg an nach mat méi Risiko behaft wéi virdrun. Also soe mir: Mir brauchen u sech eng konsequent Informatioun iwwer a Promotioun vun der Deelëmstellung, fir méi Lëtzebuerger biologesch Produkter op de Marché ze kréien! Dat ass eise 15. Punkt. déi gréng ware bis elo nach ni richteg domadder averstanen. Ech weess net, wéi hir Positioun elo ass.

An all deene Beräicher ass Berodung extreem wichteg. Ech hu mat de Leit geschwat. De Berodungssystem, fir ze kucken, datt een déi Berodung subventionéiert kritt, deen ass schwiereg. Duerfir de 16. Punkt: De Berodungssystem muss einfach an effikass sinn. Duerfir soll deen zesumme mat de Concernéierten ugepasst an analyséiert ginn.

Da kommen ech nach kuerz bei d'Naturschutzgesetz. An ech soe wierklech: Et muss ugepasst ginn! An hei ass d'Majoritéit gefuerdert. 2018 hutt Der et verpasst, 2022 hutt Der et verpasst. Et ass elo un der Zäit. Mir maachen elo erëm eng Upassung. Maacht wannechgelift Neel mat Käpp! De Minister kann elo soen: „Dat sinn net ech", mee Dir hutt als Landwirtschaftsminister och beim Naturschutzgesetz eng Verantwortung, well hei geet et ëm d'Landwirtschaft.

Duerfir mäi 17. Punkt: D'Geneemegungsprozedure mussen iwwerkuckt, vereinfacht a beschleunegt ginn. A keng onsënneg Kompensatiounsmoossnamen! Ech hunn et virgëschter gesot: de Minimum an net den Nice-to-have! An dorobber solle mer oppassen.

Da fir déi Betriber, déi an der Gréngzon sinn: Iwwert den Artikel 6 ass dat, wat se kënne maachen an däerfe maachen, ganz enk definéiert. Och do hate mer gefrot, fir dat anescht ze definéieren, fir eeben Alternativen zouzeloossen. Wat ass nämlech net zougelooss? Ländlechen Tourismus. An Däitschland gëtt dat ganz staark gefërdert, bis zu 25 Better pro Haff. Bei eis ass et am Agrargesetz och elo dran, dat begréisse mer, mee an der Gréngzon ass et net erlaabt.

Déierepensiounen: D'Päerdspensioune sinn erlaabt, oder déi Päerdspensioune sinn och nach nëmmen erlaabt, wann ee genuch Gras huet. Honds- a Kazepensiounen, ech mengen, déi wären och besser op der grénger Wiss do op engem Haff, dee schonn do steet, wéi matzen an engem Duerf.

(Interruption)

Déi ginn awer net erlaabt, dat ass explizitt vun der Majoritéit an d'Gesetz geschriwwe ginn. Also och do musse mer Ouverturë maachen. Mir hu vill Potenzial, zum Beispill beim Green Care: eng Bauerenhaffcrèche, eng Versuergung vun eelere Leit. Do gëtt et nach extreem vill Méiglechkeeten, Standbeen. Mee och dat ass net an der Gréngzon erlaabt. Also 20. Punkt: méi flexibel a manner restriktiv Definitioun vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit am Naturschutzgesetz.

Ech kéint elo esou weiderfueren. Mee dat Wichtegst – well ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf, ech hunn nach eng Minutt –, géif ech soen, ass: Vun der bremsender Haltung musse mer hin zu enger proaktiver Hëllefstellung a Berodung kommen. Well déi innovativ Iddien an déi Leit, déi kreativ sinn, déi musse mer ënnerstëtzen an déi däerfe mer net ausbremsen! An et muss gemeinsam no Léisunge gesicht ginn.

Duerfir freet d'CSV nach wie vor de Kompetenzzentrum oder d'House of Agriculture, wou Innovatiounsberoder do sinn – a Bayern gëtt et zum Beispill d'Fachzentrum für Diversifizierung, an Éisträich gëtt et schonn 20 Joer laang Innovatiounsberodungen –, wou Coaching gemaach gëtt, wou zesummegeschafft gëtt, déi eenzel Ministèren, Verwaltungen, d'Kummer, d'Schoul, wou och vläicht de Kompetenzzentrum Geméis kéint drënnerkommen, wa mer dee gäre wëllen ausbauen, am Wäibau hu mer jo eppes Änleches, wou mer Berodung hunn, wou eng Zesummenaarbecht ass mat Luxinnovation, zum Beispill fir d'Wäertschëpfungsketten auszebauen, eng Plaz also, déi virun allem eng Ulafstell ass, wou de Bauer gehollef kritt.

An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant l'importance du secteur primaire en général et pour la sécurité alimentaire en particulier ;

– rappelant les défis auxquels l'agriculture est confrontée ;

– rappelant la complexité grandissante de la politique agricole commune ;

– rappelant l'importance du conseil et du suivi scientifique pour l'évolution durable des entreprises agricoles ;

– soulignant l'importance de la diversification de l'agriculture,

invite le Gouvernement

– à créer, à l'instar des institutions existantes dans d'autres secteurs, une « Maison de l'Agriculture », servant de centre

de compétence, de centre d'appui, de conseil et d'accompagnement pour les agriculteurs, ceci dans un souci de proximité et de collaboration des différents acteurs et dans le but de renforcer et promouvoir l'innovation dans l'agriculture.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | An, Här President, d'Diversifizéierung ass grad elo, wou d'Landwirtschaft wierklech an enger schwiereger Situatioun ass, wou se vill Erausfuerderungen huet, extreem wichteg, fir d'Nohaltegkeet vum Secteur ze stäerken. An d'Politick muss wierklech hei Perspektiven opweisen an déi néideg Ramebedingunge schafen. Well ech soen et nach eng Kéier: Innovatiounsgeescht, Entrepreneursgeescht, Kreativitéit, dat gëtt gebraucht a muss ënnerstëtzt ginn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Landwirtschaft steet jo oft am Fokus vun der Ëffentlechkeet. Ech erënneren un de leschten 8. Oktober, wéi mer eng grouss Demonstratioun och vun der Landwirtschaft hei virun der Chamber haten. Et ass ouni Zweifel e ganz wichtege Wirtschaftssecteur, natierlech een, dee reng ekonomesch gekuckt net esou bedeitend ass, well e par rapport zum PIB dach éischter méi moderat ass, mee trotzdeem ass en awer net ze ënnerschätzen.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer hei zu Lëtzebuerg 132.811 ha landwirtschaftlech benotzt Fläch hunn an dovun ass effektiv d'Hallschent als Weedeland ze gesinn. Mir hu ronn 190.000 Ranner hei zu Lëtzebuerg. Dat ass am Fong geholl dee gréissten Undeel vun den Notzdéieren. D'Tendenz ass allerdéngs réckleefeg. Enn 2021 hate mer nach 1.869 Betriber. De Moment gëtt nach vu ronn 1.600 Betriber geschwat. Dat wier also och eng zimmlech réckleefeg Tendenz dann. Wann een elo d'Betribsresultater kuckt an et vergläicht een d'Joer 2020 mat 2021, da wier dat ëm 10 % erofgaangen. Laut menge leschten Informatioune wier d'Joer 2022 allerdéngs besser ausgefall.

All déi Zuele beweisen awer, datt d'Landwirtschaft an enger gewëssener dramatescher Entwécklung ass. An et ass evident, datt d'Politick do net kann nokucken. D'Politick muss do natierlech reagéieren. Do verweisen ech och elo op den Agrarsommet, dee jo dann d'nächst Woch soll stattfannen, eng ganz gutt Initiativ. An et ass och gutt, datt mir eis als Parlament hei reegelméisseg mat där Thematik auserneesetzen. An dofir soen ech och der Madamm Hansen Merci, datt se dës Interpellatioun ugefrot huet.

Ech mengen, leider huet et erëm missen zu engem Krich kommen, fir datt mer eis bewosst gi sinn, wéi wichteg regional Produkter sinn. Mir haten déi Diskussioun scho gefouert, wéi d'Covidkris hei nach amgaang war. Bon, et kann een net soen, datt se eriwwer ass, mee et schéngt jo awer, wéi wann dat Schlëmmst hannerun eis wär. Och do hu mer ganz schéi Wierder hei gebraucht a gesot: „Mir setzen elo erëm méi op regional Produkter. Et gëtt erëm méi hei bei eis produzéiert. Mir wäerten erëm méi déi Produkter hei konsuméieren." Et ware schéin Aussoen. Ob dat elo an der Praxis esou ass, dat muss sech allerdéngs nach erausstellen.

Wa mer iwwert d'Perspektive vun der Landwirtschaft schwätzen, da musse mer selbstverständlech iwwert d'Diversifikatioun vill Wierder verléieren. Dowéinst huet d'Madamm Hansen dat och hei richteg ënnerstrach. De Moment ass den Akzent vun der landwirtschaftlecher Produktioun hei zu Lëtzebuerg natierlech ganz kloer op d'Mëllechproduktioun geluecht. Déi läit bei plus ou moins 40 %. Déi huet de Moment nach eng relativ gutt Entwécklung. Mee et däerf een awer och net vergiessen, datt och en Drock um Mëllechbestand respektiv um Véibestand läit, a mir wëssen och, firwat. Ech wëll elo net op d'Artikele 6 a 7 vum Agrargesetz hei ze schwätze kommen, dat wäerte mer spéider nach eng Kéier nohuelen.

Wat d'Fierkelsproduktioun ubelaangt, esou ass déi méi de Fluktuatiounen ënnerluecht. Global gekuckt war 2022 net dat schlechtst Resultat. Mee wat ee global awer muss soen, ass, datt natierlech d'Landwirtschaft, besonnesch och hei zu Lëtzebuerg, vum Weltmaart ofhängeg ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Madamm Hansen huet jo hir Interpellatioun virun allem op Produkter ausgeluecht, déi defizitär sinn. A wann een dat esou interpretéiert, da verstinn ech dat esou, datt dat am Fong geholl Produkter sinn, wou nach Méiglechkeete bestinn, fir se eeben hei zu Lëtzebuerg nach auszebauen. Dat ass jo aus hiren Ausféierungen och elo ganz kloer hei ervirgaangen.

Dowéinst wëll ech zwar net mat 21 Punkten hei opwaarden, mee mat enger Rei anere Punkten, wichtege Punkten. An een, wou mer och zimmlech déi selwecht Ausféierunge maachen, dat ass effektiv de Geméis- an Uebstbau. An ech ginn dervun aus, datt mer déi selwecht Quell do haten, well ech hunn och dee rezentste „Lëtzebuerger Bauerekalenner" gelies. An do war e ganz interessanten Artikel vum Här Jean-Claude Muller dran, dem President vum Lëtzebuerger Uebstbau, an dee konnt ee wierklech emol eng Kéier méi am Detail duerchkucken, do koumen och eng ganz Rei interessant Bemierkungen.

Effektiv, d'Selbstversuergung beim Geméis läit bei 5 % bis 6 %, beim Uebst nëmmen ëm 2 %. Dat ass u sech ganz bescheiden. An do muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Firwat kënne mer net grad do nach méi investéieren an och méi Ustrengunge maachen? Sécher sinn déi lescht Joren do scho gewësse Moossnamen an d'Weeër geleet ginn, well ufangs des 21. Joerhonnerts war dat nach vill méi bescheiden, wéi et elo ass. Et ass virun allem awer och engem Supermarché ze verdanken, deen do ugefaangen huet, eebe méi d'Rayonen opzefëlle mat Lëtzebuerger Geméis an Uebst.

Natierlech, fir ze mengen, mir kéinten eng Kéier zu enger 100%eger Selbstversuergung am Geméis an am Uebst kommen, dat ass eng reng Utopie. Et wäerten ni hei zu Lëtzebuerg Banannen, Kiwien oder Ananassen ugebaut ginn. Mee den Här Muller schwätzt vun engem Horizont 2035, wou en da seet: „Majo, mir kënnen awer beim Geméis op 35 % komme respektiv bei dem Uebst op 25 %." Do gëtt et natierlech dann awer eng Rei, eng grouss Rei vu Problemer, déi sech weisen, virun allem dee vum Waasserverbrauch, dee schonn hei ugeschnidde ginn ass.

Effektiv, mir brauchen an de Summerméint alt bis zu 2.000 Meterkibb um Hektar an da freet ee sech natierlech direkt: Wou huele mer dat Waasser hier? Dat kënne mer net einfach vum Drénkwaasser esou huelen, mir mussen also no anere Léisunge sichen. Do bitt sech natierlech an éischter Linn emol d'Reewaasser un. Do bitt sech och d'Ofwaasser vun de Kläranlagen un, wat awer dann nach misst zousätzlech vläicht eng Kéier traitéiert ginn. An da bidde sech natierlech och eis Flëss un. Do warnen ech allerdéngs direkt virdrun. Et kënnt a mengen Aen héchstens ee Floss a Fro, wou mer kéinte Waasser eraushuelen, dat ass d'Musel. Do lafe jo och schonn Iwwerleeungen, fir Drénkwaasser aus der Musel ze gewannen. Da kann een natierlech och d'Fro stellen, ob net gegeebenefalls och aus der Musel ka Waasser geholl gi fir ze netzen.

Do lafe jo och schonn Iwwerleeungen, fir dat am Wäibau ze maachen, an zwar mat der SGD Nord aus Rheinland-Pfalz – dat ass d'Struktur- und Genehmigungsdirektion –, fir ze kucken, awéifern datt mer dat Waasser kënnen do notzen. Dann ass natierlech d'Fro hannendrun ze stellen, ob net och laanscht d'Musel nach vläicht méi, virun allem Uebst a Geméis, kann ugebaut ginn, fir dann eeben och vläicht d'Muselwaasser kënnen ze gebrauchen.

De 26. Januar 2021, dat ass also och elo gläich zwee Joer hier, do war e sougenannte „Waasserdësch". A wann ech gutt informéiert sinn, war och de Landwirtschaftsministère do present. Do ass e Groupe de travail gegrënnt ginn. Ech weess net, Här Minister, kënnt Der eis vläicht eppes do soen, ob do och iwwer e Bewässerungsplang fir Lëtzebuerg diskutéiert ginn ass?

En anere Problem, dee sech natierlech am Geméis- an am Uebstbau stellt, dat ass dee vun den Aarbechtskräften. Effektiv, déi brauch een nëmmen zäitlech, déi brauch een nëmme pro Saison. A bis elo ass éischter an Osteuropa rekrutéiert ginn: Rumänien, Polen. Mee dat schéngt elo ëmmer méi schwiereg ze ginn, aus deem ganz einfache Grond, well sech och déi ekonomesch Situatioun an deene Länner – fir déi Länner natierlech glécklecherweis! – verbessert huet, wat eis allerdéngs e Problem an deem Sënn schaaft, datt mer elo mussen op aner Regiounen auswäichen, fir eebe kënne Leit ze rekrutéieren. Ech denken zum Beispill un de Balkan.

Da kënnt natierlech en anere Problem derbäi, dat ass dee vum Verdéngscht. Déi Leit hu selbstverständlech och Urecht op de Mindestloun. Mee et däerf een net vergiessen, déi brauche keng Cotisation sociale ze bezuelen, verdéngen also am Endeffekt vläicht dann nach méi wéi e Lëtzebuerger Mindestlounbezéier.

Da kënnt natierlech nach en anere Problem derbäi, dat ass dee vun den Openthaltsgeneemegungen. Och do muss ee vläicht iwwerleeën, ob een dat net ka vereinfachen, fir datt déi Leit awer kënne méi einfach op Lëtzebuerg kommen, fir där Aarbecht da kënnen nozegoen.

Wa mer, wéi gesot, beim Geméis- an Uebstbau sinn, komme mer net derlaanscht, och e Wuert iwwert d'Zären ze verléieren. Effektiv, do schléit den Här Muller vir, datt 10 bis 20 Zäre sollen hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn. An déi kéinte jo awer deementspriechend och souguer klimaneutral fonctionéieren. An e proposéiert och do, datt esou Anlage géifen u Biogasanlage respektiv u Betriber, déi Kuelendioxid produzéieren, gekoppelt ginn, well eeben déi Planzen dann de Kuelendioxid a Sauerstoff ëmwandelen. Duerfir och an deem Kontext: Wéi steet de Minister zu esou Iwwerleeungen?

Dat selwecht gëllt, wéi gesot, och fir d'Uebst. Ech verweisen hei zum Beispill op d'Äppel. Mir produzéieren 20 bis 30 Tonnen d'Joer. Dat ass sougutt wéi guer näischt. Also, och do besteet mat Sécherheet nach ganz vill Potenzial. Mir hunn natierlech ee Problem, dat ass och de Manko un Ubauflächen. Dat ass iwwregens e Problem, dee sech insgesamt an der Landwirtschaft stellt, well et eeben ëmmer méi un adequaten Terraine feelt an dann, wéi gesot, och u Lagercapacitéit.

Ech kéint mer virstellen, datt et mat Sécherheet eng Rei Betriber gëtt, déi vläicht och bereet wäre fir ëmzesuedele vun där traditioneller Landwirtschaft eriwwer op de Geméis- oder den Uebstbau. Mee da mussen d'Ramebedingungen natierlech och stëmmen. An hei gëtt ënner anerem e sougenannte „Kompetenzzentrum" fir de Geméis- an den Uebstbau gefuerdert, esou wéi dat iwwregens fir de Wäibau jo scho fonctionéiert duerch den IVV.

An da wëll ech awer och op d'Schofs- an d'Geessenzuucht ze schwätze kommen. Och do läit nach Potenzial. Wann ech elo de Cheptel, also de Bestand vun de Schof huelen, dee war 7.971 am Joer 2000 an deen ass awer elo schonn op bal 10.000 am Joer 2021 eropgaangen. Do gesäit een also, datt do och Potenzial ass. Ech mengen, e Schof ass net nëmmen en Déier, wat eis gutt Fleesch liwwert, mee doriwwer eraus och nach Woll, doriwwer eraus och nach Mëllech, wouraus ee ka Kéis maachen. Dat selwecht gëllt och fir d'Geessen. An et ass jo op eng Manéier awer schued, datt mer relativ vill Schofsfleesch importéieren. Also och do d'Fro: Firwat brénge mer et net fäerdeg, méi Wäert op d'Schofsproduktioun ze leeën?

Et ass natierlech och keng nei Erkenntnis, datt de Bauer selbstverständlech en Entrepreneur ass, an dee produzéiert nëmmen dat, wat gefrot gëtt. A leider muss een eebe feststellen, datt eng Rei Produiten net genuch gefrot ginn, aus wéi enge Grënn och ëmmer. Ech kommen och ëmmer virun allem op déi staatlech an déi kommunal Instanzen zréck: Et kann dach bal net sinn, datt nach eng Gemeng iergendwéi Produiten akeeft, déi net – wou eng Alternativ besteet, wéi gesot – hei zu Lëtzebuerg produzéiert goufen.

Leider huet een och elo erëm festgestallt, datt zum Beispill och erëm e Biobuttek seng Dieren zougemaach huet. A wa mer kucken, wéi d'Nofro u Bioprodukter hei zu Lëtzebuerg ass: Dat stagnéiert, dat geet awer net richteg an d'Luucht. Och do muss een also permanent dann ëmmer erëm Opklärungsaarbecht maachen, fir datt méi Lëtzebuerger Produkter respektiv och Bioprodukter awer da konsuméiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Ramebedingunge schwätzen, jo, da si mer natierlech séier bei der Relatioun Naturschutz/Landwirtschaft. Dat si mat Sécherheet keng siameesesch Zwillingen, do muss een einfach d'Kand beim Numm nennen. Et besti Spannungen zwëschent Naturschutz a Landwirtschaft, dat ass ze bedaueren! Dat ass ze bedaueren, mee mir mussen awer wierklech dohinner kommen, datt awer do e gewëssenen Antagonismus zwëschent deenen zwee Felder an Zukunft ofgebaut wäert ginn. Ech mengen, an deenen nächste Wochen a Méint hu jo déi eenzel Parteien dann och d'Méiglechkeet, hir Iddien ze developpéieren, wéi se sech an Zukunft déi Zesummenaarbecht zwëschent Naturschutz a Landwirtschaft och virstellen.

Et däerf een net vergiessen, wa mer vu Landwirtschaft an Naturschutz schwätzen, si mer ganz séier och beim Klimaschutz, an do spillt d'Landwirtschaft natierlech eng ganz grouss Roll. Déi gëtt am Fong geholl duergestallt, wéi wa se plus ou moins fir 10 % vun den Dreifhausgase responsabel wär, virun allem, wéi gesot, den N_2O oder de Laachgas, dee jo dann, ech sinn elo kee Spezialist, mee anscheinend nach méi schiedlech ass wéi den CO_2.

Ech wëll awer och eppes hei kloer ënnersträichen: datt d'Demokratesch Partei net wëll, datt hei eng Landwirtschaft géint déi aner ausgespillt gëtt. Dat bréngt eis guer net virun, ganz au contraire! Ech mengen, Landwirtschaft ass Landwirtschaft, an do musse mer eebe kucken, datt mer gemeinsam Pisten opstellen, fir eeben déi Problemer, haaptsächlech wat de Klimaschutz ubelaangt, och da geléist ze kréien, sief dat duerch en effiziente Stéckstoffmanagement respektiv doduerch, datt manner Ammoniak produzéiert gëtt. Natierlech, d'Rannerzuucht ass do fir 46 % responsabel.

Da si mer och bei der Problematik vum Ausbrénge vun der Gülle. Do musse besser Techniken agesat ginn an et schéngt jo esou ze sinn, dat ass elo just e Beispill, datt d'Schleppschlauchtechnik dann elo an Zukunft net méi soll subventionéiert ginn. Dat wier jo dann emol en éischte klengen Ufank, fir awer och en Zeechen ze setzen, datt een déi beschtméiglech Technik an Zukunft nëmmen nach soll ënnerstëtzen.

Wa mer elo scho bei den Ammoniakausstéiss sinn, do gëtt jo ëmmer d'Referenzjoer geholl vun 2005. Och do muss een d'Fro stellen, ob dat nach ugepasst ass, well dat jo e Joer war, wou anscheinend den Ammoniakausstouss relativ niddreg war. Och do sollt een dann eng Kéier déi Diskussioun féieren.

Ech mengen, d'Biogasanlagen, wat och schonn hei virdrun ugeschnidde ginn ass, sinn e wichtegt Element an der ganzer Kreeslafwirtschaft. Et kann ee verstäerkt do organeschen Dünger vun den Déiere mat verschaffen an dann och driwwer nodenken, ob een net op gréisseren Häff souguer kann eege Biogasanlagen installéieren.

Dann hu mer natierlech séier och de Lien bei d'biologesch Landwirtschaft gemaach. Jo, mir haten do – wann ech elo soe mir: d'Majoritéit ... An der Regierungserklärung war jo festgehale ginn, datt bis d'Joer 2025 20 % vun der landwirtschaftlecher Fläch biologesch sollte kultivéiert ginn. Mee ech mengen, do muss een awer ganz éierlech a ganz kloer soen: Dat Zil hu mer net erreecht a wäerte mer och net erreechen.

Da si Leit, déi mengen, bis 2050 kéint een 100 % biologesch hei zu Lëtzebuerg produzéieren. Leider wäert ech ..., oder eenzel Leit kënnen dat vläicht dann net méi novollzéien 2050, mee ech gleewe kaum, datt mer dat erreechen. Duerfir, mir sollen ophalen, eis ze vill ambitiéis Ziler ze setzen, déi een ni kann erfëllen. Dat wëllt awer net heeschen – bien au contraire –, datt een net e Maximum mécht, fir eeben esou no wéi méiglech bei déi Ziler ze kommen. Dat brauch een hei net nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt d'biologesch Landwirtschaft jo awer ouni Zweifel sech positiv wäert auswierken op déi ganz Problematik vum Klimawandel.

Ech wëll och drop hiwisen, datt zum Beispill 60.000 ha Grénglan jo awer och derzou bäidroen, als CO_2-Spächer ze fonctionéieren. Solaranlage kéinten nach ëmmer weider verstäerkt op den Diecher vun de Bauerenhaiser respektiv Bauerenhäff installéiert ginn. Déi aktuell Kris soll een am Fong elo och notzen, fir u sech dann effektiv méi op d'Eegeproduktioun ze setzen, an dat soll am Fong geholl och de Mot d'ordre si fir déi nächst Joren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht e ganz kuerzt Wuert och nach zu der Biolandwirtschaft respektiv zum Konsum vu Bioprodukter. Ech hat et scho gesot, ech mengen, dat stagnéiert hei zu Lëtzebuerg, woubäi, dat widdersprécht sech awer och: Well wann een elo de Ranking kuckt vun den EU-Länner, do ass Lëtzebuerg op der drëtter Plaz, wat d'Consommatioun vu biologesche Produkter ugeet. Jo, da musse mer awer zur Konklusioun kommen, datt mer déi meescht Produkter dann awer am Ausland akafen.

De Klimawandel, wéi gesot, ass nun eebe leider eng Tatsaach. Ech mengen, d'Landwirtschaft muss sech där Erausfuerderung och stellen, haaptsächlech an der Produktioun. Et gëtt Planzen, wéi de Raps, d'Rommelen, d'Gromperen, déi sinn nun eeben net frou mat Hëtzt. Dowéinst muss een eebe kucken: Wou kann een elo e verbesserte Pionéiergeescht asetzen? Wou kënne mer aner Kulturen uplanzen? Ech denken hei un de Soja, ech denken un d'Hirse, un den Hanf oder glutefräi Narungsmëttel.

An dann, Madamm Hansen, sinn ech awer houfreg, datt ech emol eng Kéier eppes méi weess wéi Dir an der Agrarpolitick, well Dir sidd den ausgewisene Spezialist, dat ginn ech ganz gären zou: Hei zu Lëtzebuerg gëtt Quinoa ugebaut, an zwar schonn zënter zwee Joer, an zwar an der Gemeng Beetebuerg.

(Exclamations et hilarité)

Gesitt Der emol! Gesitt Der emol! Jo! An ech fannen dat en immens interessante Projet. Dat ass iwwregens nach e ganz jonke Bauer, an deen elo souguer seng eege Wäschanlag fir de Quinoa och nach wäert installéieren, woubäi ech mer awer soe gelooss hunn – et ass zwar eng Nisch, déi besat ginn ass –, datt dat elo awer vläicht net onbedéngt e Produkt ass, mat deem een dat ganz grousst Geld mécht. Mee et beweist awer och den Innovatiounsgeescht vun engem jonke Bauer, deen awer seet: „Voilà, ech hu vläicht net déi Méiglechkeete mat der Mëllechproduktioun, mee ech wëll awer elo op aner Produiten auswäichen."

Deen ass dee Wee gaangen an dowéinst ass et och wichteg, Här Minister, an ech weess och, datt Der op dee Wee wëllt goen, datt mer virun allem jonk Bauere massiv wäerten an Zukunft bei Investitiounen ënnerstëtzen.

Mee hei ass e ganz gutt Beispill: De Quinoa, dee jo u sech aus den Ande kënnt, dee musse mer heihinner transportéieren, mat all deem zousätzlechen CO_2, deen entsteet. Wa mer d'Méiglechkeet hunn, esou eppes hei zu Lëtzebuerg ze produzéieren, da solle mer, wéi gesot, och dee Wee goen, och wann dat vläicht e laange Prozess ass, well den Ofsazmaart de Moment awer nach relativ bescheiden ze si schéngt.

Fazit ass jiddefalls: Mir mussen an Zukunft eebe méi drécheresistent Kulturen hei zu Lëtzebuerg ubauen. Et gi jo och do schonn eng Rei Versuchsfelder, ech denken un déi vun der ASTA, ech denken un déi vun dem Lycée agricole, ech denken un dee vum IBLA. Also, et kann een elo net soen, et géif op deem Gebitt näischt geschéien, mee mir mussen awer déi Saach ouni Zweifel nach méi verstäerkt an Ugréff huelen.

Da gëtt et och nach eng Rei aner Produkter, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, ech denken un Ueleg, ech denken un Esseg. Also, och do bestinn awer nach vill Méiglechkeeten.

Da wëll ech awer zu engem anere Produit kommen, dat ass de Wäin. Och am Wäibau gëtt et awer nach ganz vill Potenzial.

Une voix | Dat geet awer net zu Beetebuerg.

M. Gusty Graas (DP) | Dach, ech hunn es esouguer am Gaart, jo. Et geet zwar net duer, fir e Glas ze fëllen, mee et ass awer alt dat.

Plusieurs voix | O!

M. Gusty Graas (DP) | Mee Dir sidd awer do ...

(Brouhaha et interruptions)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | ... Här Graas, am Gemeinschaftsgaart.

M. Gusty Graas (DP) | A, an ech kréien elo vun der Schäffin hei gesot, datt souguer am Gemeinschaftsgaart zu Beetebuerg och Wäin ugeplanzt gëtt. Gesitt Der also!

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

M. Gusty Graas (DP) | Bon, wéi gesot, fir awer op de Wäin ze schwätzen ze kommen, ...

(Interruption)

... well och do sech nei Méiglechkeeten opdinn: An zwar gëtt et vegane Wäin. Ech ginn zu mengem Erstaunen zou, datt ech och nach net esou am Bild war, mee ech hu mech awer do informéiert, datt och do eng gewëssen Nofro amgaang ass, sech ze entwéckelen. Haaptsächlech um Niveau Riesling, Pinot gris, Pinot noir, Auxerrois an esou weider gëtt et ewell Fläschen, wou e grousse „V" drop ass. An den Här Gloden an d'Madamm Modert wëssen dat doudsécher vill besser wéi ech, wéi gesot, wat vegane Wäin ass. Also och do ass eng innovativ Entwécklung festzestellen. Dee vegane Wäin gëtt jo da mat Hëllef vu planzleche Stoffer filtréiert an och gekläert. An et misst ee vläicht awer nach méi Reklamm do maachen, och dat nach vläicht méi ënnerstëtzen, fir eeben, wéi gesot, op esou Aktivitéiten hinzeweisen.

Da gëtt et am Wäin och ewell neierdéngs eng Nofro no alkoholfräiem Wäin. Dat gefält vläicht net jiddwerengem, mee wann awer déi Nofro amgaang ass, och an d'Luucht ze goen, firwat net och op dee Wee da goen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer natierlech vun enger zukunftsorientéierter Landwirtschaft schwätzen, da musse mer och e Wuert iwwert d'Digitaliséierung verléieren. Grad do muss d'Landwirtschaft och, wéi gesot, mat op de Wee goen. Si geet och mat op de Wee, well do gëtt et awer haut, iwwert de Wee vu Satellitten zum Beispill, och d'Méiglechkeet, eng aner Produktiounsmethod erbäizeféieren, sief dat manner cheemeschen Dünger anzesetzen, sief dat manner Sprëtzmëttelen an esou weider an esou fort. Also och do bestinn nach ganz vill Méiglechkeeten.

Jiddefalls, wa mer der Landwirtschaft vu muer wëllen eng Chance ginn, wa mer wëlle vill méi diversifizéiert optrieden – an dat musse mer, ech hunn et virdru scho kuerz ugeschnidden –, da musse mer selbstverständlech awer och un d'Interesse vun deene jonke Baueren denken. An am neien Agrargesetz gi jo do schonn eng ganz Rei gutt Usätz gemaach. Ech wëll do dräi Punkten ervirhiewen, déi fir d'Zukunft awer wichteg si fir d'jonk Baueren: Dat ass éischtens emol, e groussen Akzent op d'Formatioun ze leeën, ganz kloer – ech mengen, d'Landwirtschaft ass wéi praktesch all Beruff ëmmer méi komplex ginn –, dann, och iwwer en Ajustement vun der Aide complémentaire nozedenken, datt een déi zum Beispill un d'Inflatioun och vläicht upasst. An nach eng drëtt Propositioun, dat ass eng Majoratioun vun der Prime d'installation, an zwar, datt een do en Diplom oder e Stage am Ausland géif mat consideréieren.

Ofschléissend wëll ech jiddefalls soen, datt mir als Demokratesch Partei nach ganz vill Potenzial an der Landwirtschaft gesinn. Mir gleewen un d'Landwirtschaft! Mir sinn eis bewosst, datt se an engem Ëmbroch ass, engem Ëmbroch, dee se deelweis net wollt, deen eis imposéiert gëtt zum Deel duerch de Klimawandel, wouru mer natierlech awer net onschëlleg sinn. An doweinst ass et och wichteg, datt mer eis reegelméisseg där ganzer Entwécklung zouwenden. A wa mer dat neit Agrargesetz, dat mer hoffentlech esou séier wéi méiglech kënnen hei dann zur Diskussioun bréngen an och ofstëmmen, wäerten hei diskutéieren, da kann een nach vill méi an de Fong goen.

An deem Sënn, wéi gesot, nach eng Kéier e Merci un d'CSV fir déi Ureegung, fir déi heiten Interpellatioun ofzehalen. An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Da wier et un der honorabeler Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Interpellatioun iwwert d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft, déi mer haut um Ordre du jour hunn, gouf schonn am Abrëll d'lescht Joer ugefrot.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dat war zu engem Zäitpunkt, wéi d'Auswierkunge vun der Pandemie op d'Liwwerkette gutt ze spiere waren a gläichzäiteg de Krich an der Ukrain nei Froen opgeworf huet, wat d'Versuergung mat Liewensmëttel, awer virun allem mat Produktiounsmëttel fir d'Landwirtschaft ugeet. D'Relatioun tëscht där Gemeinsamer Agrarpolitick vun der EU an der Souveraineté alimentaire stoung am Mëttelpunkt vun den Diskussiounen, wat iwwer laang Joren, wann net Joerzéngten, net méi wierklech de Fall war.

An der Ëffentlechkeet ass den Interessi un deem Sujet vläicht erëm e bëssen ofgeflaut, mee d'Froen, déi sech an deem Kontext stellen, sinn haut nach gradesou wichteg wéi d'lescht Joer. A vläicht kann een haut mat e bëssen Distanz méi nuancéiert Äntwerte ginn, wann et ëm d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft geet.

Als Éischt emol, wat de Begrëff vun der Souveraineté alimentaire ugeet: Dat ass grondsätzlech e wichtegt politescht Zil. Et ka sech fir eis awer net op den Territoire vu Lëtzebuerg beschränken. Et ass illusoresch ze mengen, mir kéinten a sollten zu Lëtzebuerg all déi Liewensmëttel hierstellen, déi mir brauchen, fir eis Bevëlkerung ze ernären. Ech wënsche mer zumindest keng Situatioun, wou eis Awunner nach just vun deem liewe missten, wat zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt. Et brauch ee just eng Kéier duerch de Supermarché ze goen a sech virzestellen, dass all Produkter aus dem Ausland ewechgeholl géife ginn, fir virun Aen ze hunn, dass eng Diversifizéierung vun der Landwirtschaft dat net kéint ausgläichen.

Vill Sënn mécht déi Diskussioun awer um EU-Niveau. D'EU ass e groussen Exporteur vu landwirtschaftleche Gidder. D'Kapazitéiten, fir an deem Raum genuch Liewensmëttel hierzestellen, sinn also do. An trotzdeem war den Import vu wichtege Produktiounsmëttel (veuillez lire: vu wichtege Produkter) aus Drëttlänner bis viru Kuerzem esou bëlleg, dass d'Efforten, fir onofhängeg ze si vun deenen Importer, net Prioritéit haten. Dat huet geännert an dat ass och gutt esou.

Dat ännert net grondsätzlech eppes dorun, dass déi Gemeinsam Agrarpolitick nach ëmmer éischter dodrop ausgeriicht ass, dass innerhalb vun der EU all Regioun sech spezialiséiert op déi Produktiounen, déi am beschten un de jeeweilege Standuert ugepasst sinn. An engem groussen Handelsraum ouni Barriären a mat enger eenheetlecher Gesetzgeebung, déi d'Wettbewerbsverzerrung verhënnert, ass dat déi effizientst Méiglechkeet, fir landwirtschaftlech Produkter hierzestellen. Dat war zumindest bis viru Kuerzem esou, esoulaang wéi d'Energie bëlleg war an den Transport bal näischt kascht huet.

An deem Kontext ass et och ganz normal, dass d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg esou staark op d'Produktioun vu Mëllech a vu Randfleesch ausgeriicht ass. Mir hunn nun emol vill Wisen, soudass dëse Secteur och an Zukunft eng wichteg Roll wäert spillen. Wéi intensiv dës Produktioun dann nach wäert sinn, ass eng aner Diskussioun, déi hei ze wäit géif féieren.

Generell huet eng ze eesäiteg Spezialiséierung natierlech och Nodeeler. All Produktioun verbraucht Ressourcen an ass mat Emissiounen an Offallprodukter verbonnen. En Niewentenee vu verschiddene Produktioune mécht et méi einfach, am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft an enger gudder Närstoffbilanz Ressourcen effizient ze notzen. Et ass jo och net esou, dass mir zu Lëtzebuerg just Mëllech a Randfleesch géife produzéieren. Eng méi staark Diversifizéierung géif d'Ofhängegkeet an der Landwirtschaft vun engem grousse Secteur reduzéieren an et ass absolutt wënschenswäert, méi eng breet Pallett u regionale Produkter kënnen unzebidden. Dat spuert laang Transportweeër, wat gutt fir de Klimaschutz ass. A fir de Konsument ass et flott, frësch Produkter aus der Regioun ze hunn.

Firwat mer esou wéineg Uebst, Geméis, awer och Schwéngefleesch oder Pouleten zu Lëtzebuerg produzéieren, obwuel mer an all deene Beräicher defizitär sinn, dat huet vill Ursaachen. Wa mer d'Diversifizéierung wëlle förderen, musse mer dës Ursaache méi genau ënnert d'Lupp huelen. Nieft der Fro vun der Rentabilitéit, op déi ech herno nach ze schwätze kommen, gëtt et duerchaus nach aner Hindernisser, déi eng Diversifizéierung hin zu Produkter, déi lokal kéinte konsuméiert ginn, ausbremsen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg en héije Konsum u Fleesch, dee wäit iwwert deem läit, wat mir lokal produzéieren. Eng nei Schwéngsmäschterei oder Pouletszuucht iergendwou ze installéieren, ass awer alles anescht wéi populär. Dat heescht, souguer wann een e géeegenten Terrain an déi finanziell Mëttel zur Verfügung huet, fir e Betrib esou op- oder auszebauen, dass een eng gréisser Poulets- oder Schwéngszuucht kéint exploitéieren, da bedeit dat net, dass dat och gewënscht ass. Ganz ofgesinn dovun, dass mer de Problem vum Import vu Fuddermëttel an dem Iwwerschoss u Gülle a Mëscht domadder nach géife vergréisseren. Méi eng grouss Diversifizéierung bei der Véihaltung géif deemno eisem Konsumverhalen entspriechen a wier op eisem Territoire machbar, stéisst awer am Kontext vun eisen Ëmweltziler u Limitten a bei der Bevëlkerung zum Deel op Resistenz.

Ganz populär ass dogéint d'Zil, méi Uebst a Geméis zu Lëtzebuerg unzebauen. Dës Produktioune gi gefërdert a wäerten och mat deem neien Agrargesetz ënnerstëtzt ginn. Mat finanziellen Hëllefe geet et awer net ëmmer duer: Grad d'Geméisbaueren hunn e grousse Waasserbedarf, soudass laang Periode vun Dréchent an Hëtzt si virun immens Erausfuerderunge stellen. Ouni künstlech Bewässerung geet et hei net. Anerersäits riskéiert Staarkreen hir Kulturen ze zerstéieren.

Wa mer dee Secteur wëllen ënnerstëtzen, muss et eng enk Zesummenaarbecht tëscht de betraffenen Acteuren, dem Landwirtschaftsministère, dem Ëmweltministère respektiv dem Waasserwirtschaftsamt ginn, fir mat Hëllef vun enger effizienter Waassergestioun och bei méi extreeme Wiederbedéngunge kënnen d'Liewensmëttelproduktioun ze garantéieren. An Innovatioun muss gefërdert ginn, net nëmme mat Subsiden, mee och mat méi einfache Geneemegungsprozeduren.

Här President, ech kommen dann zu engem vun deene gréisste Problemer fir d'Diversifizéierung an der Landwirtschaft, an dat ass d'Rentabilitéit. Generell huet d'Landwirtschaft et zu Lëtzebuerg méi schwéier wéi an anere Länner, well d'Terrainen extreem deier sinn. Derbäi kënnt, dass den Niveau vun de Paien hei am Land zimmlech héich läit, soudass d'Baueren am Allgemenge Schwieregkeeten hunn, op Dauer e vergläichbare Revenu ze erwirtschaften. Dorauser ergëtt sech, dass déi allermeescht Bauere sech op déi Produktioune konzentréieren, déi de meeschte Rendement bréngen.

All Projet zur Diversifizéierung muss ekonomesch viabel sinn. D'Ekonomie ass nun emol ee vun deenen

dräi Piliere vun enger nohalteger Landwirtschaft. Et muss net nëmmen eng Demande fir dës Produkter ginn, mee och eng Clientèle, déi bereet ass, eppes méi ze bezuelen, wann am Regal niewendru méi bëllegt Uebst a Geméis aus anere Länner läit.

An deem Kontext begréisse mir als LSAP, dass d'Direktvermaartung zu Lëtzebuerg gutt gefërdert gëtt a gläichzäiteg d'Efforten ënnerstëtzt ginn, fir iwwert d'Produktioun eraus d'Veraarbechtung an d'Vermaartung ze garantéieren. An der Pandemie war d'Demande no lokalen an no Bioprodukter erfreelech an d'Luucht gaangen. Elo, wou d'Liewensmëttel insgesamt méi deier gi sinn, geet den Trend leider erëm an déi aner Richtung.

Här President, wa mer méi Diversifizéierung wëllen, da brauche mer net nëmme méi villfälteg Produktiounen, mee och Leit mat ganz ënnerschiddlechem Knowhow. Besonnesch wa mer d'Innovatioun wëlle förderen, musse Leit eng Chance kréien, déi sech hiert spezialiséiert Wësse vläicht net iwwert de klassesche Wee ugëeegent hunn. Besonnesch an Zäiten, wou d'Landwirtschaft sech u verännert Wiederbedéngunge mat groussen Extreemer muss upassen, brauche mer an der Landwirtschaft qualifizéiert Leit, déi experimentéieren an nei Weeër ginn.

Grad well dat mat Investissementer a finanzielle Risike verbonnen ass, ass et gutt, wann dës Leit nach en anert verlässlecht Standbeen hunn. Dat kann e Bauerebetrib mat enger traditioneller Produktioun sinn. Et sollt een awer och Quereinsteiger, déi aus engem anere Beruff kommen a sech doriwwer finanziell ofsécheren, d'Dier net zoumaachen. D'LSAP begréisst dofir d'Efforten, déi gemaach ginn, fir Startuppen, déi net esou ganz an de gewinnte Scheema passen, ze ënnerstëtzen.

Innovatioun ass net nëmmen eng Fro vu Suen, mee och eng Fro vun Zäit. Wéi mer all wëssen, schaffen d'Bauere ganz vill. Mat enger 40-Stonne-Woch geet et do net duer. Si hunn also nëmme limitéiert Zäit fir Weiderbildung oder d'Ausschaffe vun neie Konzepter. D'Fuerschung, d'Ausschaffen an d'wëssenschaftlech Begleedung vu Pilotprojeten an d'Berodung fir d'Verallgemengerung vun de sougenannte Best Practices sinn dofir eng wichteg ëffentlech Aufgab. Dat gëllt ganz besonnesch, wann et ëm d'Diversifizéierung iwwer Produktioune geet, déi ouni eng verstäerkt staatlech Hëllef net rentabel wieren.

D'Diversifizéierung ass net nëmmen a Relatioun mat der Liewensmëttelfro ze gesinn. Si spillt och eng wichteg Roll bei der Adaptatioun un de Klimawandel. Nei Kulture kënnen dozou bäidroen, manner ertragräich Flächen effizient ze notzen. An Zäiten, wou d'Nofro no nowuessende Rostoffer méi grouss gëtt, kann esou zum Deel eng rentabel Produktioun op Fläche stattfannen, déi a sensibele Waasserschutzgebidder leien oder wou et aner Ëmweltoplage gëtt.

D'Landwirtschaft ass en ekonomesche Secteur, dee ganz staark vum Gesetzgeeber cadréiert gëtt. Trotzdeem ass et ëmmer nach de Bauer, deen decidéiert, wat e produzéiere wëll. D'Politick ka wuel d'Diversifizéierung ënnerstëtzen, mee d'Bereetschaft, fir op dee Wee ze goen, kann nëmme vun de Produzente selwer ausgoen. Am Kader vun den Diskussioune ronderëm d'Agrargesetz hu mer an der Kommissioun d'Geleeënheet, fir am Detail doriwwer ze schwätzen, wie wat fir eng Hëllefe ka kréien. Doriwwer eraus gëtt et och nach aner Ënnerstëtzungsméiglechkeeten, op déi de Minister vläicht nach wëll agoen.

Als LSAP si mir op alle Fall frou iwwer all Initiativ, déi dozou bäidroe kann, eis Landwirtschaft méi villsäiteg, méi nohalteg a méi resilient ze maachen. An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech wëll d'Geleeënheet net verpassen, fir och der Madamm Hansen Merci ze soe fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, wa mer haut iwwert d'Diversifikatioun vun der Landwirtschaft schwätzen, da schwätze mer och driwwer, wéi mer de Secteur besser opstellen. A mengen Ae musse mer dann och driwwer schwätzen, wéi mer e besser par rapport zu den Erausfuerderungen, déi mer hunn, opstellen.

Mir si konfrontéiert mat engem Réckgang vun de Betriber an och allgemeng mat enger Attraktivitéit, déi, mengen ech, am Secteur zréckgeet. An do musse mer géigesteieren. Mir hunn an de leschten 20 Joer bal 1.000 Betriber verluer a si mëttlerweil bei ënner 2.000 Betriber.

An der Liewensmëttelproduktioun, déi an der Landwirtschaft zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, si mer fir de Gros ëmmer nach op Importer ugewisen. Mir importéiere fir iwwer 2 Milliarden Euro d'Joer, an dat ass och an der Rei esou. Mir mengen nämlech, dass een d'Liewensmëttelsouveränitéit virun allem och am regionalen an am europäesche Kontext muss gesinn. D'Europäesch Unioun bleift nämlech ëmmer nach Nettoexportateur, also hu mer kee Manktum un Iessen hei. Et geet éischter ëm d'Fro vun der Verdeelung respektiv wéi mer mat der Liewensmëttelverschwendung ëmginn.

Dann, wat den Ëmwelt- an de Klimaimpakt ugeet, wat do och eng grouss Erausfuerderung ass: Mir hunn zu Lëtzebuerg zwee Drëttel vun den Habitater, déi an engem schlechten Zoustand sinn, grad och am Offenland, an do ass d'Landwirtschaft en Haaptgrond derfir. Do musse mer eis Verantwortung iwwerhuelen. Déi héich Zäregasemissioune sinn en anere Punkt, wou mer, wann een dat kuckt, iwwert dem Duebele vun der europäescher Moyenne leien, wat op d'Landwirtschaft zréckzeféieren ass, gradesou am Waasserberäich, wou mer héich Nitrat- an och Pestizidanträg hunn.

Lëtzebuerg ass awer och, an et gouf schonn ënnerstrach, e Grénglandstanduert. An duerfir leeë mer hei zu Lëtzebuerg de Schwéierpunkt op d'Mëllech an op d'Rëndfleesch. Dat wäert och an Zukunft esou bleiwen. D'Fro ass just, wéi mer dat maachen. An et geet eeben drëms, dass mer kucken, fir déi verschidden Erausfuerderungen ënner een Hutt ze bréngen. Dozou gehéiert eeben och d'Diversifikatioun. An dat muss fir eis op verschiddenen Niveaue passéieren, an awer och ënner engem generelle Leitbild.

Fir ons Gréng ass dat eng qualitativ héichwäerteg Landwirtschaft, déi buedemgebonne fonctionéiert, also am Kreeslaf schafft. Duerfir ass och fir ons de Bio e wichtegt, oder dat wichtegst Leitbild, well nämlech d'Betriber, wann ee bio schafft, per se am Kreeslaf schaffen, och méi breet opgestallt sinn, also och méi diversifizéiert fonctionéieren. Si hunn zum Beispill méi betriblech Fruuchtfollgen a si si per se op méi verschidde Standbeen opgebaut an doduerjer och méi resilient.

Dann zweetens: Och am Kader vun der ganzer Wäertschëpfungskette gëtt et nach vill Méiglechkeeten, wéi een d'Landwirtschaft diversifizéiere kann, wat d'Veraarbechtung vu Produiten ugeet, d'Vermaartung an esou weider respektiv d'Produitsdiversifikatioun, woumat een dann dobäi wär, dass et nach Potenzial gëtt, notamment am Geméisbau.

An da gëtt et fir d'Landwirtschaft natierlech och Méiglechkeeten, déi ausserhalb vun der klassescher Agrikultur leien, an déi sollt een och notzen. Ech schwätzen do iwwert d'Energieproduktioun, den Tourismus, d'Educatioun, awer och den Naturschutz.

An a menger Ried wëll ech dat elo ausbauen. Ech wëll op d'Wichtegkeet vum Bio agoen, deen eng grouss Chance ass, bei där mer et awer an onsen Aen an de leschte Joren och net fäerdegbruecht hunn, se anstänneg auszeschëpfen, op aner Produktiounsméiglechkeeten, déi et gëtt, sief et Geméis oder nach aner Produiten, dann op d'energeetesch Transitioun an natierlech och den Naturschutz, deen e wichtegt Standbee fir d'Baueren ass, wou se och eng Verantwortung ze iwwerhuelen hunn, an dann eeben op aner Piste wéi den Tourismus, d'Educatioun oder anerer.

De Bio bleift fir ons an ass e ganz wichtegt Potenzial, dat zu Lëtzebuerg nach net voll ausgenotzt gëtt. En ass besser fir d'Natur, besser fir d'Waasser, besser fir d'Klima an och fir d'Déieren. An d'Demande ass och do. Déi lescht Statistike soen, dass 12 % vun de Konsumenten hei am Land Bio kafen. Mir leien do europawäit op Plaz 3 a fir iwwert d'Hallschent vun de Leit ass et och e Krittär, no deem se sech orientéieren. An och d'Hallschent vun onse Bauere sinn iwwregens fir eng Bioëmstellung positiv opgeschloss.

Den Aktiounsplang gesäit vir, dass mer bis d'Joer 2025 op 20 % Bio sinn, bis 2050 war d'Visioun – ugeleent un de Rifkin, un déi Strategie –, fir 100 % ze hunn. Do ass et fir ons dann natierlech enttäuschend, dass mer ëmmer nach op engem Niveau vu 5 % bis 6 % ronderëmdümpelen, an de Constat ass och, dass mer eis an de leschte Joren do net wierklech weiderentwéckelt hunn.

Ech muss do ganz éierlech soen, dass mer och eigentlech spieren, dass net deen néidege politesche Wëlle säitens dem Landwirtschaftsministère do ass, fir do wierklech richteg weiderzekommen. Et goufe keng richteg Strukture geschaf, och net déi néideg Incentiven esou opgestallt, fir dass wierklech alleguerten d'Acteuren un engem Strang zéien, sief et de Ministère, d'Verwaltungen, d'Baueren, d'Beroder, den Handel, d'Gastronomie, fir wierklech séier an effikass an eng Richtung ze schaffen.

Mir haten eis eigentlech virgestallt, dass een do wierklech e Cluster hätt kënnen op d'Bee setzen, wou alleguerten d'Acteuren op Aenhéicht zesummeschaffen, dynamesch an effikass an och onofhängeg. Et gëtt am Ausland eng ganz Rei Länner, déi sech esou opgestallt hunn, déi sech dann eppes ginn hu wéi eng Bio-Agence – dat gëtt et zum Beispill an der Wallonie oder och an anere Länner – an dann och wierklech vill méi séier virukomm sinn, wéi mir dat hei am Land fäerdegbruecht hunn.

A wann een esou en Zil och seriö hëlt, da muss een d'Budgeten och eigentlech an deem Sënn opstellen. Wann ee 20 % Bio wëll, wéi gesot, da muss een och an deem Sënn d'Budgeten, déi een huet, verdeelen a se och doranner fléisse loossen.

An da muss een de Konsument och nach méi fir Bio sensibiliséieren, woubäi mer awer éischter constatéieren, dass an de leschte Joren d'Sensibilisatioun éischter op d'Regionalitéit gesat huet. Regionalitéit, dat ass e Krittär, mee Regionalitéit heescht och net automatesch Qualitéit an heescht och net automatesch, dass et nohalteg ass. A wann een dann natierlech wëll, dass een esou Ziler och erreecht, déi mer eis eigentlech am Koalitiounsaccord ginn hunn, da muss een och wierklech dozou stoen an et muss ee sech och déi Moyene ginn, fir dass ee se och iwwerhaapt emol „kann" erreechen. Da geet et och net duer, dass een hei steet: „Si ginn net erreecht." Ech mengen, wann ee sech net d'Moyenen an den Aktiounsplang an d'Méiglechkeeten dofir gëtt, jo, da kann ee sech och net an deem Sënn weiderentwéckelen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, och am Geméis- an am Uebstbau, do gëtt et nach ganz vill Potenzial. An et ass och vill Demande do. An de leschten zéng Joer huet d'Surface sech do méi wéi verduebelt, d'Betriber hu sech och knapp verduebelt. An awer sti mer ëmmer nach bei 1 % Uebst respektiv 5 % Geméis, déi hei am Land par rapport zu der Consommatioun produzéiert ginn. Dat heescht, de Gros gëtt hei ëmmer nach importéiert.

An och hei weisen d'Ëmfroen, dass d'Clienten zu Lëtzebuerg Lëtzebuerger Geméis sichen. Iwwert d'Hallschent kafen nämlech all Woch hei regionaalt Geméis. Dat heescht, et ass wichteg, dass mer engersäits Feldgeméis, awer och an den Zäre produzéiert Geméis an och Uebst weider ausbauen an ënnerstëtzen. An ech muss och soen, do ass an de leschte Joren, dat gesäit een un de Chifferen, och net näischt passéiert. An awer muss een dat nach méi offensiv ugoen a kucken, fir dat Potenzial nach méi auszeschëpfen.

Woumat ech dobäi wär, dass een eigentlech och generell, mengen ech, muss kucken, eng méi planzebaséiert Landwirtschaft ze förderen, well se och manner ressourcenintensiv, méi effizient ass an eis och an der Liewensmëttelsécherheet weiderbréngt. Mir mussen do einfach ëmmer erëm ënnersträichen, dass, wéi gesot, d'Hallschent vun de Kären, déi an der Europäescher Unioun produzéiert ginn, un d'Béischte verfiddert ginn. Wéi gesot, et brauch ee 15 Kilo Planzen, fir 1 Kilo Fleesch ze produzéieren, wat einfach weist, dass dat eng relativ oneffikass an oneffizient Aart a Weis ass, mat de Ressourcen ëmzegoen, an dass mer déi Flächen och méi effizient kéinten notzen.

Et ass kloer, dass et net drëms geet, fir keng Déierenhaltung méi ze hunn. Mee fir eis als Gréng ass et eebe wichteg, dass mer an Zukunft just nach op eisem Grénglandstanduert esou vill Déiere pro Betrib halen, wéi de Betrib och Fudder kann ubauen a Gülle ka verschaffen, an dass doduerjer dann op där anerer Säit eebe probéiert gëtt, och méi an d'planzlech Produktioun, sief et Kären oder Geméis, ze investéieren, déi d'Mënschen direkt kënne konsomméieren.

Et ass och dat, wat d'Konsumente froen, e Bléck an d'Kantinne vun de Schoule geet do eigentlech duer, fir dat ze confirméieren. D'Hallschent vun de verkaafte Platen an onse Kantinne si vegetaresch oder vegan, dat heescht, dass all zweete Menü, deen iwwert d'Théik geet, vegetaresch ass. A wann een do zréckkuckt, virun dräi Joer louche mer do nach bei knapps iwwer 10 %, dat heescht, do ass wierklech en immense Marché a mir sinn do wierklech voll an enger Verännerung dran. An et geet eeben drëms, dass mer d'Landwirtschaft och dran ënnerstëtzen, méi an déi Richtung vu manner Fleesch a manner Mëllech ze goen.

Et ass iwwregens och net just e Phenomeen, dee bei de Jonken ze fannen ass. Wann ee virun e puer Joer nach wierklech huet misse sichen, fir iergendwou e vegetareschen oder e vegane Restaurant ze fannen, sou ass dat haut anescht. Et brauch ee just hei op de Knuedler ze goen, do gëtt et e vegane Restaurant, deen ëmmer voll ass an et gëtt iwwregens och zu Buerglënster e vegane Restaurant, do muss ee souguer en halleft Joer waarden, fir do eng Plaz op engem Dësch ze kréien.

En anere wichtege Punkt ass d'Ënnerstëtzung vun de Solawien, also der solidarescher Landwirtschaft, oder vun de klenge Betriber. D'Solawie si grad interessant, mengen ech, well et e Modell ass, dee solidaresch ass, wou also d'Memberen an d'Clientë de Gäertner respektiv de Baueren en Akommes garantéieren, mat deem se liewe kënnen a mat deem se och nohalteg innerhalb vun de Grenzen, déi hinnen zur Verfügung stinn, schaffe kënnen.

An och hei gëtt et eng immens Dynamik, sief et mat Terra an der Stad, dem Krautgaart, mat Zäitgeméis vun der Atert, dem Fromburger Haff, mat Vum Gréis oder och nach aneren, mëttlerweil gëtt et der eng Dosen. An hei musse mer och an Zukunft nach méi Méiglechkeete schafe fir Quereinsteiger, fir dass si sech kënne weiderbilden, fir dass et Berodung fir d'Solawie respektiv fir Mikrofarming gëtt, fir dass d'Leit, déi sech wëllen doranner investéieren, och Terrainen zur Verfügung gestallt kréien. Zum Beispill kann een dat iwwer staatlech Verpachtunge maachen oder anerer.

Et geet dann natierlech drëm, dass mer och déi néideg Ofsazmäert schafen, also Filièrë mam Handel opbauen, méi mat den ëffentleche Kantinnen zesummeschaffen. Och do gouf et an onsen Ae leider verpasst, fir dat ganzt Potenzial ze benotzen, fir do am Bio méi wäit ze goen. Och hei hu mer éischter zögerlech mat verschiddene Pilotprojeten ugefaangen an hunn der Regionalitéit och éischter Virrang ginn, amplaz méi op de Bio ze setzen. Da wäre mer do och warscheinlech méi séier virukomm.

Nei Ubauformen heescht et natierlech ze ënnerstëtzen. Ech denken do un Urban Gardening respektiv vertikalen Ubau. Et gëtt jo och hei eng Strategie, wat den Urban Farming vun 2019 ugeet, an ech wollt de Minister froen, ob en ons do kann en Update ginn, wou déi Strategie drun ass, also vum Urban Farming, a wéi mer do an de leschte Jore weiderkomm sinn.

Wa mer iwwer Geméisbau schwätzen, brauche mer natierlech och dat néidegt Waasser. Dat ass och haut schonn ugeklongen. Dat ass eng kostbar Ressource an et heescht natierlech, se waasserschounend an der Landwirtschaft anzesetzen, also esou mann wéi méiglech Grond- an Drénkwaasser, awer éischter Reewaasser ze notzen. Also d'Fro: Wéi stockéiere mer de Reen, dee fält, wann et vill reent, fir en dann an dréchene Perioden ze benotzen, respektiv wéi kréie mer genotzt Waasser recycléiert?

Et gëtt hei eng ganz Rei Ënnerstëtzungsmesüren am Kader vun den Investitiounshëllefe vum Agrargesetz. Et gëtt de reguläre Taux. Jonk Bauere kréien dann nach e Supplement dozou. An am Geméisbau gëtt et och nach eng Kéier e weidere Supplement, wann et eeben ëm d'Ariichte vu verschiddene Strukture fir d'Reewaasser opzefänken, ze traitéieren oder weiderzeleeden geet.

Et gouf och virun zwee Joer, am Januar 2021, en éischte Waasserdësch. An do gouf festgehalen, dass eng Etüd géif gemaach gi vun der Uni Léck zesumme mat Agro-Bio Tech vu Gembloux. An ech wollt och hei de Minister froen, ob en ons kann en Update ginn, wou mer do dru si mat där Etüd respektiv wat do erauskomm ass, fir deen heite Secteur weider ze dynamiséieren.

Et gouf och en Opruff gemaach fir Pilotprojeten am Beräich vun innovative Waasserkonzepter. Do goufen d'lescht Joer Projeten erausgewielt. An och hei géif mech interesséieren, vum Minister en Update ze kréien, wat fir eng Pilotprojeten do zréckbehale gi sinn.

Eng Fro, e Problem, deen de Moien och schonn e puermol opgeworf ginn ass, dat ass, dass de Geméisbau effektiv méi aarbechtsintensiv ass. An et feelt einfach u Main-d'oeuvre dofir. Wéi kënne mer dat hikréien, fir do nach weider entgéintzewierken? Muss ee vläicht och eng Kéier mam Aarbechtsminister zesumme schwätze respektiv mat aneren Initiativen, déi et gëtt, fir dass mer, wa mer wëlle méi a Richtung Geméisbau goen, effektiv och d'Main-d'oeuvre dofir fannen? Mee och hei huet de Landwirtschaftsminister vläicht schonn Initiative geholl.

Ech erlabe mer dann och nach ze ënnersträichen, dass mer grad wat d'Naturschutzgesetz ugeet, wou jo och haut de Mëtten an der Debatt schonn e puermol driwwer geschwat ginn ass, Ännerunge gemaach hunn. Och nieweberufflech Bauere kënnen elo kleng Gebaier fir Landwirtschaft, Gaardebau oder Geméisbau an der Gréngzon opriichten. Dat war virun der leschter Modifikatioun just fir Haaptberuffler méiglech.

A weider Ännerunge sinn och ënnerwee. Zum Beispill fir Folientunnelle wäert ee keng Autorisatioun méi brauchen, wa mer déi lescht Ännerungspropose vun der Ëmweltministesch hei duerch d'Chamber wäerten hunn.

Et goufen och haut de Mëtte scho ganz vill Beispiller genannt vu flotten Initiativen, déi et gëtt: de Quinoa zu Beetebuerg, deen ech och wollt nennen, den Hanf, deen zu Kaalber gemaach gëtt. Et gëtt och scho Baueren, déi Blummen ubidden, déi ee selwer kann um Feld schneide goen. Mee ech mengen, hei gëtt et nach ganz vill aner Potenzialer, Soja, fir just deen ze nennen, fir Fleeschersatzproduiten oder och nach ganz vill anerer. Der Innovatioun sinn, mengen ech, keng Grenze gesat. Dat weisen eis Baueren a Gäertner all Dag an der Praxis.

D'Weiderveraarbechtung respektiv d'Vermaartung mussen hei dann natierlech ënnerstëtzt respektiv erméiglecht ginn, sief et eng Eegevermaartung an dem klengen Haffbuttek, fir deen, dee Loscht dodrop huet, respektiv déi Selfservice-Kabaisercher, déi een an den Dierfer gesäit stoen, Abokëschten, jo souguer mini Restauratioune fënnt een. Déi Saachen, mengen ech, heescht et wierklech ze ënnerstëtzen an der Diversifikatioun alleguerten déi Méiglechkeeten ze ginn, déi se brauch an déi um Terrain gefrot ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll dann awer och nach eng Kéier kuerz op d'Energieproduktioun ze schwätze kommen, well ech mengen, och dat ass e wichtegt Standbee fir d'Baueren am Kader vun der Diversifikatioun, wat och wichteg fir si ass. A mir brauchen dat jo och justement, fir dass mer méi energieonofhängeg ginn.

Et gëtt d'Biogasstrategie vun 2022, wou ganz kloer gesot gëtt, dass mer en Ausbau vun der Biogasproduktioun wëllen an dass mer se méi rentabel an och méi nohalteg wëlle gestalten. Also et soll virun allem hei drëm goen, dass Offallnotzung benotzt gëtt an dass awer och justement fir de Biogas d'Remuneratioune weider nach méi attraktiv solle ginn an den nächste Joren. An d'Biogasfilière ass jo eebe grad och wichteg, fir dass mer d'CO_2-Emissioune vum landwirtschaftleche Secteur gedréckt kréien. Ech wëll awer just dann nach vläicht preziséieren oder nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer, wat d'Investitiounshëllefen ugeet am Biogas, schonn op engem Maximum ukomm sinn, deen d'Europäesch Kommissioun ons erlaabt.

Fotovoltaik, e Beräich, wou, mengen ech, d'Landwirtschaft scho ganz laang hir Verantwortung iwwerhëlt, an awer ass do och nach Potenzial do. Nach net op all Scheier am Land läit eng Fotovoltaiksanlag. An trotzdeem, zënter 2019 kann ee soen, dass een Drëttel vun der nei installéierter Leeschtung aus dem landwirtschaftleche Secteur kënnt. Dat weist, dass de Secteur dat och unhëlt. A mat de proposéierten Ännerungen am Naturschutzgesetz wäerte jo an der Gréngzon, wa mer dat duerch d'Chamber hunn, och keng Autorisatioune méi gebraucht ginn, fir Fotovoltaik ze installéieren. Ech hoffen, dat hëlleft dann och, dass mer hei de Baueren et nach méi einfach maachen, d'autant plus dass se jo och ganz attraktiv Aspeisetariffer hunn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech wëll dann natierlech och nach d'Agri-PV kuerz uschwätzen, déi jo eng ganz Rei Virdeeler huet, notamment dass mer do d'Produktioun vun erneierbaren Energien zesumme mat Biodiversitéit an Naturschutz an der landwirtschaftlecher Produktioun

kënnen zesummebréngen. An hei gouf et d'lescht Joer jo en Appel d'offres.

D'Bauere sinn also e wichtegen Alliéierten, dat och am Naturschutz. An d'Wëssenschaft seet eis ganz kloer: Wa mer Naturschutz eescht huelen an eppes wëlle maache géint de schlechten Zoustand vun den Habitater, déi mer hunn, da brauche mer d'Landwirtschaft. Mir musse Biodiversitéit an der Fläch, am Oppeland maachen. A mir mussen eigentlech och massiv ausweiten. Och dat ass e wichtegt Standbee vun der Zukunft fir d'Landwirtschaft, fir prakteschen Naturschutz um Terrain ëmzesetzen. Mee et ass wichteg, dass d'Baueren natierlech anstänneg dofir entlount ginn, wa se dat maachen.

Tourismus: eng weider Méiglechkeet, mat Vakanz um Bauerenhaff, Workshoppen ubidden; do gëtt et och eng Partie Beispiller hei am Land. Educatioun: Schoulklassen, déi kënnen op de Bauerenhaff goen an esou weider an esou fort. Alles dat si flott Initiativen, fir eebe grad och fir nohalteg a lokal Produiten ze sensibiliséieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir hunn eng dynamesch Landwirtschaft bei eis am Land, déi net zéckt, och emol nei Weeër ze goen. Am Wäibau zum Beispill gouf de Cremant an den 90er-Joren als neie Produit vermaart. An et ass wierklech eng Successstory iwwert d'Grenzen ewech. An och dat kënne mer bei ganz villen anere Produiten, mengen ech, nach vill méi weisen, wéi mer et elo scho maachen. Mir mussen also weider innovativ sinn an eisen neie Produiten an eis permanent selwer erfannen an d'Baueren och op deem Wee ënnerstëtzen.

Et geet do fir eis Gréng drëm: d'Qualitéit wierklech an de Mëttelpunkt ze stellen an dofir wierklech op de Bio ze setzen a weider an d'Richtung ze goe vun där Visioun fir d'Landwirtschaft, dat am Aklang mat engem Grénglandstanduert, dee mer hunn, wou mer natierlech Fleesch a Mëllech produzéieren, awer par rapport zu där Surface, déi eis zur Verfügung steet, nohalteg ze maachen a parallell dozou, wéi gesot, déi vill Opportunitéite fir de Geméisbau a fir den Uebstbau ze notzen, awer och an deenen anere Beräicher, déi ech genannt hunn, d'Chancen ze ergräifen, sief et an der Transition énergétique respektiv environnementale, an eis Landwirtschaft an eist Land esou besser op d'Zukunft ze preparéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Erlaabt Der, datt d'Madamm Martine Hansen Iech nach eng Fro stellt?

M. François Benoy (déi gréng) | Selbstverständlech.

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | Eng ganz kuerz Fro. Dir hutt gesot, datt Der et géift begréissen, datt zum Beispill „Urlaub auf dem Bauernhof" eng flott Alternativ wär. Wär Der da bereet, och als Gréng, dat ze ënnerstëtzen, datt dat an der Gréngzon méiglech wär? Well ech erënnere mech, oder ech weess, datt vill Leit zum Beispill am Ausland esou an d'Vakanze ginn. An déi Bauerenhäff leien och meeschtens an der Gréngzon. Wäert Der do bereet, mat op dee Wee ze goen? Merci.

M. François Benoy (déi gréng) | Ech mengen, Dir kennt ... Meng éischt Äntwert dorop ass, dass ech mengen, dass d'Zone verte eng Zone destinée à rester libre ass. Dat heescht, ech mengen awer och, dass et genausou gutt net heescht, dass een net trotzdeem Tourismus a Landwirtschaft ka verbannen ausserhalb vun deenen Zonen. Et ass jo net, wéi wann d'Landwirtschaft exklusiv a Gréngzonen an an Neibaute muss gemaach ginn. Mee ech mengen, do gëtt et trotzdeem nach ganz vill Potenzial, fir dat auszebauen, andeems een et op eng aner Aart a Weis mécht, ouni dass een elo an eis Gréngzon geet, wou mer schonn immens eng Situatioun hu vun der Biodiversitéit, déi weider erofgeet. Ech mengen trotzdeem, dass dat heite vill Potenzial huet, och wann een net op dee Wee geet, dass een elo nach weider zersidelt an nach weider an d'Gréngzon baut.

(Brouhaha et interruption par Mme Martine Hansen)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech der Madamm Martine Hansen en häerzleche Merci ausprieche fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun, déi ganz wichteg a ganz aktuell ass.

Mir schwätzen haut driwwer, wéi mer eis landwirtschaftlech Acteuren, sief dat d'Baueren, d'Wënzer oder d'Gäertnereibetriber oder och nach aner Betriber, besser ënnerstëtzen a méi breet opbaue kënnen. Wa mer eis Agrikultur méi breet opstelle wëllen, ass et wichteg, datt mer dëst maache mat den Acteuren um Terrain. Wa si op fräiwëlleger Basis op nei Geschäftszweiger ëmklamme wëllen, muss dat esou fonctionéieren, datt si och e kloren Notzen an e klore Profitt doraus zéie kënnen. D'Politick muss d'Jalonen esou setzen, datt mer si encouragéieren an hinnen dobäi hëllefen.

Erlaabt mer awer ze soen, datt eis landwirtschaftlech Acteuren déi lescht Joren a Joerzéngte scho Groussaarteges geleescht hunn, fir sech méi breet opzestellen. Ech huelen d'Beispill vun eise Wënzer. Viru ronn zwee Joerzéngten – et kann och elo e bësse méi sinn – hunn eis Wënzer ugefaangen, op nei Produkter a Geschäftszweiger ze setzen. Et war d'Gebuertsstonn vun dem exzellente Lëtzebuerger Cremant, wou virdru just Wäiner produzéiert goufen. Och d'Geschicht vum Lëtzebuerger Routwäin ass en Erfolleg. Viru gutt zéng Joer oder e bësse méi hunn d'Wënzer hir Produktpallett vergréissert a bidden zanterhier och Routwäiner vu grousser Qualitéit un, dat an engem Land, wat traditionell bis dohinner just Wäisswäiner produzéiert huet.

Eis landwirtschaftlech Acteure wëssen awer, datt si musse mat der Natur schaffen an dat ubauen, uplanzen oder ziichten, wat sech fir Lëtzebuerg gutt eegent, awer och wat an hirer Regioun an um Buedem méiglech ass. Ech wëll hei drun erënneren, datt grad eis Mëllechproduktioun zu Lëtzebuerg eng Erfollegsgeschicht ass. Den CO_2-Foussofdrock fir e Liter Mëllech ass zu Lëtzebuerg historesch niddreg. Et ass gutt, datt mer dat maachen, wat mer gutt kënnen. Mir sollten duerfir net op de Wee goen an zum Beispill exotesch Friichten uplanzen, déi just mat engem iwwerdriwwenen energeeteschen Opwand ze ziichte sinn.

Grad wat d'Uebst- an d'Geméisproduktioun ugeet, ass awer däitlech Loft no uewen. Vill Geméis, grad och dat Geméis, wat an de Supermarchéen a Glieser an a Konserven ugebuede gëtt, kënnt zum groussen Deel aus dem Ausland. Lëtzebuerg huet awer regional gekuckt zum Deel ganz gutt Biedem, déi sech fir d'Geméis- an Uebstproduktioun ubidde géifen. Et sief elo scho gesot, datt mer eng Rei Betriber hunn, déi sech dorop spezialiséiert hunn. Ech denken do zum Beispill och un eenzel Biohäff aus dem Land, awer och un eenzel Häff respektiv Baueren, déi ewell op de Geméisbau verstäerkt eriwwergeklomme sinn, déi eis Butteker mat héichwäerteger Wuer beliwweren oder am eegene verkafen.

Mee et muss een och soen, datt an deem Beräich allgemeng déi politesch Ënnerstëtzung a Wäitsiicht feelt. An den 90er-Joren an 2000er-Joren, wéi mäi Kolleeg, de Roby Mehlen, nach an der Chamber war, ...

(Brouhaha)

... ass vill vun der sougenannter „zone horticole" geschwat an driwwer debattéiert ginn. Dat war e staatlech ënnerstëtzte Projet, wou de Staat Terrainen opkafe sollt, fir dës cibléiert fir d'Geméisproduktioun zur Verfügung ze stellen. Dëst war grad och fir d'Regioune mat gudde Biedem. Et war am Osten – ech denken, datt et Fëlschdref oder Duelem war, oder an deem Eck –, déi e liichte Buedem hunn, dee sech gutt gëeegent hätt fir d'Geméisproduktioun.

Et ass allerdéngs bedauerlech, datt dëse Projet am Sand verlaf ass. Et blouf leider just bei der Iddi. Et ass un der Politick, e Konzept auszeschaffen, dat fir eis landwirtschaftlech Acteuren attraktiv ass, fir méi op Geméisbau ze setzen. Hei däerf et net just bei enger gutt gemengter Iddi bleiwen, et musse konkreet Dote folgen!

Och war dëse Projet vun der Zone horticole net optimal organiséiert an zu Enn geduecht ginn. Et gouf zum Beispill beim Opkafe vum Terrain iwwer Enteegnung geschwat, wat ee Grond war fir vill Baueren, sech queeschzestellen. Domat wëll ech, wéi ufanks, soen, datt mer eis Leit musse mathuelen an encouragéieren a se net forcéieren däerfen. Och hei ass d'Ënnerstëtzung den A an den O.

Wat mer ausdrécklech begréissen, ass d'Färdere vun dem Opbau vun Zären zu Lëtzebuerg, sou wéi dat am Plan stratégique national festgehale gëtt. Et si liicht Konstruktiounen, déi eng substanziell Produktioun vun Uebst a Geméis erlaben. Och hei muss d'Politick déi richteg Aemooss behalen an et däerf net zu Iwwerreglementéierunge kommen. Dat géif den Ubau vun Uebst a Geméis éischter bremse wéi beschleunegen.

A menger Gemeng ass zum Beispill e Gäertnereibetrib, deen déi couragéiert Iddi hat, fir am Éislek Spargel unzeplanzen, an och aner Saachen.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Schued, datt hie vu staatlecher Säit net déi néideg Ënnerstëtzunge krut. D'Maschinnen, fir de Spargel zum Beispill unzeplanzen oder fir d'Verschaffe vum Buedem fir déi aner Kulturen, huet hie sech musse selwer zesummebauen. Et wier dofir noutwendeg, datt een am Landwirtschaftsministère oder och ronderëm systematesch eng Ulafstell géif organiséieren, wou Leit mat neien an innovativen Iddie systematesch ënnerstëtzt kéinte ginn.

Erlaabt mer, am Kontext vum Geméisubau an Uebst zwou Suggestiounen hei ze maachen: Wat de Verkaf vun Uebst a Geméis ubelaangt, wär et do net méi sënnvoll an am Interessi vum Konsument, wa mer dëst géife regional maachen amplaz op eenzelne sougenannten „Hofläden"? Hei kéint de Verkaf op enger eenzeger Plaz an der Regioun gemaach ginn, wat Zäit a Geld géif spueren. An et wier ganz sécher och am Interessi vum Konsument wéi och vum Hiersteller.

Wa mer an dës Richtung wëlle goen, da muss een och iwwer aner Iddien nodenken, wat d'Produktioun ubelaangt, Zären zum Beispill. Et gëtt jo hei am Fong geholl zwou Zorten: déi eng, déi einfach an der Gewan opgeriicht ginn, an anerer, déi gehëtzt ginn. Falls ee wëllt an déi Richtung goe vu gehëtzten Zären – wat jo eng Méiglechkeet ergëtt oder méi Méiglechkeeten ergëtt, fir aner Saachen unzebauen, eng aner Produktioun ze erméiglechen –, sollt een driwwer nodenken, datt een déi och do installéiert, wou Energie ass an awer och Waasser; wat jo net ze vernoléissegen ass. Do wär jo dann an deem Beräich d'Landesplanung gefrot.

Wat de Beräich vum Geméis ubelaangt, do wollt ech nach just ergänzen: Dat brauch jo vill Aarbechtskräften an hei wier vläicht eng Kéier den Aarbechtsminister gefrot, fir dono ze kucken.

Mee wat awer och nach wichteg ass: Un den Norme muss geschafft ginn! Et ka jo net sinn, wéi mäi Kolleeg an eiser Gemeng mer sot: Do waren d'Porretten ze dënn, ze déck; da waren d'Zwiwwelcher ze grouss, ze kleng; oder d'Rout Rommele waren ze grouss oder ze kleng – an da ginn déi verworf. Da kann en e ganzen Hektar vernichten, well en d'Normen net erfëllt. Dat ka jo net sinn! An ech mengen, dat ass awer net der Norm gerecht. An ech mengen, dat kann et net sinn! Do muss ee sech och eng Kéier Gedanke maachen.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Allgemeng sief och nach gesot: Wa mer verstäerkt a Richtung vun Uebst- a Geméisbau ginn, dann dréit dat och zur Verbesserung vun der Diversitéit an der Natur bäi.

Erlaabt mer, nach e Wuert iwwert d'Fëschzuucht ze verléieren.

Plusieurs voix | A!

M. Jeff Engelen (ADR) | Hei lafe bedenklech Entwécklungen of, grad wat d'Waasserqualitéit vun eise Flëss a Baachen ugeet. E rezent Beispill ass d'Sir, wou sech d'Forellen net méi selwer fortzille kënnen. An der Vergaangenheet war dat aneschters. Da muss ee sech froen: Wat hu mer do falsch gemaach?

Op der belscher Säit vum Éislek, net wäit vun der Lëtzebuerger Grenz, huet sech e Betrib néiergelooss, dee Forellen am Ourwaasser ziicht, déi een dann hei zu Lëtzebuerg a grousse Supermarchéen ze kafe kritt. Ech denken, och op Lëtzebuerger Säit wier et duerchaus denkbar, eng méi oder manner grouss ugeluecht Fëschzuucht op d'Been ze stellen. Et ass dofir awer wichteg, datt d'Fësch vun Ufank u bis zum Enn an der Our oder an deem jeeweilege Floss groussgezillt ginn. Wéi mer am Ausland gesinn, ass et nämlech keng Seelenheet, datt d'Fësch mam Camion vu wäit hier kommen, fir just dann nach dee leschte Moment an engem heemesche Floss ze verbréngen. Wa se da gefëscht ginn, gi se als heemesch vermaart, wat u sech e bëssen e Gefuddels ass, wat net grad d'Vertraue vum Konsument géif stäerken.

Och an de Beräicher vun dem Gefligel an de Kanéngercher ass nach munches ze beweegen. Ech denken do zum Beispill un, wat mer ëmmer gesot kréien, agreéiert Schluechtméiglechkeete fir dës Déieren.

D'Vertraue vum Konsument ass dofir e Schlësselwuert, wann et drëm geet, eis Agrikultur méi breet opzestellen. Mir haten dofir als ADR vun Ufank u kritiséiert, datt eis Labelen net déi néideg Transparenz hunn. „Lëtzebuerger Produkt" ka leider och heeschen, wa Liewensmëttel vu méi wäit hier kommen. D'Gesetz iwwert d'Aféierung vun engem neie Label fir Lëtzebuerger landwirtschaftlech Produkter ass nämlech eng kleng Mogelpackung. Den Endverbraucher gëtt iergefouert. Lëtzebuerger Produkt däerfe sech och Wueren nennen, déi iwwerhaapt net méi aus Lëtzebuerg kommen. Dëst ass eng Manipulatioun géintiwwer dem Konsument an e Réckschrëtt fir all déi Produzenten, déi hei zu Lëtzebuerg hir Wuer ënner ganz héije Qualitéitskrittäre produzéieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Wéi ufanks gesot, muss d'Politick d'Jalonen esou setzen, datt et fir eis landwirtschaftlech Acteuren attraktiv ass, fir op nei Weeër vu Wueren ze goen. Et ass wënschenswäert an noutwendeg, Projeten aus eiser Agrikultur méi breet opzestellen. Et ass jo scho vill geschitt an deem Beräich. Dofir ass et wichteg, datt d'Politick all déi betraffen Acteuren zesummeféiert.

Eis Baueren, Wënzer a Gäertner sollen déi beschtméiglech Konditioune virfannen, fir produktiv an innovativ ze schaffen. De Konsument muss sensibiliséiert ginn, dës Efforten ze valoriséieren doduerch, datt hie sech am Supermarché fir regional a lokal Wueren entscheet. Mee et ass och wichteg, datt déi regional Wueren och fir vill Leit musse leeschtbar bleiwen, soss huet et kee Sënn.

Et bleift nach villes ze maachen. Ech konnt leider net op alles agoen. Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, déi primär Missioun vun der Landwirtschaft ass et, Liewensmëttel ze produzéieren. Fir dëst ze maachen, brauch d'Landwirtschaft Baueren an Aarbechter mat den néidege Kompetenzen, si brauch intakt Ekosystemer an natierlech Ressourcen. A si brauch d'wirtschaftlech Viraussetzungen, fir all dës Aufgaben och ze erfëllen, sief et wat den Accès zu fruuchtbare Biedem ugeet an och zu den néidegen Investissementer doriwwer eraus.

D'Landwirtschaft ass domat vläicht méi wéi déi meescht aner wirtschaftlech Beräicher ganzheetlech. Zumindest ass dësen Aspekt bei der Landwirtschaft ganz staark ausgeprägt an och fir de Laien däitlech ze erkennen.

D'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft ass virun deem Hannergrond ze gesinn an ass fir eis e besonnesch wichtegt Zil, wa se dozou bäidréit, eng méi equilibréiert, gesond a resilient Produktioun vu Liewensmëttel ze garantéieren, an dat, andeems d'Bauerebetriber finanziell gutt iwwert d'Ronne kommen, anstänneg Léin kënne bezuelen, sech selwer och emol kënne fräihuelen an d'Belaaschtunge fir d'Ëmwelt an d'natierlech Ressourcen, déi haut vu verschiddene landwirtschaftleche Praktiken ausginn, reduzéiert kënne ginn.

Här President, ech wëll an den nächste Minutte méi allgemeng de Kader setzen, wéi mir als déi Lénk un déi Thematik vun der Diversifizéierung eruginn, an dorobber opbauend dann och e puer Propose maachen, a wéi eng Richtung et sech fir eis lount ze goen an a wéi eng awer och net.

Als Alleréischt kommen ech op déi primär Funktioun vun der Landwirtschaft zréck, déi fir eis d'Produktioun vun de Liewensmëttel ass an déi an eisen Aen awer vill méi villsäiteg a soumat méi diversifizéiert soll ginn. Et ass kloer, dass Lëtzebuerg net autark ka ginn, wat d'Liewensmëttelproduktioun ugeet, och net, wann een d'Groussregioun do matdenkt. Dat géif e grousse Verzicht op verschidde Liewensmëttel bedeiten – dat ass och scho vun der Madamm Hansen gesot ginn –, deen deene mannste Leit zouzemudde wier.

Dat bedeit awer net, dass net méi e groussen Deel vu bestëmmte Produktgruppe ka vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft hiergestallt ginn. Mir denken hei natierlech u verschidde Geméis- an Uebstzorten, mee och un den Ubau vu Leguminose fir déi mënschlech an déieresch Consommatioun. Fir op dee Wee ze goen, mussen natierlech eng Partie Viraussetzunge gi sinn.

Als Éischt emol ginn dat erfuerderlecht Wëssen an déi néideg Kompetenzen an der Landwirtschaft an an de Betriber verlaangt, fir op esou e Wee ze goen. Ganz vill Betriber zu Lëtzebuerg si spezialiséiert op d'Mëllech- oder d'Fleeschproduktioun an hunn net esou vill Erfarung, fir hir Produktioun ze diversifizéieren a sech zousätzlech Standbeen opzebauen, obwuel et haut ganz vill Bauere gëtt, déi sech an Nische probéieren ze implantéieren. Wat och ganz gutt ass, mee et muss een hinnen awer hëllefen dobäi.

Dëst ass engersäits e Problem vun der Recherche an och vun der Formatioun oder der Weiderbildung. Et gëtt scho laang bemängelt, dass zu Lëtzebuerg d'Recherche, zum Beispill iwwer praktesch Feldversich mat neie Varietéiten an alternativen Ubaumethoden, vill ze mann encouragéiert gëtt. Dës Feldversich géifen awer wichteg Indikatioune liwweren, fir eebe déi Diversifizéierung an der Landwirtschaft kënne weiderzebréngen.

Donieft denke mir, dass och an der Aus- a Weiderbildung verstäerkt misst drop gesat ginn, fir bestëmmt Philosophien a Praktike méi staark ze vermëttelen, déi an engem diversifizéierte Betrib duerchaus sënnvoll kéinte sinn. Ech denken do entre autres un d'Methode vun der Permakultur, déi jo dorop ausgeluecht ass, fir vill verschidden Aktivitéiten op der Fläch sënnvoll, produktiv an ëmweltschounend mateneen ze verbannen. Dëst hätt souguer vläicht den Effekt, dass vill méi jonk Leit sech fir e Beruff an der Landwirtschaft géifen interesséieren.

Zweetens muss déi wirtschaftlech Viraussetzung fir eng méi diversifizéiert Produktioun och gi sinn. Dat spillt op méi Niveauen. Déi bestoend Betriber sinn e Produkt vun der Landwirtschaftspolitick, wéi se déi lescht Joerzéngte gemaach ginn ass. Si hu sech spezialiséiert, oft intensivéiert. Se si méi grouss ginn, hu vill op Maschinne gesat, oft och op Automatiséierung, an hu vill Investitiounen an Infrastruktur a Material getätegt, fir iwwerhaapt kënne produktiv ze bleiwen. Wat nees bedeit huet, dass se erëm hu misse wuessen. Et ass einfach en Däiwelskrees!

Dat ass esou, well d'Politick se mat de Reglementer a Subventiounen och dohinner dirigéiert huet. Dofir hu mir haut zu Lëtzebuerg och eng Landwirtschaft, déi ganz staark op Mëllech- a Fleeschproduktioun spezialiséiert ass.

All deem muss een natierlech Rechnung droen, wann een iwwer Diversifizéierung schwätzt, mee och bei engem biologeschen Ëmbau vun der Landwirtschaft, wou awer ganz kloer d'Unzuel vun de Béischte flächegebonnen ass, wat vill méi nohalteg ass.

Engersäits mussen d'Betriber eng finanziell Sécherheet hunn, wa se déi dréngend néideg Reduktioun vum Véibestand mussen ugoen, entre autres och, wat d'Ofbezuele vun hire Scholden ugeet, woumat vill Betriber och amgaange sinn, fir mat der kontraproduktiver Entwécklung vun de leschte Joerzéngte matzehalen, anerersäits awer och, wat déi nei Hëllefe fir d'Betriber ugeet, déi fir den Opbau vun neie Produktioune gebraucht ginn. Ech denken do un zousätzlech Aarbechtskraaft, déi batter néideg gëtt, wann d'Produktioun méi divers gëtt, besonnesch beim Uebst- a Geméisbau, mee och un d'Investitiounen, beispillsweis wat d'Opfänke vu Reewaasser ugeet fir d'Bewässerung vun deene Kulturen oder wat de Stockage vun der Recolte ugeet, fir dass dës och méi laang haltbar bleift.

En anere wichtegen Aspect bei den Hëllefen ass awer och d'Innovatioun an d'Ënnerstëtzung vun alternative landwirtschaftleche Formen, déi duerch de Raster vun der europäescher an internationaler Subventiounspolitick falen. Kleng Produzenten an der Solidarlandwirtschaft zum Beispill, déi zur

Diversifikatioun vun der Landwirtschaft bäidroen, andeems se lokal a meeschtendeels biologescht Iesse produzéiere fir Leit aus de Regioun, si geneesou ausgeschloss wéi méi innovativ Formen am Beräich vum Urban Farming. Geméisubau an de Stied an Dierfer, zum Beispill och op dofir gëeegenten Diech, ass zu Lëtzebuerg immens seelen a kéint duerchaus nach eng Pist sinn, déi een ausbaue kéint.

En anere Volet, deen och a Consideratioun geholl kéint ginn, sinn Industrie- oder aner ausgedéngt Halen, déi een zu Gewächshaiser ëmbaue kéint. An Däitschland gëtt dat gemaach, do gi souguer zum Deel Ananas- a Banannekulturen ugeplanzt. Ech weess, et ass ganz speziell, et wier awer eng Pist, un déi ee kéint denken. Do kéint een, wéi gesot, schonn e ganz anere Spektrum vun Uebst a Geméis dann och hei uplanzen.

Bei all deene finanziellen a wirtschaftlechen Aspekter ass d'Veraarbechtungs- an d'Kommerzialiséierungsketten hannert der primärer Produktioun vun de Liewensmëttel natierlech och zentral, dat ass och schonn hei gesot ginn. Profitabel sinn zu Lëtzebuerg an éischter Linn d'Mëllechproduktioun an de Wäibau, wat dorunner läit, dass et performant Veraarbechtungs- a Vermaartungsketten hannendru gëtt. Beim Fleesch ass dat scho manner de Fall an d'Biofleesch ass do e Stéifkand. Beim Uebst a Geméis ass de Problem do ganz evident: Ausser vun e puer Beschäftegungsmoossnamen, déi dës Liewensmëttel weiderverschaffen, weess ech just vu gescheiterte Privatleit, déi dat probéiert hunn, mee leider hu missen no enger Zäit opginn.

Et ass och aus deene Grënn, firwat d'Propos, fir lokaalt, regionaalt a biologescht Iessen an den ëffentleche Kantinnen zur Norm ze maachen, esou interessant ass, well doduerch potenziell e Marché fir déi méi kleng Produzente kéint geschafe ginn.

Drëttens, wuel am allerwichtegsten ass déi natierlech Viraussetzung, déi muss erfëllt sinn, fir nei Produktiounen an der Landwirtschaft ze erméiglechen. Lëtzebuerg bitt nämlech nëmme beschränkt gutt Viraussetzunge fir d'Horticulture, well eis eng gläichméisseg Fiichtegkeet feelt, wéi se a gréisseren Däller an Anzuchsgebidder vu grousse Flëss besteet, wéi beim Rhäin oder an der Île-de-France. Lëtzebuerg ass eng klassesch Kulturlandschaft, déi duerch d'Véihaltung esou ginn ass, wéi se haut ass, mat Wisen, wou d'Béischte grasen. Dëst sollt een och net a Fro stellen, mee awer den ekologesche Contraintë muss Rechnung gedroe ginn an de Véibestand dohinner reduzéiert ginn, dass dës Form vun der Landwirtschaft nohalteg an naturno, also erëm méi dobaussen op der Wiss a manner just am Stall, ka bedriwwe ginn.

D'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft soll deementspriechend op Betribsniveau kënne passéieren, also andeem en Deel vun den Aktivitéiten an Investitiounen op engem Haff an nei Standbee fléissen, fir d'Reduktioun vum Véibestand opzefänken. Dobäi ass net iwwerall am Land déi selwecht Léisung sënnvoll, wat jo och logesch ass, mee si muss a Fonctioun vun de geologeschen, pedologeschen a klimatesche Krittären definéiert ginn. Och dofir ass d'Recherche, sinn d'Versich, déi gemaach musse ginn, immens wichteg.

Här President, wa vun Diversifizéierung rieds geet, ginn och oft Aktivitéiten an Investitiounen an d'A gefaasst, déi näischt direkt mat Liewensmëttelproduktioun ze dinn hunn, hei virewech natierlech d'Energieproduktioun. Mir sinn net der Meenung, dass dës prioritär sollt ënnerstëtzt ginn. Selbstverständlech sollen Efforte gemaach ginn, fir Diech vun Halen a Ställ mat Solarpannoen zouzeleeën, dat fanne mir ganz sënnvoll. Virstéiss, déi awer ënnert der Bezeechnung „agrivoltaïsme" an d'Richtung ginn, fir op de Felder Solarparken opzeriichten, leene mir of, well déi Felder solle wierklech benotzt gi fir d'Liewensmëttelproduktioun oder fir d'Béischten. Et gëtt nämlech nach genuch Diech a versigelt Flächen hei am Land – Stéchwuert Parkingen an Tankstellen –, fir esou Solaranlagen opzeriichten.

Mir mengen, dass d'Betriber sech net an esou eng Ofhängegkeet sollte beginn, besonnesch wa se mussen e groussen Invest, deen de finanzielle Kader vum Betrib sprengt, ënnerhuelen, well dat kéint eng Dier opmaache fir grouss Investoren an domadder och zu engem Kontrollverloscht gi fir de Betrib.

Beim Biogas si mer manner kategoresch, ginn awer ze bedenken, dass déi aktuell Ausriichtung vun der Biogasstrategie op enger net nohalteger Landwirtschaft berout, andeems op d'Methanisatioun vun de grousse Volumina Piff gesat gëtt, déi natierlech awer just dowéinst ufalen, well de Véibestand an d'Stallhaltung vun de Béischten esou grouss sinn. Staark Investitiounen an déi Richtung sinn an eisen Aen also net vertrietbar, och wa kleng a kooperativ Anlagen a verschiddene Fäll ganz kloer Sënn kënne maachen.

Zum Schluss wollt ech just ganz kuerz nach op de Volet vun den Agrarflächen agoen. Do wär et an eisen Ae sënnvoll, dass de Staat e Pool u Fläche géif schafe fir Jonker oder Leit an der Reconversioun, déi e Projet hätten, an hinnen déi da kéint verpachten. De Staat huet jo schonn elo esou Flächen a mir haten dat och an enger Question parlementaire, 3076 vum 2. November 2020, nogefrot, wat domadder geschitt. Leider waren déi Äntwerten net ganz zefriddestellend, well de Staat och net iwwer all Fläche Bescheed weess, wat och d'Gemenge verpachten an esou weider an esou fort. An de Staat weess do och net onbedéngt, wat alles op deene Fläche gemaach gëtt. Mee dat wier och nach eng Pist, fir eebe jonke Leit et ze erméiglechen an och dem Nowuess et ze erméiglechen, sech kënnen ze diversifizéieren an auszedeenen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an och der Madamm Hansen e ganz grousse Merci fir d'Stelle vun dëser Interpellatioun, well déi war ganz, ganz interessant an och all deenen anere Leit hir Stellungname ware mega interessant. Also Här Benoy, ech hätt kënnen Är Ried och bal integral halen!

Merci.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti et hilarité, interruptions diverses)

Hei, passt op op d'Schläimspueren!

(Hilarité générale)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo! Et war ee bal ausgerutscht hei, ier een eropkomm ass. Mee léiwer déi Harmonie wéi eppes anescht!

(Brouhaha)

Här President, merci dem Martine Hansen fir d'Ufroe vun der Diskussioun ronderëm d'Landwirtschaft haut. Nodeems mer gëschter iwwert d'Landesplanung geschwat hunn, ass dann haut quasi erëm d'Landesplanung en Theema: Et geet ëm d'Landesplanung fir d'Hierstellung vun eisen Iesswueren.

Mir Piraten wëllen op dëser Plaz och all eise Landwierte Merci soen, déi all Dag déi wichteg Aarbecht leeschten. Ech hunn et schonn e puermol hei gesot: Bauer sinn ass en immens ustrengende Beruff. Ech géif souguer soen, et ass méi wéi e Beruff, et ass eng Beruffung!

Eng wichteg Fro, déi mer eis haut hei stelle mussen: Wéi soll d'Landwirtschaft vu muer ausgesinn? Wat sinn d'Ziler vun eiser Landwirtschaft? Fir eis Piraten ass d'Äntwert kloer: Et muss drëm goen, eng Landwirtschaft opzebauen, déi der Natur net wéideet, an där d'Wuel vun den Déieren den héchste Standard ass a vun där d'Bauere mat engem gudde Revenu liewe kënnen. Esou stelle mir eis qualitativ Liewensmëttel vir, déi den héchste sozialen an ekologesche Standarde gerecht ginn.

Et ass an eisen Aen illusoresch ze mengen, Lëtzebuerg kéint sech zu 100 % selwer mat Liewensmëttel versuergen. Wéi d'Landwirtschaftskummer an engem Avis geschriwwen huet, sinn an de leschte Jore souguer Terrainen an der Landwirtschaft verluer gaangen. Wärend d'Bevëlkerung an de Rescht vun der Wirtschaft gewuess sinn, goung d'Aktivitéit vun der Landwirtschaft zréck. Do muss een dann och einfach realistesch sinn: Och 50 % Selbstversuergung fir eist Land sinn net emol méiglech. An dofir soe mir och: Mir sollten eis net op d'Selbstversuergung konzentréieren, mee d'Baueren hei am Land ënnerstëtzen, fir op d'Qualitéit ze setzen.

Mee wat ass hei zu Lëtzebuerg méiglech? Lëtzebuerg ass e Grénglandstanduert an dofir läit de Schwéierpunkt vun eiser Landwirtschaft op der Mëllech- a Rëndfleeschproduktioun. Mir sollten de Baueren net vun uewen erof virschreiwen, wat genee si sollen ubauen, well am Endeffekt kennt de Landwiert seng Méiglechkeeten am beschten.

Et gouf an de leschte Joren a Joerzéngte vill Initiativen, fir méi Geméis an Uebst hei am Land unzebauen. An eisen Ae missten nei Initiative vill méi Wäert drop leeën, fir d'Betriber bei der Ëmstellung op Bio ze ënnerstëtzen. Ëmmerhi soll bis 2050 eis ganz Landwirtschaft bio sinn. Do mussen d'Baueren deemno nach besser ënnerstëtzt ginn, sief et finanziell wéi och materiell.

Dem Avis vun der Biovereenegung no kéint een net emol d'Hülsenfrüchte ubauen (veuillez lire: kéint een och méi Hülsenfrüchte ubauen), déi een als natierlecht Düngemëttel kéint verwenden oder als Fuddermëttel fir eis Déieren. Ierbse sinn och als Proteinquell fir Kéi a Ranner gutt, als Alternativ eeben zum Soja, esou kéint een d'Viehzucht dann och méi nohalteg maachen.

Här President, den Ubau vun Uebst a Geméis brauch Waasser. Meeschtens geet d'Reewaasser hei net duer an et muss eng zousätzlech Bewässerung gemaach ginn, grad bei Dréchenten. Elo kann een natierlech soen: Firwat sech déi Méi an Aarbecht maachen an net einfach op d'Viehzucht setzen, déi jo vum Grénglland profitéiert? Mee well och bei der Viehzucht um Grénglland vill Waasser verbraucht gëtt: bis zu 70 Liter pro Dag fir eng Kou, a munche Fäll souguer 200 Liter den Dag!

Dofir ass den Ubau vun Uebst a Geméis grad bei grousse Waasserreserven a Flëss interessant. Do hu mer zu Lëtzebuerg leider nëmmen e puer Plazen, déi dofir a Fro kommen: ronderëm d'Musel, d'Sauer an d'Uelzecht. Wat ee méi wäit vun de Flëss fort ass, wat et méi schwéier gëtt, fir Uebst a Geméis unzebauen.

Do komme mer dann op de Problem vum Waassermanagement. Doriwwer hate mer schonn d'lescht Joer geschwat no den Extreemwiederen am Summer mat den extreemen Dréchenten an Iwwerschwemmungen.

Et kéint een der Entwécklung vum Geméisubau weiderhëllefen, wa mer et fäerdegbréngen, d'Reewaasser besser ze späicheren. Mir brauche grondsätzlech eng aner Approche, wat d'Evakuéierung vum Waasser ugeet. Bis elo war et esou, dass mer dat Waasser, dat vum Himmel fält, esou schnell wéi méiglech

evakuéiere wëllen, dat heescht meeschtens: Fort dermat an de Kanal! Mir mussen an déi Richtung goen, fir en Deel vum Waasser an eise Stied an Dierfer ze halen. Dat gespäichert Waasser musse mer da just nach zum richtegen Zäitpunkt bei d'Felder kréien.

D'Waasser ass net déi eenzeg Erausfuerderung beim Ubau vun Uebst a Geméis. Et brauch een nämlech och Hänn, also Aarbechter, fir dat Uebst ze séien, ze fleegen an duerno ze plécken, an déi sinn aktuell hei am Land schwéier ze fannen.

Bauer sinn ass en immens ustrengenden Job an et brauch een dofir eng gutt Fitness a Gesondheet, fir déi Belaaschtung matzemaachen. Hei muss eng Regierung kucken, wéi ee méi Leit an d'Landwirtschaft kritt – a mengen Aen och eng Fro vum Salaire. Hei kann ee sécherlech higoen a mat der ADEM zesumme kucken, fir Aarbechtsmoossname wärend der Saison ze schafen, wou fit Mënsche bei der ADEM der Landwirtschaft kënnen hëllefen an dofir eng gutt Entschiedegung nieft hirem Chômage kriten.

Aktuell gëtt dat scho bei der Drauwelies änlech gemaach, en Ausbau op aner Betriber wier eng Propos. Esou stäerke mer d'Baueren a gläichzäiteg brénge mer de Leit d'Landwirtschaft als Beruff erëm méi no, an dat zu faire soziale Konditiounen.

Fir de Problem vun de Saisonen ze ëmgoen, kann een och op d'Notze vu méi Gewächshaiser setzen. Och hei kann de Staat op sengen Terraine gréisser Pilotprojeten zesumme mat de Landwierte plangen a virfinanzéieren.

Här President, et gëtt nach vill aner Punkten, déi ech haut hätt kënnen uschwätzen, dorënner och de Punkt, dass de Staat selwer méi Bioprodukter kéint ofhuelen – ech erënneren do un d'Geschicht mat Restopolis –, oder de Punkt, wéi ee Bauere bei der Ëmstellung vun hire Betriber besser ënnerstëtzt a wou een och vläicht d'Ackerbauschoul besser integréiere kann.

Et bleift op jidde Fall nach vill ze maachen, fir d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft virunzedreiwen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här President. Merci och der Madamm Hansen fir d'Interpellatioun. Ech wëll och e ganz grousse Merci soe fir déi Diskussioun an déi Iddien, déi hei fir d'Landwirtschaft, fir de Wäibau, fir den Développement rural genannt gi sinn.

Wann ech elo op d'Froen alleguerten aginn, déi gestallt gi sinn – ech probéieren, dat ze maachen –, dann, denken ech, si mer um siwen, aacht Auer nach hei – et ass awer net de Grond, firwat ech et net wëll maachen.

Ech wëll op e puer generell Remarken agoen. Éischtens denken ech, an dat hunn ech awer bei all de Riedner eraushéieren, datt mer alleguerten hannert der Landwirtschaft stinn, der Viticulture an och dem Développement rural. Ech wëll och soen, datt mer ee Ministère sinn, dat heescht, mir si Ministère de l'Agriculture, vun der Viticulture – well och do gëtt et „regional", „lokal", „bio" a „konventionell" –, an dat selwecht ass et awer e bësse fir den Développement rural, fir dat alles zesummen ze maachen. Dat heescht, fir mech geet de Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural aneneen, dat heescht, souwuel den Développement rural, dee mer elo hei leider net ugeschwat hunn ... Et ass awer net weider schlëmm, well en an de Käpp – dat weess ech vu verschiddene Leit, déi hei geschwat hunn – scho present ass mat zum Beispill deene verschiddenen Urbanisatioune vun hire Gemengen, wéi een dat ka maachen. Ech mengen, et ass ugeschwat ginn hei: Urban Farming ass déi selwecht Iwwerleeung, déi et gëtt, an dat gräift eent an dat anert. Dofir ass et och relativ schwiereg, fir op sämtlech Froen ze äntweren, well se eng an déi aner gräifen.

Ech gesinn, datt d'Landwirtschaft innovativ ass, dat stelle mer fest, well soss wier se scho laang net méi do. Si ass immens innovativ an dat gesi mer jo u Projeten, déi hei genannt gi sinn. An natierlech, wann een innovativ Projeten huet a wann een dynamesch Baueren huet, dynamesch Wënzer huet, mat neien Iddien, dann ass et natierlech esou, datt Iddie sech realiséieren, Projeten eppes ginn, aner Projeten näischt ginn, datt een net direkt zefridden ass, wéi ee weiderkënnt. Da kann een ëmmer op de Ministère verweisen a soen: „Wann et elo net geet, da wier et gutt, wa mer eng finanziell Hëllef hätten." Och déi Hëllefe gi mer, wann de Projet vun Ufank u presentéiert ass an een och gesäit, a wat fir eng Richtung datt et geet.

Ech wëll dat just eng Kéier prinzipiell soen, an dat ass net nëmme fir deen heite Ministère: Fir herno staatlech Hëllefen ze froen, wann et aus iergendenger Ursaach – an dat gëllt elo net fir déi Projeten, déi Dir hei genannt hutt – op eemol net méi geet a sech dann un de Staat gewannt gëtt, fir ze soen: „Ech bräicht awer elo Hëllefen, well ech mengen, et ass awer nach net esou richteg, wéi et fonctionéiert", dat ass um Niveau vu Startuppen, dat ass um Niveau vun aneren Entreprisen, wou mer déi Hëllefen hunn, wou mer Ministèren hunn, notamment d'Économie, déi do hëllefen. An dat ass dann en anert Konzept vu Management vun engem Secteur économique vum Land.

Wat wichteg ass, an dat ass och, mengen ech, vun dem Gros vun de Riedner hei gesot ginn, dat si Perspektiven: d'Perspektive vun der Landwirtschaft, d'Perspektive vum Wäibau, déi ganz Perspektiven, wéi mer dat integréieren. Et ass oft vu Zone-vertë geschwat ginn. Wat mech e bësse stéiert: Et gëtt och Zone-agricollen! Fir déi Leit, déi an de Gemenge sinn, et ass vläicht ee klengen Tuyau, fir och eng Kéier doriwwer ze diskutéieren, firwat mer bei de Zone-agricollen – an ech sinn e fréiere Buergermeeschter – dann ..., net „retizent" sinn, mee firwat mer net op d'Iddi kommen, fir dat vläicht aneschters unzepaken. Mee bon, dat ass eng perséinlech Remark vu mir. Dat also fir ze kucken, wéi mer dat Ganzt vernetzen, mat dem Drock, deen op d'Land kënnt, wou mer mussen oppassen – et ass vu Präisdeierecht geschwat ginn um Land –: Hu mer Problemer zu Lëtzebuerg, dann hu mer och an der Landwirtschaft e Problem, hu mer och bei de Zone-verten e Problem, hu mer bei de Wéngerten e Problem. Also, dat solle mer net vernidlechen!

A wat den Drock op d'Land méi grouss gëtt, wat mer dee Problem warscheinlech och net geléist kréien! A wa mer e léisen, da musse mer kucken, datt mer en am Konsens geléist kréien, an zwar mat sämtleche Secteuren, déi betraff sinn, well och hei wäert ee Secteur économique an deen aneren iwwergräifen, wann et och net am Ufank ass, dann awer op jidde Fall à moyen an à long terme, fir d'Gestioun vun deem Ganzen ze maachen.

Dofir ass et fir mech och immens wichteg, datt d'Landwirtschaft systeemrelevant ass. Verschidde Leit hunn dovunner geschwat, wéi mer d'Landwirtschaft dann esou opbauen, datt mer am Fong entweeder just vun deem, wat mer hei produzéieren, ernären, oder just vun deenen – entre guillemets – „Produiten", déi mer hei produzéieren, ernären, ob dat elo Fleesch oder Käre sinn, ob dat Geméis oder Uebst ass, ob mer exportéieren, ob mer importéieren. Wat maache mer mat enger Gemeinsamer Agrarpolitick? Alles dat spillt mat!

An eppes huet sech awer gewisen déi lescht zwee, dräi Joer, duerch d'Covid-19-Kris an och leider duerch den Ukrain-Krich: datt mer frou sinn, datt mer eng Landwirtschaft hunn, déi systeemrelevant ass, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an deenen anere Länner. Well déi Gemeinsam Agrarpolitick, ouni déi hätte mer dann als Lëtzebuerg – an och aner Länner – riseg Problemer gehat.

An ech wëll awer eppes direkt och an de Kontext setzen, an dann halen ech mat menger Introductioun op: Wat an dësen Zäiten och immens wichteg ass, dat ass, datt mer eng Libre circulation des biens et des services hunn, dat heescht, datt d'Länner hir Grenzen net zoumaachen, och am Kader vun der GAP. Well wa verschidde Länner sou geduecht hätten – fir ze soen „autark", ech haassen dat Wuert schonn e bëssen, dat ass eng Saach vu Protektionismus –, dann hätt et eis warscheinlech am mannste gehollef! An dofir si mir och fir eng Gemeinsam Agrarpolitick! An déi wäerte mir och weider stäerken, och wann déi heiansdo kritiséiert gëtt, well mir se aus eisem Point de vue kucken. Mee ech mengen, an deene leschten dräi Joer huet jiddweree verstanen, wéi mer dat maachen.

An dat soll och esou sinn, datt mer dat par rapport zu deenen dräi Piliere kucken, dat heescht dat Soziaalt, dat Ekonomescht an dat Ekologescht. Och dat solle mer net géinteneen ausspillen. An ech mengen, dat huet jo och all Riedner gesot, deen ee méi, deen anere manner, mee jiddweree weess, wat gemengt ass. Et huet kee Wäert, wa mer op där enger Säit eppes drécken an dat pushen an dann op där anerer Säit méi Problemer kreéieren, wou et da vläicht méi nefast gëtt. Dat muss schonn en Zesummespill tëschent deenen dräi verschiddene Piliere sinn, an dat ass net evident.

Dat mierke mer jo, datt et net evident ass. An dat mierkt ee besonnesch, wann ee Landwirtschaftsminister ass a wann een och en Agrargesetz huet a wann een och e PSN (ndlr: Plan strategique national pour la Politique agricole commune) huet. A wann een och mam Marché schwätzt oder wann een ... De Marché, deen ausserhalb vun der Landwirtschaft ass, do kann een iwwert d'Produite schwätzen, wéi se verkaf ginn, wéi d'Vermaartung ass, mee et kann een net direkt an de Marché intervenéieren. Ech ka jo net dohinnergoen an d'Ekonomie invertéieren, wat d'Distributioun ubelaangt. Wéi soll ..., wann do keen Zesummespill kënnt?

An dat kënnt awer zu Lëtzebuerg, dat muss ech Iech awer soen! Mir sinn et scho gewinnt, deelweis. Gitt a verschidde Supermarchéë kucken, wat fir e Fleesch Der kafe kënnt. Dir hutt d'Moyenen, fir Lëtzebuerger Fleesch ze kafen. Gitt a verschidde Supermarchéë kucken, Dir hutt Moyenen, fir Lëtzebuerger Uebst ze kafen. Gitt a verschidde Supermarchéë kucken, Dir hutt Moyenen, fir Kären, fir Lëtzebuerger Produiten ze hunn, fir Lëtzebuerger Hunneg ze kafen.

(Interruption par M. André Bauler)

An ech maachen ... Gelift?

M. André Bauler (DP) | Miel.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Miel och, Här Bauler. An ech ka sou weiderfueren, ech wollt elo net all Artikel opzielen, mee ...

(Interruption par Mme Octavie Modert)

A Wäin natierlech! A beim Wäin ass et am frappantsten, well – merci, Madamm Modert – och do de Pourcentage an d'Luucht geet. An de Pourcentage bei de Lëtzebuerger Produite geet an d'Luucht, dat hu

mer gemierkt! Dat mierke mer, mir hunn zwar keng Zuelen, mee mir mierken et. A mir mierken et och duerch déi Publicitéit, déi mer maachen als Landwirtschaftsministère, op anere Ministèren, wou mer dat pushen. An dat kënnt lues a lues. An dat ass natierlech en Zesummespill tëschent konventioneller Landwirtschaft – ech nenne regional, lokal Produiten – an och Bioproduiten, dat do kënnt.

An et ass natierlech de Choix vum Consommateur, fir dat ze maachen. A wann dee sech orientéiert par rapport zu de Präisser, ass dat eng aner Saach. Ech mengen, den Här Graas huet et gesot an – ech weess net méi – nach en aneren, datt mer déi Drëtt sinn, um drëtte Rang sinn, wat Bioprodukter ubelaangt. An da muss ee sech och Gedanke maachen, wann déi a Lëtzebuerg net kaf ginn, firwat se dann am Ausland kaf ginn. Ass et, well mer déi falsch Produite produzéieren an deem Domän oder net? Ech gleewen net. Et ass eng Ëmstellung, déi kënnt. Déi kënnt lues a lues. Ech hätt se och gär méi séier an ech hätt se och gär méi dynamesch, mee och do kënnen a solle mer dem Consommateur näischt virschreiwen.

E puer Remarken zum Selbstversuergungsgrad, Madamm Hansen, wat Dir gefrot hutt, mat deene verschiddene Pourcentagen. Ech géif mengen, ech hu se net alleguerten am Kapp, mee d'Question-parlementairen hunn ëmmer erëm dorobber higewisen. Ech hunn awer kee Problem, fir Iech en Tablo ze ginn, wou déi verschidde Produiten alleguerten opgezielt sinn, wat de Pourcentage ass. Et ass richteg, datt mer bei der Mëllech, beim Fleesch gutt sinn – bon, dat ass scho genannt ginn –, bei de Käre si mer net schlecht. An natierlech ass et esou, datt mer am Wäibau och gutt sinn. Do hu mer zum Beispill 32 % Export, och Richtung Belsch. Bon, wat elo gutt oder schlecht ka sinn, mee et ass awer och eppes, wat matspillt, och wann et heiansdo Problemer bei deenen dräi Produiten hei gëtt. Dat ass jo och allkéiers vun der Produktioun selwer ofhängeg.

Grénglan, Akerland, Akerfläch, dat ass genannt ginn, dee Pourcentage. Ech wëll net nach eng Kéier dorobber agoen, mee ech wollt awer op déi Initiativen agoen. Déi decken heiansdo d'Froen of, déi gestallt gi sinn. Mir hunn um Niveau vum Agrargesetz méi héich Plaffonge bei verschiddenen Investissementer ugefrot, och bei verschiddene Secteuren hu mer dat gemaach.

D'Weiderveraarbechtung ass deelweis ugeschwat ginn; mee d'Weiderveraarbechtung ass fir Lëtzebuerg immens wichteg! Wa mer d'Weiderveraarbechtung direkt kënnen zu Lëtzebuerg maachen, dann hu mer keng Transportweeër an dann hu mer och direkt eng Consommation sur place a mir hunn d'Krittäre vu bio, vu regional a vu lokal dran. Also ass et wichteg, d'Weiderveraarbechtung och hei a Lëtzebuerg ze maachen.

Et ass ugeschwat ginn, Madamm Hansen, mat de Schluechthaiser, déi misste gemaach ginn zum Beispill beim Gefligel. A bon, ech war selwer am Schluechthaus, do ass och nach de Problem, fir dat weiderzedeveloppéieren: Wann dann och de Marché dat hiergëtt, dat ass erëm eng Fro vum Marché! Dat bedaueren ech och, mee och dat si mer amgaangen ze pushen, fir eeben déi Weiderveraarbechtung ze maachen. An dofir hu mer jo och den Taux vun 30 % op 35 % eropgesat. Mee dat ass net dat Wichtegst. Mir hunn awer och de Plaffong vu 16 Milliounen op 31,5 Millioune gesat, wann esou Installatioune solle gemaach ginn. Dat ass am neien Agrargesetz virgesinn, dat ass och wichteg.

D'Direktvermaartung ass ugeschwat ginn. D'Direktvermaartung ass natierlech eppes, wou mer wärend der Covidzäit vill gemaach hunn. Et gëtt och Formatiounen an der Direktvermaartung. Ech mengen, gëschter war nach e Cours, wou mer, ech mengen, kommt, ech soen ëm déi 40 Leit haten. An Direktvermaartung vum Fleesch ass also eppes, och déi Formatioun, wat ugeholl gëtt, wat och gemaach gëtt, et ass awer zäitintensiv fir de Betrib selwer. Et ass en zweet Standbee fir de Betrib selwer. Et muss een den Knowhow hunn, et muss een d'juristesch Reegelen, d'sanitär Reegele respektéieren. Alles dat gëtt iwwert déi Formatioune mat gekuckt.

Mee schlussendlech ass et ëmmer nach dem Betrib iwwerlooss, ob en et mécht oder net. An ob een do zousätzlecht Personal zur Verfügung stellt, ass eng Diskussioun, déi sech ëmmer wäert stellen. Wann dat dann zu dräi, véier Betriber zur selwechter Zäit gemaach gëtt an an déi selwecht Richtung geet, da kann een natierlech doriwwer diskutéieren, fir dat ze maachen. Mee et ass natierlech eppes, wat wichteg ass a wat fir de Beruff selwer e weidere Pilier ass, wéi wann en eng Diversifikatioun géif maachen an engem anere Beräich. Dofir ënnerstëtze mir och weider déi Direktvermaartung an dofir maache mer och d'Ramebedingungen esou, datt et an déi Richtung soll goen.

D'Iwwerleeunge par rapport zu der Publicitéit sinn hei e puermol genannt ginn. Mir hu vum Landwirtschaftsministère de Magazinn „GUDD!". Mir hunn déi Aktioun #regionalsaisonal. Mir probéieren, iwwerall all Secteur ze ënnerstëtzen op eng gerecht Aart a Weis, dat heescht verdeelt, souwuel de Secteur vun – ech nennen et emol – der Produktioun, ob dat de Wäibau oder d'Landwirtschaft ass, awer och alleguerten déi Nischeproduktiounen. Mir mierken, datt dat ukënnt. Mir hunn natierlech keng gräifbar Zuelen, mee dat geet lues a lues an d'Luucht.

D'„Mikroentreprisen", wéi ech se nennen, sinn ugeschwat ginn. Déi wäerte mer weider ënnerstëtzen. Dat ass iwwregens am jëtzegen Agrargesetz an och am neien Agrargesetz de Fall mat 15.000 Euro fir e Businessplang, deen ee ka maachen. Déi Projeten, déi momentan lafen, sinn d'Kreatioun vun enger Hydroponik-Entreprise, dat ass ugeschwat ginn, e biologesche Wäibaubetrib, Beiebetriber an och d'Eeërproduktioun. Déi sinn an dësem Agrargesetz an am nächsten Agrargesetz och esou virgesinn.

De Gaardebau, Uebstbau, Geméis sinn ugeschwat ginn. Dat ass ganz wichteg. Et ass do, wou mer nach Sputt hunn, dat ass richteg. An dofir gëtt et och déi Iwwerleeungen, fir ganz einfach déi verschidde Produktiounsstanduerter mat de Moyenen esou ze orientéieren, datt mer alles kënne kanaliséieren, dat heescht, vun der Recuperatioun vun der Wäermt an enger Zone artisanale – verschidde Beispiller si genannt ginn – par rapport zu der Produktioun, wou et gemaach gëtt. Natierlech muss et dann och esou erlaabt ginn.

Dann ass och iwwert d'Folientunnelle geschwat ginn. Am neien Naturschutzgesetz ass dat virgesinn. Ech géif mengen, dat neit Naturschutzgesetz ass muer am Regierungsrot, wann ech mech net ieren, wann ech den Ordre du jour gutt am Kapp hunn. Da kënnt et also och geschwënn hei zur Diskussioun.

An dat anert ass natierlech dat mat den Zären. Natierlech sinn Diskussiounen do, wou mer Zären hisetzen, wéi Zäre geholl ginn. Mee och do si Projeten, muss ech Iech soen, par rapport zu Zone-artisanallen, notamment och Lëtzebuerger Natur, wou Kohabitatiounen an der Produktioun tëschent der Post an der Produktioun iwwer Zäre wäerte kommen. Dat sinn natierlech och Pilotprojeten, wou Wäermt geholl gëtt, fir déi aner Säit ze benotzen, wat och richteg ass. Iwwregens ass et dat selwecht beim Waasser. Et ass beim Waasser dat selwecht de Fall, wann d'Waasser bei engem Zoning schonn disponibel ass.

Ech ginn net op d'Drénkwaasser an, mee ech ginn op d'Reewaasser an. Momentan hu mer Rückhaltebecken an alleguerten de Zoningen, wat och richteg ass. A mir probéieren natierlech wéinst der Iwwerschwemmungsproblematik, datt d'Reewaasser net direkt an eis Flëss leeft, mee zréckgehale gëtt, fir dat als Protektioun ze maachen. Dat heescht, alleguerten déi Rückhaltebecken an deene Zoninge sinn der natierlech, déi net fir den Noutfall gëeegent sinn, wann et brennt. Et ass also Waasser dran, dat een och kann huelen, fir zum Beispill bei Zären, bei Uebst a Geméis kënnen ze notzen.

Aner schéi Projeten, innovativ Projeten, sinn do, fir dat lokal kënnen ze maachen, dat heescht iwwer Behälter, déi mobill sinn, déi bei d'Produktioun gesat ginn, wou d'Reewaasser opgefaange gëtt, wou eng kleng Dall gezu gëtt an dat gefëllt gëtt mat Reewaasser, wou dann eng Bewässerung gemaach gëtt sur place, datt een d'Waasser ... Et brauch ee keen Drainage ze maachen an esou weider. Och dat si Propositiounen, déi kommen, déi analyséiert ginn an déi natierlech dann och deelweis vum Landwirtschaftsministère, vum Ëmweltministère, awer och vum Wirtschaftsministère gekuckt ginn, fir dat ze maachen.

D'Waasser ass ugeschwat ginn, Pilotprojete sinn ugeschwat ginn. D'Pilotprojete waren ausgeschriwwe ginn iwwert déi Kommissioun, zu där ee mech gefrot hat – ech mengen, et war den Här Graas – fir ze kucken, wéi oft déi zesummekomm ass. Déi Pilotprojete lafen elo. Do sinn innovativ Projeten, wou ee kuckt, fir ouni Drénkwaasser – ech preziséieren: ouni Drénkwaasser! – dat esou ze kanaliséieren, datt mer dat souwuel an de Wéngerte wéi och beim Uebst- a Geméisbau kënne maachen. Bei de Wéngerten ass, besonnesch duerch de Remembrement, ugeduecht, fir Rückhaltebecken oder Waasserbehälter zesummen ze maachen, fir datt se kënne vun zwee bis dräi Wënzer sur place benotzt ginn, fir och an déi Investissementer ze goen, well jo och d'Dréchent ëmmer méi spillt.

Luxinnovation ass oft ugeschwat ginn. Et besteet och an deem Domän tëschent der Ekonomie, der Landwirtschaft an der Ëmwelt e Grupp „Innovation et circularité dans la bio-économie et l'agroalimentaire". An do kommen déi innovativ Projeten, déi dann och iwwer Luxinnovation gemaach ginn an dann erëm zréckkommen. Ech mengen, d'Madamm Hansen hat dat mat de Grieser ugeschwat, fir d'Isolatioun ze maachen. Och dat passt an dee Kader. Dat selwecht hu mer bei den Algen.

Ech wëll just eppes dozou soen: De Problem, dee sech hei nach stellt, ass elo e Problem um Niveau vun der Agrarkommissioun par rapport zu der Industrie. Mir ginn dem Bauer d'Méiglechkeet, Grieser unzeplanzen, déi souwuel an d'Biodiversitéit gi wéi och an d'Produktioun vun engem Bien final, an dësem Fall am Domän vun der Isolatioun, wou dann eebe geméint gëtt, sou wéi d'Biodiversitéit et brauch. De Problem ass: Mir gi vun engem Produit agricole primaire fort a mir landen bei engem Produit final industriel. A meng Beméiunge sinn, datt déi der Agriculture sollen ugerechent ginn an net der Industrie, soss hu mer net vill geschafft! An dat kann een natierlech mat verschiddene Standuerte verbannen, notamment och verbanne bei de Stilllegungsflächen, wann et kompatibel ass.

Déi Diskussiounen, déi stelle sech och um Niveau vun der Agrarkommissioun, och zu Bréissel, och d'Diskussiounen ëm de Wëllkäresom, e Projet vum Environnement, deen ausgelaf ass, dee mer als Landwirtschaftsministère probéieren, erëm eng Kéier mam Environnement ze aktivéieren, wou een awer dann och misst eng Kéier driwwer diskutéieren, ob een dat an deene 4 % net ka maachen, well dat jo am Fong e Produit vun der Biodiversitéit ass.

Agri-PV ass ugeschwat ginn. Dat ass eppes, wou ech am Ufank och retizent war, soen ech Iech ganz éierlech, fir dat op Ackerbauflächen ze maachen, fir dat – d'Madamm

Cecchetti huet et ugeschwat – op guddem Buedem ze maachen. Kloer, wat solle mer och ... Dat ass jo och net d'primäert Zil. Primäert Zil ass et, fir op Terrainen eng Kombinatioun ze maachen tëscht landwirtschaftlecher Produktioun an dem Gewënn vun Energie, fir datt de Bauer, deen do aktiv ass, en zweet Standbeen huet duerch d'Produktioun vun Energie. Dat ass d'Iwwerleeung. Wou mer dat solle maachen ... Solle mer dat op deene verstännege Plazen ...? Dofir ass dat jo och ausgeschriwwen, dofir gëtt dat och analyséiert, wou dat gemaach gëtt. Well et huet och kee Wäert, datt mer Reseaue mussen zéien, fir herno d'Energie iergendwou hinzekréien.

Dat ass déi selwecht Iwwerleeung wéi do, wou verschidde Leit dat gefrot hu mat den Installatioune par rapport zum Agrargesetz. Am neien Agrargesetz, wann et da gestëmmt ginn ass, ass virgesinn, datt all Installatioun och muss fotovoltaiktauglech sinn, dat heescht, esou muss ekipéiert sinn, datt ee Fotovoltaikpannoe kann dropmaachen. Ob se dann dropgemaach ginn oder net, ass eng aner Diskussioun, mee déi Leit, déi op der Foire agricole waren, hu gesinn, datt zum Beispill d'Melkroboteren direkt kënnen iwwer Prosumer, dat heescht Produktioun vun Energie, genotzt gi fir d'Consommatioun vun der Produktioun vun der Mëllech. An ech denken, dat si Projeten, déi si ganz wichteg, well se sech kënnen an enger Zone verte etabléieren, wou d'Produktioun dann ass an näischt muss un der Biodiversitéit geännert ginn, well de Rendement vun der Energie direkt verbraucht gëtt vum Producteur, fir eebe seng Mëllech ze erwirtschaften. Dat si Projeten, déi si ganz wäertvoll.

Aquakultur ass ugeschwat ginn. Fir d'Aquakultur wäerte mer mat de Kreeslafanlagen op de Wee goen, fir hei och potenziell Plazen ze analyséieren, wou mer dat kënne maachen. Mir hunn am neien Agrargesetz do och spezifesch Aidë gemaach, Investitiounsbäihëllefe fir Neigrënnung, Installéierung, Absatzförderung an esou weider, déi och do gemaach ginn. A mir sinn och amgaangen, e Strategieplang fir Aquakultur auszeschaffen, deen – ech paken Holz un – dann um Enn vum éischte Semester vun dësem Joer soll fäerdeg sinn.

D'Madamm Hansen, mengen ech, hat ugeschwat fir ze kucken, wou déi gutt Biedem sinn, fir Uebst, Geméis, Kären ze maachen. Do ass eng Analys amgaang. Déi ass amgaang, gemaach ze ginn, a mir wäerten déi, hoffen ech, och relativ séier fäerdeg hunn, mee op jidde Fall bis um Enn vum Joer, soudatt mer dann och déi Standuerter hunn, wou dat wierklech d'Rentabilitéit förderd a wou och déi bescht Sitte sinn, fir déi Produktioun ze maachen, notamment par rapport zu Zären, par rapport zu deene verschiddene Produktiounsaart a -weisen, wéi mer et kënne maachen. Och do si mer beim Ministère amgaang.

PAN-Bio ass ugeschwat ginn. Et ass richteg, datt de PAN-Bio ... Dat geet mir och net séier genuch. Elo kann ee soen: „Bon, et ass eng Retizenz do. Et ass keen Incitatif do." Ech muss Iech soen, dat ass net de Fall. De Biosecteur huet natierlech gelidden ënnert der Kris vun der Ukrain, wou och Problemer ware bei der Produktioun vum Bio selwer, fir un d'Matières premières ze kommen, mee mir probéieren dat awer ... Ech mengen, den Här Goergen hat Restopolis ugeschwat, d'Crèchë sinn ugeschwat ginn, um Niveau vum Staat. Och dat alles maache mer!

Mir hunn en Appell gemaach am November d'lescht Joer, also 2022, un d'Gemengen – hei si jo vill Gemengevertrieder –, fir datt d'Gemengen an hire Crèchen, an hire Maison-relaisen och eng Ausbildung kënne kréie vum Landwirtschaftsministère, wat d'Käch an de Crèchen ubelaangt, wat d'Formatioun ubelaangt, wéi een ausschreift, fir regional oder fir Bioproduiten ze kréien. An et ass souwisou virgesinn an deem Cahier des charges, datt 50 % musse regional sinn. A vun deene 50 %, déi regional musse sinn, fir ee Schouljoer par rapport zu de Kantinnen ze determinéieren, mussen zwee Fënneftel bio sinn an dräi Fënneftel lokal.

Ech maachen also en Appell – momentan hu mer 18 Gemengen, mat de Maison-relaisen nach, déi derbäikomm sinn –: Jiddwereen ass wëllkomm als Gemengeverantwortlechen, fir a sengem Gemengerot déi Propos ze maachen. Bei eis laaft Der oppen Dieren an. An dat ass och déi Publicitéit, déi mir maachen, fir dorobber hinzegoen. Restopolis, ech mengen, dat ass scho bei den Heure-d'actualitéen hei ugeschwat ginn, geet op jidde Fall mat op dee Wee. Dat ass natierlech da fir de Postprimaire bei staatlechen Institutiounen.

An deem ganze Kontext ass jo dann och wichteg, wéi een akeeft. Wat momentan ganz gutt ukënnt, ass och de Projet vum Gaspillage alimentaire, wéi mer dat solle vermeiden – dat gëtt gemaach –, an dann natierlech och, wéi mer akafen.

D'Biogasanlage sinn ugeschwat ginn, Fotovoltaik, alles dat maache mer mat deene kompetente Ministèren zesummen.

De Wäibau ass ugeschwat ginn, ech wollt deen awer nach eng Kéier ernimmen, och fir do eng Diversitéit dranzekréien, och do e bëssen nischenorientéiert ze schaffen. Dat ass ganz interessant. Do gëtt et zum Beispill e Projet vun Iessdrauwen, dee scho ganz interessant ass, deen och schonn do war, dat selwecht am Fong wéi bei den Äppel. Dat bedeit natierlech méi grouss Investissementer, dat heescht Killlageren an dann Hagelschutznetzer, déi an de Wéngerte misste kommen, déi mer och subventionéieren. Mir maachen dat selwecht beim Uebst a Geméis, fir eeben déi Hagelschutznetzer esou ze maachen, datt dat och benefique ass, net nëmme wann d'Knëppelsteng kommen, mee och wann d'Sonnenastralung ass. Och dat gëtt zesumme gekuckt.

Regionale Wäin ass an deene leschten zwee, dräi Joer oder op jidde Fall d'lescht Joer opgetaucht, wou een däers kéint produzéieren. Dat bréngt natierlech och Investissementer mat sech, Autorisatioune mat neie Wéngerten, wou dat kënnt. An eng aner Nisch, déi ech awer wollt uschwätzen, ass den héichwäertege Wäinesseg, wat och ëmmer méi zu engem Trend gëtt, wat een natierlech och do als Nischepolitick ka beim Wäibau förderen, wat mer och wäerte maachen.

Den Ubau vu Leguminosen ass ugeschwat ginn. Am neien Agrargesetz ass dat eng coupléiert Aide, déi mam éischte Pilier, also mat den Ecoschemes, gemaach gëtt, fir dat och méi ze pousséieren. Ech mengen, d'Klengbettener Millen mat Ierbesseproteinnen ass dat bescht Beispill, datt mer an déi Richtung zesumme schaffen.

Agroforesterie ass net genannt ginn. Dat ass, datt mer zesumme mat der Natur- a Forstverwaltung och op Sträife wëlle Beem setzen, Hecke setzen. Dat ëmmer ze maachen, ass en zweeten ..., och eng Diversifikatioun bei der Landwirtschaft. Et ass natierlech schwiereg. Mir hu momentan ee Projet. Mir mussen natierlech och kucken, wou dat ass, mee mir probéieren, sämtlech Iddien ze verwierklechen.

An da beim Hanf, mengen ech – deen ass och ugeschwat ginn –, do sinn ech bei Iech, Madamm Hansen, fir dat ... Do ware mer eis dat och ukucken, souwuel d'Santé wéi och de Landwirtschaftsministère, fir och um Niveau vun der Produktioun dat esou ze steieren, datt mer dat kënne maachen.

E puer Äntwerten op d'Froen nach. D'Previsibilitéit hunn ech ugeschwat. Ee vun de Soucien, deen ech op jidde Fall hunn, och par rapport zum Agrargesetz, ass, datt mer eng Previsibilitéit mussen drakréien – net nëmme fir de Bauer, deen actuellement installéiert ass, mee haaptsächlech och fir de Jongbauer! Wa mer vun de Leit verlaangen, datt se sollen investéieren, da musse se och eng Garantie ginn, datt dat, woura se investéieren, och d'Strooss hält déi nächst 10, 20 Joer. An da kënne mer net als Politick dohinnergoen an a fënnef Joer soen: „Nee, mir hunn eis et elo erëm aneschters iwwerluecht, mir fueren elo erëm an déi dote Richtung", an da subventionéiere mer dat nach. Dat mécht de Secteur geckeg, dat bréngt jo och näischt, dat géif iwwregens alles ...

Dofir ass meng Iwwerleeung, an dat hunn ech op anere Plaze scho gesot: Mir sinn hei an enger Situatioun – ech huelen dat Wuert zwar net gären an de Mond – wéi an enger „Stolkris", mee hei si mer net an enger Kris, mee hei muss dës Regierung, déi nächst Regierung, egal wat et ass, Suen an de Grapp huelen, fir déi Begleedung ze maachen, datt mer vun enger Produktioun, déi ... an eng aner Richtung ginn, datt mer méi Diversifikatioun kréien. An do musse mer déi Baueren, déi et wëllen, déi Wënzer, déi et wëllen, begleeden, déi musse mer encadréieren, fir an déi Richtung ze goen. Dat ass ganz wichteg, aleng schonn nëmmen, fir d'Previsibilitéit och par rapport zu deene Jonken ze maachen.

Ech mengen, dat ass jo och e bëssen d'Iddi vun der Maison de l'Agriculture – oder House of Agriculture, mir kënnen et elo nennen, wéi mer wëllen –, wou Der, muss ech Iech direkt soen, mäin Accord de principe hutt. Ech géif et am léifsten an d'Kommissioun dann eng Kéier huelen, wou et dann diskutéiert gëtt am Detail. Mee ech si ganz oppe fir déi dote Saachen, notamment well et och een Deel vun der Berodung ass.

An am Agrargesetz kënnt dat net esou eraus, mee d'Berodung ass fir mech perséinlech essentiell, souwuel fir de Bauer wéi fir de Wënzer, well mer mussen eng professionell Berodung maachen an eng Berodung, déi zilorientéiert ass an déi ergebnisorientéiert ass, fir datt ee gesäit, wat ee mécht an a wat fir eng Richtung ee geet. An dann ass et och net, fir direkt den Hummer erauszehuelen, wann een dat net direkt erreecht. Dat heescht, wann d'Leit lues a lues an déi dote Richtung ginn, vun hirem Betrib aus, wa si sech wëllen organiséieren, dann hu mer alleguer zesummen eppes geschafft!

Déi Berodung gëtt momentan zu 80 % bezuelt. An de leschte Gespréicher no, déi ech mat Leit gefouert hunn, si se souguer bereet, déi Berodung selwer ze maachen. Mir mussen et just esou organiséieren, datt se souwuel informatesch ass, datt d'Informatioun fléisst, datt se fir all Betrib bal individuell orientéiert gëtt, wat net einfach ass, besonnesch wa mer eng Diversifikatioun am Betrib hunn. Dat ass also wichteg. An do spillt natierlech och d'Vermaartung vun der Landwirtschaft mat.

An ech wëll Iech soen, Madamm Hansen, datt, wat d'Relatioun Landwirtschaft/Éducation nationale – ech nennen et einfach esou – par rapport zu de Baueren ugeet, an och fir dat ze maachen, do war „Fro de Bauer" en Interreg-LEADER-Projet, deen, mengen ech, 2020 ausgelaf ass, deen iwwer eng Konventioun mam Ministère verlängert gëtt, wou mer dat och weider wéilte bäibehalen. Ech mengen, wann ech et richteg am Kapp hunn, waren et 115 Klassen d'lescht Joer, wou en Agraringenieur dohinnergaangen ass, fir dat da mam véierte Schouljoer – sou nennen ech et nach ëmmer – ze maachen, fir eeben och do ze kucken, fir Publicitéit fir d'Landwirtschaft a fir de Wäibau ze maachen.

D'Beschäftegungsinitiative sinn ugeschwat ginn. Et ass richteg, ech wëll guer net soen, datt d'Beschäftegungsinitiativen e Problem sinn. Beschäftegungsinitiative

si gutt a komme vläicht op dee Wee, fir – wéi soll ech soen? – e weideren Deel vun der Ketten ze sinn, fir dat ze produzéieren. Vläicht net direkt an der Produktioun selwer, fir Terrainen ewechzehuelen, mee mat Leit vum Secteur zesummenzeschaffen, fir dat ze encadréieren.

An dofir hu mer och am Agrargesetz bei Sociétécommerciallen, ASBLen a sou weider draschreiwe gelooss – ech weess elo net méi, do musst Der mech entschëllegen, ob dat elo am Gesetz scho steet oder ob ech dat noschreiwe gelooss hunn, dat kënne mer jo dann eng Kéier diskutéieren –, datt ëmmer eng Personne physique muss derbäi sinn an net Personnemorallen. Domat hunn ech souwisou e Problem. Mir wäerte jo net ufänken an der Landwirtschaft oder am Wäibau, datt op eemol Personne-moralle kënne Societéite maachen, well soss kréie mer, mat allem Respekt, Vernetzunge wéi an der Finanzindustrie. An ech denken dat solle mer ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Exit Familljebetrib!

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Richteg! Éischtens brëngt dat dat da mat sech, an dat wëlle mer vermeiden. An dat wier net gutt fir dee ganze Secteur.

Ganz séier nach ... Bon, Berodung hunn ech gesot.

M. Fernand Etgen, Président | Mir musse sou lues zum Schluss kommen.

M. Claude Haagen Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo, ech wëll nach just eppes soen: Wann ... Ech hat dat gëschter schonn, Här President.

(Hilarité)

Wa mer vun defizitär schwätzen, wat d'Produktiounsméiglechkeeten ubelaangt, dat heescht, datt mer kënnen an d'Luucht goen, musse mer ëmmer – an dat ass mäi leschten oder zweetleschte Saz –, da musse mer ëmmer oppassen, datt et net och ekonomesch defizitär bleift. An dat ass och d'Rentabilitéit, déi matspillt, an dat ass souwuel dat Soziaalt, wéi ech gesot hunn, an Ekologie an ekonomesch.

Da wëll ech zum Schluss nach eppes soen, well dat och ugeschwat ginn ass: Et hunn och Leit ugeschwat, datt de Schleppschlauch net méi géif subventionéiert ginn. Ech muss Iech soen, datt mer mam Secteur, ech géif soen, eens sinn, well déi Decisioun hunn ech virun engem Joer geholl, fir de Prallteller ze verbidde vum 31. Dezember 2023 un, och d'Méiglechkeet ze ginn, fir iwwert d'Uspanung bei de Liwwerketten ... Fir d'Material iwwerhaapt ze kréien, do brauche mer 14 Méint, ier et iwwerhaapt um Terrain ass! Da kënne mer net verlaangen, datt an engem Joer scho Resultater do sinn, wann d'Material eréischt a 14 Méint kënnt! Mee do wäert de Schleppschlauch ..., an dat mierken ech jo, e spillt keng grouss Roll méi. Et ass de Schleppschuh, deen ass et momentan. An ech gesi jo allkéiers, wann ech ënnerschreiwen, wat d'Investissementer sinn, wivill Investissementer do gemaach ginn.

An do kann ech op jidde Fall nëmme soen, datt d'Landwirtschaft de Wäibau matzitt, fir an déi Richtung ze goen, datt mer Ekologie, ekonomesch Iwwerleeungen an och sozial Iwwerleeungen op jidde Fall matenee verbonne kréien. Dat mierken ech ganz staark. Et gëtt natierlech ëmmer Diskussiounen op verschiddene Punkten. Déi wäerte mer och weiderhin hunn, och um Niveau vum Agrargesetz. Do wëll ech e lescht Wuert soen, dat wëssen déi Leit, déi an der Agrarkommissioun sinn, do si mer en attente vum Conseil d'État.

Elo hunn ech doudsécher nach Saache vergiess, mee vu datt ech haut éischter soll fäerdeg sinn, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Motion 1

Mir kommen elo nach zur Motioun, déi zu dëser Debatt deposéiert ginn ass. D'Madamm Tess Burton wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen.

Mme Tess Burton (LSAP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der CSV fir déi Motioun, déi eis jo duerchaus sympathesch ass, wéi och de Minister dat sot. Mee et bleiwen awer eng Rei Froen op, wou een awer sollt eng Kéier driwwer schwätzen, wat een do genau drënner versteet: wat e „centre d'appui" ass oder wéi deen Accompagnement soll ausgesinn oder wéi een och déi Proximitéit ka garantéieren. Dofir géif ech gäre proposéieren, dass mer déi Motioun hei nach eng Kéier mat an d'Kommissioun huelen an dass mer eis do nach eng Kéier Zäit huelen, fir driwwer ze schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Da ginn ech d'Wuert direkt un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Vu datt mer se schonn eng Kéier gestëmmt haten an dunn näischt geschitt ass, probéieren ech dann elo dëse Wee, datt mer se eng Kéier an d'Kommissioun huelen a kucken, ob dann eppes geschitt. Ech sinn also domadder averstanen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da soll elo an der Agrarkommissioun nach doriwwer diskutéiert ginn.

(La motion 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.)

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 7., 8. an 9. Februar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.46 heures.)

32e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 32
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 32
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 33
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire** p. 33
   M. Fernand Etgen, Président
5. **Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil (document COM(2022) 459) – Avis politique (Art. 179 du Règlement de la Chambre)** p. 33
   Vote sur la résolution (adoptée)
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 34
   Question n° 395 du 7 février 2023 de Mme Octavie Modert relative aux travaux dits saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 34
   Mme Octavie Modert | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de Mme Octavie Modert)
   Question n° 396 du 7 février 2023 de M. Gusty Graas relative à la politique énergétique des gouvernements belge et français, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   Question n° 397 du 7 février 2023 de M. Dan Biancalana relative au renouvellement et à l'extension du parc nucléaire français, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 35
   M. Gusty Graas | M. Dan Biancalana | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Question n° 398 du 7 février 2023 de M. Jeff Engelen relative aux insectes comestibles, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs p. 36
   M. Jeff Engelen | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
   Question n° 399 du 7 février 2023 de M. Yves Cruchten relative à l'aide du Luxembourg suite aux tremblements de terre en Turquie, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 37
   M. Yves Cruchten | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 400 du 7 février 2023 de Mme Nathalie Oberweis relative à la base légale des maisons de naissance, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 37
Mme Nathalie Oberweis | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Question n° 401 du 7 février 2023 de Mme Djuna Bernard relative à la validité des règles d'incompatibilité prévues par la loi communale pour le personnel du régime fondamental des écoles internationales publiques, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 38
Mme Djuna Bernard | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 402 du 7 février 2023 de M. Serge Wilmes relative aux projets pilotes de l'Union européenne pour stimuler le transport ferroviaire transfrontalier, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 38
M. Serge Wilmes | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 403 du 7 février 2023 de Mme Carole Hartmann relative à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question n° 404 du 7 février 2023 de Mme Octavie Modert relative à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 39
Mme Carole Hartmann | Mme Octavie Modert | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Question n° 405 du 7 février 2023 de Mme Diane Adehm relative aux intérêts débiteurs en relation avec l'habitation personnelle du propriétaire, adressée à M. le Ministre du Logement p. 41
Mme Diane Adehm | M. Henri Kox, Ministre du Logement

Question n° 406 du 7 février 2023 de Mme Francine Closener relative à la gratuité de l'accès au brevet de maîtrise, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 41
Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 407 du 7 février 2023 de M. Fernand Kartheiser relative à l'implantation d'une usine de semi-conducteurs en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 42
M. Fernand Kartheiser | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

7. **Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser** p. 42
Exposé : M. Fernand Kartheiser

8. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'organisation du travail** p. 42
Exposé : M. Marc Spautz
Débat : Mme Carole Hartmann | M. Dan Kersch | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum)
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Marc Spautz (parole après ministre) | M. Dan Kersch (parole après ministre) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel) | Mme Myriam Cecchetti (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Georges Engel

9. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement** p. 48
Exposé : M. Sven Clement

10. **Question élargie n° 178 de M. André Bauler au sujet de l'attraction de talents** p. 49
M. André Bauler | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. André Bauler | M. le Ministre Franz Fayot

11. **7981 – Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime** p. 50
Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch
Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Simone Beissel (intervention de M. Sven Clement) | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de Mme Simone Beissel)
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7981 et dispense du second vote constitutionnel

12. **8049 – Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et modification :**
1° du Code pénal ;
2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 52
Rapport de la Commission de la Justice : M. Mars Di Bartolomeo
Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Pim Knaff | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8049 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 7 février 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8137 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 25/01/2023

8138 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 26/01/2023

8139 – Projet de loi portant
1. création d'un Observatoire de l'Égalité entre les genres ;
2. création d'un Conseil supérieur à l'Égalité entre les genres

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, le 26/01/2023

8140 – Projet de règlement grand-ducal modifiant
1° le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2010 concernant les installations à gaz ;
2° le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2014 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible solide ou liquide d'une puissance nominale utile supérieure à 7 kW et inférieure à 1 MW ;
3° le règlement grand-ducal du 22 juin 2016 relatif a) aux contrôles d'équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur fonctionnant aux fluides réfrigérants du type HFC, HCFC ou CFC ; b) à l'inspection des systèmes de climatisation

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 26/01/2023

8142 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023

8143 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023

8144 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023

8145 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 31/01/2023

8146 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03/02/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2590 – Demande de pétition publique : Apprentissage à l'école de l'économie, géopolitique, finance, politique et technologie

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 17/01/2023

2591 – Demande de pétition publique : 13te Mount / Primes / Gratifikatiounen

Dépôt : M. Jean-Claude Eischen, le 17/01/2023

2592 – Demande de pétition publique : D'Frais d'agences immobilières solle vum Proprietär iwwerholl ginn

Dépôt : M. Joe Schmit, le 17/01/2023

2593 – Demande de pétition ordinaire : Méi Transparenz fir Transsexueller

Dépôt : M. Joe Schmit, le 17/01/2023

2594 – Demande de pétition publique : Just nach 36 Stonnen d'Woch schaffen

Dépôt : M. Joe Schmit, le 18/01/2023

2595 – Demande de pétition publique : Pour la reconnaissance et l'équivalence de diplômes qualifiants (puériculteur/trice, directeur/trice de maison d'enfants, ...) obtenus à l'étranger dans le domaine de la petite enfance au même titre que le diplôme d'éducateur qui est moins expérimenté dans le domaine de la petite enfance

Dépôt : Mme Nawal Boutrégué, le 18/01/2023

2596 – Demande de pétition publique : Réduire les impôts sur les salaires des célibataires

Dépôt : M. Ardacan Keten, le 18/01/2023

2597 – Demande de pétition publique : Autoriser le don de congés entre employés

Dépôt : M. Xavier Rolland, le 19/01/2023

2598 – Demande de pétition publique : Mise en place d'un service bancaire minimum pour les sociétés

Dépôt : M. Patrick Want, le 19/01/2023

2599 – Demande de pétition publique : Semaine de travail de 35 heures pour les célibataires. Sans toucher aux salaires!

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 20/01/2023

2600 – Demande de pétition publique : Pfand auf Getränkebehältern (Glas, Plastik und Metall) zwecks Umwelt- und Ressourcenschutz

Dépôt : Mme Vanessa Leuters, le 20/01/2023

2601 – Demande de pétition publique : Een Elterendeel huet d'Recht, manner Stonne mussen ze schaffe mat Hëllef vum Staat, fir méi Zäit mat de Kanner ze hunn, soudass d'Maison-relaisen net iwwerfëllt sinn

Dépôt : Mme Manuela Barilozzi, le 21/01/2023

2602 – Demande de pétition publique : Altersbegrenzung für ein politisches Mandat

Dépôt : M. Romain Grethen, le 21/01/2023

2603 – Demande de pétition publique : Géint de Cumul vun de politesche Mandater

Dépôt : M. Roger Jean Paul Braun, le 21/01/2023

2604 – Demande de pétition publique : Piste cyclable et chemin piétonnier d'Esch-sur-Alzette à Audun-le-Tiche en France

Dépôt : M. Ricardo Franco, le 22/01/2023

2605 – Demande de pétition publique : Fir orange Stroossemarkéierungen

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 22/01/2023

2606 – Demande de pétition publique : Classe d'impôt 2 pour le partenariat ou PACS (Pacte civil de solidarité) : / Le partenariat ou PACS (Pacte civil de solidarité) confère à 2 personnes le droit de passer en classe d'impôt 2 pour la retenue d'impôt à la source

Dépôt : M. Mathieu Berardini, le 22/01/2023

2607 – Demande de pétition publique : Des règles plus justes : améliorer la prise en compte de l'enjeu menstruel

Dépôt : M. Julien Delpierre, le 22/01/2023

2608 – Demande de pétition publique : Obligation de faire des prix réduits pour aliments au plus tard le jour de la date limite de consommation

Dépôt : Mme Isabelle Schiltz, le 22/01/2023

2609 – Demande de pétition publique : Compensation de 12 jours de congé par an pour les non-télétravailleurs

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 23/01/2023

2610 – Demande de pétition ordinaire : Demande d'autorisation d'un abonnement de parking au Parking Brasserie INDIGO Rives de Clausen pour employé du MENJE

Dépôt : Mme Adriana Jojic, le 23/01/2023

2611 – Demande de pétition publique : Liberté pour notre héros Lisandro

Dépôt : Mme Baya Carvalho, le 24/01/2023

2612 – Demande de pétition publique : Réévaluation des subventions d'intérêts dans un contexte de hausse galopante des taux d'intérêts

Dépôt : M. Arthur Clement, le 25/01/2023

2613 – Demande de pétition publique : Mettre fin à l'interdiction et l'exigence d'une compensation monétaire pour le transfert d'enfants entre clubs sportifs

Dépôt : M. Michael Barbosa, le 26/01/2023

2614 – Demande de pétition publique : Facturation des crèches à l'heure

Dépôt : Mme Héloïse Dizeux, le 26/01/2023

2615 – Demande de pétition publique : Accord du 2e congé parental dès la naissance d'un enfant

Dépôt : M. Alexandre Fragale, le 27/01/2023

2616 – Demande de pétition ordinaire : Erweiderung vum Artikel 19 vun der Charta vun de Vereenten Natiounen

Dépôt : M. Romain Reiter, le 27/01/2023

2617 – Demande de pétition publique : Krankekeess fir Déieren

Dépôt : Mme Karin Mina Léonie Ihry, le 28/01/2023

2618 – Demande de pétition publique : Mettre fin au monopole de la CNS

Dépôt : M. Rolf Dockhorn, le 28/01/2023

2619 – Demande de pétition publique : Fir d'Ofschafe vun der Maskeflicht an den Alters- a Fleegeheemer

Dépôt : Mme Priscilla Fosso, le 28/01/2023

2620 – Demande de pétition publique : Abolir la classe d'impôt 1a : Le transfert de la classe d'impôt 2 vers la classe d'impôt 1a entraîne pour les familles une perte de revenu augmentant une situation de précarité qui n'est pas à sous-estimer dans un contexte de crise

Dépôt : Mme Maria Ramirez Escano, le 30/01/2023

2621 – Demande de pétition publique : Une option végétale pour les crèches publiques

Dépôt : Mme Miriam Agat, le 30/01/2023

2622 – Demande de pétition publique : Stop aux panneaux/enseignes publicitaires lumineux la nuit

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 31/01/2023

2623 – Demande de pétition publique : Kee Walkaddo 2023 an 2024 mat Steiersuen, dofir awer Baumesüren am Logement fir déi, déi verzweifelt sichen

Dépôt : M. Gérard Koneczny, le 31/01/2023

2624 – Demande de pétition publique : Création d'un hôpital universitaire au Luxembourg

Dépôt : M. Filipe António da Silva, le 01/02/2023

2625 – Demande de pétition publique : Unzuel vun de benéidegte Petitiounsstëmmen vu 4.500 op 6.000 eropsetzen

Dépôt : M. Joël Wolff, le 03/02/2023

2626 – Demande de pétition publique : Pensioun ab 57 Joer

Dépôt : M. Cerim Agovic, le 04/02/2023

2627 – Demande de pétition publique : Erhéije vun den „Extra Congésdeeg" bei engem Stierffall

Dépôt : M. Kevin Serafini, le 06/02/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madamm Francine Cocard, Conseiller, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vun hire Funktiounen zouerkannt.

(Applaudissements)

5. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil (document COM (2022) 459) – Avis politique (Art. 179 du Règlement de la Chambre)

D'Commission de l'Économie huet an hire Reunioune vum 12. Januar a vum 2. Februar 2023 decidéiert, en Avis politique a Form vun enger Resolutioun un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, déi d'Dokument COM(2022) 459 iwwert d'Instrumenter vum Bannemaart fir Noutfallsituatioune betrëfft. D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzipp ugeet, ma wollt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an der sougenannter „Barroso-Initiativ" erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass gereegelt am Artikel 179 vun eisem Chambersreglement.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant l'article 179 du Règlement de la Chambre des Députés ;

– rappelant que la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace a été saisie de la proposition de règlement du Parlement et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil (COM(2022) 459 final), initiative législative relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité ;

– constatant que la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace a examiné la proposition de règlement précitée le 12 janvier 2023 et a décidé de rédiger un avis politique, avis adopté lors de sa réunion du 2 février 2023,

décide de faire sien cet avis politique de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace dans la teneur qui suit :

Proposition de Règlement du Parlement et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil

Avis politique

Compte tenu de l'importance pour l'économie du Grand-Duché de Luxembourg d'un marché intérieur fonctionnant sans entraves, la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace (ci-après la « commission parlementaire ») a examiné la proposition de règlement susmentionnée.

Cette proposition de règlement vise à mettre en place un mécanisme pour réagir rapidement aux situations d'urgence et aux crises qui menacent le fonctionnement du marché intérieur.

Avec son économie très ouverte, où 45 % de la main-d'œuvre est constituée de travailleurs transfrontaliers et où 85 % des biens et 50 % des services sont importés depuis d'autres pays de l'Union européenne, le Luxembourg dépend largement du marché intérieur de l'Union européenne. Le marché intérieur est une réalité essentielle au Luxembourg, vécue au quotidien par les entreprises et les citoyens luxembourgeois. De ce fait, notre pays est également un des premiers à en souffrir quand ce dernier ne fonctionne pas.

La pandémie du Covid-19 a non seulement mis en évidence la fragilité du marché intérieur, mais également les obstacles à la capacité de l'Union européenne à réagir efficacement et de manière coordonnée face à des situations d'urgence. De nombreux États membres ont réagi unilatéralement en adoptant des mesures limitant la libre circulation des biens, services et personnes.

Il va donc sans dire que la commission parlementaire encourage la démarche et les efforts de la Commission européenne visant à éviter de telles situations dans le futur en proposant un instrument visant à assurer le bon fonctionnement du marché intérieur, y compris en temps de crise.

Toutefois, à lire la teneur concrète du dispositif proposé, la commission parlementaire ne peut qu'exprimer sa déception en notant un important décalage entre l'objectif affiché d'un meilleur fonctionnement du marché intérieur et les dispositions de la proposition.

Au lieu de proposer des mesures efficaces et pratiques pour éviter l'introduction de restrictions par les États membres lors de situations de crise, le règlement prévoit une structure bureaucratique et éloignée du terrain. L'outil, tel que proposé, pourrait devenir un véritable frein à la gestion rapide et pragmatique des situations d'urgence. La Commission européenne et les États membres se verraient obligés de déclencher des procédures lourdes et fastidieuses au lieu d'agir rapidement – comme cela a été le cas pendant la pandémie, notamment.

Plus inquiétant encore, la proposition semble permettre, voire inviter, les États membres à introduire des restrictions au marché intérieur en temps de crise – quand bien même que de tels barrages soient interdits par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et le droit dérivé.

La commission parlementaire estime que les dispositions prévues auraient pour effet de mettre en péril la libre circulation des biens, des services et des personnes, libertés consacrées par le TFUE. Ceci, en ajoutant des dérogations supplémentaires, justifiant l'introduction de mesures restrictives telles que celles introduites lors de la pandémie du Covid-19 (interdictions d'exportation, fermeture des frontières aux travailleurs transfrontaliers etc.) et créant ainsi un précédent allant à l'encontre de la base juridique de la proposition – en particulier l'article 114 du TFUE – qui consacre l'harmonisation et le rapprochement des règles en vue d'un meilleur fonctionnement du marché intérieur.

Le dispositif tel qu'actuellement proposé par la Commission européenne semble constituer un recul par rapport à l'acquis et ne pas contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur, tel qu'exigé par l'abondante jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative à l'article 114 du TFUE. La logique selon laquelle les libertés du TFUE peuvent être ignorées en temps de crise est problématique et l'Union européenne devrait être prudente avant de l'inscrire dans un texte horizontal de droit dérivé. La commission parlementaire préconise une approche pragmatique et efficace en insistant, avant tout, sur la proportionnalité des nouvelles mesures et leur conformité avec le TFUE.

De manière générale, la commission parlementaire invite la Commission européenne à proposer des mesures qui facilitent l'exercice effectif des libertés fondamentales du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et qui fournissent une réelle valeur ajoutée en termes d'intégration du marché intérieur.

E Vott ouni Debat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Ech soen Iech Merci. Ech leeden deen Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 395 vun der Madamm Octavie Modert un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Saisonsaarbecht. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 395 du 7 février 2023 de Mme Octavie Modert relative aux travaux dits saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Jo, d'Saisonsaarbecht, déi sougenannten, ass net fir jiddweree witzeg, well dat ass zum Beispill am Wäibau an der Lies e ganz wichtegen, kruziale Moment. Do sinn zwou an eng hallef bis dräi Wochen, déi ziele fir e ganzt Joer. Saisonsaarbecht oder vläicht éischter Travail „occasionnel", Geleeënheetsaarbecht, wéi se am Code de la sécurité sociale eigentlech éischter betitelt gëtt, wat déi heite Saach ugeet. Et stellt sech e ganze Koup Froen am Detail do derzou. Ech wëll hei op e puer grouss Suergefelder agoen, déi sech an dësem Kontext fir d'Wënzer stellen.

Ech fänken u mat dem Gesetz, ëm dat et geet. Wéi ee Gesetz ass hei applikabel? Mir hunn e Gesetz vun 2020 iwwert d'Aarbechtszäit an der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau. Do stellt sech d'Fro, firwat dëst Gesetz vun der ITM net an de Fokus gestallt gëtt géintiwwer dem normalen Aarbechtskontraktegesetz. Wann dat de Fall wär, da wäre scho vill Froe geléist. A Frankräich zum Beispill gëtt et souguer e spezifescht Gesetz extra fir d'Lies. Wéi gesot, mir schwätzen hei vun zwou an enger hallwer bis dräi Woche maximum am Joer!

Wat awer nach kéint nogekuckt ginn, dat ass sécherlech, och wann et d'2020er Gesetz wär, wat scho villes vereinfache géif, ob een net nach méi einfach virgoen, besonnesch wat d'Paperasserie an déi administrativ Demarchen ubelaangt, déi a) gemaach musse ginn a b) de Wënzer derbäi muss hunn, wann en am Wéngert ass. Do sinn zum Deel och – loosse mer mol soen – widderspréchlech Indikatioune gewiescht vun der Verwaltung. Meng Fro un den Här Minister ass, ob hie bereet ass, hei e méi vereinfacht Reegelwerk fir déi kuerz Zäit anzeféieren.

Déi zweet Fro, déi sech stellt: Här Minister, sidd Dir bereet, datt et och méiglech ass, Leit aus Drëttlänner kënnen ze huele wärend där kuerzer Zäit? Sou eppes gëtt et zum Beispill och zanter e puer Joer am Ausland.

En drëtte Volet, ëm deen et geet, dat sinn d'Kontrollen an d'Sanktiounen. Där sinn dësen Hierscht op der Musel extreem vill gemaach gi wärend der Lies an de Wéngerten. Här Minister, stëmmt et, wat esou gezielt gëtt dohier, datt d'ITM mat Dronen iwwert d'Wéngerte geflunn ass fir ze kucken, wou Leit amgaange waren ze liesen, fir dann dohinner kontrolléieren ze goen? Wann dat esou wär, da wären dat jo scho bal Razzien an e Generalverdacht op d'Wënzer!

D'Fro och vun der Héicht vun de Sanktiounen: Här Minister, sidd Dir Iech bewosst, datt déi esou héich applizéiert sinn, datt Wënzer, also Mënschen, domadder an de Ruin gedriwwe kënne ginn? Well dat si jo Familljebetriber. D'Gesetz gesäit eng Forschett vir vu 25 bis 25.000 Euro. Firwat leet d'ITM deen héchste Plaffong vu Strof fest a leet dat net op dem ënneschten Niveau fest? Wou steet dat, wéi eng Strofe se a wéi engem Fall wéi héich oder wéi déif maachen? A firwat ginn dann och esou Strofen ënnerschriwwen, wëssend, datt dat kleng Betriber sinn, ganz dacks Ee-Mann-Betriber, déi doduerjer kënnen agoen?

Dat sinn, Här Minister, Här President, déi Haaptfroen, déi sech an dësem Kontext stellen. Wéi gesot, et sinn nach ganz vill anerer. Hei wëll ech mech op déi beschränken.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. Den Här Aarbechtsminister Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci, Madamm Modert, a léif Deputéiert alleguerten, als Minister sinn ech natierlech – als Minister selwer, mee awer och perséinlech – ganz vill un der Gesondheet an un der Sécherheet op der Aarbecht interesséiert. An d'Saisonsaarbechter, déi komme ganz dacks bei eis an d'Land, ënner anerem fir bei der Lies, mee awer och am Uebstbau an och nach op anere Plazen ze hëllefen. Déi Leit, déi kenne ganz dacks eise Sozialsystem net, hunn och ganz dacks keng sozial Reseauen hei am Land a schwätzen och ganz dacks eis Sprooch net.

Déi kommen dann eng kuerz Zäit heihinner an déi sinn dann natierlech an enger – loosse mer mol soen – prekärer Situatioun. A vill Patronen, och Wënzer natierlech, si sech där Situatioun do bewosst an dofir ass un d'ITM och ganz kloer d'Fro erugedroe ginn, fir Kontrollen an de Wéngerten ze maachen. D'Fro ass ganz kloer un d'ITM erugedroe ginn, fir dann eeben och déi Leit erauszefilteren, déi sech net un déi aktuell Gesetzgeebung halen.

D'ITM huet natierlech där Kontrollen dann och gemaach, an d'Saisonniere musse sech natierlech un d'Aarbechtszäitdispositiounen, déi hei am Land gëllen, gradesou wéi fir alleguer déi aner Salariéen och, halen.

Mme Octavie Modert (CSV) | Mee vu wéi engem Gesetz?

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An ech mengen, grad fir d'Saisonnieren, déi oft ... Ech weess net, wien dann nach hei schwätzt. Ech hunn näischt héieren.

Fir d'Saisonnieren, déi oft enger kierperlecher oder penibeler Aarbecht mussen nogoen ... an déi, déi an der Lies waren, déi wëssen, datt dat esou ass, déi wëssen natierlech och, dass een hei muss alles maachen, fir Aarbechtsaccidenter ze verhënneren an och fir d'Gesondheet vun de Leit, déi do schaffen, ze schützen. Déi mussen dann och bei den Aarbechtsdokter goen. An et ass awer och richteg a mir hunn och do schonn am leschte Joer mat dem STM geschwat, fir do d'Prozeduren zum Deel ze vereinfachen.

Wat d'Saisonnieren aus Drëttstaaten ugeet, do mussen déi Leit natierlech och bei der Direction de l'immigration eng Autorisation de séjour temporaire ufroen. Si mussen e valide Pass hunn, si musse sech bei der Gemeng mellen an da musse se ... Wann Der do alles wëllt liesen, kënnt Der dat um guichet.lu dann och alles eroflueden.

An natierlech ginn do, wa gefrot gëtt, och Kontrolle gemaach, an déi Kontrollen, déi fannt Der ... Ech hunn extra de Code du travail matbruecht. Dat ass e ganz déckt Buch, do sti ganz vill Saachen dran, mee ënnert dem Artikel 572-5. steet och ganz kloer dran: „Est puni d'un emprisonnement", sou steet et souguer dran, „de huit jours à un an et d'une amende de 2.501 à 20.000 euros par ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier ou d'une de ces peines", weider, „l'employeur qui a employé" an esou weider. Dofir hält d'ITM sech natierlech hei ganz kloer un d'Gesetzgeebung. Wa mer dat elo gäre wëllen änneren, da musse mer dat heibanne maachen. Doriwwer kann ee ganz gären diskutéieren, mee wann d'Gesetzgeebung déi ass, dann hält d'ITM sech och dodrunner.

An op Är Fro, ob d'ITM mat Dronen iwwert d'Wéngerte geflunn ass, fir d'Leit ze reperéieren, kann ech Iech soen: Ech hunn nach de Moie mam Direkter vun der ITM geschwat, dee mer gesot huet, dass dat absolutt net de Fall wär. En huet missen haart laachen, wéi en dat gesot huet! Mee wann et esou ass, datt der awer mat Dronen driwwer geflu sinn, da waren dat der vläicht, mee dat waren der keng vun der ITM.

(Interruption)

Vläicht waren et d'Chineesen. Ech weess net, wien et war, et waren op alle Fall keng Leit vun der ITM.

Nee, et ass kee witzege Sujet, well effektiv kann et sinn, dass et Leit do gëtt, déi an enger schwiereger Situatioun sinn. Dat kann ech ganz gutt verstoen an ech weess och, dass mer eng Rei vun Opklärungsaarbechten hei mussen nach maachen. An d'ITM war an ass och nach ëmmer bereet, Formatiounen hei mat de Wënzer ze maachen, wann dat erwënscht ass. A gradesou hu mer och am Institut viti-vinicole eng Reunioun organiséiert, fir eeben elo iwwert dat Theema hei ze schwätzen. An dat wëlle mer och ganz seriö ... Mir wëllen och do de Wënzer esou hëllefen, datt déi Situatiounen, wéi der virkomm sinn, och net méi kënne virkommen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engel.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 396 vum Här Gusty Graas un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Energiepolitick vun där franséischer an där belscher Regierung an zur Fro Nummer 397 vum Här Dan Biancalana un den Här Minister fir Energie iwwert d'Erneierung an d'Extensioun vum franséischen Atompark. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 396 du 7 février 2023 de M. Gusty Graas relative à la politique énergétique des gouvernements belge et français, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

– Question n° 397 du 7 février 2023 de M. Dan Biancalana relative au renouvellement et à l'extension du parc nucléaire français, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv spiert ee jo an de leschte Méint, datt d'Atomstroumpolitick erëm méi u Gewiicht gewënnt. Ech verweisen hei virun allem op déi Diskussioun iwwert d'Taxonomie um europäeschen Niveau, wou den Atomstroum jo ëmmer méi als nohalteg agestuuft gëtt. Dann huet d'Ukrainkris jo awer och bewisen, datt d'Europäesch Unioun versicht, méi onofhängeg ze ginn an der Energieproduktioun, a besonnesch a Frankräich ass dat elo ganz akut ginn.

De franséische President, den Emmanuel Macron, schwätzt vun enger Renaissance vum Atomstroum. En huet och ugekënnegt, bis 2035 sechs nei Drockwaasserreakteren EPR ze bauen an doriwwer eraus och nach aacht weider Reakteren, an de leschte Freiden ass dat ganz kloer och nach eng Kéier ënnerstrach ginn. Hien huet och gesot, datt de Bau vun neien Atomkraaftwierker u sech soll eng wichteg Baustell fir déi franséisch Politick an deenen nächste Jore sinn.

Et muss een och hei drun erënneren, datt de Senat jo Enn Januar e Gesetz gestëmmt huet mat grousser Majoritéit, laut deem am Fong geholl déi Prozeduren, fir kënnen Atomzentralen ze bauen, solle vereinfacht ginn. An dann ass dernieft och virgesinn, fir u sech de besteeënden Atomkraaftwierker hir Lafzäit nach ze verlängeren op 50 respektiv souguer 60 Joer eraus. Wa mer déi aktuell Situatioun a Frankräich de Moment kucken, do gouf et jo eng Rei Korrosiounsproblemer an och nach aner Problemer. Do sinn awer elo nees 44 vun de 56 Reakteren um Netz.

Da goufen änlech Iwwerleeungen och an der Belsch gefouert. D'Belsch huet elo eng Etüd an Optrag ginn, fir déi dräi eelst Atomkraaftwierker och weider um Netz ze halen. D'Resultater vun där Etüd sollen Enn Mäerz bekannt gemaach ginn.

An dowéinst wollt ech an deem Kontext zwou, dräi Froen éischter un d'Ministesch vun der Ëmwelt stellen. Bon, ech gesinn awer, den Energieminister ass och hei, dat fannen ech och ganz gutt. Ech mengen, den Här Dan Biancalana huet sech jo och méi direkt un den Energieminister geriicht. Duerfir fir d'éischt emol einfach: Wat fir eng Inzidenz huet déi Decisioun vun deenen zwee Länner do och op eist Land?

An natierlech den zweete Punkt, da si mer ganz séier bei Cattenom: Ech mengen, Cattenom ass en Atomkraaftwierk, dat eis zënter Joerzéngte ganz staark beschäftegt, dofir wollt ech awer emol wëssen: Ass d'Regierung informéiert iwwert déi Pläng, déi d'franséisch Regierung virun allem elo decidéiert huet? Betrëfft dat och direkt Cattenom? Et ass scho viru Méint diskutéiert ginn, ob Cattenom sollt verlängert ginn. Wësst Dir do méi genee Saachen, ëmsou méi well zum Beispill jo och virgesinn ass, aus der Musel an Zukunft elo gegeebenenfalls Drénkwaasser ze maachen? Wéi eng Inzidenz hätt dann am Fong eng Verlängerung vun der Lafzäit vu Cattenom op dee Projet?

Da wëll ech awer och un e Pressecommuniqué hei erënnere vum 21. Abrëll 2021 (veuillez lire: vum 23. Abrëll 2021), an deem déi lëtzebuergesch, déi saarlännesch an déi rheinland-pfälzesch Regierung sech deemools dergéint ausgeschwat hunn, datt am Fong geholl Cattenom sollt eng Verlängerungszäit accordéiert kréien, well se och zur Konklusioun komm sinn, wa Cattenom géif ofgestallt ginn, datt dat u sech kee Problem direkt mat der Versuergung vum Stroum géif matbréngen. Dowéinst och do eng Fro: Ass virgesinn, sech vläicht elo méi intensiv mat där Decisioun vun der franséischer Regierung auserneenzesetzen an awéifern dat och eng Inzidenz op Cattenom respektiv natierlech dee Moment och op d'Qualitéit vun der Musel respektiv och op d'Loftqualitéit hei zu Lëtzebuerg hätt?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An da geet d'Wuert un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, Frankräich ass dat Land op der Welt mat der héchster Densitéit un Atomkraaftwierker op der Welt. Ronn 70 % vum franséische Stroummix sinn op Atomenergie zréckzeféieren. 2015 hat Frankräich decidéiert, 14 vu senge 56 Reakteren zouzemaachen am Hibléck op eng Diversifikatioun vu sengen Energiesourcen. Allerdéngs huet de franséische President Enn 2021 e Revirement ugekënnegt: Amplaz Reakteren zouzemaachen, solle besteeënd Reakteren an hirer Lafzäit verlängert ginn an nei Reakteren ënner acceleréierte Prozedure gebaut ginn. De Bau vu sechs Reaktere vun enger neier Generatioun ass schonn am Februar 2022 ugekënnegt ginn an dës sollen tëschent 2035 an 2040 schrëttweis un d'Netz goen.

D'lescht Joer am Hierscht huet sech nach eng Kéier gewisen, dass de franséischen Atompark vereelzt ass. Net manner wéi zwielef Reaktere ware wéinst Spannungskorrosioun vum Netz geholl ginn, dorënner och Cattenom, déi néngtgréisst Atomzentral vun der Welt an direkt un der Lëtzebuerger Grenz.

De franséische President schéngt dëst net weider wëllen ze berücksichtegen. De leschte Freiden huet sech den Emmanuel Macron fir eng Verlängerung vun de Lafzäite vu 50 op 60 Joer ausgeschwat. Et gëllt, drun ze erënneren, dass déi franséisch Reakteren eigentlech fir eng Lafzäit vu 40 Joer konzipéiert gi sinn.

An an deem Kontext wéilt ech dem Här Energieminister follgend Froe stellen: Éischtens, wat ass d'Positioun vum Minister par rapport zu de Pläng vun de franséischen Autoritéiten? Huet den Här Minister och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung un déi franséisch Autoritéite weiderginn an och hinnen déi matgedeelt? An zweetens, wéi geféierlech schätzt den Här Minister eng méiglech Lafzäitverlängerung ëm zéng Joer effektiv an? Wéi probabel schéngt et Iech och, dass d'Autorité de sûreté nucléaire, déi franséisch Autoritéit am Fong, enger Verlängerung wäert zoustëmmen? A wäerten natierlech och hei den Här Minister an och d'Regierung intervenéieren? A wa jo, wéini a wéi?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, effektiv gëtt méi iwwer Atom geschwat. Ech fannen et deelweis wierklech iwwerraschend. Ech ginn Iech elo einfach d'Zuel vun der leschter Performance vu Frankräich: Beim Versuch vun engem neien Atomreakter zu Flamanville ass 2007 geplangt ginn, dass e sollt no fënnef Joer lafen. Haut si mer am Joer 2023, e leeft nach ëmmer net! Dat heescht, mir hunn elo eng Bauzäit – an et ass nach net färdeg – vu 16 Joer. D'Käschte vun deem Reakter ware sengerzäit annoncéiert ginn: 3 Milliarden. Käschtepunkt elo: 19 Milliarden!

Dat heescht, mir hunn Hoffnung an eng nei Generatioun vun neien Atomkraaftwierker, déi sollte schnell gebaut ginn. Dat ass net de Fall! Déi sollte relativ gënschteg sinn a si sinn … Also, wann eppes vun 3 Milliarden op 19 Milliarde geet, ech mengen, dann ass et wierklech komplett aus dem Rudder gelaf! An deen Optimismus vun der franséischer Regierung a vun EDF, datt se elo eppes Änleches wéi den EPR schnell géife bauen a gënschteg géife bauen, also, ech sinn do relativ erstaunt iwwert den Optimismus, dee se do hunn. Ech mengen, de Problem ass eigentlech: Hei ginn elo a Frankräich Milliarde reservéiert, fir hypotheetesch dann an 10, 15, 20 Joer vläicht Stroum ze maachen.

An eis Optioun hei zu Lëtzebuerg ass, datt mir probéieren, vill méi realistesch ze sinn: Wann ee gär schnell virukënnt beim Klimaschutz, da muss een a Solarenergie investéieren. Och hei zu Lëtzebuerg weise mer, dass dat ka schnell goen. Mir si vu 5 Megawatt op 90 Megawatt geklommen, dat heescht, mir hunn dat mol zéng a méi multiplizéiere kënnen. D'lescht Joer war iwwregens an Europa dat bescht Joer, dat jee war fir erneierbar Energien, an dëst Joer an d'nächst Joer gi mat Sécherheet och erëm ganz gutt. Firwat? Ma well mer iwwerall an Europa Beschleunegunge maachen, fir eebe souwuel Solar wéi och Wand méi schnell virunzebréngen.

An dat kascht d'Hallschent vun engem neien Atomreakter. Et ass vill méi sécher. Wann esou Wandturbinnen no 25, 30 Joer eng Kéier ofgerappt ginn, dann hunn ech net nach e radioaktive Problem vun Dausende vu Joren. Also ass fir eis als Lëtzebuerger Regierung de Choix kloer: Mir si bei deenen, déi eng realistesch Klimapolitick maachen, an dat ass Solarenergie, Wandenergie um Land, Wandenergie op Séi.

A muer hunn ech och d'Chance, hei an der Chamber derbäi ze sinn, wa mer eisen neien Accord mat Dänemark maachen. Ech mengen, eng Realitéit ass: Soulaang wéi mer hei zu Lëtzebuerg ganz vill Industrie hunn – a mir wëllen déi –, kënne mer net all de grénge Stroum hei zu Lëtzebuerg maachen. Duerfir wäerte mer muer hei an der Chamber eise Kooperatiounsaccord mat Dänemark ënnerschreiwen, wou mer eis jo matbedeelegen un enger Energieinsel, wou ronderëm 12.000 Megawatt a méi Offshorewand entsteet. Souwäit zum neien Deel vun der Atomenergie.

Besteeënd Reakteren, ech mengen, ech hat dat scho virun e puer Wochen eng Kéier hei probéiert ze erklären: Esou e Reakter, deen ënnerläit engem immense Materialstress. Dat sinn extreem héich Temperaturen, extreem héijen Drock, och extreem korrodéierend Chemikalien. An duerfir ass et och guer kee Wonner, dass eng ganz Rei franséisch Reakteren do Korrosiounsschied hunn. A wann ech dat vläicht bildlech eng Kéier kann duerstellen: De Reakter vu Cattenom, dat ass den Zäitalter vun der Deux chevaux. An ech mengen, géift Dir mat enger Deux chevaux all Dag op d'Côte d'Azur an erëm zréck fueren, mat 120, 130? Dat heescht, et ass eng Technik vun do an natierlech kann ech do ëmmer mol erëm lafend Erneierunge maachen, mee ech mengen, dee beschte Reakter ass deen, deen ofgeschalt ass, an all ale Reakter ass ëmmer e Sécherheetsrisiko.

Wéi gi mer elo ëm mat där Situatioun an der Belsch an a Frankräich? Ech mengen, et ass esou, deenen an der Belsch hu mer geschriwwen. Wann Tihange 3 sollt verlängert ginn – a sou wäit si mer nach net, well do gëtt et nach e risege Sträit och zwëschen Engie an der Regierung, well Engie wëllt eigentlech haaptsächlech net fir den Atommüll herno bezuelen an d'Endlagerung, duerfir si se sech nach ëmmer net eens –, wa se sollte verlängeren, da muss do eng grenziwwerschreidend Prozedur lafen, a mir hu séchergestallt, dass mir eeben dann och dorunner bedeelegt ginn.

A bei Cattenom ass et esou, dass mer dee Schëllerschloss hu mam Saarland a mat Rheinland-Pfalz, och mat Berlin. Mir wäerten do zesumme kucken, eis anzebréngen, fir déi Lafzäitverlängerung ze verhënneren. An do spillt natierlech mat, an ech mengen, den Här Graas huet dat richteg erkannt, do geet et drëm: Wéi vill Tritium ass an der Musel? Wat sinn aner Ëmweltimpakter dovun? Mee am Endeffekt ass et ëmmer e Restrisiko, deen do ass. A mir wäerten alles maachen, wat mer politesch a juristesch kënnen do dergéint maachen.

Duerfir nach eng Kéier: Dat villt Gespréich iwwer Atom, ech fäerten, dass dat um Terrain bei neien Atomreakteren déi nächst 10, 15, 20 Joer net vill bréngt. A bei den ale Reakteren, wann déi weider bedriwwe ginn, ass dat eigentlech keng gutt Saach, well dat kann ëmmer nëmmen e gewëssene Restrisiko bedeiten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 398 vum Här Jeff Engelen un d'Madamm Ministesch fir de Konsumenteschutz iwwer iessbar Insekten. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

– Question n° 398 du 7 février 2023 de M. Jeff Engelen relative aux insectes comestibles, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Et gëtt vill Onrou ënnert de Leit am Land a vill Leit froe sech, ob mat deene Liewensmëttel a Fuddermëttel mat Insekten net eventuell Gesondheetsrisike verbonne sinn.

Duerfir hätt ech follgend Froen un den Här Minister: Wéi eng Liewens- a Fuddermëttele si betraff? Wéini ginn déi agefouert? A wéi eng Produite si schonn am Handel? Wou kommen déi Zutaten, déi elo an Zukunft däerfe verkaaft ginn, majoritär hier? Wéi gëtt garantéiert, datt déi Produiten net gesondheetsschiedlech sinn, zum Beispill Allergien, Laangzäitschied, eventuell Parasitten, Viren, Bakterien an esou weider? Wéi eng Erfarungswäerter gëtt et an deem Domän? Hunn eis Kontrollinstanzen déi néideg Ekipementer, fir dat ze kontrolléieren? Ginn d'Produiten, an deenen déi Insekte verschafft goufen, däitlech gekennzeechent an ass déi Kennzeechnung och eendeiteg ze identifizéiere fir den Ennverbraucher?

Déi selwecht Fro gëllt fir Déieren, déi an hirem Fudder en Derivat vun Insekte bäigemëscht kruten. Gëtt et och do eng eendeiteg Identifizéierung fir den Ennverbraucher? Ass déi selwecht Identifizéierung virgesi bei alle betraffene Liewensmëttel am Handel? Ginn déi Produiten och a Kantinnen oder op de Menüskaarten a Restaurante gezeechent? Wéi huet Lëtzebuerg sech op europäeschem Plang beim Vott zu där Fro vun den Insekten an de Liewensmëttel positionéiert?

Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. D'Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz huet d'Wuert. Nee, den Här Minister fir Landwirtschaft huet d'Wuert.

(Interruptions)

Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

(En raison d'un changement de compétence, M. le Ministre de la Sécurité sociale répond à la place de Mme la Ministre de la Protection des consommateurs.)

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Gutt. Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Häre. Merci och dem Här Engelen fir déi Fro. Also, normalerweis hätt d'Madamm Lenert och kënnen drop äntweren, mee et ass an dem Kompetenzberäich vum Ministère de l'Agriculture, et ass déi nei Administratioun ALVA, déi den 1. Oktober a Kraaft getrueden ass, déi do de Kompetenzberäich huet.

Viraus géif ech gäre soen, datt mer an der EU, wat d'Liewensmëttelkontroll an d'Liewensmëttelsécherheet ugeet, eng vun deene strengsten Normen iwwerhaapt weltwäit hunn. A fir Produiten an d'EU anzeféieren, hu mer Standarden, mir hu Reglementatiounen, déi musse respektéiert ginn. Déi applizéiere mer souwuel tëschent den EU-Länner wéi och par rapport zu de Pays-tierse fir alles dat, wat Import, awer och Export betrëfft.

Dir hutt d'Fro elo gestallt par rapport zu der Aféierung vu gewëssenen Insektenzorten a Liewensmëttel. Ech denken, d'Insektenzorten a Liewensmëttel, dat wëllt Der trennen. Liewensmëttel hunn ech elo grad gesot, et concernéiert awer och an dësem Fall d'Insektenzorten, well déi, wa se däerfen agefouert ginn, als Liewensmëttel och däerfe benotzt ginn an dann dee Moment och giess ginn.

Mir hunn an der EU d'Reglementatioun, datt mer en Historique de consommation hunn. Dat bedeit, datt alleguerten d'Liewensmëttel, déi virun 1997 an der EU iwwer Import oder Export agefouert gi sinn oder ausgefouert gi sinn, den Normen entspriechen, an déi brauchen net eng extra Autorisatioun. Wat d'Insekten elo ubelaangt, wat een och kann als „nei Liewensmëttel" bezeechnen – an do ass den Term „Novel Food" och ëmmer méi genannt ginn –, wat am Fong dee ganze Kompetenzberäich vun där doten Ernärung ubelaangt, déi ass do concernéiert, do muss eng extra Autorisatioun souwuel vun der EU wéi och vun der EFSA ugefrot ginn, déi dat natierlech kontrolléiert no deenen Normen an de Reglementer,

wéi se an der EU applikabel sinn. Dat gëtt gemaach, soubal déi Autorisatioun do ass.

An esou eng Autorisatioun, do hutt Der Recht, ass d'lescht Joer erausgaange fir verschidden Insekten, déi kënnen an der Produktioun verschafft ginn op iergendeng Aart a Weis no den Autorisatioune vun der EFSA an och no der Autorisatioun vun der EU, déi dat dann och autoriséiert. Déi ginn op verschidden Aart a Weise verschafft, souwuel an de besteeënde Liewensmëttel, wou se als Ingredient derbäikommen, wéi och, wann een dat wëll, am grousse Ganzen.

Bon, et muss een natierlech oppassen – an dat ass richteg, wat Der gesot hutt –: Do hunn och Leit vläicht Allergien dergéint. Dofir, alles dat, wat als Novel Food consideréiert gëtt, wou Insekteprodukten oder Insekten dra sinn, huet eng extra Authentifikatioun an och eng extra Remark op der Verpackung stoen, wou dorop higewise gëtt, datt et Insekte sinn, also Insekte matveraarbecht sinn. An et ass och esou: Mat den Allergien ass et dat selwecht, do gëtt extra drop higewisen um Etiquetage, datt dat esou ass, well verschidde Leit och bei Weechdéieren an aneren – Kriibsen a Scampie wären als Beispiller ze nennen – Allergië kënnen hunn. Dofir ënnerläit dat alles der Harmonisatioun vun der EFSA an och vun der EU.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

Mir komme lo zur Fro Nummer 399 vum Här Yves Cruchten un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Lëtzebuerger Hëllef nom Äerdbiewen an der Tierkei. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 399 du 7 février 2023 de M. Yves Cruchten relative à l'aide du Luxembourg suite aux tremblements de terre en Turquie, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn alleguerte ganz betraff vun deene ganz schroe Biller, déi mer am Moment kréien, Biller vun Zerstéierung aus der Tierkei an aus Syrien, déi eis dëser Deeg erreechen no deem schroen Äerdbiewen. Ech hunn elo gekuckt gehat, et wäerten iwwer 5.000 Doudeger sinn an et wäert och leider net dobäi bleiwen.

Syrien, e Land, an deem d'Bevëlkerung zanter Joren ënner engem ganz, ganz schroe Krich leide muss, awer besonnesch och Nordsyrien, wou den Zougang ganz besonnesch schwéier ass, mécht eis alles ganz vill Suergen. An ech mengen, dass ech och kéint am Numm vun eis alleguerte souwuel der Tierkei an och Syrien eis voll Solidaritéit an Ënnerstëtzung ausdrécken.

Wéi de Generaldirekter vum CGDIS, den Här Schroeder, de Muere confirméiert huet, wäert och Lëtzebuerg sech un der internationaler Hëllef fir d'Tierkei a fir Syrie bedeelegen. A wann ech mech net ieren, huet Lëtzebuerg an deene leschte Joren do och eng gewësse Kompetenz opgebaut. An an deem Kader wéilt ech duerfir d'Madamm Inneministesch froen: Wéi funktionéiert eigentlech d'Prozedur, wéi Lëtzebuerg an esou engem Fall hëllefe kann? An zweet Fro: Wéi eng Hëllef ka Lëtzebuerg an dësem konkreete Fall ubidden?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Här President, als Alleréischt wéilt ech och op dëser Plaz betounen, dass eis Gedanke selbstverständlech bei deene villen Affer vun dësem schrecklechen Äerdbiewen an der Tierkei an a Syrie sinn.

Säit der Katastroph hu sech weltwäit Rettungsdéngschter op de Wee gemaach, fir esou eeben nach Iwwerliewender kënnen ze fannen. An hinne wënsche mer natierlech ganz vill Courage, dass dat och nach wäert gelénge bei hiren Interventiounen.

Wichteg a prioritär ass an dësem Moment de „Search and rescue". An den éischte Stonne geet et eeben drëms, Iwwerliewender ze fannen an ze biergen an de Blesséierten esou wäit wéi méiglech kënnen ze hëllefen. A wéi den Här Cruchten grad scho richteg gesot huet – an dat huet och de Moien de Generaldirekter vum CGDIS scho confirméiert –, huet Lëtzebuerg och hei seng Hëllef ugebueden, dat eeben am Kader vun eise Moyenen.

Bon, wat sinn déi Moyene respektiv wéi leeft och déi Prozedur of, wéi Der dat gefrot hutt? Et ass esou: Als Member vun der EU a vun der UN hëlt Lëtzebuerg iwwert déi zwee Weeër Hëllefsufroen entgéint, dat iwwert d'Noutruffzentral, den 112. A mir hunn och hei Hëllef ze bidden. Eist Land huet sech eeben am Kader vun esou Katastrophe wéi dësem Äerdbiewen op Nische spezialiséiert, dat mat Expertis an de Beräicher Telekommunikatioun, Analys, also Assessment, an och Koordinatioun.

A mir als Land waarden dann op d'Confirmatioun vun der EU respektiv vun der UN, éier mer dann och Rettungsdéngschter an déi sinistréiert Regioune schécken, well en Alleingang, dat wär awer hei ganz irresponsabel.

D'Demande fir esou Hëllef kënnt vun de Länner selwer direkt a gëtt dann eebe vun der UNO respektiv vun der EU dee Moment koordinéiert, an et sinn dann och déi Länner, déi déi verschidde Moyenen hu respektiv och kënne mat deenen Hëllefen dorobber reagéieren, déi dee Moment deenen Demanden entgéintkommen.

Wéi scho bei vergaangene Katastrophen hunn ech och gëschter Moie mäi prinzipiellen Accord fir esou eng Interventioun an der Tierkei ginn. An eis Offer, déi mer am Moment ubidden, ass esou, dass säit gëschter dräi Leit vum HIT (ndlr: Humanitarian Intervention Team) vum CGDIS an d'Prealerte gesat goufen, fir eeben direkt kënnen ze reagéieren, wann d'Hëllefsufro kënnt.

An een dovunner ass och elo am Kader vun der Demande vun der UN zréckbehale ginn an dee wäert och elo an den nächste Stonnen an d'Tierkei fléien. E wäert do och mat Material vum Modul vum emergency.lu, dat heescht alles am Beräich vun der Telekommunikatioun, dee Moment och hëllefen. An dësen Expert vum CGDIS wäert an enger multinationaler Ekipp vun der UNO an d'Koordinatioun gesat ginn, fir dann eeben do direkt kënnen op der Plaz ze hëllefen.

Déi aner zwou Persoune si fir de Moment net zréckbehale ginn. Ech wëll awer soen, dass dat zu all Moment nach kann änneren. Wéi gesot, mir sinn hei schonn an der Prealerte.

Ofschléissend ass vläicht och nach drop hinzeweisen, dass mer eis do wierklech preparéieren op alle Fronten, wou mer kënnen. Sou si mer och hei am Kontakt mat Luxembourg Air Rescue, fir eeben och hei, wann de Bedarf do ass fir e MEDEVAC-Modüll – dat ass d'Evakuatioun vun de Blesséierten –, wann déi Demande kënnt, direkt kënnen drop ze reagéieren.

Bon, wéi gesot, dat kann nach vu Stonn zu Stonn änneren. Dat ass emol dat am Moment, wat mer hei kënnen offréieren. A meng Leit vun der Direktioun vun der Sécurité civile sinn hei am permanente Kontakt, fir och direkt kënnen ze reagéieren. An ech mengen, mir si frou, wa mir och als klengt Land awer bei esou enger fuerchtbarer Katastroph direkt kënnen de Leit hëllefen. A mir hoffen natierlech, wéi gesot, dass nach vill Iwwerliewender fonnt ginn an dass déi och gläich do erauskommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 400 vun der Madamm Nathalie Oberweis un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'legal Basis vun de Gebuertshaiser. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 400 du 7 février 2023 de Mme Nathalie Oberweis relative à la base légale des maisons de naissance, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, jo, all Joer, wéi Der alleguerte wësst, accouchéieren ongefëier 50 Fraen aus Lëtzebuerg an engem Gebuertshaus. Bis ewell gouf et kee Gebuertshaus zu Lëtzebuerg a vill Frae sinn an dat not Ausland gaangen, fir do ze accouchéieren. Anerer wëllen doheem accouchéieren.

Den Haaptkrittär, fir an engem Gebuertshaus ze accouchéieren, ass effektiv, dass et keng Konterindikatioune gëtt fir eng physiologesch normal Gebuert. An zënter dem leschte Joer ass dann och d'Gebuert ausserhalb vum Spidol rembourséiert.

Kuerz drop huet dunn och e Gebuertshaus seng Dieren opgemaach, wéi mer och schonn hei thematiséiert haten, an et sinn effektiv do och e puer Bëbeeën op d'Welt komm, bis et dann awer kuerz duerno erëm huet missen d'Dieren zoumaachen.

Ech wéilt d'Madamm Ministesch vun der Gesondheet froen, op wéi enger legaler Basis si dës Entscheedung geholl huet, fir d'Gebuertshaus zouzemaachen, respektiv géint wéi eng legal Basis dee Centre dann u sech verstouss huet, well et gouf en Avis juridique vun engem relativ renomméierten Affekotecabinet, deen zur Konklusioun komm ass, dass d'Hiewamme sech do wuel an der Legalitéit befannen.

Ech zitéiere kuerz aus dem Avis: „En conclusion, en l'état actuel de droit, nous sommes d'avis que les accouchements peuvent être proposés et pratiqués dans les cabinets des sages-femmes sans avoir à effectuer des démarches supplémentaires s'il s'agit d'un prestataire libéral non-salarié, et dans tous les cas, la sage-femme devra y pratiquer uniquement des accouchements normaux."

Wann et keng legal Basis gëtt, deen dëse Centre verbitt, wat ass dann d'Basis vun dëser Entscheedung? Ass et, well et kee spezifescht Gesetz gëtt vun engem Gebuertshaus? Mee do ginn d'Meenungen nawell auserneen, ob een dëst wierklech brauch. Wéi gesot, den Avis juridique en question mengt, dass si an aller Legalitéit operéiert hunn.

D'Sécherheet fir de Bëbee an d'Mamm kann et warscheinlech net sinn, vu dass Accouchementer doheem jo erlaabt sinn an et och do elo en Tariff gëtt. E Gebuertshaus ass justement en Tëschewee tëscht dem Accouchement doheem an engem an enger Maternité an ass nawell méi sécher wéi en Accouchement doheem.

E Gebuertshaus ass och net wéi eng Maternité an och net wéi e Spidol. Fraen, déi dohinner ginn, gi grad dohinner, well se eeben net an eng Maternité wëlle goen oder an e Spidol. Si hu sech och normalerweis gutt informéiert a ginn och gutt informéiert, éier se

esou eng Entscheedung huelen. Objektiv gesinn änelt e Gebuertshaus och iwwerhaapt net enger Maternité. Et gëtt, wéi Der all wësst, keng Dokteren, keen Anästhesist, keng schwéier Apparater an och keen OP-Raum.

Wann et da wier, dass et eventuell eng Konventioun wier, déi géif feelen, oder Prozedure wieren, déi géife feelen, wat ass dann d'legal Basis, déi seet, dass si dës gebraucht hätten? Wou steet dat?

Dofir nach eng Kéier meng Fro: Wat ass d'legal Basis, op déi d'Ministesch sech baséiert, fir dës Entscheedung ze huelen, oder géint wéi eng legal Basis ass verstouss ginn? An hätt een net kënnen dee Centre oploossen a parallell déi Demarchen – wann et dann Demarchë gëtt, déi nach mussen ënnerholl ginn, wéi zum Beispill sech Prozeduren ze ginn oder eng Konventioun auszeschaffen – kënnen ausschaffen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Wéi mer scho méifach d'Geleeënheet haten, hu mer am Moment e Gesetz vun 2018, wat de Service d'obstétrique, also d'Offer vun enger Maternité, mat Konditiounen associéiert. Dat ass eng Équipe pluridisciplinaire, déi muss vir Uert sinn. Dat ass e Lien mat enger Intensivstatioun an och e Lien mat enger Neonatologie. Dat hu mer thematiséiert. Mir hunn u sech keen direkte Kader fir e sougenannt „Gebuertshaus", wat ausserhalb vun deene Servicer géif fonctionéieren.

Wat ass entre-temps geschitt? Mir sinn dat Gebuertshaus kucke gaangen, an déi Decisioun, déi geholl ginn ass no Echangen och mat de concernéierten Hiewammen, ass u sech näischt aneres wéi e Rappell vun deem, wat hir Attributioune sinn. Si sinn duerch déi Decisioun informéiert ginn, a wéi engem Kader si sech kënne beweegen. Dat ass dee vun der Hausgebuert.

D'Hausgebuert, déi dréit ronderëm de Wëlle vun der Fra. D'Fra ass den Ausléiser fir d'Hausgebuert. Et ass jiddwer Fra fräigestallt, wa si dat wëllt hei zu Lëtzebuerg eng Hausgebuert ze maachen. An d'Hiewamm kann hier och assistéieren op där Plaz, déi d'Fra dann ugëtt, wou se wëllt accouchéieren.

Asoufern ass et net richteg, fir vun enger Fermeture ze schwätzen. U sech ass de Kader resituéiert ginn a mir hunn och nach eng Kéier drop higewisen – an dat géif ech och gären ervirsträichen –, dass mer en Aarbechtsgrupp lafen hunn. Mir haten eng éischt ganz konstruktiv Reuniouun den 18. Januar mat der Societéit vun den Hiewammen, mat de Gynekologen, den Obstetriquen a mat der Gebuertshaus-ASBL, wou mer éischt Schrëtt festgehalen hunn.

An deem Sënn ass och eng Saisine gemaach gi vum Conseil scientifique hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng Saisine vum 31. Januar. Dat ass am Fong en éischten Output vun där Aarbechtsreunioun, wou mer de Conseil scientifique domadder beoptragen, generell Recommandatiounen auszeschaffe fir d'Gebuerten hei zu Lëtzebuerg, souwuel hospitalier wéi extrahospitalier.

Wéi gesot, déi Decisioun, déi geholl ginn ass, dat ass näischt anescht wéi e Rappell vun deem, wat d'Attributioune vun der Hiewamm sinn am Kader vum Gesetz vum 26. Mäerz 1992, dat heescht, eng Hausgebuert ze begleeden op där Adress, déi d'Fra ausweist. Eng Offer maache fir e Service d'obstétrique, dat geet zu dësem Zäitpunkt net. Dat ass eng Kéier kloergestallt. Ech mengen, dat war och jiddwerengem u sech an deem Grupp kloer, soudass d'Aarbechte ganz konstruktiv am Moment lafen.

Mir wäerten ufänke mat generelle Konditiounen. Mir hunn där keng. Mir beruffen eis am Moment op auslännesch Referenzen, däitscher a franséischer. An en éischte Schrëtt fir Lëtzebuerg wär, elo mol iwwerhaapt Konditiounen ze hunn, kloer Richtlinnen, déi d'Gebuerten encadréieren. A vun do aus kann ee weider diskutéieren, ob een en neien Acteur an d'Ëmfeld hëlt eeben nieft der Hiewamm, déi eng Hausgebuert begleet, oder eeben engem Service d'obstétrique, wéi mer en am Gesetz am Moment hunn. Dat ass eng oppen Diskussioun, déi am Moment um Lafen ass.

Ech géif Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lenert.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 401 vun der Madamm Djuna Bernard un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Gültegkeet vun den Inkompatibilitéitsreegelen, déi am Gemengegesetz virgesi si fir d'Personal vun deenen ëffentlechen internationale Schoulen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 401 du 7 février 2023 de Mme Djuna Bernard relative à la validité des règles d'incompatibilité prévues par la loi communale pour le personnel du régime fondamental des écoles internationales publiques, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, fir der ëmmer méi grousser Heterogenitéit vun der Lëtzebuerger Schoulpopulatioun gerecht ze ginn, ass de Staat déi lescht zéng Joer verstäerkt op de Wee vun den internationalen ëffentleche Schoule gaangen, an dat souwuel fir den Enseignement fondamental wéi och fir den Enseignement secondaire.

An dësem Kontext stellt sech elo en vue vun de Gemengewalen awer um Terrain d'Fro, wat d'Validitéit vun den Inkompatibilitéitsdispositiounen aus dem Gemengesetz fir d'Grondschoulpersonal vun dëse Schoulen ugeet.

D'Gemengegesetz seet a sengem Artikel 11 Paragraf 2, ech zitéieren: „Ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée [...] toute personne intervenant dans l'enseignement et l'encadrement des élèves, y compris les chargés de cours de religion et de formation morale et sociale dans l'enseignement fondamental de la commune."

D'Fro, déi sech elo stellt, ass déi no der Portée vun dësem Verbuet respektiv nom geneeë Statut vun dëse Schoulen. Dofir meng Fro: Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt de Régime fondamental vun den internationalen ëffentleche Schoule mat der normaler, net internationaler Grondschoul gläichzesetzen ass an dee Moment och d'Personal vun dësen internationalen ëffentleche Grondschoulen net dierf e Gemengerotsmandat unhuelen oder, le cas échéant, sech misst tëscht dem Mandat oder der Aarbechtsplaz entscheeden?

An da vläicht nach eng zousätzlech Detailfro: Wéi ass et am Fall vun der EIDE, also der École internationale publique fir Déifferdeng an Esch? Ass hei par analogie d'EIDE-Personal aus dësen zwou Gemenge betraff, obwuel et just eng eenzeg Schoul ass, déi awer souwuel zu Esch wéi och zu Déifferdeng Primärklassen ubitt?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech muss soen, Madamm Bernard, dat ass effektiv eng ganz interessant Fro, déi Der hei stellt. Et geet ëm Onvereenbarkeeten tëschent verschiddene Beruffer mat engem Mandat an engem Schäffen- a Gemengerot. Prezis stellt Der jo d'Fro, ob d'Enseignanten aus der internationaler ëffentlecher Schoul de selwechten Onvereenbarkeeten ënnerleie wéi Leit, deenen ënnersot ass, e lokaalt Mandat unzehuelen an där Gemeng, wou si selwer am Fondamental Schoul halen.

Ech hat elo kuerz Récksprooch mat menge Juristen an och mam Educatiounsministère. An effektiv ass d'Gesetz, wann een et direkt esou liest, net ganz kloer, well et muss ee wëssen, dass d'Gesetz aus enger Zäit staamt, wou et effektiv déi dote Schoulsystemer, déi dote Schoulinfrastrukturen esou nach net gouf.

D'Logik vun den Onvereenbarkeeten ass jo awer, esou wéi et am Gemengegesetz niddergeschriwwen ass, dass en Interessekonflikt tëschent engem lokale Mandat an engem Beruff ass, a wou dëse Konflikt dann offensichtlech ass, soll dee jo evitéiert ginn.

An an dësem prezise Fall gesi mir hei deen Interessekonflikt net, esou dass mer dervunner ausginn, dass dat duerchaus kompatibel ass. Fir – an dat wëll ech awer och direkt soen – an Zukunft méi Kloerheet op deem dote Punkt ze hunn, hunn ech jo e Projet de loi deposéiert, fir eeben eng Kéier d'Onvereenbarkeete méi ze preziséieren. Respektiv et stellt sech jo och ëmmer d'Fro – an dat kënnt reegelméisseg en vue vun de Gemengewalen op –, wéi eng Onvereenbarkeeten nach zäitgeméiss si respektiv ob soll déi eng oder aner ofgeschaaft ginn. An eeben am Kader vun der Refonte vum Gemengegesetz hat ech och do Diskussioune mam Gemengesecteur, well ech mengen, dat soll een och mat de Concernéierten zesummen ugoen. An do hat ech och de Syvicol ëm Avis gefrot, fir eeben ze kucken, ob si bereet wären, do méi wäit ze goen.

Bon, do gouf awer zréckbehalen, dass si eigentlech déi Onvereenbarkeeten, wéi mer se haut hunn, eigentlech plus/minus wëllen esou stoe loossen. Bon, wéi gesot, et geet mir ëmmer drëms, dat zesumme mam Secteur ze maachen, soudass mer eeben elo an deem Projet de loi näischt Grondleeëndes änneren, mee eebe verschidde Kloerheete schafen an eeben och am Text méi prezis sinn, fir dass et méi kloer ass, wann d'Leit dann herno wëlle kandidéieren. Well ech mengen, mir sollen eigentlech iwwer jidderee frou sinn, dee Loscht huet, sech an der Gemengepolitick ze engagéieren, an da solle mer och kucken, fir déi Hürden, déi bestinn, wäitestgeeënd dee Moment ze iwwerbrécken.

Voilà, an dësem Fall, fir ganz konkreet dann ze sinn: Jo, et ass méiglech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 402 vum Här Serge Wilmes un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Pilotprojete vun der EU, fir de grenziwwerschreidenden Zuchverkéier unzekuerbelen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 402 du 7 février 2023 de M. Serge Wilmes relative aux projets pilotes de l'Union européenne pour stimuler le transport ferroviaire transfrontalier, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. Jo, d'lescht Woch huet d'Europäesch Kommissioun zéng Pilotprojete virgestallt, mat deene se gäre wëllt den Zuchverkéier iwwert d'Grenz ewech stäerken.

Wat ech elo froen, ass net eng Kritick un Iech. Ech mengen, mir sinn eis do all eens a mir setzen eis hei scho jorelaang an, dës Regierung an déi Regierunge virdrun, datt d'Zuchverbindungen tëschent Lëtzebuerg a Bréissel op där enger Säit, mee och soss – bon, Richtung Stroossbuerg ass et vill besser wéinst dem TGV, haaptsächlech geet et ëm Lëtzebuerg–Bréissel – wierklech verbessert ginn. Ech mengen, Dir hutt Iech jo do och als Transportminister déi lescht Joren a verschiddene Kontexter derfir agesat, ob dat op EU-Niveau ass oder direkt mat der belscher Regierung.

Dowéinst kéint een do eng Kéier elo de Point maachen: Wou si mer elo do dru mat deene Verbesserungen, déi awer do an Aussiicht gestallt ginn, wou Lëtzebuerg jo scho laang prett war, dat och matzefinanzéieren? An op där anerer Säit, wëllt een net awer trotzdeem nach iergendwéi eng Kéier kucken, méi wäit ze kommen? Mir wëssen, mir kréien do elo net eng Héichgeschwindegkeetsstreck tëschent eis an der Belsch, also tëschent Bréissel a Lëtzebuerg. Wann déi Verbesserunge géife kommen, wier dat schonn emol e ganz wichtege Schratt. Mee mir wären natierlech all an deem Haus hei frou, a Lëtzebuerg, mengen ech, als Land och, an dat misst och u sech ee vun den Haapt- an Häerzensprojete vun der Europäescher Unioun sinn, wann déi dräi grouss Haaptstied Bréissel, Lëtzebuerg a Stroossbuerg séier géife matenee verbonne ginn, wat awer leider Gottes net wierklech wäert an Aussiicht gestallt ginn. E bëssen ass et en Trauerspill, datt et haut méi interessant ass, vu Bréissel op Paräis ze fueren a vu Paräis op Stroossbuerg, dat dauert ongeféier dräi Stonnen, wéi deen anere Wee.

Dowéinst kënnt Der vläicht eng Kéier do de Point maachen: Hate mir dee Projet vläicht och eraginn als Pilotprojet? Quitte datt et net nëmmen e Pilotprojet sollt sinn. Dat soll wierklech méi si wéi e Pilotprojet. Dat soll wierklech ee vun den Haaptprojete sinn, fir dee ganzen Zuchreseau an der EU ze verstäerken.

A wéi wär et mat den Nuetszich? Dir hat do d'lescht Joer gesot, bon, dat géif net esou séier kommen. Dat ass jo net alles an Ärer Hand. Do muss ee jo och kucke mat deenen eenzelnen Zuchgesellschaften, ob Interessi dorunner ass. Mee hutt Der do vläicht och Neiegkeeten? Well ech mengen, dat wär fir onst Land allgemeng jo ganz wichteg, wa mer do kéinte Fortschrëtter maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. Den Här Minister fir Mobilitéit François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem honorabelen Här Wilmes Merci soen, datt e mer déi Fro gestallt huet, well dat erlaabt mer effektiv, eng Rei Saachen emol kloerzestelle par rapport zu deenen ominéise Pilotprojete vun der Kommissioun. An da wäert ech selbstverständlech och e puer Informatioune ginn iwwert dat, wat mir als Regierung maache respektiv wou ech intervenéiert hunn.

Dat, wat d'Kommissioun do publizéiert huet, dat ass dat, wat een op Englesch esou schéi „Window Dressing" nennt. Am Fong ass et e Witz, ganz éierlech gesot, well déi Pilotprojeten, déi d'Kommissioun sech do op de Fändel schreift, dat sinn iwwerhaapt keng Pilotprojeten, dat si Projete vu private kommerzielle Gesellschaften. An op deenen Tracéen, déi Der och op der Kaart do gesitt, firwat sinn dat privat Projeten? Majo, well den europäeschen Eisebunnsmarché natierlech am internationale Verkéier liberaliséiert ass. Dat si jo international Strecken. An dat sinn Iddien, déi vun de Gesellschafte selwer komm sinn. Do huet d'Kommissioun iwwerhaapt kee Meritt.

Dat Eenzegt, wat d'Kommissioun hei derzou bäidréit, dat ass, datt se seet, si géif dat do elo logistesch a moralesch oder wat weess ech ënnerstëtzen. An eigentlech ass dat e bësse lächerlech, well d'Kommissioun hätt selwer d'Geleeënheet gehat, fir wierklech Gas ze ginn am Beräich vun der Ënnerstëtzung vun dem europäesche Schinnennetz.

Éischtens louch eng Opfuerderung do un d'Kommissioun. Dat war ënnert der däitscher Presidence. Wéi Däitschland d'Presidence hat, du war eng Initiativ geholl ginn, fir e sougenannt „transeuropäescht" Eisebunnsnetz ze schafen. Do ass et och eng Kaart deemools ginn. Dat ass deemools am Transportconseil och unanime ugeholl ginn. Do sollten alleguerten d'Capitalle matenee verbonne ginn an Europa. An eigentlech hätt d'Kommissioun jo do genuch Matière gehat fir ze soen: „Ma elo knéie mir eis do hannendrun!" Soit, et war nëmmen op engem informelle Conseil. Also, et war näischt Legislatives, wat beschloss ginn ass, mee trotzdeem waren et ëmmerhin alleguerten déi Transportministeren, déi dat eenheetlech decidéiert haten. D'Kommissioun huet et och begréisst, mee se huet awer näischt gemaach.

Wann Der kuckt, wivill virgesinn ass am Green New Deal, dee jo awer pas mal Sue beinhalt fir den Transport, da sinn dat 33,7 Milliarden Euro. Mee dat ass awer de ganzen Transport. Do hutt Der och de Stroossebau dran! Dat heescht, do sinn ongeféier 2,7 Milliarde virgesi fir de Schinnentransport. Dat mécht 57 Euro pro Awunner pro Joer. Just pour rappel: Mir als Lëtzebuerg ginn de Moment 500 Euro pro Awunner pro Joer aus fir den Ausbau vum Schinnereseau, dat heescht dat Zéngfacht vun deem, wat d'Europäesch Unioun, d'Kommissioun, an hirem Green New Deal festgehalen huet.

Mee ech kann awer och nach e bessert Beispill ginn, dat sinn d'Vereenegt Staaten. Déi si jo net elo bekannt gewiescht an der Vergaangenheet, datt se spezifesch Sensibilitéiten hätte fir den Eisebunnsverkéier. Mee am Här Biden sengem „Build Back Better"-Programm, do si 66 Milliarden Dollar virgesi fir de Schinnereseau, fir den Eisebunnsreseau an Amerika auszebauen. Dat sinn 182 Euro pro Awunner an de Vereenegte Staaten.

Also, eigentlech ass et en Trauerspill, an d'Kommissioun hätt besser, amplaz dauernd esou Window Dressing ze maachen, wierklech esou Saachen ze maachen, zu deene se scho laang opgefuerdert ginn ass, och vum Conseil Transport, mee déi se awer leider net mécht.

Dann awer zu deem, wat mir maachen: Mir hu vill Diskussiounen de Moment mat eisen Nopeschreseauen. Bon, ech mengen, mat Frankräich, dat wësst Der, hu mir déi Konventiounen. Do kënnt den Avis vum Staatsrot hoffentlech elo geschwënn, fir datt mer déi Konventioun, déi zweet mat Frankräich, fir d'Streck op Metz ze verbesseren, kënnen hei stëmmen. Déi ass wichteg. Firwat? Ma well mer eng Iddi hunn, fir éischtens iwwer Metz och op Saarbrécken ze fueren. Do gëtt et eng Streck, wou dat méiglech ass, wou mer an engem uerdentlechen Zäitraum kéinten op Saarbrécken als Knuetpunkt an Däitschland kommen. Dat ass wichteg, well och Frankräich an Däitschland Projeten hunn, fir vu Paräis Richtung Berlin Schnelltracéen ze baue fir TGV an ICE, an da kéime mir un dee Reseau esou mat drun.

Da war ech rezent zu Berlin beim Här Wissing an ech war och bei dem Generaldirekter vun der Deutscher Bundesbahn. Do hat ech e ganz gutt Gespréich. Dir wësst, datt an der Eifel déi Streck ewechgeschwemmt ginn ass am Kader vum Héichwaasser. Déi gëtt komplett nei gebaut an déi gëtt och elo elektrifizéiert. A mir hunn d'Demande gemaach, fir do iergendwéi en Accès ze kréien op déi Streck. Dat géif erlaben, datt mer dann Zich fir op Köln kéinten ubidde vu Lëtzebuerg aus, wou mer iwwer eng Stonn Zäit wannen, wou een dann an zwou Stonnen zéng zu Köln wär, wat natierlech fantastesch wär, well Köln ass ee vun de wichtege Knuetpunkten am däitsche Reseau.

Also, dat heescht, dat leeft. Richtung Metz a Richtung Däitschland lafe Gespréicher. Ech hunn dunn och gesot kritt, datt géif versicht ginn, deem dote Rechnung ze droen. Dir hutt den däitsche „Bundesverkehrswegeplan", do ass déi Streck virgesinn. Bis 2030 soll déi nei gebaut sinn. Bon, an ech hoffen, datt mer do wierklech de Fouss an der Dier behalen. Mee ech sinn awer do éischter optimistesch.

An dann nach mat Bréissel: Déi Bréisseler Streck soll dann elo definitiv 2029 fäerdeg sinn. Mir sinn nach ëmmer derhannert, ob mer dat net kënnen e bësse virréckelen. Dat ass an der Belsch eng Saach vu finanzielle Mëttelen. Wann déi Streck awer da fäerdeg ass, dat ass awer dann déi gutt Nouvelle dobäi – dat wären elo dann nach siwe Joer, dat fannen ech schrecklech laang, duerfir hoffen ech nach ëmmer, datt mer et kënne fäerdegbréngen, gemeinsam deen Timing no vir ze kréien –, mee ëmmerhin, da géif d'Zäit fir op Bréissel erofgesat ginn op zwou Stonnen an zéng Minutten. Dat wär wierklech vill méi räsonabel wéi haut.

An dann hat ech bei den Nuetszich eng Etüd maache gelooss virun annerhalwem Joer fir ze kucken, wat fir eis interessant ass. Do si mer och a Gespréicher mat Frankräich fir ze versichen, fir un déi Nuetszich, déi Richtung Barcelona ginn, natierlech mat de Belschen zesummen, kënnen ugebonnen ze ginn. Ech mengen, dat wär dat, wat fir eis wichteg wär.

Also, alles in allem, wat mir vu Lëtzebuerg aus vun Initiative geholl hunn, ech mengen, wann déi géife klappen, dann hätte mer e besseren Uschloss wéi haut.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 403 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an zur Fro Nummer 404 vun der Madamm Octavie Modert iwwert d'Kompatibilitéit vun der Verwendung vu Planzeschutzmëttele mat der Nohaltegkeet. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 403 du 7 février 2023 de Mme Carole Hartmann relative à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

– Question n° 404 du 7 février 2023 de Mme Octavie Modert relative à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Här Minister, d'Europäescht Parlament an de Rot hunn de 6. Juni 2022 eng Propositioun fir e Reglement iwwert d'nohalteg Benotzung vu Planzeschutzmëttel deposéiert. Eent vun den Ziler ass et, den Asaz vu Planzeschutzmëttel ëm d'Hallschent ze reduzéiere bis 2030. A sougenannten „ekologesch empfindlechen Zone" wéi Naturschutz-, Natura-2000- a Waasserschutzgebidder sollen esou Planzeschutzmëttel komplett verbuede ginn.

Dozou wéilt ech dem Här Minister gäre follgend Froe stellen: Ass den Här Minister der Meenung, dass dëse Reglement an der Praxis och ëmsetzbar ass? D'Wënzer benotzen esou Planzeschutzmëttel jo net ouni Grond, mee eebe well se néideg sinn, fir Pilzkrankheeten an de Wäibierger ze bekämpfen. Gëtt hei eng Differenz gemaach tëschent konventionellen a fir Bio zougeloossene Planzeschutzmëttel? De Reglement gesäit jo och vir, dass Koffer, Schwiefel a Bakpolver och verbuede solle ginn. Si scho Gespréicher mat de concernéierte Wënzer gefouert ginn? A wa jo, wat sinn d'Konklusiounen aus dëse Gespréicher?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da kritt d'Wuert d'Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Meng Fro ass e bëssen aneschters a se geet och un en anere Minister. Soll ech se awer gläich stellen?

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

Mme Octavie Modert (CSV) | Se huet allerdéngs och als Hannergrond ...

M. Fernand Etgen, Président | Et sinn Deeler an deenen zwou Froen dran, déi sech iwwerschneiden. Da ka fir d'éischt den Här Landwirtschaftsminister an duerno d'Madamm Ëmweltministesch äntweren.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci. Ech hunn elo nach dräi Sekonne méi.

(Hilarité)

Tatsächlech ass d'lescht Woch um Wäibaudag zu Wuermer iwwert déi Projete vum EU-Reglement geschwat ginn, vun deenen d'Madamm Hartmann elo geschwat huet. De Kontext ass awer e bëssen en anere gewiescht.

Meng Fro hei derzou ass ganz spezifesch och axéiert op déi Projete vun Naturschutz, vun de Schutzgebidder Haff Réimech an Trëntengerdall. Madamm Minister, Dir hutt déi Fro hei scho gestallt kritt, ech stelle se awer hei am Kontext vun deem neien Text, well ech mengen, dat werft och nach zousätzlech Froen op.

Dir hutt hei scho geäntwert, Dir wäert bereet, an den Zonen Ännerungen ze maachen. Et waren och schonn ëffentlech Versammlungen, do hunn Är Vertrieder, d'Beamten, gesot, Bio wär eng Alternativ, déi soll gemaach ginn a kéint gemaach ginn an deene Schutzzonen Haff Réimech an Trëntengerdall.

Elo ass et awer esou, datt dem zukünftegen EU-Reglement no och kee Bio méi kéint gesprëtzt ginn an deene Schutzzonen, well och am Bio gëtt gesprëtzt an och déi Mëttele ginn duerch deen EU-Text verbueden. Dat heescht, an deene Schutzzone gëtt et kee Wéngert méi. Dat ass den Aus fir de Wäibau. Dat ass och elo ëffentlech bestätegt ginn. Op meng Fro hin d'lescht Woch um Wäibaudag huet den zoustännege Beamte gesot: „Jo, dat ass dann den Aus vun de Wéngerten an de Schutzzonen, an alle vum Ëmweltministère geschützte Gebitter, wann deen EU-Text esou kënnt."

Dofir meng Froen un d'Madamm Minister: Ass Iech dat bewosst? Ech mengen, Dir hutt mat Ärer Reaktioun elo gewisen, datt Iech dat bewosst ass.

Meng zweet Fro: Huelt Dir elo d'Wéngertszonen eraus aus deenen zukünftege Schutzzonen, vun deenen ech hei schwätzen, fir datt de Wäibau weiderbestoe kann, och am Bio, fir datt d'Wënzer hire Beruff do weider maache kënnen?

Meng drëtt Fro: Wat ass Är Reaktioun a puncto landwirtschaftlech Flächen op déi nei Fakte vum zukünftegen EU-Reglement hin?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. Dann huet fir d'éischt den Här Landwirtschafts- a Wäibauminister Claude Haagen d'Wuert.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här President. Merci och un d'Madamm Hartmann fir d'Fro. An ech ginn deelweis och op d'Froe vun der Madamm Modert an. Mee ech mengen, d'Ëmweltministesch wäert dat natierlech och maachen.

Ech soen direkt, datt dat hei eng Propositioun ass vun der EU-Kommissioun, fir en neit Reglement iwwert d'nohalteg Notzung vu Planzeschutzmëttel ze maachen an och ze diskutéieren. Dat gëtt och am Conseil diskutéiert an a ville Memberstaaten. Da kann ech och soen – an d'Madamm Ëmweltminister wäert dorobber agoen –, datt dat natierlech och mat dem Ëmweltministère ofgeschwat ass. Dee setzt sech och kritesch domadder auserneen, genau zu deene Froen, déi souwuel d'Madamm Hartmann wéi och d'Madamm Modert ugeschwat hunn, wat dat fir biologesch Naturschutzmëttel wéi och fir déi konventionell Naturschutzmëttel bedeit a wat et schlussendlech a Schutzzonen oder an Netschutzzone bedeit.

An haaptsächlech betrëfft dat natierlech d'Landwirtschaft, de Wäibau, den Uebst- a Geméisbau an deenen Zonen, wou et ass. Fir eis ass et inconcevabel – an dat ass och do d'Approche vun der Regierung –, datt hei d'Bionaturschutzmëttel net méi däerfen ugewannt ginn, egal wou dat soll sinn. Ech denken, dat ergëtt kee Sënn.

Dat ass och d'Diskussioun, déi déi verschidden Agrarministeren am Conseil presentéiert hunn. Do ass Lëtzebuerg net eleng an et ass och an deem Sënn, wou Lëtzebuerg sech enger Initiativ ugeschloss huet, fir do eng Impaktstudie ze maachen, wann esou en neit Reglement fir d'Notzung iwwert d'Planzeschutzmëttel géif duerchgoen, wat ech momentan bezweifelen. Dat, wat Dir ugeschwat hutt, Madamm Modert, war eng Presentatioun um Wäibaudag, wou ech och war. An do ass och gesot ginn, datt, wann et esou géif applizéiert ginn, dat den Aus géif bedeiten net nëmme fir de Wäibau, mee och fir aner landwirtschaftlech Produktiounen. Dat kann net d'Zil sinn. An do si mer mat deenen aneren Agrarstaaten oder Agrarministeren op enger Wellelängt. An ech denken och, wat den Trëntengerdall ubelaangt, wäert d'Madamm Welfring jo e puer Wuert do soen.

Déi Impaktstudie, déi ass an Optrag gi ginn, eebe fir ze kucken, wat dat fir d'Baueren, d'Wënzer an d'Gäertner bedeit, fir hire Beruff weider kënnen auszeféieren. Dat ass kloer. An dofir ass et ... Wou si biologesch Planzeschutzmëttel nach zougelooss? Wou solle se verbuede ginn? Wéi ass et mat de konventionelle Betriber? Dat Ganzt ass eng Diskussioun. Ech mengen, d'Madamm Hartmann hat déi verschidden Düngeren ugeschwat. Besonnesch an de Wéngerten ass dat eng Diskussioun. Well déi deelweis an den Naturschutzzone leien, ass dat also och net applikabel. Net nëmme fir de Biowäin, mee och fir de konventionelle Wäibau stellt sech déi selwecht Fro, esou wéi se sech fir d'Biolandwirtschaft wéi och fir déi konventionell Landwirtschaft stellt. Dofir ass déi Impaktstudie ugefrot ginn an dofir wäerte mer déi och analyséieren.

Eis Meenung ass – an ech mengen, do kann d'Madamm Welfring drop agoen –, datt mer eis momentan alleguerten deene Länner ugeschloss hunn an datt déi nei Veruerdnung vill ze vill wäit geet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Haagen. Dann huet elo d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, gudde Mëtteg. Madamm Modert, villmools merci fir Är Fro. Wéi d'Madamm Modert richteg freet, handelt et sech bei deem europäeschen Text ëm eng Propositioun vun engem neien EU-Reglement, et handelt sech net ëm e votéierten Text. An d'Verhandlungen an deem Beräich leien och, wéi elo scho gesot, am Kompetenzberäich vum Landwirtschaftsminister, quitte dass mer eis do ofstëmmen.

Den haitege Pestizidasaz belaascht d'Ëmwelt, d'Biodiversitéit an d'Gesondheet vun de Mënschen. Dat ass relativ gutt dokumentéiert an och wëssenschaftlech unerkannt. Dofir ass dat schonn e seriöt Theema. An aus deem Grond begréissen ech och als Ëmweltministesch d'Bestriewunge vun der EU-Kommissioun, fir den Asaz vun deene Pestiziden och esou wäit wéi méiglech op dat Noutwendegst ze begrenzen, zemools well et och vill Leit an der EU an och heiheem gëtt, déi sech Suerge maachen iwwert den Impakt vun deene Substanzen op hir Gesondheet, op d'Ëmwelt an och well déi Substanzen zum Deel schwéier ofbaubar sinn an och zum Deel d'Tendenz hunn, sech eeben am Kierper oder an der Ëmwelt unzeräicheren. Dat heescht, mir schwätzen hei vu Substanzen, déi eigentlech entwéckelt goufen, fir Liewewiesen dout ze maachen. Duerfir ass dat schonn eppes, wat ee muss eescht huelen.

Ech muss awer och soen, dass verschidden Aspekter aus der Aarbechtsversioun vum Juni vun där Propositioun vun engem Reglement och weiderhin mam Agrarminister an och mat de betraffenen Acteuren – dozou zielen natierlech d'Bauerebetriber engersäits, awer och Ëmweltorganisatiounen, och Leit aus dem Secteur vun der Gesondheet – diskutéiert musse ginn, well do si Saachen, déi menger Meenung no missten ugepasst ginn. Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg – dat ass eis Iwwerzeegung – eng differenzéiert Approche, déi eis erlaabt, pro Gebitt ze kucken, wat muss geschützt ginn a wéi et muss geschützt ginn. Net all Gebitt ass d'selwecht sensibel an net an all Gebitt bestinn déi selwecht Besoinen, fir sech géint den eventuelle Befall vu Pilzer a Bakterien ze wieren. Dëst gëllt och, awer och net nëmmen, fir d'Biolandwirtschaft, där hir Förderung en erkläertend Zil vun dëser Regierung ass.

Dir verstitt aus deem, wat ech gesot hunn, datt meng Positioun zum EU-Virschlag a senger aktueller Form kritesch ass, och wann ech dat allgemengt Zil vun der konsequenter Reduzéierung vu Pestizide vollstens ënnerstëtzen.

Déi Beispiller, déi Dir genannt hutt, sinn zwee gutt Beispiller, déi och weisen, dass mer haut schonn differenzéiert virginn. Jee no Schutzziler sinn d'Bestëmmunge méi oder manner streng. Am Trëntengerdall, do lafen d'Verhandlungen nach ëmmer. Do hat ech jo och hei an dëser Ronn schonn eng Kéier driwwer bericht. Dat Reglement wäert warscheinlech ugepasst ginn. An hei geet et jo ëm eng méiglech Ausweisung vun engem Landschaftsschutzgebitt.

An engem Landschaftsschutzgebitt brauchen d'Bestëmmungen net esou streng ze sinn. Ob d'Wéngerte mussen eraus oder net, also dat ass och eppes, wat mir amgaang sinn, mat deene betraffene Wënzer ze diskutéieren. Do sinn der dobäi, déi aus Imagegrënn wëllen dra bleiwen, anerer wëllen eraus, well d'Applikatioun vu Pestiziden iwwer Helikopteren net méi wäert méiglech sinn. Dat heescht, dat ass, jee nodeem mat wiem ee schwätzt, e bëssen anescht.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

Jo. Jo, dat ass awer dat, wat si eis gesot hunn. Voilà!

Also do lafen d'Diskussiounen nach. Mir sinn do flexibel. Mir zwénge keen, do dranzebleiwen. Wann dat

méiglech ass, se erauszehuelen, huele mer se eraus, wann dat hire Wonsch ass.

Zum Haff Réimech: Hei ass och e bëssen eng aner Situatioun. Hei geet et ëm eng Zone de protection d'intérêt national. An de Kärgebitter vun där, wou keng wäibaulech an och keng landwirtschaftlech Notzunge sinn, solle keng Pestizider zum Asaz komme wéinst der Proximitéit zu de Weieren an zu anere Biotopen, déi ganz empfindlech sinn, wéi d'Schilffläche oder Auebëscher. An deene rengen Natura-2000-Gebidder an un de Randzonen, de Pufferfläche souzesoen, besteet zur Zäit nach keen Totalverbuet.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 405 vun der Madamm Diane Adehm un den Här Wunnengsbauminister iwwert d'Zënsen op perséinleche Wunnengen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 405 du 7 février 2023 de Mme Diane Adehm relative aux intérêts débiteurs en relation avec l'habitation personnelle du propriétaire, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Bis elo konnt een d'Scholdzënse vu sengem Logement integral ofsetzen, ier een drageplënnert ass a sech och op där neier Adress ugemellt huet. Och d'Scholdzënse vun engem Iwwerbréckungskreditt konnt ee bis elo integral ofsetzen.

Den 23. Dezember 2022 huet d'Regierung e Règlement grand-ducal geholl, deen e ganz ale Règlement grand-ducal vum 12. Juli 1968 ëmännert. An an dësem Règlement grand-ducal geet et ëm d'Fixatioun vun der Valeur locative vun engem Logement, dat een als Proprietär bewunnt.

Elo stellt sech d'Fro, ob een an Zukunft tatsächlech als Proprietär vun enger Immobilie seng Scholdzënsen net méi integral ofsetze kann, ier een a seng Immobilie eraplënnert. Déi selwecht Fro stellt sech bei den Zënse vun engem Iwwerbréckungskreditt. Stëmmt et, dass een déi an Zukunft och net méi integral ofsetze kann?

Et stellt sech och nach d'Fro, wann een als Proprietär amgaangen ass ze bauen, wéi et do mat de Scholdzënsen ausgesäit. Hei ass et jo dann eng Immobilie, déi nach net bewunnbar ass an doduerjer och keng Valeur locative huet. Ginn d'Proprietäre vun Immobilien, déi en cours de rénovation sinn, an Zukunft anescht besteiert wéi Proprietäre vun Immobilien, déi nei gebaut ginn?

Falls dat dann esou ass, ass dat net kontraproduktiv, fir d'Logementskris hei am Land ze bekämpfen, zemools wou ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, fir nach kënne Proprietär ze ginn?

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Adehm. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Här President, merci fir déi Fro. Mee wann ech elo all déi Froe kucken, déi ech elo gestallt kritt hunn, wees ech net, ob ech elo de richtegen Adressat hei sinn, well et ganz vill Steierpunkte sinn – wann net alleguer, integral. Mee dofir mengen ech, sinn déi Froe berechtegt, ganz kloer. An ech wäert déi Froen awer och mathuelen, fir déi mat der Finanzministesch unzeschwätzen, well si ass dës Woch och net am Land. Dir wësst, dass eng ganz Rei Diskussiounen op villen Niveaue lafen an dass mer sécherlech dorobber zréckkommen.

Wou ech Iech awer gären d'Hand reechen an Iech och entgéintkommen – an ech si frou, dass Der déi Fro vun den Zënse mir da vläicht stellt –, ass awer an deem Beräich, dee mech betrëfft. Ech mengen nämlech, dass ech d'Hausaufgab gemaach hunn. Ech hu virun engem Joer – engem gudde Joer, ech mengen et si 14 oder 15 Méint – e Projet de loi iwwert d'Aide-individuellen deposéiert, an deem nämlech och d'Zënssubventiounen dra sinn. An ech wär frou, Här President, wann Der déi dote Fro kéint un de Staatsrot weiderginn, dass endlech dat Gesetz do aviséiert gëtt, dass mer, wat mäi Beräich ubelaangt, ganz kloer do kënne matdiskutéieren. Jiddefalls huelen ech déi dote Fro mat fir d'Finanzministesch an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 406 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Gratuitéit vum Meeschterbréif. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 406 du 7 février 2023 de Mme Francine Closener relative à la gratuité de l'accès au brevet de maîtrise, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci. Wéi mer wëssen, ass d'Penurie am Handwierk grouss. An dobäi brauch eist Land jo méi wéi jee gutt qualifizéiert Handwierker an Handwierksbetriber, net nëmmen, mee och, fir eis Ziler a puncto Nohaltegkeet ze erreechen.

Fir d'Attraktivitéit vum Handwierk a vum Entrepreneuriat ze verbesseren, musse vill verschidden Efforte gemaach ginn, dat ass evident, zum Beispill an der Orientéierung. D'Formation professionnelle brauch eng weider Opwäertung, awer och de Meeschterbréif, also d'Viraussetzung, fir iwwerhaapt en Handwierksbetrib kënnen opzemaachen. Och de Meeschterbréif muss méi attraktiv ginn.

Elo ass jo schonn zanter 2016 en inhaltleche Reformprozess amgaangen, mat neie Breveten an der Alimentatioun, am Génie technique bâtiment zum Beispill oder an der Toiture, mee doriwwer eraus muss och den Accès zum Meeschterbréif gratis ginn, sou wéi et am Regierungsprogramm steet a wéi d'LSAP dat fuerdert. Dat Verspriechen ass bis elo nach net ëmgesat.

Aktuell kascht d'Aschreiwung fir déi obligatoresch Preparatiounscourse 600 Euro pro Joer an d'Aschreiwung fir den Examen 300 Euro pro Sessioun. Déi Coursen daueren normalerweis dräi Joer, heiansdo awer och bis zu sechs. An zousätzlech mussen d'Kandidaten d'Material vun hirer Meeschterprüfung och nach selwer finanzéieren. Jee no Handwierk kann dat och relativ deier ginn. Jee, et ass ee ganz séier bei e puer Dausend Euro am Ganzen a fir munch Kandidatin a Kandidat ass dat bestëmmt eng Hürd op hirem Parcours, fir de Brevet ze maachen.

Duerfir meng Fro, ganz einfach, un de Minister: Wéini ginn d'Coursen an d'Exame fir de Meeschterbréif gratis a gëtt och d'Material vun der Meeschterprüfung vum Staat finanzéiert? A wa jo, wéini?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ass prett.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, de Meeschterbréif huet eng Traditioun, mee och Traditioune mussen ëmmer nees nei mat Liewe gefëllt ginn. An duerfir si mer jo zanter enger Rei vu Joren zesumme mat der Chambre des Métiers derbäi, fir d'Meeschterprüfung ze reformëieren, och inhaltlech nei auszeriichten, virun allem fir vu 35 verschiddene Brevete schrëttweis op zwielef erofzegoen, fir éischter a Famillje vun Handwierkssecteuren ze schwätzen. Zum Beispill war deen éischte Pilotprojet dee vun der Alimentatioun, wou mer aus véier verschiddene Breveten – dee vum Bäcker, vum Pâtissier, vum Metzler a vum Traiteur – nach een eenzege gemaach hunn, an dat gëtt fir aner Corps-de-métieren dann och elo successiv nogemaach.

Eis Suerg ass dobäi virun allem, datt mer d'Qualitéit vum Meeschterbréif weider héich halen, datt mer esou déi nei Erausfuerderungen, souwuel déi technesch Erausfuerderunge wéi awer och déi éischter managementorientéiert Erausfuerderungen, dann och orientéieren, fir datt een duerno wierklech och d'Capacitéit huet, seng eegen Entreprise opzemaachen an déi och durablement kënnen ze féieren, a virun allem awer och fir deene Leit, déi am Handwierk mat engem Diplôme d'aptitude professionnelle zum Beispill, engem DAP, eraklammen, awer och mat engem Bac oder engem Bac+ eraklammen, d'Méiglechkeet ze bidden, sech dann am Handwierk weiderzeentwéckele bis hin zur Selbststännegkeet respektiv awer och als Meeschter aner Responsabilitéiten an der Entreprise kënnen ze iwwerhuelen, well dat jo och ëmmer eng vun deene wichtege Fonctioune vum Meeschterbréif war.

De Regierungsprogramm, fannen ech, seet zu Recht, datt mer ganz vill Bildungsofferen am Land hunn, déi gratis sinn. An dat ass richteg esou an Dir kennt meng prinzipiell Astellung do derzou. An ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'Regierung dat wëll ëmsetzen, d'Gratuitéit vum Meeschterbréif och. Mir sinn do och an Diskussiounen mat der Chambre des Métiers gewiescht. Ech wëll net verstoppen, datt et do eng gewësse Skepsis gouf, déi vläicht och berechtegt ass, well d'Erfarung awer och weist, datt ee sech schnell an déi Formatiounen do aschreift a vläicht net esou mat där Energie dann derhanner bleift. Dann dauert et awer laang, bis ee fäerdeg gëtt, an et gëtt awer och eng relativ héich Ofbriecherquot.

Duerfir ass déi Iwwerleeung, un där mer zesumme mat der Chambre des Métiers momentan drop schaffen, fir ze soen: Jo, et bezilt een et, mee et kann een et am Fall vun engem Succès rembourséiert kréien, soudatt et fir déi, déi dat dote seriö maachen, déi sech och dran investéieren, da finalement och gratis wär. D'Angscht huet hei e bësse bestanen, datt een herno duerch ze vill Aschreiwungen, déi net seriö gemengt waren an herno och wierklech net géifen am Meeschterbréif aboutéieren, de Prozess éischter géif ophalen, dee Prozess, dee jo bei der Chambre des Métiers läit, deen awer vum Staat zum ganz, ganz groussen Deel finanzéiert gëtt. An dat wollte mer hei evitéieren.

Mir si momentan an der Ausaarbechtung vun engem Avant-projet de loi, deen ech nach virun de Wale ze deposéiere gedenken. Ech ginn awer net dervunner aus, datt d'Chamber en nach wäert kënne stëmmen. Dee gesäit vir, datt dann och d'Gratuitéit mat deenen aneren éischter qualitativ ausgeriichte Mesüre vun der Reform vum Meeschterbréif fir d'Rentrée 2024/2025 da kann a Kraaft trieden.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen elo zur leschter Fro fir d'Froestonn vun haut, der Fro Nummer 407 vum Här Fernand

Kartheiser un den Här Wirtschaftsminister iwwert d'Implantatioun vun enger Fabrick fir Silizium-Hallefleeder am Saarland. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 407 du 7 février 2023 de M. Fernand Kartheiser relative à l'implantation d'une usine de semi-conducteurs en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Jo, ech maachen et dann och kuerz. An der Covidkris hate mer jo de Kontext an Europa, datt mer gesot hunn: „Mir musse manner ofhängeg gi vun Asien, mir mussen Europa reindustrialiséieren", och den Här Minister hat dat hei e puermol betount, „zemools och a strateegesch wichtegen Domänen, wéi zum Beispill Hallefleeder oder elektroneschen Chippen." Lo hu mer gesinn, datt am Saarland elo esou eng Groussindustrie kënnt: 600 Aarbechtsplazen, ganz no bei Lëtzebuerg, keng 50 Kilometer ewech, en Invest vun 2 Milliarden Euro, also eppes wierklech ganz, ganz Substanzielles.

Dat freet eis fir d'Saarland, et freet eis och fir Europa am Allgemengen, mee d'Fro ass awer gestallt: Wéi ass et mat Lëtzebuerg, wann dat schonn hei an der Géigend war? Gouf et Kontakter vun der Lëtzebuerger Regierung mat där Firma, déi deen Invest gemaach huet? Si mir kontaktéiert ginn?

An allgemeng wéilt ech dann och den Här Minister froen, wéi et dann elo mat där Cellule ass, déi soll industriell Projeten examinéieren, déi un eis erugedroe ginn, well wa mer de Bilan vun deene leschte Jore maachen, ass eigentlech a puncto Industrialiséierung hei am Land net vill Positives geschitt. Et ass zwar elo wouer, ech mengen, den Här Minister hat och gesot, et kënnt elo eng pharmazeutesch Industrie heihinner. Dat ass allerdéngs, wann ech de Presseartikelen däerf gleewen, eng, déi haaptsächlech Etiquetage a logistesch Operatiounen iwwerhëlt a keng Produktioun vu pharmazeutesche Produiten.

Dat heescht, et ass eigentlech elo hei déi Fro: Wéi ass et mat där Firma, déi elo an Däitschland Hallefleeder mécht, wéi ass et do? Hate mir Kontakt mat deenen? Wär eng Chance gewiescht, och esou ee Betrib op Lëtzebuerg ze kréien? An allgemeng: Wéi entwéckelt sech d'Politick vun der Regierung a puncto Industriepolitick hei am Land?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. D'Fro, ob Kontakt bestanen huet, déi kann ee ganz einfach mat Nee beäntwerten. Et ass menges Wëssens kee Kontakt mat menge Leit am Wirtschaftsministère ginn. Ech hat och direkt kee Kontakt mat där Firma Wolfspeed, déi sech elo am Saarland niderléisst.

Et ass effektiv en Invest vun zwou an enger hallwer Milliard Euro. Bon, dat ass natierlech e considerabelen Invest. Do brauch een och e groussen Terrain, en Terrain vun ongeféier 14 Hektar. Där gëtt et och net méi ganz vill hei am Land. Zurzäit gëtt et souguer kee méi vun där Envergure. Et ass och eng Subventioun vun tëscht 500 bis 600 Milliounen Euro. An engem Artikel am „Wort" gëtt souguer vun 800 Milliounen Euro geschwat. Dat ass effektiv en enormen Invest an och eng enorm Subventioun.

Dat gesot, ass dat awer eng positiv Nouvelle, dass déi Firma hei am Saarland déi Fabrick do baut. Et ass eng gutt Saach, aus deene Grënn, déi den Deputéierten elo gesot huet, dass an Europa esou eng Produktioun vu Chippen erëm uleeft. Dat war och den Zweck vun deem Europäeschen Chips Act, deen d'Méiglechkeet virgesäit, esou Megafabricken ze subventionéieren, an och vill méi grouss opgemaach huet.

Et ass och eng gutt Nouvelle fir Lëtzebuerg, wann an eiser direkter Noperschaft esou eng Fabrick heihinner kënnt, dat bitt eisen eegenen Acteure vill Méiglechkeeten, notamment den Zouliwwerer, den Autozouliwwerer hei zu Lëtzebuerg. Dat gesäit och de Lëtzebuerger Verband vun den Automobillhiersteller an Autozouliwwerer ILEA esou.

An ech mengen, et ass och ganz generell och fir aner Branchen an der Industrie eng gutt Nouvelle, well dat heescht, dass mer déi Penurie vun Chippen, déi mer fir de Moment gesinn, also och kënnen iwwer esou eng Produktioun zefriddestellen.

Ech sinn also frou, dass déi Firma Wolfspeed hei direkt an eis Noperschaft kënnt. Mir sinn och natierlech dobäi, an anere Beräicher eis Prospektioun ze maachen an deene Beräicher, wou mer eis wëllen ausbreeden a wou mer wëllen eis Aktivitéit developpéieren, sief dat a strateegesche Beräicher wéi natierlech der Industrie, der Logistik, der Santé, awer och der Space Digitalisatioun an der Clean Tech. Dat sinn alles Secteuren, wou mer aktiv sinn a wou mer strateegesch Betriber op Lëtzebuerg zéien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

7. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

An da géif ech d'Wuert ginn un den Här Fernand Kartheiser fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Mir si jo all houfreg hei zu Lëtzebuerg, datt mer e Mindestloun hunn. An et wonnert een dann ..., et géif een dervun ausgoen, wéi den Numm et seet, datt och jiddereen am Land de Mindestloun krit, virun allem och beim Staat. Dat ass awer net de Fall. Interessanterweis hu mir déi Situatioun, datt Volontairë vun eiser Arméi de Mindestloun, jee no hirem Grad, net kréien. Dat heescht, Verschiddener kréien en, Verschiddener kréien en net. Dat hänkt eebe vun hirem Grad of. An dat ass an engem Kontext, wou d'Arméi Rekrutéierungsschwieregkeeten huet, besonnesch interessant. Et géif op der Hand leien, fir dann an enger grousser Administratioun, déi mat esou engem Problem konfrontéiert ass, och eng Kéier op d'Remuneratioun ze kucken an do, wou de Mindestloun net agehale gëtt, dann awer dee Schrëtt ze maachen.

Et ass an eisen Aen och traureg, an dat wësse mer eeben och iwwert déi Quellen, déi eis zur Verfügung stinn, datt duerch de Reformstau an der Arméi och e gewëssene Motivatiounsproblem besteet. An och dat géif normalerweis derzou féieren, datt een déi materiell Konditioune vun der Aarbecht an der Arméi eng Kéier géif iwwerpréifen.

An et ass jo net esou, datt am Militäreschen de Budget géif feelen dofir. Mir stinn ënner engem ganz groussen internationalen Drock, fir eis Militärdepensen an d'Luucht ze setzen. An dat begräift selbstverständlech net nëmmen d'Investissementer an d'Ekipementer, mee dat begräift och d'Remuneratioun vun de Membere vun der Arméi.

Dofir, Här President, wéilte mer Iech heimat eng Motioun iwwerreechen, déi fuerdert, datt jiddereen, deen an der Arméi ass, op d'mannst de Mindestloun soll kréien. An ech mengen, dat wär en néidegt Zeeche vun Unerkennung fir déi wichteg Aarbecht, déi d'Volontairë vun der Arméi fir eist Land maachen.

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten:

stellt fest, datt

– d'Volontairë vun der Arméi eng extreem wichteg Aarbecht fir onst Land leeschten an datt deen Asaz muss gesellschaftlech adequat gewierdegt an unerkannt ginn,

ass sech bewosst

– datt vill Volontairë vun der Lëtzebuerger Arméi aktuell manner eléi de Mindestloun verdéngen an datt dat zum Deel mat fräiem Kascht a Logement an der Kasär justifiéiert gëtt,

fuerdert d'Regierung op,

– de Sold vun de Volontairë vun der Arméi onofhängeg vun aneren Avantagen op d'mannst op den Niveau vum Mindestloun ze hiewen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'organisation du travail

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Aarbechtsorganisatioun, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Kersch, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an de vergaangenen dräi Joer, déi fir d'éischt duerch Covid an duerno duerch d'Ukrain ganz ferm gezeechent waren, festgestallt, dass eng enorm Evolutioun um Aarbechtsmaart stattfonnt huet an dass och eng Ännerung vun den Aarbechtsgewunnechten hei zu Lëtzebuerg stattfonnt hunn, virun allem an engem Dossier, wou mer eis jo och schonn heibannen am Plenum an awer och an der Kommissioun vum Travail respektiv an der Souskommissioun „Teletravail" dermat beschäftegen: Dat ass, dass nei Aarbechtsformen, oder Aarbechtsformen, déi et zwar scho gi sinn, mee déi hei zu Lëtzebuerg nach net den Duerchbroch fonnt haten, vill méi aktuell gi sinn a vill méi e grousse Punkt ausmaachen.

Beim Teletravail si mer amgaangen, mee mir kennen och aner Diskussiounen innerhalb der Aarbechtszäitorganisatioun. Déi eng schwätze vun Aarbechtszäitverkierzung, mir schwätze vun Aarbechtszäitorganisatioun. Ech wëll dem Här Minister soen: Ech hunn héieren, en hätt e risegen Erfolleg gehat, en hätt d'38-Stonne-Woch an der LSAP-Fraktioun agefouert. Ech hoffen, dass en dat nach kann ausbauen, dass en net nëmme bei der LSAP-Fraktioun iergendeppes erreecht huet an der Aarbechtszäitverkierzung, mee dass en dat dann och nach op anere Plaze legislativ ka fäerdegbréngen.

D'Madamm Closener huet virdrun drun erënnert, wat alles esou am Koalitiounsaccord géif stoen. Mir hunn zwar näischt dermat ze dinn, wëll ech hei nach eng Kéier ënnersträichen, mee ech hunn op der Säit 154 vum Koalitiounsaccord gesinn, dass et wichteg wier, dass mer den Droit de travail géife moderniséieren, dass mer aner Forme vun Aarbecht géifen drasetzen an dass mer eng nei Aarbechtszäitorganisatioun hei zu Lëtzebuerg bräichten.

An et ass dorop, wou ech wollt zréckkommen: Mir schwätze vun enger anerer Aarbechtszäitorganisatioun, mir schwätze vun enger Work-Life-Balance, mir schwätzen dervun, dass Famill a Beruff musse vill méi no beienee bruecht ginn, soudass et dann och wichteg ass, dass mer vun der Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen.

Wa mer vun Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen – an ech hat d'Chance, vun 1990 bis 2011 Kollektivverträg hei zu Lëtzebuerg a Betriber an a Secteuren ze verhandelen oder matzeverhandelen –, ass et och ganz wichteg, dass een do och d'Méiglechkeet huet, déi eenzel Punkte kënnen ze verhandelen, net nëmmen, dass d'Volontéit vun deenen zwee Partner do ass, mee dass d'Gesetz engem och d'Méiglechkeet gëtt, dat ze maachen.

Do gi mer hei zu Lëtzebuerg éischtens iwwert d'Kollektivvertragsgesetz, mir ginn awer zweetens och nach iwwert d'Gesetz vun den Aarbechtszäiten. Ech wëll drun erënneren: Äre Virgänger huet an der Covidperiod eng Kéier mussen eppes maachen, wou ech emol dervun ausginn, datt et weeder him nach eis alleguerte gefall huet, mee et war eng Noutwendegkeet: Mir hunn den Zwielef-Stonnen-Dag agefouert fir eng Beruffsgrupp. Fir nach eng Kéier drun ze erënneren: Dat war fir d'Santéspersonal, wou mer dat gemaach hunn, net mat grousser Freed a Begeeschterung, mee well e Manktum u Personal do war. Do si mer op zwielef Stonnen an d'Luucht gaangen. Mir mussen do kucken, an deene jeeweilege Gesetzer och de Sozialpartner d'Méiglechkeeten ze ginn, kënnen ze verhandelen, an dofir misst ee verschidden Adaptatiounen am Aarbechtsrecht virhuelen.

Dat selwecht ass, wa mer driwwer diskutéieren, wat fir eng Accorden ee ka maachen. Mir kennen am Kollektivvertragsgesetz de Kollektivvertrag am Betrib, mir kennen am Kollektivvertragsgesetz och sektoriell Kollektivverträg, déi duerno d'obligation générale erkläert ginn, net alleguer, mee wou a verschiddene Prozeduren d'Méiglechkeet besteet, do eng Obligation générale ze maachen. Och alles dat ass eng Noutwendegkeet an eng Wichtegkeet, wou een och verschidden Adaptatiounen an deem Kollektivvertragsgesetz misst maachen, fir domadder erëm de Gewerkschaften, de Sozialpartner an och de Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, eng Aarbechtsorganisatioun an engem anere Volet, wou der Fantasie keng Grenze gesat sinn, kënnen ze maachen.

Hei zu Lëtzebuerg, wéi op der ganzer Welt, huet d'Joer 365 Deeg. Mir hunn 52 Sonndeger, mir hunn 52 Samschdeger. Wa mer dat dann alles zesummerechnen, da komme mer op 261 Deeg, déi nach bleiwen. Dann hu mer nach 26 gesetzlech Congésdeeg, mir hunn nach eelef gesetzlech Feierdeeg, an da si mer bei 224 Aarbechtsdeeg, déi bleiwen.

Mee mir wëssen awer alleguer, an de Minister weess et besser wéi mir all heibannen, iwwert d'ITM, dass et do ganz vill Betriber gëtt, déi schonn aner Aarbechtszäiten hunn. Mir wëssen, dass et Betriber gëtt, déi e Kollektivvertrag hu mat der 38-Stonne-Woch. Mir wëssen, dass et Betriber gëtt, déi méi Congé hunn, vill méi Congé hu wéi déi 26 Deeg, déi d'Gesetz de Moment virgesäit, déi der 30, 31 hunn, well dat eeben de Choix vun de Sozialpartner war, dat ze maachen.

Mir wëssen an der Zwëschenzäit, dass d'Betriber och iwwert dat erausginn, wat an hirem sektorielle Kollektivvertrag virläit. Mir wëssen am Finanzsecteur, dass et do eng Bank gëtt, déi, wat d'Work-Life-Balance ubelaangt, gesot huet: „Mir leeën nach eng Kéier aacht Stonnen drop." Alles dat gëtt et. Mee et ass awer och wichteg, dass mer e legale Kader schafen, an dass mer do d'Méiglechkeet schafen, dass dat och alles no allen Dispositiounen ofgesécher ass.

A wa mer dat soe vun der Aarbechtszäit, da kann ee schwätze vun enger Aarbechtszäitorganisatioun am Kader, nach eng Kéier, vum Dag, vun der Woch, vum Mount a vum Joer. An et kann een och nach eng Kéier driwwer schwätzen. Ech hat do eng aner Madamm haut de Moien um Radio héieren, déi huet vun der Liewensaarbechtszäit geschwat, och do muss ee sech nämlech d'Fro stellen. Dat ass eppes, wat méi nei ass. Mir hate schonn eng Kéier d'Méiglechkeet, dass de konns deelweis an d'Pensioun goen an deelweis nach weiderschaffen. Mee mir stellen och do Problemer fest, Här Minister, dat ass net direkt un Är Adress, dat wier éischter un Äre Vis-à-vis, well do hu mer Proposition-de-loie gemaach, dass zwësche 57 a 65 Joer d'Méiglechkeet muss bestoen – ech mengen Äre Vis-à-vis an Ärem Büro, Här Minister, net elo ech –, dass een och do d'Méiglechkeet misst hunn, fir nach kënne weiderzeschaffen, déi eng, well se mussen, an déi aner, well se wëllen. An do hu mer och eng Proposition de loi gemaach als CSV, mee do hänkt et nach e bëssen drun, datt do d'Regierung nach eng Kéier misst kucken an hiren Avis dozou ofginn, fir dass een dat och kéint maachen.

Mir fannen et wichteg, Här Minister – an déi eng schwätze vu Reformstau, déi aner soen, et géif net virugoen, deemno, wiem een dann nolauschtert –, dass Der endlech och do den Ustouss gitt, fir zesumme mat de Sozialpartner déi Projeten unzegoe fir eng Modernisëierung vum Aarbechtsrecht. Awer virun allem, an dat wëll ech ënnersträichen, muss d'Kollektivvertragsgesetz a verschiddene Punkten ugepasst ginn, fir dass iwwert de Kollektivvertrag eraus – an do mengen ech virun allem déi sektoriell Kollektivverträg – och d'Méiglechkeet nach besteet, dass an deene jeeweilege Betriber déi Adaptatioune kënne gemaach ginn, déi am Interêt si vun deene Leit, déi do schaffen, an déi awer och an dem Interêt si vun de Betriber selwer. An dofir brauche mer verschidden Adaptatiounen am Kollektivvertragsgesetz.

An dofir wier eisen Appell – Dir hutt et jo geschriwwen op der Säit 154 vun Ärem Accord –, dass Der dann awer och elo misst do liwweren zum Accord op der Säit 154, wat dann d'Dispositioune wieren, déi an deem Gesetz géife geännert ginn, fir esou de Sozialpartner d'Méiglechkeet ze ginn, déi Errungenschaften am Interêt vum Personal an awer och am Interêt vun de Betriber kënnen ze maachen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop e Merci un d'Kolleege vun der CSV an den Här Spautz, déi dës Aktualitéitsstonn hei ugefrot hunn.

D'Zäit ass abstrakt, et kann ee se net upaken, an awer bestëmmt se eist ganzt Liewen. Mir maachen eis Gedanken, dass d'Zäit eis fortleeft, datt mir se verschwenden an net voll ausnotzen. Wärend der Pandemie hu vill Mënschen e ganz neien Ëmgang mat hirer Zäit kennegeléiert. Eisen Alldag gouf entschleunegt. Duerch den Teletravail war et méi einfach, Privat- a Beruffsliewe mateneen ze verbannen. Zäit, déi soss zum Beispill am Verkéier verluergaangen ass, konnt anescht genotzt ginn.

De Mënschen ass bewosst ginn, wéi wäertvoll d'Zäit ass. Si wënsche sech haut méi Zäit mat Famill a Frënn, méi Zäit fir Hobbyen oder soziaalt Engagement.

A well d'Aarbecht ee groussen Deel vun eisem Liewe bestëmmt, ass et selbstverständlech, datt doriwwer geschwat muss ginn, wéi d'Aarbecht besser un d'Liewensrealitéite vun de Leit ugepasst ka ginn.

D'Liewensqualitéit vun de Bierger ass fir d'DP eng absolutt Prioritéit. Mat der Aféierung vum neie Congé parental, deen en immense Succès bei de Mammen a virun allem och bei de Pappen huet, huet d'DP hiren Asaz fir eng besser Work-Life-Balance ënner Beweis gestallt. Niewent deem kompletten ass och de fraktionéierte Congé parental héich gefrot. Dat weist, datt d'Flexibilitéit ville Leit wichteg ass.

D'DP setzt sech dowéinst och bei der Aarbechtszäitorganisatioun scho laang fir eng Flexibiliséierung an. Dat betrëfft selbstverständlech d'Férdere vum Teletravail, deen zanter der Pandemie aus eiser Aarbechtswelt net méi ewechzedenken ass, mee et beschränkt sech net eleng dorobber. Net jidderee kann aus dem Homeoffice schaffen, dowéinst brauche mir och Aarbechtsmodeller, déi an anere Secteuren agesat kënne ginn.

D'Leit wënsche sech virun allem eng méi flexibel Andeelung vun hirer Aarbechtszäit. A ville Secteure ginn et Phasen, wou mol méi, mol manner geschafft gëtt. Do wier et vu Virdeel, wann ee seng Aarbechtsstonne flexibel adaptéiere kéint.

Gesetzlech besteet d'Méiglechkeet, op e POT, also e Plan d'organisation du travail, zréckzegräifen oder an engem Horaire mobile ze schaffen. Dës sollen et de Betriber erlaben, d'Salariéë wärend enger bestëmmter Referenzperiod méi laang wéi déi üblech aacht Stonnen den Dag oder véierzeg Stonnen d'Woch schaffen ze loossen. Hei waarde mir aktuell nach op e Bilan intermédiaire vum Gesetz iwwert d'Organisation du temps de travail, dee fënnef Joer no der Entrée en vigueur vun dësem gesetzleche Kader soll gemaach ginn.

De Feedback, deen ech perséinlech awer elo vum Terrain krut, ass deen, dass dësen Dispositif net wierklech agesat gëtt, well en an der Ëmsetzung ze komplizéiert an och mol ze contraignant ass. D'Demande vun de Leit, fir méi flexibel ze schaffen, ass deemno bis elo net wierklech erfëllt ginn.

Als DP si mir der Meenung, dass de gesetzleche Kader dem Patron an dem Salarié hei déi gréisstméiglech Fräiheete misst ginn, fir zesummen déi beschtméiglech Aarbechtsorganisatioun festzeleeën. Well esou, wéi den Aarbechtsminister et gëschter ganz richteg gesot huet, fënnt een am beschten en Accord direkt am Betrib tëschent dem Salarié an dem Patron.

D'DP ënnerstëtzt an dësem Sënn d'Iddi vun Zäitspuerkonten, déi, wéi aktuell schonn an der Fonction publique, och generell am Privatsecteur sollte kënnen agesat ginn an net nëmmen do, wou e Kollektivvertrag besteet.

Och eng Joresaarbechtszäit mat enger Aarbechtsorganisatioun, déi eeben am Accord tëschent dem Employeur an dem Salarié ausgehandelt gëtt, wier eiser Meenung no e wäertvollen Outil. Engersäits kréichen d'Salariéen esou eng besser Méiglechkeet, selbstbestëmmt ze schaffen, anerersäits géifen d'Besoine vum Betrib an d'Realitéite vun de Secteure besser an d'Aarbechtsorganisatioun mat afléissen.

Mat dësen Outilen entsteet eiser Meenung no eng Win-win-Situatioun, déi souwuel der Work-Life-Balance vum Salarié wéi och der Kompetitivitéit an der interner Organisatioun vum Betrib entgéintkënnt.

Wa mer vun der Organisatioun vun der Aarbechtszäit schwätzen, steet fir eis als DP dofir d'Flexibilitéit am Vierdergrond. „Teletravail", „Zäitspuerkonten" a „Joresaarbechtszäit" sinn hei fir eis déi wichteg Stéchwierder.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President, a merci och dem Här Spautz fir dës Heure d'actualité. Et handelt sech effektiv ëm e ganz wichtege Sujet. D'Aarbechtszäitorganisatioun huet en direkten Impakt op d'Vereenbarkeet vum Familljen-, Aarbechts- a Privatliewen, an d'Stéchwuert „Work-Life-Balance" ass jo scho gefall.

Den Här Spautz huet virdrun eppes ganz Interessantes gesot, nämlech, dass en dem Aarbechtsminister wënscht, dass d'38-Stonne-Woch net nëmmen an der LSAP-Fraktioun Realitéit gëtt, mee um legislative Plang och fir ganz aner Beräicher kënnt méiglech sinn. Ech sinn erstaunt iwwert déi Ausso, mee ech wënschen dem Här Spautz dann emol, dass e mathëlleft, d'38-Stonne-Woch ze realiséieren an der CSV-Fraktioun, an ech wënschen him virun allem, dass en et och fäerdegbréngt, d'Aarbechtszäitverkierzung als solch an den CSV-Programm fir déi nächst Walen anzeschreiwen.

Ech fäerten awer, Här Spautz, dass dofir Ären Afloss net grouss genuch ass, wann ech verschidde personell decidéiert Saache kucken, déi Der an der Lescht decidéiert hutt.

(Brouhaha)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Déi ursprünglech Reegelung vun der Aarbechtszäitorganisatioun geet op d'Gesetz vun 1999 zréck an ass, wéi virdru scho gesot ginn ass, 17 Joer méi spéit vum deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit reforméiert ginn.

D'Referenzperiod, de POT, ass also 2016 iwwerschafft ginn. Déi maximal zousätzlech Referenzperiod ass op véier Méint erhéicht ginn. Doduerjer sinn d'Betriber an hirer Aarbechtszäitorganisatioun weesentlech méi flexibel ginn. Den Zouwuess u Flexibilitéit an domadder och u Produktivitéit vun de Betriber huet natierlech fir deen eenzelne Salarié den Nodeel vun engem Verloscht vu Planbarkeet a senger Liewensorganisatioun ausserhalb vu sengem Schaffensliewen. Ech denken zum Beispill un en Engagement an de Veräiner.

Dofir kréien d'Salariéë bis zu maximal dräi an en hallwen Dag méi Congé. Et zielt de Prinzipp: Wat d'Referenzperiod méi laang ass an domadder d'Flexibilitéit méi grouss, wat de Salarié méi Congé huet. Et ass wéi esou oft am Liewen: Et gëtt een eppes an et kritt een eppes! De Salarié gëtt en Deel vu sengem gereegelte Familljeliewen of a kritt dofir méi Congé. De Patron dogéint gëtt méi Congé a kritt dofir méi Flexibilitéit a Produktivitéit an domadder och méi Meerwäert oder eebe Gewënn.

Sou schafe mer eng Win-win-Situatioun, an dat ass en erstriewenswäerten Objektiv. Eng Situatioun, wou et just ee Gewënner an ee Verléierer géif ginn, kann net d'Zil vu Reforme sinn. Dat soll hei kloer an däitlech gesot ginn.

E weidere gudde Punkt vun där Reform vun 2016 war et iwwregens, dass de POT net méi einfach ka kuerzfristeg ofgeännert ginn, mee dass konkreet Delaie mussen agehale ginn.

An déi Reegelungen, vun deenen ech elo geschwat hunn, déi sinn an all Betrib haut scho méiglech, ouni dass grouss Verhandlunge musse gefouert ginn. Et kann ee souguer, an och dat ass virdru schonn ugeklongen, iwwer Kollektivvertrag eng Referenzperiod vu bis zu engem Joer decidéieren.

Et gesäit een also, dass zu Lëtzebuerg flexibel Aarbechtszäite méiglech sinn. Ganz bewosst huet de Legislateur awer e gesetzleche Kader gesat, fir déi Flexibilitéit ze organiséieren an domadder d'Salariéë vis-à-vis vun hirem Patron an heiansdo och vis-à-vis vu sech selwer ze schützen.

Esou wéi et Reegelungen a Gesetzer gëtt bei der Bezuelung, gëtt et och Reegelungen a Gesetzer bei der Aarbechtsorganisatioun. An dat ass och gutt esou. Ech si mir bewosst, dass et genau dee Punkt ass, wou sech d'Geeschter scheeden. Verschiddener wëlle méi flexibel Aarbechtszäiten duerchsetzen a mengen domadder ganz einfach eng méi grouss a méi laang Disponibilitéit vum Salarié zur Verfügung vum Patron. Aus der alengeger Siicht vum Patron ass dat souguer heiansdo verständlech. Mee déi Siicht ënnerschléit awer déi gesellschaftspolitesch Dimensioun vum Problem.

Et héiert een och ëmmer erëm, dass déi gesetzlech Ramebedéngungen ze strikt wären, an och haut hu mer dat hei héieren, et misst een dem Patron méi Méiglechkeete ginn, fir aleng mat sengem Salarié d'Aarbechtsorganisatioun ze klären. Och dat kléngt op den éischte Bléck ganz sympathesch, mee et ënnerschléit awer, an et ass och realitéitsfriem, dass dann an deenen allermeeschte Fäll e Staarke mat engem Schwaache verhandelt. An et brauch een net vill Fantasie fir ze wëssen, wat dann als Resultat erauskënnt!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir dat Verhältnis op eng méi gerecht Basis ze stellen, gouf e gesetzleche Kader geschafen. An et gëtt aus eiser Siicht kee Grond, un deem Prinzipp ze rüttelen. An et wär gutt, wann hei all Fraktioun zu där doter Fro kloer Stellung géif huelen, och am Hibléck op déi Walen, déi virun der Dier stinn. Dat ëmsou méi, well déi Fro vun der Neigestaltung vun der Aarbechtsorganisatioun an domadder och vun der Attraktivitéit vun den Aarbechtsbedéngungen eng wichteg Fro ass fir d'Zukunft vum Standuert Lëtzebuerg. Och dat sollte mer net vergiesse bei allen Diskussiounen.

Den Här Spautz huet zu Recht gesot, dass och den Teletravail an där ganzer Diskussioun e wichtegt Instrument ass, wat mer nach méi wäerten hei op dëser Plaz verdéiwen. Leider hunn ech net méi Zäit, soss wär ech nach op déi eng oder aner Fro agaangen.

Ech soen Iech awer Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'35-Stonne-Woch – mir Gréng wëssen, wat dat heescht, mir hu se ageféiert.

(Interruption et hilarité)

Merci dem Marc Spautz fir seng Aktualitéitsstonn iwwert d'Organisatioun op der Aarbecht, vun der Aarbecht, der Aarbechtszäitorganisatioun am Allgemengen. Dat Format hei, mir wëssen et, vun deene fënnef Minutten, ass e wéineg kuerz. Mee vu d'Aktualitéit mécht et Sënn, awer e puer allgemeng Iwwerleeunge kënnen auszetauschen.

Wie vun Aarbechtszäitorganisatioun schwätzt, dee schwätzt ipso facto vu Wuelbefannen op der Aarbecht. E schwätzt kloer d'Work-Life-Balance un. A loosse mer et och kloer soen: Deen denkt dee Moment ganz vill iwwert den Teletravail no.

Berufflech war ech laang an dëser Problematik ënnerwee. Ech hu vill Betriber ënnersicht, wat d'Mataarbechterzefriddenheet ugeet. Zefriddenheet op a mat der Aarbecht ass e weesentlecht Element vun der Produktivitéit. Dat ass och eng Erkenntnis gewiescht, déi ëmmer erëm bestätegt gouf, jiddefalls mëttel- a laangfristeg. Bon, et gëtt och, wat een nennt „quick wins". Kuerzfristeg kënnt Dir vläicht d'Mataarbechter quëtschen an aussuckelen, mee dat geet net laang gutt an dann ass de Betribsklima futti.

Ech ka vun dohier och just bestätegten, wéi wichteg et ass, dass d'Mataarbechter autonom an am Vertrauen a Respekt vun hirem Chef hir Aarbecht erfëllen, a wéi wichteg et ass, dass se och genuch Aarbecht hunn a virun allem eng Aarbecht maachen, déi Sënn ergëtt an net just eng Beschäftegungstherapie ass.

D'Covidkris huet eis gewisen, datt d'Mataarbechter sech present mellen, wann et drop ukënnt, och ënner schwieregen a komplizéierten Ëmstänn. Elo sinn déi awer zum groussen Deel eriwwer an d'Geleeënheet ass, wéi gesot, do, d'Aarbecht nei ze denken.

Jo, iwwerall iwwer eng generell Verkierzung vun der Aarbechtszäit ze schwätzen, muss erlaabt sinn. Kloer! Ma dat wirtschaftlecht Ëmfeld ass komplex an onsécher an d'Secteuren an d'Betriber si mat ville verschiddenen Erausfuerderunge konfrontéiert. Also ass eng einfach a schnell Léisung net esou evident.

Fir differenzéiert virzegoen, sollte mer vläicht den Dossier vun der Reform vum Kollektivvertragswiese weiderdreiwen, Här Minister. Haut si mer nach ëmmer bei 50 % schaffende Leit, déi een hunn. D'EU-Recommandatioun läit bei 80 %. Ech huelen un, dat ass och eist Zil. Wéi a wéini erreeche mer dat? Wat hu mer do wëlles?

An deem Kader kann een och iwwert d'Aarbechtszäitgestaltung verhandelen, differenzéiert, kloer, jee no Secteur, jee no Betrib, am Dialog, iwwer Wochen-, Saison- a Joresaarbechtszäiten.

Aleng iwwer eng generell Verkierzung vun der Aarbechtszäit elo ze schwätzen, gräift awer definitiv ze kuerz an et wier eng verpasste Chance, fir méi wäit ze denken.

Mir gi schaffe fir ze liewen, an net ëmgekéiert. Mir liewen net, fir just schaffen ze goen. Eng Premiss net nëmme vun eis, mee och vun deene Gréngen, déi eis ëmmer erëm leet, wa mer iwwert d'Aarbechtswelt an d'Aarbechtsorganisatioun nodenken.

D'Aarbecht füügt sech eisen Aen no an e véierfachen Equiliber an: dee perséinlechen, dee vum Familljeliewen, dee vun der Gesellschaft an dem sozialen Zesummenhalt a virun allem dee vun eiser Wirtschaft an de Betriber natierlech.

Perséinlech: Eng Aarbecht, déi sënnvoll ass, déi néideg ass, déi fir dee schaffende Mënsch och Sënn mécht, an och eng Aarbecht, déi hien net krank mécht, net physesch, awer och net mental, wéi mer

et an de leschte Jore gesinn hunn. Eng Aarbecht, déi perséinlech esou ass, dass Zäit fir Fräizäit bleift. A virun allem eng Aarbecht, vun där hien uerdentlech liewe kann. De Problem vun de Working Poor – also, dass Der schaffe gitt an net dovu kënnt liewen –, dat däerf definitiv net de Fall sinn an enger solidarescher Gesellschaft, wéi mir et wëlle sinn!

Op familiärem Plang: Eng Aarbecht, déi sech am Aklang mécht mat menger Familljesituatioun, an déi ass wiesselnd: keng Kanner, kleng Kanner, méi grouss Kanner an erëm keng Kanner; e Partner, deen net oder och beruffstäteg ass, Familljememberen, déi gesond oder leider och munchmol krank sinn.

Gesellschaftlech – den Dan Kersch huet et gesot –: Dass Zäit bleift fir Benevolat, fir Engagement, fir eis Veräiner.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Dass eis Kanner net vu siwen Auer moies bis siwen Auer owes auswäerts betreit musse ginn.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Mer mussen aus där Spiral erauskommen!

An dass béid Partner eng Beruffskarriär kréien, déi zu enger anstänneger Pensioun féiert.

Wirtschaftlech: Dass d'Betriber genuch gutt forméiert, gesond an zefridde Mataarbechter hunn. Et feelt u qualifizéierte Mataarbechter zu Lëtzebuerg an an der EU, gutt ausgebilte Leit – de sougenannte „Fachkräftemangel". Déi demografesch Entwécklung léisst an där Hisiicht näischt Guddes virausgesinn, an Europa an och zu Lëtzebuerg. Duerfir sollte mer nodenken, couragéiert nodenken iwwer eng Immigratiounspolitick. Wéi eng wëlle mer?

Kommt, mir kucken emol an Däitschland eriwwer. Déi si mat interessante Pisten ënnerwee. Ech denken do beispillsweis u Secteure wéi d'Handwierk an de Bau, un d'Finanzplaz, déi onbedéngt grengen Knowhow brauch a sicht, un de Gesondheets- a Fleegesecteur, dee sech ëm eis Léifst an och ëm eis selwer këmmert.

Ech denken un déi Mënschen, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, déi ënnert dem Radar sinn, déi schwaarzschaffen, well se keng Pabeieren hunn an trotzdeem munch Kompetenz a Qualifikatioun hunn.

Ech soen et och elo bewosst hei an dësem Kontext:

(Interruption par la présidence)

Mir sollen eis elo scho seriö Gedanken maachen, wéini mer eng Regulariséierung vun de Leit ouni Pabeieren, de Sans-papiers, maachen. Mir Gréng si prett fir dës Demarche, an ech war a villen Entrevuen déi lescht Wochen derbäi, wou ech gespuert hunn, dass munnech Patronen esou eng Demarche och ganz positiv gesinn.

Här Minister, kënnt Dir eis soen, net nëmmen, wéini déi Etüd, déi Dir an Optrag ginn hutt, erauskënnt, mee och vläicht méi am Detail, wie se ausféiert? En nationalen Usaz? Gëtt e Verglach mam Ausland gemaach? Sinn international Gremien oder Institutiounen am Spill?

(Interruption par la présidence)

Oder sinn et Consultingentreprisen?

M. Fernand Etgen, Président | Här Margue, Dir musst esou lues zum Schluss kommen!

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech kommen zum Schluss. Just eng Thees, déi och ëmmer ervirgehuewe gëtt: Dass, wann ee géif manner schaffen, dann och méi effektiv Presenz wär. Ech froen de Minister, ob en drun interesséiert ass oder ugeduecht huet, vläicht e Pilotprojet ze maache fir ze kucken, ob, wa manner geschafft gëtt, dann och manner Absenteismus wär.

(Interruption par la présidence)

Et wär vläicht gutt, e Pilotprojet an deem Sënn anzeriichte fir ze gesinn, ob déi Thees just e fromme Wonsch ass oder ob et op enger reeller Basis ass.

(Interruption par la présidence)

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech dem Här Marc Spautz e Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn.

De Corona huet ons déi lescht dräi Joer vill beschäftegt an et ass och e ganz grousst Ëmdenke komm, wat de Beruff ubelaangt an och d'Familljeliewen. An do komme vill Wënsch op an aner Besoine ginn anescht definéiert zanter dëser Pandemie.

Iwwer nei Aarbechtsformen, egal a wat fir enger Form, gëtt nogeduecht. Ech wëll hei op zwou agoen: den Teletravail an d'Aarbechtszäitorganisatioun.

Mir si grondsätzlech fir d'Flexibilitéit am Teletravail. Homeoffice muss awer ëmmer op fräiwëlleger Basis stattfannen, ausser, et ass am Aarbechtsvertrag kloer gereegelt, datt de Salarié e gewëssenen Deel vu senger Aarbechtszäit vun doheem aus schaffe kann. Op alle Fall däerf onser Meenung no kee Salarié gezwonge ginn, vun doheem aus ze schaffen.

Wat den Teletravail fir Frontalieren ugeet, gëtt et um Niveau vun der EU eng Sozialversécherung, déi allerdéngs verschidden Ausnamen zouléisst. Mir sinn amgaang, dodrun ze schaffen an enger Spezialkommissioun, dofir wëll ech elo net weider op dës Situatioun agoen.

Aarbechtszäitverkierzung ass eng komplex Matière, an déi ass net liicht mat Jo a mat Nee ze beäntwerten. Mee mir sinn awer generell géint eng Verkierzung vun der Aarbechtszäit. Allerdéngs ënnerstëtze mer all Mesüren am Hibléck op eng Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit. Esou eng Flexibiliséierung muss am géigesäitegen Accord tëschent dem Patron an dem Salarié festgeluecht ginn. Do muss een emol kucken, wat ee kann a wéi een et kann ëmsetzen.

Ech ka mech erënneren, vill Gesetzestexter sinn entstanen opgrond dovun, datt a Kollektivverträg vu verschiddene Firmaen eenzel Saache gereegelt goufen, an dann hu spéiderhin déi Erfarungswäerter, déi do gesammelt goufen, Afloss geholl, oder dat ass iwwerdroe ginn an e Gesetz. An ech mengen, et sollt ee vläicht op dee Wee goen, eng virsiichteg Moossnam ze huelen. Mir hunn nämlech no der Coronazäit eng fragill Aarbechtswelt an och flexibel Betriber. An do muss een elo kucken, datt een do net ze vill „Onsaachen" dra mécht, déi een net muss hunn.

Ech wëll awer nach bei der Aarbechtszäitverkierzung op e puer Saachen hiweisen. Manner Aarbechtszäit, do muss ee jo wëssen, da gi méi Aarbechtskräfte gebraucht, an déi hu mer net. Ech erënneren drun, e ganz banaalt Beispill: E Restaurant huet e Kach gesicht fir seng Spezialisatioun. En huet och ee fonnt, allerdéngs net aus engem EU-Land, mee doriwwer eraus. En huet zwee Joer gebraucht, fir dat gesetzlech ze reegelen, datt dee Jong konnt bei him schaffen, an et huet nach mussen en Affekot ugestallt ginn. Ech mengen, mir mussen och an deem Beräich schaffe vun der Gesetzgeebung, fir datt et do mol méi séier géif goen. Ech mengen, dat wier och wichteg.

An dann, wa mer nach méi Leit géifen an d'Land huelen, da muss ee och wëssen, datt méi Stau op eise Stroossen opkënnt. Ech mengen, mir wësse jo alleguerten, e Lidd dervun ze sangen. De Logement krute mer bis elo net an de Gréff, an dat verschäerft sech dann och nach duerch déi do Mesüren. An d'Kompetitivitéit vum Land gëtt och a Fro gestallt, wat jo e wichtege Facteur ass fir eis Industrie an och fir eis Betriber no baussen.

Ech mengen, domadder hätt ech déi puer Punkten hei gesot, an ech wollt dat als Iwwerleeung mat erabréngen an d'Diskussioun. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Viraus emol gesot: Mir applizéieren och scho ganz laang an eiser Fraktioun d'35-Stonne-Woch, an et geet awer!

Mee hei stellt sech jo wierklech d'Fro: Wéi eng Welt hätte mir gären? Also, wat fir eng Gesellschaft hätte mir gären? An eiser kapitalistescher Gesellschaft ginn d'Zäit an de Raum stänneg an ëmmer méi staark kapitaliséiert an der profittorientéierter Wäertschëpfung ënnerworf.

D'Aarbecht vun de Mënschen ass natierlech am stäerksten hei betraff an et si genau déi schaffend Leit, déi se dann och am stäerkste verspieren, och wa se dat oft guer net kënne gräifen an a Wierder kënne faassen, mee et éischter als entfriemend verspieren.

D'Organisatioun vun der Aarbecht ass dëser Logik ënnerworf. Si muss optimiséiert ginn, fir déi Profittwirtschaft um Liewen an am beschten um Wuessen ze halen an de Rendement vum Kapital weider klammen ze loossen.

Dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz merci fir dës Aktualitéitsstonn. Hien thematiséiert hei an éischter Linn och d'Fro ronderëm den Impakt vun der Pandemie op d'Aarbechtsorganisatioun, notamment och am Gesondheetssecteur.

D'Pandemie huet aus der Nout eraus awer och eng Entwécklung beschleunegt, déi scho säit längerer Zäit amgaange war, déi sougenannten „Digitaliséierung" vun der Aarbechtswelt. Zu Recht gouf ëmmer vun Aarbechtersäit virun enger Digitaliséierung gewarnt, déi an éischter Linn den Interesse vun de Betriber an/oder dem Finanzkapital déngt.

D'Flexibiliséierung vun der Aarbecht an d'Duerchlächerung vun der Trennung tëschent der Aarbecht an der Fräizäit, tëscht dem Travail an dem Hors-travail sinn dobäi als geféierlech Entwécklung genannt ginn. An d'Pandemie huet genee an déi Richtung gewierkt.

Déi permanent Kommunikatioun iwwert digital Outilen, Messengerdéngschter, d'Aarbechtsmailen um private Smartphone an esou weider, déi wärend der Pandemie selwer, besonnesch am Lockdown, e Fortféiere vun der wirtschaftlecher Aarbecht iwwerhaapt emol erméiglecht huet – well soss hätt wierklech dee ganze Buttek gestanen –, huet sech deelweis awer och bestätegt an ass haut déi nei Normalitéit a ville Betriber ginn.

D'Trennwand zwëschent Aarbechtszäit a fräier Zäit gëtt domadder ëmmer méi porös. Den Teletravail gëtt vu ville Salariéen als en Avantage ugesinn, an déi Meenung schwätze mir och kengem of, well hei gëtt et positiv an awer och negativ Aspekter, déi ze beuechte sinn. An ech mengen, mir schaffen an enger

Kommissioun ganz intensiv dorunner, an dat ass och ganz gutt esou.

Dëst gehéiert dann och elo zu eiser neier Normalitéit, bréngt awer eng zousätzlech raimlech Komponent mat eran, wou den Doheem mat der Aarbechtsplaz verschmëlzt. Schaffen a Fräizäit rëtschen hei nach méi no beieneen, wouduerch vill Salariéen den Androck kréien, dauernd fir de Patron ze schaffen. D'Aarbecht steet oder läit physesch doheem an der Wunneng, blockéiert e Raum, en Dësch. Heiansdo nervt dat einfach.

De „Quality of Work Index" vun der CSL, deen d'CSL alljoers erausbréngt, weist och ganz kloer dësen Trend: Drock, Nervositéit, Onwuelbefanne bis hin zur Erschëpfung a Burnout huelen zou.

D'Aarbechtsbedingunge ginn also als ëmmer méi schlecht wouergeholl. Déi fräi Zäit gëtt ëmmer méi e raren Artikel. Se gëtt verkierzt duerch déi laang Weeër op a vun der Aarbecht a se gëtt qualitativ ofgewäert, well d'Leit se ëmmer méi just nach brauchen, fir erofzekomme vum Stress, ouni se nach kënne produktiv fir hir eege fräi Entfalung, fir Famill a Frënn, fir Passiounen an Engagementer an engem Veräin, fir eng Cause oder awer och d'Politick ze notzen.

Natierlech ass dës Entwécklung net reng op d'Digitaliséierung an d'Pandemie zréckzeféieren. D'Flexibiliséierung vun der Aarbecht gëtt och politesch virugedriwwen, sief et strukturell mat der Legislatioun iwwert d'Aarbechtsorganisatioun – dat sougenannt PAN-Gesetz, dat d'Referenzperiode verlängert huet – oder punktuell am Commerce, mat neien Ëffnungszäiten owes, sonndes, op Feierdeeg. All Moment a Liewenslag muss genotzt gi fir ze schaffen, ze konsuméieren an d'Karussell um Dréien ze halen.

Här President, géint dës Entwécklung virzegoen ass sécherlech net einfach, an een einfacht Wonnermëttel gëtt et och net. Déi logeschst sënnvoll a längst iwwerfälleg Moossnam ass sécher eng substanziell Verkierzung vun der Aarbechtszäit, wéi déi Lénk se scho ganz laang fuerderen an net just all fënnef Joer e puer Méint virun de Walen erëmentdecken. Mat substanziell menge mir zousätzlech ee fräien Dag, also d'32-Stonne-Woch, well mir der Meenung sinn, datt méi kleng Verkierzungen an der Realitéit fir déi allermeeschte Leit net vill änneren.

Dat soll awer net heeschen, datt esou eng Verkierzung net ka schrëttweis ëmgesat ginn. Mir mengen donieft, datt d'Zäitspuerkonten och an der Privatwirtschaft eng wichteg an interessant Begleetmesür duerstellen, déi engersäits de spezifesche Besoine vum Secteur an de Betriber Rechnung droen an awer och fir de Salarié duerchaus eng sënnvoll Flexibilitéit a senger Liewensplanung bidde kënnen.

Des Weideren ass eng Méiglechkeet op eng indemniséiert Auszäit a sou engem Modell fir e Salarié och gutt maachbar, sief et fir e sozialen Engagement, perséinleche Ressourcement, e wirtschaftleche Projet, egal. D'Belsch huet esou eng Form vu Congé schonn agefouert.

D'Kollektivvertragswiesen ass eng weider Schinn, iwwert déi Verbesserunge fir d'Salariéë kënnen erreecht ginn. Mat ronn 50 % Salariéen am Kollektivvertrag ass hei nach immens vill Loft no uewen, an d'Regierung muss hei och liwweren, well déi EU-Direktiv, déi beseet jo, datt mer mussen op 80 % kommen, an dat wäert och net esou einfach sinn. Reegelen iwwert d'Dekonnexioun zum Beispill sinn am Gesetzesprojet Géigestand vu Kollektivvertragsverhandlungen, wat awer bedeit, dass Deeler vum Salariat net betraff sinn, eppes, wat mir och kritesch gesinn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi stelle mir Piraten eis d'Aarbecht vu muer vir? Wéi solle mer haut scho schaffen? Kloer fir eis ass, datt et eng modern Aarbechtswelt muss sinn, wou jidderee sech erëmfënnt, wou et eng Work-Life-Balance gëtt, wou ee fir seng Aarbecht gerecht bezuelt gëtt. Et ass eng Aarbechtswelt vun haut a vu muer, wou de Mindestloun net dierf belaascht ginn. Wann et drëms geet, sozial Ongerechtegkeeten ze bekämpfen, wann et drëms geet, net nach weider Leit an an ënnert d'Aarmutsgrenz ze drécken, da mussen d'Leit um Mindestloun steierlech erliichtert ginn, virun allem déi Alengerzéiend.

E weidere wichtege Punkt fir eis Piraten ass, datt déi Leit, déi elo an enger Mesure d'emploi sinn, déi selwecht Rechter kréien ...

(Interruption)

Här Baum?

M. Gilles Baum (DP) | Entschëllegt ... Ech wollt awer e Wuert dozou soen och.

M. Sven Clement (Piraten) | Dir kënnt mer gären herno eng Fro stellen.

M. Gilles Baum (DP) | Nee, ech wollt Iech eppes soen, ech wollt Iech keng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Clement, Dir hutt nach ëmmer d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Ech entschëllege mech, Här Clement, fir d'Ënnerbriechung.

M. Sven Clement (Piraten) | E weidere wichtege Punkt fir eis Piraten ass, datt déi Leit, déi elo an enger Mesure d'emploi sinn, déi selwecht Rechter sollen hu wéi déi Leit, déi e CDD oder e CDI hunn. Wann et zum Beispill ëm de Congé exceptionnel geet, wann een enke Familljemember stierft, wann d'Mamm stierft, wann de Jong stierft, hunn déi Leit dee Congé net zegutt am Moment. Dat fanne mir Piraten inacceptabel. Mir sinn der Meenung, datt déi selwecht Aarbecht och soll d'selwecht unerkannt ginn.

Fir eis Piraten misst haut och schonn den Ausbau vu Coworkingspaces weidergoen, déi Büroen, déi mer virun allem an der Grenzregioun fannen, sinn an eisen Aen e Puzzlesték am Kampf géint d'Mobilitéitsproblemer. Ech mengen nämlech, et ass evident, datt mer ëmmer méi e Problem mam Verkéier hei zu Lëtzebuerg kréien. Et muss een de Leit, déi aus der Grussregioun kommen, erméiglechen, méi kuerz Weeër fir op d'Schaff ze maachen an doduerch manner Zäit ze verléieren, well nëmmen esou kënne mer hire Beruff erëm attraktiv maachen. Well mir mussen eis jo awer bewosst sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Aarbecht hei am Land ëmmer manner attraktiv gëtt, wat d'Stauen op der Strooss méi schlëmm sinn.

Da geet et natierlech och iwwert den Teletravail, wou mir Piraten ganz d'accord sinn, datt do, wou den Teletravail méiglech ass, de Patron deen och erméigleche soll. Den Teletravail ass mëttlerweil eppes, wou d'Aarbechter immens vill Wäert drop leeën a wou se och an Zukunft wäerte Gewiicht drop leeën. A mir gesinn dat, jiddwereen, deen an der Lescht Entretiene gefouert huet, mierkt dat, datt eng vun den éischte Froen ass: Wéi vill Deeg Teletravail gëtt et?

Dat ass also elo einfach en Deel vun deem, wat d'Leit sech erwaarden, wa se eng nei Aarbecht sichen. Dofir ass et och am Interêt vum Patron, senge Leit do, wou et méiglech ass, den Teletravail ze erméiglechen. Natierlech muss een awer och un déi Leit denken, déi keen Teletravail maache kënnen an déi ni an hirem Liewe wäerten Teletravail maache kënnen.

Lëtzebuerg muss nach attraktiv fir Handwierker, jo fir Leit am Service bleiwen. Dat ass kolossal wichteg, well mat nëmme Leit am Teletravail geet eis Ekonomie awer zu Gronn.

Also, wéi bleiwe mer als Land nach attraktiv fir déi, deene mer keen Teletravail kënnen erméiglechen? Flexibel Aarbechtszäite mussen do dra spillen, datt ee méi fréi oder méi spéit kann ufänke mat schaffen an datt een dee Moment eeben net an d'Rushhours fält. Den Haaptpunkt fir eis ass et awer kloer, steierlech Incentiven ze schafe fir déi Leit, déi haut nach mussen all Dag op hir Aarbecht fueren, sief dat an d'Stad, sief dat enzwousch anescht. Dat geet zum Beispill iwwert d'Kilometerpauschal, wou mir Piraten schonn d'lescht Joer hei an der Chamber gefuerdert hunn, datt se soll vun 99 Euro op 115 Euro pro Unitéit klammen. Dës Fuerderung bleift bestoen en vue vun den héijen Energiepräisser an der Kompetitivitéit, déi mer hei ëmmer méi verléiere fir Leit, déi vu méi wäit kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss soen ech Iech, soen ech natierlech och dem Marc Spautz Merci fir d'Ufro vun der Aktualitéitsstonn, aleng scho well et en Theema ass, wat, mengen ech, alleguerten am Moment beschäftegt a wat op der politescher Agenda ganz uewe steet. Ech mengen, wa mer all déi Punkten, déi ech opgezielt hunn, géifen zäitno ëmsetzen, kéinte mer en Deel vun der Work-Life-Balance, vun där mer alleguerten heibanne schwätzen, ëmsetzen. Mir kéinten dofir suergen, datt Lëtzebuerg attraktiv bleift par rapport zum Ausland. Mir géifen dofir suergen, datt déi selwecht Aarbecht d'selwecht vill wäert ass. Dat sinn also déi Stellschrauwen, un deene mir als Piraten géifen dréinen, fir datt d'Aarbechtswelt vu muer weiderhin attraktiv ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister ...

Une voix | Den Här Baum hat nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum freet nach d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Entschëllegt! Ech wollt mech eng Kéier offiziell beim Här Clement entschëllegen, dass ech en ënnerbrach hunn. Et ass mir awer wichteg, eppes ze soen, wat mer och schonn hei am Kader vum Steierdebat gesot hunn. An der Steierklass 2 an an der Steierklass 1a, well Der grad vun de Monoparentalle geschwat hutt, Här Clement, ginn um qualifizéierten esouwéi um onqualifizéierte Mindestloun keng Steiere bezuelt. An et ass just an der Steierklass 1 um qualifizéierten an onqualifizéierte Mindestloun, wou Steiere bezuelt ginn, an zwar an Héicht vu 4 %. Dat kënnt Der noliesen an deem Rapport, deen opgestallt gi war am Kader vum Steierdebat. A vläicht erënnert Der Iech, dass mer genau an deem dote Punkt eng Motioun hate vun der ADR, an do hu mer dat doten och nach eng Kéier thematiséiert. An et ass aus deem Grond, well Der d'Monoparentallen ernimmt hutt, dass ech mer d'Wuert gefrot hunn.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wëll just ganz kuerz dorobber reagéieren, Här President. Ech hu gesot: Mir musse se steierlech entlaaschten. An dat heescht nämlech, datt mer se musse gläichstelle mat anere Leit, déi monoparental sinn. A wann ech am leschte Rapport „Travail et cohésion sociale" vum Statec liesen, datt e Monoparental, deen de REVIS kritt, tout

juste de Budget de référence erreecht an datt eng Persoun, déi monoparental ass a Vollzäit fir de Mindestloun schaffe geet, de Budget de référence net erreecht, dann hu mer e Problem an da musse mer Leit, déi de Mindestloun kréien an Elengerzéier sinn, dréngend entlaaschten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

M. Gilles Baum (DP) | Dir hutt awer – entschëllegt just, an dann halen ech op –, Dir hutt awer am Kader vun Ärer Ried hei vum Mindestloun geschwat an net vum REVIS.

M. Sven Clement (Piraten) | Maja! De Mindestloun ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech hoffen, datt dat elo gekläert ass a ginn d'Wuert un den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Här President, léif Deputéiert, villmools merci dem Marc Spautz fir dës Aktualitéitsstonn, a virun allem och e ganz grousse Merci un de Marc Spautz fir seng Aussoen, déi en haut hei op dëser Tribün gemaach huet. Als CSV-Spriecher vun dëser Debatt huet hie sech hei ganz kloer fir eppes ausgedréckt: fir d'38-Stonne-Woch. Dat fannen ech ganz couragéiert. An ech sinn och frou, dass en dat hei gemaach huet, an dat léisst fir weider Diskussioune jo sécherlech dann och nach e bësse Sputt.

All deenen aneren Deputéierten och e ganz grousse Merci fir hir Aussoen. Et war eng ganz flott Debatt.

An et ass ganz oft scho gesot ginn: D'Covidpandemie huet eis alleguerten dozou bruecht, eis vläicht méi fundamental Gedanken ze maachen iwwer vill Saachen an awer och doriwwer, wéi vill a wéi mer solle schaffen, iwwert déi kontraktuell Relatioun, déi een huet, wann ee schaffe geet, dass dat net nëmmen ass, fir Suen ze kréien, mee dass et awer och drëms geet, eppes ze ginn, dass Aarbecht muss e Sënn maachen, dass Aarbecht och eng sozial Komponent huet, déi ganz wichteg ass, dass een op der Aarbecht soll zefridde sinn, datt een awer och soll doheem zefridde sinn, privat zefridde sinn. D'Zefriddenheet op der Aarbecht, déi ass direkt mat der privater Zefriddenheet verbonnen an och ëmgedréit. Méi Zäit fir d'Famill ze hunn a méi Zäit fir sech selwer, dat sinn Iwwerleeungen, déi an deene leschte Wochen a Méint oder Joren ëmmer méi an de Vierdergrond geréckelt sinn. An et ass och net schlecht, dass dat geschitt ass.

Et gëtt och ëmmer méi Leit, déi net nëmme schaffen, fir Geld ze verdéngen, mee déi och eppes duerch hir Aarbecht wëlle beweegen. Et ass deenen net méi egal, wou se schaffe ginn. Déi wëlle sech mat hirer Aarbechtsplaz identifizéieren a si wëllen och do eppes fir d'Gesellschaft maachen. An dat Denken do ass sécherlech duerch d'Covidkris och nach méi verstäerkt ginn.

Den Teletravail – bei deem een a mengen Aen awer muss vun enger neier Organisatioun vum Lieu de travail schwätzen a sécherlech net vun enger neier Organisatioun vum Temps de travail –, deen huet sech etabléiert an deen ass och net méi ewechzedenken. Et ass richteg, wéi et virdru gesot ginn ass, den Teletravail ass net machbar fir jiddwereen. Duerfir ass et och schwéier, en Droit anzeféieren, dee fir jiddweree gülteg wär. A mir brauchen awer och déi Leit, déi keen Teletravail kënne maachen. Mir brauchen déi och ganz vill an eiser Gesellschaft.

Am leschten Debat ass gesot ginn: Majo da kënnen déi jo einfach hir Aarbechtsplaz wiesselen an dann hu se Teletravail. Nee, esou einfach ass et net. Éischtens ass dat net einfach an zweetens ass et och net gutt, well mir brauche Leit, déi um Bau schaffen, mir brauche Leit, déi mat Leit schaffen, mir brauche Leit an eisem soziale Secteur an am Fleegesecteur an op villen anere Plazen nach. Mee och deene musse mer eppes ubidden, fir datt se nach weider op Lëtzebuerg schaffe kommen.

D'Chamber huet sech jo am Kontext vum Teletravail ëfters domadder auserneegesat, an e Gesetz iwwert d'Recht op d'Ofschalten, dat dat soll garantéieren, dat ass jo och an der Prozedur.

Jo, an och wann d'Aarbechtszäit elo schonn am Code de travail gereegelt ass, sou maachen déi modern Kommunikatiounsmëttel et méiglech, iwwerall op der Welt 24 Stonnen op 24, 365 Deeg op 365 erreechbar ze sinn. An och vill motivéiert Salariéen, déi hänken nach owes um Handy oder um PC, fir awer nach Mailen ze beäntweren. Dat ass sécherlech net gutt fir d'Gesondheet. Dat ass och sécherlech net gutt fir d'Familljeliewen. Mir brauchen alleguerten Zäit fir ofzeschalten. Och mir heibanne missten eis déi Zäit vläicht deen een oder anere Moment huelen, fir dann och kënne besser Aarbecht ze leeschten.

(Interruption)

Ech wëll Iech do e Beispill ginn, well d'Leit alleguerten hei sinn net alleguer d'selwecht: Meeschtens ass eng Persoun, déi zweemol zéng Kilometer leeft, méi séier wéi eng Persoun, déi 20 Kilometer en continu leeft. Anerer, déi kënnen ... Meeschtens! Anerer, déi kënnen zweemol zéng Kilometer lafen, a bei 20 Kilometer, wa se déi mussen zesumme lafen, brieche se zesummen. An d'Recuperatioun ass och eng aner. Duerfir ass dat Beispill hei aus dem Sport eng gutt Metapher, fir se och an der Aarbechtswelt kënnen ze gebrauchen.

Dir Dammen an Dir Häre, et gëtt Stëmmen, déi schwätze mëttlerweil dovun – an ech hu se selwer héieren –, datt Salariéë solle 54, 55, 56, voire 60 Stonnen an der Woch schaffen. Ech fannen, esou Fuerderungen, déi sinn inakzeptabel. Se sinn inakzeptabel an enger Zäit vun engem groussen technologesche Fortschrëtt, vu Selbstscan, vu Computerprogrammen, déi dat alles machbar maachen, datt mer u sech manner misste schaffen. Et ass inakzeptabel, datt den digitale Fortschrëtt zu enger Verschlechterung vun eisen Aarbechtskonditioune féiert oder zu méi prekären Aarbechtsmodeller soll féieren. Ganz am Géigendeel, den technologesche Fortschrëtt, dee muss de Garant vum soziale Fortschrëtt sinn.

Ech wëll net soen, dass een net eng Kéier ka wärend enger Zäitchen e bësse méi schaffen. Dat maache mer alleguerten emol. Da muss dat kloer limitéiert sinn, da muss dat kloer begrenzt sinn. Wann et fir Patron a Salarié ok ass, dat ze maachen, dann ass et fir mech och eng Méiglechkeet, dat ze maachen. Mee da muss et negociéiert sinn, da muss et a Kollektivverträg festgehale sinn oder mat Delegatiounen ofgeschwat sinn.

An duerfir wäert ech och, fir och deene prekären Aarbechtsmodeller do aus dem Wee kënnen ze goen, gläich e Gesetz iwwert d'Plattformaarbecht deposéieren, wat ech dann och am CPTE (ndlr: Comité permanent du travail et de l'emploi) nach wäert mat de Sozialpartner diskutéieren, ier ech et deposéieren, wëll ech just soen.

An ouni elo an den Detail ze goen, et ass hei scho ganz oft geschwat ginn iwwert d'POT-Gesetz, Plan d'organisation du travail. Esou e Gesetz, dat hu mer. Mir hunn och do ganz vill Flexibiliséierung, déi Méiglechkeet ass ginn. An der Flexibiliséierung vun der Aarbecht hu mer grouss Méiglechkeeten an ech verstinn net esou richteg, wa Leit soen: „Mir hätte gär méi Flexibiliséierung. Duerfir musse mer do eppes um Aarbechtsgesetz maachen. "

Ma mir hunn d'Méiglechkeet. Mee fir elo genau ze wëssen... Well dat héieren ech och ëmmer, d'POT-Gesetz, dat wär komplizéiert. A fir där Kritick do e bëssen..., fir déi besser ze verstoen, hunn ech elo och eng..., wäerte mer och an der nächster Zäit eng Evaluatioun hei kënne presentéieren. Mir hunn eng Ëmfro maache gelooss. Am Joer 2020 ass déi ugefaange ginn an déi ass duerch Covid e bëssen an d'Stocke komm, well een natierlech wärend der Covidpandemie huet missen oppassen, wéi déi Ëmfro sech do vläicht op déi Aussoen do ausgewierkt hätt. An dofir kënnt déi elo e bësse méi spéit, wéi mer dat am Ufank gerechent haten. Mee d'Resultater vun deem Sondage, déi ginn dann och am Detail vum LISER analyséiert.

Zum Theema Liewensaarbechtszäit, jo, do gëtt dacks driwwer geschwat. Ech muss am Moment awer soen, datt ech – ech perséinlech – do relativ skeptesch sinn, wat d'Liewensaarbechtszäit ugeet. Mir schaffe 40 Joer an eisem Liewen. Mir wëssen awer alleguerten, dass an deene 40 Joer ganz vill ka geschéien. Eis Situatioun selwer ka sech änneren. D'Leit bleiwen och net méi, wéi dat vläicht nach fréier de Fall war, 40 Joer bei deem selwechte Patron. D'Karriäre wiesselen, d'Salairë wiessele vu Secteur zu Secteur, vu Patron zu Patron. D'Familljesituatiounen änneren an dat heiansdo op ganz onerwaarte Manéier. An duerfir fannen ech, datt dee Modell vun der Liewensaarbechtszäit e schwierege Modell ass.

Här President, léif Deputéiert, wa mer iwwer nei Aarbechtsmodeller nodenken, dann duerf de Salarié sécherlech net de Leittragende sinn. Nei Aarbechtsmodeller, déi sollen e puer Krittären erfëllen: D'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht solle gutt geschützt sinn. De Fonctionnement vum Betrib soll natierlech garantéiert sinn. Et muss och erlaabt sinn, sech perséinlech ze entwéckelen, a wa méiglech soll dat och eng gesellschaftlech Plus-value mat sech bréngen, déi et de Leit dann och erlaabt – et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn –, sech benevoll ze engagéieren, well och de Benevolat ass e Garant vun eisem gesellschaftlechen a sozialen Zesummenhalt.

Beim Aféiere vum neien Aarbechtsmodeller, do muss een duerfir ganz genee iwwerleeën, wat fir en Impakt déi Modeller do op eis Gesellschaft hunn. Wa mer nämlech vun der Sonndesaarbecht schwätzen, déi heiansdo jo vehement gefuerdert gëtt, da kann ee sech och d'Fro stellen: Jo, wéini verbréngt een dann nach iwwerhaapt Zäit mat senger Famill? Wéini geet een dann iwwerhaapt nach sech gesellschaftlech engagéieren oder iwwerhaapt an der Gesellschaft eppes ... Ech soen elo, wéini geet een dann nach Fussball kucken? Wéini geet een dann iwwerhaapt nach Sport kucken? Jo, sonndes! Wann d'Leit alleguer sonndes schaffen, geet dat awer net méi. Oder wann der e puer sonndes schaffen an e puer sonndes net méi, dann ass dat ganz schwéier.

An dann, wat heescht dat da fir eis Structure-d'accueillen? Mussen déi dann och sonndes op sinn? Mussen déi Leit dann och sonndes bereet sinn, Kanner ze versuergen? Wat heescht dat fir d'Weekender an esou weider? Dat heescht, déi ganz Diskussioun iwwert d'Aarbecht, déi huet e ganz groussen Impakt, déi huet e grousse gesellschaftlechen Impakt. Déi huet awer och e groussen Impakt op eise Logement, op eis Mobilitéit, op eis Ëmwelt, also eis ganz Gesellschaft ass dovuner impaktéiert.

Wéi Der all wësst, kënnt d'Hallschent vun eiser Workforce aus dem noen Ausland. Mir sinn deene Leit dankbar, datt se e wäertvolle Bäitrag hei an eiser Gesellschaft leeschten. An Zäite vun Aarbechtskräftemangel, musse mer weider attraktiv bleiwen, och fir Frontalieren, an Aarbechtszäitmodeller, déi en défaveur vun deene Leit sinn, déi dacks Stonnen a Stonnen am Auto verbréngen, fir heihinner schaffen ze kommen, déi erweise sech dann als kontraproduktiv a wäerten dës Leit berechtegterweis dann och ofschrecken.

Duerfir ass déi Diskussioun – déi ech iwwregens net kuerz virun de Walen, mee schonn am Februar 2022 iwwer Aarbechtszäitmodeller an iwwert d'Aarbechtszäitreduktioun lancéiert hunn – och eng kruzial Fro, net nëmme fir d'Salariéen, mee och fir eis ganz Wirtschaft. Déi ass extreem wichteg.

An dat Theema interesséiert mech staark. Duerfir war ech och bei eng Entreprise kucken, déi elo Quality Time agefouert huet, aacht Stonnen de Mount, bei vollem Lounausgläich. Aacht Stonnen de Mount, wann een dat héichrechent, gëtt dat herno d'38-Stonne-Woch, just fir dat als Beispill ze soen.

Dës Entreprise, déi huet, wéi esou vill anerer, agesinn, datt glécklech a motivéiert Mataarbechter de Garant si fir eebe grad de Fortschrëtt vun hirer Entreprise. A wéi Der wësst, ass eis Aarbechtswelt extreem diversifiéiert an de Modell, deen an engem Secteur vun enger Entreprise ideal ass, dee ka guer net adaptéiert si fir en aneren.

Wa mer vun neien Aarbechtsmodeller schwätzen, muss d'Aarbechtsrecht e Kader ginn, e Kader, dee garantéiert, datt dem Salarié seng Rechter geséchert sinn an dee gläichzäiteg flexibel genuch ass, fir sech kënnen un déi jeeweileg Gegeebenheeten um Terrain unzepassen.

A Kollektivverträg, ech soen et nach eng Kéier, Kollektivverträg, déi sinn net d'Diskussioun tëschent dem Salarié an dem Patron, mee Kollektivverträg, dat sinn Diskussiounen tëschent Delegatiounen, tëschent Gewerkschaften an dem Patron. Dat sinn u sech ideal Instrumenter, fir esou Saachen ze diskutéieren. An duerfir ass, ech soen et nach eng Kéier, déi Etüd ëmsou méi wichteg. An ech si ganz oppe fir dat, wat bei där Etüd do erauskënnt.

Fir dem Här Margue op seng Fro ze äntweren: Et ass eng Etüd, déi vum LISER gemaach gëtt, an do gëtt natierlech och gekuckt, wat am Ausland ass. Do ginn och Modeller gekuckt, wéi déi sech am Ausland repercutéiert hunn. An et gëtt och gekuckt, wat dat fir en Impakt op eis Maison-relaisen huet, wat dat fir en Impakt op de Benevolat huet. Do gëtt… , dat gëtt grouss gekuckt. An eventuell kann ee sech och d'Fro stellen, ob een dat herno dann net mat engem Pilotprojet lancéiert.

Vläicht nach e puer Wuert als Äntwert zu deem, wat den Här Spautz gesot huet, zum Reformstau. Et gëtt awer e bëssen …, de Mënsch vergësst relativ séier. Mir waren awer ëmmerhin, et muss een dat awer wëssen, zwee Joer an enger extreemer Situatioun hei. Dat war eng Pandemie, déi eis immens vill ofverlaangt huet. An ech hunn et gëschter um Radio gesot: Wann am Comité de conjoncture virun der Pandemie 15 bis 20 Demanden do louchen, da louchen der op eemol 14.000 do. Do si fir 15.500 Entreprisen a fir 160.000 Mataarbechter d'Salairë bezuelt ginn. Dat sinn 1,2 Milliarden, déi do ausbezuelt goufen, an déi hunn och missen all Mount um Kont sinn. An do huet och misste kontrolléiert ginn, wat do geschafft ginn ass. Dat heescht, wann elo gesot gëtt: „Jo, Reformstau", wëll ech dat net eleng duerch d'Pandemie explizéieren, mee ech wëll awer soen, mir haten awer eng Pandemie, déi eis ganz vill ofverlaangt huet. Wann ech soen „eis", da kann en Dan Kersch, deen do vill méi am Fokus war, dat sécherlech bestätegen.

An et ginn awer Saache gemaach, et sinn awer Saache gemaach ginn: Mir hunn en zousätzleche Congésdag. Mir hunn en zousätzleche Feierdag. Et ass awer um Teletravailsgesetz geschafft ginn. Et ass um Stagegesetz geschafft ginn. Mir hunn den Assistant à l'inclusion gemaach. Mir hunn eng Reform vun der ITM en cours gesat. Ech wäert elo d'Gesetz vun der Plattformaarbecht deposéieren. D'Work-Life-Balance-Gesetz ass deposéiert ginn. De Pappecongé fir Independanten a fir homosexuell Koppelen ass op de Wee gesat ginn. Mir wäerten a kuerzer Zäit e Skillsplang hei presentéieren. De Congé pour raisons familiales an, an, an …

Et si ganz vill Saachen awer geschitt. Duerfir, wann ee mer elo seet: „Reformstau",da fannen ech dat awer net ganz gerecht, well d'Situatioun eng aner war!

Dann, fir nach op dräi Saachen zréckzekommen: Jo, déi Etüd iwwert den Temps du travail, iwwert d'Aarbechtszäit, déi wäert elo ufangs Abrëll erauskommen. Dann hu mer nach eng Etüd lafen iwwert d'Kollektivverträg, déi am Joer 2022 och an Optrag gi ginn ass, an do wäerte mer och elo ufangs des Joers dann d'Resultater dervun hunn. An ech hat virdrun déi vum POT ugeschwat, vum Plan d'organisation du travail, och déi solle mer elo gläich kréien.

Duerfir wëll ech soen: Ech sinn oppe fir all Diskussioun, déi mer iwwert d'Aarbechtszäit an iwwer nei Aarbechtsforme kënne féieren.

Iwwregens war gëschter e ganz gudden Artikel am „Lëtzebuerger Wort" iwwert d'Aarbechtszäiten am Allgemenge vum Thomas Klein – dee kënnt Der roueg liesen, do si ganz vill Aspekter mat ugeschwat ginn. Duerfir wéilt ech hei och Merci soe fir déi flott Commentairen, déi hei koumen, an déi flott Proposen, déi hei gemaach goufe vun deem engen a vun deem aneren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Marc Spautz, dee seng Riedezäit nach net ganz opgebraucht hat.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll dräi Saache kloerstellen. Déi eng: Ech hunn net gesot, dass d'CSV d'38-Stonne-Woch wëll!

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Ech hu gesot, dass d'CSV gären hätt, dass mer hei am Kader vun der Negociatioun zwëschent de Sozialpartner Aarbechtszäitmodeller op de Leescht huelen. An dat ass nach ëmmer an ech gi jo och dovun aus, dass et bei der LSAP-Fraktioun esou war, dass déi 38-Stonne-Woch en Accord war zwëschent de Salariéen an de Patronen. Dat ass déi éischt Remark, déi ech mer wollt erlaben ze maachen.

Mee wat kloer ass fir d'CSV: Mir hätte gär, dass d'Sozialpartner d'Méiglechkeet hunn, d'Aarbechtszäitorganisatioun ze diskutéieren, a wann do eng Aarbechtszäitverkierzung derbäi erauskënnt, dann ass dat den Accord zwëschent de Sozialpartner, deen do soll gemaach ginn, a mir sollen dee legislative Kader schafen. Dat ass déi éischt Remark.

Déi zweet Remark ass, ech wollt just soen, Här Minister, Dir hutt gesot: „Reformstau". Jo, ech hunn dat Wuert iwwerholl vun aneren. Ech hunn hei just nach eng Kéier drun erënnert, wat am Koalitiounsprogramm stoung. Dat ass net eppes, wat mir drageschriwwen hunn, well, mir sinn eis jo eens, dat ass dee Koalitiounsprogramm, deen Dir zwëschent deenen dräi Regierungsparteie gemaach hutt.

An eng drëtt Geschicht ass, dass mir all déi Analysen och brauchen, fir kënne Reformen ze maachen, do sinn ech bei Iech, mee et muss een awer dann och hannendru bleiwen, dass mer déi Ännerunge kënne virhuelen, dass zwëschent de Sozialpartner, mat alleguerten deene Connaissancen, déi dann um Dësch leien, déi Ännerungen an Adaptatioune kënne gemaach ginn, an dat am Interêt souwuel vun de Leit wéi vun de Betriber.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot wéinst Fait personnel.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat huet sech erleedegt, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Et huet sech erleedegt. Mir sinn an enger Heure d'actualité, an do gëtt et keng Parole après ministre. Dat heescht, …

M. Sven Clement (Piraten) | Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président | … Fait personnel fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci. Ech muss leider nach eng Kéier reagéieren op dat, wat den Här Baum virdru gesot huet. Ech hunn extra elo nach eng Kéier d'Zuelen nogekuckt, an et ass esou, datt ab dem 1. Abrëll mat deenen Indextranchen, déi elo schonn annoncéiert a confirméiert sinn, een, deen de Mindestloun kritt, alengerzéiend ass, an der Klass 1a 6 Euro an 10 Cent Steiere wäert bezuelen op säin Akommes, nodeem en de Crédit d'impôt op de Salaire social minimum krut, ausser e freet den CIM un, de Crédit d'impôt monoparental, deen awer eréischt mat der Steiererklärung ausbezuelt gëtt, wou mer schonn e puermol drop higewisen hunn, datt do vun der Regierungssäit manifestement een Dechet fiscal gewënscht ass, well net jiddwereen e kritt! An dat ass, mengen ech, dat, wat ech wollt soen. An dofir musse mer déi Entlaaschtung direkt maachen an net eréischt mat der Steiererklärung!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, villmools merci. Ech wollt just dem Här Aarbechtsminister soen, ech kéint maachen, datt et e bësse méi séier geet. Well hie brauch kee Gesetzesprojet eranzegi fir d'Plattformaarbecht, et ass schonn eng Proposition de loi do, an zwar hu mer déi de 04.05.2022 deposéiert. An de 07.11.2022 koum e ganz positiven Avis vun der CSL. Also, déi kéint een och huelen a sech vläicht ralignéieren a sech d'Aarbecht vläicht e bësse méi einfach maache respektiv mateneeschaffen a kucken, datt een eppes zesumme géif maachen.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | D'CSL huet och e Projet eraginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Minister huet schonn drop reagéiert. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou,

datt ech virdrun net op ee Punkt agaang sinn, dee mer awer nach um Mo läit, an dat sinn d'Null-Stonne-Kontrakter. Ech deposéieren dofir haut am Numm vun de Piraten eng Proposition de loi, fir déi sougenannt Null-Stonne-Kontrakter ze verbidden.

En Null-Stonne-Kontrakt ass e Kontrakt, bei deem en Aarbechter, eng Aarbechterin – e Salarié, tout court – just esou vill schafft, wéi de Patron e brauch. Wann en also net schaffe kann, well de Patron keng Aarbecht fir en huet oder well e krank ass, kritt e keng Pai a kee bezueltene Krankeschäin. An de Kontrakter steet da meeschtens eng Dispositioun wéi, zum Beispill: „Durée de travail varie entre 0 et 30 heures par semaine."

Mir hunn an der Fraktioun esou Kontrakter gesinn. Mir hunn dunn och genau dat bei de Ministeren Engel an Hansen nogefrot, an zwar an de parlamentaresche Froe 5699 an 5700, an ech zitéieren aus der Äntwert op déi Froen: „Déi sougenannt Null-Stonne-Kontrakter sinn net vum Code du travail ofgedeckt an d'Regierung ënnerstëtzt dës Aart vu Kontrakter och net, well se déi concernéiert Leit an d'Prekaritéit féiert. D'Regierung ënnersträicht, datt et am öffentlechen Déngscht keng Null-Stonne-Kontrakter gëtt." Da stellen ech fest, datt et am Gemengesecteur ganz wuel esou Kontrakter gëtt, well mer esou e Kontrakt gesinn hunn, an deementspriechend, wann de Code de travail dat net hiergëtt, da wonnert et mech, datt et esou Kontrakter gëtt!

An deementspriechend, Här President, deposéieren ech hei eng Proposition de loi, déi am Artikel L. 211-4 vum Code du travail géif bäisetzen, datt et verbuede wär, Kontrakter mat enger Durée minimale vun null Stonne festzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

8147 – Proposition de loi portant modification de l'article 211-4 du Code du Travail

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

10. Question élargie n° 178 de M. André Bauler au sujet de l'attraction de talents

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 178 vum Här André Bauler iwwert d'Unzéie vun Talenter. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert vun dem Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Mir bleiwen am Beräich vun der Aarbecht a mir hunn haut vill scho vun Talenter geschwat. Jo, Talenter unzezéien, ass eng vun den néidegen, jo, souguer weesentleche Bedingungen, fir kënnen nei Aktivitéitsnischen hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen an déi divers Innovatiounsustrengungen an eiser nationaler Wirtschaft ze ënnerstëtzen, Innovatiounsustrengungen, déi ënner anerem och zum Wuelbefanne vun de schaffende Leit féieren.

Hautdesdaags ass eis Wirtschaft enger ëmmer méi staarker Konkurrenz ausgesat, enger Konkurrenz vun Entreprisen, déi an anere Memberstaate vun der EU oder an Drëttlänner etabléiert sinn. Déi Betriber si selwer stänneg op der Sich no Talenter, déi fäeg sinn, nei Kompetenzen ze entwéckelen, déi en zousätzleche Méiwäert schafen an hëllefen, eis Wirtschaft esou ze diversifizéieren.

Den IMD World Talent Ranking 2022, deen ugëtt, wéi eng Länner an der Welt am attraktiivste sinn – do gouf et zu dëser Lëscht am „Tageblatt" en interessanten Artikel –, Länner also, déi och Fachkräften unzéie respektiv hale kënnen, dëse Ranking weist op eng allgemeng Verschlechterung vun der Situatioun hei zu Lëtzebuerg hin.

An an deem Kader wollt ech dem Här Minister eng Rei Froe stellen. Kënnt Der vläicht e provisoresche Bilan zéie vun den Aktivitéiten, déi ënnert der Verantwortung vun der Cellule spécifique vum Wirtschaftsministère geleescht ginn, déi verantwortlech ass, fir nei Talenter unzezéien an eventuell ze entwéckelen? Emol ofgesi vun den Talenter, déi duerch eise lëtzebuergesche Schoulsystem an eisen Héichschoulsystem ervirbruecht ginn, kann den Här Minister eis uginn, mat Hëllef vu wéi enge konkreete Sichaktiounen a Promotiounsmëttel Lëtzebuerg Talenter unzitt, fir d'Industrie am breede Sënn vum Begréff ze ënnerstëtzen? Wéi eng rezent Ustrengunge goufe vum Wirtschaftsministère an dësem prezise Beräich ënnerholl? A wat sinn éischt Resultater an deem Kontext? Wéi eng privilegéiert Partner stinn dem Wirtschaftsministère am Beräich vun der Sich no neien Talenter am Ausland zur Verfügung? Wéi genee fonctionéiert dës Partnerschaft? A wéi gëtt d'Aarbecht an dësem Beräich systematiséiert? Mat wéi enge konkreeten Aktiounen an Instrumenter wëll den Här Minister d'Rekrutéierung vun auslänneschen Talenter fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart weider erliichteren?

An zum Schluss: Jo, Talentattraction ass wierklech eng vun de grousse reellen Erausfuerderungen an d'Konkurrenz schléift net. Wat sinn also aus Ärer Siicht wichteg Hiewelen, fir eise Standuert generell méi attraktiv ze maachen, fir auslännesch Talenter unzezéien? Wat fir ee Feedback kritt Dir do aus deene verschiddene Branchë vun eiser Ekonomie?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech freeë mech och op Är Äntwerten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, merci dem André Bauler fir déi Fro, déi Question élargie, déi e stellt zu der Talentattraction, effektiv complementaire zu där Heure d'actualité, déi mer virdrun haten. Talentattraction ass en Theema, wat complementaire ass zu deem, wat elo just hei diskutéiert ginn ass. Et ass d'Äntwert op dee Fachkräftemangel, mat deem mer konfrontéiert sinn. Och bei eis, heizuland ... Et ass natierlech net just e Lëtzebuerger Phenomeen, mee e Phenomeen, wat een iwwerall op der Welt begéint, an Europa, iwwerall scho laang en Theema, an Däitschland, awer och, wann der a Kanada ënnerwee sidd, an Amerika, an Asien, iwwerall gëtt sech beklot iwwer e Fachkräftemangel, an dat a bal alle Beräicher, vun der Restauratioun iwwert d'Handwierk bis zu Hightechberäicher, Digitalisatioun, Space, iwwerall. Natierlech, och an der Santé ass dat eppes, wat een iwwerall untréfft.

Dat ass an enger Gesellschaft, wou d'Prioritéite vun de Mataarbechter sech verännert hunn – dat ass elo just undiskutéiert ginn an där Debatt, där mer elo nogelauschtert hunn –, an nach vill méi no der Pandemie, wou och d'Aarbechtsforme sech verännere ënnert dem Afloss vu ville Phenomeener, déi elo alleguerten ugeschwat goufen.

E Phenomeen, dat sech nach méi prononcéiert, natierlech och mam Départ en retraite vu ville Leit. Et gouf gesot, dass dat zesummenhänkt mat de Babyboomers, déi elo alleguerten an d'Pensioun ginn, mat generell, wéi gesot, enger Penurie a villen, a ganz ville Beräicher, an do ass effektiv d'Fro justifiéiert, wat mer do maachen, fir deem Phenomeen entgéintzetrieden.

Talentattraction ass d'Äntwert, déi strateegesch Äntwert, déi d'Regierung op dee Phenomeen huet. Et ass effektiv eppes, wat bei mir am Haus, am Wirtschaftsministère, koordinéiert gëtt, mee et ass – ech géif dat och gäre betounen – eppes, wat natierlech déi ganz Regierung betréfft. Et ass eppes, wat net just de Wirtschaftsministère ka maachen, mee wat och de Staatsministère, den Ausseministère, d'Digitalisatioun, natierlech den Educatiouns- an Héichschoulministère concernéiert, awer och d'Finanzen, den Aarbechtsministère natierlech – et ass also souzesoen en Effort, deen déi ganz Regierung betréfft.

An dofir hu mer eng Feuille de route ausgeschafft, déi d'lescht Joer am Summer adoptéiert gouf an déi och am Regierungsaccord virgesinn ass. An do géif ech elo gäre kuerz drop agoen, op néng Punkten, déi an där Feuille de route do virgesi sinn an déi och amgaangen ass, elo schonn ëmgesat ze ginn. Dat ass e Comité interministériel, deen ënnert der Koordinatioun vum Wirtschaftsministère fonctionéiert.

Den éischte Punkt, dat ass u sech d'Ausschaffe vun enger Zort „Mapping" vun deenen Haaptbesoinen, vun deene Besoine vun Aarbechtsplazen, vu Posten, déi am meeschte gebraucht ginn. Dat ass also deen éischte Punkt, deen an där Strategie do virgesinn ass.

Deen zweete Punkt, deen huet mat Nationbranding ze dinn. Dat ass e bëssen d'Aart a Weis, wéi mer eis presentéieren, och no baussen hin, wa mer op Foirë ginn, Recrutementsfoiren. Dir wësst, dass do d'ADEM aktiv ass am Reseau vun den EURES-Länner an och eeben do present ass op internationale Recrutementsfoiren.

D'ADEM ass och zum Beispill den offizielle Partner vun der Luxembourg Space Agency, wann et drëm geet, déi néideg Talenter am Secteur vum Space op Lëtzebuerg kommen ze loossen – e Secteur, deen iwwregens ganz gutt ass am Unzéie vun auslänneschen Talenter. An ech mengen, dat weist och – an dat ass e wichtege Punkt –, dass wann een e Secteur huet, en Ekosystem, wou interessant Aarbechtsplazen entstinn, well mer eeben Entreprisen hunn, déi un der Pointe si vun deem Secteur – an dat ass am Newspace de Fall –, da brénge se et och fäerdeg, Talenter unzezéien aus aller Häre Länner. An dat ass, wéi gesot, am Space ganz kloer de Fall.

Den drëtte Punkt, dat ass eng Partie Internetsitten, déi mer en place gesat hunn, fir ze informéieren an och fir auslännesch Aarbechtskräften ze sensibiliséieren op d'Aarbecht an Europa, a méi spezifesch zu Lëtzebuerg. Do gëtt et zum Beispill de work-in-luxembourg.lu, deen informéiert, wéi den Aarbechtsmarché zu Lëtzebuerg fonctionéiert. Dat ass eng integréiert Datebank vun den Aarbechtsplazen, den Offres d'emploi.

Da gëtt et e weidere Site vun der Famille, dat ass den infolux.lu, deen d'lescht Joer am September lancéiert gouf, an dat ass e Site och fir nei Arrivanten zu Lëtzebuerg, fir deenen Informatiounen iwwert d'Land disponibel ze maachen.

De véierte Punkt, dat ass op eise Wirtschaftsmissiounen: Do geet et natierlech ganz vill ëm d'Aart a Weis, wéi mer eis als Investitiounsstanduert presentéieren, awer och dorëm, wéi mer als Plaz fir héichqualifizéiert Leit mat hire Famillje kënnen attraktiv sinn. Dat ass en Effort, dee scho säit längerer Zäit fir Luxembourg for Finance gemaacht gëtt a wou mer och elo an anere Beräicher nach méi staark probéieren, Talenter op Lëtzebuerg unzezéien.

Fënnefte Punkt: Et geet natierlech net nëmmen drëm, Talenter vu baussen op Lëtzebuerg unzezéien, mee och selwer Kompetenzen zu Lëtzebuerg opzebauen an deene prioritäre Wirtschaftssecteuren, déi mer

identifizéiert hunn. Dat ass eppes, wat mer mat der Universitéit, mat der Uni.lu, zesumme maachen, zum Beispill am Beräich vum Digital Procurement fir de Logistiksecteur, do hu mer e Master lancéiert elo d'lescht Joer, zesumme mam Héichschoulministère, deen och ugefaangen huet ze fonctionéieren, an do ass ganz kloer d'Iddi, ganz speziell Profiller auszebilden am Beräich vun der Logistik, an net der „Wald- und Wiesenlogistik", mee wierklech dem „supply chain management". Dat ass héichtechnologesch an eng ganz spezifesch Formatioun, déi et och an där Form net op ville Plaze gëtt.

Mir hunn och eng speziell Formatioun am Beräich vum Space, en interdisziplinäre Master an deem Beräich, awer och am Technopreneurship, wou mer zesumme mam ILNAS eng spezifesch Formatioun hunn.

De sechste Punkt: Dat ass eng Talentattraction, déi och ganz vill iwwer Startuppe fonctionéiert. D'Startuppe sinn Entreprisen, „jeunes entreprises innovantes", déi am Beräich vun der Technologie aktiv sinn an déi ganz oft déi sinn, déi nei Talenter op Lëtzebuerg unzéien, fir hei ze schaffen. Dofir si mer aktiv iwwer eis LTIOen, fir auslännesch Startuppen op grousse Foiren heihinner ze zéien, zum Beispill der ICT Spring. D'lescht Joer, zum Beispill, waren zéng koreanesch Startuppen hei, an och eng Partie japanesch Startuppen. Dat war wierklech eppes, wat iwwer eis LTIOen heihinner op Lëtzebuerg bruecht gouf, a wann der sech där nëmmen eng oder zwou da schlussendlech hei zu Lëtzebuerg usidelen an Aarbechtsplazen heihinner zéien, ass dat och schonn eng gutt, eng ganz gutt Nouvelle.

Mir maachen dat och iwwert de Fit 4 Start-Programm vun der Luxinnovation; och do ginn auslännesch Fachleit an de Beräicher ICT, Space, Healthtech encouragéiert, hei am Land eng innovativ Entreprise ze grënnen.

Siwentens hu mer och eng Rei punktuell Mesüren an alle Beräicher, fir Lëtzebuerg méi attraktiv ze maache fir auslännesch Talenter – dat geet iwwer FNR-Boursen fir d'Recherche –, awer och, fir Doktoranden hei hinner ze zéien. Mir hunn och – an dat wësst Der – ab dem 1. Januar de Régime d'impatrié méi attraktiv gemaach, andeem mer de Seuil vum Akommes vun 100.000 op 75.000 Euro erofgesat hunn, fir dës Mesür disponibel ze maachen.

Mir hunn an deem selwechte Sënn och de Regimm vun der Prime participative méi breet opgemaach, fir dass d'Firmen och d'Méiglechkeet kréien, hire Salariéen dësen Avantage ze accordéieren, wat och ganz oft am Beräich vun de Startuppen e wichtegt Instrument ass, fir Leit heihinner ze bréngen.

Mir hunn och am Beräich vun der Immigratioun elo eng Reegel, dass bei engem Travailleur, deen e Permis kritt, de Conjoint ka matkommen an dann och an Zukunft méi schnell soll kënne schaffen hei bei eis.

Aachtens schaffe mer och weider un enger besserer Work-Life-Balance – dat ass de Sujet, dee mer elo just hei diskutéiert hunn –, andeem mer entspriechend EU-Texter ëmsetzen, fir d'Recht op Deelzäitaarbecht kënnen hei anzeféieren. Dat ass déi ganz Diskussioun ronderëm d'Flexibiliséierung, et ass awer och d'Diskussioun ronderëm d'Aarbechtszäit, wou de Georges Engel jo elo déi Etüd do an der Maach huet. A mir wëssen, dass mer et mat enger neier Generatioun ze dinn hunn, déi och eng nei Ponderatioun an der Aarbecht sicht, wou vill méi Wäert geluecht gëtt op de Sënn an der Aarbecht, awer och eng besser Work-Life-Balance, dat heescht, och do ass dat e Facteur de compétitivité, dee mer ganz kloer musse seriö huelen.

An da wësse mer och – an dat ass deen néngte Punkt –, dass zum attraktive Schaffen och haut Teletravail gehéiert. Eng Entreprise, déi keen Teletravail méi ubitt, ass eng Entreprise, déi et schwéier kritt, fir nei Aarbechtskräften ze fannen. Mir wëssen, dass mer do an engem komplexen Ëmfeld sinn, well mer oft am Transfrontalier sinn, an do ass scho vill geschitt, souwuel iwwert de Ministère des Finances, awer och an der Sécurité sociale, fir dee Kader méi attraktiv ze maachen. Mir wëssen, dass dat nach net de Schluss ass vun där Diskussioun.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir wëssen, dass mer op auslännesch Ressourcen heizuland ugewise sinn. Mir wëssen, dass mer eng gutt funktionéierend Talentattraction hei brauchen, well mer dat brauche fir eis Ekonomie, fir dass eis Gesellschaft weider gutt ka fonctionéieren, an dofir brauche mer och en attraktiivt Aarbechtsëmfeld, wat mer trotz alle Schwieregkeeten, déi mer hunn, an trotz alle Problemer mam Trafick, mam Präis vum Logement, dat wësse mer alles … dass mer awer trotzdeem nach ëmmer attraktiv sinn.

Dozou gehéiert och – an dat ass eppes, wat net oft gesot gëtt an deem Kontext –, dass en Instrument wéi den Index ganz kloer och derzougehéiert. Den Index ass e Facteur vu Kompetitivitéit, vu sozialem Fridden. Et ass en Instrument, wat sécherstellt, dass eis Salariéen – och am Verglach mam Ausland – a ganz ville Beräicher besser bezuelt ginn. An och dat ass e Kompetitivitéitskrittär! Et gesäit een och, wann een an eis Entreprisë geet, dass oft ganz wéineg Turnover ass, dat heescht, dass se et fäerdegbréngen, hir Employéë ganz laang ze fideliséieren, an dat ass och e Garant, fir Expertis an Knowhow an eisen Entreprisen ze halen.

(Interruption par la présidence)

Wéi gesot, déi Talentstrategie, déi leeft, déi ass amgaangen, ëmgesat ze ginn a ganz ville Ministèren, vun der Educatioun bis zu der Immigratioun.

(Interruption par la présidence)

Et betrëfft awer och Logement a Steieren, an dofir ass dat eppes, wat, wéi gesot, wichteg ass, mat der Skills-etüd vun der OECD iwwer Travail … Vum Travail an Educatioun kréie mer och elo nach e weideren, e besseren Ableck an eis Besoinen, an och dat fléisst dann an déi Feuille de route do mat an.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Bauler fir eng oder méi Zousazfroen.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Merci mol fir d'éischt dem Här Minister fir déi detailléiert Erklärungen, déi eis e bessert Bild gi vun der Aarbecht, déi de Moment a sengem Ministère geleescht gëtt.

Jo, et ass e ganz wichtege Sujet, Talentattraction. Mir gesinn, mir hunn et mat enger Penurie vu Main d'oeuvre a ville Secteuren ze dinn; d'Madamm Closener hat virdrun och nach d'Handwierk erwäänt. Gläichzäiteg gëtt sech iwwer nei Aarbechtszäitmodeller Gedanke gemaach.

Ech wollt Iech just froen, ob Der Iech och an Ärem Haus Gedanke gemaach hutt, a wat fir engem Mooss déi Efforten, déi Der elo scho maacht, misste verstäerkt ginn, wann déi Penurie sech duerch verschidden Aarbechtszäitmodeller nach géif verschäerfen oder verstäerken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bauler. An d'Wuert geet zréck un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, ech mengen, dat do ass éischter méi e Commentaire wéi elo eng Fro. Ech hunn dat elo, mengen ech, beschriwwen: Éischtens ass de Punkt, dass mer dat net nëmmen am Wirtschaftsministère maachen. Mir koordinéieren deen Effort, ganz kloer, mee dat ass en interministeriellen Effort, deen iwwer Formatioun, iwwer Educatioun leeft, deen awer och, wéi gesot, mat Nationbranding ze dinn huet, deen d'ADEM mat implizéiert, fir op Foiren aktiv ze sinn, deen natierlech och eis Efforten am Commerce extérieur materanhëlt. Et ass also wierklech en Effort collectif vun der ganzer Regierung.

An et ass kloer, dass mer an deene Beräicher haaptsächlech musse versichen, déi innovativ Beräicher, wou mer oft vun Talenter schwätzen, déi mer net onbedéngt heizuland hunn, unzezéien, an dat maache mer iwwert déi verschidden Aart a Weisen, déi ech elo beschriwwen hunn, mee dat leeft och ganz vill ronderëm attraktiv Entreprisen, déi ganz interessant Aarbechtsplazen ubidden.

A fir de Rescht sinn d'Entreprisë konfrontéiert mat all deenen aneren Evolutiounen, déi een och iwwerall soss op der Welt gesäit: nei Besoine vun den Aarbechtskräfte ronderëm méi flexibel Aarbechtszäiten, ronderëm Teletravail, ronderëm eng attraktiv Pai, och ronderëm eng sënnstëftend Aarbecht. Ech mengen, déi Recherche no Wäert an no Sënn an der Aarbecht ass wierklech eng fundamental nei Orientéierung, haaptsächlech vun deenen neie Generatiounen, an do muss all Betrib sech dermadder ausenanersetzen. Dat maache se och ganz vill, iwwer ESG, iwwert déi Krittären, jo, vu Mënscherechter an hirer Wäertschëpfungsketten. Dat gëtt och ëmmer méi e Facteur, deen extreem wichteg gëtt am Rekrutement bei all de Betriber.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

11. 7981 – Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7981, d'Ëmsetzung vun enger Konventioun am Kader vum Offéiere vu Wracken. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Mierer maachen iwwer zwee Drëttel vun der Äerduewerfläch aus a si stockéieren een Drëttel vun den CO_2-Emissiounen. Dat féiert engem ganz séier virun Aen, wéi wichteg et ass, eis Mierer och ze schützen, wéi mer nëmme kënnen.

Och wa Lëtzebuerg elo net virrangeg fir seng Schëfffaart bekannt ass, sou sinn et awer ëmmerhin entre-temps iwwer 200 Schëffer, déi ënnert dem lëtzebuergesche Fändel ënnerwee sinn.

An dësem Projet de loi, deen den 22. Mäerz 2022 deposéiert ginn ass, geet et ëm d'Ëmsetzung vun der internationaler Konventioun vun Nairobi vum 18. Mee 2007, déi mir iwwregens an der Chamber den 30. Mee (veuillez lire: 30. Mäerz) d'lescht Joer adoptéiert hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Méi konkreet geet et virun allem ëm d'Besäitegung vu Schëffswracken, déi ausserhalb vun de Mers territoriales leien. Hei huet virdrun e Vide juridique bestanen.

D'Schëffswracke sinn eng Gefor fir d'Ëmwelt, mee och fir aner Schëffer, déi um Mier ënnerwee sinn. Sou Gefore si bekannt: Et kann Ueleg sinn, deen ausleeft, oder et ka sech ëm aner gëfteg Substanzen handelen, déi u Bord vum Schëff waren.

Bis elo hu Schëffer ënner lëtzebuergeschem Fändel a mat engem Gewiicht vun iwwer 300 Bruttoregëstertonne bei anere Länner e Certificat d'assurance missen ufroen, wat déi eng oder déi aner Kéier konnt zu administrative Problemer féieren. Mat dësem Gesetzesprojet wäert de Lëtzebuerger Staat den Certificat selwer kënnen ausstellen. Iwwerdeems ginn d'Reegele fixéiert, wie fir d'Ewechhuele vum Schëffswrack responsabel ass a wien dofir opkomme muss.

Mat dësem Gesetzesprojet mussen de Bedreiwer an de Kapitän vun engem Schëff e Rapport schreiwen, wann et zum Schëffbroch kënnt. Opgrond vun dësem Rapport gëtt evaluéiert, ob vum Schëffswrack eng Gefor ausgeet. D'Verantwortung läit mat der Ëmsetzung vun dësem Projet de loi kloer beim Proprietär, dee fir de ganze Prozess ronderëm d'Ewechhuele vun engem Schëff zoustänneg ass, dat heescht, hie muss souwuel fir d'Lokaliséierung wéi och fir d'Markéierung opkommen.

Wa sech erausstellt, dass vum Wrack eng Gefor ausgeet, dann ass de Proprietär och selwer fir den Enlèvement zoustänneg. Dofir ass et wichteg, dass souwuel den Term vum „Wrack", also vun der „épave", wéi och dee vun der „Gefor" kloer definéiert ass.

A well de Proprietär fir dës Entsuergung verantwortlech ass, muss hie fir eng finanziell Ofsécherung suergen, falls d'Schëff iwwer 300 Bruttoregëstertonnen huet. De Commissaire aux affaires maritimes stellt an deem Kader e Certificat aus, deen op d'Schëff matzehuelen ass. Bei Verstéiss géint dës Reegelen sinn entspriechend Sanktioune virgesinn.

Da komme mer elo kuerz zu den Avisen zu deem ganze Projet. D'Chambre de Commerce begréisst dëse Projet, deen d'Modalitéite ronderëm d'Ëmsetzung vun der Nairobi-Konventioun festleet a preziséiert. Si proposéiert an hirem Avis e puer textuell Prezisiounen, déi och Sënn gemaach hunn.

De Staatsrot stellt a sengem éischten Avis fest, dass am Ufank keng Dispositioun virgesi war, déi de Proprietär vum Schëff dozou sollt zwéngen, d'Käschte ronderëm d'Besäitegung vum Schëffswrack ze droen. Et goufen zwou Opposition-formellen ausgeschwat, well den ursprünglechen Text laut Staatsrot net zu 100 % mat deem vun der Nairobi-Konventioun vereinbar wier. A sengem Avis complémentaire huet de Staatsrot och drop opmierksam gemaach, dass keng Sanktioune virgesi wiere fir de Fall, wou de Proprietär vum Schëff keng Versécherung oder finanziell Garantien ofgeschloss hätt.

D'Kommissioun huet sech déi néideg Zäit geholl, fir alle Bedenke Rechnung ze droen, an a mengen Ae gutt geschafft, soudass de Staatsrot a sengem leschten Avis keng Observatioune méi gemaach huet.

Fir méi Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn och heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun ...

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | ... a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci och der Madamm Mutsch.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Jo, der Madamm Rapportrice e Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport.

Lëtzebuerg – d'Madamm Rapportrice huet et gesot – ass elo net bekannt als grouss Schëfffaartsnatioun, mee mir agéieren awer an enger Nisch, wou mer ganz grouss Schëffer ënnert eisem Pavillon fueren hunn. Virun engem gudde Joer, erënneren ech mech, hu mer hei e Gesetz gestëmmt, wou mer nach eng Kéier déi sozial Standarde fir den Equipage gestäerkt hunn.

Mat dësem Gesetz, wou mer dann déi Nairobi-Konventioun nach eng Kéier upassen, gëtt och e wichtege Schratt gemaach, well mir féieren am Fong näischt aneres a wéi de Prinzipp vum Pollueur-payeur bei dem Proprietär vum Wrack: Wann eppes geschitt, muss e wëssen, wou d'Wrack läit, an e muss herno, le cas échéant, dann och bezuelen – e wichtege Rechtsstaatsprinzipp hei zu Lëtzebuerg, a mer exportéieren dee souzesoen elo fir eise Pavillon an d'Weltmierer eran.

An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virop der Madamm Lydia Mutsch en häerzleche Merci, fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem dach ganz technesche Projet.

Här President, et ass elo déi drëtte Kéier an, ech mengen, néng Méint, datt mer hei an deem Haus iwwer international maritimm Problemer schwätzen. Wéi schonn hei ugeklongen ass, hu mer d'lescht Joer am Mee u sech eng duebel Loi d'approbation geholl: Dat éischt ass d'Konventioun vun Nairobi vun 2007 an doniewent ass d'Konventioun vun Hongkong vun 2009.

D'Konventioun vun Nairobi ass 2015 en vigueur getrueden, well glécklecherweis zéng Seefahrernatioune se ratifizéiert haten. Déi vun Hongkong – an de Léon Gloden huet et grad gesot, et ass u sech eng komplizéiert Matière, et ass d'Ëmwelt, mee et sinn och déi ganz Aarbechtsbedéngunge vun deenen, déi d'Wracken iwwerall an de Pays tiers ofdroen –, déi ass nach net en vigueur, déi hunn nach net genuch Leit ratifizéiert.

An d'Konventioun vun Nairobi, déi mer elo dann haut hei a Musek ëmsetzen, combléiert e Vide, deen iwwert déi verschidde Problemer bestanen huet. An ech wëll ganz kuerz dorop zréckkommen, well et ass u sech eng duebel Erausfuerderung vu Sécherheet a vun Ëmweltschutz.

Dat Éischt, dat ass, dass effektiv elo an der Zukunft Wracken, déi ganz geféierlech si fir d'Navigatioun ... Dir wësst, ech sinn e groussen Amateur vum Mier, vun allem, wat grouss Schëffer ass. D'Wracken, ech hunn Iech d'lescht Kéier gesot – an ech ka mech erënneren, et war Hilarité générale hei –, datt nach just de Schwanz vum grousse Blauwal eeben déi equivalent Gefor ass vun engem Wrack, wat hallef aus dem Mier erauskuckt, wat een an der Nuecht souguer mat Scheinwerfer net gutt ka gesinn, datt dat eng riseg Gefor ass fir d'Navigatioun, well d'Positioune mat Momenter net kënne kloer definéiert ginn, mee och fir, wéi gesot, fir all Schëffer, déi do laanschtkommen an hir Equipagen. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet, dat sinn d'Ëmweltschied. D'Schëffer sinn aus Stol, an d'Salzwaasser ass den éischte Feind vum Stol, dat heescht: Egal wivill Couchë se hunn, verraschte se. Dat ass emol den éischten Dreck.

Dat Zweet ass: All Wrack, wat iergendwou hallef oder ganz ënner Waasser ass, huet Reschter vun Hydrocarburen – Dir hutt déi grouss Dieselmotoren haut, Dir hutt aner cheemesch Substanzen –, déi an d'Mier lafen; also, et ass eng total Gefor fir Fauna a Flora. Dat ass dat Zweet.

An dann dat Drëtt dat sinn d'Käschten. Wann Der an de leschte praktesch 50 bis 80 Joer kuckt, firwat esou vill Wracken dorëmmer iwwerall klunschelen, dat ass, well d'Entsuergung – oder iergendwéi dat ewechzehuelen – extreem héich Käschte bedeit. Fréier war et ëmmer d'Faustreegel um Mier an der Zone internationale ... Bon, an dem Rapport, ech ginn net do eran, Dir wësst, et gëtt d'Dräi-Meilen-Zon, et gëtt d'Zwielef-Meilen-Zon, et gëtt d'200-Meilen-Zon, et gëtt d'Mer ouverte an esou weider, an dat kascht d'Aen aus dem Kapp, well et war ëmmer d'Reegel: Deen, deen Iech ofschleeft, huet d'Recht, een Drëttel vun der ganzer Valeur vum Schëff ze kréien. Dat ass jorelaang elo net méi en vigueur, mee op där anerer Säit kascht et esou deier an ech kann Iech soen, et gëtt e ganze Koup Leit – an dofir ass et och wichteg, dass hei elo Sanktioune geholl ginn –, et gëtt e ganze Koup Proprietären oder respektiv Armateuren, jee nodeem wivill Proprietéit se dann hunn, déi sinn absolutt net brav!

Mir hunn hei an der Chamber d'politesch Piraten sëtzen, dat si léif Scheewercher vis-à-vis vun deene Piraten, ...

(Hilarité)

... déi mer um Mier hunn, ...

Une voix | „Süßwasserpiraten!"

Mme Simone Beissel (DP) | ... well Dir wësst jo, d'Definitioun vun engem Pirat ass „sans foi ni loi", an déi maachen alles, fir d'Reegele sougutt international vun de Länner ...

M. Sven Clement (Piraten) | Mir si Corsaires, ...

Mme Simone Beissel (DP) | ... wéi och all ...

M. Sven Clement (Piraten) | ... mir hunn op de Grand-Duc geschwuer, Madamm Beissel!

Mme Simone Beissel (DP) | Dat heescht, déi respektéieren d'Reegelen net vun de Länner, och wa se an de Zone-côtières oder an der Zwielef-Meilen-Zon oder Zone économique exclusive dorëmmer sinn, an déi maachen alles, fir eebe just keng Käschten ofzekréien. Duerfir ass et extreem wichteg, dass déi Konventioun elo a Musek ëmgesat gëtt an dee ganze Vide combléiert.

Fir Lëtzebuerg, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et e grousse Quantesprong. Firwat? Mir waren ëmmer gehäit mat komplizéierten administrativen Demarchen: Mir hunn iwwer 200 Schëffer, déi ënnert dem Lëtzebuerger Pavillon fueren, wou mer och ganz stolz drop sinn, a mir hunn eng ganz gutt Reputatioun am Ausland, mee duerch de Fait, dass mer dee System vun der Assurance net haten, hu mer ëmmer missen un aner Seefahrernatiounen en Appell maachen – mat Komplikatiounen –, fir

eeben d'Assurance oder d'Garantie-financièren ze assuréieren.

Elo: Quantesprong, grouss Autonomie, grouss Fräiheet fir Lëtzebuerg! Mat där neier Konventioun vun Nairobi – mir si säit dem Oktober 2022 operationell, dass mer se kënne benotzen – kritt elo Lëtzebuerg d'Recht, selwer déi Certificate vun Assurance oder vu Garantie financière auszestellen, an dat ass extreem wichteg. Mir hunn d'Responsabilitéit derfir geholl, wéi mer déi Konventioun hei ugeholl hunn, d'Loi d'approbation, well mir hu Kloertext geschwat, fir d'Sécherheet, mee awer och fir eis Positioun mat dem Pavillon maritime international ze stäerke bei all de Seefahrernatiounen.

D'Sanktiounen, dat hunn ech Iech scho gesot, déi musse seriö sinn, well Dir hutt e ganze Koup Leit, déi Proprietäre vu Schëffer sinn, déi sinn net seriö, an dofir muss Uerdnung gemaach ginn. An duerch de Fait, dass mer elo déi Certificate kënnen ausstellen, hu mer u sech – doniewent, dass mer, wéi gesot, eis Positioun als kleng awer seriö Seefahrernatioun da stäerken – och en immenst Beispill gi vun internationaler Simplification administrative an deem ganze System, wéi déi Konventioun hei funktionéiert, wou déi ganz Demarchen, déi mer musse maachen, elo extreem reduzéiert ginn, a mir ginn dofir vill méi effikass. An dofir bréngen ech natierlech mat Freed den Accord vun der DP.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Déi nächst Interventioun kënnt vum Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Jo, ech sinn natierlech frou, dass ech am Numm vun der grénger Fraktioun bei mengem Virriedner esou vill Suerg ëm d'Ëmwelt fonnt hunn – dee Message ass elo definitiv ukomm! Ech brauch am Fong dozou elo näischt méi ze soen. Ech sinn och frou, dass mer no deem Exkurs vum Simone Beissel an d'Welt vun de Piraten och do méi schlau gi sinn an dass mir eng vun deene Seefahrernatioune sinn, déi elo hir Verantwortung huelen.

Mir hunn … zejoert am Mee-Juni war et, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn. Iwwert déi Konventioune vun Hongkong a vun Nairobi hunn ech méi laang geschwat, dofir faassen ech mech haut kuerz, soen der Rapportrice Lydia Mutsch en häerzleche Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun ëmsou léiwer!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann hu mer de Jeff Engelen, deen d'Wuert kritt.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, merci, Här President. Ech géif der Madamm Lydia Mutsch en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Och menge Virgänger, et ass alles gesot ginn, et ass deem näischt méi bäizefügen, an ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. D'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass alles gesot. E grousse Merci der Rapportrice, a mir ginn och den Accord vun der lénker Fraktioun. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dann huet dee vum Grand-Duc vereedegte Pirat d'Wuert.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, dat géif een dann als „Corsaire" bezeechnen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Freibeuter.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech soen dat … E Freibeuter, genau!

Mme Simone Beissel (DP) | Déi si méi nobel.

(Hilarité générale et brouhaha)

E Corsaire ass kee Pirat, Här Clement!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift! Herno, herno wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech soen der Madamm Beissel Merci, datt se eis elo grad „nobel" genannt huet; ech huelen dat Kompliment gären un.

Mir gi mat dësem Gesetzesprojet eisen Accord fir d'Nairobi-Konventioun. D'Madamm Beissel, mee och d'Rapportrice, d'Madamm Mutsch, huet dat virdrun exzellent souwuel am mëndleche wéi am schréftleche Rapport schonn duergeluecht.

Mir wëllen awer nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt mer net ganz averstane si mat der genereller Politick vu bëlleg Flaggen a vun de Pavillons de complaisance. Iwwer 200 Schëffer fueren ënner lëtzebuergeschem Fändel dobaussen op de Weltmierer. Mir sinn als Staat fir dës Schëffer – an dat gesäit jo och dëse Gesetzesprojet vir – responsabel. An de Rapport vun 2018 vum Commissariat aux affaires maritimes huet kloer gewisen, datt et Problemer gëtt, wann et ëm d'Aarbechtsbedéngungen op deene Schëffer geet. Et geet net nëmmen ëm de Recyclage vun den Epaven herno, mee et geet och drëm, wéi déi Leit, déi op deene Schëffer schaffen, schaffen. An ech mengen, mir hate virdrun eng Heure d'actualité, wou et ëm Aarbechtsbedéngunge gaangen ass, ëm Aarbechtszäiten, ëm Aarbechtsmodalitéiten, ma mir missten eis u sech och nach eng Kéier d'Aarbechtsbedéngungen op de Schëffer ënnert dem lëtzebuergesche Pavillon maritime zu Gemitt féieren.

An dofir mengen ech … Jo, mir hunn dat d'lescht Joer gemaach, an no dem Rapport … Mir waarden elo op de Rapport, ob dat dann och gegraff huet. An ech hoffen, datt et gegraff huet, mee ech fäerte ganz, datt mer nach eng Kéier mussen noleeën.

An dofir nach eng Kéier en Appell un d'Regierung, fir do nach eng Kéier eng Schëpp bäizeleeën. Wann et e Kuelendampfer wär, géif ee soen: Gitt nach e bësse méi Drock op de Kessel, fir datt dat weidergeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss.

An d'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister, de Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci. Merci virun allem der Rapportrice fir hire ganz gudden a komplette Rapport.

(Interruption)

Och merci all den Deputéierte fir hir Contributioun zu dëser Diskussioun, haaptsächlech dem Simone Beissel, fir seng ganz erudit Ried iwwert d'Blauwalen an och iwwer Epaven an iwwert dee ganze Projet. An ech si ganz d'accord mat hirer Analys, dass dat heiten eis nach méi staark als eng kleng, mee seriö Seefahrernatioun duerstellt.

Lëtzebuerg huet e Pavillon maritime an e Registre maritime, a mir si kee Pavillon de complaisance, mir si kee Bëlleg-Pavillon, a kenger Hisiicht. Ech mengen, dat ze soen, dat heescht, eise Secteur maritime net ganz gutt ze kennen. Mir setzen all déi Reegelen ëm an och déi international Reegelen, sief et am Beräich elo vun deem, wéi mer mat den Epaven ëmginn, awer och am Beräich vum Aarbechtsrecht. An ech menge wierklech, dass een net ka soen, dass et sech hei ëm e Pavillon handelt, wou Schmu gemaach gëtt oder wou bëlleg Konditiounen ugebuede ginn, fir Schëffer kënne bei eis ze enregistréieren. Ech mengen, dat ass ganz kloer net de Fall.

Ech freeë mech op alle Fall iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7981. Den Text steet am Document parlementaire 7981[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7981 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 8049 – Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Mir kommen elo zur Proposition de loi 8049 iwwert d'Ëmsetzung vum Artikel 82 vun der Constitutioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Pim Knaff, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de

Rapporter vun dëser Proposition de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Justizkommissioun, déi mech dofir designéiert huet – merci fir d'Vertrauen –, presentéieren ech Iech haut de Rapport zur Proposition de loi 8049.

Dëse Gesetzesvirschlag, mat enger begrenzter Liewensdauer vu knapp fënnef Méint, soll et dem Parquet erméiglechen, am Kader vun der sougenannter „Gaardenhaischen-Affär" mat senger Aarbecht weiderzefueren. Vu dass dës Affär och eng fréier Regierungsmember betrëfft, gouf et vill Onsécherheeten, wat d'Prozedur ugeet. Dës Onsécherheete soll dat Gesetz aus dem Wee raumen, andeems eng sougenannten „demokratiséiert" strofrechtlech Prozedur agefouert gëtt an dobäi esou wäit wéi méiglech den Droit commun spillt.

Ech wëll ënnersträichen, dass dëst Gesetz also net nëmmen an dësem prezise Fall, mee och fir aner Fäll, déi e jëtzegen oder fréiere Minister géife betreffen, asoufern et esou Fäll innerhalb där kuerzer Validitéit vum Gesetz géif ginn. Domat respektéiert an erfëllt d'Chamber also d'Obligatioun, déi den Artikel 82, wéi en an der haiteger Verfassung steet, hir zouweist. Si decidéiert zum Schluss iwwert d'Mise en accusation vum betraffene Minister, ouni sech fir de Rescht an d'Aarbecht vum Parquet respektiv vun der Justiz anzemëschen. Villméi wäert dës Propositioun de Wee fräi maachen, fir dass d'Justiz no hirer Preenquête hir Aarbecht an dëser Affär kann zu Enn féieren, déi fréier Ëmweltministesch kann héieren an, wann néideg, weider Instruktioune ka maachen.

De Parquet wäert um Enn vun der Instruktioun seng Konklusioune virleeën an d'Parlament dann iwwer eng eventuell Mise en accusation ze entscheeden hunn.

Hätte mir déi wäitgeeënd reviséiert Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft trëtt, scho gehat, hätte mer dës Proposition de loi net gebraucht, well den neie Verfassungstext déi strofrechtlech Responsabilitéit vu Regierungsmembere vollstänneg nom Droit commun reegelt an d'Chamber net méi intervenéiert, oder just um Rand.

En attendant, gëllt déi jëtzeg Verfassung. An do stounge mer virun dem schwéiere Choix, entweeder mangels gesetzlechen Ausféierungsbestëmmungen zum Artikel 82 déi Iwwergangsbestëmmung aus dem Artikel 116 ze applizéieren, déi awer sou al ass ewéi de Methusalem – 175 Joer – an eigentlech net méi als Iwwergangsbestëmmung ka bezeechent ginn, well se e ganz laange Baart huet, oder awer, wat mer elo maachen, d'Gesetz auszeschaffen.

Der Vollstännegkeet halwer wëll ech drun erënneren, datt mer zunächst ënnerwee waren, fir den Dossier no der Enquête préliminaire vun der Justiz ze iwwerhuelen.

Aus deem Grond krute mer den Dossier a konnten e consultéieren. No räiflechen Iwwerleeungen an Echangë mat Experten, hu mer eis fir d'Optioun „neit Gesetz" decidéiert, fir eis dem Droit commun ze rapprochéieren. An dat ass och gutt esou. Dat ëmsou méi, well och déi betraffen Exministesch keng speziell Behandlung wollt an hiert Recht, gehéiert ze ginn, wollt garantéiert wëssen.

Elo dann zum Text, deen den 18. Juli 2022 an der Chamber deposéiert an un d'Justizkommissioun iwwerwise gouf.

De Gesetzesvirschlag dréit d'Ënnerschrëfte vun de Kolleege Cruchten, Baum, Lorsché a Roth.

An der Kommissioun vum 20. September 2022 ass dës Propositioun vum Maître Patrick Kinsch, deen dofir enk mat der Cellule scientifique vun der Chamber zesummegeschafft huet, presentéiert ginn.

De Staatsrot huet säin Avis den 29. November 2022 ofginn a säin Zousazavis den 13. Januar 2023. D'Justizkommissioun huet nom Avis vum Staatsrot eng Rei vun Amendementer ugeholl a mech als Rapporter designéiert. De Rapport vun der Kommissioun gouf den 18. Januar 2023 ugeholl.

Mat dësem Text respektéiere mer net nëmmen eis aktuell Verfassung, mee och déi europäesch Mënscherechtskonventioun an insbesondere den Droit de la défense vum betraffene Minister.

D'Proposition de loi 8049 soll eis et awer och erlaben, der neier Verfassung wäitgeeënd virzegräifen. Den Iwwergang geschitt also ouni grouss Problemer, a sollt d'Instruktioun bis den 1. Juli net ofgeschloss sinn, huelen déi nei Dispositiounen nahtlos de Relais.

Déi strofrechtlech Prozedur gëtt also vollkommen applikabel, mat Ausnam, datt et, bis déi nei Verfassung a Kraaft ass, d'Chamber bleift, déi am Endeffekt iwwert d'Mise en accusation vun engem Regierungsmember oder engem fréiere Regierungsmember decidéiert.

Nieft dem Droit commun, deen applizéiert gëtt, preziséiert dës Proposition de loi d'Prozedur fir d'Mise en accusation vun de Betraffenen. Laut dem Artikel 82 vun der Verfassung ka just d'Chamber iwwert d'Mise en accusation vun engem Regierungsmember decidéieren. Aus deem Grond kritt se dann och just den Avis vun der Chambre du conseil vum Tribunal d'arrondissement iwwermëttelt. Aus dem Avis geet ervir, ob eng Mise en accusation vun de Riichteren als noutwendeg ermooss gëtt oder net.

Dësen Avis bënnt d'Chamber u sech net. Déi final Decisioun iwwert d'Mise en accusation läit aleng bei hir, esou wéi d'Verfassung et aktuell imposéiert. Ech ka mer allerdéngs net virstellen, dass eng Chamber iwwert deen Avis géif ewechgoen, well da wäre mer net méi am Droit commun.

Den Text gesäit awer nëmmen d'Hypothees vir, datt d'Chamber accuséiert, nodeems si vun der Justiz saiséiert ginn ass. Dofir ass dëst Gesetz nëmmen eng deelweis Ëmsetzung vum Artikel 82. Egal wéi en Zenario, d'Gesetz gesäit de Renvoi vum Regierungsmember virun déi ordinär Geriichter vir.

De Secret de l'instruction muss wéi am Rescht vum Droit commun respektéiert ginn, wann d'Resolutioun vun der Mise en accusation vun der Chamber an enger net ëffentlecher Sëtzung gestëmmt gëtt.

Kuerz zu den Haaptelementer vum Gesetz: Et applizéiert sech net nëmmen op déi aktuell, mee och op déi fréier Regierungsmemberen, an dëst fir Infraktiounen, déi am Exercice vun hire Fonctioune geschitt sinn. All Ugekloten huet d'Recht, d'Pièce vu sengem Dossier ze consultéieren, an e Recht op den Instruktiounsdossier.

Dëst Gesetz leeft aus, wann den aktuellen Artikel 82 duerch d'Entrée en vigueur vum neie Verfassungstext abrogéiert gëtt. D'Enquêten-, d'Instruktiouns- an d'Poursuittenakte ginn dann ënnert deem neie Regimm weider.

Wat d'Avise vum Staatsrot ugeet, sou huet de Staatsrot a sengem éischten Avis e puer Oppositions formelles gemaach, well hien Onprezisiounen, wat den Oflaf vun der Prozedur ugeet, bemängelt huet. D'Chamberskommissioun huet den Awänn vum Staatsrot Rechnung gedroen an a sengem Zousazavis huet de Conseil d'État säin Accord zum Text ginn.

Här President, ech komme schonn zur Konklusioun, déi awer e bësse méi laang gëtt.

(Hilarité)

Mir hunn de Wee vun dëser Proposition de loi gewielt:

Well mer net wollten nach méintelaang op déi nei Verfassungstexter waarden, wou d'Prozedure fir d'Regierungsmemberen an Exministere kloer nom Droit commun gereegelt sinn.

Well mer net wollten – gemäss Verfassungstexter aus dem 19. Joerhonnert – komplett an d'Aarbecht vum Parquet agräifen oder déi Roll gegeebenenfalls an enger Spezialkommissioun iwwerhuelen.

Well mer eis am Respekt vun der jëtzeger Verfassung an am Geescht vun deenen neien Texter, déi den 1. Juli a Kraaft trieden, eng Prozedur wollte ginn, déi d'Strooss hält.

Well mer dem Droit de la défense an der Mënscherechtskonventioun wollte gerecht ginn.

Well mer keng Prozedur en faveur, awer och net en défaveur vun engem Regierungsmember wollten hunn.

Well mer op Gewaltentrennung halen, Vertrauen an d'Justiz hunn, an d'Présomption d'innocence an de Secret de l'instruction elementar Rechter vun all Mënsch sinn.

Well et eis normal schéngt, dass gegeebenenfalls och e Minister vun engem dofir kompetente Geriicht jugéiert gëtt an net vun enger Cour supérieure de justice, wéi dat am bisheregen Text virgesi war.

Mat der Entrée en vigueur vun der Proposition de loi kënne mer dann zu der nächster Etapp iwwergoen, andeems mir der Justiz den Accord ginn, fir d'Virenquête ze verdéiwen, eis hir Konklusiounen ze iwwermëttelen, an dann ass et un eis – opgrond vun engem kompletten Dossier, wéi dat nach an der jëtzeger Verfassung virgesinn ass, an net méi an deenen neien Texter, an net ëffentlecher Sëtzung –, iwwer eng Mise en accusation ze decidéieren. Wéi gesot, no dem Vott, no der Dispens vum zweete Vott, no der Veröffentlechung musse mir nach eng Kéier en Akt setzen, fir der Justiz déi Missioun ze iwwermëttelen.

An eisem schréftleche Rapport hu mer och festgehalen, datt et d'Recht vun all Deputéierten ass, Froe respektiv Informatiounen am Zesummenhang mat dësem Dossier un d'Justiz ze iwwermëttelen. Et ass dann un den Instanzen, déi d'Ënnersichung maachen, ze decidéieren, wat fir Suitte si dëse Froen an Informatioune ginn.

Dir gesitt, mir hunn eis et net liicht gemaach. Et wäre sécher méi einfach Solutioune ginn, mee mir mengen, datt mer hei dee besseren, méi transparenten an demokratesche Choix getraff hunn.

An deem Sënn soen ech Iech en häerzleche Merci och fir déi gutt Zesummenaarbecht an de Kommissiounen an déi oppen Diskussiounen, déi mer haten. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass schonn e speziellt Gesetz, iwwert dat mer haut den Owend

hei ofstëmmen. Eigentlech ass et och en héichpolitesche Dossier. Ech wëll soen, et ass net emol opgrond vun der Affär, déi à la base ass, dass mer haut iwwerhaapt mussen e Gesetz stëmmen, mee well et virun allem ëm de Kär vum Rechtsstaat geet. An et geet och ëm de Kär vun der Demokratie.

Firwat? Ma et geet eigentlech ëm déi strofrechtlech Responsabilitéit vun deenen, déi d'Land regéieren. An ech muss soen – e bëssen Ironie vun der Geschicht, de Rapporter ass virdrun drop agaangen –, praktesch 200 Joer laang verlaangt eng Verfassung – net déi, déi elo nach en vigueur ass vun 1868, mee schonn eng Verfassung vu virdrun –, dass misst esou e Gesetz geholl ginn. An et ass awer keent geholl ginn, vläicht och wéinst der politescher Brisanz vun där ganzer Fro vun der strofrechtlecher Responsabilitéit vun engem Minister oder vun engem Member vun der Regierung.

An elo, véier oder véier an en hallwe Mount, ier dann déi nei Verfassung endlech soll a Kraaft trieden, no där eigentlech kee Gesetz méi néideg wär, musse mer haut dat Gesetz hei stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Wann Der just erlaabt, eng kleng Bemierkung. Dat ass ganz richteg, wat Der sot. An dofir probéiere mer alleguer zesummen, bei deenen neie Verfassungstexter och alles ze maachen, fir dass d'Ausféierungsbestëmmungen dës Kéier dobäi sinn, an net eréischt no 175 Joer.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President-Rapporter fir dëse Rapport an Zousaz bis. Duerfir stëmme mer eigentlech elo iwwer e Gesetz, wat dräi Punkten huet. Et ass véier Méint a Kraaft. Et ass e Gesetz, wat eng generell Natur huet, mee wat sech am Prinzipp, Stand haut, eigentlech just op e fréiere Regierungsmember applizéiert.

Ech wëll awer e puer Kloerstellunge maachen. Déi Éischt ass déi, dass dëst Gesetz net zur Ofstëmmung kënnt, ech widderhuelen, net zur Ofstëmmung kënnt, fir dass d'Immunitéit vun engem fréiere Regierungsmember kéint opgehuewe ginn. An de Rapporter huet et indirekt gesot, dass hien eigentlech och kéint emol am Kontext vun där sougenannter Gaardenhaischenaffär aussoen. Dat ass en Narrativ, deen, ech soen, d'lescht Joer am Abrëll oft ulässlech vun der Demissioun vun deem betraffene Regierungsmember benotzt gouf.

Ech soen awer gradesou däitlech, dass dee faktuell a rechtlech ganz einfach falsch ass, well et gëtt eng gutt Ofhandlung, muss sech soen, an enger Lëtzebuerger Juristepublikatioun, nämlech der „Pasicrisie", dat vun engem Magistrat, dem Claude Hirsch. An deen huet eigentlech dat Ganzt an engem Saz resüméiert. An zwar seet en, dat ass d'Konklusioun vun enger Iwwer-30-Säiten-Ofhandlung: „Néanmoins, dans un système politique régi par les principes de l'État de droit," – also vum Rechtsstaat – „les ministres doivent eux aussi respecter la loi et peuvent engager leur responsabilité juridique s'ils violent la législation."

Also, et kann een net einfach esou soen a maachen, wéi wann hei eng Immunitéit géif bestoen, well soss géife mer jo haut net hei stoen, an da wiere munch Diskussiounen, déi mer an dem Chamberbureau, an der Konferenz vun de Presidenten haten, jo och net do.

An e Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dee ka wuel als Zeien aussoe bei der Police judiciaire, am Kontext vun enger Enquête, bei engem Untersuchungsriichter an och virun engem Strofgeriicht. An Dir kënnt Iech virun zéng Joer u ganz spektakulär Beispiller erënneren an enger Affär, wou vill driwwer geschwat gëtt zënter 1984. An zënter zéng Joer eigentlech – jo, den Datum 2013! –, zënter 2013, hunn ech net méi ganz vill an där Affär héieren. Mee bon, dat sinn nun emol Konklusiounen, déi mir politesch net ze zéien hunn.

Fakt ass, Fakt ass, dat ass e Fait: Dass d'Chamber haut muss iwwert déi Gesetzespropositioun befannen, dat ass eenzeg aleng eng Strofbestëmmung bei eis aus dem Code pénal, nämlech den Artikel 158, deen eigentlech seet, dass en Enquêteur, d'Police judiciaire, en Untersuchungsriichter oder egal wat fir e Magistrat eigentlech net ka géint e Regierungsmember enquêtéieren, et sief, en huet dofir déi Autorisatioun am Virfeld ageholl vun deene verfassungsrechtlechen Organer, déi dofir zoustänneg sinn. Dat ass de Punkt. An et ass net, fir dass eng Ministesch seet: „Ech hunn e Recht fir auszesoen." Neen!

An Dir wësst, ouni dass ech hei op d'Untersuchungsgeheimnis, wou déi 60 Deputéiert dru gebonne sinn, aginn, well dat war public: De Verweis, wéi de Parquet général den Dossier un d'Chamber ginn huet, war och ganz kloer op dësen Artikel aus dem Code pénal.

Also am Resümmee: Ouni Autorisatioun vun der Chamber kënnen Ermëttlunge géint e fréieren oder aktuelle Regierungsmember net gemaach ginn. An dat ass de Punkt. An et ass net e Recht vun engem Minister, fir iergendwou eng Ausso ze maachen.

Dëst Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, huet och weeder mat dem Fong vun der sougenannter „Gaardenhaischenaffär" ze dinn, nach mat iergendwelcher Scholdfro, well do zielt d'Onscholdsvermutung fir een a fir jiddwereen – an ech betounen: fir jiddwereen!

Fakt ass awer och, dat soen ech grad esou däitlech, dass an eisen Aen, an den Ae vun eiser Fraktioun, op politeschem Niveau – ech betoune ganz kloer: op politeschem Niveau! Iwwert deen aneren hu mir eis net auszeschwätzen, wéinstens à ce stade net – den Dossier Gaardenhaischen onzoulänglech geréiert gouf. Nach eng Kéier: op politeschem Niveau! An dat ass och op dëser Plaz am Oktober 2019 ganz kloer vun eisem deemolege Spriecher an deem Dossier, Fakten a Pièces à l'appui, ganz kloer gesot ginn.

An de Michel Wolter huet an eisem Numm op dräi Kritiken higewisen. Dat Éischt war déi, dass d'Oppositioun an där betreffender Chamberskommissioun, nämlech an der Ëmweltkommissioun vun der Chamber, ganz einfach monddout gemaach ginn ass. Dat war bedauerlech! Dat war bedauerlech! Mir hunn och dorobber higewisen, well d'Oppositioun net berechtegt, net à même war, hir Froen ze stellen an deem Dossier, och am Kontext vun enger vläicht penibeler Aufgab, mee déi zu enger Demokratie gehéiert. An do konnt ee Pouvoir vun engem Parlament an enger parlamentarescher Demokratie, nämlech d'Aktioun, d'Regierung ze kontrolléieren, an där betreffender Kommissioun net wouergeholl ginn.

Zweete Punkt. Den Dossier ass den 10. Oktober och am Plenum mat enger Deklaratioun vun der Ministesch diskutéiert ginn. Och do muss ech soen, dass déi Äntwerten op déi berechtegt Froen, déi gestallt goufen, onzoulänglech waren. An den deemolege Spriecher, de Michel Wolter, huet gesot – an ech sinn autoriséiert, et ass d'ailleurs am Chamberblietchen, dat nach eng Kéier ze widderhuelen –: „D'Madamm Dieschbourg", sot den Här Wolter, „huet d'Chamber, d'Press an d'Ëffentlechkeet belunn, an d'Ier gefouert a wichteg Elementer verschwigen. Net manner wéi néngmol eleng op der Pressekonferenz vum 9. September."

Drëtte Punkt. Et gouf op déi Propos, déi den Här Wolter gemaach huet, net den Dossier reconsideréiert an et gouf och net an Erwägung gezunn, verschidden Decisiounen, déi geholl gi waren, am Delai vun dräi Méint zréckzezéien. Dat wär nämlech eng Méiglechkeet gewiescht, a keen ass onfeelbar. An Dir wësst, dass eng administrativ Autoritéit, déi eng Decisioun hélt, se bannent dräi Méint, wa se der Meenung ass, dass se rechtlech net an der Rei ass, kann zréckzéien.

An ech woen haut, sous réserve vu menger parlamentarescher Immunitéit, ze soen, dass, wann deemools vläicht méi op d'Kritiken an d'Suggestioune vun Oppositiounsdeputéierte gelauschtert gi wier, mer vläicht haut net iwwert dës Gesetzespropositioun missten ofstëmmen.

Et ass en Dossier, Dir Dammen an Dir Hären – drëtt Feststellung –, dee vum Parquet un d'Chamber geschéckt gouf, an et koum deemools zu enger Demissioun vun enger fréierer Ministesch. Ech wëll ganz kloer soen: Dat ass e politesche Schrëtt, dat ass e mënschlecht Drama, dat ass e mënschlecht Drama an dat ass och mënschlech schwéier ze verschaffen!

Ech wëll awer grad esou kloer soen, dass dee Schrëtt net rechtlech noutwendeg gewiescht wier, well ech wëll och kloer soen: Do spillt voll a ganz, an och vis-à-vis vun engem Minister, deen en ëffentlecht Amt huet, eng Onscholdsvermutung! An dat soll een och respektéieren, besonnesch am Kontext vun där neier Verfassung, déi mer hunn, besonnesch an dem Kontext vun där neier Verfassung, well soss géif dat heeschen, dass e Minister, wann iergendeen Dossier bei de Parquet géif goen, ech soen, wann dat public géif, praktesch forcéiert wier, seng Demissioun anzereechen. An de gudde Fonctionnement vun enger parlamentarescher Demokratie verlaangt och, dass, sauf jusqu'à preuve du contraire, d'Presomption d'innocence fir e Regierungsmember spillt.

Véierte Punkt. Deen Dossier, dee läit elo zéng Méint bei der Chamber. 60 Deputéierter haten Ableck an deen Dossier. A vun de 60 Deputéierten, dat wëll ech och emol eng Kéier soen – mir gi jo vill a vläicht och net zu Onrecht dobausse kritiséiert, mee ech wëll dat ganz kloer feststellen hei, och als Oppositiounsdeputéierten –, ass vun deenen Elementer, déi am Dossier sinn, menges Wëssens, mengen Informatiounen no, näischt dobaussen erauskomm! Et hate 60 Deputéierter Asiicht an deen Dossier, an all d'Akten, déi bäilouchen, an Dir wësst, dat war e relativ voluminéise Classeur. Et ass also näischt erauskomm. An ech wëll duerfir stellvertriedend Iech, Här President, Merci soen, un d'Presidence. An ech wëll och duerfir dem Rapporter, dem Mars Di Bartolomeo, fréiere Chamberspresident, haut Vizepresident vun der Chamber, Merci soen, well si et eigentlech fäerdegbruecht hunn, dass déi méi kontrovers Diskussiounen, déi mer haten, déi ënnerschiddlech Bewäertungen, déi et gouf an deem Dossier, roueg an, mengen ech, och op eng sereine Aart a Weis gefouert goufen.

Ech wëll an deem Kontext och soen, dass d'CSV ganz kloer hätt kënne mat op dee Wee goen, dat hei ouni Gesetz ze reegelen, wéi urspréinglech geduecht an där éischter Sitzung, déi mer hate mat der Procureure générale, déi do mat dem Procureur an aneren eminente Magistraten där Meenung war. Änlech wéi et an der Vergaangenheet war, well et sinn och heibanne Kolleegen, déi an der Vergaangenheet scho ganz penibel Momenter erlieft hu viru laanger Zäit, Leit, déi net méi am Parlament sinn, déi fréier Ministerfunktiounen exercéiert hunn, déi och iwwert déi heite Prozedur hu misse goen.

An Dir wësst, och dat ass eppes, wat an engem politesche Liewen heiansdo sëtze bleift a wat net einfach ze verkraften ass. Mir hätten also als CSV ganz kloer kënne mat op de Wee goen, dat hei ouni Gesetz ze reegelen. Mir ginn awer och, no deenen Diskussiounen, déi waren, mat op de Wee – an duerfir hunn ech am Numm vun eiser Fraktioun och déi

Gesetzespropositioun mat ënnerschriwwen – vun dëser Gesetzespropositioun.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet politesch virun allem ëm eppes, an dat ass nämlech d'Vertrauen, dat ass d'Glafwierdegkeet an dat ass virun allem d'Verantwortung vun dem éischte Pouvoir am Land! An et geet eigentlech ëm d'Ofweien, an och dat schreift de Magistrat Claude Hirsch, wann e seet: „La responsabilité des membres du Gouvernement met en jeu au moins deux impératifs, à savoir la nécessité d'un fonctionnement des institutions politiques et la nécessité d'une juste administration de la répression pénale. Si un membre du Gouvernement est certes un citoyen parmi d'autres, il s'agit néanmoins d'un citoyen un peu particulier à cause des fonctions qu'il exerce."

Dat ass eigentlech alles gesot. De Minister ass Bierger mat alle Rechter a Flichten, mee de Minister ass e bësse méi e spezielle Bierger, well e Fonctiounen huet, déi deen normale Bierger net exercéiert, an déi Fonctiounen exercéiert en am Numm vum Staat a fir de Staat.

An duerfir muss grad d'Chamber an dësem Dossier hirer Roll als Garant vum Rechtsstaat gerecht ginn, well nëmmen de Rechtsstaat ass och ëmmer e Vertrauensstaat. A fir d'Vertrauen eigentlech vun de Bierger an d'Politick ze stäerken, musse mir och beméit sinn, déi rechtsstaatlech Prinzippien och fir de Minister an dësem Fall zielen ze loossen. An dat heescht – an ech widderhuelen dann d'Wierder vum Rapporter, déi e virdrun hei gesot huet –: „Et däerf keen Nodeel si fir de Minister, mee eis Fonction däerf awer och kee Virdeel sinn."

Well fir eis, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Politick kee Gespills, an d'Politick ass kee Spill, wéi mol e fréiere Spëtzekandidat vun der CSV gesot huet.

(Hilarité)

An dat Gespills, Dir Dammen an Dir Hären, dat däerf et och net ginn an esou Dossiere wéi dat hei zwëschent Oppositioun a Majoritéit.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An d'Fro vun der strofrechtlecher Responsabilitéit vun engem Minister, déi zielt virun allem fir eppes: Dat muss en dehors vum politesche Gespills si vu Majoritéit an Oppositioun. Dat heescht also am Kloertext fir d'CSV, dass den Dossier, deen an der Chamber läit zënter Abrëll d'lescht Joer, fir eis am Kontext vun der aktuell geltender Verfassung muss traitéiert ginn, déi nach a Kraaft ass, an dat bis de Juli 2023, wou dann eng nei Prozedur spillt.

Zweetens, d'Chamber muss an eisen Aen och bis Juli 2023 driwwer decidéieren, ob Ermëttlungen an deem Dossier vun de Justizautoritéite sollen ënnerholl ginn oder net.

Drëttens, d'Chamber muss an enger net ëffentlecher Plenarsitzung – an enger net ëffentlecher Plenarsitzung! – doriwwer befannen. Et ass och dat, wat d'Proposition de loi festleet.

Véiertens, fir eis ass et gradesou kloer, an ech si frou, dass de Rapporter et nach eng Kéier rappeléiert huet, dass all Deputéierten – ech betounen: all Deputéierten! Jiddweree vun deene 60, déi heibanne sinn! –, opgrond vu senger eegener Analys vun deem Dossier och senger verfassungsrechtlecher Aufgab als ee vun deem Gremium Chambre des Députés kann nokommen a ka Froen un d'Justizautoritéiten iwwermëttelen. Mir hu laang doriwwer diskutéiert an der Chamberskommissioun. Dat ass och zougesot ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | An Informatiounen. Froen an Informatiounen.

M. Gilles Roth (CSV) | An Informatiounen. Well den Deputéierten, dat ass och de Bierger, iwwerhëlt hei en qualité vun dem Deputéierten eng speziell Roll, well en am Kontext vun dëser Verfassung nach virun oder bis zu dem 1. Juli gegeebenefalls iwwert d'Scholdfäegkeet vun engem Regierungsmember befënnt oder net.

Fënnefte Punkt: Fir d'CSV ass et och kloer, dass am Fall vun Ermëttlungen d'Untersuchungsgeheimnis an d'Onscholdsvermutung musse spillen, grad ewéi den Zougang vun all implizéierter Persoun zu deem Dossier. Och dat ass an der Gesetzespropositioun verankert.

An nach eng Kéier: Ob Minister oder normale Bierger, jiddwereen ënnerläit hei deene selwechte Reegelen, jiddwereen ënnerläit enger Enquête à charge et à décharge. A mir beweegen eis hei och, dat soll och gesot ginn, no räiflecher Iwwerleeung, am Kontext vun alle Prinzippie vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun.

D'CSV war net Demandeur fir dëst Gesetz. Mir sinn awer Demandeur fir Opklärung a fir Transparenz. Mir sinn Demandeur fir Gläichheet virum Gesetz. A mir sinn Demandeur fir Vertrauen an eise Rechtsstaat. A mir iwwerhuelen och eis Verantwortung am Sënn vun dem Rechtsstaat. An duerfir stëmme mer och als Oppositiounspartei dëser Gesetzespropositioun zou.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Propositioun 8049 iwwert d'strofrechtlech Responsabilitéit vu Regierungsmembere compbléiert e Vide juridique, dee säit iwwer 150 Joer an op Basis vun der aktueller Verfassung existéiert.

Méi prezis geet et hei ëm eng Lacune an der Procédure pénale, an der strofrechtlecher Prozedur. Den aktuellen Artikel 82 vun eiser Verfassung beseet: „La Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement – Une loi déterminera les cas de responsabilité, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées."

Den Ament gëtt et awer kee Gesetz, dat am Detail festleet an definéiert, wéi d'Parlament no enger Mise en accusation vun engem Regierungsmember an engem Dossier um prozeduralen Niveau soll an däerf verfueren.

Eng Chamber, déi an esou engem Fall soll de Rôle vun engem Juge d'instruction iwwerhuelen, ka sech net ouni kloer Reegelen a Gesetzer an esou enger Missioun engagéieren. An och fir d'Justiz, ee vun deenen dräi Haaptpouvoire vun dësem Land, ass et wichteg, datt e gesetzleche Kader an domat eng Base légale existéiert, op där de Modus operandi fir de weidere Verlaf vun esou engem Dossier fousst.

Wichteg ass och de Prinzipp vun der Égalité des armes, e Grondrecht, dat fir all Mënsch virun der Justiz gëllt. Et ass dofir och positiv, dass dës respektiv Artikele bei der rezenter Verfassungsrevisioun mat an d'Ae gefaasst goufen, fir notamment juristesch Onsécherheeten an Zukunft ze evitéieren.

Wat d'Justiz ugeet, si virun allem zwee Elementer immens wichteg: D'Justiz ass onofhängeg an d'Justiz ass eng extreem prezis Matière. Si fousst op klore Reegelen a Gesetzer, op deenen d'Urteeler vun eise Geriichtsbarkeete gesprach ginn. D'Feele vun engem Gesetz, wéi an dësem Fall d'Gesetz aus dem Artikel 82 vun der jëtzeger Verfassung, kreéiert eng onkloer a problematesch Situatioun.

Déi inkomplett Legislatioun léisst Raum fir Zweifel am Bezuch op d'Prozedur an d'Zoustännegkeet. An den aktuellen Artikel aus der Verfassung ka vun dohier guer net, sinon nëmme falsch, interpretéiert ginn, well duerch dat feelend Gesetz, wat mer haut stëmmen, huet e misse komplettéiert ginn.

Als Parlament an Acteur an esou engem Zenario ass et awer wichteg, dass e kloren Text existéiert, fir eis an deenen Demarchen ze guidéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu Lëtzebuerg hu mir eng Séparation des pouvoirs, an ech hunn et scho gesot: Als drëtte Pouvoir ass d'Justiz kloer vun der Executiv an der Legislativ getrennt an onofhängeg. D'Justiz ass och gebonnen un de Secret d'enquête an de Secret de l'instruction an natierlech och un d'Prinzippie vun der Rechtsstaatlechkeet. Dëst entsprécht dem Grondsaz vun engem moderne Rechtsstaat an enger demokratescher Gesellschaft.

Duerch dëst Gesetz, wat de spezielle Fall vun der Responsabilité pénale vun engem Member vun der Regierung ugeet, déi mer quasi integral dem Droit pénal commun ënneruerdnen, garantéiere mer de Respekt vun allen Droits de la défense: d'Assistance vun engem Affekot, den Droit de connaître avec précision les charges existantes, den Droit de consulter le dossier, den Droit de garder le silence, den Droit de ne pas s'auto-incriminer an esou weider.

An dëst gëllt och fir Ministeren a Membere vun der Regierung: net méi Rechter, awer och net manner Rechter wéi all Justiciabelen. An do gehéiert natierlech derzou, datt e Mann oder eng Fra onschëlleg ass, bis datt e Geriicht duerch e rechtskräftegt Urteel decidéiert huet, et wär ee schëlleg.

Dat erspuert eis dann och hei an der Chamber ze mengen, iwwer Schold oder Onschold vun engem Mënsch missen ze spekuléieren. Zwou kleng Derogatiounen, déi jo verständlech sinn, gëtt et awer: D'Partie civile kann hei an dësem spezielle Fall d'Action publique géint e Minister net declenchéieren, an e Minister kann hors flagrant net ouni Autorisatioun vun der Chamber verhaft ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer d'Procédure de mise en accusation vun engem Regierungsmember dem Code de procédure pénale an dem Code pénal ënnerwerfen, ass definitiv gutt, esou wéi mer et och schonn an der neier Verfassung gestëmmt hunn.

Et bleift wichteg, am Hannerkapp ze behalen, dass et an dëser Diskussioun net iwwert de Fong vun enger Affär, mee iwwer eng Prozedur, déi mer en place setzen, geet. D'Politick soll sech am Fong aus der Justiz eraushalen, esou wéi d'Justiz sech och aus der Politick eraushält.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | Mat deem neie Gesetz wäert et méiglech sinn, d'Separatioun vun de Pouvoiren ze assuréieren, d'Onofhängegkeet vun der Justiz als elementare Prinzipp vun engem Rechtsstaat unzeerkennen an all Beschëllegten, sief et e Regierungsmember, déi elementaarst Reegele vun der Prozedur ze garantéieren.

Et sinn och, wéi gesot, net déi rechtsstaatlech Prinzippien, déi feelen, mee et war eng Prozedur, wéi se am Kader vun enger Mise en accusation duerch d'Chamber vun der Chamber soll applizéiert ginn, fir e gerechte Prozess ze garantéieren.

Fir ze evitéieren, dass Dossieren zu politesche Spillbäll tëschent Pouvoir législatif a judiciaire kënne ginn, war et wichteg, déi Prozedur en place ze hunn, déi onofhängeg Recherchen an Enquêten erméiglecht.

Mat dëser Proposition de loi 8049 gëtt also elo de gesetzleche Kader geschaaft, fir der Justiz et ze erméiglechen, Fait-pénallen, déi och kënnen e Member vun der Regierung oder e Minister ugoen, kënnen an aller Rou ze préiwen, esou wéi se dat mécht, dëst am Respekt vun de Grondrechter vu jidderengem an de prozeduralen Dispositioune vum Droit commun, déi all Justiciabele garantéiert kritt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun, net awer ouni dem Rapporter Merci ze soe fir säin exzellente Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am schréftleche Rapport vun dëser Proposition de loi steet e Saz: „Le caractère obsolète de ces dispositions est indiscutable."

Dës Proposition de loi, déi vun de Fraktiounscheffe vun LSAP, DP, CSV an eis Gréngen deposéiert ginn ass, ass e gutt Beispill, wéi ee ka gutt zesummeschaffen. Dat wëll ech fir d'éischt emol betounen. An dofir fänken ech och mat engem Merci un. E Merci un de Mars Di Bartolomeo, dee sech där schwiereger Tâche ugeholl huet, hei de Rapport ze maachen, an e Merci un all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi zesummen am Bureau an an der Conférence des Présidents ganz vill diskutéiert hunn, awer och zu engem Resultat konnte kommen. An dat Resultat léisst sech haut weisen. Eigentlech hätte mer scho vill méi fréi esou e Gesetz misse maachen. Mee do kommen ech dann nach drop zréck.

Wéi gesot geet et haut haaptsächlech ëm déi obsoleet Dispositiounen aus der Verfassung, déi mer nach ëmmer hunn, well déi nei Verfassung nach net a Kraaft ass. An am Fong sinn déi zwou Dispositiounen aus där nach bestoender Verfassung de Kärproblem, e Kärproblem, deen d'Chamber scho viru Joerzéngten eigentlech hätt misse léisen.

Et sinn d'Artikelen 82 an 116 aus der Verfassung, déi de Mars Di Bartolomeo virdru gutt erkläert huet. Se ginn zréck op 1868 a souguer nach virdrun. A wann een da vun deenen Zäite schwätzt, 1868 an haut, wann een déi vergläicht, da muss ee wëssen, dass d'Léisung vum Problem dora bestanen hätt, datt scho viru Joerzéngten eigentlech dat Gesetz ausgeschafft gi wär, wat mer haut maachen, dat Gesetz, wat genee laut dem Artikel 82 vun der Verfassung virgeschriwwen ass, mee wat, wéi gesot, ni ausgeschafft ginn ass.

Haut si mer mat der Situatioun konfrontéiert, dass genee dës zwee obsoleet Artikelen den Haaptenjeu vun dëser Proposition de loi duerstellen. Dobäi muss ee jo wëssen, datt se souguer zréckginn op 1830, op déi belsch Verfassung, un där Lëtzebuerg sech orientéiert huet an déi eigentlech nach méi e laange Baart huet wéi déi Dispositiounen, déi nach an eiser Verfassung stinn, déi awer elo zum Gléck reforméiert ginn ass.

Et sinn dann och dës zwee Artikelen notamment, déi der Chamber d'Liewen zanter dem leschten Abrëll schwéier gemaach hunn, wéi de Parquet der Chamber den Dossier „Gaardenhaische" weidergereecht huet, deen ënner normalen Ëmstänn eigentlech iwwerhaapt net an d'Chamber gehéiert hätt. A wann ech vun normalen Ëmstänn schwätzen, da mengen ech domat näischt anescht wéi eng zäitgemëiss Verfassung, déi d'Fundament vun eisem Rechtsstaat respektéiert, andeems se den ieweschte Prinzipp vun der Gewaltentrennung assuréiert.

A well déi nei Verfassung, wou dee Prinzipp dann och respektéiert wäert ginn, eeben, wéi gesot, nach net a Kraaft ass, geet et bei dëser Proposition de loi virun allem drëms ze verhënneren, datt d'Chamber sech op den Artikel 116 vun der aktueller Verfassung muss baséieren. Et muss ee soen, deen ass nach méi schlëmm wéi deen aneren!

Dëse gëtt der Chamber praktesch all Fräiheeten, wuelbemierkt am Fall, wou kee Gesetz existéiert, esou wéi den Artikel 82 et da sengersäits verlaangt. Relevant um Artikel 116 ass eppes: Et ass dat, dass en et carrement onméiglech mécht, eise Rechtsstaat, eis rechtsstaatlech Prinzippien ze respektéieren, andeems en der Chamber Ermoossensspillraum oder Ermoossensfräiheet zousprécht, ob e Regierungsmember accuséiert soll ginn oder net.

Den Arbiträr, kann ee soen, d'Perspektiv vun engem ëffentleche Schauprozess an der Chamber, d'Verletzung vun den Droits de la défense a vu villen anere Rechtsprinzippie sinn an deem Artikel praktesch virprogramméiert. An dorop kommen ech zréck.

A wann den Artikel 116 dann effektiv géif applizéiert ginn, wier et relativ kloer, datt déi Saach zu Stroossbuerg um Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter géif landen, et ass schonn e puermol gesot ginn.

Et wier och relativ kloer, datt eist Land wéinst deem, wat bei eis hei zu Lëtzebuerg an der Chamber ofgelaf ass, zu Stroossbuerg verklot géif ginn an do de Kierzere géif zéien, wëll soen, eist Land géif verléieren a sech am internationale Kontext blaméieren.

Ech woen awer och ze behaapten, datt eis eegen national Riichter et eigentlech kaum esou wäit komme gelooss hätten a scho warscheinlech op hirem Niveau „Stopp" gesot hätten, well schlussendlech wier et jo och hir Decisioun gewiescht, déi zu Stroossbuerg jugéiert gi wier am Fall vun enger Condamnatioun vun der fréierer Ministesch, wuel wëssend, datt eebe grad déi Decisioun sech net an eng legal Prozedur agebett hätt. A well och déi lëtzebuergesch Riichter un déi international Mënscherechtskonventioun gebonne sinn – dat hu se eis als Juriste méi wéi eemol erklärt am Bureau –, passen och si natierlech ganz gutt op, wat se zu Lëtzebuerg maachen.

Här President, ech kommen zréck bei den Artikel 112 (veuillez lire: 116), deen am Bureau an an der Conférence des Présidents fir vill Kappzerbrieches gesuergt huet, aus deene Grënn, déi ech genannt hunn. Wat deen Artikel, mee och den Artikel 82 ugeet, esou si mer eis jo, an dat ass jo och ze begréissen, alleguer eens, datt et aus rechtsstaatlecher Vue schonn aleng komplett inakzeptabel ass, der Chamber am Joer 2022/2023 dat exklusiivt Recht zouzespriechen, Regierungsmemberen ze accuséieren, also d'Roll vum Geriicht, vum drëtte Pouvoir, ze spillen.

An dowéinst si mir als Gréng – mee ech mengen, mir alleguer heibannen – frou, dass mer eis parteiiwwergräifend fir dat klengst Iwwel decidéiert hunn, nämlech e Gesetz auszeschaffen, esou wéi den Artikel 82 et dann och notamment virgesäit.

A wa mir dës Proposition de loi haut stëmmen, da brauche mer eis definitiv net méi op den Artikel 116 ze beruffen. Dat war d'Haaptzil. Datt Lëtzebuerg ansonste géif verklot ginn, wat ech scho virdrun ausgedréckt hunn, dat ass iwwregens net op eiser Mëscht gewuess am Bureau, och net an eiser Fantasie. Dorop hunn héichkaräteg Juristen, déi mer och gefrot hunn, eis ze beroden, eis am Bureau opmierksam gemaach. An dofir wéilt ech hinnen och e grousse Merci ausdrécken.

An och fir eis als Gréng war et dowéinst ganz séier kloer, datt kee Wee laanscht d'Ausschaffe vun dëser Gesetzespropositioun dierft féieren, fir Rechtssécherheet ze schafen.

Wat heescht dat konkreet? Dat heescht konkreet, datt mer eis eng Prozedur ginn, déi et erlaabt, datt eng Geriichtsprozedur ka stattfannen, an där et vun Ufank un ëm de Fong geet, an datt et net méi ëm d'Form geet, an déi net schonn eleng duerch eng net zäitgemëiss Form gekippt ka ginn. Dat bedeit also, datt et endlech ëm d'Virgäng ka goen, déi am Fokus stinn, an net méi ëm d'Form, déi mat dëser Proposition de loi gereegelt gëtt a gesetzlech verankert gëtt. Dat mécht d'Dier op zu enger fairer Enquête an zu där Rechtsstaatlechkeet, fir déi mir vun Ufank un agetruede sinn an déi och dora besteet, datt mir eis Verfassung à la lettre applizéieren, well mer elo dat maachen, wat se eis schonn zanter Joerzéngte virschreift.

Ënnert dem Strëch, Dir Dammen an Dir Hären, geet et jo bei dëser Proposition de loi eigentlech ëm näischt anescht wéi ëm de Respekt vu Mënscherechter. Et geet drëms, déi fréier Ëmweltministesch, mee och all aner Regierungsmemberen, déi an esou eng Situatioun kéinte geroden, viru Geriicht ze behandele wéi all aneren normale Stierflechen. Dat kann nëmme fonctionéieren, wann esou Affären esou wäit wéi méiglech dem Droit commun ënnerstallt ginn, wou d'Rolle kloer definéiert sinn.

Eng Accusatioun duerch den éischte Pouvoir sengersäits géif spéitstens zu Stroossbuerg, wéi gesot, zu engem Non-lieu féieren – oder op d'mannst wär dee Risiko extreem grouss –, net awer dann zu der Opklärung vun de Virfäll a Fakten an och net zu der Opklärung, ob e Verstouss géint d'Gesetzgeebung dann elo wierklech virläit oder net. Wéi gesot – dat hunn och meng Virriedner scho gesot –, nach zielt d'Onschouldsvermutung, an dat wëll ech och am Numm vun der grénger Fraktioun ënnersträichen, well dat ass och e Rechtsprinzipp an eiser Demokratie.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dir Dammen an Dir Hären, aus all dësen Ursaachen, vun deenen ech elo geschwat hunn, ass et eigentlech kee Wonner, datt de GRECO, de Groupe d'États contre la corruption, en Ënnerorgan vum Conseil de l'Europe, scho jorelaang vu Lëtzebuerg verlaangt, d'Artikelen 82 an 116 vun der Verfassung ofzeschafen oder se zumindest esou ëmzeänneren, datt déi rechtsstaatlech Prinzippie vun der Gewaltentrennung endlech och zu Lëtzebuerg op deem dote Plang respektéiert ginn.

A genee aus deem Grond, a manner wéinst dem Inhalt vum Dossier, war et scho virun eppes iwwer zéng Joer an der Affär Krecké keen Zoufall, datt d'Chamber sech zréckgehalen huet, bewosst zréckgehalen huet an eigentlech refuséiert huet, sech an eng Affär anzemëschen, déi per se dem drëtte Pouvoir ënnersteet. Dës Zréckhalung, déi eigentlech och eng indirekt Kritick un de besoten Artikele vun der Verfassung war, huet d'Chamber deemools à l'unanimité an enger entspriechender Resolutioun ausgedréckt.

Déi Resolutioun huet mëttlerweil zéng Joer um Bockel, eppes méi. Mee well d'Moderniséierung vun der Verfassung dach awer leider geschleeft huet, huet sech bis haut näischt un der rechtswiddreger Prozedur geännert, déi nach ëmmer an der Verfassung steet. A grad dowéinst si mer mat dësem Dossier an eng ganz

schwiereg Situatioun geroden. Mee mer sinn och erëm erausgeroden. An dat ass de Verdéngscht vu jiddwerengem, dee matgeschafft huet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Glécklecherweis gehéiert dëse rechtsstaatlechen Anachronismus, kann ee bal soen, op de kommenden 1. Juli 2023 der Vergaangenheet un, wann déi nei Verfassung bis a Kraaft trëtt. An dofir muss een och deene Leit Merci soen, déi Méint a Méint domat ënnerwee waren a ganz vill Aarbecht geleescht hunn.

Onglécklecherweis war d'Verfassung awer bekanntlech nach net a Kraaft, a se ass et jo och nach net, wéi d'Chamber den Dossier weidergereecht kritt huet vum Parquet, wuel wëssend, datt de Parquet sech opgrond vum Artikel 158 aus dem Code pénal strofbar gemaach hätt, wann en aus eegene Stécker géint d'Ministesch enquêtéiert hätt.

D'Resultat vun deem ganze Geflecht, deem ganze Sammelsurium vu komplizéierten Artikelen oder net méi zäitgeméissen Artikelen ass, datt déi fréier Ministesch hirersäits net vum Recht Gebrauch konnt maachen, grad wéi all aner implizéiert Persounen, vun der Police judiciaire gehéiert ze ginn. An am Géigesaz zu allen anere Persounen hat si domat bis elo och net d'Recht, sech virun der Police judiciaire ze erklären an den Dossier mat hiren Aussoen ze komplettéieren.

Am Géigesaz zu allen anere Persounen ass si net d'office ënnert den Droit commun gefall, mee ass wéinst hirem Statut als fréier Ministesch an eng Sonderstellung geroden, an där d'Mënscherechter net respektéiert ginn.

Wat heescht dat am Detail? Dat heescht am Detail, éischtens, datt d'Droits de la défense mam Artikel 116 net respektéiert gi wieren. An enger änlech gelagerter Affär an der Belsch huet dat derzou gefouert, datt d'Belsch vun der Cour européenne des droits de l'homme condamnéiert ginn ass. A grad dowéinst ass et wichteg, d'Recht op Verteidegung ze garantéieren, an zwar doduerch, datt mir den Droit commun esou wäit wéi méiglech spille loossen, wat mer jo mat dëser Proposition de loi maachen.

Zweetens heescht et am Detail, datt e weidere wichtege Prinzipp aus der Europäescher Mënscherechtskonventioun an dëser Sonderstellung net respektéiert gëtt. Ech schwätze vum Artikel 6, dee virschreift, datt de Prinzipp vun der Égalité des armes garantéiert muss ginn. An och dorop hunn d'Juristen eis opmierksam gemaach.

Dësen Term dréckt am Fong aus, datt all Mënsch d'Recht op eng equitabel Behandlung viru Geriicht muss kréien an domat och d'Méiglechkeet, seng Cause ënner Konditiounen ze verteidegen, déi en net par rapport zu der Géigepartie benodeelegen. Einfach ausgedréckt mussen d'Prozeduren an d'Reegelen déi selwecht si fir all Mënsch, onofhängeg vu sengem aktuellen oder fréiere berufflechen oder politesche Statut.

Zu där Gläichbehandlung gehéiert des Weideren, datt all Mënsch, deen ënnert dem Verdacht steet, e Gesetz violéiert ze hunn, muss wëssen, wéi eng Prozeduren a sengem Fall applizéiert ginn. Fir datt d'Grondprinzippie vum Rechtsstaat respektéiert ginn, mussen dës Prozedure previsibel sinn, an dat ass just méiglech, wa se an engem Gesetz definéiert sinn.

D'Madamm Procureur d'État huet vum Prinzipp vun der Previsibilitéit vum Gesetz geschwat an huet dee Prinzipp och kloer ervirgestrach. Dat heescht an anere Wierder, déi ganz Prozedur däerf net aus enger Navigation à vue bestoen, déi am juristeschen Nimandsland endegt.

Dat féiert mech zum Prinzipp vun der Legalitéit, deen am Artikel 7 vun der Mënscherechtskonventioun verankert ass an deen deemno och fir all Mënsch, onofhängeg vu sengem Statut, muss gëllen. Ech schwätzen hei vun all deenen Ausféierungen, déi mer och kritt hu vun den Experten. Hei geet et ëm d'Legalitéit vun de méigleche Peinen, d'Legalitéit vun den Infraktiounen, an natierlech och d'Legalitéit vun de Prozeduren, déi an dësem Fall nach feelt.

A mir sinn eis eens, och dat ass e Grond, fir e Gesetz ze maachen a mat dësem Gesetz eng Bréck ze bauen zum Droit commun, dee mam Akraafttriede vun der neier Verfassung egal wéi wäert spillen.

An anere Wierder, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dës Proposition de loi stëmmen, schafe mer en natlosen Iwwergang zu deene rechtsstaatleche Prinzippien, déi Lëtzebuerg sech scho viru Joerzéngten hätt misse ginn.

An deem Sënn huet dës Proposition de loi déi grouss Plus-value, datt dësen Dossier entpolitiséiert gëtt an esou wäit wéi méiglech vun enger neutraler Instanz behandelt gëtt, woumat ech natierlech d'Justiz mengen. Dat bedeit, datt d'Enquête vun deene gemaach gëtt, déi dofir ausgebilt a qualifizéiert sinn an dem drëtte Pouvoir ënnerstinn, an net vu Politiker, déi schonn eleng opgrond vun hirem Mandat d'Missioun hunn, dach awer parteipolitesch Interessen an der Chamber ze vertrieden.

Dee verpassten Optrag vun der Verfassung, nämlech e Gesetz auszeschaffen, fir déi verschidde Responsabilitéiten, déi verschidde Peinen an d'Prozeduren ze definéieren, huele mer haut mat dëser Proposition de loi no ganzen 155 Joer no. Do kann ee soen: „Was lange währt, wird endlich gut!" Mee nawell muss ee sech froen, firwat zu Lëtzebuerg eigentlech net éischter de politesche Courage bestanen huet, dësen elementare Pilier vum Rechtsstaat ze reegelen an alles ze maachen, fir datt d'Gewaltentrennung zu Lëtzebuerg op alle Pläng garantéiert wier. Dësen Dossier soll eis eng Léier sinn.

Ee vun de consultéierten Experten huet net fir näischt drop higewisen, datt mir als Lëtzebuerger zwar séier mam Fanger op Ungarn weisen, wann et ëm de Rechtsstaat geet, mee datt Ungarn an dësem Fall och duerchaus op Lëtzebuerg hätt kënne weisen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Fir eis steet jiddefalls eppes fest – an dat ass och d'Konklusioun, déi ech am Numm vun der grénger Fraktioun wëll zéien, ech mengen, ech hunn et virdrun och vun engem Virriedner héieren, wann ech mech net ieren, vum Pim Knaff –: Esou wéi d'Geriicht den Usproch muss hunn, komplett neutral an onofhängeg vun der Politick ze handelen, esou muss d'Politick an domat och d'Chamber hirersäits den Usproch hunn, sech net an d'Aarbecht vun der Justiz anzemëschen an d'Aarbecht vun der Justiz op keng Manéier ze behënneren oder ze beaflossen, dat als Grondprinzipp.

Am Numm vun der grénger Fraktioun begréissen ech dowéinst, datt mer eis, wéi am Ufank scho gesot, parteiiwwergräifend op en Text konnten eenegen, deen dëse Prinzippie gerecht gëtt, an datt mir aus enger onméiglecher Situatioun dat Beschtméiglecht gemaach hunn, an dat och nach esou séier wéi méiglech.

Domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun a soen ofschléissend nach eng Kéier Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi ganz oft immens nuancéiert war. Mee d'Resultat ass dat, wat zielt!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dann och e puer Kommentare vun eiser Säit. Fir d'éischt och e grousse Merci un den Här Mars Di Bartolomeo, deen als Rapporteur hei wierklech erëm eng ganz komplett Aarbecht gemaach huet. E grousse Merci an eis Unerkennung dofir.

Mir hunn awer nach e puer oppe Froen an och heiansdo gemëschte Gefiller. Ech wëll hei just ... Ech wëll net alles widderhuelen, wat d'Virriedner gesot hunn, all déi juristesch Exposéen. Ech wëll just vläicht e puer Sujeten uschwätzen, iwwert déi ee kéint weider nodenken oder déi ee kéint verdéiwen am Kontext vun esou Diskussiounen, wéi mer se haut féieren.

Fir d'éischt wëll ech emol soen, datt déi Proposition de loi, déi mer haut hei virleien hunn, vu véier Parteien ënnerschriwwe ginn ass. Dat ass de Verfassungsreflex. Et wär eis méi léif gewiescht, wann déi siwe Parteien an der Chamber d'Geleeënheet gehat hätte fir ze ënnerschreiwen, well wa véier Parteien – déi, déi bis elo geschwat hunn – par la grâce de leur propre majesté do de Verfassungsreflex spille loossen, da muss ee sech awer do an deem Kontext eng Fro stellen.

Gutt, mir hu se awer elo virleien an déi Proposition de loi, déi stëmme mir och mat. Mee wéi gesot, mir wëlle vläicht awer hei nach e puer Iwwerleeunge matbréngen.

Wou mer den Dossier kruten, wären e puer Weeër méiglech gewiescht, fir mam Dossier ëmzegoen. E Gesetz schreiwen, mengen ech, dat hätte mer souwisou misse maachen, mee mir hätten och kënnen eng Resolutioun huelen, fir de Prozess u sech un d'Goen ze kréien, fir där concernéierter Persoun et ze erlaben, gehéiert ze ginn, an dann eeben och herno mat engem Gesetz nozekommen. Mir hätten eigentlech dee Wee vun enger Resolutioun léiwer gehat – quitte datt duerno eeben dann d'Gesetz geschriwwe gi wär –, well dat wär méi séier gewiescht an et ass och nun emol e rechtsstaatleche Prinzipp, datt eng Durée raisonnable du procès muss virgesi sinn an datt een net muss méintelaang waarden a waarden, bis mir fäerdeg sinn, bis een da schlussendlech ka vun der Police judiciaire gehéiert ginn!

Zweetens hätt dat och vläicht de Risiko vu prozedurale Feeler oder Indiskretioune reduzéiert. Ech mengen, et ass wierklech gutt, datt hei an der Chamber absolutt keng Indiskretiounen – dat ass och eise Wëssensstand – geschitt sinn. Mee de Secret de l'instruction ass nun emol e wichtege Grondprinzipp, an all Moossnam, déi kann derzou féieren, deen ze stäerken, muss een awer wierklech och considéréieren.

Elo hu mer e Gesetz. Dat huet eng ganz Rei Avantagen, och wann et eebe laang an der Prozedur war, mee aner Weeër wieren och praktikabel gewiescht. Sollt et elo an deenen nächste Méint nach zu engem Vott kommen iwwer eng eventuell Uklo vun engem aktuellen oder fréiere Minister, da menge mir als ADR, datt dee Vott vun all eenzelnem Deputéierte misst public sinn! Et däerf keen Zweifel dorunner bestoen, datt, wa mer de Fall géifen hei diskutéieren, dat natierlech misst à huis clos sinn – oder wéi och ëmmer, wéi mer dat dann och ëmmer nennen, op jidde Fall net public –, mee da muss et awer och kloer sinn an eisen Aen, datt jiddereen herno weess, wéi déi eenzel Deputéierten ofgestëmmt hunn!

Mir begréissen et och ausdrécklech, datt an deem Gesetz elo hei d'Zoustännegkeet vun de Geriichter och fir fréier oder aktuell Ministeren déi selwecht ass wéi

fir all anere Mënsch an datt mer och en Double degré de juridiction hei aféieren. Dat ass och e ganz wichtege rechtsstaatleche Prinzipp.

Mir hunn awer eng Rei Iwwerleeungen, déi dann e bësse méi wäit féieren. Dat eent ass de Prinzipp vum Contrôle politique vun der Chamber iwwert d'Ministeren, an dat anert ass och de juristesche Schutz vun den Deputéierten. Mir wëllen net onbedéngt elo Consideratiounen iwwert de juristesche Statutt vun de Ministere getrennt gesi vun der Diskussioun iwwert de juristesche Schutz vun den Deputéierten – aus Grënn, déi, mengen ech, aliichten. Ech kann och nach dorobber agoen.

De Contrôle politique muss erhale bleiwen. Ech mengen, et ass schonn esou, datt elo an deene Prozeduren, déi mer och haut hei festhalen, d'Chamber praktesch keng Kompetenze méi huet, datt bal alles un de Parquet geet. Awer wa politesch relevant Fakten an enger Enquête opdauchen, muss d'Chamber doriwwer Bescheed wëssen, natierlech net, wann dat privat Fäll sinn, zivillrechtlech Saachen oder esou, mee bei Faiten, déi e klore politesche Bezuch hunn. Doriwwer misst een awer och nodenken, datt mer eis Kontrollfunktioun kënnen ausüben.

Et kann ee sech do ganz vill Zenarie virstellen. Ech wëll och elo net hei … Ech hunn och d'Zäit net derfir, fir do an d'Zenarien eranzegoen, mee de Grondprinzipp ass deen, datt mer als Chamber wuel net de Pouvoir judiciaire ersetzen, mee awer eis Kontroll, eise Rôle als Kontrollorgan vun der Regierung ënner alle Konditioune musse kënnen erfëllen.

Eis Virgänger … Och wann elo, wéi et och vu ville Leit gesot gouf, déi Dispositiounen an der aktueller Verfassung obsoleet sinn, haten eis Virgänger awer schonn e Gefill derfir, wéi wichteg et ass, e Contrôle politique do kënnen auszeüben. A mir wäerte sécher och mat där neier Verfassung nach weider doriwwer nodenken.

Eiser Meenung no, wann en Deputéierte Froen am Kontext vun enger Enquête géint e Minister oder fréiere Minister un de Parquet viruleet, misst en och e Recht op eng Äntwert hunn. Wéi hei gesot ginn ass, eebe vun deene véier Parteien, déi dat hei ënnerschriwwen hunn, kann de Parquet dann aleng decidéieren, wat en domadder mécht. Dat gesi mir e bësse méi nuancéiert: Ech menge schonn, den Deputéierten, esou laang dat, selbstverständlech, politesch relevant Fakte sinn, muss kënnen déi Froe stellen an och e Recht op eng Äntwert hu vun der Säit vum Parquet, an dat kann net einfach iergendwéi dann do innerhalb vun der Justiz traitéiert oder op d'Säit geluecht ginn.

Mir froen eis och, ob et net institutionell sollt méiglech sinn, datt d'Chamber oder eng Minoritéit vun Deputéierten – ech betounen: eng Minoritéit vun Deputéierten! –, zum Beispill 20, wéi mer et och bei enger Commission d'enquête gemaach hunn an där neier Verfassung, de Parquet kéint froen, eng Enquête – net eng Uklo, mee eng Enquête! – géint e Minister ze declenchéieren.

An där neier Verfassung gëtt ausgeschloss, datt e Particulier dat kann, wat och absolutt nozevollzéien ass, mee d'Chamber ass kee Particulier, mee eng Institutioun! A wann eng Minoritéit vun Deputéierten de Parquet freet, eng Enquête géint e Minister ze lancéieren, misst dat eiser Meenung no och méiglech sinn!

Déi zweet Reflexioun ass eeben de Schutz vun den Deputéierten. Wéi d'Ministeren och kéinte si d'Zilscheif vu politesch intentionéierte Prozesser sinn oder vu Lawine vu Prozesser. Notamment, wa se zum Beispill géint eng grouss Firma oder sou wéilten optrieden, kéinte se dann an eng Situatioun kommen, wou se mat Prozesser iwwerschwemmt ginn, wat si dann och finanziell oder anescht net kéinten aushalen. An dofir ass de Schutz vun den Deputéierten och an dësem Kontext eng Consideratioun, déi mer awer wëllen uschwätzen.

Ech wëll hei just un zwee Fäll erënneren: De Staatsminister Bettel hat den Deputéierte Gast Gibéryen viru Geriicht zitéiert, fir dem Här Gibéryen seng Quelle gewuer ze ginn. De Staatsminister huet de Prozess verluer, wat doduerch de Quelleschutz vun den Deputéierte gestäerkt huet. Eng ganz gutt Saach!

De Comité pour une Paix juste au Proche Orient hat mech gläich zweemol viru Geriicht geholl, well e sech duerch meng Aussoen an der Chamber respektiv an der Press beleidegt gefillt huet. De Comité huet déi zwee Prozesser verluer, wat d'Immunitéit vum Deputéierte gestäerkt huet.

Also, mir haten zwee Urteeler, Quelleschutz an Immunitéit, dat war zweemol eng gutt Saach, mee dat ass allkéiers iwwer e Prozess gaangen.

Fir d'ADR ass awer kloer, datt d'Rechter vun den Deputéierte musse gestäerkt ginn, fir hirer politescher Aarbecht am Déngscht vum Bierger kënne fräi, onofhängeg an ongehënnert nozegoen, ouni mussen ze fäerten, viru Geriicht zitéiert ze ginn. An déi nei Verfassung ass an deem Beräich ganz schwaach. Dat ass ee vun hire ville schwaache Punkten a fir eis ass kloer, datt do misst nogebessert ginn – wéi gesot, net fir Privileegien ze hunn, mee fir kënnen eis Aarbecht a voller Onofhängegkeet an ouni Angscht virun iergendwéi politesch intentionéierte Prozesser kënnen auszeféieren.

Mir froen eis och, ob den Artikel 158 – den Här Roth hat dee genannt – vum Code pénal an der Vergaangenheet, wann et ëm Deputéierte gaangen ass, ëmmer a vollem Ëmfang respektéiert gouf.

Mir denken dann och, wa mer dat Gesetz kucken, do sinn och Dispositiounen dran, déi europäesch Kommissäre betreffe respektiv, wéi am Artikel 4 Punkt 4, dem europäesche Procureur verschidde Rechtskadere setzen, ob dat géif europarechtlech d'Strooss halen. Mir denken dat a priori net, mir denken, datt déi Dispositiounen, déi an engem Lëtzebuerger Gesetz do drastinn, warscheinlech enger Analys net géife standhalen, mee dat ass nëmmen en Nieweneffekt. Mee bei all deene Bedenken oder Consideratiounen, déi mir zu dësem Gesetz hunn, wollt ech dat awer net onernimmt loossen.

Mir hunn also e puer Observatiounen. Mir hätte Verschiddenes vläicht anescht gemaach, mee ech mengen, hei geet et elo wierklech ëm eng Situatioun, wou mir – wéi alleguer déi aner heibannen – gär hätten, datt et endlech méiglech wier, datt déi rechtsstaatlech Prozeduren och hei gräifen. An dofir stëmme mir dëst Gesetz och mat.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol e ganz grousse Merci eisem Rapporteur. Deen huet dat ganz gutt gemaach, e ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, ganz exzellent! An och de Virriedner a Virriednerinnen e Merci gesot, well scho ganz, ganz vill gesot ginn ass, soudass ech mech och ganz kuerz faasse kann.

Hei kann ee scho soen: „Was lange währt, wird endlich gut!" Dat kann een awer wierklech hei behaapten, well et huet bal 200 Joer gedauert – meng Virriedner hunn dat gesot – ier dëse Projet de loi, deen am Artikel 82 gefrot gouf, geschriwwe gouf! Dat ass schonn eng staark Leeschtung, esou eppes esou laang op d'laang Bänk ze schiben!

Oder et kann een awer och soen, datt mir et elo fäerdegbruecht hunn an zéng Méint mat ville Reuniounen, mat villen Diskussiounen a villen Expertisen an Experten. Well et waren net nëmmen d'Regierungsparteie mat der CSV – dat ass och virdrun elo hei gesot ginn –, mee och ADR, Piraten an déi Lénk, déi sech mat hei agebonnen hunn an déi matgehollef hunn, eng adequat Léisung ze fannen, aus där dëse Projet de loi entstanen ass, deen dann an der Justizkommissioun finaliséiert gouf. Et ass einfach schued, datt mir net alleguer, wéi virdrun den Här Kartheiser gesot huet, mat agebonne goufen, fir mat ze ënnerschreiwen.

Déi partiell Ënnerstëtzung vum Artikel 82 aus der Verfassung gëtt néideg, fir datt eng fréier Ministesch an enger potenziell penaler Affär ka viru Geriicht iwwerhaapt gehéiert ginn an domat d'Affär och hire Wee maache kann. D'Gesetz ass just eng beschränkt Zäit a Kraaft – dat gouf och scho gesot –, plus/minus véier Méint, bis déi nei Verfassung definitiv Kloerheet schaaft an derfir suergt, dass d'Ministere fir Gesetzesverstéiss wärend hirer Mandatszäit genee d'selwecht am Droit commun behandelt gi wéi all anere Bierger an all aner Biergerin hei am Land, wat immens wichteg ass.

Fir eis wichteg an dëser Gesetzespropositioun sinn an éischter Linn follgend Elementer: Éischtens emol déi allgemeng Gültegkeet vun dësem Gesetz, dat net just fir ee konkreete Fall geschriwwen ass a soumat och eng rechtlech Sécherheet bitt wärend der Iwwerbréckungszäit, an zweetens d'Gläichbehandlung an d'Garantie op fair Prozeduren, déi den internationalen Normen, notamment der Convention européenne des droits de l'homme, gerecht ginn. Dat gëllt fir de Minister, dee fir déi selwecht penal belangbar Dote riichtstoe muss, wéi fir all Bierger a Biergerin, mee och fir eventuell implizéiert Persounen, déi och e Recht drop hunn, dass eng Prozedur hire Wee mécht a se dann och clôturéiert ka ginn a si och vun der Geriichtsbarkeet am Droit commun jugéiert gëtt – wéi gewéinlech de Fall – an net vun der Cour supérieure, wéi dat mat bestoender Legislatioun de Fall misst sinn.

An dann déi méi kloer Trennung vun de Gewalten, déi mat der neier Verfassung dann nach méi däitlech wäert ginn, mee mat der Propos, wéi se hei um Dësch läit, awer derfir suergt, dass net eng Spezialkommissioun an der Chamber d'Enquête an d'Instruktioune mécht, mee dass d'Justizautoritéiten dat maachen, wat natierlech zu der Equitéit vun der Prozedur bäidréit.

Mir mengen, dass dat, wat hei virläit, als Gesetzespropositioun eng propper Léisung ass, fir d'Zäit bis zum Akraafttriede vun der Verfassung ze iwwerbrécken an der fréierer Ministesch, déi jo och selwer gefrot huet, gehéiert ze ginn a genee wéi all Bierger a Biergerin och dat Recht huet an endlech dann och däerf zur Rou kommen – wat ech emol ganz staark hoffen! –, a fir dass weider implizéiert Persounen an der sougenannter „Affär Gaardenhaischen" och kënnen eng Ausso maachen an och domadder zur Rou kommen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass

den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un de Mars Di Bartolomeo fir de gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport, well haut stëmme mer iwwer eng Proposition de loi of, déi längst iwwerfälleg ass an u sech och vill méi séier hätt kënne kommen, an ech mengen, mir sinn net déi eenzeg, déi laang gewaart hunn, an ech fäerte ganz, datt et e bëssen ze laang gedauert huet. Et wär gutt gewiescht, hei däitlech méi séier ze sinn!

An enger juristescher Affär ëm e Member vun der Regierung ass d'Theema vun der Responsabilité pénale an d'Éffentlechkeet komm an et gouf an der Zäit och als éischt emol ganz vill Poleemik ëm déi Affär, an datt de gesetzleche Kader an d'Prozeduren net ganz kloer waren, huet der ganzer Saach net gehollef – am Géigendeel!

Vu verschiddene Säite waren ënnerschiddlech Meenungen an Usiichten ze héieren, wéi déi Saach dann elo ze behandele wär, an eppes huet sech derbäi gewisen, vläicht dat Wichtegst: D'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land erwaarde sech, datt d'Politiker a Politikerinne kënne bestrooft ginn, wa si sech net un d'Gesetz halen. A si erwaarden dat net nëmmen, mee se verdéngen et och! Mir liewen an enger Demokratie, wou de Bierger duerch d'Walen déi Representantë wielt, déi a sengen Ae seng Interêten am beschte representéieren. Dat ass awer kee Fräifaartsschäin fir eis alleguerten an der Politick fir, zum Beispill, ze maachen, wat ee wëllt a seng Positioun zum eegene Virdeel ze notzen.

Wie sech net un d'Gesetz hält, soll bestrooft ginn, egal ob Citoyen lambda, Chambersdeputéierten oder Regierungsmember. Bei de Biergerinnen a Bierger dierft den ugeschwate Fall dann och net zum Vertrauen an d'Politick an an d'Politikerinnen an d'Politiker bäigedroen hunn. Och do, am Géigendeel!

Dëst Vertrauen ass awer ganz wichteg, well eigentlech solle souwuel d'Membere vun der Chamber wéi och d'Membere vun der Regierung d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger hei am Land hunn. Wéi séier dat Vertrauen an d'Politikerinnen an d'Politiker ka verspillt ginn, weist déi aktuell Korruptiounsaffär am Europaparlament. Déi betraffe Persoune kréien zwar déi juristesch Suitten ze spieren – an dat ass och nëmme richteg –, mee de Schued ass awer do an en ass net ze negligéieren! E staarke gesetzleche Kader a kloer definéiert Prozedure kënnen hei duerchaus als Ofschreckung déngen, weise se dach, datt een och als Member vun der Regierung net iwwert dem Gesetz steet.

Juristesch Suitte sinn awer nëmme méiglech, wann et genau dofir de gesetzleche Kader gëtt. Dee soll dann heimadder och bei eis – endlech, muss ee soen, well d'Verfassung huet dee ganz laang virgesinn an d'Chamber huet e ganz laang net geholl – endlech um Niveau vun der Regierung an opgrond vu Remarke vum Staatsrot och fir d'Membere vun der Europäescher Kommissioun, déi vu Lëtzebuerg dohinner geschéckt ginn, gëllen.

A well mer hoffen, datt genau dësen Text hei e klengen Deel derzou bäidréit, Vertrauen an d'Politikerinnen an d'Politiker erëm hierzestellen, ze weisen, datt et och an der Politick keen „hors-la-loi" gëtt, gi mir als Piraten eisen Accord fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 8049. Den Text steet am Document parlementaire 8049[4].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8049 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dëst Gesetz ass elo gestëmmt a mécht nach säi Wee weider, fir ganz geschwënn a Kraaft ze trieden. Soubal dat de Fall ass, wäert d'Chamber zäitno zesummekommen, fir à huis clos zu där Fro, mat där mer konkreet befaasst sinn, Decisiounen ze huelen an deen Dossier weiderzeginn un de Procureur.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.50 heures.)

33e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 60
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 179 de M. Laurent Mosar au sujet des implications de la directive dite « NIS2 »** p. 60
   M. Laurent Mosar | M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Xavier Bettel
3. **Question élargie n° 180 de M. Laurent Mosar au sujet de la participation du Gouvernement au « World Economic Forum » à Davos** p. 61
   M. Laurent Mosar | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Laurent Mosar | M. le Premier Ministre Xavier Bettel (intervention de M. Laurent Mosar)
4. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth** p. 63
   Exposé : M. Gilles Roth
5. **7963 – Projet de loi relative à l'intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics et portant modification de : 1° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ; 2° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics** p. 63
   Rapport de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard
   Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7963 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8118 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from renewable sources under directive 2018/2001/EC », fait à Luxembourg, le 3 octobre 2022** p. 66
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   Discussion générale : M. Paul Galles | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Paul Galles (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8118 et dispense du second vote constitutionnel

7. **Question élargie n° 181 de Mme Jessie Thill au sujet de la violence domestique** p. 71

Mme Jessie Thill | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Mme Jessie Thill | Mme la Ministre Taina Bofferding

8. **8003 – Projet de loi portant fusion des communes de Grosbous et de Wahl** p. 72

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Carlo Weber

Discussion générale : M. Michel Wolter | M. André Bauler | Mme Stéphanie Empain | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8003 et dispense du second vote constitutionnel

9. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser** p. 76

Exposé : M. Fernand Kartheiser

10. **8025 – Projet de loi portant fusion des communes de Bous et de Waldbredimus** p. 77

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Carlo Weber

Discussion générale : M. Michel Wolter | M. Gilles Baum | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8025 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 179 de M. Laurent Mosar au sujet des implications de la directive dite « NIS2 »

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt vun haut de Mëtteg ass déi erweidert Fro Nummer 179 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Follge vun der sougenannter NIS2-Direktiv. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci, Här President, Här Premier, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 17. Januar vun dësem Joer ass eng Direktiv a Kraaft getrueden, déi a sech d'Entreprisen, mee net nëmmen d'Entreprisen, an ech wäert nach dorobber ze schwätze kommen, obligéiert, fir sech op eng méi effizient Aart a Weis géint Cyberugréffer ze schützen.

Ech wëll just drun erënneren, datt et hei schonn eng éischt Direktiv gëtt, déi war 2016 a Kraaft getrueden, allerdéngs huet dës éischt Direktiv just déi krittesch Infrastrukture vun de Länner betraff. An dës Direktiv, déi geet weesentlech méi wäit.

Ech wëll direkt natierlech am Ufank soen, datt dëst am Prinzipp eng ganz gutt Saach ass, datt souwuel d'Entreprisë wéi och d'ëffentlech Verwaltunge sech besser opstellen, fir géint Cyberkriminalitéit virzegoen. An duerfir begréisse mir a sech och déi Initiativ, déi hei vun der Europäescher Unioun geholl gëtt, well dës Initiativ och ganz wichteg ass, wat justement d'Funktionéiere vun eisem Marché intérieur ugeet, wou et eeben och wichteg ass, datt dee géint all Forme vu Cyberugréffer ka geschützt ginn.

Wann ech awer elo déi Direktiv kucken, do falen awer elo ganz vill potenziell Zorte vun Entreprisen drënner. Fir d'éischt d'Energieversuerger, duerno alleguerten d'Verkéiersentreprisen, an dësem Fall sinn dat d'Fluchgesellschaften, och d'Bunninfrastrukture falen do drënner, da falen drënner all déi Entreprisen, déi a Cloud-Internet-Prestation-de-servicen dra sinn. Dann, wat fir Lëtzebuerg net onwichteg ass, all d'Banke falen do drënner. Da falen och all Gesondheetsdéngschtleeschter drënner a schlussendlech, an dat ass net dat Onwichtegst, och déi ganz ëffentlech Verwaltung – an dozou gehéiere jo net nëmmen d'Ministèren, mee och d'Gemengen – fält do drënner.

Wat déi Saach elo e bësse méi spannend mécht: Wann een déi Direktiv da méi am Detail liest, da stellt ee fest, datt dat an deene Secteuren, déi ech elo opgezielt hunn – an ech hunn elo nach ee wichtege vergiess, nämlech och de Weltraumsecteur fält nach mat do drënner – a sech all Entreprisë betraff sinn, déi méi wéi 50 Mataarbechter hunn respektiv méi wéi zéng Millioune Chiffre d'affaires am Joer generéieren. Dat heescht also och fir Lëtzebuerg, datt hei ganz, ganz vill Entreprisë wäerte vun där Direktiv do betraff sinn. Awer och, wéi gesot, de Staat mat alle staatleche Verwaltunge wäert do drënner falen.

Wann ech dat richteg kucken, muss dës Direktiv bis Oktober 2024 ëmgesat sinn, dat heescht also nach gutt 18,19 Méint hu mer Zäit, fir déi Direktiv do fir d'éischt an eist Gesetz ëmzesetzen, haaptsächlech awer mussen dann och duerno d'Entreprisen an d'ëffentlech Verwaltungen och ready sinn.

Duerfir wollt ech eng Rei vu Froen hei un d'Regierung, den zoustännege Minister, stellen. Éischtens: Wéi huet d'Regierung hei wëlles, d'Ëmsetzung vun där Direktiv ze maachen? Wéini kënne mer ongefeier mat engem Projet de loi rechnen, dee jo déi Direktiv do muss ëmsetzen?

Zweetens: Hei mengen ech, ass et wichteg, datt och vill Informatioun vis-à-vis vun Entreprisen gemaach gëtt. Duerfir meng Fro: Wéi sollen elo schonn, a méiglechst schnell, och d'Entreprisen informéiert ginn iwwert dat, wat alles do op se zoukënnt?

Drëtt Fro ass, wien do – vu datt dat heiten awer eng Direktiv ass, déi ganz vill Facetten huet, och ganz vill Entreprisen an de Staat betrëfft – eigentlech um Niveau vun der Regierung responsabel gëtt? Dat wär meng drëtt Fro.

Dann eng véiert Fro: Déi allermeeschten Entreprisë wäerten natierlech leider Gottes net den Knowhow hunn, fir esou eng komplizéiert Direktiv ëmzesetzen. Do stellt sech also d'Fro, ob mir och hei zu Lëtzebuerg genuch Beroder hunn, déi eventuell déi Entreprisen do kënnen ënnerstëtzen. Dat wär also meng nächst Fro.

Da muss ee wëssen, an de Staatsminister weess dat sécherlech, datt do och ganz héich Strofe wäerte virgesi sinn, fir déi, déi dann déi Direktiv net richteg ëmsetzen an déi Mesüren do huelen. Do sinn ech awer der Meenung, datt ee muss ganz gutt oppassen, well et wéi gesot awer ganz schwéier gëtt, déi Ëmstellung bis Enn vum nächste Joer do iwwerall ze maachen an datt ee vläicht do kuckt, datt wat d'Applikatioun vun deene Strofe betrëfft, datt déi awer net grad den éischten Dag schonn ugeet, well soss kommen do awer ganz vill Entreprisen an d'Bedrängnis.

An da schlussendlech déi lescht Fro, awer net déi onweesentlechst: Wéi gëtt och eis ëffentlech Verwaltung dorobber virbereet? An haaptsächlech och: Wéi ginn eis Gemengen dorobber virbereet?

Ech soe scho Merci fir all déi Äntwerten, déi ech wäert vum Staatsminister kréien. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premierminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation | Här President, erlaabt mer fir d'éischt, dem Här Mosar Merci ze soen, well et erlaabt mer och hei, op eng Direktiv anzegoen, déi tatsächlech fir vill Leit Froe mat sech bréngt, an den Här Mosar ass am Fong schonn op ganz vill Saachen agaangen. Tatsächlech hu mer eng éischt NIS-Direktiv vun 2016, dat heiten ass elo déi vum 14. Dezember 2022, well mer och gemierkt hunn, dass déi éischt net alles erfëllt huet; an dofir och eng zweet, déi nokomm ass.

Am Moment, Dir hutt et och gesot, hu mer den ILR an och d'CSSF, an erlaabt mer, och deene Merci ze soen. Déi leschtgenannt ass jo och fir d'Banken an och d'Finanzmäert zoustänneg an den ILR ass fir aner Ressorte wéi d'Energie, den Transport, d'Gesondheet, d'Drénkwaasser an d'digital Infrastrukturen zoustänneg.

Fir direkt op d'Froen anzegoen, Här Mosar, den HCPN wäert déi Autoritéit sinn, déi – erlaabt mer och, hinnen e grousse Merci ze soen, well den HCPN mécht ganz, ganz vill: dat geet vun Impfzenteren iwwer Krisen, iwwer Iwwerschwemmunge bis hin zu Tornadoen; an allem konnt een déi lescht Zäit wierklech op deen zielen –, mat deenen implizéierte staatlechen Acteuren och do eng Koordinatiounsroll wäert iwwerhuelen. Dat ass eng vun deene prezise Rollen, déi en huet, dat heescht, den HCPN wäert do deen Acteur sinn, fir eeben och d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv an eist Nationalrecht kënnen ze garantéieren.

Wéini et ass? D'Aarbechte fänken un, mee musse spéitstens de 17. Oktober 2024 ofgeschloss sinn.

Ech brauch elo net op d'Direktiv NIS1 anzegoen. Ech mengen, dat ass jo och net d'Fro, déi den honorabelen Här Mosar gestallt huet. Wat awer an déi Diskussioune vun der NIS-Direktiv 2 ..., d'Europäesch Kommissioun huet am Fong d'Basis vun engem ëmfaassende Consultatiounsprozess, dee stattfonnt huet, allerdéngs eng Rei Problemer, déi bei der NIS1 eeben och identifizéiert goufen. An déi sinn drop agaangen. Dat ass eng Kéier, dass d'Cyberresilienz vun de Betriber an der Unioun am Fong deelweis nach net héich genuch ass an et am Fong och staark Ënnerscheeder tëschent verschidde Memberlänner gëtt an et eeben och tëschent de Secteuren nach grouss Diskrepanze gëtt.

Datt et och keng gemeinsam EU-wäit Aschätzung vun der Situatioun vun der Cybermenace gëtt, dat ass och eng Realitéit, déi mer um Terrain gesinn, an dass et och keng ofgestëmmt Reaktiounsmechanisme gëtt fir de Fall vu Cyberkrisen, déi an e puer Memberlänner géife matenee kommen, och géife geschéien.

Fir eeben dëse Problemer entgéintzewierken, gesäit eeben d'NIS2-Direktiv vir, dass déi technesch an och déi operationell Moossnamen am Beräich vun der Cybersécherheet, déi d'Operateuren a verschiddene Secteure schonn ënnert der NIS1-Direktiv huele mussen, op eng Rei weider Secteuren ausgeweit ginn. Den Här Mosar huet och schonn eng Rei vun deenen zitéiert.

Dass déi Divergenzen, déi ech just virdrun zitéiert hunn, sollen esouwäit wéi méiglech reduzéiert ginn an dass eeben déi gemeinsam Aschätzung vun der Cybermenace, well dat ass awer och wichteg, och do muss verbessert ginn, an dass och EU-wäit gemeinsam Prozeduren als Reaktioun op gréisser Cyberattacke solle kommen.

Iwwert de Volet, Dir hutt et och gesot: Et si Sanctionpénallen drop, dat ass virgesinn. Ech ginn elo net op den Detail an, well et gëtt Héichrisiko an da gëtt et krittesch Secteuren, also héich krittesch Secteuren an da gëtt et krittesch Secteuren, wou och d'Saachen änneren.

Tatsächlech, an den Här Mosar huet et gesot, et ass och schonn haut esou, mee d'Entreprisen, déi an de Perimeter vun der NIS2-Direktiv falen, mussen och déi néideg Moyenen an och déi organisatoresch Moossnamen huelen. An dofir sinn eeben déi organisatoresch Moossnamen, wéinst där Responsabilitéit, déi och duerno der Direktioun, wann ech mer dat erlabe kann ze soen, zoufält.

An ..., well et ass nämlech och nei an der NIS2-Direktiv, dass d'Direktiounsorganer vun de betraffenen Entitéiten d'Moossnamen, déi sech aus der Risikoanalys eeben och imposéieren, validéiere mussen, an och duerno d'Ëmsetzung mussen iwwerwaachen.

Dat heescht, dass d'Cybersécherheet net nëmmen an deene meeschten ..., an dat soen ech och, pardon, wann ech dat soen, ganz oft och bei eis selwer ... Mir soen, et ass een, dee fir d'Cybersécherheet am Betrib oder an der Chamber zoustänneg ass. Dir hutt e Service, deen dofir zoustänneg ass, an da fillt ee sech am Fong e bëssen entlaascht, andeem ee seet: Mir si jo net dofir responsabel. Am Fong ass dat falsch, well d'Cybersécherheet ... jiddwereen, deen en Accès huet, ass och eng Faille an deem ganze System.

D'Roll vun dem ILR an der CSSF, déi ech och virdrun zitéiert hunn, gëtt och gestäerkt. A si sollen eeben och d'Ëmsetzung, souwéi Der et och gefrot hutt, vun den techneschen an och den organisatoresche Moossnamen, déi sech aus der Risikoanalys erginn, méi aktiv suivéieren.

D'Sécherheetsaudite kënnen och ad hoc gefouert ginn an Inspektioune kënnen och nëmmen um Terrain gemaach ginn.

An déi obligatoresch Notifikatioun mat graffen Informatiounen, och innerhalb vu 24 Stonnen, muss och gemaach ginn, well et léiert een eebe ganz oft och vun engem aneren, wat ee muss maachen.

An do ass de Support, de Computer Security Incident Response Team, genannt de CSIRT. Och eng prezis Fro, déi Der eis gestallt hutt, wou nämlech déi Hëllefsstellunge sinn. Dat war dann och déi lescht Fro, déi ech nach ze beäntweren hunn. Nieft den Hëllefstellunge vun der Cybersécherheet fir d'Betriber – erlaabt mer, dass ech déi just zitéieren, de cases.lu, d'Cybersécherheetsservicer vum HCPN vum GOVCERT a vum CIRCL, der Recommandatioun- a Sensibilisatiounscampagne an den Organisatiounen och vun de Cyberexercicen – kënnen Entreprisen, déi ënnert d'NIS-Direktiv falen, ënner anerem och beim zoustännege CSIRT e Sécherheetsscan vun hiren ëffentleche Reseaue froen.

Den Här Mosar huet awer och eng wichteg Fro gestallt. E schwätzt vun Entité-publicken an och vun de Gemengen. Ganz oft, wa mer hei iwwert d'Cybersécherheet schwätzen, huet d'Regierung sech eng Rumm gi fir d'Entreprisen. An ech mengen, dass et awer och ganz wichteg ass, dass mer hei da mat de Gemengen – an d'Iddi, Dir hutt mer selwer eng Iddi mat op de Wee ginn –, mam HCPN a mam Syvicol och a kuerzer Zäit eng Kéier géifen eng Reunioun organiséieren, fir awer och iwwert déi Obligatiounen, déi dann och op d'Entitéite vun de Gemenge falen, op d'mannst ze informéieren, a wa Formatiounen néideg sinn, déi och fir deen een oder deen anere solle gemaach ginn.

Dofir merci, och fir dee Virschlag, deen ech och wäert mathuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Fir d'éischt emol merci dem Staatsminister fir déi ganz komplett Äntwerten. Ech hunn, an hien och, mir hunn awer eigentlech mat dat wichtegst Haus vergiess, dat sech och muss drun halen, nämlech d'Chamber. Ok, ech mengen, et ass och wichteg ..., ech kucken hei de Generalsekretär: Mir solle mam gudde Beispill virgoen, mengen ech. En Appell, dee mer eis da selwer maachen, fir vläicht och esou schnell wéi méiglech ze kucken, wéi mer hei an deem Haus déi Direktiv do ëmsetzen, well ech mengen net, datt mer eis do dierfen iergendwéi e Feeler erlaben.

An da wollt ech awer nach eng Kéier kuerz op eng Fro agoen, wou ech awer vläicht nach gär e bësse méi géif wëssen. Dat ass awer déi ganz grouss Gefor, datt ganz vill Entreprisë riskéieren, e bëssen depasséiert ze ginn duerch eng Thematik, déi komplizéiert ass. Do schwätzen ech elo net vun deene Groussen, déi ginn domadder eens, mee och vun Entreprise mat 50 Leit. Dat sinn net onbedéngt ganz Grousser. An do wär awer nach vläicht nach eng Kéier d'Fro ..., an ech mengen, dat geet da vläicht éischter elo an d'Kompetenz och nach vum Ekonomiesministère, deen awer do muss deenen Entreprisen emol éischtens elo scho vläicht eng Informatioun zoukomme loossen, net eréischt waarden, bis d'Gesetz deposéiert ass, an dann awer och vläicht konkreet eng Hëllefsstellung och um Niveau vun, ech weess net, vun engem Desk am Ministère de l'Économie ubidden. Dat war eigentlech déi Fro, awer haaptsächlech och déi Suggestioun, déi ech dem Staatsminister nach wollt maachen.

Merci.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation | Ech hunn, dat ass dee leschte Punkt, deen ech och zitéiert hat, mir hunn haut Hëllefsstellungen, déi do sinn. Et ass vläicht an deem Dschungel vu verschiddene Plaze vläicht opportun, fir d'NIS-Direktiv, well Dir eeben esou vill Froe stellt, dass ee vläicht do och en dediéierten Dësch, Callcenter oder Uspriechpartner huet. Mee mir hunn de cases.lu, deen och am Ministère de l'Économie ass, deen do ganz aktiv ass, den HCPN an och de GOVCERT, déi do sinn. An déi hu sech och engagéiert, dass se Sensibilisatiounscampagnë wäerte maachen a souguer Cyberexercicen. Also Exercicë solle bleiwen, fir datt eeben och Entreprisen, déi ënnert d'NIS2-Direktiv falen, beim Sécherheetsscan oder eeben och fir hir ëffentlech Reseauen no Hëllef kënne froen.

Dat heescht, do si schonn ..., Dir sot et – well et ass eng Kéier de Ministère de l'Économie, et ass eng Kéier den HCPN, et ass eng Kéier de GOVCERT, et ass eng Kéier den ILR an et ass eng Kéier, wien hunn ech elo nach vergiess, d'CSSF och fir d'Banken –, dass et vläicht wéinst der Komplexitéit och vum NIS fir déi Leit alleguerten eng Uspriechspersoun kéint an engem Ministère ginn, déi dann eeben och déi Koordinatioun vun deene ville Froe kéint maachen.

Op jidde Fall merci fir déi konstruktiv Proposen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister.

3. Question élargie n° 180 de M. Laurent Mosar au sujet de la participation du Gouvernement au « World Economic Forum » à Davos

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 180 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Bedeelegung vun der Regierung um Weltwirtschaftsforum zu Davos.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci nach eng Kéier, Här President, jo hei ass eng zweet Fro, déi och e bëssen eppes mat där Fro vu virdrun ze dinn huet. Ech kommen och elo do drop. Vum 16. bis den 20. Januar war de Weltwirtschaftsforum zu Davos, wat eng vun deene wichtegste Veranstaltungen ass, wou och dëst Joer, wéi och aner Joren schonn, d'Regierung gutt vertruede war. Fir d'éischt waren awer och den Ierfgroussherzog, eise Premier an och d'Finanzministesch op deem Forum present.

Ech hunn et gesot: Dat ass e ganz wichtegt Event, wou mir eigentlech och fannen, datt et gutt ass, datt d'Regierung do ëmmer present ass. Do kann een eng ganz Rei Leit gesinn, wou et awer gutt ass, wann ee mat deenen en enke Kontakt huet.

Mir wollten awer hei, an ech och selwer, trotzdeem froen, och am Kontext vun enger méiglechst grousser Transparenz – an duerfir ass jo och de Staatsminister de Mëtten hei –, datt de Premier eis e bësselche seet, wat dann do op deem Weltwirtschaftsforum alles esou ofgelaf ass a wat en och do konkreet vu Kontakter-am Interêt vun eisem Land, awer och vun der Wirtschaft vun eisem Land hat.

An do war dann och an der Press ze liesen, datt do Gespréicher gewiescht wäre mat deem groussen Acteur, och um Niveau justement vun der Cybersecurity, Cisco. An et muss ee wëssen, datt Cisco jo och schonn hei zu Lëtzebuerg present ass, notamment, wat den Developpement vun eisem Supercomputer MeluXina ubelaangt. Och um Niveau vun der Uni lafe schonn intensiv Kontakter. An et war, wéi gesot, ze liesen, datt de Premier och do e Memorandum of Understanding mat Cisco ënnerschriwwen hätt, woubäi et eis natierlech géif interesséieren, wat dann alles do virgesinn ass a wat och nach an Zukunft alles wäert

kommen, wéi gesot, ganz besonnesch och am Kontext vun der Cybersecurity, iwwert déi mer virdru geschwat hunn.

Da war awer och an der Press ze liesen, datt de Staatsminister och eng Entrevue mat der Presidentin vu Google hat. Doraus ergëtt sech dann och eng Rei vu Froen. Duerfir vläicht elo konkreet dat, wat ech eigentlech wollt vum Premier de Mëtte wëssen: Éischtens, wéi gesot ob en eis kéint e klenge Briefing maachen, mat wiem hie respektiv d'Madamm Finanzministesch do zesummekomm ass an ob hien eis nach eng Kéier kéint, wat wéi gesot Cisco ubelaangt, bestätegen, datt et esou e Memorandum of Understanding gëtt, eis och e bësselchen erklären, wat en gros do alles virgesinn ass. Wéi gesot, ech hu virdrun d'Cybersecurity ugeschwat. Spillt eventuell och Cisco hei an deenen nächste Méint a Joren och hei zu Lëtzebuerg méi eng grouss Roll, fir eis Institutiounen, awer och eis Entreprisen an deem sensibelen Domän ze ënnerstëtzen?

Dann eng véiert Fro: Och am Kader vun enger méi grousser Transparenz géif ech et eigentlech gutt fannen, wann all Deputéierten och en Accès kéint kréien op dee Memorandum of Understanding, natierlech ënnert deene Konditiounen, wéi mer se jo och schonn eng Kéier definéiert hunn, bei anere Memoranden. Mee nach eng Kéier, ech mengen, et wär awer trotzdeem wichteg, wann awer zumindest da vläicht déi zoustänneg Chamberskommissiounen eng Kéier kéinten e Bléck dorobber geheien.

Dann, wat Google ubelaangt, wëll ech natierlech vum Staatsminister wëssen, ob en eventuell eppes méi vun der Presidentin vu Google konnt gewuer ginn, wat de Projet zu Biissen ubelaangt. D'ailleurs wollt ech och e bësselche preziséieren, datt ech an de leschte Woche relativ vill vum Wirtschaftsminister dozou héieren hunn, och emol heiansdo vun der Ëmweltministesch, manner vum Premier, mee dat ass vläicht haut d'Geleeënheet, well et jo awer, mengen ech, e Projet ass, deen der Regierung um Häerz läit a wou et wierklech wichteg wier, och ze wëssen, wou mer do dru sinn.

Dofir meng lescht Fro, Här Staatsminister: Wat kënnt Der eis zum aktuelle Stand vu Google soen?

Ech soen Iech scho Merci fir Är interessant Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet eng zweet Kéier un de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci. Ech gesinn, dass d'Definitioun vu „Question élargie" wierklech au sens très large gekuckt gëtt, hein ...,

(Hilarité)

... well ech kréien hei eng Fro gestallt iwwert d'Presenz, dass de Grand-Duc héritier, d'Finanzministesch an ech selwer zu Davos waren, an: „D'après les médias, le Gouvernement y a signé un nouvel accord avec Cisco autour de la cybersécurité, les talents et la durabilité. Il y a donc lieu de s'interroger sur les modalités concrètes de cet accord et sa mise en œuvre."

Jo, ...

(Interruption)

... ech hunn dat dote wierklech nach en passant matkritt, dass ech dorop sollt äntweren. Ech hat mech awer preparéiert op dat, wat ech gefrot gi sinn. Dowéinster also: „L'élargie" ass „très large". Mee ech wäert da probéieren, op déi eng oder déi aner Fro anzegoen.

Erlaabt mer och just ze signaléieren, dass déi honorabel Deputéiert Madamm Mutsch den Dag, iert déi Question élargie komm ass, schonn eng Fro zu Cisco gestallt huet, wou och schonn eng Rëtsch vu Punkte gestallt gi sinn.

Dofir stellen ech och déi Fro – mee do musst Dir ënnert Iech eens sinn – an dofir hunn ech zwou Remarken zur Chamber:

Ass et gutt, dass een eng Question écrite mécht, an dann den Dag selwer oder den Dag drop duerno eng Question hei iwwert dee selwechte Sujet gestallt gëtt? Ech fanne vis-à-vis vun enger Deputéierter oder vun engem Deputéierten, deen eng Question écrite stellt, muss een eng Kéier just wëssen, wat méi effikass ass. An ass deen Éischten, deen eng gestallt huet, prioritär? Mee ech hale mech ganz eraus. Éischte Pouvoir, Här President, Dir verstitt: Et ass net mäi Business!

An zweetens, Här President, wëll ech just drun erënneren: Hei ass gefrot ginn, fir den MoU ze kucken. Dir wësst, dass d'Regierung probéiert, mat Iech esou transparent wéi méiglech ze sinn. Mee Dir hutt Iech och engagéiert, Dir géift jo e Reglement huelen, wéi déi Saache sollte lafen. Ech wier och frou, eng Kéier gewuer ze gi mat de Kolleegen aus der Regierung, wéi wäit mer do sinn – eeben och iwwert déi Dispositiounen, déi d'Chamber sollt huelen, fir MoUen ze ginn.

Well wann eppes wichteg ass mat engem Partner, mat engem Wirtschaftspartner, dann ass et, dass deen och weess, wat mat deenen Dokumenter geschitt, déi en awer och mat enger Lëtzebuerger Regierung ënnerschreift. Wann de Prinzipp ass, dass alles op der Place publique ass, da muss een et just wëssen. An dat riskéiert awer, bei deem engen oder deem aneren och verschidde Froen opzewerfen.

Just zu Davos: Ech sinn och ..., ech soen dem Här Mosar Merci, well ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer do sinn. Ech ka mech erënneren – an ech wëll elo net negativ sinn –, mee dat éischt Joer, wou ech op Davos geflunn ... also gefuer sinn, dat war LuxLeaks. Ech brauch Iech net ze beschreiwen, wéi do den Accueil war! Ech brauch Iech och net ze beschreiwen, wivill Rendez-vouse mer haten an, wa méiglech, d'Leit gesot hunn: „Dir musst net iwwert de Rendez-vous diskutéieren", a „Mir mussen och net driwwer kommunizéieren".

D'Zäiten hu sech geännert. Ech sinn och frou, dass mer et fäerdegbruecht hunn, awer och attraktiv ze sinn. A mir hunn do, wann ech mer dat erlabe kann, well d'Leit menge jo, Davos ... Déi eng kritiséieren, et wier ... Ech kann Iech direkt soen: Et ass keng Regierung, déi do Decisiounen hëlt! Well dat liest ee jo, do wieren Decisioune geholl ginn.

Et ass en Echange, wou Leit aus der Wirtschaft an aus der Politick, aus der Science a vun e bëssen iwwerall zesummekommen, fir en Echange ze hunn. Ech sinn net hei den Affekot vun Davos, mee ech muss Iech soen, dass an dësen Zäiten, wou mer liewen, den Echange eppes ass, wat primordial ass, wou ee probéiert, och eeben een deem aneren nozelauschteren a Léisungen op d'mannst ze diskutéieren.

Dofir, ech war och ganz frou, dass dëst Joer fir d'éischt och den Ierfgroussherzog derbäi war, dee gemierkt huet, dass et net vill Schnittercher a Couppe gi sinn, mee ganz vill „Speeddating", wann ech mer dat erlabe kann, esou ze zitéieren. All hallef Stonn gesi mer aner Leit.

Ech hu kee Problem, fir eng Kéier an eng Kommissioun ze kommen, well de Prinzipp ass: Eng Rëtsch vu Leit, déi Prospektioun maachen, wann déi gesinn, dass ech hei op der Tribün soen, wie wat wëlles huet, hei zu Lëtzebuerg ze maachen, da sinn d'Chancë grouss, dass se soen: „Zu Lëtzebuerg kanns de emol net Informatioune froen, ier et op der Place publique ass." An dat géif wierklech dem Land och schueden. An ech weess, dass ech do och op d'Verständnis vum Här Mosar kann zielen. Mee dass ech awer prett sinn, selbstverständlech, Iech déi Saachen zielen ze kommen.

Bei Google ..., Dir hutt et gesot: Ech soen net oft eppes iwwert deen Dossier, soulaang et näischt gëtt, wat fir mech konkreet ass. A wann ech konkreet als Staat ..., well Dir wësst jo, dass elo d'Gemeng den Acteur ass, deen och elo saiséiert ass, an dass do d'Prozeduren och gelaf sinn, dass do jo och e Contentieux war, deen och vidéiert ginn ass.

Wann do eppes ze annoncéieren ass, dann annoncéieren ech Iech dat ganz gären. Mee ech maache keng Spekulatiounen oder Zuelen iwwert de Waasserverbrauch oder Netwaasserverbrauch. Dir gesitt et selwer. Verschidden Informatioune gëtt ee souguer iwwert d'Press gewuer. A fir mech ass just am Moment nach ëmmer d'Méiglechkeet do vun engem Terrain, deen zur Verfügung steet. An ech hoffen, dass do och eppes wäert geschéien.

Iwwer Cisco ass et am Fong ..., mir hate schonn en éischten MoU mat hinnen ënnerschriwwen, esou wéi ech d'Fro vun der honorabeler Madamm Mutsch och scho beäntwert hunn. An hei geet et am Fong drëms, dass mer mat hinne weider kënne schaffen. Si hunn nämlech ... Also, et ass net, dass mer hinne Sue ginn! Et ass net, dass si en Accès privilégié op d'Daten hunn. Dat ass et op jidde Fall net.

Et sinn dräi Sujeten, déi mer fixéiert hunn an deem doten MoU: Et sinn eng Kéier d'digital Kompetenzen, et ass eng Kéier d'Soutenabilitéit an eng Kéier och d'Cybersécherheet.

Dat heescht, datt mer eng strateegesch Visibilitéit hu par rapport zu enger globaler Technologie-Entreprise. An et geet och hei drëm, d'Entreprisen a virun allem d'PMEen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, déi awer och an engem internationale Kontext aktiv sinn, kënnen ze ënnerstëtzen.

Ons Servicer wäerten och d'Implementatioun vun dësem Accord duerchféieren, andeems se zesumme mat der Entreprise interessant Projeten an den dräi opgezielte Kategorië wäerten identifizéieren. Mir sinn also och am Moment an enger Identifizéierungsbeziehungsweis – wann ech mer dat erlabe kann ze soen – an enger Explorationsphas. A mir hunn eis net verflicht, dat eent oder dat anert ze maachen.

Dat heescht, et ass am Fong, wann ee wëllt, eng Viretapp vun deem, wat Cisco e „Country Digital Acceleration Program" nennt. Sou ware mer och schonn 2018 virgaang, wéi den Här Chuck Robbins, deen de CEO vu Cisco ass, hei zu Lëtzebuerg war.

Fir eis ass et am Fong wichteg, fir d'Kompetenze weiderzeginn, Leit auszebilde mat ganz verschiddenen Hannergrënn, fir déi permanent Penurie och vun den ICT-Profiller kënnen ze erliichteren. Als Beispill: Méi wéi 2.100 Leit konnten zu Lëtzebuerg technesch Kompetenzen duerch d'Cisco Networking Academy kréien. An dat ass am Fong d'Zil an och d'Aart a Weis, fir d'Energieconsommatioun vun IT-Material ze reduzéieren, genausou wéi d'Cybersécherheet och ze erhéijen.

Mir wëssen, dass mer eng Rëtsch vu Problemer hunn. Mir wëssen, dass mer eng Rëtsch vu Problemer wäerte kréien. Dat ass d'Personal et cetera an et cetera. An dofir ass et wichteg, dass mer och mat groussen Acteuren ons Strategie kënnen ausschaffen.

Mee ech si ganz bereet, Här President, wann dat de Wonsch ass vun enger Kommissioun, fir mat hinnen

en Echange kënnen ze hunn iwwert déi verschidde Rendez-vousen, déi een hat. Mee Dir verstitt, dass et net am Interêt vum Land ass a vun onser Wirtschaft, fir op der Place publique alles duerzeleeën. Mee am Sënn vun der Transparenz sinn ech bereet, dat selbstverständlech ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister. An och hei huet den Här Mosar nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci fir d'éischt dem Premier fir seng Äntwerten, mee haaptsächlech och fir déi Offer, fir dat eng Kéier an d'Kommissioun ... Ech verstinn dat honnertprozenteg. An et war och elo net mäin Objektiv, datt Dir hei elo sollt bis an den Detail goen, mee, ech mengen, et wier awer wichteg, datt mer dat géifen am Kontext vun enger Kommissioun oder souguer zwou Kommissiounen – vu mir aus – maachen.

Dann, wat de Memorandum of Understanding betrëfft, do hate mir zwar eng Prozedur, déi, ech fannen, net schlecht fonctionéiert. Dir wësst et selwer: Beim Vertrag mat der CLT-UFA, do konnt jiddwereen en Accès kréien. Ech mengen also, datt et hei parfaitement méiglech wär, en änlechen Exercice ze maachen. Elo ass et awer och méiglech, deemno wat fir eng méi Detailexplikatioune mer do kéinten an enger Kommissioun kréien, datt et vläicht emol net onbedéngt noutwendeg wier. Nach eng Kéier: Mir wären op jidde Fall frou, wann all Deputéierten do en Accès géif kréien.

An dann drëtt Remark, an do sinn ech elo net ganz esou zefridde mat der Äntwert vun eisem Premier: dat ass trotzdeem par rapport zu Google. An do wëll ech nach eng Kéier soen, datt de Wirtschaftsminister virun enger Rei vu Méint mir quasiment op déi selwecht Froen hei geäntwert huet, andeem e gesot huet: „Eigentlech kéint weeder den Ekonomiesministère, nach ganz besonnesch den Ëmweltministère nach virufueren an deem Dossier, well se ganz einfach keng Reaktioun a keng Äntwert méi kritt hätte vu Google."

Dat heescht, datt deen Dossier vu Google hier – net hei vun der Administratioun oder vun de Ministèren – eigentlech net méi schéngt wëlle virugefouert ze ginn. An duerfir huelen ech jo awer un, Här Staatsminister, wéi Der do mat der Presidentin vu Google geschwat hutt, datt déi Iech awer vläicht déi eng oder aner Indicatioun iwwer hir „Wëlleitéiten" – wann ech dat dann emol esou kann ausdrécken – par rapport zu Lëtzebuerg an zu Biissen ausgedréckt huet. Ech hunn awer och kee Problem, wann Der elo sot: „Ech wëll dat net hei am Plenum elo ausbreeden", datt Der dat dann och am Kader vun enger Kommissiounssitzung maacht.

Merci.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech fänken direkt mat der leschter Fro un: Wann ech Iech eppes ze annoncéieren hätt, géif ech dat och hei maachen! Ech annoncéieren Iech genau dat selwecht hei, wéi ech et och an enger Kommissioun géif maachen. Ech weess näischt Definitives vu Google! A soulaang ech näischt Definitives vu Google weess, annoncéieren ech näischt.

Et si scho vill ze vill Annoncë komm, lénks a riets, an deem ganzen Dossier, déi deem Dossier méi schueden, wéi hëllefen. Dowéinster: Wann ech eng Confirmatioun hunn, dass et nees leeft, dass d'Baugeneemegung do ass, dass den ..., da sinn ech deen Éischten, dee bei Iech kënnt, fir Iech dat och ze annoncéieren.

Déi zweet Fro, dat ass déi vun der Kommissioun vum MoU. Ech muss Iech do soen: Dir hutt eis och matgedeelt, Dir géift Iech Reegele ginn! Dowéinster: Ech si just en attente. Wann d'Chamber seet: „Jo, mir hunn eis déi Reegele ginn, mee mir maache se net." Mee Dir hutt eis matgedeelt: „Fir dat ze evitéieren, gi mer eis Reegelen."

Dofir: Et ass an Ären Hänn! Dir sidd den éischte Pouvoir. Wann Dir der Meenung sidd, dass dat, wat Der gëschter gesot hutt, haut net méi richteg ass, da musst Der eis dat matdeelen! Mee gëschter krute mer nach gesot, Dir wiert am Moment amgaangen, drun ze schaffen, fir eeben och déi Confidentialitéit ze garantéieren an eeben och déi Responsabilitéit, déi d'Beamten och hunn ..., och dat selwecht dann hunn an deem dote Kontext.

Well ech wëll just drun erënneren, dass am Arrêt Clement drasteet, dass Der jo d'selwecht ze consideréiere sidd wéi déi. An dowéinster: Déi hunn och Obligatiounen – Dir hutt keng, well et eeben e spezielle Statut ass. An et ass eebe wéinst deem Ënnerscheed, deen am Text och ass, dass eeben déi Fro opkomm ass, dass Dir Iech géift Reegele ginn. Moi, je suis en attente.

An déi éischt Fro weess ech net méi, wat se war. Mee Dir hutt ... Oder war dat alles?

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, ech hunn Är Offer ugeholl.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | A voilà! Meng Offer ugeholl. Ok, voilà!

Ech soen Iech Merci, Här President. An da si mer ... Mir waarden dann op Är Proposen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth

An da géif ech dem Här Roth d'Wuert gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Roth (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech erlabe mer, am Numm vun dem Marc Lies, dem Elisabeth Margue an a mengem eegenen Numm, gedroe vun der CSV-Fraktioun, eng Gesetzespropositioun ze deposéieren. Et geet eigentlech drëms, eng Rei vu punktuelle Steiermoossname kuerzfristeg ze maachen, fir de Wunnengsbaumaart ze redynamiséieren.

Um Wunnengsbaumaart leeft de Moment net ganz vill. D'Carnete vun de Commandë vun Neibaute fir Logementer wäerten ab Abrëll/Mee wierklech op gläich null goen. Eleng 2023 wäert d'Unzuel vun de geschatenen 3.800 Logementer, déi sollte gebaut ginn, op 2.300 erofgoen. Also e Manktum vun 1.500 Wunnengen.

Dobäi muss ee soen, dass et net un de Baugeneemegunge läit, mee ganz einfach u feelenden Investissementer. A wann et zu Lëtzebuerg dem Bau gutt geet, da wësst Der, da geet et och der Ekonomie a virun allem dem Handwierk gutt – an ëmgedréit ass et natierlech och wouer. Mir riskéieren do wierklech, kuerzfristeg an eng Logementskris ze kommen.

Dofir proposéiere mir am Numm vun der CSV, dass kuerzfristeg d'TVA um Wunnengsbau soll op 3 % erofgesat ginn. Dëst soll souwuel fir den Eegebedarf wéi och fir de Locatif zielen.

Zweetens: Den entspriechenden TVA-Steierkreditt soll vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht gesat ginn. Dat géif konkreet bedeiten, dass ee bis ronn 770.000 Euro – 769.230 Euro prezis – Baupräis vum vergënschtegten TVA-Taux kéint profitéieren.

De Steierkreditt op de Enregistrementskäschten, de sougenannte „bëllegen Akt", dee soll vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht goen.

An de Plaffong vun den ofsetzbaren Zënse bei enger Eegewunneng soll verduebelt gi vun 2.000 op 4.000 Euro pro Persoun an engem Stot.

An da leschtens: De sougenannten „amortissement accéléré" op Neibauten, dee sollt och zäitweileg – ech ënnersträichen: zäitweileg! – erëm op 6 % eropgesat ginn.

All dës Moossname sollen eiser Usiicht no an enger éischter Phas op d'Steierjoren 2023 an 2024 limitéiert ginn, fir genau deen Effet de dynamisation ze hunn. Dës Moossname kaschten natierlech de Staat Suen, mee et gëtt am Endeffekt méi bëlleg, well zeg Faillitten am Bausecteur an eng weider Verschäerfung vum Logementsproblem, déi wieren an eisen Ae méi grav.

8149 – Proposition de loi visant à redynamiser le marché immobilier

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth.

5. 7963 – Projet de loi relative à l'intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics et portant modification de : 1° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ; 2° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour, dem Projet de loi 7963 iwwert d'Aféiere vun engem legale Kader fir ëffentlech Acquisitiounen a Bestellunge vu kënschtlereschem Wierken. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech stellen Iech elo de Rapport zum Projet de loi 7963 vir, bei deem et ëm d'Integratioun vu Konschtwierker beim Bau, bei der Renovatioun respektiv der Transformatioun oder der Extensioun vun ëffentleche Gebaier geet.

Am Sproochgebrauch benotzt een dofir oft den Term „Kunst am Bau". Dëse Regimm gouf et, wuel gemierkt, och scho virun dësem Projet de loi. E gouf bis elo am Kader vum Artisten- an Intermittentsgesetz vun 2014 gereegelt, dat mer jo och rezent iwwerschafft hunn, mee elo kritt dëse Projet eebe mat dësem Gesetz en eegene Kader.

De Kulturentwécklungsplang 2018–2028, iwwert deen am Kader vu sëllege Kulturgesetzer an Debatte jo ëmmer erëm rieds ass, fuerdert a senger Recommandatioun Nummer 20: „Mener une réflexion prospective sur la loi qui instaure les commandes publiques".

Dës ëffentlech Commandë vu Konschtwierker, wéi Installatiounen, Biller a Skulpturen am ëffentleche Raum an a Gebaier, stellen natierlech e beträchtleche Bestanddeel vun den Opträg vun eise Kënschtler duer. Si beräicheren eiser aller Alldag, andeems se enger Plaz eng Charakteristik ginn, andeems se

engem vläicht sterille Raum eng Identitéit, enger Schoul méi Faarf oder enger Administratioun méi Wäermt ginn.

Dëst Gesetz huet den Usproch, de legale Kader ze verbesseren, all déi concernéiert Acteure besser ze sensibiliséieren, déi administrativ a finanziell Prozeduren ze vereinfachen an och um Niveau vum Fong verschidden Termen ze clarifiéieren.

Et bleift mam neien Text bei engem Minimum vun 1 % vun de Käschte fir Bau oder Transformatioun vun engem ëffentleche Gebai, déi an d'Konscht am Gebai fléisse sollen. Dee Prozentsaz steet awer net méi an engem Reglement, mee ab elo direkt am Gesetz. En ass och no uewen op. Allerdéngs kënne pro Projet maximal 500.000 Euro mobiliséiert ginn. Hei inclus si sämtlech Fraisen a Relatioun mam Projet artistique wéi och der Selektioun vun den Artisten an der Aarbecht vum Comité artistique. Ervirzehiewen ass och, dass d'Gesetz elo preziséiert, dass d'Konschtwierker net nëmmen am Gebai kënnen ugesidelt ginn, mee och an den Alentouren.

Ënnert dëst Gesetz fale Projeten, déi wéinstens zu 25 % aus staatlecher respektiv Gemengenhand finanzéiert ginn. Dëst gëllt, wéi gesot, net just bei neie Konstruktiounen, mee och bei Ëmbau- a Renovatiounsaarbechten.

D'Gesetz erweidert och d'Zuel vun den Typpe vu Gebaier, op déi et sech applizéiert. Cibléiert si mam neien Text all d'Gebaier, déi e Public accueilléieren. Industriell, kommerziell oder technesch Gebaier sinn also ausgeholl.

Fir d'Applikatioun vum Regimm am Interêt vun alle Concernéierten ze verbesseren, brëngt d'Gesetz eng Rei vu Verännerunge beim Marché-publics-Gesetz. Hei gëtt déi sougenannt „publication restreinte avec publication d'avis" favoriséiert, an et gëtt eng Rei Konditioune preziséiert, fir souwuel der ëffentlecher Hand wéi de Konschtschafenden en transparenten an effiziente Kader ze ginn.

Zu gudder Lescht brëngt dëst Gesetz och nach Änneerungen um Niveau vun de berodenden Organer:

– Dat ass eemol d'Commission de l'aménagement artistique, e permanente Gremium, deen d'Missioun huet, souwuel de Maîtres d'ouvrage wéi de Kënschtler mat Berodung, Sensibilisatioun an Informatiounen zur Säit ze stoen.

– Pro Projet gëtt dann och nach e Comité artistique agesat, dee fir den Eenzelfall vun deene jeeweilege Projeten dann zoustänneg ass.

D'Detailer vu Missioun a Fonctionnement vun dëse Gremie gi per groussherzoglechem Règlement fixéiert a si ersetzen zesummen déi fréier Commission de l'aménagement artistique, wéi et se scho gouf.

Par rapport zu den Avisen, do krute mer vum Staatsrot eng Rei Remarken a Recommandatiounen, awer keng Opposition formelle.

Och d'Chambre de Commerce huet hir Zoustëmmung ginn an hat keng weider Remarken. De Syvicol begréisst den Echange am Virfeld vum Projet an d'Kommissioun huet och an hiren Aarbechte verschiddene Remarke vum Syvicol Rechnung gedroen.

D'Gesetz gouf am Februar 2022 deposéiert. Mir hunn et de 27. Oktober 2022 an der Kommissioun diskutéiert an eng Serie Amendements parlementaires gestëmmt. Den Avis complémentaire vum Staatsrot krute mer Mëtt Dezember an de schréftleche Rapport gouf an der Kulturkommissioun vum 19. Januar 2023 unanime ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Djuna Bernard.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Villmools merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt der Rapporterin, dem Djuna Bernard, Merci soe fir säi Rapport.

Mir schwätzen hei vläicht iwwer e kuerzt, awer e wichtegt Gesetz, well Konscht um Bau ass wichteg, a wichteg net nëmmen als ëffentlech Konschtförderung an als Ënnerstëtzung fir Kënschtler, mee awer och fir d'Aemierk op d'Konscht ze bréngen, fir d'Visibilitéit och vum Artist besser ze maachen a fir d'Sensibiliséierung an den Accès vun engem méi grousse Publikum.

Konscht um Bau oder Konscht am Bau ass also och Konscht am Alldag.

An zweetens ass et och ganz wichteg, datt déi ëffentlech Hand als Bauträger sech bewosst ass, datt hir Roll iwwer Infrastrukturprovider erausgeet a mat der Konscht a Kultur d'Ausernanersetzung vun Iddien an d'Weiderbréngung vun der Gesellschaft gefërdert gëtt. Dat sinn eigentlech zwee wichteg Hannergrondaspekter, déi dëst Gesetz zousätzlech fërdert.

Dir Dammen an Dir Hären, no iwwer 20 Joer, well deen Text hei ass fir d'éischt net 2014 agefouert ginn – d'Madamm Bernard huet gesot: „Bis elo war et am Gesetz vun 2014 gereegelt"; jo, dat ass richteg, dat huet et iwwerholl –, mee et war schonn 1999 agefouert ginn, also no iwwer 20 Joer kann een och en Text eng Kéier iwwerkucken. Dat ass ganz kloer.

Et ass hei en Deel Prezisiounen agebaut an agefouert ginn, déi ganz gutt a richteg sinn. Si sinn zum Deel aus der Praxis erëmgeholl ginn, aus der Praxis vu virdrun. Wann hei zum Beispill vun den Alentoure geschwat gëtt, déi sinn zum Deel och virdru matagebaut gewiescht, waren awer net expressis verbis am Text dran, se waren awer och net ausgeschloss. Dat ass also hei zum Beispill preziséiert ginn.

Oder Prezisiounen, déi néideg gi sinn, well d'Interpretatioun vum Staatsrot vun der Verfassung geännert huet an de leschte Joren. Sou kann een zum Beispill haut net méi alles an d'Reglementer schreiwen, wat awer 1999 an 2004 nach méiglech war. Dofir ass hei en Deel elo an d'Gesetz komm, dee virdrun, logescherweis, därer deemoleger legistescher Praxis no an de Reglementer drastoung.

Dat Ganzt mécht d'Uwendung méi kloer an ass dofir och ze begréissen.

Och d'Aarbechten, d'Projeten an d'Gebaier si méi genau ëmrass. D'Gebaier sinn och mat den Amendementen zum Text nees méi grouss opgemaach gi wéi virdrun.

Ze begréisse sinn och d'Virschléi vum Syvicol an datt d'Virschléi vum Syvicol ugeholl an integréiert gi sinn, gradesou wéi déi begleedend Gremie geännert, preziséiert, gemaach gi sinn. Ech mengen, dat ass alles ze begréissen.

D'Erausfuerderung ass sécher elo och an der Mise en oeuvre, an der Sensibiliséierung vun den Établissements publics, vun de Gemengen, natierlech vum Staat, fir datt den Text och ugewannt gëtt.

Eng Iddi, déi, mengen ech, och wichteg wär, vläicht eng Kéier ze soen, ass, datt een d'Benotzer soll matabezéien an déi nei Oeuvre. Déi kënnt och vläicht schonn an d'Konzeptioun do dovunner. Ech mengen, dat ass och ëmmer eppes, wou d'Ausenanersetzung vum grousse Publikum mat der Konscht an dem kënschtleresche Schafen dann och nach eng Kéier eropgeet.

Déi iewescht Grenz vum Invest an d'Création artistique gëtt mat dësem Gesetz bei 500.000 Euro festgeluecht. Dat war zu CSV-Zäite weesentlech méi héich, op d'Duebelt, fir d'Künstler ze ënnerstëtzen, an esou ass et mat engem laachenden An an och mat engem ganz bëssen trauregen An, datt d'CSV hiert Averständnis mat dësem Gesetz gëtt.

An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Alleguer, et ass wierklech e gudde Projet, iwwert dee mer haut hei schwätzen. Et geet heibäi souwuel ëm d'Uschafe wéi ëm d'Schafe vu Konschtwierker am Kader vun neien ëffentleche Gebaier. Der Konscht sollen esou méi liicht wéi bis ewell d'Dieren a staatlechen a kommunale Gebailechkeeten opgemaach ginn. Unerkannte Kënschtler sollen hir Wierker, hir Molereien, hir Tabloen a Skulpturen an dëse Gebaier weise kënnen. Hir Wierker sollen hei eng dauerhaft Plaz fannen.

Konscht soll den Alldag begleede vun all deene Mënschen, déi an ëffentleche Gebaier schaffen a sech hei begéinen. Näischt wier effektiv méi schlëmm wéi sterill Gebailechkeeten, an deene keng Plaz fir Konscht wier. Si hätte keng Séil, et géif hinnen u Perséinlechkeet an u Charakter feelen.

Et ass fir all Kënschtler, besonnesch awer fir déi renomméiert, haaptberufflech Lëtzebuerger Kënschtler, déi och a grad international Unerkennung fonnt hunn, eng besonnesch Éier, fir hir Wierker a Ministèren, Verwaltungen, Kulturzenteren, awer och a grad a Schoulen ausgestallt ze gesinn. Dat valoriséiert hiert Schaffen, hir Kreativitéit, dat wäert hiert Kënnen op.

Konscht kënnt jo vu kënnen a soll besonnesch och déi Jonk beréieren. Si soll interpelléieren, vläicht och emol provozéieren, virun allem awer soll si hinne weisen, datt den Alldag méi ass wéi just léieren, studéieren, schaffen an an de soziale Medien ënnerwee ze sinn.

An enger Welt, an där ëmmer méi Brutalitéit an Egoismus op der Dagesuerdnung stinn, solle Konschtwierker weisen, datt et nieft deem Materiellen och dat Immateriellt gëtt. Si sollen deem, wat schéin, wouer a gutt ass, Madamm Minister, eng Plaz ginn, en Zeeche vun Hoffnung sinn, an domat dat duerstellen, wat de Mënsch iwwert d'Banalitéit vum Gewéinlechen erausheft.

Konscht ass an deem Sënn net nëmmen eng Valorisatioun vum Kënschtler, ma och eng Wäertschätzung vun all deenen, déi ëffentlech Gebaier notzen, ob kuerz oder laang.

D'Vergaangenheet weist et eis: D'Konscht hat dacks keng bedeitend Plaz an ëffentleche Gebailechkeeten. Der Konscht war dacks e marginaalt Dosi reservéiert, si hat seelen eng gutt Lobby, ganz nom Motto: „Muss dat sinn? Ass dat kee Luxus? Hu mer soss keng Suergen?" Nee, Konscht ass kee Luxus, wéi ech virdrun erkläert hunn. Dat schreift och den Ordre des architects et des ingénieurs an enger Nott, déi no enger Table ronde ënnert dem Titel „Comment intégrer l'art au construit et à l'espace public" verfaasst gouf. Ech zitéieren eng Kéier hei kuerz déi Nott: „Kunstprojekte

in oder an öffentlichen", bezéiungsweis „privaten Bauten sowie Kunstobjekte im öffentlichen Raum tragen zur Qualität von Gebäuden und der urbanen Umgebung bei und es handelt sich dabei keineswegs um Luxus. Es soll die Leute anregen, ihre Neugierde erwecken und eine Interaktion hervorrufen." Et bléif awer nach vill Sensibiliséierungsaarbecht ze leeschten, gouf op dëser Table ronde vermierkt, souwuel beim Staat wéi och bei de Gemengen.

Et gëtt mëttlerweil eng Rëtsch pertinent Projeten an deem Zesummenhang. Ma leider stellt ee fest, datt nach ganz vill Sputt no uewen ass. Wann ech u verschidde grouss Gebaier denken, dann huet sech d'Begeeschterung fir Konschtwierker zolidd a Grenze gehale respektiv et ass iwwerhaapt kee Konschtwierk ugeschaaft ginn, obwuel dat finanziell e minimale Brochdeel vum ganzen Invest gewiescht wier.

Hei bleiwen also nach ettlech Ustrengungen ze maachen an eng Motivatiounsaarbecht ze leeschten.

Wéi gesot, et geet net drëm, fir Konscht zu Fantasiepräisser anzekafen, mee ëm eng seriö a fundéiert Wäertschätzung vun eise professionelle Kënschtler, eng Unerkennung vun hirer Kreativitéit an ëm déi kulturell Opwäertung vun ëffentleche Gebaier.

Datt och e Comité artistique agesat gëtt, fir en Avis zu all Projet ze ginn, ass u sech eng gutt Saach, well een domat déi néideg Berodung, Erfarung a Kompetenz bei der Auswiel vu Konschtwierker séchert.

Ech géif gären hei op dëser Plaz stellvertriedend fir net nëmmen de Staat, mee och fir vill Gemengen, d'Stad Lëtzebuerg erausgräifen, d'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg, dat eng laang Traditioun an dësem Beräich huet. Ech denken do u Wierker, an ech si geschwë fäerdeg, Här President, vum Bertrand Ney wéi „Rève de Pierre", eng grouss Skulptur an der Groussgaass, dem Wil Lofy seng Hämmelsmarsch-Figuren um Roude Pëtz, d'Saltimbanques, d'Theaterkënschtler also op der Theaterplaz beim Kapuzinertheater, vum Bénédicte Weis, d'Melusina vum Serge Ecker am Gronn oder déi zwou grouss Toille vum Tina Gillen am Stadhaus.

Der Regierung, Madamm Minister, wëll ech felicitéiere fir dës Initiativ, datt Der se geholl hutt, verbonne mat der Hoffnung, datt no de Wierder och Dote kommen. An dat gesot, soen ech der Rapporteur, der Madamm Djuna Bernard, villmools Merci fir déi geleeschten Aarbecht a ginn natierlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Konscht an a ronderëm ëffentlech Gebaier konsequent an nohalteg ze integréieren ass e wichtege Prinzipp.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mer dann elo och geschwë wäerten ofstëmmen, stäerkt dëse Prinzipp. En hëlt de Staat, d'Gemengen, awer och d'Établissements publics an d'Verantwortung, fir Kënschtler ze ënnerstëtzen an d'Roll vun der Konscht an eiser Gesellschaft ze wierdegen an eeben och ze förderen.

Mir schafen haut en eegestännegt Gesetz fir dat, wat dann allgemeng „Kunst am Bau" betitelt gëtt. Dës Konscht ass e wichtege Bestanddeel vun eiser Baukultur iwwerhaapt. Ausgeschloss sinn dann awer Gebaier, déi engem industriellen, kommerziellen oder reng techneschen Zweck déngen.

D'Konschtwierk soll dann och Bezuch hunn op d'Funktionalitéit an d'Bedeitung vum Gebai an a ronderëm do, wou et da wäert stoen oder hänken. Ech denken do beispillsweis un d'„Straße der Menschenrechte" vum israelesche Kënschtler Dani Karavan, dat bei der Extensioun vum Germanischen Nationalmuseum zu Nürnberg gebaut ginn ass. Dëst Wierk, eng Bausseskulptur, wou een als Visiteur derduerch kann trëppelen, mécht op d'Noutwendegkeet vun den universelle Mënscherechter an op d'Grausamkeet vu Verbriche géint d'Mënschlechkeet opmierskam.

Bei der Renovatioun vun der Universitéitsbibliothéik zu Graz 2019 ass ënnert deem modernen Iwwerbau, deen iwwert d'Haaptgebai erauskuckt, e sougenannte Kupferstich aus der Renaissance reproduzéiert ginn. Dëst Bild weist eng zentral Perspektiv, wéi se an der Renaissance erfonnt ginn ass, eeben zu där Zäit, wéi och d'Universitéit vu Graz entstanen ass.

Den Dialog tëscht dem Gebai an dem Konschtwierk ass also en zentraalt Element bei „Kunst am Bau".

Ech kann Iech dann och vun engem Projet aus menger Gemeng erzielen, dee beim Bau vun eiser CIPA-Residence Op der Waassertrap entstanen ass: Do hu mer effektiv och als Gemeng e klenge Concours an d'Liewe geruff, wou mer e Projet zréckbehalen hu vum Lëtzebuerger Kënschtler Paul Kirps, deen eis am Haus selwer d'Diere vun den Appartementer vun eise Bewunner entworf huet. D'Dieren, déi sinn all an ënnerschiddleche Faarwen an och mat Formen drop gemoolt, also drop entstanen, an déi hunn domat dann och e visuellen Erëmerkennungswäert fir eis Residenten, wat och ganz wichteg ass fir eeler Leit.

Dat nëmme fir ze soen, dass dëse Projet eis souwuel d'Commandë vu Kënschtler fir Produktioune vun neie Wierker wéi awer och de Kaf vu bestoende Wierker erlaabt.

Mam neie Gesetz vereinfache mer dann och déi administrativ Prozeduren. An ech ginn net op all déi aner Saachen an, déi och d'Rapportrice scho gesot huet.

Mindestens 1 % vun de Baukäschte soll dann eebe fir d'Acquisitioun oder den Optrag vu Kënschtler virgesi ginn, mat engem Plaffong vu 500.000 Euro pro Bauprojet.

Mat dësem Projet ënnerstëtze mer also eis Konschtzeen, virun allem déi visuell Konscht, nohalteg an och strukturell. Mir setze mat dësem Konschtprojet och e weidert Puzzlesteck vum Kulturentwécklungsplang, dem KEP, ëm, d'Recommandatioun Nummer 20 nämlech aus dem KEP huet dës Reflexioun iwwer ëffentlech Opträg vu Konschtwierker gefuerdert.

A virun allem suerge mer derfir, dass d'Bierger spontan a méi dacks a Kontakt mat Konscht kommen. Dat ass ganz am Sënn vun der LSAP, well d'LSAP, fir déi ass et wichteg, dass den Accès zur Kultur méiglechst an der breeder Gesellschaft stattfënnt an dat och fir méiglechst vill Leit.

Ech ginn dann deemno ganz gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet an ech soen natierlech och Merci der Rapportrice, dem Djuna Bernard, fir hiren ausféierleche Rapport.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An de Mikro ass elo fräi fir den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech fänken och u mat engem Merci un d'Madamm Rapportrice Djuna Bernard, net dass ech dat nach duerno vergiessen, wat leider heiansdo geschitt.

Et ass villes gesot ginn hei vu menge Virriedner an ech ka mech deem och just uschléissen.

Ech mengen, et ass esou, an enger trotzdeem méi moderner Welt, an där mer haut liewen, ass et e bëssen an der Moud, fir Gebaier ze bauen, déi oft funktionell sinn an déi jo oft sterill sinn. Dat sinn da ganz gäre Këschten, déi wäiss sinn, anthrazitt sinn, mat ville Fënsteren, jee, wéi mer dat op ganz ville Plaze kennen hei an der Stad, wéi mer et och an den Uertschafte kennen. Ech mengen, hei si vill Buergermeeschteren, déi dann och oft esou bauen. Et ass vläicht net ëmmer gewollt, mee et ass eeben och an der Moud.

A wann een dat dach awer vergläicht mat enger Baukultur, déi ee vläicht hat viru Joerzéngten oder nach vläicht virun honnert Joer, Dir braucht Iech just hei an der Stad ëmzekucken, wéi déi Gebaier ausgesinn, oder och an Ären Uertschaften, wéi déi Gebaier ausgesinn, déi virun honnert Joer gebaut gi sinn, an Dir vergläicht se dann awer mat deenen, déi haut gebaut ginn, dann, mengen ech, ass keen Zweifel drun, dass, esthetesch gesinn, déi vu fréier trotzdeem, also kulturell an esthetesch, dach awer e vill méi héije Wäert hu wéi dat, wat haut gebaut gëtt a wou ech mech heiansdo froen, wéi laang et nach do steet.

Dofir ass et och gutt, dass, wa mer elo esou Saache bauen, mer kucken, dass mer do, soe mer emol, Konscht erabréngen, dass mer dat Ganzt iergendwéi opwäerten. An dat hei, dat ass e Gesetz, dat et scho ginn ass, dat elo verbessert ginn ass an dat dat erlaabt an dat et och quasi erzwéngt. An dat ass eppes, wat eis als ADR dann och ganz staark um Häerz läit, déi Kultur an déi Konscht, fir déi an eise Gebaier ze hunn, fir héichwäerteg Saachen ze bauen. An duerfir gi mir natierlech ganz gär och hei eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Vu mir och e grousse Merci un d'Rapportrice fir den exzellente Rapport. Mir kënnen dëse Projet natierlech och just matënnerstëtzen, well en effektiv an eng super gutt Richtung geet an déi ëffentlech Gebaier domadder e gutt Beispill weisen an effektiv d'Konscht an déi Konschtschafend immens valoriséiert ginn. Also, mir kënnen dat effektiv just matdroen an och virun allem, well d'Demande natierlech vun den Acteure vum Terrain kënnt. Dofir nach eng Kéier e grousse Merci och heifir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, och vu mir e grousse Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport un d'Rapportrice Djuna Bernard.

Dat heiten ass e Projet, deen erëm eng Kéier weist, wéi trist d'Welt ka sinn, wann et keng Konscht gëtt, wann d'Kultur iergendwou relegéiert gëtt a wa mer just nach op eidel a plakeg Mauere géife kucken. An ech mengen, dat ass näischt, wat mer wëllen.

Mir hunn als Deputéiert d'Chance, hei ëmmer an engem Gebai ze sëtzen, dat eng historesch Dimensioun huet, mee all Gebai, dat haut nei gebaut gëtt, kritt iergendwann eng Kéier eng historesch Dimensioun a sollt dann de préférence net aus eidele Bëtonsmauere bestoen, mee sollt tatsächlech e bëssen och Konscht an domadder och kulturell wäertvoll ginn.

Ech mengen, dofir ass et nëmmen ze begréissen, datt mer hei dee klore gesetzleche Kader schafen, fir dat an Zukunft nach weider ze erméiglechen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo. Merci, Här President. Merci Iech all fir déi breet Zoustëmmung, déi mech ëmmer erëm freet, am Beräich vun der Kulturpolitick hei an dëser Chamber ze erliewen, wat wierklech weist, dass d'Kultur Iech alleguerte wichteg ass.

Hei mat dësem Gesetzesentworf wäerte mer eng weider Recommandatioun vum Kulturentwécklungsplang – an zwar d'Nummer 20: „Mener une réflexion prospective sur la loi qui instaure les commandes publiques" – ëmsetzen.

Wéi si mer virgaangen? Mir hunn net nëmmen eng Analyse critique gemaach vun dem besteeënden Text, op dee schonn am Detail agaange ginn ass vun den Deputéierten, mir hunn och den Echange natierlech gesicht mat der AAPL, also der Associatioun, déi d'Artistes plasticiens zu Lëtzebuerg representéiert, se enk matagebonne fir och d'Elaboratioun vun dësem Text. A si wäerten och enk zesummeschaffe mat der Kommissioun, déi agesat gëtt, fir och déi Projeten ze determinéieren.

Natierlech hu mer och enk mat Bâtiments publics zesummegeschafft, déi souwisou och e Bestanddeel vun deem heite sinn, well ouni de staatleche Bauhär geet natierlech an deem heiten Domän näischt. An et ass extreem wichteg, dass all déi Leit, déi concernéiert sinn, déi Gebaier bauen, och hei mat u Bord sinn.

(Brouhaha)

An dofir profitéieren ech dovun, dass ech esou vill Gemengeresponsabel hei sëtzen hunn, fir Iech alleguerten …

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, et misst e bësse méi roueg sinn.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Merci, Här President.

… fir Iech alleguerten och nach eng Kéier drop opmierksam ze maachen, dass et dat Gesetz hei gëtt an dass et eng Beräicherung ass – an ech weess, verschiddener vun Iech, déi setze scho vill dorobber –, eng Beräicherung ass, wann Der direkt, wann Der e Projet plangt, en ëffentleche Projet, mir hunn dat jo nach ausgeweit, wat do drënner fält, dat ass net nëmmen en neit Gebai, mee eeben och e Gebai, dat erneiert gëtt, dass Der direkt matdenkt, wéi do d'Kultur hir Plaz an deem Projet ka fannen.

Do huet jiddwereen drun ze gewannen. Un éischter Stell natierlech den alldeeglechen Utilisateur vun deem Gebai, well et e besonnesche Cachet gëtt, well et zur Reflexioun féiert. Dann natierlech och deen, dee sporadesch an d'Gebai erakënnt, well een nei Saachen entdeckt duerch déi Visitten, déi ee ka maachen, an duerch déi Oeuvren, déi dann an deene Raimlechkeeten ze fanne sinn. A last but wierklech not least och den Artisten. Et ass eng ganz wichteg Remuneratiounsquell fir d'Artisten, et gëtt hinnen d'Méiglechkeet, och groussflächeg ze schaffen, well et oft Projete sinn, déi et hinnen erlaben, ganz grouss Produktiounen ze maachen, och emol aner Produktiounen ze maachen, soudass et wierklech op villen Niveauen eng gewonne Saach ass, wann een op deen heite Wee geet.

An et gëtt d'ailleurs och elo schonn net nëmmen op staatlecher Säit oder op Gemengesäit, mee et gëtt och ëmmer méi Initiativen am Privaten, fir op dee Wee hei ze goen. Et ass och zum Beispill den OAI, deen huet och reegelméisseg …, si haten elo nach kierzlech erëm eppes ageweit, an ech kommen dofir op déi Fro vun den Architekten zréck, wou se an hire Lokaler och Konscht integréieren, Appelle maachen, och schonn Table-ronden zu deem Sujet organiséiert hunn, fir eeben och ëmmer méi déi privat Bauträger ze sensibiliséieren an ze kucken, awéifern een net d'Konscht och kann a privat Projeten integréieren.

Vläicht just eng Klamer zu der Valeur vun der haiteger Architektur: Ech hu wierklech e Problem domat, wann een dat esou pauschaliséiert seet a seet, dass d'Architektur vun haut näischt wäert wier. Mir hu formidabel Architekten, déi immens Gebaier an och ganz nohalteg Gebaier bauen, wou et wierklech net drëms geet, se an zéng Joer erëm ofzerappen. An dat musse mer alleguerten zesummen ënnerstëtzen, dass mer eng Architektur hunn, déi mer och an 30 Joer, 40 Joer wäerte wëlle schützen, well et net just déi Saache sinn, déi al sinn, déi qualitativ héichwäerteg sinn, mee natierlech och zäitgenëssesch exzellent Aarbechte geleescht ginn.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Et ass wierklech eppes, wou mer alleguerten zesumme sollte kucken, fir dat héichzehalen. Et ass och eppes, wat de Gebaier kann eng Séil ginn oder och de Gebaier vu bausse kann eng Séil ginn. Wann Der d'Gebai vun der Chambre des Salariés zum Beispill op der Gare gesitt, mat dem Claudia Passeri hirem „Sous le haut patronage de nous-mêmes", eppes wat ganz markant ass, wat sécherlech och mëttlerweil d'Quartiersbild do markéiert. Wann Der gesitt, mir hu kierzlech den Uerschteraff, deen neie Prisong ageweit, do hutt Der am Besucherraum e Wierk vum Paul Kirps, dat formidabel ass. Mir hate kierzlech am Laboratoire national de santé d'Wierk vun der Simone Decker agweit. Dat heescht, et si wierklech Wierker, déi extreem eppes bäidroen zu de Gebailechkeeten, fir déi mer eis och vill Méi ginn, fir déi sou gutt wéi méiglech fir d'Utilisateuren ze bauen.

Dofir merci Iech all fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Kulturministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7963. Den Text steet am Document parlementaire 7963[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7963 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7963 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Félix Eischen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8118 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from renewable sources under directive 2018/2001/EC », fait à Luxembourg, le 3 octobre 2022

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8118, en Accord mat Dänemark iwwer statistesch Transferte vun Energie, déi aus erneierbaren Energiesourcë produzéiert ginn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter ass den honorabelen Här François Benoy, deen elo d'Wuert kritt. Här Benoy.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Minister, mam Gesetzesprojet 8118, deen ech Iech elo presentéieren, gëtt d'Chamber d'Approbatioun zum Accord vu Lëtzebuerg mat Dänemark iwwert de statistesche Transfert vun erneierbaren Energien, deen den 3. Oktober 2022 ënnerschriwwe gouf.

Et geet ëm maximal 4.800 Gigawattstonne grénge Stroum, dee mir eis fir d'Joren 2021 bis 2025 urechne kënne loossen. Dëst fir eng Enveloppe vu 66,24 Milliounen Euro iwwert de Klima- an Energiefong.

Mir kafen op d'mannst 2.400 Gigawattstonne fir e Präis vun 33,12 Milliounen Euro, déi sech follgendermoossen opdeelen: 800 Gigawattstonne fir e Präis vun 11,04 Milliounen Euro fir 2021. 1.200 Gigawattstonne fir e Präis vu 16,56 Milliounen Euro fir d'Joer 2022. A 400 Gigawattstonne fir e Präis vu 5,52 Milliounen Euro fir d'Joer 2025.

D'Suen, déi mir un Dänemark bezuelen, ginn an nei Projeten am Beräich vun erneierbaren Energien investéiert, ënner anerem an déi éischt Energieinsel op der Welt an an Offshore-Wandmillen am dänesche Mier, awer och an d'Entwécklung vu gréngem Waasserstoff.

Dänemark huet säin nationaalt Zil an der Produktioun vun erneierbaren Energië schonn iwwerschratt a kann dofir grénge Stroum un ons verkafen, dee Lëtzebuerg dann zougerechent gëtt.

Wichteg ass hei, nach eng Kéier unzemierken, dass et sech net ëm physesche Stroum handelt, mee ëm statistesch Donnéeën, déi mir als Land ugerechent kréien.

Am Artikel 8 vun der Direktiv iwwert d'Entwécklung vun den erneierbaren Energien erlaabt eeben de statisteschen Transfert, fir d'national Ziler ze respektéieren, déi am nationalen Energie- a Klimaplang festgehal goufen.

Lëtzebuerg huet sech virgeholl, 2030 en Undeel vu 25 % gréng Energie bei der Gesamtconsommatioun ze hunn. Aktuell gi mir am PNEC dervun aus, dass mir zu Lëtzebuerg 19,6 % selwer produzéieren. Fir onst Zil ze erreechen, si mir also op d'Zesummenaarbecht mat anere Länner ugewisen. Dat hu mir iwwregens och scho virun dësem Accord gemaach, als éischt Land an der Europäescher Unioun, 2016 an 2017 mat Litauen a mat Estland.

Här President, Dir Dammen an Hären, duerch onse klengen Territoire hu mir hei zu Lëtzebuerg just e limitéiert Potenzial fir erneierbar Energien a sinn dofir och an Zukunft op esou Kooperatiounen ugewisen, fir ons Ziler ze erreechen. Mir kruten an der Kommissioun vun der Regierung gesot, datt et Diskussioune gëtt, fir d'Kooperatioun mat Dänemark och an den nächste Jore weider auszebauen. A Lëtzebuerg ass och am Gespréich mat Länner wéi Portugal a Litauen dofir.

An Zukunft wäert et och en zousätzleche Finanzéierungsmechanismus ginn, wou d'Memberstaaten d'Méiglechkeet kréien, bei Ausschreiwunge vun erneierbaren Energië matzemaachen op europäeschem Niveau, andeems se konkreet sech a Projeten investéieren a sech duerno d'Statistik an hir Bilanze kënnen urechne loossen. Lëtzebuerg wäert hei eent vun den éischte Länner sinn, dat bei dësem neie Mechanismus matmaache wäert.

Här President, Dir Dammen an Hären, wa mir elo eng Kooperatioun mat Dänemark maachen, heescht dat natierlech net, dass mir ons Hausaufgabe bei der Produktioun vun erneierbaren Energien heiheem net géife maachen. Mir musse bei der Installatioun vun neie Fotovoltaik- a Wandanlage weiderkommen an d'Prozesser beschleunegen.

Schonn haut leie mir bei 56,3 %, wat den Undeel un erneierbaren Energien an eisem Stroummix ubelaangt, a sinn domat op der Plaz 4 am europäesche Verglach, wat d'Fotovoltaikleeschtung pro Kapp ugeet. Déi national Produktioun vu Solarenergie konnt 2022 am Verglach zu de Jore virdru praktesch verduebelt ginn.

An och bei der Wandenergie konnte mir 2022 56 Wandrieder zielen an eng Rei Repowering-Projeten, déi véiermol méi produzéieren.

Projete wéi deen heiten ënnersträichen dann alt erëm eng Kéier den europäesche Geescht an d'Wichtegkeet vun der europäescher Solidaritéit an d'Zesummenaarbecht tëschent europäesche Länner, fir d'gemeinsam Zil am Kader vun der Energietransitioun zesummen ze erreechen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet 8118 gouf de 16. Dezember zejoert vum Ausseminister deposéiert a besteet aus engem eenzegen Artikel, an deem den Accord guttgeheescht geet. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 24. Januar keng Observatioune gemaach a säin Accord zum Text ginn. Mir hunn de Projet an der Energiekommissioun den 1. Februar duerchgeholl. Mäi Rapport, an deem Der och nach weider Detailer zum Projet fannt, dee gouf zwee Deeg drop vun de Memberen ugeholl.

Ech soen Iech an deem Sënn villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem klengen Text, deen awer eng grouss Wichtegkeet huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter François Benoy villmools Merci a ginn d'Wuert weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Paul Galles.

Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President, a merci och dem Rapporter fir säi Rapport, fir déi Erklärungen, déi en eis schréftlech a mëndlech ginn huet zu dësem Gesetz, dat e ganz interessant Gesetz ass an dat eis och ganz vill hëlleft, fir an den erneierbaren Energien hei virunzekommen.

Eisen Accord vun der CSV hutt Der op alle Fall, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well et vergréissert engersäits d'Méiglechkeete vun erneierbaren Energien, déi mer zu Lëtzebuerg kënne bezéien, an anerersäits ass et awer och baséiert op enger Zesummenaarbecht mat anere Länner, wou mer ganz genau wëssen, an de Rapporter huet et ënnerstrach, dass mer en Energie-Importland sinn an dass mer drop ugewise sinn, mat verlässleche Partner kënnen ze schaffen, déi dann eeben och erneierbar Energië produzéieren, déi Experten dora sinn an déi eis dann och op deene Kooperatiounen do selwer dann hëllefen, och an eisen Ziler weiderzekommen.

Vun dohier ass dat also alles ganz, ganz kloer.

Ech hu just zwou Froen, déi ech dem Här Minister wëll séier stellen, déi awer interessant si bei dësem Gesetzesprojet.

Déi Éischt ass: Et geet jo, dat huet de Rapporter ënnerstrach, net ëm e physeschen Transfert vun Energie, mee et geet ëm e statisteschen Transfert vun Energie. Dat heescht eigentlech am Kloertext: Mir stellen dem dänesche Staat Suen zur Verfügung, fir dass den dänesche Staat da mat deene Sue schafft a fir dass mir dat, wat mir dann doran och investéieren, da statistesch ugerechent kréien. An ech ka mer elo virstellen, dass dat natierlech en interessante Modell ass.

An déi Fro, déi ech mer elo gestallt hunn, ass déi: Wat bedeit dat fir d'Zesummenaarbecht mat anere potenzielle Partner? Wat ass elo bei Dänemark besonnesch interessant fir Lëtzebuerg an héchstwarscheinlech dann och, wéi de Rapporteur et gesot huet, bei Portugal oder bei Litauen? Et ass e séchere Staat, et ass e Staat an Europa, si sinn Experten an erneierbaren Energien an et kann natierlech eng Zesummenaarbecht geschéien um Niveau vu Staat zu Staat, vu Ministère zu Ministère.

Déi Fro awer, déi ech mer stellen, ass: Wat heescht dat elo fir potenziell aner Partner vun Zesummenaarbecht? Ass et méiglech, och eng Kéier an deem doten Elan mat Staaten zesummenzeschaffen, déi net an Europa sinn, déi also ausserhalb vun Europa leien, a mat deenen een awer gutt kéint zesummeschaffen?

Oder ass et och méiglech, mat Partner zesummenzeschaffen, déi keng Staate sinn, mee zum Beispill Regiounen? Ech weess elo zum Beispill: An der Lorraine gëtt et ee Pilotprojet, wou iwwer Wandmillen och dann herno Waasserstoff produzéiert gëtt, wat interessant ass. Et ass nach ganz kleng, mee trotzdeem awer: Et huet e gewëssene Pilotprojetseffekt, deen natierlech iergendwann eng Kéier och kéint eng gewëssen Envergure kréien. Gëtt et d'Méiglechkeet fir de Lëtzebuerger Staat, och mat Regiounen zesummenzeschaffen; also net nëmme mat anere Staaten?

An dann déi zweet Fro, déi ech nach wëll séier lassginn, ass déi heiten: Et ass eis och an der Kommissioun erkläert ginn, dass bei deenen Energieinselen do grénge Waasserstoff produzéiert gëtt; wat mer natierlech och immens begréissen. A wann ech d'Äntwert richteg an Erënnerung hunn, dann ass et esou, dass dee Waasserstoff herno dann iwwer Schëffer verfracht gëtt op déi Plazen, wou e soll gebraucht ginn.

Ech ginn elo dervun aus, dass dat, ekonomesch gesinn, heescht, dass dee Waasserstoff net zu Lëtzebuerg wäert landen; well do wär et héchstwarscheinlech jo méi interessant, iergendwann eng Kéier iwwer e Pipelinesystem ze fueren. Mee dat ass awer déi Fro, déi ech hei zu deem Projet hunn: Wann et eng Kéier esou e Pipelinesystem géif ginn, géif et dann eeben och d'Méiglechkeet ginn, dass Lëtzebuerg iwwert dee Pipelinesystem vun Dänemark hier vun där heiter Energieinsel dann och mat gréngem Waasserstoff géif versuergt ginn?

Voilà! Dat ass et schonn. An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Mir wëssen net eréischt zanter dem Krich an der Ukrain, dass mer mam Ausbau vun erneierbaren Energië musse konsequent virukommen. Mee an de leschte Méint huet d'Urgence eeben nach emol ganz kloer zougeholl.

Et ass fir eis als DP kloer, dass dat primär emol hei zu Lëtzebuerg selwer geschéie muss. Am beschte Fall installéiere mer op all Daach, dee gëeegent ass, eng Fotovoltaikanlag, mir iwwerdecke grouss Parkingen. An et gëtt jo och Projeten am Beräich vun der Agrifotovoltaik, déi et gëllt, weider auszebauen.

Zënter Kuerzem hu mer en EU-Reglement, dat um Gemengenniveau d'Delaie fir d'Autorisatiounen däitlech gekierzt huet, a verschiddene Fäll gouf souguer de Prinzipp vum Accord tacite agefouert. Dat heescht: Wann no engem Mount keng Äntwert vun der Gemeng do ass, dann ass e Projet accordéiert.

Als DP fanne mir, dass dat genee dee richtege Wee ass, fir virunzekommen – well mir musse virukommen, a mir musse virun allem och méi séier virukommen, wéi mer dat bis elo gemaach hunn. Mir sollten dowéinst dee selwechten Exercice och um Niveau vum Staat a senge Verwaltunge maachen. Grad bei der Wandenergie hu mer nach vill Potenzial hei zu Lëtzebuerg. Leider dauert et hautdesdaags nach vill ze laang vun deenen éischte Pläng bis dass eng Wandanlag dann och tatsächlech do steet.

Allerdéngs soe mir als DP och ganz kloer, dass et onrealistesch ass ze mengen, mir kéinten als klengt Lëtzebuerg iergendwann energieautark ginn. Mir hu weeder Sonnestonne wéi a Spuenien nach leie mir um Mier, wou mer riseg Wandparken installéiere kéinten.

Mir wäerten also och an Zukunft e groussen Deel vun eiser Energie importéieren. An dofir ass et an eisen Aen och richteg, hei zweegleiseg ze fueren: souwuel eis Hausaufgaben heiheem ze maachen an ze kucken, déi erneierbar Energië maximal auszebauen, wéi och gläichzäiteg a grouss Projeten am Ausland ze investéieren.

Déi zwou Approchë stinn och a kengem Widdersproch. Mat deene Suen, déi mir mat dësem Gesetzesprojet investéieren, gëtt jo och reell eppes geleescht! Et gi reell nei Produktiounscapacitéite geschaaft a mir kréien net just um Pabeier eppes ugerechent, wat et souwisou scho géif ginn. Déi Investitioune kommen also direkt

dem Klima zegutt. An dorëms geet et eis jo alleguerten.

Derbäi kënnt, dass d'Potenzial fir erneierbar Energien an der Nord- an Ostsee eeben e ganzt anert ass wéi hei zu Lëtzebuerg. Dowéinst ass et an eisen Aen och net méi wéi sënnvoll, op deene Plaze grouss Wandparken ze bauen, massiv ze investéieren an de Stroum dann ze exportéieren. Dovu profitéiere mir jo dann en fin de compte alleguer, well déi energeetesch Transitioun ass schlussendlech och nëmmen am Verbond mat eise Partner um europäeschen Niveau méiglech.

Als DP ënnerstëtze mir dowéinst dëse Projet, soen awer och gläichzäiteg, dass déi Efforte weidergefouert solle ginn, an och weider a groussflächeg Projete soll massiv weider investéiert ginn.

Dëst gesot, géif ech ganz gären dem Rapporter François Benoy villmools Merci soe fir souwuel säi mëndleche wéi och säi schrëftleche Rapport. Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech géif dann och heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem honorabelen Här Max Hahn Merci an de Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci villmools, Här President. Merci och dem Här Benoy fir dee ganz detailléierte Rapport. Merci awer och, dass en drop higewisen huet, dass et eng europäesch Solidaritéit gëtt, grad an dësem wichtege Punkt vun den Energiefroen.

Och wa mer awer elo d'Méiglechkeet hunn, fir eis souzesoe fräizekafen iwwert dee statisteschen Transfert am Hibléck op déi Objektiver, sou solle mer awer trotz allem alles drusetzen, fir selwer lues a lues eis Ziler ze erreechen.

An d'LSAP steet natierlech hanner all Projet, deen déi Transitioun do soll vereinfachen an Zukunft. Dofir gëtt d'LSAP selbstverständlech och hiren Accord zu dësem wichtege Gesetz.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An och merci dem Rapporter, dem Här Benoy, fir de Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt op e puer Punkten hei agoen, déi mat dësem Sujet ze dinn hunn.

Fir d'éischt wollt ech awer allgemeng eng Kéier e puer Statistiken hei zum Beschte ginn. Dat ass: Mir brauchen hei am Land 50 Terawattstonnen Energie am Joer. 50 Terawattstonnen. An dovunner sinn dann ongeféier 13 % fir de Stroum. A vun deem Gesamtstroum, deen hei am Land verbraucht gëtt, si 14 % fir d'Stéit. Ech wollt einfach eng Kéier hei profitéieren, fir dat ze soen, fir ze weisen awer, wéi wéineg d'Stéit hei vun der ganzer Energie Stroum doheem verbrauchen.

Interessant ass dann och, dass vun deene 50 Terawattstonnen Energie, déi eist Land pro Joer brauch, am Moment 1 % – also 1 %! – produzéiert gëtt duerch Wand- a Solarenergie. Also 99 % net. 1 % vun der Energie hei am Land gëtt duerch Solar- a Wandenergie produzéiert. Ech mengen, dat ass wichteg ze wëssen.

De Problem, dorop hu mer schonn e puermol higewisen, dat ass déi grouss Fro, déi sech stellt dann och fir d'Zukunft, wann ee vun Transitioun, alternativen Energië schwätzt, ganz besonnesch wéi hei elo vu Wandenergie, dat ass jo deen, dass d'Wandenergie net ëmmer do ass, ne? Dat heescht, och souguer um Mier, wou een zwar kéint denken: „Do ass dach ëmmer Wand", nee, och do ass heiansdo deeglaang, souguer zwou Woche laang, praktesch kee Wand. An dee Moment produzéieren déi Wandanlagen dann och keng Energie, kee Stroum.

Dat ass de grondsätzleche Problem. Dat ass déi sougenannt „Volatilitéit": Wa vill Wand ass, gëtt vill Stroum produzéiert – wa keen ass, gëtt kee produzéiert.

An dat ass natierlech e Problem an e Risiko, well mir brauchen de Stroum jo awer och dann, wa kee Wand ass. Oft hutt Der dann och an Europa eng Gesamtwetterlage, wou Der dann a ganz Europa kee Wand hutt. An da muss also eppes aneschters asprangen. An d'Strategie war jo ëmmer bis elo, an dat huet de Minister och selwer hei gesot, fir dann dee Moment Gas ze benotzen an d'Gaskraaftwierker ulafen ze loossen als Backup fir d'Wandenergie.

Bon, elo am Moment hu mer awer natierlech e Problem mat der Gasversuergung aus Russland. An déi alternativ Gasversuergung, déi mer hunn iwwer Flësseggas, ass och net ideal aus ganz verschiddene Standpunkter eraus, soudass sech do also och eng Fro stellt.

Wie „Wandenergie" seet, seet also och „Gasverbrauch". Bon, do gëtt et aner Alternativen. An, ech mengen, ganz vill Länner hei an Europa ginn am Moment en anere Wee. E Wee, deen och vu ville Klimaschützer preconiséiert gëtt; an dat ass de Wee vun der Nuklearenergie. Voilà!

Komme mer zréck op dat heite Beispill. An Dänemark gëtt also eng Insel gebaut; do ginn Insele gebaut. Et ass schonn eppes Fantastesches, wat do gemaach gëtt. Do gi Wandmille gebaut, déi si bal sou grouss wéi den Eiffeltuerm – op Inselen! –, wou ee sech awer och erëm muss d'Fro stellen: Wéi ginn déi do … Do gëtt jo immens vill opgeschott. Do gëtt immens vill Bëton verbraucht. Dat ass déi sougenannt „gro Energie". Dat heescht, mir mussen eis och bewosst ginn: Eleng fir déi Wandanlagen, déi riseg Wandanlagen do an där grousser Zuel ze bauen, wäerte mer eng enorm Energie mussen opbrauchen a Form vu groer Energie.

An dat ass natierlech e Problem, d'autant plus, well déi Wandanlage jo och eng Liewensdauer hunn, déi begrenzt ass op, ech mengen, hei war gesot ginn eng Kéier, 15–20 Joer, et kann och e bësse méi sinn, mee dat ass e Problem, dee mer och mussen am Hannerkapp halen.

Ech wëll och eppes hei ganz kloer soen: Et gëtt och geschwat vun „hei am Land". Natierlech si mir begrenzt hei, fir Wandenergie auszebauen, an dat gi just Grimmelen an eisem Gesamtenergieverbrauch, wéi ech et virdru gesot hunn.

Mir hunn am Fong d'Iddi, dass et awer besser ass – an dat ass am Fong elo eppes, wat mer mat dësem Projet hei och kënne gutt fannen –: Amplaz dass mer hei d'ganzt Land, d'Landschaften, verschampeléiere mat grousse Wandanlagen, well et ass näischt Schéines, hu mer léiwer … Et ass eng Affaire de goût, jo, et sinn der, déi hunn dat vläicht gären, wann d'Landschaft, wéi op verschiddene Plazen an Däitschland … wa mer d'Éislek voll maache mat Wandanlagen. Mir fannen dat net flott a mir wëllen dat evitéieren an duerfir fanne mer et besser, wann dat an Dänemark um Mier gemaach gëtt wéi hei op eisen Éisleker Koppen. A mir géifen dann hoffen, dass dat och hei am Land am beschte manner géif gemaach ginn, wéi Verschiddener sech dat hei wënschen.

Da wéilt ech nach e Wuert soen zu de Statistiken, déi mer jo am Fong hei kafen, well de Punkt ass jo deen – an dat ass schonn e bëssen awer eppes Spezielles, et ass och gesot ginn –: Mir kafen hei Statistiken a mir kafen am Fong kee Stroum. Mir ginn Dänemark dofir Suen, fir da gutt dozestoen, fir d'Ziler ze erreechen. Et ass jo awer e bëssen, soe mer emol, iwwert en Ëmwee eng Mogelpackung! A mir wëssen och net genee – och wann dat elo esou schéin do steet –, mir wëssen net genee, wéi Dänemark dat duerno a sengem Budget mécht, wat se mat deene Sue maachen. Ech mengen, do gëtt et jo Méiglechkeeten. Da loosse si hir Suen ewech a si huelen déi heiten, fir eppes ze maachen. Fir elo ze soen, dass déi wierklech tatsächlech doranner investéiert ginn, ech mengen, dat kann een net sécher behaapten!

Ech hätt nach eng Fro, ganz konkreet, och un den Här Minister, wa mer hei derbäi sinn, dat ass: Wann een de Stroum transportéiert, do gëtt ët de sougenannten „Übertragungsverlust". Op wéi eng Distanz ass et da räsonabel, fir Stroum op Lëtzebuerg ze transportéieren, ouni ze vill Verloscht ze hunn? Sinn dat 500 Kilometer oder 1000 Kilometer oder 1.500 Kilometer? Déi Leitunge verléiere jo Stroum, wat se méi laang sinn.

Voilà, summa summarum:

Hei an dësem Projet gëtt et eng Partie Saachen, wou ee ka soe „pro", an et gëtt eng Partie Saachen, wou ee ka soe „kontra". An dann ass et fir eis räsonabel, dass mir eis hei enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Dësen Accord huet zwee Virleefer, déi nach den deemolegen Energieminister Étienne Schneider ofgeschloss huet, deemools mat Estland a Litauen. Mir hunn dat deemools och schaarf kritiséiert, well d'Regierung dës Ofkommessen huet mussen ofschléissen, well den Ausbau vun den erneierbaren Energien eigentlech am Schleekentempo virugedriwwe gouf. Sou hu mir zirka 4 % Energie um Pabeier gebraucht, fir 2020 vu 7 % op 11 % Undeel Erneierbarer ze kommen, sou wéi d'Direktiv vun der EU dat fir eis och virgeschriwwen huet.

Hei hu mir elo dat selwecht am Grénge virleien, just dass den Accord dës Kéier mat Dänemark ofgeschloss gëtt an dat fir dat nächst Zil a puncto Erneierbarer fir 2030 ausgeluecht ass.

Dänemark ass natierlech e gudde Partner am Beräich vun erneierbaren Energien an d'Land mécht net just esou Accorde mat Lëtzebuerg, mee och mat aneren EU-Staaten. Dänemark hëlt och eng besonnesch Roll a Saache Klimaschutz an, ass eigentlech e ganz fläissege Schüler an Europa, wärend mir als Lëtzebuerger éischter e bësse méi liddereg sinn. Mir sëtzen donieft a schreiwe bei Dänemark of!

Dänemark huet mat déi ambitiéist Klimaziler an der EU, wëllt d'Klimaneutralitéit och vill méi fréi erreechen. Dänemark huet och e ganz strikt Klimagesetz am Géigesaz zu eis. Dat dänescht Gesetz ass eigentlech d'Best Practice an deem Beräich.

Dänemark huet eng Geschicht an ëffentlecher Energieinfrastruktur a -produktioun an ass och Virleefer a Saache kooperativ an delokaliséiert Energieproduktiounen, eppes, wat zu Lëtzebuerg gréisstendeels awer nach feelt. An natierlech huet Dänemark méi héich Ziler fir Erneierbarer, déi d'Land och nach erreecht, wat hinnen dann och erméiglecht, déi iwwerschësseg Energie ofzeginn.

Irland ass och e Preneur vun dëser Energie um Pabeier, well d'Land genausou wéi Lëtzebuerg bei der Energietransitioun net richteg an d'Gäng kënnt. Wann een awer d'Debatten am iresche Parlament noliest, da stellt ee fest, dass do vill méi oft Wierder gefall si wéi: „En Echec", „Eng verpasst Chance", „Onverantwortlechkeet"!

Natierlech huet Irland och ganz aner Méiglechkeete wéi Lëtzebuerg, besonnesch wat d'Wandenergie ugeet. Mee sou wéi d'Regierung säit Jore mat dëser Fro ëmgeet, andeem et ëmmer heescht, mir wieren awer virbildlech, Pionéier an immens gewëllt, mee et wier eeben net méiglech a Saachen Erneierbarer, sou wéi och an der virleschter Kommissioun gesot gouf, kann et awer och net einfach esou stoe gelooss ginn. Mir leien haut bei 13 % Erneierbarer an dat och just, well mer sou Transferte vu Statistike maachen.

Eis Tëschenziler bis 2030 erreeche mer net. Dofir musse mer elo am Nachhinein fir 2021 schonn en Transfert maachen, obwuel den Energieverbrauch an dëser Zäit duerch d'Pandemie sécherlech awer net eropgaangen ass. Mir sinn déi Lescht an Europa, goufen d'ailleurs entre-temps iwwerholl vun Holland a Malta!

Derbäi ass ze soen, dass et net just ëm d'Produktioun vun Energie geet, mee och ëm de Verbrauch. Fält den Energieverbrauch nämlech, klëmmt jo automatesch den Undeel un Erneierbare bei konstanter Produktioun. Fir béid Beräicher setzt d'Regierung op ëffentlech Subventioune vu Privatinitiativen.

Fotovoltaik op den Diech, Heizungsersatz, energeetesch Sanéierung, fir alles kritt e Stot – an an änlecher Form och e Betrib – Hëllef vum Staat, wat natierlech och richteg a gutt ass, awer leider mat iwwerschaubarem Erfolleg bis elo. De Staat selwer gëtt awer leider hei och keng ganz gutt Figur of. Den Här Hahn huet et virdru gesot: „Fotovoltaik op den ëffentlechen Diech bleift e raren Artikel." Ech mengen, hien huet eis Interventioun elo schonn zu deem Theema ganz gutt nogelauschtert, well mir soen dat ëmmer erëm: Déi ëffentlech Diech, Parkingen an esou weider an esou fort!

Déi konkreet national Mesüre ginn also bei Wäitem net duer, fir d'Klimaziler ze erreechen, Klimaziler, déi jo en plus nach ze déif leien, fir dem Accord vu Paräis gerecht ze ginn. Fir dat auszebigelen, mécht d'Regierung elo dat, wat se fir d'Anhale vum Kyoto-Accord och gemaach huet: Se keeft Bilanze vun anere Länner. Wuelgemierkt ginn déi Bilanze keng additionnell Leeschtungen erëm: D'Energie, déi mir um Pabeier kafen, gëtt souwisou produzéiert, se ass scho produzéiert. Mir schafen domadder keng nei Kapazitéiten, mir verréckele just d'Zuelen an enger Kontabilitéit!

Den Accord mat der dänescher Regierung gesäit zwar vir, dass d'Millioune vum Lëtzebuerger Staat mussen an Offshore-Wandparke fléissen, awer just fir den Deel, wou den dänesche Staat och fir sou Wandparke bezilt. Awéifern dat iwwerhaapt antrëtt, ass awer nach eng ganz aner Fro, well d'dänesch Regierung ënnert dem Drock vun der liberaler Partei virhuet, déi haut nach majoritär staatlech Entreprise Ørsted ze privatiséieren, déi Entreprise, déi dës Wandparke baut.

Geschitt dat, wäert den dänesche Staat och manner oder guer net méi direkt an e Wandpark kënnen investéieren. Wie weess, vläicht baue se jo dann och guer keng méi, well da regéieren international Investoren!

Mir bleiwe bei eiser Haltung géigeniwwer deene statisteschen Transferten: Se schafe leider näischt Neies, schafe keng nei erneierbar Energieproduktioun, mee deelen déi geschafen Energie um Pabeier just anescht op. Mir ënnerstëtzen natierlech Kooperatioune mat Länner, déi nei Kapazitéite schafen, mee dat heiten ass dat awer net! Dofir menge mir och, datt d'Regierung hei e falscht Signal sent: Et gëtt erëm vermëttelt, datt mir eis Verantwortung net selwer mussen huelen, mee dass mir eis einfach fräikafe kënnen. Dat ass an eisen Aen eng Fal!

Mat esou enger Politick gëtt näischt fir d'Zukunft geschafen a mir si weider staark ofhängeg vun anere Staaten an Energiefroen. Fir eis ass a bleift de Réckgréff op den Akaf vun Energien um Pabeier en Echec an der Energiepolitick vun eiser Regierung!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter François Benoy fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass e Projet, deen och mir Piraten wäerte matstëmmen. Et ass zwar e bëssen e Projet, wou ee sech e gutt Gewësse mat dem néidege Geldfloss ka kafen. Mir sinn nach ëmmer der Meenung, dass mer hei zu Lëtzebuerg méi misste maachen a méi missten an d'erneierbar Energien investéieren, do ginn ech dann dem Här Benoy net wierklech Recht, dass Lëtzebuerg kleng ass a mir awer am Moment d'Potenzial nach net ganz ausnotze vun deem, wat do ass, mee dat hunn ech schonn a villen Dossiere gesot, dass mir Piraten zimmlech ongedëlleg sinn, wat d'erneierbar Energien ubelaangt, an dass dat zu Lëtzebuerg ze laang geschleeft huet!

Sief dat Solar, sief dat Wand, et muss einfach gemaach ginn an et mussen natierlech och déi privat Haushalter matagebonne ginn, well et ass do, wou den Daach fräi ass, et ass do, wou een am schnellste Solar kann opbauen – a vläicht och kleng Wandrieder: Dat ass eng nei Technik, déi elo komm ass, déi ganz diskreet ass, da brauch den Här Keup sech net opzereegen, dass d'Landschaft géif verschampeléiert ginn duerch erneierbar Energien, woubäi ech déi Meenung guer net deelen. Am Contraire, mir hunn herno méi Problemer, wann eis Landschaft duerch de Klimawandel drastesch leit! Dat deet de Leit vill méi wéi an do hunn d'Leit vill méi Problemer wéi mat enger Wandmillen, déi an der Géigend steet!

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Marc Goergen (Piraten) | Well déi mécht herno, dass de Klimawandel gestoppt gëtt – mee bon, dat verstitt Dir bei der ADR souwisou ni!

Et gëtt déi kleng Wandmillen, déi ee sech kann op den Daach bauen an do ass meng Fro un de Minister: Ass dat zu Lëtzebuerg méiglech? Ech hunn déi Projeten elo an Däitschland gesinn, wou dat ganz interessant ass, well alleguerten déi Haushalter, déi sech fir Solar entscheet hunn, déi kënnen doduercher maachen, dass wann eng Kéier schlecht Wieder ass, se alternativ iwwert déi kleng Millen, déi se op den Daach gebaut hunn, an – déi gesi ganz diskreet aus, déi gesinn einfach ronn aus an dann dréint et – wann d'Loft deementspriechend kënnt, kënne se awer hir Energie do erzeugen, soudass dat eigentlech eng Léisung wär.

Well fir eis Piraten ass et ganz kloer: Mir mussen déi privat Haushalter mat u Bord kréien. Mir wëssen och, dass d'Gemenge wichteg sinn. Ech weess och, dass verschidde Gemengen am Land sech leider schwéier dinn, wann ee kuckt, wéi wéineg Solar oder wéi wéineg erneierbar Energie se ëmgesat hunn. Mir hunn awer och aner Gemengen, déi e Musterbeispill sinn an déi deementspriechend eppes fir d'Energie maachen.

Mir stëmmen dat haut mat a mir hoffen, dass doduerjer och op laang Zäit eng Kritick, déi ech ëmmer erëm ubréngen a bei där ech einfach net midd ginn, well et mech nach ëmmer stéiert, a wat mer wierklech um Häerz läit ..., dass den Atomundeel hei zu Lëtzebuerg, deen am Moment nach ëmmer bei 10 % läit, endlech wäert erofgoen. Dat ass einfach e Facteur, deen eis Piraten esou eppes vu stéiert, dass Lëtzebuerg nach ëmmer 10 % Atomstroum importéiert. Dat dierf einfach net sinn!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gudde Mëtteg, Här President. Gudde Mëtteg, léif Deputéiert, Kolleegen aus der Regierung. Deen Accord mat Dänemark huet eng Rei Facetten. Déi éischt Facette ass: Mir hunn eng europäesch Direktiv. An där europäescher Direktiv gi verbindlech erneierbar Ziler festgeluecht fir all d'Länner a fir Lëtzebuerg ass et nëmme méiglech, déi Ziler ze erreechen, wa mer alles maachen hei zu Lëtzebuerg an awer och kooperéieren.

Firwat ass dat esou? Dat ass net esou, well mer e klengt Land sinn – oder net nëmmen. Et ass virun allem esou, well mer e klengt Land si mat engem risegen Energieverbrauch – an dat ass virun allem am Transportberäich esou, well eeben och ganz vill Camionen hei zu Lëtzebuerg en Halt maachen. A just fir Iech eng Gréisstenuerdnung ze ginn: Bal 60 % vun eiser Energie sinn Transport. An am Transportberäich hu mer och aus gudde Grënn net 30 %, 40 % Biocarburanten, mir hunn der 7 %, 8 %, déi och nohalteg sinn, an dat eleng zitt natierlech eis Bilanz da schonn no ënnen. Wann ech 60 % vun der Energie am Transportberäich hunn an do – soulaang mer net méi Elektromobilitéit hunn – manner wéi 10 % erneierbar hunn, da kënne mer net insgesamt ganz héich sinn.

An deen zweete Grond ass d'Statistik am Stroumberäich. Et ass esou, also, eis Haushalter maachen – kommt, mir soen – graff 20 % aus. Mir hunn eng grouss Firma hei zu Lëtzebuerg, déi Stol mécht. Déi eleng verbraucht 35 % vum Stroum. Wann ech dann nach Pneuefabrikanten, Chimieindustrie, Zementindustrie an esou derbäihuelen, da sinn et wäit iwwer 50 % vun eisem Stroum, déi an dem Industrieberäich verbraucht ginn an dat alles op engem natierlech klengen Territoire!

Duerfir ass et wichteg, dass mer zwou Strategien hunn. Déi éischt Strategie ass, hei zu Lëtzebuerg alles ze maache fir virunzekommen, an ech denken, dass mer dat als Regierung wierklech kollektiv maachen. An dat ass och eng gutt Zesummenaarbecht zum Beispill elo an der Lescht mam Inneministère, wou mer amgaang sinn, wou mer elo zwou Saache gemaach hunn. Dat eent ass d'Beschleunegung vun de Geneemegungen, déi d'Gemenge musse ginn, an dat anert, wou mer gemeinsam dru schaffen, ass eebe quasi e Bautereglement-type, wou et dann och méi einfach soll gi fir d'Leit hei zu Lëtzebuerg, a Solarenergie ze investéieren, an och bei der Wandenergie komme mer gutt virun.

Mee alles, wat mer hei zu Lëtzebuerg maachen, an ech mengen, mir sinn amgaangen, den nationalen Energie- a Klimaplang ze iwwerschaffen, also, iergendwann wäerte mer kënnen – kommt, mir soen emol – 30 %, 35 %, 40 % vun eisem Stroum hei zu Lëtzebuerg maachen an de Stroum wäert natierlech

insgesamt am Energiekuch méi grouss ginn, well mer jo ëmmer manner fossill Energien hunn. Awer mir wäerten als Lëtzebuerg, esou laang mer virun allem esou vill Industrie hunn, et ni fäerdegbréngen, all déi erneierbar Energien hei zu Lëtzebuerg ze maachen. An duerfir ass et wichteg a richteg, dass mer och a Kooperatiounen investéieren.

Mir hate schonn an der leschter Regierung eng Kooperatioun mat Estland a mat Litauen. Mir war et wichteg, dass wa mer esou Kooperatioune maachen, mer déi och méi enk mat konkreete Projete verbannen, an duerfir sinn ech immens frou, dass mer mat Dänemark elo konnten e Kooperatiounsaccord maachen, well iwwert den Transfert vun der Statistik ginn déi Sue wierklech an e Projet, dee bahnbrechend ass an Europa, fir eeben eng Insel ze bauen, ronderëm déi 12.000-Megawatt-Wandanlagen entstinn!

An dee Projet ass net nëmme wichteg oder richteg fir eis Statistik, mee en ass och wichteg fir eenzeler vun eisen Acteuren. Nach virum Summer wäert déi dänesch Regierung Konsortien definéieren, déi déi Insel bauen. A mir hu Gespréicher mat enger Rei Lëtzebuerger Acteuren, déi och d'Schnëttstell siche mat der Finanzplaz, fir eeben op d'mannst eng Offer ofzeginn, fir do bei deem Konsortium, deen déi Insel baut, mat derbäi ze sinn. An et war mer wichteg: Ech hat eng Delegatioun vu Lëtzebuerger Entreprisen, déi an deem Beräich sinn, mat an Dänemark. Mir hunn eng Reunioun organiséiert mam Minister a mir sinn och iwwert eis Botschaft a stännegem Austausch, fir eeben och deene Lëtzebuerger Entreprisen eng Hëllefsstellung ze ginn, wann déi Ausschreiwung elo virum Summer geschitt.

An dat anert ass: An dräi, véier Joer wäert déi dänesch Regierung dann déi éischt Ausschreiwunge maache fir grouss Wandparken, a meng Iddi ass, dass mer dann an en anere Genre vu Kooperatioun ginn, an zwar dass mir mat Dänemark da bei senger Ausschreiwung matmaachen. Dat heescht, dass mer direkt 1.500 Megawatt oder méi … Dänemark hëlt, wat weess ech, 80 %, 85 %, 90 %, mir huelen déi aner 10 %. Et gëtt eng Ausschreiwung gemaach an dat ass eventuell e Moyen, fir nach méi gënschteg un esou Stroum ze kommen oder och u Statistiktransferten. Dat heescht, dat hei ass en Ufank an do hannendru geet et mer eigentlech drëm, fir richteg gemeinsam Projeten am Beräich vum Offshorewand hinzekréien.

Et ass schonn erwäänt ginn: Do hannendrun ass natierlech net nëmme Stroum, mee do ass och Waasserstoff, an dann ass eeben d'Fro: Wéi kënnt dee Stroum oder dee Waasserstoff op Lëtzebuerg? Et ass esou, dass mer nach virun e puer Wochen eng Reunioun haten, d'Ministere vun Däitschland, Frankräich, Benelux, Schwäiz an Éisträich, déi mir d'lescht Joer presidéiert hunn, an déi hat ech zesummebruecht mat de Ministere vun der Nordsee a mir hunn iwwert e Consultant e gemeinsame Plang erschafft, wéi déi Risequantitéite vu Stroum net nëmmen elo an d'Stroumnetz erakommen, mee wéi mer och d'Schnëttstell siche mam grénge Waasserstoff.

An do hannendru geet et natierlech drëm: Sinn d'Leitungen op där richteger Plaz? Wou baue mer d'Elektrolyseure fir de Waasserstoff? Dat heescht, déi Aarbecht geet dëst Joer ënner hollännescher Presidence weider, soudass mer wierklech dru schaffen, fir de westeuropäesche Stroumsystem an dann och hannendrun dee grénge Waasserstoff bis 2035 komplett op null CO_2 ze hunn.

Da vläicht nach zwou Äntwerten: Ech géif och gär mat Loutrengen zesummeschaffen. Ech mengen, do ass eng Rei interessant Projeten. De Problem ass: Frankräich ass komplett schlecht bei den erneierbaren Energien an et däerfen nëmmen déi Länner, déi hir Ziler iwwererreechen, mat anere kooperéieren, well soss wiere se jo … Du kanns jo net engem eppes verkafen, wou s de schonn net gutt genuch bass. An duerfir, dat ass immens lästeg. Dat ass och de Fall mat der Belsch. An do, wou déi nei däitsch Regierung … wou do vläicht e Liichtbléck ass: Säitdeem den Habeck do Minister ass, mécht Däitschland méi fir erneierbar Energien.

Ech sinn och elo geschwënn eng Kéier zu Berlin a fir eis wier et super interessant, mat Däitschland och ze kooperéieren, well mer mat deenen och an engem gemeinsame Stroummarché sinn a sech do och nach ganz aner Synergien da géife bidden, och fir eis Industrie.

A bei eiser Industrie ass et eeben esou: Mir probéieren, hinnen ze hëllefen, enger ArcelorMittal, enger Goodyear oder aneren, fir sech eeben direkt a grouss Wandprojeten oder Solarprojeten anzekafen. Mir sinn do mat der SNCI amgaang, e sougenannt De-Risking-Instrument opzesetzen an do komme mer och an dësen Deeg gutt virun.

An da vläicht zum Waasserstoff nach: De Moien hat ech d'Chance, eis Taskforce Waasserstoff ze presidéieren. Mir wäerte sécher elo an dem Summer do gutt virukommen, och mat méi prezis: Wat kënne mer hei zu Lëtzebuerg maache vu Waasserstoffproduktioun? An dann och … Mir hunn d'Chance och, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng Transportentreprise hunn, déi sech spezialiséiert op den Transport vu Waasserstoff iwwer Container. Dat kann op der Schnëttstell geschéie mat CFL, dat kann op der Schnëttstell geschéie mam Hafe vu Mäertert, soudass mer Acteuren hunn hei zu Lëtzebuerg, déi wierklech ganz proaktiv och beim grénge Waasserstoff ënnerwee sinn.

A wéi gesot, déi nächst Woche wäerte mer do hoffentlech méi konkreet Projete kënnen annoncéieren. Mir hänken am Moment nach e bëssen, well déi Staatsbäihëllefen aus Europa, déi sinn nach net kloer. Déi sollen awer elo an dräi, véier Woche kloer sinn an esoubal déi do sinn, kënne mer dann och méi schnell konkreet hei zu Lëtzebuerg weiderkommen.

Ech si frou, dass mer esou e grousse Konsens hei hunn, net nëmme fir d'erneierbar Energie hei zu Lëtzebuerg, mee och, wéi dat gesot ginn ass vun der Madamm Hemmen: Hei geet et och ëm d'Solidaritéit an Europa. A Westeuropa an a ganz Europa sollen a musse mer weiderkomme bei den erneierbaren Energien. Et ass gutt fir eise Klimaschutz, mee et ass och ganz wichteg, fir net méi esou ofhängeg ze si vun esou deelweis onagreabelen Iwwerraschunge wéi déi mat deem Krich vum Putin an der Ukrain.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. Parole après ministre ass fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President, a merci, Här Minister, fir déi ganz interessant Erklärungen. Ech hunn einfach just a Bezuch op déi Froen, déi ech Iech gestallt hat, nach eng Kéier zwou Réckfroen. Kommt, mir huelen elo eng Kéier dat Beispill Loutrengen: Do schwätze mer vun enger Regioun. Ech verstinn elo, wat Dir sot, dass dat am Gesamtverbund vu Frankräich dann net duergeet, fir iwwerhaapt kënne statistesch eppes ze verkafen.

Ech kenne mech elo institutionell selwer net gutt genuch aus. Däerf eng Regioun vun engem Nopeschland da mat enger anerer Entitéit vu Lëtzebuerg zesummeschaffen, zum Beispill mat Gemengen oder engem Verbund vu Gemengen op där anerer Säit vun der Grenz? Dat ass elo déi Fro, déi éischt Fro, déi ech nach stellen. Et ass just eng Nofro, fir et besser ze verstoen.

An déi zweet Fro, déi ech mer elo gestallt hunn, ass: Dir hutt am Ufank och zu Recht déi europäesch Direktiv genannt. Wa mer eis an deem Kader befannen a beweegen, heescht dat automatesch, dass keng Kooperatioune mat net europäesche Länner de Moment envisagéiert ginn. Oder leien ech do falsch? An et kéint een awer trotzdeem, zum Beispill, ech weess net, ech soen elo einfach emol d'Kapverden, well déi jo awer oft genannt ginn, also e méigleche Kooperatiounspartner an der Produktioun vun erneierbaren Energien … Wären esou Kooperatiounen awer trotzdeem theoreetesch méiglech?

Merci.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, fir nach eng Kéier op Loutrengen zréckzekommen: Déi europäesch Direktiven, déi betreffe Länner an dat sinn d'Statistike vun de Länner. Frankräich qualifizéiert sech net, fir mat engem anere Land e Kooperatiounsaccord ze maachen, d'Belsch och net. An duerfir … Also, ech géif immens gär an der Grousssregioun Solarenergie a Wandenergie entwéckelen, mee wa mer dat maachen, dann hu mer … also, mir kënnen dat guer net notzen, fir eeben dann och op eis Bilanz mat unzerechnen. Dat ass e Fait – an dee Fait wäert sech och déi nächst aacht, zéng Joer net änneren –: Leider ass et jo esou, dass d'Fransouse jo léiwer an Atomkraaftwierker, déi zwee-, dräimol méi deier sinn, investéiere wéi a Wandenergie. Gutt, ech mengen, dat ass hire Choix an duerfir wäert dat sech och dann net änneren.

Wat elo déi net europäesch Länner ubelaangt, do gëtt et an der Direktiv selwer e Passus a mir hunn eigentlech deemools gesot: Et geet eigentlech drëm, dass mer an Europa d'erneierbar Energien opbauen, an dat heescht … Et ass zum Beispill mat Cap-Vert: Wann elo de Cap-Vert Solarenergie mécht, déi kënne mir net op eist Zil urechnen, wat awer net heescht, dass mer net mam Cap-Vert zesummeschaffen. Ech hat gëschter nach eng Visio mam Cap-Vert an et kënnt eng kapverdianesch Delegatioun am Mee op Lëtzebuerg.

Mir hëllefen iwwert de Kooperatiounsministère an och iwwer mäi Ministère de Kapverdianer, Ausschreiwungen ze maache fir grouss Solaranlagen, a mir hëllefen hinnen, e Pompspäicherkraaftwierk ze bauen, e klengt. Well si hunn Inselen a wann s de op där I nsel – dat ass dann och en Deel vun der Äntwert un den Här Keup –, wann s de op enger Insel Solarenergie a Wandenergie méchs, da bass de och frou, wann s de e Pompspäicherkraaftwierk hues, dat dann einfach kann de Puffer maachen. A mir hëllefen hinne bei den Etüden derfir.

An dat Drëtt, wou mer hannendru sinn, an dat war och meng perséinlech Initiativ: De Cap-Vert huet immens gutt Solarkonditiounen, de Cap-Vert huet fantastesche Wand an duerfir probéiere mer elo, ob et Sënn mécht – a mir bezuelen déi Etüd –, ob de Cap-Vert kann am groussen industrielle Moossstab Waasserstoff hierstellen. An déi Etüd, déi ass amgaang a bis de Mee hoffen ech och, dass mer do e bësse méi Detailer hunn, well ech wollt da profitéiere vun där Visitt, wou och de kapverdianeschen Energieminister op Lëtzebuerg kënnt, fir dann eng Kéier déi Detailer mat him ze beschwätzen.

Dat heescht, mir wëlle mam Cap-Vert an anere Länner, wou mer an der Kooperatioun sinn – och mam Franz Fayot –, erneierbar Energie maachen, Energieeffizienz. Mee dat kënne mer net op eis Ziler urechnen an duerfir …, fir eis Zilerreechung alles hei zu Lëtzebuerg maachen an do komme mer gutt virun, an dann eebe kooperéiere mat aneren europäesche Länner.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne matofzestëmmen. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8118. Den Text steet am Document parlementaire 8118[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8118 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 53 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8118 est adopté par 54 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Question élargie n° 181 de Mme Jessie Thill au sujet de la violence domestique

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 181 vun der Madamm Jessie Thill iwwert d'haislech Gewalt. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Haislech Gewalt ass e Phenomeen, dat an alle Gesellschaftsschichten optrëtt an awer iwwerall och en Tabu ass. Déi Betraffen traue sech an den allermeeschte Fäll net, iwwert dat ze schwätzen, wat hinne geschitt, well si souwuel hiren oder hir Partner/in fäerte wéi och d'Reaktioun vun hirem Ëmfeld.

Ma ech wollt haut en Deel vu menger Question élargie Frae widmen, déi besonnesch vulnerabel sinn: Migrantinnen aus Drëttstaaten, mat oder ouni Openthaltsgeneemegung hei zu Lëtzebuerg. Fraen, déi mat op Lëtzebuerg kommen an deenen hire Conjoint hei schafft, kréie keng eegen Openthaltsgeneemegung, mee dës ass gekoppelt un déi vun hirem Conjoint.

Dëst brëngt si an eng besonnesch vulnerabel Situatioun a si hunn oft nach zousätzlech Angscht virum Partner, fir iwwerhaapt eng Plainte ze maachen, d'Suerg dobäi, datt si hiert Doheem musse verloossen, well hir Openthaltsgeneemegung vun där vun hirem oder hirer Partner/in ofhänkt. Datt, wann haislech Gewalt am Stot stattfënnt, d'Victime eng eegen Openthaltsgeneemegung ufroe kann, ass nämlech meeschtens net bekannt.

Hei zu menger éischter Fro un d'Madamm Ministesch: Plangt de „Mega" Sensibiliséierungsprojeten a Campagnen, déi sech geziilt u Fraen aus Drëttstaate riichten, an dat a verschiddene Sproochen, fir eeben déi Betraffen ze erreechen?

Wann dës Fraen da bis de Courage hunn, fir doheem fortzegoen, solle si et, menge Sourcen no, si duerch hiren Openthaltsstatus méi schwéier hunn, an engem Fraenhaus ënnerdaach ze kommen, an et gëtt keng Richtlinnen zur Fro vun der Opnam an der Ënnerbréngung vu Fraen ouni Openthaltsgeneemegung, déi Affer vu Gewalt gi sinn.

Ass bekannt, wéi vill vun den ënnerbruechte Fraen an enger Situation de séjour irrégulier sinn? Gëtt de „Mega" spezifesch Uweisungen oder Recommandatiounen eraus fir d'Opnam a Betreiung vun dëse Victimme mat irregulärem Openthalt? Beaflosst de Migrantestatus d'Entscheedung, ob eng Fra opgeholl gëtt oder net? Gëtt et Zuelen doriwwer, wéi vill Fraen ouni Pabeieren an de leschte Jore Plainte gemaach hu wéinst haislecher Gewalt?

Gi vum „Mega" aus Iwwersetzer zur Verfügung gestallt, fir Sensibiliséierungsaarbecht um Terrain an an den Opfangstrukturen ze maache respektiv gëtt beim Projet Riicht Eraus vun der Croix-Rouge fir Täter/innen och eng méisproochech Offer geschaaft? Ech hu gesinn, dass um Internetsite vun der Croix-Rouge Franséisch, Däitsch an Englesch ass, mee hei wiere jo och aner Sprooche wichteg.

No leschten Zuelen aus enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Chantal Gary vu virun engem Joer geet ervir, datt et zu Lëtzebuerg 166 Better a 7 Fraenhaiser gëtt, déi Fraen an Nout ophuelen. En moyenne wieren 48 Fraen op der Waardelëscht fir an dës Haiser. Aktuell sollen et 71 Frae sinn, déi waarden, fir an esou en Haus ze kommen.

Kann d'Madamm Ministesch dës Zuele bestätegen? Kann d'Madamm Ministesch erklären, unhand vu wéi enge Krittären d'Prioritéit op en Zëmmer definéiert gëtt?

D'Impressioun, déi ech hunn, ass, datt am Allgemengen zwar eng gewëss Sensibiliséierungsaarbecht stattfënnt, déi d'Fraen oprifft, sech ze mellen, wa se Victime sinn, mee hannendrun hu mir net genuch Better, fir dës Fraen ënnerzebréngen. Musse mir net awer zousätzlech Strukture schafen, och wann dat heescht, Symptombekämpfung ze maachen? Misst et net och nach zousätzlech Transitiounslogementer gi fir no der Noutstruktur, wann d'Fraen erëm op de Bee stinn, ier se direkt mam normale Logementsmarché konfrontéiert ginn?

Dat war elo eng ganz Rei Froen an ech hu mech elo zimmlech kuerz gehalen, mee ech mengen, dass et awer hei wierklech wichteg wär, Äntwerten ze kréien! Ech si gespaant op d'Äntwerte vun der Madamm Ministesch.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Thill. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gläichheetsministerin Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech soen: absolutt e ganz wichtege Sujet! An ech mengen, et kann een net oft genuch iwwert d'haislech Gewalt diskutéieren, drop opmierksam maachen, well allkéiers, wann een driwwer diskutéiert, hëlt een d'haislech Gewalt aus dem, soen ech elo emol, „Schmuddeleck" eraus. Et enttabuiséiert een an dat ass wichteg, grad fir den Affer ze weisen, dass se net eleng sinn. Ben, Dir hutt schonn drop higedeit, dass haislech Gewalt, d'Gewalt ganz besonnesch géint Fraen, géint Meedercher, eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg ass. D'Zuele weisen dat och ganz kloer.

Dir hutt elo duerno gefrot, wéi ongeféier d'Verdeelung vun den Nationalitéiten ass bei den Affer. Just fir hei e Chiffer ze nennen: Vun den 1.695 Affer waren 1.425 EU-Bierger respektiv EU-Biergerinnen an 270 Leit koumen aus Drëttstaaten. Et ass also eng Verdeelung vu 84 % par rapport zu 16 %.

Fir eis als Regierung ass d'Bekämpfung vun haislecher Gewalt eng absolutt Prioritéit an hei setze mer jo och op eng multidimensional Approche. Mir hunn dëst Joer respektiv ... jo, dach, dëst Joer sinn et ganz genau 20 Joer, wou mer och d'Gesetzgeebung géint haislech Gewalt hunn a wou mer eng Evaluatioun gemaach hunn a wou mer gesinn, dass et wierklech eng zolidd Basis ass. Mee näischt soll eis drun hënneren, ëmmer erëm weider auszebauen a ganz besonnesch an der Preventioun nach nei Akzenter ze setzen, wat mer och maachen.

Dir hutt elo gefrot – ech mengen, dat war Är éischt Fro –, bei der Preventioun, bei der Sensibiliséierung, wéi mer do virginn. Ben, och hei setze mer op eng multilingual Approche. Mir musse jo alleguerten d'Communautéiten hei am Land erreechen. Mir erreechen der och ganz vill, wéi gesot, dat hutt Der elo matkritt, wéi ech elo de Chiffer vun den Affer zitéiert hunn, a mir gesinn dat och an eise Consultatiounsstrukturen. Just fir een hei nach ze nennen: Dat ass de Service eebe vun den Affer, de SAVVD, deen hat elo am leschte Rapport uginn, dass si Leit aus 44 verschidde Länner empfaangen hunn. An dat ass och gutt, well d'Gesetzgeebung mécht hei keng Differenz tëscht den Nationalitéiten, wou een hierkënnt, der Originn. Et ass ganz einfach: All Affer, dat Hëllef brauch, kritt Hëllef! An duerfir sinn alleguerten eis Servicer do an och deementspriechend forméiert.

Wéi gesot, bei der Informatioun a Sensibiliséierung setze mer op eng multilingual Approche.

(Interruption)

Mir hunn eise Site, de „Violence"-Site, op e puer Sproochen iwwersat. Dat sinn elo emol déi véier heefegst a mir sinn nach amgaangen ze kucken, dat nach an anere Sproochen ze maachen. Mir hunn och aner Communautéiten, ech soen elo emol d'chineesesch Sprooch, genausou wéi d'Spuenescht, dat mer nach mat eranhuelen. Do kucke mer och bei der Police, déi och déi Afferbroschür huet, respektiv wann een eng Plainte maache geet, fir eeben ze kucken, wéi eng weider Sprooche mer nach do sollen huelen, fir eeben eng grouss Mass vu Leit kënnen unzeschwätzen.

Doriwwer eraus probéiere mer och ëmmer, nei Weeër ze goen. Just fir eeben ze zitéieren, wéi kreativ mer versichen ze ginn: Mir haten e gréissere Projet mat zwou Bäckereien hei am Land, wou mer déi Tutenaktioun haten. Déi hu mer och ganz einfach mat engem QR-Code gehalen: Mir hate „Violence" drop stoen, wat an e puer Sprooche jo fonctionéiert, an eeben

och fir esou erëm ganz vill Leit kënnen dee Moment unzeschwätzen.

Dann hu mer eise Preventiounstheater, wou mer och amgaange sinn ze kucken, deen nach op enger anerer Sprooch ze presentéieren. Ech hunn och elo nach eng Entrevue mam portugiseschen Ambassadeur, well an der Vergaangenheet war emol mat der Communautéit och hei zesummegeschafft ginn, fir eeben och ze kucken, dass een hei nach ka mat hinnen eeben esou dat Theaterstéck, dat mer hunn, an hirer Sprooch presentéieren.

Bon, fir de Rescht: Fir alleguerten déi Fraen eeben unzeschwätze mat Migratiounshannergrond, schaffe mer och ganz enk zesumme mam Familljeministère. Dat heescht, mir profitéieren och vun hire Reseauen, fir eeben och do ganz vill Leit kënnen unzeschwätzen, wéi infolux.lu. Dat ass dee virtuellen Informatiounsstand, wou mir als „Mega“ och drun hänken. Wa si jo Formatiounen offréieren am Kader vun der Integratioun, da gi mir och ëmmer en Input mat, fir direkt déi néideg Informatiounen un déi direkt Communautéite kënnen ze bréngen, respektiv wann esou Journéeë sinn, wéi d'Journée d'orientation am Kader vum Contrat d'accueil et d'intégration, hëlt de „Mega“ och mat deel, och nach un aneren Aktivitéiten, mee fir just ze weisen, dass hei eng ganz enk Approche ass. Wéi gesot, mir probéieren ëmmer iwwer nei Weeër ganz vill Leit unzeschwätzen. Mir haten och nach d'Facebook-Live-Event, wou mer nach eng Traductioun gemaach hunn, fir eeben och dee Moment nach weider Communautéiten unzeschwätzen.

A fir de Rescht si mer och ganz am enke Kontakt mat de Gemengen, den Office-sociallen. Also, a grondsätzlech all Centre d'accueil, wou mer mengen, wou ee kéint eventuell op Affer treffen, hu mer eis Broschüre respektiv eist Informatiounsmaterial zur Verfügung gestallt.

Dann hutt Der mech gefrot elo, mat den Zuele vun deene Leit, déi an de Fraenhaiser ënnerbruecht sinn, wivill do eng Openthaltsgeneemegung hunn. Also, wann ech gewosst hätt, dass Der elo esou prezis géift froen, hätt ech déi Zuel nogesicht. Ech kann Iech haut do keng Äntwert drop ginn. Ech sinn awer gäre bereet, dat bei de concernéierte Gestionnairen nozefroen an da ginn ech Iech dat nach gäre weider eran.

Mee grondsätzlech ass awer ze soen – dorop hunn ech och scho virdrun higewisen –, dass all Affer hei am Land gehollef kritt! Dat heescht, wann eng Fra sech mellt, gëtt do net gekuckt, wéi d'Nationalitéit ass. Bon, wat ee muss da klären, ass effektiv d'Sprooch, dass ee sech ka verstännegen, mee mir maachen do u sech elo keng Differenz.

A wann och Concernéierter vun haislecher Gewalt, also Affer vun haislecher Gewalt, kommen, déi elo keng Pabeieren hu respektiv sech och elo illegal bei eis am Land ophalen, da gëtt och ëmmer eng Analys cas par cas gemaach. Do gëtt wierklech ganz konkreet de Fall gekuckt, wéi een där Persoun dee Moment kann och hëllefen. Dat mécht jo elo net de „Mega“, ech mengen, dat ass mat deenen zoustännegen Instanzen, wou dee Moment och … an do gëtt och ëmmer eng individuell Léisung fonnt, fir eeben der Persoun direkt hei kënnen ze hëllefen.

Dir hat och drop higewisen, dass et net esou bekannt ass a puncto Openthaltsgeneemegung …, wann een déi och am Kader vun haislecher Gewalt freet. Effektiv, menges Wëssens si bis elo just fënnef där Demandë bei der Immigratioun eragaangen. Eng dovunner ass positiv aviséiert ginn, eng aner ass nach en cours de traitement. Mee och hei ass wichteg, ëmmer erëm dorop opmierksam ze maachen, dass een dee Moment awer och kann … Et ass jo am Kader vun der Istanbul-Konventioun, wou dat och an d'Immigratiounsgesetz erakomm ass, dass dee Moment och eng Persoun, déi Affer vun haislecher Gewalt ass, eng Openthaltsgeneemegung ka kréien.

D'Interpreeten, d'Traductioun, hutt Der gefrot. Ben, jo, do sinn och eis Gestionnairë reegelméisseg op Iwwersetzungen ugewisen. Mee vu dass et eng grouss Demande ass an och eng grouss Unzuel vu Sprooche respektiv och eng limitéiert Disponibilitéit vun deene Leit, déi d'Traductioun maachen – well déi vu ville Säiten zitéiert ginn, net nëmme vun eise soziale Servicer, mee och vun aneren –, sou ass et natierlech och fir eis Gestionnairen net ëmmer einfach, dat direkt ze léise respektiv hu se och do mat Enkpäss ze kämpfen. Mee och hei, wéi gesot, gëtt awer ëmmer eng Solutioun fonnt. Et ass elo net, wann net direkt en Interpreet sur place ass, dass een net der Persoun dee Moment kann hëllefen. Si gëtt awer en charge geholl, dat wëll ech och ganz kloer soen. An et ass och gutt, dass dat esou fonctionéiert!

D'Fraenhaiser – hutt Der och nach ugeschwat –, jo, bestätegen, dass mer eng Waardelëscht hunn, an ech mengen, do brauche mer net laang ronderëm de Bräi ze schwätzen: Eng Waardelëscht ass ni gutt a weist natierlech och, dass, jo, vill Leit weiderhi mam Logement ze kämpfen hunn. Dat ergëtt sech natierlech doraus.

Mee och hei wëll ech grondsätzlech soen, wann eng Persoun Affer vun haislecher Gewalt ass an et virun allem eng akut Situatioun ass: Ëmmer den 113 uruffen! Dat ass dat Éischt, wat ee soll maachen: Et soll een d'Police ruffen! D'Police kënnt och.

An dann hu mer jo nach d'Gesetz vun der Wegweisung, vun der Expulsioun, dat jo eigentlech seet – an dat ass jo och gutt, dass mer dat esou hunn –, dass, wa sech dann erausstellt, dass eeben elo hei e Fall vun haislecher Gewalt ass, net d'Affer, dat a ganz ville Fäll d'Fra mat de Kanner ass, muss d'Haus verloossen, mee dass et muss den Täter sinn, deen d'Haus verléisst, dass eeben d'Fra net muss an engem Fraenhaus ënnerbruecht ginn.

Do gëtt et awer Situatiounen, wou dat net esou einfach ass an dofir sinn d'Fraenhaiser do. Mee e Fraenhaus ass u sech, jo, eng Structure d'urgence, eng Noutënnerkonft, a soll och nëmme fir eng Iwwergangszäit sinn. A wéi ech grad gesot hunn, mat deem Logementsproblem, dee mer hei hunn, ass natierlech de Problem, dass vill Frae laang an deene Strukture sinn, an duerfir ass et och wichteg, dass mer weider investéieren an déi Zweet-Phas-Wunnengen, fir dee Moment d'Leit dann erëm op de Wunnengsmarché ze kréien.

Mee trotzdeem, och wa mer eng Waardelëscht hunn – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, soll ee sech manifestéieren, wann een Affer vun haislecher Gewalt ass! Mir hu bis elo nach keen am Ree stoe gelooss. Et ass nach ëmmer eng Solutioun fonnt ginn. Am allerschlëmmste Fall ginn déi Leit an engem Hotel ënnerbruecht. Dat ass vläicht net ideal, mee trotzdeem, et ass ëmmer besser, wéi dass ee muss doheem beim Täter bleiwen. A wéi gesot, d'Expulsioun, där ginn der jo och genuch geschwat, fir eeben ze evitéieren, dass d'Affer muss dee Moment d'Haus verloossen. Voilà!

Wichteg dann, fir ofzeschléissen, an do sinn ech och ganz bei Iech, dass mer musse weider kucken, awer Strukturen ze fanne respektiv auszebauen. Do si mer och amgaangen, well just fir ze soen: Do hu mer de Projet zu Miersch, dat gëtt e Projet zesumme mat der Croix-Rouge. Do wäerten Appartementer a Studioen zur Verfügung gestallt ginn.

Dann ass e Projet zu Bartreng, dee wäert ufangs d'nächst Joer fäerdeggestallt ginn. Do kommen och Appartementer. Dat wäert eng Plaz sinn, also et wäert Plaz fir ëm déi 40 Persounen herno sinn, wou och Kanner, also d'Mamme mat de Kanner, kënnen ënnerbruecht ginn.

An da geet och elo gläich eng Struktur fir Affer vu Mënschenhandel op. Mir hunn där Strukturen, dat ass elo nach eng weider. An do sinn ech awer och amgaangen ze kucken, dass, wann déi Better elo net sollte beluecht ginn, déi net sollen eidel bleiwen, mee dass een eeben och ka kucken, dass dee Moment d'Affer vun haislecher Gewalt do kënnen ënnerbruecht ginn.

Ben, Dir gesitt, wann et driwwer hiergeet, fanne mer séier eng pragmatesch Solutioun. Mir si kreativ. An dat wichtegst ass, een, deen Affer vun haislecher Gewalt ass, egal vu wou e kënnt, egal wéi eng Nationalitéit en huet, egal wéi eng Sprooch e schwätzt, egal wéi e Geschlecht en huet, e gëtt net am Stach gelooss, e gëtt encadréiert, e kritt gehollef, an ech mengen, dat ass dat wichtegst. Et ass eng gemeinsam Responsabilitéit, déi mer hei hunn. An dofir fannen ech et och ganz gutt, dass Der d'Theema hei opwerft.

An an e puer Méint wäerte mer och de Rapport zur haislecher Gewalt vum leschte Joer presentéieren. An dann hoffen ech, dass mer dat an der Kommissioun erëm kënne maachen an dass mer och do weider kënnen no Solutioune sichen, well ech gesinn och hei eng Rëtsch Leit, déi och eng Verantwortung an de Gemengen hunn.

An domadder wëll ech ofschléissen.

Dat heescht, mir sichen ëmmer nei Strukturen. Wann ee Plaz huet, bei eis steet d'Dier op! Mir si gäre bereet, dat mat Iech ze kucken. Duerfir, wéi gesot, et ass e gemeinsaamt Uleies. Et ass wichteg, dass mer hei zesummenhalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gläichheetsministerin Taina Bofferding. Dann huet d'Madamm Jessie Thill nach eng Zousazfro.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Madamm Ministesch, fir déi Froen. Et war eng Fro, déi awer elo nach aussteet par rapport zu den Täter/inne bei Riicht Eraus, ob do och op eng Méisproochegkeet gesat gëtt, ob do och dru geschafft gëtt, fir do d'Sproochen auszebauen.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Jo, selbstverständlech. Ech mengen, si musse sech jo kënne verstännegen, et ass jo och vum Gesetz virgesinn, dass ee muss déi Consultatioun beim Service maachen. A selbstverständlech gëtt do op Interpreeten zréckgegraff. An och si kucken, op hiren Deplianten, op hirem Internetsite an do, wou si eeben och Sensibiliséierung maache fir de Service, natierlech och méisprooche ze fueren. Dat ass jo evident, fir eeben alleguerten d'Communitéiten dee Moment unzeschwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

8. 8003 – Projet de loi portant fusion des communes de Grosbous et de Wahl

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 8003 iwwert d'Gemengefusioun vu Groussbus a Wal. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Rapporter, den Här Carlo Weber.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da komme mer zu engem e bësse méi erfreelechen Theema. De Projet de loi 8003 betrëfft d'Fusioun vun de Gemenge Groussbus a Wal aus dem Kanton Réiden.

D'Gemengegesetz gesäit vir, dass eng Gemengefusioun nëmmen iwwert d'Gesetz gereegelt ka ginn. Ier et zu engem Projet kënnt, gëtt et eng kloer Prozedur, wou sech déi zwou Gemengen iwwert d'Modalitéite vun der Fusioun eens ginn. Groussbus a Wal hunn an deem Sënn am Fréijoer 2019 éischt Gespréicher opgeholl, ënnert dem Motto „Zesumme méi staark". Eng Analys huet gewisen: Hei begéine sech zwee Partner op Aenhéicht. D'Gemenge grenzen direkt uneneen. Groussbus a Wal besëtzen eng änlech Flächegréisst an Awunnerzuel. Déi lokal Wirtschaftsstruktur ass vergläichbar an d'Unzuel vun de Betriber praktesch identesch.

Schwéierpunkte sinn hei an deene Gemengen d'Landwirtschaft, d'Handwierk an d'Déngschtleeschtungen. D'Gemenge verfügen och iwwer änlech Stäerkten, déi iwwert dëse Wee sollen ausgebaut ginn. Hiert Veräinsliewen, insgesamt 30 aktiv Associatiounen, géif d'Gemengeliewe Groussbus-Wal beräicheren an zu engem aktive wichtegen Duerfliewe bäidroen.

Eng nei Sportshal ass och eent vun den Ziler vun dëser Fusioun. Hei wëll ech awer och ënnersträichen: D'Museken aus deenen zwou Gemengen, déi zanter méi wéi zéng Joer matenee musizéieren, hunn elo als éischte Veräin d'Decisioun geholl a wäerten elo e gemeinsame Veräi grënnen, d'Groussbus-Waler-Musek, deemno ganz positiv Viraussetzungen.

Ganz positiv natierlech zu dëser Fusioun stinn och déi aktuell Buergermeeschtere vu Wal a Groussbus – häerzlech wëllkomm hei op der Tribün –, d'Madamm Christiane Thommes an den Här Paul Engel mat hirem Personal, mat hirer ganzer Ekipp, mam Gemengerot. Schéin, datt si bei dësem wichtegen Akt dann derbäi sinn. Häerzlech wëllkomm, wéi gesot, hei an der Chamber!

(Applaudissements)

Merci villmools. Merci och fir de flotte Feedback. Ech hat am Virfeld e flott Gespréich mat de Gemengevertrieder, wat och fir mech selwer ganz wichteg war, fir mech mat der Situatioun méi staark ze befaassen. Villmools merci och fir dëse ganz positive Feedback.

An hirer Informatiounsbroschür vun de Gemengeverantwortleche gëtt och ënnerstrach: D'Uertschafte vun dëser Fusiounsgemeng, Groussbus, Dellen, Léierhaff, Wal, Brattert, Bëschrued, Gréiwels, Heeschpelt, Kéiber, Réidingshaff a Randschelt hunn all hiren eegene Charme a Charakter, dat soll och esou an där neier Gemeng bleiwen.

Erlaabt mer, datt ech hei awer Randschelt e bësse méi an de Fokus setzen, déi klengst Uertschaft aus dem Land mat enger Kierch, engem Paschtoueschhaus, engem Bauerenhaff. An deem ass e flotte Musée, en heescht „Thillenvogtei". Et ass en aktive Musée, d'Liewen am Duerf, wéi ëm 1900 gelieft a geschafft gouf, absolutt sehenswäert fir déi, déi nach net do waren, och fir e ganz flotten Dag, fir e mat de Schoulkanner eng Kéier besichen ze goen.

Dann ass et och ganz flott, datt an där fréierer Schoul e ganz flotte Bistro ageriicht ass, deen heescht „Dee Klenge Randschelter Bistro". Fir déi, déi nach net do waren, Dir kënnt roueg eng Kéier do passéieren!

Elo, a menger ganzer Euphorie iwwer Randschelt, kommen ech awer erëm zréck bei d'Broschür. An der Iwwerschrëft steet „Zesumme si mer méi staark". D'Zil ass et, fir eng Gemeng ze schafen, déi déi néideg finanziell a personell Mëttelen huet, fir d'Missioune vun der Gemeng kënne besser ze erfëllen an d'Infrastrukturen an d'Servicer fir d'Betriber kënnen auszebauen. D'Fusioun erlaabt et de Gemengen, Synergien ze schafen an hir Ressourcen op dës Manéier méi effizient kënnen anzesetzen.

Well de Staat d'Fusiounen ënnerstëtzt, kréie si iwwert dëse Projet de loi eng finanziell Hëllef zougesprach. Entspriechend enger Decisioun vum Regierungsrot vum 14. Oktober 2020 sinn dat 2.200 Euro fir déi éischt 2.000 Awunner an 1.000 Euro pro weideren Awunner bis zu engem Plaffong vu 5.000 Awunner.

D'Gemenge Groussbus a Wal schaffen elo schonn zënter enger Rei Joren an de Syndikater zesummen, zum Beispill bei der DEA, der Museksschoul vum Kanton Réiden, der Réidener Schwämm, dem SIDEC a beim SIDEN. Déi zwou Gemengen hu gemeinsam e Programm ausgeschafft, wéi hir zukünfteg Organisatioun kéint ausgesinn a wéi si hir Subventioun vum Staat géifen am beschten notzen.

Dëse Programm gouf der Inneministesch Taina Bofferding den 3. Februar 2021 eng éischte Kéier presentéiert. Eng Woch méi spéit gouf an der Gemengerotssitzung vu Groussbus a Wal decidéiert, hiren Awunner de Fusiounsprojet virzestellen an hinnen d'Geleeënheet ze ginn, fir per Referendum doriwwer ofzestëmmen, esou wéi déi Europäesch Charta zur Autonomie communale et virgesäit. Den 1. respektiv den 3. Juni goufen d'Informatiounsversammlungen ofgehalen, un deenen d'Inneministesch deelgeholl huet. Do gouf et Erklärungen zu den Enjeuen a Konsequenze vun enger Fusioun an dozou, wéi de Staat d'Fusioun ënnerstëtzt.

Beim Referendum vum 27. Juni 2021 hunn d'Bierger der Fusioun an deenen zwou Gemengen zougestëmmt. Den 2. Mäerz 2022 hunn déi zwee Gemengeréit definitiv beschloss, dass d'Gemengen ab deem 1. September 2023 géife fusionéieren zu enger Gemeng, déi da Groussbus-Wal géif heeschen.

De 5. Mee huet d'Madamm Inneministesch de Projet de loi deposéiert, iwwert dee mer haut ofstëmmen. Opgrond vum Avis vum Staatsrot vum 28. Juni huet d'Regierung den 1. August Amendementer gemaach. De Staatsrot huet effektiv dräi Opposition-formellen ausgeschwat. A sengem Avis complémentaire vum 23. Dezember approuvéiert de Staatsrot d'Amendementer an hieft d'Opposition-formellen op.

Nieft dem Staatsrot huet de Syvicol den 30. Mee 2022 en Avis ofginn, et gouf de Gemengeresponsabelen hei felicitéiert fir hir couragéiert Decisioun. En ënnersträicht seng grondsätzlech Ënnerstëtzung fir all fräiwëlleg Fusiounen. E begréisst awer och, dass d'Regierung 2020 decidéiert huet, d'Montante fir d'Fusiounen ëm 10 % eropzesetzen.

Et gëtt generell festgehalen, dass déi nei Gemeng de Subsid vum Staat wäert notzen, fir d'Scholdelaascht ze reduzéieren a fir Projeten aus dem pluriannuelle Plang ze realiséieren, ouni dass dat méi am Detail fixéiert wier. De Syvicol hieft dat positiv ervir, well et der zukünfteger Gemeng eng gewësse Flexibilitéit bei der Ëmsetzung léisst.

De Projet de loi reegelt am Detail d'Modalitéite vun der Fusioun an déi néideg Iwwergangsbestëmmungen.

Wéi vun der Gemeng gewënscht, trëtt d'Fusioun den 1. September 2023 a Kraaft. De Sëtz vun der neier Gemeng Groussbus-Wal wäert zu Groussbus sinn. Eng Transitiounsperiod gëllt bis déi nächst Gemengewalen am Joer 2029. Déi nei geschafe Gemeng ass an där Zäit an zwou Sektiounen ënnerdeelt, déi dem Territoire vun den aktuelle Gemengen entspriechen. Béid Sektioune gi vu jeeweils sechs Gemengeréit vertrueden. De Schäfferot vun der neier Gemeng setzt sech an der Iwwergangsperiod zesummen aus engem Buergermeeschter an dräi Schäffen, woubäi zwee vun dëse Gewielten d'Sektioune Groussbus an zwee d'Sektioun Wal vertrieden. Gewielt gëtt dëse Gemengerot bei de Gemengewale vum 11. Juni vun dësem Joer.

(M. Carlo Weber interrompt son discours pour quelques instants.)

Gewielt gëtt do och nom Majorzsystem. An enger Derogatioun zum Walgesetz vun 2003 bleift de Majorzsystem der Gemeng Groussbus-Wal bis zu de Gemengewalen 2035 erhalen. De Gesetzesprojet enthält och Bestëmmunge fir d'Personal vun deenen zwou Gemenge fir sécherzestellen, datt d'Leit vun där neier Gemeng iwwerholl ginn. Zum Beispill wäerte sech déi zwee Gemengesekretären an där neier Gemeng d'Aufgabe vum Gemengesekretär deelen.

Domat wier ech ewell esou gutt wéi um Enn vun dësem Rapport. Felicitatioun nach eng Kéier a villmools merci un d'Gemengevertrieder mat hirem Personal fir dëse wichtege Schratt an d'Zukunft. Villmools merci och u jiddereen, deen un dësem Dossier matgeschafft huet.

Duerch dës Fusioun huet déi nei Gemeng elo 2.200 Awunner, verdeelt op enger Fläch vun 39,8 Quadratkilometer. Ech schléissen dëse Projet mat engem schéine Saz, wéi déi Gemengeverantwortlech an hirer Broschür geschriwwen hunn: „Op ee gemeinsame Wee. Zesumme méi staark. Scho laang si mir Nopere, a Frëndschaft matenee verbonnen. Eng Fusioun hëlleft eis, eis Zukunft optimal ze gestalten."

Ech ginn heizou natierlech den Accord vun der LSAP a soe Merci fir Är Opmierksamkeet an der Fusiounsgemeng Groussbus-Wal alles Guddes fir d'Zukunft. An domat si mer elo bei 101 Gemengen hei am Land. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Carlo Weber.

An d'Wuert geet elo un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter (CSV) | Ech soen Iech Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen zu de Fusiounen afléisse loossen an den Debat, well eigentlech jo dem Rapport, dem exzellente Rapport vum Rapporter, wat den Detail vun dëser Fusioun ubelaangt, elo näischt méi bäizefügen ass.

Wéi mer, Dir Dammen an Dir Hären, Mëtt der 90er-Joren ugefaangen hunn, driwwer nozedenken, wéi mer eist Land kéinte moderniséieren, hu mer dat op enger Rei vu Punkten diskutéiert. Mir hunn dat an der Landesplanung diskutéiert. Mir hunn e Ministère vun der Réforme administrative geschaaft a mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi sech den administrativen Opbau vun eisem Land soll fir d'Zukunft gestalten.

Mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi mer e moderne Staat kéinten opbauen, an deem jiddwereen op senger Plaz an a senger Autonomie kéint schaffen. Mir wollten d'Relatioune verbesseren tëscht dem Staat an den eenzele Gemengen. A mir sinn zur Konklusioun komm, dass déi Organisatioun, wéi se vum Napoleon ëm 1798 hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass, net

méi den zilféierenden Iddie vun engem Land am 21. Joerhonnert kéint gerecht ginn.

Mir waren der Meenung, dass een d'Gemengen organisationell a finanziell esou opstelle muss, datt se déi ëmmer méi komplex Zesummenhäng, souwuel politesch wéi administrativ, kënne bewältegen. Aus där Reflexioun, déi breet gefouert ginn ass deemools, si mer zu gewëssene Mindeststandarde komm.

An engem Land, dat deemools eng Bevëlkerung vu 436.000 Leit hat, Stand 2000, ware mer der Meenung, datt am ländleche Raum een tëschent 3.000 an 3.500 Leit géif brauchen, fir eng Gemeng administrativ an technesch esou opzestellen, datt se den Erwaardungen an och den Erausfuerderunge vun der Zäit kéint entspriechen. Am stättesche Raum si mer vun enger Stäerkt vu ronn 10.000 Leit ausgaangen, well een do um Niveau vu senger Administratioun nach e gudde Strapp konnt derbäisetzen.

Eng Rei Fusiounen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, hunn deene Krittären och entsprach a si hunn notamment an enger Gemeng, déi ech selwer haut presidéieren, bewisen, dass, wann een de Seuil vun 10.000 Leit am urbane Raum depasséiert, een eng komplett aner Organisatioun vu senger Gemeng ka virhuelen, wéi wann een dat net huet.

Mir hunn deemools am Norden ugefaangen, bei deenen un der Nordspëtzt, déi bereet ware matzeschaffen, well se am wäitste vun der Stad ewech waren. A mir hunn et fäerdegbruecht, an enger Legislaturperiod, mat Ausnam vum Fall Wäiswampech, wat e ganz spezielle Fall deemools scho war a bis haut och net aneschters ass, bis erof op Tandel d'Buergermeeschteren alleguerten dervun ze begeeschtere fir matzemaachen.

Mir hunn ëm 2000 eng weider Iddi lancéiert. Dat war déi fir ze soen: „Kommt, mir kucken, ob mer net, 60 Deputéiert, 60 Gemenge kéinte schafen!" 60 Gemengen, déi esou opgestallt wären, datt se den Erausfuerderunge kéinten entspriechen. Mir waren der Meenung, datt, wa mer an déi Richtung géife goen, mer och déi Fro vun der Trennung vun de Mandater aneschters kéinten ugoen. Mir hunn deemools déi Iddi, déi haut nach aktuell ass, vun der Chambre des élus locaux, lancéiert, well mer dervun ausgaange sinn, dass een aus der Chamber d'Gemengekompetenz net kéint eraushuelen, ouni datt ee se op enger anerer Plaz fir den Interêt vum Land gewënnbréngend nees géif erabréngen. Dat Ganzt geet awer net, wann een 102 oder 101 oder 100 Gemengen huet, well d'Equatioun 60 Deputéiert–102 Gemengen oder 100 Gemengen, déi ergëtt sech net d'selwecht, wéi wann ee se esou stellt, wéi mir se deemools virun iwwer 20 Joer gestallt hunn.

Mee wat ass geschitt an deene leschten 20 Joer? D'Kompetenzberäicher vun de Gemengen, déi gi permanent an d'Luucht. Nei Aufgabe gi vum Staat u si delegéiert. Op där anerer Säit, duerch d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater 2016 an och duerch e Gesetz, dat mer rezent hei gestëmmt hunn iwwert d'Simplification administrative, komme mer an eng Situatioun, dass d'Responsabilitéit bei de gewielte Vertrieder an och bei de Beamten ëmmer méi grouss gëtt.

An enger ëmmer méi schwéierer legislativer Zesummesetzung fäerten ech – dat hunn ech deemools, wéi mer de Projet de loi gestëmmt hunn, gesot –, dass mer an eng Situatioun wäerte kommen, datt, wa mer eis Gemengen net alleguer bis op déi lescht à même setzen, fir administrativ an technesch ze fonctionéieren, mer riskéieren, an den nächste Joren eng Rei vu Prozesser ze kréien, ganz einfach well déi schützend Hand, déi den Interieur iwwer Joerzéngten an iwwer Joerhonnerten iwwer eis Gemenge geluecht huet, an Zukunft net méi do wäert sinn.

Dofir ass mäin Appell haut – ech weess, dass deen net wäert gehéiert ginn, mee et soll een, wann een u Saache gleeft an der Politick, a scho säit 25 Joer dru gleeft, ni ophalen ze hoffen, dass et eng Kéier kënnt –, dass ee sech no deenen nächste Wale géif eng Prozedur an en Timing ginn, fir deen Dossier hei iergendwann eng Kéier zum Ofschloss ze kréien.

Esou wéi den Dossier haut traitéiert gëtt, ass en net zilféierend. Mir kënnen net an deem Rhythmus weiderfueren, dee mer elo maachen, fir eng, zwou oder dräi Fusiounen an enger Legislaturperiod unzestoussen an och vläicht zum Ofschloss ze bréngen.

Mir missten eis schonn eng Kéier driwwer ënnerhalen, ob et net sënnvoll wier, dann am Joer 2025, 25 Joer duerno, dee Schrëtt ze maachen, dee mer 25 Joer virdrun net fäerdegbruecht hunn, nämlech ze kucken, en neien, e modernen, een op d'Zukunft ausgeriichten administrativen Opbau fir eist Land ze schafen, an deem keng Lächer a keng Flecke Recht bleiwen, mee wou mer all eenzeler Gemeng als administrativ autonomem, responsabelem an och kompetentem Partner vum Staat d'Méiglechkeete ginn, deenen Erausfuerderungen entgéintzekommen, déi déi modern Gesellschaft huet.

En attendant wënschen ech de Kolleege vu Wal a Groussbus an och duerno vu Waldbredimus a Bus alles Guddes, déi sech ganz vill Méi gemaach hunn. Ech hu selwer eng Fusioun gemaach, duerfir weess ech, wéi schwiereg et ass, mat de Leit an d'Gespréich ze kommen. Ech weess awer och, datt, wann ee gutt Argumenter huet, een d'Leit dovun iwwerzeegt kritt.

Déi véier Gemengen hei, déi hunn et fäerdegbruecht, am Gespréich mat hire Leit hir Leit dervun ze iwwerzeegen, dass déi Fusioun hei sënnvoll ass. Ech wënschen hinnen alles Gutts fir d'Zukunft an ech hoffen, datt se sech an där neier Kompositioun déi finanziell, administrativ an technesch Kompetenze kënnen uneegnen, déi noutwendeg sinn, fir den Erausfuerderunge vun der Zäit entgéintzekommen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Wann ech Schankemännchen a Prommenhaff soen, un de legendäre Micky-Maus-Bal denken, deen am Februar an der Fuesent ass oder vum eelsten Duerf-Pompjeescorps aus dem Land schwätzen, da weess jiddereen, datt ech un d'Gemeng Groussbus denken.

A wann ech d'Wierder, déi elo hei gefall sinn, Nei Brasilien, Randschelt oder Heeschpelter Naschtquakerten nennen, da kommen engem Biller aus der Gemeng Wal an de Kapp.

Den Här Hahn huet mer elo deslescht gesot, datt e virun zwee Joer an der Pandemie esou begeeschtert war vun deenen zwou Gemengen, datt e souguer mat sengem Fils duer Schlittfuere gefuer ass.

Haut sollen dës zwou Gemengen zesummekommen, si solle bestuet ginn an an enger eenzeger Gemeng opgoen.

Léif alleguer, d'Gemenge Groussbus a Wal sinn zwou vun deene klengste Gemengen, déi zënter Joerzéngten enk matenee verbonne sinn. Mir wëssen et alleguer heibannen, op d'Gemengepolitick kommen a leschter Zäit enorm Erausfuerderungen duer. Deementspriechend brauche mir och Gemengen, déi de rapiden Entwécklungen an diverse Beräicher wéi Infrastrukturen, Sécherheet, Energie oder Klima Rechnung droen, fir och weiderhin zäitgeméiss, biergerno a gutt fonctionéierend Servicer ze garantéieren.

An enger Welt, déi ëmmer méi komplizéiert, digital vernetzt a schnellliewig gëtt, mussen eis Gemenge beschtméiglech opgestallt sinn. Et ass kee Geheimnis, datt et besonnesch klenge Gemengen ëmmer méi schwéierfält, fir e modernen, qualitativ héichwäertegen, beschtméigleche Service um Bierger unzebidden, jo, deem gerecht ze ginn, e Service, deen dem Alldag an de Liewensrealitéite vun de Leit ugepasst ass.

Jo effektiv, d'Usprech an d'Erausfuerderunge wuesse kontinuéierlech, sief dat am Schoulwiesen, an der Kannerbetreiung, an der Logementsproblematik, an der Ëmweltpolitick oder bei diversen Infrastrukturprojeten, fir der demografescher Entwécklung Rechnung ze droen an eeben och bei der reng administrativer Aarbecht.

Fir dësen Erausfuerderungen an Zukunft gerecht ze ginn, musse sech eeben eis Gemengen haut adequat opstellen, fir fit fir muer ze sinn. Grad elo, also a Krisenzäiten, gëllt eemol méi d'Devis „Zesumme si mir méi staark".

Léif alleguer, aus der Fusioun Groussbus-Wal muss e reelle Méiwäert fir d'Awunner entstoen. D'Zil muss et sinn, fir déi aktuell Manpower an déi finanziell Ressourcen ze bündelen a sech fir méi Liewensqualitéit fir d'Bierger anzesetzen. Et däerf hei keng Gemeng zum Verléierer vun der Fusioun ginn, ganz am Géigendeel.

Eng Fusioun bedeit dann och net automatesch de Verloscht vun der lokaler Identitéit. Duerch eng Fusioun kënne Verwaltungen zesummeschaffen, Synergië schafen, d'Ressourcë kënne besser genotzt ginn, fir esou méi effikass am Interessi vun dem Bierger an der Biergerin ze schaffen.

Wichteg ass och ze preziséieren, an de Rapporter huet dat ganz gutt gesot, dass déi ronn 30 Veräiner hir Dynamik an hir Eegenaart natierlech behalen an net vun uewen erof zesummegeluecht ginn. E flott Beispill vu konstruktiver a sënnvoller Zesummenaarbecht weisen d'Museke vu Groussbus a Wal, déi scho laang kollegial a kreativ zesummeschaffen. Des Weidere wäerten d'Duerfschoulen an d'Maison-relaisen an deene jeeweilegen Uertschafte bestoe bleiwen an d'Ëffnungszäite vun de Populatiounsbüroe wäerten zukünfteg och méi flexibel kënnen organiséiert ginn, fir just e puer positiv Beispiller vun dëser Fusioun ze nennen.

Här President, als Demokratesch Partei si mer der Meenung, dass eng Fusioun just da Sënn mécht, wann d'Bierger de Projet matdroen. Mir wëllen näischt vun uewen erof diktéieren, mee d'Leit esou fréi wéi méiglech an d'Diskussioune matabannen an hiren Iddien, hire Propositiounen, awer och hire Bedenke Rechnung droen. Genau dës Approche ass och bei dëser Fusioun berücksichtegt an ëmgesat ginn.

Här President, zwou Gemengen an zwee Gemengeréit hunn aus fräie Stécker entscheet, fir hir Zukunft zesummen an d'Hand ze huelen. Aus zwee gëtt elo eent. Zesummen a mat der grousser Ënnerstëtzung vun der Bevëlkerung wäerten déi zwou Gemenge Groussbus a Wal hir Stäerkte bündelen, fir sech zesumme fir méi Liewensqualitéit anzesetzen. D'Fusioun war nëmme méiglech, well déi respektiv lokal Politiker och dru gegleeft hunn a well hinnen d'Wuel vun hire Bierger méi wichteg war wéi hiren eegenen Ego an hir perséinlech Ambitiounen.

Fir ofzeschléisse ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Fusiounsgesetz Groussbus-Wal a wënschen der neier Gemeng an all hire Matbierger all Guddes fir d'Zukunft. Ech wëll awer och, gradewéi meng Virriedner, de Gemengerotsmemberen an och de Beamte felicitéiere fir déi vill Aarbecht, déi si an dësem Fusiounsprozess geleescht hunn. An dem Rapporter wëll ech natierlech en häerzleche Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här André Bauler Merci a ginn d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Gemengevertrieder a -vertriederin, déi Der haut extra an d'Chamber komm sidd, fir derbäi ze sinn, wann Äre Projet dann hei gestëmmt gëtt.

Ech wëll natierlech ufänken, andeems ech net vergiessen, dem Här Rapporter villmools Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Domadder kann ech direkt méi an de Sujet goen a muss mech net mat all den Detailer ophalen.

Fir d'Gemenge vu Groussbus a Wal bedeit de Vott vun haut wierklech e grousse Schrëtt, fir dee si laang a vill geschafft hunn, wou vill Froen hu misse gekläert ginn, wou vill Onsécherheeten hu missen aus dem Wee geraumt ginn a wou sécher och vill Iwwerzeegungsaarbecht huet musse lénks a riets geleescht ginn, wou sécher och net jidderee seng lescht Zweifel aus dem Wee geraumt kritt huet, mee wou ënnert dem Stréch awer, géif ech soen, déi allermeescht wëssen a verstinn, dass dat heiten dee richtege Schrëtt ass, deen déi zwou Gemengen hei maachen.

Mir Gréng sti fir staark an attraktiv Gemengen, déi hirem Déngscht um Awunner, egal wou am Land, musse kënne gerecht ginn. An no den zwou Fusiounen, iwwert déi mer haut schwätzen, wäert Lëtzebuerg dann nach 100 Gemengen am Land zielen. An Zil ass et natierlech, dass duerch aner, weider Fusiounen dës Zuel nach weider erofgeet. Well Fusioune bidde klenge Gemenge vill Potenzial, souwuel fir d'Gemengeverwaltunge wéi och fir hir Awunner. Et muss ee soen, dass jo och no dëser Fusioun déi hei Gemeng, esou gesinn, nach ëmmer relativ kleng ass.

Grad wa mer iwwert déi aktuell Situatioun vu Pandemie, multiple Krisen an esou weider nodenken, dann ass et wichteg, méiglechst staark an handlungsfäeg Gemengen ze hunn, déi hir Awunner an Awunnerinne kënne begleeden, ënnerstëtzen an déi och déi néideg Leit, Kompetenzen a Mëttelen hunn, fir am Sozialberäich, am Logement, am Ëmwelt- a Klimaberäich, bei der Kannerbetreiung, Sportsinfrastrukturen, Kultur, Drénkwaasserversuergung an esou weider an esou fort wierklech kënnen aktiv ze ginn.

A kleng Gemenge kënnen deem Usproch kaum nach gerecht ginn. Hinne feelt den néidege Spillraum. A Wal ass oder war bis elo déi zweetklengst Gemeng hei am Land. Projeten, déi hinne ganz vill um Häerz leien, wéi eeben d'Thillenvogtei – se ass schonn ugeschwat ginn – zu Randschelt, dee ganzen Engagement am Slow Tourism an esou weider, dat alles si Projeten, déi eng Envergure hunn, déi fir eng kleng Gemeng op Dauer esou net ze droen ass.

An dofir gëllt eeben de Credo „Zesumme méi staark sinn", an dat ass och de Slogan, mat deem d'Gemenge Groussbus a Wal an de Referendum gaange sinn an hir Awunner an Awunnerinnen iwwerzeegt hunn.

Méi Handlungsfäegkeet fir d'Gemeng, gebündelt a moderniséiert Gemengeservicer, Erspuernisser bei den Depensen doduerch, dass net alles muss duebel ugeschafe ginn. An am Fong geholl ass dat dann och e bësselche wéi an enger Koppel. Wann ee bis de Stot zesummeleet an d'Käschten deele kann, da kann ee sech normalerweis méi erlaben, wéi wann een alles eleng muss maachen.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An och fir d'Veräinsliewen ...

(Interruption et hilarité)

Ech hu mech déi ganzen Zäit gefrot: Dat Bild, bréngt et elo iergendeppes mat sech? Merci.

Och fir d'Veräinsliewe si Fusioune wichteg, grad an Zäiten, wou et och am Benevolat ëmmer weider biergof geet an et wichteg ass, d'Veräinsliewen ze stäerken. An doduerjer, dass d'Veräiner kënnen zesummekommen, huet een erëm eng gewësse Masse critique, fir vu Konscht bis Sport wierklech eng gewëssen Offer um Liewen ze halen. An an deem Sënn begréisse mir als gréng Fraktioun natierlech dës Fusioun, duerch déi déi nei Gemeng elo op ronn 2.200 Awunner wäert kommen.

Mee mir wëssen och, dass hannert de Kulisse vun esou enger Fusioun engersäits ganz vill politesche Courage stécht, mee och enorm vill Aarbecht. A béides wéilte mer hei ervirsträichen.

De Courage hunn, esou eng Fusioun unzegoen, dat ass déi eng Saach. Mee et brauch een och dat néidegt Fangerspëtzegefill. An dass hei e Modus vivendi fonnt ginn ass, wou nom Prinzipp „zweemol sechs" gewielt gëtt bei den nächste Gemengewalen, mat véier Leit am Schäfferot, jeeweils zwee pro aler Gemeng, dat fanne mir eng flott Iwwergangsléisung.

Wa mer dann awer bei de Sujet vun der Ëmsetzung kommen, da lount de Bléck sech hannert d'Kulissen och, well kleng Gemengen hunn et am Alldag souwisou scho relativ schwéier.

(Brouhaha)

Wa se dann awer nach esou eng Mammutaufgab wéi eng Fusioun mussen duerchzéien, da bedeit dat e risegen Effort ...

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wa verschidde Leit hei net géife méi haart schwätze wéi d'Madamm Empain. Si wier dankbar an nach ganz vill anerer. Merci.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci och, Här President. Et ass elo e bësselche méi angeneem. Wéi gesot, kleng Gemengen hunn et am Alldag, egal wéi, schonn immens schwéier. Wa se dann nach esou eng Mammuttaufgab wéi esou eng Fusioun musse stemmen, da bedeit dat e risegen Effort, net just fir déi politesch Responsabel, mee virun allem och fir déi eenzel Gemengeservicer.

An der Praxis bedeit de Vott vun haut ënner anerem, dass bis zum September déi ganz Ëmstellunge musse gemaach gi sinn, déi et dann eeben och erlaben, dass aus zwou Gemengen eng Gemeng gëtt. A fir dat administrativt Personal bedeit dat zum Beispill, dass hire Congé fir dëst Joer ganz, ganz spärlech wäert ausfalen.

Hannert dem ganze Gemengepersonal stinn awer och politesch Verantwortlecher, déi net nëmmen de Courage haten, déi Fusioun unzegoen, mee déi och ganz vill perséinlechen Engagement do mat erabruecht hunn, well mir sinn eis alleguerte bewosst – ech mengen, dat ass keen neie Constat –, dass de Congé politique, deen engem Gemengeresponsabelen zousteet, knapps bis net duergeet, fir sengem Mandat gerecht ze ginn. Wann dann awer nieft der allgemenger Gestioun vun enger Gemeng och nach eng Fusioun derbäikënnt, da kann een oder et muss ee bal vu Benevolat schwätzen, deen hei bedriwwe gëtt!

An dofir wëll ech meng Ried haut och mat engem Merci ophalen: E Merci un all déi, déi dës Fusioun méiglech gemaach hunn a méiglech wäerte maachen, an dat am Sënn vun hire Bierger a Biergerinnen!

Mam Vott vun haut bestuede mer souzesoen déi nei Koppel a ginn hirem gemeinsamen Haushalt eng legal Basis an an deem Sënn wënsche mir Iech nach vill Energie op der leschter Ligne droite an natierlech och e gudde Start an déi gemeinsam nei Zukunft!

An domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et elo um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Mir liewen haut an enger Zäit, déi ëmmer méi komplex ass an ëmmer méi schwiereg gëtt. Mir gesinn dat an der Gemeng Wëntger. Ech hunn et selwer scho mat erlieft: Do hate mer, wéi d'Fusioun ugefaangen huet – mir hu jo och eng Fusioun gemaach –, do hate mer 1990, wéi ech an de Gemengerot gewielt gouf, véier Leit am Sekretariat sëtzen, haut hu mer der 13 do sëtzen, dat an Zäit vu gutt 30 Joer. Ech mengen, dat muss eis emol ze denke ginn, datt mer amgaang sinn, eis selwer fäerdegzemaachen.

Näischt gesot, wëll ech dat virausschécken. Ech wëll dem Här Carlo Weber en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Deem ass net méi vill bäizefügen. Ech mengen, jorelaang sinn dës zwou Gemengen ewell enk verbonnen, an ech mengen, et ass kloer – och merci hinnen –, datt si dee Schrëtt do maachen: De Service gëtt verbessert, d'Synergië gi gebündelt.

Mee wat ëmmer wichteg ass an enger Fusioun, dat ass, datt d'Leit déi Fusioun matdroen, well soss geet et schif an, ech mengen, dat kann net Sënn an Zweck sinn an d'Leit mussen agebonne ginn! Ech mengen, an der Gemeng Wëntger, Här Wolter, déi war ewell fusionéiert, ier Dir Minister gi sidd. Déi ass, wéi Äre Papp nach politesch aktiv war, realiséiert ginn, do war schonn den éischte Fusiounsgedanken 1978 oder scho virdrun. Mee dat war eng aner Viraussetzung an do war kee Referendum an déi Gemeng huet sech an hirer Entwécklung ganz gutt gedroen.

Dat gesot, wëll ech dann och de Gemenge Groussbus a Wal en häerzleche Merci soe fir all déi Bestriewungen, déi se gemaach hunn, an ech wëll hinnen och vill Succès wënsche fir d'Zukunft. An natierlech wäerte mir als ADR dëse Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech maachen dat ganz kurz und bündig hei vun der Plaz. Also, dem Rapporteur emol e ganz, ganz grousse Merci fir säi exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Da wëll ech soen: Esou eng Gemengefusioun, dat ass eng Win-win-Situatioun, wann een dat gutt ugeet, an, ech mengen, dat ass hei gutt ugaange ginn. Dat brauch seng Zäit, et muss ee Biergerbedeelegung hunn, et muss een Transparenz hunn, et muss een do

ganz kloer d'Fakten op den Dësch leeën an et muss een eens ginn zesummen – an ech mengen, dat ass hei ganz wonnerbar geschitt! An dofir wënschen ech där neier Fusiounsgemeng eng glécklech Händchen an Zukunft a si wäerten dat wuel sécher weider maachen. A mir wäerten deem doten natierlech och zoustëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Carlo Weber fir dee gudde schréftlechen an erfrëschende Rapport. Ech huelen direkt déi zwou Gemenge beieneen, Groussbus-Wal a Bus-Waldbriedemes, och merci de Gemengeréit an all de Vertrieder, déi haut heihinner komm si fir dee fir si ganz wichtege Moment, wou vill Viraarbecht geleescht ginn ass an elo awer d'Aarbecht a sech richteg ufänkt, wou ee ka richteg upaken.

Mir Piraten begréissen a sech all Fusioun, déi d'Gemenge kënne maachen. Mir hunn d'Meenung, dass mer bei 75 Gemengen op laang Siicht sollten am Land lande bei iwwer 5.000 Awunner, well mer gesinn, dass d'Erausfuerderunge fir d'Gemengen immens komplex ginn an dass een esou de Bierger en optimale Service ka bidden.

Ech verstinn awer och déi eenzel Bierger, déi heiansdo Bedenken hunn, wann eng Fusioun stattfënnt. Do muss een awer och ganz kloer soen, wann d'Verwaltung fusionéiert, heescht dat net onbedéngt, dass ee seng Identitéit an deem Duerfkär, wou ee bis dohinner gelieft huet, verléiert. Dofir ass eng Fusioun eng Risechance an dat dierf een op kee Fall negativ gesinn!

Mir Piraten sinn och der Meenung, dass, wann d'Fusioune kommen, se just iwwert e Referendum dierfe stattfannen, soudass mer d'Bierger matabannen. Well wat bréngt et, herno fusionéiert ze sinn, wann d'Bierger do net géife matzéien? Deementspriechend soll et d'Entscheedung vun de Bierger bleiwen. Et kann een awer op nationaler Eebene, ob dat elo d'Chamber oder d'Regierung ass, heiansdo den Ustouss ginn, fir dass de Ball richteg an d'Rulle kënnt, an e bëssen e Plang virginn, dass een eeben eist Zil, 75 Gemengen am Land, déi nächst Joren eng Kéier wäert erreechen.

A wat mech och gefreet huet: Et ass aus dem Carlo Weber senger Interventioun ervirgaangen, dass d'Musek fusionéiert. Als Musekspresident hunn ech selwer eng Kéier esou en Exercice matgemaach, wéi Rodange a Rolleng fusionéiert hunn, an ech weess, wéi schwiereg dat deemools war, an ech weess awer, wéi schéin et ass, wann herno d'Téin op de Concerten erauskommen. An dat ass eigentlech e symboleschte Bild fir d'Fusioun vun der Gemeng, well zwou Museke spillen zwar e bësse méi kleng Stécker, mee et kann een herno als fusionéiert Musek vill méi schéi Stécker spillen an et komme vill méi schéin Nouten eraus!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Här President, haut ass en, jo, wonnerbaren Dag! An ech fannen et och wonnerbar, dass d'Buergermeeschtesch an déi dräi Buergermeeschtere mat hire Kolleeginnen a Kolleegen aus dem Gemengen- a Schäfferot haut derbäi sinn!

Ech hat se alle véier kontaktéiert, fir hinne matzedeelen an aller Euphorie, dass haut d'Gesetz géif gestëmmt ginn. An do hunn ech awer gemierkt, dass se dat scho wossten, dass ech net déi éischt Persoun war, déi hinnen déi gutt Noriicht bréngt, well de Rapporter se scho kontaktéiert hat, deem ech awer elo net rose sinn, well dat weist, dass e seng Aarbecht gutt gemaach huet, dass e sech dorobber gutt preparéiert huet, a soen ëm dann och direkt scho Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport!

Ech wollt elo net op de Fong agoen. Ech mengen, d'Detailer sinn alleguerte scho méi wéi eemol elo erkläert ginn. Ech géif just gäre kuerz op d'Form agoen. Ech weess, dass et munchen net séier genuch geet. Mir geet et och ni séier genuch, mee trotzdeem bleiwen ech bei mengem Prinzipp, dass d'Initiativ vun de Gemenge selwer muss kommen, dat zesumme mat de Leit. Et muss de Wëlle vun den Awunnerinnen an Awunner ginn aus de jeeweilege Gemengen, dat iwwer Referendum ..., ganz kloer net vun uewen erof diktéiert a sécherlech och keng Gemeng, déi hei soll bevormunt ginn.

Ech hunn ni den Usproch gestallt, d'Landkaart selwer ze zeechnen. Wéi gesot, eng Fusioun kann nëmmen op Fräiwëllegkeet baséieren, ëmmerhi soll et fir d'Éiwegkeet halen. An ech huelen dann och hei d'Bild vun dem Privaten: Ech mengen, och am Private siche mer eis Partnerin a Partner selwer aus – da soll et och bei de Gemengen esou sinn.

De Prinzipp vun der Fräiwëllegkeet ass net ëmmer deen einfachsten, dat ass richteg. Dat erfuerdert vill Ausdauer, et erfuerdert Courage, vill Zäit, vill Energie. Mee et ass awer dee richtegste Wee an et ass och definitiv dee Wee, deen et sech lount ze goen!

Wann ech vu moderne Gemenge schwätzen, da mengen ech domadder och resilient Gemengen. Ech verweisen hei och op d'Tutelle administrative, déi ass och virdrunner schonn ernimmt ginn, déi mer elo reforméiert hu mat dem e-MINT, där neier digitaler Plattform, dem Austausch tëschent dem Interieur an de Gemengen, wou mer eebe grad déi Komplexitéit an déi vill Dossieren, déi d'Gemengen hunn ..., wou mer jo grad hei hinne wëllen ënnert d'Äerm gräifen an d'Saache méi einfach, méi transparent maachen.

Ech kann och weiderhi garantéieren, dass déi schützend Hand vum Interieur net verschwonnen ass, am Géigendeel: Mir strecken de Gemengen op eng ganz kollegial Manéier d'Hand weider aus a si wëssen, dass se op eis kënnen zielen, a si wëssen, esou wéi eise Programm et seet, dass se dat mat eis zesumme matenee fir eng modern Gemeng alles kënne maachen.

A wann ech vu resiliente Gemenge schwätzen, da sinn ech och der fester Iwwerzeegung, dass d'Gemengen nun emol eng gewëss Gréisst brauchen, an dofir bleiwen d'Fusioune fir eis e ganz wichtegt Instrument, op dat mer weiderhi setzen. Wéi gesot, et muss op d'Initiativ vun de Gemengen aus goen, zesumme mat den Awunnerinnen an Awunner. An duerfir nach eng Kéier Felicitatiounen un déi véier Gemengen, dass si dëse Wee gaange sinn an dass si och elo bereet sinn ze fusionéieren.

Et war ganz – dat wëll ech och soen – agreabel, mat hinnen ze schaffen. Mir hu vill Zäit matenee verbruecht, virun allem hutt Der nach méi Zäit mat menge Servicer verbruecht. Mee dat gehéiert dozou. Wéi gesot, mir hëllefen do, wou mer kënnen. Mee et huet mech net iwwerrascht, dass mer esou gutt matenee fonctionéiert hunn, well ech ka mech un déi éischt Gespréicher erënneren, wéi iwwerzeegt Der waart, wéi eng Dynamik Der mat erabruecht hutt, an dat huet sech och esou duerchgezunn an et ass och gutt, dass mer esou kënne weiderschaffen. Voilà!

Dëst gesot, sinn ech frou – an ech gräifen dann elo schonn dem zweete Punkt vir –, dass mer elo un déi magesch Grenz vun 100 Gemengen hei am Land kommen. A falls elo déi eng oder aner Gemengeresponsabel eis nolauschteren an och elo op de Goût komm sinn a Loscht hunn ze fusionéieren: Meng Dier steet Iech op!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8003. Den Text steet am Document parlementaire 8003[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8003 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Ier mer bei dat nächst Bestietnis kommen, géif ech dann dem Här Kartheiser nach d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Ech hu gesinn, et ass eng Resolutioun, mee ech hoffen, datt Är grousszügeg Erlabnis och op Resolutiounen unzewenden ass.

Mir haten elo d'Geleeënheet, iwwer Gemengen ze schwätzen, mir féieren och dës Debatt weider iwwer Gemengen a mir hunn als ADR geduecht, et ass vläicht eng gutt Geleeënheet, fir e Sujet an Erënnerung ze ruffen, deen awer all d'Parteien ëmmer erëm uschwätzen, deen eis all beschäftegt: Dat ass d'Trennung vun de Mandater.

Well mir hunn e Superwaljoer, mir wëssen, mir hunn elo Gemengewalen den 11. Juni a mir hunn dann am Oktober Chamberswalen, eng Geleeënheet, wéi um Tablett presentéiert, fir dat ëmzesetzen, wat all Partei am Laf vun der Zäit ëmmer erëm betount a versprécht: Wéi wichteg et ass, déi eng Mandater vun deenen aneren ze trennen.

(Interruption)

Maja, merci. A mir hunn och net nëmme gesinn, wéi gesot, datt d'Parteien alleguer, souwäit ech weess – mir hunn dat e bëssen nogelies an deenen engen oder anere Programmer –, de Prinzipp ëmmer erëm betount hunn, mee och am Regierungsaccord vun 2013, mir hunn en och hei zitéiert an dëser Resolutioun, och 2018, ass souguer e genauen Zäitplang dann ugekënnegt, wéini d'Regierung sech da wëll där Saach dann endlech unhuelen.

An do steet am Accord de coalition: „Après l'adoption de la nouvelle Constitution", an esou weider, maache mer dat dann, da këmmere sech d'Regierungsparteien. An et ass zwar elo net zu der Freed vun der ADR, mee et ass nun emol eng Tatsaach, datt déi nei Constitutioun adoptéiert ass. An do hu mer geduecht, dat ass den Ableck, fir den Theema hei ze etabléieren an dann d'Glafwierdegkeet vun der Politick, vun där mer jo alleguer schwätzen, ze beweisen, doduerch datt mer eng Resolutioun etabléieren, déi eigentlech de Wee weist.

Déi Leit, déi e Buergermeeschter- oder Schäfferotsmandat unhuelen no de kommunale Walen, déi sollen op hire Sëtz an der Chamber verzichten – well dat ass jo da logesch, dat ass eng Mandatstrennung – respektiv Leit, déi dann awer mat a Wale ginn, e Recht, dat se natierlech hunn, an e Chambersmandat kréien an dat unhuelen, déi kënnen am Oktober dann op hiert Gemengemandat verzichten. An dann hätte mer dat, wat mer alleguer de Leit ëmmer erëm versprach hunn, nämlech eng Trennung vun de Mandater. Duerfir brauch et kee Gesetz, duerfir brauch et einfach politesch Glafwierdegkeet an dee feste Wëllen, dat ëmzesetzen, wat, sou wäit mir wëssen, all Parteien heibannen de Leit ëmmer erëm versprach hunn. Also: Loosse mer net driwwer schwätzen, loosse mer et maachen!

Ech soen Iech Merci.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– sämtlech Parteien an de vergaangene Joren eng Trennung vun Deputéierten- a Schäfferotsmandater gefuerdert hunn an dëse Projet souwuel 2013 wéi och 2018 am jeeweilege Koalitiounsaccord festgehale gouf,

sou heescht et am Koalitiounsaccord vun 2013:

– „Les conditions [...] de l'interdiction du cumul du mandat de députés avec des fonctions électives aux échelons tant européen que local seront déterminées",

a schliisslech am Accord vun 2018:

– „Le projet de Constitution prévoit la possibilité d'étendre l'incompatibilité du mandat de député à d'autres mandats politiques. Après l'adoption de la nouvelle Constitution les partis de la coalition vont s'atteler à revoir le statut légal du bourgmestre et des échevins. Un large consensus sur les modalités de l'introduction d'une règle de non-cumul de mandats locaux avec celui de député sera recherché",

d'Chamber vun den Deputéierten

ass sech bewosst, datt

– déi nei Verfassung elo adaptéiert ass an domat d'Konditioun vum Koalitiounsaccord vun 2018 erfëllt ass,

recommandéiert, datt

– hir Memberen, déi op Basis vum Resultat vun de Gemengewale vum 11. Juni 2023 eligibel fir e Buergermeeschter- oder Schäfferotsmandat ginn, dëst Mandat entweeder net unhuelen oder op hire Sëtz an der Chamber verzichten.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

10. 8025 – Projet de loi portant fusion des communes de Bous et de Waldbredimus

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 8025 iwwert d'Gemengefusioun vu Bous a Waldbriedemes. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Här President, Madamm Minister. Da kéime mer dann zu där nächster Koppel. Beim Projet de loi 8025 geet et och ëm eng Fusioun, an zwar déi vun de Gemenge Bous a Waldbriedemes aus dem Kanton Réimech.

Ech zitéieren hei eis Madamm Inneministesch elo kuerz aus dem Interview op RTL: „Eng Fusioun vu Gemenge muss vun de Leit selwer kommen, den Esprit vun enger Fusioun, dass d'Leit dat gären hätten. D'Leit mussen dat spieren a liewen."

Déi zwee Gemengeréit hunn de 6. September 2018 respektiv de 4. Oktober 2018 decidéiert, dass sollten éischt Gespréicher en vue vun enger Fusioun opgeholl ginn an dass e Programm dofir sollt ausgeschafft ginn. Bous a Waldbriedemes schaffen haut ewell a fënnef Syndikater zesummen. Den Entworf vum Fusiounsprogramm gouf der Madamm Inneministesch den 20. Mee 2021 virgestallt. Den 9. respektiv de 25. November 2021 hunn déi zwee Gemengeréit decidéiert, e Referendum zu där geplangter Gemengefusioun ze organiséieren.

Heizou gouf och eng Broschür un all Haushalt verdeelt. Wat ech hei ganz sympathesch fonnt hunn: Hei koume sämtlech Leit aus dem Gemengerot zu Wuert. Ech hunn der e puer hei erauszitéiert an hei schreiwe se zum Beispill: „Liewenswäerter erhalen a virun ausbauen, d'Veräiner an d'Integratioun weider a méi staark förderen", „Transparenz a grouss Biergerbedeelegung sollen och an där neier Gemeng Prioritéit hunn", „duerch d'Fusioun méi staark, dat bedeit méi groussen Drock och fir eng Ëmgeeungsstrooss", „de Bierger kritt besser Servicer ugebueden, zum Beispill d'Landwirtschaft an d'Wënzer, déi an dësen Zäiten eng fair Ënnerstëtzung brauchen", „länger Ëffnungszäiten an eise Verwaltungen", „verbessert Liewensqualitéit an alle Beräicher" – deemno ganz positiv Ënnerstëtzung hei vun de Membere vum Gemengerot.

De 17. Mäerz 2022 ass eng gemeinsam Informatiounsversammlung organiséiert ginn, un där och d'Madamm Inneministesch souwéi Vertrieder vum Syvicol deelgeholl hunn. D'Bierger sinn do ënner anerem iwwert déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat fir d'Projeten informéiert ginn, déi mat deene Gelder solle realiséiert ginn. Dës Projete goufen an dësem Projet de loi opgelëscht.

Als Éischt soll en neit Gemengenhaus zu Waldbriedemes gebaut ginn. Zu Trënteng kréien d'Gemengenaarbechter den Atelier communal ausgebaut a moderniséiert. De fréiere Presbytère zu Waldbriedemes gëtt zu engem Centre culturel ëmgebaut.

Wann déi nei Gemeng fäerdeg ass, ginn déi besteëend Gemengenhaiser vu Bous an Trënteng zu Veräinszenteren ëmgebaut. Dat fréiert Paschtoueschhaus zu Trënteng gëtt ëmgebaut zu enger Crèche. De Sport- a Kulturzentrum zu Bous gëtt vergréissert.

Als leschte Punkt steet am Gesetzesprojet, dass déi al Schoul zu Waldbriedemes an d'Gebailechkeete wäert integréiert ginn, déi fir d'Verwaltung a fir kulturell Aktivitéite benotzt ginn.

No der Informatiounsversammlung gouf den 3. Abrëll de Referendum organiséiert. Opgrond vun deem positive Resultat hunn d'Gemengeréit vun deenen zwou Gemengen den 28. Abrëll respektiv de 5. Mee 2022 definitiv festgehalen, datt et ab dem 1. September 2023 dann zur Fusioun soll kommen.

Déi nei Gemeng dréit den Numm Bous-Waldbriedemes. Den 8. Juni 2022 huet d'Madamm Inneministesch dëse Projet de loi deposéiert. Well d'Dispositiounen am Text zu engem gudden Deel déi selwecht si wéi am Projet de loi 8003, huet d'Regierung den 1. August 2022 och dësen op deene selwechte Punkten amendéiert, déi bei deem anere Projet vum Staatsrot kritiséiert gi waren.

De Staatsrot huet deemno just en Avis musse maachen iwwert den amendéierte Projet. Dësen Avis krute mer den 23. Dezember. Den Avis, dee generell positiv ass, huet eng Rei Propose gemaach, ënner anerem zum Siège vun där neier Gemeng. Effektiv gesäit de Projet de loi vir, dass an enger éischter Etapp de Sëtz vun der Gemeng zu Bous ass, bis dat neit Gemengenhaus zu Waldbriedemes fäerdeg ass.

(Interruption)

Dann huet de Gemengerot eng Deliberatioun, fir de Sëtz vun der Gemeng Waldbriedemes ze verleeën.

De Syvicol huet säin Avis den 18. Juli 2022 virgeluecht, wou en am Prinzipp nach emol eng Ënnerstëtzung fir d'Fusiounen am Allgemengen a fir déi vu Bous a Waldbriedemes am Speziellen ënnersträicht.

Wéi geet et virun? Gi mer dervun aus, datt mer d'Gesetz elo stëmmen, sou wéi bei der Fusioun vun de Gemenge Groussbus a Wal, gëllt och an dësem Fall eng Iwwergangsperiod, wärend där déi nei Gemeng an zwou Sektiounen ënnerdeelt ass, déi dem aktuellen Territoire vun de Gemengen entspriechen. En neie Gemengerot vun eelef Membere gëtt den 11. Juni 2023 gewielt, sechs vun deene Gemengeréit vertrieden d'Sektioun Bous a fënnef Gemengeréit vertrieden d'Sektioun Waldbriedemes.

De Schäfferot setzt sech zesummen aus dem Buergermeeschter an dräi Schäffen, woubäi jeeweils zwee Gewielter aus enger Sektioun kommen. D'Fusioun trëtt den 1. September 2023 a Kraaft an dat ass och de Moment, wou deen neie Gemengerot seng Aarbecht ophëlt.

Ab de Gemengewale vun 2029 gëtt d'Zuel vun de Conseillere respektiv vun de Membere vum Schäfferot erëm no deenen übleche Modalitéite festgeluecht. Gewielt gëtt an där Iwwergangsperiod nom Majoritéitssystem, duerno gëllen déi allgemeng Bestëmmunge vum Walgesetz.

De Gesetzesprojet enthält hei och Bestëmmunge fir d'Personal vun deenen zwou Gemenge fir sécherzestellen, datt d'Leit vun der neier Gemeng iwwerholl ginn. Si sinn dann zoustänneg an der Gemeng Bous-Waldbriedemes, fir am Moment net grad ..., si steieren awer op 3.000 Awunner hin, op enger Fläch vu 27,99 Quadratkilometer.

Domat wier ech hei um Schluss och vun dësem Rapport. Jidderengem nach villmools merci, deen un dësem Dossier matgeschafft huet. Villmools merci och un d'Kolleegen aus der Kommissioun. Villmools merci och un d'Beamten. Ech gesinn, et sëtzt och eng Partie hei op der Tribün an d'Buergermeeschtere sinn och do vertrueden, den Här Carlo Kütten an den Här Thomas Wolter. Hinnen och villmools merci. Ech mengen, si sinn och ganz aktiv gewiescht an dësen Dossieren. Nëmmen esou konnt dës Fusioun entstoen.

Dann, ab dem 1. September si mer dann elo bei just nach 100 Gemengen. Dat soll awer elo keng Brems sinn. 100 ass eng schéin Ziffer, fir weider Fusiounen hei ze ënnerstëtzen! Ech kommen och aus enger Fusiounsgemeng, aus der Gemeng Wëntger, an ech kann Iech soen, do ass d'Liewensqualitéit ganz gutt an d'Fusioun huet do hir Friichte gedroen!

An deem Sënn nach eng Kéier all Guddes fir déi nei Gemeng Bous-Waldbriedemes. Wéi gesot, mir steieren elo op 100 Gemengen zou a weider Fusioune si wëllkomm. Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Carlo Weber villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Michel Wolter.

Discussion générale

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, léif Kolleegen, esou wéi am Projet virdrun, wou ech mer erlaabt hat, e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen zur Fro vun de Gemengefusiounen ze maachen, wëll ech och an dësem Projet deenen zwou Gemenge vu Bous a Waldbriedemes felicitéiere fir déi Initiativ, déi se geholl hunn, dee Courage, dee se och haten, fir sech hire Leit ze stellen, mat de Leit ze diskutéieren an zu engem Ofschloss ze kommen.

Dat ass e Wee, deen ee roueg kéint goen. Dee Wee ass an de 70er-Jore bei véier Fusiounen net gaange ginn. Den Här Engelen huet doriwwer geschwat. Ech kennen dee Wee, deen deemools gaange ginn ass. Dat war den Inneminister, den Här Wohlfart, deen eng nei Kaart wollt zeechnen. Do waren am Ufank eigentlech 37 Gemenge virgesinn, déi sollte geschafe ginn. Dat heescht, d'Iddi, fir eist Land administrativ op aner Féiss ze setze wéi déi vum Napoleon, déi gëtt et scho säit enger Rei vu Joren a Joerzéngten an der Lëtzebuerger Politick.

Ech hat virdrun net déi Fusioun ugeschwat, déi fir mech eigentlech déi wichtegst an der Geschicht vun eisem Land war an iwwert déi ganz wéineg geschwat gëtt, déi awer, wa se net virun 103 Joer geschitt wier, eist Land an eng Situatioun bruecht hätt, dass mer eng Haaptstad gehat hätten, déi sech vum Bockfiels bis bei d'nei Avenue, vläicht e bësse weider, ausgestreckt hätt. Dat heescht: Scho virun 103 Joer hu Leit sech beienee gesat, hu mateneen diskutéiert an hu sech d'Fro gestallt, wa mer e moderne Staat wëlle sinn a wa mer eng Haaptstad wëllen hunn, déi derwäert ass, musse mer dann net aus deem Perimeter, deen eebe vum Napoleon geschafe ginn ass, erausgoen. A sou sinn d'Fusioune vun Hamm, Rollengergronn, Hollerech mat Lëtzebuerg entstanen a vun Eech mat Hollerech.

Déi éischt hunn ech elo net gelies, mee déi zweet aus dem Joer 1920 hunn ech gelies. An ech hat et net gegleeft, wéi ech et gelies hunn. Deemools ass schonn e Referendum gemaach ginn. Dat heescht, d'Leit vun Eech, déi hunn doriwwer ofgestëmmt, ob se wéilte bei d'Stad Lëtzebuerg bäigeschloe ginn oder net an hunn an engem Referendum positiv doriwwer ofgestëmmt.

Dat kéint eng Prozedur an e Wee sinn, déi ech beschriwwen hunn. Ech hu keen ..., ech hu keng Prozedur beschriwwen, déi a Stee gemeesselt ass. Mäin Opruff ass deen, dass mer e Wee, dee mer, mengen ech, alleguerte gesinn, wa mer éierlech mat eis selwer sinn, dass mer deen no den nächste Wale weidergi mam Zil, e modernt Land ze kréien.

Eng Diskussioun kann ee provozéieren. D'Enn kann op sinn. D'Modalitéiten, wéi een dat mateneen diskutéiert, déi kënne variabel sinn. Do gëtt et keng A-priorien. Mee fir ze mengen, datt et just nom Wee geet, deen d'Madamm Ministesch beschriwwen huet, nämlech deen, dass eigentlech d'Initiativ aus dem Lokale misst kommen, fir deen dote Wee ze beschreiwen, dee Wee, also déi Iddi, déi deele mir als CSV net. A mir wäerten an eisem Walprogramm op jidde Fall an déi Richtung plädéieren.

Dat gesot, nach eng Kéier: Deenen zwou Gemengen an hire Vertrieder felicitéiere mer fir déi Initiativ. Ech weess, dass et e Wee ass, dee vill Courage verlaangt, mee et ass esou wéi de Rapporter et elo gesot huet: Heiansdo féiert de Courage och no enger Rei vu Joren zur Erkenntnis, datt een an engem gewëssene Moment Courage gebraucht huet an dass een duerno ni méi op dat wéilt zréckkommen, wat ee fréier eng Kéier hat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Als Alleréischt géif ech gären dem Rapporter, dem Carlo Weber, Merci soe fir säin ausféierleche Rapport an och de Gemengeresponsabelen aus deenen zwou Gemengen, aus der Gemeng Bous an aus der Gemeng Waldbriedemes felicitéiere fir dee Schrëtt, dee se decidéiert hunn, zesummen ze goen, fir déi Fusioun, déi mer haut um legislative Wee ofschléissen, mateneen anzegoen.

Als Bouf, ech schwätzen elo vun Ufank bis Mëtt der 80er-Joren, hunn ech ganz vill Zäit zu Mutfert bei menger Famill verbruecht. A wa mir bei de Bauer gaange sinn, da si mer an den Dall gaangen. An den Dall, dat wësst Der natierlech do uewen, dat war den Trëntenger Dall. A mäi Cousin an ech, déi mir herno eisen Horizont iwwert d'Réimecher Strooss erweidert hunn, hunn alleguerte relativ séier déi kleng Dierfercher der Rei no do kennegeléiert: Ierseng, Trënteng, Réid, Aassel bis erof op Bous. Awer déizäit gouf et dee grousse Rond-point nach net, deen haut zu Bous ass, deen eriwwer op Welfreng an erop op Réimech féiert, dee gouf et déizäit nach net.

Haut offizialiséiere mer also déi Fusioun, déi vun de Leit aus deenen zwou Gemenge matgedroe ginn ass. Den Här Weber huet eis et zwar net gesot, zu Bous waren op den 31. Dezember dëst Joer (veuillez lire: den 1. Januar 2022) 1.688 Leit ugemellt an zu Waldbriedemes 1.265. A mir wäerten dann do och iergendwann – mir si jo elo scho ganz no un deenen 3.000 Awunner – op de Proporzsystem kippen. An do wéilt ech da vläicht hei och eng Kéier mäin Hutt an de Réng geheien, ob mer eis net sollen – déi Leit, déi an der nächster Legislaturperiod hei wäerte sëtzen – awer eng Kéier Gedanke maachen, ob déi Zuel vun 3.000 Leit nach adequat ass.

Also ech hunn eng Kéier an enger Gemeng gehollef, fir Leit sichen ze goen: 3.000 Awunner, 4 Lëschte mat 11 Leit, du bass 44 Kandidate siche gaangen. Ech muss Iech soen, c'est pas très très facile.

Wann een e bëssen als Ostdeputéierten, a mir hunn der jo siwen heibanne mat de Ministeren, duerch de Réimecher Kanton kënnt, da gëtt et zwee Evenementer an deene Gemengen, déi ganz, ganz interessant sinn. Éischtens ass dat emol d'Kiischtefest zu Trënteng bei der Trëntenger Kierch ufangs Juli. Ech gesi meng Kolleegin, d'Carole Hartmann, laacht. Si ka sech nach erënneren, wéi mer d'lescht Kéier zesummen do waren. Dat ass immens, immens flott. Et ass organiséiert vun der Trëntenger Musek. An am August gëtt et e Rendez-vous fir d'Frënn vum Reitsport zu Waldbriedemes: d'Waldbriedemes Classics, ee Weekend mat Dressurkompetitiounen an ee Weekend mat Sprangkompetitiounen.

Pour la petite histoire: Mir hunn elo hei d'Fusioun vun zwou Gemengen. An den Ugangsgespréicher waren awer och nach déi eng oder aner Gemengen, déi Interessi ugemellt haten, mee aus engem oder engem anere Grond huet dat sech herno net gemaach.

Mir stelle fest, an et ass virdru gesot ginn, dass et fir déi kleng Gemengen ëmmer méi schwiereg gëtt, fir déi vill an déi divers Aufgaben ze erfëllen. Et kommen ëmmer nei Aufgaben derbäi. Ech nennen do just d'Kannerbetreiung. Ech nennen awer och d'Hëllef, fir ëffentlech Wunnengen ze schafen. An duerfir brauch een déi finanziell Mëttelen an et brauch een och genuch Personal. Déi kleng Gemenge kënnen dat haut kaum nach – ech soe kaum nach! – zesumme schëlleren.

Fir d'DP ass kloer, dass eng Fusioun, eng Gemengefusioun nëmme ka stattfannen, wa se vun de Bierger matgedroe gëtt. Si kann net vun uewen erof diktéiert ginn, mee d'Leit musse kënne matschwätzen. D'Leit musse kënnen hir Iddie mat erabréngen. D'Leit musse kënnen hiren Input ginn an et muss natierlech och fir d'Leit kloer sinn, wat d'Plus-value fir si vun enger Gemeng ass.

Une voix | Ganz gutt!

M. Gilles Baum (DP) | An enger Fusioun mussen natierlech déi finanziell Mëttele gebündelt ginn. Nei Projete musse kënnen entstoen – an de Rapporter huet eis se hei opgezielt – an et muss natierlech méi Liewensqualitéit fir d'Leit erauskommen.

Ech wënschen där aktueller an dann natierlech där neier Gemengeféierung, déi sech no de Gemengewalen da wäert zu fënnef an zu sechs a véier Leit am Schäfferot zesummesetzen, eng glécklech Hand. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi nei Gemeng hei e ganz, ganz staarkt Stéck Oste gëtt a vläicht, et weess ee jo net, kënnt am Laf vun de Jore bei déi nei Gemeng hei nach déi eng oder aner derbäi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da wier et un där honorabeler Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, Kolleeginnen a Kolleegen, léif Gemengevertrieder hei op der Tribün, mir stëmmen haut d'Gesetz fir d'Gemengefusioun tëscht Bous a Waldbriedemes. Aktuell zwou relativ kleng Gemengen, geprägt duerch Landwirtschaft a Bëscher, déi no der Fusioun eng Fläch vu knapps 28 Quadratkilometer ausmaachen, zesummen op knapp 3.000 Awunner kommen an déi haut scho vill Gemeinsamkeeten hunn.

Et geet drëms, zesumme méi staark ze sinn, et geet drëms, Synergien ze schafen an et geet drëms, de Bierger an de Biergerinne méi a besser Déngschtleeschtungen ze garantéieren a parallell och méi Liewensqualitéit ze bidden.

Als kleng Fusiounsanekdot: de Bousser Fussball virun 13 Joer. Ech erënnere mech nach un d'Onzefriddenheeten an d'Knouteren tëschent dem Réimecher an dem Bousser Fussball, wou se sech hu missen agestoen, datt et just nach zesummen eng Zukunft fir béid Veräiner gëtt. An haut schwätzt kee méi vu Bous oder Réimech, mee haut ass et den URB, deen e perfekt Beispill vun enger gelongener Veräinsfusioun presentéiert.

Ech mengen, et geet haaptsächlech drëms, eng Kéier iwwer säin eegene Schiet ze sprangen, a wann een dat bis fäerdegbruecht huet, da maache sech eng jett nei Dieren op, mat deenen een definitiv op der gewonnener Säit ass.

Als Gréng si mer der Meenung, datt all Awunnerin an all Awunner déi beschtméiglech Offer u Servicer vun der ëffentlecher Hand zegutt hunn, an dat egal wou se wunnen. Fir dat kënnen um Terrain ëmzesetzen an ze garantéieren, brauch eng Gemeng awer eng gewësse Masse critique, eng gewësse Gréisst also.

Mat der Fusioun tëscht Bous a Waldbriedemes entstinn, wéi gesot, ganz nei Méiglechkeeten, dat virun allem duerch déi méi attraktiv Finanzen. Ech wëll hei just e puer vun den Infrastrukturprojeten, de Mobilitéitsprojeten an och d'Veräinsliewen ervirhiewen. Déi aktuell Gemengegebaier sinn zum Beispill absolutt net méi um neiste Stand, sief et, wat d'Aarbechtskonditioune fir d'Beamten, nach, wat d'Accessibilitéit fir Leit mat enger Aschränkung ugeet.

Et gëtt also héich Zäit, datt hei e modernt a funktionaalt Gemengenhaus hikënnt, dat dem haitege Besoin gerecht gëtt an esou natierlech och eng besser Qualitéit vum Service garantéiere kann. Esou bréngt d'Gemengefusioun och mat sech, datt an deene Servicer, wou haut vläicht just eng Persoun responsabel ass, der duerno op d'mannst zwou zoustänneg sinn, wat och nees zu engem méi attraktive Service client féiert.

Och bei de schouleschen Infrastrukturen entsteet e grousst zukünftegt Synergiepotenzial. Duerch Reorganisatiounsméiglechkeeten entsti méi Maison-relais- a Schoulkapazitéiten esouwéi eng besser Schoulorganisatioun.

D'Mobilitéit soll méi attraktiv gestalt ginn, dat duerch den Ausbau vum Vëlosreseau, der Konnexioun vun de verschiddenen Dierfer duerch flott Foussgängerweeër an et ass och e Ruffbussystem virgesinn. Et gouf och schonn Terrain opkaf, fir d'Dierfer effektiv duerch flott Vëlos- a Wanderweeër mateneen ze verbannen.

Als leschte Punkt géif ech dann nach gär op d'Veräinsliewen agoen, wat eminent wichteg ass, fir datt en Duerf oder eng Stad lieft an d'Awunner an d'Awunnerinne sech mat hirer Gemeng verbonne fillen an engagéiert sinn. Hei schwätzen ech vun net manner wéi 30 Veräiner. Deene gëllt et, adequat Infrastrukture souwéi och eng gewësse Qualitéit ze bidden.

Ee grousse Projet, deen en vue ass, ass den Ausbau an d'Vergréisserung vum Sport- a Kulturzentrum zu Bus. Den Dëschtennis, d'Musek, an de Fussball, modern Raimlechkeete fir d'Kultur, Veräins- a Versammlungsraim an natierlech Sportflächen, adaptéiert un d'Besoine vun de Bierger a Biergerinnen, sollen hei Plaz fannen.

Ech kéint nach laang weiderfueren a weider Virdeeler a Synergië vu Fusiounen opzielen, mee dat sprengt haut elo hei de Kader.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech awer nach alle Gemengeresponsabele vu Bous a Waldbriedemes explizitt felicitéieren, datt se sech 2018 getraut hunn, op dëse Wee vun enger Fusioun a vum Intérêt général ze goen, woubäi zu Waldbriedemes d'Ekipp ënnerwee geännert huet. Esou eng Fusioun ass sécherlech net dee politesch einfachste Wee a brauch deen néidege politesche Courage.

Do dernieft geet awer och e wichtege Merci un d'Personal vu béide Gemengen, dat, wéi virdru schonn erwäänt, a klenge Gemenge meeschtens just ganz kleng Kapazitéiten huet an awer déi ganz Fusiounsvirbereedungen- a Prozedure stëmme muss, bis datt et propper leeft.

Heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech wënsche vill Succès fir déi spannend Zäit, déi virun der Dier steet. An natierlech nach e grousse Merci un de Rapporter fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Gary. An elo ass et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, ech wëll fir unzefänken dem Här Carlo Weber en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et kann een nëmmen deenen zwou Gemenge gratuléieren zu där Initiativ, déi se geholl hunn, fir do eng Fusioun ze maachen. An ech mengen, et ass zu engem gudde Resultat komm. Da bleift mir soss näischt iwwreg, wéi hinne vill Erfolleg fir d'Zukunft ze wënschen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech maachen et och dës Kéier nees kurz und bündig. Dem Rapporter e grousse Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. De Bous-Waldbriedemesser vill Courage. Ech weess, datt si nach ganz vill flott Projeten um Wee hunn, déi si wëllen zu Enn bréngen. Duerfir hinnen, wéi gesot, e gudde Courage an eng gutt Händchen. An dann ... Mir stëmmen natierlech och dësem Projet de loi zou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Carlo Weber fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Eis Iwwerleeunge sinn nach ëmmer déi selwecht wéi virun 20 Minutten. Deementspriechend bleift och hei just nach, den Accord ze ginn an deenen zwou Gemengen alles Guddes ze wënschen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci, Här President. Ech verweisen op meng mëndlech Ausso vu virdrunner. Ech bleiwe bei deem, wat ech och gesot hu mat der Fräiwëllegkeet. An ech mierken och, dass hei eng grouss Zoustëmmung an de Fraktiounen ass.

Fir de Rescht nach eng Kéier merci dann och fir dëse Rapport. An da bonne Chance deenen do uewen a super, dass Der et maacht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8025. Den Text steet am Document parlementaire 8025[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8025 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn elo um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.07 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Apprentissage des adultes	7099	Sven Clement	80
Ancien bâtiment de la gendarmerie à Rodange	7172	Marc Goergen	81
Réserve naturelle « Trëntengerdall »	7177	Jeff Engelen	81
Impact de l'accord sur les puits de carbone	7180	Martine Hansen, Octavie Modert	82
Endettement des jeunes	7183	Nancy Arendt épouse Kemp	82
Impact de la digitalisation sur l'empreinte carbone	7186	Fernand Kartheiser, Fred Keup	82
Central téléphonique 112	7189	Sven Clement	83
Extradition de ressortissants luxembourgeois	7193	Fernand Kartheiser, Roy Reding	83
« Housing First »	7198	Djuna Bernard, François Benoy	84
Installation de bornes de recharge dans les communes	7199	François Benoy	84
Travaux sur l'A3	7208	Marc Lies	85
Vaccin contre le HPV (papillomavirus humain)	7209	Martine Hansen, Claude Wiseler	85
Scolarisation des mineurs non accompagnés	7211	Martine Hansen, Max Hengel	85
Construction d'un nouveau centre national de tennis à Esch-sur-Alzette	7213	Georges Mischo	86
Pédiatres	7215	Sven Clement	86
Production de pommes de terre	7217	André Bauler, Gusty Graas	86
Suivi logement en milieu ouvert (SLEMO)	7221	Martine Hansen, Octavie Modert, Marc Spautz	87
Production de pommes de terre	7228	Martine Hansen	87
Procédure d'attribution des concessions de pharmacie	7231	Josée Lorsché	87
Approvisionnement en kérosène de l'Aéroport de Luxembourg	7234	Sven Clement	88
Décrochage dans l'enseignement musical	7237	Marc Goergen	88
Ancien haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur et du Ministère des Sports	7239	Max Hengel, Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo	88
Déménagement de l'unité SAMU Luxembourg 2	7240	Marc Lies	89
Droits des personnes occupées dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi	7244	Sven Clement	89
Pénurie en antibiotiques	7248	Jean-Marie Halsdorf	89
Années d'études dans le cadre de la retraite	7254	Fernand Kartheiser	90
Taxe d'abonnement réduite	7259	Laurent Mosar	90
Mécanisme de solidarité en Europe	7263	Fernand Kartheiser	90
Prime environnementale	7264	Martine Hansen	90
Violences dans les crèches et foyers pour enfants	7265	Sven Clement	90
Compte épargne-temps (CET) dans l'enseignement secondaire	7270	Martine Hansen	91
Structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (DPI) sise à Weilerbach	7271	Martine Hansen, Max Hengel	91
Personnel enseignant au Centre de logopédie	7272	Martine Hansen, Marc Spautz	92
Extradition vers les États-Unis de M. Frank Schneider	7274	Roy Reding, Fernand Kartheiser	92
Métier d'aide-soignant	7275	Martine Hansen	93
Lignes de bus desservant les arrêts dans des zones industrielles	7276	Myriam Cecchetti	93
Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire	7315	Sven Clement	94
Accès au Registre des bénéficiaires effectifs	7324	Sven Clement	94
Besoins de traduction lors de contrôles des agents de l'ITM	7329	Myriam Cecchetti	95
Matériel didactique pour apprendre le français au cycle 3	7333	Martine Hansen	95
Nouvelle législation relative à la santé animale	7339	Chantal Gary	96
Arrêt C-694/20 du 8 décembre 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne	7348	Laurent Mosar, Marc Spautz	96
Limitation des payements en espèces	7350	Fernand Kartheiser, Roy Reding	96
Arrêt C-694/20 du 8 décembre 2022 Cour de justice de l'Union européenne	7352	Laurent Mosar	97
Incendie à Kayl	7353	Marc Goergen	97
Impact des lois environnementales sur les projets de construction	7361	Fred Keup	97
Arrêts de bus	7363	Jeff Engelen	98
Durée des placements provisoires d'enfants	7367	Sven Clement	99

Apprentissage des adultes | Question **7099** (31/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann eng Persoun am Apprentissage adulte säin DAP gepackt huet an sech besser Chancen am Beruffsliewe wëll erschaffen, kann en och nach den Diplom vum Technicien maachen. Do muss een dann am Normalfall op enger Deuxième ufänken. Wéi verschidde betraffe Schüler a Schülerinnen erkläert kruten, kéint een angeeblech d'Deuxième iwwersprangen an direkt op der Première ufänken, wann een d'Mentioun „excellent" erreecht hätt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Aspekter gi fir déi erwäänte Mentioun „excellent" gekuckt, fir dass eng Persoun d'Deuxième kann iwwersprangen? Sinn dat zum Beispill d'Notten aus alle Fächer, déi dofir gekuckt ginn, oder bezitt sech dës Mentioun just op eng Selektioun vu Fächer?

2. Déi entspriechend Course kënnen aktuell nëmmen am Lycée zu Lalleng gemaach ginn. Ass de Ministère gewëllt, do eppes ze änneren, fir dass dës Coursen och an aneren, méi zentral geleeëne Lycéeë kënne stattfannen?

3. Aktuell ass et virgesinn, dass een d'Deuxième à temps complet muss maachen an nëmmen d'Première kann am concomitant gemaach ginn. Ass de Ministère gewëllt, do eppes ze änneren an och d'Deuxième genau wéi d'Première am concomitant unzebidden?

Réponse (18/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Méiglechkeet vum Iwwersprange vun der 2e steet am Artikel 33septies Paragraph 2 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung:

« (2) L'élève détenteur du DAP est admis en avant-dernière année de formation de technicien.

L'élève détenteur du DAP, mention "excellent", est admis en dernière année de la formation de technicien.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des formations de technicien auxquelles l'élève détenteur du DAP est admissible en tenant compte des divisions prévues à l'article 29. »

Am Artikel 32 aus dem nämmlechte Gesetz gëtt opgezielt, wéi eng Zorten u Modüllen an der Beruffsausbildung existéieren:

« Les domaines d'apprentissage sont constitués d'unités capitalisables subdivisées en modules.

Il existe cinq types de modules :

1. des modules fondamentaux ;
2. des modules complémentaires ;
3. des modules facultatifs y compris les modules préparatoires aux études techniques supérieures ;
4. des modules de projet intégré ;
5. des modules de stage.

Les modules fondamentaux, complémentaires ainsi que les modules de stage sont obligatoires. Chaque formation comprend obligatoirement un projet intégré final. Les modules facultatifs permettent d'élargir la formation professionnelle initiale.

Les modules préparatoires aux études techniques supérieures peuvent être accomplis soit pendant la durée normale des études, soit à la suite de l'obtention du diplôme.

Un règlement grand-ducal fixe la durée de la formation par métier et profession, le nombre des unités capitalisables et des modules, ainsi que le caractère, les objectifs, le contenu, la séquence et la durée des modules. »

Des Weidere seet den Artikel 20 aus dem modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 15. August 2019 iwwert d'Evaluatioun an d'Promotioun an der Beruffsausbildung Follgendes:

« (1) L'autorité nationale pour la certification professionnelle décerne les mentions suivantes au CCP, au DAP ou au DT, sur la base des modules qui sont prévus par les programmes des deux dernières années de la formation ou, le cas échéant, pendant la seule année de formation, y compris le projet intégré final, et qui ont été évalués :

1. la mention "excellent" si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 52 points ;
2. la mention "très bien" si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 48 points ;
3. la mention "bien" si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 40 points ;
4. la mention "assez bien" si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 36 points.

(2) Lors du calcul de la moyenne générale, le nombre obtenu est arrondi à l'unité supérieure. »

ad 2. Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Fäll betreffe Persounen, déi hir 4e an 3e am Technicien administratif et commercial gemaach hunn an duerno gäre wëllen hir 2e a 1re ënner Léiervertrag maachen. Do ass et effektiv esou, datt déi eenzeg Méiglechkeet fir dës Leit doranner besteet, op enger 2e Technicien vente et gestion am Lycée technique de Lallange weiderzefueren. Dës Formatioun gëtt nëmmen an dësem Lycée ugebueden. Wann d'Demande fir dës Formatioun sollt wuessen, ass et selbstverständlech drun ze denken, se och am Zentrum oder am Norde vum Land unzebidden.

ad 3. Et ass richteg, datt déi Leit, déi aktuell wëllen den Technicien administratif et commercial bis zum Diplom weiderféieren, hir 2e am Plein temps musse maachen. Duerno hu se de Choix, ob se op der 1re an de Régime concomitant wëlle wiesselen oder bis zum Schluss am Plein temps bleiwen. Aktuell ginn all d'Technikerformatiounen am administrative Beräich iwwerschafft an et ass virgesinn, datt no dëser Refonte all administrativ Formatioune souwuel am Plein temps wéi och am Régime concomitant vun der 2e un ugebuede ginn.

Ancien bâtiment de la gendarmerie à Rodange | Question **7172** (14/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Staat ass Proprietär vum ale Gendarmeriesgebai zu Rodange souwéi dem Terrain hannendrun (Kadasterparzellen 634/2581 & 634/2582). Zënter Jore steet dëst schéint historescht Gebai eidel, nodeems de Rodanger Policebüro hei zougemaach gouf.

Den Informatioune vum Kadasteramt no, hunn dës 2 Terrainen eng Gesamtgréisst vun 30 a. D'Gebai selwer gouf als schützenswäert aklasséiert an dierf deemno net an der Substanz verännert ginn. Des Weideren huet d'Gemeng Péiteng den Terrain an eng HAB2-Zon gesat, wat bedeit, dass d'Gebai fir Wunnzwecker muss genotzt ginn.

Um Terrain nieft der Gendarmerie (Kadasterparzell 625/8274) plangt de Fonds du Logement iwwregens grad de Bau vun ëffentleche Wunnengen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlech Aarbechten & Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Ass geplangt, fir an der aler Gendarmerie ëffentleche Wunnraum ze bauen?
Falls jo, bis wéini sollen hei Wunnengen entstoen?

2. Fir wéi eng Zwecker gëtt d'Gebai aktuell genotzt?

Réponse (21/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. Nee, do ass am Moment näischt geplangt.

ad 2. Aktuell ginn 3 vun de 4 Haiser als Wunnenge genotzt. Säit 2016 stellt de Staat se der „Fondation pour l'accès au logement" zur Verfügung mat enger entspriechender Konventioun. Dat 4. Haus gëtt als „antenne de l'Agence immobilière sociale" fir de Süde genotzt.

Réserve naturelle « Trëntengerdall » | Question **7177** (14/11/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wéi déi lescht Deeg an enger Rei Presseartikelen ze liese war, soll am Trëntengerdall e ronn 1.716-Hektar-Gebitt, dat sech iwwert fënnef Gemengen erstreckt (Bous, Conter, Duelem, Réimech a Stadbriedemes) an „eng Naturschutzzon vun nationalem Interessi" ëmgewandelt ginn. Dem Lëtzebuerger Bauer no handelt et sech bei ronn 75 Prozent vun dëser Fläch ëm privat Terrainen, déi dacks och landwirtschaftlech exploitéiert ginn. Déi geplangte Reklasséierung géif fir déi betraffe Bierger souwuel e staarke Wäertverloscht vum Terrain u sech wéi och eng Rei Aschränkungen an hirer deeglecher Aarbecht bedeiten. Weider schreift déi genannte Wochenzeitung, datt déi Gemengeresponsabel sech genausou iwwert feelend Transparenz bekloe wéi déi betraffe Proprietären, well si gläichermoosse viru vollend Tatsaache gestallt goufen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert war, am Virfeld op sämtlech Berodunge mat de Gemengeresponsabele souwéi de Proprietären, déi naturgeméiss säit Joerzéngte Suerg fir en nohaltegen Ëmgang mam Terrain droen, ze verzichten?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, op wéi eng Manéier si déi betraffe Leit engersäits fir den direkte Wäertverloscht vun hirem Terrain an de laangfristege Verdéngschtausfall anerersäits indemniséiere wëll?

3. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi dës Decisioun sech mat hirer allgemenger Politick vun der Promotioun vun der lokaler Produktioun an dem lokale Commerce verdréit?

4. Kann d'Regierung elaboréieren, ob si esou en drasteschen Aschnëtt an déi lokal Liewensmëttelproduktioun, grad am Kader vum Ukrainkrich an dem entspriechende Verloscht vun engem vun eise wichtegsten Importmarchéë fir opportun hält?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Den Trëntengerdall ass net eleng duerch seng geografesch Viraussetzungen esou ee schützenswäerten Territoire, mee zu engem groussen Deel duerch seng Notzung, duerch déi en déi besonnesch Qualitéit a Charakteristike kritt huet, déi een elo huet an déi ee wëll fir d'Notzung souwuel fir d'Landwirtschaft, d'Forstwirtschaft an de Wäibau souwéi och als Erhuelungsraum fir weider Generatiounen erhalen.

ad 1. Et gouf net op Berodunge verzicht, de Géigendeel ass de Fall. Am konkreete Fall si follgend Saachen decidéiert a lancéiert ginn:

– Déi deemoleg Regierung hat den 13. Januar 2017 am Kader vun der Approbatioun vum nationalen Naturschutzplang (Plan national concernant la protection de la nature) decidéiert, datt den Trëntengerdall op der Lëscht vun den auszeweisende „zones protégées d'intérêt national" soll stoen an datt fir dëst Gebitt en Dossier de classement géif opgestallt ginn.
– Den Optrag, fir deen Dossier auszeschaffen, ass Ufank 2020 erdeelt ginn an d'Aarbechte vum onofhängegen Expert agréé hu sech bis Enn 2021 higezunn.
– Am Februar 2022 huet déi aktuell Regierung approuvéiert, datt fir den Dossier zur Schutzzon „Trëntengerdall" mam Text vum Avant-projet de règlement grand-ducal d'Enquête publique soll duerchgefouert ginn, dëst konform zu den Dispositioune vum Naturschutzgesetz.
– Am spéide Fréijoer (Abrëll bis Juni 2022) waren éischt Entrevuë mat de Schäfferéit vun alle Gemengen, woubäi ugekënnegt ginn ass, datt d'Echangë mat ëffentleche Presentatiounen no der Summervakanz am Hierscht géife starten, dëst iert déi eigentlech Enquête publique ofgehale géif ginn. Esou Presentatioune sinn net vum Gesetz virgesinn, ginn awer an der Praxis vum fir Ëmwelt zoustännege Ministère ëmmer dann initiéiert, wann et wéinst der grousser Unzuel vun de Besëtzer net méiglech ass, mat dësen alleguer am Virfeld vun der Enquête publique eenzel ze schwätzen.

D'Enquête publique, esou wéi d'Gesetz se virgesäit, a wou d'Bierger wärend 30 Deeg hir Observatiounen zum Projet kënne maachen, huet nach net ugefaangen. Selbstverständlech ginn awer och déi Bemierkungen a Froen, déi an deenen aneren Echangen opgeworf gi sinn, och beim Finaliséiere vum Projet consideréiert, onofhängeg dovunner, ob déi Bemierkungen a Froen och nach eng Kéier op dee méi formelle Wee – als Observatioun am Kader vun der Enquête publique – eragereecht ginn.

D'Regierung huet also kengesfalls decidéiert, de Bierger hiert Recht op d'Virbrénge vun de Géigenargumenter ewechzehuelen. Et sief drun erënnert, datt dëst Recht formell am Naturschutzgesetz verankert ass.

ad 2. Den honorabelen Deputéierte geet vun engem direkte Wäertverloscht vun den Terrainen duerch d'Ausweise vun der Schutzzon aus. An der Hypothees, dass domadder de Verloscht vu Bauland gemengt ass, sou ass et esou, dass et keng Iwwerlappung vum Projet vun der Schutzzon mat de jeeweilege Bebauungspläng vun de Gemenge gëtt an dass d'Gemenge gefrot sinn, fir eng Indikatioun ze ginn, wéi eventuell zukünfteg Bebauunge kéinten ausgesinn, fir dann dës Flächen an der geplangter Schutzzon auszespueren: Et verléiert also kee Bauland.

Weider sief och kloergestallt, datt mat deenen am Avant-projet vum Reglement proposéierte Restriktiounen, och weiderhin eng landwirtschaftlech, forstwirtschaftlech oder wäibaulech Notzung méiglech bleift. Si ass souguer erwënscht, well si et jo ass, déi dee Site prägt. D'Aschätzung, wéi sech dës Restriktiounen op déi jeeweileg Betriber géifen auswierken, gëtt ë. a. op Basis vun deene Retoure gemaach, déi an deenen uewe genannte Versammlungen oder wärend der Enquête publique erakommen.

Et gëtt iwwregens haut schonn e breet opgestallte Primmesystem, dee vu villen Exploitante vun deem Terrain aktuell genotzt gëtt. Dat géif sech mam geplangte Projet net änneren.

ad 3. Déi proposéiert Restriktiounen (z. B. Asaz vu Pestiziden oder Totalherbiziden) viséiere just de Bësch, d'Biotopen an d'Baachen, wou och haut schonn Oplage virgesi sinn. Weider sinn och Restriktioune virgesinn, fir d'Dauergréngland ze erhalen. Dofir kéimen nëmme ganz wéineg nei Oplage fir d'Exploitanten duerch d'Ausweise vun der Schutzzon.

Dës Decisioun verdréit sech deemno ganz gutt mat der lokaler Liewensmëttelproduktioun, ewéi se och elo schonn do stattfënnt a weiderhin erwënscht ass. D'Ausweisung vun der Schutzzon séchert nämlech laangfristeg, datt déi landwirtschaftlech Terrainen der Landwirtschaft weiderhin zur Verfügung stinn. Des Weidere kann d'Ausweisung vun enger Schutzzon och als een Aushängeschëld déngen, grad fir eng lokal Liewensmëttelproduktioun an hir Vermaartung.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert virdru gesot, sinn drastesch Aschnëtter an déi lokal Liewensmëttelproduktioun net ze erwaarden. Am Detail festgeluecht ginn d'Fläch an déi endgülteg Dispositioune vun der Schutzzon, wéi scho gesot, eréischt nodeems all Acteur d'Geleeënheet hat, sech zum Projet ze äusseren.

Impact de l'accord sur les puits de carbone | Question **7180** (15/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Den 10. November sinn sech d'Europaparlament an de Ministerrot virleefeg eens ginn, fir den Netto-Ofbau vun CO_2 duerch natierlech Senken (puits naturels) bis 2030 op 310 Milliounen Tonnen CO_2-Equivalenter eropzesetzen, dat virum Hannergrond vum Zil vun der Klimaneutralitéit an der EU bis 2050. Wéi d'EU-Kommissioun an hirem Communiqué vum 11. November matdeelt, sinn d'EU-Länner dowéinst elo ugehalen, hir national Strategiepläng am Kader vun der Gemeinsamer Agrarpolitick unzepassen.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Wat bedeit dësen Accord tëschent dem Europaparlament an dem Ministerrot konkreet fir Lëtzebuerg?

– Muss den nationale Strategieplang wéinst dem Accord elo ugepasst ginn?
• Wa jo, wat wäert sech änneren?
• Wa jo, huet dat och Auswierkungen op dat neit Agrargesetz, dat am Moment ausgeschafft gëtt?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Den 11. November hunn d'Europaparlament, de Ministerrot an d'Kommissioun ee provisoreschen Accord zu der Reglementspropose, fir de Bäitrag vum Sekteur „Landnotzung, Landnotzungsännerungen a Forstwirtschaft (LULUCF)" zu de verschäerften Klimaziler vun der EU fir 2030 ze stäerken, fonnt.

Dëst Reglement leet een Zil vun 310 Milliounen Tonnen CO_2-Equivalent fir den Netto-Zäregasofbau am LULUCF-Secteur bis 2030 fest. Konkreet heescht dëst, datt d'Späicherung vun CO_2 an de Bëscher souwéi am Buedem an der EU bis 2030 op 310 Milliounen Tonnen pro Joer muss verbessert ginn. Et gëllt also den aktuellen europawäiten Trend, deen a Richtung vun dem Ofhuelen vun de Kuelestoffsenke geet, ze inversëieren.

Dat Gesamtzil fir d'EU gëtt ënner Form vu verbindlechen nationalen Ziler op d'Memberstaaten erofgebrach. Lëtzebuerg ass domat gehalen seng Kuelestoffsenken vun duerchschnëttlech 376.000 Tonnen CO_2-Equivalent an de Joren 2016–2018 ëm 27.000 Tonnen op 403.000 Tonnen CO_2-Equivalent am Joer 2030 ze verbesseren.

Dofir mussen an éischter Linn d'Kuelestoffspäicher an eise Bëscher duerch eng klimagerecht Gestioun erhalten an zousätzlech gestäerkt ginn. Nieft Reegelen fir de Schutz vun de Bëscher, stinn Hëllefsregimer bereet, fir eng nohalteg an naturno Gestioun vun de Bëscher finanziell ze ënnerstëtzen a fir esou hir Resilienz a Kuelestoffspäicherkapazitéit ze erhéijen. Ervirzehiewen ass dobäi de „Klimabonus Bësch", deen sech u privat Bëschbesëtzer riicht (règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier), an de Règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers. Den Naturpakt (loi du 30 juillet 2021 portant création d'un pacte nature avec les communes) guidéiert d'Gemengen an hiren Efforten d'Kuelestoffspäicher op hirem Territoire ze stäerken.

Donieft gëllt et och eis Biedem als Kuelestoffspäicher ze notzen. An deem Sënn bidde landwirtschaftlech Flächen e wichtegt Potential. Vum agronomesche Standpunkt hier gesinn, enthalen den nationale Strategieplang an d'Agrargesetz wichteg Instrumenter fir d'Späichere vum Kuelestoff an der Landwirtschaft ze förderen. Fir just e puer Aspekter ze nennen, kéint ee follgend Theemen opgräifen:

– Erhale vum Gréngland a weider Förderung vum Feldfudder (temporäert Gréngland);
– Incitatiounen an Ënnerstëtzung fir net produktiv Flächen, déi awer mussen ugeséit sinn;
– Ënnerstëtzung vun Tëschefriichte fir eng Ganzjoresbedeckung vum Buedem;
– Reduzéiert Buedembeaarbechtung;
– Ënnerstëtzung fir den Uebstbau an d'Agroforesterie weider auszebauen.

All däs Aktiounen droen derzou bei, dass de Kuelestoff entweeder am Buedem oder an de Planzen ugeräichert gëtt.

Endettement des jeunes | Question **7183** (15/11/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Nom Motto „Kaf haut a bezuel muer" lackele Bezuelungsappe wéi Paypal a Klarna ëmmer méi jonk Konsumenten dozou, am Internet méi Suen auszegi wéi se hunn. Esou ginn et an Däitschland jonk Studenten/innen, déi bis zu 50.000 € Scholden hunn an net wëssen, wéi se dës sollen zeréckbezuelen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Sinn der Regierung och esou Fäll hei zu Lëtzebuerg bekannt?

– Wat gesäit d'Regierung vir dogéint ze ënnerhuelen?

– Huet d'Regierung Statistiken zu Jonken, déi sech duerch esou Appe verschélt hunn?

– Ass virgesinn, um europäesche Level eppes en place ze setzen, fir eis jonk Leit ze schützen?

Réponse (19/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

De Finanzministère huet keng Statistiken zu Jonken, déi sech eventuell duerch Bezuelungsappen, op déi an der parlamentarescher Ufro verwise gëtt, verschélt hunn.

Allgemeng ass et wichteg, de jonke Leit fréizäiteg Grondkenntnisser zu verschiddene Finanztheemen ze vermëttelen an e verantwortungsbewossten Ëmgang mat Geld ze förderen. Aus deem Grond gouf am Joer 2017 vum Finanzministère déi national Strategie iwwert Wëssensvermëttlung am Finanzberäich ugeholl. D'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) huet an deem Kontext d'Missioun kritt, fir d'Finanzbildung zu Lëtzebuerg ze promouvéieren an d'Aktivitéiten an dem Beräich vun der „éducation financière" ze koordinéieren.

Den Informatiounsportal Lëtzfin (www.letzfin.lu) faasst déi verschidden Initiativen, déi am Kader vun der nationaler Strategie realiséiert ginn, zesummen a stellt de Konsumente verschidde Finanzinformatiounen a praktesch Outilen zur Verfügung, wéi z. B. Kredittsimulatoren, Hëllefe fir d'Opstelle vum eegene Budget, a Froen an Äntwerten zu Suen am Alldag an Iwwerschëldung. Des Weidere solle Sensibiliséierungscampagnë wéi z. B. „d'Woch vun de Suen" de Kanner a Jugendlechen e besseren a méi responsabelen Ëmgang mat Geld vermëttelen.

Um europäeschen Niveau ass de Finanzministère ënner anerem am Aarbechtsgrupp vun der Europäescher Kommissioun vertrueden, deen, zesumme mat der OECD, Basiskompetenz am Finanzwiese festleet, déi de Jugendlechen an nationale Bildungsinitiative soll vermëttelt ginn. Zudeem ginn am Kontext vun der Iwwerschaffung vun der europäescher Direktiv iwwert Kreditter fir Konsumenten aktuell am Conseil Iwwerleeunge gefouert, fir d'Praktike wéi de „Buy now pay later", op déi an der parlamentarescher Ufro verwise gëtt, méi enk ze reglementéiere mam Zil, de Konsument weider ze schützen. Dës Aarbechte ginn zesumme mam Ministère fir Konsumenteschutz realiséiert.

Impact de la digitalisation sur l'empreinte carbone | Question **7186** (15/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun der Klimapolitick gëtt dacks d'Digitaliséierung als Méiglechkeet genannt, fir CO_2 anzespueren.

An deem Sënn géife mir der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill CO_2- Emissiounen duerch d'Digitaliséierung vu Verwaltungsvirgäng vu Staat a Gemenge säit 2013 all Joers ënnert der Berücksichtegung vu méigleche groen Energien, zum Beispill fir d'Installatioun vun neie Server Locations, netto agespuert goufen a wéi dës Aspuerungen sech op déi eenzel Entitéiten (Ministèren, Verwaltungen, ëffentlech Etablissementer asw.) verdeelen? Kann d'Regierung preziséieren, bis wéini déi Prozesser, déi bis ewell keen Nettoaspuereffekt vu CO_2-Emissiounen erginn hunn, sech an deem Sënn sollen amortiséieren?

Réponse (14/12/2022) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Digitaliséierung vu Verwaltungsvirgäng vu Staat a Gemengen ass villfälteg a spillt sech op ville Pläng of. Opgrond vun Envergure an Diversitéit u Virgäng, gëtt et keng eendeiteg Definitioun respektiv statistesch Ofgrenzung, déi et géif erlaben, esou e Relevé ze erfaassen.

Well et kee Relevé gëtt, dee virweise kann, wéi vill CO_2-Emissiounen duerch d'Digitaliséierung vu Verwaltungsvirgäng vu Staat a Gemengen netto agespuert goufen, ass et och net méiglech ze präziséieren, iwwert wéi een Zäitraum sech entspriechend Prozesser géifen amortiséieren.

Central téléphonique 112 | Question **7189** (16/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro Nummer 4938 vu September 2021 hat ech d'Madamm Ministesch op verschidde potentiell Dysfonctionementer um 112 higewisen. Laut der Äntwert op d'Fro 6982, Froen 1 an 2, huet d'Madamm Ministesch nëmmen d'Informatioun vun 2 Agente beim CGDIS, déi den 112 verlooss hunn, an eng Persoun, déi geplangt huet de Service ze verloossen. Dëst ass mengen Informatiounen no net richteg. Et wiere mindestens 5 Persounen, déi de Service 2022 verlooss hätten an eng Persoun, déi den Depart annoncéiert hätt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Agenten hunn tatsächlech säit ufanks des Joers den 112 verlooss?

2. War d'Madamm hei falsch informéiert?

3. Wien huet der Madamm Ministesch dës Informatioune ginn?

4. Wéi eng Beméiunge wäert d'Madamm Ministesch ënnerhuelen, dass d'Chamber an Zukunft richteg Äntwerten aus hirem Ministère kritt?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Säit dem 1. Januar 2022 hunn, sou wéi ech dat och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6982 vum nämmlechten honorabelen Deputéierte geschriwwen hat, 2 Agenten de Service vum 112 verlooss. Wann den Deputéierte schreift, datt et sengen Informatiounen no „mindestens 5 Persounen, déi de Service 2022 verlooss hätten", wieren, da muss ech den Deputéierten driwwer informéieren, datt seng Informatiounen net richteg sinn. Et ass also den Deputéierten, net d'Inneministesch, dee falsch informéiert ass.

Extradition de ressortissants luxembourgeois | Question **7193** (16/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

Reegelméisseg liest een an den internationale Medie vun Ausliwwerunge vu bekannte Perséinlechkeeten un en auslännesche Justizsystem. Dëst féiert oft zu heftege Reaktiounen a Kontroversen. Fir e Rechtsstaat ass et ëmmer mat politesche Risike verbonnen, wann e Staatsbierger un e Land ausgeliwwert gëtt, dat net onbedéngt fir seng rechtsstaatlech Praktike bekannt ass. Et stellt sech dann ëmmer d'Fro, ob der betreffender Persoun am Land, un dat si ausgeliwwert gëtt, Folter oder aner mënschenonwierdeg Behandlungen droen, schlëmmstefalls souguer d'Doudesstrof. Heiansdo sinn einfach och d'Prozesskäschten exorbitant héich wat d'Chancen op e faire Prozess reduzéiert.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi eng Bedéngunge mussen erfëllt sinn, ier Lëtzebuerg e Staatsbierger un en anert Land ausliwwert?

2. Wéi gëtt séchergestallt, datt dem Lëtzebuerger Staatsbierger am Land, un dat hien ausgeliwwert gëtt, keng Folter oder souguer d'Doudesstrof drot? Wat geschitt, wann d'Geriichtskäschten an d'Affekotekäschten esou héich sinn, datt dee Betreffende keng realistesch Chance op e faire Prozess huet?

3. Mat wéi enge Länner huet Lëtzebuerg bilateral Verträg ofgeschloss, wat Ausliwwerungen ugeet? Wéi dacks huet Lëtzebuerg schonn e Lëtzebuerger Staatsbierger un en anert Land ausgeliwwert a wéi eng Länner waren dat?

4. Wéi verhënnert d'Regierung, datt en ausgeliwwerte Staatsbierger am Land, un dat hien ausgeliwwert gëtt, net wéinst weideren, an der Ausliwwerungsrequête net ernimmt Strofdote verfollegt gëtt bzw. un en Drëttstaat weider ausgeliwwert gëtt?

5. Wéi eng Instanz decidéiert zu Lëtzebuerg iwwer déi rechtlech Zoulässegkeet vun der Ausliwwerung?

6. Kann d'Regierung confirméieren, datt e Lëtzebuerger Staatsbierger, deen aus bestëmmte Grënn net ausgeliwwert gëtt, hei zu Lëtzebuerg wéinst deenen him zur Laascht geluechte Strofdoten ugeklot ka ginn? Wéi oft ass dëse Fall an deene leschten zéng Joer applizéiert ginn?

Réponse (19/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Aleedend zu där Fro ass ze bemierken, dass et entscheedend dovun ofhänkt, wéi en anere Staat eng Ausliwwerung ufreet, an och ëm wéi eng Strofdot oder Strofdoten et am Eenzelfall genau geet, well déi Aspekter d'Reegelen determinéieren, déi sech dann applizéieren.

Wann dee Staat, deen eng Demande fir eng Ausliwwerung u Lëtzebuerg riicht, en aneren EU-Memberstaat ass, dann applizéiert sech de sougenannte „mandat d'arrêt européen", deen zu Lëtzebuerg mat engem Gesetz vum 17. Mäerz 2004 („loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne") ëmgesat ginn ass. An deem Kader ass zum Beispill déi traditionell Reegel, no där kee Staat seng eege Staatsbierger ausliwwert, opgehuewe ginn. Och déi aner traditionell Reegel vun der sougenannter „double incrimination", déi beseet, dass déi Strofdot, fir déi d'Ausliwwerung gefrot gëtt, och zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz muss virgesi sinn, ass an deem Kader opgehuewe ginn, wann et sech ëm déi 32 grave Strofdoten handelt, déi am Artikel 3 Paragraph 3 vum Gesetz vum 17. Mäerz 2004 opgelëscht sinn.

Wann dee Staat, deen eng Demande fir eng Ausliwwerung u Lëtzebuerg riicht, e Memberstaat vum Conseil de l'Europe ass, an awer keen EU-Memberstaat ass, dann applizéiert sech déi europäesch Ausliwwerungskonventioun vum 13. Dezember 1957 („Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957"), déi vu Lëtzebuerg duerch e Gesetz vum 21. Juli 1976 approuvéiert ginn ass. An deem Kader huet Lëtzebuerg zum Beispill deklaréiert, dass et keng Staatsbierger ausliwwert, an dass zu de Staatsbierger och déi Auslänner, also Netlëtzebuerger, dobäi ze ziele sinn, déi sech zu Lëtzebuerg integréiert hunn, wann déi Leit zu Lëtzebuerg kënnen de Prozess gemaach kréie fir déi Strofdot oder Strofdoten, fir déi d'Ausliwwerung gefrot gi war. An dësem Kader gëllt d'Reegel vun der „double incrimination", wéi uewe beschriwwen, awer weider.

Wann dee Staat, deen eng Demande fir eng Ausliwwerung u Lëtzebuerg riicht, weeder e Memberstaat vum Conseil de l'Europe nach en EU-Memberstaat ass, dann applizéieren sech erëm aner Reegelen. Do ginn et eng ganz Rëtsch vu bi- a multilaterale Konventiounen, wéi zum Beispill mat de Vereenegte Staate vun Amerika oder mat Australien, déi jeeweils änlech mee verschidde Konditioune kënne virgesinn. Do derniewent applizéiert sech och dat lëtzebuergescht Gesetz vum 20. Juni 2001 iwwer d'Ausliwwerungen („loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition"), an dat besonnesch an deene Fäll, wou e Staat zu Lëtzebuerg eng Ausliwwerung ufreet, ouni dass et zwëschent deenen zwee Staaten eng Konventioun gëtt.

Do derniewent gëtt et am Kader vun der UNO och nach eng Rëtsch vun „thematesche" Konventiounen, wéi zum Beispill géint grenziwwerschreidend organiséiert Kriminalitéit, Mënschenhandel oder Korruptioun, déi dann awer och nach eenzel speziell Bestëmmunge fir d'Ausliwwerunge virgesinn.

Dat lëtzebuergescht Gesetz vum 20. Juni 2001 iwwer d'Ausliwwerunge gesäit och nach aner eenzel Fäll vir, wou eng Ausliwwerung refuséiert gëtt, zum Beispill wann et sech ëm e Mannerjäregen handelt, oder ëm eng politesch oder eng militäresch Strofdot.

Ofschléissend zu där Fro muss een also feststellen, dass een déi net ka pauschal mat enger Lëscht vun eenzele Konditioune beäntwerten, well déi Konditioune ganz verschidde sinn a Fonctioun vun der Fro, wéi e Staat eng Ausliwwerung ufreet, an ëm wéi eng Strofdot oder Strofdoten et sech konkreet am Eenzelfall handelt.

ad 2. D'EU-Charte vun de Grondrechter an och d'Mënscherechtskonventioun, zesumme mam Protokoll N° 13 zu där Konventioun, gesi vir, dass Lëtzebuerg eng Ausliwwerung ka refuséieren, oder nëmmen ënnert der Garantie accordéiert, dass déi ausgeliwwert Persoun net zur Doudesstrof verurteelt gëtt oder dass déi Strof net dierf exekutéiert ginn, an och kenger Folter oder onmënschlecher oder degradanter Behandlung dierf ausgesat ginn. Änlech Reserven a Garantië sinn och vun deenen Texter virgesinn, déi an der Äntwert op déi éischt Fro ernimmt sinn. D'Fro vun den Affekotekäschte sinn an deenen Texter net speziell gereegelt, well dat ëmmer eng Fro vun der Proportionalitéit am Eenzelfall ass, déi natierlech ganz entscheedend vun de finanzielle Ressourcë vun der ausgeliwwerter Persoun ofhänkt, an och vun de Reegele vun deem jeeweilege Staat iwwer déi finanziell Rechtshëllef („assistance judiciaire").

ad 3. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro schonn ernimmt ginn ass, huet Lëtzebuerg eng bilateral Ausliwwerungskonventioun mat de Vereenegte Staate vun Amerika a mat Australien. Bis elo ass nach ni e Staatsbierger opgrond vun deene Konventiounen ausgeliwwert ginn.

ad 4. An all deenen Texter, déi an der Äntwert op déi éischt Fro ernimmt ginn, gëllt déi sougenannte Spezialitéitsreegel („règle de la spécialité"), déi beseet, dass eng ausgeliwwert Persoun an deem Staat, un deen se ausgeliwwert gëtt, nëmmen dierf de Prozess gemaach kréie fir déi Strofdot oder Strofdoten, fir déi d'Ausliwwerung gefrot an accordéiert ginn ass. Sollt dee Staat no der Ausliwwerung awer envisagéieren, fir déi Persoun fir eng aner Strofdot ze poursuivéieren, da kann dat nëmme gemaach ginn opgrond vun enger komplementarer Prozedur zwëschent deenen

zwee Staaten, sou wéi dat vun deene respektiven Texter virgesinn ass. Dat selwecht gëllt, wann dee Staat déi betraffe Persoun wëll un en anere Staat weider ausliwweren.

ad 5. Och bei dëser Fro hänkt d'Äntwert dovun of, a wéi engem rechtleche Kader de Fall sech beweegt.

Am Kader vun der EU decidéiert d'Chambre du conseil vum Bezierksgeriicht, oder op Appell d'Chambre du conseil vun der Cour d'appel, ob eng Persoun un en aneren EU-Memberstaat ausgeliwwert gëtt.

An der Relatioun mat EU-Drëttstaate gesäit d'Extraditiounsgesetz vum 20. Juni 2001 vir, dass d'Chambre du conseil vun der Cour d'appel e motivéierten Avis ofgëtt, an dass duerno de Justizminister, op Basis vun de Pièce vum Dossier a vum motivéierten Avis decidéiert, ob déi Persoun ausgeliwwert gëtt. Ze bemierken ass do, dass dat Gesetz a sengem Artikel 21 Paragraph 2 Alinea 2 ausdrécklech virgesäit, dass eng Ausliwwerung nëmme kann op „avis conforme" vun der Chambre du conseil accordéiert ginn. Dat heescht, dass Lëtzebuerg eng Persoun net kann ausliwweren, wann d'Chambre du Conseil en „avis défavorable" fir d'Ausliwwerung ginn huet.

ad 6. Déi Fro bezitt sech op de Prinzipp vum „aut dedere aut judicare", dee beseet, dass wann e Land eng Persoun net ausliwwert, da muss dat Land déi Persoun selwer jugéieren. Dee Prinzipp ass an deenen Texter, déi an der Äntwert op déi éischt Fro ernimmt gi sinn, als verbindlech Reegel virgesinn. Ganz allgemeng ass dee Prinzipp och nach am Artikel 7-4 vum Code de procédure pénale virgesinn. Wat d'Fro no der Zuel vun deene Fäll betrëfft ass ze bemierken, dass de Computerprogramm, mat deem de Parquet général och d'Ausliwwerungsdossiere geréiert („Ju-Cha") net konzipéiert ginn ass, fir eenzel Fäll op Basis vun deem ugeschwate Krittär eraus ze sënneren. Dofir ass et net méiglech, fir déi Zuelen unzeginn.

« Housing First » | Question **7198** (16/11/2022) de **Mme Djuna Bernard** | **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme, fondée sur une combinaison de facteurs structurels, institutionnels et personnels, il est crucial de mener une politique de logement social reposant sur le principe de la discrimination positive. Le concept du « Housing First », premièrement énoncé par le Gouvernement luxembourgeois dans sa stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020), consiste à proposer un logement privatif et, si possible, définitif, à des personnes sans-abri ou sans logement de longue durée et à leur offrir un soutien à leur réinsertion.

Dans ce contexte et sur base de la réponse à la question parlementaire n° 6848 du 13 octobre 2022 de Madame la Ministre de la Famille, nous voudrions avoir les renseignements complémentaires suivants :

1) Quels sont les premiers résultats et observations du dénombrement des personnes sans-abri, réalisé le 26 octobre 2022 dans les 24 quartiers de la Ville de Luxembourg, ensemble avec les professionnels du terrain ?

2) Madame la Ministre de la Santé peut-elle indiquer le nombre de projets « Housing First » soutenus par son ministère ?

3) Mesdames les Ministres peuvent-elles nous fournir des chiffres concernant la répartition géographique par commune des personnes habitant dans des logements qualifiés conformes à l'approche « Housing First » ?

Réponse (19/12/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Inter-Actions ASBL, mandaté par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région pour réaliser le premier dénombrement des personnes sans-abris à Luxembourg-ville, est actuellement en train d'évaluer les résultats. Le ministère publiera une analyse des données au début de l'année prochaine.

ad 2) Le Ministère de la Santé œuvre pour le développement d'une offre « Housing-First » dédiée aux personnes souffrant de maladies de la dépendance, en détresse médicale ou à besoins médicaux accrus. Dans ce cadre, l'intégralité des moyens budgétaires requis pour le développement de cette offre spécifique a été accordée pour l'exercice 2022 et la recherche d'un bien immobilier adéquat pour héberger une dizaine de bénéficiaires est en cours.

Ensemble avec l'organisme gestionnaire retenu, une recherche commune de sites potentiels a été menée et un site jugé adéquat et disponible a été identifié à Esch/Alzette.

Malgré de nombreux efforts, discussions et concertations préliminaires, les négociations n'ont finalement pas pu aboutir, de sorte que la recherche d'un site et d'un bien immobilier alternatif a récemment dû être relancée.

ad 3) Les acteurs conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région accompagnent actuellement 32 personnes dans le cadre du Housing First.

La répartition géographique des bénéficiaires par commune est la suivante :

– 28 personnes résident sur le territoire de la Ville de Luxembourg ;
– 1 personne réside sur le territoire de la Ville de Remich ;
– 1 personne réside dans la commune de Troisvierges ;
– 2 personnes résident dans la commune de Kayl/Tétange.

Concernant les projets soutenus par le Ministère de la Santé, quatre personnes présentant des problèmes d'addiction et une détresse médicale ou des besoins médicaux accrus, habitent dans des logements qualifiés de conformes à l'approche « Housing First » sur le territoire de la Ville de Luxembourg, dans le cadre du projet géré par le Comité national de défense sociale.

Installation de bornes de recharge dans les communes | Question **7199** (17/11/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

L'électrification de la mobilité joue un rôle primordial dans le contexte de la décarbonisation du secteur des transports, de l'amélioration de la qualité de l'air et de la réduction de notre dépendance énergétique aux énergies fossiles. L'accélération de la transition vers l'électromobilité a également été encadrée par l'objectif du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021-2030 de ramener la part des véhicules 100 % électriques et plug-in hybrides à 49 % à l'horizon 2030. Afin de soutenir cette évolution, il est indispensable de continuer à développer et à densifier davantage l'infrastructure de charge privée et publique (lente et rapide) sur le territoire luxembourgeois.

Vu le rôle important des communes dans cette transition envers une mobilité plus durable, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Combien de bornes de recharge ont été installées sur demande des administrations communales, soit pour leurs propres besoins, soit pour le public ?

2) Quel rôle les communes peuvent-elles jouer et quelle est leur marge de manœuvre dans le cadre de l'électrification du parc automobile et plus spécifiquement dans le cadre de la densification de l'infrastructure de charge au Luxembourg ? Quelles démarches sont envisagées afin d'encourager les communes à investir dans l'infrastructure de charge ?

3) Quels sont les outils de promotion et de soutien pour accompagner les communes dans leur processus d'acquisition et d'installation de bornes de charge ?

Réponse (27/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Dans le cadre du projet Chargy, 351 bornes sont actuellement installées sur la voie publique, principalement sur terrain communal. À ceci s'ajoute un total de 63 bornes « ChargyOK » installées sur la voie publique, dont une grande partie appartient à des communes. Il se peut que d'autres bornes de charge supplémentaires ont été installées sur demande des administrations communales dont le ministre ne dispose pas du nombre exact.

ad 2) L'évolution de la mobilité électrique nécessitera le développement du réseau de bornes de charge accessible à tous aux abords de la voirie publique et dans d'autres espaces publics. Les communes ont la faculté d'intervenir dans ce domaine de trois façons différentes décrites ci-après. Plus de détails se trouvent dans la circulaire n° 4190 du 28 octobre 2022.

i. Les communes peuvent confier la mise en place d'une infrastructure de charge sur leur territoire à un ou plusieurs opérateurs économiques spécialisés dans le domaine. Dans ce cas, la commune contribue au développement de l'infrastructure de charge en mettant à disposition des emplacements attractifs en vue de permettre aux utilisateurs finals de recharger leur véhicule sur ces sites.

Dans ce cas de figure, la commune fixe les conditions qu'elle offre à des opérateurs économiques intéressés au développement et à l'exploitation d'une infrastructure de charge sur des parties déterminées du domaine communal. Le choix de l'opérateur peut se faire moyennant un appel à projet organisé par l'État en vertu de l'article 4 de la loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques (ci-après « la Loi »). Dans ce cadre, la mise en concurrence aura ainsi lieu en deux étapes successives : Il appartient d'abord à la commune de donner la possibilité aux opérateurs économiques intéressés de souscrire à un accord de principe pour la mise à disposition du terrain communal via une offre de souscription ouverte à tout opérateur économique remplissant les conditions fixées par la commune. Ensuite, la sélection des candidats aura lieu par le biais d'un appel à projets de l'État. Des documents types pour l'accord de principe et la convention de mise à disposition d'emplacements ont été communiqués aux communes par la circulaire n° 4190 du 28 octobre 2022. Le Gouvernement encourage les communes à s'engager dans la procédure exposée ci-dessus alors qu'une collaboration avec un opérateur économique permet aux communes de profiter du savoir-faire et des ressources du secteur privé dans un marché en pleine évolution. Cette collaboration réserve néanmoins une influence importante aux communes qui restent maître de la localisation et des conditions d'installation et d'exploitation des bornes – y compris financières – sous lesquelles une entreprise opère sur leur territoire.

L'entreprise, de son côté, est éligible pour la subvention étatique introduite par la loi, ce qui est susceptible de réduire considérablement les coûts de l'infrastructure et ainsi d'améliorer l'attractivité pour l'utilisateur final.

ii. Sous condition qu'une carence ou une insuffisance de l'initiative privée ait été constatée pour l'installation de bornes de charge dans la commune, les communes peuvent elles-mêmes mettre en place une infrastructure de charge accessible au public. Dans ce cas de figure, elle aura le choix d'y procéder d'une part, en régie, par ses propres moyens en personnel, matériels et financiers moyennant une comptabilité séparée et un plan d'affaires, et d'autre part par un marché de travaux en application de la loi modifiée du 8 avril sur les marchés publics. La gestion du réseau relèvera dans ce cas de la commune.

iii. Indépendamment de la carence ou insuffisance de l'initiative privée, il est loisible aux communes de prendre une participation financière dans une société de droit privé qui aura pour objet de mettre en place un réseau de bornes électriques de charge sur le territoire de la commune. Une telle société pourrait profiter de l'aide financière de l'État en vertu de l'article 4 de la Loi.

ad 3) Outre le soutien spécifique dans le cadre des trois cas de figure décrits ci-dessus, et quel que soit le mode de déploiement choisi, la Klima-Agence est aux côtés des communes pour les conseiller et les accompagner dans leurs démarches. Une fiche d'information adressée aux communes, élaborée par la Klima-Agence avec de plus amples détails a également été communiquée avec ladite circulaire du 28 octobre 2022.

En complément, la Klima-Agence a mis en place l'outil https://pro-charging.lu/ qui permet aux communes d'annoncer aux acteurs intéressés des surfaces disponibles pour l'installation d'infrastructures de charge. L'outil inclut aussi un registre d'acteurs intéressés à déployer de telles infrastructures et peut dès lors faciliter la collaboration entre les communes et les opérateurs économiques.

Travaux sur l'A3 | Question **7208** (17/11/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Säit enger Zäit suergen d'Aarbechten op der Diddelenger Autobunn (A3) fir vill Réckstau an deementspriechend vill Frustratioun bei den Automobilisten. Et stellt ee fest, datt vill Automobilisten, déi aus Richtung Diddeleng kommen, virun der Aire de Berchem vun der Autobunn eroffueren, fir dann a Richtung Kockelscheier an a Richtung Alzeng a Fenteng virunzefueren. Aus der Äntwert vum Minister fir Mobilitéit op d'parlamentaresch Fro N° 6891 geet an dësem Kontext ervir, dass de Bau vum „Countournement d'Alzingen" ronderëm d'Gemeng Hesper nach eng Zäitchen op sech waarde léisst.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi laang daueren d'Aarbechte vum Ausbau op dräi Spuere vun der A3 vun der Croix de Gaasperech bis hannert d'Aire de Berchem a béid Richtungen nach?
– Wéi eng Gefierer däerfen an Zukunft déi nei drëtt Spuer benotzen?

2. Wou ass d'Regierung mat de Pläng vum „Échangeur de Hesperange" op Héicht vum Centre douanier drun?

3. Wéini gëtt de Rond-point Gluck ëmstrukturéiert?

Réponse (22/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Entspriechend dem aktuelle Planning sollen d'Bauaarbechten um Ofschnëtt Croix de Gasperich – Aire de Berchem am drëtten Trimester 2024 ofgeschloss sinn. An enger spéiderer Phas wäert d'Zouweisung op déi nei drëtt Spuer iwwert déi dynamesch Beschëlderung geschéien, sou datt dës Spuer der Verkéierssituatioun ka flexibel ugepasst ginn.

ad 2. Déi zukünfteg Configuratioun vum „Échangeur de Hesperange" ass ofhängeg vun der Entwécklung vum Quartier „Midfield". Wann dëse Projet bis gefestegt ass, wäert et méiglech sinn, d'Etudë vum Echangeur weider ze verdéiwen.

ad 3. Den Ufank vun den Aarbechten um Rondpoint Gluck hänkt vum Ofschloss vun den Aarbechten an der Rue des Scillas an un der Bréck iwwert d'Autobunn tëschent Gaasperech an dem Houwald (Pont „Y") of. Momentan gesäit de Masterplanning 2019–2024 „Gare de Luxembourg-Kockelscheuer" e virausiichtlechen Ufank vun den Aarbechten am éischten Trimester 2024 vir.

Vaccin contre le HPV (papillomavirus humain) | Question **7209** (17/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Eng Impfung géint Human Papillomaviren (HPV) schützt viru verschiddenen Aarte vu Kriibs, notamment géint Gebärmutterhalskriibs. Zu Lëtzebuerg gouf dës Impfung 2007 fir Meedercher recommandéiert. Zanter 2018 gëllt eng Recommandatioun fir all Kanner tëschent 9 a 15 Joer. Fir Leit, déi méi al si wéi 15 Joer, existéiert just eng Recommandatioun vum Conseil supérieur des maladies infectieuses fir bestëmmte Risikopatienten. De „Strategic Advisory Group of Experts on Immunization" vun der Weltgesondheetsorganisatioun recommandéiert allerdéngs zanter dësem Abrëll eng Impfung och fir Fraen, déi méi al si wéi 21 Joer.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Meedercher respektiv wéi vill Jonge bis 15 Joer ginn all Joer hei zu Lëtzebuerg géint HPV geimpft?

2. Wéi héich ass an der Alterskategorie bis 15 Joer den Impftaux?
– Ass den Taux an Ären Aen héich genuch?
• Wann nee, wat mécht d'Regierung, fir dës wichteg Impfung besser ze promouvéieren?

3. Sidd Dir der Meenung, datt och Persoune solle kënne géint HPV geimpft ginn, déi méi al si wéi 21 Joer, esou wéi d'WHO dat recommandéiert?
– Géifen an deem Fall d'Käschte vun der Impfung och fir Persounen iwwert 15 Joer iwwerholl ginn?

Réponse (19/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Et ass richteg, dass de „Strategic Advisory Group of Experts on Immunization", kuerz SAGE, vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) sech vum 4. bis de 7. Abrëll 2022 gesinn huet, fir ënner anerem iwwert d'Impfung géint den „Human Papillomavirus" (HPV) ze beroden.

Aus dem Rapport vun dëser Reunioun, deen och am „Relevé épidémiologique hebdomadaire" vum 17. Juni 2022 (Numero 24, Säiten 261–276) vun der WHO publizéiert gouf, geet kloer ervir, dass d'Experten sech besuergt weisen iwwert de luese Fortschrëtt vun den HPV-Impfprogrammer a ville Länner, dem déiwen Impftaux, dem héijen Abandon zwëschent den eenzelen Dosen an dem negativen Impakt vun der Covidpandemie. Esou gëtt geschat, dass weltwäit ongeféier een Drëttel vun de jonke Meedercher eng éischt Dosis vu Vaccin kruten an nëmmen 13 % eng zweet Dosis. De SAGE huet nach emol insistéiert, dass dréngend a prioritär Impfprogrammer fir Meedercher zwëschent 9 a 14 Joer gemaach solle gi mat enger Méiglechkeet, eng „vaccination de rattrapage" ze maache bis 18 Joer. De SAGE schreift weider fir aner Populatiounsgruppen: « Le SAGE a demandé à l'OMS d'élaborer un cadre pour l'établissement des priorités afin d'aider les pays à identifier les groupes cibles secondaires pour la vaccination, tels que les garçons, les hommes et les femmes plus âgées et les personnes infectées par le VIH, en fonction de la charge de la maladie, de l'accessibilité financière, du rapport coût-efficacité, des effets de l'immunité collective et de la faisabilité du programme. La vaccination des groupes cibles secondaires doit être gérée avec soin tant que l'approvisionnement en vaccin est limité. »

De SAGE verschléisst sech also net enger Impfung fir Leit ausserhalb dem Jugendalter, mécht awer keng formell Recommandatioun a weist op eng Rei potenziell Problemer hin, ënner anerem op de relative Manktem u Vaccin, mam Risiko, dass d'Impfung vun der primärer Zilgrupp (Meedercher zwëschent 9 bis 14 Joer) net méi garantéiert ass, wann ze vill Leit aus secondairë Gruppe geimpft ginn.

Zu Lëtzebuerg ginn effektiv Meedercher a Jongen tëschent 9 a 15 Joer säit 2018 geimpft an d'Käschte vun der Impfung gi vum Staat iwwerholl. D'Inzidenz vum Gebärmutterhals-Kriibs läit aktuell bei ongeféier 7,5 Fäll pro 100.000 Persounen, a stellt domat eng Baisse duer par rapport zu den 1980er Joren, wou den Taux u Fäll bei 15–20 pro 100.000 Persoune louch. D'Gesondheetsdirektioun huet keng rezent Donnéeën iwwert den Impftaux, fir d'Joren 2021 an 2022 goufen awer pro Joer eng ronn 13.000 Dosen administréiert (fir eng ronn 7.000 Jugendlecher, Impfscheema mat zwou Dosen). Méi genau Informatioune wäerten disponibel sinn, soubal de Carnet de vaccination électronique flächendeckend agefouert ass. Aktuell ass dësen an enger Pilotphas.

Am Joer 2015, also iert d'Jongen och geimpft konnte ginn, louch den Impftaux bei de Meedercher fir eng Dosis bei 66,2 %, fir zwou Dose bei 61,1 % a fir dräi Dose bei 52,9 % (deemools war den Impfscheema nach mat dräi Dosen, haut ginn der nëmme méi zwou benotzt). Och wann dës Tauxen am internationale Vergläich net schlecht sinn, a méi rezent eventuell méi héich leien, sinn se nach net ganz zefriddestellend an et ass virgesinn, an den nächste Méint eng weider Sensibiliséierungcampagne ze maachen.

Leit iwwert 15 Joer kënnen sech op fräiwëlleger Basis impfe loossen, d'Käschte ginn aktuell an deem Fall allerdéngs net vum Staat iwwerholl. Et handelt sech heibäi ëm een deieren Impfstoff, deem seng Wierksamkeet am beschten ass, wann e benotzt gëtt iert d'Persoun fir d'éischt mam HPV a Kontakt kënnt, d. h. virum éischte Geschlechtsverkéier. Dobäi kënnt, datt bei Leit iwwert 15 Joer d'Impfung manner wierksam ass an dräi Impfdosen néideg sinn. Dofir insistéiert d'Gesondheetsdirektioun dorop, dass d'Jugendlecher sech esou fréi wéi méiglech impfe loossen.

Scolarisation des mineurs non accompagnés | Question **7211** (18/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

Eisen Informatiounen no kënnt et vir, dass „mineurs non accompagnés", déi an enger „structure

d'urgence" opgeholl gi sinn, no zwee Méint nach ëmmer net dierfen an d'Schoul goen, well et op administrativem Niveau zu Problemer beim Traitement vun hirem Dossier kënnt. Déi Dokumenter, déi zertifiéieren, dass déi concernéiert jonk Leit medezinnesch ënnersicht goufen, kommen net bei der Santé un. Doduerch kann d'Santé de Certificat, dass se „apte" sinn, fir an d'Schoul ze goen, net un de Foyer weiderleeden.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kënnen d'Madamm an den Här Minister confirméieren, dass et beim Traitement vun Dossiere vu „mineurs non accompagnés" zu Problemer an domat zu Retarde bei der Scolarisatioun kënnt?
• Wa jo, wéi vill Fäll sinn aktuell bekannt?

– Wéi eng Moossname gi geholl, fir dofir ze suergen, dass „mineurs non accompagnés" no bestanenem medezinneschem Test schnellstméiglech kënnen an d'Schoul goen?

Réponse (21/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Selbstverständlech hu Mineurs non accompagnés en Usproch an eng Pflicht op Beschoulung. Grad esou selbstverständlech ass et, datt de Gesondheetszoustand vu Schülerinnen a Schüler aus Drëttlänner kontrolléiert gëtt, éier dës an d'Schoul ginn, besonnesch wat d'Tuberkulos ugeet. Et gëllt dobäi duerfir ze suergen, datt d'Delaie fir déi medezinnesch Prozeduren sech a verstännegem Mooss beweegen.

Mat der Ofännerung vum Règlement grand-ducal du 3 février 2009 relatif au contrôle médical des étrangers duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 11. Oktober 2022 gouf d'medezinnesch Prozedur a Saachen Tuberkulostest geännert an d'Dauer dovunner staark verkierzt, dëst op ongeféier zwou Wochen. Déi Prozedur kann och bei Mineurs d'âge agesat ginn, déi ouni hir Elteren zu Lëtzebuerg sinn, a wou nach keng Tutelle geschwat gouf. D'Direction de la santé huet fir si all Woch Spriechstonn, wou de jonke Leit déi entspriechend Ordonnance ausgestallt gëtt an d'Prozedur ufänkt.

Construction d'un nouveau centre national de tennis à Esch-sur-Alzette | Question **7213** (21/11/2022) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Depuis janvier 2020, la Ville d'Esch-sur-Alzette et le Ministère des Sports ont entamé des discussions au sujet d'un projet commun regroupant les installations du « Centre national de tennis » et du TC Esch.

L'année 2022 a été marquée par la présentation de premières esquisses et de réflexions du bureau d'architecte au sujet du projet commun et d'envergure nationale au courant du mois de mars, suivie par une réunion publique en avril et finalement une entrevue au ministère le 11 mai dernier, pendant laquelle le projet a été présenté.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre confirme toujours sa volonté de participer activement à la réalisation du projet d'un centre national de tennis à Esch-sur-Alzette ?

2) Dans l'affirmative, comment le Ministre envisage-t-il le timing des étapes futures du précité centre national ?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre s'est-il donné une date butoir pour le lancement du projet ?

Réponse (21/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1) En tant que Ministre des Sports, le développement d'infrastructures sportives adaptées fait partie des priorités du plan-cadre « Lëtzebuerg lieft Sport » et les installations de tennis à Esch-sur-Alzette s'inscrivent également dans cette démarche. Dès lors, je confirme notre volonté à participer à la réalisation d'un projet commun d'un centre national de tennis à Esch-sur-Alzette.

ad 2) Des discussions entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et mes collaborateurs sont entamées, et la prochaine étape consiste à intensifier les discussions entre les différents partenaires concernés afin de pouvoir faire évoluer le projet.

ad 3) Les premières étapes concernant les infrastructures de tennis ont déjà été franchies avec la Ville d'Esch-sur-Alzette et les discussions entre les différents partenaires concernés s'intensifieront au cours des prochains mois. L'évolution du projet sera planifiée ensemble avec la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Pédiatres | Question **7215** (21/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Lëtzebuerg leit aktuell ënnert enger Epidemie vu Bronchiolite-Fäll. D'Better an der KannerKlinik si momentan alleguer beluecht, eng Krisenzell gouf en place gesat an et kënnt et och zu sougenannten Deprogrammatiounen, soudass pediatresch Chirurgie-Interventiounen, déi net urgent sinn, verréckelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Pediatere pro 1.000 Awunner hu mir zu Lëtzebuerg?

2. Wéi hunn sech dës Zuelen déi lescht 20 Joer entwéckelt?

3. Wéi vill Intensivbetter an der Pediatrie hu mer pro 100.000 Awunner?

4. Wéi hunn sech dës Zuelen déi lescht 20 Joer entwéckelt?

5. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir dass sech esou Problemer, wéi déi aktuell Situatioun mat de Bronchiolite-Fäll, an Zukunft net méi widderhuelen?

Réponse (22/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Laut dem Registre professionnel vum Gesondheetsministère exerzéieren aktuell 137 Pediateren zu Lëtzebuerg.

De Prorata u Pediatere par rapport zur Gesamtbevëlkerung mécht wéineg Sënn, dowéinster erlabe mir eis, de Prorata par rapport zur pediatrescher Patientèle ze rechnen, d. h. Kanner, déi manner wéi 16 Joer al sinn (Stand 2022 zu Lëtzebuerg: 109.387 Kanner ënner 16 Joer). Op 109.387 Kanner, déi manner wéi 16 Joer al sinn, zielt Lëtzebuerg aktuell 1,25 Pediatere pro 1.000 Kanner.

ad 2. Vun 2017–2021 hunn sech dës Zuele follgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

N. B. An dem Total sinn all Pediatere gezielt, d. h. och déi Pediateren, déi an enger Administratioun oder an der Recherche schaffen an deemno keng pediatresch Consultatioune maachen. An dëser Berechnung gëtt och net de Volume d'activité analyséiert.

ad 3. An der Carte sanitaire 2021 si 5 Intensivbetter am Service national de soins intensifs pédiatriques a 16 Better am Service national de néonatologie intensive rezenséiert. Eng Autorisatioun vu 6 zousätzleche Better am Service national de néonatologie intensive ass accordéiert ginn an de Projet de construction fir d'Extensioun vun de respektive Servicer vun der KannerKlinik wäert ab Mëtt 2023 kënne realiséiert ginn.

Dëst ergëtt een Taux vu 4,6 Intensivbetter an der Pediatrie (soins instensifs pédiatriques) op 100.000 Kanner, déi manner wéi 16 Joer al sinn.

ad 4. Nodeems 4 Better zënter 2012 exploitéiert goufen, ass mam Spidolsgesetz vun 2018 de Service soins intensifs pédiatriques autoriséiert ginn an et goufen déi uewe genannte Better autoriséiert.

Am Kader vun der Bronchiolite-Epidemie déi nëmmen an eenzelne Fäll Intensivbetter benéidegt, kann ee berücksichtegen, dass doniewent 20 Better am Service national de pédiatrie spécialisée autoriséiert an exploitéiert goufen.

Zousätzlech goufen 8 Better 2021 autoriséiert an amenagéiert, déi et erlaabt hunn, fir méi Kapazitéiten zur Verfügung ze hunn. Am Kader vum Amenagement vun der KannerKlinik wäerten zousätzlech Better fir dëse Service realiséiert ginn.

ad 5. De Projet de construction fir den Amenagement vun zousätzleche Better wäert ab Mëtt 2023 realiséiert ginn an déi néideg Kapazitéiten zur Verfügung stellen. Amenagementer vun der Aktivitéit bei enger punktueller Spëtzt vun Aktivitéit wäerten am Kader vun der Zesummenaarbecht vun de Spideeler gemeeschtert ginn.

Am Kader vun der Erneierung vun de Geneemegunge vun de Spidolsservicer am Laf vun 2023 wäerten d'Servicer vun der Pédiatrie de proximité de Besoinen adaptéiert ginn, fir och ausserhalb vum Service national an den anere Spideeler méi Kapazitéit ze hunn.

Production de pommes de terre | Question **7217** (22/11/2022) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

D'Gromper ass eng vun deene populäerste Kulturen hei am Land. Besonnesch am Éislek gi vill Zorte Grompere gesat a recoltéiert. 2022 war leider eent vun deenen dréchensten, déi mir an de leschte 50 Joer erlieft hunn. Dat wäert wuel net ouni Konsequenze fir eis Grompereproduktioun ausbliwwe sinn an och en Impakt op déi kommend Recolten hunn.

An deem Kontext wollte mir dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Ass et dem Här Landwirtschaftsminister méiglech, fir zu dësem Zäitpunkt en detailléierten Iwwerbléck iwwer d'Grompereproduktioun vum Joer 2022 jee no Zort ze liwweren? Wéi huet si sech am Verglach zu de vergaangene Joren entwéckelt?

2. Wéi héich schätzt den Här Minister eise Versuergungsgrad un Iessgromperen hei zu Lëtzebuerg an? Riskéiert deen net eventuell duerch déi wuessend Bevëlkerung zréckzegoen? Wa jo, missten net Ustrengunge gemaach ginn, fir d'Eegeversuergung op engem eenegermoossen héijen Niveau ze halen?

3. Mat wat fir enge finanziellen Hëllefe kann een de Gromperebauere méi geziilt entgéintkommen, fir hir Produktioun ënner anerem besser op dréche Summere virzebereeden?

4. Firwat gëtt d'Gromper net als Geméis unerkannt? Wëll den Här Minister dat eventuell änneren?

5. Ass den Här Minister de Moment am Gespréich mat Grompereproduzenten, fir hir spezifesch Suergen ze erfaassen an esou op dës reagéieren ze kënnen?

Réponse (19/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Bei der Grompereproduktioun muss zu Lëtzebuerg tëschent 2 Produktiounsrichtungen ënnerscheet ginn: de Setzgromperen an den Iessgromperen. D'Entwécklung vun deenen 2 Produktiounen iwwert déi lescht 5 Joer ass an der Grafik festgehalen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Ubaufläche vun Iessgrompere sinn tendenziell steigend. Hei si just Inlandsflächen duergestallt. Bei de Setzgrompere geet d'Ubaufläch zeréck. Hei ass och ze vermierken, datt bei de Setzgromperen am Duerchschnëtt 20 % Auslandsflächen an der Grafik mat ofgebilt sinn. Dës Fläche ginn awer vu Lëtzebuerger Betriber bewirtschaft. Bei de Setzgrompere ginn am Duerchschnëtt vun de leschte 5 Joer 80 % vun der Produktioun an d'Ausland exportéiert.

En detailléierten Iwwerbléck vun der Produktioun no Zort ass just am Beräich vun de Setzgrompere méiglech, well dës Flächen alleguerte bei der Administration des services techniques de l'agriculture ugemellt musse ginn. An der Tabell sinn d'Zorten, déi 2022 als Setzgromperen ugemellt gi sinn, mat de jeeweilegen Ubaufläche resuméiert. Do och erëm mat Auslandsflächen, déi vu Lëtzebuerger Betriber bewirtschaft ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Wann een d'Zuele vun der Lëtzebuerger Iessgrompereproduktioun an d'Importer an d'Exporter vun net verschaffte Grompere kuckt, da kann ee vun engem Eegeversuergungsgrad vun ongeféier 40 % an der Moyenne vun de leschte 5 Joer ausgoen. Wann een déi verschaffte Forme vun Iessgrompere géif derbäihuelen, da wier dee Prozentsaz awer warscheinlech ee Stéck méi niddreg.

ad 3. D'Gomperebauere kënnen hir Produktioun géint Ertragsausfäll duerch d'Dréchent versécheren, fir finanziell Aboussen zum Deel auszegläichen.

Och wann déi Versécherung d'Produktioun vu Gromperen net ofséchert, sou hëlleft se dem Produzent dach weider bei ongënschtege Wiederphenomeener. De Landwirtschaftsministère iwwerhëlt 65 % vun der Versécherungsprimm, an am Joer 2022 ware ronn 200 ha vun enger Versécherungspolice couvréiert.

ad 4. Am europäesche Kader gëtt d'Gromper net als Geméis unerkannt, dowéinst ass et national net méiglech, datt d'Grompereproduzente vun de selwechte Flächeprimme profitéiere kënnen ewéi d'Geméisproduzenten.

ad 5. Jo, ganz rezent woren 2 Entrevuë mat Synplants fir sech iwwert hir spezifesch Suergen auszetauschen. Eng weider Reunioun mat alle Secteuren, dorënner och Synplants, wäert den 9. Januar 2023 stattfannen.

Suivi logement en milieu ouvert (SLEMO) | Question **7221** (22/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Virun e puer Joer ass de SLEMO (Suivi logement en milieu ouvert) vu verschiddenen Acteuren am soziale Beräich an d'Liewe geruff ginn. Dës Strukturen hunn et als Zil, Inklusioun duerch Logementer fir Kanner, Jugendlecher a jonk Erwuessener mat familiären an/oder psychosoziale Schwieregkeeten ze schafen an dës Persoune bei enger eegestänneger Liewensféierung ze ënnerstëtzen.

Eisen Informatiounen no ass déi finanziell Hëllef, déi dës Jugendlech tëschent 17 a 27 Joer vum Office national de l'enfance (ONE) kréien, zanter op d'mannst 5 Joer net méi ugepasst ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Gesäit d'Regierung vir, opgrond vun der Inflatioun, de steigende Liewenserhalungskäschten, dëse Betrag no uewen unzepassen?

– Wa jo, wéini a wéi héich soll dës Aide eropgesat ginn?

– Wann nee, wat ass de Grond dofir?

– Wéi vill Jugendlecher profitéiere bis dato vun dëser Hëllef?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Zanter dem 1. Januar 2023 ass et zu enger Hausse vun der finanzieller Hëllef fir Jugendlech a jonk Erwuessener tëschent 17 a 27 Joer, déi sech an enger SLEMO-Mesure (Suivi logement en milieu ouvert) befannen, komm. Déi finanziell Hëllef fir d'Liewenserhalungskäschten („frais de vie et de logement") gouf op 730 € eropgesat.

Aktuell (Stand: Dezember 2022) beneficiéiere 442 Jugendlecher vun enger SLEMO-Mesure.

Production de pommes de terre | Question **7228** (23/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den Ubau vu Gromperen ass en traditionellt Standbee vun eiser Landwirtschaft a spillt am Zesummenhang mat der Diversifizéierung vum Agrarsecteur eng wichteg Roll. Dat gëllt och fir d'Setzgromperen, wou d'Produktioun staark op den Export ausgeriicht ass. D'Setzgromperegenossenschaft liwwert beispillsweis 85 Prozent vun hirer Produktioun a méi wéi 20 verschidde Länner, virun allem an Osteuropa, Nordafrika an an den Noen Osten.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill Setzgrompere sinn an de leschte 5 Joer zu Lëtzebuerg produzéiert ginn?

2. Wéi vill Setzgrompere sinn an de leschte 5 Joer an d'Ausland exportéiert ginn an a wat fir Länner?

3. Vu datt d'Bevëlkerung weider wiisst, ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Produktioun vun Iess-, awer och vu Setzgromperen, misst ausgebaut ginn, fir d'Versuergung vun de Leit laangfristeg ofzesécheren?
– Wa jo, mat wat fir Mesurë wëllt d'Regierung d'Grompereproduktioun méi attraktiv maachen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt Grompere sollen als Geméis unerkannt ginn, fir datt d'Produzenten op déi selwecht Aidë kënnen zréckgräife wéi d'Gäertner?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (19/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. D'Produktioun vu Setzgromperen an de leschte 5 Joer ass a follgender Grafik resuméiert. Bei den ugemellte Fläche fir d'Produktioun vu Setzgrompere sinn och Flächen am Ausland dobäi, déi vu Lëtzebuerger Betriber bewirtschaft ginn. Am Duerchschnëtt vun deene leschte 5 Joer ass den Undeel vun Auslandsfläche bei 20 % mat Variatioune jee no Joer, dëst ass bedéngt duerch de Fruuchtwiessel op de produzéierende Betriber. Déi ofgebilt Mengen entspriechen deem, wat u Satgut resp. Planzgut an den Handel komm ass. Fir 2022 leien nach keng weider Zuele vir, well den Handel fir déi nächst Saison nach net ofgeschloss ass.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Déi produzéiert Mengen u Setzgromperen an de leschte 5 Joer sinn an der Grafik hannendrun duergestallt. D'Bruttomeng ass d'Quantitéit, déi an der Saison ugeliwwert gëtt. D'Nettomeng ass nom Sortéieren an Ausbotze vun der Bruttomeng. Déi zertifiéiert Meng ass déi Quantitéit, déi herno als Setzgromper unerkannt ass an och verkaaft oder weidervermeert gëtt. D'Differenz tëschent der zertifiéierter Meng an der Exportmeng ass d'Quantitéit, déi als Setzgromper zu Lëtzebuerg bleift.

Do si jee no Joer méi grouss Differenzen. Dëst ass bedéngt, datt jee no Joer den Akaf vun auslännesche Lousen u Setzgrompere méi grouss ass. Am Duerchschnëtt vun deene leschte 5 Joer si knapp 80 % vun den zu Lëtzebuerg produzéierte Setzgromperen an den Export gaangen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Exportlänner fir Setzgrompere sinn a follgender Tabell fir déi lescht 5 Joer festgehalen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Evolutioun vun de Flächen, op deenen Iessgromperen ugebaut ginn, huet sech an de leschte Jore gutt entwéckelt. Den Eegeversuergungsgrad bei den net verschafften Iessgrompere kann een an der Moyenne vun de leschte 5 Joer op ongeféier 40 % schätzen. Wann een déi verschaffte Forme vun Iessgrompere géif derbäihuelen, da wier dee Prozentsaz awer warscheinlech ee Stéck méi niddreg.

Bei de Setzgrompere geet de gréissten Deel vun der Produktioun an den Export, do stellt sech d'Fro vun der Versuergung op nationalem Niveau eigentlech net esou. Hei ass virun allem wichteg, dass dës Produktioun ekonomesch interessant fir eis Betriber ass. Dat kann nëmme fonctionéieren, wann déi produzéiert Wuer och hiren Ofsaz fënnt.

ad 4. Am Uebst- a Geméisbau ass eng sougenannt gekoppelt Bäihëllef virgesinn. Dat heescht, dass déi Bäihëllef nëmme fir Flächen ausbezuelt ka ginn, op deenen Uebst oder Geméis ugebaut gëtt. Am Kader vun der europäescher Agrarpolitick zielen d'Gromperen net zum Beräich vum Uebst a Geméis. Bei de Grompere wier an deem Kader esou eng gekoppelt Bäihëllef nëmme fir Stärkegromperen, awer net fir Iess- oder Setzgrompere méiglech.

Procédure d'attribution des concessions de pharmacie | Question **7231** (23/11/2022) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

Pour obtenir une concession d'État de pharmacie, les pharmaciens intéressés posent leur candidature quand une pharmacie est déclarée vacante, c'est-à-dire au

moment où son propriétaire démissionne de sa concession et qu'une publication est faite dans le Mémorial. Les candidatures sont classées sur une liste en fonction de certains critères, dont les années de travail effectuées, l'ancienneté du diplôme, etc.

Or, cette liste n'est pas accessible aux candidats, de sorte qu'ils ne peuvent pas contrôler leur classement et le calcul des points qui leur sont attribués. De surcroît, pour chaque concession devenant vacante, les candidatures doivent être renouvelées, ce qui représente une charge administrative importante.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce qu'il est prévu de digitaliser la procédure du dossier de candidature à une concession d'État de pharmacie avec la possibilité aux intéressés de simplement valider ou actualiser les données déjà fournies au ministère ?

2) Quels sont, de manière exhaustive, les agents ou catégories d'agents qui ont actuellement accès à la liste des candidats et aux données y contenues, ainsi que les raisons justifiant une telle consultation ?

3) Pour quelles raisons les candidats eux-mêmes n'ont-ils pas accès à la liste, ou du moins à leur classement et à leur total de points ? Est-il prévu de remédier à cette situation et si oui, endéans quel délai ?

4) Les candidats disposeront-ils dès lors d'un canal de communication pour toute question ou réclamation relative au classement et aux points qui leur sont attribués ?

Réponse (21/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Une étude a été réalisée en vue de la digitalisation de la procédure de la présentation des candidatures à une concession vacante. À ce stade, la digitalisation de la procédure en interne est en cours de mise en place.

ad 2) Actuellement, deux agents du Ministère de la Santé ainsi qu'un pharmacien de la Direction de la santé et un pharmacien du Collège médical ont accès aux candidatures. Les agents du ministère vérifient si les demandes sont complètes du point de vue administratif et les pharmaciens analysent les dossiers afin de calculer les points attribués et dresser ainsi le classement des pharmaciens en rang utile par concession vacante.

ad 3) Pour l'instant, les candidats peuvent avoir accès à leur classement ainsi qu'à leur total de points sur demande. Cependant il est prévu, à partir de l'année prochaine, d'envoyer cette information de manière systématique aux candidats.

ad 4) Les candidats peuvent s'adresser pour toute question ou réclamation au Ministère de la Santé.

Approvisionnement en kérosène de l'Aéroport de Luxembourg | Question **7234** (24/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am September gouf eng NATO-Pipeline, déi de Findel mat Kerosinn beliwwert, bei Maintenanceaarbechten an Däitschland beschiedegt. Glécklecherweis ass de Schued relativ kleng bliwwen an et ass net zu Enkpäss an der Beliwwerung vu Kerosinn fir de Findel komm. Och wärend der Iwwerschwemmungskatastroph am Joer 2021 war et bei der nämmlechter Pipeline zu Problemer komm.

Eng weider Pipeline, déi de Findel fréier via Fréiseng-Moutfort beliwwert huet, ass viru Joren an der Lorraine beschiedegt ginn, ewéi Kuelegrouwen zesummegefall sinn a kann zënterhier net méi genotzt ginn.

An dësen onsécheren Zäiten, Energieenkpäss an och de Krich an der Ukrain, misst d'Resilience och zu Lëtzebuerg méi groussgeschriwwe ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, fir Verdeedegung a fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt d'Versuergung mat Kerosinn um Findel aktuell séchergestallt?
Ass geplangt, fir d'Versuergung um Findel besser ofzesécheren? Falls jo, wéi?

2. Fir wéi vill Deeg huet de Findel Reserven u Kerosinn?
Wéi ass et an der Zukunft, wann déi nei Fuel-Farm fäerdeg ass?

3. Huet de Minister Gespréicher mat de franséischen Autoritéite gefouert, fir dass den Deel vun der Pipeline, dee Fréiseng mat Frankräich verbënnt, erëm reparéiert gëtt?
Falls jo, wat ass bei deene Gespréicher erauskomm?
Falls nee, firwat ass bis elo kee Suivi gemaach ginn?

4. Wieren d'NATO-Ufuerderungen (Military Requirements) um Findel garantéiert, am Fall wou eng Pann un der eenzeger Pipeline geschitt, déi Däitschland mat Lëtzebuerg verbënnt?

5. D'Pipeline, déi op de Findel féiert, kann net nëmme fir d'Liwwerung vu Kerosinn, mee och fir aner Produkter benotzt ginn, eventuell souguer, an enger noer Zukunft, e-Fuels. Kéint dës Pipeline eng Alternativ zum Transport mam Camion, Zuch oder Schëff fir Lëtzebuerg duerstellen?

Réponse (22/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Versuergung vum Fluchhafe mat Kerosinn gëtt aktuell duerch d'NATO-Pipeline ofgedeckt, déi zum Central European Pipeline System (CEPS) gehéiert a via Bitburg op de Findel féiert. Et ass geplangt, an noer Zukunft en neie Pëtrolsdepot (Fuel-Farm) um Findel ze bauen. Dës nei Fuel-Farm wäert d'Späicherkapazitéit bedeitend erhéijen an de Fluchhafe méi resilient maachen am Fall vun engem temporären Ausfall vun der Pipeline. D'Regierung ass der Meenung, dass déi nei Fuel-Farm, kombinéiert mat engem Sécherheetsplang, d'Versuergung vum Findel mat Kerosinn ka garantéieren.

D'Dauer vun de Kerosinnsreserven um Findel hänke vum Fëllstand vun den Tanken an och dem Verbrauch of, dëse kann ënner Ëmstänn staark variéieren.

Et goufe bis dato keng Gespréicher mat de franséischen Autoritéiten iwwert eng Reaktivatioun vum Fréiseng-Mutfert-Tronçon gefouert. Dës Partie vun der Pipeline ass Deel vum selwechte Reseau (CEPS) an zënter 1999 net méi aktiv. Well et sech hei ëm de selwechte Reseau vu Pipelinen handelt, géif eng Reaktivatioun d'Resilienz och nëmme minimal verbesseren.

Wann d'NATO-Pipeline temporär ausfale géif, ass virgesinn, an enger enker Concertatioun mat eisen NATO-Partner, d'Ufuerderungen iwwer Strooss, Schinnen oder Waasser ze erfëllen.

Wa vu „Ground Fuels" rieds ass (Diesel oder Bensinn), dann ass dës Pipeline och haut schonn zertifiéiert fir dëst ze transportéieren. D'Kapazitéit vun der Pipeline ass awer net héich genuch, fir zousätzlech zum Kerosinn och nach Ground Fuels op de Findel ze transportéieren. Et wäert an noer Zukunft awer och „Sustainable Aviation Fuel" (SAF) kënnen duerch d'Pipeline transportéiert ginn.

Décrochage dans l'enseignement musical | Question **7237** (24/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Museken an de Museksunterrecht hunn eng wichteg Plaz an eiser Gesellschaft. Vill Gemenge sinn houfreg op hir Museken an hir Musekssschoulen. Net all Schüler, deen an de Solfège geet oder ufänkt, en Instrument ze léieren, mécht awer seng Coursë fäerdeg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler hunn d'Musekssschoul, also entweeder de Solfège oder den Instrumentenunterrecht, an deene leschte 5 Joer ugefaangen (opgelëscht no Joer)?

2. Wéi vill Schüler hunn d'Musekssschoul, also entweeder de Solfège oder den Instrumentenunterrecht, an deene leschte 5 Joer no deenen éischten 3 Méint ofgebrach (opgelëscht no Joer)?

3. Wéi vill Schüler hunn d'Musekssschoul, also entweeder de Solfège oder den Instrumentenunterrecht, säit September ofgebrach?

4. Huet de Minister Informatiounen zu de méigleche Grënn, firwat esou vill Schüler ofbriechen?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. De Museksunterrecht am kommunale Secteur gëtt vun de Gemenge/Gemengesyndikater organiséiert. Virum Akraafttriede vum neie Museksunterrechtsgesetz (loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal) gouf et keng gesetzlech Basis fir en obligatoreschen Informatiounsaustausch tëscht de Gemenge/Gemengesyndikater an dem Ministère, a Bezuch op Schülerinnen a Schüler, déi am Laf vum Joer mat engem oder méi Coursen opgehalen hunn.

ad 3. Tëscht dem 15. September an dem 15. November 2022 hunn d'Gemenge/Gemengesyndikater an der informatescher Datebank (déi speziell fir de Museksunterrecht entwéckelt gouf an déi hir gesetzlech Basis am uewegenannte Gesetz huet), vun insgesamt 34.675 Aschreiwungen an den ënnerschiddleche Coursë landeswäit der 2.197 als „abandon" agedroen (ronn 6,33 %), wou d'Schülerin oder de Schüler deemno mam Cours opgehalen huet.

ad 4. Den Educatiounsministère huet keng Donnéeën zu de Grënn, déi zu engem Ophale vun de Musekscoursë gefouert hunn. Déi Grënn kënne ganz ënnerschiddlech a villfälteg sinn a berouen op enger perséinlecher Entscheedung vum Schüler oder vun den Elteren. Et sief ënnerstrach, datt d'Aschreiwen an de Museksunterrecht fräiwëlleg ass.

Ancien haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur et du Ministère des Sports | Question **7239** (24/11/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Jean-Marie Halsdorf** | **M. Georges Mischo** (CSV)

An engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum 22. November 2022 gëtt ënnert der Iwwerschréft „Das Schicksal eines politischen Schützlings" d'berufflech Karriär vun engem héije Beamten, dee fréier am Inneministère war, ënnert d'Lupp geholl. An der Karriär ginn et dësem Artikel no eng ganz Partie Ongereimtheeten. Weiderhin hätten et och vill Problemer an de Relatiounen tëschent dem Beamten a verschiddenen Acteuren (ë. a. dem COSL a verschiddene Federatiounen) aus der Sportswelt ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här Sportminister riichten:

1. Wéi ass et méiglech, dass dee concernéierte Beamten nach bis haut President vum SEBES ass, wou hien de Statuten no den Inneministère vertrëtt, bei deem hien awer scho länger Zäit net méi schafft?

2. Aus wéi enge Grënn ass dee selwechte Beamten 2020 zum President vun der Coque ernannt ginn, obwuel et dem Gesetz vun der Coque no eng Incompatibilitéit gëtt?

3. Kënnen d'Madamm an den Här Minister d'Informatioune confirméieren, dass et tëschent dem besote Beamten an Acteuren aus der Sportswelt Problemer gi sinn? Wéi hunn sech dës Relatiounen ënnert der Nofollgerin entwéckelt? Ginn dës Acteure proaktiv kontaktéiert, fir erëm eng besser Relatioun hierzestellen?

Réponse (19/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Den Artikel 1 vum ofgeännerte Gesetz vum 31. Juli 1962 „ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre" seet, dass de Staat vu 5 Delegéierten am SEBES vertrueden ass.

ad 2. De besote Beamten ass den 23. Juli 2020 als Vizepresident vun der Coque ernannt gi fir e Mandat bis den 31. Juli 2025. Duerno ass de besote Beamte vum 1. Januar 2022 bis den 31. Juli 2025 als President vun der Coque ernannt ginn. Et besteet keng Incompatibilitéit mam Gesetz vun der Coque, an dem besote Beamte seng Nominatioun ass konform zum Artikel 3 vum Gesetz vum 29. Juni 2000 betreffend d'Organisatioun vun der Coque.

Et ass och sou, dass de besote Beamten a senger Missioun um Sportministère net an der Kontroll vun der Coque involvéiert war an och keng Engagementer oder aner finanziell Akten am Numm vum Sportministère a Relatioun mat der Coque konnt ënnerschreiwen.

ad 3. De Sportminister huet proaktiv den Dialog mam Comité olympique, den nationale Sportverbänn an och mat weideren Acteuren aus dem Lëtzebuerger Sport gesicht. Fir eng optimal Kommunikatioun a Relatioun ze garantéieren, sinn de Sportminister a seng Beamten och weiderhin am reegelméissege Kontakt mat den Acteuren aus dem Lëtzebuerger Sport.

Och wann de besote Beamten net méi am Sportministère schafft, wëlle mir ënnersträichen, dass et inakzeptabel ass, wann d'professionell Situatioun vun engem Beamten an der Ëffentlechkeet diskutéiert gëtt, well de Beamten, laut dem Statut vum Fonctionnaire, en „devoir de discrétion" huet a sech net selwer am selwechte Mooss rechtfäerdege kann.

Déménagement de l'unité SAMU Luxembourg 2 | Question **7240** (24/11/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

De SAMU Lëtzebuerg 2 ass den 1. Juli 2019 agefouert ginn, fir eng verbessert a méi schnell medezinnesch Noutfallversuergung am Land ze assuréieren. Wärend zwee Joer war dësen neie SAMU am CIS Hesper stationéiert an huet seng „Feierdaf" wärend dëser Zäit definitiv bestanen, andeems dass dëse SAMU déi bescht Ufaartszäite vun alle SAMUen hat. E konnt, bedéngt duerch seng geographesch Lag, schnell op seng Asazplaz esouwuel an der Stad am Osten, Süden a Weste vum Land fueren.

Zanter September 2021 ass de SAMU Lëtzebuerg 2 am neie CNIS beim Rond-point Gluck stationéiert.

A Bezuch op den neie Stationnement an a Bezuch op de Fonctionnement vum SAMU Lëtzebuerg 2 wollt ech der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun all de SAMU-Asätz ass de SAMU Lëtzebuerg 2 zanterhier gefuer?

2. Wat ass déi duerchschnëttlech Ufaartszäit op d'Asazplaz zanter September vu leschtem Joer?

3. Wat ass de Prozentsaz vun den Asätz, déi de SAMU Lëtzebuerg 2 an der Stad Lëtzebuerg, der Gemeng Hesper, dem Osten, Süden a Weste vum Land gefuer ass?

4. Wéi vill Asätz (SO) si bis haut enregistréiert ginn?

Réponse (27/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Laut den Informatioune vum CGDIS gi 24,2 % vun alle SAMU-Asätz vum SAMU Lëtzebuerg 2 geleescht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Déi duerchschnëttlech Ufaartszäit op d'Asazplaz zanter September 2021 ass 12 Minutten.

ad 3.
– Stad Lëtzebuerg: 36,5 %
– Gemeng Hesper: 4,6 %
– Zone de secours Osten: 16,8 %
– Zone de secours Süden: 23,4 %
– Zone de secours Zentrum: 58,3 %
– Zone de secours Norden: 1,3 %

Et sief drun erënnert, datt déi verschidde SAMU-Basen d'Couverture vum ganze Land assuréieren, mam Zil, fir déi kierzten Asazzäiten ze garantéieren.

ad 4. Säit September 2021 goufen et am Ganzen 124 „SO"-Asätz, d. h. Asätz, wou e SAMU gebraucht gi wier, awer de Moment vum Appell keen disponibel war. Dëst ware manner wéi 10 Asätz pro Mount. Als Rappell: Virun der Reform vum Rettungswiesen am Joer 2018 waren et an der Moyenne 2,5 SO-Asätz pro Dag! Duerch d'Aféiere vun 2 zousätzleche SAMU-Basë konnt dës Zuel deemno däitlech erofgesat ginn!

Droits des personnes occupées dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi | Question **7244** (25/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op eng viregt parlamentaresch Fro (N° 7226) huet den Aarbechtsminister erkläert, dass Persounen an enger Aarbechtsmesure bei der ADEM (OTI, CAE, CIE, SP oder CRE) kee Recht op Congé pour raisons familiales hunn. Dëst well den Aarbechter, ausser an enger Mesure spéciale, kee „Salarié" wier. An der Äntwert vum Minister gëtt och gesot, dass fir déi Aarbechter kee Recht op d'Congés extraordinaires gëllt. Dat géif bedeiten, dass dës Persoune kee Recht op zousätzlech Congésdeeg hätte wann ee Familljemember stierft.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wat fir aner Rechter hu Persounen net, par rapport zu engem Salarié an engem CDD oder CDI, wann se an enger Aarbechtsmesure sinn?

2. Wat fir Ënnerscheeder gëtt et a puncto Congéen tëscht engem Aarbechter an enger Mesure spéciale vun der ADEM an deenen aneren Aarbechtsmesuren?

3. Gedenkt de Minister hei Ännerunge virzehuelen?

Réponse (19/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Am Kader vum CAE an dem CIE präziséiert de Code du travail a sengen Artikelen L. 543-6 an L. 543-21 « que les dispositions du titre II du livre premier ne sont pas applicables au contrat d'appui-emploi/contrat d'initiation à l'emploi ».

Den „titre II" vum „livre premier" betrëfft den Aarbechtskontrakt, dat heescht, dass all déi Dispositiounen, déi dodrënner falen, net beim CAE a CIE spillen.

Dat ass net präziséiert bei der OTI, dem CRE an dem SP.

Et ass awer generell esou, dass all déi genannte Mesuren net op engem Aarbechtskontrakt baséieren, mee Kontrakter „sui generis" sinn. Dat ass och esou vun de verschiddene Geriichtsinstanzen e puermol festgehal ginn.

Et si just déi sougenannte Mesures spéciales (MS), déi op engem richtegen Aarbechtskontrakt baséieren (CDD), quitte dass d'Beneficiairen dovunner och weider bei der ADEM ageschriwwe bleiwen.

Konkreet heescht dat, dass u sech all déi Dispositiounen am Code du travail, déi sech u Salariéë wenden, net fir d'Beneficiairë vun deene verschiddene Mesurë spillen, wat awer net bedeit, dass dat och ëmmer esou an der Praxis gemaach gëtt.

Verschidden Dispositioune betreffend déi opgelëschte Mesurë ginn an den Texter iwwert eeben déi Mesurë präziséiert, wéi zum Beispill de Licenciement beim CAE a CIE.

ad 2. Hei geet d'Äntwert u sech aus der Äntwert op d'Fro 1 ervir (an och aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro mat der Nummer 7226) – déi Leit, déi an enger Aarbechtsmesure (mat Ausnam vun den MS) sinn, kënnen am Prinzipp net vun de Congés extraordinaires profitéieren.

Och hei gëtt just beim CAE an dem CIE präziséiert, dass « les jeunes demandeurs d'emploi bénéficiant d'un contrat d'appui-emploi/contrat d'initiation-emploi ont droit au congé applicable dans l'entreprise où ils travaillent, en vertu de la loi, de dispositions réglementaires, conventionnelles ou statutaires, le cas échéant proportionnellement à la durée de leur contrat ». Domat ass den normale Congé de récréation viséiert.

ad 3. Am aktuelle Koalitiounsaccord sinn zu dësem Sujet keng Ännerunge virgesinn. Den Aarbechtsminister ass selbstverständlech disponibel, fir Gespréicher mat de Sozialpartner ze féiere wann hei Reformbedarf besteet.

Prinzipiell stellt d'ADEM ëmmer de Beneficiaire vun der Aarbechtsmesure an de Mëttelpunkt an hélt eng verständnesvoll a mënschlech Approche am Kontakt mam Bierger un.

Pénurie en antibiotiques | Question **7248** (28/11/2022) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

Nos pays limitrophes, à en croire les médias, subissent pour le moment une pénurie en antibiotiques, dont notamment un des antibiotiques les plus prescrits en médecine communautaire, l'amoxicilline. En partant du principe que les grossistes répartiteurs ne sauront, en tant qu'entreprises indépendantes, faire des stocks d'antibiotiques en raison d'un risque éventuel de péremption, et étant donné que la pénurie éventuelle en amoxicilline risque de créer des pénuries supplémentaires dans d'autres classes d'antibiotiques de remplacement, j'aimerais poser les questions suivantes à la Ministre de la Santé :

1) Cette rupture de stock pour l'amoxicilline risque-t-elle de se produire également au Luxembourg cet hiver ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle la création d'un stock national pour cet hiver, ceci avec l'urgence que cette pénurie pourra vite imposer ?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Au vu de la disponibilité limitée en antibiotiques qui se fait actuellement ressentir en Europe et étant donné que le Luxembourg dépend de ses pays voisins et plus particulièrement de la Belgique en matière d'approvisionnement en médicaments, une éventuelle pénurie de certains médicaments et antibiotiques n'est pas exclue. La Direction de la santé a déjà pris soin de contacter les médecins traitants pour leur rappeler de prescrire uniquement des antibiotiques en cas de nécessité et non pas d'en prescrire dans l'unique but que les patients disposent d'antibiotiques en cas de besoin. Ceci risquerait en effet de priver des patients d'antibiotiques qui en présentent un réel besoin.

ad 2) Dans la mesure où peu d'antibiotiques sont actuellement disponibles, la création d'un stock national serait insensée étant donné qu'un tel stockage d'antibiotiques reviendrait à rendre indisponibles des traitements pour les patients qui en ont besoin à travers d'autres pays d'Europe. Cette façon de procéder pourrait par ailleurs créer un effet boule de neige si plusieurs pays créaient un stock national et ne ferait qu'empirer la situation.

Années d'études dans le cadre de la retraite | Question **7254** (29/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Vill Studente si sech net bewosst, datt hir Unisjore spéider bei der Berechnung vun hirer Pensioun eng Roll spille kënnen. Aktuell ass et zu Lëtzebuerg sou, datt maximal néng Unisjore benotzt kënne ginn, fir d'Zuel vun de Joren ze erreechen, déi néideg sinn, fir kënne seng Pensioun unzefroen. D'Studie mussen tëscht dem 18. a 27. Liewensjoer zu Lëtzebuerg oder am Ausland vollbruecht gi sinn. Och e Stage oder Volontariat, wann e(t) vun der betreffender Uni fir d'Erlaange vum Diplom gefuerdert gëtt, ka bei der Pensiounsberechnung mat consideréiert ginn. D'Entscheedung, ob an a wéi wäit déi betreffend Unisjore bei der Pensiounsberechnung mat erugezu ginn, gëtt am Moment, wou d'Pensioun ugefrot gëtt, an am Aklang mat de bestoende Pensiounsgesetzer getraff. (Quell: https://www.lessentiel.lu/fr/story/les-annees-d-etudes-comptent-pour-la-retraite-643735333445) Dës Bestëmmunge kënnen och eng Roll am Hibléck op déi Studente spillen, déi hiren Ofschlossdiplom noweislech duerch Fuddelen oder Bedruch, also z. B. andeems se plagiéiert hunn, erreecht hunn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir d'sozial Sécherheet:

– Kann den Här Minister preziséieren, ob d'„Fuddeljoer" bzw. -jore bei der Pensiounsberechnung vum frauduléise Student matgerechent gëtt/ginn, wann esou e Fall bekannt gëtt? Besteet also no der haiteger Gesetzeslag d'Gefor, datt e Student, deen am Laf vu sengem Liewen entweeder selwer zouginn huet, datt hie säin Unisdiplom duerch Plagiat oder onverdéngt kritt huet, bzw. bei deem déi betreffend Uni zur Conclusioun komm ass, datt hie säin Diplom net rechtméisseg kritt huet, bei der Berechnung vu senger Pensioun vun engem „avantage non dû" profitéiere kann? Wa jo, ass dru geduecht, fir d'Gesetzeslag an deem Sënn ze änneren, datt dat an Zukunft net méi méiglech ass?

Réponse (22/12/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Bei der Unerkennung vun de Studienzäite kënnt et op d'Dauer un, wärend där studéiert gouf, net op den Erfolleg oder d'Bestoe vun engem Examen oder enger Epreuve. An deem Sënn gëllt och d'Aschreiwung an engem Studiegang als Noweis. Dëse kann awer eventuell mat Hëllef vun engem Diplom completéiert ginn.

Taxe d'abonnement réduite | Question **7259** (30/11/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Les fonds de droit luxembourgeois sont soumis à une taxe d'abonnement, qui peut être réduite sous certaines conditions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Combien de fonds profitent de cette taxe d'abonnement réduite ?

– Est-ce que le Gouvernement envisage de modifier les conditions d'accès à la taxe d'abonnement réduite ?

– Est-ce que le Gouvernement envisage de lancer d'autres initiatives fiscales visant à encourager davantage les fonds à investir dans des produits durables ?

Réponse (27/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Sur la base des déclarations fiscales déposées par les fonds d'investissement assujettis à la taxe d'abonnement pour le troisième trimestre de 2022, les nombres de fonds profitant de la taxe d'abonnement réduite ou d'une exonération sont les suivants :

1. OPC : Un total de 934 OPC bénéficient d'un ou de plusieurs des quatre régimes de la taxe d'abonnement réduite, en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 174 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectifs.

Un total de 976 OPC bénéficient d'une exonération de la taxe d'abonnement, en vertu de l'article 175 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

2. FIS : Un total de 455 FIS bénéficient d'une exonération de la taxe d'abonnement, en vertu du paragraphe 2 de l'article 68 de loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

3. FIAR : Un total de 274 FIAR bénéficient d'une exonération de la taxe d'abonnement, en vertu du paraphe 2 de l'article 46 de la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés.

En ce qui concerne les conditions d'accès à la taxe d'abonnement réduite, un amendement gouvernemental a été voté en date du 15 décembre 2022 par la Chambre des Députés, visant à déduire le pourcentage des investissements concernant le gaz naturel et le nucléaire de la part des avoirs nets d'un OPC investis dans des activités économiques durables telles que définies dans la taxonomie européenne, afin de déterminer le pourcentage des avoirs nets pouvant bénéficier de la réduction de la taxe d'abonnement et le taux applicable de la taxe d'abonnement qui en découle.

Il n'est pas prévu de lancer d'autres initiatives fiscales dans ce domaine à ce stade.

Mécanisme de solidarité en Europe | Question **7263** (30/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'„Tageblatt" schreift den 22. November vu Schwieregkeete bei der Verdeelung vu Migranten an Europa am Kader vun engem „fräiwëllege Solidaritéitsmechanismus". Dëse war vun der franséischer EU-Presidence am Juni mat 20 anere Länner decidéiert ginn. Vun deenen 8.000 betraffene Flüchtlingen aus Italien a Griichenland wären an deene leschte fënnef Méint der awer nëmmen 100 ëmgesidelt ginn. Heizou hunn ech dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Kann den Här Bausseminister confirméieren, datt de fräiwëllege Solidaritéitsmechanismus seng gesaten Ziler bis elo wäit verfeelt huet?

2. Ass Lëtzebuerg eent vun de Länner, wat sech am Juni verflicht huet? Wéi vill vun deenen 8.000 Flüchtlinge si bis elo vu Lëtzebuerg opgeholl ginn? Wéi vill vu Frankräich, wat dës Initiativ geholl huet?

Réponse (29/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. Nee, d'Evaluatioun vun dësem Mechanismus fënnt eréischt no engem Joer statt.

ad 2. Jo, Lëtzebuerg huet an dësem Kontext zougesot, fir 50 betraffe Leit opzehuelen. Mëttlerweil si 5 Leit aus Italien zu Lëtzebuerg ukomm. Frankräich huet sech an deem selwechte Kader engagéiert, fir 3.000 Leit opzehuelen. Dovunner si mengen Informatiounen no ronn 40 Leit ukomm.

Prime environnementale | Question **7264** (30/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Eng nohalteg Landwirtschaft muss déi 2 Saile vun der Nohaltegkeet, der Ökologie, der Ekonomie an dem Soziale gläich gewiichten. Fir den Ëmwelt- a Klimaschutz an deem Sënn méi attraktiv ze maachen, hat d'CSV an der Aktualitéitsstonn vum 16. Mäerz zum Theema „Liewensmëttelversuergung a Krisenzäiten" de Minister op eng Steierbefreiung vun den Agrarëmweltprimmen ugeschwat. Den Här Minister hat dorobber geäntwert, datt d'Regierung dat undiskutéiert hätt, a wann et géif Sënn erginn, géifen si et och maachen. Allerdéngs misst dofir d'Gesetzgeebung zu de Finanzen ugepasst ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Huet d'Regierung d'Méiglechkeet fir eng Steierbefreiung vun den Agrarëmweltprimmen analyséiert, fir esou een zousätzlechen Ureiz fir dës Mesuren ze schafen?
• Wa jo, wäert d'Regierung eng Steierbefreiung vun den Agrarëmweltprimmen decidéieren?
• Ab wéini wäert déi Mesure gräifen?
• Wann nee, aus wat fir Grënn huet d'Regierung dës Mesure verworf?

Réponse (28/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

D'Propos vun der CSV ass, sou wéi ech dat gesot hunn, genau analyséiert ginn. Souwuel d'Ecoscheeme wéi och d'Agrarëmweltmoossname stelle laut den EU-Texter eng Kompensatioun vun Zousazkäschte resp. Revenusausfäll duer. Se sinn deemno als Bestanddeel vum Revenu ze consideréieren an och sou steierlech ze handhaben.

Violences dans les crèches et foyers pour enfants | Question **7265** (30/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass et ëmmer erëm zu Signalementer wéinst Mëssstänn kënnt. Dobäi soll et ëm de

Verdacht vu sexueller Gewalt oder och physescher Gewalt géint Kanner goen. Zu dëse Signalementer soll et souwuel a staatleche wéi och private Foyere kommen, gradewéi och a Crèchen, Maison-relaisen, Schoulen an aneren Institutioune fir Kanner.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Joer a mat der Ënnerscheedung tëscht privaten a staatleche Strukturen, wéi vill Signalementer iwwer Mëssstänn a Foyeren, wéi zum Beispill iwwert de Verdacht vu physescher Gewalt oder sexuellem Mëssbrauch, gouf et zënter 2010?

2. Wéi vill Signalementer, opgelëscht pro Joer a mat der Ënnerscheedung tëscht de verschiddenen Zorte vu Strukturen, gouf et iwwer Mëssstänn vu sexueller oder physescher Gewalt a Crèchen, Maison-relaisen, Schoulen an aneren Institutioune fir Kanner zënter 2010?

3. Wéi vill Enquêten, opgelëscht pro Joer, goufen opgrond vun dëse Signalementer ageleet?

4. Opgelëscht pro Joer, wéi vill vun dësen Enquêtë goufen ouni Suitte klasséiert?

5. Opgelëscht pro Joer, wéi vill vun dësen Enquêten hunn zu Kontrollen a Foyere gefouert?

6. A wéi ville vun dëse Fäll lafen aktuell nach Enquêten?

7. A wéi ville Fäll ware Kanner betraff, déi a staatlechen Institutioune placéiert an ënnert enger Tutelle waren?

Réponse (18/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, déi gefrote ventiléiert Zuelen ze liweren. Déi ënne gefouerten Zuele ginn déi global Unzuel vun de Procès-verballen a Signalementer am Beräich vum Jugendschutz, déi un d'Parquete vu Lëtzebuerg an Dikrech gaange sinn, un. D'Procès-verballe bezéie sech majoritär op Mannerjäreger, déi eng Strofdot begaangen hunn, mee se kënnen och mannerjäreg Affer concernéieren.

Et sief bemierkt, dass d'Procès-verballen an d'Signalementer net zwéngend matenee verbonne sinn, vu dass e Procès-verbal net onbedéngt d'Suite vum Signalement ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend féiert keng Statistiken, déi spezifesch op sexuell oder physesch Gewalt aginn. De Grond dofir ass, datt d'Enquête judiciaire feststellt, ob e Fall vu sexueller oder physescher Gewalt virläit. Aus der Perspektiv vun de Professionelle vun der Kandheet an der Jugend steet d'Wuel vum Kand am Mëttelpunkt. Besteet de Verdacht, datt d'Wuel vum Kand aus wéi enge Grënn och ëmmer a Gefor ass, sinn déi Professionell gehalen, e Signalement bei der Justice ze maachen.

Am nonformale Bildungsberäich fir Kanner (Crèche, Maison relais, Foyer scolaire, Dageselteren) sinn zanter 2011 dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) 20 esou Fäll bekannt, wou e Verdacht virlouch, datt d'Wuel vun engem Kand gefäerdet wier. A verschiddene Fäll huet de Ministère d'Signalementer um Parquet, deen hei zoustänneg ass, selwer gemaach op Basis vun Informatiounen, déi hie krut. An anere Fäll ass de MENJE doriwwer informéiert ginn, datt aner Leit, zum Beispill d'Elteren, eng Plainte gemaach hunn.

Hei d'Oplëschtung pro Joer, woubäi fir d'Joer 2010 keng Statistike virleien.

2011: 3
2012: kee Signalement
2013: 3
2014: 3
2015: 3
2016: kee Signalement
2017: 1
2018: 2
2019: 3
2020: 1
2021: 1

Et ass ze bemierken, datt an dësem Beräich d'Strukturen net vum Staat selwer, mee vun externe Bedreiwer geréiert ginn. D'Signalementer mussen net iwwer de Ministère lafen, mee kënne vun den Elteren oder och vum Personal selwer gemaach ginn.

Wat d'Schoule betrëfft, sou si sämtlech Membere vun der Schoulcommunautéit dru gebonnen, am Verdacht op Mëssstänn vu sexueller oder physescher Gewalt ee Signalement ze maachen, woubäi eng zentraliséiert Erfaassung vun de Mëssstänn duerch de MENJE net virgesinn ass, well all eenzelen Agent hei an der Responsabilitéit ass. Dat selwecht gëllt fir d'Institutioune fir Kanner.

Compte épargne-temps (CET) dans l'enseignement secondaire | Question **7270** (30/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut dem Communiqué vun der „Féduse Enseignement CGFP" vum 30. November goufe wärend dem Schouljoer 2021/22 eleng am „enseignement secondaire" pro Woch an der Moyenne 10.218 Iwwerstonne geleescht, also ronn 370.000 Iwwerstonnen iwwer dat gesamt Schouljoer. Laut „Féduse Enseignement CGFP" wieren den Equivalent dovu knapp 500 Vollzäitposten, déi net besat sinn.

D'Enseignantë kënnen hir geleeschten Iwwerstonnen entweeder op hirem Zäitspuerkont (CET) uspueren oder sech eng Indemnitéit dofir ausbezuele loossen. Vill Enseignanten halen et fir méi interessant, d'Iwerstonnen op den Zäitspuerkont ze setzen, wéi sech eng Indemnitéit dofir ausbezuelen ze loossen. Esou kënne si dës Iwwerstonne zu engem spéideren Zäitpunkt ënner Form vu CET-Congé zréckkréien.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Confirméiert den Här Minister de Verglach vun der „Féduse Enseignement CGFP", laut deem den Total vun den Iwwerstonnen am „enseignement secondaire" am Schouljoer 2021/2022 knapp 500 eidele Vollzäitposten entsprécht?

– Wéi vill CET-Stonne goufe wärend dem Schouljoer 2021/2022 erageholl – am Ganzen an opgeschlësselt no Fach?

– De Fall gesat, an deene kommende Jore géife ganz vill Enseignantë mateneen eng Demande stellen, fir hir ugespuerten Iwwerstonnen als CET-Congé zréckzekréien, wéi schätzt den Här Minister de Risiko vun engem gréissere Personalmangel an?

– Existéiert um Niveau vum Ministère eng global Iwersiicht iwwer déi geplangte CET-Congéen?
• Wa jo, wéi vill CET-Congéë si fir dat lafend Schouljoer geplangt – am Ganzen an opgeschlësselt no Fach?
• Wann net, firwat net?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Enseignement secondaire sinn am Schouljoer 2021/2022 effektiv 10.218 Wocheniwwerstonne[1] geleescht ginn. Fir dës Zuel richteg ze interpretéieren, muss een sech viru Verallgemengerungen an Uecht huelen.

Eng Verallgemengerung ass et zum Beispill ze soen, datt all Enseignant ongefeier zwou Iwwerstonnen hält; dëst ass wuel – bei ongefeier 5.000 Enseignanten – eng rechneresch Moyenne, déi awer net der Realitéit um Terrain entsprécht, wou déi eng Enseignantë manner, déi aner méi Iwwerstonne prestéieren.

Gradesou ass et och mat der Zuel vu 500 Posten, déi sech an der Praxis net confirméiert. Dëst kann ee ganz einfach duerch ee Beispill illustréieren. De System vun de Koeffizienten, mat deenen d'Stonne vun de Professere verrechent ginn, mécht et quasi onméiglech, op de genaue Volume vun der Tâche ze kommen, déi muss prestéiert ginn. Ganz vill Enseignanten hunn dofir sougenannten „technesch" Iwwerstonnen, déi net ze evitéiere sinn an sech meeschtens am Beräich vu manner wéi enger Stonn d'Woch situéieren. Déi genannten Zuel vu 500 Posten ass also sécher ze héich gegraff.

Wat de Compte épargne-temps (CET) betrëfft, sou goufen am Schouljoer 2021/2022 all Woch 143,885 Stonnen erageholl; am Schouljoer 2022/2023 sinn et der 206,092. Opgeschlësselt no Fach ergëtt sech follgenden Tableau:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Duerch de CET geet de Personalbedarf pro Joer an d'Luucht. Well awer de Moment nach net genuch Erfarungswäerter iwwert d'Verhale vun den Enseignanten a Bezuch op de CET virleien, ass et schwiereg, Prognosen ze maachen iwwert de Risiko vun engem gréissere Personalmangel, deen duerch d'Eranhuele vu CET-Stonne kéint entstoen.

Wéi aus dem uewen opgefouerten Tableau ervirgeet, besteet um Niveau vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend eng global Iwwersiicht iwwer d'CET-Congéen. Meng Servicer wäerten dës Zuelen am A behalen an de Besoin u Posten deementspriechend upassen.

Structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (DPI) sise à Weilerbach | Question **7271** (01/12/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

Fin octobre, la structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (DPI) sise à Weilerbach a rouvert ses portes. Elle a une capacité maximale de 190 lits pour accueillir une population mixte, dont des familles. Les enfants tombant sous l'obligation scolaire sont scolarisés dans des classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) au sein d'une école installée sur le site.

Dans le contexte de l'exemple de la structure susmentionnée, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) existe-t-il à travers le pays ?
– Où sont-elles situées ?
– Combien d'enfants y sont inscrits au total et par classe ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'évolution du chiffre des enfants scolarisés dans des CSAE durant les cinq dernières années ?
– Supposant que le nombre d'enfants scolarisés dans des CSAE continue d'augmenter, quelles sont les mesures prévues pour faire face à cet afflux ?

[1] Et sief preziséiert, datt – souwuel an der Fro vun der honorabeler Deputéiert wéi och an der Äntwert – de Begrëff vun de „Stonne" gebraucht gëtt, fir „leçons" ze bezeechnen.

3) Quel est le rôle des directions régionales de l'enseignement fondamental dans le contexte des classes spécialisées d'accueil de l'État ?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Il a lieu de distinguer entre deux types de classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) à travers le pays :

– les CSAE qui se trouvent isolées sur un site étant donné la proximité d'une structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)

– les CSAE qui sont intégrées dans une école communale des villes et communes suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les élèves des CSAE intégrées dans les écoles communales bénéficient tous d'une intégration partielle dans une classe d'attache communale. Conformément au règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays, ils sont pris en charge, selon leurs besoins, par les titulaires des CSAE pour l'apprentissage des langues ou éventuellement des cours de mathématiques. Ces CSAE ne fonctionnent pas en tant que classes dans le sens classique du terme et il est dès lors impossible d'indiquer un nombre précis de « classes ». Ainsi, le tableau ci-dessus ne reprend que les communes avec au moins une école hébergeant une/des CSAE et l'effectif des élèves bénéficiant d'une prise en charge dans le contexte des CSAE.

ad 2) En raison des fluctuations importantes du nombre d'élèves scolarisés dans des CSAE durant une année scolaire, le tableau montrant l'évolution du chiffre des cinq dernières années reprend les effectifs des élèves à deux moments distincts d'une année scolaire, à savoir en décembre et en juillet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Suite aux expériences vécues dans le cadre de l'accueil des enfants venus d'Ukraine, un plan détaillé en cas d'afflux massif d'enfants de demandeurs de protection internationale ou temporaire a été élaboré. Au besoin, ce dernier pourra être mis en œuvre immédiatement et permettra la scolarisation des enfants dans de brefs délais. Le plan prévoit l'ouverture de classes supplémentaires avec le transport scolaire afférent, les besoins en infrastructures et ressources humaines supplémentaires, l'organisation de formations continues dans le cas du recrutement du nouveau personnel et couvre également l'organisation du premier accueil des élèves.

En outre, les échanges hebdomadaires de mon département avec l'Office national de l'accueil (ONA) permettent de suivre de près l'évolution des arrivées d'enfants en âge de l'enseignement fondamental et favorisent ainsi une grande réactivité dans l'organisation de leur scolarisation.

Dans le souci d'un accueil, d'une orientation et d'une intégration scolaire adéquate des élèves nouvellement arrivés au Luxembourg en général et du bon fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'intégration en particulier, le Gouvernement a élaboré le projet de loi n° 8069 qui est en voie législative.

ad 3) Les directions régionales de l'enseignement fondamental interviennent dans le contexte des CSAE à différents moments clés.

Tout d'abord, les CSAE sont créées sur décision du ministère après analyse de la situation scolaire locale réalisée en concertation avec la direction régionale concernée.

Du fait que les CSAE sont réparties sur tout le territoire du pays, les CSAE ne disposent ni d'une propre équipe de soutien pour élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques ni d'une commission d'inclusion. Dès lors, les CSAE font appel aux directions régionales concernées pour le soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Par ailleurs, cette situation serait clarifiée par le projet de loi évoqué ci-dessus.

Finalement, les directions régionales sont impliquées activement dans l'intégration des élèves fréquentant les CSAE en organisant les cours d'accueil nécessaires au niveau local pour accueillir les élèves dans les classes communales régulières.

En général, il faut constater que les CSAE échangent régulièrement avec les directions régionales afin de s'assurer de l'adéquation de l'offre étatique en matière d'accueil des élèves nouvellement arrivés au Luxembourg au niveau local.

Personnel enseignant au Centre de logopédie | Question **7272** (01/12/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Eisen Informatiounen no mussen aktuell am Centre de logopédie respektiv an den Annexen dovu vill krankheetsbedéngt Feelstonne vum Léierpersonal vun Educateuren iwwerholl ginn. Dat selwecht gëllt och fir en Deel vun den Dechargestonne vun Enseignanten.

Wärend där Zäit, wou d'Educateuren d'Aarbecht vun Enseignantë mussen iwwerhuelen, bleift hir eigentlech Aarbecht gréisstendeels leien. Dobäi kënnt, dass si nach weider Stonne vun hirer Aarbechtszäit fir d'Preparatioun vum respektive Cours investéiere mussen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass et am Centre de logopédie respektiv an den Annexen dovu gängeg Praxis ass, fir Feel- an/oder Dechargestonne vun Educateuren halen ze loossen?
– Wa jo, op wéi enger Basis geschitt dat?
– Ass dat och an anere Bildungsariichtungen de Fall?
• Wa jo, a wéi engen?

2. Wéi eng Léisung wëllt den Här Minister en place setzen, fir sécherzestellen, dass Enseignanten net duerch Educateure mussen ersat ginn an dass d'Educateuren – vun deenen et der jo bekanntlech net genuch gëtt – hirer eigentlecher Aarbecht kënnen nogoen?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Fir ze verstoen, wéi de Centre de logopédie (CL) d'Feelstonne vun den Enseignanten opfänkt a wéi d'Educateuren implizéiert sinn, ass et wichteg, sech hir Roll am Encadrement vun de Klassen a Gruppe méi genau unzekucken.

D'Educateure sinn ëmmer Deel vu multiprofessionellen Equippen, bestoend aus spezialiséierten Enseignanten, Léierinnen oder Schoulmeeschteren aus der Grondschoul an Educateuren. Dës Equippe ginn ënnerstëtzt vu Psychologen, Sozialaarbechter a bei héiergeschiedegte Schüler zousätzlech duerch Spezialisten a Gebäerdesprooch a Gebäerdesproochiwwersetzer. An den Diagnosticgruppe sinn zousätzlech nach Pedagoge mat am Team. Dëst heescht, datt all Klass an all Grupp vun enger multiprofessioneller Equipe encadréiert gëtt, zu deem och all Kéiers en Educateur zielt.

An dëse multiprofessionellen Equippen intervenéieren d'Educateuren op verschiddenen Niveauen, wéi zum Beispill:

– an de Klassen (bei Schüler mat enger Héierschiedegung a bei Schüler mat enger Sproochstéierung), souwuel am CL zu Stroosse wéi och an den Annexen;
– an den Ateliers d'apprentissage spécifiques fir Kanner, déi am Precocealter sinn (Kanner, déi eemol d'Woch en Atelier hunn);
– an den Diagnosticgruppen (Kanner, déi fir eng Phase de diagnostic wärend maximal zwou Wochen an engem Grupp sinn).

Wann Enseignantë länger Zäit ausfalen, gëtt versicht, iwwert d'Remplaçantslëscht vun de Kompetenzzentren en Ersatz anzestellen. Dës Lëscht besteet aus Agenten, déi iwwert eng Attestatioun verfügen, fir dierfen an de Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée ze ersetzen. Dës Attestatioun garantéiert, datt d'Remplaçanten déi néideg Erfarung am sozioedukative Beräich hunn, sief et duerch e Stage, deen si an zwee verschiddene Centres de compétences absolvéieren, oder duerch viregt Erfarungen, déi si an dësem Domän gesammelt hunn. Des Weidere mussen d'Kandidaten adequat Kenntnisser an deenen dräi administrative Sproochen opweisen.

Wann Enseignantë just fir eng kuerz Zäit feelen, da gëtt am CL eng kloer Linn verfollegt:

1. Ass eng Klass oder e Grupp duebel besat, kënnt keng zousätzlech Persoun derbäi.
2. Ass eng Klass oder e Grupp net duebel besat, iwwerhëlt den Enseignant oder den Educateur aus der multiprofessioneller Equipe d'Klass oder de Grupp.
3. Ass dëst net méiglech, muss eng aner intern Léisung fonnt ginn. An deem Fall kann och emol en Intervenant, deen net zu der multiprofessioneller Equipe gehéiert, fir déi eng oder aner Stonn déi Klass iwwerhuelen.

Deemno kënnt et vereenzelt vir, datt Feelstonne vun Educateuren opgefaange ginn, allerdéngs just dann, wa keng aner Léisung iwwert en externen Ersatz oder am multiprofessionellen Team fonnt gëtt. Dëst war wärend der Coronapandemie méi heefeg de Fall, well méi Leit gefeelt hunn.

Prinzipiell ginn am CL deemno keng Feel- oder Dechargestonne vun Educateuren opgefaangen.

ad 2. De CL ass derbäi, fir sech intern esou ze organiséieren, datt zousätzlech Enseignantë virgesi sinn, déi d'Roll vum „interne Remplaçant" iwwerhuele kënnen, fir esou den 3. Punkt uewen op en absolutte Minimum ze reduzéieren.

Och hei ass een drop ugewisen, fir déi néideg personell Ressourcen zur Verfügung ze hunn, wuel wëssend, datt sech Enseignantë musse fannen, déi bereet sinn, am Centre de logopédie wëllen den Unterrecht ze assuréieren.

Extradition vers les États-Unis de M. Frank Schneider | Question **7274** (01/12/2022) de **M. Roy Reding** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Kontext vun der Ausliwwerungsaffär ëm de fréiere SREL-Mataarbechter Frank Schneider huet den Här Staatsminister a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7117 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup a vu mir selwer gesot: „De Premierminister an déi Lëtzebuerger Regierung hu keng legal

Méiglechkeet, fir selwer d'Ausliwwerung vun engem lëtzebuergesche Bierger ze verhënneren, dee sech net op lëtzebuergeschem Territoire befënnt."

Allerdéngs, sou den Affekot vum Här Schneider, hätt den Här Staatsminister d'Méiglechkeet, bei der franséischer Regierungscheffin ze intervenéieren (där hir Ënnerschrëft fir d'Ausliwwerung vum Här Schneider un d'USA erfuerderlech ass), well et an dëser Affär ëm grondleeënd Interesse vun eisem Land geet (Quell: https://guykaiser.lu/causa-schneider-exklusiv-interview-mam-top-affekot-emmanuel-marsigny/?fbclid=IwA R2RAoUT3DhbhInh2xrdlqxDyL4Sf1Pq3c188eWslZO-Vuyg5MA3rJfSeV90).

Effektiv betrëfft dës Affär e fréieren Agent vum Lëtzebuerger Sécherheetsdéngscht, deen, sou däerf ugeholl ginn, wichteg Geheiminformatiounen iwwer eist Land an iwwer aner europäesch Länner huet. Dofir ass et ëmsou méi verwonnerlech, datt den Här Staatsminister, deem laut Gesetz vum 5. Juli 2016, „portant réorganisation du Service de renseignement de l'État" de SREL ënnersteet, net bei der franséischer Premierministesch intervenéiert, fir eng Ausliwwerung vum Här Schneider ze verhënneren.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Aus wéi enge Grënn huet den Här Staatsminister decidéiert, fir an der Affär Schneider net bei senger franséischer Homologin ze intervenéieren, wuel wëssend, datt den Här Schneider am Besëtz vun Informatioune kéint sinn, déi fir d'Sécherheet vun eisem Land vu grousser Bedeitung sinn?

2. Kann d'Madamm Justizminister confirméieren, datt de Prozess ëm dräi fréier Mataarbechter vum SREL, zu deenen och den Här Schneider gehéiert, nach net ofgeschloss ass? Wa jo, aus wéi enge Grënn intervenéiert d'Regierung net bei der franséischer Regierungscheffin, fir datt den Här Schneider am Hibléck op d'Fortsetzung vum genannte Prozess hei am Land ass?

3. Kann d'Madamm Justizminister preziséieren, ob d'Cellule de renseignement financier, déi der Madamm Justizminister ënnersteet, eng Enquête realiséiert huet iwwer d'Geldgeschäfter vun der Firma vum Här Schneider?

4. Wann esou eng Enquête realiséiert gouf: Kann d'Madamm Minister eis Informatiounen iwwer d'Conclusioune ginn, zu deenen dës Enquête komm ass?

Réponse (19/12/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. D'Regierung verweist op hir Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7117 an op d'Explikatiounen, déi de Premierminister, den Ausseminister an d'Justizministesch den 11. November 2022 heizou an der Justiz-an Institutiounskommissioun vun der Chamber ginn hunn.

ad 2. No Informatioune vum Parquet général huet de Parquet géint dat Urteel aus éischter Instanz an der Affär ëm déi dräi fréier Mataarbechter vum SREL Appell ageluecht. Wann et a sou engem Fall néideg wier, dass Lëtzebuerg eng Demande un en aneren EU-Memberstaat riicht, fir dass eng ugeklote Persoun zäitweileg op Lëtzebuerg transferéiert gëtt fir de Prozess, da geschitt dat op Basis vum sougenannte „mandat d'arrêt européen", deen zu Lëtzebuerg mat engem Gesetz vum 17. Mäerz 2004 („loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne") ëmgesat ginn ass, an dat ass eng Prozedur, déi zwëschent den zoustännege Justizautoritéiten ofleeft, an an där d'Regierung net intervenéiert.

ad 3. a 4. Et ass ze bemierken, dass d'Cellule de renseignement financier (CRF) net dem Justizminister ënnersteet mee dem Procureur général, sou wéi dat aus dem Artikel 74-1 vum Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwer d'Organisatioun vun der Justiz („loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire") ervirgeet. Opgrond vum Artikel 74-4 vun deem Gesetz an de Prinzippie vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz am Beräich vum Strofrecht an der nationaler Sécherheet („loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale") kënne keng Informatiounen iwwer eng eventuell Enquête vun der CRF oder dem Resultat vu sou enger Enquête diffuséiert ginn.

Métier d'aide-soignant | Question **7275** (01/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut dem Lieserbréif vun der Presidentin vun der Association luxembourgeoise des aides-soignantes vum 30. November 2022 am „Luxemburger Wort" stelle sech d'Aide-soignanten aktuell d'Fro, wéi et ëm d'Zukunft vun hirem Beruff steet. An engem Dokument um Site vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend vum 3. Mee 2021, dat mat „La réorganisation de la formation des professions de santé au Luxembourg" iwwerschriwwen ass an zu deem och e „Schéma organisationnel" gehéiert, gëtt de Beruff vum Aide-soignant nämlech net méi ernimmt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Bleift de Beruff vum Aide-soignant no der Reorganisatioun vun der Formatioun vun de Gesondheetsberuffer weider bestoen?
– Wa jo, wéi eng Attributioune kritt en?
• Wéini ginn d'Attributiounen nei definéiert?
– Wann net, firwat net?
• Duerch wéi eng Qualifikatioune gëtt den Aide-soignant ersat?

2. Wéi eng Perspektive kréien déi aktuell Aide-soignanten ugebueden?

3. Ass bei der Reform mat de Representantë vun den Aide-soignantë geschwat ginn?
– Wa jo, wat war d'Conclusioun vun deene Gespréicher?
– Wann net, firwat net?

Réponse (18/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Den Aide-soignant ass e wichtege Gesondheetsberuff, sief dat am Spidol oder Secteur extrahospitalier.

An deem Sënn huet de Gesondheetsministère de Projet „Réactualisation des attributions de la profession d'aide-soignant" realiséiert. Duerch dëse Projet gëtt d'Kooperatioun zwëschent de Gesondheetsberuffler verstäerkt, dëst ronderëm a mam Patient. Dëse Projet ënnersträicht an erkennt d'Plus-value vum Beruff vum Aide-soignant fir de Gesondheetssystem an am Generelle fir d'Gesondheet vun der Populatioun zu Lëtzebuerg un.

Am Kader vun dësem Projet gëtt de „champ d'exercice" (Aktivitéitsberäich) definéiert, souwéi d'Responsabilitéite vun dësem Beruff an d'Haaptaktivitéite vum Aide-soignant wéi ënnert anerem d'Missiounen, d'Tâchen an d'Attributioune vum Aide-soignant gi beschriwwen.

Den aktuelle Projet gesäit keng Changementer um Niveau vum Inhalt vun der besteeënder Formatioun vir. De Beruff vum Aide-soignant soll och no der Reorganisatioun vun der Formatioun vun de Gesondheetsberuffer weider bestoen. Dat ugeschwatent Scheema beinhalt d'Formatioun vum Aide-soignant net, well d'Vocatioun vun deem Scheema déi ass, de Passage aus dem Enseignement secondaire an déi verschidde Formatiounen am Héichschoulberäich duerzestellen.

ad 2. D'Perspektiv vum Aide-soignant am Beräich Formatioun ass eng Integratioun an d'Formatioun vum Infirmier am ESG, dëst sous forme vun enger „admission conditionnelle", déi an der Kompetenz vun der Direktioun vum Lycée technique pour professions de santé (LTPS) läit.

Op där anerer Säit gesäit de Projet „Réactualisation des attributions de la profession d'aide-soignant" vir, datt den Aide-soignant d'Méiglechkeet huet, wärend der Carrière nei Kompetenzen an/oder spezifesch Qualifikatiounen duerch Weiderbildung ze léieren, déi ëm erlaben, nei Funktiounen am Gesondheetssystem auszeüben.

ad 3. De Gesondheetsministère huet en Aarbechtsgrupp ronderëm dëse Projet organiséiert mat de Vertrieder vun der Association luxembourgeoise des aides-soignants, Aide-soignanten aus de verschiddene Secteuren (Spidol, Alters- a Fleegeheemer, Réseau d'aide et de soins à domicile) a Vertrieder vum Lycée technique pour professions de santé.

D'Conclusioun vun dësen Aarbechten ass e Projet, deen de Beruff vum Aide-soignant valoriséiert a promovéiert. Dëse Projet ass d'Resultat vun enger räicher an interessanter Collaboratioun zwëschent de verschiddene Membere vum Aarbechtsgrupp.

Wéi ënner Punkt 1 beschriwwen, ass keng Ännerung an der Formatioun vum Aide-soignant virgesinn. Sollt dat sech änneren, gëtt natierlech mat de Representantë vun den Aide-soignantë geschwat.

Lignes de bus desservant les arrêts dans des zones industrielles | Question **7276** (02/12/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Par voie de communiqué de presse, l'OGB-L a dénoncé hier la décision de Monsieur le Ministre de supprimer, à partir du 12 février 2023, des lignes de bus qui desservent les arrêts dans des zones industrielles aux heures de changement de postes. Selon le syndicat, cette décision vient exclure les salariés en travail posté de la possibilité de recourir aux transports en commun. Il conteste par ailleurs l'argument d'une faible fréquentation des lignes et demande que les projets de suppression soient abandonnés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Transports publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il me donner une liste exhaustive des lignes de bus qui desservent les arrêts dans des zones industrielles et qui sont menacées de suppression à partir de février 2023 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données collectées sur la fréquentation de ces lignes qui sont menacées de suppression, de préférence pour chaque ligne de bus concernée ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons qui l'ont amené à prendre cette décision ?

4) Est-ce que des alternatives sont mises en place, respectivement envisagées, pour permettre aux personnes concernées de se rendre à leur travail ?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la suppression de ces lignes va à contresens des objectifs du Gouvernement en matière de promotion de la mobilité douce et des transports en commun ?

Réponse (21/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les informations et une liste exhaustive des lignes de bus desservant des zones industrielles, prévues pour être supprimées à partir du 12 février 2023, tout comme des indications sur leur fréquentation, ont été fournies dans un communiqué de presse le 2 décembre 2022.

Les lignes concernées sont les suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

La couverture du réseau RGTR tel qu'il a été mis en place permet de couvrir la grande majorité des besoins qui ont été constatés dans les études et qui ont également été exprimés par les communes et la population. Les lignes visées par la suppression sont des lignes ne fonctionnant pas de manière fréquente au cours de la journée, mais uniquement pour les horaires à travail posté (« Schichten »). La faible occupation est la principale raison de cette décision de suppression ; il est évident que des services fortement fréquentés ne seraient pas supprimés. Comme indiqué lors de la séance publique du 6 décembre 2022 de la Chambre des Députés, des alternatives à ces courses d'autobus peuvent être envisagées et pourront être mises en place si des besoins réels et collectifs seraient constatés. Ainsi, il suffira probablement d'ajouter l'une ou l'autre course d'autobus du réseau existant du RGTR à des horaires à déterminer lorsque l'offre existante n'est pas suffisante. Des analyses sont en cours et des entrevues à ce sujet ont eu lieu. L'Administration des transports publics élabore des plans de mobilité, ensemble avec les entreprises concernées, pour fin janvier/début février.

Je rappelle que l'État n'est pas seul à supporter l'entièreté des solutions de mobilité. La stratégie Modu 2.0 met un accent sur les 4 acteurs de la mobilité, à savoir les 1° employeurs et les établissements d'éducation, 2° le citoyen, 3° l'État, et 4° les communes. Les objectifs du Gouvernement consistent à promouvoir la mobilité douce et active et à offrir un transport public efficient qui doit servir une collectivité et non des besoins individuels pour justifier les deniers publics investis.

Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire | Question **7315** (05/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Féduse/Enseignement-CGFP mécht an hirem Communiqué vum 30. November 2022 op d'Unzuel un Iwwerstonnen opmierksam, déi opgrond vun der Penurie un Enseignantë Woch fir Woch all Schouljoer musse geleescht ginn.

Nieft dem Ausbezuele vun enger Indemnitéit fir hir geleeschten Iwwerstonne kënnen d'Enseignantë säit Oktober 2018 dës Stonnen och, a begrenztem Mooss, op hirem Zäitspuerkont (CET) uspueren. Wärend beim CET de Prinzipp „1 Leçon ugespuert = 1 Leçon Congé" gëllt, gëtt beim Ausbezuele vun der Indemnitéit fir d'Iwwerstonnen e reduzéierende Facteur 36/52 applizéiert. Als Konsequenz gëtt also dat, wat d'Enseignanten iwwert hir regulär Tâche eraus schaffen, sou weesentlech manner entlount.

Laut Féduse ass dëse Facteur 36/52 op eng Spuermoossnam aus der Stolkris Ufank den 1980er-Joren zréckzeféieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

– Kann den Här Educatiounsminister bestätegen, dass d'Enseignantë fir déi Stonnen, déi iwwer hir regulär Tâche erausginn, een däitlech manner héije Bruttoloun kréien ewéi fir déi Stonnen, déi Bestanddeel vun hirer „Tâche réglementaire" sinn?
• Wa jo, wéi begrënnt de Minister, dass Iwwerstonnen net mindestens genee d'selwecht bezuelt gi wéi regulär geleeschte Schoulstonnen?
• Wa jo, wär de Minister bereet, de Facteur 36/52 aus der Formel fir d'Berechne vun der Indemnitéit fir d'Iwwerstonnen ze sträichen an domat d'Diskrepanz zum Zäitspuerkont opzehiewen?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Enseignement secondaire gi just déi effektiv geleeschten Iwwerstonne bezuelt, sou wéi dat iwwer Joerzéngte schonn de Fall ass. Dëst konnt dank enger schrëftlecher Nott bis op d'Joer 1988 retracéiert ginn, woubäi dës Praxis scho méi laang ugewannt gëtt.

D'Indemnitéit fir eng järlech Iwwerstonn gëtt no follgender Formel berechent, esou wéi se fir d'lescht am Artikel 13 Paragraph 3 vum Règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques festgehal gouf: „traitement de base x 1/22 x nombre indice x valeur du point indiciaire applicable aux éléments de rémunération non pensionnables x 36/52".

D'Applikatioun vun dëser Formel bedeit, wéi uewe gesot, datt just déi effektiv geleeschten Iwwerstonnen ausbezuelt ginn, also déi Iwwerstonnen, déi wärend deene 36 Woche gehale ginn, déi d'Schoulzäit an engem Joer ausmécht; dobäi sinn d'Schoulvakanzen net mat agerechent.

Dogéint gi Stonnen, déi am Kader vun der regulärer Tâche gehal ginn, net eenzel verrechent, mee falen ënnert den Traitement de base, deen dat ganzt Joer iwwer d'selwecht bezuelt gëtt.

De Regierungsprogramm gesäit net vir, d'Bezuele vun den Iwwerstonnen ze iwwerschaffen. Wat d'Diskrepanz tëscht den Indemnitéite fir d'Iwwerstonnen an dem Zäitspuerkont betrëfft, sou sief bemierkt, datt all Agent tëscht enger vun deenen zwou Méiglechkeete ka wiele respektiv souguer fir eng Kombinatioun vun deenen zwou Méiglechkeete kann optéieren.

Accès au Registre des bénéficiaires effectifs | Question **7324** (06/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Direkt nom Arrêt vun der CJUE iwwert den Accès zum RBE huet d'Madamm Ministesch den Accès op den RBE fir de Public ënnerbonnen. Scheinbar ouni eng passend legal Basis ze schafen.

Um Site vum RBE steet ze liesen: "Following the judgment of the Court of Justice of the European Union of 22 November 2022, access to the RBE website via the internet is temporarily suspended. A solution allowing access to the RBE data by professionals as defined in Article 2 of the amended Law of 12 November 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing will be communicated shortly."

Gläichzäiteg gouf dat groussherzoglecht Reglement vum 15. Februar 2019 (relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs) net abrogéiert oder geännert.

Dëst Reglement steet am Artikel 7 (1): « Le Registre des bénéficiaires effectifs peut être consulté gratuitement sur le site Internet du gestionnaire. »

D'Gesetz iwwert den RBE seet am Artikel 12 des Weideren: « L'accès aux informations visées à l'article 3, paragraphe 1er, points 1° à 8°, 12° et 13° est ouvert à toute personne. »

D'Gesetz gesäit des Weidere Strofe vir, wann een engem „professionnel" (Art. 2 vum Gesetz vum 12. November 2004) falsch Informatioune weidergëtt, awer kee privilegéierten Accès fir dës Acteuren. Den Artikel 7 (2) vum precitéierten RGD gesäit esou een Accès och net vir: « L'accès des établissements de crédit, des établissements financiers ainsi que des huissiers et des notaires agissant en leur qualité d'officier public aux informations sur les bénéficiaires effectifs couvertes par une limitation d'accès accordée conformément à l'article 15, paragraphe 1er, de la loi précitée du 13 janvier 2019 se fait par extraits, à demander conformément à l'article 9, paragraphe 2. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Op wéi enger legaler Basis gouf den Accès zum RBE fir Persoune gespaart?

2. Wéi eng Acteuren (ausser déi am Art. 1 (5°) vum Gesetz genannten Autoritéiten) hunn haut Accès op den RBE?

3. Op wéi enger legaler Basis hu Professioneller (ewéi am Artikel 2 vum Gesetz vum 12. November 2004 definéiert) weiderhin en Accès op Informatiounen, déi anere virenthale ginn?

4. Gëtt et kee Risiko, datt betraffe Professioneller och op Schuedenersatz kloe kéinten, well hiren Accès ouni legal Basis gespaart gouf?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Den Arrêt vun der CJUE, op deen den honorabelen Deputéierten sech berifft, huet den Artikel 1 Punkt 15 ënnert c) vun der Direktiv 2018/843[2] fir ongülteg erkläert, well dëse géint d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun (Artikel 7 an 8) verstéisst. Vu dass den Accès vum Public, deen am Gesetz vum 23. Januar 2019 iwwer den RBE virgesinn ass, d'Ëmsetzung vun där invalidéierter Dispositioun an déi national Gesetzgeebung duerstellt, war och d'Gesetz op deem Punkt net méi mat der CJUE-Jurisprudenz konform. Deemno konnt een den Accès fir de Public net méi generell oploossen.

ad 2. Op den Dag vun haut ass den Accès fir follgend Acteuren opgemaach ginn:

– Professioneller, déi am Artikel 2 vum Gesetz vum 12. November 2004 definéiert sinn;
– Journaliste mat enger Lëtzebuerger Pressekaart, ausgestallt vum Conseil de presse ;
– de Barreau vu Lëtzebuerg an Dikrech, den Institut des réviseurs d'entreprises, den Ordre des experts-comptables luxembourgeois, d'Chambre des Notaires an d'Chambre des Huissiers.

ad 3. D'legal Basis ass den Artikel 1 Punkt 6° an den Artikel 12 vum Gesetz vum 23. Februar 2019 iwwer den RBE, deen den Artikel 30 Paragraph 5 b) („aux entités assujetties, dans le cadre de la vigilance à l'égard de la clientèle conformément au chapitre II") ëmgesat huet.

[2] http://data.europa.eu/eli/dir/2018/843/oj

ad 4. Professioneller haten nëmme wärend enger kuerzer Zäit keen Accès méi. Zënter dem 16. Dezember 2022 kënne Professioneller den Accès nees froen.[3]

Vu dass bis zum Zäitpunkt vum Arrêt vun der Cour den Accès vum Public deen nämmlechte war wéi deen, dee vun de Professionelle benotzt gouf, war et gerechtfäerdegt, den Accès zouzemaachen, well soss den RBE géint d'Decisioun vun der CJUE vum 22. November verstouss hätt. Den Accès vun de Professionelle konnt awer nees séier opgemaach ginn. Deemno ass de Risiko op eng Demande op Schuedenersatz geréng. E Professionelle muss fir d'éischt nämlech beweisen, dass et doduerch zu engem Schued koum.

Besoins de traduction lors de contrôles des agents de l'ITM | Question **7329** (06/12/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le rapport annuel de l'Inspection du travail et des mines (ITM) communique pour l'année 2021 8.511 contrôles et 2.874 contrôles Covid dans les entreprises au Luxembourg. Ces contrôles concernent des matières très diverses, allant du détachement de salarié.e.s, de la sécurité et de la santé au travail et du respect du droit du travail jusqu'au travail illégal et clandestin et la traite d'humains.

Lors de leurs contrôles les agents de l'ITM peuvent se retrouver dans des situations dans lesquelles la communication dans une des langues officielles du pays avec les salarié.e.s et les employeurs concernés par un contrôle devient difficile ou même impossible. Dans ces cas, l'établissement d'un rapport complet et véridique des faits et des infractions potentielles peut s'avérer compliqué et nécessiter le recours à une traduction simultanée de et vers la langue maîtrisée par les salarié.e.s (et les employeurs) concernés.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) L'ITM emploie-t-elle des traducteurs et traductrices pour accompagner les agents lors de leurs contrôles en entreprise ? Dans l'affirmative, de combien de traducteurs.ices s'agit-il ?

2) Dans l'affirmative encore, combien de contrôles des agents de l'ITM ont nécessité l'intervention d'un.e traducteur.ice ?

3) Dans la négative à la première question, l'ITM prend-elle recours à ces traducteurs.rices externes en cas de besoin ? Dans l'affirmative, combien de fois un tel recours à un.e traducteur.ice a-t-il eu lieu en 2021 ?

4) Dans la négative aux questions 1 et 3, comment les agents de l'ITM peuvent-ils s'assurer de la complétude et de l'exactitude de leurs rapports ?

5) Des personnes tierces (d'autres salarié.e.s p. ex.) ont-elles le droit de traduire les témoignages de collègues de travail qui ne maîtrisent pas suffisamment une des langues officielles en vue de l'établissement d'un rapport des faits ?

Réponse (22/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) à 5) L'Inspection du travail et des mines ne fait pas appel à des traducteurs(rices) pour accompagner ses agents lors de leurs contrôles. L'Inspection du travail et des mines n'a pas non plus recours à des traducteurs(rices) externes.

En cas de besoin, pour s'assurer de la complétude et de l'exactitude de leurs rapports, les agents utilisent des outils de traduction en ligne pour communiquer avec les salariés et les employeurs qui ne maîtrisent pas l'une des langues officielles applicables au Grand-Duché de Luxembourg.

À noter également que les dispositions en matière de détachement de salariés obligent les entreprises établies à l'étranger et qui détachent temporairement leurs salariés sur le territoire luxembourgeois d'effectuer leur déclaration de détachement et de communiquer les documents sociaux nécessaires dans le cadre du détachement soit en langue française ou bien en langue allemande.

Des personnes tierces, par exemple, d'autres salarié(e)s, peuvent également être entendues comme témoins par les agents de l'Inspection du travail et des mines en vue de l'établissement d'un rapport de contrôle.

Matériel didactique pour apprendre le français au cycle 3 | Question **7333** (07/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Franséischen ass fir de Cycle 3 vum Enseignement fondamental bekanntlech en neie Programm mat 12 Bicher an 1 Projetsbuch ausgeschafft ginn, fir de Kanner op eng flott Aart a Weis d'Franséischt bäizebréngen. Mengen Informatiounen no gëtt et awer Klassen, deenen hiren Enseignant d'Behandele vun de Bicher net equitabel op déi 2 Joer vum Cycle verdeelt, soudass an Extreemfäll an deem enge Joer 4 Bicher, an deem aneren dann 9 Bicher opgeschafft (musse) ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Huet den Här Minister Kenntnis vu Fäll, an deenen d'Bicher net gerecht verdeelt op déi 2 Joer vum komplette Cycle opgeschafft ginn?
• Wa jo, wéi gëtt séchergestallt, dass déi betraffe Kanner kee schoulesche Retard accumuléiert hunn, wa se vun deem enge Cycle an deen nächste wiesselen?
• Wann net, wat sinn déi allgemeng Richtlinne fir d'Enseignantë vum Cycle 3 am Franséischen a wéi gëtt iwwerpréift, ob déi och agehale ginn?

– Ganz allgemeng am Kontext vum beschriwwene Fallbeispill, wéi garantéiert den Här Minister, dass déi betraffe Kanner um Enn vum Enseignement fondamental keng Nodeeler vis-à-vis vu gläichaltrege Kolleegen hunn, wa se an de Lycée iwwerginn?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Weeder meng Servicer nach ech selwer hu Kenntnis vu vergläichbare Fäll, wéi deen, deen déi honorabel Deputéiert an hirer Fro uschwätzt. Déi allgemeng Richtlinn fir d'Enseignanten am Enseignement fondamental ass d'Schoulgesetz vun 2009 (Loi du 6 février 2009 portant sur l'organisation de l'enseignement fondamental), an deem sengem Artikel 9 dem Titulaire de classe seng éischt Missioun beschriwwen ass:

« Le titulaire de classe a pour mission :

1. d'amener, par des mesures de différenciation pédagogique, ses élèves à atteindre les objectifs définis par le plan d'études.

[...] »

A sengem alldeegleche Schaffe mat de Kanner viséiert den Titulaire also d'Kompetenzsockele vum Enn vum Cycle. D'Kand huet zwee Joer, oder, bei engem Allongement de cycle, souguer dräi Joer Zäit, fir dës Ziler ze erreechen.

Wéi eng pedagogesch an didaktesch Choixe geholl ginn, fir d'Kompetenze vum Enn vum Cycle ze erreechen, sou wéi se am Plan d'études virgesi sinn, ënnerläit der Responsabilitéit vum Enseignant a vun der Équipe pédagogique. Déi pedagogesch Approche ass individuell un d'Kand ugepasst a kann dowéinst fir all Kand ënnerschiddlech sinn.

Et gëtt keng temporaire a lineaire virgeschriwwe Progressioun. Bei der ganz heterogeener Schülerschaft am Enseignement fondamental kann ee kee Gläichschrëtt supposéieren. Eng differenzéiert Approche, fir d'Léieren an der Schoul ze organiséieren an ze denken, imposéiert sech a gëtt vum Léierpersonal am Alldag praktizéiert.

D'Differenzéierung ass am Artikel 22 vum Schoulgesetz verankert:

« Art. 22.
[...] Pour permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixés par le plan d'études dans le temps imparti, les équipes pédagogiques s'appuient sur les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique suivants :
1. des dispositifs de différenciation des parcours de formation à l'intérieur de la classe pour aider les élèves qui éprouvent des difficultés et pour stimuler les élèves qui manifestent des aptitudes particulières ;
2. des mesures de décloisonnement consistant à permettre à des élèves de différentes classes d'être regroupés temporairement selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétence ;
3. la possibilité offerte à un élève de suivre des enseignements dans un autre cycle ;
4. des mesures d'accompagnement décidées en fin de cycle pour être mises en œuvre au cycle suivant selon les besoins de l'élève. »

Den Enseignant an der Grondschoul huet also als Missioun, ze differenzéieren a säi pedagogescht an didaktescht Handelen auszeriichten op d'Besoine vun de verschiddene Kanner a senger Klass. Wat ee Kand zu wéi engem Zäitpunkt léiert, ka verschidde si fir all Kand an enger Klass. D'Material vun den neie Bicher, fir Franséisch ze léieren am Cycle 3 an am Cycle 4, ass eng Offer, ee méigleche Wee ënner villen, fir d'Kompetenzen um Enn vun de Cyclen ze erreechen. Den Opbau vun dëse Bicher ass spiralfërmeg an d'Kompetenzen a Contenue ginn ëmmer erëm a verschiddene Kontexter iwwert déi zwee Cyclë mobiliséiert. An de Formatiounen zum neie Material, déi den Enseignanten ugebuede ginn, gëtt ënner anerem och dorop higewisen.

D'Qualitéit vum Enseignement hänkt net dovun of, wéi vill Säiten aus all Buch a wéi vill Bicher gemaach goufen, mee den Enseignant mécht ee begrënnte Choix, individuell par rapport zu de Schülerinnen a Schüler an enger differenzéierter Approche.

D'Kenntnis vum Schoulgesetz an dem Plan d'études ass eng Viraussetzung, fir Enseignant ze sinn. Geneesou muss differenzéiert Schaffe vun all Enseignant kënne verlaangt ginn, well et zum Handwierk vun engem Pedagog gehéiert.

Dës Richtlinne fir d'Enseignanten applizéiere sech natierlech net nëmmen op d'Franséischléieren an de Cyclen 3 a 4, mee op all Fach am ganzen Enseignement fondamental an doriwwer eraus.

Et kann een deemno keng pauschal Aussoen iwwer eng Benodeelegung vun eenzelne Schülerinnen a Schüler maachen, deenen hir Enseignanten eng eege

[3] https://www.lbr.lu/mjrcs-rbe/jsp/webapp/static/mjrcs/en/mjrcs-rbe/consultationRBEAcccess.html?FROM_MENU=true&time=1671544901321&pageTitle=menu.item.rebeco.consultationaccess.request&currentMenuLabel=menu.item.rebeco.consultationaccess.request

pedagogesch Approche hunn. Am Kader vun der methodescher Fräiheet gëtt et vill Weeër, fir d'Schülerinnen an d'Schüler bei der Entwécklung vun de viséierte Kompetenzen ze ënnerstëtzen. Allze strikt Virschréfte wieren an deem Zesummenhang éischter kontraproduktiv, well de Léierprozess bei all Kand ganz individuell ofleeft.

Et gehéiert zu de Missioune vun den Direktere vum Enseignement fondamental, fir d'Léierpersonal beim korrekten Ëmsetze vun de Virgabe vum Schoulgesetz a vum Plan d'études ze ënnerstëtzen an ze begleeden.

Nouvelle législation relative à la santé animale | Question **7339** (07/12/2022) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Les détenteurs d'animaux d'élevage sont obligés de marquer leurs animaux avec une marque auriculaire comme moyen d'identification. Or, chez certains animaux, en particulier ceux avec de petites oreilles tels que les chèvres naines ou les moutons d'Ouessant, les marques auriculaires peuvent provoquer des infections douloureuses.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 4703, Monsieur le Ministre a répondu que le ministère « est actuellement en train d'élaborer une toute nouvelle législation relative à la santé animale dont un règlement grand-ducal qui fixera les conditions d'identification des animaux » avec une attention particulière sur le bien-être animal. Un règlement grand-ducal fixera les conditions d'identification des animaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est l'état des travaux de la nouvelle législation susmentionnée ? Dans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il déposer un projet de loi relatif à la santé animale ?

2) La nouvelle législation autorisera-t-elle des moyens d'identification alternatifs aux marques auriculaires à taille unique, pour les animaux nés avec des oreilles petites ?

Réponse (19/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) L'avant-projet de loi mettant en œuvre le règlement (UE) 2016/429 relatif aux maladies transmissibles est en voie de finalisation et sera soumis au Conseil de Gouvernement début 2023.

ad 2) L'avant-projet de loi susmentionné réglera, entre autres, l'identification et l'enregistrement des animaux de rente dont les dispositions seront précisées par règlement grand-ducal qui ne fixera pas la taille des marques auriculaires à apposer aux oreilles des différentes espèces animales.

Arrêt C-731/21 du 8 décembre 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne | Question **7348** (09/12/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Dans son arrêt du 8 décembre 2022 dans l'affaire C731/21, la Cour de justice de l'Union européenne « relève que la législation luxembourgeoise pose, à l'égard d'un partenariat conclu et enregistré dans un autre État membre selon les règles pertinentes de cet État, une condition à laquelle n'est pas soumis un partenariat conclu au Luxembourg. En effet, celui-ci est automatiquement inscrit dans les registres, à l'initiative de l'officier de l'état civil devant lequel le partenariat a été déclaré. » Selon la Cour, « cette législation est susceptible de défavoriser les ressortissants d'autres États membres et d'instaurer une inégalité de traitement indirectement fondée sur la nationalité. [...] En vue d'assurer l'opposabilité du PACS aux tiers et garantir le respect des conditions pour l'octroi d'une pension de survie, la Cour estime qu'il serait suffisant de produire un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'État membre dans lequel celui-ci a été conclu. Elle ajoute que, en tout état de cause, l'inscription du PACS dans l'État membre tenu au paiement de la prestation de survie pourrait encore être effectuée à la date à laquelle celle-ci est demandée. »

Faisant suite à cet arrêt de la CJUE, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Comment le Gouvernement entend-il prendre en compte cet arrêt ?

– Est-ce que le Gouvernement estime qu'il faut adapter la législation en vigueur ?

– Dans quels délais le Gouvernement compte-t-il réagir ?

– Comment le Gouvernement entend-il assurer la vérification de la validité des documents de PACS présentés par les ressortissants d'autres États membres ?

Réponse (14/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-731/21 et ses implications sur la législation luxembourgeoise sont en cours d'analyse. Il va de soi qu'à l'instar de tous les arrêts d'une juridiction, ceux-ci seront évidemment respectés et, le cas échéant, la législation adaptée en conséquence.

Limitation des payements en espèces | Question **7350** (09/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

Déi staark Inflatioun bedeit fir vill Bierger net nëmmen en Akommesverloscht, mee am Zesummespill mat den niddregen an zum Deel negativen Zënsen och e staarke Verméigensverloscht. Wéi net zulescht d'Entwécklung vun de Logementspräisser aus de leschte Jore weist, hu vill Lëtzebuerger Bierger déi lescht Jore probéiert, sech géint dës Enteegnung ouni Gesetz ze schützen, andeems si hir Geldverméigen an Immobilien ëmgeschicht hunn.

Weider Méiglechkeeten, fir sech géint en entspriechende Verfall vun enger obligatorescher Wärung ze schützen, leien zum Beispill am Investissement an Aueren, Bijouen oder Konschtwierker a méi rezent och déi lukrativ mee volatill Kryptowärungen. An der internationaler Press ass ze liesen, datt sech beim EU-Sommet zu Bréissel vum 7. Dezember op eng Limitt fir Bezuelunge mat Boergeld vun 10.000 Euro gëeenegt gouf. Weider soll ënner anerem genee den Handel mat Kryptowärungen, Aueren a Bijouen nach méi streng iwwerwaacht ginn.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung dës Decisioun beim Sommet zu Bréissel ënnerstëtzt? Falls jo, hält si et fir opportun, de Schutz vum eegene Verméige fir d'Bierger an der aktueller Krisesituatioun nach méi schwéier ze maachen? Kann d'Regierung preziséieren, wéi déi willkürlech Limitt vun 10.000 Euro, fir mat Boergeld ze bezuelen, sech mam Recht vun de Bierger op Privatsphär verdréit?

2. Kann d'Regierung matdeelen, wéi héich d'Geldverméige vun de Lëtzebuerger Bierger an de Joren 2010 bis 2020 duerchschnëttlech reell insgesamt verzënst war a wéi ee Gesamtmontant doduerch erzeegt gouf respektiv verluer gaangen ass?

3. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt besonnesch d'Finanzplaz London vun enger Iwwerreguléierung vum Handel mat Kryptowärungen an anere Verméigensgéigestänn an der EU profitéiert?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

D'Europäesch Kommissioun huet den 20. Juli 2021 eng Rei Mesuren am Kampf géint de Blanchiment an d'Finanzéierung vum Terrorismus proposéiert. Dëse sougenannten „AML Paquet" besteet aus Propose fir eng nei Direktiv (AMLD6) an dräi direkt applikabele Reglementer (AMLR, AMLAR, TFR).

Den Artikel 59 vum zukünftegen EU-Reglement „AMLR" gesäit aktuell e Plaffong vu Boergeldpayementer vun 10.000 Euro vir, mat der Intentioun, Kriminellen een Instrument ewechzehuelen, fir héich Montanten, déi aus illegalen Aktivitéite stamen, ze wäschen.

Et bleift ze preziséieren, dass dës Limitt vun 10.000 Euro sech nëmme fir Payementer u Professioneller (dat heescht Persounen, déi Produiten oder Servicer ubidden) applizéiert. De Plaffong gëllt net fir Payementer tëscht Privatpersounen an och net fir Payementer oder Depote vu Boergeld bei enger Bank.

Déi aktuell Propos fir ee Plaffong vu Boergeld stellt ee Kompromëss duer, deen erlaabt, dass Länner, déi haut scho méi streng sinn oder méi streng wëlle ginn, och méi niddereg Plaffonge kënnen aféieren.

Déi interinstitutionelll Negociatiounen tëscht de Memberstaaten, dem EU-Parlament an der Europäescher Kommissioun iwwert de sougenannten „AML Paquet" sinn nach net ofgeschloss, an dofir gëtt et och nach keng final Decisioun iwwer den Artikel 59 vum zukünftegen AMLR.

Betreffend d'Héicht vum Geldverméigen an der duerchschnëttlecher Verzënsung verweist d'Regierung op d'Informatiounen, déi fräi zougänglech op dem Internetsite vun der Lëtzebuerger Zentralbank (www.bcl.lu) ënnert der Rubrick „Statistiques > Tableaux statistiques" ze fanne sinn.

Detailléiert Informatioune betreffend d'Zënssätz, déi d'Lëtzebuerger Banken op Depote bezuelen, gi vun der BCL an dem Tableau „03.02 Taux d'intérêt appliqués par les établissements de crédit luxembourgeois aux dépôts et crédits en euros – encours" publizéiert. Informatioune bezüglech Depote vu Lëtzebuerger Haushalter bei Lëtzebuerger Banke sinn am Tableau „11.13 Dépôts reçus par les établissements de crédit – par type et contreparties" vun der BCL ze fannen.

Eng effikass Finanzreglementatioun kann allgemeng net als Kompetitivitéitsnodeel ugesi ginn, mee ass e Garant fir d'Stabilitéit an d'Glafwierdegkeet vum Finanzsecteur.

D'Europäesch Unioun (EU) gëtt sech mam neien AML Paquet an dem MiCA-Reglement en harmoniséiert a komplett Reegelwierk, wat d'Emissioun an den Handel mat Kryptoaktiva an der EU u sech reguléiert an de Risike vu Geldwäsch a Finanzéierung vum Terrorismus an deem Beräich entgéintwierkt. D'EU leescht soumat Pionéieraarbecht a setzt zudeem déi international Ufuerderunge vum GAFI iwwer Kryptoaktiva integral ëm. Groussbritannien huet sech engagéiert, als Member vum GAFI déi selwecht international Ufuerderungen ze respektéieren.

Arrêt C-694/20 du 8 décembre 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne | Question **7352** (09/12/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

L'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne protège la confidentialité de toutes les correspondances entre individus et accorde une protection renforcée aux échanges entre les avocats et leurs clients, étant donné que les avocats sont chargés de la mission fondamentale de défense des justiciables en vertu du secret professionnel. Ce secret couvre les conseils juridiques, tant sur le plan du contenu que de l'existence.

Bien que la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 prévoie que tous les intermédiaires impliqués dans des planifications fiscales transfrontières potentiellement agressives sont tenus de les déclarer aux autorités fiscales compétentes, la Cour de justice de l'Union européenne, dans son arrêt du 8 décembre dans l'affaire C-694-20, déclare qu'un avocat ne peut être tenu de divulguer des telles opérations, car cela constitue une violation de son secret professionnel et n'est pas nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à la Ministre de la Justice :

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 8 décembre 2022 dans l'affaire C-694-20 ?
• Quel est l'impact de cet arrêt sur la législation luxembourgeoise ?

– Le Gouvernement a-t-il prévu des adaptations de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocats face à cet arrêt de la CJUE ?
• Le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Dans son arrêt du 8 décembre 2022 dans l'affaire C-694/20, la Cour de justice de l'Union européenne a considéré que l'article 8 bis ter, paragraphe 5, de la directive (UE) 2011/16, telle que modifiée par la directive (UE) 2018/822, viole le droit au respect des communications entre l'avocat et son client, garanti à l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en ce que cette disposition prévoit en substance que l'avocat intermédiaire, soumis au secret professionnel, est tenu de notifier à tout autre intermédiaire qui n'est pas son client les obligations de déclaration qui lui incombent au titre de la directive (UE) 2018/822.

Une telle obligation de notification par l'avocat intermédiaire à un autre intermédiaire qui n'est pas son client est considérée par la cour de justice comme non strictement nécessaire pour atteindre l'objectif de lutte contre la planification fiscale agressive et de prévention du risque d'évasion et de fraude fiscales de la directive (UE) 2018/822.

En revanche, les avocats, même dispensés en vertu de l'article 8 bis ter, paragraphe 5, de la directive 2011/16/UE, restent tenus de notifier à leurs clients les obligations de déclaration qui incombent à ceux-ci au titre de la directive (UE) 2018/822.

En ce qui concerne des éventuelles adaptions à la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, celles-ci ne sont pas nécessaires alors que la directive en cause a été transposée par la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

En effet, l'article 8 bis ter, paragraphe 5, de la directive 2011/16/UE a été transposé par l'article 3, paragraphe 2, de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

L'arrêt de la cour de justice dans l'affaire C-694/20 a donc également des implications sur la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

Au cours de sa réunion du 9 janvier 2023 dédiée à l'examen du projet de loi n° 8029, la Commission des Finances et du Budget a notamment adopté un amendement destiné à conformer l'article 3, paragraphe 2, de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration aux conséquences découlant de l'arrêt de la cour de justice du 8 décembre 2022.

Incendie à Kayl | Question **7353** (09/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 6. Dezember koum et zu Keel zu engem tragesche Brand, bei deem ee Kand ëm d'Liewe koum an 10 weider Persoune verletzt goufen. D'Autoritéiten hunn ugekënnegt, d'Brandursaachen ze iwwerpréiwen. Wéi RTL schreift, soll de Miess- an Erkennungsdéngscht d'Ursaach vum Brand erausfannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet an Interieur dës Froe stellen:

1. Wéini schätzen d'Ministeren, dass dës Analys vum Miess- an Erkennungsdéngscht ofgeschloss wäert sinn?
Ass de Minister bereet, dës Analys och an der zoustänneger Chamberskommissioun ze presentéieren?

2. Wäert och eng Analys gemaach ginn iwwert d'Aarbecht vun de Rettungsdéngschter? Wat manner gutt funktionéiert huet deen Dag? Wat gutt funktionéiert huet?

3. Ass d'Ministesch bereet, och dës Analys an enger Chamberskommissioun ze presentéieren?

4. Mengen Informatiounen no huet de CGDIS zu Keel keng DLK-Leeder (Drehleiter mit Korb) gehat fir ze intervenéieren.
– Kann d'Ministesch bestätegen, dass de CGDIS zu Keel keng DLK-Leeder huet?
– Hat de CGDIS virdrun eng Leeder? Wa jo, wéini gouf decidéiert, dës Leeder un een aneren Zenter ze ginn? Wéi een Zenter huet dës Leeder bei d'Feier bruecht?
– Wéi laang huet et gedauert, bis déi Leeder do war?
– Wéi laang soll dësen Trajet soss daueren?

Réponse (27/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Police technique sicht, prelevéiert an dokumentéiert Spueren am Kader vun eventuelle Strofdoten, déi dozou bäidroen, d'Wourecht erauszefannen. Dës Feststellunge ginn a Form vun engem Bericht un d'Autorité judiciaire geschéckt an ënnerleien dem Secret d'instruction.

ad 2. Sou wéi et beim CGDIS bei gréisseren a speziellen Asätz üblech ass, wäert och an dësem Fall e sougenannte „retour d'expérience" gemaach ginn.

ad 3. Am Fall vun enger nationaler Katastroph oder Kris, wéi dem Héichwaasser 2021 oder der Pandemie, ass et néideg, dass d'Regierung der Chamber déi gefroten Explikatioune gëtt. An dësem Fall ass dat net néideg, well keen nationale Kriseplang declenchéiert gouf.

ad 4. Laut den Informatioune vum CGDIS ass am Centre d'incendie et de secours (CIS) Keel–Téiteng säit Juni 2021 keng Dréileeder (DLK) resp. Teleskopmast (TMF) méi stationéiert. De CGDIS huet am Ganzen 19 dëser Gefierer am Land verdeelt, dovu 6 an der Zone de secours Süden. Beim Feier an der Rue du Commerce zu Keel de 6. Dezember sinn an enger éischter Phas den TMF vum CIS Schëffleng an d'DLK vum CIS Diddeleng an den Asaz komm. Den TMF vu Schëffleng war 16 Minutten no der Alarméierung op der Asazplaz ukomm. Laut dem Plan national d'organisation des secours (PNOS) gëtt d'Asazplaz bei 80 % vun den Asätz a manner wéi 20 Minutte vun enger DLK oder TMF erreecht, dëst besonnesch am urbane Raum, wou et och méi héich Gebaier gëtt. Bannent 30 Minutten ass an 99 % vun de Fäll en Hubrettungsgefier op der Plaz.

ad 5. Den Duerchschnëttsakafspräis vun enger DLK läit bei ronn 650.000 Euro HTVA.

Impact des lois environnementales sur les projets de construction | Question **7361** (13/12/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Abzocke, Willkür, Schutzgelderpressung", deen den 9. Dezember am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt privat Bauhären dacks extreem Probleemer hunn, déi néideg Geneemegunge vum Ëmweltministère ze kréien, souguer wann si schonn deelweis extreem héich Zomme fir Kompensatiounsmoossnamen ausginn hunn. Weider heescht et an deem entspriechenden Artikel, datt dës Virgoensweis en direkten Impakt op d'Logementspräisser hei am Land mat sech bréngt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Madamm Minister allgemeng op d'Feststellungen an déi genannte Beispiller aus dem zitéierten Artikel?

2. Hält d'Madamm Minister et am Hibléck op de Wunnengsbau souwéi d'Urteel vum Verwaltungsgeriicht vum 29. August fir opportun, fir weider eng sou rigid Interpretatioun vum Naturschutzgesetz bäizebehalen?

3. Wéi steet d'Madamm Minister zu där am zitéierten Artikel genannter Propos, fir den Erhalt vu Biotopen op nach net bebauten Terraine spéider bei de Kompensatiounsmoossnamen unzerechnen?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Am Virfeld vun den Äntwerte sief nach eng Kéier rappeléiert, dass et d'Zil vum Naturschutzgesetz ass, fir eis Liewensgrondlag ze schützen an ze erhalen. Dëst ë. a., fir datt mir d'Natur weider als Ressource (Holz, Liewensmëttelen, ...) kënnen notzen an si eis als Erhuelungsraum vun eisem dacks stressegen Alldag (Verschmotzung, Kaméidi, Verkéier) kann déngen. De Verloscht vun hire villfältegen ekosystemesche Funktiounen (Sauerstoffproduzent, Kuelestoffbannung, Réngegungskräften, Schiedléngsverréngerung, Bestëpsung, Afloss op dat globaalt a lokaalt Klima, ...) bedeit ee Verloscht vun eiser Liewensqualitéit souwéi och ee Verloscht vun der Biodiversitéit zu Lëtzebuerg. Dofir ass et wichteg, ee Gläichgewiicht ze fanne bei hirer Notzung, fir hiren Zoustand net ze verschlechteren oder si ze zerstéieren. Déi am Follgenden thematiséiert Saache betreffen e puer vun den Instrumenter, déi d'Naturschutzgesetz dofir zur Verfügung stellt.

ad 1. Am Artikel gi verschidde Saachen thematiséiert:

– Geneemegungen:

Et gëtt verschidden Zorte vu Geneemegungen op Basis vu verschiddenen Ëmweltgesetzer (z. B. Kommodosgesetz, Waassergesetz, Naturschutzgesetz), déi ee fir e Projet oder eng Aktivitéit kéint brauchen. Fir keng vun deene Geneemegungen ass et ee Prerequis, am Virfeld vun der Geneemegung scho Kompensatiounsmoossname gemaach ze hunn. Dat heescht am Kloertext, datt kee Requerant muss noweisen, datt schonn eng Kompensatioun realiséiert/ëmgesat ginn ass zum Zäitpunkt, wou d'Demande gestallt gëtt. Déi weider Äntwerte bezéien sech op d'Naturschutzgesetz[4].

– Kompensatiounsmoossnamen:

D'Obligatioun fir ze kompenséieren ass mam Naturschutzgesetz vun 2004 agefouert ginn.

D'Kompensatiounsmoossname sinn néideg, wann een ee geschützte Biotop[5] oder Habitat (Liewensraum) vun enger Aart, déi an engem schlechten Erhalungszoustand[6] ass (d. h. si riskéiert auszestierwen an eisem Land), reduzéieren oder zerstéiere wëll. Dëst däerf een nëmmen, wann een dofir eng Geneemegung huet (z. B. Artikel 17 vum Naturschutzgesetz).

Am Kader vun där Autorisatioun gëtt an der Reegel eng Taxe de remboursement festgeluecht. De Montant vun där Tax gëtt en fonction vun enger Ökopunktebilanzéierung[7] berechent, déi festhält, wat a wéi vill zerstéiert gëtt.

De Stat keeft dann Terrainen op („nationale Flächepool"), op deenen hie selwer d'Kompensatiounsmoossnamen duerchféiert. Well déi Terrainen an d'Moossnamen an ëffentlecher Hand sinn, ass garantéiert, datt d'Moossnamen och iwwert vill Jore Bestand hunn.

An dee Flächepool anzebezuelen ass awer keen absolutte Muss: Sou kënnen z. B. am Kader vu PAPen d'Kompensatiounsmoossnamen op deene Fläche vum PAP ausgefouert ginn, déi herno der Gemeng gehéieren (via Cessioun); dat ass esouguer gewënscht, well déi Moossnamen op der selwechter Fläch realiséiert ginn an esou déi geschafen Naturerliefnis- an Naturerhuelungsraim méi no beim urbaniséierte Raum sinn an zu enger qualitativer Opwäertung vun dësem bäidroen.

Selwer kompenséiere kann awer tatsächlech méi opwänneg si wéi einfach nëmmen d'Taxe de remboursement ze bezuelen: Wann d'Tax bis bezuelt ass, däerf een d'Zerstéierung ufänken. Am Kontext vum Naturpakt fir Gemenge kréien d'Gemengen déi duerch Kompensatiounsmoossnamen opgewäerten ëffentlech Flächen iwweregens ugerechent. Op privatem Terrain kann een sech z. B. d'Uleeë vu Gréngdiecher a Gréngfassaden urechne loossen, fir den Ekobilan ze verbesseren.

Weider Informatiounen zum Sujet souwéi Linken op weiderféierend Dokumenter fënnt een op https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/mesure_3_zones_especes_proteges/especes_protegees.html.

– C.E.F.-Moossnamen:

C.E.F.-Moossnamen (Mesures d'atténuation anticipées, continuous ecological functionality measures) (Artikel 27 vum Naturschutzgesetz), am Zeitungsartikel „Ausgläichsmoossnamen" genannt, sinn dann néideg, a gi per Geneemegung virgeschriwwen, wann ee Projet een net vernoléissegbaren Impakt op streng geschützten Aarten, hir Reproduktiouns- oder Raschtraim huet. Dozou gehéieren den europäesche Guidancedokumenter no och hir liewensnoutwenneg Juegdgebidder a Leitstrukturen (z. B. d'Fliedermais orientéieren sech nuets ë. a. un de Beem an Hecken, ouni déi se hiert Friessen net fannen).

Fir dat ze verhënneren an d'Impakter ze verréngeren, mussen nei Liewensraim fir Planz oder Déier hiergestallt ginn, an zwar iert hiren aktuelle Liewensraum zerstéiert gëtt, dofir schwätzt een och vu „virgezunnenen Ausgläichsmoossnamen". Déi nei geschafe Liewensraim mussen also virun der Zerstéierung vun hirem initiale Liewensraum funktionell sinn an also scho vun der Aart – Déier oder Planz – als neie Liewensraum ugeholl gi sinn. Dës Mesurë mussen dofir an der Reegel och relativ no beim Agréff realiséiert ginn. Dëst ënnerscheet de System vun den Ausgläichsmoossname vun deem vun de Kompensatiounsmoossnamen, wou jo nom Bezuele vun der Taxe de remboursement däerf zerstéiert ginn, iert d'Kompensatiounsmoossnam funktionell ass.

Ob eng net vernoléissegbar Stéierung duerch e Projet géing verursaacht ginn, ass individuell vu Fall zu Fall ze analyséieren. Net all Projet huet jo op all Plaz dee selwechten Impakt. Deementspriechend mussen och d'Ausgläichsmoossnamen individuell festgeluecht ginn.

Déi am Zeitungsartikel genannte Moossname sinn iweregens vun där Zort, wéi se z. B. och bei de Wandturbinne virgeschriwwe ginn. Et ass unzehuelen, datt am zitéierte Fall weeder dem Promoteur nach der Journalistin bekannt war, datt esou Moossname fir de Schutz vu Fliedermais a Vullen néideg, bekannt an üblech sinn.

Zum Zeitungsartikel selwer ass des Weideren nach ze soen, datt:

– déi ugeschwaten Urteeler net déi soss am Zeitungsartikel ugeschwate Gesetzesartikele betreffen;
– et e klore legislative Kader[4 5] gëtt, wéini eng Biotopzerstéierung virläit, wéi vill Ekopunkten dobäi zerstéiert ginn a wéi héich déi finanziell Entschiedegung dofir ass. Dorunner halen sech selbstverständlech och de Ministère an d'Verwaltung;
– et zu dem Ministère an der Verwaltung hiren Aufgabe gehéiert, d'Rapporte vun de Biotopbilanzéierungen, déi vun agreéierte Bureauen erakommen, ze iwwerpréiwen. Well et ass mënschlech, dass mol Feeler kéinten an deene virgeluechte Biotopbilanzéierunge sinn an déi Feeler kéinte jo och zum Requerant sengem Nodeel sinn, wat och scho mol de Fall war. Wa Feeler oder net kloer Informatiounen opfalen, gëtt de Bureau dofir gebieden, déi Saachen ze iwwerpréiwen a gegeebenefalls de Rapport unzepassen, fir dass déi bestoend Gesetzgeebung korrekt applizéiert ka ginn.

Bei Froen zum Sujet oder am Virfeld vu Projete kann een sech un d'Naturverwaltung wenden.

ad 2. Vu datt den éierewäerten Deputéierten net méi genee seet, wat fir een Zesummenhang vun den Urteeler an de Kompensatiounsmoossnamen hie gesäit, ass et net méiglech, heirobber eng appropriéiert Äntwert ze ginn. D'Urteeler vum Verwaltungsgeriicht hunn nämlech den Art. 7 vum Naturschutzgesetz iwwert bestoend Konstruktioune viséiert, net Kompensatiounsmoossname fir Biotopzerstéierungen, déi bei neie Konstruktiounen ufalen. Dat sinn also zwou ganz ënnerschiddlech Saachen.

Wéi schonn e puermol gesot, gouf deenen Urteeler direkt Rechnung gedroen. Am Dezember 2022 hunn ech dofir ee Projet de loi virgestallt, deen dësen Urteeler Rechnung dréit, aner Punkte vum Artikel 7 vun dësem Gesetz präziséiert an administrativ Vereinfachunge virgesäit.

ad 3. Dëst ass eng Pist, déi zur Zäit analyséiert gëtt. Bei den Iwwerleeungen zu „Natur op Zäit" fir Terrainen, déi elo schonn am Bauperimeter sinn, awer nach net bebaut sinn, geet et awer net nëmmen ëm déi national Virschréften, mee och ëm déi europäesch Virgaben zum Aarteschutz (Art. 20 an 21). Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dës Iwwerleeunge mat der néideger Suergfalt ze féieren a genee ze kucken, wéi d'Impakter dovunner wären an ob esou eng Approche mat der europäescher Legislatioun vereenbar wär oder ob déi, geneeesou wéi d'Naturschutzgesetz, fir esou eng Approche misst adaptéiert ginn.

Arrêts de bus | Question **7363** (13/12/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Op verschiddene Plazen am Land ginn d'Abuchtunge vun de Bushaltestellen zeréckgebaut a just nach duerch Markéierungen op der Strooss ersat. D'Bussen halen domat op der Streck selwer, wat zousätzlech Perturbatiounen am Verkéier verursaacht.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, fir d'Abuchtungen zeréckzebauen? Kann den Här Minister preziséieren, ob et sech hei ursprünglech ëm eng Initiativ vu senger Administratioun oder vun eenzele Gemengen handelt?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob déi zousätzlech Staue souwéi och déi Zäitverloschter, déi den Automobilisten entstinn, sech bewosst a seng Politick anuerdnen, fir d'Autoe laangfristeg ëmmer méi aus de Stied ze verdrängen?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob hien hei besonnesch zu Zäite vum Beruffsverkéier en zousätzleche Risiko gesäit, well Automobilisten sech an enger Stresssituatioun zu riskanten Iwwerhuelmanövere vum Bus verleet gesinn?

Réponse (17/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Evaluatioun, ob eng Abuchtung fir de Bus néideg ass oder net, fënnt op Basis vu verschiddenen technesche Krittäre statt, wéi zum Beispill:

– der Funktioun vun der Strooss;
– der geographescher Lag vun der Bushaltestell (inneruerts oder ausseruerts);
– der Frequenz vun de Bussen;
– de Verkéierszuele vun der jeeweileger Strooss;
– der duerchschnëttlecher Haltezäit vum Bus
– an der Funktioun vun der Bushaltestell.

Fir dës Krittäre gëtt et Recommandatioune vun international unerkannte Fuerschungsgesellschaften, wéi zum Beispill der „Forschungsgesellschaft für Straßen- und Verkehrswesen (FGSV)", dem „Schweizerische Verband der Strassen- und Verkehrsfachleute (VSS)" oder dem „Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema)", ab wéini eng Abuchtung néideg ass.

ad 2. D'Initiativ, esou Ëmbaute virzehuelen, hänkt vu Fall zu Fall of. D'Stroossebauverwaltung orientéiert sech awer am Kader vun hiren eegene Projeten un den nämmlechte Krittäre wéi bei Projeten, déi op Basis vun enger Permission de voirie duerch eng Gemeng realiséiert ginn.

[4] Loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

[5] Règlement grand-ducal modifié du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives.

[6] Règlement grand-ducal modifie du 1er août 2018 établissant l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et des espèces d'intérêt communautaire.

[7] Règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

ad 3. Allgemeng ass ze betounen, datt all Bauprojet gemaach gëtt, fir eng Verbesserung vun der Situatioun fir all d'Verkéiersparticipanten ze erreechen. Wann also eng Abuchtung duerch eng Haltestell op der Strooss ersat gëtt, dann ass dat opgrond vun technesche Krittäre wéi ënnert der éischter Fro duergeluecht an net, fir eng Verschlechterung vun der Situatioun vun enger bestëmmter Verkéiersgrupp ze erzilen.

ad 4. Prinzipiell ass all Automobilist bei engem Busarrêt ugehalen, méi virsiichteg ze fueren, well de Buschauffer beim Fortfueren, egal ob et sech ëm eng Bucht- oder Kaphaltestell handelt, Virfaart huet.

Laut Artikel 137 vum Code de la route muss de Chauffer, dee laanscht de Bus um Arrêt fuere wëll, scho bei der Approche lues maachen a sech vergewësseren, ob hien net muss stallhalen, fir de Bus erauszeloossen, falls de Buschauffer dat manifestéiert.

Well den Automobilist dovun ausgoe muss, dass aus dem Bus Leit erausklammen, muss hien sech och dorop astellen, fir, konform zum Artikel 142, lues ze maachen a stoen ze bleiwen. Och bei Foussgängerstréifen, wéi en heefeg bei enger Bushaltestell unzetreffen ass, muss den Automobilist lues maachen a stoe bleiwen.

Schlussendlech beseet den Artikel 127 vum Code de la route dann nach, datt een nëmmen e Gefier ëmfueren däerf (contourner), wann ee bei dësem Manöver genuch Plaz léisst, fir dësen an aller Sécherheet kënnen auszeféieren. Wann ee bei dësem Manöver op d'Géigespuer muss fueren, esou muss een de Verkéier, deen do kënnt, dann och fir d'éischt laanschtloossen. E Gefier, wat virun engem Zebrastréife steet, däerf laut Code de la route dann och ni iwwerholl ginn. Wann also virun dem Bus en Zebrastréifen ass, däerf de Bus net iwwerholl oder ëmfuer ginn.

Durée des placements provisoires d'enfants | Question **7367** (13/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gëtt leider Situatiounen, an deenen e Kand aus senger Famill muss geholl ginn an zu sengem eegene Schutz an engem Foyer oder an enger Fleegefamill placéiert gëtt. Dobäi soll et sech an enger éischter Instanz ëm e sougenannte Placement provisoire, also ëm ee provisoreschen an zäitlech begrenzte Placement handelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a Justiz dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Durée moyenne vun de Placements provisoires an deene leschten 12 Joer gewiescht?

2. Wat ass d'Durée médiane vun esou Placements provisoires an deene leschten 12 Joer gewiescht?

3. Wat war zënter 2010 déi bis elo längsten Zäit vun engem Placement provisoire?

4. Wéi hunn dës Zuelen zënter 2010 evoluéiert a wéi ass dës Evolutioun ze erklären?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. bis 4. Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, dës Duréeën auszerechnen.

Aus deem Grond ass et och net méiglech, déi längsten Zäit vun engem Placement provisoire unzeginn.

Et sief awer betount, dass d'Justizautoritéiten de Prinzipp applizéieren, dass e Placement eng exceptionnel Moossnam ass an dass d'Reintegratioun vum Kand a seng Famill esou fréi wéi méiglech soll stattfannen. Esou gi Placementer just als lescht Mëttel applizéiert, wa sech déi aner Mesuren als inadequat oder net adaptéiert erausstellen, a gi reegelméisseg reevaluéiert.

Allgemeng kucken d'Autorités judiciaires, dass eng aner Mesure no spéitstens engem Joer gesprach gëtt (entweeder en definitive Placement oder e Maintien vum Kand a senger Famill), woubäi e Placement provisoire aus ënnerschiddleche Grënn kann undaueren (familiär Situatioun, Verloscht vum Familljenhaus, Hospitalisatioun vun engem vun den Elteren asw.).

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séance publique nº 34	Questions au Gouvernement
p. 03-04	p. 05	p. 06-44	p. 45-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-04

Nouvelles lois ..... p. 05

Séances ..... p. 06-44

34e séance du jeudi 9 février 2023 p. 06-44

Questions au Gouvernement ..... p. 45-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
06/07/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Offiziell Zeremonie fir Nationalfeierdag

„Mir hu keng Angscht, eis nei ze erfannen“

Lëtzebuerg ass ëmmer vereent a solidaresch bliwwen. Dat war de Fall, wéi de Grand-Duché sech 1848 seng éischt Verfassung ginn huet, an ass et och haut nach. Am Kader vun de Festlechkeete vun Nationalfeierdag den 23. Juni 2023 huet de Chamberpresident, den Här Fernand Etgen, déi besonnesch Eegenschafte vum Grand-Duché a vu sengen Awunner ervirgehuewen.

„2023 ass Lëtzebuerg eng stabill, pluralistesch an oppen Demokratie, agebett a villen europäeschen an internationalen Institutiounen. An awer gëtt et – och haut – vill Grënn, fir nees zesummenzeréckelen. An dat maache mir och“, huet den Här Etgen a senger Ried an der Philharmonie betount.

De Chamberpresident huet ënnerstrach, dass d’Lëtzebuerger hir Originnen an Traditioune kennen, déi och an der iwwerschaffter Verfassung verankert gi sinn. D’Lëtzebuerger sinn awer gläichzäiteg bereet, Verännerungen unzehuelen. „Mir wëlle bleiwe wat mir sinn“, huet hien aus dem Feierwon vum lëtzebuergesche Schrëftsteller Michel Lentz zitéiert. „A fir dat ze bleiwen, wat mir sinn, hu mir keng Angscht, eis ëmmer rëm nei ze erfannen. Dofir kënne mer mat Gewëssheet an Zouversiicht an d’Zukunft kucken,“ huet hie weider gesot.

Den Här Etgen ass houfreg op d’Konsenskultur zu Lëtzebuerg, déi sech laut him virun allem weist, wann et méi komplizéiert gëtt, an op d’Resilienz vum Land am Fall vu Krisen. „Mir maachen den Ënnerscheed tëschent deem, wat Krisen, an deem, wat Transitioune sinn. Aus Krise kann ee léieren. An Transitioune kann ee matgestalten“, huet hien erkläert.

Dat schéngt de Lëtzebuerger ze hëllefen, eng Gesellschaft an e Land virunzedreiwen, déi ëmmer um neiste Stand bleiwen: „Mir hunn dowéinst keng Angscht virun technologeschen, digitalen an industrielle Verännerungen, grad, well mir eis och do d’Fro vun der Plaz vum Mënsch stellen. D’Plaz vum Mënsch, dat ass och d’Zukunft vu Lëtzebuerg.“

Ganz am Sënn vun der Nationalhymn géifen d’Lëtzebuerger hiert Land mat Häerz a Séil verteidegen, huet de Chamberpresident erkläert. Hien huet drun erënnert, datt d’Joer 2023 fir 100 Joer Gëlle Fra steet, déi un d’Lëtzebuerger erënnert, déi am Krich gefall sinn, an déi domat e Symbol ass fir d’Affer, déi fir d’Fräiheet vu Lëtzebuerg bruecht goufen. „A wéinst där Gëlle Fra versti mir, wéi e Sacrifice dat ukrainescht Vollek de Moment mécht“, sou den Här Etgen.

© SIP / Jean-Christophe Verhaegen

„Mir réckelen hei am Land zesummen, wann et drop ukënnt, a mir wuessen doduerch“, huet de Chamberpresident wärend senger Ried an der Philharmonie ënnerstrach.

Visitt vum Centre Formida zu Esch-Uelzecht

Wéi de Jugendlechen ënnert d’Ärem gräifen, déi doheem an och an der Schoul grouss Problemer hunn? Fir Ausweeër ze fannen, kréien déi Jonk am Centre Formida zu Esch-Uelzecht Alternativen ugebueden.

Den 21. Juni 2023 waren d’Deputéiert aus der Educatiounskommissioun, zesumme mat Vertrieder aus dem zoustännege Ministère, mat Responsabele vum Centre Formida an der ASBL Arcus als Gestionnaire vum Centre zesummekomm, fir sech iwwer dëse Sujet auszetauschen.

Entretien avec la Présidente sortante du Parlement du Monténégro

Le Luxembourg « soutient pleinement » le processus d'intégration européenne du Monténégro

L'adhésion du Monténégro à l'Union européenne était un des sujets discutés lors d'une entrevue du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, avec l'actuelle Présidente du Parlement du Monténégro, Mme Danijela Đurović, le 21 juin 2023. Le Luxembourg « soutient pleinement » les efforts du Monténégro dans la voie de l'intégration européenne, a assuré M. Etgen lors de cette entrevue qui a eu lieu à l'issue de la 16e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe au Luxembourg.

« Le Monténégro fait de son mieux pour remplir toutes les obligations nécessaires en vue de l'adhésion européenne », a expliqué Mme Đurović, notant cependant que le processus de réforme est ralenti parce qu'une majorité qualifiée nécessaire pour la nomination de postes dans le domaine judiciaire fait défaut. Elle a toutefois souligné une large volonté au sein de la population monténégrine d'accéder à l'UE : 80 % des résidents y seraient favorables.

Cette attitude pro-européenne se reflète également dans les résultats des élections parlementaires anticipées qui ont eu lieu début juin, a encore expliqué la Présidente sortante du Parlement, qui ne s'est plus présentée lors de ces élections. Neuf partis politiques sont représentés au Parlement monténégrin, contre sept pour la Chambre des Députés luxembourgeoise. Par ailleurs, plus de cent partis politiques sont enregistrés au Monténégro, qui compte plus ou moins autant d'habitants que le Grand-Duché de Luxembourg mais dont le territoire est cinq fois plus grand.

10.000 Luxembourgeois ont des origines monténégrines

Les liens entre le Luxembourg et le Monténégro sont étroits : 2.950 ressortissants monténégrins résident au Grand-Duché et 10.000 Luxembourgeois ont des origines monténégrines, a souligné le Président du Parlement luxembourgeois.

D'autres sujets abordés lors de l'entrevue étaient l'impact du conflit en Ukraine et de la crise sanitaire sur l'économie monténégrine, tributaire à raison de 30 % du secteur du tourisme.

La Présidente sortante du Parlement du Monténégro, Mme Danijela Đurović, a été reçue à la Chambre à l'issue de la 16e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe.

Women Political Leaders Summit 2023

« Occupy your space »

Mme Djuna Bernard (3e rangée, 3e à droite) a participé au 10e sommet des femmes dirigeantes politiques.

Women Political Leaders (WPL) – femmes dirigeantes politiques – est un réseau global de femmes politiques qui vise à renforcer la représentation et le rôle de la femme dans le monde politique. À cet effet, ses membres se réunissent plusieurs fois par an afin de promouvoir la place des femmes au sein du monde politique. Le 10e sommet de WPL s'est déroulé les 7 et 8 juin 2023 à Bruxelles et s'est concentré sur l'importance de la représentation féminine.

Pendant deux jours, plus de deux cents participantes ont pu échanger leurs vues sur des sujets primordiaux tels que la paix, la sécurité, l'oppression et l'agression sexuelle. La Vice-Présidente de la Chambre des Députés, Mme Djuna Bernard, a représenté le Luxembourg à cette occasion.

Ce n'est pas un hasard que la ville de Bruxelles ait été choisie pour l'organisation du 10e sommet de WPL. Il ne s'agit non seulement du lieu de naissance du réseau, créé en 2013, mais aussi d'une capitale politique marquée par une forte présence féminine.

Le premier jour de la conférence s'est déroulé au Parlement européen, actuellement présidé par Mme Roberta Metsola, qui a clôturé la première session de la conférence en rappelant l'importance de la lutte contre l'inégalité et la nécessité de servir d'exemple pour les générations futures, non seulement en politique mais dans tous les domaines de la vie.

La deuxième journée de la conférence s'est poursuivie à la Chambre des Représentants. Le Parlement belge, qui obéit à un système bicaméral, est actuellement présidé par deux femmes. Mme Stephanie D'Hose, Présidente du Sénat, et Mme Éliane Tillieux, Présidente de la Chambre des Représentants, ont partagé leurs expériences ainsi que leurs visions pour le futur avec les participantes.

La devise « occupy your space » est très vite devenue le fil conducteur tout au long du programme de la conférence. Il ne s'agit là non seulement d'une invitation aux femmes politiques d'occuper leur place, mais surtout d'une incitation à un changement de mentalité collectif. Il est clairement ressorti des différentes interventions qu'il ne suffit pas de donner la possibilité aux femmes d'entrer dans le monde politique, mais qu'il est également un devoir d'adapter ce dernier à la présence des femmes. Ce souhait ne peut être réalisé qu'à travers la solidarité, la compréhension, le respect et la tolérance, ont déclaré les participantes.

Modification de l'objet social de Servior

7753 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées ; 2) Centres de gériatrie

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier l'objet, les missions et la gouvernance de l'établissement public « Centres, foyers et services pour personnes âgées » (ci-après « Servior ») pour tenir compte de l'évolution du secteur de la santé et de soins. En vertu des modifications prévues, Servior pourra prendre des participations dans des sociétés avec des partenaires réalisant des activités tombant sous le champ d'application de l'article 1er de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ou de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27/01/2021
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :

04/07/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29/09/2022	Entrevue avec le Conseil d'État au sujet des amendements adoptés le 04/07/2022
08/12/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire
03/02/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/02/2023
Loi du 8 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 124, page 1

Accessibilité des produits et services au sein de l'UE

7975 – Projet de loi relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services (ci-après « directive (UE) 2019/882 »). La directive a pour objet d'harmoniser les prescriptions relatives aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services au sein de l'Union européenne afin que la libre circulation des biens et services ainsi que leur accessibilité soient garanties au-delà des frontières nationales avec comme objectif principal le maintien et la promotion de l'autonomie des personnes en situation de handicap.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/03/2022
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :

17/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation d'amendements parlementaires eu égard à l'avis du Conseil d'État
08/12/2022	Présentation et adoption d'une deuxième série d'amendements parlementaires
03/02/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/02/2023
Loi du 8 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 133, page 1

Création de l'Institut national des langues Luxembourg

8012 – Projet de loi portant création de l'Institut national des langues Luxembourg et modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

L'Institut national des langues (INL), créé par la loi du 22 mai 2009, est le successeur légal du Centre de langues dont les origines remontent à l'année 1991. Face à une population de plus en plus hétérogène, à des flux transfrontaliers en constante croissance et à une économie plus diversifiée, l'INL n'a cessé d'élargir ses missions. Depuis la création de l'INL, la demande pour ses cours est allée croissant et a franchi le cap de 20.000 inscriptions annuelles en 2019-2020. Son offre est particulièrement prisée par les résidents internationaux, les frontaliers et les personnes nouvellement arrivées au Grand-Duché, mais aussi par les fonctionnaires des institutions européennes et les personnes qui veulent acquérir la nationalité luxembourgeoise.

Si l'apprentissage des langues reste la mission prioritaire de l'Institut, de nouvelles activités se sont ajoutées à son offre au fil des années. En effet, ses deux rôles de centre de certification de compétences linguistiques et de centre de formation de formateurs habilités à enseigner la langue luxembourgeoise sont aujourd'hui tout aussi importants.

Le présent projet de loi vise à supprimer les missions qui ne relèvent plus des compétences de l'INL et de clarifier celles qui désormais incombent à l'Institut national des langues Luxembourg nouvellement créé. Il entend clarifier les missions de l'Institut, préciser l'organisation et le fonctionnement de ses organes et adapter les formations, certificats et diplômes y offerts. Par ailleurs, l'Institut se voit conférer la fonction d'autorité nationale pour l'apprentissage, la didactique et la certification de la langue luxembourgeoise. Sont également précisées les dispositions relatives au personnel et à la modernisation des formations offertes.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30/05/2022
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

01/06/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
22/06/2022	Continuation des travaux
11/11/2022	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
13/01/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01/02/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

01/06/2022	Présentation et examen du projet de loi

Vote en séance publique : 09/02/2023
Loi du 8 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 156, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 06
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat de consultation au sujet de la future directive d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension** p. 06
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Dépôt d'une motion par M. Sven Clement** p. 06
   Exposé : M. Sven Clement
4. **Débat de consultation au sujet de la future directive d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension (suite)** p. 07
   Exposé : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
   Débat : M. Marc Spautz (intervention de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale) | M. André Bauler | M. Dan Kersch (intervention de M. André Bauler) (dépôt de la motion 1) | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 2) (interventions de M. Yves Cruchten) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Sven Clement) | M. Michel Wolter | M. Dan Kersch | M. Michel Wolter
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale (intervention de M. Michel Wolter) | M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Claude Haagen) | M. le Ministre Claude Haagen (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Michel Wolter (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Claude Haagen) | M. le Ministre Claude Haagen (intervention de M. Michel Wolter) | M. Charles Margue (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Claude Haagen et M. Michel Wolter) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Claude Haagen et M. Michel Wolter) | M. François Benoy (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Haagen
   Motion 1 : M. Dan Kersch | M. Marc Spautz | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale) | M. Fernand Kartheiser | M. Charles Margue | M. Sven Clement (intervention de Mme Myriam Cecchetti) | M. Dan Kersch
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : M. Charles Margue | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Dan Kersch
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
5. **7753 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées ; 2) Centres de gériatrie** p. 31
   Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn
   Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | M. Max Hahn
   Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | M. Georges Mischo (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7753 et dispense du second vote constitutionnel
6. **7975 – Projet de loi relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services** p. 34
   Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn
   Discussion générale : M. Georges Mischo | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7975 et dispense du second vote constitutionnel
7. **7883 – Proposition de loi portant modification 1° de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de technologie de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ; 2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental** p. 36
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Mme Martine Hansen
   Discussion générale : Mme Martine Hansen | M. Claude Lamberty | Mme Francine Closener | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7883 (rejetée)
   Mme Martine Hansen
8. **8012 – Projet de loi portant création de l'Institut national des langues Luxembourg et modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise** p. 41
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
   Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement) (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8012 et dispense du second vote constitutionnel
   Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Débat de consultation au sujet de la future directive d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension

M. Fernand Etgen, Président | Op eisem Ordre du jour vun de Mëtten hu mer eng Consultatiounsdebatt iwwert de Renteversécherungskompensatiounsfong. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här André Bauler, den Här Dan Kersch, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Minister fir sozial Sécherheet, den Här Claude Haagen.

3. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

Fir d'éischt géif ech awer nach dem Här Sven Clement d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech verspriechen, ech maachen et kuerz.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass den 19. Januar gewiescht, wou d'Europaparlament eng Resolutioun mat der Nummer 2511 ugeholl huet, déi sech mat de Verbrieche vum iranesche Regimm vis-à-vis vun hiren eegene Citoyene beschäftegt. Et ass eng Resolutioun, déi 31 Punkten (veuillez lire: 32 Punkten) opgeholl huet an déi ënner anerem a virun allem d'Revolutiounsgarden als ee vun den Éléments clés bei dësen Ausschreitungen definéiert.

Dës Revolutiounsgarden – et gëtt och ëmmer erëm vun der Zivillgesellschaft gefuerdert – sollen als terroristesch Organisatioun deklaréiert ginn, eppes, wat d'Europäescht Parlament dann och an där nämmlechter Resolutioun gefuerdert huet. Deementspriechend, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a well dat eng gewëssen Aktualitéit huet, well den 20. Februar och e Conseil zu deem Theema wäert sinn, deposéieren ech hei eng Motioun, déi u sech d'Lëtzebuerger Regierung géif invitéieren, d'Verbrieche vum iranesche Regimm konsequent

an der Ëffentlechkeet an och an de Gespréicher mat Representantë vun anere Staaten ze verurteelen, eppes, wat gréisstendeels scho gemaach gëtt, zweetens awer och déi iranesch Revolutiounsgarden als terroristesch Organisatioun unzeerkennen an derfir ze suergen, datt all wirtschaftlech Relatiounen tëscht Membere vu genau dësen zu Lëtzebuerg ënnerbonne ginn, an d'Efforte vum Europaparlament an der Kommissioun dohigeeënd ze ënnerstëtzen.

Well wie sech drun erënnert: Et ass och en iraneschen Diplomat an der Vergaangenheet scho wéinst terroristeschen Akten a Verbindung mat Lëtzebuerg an der Belsch rechtskräfteg verurteelt ginn, well en eng Bomm ënnert anerem hei an der Stad mat engem aneren Täter getosch huet. Deementspriechend, mengen ech, ass déi Motioun hei souwuel vun Aktualitéit wéi och begrënnt!

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– datt den iranesche Regimm säit dem Doud vum Mahsa Jina Amini duerch iranesch Revolutiounsgarden nach méi repressiv géint seng eege Bevëlkerung virgeet;

– datt den iranesche Regimm Manifestanten ouni jeegleche Respekt vu Mënscherechter aspäert, foltert an exekutéiert;

– datt d'iranesch Revolutiounsgarden hei besonnesch schwéier implizéiert sinn an disproportionéiert géint d'Protester am Land virginn;

– datt d'EU-Parlament den 19. Januar 2023 d'Resolutioun 2023/2511 (RSP) ugeholl huet, déi dës Verbrieche kloer opweist a verurteelt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. d'Verbrieche vum iranesche Regimm konsequent an der Ëffentlechkeet an och a private Gespréicher mat Representante vun anere Staaten ze verurteelen;

2. d'iranesch Revolutiounsgarden als terroristesch Organisatioun unzerkennen an derfir ze suergen, dass all wirtschaftlech Relatiounen tëscht Membere vun der Revolutiounsgarden an Acteuren aus Lëtzebuerg ënnerbonne ginn;

3. all d'Efforte vum EU-Parlament an der EU-Kommissioun géint all Aart vu Folter, Doudesstrofen a soss repressiivt Verhale vum iranesche Regimm géint seng eege Bevëlkerung ze ënnerstëtzen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

4. Débat de consultation au sujet de la future directive d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension (suite)

An da ginn ech d'Wuert un den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Claude Haagen, fir d'Consultatiounsdebatt iwwert de Renteversécherungskompensatiounsfong. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, déi Heure de consultation hat ech als Minister ufangs Dezember ugefrot, fir iwwert d'Stratégie d'investissement an och iwwert d'Directive d'investissement vum Fonds de compensation mat Iech zesummen ze schwätzen, fir ze kucken, wéi mer virgi par rapport zur Transition écologique et énergétique, déi mer voll amgaange sinn ze maachen.

De Prinzipp vun der Directive d'investissement ass am Artikel 248 Alinea 1 vum Code vun der Sécurité sociale definéiert an huet als Zil, d'Réserve de compensation als Perennitéit vum Régime général vun de Pensionnairen ze garantéieren. Ech mengen, dat ass dat iewescht Zil, wat de Fonds de compensation och ëmmer respektéiert.

Ech erënneren drun, datt d'Recettë vun der Réserve de compensation jo och an de Rapport technique vun de Pensiounen afléissen, also déi Recetten, déi eeben de Fong generéiert.

D'Reserv vum Fong ass actuellement tëschent 26 a 27 Milliarden Euro. Dat hänkt dervun of, wéi een et actuellement kuckt. Dat sinn d'Chifferen, déi sinn op den 31. Dezember 2021 determinéiert. Dir wësst, datt hei iwwert d'Investissementer um Marché financier geschwat gëtt an do ass d'Analys nach net ofgeschloss fir den 31. Dezember vum leschte Joer, mee et wäert an dee Beräich goen, och wann d'Fongenindustrie verluer huet, mee d'Fongenindustrie um Marché financier huet scho verluer an huet och scho gewonnen. An dofir, wann ee vun deene Montanten ausgeet, da gesäit een och, wéi d'Importenz vun deem Montant ass, iwwert dee mer schwätzen.

D'Diskussiounen, fir d'Stratégie d'investissement vum Pensiounsfong méi nohalteg a méi ekologesch auszeriichten an och d'Critères de placement anzehalen ..., ech mengen, dat hate mer d'lescht Joer an der Chamber, och iwwert d'Question élargie an engem Debat, Question-parlementaren ..., ass dat oft diskutéiert ginn an ass och hei an der Chamber schonn diskutéiert ginn.

Ech wëll just bemierken, dass säit méi wéi zéng Joer am Fonds de compensation eng nohalteg Finanzpolitick gemaach gëtt an déi natierlech ëmmer weidergedriwwe gëtt, esou wéi d'Marchéen et hierginn a wéi och d'Ëmsetze vun den Direktiven dat virgesäit.

2011 huet de Fonds de compensation fir d'éischt eng Exclusiounslëscht opgesat, opgrond vun internationale Konventiounen, déi och ëmmer Lëtzebuerg ratifizéiert huet, déi behandelen d'Ëmwelt, d'Aarbechtsrecht, d'Mënscherechter, Korruptioun, kontrovers Waffen an esou weider, wéi déi Konventioun och an deenen zéng Prinzippie vun de Vereenten Natioune beschriwwen ass.

Et besteet och scho säit 2011 e Questionnaire, wou d'Assetmanager vun de verschiddene Portfolioen och – also déi Leit, déi un enger ëffentlecher Ausschreiwung deelhuele par rapport zum Fonds de compensation op den internationale Marchéen –, mussen natierlech uginn, wéi hir Nohaltegkeet an deem Questionnaire ze berücksichtegen ass.

Säit 2018 mussen alleguerten déi Assetmanager noweisen. Wat heescht „noweisen"? Si hunn eng Obligatioun, fir ze kucke bei Aktien, bei Fongen, bei Real Estate oder bei Obligatioune ganz einfach, an déi si investéieren, datt dat eng nohalteg Approche huet. Wann dat net de Fall ass, da gëtt deen Asset net zréckbehalen. Déi nohalteg Approche gëtt vum Fonds de compensation konstant iwwerwaacht an och auditéiert.

Ech erlabe mer och, kuerz dorop anzegoen, well oft gesot gëtt, et wier keng Transparenz beim Fonds de commerce ...

(Hilarité)

... Fonds de compensation. Ech kann Iech just soen, datt iwwert den Internetsite vum Fonds de compensation fdc.public.lu sämtlech Rapporten, sämtlech Dokumenter, d'Listes d'exclusion, alles ëffentlech ass, wou een dat ka consultéieren. Dat gëtt esou séier gemaach wéi eeben déi Rapporten och approuvéiert sinn, an déi sämtlech Dokumenter stinn natierlech och zur Dispositioun.

Den Debat, deen ech ugefrot hunn, ass iwwregens och an, ech mengen, dräi Seancen diskutéiert gi vun der Aarbechts- a Sozialkommissioun, wou op dësen Debat higeschafft ginn ass. Du konnte sämtlech Deputéiert, déi an der Kommissioun sinn, och dem Fonds de compensation, der Direktioun, all Froe stellen.

D'Direktiv, iwwert déi mer haut schwätzen, concernéiert d'Joren – dëst Joer natierlech – 2023 bis 2027. Dir wësst awer, denken ech, alleguerten, datt do e Midtime Review gemaach gëtt, wou allkéiers dann och annuellement gekuckt gëtt a wat fir engen Trajectoirë mer bei deene verschiddenen Investissementer sinn.

D'Direktiv beschreift déi global Struktur vun den Investissementer an determinéiert dann d'Marge de manoeuvre par rapport zum CA vum Fonds de compensation, dee sech natierlech och dorunner muss halen.

Ech hunn et scho gesot: D'Période de transition écologique et énergique, an där mer haut sinn, dat ass am Fong d'Haapttheema och fir dës Direktiv. Ech erlabe mer ze soen – an dat ass op jidde Fall an den Diskussiounen an der Chamberskommissioun erauskomm –, datt net alles schwaarz a wäiss ass! Dat heescht, et muss ee scho verschidden Donnéeë kucken, et muss ee scho verschidde Krittäre kucken. Et muss een och kucken, wéi se ugepasst ginn ass. An dofir ass et ganz kloer, datt mer déi Iwwerleeung musse féieren, datt mer musse probéieren, och den Entreprisen, déi déi Transition écologique maachen, d'Moyenen ze ginn, wa se dat da wëllen, fir se eeben esou an där Transition écologique et énergétique kënnen ze begleeden.

D'Diskussioun vun haut wäert also dozou féieren, wéini zum Beispill de Fonds de compensation mat wiem an zu welche Verflichtunge wäert investéieren, an dat natierlech am Respekt vun deene legale Contrainten.

Eng Engagement Procedure ass agefouert ginn an dëser Direktiv – oder gëtt agefouert, wa se dann approuvéiert soll ginn. Do gëllt et natierlech, den Engagement vun den Entreprisë vun den Assetmanager ze iwwerpréiwen, wou si sech mussen erklären – dat, wat ech virdrun am Fong gesot hunn –, ob si hir Ziler anhalen.

De Fonds de compensation wëll natierlech och déi nohalteg Strategie am Sënn vun dem Accord de Paris respektéieren. Souwisou, wëll ech soen, muss e se respektéieren, well dat ass en Accord, dee vun der Chamber ratifizéiert ginn ass an doduerch och e contraignantë Charakter hutt, esou wéi och alleguerten déi aner Konventiounen, déi iwwer Lëtzebuerg ratifizéiert gi sinn, wou ech virdrun drop agaange si par rapport zu der UNO-Charta.

Dofir hu mir momentan och Exclusiounskrittären – de Fonds de compensation –, déi op ratifizéierte Konventioune baséieren. Déi Krittären, wou mer d'Konditiounen hunn, wéi zum Beispill den ESG – dat betrëfft haaptsächlech den Environnement, de Social an d'Gouvernance –, dann SFDR, Sustainable Finance Disclosure Regulation, an natierlech och d'Taxonomie ... An dat ass momentan de Problem oder och d'Diskussioun, an där mer eis befannen, well souwuel de Fonds de compensation wéi och mir heibanne kënnen iwwer all déi Krittären oder iwwer verschidde Krittären diskutéieren, iwwer verschidden Definitiounen diskutéieren, mee et ass och esou, datt déi Definitiounen nom europäesche Plang ëmgeännert gi sinn. D'Taxonomie ass dat bescht Beispill dofir. A wann ech iwwert d'SFDR kucken, d'Artikelen 8 an 9 – bon, et gëtt elo e bëssen technesch –,

gëtt och dauernd ëmgeännert, fir eeben och der Transitioun Rechnung ze droen an och wierklech dat Zil, wat mer alleguerten hunn, fir an déi Transitioun écologique et énergétique ze kommen, ze respektéieren.

Dat bescht Beispill bei der Taxonomie sinn d'Green Bonds, wou een da muss definéieren, wat innerhalb vun de Green Bonds ass a wat net. Dir kennt déi Diskussioun, déi do momentan gefouert gëtt.

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, déi nei Investissementsstrategie baut also op déi zéng Joer Erfarung, déi de Fonds de compensatioun an den Nohaltegkeetskrittären an den ESG-Investissementer huet an déi gi verstäerkt, datt se zu positive Resultater féieren.

Déi Deputéiert, déi an der Chamberskommissioun waren, konnte feststellen, datt mer zum Beispill am Fonds de compensation 45 % Reduktioun CO_2 duerch de Choix vun engem nohaltege Portfoliomanager an den Energy Markets gemaach hunn. Dat hu mer erreecht, well mer eeben déi Experienz haten an och dat um Marché fonnt hunn, fir eeben och do ze investéieren.

D'Investissementsstrategie hält fest, datt, ech géif mengen, säit 2018 bei aktiven Investissementer exklusiv an eng nohalteg Approche muss investéiert ginn. Bei passiven Investissementer gëtt déi nei Investissementsstrategie eng Stäerkung vun Investissementer, déi konform sinn zu dem Accord de Paris. Dat betrëfft am passiven Investissement souwuel d'Aktie wéi och d'Obligatiounen. An et ass och an deem Domän vun den Obligatioune, wou de Fonds de compensation iwwert dës Directive de stratégie en Invest an engem Portfolio oder an engem Kompartiment vu 500 Milliounen Euro virgesäit, déi natierlech Accord-de-Paris-kompatibel sinn.

Bon, all déi nei Mesüren a Saachen Nohaltegkeet: Dir wësst, datt mer, an dat hu mer jo schonn oft diskutéiert oder dat ass hei zur Diskussioun komm, déi gro Lëscht an déi schwaarz Lëscht, wéi d'Relatioun tëschent där groer an där schwaarzer Lëscht ass, wéini datt een drop kënnt, ech hunn d'Konditioune grad genannt.

Bei deene verschiddene Konventiounen, déi ratifizéiert gi sinn, ass et awer och esou, datt Entreprisen, déi op der groer Lëscht sinn iwwert d'Engagmentprozedur, wa se do, wou de Fonds de compensation nofreet, fir zum Beispill Nohaltegkeet ze erreechen an dat gëtt genannt, awer et gëtt net gemaach, dann ass et esou, datt iwwert deen Audit an och iwwert de Fonds de compensation déi Entreprise op déi gro Lëscht kënnt. A wa se dann op där groer Lëscht ass, war et an der Lescht esou, datt wa se net reagéiert oder se ee Joer, annerhalleft Joer drop ëmmer erëm weider versprach huet, se dann no sechs Méint bis engem Joer op déi schwaarz Lëscht gesat gëtt, fir datt eeben do déi Investissementer net méi kënne gemaach ginn. Dat, denken ech, ass en Zeechen, wat mer och wëlle setzen, datt d'Entreprisë bei den Investissementer, déi iwwert de Fonds de compensation gemaach ginn, och finanziell esou begleet ginn, datt mer déi Ziler och kënnen erreechen an datt mer déi Moyenen do hunn, fir och ze reagéieren.

Den Engagement betrëfft och Firmen, déi haaptsächlech vill CO_2-Ausstéiss oder aner Zäregasen hunn, fir se eebe mat deenen Investissementer finanziell ze begleeden, fir dovunner ewechzekommen an do eng Reduktioun ze maachen.

Mir hunn eng nei Investissementsklass am Fonds de compensation, déi Der erëmfannt, wat een am Fong Clean Energy nennt, déi wichteg ass, well mer och do an deem Beräich Investissementer iwwert de Fonds de compensation wäerte maachen, an zwar vu ronn 500 Milliounen Euro.

Ech mengen, gëschter hutt Der e Projet de loi gestëmmt, wou Kooperatioun tëschent Lëtzebuerg an Dänemark ugeschwat ginn ass, fir an deem Beräich vu Clean Energy tëschent 33 a 66 Milliounen ze investéieren. Ech mengen, dat ass och gëschter hei diskutéiert ginn, déi Konventioun mat Dänemark. Hei gi mer an de Beräich, wou de Fonds de compensation direkt an d'Clean Energy mat 500 Milliounen erageet, wat jo dann och am Sënn vun der Nohaltegkeet ass.

Dann ass och geplangt, am Parc immobilier ze investéieren, wat oft zu Diskussioune gefouert huet. Ech wëll eng Kéier kloer preziséieren, datt de Fonds de compensation elo net den Ersatz ass oder als Objektiv huet, fir de soziale Wunnengspräis, Wunnengsprojeten, Wunnengsbau par rapport zum Logement, zum Fonds du logement an och par rapport zu der Société nationale des habitations à bon marché ze maachen. Dat ass net hiren Objektiv. Hiren Objektiv ass awer, fir an déi Projete finanziell eranzegoen an dann eeben den Appui do ze ginn an dann natierlech do och eng Incitatif ze maachen, fir datt mer do a Projeten erakommen.

Ech erkläre mech ganz kuerz: E Parc immobilier, wéi gesot, do si bis 2027 500 Millioune virgesinn. Do ass och Logement abordable drënner, deen och do a Consideratioun gezu gëtt. Et kommen awer och zum Beispill am Beräich vun Associatiounen, déi am sozialen, am gesondheetlechen, am kulturelle Beräich konventionéiert sinn, wou de Fong och wäert mat eraklammen – notamment Dir kennt alleguerten Associatiounen, déi Büroe brauchen, déi Leit hunn, déi am gesondheetleche Beräich Schwieregkeeten hunn, Reconvalescence maachen, déi och Gebailechkeete brauchen, wou se kënnen trainéieren –, fir och do regional, wann de Marché et hiergëtt, Infrastrukturen ze finanzéieren an dann eeben och do iwwert de Loyer eng gewëssen, ech wëll net soen, „Rentabilitéit" ze kréien. Mee et ass awer den Zweck, net d'Rentabilitéit, mee awer ze respektéieren, datt déi Investissementer awer méi grouss si wéi d'Inflatioun oder d'Käschten, déi aleng doduerjer generéiert ginn. Dofir ass et ganz gutt, wa mer an déi dote Richtung ginn, well souwisou momentan alleguerten déi Associatioune konventionéiert sinn. De Staat bezilt also do de Loyer. An hei wier eng Win-win-Situatioun, denken ech, souwuel am Sënn vum Fonds de compensation vum Staat an och vun deene konventionellen Associatiounen.

De Fonds de compensation – wat ee manner weess – huet och ronn 700 Hektar Bësch, wat natierlech och am CO_2-Ausstouss mat a Consideratioun gezu gëtt. An net méi spéit wéi gëschter – elo kommen ech op d'Administratioun oder d'Infrastrukturen zréck – ass deen éischten Deel vun der Cité vun der Sécurité sociale presentéiert ginn, wou vun e Méinden un d'Miwwele kommen a wou dann eeben deen éischten Deel Mee, Juni operationell ass. Dat ass een Impakt vum Investissement vum Fonds de compensation vu ronn 158 Milliounen TVA comprise. Am Hierscht vun dësem Joer wäert den zweeten Deel ugoen, och bei der Gare. Och do wäert de Fonds de compensation natierlech mat op de Wee goen, fir déi Investissementer weider ze begleeden.

Dir gesitt also, datt och an dëser Direktiv vill Plusvaluë sinn. Dat ass och an der Chamberskommissioun deelweis begréisst ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Natierlech stelle sech Froen. An dofir si mer jo och hei, fir deen Débat de consultation esou ze organiséieren. An och dofir ass en op den Ordre du jour komm, fir eeben herno déi Consignen, déi dann eeben néideg sinn, wa mer hei en Accord iwwer verschidde Beräicher fannen, dem Fonds de compensation och mat op de Wee ze ginn.

Bon, Dir Dammen, Dir Hären, zum Schluss – ech wëll net ze laang sinn – ass, ech hunn dat gesot, déi energeetesch Transitioun wichteg. Déi huet de Fonds de compensation sech iwwert den Engagement haaptsächlech elo, nieft den Investissementer fir de Contrôle par rapport zu den Assetmanager an och den Entreprisen, op de Fändel geschriwwen, fir déi Entreprisen – dat wëll ech awer och soen – ze ënnerstëtzen, déi déi Transitioun wëllen oder musse maachen, dëst natierlech och, well se sech mussen dekarboniséieren. An d'Fro ass ganz einfach: Wëll d'Chamber mat op dee Wee goen, fir déi Entreprise finanziell ze begleeden? Soll de Fonds de compensation dat weider maachen? Wëll een do méi wäit goen?

Wa mer méi wäit ginn, da muss een dat natierlech och esou kadréieren an och esou reglementéieren, datt dat e Sënn mécht, datt mer och eng Iwwerpréiwung kënne kréien. An ech denken, dat Wichtegst, wat ech op jidde Fall am Dossier spieren, wat dobausse vill diskutéiert gëtt an och heibanne wäert zu Diskussioune féieren, ass d'Énergie nucléaire, d'Atomenergie, a wéi mer eis par rapport zur SFDR, par rapport zur Taxonomie, par rapport zu ESG-Kritären, déi an deene verschiddene Krittären oder Konditioune sinn, positionéieren.

Wéi mer dat maachen, do sinn ech da gespaant, wéi all Fraktioun dann déi Krittären, déi Definitiounen, déi mer ginn, wëll festleeën, wéi séier, datt mer dat solle maachen, ob een dat direkt soll maachen a wéi een dat och definéiert, datt een et och ka kontrolléieren par rapport zu den Assetmanager a par rapport zu den Entreprisen, déi do concernéiert sinn.

Dat gesot, freeën ech mech op e flotte sachlechen Debat. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir sozial Sécherheet Claude Haagen.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut de Mëtten hei zesummen, wéi de Minister et elo just gesot huet, fir iwwert de Fonds de compensation ze diskutéieren, iwwert d'Finanze vun dem Fonds de compensation, deen do ass fir d'Pensiounen.

Ëmmer erëm kënnt d'Diskussioun op: Wéi ass et mat deene Reserven a wat ass mat deene Suen? Dat si keng Sue vun der ëffentlecher Hand. Dat si keng Sue vum Staatsbudget, mee dat sinn d'Sue vun den Assuréen aus dem Privatsecteur. Et sinn d'Sue vun deene Leit, déi schaffe ginn, wou Betriber zesumme mat de Leit Cotisatioune bezuelen, wou déi den Iwwerschoss ausmaachen, de Moment bei deenen dräi mol 8 %, déi do an déi Reserven agefouert ginn.

An ech mengen, dass et ëmmer wichteg ass, och dat ze soen. A wa mer vun nohaltege Finanzsystemer bei dem Fonds de compensation schwätzen, sou ass et och wichteg, iwwer nohalteg Pensiounen ze schwätzen an ze diskutéieren.

Une voix | Richteg!

M. Marc Spautz (CSV) | An dofir erlaben ech mer elo och eng Kéier, e klengen Historique ze maachen. De Fonds de compensation: Et gëtt hei iwwert e geschwat, wéi wann dat schonn zanter Joerzéngte géif lafen a wat do alles schif a riicht gelaf ass. Et muss

ee wëssen: De Fonds de compensation ass eréischt duerch d'Gesetz vun 2004 geschafe ginn. Virdrun ass dat an der normaler Gerance vun der Pensiounskeess gewiescht, wou d'Pensiounskeess déi Sue placéiert huet. Deen Iwwerschoss, dee bei de Cotisatiounen do war, ass op déi verschiddenst Aart a Weisen investéiert ginn.

An ee vun den Haaptpunkte war déizäit de Steen, nämlech dass de Pensiounsfong, wéi och nach aner Etablissementer aus der Sécurité sociale domadder Gebaier gebaut hunn, Ministèrë gebaut hunn, Verwaltunge gebaut hunn an ënner anerem dat Haus, wou den Här Minister haut dra sëtzt. Och déi si mat Sue gebaut ginn a geschafe ginn, déi de soziale Versécherungsträger gehéiert hunn.

Dat selwecht fir europäesch Gebaier, déi hei zu Lëtzebuerg gebaut gi sinn, déi si mat deene Reserve gebaut ginn, déi an der Pensiounskeess do waren, well et sécher war, dass déi Locataren do, de Staat respektiv d'Europäesch Kommissioun, dass do d'Gefor relativ kleng war, dass se op eemol net méi géife bezuelen.

An ech mengen, och dat däerf een an deem ganze Kader net vergiessen. An ech ka mech erënneren, wéi ech nach e bësselche méi jonk war, also nach méi jonk, do war ech an der École supérieure du travail. An dat war eng Schoul, wou ee vill iwwert d'Sécurité sociale, iwwert d'Aarbechtsrecht geléiert huet. Dat eent Joer war et d'Sécurité sociale, dat anert war et d'Aarbechtsrecht a wéi dee ganze System och fonctionéiert, wéi dat bei de Pensiounskeese mat den dräi mol 8 % fonctionéiert. Am Ufank waren et zwee mol 8 % a 7 % huet de Staat bäigeluecht. An et ass eréischt méi spéit derzou komm, dass et dräi mol 8 % gi sinn. Da kënnen elo verschidde Leit rechnen, wéini ech an der École supérieur de travail war, wa se déi Formel nach wëssen.

Dass do ëmmer eng Diskussioun war … Do sinn et nach méi Regimmer ginn. Do ass et nach de Regimm gi vun der Aarbechterpensiounskeess, et ass de Regimm gi vun der Beamtepensiounskeess an d'Privatbeamten haten alleguerten d'Méiglechkeet, déizäit och e Prêt bei der Pensiounskeess ze maachen, wa se en Haus wollte bauen.

Ech weess net, ob där heibanne sinn, déi hiert Haus esou konnte bauen an esou konnte finanzéieren, mee dat ass gaangen, well déi Reserven den Assuréen deementspriechend zur Verfügung gestallt gi sinn. Ee vun de Kritickpunkte war ëmmer: Firwat just deen ee Regimm an all déi aner net, well bei den Aarbechter ass dat nämlech net gaangen. Et war just d'Privatbeamtepensiounskeess, déi dat gemaach huet, well domadder och eppes fir de Logement gemaach ginn ass. Wat do och méiglech war, war den Assuréen, déi bei hinne verséchert waren, ze hëllefen, fir fir méi en interessante Präis kënne Suen ze léinen an och déi Suen ze kréien, fir sech kënne véier Wänn unzeschafen.

A wann een dann déi Diskussioun weiderentwéckelt, da muss ee jo wëssen, dass dat e Marché war, deen op eemol net méi interessant war, well d'Zënspolitick bis virun net allze laanger Zäit war net méi grad déi allerschéinst, déi allerflottst, dach, fir verschiddener ganz flott, fir anerer manner flott. Et hänkt dovunner of, op wat fir enger Säit vum Dësch Der souzt. Mee do waren d'Zënsen net méi bei 5 % oder 6 %, wéi déi Zäit, vun där ech geschwat hunn, wou dat awer duerchaus normal war. An duerno ass d'Diskussioun och am Comité, déizäit vun der Pensiounskeess, komm, dass et vläicht wichteg wier, och e Fong ze schafen an dass een déi Placementer aneschters kéint maachen. Dorauser ass de Fonds de compensation geschafe ginn.

An ech wëll do och dat ënnersträichen, wat de Minister gesot huet. Den Haaptpunkt am Code de la sécurité sociale ass: „La réserve de compensation est placée dans le but de garantir la pérénnité du régime général de pension." Dass dat d'Haaptaufgab ass, déi dee Fong huet an dass et d'Haaptaufgab ass, mat deene Sue vun den Assuréen alleguerten déi beschtméiglech Saach ze maachen.

An et muss ee jo och wëssen, wa mer hei heiansdo iwwert de Staatsbudget schwätzen, da schwätze mer jo ëmmer iwwert d'europäesch Krittären an iwwert d'Finanzkrittären, da schwätze mer ëmmer iwwert den Zentralstaat. Da schwätze mer ëmmer vun enger zweeter Linn. Dat ass d'Sécurité sociale. An och do ass et gutt, dass mer esou Saachen wéi de Fonds de compensation hunn, well an der Sécurité sociale alleguerten déi Suen do zesummekommen. An dann ass eng drëtt Kolonn do, dat sinn d'Gemengen a wéi déi do stinn. An dat spillt och alles ëmmer eng Roll, wa mer an den internationalen Diskussioune sinn doriwwer, wéi Lëtzebuerg do steet, wat seng Finanzen ubelaangt a wéi Lëtzebuerg do steet vun Triple-A oder net Triple-A, da sinn dat och Saachen, déi mat berücksichtegt ginn.

A wa mer dofir hei bei dem Fonds de compensation elo hei an der Sécurité sociale driwwer schwätzen – also hei elo am Plenum, mee dass et d'Kommissioun ass vun der Sécurité sociale an net d'Kommissioun vun de Finanzen –, dann ass dat eng vun den Erklärungen, well et nämlech d'Sécurité sociale ass, där dee Fong hei ënnersteet, a well et d'Sozialversécherungen, d'Assuréë, sinn, déi hire Comité directeur, dee wéi d'Tripartitt zesummegesat ass – net de Comité directeur, mee hire Comité, wou déi dräi Säiten dra sinn … An et si jo och si, déi zesumme mat hirer Direktioun dee Rapport, dee mer elo virun eis leien hunn, ausgeschafft hunn, wou mer awer och wëssen, dass d'Patronen an d'Regierung deem Dokument d'Zoustëmmung ginn hunn an dass d'Salariatsäit deem Punkt net d'Zoustëmmung ginn huet, an dat aus verschiddene Grënn, wou ech nach wäert am Kader vu menger Ried drop zréckkommen.

Wa mer hei vun där ganzer Diskussioun schwätzen, wéi gesot: Et ass wichteg, nohalteg ze investéieren, mee et ass awer och wichteg, dass mer ëmmer drun denken, dass mer och en nohaltege Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg fir de Privatsecteur brauchen an dass mer deen och behalen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Mir haten an deenen Diskussiounen, déi mer haten, déi de Minister ugestouss huet an déi de President vun der Kommissioun vun der sozialer Sécherheet a vum Travail presidéiert huet, dräi äusserst interessant Sitzunge mam Här Reuter, dem Här Fries an dem Här Würth vum Fonds de compensation, wou mer och den Ableck kritt hunn an den Detail, net nëmmen den Ableck iwwert den Internetsite, wou een zwar alles drop fënnt, och wat ech Iech elo hei wäert zielen … Wann Der den Internetsite consultéiert hutt, dann entschëllegen ech mech bei Iech, wann Der déi Säiten alleguerte gelies hutt, well ech wäert do vläicht verschidde Saache widderhuelen, déi Der och do konnt liesen. Et ass awer och wichteg, déi Diskussioun eng Kéier heibannen ze féieren an et war och äusserst interessant, déi Diskussioun mat deenen dräi Leit vum Comité directeur vum Fonds de compensation ze hunn, wou och de Minister a seng Beamten dobäi waren, wou een déi Froe konnt stellen, déi engem ënnert de Fangere gebrannt hunn a wou et och wichteg war, ze wëssen, wat fir e Wee mer wëlle goen an a wat fir eng Direktioun mer musse goen, fir och kënne souwuel richteg a gutt Placementer ze maachen, awer och wéi mer kënne kucken, dass dat en anere Wee gëtt, méi nohalteg gëtt, fir och déi Finanze kënnen unzeleeën.

An an deem Rapport fënnt een zum Beispill eraus, dass do op där Lëscht – de Minister huet scho virdrun e bëssen driwwer geschwat – Betriber waren, déi op der schwaarzer Lëscht stoungen. Dat waren der an der Zäit 60. Duerno waren et der 120. Et ass elo op iwwer 150 Betriber ugewuess, wou opgrond vun deene Krittären, déi festgehale gi sinn, déi Betriber net méi selektiv sinn, fir kënnen Investissementer ze maachen. Et ass dat selwecht mat groe Lëschten. De Minister huet et virdrun erkläert. Fir déi gro gëllt, dass et fir d'éischt gro ass, ier et schwaarz gëtt. Bei den Hoer ass et ëmgedréint, do huet ee fir d'éischt seng Faarf an duerno gëtt ee gro.

(Hilarité)

Mee hei ass dat esou, dass do iwwer 150 Betriber drop stinn an dass do keng Invester méi gemaach ginn, an dass et och wichteg ass, dass säit 2017 bei de Green Bonds Investissementer stattfannen.

Haut sinn et 27 Milliarden, déi an deene Reserven dra sinn, opgrond vun deene Chifferen, op déi mer eis baséiere vun 2021, well dat dat lescht Joer ass, wat ofgeschloss ginn ass. Et si 6.000 Societéiten. Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loossen! Et si 6.000 Societéiten, wou sech engagéiert ginn ass, wou Sue vun deem Fong mat dra sinn. Et si 25 Kompartimenter an et sinn 18 Gestionnairen. Et ass net d'Pensiounskeess selwer, déi dat mécht, mee et si Gestionnairen, déi mat hinnen zesummen dat uginn, fir déi Suen ze verwalten an och fir ze kucken, fir an déi richteg Betriber kënnen ze investéieren, déi och deene Krittären entspriechen, wéi et virdru scho gesot ginn ass, vun dem Accord de Paris, mee awer och gläichzäiteg vun den UNO-Resolutiounen, déi an deenen eenzelne Punkte geholl gi sinn, a wou et och wichteg ass, dass de Pensiounsfong vun der Pensiounskeess sech un déi Krittären hält, well dat eng Obligatioun ass, de Minister huet et ënnerstrach. Et war jo schliisslech d'Chamber, déi déi Saachen heibanne ratifizéiert huet, an d'Chamber huet gesot: „Mir wëllen net, dass op deene Punkten do nach iergendeppes investéiert gëtt!"

Da komme mer zum Punkt vun der Taxonomie. An d'Taxonomie ass jo an dësem Punkt ee vun deenen Haaptkritickpunkten. Mir hunn heibannen eng Kéier dovu geschwat, virun zwee respektiv dräi Joer – ech mengen, et war nach virum Covid, ech sinn awer net méi ganz sécher –, do hate mer eng Diskussioun heibannen an do ware mer eis alleguerten eens, dass mer verschidde Saache missten aneschters maachen.

Duerno koum awer de 24. Februar 2022 a Russland ass an der Ukrain amarschéiert. A säit deem 24. Februar 2022 ass net nëmme villes aneschters op de Finanzmäert, et ass villes aneschters fir déi Leit, déi an der Ukrain liewen, mee et ass awer och villes aneschters, wat den Energiemaart ubelaangt, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee a ganz Europa, jo souguer op där ganzer Welt.

A mir hunn eng Diskussioun. Mir hunn héieren, d'Regierung rifft d'Tripartitt zesummen, well mer wëssen, dass nach wäert eng zousätzlech Indextranche kommen. A mir hunn och beim Statec gëschter an hirem Rapport héieren, dass d'Energiepräisser, wat Gas, Elektresch an Ueleg ubelaangt – Ueleg manner, mee Gas an Elektresch –, wäerten 2024 duerch de Plaffong goen, wann do net nach Moossnamen, sief et weidergefouert gi respektiv nei Moossname kommen.

A bei der Taxonomie huet jo och eng Diskussioun op europäeschem Niveau stattfonnt. Mir hu jo och op europäeschem Niveau driwwer geschwat: Wat ass gréng Energie? Wat ass net gréng Energie? Wat ass Atomenergie? Gehéiert Atomenergie dozou? Ass dat

eng alternativ Energie oder net? Ass Atomenergie eng propper Energie? Oder och net? Dann däerf een natierlech och do den Atommüll net vergiessen. An et muss een och nach aner Punkte kucken.

An do hunn ech eppes erëmfonnt an enger Zeitung, déi heescht „Süddeutsche Zeitung“, also net eng Zeitung, déi mir bluttgruppeméisseg sollt terribel nostoen. Déi huet do ënnerstrach, datt do eng Kéier eng Madamm Greta Thunberg war – dat seet bestëmmt deem engem oder deem aneren eppes heibannen –, déi do eng Kéier an enger Talkshow war. An do hu se och doriwwer geschwat, wéi et dann elo weidergeet mat der Energieproblematik. An do ass ënnerstrach ginn, ech zitéieren – hei op Däitsch, et war bei der Madamm Maischberger bei der ARD –, dass et dann zu dësem Zäitpunkt, wann d'Atommeilere scho lafen, vläicht besser wier, déi lafen ze loossen, wéi dass mer elo géifen a Kuel investéieren an erëm Kuelekraaftwierker ugeheien, fir da kënnen ze kucken, fir aus Kuel elektresch Energie ze maachen, well och dat wier alles aneschters wéi gutt fir d'Natur an dat wier och alles aneschters wéi gutt fir d'CO_2-Bilanz vun der Welt. Dat war d'Madamm Greta Thunberg bei der ARD an ech zitéieren hei dat, wat an der „Süddeutsche“ vum leschte Samschdeg war a wou Der dat kënnt noliesen. Och do fannen Diskussioune statt, wat richteg ass a wat net richteg ass.

Och op europäeschem Niveau am Europaparlament war keng eenheetlech Meenung, jo, ass och keng eenheetlech Meenung, dass jiddwereen dat d'selwecht gesinn hätt. Also, ech muss och soen, ech perséinlech sinn och nach wie vor kee grousse Frënd vun der Atomenergie, mee ech weess awer, dass et méi einfach ass, nach e Meiler lafen ze loossen, wéi dass mer elo erëm Kuelemeileren ugeheien, wou mer wëssen, dass dat fir d'CO_2-Bilanz nach méi schlecht ass wéi dat, wat mer elo hei diskutéieren.

A wa mer déi Diskussioun da féieren an och an en anere Volet eraginn – an ech mengen, de Minister huet et ënnerstrach –, dann ass et och wichteg, dass mer all déi Investissementer, déi mer tätegen, reegelméisseg kontrolléieren. Wat och geschitt! Dass kontrolléiert gëtt, a wat fir eng Betriber investéiert gëtt an a wat fir eng net!

An ech wëll dann elo bewosst hei e bësse provokativ ginn. Mir hunn zwou grouss Loftfaartfirmaen. Déi eng, dat ass eng, wou mir viru véier Wochen, wann ech mech nach gutt kann erënneren, Här President, heibannen iwwer e Fliger ofgestëmmt hunn, deen huet M400 (veuillez lire: A400M) geheescht. An dee gehéiert engem Grupp, ech mengen, en heescht Airbus. Dat ass d'europäesch Fligerindustrie, déi baue Fligeren am militäresche Beräich an déi baue Fligeren am ziville Beräich.

An dann hu mer eng Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg, wou de Staat och mat dran ass, awer och nach anerer, an et fueren der ganz vill mat där an d'Vakanz. An déi fléie mat Fligeren, do steet Boeing drop. An och Boeing investéiert net nëmmen an zivill Fligeren, mee Boeing investéiert och a Militärfligeren.

Wa mer dann elo allkéiers an all Detail kucke bei deene Fligeren, däerfe mer dann nach an eng Boeing oder an eng Airbus klammen, deemno wou mer hifueren? Oder musse mer do net och soen: „A, dat geet net méi!“?

Oder huele mer Energiekonzerner: Gëschter hat en Energiekonzern seng Generalversammlung an en huet gesot, en hätt dat bescht Resultat a senger Geschicht. Fir dass Der net braucht nosichen ze goen: Dat ass TotalEnergies! Déi hu gëschter dat gréisste Resultat an hirer Geschicht ugekënnegt. Déi si bekannt bei eis alleguerten, net fir d'24 Stonne vu Spa-Francorchamps, mee hir Haaptaktivitéit ass am Bensinns-, Masutts- an am Pëtrolsberäich.

Mee si sinn awer och e groussen Investor fir alternativ Energien, wou se och amgaang sinn, ganz vill ze maachen. An och do ass et dann ëmmer wichteg: Wou fanne mer dann do den Ënnerscheed? Wien ass dann elo do dee Propperen? A wien ass dann elo do dee Knaschtegen? An dat sinn déi Diskussioune bei all deene Firmaen, déi do um Dësch leien, déi een awer och muss féieren, an a wat investéiert gëtt an a wat net investéiert gëtt.

Mir sinn eis eens: Et soll een net onbedéngt an d'Waffenindustrie investéieren.

(Interruption)

Kommt, mir soen elo mol den Ukrainer dat a kommt, mir stellen elo mol alleguerten déi Froen: Dat Material, wat jo do vun der Europäescher Unioun geliwwert gëtt – et ass zwar net d'Europäesch Unioun, et sinn NATO-Staaten, mee ech mengen, heiansdo sinn et déi selwecht –, dat gebraucht gëtt an deene Situatiounen, déi mer kennen … Musse mer dann net och déi Diskussioun zu dësem Zäitpunkt féieren? Dat hei ass jo limitéiert, den Här Minister verbessert mech, dat hei geet elo bis 2027, op dat mer eis hei festleeën. Ech weess net, wéi 2027 ausgesäit. Wann Der mech gefrot hätt 2019, ob 2023 soi-disant e Krich um europäesche Kontinent géif stattfannen, dann hätt ech gesot: „Du spënns!“ Mee an Zwëschenzäit ass dat de Fall. Dofir weess ech och net, wat 2027 geschitt. An dofir muss ee wëssen, wa mer elo vun Investissementer schwätzen, dass een, wann ee vun de Firmae schwätzt, och ëmmer muss drun denken, dass et do Duechtergesellschafte gëtt an dass déi dann net alleguerten an déi sougenannten, wéi ech dat virdru gesot hunn, „knaschteg Industrie“ investéieren.

Da musse mer och schwätzen iwwer all déi Kuelestoffdioxiden, déi et gëtt, d'Karboniséierung. Och do si mer Engagementer agaangen. An ech mengen, dass dat och nach ëmmer en Engagement ass, fir dee mer solle stoen. Et ass scho gesot ginn: Den Accord de Paris huet eng grouss Wichtegkeet fir eis. Mir wëssen alleguerten, dass mer op deem Planéit hei net eleng sinn an dass mer mussen oppassen, wat mer hei mam Planéit maachen. Mee et ass dofir awer genausou wichteg, dass mer kucken, wéi et ka virugoen a wat déi eenzel Investissementer sinn. Mir mussen a gréng Energien investéieren, mir mussen eise System, wat d'Energie ubelaangt, ëmbauen, mir mussen op alternativ Energien erauskommen!

Mee et däerf een awer och net vergiessen: Mir hei zu Lëtzebuerg, an den Energieminister – ech weess net méi, ob dat gëschter war oder ob dat virun dräi Woche war – hat et eng Kéier ënnerstrach, sinn nach ëmmer fir de Gros vun deem, wat Lëtzebuerg um Energiemarché brauch, net Selbstversuerger. Mir ginn nach ëmmer akafen dorëmmer, well mer et bis elo nach net fäerdegbruecht hunn, fir eise System esou ëmzebauen, dass mer kënne selwer déi Energie hierstellen, déi mer brauchen.

Dat ass bei verschiddene Länner an Europa anescht, wann ech da kucken op dee gréisste Fong, deen et gëtt: Norwegen heescht dat Land, déi hunn ee ganz grousse Fong, wat d'Energie ubelaangt, och wat d'alternativ Energien ubelaangt. Mee et ass awer och ee vun deene gréissten Energieträger, déi et gëtt an Europa. Et ass ee vun de gréissten Energieträger, déi et gëtt, an déi hunn och d'Méiglechkeet, déi Alternative vill méi séier spillen ze loosse wéi mir hei. An dat ass déi Diskussioun, mengen ech, wou een och ëmmer muss objektivéieren a wou een och ëmmer sech muss bewosst sinn, wat ee wëllt maachen a wat net.

Fir all déi Diskussiounen an all déi Beispiller, déi ech elo heibannen zitéiert hunn – fir déi Kolleegen, déi mat an den Diskussiounen derbäi waren –, si Beispiller derbäi, déi ech och schonn allkéiers an deene Sitzungen ugestouss hunn. Ech wëll drop hiweisen, dass een elo ka soen: „Dat do ass alles schlecht, wat mer maachen, an déi Investissementer, esou wéi se elo um Dësch leien a wéi se proposéiert gi vum Fonds de compensation, sinn net gutt!“ Mee, Kolleeginnen a Kolleegen, et soll een och ëmmer bedenken, wat dat bedeit, an dass et dofir och wichteg ass, dass elo déi Investissementer fir déi nächst véier Joer gemaach ginn, dat am Interêt souwuel vun eisem Pensiounssystem, mee awer och am Interêt vun all deene Projeten, déi heibannen ënnerstëtzt ginn.

An deem Dokument, wat mer kritt hunn a wat all Mënsch kann nokucken, wat och duerno wäert publizéiert ginn, do sinn Annexen derbäi. Do sinn Annexen derbäi, wou och allkéiers drasteet am Detail, wivill vun de Suen investéiert gëtt a wivill net investéiert gëtt. An do war ëmmer déi gëlle Reegel, dass 5 % de Maximum ass, deen op iergendee Projet erausgeet, et sief dann, de Staat géif ausdrécklech soen, an da kann et bis op 15 % eropgoen: „Mir hätte gär, dass Der dat eent oder dat anert maacht!“ Dat ass mol geschitt, wann en e bestëmmt Gebai gären onbedéngt gebaut hätt oder e bestëmmte Projet onbedéngt gäre géif realiséieren. Do huet de Staat d'Méiglechkeet, d'Pensiounskeess ze bieden, ob se net do kéint déi Investissementer maachen, déi noutwendeg si fir d'Lëtzebuerger Ekonomie a fir d'Lëtzebuerger Land.

Ech ka mech erënneren, do war et de Fong nach net, et ass emol eng Kéier e Satellitt an d'Luucht geschoss ginn, do huet et och geheescht: „Mir brauche Suen!“ An och do huet deemools de Pensiounsfong matgehollef an huet deemools Aktie kaaft vun där Gesellschaft, déi de Satellitt bedriwwen huet.

Och do ass et wichteg, an dat gëtt och eng Kéier ënnerstrach, dass ee weess, wat alles an deene Fongen ass, an dass et awer gläichzäiteg net méiglech ass – et wär vläicht méiglech, mee ech mengen, et géif awer e groussen Opwand –, datt een och an deene 6.000 Generalversammlungen ëmmer present ass, wann déi stattfannen, vun all deene Betriber, wou investéiert gëtt. Mee ech weess just net, wien deejéinege wier, dee Glécklechen oder deen Onglécklechen, deen alleguerten déi Generalversammlunge géif besiche goen. Well et muss ee sech do och ëmmer bewosst sinn, och wann d'Aushängeschëld vun engem Betrib vläicht de Fliger ass oder de Masutt oder de Pëtrol, dass awer och nach ëmmer alternativ Projeten do kënnen hannendrunhänken.

Dann ass et och wichteg, an Infrastrukturen ze investéieren, déi d'Land dréngend brauch. An de Minister huet scho gesot, dass mer och op anere Punkte wëllen de Betriber hei zu Lëtzebuerg hëllefen an dass och do d'Méiglechkeet besteet, dass déi kënnen Hëllefe kréien, deemno wat se maachen, dass och d'Lëtzebuerger Ekonomie kann dovu profitéieren. Dat alles ass mat an deem Punkt, deen de Moment am Virschlag vun dem Fonds de compensation dran ass. Do wier et méiglech, fir der Ekonomie kënnen ze hëllefen a fir gläichzäiteg Placementer ze maachen am Interêt vun den Assuréen, fir domadder och déi Reserven nach méi laangfristeg ofzesécheren.

An ech wëll just soen, datt mer d'Fro gestallt haten an der Kommissioun, wivill Suen dann déi lescht Joren duerch déi Investissementer gemaach gi sinn. Ech iwwerloossen et dem Minister, herno den Detail ze soen. Mee dat ass …

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Dir wësst et!

M. Marc Spautz (CSV) | Dat ass am zweestellege Milliardeberäich, wat dat bis elo erabruecht huet. An dat war am Interêt vun all deenen Assuréen. An ech mengen, dass et och eng Wichtegkeet huet fir eis, dass mat deene Gelder, déi den Assuréé gehéieren, dat Beschtméiglecht gemaach gëtt, fir déi Systemer ofzesécheren an dass mer en nohaltege Pensiounssystem hunn. A wa mer en nohaltege Pensiounssystem hunn, dann ass et och wichteg, dass de Pensiounsfong nohalteg kann investéieren. De Moment ass an der Taxonomie virgesinn, dass Atomenergie kann derbäibleiwen. An dofir kënne mir awer soen, dass mir dee Programm hei matënnerstëtzen, well mir der Meenung sinn: Dat ass eng vorübergeeëend Saach. An net dass elo ee kënnt: „D'CSV huet 2019 eppes aneschters gesot an deem dote Punkt!" Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: 2019 war viru Februar 2022! An do huet de Marché vun der Energie sech komplett geännert. An dofir kënne mir eis Zoustëmmung ginn zu där Propos, déi elo vum Fonds de compensation virläit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee säi Liewe laang geschafft huet, da soll een am Alter och ofgeséchert sinn. Wann ee säi Liewe laang cotiséiert huet, zur Gesellschaft bäigedroen huet an de Wuelstand vun eisem Land matgehollef huet ze erwirtschaften, da soll een och an der Pensioun e wierdegt, en dezent Liewe kënne féieren an net an d'Aarmut ofrutschen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e ganz performanten, e ganz gudde Pensiounssystem. Eis Matbierger musse sech keng Suerge maachen, spéiderhin net méi iwwert d'Ronnen ze kommen. Altersaarmut, wéi mer se aus eisen Nopeschlänner kennen, gëtt et an deem Mooss net bei eis heiheem.

Et muss een et dohier als eng absolutt Prioritéit bezeechnen, dëst an Zukunft ze vermeiden an d'Pensioune laangfristeg ofzesécheren. Et ass eng Fro vun der sozialer a vun der intergenerationeller Gerechtegkeet. Mir sinn et deene Jonke schëlleg, dass déijéineg, déi haut abezuelen, och an Zukunft selwer eng Pensioun kréien.

De Fonds de compensation, och Pensiounsfong genannt, ass en zentraalt Instrument an deem Kader. Eis Reserven esou unzeleeën, dass eise Pensiounssystem op laang Dauer viabel, also liewensfäeg ass, dass genuch Rendement do ass, fir d'Pensiounen auszebezuelen, dat ass säi Sënn, dat ass säin Zweck.

Dat ass d'Haaptmissioun vum Pensiounsfong, déi mer – a mäi Virriedner huet et schonn ënnerstrach – op kee Fall däerfen aus den Ae verléieren. Déi zukünfteg Generatioune mussen dorobber bauen a virun allem vertraue kënnen. Si musse vergewëssert sinn, datt d'Reserve vun dësem Fong verantwortungsvoll geréiert ginn.

Aktuell belafe sech d'Reserve gutt iwwer 26 Milliarden Euro; Reserven, déi duerch eng räsonabel, pragmatesch a virsiichteg Gestioun opgebaut konnte ginn. An et ass wichteg, op dësem Wee weiderzefueren. Mir dierfen net vergiessen, datt de Pensiounsfong eng Responsabilitéit vis-à-vis vun de versécherte Persounen, virun allem de Salariéen, dréit. D'Kapital muss esou investéiert ginn, datt et Friichten dréit.

Op där anerer Säit bréngen déi ronn 26 Milliarden Investitiounsvolumen – also mir leien tëschent 26 a 27 Milliarden, esou genee weess ech dat och net auswenneg – och eng grouss Responsabilitéit mat sech. Mat Geld gëtt Politick gemaach.

Jo, investéieren heescht, Aktivitéiten ënnerstëtzen, heescht, Aktivitéite förderen.

Et ass dowéinst wichteg, datt d'Investitioune vum FDC, also dem Pensiounsfong, mat eise generelle politeschen Ziler alignéiert sinn, also net contraire derzou sinn. Et ass eng Fro, jo, vun der Kohärenz vun der Politick. Dozou gehéieren natierlech un éischter Stell de Respekt vun de Mënscherechter an de Respekt vun den internationalen Normen an Traitéen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet an zu deenen och de Paräisser Klimaaccord zielt.

Virun allem a puncto Nohaltegkeet sinn an de leschte Jore scho vill Ustrengunge bei der Gestioun vum Fonds de compensation gemaach ginn, fir d'Ziler vum Paräisser Klimaaccord ze respektéieren. Dës Entwécklung huet 2010 mat der Formaliséierung vun enger responsabeler Investitiounspolitick ugefaangen. Dat huet bedeit, datt zum Beispill all Joer d'CO_2-Intensitéit um Niveau vun der SICAV gemooss gouf an och den Alignement par rapport zum Zenario vun enger Zwee-Grad-Erwiermung.

D'Liste d'exclusion, déi zanter 2011 existéiert, ass e weidert essenziellt Instrument vun enger nohalteger Investitiounspolitick. Op dëser Lëscht, déi och ëffentlech zougänglech ass, stinn Entreprisen, déi déi streng ESG-Krittären net erfëllen an esou vun den Investitiounen ausgeschloss sinn. Aktuell stinn op dëser Lëscht 137 Entreprisen. Dat krute mer an der zoustänneger Kommissioun am Echange mat de Responsabele vum Pensiounsfong gesot. Domadder ass déi lëtzebuergesch Lëscht eng vun deene längsten Ausschlosslëschten.

An der Kommissioun gouf eis och matgedeelt, datt aner Länner, zum Beispill eist Nopeschland d'Belsch, Referenz op eis Exklusiounslëscht, op déi vu Lëtzebuerg, maachen. Dat huet also schonn duerchaus eng gewëssen Envergure.

Weider 180 Firme stinn op der groer Lëscht, also ënner Beobachtung. Si ginn engem sougenannte „processus d'engagement", wéi dat an der Fachsprooch heescht, ënnerzunn. Jee no Resultat gi si dann als konform agestuuft oder kommen och op d'Liste d'exclusion. Dat ass e weidert Mëttel, wéi d'Entreprisen derzou verflicht solle ginn, hir Beméiungen hin zu méi ekologescher Verantwortung a sozialer Gerechtegkeet ze intensiveieren.

Weider Entwécklungen, déi de Pensiounsfong duerchgemaach huet, sinn d'Aféiere vun nohaltegen Investitiounsusätz, vun enger järlecher Carbon-Footprint-Analys an enger Analys iwwert d'Anhale vun de Paräisser Ziler. Den FDC verspäert sech also neien Entwécklungen net, ganz am Géigendeel.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et wichteg, datt dës Ustrengunge weidergefouert ginn an d'Investissiounen nach méi staark u Krittäre vun der Nohaltegkeet an dem Respekt vun de Mënscherechter gebonne ginn.

Mat der neier Investitiounsstrategie wäert d'Liste d'exclusion nach erweidert ginn. Zousätzlech soll en Infrastrukturmandat mat Fokus op Clean-Energy-Projete wéi zum Beispill Solar- a Wandparken an Héicht vu 500 Milliounen Euro implementéiert ginn. Eng hallef Milliard, déi eenzeg an eleng a soutenabel Projete fléisst, dat ass en décke Batz Geld an dat kënne mer dowéinst och nëmmen ausdrécklech begréissen.

Gläichzäiteg dierf de Pensiounsfong säin zentraalt Zil net aus den Ae verléieren. Seng Investitioune mussen e gewëssene Rendement ervirbréngen, also wirtschaftlech, ekonomesch sinn, fir d'Pensioune vun de schaffende Leit ofzesécheren. Et gëllt also, d'Gläichgewiicht ze fannen tëschent engersäits Krittäre vun der Nohaltegkeet an de Mënscherechter respektéieren, an anerersäits eis Pensiounen ofzesécheren. Et ass dëst, jo, ass e Balance-Akt, deen net esou evident ass, wéi ee menge kéint.

(Interruption)

Här President, mir sinn an enger Iwwergangsphas, enger Transitiounsphas. Verännerunge brauchen hir Zäit a sinn net vun haut op muer ofgeschloss. Dat ass d'Realitéit. An et ass e Fakt, datt nohalteg Investitiounsméiglechkeeten nach begrenzt sinn.

Ech ginn Iech e Beispill: Mam Budget fir d'Joer 2021 hu mer e Steiervirdeel op der Taxe d'abonnement agefouert fir Fongen, déi no der europäescher Taxonomie investéieren. Mam Budget fir dëst Joer hu mer d'Krittären, fir vun der reduzéierter Taxe d'abonnement ze profitéieren, ugepasst, fir Investitiounen a Gas oder Atom net méi ze förderen. An deem Kader krute mer vun der Finanzministesch gesot, wéi vill Fongen da vun deem Steiervirdeel bis elo profitéiert hunn. Et waren der zwee. Op enger Finanzplaz, déi Virreider an der Fongenindustrie ass, déi méi wéi 6.000 Milliarden Euro Kapital geréiert, hu grad emol zwee Fonge vun dësem Steierkreditt profitéiert! Dat läit net eleng dorunner, dass et net genuch nohalteg Investitiounsméiglechkeete gëtt. Dat läit och drun, dass et aktuell nach eng Partie, eng Rei Schwieregkeete mam Reporting gëtt, fir sécher ze wëssen, a wat een dann investéiert. Ech kommen duerno nach méi am Detail op déi sougenannt Sustainable Finance Disclosure Regulation ze schwätzen.

Léif alleguer, wa mer vun elo un nach just an Entreprisen a Fongen investéiere géifen, déi d'ESG-Krittären zu 100 % erfëllen, dann hätt dat virun allem eng Konsequenz: Mir géifen eis a puncto Investitiounsméiglechkeeten däitlech aschränken! Dat géif bedeiten, an een Echange an der Kommissioun huet dat och gewisen, datt mir, fir dee selwechte Rendement ze generéieren, e méi héije Risiko agoe missten. A méi en héije Risiko kann zwar zu méi Rendement féieren, mee nëmmen, wann alles geet, wéi geplangt. Wann net, da kéint de Fong och Verloschter maachen, wat sech negativ op déi versprache Pensioune fir d'Leit, déi en droit sinn, fir eng Pensioun ze kréien, auswierke géif. Wier dat wierklech verantwortungsvoll? Sécherlech net.

Här President, mir däerfen an dëser Diskussioun net d'Kand mat der Bidden ausschëdden. Natierlech wëlle mer d'Nohaltegkeet bei den Investissementer virundreiwen, mee mir mussen hei pragmatesch a vernünfteg virgoen. Dat bedeit och, eng Konzentratioun vum Invest ze evitéieren a gläichzäiteg de Risiko ze streeën, andeems weltwäit an diversifizéiert investéiert gëtt, also an ënnerschiddlech Aktivklassen, Secteuren a Regiounen.

Fir d'DP ass et wichteg, eng nuancéiert Diskussioun ze féieren, an där de Realitéiten um Terrain Rechnung gedroe gëtt a wou mer net an eng dogmatesch Denkweis verfalen, wou alles entweeder total schwaarz oder ganz wäiss ass. D'Welt ass net schwaarz a wäiss, mee besteet aus ville Schattéierungen, aus villen Nuancen. Wien dës Wierklechkeet verkenne wëllt, dee spillt hei mat der Ofsécherung vun de Salariéen, déi eng dezent Pensioun versprach kritt hunn.

Firmen ze boykottéieren, amplaz hir Ressourcen an hiren Knowhow ze notzen, ass net zilféierend. De Marc Spautz huet och virdrunner e puer Beispiller genannt. Vill Pëtrolsfirmen hunn d'Wëssen an d'Méiglechkeete fir d'Transitioun, also fir de progressiven Iwwergang an erneierbar Energien anzeleeden, a si

maachen dat haut schonn, och wann dat sécherlech dacks méi séier kéint goen.

Do ass et dach besser, si op dësem Wee ze begleeden, si ze incitéieren, méi séier um Wee vun der Nohaltegkeet weiderzekommen. D'Viraussetzung muss natierlech ëmmer déi sinn, datt dës Entreprisen och e reellt a spierbaar nohaltegt Engagement noweisen, wéi eng Exitstrategie aus fossillen Energien oder aus der nuklearer Energie.

Bei der Diskussioun, dem Debat oder dem Echange iwwert de Pensiounsfong a seng Investitiounsstrategie gëtt dacks nach e weidere Punkt op den Dësch geluecht; dat ass dee vun der EU-Taxonomie. Mat dësem Reglement solle klimafrëndlech an nohalteg Investitioune geziilt gefërdert ginn. Aktuell léisst dës Taxonomie nach direkt Investissementer a Gas an an Atomkraaft zou. Dat gouf vu ville Säite kritiséiert, well dës Energiequellen a villerlee Hisiicht net als nohalteg agestuuft dierfte ginn. Lëtzebuerg huet sech Éisträich dann och an enger Klo virum Europäesche Geriichtshaff ugeschloss, déi d'Klassifikatioun vu Gas an Atom oder Atomkraaft als nohalteg réckgängeg maache soll.

Verschidde Leit gesinn an dësem Verhale vun der Regierung e Widdersproch. Deem ass awer net esou. Et handelt sech hei ëm zwou ënnerschiddlech Diskussiounen. Fir d'Regierung si Gas an Atomkraaft keng nohalteg Energiequellen. Dowéinst dierf een och net zouloossen, datt dës Produiten als nohalteg agestuuft ginn. Bei der Investitiounsstrategie vum Fonds de compensation ënnerleien Entreprisë strengen Ufuerderungen. E Gerant vun engem Portfolio dierf just a Projeten an a Firmen investéieren, déi dës Krittären zefriddestellend erfëllen. Ma och Entreprisen, déi aus der Gas- oder Atomkraaftindustrie kommen, kënnen en Engagement weisen, fir dës Industrie hannert sech ze loossen an hir Aktivitéite méi nohalteg auszeriichten. A genee an dësen Engagement sollt investéiert ginn, fir eng ekologesch an eng energeetesch Transitioun proaktiv ze begleeden.

Léif alleguer, e weidere Punkt, op deen ech nach agoe wëll, ass dee vum indirekte Kontakt zu den net nohaltegen oder net sozial gerechten Entreprisen oder Produiten, well jee nodeem, wéi dësen indirekte Kontakt definéiert gëtt, kéint dat en déifgräifenden Impakt op d'Investitiounsstrategie vum Pensiounsfong vum FDC hunn.

Den indirekte Kontakt mat net nohaltegen oder net sozial gerechte Produkter oder Firme muss fir Investisseuren natierlech fir d'éischt däitlech erkennbar sinn. Zanter Januar 2023 ass dowéinst eng nei Regulation a Kraaft, kuerz SFDR oder op Däitsch Offenlegungsverordnung.

Dës Regulatioun schreift vir, datt d'Finanzinstituter noweise mussen, datt bei eisen Investitioune bestëmmt Nohaltegkeetsstandarden erfëllt ginn. D'Zil ass et, fir e Greenwashing ze verhënneren. Prinzipiell ass un dëser Approche näischt auszesetzen. D'Ëmsetzung wäert awer nach eng Zäit Schwieregkeete maachen, dëst well aktuell déi néideg Donnéeë feelen, fir e korrekte Reporting ze maachen oder ze erméiglechen.

Ouni dës Date kënnen Entreprisen awer net noweisen, datt hir Aktivitéiten nohalteg sinn a kee Greenwashing besteet. Entreprisë kéinten da vun Investitiounen ausgeschloss ginn, obwuel hir Aktivitéiten d'Nohaltegkeet ënnerstëtzen. Esou riskéiere mer, eng nohalteg Transitioun, en nohaltegen Iwwergang auszebremsen.

An dat leet mech zu enger fundamentaler Fro: Wat heescht eigentlech nohalteg a sozial gerecht?

D'Diskussioun iwwert d'EU-Taxonomie weist, datt et keng eenheetlech akzeptéiert Definitioun vun dëser Notioun gëtt. Wou genee gëtt d'Linn gezunn? Ass nohalteg just, wat zu 100 % op fossill Energiequelle verzicht? Ech froe mech a mir froen eis zu méi, denken ech, heibannen, ob dat iwwerhaapt méiglech ass. Eis Welt ass a villerlee Hisiicht nach esou ofhängeg vu fossiller Energie, datt mir dat dach onrealistesch erschéngt.

Grad de Krich an der Ukrain – et ass och virdrunner gesot ginn – huet eis dës Realitéit jo nees däitlech virun Ae gefouert an d'Finanze sinn nun emol net getrennt vun der realer oder der reeller Ekonomie.

Tatsaach ass dach, datt zu dësem Moment warscheinlech kee Produkt a keng Entreprise zu 100 % nohalteg ass oder et op d'mannst net beweise kann. D'Produktioun vu Solarpanels enger grénger Energiequell, ass vu rare Metaller ofhängeg. Ech woen awer ze bezweifelen, datt den Ofbau vun dëse Metaller als 100%eg nohalteg oder sozial gerecht agestuuft kéint ginn, fir just ee Beispill ze nennen.

Bedeit dat, datt mir net méi a Solarenergie investéiere sollen? Natierlech net. Den Usaz ass jo dee richtegen: nohalteg Energie produzéieren. D'Zil soll et sinn, fir d'Technik virunzedreiwen, méi nohalteg Solarpanelen oder, loosse mer soen, méi effikass Solarpanelen ze entwéckelen an déi gesamt Produktiounskette sozial gerecht ze gestalten. Dat geet awer just an Etappen, schrëttweis, an d'Entreprisë brauche geziilt Investissementer um Wee dohinner.

Här President, ech wëll zum Schluss nach kuerz op e leschte Punkt agoen, wat d'Investitioune vum Pensiounsfong ugeet. Mir hunn als DP schonn dacks d'Iddi an d'Spill bruecht, en Deel aus de Reserve vun dësem Fong ze notzen, fir a Wunnraum hei am Land ze investéieren. Do ass jo nach Sputt no uewen. Grad an der aktueller Krisesituatioun wier et sënnvoll, Reserven ze notzen a Wunnengen um private Marché opzekafen. De Moment besteet also d'Opportunitéit, fir däitlech méi Suen aus dem Pensiounsfong an de Grapp ze huelen, fir an der aktueller Logementskris e Batz Wunnengen opzekafen a se am abordabelen a soziale Beräich ze verlounen.

Am Interêt vum gesellschaftlechen Zesummenhalt, der sozialer Kohäsioun, ënnerstëtzt meng Fraktioun verstäerkt Investitiounen an d'Schafe vun abordabelem Wunnraum. Gläichzäiteg hu mer hei awer en Hiewel, fir net just de Stock un ëffentlechen abordabele Wunnengen ze erhéijen, mee och en Hiewel, fir e wichtege Wirtschaftssecteur oder eng Wirtschaftsbranche ze stäipen, Faillitten ze evitéieren, ze vermeiden, an Aarbechtsplazen ofzesécheren.

Datt d'Immobiliebranche oder d'Entreprisen aus dëser Branche och duerch schwiereg Zäite kënne goen, weist jo grad déi aktuell Situatioun. Engersäits si Materialenkpäss an héich Energiekäschten déi grouss Erausfuerderung fir de Bau vu Wunnengen. Anerersäits erschwéieren héich Zënsen et de potenzielle Keefer, e Prêt opzehuelen, wat sech onweigerlech op den Immobiliemaart auswierkt.

Här President, an der Finanzwelt huet sech an de leschte Jore vill gedoen. Nohaltegkeet a sozial Gerechtegkeet gewannen an der Gesellschaft ëmmer méi u Bedeitung. A well d'Finanzwelt e Spigelbild vun der Gesellschaft an der Realwirtschaft ass, hunn dës Sujete selbstverständlech och hei een ëmmer méi grousse Stellewäert. Dat bedeit awer och, datt d'Finanzwelt ni méi nohalteg ka si wéi d'Wirtschaft, d'Realwirtschaft an d'Gesellschaft et insgesamt hierginn.

Wéi ech et a menger Ried duergestallt hunn, ass dës Transitioun kee Prozess, deen, wéi d'Lëtzebuerger soen, eenzock kann ëmgesat ginn. Mir musse se proaktiv begleeden. A fir de Pensiounsfong bedeit dat, esou nohalteg wéi méiglech ze investéieren am Respekt vun internationalen Accorden an Normen, déi Lëtzebuerg ënnerzeechent huet, an dobäi ëmmer d'Pensioune vun de schaffende Leit an den zukünftege Generatiounen am Bléck ze hunn.

A mir musse bedenken, datt och dës Norme sech veränneren an nei Reglementer a Kraaft trieden. D'SFD-Regulatioun, vun där ech virdrunner geschwat hunn, ass an deem Kontext e rezent Beispill. Dësen neien Normen a Regulatioune gerecht ze ginn ass och e Prozess, deen eng gewëssen Zäit an Usproch hëlt. D'Donnéeë musse gesammelt an ausgewäert ginn, éier d'Fonge richteg klasséiert kënne ginn. 307 Entreprisen, déi d'lescht Joer nach ënnert den Artikel 9 gefall sinn, also een anscheinend nohaltegt Investitiounsobjektiv haten, goufen am September ënnert den Artikel 8 erofgestuuft.

Kann een engem Fong, deen an esou eng Firma investéiert huet, e Virworf vu Greenwashing maachen? Wuel kaum, wann déi néideg Daten nach net virlouchen. Och e Gerant vun engem Fong ka just mat deenen Informatioune schaffen, déi ëm eeben aktuell virleien.

Sécher Pensiounen a méi Nohaltegkeet erreeche mir net duerch eng iwwerstierzt Aschränkung vun den Investitiounsméiglechkeeten. Nee, mir erreeche se duerch pragmatesch wueliwwerluecht Investissementer a verschidde Branchen, Secteuren, Regiounen an Entreprisen, déi an der ekologescher an energeetescher Transitioun ënnerwee sinn. Mir erreeche se, andeems mir jidderee mat op de Wee huelen an zesummeschaffen. Efforte vun Entreprisë mussen unerkannt a gefërdert ginn, hire liichtfankegen Ausschloss hätt keng Plus-value, kee Méiwäert fir déi ekologesch an energeetesch Transitioun.

Eis Krittäre wäerte kontinuéierlech ugepasst a méi streng ginn. D'Entreprisë mussen awer och d'Méiglechkeet kréie fir sech unzepassen. A wann eis Gesellschaft an eis Realwirtschaft insgesamt méi nohalteg ginn, wat dës Upassung méi einfach gëtt, well méi Alternativen dann och verfügbar wäerte sinn.

D'Investitiounsstrategie vum Fonds de compensation ass der Realitéit vun haut ugepasst. Nohaltegen Engagement gëtt kloer wäertgeschat a geziilt ënnerstëtzt. An d'Renten, d'Pensioune vun de schaffende Leit sinn ofgeséchert. Sou bleift dem Pensiounsfong säi Sënn a säin Zweck erfëllt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech kéint een de Fonds de compensation, deen 2004 geschafe ginn ass fir ze hëllefen, d'Renten aus dem Privatsecteur laangfristeg ofzesécheren, an e puer Wuert erklären.

An der Tëschenzäit si Reserve vu ronn 26 bis 27 Milliarden do, déi méi wéi fënnefmol d'Joresausgaben ausmaachen, wat Europa-, jo scho bal Weltklass ass. D'Gesetz verlaangt 1,5-mol d'Joresausgaben. Als Verglach: Eis däitsch Nopere leien, mengen ech, bei 3 bis 4 Méint.

Ouni d'Decisioun, d'Reserven op de Finanzmäert unzeleeën, wieren et ongeféier – dee Chiffer hu mer genannt kritt – 10 Milliarde manner. E genaue Chiffer ass wéinst de variabele Bourssendaten e bësse méi schwéier ze berechnen. Mee och dat ass e ganz beandrockende Chiffer.

Mee et ass ee sech natierlech och bewosst, dass een, wann ee vun esou grousse Chiffere schwätzt, eng

Verantwortung huet, souwuel eethesch, moralesch wéi och ëmweltpolitesch Krittären ze respektéieren, wéi ee mat deene Suen ëmgeet a wéi ee se wëll uleeën.

D'Verwaltung vun deem Fong gëtt iwwerholl vun deenen, déi e gläichberechtegt speisen: de Gewerkschaften, fir d'Salariéen ze vertrieden, dem Staat an dem Patronat. Also vun deenen dräi Parteien, déi de Fong, wéi gesot, zu jeeweils engem Drëttel speisen.

Fir d'Sozialisten ass et evident, dass dat och an Zukunft esou bleiwe muss. Och dat soll hei ganz kloer gesot ginn.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | A genau esou kloer sollt sinn, dass, wann een heibannen eppes aneschters wëll, en dann opgefuerdert ass, dat och hei ze soen.

Déi aktuell Verwaltung huet an deene leschten 12 bis 13 Joer enorm Ustrengunge gemaach, fir nohalteg Krittären an all hire Formen ze garantéieren. Eigentlech, Här President, wier domadder alles gesot. Mee esou einfach, an dat wësse mer, tickt d'Welt net a vill fille sech der beruff fir matzediskutéieren. An dat ass u sech ganz begréissenswäert, well et, wéi gesot, ëm grouss Zomme geet, vun deene mer hei schwätzen.

Well awer an der Diskussioun net ëmmer esou kloer ass, wie wat wéini wou wëll, wëll ech fir meng Partei kloerstellen, wat mir denken. Dofir ass et och wichteg, de legale Kader eng Kéier kuerz ze beliichten.

De gesetzleche Kader gëtt am Code de la sécurité sociale gesat. Den Artikelen 247 an 248 an 260 bis 268 vum CSS no huet de Fonds de compensation d'Gestioun vun der Réserve de compensation als Missioun, mam Zil, an dat ass wichteg, an ech zitéieren dofir: „de garantir la pérennité du régime général de pension. Afin d'assurer la sécurité des placements il est tenu compte de la totalité des actifs et des passifs, de la situation [...], ainsi que de la structure et de l'évolution prévisible du régime. Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. À cette fin, les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques." Dat ass, wéi gesot, de gesetzleche Kader.

Ganz rezent huet de Conseil d'administration eng nei Directive d'investissement, esou wéi et am Artikel 261 vum Code vun der Sécurité sociale virgesinn ass, fir déi nächst fënnef Joer ausgeschafft, déi dann dem Gesetz no vum Minister no Avis vun der Inspection générale de la sécurité sociale muss approuvéiert ginn. Et ass dobäi kloer, dass mer eis och, wat den Inhalt vun där Directive d'investissement ugeet, natierlech am Kader vun deene gesetzleche Bestëmmunge musse beweegen.

Am Kader vun där legaler Rumm steet d'LSAP zu 100 % zur Transition énergétique gradewéi och zu allen Nohaltegkeetskrittären an der Gouvernance vun eisem Pensiounsfong. A wann ech vun Nohaltegkeet schwätzen, mengen ech den Nohaltegkeetsprinzipp a senger Globalitéit, a senger Dräifaltegkeet, fir dem Här Galles seng Sprooch ze gebrauchen.

(Hilarité)

Et ass net vun Zoufall, dass ech déi dräi Ziler grad an dëser Diskussioun rappeléieren, well ech nämlech ganz oft den Androck net lass ginn, dass déi, déi vun Nohaltegkeet schwätzen, ganz oft dësen Dräi-Saile-Prinzipp vun der Nohaltegkeetstheorie, sief et aus Onwëssenheet oder sief et aus politeschem Opportunismus, vergiessen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | En ëmfaasst dräi Haaptziler: a) ökologesch Ziler: d'Erhale vun den Naturfunktiounen; b) sozial Ziler: eng intra- an eng intergenerationell Gerechtegkeet; an c) ekonomesch Ziler: eng ugemiesse Bedürfnisbefriedigung, fir emol eng Kéier deen Term ze gebrauchen.

Ganz bewosst hunn ech hei a), b) an c) gesot an net 1), 2) oder 3), fir ze ënnersträichen, dass déi dräi Prinzippie gläichberechtegt op engem Niveau leien an net deen ee méi wichteg wär wéi deen aneren, mee ganz am Géigendeel, deen een ouni deen aneren net ka funktionéieren a vice versa. Et gëtt also dräi Prinzippien, déi mer musse berücksichtegen, och an der Gestioun vun eisem Pensiounsfong.

Här President, ech wëll weiderfuere mat engem Aveu. Wéi de Pensiounsfong 2004 gegrënnt gouf, fir d'Rentereserven ze geréieren, war ech ee vun de Skeptiker. Ech hunn net vill dovu gehalen, d'Sue vun den Assuréen zum Deel op d'Bourse ze droen an domadder, wann och risikoaarm, mee awer trotzdeem ze spekuléieren. Ech war an ech bleiwen eeben éischter e virsiichtege Mënsch an en Unhänger vun der Realekonomie.

Ech hunn awer och scho gesot, dass, wa mer dat net gemaach hätten, mer da weesentlech manner Suen am Fong hätten, wat an Anbetracht dovun, wéi d'Welt funktionéiert, net ganz fair wär vis-à-vis vun deene Generatiounen, déi haut mat hire Beiträg d'Pensioune bezuelen an och en Urecht mussen hunn op eng Pensioun no hirem aktive Liewen. Dofir hunn ech, an ech ginn dat hei ganz gären zou, meng deemoleg Meenung revidéiert.

An de leschten Deeg ass mer och méi wéi bewosst ginn, wéi wéineg mir eis als Gesellschaft eigentlech Gedanke maachen iwwer esou wichteg Froe wéi d'Ofsécherung vun eise Renten an domat och den Ëmgang vun eiser Gesellschaft mat deenen, déi eise relative Räichtum an der Vergaangenheet geschafen hunn.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dass hanner eisem Rentesystem en héich eethesche System vun intergenerationeller Solidaritéit stécht, ass deene mannsten heibannen ..., oder vläicht heibannen, mee ville Leit dobaussen net bewosst. Oft gëtt dat leider vereinfacht esou duergestallt: „Déi Jonk mussen d'Pensioune vun deenen Ale bezuelen." An dat héiert sech dann esou un, wéi wann déi Jonk déi Al – an ech dierf deen Ausdrock „Al" gebrauchen, well ech och lues a lues an déi Kategorie gehéieren – missten duerchfidderen.

M. André Bauler (DP) | Eeler.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här Bauler. Dat ass e gudde Kompromiss.

Dobäi gëtt vergiess, dass déi sougenannt Eeler et waren, déi fir d'Ausbildung vun deene Jonke gesuergt haten, déi Schoulen, Infrastrukturen an Knowhow kreéiert hunn, fir deene Jonke méiglechst gutt Chance fir hir Zukunftsgestaltung ze bidden. Dat alles an nach vill méi, dat war net zum Nulltariff ze kréien. Dofir huet missen investéiert ginn. An et ass gutt, dass déi Investissementer gemaach ginn. An ech hoffen, dass se och an Zukunft wäerte gemaach ginn.

Här President, ech hu sielen an esou kuerzer Zäit esou vill bäigeléiert wéi an deene leschten Deeg, wou mir an eiser Kommissioun dësen Debat preparéiert hunn. An ouni iergendengem Member an der Kommissioun wëllen ze no ze trieden, mengen ech, kënnen ze behaapten, dass ech net deen Eenzege war, deem dat esou gaangen ass. Et gëtt der natierlech, déi woussten et schonn ëmmer besser, an ech fäerten, dass mer dat och nach haut an dësem haitegen Debat wäerte matkréien. Et sief.

Duerfir wëll ech awer, Här President, eisem Minister Claude Haagen ausdrécklech Merci soen, dass dësen Débat de consultation op seng Initiativ hi stattfënnt. Wann ee méi laang an der Politick ass, da weess een, dass hie sech et weesentlech méi einfach hätt kënne maachen. A wann ee méi laang dobäi ass, da weess een och, dass et fir d'éischt ass, dass hei an dësem Haus esou en Debat stattfënnt.

De Virworf, hei géif vum Ministère a vum Minister aus probéiert ginn, fäerdeg Tatsaachen hannert zouenen Dieren ze schafen, ass also absurd an am héchste Mooss onfair. Ech wëll och ausdrécklech deene Leit vum Fonds de compensation, wat Staatsbeamte mat engem ganz groussen Knowhow sinn, Merci soe fir hir detailléiert a fundéiert Erklärungen. Et ass ganz positiv a luewenswäert, dass mir hei zesumme kënnen iwwert déi nei Directive d'investissement vum Fonds de compensation commun au régime général de pension diskutéieren an iwwert d'Prinzippie, Krittären a Reegelen, déi dobäi sollen a musse spillen.

Den Här Minister huet der Chamberskommissioun an den Deputéierten all néideg a komplett Ënnerlagen zoukomme gelooss, fir dass mer eis kënnen e komplett Bild maachen. Hien an déi Responsabel vum FDC sinn dräimol an d'Kommissioun komm, fir Informatiounen, Erklärungen an Hannergrënn ze exposéieren, fir d'Froe vun den Deputéierten ze beäntweren. An ouni virzegräifen, wëll ech soen, dass dat ganz positiv ass, wat mir un Informatioune kruten.

Här President, erlaabt mir awer bei aller Begeeschterung, dass mer dank der Transparenz vum Minister hei iwwert déi zukünfteg Strategie kënne schwätzen, drëm ze bieden, dass mer als Chamber bescheide bleiwen. Mir schwätzen hei net, wéi et dobaussen alt heiansdo fälschlecherweis duergestallt gëtt, iwwer ëffentlech Suen, déi dem Staat géife gehéieren an deen dofir fräi doriwwer verfüge kéint, och wann de Staat se genee wéi d'Patronen an d'Salariéen zu jee engem Drëttel bezilt – ech hat et virdru gesot, jeeweils 8 % vun der Lounmass. An all eenzelnen, all eenzelne Salarié ka Mount fir Mount op sengem Paiziedel kucken, opgrond vu sengem Ofzuch op der Bruttopai, wat hien all Mount dozou bäidréit.

Déi Sue gehéieren also, an ech soen et nach eng Kéier, net dem Staat, mee si gehéieren eenzeg an eleng den Assuréen aus dem Privatsecteur a soss kengem.

Déi net méi ganz jonk heibanne kënne sech och erënneren, dass mer schonn änlech Diskussiounen eng Kéier hei haten. Dir kënnt Iech erënneren un déi Renteklau-Diskussioun. An ech hoffen, dass mer eis alleguerten esou Diskussiounen an Zukunft erspueren.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Déi Suen, vun deene mer hei schwätzen, déi sinn eenzeg an eleng dofir do, déi zukünfteg Renten aus dem Privatsecteur ze bezuelen, an dierfen op kee Fall fir aner Zwecker, esou nobel se och wieren, gebraucht ginn. Och dat muss kloer sinn an och doriwwer dierf keen Zweifel bestoen.

An de vergaangene Jore gouf vill ënnerholl an et si grouss Progrèse gemaach ginn a Saachen Nohaltegkeet bei der Gestioun vun de Reserve vun eisem Pensiounsfong. A wéi wäit d'Transparenz vun deene verantwortleche Beamten an de Kommissioune gaangen ass, wëll ech verdäitlechen un engem Beispill, wou onopgefuerdert d'Beamten eis gesot hunn, dass déi ganz Diskussioun eigentlech 2010 ugefaangen huet, wéi de fréieren Deputéierten André Hoffmann opgedeckt hat, dass verschidden Investissementer

vum Fong och Firme beinhalt hunn, déi offensichtlech an d'Produktioun vu Streebommen, déi international geächt waren, verwéckelt waren.

Virun 2010 schéngt et also offensichtlech esou gewiescht ze sinn, dass sech éischter wéineg Gedanke gemaach ginn ass iwwer eethesch, ëmweltpolitesch, mënscherechtskonform Investissementer. Eigentlech stoung just de Rentabilitéitskrittär am Vierdergrond.

Duerno huet sech awer munches geännert, fundamental geännert. Den Nohaltegkeetskrittär ass an der Tëschenzäit ganz uewen op der Lëscht bei de Krittären. An ech deelen d'Aschätzung och vun eenzelne Kritiker, dass dat keng Belaaschtung, mee éischter eng Chance fir de Fong duerstellt.

Zanter 2010 si mer e wäite Wee gaange mat enger éischter Exklusiounslëscht 2010, déi 60 Entreprisen ëmfaasst huet, wat u sech just am Ufank Firme waren, déi an der Produktioun vun Antipersouneminnen implizéiert waren, déi duerch d'Konventioun vun Ottawa scho geächt waren.

D'Nohaltegkeetskrittäre ginn zanterhier reegelméisseg iwwerschafft a verstäerkt. Si kënne verschidde Formen hunn, sief et den negative Screening mat Exklusiounslëschten, Investitiounen a Firmen, déi e moossbare positiven Impakt op d'nohalteg Entwécklung hunn, oder och den Engagement, op deen ech duerno nach zréckkommen.

Ab 2012 gëllen och déi sougenannten ESG-Krittären, ekologesch, nohalteg, sozial a good-Governance-Krittären. En Deel vun den Aktiounen ass och vun deem Moment u just nach an Aktioune gaangen no ESG-Krittären.

Ab 2017 sinn och progressiv d'Accord-de-Paris-Ziler plus d'Ziler aus der Agenda 2030 vun de Vereenten Natiounen integréiert ginn. Eigentlech ass den Nohaltegkeetskrittär elo de bestëmmende Krittär, deen ugewannt gëtt, an dat huet eis voll Ënnerstëtzung.

An et kann ee roueg soen, dass ee kann e bëssen houfreg sinn op dat, wat erreecht gouf. De Lëtzebuerger Kompensatiounsfong huet zum Beispill déi gréisst an ëmfangräichst Exklusiounslëscht am Verglach mat änlechen Institutiounen am Ausland. Garant fir d'Nohaltegkeet a responsabel Investissementer ass zum engen e ganz grousse Reseau vun Experten, déi zoustänneg si fir d'Kontroll, d'Bewäertung, de Choix an d'Exklusioun. Ech ginn, wéi gesot, duerno nach dorop an.

Mee et sinn och verschidden zertifiéiert Labelen an offiziell Reegelwierker, zum Beispill den ESG – ech hat et virdru gesot –, awer och ESG LuxFLAG, SFDR, Green Bonds oder och nach de Carbon Footprint an d'Paris-Alignment-Studien an de Bëschlabel PEFC. Iwwer 130 Betriber sinn an der Tëschenzäit op enger schwaarzer Lëscht. Och dat ass schonn hei gesot ginn. Dat heescht, déi verschidde Geranten dierfen net an déi Betriber investéieren.

Just als Verglach, den norwegesche Fong, deen eis ganz oft als Beispill empfole gëtt, schléisst 68 Betriber aus. A Frankräich sinn et der 15. Schweden huet ee mat 10 an ee mat 104 Exklusiounen. Holland huet ee mat 30 respektiv 42 Exklusiounen. Ech weess, dass dee Chiffer do eleng net alles ausseet. Mee e gëtt awer eng Indicatioun, wéi seriö dës Fro am Lëtzebuerger FDC behandelt gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Et gëtt iwwregens kritiséiert, et géif un Transparenz feelen, wat déi Exklusiounslëscht ugeet. Wann ee sech da schlau mécht, da fënnt een eraus, dass d'Lëscht mat den Nimm vun all deenen 137 Firmen um Site vum FDC ze fannen ass, zesumme souguer mat där Angab, aus wéi engem Grond se ausgeschloss goufen.

Dann héiert een aus där nämmlechter Kritikerquell, dass just 10 vun deenen 130 – a Wierklechkeet sinn et der, wéi gesot, 137 – aus ëmweltpolitesche Grënn ausgeschloss wieren.

Dierf ee froen, wéi et méiglech ass, esou Aussoen ze maachen, wann een op där anerer Säit behaapt, et hätt ee keng Informatiounen? De deux choses l'une, déi zwou zesumme sinn a mengen Aen net méiglech.

Weiderhi stinn eng ronn 180 Betriber op enger groer Lëscht. Dat heescht, déi stinn ënner méi enger genauer Beobachtung an de Fong huet a senger neier Strategie decidéiert, dass déi an Zukunft automatesch op déi schwaarz Lëscht wäerte kommen, wann net eng kloer Kursännerung a Richtung vun nohaltegem Wirtschaften erkennbar ass.

Här President, et ass kloer, wann een esou Lëschte mat Ausschlusskrittäre mécht, dass een déi Lëschten ënner permanenter Kontroll hale muss. Dat zielt virun allem fir déi Dausende Betriber, an déi investéiert gëtt – mir krute gesot, et wieren der ronn 6.000 –, well et kloer ass, dass eng Firma, déi haut konform ass mat eise Krittären, dat muer net onbedéngt och nach muss sinn. Et muss awer och fir déi, déi op enger schwaarzer oder groer Lëscht genannt sinn, méiglech sinn, dass et e Retour gëtt, wann en Ëmdenken am Betrib stattfënnt.

Ech nennen déi Zuelen hei ganz bewosst, einfach fir eng Kéier d'Envergure vun der Operatioun ze verdäitlechen. An et ass och evident, dass déi doten Aarbecht net vun deene puer – an ech mengen dat net pejorativ – Staatsbeamten eleng ka gemaach ginn. Dofir gëtt op eng Kooperatioun mat spezialisierten internationale Büroe gesat wéi PPCmetrics, déi Referenze wéi dat europäescht Patentamt kënnen opweisen, Trucost mat 50 Analysten, déi soss näischt aneschters maachen, oder Sustainalytics, déi pro Dag mat iwwer 800 Mataarbechter 700.000 Kontakter maachen. Dat geschitt natierlech iwwert déi modernsten Algorithmen, well et soss net ze bewältege wier.

Déi PPCmetrics sëtzt iwwregens an der Schwäiz zesumme mat enger ONG, déi hei zu Lëtzebuerg den FDC kritiséiert, an engem Kommitee, fir Evaluatiounen ze maachen. Och dat ass eng Informatioun, déi net oninteressant ass.

Déi Büroen hunn duerch d'Zuel vun hire Mataarbechter, duerch hir Screeningmethoden natierlech ganz aner Kontrollméiglechkeete wéi eis Lëtzebuerger Mataarbechter vum Fong. Et ass och evident, dass dat net fir lau ze kréien ass, dat heescht, dat muss och bezuelt ginn, déi Servicer do. An de Fong gëtt – dat hunn ech extra haut nach eng Kéier nogefrot – am Joer ronn 300.000 Euro aus, fir dëse professionnelle Screening ze garantéieren.

Eng aner Method, fir Afloss op d'Respektéiere vun den Nohaltegkeetsprinzipper bei de Firmen ze huelen, wou investéiert gëtt, ass d'Engagementstrategie, wou ee probéiert, zesumme mat anere groussen Aktionären, zum Beispill aneren auslännesche Pensiounsfongen, Afloss op d'Produktiounsweeër a Methoden ze huelen.

Et muss een awer zouginn, dass dëse Beräich mat Sécherheet ausbaufäeg ass an dass en eréischt am Ufank vun enger méi kohärenter Approche steet. Mee et ass mat Sécherheet e ganz interessanten Usaz.

2021 gouf opgrond vum éischten Nohaltegkeetsbericht vum FDC decidéiert, dass an Zukunft all Joer eng Carbon-Footprint-Analys an all dräi Joer eng Paris-Alignment-Analys iwwert den FDC muss gemaach ginn. A selbstverständlech ginn déi Etüden och publizéiert a si ginn dem breede Public virgestallt a jiddweree ka sech dozou äusseren.

De Fong huet et an der Tëschenzäit och fäerdegbruecht, dass all Investissementer konform sinn zu den Engagementer, déi Lëtzebuerg op internationalem Plang geholl huet, sief et, wat de Schutz vun de Mënscherechter, vun der Ëmwelt oder vun den Aarbechtskonditiounen ugeet.

(Interruption)

Dat muss selbstverständlech och fir d'Paräisser Klimaofkommes zielen. An de Verantwortlechen hir Aussoen a Presenz vum Minister, dass mir spéitstens Enn 2023, Ufank 2024 Paräis-konform wäerte sinn, stëmme mech an och anerer ganz optimistesch.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Domadder wier dann eng Upassung un e weidere verbindlechen internationalen Traité ofgeschloss.

Här President, et ass an deem Kontext secondaire, iwwer wéi en Index mir dat wäerten erreechen, sief et iwwer en MSCI Paris Alignment oder en MSCI World oder iergendeen aneren Index. Wichteg ass – an dat wëlle mer, mengen ech, alleguerten –, dass mer Paräis-konform ginn, an zwar séier. An ech hu keen Ulass, dorun ze zweifelen, nodeems wat mer héieren hunn.

Et gëtt dann och kritiséiert, de Fong géif net genuch an de Lëtzebuerger Immobiliemaart investéieren. Schonn a senger viregter Strategie war virgesinn, bis zu 5 % vum Invest doran ze investéieren. An et muss ee feststellen, dass dat Zil mat ronn 2 % bis 3 % net erreecht ginn ass. Ouni Zweifel wier et gutt, wann an deem Beräich kéint nogebessert ginn. Allerdéngs, an och dat ass eis erkläert ginn, gëtt et natierlech Grënn, firwat dass dat an esou engem komplizéierte Lëtzebuerger Immobiliemarché net esou geschitt ass, wéi et gewollt war. Do war een e bëssen tëschent Hummer an Amboss geroden, engersäits opgrond vu senger Finanzkraaft grouss an de Marché anzeklammen an dann esou à l'image vun aneren auslännesche Fongen d'Präisspiral mat unzedreiwen an domadder och horrend Loyerspräisser mat grousse Gewënner ze generéieren.

De Fong huet an deem Kontext decidéiert, net an iwwerdeiert Projeten eranzeklammen a sech dann, fir enger gesetzlecher Obligatioun nozekommen, mat schëlleg un enger iwwerdeierter Loyerspolitick ze maachen, well dat eeben net an déi virdru beschriwwen Nohaltegkeetskrittären erapasst.

Et huet ee sech par la force des choses eebe missen op Projete beschränken, déi net op deenen zentraalsten an deierste Plazen am Land sinn, wat natierlech den Aktiounsradius weesentlech ageschränkt huet. D'Engagementer hu sech deementspriechend op Projete beschränkt, déi et méiglech gemaach hunn, bescheide Gewënner ze maachen an awer mat Loyeren ze schaffen, déi sozial Krittäre respektéieren. Doriwwer eraus sinn déi finanziell Engagementer bei der SNHBM a beim Fonds du logement bäibehalen a souguer ausgebaut ginn, ouni awer selwer zu enger Wunnengsbaugesellschaft ze mutéieren, well dat definitiv net den Objet vum FDC ass.

Et ass evident, dass d'Situatioun, wéi mer se haut um Wunnengsmarché fannen, amgaangen ass ze änneren. D'Zënserhéijungen, d'Inflatioun, d'Verdeierung vun de Baukäschte sinn amgaangen, d'Donnéeën ze änneren. Et ass dofir dee richtege Moment, de Fong ze encouragéieren, hir Ustrengungen ze vergréisseren, fir verstäerkt an den abordabelen, an ech betounen dat nach eng Kéier, an den abordabele Wunnengsmaart ze investéieren.

Här President, et ass an der Tëschenzäit opgrond vun der Diskussioun ronderëm d'Atomkraaft eng Kontrovers drëms entstanen, ob d'Gesetz et méiglech mécht, eenzel Secteuren ze ecartéieren. De Fong ass majoritär der Meenung, dat wier net méiglech, anerer hunn en Avis juridique, deen de Contraire behaapt, an Drëtter soen, et misst een d'Gesetz änneren.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | U sech, Här President, ass dat eng Diskussioun ëm dem Kaiser säi Baart. Et gëtt, mengen ech, an dësem Haus e grousse Konsens, fir sech géint Atomkraaft ze engagéieren. Stellt sech dann d'Fro no der Atomenergie, déi mer all net wëllen ënnerstëtzen, an ëmsou méi, well mer genuch Atomzentrale ronderëm eis hunn, an déi eis dat noutwendegt Vertraue feelt.

Et ass och kloer, dass eng grouss Majoritéit vun de Mënschen hei zu Lëtzebuerg net fir Atomenergie ass an dass mer eis fir eis selwer a fir eis Nopeschlänner en Ausstig aus der Atomenergie esou séier wéi méiglech wënschen.

Den Ausstig aus dem Atom ass grad wéi den Ausstig aus de fossillen Energien e Prozess. Vill Firmen an Entreprisen hunn dat erkannt an hu sech Reconversiounsstrategië ginn. Et ass wichteg, déi Transformatioun ze ënnerstëtzen. Wéi wichteg a wéi schwiereg d'Spannungsfeld tëschent Ideal a Realitéit awer munchmol ass, huet eis d'Energiekris nach eng Kéier virun Ae gefouert. Jo, d'Energiekris trëfft ëmsou méi staark, well mer d'Energiewende, fir emol eng Kéier deen däitschen Ausdrock ze gebrauchen, net genuch virbereet hunn an net genuch dran investéiert hunn. An deem Beräich musse mer net nëmmen eng Schëpp noleeën, fir geziilt an entschlossen d'Transitioun ze ënnerstëtzen.

Ech mengen, et wier dofir gutt, wa mir och vun hei aus e kloert Signal géife ginn, fir Investissementer a Firmen, déi Atomkraaft produzéieren, vun Investissementer vum Lëtzebuerger Pensiounsfong auszeschléissen.

An et ass och gutt ze wëssen, dass esou eng Approche och vun der Regierung gedeelt gëtt, déi och konform ass mat der internationaler Positioun vun eisem Land.

De Fonds de compensation huet, wéi ech et elo beluecht hunn, also an deene leschten 13 Joer grouss Efforte gemaach gradewéi och aner Acteuren zu Lëtzebuerg an op EU-Niveau an och op internationalen Niveau, fir de responsabelen Invest ze förderen.

Déi meescht heibanne gradewéi och d'Leit dobausse si sech awer eens, an dat huet een och nach bei där Interpellatioun vu virun dräi Joer kloer eraushéieren, dass mer net a Kanneraarbecht, Antipersouneminnen a modern Sklaverei an Ausbeutung wëllen investéieren. An den FDC huet ganz kloer de responsabelen Invest als e Leitmotiv ugeholl a progressiv weiderentwéckelt a verbessert. Wéi gesot, sinn dat Saachen, wou mer enorm Progrèse gemaach hunn an och nach wäerte weider maachen. Mee leider kann een net ëmmer op deen éischte Bléck gesinn, wat sech hannert esou engem Fong a senger Strategie verstoppt. Dofir brauch et Expertis, Bewäertung, Kontroll a permanent Upassungen.

Ech hoffen, dass mir mat eisem Debat vun haut kënnen derzou bäidroen, dass e bësse méi Objektivitéit an den Debat erakënnt.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet, net ouni allerdéngs, Här President, Iech eng Motioun ze deponéieren, déi vum Här Margue, vum Här Bauler a vu mir selwer ënnerschriwwen ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le « Fonds de compensation commun au régime général de pension » (FDC), créé par la loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension, a pour mission de gérer la réserve du régime général de pension dans le but d'en garantir la pérennité ;

– considérant que l'article 248 du Code de la sécurité sociale prévoit que les placements du FDC doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques répartissant les disponibilités entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques ;

– considérant que le FDC gère la réserve du régime général de pension selon le principe tripartite par les assurés, les employeurs et l'État ;

– considérant que, conformément à l'article 261 du Code de la sécurité sociale, il appartient au conseil d'administration du FDC d'établir les directives concernant les principes et règles de gestion du patrimoine et que celles-ci sont soumises à l'approbation du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, sur avis de l'Inspection générale de la sécurité sociale ;

– considérant le débat de consultation sur la future directive d'investissement du FDC à la Chambre des Députés qui a été organisé sur demande du Ministre de la Sécurité sociale ;

– considérant les informations, documentations et explications fournies et discutées lors de diverses réunions de la commission parlementaire compétente en charge en amont dudit débat ;

– considérant que depuis 2010, le FDC a développé une politique d'investissement intégrant les aspects de durabilité, et plus précisément de critères environnementaux, sociaux et sociétaux et de gouvernance (critères ESG) au sein de sa stratégie d'investissement ;

– considérant que la stratégie d'investissement se fonde notamment sur les engagements pris par le Luxembourg dans le cadre des différents traités ou conventions, dont également les dix principes du « United Nations Global Compact » et ses standards complémentaires, couvrant le respect et la promotion des droits humains, la protection de l'environnement, le respect des normes internationales du travail ou la lutte contre la corruption, ou encore l'Accord de Paris ratifié en 2016 et visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre ;

– saluant les informations fournies par les responsables du FDC, selon lesquelles les investissements du FDC visent à être conformes aux engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris d'ici le début 2024 au plus tard ;

– considérant que le FDC a développé les investissements dans le domaine de l'immobilier respectant les critères ESG, dont la création de logements à prix abordable ;

– considérant que la performance du FDC en matière de soutenabilité est évaluée régulièrement et que le « Sustainable Investor Factsheet 2021 » publié par le FDC fait état des résultats et progrès importants en la matière, corroborés notamment par une liste d'exclusion ambitieuse et étendue, inégalée par les institutions similaires d'autres pays européens ;

– considérant que la crise énergétique survenue suite à l'invasion russe en Ukraine a révélé une menace de pénurie énergétique mettant en exergue les déficiences et retards en matière de transition énergétique ;

– considérant l'opposition du Gouvernement luxembourgeois à l'inclusion de l'énergie nucléaire et du gaz naturel dans la taxonomie des finances durables au niveau européen,

invite le Gouvernement à

– s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ;

– inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase avec la position du Gouvernement par rapport à la nouvelle taxonomie européenne ;

– adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ;

– encourager le FDC à soutenir la création de logements à coûts modérés.

(s.) Dan Kersch, André Bauler, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, als eelste Riedner dann de Mëtteg, als Pensiounsempfänger, als fréiere Beneficiaire vun engem Prêt vun der Privatbeamtekeess, als Papp vun dräi erwuessene Kanner, déi elo ugefaangen hunn ze schaffe kierzlech, erlaben ech mer dann elo e Bléck no vir.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mir diskutéieren haut iwwert d'Strategie an d'Zukunft vum Fonds de compensation, vum Pensiounsfong. Ausdrécklech e Merci un de Minister Claude Haagen, dass hien dësen Débat de consultation ugefrot huet. Hien huet dat gefrot, wéi e sot, fir ze wëssen, wéi eis Positioun op deene verschiddene Bänken heibannen ass.

Mir Gréng ginn haut eis Positioun an deem Sënn a mir Gréng ginn dovun aus, dass dësen Exercice nëtzlech ass an net ouni Konsequenze wäert sinn op d'Haltung vum Verwaltungsrot vum Fonds de compensation. Et ass haut fir eis Deputéiert d'Geleeënheet, dat politescht Signal ze ginn, op dat op d'mannst eenzel Membere vum Verwaltungsrot waarden, am besteeënde gesetzleche Kader. Mir ginn haut de Mëtteg e politescht Signal an dësem Haus.

Ech wäert zum Schluss vu menger Ried méi ausféierlech op de gesetzleche Kader agoen, wann ech Iech soen, wat am Avis juridique steet, deen déi Gréng zu dësem Theema gefrot hunn.

(M. Charles Margue montre l'avis juridique.)

Mir hunn am Cercle, Här Spautz, et war wärend der Covidzäit, den 3. Dezember 2020, eng Interpellatioun zu dësem Theema gehat. Do hat ech schonn d'Geleeënheet, déi gréng Positioun duerzeleeën. An eisem Communiqué vun der leschter Woch, den 30. Januar, war och zimmlech däitlech, wat déi gréng Positioun an dësem Dossier ass: „Die Investitionen unserer Pensionsreserven müssen im Einklang mit den Zielen des Pariser Klimaschutzabkommens stehen. Es reicht nicht, einzelnen Teilen des FDC einen grünen Anstrich zu verpassen. Das gesamte Portfolio muss kompatibel mit dem 1,5-Grad-Ziel sein, sonst hinterlassen wir den zukünftigen Generationen weder eine angemessene Rente noch einen lebenswerten Planeten. Investitionen in Atomkraft und in fossile Energie stellen außerdem ein finanzielles Risiko dar und gefährden die zukünftige Sicherheit unserer Renten." Souwäit

och fir d'Nohaltegkeet vum éischte Standpunkt, vum éischte Grond, firwat mer de Pensiounsfong hunn.

Mir hunn dunn och gesot, dass mir dës Debatt ausdrécklech begréissen iwwert d'Investitiounsstrategie vum Fong, mee awer och, dass dës Debatt nëmme Sënn mécht, wann opgrond dovunner déi Strategie kann ugepasst oder nogebessert ginn – also am Fong!

De Verwaltungsrot ka jo zu all Moment seng Strategie upassen, zemools elo, wou se nach net vum Minister formell guttgeheescht gouf. An deem Sënn befanne mir eis elo, wou de Strategiepabeier um Dësch läit an d'Ëffentlechkeet en och kennt, am Moment vun der Transparenz, wou d'Acteuren aus der Zivillgesellschaft och un der Debatt iwwert d'Investitiounsstrategie kënnen deelhuelen. Et ass en Ufank vun der Diskussioun, der politescher Diskussioun zur Strategie op Basis vun der Positioun, déi de Verwaltungsrot virgeluecht huet. Et ass awer net en Aboutissement, en Ofschloss vun dëser Diskussioun.

Ech begréissen hei ausdrécklech, dass Greenpeace an d'ASTM mat hiren Analysen an Experte gehollef hunn, de Fong ënnert d'Lupp ze huelen an och Alternativen zur Investitiounspolitick opzeweisen.

Mir sinn immens dankbar, dass d'ONGe sech aktiv an am Detail mat dësem Dossier beschäftegt hunn. An och haut de Mëtteg hu se mat hirer Presenz virun der Chamber gewisen, wéi wichteg hinnen dësen Dossier ass. Ech soen hinnen dofir en décke Merci fir hir Aarbecht a fir hiert Engagement.

Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, dass dëst en Theema ass, wat eis Gréng besonnesch um Häerz läit. Mir haten och scho verschidde Questions parlementaires a Questions élargies dozou gestallt.

Wa mir och net frou sinn ... Ech weess, et ass gesetzlech net anescht virgesinn, dass d'Strategie vum Fong vum Verwaltungsrot ugeholl gëtt, ouni Matschwätzen an Unhéierung vun der Zivillgesellschaft – also éischter Blackbox wéi Transparenz. Wisou eigentlech am 21. Joerhonnert? Bon.

Also wa mer mat där Aart a Weis dës Gouvernance bedaueren, esou wëll ech haut ausdrécklech den Hären Alain Reuter, Marc Fries a Christian Würth Merci soe fir hir Presentatioun vun der Strategie an hir Prezisiounen dozou an eiser Chamberskommissioun an dëse Sitzungen am Januar. Si hunn déi operationell Verantwortung. Mir kruten do d'Geleeënheet, eis Froen ze stellen, a krute gutt a fair Äntwerten. Merci dofir nach eemol vun dësem Pult aus.

Nodréiglech soen ech mer, dass mer vläicht och hätte sollen an der Chamberskommissioun eng Diskussioun mat de Membere vum Verwaltungsrot vum Fonds de compensation hunn. Well ech mengen, dass d'Divergenzen, d'Divergences de vue, vun deem, wat a wat net méiglech ass innerhalb vum gesetzleche Kader, mat deene Leit aus dem Wee ze raume wieren.

Et ass gesot gi vu menge Virriedner: Eist Pensiounswiese berout op engem Generatiounsvertrag, an dëse Vertrag muss eeben ugepasst ginn, vu déi Welt, an där mer haut liewen.

Haut muss et drëms goen: éischtens, natierlech weiderhin eng Récklag fir d'Pensiounen ze bilden, an awer och via d'Investitiounspolitick vum Fong derzou bäizedroen, dass déi Generatiounen, déi haut abezuelen, selwer och nach eng Welt virfannen, wou e Liewen an der Pensioun nach méiglech a liewenswäert ass.

An deem Sënn war fir eis Gréng ëmmer kloer: Et geet ëm soss näischt wéi ëm eng nohalteg Ausriichtung vum FDC: keen Atom, awer virun allem progressiven Divest aus de fossillen Energien, fir endlech kohärent mat dem Paräisser Accord ze sinn.

Drëttens: Et gëtt eng schwaarz Lëscht, elo schonns; do sinn déi Betriber drop, déi de Moment ausgeschloss sinn;

An et gëtt eng gro Lëscht, wou déi Betriber drop stinn, déi sech net onbedéngt konform behuelen a puncto Klima, Mënscherechter, an esou weider. Déi Betriber sinn ënner Beobachtung an de CA kuckt och, wéi de Minister et virdru gesot huet, ob déi Betriber sech dann an eng positiv Richtung beweegen, an engem Zäitraum vu sechs Méint, engem, zwee Joer. Soss komme se op déi schwaarz Lëscht.

Déi Fuerderung, déi ech hei opgeschriwwen hunn, ass an deem Sënn erfëllt. An dat begréissen ech ausdrécklech. Ech mengen, ech hunn dat virdru richteg héieren.

Firwat ass elo op eemol, wéi ee seet, „méi Musek an der Saach"?

Nieft dem Drock aus der Zivillgesellschaft, huet sech 2022 och d'Salariat kritesch zum Fonds de compensation positionéiert. Engersäits gouf et d'Positioun vun der Chambre des Salariés, an déi am Verwaltungsrot selwer vun den zwou Gewerkschaften. Dat ass en neie Moment.

D'Resultater vun den Diskussioune ronderëm déi nei Investitiounsstrategie hu gewisen, dass mir net méi am – ënner Gänseféisercher – „normale Modus" sinn. Si gouf ouni Ënnerstëtzung vun de Gewerkschaftsvertrieder geholl. Ech erlabe mer, dat ze begréissen.

Bei de ronn 26 Milliarden, oder 27 – jee nodeem, wéi een et evaluéiert –, geet et net nëmmen ëm vill Suen, mee et si jo och Sue vun de Bäitragszueler an de Pensionnairen aus der Privatwirtschaft; also vun all deenen, déi zu Lëtzebuerg beim private Patron schaffen oder geschafft hunn.

Ech wëll hei d'Gesellschaft net splécken, mee et soll awer och emol eng Kéier kloergestallt sinn, dass net jiddereen hei am Land, dee schafft, seng Zukunft vun dem Fonds de compensation ofhängeg mécht.

Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mir haut iwwert d'Ausriichtung vun dësem Fong diskutéieren. Et brauch definitiv ee méi kloert, méi en demokratescht Mandat an e franchement méi couragéierten an ambitiéise Verwaltungsrot. Well et ass do, wou d'Musek gemaach gëtt, esou wéi d'Gesetz et virgesäit.

Firwat ass den FDC am aktuelle Kontext esou wichteg ginn?

Ma och mat 26, 27 Milliarde sinn dat Finanzflëss, déi a Richtung klimafrëndlech Investitioune ginn. An déi kënne mer ëmlenken. An et ass wichteg, fir d'Klimatransitioun ze finanzéieren. Et ass wichteg, fir hei Gebaier ze bauen, déi deene leschte Standarden a puncto Ëmwelt an Zirkularwirtschaft entspriechen.

Grouss Fonge kënnen hei eppes bewierken an och eng Virbildfunktioun hunn. Dofir klamme grouss Pensiounsfongen an anere Länner progressiv aus de fossillen Energien eraus.

Eng Etüd vun de Fuerscher vun der ETH Zürich an der Londoner UCL weist, dass vu weltwäit 223 ëffentleche Pensiounsfonge scho 15 % en Divest vu Fossillen decidéiert hunn.

Et si 15 %, déi en Divest decidéiert hunn, mee zesumme maachen déi knapp d'Hallschent vun allen Assets aus, déi vun ëffentleche Pensiounsfonge geréiert ginn. E puer Beispiller:

– Zum Beispill de gréissten hollännesche Pensiounsfong huet virun e puer Méint annoncéiert, ganz aus de fossillen Energien erausklammen ze wëllen.

– Och eng Rei grouss Pensiounsfongen zu New York hunn dëse Schrëtt rezent annoncéiert.

– „The Guardian" vum 3. Februar bericht, dass den norwegesche Staatsfong, vun deem jo scho geschwat ginn ass – also hiren Zukunftsfong, dee gréissten Eenzelinvestor op der Welt –, d'Direktioune vun Entreprisë gewarnt huet, dass se net méi erëm géife gewielt ginn hirersäits, wa se sech net géifen druginn d'Klimakris, d'Mënscherechtsverletzungen ze bekämpfen a fir Diversitéit an hire Kommiteeën ze suergen.

Dës Beispiller weisen, datt dat, wat mir eis fir den FDC virstellen, keng verréckte Spënnerei ass, mee, au contraire, scho vu villen anere Big Players gelieft an ëmgesat gëtt.

Den FDC huet fir eis Gréng also och eng Virbildfunktioun ze spillen. Den FDC soll net just „im stillen Kämmerlein" eis Pensiounsmouk en bon père de famille geréieren. Nee, mir Gréng trieden derfir an, dass den FDC beispillhaft soll sinn, wat nohalteg Finanzen zu Lëtzebuerg a fir Lëtzebuerg sinn. An deem Sënn wënsche mir eis, dass mer geschwënn den FDC op d'Visittekaart vu Lëtzebuerg a senger grénger an nohalteger Finanzplaz kënne setzen, ouni dass mer Greenwashing kënne virgeheit kréien. Let's make it happen!

Mir kruten de 26. Januar och an der Kommissioun gewisen, dass déi Exklusiounslëscht ëmmer méi grouss gëtt, dass se méi grouss ass wéi den Hollänner, de Schweeden, den Norweger an de Fransousen hir. Jo, dat stëmmt. Dat ass begréissenswäert, mee awer erlaben ech mer d'Fro: Geet dat duer, fir konform zu eisen internationalen Engagementer ze sinn?

An där neier Strategie gouf och festgehalen, op de Wee vum Engagement ze goen. Wat ass dat? Et ass virdrun e wéineg ugeklongen. Nach e puer Wuert mengersäits dozou: Et geet drëms, als Aktionär seng Roll ze spillen, fir sech Gehéier ze verschafe bei den Direktioune vun den Entreprisen, fir méi Nohaltegkeet ze verlaangen an och d'Gouvernance ze hannerfroen. Mir Gréng begréissen dëse Schrëtt ausdrécklech.

Den norwegeschen Zukunftsfong geet jo elo am Fréijoer op d'Generalversammlung vun den Aktionären, fir dat ze verlaangen. Als klengen Aktionär – an den FDC ass e klengen Aktionär – ass dat awer méi schwéier.

Wéi soll déi Engagementspolitick ausgeféiert ginn? Mir kruten d'Äntwert. Ganz kloer, dass déi elo an d'Strategie ageschriwwe ginn ass an dass dëst Joer, dat kommend Joer elo gekuckt gëtt, wéi déi soll a Musek ëmgesat ginn. Do ginn aner Partnerschafte gebraucht. Do gëtt eng Expertis mat an d'Boot geholl.

Also ëmzesetzen ass se nach, an als Chamberskommissioun oder déi nächst wiere mir frou, och doriwwer reegelméisseg informéiert ze gi fir ze wëssen – ech hat eng Fro dozou gestallt –, ob et net illusoresch ass als klengen Aktionär, wéi den FDC et forcement ass, doduerch dass seng Placementer bewosst op 6.000 Betriber gestreet sinn. Oder ech wëll enges Bessere beléiert ginn, dass mir do kënne mat anere Leit, Partner zesummen eppes op deene Generalversammlungen bewierken. Wéi gesot, ech hoffen, dass esou eng Engagementpolitick méiglech ass, ënner anerem duerch gemeinsaamt Agéiere vu klengen Aktionären.

Mir sinn déi lescht Joren an enger positiver Dynamik am FDC. Jo, och mat der Strategie, déi mer virgeluecht kruten an déi vu Patronat a Regierungsvertrieder majoritär ugeholl gouf. Ma geet dat duer? Ass se ambitéis genuch? Eis Äntwert ass Nee.

De Lëtzebuerger Pensiounsfong – ech sinn net deen éischten, deen et seet – ass net, enfin nach net en ligne mat den Ziler vum Paräisser Klimaaccord. De Rapport investisseur vun 2020 seet et: Investitioune

vum Fong sinn op enger 2-3-Grad-Trajectoire an net op enger 1,5-Grad-Trajectoire.

(Interruption)

De Fong investéiert och fir de Moment nach an Atomkraaft. 2021 hat de Fong zum Beispill nach Milliounen an Engie an EDF investéiert, zwee Haaptacteure vum franséischen Atombusiness, Acteuren, déi vum aktuelle President a Frankräich erëm beméit ginn, säin Atomprogramm ze ënnerstëtzen an ze finanzéieren.

An ech wëll kuerz vläicht zum Theema Atom dëst soen: Et ass dach wierklech net novollzéibar, dass wärend Lëtzebuerg sech um europäeschen Niveau géint d'Atomkraaft a fir d'Zoumaache vun Kättenuewen an Tihange asetzt, eis Pensiounen gläichzäiteg sollen an d'Bedreiwer vun deenen Zentralen investéieren.

Mir hunn och viru knapp zwee Méint hei nach an der Chamber d'Atomenergie aus der reduzéierter Taxe d'abonnement ausgeschloss, en ligne mam Koalitiounsaccord, deen do seet: „Le Luxembourg continuera à s'opposer au financement public de nouveaux projets de centrales nucléaires par d'autres États membres." Kommt mir si kohärent a suergen dofir, dass den FDC net weider an Atom investéiert.

An der Motioun, déi mer no der Debatt am Dezember 2020 an der Chamber gestëmmt hunn, gouf schonns d'Regierung opgefuerdert, d'Investitiounsstrategie vum Pensiounsfong an och déi vum Zukunftsfong méi nohalteg ze gestalten. Mir hunn zënterhier nach net erëm iwwert den Zukunftsfong geschwat an och net, wéi mer deemools an der Motioun gesot haten, ob een do kéint gemeinsam Weeër goen.

Et ass awer och aus ganz egoistesche Grënn, wou mer mussen handelen. Eis haart erschaffte Mouk dierf nämlech net zu engem, wéi et an der Kommissioun och scho gesot ginn ass, „stranded asset" ginn. Et besteet nämlech e reelle Risiko, dass mat der Beschleunegung vun der Transitioun fossill Konzerner ganz schnell u Wäert kënne verléieren, och wa se dëser Deeg nach héich Resultater op Basis vun dem Misär, dee mer an der Ukrain hunn, konnte verzeechnen.

Ech weess, d'Diversifikatioun, also d'Streeë vum Risiko, ass d'Schlagwuert, wat de Verwaltungsrot ëmmer erëm ufeiert, fir sech ze rechtfertegen, dass den FDC Beräicher, Secteuren net kéint ausschléissen.

D'Diskussiounen an der Kommissioun hunn awer gewisen, dass alternativ Referenzindexe bestinn, dass deenen hir Performance de Moment op d'mannst um selwechten Niveau läit an dass dës Indexen nach ëmmer op enger breeder Basis vu Betriber bestinn, wou et also méiglech ass, den Investrisiko ze streeën, vläicht net op 6.000, mee dann e wéineg manner. Da wär en ëmmer nach gestreet.

Den FDC soll wannechgelift kloer duerleeën, wéi eng Risikofuerderungen en huet. Da kann ee kucken, ob en Deelfong déi respektéiert oder net. Et gëtt, esou Nextra Consulting no, elo schonns bei konventionellen Indexen munnech nohalteg Alternativen, wou en plus de Rendement vun dësen alternativen Indexen an der Reegel méi héich war wéi dee vun deene konventionellen.

E Vertrieder vum Staat sot an der Kommissioun, dass den FDC an enger Transitioun ass. Jo, bravo, dat stëmmt an et geschitt do eppes. Ech hunn och e puer Zuelen an der Kommissioun opgegraff. De Carbon Footprint ass 2021 13 % méi niddreg wéi nach 2019. Mëttlerweil si mer vun 120 Entreprisen op der Exklusiounslëscht op 180 ..., pardon, si mer eropgaangen op 120 an 180 stinn der op der groer Lëscht.

Den FDC mécht Exklusioune baséierend op eisen internationale Verflichtungen – meng Virriedner hunn et gesot –, an anere Wierder, d'Traitéen, déi mer ënnerschriwwen hunn, Waffen, Mënscherechter an esou weider ... Et ass also méiglech – ech soen: technesch méiglech –, Exklusiounen ze maachen.

Ech hunn awer ee besonnesche Punkt, dee mer um Mo läit: Wann ech liesen, „reproduire le marché" als Premiss fir eng Investitiounsstrategie am Verwaltungsrot ze huelen, ass dat zumindest diskutabel. Dat ass e Parti pris, dee mir Gréng refuséieren. Dat géif jo heeschen, dass „reproduire le marché" deen eenzege Garant vu Rentabilitéit wier. All déi Leit, déi vill oder wéineg Sue placéiert hunn, wësse spéitstens zënter 2008, fir wat fir eng Iwwerraschungen de Marché gutt ass. Et gëtt keng absolutt Garantie vu Rentabilitéit.

De Glawen un de Maart – dat kléngt e wéineg wéi eng Ideologie – ass e Parti pris. Et ass net déi iwwergeuerdent ekonomesch Wourecht, vläicht vun e puer Leit, jo, mee et ass net deene Gréngen hir. Mir sinn oppe fir nei wëssenschaftlech baséiert nohalteg Iwwerleeungen, déi an enger Dynamik sinn an déi net festgefruer sinn.

Wéi d'Experte vun Nextra Consulting soen, geet et a Saache Rendement a Risikostreeung „um eine Optimierung des Rendite-Risikoverhältnisses bei einer vorgegebenen Risikobereitschaft". Ech mengen, mir si vun eise Banken an deene leschte Joren ëmmer erëm gefrot ginn, wou mer eis dann astufen: als konservativ, spekulativ oder iergendanzwousch am Mëttelberäich.

Mir mussen eis eens ginn, wat mer do als Risikobereetschaft wëllen huelen. Dass mer konservativ an esou engem Fong sinn, schéngt mer op der Hand ze leien. Dass mer awer courageiert an ambitionéiert solle sinn, dat ass och kloer.

Please, léif Leit vum Verwaltungsrot, dot eis dat net gleewen a verstoppt Iech net hannert esou enger Premiss!

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Erlaabt mer och, ausdrécklech dat ze begréissen, wat de Minister a verschidde Virriedner viru mer gesot hunn: dass an der neier Strategie den Effort vun 2,5 % op 5 % Invest an den Immobiliesecteur déi nächst Joren absolutt vun eis ze begréissen ass, och an där Form, wéi et soll gemaach ginn, wat Infrastrukturen ugeet am Déngscht vun de Matbierger, vun de Gemengen – kloer net wéi seinerzeit d'Privatbeamtekeess fir eenzel Stéit.

Erlaabt mer och nach e Wuert, wat bis haut nach net gefall ass, mee wat ech schonn 2020 gesot hunn iwwer d'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot a vun all de Gremie vum FDC. Ech hat deemools schonn nogewisen, dass dat e renge Männerclub ass, just véier Damme waren als Suppleantsfonctiounen an deem Organigramm. Souwäit ech weess, hu mer eng sensibel Verbesserung. Et ass elo eng Damm am Verwaltungsrot vum FDC. Här Minister, léif Sozialpartner, virun allem, ob Patronen oder Gewerkschaftler, Diversitéit gesäit anescht aus.

Eng weider Propos vun eis Gréngen ass, dass nieft dem Comité d'investissement ... Dir hutt op Propose gewaart, mäi Virriedner huet dat och gesot, ech soen hei eng. Wat hätte mer gär? Dass nieft dem Comité d'investissement, deen dem CA Propose virbereet, an Zukunft och e Comité d'éthique oder op Däitsch gesot, en Nohaltegkeetsbäirot soll ageféiert ginn. Den Numm ass mer egal, an dee Gremium soll och elo net plethoresch mat vill Leit besat ginn.

Firwat ass esou e Gremium gutt? E schaaft eng Dynamik. Mir sinn an engem komplexen a komplizéierten Ëmfeld ënnerwee. An haut Krittäre festzeleeën, déi muer erëm evoluéieren, wou mer muer erëm nei Asiichten hunn, ass schwéier. Esou e Comité d'éthique kann d'Proposen, déi vum Comité d'investissement gemaach ginn, op enger konsultativer Basis aviséieren, fir dass d'Membere vum Verwaltungsrot sech hir Meenung kënne bilden, ier se eng Decisioun en âme et conscience huelen. Déi Avise kënnen natierlech och un d'Portfoliomanagere weidergereecht ginn.

Wann an der Lescht d'Fuerderung erhuewe gouf, méi a Saache Klima oder nohaltegem Invest ze maachen, da koum d'Äntwert ëmmer wéi aus der Kanoun geschoss, nämlech dass déi aktuell gesetzlech Basis dat net géif zouloossen an dass dofir eng gesetzlech Ännerung néideg wier. Ob dat wierklech stëmmt, gouf bis haut net ofschléissend gekläert. An dat huet mat derzou geféiert, datt mer bis elo och net wierklech virukomm sinn.

Dofir hu mir als Gréng en Avis juridique gefrot a kritt fir ze kucken, ob am Kader vum aktuelle Gesetz vum Fonds de compensation eng Desinvestissementspolitick méiglech ass oder ob mer d'Gesetz mussen änneren, wéi d'Majoritéit vum Verwaltungsrot et mengt.

Hei ass dësen Avis.

(M. Charles Margue montre l'avis juridique.)

Deem Avis no ass esou eng Desinvestissementspolitick och haut schonns an dësem legale Kader méiglech. „Le CA est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et dans l'intérêt de la société", Artikel 14.1. vun der Société anonyme, déi den OPC vum Fonds de compensation rechtlech reegelt. Weider seet den Avis juridique, dass d'Gesetz vun 2007 iwwert d'Fonds d'investissement spécialisés: „il peut être remarqué que celle-ci n'encadre nullement les compétences décisionnelles des OPC, ni ne conditionne les opérations de désinvestissement." Weeder an de Statute vum FDC nach vum OPC steet eppes, wat d'Cession d'actifs géif verhënneren oder eng Gesetzesännerung géif néideg maachen, also enger Desinvestissementspolitick géif am Wee stoen.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum Gesetz vum 6. Mee 2004 iwwert de Fonds de compensation extra d'Autonomie vum OPC ervirgehuewen, ëmmer am Hibléck op Rentabilitéit a Risikobereetschaft. Weider liesen ech also: „Il apparaît de ce qui précède que, d'un point de vue légal et statutaire, les dispositions qui ont été mises en place au niveau décisionnel ne semblent pas requérir à titre préalable un changement d'ordre législatif. Il pourrait par conséquent être légalement envisagé, via une initiative du conseil d'administration de l'OPC, d'étendre les listes d'exclusion et la prise de participation dans d'autres sociétés ou de programmes. En ce sens il est loisible de remarquer que c'est bien l'OPC qui décide, dans le contexte de la politique d'investissement responsable définie par le FDC, d'exclure des instruments financiers, et de définir ainsi les restrictions d'investissement."

Weider zitéieren ech aus dem Avis: „En s'appuyant sur ce facteur de conformité du marché, le FDC tire la conclusion qu'il ne disposerait pas du pouvoir de mettre en place d'autres restrictions, à défaut d'une disposition légale le permettant", steet op der Säit 8. „Cette position semble juridiquement, difficilement admissible." D'Konklusioun vun eisem Avis: „Il peut être déduit de ce qui précède que le cadre législatif en vigueur permet (et a déjà permis par le passé) au FDC via son OPC, de pouvoir prendre et exécuter des décisions de désinvestissements, que ce soit directement via des décisions de cession d'actifs, soit, indirectement, via l'élaboration et la mise en place de

nouvelles restrictions d'investissement." Ech mengen, méi kloer kann en Avis juridique net sinn.

An dofir ass et och fir eis Gréng méi wéi kloer, och ouni Ännerung vum Gesetz kann, nee, géif ech soen, muss den FDC seng Investitiounsstrategie elo dréngend iwwerschaffen. Den FDC muss sech eng méi ambitiéis Strategie ginn, déi sécherstellt, dass déi gesamt Avoire vum Fong, an net just eenzel Deeler, kohärent mam 1,5-Grad-Zil vum Paräisser Accord sinn an och mat eiser nationaler Atompolitick.

Mir si gutt ënnerwee, mee mir hu genuch Zäit an dësem Dossier verluer. Elo geet et drëm, séier a konsequent ze handelen, am Sënn vun eise Pensiounen a vun eisem Planéit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech gesinn, den Här Engelen ass scho prett an e kritt och direkt d'Wuert. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro vun de Pensiounen ass fir d'ADR ëmmer en Häerzensuleies an och de Kär vun eisem ursprünglechen Engagement. Duerfir op dëser Plaz e Merci dem Här Minister fir d'Initiativ zu dësem Debat.

Erlaabt mer awer vläicht fir unzefänken e puer allgemeng Bemierkungen zu de Pensiounen. Lëtzebuerg verfüügt den Ableck iwwer e ganz generéise Pensiounsregimm, deem säin Niveau eis bei der aktueller Entwécklung momentan nach héich Reserven abréngt, well mer jo d'Ëmlageverfaren hunn; dat heescht, praktesch gesinn: 2,5 Aktiver cotiséiere fir ee Pensionnaire. Dat ass och korrekt an dat ass och richteg esou, well eis Pensionnairë hu jo zum Wuelstand vun eisem Land bäigedroen.

Dëst wäert eis awer an net allze wäiter Zukunft viru grouss Problemer stellen. Vun 2013 bis 2020 ass d'Zuel vun de Leit, déi hei am Land Usproch op eng Pensioun hunn, ëm 27 % eropgaangen. Fir datt mer eisen ëmlagefinanzéierte Pensiounssystem, esou wéi en de Moment opgestallt ass, bäibehale kënnen, bräichte mer am Joer 2050 ongefeier 900.000 Aarbechtsplazen hei am Land. Am Joer 2060, dat ass net wäit duerno, wieren dat ronn 1.185.000 Aarbechtsplazen, dëst gekuckt op déi 474.000 Aarbechtsplazen, déi mir am Joer 2020 haten. Wuelgemierkt: Aarbechtsplazen, net Awunner.

Un dësen Zuele gesäit een, datt mer laangfristeg gekuckt, ganz grouss Problemer kréien. Ouni den Däiwel wëllen un d'Wand ze molen, musse mer hei duerno kucken. Duerfir fuerdere mer als ADR no de Walen en Zukunftsdësch, fir dëser Problematik an och nach anere Problematiken, verbonne mam Wuesstum, Rechnung ze droen.

Mir sinn an enger Aart Schnéiballsystem, deen ëmmer méi séier a méi schnell dréint, a mir musse kucken, wéi mer do erauskommen.

Elo erëm zréck zu de Pensiounen: De Kompensatiounsfong stellt hei keng Wonnerléisung duer, mee ëmmerhin eng Plooschter fir een oder zwee Joer. Dëst Instrument erlaabt eis et, gewënnbréngend un der globaler Produktivitéit ze participéieren, ouni hei am Land e weideren ongesonde Wuesstum mussen ze forcéieren. De Pensiounsfong géif mat senge 27 Milliarden Euro aktuell d'Pensioune fir ronn fënnef Joer ofdecken. Fir datt mer nach eng Zäitche vun dësen Hëllefsmoossname kënne profitéieren, sollt et dierfe selbstverständlech sinn, dat ënnert dem Zil vun der beschtméiglecher Relatioun Risiko–Renditt, datt dëst en bon père de famille geréiert gëtt.

D'Leit vum Verwaltungsrot vum Pensiounsfong stoungen eis an de leschten Deeg a Woche mat Rot an Dot zur Säit. An hinnen duerfir fir déi Opklärungsaarbecht och e richteg häerzleche Merci.

Am Dossier vun där neier Investitiounsdirektiv vum Verwaltungsrot vum Pensiounsfong gëtt dann och an der Introduktioun ganz kloer op den Alinea 1 vum Artikel 248 aus dem Code vun der sozialer Sécherheet verwisen, dee seet, datt de Pensiounsfong zur Aufgab huet, d'Gesamtheet vun eise Pensiounen ze garantéieren. Fir datt en dës Aufgab erfëlle kann, mussen d'Placementer reegelméisseg un déi abseebar Entwécklung vun de Pensiounen ugepasst ginn an de Prinzipp vun enger méiglechst grousser Diversifikatioun vun den Aktiva vum Fong garantéiert ginn. Eenzel Zorte vun Investissementer vu virera kategoresch auszeschléissen, géif dann och am Contraire zu enger Politick vun der Diversifikatioun an domadder och vun enger beschtméiglecher Gestioun am Sënn vun eise Bierger oder Assuréë stoen.

Falls dann awer bestëmmt Restriktioune mussen decidéiert ginn, sollen déi kloer definéiert an objektiv novollzéibar ausfalen. Och de Kader fir d'Investitiounsstrategie vum Pensiounsfong ass no eiser Opfaassung kloer an no de gesonde Prinzippie vun engem breet opgestallte Fong definéiert.

Loosst mech ausnamsweis aus dem Punkt 1., Absatz b), Géneralités, vun der Direktiv zitéieren:

„Le patrimoine doit être géré de sorte que :

– la prise de risque prévue par la stratégie d'investissement ne soit pas dépassée ;
– le rendement global (revenu courant plus fluctuation des valeurs) soit maximisé dans les limites de la prise de risque définie ;
– les liquidités pour financer les prestations soient assurées en cas d'insuffisance de recettes en cotisations par rapport aux prestations."

Selbstverständlech heescht dat net, datt de Pensiounsfong sech ënner allen Ëmstänn just op d'Rentabilitéit soll fixéieren, mee et ginn eng Rei responsabel Ausschlosskrittären definéiert, déi mir als ADR selbstverständlech och matdroen.

Sou heescht et ënner Punkt f) vum Ënnerkapitel 2.2.1., Principes, datt sämtlech Investitiounen am Aklang mat den internationale Konventioune stoe mussen, déi mir als Land matënnerschriwwen hunn.

Weider si sämtlech Investitiounen an ëmstridde Waffesystemer wéi Streebommen, Nuklearwaffen, biologesch a cheemesch Waffen, an nach verschiddener méi, kategoresch ausgeschloss, eng Politick, där hir Wichtegkeet een net zulescht am Hibléck op déi allgemeng Situatioun an der Ukrain nëmmen ënnersträiche kann.

Fir datt dës wichteg Prinzippien och kënnen agehale ginn, kritt dat zoustännegt Personal eng reegelméisseg aktualiséiert Lëscht vun deenen Entreprisen, déi ënnert dës Ausschlosskrittäre falen. Krittären, fir eenzel Investissementer, zum Beispill no thematesche Beräicher, d'office auszeschléissen, déi net ënnert déi elo scho genannte Kategorië falen, si par contre net virgesinn. Et ass och schwéier, bei deenen eenzelnen Investissementer dat ze definéieren, wat sech do alles derhannert verstoppt. Mir hu jo eng schwaarz Lëscht vun 137 – et gouf schonn e puermol hei gesot – an eng gro Lëscht vun 180. Mee dat, wat do derhannert stécht, dat ass d'Gretche-Fro an och dacks d'Sträitfro.

Falls eis Leit vum Pensiounsfong an dësem gudde Geescht kéinte schaffen, kéinte mir eis dës Debatt u sech spueren. Mee leider hunn am Virfeld eng Rei Fraktiounen den explizitte Wëllen ausgedréckt, fir eise Pensiounsfong vun dëse richtegen a wichtege Prinzippien ofzebréngen an ëmmer méi a Richtung vun enger kuerzfristeger Politiséierung ze drécken.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Amplaz vum Wuel vun de Lëtzebuerger Bierger am drëtten Alter soll an Zukunft ëmmer méi d'Ënnerstëtzung vu kuerzfristegen, méi ideologesche Projeten an de Mëttelpunkt vun den Aktivitéite vum Fong réckelen. Dës Ziler ginn dann hanner flotte Begréffer wéi „sozial responsabel", „nohalteg responsabel", „klimagerecht" an esou weider verstoppt. Mee och dat ass zweedeiteg. A wat heescht dat alles? Et bedeit awer näischt anescht, wéi datt mer op déi eleng op gutt Rentabilitéit ausgeriicht Neutralitéit vum Pensiounsfong musse verzichten.

Mir begréissen zwar all Lobbyorganisatioune vu baussen, mee mir mussen och oppassen, datt dës net Iwwerhand huelen. Jee nodeem, vu wat fir enger Säit datt se kommen, maache se dat medial mat groussen Instrumenter. An och dat musse mer iergendwéi am Sënn vun der Gerechtegkeet andämmen oder verhënneren. Et geet hei primär ëm d'Saach vun dem Pensiounsfong an der Ofsécherung vun eise Pensiounen, an dëst däerf net politesch idealiséiert ginn.

Ech ginn Iech en hypotheetescht Beispill: An der Direktiv heescht et am Bezuch op d'Klimapolitick, datt Lëtzebuerg d'Paräisser Klimaofkommes matënnerschriwwen huet an de Pensiounsfong deementspriechend keng Investitiounen däerf virhuelen, déi dem Zil, de globalen Temperaturustig bis d'Joer 2100 op 2 Grad Celsius ze limitéieren, widderspriechen.

Elo kéinte mer laang iwwert d'Wëssenschaft ronderëm dee mënschegemaachte Klimawandel streiden oder diskutéieren, mee, wéi gesot, et handelt sech ëm en internationalen Accord, dee Lëtzebuerg matënnerschriwwen huet.

Op där anerer Säit huet de Pensiounsfong awer och d'Missioun, fir 5 % vu sengen Aktiva an de Logement ze investéieren, dee Beräich, deen d'lescht Joer fir 40 % vun de globalen Zäregasemissioune responsabel war. Dat sinn offiziell Zuelen.

Solle mer dem Pensiounsfong dann elo sämtlech Investitiounen an de Logement verbidden? Ech denken, dat Beispill schwätzt fir sech a mir denken: Nee!

Ganz konkreet geet et jo aktuell souwisou drëm, de Pensiounsfong där erweiderter grénger Ideologie ze ënnerwerfen.

(Interruption)

Virun engem knappe Joer hat d'EU decidéiert, de Gas a virun allem d'Atomkraaft als gro Technologien an hir Taxonomie mat opzehuelen an domat speziell Steierkreditter fir Investitiounen an dës Technologien ze erméiglechen. Et sief op dëser Plaz drun erënnert, datt d'Atomenergie keng CO_2-Emissioune verursaacht. Atomenergie ass jo net d'Allheilmittel an huet och hir ganz negativ Säiten, mee momentan gëtt se nun emol dréngend gebraucht, fir datt an eisem Land an och an Europa d'Luuchten net ausginn. Dat hat och den Här Habeck an Däitschland erkannt an en huet decidéiert, fir momentan nach e Reakter an der Reserv ze halen. Doriwwer eraus gëtt den Atomstroum, ob mer wëllen oder net, nach gebraucht, bis mer d'Transitioun op grénge Stroum komplett ëmgestallt hunn. Dat brauch Joerzéngten, dat hu mer jo an Däitschland gesinn. Dat geet net vun haut op muer. Do derbäi kënnt jo dann nach d'Ëmstellung vun eisem Fuerpark op Elektro.

Eng vun deene wéinege Regierungen, déi dës Decisioun vu Bréissel net matgedroen huet, sëtzt haut vis-à-vis vun eis. Obwuel d'Decisioun vu Bréissel kloer ass, gëtt hei am Land awer alles gemaach fir ze

probéieren, en nationale gréngen Alenggang ze starten.

Loosst mech nach e puer allgemeng Wierder zum Energiemarché soen. Bei eisen däitschen Noperen huet den Ëmsaz vun der Energiewirtschaft 2019 ronn 645 Milliarden Euro ausgemaach bei engem d'PIB vun 3,4 Billiounen, also gutt 20 %. Dës Gréisstenuerdnung mécht kloer, datt och eise Pensiounsfong op dësem wichtege Marché net ka feelen an esou e wäitreechende legislative Kader wéi d'EU-Taxonomie op kee Fall kann ignoréieren. A wéi mer am Virfeld vun de Responsabele matgedeelt kruten, géif och esou eng Decisioun net ouni Impakt op d'Performance vum Fong bleiwen.

Weider stellt sech och dann hei d'Fro, wéi schonn am Beispill vum Logement, wou mer d'Grenz zéien. Dierf de Pensiounsfong fréier oder spéider keng Aktie méi vun der ARBED kafen, wann dës deels mat Atomstroum schafft? Och dat musse mer eis iwwerleeën.

An engem Gaaschtbäitrag am „Lëtzebuerger Wort" vum leschte Weekend mam flotten Titel „Rentenfinanzierung ohne pseudo-moralische Bremsklötze" vun eisem fréiere Wirtschaftsminister, dem Här Robert Goebbels, gëtt dann och drop verwisen, datt souwuel déi grouss Wirtschaftsnatioune wéi Amerika, China, Japan, Indien an och vill vun eisen EU-Partnerlänner wéi Schweden, Holland, Polen an och eis Nopeschlänner Belsch a Frankräich weider staark an d'Atomenergie investéieren.

(Interruption)

An nei nuklear Zentrale brauche mer menger Meenung net ze investéieren. Mir sollen awer emol dat toleréieren, wat do ass, bis datt mer den Iwwergang zu grénger Energie komplett gestalt hunn. An dat wäert nach Joerzéngten daueren.

Den Här Goebbels kënnt da schliisslech zur Konklusioun: „Luxemburg, und damit Investoren wie der Pensionsfonds, darf sich nicht von den technologischen Entwicklungen der realen Welt abkoppeln." Domat géif ech dann den Här Minister invitéieren, sech d'Ausféierunge vu sengem Parteikolleeg zu eegen ze maachen a sech entspriechend géint déi an der leschter Zäit ëmmer méi geäussert …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | … ideologesch Fuerderunge viru seng Leit vum Kompensatiounsfong ze stellen an dës no beschtem Gewëssen a Wësse schaffen ze loossen.

Här President, an deem Sënn géif ech Iech dann elo nach eng Motioun deponéieren an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et staark Bestriewunge vu verschiddene Gruppe gëtt, fir de Pensiounsfong (FDC) mam Argument vun der Nohaltegkeet fir hir eegen Interessen ze politiséieren;

– dem Pensiounsfong entgéint de Bestëmmunge vun der EU-Taxonomie soll verbuede ginn, weiderhin an Atomenergie ze investéieren,

ass sech bewosst, datt

– politesch motivéiert Ausschlosskrittäre fir de Pensiounsfong sech negativ op d'Risiko-Renditt-Relatioun an domat op d'Nohaltegkeet vum Pensiounssystem auswierken,

fuerdert d'Regierung op,

– dofir ze suergen, datt de Pensiounsfong sengen Aktivitéiten am Interessi vum Pensiounssystem soll kënnen ongehënnert nokommen;

– de Versich vun enger Politiséierung vum Pensiounsfong konsequent entgéintzetrieden an dem Verwaltungsrot a senge Mataarbechter deementspriechend de Réck ze stäipen.

(s.) Jeff Engelen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Engelen, erlaabt Der, dass den Här Cruchten Iech eng Fro stellt?

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här Engelen. Ech wollt Iech net an Ären Ausféierungen ënnerbriechen. Ech weess jo, dass dat laang Riede sinn. Mee Dir hutt eppes gesot … Dir hutt gesot, mir kéinten hei jo nach laang streiden iwwert de mënschegemaachte Klimawandel. Ech wollt Iech just froen, also mir sinn eis awer esou gutt wéi all heibannen eens, dass de mënschegemaachte Klimawandel e Fakt ass. Sidd Dir och där Meenung, dass et dee gëtt? Oder sidd Dir der Meenung, dass et deen net gëtt?

M. Jeff Engelen (ADR) | Dee gëtt et! Dat ass ëmmer esou.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Da brauche mer jo net driwwer ze streiden.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Mee et kann ee jo awer allgemeng driwwer diskutéieren. Et gëtt jo och Leit, déi dat net esou gesinn. Ech wollt elo net a mengem Fall driwwer diskutéieren, dat ass richteg, Här Cruchten. Mee ech wollt et allgemeng soen, well et si jo och Leit, wann ee mat de Leit dobausse schwätzt, …

(Interruption)

… déi feststellen, datt dat net esou ass. Mir gehéieren net zu där Kategorie vu Leit. Ech wollt Iech dat just soen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat berouegt mech, dass mer eis op deem dote Punkt eens sinn.

(Hilarité)

M. Jeff Engelen (ADR) | Dann ass et gutt. Da si mer eis jo emol eng Kéier eens, Här Cruchten. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech mengen, d'Madamm Cecchetti waart drop, dass se d'Wuert huet. A si huet et elo. Dir hutt d'Wuert, Madamm Cecchetti.

(Interruption)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Ech ka mir ganz gutt virstellen, datt gewësse Leit net richteg verstinn, firwat déi ganzen Zäit esou eng Poleemik ronderëm de Pensiounsfong gemaach gëtt. A bei deene meeschte Riedebeiträg, déi mer bis elo hei am Parlament héieren hunn, spiert een och e bëssen dat Onverständnis eraus.

„Den FDC ass dach bei Wäitem net dee schlëmmste Fong", esou d'Verteideger vun der aktueller Politick.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

„A souwisou brauch dach keen ze mengen, datt ee mam Pensiounsfong d'Welt rette kann. Am Verglach zu de weltwäiten Zomme sinn déi 26 Milliarden dach just eng Drëps am Mier oder op de gliddege Steen."

An trotzdeem hält d'Kritick vun den Ëmweltorganisatiounen an de Mënscherechtsorganisatiounen net op. An trotzdeem si grouss Deeler vun der Bevëlkerung, wéi d'Ëmfroen et weisen, mat der aktueller Ausriichtung net averstanen. An trotzdeem hale verschidde Parteie sech weiderhin drun, an elo fänken och nach d'Gewerkschaften – d'Sproochrouer vun den Assuréen, muss een hei op dëser Plaz eemol ganz kloer soen – un, dat Ganzt kritesch ze hannerfroen.

De Grond dofir ass, datt de Pensiounsfong méi ass wéi just e Fong, dee Sue verwalt. De Pensiounsfong huet eng symbolesch Bedeitung. Et ass e Symbol fir d'Aart a Weis, wéi mir als Lëtzebuerger Land wëllen d'Zukunft affrontéieren a gestalten a wéi mir eis Plaz an der Welt gesinn.

De Pensiounsfong ass d'Plaz vun enger Ausenanersetzung tëscht enger aler an enger neier Welt, enger aler Welt, wou een nach alles konnt dem Profitt ënneruerden, wou een d'Ëmwelt an d'Mënschen ongenéiert konnt exploitéieren, fir op egoistesch Manéier Kapital unzeheefen, an enger neier Welt, an där et ëmmer méi däitlech gëtt, datt d'Zerstéierung vun de Liewensgrondlagen an eng Verschäerfung vun den enorme sozialen Inegalitéiten eis onweigerlech widder eng Mauer féieren, an zwar mat 200 km/h. Et ass eng Ausenanersetzung tëscht deenen, déi d'Erausfuerderunge wëllen ugoen an deenen, déi mengen, mir géifen an eisem Mariëländchen op enger Insel wunnen a stänneg soen: „Ma mir hunn dat dach nach ëmmer esou gemaach!"

Här President, am Virfeld vun dësem Debat konnt een aus der Press gewuer ginn, dass déi nei Strategie entstanen ass am Conseil d'administration vum FDC. Si ass votéiert gi mat de Stëmme vum Patronat an de Stëmme vun der Regierung, mee géint d'Stëmme vun den Assuréen, also géint d'Stëmme vun deenen, deenen d'Suen eigentlech gehéieren, fir dat och nach eng Kéier kloerzestellen. Well dat gëtt jo ëmmer erëm hei gesot: Et sinn net dem Staat seng Suen, et sinn d'Sue vun den Assuréen!

An de Grond, firwat d'Assuréen dergéint gestëmmt hunn, ass, well se méi Nohaltegkeet a méi Kohärenz wollten. Haaptsträitpunkt war anscheinend d'Fro ëm déi fossill Energien an den Impakt vum Pensiounsfong op de Klimawandel bezéiungsweis d'Fro, ob de Portfolio am Aklang ass mat den Engagementer vum Paräisser Accord.

Si hunn net déi zwou Saachen, nämlech de Rendement an d'Nohaltegkeet, géinteneen ausgespillt. Dat brauch een och net, well déi nohalteg Fonge leie beim Rendement net wäit hannert deenen aneren. Donieft hunn d'Gewerkschaftsvertrieder och den Ausschloss vun der Nuklearindustrie aus dem Pensiounsfong gefuerdert. Och hei hunn d'Regierungsvertrieder zesumme mat de Patronatsvertrieder dergéint votéiert. Ech muss soen, do sinn ech wierklech aus dem Staunen net méi erauskomm! Eng Regierung, déi aus dräi Parteie besteet, déi allen dräi Member si vum nationalen Aktiounskommitee géint Atomkraaft. Eng Regierung, déi sech aussepolitesch vehement géint d'Atomkraaft stellt an um europäeschen Niveau souguer Kloe géint d'Atomkraaft ënnerstëtzt. Déi Regierung stëmmt da géint en Ausschloss vun der Nuklearindustrie aus dem Pensiounsfong, soudatt mir weiderhin Aktionär bleiwe kënne vun de Bedreiwerfirmae vu Cattenom an Tihange. Do muss ee soen: Chapeau, léif Kolleege vun der DP, der LSAP an déi gréng!

Iwwerhaapt ass et elo eriwwer domadder, sech stänneg hannert dem CA vum FDC ze verstoppen an ze lamentéieren. Et wär jo finalement un de Sozialpartner, dat ze decidéieren. Dës Kéier sinn et d'Regierungsvertrieder, déi den Ausschlag ginn hu beim Vott. Et sinn d'Regierungsvertrieder, déi eng méi progressiv Politick vehement verhënnert hunn. An et sinn iwwregens och d'Regierungsparteien, zesumme mat der CSV – d'ADR war an där Sëtzung net vertrueden, an d'Piraten si just Observateur an däerfen net matstëmmen, fir elo komplett ze sinn –, déi verhënnert hunn, datt d'ONGen am Virfeld vun dësem Debat konnten am Parlament an der Kommissioun gehéiert ginn.

D'Meenung vun den ONGen, déi scho jorelaang op dëser Fro schaffen an eng ganz Rei vu seriöen Etüden dozou an Optrag ginn hunn, schéngt Iech manifestement net ze interesséieren. Dann haut elo awer e grousst Staunen iwwert dëse Revirement!

Mir begréissen déi vun de Regierungsparteien deposéiert Motioun, an ech wäert duerno zur Motioun nach eppes soen.

Här President, d'Ännerungen an der neier Strategie par rapport zu där vun 2018 sinn an eisen Aen einfach net grouss genuch. Firmen, déi fir länger Zäit ënner Verdacht stinn, géint gewëssen international Konventiounen ze verstoussen, kënnen elo ënner Ëmstänn op d'Exklusiounslëscht kommen. Dës Neierung, déi jo och op Drock vun de Gewerkschaften hin opgestallt gouf, ënnerstëtze mir an hunn dowéinst dat och an der Kommissioun gelueft, woubäi d'Effikassitéit awer ganz staark dervunner ofhänkt, wéi se duerno ëmgesat gëtt. An dat ass fir eis net kloer, well et do jo och nach keen Text gëtt.

Donieft soll elo e reegelméissege Monitoring gemaach ginn, wéi een Impakt de Fong op d'Klima huet. Et soll och eng sougenannten „Engagement-Strategie" ëmgesat ginn. Dat heescht, et gëtt warscheinlech eng Societéit beoptraagt, am Numm vum Pensiounsfong bei de grousse Multinationallen nozefroen, wat se dann a Saachen Nohaltegkeet wëlles hunn. Bon, eisetweegen! Mee wie mengt, datt Total oder Shell géifen dofir hir Politick och just ëm ee Milimeter änneren, dee gleeft awer wierklech hei un de Kleeschen! Si wäerte weiderfuere wéi gehabt an, bis déi lescht Drëps fossill Energie aus dem Buedem ass, déi och förderen.

No fënnef Joer, an deenen d'Fro vum Klimawandel ëmmer weider un Dréngleschkeet gewonnen huet, nodeems e puer Analyse gemaach goufen, déi weisen, datt den FDC de Paräisser Accord net anhält, an nodeems hei am Parlament Debatte gefouert a Motioune gestëmmt goufen, ass dat grosso modo alles, wat soll ännere fir d'Period bis 2027. Ma dat kléngt fir eis awer verdächteg no engem „Weider esou wéi bis elo".

Wat eis awer besonnesch sauer opstéisst, sinn déi zwee Sätz, déi nei an dës Strategie agebaut goufen. Deen éischte Saz schléisst thematesch Exklusiounen, zum Beispill d'Exklusioun vum Nuklearsecteur oder dem Kuelenofbau, kategoresch aus. Zumindest misst dee jo elo awer erausgeholl ginn, wa mer dës Motioun hei unhuelen, déi hei ofgeluecht gouf. An deen zweete Saz schléisst kategoresch aus, datt de Fong sech an Zukunft un nohaltege Benchmark-Indexen orientéiert. Dee misst ee jo dann och eraushuelen, well dës zwee Sätz missten iwwerhaapt net an dëser Strategie stoen, well et gëtt jo keng Necessitéit, an eng Strategie eppes dranzeschreiwen, wat een net wëllt maachen. Déi zwee Sätz sinn an eisen Ae just dowéinst opgeholl ginn, fir all politesch Diskussioun iwwer thematesch Exklusiounen an nohalteg Indexen an Zukunft besser ofwiergen ze kënnen.

Mir sinn a bleiwen der Meenung, datt ee verschidde Secteure sollt ausschléissen. An dorënner an éischter Linn all d'Entreprisen, déi e gewëssenen Deel vun hirem Chiffre d'affaires mat der Exploitatioun vu fossille Brennstoffer maachen, dat heescht, Pëtrols-, Gas- a Kuelekonzerner. An ech soen Iech och firwat.

D'Diskussioun ronderëm de Klimawandel ass immens komplex. Mee am Fong ass d'Léisung vum Problem esou einfach, datt se an en eenzelne Saz passt: Déi fossill Energieträger mussen am Buedem bleiwen! Punkt, Schluss. An dann däerfe mir net eis Cotisatiounen de Pëtrolsfirmen zur Verfügung stellen, fir d'Exploitatioun vun neien Uelegfelder ze finanzéieren an déi besteeënd Förderung ze rentabiliséieren. Dat ass eis Meenung, mat där mir awer hei am Parlament anscheinend zimmlech aleng dostinn.

Bon! Et ännert sech jo elo, wa mer déi Motioun do stëmmen. Mir sinn a bleiwen och der Meenung, dass mer d'Ustrengung musse verstäerke fir sécherzestellen, datt mer net a Firmen investéieren, déi Mënscherechter oder Aarbechtsrechter violéieren. Den aktuelle Mechanismus garantéiert dat a leschter Instanz och net esou ganz. A mir sinn a bleiwen och der Meenung, datt am Pensiounsfong soll e Comité d'éthique geschafe ginn. De President vun der Securitéitskommissioun huet a senger Ried jo ganz oft vun Eethik geschwat, an dem honorabelen Här Charles Margue, deem soen ech e grousse Merci, e ganz grousse Merci, datt deen eis Propos esou staark ënnerstëtzt huet hei an dësem héijen Haus.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dee soll nämlech den CA an deene Froe beroden. Mir hunn dat an eiser Proposition de loi 7729 stoen, déi iwwregens scho säit iwwer zwee Joer deposéiert ass an zu där d'Regierung et nach net fir néideg empfonnt huet, eng Stellungnam ofzeginn.

Här President, e Beräich, wou de Pensiounsfong eiser Meenung no besonnesch versot huet, ass de Logement. Am Koalitiounsaccord steet, ech zitéieren: „il convient [...] de développer les investissements du Fonds de compensation dans le logement locatif à coût modéré." An der Annex 1 vun der Strategie 2018 ass eng Quot vu 5 % fixéiert gi fir d'Investissementer an den Immobiliemarché hei zu Lëtzebuerg.

Laut dem leschte Rapport 2021 si mer knapps emol bei 1,7 %, Tendenz falend. Déi ënnescht Marge ass bei 2,5 % fixéiert.

(Interruption)

Et steet awer esou an der Annex. Ech zitéieren dat, wat an der Annex steet. An an der Annex 2 kann een noliesen, datt, wann den Undeel ënnert déi Marge fält, da muss obligatoresch no uewe reajustéiert ginn. Dat ass awer manifestement net geschitt, well den Undeel säit 2018 just nach biergof gaangen ass.

Nach eng Kéier méi problematesch gëtt et, wann ee kuckt, a wéi eng Immobilien den FDC seng Sue stécht, well et ass kengesweegs virun allem Logement locatif à coût modéré, wéi et am Koalitiounsaccord steet, mee et si virun allem kommenziell Flächen oder Bürosflächen. Vun deenen 122.000 Meterkaree, déi den FDC hei zu Lëtzebuerg besëtzt, si grad emol 7.000 Meterkaree Habitations privées.

D'Virgabe vun der Strategie 2018, déi also net agehale gi sinn, goufen elo einfach bei der neier Strategie onverännert iwwerholl. Mee et ass néierens erkennbar, wat dann elo an Zukunft anescht gemaach gëtt. An ze soen, et géif an administrativ Gebaier respektiv a Gebaier, déi dann och dem Gesondheetssecteur ugerechent kënne ginn, investéiert ginn, mécht d'Saach vun de Logementer awer net besser. Et ass zwar luewenswäert, mee et mécht einfach dee ganze Volet net besser.

Une voix | Dat ass net de Rôle vum Fong.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Voilà! Et ass net de Rôle vum Fong, ech weess, mee et steet awer am Fong, et missten 2,5 % bis 5 % dran investéiert ginn.

(Interruption)

Da musse mer dat och eraushuelen. Da musse mer dat carrement eraushuelen!

Här President, d'Beispill vum Logement representéiert ganz gutt, firwat mir déi heiten aktuell Politick vum Pensiounsfong fir falsch halen. Eiser Meenung no muss den FDC nieft der Ofsécherung vun de Reserven an nieft dem Schafe vun enger gewëssener Renditt och nach eng drëtt Funktioun iwwerhuelen, nämlech d'Schafung vun enger gesellschaftlecher Plus-value. Et kann dach net just drëms goen, esou wéi den Dagobert Duck, e risege Geldspäicher unzesammelen, just fir sech all moies genësslech doranner ze bueden. Mir mussen d'Reserven an d'Zukunft investéieren an zwar a genee déi Zukunft, déi mir eis wënschen. Dat ass méiglech an et ass net eng technesch Fro. All déi laang finanztechnesch Argumentairen, déi wëlle gleewen doen, datt dëst dowéinst net geet an dat dowéinst net méiglech ass, dat si just Niwwelkäerzen, déi sollen oflenken.

Wann ee wëllt, an de politesche Wëllen do ass, da geet dat och! An dofir ass dës nei Strategie och mat Sécherheet keen Endprodukt vun der Diskussioun, mee allenfalls eng Tëschenetapp an dat hu mir jo och elo gemierkt mat där Motioun, déi deposéiert gouf. D'Ausenanersetzung, vun där ech virdru geschwat hunn, wäert weidergoen. Mir als déi Lénk wäerten op alle Fall derhannert bleiwen.

An da wollt ech ganz zum Schluss awer nach eppes richtegstellen, wat den honorabelen Här Spautz e bëssen aus dem Kontext gerappt huet. Jo, d'Greta Thunberg huet gesot, et wier besser, eng Atomzentral, déi nach gutt ass, e bësse méi laang weiderlafen ze loosse wéi e Kuelekraaftwierk. Et ass awer net esou, datt si gesot huet, fir an nei Atomkraaftwierker ze investéieren, mee déi Sue sollen da ganz séier an erneierbar Energien investéiert ginn, fir datt déi Transitioun eeben esou schnell wéi méiglech weidergefouert ka ginn.

Zum Schluss wollt ech soen, datt mir och eng Motioun haten, awer mir ginn déi elo net of, well d'Regierungsparteien, also d'Majoritéit, eng Motioun ofginn hunn, mat där mir ganz gutt liewe kënnen. Ech schwätzen awer herno nach zu der Motioun dann an deem Kontext.

Voilà! Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut hu mer dann endlech d'Chance, fir iwwert déi nei Investitiounsstrategie fir eise Pensiounsfong ze schwätzen; eppes, wourobber net nëmme mir Piraten, mee och eng ganz Rei Acteuren aus der Zivillgesellschaft – a mir hu se virdrun deelweis virun der Dier gesinn – gewaart hunn.

Mir gesinn als Chamber den éischte Rôle virun allem an der Opklärung beim Pensiounsfong. Mir als Politikerinnen a Politiker, geneesou wéi déi Responsabel vum Pensiounsfong, mussen d'Matbiergerinnen an d'Matbierger, jo d'Assuréen, méi opklären, a wat fir Firmen a Projeten d'Suen am Moment investéiert ginn.

De Pensiounsfong ass e wichtegt Instrument, mat deem Lëtzebuerg eis Zukunft an déi vun eise Kanner muss ofsécheren, eng Zukunft, an där Investissementer a feindlech Länner a fossill Energië keng Plaz wäerten hunn, keng Plaz kënnen hunn, well Investissementer an déi Richtung weeder sécher nach mëttel- a laangfristeg rentabel sinn. Virun allem beim Pensiounsfong ass do nach vill Nohuelbedarf.

2021 goufen nëmmen 23 Haiser abordabel duerch de Pensiounsfong verlount. Vun iwwer 24 Milliarde sinn nëmme 500 Milliounen a Produite gaangen, déi als

Zil haten, d'Äerderwäermung ënner 2 Grad Celsius ze halen. Dat si grad emol 2 %. An nee, ech hu mech net verschwat bei den 2 Grad Celsius, ech kommen nach dorobber zréck.

De Pensiounsfong huet et net gepackt an deene leschte Joren, fir déi selwer virgeschriwwe 5 % vu sengem Aktiv an Immobilien hei zu Lëtzebuerg ze investéieren. Mir waren do nëmme bei 2 %. Et gouf an deene leschten zéng Joer näischt méi Rentabeles wéi den Immobiliemarché zu Lëtzebuerg an de Pensiounsfong huet et net gepackt, do ze investéieren? Bref!

D'Zil vum Pensiounsfong ass ganz kloer – an dat krute mer an der Kommissioun ëmmer erëm gesot –, d'Risiken esou kleng wéi méiglech ze halen an esou breet wéi méiglech ze fächeren.

Mir Piraten sinn der Meenung, wann een dervunner schwätzt, datt een a Fonge wëllt investéieren, déi eng héich Qualitéit hunn, da muss een a Fongen investéieren, déi eng Zukunft hunn. A Fongen, déi a fossill Energien investéieren, déi an Atomenergie investéieren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gehéiere fir eis net derzou!

Mir Piraten mengen, et soll een ophalen ze gleewen, datt Firme wéi Shell, Total oder BP wäerte bei der Bekämpfung vum Klimawandel hëllefen. Si weisen eis et ëmmer erëm. Shell huet bekannt gemaach, datt se d'lescht Joer 40 Milliarden Dollar verdéngt hunn. BP sot dës Woch, datt se am selwechten Zäitraum 27 Milliarde verdéngt hätten. An dann, jee nodeem, wéi eng Headline ee liest, kéint ee mengen, si wäre grouss Kämpfer fir d'gréng Zukunft, wa se soen: „Peak Oil war 2019", fir dann am nächste Saz ze soen, datt si hiert Zil vum „net zéro" bis 2050 fale wäerte loossen a sech just nach op eng Reduktioun vun hiren Emissioune vu 35 % bis 2100 wëllen engagéieren. Dat ass de Contraire vun deem, wat mer als responsabelen Investisseur vun hinne wëllen. Se maachen de Contraire vun deem, wat eis Zukunft brauch.

D'Argument ass: „Jo, mee d'Demande fir fossill Energië muss gedeckt ginn!" Eng Demande, déi do ass, well mir genau weider an déi Secteuren investéieren. An ech mengen, genau dee Fall weist dann d'Hamsterrad, an deem mer stiechen, an deem mer duerch eis politesch Decisiounen zum Deel stiechen. Dofir soll d'Zil vun der Investitiounsstrategie bis 2028 net sinn, fir weider fossill Energien oder fossill Konsumenten ze pushen, mee déi nohalteg Produiten ze stäerken, déi zum gréissten Deel schonn do sinn.

Fir eis sinn nohalteg Finanzproduiten och Produiten, déi eng Äerderwäermung op maximal 1,5 Grad Celsius uviséieren, an net 2 % (veuillez lire: 2 Grad Celsius), wéi de Pensiounsfong dat virgesäit. Dat widderspréicht dann och erëm eisen nationalen Ziler, déi d'Regierung sech ginn huet an déi och an der neier Verfassung zumindest duerchklëngen.

De Pensiounsfong gesäit sech onofhängeg vun der Politick. Mee de Kampf géint de Klimawandel ass keng Moudeerscheinung, mee muss net nëmmen déi gréisste Prioritéit vun dëser Regierung sinn, mee vun deenen nächsten zéng Regierungen, léif Kolleeginnen a Kolleegen! 2 % investéieren a Fongen, déi d'Paräisser Klimaofkommes respektéieren, sinn do Welten ewech vun deem, wat mer maache mussen. Dat muss een hei och kloer soen: D'Entscheedung, fir verschidden Theemeberäicher net aus dem Pensiounsfong auszeschléissen, ass keng gesetzlech. Et ass eng reng Entscheedung vum Verwaltungsrot vum Pensiounsfong. Dat ass am Gesetz esou net virgesinn!

A Greenpeace huet bekanntlecherweis jo och an enger Etüd, déi eis alleguerten zougaangen ass – dofir kann ech draus zitéieren –, dat iwwerpréiwe gelooss. A wéi mer dunn an der Kommissioun iwwert d'Investitiounsstrategie geschwat hunn, grad wat déi verschidden Indicen ugaangen ass, dunn ass et mer awer deelweis kal de Réck erofgelaf, mat wat fir enger Nonchalance d'Representantë vum Pensiounsfong den Deputéierten do wollten en X fir en U virmaachen. Mir krute gesot: „Mir kënnen net an nohalteg Fongen investéieren, well mer soss eis Investitiounsstrategie verletzen", andeem gesot gouf: „Dann investéiere mer op eemol 11 % an eng bestëmmte Firma!" Dorobber nogehaakt, gouf gesot: „A nee, nee, et ass nëmmen e Beispill."

Mee vill méi schlëmm, an do si mer carrement – an ech soen dat mat ganz vill Oppassen op mäi Wuert – „ugeflunkert" ginn an der Chamber, dat war, wéi de Pensiounsfong eis wollt wäismaachen, datt den MSCI Paris Aligned manner lukrativ, manner rentabel wier wéi den MSCI World. Fir déi, déi dat net wëssen: Den MSCI World ass den Index, deen de Fong hëlt, fir seng Performance ze moossen, a wou e probéiert, sech drun auszeriichten. Dat ass e Fong, deen an iwwer 1.000 Firmen investéiert an deen dofir eng ganz breet Streeung huet a wou de Pensiounsfong eis seet: „Doduerch geet de Risiko erof." „An de Rendement an d'Luucht", dat krute mer da gläichzäiteg gesot, en hätt e bessere Rendement wéi de Paris-Aligned-Fong.

Et ass just blöd, datt all déi Fonge verflicht sinn, fir hir Rendementen ëffentlech ze dokumentéieren. A wann een och nëmmen eng Kéier déi zwee Fonge bei enger gréisserer Sichmaschinn agëtt, fënnt een als éischt Resultat: genau déi Rapporten! An do gesäit een dann op eemol, datt dee Fong, nämlech den MSCI World Paris Aligned, deen a Firmen a Produiten investéiert am Aklang mam 1,5-Grad-Zil, zanter 2013 – d'Zuele si vum 31. Januar – 8,76 % Rendement pro Joer gemaach huet, géint 7,98 % am MSCI World.

Mir als Deputéiert krute gesot: „Maacht Iech do keng Hoffnungen, deen ass manner rentabel wéi den MSCI World." Dat kléngt wéi eng Klengegkeet. Mee ech fannen et awer dramatesch, datt mat esou Onwourechten, mat esou Geflunkers an enger Kommissioun muss geschafft ginn, wann d'Deputéiert sech wëllen informéieren.

A wien elo un deenen Zuelen zweifelt, deen invitéieren ech, d'PVe vun deene Kommissiounssëtzungen nach eng Kéier nozeliesen, wou déi Zuelen explizitt genannt goufen a wou grad beim Rendement och net drop higewise gouf, datt et sech ëm Beispiller géif handelen.

Fir eis Piraten heescht „sécher a rentabel investéieren" nämlech och, datt een net méi a sougenannt „stranded assets" investéiert. D'Stranded Assets huet den Jeremy Rifkin definéiert, een, deen hei zu Lëtzebuerg an der Chamber nach e bësse bekannt misst sinn, ëmmerhin hat Lëtzebuerg jorelaang eng sougenannt „Rifkin-Strategie".

(Interruption)

An en definéiert déi als Produiten, déi jeegleche Wäert verléieren, well déi Firmen, an déi een investéiert huet, selwer d'Welt futti maachen. Dat sinn also Produiten, wou mer wëssen, datt se an absebarer Zäit näischt méi wäerte wäert sinn. En ass iwwerzeegt, datt d'Industrie vun de fossillen Energië wäert 2028 duerch de Wëlle vum Marché ufänken ze kollabéieren – net well mir als Mënschen esou gutt sinn, mee ganz einfach well de Marché säi Choix getraff huet a wëllt weiderexistéieren –, an dat, well d'Käschte vun erneierbaren Energië bis dohinner ëmmer weider wäerte falen.

Wann eise Pensiounsfong mat dëser Strategie bis 2028 also nach ëmmer säi Geld a fossill Energien investéiert, riskéiere mir, mir alleguerten als Assuréen, Pensiounsgelder ze verléieren duerch eng Investitiounsstrategie, déi en Horizont huet, deen net méi wäit ass wéi eis Nuesespëtzt, an déi net gesäit, wat u Megatrends am Kommen ass.

Nach haut de Moien hate mer hei an der Chamber eng Kommissiounssëtzung iwwer Megatendancen, déi vun där neier Cellule „Luxembourg Stratégie" am Wirtschaftsministère begleet solle ginn. Ma ech géif eng Kéier de Pensiounsfong invitéieren, sech mat där Cellule kuerzzeschléissen, well wann een deenen nolauschtert, dann ass warscheinlech dat, wat am Moment hei an der Investitiounsstrategie steet, net nëmme caduc, mee souguer brandgefäierlech fir eise Pensiounssystem.

A gläichzäiteg wäert déi virgeluechte Strategie derfir suergen, datt eis eegen Transitioun méi deier gëtt, well mer net matzäiten derfir gesuergt hunn, datt déi richteg Produiten, déi eng Zukunft hunn, gefërdert ginn.

Dofir ass den Invest an erneierbar Energien an an eethesch Produiten net nëmme moralesch richteg, mee en ass finanziell onabdéngbar. Fossill Investissementer wäerten eis Pensiounsreserve schrumpfen doen, Solarinvestissementer se weider héichhalen. Eng net nohalteg Strategie vum Pensiounsfong bis 2028 wäert eis also all deier ze stoe kommen. An deem Sënn ass d'schwaarz Lëscht vum Pensiounsfong och vill ze kleng an net transparent genuch. Mat der neier Strategie ass nämlech nach ëmmer net kloer, wat d'Krittären da fir eng schwaarz oder eng gro Lëscht sinn.

Wann ee bedenkt, wéi vill Firmen et hei op der Welt gëtt, déi e Profitt maachen duerch de Misär vun anere Leit an déi eis Welt weider verknaschten an de Klimawandel weider undreiwen, da kann et net sinn, datt mer nëmmen 137 Firmen op eiser schwaarzer Lëscht stoen hunn. Mir sinn eis jo sécher eens, datt et méi Firmen op dëser Welt gëtt wéi 137, an déi eis Pensiounsgelder net sollen investéiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt de Pensiounsfong quasi ni vu sengem Recht als Aktionär Gebrauch mécht, fir an deenen AGen d'Positioun vu Lëtzebuerg ze vertrieden oder iwwerhaapt emol Stellung ze huelen a verschiddene Saachen, ass fir eis net ze akzeptéieren. Et gëtt net deelgeholl oder d'Responsabilitéit gëtt deelweis souguer outgesourcet. Dat si fir eis keng akzeptabel Zoustänn an et wier an eisen Aen en Deel vum Volet, ech zitéieren: „Engagement", deen de Pensiounsfong virgesäit, e Volet, deen awer definitiv net esou eescht geholl gëtt, wéi mir eis dat wënschen.

Et ass eng verpasste Chance, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well et ass definitiv eppes, wou d'Pensiounsfongen, wat déi gréisst Investisseuren op de Marchéë sinn, musse Responsabilitéit huele fir hir Assuréen. Well um Enn vum Dag, an dat huet all Riedner a Riedner heibanne gesot, sinn dat hei jo net Suen, déi magesch op engem Kont oder magesch an engem Fong opgetaucht sinn, mee dat hei si Sue vun eis alleguerten, vun eis alleguerten als Assuréen, déi esou sollen ugeluecht ginn, datt eis Pensioune stabill kënnen ausbezuelt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Kritickpunkt un der neier Strategie vum Pensiounsfong ass dann och nach ganz kloer, datt keng thematesch Exklusioune gemaach solle ginn. Atom a Gas wäerten och weiderhin net ausgeschloss ginn. Ob dat sech mat der Motioun, déi d'Majoritéit elo proposéiert, wäert änneren? Ech hoffen et. Mee déi Propos, déi de Pensiounsfong virgeluecht huet, huet dat net virgesinn.

Verschidde Staatsanleie ginn net d'office ausgeschloss, verschidde Firmen, déi géint Mënscherechter

verstoussen, ginn nach ëmmer net d'office ausgeschloss. Schockéiert huet mech dann an der Kommissioun an de Mëtten heibannen de Sozialversécherungsminister, de Claude Haagen, dee sech net à l'aise genuch gespiert huet fir ze definéieren, wat eng Entreprise ass, déi an Atom investéiert.

De Minister Haagen sot an der Kommissioun, et kéint een net kloer soen, datt eng Entreprise, déi 5 % an Atom investéiert, eng Entreprise wier aus dem Atomsecteur. Hie sot, datt hien net kéint soen, ob een EDF, déi jo fir all Atomzentral a Frankräich zoustänneg ass, kéint ausschléissen opgrond vun hirem Lien mat Atomstroum. Ech zitéieren aus de PVen. Mir Piraten mussen also dervun ausgoen, datt mat dëser neier Investitiounsstrategie weider wäert Geld an Atomstroum fléissen. An ech fäerten, datt d'Motioun vun de Majoritéitskolleegen e bëssen ze spéit kënnt. Lëtzebuerg hält sech also selwer net un déi Fuerderungen, déi mer op europäeschem Plang vertrieden. Dat mécht eis net glafwierdeg.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat muss sech also elo nach änneren? Fir d'alleréischt brauche mer méi Transparenz an deem ganze System, virun allem Transparenz um Niveau vun de Firmen, déi d'Fongen an d'Indicen zesummestellen, déi mer herno kafen. Och muss ëmmer erëm e Suivi gemaach ginn. Et soll iwwerpréift ginn, datt Firmen, déi eemol vum Pensiounsfong als nohalteg agestuuft goufen, dëst och spéiderhin nach sinn, dëst an Hisiicht op d'Gefore vum Greenwashing. Da muss de Pensiounsfong sech och méi aktiv an déi Firmen abréngen, wou mer e gewiichtegt Stëmmrecht hunn.

Nëmmen esou kënne mer sécherstellen, datt eis Investissementer durabel bleiwen a mer net op eemol als Contribuabel Deel vun de Prozesser wéinst Verletzung vu Mënscherechter sinn.

Schlussendlech musse mer eis un eis eege Virgaben halen, dat heescht: Investissementer just nach a Produiten, déi de Paräisser Klimaaccord respektéieren, Investissementer an de Lëtzebuerger Wunnraum. Dat heescht och: keng Investissementer a Gas an Atom.

De Kampf géint de Klimawandel ass keng Moudeerscheinung a kee politescht Spill. An ech sot et: E muss déi gréisst Prioritéit vun deenen nächsten zéng Regierunge sinn. Den Akaf vun nohaltege Finanzproduiten ass méi rentabel wéi all Shell-Aktie.

Wann dës Konditiounen net erfëllt sinn, kënne mir Piraten eisen Accord fir dës Strategie 2023/2028 net ginn. Ech wäert awer herno nach e bëssen Hoffnung hunn, datt d'Motioun dat zum Deel wäert änneren.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Den Här Mars Di Bartolomeo freet nach d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, ech wollt eppes net esou am Raum stoe loosse vis-à-vis vu Beamten, déi hiert Bescht ginn hunn an deene leschten 10, 15 Joer, fir de Pensiounsfong vun eise Renten esou gutt ze betreien, wéi dat méiglech ass, no beschtem Wëssen a Gewëssen. An ech wëll dat net einfach esou am Raum stoe loossen, ...

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... dass déi Leit eis hei wëllentlech „beflunkert" hätten! D'Fairness, déi elementar Fairness an dësem Haus, géif verlaangen, dass een, wann een enger anerer Meenung ass, deenejéinegen, deenen ee virwerft, dass se ee beflunkert hunn, zumindest d'Geleeënheet géif ginn, déi verschidde Chiffere mateneen ze vergläichen. Ech wollt dat just hei gesot hunn. Mir hunn och d'Flicht, eis viru Leit ze stellen, déi irreprochabel an der Gestioun vun dësem Fong waren a sinn!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Den Här Sven Clement freet nach eng Kéier d'Wuert zréck.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech sinn erschreckt iwwert dat, wat den Här Di Bartolomeo elo grad gesot huet!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da sidd Dir awer deen Eenzegen!

M. Sven Clement (Piraten) | Éischtens emol, well an der Kommissioun déi Zuelen thematiséiert goufen. Et huet kee vun där anerer Säit hei sech iergendwéi interpelléiert gefillt, dozou eppes ze soen. Mir kënnen an all PV noliesen, datt ech hinnen d'Chance ginn hunn an der Kommissioun, dozou Stellung ze huelen, an datt genau zu deene Saache mam Rendement genau näischt zréckkoum.

An ech fannen et dramatesch, wann et objektiv Zuele gëtt, datt déi Leit, déi sech all Dag mat deenen Zuelen auserneesetze mussen, et trotzdeem fir néideg fannen, enger Chamberskommissioun Saachen ze zielen, déi herno am PV stinn – a si haten d'Chance, fir dat jo dann am PV richtegzestellen, wann dat falsch gewiescht wär, wat se gesot hunn. Da fannen ech et dramatesch, datt an engem PV, deen eng Chamberskommissioun huet, herno nach Saachen drastinn, déi objektiv falsch sinn, a wou dann herno d'Deputéiert, d'Representantë vum ganze Vollek, hir Aarbecht solle maachen a sech net kënnen op verifizéierbar Fakte beruffen, well eppes Falsches an enger Kommissioun gesot gouf. Dat fannen ech dramatesch!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, just eng Prezisioun: Ech bleiwe bei deem, wat ech gesot hunn. An ech wëll just drop hiweisen, dass et der Fairness halber och net schlecht gewiescht wär, dass ee gesot hätt, dass dee vill gelueften norweegesche Staatsfong a Pensiounsfong am Joer 2022 e massive Rekordverloscht gemaach huet. Do wollt ech just drop hiweisen, der Vollstännegkeet halber soll een och dat kënne soen, ...

M. Sven Clement (Piraten) | MSCI World och!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... dass déi vill geluefte Modellfongen d'Baach erof kënne goen!

M. Fernand Etgen, Président | Dont acte! An ech ginn elo d'Wuert un dee leschten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech ausdrécklech am Numm vun der CSV den Ausféierunge vum Här Mars Di Bartolomeo uschléissen, déi en elo just gemaach huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV) | Ech brauch, Dir Dammen an Dir Hären, op villes net anzegoen, wat an deene leschten zwou Stonnen heibanne richtegerweis gesot gouf iwwert d'Ziler vun engem Fonds de compensation, wat e soll maachen, ënner wat fir enge Krittären datt e soll schaffen an op wat en ausgeriicht ass. Fir mech ass den haaptsächleche But vun esou engem Fong, dass en d'Perennitéit vun den Avoiren, déi en ze geréieren huet, garantéiert, well et geet ëm d'Sue vun de Leit, et geet net ëm ëffentlech Suen.

Dobäi ass d'Verdeelung vun den Avoiren an domat d'Verdeele vum Risiko mat dee wichtegsten Aspekt vun der Gestioun vun engem Pensiounsfong. Pardon, datt ech dat soen, et ass mer an der Diskussioun e bëssen ze kuerz komm. Et ass d'Verdeelung vun den Avoiren an d'Verdeelung vum Risiko, déi fir mech dee wichtegsten Aspekt vun der Gestioun vun engem Pensiounsfong sinn.

An dofir ass och weltwäit a besonnesch an Europa, zumindest am Privatsecteur, an deem ech an deem Domän ënnerwee sinn, déi Aktivitéit streng reguléiert an ënnerläit enger detailléierter Reglementatioun, déi och vum Regulateur genaustens kontrolléiert gëtt a sech permanent weiderentwéckelt.

Och am ëffentleche Secteur gëtt et Reegelen, an dësem Fall duerch eng Strategie dokumentéiert, déi mer jo haut mateneen diskutéieren. Et geet ëm Froe vu Liquiditéit, Volatilitéit, Perennitéit, Productmix, Klumpebildung an esou weider. Et geet drëm, e Fong op sécher Féiss ze stellen, fir datt e seng Engagementer laangfristeg honoréiere ka par rapport zu deene Leit, déi em hir Suen uvertraut hunn oder déi duerch Gesetz obligéiert ginn, em hir Suen unzevertrauen.

Beispiller an den USA an och op anere Plazen weisen, dass, wann een ze spekulativ – an ech leeën d'Betounung drop – an ze vill an „net liquid Assets", Avoiren, investéiert, dass dann d'Geld ganz séier op eemol fort ass an domat och de Leit hir Pensiounen. Et ass net fir näischt, dass besonnesch déi net liquid Avoiren enger ëmmer méi grousser Risikoanalys, och hei am Land duerch d'CSSF, ënnerzu gi fir sécherzestellen, dass an engem klenge Marché déi Bedeitung, déi se hunn, net iwwerproportionéiert gëtt par rapport zu de Leeschtungen, déi se kënne ginn.

Lo héiert een och de Mëtten, dass et politesch gewollt wier, dass de Fonds de compensation an Zukunft net nëmme verstäerkt an Immobilien, mee besonnesch – an ech hu gesinn, et ass och an der Motioun vun der Majoritéit dran – an de soziale Wunnengsbau investéiere soll, deemno seng Quote-part am Productmix vergréissere soll par rapport zu aneren Investen.

Den Här Margue huet gesot, et wier gutt, dass aus der Chamber géife Signaler kommen. Abee, ech géif zu dësem Punkt eist Signal, dat vun der CSV, wëlle kloer an däitlech souwuel un de Conseil d'administration wéi och un déi Leit ginn, déi d'Gestioun vum Fong ze maachen hunn:

Et muss ee sech, Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Aen esou e Schrëtt ganz gutt iwwerleeën. Ass et opportun, e méi groussen Undeel, e substanziell méi groussen Undeel vun de Reserven an en net volatillen, engem grousse Risiko ausgesaten, net liquiden (veuillez lire: net liquide Beräich), an op klengstem geografeschem Plang – sprécht Bulle immobilière, sprécht Klumpebildung – eranzebeweegen? Dat ass an eisen Aen ouni kloren Encadrement problematesch.

Ech hunn d'Strategie am Detail duerchgelies, well et mech och berufflech interesséiert. An ech hu fonnt, dass dësen Deel vun der Strategie d'ailleurs deen ass, deen am allgemengste gehalen ass, an dat huet mech eigentlech dozou bruecht, fir dës Interventioun hei ze maachen.

Wa sech, Dir Dammen an Dir Hären, déi Investissementer technesch novollzéie loossen, wa se sech an enger technesch novollzéibarer Rumm beweegen an eng wuelverstanen Traditioun weiderliewe loossen – mäi Parteikolleeg, de Marc Spautz, huet dovunner geschwat, dass et eng laang Traditioun ass, schonn ier de Fong war, fir zur Bildung vun Eegenheem bäizedroen –, dann ass dat selbstverständlech fir eis ok.

Wann awer aus haaptsächlech politesche Considératiounen eraus dësen Engagement an d'Luucht gesat soll ginn, ouni dass déi technesch Viraussetzunge stëmmen, da si mir als CSV ganz retizent. Well et sinn net d'Sue vun der Politick, et sinn net d'Sue vum Staat, et sinn net d'Suen aus dem Budget, mee et sinn eenzeg an eleng d'Sue vun den Assuréen aus dem Privatsecteur, ëm déi et hei geet!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV) | Besonnesch gestéiert hunn ech mech de Mëtten un den Ausféierunge vun der Demokratescher Partei duerch den Här Bauler, deen ech soss par ailleurs ëmmer extreem gutt fannen. Mee wat mech gestéiert huet un den Ausféierunge vun der DP, dat ass, dass hir Argumentatioun de Mëtten, firwat dass d'Investitiounen an de soziale Wunnengsbau solle kommen, eng exklusiv politesch ass am Interêt vun der sozialer Kohäsioun vum Land, fir d'Wirtschaftsbranche, déi a Schwieregkeeten ass, ze stäipen, Faillitten ze evitéieren, Aarbechtsplazen ofzesécheren, well den Akaf méi deier an d'Zënse méi héich gi snn. Esou hunn ech dat opgeschriwwen, wat den Här Bauler virdru gesot huet.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Ae reng politesch Argumenter, déi kenger technescher Analys standhalen. Si kënnen net d'Grondlag vun der Gestioun vun den Avoire vum Fong duerstellen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Wolter, erlaabt Der, dass den Här Kersch ...

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, den Här Kersch ka roueg schwätzen, wann ech ...

M. Fernand Etgen, Président | Herno dann.

M. Michel Wolter (CSV) | Voilà! Ech wollt mäi Räsonement, wann Der erlaabt, fäerdeg maachen, well en ass eigentlech novollzéibar bis zum Schluss. Ech akzeptéieren, dass en net vu jiddwerengem akzeptéiert gëtt, mee ech mengen, dass e kohärent a senger Analys wier.

Et gëtt a mengen Ae vill Méiglechkeeten, fir dem Problem vun der Wunnengsnout entgéintzewierken. Mir sinn als CSV der Meenung, dat iwwerrascht Iech net, dass dës Regierung duerch eng Rei vun Decisiounen an deene leschte Méint weesentlech dozou bäigedroen huet, dass d'Situatioun sech op engem scho ganz ugespaante Wunnengsmaart verschlechtert huet respektiv riskéiert, sech ze verschlechteren. Ech erënneren drun, dass mir als Partei iterativ Propose gemaach hunn, esou den 23-Punkte-Programm am November 2019, duerch den Här Lies virgedroen, bis zu gëschter dem Depot vun enger Proposition de loi, fir kuerzfristeg eng Rei vun an eisen Ae schlechten Decisiounen ze rektifizéieren.

Mee et gëtt awer nach aner Moyenen. Et gëtt Moyenen notamment vun der Landesplanung. Mir hunn dëser Deeg héieren, dass mer op e Land zouginn, wat eng Millioun Leit soll hunn. Wéi kënne mer mat enger Millioun Leit mat engem Projet de PDAT konfrontéiert ginn, dee bis 2035 d'Entwécklung quasi lues a lues op null eroffiert an no 2035 seet, dass keng weider Terraine méi däerfen developpéiert ginn. Fir eis ass dat en absolutten Antagonismus, iwwert dee mer mussen ewechkommen! Well e Land ewéi Lëtzebuerg – änlech wéi d'Saarland, wat scho säit 40 Joer eng Millioun Leit huet a quasi déi selwecht Kilometerkareeszuel opweist – huet Plaz fir eng Millioun Leit, awer net andeem mer se openeeknuppen, net andeem mer an all Duerf véier oder fënnef Stäck mussen opriichten, mee doduerch, dass mer geziilt op Plazen, wou den ëffentlechen Transport méiglech ass, kucken, fir groussflächeg nei Wunnraim ze schafen.

Et ass d'ailleurs keng nei Iddi. Et ass eng Iddi, déi hunn ech virun ongefeier 20 Joer developpéiert am Kader vu menger Positioun als Landesplanungsminister a si ass och am IVL-Dokument dokumentéiert. Also de Prinzipp vun enger geziilter Erweiderung vum Perimeter amplaz vum Prinzipp vun engem absolutte Stillstand, dee viraussetzt, dass een déi Leit ni kann ophuelen, déi dann – wa se da sollten op Lëtzebuerg kommen – sollen op Lëtzebuerg kommen.

Mir sti fir eng weesentlech verbessert Kollaboratioun mam Privatsecteur iwwer Kontrakter a Konventiounen, nom Beispill vun der Stad Lëtzebuerg, déi dat säit Jore mécht, ...

Une voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV) | ... amplaz dass mer mengen, dass ëffentlech Träger – déi dat ni wäerte fäerdegbréngen! –, de Problem vum Lëtzebuerger Wunnengsmaart kënne reglëieren.

Mir setzen eis a fir eng Stäerkung vun der Attraktivitéit vum Invest am Logement locatif, amplaz dass mer elo konfrontéiert si mat Propose vum zoustännege Minister, déi eigentlech de Contraire bréngen, déi d'Leit dovun ofhalen, an de Logement locatif ze investéieren, dee mer esou noutwendeg wéi nach ni brauchen, well ëmmer méi Leit sech d'Eegenheem net méi kënne leeschten. Do fuerdere mer, dass déi Proposen, déi um Dësch leien, dass déi ewechkommen, dass déi zréckgezu ginn an dass mer deene Leit, déi nach wëllen investéieren, déi d'Moyenen hunn ze investéieren, e kloert Signal ginn, dass se wëllkomm sinn um Lëtzebuerger Marché fir ze investéieren, fir de Leit eng abordabel Wunneng kënnen ze ginn.

A mir sinn och der Meenung, dass een déi aktuell Versioun vum Artikel 29bis vum Gesetz iwwert den Aménagement communal zréckzéie muss, déi ganz kontraproduktiv ass, fir ganz vill Chaos a fir eng ganz Rei Rechtsonsécherheeten an deenen nächste Méint wäert suergen a fir mech een – wann ech mat de Leit schwätzen, déi an deem Domän ënnerwee sinn – vun den Haaptpunkten ass, firwat dass zurzäit keng weider Projeten op den Immobiliemarché kommen, déi mer esou bluttnoutwendeg bräichten, fir kënnen deenen Erausfuerderungen entgéintzekommen.

Ech hunn deen Exkurs an d'Politick gemaach fir ze soen, dass deen Debat vun haut net d'Problemer léist, déi mer op engem aneren Niveau hunn. Vermësche mer dach, Dir Dammen an Dir Hären, net, wat net vermëscht däerf ginn! Maache mer Budgetspolitick a Politick, fir Wunnengsbau ze schafen, a loosse mer de Fong an déi Leit, déi dee Fong geréieren, hir Aarbecht maachen, am Respekt vun den nationalen an den internationale Krittären, wéi een esou e Fong op 10, 20 an 30 Joer geréiert.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Reserve vun den Assuréen däerfen an den Ae vun der CSV net um Altor vun engem voluntaristeschen a kontraproduktive politeschen Aktivismus geopfert ginn. Dat war dee Bäitrag, deen ech zum Deel méi technesch an zum Deel awer och méi politesch zu dëser Debatt wollt bäidroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter. Da ginn ech d'Wuert un den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. „Une fois n'est pas coutume", mee mat dem éischten Deel vun den Ausféierunge vum Här Wolter sinn ech méi wéi honnert Prozent averstanen. Ech deele seng Aschätzung, dass d'Sue vum Fong net dierfe gebraucht ginn, fir Problemer op aneren Niveauen ze léisen. Ech hunn dat och scho virdrun a mengem Beitrag ganz kloer ervirgestrach. An ëmsou besser, wann dat och hei vun anere Kolleegen esou gedeelt gëtt.

Den Här Wolter huet och iwwert d'Motioun geschwat. Ech wëll just soen, Här Wolter, an der Motioun steet, mir sollten de Fong encouragéieren, méi an de soziale Wunnengsbau ze investéieren. Dat ass konform mat der Strategie, déi de Fong virgestallt huet. Dat ass och konform mat der Strategie, déi de Fong schonn no 2018 entwéckelt hat. Aus deene Grënn, déi ech virdrun exposéiert hunn, konnt en net esou wäit goen, wéi dat u sech geplangt war. An ech deelen och d'Aschätzung, dass elo de Moment ass, an enger besonnescher Situatioun am Lëtzebuerger Wunnengsbau, fir dat nozehuelen, wat an der Vergaangenheet aus deene Grënn, déi ech developpéiert hat, eeben net esou wäit komm ass.

Fir de Rescht ... Verstitt Der, Här President, ech si ganz frou, an enger Chamber ze sinn, wou een, wann een iwwert de Fonds de compensation schwätzt, herno kann en Exkurs an d'Landesplanung maachen an an d'Wunnengsbaupolitick. Tant mieux, wa mer eis déi Zäit hei kënnen huelen an eis dat kënne leeschten.

Ech deelen allerdéngs net d'Aschätzung vum Här Wolter, dass et duerch schlecht Decisioune vun der Regierung war, dass mer elo am Wunnengsmarché net méi esou evoluéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Ech mengen, dass do ganz aner Grënn dofir do sinn. Ënner anerem muss een dann, wa mer déi Diskussioun do eng Kéier féieren – an ech mengen, do ass den Här Wolter och ganz gäre bereet, fir dat ze maachen – och eng Kéier iwwer Gewënnmargë schwätzen, ob déi kënnen esou bleiwen an deem Beräich, wéi se an deene leschten zéng Joer waren, well ech mengen och, dass dat een Hindernis ass, fir dass mer kënnen nei Konzepter entwéckelen, wéi de Staat déi Zesummenaarbecht zwëschent Privatwirtschaft an ëffentlechem Secteur kann organiséieren, fir eeben de Problem gemeinsam ze léisen.

Mee, wéi gesot, dat ass eng Diskussioun, déi, mengen ech, net onbedéngt haut an dëse Kader passt, mee vläicht op enger anerer Plaz muss diskutéiert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Da ginn ech dem Här Wolter nach eng Kéier d'Wuert zréck.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, den Här Kersch ass de Künstler vun der Reduktioun vun engem Räsonement! Ech hunn hei net dat developpéiert, wat hie mir elo hei an de Mond geluecht huet, mee ech hu weesentlech méi breet, weesentlech méi nuancéiert d'Positioun vu menger Partei ausgeféiert. Et ass elo déi zweete Kéier dës Woch, dass e probéiert, eigentlech d'Positioune vun der CSV ze resümëieren. Et géif mir largement duergoen, wann en d'Positioune vun der LSAP géif resüméieren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter.

An elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och Iech alleguerte fir déi flott, déi sachlech, déi interessant Debatt mat deene verschiddenen Iddien an deene verschiddene Reflexiounen, déi all Spriecher hei un den Dag geluecht huet.

Ech wëll just als Introductioun bei der Konklusioun soen, datt, souwuel wat den Här Wolter elo gesot huet wéi den Här Kersch, dat kënnt jo och aus dem

Strategiepabeier vum Pensiounsfong eraus, datt mer hei de Fong net an eng Richtung dreiwen, an déi eng oder an déi aner: éischtens, wou mer spekulativ an de Marché ginn, zweetens, datt mer keng Diversifizéierung méi hunn, an drëttens, datt mer nach kënnen novollzéien an den Investissementer, déi mer maachen, firwat mer se maachen.

An den Investmentmix – an ech mengen, dat weess den Här Wolter, well dat ass am Fong dat, wat e gesot huet –, do ass all Assetmanager oder jiddwereen, deen investéiert, gutt beroden, eng Diversifikatioun ze maachen. Awéiwäit déi verschidde Secteuren do agräifen, awéiwäit dat erwënscht ass, kann d'Politick bestëmmen. Si muss awer oppassen, datt dann den Objet an d'Ziler vum Pensiounsfong och nach déi sinn, firwat datt e besteet. En ass net do – an do deelen ech d'Meenung vu verschiddene Leit –, fir aner Problemer ze léisen. Dat ass net d'Aufgab vum Pensiounsfong!

A wa mer soen, datt een am Fong jo och elo kéint an den abordabele Wunnengsbau, direkt an d'Infrastrukturen investéieren, ob dat den Administratif ass oder ob dat aner Infrastrukture sinn, déi ech genannt hunn, ob dat elo méi d'Relatioun ass … An dat huet mech e bësse gewonnert, datt am Fong keen hei driwwer diskutéiert huet, ob mer méi konservativ oder méi …, ech wëll net soe „spekulativ", mee wéi d'Relatioun tëschent Aktien an Obligatiounen ass, wéi dat um Niveau vun de Fongen zesummegesat ass, wéi dat, bon, Real Estate, dat heescht an den Infrastrukturen, am Immobilier zesummegesat ass. Da muss ee jo och iwwerleeën: Wann een an eng aner Richtung geet, muss ee jo ëmmer nach d'Sue vun den Assuréen esou ëmverdeelen innerhalb vum Pensiounsfong, datt een dat och ka maachen.

Hei gi jo och verschidden Investissementsiwwerleeungen iwwerhaapt net consideréiert. Et ass iwwerhaapt keng Optioun fir de Pensiounsfong, als Beispill, fir a Matière-premièren ze investéieren. Dat wier och komplett falsch! Mir maache jo keng Spekulatioun elo hei um Sëlwer oder um Gold. Och dat ass net de Fall. Dofir wëll ech awer och eng Kéier soen …, an dat géif e bëssen dat opmaachen, wann hei de Fong géif mat de Sue vun den Assuréé spekulativ a verschidden ETFen, a verschidden héich spekulativ Valeuren um Finanzmarché investéieren, à court terme, à moyen terme. Bon, a Gold gëtt ëmmer gesot à long terme, da kënne mer och Diamanten huelen. Also, et fale mer verschidde Saachen an, déi ee ka maachen – dat ass exclu!

An dofir ass déi Diskussioun, déi elo gefouert gëtt, déi zum Schluss gefouert ginn ass: Awéiwäit gi mer – an ech hunn dee Saz an der Motioun gesinn – an d'Kreatioun vum Logement abordable, administrativen Infrastrukturen? Wat fir eng Zilsetzung soll de Fong sech do ginn? Do ass de Plaffong mat 5 % genannt. An et ass ugeschwat ginn, 1,7 % géif net duergoen. Mir mussen dat also pousséieren. Ech muss Iech soen: Déi 1,7 %, wa mer déi dann determinéieren, da musse mer déi jo determinéieren: 1,7 % vu wat?

(Interruption par M. Michel Wolter)

Här Wolter, genau, genau! Ech kommen elo drop, d'Valeur comptable. An d'Valeur comptable, Här Wolter, dat wësst Dir gradesou gutt wéi ech, ass net d'Valeur réelle, wann da muss eng Cessioun gemaach ginn. Do si mer beieneen. Dofir muss een …

(Interruption par M. Michel Wolter)

Gelift?

M. Michel Wolter (CSV) | A besonnesch, wa se séier muss gemaach ginn.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | A besonnesch, wa se séier muss gemaach ginn! An da sinn nach aner Fraisen, déi dat engendréiert, déi derbäikommen. Dofir muss een ëmmer oppassen, wann ee vu Pourcentagë schwätzt, och par rapport zum Montant total vun der Reserv vum Pensiounsfong. Wann deen natierlech an d'Luucht geet an dat anert stagnéiert, da geet de Pourcentage erof, dat ass eng normal Iwwerleeung.

Wat ech domadder wëll soen, ass, datt de Fonds de compensation an Investissementer soll goen, finanziell, fir zum Beispill d'Société nationale des habitations à bon marché ze ënnerstëtze bei Projeten, fir finanziell mam Fong dat kënnen ze maachen, finanziell vläicht och dat ze begleeden, wéi verschidden administrativ Gebaier. Ech hu gesot, datt an Infrastrukture géif investéiert ginn an Zukunft – wa mer se dann um Marché fannen! –, fir, loosse mer soen, de konventionéierten Associatiounen an de gesondheetlechen Iwwerleeungen a kulturellen a sozialen Associatioune wëlle Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen, déi souwisou actuellement de Staat zur Verfügung stellt. An dat si jo dann Investissementer à long terme an déi sinn net spekulativ.

Dat anert ass a mengen Aen net d'Aufgab vum Fonds de compensation, fir elo wierklech sech opzestellen nieft der Société nationale des habitations à bon marché, wou en iwwregens Aktionär ass, also och d'Participation financière ass am Fong. Dat wollt ech just eng Kéier elo och soen, ier ech op déi verschidden aner Iwwerleeunge kommen.

Ech wollt awer an deem Kontext trotzdeem soen – an ech hu mer dat extra erausgeschriwwen, ech hat mer et opgeschriwwen –: D'Cité vun der Sécurité sociale hat ech an deem Domän genannt, dat sinn 158 Milliounen. Déi zweet Phas geet, dat hunn ech virdrun an der Introductioun gesot, am Hierscht vun dësem Joer un. Do ass de Montant nach net determinéiert, well de Fong den Devis nach net huet, an dee muss arrêtéiert ginn iwwert de Conseil d'administration. Mee dat mécht Sënn. Dat mécht Sënn, datt mer déi ganz Cité vun der Sécurité sociale beieneen hunn.

Dann, well verschidde Leit gefrot hunn: „Wou gëtt a Wunnengen investéiert?" Quartier Nei Hollerech, ech mengen, en ass bekannt, och der Stad Lëtzebuerg. De Quartier Nei Hollerech, dat si 50.000 Meterkaree, do sinn 20.000 Meterkaree Logement. Dat mécht ongefëier 190 bis 200, 190 Unitéiten. Bon, dat ass also och an deem selwechte Kontext. An dann – ech mengen, dat freet och de Jean-Paul Schaaf – ass de Centre administratif Nordstad e Projet, deen an der Nordstad och finanziell begleet gëtt vum Fonds de compensation, souwéi aner Logementsprojeten, déi awer de moindre envergure sinn, déi dann och a verschiddene Géigende wäerte gemaach ginn.

Bon, dat ass fir mech da scho bei anere Projeten och déi Richtung, an déi mer ginn. Wat de Logement ubelaangt, do si mer bei iwwer 500 Milliounen, wou mer actuellement wäerten op dee Wee goen, fir do ze investéieren.

Den Här Spautz huet a senger Interventioun gesot … Nieft anerem ass vill iwwert d'Taxonomie geschwat ginn. Wat ass d'Taxonomie elo? Wéi ass se elo zesummegesat? An do wësst Der och, datt dann den Europäesche Geriichtshaff wäert eng Decisioun huelen, wat d'Taxonomie ugeet, ob dann do Nuklearenergie, fossill Energien dra sinn oder net.

Wa se net dra sinn, da wäert menger Meenung no de Marché sech souwisou berengegen an deem Sënn, datt se jo dann net méi eligibel si bei verschiddenen Entreprisen, notamment bei der SFDR, wat d'Artikelen 8 an 9 ubelaangt. An da kënnt eng Berengegung um Marché, notamment och um Niveau vun de Green Bonds.

A wa se natierlech derbäi sinn a mir hätten dat gären, wat verschidde Parteien, Fraktiounen hei presentéieren, da musse mer eis och Guidelines ginn, wéi mer dat maachen. An déi Guidelines, déi musse mer dem Fonds de compensation soen. Dat ass am Fong mäi Rôle – oder der Regierung hire Rôle – fir ze soen, mir ginn an déi doten an déi dote Richtung.

Dann ass ugeschwat ginn, datt dës Direktiv, dës Stratégie d'investissement, da vun 2023 fir fënnef Joer ass, bis 2027 – bon, 1. Januar 2028. Ech wëll domadder soen, datt natierlech och iwwer zum Beispill Analysen, Rapporten, déi gemaach ginn iwwert d'Analys vum CO_2 iwwert d'Analys vun der Trajectoire vun dem Accord de Paris, déi all dräi Joer gemaach gëtt, jo och Decisiounen do agebett sinn. Soss bräichte mer dat guer net ze maachen! Kloer, wa mer mierken, datt mer net Accord-de-Paris-compliant sinn, da musse mer eppes maachen. Kloer ass: Wa mer um Niveau vum Carbon Footprint dat net erreechen, wat mer eis virginn hunn, souwuel d'Politick wéi de Fonds de compensation, da musse mer reagéieren.

Dat heescht, och déi Strategie, déi ass gekuckt fir fënnef Joer. Kloer ass awer, datt an deene fënnef Joer och mussen Decisioune geholl ginn. Déi gi souwisou geholl. Wann Entreprisen op d'schwaarz Lëscht kommen oder op d'gro Lëscht kommen, ginn déi Decisioune jo souwisou geholl. Also huet erëm eng Ëmstrukturéierung och domat ze dinn, eng Verbesserung – ech hoffen et, eng Verbesserung –, soss brauche mer déi net op déi schwaarz Lëscht ze setzen, wa se net méi eligibel sinn.

Firwat soen ech dat? Well et ee Problem do gëtt, dat ass: Wann elo d'Assetmanager hir Portefeuillen determinéieren, determinéiere se vläicht och eng gewëssen Durée. A wa se eng gewëssen Durée determinéieren, musse mer se och dorauser erëm erauskréien. Mee dat kréie jo och déi verschidde Gestionnairë vun de Portefeuillen gesot. An dat hunn ech a menger Introductioun gesot beim Débat de consultation, wéi dat Ganzt viru sech geet.

Ech sinn net der Meenung, datt mer elo hei Diskussioune solle féieren iwwert d'Ënnerscheeder vun de Fonds de compensation vu verschiddene Länner. Dat bréngt eis net vill weider, well Lëtzebuerg spezifesch ass. An déi Iwwerleeung, déi ech da maache fir Lëtzebuerg, wann ech dann d'Fongenindustrie kucken, ass – an ech hoffen, datt ech mech dann net verrechent hunn –, datt de Fonds de compensation 0,45 % vun der Fongenindustrie ausmécht. Dat heescht, wa mer hei Signaler setzen, a wat fir eng Richtung datt mer ginn, da mengen ech, datt déi Signaler hoffentlech jo och vun der Fongenindustrie iwwerholl ginn, well soss ass den Input hei zwar luewenswäert, awer um finanzielle Secteur bal Peanuts.

Wéi een dat ka bewierken, ass eng aner Saach. Mir hunn hei als Lëtzebuerg, kann ech mech erënneren, virun zwee, dräi Joer gesot: „Mir ginn elo a Green Bonds." Green Bonds musse mer definéieren – da kommen ech nach eng Kéier op d'Taxonomie, dat hunn ech virdru gesot –, also musse mer kucken, wéi mer dat hikréien. Awer och dat ass net de Rôle vum Pensiounsfong. De Pensiounsfong ka sech warscheinlech méi séier do orientéiere wéi déi ganz Fongenindustrie, déi jo vun enger ganz anerer Valeur ass.

Ech wollt op e puer Saachen nach agoen. Et ass vu verschiddene Leit gesot ginn: „Et ass dann elo ‚endlech', datt mer déi Diskussioun hei hunn!" Jo! Ech sinn och frou, datt mer se hunn. Ech kann Iech just proposéieren: D'nächst Joer wäerte mer se erëm féieren, ech hunn iwwerhaapt kee Problem domat. Da

gëtt d'Analys gemaach vun engem Joer par rapport zu den Decisiounen, déi de Pensiounsfong geholl huet, dann huele mer déi an déi zoustänneg Chamberskommissioun an da kucke mer, wéi d'Resultater do sinn.

Ech maache just drop opmierksam: Wa mer dat all Joer maachen … Dat éischt Joer géif ech et net maachen. Net, well Wale sinn, dat huet guer näischt domadder ze dinn. Et huet eppes domadder ze dinn: Wa mir elo d'Decisioun huelen oder wann ech d'Decisioun huele fir ze soen: „Ech ginn déi Direktiv fräi", da brauche mer par rapport zu deenen neien Orientatiounen, vun deene mer hei geschwat hunn, Accord-de-Paris-konform, par rapport zur Clean Energy, par rapport zu aneren Investissementsstrategië ronn aacht Méint, ier mer dat vun der Decisioun dann och bis op de Schinnen hunn. Also, esou séier geet et och net! Et ass net, wann de Minister d'Ënnerschréft drënner mécht, datt dann iwwermuer een – ech weess net – op der Bourse urifft: „Elo kafe mer dat emol an." Esou wäert dat net fonctionéieren. Mir brauchen och do Autorisatiounen, och Autorisatioune vun der CSSF, wat jo kloer ass, an da gëtt dat ëmgesat.

Dofir, déi Relatioun fir ze soen: „Si mer elo Accord-de-Paris-konform?" Op der Trajectoire honnert-prozenteg! Mee d'Evaluatioun vun där Trajectoire wäert ëmmer e Retard hu vun engem bis annerhallwem Joer, well allkéiers, wa mer nei Investissementer maachen, déi konform sinn zum Accord de Paris – déi mer souwisou musse maachen, well mer déi Konventioun ratifizéiert hunn –, wäert dat jo d'Resultat eréischt annerhalleft Joer duerno mat sech bréngen. Mee d'Haaptsaach ass, mir maachen et, mir ginn an déi Richtung. An da gesi mer och, ob déi Trajectoire stëmmt. An et ass och an deem Sënn, wou de Fonds de compensation schafft.

Dofir: „Endlech"…, ganz gären déi Diskussioun. Ech muss Iech soen: Ech hunn deen Débat de consultation gefrot, du war déi Direktiv jo nach net do! An ier mer iwwer eng Direktiv schwätzen, musse mer awer och emol fir d'éischt d'Direktiv hunn. Elo sinn ech oft gefrot ginn: „Firwat bass de dann als Minister net intervenéiert bei den …?" Dat si keng Regierungsvertrieder, wëll ech nach eng Kéier soen, déi do am CA sinn. Dat si Staatsbeamten, Fonctionnairen, déi dat maachen, déi do sëtzen. Déi musse sech u verschidden …, oder déi solle sech un d'Gesetzer halen – wat se och alleguerte maachen. Et ass also net, datt d'Regierung do dauernd e Regierungsvertrieder huet.

Wann dat gemaach gëtt, da muss ee jo och dat Ganzt esou analyséieren, datt mer do an där richteger Trajectoire sinn. Dat ass och relativ komplizéiert par rapport zu der Engagementprocedure, déi mer gemaach hunn, an och, wat … Et huet ee Spriecher gesot, da misst ee jo am Fong bei déi 6.000 Entreprisen an d'Assemblée générale fueren. Ech mengen, et war den Här Spautz, deen dann och gesot huet, et géif e bësse sportlech ginn. Där Meenung sinn ech och. Ech géif awer just gär gesinn, wéi mer am CA vum Fonds de compensation eng Décision unanime tëschent dem Patronat an de Salariéë kriten, wat verschidden Decisiounen op enger AG géif ubelaange vun enger Entreprise, an där mer investéiert hunn.

Do wënschen ech da jiddwerengem och bonne Chance! Dofir maache mer jo den Engagement, fir déi Nohaltegkeet an déi Transitioun och wierklech esou weiderzedreiwen, datt et och Sënn mécht. Ech denken, dat ass och dat Wichtegst.

Verschidden aner Iwwerleeungen: Ech mengen, den Här Bauler huet et och gesot, Atomenergie, Gas sinn net nohalteg fir dës Regierung; där Meenung sinn ech! Dofir maache mir jo och eng Transitioun hei, déi mer am Fonds de compensation maachen, fir datt mer do an déi richteg Richtung kommen. An dat Beispill, wou den Här Clement mech zitéiert huet aus dem Rapport vun der Kommissioun: Här Clement, ech hunn en net gelies. Ech weess awer, wat ech gesot hunn. Elo kënnt Der mer soen: „Dat steet esou do." Da soen ech Iech, wat ech gemengt hunn. An Dir wësst och, wat ech gemengt hunn, well ech hunn et esou erkläert. Dat war, nodeem mer iwwer Microsoft geschwat hunn, Dir wësst nach hoergenau, wéi d'Situatioun war.

Da wëll ech just soen, datt mer jo och mussen determinéieren, an dat ass net, wann eng Entreprise 5 % an Atom investéiert, ob se dann nach aus dem Atomsecteur ass oder net, mee wat wichteg ass, ass hei, datt mer zu enger Identifikatioun vun de Betriber kommen, ob déi nach an den Nucleaire investéieren oder net an/oder ob mer se begleeden, fir do eraus. A fir se ze begleede fir eraus, brauche se finanziell Mëttelen. An do musse mer déi richteg Entreprisen huelen. An ech sinn dee Leschten, dee seet: „Mir investéieren elo an Atomenergie"! Dat wäerte mer op kee Fall maachen, dat wäerte mer och ausmaachen, do wäerte mer erausgoen!

Une voix | Très bien!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | D'Fro ass: Begleede mer déi Entreprisen oder begleede mer se net? An da kënnt jo dat, a verschidde Riedner hunn et gesot: EDF, Total, Shell, fir se net ze nennen, BP – mir wëssen alleguerten, vu wat fir enge Multikonzerner mer do schwätzen –, wann d'Taxonomie ännert, da wäerten déi Entreprisë sech doudsécher splécken intern an hirer Gestioun a si wäerten opdeelen a grénge Betrib an Atombetrib, fir et elo mol einfach duerzestellen.

An dann ass d'Fro: Wann ee bei Shell investéiert, dann huet een nach ëmmer bei Shell investéiert! Wa se elo nach ganz duerchdriwwe ginn, dann ännere se nach den Numm, dann nenne se et nach „Green Shell" – eng Propos, déi ech hinne maachen, da weess och jiddwereen, wat et ass! Wat dann awer och dran ass, dat musse mer awer dann nach iwwerpréiwen. Dat ass dann eng aner Saach.

Wat ech domadder wëll soen, ass, datt jo och Projete gemaach ginn, och vu grousse Lëtzebuerger Entreprisen, och vu franséischen, däitschen, belschen Entreprisen, déi genau an eng Richtung ginn, déi mer gären hätten. An et ass an déi Projeten, wou een dann awer och vläicht kann investéieren.

Bon, och EDF – ech si bestëmmt kee Frënd vun EDF – huet zu Tignes och e Stausëi, wou Produktioun gemaach gëtt, déi näischt mat Atomenergie ze dinn huet. Mee bon, dat ass just … Dat heescht, wou maache mer d'Limitt? Wou zéie mer d'Grenz? D'Liwwerketten, do ass et dat selwecht. Entreprisen, déi bei Atomreakteren Aarbechte maachen, zéie mer déi eraus? Zéie mer déi net eraus? Ech weess, déi sinn heimadder, fir mech, iwwert déi Motioun, déi ech elo iwwerflunn hunn, mat „producteurs d'énergie nucléaire" – sou mengen ech, gëtt et genannt – guer net concernéiert, well déi sinn net „producteurs". Also hu mer se an der Liwwerketten och net consideréiert. Dofir ass dat och wichteg.

An déi Iwwerleeunge souwuel vum Här Bauler, vum Här Spautz, vun anere Riedner, vum Här Kersch, wat d'Taxonomie ubelaangt par rapport zu fossillen Energien an Atomenergie, si ganz pertinent.

Dann ass gesot ginn: „Nohaltegkeet", ech hu mer dat opgeschriwwen, „ass keng Belaaschtung, mee eng Chance fir de Fong."

(Interruption)

Ganz genau! Mee dat ass net nëmmen eng Chance fir de Fong, dat ass eng Chance fir de Bierger an et ass eng Chance fir d'Entreprisen. An dat muss een zesumme kucken, an net nëmmen de Fong eleng. Dofir ass dat fir mech relativ wichteg, an datt dat e Prozess ass, dee mer elo matmaachen, fir an déi Richtung ze kommen an och d'Resultater dovun ze kréien. Well mir kënnen och elo soen: „Ok, mir maachen dat", an dann hu mer d'Resultater awer vläicht net. An ech sinn awer léiwer am Match mat dran an ech kann decidéieren, wouhin datt mer steieren, an d'Resultater bewierken, wéi datt ech mech ganz aus dem Match erauszéien an dann hunn ech iwwerhaapt näischt méi do verluer. Dofir ass dat a mengen Aen op jidde Fall wichteg, datt mer dat och mam Fong zesummen ausloten.

Här Margue, Dir hutt mir vum Avis juridique geschwat. Dat éiert Iech, datt Dir en Avis juridique gemaach hutt. Ech kann näischt dozou soen, well ech en net gelies hunn oder en net kritt hunn. Oder hunn ech e kritt? Dann hunn ech en net gelies. Dann hunn ech en awer de Moie kritt oder de Mëtten um 12.00 Auer – ech wollt och eng Kéier eppes iessen, do war dann Ären Avis juridique vläicht zweetrangeg.

(Hilarité)

Mee ech kucke mer en op jidde Fall un. An ech wollt awer eppes Klenges dozou soen. De Pensiounsfong ass jo kee Fong wéi eng SICAV …

(Interruption par M. Charles Margue)

Ech weess net, wat drasteet. Dat hänkt jo vun de Froen of, déi Der gestallt hutt. Jo, Dir braucht mer en elo net ze ginn! Elo liesen ech en net hei. Ech sinn amgaang ze schwätzen.

Mee et ass keng SICAV. An hei ass jo: De Fong ass jo selwer Client. An dat ass natierlech, wann Der eng Bank hutt, déi mat SICAVen operéiert, net de Fall. Dat heescht, hei muss de Fong sech jo u seng eege Gesetzgeebung halen, wärend eng Bank, déi um Marché financier operationell ass iwwer SICAVen, sech un d'Reegelwierk vun de SICAVen hale muss. Ech ginn dat just ze bedenken, well ech hunn et net richteg suivéiert, ech hunn … Dir sidd séier do driwwergaangen. Ech kucke mer et un. Mee dat ass just eng Remark, déi domat ze dinn huet.

Dann ass geschwat ginn, ob mer vill an nohalteg Investissementer actuellement investéieren. Ech soen dat nach eng Kéier – ech hunn et elo nach eng Kéier nogekuckt, dat misst awer och normalerweis aus dem Rapport erauskommen –: Mir hu 500 Milliounen …, oder net „mir", de Fonds de compensation huet 500 Milliounen iwwer passiv Investissementer mat dem Accord de Paris kompatibel gemaach. Dat hunn ech gesot, datt dat elo géif ulafen. Ech hoffen, datt dat och séier uleeft. An ech wollt Iech dat och soen – compte tenu, wéi d'Motioun elo ausgeet –, datt déi Decisioun scho geholl gëtt, well soss verléiere mer Méint a Méint. A wat mer méi Méint a Méint verléieren, wat mer manner Accord-de-Paris-kompatibel op der Trajectoire ginn. An ech mengen, dat wier déi schlechtst Decisioun, déi mer kéinten huelen.

Mir hunn awer och 900 Milliounen a Green a Sustainable Bonds investéiert. Déi sinn och dran. Dat ass dernieft. Dann hu mer 450 Milliounen an Investissementer gemaach, déi e Plus a sozialen an ëmweltlechen Impakter hunn. A mir hunn am ganzen 9,6 Milliarde laut den Alignementer vun der SFDR – Artikel 8 an 9, do si mer dran –, also kommt, mer soen 10 Milliarden, wat och scho substanziell ass. Mee och do wäert d'Remark erëm komme vu mir: Da muss een iwwerleeën … Ech mengen, et sinn och Leit, déi

geschwat hunn, honorabel Deputéierter, déi gesot hunn, datt do Entreprisë vun 9 op 8 zréckgestuuft gi sinn. Dat ass net fir Greenbashing ze maachen oder Greenwashing ze maachen, mee dat hänkt un der Definitioun, déi da geholl gëtt, fir den Artikel 8 an den Artikel 9 ze kadréieren.

Dofir ass dat a mengen Ae wichteg, datt mer och dee Cadrage an déi Identifikatioun hunn. An déi kann ee jo am Kader vun der Strategie all Joer op de Leescht huele fir ze kucken, wéi d'Decisioune sinn, datt mer wëssen, a wat fir eng Richtung datt mer ginn.

Här Margue, d'Relatioun tëschent der groer Lëscht an der schwaarzer Lëscht: Eng Entreprise kann och direkt op déi schwaarz Lëscht kommen. Wa se op déi gro Lëscht kënnt an iwwert den Engagementprozess reagéiert se net an et gëtt nogewisen no sechs, siwen, aacht Méint – ech soen dat lo mol –, datt deen Engagement net respektéiert gëtt, jo, dann ass et net méi, datt mer dräi Joer waarden, hunn ech gesot, mee da kënnt se op déi schwaarz Lëscht! Ech mengen, dat ass evident.

An dann hutt Der mer d'Fro gestallt – ech mengen, Dir waart et –, fir ze soen: Kënne mer deen Engagement dann net zesumme maachen, mat engem anere Partner oder enger anerer Associatioun, Organisatiounen? Natierlech kënne mer dat maachen! An dat probéiere mer och ze maachen. Et mussen awer éischter Partner sinn, déi an déi Richtung ginn, déi mir och wëllen: Nohaltegkeet, déi ganz Saachen, déi mer elo geschwat hu mat der Dekarbonisatioun. An da kënne mer dat natierlech maachen. A mir – also de Fonds de compensation – hoffen, datt mer där Partner fannen, well dann ass een natierlech méi staark, fir och do Drock ze maachen. Dat ass jo och eng vun den Iwwerleeunge beim Engagement, fir dat ze maachen.

Also mir eleng, och als Fong, wäerten dat warscheinlech … Et hänkt och vun der Gréisst vun der Entreprise of an och dovun, wéi se opgestallt ass. Mee dat sinn Iwwerleeungen, déi gi souwisou geféiert fir ze kucken, wéi mer eis opstellen a Fonctioun vun der Strategie selwer.

Bon, ech hunn elo, mengen ech, e bëssen de Resümmee gemaach. Ech hoffen, datt ech näischt vergiess hunn. Zu der Motioun schwätzen all d'Fraktiounen, denken ech, an da schwätzen ech nach eng Kéier duerno zu der Motioun.

Ech soen Iech op jidde Fall Merci fir dee konstruktiven Debat. An dann denken ech, datt mer dem Fonds de compensation déi Iwwerleeungen, déi hei sinn, déi mer da musse ficeléieren, och weiderginn, se weiderginn un déi Responsabel vum Fonds de compensation, deenen ech awer och eng Kéier wollt villmools Merci soen, éischtens, fir hir Disponibilitéit, zweetens, fir hir Aarbecht, déi se maachen, an och drëttens, fir déi Transparenz, déi se op jidde Fall an deem heiten Dossier mat un den Dag geluecht hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Sozialminister Claude Haagen. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här Minister. Ech hunn Iech ganz opmierksam nogelauschtert, wat deen Aspekt vun der Taxonomie betrëfft, an ech hunn do net ganz richteg Äre Räsonement kënnen novollzéien.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo.

M. Laurent Mosar (CSV) | Duerfir erlaabt mer nach eng Kéier, dodrop zréckzekommen. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, déi europäesch Taxonomie ass ugeholl ginn. Déi gëtt am Moment a 25 Länner applizéiert. Déi ass also am Moment d'Base légale. An et ännert och do guer näischt drun, datt e Recours unhängeg ass, dee Recours ass net suspensif. Dat heescht, mir hunn am Moment eng Gesetzgeebung, déi ass am Moment do.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Richteg!

M. Laurent Mosar (CSV) | Meng Fro … Dir hutt elo gesot, wann do deen Arrêt, dee vläicht dann iergendwéi eng Kéier an dräi, véier, fënnef Joer kënnt, Éisträich a Lëtzebuerg géif Recht ginn – wou, an da maachen ech eng Klammer op, all eminent Juriste soen, datt d'Chancë minimal, fir net ze soe quasiment inexistent sinn –, da missten natierlech déi verschidden Entreprisë sech do adaptéieren. Dat ass natierlech ganz kloer.

Elo ass awer meng Fro: En attendant hu mer eng Taxonomie an ech wéilt elo wierklech vun Iech wëssen, well dat och an der Motioun zimmlech onkloer ass, ob Dir, d'Regierung an haaptsächlech elo de Fonds de compensation déi Taxonomie esou applizéiert, wéi se elo do ass, en attendant datt vläicht iergendwéi eng Kéier an dräi, véier, fënnef Joer en Arrêt kënnt, deen déi dann ännert. Ech wär wierklech do frou fir Kloerheet.

Well wësst Der, dat Signal, dat de Fonds de compensation hei gëtt, dat ass net onschëlleg: Mir hunn eng Finanzplaz. Mir hunn eng Fongenindustrie, déi bis elo ëmmer duerch eng Previsibilitéit an eng juristesch Securitéit konnt iwwer Joren a Joerzéngte gutt iwwerliewen. Dat Schlëmmst ass, wann ee keng Securitéit huet. An ech mengen, et wär wichteg hei, datt och eng Kéier eng Regierung e kloert Signal gëtt – och wa mir net frou sinn iwwert déi Taxonomie! An och bei eis an der Partei si mer net frou doriwwer. Mee et ass awer einfach elo mol eng Realitéit, déi ee muss endlech eng Kéier akzeptéieren. An et geet dann net, fir déi ganzen Zäit erëm ze versichen, iergendwéi dozou Derogatiounen ze huelen!

An duerfir wär ech wierklech frou, fir hei eng Kéier vun Iech elo Kloertext ze héieren: Wéi geet et virun? Gëtt elo déi Taxonomie esou applizéiert, wéi se am Moment en vigueur ass, oder net?

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, d'Taxonomie ass en vigueur. Dat, wat ech gesot hunn, dat ass, an ech ginn Iech Recht, deemno wéini datt dat Urteel kënnt – dat ass jo dat, wat ech gesot hunn –, da wäert de Marché sech aneschters orientéiere compte tenu vum Arrêt vun der Cour européenne, dat schéngt mer evident ze sinn, an déi Richtung oder an déi aner Richtung. Wann et esou bleift, wéi et ass, da wäert de Marché sech net aneschters orientéieren, well dann huet e sech scho laang esou forméiert, wéi en elo amgaang ass, sech ze forméieren.

Mee compte tenu vun deenen Iwwerleeungen a compte tenu vun der Motioun, déi awer elo do ass, musse mir eis jo dann och positionéieren an dat kadréieren, wa mer an déi Richtung wëlle goen, fir verschidden Entreprisen auszeschléissen, momentan Entreprisen … Do gëtt jo gesot: „Iwwer Secteuren ass et gaangen." Et ass net iwwer „Secteure" gaangen! Et ass gaangen iwwer Konventiounen, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet. Doriwwer ass et gaangen! An da si verschidden Entreprisen erausgaangen. Momentan gesinn ech net, wat fir ee „Secteur" datt exclu ass!

An hei ass et déi selwecht Iwwerleeung: Wann dat da kënnt, dann hätte mer eng Mainmise, fir dat ze maachen, well mer da kéinten déi Exklusioun schwätzen. Anerefalls musse mer eis iwwerleeën, wa mer op deen dote Wee ginn, wéi mer dat handhabe par rapport zu den Assetmanager, déi da gefrot ginn. Dat hu mer och elo, mir hunn och elo Assetmanager, déi guer net an den Nuklear ginn. Mir hunn och Assetmanager, déi an aner Secteure guer net ginn, déi awer d'ESG-Krittäre respektéieren, déi och aner Krittäre respektéieren. Dat ass jo d'Vertrauen. Et ass jo net de Fong, deen op dem Marché aktiv gëtt, mee dee geet iwwer seng Assetmanager dohinner, si maachen hire Portefeuille a si hunn d'Iwwerleeunge vum Fonds de compensation, fir dat ze maache mat der Streeung an der Diversifikatioun, déi de Fong seet par rapport zu den Investissementer. Dat gëtt momentan gemaach. An dat wäerte mer och an Zukunft maachen.

A wa mer jo verschiddenen – soen ech elo – passiv Investissementer kënne maachen, do ass et méi einfach, do ginn ech Iech Recht. Wann déi dann um Marché bestinn, dat ass nach eng aner Konditioun, da kann een dat maachen. Bei aktiven Investissementer ass et schonn e bësse méi quokeleg, well een do selwer an d'Entreprise erageet, an dann ass et eeben d'Responsabilitéit vun deem Assetmanager, fir dat ze maachen an dann eeben ze kucken, ob en esou konform ass oder net. Dat ass d'Virgeeënsweis vun elo. Dat heescht, et ass net exclu juristesch actuellement. Wann dat d'Äntwert op Är Fro ass?

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, meng Fro ass eigentlech: Schléisst Dir aus, Här Minister, datt Entreprisen, déi sech 100%eg un déi europäesch Taxonomie halen, déi also konform sinn zu der europäescher Taxonomie mat de Krittären, esou wéi och ESG se am Moment formuléiert, datt déi ausgeschloss gi vum Fong? Dat ass eigentlech déi Fro.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Dat hänkt vum Investissement of, a wat fir en Domän datt ee geet, ob e passiv ass oder aktiv ass. Dat hänkt dovunner of. An dat kënne mer jo steieren, dat heescht, mir hunn da keng … Mir hunn e Règlement interne, wou een dat ka maachen. Dat heescht, et keeft een dat net. Dat ass eng aner Iwwerleeung. Rechtlech kënne mer et net, dat wësst Der och.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Dann nach Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Jo, Här President, ech wollt dem Minister villmools Merci soe fir déi Äntwerten, déi e mer ginn huet op mäi Beitrag virdrun hei zur Debatt. Also Roum ass jo net an engem Joer gebaut ginn an e Changement an enger Strategie mécht sech jo och net innerhalb vun engem Joer. Ech hu wuel verstanen, datt de Secteur immobilier an Ärer Strategie als Secteur immobilier duergestallt gëtt a sech net opsplitt an déi verschidden Deeler vum Secteur immobilier.

Ech géif eng Propos maachen, well Der gesot hutt: „D'nächst Joer, et kann och dat Joer hannendru sinn, wou een nees eng Kéier diskutéiert iwwert dat hei", dass Der vläicht déi Leit, déi sech ëm dee Fong bekëmmeren, frot, bis dohinner eng méi preziséiert Analys ze maache vun deenen targeted 5 %, déi awer bis 7,5 % kënne goen, bis mindestens 2,5 % och, jee nodeem, wéi den Déngen ass, datt se méi eng prezis Analys maachen.

Mech géif interesséieren an enger Nofollgedebatt, ob de Staat bereet ass, dem Fong dat spekulatiivt Element ze garantéieren, dat géif kommen duerch en Invest, deen e géif maachen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Här Wolter, op wat spekuléieren?

M. Michel Wolter (CSV) | Majo de Risiko vun enger Diminutioun vun der Valeur vum Aktiva, deen en

investéiert, notamment duerch de Fait vun enger Bulle immobilière, notamment duerch de Fait vun engem staarken Eroffale vum Präis. Dat ass zu Lëtzebuerg ni geschitt. Ech hoffen och, dass et net geschitt. Mee wann et geschitt – an ech kommen nees op dat zréck, wat ech virdru gesot hunn –: Mir schwätzen iwwert d'Sue vun de Leit.

Wann also de Staat der Meenung ass, datt dee Fong verstäerkt an eng gewësse Richtung soll goen, da wär ech interesséiert dorun, méi genau ze wëssen, wéi dat elo de Fall ass an deem Dokument, wéi de Staat deem Fong dat da wëll kompenséieren, remuneréieren an esou weider.

An ech wier och net ondankbar, wann een d'CSSF, wat jo net de Regulator ass vun deem heite Fong, mee déi awer eng ganz grouss Erfarung huet an der Fro vu Gestioun vu Fongen, och vu Pensiounsfongen, vläicht an esou eng Reflexioun kéint matabanne fir ze soen, wat hirer Meenung no – et ass jo ëmmer en Avis, deen dee Moment gefrot gëtt –, wat dann hirer Menger no, compte tenu vun dem klengen Territoire, dem grousse Risiko an esou weider, alles dat, ech widderhuelen elo net nach eng Kéier alles dat, wat ech virdru gesot hunn, ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Nee, et ass an der Rei.

M. Michel Wolter (CSV) | ... wat da fir si als CSSF kéinte Limitte sinn, wéi een eeben tëschent dem Locativen, Netlocativen, dem Invest a wierklech Bürosgebaier ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Dem Administratif.

M. Michel Wolter (CSV) | ... respektiv, wat Dir och elo gesot hutt, der Zurverfügungstellung vu Gebaier fir Träger, déi eigentlech selwer den Invest net kéinte maachen, ... wat se dozou géif soen. Ech mengen, dass dat zu enger Vereinfachung vun der Debatt an och zu enger méi klorer Duerstellung vun deem Beräich vum Invest kéint bäidroen an dass mer eis da lues a lues an deenen nächste Joren zesumme mat deene Leit an déi Richtung kënnen taaschten, déi eeben am Interêt vun der laangfristeger Gestioun vun deem Fong ass.

Merci.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci och, Här Wolter, fir Är Fro. Fir mech ass dat bal selbstverständlech, well ee soss no zwee, dräi Joer, wann een Investissementer mécht an den Immobilier, herno net méi weess, wou d'Rentabilitéit par rapport zum Immobilier ass op deem dote Punkt. D'CSSF gëtt, mengen ech – ech si mer awer elo net méi sécher, ech mengen, et ass awer esou –, bei den neie Kompartimenter, an déi investéiert gëtt, souwisou en Avis of.

Mee wat Dir mengt, ass och d'Durée an och, wéi soll ech soen, wéi d'Zukunftsaussiichten an deem dote Secteur sinn, wann een an deen dote Marché geet, par rapport zum Abordabelen, par rapport zum Administratif, fir eeben eng Bulle ze evitéieren, datt een herno e Leerstand huet a kee Revenu méi kritt, also an dësem Fall kee Loyer méi kritt. Déi Iwwerleeunge beim abordabele Wunnengsbau wéi och beim administrative sinn allkéiers gekuckt ginn op 20 bis 30 Joer, datt de Revenu, also de Loyer, garantéiert ass mat Upassungen, esou wéi en ass, wann de Pensiounsfong bis an de Marché erakënnt, fir dat ze assuréieren. Dat gëtt ëmmer gekuckt. Et ass also net ... Soss kéint jo och ee kënnegen no zwee Joer, egal wien et ass, u wien datt Der dat verlount. Dat ass hei pertinemment net de Fall.

Dofir ass d'Zesummespill wichteg tëschent dem Pensiounsfong an dem Staat, dem Pensiounsfong an der Société nationale des habitations à bon marché an och dem Fonds du logement, fir datt dat op jidde Fall fir de Fong – well dat jo keng staatlech Sue sinn, mee déi vun den Assuréë sinn – garantéiert ass, datt déi Recetten och garantéiert sinn, fir d'Perennitéit eebe vum ..., vum ...

M. Michel Wolter (CSV) | Fong!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Voilà! ... vum Fong anzehalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci. An da Parole après ministre fir den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Wann ech elo nogelauschtert hunn, wat op der Bänk vis-à-vis gesot ginn ass a puncto Taxonomie a wat de Minister erkläert huet: Ech mengen, wann ech verschidde Leit héieren, et kéint ee just nach Geld placéieren, wann een a Fossill a wann een an Atom investéiert. Wann een dat géif ausschléissen, da wär keng Chance méi, fir iergendwéi Geld sënnvoll a rentabel unzebréngen.

Hale mer dach wannechgelift op domadder! Mir hunn eis gëeenegt, mir hunn eng Propositioun gemaach, och scho fir an d'Motioun ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Riicht Der d'Fro u mech? Oder u wie riicht Der se?

M. Charles Margue (déi gréng) | Jo, ech ..., „après ministre", net „un" ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Abee, Dir musst Iech elo just eens ginn, u wien dass Der ...

M. Michel Wolter (CSV) | ... Du bass net concernéiert.

(Hilarité générale)

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Also da kommt, mir maachen et esou: Dir gitt einfach eens an ech lauschteren e bëssen no. Ech hunn eppes ze drénken hei, et ass an der Rei.

(Hilarité)

M. Charles Margue (déi gréng) | Ëmsou besser.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Voilà!

M. Charles Margue (déi gréng) | Mir sollen och, wat d'Finanzplaz ugeet, an duerfir ass déi Strategie jo och an deem Sënn wichteg, beispillhaft kënne virgoen, dass een och kann eng propper Finanzplaz hunn, eng gréng Finanzplaz hunn, wou ee sech dann op de Fändel schreift: Egal wat d'EU-Taxonomie elo ass, mir ginn net doranner, mir ginn a gréng Finanzen. A mir haten an eiser Fraktioun vill Entrevuë mat Leit, déi net Member an eiser Partei sinn an déi froen, dass endlech Kloerheet kënnt, dass d'Lëtzebuerger Finanzplaz an där Hisiicht kloer dosteet, eng Virreiderroll hëlt, wéi et schonn an anere Punkten zu aneren Zäitpunkte komm ass. A wann ech déi do Gespréicher héieren, wa mer déi hei weiderféieren – ob Taxonomie, net Taxonomie, Ideologie oder esou weider –, mee da maache mer eis eege Finanzplaz an där Hisiicht schlecht! Dat wollt ech just dobäi gesot hunn.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Dat war éischter e Kommentar.

(Interruption)

Dann nach Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser. Duerfir, bleift elo mol nach hei, Här Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Gären, Här President.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, den Här Minister ass hei wierklech an enger schwiereger Positioun, ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

... well ech mengen, déi Saachen, déi sinn awer elo als Parole après ministre net ëmmer eng Question à Monsieur le Ministre. Mee et sinn awer eng Rei Iwwerleeungen, wéi och den Här Margue se elo gemaach huet, déi een awer sollt féieren.

Ech mengen, fir just ee kuerze Kommentar hei ze maachen a Bezuch op d'Taxonomie: D'Kolleege vun der CSV hunn et mat Recht hei ënnerstrach, mir hunn eng legal Basis an Europa, mir musse se applizéieren. An déi Taxonomie applizéiert sech jo net am lofteidele Raum, mee all déi Länner, déi elo och un déi Taxonomie gebonne sinn, si Signatairë vun dem Paräisser Ofkommes. Alleguer!

Dat heescht, alleguer kéinte se mat där selwechter Argumentatioun, wéi se hei vu verschiddene Parteien ugeféiert gëtt, soen: „Mir investéieren net elo an den Nucleaire oder an de Gas, well dat ass net nohalteg." Mee et sinn awer 25 Länner vun deene 27 an doriwwer eraus nach ganz vill anerer, déi sech erëm nei a Richtung Atomenergie orientéieren. Dat ass d'Realitéit an Europa, dat ass d'Realitéit a grousse Deeler vun der Welt. Firwat? Ma well den Approvisionnement vum Gas manner sécher ass, well dee méi rar gëtt aus politeschen oder geostrateegesche Grënn. An et ass dach absurd fir ze gesinn, datt ausgerechent och Grénger zum Beispill an Däitschland massiv elo Kuelekraaftwierker uwerfen, massiv an dëser Situatioun! Et ass kloer, d'Atomenergie a Frankräich, dat ass déi, déi am mannsten CO_2-Emissiounen huet.

(Interruption)

An et ass kee Widdersproch. Et ass eebe kee Widdersproch zwëschen Nohaltegkeet an Atom, wéi en hei probéiert gëtt ze konstruéieren, well eeben d'Atomenergie déi ass, déi am mannste Kuelendioxidemissioune fräisetzt; contrairement zu enger däitscher Politick!

Kuckt d'CO_2-Emissioune vu Frankräich, kuckt d'CO_2-Emissioune vun Däitschland. An et ass dach och interessant, den Här Habeck – ech mengen, Här Margue, Dir hat en och zitéiert –, den Här Habeck huet zwee Atomkraaftwierker virulafe gelooss, en hält en drëtt an der Reserv.

Just fir ze soen, datt déi Debatt hei e bëssen aussergewéinlech ass, well et ass esou, datt mer als Lëtzebuerg hei praktesch eng Diskussioun féieren, wéi se a soss kengem Land geféiert gëtt – e bëssen Disneyland! Mir ignoréieren, datt all déi aner an där selwechter Situatioun sinn, alleguer hu se den Accord de Paris ënnerschriwwen. Mir ignoréieren, datt mer Atomkraaft importéieren zu Lëtzebuerg: aus Däitschland, aus Frankräich, aus der Belsch warscheinlech och, ech weess et net. Mee mir importéieren Atomstroum, mir gebrauchen Atomstroum, jidderee geet an Atomstroum, all eis Nopere ginn an Atomstroum, et ass déi Energie, déi am mannste Kuelendioxid verursaacht! An da gëtt hei eng extra ... An déi europäesch Taxonomie, eis europäesch Gesetzgeebung, déi gesäit et och nach vir. An da maache mir hei de Lëtzebuerger Alleingang op der Welt a sou weider a schwätzen do dergéint.

Dat wär jo nach alles ze toleréieren. Et wär jo nach e bëssen eng Particularitéit, déi ee kéint kucken. Mee den Enjeu hannendrun, dat ass dach dee vun der Rentabilitéit vum Pensiounsfong. An do hunn d'Kolleege jo och gesot: ...

Une voix | Ganz genee!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... „Jo, mee et geet jo ëm d'Sue vun de Leit!" Et geet ëm d'Sue vun de Leit. Et geet ëm d'Sécherheet vun de Pensiounen.

(Interruptions)

An dat, wat wierklech hannendrusteet, wat wierklech hannendrusteet, dat hu mer haut emol net anstänneg diskutéiert, dat ass d'Perennitéit vum Pensiounssystem. Dat ass dat!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Wat hätt dann elo missen do passéieren?

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee! Dat ass dat, wat hannendrusteet. Well mir wësse jo, datt dat heiten, dee Pensiounsfong, dee geet net duer, fir laangfristeg de System ofzesécheren! Dat heescht, mir hunn all Interessi drun, wa mer verantwortlech Politick wëlle maachen, hu mer all Interessi drun, derfir ze suergen, datt dee Pensiounsfong esou gutt wéi méiglech ekonomesch schafft, fir Pensioune mat ofzesécheren an deem Land, a fir och endlech déi Debatt ze féieren, déi mer mussen am Land féieren, an dat ass d'Debatt iwwert d'Reform vum Pensiounssystem.

Firwat? Ma ganz einfach, an dat ass och e Virworf, deen ee kann de Kolleege vun der CSV maachen, well jiddereen hei am Sall – ausser eis, muss ech awer kloer soen – schéngt ze akzeptéieren, datt mer a Richtung vum Milliounestaat ginn, eng Millioun Awunner.

Den Här Wolter hat a senger Interventioun gesot, jo gutt, da misste mer landesplaneresch do ... an de Perimeter erweideren. Mee mir kënne jo net éiweg esou wuessen! Mir musse kucken, datt mer deen Zwang zum Wuesstum, net de Wuesstum selwer, mir brauche Wuesstum, mee den Zwang zum Wuesstum a Fro stellen. An dozou gehéiert och d'Reform vun de Sozialsystemer. Dozou gehéiert och de politesche Courage fir ze froen, wéi mer de Pensiounssystem durabel kënnen opstellen.

An d'Äntwert dorobber ass ganz sécher net, fir aus engem reng ideologeschen Usaz elo hinzegoen an d'Rentabilitéit vum Pensiounsfong a Fro ze stellen – well dat sinn d'Sue vun de Leit –, just well verschidde Leit mengen, Lëtzebuerg wär eleng an Europa an eleng op der Welt, fir kënne géint déi Energieform virzegoen, déi awer d'Äntwert op déi politesch an ekonomesch Situatioun ass, déi mer elo leider kennen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Wuert geet zréck un den Här Minister. Oder fir d'éischt nach Parole après ministre fir den Här François Benoy.

(Brouhaha et exclamations)

M. Michel Wolter (CSV) | Ech mengen, Claude, du kanns dech sëtze goen.

(Hilarité et brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här François Benoy hat nach d'Wuert gefrot. Wëllt Der et huelen?

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, ganz gären, Här President. Merci fir d'Wuert. Jo, ech wollt just kuerz, well mer elo hei eng Diskussioun gefouert hunn iwwert d'Atomenergie respektiv iwwert de Gas, déi jo als Transitiounstechnologien an der Taxonomie virgesi sinn, e puer Wuert awer da soen.

Firwat ass den Atom fir eis keng Solutioun? Ben, éischtens wësse mer, dass en net sécher ass. Do gëtt et eng ganz Rei Beispiller, déi dat soen. Mir wëssen och virun allem, dass en net séier genuch déi Äntwerte gëtt, déi mer brauchen. A virun allem ass d'Fro vun dem Offall net gekläert.

A firwat dass et net sënnvoll ass, de Gas als eng Transitiounstechnologie unzeerkennen, ech mengen, dat misst och deem Leschten nach bekannt sinn, wa mer driwwer schwätzen, dass mer zukunftsorientéiert wëlle sinn an dass mer esou séier wéi méiglech do sollten eraustrieden.

Wat ass d'Taxonomie a wat ass se net? Et ass jo eng Kategoriséierung, déi hei gemaach gëtt, an et steet eis jo natierlech fräi ze soen, wat mer domadder maachen a wat mer net domadder maachen. An déi Diskussioun, Här Mosar, hate mer jo och schonn am Kader vun de Budgetsdebatten. A mir op alle Fall hunn do eng kloer Positioun an eng kohärent Positioun, dass mer wierklech am Sënn vun der Klimaneutralitéit déi Saachen net fërdere wëllen.

An ech mengen, ech wëll dat wierklech nach eng Kéier kloerstellen hei: D'Taxonomie ass e Kader, dee se eis gëtt, mee mir mussen awer dee Kader net komplett suivéieren. Dat ass eng Fro, mengen ech, vu Kohärenz vun der Politick. A mir soen, mir wëllen an deem Kontext kee Gas an och keen Nucleaire, genausou wéineg, andeems mer Subventioune ginn, wann et ëm eng reduzéiert Taxe d'abonnement geet. A genausou wéineg wëlle mer dat an dem Fonds de compensation.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An den Här Minister däerf nach eng Kéier dorobber reagéieren.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Ech soen Iech Merci fir déi Interventiounen.

Une voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Merci dem Minister fir sozial Sécherheet Claude Haagen.

Motions

Da komme mer elo nach zum Ofstëmmen iwwert déi zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun Nummer 1, déi vun den Häre Kersch, Bauler a Margue deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert dozou ergräifen? Den Auteur, den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt just soen, wat an där Motioun steet a wat net drasteet. Dann hat awer elo e bëssen hei ... Et ass keng Ausso dran iwwert de Für an doriwwer, ob oder ob net Investissementer an d'Atomkraaft d'Perennitéit vum Rentesystem a Fro stellen. Esou eng Ausso fannt Der net an dëser Motioun.

Am Géigendeel, et ass eng Motioun, déi, mengen ech, ganz ausgewogen ass an déi seet, dass dat, wat bis elo an der Vergaangenheet am Fong gemaach ginn ass, nämlech méi no de Krittäre vun der Nohaltegkeet ze kucken, dass all déi Ustrengungen do solle weidergemaach ginn an dass mer och solle kucken, fir eng Strategie ze entwéckele fir en Desinvestissement vun der Atomenergie. Méi steet net do dran.

Doriwwer eraus, an och dat ass wichteg, steet dran, dass mer de Fong encouragéiere fir d'Kreatioun vu Logement à coût modéré. Ech widderhuelen nach eng Kéier dat, wat ech virdru gesot hunn: De Fong huet sech selwer eng Strategie ginn, schonn 2018, fir bis zu 5 % an de Lëtzebuerger Immobiliemarché ze investéieren. Mir sinn aus deene Grënn, déi virdrun etabléiert gi sinn, net dohinner komm. An deem Sënn ass et nëmme logesch, dass mer en encouragéieren, op deem Wee weiderzemaachen, zemools an enger Situatioun, wou de Wunnengsmarché amgaangen ass, sech ze änneren, a mer riskéieren, dass mer aner Bedingunge virfannen, méi favorabel Bedingunge virfanne fir ze investéieren, fir och abordabele Wunnraum kënnen ze schafen. Dat ass dat, wat an eiser Motioun steet.

An ech mengen, dass dat och eppes ass, wat u sech ... An et ass e bësse virdrun och erauskomm am Debat, wéi wann dat elo e grousse Revirement wier an der Politick vun der Regierung. Ech ka just feststellen, dass mer kloer Aussoe kritt hate vum Minister an der Kommissioun, dass hien net derfir wär, dass mer géifen an Atomkraaft investéieren. Dat steet och hei an dëser Motioun. An dofir mengen ech, dass dat eng Motioun ass, déi u sech jiddwereen hei am Haus kéint matdroen. Dat wär op jidde Fall och e gutt Zeechen, wat mer géifen no baussen droen, a mat Sécherheet wäert et och net den Interête vun eisem Land schueden.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An da geet d'Wuert un den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Den Här Kersch huet zwar elo schonn zum Deel drop geäntwert, wat de véierten Tiret ubelaangt, well et eebe fir eis wichteg ass ze wëssen: Ass et dat, wat bis elo war, oder ass dat do eppes komplett Neies? Dat ass den éischte Punkt.

A beim zweeten Tiret, do hu mer e klenge Problem mat deem „soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase [...] à la [...] taxonomie européenne". Well mir sinn eis jo eens: Wann d'Urteel bis do ass vum Europäesche Geriichtshaff, muss dat Urteel applizéiert ginn, an dat huet de Minister jo och gesot. Dofir brauche mer jo dann net dat derzwëschent dohinnerzeschreiwen, mir schreiwe just, dass et d'Taxonomie européenne ass. A wann do en Urteel geholl gëtt an dat gëtt annuléiert, ma dann ass et souwisou dat, wat do ass, an da brauche mer net nach dat anert rondrëm ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Da geet d'Wuert un den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech hätt mer déi heite Motioun scho virun e puer Joer gewënscht. Ech hätt mer vläicht gewënscht, datt mer haut guer net hätte missen driwwer schwätzen, well scho bei där leschter Investitiounsstrategie dat heite gegollt hätt, well ëmmerhin ass d'Klimakris net eréischt säit gëschter en Theema an d'Logementskris zu Lëtzebuerg och net.

D'Problemer si bekannt. Mir begréissen d'Iddien, déi hei developpéiert ginn, fir de Pensiounsfong méi nohalteg ze maachen. Mir gesinn awer e klenge Risk vum Greenwashing. An ech hunn eng kleng Fro vläicht un d'Auteuren, et sinn der jo dräi. De Minister huet elo nach eng Kéier op der Tribün d'Beispill vun EDF ginn. Ech wollt dann einfach emol vläicht eng Kéier fir Iech kloer d'Fro stellen: EDF, déi d'Atommeileren a Frankräich bedreift, ass dat eng Entreprise, déi an Ären Aen an den Atomstroum investéiert oder net? Ech kann Iech meng Äntwert ginn: Fir mech ass et ganz kloer eng Entreprise, déi an Atomstroum investéiert an hei erausfält!

An dann, datt de Fonds de compensation endlech vun 2 % säin Zil vu 5 % am Logement abordable géif erreechen, dat kann ech nëmme begréissen. Ech hoffen dat, datt en endlech wéinstens déi 5 % och erreeche wäert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, also mir wäerten dës Motioun matstëmmen. Si geet eis awer och net wäit genuch. Eis Motioun war e bësse méi eng sec Motioun. Mir hu se awer net deposéiert, well mer gären e groussen, breede Konsens heibannen hätten, well dat eis wichteg ass. Mir erwaarden eis dann och – dat ass och gesot ginn, den honorabelen Här Margue huet et gesot – e schnellen Desinvest.

Wat heescht dat: e schnellen Desinvest? Bon, dat kann een och vläicht e bësse wéi e Lastik zéien. Mee mir hoffen awer do op de „good will". An Dir hutt gesot, alles, wat ee mécht, dauert souwisou minimum aacht Méint ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Net alles, wat ee mécht, mee wann een nei ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Maja, wann een nei ... Voilà! Da wësse mer jo ongeféier, wat „schnell" hei kéint sinn. Sou, kommt, mir ginn eis e Joer! Voilà!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | D'Decisioun fir ze investéiere geet eraus. Bis se ëmgesat gëtt um Terrain, brauche mer ... Dat muss jo preparéiert ginn, mir schwätze jo hei vu substanzielle Montanten. Mir kënnen dat jo net innerhalb vun dräi Deeg maachen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ma eeben!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | De Fong kann dat net maachen. Dat muss jo kontrolléiert ginn, wa mer dat dote maachen, ob déi Entreprisë kompatibel sinn. An dann dee ganzen Agencement, also fir d'Contrôlen en place ze setzen. Dat mat dem Assetmanager, dat muss jo ausgeschriwwe ginn. Also, dat ass schonn eng Prozedur.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Eng Prozedur, jo, genau. Voilà, duerfir hunn ech jo gesot ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Voilà, dat dauert eng gewëssen Zäit!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An Dir hat vun aacht Méint do geschwat. Dofir soen ech: Kommt, mir schwätze vun engem Joer! Wa mer „schnell" soen, ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mee ech soen, aacht Méint, an dann ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Wa mer „schnell" soen, kommt, mir schwätze vun engem Joer, plus ou moins, dat ass méi wéi aacht Méint. Kommt, dat wier dann esou eppes, mat deem ...

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Wann ech d'Direktiv muer de Moien ënnerschreiwen a si geet eraus mat där Motioun hei, da geet se op de Wee.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Voilà! Bon, domadder kënne mer liewen. Wéi gesot, et geet eis net wäit genuch. Mee fir eis ass et ganz kloer: De Minister huet de Mandat kritt, dat do ze maachen, hie mécht dat och! En huet dat jo och elo gesot, datt en dat mécht, wann déi Motioun hei gestëmmt gëtt. Mee Dir do iwwer stëmmt se jo sécher, mir stëmme se och mat, also hu mer schonn eng Majoritéit. Da brauche mer schonn net ze fäerten. An da geet dat dee richtege Wee.

An ech wollt awer och soen, wat den honorabelen Här Clement gesot huet: Effektiv, mir dierfen net blauäugeg sinn! Mir wëssen, datt verschidde Firmae ganz kloer en Zil hunn. A wa se hir Dénger net kompartimentéieren, datt se wierklech soen: „Hei, deen do Deel vun den Investissementer huele mer wierklech fir erneierbar Energien", da maache se dat net! Ech mengen, virun e puer Deeg, virun zwee, dräi Deeg hat Shell nach eng Plattform am Mier, wou se nei Pëtrolsfelder elo am Mier erauszéien. Ech mengen, dat sinn esou Saachen, déi dierfen net goen. Mir kënnen dann net an esou Firmen investéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Mir stëmmen dës Motioun net mat aus enger Rei Grënn. Éischtens emol ass et awer, egal wat eis hei verzielt gëtt, eng ideologesch Motioun, déi einfach esou opgestallt ass, fir eeben en Investissement an d'Atomenergie ze verhënneren.

Mee loosst mech dozou e puer Kommentare maachen. Et gëtt heibannen eng Partei, déi systematesch probéiert, de Leit Angscht ze maache viru gewëssenen Technologien, dat sinn déi gréng. Dat ass an eisen Aen eng Stengzäitpartei, well se einfach den technesche Fortschrëtt net esou versteet, wéi en ass.

(Interruption)

Mir féieren hei Diskussiounen iwwer verschidden Technologien, esou als wäre mer nach an de 70er-Jore vum leschte Joerhonnert. Mee de Stand ass haut e ganz aneren!

(Interruption par M. Sven Clement)

Eng zweet Bemierkung ass ganz einfach déi hei, an den Här Keup huet et gëschter an enger anerer Diskussioun gesot: Mir sollten eis emol bewosst ginn, iwwer wéi eng Gréisstenuerdnunge mer schwätzen, wa mer iwwer eis Energiebesoinen nodenken. Mir hunn an den Energien, déi Lëtzebuerg brauch, a bei allen anere Länner ass et ganz änlech, en totalen Undeel vun erneierbaren Energien am 1%ege Beräich. Am 1%ege Beräich! A si kënnen net onendlech ausgebaut ginn, och wann terribel vill dran investéiert gëtt, ganz einfach, well se volatill sinn, well mer net alles kënne mat Wandmillen zoubauen, well mer iwwerhaapt net esou vill Sonnekollektore kënnen opriichten, well mer keng Späicherkapazitéiten hunn.

D'Realitéit, déi energiepolitesch Realitéit ass: Wa mer esou vill alternativ Energien opbauen, musse mer all eis Installatiounen, fir d'Reseauen oprechtzeerhalen, doubléieren! A virun allem, fir d'Effikassitéit an d'Zouverlässegkeet vun der Stroumversuergung ze garantéieren, brauche mer, well mer keng aner Méiglechkeeten hunn hautzedaags, nuklear oder fossill Energie. Dat ass einfach eng Tatsaach!

Den Här Keup huet gëschter e puer Ziffere genannt. Vun deene 50 Terawattstonne Lëtzebuerger Energiebesoin leie mer bei den erneierbaren Energien am Stroumberäich bei maximal 18 %, am Gesamtenergieopkomme bei 1 %. Dat sinn d'Realitéiten.

Wann een elo higeet an et seet een: „Mir verbidden en Investissement an Atom oder a fossill Energien", da verbidde mer den Investissement an 99 % vun deenen Energien, déi mir als Land brauchen a consomméieren. Dat sinn einfach d'Realitéiten.

Mir hunn e Rendement bei den erneierbaren Energien, deen inverse proportional zu där Zäit ass, déi mir hei am Parlament doriwwer schwätzen. Mir ginn de Leit den Androck, als wär dat d'Energie vun der Zukunft. Et ass just eng Énergie d'appoint, awer déi grouss Léisung fir eis Energieproblemer ass dat net. Dat sinn d'Realitéiten. Mir gesinn déi. Mir schwätze se un a mir probéieren, realistesch Léisungen ze proposéieren. Alternativenergien hëllefen dobäi. Mir kënne se ausbauen, si sinn net d'Léisung vun eisem Energieproblem.

Fir d'Léisung vum Energieproblem, do gi mer elo hin a mir verbidden den Investissement, wou all déi aner Länner awer en anere Wee ginn! An do muss ee sech dach d'Fro stellen, ob mir ekonomesch rational denken, ob mir iwwerhaapt nach eng realistesch Energiepolitick an dësem Land verfollegen oder ob mer wierklech higinn a virun enger grénger Angschtpolitick hei eis dauernd vernäipe wëllen, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... fir einfach ze soen: „Déi do Energien, déi si sou geféierlech, do kënne mer net drugoen!", wann déi ganz Welt an déi do Richtung geet.

Här President, fir eis ass et ganz kloer: Mir soen, mir solle realistesch denken an der Energiepolitick. Mir sollen ekonomesch verantwortlech denken, och am Pensiounswiesen. An dofir stëmme mir dat hei net mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann hat den Här Charles Margue d'Wuert gefrot.

M. Charles Margue (déi gréng) | Jo, ech versichen, elo e wéineg méi roueg ze schwätzen an net esou am Äifer wéi mäi Virgänger. Ech weess net, wat en ..., jo, ...

Une voix | ... wat e gebass huet.

M. Charles Margue (déi gréng) | ... wat e gebass huet, oder jo, e gréngen Hond warscheinlech, an d'Feescht.

(Hilarité)

Mee ech sinn am Fong berouegt, dass se déi Motioun net matstëmmen, well soss wier iergendeppes méssverständlech an deem Text gewiescht. Well mir investéiere mat dësem Pabeier an nei Technologien, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | ... an aner Technologien, ...

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | ... a keng vereelzt Technologien, déi Zäit brauchen, wou mer och elo nach versprach kréie vum President aus menger Nopeschrepublick hei, dass domadder dee Krich erëm ze gewanne wär. Mir hunn deen ee Krich nach ëmmer net gewonnen. Mir sinn amgaang ze verléiere mat der Atomenergie am Frankräich, mam Offall, wéi mäi Kolleeg François Benoy et gesot huet, mat der Sécherheet. Mir multiplizéieren domadder all d'sécherheetspolitesch Froen, wa mer nach méi där Meileren iwwerall dohinner bauen!

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | A mir musse virun allem 10, 15 Joer waarden. An déi Suen, de Claude Turmes huet et gëschter gesot, déi hu mer net, fir se do sënnvoll ze investéieren.

Mir gi mat där Motioun hei an d'Richtung, dass dat Geld vun de Lëtzebuerger Beitragszueler, vun de Lëtzebuerger Pensionnairen – wou ech derzou gehéieren – esou investéiert gëtt, dass och muer déi Firmaen nach bestinn an dass se rentabel sinn.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Et gëtt net nëmmen Invest an diskutabel Betriber! A 26 Milliarde wäerten och nach hire Wee fannen a positiv Investissementer. An et gëtt vill Betriber, déi Geld brauchen.

Duerfir sinn ech houfreg, dass mer och esou e breeden Zouwuess kréien. Merci un déi honorabel Madamm Cecchetti fir hir Zoustëmmung, och wa mer net esou „sec" sinn, wéi Dir dat gesot hutt.

Ech wëll awer virun allem och drop hiweisen, dass mer elo e Signal hei ginn. An duerfir brauche mer

esou eng Motioun mat engem breeden Akzent, enger breeder Zoustëmmung, dass de Minister déi ka mathuelen. An ech sinn iwwerzeegt, dass de Verwaltungsrot déi kann ophuelen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An ier ech dem Auteur d'Wuert zréckginn, huet nach den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, wa bis gréng Hënn hei optauchen, da maachen ech mer Suergen.

(Hilarité)

Déi gréng Hënn waren da warscheinlech ze no bei engem Atommeiler, datt se gréng gi sinn a stralen. Mee bon.

Ech wollt awer ganz kuerz hei reagéieren op dat, wat den honorabele Kolleeg Fernand Kartheiser hei gesot huet. En huet gesot, dat wär net méiglech. Domadder stellt en u sech wëssenschaftlech etabléiert a peerreviewt Studien a Fro, wéi ënner anerem déi vum Professer Mark Jacobson vun der Uni Standford, deen nogewisen huet, datt „100 % wind, water and solar energy" fir Lëtzebuerg méiglech wären, datt et finanzéierbar wär an datt et no 2,7 Joer souguer schonn e Rendement hätt. Dat heescht, mir hätten eise „return on invest" no 2,7 Joer erreecht.

Ech op alle Fall wëll menge Kanner eng sonneg Zukunft hannerloossen a keng verstraalt, an dofir wäert ech dat heite matstëmmen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An elo geet d'Wuert zréck un den Auteur, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass mat 35 Jo-Stëmme géint 21 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 35 voix pour, 22 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : M. Paul Galles, Mme Elisabeth Margue et M. Jean-Paul Schaaf.

Motion 2

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 2, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Ech gesi keng Wuertmeldung. Da kënne mer iwwert déi Motioun Nummer 2 ofstëmmen. Den Här Margue wëllt nach d'Wuert ergräifen. De Vott huet nach net ugefaangen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Pardon! Zum Vott 2: Also, wa mir heibanne sinn, dann ass et, well mer Politick maachen. Alles am Liewen huet säi politeschen, wéi soll ech soen, politeschen Deel dozou. Soss wäre mer jo net …, soss bräichte mer jo an engem Land net ze wielen a keng politesch gesellschaftlech Vertrieder ze hunn.

A mir suergen derfir, dass mer eist Geld fir zukunftsfäeg Investissementer benotzen. An Är Virstellung, an Atom ze investéieren, mee dat ass Äre politesche Choix, dat ass net eisen! Mee dat ass e politesche Choix.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Elo huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech hu virdru 15 Minutte laang duergeluecht, firwat d'Investitiounspolitick eng Prioritéit vun der Politick muss sinn. Dat ass net eppes, wat am Vakuum entsteet. A wann de Fong net a fossill Energië géif investéieren, mee a Startups vu queere Grënner/innen, da géif d'ADR genau de Contraire verlaangen, nämlech, datt mer aus deenen desinvestéiere géifen, fir a fossill Energien ze investéieren. Dat heescht, dat hei ass un Hypokrisie net ze iwwerbidden. Et ass just, well elo mol eng Kéier de Fong an eppes investéiert, wat der ADR gefält, datt se soen, elo misste mer d'Fanger dovu loossen. Wann et de Contraire wär, da wäre se och dergéint.

Also deementspriechend ass dat hei e Biais a mir wäerten do dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser, fir den Auteur vun der Motioun.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Ech mengen, mir hunn effektiv scho ganz vill haut diskutéiert. Ech wëll vläicht just zwou oder dräi Bemierkunge maachen. Éischtens wëll ech emol soen, datt effektiv e Professer esou eng Etüd gemaach huet. Si ass och direkt auserneegeholl gi vu jidderengem, dee Lëtzebuerg kennt, ënner anerem wéinst deene Gréisstenuerdnungen, déi domadder verbonne wären. Ech verweisen och just op Äntwerte vum Ingenieur Heinen an aneren, déi dat dann nogepréift hunn. An et ass ganz kloer, datt dat fir eis kee realistesche Wee ass, egal wien dat geschriwwen huet. Ech mengen, et muss een awer och gesinn, datt een d'Land net kann, wéi gesot, mat Wandmillen zoumaachen. An déi Fläch, déi mer hätten national, géif emol net duergoen, fir all dat opzehuelen, wat dofir néideg wär. Dat just dozou.

Politick a Politick ass zweeërlee. Mir gi wielen, fir politesch Richtunge festzeleeën, fir Parteien e Vertrauen auszeschwätzen, fir Grondiwwerzeegungen do auszedrécken. Mee dat heiten ass eppes anescht. Hei geet et drëm, engem Fong, deen zoustänneg ass fir d'Gestioun vu Suen, ënnert de politesche Prioritéiten, ideologesche Prioritéite Richtunge virzeginn, déi seng Rentabilitéit a Fro stellen. Dat ass eppes anescht.

A wann et haut drëm geet, fir Atomenergie oder Gas oder aner Saache vläicht auszeschléissen, da komme muer de Moien aner ONGen oder aner Prioritéiten oder aner Aktualitéitsfroen, an da gëtt dat ausgeschloss. An da kënnt dat Nächst! An dat ass eeben de Risiko, wann een esou e Fong wierklech politesch wëllt un d'Léngt huelen. Et ass déi niddreg Politick …

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech kommen zum Schluss.

M. Fernand Etgen, Président | Dir hutt fënnef Minutte bei de Motiounen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech kommen zum Schluss, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | An Är Riedezäit ass scho laang iwwerschratt. Ech wëll Iech et just soen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fir ze soen, datt déi heite Politick, déi mer deem Fong wëllen opzwéngen hei – also op jidde Fall d'Regierungskoalitioun –, eng ass, déi der Rentabilitéit vum Fong an domadder de Sue vun de Leit net zeguttkënnt. An dofir leene mir dat of. An dës Motioun ass genee déi richteg!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da freet d'Wuert den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, wann ech déi Motioun do liesen, da froen ech, wat mer haut de Mëtten hei gemaach hunn. Ech mengen, et war eng gesellschaftlech Noutwendegkeet, fir hei an dësem Haus iwwert d'zukünfteg Ausriichtung vum Fonds de compensation ze schwätzen. Dat hu mer hei an aller Serenitéit gemaach.

De Minister hat gesot, e géif gären d'Meenunge vun alle Parteien héieren. Déi konnt en elo anhuelen. An ech mengen, domadder ass déi Motioun, déi do vun der ADR abruecht ginn ass, esou eppes vun absurd, dass ech nëmme kann driwwer laachen. An duerfir kann ech se och net stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

5. 7753 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

1) Centres, foyers et services pour personnes âgées ;

2) Centres de gériatrie

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7753, eng Ofännerung vum Objet vun de Missiounen a vun der Gouvernance vu Servior. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den honorabelen Deputéierte Max Hahn ass prett fir de Rapport. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Merci, Här President. Beim Gesetzestext 7753 geet et ëm eng Partie Ännerungen, wat d'Missiounen an de Fonctionnement vu Servior betrëfft.

De Fleege- a Gesondheetssecteur kennt zanter Joren eng ganz dynamesch Entwécklung. D'Populatioun klëmmt, d'Leit gi méi al an d'Besoinen huelen domat zou. Servior ass hautdesdaags ee vun deenen 20 gréissten Employeuren am Land a geréiert 15 Wunnstrukture fir Seniore mat insgesamt iwwer 1.800 Better. Hei dernieft organiséiert Servior och de Service „Repas sur roues" fir een Drëttel vun de Lëtzebuerger Gemengen.

Mëttlerweil ginn d'Missioune vu Servior allerdéngs wäit iwwert d'Aufgaben eraus, déi am initiale Gesetz vun 1998 fixéiert goufen. Nieft der Offer u Wunnunitéiten a Fleegeservicer fir eeler Leit huet Servior iwwert d'Joren nämlech eng ganz Partie logistesch, technesch an administrativ Aufgaben derbäikritt. Fir dës nei Tâchen esou effizient wéi méiglech ze léisen, schafft Servior punktuell mat externe Partner wéi den Hospices civils vun der Stad Lëtzebuerg an dem Centre Hospitalier Emile Mayrisch zesummen. Säit 2013 kollaboréiert Servior mat den Hospices civils, wat de Volet IT betrëfft, a mam CHEM, wat d'Produktioun, d'Verpackung an d'Ausliwwere vun den dräi Haaptmoolzechte fir déi 70 Unitéite vun der Geriatrie am Diddelenger Spidol betrëfft.

Fir den ëmmer méi heterogeene Besoine vu senger Clientèle gerecht ze ginn, wëllt Servior engersäits seng bestoend Zesummenaarbecht mam CHEM weider ausbauen an anerersäits nei Partnerschafte mat Acteuren aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur ofschléissen.

Aktuell besteet an deem Beräich e grousst Potenzial, fir Synergien ze schafen, duerch déi déi verschidden Acteuren net just Käschte kéinte spueren, mee och d'Qualitéit vun hire Servicer verbessere kéinten. De virleiende Gesetzestext huet als Zil, d'Missioune vu Servior ze completéieren a schaaft eng legal Basis fir Aktivitéiten, déi haut zwar scho reegelméisseg a sengen Haiser praktizéiert ginn, mee déi bis ewell nach net an d'Gesetz vun 1998 ageschriwwe goufen.

Servior kritt deemno d'Erlabnis, fir technesch, logistesch an administrativ Servicer ze offréieren, déi entweeder an direkter Relatioun mat sengen anere Missioune stinn oder déi d'Realisatioun vun dëse Missioune vereinfachen.

Wéi virdru schonn erwäänt, kacht a liwwert Servior haut schonn d'Iesse fir verschidde Patiente vum CHEM, dat, well Servior sech an de leschte Joren eng grouss Expertis an dem Beräich vun der Ernärung fir eeler Leit opgebaut huet a well Servior genee iwwert déi spezifesch Besoine vun dëser Zilgrupp Bescheed weess. D'Käch vu Servior sinn zum Beispill gewinnt, fir eeler Leit ze kachen, déi Problemer mam Knaen oder Schwieregkeete mat der Verdauung hunn. Dofir mécht et Sënn, dass Servior och d'Iesse fir d'Geriatriepatiente vum CHEM produzéiert. An Zukunft sollen eventuell nach weider Kollaboratiounen am Beräich vun der Restauratioun erméiglecht ginn.

An engem zweete Punkt gesäit de virleiende Gesetzesprojet vir, dass Servior – zesumme mat anere Partner – Participatiounen a Societéite kann huelen, déi entweeder ënnert d'ASFT-Gesetz oder ënnert d'Gesetz vum 8. Mäerz iwwert d'Établissements hospitaliers falen.

An der éischter Versioun vun dësem Text stoung ausserdeem dran, dass Servior an Zukunft eege Filiale kéint grënnen. Dëse Punkt huet bei de Leit um Terrain allerdéngs fir gréisser Opreegung gesuergt. D'Chambre des Salariés hat an hirem Avis d'Angscht geäussert, dass dës Approche zu enger Privatiséierung vu verschiddenen Aufgabe vu Servior kéint féieren. Si huet sech kloer géint d'Kreatioun vu Filialen an de Modell vum Outsourcing positionéiert, well een domadder riskéiert, dass verschidde Salariéen an Zukunft net méi ënnert de Kollektivvertrag vum Alters- a Fleegesecteur falen.

An enger Sëtzung vun der Familljekommissioun huet d'Madamm Ministesch Corinne Cahen allerdéngs preziséiert, dass et ni d'Absicht war, fir d'Aktivitéite vu Servior ze privatiséieren, a scho guer net, fir déi sozial Rechter vum Kollektivvertrag ze ëmgoen. Fir sämtlech Zweifel aus dem Wee ze schafen, hu mer den Artikel 2 Paragraf 2 vum Projet de loi dunn amendéiert an d'Méiglechkeet vun der Kreatioun vu Filialen aus dem Text gestrach.

Wat d'Prise de participations vu Servior betrëfft, hu mer dräi Garde-fouen an den initialen Text derbäigesat fir sécherzegoen, dass d'Salariéen hir Kollektivrechter net verléieren. An der Familljekommissioun gouf nämlech d'Fro opgeworf, ob Servior och Participatiounen a Betriber kéint huelen, an deenen d'Salariéen net ënnert den SAS-Kollektivvertrag (ndlr: SAS – Secteur d'aide et de soins et secteur social) falen.

De Ministère huet eis dunn erkläert, dass dräi Limiten an de Gesetzestext matagebaut goufen, fir genee dës Méiglechkeet ze verhënneren. An engem éischte Punkt preziséiert den Text, dass Servior just zesumme mat engem anere Partner aus dem Secteur hospitalier oder dem ASFT-Beräich Participatiounen an enger Societéit kann huelen. Servior kann also net eleng handelen. Zweetens muss d'Participatioun ëmmer en direkte Lien mam Objet vu Servior hunn. An drëttens musse sämtlech Participatiounen, déi vum Conseil d'administration vu Servior decidéiert ginn, am Virfeld vun der Familljeministesch approuvéiert ginn, esou wéi et am Artikel 3 vun dësem Gesetzestext virgesinn ass.

Nieft der Entwécklung vu senge Missiounen huet sech och déi intern Struktur vu Servior iwwert d'Jore verännert. Wéi virdru schonn erwäänt, ass Servior haut ee vun deenen 20 gréissten Employeure vum Land. Am initiale Gesetz vun 1998 ware just zwee Direkteschposte virgesinn, dee vum Direkter an dee vum Chargé de direction. Mëttlerweil ass Servior allerdéngs vill méi grouss ginn, soudass zwou Persounen eleng net méi duerginn, fir d'Direktiounsaarbecht ze geréieren. Effektiv gëtt Servior haut vu véier Direktere geleet: vun engem Directeur général, engem Directeur opérationnel, engem Directeur des ressources humaines et services clients an engem Directeur infrastructure et finances. Dëse Gesetzesprojet schaaft also elo eng legal Basis fir dës Direkteschposten.

Wat d'Avise vum Staatsrot an deene verschiddene Beruffskummere betrëfft, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. An ech ginn heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Max Hahn.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Max Hahn fir säi Rapport iwwert dat, wat elo bei Servior soll geschéien. Ech wëll direkt virewechhuelen, bei all deenen Ëmwandlungen, wat d'Direktioun ubelaangt, dass mer domadder iwwerhaapt kee Problem hunn an dass dat och zäitgeméiss ass, fir déi Adaptatiounen ze maachen, nodeems d'Gesetz schonn iwwer 20 Joer do ass, a fir dann och elo déi noutwendeg Upassungen ze maachen, fir dass dat och e legale Kader huet.

Bei engem anere Punkt hu mer awer e bësse méi Problemer. An d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Familljekommissioun wëssen dat, mir hunn dat och ëmmer erëm ënnerstrach, de Max Hahn ass och schonn drop agaangen. Dat ass de Problem mam Kollektivvertrag, deen d'application ass. Et ass eng mierklech Verbesserung vun dem éischte Projet, deen do war, op deen zweete Projet, deen elo virläit. De Punkt, deen awer fir eis nach ëmmer bleift, ass dee vum Risiko, wat mat deene Firme geschitt, déi iwwerholl ginn oder wou Servior eng Participatioun mécht.

Deen ee Volet, dee gëtt hei ofgedeckt domat, dass et heescht, et muss och ee si mat enger Konventioun, déi vum Familljeministère ausgeschwat gëtt. Dann heescht et awer gläichzäiteg, an dat ass am neien Artikel 3 Punkt 12), dass d'Approbatioun muss virleie fir all Participatioun vun de Societéiten. Do hätt een och kënnen derbäischreiwen, dass gläichzäiteg ëmmer muss dee beschte Kollektivvertrag gëllen, well reng theoreetesch kann een och eng Participatioun huelen an enger Firma, déi och schonn e Kollektivvertrag huet. An et sinn och Firmaen, déi elo scho plazeweis a verschiddenen Alters- a Fleegeheimer oder och an anere Strukturen Aarbechten ausüben, déi net ëmmer onbedéngt ënnert den ASFT-Kollektivvertrag falen. An dann ass d'Diskussioun: Et sinn zwee Kollektivverträg do! An dat ass déi Angscht an déi Gefor, déi mer gesinn: dass et domadder méiglech ass, en Nivellement vers le bas ze maachen. An dat ass dee Problem, dee mer bei där ganzer Dispositioun hunn.

An den Här Hahn ka sech erënneren, de leschte Méindeg, wéi mer d'Ofstëmmung iwwert de Rapport gemaach hunn, hat ech schonn eng Kéier soulignéiert, dass dat de Problem ass, dee mir gesinn, dass et méiglech ass, dass herno Leit fir manner gutt Konditiounen do schaffen an dass mer méi wéi eng oder

zwou Applikatioune vun engem Kollektivvertrag an deem Secteur hunn.

Mir hunn de Moment zwee Kollektivverträg, dat ass dee vun dem SAS respektiv dee vun der Entente des hôpitaux. Mee do wier et reng theoreetesch och nach méiglech, dass Servior bei enger Societéit, mat der Autorisatioun vun der Ministesch, och eng Participatioun hélt an engem Betrib, dee schonn e Kollektivvertrag huet, an da sti mer virun dem Problem mat der Konventioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer scho virdrun héieren hu vun eisem Rapporter, deem ech och op dëser Plaz direkt Merci soen, ass d'Zil vum Projet de loi, fir d'Gesetz vum 23. Dezember 1998 ofzeänneren an den Objet an d'Missioune vu Servior un d'Realitéit vun haut unzepassen. Et geet drëms, e gesetzleche Kader ze setze fir Partnerschaften, fir eng Partie Aktivitéiten oder och fir d'Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren a Servior, zum Beispill eeben am administrativen, techneschen a logistesche Beräich oder och an der Restauratioun.

De Projet de loi ass, wéi den Här Spautz gesot huet, an ech mengen, de Rapporter selwer och, ugangs ganz vill kritiséiert an och diskutéiert ginn. A wéi esou dacks, huet dëse kritesche Bléck vu bausse gehollef, de Projet de loi op eventuell Faillen ofzeklappen an ze adaptéieren an dann och ze verbesseren.

Virun allem op Gewerkschaftssäit, an dat fënnt een och an den Avise vun der Chambres des Salariés an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics erëm, gouf den initialen Text vum Projet de loi ganz schaarf kritiséiert. Si hunn drop higewisen, dass do eventuell eng Dier kéint opgemaach gi fir en Outsourcing vun enger Rei vun Aktivitéiten, an dat hätt och als Konsequenz, dass d'Salariéen, déi dës Aktivitéiten assuréieren, géife riskéieren, net méi ënnert d'Kollektivverträg ze falen, an dass eeben esou sozial Rechter géifen ofgebaut ginn.

Och de Staatsrot huet dat ënnerstrach, dass et zwar aner Établissement-publicke gëtt, déi Kollaboratiounen a Partenariater agoen a sougenannt „sociétés filiales" grënne kënnen. Allerdéngs seet de Staatsrot jo awer och, dass et sech do ëm reng kommerziell Établissements publics handelt. An de Staatsrot betount eeben, dass et sech hei bei Servior ëm e sensibele Beräich dréit, wou et ëm d'Gesondheet an de Bienêtre vun den eelere Leit geet.

Eng Vue, déi mir als LSAP och zu 100 % deelen. Dofir si mer frou, dass mer als Chamberskommissioun eng Partie Ännerunge virgeholl hunn, och opgrond vun den Iwwerleeunge vum Staatsrot. Den Text gesäit dann elo vir, dass Servior nëmme ka mat Societéiten zesummeschaffen a sech och nëmme kann u Societéite bedeelegen, déi en Agrement hunn, entweeder opgrond vun dem ASFT-Gesetz oder dem Spidolsgesetz.

Als LSAP ass et eis wichteg, dass de Beräich vun der Gesondheet an der Fleeg sech an engem klore gesetzleche Kader beweege kann, mat Salariéen, déi geschützt sinn, déi ënner adequate Konditioune schaffe kënnen. Et geet drëms, fir d'Qualitéit ze sécheren an derfir ze suergen, dass d'Wuel vun de Mënschen un éischter Plaz steet.

Mir droen dëse Projet de loi esou mat, wéi e geännert ginn ass, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Bis herno.

M. Fernand Etgen, Président | Merci Madamm Asselborn-Bintz. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci dem Max Hahn fir dee gudde Rapport, deen och Diskussiounen ervirgeruff huet. Ech sinn absolutt frou, dass esou e Projet haut gestëmmt gëtt, dass Servior endlech d'Méiglechkeet huet vun Zesummenaarbecht, déi, aner Leit géife soen, vu gesondem Mënscheverstand ass. Mat engem Noper kënnen ze soen: „Mir kachen zesummen", oder: „Mir entwéckelen eng Software zesummen", oder: „Mir schaffen en bon voisin zesummen", dass dat méiglech ass.

Aner sozial Ariichtungen am Land, déi net de Statut hu wéi Servior, déi kënnen dat scho laang maachen a maachen dat och: Wie kacht deem aneren net en Deel vu Repas sur roues mat? Oder dass d'Kiche vu Maison-relaisen eebe fir den Alterssecteur gebraucht ginn? Déi Méiglechkeet huet Servior elo och, mam CHEM zesummen, mat den Hospicë vun der Stad zesummen. Ech si frou, dass mer dat haut endlech op d'Bee kréien. An ech gi ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An de Mikro ass elo fräi fir den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, hei ginn effektiv eng Partie Saache geännert, an dat zu engem gudden Deel zum Gudden, och wann awer eng Partie Risike bleiwe bei där heiter Saach. An et ass eeben och un eis ze kucken, wéi dat sech an Zukunft wäert entwéckelen.

Et ass op jidde Fall net am Interêt vum ganze Secteur an och net vun de Leit, déi betreit ginn, vun deenen eelere Leit, wann duerno d'Konditiounen, déi déi Leit hunn, déi do schaffen, sollten erofgoen.

Ech wollt awer op zwou Saachen agoen, déi och hei genannt gi si vun der Staatsbeamtekummer am schréftleche Rapport, awer elo hei net an der Chamber. An et schéngt mer awer wichteg, fir dat ze soen. Dat sinn zwou Saachen:

Déi éischt ass am Fong déi, dass bei de Chargés de direction eng Partie vu Konditiounen, déi normalerweis wichteg sinn a gefrot sinn, hei net gefrot ginn, dorënner zum Beispill d'Sproochekonditiounen.

Déi zweet Saach, déi d'CGFP och kritiséiert – dat si si, déi dat soen –, dat ass, dass et wichteg ass, drun ze erënneren, an dat maachen ech och ganz gären hei, dass et en Accord ginn ass vum 21. Mäerz 2002, deen deemools geschloss ginn ass zwëschent der Regierung an der CGFP, dee virgesäit, dass Leit, déi vun engem Établissement public agestallt ginn, dann och ënnert de Regimm vum Statut public falen. An dann ass dat am Fong eppes, wat ee soll respektéieren. Dat ass juristesch kloer. Dat ass prezis an dat misst am Fong esou ugewannt ginn – gëtt et awer net.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dem Rapporter e grousse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Hoffentlech kommen duerch dëse Projet de loi net eng Rei Verschlechterungen am Beräich vun dem Hebergement an dem Encadrement vun deenen eelere Mënschen, andeems d'Aarbechtsbedingungen an dësem Secteur eventuell kéinte verschlechtert ginn.

Jiddereen, deen Elteren oder Grousselteren an engem Heem huet, an ech ginn dervunner aus, dass vill Leit heibannen an där Situatioun sinn, misst wëssen, dass sech d'Situatioun ëmmer méi verschlechtert huet. D'Präisser fir den Hebergement klammen an ëmmer manner Leeschtunge sinn am Basispräis mat dran, esoudass sech hannert dem Basistariff fir en Hebergement nach e ganze Kazeschwanz vu Käschte verstoppt, entre autres fir esou elementar wichteg Servicer wéi d'Wäsche vu Gezei a Bettgedecks.

D'Konsequenz ass, datt eeler Leit mat enger klenger Pai, oft natierlech Fraen, déi eng Witwerent bezéien, sech dat alles net méi leeschte kënnen a gezwonge sinn, d'Kanner froen ze goe respektiv beim FNS den Accueil gérontologique ufroen ze goen, deen d'Kanner am Reegelfall dann och zréckbezuele mussen.

A wéinege Beräicher weist sech esou däitlech, datt d'sozial Ongerechtegkeete sech duerch dat ganzt Liewe bis an den Doud zéien a vu Generatioun zu Generatioun weiderverierwen.

Dat muss net esou sinn, dat ass e politesche Choix. Altersheimer missten net käschtendeckend fonctionéieren oder souguer zu engem kommerziellen Zweck genotzt ginn, esou wéi dat verstäerkt de Fall ass. D'Gesetz, wat hei virläit, an och de Projet de loi 7524 ginn awer verstäerkt an dës Richtung. Mat dësem Gesetz soll Servior nämlech d'Méiglechkeet kréien, fir Aktivitéite kënnen auszesourcen. Awer et däerfe keng Filialen opgebaut ginn, wat jo eng Verbesserung an e Garde-fou ass.

Am Gesetz gëtt hei vu komplementaren Aktivitéite geschwat, grad wéi wann Hygiène, Iessen oder Transport an engem Altersheim net awer elementar wieren, esou wéi se fir all Mënsch elementar sinn! Eleng dat ass schonn eng onméiglech Konzeptioun.

Ënnert dem Strëch bedeit dës Gesetzesännerung awer, dass Servior dës elementar Servicer auslagere kann u potenziell kommerziell Entreprisen, an deene Servior da Participatiounen hélt, fir Käschte kënnen ze spueren, wéi den honorabelen Här Hahn hei gesot huet. Dat kéint dann awer och fréier oder spéider bedeiten, datt en Deel vun de Salariéen, déi all Dag fir d'Betreiung vun de Bewunner/innen an engem Haus schaffen, net méi nom am Secteur gültege Kollektivvertrag behandelt géif ginn. Dat war jo och d'Suerg vun der CSL. Dat géif nämlech da manner gutt Léin bedeiten an och manner gutt Aarbechtsbedingungen. Do sinn duerch Amendementer Verbesserunge komm.

Ech erënneren och drun, dass déi betraffe Salariéen d'Helden aus der Pandemie sinn. Deemools hu mir alleguer an och d'Regierungsmemberen hinne vill geklappt an hinnen e grousse Merci gesot.

Donieft gesäit d'Gesetz vir, dass Servior sech vun de Revenue finanzéiert, déi d'Entreprisen, an deene Servior eng Participatioun huet, generéieren. Domadder kënnt awer eng kommerziell Komponent bei Servior mat eran, déi an eisen Ae konträr ass zu engem ëffentleche Service fir d'Betreiung vun eelere Mënschen, zumindest esou, wéi mir eis se virstellen.

Also d'Reform vum Accueil gérontologique, déi ass als solch schonn iwwerfälleg, mee gëtt awer entre autres och domadder begrënnt, datt ëmmer méi Leeschtungen net zum Basistariff gehéieren, déi da separat musse verrechent ginn a leider vun externe Prestataire ren dann och geleescht ginn. Fir dass esou Aktivitéiten dann och weider bezuelt gi vun de Leit am Heem an och lukrativ sinn, muss hannendrun natierlech och derfir gesuergt ginn, datt den FNS dat och bezilt, mee natierlech no dem sozial ongerechte Scheema, wéi ech en am Ufank kuerz skizzéiert hunn.

déi Lénk warne virun der Liberaliséierung vum Care-Secteur. An Zukunft wäert dëse Gesellschaftsberäich ëmmer méi wichteg ginn. Mir brauchen eng héichwäerteg a fir jiddwereen accessibel Prise en charge vun den alen a kranke Mënschen, mat gudden Aarbechtsbedingungen. Déi sinn ëmsou méi wichteg fir jonk Leit, déi sech fir dëse Beruff begeeschtere sollen, a fir d'Penurie beim Personal an dësem Beräich endlech bekämpfen ze kënnen. Well am Moment stinn a verschiddenen Heemer Zëmmeren eidel, well se leider net genuch Personal méi hunn, fir kënne weider Leit opzehuelen.

(Brouhaha)

Dat gehéiert elo net zu deem heite Gesetzesprojet, mee ass awer wierklech, Madamm Ministesch, eng Saach, déi mer missten ugoen, aktiv ugoen, ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg. Dat gëllt elo fir déi lénks Säit hei.

(Brouhaha)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... fir vläicht de Beruff erëm méi an de Fokus ze réckelen, datt e méi attraktiv ass, datt mer endlech erëm méi Leit kréien, déi an dee Beräich ginn. Ech weess, Dir kënnt keng Wonner bewierken, mee et ass awer derwäert.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Max Hahn fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Also, ech hätt elo nach villes kënne verzielen iwwert d'Seniorien. Mee haut geet et ëm den Text, dass mer dem Servior nei Méiglechkeete ginn, fir dass se kënnen hir Aarbecht esou gestalten, wéi eeben d'Erausfuerderunge vun haut sinn. An do wäerte mir och den Accord ginn.

Ech sinn awer gäre bereet, eng Kéier méi laang wéi fënnef Minutten iwwert d'Seniorien ze schwätzen, well dat ass och net wierklech de Respekt, deen déi Leit awer bräichten an hirem Alldag, a fir eng Kéier déi Diskussioun seriö politesch ze féieren.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Nee, den Här Hahn freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Jo, vläicht virun der Ministesch, wa si erlaabt. Ech hat virdru probéiert, et ze soen, well et war eng Diskussioun an der Chamberskommissioun de Méindeg: Mir mussen awer wëssen, vu wat mer hei schwätzen! Dat ass mer nämlech ganz, ganz wichteg. Hei gouf et um Ufank, wéi dee Projet deposéiert gouf, eng Angscht, dass et zu engem Outsourcing kéint kommen. Dunn ass den Text amendéiert ginn. Dat war och ganz gutt esou. Ech mengen, mir hate ganz flott Diskussiounen an der Chamberskommissioun.

De Méindeg gouf an der Chamberskommissioun dunn nach eng Kéier, wéi mer de Rapport gestëmmt hunn, awer d'Fro opgeworf: „A, ass dann net awer vläicht nach e Risiko?" Ech wëll Iech just soen, dass mer do eppes erklären kruten, wat ech och probéiert hunn, a mengem Rapport hei virzedroen, dat ass, dass dräi Garde-fouen hei agebaut sinn. An ech géif se vläicht awer nach eng Kéier rappeléieren, well dat ganz wichteg ass:

Éischtens, Servior kann net eleng handelen. Servior ka just zesumme mat engem anere Partner aus dem Secteur hospitalier oder dem ASFT-Beräich Participatiounen an enger Societéit huelen. Ganz wichteg! Zweete Punkt ass, dass d'Participatioun ëmmer en direkte Lien mam Objet vu Servior muss hunn. An deen drëtten, dat ass deen – an d'Ministesch hätt et vläicht gär selwer gesot, mee ech si Rapporter vum Gesetz, duerfir probéieren ech awer och nach eng Kéier, dat am Virfeld ze soen –: Sämtlech Participatiounen, déi da vum Verwaltungsrot vu Servior decidéiert ginn, déi mussen am Virfeld vun der Familljeministesch approuvéiert ginn. An ech brauch Iech do kee Bild ze molen, wat géif passéieren, wann dee Fall wier: Dann hätt Der dräi Piquete virum Familljeministère, soudass dat doten auszeschléissen ass.

Ech mengen, dat war eppes, wat eis ganz wichteg war, soudass ech op alle Fall nach eng Kéier wëll soen, dass een dat heite renge Gewëssens ka stëmmen. An ech mengen, mir hätten hei e ganz gutt Gesetz, wat eigentlech net vill aneres mécht, wéi de gesetzleche Kader fir eppes ze schafen, wat am Moment scho gemaach gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter fir déi Prezisiounen.

An elo ass et awer un der Regierung, un der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci. Ech mengen, de Rapporter huet en exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport gemaach. An en huet och elo nach eng Kéier erkläert, dass et wierklech net an eiser Iddi oder am Interêt vun iergendengem war, fir iergendeppes ze privatiséieren. A wéi du gesot ginn ass an der Chamberskommissioun: „Mir mussen do nach Garde-fouen abauen a mir mussen dat nach wierklech e bëssen detailléieren", dunn hu mer dat gemaach. An ech géif och gären all de Memberen aus der Familljekommissioun villmools Merci soen, well mer wierklech ganz konstruktiv do geschafft hunn um Text, fir och ze kucken, fir effektiv déi Garde-fouen anzebauen.

Et ass iwwerhaapt net am Objet vu Servior, dass se iergendeppes privatiséiere wëllen! An et ass och net an hirem Interêt an och net an hirem Wëllen, fir de Kollektivvertrag net méi ze applizéieren. Ganz au contraire. Ech mengen, Dir hutt et gesot: Et ass scho schwéier, Personal ze fannen am Moment.

Ech kann allerdéngs net stoe loossen, dass d'Leeschtunge sech verschlechtert hunn. Dat stëmmt definitiv net! Ech hunn och selwer Familljememberen an Alters- a Fleegeheemer. Dat heescht, dat kann ech esou net hei stoe loossen. Do gëtt eng exzellent Aarbecht gemaach. An ech mengen, mir kënne ganz frou si fir déi Aarbecht, déi do geleescht gëtt.

(Brouhaha)

Nach eng Kéier: Wéi gesot, et war iwwerhaapt net den Objet, fir iergendeppes ze privatiséieren. Den Objet ass, fir einfach dat, wat et scho gëtt, an engem Gesetz och ze verankeren – Här Di Bartolomeo – an ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Et ass e bësse komplizéiert, wann hei direkt niewendru geschwat gëtt.

(Interruptions et hilarité)

Une voix | Den Educatiounsminister gëtt ...

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Ech fueren da just eng Kéier kuerz weider.

D'Zil ass et, esou wéi de Rapporter et och richteg gesot huet, dass ee Synergië ka maachen do, wou se Sënn maachen. An ech géif nach eng Kéier gären op dat Beispill agoen, well dat awer eppes ass, wat immens wichteg ass: Wann Der Servior hutt, déi vis-à-vis vum CHEM zu Esch sinn, an am CHEM, do gëtt gekacht an der Geriatrie, an do kann net jiddwereen déi nämmlecht Konsistenz iessen, a Servior huet den Knowhow a weess, wéi et ass, fir verschidde Konsistenzen ze kachen – jo, firwat sollt een et dann zweemol maachen oder firwat sollten d'Leit net esou z'iesse kréien, wéi se dat am Fong geholl brauchen, wa vis-à-vis en Noper ass, deen et dann direkt ka maachen?

Dorëms geet et. An et goung natierlech och e bëssen ëm den Toilettage de texte, well, wéi den Här Spautz gesot huet, dat Gesetz elo 20 Joer al ass an do verschidde Saachen och hu mussen der Realitéit elo ugepasst ginn. Dofir soen ech Iech elo scho villmools Merci och fir Är Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Familljeministesch. Parole après ministre fir den Här Georges Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Jo, et ass just eng kleng Prezisioun: Den Här Halsdorf, den Här Biancalana an ech selwer, mir sinn am CA vum CHEM an dofir wäerte mer net um Vott deelhuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mischo. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7753. Den Text steet am Document parlementaire 7753[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7753 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7753 ass mat 32 Jo-Stëmme géint 22 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mmes Simone Asselborn-Bintz, Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Mmes Elisabeth Margue, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz et Claude Wiseler ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7975 – Projet de loi relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services

Den drëtte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 7975, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwer Fuerderungen a puncto Accessibilitéit fir d'Produkter an d'Servicer. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An och hei ass de Rapporter den honorabelen Här Max Hahn.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Villmools merci, Här President. An Europa liewen de Moment méi wéi 80 Millioune Mënsche mat enger Behënnerung, also ee Sechstel vun der gesamter Populatioun. Vu dass d'Liewenserwaardung vun der Bevëlkerung ëmmer méi klëmmt, ass et gutt méiglech, dass den Undeel vu Leit mat enger Behënnerung an Zukunft nach weider an d'Luucht geet, an domat och d'Demande fir accessibel Produiten a Servicer.

An de leschte Jore gouf op internationalem Niveau scho vill ënnerholl, fir d'Chancëgerechtegkeet an Autonomie vu behënnerte Leit ze stäerken. D'Aféierung vun engem Recht op Accessibilitéit am Kader vun der UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat enger Behënnerung huet dobäi de Grondstee fir eng méi inklusiv Gesellschaft geluecht. Mëttlerweil hu sämtlech EU-Länner dës Konventioun adoptéiert a garantéiere soumat de fräien Zougang op ëffentlech Servicer an Ekipementer fir Persoune mat enger Behënnerung.

Och zu Lëtzebuerg hu mir eis dozou verflicht, bestoend Barriären a Limitte fir behënnert Leit aus dem Wee ze schafen. D'Regierung huet an dëser Legislatur eng Rëtsch Mesüren ëmgesat, fir Persoune mat Handicap an hirem Alldag ze ënnerstëtzen. An dës Efforte wäerten och an Zukunft weidergefouert ginn. Schliisslech soll all Mënsch aktiv un eiser Gesellschaft kënnen deelhuelen a säi Liewe fräi an onofhängeg no sengen eegene Wënsch kënne gestalten.

2019 hu mir d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi geschaaft, ee Programm, mat deem mir d'Integratioun um Aarbechtsmarché a virun allem och de Maintien dans l'emploi vu Persoune mat enger Behënnerung stäerken. Engersäits hëllefe mir behënnerte Leit doduerch, eng Aarbechtsplaz ze fannen oder hir Aarbechtsplaz ze behalen. Anerersäits incitéiere mir och d'Patrone mat dësem Programm, fir méi Leit mat Handicap anzestellen.

De 7. Januar 2022 hu mir e Gesetz gestëmmt, mat deem mir eenheetlech Krittäre fir e behënnertegerechten Accès zu Gebaier fixéiert hunn: méi breet Dieren a Lifter, Rollstullrampen, speziell Toiletten. Dat alles si Beispiller, mat deene mir Leit mat enger Behënnerung e méi fräit an onofhängegt Liewen erméigleche wëllen.

Mat dësem Gesetzestext mussen an Zukunft all d'Geschäfter, d'Dokteschcabineten an d'ëffentlech Gebaier fir behënnert Leit fräi zougänglech sinn. Och d'Parties communes vun Appartementer musse fir jiddereen accessibel sinn. Sämtlech Konstruktiounen, déi ab dem 1. Juli vun dësem Joer nei gebaut ginn, mussen déi nei Krittären erfëllen. Bei bestoende Gebaier dogéint hunn d'Leit zéng Joer laang Zäit, fir déi néideg Amenagementer ze maachen, falls dat och materiellement méiglech ass.

Hei dernieft wëll ech och nach eemol drun erënneren, dass d'Stad Lëtzebuerg den Access City Award gewonnen huet, e Präis, mat deem d'EU-Kommissioun eis Stad fir hir grouss Efforten am Beräich vun der Accessibilitéit gelueft huet. An och d'EU-Kommissärin Helena Dalli huet bei hirer Visitt d'lescht Joer constatéiert, dass mir zu Lëtzebuerg eng ganz behënnertefrëndlech Atmosphär geschaaft hunn.

Trotz deene villen Efforten, déi schonn op nationalem an internationalem Niveau ëmgesat goufen, gëtt et awer leider nach ëmmer eng ganz Partie Barriären, un deene sech behënnert Leit am Alldag stoussen. Och wann d'Stied an den Transport lues a lues méi accessibel ginn, sou besteet bei der Offer vun accessibele Produiten a Servicer nach Loft no uewen.

Am Gespréich mat de Betriber stellt sech da schnell eraus, dass d'Penurie vun dëser Offer net op technesch oder wirtschaftlech Facteuren zréckzeféieren ass, mee vill méi op legal Divergenzen tëscht den EU-Memberlänner. Den Ament gëtt et nämlech grouss Ënnerscheeder, wat d'Ufuerderungen un d'Accessibilitéit vu Produiten a Servicer an der EU betrëfft. Dëst huet als Konsequenz, dass déi meescht Betriber sech reng op hiren Heemechtsmarché konzentréieren, anstatt hir Wueren a Servicer och am Ausland unzebidden. Schliisslech misste si soss hir Offer fir all Land un déi jeeweileg Reegele vun dësem Land adaptéieren, wat mat héijen Zousazkäschte verbonne wier.

Fir dësem Problem entgéintzewierken, huet d'EU-Parlament 2019 eng Direktiv mat eenheetleche Krittäre fir accessibel Produiten a Servicer ausgeschafft. D'Direktiv 2019/882 schaaft en harmoniséierte Gesetzeskader, deen den Entreprisen eng besser Planungs- a Rechtssécherheet erméiglecht an doduerch d'Vente vun accessibele Produiten a Servicer innerhalb vun der EU vereinfacht. Den europäeschen Text erlaabt de Memberlänner also, méi geziilt op d'Besoine vu Leit mat enger Behënnerung anzegoen.

An engem éischte Punkt definéiert d'Direktiv allgemeng d'Krittäre fir den Design an d'Fonctionnalitéit vun accessibele Produiten. D'Hiersteller ginn ausserdeem obligéiert, wichteg Informatiounen iwwer hir Produiten op eng behënnertefrëndlech Manéier ze affichéiere respektiv den Accès dorobber ze garantéieren.

An engem zweete Punkt wëllt d'Direktiv Persoune mat enger Behënnerung den Accès op alldeeglech an essenziell Déngschtleeschtunge vereinfachen. Deemno sollen d'Bankautomaten an Zukunft Instruktioune per Audiomessage ubidden, fir dass och blann Persounen ouni Problem kënne Suen ophiewen.

De virleiende Gesetzestext huet als Zil, dës Direktiv an nationaalt Recht ëmzesetzen. Op där enger Säit profitéieren eis Betriber vun engem harmoniséierte Gesetzeskader beim Export an Import vu Produiten a Servicer, déi den europäeschen Accessibilitéitsreegelen ënnerstinn. An op där anerer Säit stäerke mir d'Recht op Accessibilitéit fir behënnert Persounen.

Ech wëll allerdéngs betounen, dass net just Leit mat enger geeschteger oder kierperlecher Behënnerung vun dësem Projet de loi profitéieren, mee och Mënschen, déi aner funktionell Aschränkungen hunn, wéi beispillsweis eeler Leit.

Nieft der Transpositioun vun der Direktiv gesäit dëse Gesetzesprojet nach e weidere wichtege Punkt vir, nämlech d'Kreatioun vum Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services. Dës Administratioun soll an Zukunft als zentral Ulafplaz fir sämtlech Froen iwwert d'Recht op Accessibilitéit funktionéieren.

Wat déi eenzel Avisen ugeet, sou verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. An ech géif Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci soe fir d'Nolauschteren a ginn och heimat schonn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Max Hahn villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Georges Mischo.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Stand 2022 liewen, wéi den Här Hahn gesot huet, 87 Millioune Mënsche mat enger Form vu Behënnerung an der Europäescher Unioun, also eng Persoun op véier. Och d'demografesch Alterung bedeit, dass den Undeel vun de Leit, déi mat enger Behënnerung konfrontéiert sinn, an d'Luucht geet. D'Tranche vun den iwwer 65-Järegen an der EU wäert schätzungsweis tëschent 2019 an 2050 vun 90,5 op 129,8 Milliounen eropgoen.

Esou Entwécklunge wäerten déif Implikatiounen hunn, net nëmme fir Eenzelpersounen, mee och fir Regierungen, fir Entreprisen an d'Zivillgesellschaft. D'Responsabilitéit läit hei bei de Regierungen.

Et ass méi wéi evident an noutwendeg, en Ëmfeld ze schafen, wou d'Produiten an d'Servicer méi accessibel sinn, mam Zil, sozial Spaltungen an eiser Gesellschaft ze eliminéieren an illegitimm Grenzen duerchlässeg ze maachen. Inklusivitéit ass d'Leetwuert. Et gëtt keen „normal“: All Mënsch ass ënnerschiddlech an all Mënsch huet d'Recht, en Deel dovun ze sinn an och matzebestëmmen, wéi eis Gesellschaft soll gestalt sinn!

Jo, mir brauchen eng méi inklusiv Gesellschaft, déi d'Autonomie vun all de Mënsche garantéiert an erliichtert, och an zemools vun deenen, déi kierperlech, mental, intellektuell a sensoriell Aschränkungen hunn. Als EU-Bierger profitéieren och dës Mënsche vum Droit à l'accessibilité, fir an deem Sënn onofhängeg ze liewen an onageschränkt an allen Aspekter vum Liewen deelzehuelen.

Leider gi Persoune mat enger Behënnerung nach ze dacks mat Accessibilitéitsproblemer bei hiren alldeeglechen Aktivitéite konfrontéiert. Wat vill vun eis fir selbstverständlech huelen, ass fir vill Leit mat enger Behënnerung alles anescht wéi eng Selbstverständlechkeet. D'Ophiewe vu Suen, d'Bedénge vun Ticketsautomaten an Checkinmaschinnen, d'Liese vun digitale Bicher, d'Shoppen am Internet, d'Consultéiere vu Bürosfichieren, d'Liese vun elektronesche Reesticketen, d'Wouerhuele vun Informatiounen, déi per audiovisuell Medien ausgestraalt ginn, d'Liese vu Produitsinformatioune si Banalitéiten a Routine, iwwert déi vill Leit emol net mussen nodenken. D'Lëscht kéint nach vill méi laang sinn.

Fir Mënsche mat engem Handicap si se eng alldeeglech Erausfuerderung. De Schwéierpunkt läit hei op Barriären, déi déi Betraffen drun hënneren, Handlungen an Aktiounen am Alldag auszeféieren. Jo, dës Leit sinn an hirem Deelhuelen um gesellschaftleche Liewen ageschränkt, wa si Déngschtleeschtungen, Objeten a Géigestänn net bedéngen, erkennen oder notze kënnen. Den Alldag ass nach ëmmer voller Hindernisser.

Obwuel d'Theema Accessibilitéit vun Designer, Entwéckler a Betriber an deene leschte Joren ëmmer méi Opmierksamkeet kritt huet, si vill Produiten an Déngschtleeschtungen nach ëmmer net barriärfräi. Wat natierlech mat sech brëngt, dass et fir Mënsche mat Behënnerung schwéier ass oder heiansdo souguer onméiglech ass, dës Produiten a Servicer ze notzen.

Bis dato huet eng legal Basis gefeelt, déi eng Harmoniséierung an der EU mat sech brëngt, déi gemeinsam Exigenzen imposéiert, wat d'Accessibilitéit ugeet,

fir den Design vun engem Produit oder Service, mee och de User Interface an och d'Fonctionnalitéit. Fir e puer Beispiller ze nennen: Sou soll op enger Internetsäit e Service d'assistance disponibel sinn, och sollen an automatesche Bankguichete Kopfhörer fir Mënschen zur Verfügung stoen, déi Siichtproblemer hunn, fir dass se mat Audioinstruktioune weidergehollef kréien.

Bis elo ënnerscheede sech d'Accessibilitéitsufuerderungen, déi d'EU-Memberstaaten op nationalem Niveau fixéiert hunn, souwuel wat hiren Ëmfang wéi och hire Grad vun der Prezisioun ugeet. Dës Divergenz decouragéiert besonnesch eenzel Fachleit, PMEen a Mikroentreprisen, fir sech ausserhalb vun hiren nationale Mäert an der EU ze engagéieren. Dës Divergenzen hunn an deem Sënn en negativen Impakt op d'Kompetitivitéit an de Wuesstum.

Engersäits wäerten d'Betriber et méi einfach fannen, mat anere Länner an der EU ze handelen a sécherzestellen, dass si hir Produiten a Servicer esou an der EU verkafe kënnen. Op där anerer Säit profitéieren d'Clientë vun enger méi breeder a sozial inklusiver Offer zu méi kompetitive Präisser. Kuerz gesot: An deem Sënn profitéieren eis Entreprisen an eis Consommateuren.

Et ass d'Responsabilitéit vun eis all, fir déi gëeegent Moossnamen ze huelen an esou ze assuréieren, dass d'Mënsche mat enger Behënnerung gläichberechtegt sinn, andeems den Accès zu all Produit a Service, déi fir d'Ëffentlechkeet zougänglech sinn, och fir si garantéiert ass.

Et ass eng gutt Initiativ vun der Europäescher Kommissioun, mat dëser Direktiv d'Memberstaaten ze encouragéieren, méi Engagementer an dësem Beräich ze huelen an an deem Sënn dat anzehalen, woufir si sech engagéiert hu mat der Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit mat enger Behënnerung sinn an hirer Selbstbestëmmung duerch d'Ëmweltbedéngunge limitéiert. Hir Sozialiséierung gëtt dovu bestëmmt, awéifern hiert Ëmfeld inklusiv gestalt ass.

Här President, an deem Sënn stëmme mir als CSV dëse Projet natierlech mat an ech soen dem Rapporteur nach eng Kéier e grousse Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Ech hat jo gesot: „Bis herno" – hei sinn ech!

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann Der an der leschter Zäit emol an engem modernen, neie Gebai waart an do wollt zum Beispill bei en Dokter oder bei e Kiné goen, dann hutt Der do an der Entrée vläicht e Mënsch gesinn, esou ee wéi mech, deen do stoung an net wousst, wou e sollt schellen, fir an dat Gebai eran. Amplaz vu Schellen – also sou Knäppercher, wou een drop dréckt an da mécht een d'Dier op – war do esou ee klengen Ecran an ech hu versicht erauszefannen, wéi ech do da géif d'Dier opgemaach kréien. A gottseidank ass e Mënsch du komm, dee mer erkläert huet, wéi dat geet. Ech stoung u sech e bëssen topeg do an ech war frou, dass dee mer da gewisen huet, dass een do muss scrollen an da kann den Numm dohinnerkommen an da kann een do drécken an da mécht een d'Dier op. Et ass ee ganz neit, modernt Gebai.

Här President, dëst eng kleng Episod, wou ech – dat jo awer u sech mat Brëll relativ gutt gesäit an och eenegermoosse gutt héiert, zwar e bësse manner wéi virun 20 Joer, an och un de Gebrauch vun Handy, Computer a Co gewinnt ass, also op d'mannst grondleeënd Notiounen am Ëmgang mat sou Technologien huet – mech gefillt hu wéi u sech den Ochs virum Bierg! An ech wëll net wëssen, wéi Leit, déi net gutt oder guer näischt gesinn oder och nach aner Beanträchtegungen hunn, esou an aner Hürde vum deegleche Liewe bewältegen.

Wéi vill där Hürden et generell fir Leit gëtt, déi spezifesch Besoinen hunn, däers ass ee sech net bewosst, soulaang een net selwer am Fall ass a soulaang een net eng Persoun a sengem noen Ëmfeld huet, déi dovunner betraff ass.

Suen op engem Bancomat ophiewen, um Busarrêt wëssen, wéi ee Bus een elo muss huelen a wou ee muss eraklammen, iergendwou op eng Toilette goen oder awer Informatiounen nosichen, fannen a verstoen, Saachen, déi engem soss selbstverständlech sinn, kënne fir anerer zu engem richtege „parcours du combattant" ginn.

A well mir hei zu Lëtzebuerg d'Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat engem Handicap ënnerschriwwen a ratifizéiert hunn, musse mer och derfir suergen, dass d'Mënsche mat spezifesche Besoinen oder engem Handicap voll a ganz hir Mënscherechter kënnen ausüben an och um politeschen, ekonomeschen, sozialen a kulturelle Liewe kënnen deelhuelen.

D'Direktiv, déi mer hei mat engem liichtem Retard ëmsetzen, soll also hëllefen, d'Accessibilitéit zu de Produiten an de Servicer ze verbesseren. Dëse Projet de loi ass an deem Sënn och complementaire – an de Rapporteur huet dat gesot – zum Gesetz iwwert d'Accessibilitéit vun de Lieux ouverts au public, dat mer jo virun engem Joer gestëmmt hunn.

Fir d'LSAP ass dëst Gesetz – zesumme mat eeben deem Gesetz vum 7. Januar 2022 – e wichtegen, indispensabele Baustee fir eng besser Inklusioun vu Mënsche mat spezifesche Besoinen an et ass dofir och evident, dass mir dëse Projet natierlech matstëmmen an och fir eng séier a komplett Ëmsetzung suergen an déi ënnerstëtze wäerten.

Ech wëll dann nach eng Kéier dem Rapporteur Max Hahn Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. E grousse Merci un de Rapporter fir säi ganz gudden an och gutt erklärte Rapport, deen et mer erlaabt, dass ech net méi vill muss soen. Och merci menge Virriednerinnen a Virriedner.

Mir setzen eng Direktiv ëm, déi sech ëm d'Produiten an ëm d'Servicer dréit. Déi ass complementaire zum Accessibilitéitsgesetz, et gouf schonn e puermol gesot. An et ass wierklech an deem Esprit, dass mer hei ganz kohärent sinn. A wa mer vu Kohärenz schwätzen, ass et wichteg, dass ee wierklech hei déi europäesch Dimensioun vun där Problematik unerkennt. An Zäiten, wou mer keng Grenzen hunn, d'Mobilitéit grouss ass an och eebe Produiten enorm schnell tëscht de Länner wiesselen, ass et wichteg, dass mer hei kohärent sinn an eisem Fonctionnement. An dat erfëllt dës Ëmsetzung vun der Direktiv, dat begréisse mer. An ech mengen, dass dat wierklech dat ass, wat déi betraffe Mënschen an dësen Zäite brauchen.

Mir grënnen heimadder och den Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services, e Guichet unique, dee sech un d'Opérateur-économiquë wennt an un d'Consommateuren an dee sech notamment och ëm d'Statistike këmmert. An ech mengen, dass dat och ganz wichteg ass, dass een hei ëmmer kohärent Zuelen huet, fir dass mer wëssen, vu wat mer schwätzen.

An deem Sënn eng absolutt begréissenswäert Direktiv, déi mir als Gréng ganz, ganz gäre matdroen! An ech ginn heimadder dann den Accord vun der gréngер Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wëll och ufänken an dem Rapporteur Merci soen, dem Max Hahn, fir de Rapport.

Et ass am Fong egal, wéi vill Leit elo mat enger Behënnerung gehäit sinn, ob dat elo 50 Milliounen an Europa sinn oder 100 Milliounen an Europa sinn, de Punkt ass deen, dass mer musse kucken, dass se sou gutt wéi méiglech kënnen um Liewen deelhuelen, sou wéi mir et da maachen, déi vläicht dann d'Chance hunn, dat net ze hunn. An dat gëtt hei mat dësem Gesetz verbessert an dat ass eng gutt Saach! Et soll een och bedenken, dass warscheinlech e groussen Deel vun eis alleguerten och eng Kéier an déi Situatioun kommen, wou se ageschränkt sinn a vläicht net méi goe kënnen oder soss Problemer wäerten hunn.

Ech wëll dann och op eppes nach hiweisen, wourop elo net higewise ginn ass, an dat ass am Fong, wou mer hei am Land och mussen eng gewësse Sensibilitéit derfir hunn: Et ass jo net esou, dass jiddwereen, wou mer hei driwwer schwätzen, an engem Rollstull sëtzt an doduerch ageschränkt ass, mee et si jo och aner Aschränkungen, Leit déi net gutt gesinn, Leit déi Sproocheproblemer hunn. A mir mussen hei am Land ganz besonnesch sensibel sinn eeben och op deem Punkt Sproochen a mir mussen drun denken, dass mer Informatiounen, déi mer hei am Land erausginn, zemools vun offizieller Säit, an enger Virbildfunktioun och ëmmer sollen an deenen dräi administrative Sproochen erausgi ginn, och um Internet ugewise ginn, beim Staat, bei de Gemengen, a wa méiglech – an dat ass jo och en Zil – a Leichter Sprache, fir dass jiddweree sou gutt wéi méiglech d'Saache ka verstoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci. Als Alleréischt emol dem Rapporter e grousse Merci fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, mir wäerten als Fraktioun dat Gesetz, dee Gesetzesprojet do och matstëmmen. Et ass alles vu menge Virriedner a -riednerinne gesot. Duerfir, voilà, ganz kuerz, den Accord vun eiser Säit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, fir d'éischt soen ech dem Max Hahn Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et gëtt vill verschidden Zorte vun enger Beanträchtegung, engem Handicap. En Handicap ka mental oder

kierperlech sinn. E kann no baussen hi siichtbar sinn oder och net. Wann een da liest, dass méi wéi 80 Millioune Leit, also ongeféier een op sechs, hei an der Europäescher Unioun ënner iergendenger Form vun engem Handicap leiden, dann ass et e groussen Undeel vun der europäescher Populatioun. Mee egal, ëm wéi eng Aart vun Handicap et geet, déi betraffe Persounen hunn et dacks schwéier am Liewen.

Firwat? Ma well eis Gesellschaft d'Leit mat engem Handicap dacks ongewollt vergiess huet. Dat ass natierlech net béis gemengt, mee deem muss een trotzdeem Rechnung droen, a vu politescher Säit ass et eeben eisen Deel, deen derzou muss bäigedroe ginn.

Persoune mat engem Handicap si genausou gutt en Deel vun der Gesellschaft wéi Leit ouni Handicap a mir mussen dowéinst och derfir suergen, dass si och trotz hirer Aschränkung un eiser Gesellschaft an um alldeegleche Liewe kënnen onageschränkt deelhuelen, ouni dauernd op iergendwelch Hürden ze treffen.

Mat deem heite Projet de loi setze mir eng EU-Direktiv ëm, déi fir méi eng grouss Accessibilitéit vu Produiten a Servicer fir Leit mat engem Handicap soll suergen. An dat ass och noutwenneg, well och Persoune mat engem Handicap hunn e Recht op en onofhängegt a selbstbestëmmt Liewen!

Ginn duerch d'Ëmsetze vun dëser Direktiv alleguerten d'Problemer direkt geléist? D'Äntwert ass Nee. Ech hat nach am November an enger Question parlementaire, der Nummer 7246, drop opmierksam gemaach, dass et zum Beispill hei am Land, wann een am Rollstull sëtzt, quasi onméiglech ass, mat engem Elektroauto ze fueren. An do huet den Här Turmes mer drop geäntwert: „Aktuell ginn et keng spezifesch Virgaben, fir Luedstatioune fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit accessibel ze gestalten", souwuel fir d'Parkplaze selwer wéi och den Display oder d'Utilisatioun vu sou Bornen. Et ass ee Beispill, wou vläicht nach keen dru geduecht hat virdrun, fir déi och accessibel ze maachen. Mee zum Beispill Leit mat engem Handicap kënnen den Elektroauto net benotzen, well vu staatlecher Säit net virginn ass, dass déi Borne mussen deementspriechend ausgerüst sinn an déi Plaz hunn an déi Displayen.

Dat ass ee klenge Punkt, wou sécherlech kee béise Wëlle war, mee wou een awer am Alldag drop stéisst a wou een op esou Punkte muss nobesseren. Ech hoffen och, d'Regierung hëlt eng aner Positioun a wéi nëmmen, dass et aktuell keng Virgabe géif ginn. Mee ech hoffen, dass d'Elektromobilitéit sech herno u jidderee ka riichten.

Mir maachen trotzdeem a ville Beräicher e ganz grousse Schrëtt no vir, e Schrëtt fir eng gläichberechtegt Gesellschaft. Dat Eenzegt, wat mir Piraten bedaueren, ass, dass dëst Gesetz eréischt a méi wéi zwee Joer, also 2025, wäert a Kraaft trieden an dass et dann eng Période transitoire bis 2030 gëtt.

Mee ech soen Iech awer scho mol Merci, mir wäerten dësen Accord och haut matstëmmen. A mir freeën eis op d'Gesetz, an dass dann och déi kleng Feeler, déi nach an der Gesellschaft bestinn, zum Beispill zur Mobilitéit, och behuewe ginn. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci och all de Riedner haut hei an der Chamber. Ech spieren, dass mer ons, mengen ech, eens sinn, duerfir brauch ech net ganz laang ze sinn.

D'Madamm Simone Asselborn-Bintz huet e Beispill gi vun Accessibilitéit, mee et gëtt anerer: Wann Der iergendeen elektrescht Gerät kaaft an Dir hutt eng Gebrauchsanweisung, déi Der net verstitt, Installatiounsuweisungen, déi Der net verstitt, dann ass dat scho ganz komplizéiert. Elo kann et awer och sinn, dass Der zum Beispill op e Bancomat kënnt goen an engem Land, an engem aneren net, well et aneschters funktionéiert. An do geet et eebe grad drëms, an Europa d'Saachen och eenheetlech ze maachen, fir dass Leit, déi speziell Bedürfnisser hunn, sech och a ganz Europa zurechtfannen an dass se och kënnen a ganz Europa circuléieren an alles kënne benotzen.

Bon, hei geet et natierlech ganz wäit bei deem European Accessibility Act. Et geet drëms, dass Computer- a Betribssystemer accessibel ginn, d'Geldautomaten – dat hunn ech scho gesot –, awer och Smartphones zum Beispill, dass déi och méi accessibel ginn, d'Tëlee, d'Telefonsdéngschter, d'Noutruffnummer 112 zum Beispill, audiovisuell Mediendéngschter, Déngschtleeschtungen a Loft-, Bus-, Schinnen- a Schëffsverkéier, Bankdéngschtleeschtungen, E-Books, E-Commerce. Dir gesitt, dat ass ganz vast, dat geet ganz, ganz wäit an dat ass och gutt esou, well mer alleguerten Accessibilitéit brauchen!

Mir brauchen eenheetlech Ufuerderungen an der ganzer EU a mir mussen dat och dofir ëmsetzen. Mir si liicht a Verspéidung, awer glécklecherweis net ze vill. An ech sinn immens frou, dass dat Gesetz haut hei an der Chamber ka gestëmmt ginn.

Et gouf nach eng fakultativ Dispositioun iwwert d'Accessibilité de l'environnement bâti. Do ass déi gutt Nouvelle, dass mer dat schonn ëmgesat hunn, mam Gesetz, dat Dir de 7. Januar 2022 gestëmmt hutt, wou d'Accessibilitéit wierklech wäert garantéiert sinn hei am Land. An Zäit vun zéng Joer muss alles esou ëmgebaut sinn, dass et accessibel ass, an ech mengen, souwuel de Staat wéi och all déi aner musse sech drun halen.

Wat ass beim European Accessibility Act interessant? Ech mengen, et ass gesot ginn: Et ass interessant, dass et europawäit ass. Dat heescht, et kann ee wierklech dran investéieren an et muss een net fäerten, dass iergendwéi en anere mat engem anere System kënnt, well de System muss esou sinn, dass en accessibel ass, an da kann en och a ganz Europa dee Moment gebraucht ginn.

Dir hutt et och gesot, den OSAPS wäert gegrënnt ginn, dat ass den Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services, deen da wierklech wäert och sécherstellen, dass alles wäert accessibel sinn. An dat ass genau dat, wat mer wëllen am Zeeche vun der UN-Behënnerterechtskonventioun, déi mer ënnerschriwwen hunn: dass mer méi accessibel ginn, fir ons alleguerten! Well et betrëfft ons alleguerten an net nëmmen déi Leit, déi speziell Bedürfnisser hunn, mee et betrëfft ons alleguerten. Et ka muer fir ons alleguerte sinn. An dofir soen ech Iech elo scho villvillmools Merci fir Är Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7975. Den Text steet am Document parlementaire 7975[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7975 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7975 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7883 – Proposition de loi portant modification 1° de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de technologie de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ; 2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour, der Proposition de loi 7883 iwwert den informateschen Ekipement an de Primärschoulen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dëser Proposition de loi, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Martine Hansen (CSV), auteure-rapportrice | Merci, Här President. De 14. September 2021, matzen an der Covidkris, an där Zäit, wou och vill Homeschooling war, hunn ech dës Gesetzespropositioun deposéiert, mam Zil vu méi Chancëgerechtegkeet queesch duerch d'Land.

D'Gesetzespropositioun huet just zwee Artikelen, et geet also relativ séier. Éischtens: Mir froen eng Upassung vum Gesetz vun 1993 iwwert de SCRIPT an de CGIE, de Centre de gestion informatique de l'éducation. Et gëtt proposéiert, den Aufgabeberäich vun deem CGIE, dee bis elo just fir den Enseignement secondaire zoustänneg ass, also fir d'Lycéeën, och op d'Grondschoulen ze erweideren. Dat heescht, de Kaf vum informatesche Material, d'Maintenance an d'Assistance technique sollen och an de Grondschoulen iwwert de CGIE gemaach ginn an d'Gemengen esou entlaascht ginn.

Zweetens: Et gëtt eng Upassung vum Grondschoulgesetz vun 2009 virgeschloen. Konkreet heescht dat, datt den Artikel 75bis soll reformuléiert ginn an deem Sënn, datt de Staat eebe soll verantwortlech ginn, fir d'Käschten am Zesummenhang mam informatesche Material vun de Grondschoulen ze iwwerhuelen. De Staat soll derfir suergen, datt all Enseignant, all Schüler, egal a wéi enger Gemeng e wunnt, iwwer gläichwäertegt Material verfüügt – an dëst am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet.

Den 21. Oktober 2021 war d'Gesetzespropositioun an der zoustänneger Kommissioun um Ordre du jour, wou ech zum Rapporteur genannt gi sinn. Ech mengen, et ass déi éischte Kéier am mengem Liewen. Et ass awer net schéin an der Oppositioun, well da kënnt dee Rapport ëm dës Auerzäit. An ech mengen, e gëtt och nach net ugeholl!

Plusieurs voix | O!

Une voix | Et kann dach net sinn!

Mme Martine Hansen (CSV), auteure-rapportrice | Déi verschidden Avise sinn ugefrot ginn. De Syvicol huet säin Avis de 6. Dezember 2021 ginn. De Syvicol begréisst d'Gesetzespropositioun. E seet a sengem Avis, datt d'Prise en charge vun den Digitalisatiounskäschten an der Grondschoul vum Staat déi eenzeg Méiglechkeet wär fir sécherzestellen, datt all Schüler déi selwecht Chancen an der Ausbildung hätt.

D'Chambre des Salariés huet de 4. August 2022 hiren Avis zur Gesetzespropositioun ofginn. Och si begréissen d'Gesetzespropositioun a weisen op hiren Avis zum Budget 2022 hin, wou si gefuerdert haten, datt de Staat misst de Schoulen e Budget zur Verfügung stellen, fir informatescht Material ze kafen, fir géint aktuell Inegalitéite virzegoen.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis dann den 29. August ofginn. Hiren Avis kann een an dräi Punkte resüméieren. Éischtens: Si encouragéiert all Initiativ, déi géint Ongläichheete virgeet. Si ënnersträicht d'Bedeitung vu reegelméissege Weiderbildungen am Beräich vun der Informatik fir d'Enseignanten. An drëttens: Si weist drop hin, datt d'Fiche financière feelt, an datt si duerfir u sech d'Propositioun net kéint approuvéieren.

De Staatsrot huet säin Avis dann den 22. Juli 2022 ginn. Hie seet, datt et beim Legislateur léich, fir d'Opportunitéit ze beurteelen. Zum Fong vun der Propositioun huet de Staatsrot awer keng Observatiounen.

An da kommen ech zu dem an dësem Fall ausschlaggeebenden Avis, nämlech deem vun der Regierung. Den 11. Januar dëst Joer huet d'Regierung an hirer Prise de position kloergemaach, datt si d'Gesetzespropositioun net géif ënnerstëtzen an dëst aus follgende Grënn:

Éischtens: De Fait, datt de Staat géif fir dat informatescht Material an de Grondschoulen d'Verantwortung iwwerhuelen, dat wär net reng eng finanziell, mee och eng organisatoresch Decisioun an et géif déi pedagogesch Autonomie vun de Schoulen an domadder och d'Gemengenautonomie betreffen, an d'Fro vun der Gemengenautonomie wär net am Koalitiounsaccord virgesinn. Zweetens: D'Käschte fir d'Acquisitioun vum Material, 36 bis 45 Milliounen, wären net am Budget virgesinn. Drëttens: D'Regierung schätzt, datt 200 nei Poste misste geschaf gi beim CGIE. Véiertens: Si weist op de Problem vun der Responsabilitéit fir d'Sécherheet vum Material hin, an där Situatioun, wou de Staat fir d'Informatik responsabel wär, d'Gemengen awer fir d'Gebaier.

Den 1. Februar 2023 ass dunn de Rapport an der Educatiounskommissioun presentéiert ginn an och adoptéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport an ech kommen och direkt zur Positioun – wann dat geet? – vun der CSV-Fraktioun.

(Assentiment de la présidence)

Discussion générale

A fir et direkt ze soen: Mir fannen et schued, datt dës Majoritéit d'Gesetzespropositioun einfach ofleent, ouni och nëmmen ze probéieren, de Problem op eng aner Aart a Weis ze léisen!

Well et gëtt Problemer vun Inegalitéiten, och hei am Land, och am Enseignement an de Schoulen. Net all Gemeng huet déi selwecht finanziell Mëttelen. Ech erënneren do un d'Gemengefinanzreform. Vill Gemenge kënnen d'Ham an der Mëllech kachen an aner Gemengen hu weeder Ham nach Mëllech a se sti mam Fanger am Mond do!

Modernt informatescht Material gehéiert awer an all Schoul, et ass eng wichteg Basis fir e modernt Léieren an et gëtt, mengen ech, nach ëmmer méi wichteg – an et gëtt och vum Ministère gefuerdert. A genau duerfir si mer der Meenung, datt de Staat muss seng Verantwortung iwwerhuelen am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet.

Ma dat gesinn d'Regierung an d'Majoritéit, wéi ech a mengem Rapport erkläert hunn, anescht. Ech wëll awer op e puer eenzel Kritickpunkten agoen. Dat Éischt ass de Fait, datt d'Regierung seet, dat hei géif jo och an d'pedagogesch Autonomie agräifen. Do soen ech als Enseignant, datt dat a mengen Aen awer – ech soen et elo, wéi ech et denken – Quatsch ass! Well d'pedagogesch Autonomie hänkt net vun der Hardware of, déi hänkt villméi vun der Software of a wéi een déi Hardware géif asetzen. Also ass dat fir mech keen Argument.

Dann dat zweet Argument vun der Gemengenautonomie: Och dat Argument kann ech u sech net akzeptéieren, well d'Gemenge selwer fuerdere jo … Si wëllen déi do Verantwortung jo net, dat heescht, si wëllen an deem Beräich d'Autonomie net.

D'Käschten: Jo, et kascht eppes. Mee elo mussen d'Gemengen dës Käschte stemmen, a wéi gesot: Fir déi eng ass et kee Problem a fir déi aner ass et awer e grousse Problem! An da riskéieren d'Kanner eventuell, net vun deem néidege Material ze profitéieren, an d'Bildungsongläichheete riskéieren zouzehuelen.

An da verweisen ech awer op déi Etüd vun der OECD zur Gestioun vun der Kris. Déi gëtt jo dacks vun der Regierung gelueft. An do steet am Kapitel „Le système éducatif luxembourgeois pendant la pandémie" eng Recommandatioun: „Repenser la répartition des responsabilités de gestion et d'équipement en infrastructure numérique des établissements scolaires entre l'État, qui fournit directement les lycées, et les communes, qui équipent les écoles par le biais de financements […] de l'État. Dans le fondamental, la centralisation de la fourniture d'équipements numériques pourrait décharger les communes […] et harmoniser la qualité de l'infrastructure numérique entre les écoles elles-mêmes, mais aussi entre les écoles et les lycées."

An da kommen ech u sech erëm zréck bei meng Remark vu virdrun, dat ass, datt ech et traureg fannen, datt d'Propositioun einfach ofgeschmettert gëtt, ouni awer och nëmmen eng Géigepropos ze maachen, ouni nëmmen ze probéieren, de Problem unzepaken! Well ech ka mer jo awer net virstellen, datt d'Majoritéit der Meenung ass, datt et keng Ongläichheete gëtt duerch d'informatescht Material. An eng Partie vun de Majoritéitsleit, déi hunn – mat hirer Gemengekap am Syvicol – d'Propositioun guttgeheescht.

Mee dann hätt ech mer definitiv erwaart, datt ee vläicht gesot hätt: „Dat do ass ze schwéier ze organiséieren", oder: „Kommt, mir kafen nëmmen d'informatescht Material", datt een zumindest iergendeng Léisung opgewisen hätt, well dat heiten ass schued fir d'Kanner an déi Jugendlech, well et ass eng verpasste Chance, fir fir Chancëgerechtegkeet queesch duerch d'Land ze suergen!

Am Numm vun der CSV-Fraktioun hunn ech dës Gesetzespropositioun gemaach a mir wäerten et natierlech och stëmmen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Martine Hansen. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty agedroen. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Martine Hansen als Rapportrice, natierlech zu spéider Stonn, mee trotzdeem: Ganz gutt gemaach als Rapportrice!

E puer Reflexiounen zu deem heite Sujet, well ech mengen, dass en net esou einfach ass, wéi dat vläicht an deenen Artikelen, déi solle geännert ginn, kléngt. Well et ass ugeklongen: Mir hunn am Moment eng Opdeelung zwëschent de Fraisen, déi de Staat dréit, an de Fraisen, déi d'Gemenge mussen droen. Mir ginn do vum Prinzipp aus, dass de Proprietär vun engem Gebai och d'Ekipement dovunner soll bezuelen. An dëse Prinzipp, dee gouf och an éischter an och an zweeter Instanz vum Tribunal confirméiert.

D'Gemenge sinn obligéiert, souwuel d'Raimlechkeete wéi och d'Ekipement zur Verfügung ze stellen, déi fir de Grondschoulunterrecht néideg sinn, dorënner och dat informatescht Material. D'Gemenge si Proprietär vun dëse Gebaier an Ekipementer a mussen dann och d'Fraisen dovunner droen. De Staat kann natierlech zu engem Deel zu dëse Fraise bäidroen. Dësen Deel gëtt dann och am Budgetsgesetz fixéiert.

D'Regierung schätzt d'Käschte vun engem initialen Akaf vum IT-Material op zwëschent 36 a 45 Milliounen Euro. Dat hänkt och e bëssen natierlech dervun of, wat genau akaf gëtt, mee de Montant ass egal wéi fir en initialen Impakt enorm héich. An derbäi kommen natierlech nach méi grouss Personalkäschten, wann een dat mëttel- a laangfristeg kuckt, well, wann ee bedenkt, dass ee vu Wäiswampech bis op Rëmeleng a wann ee vu Stengefort bis op Waasserbëlleg dat do national reegelt, da brauch een natierlech och eng ganz Rei nei, kompetent Leit an där doter Matière.

Reflexiounen och zur Maintenance: Den Ament reegelen d'Gemengen d'Maintenance vum Material op ganz verschidden Aart a Weisen: Déi eng, déi fueren iwwer Kontrakter mat private Betriber, déi aner hu fir deen Zweck eege Leit agestallt. Also Firmen oder eege Leit, dat si meeschtens déi grouss Weeër. An et gouf eebe Kontrakter, déi ofgeschloss goufen, déi gëtt et haut, déi sinn en cours! Wann de CGIE dann

an Zukunft déi ganz Maintenance misst iwwerhuelen, werft dat natierlech och Froen op: Wat ass mat deene Kontrakter? Wat ass och mat deem Personal? Géifen déi iwwerholl ginn? Dat heescht, dat kann een, mengen ech, net vun haut op muer einfach esou duerch d'Ännerung vun engem Artikel reegelen.

Et ass also éischtens emol e Käschtepunkt an och en Organisatiounspunkt.

Dann natierlech awer och Reflexioune betreffend déi lokal Bildungspolitick: D'Gemenge kënnen an hirem Plan de développement scolaire lokal Akzenter setzen, wat d'Prioritéite vun hirer Bildungspolitick betrëfft. D'Schoulgesetz vun 2009 gesäit vir, dass d'Schoulen eng gewësse pedagogesch Fräiheet hunn, wat och dat didaktescht Material betrëfft. Déi sollen hiert Material – an dorënner fale Computeren – un d'Besoine vun hire Schüler an hirer Géigend, an hirem Duerf, an hirer Gemeng kënnen upassen. Wann den Akaf awer elo zentral duerch de Staat gereegelt gëtt, géif fir d'Gemengen dës Fräiheet einfach just entfalen.

Dann ass och ugeklonge bei der Rapportrice, wat et betreffend d'Sécherheet vun den Ekipementer a Gebaier vun de Gemenge géif bedeiten.

Ech wëll net sou wäit goen, dass d'Iddi net kéint diskutéiert ginn. Ech mengen eebe just, dass et zu dësem Zäitpunkt net méiglech ass, einfach ze soen: „Mir änneren zwee Artikelen", a muer reegelt dann de Staat dat do! Well dat géif – fir eng einfach Formel vläicht ze applizéieren – zu Problemer féieren, well et einfach net organiséierbar wär vun haut op muer.

Ech mengen awer och, dass d'Autonomie communale hei eng Roll ze spillen huet an dass mer déi net einfach esou kënnen a Fro stellen. Et ass, mengen ech, manner d'Fro vum Finanzement, wéi dass mer mussen eng breet Diskussioun doriwwer féieren, wann ee wëll iwwert d'Kompetenze vun de Gemenge schwätzen.

(Brouhaha)

An nach eng Kéier: Dat heescht net, dass mer elo kategoresch dergéint sinn, esou eng Diskussioun ze féieren! Mee ech mengen, et geet net, fir einfach just ze soen: „Mir änneren zwee Artikelen, domat sinn d'Problemer aus der Welt geschaf", well ech mengen, domadder schafe mer eis kuerzfristeg definitiv méi Problemer, wéi mer der léisen.

An da ginn ech awer och ze bedenken: D'Iddi, mengen ech, ass nämlech, Madamm Hansen, dass d'Schüler gutt kënne virbereet ginn op d'Zukunft. An dat wëll ech och guer net ofstreiden, dass Der dat mat där Iddi mengt. Just, wa mer de System hei eng Kéier opmaachen, da kann een dat do jo eigentlech weiderféieren: Wat huele mer nach alles eraus aus de Grondschoulen, wat mer dem Staat ginn? An och déi Diskussioun, déi kann ee féieren. Et muss ee just ëmmer wëssen: Et huet ze di mat Personal an et huet ze di mat Suen.

An dofir: Ech mengen, dass et eng interessant Diskussioun kéint sinn, mee just net just op zwee Artikelen op dësem spezifesche Punkt. An dofir soe mir als DP-Fraktioun Nee zu dëser Proposition de loi.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Lamberty. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Virop der Madamm Hansen natierlech och e Merci fir hiren exzellente Rapport zu engem wichtegen Theema. A scho wéi mer an der Kommissioun eng éischte Kéier iwwert dëst Theema geschwat hunn, war mir déi Iddi, déi à la base ass vun der Proposition de loi, net ganz onsympathesch. Fir meng Partei ass de Prinzipp vun der Chancëgerechtegkeet an eisem Schoulsystem eigentlech eng Selbstverständlechkeet. All Kand, onofhängeg vun der Gemeng, an där et wunnt, soll a senger Schoul kënnen e Computer oder soss Outile benotzen, wéi et dat am Unterrecht brauch respektiv wéi de jeeweilege Schoulentwécklungsplang dat virgesäit. Dat ass souwisou am digitalen Zäitalter eng absolutt Noutwendegkeet an natierlech huet d'Pandemie eis demonstréiert, wéi vill een ugewisen ass op den Accès zu an den Ëmgang mat den digitalen Technologien.

Wéi gesot, d'Noutwendegkeet, fir sämtleche Schoulkanner esou een Accès ze erméiglechen, ass evident, do si mer eis eens. Leider ass et awer effektiv esou, datt den Ekipement a puncto informatescht Material vu Gemeng zu Gemeng ënnerschiddlech ass. Verschidde Gemenge leeë grousse Wäert drop, fir si ass et eng Prioritéit, fir all hiren Awunner – also eeben och de Kanner – de beschtméiglechen Zougang zu der digitaler Welt méiglech ze maachen. Anerer si manner gutt opgestallt oder si sinn eeben einfach net gewëllt, fir dat als budgetär oder schoulpolitesch Prioritéit festzeleeën.

Et stëmmt deemno, datt net all Kand hei d'selwecht behandelt gëtt, an dat ass net gutt an dat ass net am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet!

Trotzdeem si mer awer net der Meenung, datt dës Proposition de loi de richtege Wee ass, fir de Problem ze léisen. Wuelverstanen: E muss geléist ginn, do si mer eis eens, mee dësen Text géif eng Rei nei Problemer mat sech bréngen. Den éischte Problem concernéiert natierlech déi prinzipiell Fro vun der Kompetenzopdeelung tëscht Staat a Gemengen. De rezenten Arrêt vun der Cour administrative huet jo nach eng Kéier confirméiert, datt d'Acquisitioun an den Entretien vum informatesche Material an der Responsabilitéit vun de Gemengen ass.

Wann een dat géif änneren, da kann ee sech jo och froen, wou een dann do de Stréch zitt tëscht Gemeng a Staat. An den Här Lamberty huet et ugeschwat: Firwat just d'Informatik an der Schoul? Da kann de Staat jo och direkt ganz an aleng responsabel gi fir alles, wat d'Grondschoul ugeet, sämtlecht pedagogescht Material, déi allgemeng Ausstattung vun de Klassesäll oder d'Schoulgebaier tout court. A wat ass da mat der nonformaler Bildung? Iwwerhëlt de Staat dann och sämtlech Maisons relais? Wëlle mer dat? Wëllen d'Gemengen dat? Ech mengen net!

D'Gemengenautonomie ass jiddefalls fir eis en anere wichtege Prinzipp. Als LSAP sti mir dozou. D'Gemenge sinn no, ganz no bei de Bierger – an dat ass och gutt esou an déi Béchs wëlle mer eigentlech net opmaachen!

Dovunner ofgesi gëtt dee proposéierten Text keng Äntwert op d'Fro, wéi een dee ganze Switch géif organiséieren. Wat ass mam Personal, dat sech haut an de Gemengen ëm d'Informatik këmmert? Mussen déi da lo de Patron wiesselen? Géifen déi bei de Staat goen? Dat heescht: D'Gemenge misste selwer erëm nei Informatiker astellen. Wat ass mat deene Gemengen, déi d'Informatik outgesourcet hunn? Wie mécht den Inventaire vun deene 400 Schoulgebaier? Wéi laang dauert et, fir op e gemeinsame System ze wiesselen? Wat maache mer an der Tëschenzäit? Froen iwwer Froen!

An derbäi kënnt natierlech och den zousätzleche Käschtepunkt: De Ministère schätzt, datt iwwer 200 Leit missten zousätzlech rekrutéiert ginn, a mir wësse jo schonn haut, wéi rar d'IT-Spezialiste sinn. Et misst eng nei staatlech Verwaltung geschafe ginn. Wéi gesot, de Käschtepunkt wier considerabel.

(Interruption)

Mee nach eemol: Mir sinn absolutt derfir, datt all Schoulkand Zougang kritt zu engem Computer oder engem Tablet, sou wéi et gebraucht gëtt. Duerfir musse mer, mengen ech, am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet, e Schratt weidergoen.

2019 huet de CGIE e Guide vum informatesche Material an de Grondschoulen erausbruecht. Eng vun de Recommandatiounen ass zum Beispill: ee Computer op fënnef Kanner. Spéitstens no sechs Joer soll d'Material ersat ginn. Et gëtt och Recommandatioune fir d'Gestioun vun de Softwaren, d'Mise en place vun engem sécheren Netzwierk an esou weider. Verschidde Schoulen – also Gemengen – setzen déi Richtlinnen ëm, verschiddener gi méi wäit. Et gëtt awer och Gemengen, déi dat net maachen.

De Guide a sech ass eng ganz gutt a wichteg Saach. D'LSAP ass awer der Meenung, datt déi Recommandatioune méi e bindendene Charakter misste kréien. An anere Wierder: Et wier sënnvoll, sech op kloer Mindeststandarden ze eenegen, un déi all Gemeng sech misst hale beim informateschen Ekipement vun de Grondschoulen. Natierlech wier all Gemeng weiderhi fräi, iwwert dee Mindeststandard do erauszegoen.

Deem virausgoe misst awer natierlech och en Austausch mat de Gemengen, déi haut d'Recommandatiounen net erfëllen, fir eeben erauszefannen, ob se sech dat net leeschte wëllen oder ob se sech dat net leeschte kënnen. An deen État des lieux, deen Inventaire, dee wier egal wéi net vu Muttwëll. An da kéint een e Schratt weidergoen, mat de Gemengen diskutéieren, fir eebe gemeinsam Mindeststandarde festzeleeën. D'Gemenge sinn no um Bierger, si kennen hir Leit, si kennen hir Besoinen, an zu deene Besoine gehéiert de Schoulkanner hiren Accès zu zäitgeméissen a séchere Computeren oder Tabletten.

De Staat an d'Gemengen hunn hei eng gemeinsam Responsabilitéit, si sinn zesummen an der Flicht, fir fir Chancëgerechtegkeet fir d'Kanner ze suergen. Dozou sti mir an duerfir wäerte mir als LSAP dës Proposition de loi net esou kënne stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, och fir eis kléngt dës Proposition de loi ganz sympathesch a si ass och sécher gutt gemengt, well éischtens geet et jo ëm dat eedelt Zil, duerch e staatleche Finanzement duerfir ze suergen, datt all Schoulkand déi néideg informatesch Outilen zur Verfügung huet, déi am digitalen Zäitalter an de Schoulen nu mol gebraucht ginn. An zweetens freeën d'Gemengeresponsabel sech natierlech iwwer all Euro, dee se net mussen ausginn, an doweinst géife se ganz sécher net Nee Merci soen, wann de Staat de Finanzement vun den informateschen Ekipementer an de Schoule géif iwwerhuelen. De Problem ass awer, dass et net esou einfach ass, wéi et kléngt.

Et gëtt nämlech scho méi komplizéiert a méi onkloer op den zweete Bléck, wann ee sech virstellt, datt en Deel vun de kommunalen Informatikreseauen – notamment déi vun de Schoulen an net déi vun der Verwaltung, obschonn déi Reseauen oft zesummenhänken – an dann en plus sämtlech informatesch Installatiounen an de Grondschoulen zentral vum Staat respektiv vum CGIE gereegelt a geréiert solle ginn. An dat just dann, wa se fir schoulesch Zwecker genotzt ginn an net zu aneren Zwecker, wéi beispillsweis fir

d'nonformal Bildung, woufir déi Säll jo och kënnen zur Verfügung gestallt ginn, wou awer dann net aus dem Text ervirgeet, ob dann och déi selwecht Zoustännegkeet wäert gereegelt ginn iwwert de CGIE oder awer iwwert d'Gemeng selwer.

Net kloer ass och, ob just déi informatesch Outile viséiert ginn, déi d'Kanner am normale Schoulalldag als materielle Support benotzen, oder och déi Outilen, déi fir d'Éducation aux médias gebraucht ginn a vu Schoul zu Schoul variéieren, an zwar jee no Schoulpopulatioun, jee no Alter, jee no Projet a jee no pedagogescher Approche, déi vun den Enseignantë gewielt ginn an op déi eenzel Gruppe ganz genee zougeschnidde ginn.

Als Gréng woe mir hei ze bezweifelen, datt de CGIE staark genuch opgestallt ass, fir d'Éducation aux médias schonn aleng logistesch an all Grondschoulklass vum Land ze geréieren. An dofir ass et och kee Wonner, dass d'Regierung vun engem Personalmangel op deem Niveau schwätzt, wa mer op dee Wee géife goen. 200 nei Persounen, déi missten do agestallt ginn, wäre schonn e gudde Batz. An, wéi gesot, mir fannen net méi vill Leit um Aarbechtsmaart, déi iwwerhaapt déi Kompetenzen hunn. Si si sou wierklech ganz rar an deem Secteur, wärend se an de Gemengen awer scho schaffen an och agestallt sinn.

Net ausgeräift ass dës Proposition de loi dann och um Niveau vun der Gemengenautonomie, wéi elo scho méi oft widderholl ginn ass, a virun allem och um Niveau vun der Autonomie vun de Schoulen, also deenen zwee Grondprinzippien, déi an eiser Legislatioun kloer verankert sinn. Hei stellt sech notamment d'Fro, ob d'Autonomie vun de Schoulen net prinzipiell respektéiert muss ginn, wann et ëm de Choix vum informatesche Material geet, mat deem an där enger oder anerer Schoul geschafft soll ginn. Dat ass a mengen Aen net kompatibel mat der Fuerderung, datt all Schüler déi selwecht Ekipementer muss zur Verfügung gestallt kréien, wéi et am Text heescht.

Jiddwerfalls weess an eisen Aen d'Léierpersonal, dat um Terrain schafft, am beschten, wéi ee Material fir wéi eng Schoulpopulatioun a fir wéi eng pedagogesch Approche néideg ass, an och zu wéi engem Zäitpunkt. Un der Gemeng – an déi huet nun emol och hir Verantwortung ze droen – ass et dann, dës Uschafung am Dialog mat de Schoulpartner, mat de Schoulkommiteeën a respektiv och mat der Schoulkommissioun an d'Weeër ze leeden a se dann och ze finanzéieren.

Natierlech si mer eis bewosst: Dat kascht Geld. Et erlaabt awer och en differenzéiert Virgoen, dat op d'Besoine vun de jeeweilege Schüler zougeschnidden ass, an et stäerkt den Dialog tëscht de Schoulen an de Gemengen. An ech mengen, dat ass e ganz wichtege Volet.

An deem Kontext woen ech och ze soen, datt all responsabel Gemengeféierung sech hirer Verantwortung bewosst ass a bereet ass, déi néideg Budgeten zur Verfügung ze stellen. Ech gesinn dat net esou schwaarz wéi d'Madamm Hansen. Ech géif scho mengen, dass d'Gemengeféierunge virun allem an der Pandemie erkannt hunn, wéi wichteg et ass, hir Schülerpopulatioun gutt ze bestécken.

Wat de Budget ugeet, wéilt ech eng Zuel nennen aus enger Gemeng, déi ech besser kennen. Well ech Schoulschäffin sinn, hunn ech gekuckt: De Budget fir d'Schoule läit am informatesche Beräich bei 230 Euro pro Kand am Joer an dréit praktesch alle Besoine Rechnung, déi vun de Schoulen un d'Gemeng erugedroe ginn. Bei eppes iwwer 1.000 Schüler sinn dat 254.000 Euro am Joer. Dat ass natierlech Geld, jo, et ass Geld, et ass vill Geld, deemno wéi een et gesäit, et ass awer och net d'Welt par rapport zu villen aneren Depensen, déi d'Gemeng ze tätegen huet.

Eng weider fundamental Fro ass dann déi, ob dat informatescht Material prinzipiell zu den Ekipementer vun der Schoulinfrastruktur gehéiert – och dovun ass scho geschwat ginn – oder eeben zum pedagogesche Material vun de Schüler. Dës Proposition de loi erhieft am Fong den Usproch, dëse Punkt nei ze interpretéieren an deem Sënn, datt en anescht interpretéiert gëtt wéi vum Verwaltungsgeriicht, wou jo schonn en Urteel gesprach ginn ass a wou ech elo net am Detail drop aginn, well et bekannt ass.

D'Verwaltungsgeriicht huet an der éischter an och an der zweeter Instanz nämlech festgehalen, datt dat informatescht Material zu der Infrastruktur gehéiert an deemno vun der Gemeng finanzéiert muss ginn. An da stellt sech eeben och d'Fro vum Finanzement vum Sportsmaterial, vun de Museksinstrumenter, dem Material fir den Éveil aux sciences, fir Konscht an esou weider.

Sollt déi Diskussioun dann nach eng Kéier gefouert ginn – mir verschléissen eis där guer net –, da muss dëse spezielle Volet natierlech an de Gesamtkontext gesat ginn an da muss och de Gesamtkontext diskutéiert ginn an da muss gekläert ginn, ob a wéi sënnvoll et definitiv wär, de Secteur vun de Grondschoulen nach méi vun de Gemenge lasszekoppelen, wéi se scho mam Schoulgesetz vun 2009 lassgekoppelt gi sinn. Souwäit ech weess, war dat nach laang net ëmmer am Sënn vun der CSV!

Här President, well dës Proposition de loi méi Froen opwerft, wéi se der léist, kënnen och mir se net ënnerstëtzen. Mir stellen awer och – wéi meng Virriednerinnen – net a Fro, datt d'Kanner eng gutt Bildung a gutt Outile mussen zur Verfügung gestallt kréien an datt alles muss gemaach ginn, fir d'Bildungsgerechtegkeet ze stäerken. Mee och do hunn d'Gemengen hir Verantwortung ze iwwerhuelen. A fir datt d'Gemengen hiren Deel dozou bäidroe kënnen, brauche se natierlech finanziell Mëttelen, …

(Interruption par la présidence)

… an dofir ënnerstëtze mer och all Schrëtt, deen um nationale Plang gemaach gëtt, fir d'Gemengefinanzen ze stäerken.

An dann nach just ee Saz: Mir géifen et begréissen, wann déi staatlech Subventiounen, déi d'Gemenge beim Bau vun enger neier Schoul an Usproch kënnen huelen, no uewen ugepasst géife ginn, well et ass do, wou et richteg deier gëtt, do schwätze mer net vun 230 Euro pro Kand, mee vu Milliounen a Milliounen.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Lorsché, Dir musst zum Schluss kommen!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An och déi musse mer investéieren.

A well ech gesot hat, ech géif nach just ee Saz soen, halen ech mech drun. Deen ass gesot. An domat soen ech, dass ech Äre léiwe Rapport (veuillez lire: Är léif Proposition de loi) net ka stëmmen – a merci, dass Der se awer deposéiert hutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och dem Martine Hansen fir de Rapport an och fir déi Propositioun.

Ech wollt e puer Saache vläicht ganz kuerz hei eng Kéier uschwätzen. Méi allgemeng hu mer jo bei de Primärschoulen, oder Grondschoulen, wéi se elo heeschen, d'Fro, a mir wëssen dat elo, mee vill Leit wëssen dobaussen net: Wat reegelt do d'Gemeng – d'Personal? –, de Staat, wat reegelt de Staat?

Sou kennen ech zum Beispill vill Leit, déi mengen, dass de Buergermeeschter de Chef vum Léierpersonal wier, esou Saachen. Also, ech mengen, dass do schonn e gewëssene Mischmasch ass, deen eis vläicht – oder deenen, déi an der Gemengeresponsabilitéit sinn – ganz evident schéngt, mee deen d'Leit dobaussen, deene mer an de Gemengen jo no solle sinn, guer net kënnen novollzéien. An dann déi verschidde Kommiteeën, déi et gëtt – eng relativ komplizéiert Geschicht!

Soit. Hei ass jo dann d'Fro, ob am Fong d'Gemenge kënnen assuréieren, dass d'Kanner an der Primärschoul dat néidegt an adequat informatescht Material hunn. An do stellen ech mer dann d'Fro: Gëtt et dann eventuell Gemengen, déi dat net assuréieren? Gëtt et Gemengen, déi dat net kënne bezuelen oder net wëlle bezuelen? Gëtt et Gemengen, wou dat informatescht Material tatsächlech sou ënnert dem Niveau ass, wéi dat vläicht am Duerchschnëtt ass oder wéi dat misst sinn? Dat ass d'Fro, déi ech mer stellen.

Wann ech da kucken, dass awer dann och hei … Ech weess et jo net, ech sinn net an all deene Gemengen do. Wann ech gesinn, dass de Syvicol dann awer seet, dass dat heiten eppes wier, wat néideg ass, da ginn ech dervun aus, dass effektiv e Problem do ass. Déi soen dat jo net just, fir Suen ze kréien. Déi soen dat jo, well e Problem do ass! Déi si jo um Terrain.

An aus deem Grond sinn ech am Fong der Meenung … Quitte dass ee kann driwwer schwätzen, dass dat problematesch ass, hei 200 Leit ze fannen. Mee dat hu mer jo an alle Beräicher hei am Land, dass mer keng Leit méi fannen. Ech mengen awer, dass dat heite grondsätzlech a wierklech am Sënn vun enger Chancëgerechtegkeet vu Gemeng zu Gemeng, vu Schoul zu Schoul fir d'Kanner eppes ass, wat positiv ass. An duerfir wäerte mir dat heiten och mat ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol der Rapportrice e ganz grousse Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir fannen dës Proposition de loi ganz sympathesch, well et gëtt Gemengen, déi hu Schoulen, déi si super, super ekipéiert mat Informatiksmaterial – ech kennen do eng, do wou ech och selwer wunnen, d'Gemeng Suessem, do feelt wierklech näischt –, et gëtt awer och Gemengen, déi si méi schlecht wéi recht ekipéiert, egal aus wéi enger Ursaach, esoudatt eng seriö Aarbecht mat de Kanner dann dee Moment och net esou am Kader vun deenen „digital classrooms" ka stattfannen.

An et gëtt dann awer och Gemengen, bei deenen d'Material fir d'iPad-Klassen zwar do ass, mee awer ganz ongläich tëschent verschiddene Schoulen opgedeelt ass. An et gëtt schlussendlech Gemengen, déi sech weigeren, dat Material op eege Käschten ze kafen, och wa se déi néideg Moyenen dofir hunn. Zu Käerjeng zum Beispill weess ech, datt ëmmer erëm d'Problematik besteet, firwat d'Gemeng dat Material misst bezuelen, dat wier eng Saach eigentlech vum Staat.

A wie gëtt eigentlech domadder bestrooft? D'Kanner! D'Kanner, déi do an d'Schoul ginn, d'Elteren, déi mat de Kanner solle schaffen, d'Enseignantë ginn eigentlech da bestrooft, wa keen esou e Material do ass aus egal wéi enge Grënn, well da feelt nämlech déi Méiglechkeet, dem nationale Schoulprogramm nozegoen, well dee gesäit jo awer iPad-Klasse vir. An e gesäit

och vir, datt d'Kanner schonn am Fondamental solle codéiere léieren. A wann also d'Material plazeweis an de Schoule feelt, da suergt dat fir feelend Bildungschancen a fir Ongläichheeten.

E Buergermeeschter, dee sech am Prinzipp weigert, dat Informatiounsmaterial ..., Informatiksmaterial – pardon, et ass scho spéit – fir d'Schoulen a senger Gemeng unzeschafen, handelt géint den Interessi vun de Kanner, wéi ech scho gesot hunn, an dat ass einfach schued! Mat där heiter Proposition de loi kéint een dat alles verhënneren. Dat ass dofir an eisen Ae wierklech dee richtege Wee, fir datt mer kucken iwwert d'Educatioun, datt wierklech an all Schoule Chancegläichheet do ass.

Et gëtt Problemer, Dir hutt et hei gesot, d'Virriedner-innen a -riedner hu ganz vill Problemer ugeschwat. Mee dofir ass jo awer eng Kommissiounssëtzung do! An ech fannen, fir all Problem gëtt et eng Léisung, a mir hätte kënnen derfir suergen an där Kommissioun, dat do adequat an uerdentlech ze diskutéieren. Fir all déi Problemer, déi opgetaucht sinn, hätte mer bestëmmt eng Léisung fonnt.

Ech sinn der Meenung nämlech, datt d'Gemengen och kéinten einfach e Budget, e „Budget x" soen ech emol, zur Verfügung gestallt kréien, dee si da selwer ausschliisslech fir d'Informatiksmaterial kéinten asetzen. An da kéint jo all Gemeng op d'Besoine vun hire Bierger a Biergerinnen oder vun hire Kanner agoen. D'Gemenge kéinten dann iwwert hir Schoulkommiteeën, iwwert hir Comités de cogestion an iwwert hiren eegene Service informatique och Pläng ausschaffen. Dat misst scho verbindlech sinn, datt de Ministère och gesäit: Wat gëtt gemaach? Wéi gesäit dee Plang aus? Wivill Material hu se? Wat brauche se zousätzlech? Wéini soll dat Material ausgetosch ginn? Ech mengen, et ass jo net, fir einfach esou de Gemengen déi Suen ze ginn, mee do soll schonn hannendrun e Plang bestoen.

An da kéint een ... Et ass gesot ginn: „Mir brauchen da 400 nei Leit, déi musse mer dann astellen, fir d'Informatik ze geréieren." Nee, d'Gemengen hunn dat jo alles schonn! Do kéint ee jo och dann hinnen ënnert d'Äerm gräifen an eeben eventuell en Deel vun de Paie bezuelen oder, wa se eng Maintenance maachen iwwer Firmaen, déi Fraisen zum Beispill iwwerhuelen. Ech mengen, do wier et eng ganz Rei Léisunge ginn, déi elo net esou an deem Gesetz hei stinn, mee déi een hätt kënnen adaptéieren, an da wier dat awer schonn eng ganz flott Saach gewiescht.

Et ass geschwat gi vun de Kompetenze vun de Schoulen, vum PDS (ndlr: Plan de développement de l'établissement scolaire). Ech mengen, och e Schoulentwécklungsplang kënnt net méi ouni Computeren aus, egal wéi eng Schwéierpunkten ee sech gesat huet, et brauch een awer dat informatescht Material. Doriwwer si mer scho wäit eraus, datt eng Schoul wierklech ouni dat eens gëtt. Voilà!

Also, mir wäerten dat ënnerstëtzen. Wéi gesot, et ass net perfekt, mee et geet fir eis awer an eng richteg Richtung a mir wëlle weisen, datt mer mat där Richtung eigentlech d'accord sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci fir d'éischt emol dem Martine Hansen fir déi gutt Propos, déi awer muss diskutéiert ginn a wou ee sech awer Gedanken driwwer maache soll, well wat d'Buch vu gëscht war, ass d'IT-Material vun haut. Et ass also eng Erausfuerderung an a mengen Iwwerleeungen – an och an den Iwwerleeunge vun de Piraten – geet et guer net ëm d'Geld an där Geschicht, et geet einfach drëm, dass een déi selwecht Chancë muss hunn. Well ob de Staat et elo bezilt aus enger Hand vun de Steiergelder oder d'Gemeng aus där anerer, et ass kif-kif! Et geet drëm, dass einfach jidderee soll déi selwecht Chancen hunn.

Mir hunn elo zënter gëscht 100 Gemengen am Land, da sinn et och 100 verschidde Chancen, déi déi eenzel Kanner herno um Terrain hunn. Et sinn 100 verschidden Aarbechtsbedéngungen, déi d'Educatiounspersonal huet. An dat ass eppes, wou mer als Chamber mussen eng Kéier méi op de Fong goen. Wéi kann et an esou engem klenge Land sinn, dass mer 100 verschidde Chancen hunn, dass ee muss ...? Jo, ech hat eng Kéier dem Fränk Colabianchi gesot: „Bei dir ass jo eppes wéi Disneyland! Dat ass jo super bei Dir zu Bartreng, do ass alles un IT-Material!"

Wann een d'Chance huet, do ze liewen an do an d'Schoul ze goen, huet een natierlech aner Chancen, fir an d'Liewen ze starten, wéi elo an enger anerer Gemeng – an dat ass eng Ongerechtegkeet! Dat ass eng Ongerechtegkeet, iwwert déi mir als Parlament eng Kéier musse schwätzen, well déi 60 si gewielt fir jiddereen. An dat ass déi Ongerechtegkeet, déi mer mussen aus der Welt schafen.

D'Personal ass jo och net iwwerall d'selwecht opgestallt, dat hu mer an der Covidpandemie gesinn. Ech hunn do jo och Question-parlementairen derzou gestallt. Et gouf dem Personal gesot: „Maacht Homeschooling!" Jo, si kruten awer d'Material net zur Verfügung gestallt! Dat heescht, si hu misse kucken, dass se dat privat Material dann huelen, fir iergendwéi mat de Kanner kënnen déi Schoul ze halen.

Do hat ech dann och nach ganz frech gefrot, ob de Ministère da wéinstens iergendwéi do géif entgéintkommen an an deene Situatiounen dann d'Material géif ganz schnell zur Verfügung stellen – ass awer leider net esou! Dat heescht, alleguerten déi an de Primärschoulen, déi hu misse kucken, dass se iergendwéi als Personal eens gi sinn, well se dat net haten. An on top kënnt nach derbäi: Déi, déi dunn eppes kaf hunn, hunn dann och nach Schwieregkeeten, fir dat steierlech ofzesetzen. Dat heescht, een, deen dohinnergeet an e seet och nach: „Ech maachen et privat, ech kafen deen", deen huet och nach esou vill Bedingungen, dass en dat steierlech emol net einfach kann ofsetzen. Dat ass deen anere Problem, dat ass d'Question parlementaire 5505 vum 22. Februar d'lescht Joer.

Déi 36 bis 45 Milliounen, déi de Staat geschat huet, jo, an déi 200 Leit – mee rechent dat emol eng Kéier ëmgedréint –: Wéi vill géift Der da spuere par rapport zu elo? Elo hutt Der 100 Gemengen, wou jidderee seng Informatiker muss astellen. Herno hutt Dir der 200 ... Ech versti just Är Zuelen net, well dee CGIE – ech hunn dat elo nogesicht –, dee gëtt selwer un op sengem Internetsite, 30.000 iPads, 20.000 Computeren a 600 Serveren ze hunn. Dat ass schonn eppes Gréisseres! Dass déi mussen 200 nei Informatiker astellen, fir de Gemengen eppes ze ginn, wat den Educatiounsministère jo a sech virgëtt ... Den Educatiounsministère seet dem Personal: „Dir musst", ech weess, ech sinn dergéint, „den Office 365 benotzen", mee Dir gitt et awer vir, mee de Support kënnt awer net vum Educatiounsministère!

Gesitt Der, wéi vill Problemer do sinn? Ech soen net, dass deen heiten Text déi perfekt Léisung ass, mee als Chamber sollte mir awer deen dote Problem eng Kéier seriö diskutéieren, op där enger Säit fir d'Personal, fir Léisungen ze sichen, op där anerer Säit awer och fir d'Schüler. Well wéi ech am Ufank gesot hunn: Et ass net eng Käschtefro, déi herno soll bestëmmen, wéi eng Chancen een am Liewen huet.

Beim Dateschutz, do muss ee jo och soen ... Ech war do e bëssen iwwerrascht, wéi de Minister mer op d'Question parlementaire geäntwert huet, dass ee soll dann de private Support benotzen. Dat heescht, all déi Daten, déi d'Educatiounspersonal huet, iwwert d'Schüler, d'Auswäertungen, dee ganzen Office 365, do seet den Educatiounsministère dann an der offizieller Question parlementaire, dat solle se op engem private Computer benotzen. Dat ass fir eis Piraten total onlogesch. An dat ass och einfach näischt vun Dateschutz verstanen!

Wa mer gären en Dateschutz hätte fir alleguerten déi Date vun de Kanner, mee da muss den Educatiounsministère senge Leit – an dat ass nu mol an de Gemengen de Fall, dass den Educatiounsministère och sech ëm d'Personal këmmert –, da musse mer deenen och dee Support zur Verfügung stellen. Mir mussen hinnen dann och dat néidegt Material ginn. Wéi soll ee schaffen, wann een dat net zur Verfügung kritt? Well dat ass awer den Educatiounsminister, dee gewësse Kadere setzt, dee seet, wéi eng Software ee muss benotzen, wat ee soll maachen – mee e gëtt näischt! An dat ass eng Diskussioun, déi een eng Kéier muss féieren.

Et ass einfach, elo ze soen: „Dat dote kënnt vun der Oppositioun, dat leene mer emol of!", mee mir hunn awer schonn e puermol opgeworf, dass et do Problemer gëtt! A wat ass bis dohinner geschitt? Well dat dote war elo 2022; ech kann och nach zrécksiche goen, et sinn och nach aner Question-parlementairen do, déi de Problem opgeworf hunn. Bon, Kapp an de Sand an et geschitt näischt!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et sinn der esou vill, dass e sech net méi erëmfënnt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Genau, Här Di Bartolomeo, Dir hutt Recht, et sinn der esou vill, do géif ech se net méi erëmfannen! Dofir hat ech mer déi heiten elo erausgesicht, well ech déi nach am Kapp hat vun deemools mat där Problematik, well eeben d'Léierpersonal deemools wärend Corona schonn déi Problemer opgeworf huet. Wat ass geschitt? Näischt! Si stinn nach ëmmer haut ouni dat néidegt Material do, well de Ministère sech et einfach bequeem mécht a seet: „Dat maachen déi 100 Gemengen." Déi 100 Gemenge mussen eens ginn, an doduerjer, wat ass et? De Bierger huet herno net déi selwecht Chancen!

Mir sinn eeben e Parlament, wat fir jidderee gewielt ass, da solle mer och jidderengem déi selwecht Startchancen an d'Liewe ginn, an net ofhängeg dovunner, wou ee wunnt!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dat kënnt net dacks vir, datt ech der Madamm Hansen Merci soen als Rapporter vun hirer eegener Proposition de loi. Ech denken, datt an deem Rapport – schréftlech wéi awer och mëndlech – hei sämtlech Argumenter schonn eng Kéier ganz objektiv duergeluecht goufen, souwuel de Pro wéi och de Kontra, fir an déi dote Richtung ze goen. Eenzel Riedner hunn et vun där enger Säit respektiv vun där anerer Säit och nach eng Kéier beliicht.

D'Regierung huet sech effektiv derfir ausgeschwat, elo net deen dote Wee ze goen, well mer och

mengen, datt en isoléiert just op d'informatescht Material net ze goen ass. An ech denken, dat sinn organisatoresch Argumenter, et si logistesch Argumenter, et sinn technesch Argumenter, och juristesch Argumenter, déi hei awer ganz kloer soen: Esou einfach, wéi et hei proposéiert ass, geet et sécherlech net.

Do dernieft huet d'Regierung awer och nach ëmmer eng prinzipiell Haltung, datt mer soen: Déi Bildungspartnerschaft, déi mer hunn tëschent staatlechen Instanzen an de Gemengeninstanzen, fir eebe gutt Bildung och an der Grondschoul ze assuréieren, ass eng Plus-value. Et ass eng Plus-value, well mer zesumme kënne kucken, eeben alles dat ze maachen, wat all d'Riedner hei vereent huet: nämlech ze kucken, d'Moyenen zur Verfügung ze stellen, datt d'Schoulpersonal gutt ka schaffen an datt all Kand gutt Moyenen huet, fir kënne säi Schoulparcours ze maachen, d'technesch Moyenen an Ekipementer huet an e Kader duerfir fënnt. Do denke mir als Regierung op jidde Fall, datt et eng Plus-value ass, datt mer do als Gemengen an als Staat zesummen un engem Strang zéien.

Bis elo ass et déi dote Kompetenzopdeelung an ech warnen op jidde Fall virdrun, fir elo just ee Punkt do ze diskutéieren. Wann een deen dote wéilt änneren, da misst ee sécherlech méi grondsätzlech kucken. An am Avis vun der Regierung hu mer jo och drop opmierksam gemaach, wat dann nach vu Froe misst kommen. Ech géif souguer soen, wann een elo seet, fir de Kanner dee selwechte Kader an de Schoulen ze bidden, misst ee kucken, datt de Staat dat dote quasi integral finanzéiert, da kéint een dat selwecht Argument op eemol fir quasi all obligatoresch Missioune vun de Gemengen hei och uwenden. An dann, all obligatoresch Missiounen, déi eigentlech vun de Gemenge musse fir d'Bierger geleescht ginn, wann déi déi selwecht Qualitéit missten hunn, da misst eigentlech de Staat den integrale Finanzement dovun assuréieren, mee et eigentlech selwer och an d'Hand huelen, dat heescht, et verstaatlechen.

Oder, wann ech dat doten Argument nach eng Kéier weiderdreiwen: Da géifen d'Gemengen hei finalement ganz vill Kompetenz opginn. An ob et dat ass, wat mer wëllen, dat woen ech ze bezweifelen! Ech war e Buergermeeschter, deen ëmmer houfreg drop war, fir senge Schoulen, sengem Schoulpersonal an och senge Schülerinnen a Schüler an de Grondschoule gutt informatesch Ekipementer zur Verfügung ze stellen, awer och do dernieft ze kucken, datt mer gutt an d'Gebaier investéiert hunn, datt mer se ausgebaut hunn, datt mer se moderniséiert hunn, datt mer Schwämmcapacitéiten haten. Well alles dat dréit derzou bäi, datt et do eng Chancëgläichheet gëtt! An nach eng Kéier, ech denken, wa mer zesummen, Staat a Gemengen, an déi dote Richtung schaffen, da komme mer e Stéck méi wäit.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 7883. Den Text steet am Document parlementaire 7883[5].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7883

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maache lo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi 7883 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme verworf.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Jessie Thill), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ech géif dann d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen gi fir den Depot vun enger Proposition de loi.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hat elo grad e Rapport iwwert eng Proposition de loi, mee dat geet am Prinzipp duer fir mech den Owend.

M. Fernand Etgen, Président | A ok.

(Hilarité)

Dann hat een dat hei uewen net richteg verstanen.

8. 8012 – Projet de loi portant création de l'Institut national des langues Luxembourg et modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour an dat ass de Projet de loi 8012 iwwert d'Schafe vum Institut national des langues Luxembourg. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. „Sprochevillfalt" a „Lëtzebuerg", dat sinn zwee Begréffer, déi ganz oft zesumme genannt ginn.

(Interruption)

Mat vill Bewonnerung gëtt oft am Ausland op Lëtzebuerg gekuckt, wann ee beschreift, wéi breet a wéi vill Sproochen hei am Land present sinn. Aleng schonn, wann ee kuckt, wéi eis Kanner opwuessen a wéi vill Sprooche si an hirem Schoulparcours léieren, dann ass dat einfach e ganz groussen Atout vun eisem Land.

Als weltoppent Land kommen natierlech och vill Leit aus dem Ausland bei eis, fir hei ze liewen an och fir hei ze schaffen. Oft mussen dofir nei Sprooche geléiert ginn oder awer och Sproochen zertifiéiert ginn, heiansdo och Sprooche perfektionéiert ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An do brauch een Ulafstellen! Schliisslech kann d'Léiere vun enger Sprooch engem och ganz nei Perspektive bidden, sief dat am Beruff, mee sief dat awer och heiansdo am Privatliewen. D'Sprooch spillt also eng primordial wichteg Roll fir ganz vill Leit, an dat a ganz ënnerschiddleche Situatiounen.

Den INL, den Institut national des langues, ass zu Lëtzebuerg dee wuel wichtegsten Acteur, wann et ëm Sproochecoursë fir Erwuessener geet. Säit senger Grënnung am Joer 2009 ass d'Demande fir seng Coursë konstant an d'Luucht gaangen. Méi wéi 150.000 Inscriptiounen huet den INL iwwert déi lescht zéng Joer gezielt, dorënner virun allem auslännesch Residenten, Frontalieren, Primo-arrivanten, also Leit, déi nei hei an d'Land, op Lëtzebuerg komm sinn. Och ënnert den europäesche Fonctionnairen an am Bankesecteur sinn d'Sproochecoursë vum INL ganz beléift, an dat net zu Onrecht, schliisslech proposéiert den INL eng grouss Panoplie un international unerkannte Formatiounen.

Och wann d'Léiere vu Friemsproochen haut an och an Zukunft ëmmer op éischter Plaz wäert stoen, sou huet den INL am Laf vun de Joren awer eng ganz Rei vun aneren an neie Missioune bäikritt. Nieft dem rengen Apprentissage ass den Institut haut nämlech och nach zoustänneg fir d'Zertifiéiere vu Sproochekompetenzen a fir d'Formatioun vu Leit, déi d'Lëtzebuerger Sprooch wëllen enseignéieren.

Mee vu datt dës Missiounen net alleguerte kloer gesetzlech festgehale goufen, hëlt de virleiende Gesetzesprojet genau dës Punkten op de Leescht. Dat aalt Gesetz vun 2009 gëtt abregéiert an duerch en neien Text ersat, deen der Evolutioun vum INL Rechnung dréit. Engersäits ginn d'Aufgabeberäicher vum Sprocheninstitut méi kloer definéiert an anerersäits verschidden Adaptatiounen un der Organisatioun an um Fonctionnement vum INL virgeholl.

An engem éischte Punkt proposéiert dëse Projet de loi, den Numm vum INL liicht ëmzeänneren. Aus dem „Institut national des langues" gëtt elo den „Institut national des langues Luxembourg". Mir hänken also d'Wuert „Lëtzebuerg" un den alen Numm drun, fir déi lëtzebuergesch Originne vum INLL no baussen och nach besser ervirzehiewen.

An engem zweete Punkt preziséiert dësen Text déi verschidde Charakteristike vun de Sproochecoursen, déi den INLL kann organiséieren.

(Interruption)

Nieft den normalen Dagescoursen, den Intensivcoursen an och den Owescoursë ginn och ganz spezifesch Formullen ugebueden, déi de jeeweilege Besoine vum Marché entspriechen. D'Coursë gi souwuel en présentiel wéi och à distance oder souguer an hybrider Form organiséiert. Vum Niveau A1 bis C1 – an am Franséischen och C2 – ginn am INLL sämtlech Sprochenniveaue couvréiert.

Fir der grousser Nofro no de Coursë gerecht ze ginn, goufen an de leschte Jore schonn Annexen zu Miersch an um Belval opgemaach. De virleienden Text proposéiert elo, eng weider Annex am Norde vum Land ze grënnen a soumat d'Dezentraliséierung vum INLL virunzedreiwen.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Mat enger drëtter Annex sollen an Zukunft nach méi Kandidaten un de Sproochecoursë kënnen deelhuelen a ganz

besonnesch sollen awer och d'Waardelëschten an d'Waardezäite reduzéiert ginn.

Nieft dem rengen Apprentissage ass den INL, wéi virdru schonn erwäänt, och fir d'Zertifikatioun vu Sproochekompetenzen zoustänneg. An Zesummenaarbecht mat auslännesche Sproocheninstituter organiséiert den INL nämlech international unerkannt Tester an Examen. Genee wéi d'Sproochecoursë sollen dës Tester an Zukunft och an den Annexe vum INLL ugebuede ginn.

Den INL ass haut deen eenzege Centre de certification aus der ganzer Groussregioun, deen Zertifikatiounen a sechs verschiddene Sproochen ubitt: Am Däitschen, am Franséischen, am Engleschen, am Portugiseschen, am Italieeneschen an am Spueneschen. An deem Kader gëtt den INL och reegelméisseg vu Lycéeën hei am Land kontaktéiert, déi hire Schüler d'Méiglechkeet wëlle bidden, sech hir Sproochekompetenzen duerch en internationalen Test zertifiéieren ze loossen. Hei dernieft organiséiert den INL och déi franséisch Sproochentester fir d'Rekrutementsprozedur vun den europäeschen Institutiounen.

Den INL huet haut niewent der Zertifikatioun vun de Friemsproochen och d'Zertifikatioun vun der Lëtzebuerger Sprooch als Missioun. Dofir bitt den INL hautdesdaags zwee verschidden Tester un, den „LaF – Lëtzebuergesch als Friemsprooch" an de „Sproochentest" fir d'Acquisitioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit. Spéitstens säit der Reform vum Nationalitéitegesetz ass d'Demande fir de Lëtzebuerger „Sproochentest" exponentiel an d'Luucht gaangen. Innerhalb vun dräi Joer hu ronn 6.700 Kandidaten dësen Test gepackt a soumat déi duebel Nationalitéit accordéiert kritt.

Wéinst der grousser Nofro no dësem Test koum et an der Lescht oft zu laange Waardezäiten, soudatt de virleiende Projet zwou konkreet Léisunge proposéiert: Engersäits schaaft dësen Text eng Onlineplattform, fir d'Organisatioun vun den Épreuves orales ze vereinfachen, an anerersäits kritt an Zukunft all Lëtzebuergesch-Enseignant aus dem INLL d'Erlabnis, de „Sproochentest" och ze examinéieren. Doduerch sollen da méi Epreuven a méi kuerzer Zäit kënnen organiséiert ginn.

Ech hu virdru gesot, datt den INL nieft dem Apprentissage an der Zertifikatioun nach op engem drëtte Pilier aktiv ass, nämlech an der Formatioun. Säit 2009 organiséiert den INL zesumme mat der Uni Lëtzebuerg eng Formatioun fir Leit, déi spéiderhi selwer Lëtzebuergeschcoursë wëllen offréieren. Et handelt sech heibäi ëm eng Formatioun vun 120 Stonnen, déi op där enger Säit sämtlech Aspekter vun der Lëtzebuerger Sprooch, Geschicht a Kultur couvréiert an op där anerer Säit de Leit bäibréngt, wéi een enseignéiert.

D'Reussite vun dëser Formatioun gëtt mam „Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur" ausgezeechent. All Mënsch, dee vun doheem aus Lëtzebuergesch schwätzt an op d'mannst e Premièresdiplom huet, kann heirun deelhuelen. Den INL iwwerhëlt op dëser Plaz also de Rôle vum Multiplicateur vun der Lëtzebuerger Sprooch.

A genee dëse Rôle wëllt de virleiende Gesetzesprojet stäerken, andeems en d'Formatioun vum ZLSK moderniséiert an nach besser un d'Besoine vum Terrain upasst. Ausserdeem sollen d'Coursen an Zukunft ënnert dem Format vum „blended learning" funktionéieren. Fir den Zweck vun dëser Formatioun besser ze verbildlechen, soll den Diplom en neien Numm kréien: Aus dem „Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur" gëtt den „Zertifikat Lëtzebuergesch Léiere Léieren".

Hei dernieft schaaft dëse Gesetzestext nach e weideren Zertifikat fir Sproocheformateuren: de „Certificat d'enseignement en langues à visée professionnelle". D'Detenteure vun dësem Zertifikat sollen zum Beispill als zousätzlech Intervenanten an de Formatioune vun zum Beispill der ADEM intervenéieren. Wärend déi zousätzlech Intervenanten den Erwuessenen also dobäi hëllefen, hir Sproochekompetenz ze verdéiwen, kënnen d'Enseignantë sech eleng op d'Ënnerriichte vun hirer Matière konzentréieren.

Nieft sengen dräi Haaptmissiounen – dem Apprentissage, der Zertifikatioun an der Formatioun – ass den INL och an der Fuerschung aktiv. Zesumme mam Commissaire à la langue luxembourgeoise a mam Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch a mam Service de la formation des adultes schafft den INL un der Entwécklung vu lëtzebuergeschen Onlineressourcen an un der Digitaliséierung vun de Sproochecoursen. Säit e puer Jore publizéiert den INL ausserdeem d'Léierbuch „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?".

Am neie Gesetzestext schafe mir elo eng legal Basis fir dës Aufgaben a setze kloer Grenzen tëscht de Missioune vum INLL an deene vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch a vum Service de la formation des adultes.

Zu gudder Lescht proposéiert dëse Projet de loi nach eng Rei strukturell Ännerungen um INL. Et gëtt eng Commission consultative gegrënnt, déi d'Entwécklungen am Beräich vun der Erwuessenebildung suivéiert an d'Direktioun berode soll. An zwee nei Directeur-adjoints-Poste ginn och geschaaft.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis Oppositionformellen ausgeschwat, véier Stéck, déi no Amendementer vum Ministère dunn all konnte bei eis an der Kommissioun diskutéiert ginn an och opgehuewe ginn. D'Avise vun der Staatsbeamtekummer, der Chambre de Commerce, der Chambre des Salariés an der CNPD sinn, bis op verschidde Remarken, zimmlech positiv ausgefall.

Fir all Detailer verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport an ech ginn och elo den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech alleguerte Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Rapporter.

An déi éischt agedroe Riednerin ass d'Martine Hansen. Madamm Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President, an e grousse Merci dem Här Rapporter fir den ausféierleche Rapport. Ech hat mer fënnef Remarken opgeschriwwen, ech bleiwen awer bei enger. Zu dëser Auerzäit geet dat, mengen ech, duer.

Mir begréissen natierlech och, datt eng Annex soll an den Norde kommen. Mir wären awer frou, wann dat zäitno géif geschéien an net bis op Mokuchsdag e bësse vertaagt géif ginn. An dann awer vläicht eng zweet Remark do derzou: Ech sinn der Meenung, datt mer d'Onlinecoursen an dësem Ugebot beim INLL mussen ausbauen, well dat anert wär net méi zäitgeméiss.

Mat deenen zwou Remarken ginn ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann d'Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci, Här President. Ech wäert mech och kuerzfaassen, well de Rapport vum Rapporter Claude Lamberty war jo ganz exzellent an och detailléiert.

Wien als Erwuessenen eng nei Sprooch léiert, dee mécht sech op fir eng nei Kultur, fir eng nei Mentalitéit. Dat ass ganz gutt an ech mengen, dass dat grad zu Lëtzebuerg extreem wichteg ass. Ech sinn immens frou och doriwwer, dass déi Demande, fir Lëtzebuergesch ze léieren, ëmmer nach weider wiisst. Dat beweist jo, dass Lëtzebuergesch net amgaangen ass auszestierwen, ganz am Contraire: 20.000 Leit schreiwe sech an all Joer beim INL – INLL mëttlerweil –, fir Sproochen ze léieren. An ech denken, d'Sproocheninstitut huet seng Preuvë gemaach. An dee juristesche Kader, deen et elo kritt, fir seng Missiounen och auszefëllen, deen ass méi wéi néideg. Mir begréissen déi Stäerkung. Oppenheet an Toleranz si Valeuren, déi och am INL säit jeehier gelieft ginn. Och dat kënne mer nëmme begréissen.

An deem Sënn ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, mir stëmme mat dësem Gesetz, an et gouf scho gesot, net just en neien Numm, mee och eng legal Basis fir den Institut national des langues Luxembourg. Hei ass d'Plaz, wou d'Formatiounen, d'Zertifikatioun an d'Diplomer ronderëm d'Sprooche gereegelt ginn. A mat dësem Gesetz ass den Institut elo d'national Autoritéit vun dem Enseignement, der Didaktik an der Zertifikatioun vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Säit der Grënnung vum Centre des langues am Joer 1991 huet d'Heterogenitéit vun eiser Populatioun nach eemol maassgeeblech changéiert. Am multilinguale Kontext vun haut, an deem international Mobilitéit, Talentattraction a Migratioun méi aktuell wéi jee sinn, ass eng zäitgeméiss staatlech Sproocheférderung an Organisatioun e Must.

D'Offer vu Sproochecoursë riicht sech u Residentë wéi Frontalieren, un nei Bierger/inne wéi och déi, déi scho laang hei sinn. Nieft der Offer vu Sproochecoursen huet d'Roll vum Zertifikatiounszentrum an der Ausbildung vun Enseignanten an de leschte Joren eng méi kloer Kontur kritt an den Optrag ass evident ginn. Dëst spigelt sech am Projet de loi erëm, deen hei en zäitgeméisse Kader festleet an definéiert.

Operationell wäert den Institut net just, wéi elo, an der Stad, zu Miersch an um Belval sinn, mee e wäert och eng weider Annex am Norde vum Land opbauen, fir nach manner Hürden a puncto Accessibilitéit vun de Coursen ze hunn. Accessibilitéit ass evidenterweis e wichtegt Stéchwuert: Wéini d'Leit hir Sproochecoursë frequentéieren, hänkt och staark vun hirer socioprofessionneller Situatioun of. Owescoursen, Intensivcoursë vun zwee bis dräi Mol d'Woch, Coursen am Dag oder spezifesch op d'Besoine vum Aarbechtskontext ugepasst Coursë sinn alleguer wichteg a mussen deemno offréiert ginn.

Och fir d'Lëtzebuerger, déi sech mat internationale Standarde wëllen an enger Sprooch zertifiéieren, ass den Institut des langues eng wichteg Ulafstell. Sou maache beispillsweis sëllege Studenten hei hir Sproochenzertifikatioun, éier se an d'Ausland op eng Uni ginn oder un engem internationale Programm deelhuelen.

A puncto Lëtzebuergesch-Zertifikatioun ass den INLL natierlech d'Referenzinstitution, bei där een den Diplom „Lëtzebuergesch als Friemsprooch" ka maachen an och den Test fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ka kréien.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Den neien Institut national des langues Luxembourg ass e breetgefächerten a multidisziplinäre Sproochenzenter: Vu Formatioun, Zertifikatioun, Ausbildung, Recherche a Promotioun vun der Sprooch bitt den Institut vill Offere ronderëm d'Sproochen, mee virun allem och ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch un.

Leit, déi also Ängschte schüren, dass mer eis Sprooch verléieren an eis Kultur accaparéiert gëtt, kënne berouegt sinn: D'Lëtzebuerger Sprooch lieft! An dat ass gutt esou. Loosst eis also net Ängschten, Mësstrauen a Grief schüren! Loosst eis eist grousst Talent fir d'Sproochevilfalt héichhalen a mat innovative Vermëttlungsmethoden, mat Coursen, déi op d'Besoine vun dem Aarbechtsmaart an dem Zesummeliewen ugepasst sinn, an enger enker Zesummenaarbecht ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch an hir Promotioun schaffen!

Merci dem Rapporter fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn heimadder gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen der Madamm Bernard Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och direkt un de Rapporter fir de Rapport. Villmools merci.

Den INL spillt eng ganz grouss Roll, eng wichteg Roll. An déi gefält eis och ganz besonnesch, well et ëm Sprooche geet, an och ganz besonnesch dann ëm d'Lëtzebuerger Sprooch. Dat ass eng ganz gutt Saach. A mir hoffen a mir wënschen eis, dass dat an den nächste Jore vill Succès wäert hunn.

A mir hunn déi Zuelen héiere gëschter ..., virgëschter, wéi d'Bevëlkerung an d'Luucht gaangen ass: 150.000 Leit bäikomm an Zäit vun zéng Joer. An da gesi mer awer, bon: Am INL sinn der natierlech vill manner ageschriwwen. Et ass nach Loft no uewen, fir dass mer all deene Leit, déi hei am Land sinn, ubidden, Lëtzebuergesch ze léieren, se dofir motivéieren an hinnen d'Méiglechkeeten dofir ginn.

Komme mer elo hei op de Gesetzestext: Aus dem INL gëtt dann den INLL. Domadder soll da gewise ginn, dass dat zu Lëtzebuerg ass an net iergendwou an der Welt. Ech hu mech dunn erënnert un en anert Gesetz, wat hei gestëmmt ginn ass virun e puer Joer. Dunn ass aus dem SREL den SRE gemaach ginn. Et ass also de Contraire gemaach ginn: Do ass den „L" fale gelooss ginn – ech weess net firwat –, soudass een hei ka soen: Den „L" vum SREL, dee geet elo bei den INL.

(Hilarité)

Bon, mir hätten et ganz aneschters gemaach. Mir hätten am Fong, fir elo wierklech dat Lëtzebuergescht ze betounen, ...

(Brouhaha)

... och de lëtzebuergeschen Numm méi erausgestach. Also, mir hätten et genannt – ech mengen, deen Numm gëtt et och –: Nationale Sproocheninstitut Lëtzebuerg.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | NSL, mengetweegen.

(Interruption)

Ech mengen, dat ass ...

(Interruption)

Jo, et ass net fir ze laachen. Ech mengen, et geet hei trotzdeem ëm eppes ganz, ganz Wichteges.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, nee, SNL ass „Saturday Night Life". Dat wär Droit d'auteur gewiescht.

M. Fred Keup (ADR) | De Punkt ass jo deen: Wa mer wëllen an där Logik sinn, wou mer jo och dat dann ënnerstëtzen, dass vill Leit dohinnerkommen an dass déi solle Lëtzebuergesch léieren, dann ass et dach awer e bëssen en zweifelhaft Signal, wa mer grad där Plaz, wou d'Leit Lëtzebuergesch léieren, wou d'Lëtzebuerger Sprooch zertifizéiert gëtt, wou déi, déi dat solle léieren, och ausgebilt ginn, wa mer deem Institut dann e franséischen Numm ginn, dee mer dann och permanent widderhuelen.

An dowéinst – do kann ee soen: „Dat ass eng Klengegkeet" –, mee dowéinst hu mer och hei eng Motioun derbäi. Well et ass eng grouss Symbolik, déi matspillt, an et ass net nëmmen an dësem Fall. An ech wëll dofir hei eng Kéier dervu profitéieren, fir dat kloer ze soen, well et ass ee sech däers net ëmmer bewosst: Mee déi grouss Symbolik vun deenen Nimm! Firwat soe mer de ganzen Zäit „Stade de Luxembourg"? Firwat soe mer „Ville de Luxembourg"? Mir kéinte jo och „Stad Lëtzebuerg" iwwerall hischreiwen.

(Interruption)

Firwat benotze mer do, wou et wierklech kengem géif wéidoen, net einfach dat, wat typesch Lëtzebuergesch ass – an dat ass d'Lëtzebuerger Sprooch? Ech mengen, dat géif kengem wéidoen an dat wier e flotte Message.

Mee hei ganz konkreet schloe mer also mat dëser Motioun absolutt och eppes ganz Harmloses vir. An dat ass zwar, dass dee lëtzebuergeschen Numm och dann nieft deem franséische benotzt gëtt an och da genausou vill benotzt gëtt. Dat heescht, wann Der Paperassen hutt oder wann dat iergendwou steet, dass et also op Franséisch an op Lëtzebuergesch ass. Ech mengen, dat misst e Kompromëss sinn, mat deem hei jiddweree kéint liewen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Projet de loi Nr. 8012 „portant création de l'Institut national des langues Luxembourg et modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise" virgesäit, den „Institut national des langues" ëmzebenennen an „Institut national des langues Luxembourg",

ass sech bewosst, datt

– en zweifelhaft Signal u Mënschen, déi d'Lëtzebuerger Sprooch léiere wëllen oder léiere mussen, ausgesent gëtt, wann den Institut, deen op nationalem Plang eleng zoustänneg ass fir d'Zertifizéierung vun de Sproochekompetenzen am Lëtzebuergeschen, nëmmen e franséischen Numm huet, a kee lëtzebuergeschen,

fuerdert d'Regierung op,

– dem „Institut national des langues" och e lëtzebuergeschen Numm ze ginn, eventuell: „Nationale Sproocheninstitut Lëtzebuerg", an dësen och ze benotzen, esou wéi dee franséischen.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech wëll just villmools Merci soe fir dee gudde Rapport. A mir stëmmen dat dote Gesetz mat. An ech hoffen, déi aner Leit sinn och esou séier, well um 20.50 Auer wëll ech mäin Zuch huelen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. An ech mengen, dee brauch net op den Zuch ze goen.

(Hilarité et interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo grad mat mengem Kolleeg, dem Marc Goergen, ofgemaach, datt hien d'Madamm Cecchetti kann heemféieren, wann et ...

(Hilarité)

... e Problem mam Zuch sollt ginn.

(Interruption)

Als Éischt emol wollt ech dem Claude Lamberty Merci soe fir den exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Den Institut national des langues ass zu Lëtzebuerg net ewechzedenken. En organiséiert hei am Land net nëmmen d'Sproochecoursen, fir eebe Lëtzebuergesch ze léieren – déi iwwregens esou beléift si wéi nach ni an alljoers quasi nei Aschreiwungsrekorder opstellen –, mee e bitt och nach Coursen an enger ganzer Rei anere Sproochen un, wat et also och Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger erméiglecht, weltoppen an d'Welt ze goen.

Mir sinn e Land mat ville Leit, déi e Migratiounshannergrond hunn, a vun de Frontalieren, déi all Dag heihinnerkommen, guer net ze schwätzen. Nëmmen 38 % vun der Populatioun si Lëtzebuerger an hunn allen zwee Elteren, déi e lëtzebuergesche Pass hunn. Dat heescht ëmgedréit, datt 62 % vun eiser Populatioun direkt e Migratiounshannergrond hunn – heiansdo vu méi no, heiansdo vu méi wäit.

A Kanner, déi hei am Land opwuessen, léieren déi offiziell Sproochen zum gréissten Deel an der Schoul. Mee wéi ech grad gesot hunn, gëtt et der ganz vill, déi hir Sprooch eebe vun iergendwou matbruecht hunn an awer Lëtzebuergesch wëlle léieren, an deementspriechend besteet och bei Erwuessenen dëse Besoin. An dat gesi mer mat den Aschreiwunge beim INL.

A genau fir déi brauch et eng breetgefächert Offer. Sief et, datt een eng Sprooch brauch fir seng Aarbecht, mee grad am Fall vum Lëtzebuergeschen ass et och eng vun de Viraussetzungen, fir d'Nationalitéit ze kréien. De Besoin no Sproochecoursen, dat net nëmmen am Lëtzebuergeschen, ass also immens grouss. Dat beweise jo och d'Zuele vun den Inscriptiounen.

Ech kommen awer nach eng Kéier zréck op de Punkt vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, well grad am Beräich vum Sproochennoweis ass de Besoin am Moment ganz grouss. An eng engleschsproocheg Onlineplattform huet elo rezent geschriwwen, datt d'Waardezäiten, fir de „Sproochentest" ofzeleeën, aktuell bei bis zu zwee Méint leien.

Wann een do derbäi nach déi bis zu aacht Méint rechent, déi de Justizministère brauch, fir neie Lëtzebuerger hir Nationalitéit dann duerno och nach ze octroyéieren, da mierkt ee ganz séier, datt dat eng laangwiereg Prozedur ass. An ech hoffen iergendwou, datt ee vun de positiven Nieweneffekter vun dësem Gesetz wäert sinn, datt mer déi Prozesser e bësse straffe kënnen, datt mer se méi séier gemaach kréien an datt mer doduerjer och vläicht nach deem engen oder aneren, deen et elo wëllt maachen, well am Hierscht Wale sinn, erméiglechen, un dësen als frëschgebakene Lëtzebuerger deelzehuelen, nodeem en da seng Sprooch ganz gutt um INLL geléiert huet. An ech hoffen ...

Domadder gi mir eisen Accord dann och fir dëse Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, hei geet och e grousse Merci un de Claude Lamberty, dee wierklech all Detail vun deem Projet de loi, awer och vun der Offer vum INL hei beliicht huet – wat elo nach den „INL" ass, an nom Vott hoffentlech dann an der Publikatioun vun deem neie Gesetz den „INLL".

Ech wëll vläicht nach just kuerz eng Kéier ënnersträichen, datt mer nieft der Dezentraliséierung vun der Offer – well virun e puer Joer war den INL just um Glacis present, um Belval, zu Miersch, an och a Richtung Nordstad wäert e goen, wou konkreet och dru geschafft gëtt – virun allem d'Offer méi no bei d'Leit bruecht hunn, mee awer och d'Offer vervillfältegt hunn an op eng ganz kloer Resonanz och gestouss sinn, mat enger Verdueblung zum Beispill vun den Inscriptiounen, wat Lëtzebuergeschcoursen ubelaangt. Dat heescht, dat sinn 100 % méi Schülerinnen a Schüler, Erwuessener, déi Lëtzebuergesch wëlle léieren.

Mir hunn och am Schouljoer 2019/2020 fir d'alleréischte Kéier méi Inscriptiounen an de Lëtzebuergeschcoursë gehat am INL wéi an de Franséischcoursen, wat ganz kloer en Trend ënnersträicht. A wa mer op déi Chifferen hei verweisen, wéi d'Populatioun zouhëlt – an deem selwechten Zäitraum ëm 25 % –, da gesäit een, datt souwuel den INL eng Offer entwéckelt huet, déi bei d'Leit kënnt, an op där anerer Säit awer och déi Leit, déi bei eis kommen, e groussen Interêt un eiser Sprooch do hunn.

Den INL ass natierlech net nëmmen en Institut, fir d'Lëtzebuergescht ze promouvéieren – dat mécht en! Madamm Hansen, dat mécht en och online, mat der Offer „Léier Lëtzebuergesch Online", llo.lu, wou 43.000 Leit sech – net nëmmen hei vu Lëtzebuerg! – ageschriwwen hunn an haut d'Chance notzen, fir online op där Onlineplattform eis Sprooch ze léieren. Et sinn der 27.000 vun hei aus, also Residenten, déi sech ageschriwwen hunn an déi vun där Offer profitéieren, mee et sinn der nach eng Kéier iwwer 16.000, déi net Resident sinn, déi aus dem noen an heiansdo och aus dem wäiten Ausland do eis Sprooch kënne léieren. Dat weist och nach eng Kéier, datt d'Offer vum INL vill méi villfälteg ginn ass an iwwert d'Grenze vum Land souguer mëttlerweil schonn erausreecht.

Mee natierlech konzentréiert den INL sech net nëmmen op d'Lëtzebuerger Sprooch, mee op eis Méisproochegkeet ganz besonnesch. An et ass vun deem engen oder anere jo och ënnerstrach ginn: An engem Land mat esou ville Sproochen, mat ënnerschiddleche Kulturen, wou Leit vu baussen och mat hire Sprooche bei eis kommen, do ass et wichteg, fir datt mer eis verstinn an och verstännege kënnen hei zu Lëtzebuerg, datt mer och aner Sprooche léieren an d'Leit eis Sprooche kënne léieren. An dat ass eng zentral Aufgab fir den INL.

Ënner anerem awer och d'Zertifizéierung vun de Sprooche gëtt hei nach eng Kéier ganz kloer als Aufgab ënnerstrach, wéi awer och d'Ausbildung vun den Enseignanten, wann et ëm Lëtzebuergesch-Formatioune geet, wat zousätzlech Missioune fir den INL sinn, déi nach eng Kéier gestäerkt gi sinn.

An domadder ass den INL haut eppes, soe mer mol, wéi e klengt Goethe-Institut. Mir wëssen, wat d'Goethe-Institut fir déi däitsch Sprooch ass. Den INL – den INLL dann an Zukunft – wäert e Genre Goethe-Institut fir d'Lëtzebuerger Sprooch sinn. An dofir wëll ech hei Merci soe fir d'Zoustëmmung vun deenen allermeeschten Deputéierte fir deen heite Projet de loi.

Vläicht nach, Här President, direkt ee Wuert zur Motioun. Also ech wäert dem INLL recommandéieren, datt een d'Méisproochegkeet och da soll liewen an der Kommunikatioun an dann och soll op Lëtzebuergesch eng Formulatioun fannen, wéi awer och a ganz villen anere Sproochen, fir datt jiddereen, dee bei eis kënnt, och versteet, wat den INLL da bitt a wat en duerstellt, an dann hoffentlech och nach de Wee finalement dohinner fënnt.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8012. Den Text steet am Document parlementaire 8012[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8012 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8012 ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun unanime ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Max Hengel), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth (par Mme Elisabeth Margue), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Serge Wilmes (par M. Emile Eicher) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Francine Closener) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer nach zur Motioun, déi den Här Keup deposéiert huet. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

(Négation)

Da komme mer zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer och elo hei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 59 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Une voix | Dat geet net!

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 4 voix pour et 55 voix contre.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Elisabeth Margue), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth (par M. Paul Galles), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Emile Eicher) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Francine Closener), MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Jessie Thill), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt de 7., 8. an 9. Mäerz erëm zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.23 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Soutien aux femmes iraniennes	6915	Fernand Kartheiser	46
Session ordinaire 2022-2023			
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7021	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	47
Vérification des tests PCR	7136	Jeff Engelen	48
Projets d'infrastructure à Echternach	7194	André Bauler, Carole Hartmann	49
Accès routier à la « Cité Manertchen » à Echternach	7207	Carole Hartmann	50
Nouveau service de messagerie instantanée « Luxchat »	7212	Elisabeth Margue, Diane Adehm	50
Indice de densité du bétail	7232	Martine Hansen	51
Bornes de charge privées	7241	Martine Hansen, Emile Eicher	51
Bornes de recharge pour voitures électriques	7246	Marc Goergen	51
Taux de suicide chez les jeunes	7247	Nancy Arendt épouse Kemp	52
Problèmes techniques de l'opérateur de paiement Worldline	7250	Nancy Arendt épouse Kemp	53
Fréquence des trains dans le nord du pays	7251	Marc Goergen	53
Rappel mondial d'appareils respiratoires	7253	Sven Clement	53
Hangar de l'Administration des ponts et chaussées à Echternach	7256	Carole Hartmann	54
Natation pour les personnes à mobilité réduite	7257	Sven Clement	55
Personnel de l'École nationale pour adultes (ENAD)	7258	Sven Clement	55
Compensation pour le gasoil dans le secteur agricole	7260	Martine Hansen	55
Nombre de dossiers au tribunal de la jeunesse et des tutelles	7267	Sven Clement	56
Métier d'aide-soignant	7277	Fred Keup, Jeff Engelen	56
Langues administratives au Luxembourg	7278	Fred Keup	56
N7 à Marnach	7308	André Bauler	57
Renaturation de la Syre	7319	Fred Keup	57
Recommandation de construire une piste cyclable « express » entre Arlon et Luxembourg	7321	Chantal Gary, Djuna Bernard	58
FLEX Carsharing	7322	Dan Biancalana	58
Prix de l'eau	7326	Fred Keup, Jeff Engelen	58
Construction d'un internat aux alentours du Lycée de Clervaux	7327	André Bauler	59
Sécurité routière au croisement entre le CR101 et le CR110 à Clémency	7330	Marc Goergen	59
Foyers pour réfugiés	7332	Nathalie Oberweis	59
Contrôle des crèches privées	7334	Marc Goergen	60
Politiques de protection des enfants contre les abus dans le sport	7335	Josée Lorsché, Stéphanie Empain	61
Étude concernant les décharges pour déchets inertes	7336	Martine Hansen	61
Sécurité des chauffeurs de bus	7340	Jeff Engelen	62
Chaleur des datacenters	7341	Martine Hansen, Paul Galles	62
Autorisation de travail	7343	Nathalie Oberweis	62
Salles de bains dans les maisons de retraite et de soins	7346	Marc Goergen	63
Pont sur la Sûre près de Goebelsmühle	7347	André Bauler	63
Situation des animaux domestiques des réfugiés	7355	Nathalie Oberweis	63
Contrôle des dossiers de protection jeunesse	7357	Sven Clement	63
Enquête sur les besoins des personnes en situation de handicap au Luxembourg	7358	Sven Clement	64
Reconnaissance envers le métier d'aide-soignant	7359	Mars Di Bartolomeo	64
Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement	7360	Marc Goergen	65
Androcide	7362	Fernand Kartheiser	65
Diffusion directe ou indirecte de chaînes sanctionnées	7364	Sven Clement, Marc Goergen	65
Évaluation par dépassement	7366	Myriam Cecchetti	66
Fermeture du bureau d'imposition à Wiltz	7369	Carlo Weber	66
Incidents liés à la drogue GHB	7370	Nancy Arendt épouse Kemp	67
Situation au Haut-Karabakh	7372	Fernand Kartheiser	67
Situation à l'Unité de sécurité de Dreiborn (Unisec)	7375	Marc Goergen	67
Mise en œuvre du Pacte logement 2.0	7377	Marc Lies	68
Radars sur l'A7	7379	André Bauler	68
Mise en service de navettes autonomes sans chauffeur au Luxembourg	7380	Chantal Gary	68
Primes dans le cadre de la mobilité électrique	7383	Léon Gloden	69
Monitoring gratuit du cycle du carbone et de l'azote et de la performance climatique à toute exploitation agricole	7384	Martine Hansen	69
Agence européenne de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (AMLA)	7385	Dan Biancalana	69
Décharge à Nothum	7386	Carlo Weber	69
Avenir du chauffage à gaz	7390	Sven Clement	70
Réseaux dans le domaine de la médecine dentaire	7393	Mars Di Bartolomeo	70
Formation professionnelle	7395	Martine Hansen, Marc Spautz	70
Pénurie de pièces centimes d'euro	7396	Mars Di Bartolomeo	71
Aménagement d'une bande de covoiturage sur l'A6	7397	Mars Di Bartolomeo	71
Mécanisme temporaire de la voie express de la Police grand-ducale	7398	Marc Goergen	71
Impact du scandale de corruption au Parlement européen sur le Luxembourg	7399	Fernand Kartheiser	71
Charte chèques-cadeaux	7400	Gusty Graas	72
Nuisances sonores dans les alentours de l'Aéroport de Luxembourg	7401	Claude Lamberty, Max Hahn	72
Risques de santé liés à l'amiante	7402	Mars Di Bartolomeo	72
Évasion fiscale	7403	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	73

Mécanisme temporaire de la voie express de la Police grand-ducale	7404	Fred Keup	74
Production de pommes de terre	7405	Martine Hansen	74
Vaccination contre la Covid-19	7406	Claude Wiseler	74
Mastectomie	7407	Nancy Arendt épouse Kemp	74
Publication journalière des chiffres concernant la Covid-19	7408	Gusty Graas	75
Immeubles des communes et de l'État vacants	7409	Jeff Engelen	75
Nouvelle législation concernant le changement de nom	7410	Mars Di Bartolomeo	75
Héritage de la capitale culturelle Esch2022	7411	Djuna Bernard	75
Accouchements	7412	Nancy Arendt épouse Kemp	76
Aide publique au développement (APD)	7414	Dan Kersch	76
Maisons relais	7416	Simone Asselborn-Bintz	77
Mise à disposition des données du transport public	7417	Marc Goergen	77
Éducation financière	7418	Fernand Kartheiser, Roy Reding	77
Épidémie de grippe aviaire	7419	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	78
Délais d'attente dans les urgences hospitalières	7420	Mars Di Bartolomeo	78
50e anniversaire du décès d'Edward Steichen	7421	Mars Di Bartolomeo, Simone Asselborn-Bintz	79
Taxation des multinationales	7422	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	81
« Push-backs » le long des frontières extérieures européennes	7423	Stéphanie Empain	81
Groupe national de guidance en matière de prévention des infections nosocomiales (GNPIN)	7425	Martine Hansen	82
Personnel des centres de vaccination	7426	Sven Clement, Marc Goergen	82
Chantier sur l'A13	7427	Nancy Arendt épouse Kemp	82
Attaques de loups	7428	Carlo Weber	83
Accords de Minsk	7429	Fernand Kartheiser	83
Jours fériés listés pour 2024	7433	Marc Spautz	83
Vaccins contre la Covid-19	7434	Marc Spautz	83
Carrefour à Reichlange	7435	André Bauler	84
Finances communales	7438	André Bauler	84
Sécurité à l'Aéroport de Luxembourg	7440	Fernand Kartheiser	85
Obligation de présenter un numéro de compte bancaire luxembourgeois dans le cadre d'une demande RPGH ou REVIS auprès du FNS	7445	Sven Clement	85
Gouttes K.-O.	7448	Max Hengel, Laurent Mosar	85
Propositions de la réforme judiciaire avancées par le Ministre de la Justice israélien	7451	Gusty Graas	86
Concurrence déloyale dans le secteur agricole	7453	André Bauler, Gusty Graas	86
Infarctus du myocarde chez les femmes	7454	Carole Hartmann, Gusty Graas	87
Renouvellement de la route N27A	7456	André Bauler	87
Encadrement des DPI et BPI arabophones	7457	Sven Clement	87
« Dry January »	7458	Josée Lorsché, Marc Hansen	88
Augmentation de la traite et de l'exploitation des êtres humains	7460	Nancy Arendt épouse Kemp	89
« FLEX Carsharing » de CFL Mobility	7461	Jean-Paul Schaaf	89
Prise en charge des vasectomies	7462	Nancy Arendt épouse Kemp	90
Température de l'eau dans les piscines publiques	7463	Fred Keup, Jeff Engelen	90
Interdiction du smartphone à l'école	7464	Fred Keup	90
Délais d'examen de demandes de protection internationale	7469	Djuna Bernard, Stéphanie Empain	91
Ligne de bus 170 de Huldange vers Ettelbruck	7472	André Bauler	92
Pauvreté des personnes âgées	7475	Nancy Arendt épouse Kemp	92
Centre socio-éducatif de l'État	7479	Octavie Modert, Léon Gloden	92
Vote du PAG de Grevenmacher	7481	Jeff Engelen	93
Base légale de la sous-location	7482	Fernand Kartheiser	93
Pompes à chaleur	7483	Marc Goergen	94
Bureau de poste de Rédange	7485	André Bauler	94
Maison médicale à Ettelbruck	7487	Martine Hansen, Jean-Paul Schaaf	94
Projet de construction d'un hôtel à Rodange	7489	Marc Goergen	95
Buts de guerre de l'Ukraine	7490	Fernand Kartheiser	95
Programme démence prévention	7492	Gusty Graas	96
Enregistrement de permis de conduire étrangers	7494	Sven Clement	96
Évolution des différentes formes de travail	7500	Mars Di Bartolomeo	96
Jeux de hasard	7501	Laurent Mosar, Léon Gloden	97
Remboursement des prises en charge en orthophonie	7505	Josée Lorsché, Marc Hansen	97
Fiabilité des contrôles de la centrale nucléaire de Cattenom	7510	Gusty Graas, Max Hahn	97
Déclaration de la Ministre des Affaires étrangères allemande à propos de la Russsie et de la guerre en Ukraine	7513	Fernand Kartheiser	98
Statut de repenti	7518	Dan Biancalana	98
Compte bancaire des sociétés	7519	Laurent Mosar	98
Sécurité des enfants autour des écoles	8091 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	99

Soutien aux femmes iraniennes | Question **6915** (28/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der 19. Sëtzung vun der UNO-Vollversammlung (Sessioun 76) ass Lëtzebuerg, de 14. Oktober 2021, an den UN-Mënscherechtsrot (2022–2024) gewielt ginn. Dofir ass et vu besonneschem Gewiicht, wann den Här Staatsminister a senger rezenter Ried virun der UN-Vollversammlung (23.9.2022) seet: « Nous nous engageons aussi au Conseil pour promouvoir l'égalité des genres, lutter contre toutes les discriminations, renforcer l'État de droit et l'espace civique et lutter contre l'impunité. » Dës Wieder si vu besonnescher Bedeitung am Liicht vun den aktuelle Fraeprotester am Iran, iwwer déi am „Tageblatt" vum 24.9.2022 ze liese war („Irans mutige Frauen"): „Wer so handelt, setzt sein eigenes Leben aufs Spiel. Doch ein Ausweg ist mit dem Regime nicht in Sicht – welche Zukunft soll es also zu verlieren geben, wenn die Menschen nicht einmal eine Gegenwart haben? Wie können wir die Iranerinnen und Iraner unterstützen? Die Amerikaner haben Sanktionen verhängt. Deutschland will den Fall vor den UN-Menschenrechtsgerichtshof bringen."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Huet Lëtzebuerg säit dem 1. Januar 2022 am UN-Mënscherechtsrot d'Mënscherechtssituatioun am Iran, besonnesch am Hibléck op d'Ënnerdréckung vun de Fraen, ugeschwat? Wann net, wäert Lëtzebuerg dat am Kontext vun den aktuelle Fraeprotester maachen?

2. Ass Lëtzebuerg bereet, Däitschland dobäi ze ënnerstëtzen, de Fall virun den UN-Mënscherechtsgeriichtshaff ze bréngen? Wann net, aus wéi enge Grënn ass Lëtzebuerg dozou net bereet?

Réponse (31/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Um Niveau vum UNO-Mënscherechtsrot huet Lëtzebuerg sech den 30. September bei enger gemeinsamer Deklaratioun iwwer d'Situatioun am Iran, a speziell d'Rechter vun de Fraen, ugeschloss (cf. Annex).

An dëser Deklaratioun goufen d'iranesch Autoritéiten ënner anerem dozou opgeruff, onverzüglech eng transparent an onofhängeg Enquête iwwert den Dout vun der Madamm Mahsa Amini ze féieren, soudass déi Responsabel kënnen zur Rechenschaft gezu ginn. Heifir wäert Lëtzebuerg sech och weiderhin asetzen, am Aklang mat der éischter Prioritéit vun eisem Mandat am UNO-Mënscherechtsrot (Kampf géint d'Impunitéit vu Mënscherechtsverletzungen).

Et existéiert allerdéngs keen UNO-Mënscherechtsgeriichtshaff.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7021** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Environnement quelles sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quel a été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (20/02/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Je me permets de répondre aux questions des honorables Députés en structurant la réponse selon les administrations ou fonds relevant de mes compétences ministérielles et qui traitent les demandes d'aides financières de particuliers.

ad 1) Administration de l'environnement (AEV) :

– PRIMe House (trois régimes),
– prime d'encouragement écologique,
– remboursement de la taxe sur les véhicules routiers pour les ménages d'au moins 5 personnes,
– prime pour véhicules à zéro ou faibles émissions de CO_2,
– prime pour bornes de recharge privées.

Administration de la gestion de l'eau (AGE) :

– aide budgétaire aux particuliers pour la mise en place d'une installation de collecte des eaux de pluie.

Fonds pour la gestion de l'eau (FGE) :

– Prise en charge de jusqu'à 33 pour cent des coûts des études et des investissements relatifs à la mise en œuvre des réseaux de collecte des eaux pluviales et des ouvrages destinés à la gestion des eaux pluviales de surfaces à l'intérieur des agglomérations dotées d'un système de collecte des eaux urbaines résiduaires de type séparatif (sont éligibles : communes, syndicats de communes, établissements publics, personnes physiques et morales de droit privé).
– Prise en charge de jusqu'à 100 pour cent du coût des travaux de restauration et de renaturation des cours d'eau, ainsi que les frais d'études et les frais d'acquisitions des terrains nécessaires à la réalisation de ces travaux, mis à part toute mesure de compensation octroyée dans le cadre d'une autorisation au titre de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (sont éligibles : administrations de l'État, communes, syndicats de communes, établissements publics et [en application de la loi modifiée relative à l'eau de 2017] les personnes physiques et morales de droit privé).
– Prise en charge de jusqu'à 90 pour cent du coût des mesures destinées à réduire les effets des inondations, et jusqu'à 100 pour cent du coût des frais d'études et dépenses connexes (sont éligibles : communes, syndicats de communes, établissements publics, personnes physiques et morales de droit privé : limites supérieures de 20.000 € pour maisons unifamiliales et de 45.000 € pour immeubles d'appartements).
– Prise en charge de jusqu'à 75 pour cent du coût des travaux d'aménagement et d'entretien effectués sur les cours d'eau (sont éligibles : communes, syndicats de communes, établissements publics, personnes physiques et morales de droit privé).

Administration de la nature et des forêts (ANF) :

– Klimabonusbësch (règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier).
– Aides aux mesures forestières (règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers).
– Aides pour l'amélioration de l'environnement naturel (règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel).

ad 2) AEV :

A priori, chaque habitant peut profiter des aides financières prévues. Dès lors, les articles budgétaires correspondants sont non limitatifs, alors que toutes ces aides financières visent à rendre les citoyens et en revanche notre pays plus indépendant des énergies fossiles. Pour ce qui est du régime d'aides « PRIMe House » actuellement en vigueur, les dépenses annuelles moyennes sont estimées à 15 millions d'euros, tendance à la hausse. Les dépenses liées à la promotion de l'électromobilité et de la mobilité douce évoluent fortement dans le temps, avec la progression de l'électromobilité. Pour 2023, elles sont estimées à plus de 70 millions d'euros.

AGE :

Le montant maximum du subside peut atteindre 1.000 € par demande. Au cours des dernières années, environ 100 demandes sont parvenues annuellement. Lors de la création de la mesure, aucune date limite n'a été fixée.

FGE :

Depuis les inondations de juillet 2021, le FGE constate une hausse du nombre de demandes de subside introduites par les personnes physiques dans le contexte des mesures de protection individuelle contre les inondations (48 nouvelles demandes en 2022).

ANF :

Le coût budgétaire lors de la création du Klimabonusbësch a été estimé à 336.450 € pour 2021. Le pluriannuel évolue pour les années suivantes pour arriver en 2025 à 1.682.250 €.

Le coût budgétaire lors de la création des aides aux mesures forestières a été estimé à 1.500.000 € pour 2022, 1.800.000 € pour 2023 et 1.800.000 € pour 2024.

Le coût budgétaire relatif aux aides pour l'amélioration de l'environnement naturel a été estimé à 80.000 € pour 2022.

ad 3) AEV :

La plupart des régimes d'aides sont ouverts aux personnes physiques et morales (y compris l'État). Il est possible que les aides soient demandées par des sociétés qui peuvent alors déduire le montant du subside sur le prix de vente des objets (maison, appartement, voiture de leasing, ...). Ces régimes sont les suivants :

– PRIMe House, le règlement grand-ducal modifié du 12 décembre 2012 : 7.598 demandes ont pu être attribuées par le biais de ce régime depuis sa mise en vigueur le 01.12.2022, le coût budgétaire est de 78,19 millions d'euros.
– PRIMe House, le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2017 : 5.885 demandes ont pu être attribuées par le biais de ce régime depuis l'entrée en vigueur le 01.01.2018, le coût budgétaire est de 36,57 millions d'euros. De plus 3.123 accords de principe ont été accordés.
– PRIMe House, le règlement grand-ducal du 19 avril 2022 : 153 accords de principe ont été accordés depuis sa mise en vigueur rétroactive au 01.01.2022. Cependant à ce jour, le traitement des demandes de liquidation par rapport à ce régime n'a pas encore pu être entamé en raison des retards accumulés sur le régime précédent.
– Prime d'encouragement écologique : 33.265 demandes ont pu être attribuées par le biais de ce régime depuis sa mise en vigueur le 01.01.2001, le coût budgétaire est de 171,6 millions d'euros.
– Prime pour véhicules à zéro ou faibles émissions de CO_2 (autres que les cycles et cycles à pédalage assisté) : 11.949 véhicules ont pu profiter de ce régime depuis sa création en 2019, le coût budgétaire s'élève à 61,86 millions d'euros.

Les régimes où des subventions sont exclusivement attribuées aux personnes physiques sont les suivants :

– Remboursement de la taxe sur les véhicules routiers pour les ménages d'au moins 5 personnes : 23.910 familles ont pu profiter de ce régime depuis sa création en 2009. Le paiement des aides est effectué par l'Administration des douanes et accises.

– Prime pour les cycles et les cycles à pédalage assisté : 41.441 personnes ont pu profiter de ce régime depuis sa création en 2019, le coût budgétaire est de 16,56 millions d'euros.
– Prime pour bornes de recharge privées : 2.160 personnes ont pu profiter de ce régime depuis sa création en 2020, le coût budgétaire est de 1,67 millions d'euros.

Depuis la création des aides étatiques auprès de l'Administration de l'environnement, un nombre total de 235.567 dossiers a été accordé et le montant des aides attribuées directement par l'administration s'élève à 635.754.267 € (situation au 01.12.2022).

AGE :

Les 5 dernières années et jusqu'au 11 novembre 2022, 328 dossiers ont été traités et un montant total de 325.176,36 € a été accordé.

FGE :

– Gestion des eaux pluviales : Le montant total des subsides versés aux personnes physiques et ménages au cours des onze dernières années (2012 à 2022) s'élève à un montant de 1.505.522,54 € (24 bénéficiaires).
– Renaturation des cours d'eau : Pas de paiement à ce jour.
– Mesures anti-crues : Le montant total des subsides versés aux personnes physiques et ménages au cours des onze dernières années (2012 à 2022) s'élève à un montant de 89.678,69 € (10 bénéficiaires).
– Entretien des cours d'eau : Le montant total des subsides versés aux personnes physiques et ménages au cours des onze dernières années (2012 à 2022) s'élève à un montant de 10.082,32 € (2 bénéficiaires).

ANF :

– Klimabonusbësch
Pour l'année 2021, 297 demandes ont été accordées pour un montant total de 7.925.455,30 € sur une période de 10 ans. Le montant de la première tranche sur dix liquidé en 2021 s'élève à 792.545,53 €.

Pour l'année 2022, le montant de la deuxième tranche sur dix liquidé pour les demandes de 2021 s'élève à 792.545,53 €.

Au cours de l'année 2022, 127 nouvelles demandes ont été introduites, dont la première tranche sur dix sera liquidée en 2023.

– Aides aux mesures forestières
En ce qui concerne le règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers, 61 demandes ont été accordées et liquidées pour un montant de 329.330,19 €.
En ce qui concerne le règlement grand-ducal du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers, un certain nombre de demandes ont été finalisées au courant de l'année 2022. 389 demandes ont été accordées et liquidées pour un montant de 2.471.986,27 € pour l'année 2022.

– Aides pour l'amélioration de l'environnement naturel
En exécution du règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel, 34 demandes ont été accordées et liquidées pour un montant de 47.789,42 € en 2021. Pour 2022, nous estimons 20 à 25 dossiers pour un montant de 80.000 €.

ad 4) AEV :

Les principales raisons pour lesquelles les demandes sont refusées sont des spécificités techniques qui ne sont pas éligibles au subside respectivement le non-respect des délais. Le tableau ci-dessous reprend les refus en relation avec les dossiers relevant des règlementations actuellement en vigueur (situation au 01.12.2022).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

AGE :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

FGE :

Entre 2012 et 2022, dix demandes de subside ont été refusées pour des raisons de non-éligibilité.

ANF :

– En ce qui concerne le Klimabonusbësch, aucune demande n'a complètement été refusée. Pour certaines demandes, quelques parcelles ont été refusées en raison du non-respect des dispositions du règlement grand-ducal. La raison principale était la surface minimale de 0,5 ha non respectée ou la présence d'une monoculture de résineux.
– En ce qui concerne les aides aux mesures forestières du règlement grand-ducal de 2022, 13 demandes ont été refusées en raison du non-respect des dispositions du règlement grand-ducal.

ad 5) et 6) AEV :

Les services responsables continuent leurs initiatives diverses afin que les aides étatiques soient connues par les ménages, que les démarches pour solliciter les aides puissent se faire dans les meilleures conditions et que les aides puissent être accordées pour les projets éligibles des ménages dans des délais raisonnables.

En effet, la Klima-Agence fait une promotion active des aides financières disponibles à travers son site www.klima-agence.lu et à travers ses nombreuses campagnes et évènements et l'Administration de l'environnement propose un service de soutien par rapport aux démarches soit dans l'échange direct avec le requérant ou encore sur les sites www.emwelt.lu et www.guichet.lu.

Ainsi, les citoyens ont la possibilité de contacter la Klima-Agence ou l'Administration de l'environnement en amont et tout au long de leur projet. La Klima-Agence propose ainsi un conseil aux citoyens et peut fournir des explications par rapport aux aides adaptées à leurs besoins. Elle peut être jointe au 8002 11 90 ainsi que sous www.klima-agence.lu.

L'Administration de l'environnement mettra sous peu un « FAQ » (foire aux questions) à disposition des requérants (www.emwelt.lu) par le biais duquel il est répondu aux questions et problèmes les plus fréquents.

Pour les questions qui n'y sont pas renseignées, les agents du service aides financières se tiennent à disposition pour toute question relative aux demandes introduites et peuvent être contactés comme suit :

energie@aev.etat.lu pour toutes questions concernant les aides « Klimabonus Wunnen »
car-e@aev.etat.lu pour toutes questions concernant les vélos et voitures.

AGE :

La subvention existe depuis longue date. De manière générale, les entreprises (promoteurs, construction) qui proposent une installation de récupération d'eaux de pluie, informent les clients de la possibilité d'une subvention. Il revient aussi à ces entreprises de garantir au client la conformité de l'installation par rapport aux exigences réglementaires, afin que sa réception résulte dans le droit à l'aide financière. La nécessité d'une campagne relative aux subventions pour la mise en place d'une installation de collecte des eaux de pluie sera analysée.

FGE :

Le Fonds pour la gestion de l'eau peut être contacté pour demander les informations nécessaires par voie téléphonique ou par courrier électronique (fge@mev.etat.lu). Au cours des dernières années, les moyens suivants ont été utilisés pour informer la population :

– réunions d'informations publiques,
– site Internet,
– conférence de presse,
– circulaire ministérielle.

ANF :

L'Administration de la nature et des forêts se tient toujours à disposition à travers la direction et les cinq arrondissements pour toutes questions relatives aux critères à respecter pour bénéficier des aides en question. S'y ajoutent les canaux d'information suivants :

– publications sur www.guichet.lu,
– publications sur www.emwelt.lu,
– élaboration et diffusion d'une brochure,
– articles dans le journal du « Lëtzebuerger Privatbësch »,
– il est prévu de publier également les aides Klimabonusbësch et les aides aux mesures forestières sur le site de www.klima-agence.lu.

Vérification des tests PCR | Question **7136** (08/11/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi an engem oppene Bréif vun der Biergerorganisatioun „Fräi Liewen" ervirgeet, gouf bei enger Stéchprouf duerch den LNS (Laboratoire national de santé) zu de PCR-Tester, déi am Kader vum Covid-19 erhuewe goufen, festgestallt, datt bei der Géigeprouf just 15 Prozent vun de positive Resultater konnte confirméiert ginn. Den LNS huet insgesamt 59 Tester iwwerpréift, déi sech op 50 Bierger verdeelt hunn, dëst well fir verschidde Bierger méi ewéi een Test kontrolléiert gouf.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill positiv PCR-Tester zu Lëtzebuerg vum 1. Mäerz 2020 u bis zum Enn vun der 42. Kalennerwoch 2022 gemaach goufen, wéi dacks duerch den LNS eng Géigeprouf geholl gouf a wéi d'Resultater vun dëse Prouwen (positiv, negativ, onbestëmmt asw.) ausgefall sinn?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob Leit, deenen hire PCR-Test bei der Géigeprouf negativ war, heiriwwer informéiert goufen an aus den offizielle Statistiken zu den Infektiounszuelen erausgerechent goufen? Falls net, wéi war déi Decisioun motivéiert? Kann d'Madamm dann nodréiglech déi berengegt Statistik presentéieren?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi eng Käschten d'Sozialversécherunge fir Bierger iwwerholl hunn, deenen hir Géigeprouf negativ ausgefall, a wéi héich de Gesamtmontant vun dëse Käschte louch? Falls déi Leit am Hibléck op d'Isolatiounsdauer, de Krankeschäin asw. d'nämmlecht behandelt goufen, wéi wann d'Géigeprouf positiv gewiescht wier, kann d'Madamm Minister da matdeelen, wéi vill Suen hätte kënnen agespuert ginn, wann d'Leit nom zweeten Test als negativ gehandelt gi wieren?

4. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob déi Leit, déi no engem positiven Test verstuerwe sinn, awer d'Géigeprouf sech als negativ erausgestallt huet, och an der Statistik vun de Covidverstuerwene gezielt goufen? Goufen déi Hannerbliwwen heiriwwer

informéiert? Falls net, wéi war déi Decisioun motivéiert? Kann d'Madamm Minister nodréiglech déi berengegt Statistik presentéieren?

Réponse (11/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Säit dem ministeriellen Arrêté vum 6. Januar 2021 baséierend um Gesetz vum 1. August 2018 iwwert meldepflichteg Krankheeten, ass den Nationale Gesondheetslaboratoire (Laboratoire national de santé – LNS) een nationale Referenzlaboratoire fir akut respiratoresch Infektiounen.

An deem Kontext kritt den LNS all positiv Covid-19-Echantillone vun den anere Laboratoiren, déi medezinnesch Analyse maachen, zougestallt. Den LNS krut säit dem Januar 2021 esou eng 69.851 Echantillonen iwwermëttelt[1].

Den eenzegen Optrag, deen den LNS am Kader vum Referenzlaboratoire huet, besteet doran, e Sequençage vun de Viren op enger statistesch signifikanter Unzuel (d. h. nëmmen engem klengen Deel) vun de positiven Echantillonen ze maachen, fir domat den Typ vu Variant festzestellen a Statistiken iwwert d'Zirkulatioun vun de Varianten zu Lëtzebuerg ze erstellen an dem Europäeschen Center fir de Contrôle an d'Preventioun vun Infektiounskrankheeten (European Centre for Disease Control and Prevention – ECDC) ze mellen.

Et sief ënnerstrach, datt den LNS net den Optrag kritt huet, eng diagnostesch „Géigeprouf" ze maachen an d'Aarbecht vun den anere Laboratoirë souzesoen domat ze kontrolléieren. Dëst ass eng falsch Informatioun, déi leider nach ëmmer diffuséiert gëtt.

Wat déi sougenannte Statistike betrëfft, déi d'Biergerorganisatioun verbreet, muss ee Follgendes soen:

– Et handelt sech heibäi ëm eng ganz geréng Zuel vun ongefeier 50 Tester, aus där een näischt extrapoléiere kann iwwert den Total vu bal 70.000 Echantillonen, déi den LNS kritt huet.
– Den Detectiounsseuil (d. h. d'Quantitéit vu Virus, déi ee brauch, fir en Test ze maachen) ass bei der diagnostescher PCR vill méi niddereg wéi beim Sequençage. Et brauch ee wéineg Virus, fir eng Infektioun festzestelle mat enger PCR, mee et brauch ee vill Virus, fir e Sequençage ze maachen. Dofir kënne béid Tester net mateneen verglach ginn.
– Well den LNS de Sequençage nëmmen op engem klengen Deel vun den Echantillone mécht, ass et normal, datt ee manner Resultater fir de Sequençage am LNS huet wéi fir d'diagnostesch PCR-Tester an den anere Laboratoiren.

De Sequençage ass deemno keng Géigeprouf fir eng diagnostesch PCR, soudatt déi vum honorabelen Deputéierte gestallte Froen ouni Objet sinn.

Projets d'infrastructure à Echternach | Question **7194** (16/11/2022) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Zanter Jore stellen sech eng Rei Infrastrukturprobleemer zu Iechternach, déi entweeder ongeléist bleiwen oder nëmme lues a lues aus der Welt geschaf ginn. Och wann dës infrastrukturell Retarde virun allem an d'Verantwortung vun der Gemeng oder vu privaten Acteure falen, sou dréit awer och de Staat eng speziell Responsabilitéit, wann et drëms geet, fir den „Image de marque" vun der Abteistad, déi international bekannt ass, opzewäerten.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Ass et virgesinn, fir de Site vum Lycée opzewäerten (Restauratioun vun de Fassaden, Erneierung vun den ëffentleche Plaze ronderëm de Lycée, ...)? Gëtt och un eng Restauratioun vun der Basilika geduecht, déi dem Staat jo gehéiert (Renovéierung vum Banneraum, Restauratioun vun de Fassaden, ...)?

2. Ass och schonn e Projet entwéckelt ginn, fir de Park laanscht d'Sauer ze rehabilitéieren? Wéi wäit sinn d'Aarbechten um historesche Pavillon fortgeschratt?
3. Wou ass de Staat nach gewëllt, fir seng eegen Infrastrukturen am Raum Iechternach ze moderniséieren?

4. Wéi laang wäerten déi archeologesch Fouillen um Site vun der fréierer „Petite Marquise" nach daueren? Wat sinn d'Conclusiounen zu de rezenten Aarbechten?

Réponse (06/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics| **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1. No den Iwwerschwemmunge vum 14. a 15. Juli 2021 huet de Staat vill an d'Reparatur an den Neesopbau vun den Infrastrukturen an de Gebaier vum Site vum Lycée investéiert.

Grouss Deeler vun den techneschen Infrastrukturen an der Bausubstanz sinn deemools zerstéiert oder beschiedegt ginn.

Et sinn aktuell nach ëmmer Sanéierungsaarbechten am Lycée amgaangen, déi nach bis Enn 2024 wäerten daueren, well a Phase geschafft muss ginn:

– Ersetze vum Parquet an der Cafeteria,
– Sanéierung vun all de Klassesäll (insgesamt 28 Stéck), déi sech um Rez-de-chaussée vun den Annexe befannen,
– Deplacement vum Nidderspannungshaaptverdeeler vum ganze Site an der Aile gendarmerie: d'Héichsetze vun der Zentralbatterie vun der Noutbeliichtung, vun der Zentral vun der Feierdetektioun, vum Rack informatique a vum Reegelungschaf vun der Heizung.

Des Weidere kann och eng Sanéierung vun de Fassade vun den Annexe vum Lycée néideg ginn, well och si duerch d'Iwwerschwemmunge staark beschiedegt gi sinn. An deem Kontext muss nach eng Expertis op der Plaz gemaach ginn, fir d'Envergure vun den Aarbechten ze definéieren.

Déi ëffentlech Plaze ronderëm de Lycée sollen och renovéiert ginn. Heifir ass geplangt, eng Etude am Zesummenhang mam Projet vum Park laanscht d'Sauer ze lancéieren.

All dës Moossname wäerten zu enger Opwäertung vum Site vum Lycée bäidroen.

Bezüglech der Basilika sinn Aarbechten an der Planung, dat zesumme mam Institut national pour le patrimoine architectural – INPA. Eng Pre-Etüd an eng finanziell Aschätzung vun dësen Aarbechte si schonn ausgeschafft ginn. En Opmooss mat enger statescher Analys ass och fäerdeg, souwéi och eng Etüd vun de Vitrauen. Weider Etüde sinn an der Maach, dat fir d'Fassaden, de Banneraum, d'Wandmolereien, d'Gespär, d'Klima, d'Uergel, d'Klacken, de Mobilier an d'Konschtwierker an der Basilika.

ad 2. Fir de Park ass eng historesch an architektonesch Etüd ausgeschafft ginn. D'Entwécklung vum Park vum 16. Joerhonnert konnt esou retracéiert ginn. En Ensembel vu Kaarten, Zeechnungen, Pläng a Fotoe sinn archivéiert an opgeschafft ginn. En Inventaire vun den architektoneschen Elementer gouf och gemaach. Eng präzis Analys vum Henri Luja sengem Plang ass identifizéiert an interpretéiert ginn. Dorops ass en éischte „schéma directeur" betreffend d'Konzept vun der Conservatioun a vun der Restauratioun ausgeschafft ginn. De „schéma directeur" muss elo mat alle concernéierten Acteuren diskutéiert ginn, éier dann e Gestiounsplang opgestallt gëtt.

ad 3. D'Policekommissariat vun Iechternach gëtt komplett renovéiert an transforméiert. Hei fänken d'Aarbechten am Januar 2023 un an dauere viraussiichtlech bis Ufank 2024.

Eng Étude de faisabilité fir d'Gebai 47, rue des Romains ass amgaangen. An dëser fréierer Déngschtwunneng vun der Police soll e Foyer de jour et de nuit fir 8 Kanner amenagéiert ginn. D'Gebai ënnerläit dem Educatiounsministère.

Den Daach vum Gebai vun der Stroossebauverwaltung, 21, route de Wasserbillig, kritt eng nei Iwwerdeckung aus Schifer. Dës Aarbechte si fir d'éischt Semester 2023 geplangt.

Ausserdeem ass geplangt, fir an der Villa Gallo Romaine déi bestoend Gasheizung duerch eng Wärmepompel ze ersetzen. Dës Aarbechte sollen am 2. Semester 2023 realiséiert ginn.

ad 4. De Gros vun de Fouillen ass ofgeschloss, am Moment sinn nach punktuell Ënnersichungen amgaang, fir nach weider Erkenntnisser aus dem Ëmfeld vum Virhaff ze kréien, wou spéiderhin d'Fundamenter fir den Neibau vun der Petite Marquise solle stoe kommen. Am Beräich vum Haaptgebai, der Curtis, déi hanner der deemoleger Petite Marquise läit, sinn d'Ausgruewungen ënnerbrach, well d'Strukturen am Buedem besser duerch de Wanter respektiv duerch de spéideren Iwwerbau kommen. Hei hänkt et vun de Planifikatiounen of, wéini a wou nach eng Kéier kuerzfristeg intervenéiert muss ginn. Dat wäert an enker Ofsprooch mat alle Bedeelegte geschéien.

D'Ausgruewungen am Beräich vun der Petite Marquise hu ganz bedeitend Strukturen un den Dag bruecht, déi net nëmmen um Plang vun der Abteistad, mee och um nationalen an europäesche Plang vu grousser Bedeitung sinn: Mir hunn hei de komplette Grondrëss vum Iechternacher Klouschterhaff, dee laut Recherchë vum Historiker Henry Trauffler bis an d'Grënnungszäit vum Klouschter, also bis an d'Zäit vum hellege Willibrord zréckgeet. Déi archeologesch Decouvertë ginn effektiv bis an dës Zäit zréck.

D'Maueren aus Steng hunn hir Ufäng allerdéngs aus der Zäit vum Siegfried I. vu Lëtzebuerg, deen als leschte Laienabt vum Klouschter déi sougenannten Ottonesch Klouschterreform ëmgesat huet, dat heescht hien huet d'Amt vum Laienabt si gelooss, ass awer Vogt bezéiungsweis Obervogt vum Klouschter bliwwen. Als Vogt huet hien (a seng Nofollger) d'Klouschter no bausse vertrueden a war op deementspriechend representativ Gebailechkeeten ugewisen. De Site läit strateegesch gutt um Kräizpunkt tëschent den Haaptstroossen, déi sech um Maartplaz treffen, mee och d'Veraarbechtung vun de Steng ass extreem opwenneg.

Am Verglach mat aneren europäesche Sitte weist sech, dass mir et hei mat extreem fréi an elaboréierten herrschaftleche Strukturen ze dinn hunn, déi esou an hirer Gesamtheet bis elo eenzegaarteg sinn. Hei besteet also eng eenzegaarteg Méiglechkeet, fir den Ufank vun eiser mëttelalterlecher Geschicht ze verdäitlechen, dëst gëllt net nëmme fir d'Geschicht vum Klouschter, mee besonnesch fir d'Geschicht vum Grof Siegfried a senger Famill, déi Ëmgang mat den héchste Perséinlechkeeten aus där Zäit haten, an där

[1] Situatioun op Mëtt Oktober 2022

hir Duechter d'Kunigunde souguer Keeserin ginn ass. Dësen Aspekt vun eiser Geschicht gëtt effektiv bis elo kaum duergestallt, well dat aalt Bild vum „klenge Grof aus den Ardennen" nach ëmmer dominéiert.

Accès routier à la « Cité Manertchen » à Echternach | Question **7207** (17/11/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Hannert der Industriezon vun Iechternach soll d'Wunngebitt „Cité Manertchen" iwwer e Projet vum Fonds du logement considerabel ausgebaut ginn. Et gëtt de Moment just een Accès zu der Cité Manertchen, deen iwwer d'Nationalstrooss CR139 féiert. E Fousswee gëtt et net, net fir an d'Industriezon, an net fir an d'Cité Manertchen.

An engem Vëloskonzept vun der Stad Iechternach vun 2011 gouf e Vëloswee ugeduecht, deen duerch d'Industriezon an d'Cité Manertchen géif féieren. Eng aner Méiglechkeet wär e Vëlos- a Fousswee duerch de sougenannten „Alen Uesweiler Wee".

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Wunnengsbauminister an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Ass et iwwer déi lescht Joren, zesumme mat de Gemengeresponsabele vun der Stad Iechternach, Iwwerleeunge ginn, fir weider Accèsen an d'Cité Manertchen ze schafen? Wa jo, wéi eng Optioune goufen ugeduecht?

– Wäert et en zweeten Accès fir motoriséiert Gefierer an d'Cité Manertchen am Kontext vum Ausbau vun der bestoender Cité ginn? Wa jo, wou soll dësen Accès hikommen? Wann nee, firwat gëtt et kee weideren Accès? Misst net wéinstens fir d'Chantiersperiod vum Ausbau vun der Cité Manertchen en zweeten Accès virgesi ginn? Wa jo, wou?

– Ass ugeduecht, dass e Vëlos- an/oder Fousswee vum Kär vun Iechternach an d'Industriezon respektiv an d'Cité Manertchen féiere soll? Wa jo, wou soll(en) dës(e) Wee(ër) laanschtféieren? Wéi ass et notamment mat engem Vëlos- a Fousswee duerch de sougenannten „Alen Uesweiler Wee" oder op der bestoender Strooss vun Iechternach an d'Industriezon? Wa kee Wee envisagéiert gëtt, firwat net?

– Wéi stinn d'Häre Ministeren zu engem Wee respektiv enger Strooss, deen d'Industriezon mat der Cité Manertchen verbënnt? Wéi ass et notamment mam Vëloswee duerch d'Industriezon an d'Cité Manertchen, deen am lokale Vëloskonzept vun 2011 ugeduecht war?

Réponse (17/01/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Eng Rei Accèsen zur Cité Manertchen goufen am Joer 2021 studéiert an dem Schäfferot an dem Gemengerot presentéiert: den Accès fir de motoriséierten Trafic, fir déi douce Mobilitéit tëscht der Cité Manertchen an der Stad Iechternach, esouwéi och e provisoreschen Accès fir d'Dauer vun den Amenagements- a Bauaarbechten.

Eng Analys vum aktuellen Trafic an eng déifgräifend Etude iwwert den zukünftege motoriséierten Trafic hu gewisen, datt den aktuellen Accès haut schonn d'Dimensiounen huet vun deem, wat an Zukunft gebraucht gëtt. Den zousätzleche Verkéier, deen duerch den Ausbau vun der Cité Manertchen entsteet, wäert näischt änneren un der Qualitéit vum aktuellen Accès.

Fir d'Dauer vum Chantier ass e provisoreschen Accès virgesinn am Oste vum Quartier, fir ze verhënneren, datt Baumaschinnen duerch den existente Quartier fueren.

Wat déi douce Mobilitéit betrëfft, ass e Wee fir Foussgänger a Vëlosfuerer studéiert ginn. Dräi Variante sinn zréckbehalen an der Gemeng presentéiert ginn.

D'Etudë fir e Foussgänger- a Vëloswee tëscht der Cité Manertchen an der Stad Iechternach si vum Fonds du logement finanzéiert a begleet ginn. Déi verschidden Alternative sinn dem Schäfferot presentéiert ginn. De Choix an d'Realisatioun dovu leien an der Kompetenz vun der Gemeng.

D'Vëlosubannung vun der Cité Manertchen an der Aktivitéitszon un den Zentrum vun Iechternach ass eng Aufgab vun der Gemeng. An enger Concertatioun vum 14. Oktober 2020 mam Wirtschaftsministère ass constatéiert ginn, dass et a priori schwieweg wier, eng sécher Fouss- a Vëlosverbindung duerch d'Aktivitéitszon ze realiséieren. Well awer d'Ubannung vun de Wunnquartieren an den Aarbechtsplazen un de Vëlosreseau och am Nationale Mobilitéitsplang 2035 als eng noutwenneg Mesure erkannt ginn ass an et sech bei dem Haaptaccès an d'Aktivitéitszon ëm d'Staatsstrooss CR368A handelt, sinn d'Servicer vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gäre bereet, zesumme mam Wirtschaftsministère an der Gemeng méi am Detail ze kucken, ob net awer technesch eppes méiglech wier.

D'Planifikatioun vum neie Quartier Manertchen gesäit eng Ubannung vir un den existente Foussgängerreseau. Eng vun de Variante fir e gemëschte Wee fir Foussgänger a Vëlosfuerer tëscht der Cité Manertchen an der Stad Iechternach respektéiert d'Vëloskonzept vun 2011 vun der Stad Iechternach.

Nouveau service de messagerie instantanée « Luxchat » | Question **7212** (21/11/2022) de **Mme Elisabeth Margue** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Le 16 novembre 2022, le Gouvernement a annoncé le lancement d'un nouveau service de messagerie instantanée baptisé « Luxchat », un service développé au Luxembourg et dont les données sont hébergées au Grand-Duché. L'objectif est de fournir un moyen de communication sécurisé pour les communications professionnelles au sein du secteur public.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation :

1) Quelle est la nécessité d'un tel nouveau service de messagerie instantanée ? Est-ce qu'une analyse du véritable besoin d'une application de ce type pour le secteur public a été réalisée ?
– Dans l'affirmative, qui a procédé à cette analyse ? De quelle manière a été sélectionnée la partie ayant procédé à cette analyse ?
– Dans l'affirmative, combien a coûté cette analyse ?
– Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette analyse ?

2) Qui est en charge du développement de l'application « Luxchat » ? Est-ce qu'un cahier des charges a été élaboré ?
– Dans le cas où une entreprise privée serait en charge du développement, est-ce qu'un appel d'offres a été organisé ?
• Dans la négative, comment cette entreprise a-t-elle été sélectionnée ?
• Dans l'affirmative, est-ce que cette entreprise a su répondre précisément à tous les besoins exprimés par l'appel d'offres ?
• Combien coûte le développement de l'application « Luxchat » ?

3) Est-ce que l'exploitation de ce nouveau service de messagerie instantanée est liée à des frais de licence ? Dans l'affirmative, à combien s'élèvent-ils ?

4) Qui est en charge de l'exploitation et la maintenance de l'application « Luxchat » ? Est-ce qu'un cahier des charges a été élaboré ?
– Dans le cas où une entreprise privée serait en charge de l'exploitation et de la maintenance, est-ce qu'un appel d'offres a été organisé ? Dans la négative, comment cette entreprise a-t-elle été sélectionnée ?
– Combien coûte l'exploitation et la maintenance de l'application « Luxchat » ?

5) Prenant en compte tous ces différents frais, quel est le budget total de l'application « Luxchat » ?

6) Quel est le délai prévu pour le lancement de ce nouveau service de messagerie instantanée pour les agents du service public ? Quels agents exactement du service public pourront bénéficier de l'application « Luxchat » ?
– Quels sont les critères de sélection pour déterminer quels agents pourront bénéficier de l'application « Luxchat » ?
– Est-ce que l'application « Luxchat » sera installée sur leur téléphone portable privé ou est-ce que le Gouvernement entend mettre à disposition des téléphones professionnels à tous les agents concernés par l'utilisation de ce nouveau service de messagerie instantanée ?

7) D'après les informations relayées par le Gouvernement, « Luxchat » sera disponible à terme pour l'ensemble de la population. Quel est le délai prévu pour la version « tout public » ?
– Est-ce que cette version « tout public » sera gratuite pour ses utilisateurs ? Est-ce que le Gouvernement entend monétiser ce nouveau service de messagerie instantanée, notamment via de la publicité ?
– Est-ce que les données de cette version « tout public » seront stockées sur les mêmes serveurs que les données liées à l'utilisation de l'application « Luxchat » par les agents du secteur public ?
– Est-ce que les données de cette version « tout public » vont bénéficier du même niveau de sécurité que les données liées à l'utilisation de l'application « Luxchat » par les agents du secteur public ?

Réponse (11/01/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

À ce jour, il n'existe pas de solution de messagerie instantanée unifiée et dédiée à des fins professionnelles pour le secteur public.

Pour remédier à cette situation, le Ministère de la Digitalisation a, en 2020, commandé un projet pilote réalisé par Securitymadein.lu, la Fondation Restena et le GIE LU-CIX, qui vise à évaluer la faisabilité d'une solution de messagerie instantanée pour le secteur public, garantissant notamment un chiffrement end-to-end des communications, une interopérabilité avec des mécanismes d'authentification tiers et un hébergement au Luxembourg. Lors de ce projet, les besoins et attentes des différentes administrations et entités étatiques ont été collectés.

Sur base des expériences gagnées par le projet pilote précité, le Ministère de la Digitalisation a fait élaborer un cahier des charges pour la mise en place d'un service de messagerie instantanée pour le secteur public. En août 2022, le marché a été attribué au GIE LU-CIX suivant les dispositions de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

L'État a conclu un contrat de prestation de service avec le GIE LU-CIX, chargeant le prestataire de la mise en place du service, ainsi que de l'exploitation et de la maintenance du service pendant cinq ans. Le contrat couvre différents scénarios dépendant du nombre

d'utilisateurs, allant de 10.000 à 40.000 utilisateurs. Pour le démarrage du service, les coûts liés au développement des applications, ainsi qu'à la mise en place de l'infrastructure et la mise en production du service de messagerie adapté aux besoins du secteur public s'élèvent à environ 630.000 EUR HTVA en frais unique. Les frais annuels liés à la mise à disposition du service, le support et la maintenance s'élèvent pour un scénario de 10.000 utilisateurs à un montant de 550.000 EUR HTVA. Lorsque le nombre augmente à 40.000 utilisateurs, ces frais annuels pourront évoluer jusqu'à un montant de 725.000 EUR HTVA. Des frais éventuels de coûts de licence seront couverts par le prestataire de service. En ce qui concerne le service offert au secteur public et couvrant le scénario d'un maximum de 40.000 utilisateurs, l'État a prévu pour les années 2022 à 2028 un budget pluriannuel total de 4.340.789 EUR HTVA.

Il est prévu d'offrir à partir du deuxième trimestre 2023 la solution « Luxchat du secteur public » à tous les agents ayant un identifiant IAM géré par le CTIE. Les applications pourront être installées sur le matériel informatique fixe ou mobile des agents de l'État ainsi que sur leurs appareils personnels.

Le contrat de prestation de service conclu avec le GIE LU-CIX ne couvre ni la mise en place de l'infrastructure, ni la mise en production du service de messagerie destiné au grand public.

Cependant le Ministère de la Digitalisation s'est associé au GIE LU-CIX et à la Chambre de Commerce pour lancer une version « Luxchat grand public » destinée à l'ensemble de la population, des frontaliers et des entreprises.

Le GIE LU-CIX est le premier prestataire du service en question ayant confirmé vouloir offrir le service « Luxchat grand public » au courant du troisième trimestre 2023.

D'après le GIE, l'application sera mise à la disposition du grand public et des entreprises gratuitement et les données bénéficieront du même niveau de sécurité que celles liées à l'utilisation de l'application du secteur public. Les infrastructures informatiques et le stockage des données seront décentralisés et sous l'autorité des différents prestataires de services, et séparés du service « Luxchat du secteur public » dédié aux agents du secteur public.

Indice de densité du bétail | Question **7232** (23/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An de leschten Deeg sinn d'Baueren iwwer d'Berechnung vum Véibestand bei den eenzele Färdermoossnamen an den Agrarëmwelt- a Klimaprogrammer informéiert ginn. Eisen Informatiounen no gëtt z. B. bei der „Beihilfe zur Beibehaltung eines niedrigen Viehbestandes" an och bei der „Beihilfe zur Reduzierung des Rinderbestandes" fir d'Berechnung vun der Besatzdichte nëmmen d'Fudderfläch zu Lëtzebuerg berécksiichtegt. Allerdéngs bewirtschafte vill Betriber Fudderflächen an der Grenzregioun, och well den Drock um Land an der Landwirtschaft extreem héich ass. Dës Situatioun gëtt nach verstäerkt, well de Staat selwer, mee och eng Partie aner Organisatiounen, landwirtschaftlech Flächen opkafen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill Hektar Fudderfläch gi vu Lëtzebuerger Baueren an den Nopeschlänner bewirtschaft?

2. Firwat gëtt bei de Färdermoossnamen net no der reeller Situatioun vum Betrib gekuckt respektiv firwat ginn d'Fudderflächen, déi Betriber an der Grenzregioun bewirtschaften, net bei der Berechnung vun der Besatzdichte berécksiichtegt?

3. Ass de Minister gewëllt, dës Reegelung nach unzepassen?
– Wa jo, wéini?
– Wann neen, firwat net a wéi wëll de Minister déi konsequent Benodeelegung vun dëse Betriber verhënneren?

4. Wéi wëll de Minister Bauere motivéieren, déi bereet sinn, hire Véibestand pro ha Fudderfläch ze reduzéieren, déi awer e groussen Deel vun hirer Fläch am Ausland hunn?

5. Ass de Minister net der Meenung, datt dës Reegelung den Drock op d'Land zousätzlech verschäerft?
– Wa jo, wat wëllt de Minister dergéint maachen?

Réponse (11/01/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Am Ganze gi 4.917 ha Fudderfläch vun 240 Lëtzebuerger Bauerenhäff am Ausland bewirtschaft, dat si 6 % vun den insgesamt 82.458 ha Fudderfläch, déi d'inlännesch Bauerebetriber bewirtschaften.

ad 2. D'Zil vun dëse Moossnamen ass, datt am Inland eng substanziell Reduktioun vum Véibestand erreecht gëtt, notamment am Sënn vun engem verbesserte Waasserschutz an der Reduktioun vun de Loftschadstoffer.

Et soll verhënnert ginn, datt Betriber sech am Ausland Fläche bäipachten, fir iwwert dee Wee an de Genoss vun dëse Primmen ze kommen, ouni datt awer déi ugestrieften niddreg Bestandsdichten a Wierklechkeet op den Terrainen hei am Land agehale musse ginn.

ad 3.
– Neen, et ass am Moment aus den opgezielte Grënn net virgesinn, dës Reegelung unzepassen.
– /

ad 4. Et sinn eng ganz Rei aner Moossname virgesinn, déi och vu Betriber genotzt kënne ginn, déi hire Véibestand reduzéiere wëllen, awer ee gréisseren Deel vun hire Fudderflächen am Ausland hunn.

Dozou gehéieren zum Beispill d'Reduzéierung vun der Stéckstoffdüngung, d'Moossname fir d'Extensivéierung vum Dauergrénglang oder och d'Weidehaltung.

Och déi Primme kënnen awer nëmmen op de Flächen ausbezuelt ginn, déi och hei am Land bewirtschaft ginn.

ad 5. Neen, net méi wéi déi aner Primmen, déi un d'Fläche gebonne sinn.
– /

Bornes de charge privées | Question **7241** (24/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Emile Eicher** (CSV)

Laut eisen Informatioune kritt all eenzel stoend Haus just eng privat Luedstatioun fir E-Autoen opzeluede vun der Creos autoriséiert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann den Här Minister eis dës Informatioun bestätegen? Wa jo, wat sinn d'Ursaachen heifir?

2. Ginn et hei Ënnerscheeder jee no Leeschtung vun der Luedstatioun, bzw. jee no Unzuel vun den Uschlëss pro Statioun?

3. Ginn et hei Ënnerscheeder an den eenzele Regioune vum Land?

4. Wéi eng Léisunge ginn et fir Appartementshaiser an de verschiddene Regioune vum Land?

Réponse (11/01/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. bis 3. D'Netzbedreiwer autoriséieren am Prinzipp 11 kW fir Elektromobilitéit an engem Eefamilljenhaus. Déi Reegel ass doduerch bedéngt, dass d'Netzer och esou ausgeluecht ginn, dass all Eefamilljenhaus déi Leeschtung fir Elektromobilitéit ka kréien, an dass déi Leeschtung fir déi allermeeschte Fäll duergeet. Dës Limitatioun bedeit nämlech net, dass een nëmmen eng Born dierf installéieren, mee dass ee muss sécherstellen, dass d'Bornen an engem Eefamilljenhaus zesumme gläichzäiteg net méi wéi 11 kW Leeschtung zéien. Dëst kann zum Beispill duerch en intelligente Laaschtmanagementsystem séchergestallt ginn.

Et ass och ervirzehiewen, datt et interessant ass, bei der Mobilitéit zum „Selbstversuerger" ze ginn a mat eegenem Stroum ze fueren, andeems ee vun den aktuell attraktive Subside profitéiert a sech doheem eng Fotovoltaikanlag kombinéiert mat enger Batterie installéiere léisst.

Ënnerscheeder no Regioun ginn et bei dëse Froen am Prinzipp keng.

ad 4. Bei den Appartementshaiser hänkt d'Leeschtung, déi autoriséiert gëtt, vun der Unzuel un Appartementer of. Wéi an der QP N° 6522 erkläert, kann et heibäi virkommen, dass déi gebrauchte Leeschtung physesch net direkt zur Verfügung steet.

Bornes de recharge pour voitures électriques | Question **7246** (28/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De perséinlechen Auto spillt am Beräich vun der Mobilitéit eng grouss Roll. Nieft dem klassesche Verbrenner ginn awer och d'Elektroautoen ëmmer méi populär. Fir dës Elektroautoe mussen ëmmer méi Luedborne geschaaft ginn, dëst souwuel am ëffentleche wéi och am private Raum. Am Ausland gëtt et schonn eng ganz Rei un Temoignagë vu Leit mat ageschränkter Mobilitéit, déi festgestallt hunn, dass vill Luedborne fir si guer net accessibel sinn, sief et zum Beispill, dass beim Rausklamme keng Plaz fir de Rollstull ass, oder dass si vum Rollstull aus net un d'Displaye vun de Borne kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Gëtt bei der Geneemegung vun neien Elektrobornen drop opgepasst, dass dës och fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit accessibel sinn, souwuel wat d'Plaz ronderëm d'Born wéi och den Zougang zur Born selwer ugeet? Wann nee, firwat net?

2. Gëtt et Virgaben dozou, wéi déif en Display muss sinn, fir dass och Persounen am Rollstull drukommen?
Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann nee, firwat net?

Réponse (18/01/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honoréierten Deputéierte Marc Goergen freet Informatiounen iwwert d'Luedstatioune fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit.

Aktuell gëtt et keng spezifesch Virgaben, fir Luedstatioune fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit accessibel ze gestalten. Generell sinn d'Parkplaze fir Luedstatiounen an der Reegel méi breet wéi normal Parkplaze – dëst virun allem bei de méi séiere Luedstatiounen. Dës zousätzlech Plaz erliichtert och de Persoune mat ageschränkter Mobilitéit d'Benotze vun de Bornen. Bei „Chargy" steet et de Gemengen awer

fräi, fir och Handicapéierteparkplaze mat Bornen ze ekipéieren, wéi dëst zum Beispill am Parking Fort Neipperg scho gemaach gouf.

Wat d'Benotzerfrëndlechkeet fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit vun de Luedstatioune selwer ubelaangt, wéi zum Beispill d'Héicht vum Display an de Knäppercher oder d'Positioun an d'Gewiicht vun de Luedkabelen, esou gëtt et hei um europäesche Plang nach keng Virgaben. Am Kader vum „Fit for 55"-Package ass am geplangte Reglement iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffer virgesinn, datt d'Europäesch Kommissioun déi europäesch Normélierungsagence chargéiert, fir eenheetlech Virgabe fir Luedstatiounen auszeschaffen, un déi sech d'Hiersteller an Europa hale mussen.

Och am Ausland gëtt et, no den Informatioune vun de Ministèren, wéineg konkreet Virgaben, fir déi ëffentlech zougänglech Luedstatiounen duerchgoend benotzerfrëndlech fir Persoune mat Mobilitéitsaschränkungen ze gestalten. Den Debat, wéi dëst soll erreecht ginn, gëtt awer ëmmer méi gefouert an d'Regierung suivéiert dës Diskussiounen, wéi zum Beispill den Austausch „Laden ohne Hindernisse" vun der däitscher nationaler Leitstelle Ladeinfrastruktur. Et ass dohier geplangt, datt d'Ministèrë mat de betraffenen Interessevertrieder zesumme kucken, wéi ee beschtméiglech ka sécherstellen, d'Luedinfrastruktur och accessibel fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit ze gestalten.

Taux de suicide chez les jeunes | Question **7247** (28/11/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Mengen Informatiounen no wier den Taux de suicide vun de Jugendlechen an deene leschte Méint geklommen. De Gros vun dëse Persoune wier männlech gewiescht.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt den Taux de suicide an de leschte Méint bei de Jonke geklommen ass?

2. Wéi een Alter hunn dës jonk Leit? Wéi ee Geschlecht? Kann d'Regierung bestätegen, datt de Gros vun deenen, déi sech d'Liewe geholl hunn, männlech war?

3. Sinn der Regierung d'Ursaache bekannt, déi des jonk Leit op dee Wee gedréckt hunn?

4. Sinn am Nachhinein Virzeeche bekannt, unhand vun deenen een d'Suiciden hätt kënne verhënneren?

5. Gëtt eng genau Analys gemaach, wou a wéini d'Suicidë verheeft virkomm sinn/ virkommen?

6. Gëtt et Statistiken, déi weisen, wéi d'Situatioun virun, wärend an no der Covidpandemie evoluéiert ass?

7. Wëssend, datt de Suicide-Plan-national fir d'Joren 2015 bis 2019 an d'Liewe geruff ginn ass, wat gesäit d'Regierung elo um Niveau Preventioun vir? Wou kann een déi Jonk, déi a Gefor sinn, geziilt erreechen?

Réponse (18/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Taux de suicide gëtt unhand vun den Donnéeën aus dem Doudesursaacheregëster aus de Joren 1998 bis 2022 berechent.

D'Daten (Stand 21. Dezember 2022) vun 1998 bis 2021 si validéiert, déi vum Joer 2022 sinn nach provisoresch.

Fir dee gefroten Taux ze ermëttelen, gëtt de Code „X60-X84 – Suizid a selwerverschëllt Verletzungen" (Y10-Y34 – Event vun onbestëmmter Absicht – ginn net gekuckt) gekräizt mat den Donnéeën, ob et sech ëm e Resident aus Lëtzebuerg handelt (Netawunner, déi am Land stierwen, ginn net berücksichtegt), deen zwëschen 10 an 19 Joer aal ass. Den Doudesursaacheregëster huet keng Informatiounen zu Fäll, wou Persounen am Ausland gestuerwe sinn (z. B. wann se an eng Klinick an d'Ausland transferéiert sinn an do verstuerwe sinn).

An de Joren 2021 an 2022 bis zum Datum vum Extrait vun den Donnéeë si keng Doudesfäll mat dëse Kriterien enregistréiert ginn.

ad 2. Déi lescht Suicidë bei jonke Leit tëschent 10 an 19 Joer, wéi se am Doudesursaacheregëster enregistréiert sinn, sinn op d'Joer 2020 zeréckzeféieren. Hei si Suicidë vun 3 jonke Männer vun 18 respektiv 19 Joer festzestellen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Déi historesch Donnéeën hei uewe weisen, datt d'Suicidë bei 10 bis 19 Joer ale Leit meeschtens Männer betreffen: 75 % vun den 10 bis 19 Joer ale Leit, déi tëscht 1998 an 2022 Suizid begaangen haten, wore Jongen.

ad 3. Der Regierung sinn déi konkreet Ursaachen net bekannt, aus wéi enge Grënn dës 3 jonk Männer sech d'Liewe geholl hunn.

ad 4. De Suizid ass d'Resultat vu komplexen Interaktiounen tëschent Risikofaktoren a Protektiounsfaktoren. Mir wëssen och, datt all Suizid ze evitéieren ass an datt d'Handlungsméiglechkeeten, d'Suizidunzuel signifikant ze reduzéieren, existéieren.

Virzeechen existéieren ëmmer, sinn awer net offensichtlech. Derbäi kënnt, datt ee Virzeechen nach keen däitlechen Hiweis ass op eng Suizidintentioun. Awer wat méi Virzeechen ze erkenne sinn, desto méi wichteg ass et, de betraffene Jugendlechen unzeschwätzen a professionell Hëllef derbäizehuelen.

Follgend Virzeeche sinn ëmmer eescht ze huelen: iwwer Suizid schwätzen an/oder konkreet de Wonsch nom Doud auszedrécken, Réckzuch vu Frënn a beléiften Aktivitéiten, Opraumen a Verschenke vu beléifte Géigestänn, an onerwaarte Situatiounen Äddi soen, permanent Beschäftege mam Theema Doud, no Stierfmethode recherchéieren, massiv Erliewe vu Kränkungen, onerklärlecht ongewéinlecht Risikoverhalen oder soss opfälleg Verännerungen an sengem Verhalen.

ad 5. D'Donnéeë vum Doudeschäin an aus der Analys vun de Médecins-légistes no enger Autopsie médicolégale kënnen a ville Fäll méi genee Ëmstänn vum Doud festleeën, an de meeschte Fäll och den ongefëieren (wann net genee gewossten) Zäitpunkt vum Doud.

Fir déi 3 Suicidë vun 10 bis 19 Joer ale Männer am Joer 2020 gëtt et follgend Resultater:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 6. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 7. Um Niveau Suizidpreventioun bei de Jonke gesäit d'Regierung am Kader vun de Follgeaktioune vum Suizidpreventiounsplang 2015–2019 vir, d'Preventioun ze verbesseren, andeem den Zougang zu de jugendpsychiatresche souwéi psychosoziale Servicer verbessert gëtt. Sou soll d'Kollaboratioun tëschent dem Service national vun der Jugendpsychiatrie, de Strukture vun der Aide à l'enfance an dem Office national de l'enfance renforcéiert ginn. Zil wier, d'Evaluatioun souwéi d'Prise en charge vun de Jonken, déi eng akut oder latent suizidal Symptomatik opweisen, ze renforcéieren.

D'Preventioun ass ee vun den Haaptpiliere bei der Ënnerstëtzung vum Bien-être an der mentaler Gesondheet, deen déi Professionell aus der gesamter Schoulcommunautéit viséieren. Et bestinn eng ganz Rëtsch Projeten a Prozeduren, déi geziilt agesat ginn, fir déi Jonk a Gefor ze erreechen. Heibäi geet et haaptsächlech ëm d'Förderung vun de sozioemotionale Fäegkeete wéi och déi fréi Identifikatioun, Bewäertung, Betreiung an de Suivi vu Persounen, déi e Suizidverhale weisen.

Am Kontext vun der Suizidpreventioun ginn an all Lycéeë Multiplicateure fir de „Premiers secours en santé mentale – PSSM" forméiert, déi ganz cibléiert d'Unzeechen an d'Risikofacteure bei de Jonken, awer och bei den Erwuessenen aus der Schoulcommunautéit erkennen an doropshin agéieren. Zil heibäi ass et, sou séier wéi méiglech dës Risikopersounen ze identifizéieren an hinne professionell Ënnerstëtzung unzebidden.

Duerch d'Ausbildung vun enger grousser Unzuel vu PSSM-Secouristen, 500 bis d'Joer 2025, wat ronn 10 % vun dem gesamte Personal aus de Lycéeën ausmécht, inklusiv d'Enseignanten, kréien déi Persounen, déi an emotionaler Nout sinn, d'Méiglechkeet, vun enger Uspriechpersoun identifizéiert a gehéiert ze ginn. Et geet dobäi och dorëms, den Tabu vun de mentale Gesondheetsproblemer ze verréngeren an d'Schoulgemeinschaft méi opmierksam ze maachen op déi psychologesch Schwieregkeeten, déi souwuel d'Schüler wéi och d'Aarbechtskolleege kënne begéinen.

Am Kontext vun der Enttabuiséierung vu Problemer ronderëm d'mental Gesondheet leeft och de Projet #ShareYourCloud, eng Kooperatioun tëscht dem MENJE, dem CHDN an dem Gesondheetsministère. Dëse Projet gëtt de Jonken d'Méiglechkeet, hiert mentaalt Wuelbefanne via den Hiewel vun der Konscht (an all hire Formen) ze exterioriséieren a gläichzäiteg, duerch eng Peer-to-Peer-Approche, hir Matschüler iwwert d'Theema vun der mentaler Gesondheet ze sensibiliséieren.

E weidere Volet betrëfft d'Mise en place vun enger Équipe de postvention (EPV) an all Lycée. Postventioun ass ze verstoen als eng Interventioun, fir déi Hannerbliwwen, déi e léiwe Mensch no engem Suizidfall verluer hunn, an hirem Trauerprozess ze ënnerstëtzen an doduerch d'Imitatioun vum Suizidverhalen ze reduzéieren. D'Postventioun huet ënner anerem follgend Ziler:

– weider Suiziden ze verhënneren;
– d'Leed vun deenen Eenzelnen ze verréngeren;
– d'Gefill vu Sécherheet am eegenen Ëmfeld ze erhéijen;
– d'Kapazitéit an d'Resilienz, fir mat enger schwéierer Situatioun ëmzegoen, ze stäerken;
– de Retour an en normalen Alldag ze erméiglechen.

Konkreet geet et bei der Postventioun och drëm, gëeegent Coping-Strategië bei de jonke Leit ze aktivéieren, fir de Verloscht besser kënnen ze bewältegen. Op dës Manéier kann d'Postventioun och als preventiv Moossnam definéiert ginn.

Eng lafend Offer, déi an dësem Zesummenhang net ongenannt däerf bleiwen, sinn déi psychosozial an edukativ Berodungsgespréicher, déi an all Lycée an de SePAS an de Services socio-éducatifs fir all Schüler accessibel sinn. Am Duerchschnëtt huelen d'Schüler tëschent 25 an 30 Berodunge pro Woch a pro Lycée an Usproch am Kontext vu perséinlechem Mal-être.

Déi Haaptproblematike sinn déi follgend:

– Schoulstress;
– Angschtstéierungen;
– Gewalt;
– depressiv Stéierungen.

Ausserdeem ass duerch Erhiewunge bei 36 Lycéeën am Fréijoer 2022 erauskomm, datt vun 100 Gespréicher am Mount, pro Lycée, am Duerchschnëtt dräi dovun d'Problematik vum Suizid concernéieren (Suizidgedanken, Suizidpläng, Suizidversich). Dës Berodungsofferen erméiglechen de Professionellen, fréizäiteg dem Suizid entgéintzewierken an de Schüler eng adequat, professionell Hëllefstellung unzebidden, ier et zum Versuch komme kann.

Doriwwer eraus erhofft sech d'Regierung natierlech och mam rezenten Accord betreffend de Remboursement vun de Psychotherapeuten, datt dës Aktioun och en Impakt op Suizidtauxe bei de Jonke wäert hunn, duerch e vereinfachten Zougang zu enger Psychotherapie. Weider Follge-Suizid-Preventioun-Aktioune sinn den Ament nach amgaangen, am Kader vum zukünftegen nationale Plang vun der mentaler Gesondheet ausgeschafft ze ginn.

Problèmes techniques de l'opérateur de paiement Worldline | Question **7250** (28/11/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Le 24 novembre dernier, les paiements par carte bancaire et les retraits d'espèces ont été perturbés pendant plusieurs heures au Luxembourg. D'après les informations communiquées par l'opérateur de paiement Wordline, un problème technique aurait rendu le paiement par carte temporairement impossible.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Combien de pannes de ce genre ont eu lieu en l'espace d'une année ? Quelle est la durée moyenne de ce type de pannes ?

– Quelles sont les raisons expliquant ce type de pannes ?

– D'après mes informations, cette situation a eu comme conséquence que certaines opérations financières ont été prélevées deux fois. De quelle manière est géré le remboursement ?

Réponse (11/01/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Députée s'enquiert sur des perturbations survenues le 24 novembre 2022 au niveau de l'infrastructure de paiement de l'opérateur Worldline Financial Services (Europe) SA.

Il relève des informations communiquées par Wordline au Ministère des Finances, en réponse à la question, que de manière générale « très peu de pannes de ce genre » ont lieu. Celle du 24 novembre 2022 a été la seule à être enregistrée pour l'année 2022. En ce qui concerne la durée moyenne de ce type de pannes, Worldline révèle qu'il s'agit « d'une donnée très aléatoire et dépend de facteurs techniques ».

Au niveau des raisons de la panne du 24 novembre 2022, Worldline évoque entre autres « [une] rupture des câbles de fibre optique ». En effet, les investigations de Worldline auraient montré que « des travaux de construction à proximité des locaux du centre de données luxembourgeois de Betzdorf ont été la cause » de cette rupture.

Quant à la question de savoir si certaines opérations financières ont été prélevées deux fois, Worldline précise : « [I]l n'y a pas eu de retour de clients sur des demandes d'indemnisation suite à des doubles paiements. Nos équipes ont assuré une communication téléphonique permanente avec les banques d'une part et avec les marchands d'autre part et une communication officielle a été envoyée aux marchands dans le courant de l'après-midi. En conclusion, à notre connaissance, les porteurs de cartes des banques avec qui nous sommes liés contractuellement n'ont pas été concernés par des doubles prélèvements. A posteriori, si des plaintes de double paiement devaient nous parvenir, nos équipes de support commercial assureraient les opérations de "cash-back" y relatives »

Fréquence des trains dans le nord du pays | Question **7251** (29/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierungspartei vum Här Mobilitéitsminister huet a Social-Media-Posten ugekënnegt, dass d'Linnen 179, 170, 174, 146 an 153 ab dem 28. November géife mat erhéichter Frequenz fueren. Mengen Informatiounen no, sinn awer haut op d'mannst op verschiddene Linnen, net vu méi Busse gefuer. De Bus N° 170 ass haut, laut Mobilitéitsapp, innerhalb vun de Spëtzestonnen all 30 Minutte gefuer an ausserhalb vun dësen nëmmen eemol d'Stonn. Ugekënnegt war awer all 15 Minutten ee Bus an de Spëtzestonnen, an all 30 Minutten ausserhalb vun dësen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Sinn d'Linnen 179, 170, 174, 146 an 153 ab dem 28. November an enger verstäerkter Frequenz gefuer?
Wa jo, wéi eng Linnen?
Wann nee, firwat net?

2. Ab wéini sollen déi an dem Social-Media-Post ugekënnegt Ännerunge kommen (opgelëscht no Linn)?
(Linn 179 (+170) Cliärref–Ettelbréck: Tëscht Maarnech an Ettelbréck gëtt den 30-Minuttentakt an de Spëtzestonnen op e 15-Minuttentakt erhéicht.
Linn 174 Ëlwen–Hengescht–Ettelbréck: Zousätzlech Busse méi fréi a méi spéit, an de Spëtzestonnen elo och bis op Ettelbréck.
Linn 146 Wooltz–Géisdref–Kautebaach: Elo besser op d'Zich zu Kautebaach ofgestëmmt a méi Buskapazitéit.
Linn 153 Housen–Holztem–Kautebaach: D'Horairë ginn un den Zuch gepasst.
Schülertransport: Besser Verbindungen an eng nei Buslinn aus dem Raum Wooltz an d'Akerbauschoul. (Quell: Facebook DG Norden)

Réponse (04/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi nei provisoresch RGTR Linn 179 Ettelbruck–Clervaux ass den 19. September 2022 agefouert ginn. An der Haaptverkéierszäit am 30-Minuttentakt, an der Nieweverkéierszäit am 60-Minuttentakt (Avis RGTR 2022/133 vum 13. September 2022).

D'RGTR Linn 170 Ettelbruck–Diekirch–Huldange ass net verstäerkt ginn, fiert och an der Haaptverkéierszäit am 30-Minuttentakt, an der Nieweverkéierszäit am 60-Minuttentakt.

D'RGTR Linnen 179 an 170 fuere gebündelt an offréieren doduerch an der Haaptverkéierszäit e 15-Minuttentakt an an der Nieweverkéierszäit en 30-Minuttentakt.

D'RGTR Linn 174 Troisvierges–Heinerscheid–Hosingen krut den 19. September 2022 zwou Faarte moies an dräi Faarten owes bäi (Avis RGTR 2022/134 vum 14. September 2022). De 5. Dezember 2022 si verschidde Faarte bis op Ettelbréck verlängert ginn (Avis RGTR 2022/210 vum 23. November 2022).

De 17. Oktober 2022 ass den Horaire vun der RGTR Linn 146 Wiltz–Goesdoerf–Kautenbach ugepasst ginn, fir kënnen zu Kautebaach, „Op der Gare" eng Korrespondenz op den Zuch ze maachen (Avis RGTR 2022/181 vum 12. Oktober 2022). Den 28. November 2022 ass d'Buskategorie op der selwechter Linn ugepasst ginn, fir kënnen der Demande entgéintzekommen (Avis RGTR 2022/207 vum 23. November 2022).

Den 28. November 2022 ass den Horaire vun der RGTR Linn 153 Hosingen–Holzthum–Kautenbach ugepasst ginn, fir kënnen zu Kautebaach, „Op der Gare" eng Korrespondenz op den Zuch ze maachen (Avis RGTR 2022/208 vum 22. November 2022).

Den 28. November 2022 ass eng nei a provisoresch RGTR Schülerlinn K48 Wiltz–Heiderscheid–Ettelbruck–Ackerbauschule agefouert ginn (Avis RGTR 2022/209 vum 23.11.2022).

All dës Informatioune fannt dir op mobiliteit.lu.

Rappel mondial d'appareils respiratoires | Question **7253** (29/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Konzern Philips huet am Juni 2021 eng Pressematdeelung erausginn, laut där verschidden Otemgeräter missten zréckgeruff ginn. Et geet ee vu 5,5 Milliounen Apparater weltwäit an 873 Geräter zu Lëtzebuerg aus. Richteg zu Lëtzebuerg ukomm ass dës Meldung awer eréischt Mëtt November. Vill Patiente goufen aus der Press gewuer, dass hei Problemer mat hirem Gerät kéinte sinn. An der Äntwert op d'Fro N° 7178 huet d'Madamm Ministesch éischt Erklärunge ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Aus der Äntwert op d'Fro N° 7178:
« Il convient de préciser que le dispositif médical en cause a été vendu sous differents noms de marque et par différents distributeurs au Luxembourg. »

– Wéi kann et sinn, dass dee selwechten Apparat ënner verschiddenen Nimm verkaaft gouf?
– Gëtt et hei Weeër fir de Konsumenteschutzministère, fir dës Nummännerungen nozevollzéien?

2. Aus der Äntwert op d'Fro N° 7178:
« Il faut cependant remarquer qu'il y a eu de nombreux retards dans la mise en œuvre de cette action corrective car Philips Respironics n'a pas été en mesure de réparer ou de remplacer tous les appareils concernés en raison de l'ampleur énorme du rappel, concernant plusieurs pays et des millions de patients. [...] À cet égard, de nombreux pays européens ont fait part de leurs inquiétudes et tenté de faire pression sur le constructeur dans une action coordonnée par l'autorité française compétente (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé – ANSM), cependant sans résultat notable. »

– Wat fir Moyenen huet Lëtzebuerg, fir hei Philips zu engem méi schnellen Auswiesselen ze zwéngen?
– Wat fir Moyene gëtt et op EU-Niveau?
– Wat fir weider Aktioune sinn hei méiglech?

3. Wéini genau sinn déi éischt Informatiounen zu Problemer vu Philips an dem Ministère agaangen?

4. Wéini genau ass déi éischt Informatioun vu Problemer an dem Réckruff vum Ministère un d'Klinicken an d'FHL gaangen?

5. Wie wär am Fall, wou ee Patient negativ Follgen duerch den Defekt vun der Maschinn huet, responsabel?

Réponse (12/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1.
– Et sief rappeléiert, dass, am Géigesaz zu de Medikamenter, medezinnesch Apparater kenger Prozedur d'autorisation de mise sur le marché ënnerleien.

E medezinneschen Apparat kann op de Marché bruecht ginn an a Betrib geholl ginn, wann e konform mat de generellen Usprech vu Sécherheet a Leeschtung ass, wéi se an der Annex I vum EU-Reglement 2017/745 opgezielt sinn, soulaang e richteg installéiert, ënnerhalen an zu sengem Zweck genotzt gëtt.

Konform zum EU-Reglement 2017/745, wat d'Definitioune vun Dispositif „médical" a „fabricant" betrëfft, bestëmmt den Hiersteller, wou de medezinneschen Apparat agesat gëtt, deen hien ënnert sengem Numm oder senger Mark op de Marché brëngt. All Hiersteller oder Commerçant kann also ouni Aschränkungen seng Produiten an Europa verkafen ënnert der Konditioun, dass d'EU-Reglement 2017/745 respektéiert gëtt.

D'Apparater vun de Marke Löwenstein a Philips Respironics sinn also, laut den Definitioune vum applizéierte Gesetz, verschidde Produiten, mee esou gutt Philips wéi och Löwenstein kënnen hir Produiten ënnert hirem Numm a Mark ubidden.

– Anescht wéi fir d'Produzenten, präziséiert dat aktuellt Gesetz (article 16 du règlement (UE) 2017/745), dass e Verdreiwer, Importateur oder eng aner physesch oder moral Persoun, déi ënnert hirem Numm e Gerät op de Marché brëngt, kenger Verflichtung ënnerläit. Et sief dann, dësen hätt en Ofkommes mam Hiersteller getraff, dass dëse kloer als Fabrikant um Etiquetage erwäänt gëtt an och responsabel bleift, fir d'EU-Reglement 2017/745 ze respektéieren. Ab deem Moment kënnen analog Geräter ënnert verschiddene Marken a vu verschiddene legale Fabrikanten ugebuede ginn.

ad 2.
– Nodeems eng Notifikatioun vun der FSCA (Field Safety Corrective Action) un d'national Autoritéite vun all Memberstaat, wou dësen Apparat um Marché war, erausgaangen ass, huet de Produzent d'Gesondheetsdirektioun iwwert d'Schrëtt informéiert, déi hien doropshin ënnerholl huet, iert eng Note, wat d'Sécherheetsmoossname betrëfft, an Ëmlaf bruecht ginn ass. Opgrond vun enger Evaluatioun vun dëser Note huet d'Gesondheetsdirektioun et fir néideg empfonnt, de korrektive Moossnamen, déi vu Philips Respironics proposéiert goufen, ënnert der Koordinatioun vun den däitschen Autoritéiten nozegoen.

Vu datt dësen Dossier allerdéngs esou wäitgräifend ass, gesäit et aus, wéi wann Aktiounen op nationalem Niveau net géifen duergoen. Och d'Decisiounen, déi vu Frankräich schonn am Februar 2022 respektiv vu Portugal am November 2021 geholl goufen, konnten d'Ersetzen an/oder Reparatioun vun den Apparater effektiv net beschleunegen. Vu datt duerch dës Korrekturmoossname méi wéi 5,5 Millioune Produiten a verschiddenen europäesche Länner betraff sinn, dauert de Remplacements- respektiv Reparatiounsprozess laang.

– Vu datt den europäesche Vertrieder vum amerikanesche Fabrikant Philips Respironics säin Haaptsëtz an Däitschland huet, hunn déi däitsch Autoritéiten, konform zum Artikel 89 vum EU-Reglement R2017/745, d'Roll vum Koordinator iwwerholl an hu bestätegt, dass dës Korrekturmoossnamen, wéi se vu Philips Respironics proposéiert goufen, berechtegt sinn.

Wann d'Europäesch Kommissioun der Meenung ass, datt de Risiko fir d'Gesondheet an d'Sécherheet net zefriddestellend kann erofgesat ginn duerch d'Moossnamen, déi vun de betraffene Memberstaate getraff gi sinn, kann dës, a Konformitéit mam Artikel 96(3) vum EU-Reglement 207/745, aus eegener Initiativ aschränkend Moossnamen ergräife respektiv sech fir d'Verbidde vun der Mise sur le marché an der Mise en service vum betraffenen Apparat ausschwätzen.

– D'Gesondheetsdirektioun bedauert zudéifst, wéi vill Zäit d'Firma an Usproch hëlt, fir déi feelerhaft Apparater ze ersetzen. D'Approvisionnementskette vu Stécker vun den Ootmungsapparater leeft allerdéngs iwwer e puer Länner, wou elo dobäikënnt, datt d'Produktioun duerch d'Follge vum Covid a vum Krich an der Ukrain ugeschloen ass. D'Käschte vun der Réckruffaktioun an den eventuelle finanzielle Konsequenze vu Geriichtsprozesser riskéieren de Fonctionnement vu Philips an hir Kapazitéit, fir aktuell Retarden opzeschaffen, op d'Spill ze setzen.

Eng detailléiert Informatiounsnote betreffend d'Sécherheet vun dësen defekten Apparater ass um Site sante.lu publizéiert ginn (op Franséisch: https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/d/dispositifs-medicaux/rappel-appareils-philips-loewenstein.html) an op Däitsch: https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/d/dispositifs-medicaux/rappel-appareils-philips-loewenstein.html).

Dës Note präziséiert, datt bei all Typ vun Apparat, dee benotzt gëtt, et recommandéiert ass, an Ofsprooch mat sengem Dokter, den Traitement op kee Fall ze ënnerbriechen. Bis haut läit der Gesondheetsdirektioun keen Tëschefall am Zesummenhang mat dësen Apparater zu Lëtzebuerg vir.

ad 3. Lëtzebuerg ass am Juni 2021 vun engem auslännesche Verdeeler a vum Fabrikant benoriichteg ginn iwwer d'Problematik am Zesummenhang mat den Apparater vu Philips Respironics. Säit Mee 2022 stoung d'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun, déi de Suivi vun Incidenten am Zesummenhang mat medezinneschen Apparater assuréiert, reegelméisseg am Kontakt souwuel mat der Firma wéi och mat de kompetenten Autoritéiten aus deenen anere Memberstaaten.

Nodeems déi kompetent Autoritéite benoriichtegt gi sinn, läit et beim Distributeur, de Suivi vun de Korrekturmossnamen, déi vum Fabrikant opgestallt gi sinn, ze maachen (article 14 du R2017/745). Lëtzebuerg huet d'Informatiounen analyséiert, déi an de Sécherheetsnotte stinn, déi un d'Professionels de santé geschéckt gi sinn. Des Weideren huet Lëtzebuerg d'Konformitéit vun der Procédure réglementaire verifizéiert an huet dem auslänneschen Distributeur seng Disponibilitéit zougesot, wann dëse géif op Schwieregkeete mam Fabrikant stoussen, wat de Suivi vun den Aktioune betrëfft.

Vu datt d'Gesondheetsberuffler vun hire Fournisseuren iwwert d'Sécherheetsnotten informéiert goufen, ass et un hinnen, fir de Suivi mat de Patienten ze assuréieren (article 8 (4) de la loi du 24 juillet 2014).

ad 4. A Konformitéit mam Artikel 89(8) vum EU-Reglement 2017/745, ass et um Fabrikant sécherzestellen, dass d'Informatiounen esou séier wéi méiglech un d'Utilisateure vum betraffenen Apparat weidergeleet ginn.

A Konformitéit mat den Artikele 25(2c) a 14(4) vum EU-Reglement 2017/745, läit d'Responsabilitéit bei den ekonomeschen Operateuren, all Gesondheetsariichtung a Gesondheetsberuffler ze identifizéieren, déi direkt vun hinnen en Apparat geliwwert kruten, a fir mam Fabrikant zesummenzeschaffen, sou datt déi néideg Korrekturmoossname geholl ginn, fir den Dispositif nees a Konformitéit ze setze respektiv je nodeem zereckzezéien.

Wat d'FHL betrëfft, sou ass si weeder een ekonomeschen Operateur nach eng Gesondheetsariichtung am Kader vun der Approvisiounsketten, sou wéi vum EU-Reglement 2017/745 definéiert.

ad 5. De Paragraph 16 vum Artikel 10 vum EU-Reglement 2017/745 am Zesummenhang mat de generellen Obligatioune vun den Hiersteller beseet Follgendes: « Les personnes physiques ou morales peuvent demander réparation pour des dommages causés par un dispositif défectueux conformément à la législation de l'Union et à la législation nationale applicables. Les fabricants auront, d'une manière qui soit proportionnée à la classe de risque, au type de dispositif et à la taille de l'entreprise, pris des mesures pour disposer d'une couverture financière suffisante au regard de leur éventuelle responsabilité en application de la directive 85/374/CEE, sans préjudice de l'adoption de mesures plus protectrices en vertu du droit national. » Am Fall wéi hei, wou d'Responsabilitéit beim Hiersteller läit, ass et deemno och un him, eng finanziell Couverture ze hunn en vue vun eventuellen Entschiedegungen.

Hangar de l'Administration des ponts et chaussées à Echternach | Question **7256** (29/11/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Am Ausgang vun Iechternach a Richtung Mompech, an der Route d'Osweiler, läit een Hangar vun der Administration des ponts et chaussées, deen am Ablack awer net am Gebrauch ze si schéngt. D'Fläch bitt genuch Plaz fir potentiell aner Projeten. Beispillsweis kéint hei, sou wéi et e Schéma directeur vum zukünftege PAG vun der Stad Iechternach virgesäit, neie Wunnraum entstoen.

An deem Kader wollt ech dem Här Wunnengsbauminister an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten follgend Froe stellen:

1. Gëtt dësen Hangar nach vu Ponts et chaussées oder vun engem anere Service genotzt, a falls jo, fir wat?

2. Kéint op dësem Terrain, deen dem Staat gehéiert, subventionéierte Wunnraum geschaaft ginn, eventuell an Zesummenaarbecht mam Fonds du logement oder mat der SNHBM? Falls jo, ginn et schonn éischt Iddien? Falls nee, wisou net?

3. Ginn et eventuell aner Pläng fir dësen Terrain fir d'Zukunft?

Réponse (06/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics| **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. Bis virun 2 Joer war dësen Hangar den Atelier vum regionale Service Iechternach vun der Stroossebauverwaltung. Säit dëse Service en aneren Atelier besat huet, gëtt dësen Hangar nëmmen nach als Lager benotzt. Dësen Hangar gëtt donieft der Gemeng Iechternach bis Enn 2023 zur Verfügung gestallt fir de Stockage vu Material no den Iwwerschwemmungen am Juli 2021.

ad 2. an 3. Den Ament gëtt et also keen direkten Notze fir de Site vum fréieren Atelier an den Terrain eegent sech beschtens, fir Wunnraum ze schaffen.

Donieft ass den Terrain an der Neifaassung vum Flächennotzungsplang (Refonte du PAG 2020) vun der Stad Iechternach als Wunnzon HAB-1 klasséiert. Dëse PAG gouf an der Sëtzung vum 7. November 2022 vum Gemengerot approuvéiert (2. Vott).

De Moment ass den Terrain awer nach net dem Ministère du Logement affektéiert. Eréischt wann dat gemaach ass, ka mat dem Fonds du logement oder

der SNHBM gekuckt ginn, wéi e Wunnengsbauprojet do ëmgesat ka ginn.

Natation pour les personnes à mobilité réduite | Question **7257** (29/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Gutt schwammen ze kënnen ass wichteg, well et ka Liewe retten. Zum Schwamme léiere gehéiert och, dass eng Persoun a méi déiwem Waasser schwamme kann. Eis ass zougedroe ginn, dass et an de Schwämmen, a virun allem an der Coque, géif d'Reegel ginn, dass een eng ganz Längt vum Basseng an engem Schwammstil perfekt muss kënne schwammen, fir dass eng Persoun an déi grouss a méi déif Bassengen dierf schwamme goen. Wien dës Viraussetzung net erfëllt, dierf just an déi manner déif Becke schwamme goen. Dës Reegel géif awer virun allem Leit mat ageschränkter Mobilitéit dovun ausschléissen, gutt schwammen ze léieren an och an deene grousse Becke schwammen ze dierfen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a Sport dës Froe stellen:

1. Gëtt et dës Reegel tatsächlech? Wa jo, wou ass dës Reegel néiergeschriwwen?

2. Falls d'Äntwert op d'Fro 1 jo ass, gëllt dës Reegel och fir Leit mat engem Handicap?

3. Falls d'Äntwert op d'Fro 1 jo ass, wéi gëtt sécher-gestallt, dass och Leit mat engem Handicap gutt schwamme léieren, wann se net a Becken dierfe schwammen, wou se net mat de Féiss bis op de Bue-dem kommen?

Réponse (30/12/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. No Récksprooch mat der Verwaltung vum Centre national sportif et culturel d'Coque (CNSC), kann ech als Sportminister confirméieren, dass esou eng Reegel net besteet. Am Règlement d'ordre interne (ROI) vum CNSC steet just präziséiert, dass den olympesche Basseng, wéi och de „bassin de plongeon", verbueden ass „aux non-nageurs". An deem selwechte ROI ass am Artikel 22 nach Follgendes präziséiert: « ...les surveillants peuvent notamment : ...ne pas admettre au bassin de compétition, ni au bassin de plongeon/plongée des baigneurs qui n'ont pas une expérience suffisante de la natation... ».

Schwammmeeschtere kucke generell wéi d'Leit schwammen an intervenéiere wann eng reell Gefor besteet. An dësem Fall muss déi betreffend Persoun fir hir eege Sécherheet an de 25 m Basseng. Schwammmeeschtere jugéieren awer a kengem Moment de Schwammstil vu där Persoun. Wéi déi Persoun schwëmmt (Stil ewéi Vitess) ass dem Schwammmeeschter net wichteg, hie kuckt eleng ob eng méiglech Gefor géing bestoen.

Et muss een och ënnersträichen, dass dëst och fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit gëllt. Eenzeg d'Sécherheet vun den Utilisateure priméiert. CNSC wéi och déi meeschte Schwämmen am Land proposéiere Schwammstonne fir sech ze verbesseren.

Personnel de l'École nationale pour adultes (ENAD) | Question **7258** (29/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der École nationale pour adultes (ENAD) schaffen ënnert anerem Proffen (professeurs, fonctionnaires) a Formateurs d'adultes (fonctionnaires). Am Géigesaz zu anere Lycéeë gëtt et an der ENAD am Kader vun der Berechnung vun der Tâche eng Partie Ënnerscheeder, méi genau eng Partie Ongerechtegkeeten. Dat selwecht gëllt fir d'Ënnerscheeder tëscht de Proffen an de Formateurs d'adultes, déi alle béid de Statut vum Fonctionnaire hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wat fir Ënnerscheeder an der Bezuelung (ACTen, Koeffizienter, ...) gëtt et tëscht de Proffe vun der ENAD an de Formateurs d'adultes?

2. Op wéi enge legale Basisse ginn dës Ënnerscheeder gemaach?

3. Hunn d'Formateurs d'adultes an der ENAD eng Décharge pour ancienneté zegutt?

4. Laut Artikel 32 vum Gesetz vun 2009 gëtt de Volume vun den Tâchen an engem Règlement grand-ducal festgehalen. Ëm wéi ee Reglement handelt et sech heibäi?

5. Ass et fir ee Formateur d'adultes méiglech, fir sech op eng Plaz an engem Lycée ze mellen, déi net zum Reseau vun de Formations d'adultes gehéiert? Wa jo, wéi eng Konditioune mussen dee Moment erfëllt ginn a firwat?

Réponse (31/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Fro vum honorabelen Deputéierte bezitt sech op d'Tâchë vun den Enseignanten aus der École nationale pour adultes (ENAD) a vun de Formateurs d'adultes. Dozou fir d'éischt e puer allgemeng Consideratiounen.

D'ENAD gouf mam Gesetz vum 29. Mee 2009 als „École de la 2e chance" kreéiert. Zanter dem Gesetz vum 1. August 2018 dréit si den Numm „École nationale pour adultes". D'Gesetz preziséiert der Schoul hire spezifesche Fonctionnement duerch d'Mise en place vu multiprofessionellen Equippen, woubäi eng Equipe allkéiers e puer Klasse regruppéiert an d'Ausbildung vun de jeeweilegen Apprenantë koordinéiert. Jee nodeem, wéi d'Besoine vun der Ausbildung sinn, setzen dës Equippe sech zesummen aus Schoulmeeschteren aus dem Enseignement préparatoire, Chargéen a Professeren aus dem Enseignement secondaire, Formateurs d'adultes, Maîtres d'enseignement technique an edukativem Personal.

Och den individuellen Tutorat ass eng Particularitéit vun der ENAD an ergëtt sech aus der Noutwendegkeet, e reegelméissegen a personaliséierte Suivi vum Apprenant ze maachen, fir esou d'Ursaache vu senge fréieren Echecken ze berücksichtegen an him déi néideg Ënnerstëtzung unzebidden, fir datt e säi Projet d'apprentissage packt. Den Unterrecht an den Encadrement an der ENAD baséieren um Grondsaz, datt all Member vum Léierpersonal a gläichem Mooss zum Apprenant senge Beméiungen, fir seng Léierziler ze erreechen, bäidréit.

D'Klasseneffectiver ginn esou wäit wéi méiglech erofgesat, dëst am Allgemengen, mee virun allem och op Klassen, déi eng änlech Finalitéit ustriewe wéi d'Klassen aus der Formation initiale, fir op dës Manéier eng perséinlech Betreiung an eng intern pedagogesch Differenzéierung ubidden ze kënnen.

D'Gesetz vun der ENAD gesäit vir, datt d'Tâchë vun den Enseignanten a vun de Formateurs d'adultes iwwer Règlement grand-ducal fixéiert ginn. Well esou ee Reglement awer ni geholl gouf, huet sech eng Praxis entwéckelt, déi doranner bestan huet, den Enseignanten an de Formateurs d'adultes keng Koeffizienten ze accordéieren. Dës Praxis huet sech duerch déi geréng Klasseneffectiver justifiéiert.

Opgrond vun der Entwécklung vun der Schoul, déi ëmmer méi Coursen aus der Formation initiale organiséiert an och mat méi héije Klasseneffectiver schafft, muss dës Praxis iwwerduecht ginn. Dat heescht, datt d'Tâchë vun den Enseignanten an de Formateurs d'adultes op de Leescht geholl musse ginn; dobäi muss derfir gesuergt ginn, datt keng Ënnerscheeder tëscht de Statuten entstinn.

Déi entspriechend Gespréicher mat de Gewerkschafte sinn dofir schonn entaméiert ginn.

Compensation pour le gasoil dans le secteur agricole | Question **7260** (30/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Virum Hannergrond vun der Käschtenexplosioun bei de Betribsmëttel (Energie, Dünger a Fuddermëttelen) hat d'Regierung den 20. Mee eng Rei Moossname präsentéiert, fir d'Resilienz vun de Bauerebetriber ze stäerken. D'Bäihëllefen um sougenannte rouden Diesel sinn den 31. August 2022 ausgelaf. Den 20. Oktober huet de Landwirtschaftsminister recommandéiert, d'Motioun 3993 vun der CSV, an där mir eng Verlängerung vun de Kompensatiounsmesuren um Agrardiesel verlaangt haten, net matzestëmmen. Hien huet op déi am Solidaritéitspak virgestallte Mesure vun enger Entschiedegung fir zousätzlech Käschte bei de Betribsmëttel vu maximal 35.000 Euro pro Betrib verwisen an eng Verlängerung vun de Moossnamen esou wéi eng méiglech Erhéijung vum Montant an Aussicht gestallt. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Kann den Här Minister eis Detailer ginn, wéi dës Bäihëllefen op den Energie- an Düngemëttelkäschten, déi den 20. Mee virgestallt goufen, solle konkreet berechent ginn?

2. Wéi vill Prozent vun de Méikäschte gi vum Staat iwwerholl?
– Op wat fir Produkter sinn Aidë geplangt?

3. Goufen d'Bauere schonn iwwert dës Bäihëllefen informéiert?
– Wann nee, wéini soll dat geschéien?

4. Ab wéini kënnen dës Aiden ugefrot ginn a wéini ginn se ausbezuelt?

5. Wéini fält Decisioun, ob dës Aiden och fir d'Joer 2023 verlängert ginn?

Réponse (11/01/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. bis 5. Et war festgehale ginn, datt d'Evolutioun vun de Marchéë géif analyséiert ginn, ier decidéiert gëtt, ob eng Aide fir d'Hausse bei de Betribsmëttele bezuelt gëtt oder net.

Am Moment ass et esou, datt déi héich Marchéspräisser an alle Secteuren, déi méi héich Käschten, wat d'Energie an aner Intranten ugeet, kompenséiert hunn. D'Betriber hunn sech zum Deel och adaptéiert, zum Beispill andeem manner Dünger kaaft ginn ass.

Am Secteur vun der Mëllech gëtt sech souguer e ganz gutt ekonomescht Resultat fir d'Joer 2022 erwaart. Deemno ass bis elo nach keng Decisioun geholl ginn, fir eng weider Entschiedegung fir méi héich Käschten ze proposéieren, an deementspriechend ass och net diesbezüglech kommunizéiert ginn.

Besonnesch en vue vun de Präishaussë beim Stroum, déi elo am Raum stinn, riskéieren déi méi energieintensiv Produktiounssecteuren am Joer 2023 eng grouss finanziell Méibelaaschtung missen ze stemmen.

Den 9. Januar 2023 war eng Reunioun mam gesamte landwirtschaftleche Secteur, wou déi aktuell Zuelen zu der ekonomescher Situatioun an de Marchéé virgestallt gi sinn. Bei där Geleeënheet ass de Réckbléck op d'Krisejoren 2021 an 2022 gemaach ginn an och dobäi souwäit wéi méiglech, en Ausbléck fir dat nächst Joer.

D'landwirtschaftlech Administratioune si permanent amgaang am Detail ze evaluéieren, wéi eng Elementer vun der Käschtestruktur relevant si fir d'Akommesstruktur vun de Betriber, fir gegeebenefalls op weider Präishaussë reagéieren ze kënnen.

Et muss nach eng Kéier ënnerstrach ginn, datt den EU-Kader nëmme virgesäit, fir deene Betriber ze hëllefen, déi reell vun der Kris betraff sinn an exzeptionell Akommesaboussen hunn.

Den 9. November 2022 ass d'Kommunikatioun vun der Kommissioun iwwert den temporäre Krisekader, fir staatlech Bäihëllefe fir d'Ekonomie no der russescher Aggressioun géint d'Ukrain ze ënnerstëtzen, am Journal officiel vun der Europäescher Unioun publizéiert ginn (2022/C426/01).

Dëse Kader erlaabt den États membres ënner anerem, eng Aide vu bis zu 250.000 Euro pro Entreprise aus der primärer landwirtschaftlecher Produktioun ze ginn. Dës Aidë kéinte bis den 31. Dezember 2023 ausbezuelt ginn.

Nombre de dossiers au tribunal de la jeunesse et des tutelles | Question **7267** (30/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng vun den Haaptaufgabe vum Tribunal de la jeunesse et des tutelles ass dofir ze suergen, dass d'Gesetzer zum Jugendschutz applizéiert ginn a vu juristescher Säit fir déi néideg Protektioun ze suergen a Fäll wou Kanner oder Jugendlecher a Gefor sinn a mussen aus hirem Doheem geholl an an engem Foyer oder eng Fleegefamill placéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Joer, wéi huet sech d'Unzuel vun de Fäll an Dossieren, ëm déi sech den Tribunal de la jeunesse et des tutelles këmmert, zënter 2010 verännert?

2. Wéi vill Persoune sinn zënter 2010 bei den Effectif vum Tribunal dobäikomm?

3. Wéi laang Zäit hunn d'Mataarbechterinnen a Mataarbechter an der Moyenne fir den Traitement vun engem Dossier?

4. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Aarbecht vum Tribunal esou ka mat der néideger Suergfalt gemaach ginn? Wann nee, wat fir Änneerunge gesäit si konkreet vir?

Réponse (04/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Vu dass d'parlamentaresch Fro méi spezifesch de Jugendschutz viséiert, bezéien sech déi gefroten Zuelen an Informatiounen op déi zwee Jugendgeriichter vum Land.

ad 1. Dës Zuelen si fir déi Zäit virun 2016 net disponibel a kënnen aus deem Grond eréischt ab dem Joer 2016 geliwwert ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Zënter 2010 besteet den Tribunal de la jeunesse vu Lëtzebuerg aus engem Juge directeur vum Tribunal de la jeunesse et des tutelles, 2 Juges de la jeunesse, 2 Substituten, 4 Greffieren an engem Mataarbechter, deen ënnert engem CAE (Contrat d'appui-emploi) agestallt ass.

Zënter 2010 besteet den Tribunal de la jeunesse vun Dikrech aus engem Juge de la jeunesse, engem Substitut an engem Greffier.

De Gesetzesprojet N° 7994 iwwert de Jugendschutz gesäit eng Erhéijung vun der Unzuel vu Jugendriichter vir (vun 2 op 4 Jugendriichter zu Lëtzebuerg). Ausserdeem gesäit de Gesetzesprojet N° 7991 iwwert e Jugendstrofrecht vir, dass e separat Geriicht fir d'Jugendstrofrecht geschafe gëtt.

ad 3. Et gëtt kee festgesaten Delai, an deem en Dossier muss traitéiert ginn. All d'Dossiere gi mat der néideger Suergfalt traitéiert, fir déi beschtméiglech Léisung fir d'Kand ze fannen, woubäi d'Durée vum Traitement jee no Dossier a Komplexitéit vun dësem variéiert.

D'Dossiere ginn och periodesch reevaluéiert fir ze analyséieren, ob déi geschwate Moossnamen nach néideg sinn oder kënnen opgehuewe ginn.

ad 4. Wéi an der viregter Fro erwäänt, schaffen d'Magistrate mat gréisstem Engagement, fir all Dossier mat der néideger Zäit a Suergfalt ze traitéieren.

Natierlech ass et wichteg, dass d'Justiz eng adequat Zuel vu Mataarbechter, ënnert anerem vu Magistraten huet, fir dass eng effikass Gestioun an Opdeelung vun den Dossieren, souwéi och den Accès zur Justiz duerch de Justiciabel, kënne garantéiert ginn.

Wéi an der Äntwert zu der 2. Fro scho präziséiert gouf, wäert d'Unzuel vun de Magistraten deementspriechend an d'Luucht goen.

Métier d'aide-soignant | Question **7277** (02/12/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Aide-soignanten hu wärend der Pandemie wäertvoll Déngschter fir eist Land a seng Bierger geleescht. Si sinn e wichtege Bestanddeel vun eisem Gesondheetswiesen. Wann een awer um Internetsite vum MEN nokuckt, fir Informatiounen iwwer déi ugestriefte Reorganisatioun vun den Ausbildunge fir Gesondheetsberuffer gewuer ze ginn, stellt ee fest, datt de Beruff vum Aide-soignant do quasi inexistent ass. Derbäi kënnt, datt, wéi een an engem Artikel am „Tageblatt" vum 28.11.2022 („Wat geschitt mam Beruff vum Aide-soignant?") noliese kann, an de Klinicken elo scho bal keng Aide-soignantë méi agestallt ginn, well d'Infirmièren d'Responsabilitéit fir déi medezinnesch Handgréffer vun den Aide-soignanten iwwerhuele mussen. Et schéngt den Aide-soignantë keng Eegeverantwortung méi zougetraut ze ginn.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi eng Mesuren ergräift d'Regierung, fir de Beruff vum Aide-soignant besonnesch bei de Jonken ze promouvéieren?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt bei der Reorganisatioun vun den Ausbildunge fir Gesondheetsberuffer och de Beruff vum Aide-soignant matconsideréiert gëtt? Wann net, wie soll d'Aarbecht vun den Aide-soignanten um Terrain iwwerhuelen?

Réponse (18/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. De Gesondheetsministère huet am September 2022 eng grouss Campagne „healthcareers.lu" lancéiert. An dëser Campagne ginn déi reglementéiert Gesondheetsberuffer valoriséiert a promouvéiert. An enger éischter Phas ginn d'Gesondheetsberuffer vum Aide-soignant niewent dem Infirmier, der Hiewamm, dem Infirmier an Anästhesie a Reanimatioun, dem Infirmier en pédiatrie an dem Assistant technique médical de radiologie virgestallt.

Den Aide-soignant schafft am Binôme mat dem Infirmier an de verschiddene Secteure vum Lëtzebuerger Gesondheetssystem; dëst gëtt och deementspriechend op dem Site „healthcareers.lu" presentéiert.

An der Rubrick „témoignages" ginn zwee Videoe presentéiert, wou de Beruff vum Aide-soignant am Spidolssecteur an am Secteur „aides et de soins à domicile" valoriséiert a promouvéiert gëtt:

Den Aide-soignant ënnerstëtzt krank an net krank Persounen an der Realisatioun vun alldeegleche Grondbedierfnesser wéi der Alimentatioun, der Hygiène, der Mobilitéit, fir nëmmen dës opzezielen. Den Aide-soignant fördert och d'Autonomie vun de Persounen. Doduerch huet den Aide-soignant eng privilegéiert Relatioun mat de kranken an net kranke Persounen: Duerch seng Observatioun a Kommunikatioun kritt den Aide-soignant wichteg Informatiounen iwwer déi physesch a psychesch Gesondheet vun den eenzele Persoune mat. Dës Informatioune sinn essenziell an enger Prise en charge, déi zu méi Qualitéit a Sécherheet vun der Persoun féiert.

ad 2. De Beruff vum Aide-soignant soll och no der Reorganisatioun vun der Formatioun vun de Gesondheetsberuffer a senger aktueller Form weider bestoen. Den aktuelle Projet gesäit keng Changementer um Niveau vum Inhalt vun der besteeënder Formatioun vir.

Langues administratives au Luxembourg | Question **7278** (02/12/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 17. November huet POST Luxembourg, an där hirem Verwaltungsrot aacht Vertrieder vum Staat sëtzen, en Onlinesondage verschéckt ënnert dem Titel „Vos attentes – Ihre Erwartungen – Your expectations – As suas expectativas". Wéi den Titel scho weist, ass dës Ëmfro just a véier Sprooche verschéckt ginn: op Franséisch, op Däitsch, op Englesch an op Portugisesch, awer net op Lëtzebuergesch, wat verwonnerlech ass, well Lëtzebuergesch jo déi offiziell Landessprooch vun eisem Land ass a well d'Regierung am Mäerz 2012 an engem Strategiepabeier fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch 40 Mesurë festgehalen hat, déi et erlabe sollten, mëttel- a laangfristeg Initiativen ze ergräifen, fir d'lëtzebuergesch Sprooch an der Bevëlkerung méi staark ze verankeren.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Häre Wirtschaftsminister a Schoulminister:

– Gëtt et en offiziellt Reglement, dat d'Verwaltungen, Servicer an Établissements publics unhält, Dokumenter, Informatiounen, Ëmfroen asw. an den dräi Verwaltungssprooche vum Land erauszeschécken? Wa jo: Firwat ass dat bei dëser Ëmfro net gemaach ginn? Wann nee: Gëtt d'Regierung Uweisungen un d'Verwaltungen, Servicer an Établissements publics, fir esou Dokumenter an den dräi Verwaltungssprooche vum Land erauszeschécken? Wann nee: Firwat gëtt dat net vun der Regierung gemaach? Ass dat kompatibel mam uewe genannte 40-Punkte-Plang fir d'Lëtzebuerger Sprooch?

Réponse (17/01/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et ass natierlech den ausdréckleche Wonsch, och ouni entspriechend Reglement, vun der Regierung,

datt d'Verwaltungen sech an den dräi Landessprooche un d'Bierger riichten, besonnesch och op Lëtzebuergesch. Mëttlerweil huet de Regierungsrot de 14. Dezember 2022 den neien „Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch" ugeholl. Dësen Aktiounsplang gouf vum Commissaire fir d'Lëtzebuerger Sprooch no der nationaler Sproocheronn, an an enker Zesummenaarbecht mat alle Ministèren, ausgeschafft. E sëllegen Aktiounen hunn als Zil, d'Verwaltunge beim Verfaasse vu Matdeelungen a Lëtzebuerger Sprooch ze ënnerstëtzen. Et sief och gesot, datt déi eenzel Departementer de spezifesche Glossaire fir hire Fachberäich opstellen, deen da vum ZLS op Lëtzebuergesch „iwwersat" gëtt.

Bei der vum honorabelen Deputéierte genannter Ëmfro léisst POST Lëtzebuerg d'Regierung op Nofro hi wëssen, datt d'Lëtzebuerger Sprooch duerchaus virgesi war, mee duerch en technesche Feeler war den Onlinesondage leider nëmmen an de genannte Sprooche verschéckt ginn.

POST Lëtzebuerg mécht an der Reegel hir Ëmfroen iwwert d'Qualitéit vun hire Servicer an den dräi Verwaltungssproochen, also och op Lëtzebuergesch. Wa bestëmmte Gruppe vu Leit vun esou Sondagë viséiert sinn, zum Beispill Entreprisen oder Geschäftsleit, da ginn zousätzlech Sprooche benotzt, déi och bei deenen Zilgruppe méi geleefeg sinn.

N7 à Marnach | Question **7308** (06/12/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Zanter Joren ass d'N7 duerch Maarnich a Fëschbich bei Clierf net nëmmen eng vill befuere Streck. Et stellen sech och eng Rei Sécherheetsprobleemer, besonnesch an der Héicht vum Hotel-Restaurant, deen no bei der Aktivitéitszon läit. Effektiv gëtt op dëser Plaz ëmmer méi geféierlech gerannt. Dat bréngt d'Visiteure vum Restaurant, déi deelweis laanscht d'Strooss parken, a Gefor. Et sinn apaart schwéier Gefierer, wéi z. B. d'Camionen, déi ganz no laanscht de Parksträife fueren, déi Accidenter kënne provozéieren.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an Infrastrukture follgend Froe stellen:

1. Ass et net méiglech, fir dësen Deel vun der N7 duerch Maarnich a Fëschbich ze securiséieren – am Besonnesche beim Hotel-Restaurant (tëscht dem Rond-point bei der Transversale an dem Lieu-dit „dräi Hiwwelen")?

2. Wa jo, wéi kéint dëse Streckenofschnëtt punktuell nei amenagéiert ginn?

3. Gëtt et Statistiken, déi d'Intensitéit vum Trafic op dëser Plaz detailléiert quantifizéieren?

Réponse (11/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wéi och schonn an der parlamentarescher Fro N° 6233 vum Här Deputéierte Jeff Engelen duergeluecht, stoungen op der Héicht vu Maarnech a Fëschbech, wärend dem Ausbau vun der Nationalstrooss N7 an de 70er respektiv 80er Joren, nëmmen e puer vereenzelt Haiser laanscht d'Strooss. D'Unzuel vun den Haiser ass awer am Verlaf vun de Joren duerch déi zousätzlech Bebauung vun deenen un d'N7 ugrenzende Parzelle geklommen. Esou ass d'N7 deemools och ni als „Duerfstrooss" ugeduecht gewiescht.

Als Reaktioun op déi zousätzlech Bebauung laanscht d'N7 ass déi maximal erlaabte Vitess op där Plaz op 70 Stonnekilometer erofgesat ginn, a fir den Automobilist zousätzlech op dës Vitess opmierksam ze maache respektiv ze sensibiliséieren, sinn niewent der Beschëlderung, zwou Geschwindegkeetstafelen opgeriicht ginn.

ad 2. Allgemeng ass ze betounen, datt d'Stroossebauverwaltung uechter d'Land probéiert, geféierlech Zonen ze detektéieren a se dann, jee no Prioritéit a Ressourcen, progressiv ze eliminéieren. Den Ament gëtt an der Géigend vu Maarnech un e puer relativ groussen a komplexe Projete geschafft, an zwar der Securisatioun vun der N7, dem Contournement vun Hengescht an dem Contournement vun Housen.

De Projet vun der Securisatioun vun der N7 konzentréiert sech op déi Tronçonen, déi ausserhalb vun den Uertschafte respektiv de Flouernimm leien. Hei gëtt zum Beispill déi maximal erlaabte Vitess op 90 Stonnekilometer uniformiséiert, Mëttelleitplanken amenagéiert, an esou weider.

D'Uertschaften dogéint gi punktuell duerch baulech Mesuren an hiren Aganksberäicher securiséiert. Esou ass am nërdlechen Agang vu Fëschbech e Rond-point geplangt, deen d'Uertschaft kloer markéiert an dem Automobilist signaliséiert, datt hien sech an enger Agglomeratioun befënnt.

Zousätzlech Moossnamen an den Uertschaften, wéi zum Beispill d'Amenagéiere vu Mëttelinsele bei Zebrasträifen, d'Beliichtung vun Zebrasträifen, d'Opriichte vun digitale Geschwindegkeetstafelen an esou weider, kënnen och vun der Gemeng op Basis vun enger Permission de voirie realiséiert ginn.

Et ass awer ze bemierken, datt nieft all den Efforten, déi um Niveau vun der Infrastruktur ënnerholl ginn, d'Automobiliste gebiede sinn hir Fuerweis unzepassen, fir geféierlech Situatiounen ze antizipéieren an esou eventuell Accidenter ze vermeiden.

Et bleift nach ze soen, datt eventuell Sanktioune bei Verstéiss géint de Code de la route een Deel vun de Missioune vun der groussherzoglecher Police duerstellt.

ad 3. Unhand vu permanente Compteuren, déi am ganze Grand-Duché op Vëlosweeër, Autobunnen a Staatsstroossen installéiert sinn, ka permanent d'Intensitéit vum Trafic op bestëmmte Plaze kontrolléiert ginn.

Déi Donnéeë sinn ëffentlech a kënne vu jiddwerengem zu all Moment réckwierkend op déi fënnef lescht Joer um Portail des travaux publics opgeruff ginn (travaux.public.lu > Infos trafic > Comptage du trafic).

Op deem Site gesäit een dann, datt tëscht Fëschbech an dem Flouernumm „Kocherei" effektiv ee permanenten an automatesche Compteur steet, an zwar de Compteur N° 946.

Tëschent de Joren 2018 an 2022 gesäit den duerchschnëttlechen deegleche Verkéier an deenen zwou Richtungen op dëser Plaz follgendermoossen aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

(Dës Zuele representéiere wéi uewe bemierkt de järlechen Duerchschnëttstrafic op dëser Plaz wärend engem Zäitraum vu 24 Stonnen a béid Richtungen.)

Renaturation de la Syre | Question **7319** (05/12/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Well d'Cité Sirdall bei Wecker elo nei bebaut gëtt, muss am Kader vum Naturschutzgesetz kompenséiert ginn. An der neier Cité „An der Schmëtt" muss domadder d'Sir renaturéiert ginn, déi duerch d'Cité leeft. Dofir ass de Laf vun der Sir, deen ekologesch intakt war, mam Bagger verännert ginn, fir mat Honnerten Tonne schwéiere Steng erëm ausgekleet ze ginn. De Projet soll am Ganze bal zwou Milliounen Euro kaschten. Vu Renaturéierung kann awer keng Ried goen, well de Laf vun der Sir nach ni esou ausgesinn huet.

1. Wien dréit d'Responsabilitéit fir d'Ëmsetze vun dësem Renaturéierungsprojet?

2. Wat ass de Grond, fir d'Renaturéierung vun der Sir op dës Manéier duerchzezéien?

Réponse (12/01/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Aschätzung vum éierewäerten Deputéierte stëmmt net. D'Sir ass net am gudden ekologeschen Zoustand, de Contraire ass de Fall. Am genannten Tronçon ass d'Vernetzung vun de Liewensraim ënnerbrach, a soll duerch d'Renaturéierung nees hiergestallt ginn. Dofir ass dee Renaturéierungsprojet an de Moossnameprogramm vum drëtte Waasserbewirtschaftungsplang vun der Waasserdirektiv (EG/2000/60) opgeholl ginn.

D'Zil vun deem Moossnameprogramm, wéi en am Waasserbewirtschaftungsplang virgesi gouf an deen op diverse Waasserleef Agréff virgesäit (Fëschtrapen, Renaturéierung etc.), ass et, ee gudden Zoustand vun eise Baache bis 2027 ze erreechen. Dass d'Sir wäit vu engem gudden ekologeschen Zoustand ass, fënnt sech och am Dokument „État des lieux[2]" vum drëtte Bewirtschaftungsplang zréck, engem Dokument, dat no strengen allgemeng unerkannte wëssenschaftleche Krittären ausgeschafft ginn ass.

Fir den ugeschwaten Tronçon vun der Sir ass d'Zil, d'Duerchgängegkeet op dësem Tronçon erëm hierzestellen. An der Äntwert op déi 2. Fro gëtt am Detail erkläert, firwat d'Netduerchgängegkeet ee Problem ass a firwat et wichteg ass, dee Problem ze léisen.

Wärend de Planungen zum Deelbebauungsplang „An der Schmëtt" ass decidéiert ginn, d'Sir gläichzäiteg zu dësem Projet mat ze renaturéieren. Sou sinn d'Aarbechten allgemeng iwwer ee manner laangen Zäitraum verdeelt an déi zukünfteg Awunner gi manner laang duerch d'Aarbechten um Renaturéierungsprojet gestéiert. Déi zwee Projete sinn däitlech vuneneen ze trennen: De Bauhär vum Bauprojet vun der neier Cité ass de Fonds du logement, Bauhär vun der Renaturéierung vun der Sir ass d'Gemeng Biwer. De Projet vun der Renaturéierung gëtt vum Waasserfong kofinanzéiert. De Projet ass dohier och keng Kompenséierungsmoossnam fir de Bau vun der neier Cité am Kader vum Naturschutzgesetz.

ad 2. Den natierleche Laf vun der Sir war an der Vergaangenheet vun engem vum Mënsch gebaute Wier ënnerbrach ginn. Dëst gouf an der Vergaangenheet op ville Gewässer gemaach, fir zum Beispill d'Waasser aus de Baachen an ee kënschtleche Millekanal ze deviéieren a mat deem Waasser eng Millen ze bedreiwen. Doduerch war d'Sir awer ekologesch net méi komplett funktionell. Déi fräi Beweegung vu Waasserorganisme wéi zum Beispill de Fësch an Insektelarve gëtt duerch esou Bauwierker an eise Baache verhënnert, well dës d'Wier net iwwerwanne kënnen, dat heescht hire Liewensraum ass ageschränkt. D'Fësch an aner aquatesch Liewewiese si wärend hirem Liewenszyklus awer op verschidde Liewensraim ugewisen. Dozou gehéieren zum Beispill Laichplazen am Uewerlaf vun enger Baach, déi fir hir Fortplanzung wichteg sinn. Déi

[2] https://eau.gouvernement.lu/dam-assets/administration/documents/3-cycle/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final/anhang-10-zustandsbewertung-der-oberflachenwasserkorper.pdf

feelend Duerchgängegkeet ass dann och eng vun den Haaptursaachen an eise Gewässer zu Lëtzebuerg fir de Réckgang vun der Fëschfauna, well d'Fësch net méi bei hir Laichgrënn fannen an doduerch hir Reproduktioun ufälleg ass.

D'Zil vun der Renaturéierungsmoossnam op der Sir ass et, déi ekologesch Duerchgängegkeet nees hierzestellen, dat heescht, d'Liewensraim vun der Sir nees a Richtung Uewerlaf fir d'Waasserorganismen zougänglech ze maachen. An dësem Zesummenhang ass d'Wier ofgesenkt ginn an ee Fëschpass a Form vun enger rauer Ramp, déi de biologeschen Ufuerderunge vun der lokaler Fëschfauna gerecht gëtt, gebaut ginn. No den Aarbechte kënnen d'Fësch an aner Waasserorganismen sech nees flossopwäerts a flossofwäerts beweegen a sinn net méi vun engem kënschtleche Wier blockéiert.

Zousätzlech ginn an aktuell monotonen Deeler vun der Sir méi strukturräich Beräicher geschaaft, zum Beispill duerch d'Abaue vun Doudholz oder Bamwuerzelen. Op dës Manéier kënne spezifesch ekologesch Nische geschaaft ginn, duerch déi d'Habitatvillfalt erhéicht an d'Biodiversitéit laangfristeg gefërdert gëtt.

Et ass och wichteg dorop hinzeweisen, dass no der Ëmsetzung vu Renaturéierungen eng gewëssen Zäitspan vergeet (e puer Méint bis 3 Joer), bis sech déi positiv Effekter an der Ekologie bemierkbar maachen. Fir den Erfolleg vun der Moossnam ze evaluéieren an ze dokumentéieren, gëtt virun de Moossnamen a 4-5 Joer no der Ëmsetzung ee Monitoring duerchgefouert. Dofir gesäit fir de Bierger an der Chantiersphas ee Projet oft net attraktiv aus. Duerno hëlt sech d'Natur ëmsou méi deen nei geschaafte Liewensraum zeréck.

Recommandation de construire une piste cyclable « express » entre Arlon et Luxembourg | Question **7321** (05/12/2022) de **Mme Chantal Gary** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

La feuille de route « Bicycle Stimulation », lancée le 28 novembre par le Benelux et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, est le résultat de l'un des points d'action de la déclaration vélo du Benelux de 2020 et vise à inciter les citoyens à utiliser davantage le vélo. Dans le cadre de l'élaboration de cette feuille de route vélo, une étude a été commandée au bureau d'études belge Transport&Mobility Leuven, spécialisé dans les études de mobilité. Cette étude conclut entre autres qu'une liaison cycliste transfrontalière « express » entre Arlon et Luxembourg possède le potentiel le plus important des 5 axes cyclistes transfrontaliers étudiés (Arlon-Luxembourg, Gent-Terneuzen ; Venlo-Mönchengladbach ; Maastricht-Genk/Hasselt ; Heerlen-Aachen) et recommande explicitement la construction de cette liaison cyclable « express ».

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Monsieur le Ministre entend-il donner suite à cette recommandation de construire une piste cyclable « express » entre Arlon et Luxembourg ?

Réponse (12/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

En ce qui concerne une liaison cyclable « express » entre la Ville de Luxembourg et Arlon, le Plan national de mobilité 2035 prévoit (pages 77 et 150) la mise en place d'un « itinéraire cyclable performant à dominante pendulaire » reliant la ville de Luxembourg à Arlon via Steinfort. Une telle infrastructure est définie (page 76) comme un « itinéraire cyclable direct et rapide menant jusqu'au cœur des agglomérations depuis un rayon d'au moins 15 kilomètres ».

Il est précisé (page 76) que les infrastructures qui satisferont au mieux les critères, prévoyant un nombre minimum d'arrêts imposés aux cyclistes, des pentes et des virages adaptés à une vitesse de 25 km/h et une séparation avec les flux piétons, se verront attribuer le label d'« itinéraire cyclable express ». L'étude commanditée par le Benelux et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie estime qu'entre 4 % et 20 % de cyclistes supplémentaires emprunteraient cet axe cyclable projeté s'il satisfaisait les critères exigés pour ce label.

L'approche du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics consiste à se concentrer dans une première phase à la réalisation de l'itinéraire cyclable PC28 (itinéraire cyclable desservant la ZAE Windhof, Capellen et Mamer et assurant l'accès vers les itinéraires cyclables PC12, PC13 et PC34) et à trouver un tracé plus direct pour les sections existantes (notamment entre la ZAE Windhof et Steinfort).

En raison du degré d'urbanisation sur la route d'Arlon, qui ne permet pas la réalisation d'un itinéraire « express » continu le long de ladite route nationale, il est difficile de pouvoir répondre aux exigences d'un itinéraire cyclable « express » dans la traversée de Bertrange et de Strassen jusqu'au centre de la ville de Luxembourg.

Toutefois, les acteurs belges et luxembourgeois ont entamé des discussions préliminaires pour un projet Interreg commun, sous l'aspect que c'est la qualité réelle de l'infrastructure cyclable qui intéresse et attire les cyclistes et non pas le label visé par celle-ci.

FLEX Carsharing | Question **7322** (05/12/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon mes informations, la société appartenant au groupe CFL nommée « CFL Mobility », responsable pour le développement et la commercialisation de l'autopartage et connue pour son service « FLEX Carsharing », prévoit un changement de stratégie dans ses partenariats avec les communes. Ce changement implique l'abolition du principe du remboursement pour les communes partenaires, ce qui exigera une contribution mensuelle par voiture mise à disposition que les communes partenaires devront payer.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quels sont les motifs pour cette nouvelle stratégie ?

– Combien de communes sont concernées par ce changement ?

– Quels sont les montants des bénéfices annuels de la société « CFL Mobility » et quelle a été l'évolution du nombre des utilisateurs depuis sa création ?

– Est-ce que les recettes générées par la société couvrent l'ensemble des dépenses de la société ?

– De quelle manière cette société a-t-elle été impactée par l'épidémie de Covid-19 ? Des répercussions au niveau de la trésorerie ou du nombre de clients ont-elles été constatées ?

Réponse (04/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

En vue de continuer à développer le service d'autopartage FLEX à travers le pays et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales, la société CFL Mobility est en train d'actualiser sa stratégie commerciale. Le partenariat avec les communes est un pilier important de cette stratégie pour pouvoir établir un tel service dans toutes les régions. L'objectif de la stratégie est d'atteindre une taille critique pour garantir un équilibre financier de cette activité dans les années à venir.

CFL Mobility a actuellement des partenariats avec 16 communes.

Le résultat net de CFL Mobility en 2021 était de -1.033.600 euros. L'évolution du nombre d'utilisations du service FLEX depuis sa création est reprise ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

L'épidémie a eu un effet seulement pendant les semaines du premier lockdown en printemps 2020. Pour le reste, le nombre d'utilisateurs a continué à croître en 2020 et 2021.

Prix de l'eau | Question **7326** (06/12/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 1. Dezember war am „Essentiel" ze liesen, datt de Waasserpräis d'nächst Joer ëm ronn 15 Prozent wäert klammen. Dëst, well d'Gemenge wéinst den héijen Energiepräisser eng Rei zousätzlech Betribskäschte musse weiderreechen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng zousätzlech finanziell Belaaschtungen duerch d'Upassung vum Waasserpräis all Mount op en duerchschnëttleche Stot zoukommen a preziséieren, ob hei méiglech Ënnerstëtzungsmoossname geplangt sinn?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng zousätzlech finanziell Belaaschtungen duerch d'Upassung vum Waasserpräis op eis landwirtschaftlech Betriber zoukommen a preziséieren, ob hei méiglech Ënnerstëtzungsmoossname geplangt sinn?

Réponse (16/01/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Zu Lëtzebuerg gëtt d'Waasserversuergung vun der Gemeng séchergestallt. De Bierger ass Client bei der Gemeng a kritt seng Rechnung och vun dëser. D'Waassergesetz vum 19. Dezember 2008, dat d'EU-Waasserdirektiv 2000/60/EG ëmsetzt, imposéiert e käschtendeckende Waasserpräis, dee sech aus enger Rei vu Komponenten zesummesetzt. Zu dëse Komponente gehéieren den Amortissement vun den Infrastrukturen (Behälter, Leitungen ...), Käschte fir den Akaf vum Waasser bei engem Syndikat oder enger anerer Gemeng, lafend Käschten an Energie-, Verwaltungs- a Personalkäschten. Doduerch ass de Waasserpräis an all Gemeng anescht.

De Waasserpräis ass eng Redevance, déi no de Prinzippie vum „utilisateur-payeur" (Drénkwaasser) an dem „pollueur-payeur" (Ofwaasser) gerechent gëtt an ënnerschiddlech op 4 verschidde Secteuren (Stéit, Industrie, Landwirtschaft an Horeca) weider verrechent gëtt. Bei all Secteur hänken d'effektiv Käschte vum jeeweilege Waasserverbrauch of. Duerch dëse Verrechnungsmodus iwwerdréit sech eng Hausse vum Präis net 1:1 op de Bierger.

D'Käschte gi landeswäit no enger harmoniséierter Method ermëttelt: Ier de Präis un de Konsument weider verrechent gëtt, geschitt e Reequilibrage, deen

engersäits de geografeschen Ëmstänn (z. B. ländlech Gemengen an Dierfer) an anerersäits de wirtschaftleche Facteuren (forfaitairë Plaffong vu 7 €/1.000 Liter) Rechnung dréit.

Präiserhéijunge vu 15 %, wéi et am genannten Artikel erwäänt ass, entsprieche jee no Gemeng enger Erhéijung vun 0,2–0,4 €/1.000 Liter. Fir en Haushalt vu 4 Persoune mécht dat am Joer ca. 40–80 € aus, also ca. 3–6 € pro Mount. Aus deem Grond si fir de Moment keng Ënnerstëtzungsmoossname geplangt. Et sief bemierkt, datt bis haut eréischt een Drëttel vun de Gemengen e konforme Waasserpräis nom Käschtendeckungsprinzipp hunn.

Krunnewaasser bleift awer weiderhi ganz gënschteg, wann een dëst a Relatioun mam Fläschewaasser setzt. Fir 1 Liter Krunnewaasser bezilt een zu Lëtzebuerg am Duerchschnëtt manner wéi 0,005 €. Fir Fläschewaasser muss een am Duerchschnëtt mindestens 0,5 €/Liter bezuelen, also dat Honnertfacht.

Pro Joer kann e 4-Persounen-Haushalt, deen an der Moyenne 2 Liter Krunnewaasser den Dag drénkt, dofir 1.500 € spueren, wann e kee Fläschewaasser keeft, mee nëmme Waasser vum Krunn drénkt. Ausgabe fir d'Waasser (Drénk- an Ofwaasser cumuléiert) maache laut OECD zu Lëtzebuerg manner wéi 3 % vun de Gesamtdepensë vun engem duerchschnëttlechen Haushalt aus. Dat ass ee vun den niddregste Prozentsätz an Europa.

ad 2. De Fait, datt de Waasserpräis d'nächst Joer ëm ronn 15 % klamme soll, wäert an der Reegel e relativ geréngen Afloss op eis landwirtschaftlech Betriber hunn. An der Moyenne leien d'Waasserkäschte bei 3.520 € pro Betrib a pro Joer, „toutes orientations confondues". Déi 25 % Betriber mat den niddregste Waasserkäschten hunn an der Moyenne 728 € am Joer bezuelt. Déi 25 % Betriber mat den héchste Waasserkäschten hunn an der Moyenne 9.346 € pro Joer bezuelt. D'Waasserkäschte maachen domat nëmme knapp 1 % vun de gesamte Betribskäschten aus.

Am Geméisbau leien d'Käschte pro Betrib a pro Joer op engem änlechen Niveau. Dobäi ass de Waasserbesoin staark kulturofhängeg. Et ass an dësem Secteur ganz wichteg ofzeweien, a wéi enger Hisiicht en Accès zum Waasser besteet, wann ee sech als Chef d'exploitation an eng Kultur lancéiert.

Wat d'Ënnerstëtzungsmoossnamen ubelaangt, ass ze ënnersträichen, datt d'Infrastrukture fir ze nätzen am Kader vun der Investitiounsförderung vum Agrargesetz subventionéiert ginn. De regulären Taux d'aide läit bei 40 %. Jonk Baueren, Wënzer a Gäertner kënne fir hire Betrib an den éischte 5 Joer vun der Installatioun un, vun engem Supplement vu 15 % profitéieren. Fir de Geméisbau, deen zu Lëtzebuerg staark defizitär ass a ganz besonnesch mat der Problematik vum Accès zum Waasser ze kämpfen huet, ganz geziilt ze ënnerstëtzen, ass geplangt, den Taux d'aide op Investitiounen a Gebaier an Ariichtungen an dësem Secteur an Zukunft nach eng Kéier ëm 20 % eropzesetzen. Et gëtt och probéiert, de Secteur ganz cibléiert ze sensibiliséieren an ze encouragéieren, bei dëse waasserintensive Produktiounen net op Drénkwaasser zeréckzegräifen, mee op Reewaasser. Ariichtungen, fir Reewaasser opzefänken, ze traitéieren, ze stockéieren oder weiderzeleede gi selbstverständlech och am Kader vum Agrargesetz ënnerstëtzt.

Construction d'un internat aux alentours du Lycée de Clervaux | Question **7327** (06/12/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n° 3616 du 11 février 2021 concernant la construction d'un internat aux alentours du Lycée de Clervaux, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Monsieur le Ministre des Finances de jadis avaient précisé que le Gouvernement avait été officiellement saisi par la direction du Lycée de Clervaux (LCL) en vue de la construction d'un internat à proximité de cet établissement postprimaire dont les besoins s'élèveraient à une capacité maximale de 50 lits.

La demande en question aurait été transmise au comité d'acquisition qui « est actuellement en négociations avec divers propriétaires en vue d'acquérir des surfaces supplémentaires pour les besoins du projet d'extension du LESC ainsi que pour l'implantation d'un futur internat. »

À noter également qu'aucun programme de construction n'avait été transmis à l'Administration des bâtiments publics jusqu'à cette date (11/02/2021).

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'avancement de ce projet ? Les terrains en question ont-ils pu être acquis entre-temps ?

2) Est-ce qu'un programme de construction a été transmis d'ores et déjà à l'Administration des bâtiments publics ? Dans l'affirmative, quels en sont les détails ?

Réponse (11/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Une étude de faisabilité sommaire quant à la construction d'un internat a été réalisée pour différents sites d'implantation.

Actuellement un terrain n'a pas encore pu être acquis.

ad 2) Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics n'a pas encore reçu de programme de construction.

Sécurité routière au croisement entre le CR101 et le CR110 à Clémency | Question **7330** (06/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Nuecht vum 1. Dezember op den 2. Dezember si bannent 24 Stonnen zwee Accidenter op der Kräizung tëschent dem CR101–CR110 zu Kéinzeg passéiert (Kräizung tëschent der Rue Basse, Rue Longue a Rue de la Gare). Et ass net déi éischte Kéier, dass et zu Accidenter op dëser Plaz kënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter goufen an de leschten 20 Joer op dëser Kräizung gezielt?

2. Wat hunn d'Ponts et chaussées an der Vergaangenheet op dëser Plaz ënnerholl, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren?

3. Wéi eng Léisunge ginn aktuell fir dës Kräizung zeréckbehalen?

4. Wéi bewäert de Minister d'Opstelle vu roude Luuchten op dëser Plaz a wéi géif dëse Léisungsusaz d'Verkéierssécherheet beanträchtegen?

5. Wäert de Minister hei bannent dem nächste Joer eppes ënnerhuelen, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren? Falls jo, wat fir Moossname ginn ënnerholl a bis wéini ginn se ëmgesat?

Réponse (16/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Laut Informatioune vun der groussherzoglecher Police gouf et op der vum honorabelen Deputéierte beschriwwener Kräizung säit 2014 néng Accidenter mat Kierperschued, dovunner 6 Accidenter mat liicht Blesséierten an 3 mat schwéier Blesséierten.

Déi presuméiert Ursaach vun den Accidenter war an alle Fäll d'Mëssuechtung vun der Virfaart.

ad 2. an 3. Als Gerant vum staatleche Stroossereseau ass eng vu den Attributioune vun der Stroossebauverwaltung, d'Infrastruktur an engem gudden Zoustand ze halen. Op der Kräizung CR101/CR110 zu Kéinzeg schéngt et awer esou, datt de virleiende Problem op d'Mëssuechte vun de Virfaartsreegelen zréckzeféieren ass.

Opgrond vun der Heefegkeet vun Accidenter gëtt d'Kräizung momentan enger Analys ënnerzunn, fir méiglech Moossnamen ze proposéieren, déi zu enger Verbesserung féieren. Méiglech Mesuren, déi sech aus dëser Analys erginn, kënne souwuel reglementarescher wéi infrastruktureller Natur sinn.

Well d'Reglementéierung vum Verkéier inneruerts eng Gemengekompetenz ass, ass hei och eng Ofstëmmung mat der Gemeng néideg an och schonns an d'Weeër geleet ginn.

ad 4. Wéi richteg vum honorabelen Deputéierte proposéiert, ass d'Opstelle vu roude Luuchten eng vun deene méiglechen Optiounen, déi op dëser Plaz zu enger Verbesserung kéinte féieren. Aner Mesurë ginn awer och nach parallell analyséiert.

ad 5. Wann all d'Analysen ofgeschloss sinn, kann eng Decisioun geholl ginn, wat op dëser Plaz ubruecht ass, fir konkreet op déi virleiend Problematik nohalteg ze reagéieren. Am Moment sinn d'Analysen op dëser Plaz awer nach net finaliséiert, soudatt och nach keen Zäitfënster ka genannt ginn, an deem konkreet Mesurë kënnen ëmgesat ginn.

Foyers pour réfugiés | Question **7332** (07/12/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

L'intégration est un processus fait d'interactions multilatérales mais surtout aussi d'opportunités d'autonomisation et d'épanouissement.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Alors que l'article 10.7 de la loi du 18/12/2015 évoque un comité ou un conseil consultatif dans les structures d'hébergement permettant aux résident.e.s d'avoir une voix au chapitre, il s'avère qu'à ce jour aucune instance pareille n'est en place. Comment expliquer ceci alors qu'il s'agirait d'un outil de participation essentiel ? Qu'envisagez-vous pour remédier à ce non-respect de la loi ?

2) L'encadrement social des résident.e.s de foyers est essentiel pour leur intégration dans la société et dans le marché du travail : pouvez-vous me fournir pour chaque foyer le nombre de résident.e.s, le nombre de travailleurs sociaux à plein temps et le nombre de personnel de sécurité ? Aussi, quel est ce nombre pour les weekends sachant que les enfants se retrouvent au foyer ?

3) L'implication des résidents dans la vie de tous les jours est sans doute un autre facteur d'épanouissement et d'autonomisation. Pouvez-vous compléter le tableau des foyers par une rubrique indiquant la possibilité de cuisiner sur place, si les résidents bénéficient du projet pilote « Cash for Food » ou de cartes de crédit et quels sites sont servis par l'unique épicerie sur roues.

4) Si les réunions d'information pour le voisinage précédant l'ouverture d'une nouvelles structure sont à

saluer, j'aimerais savoir ce qu'il en est des comités de suivi annoncés par l'ONA le 20 septembre 2021 à Munsbach et devant permettre un suivi régulier entre les autorités communales, les gestionnaires et les résident.e.s ayant comme objectif d'assurer un échange et un suivi régulier entre les parties prenantes et de pallier aux difficultés rencontrées. Est-ce que ces comités existent et quelle est la fréquence des rencontres ? Ne pensez-vous pas que le voisinage pourrait faire partie de ces comités ?

5) Concernant le personnel de gardiennage, quels sont les modules de formation demandés lors du recrutement d'une société de gardiennage ? Est-ce que des formations continues ont lieu une fois les contrats effectués ?

6) Dans le cadre du Fonds de l'Union européenne AMIF, l'ONA a bénéficié d'une aide de 76.500 € pour le développement des compétences de ses agents en matière d'accueil et d'encadrement des demandeurs de protection internationale (DPI). En quoi consistait cette formation ? Pareille formation est-elle prévue pour les autres gestionnaires de foyers ?

Réponse (06/01/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) L'article 10, paragraphe 7, de la loi Accueil du 18 décembre 2015 constitue une transposition fidèle de l'article 18, point 8, de la directive 2013/33 (UE) du 26 juin 2013. Lesdits comités ou conseils consultatifs peuvent être mis en place sur demande d'une majorité des demandeurs de protection internationale de la structure d'hébergement respective. Ceci dit, de manière générale, les demandeurs sont incités de participer activement à la vie quotidienne dans les structures en collaborant avec le personnel encadrant qui a notamment pour mission de faciliter leur responsabilisation et autonomisation et de promouvoir leur intégration dans la société d'accueil.

ad 2) À la fin de 2022 l'Office national de l'accueil (ONA) a géré 57 structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI) (primo-accueil inclus) dans lesquelles sont hébergés 4.227 DPI. La dotation en personnel dans les structures d'hébergement pour DPI se compose en principe comme suit (même s'il peut y avoir des exceptions à ces ratios en fonction de certains arrangements au niveau local) :

Personnel de gardiennage :

Durant toute la semaine (lundi à dimanche) :

– 1 gardien pour 40 personnes dans les structures d'hébergement pour DPI (y inclus les centres de primo-accueil).

Personnel social :

De lundi à vendredi :

– 1 encadrant pour 40 personnes dans les centres de primo-accueil ;
– 1 encadrant pour 50 personnes dans toutes les autres structures d'hébergement pour DPI.

De samedi à dimanche :

– 1 encadrant pour 120 personnes dans les centres de primo-accueil et la structure d'hébergement pour DPI Don Bosco à Luxembourg-ville ;
– pas d'encadrants dans toutes les autres structures d'hébergement pour DPI.

À noter que des adaptations peuvent être faites à tout moment et en cas de besoin. Par ailleurs, une permanence téléphonique est en place pour répondre aux urgences pendant les weekends.

ad 3) Hormis les structures d'hébergement de primo-accueil, le réseau DPI de l'ONA compte actuellement 55 structures d'hébergement équipées avec un total de 42 cuisines à disposition des résidents. Ainsi 75 % des résidents ont la possibilité de cuisiner pour eux-mêmes.

8 structures d'hébergement font actuellement partie du projet pilote des « cartes d'achat » utilisables auprès d'un supermarché.

14 structures d'hébergement sont impliquées dans le projet pilote « Cash for Food ». Ce projet entrera dans une nouvelle phase à partir du mois de janvier 2023, où 3 structures d'hébergement supplémentaires seront incluses dans le projet.

16 structures d'hébergement sont actuellement desservies par l'épicerie sur roues.

N.B. : Dans les centres de primo-accueil, il n'y a pas de possibilité de cuisiner sur place en vue de la courte durée d'hébergement des DPI avant leur transfert vers une structure d'hébergement temporaire pour DPI.

ad 4) Les comités de suivi sont mis en place sur demande des communes concernées par le biais d'une convention de collaboration entre l'ONA et la commune. L'objectif du comité est de veiller à la bonne exécution opérationnelle des accords et conventions établis entre la commune et l'ONA, de développer les relations entre les acteurs impliqués et d'assurer une convergence des procédures de l'ONA avec les procédures des acteurs communaux. À ce jour, sept conventions de collaboration instaurant des comités de suivi sont en place. La fréquence des rencontres varie en fonction des besoins. Les comités de suivi sont composés de représentants de la commune et de l'ONA. Chaque comité peut s'adjoindre des professionnels et des personnes dont la présence est jugée utile.

ad 5) Le personnel de gardiennage de l'ONA doit, notamment, disposer des formations suivantes :

– formation « Gestion de conflits et de l'agressivité » visant à mieux gérer la violence pouvant apparaître dans une structure ;
– niveau de formation M1, englobant les modules « Premiers secours », « Lutte incendie et évacuation de bâtiments » ;
– formation « Hygiène » visant à garantir une distribution des repas respectueuse des règles d'hygiène actuellement en vigueur (cette formation est uniquement requise pour les structures d'hébergement Lily Unden, Esch-sur-Alzette et Ettelbruck CHNP) ;
– formation « Poste d'inspection filtrage rayon-X » (cette formation est uniquement requise pour le bâtiment administratif sis à 5, rue Carlo Hemmer).

Les formations énumérées ci-dessus doivent être effectuées par le personnel de gardiennage du prestataire retenu dans un délai de 6 mois après la date de publication de l'avis sur le portail des marchés publics.

ad 6) La cible principale de cette formation portait sur les sections de nos agents qui sont directement en lien avec les DPI et pour lesquels l'ONA a sollicité un renforcement des compétences professionnelles :

– Section Guidance et allocations ;
– Section Administrations des sites ;
– Section Suivi social et réinstallation ;
– Section Accompagnement pédagogique et interculturel.

Afin de garantir un accueil et un hébergement professionnel des demandeurs de protection internationale, et en particulier des personnes vulnérables, le présent projet a permis de financer des formations et supervisions dans le but de développer et de renforcer les compétences des agents de l'ONA en matière d'accueil et d'encadrement des demandeurs de protection internationale.

Les formations ont été regroupées sous trois volets :

– Le volet supervision ayant pour objectif de faciliter la prise de conscience, l'expression et l'émergence de pistes d'amélioration et d'innovation, sur le plan des exigences du travail et/ou du service rendu. Elles ont un effet éducatif et s'inscrivent dans une préoccupation générale de formation continue et d'éducation permanente.
– Le volet vulnérabilité comporte un certain nombre de formations qui ont recours à différents experts en la matière comme par exemple des formations sur le trouble de stress posttraumatique, les mutilations génitales féminines ou bien la traite des êtres humains.
– Le volet langues et culture comportant par exemple des cours sur les langues arabes.

Les autres gestionnaires de structures d'hébergement (Caritas et Croix-Rouge) sont de par leur convention soumis à une série de formations obligatoires correspondant aux fonctions exercées.

Contrôle des crèches privées | Question **7334** (07/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zanter dëser Woch gi viru Geriicht d'Virwërf géint d'Gerante vun enger Crèche gepréift. Der Ugeklote gëtt premeditéiert Kierperverletzung géint Kanner a Salariéeë virgehäit.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrolle goufen an deene leschte 5 Joer bei private Crèchë gemaach, fir sécherzestellen, dass den Agrement agehale gëtt?

2. Wéi vill Prozent mécht dat en vue vun der Gesamtunzuel u private Crèchen aus?

3. Wéi vill Crèchë goufe méi wéi 1 Kéier an de leschte 5 Joer kontrolléiert a wéi oft?

4. Wat fir Verstéiss goufe bei dëse Kontrolle festgestallt? Kann d'Ministesch duerleeën, wéi vill Prozent déi jeeweileg Verstéiss par rapport zur Gesamtunzuel u Verstéiss ausmaachen?

5. Wat fir Prozedure ginn ageleet am Fall wou Verstéiss festgestallt ginn?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ginn ënnerschiddlech Typpe vu Kontrollen, déi zu verschiddene Momenter stattfannen.

Am Kontext vun der Demande d'agrément, der Erweiderung oder der Erneierung vum Agrement ginn, wéi vun der Prozedur virgesinn, Kontrollen duerchgefouert.

Donieft ginn awer och Kontrollen duerchgefouert, déi net am Virfeld annoncéiert ginn. Heirënner falen z. B. administrativ Kontrollen an Inspektioune vu Strukturen, deenen een oder méi Verstéiss reprochéiert ginn. An dësem Kader sinn an deene leschte fënnef Joer ronn 200 administrativ Kontrollen an/oder Inspektiounen an de kommerziell ausgeriichte Bildungs- a Betreiungsstrukturen (SEA) gemaach ginn, fir ze iwwerpréiwen, ob de legalen a reglementairë Kader respektéiert gëtt. Des Weidere sinn 43 Stellungname wéinst signaléierte Verstéiss ugefrot ginn.

Et ass ze bemierken, datt et an de Joren 2020 an 2021 wéinst der Fermeture vun de Strukturen opgrond vun der Pandemie temporaire net méiglech war, fir verschidde Kontrollen duerchzeféieren.

ad 2. Am Dezember 2022 zielt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) 489 Zouloossungen (Agrementen) fir SEAen am kommerzielle Beräich. Dës Zuel ass an de leschte Jore stänneg geklommen, soudatt eng Ausso zum prozentualen Undeel net méiglech ass. Et ass och ze bedenken, datt et SEA ginn, wou an de leschte Jore méi wéi eng Kontroll duerchgefouert gouf.

ad 3. Insgesamt sinn an de leschte fënnef Joer 60 kommerziell Strukture méi wéi eng Kéier kontrolléiert

ginn. Et si pro Struktur bis zu siwe Kontrollen duerchgefouert ginn.

Nieft dëse Kontrolle vum Ministère maachen d'Agents régionaux vum Service national de la jeunesse zanter 2017 all Joer an der Reegel zwou Visitten op der Plaz, fir de Suivi vun der pädagogescher Qualitéit ze assuréieren. Wa bei dëse Visitten Onreegelméissegkeete festgestallt ginn, gëtt den zoustännege Service vum Ministère an d'Bild gesat. Et ass net méiglech, déi genee Zuel vun de Visitten an de private Crèchen unzeginn, mee an de leschte fënnef Joer si ronn 6.000 där Visitte gemaach ginn, woubäi et der an de Joren 2020 an 2021 coronabedéngt manner waren. Zousätzlech sinn am Kader vun den Agrementsdemandë souwéi Ännerungen oder Verlängerunge vun Agremente ronn 1.000 Visitten an SEAe gemaach ginn.

ad 4. Bei de kommerziellen SEAe si 427 Verstéiss festgestallt ginn. Dat mécht ongeféier d'Hallschent vun de constatéierte Verstéiss am ganze Secteur aus.

Bei de Kontrolle gi follgend Verstéiss am meeschte festgestallt:

– d'Konditioune vum Agrement ginn net respektéiert, z. B.:
• Depassement vun der Kapazitéit oder Accueil vu Kanner, déi net vum Agrement ofgedeckt sinn;
• Personalmangel oder net genuch qualifizéiert Personal respektiv ze vill onqualifizéiert Personal;
• Problemer um Niveau vun der Infrastruktur (Sécherheet, Hygiène, Amenagement, Virschréfte vum Reglement zu den Infrastrukture ginn net agehalen);
• obligatoresch Prestatioune ginn net ugebueden;
– Kontrakter, déi net konform zu de gesetzleche Bestëmmunge sinn;
– Problemer um Niveau vun der Facturatioun (z. B. Verrechne vu méi Stonnen, wéi am Kontrakt virgesinn);
– d'Konditioune vum Programm vun der Méisproochegkeet sinn net erfëllt;
– d'Qualitéitsinstrumenter (Journal de bord, Weiderbildung asw.) ginn net respektéiert.

Eng genau Ausso zum prozentualen Undeel vun den eenzelne Verstéiss ass net méiglech.

ad 5. D'Gesetzer gesi Prozedure vir, un déi d'Gestionnairë sech hale mussen. Ausser am Fall, wou d'Kanner an direkter Gefor sinn, gëtt en Delai accordéiert, bannent deem de Gestionnaire beleeë muss, datt hien sech konformëiert huet. Hien huet och d'Méiglechkeet, gehéiert ze ginn, fir seng Erklärunge matzedeelen. Dës Informatioune musse bei enger méiglecher Decisioun mat betruecht ginn.

Jee no Situatioun, schafft de MENJE enk mat anere staatlechen Instanzen, wéi zum Beispill der ITM, der Inspection sanitaire, der Sécurité alimentaire an och dem Parquet zesummen.

Méiglech Suitten um Niveau vum Agrement sinn eng Reduktioun vun der Kapazitéit oder de Retrait vum Agrement.

Um Niveau vum Chèque-service accueil sinn eng Suspensioun, de Retrait an och e Remboursement als méiglech Konsequenze virgesinn.

D'Zil vun de Sanktiounen ass et, virun allem de Gestionnaire dozou ze beweegen, sech ze konformëieren, soudatt d'Kanner an deene beschtméiglechste Konditiounen encadréiert ginn.

Politiques de protection des enfants contre les abus dans le sport | Question **7335** (07/12/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

Le 23 juin 2022, les résultats du projet conjoint Union européenne et Conseil d'Europe (UE-CoE) « Child Safeguarding in Sport » (CSiS) ont été présentés lors de l'événement de clôture. Ce projet, ayant comme objectif l'élaboration de feuilles de route spécifiques aux pays partenaires pour des politiques efficaces de protection des enfants dans le sport, a identifié comme l'un des principaux défis la mise en place de responsables de la protection de l'enfance à différents niveaux.

À nos connaissances, ce sujet ne se trouve qu'à ses débuts dans le monde sportif luxembourgeois, avec seulement deux fédérations qui auraient entamé des bases de travail dans ce domaine. À noter cependant que de plus en plus de fédérations internationales demandent des efforts substantiels de leurs fédérations nationales respectives.

Étant donné qu'au Luxembourg, la plupart des fédérations sportives sont de petite, voire de moyenne taille et qu'elles ne disposent souvent pas des ressources nécessaires pour pouvoir réaliser un tel projet, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Sports :

1) Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'aborder le sujet du « Child Safeguarding in Sport » au niveau national afin de tenir compte des résultats du projet conjoint de l'Union européenne et du Conseil d'Europe susmentionné ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de créer une structure, voire de mettre à disposition des ressources personnelles afin de fournir l'expertise nécessaire et d'encadrer les fédérations sportives en la matière ?

3) Dans la négative, est-il prévu d'élaborer des directives et des recommandations claires auxquelles les différentes fédérations pourront s'orienter dans le but de prévention des enfants contre tout abus et toute violence physique ou morale ?

Réponse (11/01/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1) En tant que Ministre des Sports, j'accorde une valeur importante au sujet du « Child Safeguarding in Sport ». Le sport devrait être un moyen d'offrir aux enfants un environnement social où ils peuvent se rencontrer sans contrainte et faire du sport ensemble. Le sport peut être un multiplicateur d'intégration et d'inclusion, mais les fédérations et clubs du sport organisé doivent veiller à ce que l'environnement soit sûr. Le Ministère des Sports et le Service de l'enfance du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont créé un groupe de travail qui élabore depuis deux ans un plan d'action dans le domaine de la protection de l'enfance dans le sport. Outre le Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL), d'autres partenaires sont impliqués dans les discussions. La base doit être la Charte des droits de l'enfant dans le sport de l'Institut international des droits de l'enfant, qui doit être adaptée à la structure sportive luxembourgeoise.

La Charte des droits de l'enfant dans le sport a été développée en réponse au besoin de prévention et de protection des enfants dans le sport. Issue d'un travail interdisciplinaire, elle est utilisée avec les jeunes sportifs, les clubs sportifs et dans la formation des professionnels encadrant les enfants. C'est un outil remarquable pour sensibiliser aux facteurs de vulnérabilité de l'enfant sportif et pour établir les bases de la surveillance préventive et de la protection. Pleinement convergente avec la Convention internationale des droits de l'enfant, cette charte en donne l'application concrète dans le domaine du sport. Utilisée au quotidien sur le terrain, elle contribue à transformer le regard des adultes et les pratiques éducatives pour un sport respectueux de l'enfant et de ses besoins, et favorable à son bien-être et à sa santé.

ad 2) Sur la base de la charte, il est prévu d'élaborer un guide pratique pour les professionnels du secteur (enseignants, éducateurs, entraineurs et encadrants) et ce guide fera également partie intégrante de la formation de l'ENEPS. En outre, la procédure pour signaler un problème doit être clairement définie.

Une adresse de contact doit permettre d'apporter une aide rapide et concrète. Une campagne de sensibilisation avec des affiches et des bannières dans les infrastructures sportives doit également représenter la thématique de manière imagée et simplifiée. Il faut également veiller à ce que les enfants et les jeunes puissent assimiler ces informations et agir correctement en cas de besoin.

Étude concernant les décharges pour déchets inertes | Question **7336** (07/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut dem Artikel vum „Reporter" „Wo neue Bauschuttdeponien entstehen können" vum 6.12.2022 gouf am Joer 2016 eng Etüd vum Ëmweltministère an Optrag gi fir potenziell Standuerter ze fannen, wou de Bauschutt kann deponéiert ginn. D'Resultater vun dëser Etüd goufen awer bis elo net publizéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass esou eng Etüd 2016 an Optrag an och fäerdeggestallt ginn ass?

2. Wa jo, no wéi enge Critèrë sinn déi potentiell Standuerter ausgewielt ginn?

3. Wat ass an der Tëschenzäit mat der Etüd geschitt?

4. Firwat sinn d'Resultater aus der Etüd net ëffentlech gemaach ginn?

5. Wat war de Käschtepunkt vun der Etüd?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Déi Etüd mam Titel „Ermittlung grundsätzlich geeigneter Standorte für Deponien für mineralische Inertabfälle im Großherzogtum Luxemburg" ass 2015 beoptraagt ginn an Enn Juli 2016 der Ëmweltverwaltung (AEV) zougestallt ginn.

ad 2. D'Sich no potentielle Standuerter fir Bauschuttdeponien huet sech op déi follgend methodologesch Prozedur a Krittäre baséiert:

Fir den Ënnersichungsberäich ofzegrenzen, goufe fir d'éischt informatesch eng 70 Layeren/Schichte mat de relevante Selektiouns- an Ausschlosskrittären eweí ë. a. Gréngzonen, Biotopen, Qualitéit vum Buedem fir landwirtschaftlech Notzung, Drénkwaasserquellen, Héichwaassergebidder, Waasserleefer, Gemengeflächen, Gewerbegebidder (ZAE) etc. iwwert déi allgemeng topographesch Kaart vu Lëtzebuerg geluecht an esou déi d'office ongëeegent Flächen am Virfeld ausgeschloss.

Den nationalen Territoire gouf an 10 Regiounen nom Plan directeur sectoriel „décharges pour déchets inertes" opgedeelt an déi identifizéiert Fläche fir all eenzel Regioun goufen als sougenannt „Positivflächen" agestuuft fir weider ënnersicht ze ginn.

An der nächster Etapp sinn déi potentiell Flächen nom Punktesystem vum Krittärekatalog „Critères d'évaluation comparative des différentes propositions de sites de décharges pour déchets inertes et de remblais" aus der Annex V vum Règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel

« décharges pour déchets inertes » (am Juli 2021 abrogéiert) bewäert gi fir méiglech Standuerter ze identifizéieren. Doropshi gouf fir dës nach eng Visitt um jeeweilege Site gemaach, fir déi tatsächlech Situatioun sur place mat de Pläng an Informatiounen, déi zur Verfügung stoungen, ofzegläichen an ze ergänzen.

ad 3. a 4. Dës Etüd gouf deemools vun der AEV an Optrag ginn, fir am Kader vun hirer Missioun als Member vun der spezieller Kommissioun nom Règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes » nei Sitte fir Bauschuttdeponien ze sichen a fir dee sektorielle Plang virzeschloen.

Als Resultat vun der Etüd sinn eng Rei Standuerter ermëttelt ginn, déi no den uewe genannte Krittäre grondsätzlech fir eng Bauschuttdeponie kéinten a Fro kommen. Dës Standuerter goufen awer an der Etüd net an allen Detailer bewäert. No der fréierer Legislatioun hätt an der Suite vun der Etüd fir all eenzel ausgewielte Standuert missen eng technesch Machbarkeetsstudie beoptraagt ginn, an där ë. a. d'Geologie vum Site, d'Hydrologie op der Plaz a weider Analyse vum Ëmfeld vum Site hätte misse gekuckt a bewäert ginn.

Tëschenzäitlech, wéi an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 5662 vum 2. Februar 2022 vun der éierewäerter Deputéierter Madamm Myriam Cecchetti an N° 5548 vum 24. Januar 2022 vun den éierewäerten Deputéierten Här Fred Keup an Här Jeff Engelen gesot, sinn déi virerwäänten Texter net méi applikabel an et gëllt de Règlement grand-ducal du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes ze berücksichtegen.

Dee Moment, wou d'Etüd fäerdeg war, war scho kloer, dass déi legislativ Virgabe wäerte geännert a vereinfacht ginn. Dofir gouf drop verzicht, d'Machbarkeetsstudien op Steierkäschten ze beoptrage fir ze verhënneren, dass esou Etüden dee Moment vun hirem Ausschaffen an hirer Fäerdegstellung net méi den da gëltege Krittäre géingen entspriechen. Dat ass och de Grond, firwat déi Etüd deemools net veröffentlecht ginn ass. Si war awer zu jidder Moment fir jiddereen op Basis vum Ëmweltinformatiounsgesetz anzegesinn an ass dat och lo nach.

ad 5. De Käschtepunkt vun dëser Etüd louch bei 57.213 €.

Sécurité des chauffeurs de bus | Question **7340** (08/12/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Sécherheet vun de Buschauffere gëtt akut diskutéiert, net eréischt zënter d'Buslinne vun hei a Frankräich wéinst der Onsécherheet net méi funktionéieren. D'Chauffeure sollen elo mat spezielle Kabinne geschützt ginn. Dës Initiativ dréit net zur Sécherheet vun de Passagéier bäi, iwwer déi an dësem Kontext net geschwat gëtt. Duerfir hunn ech dës Fro un den Här Transport- an d'Madamm Justizminister:

1. Ass et net un der Zäit, d'Sécherheet am ëffentlechen Transport fir d'Personal a fir d'Passagéier zu all Dages- an Nuechtzäit ze garantéieren?

2. Ass d'Regierung bereet, private Sécherheetsfirmen am Interessi vun de Passagéier a vum Personal dës Aufgaben ze iwwerdroen?

3. Wien ass responsabel, wann eng Persoun am ëffentlechen Transport en Affer vu Gewalt gëtt?

4. Ass kloer etabléiert, datt am Rumm vum RGTR net de private Busbetrib a säi Personal, mee ëmmer den Transportministère d'Verantwortung dréit?

Réponse (04/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Sécherheet am ëffentlechen Transport ass en Dauertheema, wat reegelméisseg fir parlamentaresch Froen opgegraff gëtt. Et ass en Theema, dat verständlecherweis wichteg ass an och vun den ëffentlechen Instanzen eescht geholl gëtt, wat déi permanent Efforte beweisen, déi gemaach ginn, fir d'Situatioun ze verbesseren. Ech erlabe mer allerdéngs, op déi séllegen aner Froen an Äntwerten zum Theema Sécherheet ze verweisen (6040, 6237, 6943 an 1259/7125), an och nach emol ervirzeträichen, dass de Sujet vun der Sécherheet net just den ëffentlechen Transport betrëfft, an de Volume vun der Populatioun an den Aarbechtskräften an eisem Land och zouhëlt.

Wéi och schonn a viregten Äntwerte gesot, mécht et kee Sënn, fir déi ëffentlech Transportmëttel mat Agenten, sief et privaten oder net, ze begleeden.

Wat d'Responsabilitéit ugeet am Fall vun enger Gewaltuwendung, verweisen ech den honorabelen Deputéierten op déi bestoend Legislatioun a besonnesch de Code pénal.

Wat den honorabelen Deputéierte mat der Verantwortung vum Transportministère am Kader vum RGTR mengt, gëtt net preziséiert, ech verweisen dofir engersäits op d'Exploitatiounskontrakter, déi duerch d'Ausschreiwung vum RGTR ëffentlech zougänglech waren, an d'Legislatioun an d'Reglementatioun zur Sécherheet am ëffentlechen Transport, iwwer déi och schonns an de viregte parlamentaresche Froe bericht gouf.

Chaleur des datacenters | Question **7341** (08/12/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Paul Galles** (CSV)

A verschiddene Länner gëtt d'Ofwiermt, déi vu Rechenzentere produzéiert gëtt, genotzt, fir domadder d'Fernwärmenetzer ze beliwweren. Dat geschitt zum Beispill zu Stockholm an och anere skandinavesche Länner, déi grouss Rechenzentere bedreiwen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Energieminister stellen:

1. Gëtt zu Lëtzebuerg d'Ofwiermt aus Rechenzentere genotzt?

2. Wéi grouss ass d'Potenzial zu Lëtzebuerg, fir d'Ofwiermt aus Rechenzentren ze notzen?

3. Wa jo, plangt de Minister, den Energieversuerger ze hëllefen, fir Investissementer ze tätegen, soudass an Zukunft d'Ofwiermt aus den Datenzentere ka genotzt ginn?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Heizou gëtt et keng generell Donnéeën zu Lëtzebuerg. Op europäeschem Niveau gëtt dëst Theema an der Energieeffizienzdirektiv (EED) behandelt, déi momentan iwwerschafft gëtt; an der neier Versioun ass een neien Artikel (11a) an eng nei Annex (VIa) virgesinn, wou et ëm Datenzentere geet an notamment dorëm, dass Datenzentere mat signifikantem Energieverbrauch an Zukunft musse järlech Donnéeën zu hirem Verbrauch veröffentlechen. Bei deenen Donnéeë sinn och Informatiounen zur Notzung vun Ofwäermt an der verfügbarer Ofwäermt virgesinn (wéi eng Donnéeë mussen an Zukunft rapportéiert ginn, gëtt am Moment an Aarbechtsgruppen op EU-Niveau definéiert).

Lëtzebuerg huet de Sujet vum Energieimpakt vun den Datenzenteren um EU-Niveau virugedriwwen a setzt sech an dësem Zesummenhang bei de Verhandlungen zur neier EED dofir an, dass méiglechst net nëmmen de Reporting vun Donnéeë fir Datenzenteren agefouert gëtt, mee och Ufuerderungen un hir Energieeffizienz an Effizienzverbesserungen.

Et gëtt zu Lëtzebuerg Datenzenteren, déi hir Ofwäermt notzen, do sief z. B. Luxconnect zu Beetebuerg genannt, wou een Deel vun der Ofwäermt genotzt gëtt, fir hir eege Büroen an déi vu verschiddene Locatairen um Site ze notzen, an do ginn och nach weider Notzungsméiglechkeeten ënnersicht, well nach Wäermt verfügbar ass.

ad 2. D'Potenzial, fir Ofwiermt aus Rechenzentren ze notzen, besteet generell ëmmer, allerdéngs muss och ee Bedarf fir Wäermt relativ no beim Rechenzentrum bestoen.

Fir d'Potenzial an Zukunft kënnen ze erfaassen an d'Notzung vun Ofwäermt ze plangen, hu mir zu Lëtzebuerg ee „Wärmekataster" entwéckelt, deen et erméiglecht, souwuel verfügbar Wäermt op lokalem Niveau ze erfaassen, wéi och de Bedarf u Wäermt. Dëse Wärmekataster riicht sech virun allem un d'Gemengen, déi domat hir Energieplanung an hir Energiebilanzéierung an Energiemonitoring maache kënnen, an dëse Kadaster kann och vun de Gemenge genotzt ginn, fir eenzel Gebaier oder Entreprisen ze erfaassen an dann iwwer Berodung Projete fir d'Notzung vun Ofwäermt (vu Rechenzenteren oder aus anere Quellen) ze initiéieren.

(https://www.pacteclimat.lu/de/engagierter-akteur/news/waermekataster-luxemburg#:~:text=Nachdem%20das%20W%C3%A4rmekataster%20bereits%20beim,Rahmen%20des%20Klimapakts%20nutzen%20k%C3%B6nnen.)

ad 3. Notzung vun Ofwäermt ass eng wichteg Energieeffizienzmesure an dofir bestinn zu Lëtzebuerg och schonn Hëllefe fir Investissementer am Kader vun der Loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement (Artikel 6.), an dëst och spezifesch fir Wärmetauschersystemer oder am Zesummenhang mat der Notzung vun Ofwäermt iwwer eng Wärmepompel. D'Theema „récupération et valorisation de chaleur fatale" gëtt am Guide du requérant zu dësen Hëllefen adresséiert an do sinn och d'Rechenzentren (salles informatiques) speziell ernimmt.

Fir eng potenziell Notzung vun Ofwäermt ze evaluéieren, besteet an deem selwechte Kader och eng Hëllef fir Machbarkeetsstudië fir esou Projeten.

Autorisation de travail | Question **7343** (08/12/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le statut de membre de famille d'un ressortissant de pays tiers donne droit à un titre de séjour sous certaines conditions mais pas à un permis de travail. Pour introduire une demande d'autorisation de travail, la personne doit faire les démarches avec un employeur. Ces démarches sont souvent longues, fastidieuses à tel point de décourager les employeurs à entamer cette démarche.

Pourtant, cette procédure retient de nombreuses épouses dans une situation de dépendance envers le mari et de non-autonomie. Une vraie politique d'émancipation et d'intégration devrait permettre aux épouses voire aux membres de famille plus généralement de travailler et de s'émanciper. De plus, certaines femmes se retrouvent à travailler clandestinement ce qui les expose davantage aux risques d'exploitation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Qu'est ce qui justifie l'octroi de titres de séjour sans autorisation de travail pour les membres de famille ressortissant de pays tiers ?

Selon nos informations, des changements seraient en cours vers un accès immédiat au marché du travail.

2) Existe-t-il la volonté de donner un accès immédiat au marché de travail aux membres de famille des ressortissants de pays tiers ? Si oui, où en sont les démarches ?

3) Est-ce que vous pouvez me communiquer le nombre de personnes ayant une autorisation de séjour sans autorisation de travail inscrites à l'ADEM ?

Réponse (06/01/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Lors de l'élaboration de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, la volonté du législateur n'existait pas pour donner un accès direct au marché de l'emploi au membre de famille du ressortissant de pays tiers. Dans un contexte où les États membres gardent une marge de manœuvre au niveau de leur politique d'immigration et de l'accès au marché de travail selon les besoins de ce dernier, une priorité était donnée au principe de la préférence communautaire, alors que la pénurie de main-d'œuvre n'était pas encore à l'ordre du jour avec un plus grand nombre de citoyens de l'Union encore disponibles sur le marché de l'emploi.

ad 2) Oui, un avant-projet de loi est en cours de préparation.

ad 3) L'ADEM compte actuellement 499 demandeurs d'emploi ressortissants de pays tiers enregistrés en tant que membre de famille sans autorisation de travail.

Salles de bains dans les maisons de retraite et de soins | Question **7346** (08/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op meng Fro N° 4733 hat d'Familljeministesch mech informéiert, dass Stand August 2021, 271 Logementer an Alters- a Fleegeheemer keng eegen Toilette haten. Des Weideren hate 495 Logementer weeder Toilette nach Dusch. An der Sëtzung vum 8. Dezember sot d'Ministesch, dës Zuele wieren net méi aktuell.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keng eegen Dusch, déi ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

2. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keng eegen Toilette, déi ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

3. Wéi vill vun de Bewunner an de lëtzebuergesche Fleegeheemer hu keen eegent Buedzëmmer mat Toilette, Lavabo an Dusch, dat ausschliisslech fir hire Privatgebrauch reservéiert ass?
A wéi enge Fleegeheemer ass dëst de Fall?

Réponse (06/01/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Bedéngt doduerch, dass zënter August 2021, 2 Alters- a Fleegeheemer – Servior Thillebierg zu Déifferdeng a Servior Roude Fiels zu Rëmeleng – zougemaach gi sinn an duerch een neit Haus zu Déifferdeng um Woiwer ersat gi sinn, hunn, Stand Januar 2023, nach 124 Logementer an Alters- a Fleegeheemer keng eegen Toilette (am August 2021 goufen et nach 271 Logementer ouni eegen Toilette) an 347 Logementer hu weeder Toilette nach Dusch (am August 2021 goufen et nach 495 Logementer ouni eegen Toilette an Dusch).

Pont sur la Sûre près de Goebelsmühle | Question **7347** (08/12/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Actuellement le pont sur la Sûre près de Goebelsmühle est entièrement rénové si bien que cet ouvrage d'art est fermé durant une période assez longue.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Infrastructures :

1) Quels sont les travaux qui seront réalisés au fil des mois à venir ?

2) Quel en est le coût estimatif ?

3) Pour quand au plus tard le chantier en question pourra-t-il être clôturé ?

Réponse (12/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les travaux, qui ont déjà fait l'objet d'une question parlementaire de Madame la Députée Martine Hansen (n° 7130), au droit des deux ouvrages d'art OA1214 et OA1215 franchissant la Wiltz, respectivement les voies CFL à Goebelsmühle, comprennent la réhabilitation des superstructures des deux ouvrages, le renouvellement de l'étanchéité en vue de la durabilité des ouvrages, la réalisation d'une dalle en béton armé sur toute la longueur de l'OA1215 et la mise en conformité des systèmes de retenue le long de la route, respectivement des écrans de protections des voies CFL.

ad 2) Le coût global des travaux est estimé à 1.462.000 euros HTVA.

ad 3) L'achèvement des travaux est envisagé pour fin mars-début avril 2024.

Situation des animaux domestiques des réfugiés | Question **7355** (09/12/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le site Tony Rollman au Kirchberg est le site de primo-accueil des réfugiés. Jusqu'en septembre, le site fut seulement destiné à des réfugiés ukrainiens et venant d'Ukraine. Mais depuis, le site accueille aussi tous les autres primo-arrivants en vue de l'enregistrement de leur demande de protection.

Mais devant la guerre ne fuient pas que les femmes et hommes mais aussi les animaux. La guerre n'est pas fait ni pour les femmes et les hommes ni pour les animaux. Ainsi, certains réfugiés ukrainiens et venant d'Ukraine arrivaient avec leurs animaux et heureusement l'ONA leur permettait de garder les animaux dans un endroit spécialement prévu sur le site Tony Rollman.

Récemment, cette possibilité leur a été enlevée. Ainsi, il n'est plus possible d'emmener ses animaux sur le site Tony Rollman alors qu'un endroit spécialement conçu était déjà en place et fonctionnait dans ce sens.

Il est difficile d'imaginer la détresse d'un réfugié qui doit tout quitter et qui à l'arrivée dans un pays étranger doit se séparer en plus de son animal.

Partant, je voudrais poser ces questions suivantes au Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Quelle est la raison pourquoi cette possibilité de garder des animaux a été enlevée aux résidents du site Tony Rollman ?

2) Combien de réfugiés venant d'Ukraine ont emmené des animaux ?

3) Au-delà des réfugiés bénéficiant du statut de protection temporaire, combien de demandeurs de protection internationale ont emmené un animal ?

4) Quelle est la durée de séjour des demandeurs de protection international sur le site Tony Rollman sachant que les foyer pour réfugiés sont largement saturés ?

5) Concernant le foyer de la VDL à Hollerich, est-ce que la possibilité d'y emmener des animaux persiste et persistera ? Combien d'animaux s'y trouvent actuellement ?

6) Y aurait-il la possibilité de réserver temporairement des chambres d'hôtel pour les cas où des réfugiés arrivent avec des animaux si le site Tony Rollman ne devrait plus les reprendre ?

7) Sinon, quelle est l'issue que vous proposez aux réfugiés arrivant avec des animaux ?

Réponse (06/01/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) Au vu de la saturation des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI) de l'Office national de l'accueil (ONA), le Centre de primo-accueil Tony Rollman assure depuis le 30 septembre 2022 non seulement le primo-accueil des personnes ayant fui la guerre en Ukraine, mais également le primo-accueil pour demandeurs de protection internationale. En raison de ce changement et de l'augmentation du nombre de personnes accueillies sur le site, la sécurité des personnes hébergées et l'hygiène doivent y être garanties.

ad 2) Fin décembre 2022, 287 personnes ayant fui la guerre en Ukraine et ayant eu un entretien au guichet unique ont emmené des animaux avec eux.

ad 3) Selon les statistiques de l'ONA, aucun demandeur de protection internationale n'a emmené un animal avec lui.

ad 4) La durée moyenne d'hébergement des demandeurs de protection internationale sur le site de primo-accueil Tony Rollman est de 14 jours.

ad 5) La structure d'hébergement pour bénéficiaires de protection temporaire à Hollerich assure une prise en charge adéquate des animaux. Fin décembre 2022, 21 animaux y sont logés : 8 chiens et 13 chats.

ad 6) L'Office national de l'accueil (ONA) n'a pas la possibilité de réserver des chambres d'hôtel dans le cas où des demandeurs de protection internationale ou des demandeurs de protection temporaire arrivent avec des animaux sur le site Tony Rollman.

ad 7) Tous les animaux sont relogés dans les meilleurs délais dans la structure d'hébergement pour bénéficiaires de protection temporaire à Hollerich.

Contrôle des dossiers de protection jeunesse | Question **7357** (12/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Bei dem Dossier de protection jeunesse handelt et sech ëm Dossiere vu Kanner, déi an eng Institutioun placéiert ginn, well e Jugendriichter eng physesch, psychesch oder moralesch Gefor fir si an hirem aktuellen Ëmfeld gesäit. D'Gesetz gesäit vir, dass dës Dossieren ab dem Zäitpunkt vum Placement all dräi Joer vum Jugendriichter musse kontrolléiert ginn, fir

ze kucken, ob de Besoin vun engem Placement vum Kand nach ëmmer noutwenneg ass oder net.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Zënter 2010 an opgelëscht pro Joer, a wéi ville Fäll goufen dës Kontrollen no dräi Joer net gemaach?

2. Wat sinn d'Grënn dofir, dass dës Kontrollen net, ewéi vum Gesetz virgesinn, gemaach goufen?

3. A Fäll, wou dës Kontroll no dräi Joer net gemaach gouf, wat fir Méiglechkeeten hunn déi biologesch Elteren oder aner Familljememberen, fir esou eng Kontroll an d'Weeër ze leeden?

Réponse (12/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Et sief drop higewisen, dass e Jugendschutzdossier net nëmme Kanner betrëfft, déi an eng Institutioun placéiert gi sinn, an dass déi triennal Kontroll net ausschliisslech fir dës Placementer gëllt.

Dës Iwwerpréiwung gëtt gemaach wann en Urteel eng Moossnam unuerdent, déi de Suivi vun der Situatioun vum Kand implizéiert, sou wéi e Placement, e Maintien vum Kand a sengem familiären Ëmfeld ënner Oplagen oder eng Assistance éducative.

Aktuell geréiert d'Jugendgeriicht vu Lëtzebuerg déi triennal Revisioun vu ronn 1.668 Mannerjäregen. Beim Jugendgeriicht vun Dikrech handelt et sech ëm 473 Mannerjäreger. D'Ventiléierung vun dësen Zuele presentéiert sech follgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Jee no Mesure, déi geholl gouf, ginn dës Kontrollen op Basis vu Rapporte vum SCAS, vun engem Service fir Familljeplacementer oder vum concernéierte Foyer duerchgefouert. Déi Dossieren, déi an deem Kader musse kontrolléiert ginn, sinn op enger Lëscht opgezielt, déi vun de Jugendriichter an de Greffiere consultéiert gëtt fir sécherzegoen, dass dës Kontrollen duerchgefouert ginn. Déi betraffe Servicer an Institutioune ginn dann och vum Jugendgeriicht gefrot, hire Rapport triennal ofzeginn.

Et gëtt keng Statistike vun den Dossieren, an deenen dës Kontroll net gemaach gi wier, wuel bemierkt, dass de Jugendriichter kee rezente Fall, an deem dës Kontroll net gemaach gi wier, bekannt ass.

Ausserhalb vun dëser triennaler Kontroll gëtt de Placement vun engem Kand, virun allem wann dësen an enger Institutioun ordonéiert gouf, reegelméisseg (mindestens ee- bis zweemol d'Joer) op Basis vun de Rapporten (vum SCAS, vun de Foyeren etc.) vun de Jugendriichter reevaluéiert, esou datt eng Kontroll ëmmer garantéiert ass.

ad 3. D'Kand selwer, seng Elteren, Tuteuren an d'Persounen, déi d'Garde vum Kand hunn, kënnen all Joer eng Modifikatioun oder d'Zeréckzéie vun den decidéierte Jugendschutzmesurë beim Jugendgeriicht ufroen (Artikel 37 vum Jugendschutzgesetz vum 10. August 1992).

Bei enger Mesure de garde provisoire kënnen d'Kand, seng Elteren, Tuteuren an d'Persounen, déi d'Garde vum Kand hunn, zu all Moment eng Demande fir d'Zeréckzéie vun dëser Mesure areechen (Artikel 27 vum Jugendschutzgesetz vum 10. August 1992).

Enquête sur les besoins des personnes en situation de handicap au Luxembourg | Question **7358** (12/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gouf an der Vergaangenheet ëmmer nees dovu geschwat, fir Statistiken zu Persoune mat Handicap ze maachen. Am éischte Plan d'action de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées 2012–2017 gëtt schonn op d'Wichtegkeet vu komplette Statistiken zu Persoune mat Handicap higewisen. Am Bilan vun dësem éischte Plang ass ze liesen, dass dës Statistiken awer bis dohin nach net zustane komm waren. Am zweete Plan d'action fir d'Joren 2019–2024 ass dann allerdéngs just am Beräich vun der Aarbecht vun der Erhiewung vun Date riets. Am Rapport d'activité 2020 vum Familljeministère steet dann ze liesen, dass zesumme mam LISER eng grouss Enquête iwwert d'Situatioun vu Persoune mat Handicap soll duerchgefouert ginn. Am Rapport fir d'Joer 2021 vum selwechte Ministère steet dann, dass souwuel d'Questionnairë wéi och d'Prozedur vun der Enquête etabléiert gi wieren an d'Enquête am Laf vum Joer 2022 soll duerchgefouert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Konnt d'Enquête schonn (Stand 1. Dezember) ofgeschloss ginn?

Wa jo, wéini wäerten d'Resultater dovu virleien?

Wann nee, wéini soll dës Enquête ofgeschloss ginn a wéini ass mat de Resultater ze rechnen?

2. Wäerten d'Resultater vun dëser Enquête och den am Beräich vum Handicap aktiven Associatiounen an ASBLen zur Verfügung gestallt ginn? Wann nee, firwat net?

3. Wäerten d'Resultater vun dëser Enquête och dem breede Public zougänglech gemaach ginn? Wann nee, firwat net?

Réponse (06/01/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. D'Zil vun dëser Ëmfro, déi online duerchgefouert gëtt, ass et un éischter Stell eng Bestandsopnam vun de bestoenden Hëllefen a Mesuren ze maachen, vun deene Leit mat enger Behënnerung profitéiere kënnen. Gläichzäiteg geet et bei dëser Ëmfro dorëms auszewäerten, wéi eng Leeschtungen an zousätzlech Mesuren zu Lëtzebuerg misste geholl ginn, fir eng Behënnerung auszegläichen.

D'Enquête iwwert d'Besoine vu Leit mat enger Behënnerung, déi an Zesummenaarbecht mam LISER duerchgefouert gëtt, wäert am Laf vum Januar 2023 lancéiert ginn. D'Resultater, déi dobäi erauskommen, gi mat Donnéeë vun der Vollekszielung vun 2021 vum Statec kombinéiert fir méi aussokräfteg ze ginn. Et handelt sech ëm eng wichteg Enquête, déi komplex a wäitreechend ass, sou datt d'Resultater net virun Enn 2023 ze erwaarde sinn.

Dës Resultater wäerten et erméiglechen, iwwer adequat Statistiken zur Situatioun vu Leit mat enger Behënnerung hei am Land ze verfügen a wäerten esou de Recommandatioune vum Comité des droits des personnes handicapées vun der UNO nokommen. Si wäerten eis och erlaben, grouss Deeler vum Artikel 31 vun der UN-Behënnerterechtskonventioun iwwer d'Statistiken an d'Datesammlung ze transposéieren.

ad 2. D'Resultater vun dëser Enquête wäerte selbstverständlech och den am Beräich vum Handicap aktiven Associatiounen zur Verfügung gestallt ginn. Eng aktiv Collaboratioun a Kommunikatioun mat de Leit vum Terrain ass fundamental, fir d'Situatioun vun de Betraffenen ze verbesseren.

ad 3. Opgrond vun der Envergure vun dëser Enquête, wäerten d'Resultater och dem breede Public zougänglech gemaach ginn.

Reconnaissance envers le métier d'aide-soignant | Question **7359** (12/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans une interview récente, l'Association luxembourgeoise des aides-soignants (ALAS) déplore un manque de reconnaissance envers le métier d'aide-soignant. Elle dresse le constat que les hôpitaux recourent de moins en moins aux aides-soignants parce que pour un certain nombre d'interventions de leur part, la présence d'un infirmer est nécessaire. Ce qui implique que les infirmiers effectueraient eux-mêmes les actes en question. Or, selon l'ALAS, les aides-soignants ont un rôle important à jouer et pourraient permettre aux infirmiers de se concentrer sur leurs attributions propres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles mesures sont prévues pour préciser les attributions du métier des aides-soignants impliquant une plus grande autonomie de ces derniers ? Leur rôle sera-t-il redéfini ?

2) Le cas échéant, comment cette révision se répercutera-t-elle sur le parcours de formation des aides-soignants ?

Réponse (18/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La profession d'aide-soignant est régie par la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé et le règlement grand-ducal du 25 juillet 2002 portant sur l'exercice de la profession d'aide-soignant.

L'aide-soignant fait partie intégrante des équipes soignantes. Dans ce sens, le Ministère de la Santé a réalisé un projet de réactualisation des attributions de la profession d'aide-soignant qui vise à renforcer la coopération interdisciplinaire, autour et avec le patient et la personne non malade/dépendante. Ce projet met en avant et reconnaît la plus-value de la profession d'aide-soignant pour la santé de la population.

Le champ d'exercice et de responsabilité de cette profession est défini et décrit sous forme d'activités professionnelles que l'aide-soignant exerce au quotidien. Ces activités considèrent l'ensemble des missions, tâches et attributions inhérentes à la mission de cette profession.

La réactualisation des attributions permettra également à l'aide-soignant de se comporter de manière responsable dans l'exécution de sa pratique au sein du périmètre de ses activités professionnelles et de connaitre ses limites tant règlementaires et organisationnelles que lorsque la situation dépasse ses connaissances, ses compétences et/ou ses aptitudes. Tout au long de sa carrière, l'aide-soignant pourra acquérir de nouvelles compétences et/ou qualifications spécifiques par le biais de la formation continue.

En septembre 2022, le Ministère de la Santé a organisé et lancé une vaste campagne « healthcareers.lu ». Cette campagne vise la valorisation et la promotion des professions de santé réglementées au Luxembourg.

Dans une première phase, les professions de l'aide-soignant, de l'infirmière/ier responsable de soins généraux, de la sage-femme, de l'infirmière/ier en anesthésie et réanimation, de l'infirmière/ier en pédiatrie et de l'assistant technique médical de radiologie sont

présentées. L'aide-soignant exerce sa profession en binôme avec l'infirmière/ier responsable de soins généraux, ceci dans les différents secteurs du système de la santé au Luxembourg.

La profession de l'aide-soignant est valorisée et promue sur le site « healthcareers.lu » :

– sous la rubrique « témoignages », deux vidéos sont présentées décrivant la profession de l'aide-soignant dans le secteur hospitalier et le secteur « aides et soins à domicile »,
– sous la rubrique « fiches métiers » les missions, les rôles et responsabilités, les secteurs d'activités, ainsi que la formation de la profession de l'aide-soignant sont détaillés.

L'aide-soignant est le professionnel de santé, spécialisé dans la réalisation des soins de la vie quotidienne, liés aux fonctions d'entretien et de continuité de la vie. Il soutient les personnes dans la réalisation des soins tels que l'alimentation, l'hygiène ou la mobilisation. Il dispense des soins qui ont pour objectif entre autres de promouvoir l'autonomie de la personne.

De par son travail, l'aide-soignant a une relation privilégiée avec les personnes à travers son observation et sa communication, l'aide-soignant collecte des informations importantes concernant l'état physique et psychique des personnes. Ces informations sont primordiales pour des prises en charge sécurisées et de qualité.

ad 2) Le projet actuel ne contient pas de changement au niveau de la formation actuelle de l'aide-soignant.

Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement | Question **7360** (12/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ech hu schonn a viregte Froe probéiert, d'Regierung op méiglech Interessekonflikter a punkto Social Media Accounts vu Ministèren opmierksam ze maachen (ë. a. N° 0948 an N° 0633). Elo huet d'Familljeministesch als éischte Regierungsmember ugekënnegt, bei de Gemengewalen 2023 matzemaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung fir sech Reegelen opsetzen, wéi Social Media Accounts vun de Ministèrë genotzt solle ginn en vue vun de Gemengewalen an den nationale Walen 2023? Wa jo, wäert d'Regierung dës Reegele kommunizéieren? Wann nee, firwat net?

2. Wéi wäert d'Regierung mat Social Media Accounts vun de Ministèren ëmgoen am Fall wou ee Regierungsmember bei de Gemengewalen als Kandidat*in matgeet?

3. Kann d'Madamm Familljeministesch assuréieren, dass d'Accounts vum Familljeministère keng Reklamm fir d'Ministesch wäerten am Walkampf maachen?

4. Kann de Premier assuréieren, dass keng Ministère-Accounts oder Minister-Accounts genotzt ginn, fir Reklamm wärend dem Walkampf fir dee jeeweilege Kandidat/déi jeeweileg Kandidatin ze maachen?

5. Wéi wäert d'Ministesch wärend de Gemengewale mat deene Follower ëmgoen, déi si op hirem privaten Account duerch Interaktioune mat dem Ministère-Account oder dem Minister-Account krut?

6. Wat waren d'Käschte vum Familljeministère fir d'Gestioun vun de Social Media Accounts säit 2018, Personalfraisen an extern Agencë mat abegraff (opgelëscht pro Joer)?

Réponse (05/01/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Wéi schonn an den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nos 0633, 0948 a 6803 ënnerstrach, sinn déi eenzel Regierungsmemberen eegestänneg an der Organisatioun vun hirer Kommunikatioun, konform zum Artikel 78 vun der Constitutioun an dem Code de déontologie vun der Regierung. Reklamm am Kader vun enger Walcampagne huet kee Lien mat der offizieller Aarbecht vun engem Regierungsmember a gëtt deemno weeder vu Staatsagenten organiséiert nach vun ëffentleche Gelder finanzéiert.

D'Familljen- an Integratiounsministesch ënnerscheet zwou Saache ganz kloer: op där enger Säit hir perséinlech Social Media Accounts, déi si selwer verwalt, an op déi och keen Aneren Zougang huet als Administrateur. An op där anerer Säit d'Social Media Accounts vum Ministère, fir déi d'Ministesch selwer keng Zougangsaccèsen huet.

D'Käschte vun der Gestioun vun den offiziellen Accounts vum Familljeministère op de soziale Medie kënnen net wéi gefrot eenzel opgeschlësselt ginn, well dës Gestioun eng Aarbecht ënnert villen ass, déi de Service vun der Kommunikatioun am Familljeministère am Alldag leescht.

Do donieft sief preziséiert, dass de Ministère zanter 2015 en Twitter-Account, zanter Juli 2021 e Facebook-Account, zanter Abrëll 2022 en Instagram-Account an zanter September 2022 e LinkedIn-Account huet. De Ministère schafft mat externen Agencen zesummen am Kader vu gréisseren Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnen. Sou sinn 2022 am Kader vun der nationaler Campagne „Je peux voter" tëscht Mee an Dezember 2022 am Ganze 16.660 Euro un eng extern Agence bezuelt ginn. Am Kader vun der nationaler Campagne „Wat ass normal" waren et 2.765,88 Euro, déi un eng extern Agence bezuelt goufen. Fir d'Campagne ronderëm d'Energieprimm an d'Allocation de vie chère goufen 877,50 Euro un eng extern Agence bezuelt.

Androcide | Question **7362** (13/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

A ville Länner op der Welt gi Männer ëmbruecht, gefoltert oder verstümmelt, well si Männer sinn, sou z. B. ganz aktuell am Ukrainkrich, wou Dausende vu Männer ëm d'Liewe kommen, well si als wehrpflichteg Männer agezu goufen. Donieft gëtt et vill aner Forme vun Androzid, wéi z. B. de Maritizid, de Pappemord an de Bruddermord. Och ginn a ville Länner Männer onfräiwëlleg kastréiert, vun deenen der vill un hire Verletzunge stierwen. Trotzdeem ass de Phenomeen vum Androzid bis elo en Tabutheema an der EU an zu Lëtzebuerg. Et feelt u konkreeten Informatiounen zu dësem Sujet an den Androzid ass och net als spezifescht Verbriechen am Code pénal festgeschriwwen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gläichstellungsminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Wéi steet d'Madamm Gläichstellungsminister zum Begréff „Androzid"? Huet d'Madamm Minister dee Begréff an hirer Fonctioun als Gläichstellungsministesch scho benotzt?

2. Erkennt d'Regierung d'Noutwennegkeet un, „Androzid" als politesche Begréff ze institutionaliséieren, fir extreem Gewaltverbriechen, déi u Männer begaange ginn, besser bekämpfen ze kënnen?

3. Kann d'Madamm Gläichstellungsminister preziséieren, ob si sech fir d'Benotzung vum Begréff „Androzid" am Joresbericht vum Conseil violence asetze géif?

4. Envisagéiert d'Madamm Minister, Mesuren ze ergräifen, fir d'Bevëlkerung vum Land iwwer d'Phenomeen vum Androzid ze informéieren, z. B. iwwer de Site violence.lu? Wann nee, firwat net?

5. Gëtt et Iwwerleeunge bei der Madamm Justizminister, fir de Begréff „Androzid" am Code pénal festzeschreiwen? Wann nee, firwat net?

Réponse (12/01/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Déi national Gesetzgeebung a Saachen Egalitéit, mä och d'Lëtzebuerger Strofrecht, besonnesch am Kontext vu Gewaltverbriechen an all sengen Dimensiounen, si geschlechtsneutral formuléiert.

Deemno riicht sech eis Legislatioun, mä och all aner Präventiounsmesuren a Begleedinstrumenter (wéi z. B. den Internetsite www.violence.lu oder de Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence) souwuel u Frae wéi och u Männer, u Meedercher wéi och u Jonge gläichermoossen. Aus dësen Ursaache gesäit dës Regierung keng Noutwendegkeet, fir op de Begréff vum Androzid zeréckzegräifen.

Et sief awer och bemierkt, dass de Projet de loi 8032 („projet de loi complétant le Code pénal par l'introduction d'une circonstance aggravante générale pour les crimes, délits et contraventions commis en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal") et de Geriichter wäert erlaben unzëerkennen, dass eng Persoun wéinst hirem Geschlecht ëmbruecht gouf, a soumat eng méi héich Strof ze schwätzen.

Diffusion directe ou indirecte de chaînes sanctionnées | Question **7364** (13/12/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi „Reporter" den 13. Dezember bericht, mécht d'SES, déi zu 11 % direkt dem Lëtzebuerger Staat gehéiert, et méiglech, dass d'Sendere wéi Russia Today weider an Asien an Afrika gesent ginn. D'Regierung kommentéiert d'Recherchen a mengt, d'Sende vun Drëttstaaten un Drëttstaate géifen net ënner EU-Sanktioune falen. Op d'Nofro vu „Reporter" huet d'EU-Kommissioun awer kloer wësse gedoen:

« Il est interdit aux entités basées dans l'Union européenne de transmettre des diffusions ou contribuer autrement à la diffusion directe ou indirecte de ces chaînes sanctionnées. »

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung bei der SES intervenéieren, fir dass TV-Chaînen, déi kloer vun der EU sanktionéiert a blockéiert ginn, net méi duerch d'SES gesent ginn?

2. Wéi steet d'Regierung zu der am Artikel zitéierter Ausso vun engem Porte-parole vun der EU-Kommissioun, déi contraire ass zur Positioun vun der Regierung?

3. Geet d'SES hei an den Ae vun der Regierung de Risiko an, vun der EU wéinst Netanhale vun de Sanktioune géint Russland gestrooft ze ginn?

4. Wéi vill géif d'SES d'Ofschalte vun de Packagen, an deenen dës TV-Chaînë mat dra sinn, kaschten?

5. Wéi oft huet d'SES säit de Sanktioune géint Sputnik a Co bei den afrikaneschen an asiateschen Entitéiten,

déi dës TV-Chaînen iwwerdroen, nogefrot, fir domat opzehalen?

Réponse (17/01/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

– D'Regierung setzt sech fir eng robust, effizient an um europäeschen Niveau enk koordinéiert Ëmsetzung vun de Sanktiounen an. Zanter Ufank steet si an enkem Kontakt mat der SES, fir eng kohärent Implementatioun vun de Sanktiounen ze garantéieren. Bei deenen zwee Fäll, an deene sanktionéiert Senderen op SES-Satellitten net konnten direkt ofgeschalt ginn, handelt et sech ëm isoléiert Fäll, wou d'SES aus techneschen a rechtleche Grënn net konnt selwer direkt agéieren. Dës Senderen hu keen direkte Kontrakt mat der SES, mee mat der SES hire Clienten, déi net an Europa baséiert sinn. Technesch gesinn huet d'SES keng Méiglechkeet, déi sanktionéiert Senderen eenzel ofzeschalten.

– D'Lëtzebuerger Autoritéite sti vun Ufank un an engem stännegen Dialog mat de kompetente Servicer vun der EU-Kommissioun, fir rechtlech Froen ze klären, wéi och politesch Implicatiounen ofzeweien.

– Esoubal wéi am Mäerz Sanktioune verhaange gi sinn, huet d'SES direkt agéiert an déi concernéiert Sendere vun de Satellitten iwwert Europa geholl. Doriwwer eraus huet d'SES och alles gemaach, fir ukrainesch Senderen och nom Ausbroch vum Konflikt weider verdeelen ze kënnen, z. B. nodeems Uplink-Statiounen zerstéiert gi sinn. D'SES huet och ukrainesch Senderen zousätzlech op hirer Positioun 19.2° opgeholl, déi Nouvellen a Kannerprogrammer ausstrale fir Ukrainer, déi an Europa sinn.

– Zu kengem Ament gouf et en Zweifel um Wëlle vun der SES, Sanktiounen ëmzesetzen. Den ablécklechen Dialog mat der EU-Kommissioun soll hëllefen ze klären, wéi d'EU-Sanktiounen an dëse spezifesche Fäll vun EU-Satellittebedreiwer sollen an enger kohärenter an effikasser Aart a Weis ëmgesat ginn.

– An den Ae vun der Regierung besteet also kee Risiko, dass d'SES wéinst Netanhale vun de Sanktioune kéint gestrooft ginn.

– Eventuell finanziell Käschten, déi duerch d'Ëmsetze vu Sanktioune géifen entstoen, sinn net entscheedend – weeder fir d'Regierung nach fir d'SES.

– De Message, dass d'SES d'Sanktioune wëllt a muss ëmsetzen, ass kloer un déi Entitéiten, déi dës Sendere kënnen ofschalten, kommunizéiert ginn. Och an dësem Kader sinn d'Regierung, d'SES an d'EU-Kommissioun am Kontakt, fir eng juristesch a politesch korrekt Léisung fir d'Ëmsetze vun de Sanktiounen ze fannen.

Évaluation par dépassement | Question **7366** (13/12/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Selon les critères de correction pour le français des classes 7e de l'enseignement secondaire classique (ESC), décrits dans le chapitre VI du programme, le double dépassement est toujours en vigueur[3].

Cette méthode de notation des exercices fermés (exercices de grammaire, de vocabulaire et d'orthographe) signifie que l'élève peut perdre le double de points prévu pour un exercice. Pour les exercices plus complexes, par exemple, les exercices de transformation, un dépassement allant jusqu'à 1,5 est recommandé[4].

Ces mêmes critères sont en vigueur pour les classes de 6e et de 5e pour le français de l'ESC.

L'enseignement au secondaire se base sur les référentiels des compétences, élaborés pour chaque matière et indiquant pour chaque année scolaire les compétences à atteindre. Ces compétences sont évaluées en cours d'année et se traduisent par une note sur le bulletin à la fin de chaque semestre/trimestre.

Cependant, la pratique d'évaluation, utilisée en français des classes de 7e, 6e et 5e de l'ESC, va à l'encontre de l'évaluation par compétences et poursuit la logique du retirement des points pour les fautes commises. Dans le cas du double dépassement, l'élève qui répond correctement à la moitié des items, reçoit la note de zéro. Il obtient donc que ses compétences seraient équivalentes à zéro dans cette matière.

Il est aussi à noter que l'évaluation par dépassement ne figure pas dans les programmes des autres matières scolaires.

En l'occurrence, le programme d'anglais en 6e de l'ESC plaide contre cette forme d'évaluation :

"Negative marking or marking by 'dépassement' [...] If the number of difficulties corresponds to the number of total marks, 2 marks are withdrawn per wrong answer. The pupils merely get negative feedback. Their correct answers pass unnoticed. The focus is on deficits rather than competences. All in all, the approach is not psychologically sound. It is possible for a pupil to have a number of correct answers and be awarded no marks. This way of marking risks demotivating pupils and should be avoided."[5]

Donc dans le document du programme anglais (6e ESC), l'évaluation par double dépassement est explicitement non recommandée à cause de son caractère démotivant.

Nous constatons qu'au sein du même système éducatif, les critères d'évaluation diffèrent selon les matières scolaires.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Sur quels concepts scientifiques se base la méthode d'évaluation par double dépassement ou par dépassement, tout court ?

2) Pourquoi au sein du même système scolaire, les méthodes d'évaluation se différencient-elles selon les disciplines ?

3) Comment cette forme d'évaluation se justifie-t-elle dans le cadre d'un enseignement par compétences ?

4) Quels sont les arguments pédagogiques qui soutiennent l'application de l'évaluation par dépassement ?

5) Existe-t-il des études scientifiques démontrant l'impact positif de l'évaluation par dépassement sur les performances des élèves ? Dans l'affirmative, pourriez-vous m'indiquer la référence ?

6) Quel est l'impact de cette méthode d'évaluation sur la motivation, le concept de soi et l'estime de soi des élèves ? Existe-t-il des données permettant d'évaluer cet impact ? Si oui, pourriez-vous me faire parvenir ces informations ?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

En matière d'élaboration des programmes scolaires, l'enseignement secondaire au Luxembourg se caractérise traditionnellement par une approche ascendante ou « bottom-up » : en effet, les Commissions nationales de l'enseignement secondaire (CNES), mises en place pour une discipline ou une section dédiée, ont pour mission d'émettre des avis ou de faire des propositions concernant e. a. les objectifs et programmes d'enseignement, les méthodes d'enseignement, les mesures de différenciation et de soutien aux élèves, les manuels et tout autre matériel didactique ainsi que les principes et modalités d'évaluation des élèves. Les CNES se composent d'enseignants ; leur effectif varie en fonction du nombre de lycées ayant la discipline en question dans leur offre scolaire, sachant qu'il y a un représentant au sein d'une CNES pour chaque lycée concerné. Dans l'exercice de leurs missions, les commissions peuvent être accompagnées par des experts.[6]

Le principe d'une évaluation portant sur 60 points, tel qu'il est appliqué à l'enseignement secondaire luxembourgeois, est unique en son genre et n'est dès lors pas pris en considération par la recherche internationale en la matière. De même, le concept du double dépassement dans le cadre de l'évaluation ne fait pas l'objet d'études scientifiques. Cependant, il n'est pas rare de trouver dans d'importants tests de langue internationaux des modalités exigeant des candidats un taux d'items corrects de plus de 60 %, voire 70 % (note de passage) pour se voir attester le niveau minimal visé. Le plus souvent, les grilles de correction pour des productions libres ne permettent pas non plus de délivrer un certificat de réussite si un score de bande de seulement 50 % est atteint. En outre, la note de passage (« cut score ») est parfois ajustée en fonction de la performance de la cohorte.

Au sein de la CNES français de l'enseignement secondaire classique, des réflexions sont actuellement menées autour des programmes des classes inférieures, notamment dans le cadre des nouveaux matériels didactiques utilisés à l'enseignement fondamental, concernant entre autres la progression grammaticale. Dans ce contexte, la question des modalités d'évaluation devra être posée à nouveau, afin de considérer l'impact des principes en vigueur sur la motivation des jeunes.

Fermeture du bureau d'imposition à Wiltz | Question **7369** (13/12/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Eent vun den Ziler vun dëser Regierung ass et, d'Dezentraliséierung vu staatleche Servicer an Administratioune virunzedreiwen, fir ënnert anerem eng ausgeglachen territorial Entwécklung hei am Land ze erméiglechen a fir d'Wunnen an d'Schaffe méi no beieneen ze bréngen.

Laut mengen Informatioune soll awer de Steierbüro zu Wolz seng Dieren zoumaachen, wat fir de Standuert Wolz als Gemeng mat engem groussen Entwécklungspotenzial a seng Matbierger eng schlecht Nouvelle wier.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch dës Informatioune confirméieren? Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

– Ass geplangt, fir en neie Büro op enger anerer Plaz zu Wolz opzemaachen?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

D'Fro vun enger Schléissung vum Steierbüro zu Wolz stellt sech zu dësem Zäitpunkt net.

Méi generell ass awer ervirzesträichen, dass de Staat weider wichteg Investissementer an d'ëffentlech Infrastrukturen zu Wolz virgesinn huet. Esou gëtt aktuell een neit Verwaltungsgebai zu Wolz geplangt a

[3] https://ssl.education.lu/eSchoolBooks/Web/ES/1102/1/Programmes/Search/?GradeId=41467&SubjectId=98402 ; p. 28

[4] Ibid.

[5] https://ssl.education.lu/eSchoolBooks/Web/ES/1102/1/Programmes/Search/?GradeId=41079&SubjectId=98185 ; p. 20

[6] Loi du 13 mars 2018 portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale. / Voir aussi : www.curriculum.lu

gebaut, fir d'Servicer vun der Police a vum Ministère de l'Éducation nationale ze vergréisseren. Donieft gëtt et ee Projet, fir d'ADEM zu Wolz auszebauen. Dës Investissementer droen direkt dozou bäi, dass d'Gemeng och weider fir hir Matbierger an Entreprisen attraktiv bleift.

Incidents liés à la drogue GHB | Question **7370** (13/12/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An de leschte Méint sinn ëmmer nees Fäll bekannt ginn, wou Persounen eegenen Aussoen no Affer vu K.-o.-Drëpse gi sinn. An e puer Fäll ass eng Plainte gemaach ginn. Leider wennt sech awer net all betraffe Persoun un d'Police. D'Donkelziffer ass héich.

An deem Zesummenhang géing ech gär follgend Froen un Här Minister fir bannenzegt Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn an de leschten 12 Méint eng Plainte bei der Police gemaach, well si Affer vu K.-o.-Drëpse gi sinn?

2. Sinn dem Minister weider Fäll vu Leit bekannt, déi Affer vu K.-o.-Drëpse goufen, déi sech awer net bei der Police gemellt hunn, mee bei enger vun de verschiddenen Ulafstellen, déi an der Drogenhëllef täteg sinn?
– Wa jo, wéi vill?
– Bei wat fir Organisatiounen hunn si sech gemellt?
– Gëtt et eng Gesamtstatistik?

3. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Leit virun de K.-o.-Drëpsen ze warnen, a fir ze sensibiliséieren?

Réponse (11/01/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Datebanke vun der Police sinn net drop ausgeluecht, fir automatiséiert Recherchen op spezifesch Modus operandi duerchzeféieren. Am Fall vu sougenannte K.-o.-Drëpsen, erkläert et sech doduerch, dass Plaintë meeschtens am Zesummenhang mat aneren Infraktiounen (Viol, Déifstall, Homejacking asw.) gemaach ginn.

Well dës Substanzen nëmme ganz kuerz no der Dot kënne bei engem Affer nogewise ginn, ass et schwéier, en eendeitege Beweis heifir ze kréien. Falls keen eendeitege Beweis besteet, gëtt d'Analys vum Protokoll just op déi confirméiert Strofdote gemaach.

ad 2. Et ass fir déi verschidden Ulafstellen, déi och am Beräich vum Nuetsliewen aktiv sinn, net méiglech d'Verofreechung vu K.-o.-Drëpsen ze confirméieren. Wann awer de Verdacht besteet, da ginn dës Persounen un d'Police weider verwisen.

Dës Ulafstelle kënnen dofir och keng Gesamtstatistik vu confirméierte Fäll féieren.

ad 3. Och wann d'Datebanke vun der Police et net erméiglechen, erauszefanne wéi vill Persounen Affer vu sougenannte K.-o.-Drëpse goufen, ass d'Problematik bekannt. Well d'Police d'Obligatioun huet, fir d'Erhale vun der ëffentlecher Uerdnung an d'Sécherheet vum Bierger ze suergen, mécht si am Kader vu Preventiounsaarbechten, sief et an de Schoulen oder um Internetsite vun der Police, d'Leit opmierksam a gëtt hinne Verhalensmesuren, wéi se sech besser schütze kënnen.

Et ass wichteg, d'Leit fir dës Problematik ze sensibiliséieren an ze informéieren, wéi eng Geste-barrièren ee kann adoptéiere fir sech ze schützen; déi concernéiert Associatioune maachen dozou Sensibilisatiounsaarbecht.

Doriwwer eraus developpéiert de Gesondheetsministère momentan zesumme mat Acteure vum Terrain eng Kommunikatiounscampagne zu dësem Theema.

Situation au Haut-Karabakh | Question **7372** (13/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Situatioun tëscht Armenien an Aserbaidjan verschäerft sech nees an der ëmstriddener Géigend vu Bierg-Karabach. Eng wichteg Verbindungsstrooss mat Armenien, déi d'russesch Arméi iwwerwaacht, ass do blockéiert. Wéi ëmmer ass et schwéier, Detailer gewuer ze ginn, mee eenzel Quellen nennen esouguer d'Presenz vun tierkesche Milizen als Ënnerstëtzung vum Aserbaidjan. De Krich an der Ukrain, kombinéiert mat aneren Interessen, ermontert dat aggressiivt Virgoe vum Aserbaidjan. Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Wéi gefëierlech ass déi nei Situatioun an der armeenesch-aserbaidjanescher Grenzregioun Bierg-Karabach?

2. Wéi kann déi Situatioun, an där Armenien relativ isoléiert erschéngt, stabiliséiert ginn?

3. Wat ënnerhëlt d'Lëtzebuerger Regierung konkreet an den internationalen Institutiounen, fir Armenien eng gerecht Behandlung ze garantéieren an d'Situatioun ze entschäerfen?

4. Ass eng Hëllefsaktioun geplangt fir déi vun Armenien ofgeschnidde Bevëlkerung am Bierg-Karabach oder si Gespréicher iwwert esou eng Hëllefsaktioun geplangt?

Réponse (11/01/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Déi aserbaidjanesch Offensiv, déi am September 2022 am Süde vun Armenien stattfonnt huet, weist dass d'Situatioun an der armeenesch-aserbaidjanescher Grenzregioun an am Bierg-Karabach geféierlech bleift.

ad 2. Et ass wichteg, dass Armenien an den Aserbaidjan sech zu weidere Friddensbeméiunge verflichten. Eng militäresch Léisung wäert a kengem Fall zu engem dauerhaften an nohaltege Fridde féieren.

ad 3. Lëtzebuerg huet säin déift Besuerge betreffend déi militäresch Operatioune vum Aserbaidjan géint Armenien zum Ausdrock bruecht an eng direkt Astellung vun alle Feindséilegkeete gefuerdert.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Mediatiounsefforte vun der EU, fir d'Friddensbeméiunge mat allen Acteure weiderzeféieren. D'EU-Beobachtungsmissioun an Armenien („EUMCAP Armenia") ass den 19. Dezember 2022 op en Enn komm a Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Initiativ, eng nei EU-Missioun an Armenien fir 2023 ze plangen, fir eng konstruktiv europäesch Präsens an der Regioun ze verankeren an den Dialog ze erliichteren.

Wat d'OSZE betrëfft, huet Lëtzebuerg ëmmer d'Mediatiounsefforte vun de Co-Presidencë vum Minsk Grupp ënnerstëtzt.

ad 4. Am Fall wou d'EU eng Hëllefsaktioun géif plangen, wier Lëtzebuerg bereet, déi mat ze ënnerstëtzen.

Situation à l'Unité de sécurité de Dreiborn (Unisec) | Question **7375** (14/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ufanks vun dësem Joer war et am Jugendprisong zu Dräibuer (Unisec) zu engem Opstand vu jugendlechen Insasse komm, woubäi dräi Poliziste bei der Interventioun verletzt goufen.

Den Ombudsmann souwéi den Ombudsmann fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) haten dëst Joer fir Verbesserunge vum Jugendprisong a vum Encadrement vun de concernéierte Jugendleche plädéiert. Dobäi gouf virun allem d'Gesetzgeebung kritiséiert, déi aktuell mat de Gesetzesprojete 7991 a 7992 verbessert soll ginn, mee och de Manktem u psychiatreschem Encadrement, wou et zurzäit keng Aussicht op Besserung gëtt.

Mir gouf zougedroen, dass d'Ambiance an der Unisec sech och zum aktuellen Zäitpunkt net verbessert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass an de Raimlechkeeten zu Dräibuer Fënsteren an Diere futti sinn?
Wa jo, zënter wéini ass dat de Fall a bis wéini soll dat behuewe sinn?
Wéi oft kënnt et vir, dass Objeten oder Armaturë futti ginn?

2. Wéi oft kënnt et zu physeschen Ausernanersetzunge vu Jugendlechen zu Dräibuer?

3. Wéi wäert d'Unisec an Zukunft opgestallt ginn, fir den Erausfuerderungen, déi den OKaJu ernimmt huet, ze entgéinen?

4. Bis wéini soll eng permanent psychiatresch Betreiung an der Unisec garantéiert sinn? Wéi eng finanziell Moyenen huet d'Regierung 2023 dofir virgesinn?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Enfermement vu jonke Mënschen huet den Effet, datt Spannungen entstinn. Dës entlueden sech, dacks onerwaart, an dobäi kënnt och Material zu Schued. Dëst ass och reegelméisseg an der Unité de sécurité (Unisec) de Fall. Wann dëst geschitt, ginn déi Schied duerch de Service technique vum Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) an an Zesummenaarbecht mat Handwierksbetriber sou séier wéi méiglech behuewen.

An alle Fäll gëtt probéiert, de Moment selwer op d'mannst eng provisoresch Solutioun ze fannen, wann dat néidegt Material net den Ament selwer verfügbar ass.

ad 2. Sou wéi Spannungen sech entlueden, andeems Material zu Schued kënnt, kann et och zu Spannungen tëschent Jonke kommen, dëst entweeder opgrond vum Zesummeliewen an der Unisec oder opgrond vun de Relatiounen, déi déi Jonk ënnerhalen hu virun hirem Sejour an der Unitéit.

Déi lescht kierperlech Ausernanersetzungen tëschent Jonken an der Unitéit goufen et am Mount November an am Mount August 2022.

ad 3. D'Aféierung vun engem getrennte Jugendschutz a Jugendstrofrecht zu Lëtzebuerg an den doraus resultéiernden Transfert vun der Unisec an dem Site Dräibuer an d'Kompetenz vun der Prisongsverwaltung wäert ee klore rechtlechen a pädagogesche Kader schafen, an deem sech d'Erausfuerderunge vun der Gestion vun der Unisec besser meeschtere loossen. Eng kloer Trennung tëscht Schutz a Strof wäert dozou féieren, datt der momentaner extreemer Villfalt vu Profiller vu Jonken an der Unisec entgéintgewierkt ka ginn.

Vu datt d'Unisec momentan souwuel schutzbedürfteg wéi schwéier delinquent Jonker, zesumme mat Jugendlechen, déi psychesch Problemer opweisen, a Mineurs non accompagnés betreit, ass et schwéier, eng Prise en charge ze garantéieren, déi fir all Jonken ideal ass. Wann an Zukunft de Profill vun deene Jonken an der Unisec méi uniforme ass, kann och eng méi adaptéiert Prise en charge stattfannen.

Och déi verbessert prozedural Garantien, wéi eng Privation de liberté mat engem kloren Enddatum an eng kloer gereegelt Untersuchtungshaft wäerten zu enger méi harmonescher Situatioun an der Unisec bäidroen. Duerch déi kloer Messagen zu Schutz a Strof an och zu der Dauer vun engem Enfermement, wäert deen neie gesetzleche Kader bei de Jonken d'Gefill vun ongerechter Behandlung a Willkür vermeiden an ee wichtegen Usporn fir eng Rehabilitatioun liwweren.

ad 4. Schonns elo ass duerch een Accord de coopération mam Centre hospitalier neuro-psychiatrique (CHNP) déi permanent psychiatresch Betreiung vun de Jonken an der Unisec garantéiert. Bei Bedarf gi si vun engem Pedopsychiater ambulant betreit, kënnen, wann et néideg ass, awer och stationär an der Psychiatrie betreit ginn.

Fir d'Joer 2023 huet d'Regierung fir déi medezinnesch Betreiung vun de Pensionnairë vum CSEE 138.000 Euro virgesinn. Dëse Montant deckt d'Ausgaben zousätzlech zu deene vun der Gesondheetskeess an de Posten (Psychologen, Psychotherapeuten an eng Infirmière psychiatrique), déi dem CSEE schonn zur Verfügung stinn.

Mise en œuvre du Pacte logement 2.0 | Question **7377** (14/12/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

De Pacte Logement 2.0 ass am Juli 2021 gestëmmt ginn a retroaktiv op den 1. Januar 2021 a Kraaft getrueden. Haaptzil ass et, d'Gemengen als zentrale Partner vun der Regierung an der Entwécklung vun abordabele Wunnengen ze ënnerstëtzen. Nieft dem verstäerkte Matabanne vun de Gemenge gëtt och verstäerkt op eng Biergerbedeelegung a Sensibiliséierung vun der Gesellschaft gesat.

Laut Gesetz si Gemengen dru gehalen, virun Enn 2022 ee lokalen Aktiounsprogramm fir de Logement opzestellen (PAL) an d'Convention de mise en œuvre vun deem selwechte fäerdegzestellen. Am Kader vun der Ënnerschréft vun enger Convention de mise en œuvre gëtt dës Konventioun nëmmen applikabel op dat Joer virun hirer Ënnerschréft. Sou eng Dispositioun um Ufank vun engem Pakt oder Engagement ass extreem onglécklech.

Bei engem partnerschaftleche Verhältnis tëscht Staat a Gemenge sollt ee staatlechersäits all Effort maachen, fir d'Gemenge bei der Erausfuerderung bei der Schafung vun erschwénglechem Wunnraum op all Niveau ze ënnerstëtzen. Dozou gehéiert sécherlech och een Entgéintkomme bei den Delaie fir d'Opstelle vun der Convention de mise en œuvre. Mengen Informatiounen no hunn nämlech vill Gemenge Problemer, an de virgeschriwwenen Delaien hir Aarbechten ofzeschléissen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

– Wéi vill Gemengen hunn eng Verlängerung beim Erstelle vum PAL ugefrot, fir den Delai op d'Joer 2023 ze verréckelen?

– Huet de Ministère net ugeduecht, fir d'Gesetzgeebung eventuell unzepassen, datt d'Convention de mise en œuvre réckwierkend op 2 Joer ka gräifen, soudatt d'Gemengen nach een Obschub vun 1 Joer kënne kréien, fir net an e Vide tëscht dem Pacte Logement 1.0 an dem Pacte Logement 2.0 ze falen?

Réponse (12/01/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Am Joer 2021 hunn insgesamt 98 Gemenge beim Pacte Logement 2.0 matgemaach an eng Convention initiale mam Ministère du Logement ënnerschriwwen. Am Joer 2022 ass nach eng weider Gemeng dem Pacte Logement 2.0 bäigetratt. Domadder maachen elo 99 Gemenge mat. Am Laf vum Joer 2022 hunn 79 Gemengen en Avenant vun der Convention initiale ënnerschriwwen, fir hir Lafzäit ëm 12 Méint ze verlängeren.

Bei de Viraarbechte vum Gesetz huet den Aarbechtsgrupp, dee mam Ausschaffe vum Gesetz beoptraagt war, och analyséiert, wéi laang et géif daueren, fir de Froebou vum PAL ze beäntwerten. Bei dësen Analyse gouf geschat, datt et mat alle Consultatiounen a Votten ongefeier 6 Méint géif daueren, fir e PAL opzestellen. Dat ënner anerem och, well effektiv keng zousätzlech Etüden noutwendeg oder gefrot sinn, fir dëse Plan d'action opzestellen.

Fir all de Gemenge genuch Zäit ze ginn, hire PAL auszeschaffen, gouf am Gesetz d'Dauer vun der Convention initiale op 12 Méint festgeluecht, mat der Méiglechkeet, dës Lafzäit eng Kéier ëm 12 Méint ze verlängeren.

Schonn ier d'Gesetz gestëmmt war, huet de Ministère am Joer 2020 an 2021 mat der Sensibiliséierung an der Formation initiale ugefaangen, fir d'Gemengen an d'Logementsberoder ze forméieren. Doduerch waren d'Logementsberoder och direkt asazbereet, wéi déi éischt Gemengen am Summer 2021 eng Convention initiale ënnerschriwwen hunn.

Vun den 99 Gemengen, déi dem Pacte Logement 2.0 bäigetruede sinn, haten der 69 och virum Enn vum Joer 2021 e Logementsberoder. Weider 24 Gemengen haten en éischte Kontakt mat hirem Logementsberoder an den éischte 6 Méint vum Joer 2022. Vun den 99 Gemengen hunn also nëmme 4 Gemengen um Enn vum Joer 2022 säit manner ewéi 6 Méint e Logementsberoder.

Iwwert d'Joren 2021 an 2022 goufen d'Gemengen an hir Logementsberoder reegelméisseg iwwert déi ënnerschiddlech Delaien a Prozeduren informéiert. Dëst war Theema vu verschiddene Circulairen a gouf och op den „Assises du logement" an op der „Semaine nationale du logement" an de Joren 2021 an 2022 diskutéiert.

Um Enn vum Joer 2022 hate 45 Gemengen hire PAL fäerdeg a kruten deen och vum Ministère validéiert. Dovunner hunn 43 Gemenge virum Enn vum Joer 22 hir Convention de mise en œuvre ënnerschriwwen an dem Ministère zréckgeschéckt, soudatt hir Dotatioun konform zum Gesetz réckwierkend op d'Joer 2021 gerechent gëtt.

D'Dotatioun, déi d'Gemengen nom Krittär vun de konventionéierte Wunnenge kréien, gëtt ëmmer retroaktiv op dat viregt Kalennerjoer gerechent. Déi éischte Kéier kritt eng Gemeng dës Dotatioun gerechent, wann d'Convention de mise en œuvre ënnerschriwwe gëtt. Dono all Kéier am Ufank vum neie Kalennerjoer. Dëst ass onofhängeg dovunner, wéi laang d'Convention initiale gelaf ass.

Och déi Gemengen, déi nach keng Convention de mise en œuvre am Joer 2022 ënnerschriwwen an zréckgeschéckt hunn, kréien d'Dotatioun vu 25 Euro pro Awunner (mat engem Minimum vun 100.000 a Maximum vu 500.000 Euro), wann se eng Convention initiale virum 31. Dezember 2021 mam Ministère ënnerschriwwen hunn.

Radars sur l'A7 | Question **7379** (14/12/2022) de **M. André Bauler** (DP)

D'Streckeradaren an den Tunnellen op der A7 sinn zënter dem 1. Dezember an hirer Testphas.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Automobilisten a Camionsfuerer si wärend der Testphas op der A7 bis elo geblëtzt ginn?

2. Vu wéini u ginn dës Streckeradare schaarf gestallt?

Réponse (12/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wärend der Testphas vun de Streckeradaren an den Tunnelle Stafelter, Grouft a Gousselerbierg op der A7 gi keng Donnéeë gespäichert. Alles wat vun de Streckeradaren erfaasst gëtt, gëtt direkt geläscht. Esou leien och keng Statistike mat de gewënschten Donnéeë vir.

ad 2. D'Streckeradare gi schaarf gestallt, soubal d'Anlagen homologéiert an alles richteg parametréiert ass.

Mise en service de navettes autonomes sans chauffeur au Luxembourg | Question **7380** (14/12/2022) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

La Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) vient d'annoncer qu'elle va ajouter « une corde innovante à leur offre multimodale avec la mise en marche progressive, en 2023, de deux minibus autonomes » électriques, d'une longueur de 4,7 mètres, ayant une capacité de 14 passagers dont des personnes à mobilité réduite et pouvant atteindre une vitesse de 25 km/h. Selon les informations communiquées par les CFL, les deux navettes d'une société néo-zélandaise seront livrées aux CFL en mars 2023 et seront d'abord testées en site fermé, chez IEE à Bissen et au terminal de CFL multimodal à Bettembourg-Dudelange, avant de recevoir leur homologation de la part de Luxcontrol.

Bien qu'une entreprise de transport privée luxembourgeoise ait déjà fait circuler des navettes autonomes électriques en tant que projets pilotes dès 2018, l'annonce des CFL constitue néanmoins un pas en avant décisif en vue de l'intégration de tels véhicules autonomes dans l'offre « normale » des transports publics au Luxembourg, c'est-à-dire en complément de l'offre actuelle de trains, tram et bus, ainsi que des vélos et voitures en partage.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce qu'une circulation dans l'espace public est envisagée au terme de leur homologation complète ? Dans l'affirmative, à quelle échéance ?

2) Est-ce que ce modèle de navette néo-zélandaise effectue déjà des trajets réguliers autonomes dans l'espace public dans d'autres pays ?

3) Quel genre de trajet pourraient-elles effectuer en service régulier de transport public au Luxembourg et à quels endroits ?

Réponse (13/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Les CFL prévoient effectivement d'exploiter les navettes après leur homologation dans l'espace public. La première mise en circulation sur la voie publique est prévue pour septembre 2023. Le projet serait a priori de relier dans une première phase la gare de Belval Université avec l'université et le lycée et dans une deuxième phase éventuellement la maison de retraite. Ces projets, classés sous l'étiquette « essai scientifique », seront réalisés avec un chauffeur à bord des navettes.

Les navettes néo-zélandaises circulent déjà régulièrement sur la voie publique de la ville de Sejong, la capitale administrative de la Corée du Sud, dans un déploiement orchestré par KOTI, l'institut coréen des transports. Une visite de ce site par une délégation luxembourgeoise a eu lieu en novembre 2022 dans le cadre de la dernière mission économique en Corée du Sud. Des essais sur la voie publique à Suncheon et Gangneung (Corée du Sud) sont actuellement en cours. En Nouvelle-Zélande, une navette circule sur les routes à l'intérieur de l'aéroport de Christchurch et au sein de Paerata Rise, un nouveau village intelligent aux abords d'Auckland. De plus, une navette d'Ohmio circule sur les routes de l'université La Trope à Melbourne.

En Europe, suite aux premières opérations au Luxembourg, Ohmio a récemment soumis une offre en Finlande et travaille sur un projet majeur au Royaume-Uni. L'entreprise utilisera sa nouvelle base européenne auprès de l'Automobility Campus à Bissen pour développer des opportunités commerciales et repérer les opportunités futures à travers l'Europe. Au niveau national, une coopération avec d'autres acteurs de l'écosystème est déjà envisagée et l'entreprise a exprimé le souhait clair de développer et valoriser l'expertise technique, entre autres en rejoignant diverses organisations internationales de normalisation.

Les CFL ont l'objectif d'offrir à leurs clients un service de mobilité supplémentaire. Ceci surtout pour parcourir les derniers kilomètres entre un pôle d'échange et un point d'intérêt spécifique. Ces points pourraient être en l'occurrence des zones d'activités/industrielles, un hôpital, une maison de retraite, une école, un centre commercial, etc.

Primes dans le cadre de la mobilité électrique | Question **7383** (15/12/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Den Ausbau vun der E-Mobilitéit ass e wichtege Schrëtt fir ons Klimaziler ze erreechen. Niewent elektreschen Autoen, Vëloen a Camionnetten, fir déi et och eng Primm gëtt, ginn et mëttlerweil awer och Camionen a Busser, souwuel mat engem 100 % elektreschen Undriff wéi och an enger hybrider Ausféierung, um Marché ze kafen. D'Entrepreneuren, déi sech kéinte virstellen, hir klassesch bedriwwe schwéier Gefierer duerch emissiounsfräi oder emissiounsaarm Gefierer ze ersetzen, kënnen awer bis ewell net vun esou enger Primm profitéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Gedenkt d'Ministesch och eng Primm fir emissiounsfräi oder emissiounsaarm Busser, Camionen an aner grouss Aarbechtsmaschinne wéi e Bagger anzeféieren?

2. Wann nee, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheedung?

3. Wa jo, wéini kënnen d'Entrepreneuren domadder rechnen hir Demande ze stellen a kann d'Ministesch schonn ofschätzen, ëm wéi ee Montant et sech dobäi handele kéint?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. an 2. Esou wéi am Accord tëschent der Regierung, der UEL, dem LCGB an der CGFP vun Enn Mäerz 2022 festgehalen, wäert d'Regierung ee Primmeregimm opsetze fir d'Betriber ze ënnerstëtzen hire Fuerpark, notamment bei Camionen oder Bussen, op emissiounsfräi Gefierer ëmzestellen. Aktuell gëtt un enger deementspriechender Etüd geschafft. Emissiounsfräi Busser ginn haut och schonn indirekt gefërdert, andeems d'ëffentlech Hand bei Ausschreiwunge verstäerkt oder deelweis exklusiv op emissiounsfräi Busser setzt.

ad 3. Op der Basis vun den Erkenntnisser a Recommandatiounen aus der uewe genannter Etüd, déi am Laf vum 1. Trimester 2023 ofgeschloss wäert sinn, schaffen de Wirtschaftsministère, de Ministère fir Energie a Landesplanung, de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, zesumme mam Finanzministère, zäitno eng Propositioun fir ee Primmeregimm aus.

Monitoring gratuit du cycle du carbone et de l'azote et de la performance climatique à toute exploitation agricole | Question **7384** (15/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den 19. November 2019 huet d'CSV d'Regierung an enger Motioun opgefuerdert, fir de Baueren am Kader vum Klimawandel e gratis Monitoring vum Karbon- a Stéckstoffkreeslaf a vun der klimatescher Performance (Klimacheck) mat konkreeten Nohaltegkeetskrittären unzebidden. Dës Motioun ass eestëmmeg ugeholl ginn.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Kruten all d'Betriber e gratis Monitoring ugebueden?
• Wa jo, wat fir Instrumenter si genee an dem Monitoring enthalen?
• Wat fir Mesurë sinn als Konsequenz vum Monitoring ëmgesat ginn?
• Wann nee, firwat ass d'Motioun an de leschte Joren net ëmgesat ginn?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Um Klimadësch-Landwirtschaft vum 11. Oktober 2021 huet den deemolege Landwirtschaftsminister Romain Schneider d'Plattform www.klimacheck.lu virgestallt. No der Eingab vu Basisdonnéeën a Beäntwere vun engem theemen- a produktiounsspezifesche Froekatalog kritt de Betrib online a via Mail een direkte Feedback, wéi et puncto Klima- an Energieeffizienz op sengem Betrib ausgesäit. Dobäi ginn déi Moossname speziell ervirgehuewen, wou de Betrib schonns besonnesch klima- an energieeffizient ënnerwee ass. Beim Feststelle vu Verbesserungspotential oder Mängel kritt de Betrib dann och eng Rei vu Moossnamen (insgesamt 18 Beräicher) proposéiert, déi en aktiv ëmsetze kann, fir seng Klima- an Energieeffizienz an Zukunft ze verbesseren.

Fir weiderféierend Informatioune stinn dann ënner anerem déi agreéiert landwirtschaftlech Berodungsorganisatiounen zur Verfügung.

Agence européenne de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (AMLA) | Question **7385** (15/12/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Il ressort que la ville de Paris s'est portée candidate pour héberger la future agence européenne de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (AMLA) en vue de son installation en 2024. Ceci après que d'autres capitales européennes comme Vienne et Madrid se sont également officiellement portées candidates. Le Luxembourg héberge déjà plusieurs institutions européennes sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Dès lors, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

– Le Luxembourg entend-il se porter candidat pour héberger l'AMLA ? Si non, quelles en sont les raisons ?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Bien que le processus formel quant à la détermination du futur siège de l'AMLA n'ait pas encore été arrêté entre les institutions européennes, le Luxembourg, comme plusieurs autres États membres, a signalé son intérêt pour héberger la future agence européenne en charge de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Dans ce contexte, le Luxembourg met en avant l'avantage d'un environnement propice en ce qu'il accueille déjà plusieurs institutions et agences européennes, dont notamment la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ainsi que le Parquet européen (EPPO) qui est chargé de rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs d'infractions pénales portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union telles que la fraude, la corruption ou encore le blanchiment de capitaux.

La proximité de ces institutions et agences pourra certainement bénéficier à l'AMLA dans la mise en œuvre de ses missions et faciliter la coopération envisagée entre ces organes par le futur règlement visant à établir l'AMLA (AMLAR).

L'emplacement au cœur d'un des centres financiers importants du marché unique, dans un écosystème multilingue et l'excellente connexion paneuropéenne du Luxembourg avec les autres capitales d'Europe, garantiront un lancement efficace et rapide de sa mission de surveillance unique, tout en réunissant les conditions idéales pour l'installation de l'AMLA et celle de ses équipes ainsi que de leurs familles.

Décharge à Nothum | Question **7386** (15/12/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

De Manktem u Bauschuttdeponien hält un. D'Deponie Noutem ass dëst Joer zoubliwwen. Well d'Camione mat Bauschuttmaterial méi wäit Weeër musse fueren, si souwuel de regionale Verkéier wéi och d'Ëmwelt ronderëm Wooltz méi belaascht ginn. D'Deponie Noutem sollt awer erweidert ginn an elo ass eng Prozedur amgaangen, fir datt de Betrib nees opgeholl ka ginn.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Ministesch weider Detailer zum aktuelle Fortschrëtt vun dëser Prozedur?

2. Wéini ka mat enger Ouverture vun der Deponie Noutem gerechent ginn?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Am Dossier „Noutem" gëtt et säit der Äntwert vun Enn Oktober 2022 op d'parlamentaresch Fro N° 6889 vun den éierewäerten Deputéierten Här Emile Eicher, Madamm Martine Hansen, Här Aly Kaes an Här Jean-Paul Schaaf keen neie Moment. Eisen Informatiounen no schafft de Maître d'ouvrage um EIE-Rapport.

Grondsätzlech muss gesot ginn, dass de Ministère an d'Verwaltung keen Afloss op d'Zäitschinn hunn, wat d'Ausschaffen an d'Areeche vun den néidegen Dokumenter a Geneemegungsdossieren ugeet, déi fir déi

jeeweileg Prozeduren (EIE, Kommodo, Naturschutz, Waasserschutz etc.) néideg sinn.

Avenir du chauffage à gaz | Question **7390** (16/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An senger Äntwert op meng Question parlementaire N° 7133 huet de Minister Follgendes geäntwert: „Dat am aktuelle ‚Plan national integré en matière d'énergie et de climat' (PNEC) formuléiert Zil ass d'Klimaneutralitéit spéitstens bis 2050. Fir déi Klimaneutralitéit ze erreechen, ass et noutwenneg, dass op de Gebrauch vun alle fossillen Energiequelle muss verzicht ginn, och op de Gas."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Ass beim Verzicht op de Gas och de Biogas mat abegraff?

Wa jo, wat fir Alternative si konkreet fir de Biogas virgesinn, wëssend, dass mat enger ganzer Rei Biogasanlage gréisser Infrastrukturen oder Deeler vu Gemengen (souwuel privat eléi och ëffentlech Gebaier) uechtert d'Land (zum Beispill d'Biogasanlagen zu Biekerech an zu Réiden Atert) gehëtzt ginn?

2. Wéi steet de Minister dozou, fir nom Enn vum Gas aus fossille Quellen, Waasserstoff an déi bestoend Gasreseauen anzespeisen, wëssend, dass et haut Chaudièrë ginn, déi mat Waasserstoff funktionéieren?

Réponse (11/01/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Déi zitéiert Ausso vum éierewäerten Deputéierte Sven Clement bezitt sech op de fossille Gas. Erneierbar Energiequelle solle progressiv déi fossill Energien ersetzen, dofir ass an der nationaler Biogasstrategie virgesinn, d'Brutto-Biogasproduktioun op 330 GWh am Joer 2030 auszebauen. D'Regierung huet als Zilsetzung gesat, 50 % vum Gülle- a Mëschtopkommen, mat maximal 1,0 Milliounen Tonne pro Joer, 75 % vum Biofallpotenzial a Biogasanlagen ze verwäerten. Energiepflanze solle just als Ergänzung, fir eng wirtschaftlech Erschléissung vun dëse Potentialer ze garantéieren, agesat ginn. Et ass virgesinn, souwuel d'Biomethanaspeisung wéi och d'Stroum- an Hëtztproduktioun aus Biogas ze developpéieren. Déi national Biogasstrategie gëtt Ufank 2023 publizéiert.

ad 2. Zum Punkt Chaudièren, déi mat Waasserstoff funktionéieren, verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7036 vum 20. Oktober 2022 vum éierewäerten Deputéierte Fred Keup iwwert „chaudières à hydrogène".

An der Lëtzebuerger Waasserstoffstrategie ass virgesinn, de Waasserstoff mëttel- a laangfristeg, also no der Industrie an dem Transport, och an dem „Wäermt"-Secteur anzesetzen. Dëst awer dann net an eenzelen Haiser, mee éischter zentral, fir Cogeneratiounsanlagen, déi u Wärmenetzer hänken, ze dekarboniséieren an eng relativ flexibel Stroumproduktioun (als Nieweprodukt vun der Hëtzt) ze erlaben.

Réseaux dans le domaine de la médecine dentaire | Question **7393** (19/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon le Président de la Caisse nationale de santé, la CNS serait en contact avec le Collège médical concernant l'existence éventuelle de sociétés, respectivement de réseaux, dans le domaine de la médecine dentaire au Luxembourg. Il s'agirait en l'occurrence de centres transfrontaliers.

– Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale dispose-t-il d'informations sur ces centres ?

– Quelle est leur origine et quel est leur statut ?

– Pourquoi serait-il difficile d'avoir des informations sur ces centres, comme l'a noté le Président de la CNS, étant donné le conventionnement obligatoire de tous les médecins établis au Luxembourg ?

Réponse (19/01/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

En ce qui concerne les informations sur ces centres disponibles par la Caisse nationale de santé (CNS), elles sont limitées étant donné que les missions de la CNS se limitent à l'attribution d'un code médecin en application des dispositions des articles 3 et 4 de la convention conclue entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD). Ces articles prévoient que :

« Art. 3. Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires réglant l'accès et l'exercice de la profession de médecin au Grand-Duché de Luxembourg, les parties à la présente convention reconnaissent à tout médecin le droit de s'installer librement dans le pays.

La pratique de la médecine en association n'est opposable à l'assurance maladie que si les médecins associés pratiquent tous la même discipline médicale.

L'installation d'un médecin dans une association n'est opposable à l'assurance maladie qu'après notification à la Caisse nationale de santé de la composition personnelle de l'association. Cette notification doit comporter déclaration des noms et prénoms des médecins associés, le numéro de leur code médical individuel, le numéro du code médical de l'association, ainsi que la date de prise d'effet de leur entrée dans l'association. Il en est de même en cas de cessation d'une association ou en cas de départ d'un membre de l'association.

Art. 4. Avant leur entrée en fonctions, les médecins se font attribuer par la Caisse nationale de santé un code médecin individuel. À cet effet, il suffit de notifier à la Caisse nationale de santé leur agrément ministériel et l'adresse de leur cabinet.

Un code médecin collectif est attribué aux associations de médecins dès leur constitution sur communication des données visées à l'article précédent. »

Il en résulte que chaque médecin doit, pour pouvoir exercer dans le cadre de l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise, se faire attribuer un « code médecin » individuel sur base de la notification de son agrément ministériel et de l'adresse de son cabinet. En outre, il peut déclarer s'il veut travailler en association avec d'autres médecins. La décision de la CNS d'attribuer un code médecin se base sur les éléments fournis par le demandeur.

La CNS enregistre par code attribué une seule adresse de cabinet lui permettant d'appliquer les contrôles de facturation et de liquidation tels que prévus pas les dispositions légales, réglementaires, conventionnelles et statutaires.

Formation professionnelle | Question **7395** (20/12/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Am November dëst Joer huet d'Regierung den nationalen Ëmsetzungsplang am Kader vun de Recommandatioune vum Conseil zum Enseignement an der Beruffsausbildung (Vocational Education and Training) zu Bréissel eraginn. Eis fält op, dass iwwert dëst Areeche guer net kommunizéiert gouf, an och am Virfeld gouf et keen ëffentlechen Opruff zu enger Consultatioun, obwuel dëse Sujet vun enger enormer Wichtegkeet ass. D'Analys vum Dokument werft eng Partie Froen op.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un de Minister fir Educatioun stellen:

1. Goufen d'Beruffschamberen an d'Sozialpartner am Virfeld consultéiert iwwert hir Positioun zum Sujet Beruffsausbildung an och zu hirem Bäitrag zur Ëmsetzung vun der Strategie?

2. Wéi ass d'Zesummespill tëscht dësem Pabeier an der OECD-Etüd, déi aus dem Skillsdësch ervirgeet an am Abrëll nächst Joer wäert publizéiert ginn?

Réponse (31/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den nationalen Ëmsetzungsplang bezitt sech an enger integréierter Approche op d'Objektiver, déi souwuel an der Recommandatioun vum Conseil vun der Europäescher Unioun eléi och an der Deklaratioun vun Osnabrück festgehale goufen. D'Ziler vun der Deklaratioun vun Osnabrück goufen den 30. November 2020 ënnert der däitscher EU-Rotspresidentschaft mat Zoustëmmung vun de Ministere vun de 27 EU-Staaten a mat Zoustëmmung vun der europäescher Vertriedung vun de Sozialpartner (ETUC, BusinessEurope, SMEUnited, CEEP) ugeholl. Der Adoptioun vun der Recommandatioun vum Conseil de l'Union européenne vum 24. November 2020 (2020/C417/01) ass eng formell Consultatiounsprozedur um Niveau vum „Advisory Committee on Vocational Training" (ACVT) virausgaangen, an där déi europäesch Gewerkschaftsvertriedungen an interprofessionell Organisatioune per Statut vertruede sinn.

Lëtzebuerg huet d'Objektiver, déi no der Deklaratioun vun Osnabrück bis 2025 sollen erreecht ginn, zum gréissten Deel ewell ëmgesat, notamment am Beräich vun der initialer Beruffsausbildung. Am nationalen Ëmsetzungsplang ass als Zil am Beräich vun der initialer Beruffsausbildung formuléiert, datt d'Attraktivitéit vun der Beruffsausbildung duerch eng kontinuéierlech Mise à jour vun de Curricula an hir Adaptatioun un d'Entwécklung vum Aarbechtsmarché, an Zesummenaarbecht mat sektorielle Vertrieder, soll gesteigert ginn. Dës Zesummenaarbecht ass am Gesetz vum 12. Juli 2019 iwwert d'Vertriedung vun de Beruffschamberen am Groupe de pilotage verankert. Am Kader vum Groupe de pilotage ginn Demandë fir eng Mise à jour oder nei Programmer gemeinsam diskutéiert. Upassunge gi beruffsspezifesch vun den Équipes curriculaires ëmgesat, an deenen Enseignanten a Representantë vun den zoustännege Beruffschamberen (Vertrieder vun der Salariatschamber a sektoriell Patronatsvertrieder) d'Programmer entspriechend der Evolutioun vun de Kompetenzen, déi am Beruffsliewen erfuerdert sinn, iwwerschaffen oder nei entwéckelen.

Esou erkläert sech, datt den nationalen Ëmsetzungsplang virun allem d'Beruffsweiderbildung („formation professionnelle continue") viséiert.

D'Beruffsweiderbildung gëtt aktuell an enger gemeinsamer Approche am Kader vum Skillsdësch, dee vum Comité de coordination tripartite 2020 an d'Liewe geruff gouf, behandelt. Beim Skillsdësch sinn nieft dem Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend a Minister fir Héichschoul a Fuerschung och d'Beruffschamberen an déi sektoriell Vertrieder representéiert. Den 28. Januar 2021, de 26. Abrëll 2021 an den 3. Juni 2021 hunn dräi Reunioune vum Skillsdësch stattfonnt.

De 9. Juni 2021 gouf d'OECD-Etüd „National Skills Strategy in Luxembourg" vun de Ministere fir

Educatioun, Kanner a Jugend souwéi fir Héichschoul a Fuerschung a vum deemolege Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir d'Sozial- a Solidarwirtschaft, en présence vun de Vertrieder vum Comité de coordination tripartite, der OECD an dem Europakommissär fir Beschäftegung Nicolas Schmit lancéiert.

ad 2. Doduerch, datt d'Resultater vun der OECD-Etüd eréischt am Abrëll 2023 publizéiert ginn, konnt am nationalen Ëmsetzungsplang net ausdrécklech drop zeréckgegraff ginn. D'OECD-Etüd wäert Recommandatiounen ze enger nationaler Skills-Strategie enthalen. D'Zilsetzung ass et, d'Konditiounen ze verbesseren, fir de Leit an de Betriber et ze erlaben, déi Kompetenzen ze entwéckelen, déi an den nächste Jore gebraucht ginn, fir datt d'Land sech ka weiderentwéckelen. Eng Rei vun Elementer aus den Diskussioune mat deenen Acteuren, déi vun der OECD consultéiert goufen, sinn awer natierlech bei der Redaktioun vum nationalen Ëmsetzungsplang berücksichtegt ginn.

Pénurie de pièces centimes d'euro | Question **7396** (20/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans nos pays voisins, on note une pénurie plus ou moins aiguë de pièces de monnaie de 5, 10 et 20 centimes chez les banques et les commerces. Cette pénurie est due au fait que ces pièces ne circulent plus assez.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances si une situation analogue a pu être constatée au Luxembourg.

– Quelles sont, le cas échéant, les raisons de cette pénurie ?

– Par quelles mesures/sensibilisations peut-on contribuer à refaire circuler ces pièces thésaurisées ?

– Combien de pièces sont théoriquement en circulation ?

Réponse (19/01/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

La Banque centrale du Luxembourg (BCL) est au courant des pénuries ou risque de pénuries de pièces signalées dans certains pays de la zone euro. Cependant, jusqu'à présent, le public, les banques et les magasins n'ont pas signalé de pénurie similaire au Luxembourg. Les données statistiques de la BCL sur les chiffres d'émission et de circulation n'indiquent à ce stade aucun problème particulier dans la disponibilité de pièces, même si au cours de l'été une émission plus importante a été constatée. La BCL s'efforce en effet en continu d'assurer un approvisionnement suffisant en pièces pour les besoins de l'économie luxembourgeoise et suit de près l'évolution de la situation.

À la fin du mois de décembre 2022, le nombre total de pièces mises en circulation par la BCL pour le compte de l'État depuis 2002 est de plus de 908 millions. Ce chiffre représente l'émission nette globale de pièces assurée par le Luxembourg depuis l'introduction de l'euro. Du fait que les pièces en euros circulent librement entre les États membres de l'Eurosystème, voire même en dehors, et que certaines sont thésaurisées, il est impossible de connaître le nombre exact de pièces en circulation dans un pays donné.

L'évolution du nombre des pièces mises en circulation pour le compte de l'État est publiée chaque année par la BCL dans son rapport annuel. Les chiffres pour 2021 peuvent être consultés sous le lien suivant :

https://www.bcl.lu/fr/publications/rapports_annuels/2021/229333_BCL_RAPPORT_ANNUEL _2021_FR_CHAP01.pdf

Enfin, le public peut contribuer à refaire circuler les pièces, en les utilisant pour payer au plus près le montant de ses transactions, notamment en utilisant toutes les pièces, même les plus petites dénominations. Il contribue ainsi à les remettre en circulation et à ne pas les thésauriser. Certains magasins offrent la possibilité à leur clientèle de verser l'excédent de pièces contre l'émission d'un bon d'achat, participant ainsi activement à une réutilisation efficiente des pièces. Le public peut aussi verser son excédent de pièces auprès des banques.

Aménagement d'une bande de covoiturage sur l'A6 | Question **7397** (20/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Régulièrement, le prolongement de la bande de covoiturage existant sur l'autoroute A6 du côté belge vers notre capitale fait sujet chez nos voisins belges. Dans la réponse à la question parlementaire n° 5545, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics indique que l'aménagement d'une bande de covoiturage sur l'A6 ne peut encore être estimé ni d'un point de vue financier, ni d'un point de vue du timing.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si ce projet est toujours d'actualité.

– Quel est son état d'avancement et quel est, le cas échéant, le timing pour l'ouverture d'une telle bande de covoiturage du côté luxembourgeois ?

Réponse (03/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Suivant le plan national de mobilité 2035 (PNM35), l'autoroute A6 profitera d'une voie de priorisation pour bus et covoitureurs afin d'organiser la mobilité en 2035 dans le corridor de transport A6/CFL50. Ainsi, le projet d'aménagement d'une voie de covoiturage sur l'autoroute A6 est toujours d'actualité.

Les études actuelles prévoient d'étendre le projet de covoiturage de la frontière belgo-luxembourgeoise à Sterpenich jusqu'à Luxembourg-ville par l'ouverture d'une voie dédiée au covoiturage et aux transports publics à l'aide de l'affectation dynamique des voies, contrairement à une définition statique telle que pratiquée sur l'E411 en Belgique.

Comme déjà évoqué dans la réponse à la question parlementaire n° 5545 du 21 janvier 2022 de Monsieur le Député Max Hahn, ni le calendrier, ni le financement ne peuvent être estimés à ce stade.

Néanmoins, les études techniques ont été entamées en considérant que, non seulement le gabarit de l'autoroute devra être adapté, mais également les modules du système de gestion du trafic LTMS du CITA devront être développés. Des évaluations de systèmes de surveillance relatifs au covoiturage sont également en cours.

Différentes études pour une modification de l'A6 ont déjà été lancées, notamment le remplacement du pont enjambant l'A6 portant la piste cyclable PC12. L'intégration d'un passage à faune, tel qu'il est prévu dans le plan national de protection de la nature, en fait également partie.

En outre, le réaménagement de l'échangeur de Steinfort en interaction avec le raccordement avec l'aire de Capellen devra être prévu.

Mécanisme temporaire de la voie express de la Police grand-ducale | Question **7398** (20/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Dat neit Policegesetz, dat den 1. August 2018 a Kraaft getrueden ass, huet am Artikel 94 eng speziell Prozedur, d'Voie express, virgesinn, mat där Polizisten an eng méi héich Karriär wiessele kënnen. Polizisten, déi genuch Beruffserfarung noweisen, dierfen no där Reegel zum Beispill vum C1 an de B1 wiesselen.

D'Cour constitutionnelle huet am Arrêt Nr. 174 den 9. Dezember festgehalen, dass dëse Mechanismus net am Aklang mat eiser Verfassung ass, well d'Rechtsprinzipp vun der Gläichheet virum Gesetz an deemno den Artikel 10bis vun eiser Verfassung net respektéiert gëtt. De Problem besteet doranner, dass Persounen, déi duerch hiren Diplom een Urecht op eng B1-Karriär hätten, an der Voie express benodeelegt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wäert d'Voie express, ugesiichts vum Urteel vun der Cour constitutionnelle, an Zukunft weiderhi bei der Police bestoe bleiwen an ugewannt ginn?

2. Wäert de Minister op dëst Urteel reagéieren a falls jo, wéi eng Ännerunge wäert d'Police un der Voie express virhuelen, fir dass d'Persounen an Zukunft net méi benodeelegt ginn?

Wäert de Minister eng Gesetzesännerung heizou preparéieren?

3. Gedenkt de Minister, d'Personalvertriedung bei der Léisung vum Problem ze consultéieren?

4. Wéi gedenkt de Minister, mat deene Leit ëmzegoen, déi säit dem Akraafttriede vum neie Policegesetz nom Prinzipp vun der „confiance légitime" vun der Moossnam profitéiert hunn?

5. Ass de Minister der Meenung, dass eng Reklasséierung op den 1. August 2018 vun de Polizisten, déi een Diplom „Fin d'études secondaires" oder equivalent hunn, déi eenzeg gerecht Méiglechkeet ass, fir dee Feeler ze reparéieren?

6. Ass de Minister der Meenung, dass d'Spezialprozedur vun der Voie express de richtege Wee ass? Wier et net méi einfach an och méi fair, dass een de Polizisten, déi sech iwwert hir Formatioun fir ee B1 qualifizéieren an dëst ufroen, automatesch iwwert e Reklassement den Accès an d'B1-Karriär opmécht?

Réponse (19/01/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

D'Analysen iwwert den Impakt vum Urteel sinn nach amgaangen an et sief bemierkt, dass nach en Arrêt vun der Cour administrative an der Affär, déi zum Urteel Nr. 174 gefouert huet, aussteet.

Impact du scandale de corruption au Parlement européen sur le Luxembourg | Question **7399** (20/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'EU-Parlament gëtt aktuell vun engem wäitreechende politesche Skandal erfaasst. Déi belsch Autoritéiten enquêtéiere géint féierend Membere bis eran an d'Presidence, well dës ënnert dem Verdacht stinn, am grousse Stil Bestiechungsgelder vum Emirat Katar ugeholl ze hunn. D'Verhandlungen iwwert eng Visaliberaliséierung fir den arabesche Golfstaat goufe mëttlerweil op Äis geluecht. Den Emirat Katar, mat deem Lëtzebuerg notamment am Beräich vun der Loftfaart eng privilegiéiert Handelspartnerschaft ënnerhält, huet doriwwer eraus iwwert d'„Open Skies"-Konventioun e relativ liberalen Zougang zum EU-Loftfaartmarché, ëmgekéiert gëllt dat nämmlecht fir EU-Loftfaartgesellschaften, déi am Katar operéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, wéi wäit Lëtzebuerger Interessen duerch dee genannte Skandal am EU-Parlament riskéieren, ënner Drock ze geroden, besonnesch och ob hei potenziell geschäftlech Risiken am Hibléck op d'Exploitatioun vum Findel wéi och fir d'Cargolux an d'Luxair am Raum stinn?

Réponse (31/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Der Regierung ass net bekannt, dass et iergendeng konkreet Auswierkunge vun der Enquête ronderëm den Emirat Katar op de Beräich vun der Loftfaart zu Lëtzebuerg géif ginn.

Charte chèques-cadeaux | Question **7400** (20/12/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Au mois de juin 2022, l'ULC et la Confédération luxembourgeoise du commerce (clc), sous l'égide du Ministère de la Protection des consommateurs, ont élaboré une charte censée réglementer la pratique des chèques-cadeaux au vu de donner des références aux commerçants et à leurs clients au Luxembourg.

La charte prévoit notamment une durée de validité d'un chèque-cadeau d'au moins deux ans.

Par la suite il me revient toutefois, qu'il n'y a pas eu de nouvelles quant à l'adhésion des commerçants luxembourgeois à ladite charte, ni quant aux modalités pratiques appliquées depuis lors dans les magasins. On n'a pas non plus pu constater un quelconque affichage de ladite charte dans les vitrines des magasins ni aucune autre manifestation d'adhésion ni même d'intérêt de la part du commerce luxembourgeois.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

– Quels efforts ont été déployés pour sensibiliser les magasins au sujet de ladite charte ?

– Les commerçants luxembourgeois ont-ils été suffisamment informés et motivés afin d'adhérer à ladite charte et à appliquer les pratiques préconisées ?

– Quelles sont les mesures que la ministre envisage de prendre afin que la charte produise les effets voulus ?

Réponse (19/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

L'honorable Député s'enquiert de la mise en œuvre de la charte chèques-cadeaux élaborée en juin 2020 par l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC), la Confédération du commerce (clc) ainsi que de l'Horesca et ce sous l'égide du Ministère de la Protection des consommateurs.

Ainsi, dans une situation caractérisée par un sentiment d'insécurité générale, ces acteurs ont voulu donner un signe d'assurance aux consommateurs. À cet égard, il est notamment utile de mentionner que la durée de validité d'un chèque-cadeau répondant aux critères de la charte est au moins de deux ans et que toute durée supérieure constitue un réel service à valeur ajoutée pour les clients.

Si l'adoption de la charte a été rendue publique par un communiqué de presse de mon département, les parties en ont assuré la promotion via les médias et les réseaux sociaux de même qu'en interne par rapport à leurs membres.

Un premier bilan montre que les organisations professionnelles n'ont pas connaissance de problèmes rapportés par leurs ressortissants. Qui plus est, et cet état des choses est corroboré par l'ULC, il s'avère que certains commerçants se montrent flexibles et acceptent encore des chèques-cadeaux quelques mois après leur expiration.

Il n'empêche, et les dossiers – limités puisque moins d'une trentaine ces trois dernières années – dont l'ULC avait à traiter le montrent, que des consommateurs se posent des questions par rapport à un chèque-cadeau pour ce qui est par exemple du remboursement pendant la durée de validité ou au terme de son expiration.

Mes services ont déjà prévu de se concerter avec les autres parties pour apprécier si une nouvelle communication pour le grand public au sujet de la charte s'avère utile. À cet égard, il est d'ores et déjà prévu d'intégrer dans les mois à venir une fiche y relative dans le guide du professionnel pour en promouvoir le recours par les membres signataires. Cette initiative de mon département lancée en décembre 2022 se propose d'offrir du matériel d'information gratuit aux professionnels pour ce qui est de leurs obligations envers les consommateurs telles qu'issues du Code de la consommation. De même, j'entends évaluer l'intérêt d'un autocollant ou d'un autre signe distinct visible permettant aux consommateurs de s'orienter vers les établissements adhérant à la charte.

Nuisances sonores dans les alentours de l'Aéroport de Luxembourg | Question **7401** (21/12/2022) de **M. Claude Lamberty** | **M. Max Hahn** (DP)

Il nous revient que sur la piste d'atterrissage 06 de l'Aéroport de Luxembourg, les procédures d'envol des avions en direction du sud ont été modifiées. La mesure aurait été décidée par Belgocontrol – l'autorité de contrôle de l'espace aérien – dans le contexte d'ajustements liés à la crise sanitaire.

Depuis le changement des procédures, les avions bifurquent vers le sud à une moindre distance du seuil est de la piste d'atterrissage et également à une moindre hauteur que dans le passé. Ils survolent ainsi à basse altitude des agglomérations situées à l'est et adjacentes à l'aéroport.

Il en résulte un fort accroissement des nuisances sonores sur le territoire des agglomérations concernées. De nombreux riverains, des associations de riverains ainsi que des autorités locales ont à maintes reprises formulé des réclamations à ce sujet.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer le changement des procédures d'envol tel que décrit ci-devant ?

– Quelles sont les raisons de ce changement des procédures d'envol ?

– Au vu de l'accroissement des nuisances sonores auxquelles sont exposés les riverains, est-il prévu d'adapter les procédures d'envol ? Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

Réponse (12/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

La procédure normalisée de départ aux instruments « GTQ2T » a été mise à jour avant la crise sanitaire. Le changement de cette route de départ GTQ a été imposé pour des raisons de sécurité aérienne, notamment à cause de la proximité d'une zone militaire sous responsabilité allemande située à l'est du pays. Cette zone militaire dénommée « TRA Lauter » est un espace aérien fermé au trafic aérien civil.

Cette modification n'a pas été décidée de manière unilatérale par « Skeyes » (le nom de « Belgocontrol » a été changé depuis plusieurs années), mais par les experts de l'Administration de la navigation aérienne (ANA) en coopération avec un expert de Skeyes. La raison unique pour ce changement étant le maintien de la sécurité aérienne en raison de l'agrandissement de la zone militaire TRA Lauter.

L'ANA a essayé de réduire les impacts sonores au-dessus des communes concernées par une augmentation de l'altitude minimale de vol des aéronefs de 1.700 pieds à 2.200 pieds avant initiation du cap vers le sud et le survol des zones habitées. L'altitude de survol est donc plus haute et pas plus basse que dans le passé. Pourtant, cette hausse de l'altitude de survol de 500 pieds (environ 150 mètres) ne semble pas avoir amélioré significativement la perception du bruit par les riverains.

Actuellement, les experts de l'ANA sont en train de vérifier la possibilité d'augmenter davantage l'altitude au-delà de 2.200 pieds avant d'initier le cap vers le sud.

Risques de santé liés à l'amiante | Question **7402** (21/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Commission européenne vient de présenter sa nouvelle stratégie globale contre les risques de santé liés à l'amiante (Asbest). Ainsi, les valeurs limites d'exposition seront abaissées d'actuellement 0,1 fibre par cm^3 à 0,01 fibre par cm^3 pour tenir compte des dernières évolutions scientifiques et techniques.

Même si l'utilisation de l'amiante sous toutes ses formes est interdite dans l'UE, on en trouve dans les constructions plus anciennes. Selon les estimations de l'UE, 78 % des cancers professionnels reconnus dans les États membres seraient dus à l'amiante. Dans ce cadre, j'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Quelles sont actuellement les valeurs limites au Luxembourg et de quelles manières vont-elles évoluer, sachant que l'Allemagne a déjà anticipé la valeur limite préconisée par la Commission européenne ?

2) Quelle est la part des cancers professionnels liés à l'amiante au Luxembourg ?

3) Quelles sont en général les mesures pour protéger les travailleurs contre les risques liés à l'amiante surtout lors de la rénovation ou de la démolition de constructions plus anciennes ?

4) Existe-t-il dès à présent une stratégie de détection et d'élimination de l'amiante au Luxembourg ?

Réponse (30/01/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail, la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) est fixée à 0,1 fibre par cm^3 mesurée par rapport à une moyenne pondérée dans le temps sur 8 heures.

Selon la proposition de directive tendant à modifier la directive 2009/148/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail, il est actuellement envisagé de fixer une VLEP égale à 0,01 fibre par cm^3 mesurée par rapport à une moyenne pondérée dans le temps sur 8 heures.

À noter que le Grand-Duché de Luxembourg soutient la proposition de la Commission européenne de modifier la directive 2009/148/CE précitée qui prévoit notamment d'abaisser la VLEP et de réduire ainsi l'exposition à l'amiante sur le lieu de travail aux fins de contribuer efficacement à prévenir des cas de cancer et des décès dus à l'amiante. Aussi, il est prévu de transposer la future directive modifiant la directive 2009/148/CE précitée en droit national dans les meilleurs délais.

ad 2) Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne dispose pas de données quant à la part des cancers professionnels liés à l'amiante au Luxembourg.

ad 3) Conformément aux dispositions du Code du travail, l'employeur est tenu d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail.

Aussi, l'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

Par ailleurs, en cas de travaux de rénovation ou de démolition de constructions, l'employeur est notamment tenu de respecter les dispositions du règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles et du règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail.

Par conséquent, l'employeur est tenu de veiller à ce que le risque lié à l'exposition des salariés à l'amiante sur le lieu de travail soit réduit à un niveau aussi bas que techniquement possible et dans tous les cas en dessous de la VLEP fixée à 0,1 fibre par cm^3 mesurée par rapport à une moyenne pondérée dans le temps sur 8 heures.

Par ailleurs, l'employeur doit s'assurer que les salariés qui sont exposés ou susceptibles d'être exposés à la poussière contenant de l'amiante reçoivent une formation appropriée qui doit être dispensée par des experts en la matière à des intervalles réguliers et avant le début de tout travail exposant à l'amiante. Par ailleurs, cette formation est certifiée par l'ITM.

Aussi, tout retrait d'amiante doit être réalisé dans une zone confinée, à moins qu'il ne s'agisse de travaux dont la VLEP n'est pas dépassée et de travaux dont la méthode de travail est standardisée et validée par l'ITM.

Par ailleurs, toute personne qui accède à la zone confinée pendant les travaux de retrait d'applications d'amiante doit porter des équipements de protection individuelle et doit suivre les procédures prescrites par le règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 précité.

À noter également que les travaux de retrait d'amiante ne peuvent débuter qu'après réception du chantier par un organisme de contrôle agréé et que ce dernier s'occupe également de la surveillance dudit chantier en effectuant notamment des mesures journalières de la concentration des fibres d'amiante dans l'air, ce qui permet de protéger les salariés contre les risques liés à l'amiante.

ad 4) Actuellement, les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 précité prévoient que l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures appropriées pour identifier les matériaux présumés contenir de l'amiante. Cette identification peut notamment être réalisée en prélevant des échantillons et en les faisant analyser par un laboratoire.

En ce qui concerne les déchets, ceux-ci doivent être collectés et éliminés du lieu de travail dans les meilleurs délais possibles dans des emballages clos appropriés revêtus d'étiquettes indiquant qu'ils contiennent de l'amiante.

En ce qui concerne les mesures de prévention, l'ITM a notamment publié un guide pratique concernant l'amiante pour sensibiliser les salariés et les employeurs.

Étant conscient de la problématique, les inspecteurs du travail de l'ITM ont effectué en 2018 568 contrôles sur des chantiers et 1.281 contrôles de ce type en 2021, ce qui représente une augmentation de 125,53 %.

Au niveau européen, la proposition de révision de la directive 2009/148/CE précitée s'inscrit dans une stratégie globale de la Commission européenne. En complément, celle-ci prévoit d'actualiser les lignes directrices permettant aux États membres et aux employeurs de mettre en œuvre la directive révisée. Elle l'accompagnera d'une campagne d'information sur la sécurisation du désamiantage, qui sera également répercutée au Grand-Duché de Luxembourg.

À noter que la question concernant l'élimination des déchets contenant de l'amiante relève de la compétence du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Évasion fiscale | Question **7403** (21/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Un ancien juge financier français, réputé pour son combat contre l'évasion fiscale, vient de déclarer dans une interview que « le Luxembourg gère beaucoup d'argent propre avec un vrai savoir-faire, mais il reste une partie opaque pour l'argent sale. J'ai vu, et assez récemment, des montages où l'argent venant de la corruption ou du blanchiment servait à acheter des appartements à Paris au nom de sociétés offshore gérées au Luxembourg. L'Europe a créé un fichier central des sociétés et de leurs bénéficiaires, mais beaucoup de sociétés au Luxembourg n'ont pas encore renseigné ce fichier ».

– Devant ces accusations graves, nous aimerions savoir des membres du Gouvernement s'ils ont connaissance de tels montages.

– Quelles suites leur sont données le cas échéant ?

– Est-ce que la justice luxembourgeoise est saisie de tels dossiers ?

– En ce qui concerne ce « fichier central des sociétés et de leurs bénéficiaires », est-ce que le Gouvernement peut nous renseigner sur le nombre de sociétés qui n'ont pas suffi à leurs obligations légales ? Qu'est-ce que le Gouvernement entend entreprendre pour amener ces sociétés à se conformer à la loi ? Existe-t-il des données sur l'application de ces dispositions dans les différents États membres de l'Union européenne ?

Réponse (19/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

À titre liminaire, il convient de rappeler qu'en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, il n'appartient pas au Gouvernement de commenter les affaires judiciaires.

En outre, il paraît difficile de prendre utilement position sans davantage de détails quant à ces montages allégués dont les fonds proviendraient prétendument de la corruption ou du blanchiment.

Il est à souligner qu'a priori ces dossiers ne relèvent pas de la compétence des juridictions luxembourgeoises pour autant que les faits concernent des biens situés hors du Luxembourg, acquis ou détenus par des entités non luxembourgeoises. Au demeurant, bien que n'étant pas mis en cause dans ces propos, il convient de rappeler que le Luxembourg a finalisé en 2022 sa première évaluation verticale des risques en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme qui pèsent sur les personnes morales et les constructions juridiques luxembourgeoises.

De manière générale, il convient de rappeler que le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (LBC/FT) comprend l'obligation pour les professionnels luxembourgeois de prendre des mesures appropriées pour identifier, évaluer et comprendre les risques de blanchiment et de financement du terrorisme auxquels ils sont exposés, ainsi que d'appliquer une vigilance renforcée, le cas échéant, à l'égard de la clientèle pouvant mener à une déclaration d'opérations suspectes à la Cellule de renseignement financier. Cette déclaration sera soumise à analyse et peut être transmise au parquet pour instruction.

Au Luxembourg, d'une manière générale, une poursuite du chef de blanchiment de capitaux est envisageable, à condition qu'un acte de blanchiment y ait eu lieu (la poursuite devrait alors être dirigée contre les professionnels luxembourgeois qui auraient participé à l'opération). Dans le cadre d'instructions complexes, ayant de nombreux liens vers l'étranger, les magistrats luxembourgeois peuvent émettre des demandes d'entraide judiciaire internationale à leurs homologues étrangers (demande d'entraide dite active) et peuvent également recevoir des demandes d'entraide judiciaire internationale émanant d'autres États, tels que la France par exemple (demande d'entraide dite passive). Les montages allégués pourraient donc, si avérés, également faire l'objet de demandes d'entraide adressées au Luxembourg par les États étrangers concernés.

Au-delà de l'entraide judiciaire, le Luxembourg respecte pleinement ses engagements internationaux en matière de lutte contre l'évasion fiscale. En effet, le Luxembourg participe activement à l'échange d'informations financières dans le cadre de la coopération administrative dans le domaine fiscal et ce sur base de ses conventions fiscales, de la norme commune de déclaration ou encore des accords bilatéraux spécifiques en la matière tels que FATCA.

Dès lors, le Luxembourg échange les informations requises en matière fiscale avec ses partenaires par le biais de mécanismes d'échange à caractère automatique, sur demande ou encore spontané.

Au Luxembourg, le taux de conformité global du registre des bénéficiaires effectifs (RBE) était de 93,7 % au 19 octobre 2022. Le taux ventilé par forme sociale est en outre disponible sur le site internet du Luxembourg Business Registers (LBR). Il est à rappeler que les entités n'ayant pas respecté leurs obligations sont signalées au Parquet général. Par ailleurs, toute entité assujettie qui omet de déclarer son (ses) bénéficiaire(s) effectif(s) ou qui dépose une déclaration fausse ou incomplète s'expose à une amende pouvant atteindre jusqu'à 1,25 million d'euros.

En dehors des outils déjà à la disposition du LBR qui lui permettent de transmettre les dossiers non conformes au Parquet général, un des objectifs du projet de loi 7961 déposé en janvier 2022 est de permettre au LBR d'imposer aux entités immatriculées des mesures administratives en cas de manquement à leurs obligations de dépôt ou de déclaration.

Enfin, à notre connaissance, il n'existe pas à ce stade de données statistiques sur les taux de conformité au niveau européen.

Mécanisme temporaire de la voie express de la Police grand-ducale | Question **7404** (21/12/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Nom Urteel vum Verfassungsgeriicht vum 9. Dezember 2022 wäert et wuel zu Ännerunge kommen, fir konform zum Urteel ze sinn.

An deem Zesummenhang wollt ech follgend Fro un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

Wéi steet den Här Minister elo nom Urteel vum Verfassungsgeriicht zu follgende Léisungsvirschléi:

1) Déi Polizisten, déi an der B1-Karriär sinn, bleiwen och an der B1-Karriär.
2) Déi Polizisten, déi an der Karriär C1 mat engem Diplom „Fin d'études secondaires" oder equivalent sinn, gi réckwierkend an d'B1-Karriär reklasséiert.
3) Déi Polizisten aus der Karriär C1, déi net den Diplom „Fin d'études secondaires" oder equivalent hunn, kënne wéi bis elo no enger Unzuel un Déngschtjore weiderhin an d'Karriär B1 wiesselen.

Réponse (23/01/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Ech verweisen den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 7398 vum 20. Dezember 2022, an där präziséiert ass, dass d'Analysen iwwert den Impakt vum Urteel nach amgaange sinn.

Et sief bemierkt, dass nach en Arrêt vun der Cour administrative an der Affaire, déi zum Urteel N° 174 gefouert huet, ausstéet.

Production de pommes de terre | Question **7405** (21/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Setzgrompere sinn en Haaptbestanddeel vun der Produktiounschaîne vun den Iessgromperen. Leider riskéiert d'Éisleker Setzgrompergenossenschaft, déi schonn am Oktober 1945 gegrënnt gouf, net méi kënne rentabel ze schaffen, wann d'Produktiounsfläch nach weider zréckgeet. An deem Kontext wollt ech follgend Fro un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Ass den Här Minister bereet, fir d'Setzgromperen op d'Lëscht vun de Kulturen anzeschreiwen, déi 2023 am Kader vun den europäesche Mesuren op Brooche kënnen ugebaut ginn, fir d'Liewensmëttelversuergung ze sécheren, dat mam Zil, datt mer net och nach an dësem Beräich weider ofhängeg ginn, a wuel wëssend, datt och Setzgromperе kënnen zu Narungszwecker genotzt ginn?

Réponse (24/01/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Effektiv ass et am Kontext vun der Kris an der Ukrain méiglech, datt fir d'Kulturjoer 2022/2023 Fläche mat Ubau vun Akerkulturen aus der Liewensmëttelproduktioun bei der Verflichtung fir 4 % vun netproduktive Flächen op Akerland matugerechent kënne ginn.

Well d'Setzgromperen am Prinzipp eng Virstuf vun der direkter Liewensmëttelproduktioun sinn an net direkt fir d'Consommatioun geduecht sinn, ass et deemno net virgesinn, fir dës Flächen an dëser zäitlech begrenzter Ausnam matzeberécksiichtegen.

Weider Detailer fënnt een um Landwirtschaftsportal ënnert: https://agriculture.public.lu/de/actualites/2022/januar-2022/neuerungen-erweiterte-konditionalitaet-antragsjahr-2023-ukraine-krieg.html.

Vaccination contre la Covid-19 | Question **7406** (21/12/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Och wann d'Pandemie lues a lues zréckgeet, ass d'Impfung weider ganz wichteg. Et gëtt awer eng Rei Onkloerheeten, wat d'Zousazimpfungen ubelaangt. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Recommandéiert d'Santé eng 5. Impfung, wann déi betreffend Persoun zwar véiermol geimpft ass, awer bis elo nach kee Vaccin krut, deen un d'Omikron-Variant ugepasst ass?
• Wa jo, wat fir Persoune sollen sech eng 5. Kéier impfe loossen?

– Recommandéiert d'Santé eng 4. Impfung, wann déi betreffend Persoun zwar dräimol geimpft ass, awer bis elo nach kee Vaccin krut, deen un d'Omikron-Variant ugepasst ass?
• Wa jo, wat fir Persoune sollen sech eng 4. Kéier impfe loossen?

Réponse (24/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

D'Gesondheetsdirektioun baséiert hir Impfrecommandatiounen op d'Avise vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI).

De CSMI huet sech eng weider Kéier de 26. September 2022 mat dem Theema vum Rappell mat engem Omicron-adaptéierte Vaccin beschäftegt[7]. De CSMI huet sech net fir eng systematesch 5. Impfung vun der ganzer Bevëlkerung ausgeschwat. De CSMI seet och kloer, dass vulnerabel Leit, déi schonns een zweete Rappell (d. h. 4. Impfung) mat engem Vaccin monovalent (d. h. ouni Omicron) kruten, sech net direkt eng weider Kéier mat engem Vaccin bivalent (d. h. Omicron-adaptéiert) mussen impfe loossen.

De Gesondheetsministère recommandéiert ganz staark eng 4. Impfung fir all Leit vu 60 Joer un a fir Leit vun 12 Joer un, déi vulnerabel sinn duerch eng Virerkrankung, eng Immunodepressioun, eng Schwangerschaft oder déi am Gesondheets- oder Fleegesecteur schaffen.

Leit ënnert 60 Joer (d. h. zwëschent 12 an 59 Joer) ouni Virerkrankung kënnen sech awer och op fräiwëlleger Basis eng 4. Kéier impfe loossen. Am Zweiwelsfall soll d'Persoun sech un hiren Hausdokter wennen, deen d'Vulnerabilitéit vun der eenzeler Persoun an de Besoin fir eng weider Impfung individuell ka bestëmmen.

Mastectomie | Question **7407** (21/12/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

D'Diagnos Broschtkriibs ass fir vill Fraen an hir Familljen en emotionale Schock. Déi betraffe Frae fillen sech an hirem Selbstwäertgefill verletzt. Si leiden net nëmme kierperlech, mee och psychesch, besonnesch wann eng Mastektomie muss duerchgefouert ginn. An deem Zesummenhang géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Minister fir Soziales stellen:

1. Wéi vill Fäll vu Mastektomie goufen zanter 2017 pro Joer hei zu Lëtzebuerg duerchgefouert?
– Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg par rapport zum europäeschen Duerchschnëtt?

2. Wat gëtt gemaach, fir datt d'Mastektomie am Fall vun enger Diagnos vu Broschtkriibs wierklech de leschte Schratt ass?

3. A wéi ville Fäll kann duerch eng Chemotherapie oder aner Mesuren d'Broscht erhale ginn?
– Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg par rapport zum europäeschen Duerchschnëtt?

4. A wéi ville Fäll konnt eng Rekonstruktioun vun der Broscht gemaach ginn?

Réponse (24/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2021 goufen zu Lëtzebuerg 602 Mastektomië bei Frae vun der CNS rembourséiert, woumat 513 verschidde Patientinne betraff waren. Et gouf just komplett a partiell Mastektomien, déi a Relatioun mat Broschtkriibs sinn, berécksiichtegt.[8] Et muss een awer preziséieren, dass Mastektomien och kënnen an anere Situatioune gemaach ginn, z. B. bei guttaartege Verännerunge vun der Broscht oder am Fall vu Gynekomastie beim Mann. Et muss een och drop hiweisen, dass a rare Fäll eng präventiv Mastektomie ka gemaach ginn, wa bei enger Fra e ganz héije Risiko vu Broschtkriibs besteet, dëst ass de Fall vu bestëmmte geneetesche Mutatiounen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Ee Verglach op europäeschem Niveau fënnt een an der ëffentlech zougänglecher Eurostat Datebase[9]. Dës Zuele regroupéieren (fir déi total ewéi och fir déi partiell Mastektomie) awer alleguerten d'Fäll, déi vun der CNS rembourséiert goufen, an net nëmmen déi, déi un de Broschtkriibs bei Frae gebonne sinn. Aus dem genannte Grond, awer och well Eurostat betraffe Männer mataberechent, sinn déi Lëtzebuerger Zuelen an der Eurostat Basis méi héich ewéi déi an der Fro 1 geliwwerten Zuelen. Wéi een awer aus dem Tableau hei drënner erkenne kann, geet d'Zuel vun de partiellen Operatiounen iwwert d'Zäit erop, an déi vun de kompletten Operatiounen erof. Allgemeng läit Lëtzebuerg mat den Zuele pro 100.000 Awunner a vergläichbare Beräicher wéi déi aner EU-Länner.

Et ass och wichteg, drop hinzeweisen, dass haut ëmmer méi direkt oder relativ schnell eng chirurgesch Rekonstruktioun vun der Broscht gemaach gëtt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Et ass haut Standard an der Kriibsbehandlung, dass all Fall vu Kriibs an enger sougenannter RCP (Réunion de concertation pluridisciplinaire) soll beschwat ginn, wou Spezialiste vu verschiddene Medizinnsberäicher (Chirurgie, Onkologie, Gynekologie, Radiotherapie ...) präsent sinn a gemeinsam eng Propos maache fir déi optimal Behandlung. Esou ka garantéiert ginn, dass déi betraffe Fra eng individuell Behandlung proposéiert kritt, déi op eng oder méi kombinéiert Modalitéite vu Behandlung zréckgräift.

ad 3. D'Santé huet do keng detailléiert Chifferen. Wéi gesot, oft ginn do verschidden therapeutesch Approchë combinéiert.

ad 4. Am Joer 2021 goufen zu Lëtzebuerg 223 Rekonstruktioune vun der Broscht bei Frae vun der CNS rembourséiert, woumat 137 verschidde Patientinne betraff waren. Eng Rekonstruktioun gouf just da gezielt, wann déi betraffe Persoun eng Mastektomie a

[7] Recommandation du CSMI concernant une 2e dose de rappel de vaccin contre la Covid-19 (mise à jour du 26 septembre 2022). Document accessible sur sante.lu

[8] Dëst ëmfaasst follgend Akten aus der Nomenclature vun den Dokteren: „2S32 – Excision locale d'une tumeur maligne du sein" an „2S42 – Mastectomie pour lésion maligne".

[9] Eurostat online data Code hlth_co_proc2, SCL Code CM85-MAS a CM8520-8523.

Relatioun mat Broschtkriibs wärend dem Zäitraum vun 2017–2021 gemaach kritt huet.

D'Indikatioun vun enger Rekonstruktioun hänkt natierlech och vum Gesondheetszoustand vun der Fra, der Form an der eventueller Progressioun vum Kriibs an hirer eegener Preferenz of.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Publication journalière des chiffres concernant la Covid-19 | Question **7408** (21/12/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Le 4 mai 2022, le Ministère de la Santé a annoncé dans sa « Covid-19 rétrospective » qu'à partir du 16 mai 2022 il ne publiera plus ni le rapport journalier des chiffres de l'épidémie au Luxembourg sur le site www.data.public.lu, ni les données sur le site www.covid19.lu. Le ministère avait justifié cette décision par la baisse générale du nombre d'infections et la stabilité de la situation dans les hôpitaux.

Toutefois, sur le site www.covid19.public.lu, un point de la situation journalière – y compris le nombre de personnes testées positives, le nombre d'hospitalisations et le nombre de vaccins administrés – est toujours publié et est repris quotidiennement par la presse.

À ce sujet, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé :

– Madame la Ministre, pour quelles raisons ce point journalier est toujours publié, alors que le ministère avait annoncé l'arrêt de la publication du bilan quotidien de l'épidémie au Luxembourg à partir du 16 mai 2022 ?

Réponse (26/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Il est bien vrai que dans sa rétrospective Covid-19 de la semaine du 25 avril au 1er mai, publiée le 4 mai 2022, le Ministère de la Santé a indiqué, qu'au vu de la situation pandémique stabilisée et du petit nombre d'hospitalisations, il avait été décidé qu'à partir du 16 mai, le rapport journalier et les données y relatives ne seraient plus publiés.

Si le rapport journalier n'est effectivement plus publié puisque le fait de générer quotidiennement un rapport immobilisait un grand nombre de ressources en temps et en personnel, il n'en reste pas moins que le nombre de personnes testées positives à la Covid-19, le nombre de tests, le nombre de personnes hospitalisées, le nombre de vaccins ainsi que le nombre de réinfections continuent à être publiés. En effet, étant donné que ces chiffres doivent de toute façon continuer à être recensés pour pouvoir monitorer la situation en relation avec les infections à la Covid-19 au niveau national, mais également au niveau européen parce que European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) et d'autres instances internationales continuent à solliciter ces chiffres de manière régulière, la décision a été prise, dans un souci de transparence, de continuer à les mettre également à disposition du grand public.

Notons par ailleurs que, jusqu'à ce jour, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a pas décrété la fin de la pandémie liée à la Covid-19 et qu'on ne saurait par conséquent faire abstraction totale des statistiques y liées.

Immeubles des communes et de l'État vacants | Question **7409** (21/12/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Lëtzebuerger Staat an déi eenzel Gemenge si Proprietär vun enger ganzer Rei vun Haiser am Land. Eng Rei vun deenen Haiser sinn de verschiddene Verwaltunge virbehalen, aner Gebaier ginn zu Wunnzwecker genotzt.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Finanzministesch an un d'Madamm Bannenministesch:

1. Wéi vill Haiser sinn de Moment net verlount säitens de Gemengen a säitens dem Staat?

2. Wat sinn déi eenzel Grënn, firwat dës Haiser net verlount sinn?

Réponse (24/01/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Aktuell si ronn 50 Haiser respektiv Wunnenge vum Staat net verlount. Iwwert d'Haiser vun de Gemenge sammelt den Inneministère keng spezifesch Donnéeën.

Mir weisen den honorabelen Deputéierten och drop hin, datt déi Immobilien, déi nach net verlount gi sinn, gréisstendeels an engem maroden Zoustand sinn oder et virgesinn ass, se ofzerappen, fir op där Plaz en neie Projet ze realiséieren. Vereenzelter ginn nach temporär vun enger Verwaltung oder engem anere Service vum Staat benotzt.

Nouvelle législation concernant le changement de nom | Question **7410** (22/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Depuis le 1er janvier 2021, une nouvelle législation concernant le changement de nom est en vigueur au Luxembourg. Sont concernés par cette réforme, simplifiant la procédure et les conditions, les citoyens de nationalité luxembourgeoise, les apatrides et les résidents qui ont le statut du réfugié alors que les résidents de nationalité étrangère doivent s'adresser aux autorités compétentes de leur pays.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre combien de personnes ont demandé et obtenu un changement de nom endéans les cinq dernières années. La réforme a-t-elle conduit à une augmentation significative des demandes ?

2) Dans sa réponse à la question n° 5740, Madame la Ministre a indiqué les principales raisons invoquées pour ce changement de nom. Ces raisons invoquées sont-elles restées les mêmes depuis ? Est-il possible de les indiquer par ordre décroissant ?

3) Le Ministère dispose-t-il de statistiques sur le nombre de résidents étrangers qui ont sollicité un changement de nom dans leur pays ?

4) Combien de recours ont été introduits suite au refus d'un changement de nom et quelles en ont été les suites ?

5) Comment se distingue notre procédure par rapport à la procédure largement simplifiée en vigueur depuis le 1er juillet 2022 en France ?

Réponse (30/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Endéans les 5 dernières années, un nombre total de 2.049 demandes en changement de nom ou prénom a été introduit, dont 995 accords ont été pris.

La loi du 19 décembre 2020 sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, entrée en vigueur le 1er janvier 2021, a un impact significatif sur le nombre des demandes :

– 686 demandes ont été introduites sous l'ancienne législation (2018 à 2020),
– 1.363 demandes ont été introduites sous la nouvelle loi (2021 à 2022).

ad 2) Par rapport à la réponse à la question parlementaire n° 5740 du 10 février 2022, les principales raisons pour un changement de nom ou prénom restent les mêmes pour la majorité des demandes. Sans prétendre à l'exhaustivité, ces raisons peuvent être énumérées par ordre décroissant comme suit :

– la suppression d'un ou de plusieurs prénoms ou composants du nom,
– l'ajout d'un composant du nom parental,
– l'adaptation du prénom ou du nom aux usages en vigueur au Luxembourg,
– l'attribution d'un ou de plusieurs prénoms sous lesquels le requérant est connu dans la vie courante,
– l'adaptation du nom porté au Luxembourg à celui porté légitimement à l'étranger,
– l'absence de contact avec un des parents dont l'enfant porte le nom.

ad 3) Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques sur le nombre de résidents étrangers ayant sollicité un changement de nom dans leur pays d'origine. En effet, les autorités luxembourgeoises ne sont pas systématiquement informées des changements de nom ou de prénoms intervenus à l'étranger.

ad 4) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 2020 précitée
– 4 recours gracieux ont été introduits suite au refus d'un changement de nom. Suite à ces recours gracieux, 3 demandes ont été accordées et un refus fût confirmé ; et
– 1 recours contentieux a été déposé au Tribunal administratif. Ce recours a finalement abouti à un accord.

ad 5) Étant donné que la législation luxembourgeoise ne s'inspire pas du cadre légal français postérieur à la réforme, nous n'avons pas effectué d'étude comparative.

Héritage de la capitale culturelle Esch2022 | Question **7411** (22/12/2022) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Ce 22 décembre 2022 marque la fin de la capitale européenne de la culture Esch2022. À l'instar des capitales culturelles de 1995 et 2007 ayant réussi à marquer durablement la vie culturelle au Grand-Duché, les organisateurs d'Esch2022 ont insisté dès les débuts du projet qu'un des défis majeurs consisterait à faire perdurer dans le temps l'élan culturel déclenché.

Au-delà de la direction d'Esch2022 et des communes impliquées, le Ministère de la Culture fait partie des acteurs appelés à soutenir la création artistique en vue de la pérennisation de la dynamique de la capitale culturelle. Il est à noter également dans ce contexte que dans le cadre de la loi budgétaire pour l'année à venir, la restructuration du secteur conventionné constitue l'une des priorités politiques.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Culture :

1) Dans quelle mesure le soutien du Ministère de la Culture aux communes et associations ayant participé à la capitale culturelle Esch2022 a-t-il évolué depuis 2018 ?

2) Lors des éditions 1995 et 2007, l'héritage des capitales culturelles fut avant tout assuré par les institutions et les lieux qui furent créés, tels les Rotondes. Comment Madame la Ministre envisage-t-elle de contribuer à pérenniser l'héritage d'Esch2022 ?

Réponse (24/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1) L'évolution du soutien des structures culturelles ayant participé à la Capitale européenne de la culture Esch2022 a suivi la tendance générale d'un renforcement structurel, qui a été enclenché depuis mon entrée en fonction en 2018 : le Ministère de la Culture soutenait alors 49 associations par le biais d'une convention. Aujourd'hui, elles sont 124 à bénéficier d'une convention, soit une augmentation de plus de 250 %. Cette augmentation va de pair avec une progression budgétaire de 35 millions d'euros en 2018 à 72 millions d'euros en 2023.

En 2018, 10 associations de la région sud bénéficiaient d'une convention avec le Ministère de la Culture, contre 19 associations pour l'année 2023. Afin d'honorer les efforts investis dans les projets réalisés pour Esch2022 et soutenir la pérennisation de ces initiatives, quatre associations privées ou communales impliquées dans la capitale culturelle bénéficieront ainsi pour la première fois d'une convention avec le Ministère de la Culture en 2023.

ad 2) Parallèlement aux institutions qui ont certes assuré en partie l'héritage des capitales culturelles précédentes, il y a lieu de mentionner les multiples collectifs, initiatives privées, festivals et associations culturelles qui ont été créées dans le contexte des capitales culturelles et qui ont continué à porter haut le flambeau des années culturelles en pérennisant leurs projets, tout en continuant à enrichir la culture luxembourgeoise.

Afin de rendre justice aux efforts réalisés ces dernières années en faveur du projet Esch2022, j'entends valoriser à la fois le développement institutionnel qui a eu lieu, ainsi que les initiatives collectives qui ont été engendrées.

Les projets institutionnels réalisés au niveau communal, tels que le Bâtiment 4, la Konschthal, le Bridderhaus, ou encore la nouvelle salle de théâtre au sein de l'Ariston continueront à être soutenus du côté ministériel par le biais de nouvelles conventions (FrEsch ASBL) ou la reconduite de conventions existantes (Escher Theater).

Parallèlement, nous honorerons les initiatives privées ayant agi dans le contexte de la capitale culturelle, telles que FerroForum, DKollektiv, Spektrum, Lucoda ou Maskénada en pérennisant notre soutien par le biais de nouvelles conventions, voire la reconduite de conventions existantes.

Les développements infrastructurels seront mis à l'honneur également. Ainsi l'association Industriekultur-CNCI pourra profiter à l'avenir des bureaux ayant hébergé l'équipe d'Esch2022 et le Fonds Belval continuera à développer les sites culturels de la capitale culturelle sur Belval, tels que la Möllerei ou la Massenoire.

Accouchements | Question **7412** (22/12/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Laut dem Statec sinn 2021 6.470 Kanner zu Lëtzebuerg op d'Welt komm.

An deem Zesummenhang géing ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Minister fir Soziales stellen:

1. A wéi vill Fäll huet et sech ëm eng natierlech Gebuert gehandelt?

2. Bei wéi vill Gebuerten huet missen e Keeserschnëtt gemaach ginn?

3. Huet sech den Undeel vun de Gebuerte mat Keeserschnëtt an de leschte 5 Joer verännert?

4. Wéi schneit Lëtzebuerg bei de Cesariennen am Vergläich zu den aneren europäesche Länner of?
a. Wann et Differenze par rapport zu den aneren EU-Länner gëtt, wat sinn d'Grënn dofir?

5. Sinn d'Cesariennen ausschliisslech aus medezinnesche Grënn gemaach ginn?

Réponse (26/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. bis 3. Aktuell si just d'Zuele bis d'Joer 2019 disponibel. Ee Rapport iwwer déi lescht 3 Joren (2020–2022) wäert an den nächste Méint opgestallt ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Zuele fir d'Joer 2020 si scho validéiert, allerdéngs nach net publizéiert. De PERINAT-Register verzeechent fir dat Joer 7.523 Gebuerten:

– 5.354 natierlech Gebuerten (71,2 % vun de Gebuerten – 59,7 % spontan vaginal Gebuerten an 11,5 % vaginal Gebuerte mat Instrumentaliséierung);
– 2.169 Cesariennen (28,8 % vun de Gebuerten).

Am Joer 2009 goufen 28,8 % Cesariennë verzeechent. Tëschent 2014 an 2016 ass d'Unzuel vu Cesariennen op 32,2 % geklommen, zënter 2017 ass allerdéngs eng Baisse vum Taux festzestellen.

ad 4. D'Moyenne vun de Gebuerten, déi iwwer eng Cesarienne stattfonnt hunn, läit an Europa bei ronn 26 %. Den Taux variéiert tëscht 16,4 % (Norwegen) an 53,1 % (Zypern). Zu Lëtzebuerg louch den Taux am Joer 2019 bei 30,4 %.

Lëtzebuerg läit mat sengen Zuelen änlech wéi Éisträich an Däitschland. Länner wéi Nordirland (32,7 %), Schottland (35,5 %), Polen (44,4 %) leie mat hiren Zuelen iwwert dem Duerchschnëtt vu Frankräich an der Belsch (20,6 %, respektiv 21,5 %).

Op follgendem Site sinn d'Zuele fir déi verschidden europäesch Länner nozeliesen:

https://www.europeristat.com/images/Euro-Peristat_Fact_sheets_2022_for_upload.pdf

ad 4.a. Den europäesche Rapport stellt en Nord-Süd-Gefäll fest mat méi nidderege Cesarienne-Tauxen an den nërdleche Länner a méi héijen Tauxen a Süd- a Mëtteleuropa.

Iwwer eng länger Zäitspan gekuckt, sinn dës Tauxen allerdéngs mat Virsiicht ze interpretéieren. Verschidde Begeebenheete kënnen dës Variatiounen zwëschent de Länner erklären, ouni awer onbedéngt den Haaptgrond dofir ze sinn, firwat et dës Ecarten zwëschent Nord a Süd gëtt. Ënner anerem kann a verschiddene Länner e spezifesche Profill vun der Fra (Alter, Gewiicht, Virerkrankungen, hat d'Patientin schonns eemol eng Cesarienne etc.) oder nach d'Positioun vum Puppelchen oder den Term vun der Entbindung ausschlaggebend fir eng programméiert Cesarienne sinn. Doriwwer eraus huet een och festgestallt, datt a Länner, wou am Allgemenge manner Informatiounen iwwert d'Gesondheet kommunizéiert ginn, den Taux u Cesariennen och méi héich läit.

ad 5. Fir d'Joer 2020 sinn zu Lëtzebuerg 2.169 Cesariennen duerchgefouert ginn (28,8 %). D'Ursaache sinn ënnerschiddlech:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An deem Kontext ass et wichteg ze ënnersträichen, datt de Conseil scientifique du domaine de la santé am Joer 2021 Recommandatiounen iwwer geplangte Keeserschnëtt erausginn huet[10].

Aide publique au développement (APD) | Question **7414** (22/12/2022) de **M. Dan Kersch** (LSAP)

Au cours des derniers mois, plusieurs États, dont notamment la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni, ont décidé de diminuer drastiquement leur aide publique au développement (APD). En même temps, les conflits, la Covid-19, la crise climatique et la hausse des prix ont mené à une dégradation de la situation humanitaire mondiale. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, le Programme alimentaire mondial estime actuellement que 345 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

– Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'impact de la diminution considérable de l'APD de plusieurs pays sur la situation humanitaire mondiale ?

– Est-ce possible d'analyser les répercussions sur d'éventuelles pertes de vies, sur l'évolution des situations sécuritaires, sanitaires et alimentaires dans les régions particulièrement touchées ?

– Quel est l'impact de ces coupures sur les efforts des agences onusiennes pour lesquelles l'APD joue un rôle central ?

Réponse (23/01/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

En décembre 2022, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Monsieur Martin Griffiths, a dressé un tableau sombre des besoins humanitaires à prévoir en 2023, à savoir 51,5 milliards USD pour 230 millions de personnes, des chiffres qui battent de nouveau malheureusement tous les records. Les ressources font cependant cruellement défaut et ne sont pas en phase avec l'augmentation exponentielle des besoins. Ainsi, en 2022, seulement la moitié des besoins les plus élémentaires ont pu être couverts.

Ces chiffres sont le résultat d'une multiplication de crises ayant des répercussions dévastatrices sur la vie de millions de personnes. Les effets néfastes de la pandémie du Covid-19 qui a accéléré les pertes d'apprentissage pour des millions d'enfants ont été renforcés par la guerre de la Russie contre l'Ukraine qui a déclenché la plus grande crise migratoire sur le sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale tout en provoquant une crise alimentaire pour 220 millions de personnes. En 2022 seulement, les conséquences du changement climatique ont fait ravage partout au monde. En quelques mois, des inondations historiques au Pakistan, des sécheresses sans précédent dans la Corne d'Afrique et des séries de cyclones dans les Caraïbes ont laissé entrevoir ce qui nous attendra dans les années à venir. Selon la Banque mondiale, l'objectif d'élimination de l'extrême pauvreté dans le monde aura ainsi peu de chances d'être atteint d'ici 2030.

Si, selon l'OCDE, les chiffres sont restés globalement constants entre 2018 et 2021, certains pays ont décidé récemment de diminuer leur APD depuis 2020. Étant donné que ces décisions politiques ont été prises récemment, une analyse approfondie de l'impact à moyen et long terme de ces décisions s'avère à ce stade difficile.

[10] https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications/perinat/indications-de-la-cesarienne-programmee-a-terme-au-Luxembourg-version-courte-maj-2021.html

Néanmoins, à travers des exemples concrets, il est possible de se faire une idée des conséquences qu'entraînent les décisions prises par certains pays de baisser le niveau de leur aide publique au développement.

Ainsi, la baisse d'APD décidée par le Gouvernement du Royaume-Uni a affecté le niveau de son aide bilatérale dans toutes les régions du monde et plus particulièrement en Afrique. Alors qu'en 2020 l'Afrique recevait encore 55,4 % de l'APD bilatérale du Royaume Uni, ce pourcentage est tombé à 52,2 % en 2021, ce qui représente une diminution de 864 millions de £. Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) chiffre l'impact de la décision du Royaume-Uni de réduire ses contributions à UNFPA Supplies, le programme phare de UNFPA pour la planification familiale, à environ 250.000 décès maternels et infantiles, 14,6 millions de grossesses non désirées et 4,3 millions d'avortements à risque qui, d'après UNFPA, auraient pu être prévenus avec les fonds initialement promis.

Notons également que la réduction du budget alloué à l'APD a conduit le Royaume-Uni à réduire sa contribution financière à la 7e reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Or, la promesse de dons des États-Unis de 6 milliards USD sur trois ans dépend, selon la « 2023 State, Foreign Operation, and Related Programs House bill », de l'augmentation des contributions des autres donateurs pour maximiser l'apport des États-Unis, car la contribution américaine ne peut dépasser le tiers de la somme de toutes les autres contributions. Selon des sources de la société civile, la réduction de l'apport britannique exposerait 1,54 million de personnes au risque de décès liés au sida. La décision de la France de suspendre son aide publique au développement au Mali a entraîné l'arrêt d'activités essentielles voire vitales menées au profit de populations en situation de grande pauvreté, comme le dénonce le collectif Coordination Sud, regroupant des ONG françaises de solidarité internationale. Pour rappel, d'après l'OCDE, le Mali a reçu 121 millions USD d'aide publique au développement de la France en 2020.

La décision récente de la Suède de conditionner une partie de son APD à la volonté des pays partenaires de coopérer au retour et à la réadmission des demandeurs d'asile déboutés, fait abstraction du fait que les pays d'origine des demandeurs d'asile ne sont pas dans tous les cas les mêmes pays qui sont les principaux bénéficiaires de son APD. Cette décision risque par ailleurs de saper les autres objectifs de sa politique au développement, dont en premier lieu le focus sur les personnes les plus vulnérables.

Une réduction de l'APD peut, par ailleurs, renforcer le phénomène dit des « crises oubliées » qui s'explique par un manque de disponibilité de fonds d'une part et de l'absence d'intérêt médiatique de l'autre. Ainsi, nous connaissons aujourd'hui un nombre croissant de ces crises oubliées sur tous les continents : les violences dans le Darfour occidental, la crise des réfugiés rohingyas au Bangladesh, la crise socioéconomique au Liban et la crise migratoire en Amérique latine, pour n'en citer que quelques-unes.

Finalement, il faut reconnaître que le Luxembourg tire aussi clairement profit du maintien de son aide publique au développement à 1 % de son revenu national brut dans la mesure où cette décision politique et cette approche volontariste lui confèrent une légitimité et une crédibilité sur la scène internationale et dans les enceintes multilatérales, tout comme dans ses relations bilatérales, non seulement avec ses pays partenaires, mais de manière générale avec les pays en développement.

Maisons relais | Question **7416** (22/12/2022) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

Engem rezenten Artikel aus der geschriwwener Press no, kann d'Personal an de Maison-relaisen dacks net op déi individuell Besoine vu Kanner agoen. D'Personal wier staark iwwerlaascht a géing sech dowéinst heefeg krankmellen. Änleches geet aus dem Bildungsbericht ervir: Eng individuumsbezunne Förderung a Betreiung kann a grousse Maison-relaise kaum esou stattfannen, wéi et vun Elteren erwënscht gëtt. Och de Bildungsbericht gesäit als méiglech Erklärung eng staark Iwwerlaaschtung, déi d'Personal am Sondage uginn huet.

An dësem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gär follgend Fro stellen:

– Plangt den Här Minister, eng breet opgestallten Analys mat enger Concertatioun vun allen Acteuren um Terrain duerchzeféieren, fir dëser fir d'Kanner an d'Personal bedenklecher Entwécklung entgéintzewierken?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den non formale Bildungsberäich ass e jonke Secteur, deen zanter sengem Entstoen extreem séier gewuess ass. Dëse Secteur war, wéi aner Secteuren och, déi zwee lescht Jore mat zwou successive Krise konfrontéiert, nämlech der Covid-19-Kris an der Arrivée vun ukrainesche Flüchtlingen, déi den Equippen eng besonnesch kandzentréiert Betreiung a Begleedung ofverlaangt hunn. Wéi a villen aneren Aktivitéitsberäicher hunn d'Fachleit an dësem Beräich och eng grouss Flexibilitéit an Upassungsfäegkeet missen opweisen, fir sech ëmmer nees un déi nei Consignen a Gegeebenheete kënnen unzepassen, wat sécherlech en Afloss op hiert Wuelbefannen hat.

Wat den Taux vum Absenteismus am non formale Bildungsberäich ubelaangt, esou huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) keng direkt Donnéeën dozou, well de Staat jo och net Gestionnaire vun dëse Strukturen ass. Deemno ass et net méiglech ze wëssen, ob den Absenteismus am non formale Bildungsberäich zougeholl huet a wéi e sech verhält par rapport zu anere Secteuren, déi am direkte Kontakt mat de Kanner stinn.

D'Vertrieder vum MENJE concertéieren sech allerdéngs reegelméisseg mat de Vertrieder vum Secteur (Syvicol, Fedas, Felsea an Agence Dageselteren) am Kontext vun engem Comité de pilotage. Sollt sech erausstellen, datt den Absenteismus am Kontext vun der non formaler Bildung e gréissere Problem duerstellt, da wäerten, a Concertatioun mat de Vertrieder vum Secteur, och deementspriechend Léisunge proposéiert ginn.

Mise à disposition des données du transport public | Question **7417** (23/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 7127 hunn ech mech iwwert d'Verspéidunge bei den Zich vun den CFL informéiert. De Mobilitéitsminister huet mir heirop eng ganz Rei Informatioune geliwwert. Et wier awer och intressant, aner Statistike vun den CFL ze kennen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass et méiglech, datt d'CFL hir Date vun den Zich (fir all Faart, Arrivée, Depart, pro Gare, pro Zuch) als oppen Datebank (z. B.: data.public.lu) zur Verfügung stellen a permanent aktualiséieren?

2. Wier dëst och fir d'Busreseauen RGTR an TICE méiglech?

Réponse (27/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Um ganze Lëtzebuerger ëffentlechen Transportreseau sinn d'Gefierer mat Telemetriesystemer ausgerüst, déi d'Reesender an Echtzäit iwwer de Verbleif vun hire Connexiounen informéieren. Op den Arrêten, um Internet, der Mobilitéitsapp an der CFL-App kritt den Notzer déi Informatiounen an Echtzäit matgedeelt. D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport stellt se zousätzlech a maschinneliesbarer Form zur fräier Verfügung iwwert hir Echtzäit-API (https://data.public.lu/fr/datasets/api-mobiliteit-lu/).

D'Operateure benotzen d'Echtzäitdonnéeë fir intern Zwecker, notamment d'Iwwerwaachung vum Betrib. An deem Kontext publizéieren si och verschidde Statistiken, dont iwwer d'Ponktualitéit vun den Zich (https://www.cfl.lu/fr-fr/punctuality). Am Kader vun der ITS-Direktiv gi weider Planungsdaten ugebueden (https://data.public.lu/fr/datasets/?tag=its).

Eng national konsolidéiert, historiséiert Basis vun alle Lëtzebuerger Transportdaten an iwwert all Transportmoden existéiert aktuell leider net. Dofir hunn ech den Observatoire digital de la mobilité geschaf. Dës Cellule geet den techneschen, awer och rechtlechen Defi un, déi verschidden Date vu verschiddenen, gréisstendeels proprietären Systemer fir d'Mobilitéitsplanung notzbar ze maachen. Eng vu sengen Tâchë wäert et sinn, d'Notzung vum ëffentlechen Transport a säi Betrib besser ze erfaassen, fir dass kënne geziilt Moossname geholl ginn, en sou effikass wéi méiglech ze maachen.

Éducation financière | Question **7418** (23/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 7183 vun der honorabeler Deputéierter Madamm Nancy Kemp-Arendt schreift d'Madamm Finanzminister zum Risiko vun der Iwwerschëldung am Zesummespill mat engem Mangel u finanzieller Bildung speziell bei jonken Erwuessenen ënner anerem dat hei: „Allgemeng ass et wichteg, de jonke Leit fréizäiteg Grondkenntnisser zu verschiddene Finanztheemen ze vermëttelen, an e verantwortungsbewossten Ëmgang mat Geld ze förderen. Aus deem Grond gouf am Joer 2017 vum Finanzministère déi national Strategie iwwert d'Wëssensvermëttlung am Finanzberäich ugeholl. D'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) huet an deem Kontext d'Missioun kritt, fir d'Finanzbildung zu Lëtzebuerg ze promouvéieren an d'Aktivitéiten an dem Beräich vun der ‚éducation financière' ze koordinéieren." Weider schreift d'Madamm Finanzminister: „Des Weidere solle Sensibiliséierungscampagnë wéi zum Beispill ‚d'Woch vun de Suen' de Kanner a Jugendlechen e besseren a méi responsabelen Ëmgang mat Geld vermëttelen."

Ee wichtege Pilier, fir jonk Leit fir de Wäert vun de Suen an hir eege finanziell Grenzen ze sensibiliséieren, läit am Training vum visuelle Gediechtnes, dat awer just asetzt, wann een déi Suen, déi een ausgëtt, och tatsächlech gesäit, also mat Boergeld bezilt. Déi lescht zwee Joer koum et duerch d'Covidsituatioun awer éischter zu enger Promotioun, fir méiglechst vill mat Kaarten ze bezuelen. Och déi niddreg Zënsen hunn net zur Spuersamkeet erzunn.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ginn déi eenzel Initiative vun der CSSF och mat Responsabelen aus dem pedagogesche Beräich koordinéiert an an de Schoule virgestallt respektiv promouvéiert? Falls jo, a wéi engem Zesummenhang? Falls nee, firwat net?

2. Gesäit d'Regierung no deenen zwee Joer Kris an och am Kader vun der aktuell héijer Inflatioun besonnesch Moossname vir, fir déi jonk Leit nees méi zum Asaz vu Boergeld ze motivéieren, fir preventiv géint eng Iwwerscholdung vu jonken Erwuessene virzegoen, zum Beispill doduerch, datt d'Monnaie légale nees an de Schoulkantinnen ugeholl gëtt? Falls net, firwat net?

Réponse (30/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Souwuel als Finanzministesch wéi als Educatiounsminister ass et eis wichteg, datt all Jonke Grondkenntnisser vum Fonctionnement vun der Finanzwelt vermëttelt kritt an zu engem mündege Bierger eruwiisst. De Jonke soll seng Finanzsituatioun aschätze kënnen, hie soll e virsiichtegen Ëmgang mat deem, wat him zur Verfügung steet, geléiert ginn, gradewéi sech räsonabel Ziler ze fixéieren, soudatt hie vernünfteg fir seng Zukunft plange kann, an net an d'Iwwerscholdungsfal geréit.

Eng sënnvoll Gestioun vun de Finanzen ass sécher méi einfach unhand vu Boergeld ze erklären. Et sief drop higewisen, datt net nëmmen d'Finanzwelt vun den traditionelle Moyens de paiement zum virtuelle Geld wiesselt, mee datt d'Boergeld och an der alldeeglecher Praxis ëmmer manner gebraucht gëtt. Dofir gëllt et an éischter Linn, déi Jonk mat den neien Outils financiers ze familiariséieren, soudatt si éischtens d'Komplexitéit vun de Finanzservicer erkennen an zweetens e verantwortungsbewossten Ëmgang mat Bank- a Kredittkaarte léieren.

Am Joer 2012 huet d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) e Comité pour la protection du consommateur financier (CPCF) initiéiert, fir mat Vertrieder vu verschiddene Ministèren, dorënner och dem Finanzministère (MFin), an dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE), zesummenzeschaffen. Et goufe flott Projeten an d'Weeër geleet (z. B. mobill Applikatiounen zur Gestioun vum perséinleche Budget/Täschegeld). Mir weisen hei op den Informatiounsportal www.letzfin.lu hin. Et gouf och eng „Woch vun de Suen" agefouert, déi hei zu Lëtzebuerg vun der „Fondation ABBL pour l'éducation financière" coordinéiert a vum MENJE ënnerstëtzt gëtt.

D'Scholdeberodungsstell huet didaktescht Material fir d'Schoulpersonal, d'Educateuren aus de Maisonrelaisen an Elteren ausgeschafft. D'Commission scolaire nationale huet heifir e favorabelen Avis an eng Recommandatioun erausginn.

An den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoule gëtt am Kader vum Projet „Notre communauté" vun der ASBL „Jonk Entrepreneuren Luxembourg" ënnert anerem den Ëmgang mat de Finanzen thematiséiert. Dëse Projet ergänzt d'Unterrechtsaktivitéite vun den Enseignanten, déi notamment am Kontext vum Mathematikunterrecht esouwuel ee Gefill fir de Wäert vun de Sue schafe wéi och geziilt an enger preventiver Approche unhand vu konkreete Rechebeispiller d'Problematik vun der Scholdefal mat de Schülerinnen a Schüler uginn.

Am Secondaire ass „Jonk Entrepreneuren Luxembourg" mat hire Programme „Fit for life" a „Minientreprises" ganz aktiv a gëtt vum MENJE ennerstëtzt.

Och ausserschoulesch gi Jonker begleet, wa si an enger Détresse psychosociale sinn a vun engem vun de konventionéierte Servicer vum Office national de l'enfance (ONE) encadréiert ginn. Sou ginn am Kontext vum betreite Wunne mat de Jonken d'Budgete vun hirem Akommes an hiren Ausgabe systematesch opgestallt.

D'CSSF ass de Moment amgaangen, zesumme mat dem MENJE, dem MFin, dem Ministère fir Konsumenteschutz, der ABBL, der ACA a verschiddenen aneren Acteuren, d'Initiativen, déi bis elo existéieren, ze evaluéieren. Bis Enn Mäerz 2023 wäert den Aarbechtsgrupp, deen zanter e puer Wochen zesummeschafft, nei Strategië festleeën, fir d'Finanzerzéiung weiderzeentwéckelen. Mir leeën dobäi e grousse Wäert drop, datt all Jonk effikass virbereet ginn, a wäerten engersäits performant Projeten an der Schoul a ronderëm d'Schoul ënnerstëtzen an anerersäits déi verschidden Aspekter vun der Finanzerzéiung transversal an d'Schoulprogrammen abauen.

Aktuell gëtt et keng Donnéeën, déi beleeën, datt den Asaz vu Boergeld, amplaz dem Notze vu Kaarten, preventiv op d'Iwwerschëldung géif wierken. Et sief drun erënnert, datt d'Bezuele mat der Kaart, grad an de Kantinnen, en hygieenesche Virdeel huet. D'myCard – déi net nëmmen eng Iessenskaart ass – ass iwweregens e gutt Beispill fir ze illustréieren, datt een och e verantwortungsbewossten Ëmgang mat virtuellem Geld ka léieren: D'Kaart muss ëmmer erëm nei opgefëllt ginn, soudatt d'Schülerin an de Schüler nëmmen déi Sue kënnen ausginn, déi och dropstinn.

Épidémie de grippe aviaire | Question **7419** (23/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Tess Burton** (LSAP)

L'Europe connaît depuis plus d'un an l'épidémie de grippe aviaire « la plus dévastatrice » jamais observée sur son sol, ont indiqué mardi les autorités sanitaires, avec environ 50 millions de volailles abattues dans les élevages infectés par le virus.

En octobre 2021, 37 pays européens ont été affectés par la grippe aviaire, et près de 2.500 foyers détectés dans les fermes du continent, selon un rapport de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies et du laboratoire de référence de l'Union européenne.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural comment se présente la situation au Luxembourg.

2) Combien de foyers affectés ont été détectés ?

3) Quel est le cas échéant le nombre de volailles ?

4) Quelles mesures de prévention ont été déclenchées ?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Contrairement aux différents pays de l'UE qui notifient un grand nombre de cas de grippe aviaire, la situation se présente de façon plutôt favorable au Luxembourg.

ad 2) Pendant l'année 2022, un seul foyer de grippe aviaire a été détecté sur des oies vivant en semi-liberté chez des particuliers avec un accès à un cours d'eau. C'est probablement au contact des oiseaux sauvages que les oies se sont infectées avec le virus de la grippe aviaire.

ad 3) Cinq animaux analysés au laboratoire ont été détectés positifs.

ad 4) Afin d'éviter d'autres cas de grippe aviaire dans les cheptels de volaille, les autorités ont déclenché diverses mesures afin d'éviter les contacts entre volailles domestiques et oiseaux sauvages : confinement des volailles à l'intérieur des bâtiments ou sur des parcours extérieurs protégés par des filets, nourrissage et abreuvement à l'intérieur des locaux, déclaration de toute mortalité anormale en vue de confirmer ou infirmer une infection avec le virus de la grippe aviaire.

Délais d'attente dans les urgences hospitalières | Question **7420** (23/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Régulièrement, des patients se plaignent de délais d'attente excessifs dans nos urgences hospitalières, en matière de rendez-vous pour l'imagerie médicale (IRM, mammographies), et pour les consultations dans certaines spécialités médicales.

D'autres acteurs prétendent que suite à ces délais, il y aurait une migration de patients vers nos pays voisins où ils ne seraient pas confrontés à de tels délais.

1) J'aimerais savoir des membres du Gouvernement s'ils disposent de données fiables sur les délais d'attente dans les différents domaines prémentionnés.

2) Dans la négative, ne serait-ce pas nécessaire d'établir un tel état des lieux objectif, détaillé et prenant en compte les différents degrés d'urgence ?

3) Quelle est en général l'importance des soins à l'étranger sollicités par des résidents au Luxembourg ?

4) Dans quels domaines ces mouvements sont-ils les plus importants ?

5) Quelle est la part des soins hautement spécialisés non disponibles au Luxembourg ?

Réponse (01/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Les services des départements de la santé et de la sécurité sociale ne disposent à ce jour pas de données structurées mises à disposition par les acteurs du terrain concernant les délais d'attente dans les différents domaines mentionnés (imagerie, consultations dans les spécialités médicales, etc.) au niveau national et couvrant les secteurs hospitalier et extrahospitalier.

Cependant, plusieurs initiatives ont été mises en place afin de pouvoir disposer à l'avenir de ces données pour mettre en œuvre un suivi systématique des délais d'attente tant au niveau hospitalier qu'extrahospitalier :

– Au niveau des services d'urgences dans les hôpitaux, le groupe dédié mis en place pour mettre en œuvre les actions développées pour désengorger les urgences (Plateforme « urgences ») avait élaboré des indicateurs avec les services hospitaliers pour avoir des données comparables et pouvoir ainsi mieux suivre la situation et cibler les mesures et actions. La Direction de la santé a récemment relancé les activités de la plateforme « urgences » afin de suivre l'évolution du niveau d'activité non programmée tant au niveau hospitalier dans les services d'urgences qu'au niveau extrahospitalier dans les maisons médicales. Certains indicateurs de délais de prise en charge ont été recueillis auprès du secteur hospitalier, notamment les délais de prise en charge dans les services hospitaliers d'urgence en application du règlement grand-ducal du 25 janvier 2019 déterminant les exigences et normes auxquelles doivent répondre les services hospitaliers d'urgence. À ce titre, une analyse approfondie de ces informations est en cours dans le cadre des travaux du comité de gestion interhospitalière et de la plateforme nationale de coordination des urgences.

En ce qui concerne les autres plateaux médico-techniques hospitaliers, la difficulté réside notamment dans la comparabilité des données recensées en fonction des indications médicales quant à l'examen demandé, tant en ce qui concerne le niveau d'urgence que l'examen spécifique demandé.

– Le Ministère de la Santé a ainsi demandé à la Fédération des hôpitaux luxembourgeois d'établir un relevé systématique des délais d'attente dans les différents centres hospitaliers.
– L'Observatoire national de la santé a lancé de son côté une initiative permettant de définir une méthodologie de recensement des délais d'attente tant au niveau hospitalier qu'extrahospitalier.

ad 3) à 5) Les statistiques présentées se réfèrent à la période allant de 2010 à 2020. Elles concernent les dépenses pour soins de santé prises en charge par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise.

Le premier graphique présente l'évolution des dépenses pour soins de santé des résidents reçus à l'étranger dans le contexte global de l'évolution des dépenses pour soins de santé remboursées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise. Il visualise donc, pour les années 2010 à 2020, la part respective des dépenses :

– pour soins de santé des résidents, reçus au Luxembourg (R-L) ;
– pour soins de santé des résidents, reçus à l'étranger (R-E) ;
– pour soins de santé des non-résidents, reçus au Luxembourg (NR-L) ;
– pour soins de santé des non-résidents, reçus à l'étranger (NR-E).^

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En 2020, les dépenses pour soins de santé des résidents reçus à l'étranger (R-E) présentent 2,3 % des dépenses totales de soins de santé de l'assurance maladie-maternité, contre 2,1 % en 2010 et 3,1 % en 2015.

Le deuxième graphique illustre d'un côté la part des dépenses pour soins de santé des résidents reçus à l'étranger par rapport aux dépenses totales pour soins de santé des résidents et de l'autre côté les dépenses pour soins de santé des résidents reçus à l'étranger pour les années 2010 à 2020.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le graphique suivant illustre la répartition des dépenses pour soins de santé des résidents reçus à l'étranger par type de prestation pour les années 2010 à 2020.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En 2020, les dépenses pour soins de santé des résidents reçus à l'étranger sont pour 62,0 % des frais d'hospitalisation, 15,4 % des soins de médecine, 7,5 % des frais pharmaceutiques, 3,2 % des soins dentaires et 2,2 % des frais pour dispositifs médicaux.

Les frais pour cures, analyses de biologie médicale, soins des autres professions de santé, et les frais de voyage et de transport représentent moins de 1,0 % chacune. Enfin, 8,6 % des frais concernent les autres prestations.

Une analyse détaillée sur les soins transfrontaliers et la population concernée par les soins transfrontaliers a été réalisée par l'Inspection générale de la sécurité sociale en 2022. Elle peut être consultée sous « Cahier statistique n° 12 – Soins transfrontaliers – Inspection générale de la sécurité sociale // Le gouvernement luxembourgeois ».

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la procédure en matière de transfert à l'étranger (pour obtenir un document S2) a subi des modifications entrées en vigueur le 1er décembre 2022 pour simplifier la procédure.

50e anniversaire du décès d'Edward Steichen | Question **7421** (23/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

Récemment, la photographie d'Edouard (Edward) Steichen consacrée au « Flatiron Building » à New York a été vendue aux enchères pour presque 12 millions de dollars, ratant de peu le record absolu détenu par une image de Man Ray.

Hormis ce succès commercial posthume, Edward Steichen, né à Bivange au Luxembourg et immigré aux États-Unis est sans aucun doute l'un des photographes les plus fameux au monde.

Le Luxembourg lui doit un ensemble important de son œuvre exceptionnelle respectivement les collections extraordinaires « Family of Man » et « Bitter Years » restaurées et mises en valeur par le Centre national de l'audiovisuel CNA à Dudelange.

L'année 2023 sera le 50e anniversaire du décès d'Edward Steichen et donnera l'occasion de commémorer la mémoire de cet acteur culturel de renommée mondiale.

1) Notant avec grand intérêt les initiatives du Musée national d'histoire et d'art en mémoire d'Edward Steichen, nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre quels sont les projets du Ministère de la Culture et des autres instituts culturels pour rehausser davantage les collections Steichen présentes au Luxembourg, liées en information d'ores et déjà sous le label www.steichencollections sur les sites du MNHA et du CNA.

2) Quel est l'état d'avancement des planifications en rapport avec l'aménagement du Brahaus proche du Château de Clervaux et devant héberger un lieu d'exposition contemporain et complémentaire aux thèmes présentés dans The Family of Man ?

3) Au vu des efforts exceptionnels hautement estimés sur le plan international depuis le milieu des années 1980 et ayant mené e. a. à un changement récent de paradigme dans l'appréciation des valeurs culturelles et médiatiques de The Family of Man, eu égard aux nombreuses études, recherches, publications luxembourgeoises et internationales existant depuis des décennies sur Steichen et son œuvre, quelle est la plus-value attendue par la récente nomination d'un commissaire ad hoc, orienté dans le passé de son travail plutôt vers le cinéma et son histoire que vers la photographie patrimoniale et contemporaine ?

4) Quels sont le cas échéant les tirages d'époque réalisés par Edward Steichen lui-même ou sous son contrôle direct et détenus au Luxembourg ?

5) Quels sont les projets avec la collection « The Bitter Years » qui avait trouvé avec le château d'eau à Dudelange un lieu d'exposition unique pour une collection de photographies historiques étant à l'origine de maints travaux documentaires contemporains ?

Réponse (27/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1) Parallèlement aux exemples cités par les honorables Député/es, les efforts de promotion et de valorisation des collections Steichen de la part de l'État sont multiples. Ainsi, le Centre national de l'audiovisuel (CNA) et le Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (MNAHA) déploient des efforts en continu afin de valoriser les Steichen Collections de différentes manières et pour différents publics.

Projets du CNA

En ce qui concerne le CNA, la programmation et les projets pour l'année 2023 s'inscrivent dans cette lignée :

– Nouveau dépliant pour les Steichen Collections
Un nouveau dépliant a été édité pour promouvoir et communiquer les Steichen Collections du CNA et du MNAHA. Il inclut dorénavant une référence au nouveau catalogue de collection du MNAHA. Il sera en distribution à partir de janvier 2023.

– Plateforme pédagogique et nouveau guide multimédia pour « The Family of Man »
En 2020, l'exposition « The Family of Man » s'est dotée d'une plateforme pédagogique qui lui est dédiée et qui s'adresse aux enseignants, groupes et jeunes. Elle a pour objectif de fournir des ressources pédagogiques pour la visite de l'exposition en trois langues. Celles-ci se composent de textes historiques qui présentent Edward Steichen et son œuvre, donnent un contexte et des clés d'interprétation pour l'exposition et proposent un large choix d'activités à faire avant, pendant ou après la visite au musée. Ces dernières sont pensées de manière transversale, interactive et pluridisciplinaire, et s'adressent à différents niveaux d'élèves de 6 à 19 ans. Ainsi, certaines ont pour but d'expliquer l'exposition et de faciliter son appréhension et sa compréhension, d'autres s'appuient sur la collection pour aborder différents thèmes, qu'ils soient artistiques, techniques, sociaux ou historiques. La plateforme est régulièrement alimentée avec de nouveaux exercices et activités.
Dans le domaine de l'éducation, mentionnons également une collaboration avec le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) pour un workshop promouvant l'engagement et renforcer la citoyenneté mondiale grâce à la méthode « Léieren duerch Engagement » à l'exemple de l'exposition « The Family of Man ». Cette formation continue aura lieu en avril 2023.
Un nouveau guide multimédia actualisé qui s'adresse à tous les publics verra le jour en mars 2023. Il offre des informations sur la collection, sa genèse et sa restauration, sur les photographes et leurs œuvres et des interviews d'experts pour approfondir certains thèmes. Il a été pensé d'une manière inclusive et sera à disposition des visiteurs gratuitement, accessible depuis leur propre smartphone.

– Luxembourg Museum Days
L'exposition « The Family of Man » participera aux Luxembourg Museum Days en mai avec une programmation ludique autour de la collection, accessible gratuitement à tous les publics. L'accès à l'exposition sera également gratuit pour l'occasion. L'événement national aura lieu les 20 et 21 mai 2023.

– Recherches scientifiques
Plusieurs projets de recherche en collaboration avec des universités sont en finalisation de rédaction en vue de recevoir des fonds pour leur réalisation. Le premier projet, en collaboration avec le C2DH de l'Université de Luxembourg, thématise d'un côté l'itinérance internationale de l'exposition « The Family of Man » et propose une recherche approfondie des conditions de l'itinérance et de sa réception, mettant en lumière des particularités géographiques, politiques et culturelles. De l'autre côté, cette recherche vise également à étudier l'histoire luxembourgeoise des Steichen Collections et propose ainsi une étude approfondie de l'héritage de l'artiste Edward Steichen au Luxembourg et sa réception dans le contexte culturel et politique spécifique du Grand-Duché des dernières décennies.

Le deuxième projet de recherche, une collaboration avec la University of the Arts London, adopte une approche et un regard résolument contemporain pour étudier la collection « The Family of Man » sous les aspects du décolonialisme, la culture digitale et l'écologie. La collection historique est ici le point de départ et le prisme pour jeter un regard sur le monde contemporain, l'image de l'homme et sa dissémination digitale.

– Donation Wayne Miller & publication
La famille de l'artiste Wayne Miller a confié une donation au CNA comportant des photographies de la préparation de l'exposition « The Family of Man » datant des années 1950, visualisant l'envergure des travaux de ce projet au MoMA et la collaboration entre e. a. Edward Steichen, Wayne et Joan Miller, Dorothy Norman, Paul Rudolph ou Dorothea Lange. Le CNA dédiera une publication à cette donation dans le cours de l'année 2023.

– H – The Notion of Humanist Photography
Dans le cadre de Esch2022 et Kaunas2022, Capitales européennes de la culture, le CNA à Dudelange et la Kaunas Photography Gallery en Lituanie se sont associés pour initier un projet de résidence collective réunissant un groupe de vingt-trois artistes du monde entier afin d'interroger la notion de photographie humaniste.
Les emblématiques Steichen Collections du CNA ainsi que les initiatives de la Kaunas Photography Gallery historiquement liées à la photographie humaniste ont ainsi donné l'occasion à une nouvelle génération de photographes de revisiter ce patrimoine et de développer un projet personnel en résonance avec le monde contemporain.
Le projet a abouti à la création d'une publication trilingue, réunissant les travaux photographiques ainsi que des textes critiques autour de la photographie humaniste et « The Family of Man ». Il a été présenté à Paris Photo (novembre 2022), au CNA et à Kaunas. Une reproduction d'un chapitre de la collection « The Family of Man » a été exposée à la Kaunas Photography Gallery à cette occasion (24.11.-31.12.2022).

– Jeff Weber
Dans le cadre du Mois européen de la photographie, le CNA présente l'exposition All That Is Solid Melts into Light (titre de travail) de Jeff Weber du 6.5. au 1.10.2023.
Dans une série de six photographies, l'artiste Jeff Weber documente le processus de restauration entrepris sur la grande photo d'essai de la bombe à hydrogène « Ivy Mike », réalisé par le Studio Berselli de Milan dans le cadre d'une restauration générale de « The Family of Man » entre 2011 et 2013 sous la direction du CNA, où l'exposition est présentée en permanence depuis 1994. En dehors du paradoxe que présente la documentation d'un processus de restauration d'une image représentant une destruction à l'échelle monumentale, Weber, un artiste connu pour son intérêt à brouiller ce qui peut être considéré comme étant à l'intérieur ou à l'extérieur d'une œuvre d'art, a décrit sa motivation comme une démarche visant à contextualiser « The Family of Man » dans le contexte de l'époque de sa création – la guerre froide et la course aux armements nucléaires et de l'atmosphère politique omniprésente dans laquelle l'exposition a voyagé.

Les projets du MNAHA

– Le MNAHA vient de publier en décembre 2022 le catalogue raisonné de l'ensemble des 178 photos que le Luxembourg a reçu en tant que donation de la part de l'épouse de l'artiste en 1985. Cet ouvrage de 496 pages présente les résultats d'une approche pluridisciplinaire par des experts luxembourgeois et étrangers. Il constitue sans doute un élément majeur pour la visibilité scientifique et muséologique internationale future de cette collection. Signalons aussi que c'est la première fois qu'une des donations reçues par 23 institutions à travers le monde a fait l'objet d'une analyse scientifique si complète.

– En décembre 2022, le MNAHA a lancé une série d'expositions sous le titre Inspired by Steichen avec le vernissage du projet Erwin Olaf-Hans Op De Beeck Inspired by Steichen. L'exposition met en dialogue des photos de Steichen issues de la collection du MNAHA avec des œuvres (photos, aquarelles et sculptures) de deux artistes contemporains majeurs. Cette série, que le MNAHA entend continuer sur un rythme irrégulier dans les années à venir, doit permettre de dépasser la seule présentation monographique d'œuvres de Steichen, que le musée offre de toute manière en permanence à travers son espace Steichen, en mettant en dialogue Steichen avec la création contemporaine.

– Ajoutons que dans la continuité des efforts de valorisation de sa collection Steichen à l'étranger, le MNAHA présentera du 13 octobre 2023 au 28 janvier 2024 une exposition d'environ 70 photos à Cracovie, dans le tout nouveau Museum of Photography qui vient d'y ouvrir ses portes.

Depuis plusieurs années déjà, le MNAHA et le CNA entretiennent ensemble et actualisent régulièrement le site steichencollections.lu, point de départ pour toute personne intéressée au patrimoine Steichen conservé au Luxembourg.

Les deux institutions précitées resteront à disposition du futur commissaire aux collections Steichen afin de déterminer ensemble comment renforcer encore ce travail commun de mise en valeur du patrimoine Steichen au Luxembourg.

ad 2) Une étude de faisabilité devra élucider l'opportunité d'aménager le Brahaus, voire une partie du château afin d'y développer des activités liées à la Teutloff Collection.

Le CNA a terminé en été 2022 l'expertise de la Teutloff Collection, formant la base du dialogue contemporain et du programme des expositions temporaires planifiées pour le nouvel espace d'exposition du Brahaus. Cette collection contemporaine se compose de 471 œuvres signées par 195 artistes internationaux. Les œuvres ont été intégrées dans les archives du CNA après une expertise détaillée (2018-2022). De nombreuses ressources budgétaires et personnelles ont été mobilisées par phases afin de garantir que le processus se déroule dans les règles de l'art : une équipe de spécialistes internationaux a vérifié l'authenticité des œuvres, réalisé des constats d'états et des travaux de restauration. Les œuvres ont par ailleurs été toutes digitalisées dans leur état actuel (avec et sans cadre) pour les archives numériques.

ad 3) Le futur commissaire aux collections Steichen assumera une importante mission de coordination au Ministère de la Culture pour toute activité en relation avec Edward Steichen, en établissant des liens avec tous les acteurs impliqués. Outre les activités de représentation aux événements nationaux et internationaux en relation avec les collections Steichen, ainsi que la promotion de celles-ci, le commissaire exécutera de surcroît une mission de recherche sur les multiples facettes de la vie et de l'œuvre d'Edward Steichen, tout en rassemblant la documentation historique et scientifique y relative.

ad 4) La réponse qui suit ne se rapporte qu'aux collections publiques. Il est très probable qu'il existe à côté de celles-ci l'un ou l'autre « tirage d'époque » dans des collections privées conservées au Luxembourg.

Notons d'emblée qu'il est difficile de répondre avec précision à la question posée sans savoir au juste ce que les auteurs entendent par « tirages d'époque ». Dans la littérature scientifique, le terme « vintage print » peut en effet revêtir des significations différentes. Pour certains auteurs, il désigne uniquement des tirages contemporains/réalisés à quelques années seulement de la prise de vue. Très souvent, notamment lors de ventes publiques, il sert cependant uniquement à dire que le tirage est « ancien » par rapport à des tirages existants plus récents/réalisés seulement après la mort du photographe.

Il est peut-être utile de souligner ici que la distinction entre « vintage prints » et tirages plus tardifs d'une seule et même prise de vue est une évolution assez récente et qui sert avant tout les intérêts du marché de l'art.

Dans ce contexte, on doit aussi relever que l'approche de Steichen lui-même par rapport à l'authenticité des tirages d'une part et leur contemporanéité par rapport à la prise de vue de l'image de l'autre a considérablement évolué au fil de sa longue carrière. Si au début de sa carrière, durant la phase dite « pictorialiste », Steichen visait la réalisation de tirages « uniques », il n'a plus tard pas hésité à rephotographier des tirages anciens d'images dont il ne disposait plus des négatifs et à utiliser les nouveaux négatifs ainsi obtenus pour réaliser/faire réaliser des séries parfois importantes de nouveaux tirages.

Une évolution parallèle s'observe quant à la production des tirages. Au début de sa carrière, Steichen les réalisait lui-même, plus tard il déléguait ce travail fastidieux à un petit nombre de photographes qui réalisaient sous sa supervision les tirages dont il pensait avoir besoin.

La collection du MNAHA montre en tout cas à l'évidence qu'à la fin de sa vie, Steichen conservait de ses images des tirages réalisés à des dates très différentes, sans que cela ne semble avoir eu pour lui une très grande importance, aussi longtemps que ces tirages étaient de bonne qualité et avaient été approuvés par lui.

Il faut aussi souligner que la datation de tirages photographiques est une entreprise complexe, qui souvent ne permet que de donner un terminus post quem, et dans laquelle interviennent principalement trois types de critères :

– la date de la prise de vue/de la première publication de la photo pour autant qu'elles soient connues ;
– des données techniques relatives à la nature du procédé, des produits chimiques et du papier utilisés ;
– des indications inscrites sur le tirage lui-même.

Collection du MNAHA :

Pour la collection du MNAHA, tous les tirages ont été analysés par deux expertes allemandes en la matière, Mmes Anna Veronika Jüster et Kerstin Barthels. Suivant elles :

– pour les prises de vues de Steichen des années pictorialistes et des années 1910, 1920 et 1930, la majorité des tirages sont tardifs, c.-à-d. réalisés après 1953. Il y a cependant des exceptions notables : certaines images familiales (cat. 10, 11, 14, 16, 21, 23) sont des « vintage prints » dans le sens d'être contemporains ou produits endéans quelques années seulement après la réalisation de la prise de vue. Pour un autre (cat. 25) cela est probable, de même que pour les photos montrant Linda Martin,

petite-fille de Steichen, prises dans les années 1940. Il en va aussi pour le tirage de « Grasshopper and Wheat Stalk » des années 1920. Le tirage le plus ancien de la collection est sans doute le portrait charmant de la fille ainée de l'artiste, Mary Steichen, réalisé dans les années 1910 (cat. 10).
– Les tirages d'une quarantaine de portraits de célébrités des années 1920, 1930 et 1940 ont également été réalisés l'année même ou quelques années seulement après la prise de vue. Les autres n'ont été réalisés qu'après 1953.
– Les tirages en couleur (cat. 162-175) sont quant à eux plus ou moins contemporains des prises de vue respectives.

Collection de la Ville de Luxembourg :

Quant aux 44 tirages appartenant à la Ville de Luxembourg, ils ont été analysés par l'experte italienne Silvia Berselli.
Suivant elle, neuf tirages sont à considérer comme « vintage prints », c'est-à-dire comme tirages réalisés l'année de la réalisation de la prise de vue ou endéans quelques années seulement après celle-ci. Deux d'entre eux sont des tirages des années 1920, quatre des tirages des années 1930 et trois des tirages des années 1950.
Les autres 35 tirages sont à considérer comme tirages plus tardifs, l'intervalle entre la prise de vue et le tirage étant au moins supérieur à 10 ans et la plupart du temps à 20 ans voire plus.

Collection de la BCEE :

Des échanges concernant les informations sur les techniques et la datation de tirages appartenant à la BCEE sont en cours.

ad 5)
– La collection patrimoniale « The Bitter Years » a été présentée en deux rotations entre 2012, 2016 et 2020. Elle est composée de tirages originaux et fragiles de 1962. Dans une approche et une démarche à la fois de conservation et exposition du patrimoine, un monitorage régulier des œuvres a eu lieu pendant les périodes d'exposition. Les résultats ont amené le CNA à engager une expertise de conservation/restauration pour évaluer l'état des œuvres et de leur imposer une « pause » – chose familière pour des expositions de photographie et pour favoriser la conservation des œuvres.

– Le Waassertuerm présentant un espace hors du commun pour la présentation de la collection et par ailleurs en écho à l'histoire du site et de sa région, on doit toutefois remarquer qu'il ne permet pas d'exposer la collection dans son entièreté. Il est examiné à l'heure actuelle dans quelle mesure l'exposition « The Bitter Years » pourrait être exposée dans le cadre d'une collaboration européenne/internationale pour retrouver sa forme originale d'exposition. Ceci permettra également de placer ce patrimoine luxembourgeois sur la scène internationale et ainsi d'attirer l'attention et un nouveau public plus large pour la collection et le Luxembourg. Dans cette perspective, une étude sur l'état de conservation de la collection en vue d'une réexposition future a été finalisée en automne 2022.

– La communication autour des Steichen Collections du CNA met en valeur les deux collections « The Family of Man » et « The Bitter Years ». Depuis 2021, cette mise en valeur double prend place principalement en ligne.

– Le Waassertuerm constitue en effet un repère dans la ville de Dudelange tout en étant un lieu insolite. L'expérience de la programmation sur le site a montré que les événements et expositions temporaires permettaient de mettre en valeur le site architectural davantage et aussi de générer des publics différents et multiples selon les programmes proposés. Le site du Waassertuerm + Pomhouse restera un point fixe dans la face publique du CNA et de sa programmation, présentant un attrait pour des publics diversifiés.

Taxation des multinationales | Question **7422** (23/12/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Un accord européen vient d'intervenir sur la taxation des multinationales. Les grandes sociétés se verront imposer un taux de taxation minimal de 15 %. L'idée majeure de cet impôt minimum est de limiter la concurrence fiscale entre les États, qui a conduit les multinationales à payer toujours moins d'impôts sur leurs bénéfices.

– Nous aimerions savoir de Madame la Ministre des Finances quelle est la portée exacte de cet accord et combien de sociétés sont concernées au Luxembourg.

– Quel sera l'impact estimé au Luxembourg notamment en termes d'évolution des recettes fiscales ?

Réponse (23/01/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Tel que mentionné par les honorables Députés, le Conseil de l'UE vient de trouver un accord politique sur une directive visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union. Ainsi, la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 14 décembre 2022 a été publiée le 22 décembre 2022 dans le Journal officiel de l'UE et devra être transposée d'ici le 31décembre 2023.

Cette directive est basée sur des principes de fonctionnement fondamentalement nouveaux dans le contexte de la fiscalité internationale et européenne, et aura dès lors un impact indéniable sur le cadre fiscal national de tous les États membres de l'UE. La directive s'appliquera notamment à toutes les sociétés luxembourgeoises qui appartiennent à un groupe national et multinational d'entreprises ayant un chiffre d'affaires consolidé égal ou supérieur à 750.000.000 d'euros pendant au moins deux des quatre années fiscales précédant immédiatement l'année fiscale en question.

Sans tenir compte d'une éventuelle restructuration des groupes visés, le nombre d'entités atteintes par cette directive au Luxembourg peut être estimé à environ 7.500 entités.

La question de l'impact d'un impôt minimal global de 15 % sur l'évolution des recettes fiscales est une interrogation centrale à laquelle divers travaux de l'OCDE ont tenté de fournir des réponses à l'aide de modélisations budgétaires afin de permettre aux États de mieux mesurer les conséquences sur leur budget. L'issue de ces travaux reste néanmoins insatisfaisante dans la mesure où les données à la base de ces travaux sont par la force des choses basées sur des hypothèses.

En effet, l'impact sur les recettes fiscales dépendra fortement notamment de paramètres dynamiques tels que les réactions adoptées par les multinationales suite à la mise en œuvre du Pilier 2 en termes de structure organisationnelle et juridictionnelle ou encore l'attitude des politiques publiques dans d'autres pays quant à d'éventuelles modifications de leur cadre fiscal et de leur taux d'imposition.

L'ampleur de l'impact – positif ou négatif – sur les recettes fiscales reste à ce jour difficilement quantifiable et peu précis compte tenu des facteurs dynamiques mentionnés ci-avant. Il n'est dès lors pas possible de fournir une estimation chiffrée dans ce contexte.

« Push-backs » le long des frontières extérieures européennes | Question **7423** (27/12/2022) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

Comme certains médias allemands l'ont rapporté le 5 décembre 2022, un réfugié a été blessé par balles par des gardes-frontières nationales à la frontière extérieure de l'Europe en Bulgarie[11]. Selon ces médias, cet incident s'inscrit dans tout un contexte de pratiques illégales exercées le long des frontières sud-est de l'Union européenne, dans le cadre desquelles les migrant.e.s sont détenu.e.s dans de mauvaises conditions et repoussé.e.s avant de pouvoir effectuer une demande d'asile.

Ainsi, à la frontière extérieure bulgare et malgré la présence d'agents de l'agence Frontex, des migrant.e.s ont été enfermé.e.s pendant plusieurs jours dans des enclos aménagés, sans ravitaillements et sans avoir accès à des installations sanitaires, avant d'être finalement repoussé.e.s.[12]

Face à ces révélations, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre a-t-il des informations plus précises concernant ces violations des droits humains et celles-ci ont-elles déjà été abordées au sein du Conseil européen ?

2) Quelles sont les pistes que le Ministère des Affaires étrangères et européennes poursuit au niveau de l'UE pour que l'accueil aux frontières extérieures se fasse de manière humaine ?

3) Quelles procédures ont été déclenchées au niveau européen pour assurer que les responsables de ces traitements violents soient tenus responsables ?

4) Existe-t-il des rapports de Frontex sur les incidents susmentionnés ? Dans la négative, quelle en est la raison ?

Réponse (20/01/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) Le ministre est au courant des allégations rapportées par plusieurs médias en date du 5 décembre 2022. Il ne dispose cependant pas d'informations plus précises et ne saurait s'exprimer sur les discussions au sein du Conseil européen, qui réunit les chefs d'État ou de Gouvernement.

ad 2) Au niveau européen, le Luxembourg soutient sans ambiguïté le respect des droits fondamentaux aux frontières extérieures de l'Union. Il accueille favorablement les efforts des agences et organismes chargés de surveiller le respect des normes de droit international et européen, notamment des dispositions de la directive « accueil ».

ad 3) Le droit d'enquête et d'instruction relatif à des infractions pénales commises sur son territoire national incombe aux autorités judiciaires de l'État membre concerné.

ad 4) Dans sa réponse aux médias ayant rapporté les violations, l'Agence Frontex indique avoir enregistré 10 rapports « d'incidents sérieux » à la frontière turco-bulgare au cours de 2022. Parmi ces rapports, aucun n'aurait trait aux allégations du 5 décembre. Les informations ont été communiquées à l'Officier des droits fondamentaux de l'Agence, qui décide s'il y a lieu d'ouvrir une enquête ou non. Aucun rapport spécifique sur

[11] Tagesschau.de: Flüchtling an der EU-Außengrenze angeschossen. 5.12.2022
[12] Tagesschau.de: Asylsuchende eingesperrt und misshandelt. 8.12.2022

les incidents susmentionnés n'a été partagé avec les États membres.

Groupe national de guidance en matière de prévention des infections nosocomiales (GNPIN) | Question **7425** (27/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Aus der Äntwert vum fréiere Gesondheetsminister op d'parlamentaresch Fro 0671 vum 12. Juni 2019 geet ervir, datt de „Groupe national de guidance en matière de prévention des infections nosocomiales" (GNPIN) amgaange wier, allgemeng Recommandatioune fir den Ëmgang mat multiresistente Keimen an de Klinicken auszeschaffen. Op der Internetsäit vum GNPIN ass bis haut keng nei Recommandatioun publizéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Huet de „Groupe national de guidance en matière de prévention des infections nosocomiales" mëttlerweil eng Recommandatioun fir den Ëmgang mat multiresistente Keimen an de Klinicken ausgeschafft?
– Wa jo, wat recommandéiert de GNPIN a firwat sinn d'Recommandatiounen net publick gemaach ginn?
– Wann nee, aus wat fir Ursaache si keng Recommandatiounen ausgeschafft ginn?
– Wéini wäerten dës Recommandatioune publizéiert ginn?

2. Wäert deen am Koalitiounsaccord an Aussicht gestallte „Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique" fir d'Schied, déi duerch multiresistent Keimen an de Klinicken entstinn, opkommen?
– Wa jo, wéini wäert dëse Fong operativ sinn?

Réponse (26/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Bedéngt duerch d'Covidkris ass de Groupe national de guidance en matière de prévention des infections nosocomiales (GNPIN) effektiv an deene leschte Méint net méi zesummekomm an déi besoten Aarbechten hunn net kënne fortgesat ginn. Dëst hänkt virun allem domat zesummen, datt aktuell generell Diskussiounen ëm d'Reorganisatioun vum Aarbechtsgrupp gefouert ginn a verschidde Piste fir den Aarbechtsgrupp legal ze verankeren amgaange sinn, analyséiert ze ginn.

Parallell dozou ass allerdéngs am Kader vun den Aarbechte ronderëm de Plan national antibiotiques an den Antibiotic Stewardship Programme, d'Thematik ronderëm d'multiresistent Keimen adresséiert ginn. Hei lafen aktuell Aarbechte fir d'Ausschaffung vun enger Strategie ronderëm d'Prise en charge vu multiresistente Keimen. Den Antibiotic Stewardship Programme ass an deem Sënn och schonn de concernéierten Acteuren, ënnert anerem de Spideeler an der COPAS als Vertrieder vun de Gestionnairë vun den Haiser aus dem „long séjour" virgestallt ginn an d'Diskussioune fir eng Ëmsetzung vum Programme sinn amgaangen.

ad 2. Den Zweck vun engem „Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique" ass d'Entschiedegung vun anormale Schied, déi bei Leit duerch e medezinneschen Accident, eng iatrogeen Krankheet oder eng nosokomial Infektioun verursaacht goufen, ouni dass d'Responsabilitéit vum engem Déngschtleeschter engagéiert ass. Fir dass de Fong zoustänneg ass, wäerte verschidde Konditiounen erfëllt musse ginn.

Wa multiresistent Keimen oder Bakterien eng nosokomial Infektioun verursaachen, déi enger medezinnescher Behandlung direkt zouzeschreiwen ass, kéinten d'Schied vun dëser Infektioun och duerch sou e Fong entschiedegt ginn.

Den Zäitplang vun den Aarbechtsgruppen, déi op dësem Projet schaffen, huet misse wéinst der Pandemie geännert ginn. Opgrond vun de geleeschten Aarbechten an deenen, déi nach ze maache sinn, ass zu dësem Zäitpunkt nach net gewosst, wéini dëse Fong operativ wäert sinn.

Personnel des centres de vaccination | Question **7426** (28/12/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wärend dem Héichpunkt vun der Covidpandemie sinn an den Impfzenteren zu Lëtzebuerg Dausende Persoune pro Dag geimpft ginn. D'Hale ware voll an d'medezinnescht Personal op der Plaz war ausgelaascht. Haut ass d'Situatioun eng aner: Wie selwer rezent am Impfzentrum um Lampertsbierg war, dee war erstaunt doriwwer, dass zu ville Momenter méi Personal ewéi Patienten an der Hal uwiesend waren.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hu sech an deene leschten 12 Méint (opgeschlësselt pro Mount) an deene verschiddenen Impfzenteren hei am Land impfe gelooss?

2. Wéi vill Personal war am Duerchschnëtt iwwert déi eenzel Méint an den Impfzenteren opgestallt?

3. Wéi eng lafend Käschte brëngt een Impfzentrum pro Mount mat sech (Personal an Energiekäschte matabegraff)?

4. Wéi eng Indicateure berécksiichtegt d'Ministesch, fir een Impfzenter zouzemaachen an d'Impfung op anere Plazen dezentraliséiert unzebidden?

5. Wéi schnell wier een Impfzenter am Fall vun enger weiderer Covidwell erëm asazbereet?

Réponse (24/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Follgenden Tableau schlësselt d'Unzuel vun de geimpfte Residenten, jee no Impfzenter an no Mount, fir 2022 op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Fir d'Joer 2022 waren am Ganze 507 Leit iwwer d'Réserve sanitaire agestallt, déi a Fonctioun vun de Besoinen op déi verschidden Impfzentere verdeelt gi sinn (bei dëser Zuel handelt et sech exklusiv ëm Gesondheetsberuffler an administratiivt Personal; IT-Personal a Sécherheetsleit sinn hei net matberechent).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Unzuel u Personal huet a Fonctioun vun de Besoinen an den Impfzenteren ëmmer nees staark variéiert, mee am Duerchschnëtt hunn eng ronn 184 Leit pro Mount aus den uewe genannte Kategorien an den Impfzentere geschafft.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. An engem Impfzenter falen zu engem Deel fix Käschten un. Dat si Käschten, déi all Mount ufalen, onofhängeg vun der Unzuel vun de Leit, déi sech impfe loossen. Et handelt sech heibäi virun allem ëm follgend Käschten: Locatioun vun der Infrastruktur, Nettoyage, Surveillance, Support IT, Personal fir den Enregistrement an de Coordinateur um Site.

Nieft dëse fixe Käschte gëtt et dann nach d'Remuneratioun fir d'Gesondheetspersonal, dat d'Impfunge mécht. Dës Käschten hänke vun zwee Facteuren of. Als Éischt vun der Unzuel vun de „files de vaccination", déi an engem Impfzenter operationell sinn. Dës Zuel gëtt vu Woch zu Woch festgeluecht, dat en fonction vun de Leit, déi ee Rendez-vous geholl hunn, respektiv vun dem erwaarten Undrang. Als Zweet hänken dës Käschte vum Statut vum Gesondheetspersonal of, dat an der jeeweileger Woch am Impfzenter intervenéiert: fräiberufflechen Dokter, Kinesitherapist an Infirmier, Fonctionnaire oder awer Gesondheetspersonal, dat een zäitlech befriste Kontrakt vun der Réserve sanitaire huet.

Esou hunn déi fix Käschten am Mount November fir den Impfzenter Victor Hugo sech op ronn 122.000 Euro belaf.

D'Personalkäschte vum Gesondheetspersonal, dat am Impfzenter intervenéiert ass, huet sech op ronn 198.000 Euro belaf.

ad 4. An dem Kontext vum Op- an Zoumaache vun engem Impfzenter ginn eng Rei Indicateure gekuckt. Et handelt sech heibäi ënnert anerem ëm d'Unzuel vun de Leit, déi ee Rendez-vous geholl hunn, ëm d'Proportioun vun de Leit, déi an engem Impfzenter geimpft gi par rapport zu der Unzuel vun de Leit, déi sech op enger anerer Plaz impfe gelooss hunn (Apdikten an Doktercabineten), ëm eventuell nei Elementer bei den Impfrecommandatiounen, ëm nei Impfstoffer, déi op de Marché kommen, oder ëm Entscheedunge bei der Boosterimpfung.

Well d'Impfungen iwwert déi lescht Méint lues a lues ofgeholl hunn, sinn all d'Impfzenteren – ausser den Impfzenter am Victor Hugo – zougemaach ginn. Een Impfzenter huet de groussen Avantage, datt d'Leit sech ganz spontan ouni Rendez-vous mat all Impfstoff kënnen impfe loossen.

Bis elo war et esou, datt de Ratio vun den Impfungen, déi an engem Impfzenter gemaach goufen, méi héich ass ewéi de Ratio vun Impfungen op anere Plazen. Dëse Ratio huet sech an de Woche virun der Chrëschtvakanz bei ronn 50 % agependelt. Allerdéngs ass déi absolutt Zuel vun Impfungen an den Impfzenteren zanter dem Enn vum Oktober lues, awer kontinuéierlech erofgaangen. Well d'Unzuel vun den neien Infektiounen an de Wanterméint an de leschte Joren ëmmer eropgaangen ass a well gesi gouf, datt d'Impfbereetschaft an der Vergaangenheet bei héijen Infektiounszuele méi héich war, gouf decidéiert, nach een Impfzenter iwwert d'Wanterméint opzeloossen.

Sollt den uewe genannten Trend vun der Baisse sech awer an den nächste Woche fortsetzen, mécht et Sënn, d'Impfunge komplett an d'Doktercabineten an d'Apdikten ze verleeën. Doriwwer eraus kann ee periodesch mat mobillen Equippen oder engem Impfbus Impfungen uechtert d'Land ubidden.

ad 5. Am Fall wou eng Infrastruktur fäerdeg ageriicht ass, kënnen Impfungen innerhalb vun enger Woch operationell sinn. An deem Fall wou déi ganz Infrastruktur (Impfboxen, Elektronik, extra Beliichtung, Waassercuven, Informatik ...) an engem Impfzenter nees nei muss ageriicht ginn, kann een, jee no Disponibilitéit vum Material um Marché, mat 6–8 Woche rechnen.

Chantier sur l'A13 | Question **7427** (28/12/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

De Chantier op der A13/Rout Bréck dauert elo scho bal 4 Joer. Op der selwechter Streck gouf och d'Stroossebeliichtung ewechgeholl. Am Moment däerf ee just deelweis op enger Bunn an eng Richtung fueren. De Passage ass geféierlech, well den Tronçon op dëser Plaz ganz enk ass a well d'Strooss staark befuer ass, och vu Camionen.

An deem Zesummenhang géif ech gär follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute stellen:

1. Wéi vill Accidenter sinn op dëser Streck scho passéiert?

2. Ass eng provisoresch Beliichtung virgesinn, well de Chantier extreem schlecht beliicht ass?

3. Wéini ass de Chantier endlech fäerdeg?

Réponse (03/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dësen Tableau weist d'Unzuel vun den Accidenter vun de leschte 5 Joer, déi op der Streck A13/Rout Bréck passéiert sinn:

	Accidenter
2018	4
2019	9
2020	1
2021	9
2022	7

ad 2. Wéi richteg vun der Madamm Deputéiert beschriwwen, huet dësen Tronçon vun der Autobunn A13 keng Beliichtung. D'Beliichtung op der A13 tëschent Schëffleng a Beetebuerg ass awer schonn 2014 ewechgeholl ginn, well d'Luuchtepottoen an d'Luuchten um Enn vun hirer Liewensdauer (30 Joer) ukomm waren. Fir Energie ze spueren, war deemools decidéiert ginn, d'Beliichtung net ze erneieren.

D'Fuerbunnen op der Héicht vum Chantier si wuel ageengt, mee fir d'Sécherheet vun den Automobilisten an den Aarbechter ze garantéieren, ass déi maximal erlaabt Geschwindegkeet op 50 respektiv 70 Stonnekilometer limitéiert. Dobäi ass eng verkéiersféierend Lafliichtanlag (konform zu der Broschür „Signalisation des chantiers" vun der Commission de circulation de l'État) a Plaz gesat ginn, déi de Verkéier duerch hannereneen opliichtend Warnluuchte guidéiert.

Opgrond vun dëser Anlag gëtt deemno och keng zousätzlech Beliichtung op der Héicht vum Chantier gebraucht.

Fir de Chantier awer nach zousätzlech ofzesécheren, wäert d'Unzuel vun de Reflekteren op de mobille Leitplanken erhéicht ginn.

ad 3. De Chantier wäert viraussiichtlech am spéide Fréijoer 2023 ofgeschloss kënne ginn.

Attaques de loups | Question **7428** (28/12/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Medieberichter no gouf am Raum Ëlwen en dout Schof fonnt, dat méiglecherweis vun engem Wollef gerappt gouf. Entspriechend dem nationale Wollef-Aktiounsplang gouf de Besëtzer mat 75 % entschiedegt.

Prinzipiell ass och virgesinn, dass de Staat Preventiounsmesurë finanziell ënnerstëtzt. Dozou wéilt ech der Madamm Ëmweltminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir sou eng finanziell Hëllef goufe bis elo gestallt? Wéi vill dovu goufen akzeptéiert?

2. Ëm wat fir Preventiounsmesuren huet et sech dobäi konkreet gehandelt?

3. Wéi vill Véibesëtzer schützen hir Häerd mat engem Häerdeschutzhond? Gouf et Fäll, wou fir d'Uschafe vun sou engem Hond eng finanziell Hëllef accordéiert gouf?

Réponse (06/01/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Bis ewell gouf keng sou eng Demande gestallt. n.a.

ad 2. n.a.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet keng Zuelen dozou, ob a wa jo, mat wéi vill Häerdeschutzhënn eenzel Véibesëtzer hir Häerd schützen. Et ass natierlech méiglech, dass Véibesëtzer hir Häerd esou schützen, ouni awer eng finanziell Hëllef dofir ugefrot ze hunn.

Accords de Minsk | Question **7429** (29/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem Interview mat der Wochenzeitung „Die Zeit", deen de 7. Dezember publizéiert gouf, huet déi fréier däitsch Bundeskanzlerin, d'Madamm Angela Merkel, iwwert d'Verhandlunge vum Minsk-II-Vertrag dat hei gesot: „Und das Minsker Abkommen 2014 war der Versuch, der Ukraine Zeit zu geben. Sie hat diese Zeit auch genutzt, um stärker zu werden, wie man heute sieht. Die Ukraine von 2014/15 ist nicht die Ukraine von heute. Wie man am Kampf um Debalzewe Anfang 2015 gesehen hat, hätte Putin sie damals leicht überrennen können. Und ich bezweifle sehr, dass die Nato-Staaten damals so viel hätten tun können wie heute, um der Ukraine zu helfen."

De President vun der Russescher Federatioun gëtt an den ëffentlech-rechtlechen, russesche Medien iwwersat mat dëser Reaktioun zitéiert: „Ich bin enttäuscht von Merkels Äußerungen zu den Minsker Vereinbarungen. Das war völlig unerwartet, das ist enttäuschend. [...] Das Vertrauen ist schon fast bei null. Aber nach solchen Äußerungen, wie Merkel sie gemacht hat, ist nicht klar wie man verhandeln kann, mit wem und mit welchen Garantien, obwohl wir am Ende verhandeln müssen."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir allgemeng Positioun zu der Ausso vun där fréierer däitscher Bundeskanzlerin elaboréieren a preziséieren, ob a vu wéini un hir dës verstoppt Agenda vun de Verhandlungen iwwer de Minsker Vertrag bekannt war? Wéi gesäit si de „bona fide"-Charakter an de Minsker Ofkommes nach respektéiert? Ass an hiren Aen d'Normandie-Format nach e glafwierdege Verhandlungsforum wann déi gutt Intentioune vun EU-Memberstaaten duerch Däitschland hannergaange ginn?

2. Kann d'Regierung matdeelen, wou an op wéi enger Basis si no den zitéierten Äusserunge vun där fréierer däitscher Regierungscheffin nach Verhandlungsméiglechkeeten tëschent der EU a Russland gesäit? Wat wëll d'Regierung ënnerhuelen, fir dat verluerent Vertrauen an d'EU nees hierzestellen?

Réponse (27/01/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1. Den éischte Minsker Vertrag vun 2014 gouf haaptsächlech vun den Haaptprotagonisten am Kader vun der Trilateraler Kontaktgrupp (zesummegesat vu Russland, der Ukrain an der OSZE) ausgeschafft. Nom Scheitere vun deem Accord, hu Frankräich an Däitschland am sougenannten Normandie-Format duerch hir Mediatioun matgeholl, fir eng friddlech Léisung am Donbass-Konflikt ze fannen („Minsk Vertrag II"). Ouni wëllen d'Aussoe vun där fréierer däitscher Bundeskanzlerin ze kommentéieren, ass d'Regierung net der Meenung, datt et an deem Kontext eng verstoppt Agenda gouf.

Mat der Unerkennung vun den zwou selwer ernannte Republicken duerch de Präsident Putin, den 21. Februar 2022, huet Russland de „Minsker Vertrag II", a soumat och d'Normandie-Format, als glafwierdege Verhandlungsforum, de facto zerstéiert.

ad 2. Op Basis vun der brutaler russescher Aggressioun géint d'Ukrain sinn d'Verhandlungsméiglechkeeten tëschent der EU a Russland momentan tatsächlech ganz staark limitéiert. Dat verluerent Vertrauen an déi russesch Regierung kann net sou einfach nees hiergestallt ginn, besonnesch ugesiichts vun deene massive Krichsverbriechen, déi all Dag an der Ukrain dokumentéiert ginn.

Jours fériés listés pour 2024 | Question **7433** (02/01/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Parmi les jours fériés listés pour 2024, le jeudi de l'Ascension et le Jour de l'Europe tombent tous les deux le 9 mai 2024, ce qui signifie un jour férié en moins.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Est-ce que Monsieur le Ministre mène des discussions avec les partenaires sociaux au sujet de ce jour férié en moins ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre entend accorder un jour férié ? Sous quelles conditions ?

Réponse (24/01/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Selon l'article L. 232-3 du Code du travail, si l'un des jours fériés légaux tombe sur un dimanche, le salarié a droit à 1 jour de congé compensatoire à prendre individuellement dans un délai de 3 mois à partir de la date du jour férié en question.

Ce principe doit évidemment aussi être applicable si deux jours fériés tombent sur un même jour calendrier. Afin de garantir que chaque salarié est en droit de pouvoir bénéficier de ces deux jours de congé, un projet de loi sera élaboré afin de compenser le jour férié en moins.

Vaccins contre la Covid-19 | Question **7434** (03/01/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Obwuel d'Coronapandemie esou gutt wéi eriwwer ass a kaum nach Leit sech impfe loossen, gëtt a ganz Europa weiderhi vill Impfstoff ausgeliwwert. Grond sinn déi laangfristeg Verträg, déi d'EU-Kommissioun mat de Produzenten ofgeschloss huet. Eng Rei europäesch Länner fuerderen dofir, datt nach eng Kéier noverhandelt gëtt, well duerch déi zousätzlech Liwwerungen déi national Budgeten onnëtz belaascht ginn. Zu Lëtzebuerg goufe bis elo insgesamt 2.602.940 Dose geliwwert, allerdéngs goufen der nëmmen 1.292.714 tatsächlech genotzt. Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6933 vum 3. November 2022 geet ausserdeem ervir, datt d'Regierung alles géif maachen, fir d'Dosen, déi net gebraucht ginn, a Länner weiderzereechen, déi nach e Besoin hunn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Schléisst sech Lëtzebuerg der Fuerderung vun den aneren EU-Länner un, fir d'Verträg, déi d'EU-Kommissioun mat de Pharmakonzerner ofgeschloss huet, nach eng Kéier nozeverhandelen?
– Wa jo, wat fir eng Léisung envisagéiert d'Regierung?

2. Wéi vill Dose solle laut den aktuelle Verträg nach op Lëtzebuerg geliwwert ginn a wéi vill wäerten dës zousätzlech Dose kaschten?

3. Wéi vill Geld huet d'Regierung bis elo insgesamt an d'Beschafung vu Coronavaccinen investéiert?

4. Wéi vill Dosen, déi hei am Land net gebraucht goufen, konnten un aner Länner ausgeliwwert ginn?

5. Wéi vill Dosen hu bis elo missen zerstéiert ginn, well de Verfallsdatum iwwerschratt war?

Réponse (27/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Mat Pfizer/BioNTech sinn aktuell Renegociatioune vun de besteeënde Kontrakter zwëschent der EU-Kommissioun an dem Pharmakonzern amgaangen. Zil vun dësen Negociatiounen ass et, déi geplangte Liwwerunge fir 2023 zum Deel op 2024 an 2025 ze verdeelen.

Fir Moderna sinn déi lescht Liwwerunge fir Februar 2023 virgesinn. Duerno ass de Kontrakt ofgeschloss an et sinn aktuell och keng Noverhandlunge geplangt.

Fir Novavax sinn déi lescht Liwwerunge fir dat 2. Quartal vun 2023 virgesinn an et sinn aktuell och keng Noverhandlungen hei geplangt.

D'Kontrakter mat AstraZeneca, Johnson & Johnson a Valvena si clôturéiert an et si keng weider Liwwerunge méi virgesinn.

ad 2.
– Vu Pfizer/BioNTech wäerte viraussiichtlech 633.621 Dosen opgespléckt op d'Joren 2023 an 2024 geliwwert ginn. Déi ganz Liwwerung wäert nach ronn 12.355.609,50 € kaschten.
– Moderna wäert viraussiichtlech nach 81.000 Dose liwweren, déi scho bezuelt sinn.
– Novavax wäert viraussiichtlech nach 34.000 Dosen noliwweren, déi ganz Liwwerung wäert nach ronn 680.000 $ kaschten.

ad 3. D'Käschte fir den Akaf vun de Covidimpfstoffer belafen sech aktuell op 51.193.848,54 €.

ad 4. Fir 2021 an 2022 sinn am Ganze 623.450 Impfdosen, déi hei net gebraucht gi sinn, un aner Länner gespent ginn.

Enn 2022 sinn ënner anerem Diskussioune mam Bangladesch gefouert ginn en vue vun enger Donatioun vun Dosen. De Bangladesch huet seng Demande fir Impfdosen an Zwëschenzäit awer nees zeréckgezunn.

Eng Donatioun vun 103.680 Pfizer/BioNTech-Impfdosen ass iwwerdeems via de COVAX-Mechanismus fir Brasilien fir Februar 2023 geplangt.

ad 5. Säit dem Ufank vun der Impfcampagne sinn am Ganzen 155.660 Impfdosen zerstéiert ginn, fir déi de Verfallsdatum iwwerschratt war.

129.600 Impfdose vun AstraZeneca, déi iwwerdeems ni op Lëtzebuerg geliwwert gi sinn, goufen direkt beim Fournisseur zerstéiert.

Carrefour à Reichlange | Question **7435** (03/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Op der Kräizung zu Räichel bei Réiden, wou sech déi dräi Nationalstroossen N12, N22 an N23 begéinen, kënnt et ëmmer nees zu geféierleche Situatiounen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass schonn driwwer nogeduecht ginn, fir op dëser Plaz e Giratoire ze amenagéieren? Wa jo, ass sou ee Projet schonn an der Maach?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Gefierer all Dag op dëser Plaz laanschtfueren? Wéi huet sech hir Zuel an de leschte Joren entwéckelt?

3. Wou ass de Projet vun enger Vëlospist tëscht Réiden a Räichel, déi laanscht dës Plaz verlafe soll, de Moment drun? Goufen do mëttlerweil Emprisë gemaach?

Réponse (02/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Opgrond vun der vum Här Deputéierten duergeluechter Problematik ass effektiv schonns am Joer 2016 ee Projet lancéiert ginn, fir op der Kräizung zu Räichel ee Rond-point ze amenagéieren. Den aktuelle Stand vum Projet ass, datt den Ausschreiwungsdossier finaliséiert ass an déi néideg Autorisatioune virleien. Deemno goufen Enn 2022 am Beräich ronderëm déi aktuell Kräizung d'Hecken an d'Beem ewechgeholl, déi duerch déi viséiert Aarbechte betraff sinn.

Am Fréijoer ginn nach archeologesch Ënnersichunge gemaach, ier dann déi eigentlech Aarbechten um Rondel zu Räichel lassginn, déi fir Enn dëst Joer virgesi sinn.

ad 2. Unhand vu permanente Compteuren, déi duerch d'ganzt Land op Vëlosweeër, Autobunnen a Staatsstroossen installéiert sinn, ka permanent d'Intensitéit vum Trafick op bestëmmte Plaze kontrolléiert ginn.

Déi Donnéeë sinn ëffentlech a kënne vu jiddwerengem zu all Moment réckwierkend op déi fënnef lescht Joer um „Portail des travaux publics" opgeruff ginn (travaux.public.lu > Infos trafic > Comptage du trafic).

Zu Räichel stinn zwee Compteuren, an zwar de Compteur N° 805 op der N22 a Richtung Réiden, an de Compteur N° 807 op der N12 a Richtung Biebereg. Ausserdeem steet direkt bei Räichel op der N23 a Richtung Rammerech nach de Compteur N° 809.

Tëscht de Joren 2019 an 2022 gesäit den duerchschnëttlechen deegleche Verkéier an deenen zwou Richtungen zu Räichel follgendermoossen aus (Notzgefierer an Autoen):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wann een d'Donnéeë vun deene Jore kuckt, gesäit een, dass d'Unzuel vun de Gefierer relativ konstant bliwwen ass (am Joer 2020 ass duerch d'Pandemie ee liichte Réckgang vum Verkéier ze verzeechnen). Dës Zuele representéiere wéi uewe bemierkt de järlechen Duerchschnëttstrafick op dëser Plaz wärend engem Zäitraum vu 24 Stonnen a béid Richtungen.

ad 3. Tëscht Réiden a Räichel ass laut dem modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 betreffend den nationale Vëlosreseau keng national Vëlospist virgesinn. Dëst bedeit, datt dës Verbindung net op staatlechem Niveau studéiert gëtt.

Trotzdeem ass op Demande vun der Réidener Gemeng an op Initiativ vum interkommunale Syndikat vum Réidener Kanton e Raccord vu Räichel un d'PC17a (PC17a: Antenn, déi den Atert-Lycée mat der PC17 verbënnt) geplangt. Heifir ginn op Käschte vun der Gemeng approximativ 500 Meter Pist am Kader vum Projet vum Rondel mat realiséiert. Dës Verbindung wäert et de Vëlosfuerer erlaben, net méi mussen op der Nationalstrooss N22 ze fueren. Allgemeng ass an dësem Kader och ze erwänen, datt d'Uschléss vu kommunale Vëlospisten un den nationale Vëlosreseau, ënnert Anhale vun diversen technesche Konditiounen, eligibel si vun enger staatlecher Subventioun ze profitéieren.

Finances communales | Question **7438** (03/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Récemment la réponse à la question parlementaire n° 7374 (concernant le niveau d'endettement des communes) ainsi que celle relative à la question parlementaire n° 5886 (concernant la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes) a bien fourni des informations sur les finances communales ainsi qu'un classement des communes selon le volume de leur dette. Hélas, ces réponses ne permettent pas d'effectuer une analyse comparative adéquate.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

– Madame la Ministre pourrait-elle nous fournir un tableau indiquant pour les années 2018 à 2022 et pour chaque commune du pays le ratio « dettes financières/recettes ordinaires » (c'est-à-dire le rapport <annuité[13]/recettes ordinaires>) ?

– Le seuil maximal recommandé de 20 % fixé dans la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 22 mai 1992 est-il respecté par chaque commune pour le même intervalle de temps ? Selon vos estimations et prévisions, quelles sont les communes qui risquent de dépasser ce seuil au cours des cinq prochaines années ?

– Madame la Ministre pourrait-elle fournir un tableau comparatif des communes pour les années 2018 à 2022 (au 31 décembre de chaque année) indiquant pour chaque commune :

• le total des recettes ordinaires ;
• le total des dépenses ordinaires ;
• le total des recettes FDGC ;
• l'enveloppe indice socio-économique ;
• le total des recettes ICC (impôt commercial communal) généré sur le territoire communal ;
• la participation directe du produit en ICC ;
• le total des impôts fonciers (IFON) ;
• le total des emprunts ;
• le total des recettes extraordinaires ;
• le total des dépenses extraordinaires ?

Réponse (01/02/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Député souhaiterait disposer de toute une panoplie de données financières des communes afin d'effectuer une analyse comparative adéquate en matière de finances communales.

Il m'est demandé de fournir des tableaux comparatifs des communes pour les années 2018 à 2022. Sachant que les communes n'ont pas encore clôturé le compte 2022, je m'empresse de fournir ci-joint les données financières comparatives pour les exercices 2018 à 2021 :

– annexe 1 – un tableau indiquant pour les années 2018 à 2021 et pour chaque commune le rapport annuités/recettes ordinaires ;
– annexe 2 – un tableau comparatif des communes pour les années 2018 à 2021 indiquant pour chaque commune le total des dépenses ordinaires, le total des dépenses extraordinaires, le total des recettes ordinaires et le total des recettes extraordinaires ;
– annexe 3 – un tableau comparatif des communes pour les années 2018 à 2021 indiquant pour chaque commune le total des recettes FDGC ;
– annexe 4 – un tableau comparatif des communes pour les années 2018 à 2021 indiquant pour chaque commune l'enveloppe indice socio-économique ;

[13] Intérêts et remboursement du principal

– annexe 5 – un tableau comparatif des communes pour les années 2018 à 2021 indiquant pour chaque commune le total des recettes de l'impôt commercial communal (ICC) généré sur le territoire communal et la participation directe du produit en ICC ;
– annexe 6 – un tableau comparatif des communes pour les années 2018 à 2021 indiquant pour chaque commune le total de l'impôt foncier (IFON).

Quant à la situation des emprunts demandée par l'honorable Député, un tableau comparatif des communes pour les années 2018 à 2022, au 31 décembre de chaque année, est également joint en annexe :

– annexe 7 – un tableau comparatif des communes pour les années 2018 à 2022 indiquant pour chaque commune le total des emprunts.

À noter encore que toutes les communes respectent la règle de bonne conduite, à savoir le seuil maximal de 20 % communiqué par la circulaire n° 1464 du 22 mai 1992 des ministres des Finances et de l'Intérieur de l'époque.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Sécurité à l'Aéroport de Luxembourg | Question **7440** (04/01/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den Europäesche Rot huet Lëtzebuerg a puncto Findel iwwer 30 Rotschléi mat op de Wee ginn, wat d'Sécherheet um Flughafen ugeet („Virgule" vum 5. Dezember 2022). Tatsächlech wär de Flughafen e schwaacht Glidd an der Schenge-Welt. Virgehäit gëtt Lëtzebuerg e Manktem u Sécherheetsbeamten a bei hinnen u Qualifikatioun, fir falsch Reesdokumenter ze erkennen. Och gëtt et kee Koordinatiounszentrum, fir mat aneren Autoritéiten zesummenzeschaffen. Lëtzebuerg misst och Pläng ausschaffe fir eng eventuell nei illegal Migratiounswell. Weider gëtt bemängelt, datt d'Douaniere keen Zougang zu zentralen Datebanken hunn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Akzeptéiert d'Regierung dës Kritick un der Sécherheet um Findel?

2. Ass et richteg, datt Lëtzebuerg e relativ kuerzen Delai gesat kritt huet, fir dës Virschléi ëmzesetzen? Bis wéini?

3. Wéi wäit ass Lëtzebuerg bis elo bei der Ëmsetzung vun dëse Punkten? Wéi eng Moossname sinn am Eenzelne fir wéi eng Verwaltung néideg?

4. Wéi laang ass scho gewosst, datt d'Sécherheetsmoossnamen um Findel am Schenge-Raum kritesch gesi ginn?

5. Wat fir Auswierkungen huet dat fir Passagéier, déi vum Findel aus wëlle fléien? Gëtt d'Prozedur méi laang oder méi onkamoud?

6. Den Zougang zu Datebanken an den internationalen Austausch vun Donnéeë schéngen an den Ae vum Europäesche Rot eng grouss Roll ze spillen. Ass d'Regierung gewëllt, der Police méi Autonomie bei hirem Zesummespill mat anere polizeilechen Autoritéiten am Ausland ze ginn, ouni datt en Accord vum Parquet muss virdrun ageholl ginn?

Réponse (30/01/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. bis 5. Déi sougenannte Schengen-Evaluatioune gi reegelméisseg als „peer evaluation" an all de Länner vum Schenge-Raum gemaach. D'Zil vun dësen ass, fir ënner anerem d'Kontrolle vun de Baussegrenzen nach weider ze verbesseren an ze harmoniséieren.

Dëst ass et och schonn an der Vergaangenheet fir Lëtzebuerg ginn an déi rezent Recommandatioune sinn amgaang, an en nationale Plan d'action anzefléissen, wou op déi eenzel Punkten agaange gëtt, fir de System weider ze verbesseren. Et kann een hei och preziséieren, dass verschidde Punkte entre-temps adresséiert sinn. D'Delaie fir d'Ëmsetzung vun de Recommandatiounen hänke vu villen Elementer of, déi zesumme mat der EU-Kommissioun adresséiert ginn.

D'Ëmsetze vum Plan d'action wäert keng negativ Konsequenze fir d'Passagéier hunn. Wann d'Mesuren am Beräich vun der Personalverstärkung vun der Flughafepolice bis konkreet ëmgesat ginn, wäerten d'Passagéier och vu méi schnellen Ofleef bei Kontrollen um Flughafe profitéieren. Dës Personalverstäerkung vun der Flughafepolice wäert duerch de verstäerkte Rekrutement vun der Police ënnerstëtzt ginn.

ad 6. Den internationalen Austausch vu polizeilechen Informatiounen ass ganz allgemeng e wichtegen Aspekt vun der Justiz- a Sécherheetspolitick a gëtt dofir och ëmmer erëm, besonnesch an den EU-Rechtsinstrumenter, un d'Erausfuerderunge vun enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung ugepasst. An deem Kontext hat d'Europäesch Unioun e ganz wichtegt Instrument adoptéiert mat der Kaderdecisioun vum 18. Dezember 2006 iwwer d'Vereinfachung vum Austausch vu polizeilechen Informatiounen („décision-cadre 2006/960/JAI du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne"). Zu Lëtzebuerg, wéi an deenen aneren EU-Memberstaaten och, ass déi Kaderdecisioun d'Haaptinstrument vum allgemenge polizeilechen Informatiounsaustausch ginn, deen zu Lëtzebuerg haut gereegelt ass duerch e Gesetz vum 22. Februar 2018 („loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière").

2021 huet d'EU-Kommissioun eng nei Direktiv proposéiert, déi d'Kaderdecisioun vun 2006 soll ersetzen, an am Dezember 2022 ass no den Triloguë mam EU-Parlement e finale Kompromësstext zréckbehale ginn, deen elo nach formal vun den EU-Instanze muss adoptéiert ginn. Opgrond vun där neier Direktiv gëtt dann dat uewegenannte lëtzebuergescht Gesetz vum 22. Februar 2018 op de Leescht geholl fir ze kucken, ob a wéi dat Gesetz eventuell muss un déi nei Direktiv ugepasst ginn.

Et sief nach ernimmt, dass et bei dësem Theema ëmmer gëllt, e rechtsstaatlechen Equiliber ze fannen zwëschen engem effikasse polizeilechen Informatiounsaustausch op där enger Säit an engem zolitte Schutz vun de perséinlechen Donnéeën op där anerer Säit. An deem Sënn muss d'Ëmsetzung vun där neier Direktiv och d'Prinzippie respektéiere vum lëtzebuergesche Gesetz vum 1. August 2018 iwwer de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën am Strofrecht an an der nationaler Sécherheet („loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale"), mat deem Lëtzebuerg d'EU-Direktiv 2016/680 vum 27. Abrëll 2016 iwwer de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën an der Strofverfollgung ëmgesat huet.

Obligation de présenter un numéro de compte bancaire luxembourgeois dans le cadre d'une demande RPGH ou REVIS auprès du FNS | Question **7445** (05/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Vill Mënschen hunn hautzudaags Konten online op net lëtzebuergesche Banken, wat duerch d'Prinzippie vun der Verkéiersfräiheet vu Kapital a Commerce een onëmstriddent Recht ass, och fir Lëtzebuerger Residenten.

Mir gouf vu vertrauleche Quellen zougedroen, dass de Fonds national de solidarité (FNS) keng Kontosnummeren akzeptéiert, déi net lëtzebuergesch sinn an och emol dann net, wann dës europäesch sinn. Mir läit ee Bréif vir, an deem kloer ervirgeet, dass den FNS eng lëtzebuergesch Kontosnummer fir den Traitement vum Dossier freet.

Vulnerabel Persounen, déi op Leeschtunge wéi de REVIS oder de Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) ugewise sinn, gi vum FNS opgefuerdert, eng lëtzebuergesch Kontosnummer virzeleeën, ansonste géif hiren Dossier net weider traitéiert ginn.

Allerdéngs gëtt et kee Grond, d'Mënsche wéinst der Origine vun enger Kontosnummer an der Prozedur ze blockéieren, wann u sech all gesetzlech Bedéngungen erfëllt sinn, fir d'Indemnitéiten ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng gesetzlech Basis gesäit vir, dass ee fir d'Demande vum RPGH oder REVIS ausschliisslech eng lëtzebuergesch Kontosnummer muss hannerloossen? Falls dës legal Basis existéiert, huet d'Ministesch keng Zweiwel, dass dës Dispositioun am Konflikt zu den europäesche Reegele vum fräie Bannemaart ass?

2. Wäert den FNS weider un där Reegel festhalen?

Réponse (16/01/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Den Artikel 2 (1) a) vum modifizéierte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) gesäit vir, datt den Demandeur en Droit de séjour muss hunn, am Registre principal vum Registre national des personnes physiques ageschriwwen ass an effektiv do wunnt, wou en ugemellt ass.

De Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) gesäit änlech Konditioune vir.

Am Kader vun der Instruktioun vun dësen Demandë muss de Fonds national de solidarité (FNS) dës Residenzkonditioun iwwerpréiwen.

D'Exigenze vum FNS, fir e Relevé d'identité bancaire vun enger lëtzebuergescher Bank ze froen, huet dem FNS an deem Zesummenhang eng zousätzlech Garantie ginn, datt d'Residenzkonditioun erfëllt ass.

Bis elo huet sech och nach kee Problem mat där Konditioun gestallt, och net juristescher Natur.

ad 2. Au vu vun de renforcéierte Kontrollen, fir Abusen ze evitéieren (Kreatioun vun engem Service Répression des fraudes), ass déi Exigenz awer iwwerflëssig, d'autant plus datt se jo näischt iwwert déi effektiv Residenz vum Demandeur ausseet.

Den FNS ass also bereet, fir op déi Exigenz ze verzichten, an d'Relevés d'identité bancaire vun auslännesche Konte wäerten dann och an Zukunft acceptéiert ginn.

Gouttes K.-O. | Question **7448** (05/01/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

An de leschte Wochen hunn eng ganz Rei Virfäll mat Verdacht op K.-o.-Drëpsen hei am Land op sech opmierksam gemaach. Eng Kéier war et op engem Bal zu Ell, op engem Bal zu Helzen, op dem Zürcherbal an op dem Silvesterbal, déi allen zwee an der Luxexpo stattfonnt hunn. Et ass gewëss ëmmer schwéier, a

konkreete Fäll K.-o.-Drëpsen nozeweisen, virun allem wann net séier genuch reagéiert gëtt. Opklärung a Sensibiliséierung mussen dofir op allen Niveauen Hand an Hand goen, fir esou Virfäll ze evitéieren oder gegeebenefalls richteg ze reagéieren.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wat mécht d'Regierung a puncto Sensibiliséierung vu Jonke bei K.-o.-Drëpsen am Gedrénks?

2. Huet d'Regierung wëlles Opklärungscampagnen, notamment an de Schoulen, ze lancéieren?

3. Wéi encouragéiert d'Regierung déi Jonk sech fir eng Analys an d'Spidol ze beginn, respektiv Plainte bei der Police ze deposéieren, am Fall wou ee Verdacht op K.-o.-Drëpse besteet?

4. Wéi eng Ulafplaze bitt d'Regierung de concernéierte Persoune fir esou Virfäll kënnen ze verschaffen?

Réponse (02/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. bis 3. Et ass wichteg, d'Leit fir dës Problematik ze sensibiliséieren an ze informéieren, wéi eng Gestes barrières ee kann adoptéiere fir sech ze schützen. Déi concernéiert Associatioune maachen dozou Sensibilisatiounsaarbecht an de Gesondheetsministère schafft momentan zesumme mat Acteure vum Terrain eng Kommunikatiouns- a Sensibiliséierungscampagne zu dësem Theema aus, déi viraussiichtlech am Summer 2023 erauskomme wäert. D'Zilgrupp vun dëser Campagne si Schüler, Studenten a jonk Leit, déi um Nuetsliewen deelhuelen.

Well d'Police d'Obligatioun huet fir d'Erhale vun der ëffentlecher Uerdnung an d'Sécherheet vum Bierger ze suergen, maache si parallell dozou am Kader vu Preventiounsaarbechten, sief et an de Schoulen oder um Internet-Site vun der Police, d'Leit opmierksam a ginn hinne Verhalensmesuren, wéi se sech besser schütze kënnen.

ad 4. Fir dës Fro géinge mir gären op eis gemeinsam Äntwert op der honorabeler Deputéiert Nancy Arendt hir parlamentaresch Ufro vum 13. Dezember 2022 zu dësem Theema verweisen.

Am Fall wou e Verdacht op K.-o.-Drëpse besteet, soll d'Police ëmmer déi éischt Ulafstell fir déi concernéiert Leit sinn. Den Associatiounen, déi am Beräich vum Nuetsliewen aktiv sinn, ass et nämlech net méiglech, d'Verofreechung vu K.-o.-Drëpsen ze confirméieren.

Propositions de la réforme judiciaire avancées par le Ministre de la Justice israélien | Question **7451** (06/01/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

En Israël, une réforme majeure de la Cour suprême envisagée par le Ministre de la Justice est sujette à discussion. Compte tenu du programme de réformes proposé, des critiques s'attendent à un affaiblissement important du système judiciaire et anticipent un déséquilibre au niveau des pouvoirs en Israël. Plus particulièrement, c'est l'introduction d'une clause dérogatoire qui permettrait à la Knesset d'annuler les décisions de la juridiction suprême qui évoque d'immenses critiques. De même, les propositions suivant lesquelles la procédure de nomination des juges affectés sera modifiée, suscitent des préoccupations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les propositions de la réforme judiciaire avancées par le Ministre de la Justice israélien ?

2) Y aura-t-il une réaction au niveau de l'Union européenne, et laquelle ?

3) Est-ce que la réforme du système judiciaire israélien telle proposée aura un impact sur la continuation et les travaux du Conseil d'association UE-Israël qui s'était rencontré en session en octobre 2022 pour la première fois depuis 2012 ?

Réponse (03/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Je ne peux me prononcer sur un projet de réforme sous considération dans le parlement d'un État tiers, mais il va de soi que l'indépendance de la justice et l'État de droit sont des principes fondamentaux pour toute réforme d'un système judiciaire.

ad 2) et 3) À ce stade, je ne peux pas me prononcer sur une réaction éventuelle de l'Union européenne ou sur l'impact de ce projet de réforme sur les relations entre l'Union européenne et Israël.

Il convient cependant de noter que, selon l'article 2 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part (dit « accord d'association »), « les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord ».

Par ailleurs, dans le « nouvel agenda pour la Méditerranée »[14] adopté le 9 février 2021 par la Commission européenne et le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, l'UE a renouvelé son engagement en faveur de l'État de droit : « Good governance and the respect for human rights, fundamental freedoms, democratic institutions and the rule of law are founding principles of the EU, integral to our partnership since the Barcelona Declaration, and part of our joint commitments. [...] In line with the "EU Action Plan on Human Rights and Democracy for 2020-2024", the EU will step up its engagement with partners to promote the respect for human rights, the rule of law and democratic values. The independence and accountability of the judiciary and prosecution are essential for state institutions to abide by the law, for citizens to be able to exercise their rights, and for the fight against human rights violations, corruption or organised crime. »

Au vu des dispositions de l'accord d'association UE-Israël et du nouvel agenda pour la Méditerranée, j'estime donc que l'Union européenne se doit de maintenir son engagement avec le gouvernement d'Israël sur ces sujets.

Concurrence déloyale dans le secteur agricole | Question **7453** (09/01/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Des représentants du milieu agricole se plaignent à des intervalles plus ou moins réguliers de la concurrence déloyale livrée par des pays d'outre-mer et autres qui ne respectent pas les mêmes obligations en matière de protection de l'environnement et du bien-être animal que l'agriculture luxembourgeoise. Il va sans dire que l'Union européenne importe les produits agricoles les plus divers de tous les coins du monde.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant les importations au Luxembourg des principaux produits agricoles en provenance de pays d'outre-mer et leur évolution récente ? Comment les contrôles de qualité en la matière sont-ils organisés et à l'échelle européenne et au niveau national ?

2) Les produits qui ne respecteraient pas les mêmes exigences de qualité imposées aux producteurs européens, et partant luxembourgeois, se voient-ils infliger des taxes spécifiques ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Dans quelle mesure la politique commerciale de l'UE tiendra-t-elle compte à l'avenir des évolutions récentes en matière de protection animale et environnementale dans la conclusion de nouveaux accords ? À quel stade les discussions en la matière se trouvent-elles actuellement ?

Réponse (10/02/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Au niveau européen les contrôles concernant les produits agricoles sont effectués au point d'entrée dans l'UE. Une fois que les produits ont été déclarés conformes à la législation européenne, ils peuvent circuler librement au sein de l'Espace économique européen (EEE). Le Luxembourg possède un seul point d'entrée pour des produits en provenance directe d'un pays tiers, à savoir l'Aéroport de Findel. Ainsi tous les produits nécessitant un contrôle et arrivant par avion au Cargocenter sont contrôlés avant de pouvoir être mis sur le marché national ou celui d'un autre membre de l'EEE.

Les honorables Députés trouveront en annexe de la présente réponse un tableau retraçant pour les années 2019 à 2022 les importations au Luxembourg de produits alimentaires et/ou agricoles en provenance des différents continents ainsi que de l'UE, avec une distinction entre la zone euro et hors zone euro.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Les produits qui ne sont pas conformes à la législation communautaire et ne respectent pas les conditions de sécurité alimentaire exigées ne peuvent pas entrer dans l'UE et sont rejetés au niveau du poste de contrôle frontalier. Dans ce cas, les produits peuvent soit être renvoyés dans leur pays tiers d'origine, soit être détruits sur le territoire national si un renvoi n'est pas possible.

ad 3) Les chapitres relatifs au commerce et au développement durable (CDD) qui sont désormais inclus dans tous les accords commerciaux de l'UE permettent à la politique commerciale de l'UE de contribuer aux efforts dans la lutte contre le changement climatique et de la protection de l'environnement.

Le 17 octobre 2022, le Conseil de l'Union européenne a marqué son accord aux propositions de la Commission européenne visant à renforcer la contribution des accords commerciaux de l'Union européenne à la protection du climat, de l'environnement et des droits des travailleurs, en retravaillant l'approche des chapitres relatifs au commerce et au développement durable (CDD).

L'UE prévoit désormais d'inclure dans les nouveaux accords, ainsi que dans les accords existants qui sont mis à jour, un chapitre sur les systèmes alimentaires durables, qui comprend également un volet sur le

[14] https://www.eeas.europa.eu/eeas/renewed-partnership-southern-neighbourhood-new-agenda-mediterranean_en

bien-être des animaux, ainsi que d'autres questions de durabilité telles que la résistance antimicrobienne ou la réduction de l'utilisation de pesticides et d'engrais. Ainsi l'accord modernisé avec le Chili, dont les négociations ont abouti le 9 décembre dernier, est le premier accord qui contient un article consacré au bien-être des animaux. L'Union européenne coopère également avec le Japon et le Canada en matière de protection du bien-être des animaux.

L'UE s'est également dotée de mesures dites autonomes. Ainsi le règlement visant à lutter contre la déforestation importée a pour objectif d'assurer que les produits importés vers et exportés par l'Union européenne proviennent d'une production durable, éliminant ainsi du marché européen des produits responsables de déforestation ou de dégradation des forêts.

La stratégie de l'UE « de la ferme à la table », une initiative clé du pacte vert pour l'Europe, qui cherche à faire évoluer le système alimentaire actuel de l'UE vers un modèle durable, a également pour objectif de continuer à améliorer la protection des animaux.

Par ailleurs, une étude d'impact concernant la législation sur le bien-être des animaux est en cours de finalisation. Elle inclura également une analyse de l'impact des règles européennes sur le bien-être animal dans les relations avec les pays tiers. Une fois l'étude finalisée, la Commission européenne sera en mesure de présenter aux États membres des options telles que l'interdiction des cages et des limitations du temps de transport.

Sur le plan multilatéral, lors de la conférence ministérielle de l'OMC de juin 2022, l'UE a soutenu la déclaration sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Celle-ci réaffirme notamment l'engagement des membres signataires à renforcer leur soutien au commerce international tout en assurant la protection des êtres humains, des animaux ainsi que des plantes et de la santé. Ces efforts se retrouvent donc reflétés dans les objectifs commerciaux de l'UE.

Infarctus du myocarde chez les femmes | Question **7454** (09/01/2023) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gusty Graas** (DP)

En 2020, les maladies cardiovasculaires étaient la première cause de mortalité chez les femmes au Luxembourg. 24,1 % des décès féminins ont pu être attribués aux maladies cardiovasculaires.

Selon l'OMS, des données indiquent que les femmes ont tendance à être diagnostiquées et soignées plus tardivement que les hommes, et de manière moins active. Cela s'explique notamment par une manifestation différente des symptômes.

Les femmes présentent des symptômes tels que l'essoufflement, la nausée, la douleur dans le dos, le cou, la mâchoire ou la gorge. La douleur dans la poitrine est également ressentie de manière différente par les femmes. Elles la décrivent comme une pression ou une sensation de tiraillement, et non pas nécessairement comme la douleur typique « poignardante ».

À ce sujet, nous aimerions poser quelques questions à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre de la Santé dispose-t-elle de chiffres sur la durée du diagnostic d'un infarctus du myocarde chez les femmes et les hommes au Luxembourg ?

2) Mesdames les Ministres, ne serait-il pas opportun d'informer la population sur les différences symptomatiques entre les sexes en cas d'infarctus du myocarde ?

3) Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle nous informer sur le contenu des cours de premiers secours ? Les différences de symptômes entre les sexes y sont-elles traitées ?

La poitrine féminine représente pour beaucoup de personnes une barrière intime qui peut les empêcher d'entreprendre les tentatives de réanimation nécessaires chez les femmes. D'autant plus que les soutiens-gorge devraient également être dégrafés, car d'une part ils compriment la poitrine et d'autre part ils peuvent devenir un danger potentiel lors des tentatives de réanimation avec un défibrillateur automatique externe en raison de leurs composants métalliques. Une infirmière néerlandaise a donc développé un mannequin de réanimation avec des caractéristiques féminines afin de surmonter les barrières intimes lors de la réanimation des femmes.

4) De tels mannequins de réanimation aux caractéristiques féminines sont-ils utilisés dans les cours de premiers secours au Luxembourg ? Dans la négative, ne serait-il pas judicieux d'utiliser de tels mannequins à l'avenir ?

Réponse (09/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1) Sur base des données de l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI), la durée du diagnostic d'un infarctus du myocarde (IDM) qui comprend le temps entre l'apparition des premiers symptômes et la confirmation par électrocardiogramme n'est pas la même lorsque la victime est un homme ou une femme. En effet, le délai de reconnaissance du diagnostic d'infarctus est plus long chez la femme avec en moyenne plus de 100 minutes pour les infarctus de moins de 24 h et plus de 30 minutes pour les infarctus de moins de 12 h.

ad 2) Plusieurs actions de prévention auxquelles le Luxembourg participe au niveau national permettant d'informer la population de manière générale et plus spécifiquement la population féminine existent déjà :

– la journée mondiale du cœur au mois de septembre qui a pour objectif de sensibiliser et renforcer la prévention pour tous et qui informe donc la population de manière générale sur les symptômes liés à l'infarctus du myocarde ;
– le premier vendredi du mois de février dans le cadre du « International Wear Red for Women » qui porte une attention particulière aux maladies cardiovasculaires chez la femme et adresse ainsi plus précisément la symptomatique chez les femmes.

ad 3) Dans le cadre des cours de premiers secours offerts gratuitement à la population par le CGDIS font partie les volets suivants en relation avec l'infarctus du myocarde et surtout la prise en charge de l'arrêt cardiaque :

– les causes, déclencheurs, facteurs de risques, conséquences et complications dans le cadre de l'infarctus du myocarde ;
– les symptômes ;
– les gestes de premiers secours ;
– les manœuvres de réanimation cardiopulmonaire en théorie et pratique chez l'adulte ainsi que l'enfant ;
– l'utilisation du défibrillateur externe automatique (DEA) en toute sécurité.

Depuis 2020, l'Institut national de formation des secours (INFS) du CGDIS est reconnu organisateur de cours du Conseil européen de réanimation ERC (European Resuscitation Council – www.erc.edu) et propose en complément des cours de premiers secours un module de 4 heures dédié à la prise en charge de l'arrêt cardiaque (BLS-AED), également à titre gratuit au profit de la population.

Les messages pédagogiques au sujet de l'infarctus du myocarde ainsi que de l'arrêt cardiaque sont issus de recommandations internationales éditées par l'ERC.

ad 4) Le CGDIS utilise lors de ses formations des mannequins adultes et pédiatriques, masculins et féminins. Les messages pédagogiques dans le contexte des compressions thoraciques ainsi que les modalités d'utilisation du DEA chez la femme font partie intégrante des volets théorique et pratique.

Renouvellement de la route N27A | Question **7456** (09/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Le renouvellement de la route N27A passant par la nouvelle zone d'activités de la Nordstad (ZANO) n'a pas été finalisé jusqu'à présent dans la mesure où la couche finale en béton asphaltique n'a pas encore été réalisée – ce qui gêne la conduite des voitures.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) L'Administration des ponts et chaussées se propose-t-elle de finaliser ce tronçon de la N27A dans un avenir proche ?

2) Dans l'affirmative, dans quel laps de temps ces travaux pourraient-ils être mis en œuvre ?

Réponse (10/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Bien que les travaux de renouvellement du tronçon de la route nationale N27A aient été achevés en grande partie, il a été décidé de ne pas réaliser le revêtement définitif en asphalte pour le moment.

En effet, comme certaines entreprises doivent encore finaliser l'installation de leurs conduites de gaz, il serait contre-productif et extrêmement onéreux de creuser des tranchées dans le nouveau revêtement de la chaussée à chaque fois qu'un bâtiment est implanté le long de la N27A.

De plus, les saignées risqueraient de se dégrader beaucoup plus rapidement dû au passage élevé de poids-lourds à travers la zone industrielle. Le revêtement d'une route ayant habituellement une durée de vie de 10 à 15 ans, une telle dégradation entrainerait la nécessité de renouveler le tapis dans un délai plus court. De plus, une nouvelle chaussée ressoudée de tous les côtés nuirait à l'esthétique de l'ensemble du tapis.

ad 2) Afin de garantir aux usagers de la route une conduite fluide et confortable, il est prévu de finaliser les travaux sur la route nationale dès l'établissement définitif des différentes entreprises.

De ce fait, et compte tenu de ce qui précède, il est difficile de fixer une date précise pour l'achèvement des travaux en question.

Encadrement des DPI et BPI arabophones | Question **7457** (10/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'ASBL „Eng Zukunft zu Lëtzebuerg" setzt sech zënter Jore fir eng besser Integratioun vu Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg an, notamment, well d'Personal an d'Fräiwëlleger vun der ASBL den arabophone Persounen a Familljen hei am Land bei hiren Demarchen hëllefen. Fir dëse Service kënne ronderëm d'Auer ze garantéieren, gouf d'ASBL wärend 4 Joer vun der Œuvre

Grande-Duchesse Charlotte finanzéiert. Am Dezember huet d'ASBL matgedeelt, dass dëse Finanzement op een Enn kënnt. Et ass net gewosst, ob de Staat oder eng aner Organisatioun d'Servicer, déi d'ASBL ugebueden huet, wäert iwwerhuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Fro stellen:

– Ass vu Säite vun der Regierung virgesinn, d'Servicer, déi d'ASBL „Eng Zukunft zu Lëtzebuerg" ugebueden huet, weiderhin unzebidden?
• Falls jo, wéi eng Organisatioun oder wéi ee staatleche Service wäert der arabophoner Communautéit zur Säit stoen, an ass de Minister der Meenung, dass d'Prestatioune gläichwäerteg erhale wäerte bleiwen, wéi ënnert der Leedung vun der ASBL?
• Falls jo, wéi wäert de Minister dat garantéieren a wéi vill Sue wäerten hei investéiert ginn?

Réponse (03/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

D'Regierung wäert d'Servicer, déi d'ASBL „Eng Zukunft zu Lëtzebuerg" ugebueden huet, weiderhin ubidden. De Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun huet säit Joren eng Konventioun mat der ASTI a mam CLAE, an deenen e Finanzement virgesinn ass, op där enger Säit fir de Service „Guichet Info-Migrants" bei der ASTI a fir de Service „Espace d'Accueil Citoyen" beim CLAE. Wéinst der staarker Nofro vun dëse Servicer, net nëmmen am Beräich vun der Begleedung vun der arabophoner Communautéit, huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun, zesumme mam Aussen- an Europaministere, dës Konventioune gestäerkt, am Kader vun engem Projet, deen deelweis mat Hëllef vum europäesche Fong „Asile, migration et intégration" (AMIF) finanzéiert gëtt. D'Koordinatioun vun den zwee Servicer kann doduerch gestäerkt ginn an déi zwee Servicer wäerte vun den aktuellen 3 ETP op 5 ETP eropgefuer ginn. D'Infrastruktur vun den zwee Prestatairë wäert och gestäerkt ginn. D'Gesamtfinanzement vun den zwee Servicer wäert dann 2023 bei 717.461 Euro leien.

D'Regierung ass iwwerzeegt, datt d'ASTI an de CLAE wäerten op d'mannst esou héichwäerteg Prestatiounen ubidde wéi d'ASBL „Eng Zukunft zu Lëtzebuerg". Reegelméisseg Reunioune vun den zwee Ministèrë mat den zwou ASBLe wäerten och garantéieren, datt d'Zesummenaarbecht gutt funktionéiert an datt d'Prestatioune kënnen ugepasst ginn, fir datt se esou héichwäerteg wéi méiglech bleiwen.

« Dry January » | Question **7458** (10/01/2023) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

En chaque début d'année, des dizaines de milliers de personnes participent au « Dry January », un défi initié en 2014 par l'organisation « Alcohol Change UK » et consistant à ne pas boire d'alcool durant tout le mois de janvier. Depuis ses débuts, cette initiative s'est répandue à travers plusieurs pays, notamment la France, la Suisse, la Norvège et l'Islande.

2023 marque le lancement de la première édition du « Dry January » en Allemagne. La campagne est conduite par la « Blaues Kreuz Deutschland » sous le patronage du chargé du Gouvernement fédéral en matière de dépendances et de drogues. Certaines caisses de maladie allemandes participent au financement de la campagne.

Alors qu'une période d'abstinence d'un mois peut paraître peu, les effets bénéfiques sur la santé sont néanmoins réels et comportent par exemple un meilleur sommeil, une perte de poids, plus d'énergie, un teint plus frais, la régénération du foie, un renforcement du système immunitaire ou encore une réévaluation personnelle de la consommation d'alcool des participants. Des statistiques suisses montrent en effet que 70 % des participants à l'initiative réduisent leur consommation d'alcool sur le long terme.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis qu'une période d'abstinence, même limitée sur un mois, peut avoir des effets bénéfiques sur la santé ?

2) Le défi du « Dry January » ne pourrait-il pas faire partie des efforts entrepris par le Ministère de la Santé en matière de lutte contre l'abus de l'alcool ?

3) L'initiative pourrait-elle le cas échéant être intégrée dans la prochaine édition du PALMA, le Plan d'action luxembourgeois de réduction du mésusage de l'alcool ?

Réponse (09/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Une période d'abstinence dans sa consommation d'alcool est une tendance récente de plus en plus populaire, particulièrement au retour des fêtes de fin d'année où la consommation d'alcool peut s'avérer plus élevée que d'habitude.

En effet, en début d'année, beaucoup de personnes prennent la résolution de renoncer pendant un mois à l'alcool. Il s'agit ici d'un défi personnel qui permet surtout de se poser des questions par rapport à sa consommation d'alcool en général, mais aussi de retrouver tous les bienfaits que présente l'abstinence à l'alcool. Il existe en effet de nombreux avantages et bénéfices liés à la renonciation à l'alcool, notamment en ce qui concerne le niveau d'énergie, le sommeil, l'apparence de notre peau, la stabilisation des sauts d'humeur, l'amélioration de la concentration, de l'attention et de la mémoire, etc.

Les raisons pour lesquelles les gens choisissent de s'abstenir de consommer de l'alcool pendant une période déterminée sont très variées :

– avoir eu une consommation trop élevée ou plus élevée qu'en temps normal d'alcool dans les semaines ou les mois précédents ;
– avoir envie de se défaire d'habitudes considérées malsaines ou qui occasionnent des inconforts ou des problèmes ;
– être curieux des effets d'une telle abstinence sur le corps, le sommeil, le poids, le niveau d'énergie ;
– pour soutenir une bonne cause, pour montrer aux autres et à soi-même qu'on est capable de se passer d'alcool,
– etc.

Dans tous les cas, vouloir réduire ou mettre fin à sa consommation d'alcool découle d'une prise de conscience que la consommation d'alcool qu'on a ne répond peut-être pas ou plus aux habitudes qu'on aimerait avoir et est certainement à encourager.

Cependant, avant d'entamer une période sans consommation d'alcool et en fonction de la quantité et de la fréquence de consommation de la personne, il ne faut pas hésiter à rechercher de l'aide pour se faire accompagner dans cette abstinence qui peut être très dure et poser un défi pour certains. En effet, pour certains l'abstinence peut précipiter l'apparition d'une dépression larvée ou peut faire apparaître une recrudescence de symptômes d'angoisses, etc.

Il s'agit également d'être attentif à la manière dont la personne souhaite mettre fin à sa période d'abstinence. En effet, un comportement de récompense est souvent observé à la fin du challenge « Dry January » : les efforts d'abstinence ponctuelle et de privation sont alors récompensés par une soirée bien arrosée lors de laquelle les personnes se lâchent et ont peut-être une consommation plus excessive d'alcool. Il faut également garder en tête qu'un mois sans boire d'alcool ne compensera pas pour autant les anciens abus et ne rendra pas non plus les abus qui suivront moins nuisibles. Un mois sans alcool permet néanmoins pour la majorité des personnes de réaliser qu'elles n'ont pas forcément besoin de consommer de l'alcool pour profiter d'un moment de détente en toute convivialité. Cette prise de conscience peut effectivement être importante et encourager certaines personnes à réaliser que prendre un verre peut être un choix et pas forcément une évidence.

ad 2) L'opportunité que la résonance mondiale du « Dry January » offre au sujet de l'abstinence à l'alcool est certainement intéressante et il est probable que beaucoup de résidents luxembourgeois ont profité du défi lancé via notamment les réseaux sociaux et autres canaux de communication.

Une étude réalisée en Grande-Bretagne démontre néanmoins que le « Dry January » n'a eu aucun impact discernable sur la consommation d'alcool au niveau de la population entre 2015 et 2018[15] et qu'il n'a pas engendré de différence significative dans la consommation hebdomadaire moyenne d'alcool. Les résultats indiquent même que le « Dry January » pourrait ne pas être une « intervention de santé publique » efficace puisque l'initiative risque d'engendrer surtout un effet positif de courte durée qui n'aura que peu d'impact si les participants retournent à leurs modes de consommation d'alcool antérieurs.

Dans d'autres pays, des études similaires indiquent les mêmes conclusions. Cependant, au vu des études disponibles, il est à ce stade trop tôt pour en tirer des conclusions définitives. L'initiative « Dry January » est un type d'intervention relativement nouveau et il vaut la peine de garder un œil sur la littérature qui émergera au cours des prochaines années pour mieux comprendre sa capacité à réduire les méfaits liés à l'alcool.

De manière générale, il n'est cependant pas à exclure que cette initiative contribue à un changement culturel plus large en encourageant une consommation plus réfléchie de l'alcool. De plus, il est possible que, plutôt que de modifier les habitudes de consommation d'alcool des individus, ce type d'initiative ait un effet systémique plus large en modifiant la culture et en affectant ainsi la consommation globale et à long terme.

ad 3) Le Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool (PALMA) 2020-2024 a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 24 janvier 2020.

La mise en place d'une série de mesures a déjà été entamée sous l'égide du PALMA avec les acteurs du terrain concernés, notamment en ce qui concerne la prévention de la consommation d'alcool auprès de toute femme en désir de grossesse, pendant la grossesse et pendant l'allaitement (via le renouvellement d'une campagne de sensibilisation) ainsi que la prévention et la diffusion d'informations sur les dangers de l'alcool dans le milieu du travail et de l'entreprise.

L'opportunité d'inclure l'initiative dans la prochaine édition du PALMA sera évaluée dans le cadre de l'évaluation générale de l'édition en cours, ainsi que de la préparation d'une édition suivante.

[15] Has the increased participation in the national campaign "Dry January" been associated with cutting down alcohol consumption in England?
https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S03768716-21004336?via%3Dihub

Augmentation de la traite et de l'exploitation des êtres humains | Question **7460** (11/01/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi d'Generalsekretärin vun der OSZE Helga Schmid der „Welt" den 9. Januar matgedeelt huet, ass am Kontext vum Ukrainkrich de Mënschenhandel massiv an d'Luucht gaangen. Zënter dem 24. Februar 2022 ass d'Onlinerecherche no sexuellen Déngschtleeschtungen a pornographeschem Material vun ukrainesche Fraen a Kanner ëm ganzer 600 % geklommen. Dës considerabel Hausse weist sech och um Niveau vum Handel mat schwangere Fraen. Oftmools stécht organiséiert Kriminalitéit hannert dem Ausnotze vun der Noutsituatioun vun de Leit aus der Ukrain an d'Affer ginn online mat falsche Verspriechen ugezunn oder direkt un de Grenze vum jeeweilegen Destinatiounsland vu Mënschenhändler ofgefaangen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Ausseminister stellen:

– Wat ënnerhëlt d'Lëtzebuerger Regierung op europäeschem Plang, fir dëser Entwécklung entgéintzewierken?

– Wéi vill Meldungen zu Mënschenhandel am Kontext vum Ukrainkrich leien dem Parquet hei zu Lëtzebuerg vir?

D'OSZE an Thomson Reuters hunn an deem Kontext d'„Be-Safe"-Campagne lancéiert, fir concernéierte Persounen Ulafstellen opzeweisen, bei deenen si sech informéiere kënnen, oder am konkreete Fall Ënnerstëtzung kréien.

– Gëtt et esou eng Ulafstell zu Lëtzebuerg?

– Wa jo, firwat ass dës net an der Be-Safe-Campagne opgelëscht?

– Wa jo, wéi vill Affer hunn sech do scho gemellt?

Réponse (10/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Vum Ufank vum Ukrainkrich un huet de Comité fir de Kampf géint de Mënschenhandel (Comité de suivi de la lutte contre la traite) verschidde präventiv Moossname geholl mam Zil, all Risiko vun Ausbeutung ze reduzéieren. Och ass viru Kuerzem den europäesche Plang fir d'Bekämpfung vum Mënschenhandel ugeholl ginn, dee vum EU-Coordinateur vun der Bekämpfung vum Mënschenhandel koordinéiert gëtt, zesumme mat de 27 nationale Rapporteuren an de concernéierten EU-Agencen.

De 25. Mäerz 2022 gouf e gemeinsame Pressecommuniqué vum Justizministère, dem Ausseministère souwéi dem Ministère fir Familljen, Integratioun an der Groussregioun publizéiert, fir iwwert de Risiko vun Ausbeutung a Mënschenhandel vun de Leit, déi virum Krich aus der Ukrain flüchten, opmierksam ze maachen an ze sensibiliséieren.

Dës Pressematdeelung enthält virun allem och Informatiounen iwwer d'Mesuren, déi geholl goufen, wéi zum Beispill d'Verdeelung vun enger Informatiounsbroschür op Ukrainesch, déi d'Zil huet, potenziell Affer vu Mënschenhandel iwwert hir Rechter ze informéieren oder spezifesch Broschüren iwwert d'Aarbechtsrecht.

Dës Informatioune goufe verstäerkt duerch e „Pop-up" op der Websäit www.stoptraite.lu, deen sech an ukrainescher Sprooch direkt u potenziell Affer aus der Ukrain adresséiert.

D'Vertrieder vum Comité wéi och aner Acteuren hu mat den Administrateure vu verschiddene Facebooksäite fir Ukrainer Gespréicher gefouert, fir iwwert de Risiko vu béiswëllegen Annoncen a Publikatiounen ze sensibiliséieren.

Schlussendlech gouf eng beschleunegt Formatioun zum Theema Mënschenhandel opgeholl a Form vun engem Video, déi et erlaabt, esou breet a séier wéi méiglech vill Leit ze formëieren, a besonnesch all nei Mataarbechter vun den Acteuren, déi sech ëm den Accueil vu Leit, déi geflücht sinn, këmmeren.

Weider Initiative goufen zum Beispill mat der ABBL ënnerholl, wou och eng Broschür ausgeschafft gouf à destination vun den ukrainesche Persounen (mam Titel „Your Safety In Luxembourg"), déi allgemeng Informatioune beinhalt, mee och spezifesch iwwert de Mënschenhandel.

Stand haut sinn déi zoustänneg Sektioune vun der Police judiciaire mat kenger Enquête befaasst ginn, wou et ëm potenzielle Mënschenhandel am Kontext vum aktuellen Ukrainkrich geet. Bis elo huet sech och keen Affer gemellt.

D'OSZE hat direkt am Ufank vum Aggressiounskrich géint d'Ukrain op d'Gefor vum Mënschenhandel vun de Leit, déi virum Krich flüchten, opmierksam gemaach a Guidelines ausgeschafft, an dës Informatioune sinn och de Lëtzebuerger Autoritéite matgedeelt ginn. D'Be-Safe-Campagne gouf an enger zweeter Phas ausgeschafft a riicht sech spezifesch un d'Ukrain an un déi Länner, déi am meeschte vum Flux vun de Leit, déi virum Krich flüchten, affektéiert sinn. Net all Memberstaat ass deemno vun der OSZE kontaktéiert ginn, fir sech der Campagne unzeschléissen.

Lëtzebuerg huet also och seng eegen Initiativen an deem Sënn ergraff an deelt och reegelméisseg Campagnen, sief et vun der EU, EUCPN etc, op senger Facebooksäit stoptraite.lu.

An deenen uewe genannte Broschüren an Internetsäite stinn och d'Ulafstelle vu Lëtzebuerg. Déi sinn och der Europäescher Kommissioun matgedeelt ginn.

« FLEX Carsharing » de CFL Mobility | Question **7461** (11/01/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Aus der Äntwert op d'Question parlementaire N° 7322 vum 5. Dezember 2022 geet ervir, dass d'CFL Mobility aktuell seng Geschäftsstrategie a punkto „FLEX Carsharing" ajustéiert. Zil vun dëser neier Strategie soll et sinn, an den nächste Joren ee finanziellt Gläichgewiicht mat de Gemengen ze etabléieren. Déi Gemengen, déi gewëllt sinn, mat dem FLEX Carsharing zesummenzeschaffen, missten deemno ëffentlech Parkplaze fir privat Carsharing-Autoe reservéieren. An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

– Wat gesäit de Code de la route vir, wann eng privat Firma eng Parkplaz am Domaine public reservéiert?
• Kënnen d'Gemenge Loyer fir esou eng reservéiert Parkplaz froen?
• Wat gesäit d'Regierung vir, wann nach aner Carsharing-Firmen, ofgesi vum FLEX Carsharing, esou Demandë maachen?

– Kënnen d'Gemengen, déi ee Parking résidentiel hunn, Kaarte fir Carsharing-Autoen ausstellen, esou dass dës befreit si vun der Taxe de stationnement?

– Gesäit de FLEX Carsharing vir, beim A-A-System (den Auto muss op seng Ausgangsplaz ofgestallt ginn) ze bleiwen, oder ass een A-B-System (den Auto kann och op enger anerer CFL-FLEX-Statioun ofgestallt ginn) envisagéiert?

Réponse (20/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierte Froen iwwer FLEX Carsharing a speziell d'Reservatioun vun ëffentleche Parkplaze fir Carsharing-Autoe vu privatrechtleche Firmaen.

Well déi zwee Begréffer oft verwiesselt ginn, sief aleedend rappeléiert, dass Carsharing (autopartage) doranner besteet, dass ee sech fir e kuerzen Trajet en Auto vun enger Privatfirma léint, wärend Carpooling (Covoiturage) doranner besteet, dass eng Privatpersoun eng aner mat hirem Privatauto mathëlt. Den Impakt ass deen, dass de Carsharing d'Unzuel vu Gefierer, déi dauergeparkt sinn, reduzéiert, wärend de Carpooling d'Unzuel vu Gefierer erofsetzt, déi ënnerwee sinn.

De Code de la route gesäit net vir, dass eng Privatfirma op eegen Ufro hin eng Parkplaz am ëffentleche Stroosseraum reservéiere kann. D'Gesetz vun 1955 iwwert de Stroosseverkéier gëtt der Gemeng awer d'Méiglechkeet, fir eenzel Plaze fir Gefierer vu verschiddene Kategorië vu Benotzer am Gemengeverkéiersreglement festzehalen an deementspriechend ze beschëlderen. Et gëtt am Ablack e Gesetzprojet ausgeschafft, deen d'Thematik vum Carsharing präzis encadréiert an deen och als eng Kategorie definéiert, fir déi Parkplazen am ëffentleche Stroosseraum kënne reservéiert ginn.

Déi proposéiert Gesetzännerung geet dorop zréck, dass de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten 2021 vun internationalen Experten analyséiere gelooss huet, wat d'Meilleures pratiques vum Carsharing am Ausland sinn a wat de Potential vum Carsharing zu Lëtzebuerg ass. Carsharing huet fir Gemengen de Virdeel, dass een domat d'Zuel vun Autoen, déi an de Wunnquartieren och daagsiwwer stinn, ka reduzéieren, well ee gutt placéierte Carsharing-Auto 10 bis 20 Autoe kann ersetzen, déi do praktesch dauernd parken, notamment well se net fir den Aarbechtswee gebraucht ginn. De Virdeel vum Carsharing fir Menagen ass, dass si d'Käschte vun engem Privatauto kënne spueren, deen net all Dag gebraucht gëtt, trotzdeem bei Bedarf awer Zougréff op e Gefier halen, wat an hirer Strooss geparkt ass. Doriwwer eraus hunn d'Menagen de Virdeel, jee no Besoin kënnen op verschidde Gefierer zréckzegräifen, wéi zum Beispill e Liwwerwon, e klengen Auto oder en Auto vun der Mëttelklass. Och am Ausland fonctionéiert dee System awer nëmmen do, wou dës Carsharing-Autoen och genau op deene Plaze stinn – an der Reegel an de Wunnquartieren –, wou déi potentiell Clienten och hiren Zweet- oder Drëttwon de ganzen Dag ofstellen a virfannen.

D'Gemenge wäerten net kënnen e Loyer froen, si hunn awer d'Méiglechkeet, fir eng Redevance fir de kommerzielle Gebrauch vun der Voie publique ze froen, déi si de Firmen zum Zweck vum Carsharing zur Verfügung stellen. Allerdéngs kéint eng Gemeng virun der Afeierung vu sou enger Redevance bedenken, dass dëst als lescht Konsequenz och fir de Client selwer d'Käschte vun engem Service géif erhéijen, deen op Wonsch vun der Gemeng fir hir Bierger soll ugebuede ginn.

Déi international „best practice" ass et, dass eng Gemeng e Carsharing-Operateur dofir bezilt, eng Statioun ze installéieren an net ëmgedréint. Am Géigesaz zu enger Privatpersoun oder enger Firma, déi am ëffentleche Raum eng Parkplaz géif mat engem Gefier zoustellen, vun deem soss kee profitéiere kann, verstinn d'Gemengen d'Notze vun dëser Parkplaz duerch

e Carsharing-Gefier als e Service, vun deem all d'Awunner vum Quartier kënne profitéieren.

Beim Choix vun der Carsharing-Firma, där d'Gemeng eng Plaz zur Verfügung stellt, ass de Staat net concernéiert. Et ass der Gemeng hir Decisioun, ob a wou si Carsharing-Parkplazen an hirer Gemeng installéiere wëll. D'Konditioune ginn an enger Ofmaachung tëscht der Gemeng an där vun hir ausgesichter Carsharing-Firma festgehalen. Den uewe genannte Projet de loi wäert präziséieren, wat d'Mindestufuerderunge fir d'Servicer vun enger Carsharing-Firma am Sënn vum Bierger musse sinn.

Am Kontext vun de Gemengen hirer Gestioun vum Parkraum ass och virgesinn, dass spezifesch Tariffer oder Exoneratioune fir d'Carsharing-Gefierer agefouert kënne ginn.

Op Nofro hi konnt CFL Mobility matdeelen, dass FLEX Carsharing an noer Zukunft beim A-A-System wäert bleiwen. Et wier awer net ausgeschloss, dass mëttelbis laangfristeg en A-B-System op ganz bestëmmte Relatioune kann agefouert ginn. Dëst entsprécht den internationale „best practices". Et ass nämlech sou, dass en A-B-System baussent dem Zentrum vun enger Groussstad, wou een egal wéi all puer Honnert Meter e Carsharing-Gefier géif untreffen, de System fir de Client vill méi deier a manner zouverlässeg mécht: méi deier, well d'Carsharing-Firma all Dag muss Leit erausschécken, fir iwwer Land ofgestallte Gefierer erëm asammelen ze fueren; manner zouverlässeg, well d'Carsharing-Firma dem Client net am Viraus ka matdeelen, wou wéini e Gefier wäert ze fanne sinn.

An deem Sënn ass Carsharing, wéi all aner Mobilitéitsoffer och, net d'Léisung fir alles, mä just eng Contributioun zur Gesamtléisung.

Prise en charge des vasectomies | Question **7462** (11/01/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Am Koalitiounsprogramm vun 2018 war festgehale ginn, datt d'Verhütungsmëttel generell fir jiddereen onofhängeg vum Alter an der Method zougänglech gemaach géife ginn an datt d'Käschte vun der Krankekeess géifen iwwerholl ginn, wann eng Ordonnance vum Dokter virläit. D'Vasektomie ass en zouverlässegt Verfaren, fir eng Schwangerschaft ze verhënneren. Dëst Verfaren huet de Virdeel, datt d'Fra keng Hormonpräparater muss huelen.

An deem Zesummenhang géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Iwwerhëlt d'Krankekeess och d'Käschte vun enger Vasektomie?
– Wann nee, firwat net?

2. Wéi vill Vasektomië sinn an de leschte 5 Joer zu Lëtzebuerg duerchgefouert ginn?

Réponse (09/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Moment iwwerhëlt d'Krankeversécherung just d'Käschte vun enger Vasektomie, déi op medezinnesch Indikatioun ausgefouert gouf.

D'Käschte vun de Vasektomien, déi als Contraceptiounsmesure oder aus anere perséinleche Grënn ausgefouert goufen, ginn op der consideréierter Period nach net iwwerholl.

Am Dezember 2022 hunn de Staat an d'Krankekeess awer eng Konventioun ënnerschriwwen, déi d'Prise en charge vun der Vasektomie virgesäit, dëst am Kader vun der Prise en charge universelle des contraceptifs. Dat deementspriechend groussherzoglecht Reglement, dat d'Ofännerung vun der Nomenclature an dësem Sënn virgesäit, ass den 20. Januar vum Regierungsrot approuvéiert ginn. Wann dat entspriechend groussherzoglecht Reglement bis a Kraaft ass, wäerten d'Fraise fir eng Vasektomie also vum Staat en charge geholl ginn.

ad 2. An de leschte 5 Joer (2017–2021) si manner ewéi 10 Vasektomië vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn. Wichteg ass dobäi ze wëssen, datt dës Zuel just déi Vasektomië betrëfft, déi wéinst enger medezinnescher Ursaach ausgeféiert goufen, an esou e Remboursement am Kader vun der Krankeversécherung méiglech war.

Température de l'eau dans les piscines publiques | Question **7463** (11/01/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Aktuell heefe sech d'Reklamatioune vun Elteren, déi sech bekloen, datt hir Kanner am Kader vum Sportunterrecht genéidegt ginn, an äiskalem Waasser ze schwammen. D'Waasser an de betreffende Schwämmen, vun deenen der vill a Gemengenhand sinn, wier däitlech méi kal wéi fréier. D'Kanner géifen am Waasser zidderen, a vill vun hinne géifen der doduerch krank ginn.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Leien der Regierung Statistike vir, déi iwwer d'Waassertemperatur an de Schwämmen, déi fir de Sportunterrecht am Fondamental an an de Lycéeë genotzt ginn, informéieren? Wa jo, wéi hu sech déi Temperaturen an deene leschten dräi Joer entwéckelt?

2. Gëtt et Instruktioune vun der Regierung, wat d'Waassertemperatur an de Schwämmen, déi fir de Sportunterrecht am Fondamental an an de Lycéeë genotzt ginn, ugeet? Wa jo, wat genau sinn dat fir Instruktiounen? Wann net, ass dru geduecht, fir esou eng Instruktioun auszeschaffen am Hibléck op d'Ännerung vun der uewe beschriwwener Situatioun?

3. Gesäit d'Regierung en Zesummenhank tëscht enger niddreger Waassertemperatur an de Schwämmen an enger Heefung vu Krankheetsfäll bei Schüler?

Réponse (01/02/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Der Regierung leie keng Statistiken iwwert d'Entwécklung vun de Waassertemperaturen an de Schwämmen iwwert déi dräi lescht Joer vir.

De Schwammunterrecht fënnt a Gemengepiscinne gradewéi och a staatleche Piscinne statt, déi gewéinlech zu engem Lycée gehéieren; donieft ginn nach eng Rei vu Coursen an der Coque organiséiert.

Am Kader vum Opruff vun der Regierung, fir Energie ze spueren, sinn d'Waassertemperaturen an enger Rei vu Schwämme liicht erofgesat ginn.

Aus den Informatiounen, déi eis aus de Lycéeën an aus der Coque virleien, ergëtt sech follgend Bild:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Bis op d'Coque, déi en Établissement public ass, sinn d'Lycéeë selwer fir hir Schwämmen zoustänneg. Fir d'Gemengeschwämme sinn d'Gemenge verantwortlech.

Zu Lëtzebuerg gëtt et weeder vum Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP) nach vun der Administration des bâtiments publics (ABP) oder soss enger staatlecher Institutioun konkreet Instruktiounen zu der Temperatur vum Waasser an de Schwämmen.

Et sief awer hei eng Circulaire vum franséischen Educatiounsministère zu deem Sujet zitéiert, déi seet: « La sensation de confort thermique pour les participants aux activités d'enseignement est essentielle au bon déroulement des activités d'enseignement. […] Pour les classes de l'école primaire, cette sensation correspond généralement à une température de l'eau de 27 °C et à une température de l'air de 24 à 27 °C. »[16] Aus den uewe reproduzéierten Tableaue geet ervir, datt d'Waassertemperaturen an de Lëtzebuerger Schwämmen dëser Recommandatioun entspriechen.

ad 3. Traditionell ass d'Zuel vun de Krankheetsfäll am Wanter méi héich wéi an deene waarme Joreszäiten, dëst net nëmme bei Schüler, mee an allen Alterskategorien. D'Wëssenschaft féiert dës Heefung vu Krankheetsfäll drop zeréck, datt d'Leit an de Wanterméint méi Zäit an zouene Raim verbréngen, wat d'Iwwerdroe vu Vire favoriséiert. Een Zesummenhang mat méi nidderege Waassertemperaturen an de Schwämmen ass net ze erkennen.

Interdiction du smartphone à l'école | Question **7464** (11/01/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Et gëtt kee Gesetz, dat hei am Land d'Benotze vu Smartphonen a Schoule verbitt oder erlaabt, wat doru läit, datt esou e Smartphone-Verbuet an d'Perséinlechkeets- an Eegentumsrechter vum betreffende Schüler agräife géif. A Bayern gouf e Smartphone-Verbuet a Schoulen duerchgezunn. Do war d'Benotze vum Smartphone just an Noutfäll an zu Unterrechtszwecker erlaabt. Obschonns dës Reegelung an deem däitsche Bundesland mëttlerweil gelackert gouf, schwätze vill Argumenter fir e generellt Smartphone-Verbuet a Schoulen, zum Beispill de Konzentratiounsverloscht, deen duerch d'Benotze vum Smartphone verursaacht gëtt, mee och d'Méiglechkeeten, déi e Smartphone bitt, fir bei Tester ze knäipen. Cybermobbing wärend dem Unterrecht an d'Ofhuele vun der realer Konversatioun a Pausen duerch déi virtuell Smartphone-Kommunikatioun si weider Argumenter.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi steet den Här Minister zu engem generelle Smartphone-Verbuet an eise Schoulen?

2. Huet den Här Minister zum Theema Smartphone an de Schoule Recommandatiounen un d'Primärschoulen an d'Lycéeën erausginn? Wann net, gëtt et Iwwerleeungen am Ministère, fir de Schoulen an deem Kontext eng bestëmmt Approche ze recommandéieren?

3. Kann den Här Minister preziséieren, ob et a verschiddene Schoule sougenannt „Smartphone-Zone" gëtt, an deenen d'Benotze vum Smartphone erlaabt ass? Wa jo, huet an deene Schoulen d'Léierpersonal d'Méiglechkeet, Smartphonen, déi ausserhalb vun dësen Zone benotzt ginn, ze konfiszéieren? Wa jo, ënner wéi enge Bedéngungen?

Réponse (31/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Smartphone ass aus eiser haiteger Gesellschaft net méi ewechzedenken; reegelméisseg fanne sech nei Applikatiounen a Funktionalitéiten, déi dem Smartphone eng ëmmer méi grouss Wichtegkeet an eisem alldeegleche Liewe ginn.

[16] Circulaire n° 2004-139 du 13-07-2004, Enseignement de la natation dans les établissements scolaires du premier et du second degré.

Ee responsabelen Ëmgang mam Smartphone ass dofir vu grousser Bedeitung. Ob am Enseignement fondamental (EF) oder am Enseignement secondaire (ES) kann d'Schoul hiert dozou bäidroen, de Kanner a Jonken esou een Ëmgang ze vermëttelen.

Et gëtt dofir kee generelle Smartphone-Verbuet envisagéiert. Et sief drun erënnert, datt d'Bildschiermzäit am Allgemengen eent vun den Theemen ass, déi bei den Interventioune vu BEE SECURE an de Schoulen ugeschwat ginn, an dorunner, datt d'Schülerinnen an d'Schüler ënner anerem am Fach Digital Sciences sensibiliséiert gi fir e responsabelen Ëmgang mat de Medien, mat deenen si sech ëmginn.

Donieft gëtt et souwuel am EF wéi am ES aktuell schonn e reglementaresche Kader fir d'Benotze vum Smartphone.

Fir den EF preziséiert den Artikel 2 vum Règlement grand-ducal modifié du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles: « Les téléphones portables des élèves sont éteints pendant le temps de classe, pendant les récréations, et à l'intérieur des bâtiments scolaires. […], l'utilisation, de quelque fonction que ce soit, d'un téléphone portable ne peut se faire que dans le respect le plus strict vis-à-vis des autres membres de la communauté scolaire. »

Fir den ES seet den Artikel 25 vum Règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2004 concernant les règles de conduite dans les lycées: « Sauf autorisation expresse de l'enseignant, les téléphones portables et autres appareils électroniques des élèves sont éteints pendant le cours. L'utilisation des téléphones portables et d'autres appareils électroniques dans l'enceinte du lycée est réglementée par la charte scolaire. »

An de Chartes scolaires gradewéi an de Règlements d'ordre intérieur vu ville Lycéeë gëtt de Sujet vum Smartphone thematiséiert. Nieft dem responsabelen Ëmgang mam Smartphone geet et och drëms, den Unterrecht net ze stéieren; net seele mussen d'Schülerinnen an d'Schüler dofir hiren Handy am Ufank vun enger Unterrechtsstonn an eng speziell Këscht leeën a recuperéieren en dann erëm no der Stonn.

Fir de Fall, wou en Abus mam Handy virläit, preziséiert dee selwechten Artikel 25: « Toute publication et tout objet trouvés en possession d'un élève peuvent être confisqués s'ils sont de nature à troubler l'ordre scolaire. » Et sief awer gesot, datt et sech heibäi net ëm eng definitiv Konfiskatioun am juristesche Sënn handelt, mee datt e Schüler säi Smartphone kann temporär ofgeholl kréien.

Délais d'examen de demandes de protection internationale | Question **7469** (13/01/2023) de **Mme Djuna Bernard** | **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

La loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire avait notamment l'objectif de limiter la durée de la procédure d'examen des demandes de protection internationale à six mois. Sous certaines conditions, le délai d'examen d'une demande peut être étendu jusqu'à un maximum de vingt-et-un mois.

Le programme gouvernemental pour la période 2018-2023 prévoit le renforcement des efforts en matière de réduction des délais d'examen de demandes de protection internationale et notamment de l'information régulière sur l'état d'avancement de l'examen de la demande.

Par ailleurs, le programme gouvernemental préconise la digitalisation des procédures comme un moyen pour accélérer le traitement des demandes.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Comment les délais d'examen de demandes de protection internationale ont-ils évolué depuis 2018 ? Combien de dossiers ont été traités endéans le délai usuel de six mois, et pour combien de dossiers ce délai a-t-il été dépassé (en chiffres ventilés par année et par mois d'extension) ?

2) De manière générale, quelles sont les raisons principales pour le dépassement du délai d'examen ?

3) De quelle manière et à quels moments les personnes concernées sont-elles informées sur l'état d'avancement de l'examen de leur demande ?

4) Quels efforts ont été entrepris depuis 2018 afin de réduire les délais d'examen au minimum et d'améliorer l'information sur l'état d'avancement des demandes ?

5) Dans ce contexte, comment a progressé la digitalisation des procédures dans le domaine de l'immigration et de l'asile depuis 2018 ? Quels étapes et/ou processus ont été digitalisés dans les domaines précités, et quels sont les différents projets à venir à cet égard ? Monsieur le Ministre pourrait-il nous fournir le calendrier prévu pour la mise en place des différents éléments de numérisation ?

Réponse (09/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) En 2018, la durée d'examen d'une demande de protection internationale était de 7 mois, puis 5 mois en 2019, 10 mois en 2020, 11 mois en 2021, finalement elle était de 10 mois en 2022. La durée moyenne d'examen d'une demande entre 2018 et 2022 inclus est de 8 mois.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il convient de relever que la durée de traitement des demandes de protection internationale varie d'une année à l'autre alors que différents facteurs influencent ces délais, comme par exemple le nombre et le profil des arrivées des demandeurs de protection internationale, la crise sanitaire des dernières années, la situation incertaine dans certains pays d'origine et les conflits armés, dont notamment la guerre en Ukraine.

À noter que les retraits implicites et les renonciations de la part des demandeurs ne sont pas inclus dans le calcul, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une décision en tant que telle.

En 2018, 1.405 demandes ont été traitées endéans les 6 mois, en 2019, 1.264, en 2020, 496, en 2021, 499, et en 2022, 567 ont pu être traitées dans ce délai. Quant au dépassement du délai, en 2018, 800 demandes étaient concernées, en 2019, 569, en 2020, 893, en 2021, 902 et en 2022, 1.014.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) La raison principale du dépassement du délai d'examen est la nécessité d'assurer un examen approprié et exhaustif du dossier, notamment par le biais de recherches plus approfondies ou par la procédure de vérification de l'authenticité des documents fournis. Les mouvements secondaires et les transferts Dublin ont également un impact considérable sur les délais de traitement dans les États membres. En effet, les transferts Dublin ont un impact conséquent sur les délais, par exemple lorsqu'une personne qui avait déjà introduit une demande au Grand-Duché est transférée vers le Luxembourg depuis un autre État membre. En parallèle, lorsque le Luxembourg n'est initialement pas responsable d'une demande de protection internationale, mais le devient par des circonstances indépendantes de sa volonté, par exemple quand le pays responsable refuse de prendre ou reprendre en charge le demandeur ou lorsque le transfert n'est pas réalisé ou réalisable, l'impact sur les délais d'examen est conséquent.

ad 3) Les concernés sont automatiquement informés par courrier après un délai de 6 mois. À tout moment et sur demande expresse, le demandeur peut être informé des raisons du retard et de l'état d'avancement de l'examen de sa demande.

ad 4) Des efforts continus ont été entrepris afin d'améliorer la réduction du délai d'examen, ce qui est notable au regard de la durée moyenne qui a diminué en 2018 et 2019. En effet, des mesures internes ont été prises pour assurer un traitement plus rapide de certaines demandes, notamment celles où le taux d'accord d'une protection internationale est élevé. Il a notamment été décidé de procéder à une communication renforcée par e-mail, et plus par courrier, avec les avocats et d'autres intervenants externes. De plus, la procédure de notification des décisions ministérielles a été allégée, des lignes de conduite pour le traitement de différents dossiers ont été établies, et des formations internes ont été dispensées aux agents en charge du traitement des demandes de protection internationale. Depuis lors, plusieurs facteurs ont toutefois rallongé la durée d'examen des demandes comme la complexité des dossiers, la crise sanitaire et le déclenchement du mécanisme de la protection temporaire. À noter que les demandes de protection temporaire sont également gérées par le même département.

Quant à l'information de l'état d'avancement du dossier, celle-ci a été améliorée avec l'indication du retard dans la prise de décision envoyée systématiquement aux personnes concernées qui ont la possibilité de demander des renseignements complémentaires soit directement, soit par le biais de leur avocat. Ces demandes peuvent également se faire par voie de courriel, plusieurs adresses e-mail ont été créées depuis 2018 pour un traitement plus efficient des demandes provenant du public.

ad 5) Afin de mettre en œuvre les objectifs du programme gouvernemental, la Direction de l'immigration a progressivement mis en place une équipe interne dédiée pour la gestion des projets informatiques depuis 2018. Plusieurs projets sont actuellement en cours. Sur le plan interne, un des projets majeurs est la mise en place d'une nouvelle application de gestion de la procédure de protection internationale. Ce projet a été lancé en février 2020 et devra être conclu en janvier 2024. Ce projet va de pair avec un projet de mise en place d'une solution de « business intelligency » qui devra permettre une meilleure gestion et exploitation des données. De plus, la Direction de l'immigration a lancé un projet de mise en place d'un projet de gestion électronique des documents, qui devra mener, à terme, à une digitalisation de l'ensemble des procédures internes de la Direction de l'immigration, tant en matière d'immigration qu'en matière de protection internationale. Il convient de noter que pour la réalisation de tous ces projets, la Direction de l'immigration collabore étroitement avec d'autres acteurs et dépend dès lors en termes de calendrier d'avancement des disponibilités et des ressources de ces acteurs.

En matière de digitalisation des démarches pour les administrés, la Direction de l'immigration a mis en place pendant la crise sanitaire un système de prise de rendez-vous en ligne en faveur des personnes invitées à procéder à une prise de données biométriques dans le cadre de l'établissement d'un document de séjour biométrique. Depuis lors, ce système a été adapté et élargi. De sus, la Direction de l'immigration est en train

de finaliser la mise en place de démarches électroniques via myguichet.lu. Ces démarches ont trait aux procédures en matière de libre circulation des personnes et de l'immigration, et visent les personnes qui se trouvent déjà sur le territoire luxembourgeois.

Il convient de noter que la Direction de l'immigration est également impliquée dans la mise en place des projets européens d'envergure dans le domaine des frontières extérieures (EES, ETIAS) et qu'elle est directement concernée par d'autres grands projets informatiques découlant de règlements européens, dont la refonte des règlements SIS et VIS ou encore le règlement Interopérabilité. Ces projets sont, de par leur envergure et complexité, très consommatrices en ressources. De plus, ces projets, en poursuivant des finalités bien définies, introduisent de nouvelles obligations qui impactent les processus de la Direction de l'immigration de sorte qu'ils ne contribuent en fin de compte pas forcément à une simplification directe des procédures ni pour l'administration, ni pour les administrés.

Ligne de bus 170 de Huldange vers Ettelbruck | Question **7472** (16/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Buslinn 170 vun Huldang op Ettelbréck fiert duerch d'Aktivitéitszon ZANO um Fridhaff, ouni dass se awer de Moment do stoe bleift. Dëst féiert dozou, dass déi Leit, déi do schaffen, op der Ettelbrécker Gare d'Linn 117 huele musse fir rëm zréck an d'Aktivitéitszon ZANO, wat net just ëmständlech fir déi betraffe Leit ass, mee och zousätzlech Zäit kascht.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Firwat gëtt et de Moment nach keen Arrêt fir den 170 an der ZANO-Fridhaff?

2. Ass et méiglech, fir sou séier wéi méiglech en Arrêt fir d'Buslinn 170 an der ZANO virzegesinn, fir esou de beruffstätege Leit entgéintzekommen?

Réponse (20/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'RGTR-Linn 170 Huldang–Dikrech–Ettelbréck ass eng Expresslinn a fiert dowéinst op Héicht vun der Aktivitéitszon ZANO um Fridhaff de schnellstméigleche Wee iwwer d'Schnellstrooss B7. D'Busarrêten op der Nationalstrooss N27B, déi duerch d'Aktivitéitszon féiert, kënnen net vun der Linn 170 ugefuer ginn, ouni grouss Zäitverloschter fir dës Busverbindung a Kaf ze huelen.

ad 2. Am Moment ass net geplangt, d'Aktivitéitszon ZANO mat der RGTR-Buslinn 170 ze desservéieren.

Een zousätzleche Busarrêt an der Aktivitéitszon ZANO, deen esouwuel d'Ufuere vun der Aktivitéitszon ewéi och eng attraktiv Fuerzäit fir d'Buslinn 170 erméiglecht, gëtt awer momentan duerch meng Servicer gepréift.

Aktuell kënnen d'Leit, déi an der Aktivitéitszon ZANO schaffen, op d'RGTR-Buslinn 117 Ettelbréck–Fridhaff–Dikrech zeréckgräifen, déi de ganzen Dag am Hallefstonnentakt fiert an dat an déi zwou Richtungen.

Pauvreté des personnes âgées | Question **7475** (16/01/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Rezent Zuelen aus Däitschland weisen, dass bei hinne vill Fraen duerch hir niddreg Pensioune riskéieren, an d'Aarmut ze falen, och wann se 40 Joer an engem Vollzäitberuff geschafft hunn.

Wëssend, dass de Lëtzebuerger Pensiounssystem mat zu de generéiste weltwäit gehéiert an dofir wuel manner Leit vun der Altersaarmut betraff sinn, géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi ass d'Situatioun vun der Altersaarmut zu Lëtzebuerg bei de Fraen?

2. Gëtt et Moossnamen, fir spezifesch Fraen am Pensiounsalter ze ënnerstëtzen?

3. Wa jo, wéi eng sinn dat?

4. Wéi eng Mesurë gi vum Staat geholl, fir generell géint d'Altersaarmut virzegoen?

Réponse (10/02/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. D'Definitioun vun der Aarmut gouf am Kader vun den europäeschen an nationalen Ziler fir ee méi soziaalt Europa bis 2030 zeréckbehalen. Den Aktiounsplang ëmfaasst dräi sozial Ziler, déi bis 2030 um Niveau vun der EU erreecht solle ginn. Sou soll z. B. d'Zuel vun de Leit, déi vun Aarmut oder sozialer Ausgrenzung bedrot sinn (At Risk of Poverty or Social Exclusion – AROPE verkierzt), ëm mindestens 15 Milliounen erofgoen, dorënner op d'mannst ee gewënschte Réckgang vu 5 Millioune bei de Kanner, am Verglach zum Joer 2019.

Den Aarmutsrisiko oder sozial Exklusioun's (AROPE) Taux « correspond à la part des personnes qui sont : menacées de pauvreté après les transferts sociaux, gravement démunies matériellement ou vivant dans des ménages à très faible intensité de travail. Les personnes ne sont comptées qu'une seule fois, même si elles sont affectées par plus d'un de ces phénomènes. – Les personnes sont considérées comme menacées de pauvreté après transferts sociaux, si elles ont un revenu disponible équivalent inférieur au seuil de risque de pauvreté, qui est fixé à 60 % du revenu disponible médian national. – Les personnes gravement démunies matériellement ou socialement ont des conditions de vie fortement limitées par un manque de ressources, elles connaissent au moins 7 des 13 articles de privation suivants : ne peut pas se permettre i) de payer un loyer ou des factures de services publics, ii) de garder la maison suffisamment au chaud, iii) de faire face à des dépenses imprévues, iv) de manger de la viande, du poisson ou un équivalent protéique tous les deux jours, v) de prendre une semaine de vacances loin de la maison, vi) d'avoir accès à une voiture/fourgonnette pour usage personnel, vii) de remplacer les meubles usés ; viii) de remplacer les vêtements usés par de nouveaux vêtements ; ix) d'avoir deux paires de chaussures correctement ajustées ; x) de dépenser une petite somme d'argent chaque semaine pour lui-même ("argent de poche") ; xi) d'avoir des activités de loisirs régulières ; xii) de se réunir avec des amis/la famille pour un verre/repas au moins une fois par mois ; et xiii) de disposer d'une connexion Internet. – Les personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail sont celles âgées de 0 à 64 ans vivant dans des ménages où les adultes (âgés de 18 à 64 ans) ont travaillé 20 % ou moins de leur potentiel de travail total au cours de l'année écoulée. » https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products datasets/product?code=SDG_01_10

Fir de Lëtzebuerger Aarmutsrisiko oder sozial Exklusioun's (AROPE) Taux no Alter a Geschlecht a Perspektiv ze setzen, sinn déi mat der ganzer EU a mat eisen dräi Nopeschlänner vun 2015 bis 2021 an der Tabell heidrënner presentéiert.

Well et keng eenzeg Definitioun vun enger eelerer Persoun gëtt, sinn d'Aarmutsrisiko oder sozial Exklusioun's (AROPE) Tauxe fir dräi Altersgruppe presentéiert: 60 Joer a méi, 65 Joer a méi a 75 Joer a méi. Fir d'Tauxe vun den dräi Altersgruppen a Perspektiv ze setzen, sinn d'Tauxe vun der Gesamtbevëlkerung natierlech och opgefouert. D'Leit, déi an engem kollektive Stot wunnen (Altersheim, CIPA, Klouschter, Prisong asw.), sinn net mat abegraff.

Aarmutsrisiko oder sozial Exklusioun (AROPE) Taux no Alter a Geschlecht (EU30 Zil) – Verglach iwwer Zäit a Raum (a %)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. an 3. Am Beräich vun de Pensiounen huet de Ministère vun der sozialer Sécherheet mat der Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) a weideren Acteure virun e puer Joer eng Broschür ausgeschafft, déi verschidden Optiounen a Mechanismen erkläert, fir d'Pensiounscarrière ze ergänzen. D'Broschür gëtt reegelméisseg à jour gesat, fir déi aktuell legal Dispositiounen ze erklären, an ass a verschiddene Sproochen disponibel.

https://mss.gouvernement.lu/fr/publications/brochure-pension/2020.html

Dës Broschür gouf a gëtt u cibléiert Acteuren an och direkt vun der CNAP un Assuréë verdeelt, fir datt e Maximum vu Persoune kann erreecht ginn. Dës Broschür ass och op de Gemengen disponibel.

ad 4. Niewent der Hëllef an der Begleedung duerch d'Offices sociaux, de sozialen Hëllefen ewéi dem REVIS an dem RPGH, dem Dispositif vun der Fleegeversécherung, huet de Staat eng Rei vu Mesuren, déi sech spezifesch un eeler Leit adresséieren.

Esou gëtt et de „complément accueil gérontologique", dee vum FNS (Fonds national de solidarité) geréiert an ausbezuelt gëtt. Dës Hëllef ass fir eeler Leit, déi net genuch finanziell Moyenen hunn, fir de Pensiounspräis an engem Alters- a Fleegeheem ze bezuelen. Wann déi perséinlech finanziell Mëttel net duerginn, fir de Pensiounspräis ofzedecken, kann dëse „complément accueil gérontologique" direkt un de Gestionnaire vum Alters- a Fleegeheem ausbezuelt ginn. Aktuell si 637 Persoune Beneficiaires vun engem „complément accueil gérontologique", dovun 213 Männer a 424 Fraen.

Fir déi Leit, déi net an de Genoss vun der Fleegeversécherung kënne kommen, gëtt et och ee Sozialtariff, genannt „tarification sociale" fir Persounen, déi net déi néideg finanziell Mëttel hunn, fir Prestatioune vun den Hëllefs- a Fleegedéngschter an hirem Doheem oder an Dagesfoyeren (Centres psychogériatriques) ze iwwerhuelen. Aktuell hu 17 Hëllefs- a Fleegedéngschter eng Konventioun mam Familljeministère, fir de Beneficiairen ee Sozialtariff ze erméiglechen. Fir d'Joer 2021 huet de Familljeministère ± 700 Demandë fir ee Sozialtariff kritt.

Centre socio-éducatif de l'État | Question **7479** (18/01/2023) de **Mme Octavie Modert** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Comme il ressort de la réponse à la question parlementaire n° 3718 et du développement de l'établissement du CSEE à Schrassig, ce dernier n'est plus réservé aux filles, mais accueille désormais des garçons. Il résulte également de la réponse qu'« Un propriétaire d'une parcelle adjacente a adressé un courrier à l'Administration des bâtiments publics relatant des problèmes de voisinage. Lors d'une visite sur place, l'Administration des bâtiments publics s'est concertée

avec la direction du CSEE au sujet de différentes mesures envisageables afin de contribuer à la résolution de ce problème. Vu la nature des limites de propriété qui présentent une végétation dense, il s'avère qu'une mesure constructive possible serait de clôturer le site du CSEE sur une longueur de quelque 300 à 350 m. Pour ce qui est des efforts entrepris par la direction du CSEE pour éviter de tels désagréments, il faut savoir que le régime disciplinaire du CSEE entre également en ligne de compte pour limiter des comportements inappropriés, sachant qu'une sanction allant jusqu'à un isolement temporaire est possible. »

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement peut-il nous confirmer que le nombre de cas de vandalisme commis par des jeunes du CSEE dans les environs du site de Schrassig a augmenté depuis 2020 ?
– Le cas échéant, quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises pour remédier à ce problème ?
– Le Gouvernement a-t-il assuré le suivi des préoccupations des riverains concernant les problèmes de voisinage et leur sécurité ?

2) Le Gouvernement peut-il nous indiquer quels efforts le CSEE a entrepris dans le cadre de son régime disciplinaire pour endiguer les comportements inappropriés des jeunes ?

3) De manière générale, est-il prévu que le site du CSEE à Schrassig continue d'accueillir des garçons ou est-il prévu que ce site soit à nouveau exclusivement réservé aux jeunes filles ?
– Pour quelles raisons le Gouvernement opte-t-il pour l'un ou l'autre des deux cas de figure ?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Les bases de données de la Police grand-ducale ne permettent pas d'effectuer une recherche automatisée qui isolerait exclusivement des actes de vandalisme aux alentours du CSEE à Schrassig commis par des pensionnaires du CSEE. Une telle recherche renseigne sur toutes les interventions policières et incidents enregistrés dans et aux alentours de la localité de Schrassig.

Pour sa part, le CSEE a connaissance d'actes de vandalisme commis dans le voisinage direct du CSEE à Schrassig. Il est important de souligner que, si certains de ces cas commis dans les alentours du centre ont pu être attribués sans équivoque à des pensionnaires du CSEE, il faut remarquer que, pour un certain nombre de ces actes, les auteurs n'ont pas pu être identifiés.

Pour pouvoir répondre de manière adéquate aux préoccupations des riverains concernant les problèmes de voisinage et leur sécurité, la direction du CSEE s'est concertée avec la Police grand-ducale et les autorités communales concernées.

Le CSEE a d'autre part mis en place des mesures préventives, telles que la sensibilisation des pensionnaires à la problématique du vandalisme et la création de liens directs entre les pensionnaires et les riverains par l'organisation de rencontres. Si un acte de vandalisme a pu être attribué à un pensionnaire du CSEE, un travail non rémunéré de nettoyage ou de réparation peut lui être assigné.

Suite à une réunion sur place avec la propriétaire de la parcelle avoisinante et la direction du CSEE, l'Administration des bâtiments publics a procédé à la mise en place d'une clôture délimitant la propriété de l'État sur toute la longueur de la parcelle voisine en question. Lesdits travaux ont été réalisés aux mois de novembre et décembre 2021.

ad 2) Dans le cadre de son régime pédagogique et disciplinaire, le CSEE prévoit différentes mesures pour endiguer les comportements inappropriés des pensionnaires. Les mesures peuvent varier selon la nature et la gravité des fautes commises, entre des mesures de sensibilisation, pouvant se concrétiser par des entretiens pédagogiques, voire des travaux de réflexion écrits et des mesures à caractère disciplinaire.

Dans ce contexte, les pensionnaires peuvent faire l'objet d'avertissements écrits, de mesures de travail non rémunéré de nettoyage ou de réparation et le cas échéant d'un isolement temporaire d'un maximum de trois jours.

ad 3) Dans le cadre de la refonte du cadre légal organisant les régimes de la protection de la jeunesse et du droit pénal pour mineurs, l'implantation géographique du CSEE devra être revue. La future affectation du site de Schrassig n'a pas été déterminée à ce stade.

Vote du PAG de Grevenmacher | Question **7481** (18/01/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Zesummenhang mam Vott vum PAG duerch de Gemengerot vun der Stad Gréiwemaacher kéint, eisen Informatiounen no, d'Grenz zur Illegalitéit iwerschratt gi sinn, well verschidde Concernéierter selwer mat ofgestëmmt hätten. Am Intressi vun de Bierger a vun der Glafwierdegkeet vun der Politick wier et wichteg, hei kloer Informatiounen ze kréien.

Dofir hunn ech follgend Froen un d'Madamm Bannenminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt beim Vott vum PAG Gréiwemaacher de Buergermeeschter an zwee Gemengeréit mat ofgestëmmt hunn, obschonns si selwer bzw. no Familljememberen direkt concernéiert waren?

2. Wann dat zoutrëfft, wisou hunn d'Servicer vum Banneministère dat duerchgoe gelooss?

3. Wat fir Konsequenzen hätt dat fir d'Validitéit vum PAG Gréiwemaacher?

4. Wat fir Konsequenzen huet dat fir déi Persounen, déi sech, sollt dat confirméiert ginn, enger Illegalitéit schëlleg gemaach hunn?

Réponse (26/01/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den Inneministère ka confirméieren, datt de ganze Gemengerot beim Vott iwwert d'Unhuele vum allgemenge Bebauungsplang vun der Stad Gréiwemaacher mat ofgestëmmt huet.

Dem Inneministère leien no der Analys vum Dossier an der Récksprooch mat der Gemeng keng Elementer vir, déi géingen drop hiweisen, datt d'Dispositioune vum Artikel 20 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 net respektéiert gi wieren.

Fir d'Froen 3 a 4 verweisen ech op d'Äntwert zur parlamentarescher Fro N° 1220 vun 2019, vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser.

Base légale de la sous-location | Question **7482** (18/01/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Ofgesi vun eventuellen explizitten Dispositiounen am Mietvertrag, deen d'Rechter vum Locataire ewéi och déi vum Proprietär festhält, gëtt et bei enger Souslocatioun keng explizitt legal Flicht fir de Locataire, fir dem Proprietär esou en Arrangement matzedeelen. De 17. Juni 2021 huet de Logementsminister op Nofro vum „L'essentiel" am Artikel „La sous-location engendre parfois des litiges" erkläert, datt d'Prozedur vun der Souslocatioun autoriséiert ass, mee datt d'Gesetz keng „conditions particulières" virgesäit. An deem Artikel gëtt och gesot, datt ganz heefeg de Proprietär keng Informatiounen doriwwer kritt, wann him seng Proprietéit vum Locataire weiderverlount gëtt. Et steet och do, datt et virkënnt, datt d'Locataire, ouni d'Wësse vum Proprietär, vu Lëtzebuerg aus oder aus dem Ausland an eventuell och mat Hëllef vun enger App ewéi z. B. Airbnb, kënne „contrats de sous-location" redigéieren an ofschléissen. Déi betraffe Souslocataire hunn dann dacks d'Impressioun, datt si mam Proprietär a Kontakt waren, wat awer net de Fall ass. Et gëtt also eng Rei vu Méiglechkeeten, fir am Kader vu Souslocatiounen an abusiv Situatiounen ze kommen.

Net nëmmen de Proprietär, mee och de Staat an d'Gemengen hunn en evidenten Intressi dorun ze wëssen, wie wéini a wou wunnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Iwwert de Wee vun der Souslocatioun kann et zu Situatioune kommen, wou de Proprietär net weess, wien a senger Proprietéit wunnt, a gläichzäiteg keng Kontrollméiglechkeet huet. Ass d'Regierung der Meenung, datt e Proprietär muss allzäit dat Recht hunn ze wëssen, wien iwwert de Wee vun enger Souslocatioun a senger Proprietéit wunnt? Wa jo, misst net eng gesetzlech Flicht ageféiert ginn, déi de Locataire géing forcéieren, dem Proprietär all Souslocatioun bannent engem kuerzen Delai ze notifizéieren, esouwäit de Mietvertrag dës iwwerhaapt erlaabt?

2. Misst e Proprietär net zu all Ableck kënnen op der Gemeng en Extrait vum Umeldungsregëster kréien, deen opweist, wéi eng Persounen a senger Proprietéit ugemellt sinn? Dëst géing dem Proprietär eng Kontrollméiglechkeet ginn. Misst et also net eng gesetzlech Basis ginn, fir datt den Dateschutz dem Proprietär net kann opposéiert ginn, esouwäit et ëm seng eege Proprietéit geet?

3. Fir all Mëssbrauch ze verhënneren:

– Missten d'Gemengen net bei enger Souslocatioun automatesch de Mietvertrag tëschent dem Proprietär an dem Locataire virgeluecht kréien, fir datt d'Gemeng ka verifizéieren, ob eng Souslocatioun iwwerhaapt vum Proprietär vertraglech autoriséiert ass?
– Missten d'Gemengen net och eng Notifizéierungsobligatioun kréien, fir dem Proprietär matzedeelen, wien a senge(r) Proprietéit(en) ugemellt ass oder am leschte consideréierten Notifizéierungszäitraum do ugemellt war (z. B. eemol pro Joer)?
– Et schéngt jo esou ze sinn, datt heiansdo eng verhältnismëisseg grouss Zuel vu Persounen eng Souslocatioun an engem Studio oder engem ganz klengen Appartement kontraktéieren a bei hirer Umeldung uginn. Missten d'Gemenge bei enger Souslocatioun net iwwerpréiwen, ob déi concernéiert Proprietéit iwwerhaapt grouss genuch fir déi concernéiert Zuel vu Persounen ass?

4. Weider, fir all Mëssbrauch ze verhënnere wär et sënnvoll, Méiglechkeeten ze hunn, fir d'Postadresse mat den Umeldungsadressen ofzegläichen. Dat kéint op eng Manéier organiséiert ginn, déi den Dateschutz respektéiert, awer och erlaabt, eventuell Ongereimtheeten oder kloer Mëssbrauchsfäll un déi zoustänneg Autoritéite weiderzeginn. Wann d'Rechter vum Proprietär beréiert sinn, misst natierlech och hie kënnen informéiert ginn. Kéint d'Regierung sech

virstellen, de Proprietären et ze erméiglechen, esou en Ofgläich unzefroen an och esou e Mechanismus ze organiséieren?

Réponse (21/02/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Den Artikel 1717 vum Code civil gesäit vir, dass de Locataire eng Souslocatioun ka maachen, wann de Proprietär dës Fakultéit net explizitt am Loyerskontrakt verbitt. An deem Fall muss de Locataire dem Proprietär den Numm vun deem oder deene Souslocataire och net matdeelen, wann och dat net explizitt an enger Klausel vum Kontrakt spezifizéiert ginn ass. Wann eng Clause d'interdiction de sous-location am Loyerskontrakt steet, dann ass dës Klausel bindend an ëmmer „de rigueur", dat heescht, de Riichter muss sech un dës Klausel halen an d'Volontéit vun de Parteie respektéieren.

Et kann een awer kee Locataire gesetzlech „forcéieren", dem Proprietär all Souslocatioun (respektiv den Numm vun all Souslocataire) matzedeelen, wann de Loyerskontrakt keng Klausel an deem Sënn virgesäit.

ad 2. Den Accès vun Drëttpersounen op Donnéeën aus dem Populatiounsregëster ass vum Artikel 41 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physesche Persoune gereegelt: « Art. 41. Les données ou listes de données figurant au registre national ou communal ne peuvent être communiquées à des tiers. Cette interdiction ne vise pas les autorités, administrations, services, institutions ou organismes habilités, par ou en vertu de la loi, à obtenir de telles données ou listes de données et ce pour les informations sur lesquelles porte cette habilitation. »

Am Moment gëtt net dru geduecht, fir deen Artikel ze änneren.

ad 3. Bei der Souslocatioun handelt et sech ëm zivillrechtlech Froen, déi net an der Kompetenz vun der Gemeng leien.

Ob e Loyerskontrakt eng Klausel „Interdiction de sous-location" huet oder net, geet nëmmen déi concernéiert Parteien (Locataire, Proprietär/Bailleur an en eventuelle Souslocataire) eppes un. Och spillt et fir d'Gemeng keng Roll, ob déi Persoun, déi an der Wunneng ugemellt ass, e Locataire oder e Souslocataire ass.

Eng legal Obligatioun, fir der Gemeng eng Kopie vun all Loyerskontrakt „automatesch" bei enger Souslocatioun (oder bei all Locatioun) virzeleeën, gëtt et am Moment net. An deem Kontext muss een erwänen, dass d'Loyersgesetz vun 2006 aktuell nach ëmmer virgesäit, dass e Loyerskontrakt och mëndlech ka gemaach ginn. An sou Fäll kéinten d'Gemenge mol guer keng „automatesch" Kopie vum Loyerskontrakt virgeluecht kréien.

D'Gemenge kënne bei enger Locatioun – besonnesch wann et sech ëm d'Locatioun vu Kummeren handelt – iwwerpréiwen, ob déi concernéiert Proprietéit grouss genuch fir déi do ënnerbruecht Zuel vu Persounen ass. D'Salubritéitsgesetz vum 20. Dezember 2019 gëtt dem Buergermeeschter d'Kompetenz, fir eng Kontroll an enger verlounter Wunneng duerchzeféieren, fir d'Anhale vun de Krittäre vum Gesetz ze iwwerpréiwen, an dat zum Beispill wann et Unzeeche gëtt, dass ze vill Leit an der betraffener Wunneng wunnen. Hie ka sech dofir vum Médecin-inspecteur an der Police grand-ducale begleede loossen.

ad 4. Betreffend d'Fro N° 4 verweise mer op d'Äntwert op d'Fro N° 2.

Pompes à chaleur | Question **7483** (19/01/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir eng klimafrëndlech Wirtschaft opzebauen, musse mer vun de fossillen Energien ewechkommen. Dat bedeit och, dass mer fir d'Hëtze vun eise Gebaier vu Gas a Masutt ewechkomme wäerten. Aktuell bitt d'Technologie vun de Wärmepompelen eng gutt Alternativ dozou. A fréiere parlamentaresche Froen (3600 a 6217) gouf schonns drop opmierksam gemaach, dass d'Wärmepompelen awer vill Kaméidi maachen.

An der Äntwert op d'Fro 6217 schreift d'Ministesch, dass de Choix vu Wärmepompele mat gerénge Schallemissioune säit Kuerzem e Krittär ass, fir eng Subventioun fir eng nei Wärmepompel (Klimabonus) kënnen ze kréien.

Den Artikel 4 an d'Annex vum groussherzogleche Reglement vum 7. Abrëll 2022 gräift heifir op eng Bewäertung an Dezibel zeréck. Dës Bewäertung dréit awer den Ëmstänn net Rechnung, wou a wéi eng Wärmepompel installéiert gëtt. Dofir existéieren aner Krittären, déi zum Beispill mam Modell vum Schallrechner kënne bewäert ginn.

„Der Schallrechner ermöglicht die Beurteilung der Lärmemissionen von Luft-Wasser-Wärmepumpen [...] im Tagbetrieb zu Zeiten erhöhter Empfindlichkeit und während der Nacht. Mit der Berechnung ist eine Abschätzung der Lärmemissionen an schutzbedürftigen Räumen (maßgebliche Emissionsorte) auf angrenzenden Grundstücken bzw. die Ermittlung des notwendigen Abstands der Wärmepumpe möglich."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Fannen och bei der Regierung Iwwerleeunge statt, fir an Zukunft de Kaméidi iwwert ee Schallrechner ze bewäerten?
Falls jo, wou sinn d'Aarbechten drun, wat ass fir Lëtzebuerg geplangt a bis wéini wäert esou ee Modell fir Lëtzebuerg stoen?
Falls nee, firwat net?

2. D'Ministesch schreift an hirer Äntwert och, dass d'Gemengen eleng d'Kompetenz hunn, fir de Kaméidi, dee vun den Installatiounen ausgeet, ze reegelen:

„De Kaméidi, dee vun techneschen Equipementer ausgeet, also och dee vu Wärmepompelen, kann duerch Gemengereglementatioune gereegelt ginn."

Deemno kann et gutt sinn, dass eng Wärmepompel, déi ee bestëmmte Kaméidiswäert iwwerschreit, an enger Gemeng erlaabt ass, an där anerer awer net. Ass d'Regierung hei der Meenung, dass dës Approche déi richteg ass? Falls jo, firwat wëll een net higoen an eenheetlech technesch Reegelen um gesamten Territoire festleeën?

Réponse (03/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Wéi an der Äntwert op d'QP 6217 beschriwwen, ass de Choix vu Wärmepompele mat gerénge Schallemissiounen e Krittär, fir eng Subventioun (Klimabonus) fir eng nei Wärmepompel kënnen ze kréien (Règlement grand-ducal du 7 avril 2022 déterminant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement).

Mat de rezenten Upassunge vun dësem Reglement gëtt zu Lëtzebuerg e Schallrechner agefouert, deen als alternativ Method zougelooss ass fir duerzeleeën, dass d'Schallschutz- (Emissiouns-)Grenzwäerter op der Grenz zum Noper agehale ginn.

Dëse Schallrechner gëtt fir Lëtzebuerg op Basis vum däitschen (an idem éisträicheschen) Schallrechner entwéckelt. D'Aarbechte si scho gutt fortgeschratt, an deen neie Lëtzebuerger Schallrechner wäert dem Secteur praktesch zäitgläich mat der Publikatioun vum ugepasste Reglement zur Verfügung stoen.

ad 2. Et ass esou, datt et an de Bautereglementer vu ville Gemengen elo schonn Dispositiounen zu den „équipements techniques fixes" gëtt, wourënner och Wärmepompele falen. Dobäi hu vill Gemengen sech un den aktuellen Dispositioune vum Règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites (RBVS, Bautereglement) orientéiert, d'Gemengenautonomie erlaabt et hinnen awer, déi proposéiert Dispositiounen un déi lokal Gegeebenheeten unzepassen.

D'Regierung schafft aktuell un enger Upassung vun dësem Règlement-type, wou speziell och d'Theema Schallschutz a Schallemissioune vu Wärmepompelen (betraff sinn hei haaptsächlech Loft-/Waasser-Wärmepompele mat engem Baussegerät – Artikel 69 am aktuellen RBVS vun 2018) wäert ugepasst ginn, fir de Gemengen en aktualiséierten a prezis formuléierten nationale Kader ze ginn, deen dann idealerweis vun de Gemengen, ëmmer am Respekt vun der Gemengekompetenz, an hire spezifesche Bautereglementer ëmgesat gëtt. An deem Kontext huet och schonn en Echange mat de Klimaschäffe stattfonnt, a verschidden Echangë mat de Gemenge sinn amgaangen.

Bureau de poste de Rédange | Question **7485** (19/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Je viens d'apprendre que le bureau de poste de Rédange risquerait d'être fermé dans un avenir proche. Or, la localité de Rédange en tant que chef-lieu du canton, est définie comme centre de développement et d'attraction (CDA) dans le cadre de l'aménagement du territoire. À noter que Rédange héberge entre autres des administrations, l'école de musique régionale et le Atert-Lycée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette décision ?

– Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons ? Endéans quels délais cette fermeture aurait-elle lieu ? Combien de clients et d'employés seraient concernés directement par cette décision ?

– Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que de telles décisions ont un effet négatif sur la vie sociale et sur le futur économique de toute une région située en milieu campagnard ?

Réponse (09/02/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Il n'est pas prévu de fermer le bureau de poste de Rédange.

Maison médicale à Ettelbruck | Question **7487** (19/01/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Wärend d'Maisons médicales an der Stad an zu Esch ouni Rendez-vous funktionéieren, muss een sech an der Maison médicale zu Ettelbréck laut dem Portail

santé.lu umellen an e Rendez-vous huelen. Dobäi ass grad dës Maison médicale besonnesch wichteg, well se fir d'Leit aus dem ganzen Norden zoustänneg ass. An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Firwat kann ee just op Rendez-vous zu Ettelbréck an d'Maison médicale goen?

2. Ass d'Madamm Ministesch bereet, dat ze änneren?
– Wa jo, wéini?
– Wann nee, firwat net?

3. Gi Leit, déi ouni Rendez-vous kommen, nees fortgeschéckt?
– Wa jo, besteet dann net de Risiko, datt si sech un d'Poliklinick vum Centre Hospitalier du Nord wenden an datt doduerch d'Urgence am Spidol iwwerlaascht gëtt?

4. Ass virgesinn, datt, wéi d'Maisons médicales an der Stad an zu Esch, och d'Maison médicale zu Ettelbréck relogéiert gëtt?
– Wa jo, wéini?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (20/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. De System mat Rendez-vous gouf zu Ettelbréck op Grond vun der limitéierter Gréisst vun de Raimlechkeete bäibehalen.

D'Maison médicale zu Ettelbréck huet e Wartesall vun ongeféier 15 m^2. Fir e sanitäre Sécherheetsofstand tëschent zwee Patiente kënnen ze garantéieren, däerfen am Wartesall net méi ewéi 3 Persoune gläichzäiteg Plaz huelen. Mat engem Rendez-vous gëtt also e flëssegen Duerchgang garantéiert a Waardeschlaangen ausserhalb der Maison médicale gi verhënnert.

ad 2. Viru knapp iwwert engem Joer gouf decidéiert, dass zu Ettelbréck eng nei Maison médicale an nei, gréisser a méi gëeegent Raimlechkeeten implementéiert gëtt. Dës Raimlechkeete wäerte besser gëeegent sinn, fir Patienten och ouni Rendez-vous empfänken ze kënnen. Bis zur Ouverture vun dëser neier Maison médicale sichen d'Servicer vum Gesondheetsministère an der Gesondheetsdirektioun an der Tëschenzäit eng temporaire a gréisser Alternativ, déi et erméigleche géif, d'Patienten och ouni Rendez-vous ze empfänken, wéi et am Süden an am Zentrum schonn de Fall ass. Zil ass et, dës temporaire Raimlechkeete bis Wanter 2023/2024 ze fannen an anzeriichten.

ad 3. Eng Persoun, déi ouni Rendez-vous kënnt, gëtt net heemgeschéckt. Bei besonnesch akute Fäll gëtt den Dokter um Terrain kontaktéiert. Bei anere Situatioune gëtt mam Patient sou schnell ewéi méiglech e Rendez-vous ausgemaach.

ad 4. Wéi schonn ernimmt, läit den Accord, fir déi aktuell Maison médicale an neie Raimlechkeeten ze relogéieren, scho vir. D'Demolitiounsaarbechten um viséierten Terrain, wou déi nei Maison médicale logéiert soll ginn, sinn ofgeschloss an d'Bauaarbechte fänken elo un. Parallell gëtt wéi gesot awer och gekuckt, fir eng temporaire Alternativ, déi fir de Wanter 2023/2024 operationell wier, zur aktueller Maison médicale ze fannen.

Projet de construction d'un hôtel à Rodange | Question **7489** (19/01/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Rodange gëtt de Bau vun engem Jugend- a Familljenhotel geplangt. Dëse Projet stéisst op Widderstand vu Biergerinnen a Bierger aus der Gemeng, well een hei no bei engem Natura 2000-Gebitt wäert eng gréisser Fläch versigelen, op Käschte vun der Natur. D'Leit vun de Biergerinitiativen Doihl a Kordall proposéieren zwee alternativ Terrainen, wou esou ee Projet drop kéint gebaut kéint ginn, dorënner den Terrain vun der aler TR'AX (Kadasternummer 1419/6439 an déi ëmleiend Parzellen), wou ronn 3 Hektar kéinte fir esou een Hotel genotzt ginn a wou de Staat Proprietär ass. Des Weidere sinn dës Terrainen am Flächennotzungsplang (PAG) vun der Gemeng als bebaubar Terraine klasséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landesplanung, Kultur an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi ee Ministère ass zoustänneg fir d'Kadasterparzellen 1419/6436, 1419/6437, 1419/6438, 1419/6439 a 1419/6440?

2. Wat plangt de Staat, mat dësen Terrainen ze maachen?

Falls ee Projet do ass, wou ass dësen drun a bis wéini soll e fäerdeggestallt ginn?

Falls nach kee Projet do ass: Op wat gëtt gewaart?

3. Sinn d'Terraine kontaminéiert a missten se am Fall vun enger Bebauung sanéiert ginn?

4. Wéi steet et ëm d'Stabilitéit vun den Terraine fir de Bau vu gréissere Strukturen?

5. Gesinn d'Ministere Punkten, déi géint de Bau vun engem Hotel op dëser Plaz géife schwätzen?

6. Wäerten déi zoustänneg Ministèren d'Gespréich mat de Bedeelegte sichen, fir ee Projet op dësem Site ze realiséieren?

Réponse (03/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Wat genau mat „zoustänneg" gemengt ass, ass net kloer novollzéibar. D'Parzelle sinn am Besëtz vum Staat.

ad 2. Et gëtt nach keen detailléierte Projet fir dës Kadasterparzellen a fir d'Gebaier, déi drop stinn.

Verschidde Parzellen (1419/6435, 1419/6439 an 1419/6440) kéinten awer an Zukunft fir d'Erriichte vun engem Atelier mat Garage, Depot, Büroen a Sanitaire fir d'Aktivitéite vun der Minièresbunn Doihl ASBL benotzt ginn.

Am Moment kuckt den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA mat dësem Veräin, wat déi genau Besoine sinn. Dat historescht Material, wat benotzt gëtt fir Faarte mat de Visiteure vum Fond-de-Gras, kéint hei uerdentlech versuergt an ënnerhale ginn.

Et kann een an deem Kontext och präziséieren, dass dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung oder enger vu senge Verwaltunge keng Demande an dësem Kontext virläit.

ad 3. Der Ëmweltverwaltung läit keng Buedemetüd vir, wou eng méiglech Kontaminatioun op de betraffenen Terrainen ënnersicht gi wier. Op Basis vun de fréieren Aktivitéiten um Site kann allerdéngs net ausgeschloss ginn, dass Kontaminatiounen do sinn.

Vu dass keng Informatioune betreffend méiglech Kontaminatioune virleien, kann d'Fro, ob am Fall vun enger Bebauung sanéiert muss ginn, am Moment net beäntwert ginn. Aschätzungen iwwert méiglech Buedemsanéierunge kënne réischt gemaach ginn, wa bis bekannt ass, ob a wat fir eng Schuedstoffer wou am Buedem leien a wéi déi konkreet geplangten Nonotzung ausgesäit.

ad 4. Vu datt nach keen detailléierte Projet ausgeschafft ginn ass, goufen nach keng Etüden iwwert d'Stabilitéit vun dësen Terrainen a Gebaier gemaach.

Et sief allerdéngs drop higewisen, dass Informatiounen iwwert déi geologesch Kuschen am natierlechen Ënnergrond op der geologescher Kaart um Geoportail disponibel sinn. Aus där geet ervir, dass ënnerschiddlech geologesch Kuschen aus dem Jurassique (dom 3 bis dom 1, dou, lo 7 bis lo 4) bei deene betraffene Parzellen ustinn. D'Fro vun der Stabilitéit baséiert deemno op de Proprietéite vun dëse geologesche Kuschen an eventuellen Opfëllmaterialien.

ad 5. Ob den Terrain vun der aler TR'AX selwer sech fir de Bau vun engem Hotel eegent, ass bis elo net analyséiert ginn, hei missten awer aner Consideratioune mat a Betruecht geholl gi wéi d'Besoine vun der Minièresbunn an d'Stabilitéit vum Terrain.

Ouni konkreet Informatiounen iwwert de Kontaminatiounszoustand oder aner ëmweltrelevant Aspekter (z. B. Naturschutz, Ofwaasser, ...) vun deene betraffene Parzellen ass et net méiglech, eng kloer Äntwert op dës Fro ze ginn.

ad 6. Wéi schonn uewe gesot, gëtt et Iddie fir ee Projet op deem Terrain. Och wann et net kloer ass, wie mat „Bedeelegte" gemengt ass, kann sech awer natierlech all Acteur mat enger konkreeter Iddi fir ee Projet op deem Site un d'Ministerë wenden.

Buts de guerre de l'Ukraine | Question **7490** (19/01/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Déi Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt bekannterweis déi aktuell Regierung zu Kiew am Konflikt mat der Russescher Federatioun. Wat déi konkreet Krichsziler ugeet, hat d'Regierung mir am Juli 2022 op déi parlamentaresch Fro Nummer 6384 dëst geäntwert:

„Ënnerstëtzt déi Lëtzebuerger Regierung eng militäresch Zeréckeruewerung vun der Krim duerch d'Ukrain? Wa jo, wéi eng Risike gesäit si bei sou enger Politick? Zesumme mat 140 anere Membere vun der UNO-Vollversammlung huet Lëtzebuerg d'Resolutioun ES-11/1 gestëmmt, déi Russland dozou opfuerdert, d'territorial Integritéit vun der Ukrain ze respektéieren an sech direkt, komplett a bedéngungslos aus dem Territoire vun der Ukrain, an hiren international unerkannte Grenzen, zeréckzezéien."

D'Regierung weess, datt an deene vun hir beschriwwene Grenze vun der Ukrain eng grouss Zuel vu Leit liewen, déi sech als Russen oder op d'mannst als ethnesch Russe consideréieren. Och gëtt et vill Leit an der Ukrain, déi sech als russophon Ukrainer verstinn. An deem Kontext stelle sech also Froen iwwer de Statutt vun deene Leit an hire Rechter, am Fall wou déi Regierung zu Kiew effektiv sollt d'Kontroll iwwer den Territoire zeréckgewannen, deen d'Regierung an hirer Äntwert vum Juli beschriwwen hat.

Bei hirem Besuch an der Chamber den 3. Juni 2022 hat déi ukrainesch Vizepremierministesch, d'Madamm Dzhaparova, z. B. eng Reconciliatioun explizitt ausgeschloss („No Reconciliation"). An engem Artikel am franséische „Figaro" vum 4. Januar 2023 (« Comment Kiev prépare d'ores et déjà la réintégration de la Crimée ») gëtt beschriwwen, wéi d'Krim soll progressiv „derussifizéiert" ginn an datt déi russesch Sprooch soll verschwannen (« après une période de transition où la langue russe continuera d'être utilisée »). Et stellt sech also d'Fro, wat mat deene russeschen oder russeschsproochege Populatiounen an der Ukrain an och op der Krim kéint oder sollt geschéien, am Fall wou d'Ukrain de Krich sollt gewannen an d'Kontroll iwwer den Territoire an de Grenze vun 1991 sollt zeréckkréien.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi russeschsproocheg Leit an der Ukrain – an deenen „international unerkannte Grenzen" (cf. Äntwert op déi uewen ernimmte parlamentaresch Fro) – e Recht op e Schutz als Minoritéit hunn, z. B. a Konformitéit oder an Analogie mat esou Reegelungen am Kontext vum Europarot, an datt och de Gebrauch vun der russescher Sprooch (z. B. als regional Sprooch) an d'Fleeg vun der russescher Kultur musse protegéiert ginn?

2. Wa jo, ass déi Lëtzebuerger Regierung bereet, géintiwwer den Autoritéite vun der Ukrain derfir anzetrieden, datt – am Fall wou d'Ukrain de Krich sollt gewannen – eng national Reconciliatioun néideg ass, an datt déi russeschsproocheg Leit an der Ukrain Rechter als national Minoritéit mussen hunn, déi och de Schutz vun der russescher Sprooch a Kultur musse matabezéien?

3. Ass déi Lëtzebuerger Regierung bereet, fir géintiwwer den Autoritéite vun der Ukrain ewéi och an europäeschen an internationale Gremien dofir anzetrieden, datt all Form vu Revanche géintiwwer russeschsproochege Leit oder esouguer enger ethnescher „Rengegung" an der Ukrain ausgeschloss ass?

Réponse (21/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. bis 3. Lëtzebuerg, wat selwer ee multikulturellt a villsproochegt Land ass, setzt sech prinzipiell fir de Respekt an de Schutz vu Minoritéiten, inklusiv sproochlech Minoritéiten, an. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Ukrain dobäi, all relevant Konventioune vum Europarot, inklusiv d'Europäesch Charta vun de regionalen oder Minoritéitesproochen ëmzesetzen an déi pertinent Avise vun der Venedeg-Kommissioun souwuel wéi d'Recommandatioune vum Comité vun de Ministere vum Europarot ze berécksiichtegen.

De Schutz vun nationale Minoritéite gehéiert och zu de Konditiounen, déi am Kader vum Unerkenne vum Status vum Kandidat fir den EU-Bäitrëtt, op Basis vun engem Avis vun der Europäescher Kommissioun, ervirgestrach goufen.

Programme démence prévention | Question **7492** (19/01/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

L'évolution démographique se traduit par un nombre croissant de personnes de plus en plus âgées. La fréquence des maladies chroniques et le risque de démence augmentent également. Afin de prévenir la démence, le Ministère de la Santé a lancé en 2015 le « programme démence prévention » (pdp).

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de personnes ont participé au « programme démence prévention » depuis 2015 ?

2) Quel était l'âge moyen des participants au « pdp » ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle que les personnes âgées de 30 à 40 ans devraient également être davantage sensibilisées à l'offre du « pdp » ?

4) Madame la Ministre que pense-t-elle de l'idée de créer un Centre mémoire (« Gedächtnisambulanz ») au Luxembourg ?

Réponse (20/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Depuis son lancement, 412 personnes ont participé au « programme démence prévention ».

ad 2) L'âge moyen des personnes ayant participé au « programme démence prévention » est de 69,6 ans.

ad 3) Pour pouvoir participer au programme, les patients doivent notamment présenter une déficience cognitive modérée ou un déficit cognitif subjectif. Par conséquent, les personnes âgées de 30 à 40 ans dont le médecin traitant constate ces critères peuvent également participer au programme.

Afin de sensibiliser et d'atteindre la population plus jeune à risque de démence, le programme « pdp » est en train de développer une application électronique ainsi que des fiches d'information, afin de communiquer également vers un public plus large public.

ad 4) Un concept de soins spécialisés avec la création d'un Centre mémoire au Luxembourg constitue effectivement une piste à suivre et permettrait de contribuer au développement de nouvelles thérapies (par exemple via des études cliniques). Notons toutefois que l'équipe du « pdp » travaille déjà en collaboration avec d'autres acteurs du domaine de la démence, à savoir : l'Association Luxembourg Alzheimer (ALA), Info-Zenter Demenz et ZithaAktiv. Une collaboration renforcée en vue de la création de centres de soins spécifiques constituerait un atout pour aligner les bonnes pratiques cliniques, la qualité de la prise en charge et la prévention.

Enregistrement de permis de conduire étrangers | Question **7494** (20/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir gouf ee Fall zougedroen, wou eng Persoun d'Transkriptioun vun engem auslännesche Führerschäin an e lëtzebuergesche Führerschäin ugefrot huet. An engem Bréif gouf déi betraffe Persoun opgefuerdert, fir innerhalb vu 4 Wochen ee rezente psychiatresche Rapport eranzeschécken, deen am Detail attestéiert, dass et bei der betraffener Persoun keng medezinnesch Konterindicatioune fir d'Fuere vun engem motoriséierte Gefier gëtt. Sollt déi betraffe Persoun där Opfuerderung net nokommen, géif hir Demande ofgeleent ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Virum Hannergrond vun engem grousse Mangel un Dokteren am Beräich vun der Psychiatrie, wéi kann e Ministère vun enger Persoun innerhalb vu 4 Wochen e rezente psychiatresche Rapport fuerderen, wëssend, dass et laang Waardezäite fir e Rendez-vous bei engem Psychiater gëtt?

2. Sollten dës kuerz Delaie gesetzlech virgeschriwwe sinn, firwat goufen dës Delaien nach net ëmgeännert, fir se un déi aktuell ganz problematesch Situatioun bei verschiddenen Dokteren unzepassen?

3. Sollten dës kuerz Delaie gesetzlech virgeschriwwe sinn, gedenkt de Minister, dës Delaien un déi aktuell ganz problematesch Situatioun bei verschiddenen Dokteren unzepassen?
Wa jo, wéini?
Wann nee, firwat net?

Réponse (10/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam Delai, deen d'Leit hunn, wann de Minister, op Ufro vun engem Dokter aus der Commission médicale, am Kader vun engem Führerschäinsdossier, e rezente psychiatresche Rapport freet, deen am Detail attestéiert, dass et bei der betraffener Persoun keng medezinnesch Konterindicatioune gëtt, fir mat engem motoriséierte Gefier op der Strooss kënnen ze fueren.

Dëse Standarddelai vu 4 Wochen, dee bei alle Courriere virgesinn ass, wann den Dokter vun der Commission médicale am Kader vun engem Führerschäinsdossier en Avis vun engem Spezialist freet, ass eng intern administrativ Richtlinn. D'Erfarungswäerter weisen, dass déi grouss Majoritéit vun de Leit kee Problem huet, fir de gefroten Avis an dëser Zäit eranzereechen. Well et awer ëmmer emol virkomme kann, datt een an dësem Delai kee Rendez-vous bei engem Spezialist konnt kréien, gëtt et an dësem Zesummenhang dofir eng gewëssen administrativ Kulanz. Op all Courrier steet ëmmer eng Kontaktpersoun, bei där een sech melle kann, wann ee Problemer huet, e Rendez-vous ze kréien. Den Datum vum Rendez-vous, deen d'Leit eis da matdeelen, gëtt dann am Dossier notéiert an den Dossier gëtt soulaang en suspens gehal, bis d'Leit de gefrote Certificat brénge kënnen.

Wann d'Leit sech net sollte mellen, gëtt no ongeféier 6 Wochen automatesch e Rappell geschéckt. Spéitstens bei dësem Rappell reagéieren dann déi meescht Leit, andeem si e Feedback zu hirem Rendez-vous ginn. Well den Delai vu 4 Wochen net konnt gehale ginn, ass deemno nach ni enger Persoun de Führerschäin net ëmgeschriwwe respektiv ofgeholl ginn.

Évolution des différentes formes de travail | Question **7500** (23/01/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les conséquences de l'inflation se font sentir dans beaucoup de domaines. L'économie, le monde du travail et les ménages sont notamment impactés. Par conséquent, les personnes qui vivent dans des conditions de travail précaires sont particulièrement touchées. Il est par ailleurs un fait que des salariés sous contrat de travail à durée déterminée se voient souvent refuser un prêt immobilier.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Comment ont évolué les contrats de travail à durée déterminée (CDD) et les contrats de travail à durée indéterminée (CDI) au cours des douze derniers mois ? Y a-t-il une tendance ? Quelle est la part des CDD parmi les nouveaux contrats de travail ? Quel pourcentage représentent les CDI ?

Le secteur du travail intérimaire est très sensible à la conjoncture économique et sert de bon indicateur des tendances du marché du travail.

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'évolution du secteur du travail intérimaire ? Le nombre de salariés engagés auprès d'entreprises de travail intérimaire a-t-il fortement évolué au cours des six derniers mois ?

3) En saluant l'apparition récente d'une étude intitulée « Le chômage de longue durée au Luxembourg : Mesure, contours et déterminants du phénomène », Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les secteurs les plus touchés par le chômage de longue durée ?

Réponse (22/02/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Entre septembre 2021 et septembre 2022 (dernières données disponibles au moment de la rédaction de cette réponse), la part des CDD dans la population salariée du secteur privé a stagné à 5,9 %. Les variations entre ces deux dates reflètent des effets saisonniers.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La part des CDI est également stable sur la même période. Entre septembre 2021 et septembre 2022, elle est passée de 92,2 % à 91,9 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Au sein des recrutements, la part des CDD n'évolue que très peu entre septembre 2021 et septembre 2022. Elle s'établit à 26,6 % pour les recrutements effectués en septembre 2021, contre 27,7 % pour ceux effectués en septembre 2022. Entre ces deux dates, cette part oscille entre 25,6 % et 28,9 %.

La même stabilité est observée pour les recrutements en CDI. En septembre 2021, la part des CDI dans les recrutements s'établit à 73,4 %, contre 72,3 % en septembre 2022. Entre ces deux dates, la part de recrutements en CDI varie entre 71,9 % et 74,4 %.

ad 2) Le nombre de personnes ayant eu au moins un contrat intérimaire au cours du mois de septembre 2021 est très proche de celui observé en septembre 2022 (environ 12.000 personnes).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Un secteur d'activité en tant que tel n'est pas touché par le chômage de longue durée, étant donné que les chômeurs sont sans emploi et donc pas rattachés à un secteur d'activité. Nous pouvons par contre fournir des données sur les métiers liés aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM. Un demandeur d'emploi est inscrit à l'ADEM sous (au moins) un métier, selon le Répertoire opérationnel des métiers et des emplois (ROME). Le tableau ci-dessous reprend les 10 catégories de métiers (niveau 2 de la classification ROME) les plus fréquentes des chômeurs de longue durée (durée d'inscription de 12 mois ou plus), comparées à tous les demandeurs d'emploi résidents disponibles.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Jeux de hasard | Question **7501** (24/01/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Notre groupe politique a soulevé à plusieurs reprises le fait que les jeux de hasard dans les cafés, bars et restaurants sont contraires à la législation luxembourgeoise en vigueur. En vertu de la loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris en matière de manifestations sportives, les jeux de hasard ne peuvent être exploités que dans les casinos. D'autant plus, seuls les appareils automatiques n'offrant pas de gain en argent sont autorisés dans les cafés, les bars et les restaurants. Dans la pratique, il n'y a aucun contrôle, bien que le sujet soit critiqué de toutes parts et provoque les risques de dépendance, de fraude et de blanchiment d'argent qui y sont liés.

Au vu de ce phénomène, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Dans combien d'établissements trouve-t-on des stations de jeux de hasard au Luxembourg ?

2) Combien de condamnations ont été prononcées ces dernières années au Luxembourg en rapport avec les jeux de hasard illégaux ?

3) Quand le Gouvernement compte-t-il adapter le cadre légal afin de lutter contre les jeux de hasard illégaux en général et contre la dépendance, la fraude et le blanchiment d'argent dans ce contexte ?

Réponse (23/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Le Ministère de la Justice ne dispose pas de ces chiffres.

ad 2) D'après les informations fournies par le Parquet général, 9 condamnations ont été prononcées pour des infractions à la législation sur les jeux de hasard entre 2009 et 2018.

ad 3) Les travaux préparatoires en vue d'une adaptation de la loi précitée du 20 avril 1977 sont actuellement en cours.

Remboursement des prises en charge en orthophonie | Question **7505** (25/01/2023) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Dans la nomenclature actuelle, le remboursement des traitements orthophoniques en cas de bégaiement chez l'enfant est soumis à la condition de présenter une ordonnance établie par un psychiatre.

Cependant, la théorie que le bégaiement aurait des origines purement psychologiques est largement remise en cause par les connaissances résultant du progrès scientifique. Actuellement, on estime que le bégaiement est dû principalement à des altérations fonctionnelles du cerveau, les facteurs génétiques et environnementaux entrant en ligne de compte à 70 % et à 30 % respectivement.

Forcer les parents concernés à se présenter auprès d'un psychiatre génère en conséquent une image incorrecte des origines du trouble de la parole de leur enfant, ce qui risque d'influer le traitement de façon négative. Il s'ensuit la question si l'ordonnance ne pourra tout simplement pas être établie par un pédiatre ou un généraliste.

De plus, le temps d'attente pour un traitement thérapeutique en orthophonie est généralement assez long alors que la validité de l'ordonnance médicale n'est que de trente jours. Cette situation force les familles à prendre rendez-vous chez le psychiatre seulement après avoir reçu la confirmation de leur place de traitement orthophonique. Étant donné que les délais d'attente chez les psychiatres sont également très longs, les frais pour le traitement sont actuellement pris en charge par l'ONE en attendant que l'ordonnance médicale du psychiatre soit disponible.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis que l'ordonnance médicale établie par un psychiatre n'est plus indiquée en matière de bégaiement ?

2) Dans l'affirmative, endéans quel délai les changements nécessaires pourront-ils être inclus dans la nomenclature ?

3) De manière générale, est-ce que d'autres dispositions de la nomenclature relative aux actes en orthophonie nécessitent d'être mises à jour ? Dans l'affirmative, de quelles dispositions s'agit-il ?

Réponse (02/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Grâce aux nombreuses recherches dans le domaine, nous savons aujourd'hui que le bégaiement est un trouble du débit de la parole aux origines neurologiques et génétiques. Le bégaiement est à considérer comme un trouble de la parole qui a certes une forte incidence sur la vie sociale et l'équilibre psychologique des personnes qui en souffrent, mais cette incidence est à considérer comme une conséquence, voire un amplificateur du trouble, non pas comme son origine.

L'orthophoniste est à considérer comme le professionnel de santé responsable de la prise en charge des personnes souffrant de bégaiement. Le cas échéant, l'orthophoniste a l'obligation déontologique d'orienter son patient vers un psychologue, un psychothérapeute ou un psychiatre, voire vers d'autres professionnels de la santé, afin que la prise en charge soit la plus holistique possible.

Par contre, au vu des connaissances étiologiques actuelles en matière de bégaiement, il s'avère que l'investigation psychologique est certes utile, mais pas nécessaire pour le diagnostic du trouble et l'établissement du plan thérapeutique. L'orthophoniste doit pouvoir déterminer ces éléments en pleine indépendance, tel que le prévoit d'ailleurs le règlement grand-ducal du 19 janvier 2018 réglementant l'exercice et les attributions de la profession d'orthophoniste dans son 4e article.

ad 2) Un changement au niveau des actes d'une nomenclature est soumis aux procédures prévues au Livre 1er du Code de la sécurité sociale et requiert aussi une modification règlementaire.

Différentes instances sont tenues de donner leur avis avant la publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Ainsi, la mise en application d'un changement dans une nomenclature est dépendante entre autres de la complexité et de l'envergure de la modification et du délai endéans lequel le Conseil d'État et, le cas échéant, la Cellule d'expertise médicale rendent leur avis.

Il n'est donc pas possible d'avancer un délai.

ad 3) La Caisse nationale de santé a convenu avec l'Association luxembourgeoise des orthophonistes d'étudier leurs propositions de modification de la nomenclature des actes et services des orthophonistes au cours du deuxième semestre 2023 afin de démarrer un projet commun pour la refonte de la nomenclature.

Fiabilité des contrôles de la centrale nucléaire de Cattenom | Question **7510** (26/01/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

L'année passée, des phénomènes de corrosion avaient été constatés dans les tuyaux du système de refroidissement d'urgence dans plusieurs unités de la centrale nucléaire de Cattenom. Pour remédier à la situation, l'exploitant de la centrale nucléaire de Cattenom EDF avait commandé des pièces de remplacement auprès d'une entreprise italienne.

Or, selon un article de presse récent, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) française aurait constaté lors d'un contrôle récent que les pièces de remplacement commandées n'auraient pas été contrôlées correctement par EDF, que les protocoles pertinents n'auraient pas été respectés et que certaines évaluations des contrôleurs d'EDF ne seraient pas compréhensibles.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

– Est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès de l'ASN afin qu'il soit garanti que les pièces de remplacement en question soient contrôlées selon les règles de l'art et répondent aux critères les plus stricts en matière de sécurité avant que les réacteurs de Cattenom actuellement à l'arrêt ne soient réactivés ?

– Compte tenu de la rigueur manifestement insuffisante des contrôles effectués par EDF, le Gouvernement est-il d'avis que les résultats de contrôles antérieurs devraient être remis en question ?

– Le Gouvernement envisage-t-il d'exiger que les contrôles récents dans le cadre de la troisième visite décennale soient répétés ?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

La question du phénomène de corrosion sous contrainte au niveau des tuyauteries de la centrale de Cattenom a été abordée en détail avec l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) lors de la réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire qui s'est tenue le 13 juin 2022 à Luxembourg. La délégation luxembourgeoise y a exprimé ses inquiétudes par rapport à ce phénomène et il a été convenu que le Luxembourg sera tenu informé des résultats des contrôles des réacteurs de la centrale de Cattenom effectués dans ce contexte.

Par la suite, EDF a sous-traité la fabrication de pièces de remplacement pour les circuits concernés par la problématique de corrosion sous contrainte auprès d'une entreprise italienne. Selon les informations dont disposent les autorités luxembourgeoises, une inspection de l'ASN dans l'usine italienne a eu lieu afin d'évaluer comment EDF assure son rôle de fabricant réglementaire pour les circuits concernés.

Selon l'ASN, l'inspection aurait mis en évidence des points nécessaires d'amélioration de la surveillance d'EDF sur le fournisseur italien, sans toutefois remettre en cause la conformité des équipements fabriqués aux référentiels réglementaire et technique.

Le Ministre de l'Énergie, Claude Turmes, et la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Joëlle Welfring, ont adressé une lettre à l'ASN en date du 25 janvier 2023 au sujet des pièces de remplacement et des constats faits par l'Autorité. Ils ont signalé que le Gouvernement luxembourgeois suit avec beaucoup d'attention et de préoccupation les développements en la matière et ont demandé des précisions à l'ASN.

L'ASN a informé les autorités luxembourgeoises qu'elle réalisera cette année une nouvelle inspection afin de s'assurer que les observations et demandes faites à EDF ont bien été prises en compte.

L'ASN réalise typiquement un peu plus de 20 inspections par année sur la centrale de Cattenom qui portent sur différents aspects de la sûreté de la centrale.

À ces inspections, qui sont ciblées sur une thématique précise, s'ajoutent les visites décennales qui servent à évaluer la sûreté nucléaire des installations nucléaires d'une manière systématique et vérifiable.

Les deux types de contrôle, inspections et visites décennales, sont complémentaires et ont pour objectif d'assurer la sûreté de la centrale, mais la finalité et les suites à y donner sont différentes. De ce fait, une répétition de contrôles effectués dans le cadre d'une visite décennale n'est pas l'outil approprié pour donner suite aux constats faits lors d'une inspection.

Cela étant dit, les autorités luxembourgeoises aborderont de nouveau le bilan des inspections lors de la prochaine réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise.

Force est de constater qu'après toutes les analyses effectuées, l'origine du phénomène des fissures n'a toujours pas été déterminée avec certitude et qu'il y a de fortes probabilités que le design des réacteurs joue un rôle. Ainsi, le Gouvernement reste concerné et s'engagera en faveur d'un monitoring régulier de tous les réacteurs de la centrale de Cattenom pour assurer la détection précoce de nouvelles fissures.

Déclaration de la Ministre des Affaires étrangères allemande à propos de la Russsie et de la guerre en Ukraine | Question **7513** (26/01/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An enger Reunioun vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot sot de 24. Januar 2023 déi däitsch Bausseministesch Annalena Baerbock: „We are waging a war against Russia." Esou eng Ausso ass natierlech eng extreem wichteg a gravéierend Ausso, well si, aus dem Mond vun engem Bausseminister, eng ganz Rei vu geféierlechen Implikatiounen am internationalen, ëffentleche Recht ka mat sech brëngen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës drëngend Froe stellen:

1. Wéi beurteelt déi Lëtzebuerger Regierung dës Ausso vun der Madamm Baerbock? Ass si der Meenung, datt och Lëtzebuerg „e Krich géint Russland féiert"?

2. Gesäit d'Regierung an der Erklärung vun der Madamm Baerbock e weidere Schrëtt a Richtung Eskalatioun vum Konflikt, dee vill westlech Staaten am Abléck mat Russland hunn?

3. Ass déi Lëtzebuerger Regierung der Meenung, datt et elo méi ewéi jee néideg wär diplomatesch Initiativen ze huelen, fir de Krich an der Ukrain ze stoppen? Wéi eng konkreet Initiativen hëlt déi Lëtzebuerger Regierung fir eng weider Eskalatioun vum Konflikt ze verhënneren?

4. Wëll déi Lëtzebuerger Regierung bei der däitscher Regierung intervenéieren, fir virun enger weiderer Eskalatioun vum Konflikt ze warnen a fir si ze bieden, déi Ausso vun der Madamm Baerbock zeréckzezéien?

Réponse (03/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Regierung ass der Meenung, datt Russland een illegale Krich géint d'Ukrain féiert. D'Ukrain huet laut der UN-Charta d'Recht zu Selbstverdeedegung. Lëtzebuerg, wéi och de Rescht vun den EU-Memberstaaten, hëllefen der Ukrain sech géint ee brutalen Aggressor ze wieren. Dës Ausso vun der Ausseministesch Baerbock gouf kuerz duerno vum Auswäertegen Amt kloergestallt.

ad 2. Nee.

ad 3. De Krich stoppe kann nëmmen dee Mann, deen en ugefaangen huet. Dat ass de President Putin. Der Lëtzebuerger Regierung leien am Moment keng Informatioune vir, déi géifen drop schléisse loossen, datt de President Putin gewëllt wier, der Diplomatie eng Chance ze ginn.

ad 4. Mir verweisen heifir den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert vun der éischter Fro.

Statut de repenti | Question **7518** (27/01/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En Belgique, suite à l'affaire du Qatargate, l'ancien eurodéputé italien Pier Antonio Panzeri s'est vu octroyer le statut de repenti. Il est le deuxième bénéficiaire de cet outil juridique qui permet au parquet de négocier en avance avec une personne suspectée un allègement de la peine qui, en échange, collabore avec les autorités judiciaires et policières et fournit toutes les informations nécessaires sur les activités criminelles auxquelles elle a participé.

Au Luxembourg, cet outil n'existe pas. Par contre, notre législation offre, depuis 2015, le mécanisme du jugement sur accord qui permet une résolution alternative de litiges. Bien que les deux outils soient de nature bien différente, ils offrent des alternatives à la justice en vue d'un dégorgement des instances juridiques nationales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

– Est-ce que l'octroi du statut de repenti représente un outil législatif susceptible d'être introduit dans notre législation en complément au jugement sur accord ? Dans l'affirmative, sous quelles conditions et pour quelle catégorie d'infractions ? Si non, quelles en sont les raisons ?

Réponse (23/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Le dispositif pénal luxembourgeois connait déjà, en certaines matières, des exemptions et allègements de peine pour les personnes qui coopèrent avec les autorités judiciaires.

Ainsi, les articles 135-7 et 135-8, en matière de lutte contre le terrorisme, précisent :

« Art. 135-7.

Est exempté de peines celui qui, avant toute tentative d'infractions aux articles 112-1, 135-1, 135-2, 135-5, 135-6, 135-9 et 135-11 à 135-16 et avant toutes poursuites commencées, aura révélé à l'autorité l'existence d'actes destinés à préparer la commission d'infractions aux mêmes articles ou l'identité des personnes ayant posé ces actes.

Dans les mêmes cas, les peines de réclusion criminelle sont réduites dans la mesure déterminée par l'article 52 et d'après la graduation y prévue à l'égard de celui qui, après le commencement des poursuites, aura révélé à l'autorité l'identité des auteurs restés inconnus.

Art. 135-8.

Est exempté de peines le coupable de participation à un groupe terroriste qui, avant toute tentative d'actes de terrorisme faisant l'objet du groupe et avant toutes poursuites commencées, aura révélé à l'autorité l'existence de ce groupe et les noms de ses commandants en chef ou en sous-ordre. »

Il est également renvoyé aux articles 136 (violations graves du droit international humanitaire), 177 (en matière de confiscation et falsification), 326 (en matière d'association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés et de l'organisation criminelle) et 382-8 (prostitution) du Code pénal et aux articles 23 et 31 de la loi modifiée du 19 février 1973 sur la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie qui prévoient des exemptions similaires.

Je tiens à souligner que la finalité de ces dispositions est de prévenir et lutter efficacement contre les infractions les plus graves, même si l'application desdites dispositions peut accessoirement conduire à désengorger les tribunaux.

Compte bancaire des sociétés | Question **7519** (27/01/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'après mes informations, de plus en plus de sociétés en voie de constitution, notamment dans le domaine des start-ups, se trouvent en difficulté lorsqu'il s'agit d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

– Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer ces pratiques ? Quelles pourraient en être les raisons ?

– Dans l'affirmative, qu'est-ce que Madame la Ministre entend entreprendre pour y remédier ?

Par ailleurs, lorsqu'un futur entrepreneur souhaite constituer une société luxembourgeoise devant le notaire, il se doit de rassembler un certain nombre de pièces justificatives pour la constitution de l'acte notarié. D'après mes informations, il est notamment nécessaire de produire un identifiant d'un compte bancaire (IBAN) d'une banque luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Justice :

– Est-ce que le Gouvernement peut confirmer qu'il est bien nécessaire de produire un identifiant d'un compte bancaire (IBAN) d'une banque luxembourgeoise lors de la constitution d'une société devant un notaire ?

– Dans l'affirmative, quelle est la base légale justifiant l'obligation de détenir un compte bancaire auprès d'une banque luxembourgeoise ?

– Dans l'affirmative et dans le cas où aucune base légale ne justifie cette pratique, est-ce que cette pratique ne porte pas atteinte au droit communautaire, notamment sur la protection de la libre concurrence ?

– Dans le cas où aucune base légale ne justifie cette pratique, est-ce que Madame la Ministre entend informer et rappeler aux notaires qu'il n'est pas nécessaire de produire un identifiant d'un compte bancaire (IBAN) d'une banque luxembourgeoise ?

– Est-ce qu'il ne faudrait pas légiférer de manière à assurer la protection du droit communautaire ?

Réponse (02/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

En plus de leur assujettissement aux réglementations bancaires (en ce compris aux prescrits communautaires en matière de lutte contre le blanchiment d'argent), les modalités d'ouverture de comptes bancaires sont guidées par les politiques commerciales des établissements financiers et par leurs politiques internes de gestion des risques. Dans ce contexte, l'État ne peut ni restreindre la liberté contractuelle des institutions bancaires, ni leur dicter quelle devrait être leur tolérance au risque (c'est-à-dire le niveau et le type de risque qu'un établissement devrait assumer dans sa relation avec ses clients).

Il convient de rappeler que la localisation d'un compte en banque d'une société n'est pas régie par la loi, ni en ce qui concerne le droit des sociétés, ni en ce qui concerne les règlementations en matière LBC/FT. Il n'existe par ailleurs pas de base légale pour exiger un IBAN luxembourgeois uniquement.

Selon les informations reçues de la Chambre des Notaires, les notaires acceptent des certificats de blocage émis tant par des banques luxembourgeoises que par des banques étrangères.

Toutefois, il a été rapporté que des difficultés peuvent surgir lorsque le notaire est amené à contrôler les pouvoirs de signature des signataires des certificats de blocage des banques étrangères, celles-ci pouvant se montrer réticentes à fournir leur liste de signatures ou à fournir un certificat de blocage conforme aux lois luxembourgeoises.

Sécurité des enfants autour des écoles | Question urgente **8091** (16/06/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

D'Police huet bestätegt, datt Kanner an deene leschten Deeg am Süde vum Land vu frieme Männer, déi mat enger Camionnette ënnerwee waren, ugeschwat a souguer ugepaakt ginn sinn. De Parquet wier a Kenntnis gesat ginn an hätt de Service vun der Police judiciaire mat enger Enquête chargéiert.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob ee virgesäit, deemnächst verstäerkt bei de Schoulen ze kontrolléieren, fir d'Sécherheet vun de Kanner ze garantéieren an se ze schützen?

2. Goufen et esou Fäll och an anere Géigende vun eisem Land?

3. Konnt ee feststellen, datt d'Täter probéiert hate Kanner matzehuelen?

4. Kann d'Regierung matdeelen, ob schonn éischt Resultater vun der Enquête virleien?

Réponse (22/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Policepatrouillë si sensibiliséiert ginn, verstäerkt Presenz ze weisen op Spillplazen, bei Schoulen an am Allgemengen op Plazen, wou d'Kanner enger schoulescher oder enger Fräizäitaktivitéit noginn.

ad 2. Bis ewell goufen der Police keng Fäll an anere Géigende vun eisem Land gemellt.

ad 3. a 4. Et handelt sech hei ëm eng lafend Ermëttlung, wou keng Detailer vun der Police kënne kommunizéiert ginn.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 35 et 36	Questions au Gouvernement
p. 03-05	p. 06	p. 07-82	p. 82-99

2022-2023

N°12

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06

Séances ..... p. 07-82

35e séance du mardi 7 mars 2023 p. 07-60

36e séance du mercredi 8 mars 2023 p. 60-82

Questions au Gouvernement ..... p. 82-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
17/07/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Akraafttriede vun der reviséierter Verfassung

„Den 1. Juli 2023 geet an d'Geschicht an“

De Grand-Duc huet eng Gedenktafel devoiléiert, déi am Sëtzungsgebai hir definitiv Plaz fanne wäert.

„Lëtzebuerg huet elo eng vun de modernste Verfassungen an Europa a mir kënnen houfereg dorop sinn“, huet de Chamberpresident beim Akraafttriede vum neien Text gesot. Den 1. Juli 2023 hu sech d'Haaptacteure vum Staat an déi, déi derzou bäigedroen hunn, den neien Text vum Grondgesetz zum Ofschloss ze bréngen, fir e feierlechen Akt um Parvis vun der Chamber zesummefonnt, dorënner de Grand-Duc, de Chamberpresident, déi véier Corapporteuren an eng Rei Bierger.

„Haut ass en historeschen Dag. Den 1. Juli 2023 geet an d'Geschicht an, well haut dat wichtegst Gesetz, wat eist Land huet [...], a senger ëmgeännerter Form a Kraaft trëtt“, huet de Fernand Etgen direkt am Ufank gesot. „Mir kënnen houfereg dorop sinn“, sot de Chamberpresident weider als Eréffnung fir d'Zeremonie um Krautmaart virun der Chamber a Presenz vum Grand-Duc a vu ronn 130 Éieregäscht. Dorënner ware Vertrieder vu verschiddenen Institutioune vum Staat, vun der Regierung a vun der Justice, Deputéierter, Ambassadeuren a Bierger, déi duerch Textvirschléi un der Ausschaffung vum neien Text bedeelegt waren.

Fir symbolesch d'Akraafttriede vun dëser Verfassungsrevisioun ze markéieren, där déifgräifendster säit 175 Joer, huet de Grand-Duc eng Gedenktafel devoiléiert, déi am Sëtzungsgebai hir definitiv Plaz fanne wäert. „Si soll eis [...] an den nächste Méint a Joren un eis Verantwortung erënneren, eis Constitutioun ëmzesetzen, ze respektéieren an héichzehalen“, huet den Här Fernand Etgen ënnerstrach.

D'Plaz vum feierlechen Akt wier genee esou symbolesch, huet de President vun der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, den Här Mars Di Bartolomeo, ënnerstrach: „Mir feieren [...] ënner fräiem Himmel. Dës Plaz, de Krautmaart, verbënnt eis wichteg Institutiounen [...] mateneen.“ A senger Ried huet de Mars Di Bartolomeo allen Acteure Merci gesot, déi an de leschten 20 Joer um Ausschaffe vum neien Text bedeelegt waren, dorënner seng Virgänger un der Spëtzt vun der parlamentarescher Kommissioun, déi mat der Verfassungsrevisioun betraut war, déi zwee eeëmoleg Deputéiert Paul-Henri Meyers an Alex Bodry, a seng Corapporteure Simone Beissel, Léon Gloden a Charles Margue.

Den Här Di Bartolomeo huet un d'Zil vun der Revisioun erënnert, d'Grondgesetz un de Fonctionnement vun enger moderner Demokratie unzepassen. „Deen neien Text ass keng Revolutioun, kee Broch mam bisheeregen Text, mee eng ganz staark Evolutioun am Respekt vun deem, wat sech bewäert huet“, huet hien ugemierkt. Bal d'Hallschent vum neien Text iwwerhëlt d'Verfassung, wéi se bis elo a Kraaft war. Den neien Text bereet, laut dem Mars Di Bartolomeo, d'Zukunft vir.

De President vun der Commission parlementaire des Institutions et de la Révision constitutionnelle huet och op gewësse Kriticke geäntwert, déi mam Revisiounsprozess komm sinn: „Mir kruten och virgeworf, datt bei eiser iwwerschaffter Verfassung d'Biergerbedeelegung net wäit genuch gaange wier. Wuel ass et net zum ugekënnegte Referendum komm, mee iwwer Foren, iwwer d'Initiativ ‚Är Virschléi' an Auditioune gouf den Text, deen haut a Kraaft trëtt, weesentlech beaflosst.“

Wat d'Biergerbedeelegung ugeet, esou gesäit den Text vun der iwwerschaffter Verfassung en neit Instrument vir, mat deem 125 Wieler eng Gesetzesinitiativ bei der Chamber deposéiere kënnen. Dës „propositions motivées aux fins de légiférer“ kënnen um Site www.propositions.lu deposéiert ginn, deen och den 1. Juli lancéiert gouf.

Vu lénks no riets: den Här Léon Gloden, den Här Paul-Henri Meyers, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fernand Etgen, den Här Alex Bodry, d'Madamm Simone Beissel an den Här Charles Margue

De Grand-Duc op Visitt an der Chamber

Am Kader vun de Festivitéite fir déi reviséiert Verfassung gouf de Grand-Duc offiziell am Parlament empfaangen. Als symboleschen Akt huet de Staatschef sech an d'Gëllent Buch vun der Chamber agedroen.

Et ass éischter exzeptionell, dass Seng Exzellenz an d'Chamber kënnt. Dem Grand-Duc seng Visitte beschränke sech am Allgemengen op grouss symbolesch Momenter.

Session plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux

Renforcement du devoir de diligence des entreprises

De gauche à droite : M. Gusty Graas, Vice-Président du Parlement Benelux, Mme Lydia Mutsch, membre de la délégation, Mme Cécile Hemmen, Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Josée Lorsché, Mme Diane Adehm et M. Jeff Engelen, membres de la délégation

Les membres du Parlement Benelux se sont réunis les 16 et 17 juin 2023 en session plénière à Maastricht. Les débats ont notamment porté sur la responsabilité sociale des entreprises et la criminalité transfrontalière liée à la drogue.

Le thème de la responsabilité sociale des entreprises a été introduit par des messages vidéo du Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, et de la Ministre néerlandaise du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, Mme Liesje Schreinemacher.

Le devoir de vigilance des entreprises est actuellement régi par les principes directeurs de l'OSCE que les États membres se sont engagés à promouvoir. Pour combler un vide juridique, l'Union européenne a pris l'initiative, l'année dernière, de définir dans une directive le devoir de vigilance des États membres.

Ce nouvel instrument vise à obliger les entreprises à respecter les droits de l'homme et l'environnement dans le cadre de leurs activités commerciales et tout au long de leur chaîne de création de valeur. Cette obligation, qui incitera les entreprises non seulement à identifier les impacts négatifs, mais « à prendre des mesures appropriées pour prévenir et atténuer ces impacts négatifs », représente un véritable changement de paradigme, comme l'a souligné Mme Lara Wolters, rapportrice de la directive au Parlement européen.

Les présentations des experts, dont celle de Dr Başak Bağlayan, Secrétaire générale du point de contact national de l'OCDE auprès du Ministère de l'Économie luxembourgeois, ont montré que la réglementation de l'UE était très attendue et que le maintien d'un « level playing field » pour les entreprises était une préoccupation majeure.

Dans une recommandation qui a été adoptée en séance plénière, les trois pays membres du Parlement Benelux demandent à ce que les principes directeurs de l'OCDE servent de base à un système harmonisé au sein de l'UE « afin d'atteindre un impact significatif pour l'homme et l'environnement dans les pays producteurs ». En outre, les trois pays plaident en faveur de la mise en place d'un système de sanctions pour les entreprises qui ne respecteraient pas les engagements pris.

Un deuxième débat thématique était consacré à la criminalité transfrontalière liée à la drogue. Mme Dilan Yeşilgöz-Zegerius, Ministre de la Justice et de la Sécurité (Pays-Bas), et M. Vincent Van Quickenborne, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice (Belgique), ont fait état des problèmes rencontrés à cet égard au sein du Benelux. Les discussions ont montré que le problème de la drogue est toujours d'actualité.

Les experts se sont accordés à dire que, malgré quelques progrès, la coopération transfrontalière peut encore être améliorée. Sur le terrain, les gens attendent la mise en œuvre du traité de police Benelux. L'amélioration de la coopération judiciaire a également été évoquée par les participants. Les députés du Parlement Benelux formuleront une recommandation sur la criminalité transfrontalière liée à la drogue dans les mois à venir.

Assermentation de Mme Barbara Agostino

Mme Barbara Agostino a été assermentée lors de la séance publique du 27 juin 2023. La députée du groupe politique DP remplace M. Max Hahn, qui a renoncé à son mandat de député pour remplacer Mme Corinne Cahen en tant que Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région à partir du 15 juin 2023.

L'entrepreneure était arrivée 7e dans la circonscription Sud lors des élections législatives de 2018. Elle est par ailleurs membre du Conseil communal de Pétange depuis les élections communales du 11 juin 2023.

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

« Engagés pour un Bélarus libre »

© Council of Europe

M. Paul Galles lors de la présentation de son rapport en séance plénière

La délégation parlementaire luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est rendue du 19 au 23 juin 2023 à Strasbourg dans le cadre de la session d'été de l'Assemblée.

Un débat conjoint d'urgence sur les conséquences politiques de l'agression de la Russie contre l'Ukraine et sur la participation des athlètes russes et bélarussiens aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, ainsi qu'un débat d'urgence sur l'accès libre et sûr du Haut-Karabakh par le corridor de Latchine, ont figuré à l'ordre du jour.

Par ailleurs, les priorités budgétaires du Conseil de l'Europe pour la période pluriannuelle 2024-2027 ainsi que les dépenses pour le prochain exercice biennal ont été discutées par les membres de l'Assemblée.

Le sort des Bélarussiens contraints à l'exil

Le Volny Chor, un ensemble de musiciens du Bélarus manifestant de manière artistique contre le régime en place à Minsk, a ouvert la deuxième journée de séance plénière. M. Paul Galles a pu par la suite présenter son rapport intitulé « Relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les Bélarussiens en exil ». Les initiatives reprises dans ce document seront accueillies par le peuple bélarussien en exil et la résolution en découlant a été jugée de « visionnaire » par Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, cheffe de l'opposition démocratique bélarussienne, qui était également présente.

Saluant le travail remarquable effectué par la Lituanie et la Pologne en matière d'accueil de réfugiés en provenance du Bélarus, le député luxembourgeois a mis l'accent sur les pratiques destinées à faciliter l'obtention de visas de manière à régulariser le séjour des Bélarussiens en exil. La reconnaissance par la Commission européenne et les États membres de l'UE de passeports émis par une autorité exilée enverrait un message fort de désapprobation du régime d'Alexandre Loukachenko. « La renaissance de la culture et de la langue bélarussiennes sont des éléments vitaux de la souveraineté du pays et la société civile est un acteur clé pour y parvenir », a souligné M. Galles lors de la présentation de son rapport. Pour ce faire, l'utilisation d'une translittération correcte de la terminologie touchant à l'identité nationale est primordiale. Trop souvent assimilés au régime en place, il est décisif d'établir le distinguo le plus clair possible entre les Bélarussiens et les autorités de Minsk, a-t-il ajouté.

La commission des questions politiques et de la démocratie prépare déjà un prochain rapport consacré au Bélarus, plus précisément dédié au « processus national de réforme politique ». Mme Svetlana Tsikhanovskaïa s'est réjouie de la solidification des relations entre l'APCE et les forces démocratiques du Bélarus. Elle a cependant déploré l'ingérence publique des autorités russes dans les affaires intérieures de son pays et les emprisonnements arbitraires pour des raisons politiques qui se chiffrent à une dizaine par jour.

Pour concrétiser davantage la coopération entre son mouvement et l'Assemblée, la cheffe de l'opposition démocratique bélarussienne a proposé d'attribuer le statut d'observateur aux partis politiques bélarussiens non reconnus dans leur pays d'origine. D'autres pistes consisteraient à responsabiliser les politiciens pour leurs actes « criminels », selon Mme Tsikhanovskaïa, ou encore à revendiquer un accès aux centres pénitentiaires pour les organisations non gouvernementales telles que le CICR.

Soutien de la Chambre des Députés pour un Bélarus démocratique et indépendant

En marge de la session, la délégation luxembourgeoise a pu s'échanger avec la cheffe de l'opposition démocratique bélarussienne. L'occasion a été saisie pour lui remettre en mains propres le texte de la résolution qui a été adoptée par la Chambre des Députés en séance publique le 13 juin 2023 sur le soutien aux volontaires et partisans bélarussiens qui luttent pour un Bélarus démocratique et indépendant.

Le Parlement luxembourgeois s'est par ailleurs engagé à parrainer des prisonniers politiques du régime de Minsk. Une enveloppe budgétaire volontaire a également été octroyée par la Chambre au projet « Renforcement du dialogue politique avec les forces démocratiques du Bélarus ».

La Chambre des Députés était représentée par M. Max Hengel et Mme Josée Lorsché, membres de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, Président de la délégation, ainsi que Mme Octavie Modert et M. Paul Galles, membres de la délégation (de gauche à droite).

L'Administration parlementaire recrute :

un administrateur de commissions parlementaires (m/f/d) pour les besoins du service des commissions, titulaire d'un master en droit et du certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois (CCDL), sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi

Mesures d'éloignement

7954 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

L'objectif principal du projet de loi consiste à structurer de manière claire et cohérente les différentes catégories de mesures d'éloignement en vue d'une meilleure gestion du phénomène du séjour irrégulier des ressortissants de pays tiers sur le territoire luxembourgeois. Le projet de loi crée encore une définition générique du terme « éloignement ». En outre, il est proposé d'introduire les notions de décision de départ et de décision de renvoi dans la loi, tout en recadrant la décision de retour notamment dans le but de tenir compte du principe de non-refoulement à l'égard des ressortissants de pays tiers bénéficiant d'une protection internationale dans un autre État membre. Finalement, le projet de loi vise encore à modifier le régime de rétention afin, d'une part, de tenir compte des changements opérés au niveau des prédites catégories de mesures d'éloignement, et d'autre part, de prévoir le placement en rétention des citoyens de l'Union ainsi que des membres de leurs familles frappés d'une décision d'éloignement du territoire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 19/01/2022
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

24/10/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/01/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/03/2023
Loi du 21 avril 2023
Mémorial A : 2023, n° 228, page 1

Introduction d'une circonstance aggravante au Code pénal

8032 – Projet de loi complétant le Code pénal par l'introduction d'une circonstance aggravante générale pour les crimes, délits et contraventions commis en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal

Le présent projet de loi a pour objet d'introduire dans le Code pénal une circonstance aggravante pour les crimes, délits et contraventions commis en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal, à savoir en raison d'une distinction opérée entre les personnes physiques en raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur changement de sexe, de leur identité de genre, de leur situation de famille, de leur âge, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Par l'introduction de cet article dans la législation pénale luxembourgeoise, le législateur fait suite aux différentes recommandations formulées par les instances européennes et internationales.

L'institution d'une circonstance aggravante pour toute infraction commise avec une motivation raciste avait été recommandée par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe dans son rapport sur le Luxembourg de 2016. Il est toutefois à noter que cette recommandation ne date pas de 2016, mais a fait partie des recommandations de l'ECRI depuis son second rapport sur le Luxembourg adopté en 2002.

L'introduction de la circonstance aggravante généralisée fait également suite à la décision-cadre 2008/913/JAI du Conseil de l'Union européenne de 2008. Enfin, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) des Nations Unies a également eu l'occasion de la recommander, et ce depuis 2005.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/06/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

22/06/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
30/11/2022	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22/02/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01/03/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/03/2023
Loi du 28 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 185, page 1

Prix d'approvisionnement en chaleur

8111 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain

Le projet de loi n° 8111 met en œuvre une des mesures de l'accord tripartite (« Solidaritéitspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022 et introduit une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain afin d'atténuer les coûts liés au chauffage par un tel réseau.

Considérant que les structures de prix de chaleur facturés aux clients finaux des réseaux de chauffage urbain varient fortement selon l'énergie primaire utilisée pour la production de chaleur, le présent projet de loi prévoit une réduction d'un montant fixe maximal de 0,09 euro hors taxes par kilowattheure de chaleur consommée. Cette compensation financière se présente sous forme de remise sur la composante variable du prix de fourniture de chaleur qui ne peut être appliquée qu'à concurrence de la différence positive entre le prix variable contractuel que devrait payer le client et le prix de référence. Afin d'éviter que la composante variable chez certains clients finals soit en dessous du niveau des prix moyens de septembre 2022, la composante variable du prix final de fourniture facturé ne peut pas être en dessous de 0,10 euro par kilowattheure. Tenant compte que chaque bâtiment dispose en règle générale d'un seul raccordement et afin de n'exclure aucun ménage, la réduction de prix sera appliquée à tout bâtiment comprenant au moins une unité d'habitation. Les raccordements de bâtiments exclusivement non résidentiels ne bénéficient pas de la mesure. Cette contribution financière de l'État sera d'application du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2023.

Afin de pouvoir bénéficier de la compensation financière, les fournisseurs de chaleur doivent adresser une demande d'inscription à un registre tenu par le ministre ayant l'Énergie dans ses attributions, moyennant un formulaire spécifique, accompagnée des informations et pièces justificatives avec des critères d'éligibilité, mis à disposition par ce dernier. Les fournisseurs de chaleur inscrits au registre appliquent obligatoirement la contribution étatique sous forme de réduction sur le prix variable contractuel facturé aux clients finals par kilowattheure de chaleur consommée.

Concernant l'impact financier, une enveloppe globale de 45.000.000 euros pour les dépenses liées à l'introduction de la compensation financière est prévue afin de couvrir les frais relatifs à la contribution financière étatique à l'approvisionnement en chaleur à certains clients finals raccordés à un réseau de chauffage urbain. Ce montant est déterminé en fonction des prix escomptés par les fournisseurs de chaleur pour la fin de l'année 2022 et pour 2023, réparti selon une estimation de 10.000.000 euros entre le 1er octobre et le 31 décembre 2022 et de 35.000.000 euros pour l'année 2023, imputé au budget de l'État.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02/12/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :

07/12/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
12/01/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
20/01/2023	Adoption d'un amendement parlementaire
08/02/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03/03/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/03/2023
Loi du 17 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 151, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Décision à prendre par la Chambre des Députés sur la demande formulée par Mme le Procureur général d'État dans son courrier daté du 21 avril 2022** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Communications** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
5. **Ordre du jour** p. 10
   M. Fernand Etgen, Président
6. **Déclaration gouvernementale relative à l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, suivie d'un débat** p. 10
   Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   Débat : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Gilles Roth) | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Sven Clement, M. Dan Kersch et M. Fernand Kartheiser) | M. Sven Clement (interventions de M. Yves Cruchten)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Sven Clement (parole après ministre) (intervention de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes | M. le Premier Ministre Xavier Bettel (intervention de M. Gilles Roth) | M. Gilles Roth (parole après ministre)
   Motion 1 : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
7. **Heure de questions au Gouvernement** p. 24
   Question n° 410 du 7 mars 2023 de M. Max Hengel relative à la composition du comité de pilotage qui est chargé de l'élaboration du plan national de la santé mentale, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 24
   M. Max Hengel | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Max Hengel)
   Question n° 411 du 7 mars 2023 de Mme Carole Hartmann relative à l'échange d'informations au niveau européen concernant l'autorisation d'exercer des médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 25
   Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   Question n° 412 du 7 mars 2023 de M. Fred Keup relative à la passerelle Cents-Neudorf, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 25
   M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   Question n° 413 du 6 mars 2023 de Mme Cécile Hemmen relative au ramassage des déchets verts résultant de la taille des haies et buissons, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 26
   Mme Cécile Hemmen | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   Question n° 414 du 7 mars 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative à l'ampleur et l'impact des importations de GNL russe au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Énergie et à M. le Ministre de l'Aménagement du Territoire p. 26
   Mme Myriam Cecchetti | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Question n° 415 du 7 mars 2023 de Mme Djuna Bernard relative à l'évaluation de la loi du 4 juin 2020 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 27
   Mme Djuna Bernard | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   Question n° 416 du 7 mars 2023 de M. Laurent Mosar relative à la conduite de véhicules sous influence de drogues, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 28
   M. Laurent Mosar | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Question n° 417 du 7 mars 2023 de M. Marc Goergen relative à la participation des résidents étrangers aux élections communales, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 28
   M. Marc Goergen | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   Question n° 418 du 7 mars 2023 de M. Paul Galles relative aux substances per- et polyfluoroalkylées, également connues sous le nom de PFAS, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 29
   M. Paul Galles | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   Question n° 419 du 7 mars 2023 de M. Jeff Engelen relative à la participation de Taiwan à l'Assemblée mondiale de la santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 30
   M. Jeff Engelen | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
8. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la politique luxembourgeoise de protection internationale voire de protection subsidiaire ou temporaire** p. 30
   M. Fernand Etgen, Président
9. **Heure de questions au Gouvernement (suite)** p. 30
   Question n° 410 du 7 mars 2023 de M. Max Hengel relative à la composition du comité de pilotage qui est chargé de l'élaboration du plan national de la santé mentale, adressée à Mme la Ministre de la Santé (suite) p. 30
   Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
10. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la politique luxembourgeoise de protection internationale voire de protection subsidiaire ou temporaire (suite)** p. 30
    Exposé : M. Marc Spautz
    Débat : Mme Carole Hartmann | M. Yves Cruchten | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Spautz) | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
11. **Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet des défis de la Police grand-ducale** p. 36
    Exposé : M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 1 à 9)
    Débat : M. Léon Gloden (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Claude Lamberty (interventions de M. Léon Gloden) | M. Dan Biancalana | Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Jean-Marie Halsdorf, M. Charles Margue, M. Marc Goergen et M. Gilles Roth) | Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 10) | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen (interventions de M. Sven Clement et M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (intervention de Sven Clement) | M. Marc Goergen (parole pour fait personnel) | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (interventions de M. Marc Goergen et M. Sven Clement)
    Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
    Motion 1 : Mme Stéphanie Empain | M. Léon Gloden | M. Marc Goergen (intervention de Mme Stéphanie Empain) | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Stéphanie Empain)
    Vote sur la motion 1 (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Goergen et M. Fernand Kartheiser) (rejetée)
    Motion 2 : Mme Stéphanie Empain
    Vote sur la motion 2 (rejetée)
    Motion 3 : Mme Stéphanie Empain
    Vote sur la motion 3 (rejetée)
    Motion 4 : Mme Stéphanie Empain | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser
    Vote sur la motion 4 modifiée (rejetée)
    Motion 5 : Mme Stéphanie Empain
    Vote sur la motion 5 (rejetée)

Motion 6 : Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Gilles Roth, M. Sven Clement et M. Mars Di Bartolomeo)
Vote sur la motion 6 (rejetée)
Motion 7 : Mme Stéphanie Empain | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 7 (rejetée)
Motion 8 : Mme Stéphanie Empain | M. Léon Gloden
Vote sur la motion 8 (rejetée)
Motion 9 : Mme Stéphanie Empain | Mme Nathalie Oberweis
Vote sur la motion 9 (rejetée)
Motion 10 : Mme Stéphanie Empain | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | M. Léon Gloden
Vote sur la motion 10 (adoptée)

12. Ordre du jour (suite) **p. 59**
M. Fernand Etgen, Président

13. Institution d'une commission spéciale **p. 59**
M. Fernand Etgen, Président
Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Sven Clement) | M. Dan Kersch

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Décision à prendre par la Chambre des Députés sur la demande formulée par Mme le Procureur général d'État dans son courrier daté du 21 avril 2022

Opgrond vum Artikel 82 vun der Verfassung souwéi vum Artikel 4 (1) vum Gesetz vum 3. Mäerz 2023 iwwert déi penal Responsabilitéit vun de Regierungsmemberen, dat zënter haut a Kraaft ass, muss d'Chamber eng Decisioun iwwert d'Demande vun der Madame le Procureur général d'État huelen, déi si an hirem Courrier vum 21. Abrëll 2022 formuléiert huet.

Laut dem Artikel 4 (2) vun deem selwechte Gesetz muss d'Chamber iwwert déi Decisioun an enger net ëffentlecher Sitzung befannen, dat, fir de Secret de l'enquête an de Secret de l'instruction ze garantéieren, sou wéi se am Artikel 8 vum Code de procédure pénale virgesi sinn. Opgrond vum Artikel 61 vun der Verfassung dierf d'Chamber an enger net ëffentlecher Sitzung zesummekommen.

Ass d'Chamber averstanen, den Artikel 46 (1) vum Chambersreglement ze applizéieren an eng net ëffentlech Sitzung opzemaachen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ier mer déi net ëffentlech Sitzung ufänken, wollt ech drop hiweisen, datt déi ëffentlech Sitzung um 14.30 Auer weidergeet.

(Le huis clos est prononcé à 14.03 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 14.09 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.30 heures.)

Mir fuere mat eiser ëffentlecher Sitzung weider.

3. Communications

D'Chamber ass derzou opgeruff ginn, hir constitutionnel Prerogativen auszeüben, an huet an deem Sënn, laut den Artikele 4 (1) a 4 (2) vum Gesetz vum 3. Mäerz 2023, dat zënter haut a Kraaft ass iwwert déi penal Responsabilitéit vun de Regierungsmemberen, eng Resolutioun an enger net ëffentlecher Sitzung ugeholl.

Iwwert dës Resolutioun huet d'Chamber hir Decisioun iwwert d'Demande vun der Madame le Procureur général d'État, déi am Courrier vum 21. Abrëll 2022 formuléiert ginn ass, aktéiert. Andeems d'Chamber an enger net ëffentlecher Sëtzung déi Resolutioun ugeholl huet, sinn d'Geheimnis vun der Enquête a vun den Ermëttlungen, sou wéi den Artikel 8 vum Code de procédure pénale se virgesäit, respektéiert ginn. All d'Membere vun der Chamber souwéi déi vun der parlamentarescher Administratioun ënnerleien dem Enquêten- an Ermëttlungsgeheimnis.

Den Artikel 8 vum Gesetz vum 3. Mäerz 2023 seet, datt de Secret de l'enquête an de Secret de l'instruction net verhënneren, datt d'Chamber iwwert hir Decisioun kommunizéiert. Dës Kommunikatioun gëtt vum Chamberpresident gemaach.

An an deem Sënn wollt ech Iech informéieren, datt d'Resolutioun, déi d'Chamber an hirer net ëffentlecher Sitzung ugeholl huet, der Madame le Procureur d'État vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg d'Autorisatioun gëtt, géintiwwer der Madamm Carole Dieschbourg, fréier Ministesch fir Ëmwelt, Klima an Nohaltegkeet, all néideg Mesüre kënnen ze huelen, fir d'Wourecht ervirzebréngen, dat am Kader vun der Enquête préliminaire an der sougenannter „Gaardenhaischen-Affär".

Dës Mesüre kënnen eng perséinlech Auditioun, eng Perquisitioun bei hir doheem, eng Expertismesür, déi hir perséinlech Participatioun brauch, oder eng Instruction préparatoire sinn.

Des Weideren hält d'Resolutioun fest, datt d'Resolutioun vum Chamberspresident un d'Madame le Procureur général d'État weidergeleet gëtt, wat och haut nach wäert geschéien.

Dës Resolutioun ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun ugeholl ginn.

D'Resolutioun souwéi de Bulletin de vote sinn och elo public.

Résolution

La Chambre des Députés,

– vu le courrier de Madame le Procureur général d'État daté du 21 avril 2022 et le dossier y joint (Not. 27317/19/CD) en relation avec l'enquête préliminaire menée par Monsieur le Procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg relatif à la procédure d'autorisation des travaux réalisés sur l'abri de jardin de Monsieur R. T. transmis à Monsieur le Président de la Chambre des Députés dans le cadre de l'affaire dite « Gaardenhaischen » ;

– constatant que Madame Carole Dieschbourg est susceptible d'avoir engagé sa responsabilité pénale en raison de faits commis dans l'exercice de ses anciennes fonctions en tant que membre du Gouvernement luxembourgeois ;

– réaffirmant qu'un membre ou ancien membre du Gouvernement jouit, à l'instar de chaque citoyen, du droit à un procès équitable, des droits de la défense et de la présomption d'innocence en application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ;

– rappelant l'origine historique des dispositions constitutionnelles actuellement en vigueur, destinées à garantir le bon fonctionnement du Gouvernement ;

– considérant que le cadre juridique relatif à la responsabilité pénale des membres du Gouvernement est actuellement régi par les articles 82 et 116 de la Constitution ;

– considérant la loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement du 3 mars 2023 portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution ;

– considérant le vote à l'unanimité par la Chambre des Députés de la loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement lors de sa séance publique du 7 février 2023, la Chambre des Députés ayant réitéré sa volonté de respecter le principe de la séparation des pouvoirs ;

– considérant l'article 3 (1) de ladite loi qui dispose que la procédure d'enquête, d'instruction, de poursuite et de jugement dirigé, à l'initiative du Procureur d'État contre un membre du Gouvernement est soumise aux dispositions ordinaires de la procédure pénale, sous la seule réserve des dispositions dérogatoires, des articles 4 à 8 de la loi précitée ;

– vu l'article 4 (1) de la loi du 3 mars 2023 disposant que les mesures visant un membre du Gouvernement qui prennent la forme de son audition personnelle, d'une perquisition à son domicile ou d'une mesure d'expertise nécessitant sa participation personnelle, ainsi que l'ouverture d'une instruction contre une personne dénommée visant un membre du Gouvernement, sont subordonnées à l'obtention par le Procureur d'État d'une autorisation de la Chambre des Députés,

décide

– d'autoriser Monsieur le Procureur d'État près du tribunal d'arrondissement de Luxembourg à procéder à l'égard de Madame Carole Dieschbourg, ancienne Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à toutes les mesures utiles à la manifestation de la vérité pouvant prendre la forme d'une audition personnelle, d'une perquisition à son domicile ou d'une mesure d'expertise nécessitant sa participation personnelle, ainsi qu'à l'ouverture d'une instruction préparatoire en application de l'article 4 (1) de la loi du 3 mars 2023 ;

– de charger le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente résolution au Procureur général d'État par voie de courrier.

(s.) Fernand Etgen.

Résultat du vote sur la résolution adoptée en séance non publique

La résolution a été adoptée à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen,

MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Wat déi weider Kommunikatiounen ugeet, hunn ech Follgendes matzedeelen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 7 mars 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8148 – Projet de loi relative à la rétention des données à caractère personnel et portant modification :
1° du Code de procédure pénale ;
2° de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques ; et
3° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 08/02/2023

8150 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 09/02/2023

8151 – Projet de de loi portant modification des livres Ier et III du Code de la sécurité sociale

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 09/02/2023

8152 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-6 du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09/02/2023

8153 – Projet de loi portant modification du Chapitre III du titre Premier du livre V du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09/02/2023

8154 – Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 15/02/2023

8155 – Projet de loi relative au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20/02/2023

8156 – Projet de loi relatif aux contrôles officiels des denrées alimentaires et aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 21/02/2023

8157 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer le programme « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS)

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 21/02/2023

8158 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/31/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et portant modification :
1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/02/2023

8159 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018, tels que modifiés par l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

8160 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1er juillet 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

8163 – Projet de loi fixant la tâche du personnel éducatif et psycho-social des services et administrations de l'Éducation nationale et modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27/02/2023

8164 – Projet de loi portant
1° modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence ;
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 ;
3° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 27/02/2023

8165 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 3, 4 et 11 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification : 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et 2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 27/02/2023

8166 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman et au Conseil national de la justice

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 01/03/2023

8167 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'opération et la maintenance d'environnements cloud spécialisés, dénommés « Luxembourg Cyber Defence Cloud », ainsi que ses composantes et services connexes

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 02/03/2023

8168 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, le 02/03/2023

8169 – Projet de loi portant
1. modification de :
1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;
2° de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du centre de psycho-social et d'accompagnement scolaires ;
3° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
4° de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ;
2. abrogation de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 03/03/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2628 – Demande de pétition publique : Une option végétale pour les crèches publiques

Dépôt : Mme Miriam Agat, le 07/02/2023

2629 – Demande de pétition publique : Pétition pour toutes les personnes qui habitent à la frontière, qui ont des moyens de se déplacer uniquement par transport public,

d'introduire des transports publics les dimanches au moins une fois par heure, même si c'est payant, afin qu'elles puissent se déplacer vers le Luxembourg, comme, pour la plupart des personnes qui habitent à la frontière, c'est pour pouvoir payer son loyer

Dépôt : Mme Kirsy Reyes, le 07/02/2023

2630 – Demande de pétition publique : Erweiderung vun de gesetzleche Lëtzebuerger Feierdeeg / Élargissement du nombre de jours fériés légaux luxembourgeois

Dépôt : M. Edoardo Tiberi, le 08/02/2023

2631 – Demande de pétition publique : Interdiction totale de la fumée secondaire dans les espaces publics

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 08/02/2023

2632 – Demande de pétition publique : Autoriser à un membre familial de signer des documents administratifs d'une personne majeure atteinte d'une maladie mentale

Dépôt : Mme Ana Paula Martins épouse Welter, le 10/02/2023

2633 – Demande de pétition publique : Améliorer la santé de l'homme afin de permettre à ce dernier d'atteindre la même espérance de vie que les femmes au Luxembourg

Dépôt : M. Patrick Spielmann, le 10/02/2023

2634 – Demande de pétition publique : Pendant les 3 années de DAP faire connaissance de la langue luxembourgeoise et changer la formation appelée « Éducation à la citoyenneté », une classe qui peut avoir la même valeur légale que la formation « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg »

Dépôt : M. Ricardo Da Conceicao Pereira, le 11/02/2023

2635 – Demande de pétition publique : Contre le financement de la guerre en Ukraine et pour un arragement diplomatique

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 11/02/2023

2636 – Demande de pétition publique : Retrait et refonte du projet de loi sur le bail à loyer (7642)

Dépôt : M. Vladimir Cauville, le 12/02/2023

2637 – Demande de pétition publique : Inégalité : Pourquoi faire payer l'assurance dépendance aux frontaliers ?

Dépôt : M. Cédric Renauld, le 14/02/2023

2638 – Demande de pétition publique : Pour une décision plus équitable du parcours de formation supérieure

Dépôt : M. Emmanuele Frontuto, le 14/02/2023

2639 – Demande de pétition publique : Géint d'Verbuet vum Verbrennungsmotor ab 2035

Dépôt : M. Eric Derume, le 15/02/2023

2640 – Demande de pétition publique : Fin des masques chirurgicaux dans le domaine des soins

Dépôt : Mme Cindy Nunes Martins, le 15/02/2023

2641 – Demande de pétition publique : Plan d'aménagement général des communes – Conflit du complexe hôtelier et wellness Rodange-Doihl / la zone Natura 2000 LU0001028

Dépôt : M. Eric Lambert, le 17/02/2023

2642 – Demande de pétition publique : Excuses officielles de la part du gouvernement pour avoir interdit les visites dans les maisons de retraites et hôpitaux durant la pandémie

Dépôt : Mme Muriel Wampach, le 17/02/2023

2643 – Demande de pétition publique : Kannerklinik am Norden

Dépôt : Mme Christina Pereira Martins, le 17/02/2023

2644 – Demande de pétition publique : Wehrpflicht

Dépôt : M. Sam Britz, le 17/02/2023

2645 – Demande de pétition publique : Remboursement du lait artificiel par la CNS

Dépôt : Mme Alexandra Raquel Alves Teixeira, le 18/02/2023

2646 – Demande de pétition publique: Nouvelle ligne de bus

Dépôt : M. Christian Porfiri, le 19/02/2023

2647 – Demande de pétition publique : Dissolution de la Chambre des Députés et démission du Gouvernement sans retour des candidats actuels. / Opléisung vum Parlament an Demissioun vun der Regierung, ouni datt déi aktuell Kandidaten nach eng Kéier untrieden

Dépôt : M. Peter Wilhelm Freitag, le 20/02/2023

2648 – Demande de pétition publique : Pour une semaine de 35 heures de travail à temps plein

Dépôt : M. Loup Hoffmann, le 20/02/2023

2649 – Demande de pétition publique : Abschaffung des Schwimmunterrichtes ab dem 10. Schuljahr

Dépôt : M. Genis Diederich, le 21/02/2023

2650 – Demande de pétition publique : Valorisation des produits bio nationaux et européens et promotion d'une alimentation saine et respectueuse de l'environnement

Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 21/02/2023

2651 – Demande de pétition publique : Amélioration du transport vers l'Université du Luxembourg sur le campus Belval par la mise en place de lignes de bus dédiées / Verbesserung des Transports zum Universitätsgelände in Belval durch die Einrichtung von mehr Buslinien / Improved transport to the university in Belval through the introduction of dedicated bus routes

Dépôt : Mme Aline Scheffen, le 21/02/2023

2652 – Demande de pétition publique : Congé fir een Elterendeel an de Schoulvakanzen an der Primärschoul

Dépôt : M. René Thill, le 22/02/2023

2653 – Demande de pétition publique : Spezielle Kennzeichnung (gut sichtbar auf der Vorderseite der Verpackungen) von allen Lebensmitteln, die Insektenmehl oder Öle aus Hausgrillen, Mehlwürmern, Wanderheuschrecken, Getreideschimmelkäfern usw. enthalten.

Dépôt : Mme Sylvie Philipp, le 22/02/2023

2654 – Demande de pétition publique : Congé pour raisons familiales pour un enfant jusqu'à 15 ans au lieu de 12 ans

Dépôt : Mme Vanessa Barbé, le 23/02/2023

2655 – Demande de pétition publique : Remboursement des verres de lunettes

Dépôt : M. Robert Brandenburger, le 23/02/2023

2656 – Demande de pétition publique : Neinstimmen bei Wahlen erlauben / Introduire un vote négatif lors des élections

Dépôt : M. Alfred Groff, le 23/02/2023

2657 – Demande de pétition publique : Parke vun Betribscamionnetten op privaten Terrainen

Dépôt : M. Lars Santbergen, le 25/02/2023

2658 – Demande de pétition publique : Stop à l'interdiction prévue en 2035 dans l'UE des ventes de voitures thermiques neuves. Stop au massacre de nos industries automobiles et de nos emplois en UE. Stop à ce suicide de notre savoir-faire européen. Stop au favoritisme de l'industrie chinoise au détriment des nôtres

Dépôt : M. Amodio Fusco, le 26/02/2023

2659 – Demande de pétition publique : Erschafe vum 13te Mount beim private Bussecteur oder eng Prime Congé maladie

Dépôt : M. Florian Reuter, le 27/02/2023

2660 – Demande de pétition publique : Annuler la TVA sur les aliments indispensables à une vie saine suivant les critères de l'OMS

Dépôt : M. Baudouin Michel Simon Schinker, le 27/02/2023

2661 – Demande de pétition publique : Un appareil de bancomat permettant le retrait ainsi que le dépôt de billets et qui est accessible 12h/24h obligatoire par commune

Dépôt : M. Alain Ripp, le 27/02/2023

2662 – Demande de pétition publique : Urlaub aus familiären Gründen bei Krankheit von Kindern / Augmenter les congés pour raisons familiales en cas de maladie des enfants

Dépôt : Mme Maria Tzanidakis, le 27/02/2023

2663 – Demande de pétition publique : Congé menstruel rémunéré pour les femmes / Paid menstrual leave for women

Dépôt : Mme Nidhi Mehta, le 28/02/2023

2664 – Demande de pétition publique : Prévention et protection des enfants contre le cyber-harcèlement

Dépôt : Mme Nabila Fiouane, le 28/02/2023

2665 – Demande de pétition publique : Interdiction de rouler à vélo sur les routes de campagne et routes principales

Dépôt : M. Max Stephany, le 28/02/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission du Règlement ugeet, huet d'Fraktioun vun déi gréng ugefrot, datt den Här Charles Margue d'Madamm Stéphanie Empain all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de modification vum Chambersreglement Nummer 8166 iwwert den Ombudsman an de Conseil national de la justice ersetzt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Proposition de loi.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. Déclaration gouvernementale relative à l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, suivie d'un débat

Mir héieren haut de Mëtteg eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Resultater vun den

Tripartitt-Verhandlunge mat de Sozialpartner. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt, bei där all Fraktioun a Sensibilitéit zéng Minutten zegutt huet. D'Wuert huet elo den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Déclaration

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e grousse Merci, dass Der och déi Flexibilitéit beweist, dass mer haut de Mëtteg och kënnen dësen Accord presentéieren. Dir wësst, dass et e Reflex vun dëser Regierung ass, soubal wichteg Informatioune sinn, dëst héicht Haus ze informéieren, an ech sinn och ganz frou, Iech kënnen am Numm vun der Regierung matzedeelen, datt mir haut de Moien nämlech den Accord och mat de Sozialpartner ënnerschriwwen hunn, de Solidaritéitspak 3.0. An dofir, den normale Wee wäert elo d'Prozedur och ugoen, déi legislativ Prozedur, mee et war eis wichteg, awer d'Resultater vun dëser Tripartitt hei matzedeelen.

Wéi den Numm et scho seet, Här President, ass et deen drëtten Accord innerhalb vun zwielef Méint, déi drëtt Tripartitt, déi mer erfollegräich och ofschléisse kënnen. Domat hu mer et färdegbruecht, och no engem Joer Energiekris an och Präisdeierecht ons zu dräi am Sozialdialog kënnen eens ze ginn!

Ech sinn houfreg, dass d'Regierung, ech sinn houfreg, dass d'Gewerkschaften, an ech sinn houfreg och, dass d'Patronat an dëser schwéierer Kris nach ëmmer bereet sinn, zesummen – ech insistéieren op deem Wuert „zesummen" – Verantwortung ze iwwerhuelen! Ech soen dofir och de Gewerkschaften an och dem Patronat ausdrécklech heifir Merci.

De Sozialdialog gëtt ganz oft ënnerschat an ass a bleift, Här President, nach ëmmer eng Trompkaart vu Lëtzebuerg, vun onsem Grand-Duché, a Krisenzäite virun allem. D'Tripartitt funktionéiert, den Indexsystem bleift integral erhalen, d'Leit an d'Betriber kréie weider gehollef, och iwwert dëst Joer eraus! Domat stäerke mir net nëmmen d'Kafkraaft vun de Leit, mir sécheren och Aarbechtsplazen of, andeems mir ons Betriber a schwieregen Zäiten och stäipe kënnen.

Mat all erfollegräicher Tripartitt garantéiere mir och eppes, wat ganz, ganz wichteg ass, dat ass de soziale Fridden, Här President. De soziale Fridden, dee mer hei zu Lëtzebuerg erliewen dierfen, ass keng Selbstverständlechkeet! An ech géif Iech just invitéieren, eng Kéier ze kucken, wéi et iwwert de Grenze bei eisen Nopeschlänner ass. Do gesi mir d'Alternativ zum Sozialdialog an zu engem automatesche Lounausgläich; mir gesi Grousssstreiken, mat Zéngdausende Leit op de Stroossen, déi hir Aarbecht néierleeën an esou dat ëffentlecht Liewen och massiv impaktéieren. An déi Situatioune bleiwen eis hei am Grand-Duché awer erspuert, well mir iwwert de Sozialdialog mam Index a mat zousätzlechen Hëllefen de Kafkraaftverloscht vun de Leit ausgläichen.

Schonn an de leschten zwou Tripartitten hu mir déi néideg an déi richteg Mesüre fir déi jeeweileg Zäit och ergraff. Mir hunn zweemol wéinst der héijer Inflatioun an den héijen Energiepräisser esouwuel d'Bierger wéi och d'Betriber däitlech entlaascht. Mir hunn déi néideg Mesüre geholl, Mesüren, déi sech och als richteg erwisen hunn. An ech wëll just drun erënneren, un d'Debaten, déi no der leschter Tripartitt komm sinn, wou gefrot ginn ass: „Ass dat dat Richtegt oder net?"

D'Zuele weisen et, Här President: Mir stinn haut besser do wéi am leschte September, besser, wéi mir et iwwerhaapt nach fir méiglech gehalen hunn, ech wëll dat och eng Kéier hei ervirsträichen! A wann een am Eurozoneverglach d'Situatioun kuckt vun der Inflatioun an de 27 Länner, hu mir mat deen niddregsten Taux an Europa; mat 5,8 hu mir deen niddregste vun den EU-Eurolänner, wou eeben d'Inflatioun och esou héich ass – mat 5,8. Dat weist, Här President, dass ons Mesüre wierken! Jo, mir hu souguer och e klenge Wuesstum an onser Ekonomie an den Defizit am Staatsbudget ass manner grouss wéi erwaart.

Jo, et geet besser, Här President, wéi mer geduecht hunn oder wéi mer éischter och gefaart hunn. An awer bestëmme mir hei zu Lëtzebuerg net déi geopolitesch Entwécklungen, dat muss jiddwerengem kloer sinn. Dee schreckleche Krich an der Ukrain ass leider net eriwwer. Mir sinn nach ëmmer an enger Energiekris a si konfrontéiert mat der Präisdeierecht, och wa se am Verglach zu den Nopeschlänner hei éischter gutt gemeeschtert ginn ass.

Fir datt d'Leit an d'Betriber hei am Land och an Zukunft gutt duerch dës Kris kommen, war et ons wichteg, hinnen déi néideg Sécherheeten ze ginn. Dofir hu mer, wéi schonn am Accord vum September ugekënnegt – dass mer eng nei Tripartitt géife maachen, wann e „choc inflationniste" géif kommen, an eng drëtt Indextranche géif kommen –, och déi Tripartitt organiséiert. A mir hunn dofir, eebe fir eng gewësse Previsibilitéit an dësen Zäiten och ze hunn, iwwert de Phasing-out vun den Hëllefen iwwert d'Enn vum Joer och eraus diskutéiert, mam Resultat, datt mir d'Mesüren och bei den Energiepräisser integral op zwielef Méint bis den 31. Dezember 2024 verlängeren.

Dat bedeit, dass mer bannent weideren zwielef Méint d'Präisdeckelen op der Energie – also um Stroum an um Gas – integral weiderlafe loossen an domat fir de Consommateur och asprangen. Mir wëssen haut schonn, dass d'Stroumpräisser dat nächst Joer däitlech klamme wäerten an dass de Gasmarché nach ëmmer ganz volatill och ass. De Lëtzebuerger Consommateur brauch sech dofir awer net déi gréisste Suergen ze maachen, well seng Rechnung wäert och d'nächst Joer net iwwert deem leien, wat en och haut bezilt.

Nonobstant wëll ech awer och de Bierger Merci soen, well déi Campagne, wou mer gesot hunn, et misst een awer och spueren … Et ass net, well een Hëllefe mécht, dass net jiddwereen och en Afloss op seng eege Stroumrechnung kann hunn. Ech hunn eng Rëtsch vu Leit, déi mech och déi lescht Deeg kontaktéiert hu fir ze soen, dass se d'Dekonte kritt hunn an dass se souguer manner bezuelen, well se et färdegbruecht hunn, erofzegoe mat hirer Consommatioun vis-à-vis vun den Akkonten, déi se virdru bezuelt hunn. Dat heescht, jiddweree kann och nach en Impakt op seng eege Rechnung hunn, andeem e manner consomméiert!

Bei deenen Hëllefen ass selbstverständlech och un de Masutt an och un d'Pellets geduecht ginn, déi och ëm zwielef Méint verlängert wäerte ginn.

Dës Mesüre kommen dem Bierger direkt zegutt, Här President, well de Staat direkt jo och bei der Rechnung agräift, also d'Leit keng ëmständlech Hëllefe musse lénks a riets ufroen oder op där anerer Säit och nach op hir Sue musse waarden, nee, d'Leit hunn déi Suen direkt an hirem Portmonni!

Mir ënnerstëtzen domadder d'Kafkraaft, halen d'Inflatioun weiderhin niddreg a ginn de Bierger a Biergerinnen déi néideg Previsibilitéit fir déi nächst 21 Méint. A sou wéi et och den Här Dury op der Pressekonferenz gesot huet, de President vum LCGB: Et gëtt am Fong Previsibilitéit an där imprevisibelster Zäit!

D'Previsioune soen, dass duerch dës Mesüren d'Inflatioun 2024 am Fong vu 4,8 % ouni Mesüren op 2,8 % wäert zréckgoen. Déi éischt grouss Annonce, déi ech also ka maachen, ass, dass den Antiinflatiounspak a Form vun Energiemesüren och dat nächst Joer wäert gräifen.

Déi zweet grouss Annonce ass net manner wichteg: Den Indexsystem bleift weiderhin integral erhalen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | All Indextranche, déi erfält, wäert eent zu eent un d'Leit ausbezuelt ginn. Dat war fir ons eng Conditio sine qua non!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Fir den Impakt vum Index op d'Betriber ofzefiederen a wéi am Solidaritéitspak 2.0 (veuillez lire: am Solidaritéitspak 3.0) festgehale gëtt, wäert d'Regierung d'Kompensatioun vun der Indextranche, déi am véierten Trimester 2023 erfält, integral iwwerhuelen, an dat iwwer eng Adaptatioun vum Taux de cotisation bei der Mutualité des employeurs. Dat hate mer jo och schonn an deem leschten Accord festgehalen. Dës Adaptatioun vum Taux gëtt de Betriber nämlech da fir d'Joer 2024 verrechent an Héicht vun deene Méint, wou dann effektiv 2023 kompenséiert och gëtt.

Mir sinn ons och eens ginn, fir de Betriber och d'Indextranche vum Mount Januar 2024 ze kompenséieren. Domadder ënnerstëtze mer net nëmmen d'Kafkraaft vun de Bierger a Biergerinnen, mir entlaaschten och d'Betriber an dëse schwieregen Zäiten.

Mir sinn also op gesond Betriber ugewisen, dat solle mer net an ni vergiessen, well ouni gesond Betriber ginn et och keng Aarbechtsplazen!

Déi drëtt grouss Annonce betrëfft d'Steierbelaaschtung vun de Leit, déi mat all Indextranche méi grouss och gëtt. Mir sinn ons däers bewosst. An d'Regierung hat jo och schonn ugekënnegt, d'Leit entlaaschten ze wëllen.

Ech si frou, datt mir ons mat de Sozialpartner op eng responsabel Léisung eenege konnten, déi souwuel d'Leit direkt entlaascht a gläichzäiteg ons Staatsfinanzen net aus dem Rudder lafe léisst.

D'Steiertabell gëtt fir d'nächst Joer ugepasst, fir den Impakt vun 2,5 Indextranchen op d'Steierlaascht vun de Leit ze kompenséieren. Fir datt mir de Steierzueler awer schonn dëst Joer och réckwierkend entlaaschte kënnen, wäerte mir e Crédit d'impôt aféieren, deen eng Upassung vun der Steiertabell ëm zwou Indextranchen uviséiere wäert. Dëse Kreditt wäert réckwierkend op den 1. Januar 2023 gëllen, an dat fir e ganzt Joer, soubal d'Chamber dat néidegt Gesetz och gestëmmt huet.

Domat hu mir den Indexsystem net nëmmen ofgeséchert, mee och säin Impakt op d'Steierlaascht vun de Stéit ofgefiedert. Dëst bedeit nämlech nach méi Kafkraaft fir d'Mënschen hei zu Lëtzebuerg.

Déi véiert grouss Annonce, Här President, betrëfft en anere Beräich, dee ville Leit nieft der Präisdeierecht Suerge mécht, dat ass de Logement, well mer wëssen, dass d'Präisser um Immobiliemarché d'Leit dobaussen och staark belaaschten. Dofir wäerte mer de bëllegen Akt vun 20.000 Euro op 30.000 Euro erhéijen. Och dës Mesüre leeft un, soubal se gestëmmt ass, a stellt am Fong eng strukturell Upassung duer, wéi mer se grad bei engem systeemesche Problem wéi dem Logement och hei am Grand-Duché brauchen.

Déijéineg, déi scho kaf hunn an e Prêt zréckzebezuelen hunn, kämpfen am Moment och ganz géint héich Tauxen – dat wësse mer och alleguerten – bei

den Zënsen. Dofir passe mer och de Montant un, vun deem un een d'Zënsen um Immobilieprêt kann ofsetzen. Hei geet de Plaffong ëm 50 % an d'Luucht, vun 2.000 op 3.000 Euro erop.

Bei der Location sociale klëmmt de steierlech exoneréierte Montant och vu 50 % op 75 % erop. Och dat ass wichteg an et ass och indispensabel, dass mer et maachen, well dës Regierung sech derfir asetzt, fir d'Lounen och méi attraktiv an och méi abordabel gestalten ze kënnen.

Well ons d'Klima awer um Häerz läit, Här President, an och an dëse schwéieren Zäiten net dierf vergiess ginn – well ganz oft vergiesse mer, dass mer do och nach eng Kris hunn –, hu mir och decidéiert, entweder nei Mesüren anzeféieren oder anerer weiderlafen ze loossen.

D'Kompenséiere vum CO_2-Präis gëtt verlängert a wäert vun 2024 un ënner e spezifesche Steierkreditt falen, fir den Impakt justement vum CO_2-Präis op d'Menagë mat manner Revenuen och kënnen ze kompenséieren.

Bei der Fotovoltaikanlag um Daach gëtt de steierlech ofsetzbare Montant verdräifacht, an dat vun 10 op 30 Kilowatt (veuillez lire: Bei der Fotovoltaikanlag um Daach gëtt déi steierlech befreite Leeschtung verdräifacht, an dat vun 10 op 30 Kilowatt-Peak).

Och d'Energieprimm fir d'Stéit, déi vun der Allocation de la vie chère profitéieren, gëtt bis Enn 2024 weidergefouert.

Och verlängert ginn d'Subventioune fir d'Chargy-Bornen, d'Kompensatioun vun Energiekäschten an den Altersheemer, den Equivalent vum Crédit d'impôt beim REVIS an och beim RPGH.

Jo, Här President, dës nei Mesüre loosse mir ons eppes kaschten. Mir sinn ons däers och bewosst. Mir investéieren eng zousätzlech hallef Milliard dëst Joer, nach eng Kéier ronn 850 Milliounen dat nächst Joer an déi Joren drop ëmmer ronn 500 Milliounen, déi eleng d'Steiermesüren an d'Mesüren am Logement och wäerten ausmaachen, dëst nodeems mer schonn an de leschten zwou Tripartitten a wärend der Covidpandemie de Leit an de Betriber mat 5,5 Milliarden Euro ënnert d'Äerm gegraff hunn. Dat soll een och net vergiessen.

An awer, an awer, Här President, bleiwe mer ënnert der Limitt vun deenen 30 % Staatsverscholdung, en Zil, dat mer ons gesat hunn a mir kloer anhalen, och iwwert dës Mesüren eraus. Dat war och eng Conditio sine qua non.

Ech kann Iech haut an hei soen, dass et och an der Regierung keng zwou Meenunge gëtt. Mir sinn ons all eens, datt een a Krisenzäite muss méi Suen investéieren, wéi dëst an normalen Zäiten de Fall och ass. D'Regierung huet an de leschte Jore méi wéi eng Kéier bewisen, datt mir déi néideg Suen och an d'Hand huelen, fir déi richteg Mesüren ze ergräifen: Dat war an der Pandemie de Fall, dat war am Fréijoer de Fall, dat war am Hierscht de Fall an dat ass och haut de Fall.

Jo, mir wëlle responsabel sinn. Jo, mir wëllen ons Staatsfinanzen am A behalen. Jo, mir wëllen onsen Triple-A-Rating och behalen. Mee mir loossen dobäi net de Bierger an d'Biergerinnen am Stach, déi onst Land, déi Lëtzebuerg ausmaachen! Ganz am Géigendeel, mir hëllefen all de Betriber, fir weiderhi gutt iwwert d'Ronnen ze kommen. Dës Regierung huet et zanter 2013 ëmmer fäerdegbruecht, héich Investitioune mat gesonde Staatsfinanzen an Aklang ze bréngen. Dat eent ass net kontradiktoresch mat deem aneren!

Déi Mesüren, déi mer haut decidéiert hunn, wäerte mat derzou bäidroen, ons Kafkraaft an och ons Wirtschaft esou ze stäipen, datt mir och an deenen nächste Joren op déi néideg Recetten ziele kënnen, déi et ons erlaben, weider an d'Mënschen an och an d'Land kënnen ze investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech widderhuelen hei dat, wat d'Finanzministesch och de leschte Freideg op der Pressekonferenz sot: Den Accord ass realistesch, den Accord ass solidaresch an et kënnt direkt bei de Leit a bei de Betriber un!

De Solidaritéitspak 3.0 ass en Accord, vun deem jiddweree profitéiert. Et ass en Accord, deen d'Mëttelschicht net vergësst an och gläichzäiteg deene Vulnerabelsten ënnert d'Äerm gräift. Et ass en Accord, deen den Impakt vu geopolitescher Entwécklung op onse Grand-Duché limitéiert an d'Kafkraaft vun de Leit och erhält. Et ass en Accord, deen Aarbechtsplazen an onse Wuelstand ofséchert. De Solidaritéitspak, Här President, ass d'Resultat vun engem exzellent fonctionéierende Sozialdialog, engem Sozialmodell zu Lëtzebuerg.

Ech hoffen och hei am Haus op eng breet Ënnerstëtzung fir de Solidaritéitspak 3.0 an eng breet Ënnerstëtzung fir d'Viruféiere vum Lëtzebuerger Sozialdialog. Et ass net de Moment vu Promessen oder Surenchère électorale. Et geet och ëm d'Zukunft vun onsem Land, déi mer haut zesumme schreiwen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Regierung.

Mir kommen elo zur Diskussioun. An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Vertrieder vun der Regierung, ech wollt kloer soen zum Ufank, dass d'CSV zum Lëtzebuerger Sozialmodell steet. Mir stinn zum Sozialdialog a mir stinn och zur Tripartitt, an dat net just e puer Méint virun de Walen! Well dat Wichtegst, ech soen dat och am Numm vun eiser Oppositiounspartei, dat ass fir eis de soziale Fridden – de Staatsminister huet et elo just ugeschwat –, dee mer am Land mussen hunn. A mir wëlle keng Gilets jaunes, och wann d'Demonstratiounsrecht bei eis an der Verfassung verankert ass.

An ech soen och ganz kloer zum Ufank: Mir droen dësen Accord vu Senneng mat, natierlech ënnert der Reserv vun der Analys vun den Texter, dat verstitt Der, well grad a Steierfroen, an déi sinn och hei beinhalt, do läit oft den Däiwel am Detail.

Ech wëll fir d'éischt soen, dass d'CSV virun allem begréisst, dass den Indexmechanismus, dee jo net eng Erfindung ass, mee dee steet an engem Gesetz, dass deen, esou wéi en am Gesetz virgesinn ass, och integral an Zukunft zum Droe wäert kommen.

Mir ënnerstëtzen och, dass d'Leit weiderhin de Präisdeckel um Elektreschen an um Gas iwwer 2023 matgedroe kréien, well et geet de Leit, an dat wësst Der, virun allem ëm Previsibilitéit. An dat hëlt och den Drock vun der Inflatioun. Et gëtt de Leit virun allem Previsibilitéit, well se jo net nëmme mat héijen Energiepräisser ze dinn hunn, mee Dir wësst, dass ganz vill Leit, an dat ass och gutt esou, vill Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger an och Leit, déi hei wunnen, dass déi virun allem drop halen, an de Steen investéiert ze hunn an der Vergaangenheet. Dat konnte se natierlech net aus der Portokeess maachen an duerfir hunn och ganz vill Leit Kreditter ze droen a virun allem déi Kreditter mat steigenden Zënsen awer ze finanzéieren. Duerfir ass dat do eng wichteg Moossnam.

Mir droen och den Ausgläich fir d'Entreprisë mat, well mer dat richteg fannen. Well och wann dat vläicht net ëmmer, jo, ganz sozial mag kléngen, mee et soll ee kloer soen: Besonnesch an engem klenge Land, wa mer do net déi richteg Wirtschaft hunn, déi och dréit, jo, da kann een och keng ugemoosse Sozialpolitick maachen, well Sozialpolitick besteet jo net just fir sech selwer an et huet och keen de Monopol vun der Sozialpolitick gepacht.

Op gutt Lëtzebuergesch: Wat notzt dee beschten Indexsystem, wann d'Betriber en net kënne bezuelen? An d'Zäite si fir d'Betriber de Moment richteg haart. A besonnesch an der Baubranche, well do gëtt jo gesot zu Lëtzebuerg: Wann de Bau dréit, da geet d'Handwierk an da geet alles. An Dir wësst alleguerten, mat deene mir a Kontakt sinn, mat deenen Dir am Kontakt sidd, a ganz vill Leit heibaussen, dass et der Baubranche de Moment richteg schlecht geet, a si, riskéiert an den nächste Wochen a Méint e richteg raue Wand entgéintgeblosen ze kréien. An dat muss een och am An hunn. An dat maache mir och als verantwortungsvoll Oppositiounspartei!

Well all Betrib, dee rëtscht, dee ka keng Paie méi bezuelen. An d'Käschten dovunner fale mat dem sougenannte Superprivileeg, dat kennt Der alleguerten als fréier Affekoten, bei enger Faillite, jo, déi bezilt wien? De Fonds pour l'emploi an en fin de compte herno d'Allgemengheet! An duerfir musse mer och kucken, dass een an der Allgemengheet dat favorabelt Ëmfeld gestalt, fir dass et net zu Faillitte bei den Entreprisë wäert kommen.

Mir begréissen och, well mer dat ëmmer gefuerdert hunn, déi Deelentlaaschtung, déi fir d'Steierzueler kënnt, wéi se och elo an der Tripartitt festgehalen ass. Ob elo d'Tripartitt dat richtegt Instrument ass, well d'Tripartitt ass jo e Kriseninstrument, fir Steiermoossnamen ze decidéieren, also eis fält do keen Zack aus der Kroun, mir befannen als Parlament doriwwer a mir soen, mir stinn och do derhannert!

Dat geet fir eis an déi richteg Richtung, well mir eigentlech als CSV och ëmmer a schonns laang, och dat däerf ech fir eis noweislech an Usproch huelen, Steiererliichterunge fir d'Leit gefrot hunn. Elo kommen der zum Deel. Mee et besteet fir eis, dat ass eng Nuance, awer nach Loft no uewen. An duerfir bedauere mer och, ech soen dat ganz kloer, dass an eisen Aen et eigentlech just ënnert dem Drock vun de Gewerkschaften, vun der CSV an, ech muss och fairerweis soen, vun der LSAP, derzou komm ass, dass et elo zu enger Deelentlaaschtung vun der breeder Mëttelschicht kënnt.

Dësen Accord ass fir eis och, zu deem Punkt, géif ech soen, an eisen Aen ënner enger gewësser Torschlusspanik – do kënnt Der de Contraire soen – komm virun de Walen. Well, ech soen dat gradesou kloer, wéi kéint ee soss déi Kehrtwende vun der Regierung awer verstoe wéi beim grousse Steierdebat, deen an engem objektive Kader am Juli d'lescht Joer hei gefouert gouf, wou nach gemengt gouf vun der Regierungssäit, duerch de Mond vun der Finanzministesch, eng linear Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, dat wier net selektiv? Bon. Et kënnt awer elo zu enger deellinearer Upassung vun der Steiertabell.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

A fir eis ass déi selektiv! Dat hu mer och deemools gesot. Well eise Steiertariff, dat ass jo net en einfach

lineare Steiertariff, wou ech 25 %, 30 % oder 35 % ab engem gewëssen Akommes aplangen, mee et ass een, wou eng Progressivitéit am Taux ass. A wann ech déi Progressivitéit linear upassen, jo, da bleiwen ech nach ëmmer bei enger Progressivitéit, wat fir eis per se awer nach ëmmer fir eng sozial Selektivitéit steet.

Wéi verstinn ech och nach de finanzpoliteschen Harakiri, wou d'Finanzministesch Yuriko Backes geschwat huet bei der Presentatioun vun dem Budget? An ech muss soen, ech war e bëssen erféiert, wéi si selwer nach viru 14 Deeg – et war e Méindeg virun 8 Deeg – geschwat huet op RTL, moies 8.10 Auer – ech hat d'Éier, fir den Dag drop dorobber ze reagéieren –, wéi si gesot huet, dat wier irresponsabel, wann een elo nach géif do gréisser Upassunge maachen. An zu Senneng, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer awer vun där sougenannter Irresponsabilitéit net méi ganz vill héieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Abee, dat, wat virun zwou Wochen nach net méiglech war, wou kee Sputt do war, fir dat ass elo Sputt do. Quitte, dass een awer och muss kloer soen, dee Sputt, dat ass jo elo net op eemol, dass de Staat elo géif schwaarz Zuele schreiwen, mee dat ass ganz einfach manner Defizit. Och dat muss een, mengen ech, fairnesshallwer soen.

Fir eis, an eisen Aen, gesäit d'Previsibilitéit vun der Finanzpolitick, déi een am Interessi vun enger Regierung, déi een am Interessi vum Staat mécht, do awer e bëssen aneschters aus, well et war och schonns, an dat muss een och fairnesshallwer soen, a mir hu selwer dorobber gedrängt an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, et war och am Dezember, also virun der Ofstëmmung vum Budget, gewosst, dass dee previsibelen Defizit fir 2022 net an där Héicht géif ausfalen, ewéi en am Budget chiffréiert war.

D'Leit, Dir Dammen an Dir Hären, déi wäerten elo vun 2017 un, bei der leschter Steierreform, bis 2023 um Enn vun dësem Joer viraussiichtlech ganzer aacht Indextranchë kréien, wouvun der awer nëmmen zwou an der Steiertabell wäerte berücksichtegt ginn. An dat, wat d'Leit eigentlech u Steiererliichterungen elo solle kréien, jo, do muss een och objektiv soen: Dat hu se iwwert déi leschte siwen, aacht Joer schonns alles virfinanzéiert!

Well aacht Indextranchen, och dat muss ee kloer soen, déi hunn dem Staat vun 2017 bis Enn 2023 viraussiichtlech iwwer zwou Milliarden Euro u Steieren erabruecht. An dovunner kréien d'Leit dann elo de Géigewäert vun zweemol 120 Milliounen Euro. Well et ass noweislech beluecht, an alleguerten d'Memberen aus der Finanzkommissioun wëssen dat, dass eng Indextranche dem Staat zwëschent 275 an 300 Milliounen Euro méi Steiere bréngt an dass eng Inflatiounsberengegung vun der Indextranche dem Staat ronn 120 Millioune manner Recettë bréngt. Och dat muss ee fairnesshallwer soen.

Do hu mer eigentlech och elo matkritt, an de Staatsminister huet et nach eng Kéier verdäitlecht, well dat war am Ufank … Ech muss soen, Här Staatsminister, ech hu mer erlaabt gehat, Är Pressekonferenz ze lauschtere leschte Freideg den Owend, do hunn ech dat éierlech gesot net verstanen, mee ech hunn et verstanen, nodeem ech e Samschdeg de Moien, ier mer Kongress vun der CSV Zentrum haten, d'„Tageblatt" gelies hunn, well dat do ganz kloer beschriwwe war, nämlech: D'Leit kréien elo iwwert de Steierkreditt zwou Indextranchë berengegt, mee da ginn um Enn vum Joer d'Compteuren erëm op null gesat. Et ass e bëssen esou „ein Zurück auf Los". An dann, aus deenen zwou Indextranchen, déi berengegt ginn, ginn der dann d'nächst Joer zwou an eng hallef. Also et ass net, wéi dat fälschlecherweis vläicht dobausse vun deem enger oder deem anere gemengt gouf – et ginn der dëst Joer zwou an d'nächst Joer nach eng Kéier zwou an eng hallef. Esou ass et net virgesinn.

An d'Leit ginn ënnert dem Strëch also net esou vill steierlech entlaascht, wéi dat inflatiounsbedéngt fir den Erhalt vun der Kafkraaft misst sinn. Och dat muss ee soen. An dat fanne mir net gutt. Well ënnert dem Strëch bleift dann nach ëmmer eng Méibelaaschtung vun de Leit op steierlechem Plang, wat a Krisenzäiten e falscht Signal ass.

Well eppes aneschters muss een och zur Kenntnis huelen, an dat ass de Fakt, dass zënter 2017, also iwwer eng ganz Rei vu Joren, bis 2024 viraussiichtlech kee Sputt besteet, fir de Leit dat zréckzeginn, wou de Staat sech dru beräichert huet a wat hinnen eigentlech zousteet. An dat ass an eisen Ae ganz einfach bedenklech. Well do gëtt et e strukturelle Problem an enger Budgets- a Finanzpolitick. An dat ass u sech, op gutt Lëtzebuergesch gesot, en Offenbarungseed. Et ka jo net sinn, dass de Staat permanent Defizit mécht, obschonn d'Leit ëmmer méi Steiere bezuelen. An dat ass e strukturelle Problem!

Ech ginn op déi weider Moossnamen awer am Telegrammstil an.

Mir begréissen, ech soen dat gradesou kloer, déi Moossnamen, déi um Niveau vun dem Logement geschéien, virun allem, fir de sougenannte Kreditt „bëllegen Akt" vun 20.000 op 30.000 Euro an d'Luucht ze setzen. An do wier eng Fro: Wéi verhält et sech mat deene Leit – an dat kënnt Der op guichet.lu jo alleguerten nokucken –, déi schonns an der Zäit vum bëllegen Akt profitéiert hunn? Kréien déi elo déi 10.000 Euro bäigeschriwwen oder net? Esou wéi mir den Accord tripartite gelies hunn, stinn do keng Prezisiounen dran. Et wier wichteg, de Leit awer déi Prezisiounen ze ginn. Dat spillt natierlech och um Niveau vun de Käschten, déi mat där Moossnam verbonne sinn.

Mir haten och d'Propositioun gemaach als CSV viru 14 Deeg als Gesetzespropositioun, fir de Plaffong bei de Scholdzënsen an d'Luucht ze setzen. Déi ass net esou gënschteg ausgefall, mee mir kënnen déi matdroen.

An ech soen och gradesou däitlech, Här President, wann Der mer et erlaabt, ech weess dat, och wann et eng Minutt méi laang dauert, mee dat hei ass, mengen ech, awer elo …

M. Fernand Etgen, Président | Et sinn der schonn zwou. Mee Dir musst am Telegrammstil bleiwen elo.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, jo. Ech bleiwen am Telegrammstil. Mir begréissen, dass bei der Gestion locative sociale déi 75 % steierbefreit sinn, well ech menge ganz éierlech, dass dann eng Rei vu Leit, besonnesch wa se Immeublen hunn, déi e bësse méi al sinn a wou keng Scholdzënse méi ufalen, déi se kéinten ofsëtzen, dass dat d'Leit beweegt, fir vläicht zu engem méi bëllegen Taux hir Appartementer oder Wunnengen ze verlounen.

Zum Käschtepunkt, do huet de Staatsminister verschidden Detailer ginn. Ech hu verstanen, dass et net just bei deene 500 Millioune bleift, mee dass mer elo schonns bei 850 Milliounen Euro sinn. Et wier gutt, Här Staatsminister, well dat ass net näischt an dat war och net keen, fir ze kucken, wat dann d'Repercussiounen op de Budget vun deem Ganze sinn.

Am Resümmee, Här President: Mir begréissen, dass d'Leit zumindest elo deelweis entlaascht ginn, dass d'Betriber gehollef kréien. D'Richtung stëmmt. Duerfir stëmme mer och dësem Accord tripartite zou. Mee d'Zil, dat soe mer gradesou kloer, ass nach laang net erreecht, well schliisslech huet de Staat de Leit bis Enn 2024 ganzer aacht Indextranchen zougeuerdent, déi awer net an deem Mooss steierlech entlaascht goufen. Nämlech nëmmen zwou vun aacht Indextranchë wäert steierlech Rechnung gedroe ginn. An ech soen och gradesou kloer, dass an enger nächster Legislaturperiod, egal wie Verantwortung op där enger oder op där anerer Säit fir d'Land wäert droen, een muss eng méi seriö a virun allem strukturell Steierpolitick maachen, déi virun allem de Leit, well dat ass d'Bindeglied vun eiser Gesellschaft, der Mëttelschicht, der breeder Mëttelschicht, méi Kafkraaft gëtt. Well et muss een de Leit do Perspektiven opzeechnen an och fir d'Land struktureller, …

(Interruption par la présidence)

… nohalteger a virun allem zukunftsorientéierter. Lëtzebuerg ass a bleift just e staarkt Land an eisen Aen, wann och déi breet Mëttelschicht staark bleift …

(Interruption par la présidence)

… an erëm staark gëtt. Dat ass eist Zil an dat geet iwwert den Tripartitt-Accord eraus.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung huet et fäerdegbruecht, eng weider Tripartitt mat Erfolleg op en Enn ze bréngen. Et ass déi drëtt Tripartitt innerhalb vun zwielef Méint. De Sozialdialog zu Lëtzebuerg lieft. De Sozialdialog zu Lëtzebuerg fonctionéiert. An dat ass och gutt esou!

Op dëser Plaz géif ech gären dem Premierminister a senger ganzer Ekipp felicitéieren, well eng Tripartitt ass ni en einfachen Exercice. An en huet et fäerdegbruecht, dass d'Land weiderhi gëeent dosteet.

Dësen Zesummenhalt brauche mer besonnesch a schwieregen Zäite wéi dësen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dat ass net iwwerall eng Selbstverständlechkeet. Mir brauchen nëmmen ze kucken, wat zum Beispill haut a Frankräich lass ass. Dat hu mir hei zu Lëtzebuerg net, well mer mat der Tripartitt de Sozialdialog hunn, dee fonctionéiert. De soziale Fridden ass fir eist Land immens wichteg an en ass ofgeséchert.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir wäerten an den nächste Wochen am Detail op déi eenzel Mesüren an der Tripartitt-Kommissioun ze schwätze kommen. Erlaabt mer awer haut de Mëtten e puer allgemeng Remarken.

Fir d'DP ënnersträicht dës Koalitioun mat dësem Accord nach eng Kéier hiert Bestriewen, fir a schwieregen Zäite keen am Stach ze loossen.

Et ass e solidareschen Accord, well d'Mesüren Äntwerten op déi aktuell Suerge souwuel vun de Leit wéi och vun de Betriber liwweren an dobäi déi schmuel Schëllere besonnesch ënnerstëtzen. Et ass en Accord, deen der kaler Progressioun entgéintwierkt.

Duerch d'Aféierung vum Steierkreditt „Conjoncture" fir 2023 an der Upassung vum Steierbarème fir 2024 wäert d'Kafkraaft vun de Leit gestäerkt ginn. Besonnesch d'Mëttelschichten, d'Leit mat méi engem mëttleren, mat engem klengen Akommes ginn hei substanziell entlaascht. Et si si, déi duerch déi kal

Progressioun riskéieren, méi belaascht ze ginn. Mir ginn hinne mat dësem Accord méi finanziell Loft.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Als DP hu mer et ëmmer gesot, dass mer fir Steiererliichterunge sinn, déi wäit bis an d'Mëttelschicht erawierken. Genausou kloer hu mer awer och gesot, dass dës Erliichterungen nëmmen da kéinte kommen, wann de finanzielle Spillraum do ass. Dat ass eng Fro vu Generatiounegerechtegkeet. Mir wëllen déi zukünfteg Generatiounen net mat liichtfankege Mesüren, mat Mesüren aus der Hëft eraus hypothekéieren.

M. André Bauler (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Finanzministesch Yuriko Backes steet also zu hirem Wuert a si war vun Ufank u kohärent a konsequent.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Spillraum ass elo do. D'Previsioune vum Statec hunn eis an de leschte Woche gewisen, dass d'Croissance no uewen ugepasst gëtt. Mir ginn also Suen un d'Leit zréck, an dat an Héicht vun deem finanzielle Sputt, dee mir dofir hunn.

Här President, d'Demokratesch Partei begréisst ausdrécklech, dass net um Index gefréckelt gëtt. All Indextranche gëtt ausbezuelt. Dat ass fir eis wichteg. Mir sti ganz kloer zum Index!

M. Guy Arendt (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | E wichtege Punkt fir d'Zesummeruffe vun der Tripartitt war, fir iwwert d'Kompensatioun vun der drëtter Indextranche vun 2023 ze diskutéieren. D'Betriber wäerten dës Indextranche neutraliséiert kréie fir 2023. A positiv ass, dass och eng Eenegung fonnt ginn ass fir d'Kompensatioun, dass se net nëmme bis den Dezember leeft, mee och nach an de Mount Januar era wäert stattfannen. Hei gouf e gudden Equiliber fonnt.

E weidere Punkt, deen ech wéilt ervirsträichen, ass de sougenannte Phasing-out vu verschiddenen Energiemesüren. Dat ass wichteg, fir d'Inflatioun breet a weider déif ze halen an och en Inflatiounsschock ze evitéieren. Dat heescht, et ass eng Hëllef, déi de Leit direkt ënnert d'Äerm gräift an de Leit finanzielle Spillraum léisst.

Wa mer vun Inflatioun schwätzen, dann hu mer EU-wäit déi déifsten Inflatioun a mir gesinn, wéi wichteg d'Weiderféiere vun dëser Mesür ass a wéi richteg och d'Decisioune waren, déi am Solidaritéitspak 1 an am Solidaritéitspak 2 zesumme mat de Sozialpartner geholl gi sinn.

Ech hunn op dëser Plaz net d'Méiglechkeet, fir am Detail op alleguerten d'Mesüren anzegoen. Et sinn der awer nach geholl ginn oder verlängert ginn, déi déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft weider ënnerstëtzen. Stéchwuert: de REVIS. Stéchwuert: Allocation de vie chère. Stéchwuert: RPGH.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Fir op d'Logementssituatioun ze reagéieren, ass de Plaffong, fir d'Scholdzënsen ofzesetzen um Eegenheem, an d'Luucht gesat ginn. De Steierkreditt vum bëllegen Akt ass an d'Luucht gesat ginn an d'Applikatioun vun de 75 % Exoneration op de Revenue bei der Gestion locative sociale ass och eropgesat gi vu 50 % op 75 %.

Zu gudder Lescht maache mer mat dësem Accord och nach eng Kéier richteg Tempo géint d'Klimakris, notamment duerch d'Eropsetze vun der Gréisst, ab där d'Stéit Revenue vun der Vente vu Solarenergië musse versteieren, an awer och duerch d'Upassung vum Steierkreditt fir d'CO_2-Steier fir Leit, fir Stéit mat méi klenge Revenuen.

Mat dësem Accord hëllefe mir weider de Leit an de Betriber. Mir stäipen d'Kafkraaft vun de Leit. Mir stäipen eis Betriber an dëse stiermeschen Zäiten a mir sécheren, wat ganz wichteg ass, Aarbechtsplazen of, an dat am Rame vun de finanzielle Méiglechkeeten, déi mer hunn, an dat ouni dass mer déi zukünfteg Generatiounen onnéideg belaaschten an ouni dass mer den Triple-A hei a Gefor setzen. Ech wëll dat emol eng Kéier ganz kloer och ënnersträichen!

Et ass e solidareschen, räsonabelen a besonnesch wäitsiichtegen Accord. Loosst eis déi Mesüren elo séier ëmsetzen, fir dass mer de Leit dobaussen an de Betriber séier kënnen zur Säit stoen! Dësen Accord fënnt natierlech d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun.

An erlaabt mer, Här President, Iech eng Motioun ze iwwerreechen, mat där mer fuerderen, dass déi Mesüren elo ganz, ganz séier och an d'Tripartitt-Kommissioun kommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant le contexte international incertain avec une inflation toujours élevée ;

– rappelant que le Comité de coordination, institué en tant qu'organe de concertation en temps de crise, fait partie intégrante du modèle économique et social luxembourgeois ;

– considérant que l'accord tripartite dénommé « Solidaritéitspak 2.0 » prévoyait l'organisation d'une nouvelle réunion du Comité de coordination tripartite au cas où le Statec établirait au cours de l'année 2023 qu'un arrêt des mesures provoquerait un choc inflationniste en début 2024 ;

– considérant que, suite aux nouvelles prévisions du Statec du 8 février 2023, le Premier Ministre a convoqué les partenaires sociaux pour une réunion du Comité de coordination tripartite en date du 3 mars 2023 ;

– considérant qu'à l'issue de cette réunion, le Gouvernement et les partenaires se sont mis d'accord sur un paquet de mesures, permettant d'éviter un choc inflationniste en début 2024 et d'aider les ménages et les entreprises par des mesures spécifiques ;

– approuvant que le système actuel d'indexation des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités n'est pas remis en cause,

invite le Gouvernement

– à mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les mesures telles qu'elles ont été proposées par le Gouvernement et approuvées par les délégations et de trois syndicats et du patronat représentatifs au niveau national lors de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023.

(s.) Gilles Baum, Dan Biancalana, Yves Cruchten, Pim Knaff, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | E kuerzt Wuert awer zu mengem Virriedner an awer och zu der automatescher Upassung vum Index un d'Steiertabell: Mir wëssen, dass mer a Virwalzäite sinn. Mir wëssen och, dass den Drang vläicht besteet, fir ganz, ganz vill ze fuerderen. Ech wëll awer just der CSV an Erënnerung ruffen, dass et si waren, déi déi automatesch Upassung un d'Steiertabell ofgeschaaft hunn!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech wëll d'CSV och …

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hat zéng Joer Zäit, fir se erëm anzeféieren!

(Interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Ech wëll der CSV och ganz kuerz …

(Coups de cloche de la présidence)

… ganz kuerz awer eng Fro stellen. Ech mengen, Här Roth, Dir hutt et gesot: 120 Milliioune pro Indextranche. Mir maachen elo en éischte Schrëtt. Mir maachen en éischte Schrëtt an zwou Tranchen dëst Joer, iwwert de Steierkreditt, zwou an eng hallef maache mer 2024. Dat wëllt jo awer net heeschen, dass mer da mussen ophalen, wa mer d'Méiglechkeet hunn, fir méi wäit ze goen. Wa mer déi aacht Indextranchen elo hei hätte wëlle kompenséieren op ee Coup, da wier d'Rechnung séier gemaach: aacht mol 120 Milliounen! Dat ass dee Spillraum, dee mer eebe grad net hunn, well mer e Mix hu vun Upassung un d'Steiertabell an e Mix vu sozial cibléierte Mesüren.

An ech wëll just soen: Wa mer dat dote gemaach hätten, aacht mol 120 Milliounen, dann hätte mer dat Zil verfeelt – an ech mengen, dass awer heibannen an och an der Regierung, den Här Premierminister huet et virdru gesot, do e ganz grousse Konsens ass –, dass mer déi 30 % vum PIB net sollen iwwerschreiden.

An ech wëll fir ofzeschléisse ganz kuerz soen, dass de Spëtzekandidat vun der CSV, den Här Frieden, an engem Interview gesot huet, eng Staatsschold tëschent 20 % a 25 %, dat wär am Fong dat, wat ideal wär fir e Land wéi Lëtzebuerg.

(Brouhaha)

Wa mer alles géifen ëmsetzen hei, wat d'CSV gären hätt, da wäre mer do wäit, wäit driwwer, an och iwwert deenen 30 %!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

(Brouhaha)

Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass an eisem Nopeschland Frankräich de sougenannte „mardi noir" annoncéiert. Zu Stroossbuerg, do sinn d'Schoulkantinnen zou. Zu Nice, do fiert keen Tram. An d'Elektresch muss am Frankräich zum Deel importéiert ginn, well och an de franséischen Atomkraaftwierker gestreikt gëtt.

Zu Lëtzebuerg gëtt et kee „mardi noir". Den Dënschden zu Lëtzebuerg ass vläicht, wann een d'Wieder dobausse kuckt, hellgro, well mer vill Wolleken den Ament hunn. Mee schwaarz ass den Dënschden haut net, am Contraire. Iwwerhaapt hu mer keng schwaarz Deeg zu Lëtzebuerg, wou alles zum Stëllstand kënnt, well mir setzen hei zu Lëtzebuerg op de Sozialdialog.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dëse Sozialdialog, dee gëtt gefleegt. An dëse Sozialdialog, dat hu mer erëm eng Kéier bewisen, dee funktionéiert!

Ech hunn et an dësem Haus och schonn dacks gesot, mee et kann een et menger Meenung no net dacks genuch widderhuelen: Et gëtt keng Alternativ vum Austausch tëschent a mat de Sozialpartner!

Nieft dem Sozialdialog hu mir zu Lëtzebuerg nach eng aner Spezifissitéit, déi eis hëlleft, an dat ass den Index. Mir si frou, datt dëse Mechanismus och an Zukunft garantéiert bleift. Dat war selbstverständlech

och de Gewerkschaften immens wichteg. An ech erënneren drun, datt net den Index eise Problem ass, mee d'Inflatioun ass eise Problem, an déi musse mer bekämpfen! An d'Regierung huet dat richteg erkannt.

Mir hunn als LSAP bei de Budgetsdebatten am Dezember scho gesot, datt d'Zopp ni esou waarm giess gëtt, wéi se gekacht gëtt, an dass ee grad a Krisenzäiten eng Budgetspolitick vun der Rou a vun der Zouversiicht muss maachen.

D'LSAP huet mat hirer Meenung Recht behalen. Ech hat och a menger Budgetsried, wéi déi allermeescht heibannen, iwwregens bedauert, datt mir déi grouss Steierreform net an enger Kéier kéinten ëmsetzen. Wéinst de budgetäre Contrainten hat ech awer och gesot, datt mir als LSAP domat d'accord wieren, wann dat an Etappe géif geschéien.

Verschidden Etappe goufe schonn an deene leschte Jore geholl, déi lescht kleng Schrëtt mam Budget 2023. An elo, wou déi neisten Zuele vun eise Finanzen et hierginn, ginn dann och déi nächst Schrëtt geholl.

Et ass haut deen néidege budgetäre Spillraum do, fir ënner anerem d'Stéit hei am Land ze entlaaschten. Mir sinn als LSAP frou, dass d'Regierung eis Analys deelt. Mir sinn als LSAP besonnesch frou, dass mir eng strukturell Steierentlaaschtung op de Wee brénge kënne fir dat anert Joer.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et ass dat, wat d'LSAP scho méi laang gefuerdert huet, an et ass dat, wat och elo wäert ëmgesat ginn.

Mir gesinn als LSAP, wat eis Staatsrecetten ugeet, zanter dräi Joer virun allem eng staark Tendenz, dass d'Personnes physiques ëmmer méi e groussen Undeel un der Gesamtsteierlaascht ze droen hunn. Op der Säit vun den direkte Steieren ass d'Lounsteier eleng vum previsionelle Kont 2022 op de Budget 2023 ëm 16 % an d'Luucht gaang. An absoluten Zuelen ass dat eng Progressioun vun 830 Milliounen Euro. Vergläicht ee fir déi selwecht Steier d'Recetten tëscht 2021 an 2023, da kënnt ee souguer op eng Variatioun vu 27 % respektiv 1,3 Milliarde méi.

Mir wëssen natierlech, wouduerch dës Situatioun kënnt. Dréi Véierel vun der Plus-value bei der Lounsteier kommen eleng duerch déi kal Progressioun zustan, also d'Netadaptéiere vun der Steiertabell un d'Präisdeierecht. Wann ee sech also dëse Kontext virun Ae féiert, da versteet een och, dass et kee Walkaddo ass, fir d'Steiertabell unzepassen. Dofir ass et och nëmmen eng logesch Konsequenz, dass mir de Stéit haut erëm eppes zréckginn.

Déi Adaptatioun vun der Steiertabell ëm zwou an eng hallef Indextranchë fir d'nächst Joer entsprécht iwwregens deem, wat mir souwisou gemaach hätten, wann déi automatesch Adaptatioun vun der Steiertabell, esou wéi se bis 2013 a Kraaft war, bis haut weiderbestanen hätt.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat ass dat Gesetz, wou mer elo virdrun hei dervu geschwat hunn.

(Interruption)

Mir sinn als LSAP der Meenung, dass et genee dee richtege Mëttelwee ass, dee mir mat dësem Tripartitt-Accord aschloen. Eng komplett Adaptatioun vun der Steiertabell ëm aacht Indextranchë géif eis finanziell enorm schwéier belaaschten a kéim an éischter Linn deene ganz breede Schëlleren am meeschten zegutt. Donieft géifen eis dann d'Mëttele feele fir méi geziilt steierlech Moossnamen.

Eng Adaptatioun ëm zwou an eng hallef Indextranchë gëtt alle Stéit Kafkraaft zréck. Se suergt fir Zouversiicht a soziale Fridden am Land. A si léisst eis deen néidege budgetäre Spillraum, fir bestoend Mesüre weiderzeféieren a souguer nei Mesüren ze huelen.

Mir stinn natierlech als LSAP weider zu eisen 18 konkreete Steierproposen, déi mir am Kader vum groussen Debat hei am Haus iwwert d'Steiergerechtegkeet virgestallt hunn. An deem Kader hu mir eng déifgräifend Reform vun der Steiertabell proposéiert, déi eng staark Entlaaschtung fir déi kleng a mëttelbreet Schëllere virgesäit an déi op där anerer Säit, wéi ech fannen, e vertrietbaren Effort vun deene ganz breede Schëllere freet.

Eng vun den 18 konkreete Steierpropose vun der LSAP war d'Revalorisatioun vum Steierkreditt „bëllegen Akt", dee schonn 20 Joer laang net méi ugepasst ginn ass. Och op dësem Punkt kréie mer mat dësem Accord Satisfaktioun. D'Eropsetze vum Steierkreditt vun 20.000 op 30.000 kënnt virun allem de jonke Primo-acquereuren zegutt. Dëst fënnt eis voll Ënnerstëtzung a stoung och esou an eisem Walprogramm 2018.

Gläichzäiteg gëtt de Plaffong vun de Scholdzënsen, déi ee ka fir säin Immobilieprêt bei der Steiererklärung geltend maachen, ëm 50 % gehuewen. Och dëst kënnt der Kafkraaft vu ville Stéit hei am Land zegutt. Mir wësse jo alleguerten, datt besonnesch déi Leit mat variabele Prêten an de leschte Méint vill geschléckt hunn, wéi se gemierkt hunn, wat déi Zënserhéijunge fir hir Mensualitéite bedeiten.

Bei dësen neie Mesüre kéint bal ënnergoen, dass fundamental wichteg Mesüren aus dem zweeten Tripartitt-Accord vu September 2022 och weidergefouert ginn. De Plafonnement vum Gaspräis respektiv vum Stroumpräis fir d'Stéit gëtt ëm e ganzt Joer verlängert. Dës Mesür huet de Stéit hei am Land schonn d'lescht Joer eng Hausse vun 92 % beim Gas erspuert. Dës Mesür huet d'Präisdeierecht zu Lëtzebuerg mat groussem Succès ënner Kontroll bruecht a si wäert och 2024 gräifen an d'Präisdeierecht esou weider am Grëff behalen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt mir d'nächst Joer viraussiichtlech eng Präisdeierecht vun 2,8 % amplaz vu 4,8 % wäerten hunn. Dat mécht fir en eenzelne Stot e risegen Ënnerscheed. Dat mécht fir den Handwierker, fir de Bäcker e risegen Ënnerscheed. An et mécht fir eis ganz Ekonomie e risegen Ënnerscheed.

Fir eis Betriber heescht dat, dass mir sécherstellen, dass tëscht zwou Indextranchen an der Moyenne wéinstens aacht Méint dertëschtleien. Esou kënnen den Handwierker an de Bäcker an all déi aner hir Käschte plangen an hir Aktivitéit mat Zouversiicht féieren. Eis Betriber, déi international täteg sinn an hir Wueren och am Ausland musse verkafe kënnen, ootme mat dësem Accord och op.

Natierlech ka keen Accord vun der Welt esou gutt sinn, dass een den Inflatiounsschock, dee sech duerch all Bourse op der Welt zitt, net géif iergendzwousch ze spiere kréien. An natierlech spieren déi eng et méi wéi déi aner. Aus deem Grond ginn déi successiv Erhéijunge vun der Allocation de vie chère weidergefouert, gradewéi d'Energieprimm, déi jo méi enger breeder Populatioun vu bal 55.000 Stéit zegutt-kënnt. Dëst ass fir déi concernéiert Stéit en extreem wichtegt Element vun dësem Accord.

Ech muss Iech soen, wann ech deen Accord mat den eenzelne Mesüre liesen, ass et fir mech zweetrangeg, ob mir elo eng ëffentlech Schold vu 25 % oder 26 % vum PIB wäerten zu Lëtzebuerg hunn.

Am Budgetsprojet fir 2013, dee leschte Budgetsprojet aus der Fieder vun engem CSV-Finanzminister, war och eng ëffentlech Schold vu 25 % vum PIB projezéiert. Zanterhier ass awer vill geschitt. Mir hunn eng Period vu Multikrisen erlieft a mir hu Saache mussen erliewen, vun deene mir net geduecht haten, dass se méiglech wieren.

Ech stelle fest, dass mir am Moment dat Land an der EU sinn, dat déi niddregst Inflatioun huet. Ech stelle fest, datt de Statec eise Wuesstem fir dëst Joer däitlech no uewe revidéiert huet op 2,2 %. An ech stelle fest, dass d'Inegalitéiten, gerechent mam Gini-Koeffizient, bei eis, trotz alle Krisen, erofgaange sinn. Et ass e bëssen esou, wéi wa mir zu Lëtzebuerg déi berüümte Quadratur vum Krees géife fäerdegbréngen.

Dës Ongläichheeten ze reduzéieren, muss awer och eisen Usproch sinn, wa keng Krisenzäit ass. Dozou wëllt meng Partei sech engagéieren. Krise sinn eng Belaaschtung fir jiddereen, virun allem, wann een déi eng Kris knapps verdaut huet an déi nächst scho virun der Dier steet. Mee trotz alle Krisen hu mir et zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht zesummenzehalen. Dësen Zesummenhalt kann een net a Form vu Sue moossen, a scho guer net a Form vu Prozentpunkte vum PIB. Sécher ass awer, dass de sozialen Zesummenhalt vill wäert ass, immens vill wäert. Dat däerfe mir bei alle schéine Projektiounen an Hypotheesen ni aus den Ae verléieren!

Ech schléisse mat engem Luef un d'Regierung an un d'Sozialpartner. Si hunn alleguerten op en Neits bewisen, dass mir hei zu Lëtzebuerg Léisunge fannen, wann et muss sinn, fir d'Bierger an och eis Ekonomie ze schützen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'LSAP steet zu 100 % hannert dësem Accord a mir wëllen alles maachen, fir datt e ka séier an der Chamber ëmgesat ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Datt d'Oppositioun haut seet: „Dat geet alles an déi richteg Richtung, mee mir hätte jo nach méi gemaach", oder anerer souguer haut hei behaapten, et wär hire Verdéngscht, dat ass alles „de bonne guerre" an dat gehéiert zu eisem Geschäft. Gradesou wéi et „de bonne guerre" ass, wann d'Majoritéit hinnen äntwert: „Mir hunn net missen op Iech waarde fir ze wëssen, wat ze maachen ass. Dat hu Blo, Rout a Gréng an de leschte Joren ëmmer nees bewisen."

Dës Regierung, dës Koalitioun huet d'Land an d'Leit an de leschte Joren duerch déi schlëmmste Krise gefouert, mat roueger Hand, nom Prinzipp vun der Solidaritéit an am Dialog mat de Sozialpartner. Il fallait le faire!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

(Brouhaha)

D'Madamm Lorsché huet d'Wuert a soss keen.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mäi Virriedner huet mat engem Luef opgehalen, da fänken ech mat engem Luef un, e Luef un d'Regierung an un d'Sozialpartner, natierlech mat engem grousse Respekt fir dat, wat Der fäerdegbruecht hutt. Well och an

der drëtter Tripartitt zanter dem Ufank vun der Kris ass de Sozialdialog op en Neits groussgeschriwwe ginn an trotz zum Deel ganz ënnerschiddlechen Interessen hunn d'Verhandlungspartner eng zweete Kéier innerhalb vun e puer Méint, kann ee soen, zu engem gemeinsamen Accord fonnt.

Esou en Dialog, et ass schonn e puermol ënnerstrach ginn, gëtt et nach laang net an all Land. Ech weisen op Frankräich beispillsweis. An dofir kann ee soen: Esou e Sozialdialog gëtt et just zu Lëtzebuerg. En nennt sech kollektiv Verantwortung.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | En nennt sech sozialen Zesummenhalt, oder awer d'Trompkaart vu Lëtzebuerg, wéi de Premier et virdrun ausgedréckt huet.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, mam virleienden Accord weist sech op en Neits, datt d'Tripartitt en effikasst Instrument ass, fir a Krisenzäiten aktiv ze ginn, handlungsfäeg ze ginn a Moossnamen ze decidéieren, déi ganz séier musse gräifen, och wa vun alle Säiten deen een oder anere Kompromiss muss gemaach ginn.

Kompromisser, dat ass d'Logik, mee och d'Stäerkt vum Lëtzebuerger Modell. Fir eis ass de virleienden Tripartitt-Accord e gudde Kompromiss. Et ass e Kompromiss, deen zu engem Moment zustane koum, wou d'Onsécherheet op ville Pläng weiderhin héich war.

Fënnef Stéchwierder dozou: Krich an der Ukrain, deem säin Enn net ofzegesinn ass, d'Präisdeierecht, déi eng Realitéit bleift, virun allem fir déi vulnerabel Mënschen, dobäi eng ugespaante Situatioun um Logementsmarché, déi jiddwerengem bekannt ass, klammend Zënsen an eng Klimakris, wou mer eis Efforte musse weiderféieren a verstäerken.

Mat dësem Tripartitt-Accord gi mer dës Erausfuerderungen zesummen un, ugefaange bei der Präisbrems um Gas a beim Präisdeckel um Stroum, wou mer net just e rasanten Ustig vun der Inflatioun a vill zousätzlech Indextranchë verhënneren. Mat deenen zwou Moossname schütze mer virun allem och d'Biergerinnen an d'Bierger weiderhi virun der Präisdeierecht op deem Niveau, dëst kombinéiert awer och mat zousätzlechen Ënnerstëtzungen, beispillsweis beim Masutt an den E-Bornen, ëm e weidert Joer, wou déi Moossname verlängert ginn.

Mir kënnen domat evitéieren, datt Privatstéit den 1. Januar 2024 op eemol mat massive Präissteigerunge konfrontéiert ginn, a schützen domat an éischter Linn déi vulnerabelst Stéit. Mat der Verlängerung vun dëse Mesüre gi mer der nächster Regierung awer och déi néideg Zäit, fir d'Auslafe vun deene Mesüren, de Phasing-out, intelligent ze plangen.

Här President, mat dësem Accord entlaaschte mir d'Mënschen och steierlech, andeems de Barème op den 1. Januar 2024 ëm 2,5 Indextranchen ugepasst gëtt. Duerch de Steierkreditt fir 2023 suerge mer dann op där anerer Säit derfir, datt d'Stéit och scho virun 2024 entlaascht ginn, an dat ass fir eis ëmsou méi wichteg, fir den Impakt vun der Inflatioun besonnesch op déi niddreg Lounkategorien ofzefiederen. A well grad déi Vulnerabelst mat méi niddregem Akommes am meeschte vun der Präisdeierecht betraff sinn, gëtt och d'Energieprimm am Zesummenhang mat der Allocation de vie chère, déi Niddregverdénger ufroe kënnen, fir 2024 verlängert.

Och dat ass natierlech eng sozial cibléiert Moossnam fir déi Mënschen, déi d'Hëllef am meeschte brauchen, wou ech awer déi kleng Remark wéilt lassginn, datt e groussen Deel vun de Mënschen, déi fir dës Allocation de vie chère eligibel sinn, d'Hëllef guer net ufroen, meeschtens well se net genuch informéiert sinn. An domat wéilt ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass de Besoin vu gudden Informatiounscampagnë weiderhi grouss ass, mee net nëmmen. An Zukunft musse mer och am A behalen, wéi sech d'Situatioun um Niveau vun de klenge Revenue weiderentwéckelt, an analyséieren, ob net nach aner steierlech Moossnamen ergraff musse ginn, déi direkt an onëmgänglech bei deene Mënschen ukommen, ouni datt se se mussen ufroen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | E weidere wichtege Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, betrëfft natierlech den Index, dee mat dësem Accord och weiderhin normal wäert spillen. A jo, mir Gréng stinn zum Index a stoungen nach ëmmer zu deem Mechanismus, dat ass mer wichteg ze ënnersträichen!

Mir kënne garantéieren, datt d'Kafkraaft och 2024 weiderhin erhale bleift, woubäi ee sech eng Kéier misst Gedanke maachen, ob „Kafkraaft" net duerch méi e schéinen Term ersat kéint ginn, vläicht manner konsumorientéiert a méi wäertorientéiert.

Doriwwer eraus beschleunege mer d'Energietransitioun eemol méi mat dësem Accord, andeems d'Revenuen aus klenge Solaranlage fir Privatpersounen net méi ab enger Capacitéit vun 10 Kilowatt-Peak, mee eréischt ab 30 Kilowatt-Peak besteiert ginn. Mir maachen d'Solarenergie also nach méi attraktiv, wéi se et schonn ass. Zesumme mat der TVA vun 3 % an den attraktive Primmen an deem Beräich war et nach ni esou interessant wéi haut, kann ee soen, an eng Solaranlag ze investéieren an domat säin Deel zur Energietransitioun bäizedroen.

Gläichzäiteg suerge mer mat dësem Accord fir eng kloer a gerecht sozial Kompensatioun fir d'CO_2-Bepräisung ab 2024 mat engem separate Steierkreditt vun 144 Euro am Joer fir kleng a mëttel Revenuen. Ech mengen, déi Moossnam ass nach net genannt ginn. Well fir eis Gréng ass jiddwerfalls kloer, datt Klimaschutz a Soziales och an Zukunft Hand an Hand musse goen. An dofir si mer frou, dass d'Regierung dat och esou gesäit.

Här President, mat dësem Pak reagéiere mer awer och op d'Kris um Logementsmarché. Fir d'Leit am Kontext vun de klammenden Zënsen ze ënnerstëtzen, gëtt de Plaffong, fir d'Scholdzënse steierlech ofzesetzen, vun 2.000 op 3.000 Euro erhéicht. Als Gréng hu mer eis schonn eng Zäitche fir esou Moossname staarkgemaach an dofir si mer frou, datt deen Asaz sech och am virleienden Accord zréckspigelt.

Dobäi kënnt och nach eng sozial geziilt Ënnerstëtzung bei de Scholdzënsen, déi de Logementsminister Henri Kox scho virun enger Zäit per Projet de loi op de Wee bruecht huet um Niveau vun der Bonification et subvention d'intérêts. Hei wäerten an Zukunft méi Stéit eligibel sinn an och d'Héicht vun der Subventioun gëtt no uewen ugepasst.

Donieft hëllefe mer de Leit, déi eng Wunneng kafe wëllen, duerch d'Erhéijung vum bëllegen Akt, wuelbemierkt just bei der éischter Acquisitioun.

Léif Membere vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, esou wichteg, wéi dës Moossnamen och alleguer sinn, an esou schéin, wéi mer se och fannen, esou muss eis Prioritéit weiderhin um Schafe vu bezuelbarem Wunnraum leien, fir mëttel- a laangfristeg d'Recht op d'Wunne fir jiddweree sécherzestellen. De Logementsminister wäert dofir och seriö Montanten an de Grapp huelen, fir privat Projeten opzekafen, mam Zil, de Wunnraum an ëffentlecher Hand ze erhéijen a bezuelbar ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Gläichzäiteg erhéije mer mam Tripartitt-Accord d'Steierbefreiung vu Locatiounsrevenuen aus der Gestion locative sociale, der GLS, also der Locatioun zu bezuelbare Präisser. Mat dëser Moossnam encouragéiere mer d'Proprietären, zu bezuelbare Präisser ze verlounen. Fir eis Gréng ass dat definitiv e Schratt an déi gutt Richtung.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Schliisslech séchere mer mat dësem Tripartitt-Accord och d'Stabilitéit vun de Betriber of, andeems de Staat déi drëtt Indextranche, wéi versprach, dëst Joer, wéi am leschten Accord och virgesinn, fir d'Betriber kompenséiert. Mir schafen domat Previsibilitéit fir d'Betriber a generell fir d'Ekonomie an enger ganz onsécherer Zäit. Mir verhënneren de Risiko vu grave Konsequenze fir d'Ekonomie, vu grave Konsequenzen op den Taux d'emploi an de Risiko vu steigender Aarmut zu Lëtzebuerg.

Här President, ofschléissend wéilt ech betounen, datt mir d'Mënschen an eisem Land, mee och d'Ekonomie mat dësem Accord stäerken a schützen. Mir schafe Previsibilitéit fir déi nächst Méint, souwuel fir déi eng wéi fir déi aner. Dësen Accord ass, ech hunn et scho gesot, de richtege Kompromëss an enger onsécherer Zäit.

Wat dësen Accord awer net ass: E liwwert keng strukturell Äntwert op vill vun deenen Erausfuerderungen, déi mer zum Beispill an eisem Steiersystem nach ëmmer hunn. Mee dat kann och net den Usproch vun engem Tripartitt-Accord sinn, deen a Krisenzäiten ausgehandelt gëtt. Dësen Accord schaaft awer dann eng Grondlag, fir an enger nächster Legislatur déi méi fundamental Steierreformfroen unzegoen, déi an dëser Legislatur aus bekannte Grënn net konnte gemaach ginn; eng méi fundamental Reform, bei där kleng a mëttel Salairë geziilt entlaascht ginn, wou mer duerch d'Individualiséierung derfir suergen, datt d'Leit net méi jee no Liewenssituatioun pauschal anescht besteiert ginn; eng Reform, déi generell méi Gerechtegkeet an eisem Steiersystem schaaft, an eng Reform, déi Investitiounen an d'Klimaneutralitéit massiv begënschtegt an de Schutz vun eisem Planéit héichhält.

An och am Logement ass et fir eis als Gréng kloer, datt et mat dësem Tripartitt-Accord net gedoen ass, mee datt mer de Paradigmewiessel zugonschte vum abordabelen an ëffentleche Wunnraum och an den nächste Jore weiderdreiwe mussen. Och dat ass eng wichteg Konditioun, fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg och laangfristeg an net kuerzfristeg oprechtzeerhalen, esou gutt wéi den Tripartitt-Accord och ass.

An domat nach eng Kéier Felicitatioune fir deen Accord vun eiser Säit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus emol fir d'éischt e grousse Merci un den Här Staatsminister, datt en eis hei haut de Mëtten d'Resultat vun der Tripartitt erkläre koum. Ech mengen, et ass gutt, datt mer hei kënnen driwwer schwätzen esou kuerz duerno. An ech wëll och direkt soen, datt et ganz gutt ass, datt mer dat Instrument vun der Tripartitt hei am Land hunn. Et ass e wichtegt Instrument vum Sozialdialog, vum soziale Fridden. Et huet seng Roll gutt gespillt. An ech mengen, et muss een och dem Patronat an de Gewerkschafte vun hei aus Merci soen. Et war

vun alle Säiten aus, mengen ech, eng verantwortlech Negociatioun an Zäiten, déi dat brauchen.

Ech wëll vläicht e puer Wierder soen, déi méi positiv sinn, an da vläicht e puer méi nodenklech Gedanken awer och hannendrusetzen.

Wat ganz gutt ass, dat ass natierlech, datt den Indexsystem konnt erhale ginn. Dat ass wierklech wichteg. Mir hu Vergläicher héiere mat der Situatioun am Ausland. Dat weist, wéi wichteg de soziale Fridden ass.

Et ass och net esou, datt déi Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg investéieren, net wéissten, datt mer hei den Index hunn, datt d'Mammenhaiser am Ausland op eemol géifen entdecken, datt mir hei en automateschen Index hunn. Well wien och ëmmer hei am Land investéiert, kritt erkläert a weess genee, datt mir den Indexsystem hunn, wéi e fonctionéiert, wéi en applizéiert gëtt. An ech mengen, jiddereen ass do en connaissance de cause.

Mir hätte selbstverständlech gär, a mir hunn eis scho laang investéiert als ADR, datt d'Steiertabell ugepasst gëtt. Dat ass elo zum Deel geschitt. Mir begréissen dat. Mir begréissen och ganz vill aner Mesüren hei an deem Pak, déi geholl goufen. An awer wëll ech soen, datt mer eng Rei Revendicatiounen als ADR hunn, och an dëse schwéieren Zäiten, och un déi nächst Regierung.

Datt mer higinn a musse kucken, datt mer zum Beispill de Mindestloun aus der Steier eraushuelen an och déi kleng Pensiounen, fir datt déi net besteiert ginn, dat schéngt eis eng Selbstverständlechkeet ze sinn. Genausou wéi mir zum Beispill géifen d'Kuelendioxidsteier riichtewech ofschafen. Hei héiere mer: „Jo, elo gëtt se kompenséiert fir déi méi kleng a mëttel, net grad ganz héich Revenuen." Mir géife se ofschafen a mir géifen och weider Schrëtt maache fir d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun!

(Interruption)

Et sinn nach eng Rei positiv Moossnamen, mee loosst mech e bësse méi wäit elo kucken a mat Iech zesummen e bëssen eng méi kritesch Distanz huelen an da kucken, wéi mer viruginn an deenen nächste Méint a Joren.

Dat Éischt, mengen ech, ass, datt mer hei ganz grousszügeg waren. D'Regierung war grousszügeg. Hei ass gesot gi 500 Milliounen, 850 Milliounen. Mir kennen d'Finanzsituatioun vun eisem Land fir dat anert Joer elo nach net. Mir wëssen net genee, wat den Impakt op déi ëffentlech Schold wäert sinn a wéi sech dat weiderentwéckelt. A mir ginn dervun aus: Dat, wat mer elo kruten, ass ginn an net geléint!

Mir wäerten an eng Situatioun erakommen, wou mir elo scho wëssen, datt eng Rei Steiererhéijungen op eis duerkommen. Ech wëll just e puer Beispiller nennen: D'Kuelendioxidsteier gëtt permanent viru gehéicht. Mir wëssen nach net, wéi laang a wéi wäit dat soll goen. Mir héieren, datt Logementssteieren elo kommen, eng ganz Partie Steieren am Beräich vum Logement, déi jo och vun der Regierung elo proposéiert ginn. Mir wëssen, d'LSAP huet dat grad nach rappeléiert, datt Steiererhéijunge solle komme fir déi, déi e bësse méi verdéngen, ouni datt mer elo wëssen, wien domadder genau gemengt ass an ëm wéi vill d'Steierlaascht soll klammen. Mir héiere vun anere Parteien, datt zousätzlech Steierklasse solle kommen.

Dat heescht, et ass éischter esou, datt mer wéinst der allgemenger Finanzsituatioun awer an eng Situatioun erakommen, wou eventuell eng Rei Steiererhéijunge kommen oder wou mer elo scho sécher wëssen, datt eng Rei Steiererhéijungen op d'Leit duerkommen. Mir warnen do virdrun! Mir wëlle keng Steiererhéijungen, well ech mengen, mir wëssen alleguer hei am Land, datt dat eiser Kompetitivitéit ka schueden, der Kafkraaft vun de Leit ka schueden. An do, wou dat net néideg ass oder wou et reng ideologesch ass, wëlle mir keng Steiererhéijungen!

Dat Zweet, wat ee muss soen, dat ass, datt déi Scholdepolitick, déi mer am Ableck maachen, sécher bequeem ass, sécher einfach. Och déi Kéier huet d'Regierung vill Sue mobiliséiert. Wéi gesot, mir begréissen déi Moossnamen. Hei kréien d'Leit just zréck, wat se scho virfinanzéiert hunn. Dat muss ee ganz däitlech ënnersträichen. Mee et muss een awer och wëssen, datt mer an enger Situatioun sinn, wou d'Scholdelaascht, d'Zënslaascht am Staatsbudget ëmmer méi considerabel gëtt!

Mir wëssen elo nach net, mat deenen Tauxen, déi klammen, a mat deene Scholden, déi opgeholl ginn an den nächste Méint a Joren, wou mer hikommen. Mir sinn an engem Zyklus, wou mer d'Scholden net zréckbezuelen als Staat. Mir verlaangen als ADR, datt mer d'Scholden zréckbezuelen an net einfach ëmmer nëmme refinanzéieren zu ëmmer méi héijen Tauxen. An d'Zënslaascht am nächste Budget, déi wäert – d'Madamm Backes kann eis dat sécher soen – bei 300, 400 Milliounen Euro d'Joer leien. Dat ass ewechgehäite Geld! An eng Scholdepolitick ass eng Politick zulaaschte vun deenen nächste Generatiounen. Och dat muss een däitlech soen. Wie vun nohalteger Politick schwätzt, dee mécht keng Scholdepolitick!

Da musse mer och soen: Eng Steierdiskussioun, déi gehéiert un éischter Plaz an d'Chamber! Dat ass och hei vun engem Virriedner schonn ernimmt ginn. Gutt, dat war elo net eppes, wou mer géife soen: „D'Rechter vun der Chamber goufe bewosst ignoréiert." Dat gesi mer net esou. Mee mir hätten trotzdeem gär, datt eng Steierdiskussioun an der Chamber ass, well dat déi Enceinte ass, déi déi budgetär Autoritéit hei am Staat huet bei eisen Institutiounen, an dat soll och respektéiert ginn!

Wat d'Inflatioun ugeet, musse mer eis och Gedanke maachen. Et ass hei gesot ginn: „Lëtzebuerg ass dat Land an der Eurozon, wat déi niddregst Inflatioun huet." Gutt, huele mer dat emol un. Mir hunn dat elo net kontrolléiert virun dëser Debatt, mee dat wäert da schonn esou sinn.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech schécken Iech et.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech kucken dat, Här Staatsminister. Mee et ass elo einfach esou, datt mer och musse wëssen, datt d'Inflatioun a villerlee Hisiicht e Symptom ass, a mir maachen eng Symptombekämpfung. Mir mussen awer och kucken, wou dat hierkënnt. Firwat hu mer déi héich Inflatioun? A wat sinn d'Risiken? Wéi ass eist Land exposéiert géintiwwer dem Ausland? A wou kënne Geforen hierkommen?

Ech wëll Iech just zwee Beispiller vläicht soen. Dat eent ass de Geldvolumen. D'Europäesch Zentralbank huet iwwert déi lescht Joren eng ganz, ganz extensiv Geldpolitick bedriwwen – whatever it takes! Elo gëtt probéiert, e bëssen zréckzeschrauwen, souwuel op der Geldmass wéi och iwwert d'Zënsen. Mee et ass schonn esou, datt ganz vill Geld am Ëmlaf ass, an dat muss reduzéiert ginn, fir den Inflatiounsdrock erofzesetzen an domadder erëm eng Chance ze hunn, fir och kënnen d'Zënsen erëm zréckzeschrauwen. Dat ass emol eng Grondviraussetzung.

Mee mir gesinn awer gläichzäiteg an der Eurozon, an den europäesche Budgeten, datt et e ganz staarken Drock gëtt, fir déi gemeinsam Scholdepolitick a gemeinsam Fongen opzeleeën, déi emol net kontabiliséiert ginn, baussent eigentlech de Maastricht-Krittären, wat erëm derzou géif féieren, datt d'Geldmass enorm klëmmt op europäeschem Niveau. Lëtzebuerg huet sech, souwäit mir dat gewuer ginn, och dofir staark gemaach. Dat ass awer vläicht e Wee, deen ee muss iwwerdenken, well desto méi séier d'Geldmass wiisst, och an den europäesche Budgeten, desto méi grouss ass de weideren Inflatiounsdrock an domadder den Drock op d'Zënselaascht a schlussendlech op d'Consommateuren. Dat ass e Cercle vicieux an do muss een oppassen, wat ee mécht.

Eng zweet Bemierkung, déi mer awer wëlle maachen, dat ass déi Expositioun vun der Lëtzebuerger Ekonomie zum Ausland, a mat deem ganze Problem vun der Energiekris, déi mer am Ableck hunn, soll een dat och net ënnerschätzen.

Ech ginn Iech just e Beispill, well ech mengen, Beispiller sinn ëmmer vläicht méi liicht ze erfaasse wéi eng reng Theorie: Mir hunn elo bei DuPont, der Firma DuPont, e reelle Problem. Do sinn 160 bis 270 Aarbechtsplazen a Gefor, liese mer an der Press. An do ass natierlech eng grouss Suerg op der Säit vun deene Leit, déi do schaffen, vun de Gewerkschaften an esou virun. An d'Ursaach, gëtt eis erkläert, dat ass de Problem, datt den DMT – dat ass den Dimethylterephthalat – net méi accessibel ass, datt deen net méi ka geliwwert ginn an datt doduerch déi Aarbechtsplazen a Gefor sinn.

Elo muss een awer wëssen – dat ass wéinstens déi kleng Recherche, déi mer elo gemaach hunn –, datt dat eng Firma war an Europa, déi dat produzéiert huet. Dat war an Niedersachsen, dat ass d'Firma Oxxynova. Ech huelen un, datt déi dann och DuPont do versuergt huet. An déi Firma huet missen opgi wéinst den héijen Energiepräisser an Däitschland.

Dat ass eeben d'Resultat vun deem geostrateegesche Kontext, an deem mer sinn: d'Sanktiounspolitick, keng Gasversuergung zu deene Präisser, déi mer gewinnt waren, ze vill deiere Gas, ze vill héich Energiepräisser. D'Firme gi futti. Dat fänkt beim Bäcker un, dat geet bis zu Firmen, déi eeben an der cheemescher Industrie ganz gasintensiv produzéieren. A wann eng Firma wéi déi hei an Däitschland ..., vun där déi Lëtzebuerger Ekonomie ofhängeg ass, eng wichteg Lëtzebuerger Firma, dann ass déi och a Gefor.

Dat heescht, mir musse ganz kloer gesinn, datt mer an engem héich instabillen Ëmfeld sinn. A wa mer keng Léisunge fannen, notamment och fir den Energieberäich, fir do d'Präisser séier erëm erofzedrécken, verléiere mir eis Kompetitivitéit als Europa an och hei zu Lëtzebuerg, mat deem entspriechenden Drock op den Aarbechtsmaart. An an deem Kontext muss ee besonnesch virsiichteg si budgetär, well mir wëssen net, wat dëst Joer a wat dat anert Joer nach op eis duerkënnt, wéi mer kënne verhënneren, datt eis Ekonomie komplett vun amerikanescher an anerer Konkurrenz ënner Drock gesat gëtt, datt mer e „sanctions leakage" kréien, wéi mer e „carbon leakage" eventuell och schonn hunn an domadder eng Desindustrialiséierung vun Europa, wou Lëtzebuerg selbstverständlech géif mat drënner leiden.

An d'Konklusioun, mengen ech, ass eng, déi mer alleguer deelen: datt mer zefridde si mat deene Moossnamen, déi elo geholl goufen. A gläichzäiteg soe mir awer als ADR, datt mir elo eng verantwortungsvoll Politick mussen an deenen nächste Méint a Jore maachen, eng verantwortungsvoll Budgetspolitick, eng verantwortungsvoll Industriepolitick, fir ze kucken, datt mer an dëse schwieregen Zäiten eist Land op Kurs halen, keng sozial Krise provozéieren a solidaresch déi grouss Erausfuerderunge meeschteren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Am Ufank dann eng kleng Kritick un der Aart a Weis: Haut um 10.12 Auer koum e Mail u sämtlech Fraktioune mat der Demande un de Chamberspresident, datt eise Premier gäre géif eng Deklaratioun vu Regierungssäit maache betreffend d'Tripartitt vum leschte Freiden. Dës Demande ass och datéiert op de 7. Mäerz, also op haut. D'Tripartitt war e Freiden, fir et nach eemol ze soen, also viru véier Deeg.

Schonn aleng dëse Message just e puer Stonne virun enger Chambersseance beweist de Manktum u Respekt vis-à-vis vun der Chamber.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Mee de „Sahnetüpfelche" bei där ganzer Saach …

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Staatsminister freet d'Wuert fir Fait personnel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wollt just d'Madamm Cecchetti informéieren, dass ech dëst héicht Haus soubal informéiert hunn, wéi ech gréng Luucht vun de Gewerkschaften an och vum Patronat kritt hunn. Gëschter Owend war dat nach net de Fall vun all de Sozialpartner. Ech hunn awer gewaart. Ech kann Iech net eng Deklaratioun maache kommen, wann ech nach net mat de Sozialpartner fäerdeg d'Tripartitt hat kënnen ënnerschreiwen. Dofir, soubal dat ënnerschriwwe war a soubal mer och gréng Luucht haten, konnte mer déi Demande maachen. Virdru wier et eng Hypothees gewiescht, fir „vläicht wann". An dat wollt ech net maachen.

Dofir entschëllegt, Madamm Cecchetti, wann ech keng Kaffissazlieserei gemaach hunn, mee hei awer konkreet op d'Ënnerschrëft gewaart hunn, fir Iech kënnen ze informéieren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ben, dann hutt Der awer … Ech wëll dann awer och als Fait personnel dorobber äntweren, an dat geet elo net vu menger Zäit of.

Bon, d'Press war awer ganz detailléiert an deem, wat ausgehandelt gouf e Freiden, schonn am Virfeld. Ech mengen, mir hunn alles do héieren.

(Interruption)

Mir haten et just net schwaarz op wäiss.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dann ass dat jo och Kaffissazlieserei gewiescht.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Jo, si waren op der Pressekonferenz. Si kann nach gekuckt ginn. Ech kann Iech de Link schécken.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hunn d'Pressekonferenz gelauschtert, fir haut hei au courant ze sinn, wat hei leeft. Mee da war dat jo och Kaffissazlieserei, wëll ech just soen.

An de „Sahnetüpfelchen" ass awer dann, datt ee knapp eng Stonn, ier d'Sitzung hei ugeet, dann emol d'Dokument kritt. Och wann net ganz vill drasteet, wëllt een et awer liesen an et wëllt ee sech a senge Gremie beroden an et wëllt een eng seriö Diskussioun hei féieren.

Ech wäert dann awer elo op déi puer …

M. Fernand Etgen, Président | Hei den Här Kersch huet nach d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech si just e bëssen iwwerrascht, Här President, iwwer all d'Aussoen, déi säit e Freideg vun alle Politiker gemaach gi sinn iwwer soi-disant en Text, dee se ni gesinn hunn, an all Zeitung ass voll. An och d'Madamm Cecchetti: Interviewen an all Zeitung …

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, natierlech.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | … soi-disant iwwer en Text, dee se net kennt! Je constate.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ganz kloer. Mir hunn op dat reagéiert, wat mer aus der Press gewuer gi sinn. Hei si mer awer net an der Press, hei si mer am héijen Haus an hei wëlle mer jo awer e politeschen Debat féieren, deen e bësse méi fundéiert ass.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, mir maachen elo hei Uerdnung. Den Här Kersch hat nach d'Wuert gefrot.

(Interruption)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ma ech hunn eigentlech d'Wuert, jo.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch huet awer d'Wuert gefrot gehat. Jo, an hie kritt et och, wann de President em et gëtt.

M. Sven Clement (Piraten) | D'Madamm Cecchetti huet awer d'Recht, Nee ze soen.

(Brouhaha)

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann d'Madamm Cecchetti net wëllt, da soen ech näischt.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Kersch, um Weltfraendag ass dat doten awer staarken Tubak.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech ginn awer dervun aus, dass d'Madamm Cecchetti esou vill Demokratieverständnis huet, fir eng Fro zouzeloossen.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn der Madamm Cecchetti d'Wuert fir weiderzefueren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Madamm Cecchetti huet emol nach net ugefaange mat hirer Ried.

M. Dan Kersch (LSAP) | Neen. Si huet awer eng Rei vun Aussoe gemaach, déi esou net kënne stoe bleiwen. A wa se dat net zouléisst, dann ass et ok.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ou? Dat, wat ech gesot hunn, ass alles Fakt!

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hunn näischt gesot, wat gelunn ass. Ech hunn iwwerhaapt näischt …

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Hansen, d'Madamm Cecchetti huet d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An d'Reaktioun beweist mer, datt ech Recht hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Dat ass dann och fir Iech, wann Der …

M. Dan Kersch (LSAP) | Loosst Der eng Fro zou oder net? Dat ass d'Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Sou. Elo ass et just nach d'Madamm Cecchetti, déi d'Wuert huet.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn d'Wuert gefrot.

(Interruptions)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Grosso modo kann ee soen, datt dat, wat am leschten Accord festgehale gouf, einfach bis Enn 2024 weidergefouert gëtt.

Mir begréissen natierlech, datt deene schaffende Leit gehollef gëtt. Dat ass och ganz batter noutwendeg. Mir begréissen et och, an elo kënnt deen nächste Shitstorm, datt den Index net méi ugeréiert gëtt. Mir si frou, datt elo hei jiddweree sech esou kloer zum Index bekennt, well virun engem Joer stounge mir domadder nach zimmlech aleng an dësem Parlament. A mir sinn net déi, déi den Index iwwer e Joer ausgesat hunn an en eréischt dëst Joer am Abrëll nobezuele loossen!

(Interruptions)

Mir begréissen och, datt steierlech wéinstens eppes Klenges dran ass.

Mir felicitéieren och de Gewerkschafte fir hir ganz gutt Aarbecht. Si hunn et fäerdegbruecht, datt iwwer Punkte geschwat gouf, déi urspréinglech net um Ordre du jour stoungen.

(Interruption)

Mee mir kritiséieren awer, datt nees de Géisskaneprinzipp applizéiert gëtt. Dat hu mir ganz kloer och schonn déi leschte Kéier kritiséiert: Hei kritt jiddwereen dat selwecht, ob en et brauch oder net! Mir hätte léiwer gehat, datt déi, déi et wierklech brauchen, substanziell méi kritt hätten.

Mir kritiséieren och nees, datt bei der Kompensatioun vum Patronat nees jiddwereen ausgeschott kritt amplaz och hei deene vulnerabelste Patronen ze hëllefen a vläicht deenen e bësse méi ënnert d'Äerm kënnen ze gräifen. Well déi, déi vill a vill méi Ëmsaz gemaach hunn an déi masseg Dividenden ausbezuelen, déi brauche keng Hëllef, au contraire, déi solle sech bedeelege mat Krisesteiergelder!

Iwwregens hat de Méco eng Konferenz mam Här Randers, dee genee dat dote gesot huet: Déi, déi vill verdéngen, déi, déi masseg Kapital hunn, dat sinn déi, déi musse mat Steiergelder belaascht ginn, och en vue vun enger Energietransitioun!

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et kann net sinn, datt een esou vill Geld accumuléiert an dann näischt aneschters domadder ze dinn huet, wéi sech dräi Minutten an de Weltall ze schéissen!

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat ass absurd an dat geet net méi!

(Interruption)

Wat déi steierlech Mesüren ubelaangt, ënnerstëtze mir d'Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun ab nächstem Joer an och d'Aféierung vum Crédit d'impôt fir dëst Joer. Fir vill Leit ass dat eng wichteg Hëllef, fir iwwerhaapt iwwert d'Ronnen ze kommen.

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift, et misst e bësse méi roueg heibanne sinn!

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat heescht …

M. Fernand Etgen, Président | Da brauch d'Madamm Cecchetti net esou haart ze schwätzen.

(Interruptions)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat heescht awer net, datt mir domadder wierklech glécklech sinn. Éischtens ass et wäit ewech vun deem, wat mir

eigentlech fir néideg halen, an zweetens feelt et hei u sozialer Selektivitéit, soudatt déi bestoend Inegalitéiten domadder riskéieren, nach an d'Luucht ze goen.

Säit der leschter grousser Steierreform vun 2017 hate mer scho sechs Indextranchen an do kommen der dëst Joer warscheinlech nach zwou derbäi. Ufanks 2024 hunn d'Leit dann also schonn aacht verstoppte Steiererhéijungen iwwer sech ergoe gelooss a kréien dann 2,5 Steiererhéijunge réckgängeg gemaach.

Et muss een also kloer soen, datt d'Leit hei just e klengen Deel vun deem zréckkréien, wat se an de leschte Joren einfach ze vill bezuelt hunn. Mir fuerderen dofir hei och nach eng Kéier eng automatesch Adaptatioun un de Barème, fir endlech Schluss ze maache mat deene verstopptene Steiererhéijungen!

Donieft stelle mir eis d'Fro, wéi sech dës Mesüren op eng zukünfteg strukturell Steierreform auswierken. Mir sti jo net eleng do mat der Analys, datt eis Steiertabell ongerecht ass, datt déi héich Akommesse misste méi besteiert ginn an déi niddreg Akommesse manner. Dat ass fir eis wierklech essenziell a mir hoffen net, datt dat elo vun der nächster Regierung mam Verweis op dës Adaptatioun op Mokuchsdag verluecht gëtt!

Dann zum Steierkreditt fir 2023: Wa mir dat richteg liesen, nämlech datt deen neie Kreditt den Effekt vun zwou Indextranchen op de Steierbarème soll neutraliséieren, da gi mir dovunner aus, datt dee wäert fir sämtlech Akommesklasse gëllen an datt dann naturgeméiss och déi héchsten Akommesklasse wäerten dee gréisste Steierkreditt kréien.

Mir hoffen, datt et net esou ass an datt et wäert gedeckelt ginn, mee bei deem, wat eis virläit, muss een dovunner ausgoen, datt et awer net gedeckelt ass. Wann dat sech confirméiert, dann ass dat manifestement eng „tournée générale", déi am Virfeld vun de Wale soll fir allgemeng Zefriddenheet suergen, mee déi der sozialer Realitéit am Land net Rechnung dréit, well dat heescht och, datt do vill Staatsgelder wäerten u Leit verdeelt ginn, déi se net wierklech néideg hunn, an datt een déi Sue wuel besser geholl hätt, fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi wierklech struewelen!

Mir kritiséieren, datt eis strukturell Problemer, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, einfach net ugepaakt ginn. Dat ass nämlech dat, wat gemaach muss ginn: D'Sue mussen do geholl ginn, wou se och sinn, a si mussen un déi verdeelt ginn, déi se och brauchen. Hei gëtt elo eppes fir d'Mëttelschicht gemaach – verstitt mech net falsch, och déi si schlecht drun am Moment a kënne sech näischt méi leeschten! –, awer déi mam Mindestloun oder mam qualifizéierte Mindestloun, déi falen hei zum Deel duerch de Raster, well si net déi sinn, déi e Prêt hu fir eng Wunneng, well si déi sinn, déi sech dëst net leeschte kënnen a well si souwisou keng oder just ganz wéineg Steiere bezuelen. Si sinn och net déi, déi eng Wunneng abordabel verlounen, a si sinn awer déi, déi keng Wunneng um Marché fannen, well net genuch abordabel Wunnengen do sinn.

D'Mesüren, déi beim Logement festgehale sinn am Accord, si fir eis éischter anekdotesch, zumindest wat hiren Impakt op d'Leit op Wunnengssich ugeet. Si viséieren an éischter Linn natierlech och d'Proprietären oder d'zukünfteg Proprietären, also déi puer Glécklech, déi sech nach eppes leeschte kënnen. Wat eis do verwonnert, ass déi feelend zäitlech Begrenzung bei dëse Mesüren, wouduerch mir dovunner ausginn, datt dat dann och an Zukunft esou soll bleiwen.

Dass d'steierlech Exoneratioun vun de Loyersrecetten am Kader vun der Gestion locative sociale elo dozou féiere soll, dass méi Leit eng Wunneng un eng konventionéiert Organisatioun ginn, woe mir zumindest emol ze bezweifelen.

Si sinn och net déi, déi duerch eng Fotovoltaikanlag Stroum an en Netz speisen, well si kënne sech dëst einfach net leeschten.

Bei der Deckelung vun den Energiepräisser hu mir weiderhi gemëschte Gefiller. Mir hunn am September bei der Tripartitt scho gesot, dass mir eng Deckelung vun den Energiepräisser fir onbedéngt néideg halen, mee dass mer méi eng pauschal Deckelung vum Präis fir all Energieverbrauch net fir sënnvoll halen. Et gi keng Energiespuerureizer gesat, eppes, wat awer d'Réckgrat vun all Energietransitioun bilt, déi eeschthaft d'Klimaneutralitéit bis 2050 uviséiert.

Elo ass et awer esou, dass da bis Enn 2024 och d'Schwämmen an d'Saunaen uechtert d'Land mat staatlech subventionéierten Energiepräisser gehëtzt ginn. E groussen Deel vun deem Subventionnement mat ëffentleche Gelder fléisst also u Leit mat groussem Portmonni an deem Energieverbrauch, dee bei dëse Portmonni och passt.

déi gréng verdeedegen dat mëttlerweil offensiv a behaapten, dass dës Deckelung vum Präis de Garant wier, fir dass d'Energietransitioun och geléngt. Et ass scho remarkabel, dass eng gréng Partei eng CO_2-Steier aféiert mat der Begrënnung, dass d'Präisser vu fossillen Energië mussen erop, fir dass d'Energietransitioun och geléngt, elo seet se de Géigendeel, féiert de ganze Prinzipp vun dëser Steier ad absurdum. Elo op eemol sinn ëffentlech fixéiert Präisser de Garant fir Stabilitéit a fir Sécherheet, fir zukünfteg méi fir de Klimaschutz kënnen ze maachen.

Mee wësst Der wat? Mir deele genau dës Erkenntnis a si frou, dass déi gréng och endlech festgestallt hunn, datt de Marché net d'Léisung ass an eng Präisreglementatioun éischter bei der Erreechung vun de Klimaziler hëlleft, wéi alles einfach lafen ze loossen. Vläicht iwwerzeege mir Iech jo och nach mat eiser Propos fir eng Staffelung vum Präis!

Bei der schonn ugeschwater CO_2-Steier begréisse mir zwar, dass déi zukünfteg méi transparent am Budget soll stoen als eenzel Budgetslinn, allerdéngs ass d'Versprieche vun de 50 % vum Produit vun der Tax, déi fir sozial Kompensatiounsmoossname solle genotzt ginn, dat lescht Joer net agehale ginn. Dat huet och domadder ze dinn, dass d'Haussë vun der CO_2-Steier net an déi Kompensatiounen afléissen. Dat wier awer net méi wéi richteg, mee eis schéngt et awer net, wéi wann d'Regierung sech kloer dozou géif bekennen.

Zum Schluss nach zu der Kompensatioun vun der Indextranche fir d'Betriber: D'Forme vun der Indexkompensatioun iwwert d'Mutualité des employeurs wëlle mir elo net bewäerten, well mir den Detail hei net kennen. Dës Mutualitéit ass awer virun der Pandemie schonn ëmmer defizitär gewiescht. De Staat garantéiert, datt dësen Defizit kompenséiert gëtt, wouduerch dës Mutualitéit zu engem Deel scho fiskaliséiert ass. Mat der Pandemie an der Prise en charge vun der Lounfortzuelung bei de Krankeschäiner duerch d'CNS ab dem éischten Dag Krankeschäin ass se eng weider Kéier entlaascht ginn. Wéi sech dat alles elo mat der Indexkompensatioun artikuléiert, musse mir da gesinn.

Wéi gesot hate mir keng Zäit, dat a Rou ze analyséieren, an dofir konnt ech hei just eng éischt Aschätzung ginn, mee mir wäerten natierlech awer och deem ganzen Accord zoustëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, dierf ech eng Fro stellen?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, den Här Kersch wëllt nach eng Fro un d'Madamm Cecchetti stellen.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Natierlech! Soss schléift hien net gutt den Owend.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, wannechgelift.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President, merci och, Madamm Cecchetti. Ech wousst, dass Der dat géift zouloossen. Am Ufank war dat elo e bëssen Duerchernee ginn, dofir ass et vläicht grad esou gutt, dass dat um Enn vun Ärer Ried geschitt, well dann och nach aus enger Fro der u sech dräi gi sinn.

Ech maachen et awer kuerz. Déi éischt Fro: Dir hutt virdru gesot, Dir hätt an der Press dat alles misse liesen iwwert den Tripartitt-Accord. Dann hutt Der warscheinlech jo och an der Press gelies – dat ass eng Fro –, dass den Accord eréischt de Mëtten an der Mëttegstonn ënnerschriwwe géif ginn? An ech géif gär wëssen, wat hei lass gewiescht wär, wann d'Regierung eng Deklaratioun gemaach hätt iwwert en Accord, deen nach net ënnerschriwwe war. Dofir fannen ech et also total normal, dass mer eréischt de Mëtten um 12.00 Auer gewuer ginn, dass deen Debat ass. A wann Der dat dote géift esou consideréiere wéi ech, da wiert Der warscheinlech och där Meenung, dass et anescht guer net méiglech gewiescht wär.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dach!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dann hutt Der ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Mir hätten et muer kënne maachen oder iwwermuer oder voilà, et hätt een et net mussen haut maachen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Da musst Der dat awer wëssen! Et gouf gesot, ech soll direkt an d'Chamber kommen, esoubal eppes ënnerschriwwen ass.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A mir hu gesot kritt, Dir wiert net do déi aner Deeg!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Une voix | Jo, gesitt Der?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat hu mir gesot kritt. Well ech wëll just soen, datt Är Partei déi éischt war, déi gesot huet, si wéilten dësen Debat op muer verleeën, well et misst een Zäit hunn, fir dat ganzt Dokument nozekucken.

(Interruptions diverses)

Et misst een dat ganzt Dokument nokucken. An déi gréng hu sech do ralliéiert, fir dat muer ze maachen, well schliisslech misst een an der Fraktioun dat do kënne seriö preparéieren. Mee bon!

M. Dan Kersch (LSAP) | Op jidde Fall, ech mengen, dass mer eis ... Ech mengen ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, datt Der mer dat bestätegt!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech mengen, dass mer eis driwwer eens sinn, dass et net gutt gewiescht wier, wann d'Chamber iwwer en Accord debattéiert hätt, deen nach net ënnerschriwwe war. Gutt!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat war och schonn d'leschte Kéier de Fall, genau d'nämmlecht!

M. Dan Kersch (LSAP) | An ech sinn och der Meenung, dass, soubal esou en Accord ënnerschriwwen ass, d'Regierung sollt heihinnerkommen an d'Chamber bei der éischter Geleeënheet informéieren. An dat ass haut geschitt an dofir felicitéieren ech der Regierung, dass se och praktesch hei an der ganzer Formatioun ugetrueden ass. Dat ass eng Fro vu Responsabilitéit a vu Respekt vis-à-vis vun der Chamber!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här Kersch, da gitt Iech awer och an Ärer Fraktioun emol eens!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dann hutt Der gesot, déi Lénk wiere praktesch déi eenzeg ...

(Hilarité)

Dann hutt Der gesot, déi Lénk ...

(Interruption)

Ech hat gesot, ech géif dräi Froe stellen.

M. Fernand Etgen, Président | Mir hu keng richteg Uerdnung hei!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech äntweren!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, wannechgelift.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech verhalen dräi Froe beineneen net! Ech sinn ze al!

M. Fernand Etgen, Président | Genau, jo. Virdrun hunn ech hei misse jäizen, datt Dir Är Interventioun kéint maachen, ...

(Interruptions)

... da loosst wannechgelift och déi aner schwätzen!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt gesot, déi Lénk wären déi eenzeg Verteideger vum Index. Ech ka mech net erënneren, dass hei eng Partei an dësem héijen Haus sech géint de System vum Index ausgeschwat huet. Ech hunn de Géigendeel héiere vun alle Bänken: e kloert Bekenntnis zum Indexsystem zu Lëtzebuerg. Ech si frou, dass dat esou ass, an ech hoffen, dass dat nach laang esou bleift!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Mir och!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt gesot, et wär um Index manipuléiert ginn. Ech wëll awer elo nach eng Kéier rappeléieren, an och do kënnt dann d'Fro, ob Der Iech dat dann net bewosst sidd, dass mer iwwerhaapt keng Manipulatioun um Index gemaach hunn, mee dass mer bei fënnef Indextranchen, déi erfall sinn innerhalb vun engem Zäitraum vun zwee Joer, just eng verréckelt hunn ëm e gewëssenen Zäitraum – dat ass et an deem do Nomber an der Geschicht vu Lëtzebuerg nach net ginn! – an, en plus, déi kéinten ... och nach kompenséiert hunn. Och dat ass et an der Geschicht vu Lëtzebuerg nach net ginn! A mir hu se esou an enger Héicht kompenséiert, dass déi, déi kleng Salairen hunn, souguer méi kritt hunn, wéi wa se eng Indextranche kritt hätten!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass iwwregens bestätegt gi vun der Presidentin vun der gréisster Gewerkschaft, déi gesot huet: „Et muss een elo oppassen, dass, wann den Index erfält, deen nämlech reportéiert ginn ass, dass net d'Leit herno manner kréien." An och dat ass, mengen ech, an der Tripartitt diskutéiert ginn an et si Léisunge fonnt ginn.

Ech mengen also, et huet mech iwwerrascht, jo ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech wëll och dorobber direkt äntweren awer, well ech sinn ze al, ech verhalen dat net méi, déi dräi Saache beieneen!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech bréngen et jo fäerdeg, déi dräi Saache beieneen ze bréngen, da misst Dir et jo och fäerdegbréngen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | O!

M. Dan Kersch (LSAP) | Da froen ech dann ... An dann nach eppes: Dir, déi och als ...

(Interruptions)

Ech kann och dermat liewen, wann Der mech ënnerbriecht, kee Problem! Et ass, wéi de President et gären hätt.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech géif dorobber gären äntweren, an dann déi drëtt!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wéi hätt Der et gär?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass egal. Fuert Dir weider, Här Kersch.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech wëll just soen: D'Kompensatioun ...

M. Fernand Etgen, Président | Awer probéiert, déi Interventiounen do méi kuerz ze halen ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech halen et ganz kuerz!

M. Fernand Etgen, Président | ... a kloer a prezis ze formuléieren, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | An da wëll ech Iech ...

M. Fernand Etgen, Président | ... datt d'Madamm Cecchetti et verhält an och dorobber kann äntweren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech halen d'Wuert, well iwwregens waren et keng Froen, et ware Remarken.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dach, et si ganz konkreet Froen!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | De Steierzueler huet déi Kompensatioun vum Index bezuelt, well et geet iwwert d'Steiergelder. Wou de Staat finanzéiert gëtt, gëtt erëm ausgeschott un d'Leit. Also, et sinn net d'Firmaen, déi d'Indextranche bezuelt hunn. Den Index gëtt nach ëmmer vu Patrone bezuelt, wann ech dat richteg verstanen hunn!

Ganz kuerz, ech hu misse ganz kuerz bleiwen. Dir braucht elo net esou ze maachen, wéi wann ech se net méi all hätt, gell, wannechgelift!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann Dir dat esou interpretéiert, dass Dir se net méi all hutt, ass dat éischter Ären Problem!

(Exclamations)

Ech hunn dat op jidde Fall net gesot!

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift! Wannechgelift!

M. Dan Kersch (LSAP) | Nee, éierlech, éierlech!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, mir musse probéieren, datt mer erëm en zwëschemënschlechen Toun hei fannen, deen am Fong geholl dësem héijen Haus gerecht gëtt!

M. Dan Kersch (LSAP) | Genau. Ech hunn hei zu kengem Moment gesot, d'Madamm Cecchetti hätt se net méi all, dat hunn ech net gesot!

M. Fernand Etgen, Président | Och fir Iech, Här Kersch, ass dat!

M. Dan Kersch (LSAP) | An déi drëtt Fro ass déi: Dir stellt Iech jo ëmmer duer als déi grouss Verteidegerin vun de Fuerderunge vun de Gewerkschaften. Ass Iech opgefall, dass an der leschter Zäit déi dräi grouss Gewerkschafte vu Lëtzebuerg unisono gefrot hunn, eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ze maachen? Genau dat ass elo deelweis geschitt. An da kritiséiert Der d'Regierung fir dat, wat se gemaach huet, wat d'Gewerkschafte gefrot hunn!

Une voix | Wou ass d'Fro, Här Kersch, wou ass d'Fro?

M. Sven Clement (Piraten) | A wéi engem Modell si mer?

M. Dan Kersch (LSAP) | Loosst mech dach emol meng Fro stellen!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Elo si mer bal 18.00 Auer!

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Loosst mech dach emol meng Fro stellen!

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, Président | Och ... Här Kersch, ech hat Iech gesot gehat, datt Der am Fong geholl ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Mosar, ech weess, dass dat Iech net gefält, wann hei d'Wourecht gesot gëtt, dat weess ech!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | O!

M. Dan Kersch (LSAP) | Mee dat ass awer net d'Theema, dat ass awer iwwerhaapt net d'Theema!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Also, Här Kersch, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Anscheinend dach, well ech stellen ... Dir ënnerbriecht mech, ier ech meng Fro ka stellen!

Wéi ass et méiglech, dass eng Partei, déi duerch Iech vertruede gëtt, déi ëmmer seet, si géif genau dat hei erëmbréngen, wat d'Gewerkschafte fuerderen, hei genau de Contraire seet vun deem, wat d'Gewerkschafte gefrot hunn?

War dat eng konkreet Fro oder war et keng?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Also, ech weess zwar net, wou mir hei de Contraire gesot hunn, hein?

M. Dan Kersch (LSAP) | Da musst Der emol lauschteren, wat Der gesot hutt!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ben, nee!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat kënnt dovunner, wann ee seng Rieden net selwer schreift!

(Exclamations)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | O, elo geet es awer duer! Also ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss!

(Interruptions et brouhaha général)

Une voix | Dat do schléit dem Faass de Buedem aus!

Une autre voix | Hu mer keng Manéiere méi am Parlament?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat do ass eng mega Frechheet, eng mega Frechheet!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, wannechgelift, och un Iech d'Opfuerderung, ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | E soll sech entschëllegen!

(Mme Myriam Cecchetti adresse un doigt d'honneur à M. Dan Kersch.)

M. Fernand Etgen, Président | ... am Fong dann deen zwëschemënschlechen Toun, deen an dësem

Haus üblech ass, erëm ze applizéieren. A wann Der elo e bësse Respekt dovunner hutt, da géif Der Iech am Fong geholl fir déi doten Tounaart heibanne jiddefalls entschëllegen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An domadder ginn ech d'Wuert weider un de leschten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann diskutéiere mer haut net nëmmen den drëtten Tripartitt-Accord innerhalb vun zwielef Méint, mee och e bëssen den Ëmgang mat der Chamber an och vun der Chamber ënnerteneen.

Fir unzefänke muss ech nämlech e bëssen déi nämmlecht Kritick ubrénge wéi meng Virriednerin, nämlech, datt mir hei an der Chamber stinn a solle Positioun zu engem Accord bezéien, deen eis kuerz virum Ufank vun dëser Sessioun eréischt erreecht huet, deen d'Press awer schonn hat! Dat, wat ech Iech also an den nächste Minutten hei soen, ass gréisstendeels baséiert op den Artikelen aus der Press, well aner Informatiounen hunn d'Deputéiert jo eréischt an der Mëttesstonn kritt.

Et ass, an dat wëll ech och ganz kloer soen, dem Premier säi verfassungsméissegt Recht, heibannen eng Déclaration gouvernementale dann ze maachen, wann en dat fir richteg hält. En hätt awer kënnen, wéi dat an anere Parlamenter am Ausland üblech ass, d'Deputéiert am Virfeld mat engem net ënnerschriwwenen Accord briefen. Dat hätt eis d'Téisazliesen iwwerflësseg gemaach, well wann RTL e schonns konnt liesen, da war de Leak jo dës Kéier manifestement net d'Chamber, mee en aneren Acteur!

(Interruption)

Wat einfach net ze akzeptéieren ass, ass, datt et ëmmer erëm virkënnt, datt d'Regierung eis hei an d'Chamber bestellt, fir datt se kann hir Positioun duerleeën, an d'Oppositioun huet keng Chance, fir doropshin eng qualitativ ...

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | ... an och eng quantitativ Analys ze maachen. Souguer d'Regierungsparteie schéngen den Accord net kënne gelies ze hunn, well an engem Facebook-Post vun deene Grénge steet, datt ee bis 30 Kilowattstonne ka säi Stroum vun der Fotovoltaikanlag, ech zitéieren, „vun der Steiererklärung ofsetzen", mat schéine Fotoe vun all hire Ministeren drënner. Am Accord steet awer, datt dat en Automatismus ass an iwwerhaapt souwisou eng ganz aner Prozedur ass, wéi eppes ofzesetzen, mee datt dat einfach net Revenu imposable wär.

Verstitt eis net falsch: Mir begréissen dës Mesür ausdrécklech ...

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | ... a virun allem, datt se automatesch gräift an dass d'Leit keng Steiererklärung oder Demande musse maachen. Mir wëssen alleguer heibannen, datt esou Demanden ëmmer domadder endegen, datt Leit déi Hëllefen net an Usproch huelen, déi se u sech awer zegutt hätten.

M. Fernand Etgen, Président | Här Clement, erlaabt Der, datt den Här Cruchten Iech eng Fro stellt?

M. Sven Clement (Piraten) | Ben, jo. Jo, mengetweegen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Obwuel ech elo nach net weess, wéi ech dat als Fro ka formuléieren oder apaken ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass wéinstens éierlech!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et ass als Äntwert un Iech an och un dat, wat d'Madamm Cecchetti virdru gesot huet. Ech wëll Iech eigentlech just berouegen, dass mir déi selwecht Contrainten haten, fir déi Ried hei ze halen haut de Mëtteg, wéi Dir oder wéi d'Madamm Cecchetti. Mir hunn do keng Faveur gemaach kritt a mir waren net besser gestallt.

An dofir stëmmt et och, dass ech de Mueren als Fraktiounspresident, wéi mer gefrot goufen: „Solle mer dat de Mëtteg maachen?", geäntwert hunn: „Kënne mer dat net vläicht op muer verleeën, dann hätte mer méi Zäit, fir dat ze preparéieren?" Do krute mer gesot, dass dat muer net geet. An do war et fir mech gradesou kloer, dass mer dat net op iergendwann eng Kéier duerno sollte vertässelen, mee dass dat awer esou séier wéi méiglech geet, mat alle Schwieregkeeten, déi Dir a mir dann domadder haten. Mee ech muss awer soen, dass bis elo déi Debatt esou ganz korrekt gefouert gouf. Dofir ass dat net weider schlëmm.

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Fir op déi net gestallte Fro ze äntweren: Ech ginn Iech absolutt Recht, Här Cruchten, datt dat e Problem ass, dee strukturell ass, an ech hunn och eng konkreet Propos gemaach, wéi een dat hätt kënnen ëmgoen, wéi een d'Téisazliesen hätt kënnen evitéieren, well d'Gewerkschaften hu jo och Decisiounen op Basis vun engem Text geholl, esou datt och d'Chamber oder ausgewielten Deputéierter vun der Chamber, déi heizou sollte Stellung huelen, hätte kënnen deen nämmlechten Text, deen och d'Gewerkschaften hire Gremie gewisen hunn, schonn hunn. Dann hätte mer eis besser kënne preparéieren.

Ech kommen awer zréck no dësem kuerzen Intermezzo op déi Aiden, déi eeben net ugefrot ginn, well d'Demande net gemaach gëtt. An dat ass en Déchet fiscal, dee manifestement gewollt ass. Dëst Beispill weist einfach, wéi wéineg Zäit sech gelooss ginn ass fir eeben déi déifgräifend Analys vum Text.

Generell ass d'Chamber dann heiansdo nëmmen eng Tribün, wou Punkten hei virgestallt ginn, wärend mer u sech an enger kokasser Situatioun sinn, datt mer haut iwwert den „Tripartitt 3.0"-Accord diskutéieren, wou mer gëschter Moien eréischt e Rapport ugeholl hunn, fir eng Mesür aus dem „Tripartitt 2.0"-Accord iwwerhaapt emol dës Woch hei an d'Chamber ze bréngen. Also, u sech chevauchéiere sech d'Evenementer an dat weist, datt u sech do och eng déifgräifend Aarbecht an Analys net gemaach ka ginn.

Här President, mir Piraten hu vill Mesüre vun de leschten zwee Accorde matgedroen, awer net all. Net all Mesürë waren an eisen Ae sozial cibléiert, net all Mesür war duerchduecht, net all Mesür war grouss genuch, fir d'strukturell Problemer unzegoen, déi mir hei am Land hunn.

Och dësen Tripartitt-Accord geet net déi strukturell Problemer un an eis Piraten feelt hei ganz kloer de roude Fuedem. Fir eis Piraten ass dat heiten eng Usammlung vun Iddien, déi ee kuerzfristeg kann huelen, fir d'Leit glécklech ze maachen, déi awer keng laangfristeg Léisungen duerstellen. Et ass gutt, datt mer déi Mesüren, déi d'Inflatioun solle weider niddreg halen, mat engem Phasing-out elo richteg encadréieren, allerdéngs geet dat heiten net duer an et hëlleft och net jidderengem, deen Hëllef brauch!

Déi héich Energiepräisser sinn nach ëmmer present. Dofir brauchen d'Firmen an d'Privatleit nach ëmmer Hëllefen, fir dës Méikäschten all Mount kënnen ze stemmen. D'Iddi vun engem Phasing-out ass an deem Sënn also ze begréissen, fir esou ze verhënneren, datt eis Präisser ruckaarteg steigen an d'Wirtschaft an d'Stéit äiskal géifen erwëscht ginn.

Mir Piraten ware vun Ufank u géint d'Subventionéiere vun de Saunaen a Swimmingpoolen duerch eng oncibléiert Hëllefspolitick, wat d'Stroumpräisser ugeet. Mir hu schonn e puermol gesot, datt mer net domadder averstane sinn, datt hei net méi cibléiert geschafft ginn ass. Enger Verlängerung, déi weider mat der Géisskan verdeelt, sti mir also weiderhin och kritesch géintiwwer.

Mir Piraten haten eis gefreet, wéi an de Medie vun engem Klimasteierkreditt ze liese war. Mir hate gehofft, datt d'Regierung elo de Wee vun eisem Klimabonus géif goen, dee mer schonn am Dezember 2021 hei mat enger Motioun gefuerdert haten. Mir hate gefrot, datt d'Aspuerunge solle belount ginn an datt déi Leit, déi net aspueren, selwer musse bezuelen.

Mir hunn dës Iddi schonn e puermol hei an der Chamber erkläert. Leider wäert d'Regierung weiderhin net op dee Wee goen. Dëse Steierkreditt ass näischt anescht wéi déi Kompensatioun, déi scho mat dem Festleeë vun der CO_2-Steier decidéiert ginn ass. Mir wëssen net wierklech, firwat dat iwwerhaapt am Accord erwäänt gëtt, well fir eis ass dat hei eng Formsaach. Dat hei war also méi eng Annonce vun eppes, wat et scho gëtt, wéi wierklech eppes Neies ze schafen.

Zu den zwou Mesüren a puncto Logement dann: Éischtens kann ee begréissen, datt et Mesüre gëtt. Mir haten et awer esou verstanen, als wären dës Mesüre scho bei den Assises du logement decidéiert ginn. A fir eis gesäit et natierlech elo esou aus, wéi wann d'Regierung sech einfach hei wéilt zweemol mat deene selwechte Plomme schmücken.

Mir soen och ganz kloer, datt dat heiten absolutt net duergeet, fir dës Logementskris ze bewältegen oder och nëmmen ofzebremsen, am Géigendeel! Dat heite si ganz kleng Drëpsen op e gliddege Steen.

D'Regierung passt elo no 20 Joer ouni Upassungen endlech de bëllegen Akt un an erhéicht de Montant un den Zënsen, déi een däerf vun der Steier ofsetzen, ëm 50 %. Wann eng Koppel haut eng Millioun léine geet, sous condition, datt se geléint kritt, bezilt se 3,85 % Zënsen, ronn 37.500 Euro dat éischt Joer. Op 30 Joer bezilt een dann ongeféier 718.500 Euro un Zënsen. Den Ënnerscheed tëschent dem Undeel, deen een haut kann ofsetzen, an deem, deen ee virun zwee Joer bei 1,8 % Zënse konnt ofsetzen, huet sech méi wéi hallwéiert. Dofir hate mer schonn am Oktober eng Motioun deposéiert, fir den Undeel un Zënsen ze verduebelen, déi ee bei sengem Prêt kann ofsetzen.

Dëst gouf vun de Majoritéitsparteien DP, LSAP an déi gréng ofgeleent mam Argument, d'Steierreform vun 2017 wier genuch an et soll ee keng isoléiert Mesüren huelen, mee strukturell Erliichterunge bréngen. Dësen Accord ass awer genau dat. Dat heescht, manifestement huet sech iergendeppes am Gedankegang geännert. Dësen Accord ass nämlech eng Usammlung vu vereenzelte Mesüren an net déi versprache Steierreform. Dofir deet et eis leed, datt d'Erhéijung vun den Zënsen nëmme mat 50 % kënnt a sechs Méint méi spéit, wéi mer se beim Budget gefrot haten. Mir Piraten hätten eis hei ee méi schnellt Handelen an eng méi grouss Erhéijung ganz kloer gewënscht. A mir bleiwe bei eiser Fuerderung no enger Verduebelung, esou séier wéi méiglech!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, alles an allem sti mir Piraten dësem Accord op den éischte Bléck – an ech hunn nëmmen déi Mesüre kritiséiert,

déi mer ze kritiséieren hunn – positiv entgéint. Eise finalen Accord kënne mer awer natierlech nëmme ginn, wa mer d'Texter gesinn. Well mir hu beim leschten Tripartitt-Accord gesinn, wéi schwéierfälleg et heiansdo ass, déi dach vag Verspriechungen aus dem Tripartitt-Accord a konkreet Texter ze géissen, wéi komplizéiert et ass, fir do de genaue Kompromëss ze fannen.

An deementspriechend wäerte mir och dës Kéier all eenzelnen Text separat fir sech geholl kucken an eisen Accord dovunner ofhängeg maachen, ob en éischtens dat hält, wat den Accord hei versprécht, an zweetens, ob en dat och op eng sozial equitabel Aart a Weis mécht an ob et wierklech déi Hëllefe sinn, déi bei de Leit ukommen dee Moment, wou se se brauchen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premierminister Xavier Bettel.

(Interruption)

D'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Madamm Finanzministesch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll Iech dann am Numm vun der Regierung Merci soe fir déi positiv Reaktiounen, déi mer dann och haut de Mëtteg hei op dësen drëtten Tripartitt-Accord a relativ kuerzer Zäit, an engem Joer, an dësem drëtte Solidaritéitspak hunn. Ech wëll op verschidde Saachen agoen, déi gesot gi sinn, a vläicht aner Saachen, Informatiounen nach komplettéieren.

Wéi ech d'Budgetssituatioun déi leschte Kéier an der Cofibu presentéiert hunn, hat ech annoncéiert, dass sech géif eng Verbesserung vu 500 Milliounen am Defizit fir d'Joer 2022 undeiten. Dat ass effektiv manner Defizit.

Domadder konnten dann och Steiererliichterungen an Aussiicht gestallt ginn, wéi ech dat dann och an de Budgetsriede vum Oktober a vum Dezember de leschten Hierscht ugekënnegt hat.

Mir gesinn eng besser ekonomesch Entwécklung fir 2022 a fir 2023. Mir gesinn dat um nationalen Niveau, mir gesinn dat um internationalen Niveau.

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift! Bilateral Gespréicher, duerfir ass déi Plaz dobausse virun der Dier do. Merci villmools.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Wéi gesot, mir gesinn eng besser ekonomesch Entwécklung um nationale Plang an um internationale Plang. Dat seet eis de Statec. Dat seet eis d'Europäesch Kommissioun. Dat seet och den FMI. Mir suivéieren natierlech och d'Energiepräisser. Déi schénge sech de Moment ze stabiliséiere respektiv se ginn och zum Deel erof. An trotz den Onsécherheeten, déi et gëtt, ergëtt sech awer domadder e gewëssene Spillraum.

D'Tripartitt hat eeben den duebelen Enjeu, dem Accord tripartite vum September vum leschte Joer gerecht ze ginn, eeben déi drëtt Indextranche fir d'Entreprisen ze kompenséieren an de Phasing-out fir d'Energiemesüren ze decidéieren an zweetens awer och weider op d'Defie vun eisem Land anzegoen. Eng Tripartitt, dat ass en Echange. Eng Tripartitt, dat ass Nolauschteren, an d'Sozialpartner, déi hate jo, wéi Der alleguerte wësst, wéi mer alleguerte wëssen, och Revendicatiounen, déi se dann an dëser Tripartitt haten.

De budgetäre Kader, nach eng Kéier: D'Schold muss ënner 30 % vum PIB bleiwen, wéi et am Koalitiounsaccord steet. Mat der besserer ekonomescher a budgetärer Perspektiv ergëtt sech elo e Spillraum vun enger Gréisstenuerdnung vu 500 Milliounen Euro, dee sécherstellt, dass dann dës Limitt, 30 %, och mëttelfristeg respektéiert gëtt.

D'Mesüren, déi dann e Freideg an der Tripartitt geholl goufen, hunn op där enger Säit e punktuellen Impakt, op där anerer Säit e strukturellen, finanziellen Impakt. De punktuellen Impakt, dat sinn dann haaptsächlech d'Ëmsetzunge vun de Mesüren aus deem leschten Tripartitt-Accord, d'Energiemesüren an d'Kompensatioun fir d'Entreprisen. Op där anerer Säit, de strukturellen Impakt, dat sinn d'Mesüren, déi op d'Defien, déi mer an dësem Land dann haut och hunn, aginn, dat ass, d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, an och, Logementsmesüren ze huelen. An där hu mer an dësem Kader – d'Tripartitt – der och véier geholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech bleiwen derbäi: Eng Upassung vum Barème vu sechs, siwen, aacht Indextranchë wier an dësen Zäiten net responsabel, well de Käschtepunkt vun esou enger Upassung eis da scho fir 2025 iwwer 30 % gedréckt hätt. Eng Upassung vun zwou bis zwou an eng hallef Indextranchen ass hei also de gesonde Mëttelwee a suergt derfir, dass d'Leit engersäits spierbar Entlaaschtunge kréien, dat ass fir eis ganz wichteg, mee och, dass d'Staatsfinanzen net iwwerstrapazéiert ginn.

Ech hunn héieren hei am Kader vun den Diskussiounen de Mëtteg, dass nach vläicht vill Sputt no uewe wär. Ech wëll Iech just soen: Aacht Indextranchen, dat géif 960 Milliounen Euro d'Joer kaschten. De bëllegen Akt, esou wéi Verschiddener dat proposéiert hunn, vun 20.000 op 50.000 Euro, dat géif laut de Berechnunge vun eiser Verwaltung bal 300 Milliounen Euro d'Joer kaschten. Aleng domadder wäre mer da scho bei 1,3 Milliarden d'Joer. Wa mer dann nach aner Mesüren derbäi géife rechnen, déi déi grouss Oppositiounspartei och proposéiert huet, da wäre mer op 1,8 Milliarden Euro. Bon, do wäre mer dann definitiv net méi bei 20 % Dette vum PIB. Do wäre mer och definitiv net méi bei 30 % Dette par rapport zum PIB.

Et ass de Mëtteg och vu sozialer Selektivitéit geschwat ginn. Och wann ech gäre méi selektiv Mesüre geholl hätt, esou besteet awer e ganz grousse Konsens, dass d'Steiererliichterunge bis wäit an d'Mëttelschicht musse kommen. Dat geschitt elo iwwer eng Upassung vum Barème, esou wéi se souwuel vun de Gewerkschafte wéi vun enger ganzer Rei vu Parteien och heibanne gefuerdert gëtt.

Zousätzlech gi weider Mesüre geholl respektiv och verlängert, déi sozial selektiv sinn. Vun deene profitéieren dann och wierklech déi Leit, déi et am meeschte brauchen. An do wëll ech dann d'Prime énergie mentionéieren am Kader vun der Allocation de vie chère wéi och vun der Kompensatioun vun der CO_2-Steier.

Mir wëllen dann och, dass d'Steiererliichterungen esou séier wéi méiglech bei de Leit ukommen. Eng Upassung vum Barème matzen am Joer ass awer méi schwéier an dofir modeléiere mir dës Upassung iwwert de Crédit d'impôt conjoncture, deen da réckwierkend, wéi gesot, op den 1. Januar 2023 wäert ausbezuelt ginn. E Crédit d'impôt hat ech jo och schonn am Virfeld an Aussiicht gestallt an ab dem 1. Januar 2024 spillt dann déi ganz Upassung vum Barème vun 2,5 Tranchen.

Dee ganzen Detail vun de Mesüre muss dann natierlech ausgeschafft ginn. Éischten Estimatiounen no géif d'Prolongatioun vun den Energiemesüren an der Kompensatioun fir d'Patronen, dat heescht, deen ee Volet, ronn 500 Milliounen Euro kaschten. An ech wëll och ënnersträichen, dass et hei ëm keng strukturell Käschte geet, mee déi erfalen dann dëst an d'nächst Joer.

Wat dann déi méi strukturell Mesüren ugeet, déi also opgrond vum budgetäre Spillraum och geholl gi sinn, déi hunn e Käschtepunkt, deen dann iwwert déi nächst Joren ënner 500 Milliounen Euro läit. Domadder ass dann nach eng Kéier séchergestallt, dass de budgetäre Kader, vun deem ech virdru geschwat hunn, och respektéiert ass. Dat heescht, dass dat ënner 30 % och mëttelfristeg wäert bleiwen, esou wéi et am Regierungsprogramm steet, an dat net nëmme bis zum Schluss vun dëser Legislaturperiod, mee doriwwer eraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, alles anescht wär effektiv keng responsabel Finanzpolitick. D'Zuele ginn natierlech elo méi prezis ausgeschafft. Déi fléissen dann an d'Fiche financière a vun dem Projet de loi, dee mer elo esou séier wéi méiglech an der Chamber dann och wäerten deposéieren. Si fléissen dann natierlech och an d'Aarbechte vum PSC an, deen ech op där heiter Plaz wäert d'Éier hunn, am nächste Mount dann och ze presentéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier der Madamm Ministesch fir déi Erklärungen. Ech sinn awer elo e bësse méi irritéiert, wéi ech nach viru fënnef Minutte war, wéi d'Madamm Ministesch ugefaangen huet.

D'Madamm Ministesch war gëschter Moien Invité um ëffentlech-rechtleche Radio an huet do no e bëssen Hin an Hier am Interview zouginn, datt d'Käschte vun deene Mesüren, déi den Tripartitt-Accord ausmaachen, elo 850 Milliounen ongeféier wieren. Si huet elo grad erëm vum Sputt vu 500 Millioune geschwat. Da wéilt ech awer schonn nach eng Kéier nohaken hei, wat dann elo wierklech d'Pond Botter, oder an dësem Fall déi aacht Säiten Tripartitt-Accord, eis kaschte wäerten. Well ech verstinn déi 500 Millioune Sputt, vun deenen ëmmer geschwat gëtt. Dat gëtt vläicht d'Onwuert vum Joer, dat Wuert „Sputt". Mee wann ech déi 850 Milliounen als Grondlag huelen a mir ginn dervun aus, well d'Madamm Ministesch dat gesot huet, datt aacht Indextranchen um Barème unzepassen 960 Millioune géif kaschten, da kann een eng einfach Règle de trois maachen a soen: Majo, siwen Indextranchë wären dann 840 Milliounen an da wär domadder u sech dat méi bëlleg gi wéi den aktuellen Tripartitt-Accord!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Rechent den Energiedeckel, Här Clement!

M. Sven Clement (Piraten) | Deen hu mer an der Tripartitt 2.0 jo schonn eng Kéier gestëmmt.

(Interruption)

Ma nee, Här Bettel, meng Fro un d'Madamm Ministesch, an ech wär frou, wann ech …

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement däerf seng Interventioun zu Enn féieren.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech stelle just d'Fro: Mir schwätze vu 500 Millioune Sputt, elo schwätze mer vläicht vun 850 Milliounen. An dann ze soen, datt

déi Barèmesberengegung de Staat géif kaschten! Do wëll ech awer och eng Kéier nuancéieren: Et kascht näischt! Et wiere manner Recetten. Dat ass eppes anescht, wéi wann d'Depensen an d'Luucht ginn. De Staat misst da vläicht eng Kéier iwwerleeën, ob en net vläicht déi lescht Joren, säitdeem déi Barèmesberengegung ofgeschaaft gouf, e bëssen iwwert senge Moyene gelieft huet, eppes, wou all Haushalt, deen op eemol méi héich Depensë wéi Einnamen huet, sech muss Froe stellen.

An dat kéint ee vläicht ..., oder dat ass eng Fro, déi ech hei an de Raum werfen: ob, wann een dat do gewosst hätt, d'Regierung dann all déi gratis Mesüren, déi se gemaach huet, och esou ëmgesat hätt, wéi se dat déi lescht Jore gemaach huet, oder ob se vläicht awer besser eng Barèmesberengegung gemaach hätt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann och nach Parole après ministre fir den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech mengen, d'Madamm Finanzministesch huet sech adresséiert un d'Propose vun där gréisster Oppositiounspartei. Ech ginn dervun aus, dass dat an hiren Aen d'CSV ass.

(Hilarité)

Ech wëll hir awer soen: Dat do, wat Dir hei maacht, Madamm Finanzministesch, dat ass en Offenbarungseed, dass dës Regierung net à même ass, dat, wat d'Leit iwwert déi leschte Jore virfinanzéiert hunn, erëmzeginn. Et ass en Offenbarungseed, wann eng Regierung net méi à même ass, eng Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen! An da muss ee sech Froe stellen, wéi dass et esou wäit sollt a konnt kommen. An Dir hutt mer nach keng Äntwert ginn.

Dir sot dann, d'CSV hätt proposéiert, fir de Kreditt „bëllegen Akt" vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht ze sëtzen. Mee selbstverständlech, well och dat éischtens Rechnung dréit der Evolutioun vun den Immobiliepräisser an zweetens ass dee Kreditt vun 20.000 Euro net méi ugepasst ginn, säit en agefouert gouf, iwwregens an enger schwaarz-bloer Koalitioun mat Iech 2002. A wann Der deen inflatiounsberengegt héichrechent, da kommt Der sécherlech wäit iwwert déi 30.000 Euro, déi Dir elo proposéiert.

An da stellen ech Iech eng konkreet Fro, déi hat ech Iech schonn a menger Interventioun gestallt, wou et wichteg wier, dass Der Land a Leit als Finanzministesch géift eng Prezisioun ginn: Déi 30.000 Euro, déi Dir elo proposéiert, applizéieren déi sech eleng op déi Leit, déi elo an de Genoss kënne komme vum bëllegen Akt? Oder gëtt et all Bierger bäigeschriwwen op de Kreditt, deen en nach zur Verfügung huet vum bëllegen Akt? Dat ass eng Fro, déi d'Leit dobaussen alleguerten interesséiert. An ech wier frou, wann Der déi individuell Moossnam, déi Dir elo proposéiert hutt, och géift chiffréieren. Mee virun allem: Gitt de Leit Kloerheet! Dir hutt dat jo proposéiert. Gitt de Leit Kloerheet: Applizéiert dat sech un alleguerten d'Biergerinnen an d'Bierger, déi elo nach e Restant hu vun engem Kreditt „bëllegen Akt"? An datt jiddwereen dat kann op guichet.lu fir seng eege Situatioun nokucken.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An d'Wuert geet zréck un d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci. Ech wëll vläicht fir d'éischt hei ënnersträichen, dass mer awer trotzdeem zwou Krisen haten, eng Pandemie an elo eng ekonomesch Kris, wou d'ëffentlech Hand, wou d'Regierung ganz vill Suen investéiert huet, déi de Leit an den Entreprisen zeguttkommen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Esou ze maachen, wéi wann do näischt geschitt wär, dat ass a bleift einfach net richteg. An an enger Krisesituatioun muss ee sech där Situatioun dann och upassen. Da muss een Decisiounen huelen, wat prioritär ass. An dat huet dës Regierung gemaach.

Wat de Budget ugeet vun dësem drëtten Tripartitt-Accord, wéi ech gesot hunn, do wäerten déi Informatiounen dann och detailléiert an de Fiches financières ze fanne sinn. Wat dat da genau heescht iwwert déi nächst Joren, nach eng Kéier, wäert dann och am Kader vum PSC detailléiert ginn. Ech hunn ni vun engem Chiffer vun 800 an eppes um Radio geschwat. Wat ech Iech ka soen, an dat hunn ech hei gesot, ass vu strukturelle Mesüren op där enger Säit a vun net strukturelle Mesüren op där anerer Säit.

Net strukturell Mesüren, déi mer geholl hunn am Kader vun dësem Accord, dat sinn op där enger Säit d'Energiemesüren. Déi ziele fir d'nächst Joer. An do hunn ech Iech gesot, dat ass chiffréiert op 350 Milliounen Euro. An dann ass et d'Kompensatioun fir d'Entreprisen, déi natierlech och muss gerechent ginn.

Op där anerer Säit déi strukturell Mesüren, well d'Situatioun trotzdem sech och entwéckelt huet, also konjunkturell, wéi de Statec an d'international Organisatiounen eis dat dann och virrechnen. Mir hunn e bësse méi Croissance. Mir hu manner Inflatioun. An an deem Kader huele mer dann, jo, 500, manner wéi 500, Milliounen Euro fir Mesüren, déi dann och de Leit strukturell zeguttkommen. Ech mengen, do hu mer elo en long et en large déi Mesüren erkläert. Dat ass de Crédit d'impôt conjoncture an dat ass d'Upassung vum Steierbarème.

Wat de bëllegen Akt ugeet, déi 10.000 Euro, déi kommen op de Compteur vun de Leit. Bei enger nächster Acquisitioun vun engem Bien kritt een déi dann zegutt, esou verstinn ech dat. Wann een nach net dovunner profitéiert huet, da sinn et natierlech 30.000 Euro elo. An ech mengen, Dir hutt och ganz Recht: Dat ass 20 Joer net ugepasst ginn, et ass héich Zäit! Ech mengen, do si mer eis ganz eens, dass dat elo gemaach gëtt. Dat heescht also, wann ee schonn e Bien kaaft huet, fir dran ze wunnen, an ee scho vun 20.000 Euro profitéiert huet, dann huet een dann nach 10.000 Euro zegutt fir dann eeben en neit Eegenheem.

Voilà, ech mengen, dat sinn alles Saachen, déi ginn elo ausgeschafft. Dee Projet de loi gëtt natierlech dann och mat Iech zesummen an den zoustännege Chamberskommissioune gekuckt, wou d'Experten dat dann och kënnen nach méi am Detail elucidéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci nach eng Kéier der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Dann nach eng Kéier Parole après ministre, eng leschte Kéier, fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Dat heescht am Kloertext: Jiddwer Bierger, wann deen elo zum Beispill nach 5.000 Euro Steierkreditt ophuet, kritt der 10.000 bäi, soudass aus deene 5.000, déi en aktuell huet, der 15.000 ginn. Ass dat esou ze verstoen? Mee dach, 5 plus 10 gëtt 15.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech mengen, dat ass esou, jo.

Une voix | Ass et esou? Oder ass et net esou?

M. Gilles Roth (CSV) | Also ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, mir kënne selbstverständlech elo hei der Madamm Backes ganz vill technesch Froe stellen. Ech mengen, dat ass ...

M. Gilles Roth (CSV) | Mee dat ass ...

(Brouhaha)

Une voix | Nee, nee!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | D'Madamm Backes huet Iech gesot, do sinn an hire Servicer eng Rëtsch ...

(Brouhaha)

Si kënnt och elo an d'Kommissioun, si kënnt Iech alles erklären. An ech mengen, probéiert elo net, d'Madamm Backes hei ze grille mat Froen.

Plusieurs voix | O!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, ech froe just, mir hunn hei ...

(Interruption)

Une voix | Mir sinn net op engem Grillfest!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth eng allerleschte Kéier, well et gëtt nëmmen zweemol Parole après ministre.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, mee wann allkéiers en anere Minister mir eng Fro stellt ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

(Hilarité)

Une voix | En huet keng Fro gestallt.

M. Gilles Roth (CSV) | Här Staatsminister, hei geet et net drëm, fir een ze grillen, mee et geet awer e bëssen ëm d'Seriositéit vun enger Diskussioun, déi mer elo zënter zwou Stonnen an dësem Haus féieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dir an d'Majoritéitsparteie loosst eng Motioun ofstëmmen, wou der sot: „mesures telles qu'elles ont été proposées par le Gouvernement". Ech soen Iech ganz éierlech: Als einfachen Deputéieren an dësem Haus a Landjong vu Mamer ...

(Hilarité)

... ginn ech awer dervun aus, dass, wann d'Regierung seet: „Wäissen Damp kënnt zu Senneng eraus", se weess, wat fir eng Mesüre se der Tripartitt proposéiert. An ech mengen awer, dass et fir d'Leit dobaussen, wa se gesot kréien: „De bëllegen Akt geet vun 20.000 op 30.000 an d'Lucht", dat elementaart Recht vun de Leit ass – a mir heibanne sinn d'Vertrieder vun de Leit –, fir kënnen ze wëssen, wat domadder gemengt ass. Dat musst Der eis awer och zougestoen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, ech wëll Iech einfach informéieren, datt ech zum Schluss vun der Sitzung d'Chamber wäert froen, fir d'Tripartitt-Kommissioun erëm eng Kéier nei ze constituéieren, an dat ass déi Plaz, wou am Fong och deen doten Echange iwwer Detailer ka gemaach ginn.

(Brouhaha)

Motion 1

Ech mengen, dëse Punkt kënne mer awer net ofschléissen haut, ouni nach iwwert d'Motioun ze befannen. Wëllt nach een d'Wuert zu der Motioun ergräifen? Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci. Also, ech wëll dat net verlängeren. Selbstverständlech steet d'CSV och no deem Echange, dee mer haten, hannert der Zilsetzung, dat hu mer ganz kloer gesot, vun deene Moossnamen, déi zréckbehale goufen. Mir géife just zu enger Ëmännerung vum Text, deen d'Regierung proposéiert, invitéieren, och am Respekt, soen ech, vun deenen dräi Verhandlungspartner. Zu de

Verhandlungspartner zielen nämlech d'Regierung, d'Gewerkschaften an d'Patronat. An Dir schreift dat hei e bëssen am Invite ...

(Interruption)

D'Motioun vun de Majoritéitsparteie seet richteg: „à mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les mesures telles qu'elles ont été proposées par le Gouvernement et approuvées par les délégations et de trois syndicats et du patronat représentatifs".

Ech géif Iech proposéieren, dass ee sollt dee selwechte Wording huelen, dat hu mer nämlech nogekuckt, wéi mer en hate bei deene viregten Tripartitt-Accorden, an et géif ee schreiwen: „à mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les mesures telles qu'elles ont été stipulées dans l'accord du comité de coordination tripartite du 7 mars" – dat ass also haut – „2023."

Dat wier méi equilibréiert an et géif een net d'Gewerkschaften an d'Patronat esou dohinnerstellen: „Dir hutt just ze approuvéieren oder net ze approuvéieren, wat d'Regierung proposéiert!" Eng Tripartitt ass eng Diskussioun. Jiddweree stellt do seng Fuerderungen a jiddwereen huet seng Virstellungen. Et géif een einfach zréckbehalen: „Mir stinn hannert deem, wat an deem Accord retenu ass." Also „stipulé" oder „retenu", eis ass dat egal.

Dat ass dat, wat mer géifen als Ëmännerung maachen. Mir sti selbstverständlech hannert deem Prinzipp.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An ech géif direkt d'Wuert un den Auteur ginn, den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn elo eng Kéier kuerz dorower gekuckt bei de Kolleeg Yves Cruchten. Wéi gesot, dat ass de Wording, dee mer an der leschter Motioun zum Solidaritéitspak 2.0 haten. Ech soe Merci fir déi Propos. A mir kënne ganz gutt domadder liewen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech mengen, ech war naiv, wéi ech meng Interviewen elo déi lescht zwee Deeg ginn hunn. Ech sot der Press nämlech, ech wär dervun ausgaangen, et wär eng Enveloppe gi vu 500 Milliounen. D'Madamm Ministesch huet eis wärend Woche virun der Tripartitt ëmmer vu 500 Millioune geschwat. An ech hunn och a menger Naivitéit gegleeft, domadder wär de Käschtepunkt vun der Tripartitt bekannt. Elo entdecken ech hei an der Sëtzung, nodeem ech dann nogefrot hunn, datt et eppes ënner 500 Millioune fir déi strukturell Saache sinn, 350 Milliounen hei, an dann och Kompensatiounsmoossnamen gëtt, wou mer guer kee Chiffer héieren hunn.

Ech di mech elo wierklech schwéier, als Parlamentarier heibannen eng Motioun ze stëmmen, déi mat engem Streech iergendeppes zwëschent 500 an 850 Milliounen engagéiert – vläicht och méi, well esou ganz genau konnte mer dat elo net héieren. Ech stinn hannert deem Accord. Ech fannen, datt et wichteg ass, datt déi Mesüre gemaach ginn. Mee ech fannen, datt de Respekt virun der Ëffentlechkeet, de Respekt virum Parlament, de Respekt viru Land a Leit gebitt, datt mer en éierlechen Debat hunn driwwer, wat d'Pond Kiischte kascht. Et kann dach net sinn, datt mer hei ofgewëscht gi mat: „Et kascht ongeféier" a „vläicht"!

Ech hätt mer erwaart, datt d'Chamber haut wéinstens informéiert gi wär, wat déi eenzel Mesüre kaschten, maximal kaschten, well mir wëssen aus anere Mesüren, datt se vläicht net ëmmer dat kaschten, wat mer gestëmmt hunn – glécklecherweis! Mee op där anerer Säit hu mer och reegelméisseg hei Projeten, wou mer e Budget stëmmen a kuerz drop dann nach eng Kéier erëmkommen, fir dat Duebelt nach eng Kéier ze stëmmen, fir net vu Satellitten ze schwätzen.

Also, ech di mech wierklech schwéier. Ech hätt geduecht, déi Enveloppe wär bekannt gewiescht. Ech géif mer wierklech wënschen, datt mer, wa mer nach eng Kéier esou eppes musse stëmmen, an Zukunft wéinstens wëssen, iwwer wat fir Montante mer hei schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– constatant le contexte international incertain avec une inflation toujours élevée ;

– rappelant que le Comité de coordination, institué en tant qu'organe de concertation en temps de crise, fait partie intégrante du modèle économique et social luxembourgeois ;

– considérant que l'accord tripartite dénommé « Solidaritéitspak 2.0 » prévoyait l'organisation d'une nouvelle réunion du Comité de coordination tripartite au cas où le Statec établirait au cours de l'année 2023 qu'un arrêt des mesures provoquerait un choc inflationniste en début 2024 ;

– considérant que, suite aux nouvelles prévisions du Statec du 8 février 2023, le Premier Ministre a convoqué les partenaires sociaux pour une réunion du Comité de coordination tripartite en date du 3 mars 2023 ;

– considérant qu'à l'issue de cette réunion, le Gouvernement et les partenaires se sont mis d'accord sur un paquet de mesures, permettant d'éviter un choc inflationniste en début 2024 et d'aider les ménages et les entreprises par des mesures spécifiques ;

– approuvant que le système actuel d'indexation des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités n'est pas remis en cause,

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les mesures telles qu'elles sont stipulées dans l'accord du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023.

(s.) Gilles Baum, Dan Biancalana, Yves Cruchten, Pim Knaff, Josée Lorsché.

Vote sur la motion 1 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Den Deputéierten huet zwou Minutten, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung sti véier Minutten zou, fir drop ze äntweren. An ech biede souwuel d'Deputéiert wéi och d'Ministeren, sech un dësen Temps de parole ze halen.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 410 vum Här Max Hengel un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Zesummesetzung vum Comité de pilotage, dee sech ëm d'Ausschaffe vum nationale Plang vun der Santé mentale këmmert. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 410 du 7 mars 2023 de M. Max Hengel relative à la composition du comité de pilotage qui est chargé de l'élaboration du plan national de la santé mentale, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, d'Santé mentale ass e wichtegt Theema, dat leider ëmmer méi eng grouss Bedeitung kritt, an och grad a Krisenzäiten ass den Drock op d'Leit ëmmer méi grouss. De Koalitiounsaccord vun 2013 huet och d'Ausschaffe vun engem Plan d'action pour la santé mentale virgesinn.

(Brouhaha)

Ech mengen, mir brauchen nach ee Moment Rou, bis mer zur Rou kommen. Awer ech hunn Zäit, mir si jo gutt an der Zäit.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Mee den Här Hengel huet Recht.

(Interruption)

Hien net eleng. Mee et sinn och nach eng ganz Rei anerer, déi him gären nolauschtere géifen.

M. Max Hengel (CSV) | Iergendwéi ass ëmmer, wann ech zur Santé mentale schwätzen, e bëssen Action hei virdrun. Duerfir, da komme mer awer elo erëm zur Rou.

Also, nieft de Psychiatere sinn d'Psychotherapeuten an d'Psychologe ganz wichteg Acteuren am Beräich vun der Santé mentale. Mengen Informatiounen no ass et awer esou, datt weeder d'FAPSYLUX – dat ass d'Federatioun vun de Psychotherapeuten – nach d'SLP, d'Société luxembourgeoise de psychologie, am Comité de pilotage, dee mam Ausschaffe vum Plan national de la santé mentale beoptraagt ass, vertruede sinn.

Dowéinst meng Froen un d'Madamm Minister: Ka si confirméieren, datt dës zwee wichteg Acteuren net matagebonne sinn an d'Ausschaffe vum Plan national de la santé mentale? Wa jo, firwat ass dat esou? Deelt d'Regierung awer d'Meenung, datt et wichteg wier, datt all déi concernéiert Acteuren aus deem Beräich matagebonne sinn an esou engem Comité de pilotage? Ech mengen, et geet hei ëm d'Santé mentale

vun de Leit an do ass et wichteg, datt d'Resultater esou effikass wéi méiglech sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Et ass schued, dass d'Fro net méi prezis war, dann hätt ech dat méi prezis kënnen opschaffen. Mir hu beim Comité de pilotage insgesamt 26 Acteuren, déi dra sinn. Wann ech elo kucken – wou hunn ech déi? –: déi, déi Dir elo zitéiert, net. Et gëtt awer méi Gremien an där ganzer Gouvernance. Mir hunn Acteuren, déi implizéiert sinn an den Aarbechtsgruppen, dat sinn der insgesamt 26 mat 54 Leit. Do ass op alle Fall d'FAPSYLUX derbäi an eng ganz Rei Acteure vum Terrain, wou eeben och d'Psychologen, do ginn ech mol dervunner aus, duerchaus mat vertruede sinn.

Ob awer elo déi dote spezifesch Associatioun dran ass, do kréien ech elo op der Sekonn hei meng Dräi-Säite-Lëscht net duerchgelies. Do bräicht ech eng Minutt, fir dat ze kucken. Ech kann Iech se awer gären all opzielen, déi dra sinn, da wësst Der dat. Dofir sinn ech preparéiert. Mee fir et elo ze orten … Wéi eng war déi zweet, déi Der gefrot hat?

M. Max Hengel (CSV) | D'SLP war déi zweet, d'Société luxembourgeoise …

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | D'Société luxembourgeoise des psychologues. Ech mengen net, dass déi dra sinn, wann ech dat …

Dir wëllt spezifesch de Comité de pilotage. Do kann ech Iech soen, wien dran ass. Do hu mer d'Universitéit Lëtzebuerg, déi vertrueden ass. Mir hunn de Centre d'information et de prévention vun der Ligue mat enger Persoun dran. Mir hunn de Service psychosocial vun der Fonction publique mat dran. Do si selbstverständlech iwwerall Psychologen an deene Gremien. A mir hunn och d'Societéit vun de Psychiateren, Pedopsychiateren a Psychotherapeute mat dran. Dann hu mer och zwee Leit vun der Entente des gestionnaires des structures extra-hospitalières. Dat ass dee ganze Secteur eeben, wou och ganz vill Psychologen dra sinn, an och e Spidolsvertrieder. Dat ass awer e Psychiater, dee mer dran hunn.

Mee wéi gesot, Psychologen hutt Der op alle Fall iwwert de Service vun der Fonction publique mat dran, iwwert de Centre d'information et de prévention vun der Ligue, ginn ech emol dervun aus, an dann iwwert d'Entente des gestionnaires. Also, dat ass dat, wat de Comité de pilotage selwer betrëfft. An den Aarbechtsgruppe gesinn ech op alle Fall FAPSYLUX hei stoen, an och an der Plateforme consultative, déi jo och dréit ronderëm dat Ganzt. Dat ass nach eng Kéier en Ensembel vun 48 Acteuren aus deem ganze Secteur, wou duerchaus wäerte Psychologe mat ronderëm den Dësch sëtzen. Mee d'Associatioun gesinn ech … Réseau Psy gesinn ech, mee déi dote gesinn ech net. Wann nach ee mer eng SMS mécht aus dem Haus, dass et anescht wär, géif ech Iech dat matdeelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 411 vun der Madamm Carole Hartmann och un d'Gesondheetsministesch iwwert den Informatiounsaustausch um europäeschen Niveau, wat d'Dokteschzouloossungen ubelaangt. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 411 du 7 mars 2023 de Mme Carole Hartmann relative à l'échange d'informations au niveau européen concernant l'autorisation d'exercer des médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Madamm Minister, an der Lescht héiert een ëmmer nees vu Fäll, wou een Dokter am Ausland viru Geriicht gestallt gouf a seng Autorisation d'exercice oferkannt krut, mee sech hei am Land als Dokter néiergelooss an och weider praktizéiert huet. Et gouf och Beispiller en sens inverse, an et war elo och haut de Moien nach e Beispill an der Press vun esou engem Fall.

De Problem ass, esou wéi dat an der Press stoung, och dem Santésministère bekannt. An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro hat Dir och schonn annoncéiert, dass e Gesetz iwwert d'Autorisation d'exercer vun den Doktere sollt ugepasst ginn. Dokteren, déi am Ausland hir Autorisation d'exercer suspendéiert kruten, solle se och hei am Land fir dee selwechten Zäitraum verléieren.

An deem Kontext wollt ech Iech follgend Froe stellen: Wou genee sinn d'Aarbechten, fir dëst Gesetz unzepassen, mëttlerweil drun? Gëtt et aktuell, onofhängeg vun dësem Gesetz, en Informatiounsaustausch mat eisen Nopeschlänner respektiv och op EU-Niveau iwwert d'Autorisation d'exercer vun Dokteren? A wann net, setzt Dir Iech, Madamm Gesondheetsminister, fir den Opbau vun esou Informatiounsaustauscher an?

2014 hat déi deemoleg Gesondheetsministesch och annoncéiert, datt d'eSanté en Onlineannuaire erstelle géif, wou all Patient iwwerpréiwe kéint, ob d'Autorisation d'exercer vun engem Dokter Objet vun enger Mesure de retrait oder de suspension wier. Sidd dir, Madamm Gesondheetsministesch, der Meenung, datt esou een Annuaire eng Plus-value fir d'Informéiere vun de Patiente wär? Wann net, firwat net?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, merci. Ech géif do verweisen op d'Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 13. Oktober 2020, wou mer op deen europäeschen Informatiounssystem agaange sinn.

Wourëms geet et do? All Memberstaat huet u sech d'Verflichtung matzedeelen, wann esou eng Situatioun ass. Dat ass awer wuelverstanen, wann eng definitiv Decisioun geholl ass. Wann eng Enquête leeft, kann een net agedroe ginn an deem Sënn. Mir verfueren esou, dass mer méi Informatioune kréien, wéi dat schonn e puermol de Fall war. Da kënne mir bilateral iwwert déi Plattform nofroen. Dat hate mer och dee Moment geschriwwen. Ech ka se och nach eng Kéier virliesen. Um europäeschen Niveau gëtt et eng Plateforme d'échange, genannt Internal Market Information System, IMI, wou Informatiounen zwëschent de Memberstaaten ausgetosch ginn. Dat ass dat, wat Der frot. Dat maache mer och reegelméisseg, eeben iwwert Decisioune souwuel am disziplinaresche wéi och am strofrechtleche Beräich.

Et ass dann an der Verantwortung vun deenen eenzelnen Autoritéiten, dat anzedroen. A se maachen dat. Dat féiert oft zu Mëssverständnisser. Also, wann ee just accuséiert ass, ass d'Présomption d'innocence, déi gëllt, dann ass dat nach net agedroen. Mee wann eng definitiv Condamnatioun do ass, steet dat dran. Dat ass esou, wéi mir verfueren an deenen eenzelne Fäll.

Dat, vun deem mir rieds haten, war, dass mer eis géifen eng gesetzlech Basis ginn, fir een automatesch ze sträichen. Déi hu mer nach net. Dat wäerte mer bei Geleeënheet mat afléisse loossen. Mir maachen dat awer eeben au cas par cas, dat hu mer jo scho gemaach. Déi Plattform, déi Der hutt, déi Informatiounen, dat ass op der Plattform eSanté. Do fannt Der d'Lëscht vun den Dokteren. Déi ass ëmmer aktuell, déi ass ëmmer alignéiert mat eisem Regëster. Dat heescht, wann ee gestrach ass, dann ass dat do schonn ofliesbar, soudass dat u sech am Moment au cas par cas funktionéiert.

Mir hu keng automatesch Sträichung. Wat mer reegelméisseg maachen, wa mer esou eng Situatioun hunn: Da froe mer och en Avis beim Collège médical an dann huele mer eeben eng eenzel Decisioun. Mee Dir fannt et, wéi gesot, op der Plattform eSanté. Dat ass am Fong d'Mise en oeuvre vun deem, wat 2014 do annoncéiert war. Do hutt Der déi Lëscht vun den Dokteren dropstoen.

An d'IMI-Plattform, déi funktionéiert u sech gutt. Do kann een aktiv drop kucke goen, wann een ee sicht, oder eeben eng spezifesch Ufro maachen. Ech mengen, dat hate mer schonn heiansdo, dass, wa Saachen an der Press diskutéiert ginn, mer dann eeben iwwert dee Wee eng Ufro maachen an och eng Äntwert kréien. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

Mir kéimen dann zur Fro Nummer 412 vum Här Fred Keup un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Cents-Neiduerf-Passerell. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 412 du 7 mars 2023 de M. Fred Keup relative à la passerelle Cents-Neudorf, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, den Ëmweltministère huet elo d'Autorisatioun ginn, fir d'Foussgänger- a Vëlosbréck am Stater Neiduerf ze bauen. De Schäfferot vun der Gemeng Lëtzebuerg huet ugekënnegt, am Hierscht mat den Aarbechten, déi minimum 24 Milliounen Euro wäerte kaschten, unzefänken.

Den Interessesyndicat vum Neiduerf wiert sech awer zënter 2007 scho géint dee Bau vun der Bréck an huet och Alternativstanduerter proposéiert.

Do, wou d'Bréck aktuell stoe soll, mussen op béide Säite vum Dall e puer Honnert Beem ofgeholzt ginn. Den Ëmweltministère huet viru Kuerzem d'Autorisatioun erausginn, trotz dem Fait, dass do d'Presenz vum Uhu, der gréisster Eil vum Land, offiziell festgestallt ginn ass an d'Plaz deemno zum Anzuchsgebitt vun eeben dem Uhu gehéiert. D'Déier ass geschützt an op der rouder Lëscht.

Et fält och op, dass de Ministère am Kader vum Bauprojet keng Ëmweltimpaktstudie gemaach huet, obschonn dat bei Stroossebauprojeten u sech Usus ass.

Dofir hunn ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister: Eisen Informatiounen no wëllen d'Bierger elo virum Verwaltungsgeriicht géint d'Decisioun vum Ëmweltministère kloen. Wéi reagéiert Dir dorobber? A riskéiert de Projet, doduerjer e Retard ze kréien? An déi zweet ass: Ass de Projet iwwerhaapt mam Schutzstatus vum Uhu an Aklang ze bréngen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

(Brouhaha)

Uhu, e bësse méi roueg!

(Hilarité)

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci, Här President. Also, et geet hei ëm eng Autorisatioun, déi den 21. Februar 2023 op Basis vum Naturschutzgesetz erdeelt ginn ass. D'Autorisatioun ass fir de Bau vun där Foussgänger- a Vëlosbréck am Neiduerf, déi den Cents, d'Neiduerf an duerch de Lift och de Weimeschhaff matenee verbanne soll. Et ass e Projet vun der Gemeng Lëtzebuerg.

Am Virfeld dovunner war iwwerpréift ginn, ob déi Bréck ënnert d'Dispositioune vum Gesetz iwwert d'Ëmweltverträglechkeet vu bestëmmte Projete géif falen. Dat ass awer net de Fall, well de Projet eeben net déi Envergure huet, déi déi Projeten, déi dodrënner falen, normalerweis hunn.

Déi urspréinglech Naturschutzdemande war vum Mäerz vum leschte Joer an et waren net all d'Informatiounen direkt dran, déi gebraucht gi wieren, soudass eréischt eng fondéiert Decisioun konnt geholl ginn, nodeem verschidden Informatiounen nogeliwwert gi sinn, notamment en adaptéierten Ekobilan, donieft och e Rapport iwwert d'Presenz vum Uhu an och d'Repercussioune vum Projet op säi Liewensraum. Dës sinn all am Laf vun der Prozedur nogeliwwert ginn an aner Informatiounen iwwert d'Vullen an d'Fliedermais louche vun Ufank u vir. Voilà.

Am Naturschutzgesetz spillen do verschidden Artikelen: den Artikel 6, dee seet, dass een innerhalb vum PAG – an an dësem Fall läit en am PAG, wou an dësem Fall och nach eng Zone forêt betraff ass – fir eng Constructioun eeben eng Geneemegung brauch, an den Artikel 17, deen eebe beseet, dass, wa fir d'Bréck – an dësem Fall am urbaniséierte Raum –, déi geplangt gëtt am PAG, verschidde Planze mussen ewechgeholl ginn, wou och geschützt Liewensraim drënner sinn, déi riskéieren, reduzéiert, zerstéiert oder verschlechtert ze ginn, eeben en Ekobilan muss presentéiert ginn.

Dëst huet zu engem Defizit vun 133.037 Punkte gefouert. Déi virgesi Kompensatiounsmoossnamen entspriechen 38.334 Ekopunkten, soudass do en Defizit ass vu 44.703 Punkten, déi da mussen nobezuelt ginn, an ee Punkt entsprécht jo engem Euro. Voilà.

D'Geneemegung, déi dann erstallt gouf, schreift also verschidde Konditioune vir beim Chantiersoflaf, fir den Impakt vun esou engem Bau esou kleng wéi méiglech ze halen, an et stinn och Mesüren dran en faveur vun de Vullen an de Fliedermais, zum Beispill Kontrollen, ob Fliedermais an deene Beem sinn, déi mussen ewechgeholl ginn. An da mussen déi dann och schounend, soen ech emol, ewechgeholl ginn, fir dass de Fliedermais, wa se dann dra sinn, näischt geschitt. Et musse Mesüre geholl gi géint d'Liichtpollutioun an et muss och e speziellt Glas fir d'Bréck agebaut ginn, fir dass d'Villercher dat dann och gesinn, an et ass notamment och e Verbuet fir Nuetsaarbechten dran.

Et ginn awer och Ausgläichsmoossname virgeschriwwen: fir de Routschwänzchen zum Beispill Vullekëschten, Nistkästen op Däitsch, an dann och Kompensatiounsplanzunge fir Hecken a Beem sur place – d'Gemeng huet dat proposéiert an dat ass och eng gutt Saach – an och Kompensatiounsplanzunge fir de Bësch, wou eeben déi gesamt Planzungen net duerginn, fir de gesamten Ekobilan dann ofzedecken. Dofir mussen eeben nach Punkten nokaaft ginn.

Zum Uhu schreift d'Autorisatioun tatsächlech näischt vir, well laut dem agreéierten Expert den Uhu wäit genuch vum Chantier ewech ass. An et gëtt och keen Indice fir d'Presenz vun anere schützenswäerte Vullen.

Voilà, dat sinn also all d'Aspekter, déi en lien si mam Naturschutz, deene souwuel an der Demande wéi och an der Autorisatioun Rechnung gedroe ginn ass.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 413 vun der Madamm Cécile Hemmen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Asammelung vu grénge Offall nom Schneide vun Hecken a Gestraicher. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 413 du 6 mars 2023 de Mme Cécile Hemmen relative au ramassage des déchets verts résultant de la taille des haies et buissons, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi et vun der Gesetzgeebung jo virgesinn ass, kënnen d'Hecken an och soss Äscht a Gestraicher vun November bis maximal Enn Februar geschnidde ginn. An doropshi gi jo dann déi Äscht an och soss den Heckeschnëtt jee no Volume op méi oder manner grousse Kéip zesummegeluecht. Verbrennen ass jo bekanntlech verbueden. Deemno geet de Privatmann hin an déi Saache ginn entweeder gehäckselt oder se ginn awer op Sammelplazen ofgeliwwert oder awer, wann et ganz grouss Kéip sinn, déi zum Beispill vu publicke Plazen hierstamen, ginn déi dann och vun den zoustännege Servicer ofgeholl an déi ginn dann och gehäckselt. Sou wäit, sou gutt.

Mee en attendant a bis elo leien awer nach eng Partie där grousser, décker Kéip mat deenen Hecken a soss Gestraicher uechtert d'Land op verschiddene Plazen an déi waarden dann drop, fir do entsuergt ze ginn.

Et ass awer elo esou, dass duerch de Klimawandel respektiv déi ganz héich Temperaturen, déi jo och nach am Dezember waren, wou mer jo emol deegweis nach 15 Grad haten, eis Fauna a Flora och liicht aus hirem Gläichgewiicht geroden an och aus der Zäitschinn erausgeroden ass. Esou ass zum Beispill de Kéiseker méi spéit a säi Wanterschlof gaangen an dee wäert dann och bis viraussiichtlech Enn Abrëll a senger Stopp bleiwen, an dacks ass dat och am Koup vun esou engem Heckeschnëtt.

An et sinn och eng Partie Villercher, déi vill méi fréi ufänken, hir Näschter ze maachen. Lues a lues maache si sech och elo un d'Aarbecht, souguer elo schonn am Mäerz. An déi Aarbecht, déi wäert dann och an den Hecken oder och an deem Koup Gestrëpp ze fanne sinn. An déi Villercher, hunn ech mer soe gelooss vun Natur an Ëmwelt, dat sinn d'Märel, d'Routbrëschtchen, de Poufank, den Zillzapp oder awer och den Zonkebutz.

Madamm Minister, meng Fro dann elo: Au vu vun dëse Feststellunge läit jo awer op der Hand, dass déi Kéip mam Heckeschnëtt op kee Fall virun Enn Abrëll ewechgeholl a scho guer net gehäckselt dierfte ginn. Ass deemno ugeduecht, eng Recommandatioun an déi Richtung erauszeginn?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci un d'Madamm Hemmen. D'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Voilà, merci fir dës Fro. Wéi déi meescht vun Iech wëssen, dierfen eenheemesch Hecken a Sträicher gradesou wéi Bëschränner just tëschent dem 1. Oktober an dem 1. Mäerz geschnidde ginn, also an de Wantermeint.

An der Gréngzon kënnen d'Bauerebetriber op de Service vum Maschinnebauréng zeréckgräifen, déi dësen Heckeschnëtt siche kommen. Dee Service ass duerch e Kontrakt mat der Ëmweltverwaltung gereegelt. Dësen hält ënner anerem fest, dass de Gréngschnëtt just bis Enn Mäerz dierf agesammelt ginn. Sollt dëst net an dëser Period méiglech sinn, muss de lokale Fierschter den Heckeschnëtt begutachten, ier en dierf agesammelt ginn. Gëtt hei festgestallt, dass do scho Vulle mam Naschtbau ugefaangen hunn, dierf den Heckeschnëtt eréischt an der nächster Saison erëm vum Maschinnebauréng agesammelt ginn.

Dës Virschréften, gradesou déi vum Schnëtt wéi och déi vum Asammele vun den Hecken, bestinn eenzeg an eleng aus dem Grond, Vullen an aner Déieren net beim Bréien an Opzéie vun hire Klengen ze stéieren. Et ass jo och eng Virschréft vum Naturschutzgesetz, dass een déi wëll Déieren net stéieren däerf. Effektiv ass et nämlech esou, dass déi kleng Vullenaarten, déi dëse Liewensraum ausserhalb vum Bësch fir d'Bréien an d'Opzucht vun hire Jonke benotzen, an der Reegel tëscht Mëtt Abrëll a Mëtt Mee mam Naschtbau ufänken.

Parallell gëtt duerch verschidde Sensibiliséierungsmoossnamen, notamment vun de Gemengesyndikater am Naturschutzberäich, och versicht, Alternativen zum Oftransport vum Heckeschnëtt erëm méi geleefeg ze maachen. Esou ass et ënner anerem méiglech, dass ee mam Heckeschnëtt sougenannt Benjeshecken – ech weess net, wéi bekannt dee Begréff ass, dat sinn déi vertikal geluecht, getesselt Doutholzkéip oder och einfach Doutholzkéip – kann uleeën, déi dann och iwwer Joren e wäertvolle Liewensraum bidde fir Vullen a Klengdéieren oder och fir Fräschen, Molchen an och Insekten. Voilà.

Et sief och nach ze bemierken, dass déi virdru genannt Oplagen net fir Schnëtthecken an aner dekorativ Sträicher am Beräich vu Wunnhaiser gëllen, dëst souwuel am Bauperimeter wéi och an der Gréngzon. Hei ass et da wichteg ze verstoen, dass déi oft net esou opgesicht gi vun Déiere fir ze bauen. Et kann awer méiglech sinn, dofir ass et awer och trotzdeem ubruecht, dass ee virum Schneiden dorop oppasst a kuckt, ob sech do net schonn Déieren dran agenist hunn.

Voilà, dat ass dat, wat ech elo wollt soen. Fir eis sinn déi dote Perioden nach ëmmer déi richteg. Ech wäert awer nach eng Kéier nofroen, ob een do vläicht eppes muss drun änneren, mee eisen Informatiounen no sinn dat doten nach ëmmer déi richteg Perioden.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Welfring

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 414 vun der Madamm Myriam Cecchetti un den Här Energieminister iwwert d'Ausmooss an den Impakt vu russesche GNL-Importatiounen. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 414 du 7 mars 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative à l'ampleur et l'impact des importations de GNL russe au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Énergie et à M. le Ministre de l'Aménagement du Territoire

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, ech wollt dem Energieminister haut e puer Froe stellen, wat d'Flëssegasimporter ugeet. Nodeems de Putin – also Russland – an d'Ukrain agefall ass am Februar 2022, huet d'Europäesch Unioun Gasimporter aus Russland reduzéiert, fir

net méi ofhängeg ze si vun engem Land, dat einfach an en anert Land afält a sech absolutt keen Deit ëm Mënscherechter schäert.

Laut Zuele vun der Europäescher Unioun huet den Undeel vum russesche Gas 2021 nach 40 % ausgemaach. Fir 2022 konnt dësen awer op 11 % reduzéiert ginn. Fir awer dee Lack do kënnen ze decken, ass dunn op Flëssegas zréckgegraff ginn.

Laut Informatioune vu Februar 2023 vun enger ONG wär Russland hei awer entre-temps deen zweetgréissten – d'USA wieren dee gréissten – Lieferant vun esou engem Gas an der Europäescher Unioun. Dës Importatioune wären ëm 36 % an der Europäescher Unioun 2022 geklomme par rapport zu 2021. An dësem Kontext wären déi belsch Importatioune via den Terminalhafen Zeebruges 2022 ëm 28 % geklommen. De Gasmix an der Belsch géif am Moment 12 % russesche Gas enthalen.

Kann de Minister confirméieren, datt de russesche Pipelinegas am Lëtzebuerger Reseau an Deeler duerch den iwwer Zeebruges importéierte Flëssegas ersat ginn ass? Vu datt Lëtzebuerg en integréierte Gasmarché mat der Belsch forméiert an och iwwert den Terminalhafen Zeebruges approvisionéiert gëtt, wëll ech och vum Här Energieminister wëssen, ob hie sech dësen Zuelen iwwerhaapt bewosst ass.

Wat ass dem Energieminister seng Positioun géigeniwwer dëser Entwécklung, wuel wëssend, dass all d'Efforten an der Europäescher Unioun an zu Lëtzebuerg jo zum Zil hunn, eis vun enger Ofhängegkeet vu Russland ze léisen, mir awer dann eigentlech déi eng Ofhängegkeet, déi vum Gas, duerch de Flëssegas hei géifen ersetzen?

Wier et net méi opportun, d'Fangeren heivunner ze loossen, wuel wëssend, datt d'Extraktioun vum Flëssegas immens vill Naturschied verursaacht, an direkt nach vill méi an déi Erneierbar ze stiechen? Gesäit de Minister et als problematesch a widderspréchlech un, dass mir mat de steigende Flëssegasimporter aus Russland de Regimm vum Putin wéi och säi Krich matfinanzéieren, wuel wëssend, datt zu Lëtzebuerg, wéi bal iwwerall an Europa, dëse Gas och mat Steiergelder subventionéiert ass?

Merci am Viraus fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, merci der Madamm Cecchetti fir dës Fro. Ech wëll vläicht einfach nach eng Kéier de Kader gi vun deene verschiddenen Embargoen, déi mer decidéiert hunn am Kader vum Putin senger Aggressioun op d'Ukrain.

Et gëtt an der Europäescher Unioun en Embargo, also e Verbuet, fir russesche Pëtrol ze importéieren, an et gëtt e Verbuet, fir russesch Kuel ze importéieren. Et gëtt awer keen Embargo, et gëtt kee Verbuet am Moment, fir russesche Gas ze importéieren. An dat huet den Hannergrond, dass zwee oder dräi Länner, virun allem an Ost- an a Mëtteleuropa, am Moment schwéier géifen u genuch Gas kommen, wa se guer kee russesche Gas géife kréien. Dat Land, dat am stäerkste betraff ass, ass d'Slowakei, well et do keng aner Méiglechkeete gëtt, fir am Moment physesch genuch Gas dohinner ze bréngen, wann déi guer kee Gas méi aus Russland kréien.

Dat gesot, hu mer et duerch déi Embargoen an och all déi Moossnamen, déi mer geholl hunn – Gasspäicher obligatoresch fëllen, 15 % um Welt-LNG..., also um Flëssegäerdgasmarché, akafen –, trotzdeem fäerdegbruecht, de russesche Gas vu 40 % op ... déi neisten Zuele sinn ënner 10 % erofzedrécken. A mir hunn et duerch den Embargo op Ueleg, Kuel an eeben och manner Gas och fäerdegbruecht, dass d'Revenue vum Putin vun all deene fossillen Energien ëm 38 % gefall sinn iwwert dat lescht Joer. Dat sinn déi neist Zuele vun der internationaler Energieagence.

Well mer keen Embargo hunn um Gas, kënnt also nach russesche Gas am Moment eran. Meng Leit hunn och nogefrot bei de belschen Autoritéiten: Déi Zuelen, déi Dir an Ärer Fro opwerft, dat sinn Zuele vun enger ONG. Déi belsch Autoritéite soe mir, datt si déi Zuelen net kënne confirméieren, och well et keen Herkunftsnachweis gëtt vun deem LNG, deen zum Beispill zu Zeebruges ugeliwwert gëtt. An Dir hutt do deen Handel, deen ass méi komplex, wéi een dat mengt.

Wann een eng Pipeline huet, da weess een, wou déi Pipeline fortgeet, an da weess een, wéi ee Gas do dran ass. Bei engem Schëff ... Dir kënnt e russescht Schëff hunn, dat am Katar oder an Amerika Gas gelueden huet an deen zu Zeebruges ofliwwert. Dir kënnt natierlech och en anert Schëff hunn, dat eventuell iwwer Ëmweeër och russesche Gas huet. Dat heescht, déi Prozenter, déi do am Raum stinn, déi kann d'belsch Regierung am Moment net bestätegen, well déi Herkunfts... Also, et gëtt keen Zertifikat. Du kanns net soen: „Dat doten ass eng Molekül Gas vum Putin an dat doten ass eng Molekül Gas aus dem Katar oder aus Amerika."

Trotzdeem wäert ech déi Fro hei elo och nach eng Kéier mat op Bréissel huelen. Dir musst wëssen: Dee Moment, wéi mir decidéiert hunn, e gemeinsame Gasakaf ze maachen, do war ee Moment wierklech eng Absurditéit an der Propositioun vun der Kommissioun, well et war net explizitt ausgeschloss, dass een och elo souguer hätt kënne gemeinsam Gas aus Russland akafen.

An ech sinn deemools intervenéiert, Enn Oktober, Ufank November, soudass explizitt russesche Gas ausgeschloss ass am gemeinsamen europäesche Gasakaf. An ech wäert elo nach eng Kéier kucken, mir hu Mëtt Mäerz eng Reunioun vun den Energieministeren, wou mer elo nach eng Kéier wäerte kucken: Wat ass d'Bilanz vun eise Moossname vun dësem Wanter – Gasspäicher fëllen, 15 % aspueren? Wéi ass d'Situatioun um Welt-LNG..., also um Äerdgasmarché?

An ech wäert dann nach eng Kéier opwerfen, ob mer an där doter preziser Fro wierklech kënnen elo eppes maachen. Well Dir hutt Recht, dat ass eng gewëssen Inkohärenz, an ech denken, dass Der Recht hutt, dat opzewerfen. An ech kucken elo, ob mer do um europäeschen Niveau eppes kënnen dergéint maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 415 vun der Madamm Djuna Bernard un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Evaluatioun vum Gesetz vum 4. Juni 2020, dat d'Stagë fir Schüler a Studenten aféiert. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 415 du 7 mars 2023 de Mme Djuna Bernard relative à l'évaluation de la loi du 4 juin 2020 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Här Minister, jo, den Här President huet et scho gesot: Mir hu Mëtt 2020 dat sougenannt „Stagegesetz" heibanne gestëmmt an zesummen hu mer och an der breeder Unanimitéit vun alle Fraktiounen eng Motioun ënnerschriwwen, déi explizitt d'Demande vun enger Evaluatioun vun dësem Gesetz no zwee Joer gefuerdert huet, an dat mat de Sozialpartner zesummen an natierlech och mat de Studentenorganisatiounen.

Dës Studentenorganisatioune waren – an dat begréissen ech ausdrécklech – schonn am Virfeld vun der Ausschaffung vun dësem Gesetz matinvolvéiert. An dat fannen ech ganz, ganz wichteg an deementspriechend ass och eng Evaluatioun mat hinnen, mengen ech, deen eenzeg richtege Wee.

Am Abrëll 2022 huet d'ACEL op hirem Site an iwwer Circulaire mat hire Memberen en Opruff gemaach un hir Memberen, hinnen Abusen oder Problemer an der Applikatioun vum Gesetz matzedeelen. Och op hirem rezenten Neijoerschpatt, wou Dir, mengen ech, och waart, Här Minister, huet d'ACEL nach eng Kéier op den Evaluatiounsbesoin vum Gesetz higewisen.

An deementspriechend géif ech ganz gäre vun Iech wëssen, wou mer, Stand haut, mat der Evaluatioun dru sinn, ob déi mat de Sozialpartner an de Studentenorganisatiounen diskutéiert ginn ass a wat eventuell d'Conclusioune respektiv d'Suitte vun esou enger Evaluatioun sinn a respektiv ob Der eis e bësse méi iwwert den Timing kënnt matdeelen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft, den Här Georges Engel, huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, d'Stagëgesetz, dat huet effektiv als Zil, d'Stagë vun de Schüler a vun de Studenten ze reegelen. An et muss ee soen, dass mer virun deem Gesetz hei an engem Vide juridique waren. Dat Gesetz mécht den Ënnerscheed tëschent engem Stage obligatoire, dee vun der Schoul eeben och virgesinn ass, an de Stages facultatifs, déi derzou bäidroen, datt ee berufflech Erfarunge mécht. An et geet dann hei och drëms, datt mer d'Stagiairen net als bëlleg Aarbechtskräfte sollen ugesinn, mee als Stagiairen, déi dem Betrib dann och eppes bréngen.

An dat Gesetz, dat kann och eise Standuert Lëtzebuerg méi attraktiv maachen. Wa Betriber kënne Studente mat bäihuelen, fir datt se hire Betrib kenneléieren, fir datt se Erfarung kréien, kann dat och als Wierkung hunn, datt Studente sech fir dee Betrib interesséieren a sech dann och an deem Betrib herno wëlle méi engagéieren, wa se begeeschtert si vun deem, wat se do gesinn. An dat kann dann och der Demande de main-d'œuvre qualifiée entgéintwierken.

Mir sinn als Regierung an engem permanente Kontakt mat de Studentenorganisatiounen. Esou hu mer den 3. November d'ACEL gesinn. Ech war och effektiv bei hinnen um Patt de 26. Januar an ech war och mat der UNEL zesummen de 4. November an enger Visiokonferenz, wou mer iwwert d'Komplexitéit vun deem ganze Sujet geschwat hunn a wou mer och ganz vill Versteesdemech vun de Studente kritt hunn, well eeben de Sujet esou komplex ass.

Elo ass et esou, dass den Här Meisch am Regierungsrot nach Ännerungen un deem Stagëgesetz hei virgeschloen huet, an déi sinn dann och ugeholl ginn. Notamment dréint et sech dorëms, datt de BTS, de Brevet de technicien supérieur, an de Scope vun deene Stage-volontairë matgeholl gëtt, an och reglementéiert Beruffer, wéi zum Beispill den Infirmier, déi kënnen elo hir Stagen iwwer véier Wochen dann och bezuelt kréien.

Dat dréit dann och derzou bäi, datt déi Beruffer méi attraktiv ginn, datt déi Ausbildung méi attraktiv gëtt an datt mer do, wou mer elo schonn e Manque de main-d'œuvre hunn, méi attraktiv ginn an dann och nach vläicht deen een oder aneren ... méi Leit an dee Beruff do hikréien.

A menger leschter Reunioun mat der UNEL an och mat der ACEL, wou d'Stagen dann och en Theema waren, hunn d'Studentenorganisatiounen eis an der Reunioun och gesot, dass virun allem am Sozialsecteur kee Budget fir déi Stagen do virgesinn ass. Dat ass awer elo kee Grond, fir d'Indemnisatioun vun deene Stagen dann och a Fro ze stellen, mee mir mussen eis um Regierungsniveau ukucken, wéi mer deem Problem do kënnen entgéintwierken.

Elo ass et richteg, datt beim Gesetz eng Motioun gestëmmt ginn ass, dass eng Evaluatioun sollt gemaach ginn, an déi sollt dann am Mee 2022 sinn. Dir wësst och, dass mer do virdru Covid haten, wat d'Situatioun vun de Stagiairë sécherlech erschwéiert huet. Dir wësst och, dass mer, wéi ech elo grad gesot hunn, dat Stagëgesetz méi opgemaach hunn, fir nach aner Beruffer mat eranzekréien. A mir wäerten dann elo mat där neier Gesetzgeebung, wou mer déi reglementéiert Beruffer an och de BTS mat dran hunn, déi Evaluatioun da maachen, fir och déi Experiencen, déi mer do hunn, nach mat an déi Evaluatioun eranzekréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 416 vum Här Laurent Mosar un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Autofueren ënner Drogenafloss. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 416 du 7 mars 2023 de M. Laurent Mosar relative à la conduite de véhicules sous influence de drogues, adressée à Mme la Ministre de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. A Frankräich ass no engem relativ grujelegen Autosaccident, an deem e bekannte franséischen Humorist verwéckelt war, eng relativ hefteg Diskussioun iwwer Drogen um Steier ausgebrach, an notamment proposéiert do de franséischen Inneminister elo eng ganz Rei vu Mesüren, fir awer dee Phenomeen weesentlech besser an de Grëff ze kréien.

Ech hunn och gesinn, datt bei eis – do leien Zuele vir – dee Phenomeen net nëmme vum Alkohol, mee leider och vun Drogen um Steier d'Tendenz huet, leider massiv zouzehuelen.

Dorauser ergi sech dräi konkreet Froen, déi ech der Madamm Justizministesch wollt stellen:

Éischtens: Gëtt bei Kontrollen net nëmmen den Alkoholgehalt, mee och d'Konsumverhale systematesch kontrolléiert? Wéi gëtt et och kontrolléiert?

Zweetens: Ass d'Ministesch der Meenung, datt d'Strofen, wat Alkohol-, awer och ganz besonnesch Drogekonsum um Steier ugeet, streng genuch sinn hei zu Lëtzebuerg? Oder ass se der Meenung, datt do eventuell misst nogerüst ginn?

An drëttens: Wat hält d'Madamm Justizministesch vun deene Propositiounen, déi de franséischen Inneminister do mécht, déi a Richtung ginn, fir zum Beispill kee Sursis méi ze accordéiere bei Drogekonsum um Steier?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, et ass e wierklech ganz seriöen, dramateschen a wichtege Sujet, deem ech elo net wëll déi Wichtegkeet huelen, déi e verdéngt, mee erlaabt mer just eng aleedend Remark. Ech krut fir de Mëtte fir d'Heure de questions dräi Froe gestallt: Déi éischt war fir de Claude Meisch, déi zweet war fir de Lex Delles an déi drëtt, déi ech elo hei beäntweren, war entweeder fir de François Bausch oder fir den Henri Kox. Och wann ech elo d'Froen héieren, bleiwen ech bei där Meenung.

Ech hunn elo bei dëser näischt gesot, well ech da geduecht hunn, et hätt vläicht awer eppes mat mengem Ressort ze dinn. Mee ech wier immens dankbar, wann – mir hu virdru vill iwwer Respekt par rapport zur Chamber geschwat – all Deputéierten an och vläicht d'Chamberverwaltung sech wierklech géif Gedanke maachen, ob déi Froen ëmmer un déi richteg Ministeren adresséiert ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Vläicht dann awer e puer Remarken zum Prinzipp. D'Autosaccidenter zu Lëtzebuerg sinn eppes – net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee iwwerhaapt –, wat dramatesch ass. Mir hate gëschter ... Ech mengen, Dir hat alleguerten déi selwecht Impressiounen, wéi Der déi Foto vun deem Accident am Neiduerf gesinn hutt. Ech war schockéiert, wéi ech d'Fotoe gesinn hunn. A vill vun Iech heibanne wëssen, wat et bedeit, wann ee Prochen huet oder selwer an Autosaccidenter verwéckelt ass, wat dat fir Konsequenze ka fir Familljen hunn, déi vun haut op muer an engem ganz anere System sinn.

Duerfir musse mer als Gesellschaft, mengen ech, alles drusetzen, fir dat ze verhënneren, an duerfir fannen ech et awer wichteg, an deem heite Kontext och nach eng Kéier drun ze erënneren – ech hat dat elo och nach eng Kéier nogefrot –, wat wierklech d'Haaptursaache si vu schlëmmen Accidenter, an et ass einfach wichteg, dass jiddwereen dat am Kapp huet.

Well mir schwätzen elo vun Drogen – an Drogekonsum hannert dem Steier ass wierklech eng katastrophal Kombinatioun, et ass en No-Go, et huet een net déi richteg Moyenen, net déi néideg Moyenen, et soll een dat si loossen! –, mee d'Haaptursaach vun déidlechen oder graven Accidenter ass d'Vitess. Do brauch een emol näischt Illegales ze consomméieren. Do setzt ee sech hannert d'Steier an et hält ee sech net un d'Reglementatioun, déi am Stroosseverkéier virgesinn ass.

Déi zweet ass Alkohol. Och do brauch een net eppes Illegales ze consomméieren. Et geet een entweeder bei Frënn oder an e Café oder et ass een doheem an et setzt ee sech herno hannert d'Steierrad an et huet een net méi déi richteg, déi néideg Moyenen.

Duerfir fannen ech, dass een dat soll global kucken a sech net op een eenzelnen Aspekt soll konzentréieren. Mir hu beim Strofenarsenal – an deen ass gereegelt iwwert de Code de la route, deen och ënnert d'Kompetenz vum Transportministère fält – e ganzen Arsenal vu Strofen, déi bis zu dräi Joer Prisong ginn, wann een an engem Zoustand fiert, deen et net erlaabt ..., wou een net méi seng néideg Moyenen huet. Mir hunn och deen aneren Dispositif an eisem Code pénal, ech mengen, deen Der kennt, wann een en Homicide involontaire begeet, wann een engem Coup-et-blessuren zoufüügt. Do hu mer eigentlech e ganz, ganz, ganz kompletten Arsenal.

Ech hu mech elo net mat de Moossnamen a Frankräich ausernanergesat, duerfir kann ech Iech elo net meng Aschätzung gi vun deene Strofen. Ech bleiwen awer wierklech fundamental der Iwwerzeegung, dass mer alles mussen drusetzen, fir ze sensibiliséieren an drop opmierksam ze maachen, dass et insgesamt extreem wichteg ass, dass ee sech un d'Vitessreglementatiounen hält, dass ee keen Alkohol consomméiert, wann ee fiert, an dass een natierlech och keng Droge consomméiert, wann ee fiert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 417 vum Här Marc Goergen un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Participatioun vun den auslännesche Matbierger bei de Gemengewalen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 417 du 7 mars 2023 de M. Marc Goergen relative à la participation des résidents étrangers aux élections communales, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. An enger Demokratie ass et wichteg, dass méiglechst vill Leit un enger Wal deelhuelen. Duerfir war ech e bëssen enttäuscht, wéi elo an der leschter Pressekonferenz vun 12,5 % geschwat gouf vun auslännesche Matbierger, déi sech ageschriwwen hunn. Ech géif mer wënschen, et wären der vill méi.

Ech hu gesinn, d'Madamm Ministesch ass och scho vill ënnerwee. Op Social Media konnt ech gesinn, dass Der ënnerwee waart virun der Europäescher Kommissioun, déi der besicht. Mee et geet awer nach net duer, wéi et ausgesäit, mat deenen 12,5 %. Dat ass fir mech nach net zefriddestellend.

An dofir meng Fro un d'Ministesch: Wat kann ee maachen, fir dass méi Auslänner sech aschreiwe fir dës Gemengewalen? Et geet jo och ëm hiert Doheem. Et geet ëm hir Gemeng. Wat sinn dann elo déi nächst Schrëtt, déi d'Ministesch wäert ënnerhuelen? Well et gesäit ee jo, dass déi aktuell Campagne vläicht nach net esou gezunn huet, wéi ee sech et hätt kënne virstellen. Dat heescht, do muss ee jo dann am neien Term e klenge „Booster" zéien. Wat sinn do Är Pläng, fir do awer elo virunzekommen? Well ech géif mer awer wënschen, dass mer méi wéi 12,5 % herno do stoen hätten, wéi dat elo leider am Moment nach de Fall ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. D'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci dem honorabelen Deputéierte fir d'Fro. Ech mengen, et ass en Challenge fir ons alleguerten. Ech géif just gären als Introduktioun soen: Éischtens emol sinn ech averstan. Ech sinn och enttäuscht, dass nach net méi Leit ageschriwwe sinn. Ech wëll awer d'Chifferen eng Kéier e bëssen an e Rapport stellen.

Mir hunn effektiv eréischt 12,5 % vun all deenen Auslänner, déi sech kéinten aschreiwen, déi ageschriwwe sinn. Allerdéngs ass et esou, dass d'Gesetz jo geännert huet an een elo däerf direkt mat wiele goen, wann een hei am Grand-Duché wunnt. Dat war 2017 nach net esou. 2017 huet een nach musse fënnef Joer hei wunnen, fir iwwerhaapt kënne mat wielen ze goen. A wann een dann déi absolutt Chiffere kuckt, dann ass et esou, dass mer elo bal bei deem Chiffer si vun der leschter Kéier, wou eppes iwwer 34.000 Leit sech ageschriwwen haten, a mir sinn elo bei eppes iwwer 32.000.

Dat heescht, ech si ganz zouversiichtlech, dass mer an absolutte Chiffere wäerten dohinner kommen, wat natierlech awer d'Prozenter méi déif hält, well einfach vill méi Leit sech kéinten aschreiwe goe wéi d'leschte

Kéier. Ech wollt dat just eng Kéier an e Rapport stellen, well an de Prozenter gesäit et méi schlecht aus wéi an den absolutten Zuelen. Dat ass scho ganz richteg.

Dir hutt et gesot: Mir si ganz vill ënnerwee. De Familljeministère mécht immens vill Campagnen, notamment och mam Syvicol zesummen. Mir hëllefen de Gemengen, mir ginn hinnen Informatiounen, mir ginn hinnen Templaten. Mir gesinn och, dass an deene Gemengen, déi zum Beispill Bréiwer un all hir auslännesch Residente verschécken, ganz vill Leit sech aschreiwen. An der Gemeng Bech – fir se net ze nennen – sinn natierlech prozentual och manner Netlëtzebuerger wéi warscheinlech an anere Gemengen, mee do sinn awer, mengen ech, bal 40 %, déi sech an der Tëschenzäit ageschriwwen hunn, wat natierlech e ganz, ganz schéine Chiffer ass. Zu Reisdorf sinn et 33,3 %, wann ech dat elo richteg an Erënnerung hunn. Dat heescht, wa Gemengen do wierklech d'Leit invitéieren an hinnen och schonn e Courier heemschécken, da fonctionéiert dat ganz gutt.

A mir vum Familljeministère stellen net nëmmen de Gemengen, mee och den Associatiounen an och private Leit ganz gäre Material zur Verfügung. Dat si Rollupen, dat si Stänn, dat sinn natierlech Flyeren, déi Dir kënnt ausdeelen, wann e Fest ass an Ärer Gemeng. Frot roueg bei ons no, mir ginn Iech d'Material, fir d'Leit kënnen direkt unzeschwätzen an hinnen ze soen, si solle sech aschreiwe goen.

Mir wäerten eng Journée nationale de l'inscription hunn – an heibanne si jo ganz, ganz vill Buergermeeschteren, Schäffen a Gemengeconseilleren –, den 18. Mäerz wäert déi sinn, wou mer d'Gemengen invitéieren, deen Dag, dee Samschden, hir Gemengen opzemaachen, wou mer d'Leit da massiv wäerten derzou ureegen, sech aschreiwen ze goen. Ech ginn dervunner aus, dass déi eng oder aner Parteien uechtert d'ganzt Land dann och wäerten iergend en Event an hire Gemengen organiséieren. An där Woch virun deem Event wäerte mer och ganz kloer Publicitéit maachen op de Bushaisercher an esou weider, fir dass d'Leit och wierklech wëssen, dass den 18. Mäerz dee groussen Dag ass.

Et ass net ganz komplizéiert, sech anzeschreiwen. Et muss ee sech emol net deplacéieren, et kann een op myguichet.lu goen. Mir hunn en Internetsite a fënnef verschiddene Sproochen. Mir waren um Festival des migrations. Mir waren zu Ettelbrooklyn. Mir waren op der Braderie mat Stänn. Also, de Familljeministère mécht schonn, wat e kann, fir iwwerall Stänn ze hunn, fir d'Leit eebe wierklech ze sensibiliséieren.

Dir hutt d'Fro zwar elo net gestallt, mee ech géif dann awer eng Kéier drop äntweren: Firwat schreiwen d'Leit sech net an? Et gëtt am Fong zwee Haaptgrënn. Deen éischten ass deen, well se et net wëssen. Dat heescht, do probéiere mer jo da wierklech ..., an dat geet nëmme mat Hëllef vu jiddwerengem. Iwwregens hu mer och 300 Multiplicateuren, déi an hir Communautéite ginn, fir Reklamm ze maachen.

Dat Zweet, wat ech awer mierken, dat ass, dass ganz vill Leit am Fong geholl e bëssen Angscht hunn, well se soen: „Jo, mee Dir hutt awer de Vote obligatoire a wann ech mech dann aschreiwe ginn an ech ginn dann awer net wielen, wat geschitt da mat mer?" Dat heescht, ech mierken, dass dat déi zwou Saache sinn, firwat d'Leit sech ganz dacks net aschreiwe ginn.

Mee dofir ass eeben de perséinleche Kontakt wichteg, vun Iech alleguerte mat Äre potenzielle Wieler, mat all de Leit, déi iergendwou sinn, fir hinnen ze soen: „Gitt Iech aschreiwen!" D'Demokratie kann nëmme geschéien, wa jiddweree participéiert! Mir liewen an engem Land mat bal 50 % Auslänner. Mir hätte gären, dass jiddweree matmécht. A wann ee sech aschreiwe geet, fir wielen ze goen, dann interesséiert ee sech natierlech och fir seng Gemeng am Allgemengen, an dat ass jo awer d'Liewe vun ons alleguer. Jiddweree lieft an enger Gemeng a jiddwereen ass concernéiert, wéi d'Poubellen ewechgeholl ginn, wéi d'Schoule sinn, d'Primärschoulen, wéi d'Stroossen an d'Vëlospiste sinn, an esou weider an esou virun.

Ech mengen, Dir wësst et ganz gutt, an dat ass awer d'Motivatioun, mengen ech, fir de Leit ze soen: „Hei, et concernéiert dech! Schreif dech an a renseignéier dech!" Ech mengen, quasi all Parteien hunn awer ganz vill Informatiounen op ganz, ganz ville verschiddene Sproochen.

A wann d'Leit soen: „Jo, mee ech verstinn awer kee Lëtzebuergesch" oder „Ech ka kee Lëtzebuergesch", da soen ech: „Ma da géi awer op d'Walversammlungen, well meeschtens gëtt et no de Walversammlungen e Patt an da kann ee mat de Politiker schwätzen oder mat de Kandidate schwätzen an da kann een am Eent-zu-eent-Gespréich seng Froe stellen, seng Remarke maachen, seng Suggestioune maachen!"

Well finalement ass Lëtzebuerg awer e klengt Land. D'Gemenge sinn nach méi kleng wéi d'ganzt Land natierlech. An ech soen de Leit dann ëmmer, dass se an deenen nächste Méint ganz vill Kandidate wäerten doruechter lafe gesinn. Se solle se einfach uschwätzen, mat hinne schwätzen an da kucken, fir wat deen een oder deen anere steet, fir dann herno „en toute âme et conscience" kënnen ze wielen.

Iwwregens, ganz zum Schluss wëll ech Iech just nach soen: Mir wäerten nach en zweete Volet vun eiser Campagne maachen. Bis de 17. Abrëll kann ee sech aschreiwen a mir wäerten dann de Leit och wëlle soen, wéi een zu Lëtzebuerg richteg wielt a wéini de Vott net gülteg ass, well ech mengen, och dat ass ganz wichteg, well mer awer e Walsystem hunn, wéi en net iwwerall ass. An dofir soll een de Leit och eng Kéier soen, wéi se ze wielen ..., wéi se kënne wielen. Voilà.

Merci.

(Interruption)

Net wien, mee wéi! Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun Corinne Cahen.

A mir kommen elo zur Fro Nummer 418 vum Här Paul Galles un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert déi sougenannt PFAS-Substanzen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 418 du 7 mars 2023 de M. Paul Galles relative aux substances per- et polyfluoroalkylées, également connues sous le nom de PFAS, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci villmools, Här President. Dir sot zu Recht „PFAS-Substanzen", eigentlech am Fachbegréff oder Fachjargon „per- a polyfluoréiert Alkylverbindungen". Dat kléngt natierlech elo alles ganz, ganz komplizéiert. Dat sinn awer toxesch Chemikalien, déi am Alldag gebraucht ginn an déi sech eeben net ofbauen. Dat mécht se eeben esou komplizéiert an och esou geféierlech.

An der Lescht ware se och elo e puermol an der Ëffentlechkeet. Et ass driwwer diskutéiert ginn. Ee Grond duerfir kann zum Beispill sinn, dass se a ganz ville Wärmepompele gebraucht ginn. Do ass dann déi Diskussioun entstanen: Benotze mer PFAS oder benotze mer Propangas? Beim Propangas gouf da virgeworf: „Dat ass awer explosiv!" oder „Dat kann net séier genuch nokommen, fir d'Wärmepompelen alleguerten ze konstruéieren!" Dat sinn awer Argumenter, déi kënnen entschäerft ginn. Dat heescht, de Propangas ass awer trotzdeem interessant an deem doten Zesummenhang. Da stellt sech ëmsou méi déi Fro: PFAS – musse se gebraucht ginn? A wäerte se weiderhi gebraucht ginn?

A si waren héchstwarscheinlech och an der Lescht an der Ëffentlechkeet an der Diskussioun, well et awer och e Grupp vu Journaliste vun Zeitunge gouf, déi nogesicht hunn, wou iwwerall déi toxesch Chemikalie scho Spueren hannerloossen. Well se sech eeben net ofbauen, gëtt et Géigenden, déi scho besonnesch verseucht sinn, zum Beispill an Däitschland. Do gouf et elo en Artikel vun enger Zeitung, dee gesot huet, dass et 1.500 Plaze gëtt, wou esou Verseuchungen da besonnesch gemooss gi sinn.

Ech wollt och eng Kéier do an deem Kontext froen, ob et do an deem Sënn dann och Donnéeë gëtt fir Lëtzebuerg, ob een do weess, wéi et zu Lëtzebuerg ausgesäit mat deene PFASen. An dann awer och déi Fro, déi ech dobäi wollt stellen: Et gëtt fënnef Länner, Däitschland, Holland, Dänemark, Norwegen a Schweden, déi bei der europäescher Chemikalienagence e Beschränkungsvirschlag agereecht hunn, an ech wollt dozou froen, ob d'Lëtzebuerger Regierung do gefrot gi war fir matzemaachen oder ob et e Grond gëtt, fir do net derbäi ze sinn, ob dat eppes ass, wou een einfach derlaanschtgelaf ass a wat och vläicht elo net esou wichteg ass, oder wat dann och einfach d'Positioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung zu dëser Fro. Voilà, dat si scho meng Froen.

Ech soen Iech scho villmools Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. D'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Voilà, merci fir dës Fro. Merci, Här President. D'PFASen, fir se dann ofzekierzen, sinn eng Famill vu Substanzen, déi an enger enormer Multitude vu Produiten agesat ginn a goufen, notamment an Textilien. A grad wéinst hirer Stabilitéit goufe se vill agesat als Feierläschmëttel, als Feierschutzmëttel, als Kältemëttel, a Beschichtunge vu Panen an esou weider. Historesch Notzunge vun dëse Produiten, verbonne mat genee dëser Stabilitéit, hunn hir Spueren hannerlooss respektiv hannerloossen nach ëmmer hir Spueren.

A wéinst hirer Stabilitéit ginn déi Substanzen eebe quasi guer net ofgebaut, déi sougenannt „Éiwegkeetschemikalien", wéi se och genannt ginn. An technesche Prozesser si se och ganz schwéier, aus dem Wasser zum Beispill erauszeeliminéieren. Voilà, dat heescht, Géigemesüre si ganz schwéier ëmzesetzen, dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass et Restriktioune gëtt. Déi ginn zum Deel elo schonn iwwert de POP-Reglement ageschränkt. Do gëtt et scho vereenzelt Ënnersubstanzen dovunner. Hei ass awer elo d'Iddi mat där Restriktioun, déi Der ugeschwat hutt, op EU-Niveau, dëst iwwert d'REACH-Reglement, wat e méi totaalt a méi breet Verbuet géif mat sech bréngen, wat jo eng interessant Approche wär, grad an dësem Kontext.

Déi véier bis fënnef genannt Länner, mat eeben Norwegen derbäi, hunn eeben e Restriktiounsdossier agereecht. Lëtzebuerg huet sech do net dru bedeelegt, net well een et net wichteg fënnt, mee well mer einfach als klenge Memberstaat och net d'Moyenen hunn, fir eis un esou Dossiere wierklech ze bedeelegen. Dat ass wierklech eppes, wat mer bis elo nach net gemaach hunn.

Iwwert d'Joren hu mer ëmmer probéiert, eis Kompetenzen hei zu Lëtzebuerg am REACH-Beräich och

auszebaue mat geziilte Kollaboratioun, notamment mam LIST zum Beispill, awer och mat auslännesche Kooperatiounen, mat den däitschen Experten an esou weider, mee wierklech d'Kompetenz, fir elo wierklech eegestänneg oder souguer mat Hëllef vun anere Länner en Dossier opzestellen, dat géif eis Kapazitéite wierklech iwwersteigen. Mir sinn awer ganz interesséiert un deem doten Dossier a wäerten deen och weider verfollegen. Voilà.

Also, deen Dossier ass eeben eng Propositioun fir esou Restriktiounsmesüren. E gouf agereecht bei de Kommiteeë vun der Europäescher Chemikalienagentur a gëtt do eebe vun deenen onofhängegen Experten evaluéiert, an déi mussen elo en Avis formuléieren. Deen ass virgesi fir Mëtt 2024, mee mir hunn awer scho Stëmmen héieren, déi soen, dass et eventuell net wäert klappe mat deem Delai vu d'Komplexitéit vun deem Dossier. Mee mir verfollegen dat dote ganz aktiv. Voilà.

Am Ëmweltconseil koum dat Theema och ëmmer erëm op an och elo, mengen ech, sinn erëm Diskussiounen, zum Beispill fir verschidde vun deene Substanzen an de Wärmepompelen eeben och eventuell ze verbidden. Dat ass eeben och eppes, wat mer och genee verfollegen um EU-Niveau. An et ass genau do, wou och am meeschten Effekter ... Vu dass mir déi ganz Produiten hei och importéieren, wéi zum Beispill d'Wärmepompel, keen eegene Maart hunn, ass et ganz wichteg, dass dat doten EU-wäit gräift. Voilà.

Also, mir deelen do déi Suergen iwwert déi Auswierkunge vun de Risike vun dëse Substanze fir d'Ëmwelt a fir d'mënschlech Gesondheet ganz kloer. Voilà.

Et ass vläicht och nach dobäi ze soen, dass et wichteg ass bei deenen doten Dossieren, dass déi Substanzen natierlech net duerch änlech geféierlech Substanzen dann ersat ginn. Duerfir ass et wierklech wichteg, dass een déi genau suivéiert. Et gouf eng Kaart am Kader vun där Etüd, déi ugeschwat ginn ass, déi an der Press diskutéiert gouf, publizéiert. An do gëtt et awer och Punkten heizou oder ee Punkt zu Lëtzebuerg, an dat ass eisen Analysen no – a mir kucken déi Saachen och grad nach, mir sinn och amgaang, déi Saachen do zur Kenntnis ze huelen –: Als Konsequenz vun engem Groussbrand gouf eng Kéier Läschschaum agesat, dee kontaminéiert war. Dat heescht, dat ass warscheinlech dee Punkt, deen dann do optaucht.

Et ass awer net esou, wéi wa mer näischt géife maachen hei zu Lëtzebuerg. Do huet eis Waasserverwaltung och schonn Analyse gemaach fir ze kucken, wat an den Uewerflächegewässer ass vu PFAS, also eng vun deene Substanzen, an dann och, wat an de Fësch dran ass. Dat heescht, do kucke mer och an do leie mer bei de Waasser Gewässer relativ niddreg. Do leie mer ënnert deem Grenzwäert, deen do virgesinn ass. A bei de Fësch gëtt et punktuell emol Iwwerschreidungen, mee dat ass awer an deem selwechte Beräich wéi an eisen Nopeschlänner och. Dat heescht, well eeben déi och esou ubiquitär sinn, fënnt een do och iwwerall ongeféier déi selwecht Substanzen an de selwechten – soen ech emol – Gréisstenuerdnunge wéi an den Nopeschlänner. Voilà.

Wat awer och nach vläicht ofschléissend ze bemierken ass, ass, dass dat neit Drénkwaassergesetz och Grenzwäerter fir PFAS virgesäit. Déi wäerten ab dem 12. Januar 2026 gräifen. Voilà, dat war et, wat ech dozou ze soen hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mir kommen elo zur leschter Fro, der Fro Nummer 419 vum Här Jeff Engelen un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Participatioun vu Gesondheetsspezialisten aus Taiwan an der Assemblée mondiale de la santé. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 419 du 7 mars 2023 de M. Jeff Engelen relative à la participation de Taiwan à l'Assemblée mondiale de la santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif mer erlaben, an dëser Froestonn follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch ze stellen. An zwar hat d'Madamm Gesondheetsministesch bei der Organisation mondiale de la santé, déi sech d'lescht Joer am Mee zu Genf getraff hat, hir Sympathië geäussert, datt och d'Gesondheetsexperten aus Taiwan solle kënnen eng Plattform kréien, fir hir Expertis materanzebréngen.

Wéi gedenkt d'Madamm Gesondheetsminister elo virzegoe respektiv sech anzesetzen, fir datt och déi taiwaneesch Experten an der OMS kënnen hir Expertis äussere respektiv materabréngen?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, merci, Här President. Wéi Der richteg gesot hutt, hu mir eis als Lëtzebuerg d'lescht Joer derfir staarkgemaach, dass Taiwan kann an den technesche Gruppe matschwätzen, wou eis Positioun war, dass jiddweree seng Expertis, déi en huet, soll kënnen abréngen am Interessi an am Sënn vun der Saach. Dat betrëfft awer net de Statut d'observateur en tant que tel bei der WHO. Hei geet et ëm technesch Gruppen.

Dat ass och dat Eenzegt, wou ech mech ka kompetent spieren, fir esou eng Demande ze maachen. Ech sinn awer net Meeschter driwwer, ob dat ugeholl gëtt oder net. Dat ass an der internationaler Press opgegraff ginn. Et sinn u sech relativ wéineg Länner, déi esou eng Demande gemaach hunn. Mee am Numm vu Lëtzebuerg ass se op alle Fall gestallt ginn. Mee ech kann do elo weider näischt ënnerhuelen, wéi esou Demanden eeben ze artikuléieren, wa se gestallt ginn. Doriwwer eraus gesinn ech eis elo net intervenéieren dozou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la politique luxembourgeoise de protection internationale voire de protection subsidiaire ou temporaire

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Politique luxembourgeoise de protection internationale. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

(Interruption)

D'Madamm Lenert freet nach eng Kéier d'Wuert.

9. Heure de questions au Gouvernement (suite)

– Question n° 410 du 7 mars 2023 de M. Max Hengel relative à la composition du comité de pilotage qui est chargé de l'élaboration du plan national de la santé mentale, adressée à Mme la Ministre de la Santé (suite)

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Entschëllegt, Här President. Ech hat gesot, ech géif meng ganz fënnef Säiten duerchliesen nach zu där éischter Fro, fir déi ech och hei ... Déi Associatioun, déi Der uschwätzt, déi hunn ech hei als „Lëtzebuerger Gesellschaft fir Psychologie" stoen. Ech huelen un, dass dat dat selwecht ass op Lëtzebuergesch. An déi ass an der Plateforme consultative mat vertrueden, genau wéi d'FAPSYLUX a wéi och de Réseau Psy. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi zousätzlech Informatiounen.

10. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la politique luxembourgeoise de protection internationale voire de protection subsidiaire ou temporaire (suite)

An da wier et um honorabelen Här Marc Spautz zu der Aktualitéitsstonn fir haut de Mëtten.

Exposé

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn eis Aktualitéitsstonn gestallt a mir hate se schonn ugekënnegt wärend der Debatt iwwert d'Kooperatioun, wéi mer geschwat hunn iwwert d'Kooperatioun, dass et och wichteg ass, dass mer driwwer schwätzen, wéi d'Situatioun vun de Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg ass, an dass mer all hei zesummen och Diskussioune féieren, wat mer kënne besser maachen, fir d'Leit besser ze integréieren a fir d'Leit och matzehuelen. A wann ech soe „matzehuelen", ass dat net nëmmen, hinnen ze iessen an ze drénken ze ginn an dass se d'Méiglechkeet hunn ze schlofen, mee dass se och d'Méiglechkeet hunn, schaffen ze goen.

A mir hu jo hei zu Lëtzebuerg – net nëmmen zu Lëtzebuerg, an Europa – e Statut geschaf fir eis Kolleegen aus der Ukrain, well déi iwwerfall gi sinn. Mir wëssen alleguerten, vu wiem an dass doduerch d'Ukrainer fortgaange sinn aus hirem Land. Si sinn op Lëtzebuerg komm. Si sinn an Europa komm. An do huet d'Europäesch Kommissioun entscheet, dass si en extrae Statut kéinte kréien, fir dass si d'Méiglechkeet hunn, schaffen ze goen, an net mussen de ganzen Dag, deemno wou se grad wunnen, entweeder hinan hier fueren oder d'Zäit doutschloen.

Ech hu mer just d'Fro gestallt – an ech net aleng, ech mengen, och aner Leit –: Syrien, ass do net och e Krich?

Une voix | Jo.

M. Marc Spautz (CSV) | Afghanistan, ass do net och e Krich?

Une autre voix | Jemen.

M. Marc Spautz (CSV) | Jemen. Et kéint een esou weiderfueren. An dofir muss ee sech d'Fro stellen ... A wann Der d'Geleeënheet hutt, mat Flüchtlingen ze schwätzen – an déi eng oder déi aner vun Iech hu jo an hirer Uertschaft, an hirer Gemeng e Flüchtlingsfoyer –, déi Leit fänken un, ëmmer manner ze verstoen: „Firwat geet et bei hinnen a bei eis geet et net? Firwat ass fir si eng Méiglechkeet do a fir anerer net?" An ech mengen, dass et och eis géif gutt zu Gesiicht stoen, wa mer et géife fäerdegbréngen, och do de Leit eng Perspektiv ze ginn, dass och si d'Méiglechkeet hunn, hei zu Lëtzebuerg op den Aarbechtsmaart ze goen, an dass och si eng Méiglechkeet hunn, sech aktiv anzebréngen hei zu Lëtzebuerg, an dass se och gesinn, dass et net muss sou sinn.

An ech iwwerdreiwen elo net: Do si Leit, déi waarde schonn zwee, dräi Joer drop, ze wëssen, dass hir

Prozedur ofgeschloss ass. Si sinn net dat eent a si sinn net dat anert. Mee et ass wichteg, dass mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, op den Aarbechtsmaart ze kommen.

A wa mer déi Problemer kucken, déi mer jo och um Aarbechtsmaart hunn – et gëtt keen Dag de Moment, wou net iergendee reklaméiert: „Ech fanne keng qualifizéiert Main-d'oeuvre, ech fanne keng Leit."

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An déi Leit, déi vun do kommen, si qualifizéiert. Well souwuel vun deenen, déi aus der Ukrain kommen, wéi och vun deenen, déi aus Afrika kommen, wësse mer: Et sinn net déi Allerënnescht, déi heihinnerkommen op Lëtzebuerg, et sinn net déi sougenannten „aus der allerënneschter Schicht", well déi kéinten et sech net leeschten, de Risiko anzegoen, fir aus hire Länner fortzekommen. An déi Leit hunn och eng Qualifikatioun an déi Leit hunn och e Wëllen, eppes ze maachen. An do wier et wichteg, dass mir hei och géifen Akzenter setzen an dass mer géifen als Lëtzebuerger – mir sinn d'Häerz vun Europa, wa mer d'Landkaart kucken – och weisen, dass mer d'Land mam Häerz sinn an dass mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, aktiv op den Aarbechtsmaart ze kommen.

An der Nopeschgemeng vu Schëffleng, dat ass dat klengt Esch, do ass e gréissere Foyer – an den Här Mischo kënnt och aus deem Quartier, hie weess dat, hien ass do gebierteg –, wou iwwer 100 Flüchtlinge sëtzen, an do sëtzen och Leit beieneen, déi eng däerfe schaffe goen an déi aner net. Well déi eng, déi hunn zwar eng Aarbecht fonnt an déi hunn och Pabeieren, déi elo an der Rei sinn, mee si hunn nach ëmmer keen Daach iwwert dem Kapp. An dat ass och net grad förderlech. Deen een, dee steet da mam Auto virun der Dier, well dee konnt e sech an der Zwëschenzäit leeschten, well en hei eng Openthaltsgeneemegung huet an och gläichzäiteg ka schaffe goen. An déi aner waarden nach ëmmer op alles. An dofir wier et eebe wichteg, dass mer géife kucken, do e Statut anzeféieren.

Ech weess, dass et normalerweis üblech ass, dass de muss eng Openthaltsgeneemegung hunn, ier s de duerno kanns schaffe goen, oder aus bestëmmten Ursaache kënnen och emol Ausname gemaach ginn. Mee ech wollt am Fong entweeder vum Ausseminister, deen ass zoustänneg fir deen ee Volet, a fir deen anere Volet ass dee Minister zoustänneg, deen heibanne sëtzt, den Aarbechtsminister, dass mer deene Leit och eng Perspektiv kënne ginn, fir op den Aarbechtsmaart ze goen.

Dass dat schwiereg wäert sinn, deene Leit allegueten direkt ze soen: „Du hues e CDI", soulaang et net sécher ass, dass en däerf definitiv hei bleiwen, dat ass e Punkt, deen een do sécherlech muss berücksichtegen. Mee et wier awer och e gudden Usaz fir Lëtzebuerg, wa mer an der Migratiounspolitick géife weisen, dass mer dat seriö géife mengen an dass mer och där Meenung wieren, deene Leit eng Perspektiv kënnen ze ginn, an dass mer do och missten e Statut schafen, fir dass déi Leit kënne schaffe goen an dass déi Leit dann … Kommt, ech drécken et emol esou aus, ech gi jo dervun aus, dass der och elo scho vun hinne schaffe ginn, just dass se néierens ugemellt sinn, mee dass mer et och fäerdegbréngen, dass se dann ugemellt kënne ginn, dass se dann och domadder d'Méiglechkeet hunn, sech en anere Liewensstandard hei zu Lëtzebuerg och selwer ze erschaffen, an dass dat och net derzou bäidréit, dass déi Leit net wëssen, wéi se d'Zäit erëmkréien. Déi eng Kéier wësse se net, wat se moies maachen, déi aner Kéier wësse se net, wat se mëttes maachen. An dofir wier et eeben esou wichteg, dass mer deene Leit och eng Perspektiv géife ginn, fir se eranzehuelen.

Dat wier nämlech och en Zeechen. Mir schwätzen de Moment esou vill vun Integratioun. Déi 102 Gemengen, déi et de Moment nach sinn, elo gläich nëmmen nach 100, déi hunn e Pakt vum Zesummeliewe mat der Familljeministesch ënnerschriwwen – net alleguerten, awer e groussen Deel vun hinnen. A wa mer vun Zesummeliewen a vun Integratioun schwätzen, dann ass et och wichteg, dass mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech ze integréieren. An dat ass méi einfach, wann s de och am Beruffsliewen an am Alldag kanns derzou bäidroen. An dofir ass et fir eis wichteg, dass mer do eng Prozedur géife schafen, fir dass déi Leit d'Méiglechkeet hätten, op den Aarbechtsmaart ze kommen, an dass et och domadder sécher wier, dass déi Leit net herno an enger Hire-oder-Fire-Method sinn, mee dass déi Leit och Rechter a Flichten hunn, wa se do kënne kommen.

Alles dat géif derzou bäidroen, dass mer als Lëtzebuerger, d'Land mam Häerz, och géife weisen, dass mer en Häerz hu fir déi Leit, déi vun do kommen.

All déi Leit, déi da soen: „Jo, da gëtt Lëtzebuerg nach méi attraktiv! Da kommen nach méi Flüchtlingen, déi onbedéngt op Lëtzebuerg wëllen!": Also, och wa mer d'Häerz vun Europa sinn, mir sinn awer nach net den Nuebel vun der Welt, wëll ech do awer och bäifügen. Do ass et awer och wichteg, dass mer déi Leit fannen, déi mer awer och fir eisen Aarbechtsmaart brauchen. Well wa mir bis ausgedoktert hunn, hunn ech ëmmer Angscht, da sinn aner Nopeschlänner, déi da vläicht manner aus dem afrikanesche Kontinent Zouwanderung hunn, mee méi aus dem asiatesche Kontinent, déi deene Leit herno e Statut ginn hunn, dass déi Leit hunn, déi eng Qualifikatioun hunn, an dass déi déi Leit um Aarbechtsmaart integréiert kritt hunn, a mir net. An do denken ech un e Land, wat net wäit vun eis ewech ass. Ech mengen, et ass eng Grenz, déi geet vu Schenge bis op Bollendorf.

(Interruption)

Esou eng laang Grenz hunn déi, an déi sinn amgaang, mat den Asiaten ze verhandelen. An dofir, mengen ech, wier et och wichteg, dass mir dat och géife maachen.

Mir gesi jo an deenen Opfangstrukturen, déi et de Moment gëtt, wivill Leit vun deene qualifizéiert sinn a wat fir eng Qualifikatioun se hunn. An och wa se nach keng Qualifikatioun hunn, ass et jo och méiglech, hinnen ze hëllefen an hinnen eppes bäizebréngen, fir hei kënnen um Aarbechtsmaart ze bestoen, an et ass wichteg, dass mer dat maachen. An ech géif mengen, dass dat eis hei als Lëtzebuerger géif gutt zu Gesiicht stoen, wa mer do Virreider wieren a wa mer do eng Initiativ géifen huelen, souwuel op nationalem Plang, Här Minister … An da géif ech och en Appell un Iech maachen, wa mer da bis um nationale Plang ënnerwee sinn, dass Der och Ärem Virvirgänger – net deen, deen do sëtzt, mee deen nach virdrun – de Message och mathuelt op Bréissel oder op Berdorf, grad do, wou Der wëllt, dass et och do wichteg wier, dass dann op europäeschem Niveau och eng Initiativ géif kommen, dass mer deene Leit och d'Méiglechkeet ginn, op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Well ech soen et nach eng Kéier: Den Ënnerscheed ka jo net sinn, dass de däerfs schaffe goen, wann s de op Lëtzebuerg kënns, wann de Putin ugegraff huet, a wann s de aus engem anere Land bass, wou en aneren ugegraff huet, dass dann alles anescht ass!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wéilt ech dem Marc Spautz Merci soen dofir, dëse wichtege Sujet hei op den Ordre du jour gesat ze hunn. De Sujet schwätzt u sech zwee ganz verschidden Theemen an och zwee verschidde Ministèren un. Dat ass engersäits den Ausseministère, awer och den Aarbechtsministère. An ech schwätzen dowéinster och ënnert dem Contrôle vum Gusty Graas, eisem aussepolitesche Spriecher, a géif hei awer méi op den aarbechtspolitesche Aspekt agoen.

Jo, Europa huet hei séier e grousst Mooss u Solidaritéit ënner Beweis gestallt an déi europäesch Staaten hunn der Ukrain hir Ënnerstëtzung zougeséchert an d'Diere fir d'Ukrainer och hei wäit opgemaach. Op EU-Niveau – an et gouf scho gesot – gouf e spezielle Regimm fir déi ukrainesch Flüchtlingen en place gesat, deen hinnen en Zougang zur Sozialversécherung an och zum Aarbechtsmarché garantéiert. Si haten d'Méiglechkeet, sech direkt no enger Aarbecht ëmzekucken a sech méi séier an enger friemer Gesellschaft anzeliewen.

Natierlech begréisse mir, dass esou séier an effikass reagéiert gouf, fir den ukrainesche Flüchtlingen ze hëllefen. Mee mir dierfen net vergiessen, datt mir vill aner Mënschen hei am Land hunn, déi eng Asyldemande gestallt hunn, well se viru Krich, Konflikter oder autoritäre Regimmer geflücht sinn. An dorënner sinn der ganz vill, déi bis haut op eng Äntwert op hir Demandë waarden.

Dës Demandeurs de protection internationale, kuerz DPIen, befanne sech an enger anerer Situatioun wéi déi ukrainesch Flüchtlingen. Si hunn nämlech net direkt Urecht op eng Aarbechtsautorisatioun an domadder och keen Accès op den Aarbechtsmarché. Eng Autorisation d'occupation temporaire, AOT, kréie si eréischt dann, wann den Ausseministère no sechs Méint nach net op hir Asyldemande geäntwert huet.

An der Reegel sollen d'DPIen no sechs Méint eng Äntwert op hir Asyldemande hunn. Fält dës positiv aus, kréie si de Statut vum Bénéficiaire de protection internationale an domadder och Accès op den Aarbechtsmaart. Dës Limitt vu sechs Méint gëtt awer anscheinend an der Reegel net ëmmer agehalen. Verschidde Leit waarde souguer vill méi laang wéi sechs Méint, bis zu 21 Méint, obwuel dës Limitt u sech net sollt iwwerschratt ginn. Dësen Delai sollt an eisen Aen esou wäit, wéi et geet, reduzéiert ginn.

Mir mussen eis deemno d'Fro stellen, ob eventuell méi Personal oder eng Vereinfachung vun de Prozeduren d'Waardezäite fir d'DPIen op eng Äntwert reduzéiere kéinten. Dann hätte si méi einfach Accès op den Aarbechtsmaart.

Aktuell hu si, wéi gesot, eréischt no sechs Méint d'Méiglechkeet, selwer eng Aarbechtsplaz ze sichen an dann zesumme mam Employeur eng Demande fir eng AOT anzereechen. Déi ass awer just fir eng Professioun a fir een Employeur op begrenzten Zäit valabel.

Do dertëscht – an dat däerf een net vergiessen – mécht d'ADEM nach en Test du marché oder eng Vorrangprüfung, fir ze préiwen, ob net en Demandeur d'emploi, dee bei der ADEM ageschriwwen ass, déi néideg Kompetenze fir d'Aarbechtsplaz huet. Eréischt wa keng gëeegent Persoun fonnt gëtt, kann den DPI d'Aarbechtsplaz unhuelen an dann och schaffe goen.

Et ass jo geplangt, dësen Test du marché ofzeschafen. Vläicht huet den Aarbechtsminister Informatiounen driwwer, wou dëse Projet um Ausseministère drun ass. Fir den DPI géif dat d'Prozedur op d'mannst e bësse verkierzen. Ma och dem Employeur géif dat entgéintkommen. An enger Zäit vu Personalmangel a ville Secteuren – ech denken ënner anerem un d'Handwierk – wier all Vereinfachung vun de Prozedure fir den Accès op den Aarbechtsmaart op alle Fall wëllkomm.

An deem Kontext kéinte mer eis och un Dänemark an u Schweden inspiréieren, déi hir Asyldemandeuren op hir Kompetenzen an op hiert Wësse bewäerten, fir si esou méi geziilt an den Aarbechtsmarché ze integréieren. Dat ass eng Iddi, déi och vun der ASTI an och dem Lëtzebuerger Flüchtlingsrot, awer och vun der OECD schonn opgeworf ginn ass.

Den Accès op den Aarbechtsmaart wier natierlech net nëmme virdeelhaft fir eis Wirtschaft. Mir géifen domadder och d'Schwaarzaarbecht reduzéieren, well Leit, déi kee legale Wee fannen, fir schaffen ze goen, maachen dëst alt dacks och op illegalem Wee.

A mir géifen och d'Integratioun vun den DPIe verbesseren. Duerch de soziale Kontakt op der Aarbecht kéinte si sech besser an eiser Gesellschaft erëmfannen, besser Akzeptanz fannen, do och Frëndschafte schléissen a sech esou och besser integréieren. Si wäre méi onofhängeg, well si Sue géife verdéngen, wat och dem Selbstgefill vun dëse Leit zegutt géif kommen. Déi grouss Majoritéit vun den Asyldemandeure kënnt schliisslech op Lëtzebuerg, fir hei e fräit a selbstbestëmmt Liewen opzebauen.

D'Ofschafe vum Test du marché, eng Vereinfachung vun de Prozeduren an eng Kompetenzbewäertung vun den DPIe wieren an eisen Aen eng Win-win-Situatioun fir d'Mënschen a fir d'Wirtschaft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass och scho prett. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och virop dem Marc Spautz e ganz, ganz grousse Merci fir déi Debatt. Ech hat gëschter kuerz d'Geleeënheet, nach eng Kéier mat em driwwer ze schwätzen, well et fir mech net ganz kloer war, ëm wat déi Debatt haut sollt dréinen.

Mee ech mengen, dass et ganz gutt war, dass de Marc Spautz déi Debatt hei gefrot huet, well dat erlaabt eis och, e bësse méi Kloerheet ze schafen iwwert déi verschidde Statuten. An ech wäert och probéieren, dat a menger Interventioun e bësse méi kloer ze maachen, well et héiert een awer den Ament op verschiddene Plazen doruechter verschidde Saachen, déi einfach net stëmmen.

Ech fänken awer u mat enger lëtzebuergescher Iwwersetzung vun engem franséischen Text, dofir ass et e bësse méi holpereg: E Flüchtling ass eng Persoun, déi sech „aus begrënnter Angscht viru Persecutioun wéinst hirer Rass, Relioun, Nationalitéit, Zougehéieregkeet zu enger bestëmmter sozialer Grupp oder wéinst hirer politescher Iwwerzeegung baussent deem Land befënnt, vun deem se d'Nationalitéit huet, an déi de Schutz vun dësem Land net kann an Usproch huelen oder wéinst hiren Ängschten net an Usproch huele wëll."

Dëse komplizéierte Saz ass den éischten Artikel aus der Genfer Flüchtlingskonventioun vun 1951. An ech hu fonnt, et wär vläicht grad an dësen Zäiten och derwäert, dee Saz emol erëm eng Kéier ze rappeléieren.

D'Genfer Konventioune stellen haut nach ëmmer déi weesentlech Komponent vum humanitäre Vëlkerrecht duer. An als LSAP setze mir eis derfir an, datt d'Asylrecht voll a ganz applizéiert gëtt. All Mënsch, dee virun engem militäresche Konflikt a sengem Heemechtsland muss fortlafen, huet d'Recht, Asyl ze froen an esou eventuell en Openthaltsrecht zu Lëtzebuerg ze kréien.

D'lescht Joer ass fir d'éischte Kéier e spezielle Flüchtlingsstatut a Kraaft getrueden. Et ass scho gesot ginn: De Krich géint d'Ukrain huet d'EU derzou bruecht, de Statut de protection temporaire ze aktivéieren. Dësen Noutfallmechanismus ass op eng EU-Direktiv vun 2001 zréckzeféieren, déi am Kontext vun de Konflikter am Westbalkan agefouert gouf.

D'primäert Zil vun dësem Statut ass et, eng grouss Flüchtlingsbeweegung méiglechst séier kënnen ze geréieren an d'Leit mënschewierdeg kënnen opzehuelen. D'Prozedur, fir e Schutzstatus ze kréien, ass acceleréiert an am Verglach mat der – ech soen elo – „normaler" Protection internationale, wéi mer se kennen, weesentlech méi kuerz. Hei zu Lëtzebuerg ass souguer e Guichet unique ageriicht ginn, deen de Leit bannent e puer Stonne schonns déi éischt Hëllefe konnt ginn.

Mat dësem Statut de protection temporaire kritt een eng Partie Rechter. Dozou zielen nieft dem Openthaltsrecht den Accès zum Logement, zur Assistance sociale an zu Gesondheetsleeschtunge esouwéi och den Accès zur Educatioun fir d'Kanner an eeben zum Aarbechtsmaart.

Den Accès zum Aarbechtsmaart erlaabt de Leit, an där dach dramatescher Situatioun, an där se sech dacks erëmfannen, hir eege Suen ze verdéngen a selbstbestëmmt hiert Liewen ze gestalten. Si kënne sech also bei der ADEM aschreiwe goen, fir eng Aarbechtsplaz ze sichen. D'lescht Joer hu 5.087 Leit dëse Statut accordéiert kritt, dovunner ongefeier eng 1.700 Mannerjäreger.

De Statut de protection temporaire ass, wéi den Numm et seet, awer zäitlech begrenzt. Aktuell ass d'Protection temporaire fir Leit, déi aus der Ukrain geflücht sinn, a Kraaft a gouf schonns ëm e weidert Joer verlängert bis de Mäerz 2024.

De Marc Spautz huet et gesot an d'Carole Hartmann huet et och gesot, ech muss et awer leider nach eng Kéier widderhuelen: Et gëtt deemno Ënnerscheeder tëscht dem Statut de protection temporaire an dem méi geleefege Statut vun de Bénéficiaires de protection internationale. Deen een ass temporaire, hunn ech gesot, deen aneren ass méi definitiv, a wann en a reegelméissegen Ofstänn verlängert gëtt, ass e souguer souzesoe liewenslaang gülteg.

D'Leit, déi de geleefegen normale Flüchtlingsstatut accordéiert kritt hunn, hunn Accès zu Sozialleeschtungen, Logement, Educatioun a Gesondheetsleeschtungen zu deene selwechte Konditioune wéi zum Beispill d'Lëtzebuerger Residenten. Si dierfen och hei am Land schaffen. Jee no Secteur mussen hei awer gewësse Konditiounen erfëllt sinn.

Bei de Leit, déi de Statut de protection temporaire hunn, stelle sech wéinstens um Niveau vun de Rechter keng Froen, wat den Accès zum Aarbechtsmaart betrëfft. Bei Leit, déi d'Protection internationale ugefrot hunn an also nach an der Prozedur sinn, ass d'Aarbechtsrecht awer limitéiert, wéi mer elo grad héieren hunn.

Vum juristesche Kader hier dierf d'Prozedur net méi wéi 21 Méint daueren. Am Extreemfall ass dat schonn eng ganz considerabel Dauer, an där een net fräien Accès zum Aarbechtsmaart huet.

Et gëtt allerdéngs d'Méiglechkeet, eng Autorisation d'occupation temporaire, kuerz AOT, bei der ADEM unzefroen. Den Detail erspueren ech Iech elo, well et zum Deel och scho gesot gouf. Dës AOT ass sechs Méint gülteg a kann ëmmer erëm erneiert ginn. Dës Prozedur ass awer net ganz onkomplizéiert, net nëmme fir déi betraffe Leit selwer, mee och fir de Patron. Hei gëtt et effektiv Verbesserungspotenzial, zum Beispill wat deen Test de marché ugeet. An eventuell kann de Minister Engel herno a senger Äntwert dorobber agoen.

Et ass awer wichteg, net ze vergiessen, dass et sech hei ëm Leit handelt, deenen hire Statut nach net geklärt ass. Soubal si de Refugiésstatut hunn, kréie si all déi genannte Rechter awer zougesprach. Esou kënne si selbstbestëmmt a sécher hei am Land liewen a virun allem voll a ganz un eiser Gesellschaft deelhuelen.

Ech wéilt just ofschléissen, ech maachen et elo erëm e bësse méi kuerz. Iwwer wat mer eis awer vläicht eng Kéier sollten an eise Kommissiounen ënnerhalen – a menger aussepolitescher Kommissioun, mee och an där vum Travail –, dat ass: Wéi wäert een an Zukunft kënnen aus deem temporairë Statut an deen normale Statut eriwwerwiesselen, zum Beispill fir déi Leit, déi elo aus der Ukrain hei sinn an déi no enger gewëssener Zäit eng Aarbecht fonnt hunn a vläicht och decidéiert hunn, an Zukunft hiert Liewen hei zu Lëtzebuerg ze maachen? Do stelle sech menger Meenung no eng ganz Partie Froen, déi mir als Deputéiert nach sollten op de Leescht huelen.

Ech soen Iech Merci. Entschëllegt, wann ech eng Minutt ze laang war.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Cruchten. An den nächste Riedner ass den honorabele Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, merci dem Marc Spautz, meng Virriedner hunn et gesot, fir dës Problematik unzeschwätzen. Et geet hei ëm den Zougang op den Aarbechtsmaart vun den DPIen, den Demandeurs de protection internationale, Mënschen, déi op hirer Flucht zu Lëtzebuerg Asyl ugefrot hunn an awer nach net kritt hunn. Et ass eng schwiereg Problematik, et hannerfreet eis als politesch Responsabel, et hannerfreet eis alleguerten och als Mënsch.

An den 90er hu mer hei zu Lëtzebuerg Leit opgeholl, déi aus de Balkanlänner koumen. Ganz vill sinn heibliwwen, ganz villen hu mer eng Chance ginn, hiert Liewen zu Lëtzebuerg a Sécherheet frësch ze starten.

Vill erwuesse Leit hu laang misse waarden, bis se definitiv Asyl kritt hunn. Ech ka mech erënneren, dass eeben Enn den 90er, ufanks den 2000er a mengem Betrib jonk Schüler ab 16 Joer – dat war deemools nach méiglech – et no hirer Schoul net gescheit hunn, sech Geld derbäi ze verdéngen als Ënnerstëtzung fir hir Famill, andeems se Ëmfroe gemaach hunn. Lëtzebuergesch hate se mëttlerweil geléiert, se ware jo zënter Joren ageschoult. Se koumen dann heem mat deem Geld, fir dass hir Geschwëster an hir Eltere konnte besser liewen. D'Eltere selwer hate keng Méiglechkeet, genee wéi haut, schaffen ze goen a selwer fir d'Finanze vun der Famill opzekommen.

Iwwer Méint a Jore liewen och haut Mënschen zu Lëtzebuerg, deene mer net d'Méiglechkeet ginn, selwer Geld duerch Schaffegoen ze verdéngen. Gitt Dir e besseren, gitt Dir e gudde Mënsch, wann Dir méintelaang, jorelaang net däerft schaffe goen, net dierft am Foyer, wou Dir wunnt, selwer emol kachen, net dierft enger sënnvoller Beschäftegung nogoen an Ärem Foyer? De Risiko, op domm Gedanken ze kommen, de Risiko, mental krank ze ginn, ass zimmlech

grouss. Déi lescht Méint hat ech oft d'Geleeënheet, am Gespréich ze si mat enger Rei jonken Erwuessenen aus dem Afghanistan, déi mer vun hirer ongeléister Situatioun verzielt hunn.

Respekt fir all déi Mënschen, déi et fäerdegbréngen, trotz allem fit ze bleiwen, ënner anerem duerch Sport a soss Fräizäitaktivitéiten! Merci an deem Sënn och alle Veräiner, déi all dëse Mënschen d'Méiglechkeet ginn, un hiren Aktivitéiten deelzehuelen an doduerch Deel ze si vum Mosaik Lëtzebuerg!

Mee an eiser Gesellschaft bass de een, wann s de eng Schaff hues. Da gehéiers de derzou. A contrario: keng Aarbecht, da bass de keen. Aarbecht verschaaft awer och Dignitéit, verschaaft Respekt. Aarbecht erméiglecht, Sproochen ze léieren. Aarbecht erméiglecht, sech ze integréieren.

Schaffe goe bedeit och, dass ee sech ab und zu eppes ka kafen, kann um Liewen deelhuelen, kann de Kanner eng Glace kafen, de Kanner e Kaddo kafen, wa se op e Gebuertsdag invitéiert ginn, an eeben och selwer de Kanner e Gebuertsdaagskaddo kënnen ze kafen. Et si Klengegkeeten, déi fir eis selbstverständlech sinn, mee déi fir si onerreechbar sinn.

A wann ee ka schaffe goen, da kann ee vläicht och e bëssen eppes uspueren, fir wann een dann endlech de Statut kritt an hoffentlech och eng Wunneng fënnt. Dann huet een och Méiglechkeeten, sech selwer anzeriichten a sech net iwwerall d'Miwwel musse léinen ze goen oder sichen ze goen.

De Marc Spautz sot et: Vum Aarbechtsmaart héiere mer all Dag, dass d'Leit gebraucht ginn. Vun enger Rëtsch Entrevuë mat Patronatsvertrieder a leschter Zäit weess ech och, dass d'Patrone prett sinn, all de Leit eng Chance ze ginn, fir an d'Aarbecht ze kommen, onofhängeg vun engem Statut, deen dësen Zougang verhënnert.

Dir sot mer elo, dass en DPI, en Demandeur de protection internationale, no sechs Méint, wann a sengem Dossier nach keng Decisioun geholl gouf, eng AOT ufroe kann, also eng Autorisation d'occupation temporaire. Mee wisou ginn dann net méi där AOTen ausgestallt?

Als DPI muss ech en Employeur fannen, dee mech astellt – éischt Hürd. An deen Employeur muss dee Poste bei der ADEM mellen – zweet Hürd. De Poste gëtt ausgeschriwwen a jiddweree ka sech mellen – drëtt Hürd. A wa se da keen anere Kandidat fannen, da kann ech DPI eng AOT kréie fir dee Posten – uff!

Meng Autorisatioun fir ze schaffen, gëllt awer, wéi d'Carole Hartmann et gesot huet, just fir sechs Méint, just fir deen Employeur. Se muss also erneiert ginn, och wa mäi Patron mech géif wëllen halen a mer e CDD oder e CDI géif wëlle ginn.

Ass dës Reegel mënschefrëndlech? Se ass och net wirtschaftsfrëndlech. Well als Patron zécken ech jo och, ob ech an d'Ausbildung vun engem Mataarbechter soll investéieren, wann ech net weess, ob e bleiwen däerf. Dat ass eng allgemeng Reegel – och wann eisereen oder eis Kanner schaffe ginn. Musse mer net also éischter kucken, den DPIen den Accès op den Aarbechtsmaart ze vereinfachen?

Piste wieren – et ass ugedeit ginn –, verschidde vun de Konditiounen ze lackeren, dass de Labour Market Test net méi gëllt, dass eng AOT net just fir een Employeur gëllt, dass se och net esou oft muss erneiert ginn. An da stellt sech jo, wéi de Marc Spautz et uganks gesot huet, zu Lëtzebuerg déi berechtegt Fro: Déi Gutt an déi Béis? Éischt- an Zweetklassflüchtlingen? Dat kléngt zynesch, an et ass et och!

D'Bénéficiaires d'une protection temporaire aus der Ukrain kënnen direkt op eisen Aarbechtsmaart kommen, an déi Persounen aus Eritrea, Jemen, Syrien, Afghanistan an esou weider mussen nokucken.

Op deem Hannergrond froe mir Gréng eis, wisou mir zu Lëtzebuerg a puncto Zougang zum Aarbechtsmaart momentan nach solle weider, Här Minister, en Ënnerscheed maachen tëscht DPI, BPI a BPT.

Ech kommen zu mengem Schluss.

Gëtt et fir déi Leit net schonns genuch Schwieregkeeten ze meeschteren, fir eng Aarbecht ze fannen? Ech denken un déi gefuerdert Sproochekompetenzen, un d'Ausbildung, déi muss completéiert ginn. Da sollte mer dach vläicht éischter drun denken, e puer Hürden aus dem Wee ze raumen an hinne via d'Aarbecht eng Chance ze ginn op en neit Liewen, an esou en Deel vum Mosaik Lëtzebuerg ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass de Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, dat ass e ganz schwieregt Theema. Ech soen och dem Marc Spautz villmools Merci, datt en dat ugeschwat huet. Lëtzebuerg ass eigentlech kee Mosaik, wéi et elo gesot gëtt. Et ass e souveräne Staat mat enger Populatioun, déi hei ass, a wou ganz vill Leit an eiser Gesellschaft och fragiliséiert sinn, och vu Leit, déi hei sinn, déi am Chômage sinn. An ech mengen, dat Éischt, wat mer musse kucken, wa mer iwwert déi hei Moossname schwätzen, ass: d'Incidencen, och op déi eege Populatioun. Mee loosst mech emol vir ufänken.

Den Här Spautz huet an där Initiativ, déi e geholl huet, gesot, mir missten haut iwwert d'Augmentation significative du nombre de demandes de protection internationale schwätzen. An duerno huet en da gesot: „Da schwätze mer och iwwert d'Aarbechtsrecht."

Et ass also emol dat Éischt, fir ze kucken: Wéi ass et da mat där Augmentation significative? An do si mer an Europa am Ableck op bal deenen Niveaue vun 2015/2016. Den Här Weber aus Ärer Partei, Här Spautz, deen am Europaparlament ass, huet elo viru Kuerzem gesot: „We are sleepwalking into a new migration crisis." Dat ass d'Situatioun um europäeschen Niveau: e massiven Aflux.

M. Marc Spautz (CSV) | Den Här Weber ass net an der CSV!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | En ass an der EVP. Dee seet an der EVP ...

Ech kann Iech dat awer gär erklären, wann Der wëllt. Mee et ass awer op jidde Fall Är Parteiefamill.

An et ass esou, datt mer elo an enger Situatioun sinn, wou Europa mat engem massiven „Influx", wéi et hei heescht, also wou vill, ganz vill Leit vu bausse kommen ... Dee leschte Conseil européen huet sech domadder beschäftegt. Lëtzebuerg huet zu deene Länner gehéiert, déi sech eigentlech géint nei Moossname gewiert hunn, eng Rei vun neie Moossnamen, fir deen Aflux vu Leit aus anere Länner kënne besser ze kontrolléieren. Dat huet a Frankräich, an Éisträich – ech hunn Artikele matbruecht, wann Iech dat interesséiert – zu massiver Kritick un der Lëtzebuerger Regierung gefléiert, notamment un den Aussoe vum Här Bettel a vum Här Asselborn.

Dat ass den internationale Kontext. An dat soll een net vergiessen, wa mer iwwer Lëtzebuerger Refugiéspolitick schwätzen. An dat, wat mer wëllen hei am Land maachen, dat ass dat, wat mer hei maachen. Dat huet och en Impakt op Europa allgemeng an et gëtt och vun anere Länner ganz kritesch gesinn.

Mir waren 2015 an enger Situatioun, wou Lëtzebuerg an enger Majoritéit vu Staate war, déi gesot hunn: „Mir huelen der vill op." Am Ableck si mer mat dräi, véier anere Länner an enger absolutter Minoritéit an Europa mat där Politick, déi d'Regierung mécht. Och dat muss ee wëssen.

Wa mer elo higinn a mir ginn deene Leit méi Avantagë wéi aneren, och an anere Länner, dann ass dat kloer – Dir hutt et gesot, Här Spautz – e „Pull Factor": Mir zéien domadder méi Leit un. An dat huet eng ganz Rei Konsequenzen.

Éischtens emol, d'Migratioun allgemeng, well natierlech ass jidderee mat jidderengem elektronesch verbonnen; och dat muss ee wëssen. An Dir hutt Beispiller genannt: Syrer, Jemenitten an esou weider. Do ass d'Äntwert: Firwat maachen déi Nopeschlänner do net méi? Firwat mussen déi an Europa kommen? Mee dat ass eng aner Debatt.

Mee wa mir hei dat maachen a mir maachen den Accès op eisen Aarbechtsmaart ganz liicht, da kommen der natierlech nach méi. An dat ass eppes, wat ech elo net vun iergendwelleche Rietsen oder esou Theoreetiker zitéieren, mee vu Kommunisten a Sozialisten an anere Staaten – an Éisträich gëtt et där Theoreetiker ganz vill –, déi gesot hunn: „Wa mer dat maachen, da kréie mer eng Konkurrenz ënnert deene sozial Schwaachen." Et ass eigentlech dat, dat éischt Resultat. Et ass e Verdrängungsmechanismus, well vill Patrone sichen natierlech, déi Bëllegst ze fannen. Et sinn dann déi, déi am fragillste sinn, déi am mannste qualifizéiert sinn. An dann hu mer e Verdrängungswettbewerb bei deenen, déi mer eigentlech sollten am meeschte schützen: bei deene Schwaachen an eiser Gesellschaft. Dat gëllt fir den Zougang op den Aarbechtsmaart. Et gëllt bei de Qualifikatiounen, bei den Aarbechtsbeschaffungsmoossnamen, bei de Sozialwunnengen a bei enger ganzer Rei Saachen, wou virun allem déi, déi scho bei eis fragiliséiert sinn, dann eng Konkurrenz kréien duerch anerer.

Mir mussen oppassen, wat mer maachen. Mir mussen oppassen, datt mer genuch Méiglechkeeten offréieren, fir deene Leit hei am Land eng gewësse sozial Ofsécherung an och en Zougang zum Aarbechtsmaart dauerhaft ze garantéieren, an, wa mer Leit vu baussen eranhuelen, se dann net zu engem Konkurrenzfacteur maache fir déi aner.

Dat si Situatiounen, déi mer net wëllen: wou ee géint deen aneren ausgespillt gëtt. An dat gëtt eis eng besonnesch Verantwortung: eng sozial Verantwortung, eng Solidaritéit, fir an dëser Gesellschaft keng Gruppe géinteneenzestellen, mee fir ze kucken, wéi mer kënnen integréieren, ouni anerer ze schiedegen. Dat ass net einfach an et ass wierklech am Ableck och europawäit e Problem, mee besonnesch och an e puer Länner, déi eeben nach ganz vill Leit eranhuelen.

Den Här Asselborn gëtt net midd, eis ze soen: „Mir brauche méi Foyeren, méi Foyeren." En ass ganz houfreg drop ze soen: „Mir maache vill méi wéi all déi aner europäesch Länner, proportional an esou weider."

Wa mer elo op dee Wee do ginn, kann ech Iech soen: Da gëtt dee Problem net méi kleng! E gëtt net méi kleng. Well et komme scho ganz vill Leit op Lëtzebuerg, wa mer soen: „Bei eis ass den Accès op den Aarbechtsmaart ...", analog zu deem, wat mer fir d'Ukrainer gemaach hunn. Dat war u sech als Ausnam geduecht. Wa mer dat elo generaliséieren, da gëtt deen Aflux an deen Drock op eis Flüchtlingsinfrastrukture mat Sécherheet net méi kleng.

Ech soen Iech dat, well ech net wëll déi Diskussioun lassgeléist féieren, just an enger wuelverstanenen – an ech

respektéieren dat total, an ech soen et net negativ –, an enger wuelverstanene positiver a Guttmënsche-Mentalitéit, fir de Leit ze hëllefen. Dat ass wäertvoll an Dir verdéngt all Respekt, fir dat ze soen. Mee ech soen: Et kann een et net lassgeléist gesi vun de Konsequenze vun där Politick a vum internationale Kontext a vun deem, wat et géif fir eis heeschen.

Muer de Mëtten hu mer e Gesetz hei – dat huet den Här Cruchten abruecht, mengen ech, hien ass Rapporteur –, wou mer iwwert d'Problemer schwätzen, déi mer elo schonn hu mat, zum Beispill – ech zitéieren aus dem Rapport, dee mer muer de Mëtten diskutéieren –: eng „Multiplication des séjours irréguliers" zu Lëtzebuerg, de Problem mat den Transferten, mat aneren, mat Dublin. D'Gesetzer ginn net respektéiert. Mir hunn eng ganz Rei Rechtsinstrumenter an der Europäescher Unioun – notamment alles, wat sécher Drëttstaaten, Dublin an esou weider, concernéiert –, déi am Ableck net observéiert ginn hei zu Lëtzebuerg a wou Leit heihikommen, well et net observéiert gëtt.

Mir däerfen näischt maachen, wat déi Situatioun nach méi schlëmm mécht! Mir musse kucken, datt mer déi Problemer, déi Dir ugeschwat hutt, op eng Manéier reegelen, déi keen – keen! – hei am Land benodeelegt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e bësselchen zu spéider Stonn. Merci dann awer och dem Här Spautz fir d'Ufro vun dëser Debatt, déi mir besonnesch um Häerz läit, wéi hien och weess. Mir schwätzen hei vun enger Problematik, déi, mënschlech gesinn, immens dramatesch ass an déi sech, wéi mer all wëssen, och zouspëtzt.

Dramatesch ass d'Situatioun, well et hei ëm Mënsche geet, déi dat Schlëmmst erlieft hunn, wat ee sech ka virstellen – oder sech och éischter net ka virstellen –, déi alles hannert sech gelooss hunn, déi eventuell hiert Liewen an d'Liewe vun hire Kanner riskéiert hunn, eventuell vergewaltegt oder ausgenotzt gi sinn an déi elo an engem Land liewen, wou hinnen alles friem ass: d'Sprooch, d'Kultur, d'Mënschen, d'Wieder, d'Iessen, de Rhythmus – einfach alles.

Si kréien natierlech och net ëmmer d'Gefill, dass se wëllkomm wieren; wéi mer wëssen. An dacks kréie se och vu Plazen, vun offizielle Plazen net ëmmer d'Gefill, si wiere wëllkomm. Si kréien oft d'Gefill, si wiere Ligener oder Profiteuren. Dat wësse mer och vun der Direction de l'immigration, déi eis dat esou confirméiert huet, Stéchwuert „Detektivaarbecht" – dat krute mer eng Kéier an der Kommissioun gesot –: Si géifen Detektivaarbecht maachen op der Sich no Kontradiktiounen. Dat ass also d'Haltung.

Mënschlech gesinn also: en Drama op alle Pläng. Virun esou vill Leed, Ongléck an Ongerechtegkeet, muss ech éierlech soen, fillen ech mech immens kleng an ech schumme mech scho bal, dass et mer relativ gutt geet. A wéi ongerecht d'Liewen dach ass, mat deenen engen esou gutt a mat deenen aneren esou schlecht ze sinn.

An d'Situatioun, jo, si spëtzt sech zou. An – wéi sollt et aneschters sinn? – de Problem, iwwert dee mer hei schwätzen, hëlt net of an ass net verschwonnen. Well d'Flüchtlingen huelen net of. Si ginn net manner, well d'Problemer an der Welt net manner ginn. Am Géigendeel: Den Drock wiisst iwwerall an der Welt an den Drock wiisst natierlech och hei op eis Wunnstrukture vun de Flüchtlingen.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Den Drock an de Wunnstrukturen ass immens grouss, virun allem, well d'Hallschecht vun deene Leit, déi do wunnen, wéi mer wëssen, Beneficiairë sinn, also Leit, déi d'Protektioun accordéiert kruten, well, wéi mer natierlech wëssen, dës Leit keng Wunneng um fräie Wunnengsmaart fannen. Wéi mer wëssen, ass et quasi onméiglech fir all normale Mënsch, iergendwéi do eng Wunneng ze fannen. Se befanne sech deemno Joren a Joren a ganz enkem an iwwerfëlltem Espace.

An deem Kontext gëtt scho laang gesot – an dat, éier d'ukrainesch Flüchtlingen an hirem Kontext vun der russescher Invasioun an d'Ukrain op Lëtzebuerg geflücht sinn –, dass d'Leit bis zu e puer Joer an hirer Prozedur sinn, éier se dann endlech kënne schaffe goen. An elo schwätzen ech eeben haaptsächlech vun den net ukrainesche Flüchtlingen, well déi jo dovunner betraff sinn, dass se net kënne schaffe goen.

Ech mengen, et ass jiddwerengem hei kloer, wat et bedeit, wann een net ka schaffe goen. Et ass virdru scho kuerz een drop agaangen. Jorelaang an enger Prozedur ze hänken, dacks méintelaang ouni Äntwert, net kënnen ze schaffen – dat dréckt op d'Gemitt. Dat ass jiddwerengem vun eis kloer. An et ass net gutt fir d'Moral, net gutt fir dee Betraffenen, net fir säi Partner an och net fir seng Kanner. Et fillt ee sech notzlos, ouni Wäert an ouni Sënn. Dacks féiert dat zu psychesche Erkrankungen. Et huet een d'Gefill, et wier een net gewollt. An et géif ee ganz gär zur Gesellschaft bäidroen, mee et kann een et net.

D'Politick ass sech sécherlech zum Deel dësem Problem bewosst. Dofir géif ech ganz gären aus dem Koalitiounsaccord virliesen: „Une concertation poussée devra être organisée entre les Ministères [...], afin d'améliorer les chances d'intégration des réfugiés."

Loosse mer éierlech sinn: Mir schwätze säit Jore vun Integratioun, mee ganz vill ass awer nach net geschitt. D'Aarbecht ass sécher een Haaptmëttel – dat ass elo hei gesot ginn –, fir sech ze integréieren. Och dat weess d'Politick, an och do wëll ech nach eng Kéier zitéieren aus dem Koalitiounsaccord: „La procédure en obtention d'une autorisation d'occupation temporaire [...] sera simplifiée", steet am Koalitiounsaccord, „après concertation de tous les acteurs concernés, afin de faciliter l'accès au marché de l'emploi des demandeurs de protections internationale."

Mir wëssen, dass d'AOT déi eenzeg Méiglechkeet fir d'DPIen ass – d'Demandeuren – fir ze schaffen. Ech schwätzen, wéi gesot, net vun den ukrainesche Flüchtlingen, déi jo en extrae Statut hunn.

Et ass awer esou, dass déi Demande – och dat ass scho gesot ginn – immens opwendeg ass. Et dauert dacks ee bis zwee Méint, bis een esou eng AOT huet. Dacks loossen d'Patrone sech dann och dovunner decouragéieren. Et ass nämlech esou, dass, wéi mer wëssen, de Patron dës Demande muss maachen. D'ADEM mécht den Avis an dee schéckt se op d'Immigratiounsdirektioun. Also, et ass vill hin an hier, woubäi déi betraffe Persoun sech ganz dacks als Spillball fillt.

Dës AOT soll elo reforméiert ginn. Dat steet scho laang am Raum. D'Prozedur soll vereinfacht ginn. Et geet säit engem Joer rieds vun engem Projet de loi. An ech géif ganz gär wëssen, wou deen dann drun ass. Et sinn alt erëm vill Annoncen, mee vill Konkreetes héiert een awer net.

Et muss een awer och soen, dass et net just déi betraffe Leit sinn, déi derno froen, no enger Vereinfachung, mee och d'Patrone froen derno – emol eng Kéier, wou mir fir d'Patrone schwätzen, kuckt emol do! –, well mir wëssen alleguerten, wéi vill Leit gesicht ginn um Aarbechtsmarché. A wéi gesot: Och vun deenen héiert ee ganz vill, dass dat eng Léisung wier.

An Däitschland – anscheinend – kréien d'DPIen dann eng Aarbechtserlabnis no sechs Méint. An dat wär eng richteg Erlabnis. Déi géifen e Bréif kréien, dass se wierklech kënne schaffe goen, an net just eng AOT, wou se fir all Job eigentlech mussen eng nei ufroen.

2022 da si bedeitend méi Autorisatiounen accordéiert ginn, konnt ech noliesen – ëm déi 50, mengen ech. D'Praxis huet deemno geännert, ouni dass d'Gesetz geännert huet. Et wier ee méi large ginn. Dat ass ganz kloer ze begréissen. Mee wéini kënnt dann awer déi gesetzlech Ännerung? Well ouni eng gesetzlech Verbesserung, ass all Verbesserung an der Praxis awer och vun haut op muer erëm réckgängeg ze maachen.

D'Aarbecht ass fundamental, fir dass d'Leit sech kënnen integréieren, och dat ass scho gesot ginn, fir sech nëtzlech ze spieren an um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. Bei den Ukrainer war et méiglech, firwat ass et net bei deenen anere politesche Flüchtlinge respektiv Flüchtlingen aus Krichsgebidder méiglech?

Et gëtt e Widdersproch tëscht dem deklaréierten Zil vun der Autonomisatioun vun de Flüchtlingen an der Realitéit an der Flüchtlingspolitick. Dat muss een einfach esou feststellen. Déi ganz Gestioun vun der Ënnerkonft a grousse Strukturen, iwwert d'AOT an d'Bongen, hält d'Mënschen an enger Dependance vum System. Et ass e paternalistesch karitative System – esou gesinn ech et –, deen d'Mënsche friemgeréiert. Si sinn alles, mee net autonom. An dat muss dréngend geännert ginn, och iwwert dës Aarbechtserlabnis.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass de Marc Goergen fir d'Piraten.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Asyl ass fir eis Piraten e Mënscherecht. Et ass d'Recht vun all Mënsch, eng Demande op Asyl ze stellen. Dat heescht net, dass all Demande muss accordéiert ginn, mee dass all Mënsch e Recht drop huet, eng Demande ze stellen.

Wat ech elo hei soen, kléngt ganz banal. Et ass awer leider a ville Länner haut net méi d'Realitéit um Terrain. Mir hunn hei an der Chamber schonn d'illegal Pushbacks kritiséiert. Mir hunn esou Praktiken och zesummen an enger Motioun verurteelt, an awer ginn d'Genfer Flüchtlingskonventioun an d'UN-Kannerrechtskonventioun net iwwerall, an och net iwwerall an der EU, respektéiert. Lëtzebuerg huet sech ëmmer solidaresch gewisen a mir hu ville Mënschen hei e Liewen erméiglecht. Mir sinn awer och bei Wäitem nach net perfekt.

D'Reklamatiounen, déi Organisatioune wéi LUkraine an d'Mënschen aus der Ukrain hei zu Lëtzebuerg an de leschte Méint geäussert hunn, si keng nei. DPIen, déi virdrun aus Afrika oder anere Länner wéi Afghanistan oder Syrien op Lëtzebuerg geflücht sinn, hu scho virdrun op genau déi selwecht Mëssstänn higewisen.

Eis Foyere kënnen net ëmmer e Liewen an Dignitéit erméiglechen. Dat huet och de Rapport vum OKaJu nach eng Kéier ënnerstrach a gewisen: Wéi schwiereg den Alldag grad fir Kanner an hir Familljе ka sinn.

D'Haaptproblemer sinn: feelend Personal; feelend Infrastrukturen an de Gebaier, sief dat sanitär Infrastrukturen, Spillsäll fir déi Kleng an och eng Kichen; feelend Recht vun de Leit, bei der Gestioun vun de Foyere matzehëllefen oder matzegestalten; laang Delaien, wann een eng Demande stellt; Demanden, déi zwar refuséiert ginn, wou d'Leit hei toleréiert ginn, sech awer kee Liewen hei kënnen opbauen a souzesoen an engem Vide liewen.

Ech war enttäuscht, souguer schockéiert, vun de Biller am Rapport, wéi d'Regierung dës Leit ënnerbruecht huet. Trotzdeem si mir eis ganz bewosst, dass den ONA hei all Hiewelen a Beweegung setzt, fir Better a Gebaier ze fannen. Mee et muss eis kloer sinn, dass een Assistant social oder een Educateur op 100 Leit an den temporären Ënnerkonfte vum ONA bei Wäitem net duergeet. Leit, déi viru Krich an Doud op Lëtzebuerg flüchten, musse professionell Hëllef kréien. Si musse sech kënnen en Alldag opbauen.

Den OKaJu huet och a sengem Rapport stoe gehat: Zitater vu Familljen, wou d'Koppele gären an engem Bett schlofe wéilten, dat awer net dierfen, wou se keng Méiglechkeet hunn, fir dat Iessen ze kachen, wat se vun doheem aus kennen, Leit, déi och gäre géifen direkt schaffen an deenen d'Zäit am Foyer all Dag ze laang gëtt, déi awer nach musse waarden, ob si dierfen zu Lëtzebuerg bleiwen, ob si dierfen enger Aarbecht nogoen.

All dës Problemer bauen Tensiounen op tëscht de Bewunner, wouduerch et méi schnell zu Konflikter kënnt, einfach well ze vill Leit op engem ze vill enke Raum mat ze wéineg Alldagsbeschäftegunge liewe mussen.

Här President, fir eis Piraten brauch et méi kleng Foyeren, wou sech och méi individuell ëm d'Leit ka gekëmmert ginn, an eng Opstockung vum Personal.

Mir fuerderen dowéinst: e Personalschlëssel, wou op zéng Kanner an de Foyere mindestens ee Mataarbechter muss kommen, esou wéi et och an de Crèchen oder an anere Betreiungsstrukturen haut schonn de Fall ass; e Personalschlëssel, wou op 30 DPIen a BPIen een Educateur soll kommen; e Personalschlëssel, wou op zéng Familljen een Assistant social soll kommen.

Mir fuerderen och méi liewenswäert Foyeren, wou d'Leit selwer hiert Liewe kënne gestalten a wou sech och d'DPIe kënnen eng Aarbecht sichen a se enger Aarbecht kënnen nogoen. Esou kéinten déi Leit sech e Liewen hei am Land opbauen, wa se dierfe bleiwen, a si missten net de ganzen Dag am Foyer sinn, wat do och erëm d'Strukturen an d'Mataarbechter entlaascht.

A merci dem Marc Spautz fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, merci dem Här Spautz, fir déi Heure d'actualité hei op den Ordre du jour gesat ze hunn, déi sécherlech ganz interessant ass an déi ganz vill Aspekter huet, ganz vill verschidden Aspekter huet.

Fir d'éischt wëll ech awer mäi Regierungskolleeg a mäi Frënd, de Jean Asselborn, hei entschëllegen. Dir wësst alleguerten, en ass mat enger Gripp geplot a mir wënschen em wierklech alles Guddes, datt en erëm gläich op de Been ass. Esou wéi mir e kennen, gëtt hie sech schonn net esou séier geschloen. An esou wéi mer e kennen, setzt hie sech, esoubal en erëm op de Been ass, och erëm weider an, fir datt Mënschen, déi hir Heemecht hu misse verloossen, eng fair Chance an Europa an och eng fair Chance hei zu Lëtzebuerg kréien. Dat ass eis eethesch an eis moralesch Verflichtung.

An eng Rei vun deene Froen, déi elo hei gestallt goufen, déi wären natierlech besser fir de Jean Asselborn gewiescht, well hien ass eisen Aussen- an Immigratiounsminister an hie kéint sécherlech op eng ganz Rei vun deene Froen och besser äntweren, wéi dat den Aarbechtsminister elo ka maachen. Dee probéiert dann op deen Aspect vun der Aarbecht hei méi am Spezifeschen anzegoen.

Nee, déi Leit, déi fortlafe vun doheem, déi sech an d'Hänn vu Schleiser beginn, sech nëmme mat deem néidegste Gepäck op eng geféierlech Rees maachen an dann eng ganz ongewëss Rees an Europa maachen, nee, déi maachen dat net aus Spaass. Déi maachen dat, well se hires Liewens net méi sécher sinn …

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | … oder well se keen aneren Auswee gesinn.

Une autre voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An duerfir lafe se fort vun do, wou se doheem waren. An dat ass keng einfach Decisioun.

Léif Deputéiert, de Sujet vun haut de Mëtten, deen ass duerfir, ech hunn et gesot, sécherlech en Theema, wou den Aarbechtsminister gefrot ass, mee wou u sech ganz vill aner Ministeren aus der Regierung och mat concernéiert sinn.

Nodeems Russland d'Ukrain brutal iwwerfall huet, ass op europäeschem Niveau ganz séier reagéiert ginn. Déi Leit, déi decidéiert hunn, sech virum Krich a Sécherheet ze bréngen, déi kënnen elo vun der Protection temporaire bei eis profitéieren, déi kënnen dee Statut kréien. Fir den Aarbechtsmarché heescht dat, datt d'Bénéficiaires de la protection temporaire sech kënne bei der ADEM aschreiwen an dee selwechten Accès op den Aarbechtsmaart hu wéi alleguer d'Residenten.

Allerdéngs ass dat net esou einfach, wéi et kléngt. Eng Flucht aus engem Krichsgebitt ass näischt, wat een esou einfach ewechstécht. D'Ukrainer, wéi d'Flüchtlingen aus anere Länner och, déi kommen aus engem frieme Land, d'Madamm Oberweis huet et gesot, kommen aus engem anere Land an e Land, wou se weeder d'Kultur, nach d'Sprooch, nach d'Iessen, nach d'Wieder a vill aner Saache kennen. Si sinn hei friem a si sinn hei onsécher. An ausserdeem hu se och nach eng ganz Rei vu Familljememberen, vu Frënn, vu Bekannten an hirem Heemechtsland, wat d'Situatioun sécherlech nach méi schwéier mécht, nach méi emotional onerträglech.

Wat déi ukrainesch Flüchtlingen ugeet, stelle mer fest, datt mer ganz vill Frae mat Kanner hunn, déi bei eis kommen. D'Kanner ginn dann och ageschoult an hunn och Accès op eis Structures d'accueil. Dat si Kanner, déi psychesch an enger komplizéierter, schwiereger Situatioun sinn, déi vun haut op muer alles hu misse verloossen, sech vun allem hu missen trennen an elo an engem ganz neien Ëmfeld probéieren, sech zurechtzefannen. Dës Kanner, déi brauchen hir Bezuchspersoun – hir Elteren, wann se d'Chance hunn, datt déi zwee konnte matkommen –, hei zu Lëtzebuerg ganz dacks dann nëmmen d'Mamm, an déi brauchen déi ganz besonnesch vill. An et versteet een, datt déi éischt Prioritéit vun den Elteren dann och warscheinlech net ass, direkt eng Aarbecht ze fannen, well se vill aner Suergen hunn.

Als Informatioun da vläicht nach déi aktuell Chifferen: Aktuell sinn et bal 4.000 Leit, déi de Statut de protection temporaire aktiv hunn, dovunner 1.954 Fraen, 765 Männer an 1.219 Kanner. Leschte Freiden hutt Der vläicht vum Här Asselborn nach aner Chifferen héieren: Do waren et der nach 4.600. Mee do waren déi, déi net verlängert hunn, nach derbäi, well ab dem 4. Mäerz huet ee sech missen nei aschreiwen. An duerfir gëtt et déi Differenz tëscht deene bal 4.000 an deene 4.600, wéi ech elo grad gesot hunn: 800 Persounen hunn hire Statut net verlängert.

An op der ADEM hate mer bis elo 1.666 Aschreiwunge vu Bénéficiaires de protection temporaire. Dovun hate mer 68 % Fraen an 32 % Männer. 72 % haten Études supérieures, 24 % e Bac a 4 % hate kee Bac. Dir gesitt also, et si Leit mat engem ganz héije Bildungsniveau, déi heihinnerkomm sinn.

Vun deenen 1.666 Persoune sinn der am Moment nach 673 ageschriwwen. Mir stelle fest, datt d'Sproochen e grousse Problem fir d'Aarbechtssich duerstellen: 38 % hunn en Niveau B oder en Niveau C am Engleschen, an nëmme 7 % hunn en Niveau B oder C am Franséischen a just 1 % am Däitschen. Dat ass natierlech en Nodeel, fir eng Plaz op eisem Aarbechtsmarché ze fannen, engem Aarbechtsmarché, wou d'Sproochen, a virun allem d'Franséischt, ganz wichteg sinn.

Vun deene 673 nach ageschriwwenen ukrainesche Persoune sinn der 209 an enger Mesür, inklusiv Formatiounen, an 29 an engem Interim.

Vun deenen 993 – dat sinn dann déi …, wann een déi dann ofzielt vun deenen 1.666 – Dossieren, déi clôturéiert sinn, sinn der 305 am Centre commun vun der Sécurité sociale als Emploi affiliéiert.

Eisen Informatiounen no sinn anscheinend och vill Ukrainer erëm zréck an hiert Heemechtsland gaangen. Mir hunn do awer keng exakt Zuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, an Zäiten, wou mer iwwerall qualifizéiert Aarbechtskräfte sichen, ass natierlech all Aarbechtskraaft hei méi wéi wëllkomm. Dat dierf natierlech elo net eis Prioritéit sinn, wa mer esou Leit ophuelen, mee et kann awer e gudden Effekt sinn. Eis Prioritéit muss sinn, dass déi betraffe Leit hei emol zur Rou kommen, datt se emol ukommen, an duerno ass natierlech d'Aarbecht awer extreem wichteg, éischtens fir d'Integratioun a fir d'Onofhängegkeet, zweetens erlaabt d'Aarbecht och, datt d'Leit am Beruffsliewe bleiwen an domadder bei engem Retour nom Krich och eng wäertvoll Hëllef sinn am Land, wa se dat erëm wëllen opbauen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Drëttens brauchen, wéi gesot, eis Betriber natierlech och all Persoun hei. A véiertens bréngen déi Leit och ganz dacks vill Erfarung mat sech, déi mir an eise Betriber hei och gutt kënne gebrauchen.

Ech erlabe mer dann och nach, Iech d'Zuele vun de BPIen ze soen – dat sinn d'Bénéficiaires de protection internationale, déi och bei der ADEM elo ageschriwwe sinn –: Am Joer 2022 hate mer 475 Aschreiwunge vu BPIen; aktuell si 767 BPIen op der ADEM ageschriwwen. Bei de BPI sinn awer am Contraire zu de Bénéficiaires de protection temporaire vill méi Männer dobäi: 80 % Männer an 20 % Fraen. An och wat de Qualifikatiounsniveau ugeet, gëtt et do Ënnerscheeder: 28 %. Virdrun, hat ech gesot, waren et der – wou hunn ech dat hei stoen? – 74 %. Hei sinn et der 28 %, déi

hunn Études supérieures, a 27 % hunn e Bac a 45 % sinn ouni Bac, wat der virdru vill, vill manner waren. 4 % waren et der just virdrun. Dir gesitt also, et gëtt do eng grouss Differenz, wat de Qualifikatiounsniveau ugeet.

Allerdéngs gesi mer hei, dass et bei de Sproochen e bëssen anescht ass: 53 % hunn en Niveau B oder C am Franséischen, 52 % en Niveau B oder C am Engleschen a just 2 % en Niveau B oder C am Däitschen. Do gëtt et dann och eng grouss Differenz.

Ech wëll hei awer ënnersträichen, datt déi Leit, vun deene mer haut de Mëtten hei schwätzen, jo, gréisstendeels Schreckleches duerchgemaach hunn a vill vun hinne Saachen erlieft hunn an Decisiounen hu mussen treffen, déi mer kengem wënschen, datt e se muss eng Kéier treffen. Et ass duerfir eis Flicht, de Flüchtlingen ze hëllefen.

An dës Politick, déi muss dann och am beschten op europäeschem Niveau gesteiert oder begleet ginn. A wéi Der da wësst, huet Lëtzebuerg sech nach ëmmer fir eng sozial a mënschlech Politick engagéiert. An dat erkläert dann och, wéi den Här Cruchten et gesot huet, d'Differenz tëschent dem Demandeur de protection internationale an dem Bénéficiaire de protection temporaire. Béid Persoune si wuel Flüchtlingen, mee si hunn en anere Statut mat enger anerer Prozedur.

An dee Statut, deen ass dunn och agefouert ginn, fir där massiver Flüchtlingswell, déi mer dee Moment do kritt hunn, kënne gerecht ze ginn a fir datt de System och hei net zesummebrécht. Et ass e spezielle Regimm, an déi Leit, déi kënnen och schaffe goe mat enger AOT, et ass virdru gesot ginn, enger Autorisation d'occupation temporaire. An déi sinn an deene leschte Joren effektiv staark an d'Luucht gaangen, well mer d'Prozedur och méi large gesinn hunn. Wa mer 2021 24 AOTen ausgestallt hunn, dann hu mer der dat Joer drop, 2022, scho 70 ausgestallt. Also sinn an engem Joer dräimol méi AOTen ausgestallt ginn, dat, well mer d'Prozedur, wéi ech gesot hunn, e bësse méi large gesinn.

An ech wäert och elo mam Här Asselborn Ufank vum nächste Mount – op d'Fro da geäntwert, wéini dann elo d'Gesetz kënnt – den Text deposéieren, deen eng ganz Rei vu Vereinfachunge mat sech bréngt an déi dann och gesetzlech festhält. U sech ginn déi Vereinfachungen elo schonn um Terrain quasi esou gemaach, dofir hu mer och elo méi AOTen, déi mer ausgestallt hunn. Mee déi Vereinfachungen, déi ginn elo dann och gesetzlech festgehalen, wat dann notamment den Test du marché ugeet an och wat den Accès op den Aarbechtsmaart betreffend d'Partnere vu schonn hei schaffenden Drëttstaatler ugeet. Leit, déi heihinnerkommen, wou ee schafft, kënnen dann och mat hirem Partner direkt … Do fält den Test du marché och ewech an déi kënnen dann och direkt hei schaffe goen. Wéi gesot, bei der AOT an och bei de Partner vun den Drëttstaatler wäert Ufank vum nächste Mount dann déi Gesetzgeebung op de Wee bruecht ginn. Dat sinn da wierklech Erliichterunge fir den Aarbechtsmarché, méi Attraktivitéit, méi Kompetitivitéit, an och wat de Manque de main d'œuvre ugeet, kënne mer dann do schonn entgéintwierken.

An ech wäert och mam Jean Asselborn, wann et Vereinfachunge soll ginn, wat déi eenzel Statuten ugeet, kucken, wat mer do kënne maachen. Mee fir elo mol wäerte mer nächste Mount deen Test du marché an och déi Vereinfachung bei der AOT op de Wee ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

11. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet des défis de la Police grand-ducale

Da kéime mer elo zur Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Erausfuerderunge vun der Police. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, den Här Claude Lamberty, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Stéphanie Empain, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eis Police huet et net einfach: D'Kriminalitéit hei am Land wiisst, d'Erausfuerderungen, virun deenen d'Poliziste sech gesinn, ginn ëmmer méi komplex an d'Geforen, deene si ausgesat sinn, wuessen. Dowéinst brauche si en däitleche Merci fir hir Aarbecht an e klore politesche Message vun Ënnerstëtzung. A béides wëlle mir hinnen duerch dës Interpellatioun ginn. Si beschäftegt sech virun allem mat der Police als Verwaltung. Op d'Entwécklungen am Beräich vun der Kriminalitéit geet mäi Frënd a Kolleeg Fred Keup nach an enger spéiderer Interpellatioun méi genee an. Zu där schlechter Informatiounspolitick vun der Regierung an deem Domän hat hien déi lescht Woch schonn eng Pressekonferenz gemaach.

Wéi dramatesch d'Zoustänn an der Police sinn a wéi inkompetent d'Regierung an deene leschte Jore mat hir ëmgaangen ass, dat weisen aktuell Diskussioune wéi déi ëm de Reklassement bei de Karriären oder och nach déi ëm d'Kompetenze vun der Police.

„D'Police steet a Flamen!", seet eng vun hire Gewerkschaften. Dobäi ass d'Police eng Verwaltung, déi eng extreem wichteg Verantwortung dréit. Leider weess dës Regierung dat net ze wierdegen. D'Gewerkschafte froen Entrevuë beim zoustännege Minister a gi méintelaang waarde gelooss. Dës Regierung weist domadder, datt si kee Respekt fir d'Beamten, kee Respekt fir d'Gewerkschaften a kee Respekt fir d'Police am Allgemengen huet. Et gëtt héich Zäit, datt d'Police a besser Hänn kënnt!

D'Police brauch eng prezis Missioun, an dat ass déi, fir déi bannenzeg Sécherheet ze garantéieren. Fir datt si sech kann op déi Aufgab konzentréieren, sollte Missiounen, déi och vun anere Verwaltunge kéinten ausgeféiert ginn, och an deem Sënn nei organiséiert ginn. Fir hir eege Missioun kënnen ze erfëllen, brauch d'Police ënner anerem genuch a gutt Leit, dat modernsten a beschte Material, all néideg legal Kompetenzen an eng gutt Zesummenaarbecht mat de Justizautoritéiten.

Mir Politiker hu géintiwwer eiser Police d'Verantwortung, hir all déi Mëttelen ze ginn, déi si brauch, a si esou opzestellen, datt si hir Aufgabe kann erfëllen. Mat deem Theema beschäftege mir eis haut.

Här President, Polizist ze sinn ass keen einfache Beruff. All Polizist kann an déi Situatioun kommen, datt säin eegent Liewen a Gefor bruecht gëtt oder datt hie säi Liewen asetzt, fir dat vun anere Mënschen ze schützen. Dofir schëllege mir eise Polizisten Dankbarkeet an Unerkennung an och Ënnerstëtzung a Schutz. Et ass zum Beispill wichteg, datt e Polizist, deen an enger Noutsituatioun seng Waff benotze muss, fir Leed ze verhënneren, weess, datt en op déi voll Solidaritéit vu senger Hierarchie a vun der Politick ziele kann. Eng sécher an zouverlässeg Assistance judiciaire gehéiert fir eis onbedéngt mat dozou.

Mir wëllen de Poliziste soen, datt mir als ADR hir Aarbecht ënnerstëtzen, si dobäi rechtlech wëllen ofsécheren an datt mir Vertrauen a si hunn. An zu deem Theema vun der Assistance judiciaire, Här President, wëll ech Iech dann och schonn eng Motioun iwwerreechen. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– wann et zu engem méi kriteschen Asaz kënnt, bei deem den Asaz vun enger Schosswaff eng Roll spillt, dee betraffene Beamte ganz kuerzfristeg nom Asaz vun der Inspection générale de la police (IGP) gehéiert gëtt;

– de Beamten an deem Ament zwar e Rechtsbäistand ufroe kann, dësen awer ni an där ganz kuerzer Zäitspan (vun ongefëier 30 Minutten) kann disponibel sinn an/oder datt dëse Bäistand och ka refuséiert ginn;

– wann de Rechtsbäistand refuséiert gëtt, de Polizist keng aner Wiel huet, wéi en Affekot ze engagéieren, deen de Beamten aus senger eegener Täsch bezuele muss,

ass sech bewosst, datt

– de Polizist an esou enger Situatioun meeschtens ënner Schock steet an – obwuel him gesot gëtt, datt hien näischt ouni säin Affekot muss soen – d'Gefor grouss ass, datt hie sech dowéinst an deem Schockzoustand onkohärent a mëssverständlech ausdréckt an dëst duerno géint hie verwent ka ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– datt de Polizist bei esou Virkommnisser, déi beim Ausübe vu sengem Déngscht geschitt sinn a wou hien huet oder hätt misse Gebrauch vu senger Schosswaff maachen, direkt op de Rechtsbäistand vun engem Affekot kann zeréckgräifen, dee systematesch vum Staat bezuelt gëtt, an datt hien net gehéiert gëtt, bis datt säin Affekot physesch present ass.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | An deem Geescht ass et an eisen Ae wichteg, datt d'Politick net duerch hir Onbeduechtheet oder vläicht souguer och nach virsätzlech nei an zousätzlech Problemer schaaft, déi d'Liewe vun de Polizisten nach méi schwéier maachen.

Mir hunn haut Phenomeener wéi organiséiert Jugendbanden, déi et bis virun e puer Joer iwwerhaapt nach net gouf. Fir d'ADR ass et evident, datt, am Interessi vun der ëffentlecher Sécherheet an natierlech och vun deene Jonken an de Schoulen, d'Police all Mëttele muss kréien, fir géint déi Bande virzegoen. Jugendschutzgesetzer sinn net do, fir jonk Krimineller virun der Police, der Justiz oder virun hirer eegener Verantwortung ze schützen. Et schockéiert eis, datt déi aktuell geplangt Gesetzer ënnert der Autoritéit vun der Madamm Justizminister Tanson an dem Här Educatiounsminister Meisch et de Polizisten kaum méi erlaben, sech selwer virun aggressive Jonken ze schützen. D'Regierung läit mat hirer Approche falsch. Dat gesi vill Acteuren op deem Gebitt genee esou wéi d'ADR.

A villen europäesche Länner – Däitschland, Frankräich, Schweden, der Belsch – gesi mir och, datt et eng spezifesch Kriminalitéit a Gewalt gëtt, déi duerch

Leit mat Migratiounshannergrond bedriwwe gëtt, déi d'Integratioun ganz oder zu groussem Deel refuséieren. Massiv Onrouen a Schweden an d'Silvesternuecht zu Berlin si rezent Beispiller fir déi Zoustänn. D'Wourecht kann een net méi verstoppen. Dat geet net méi an et gëtt vun de Leit och net méi toleréiert. D'Leit hunn e Recht op d'Wourecht!

Leider hu mir esou lues och där Problemer hei am Land. Mir sinn et awer de Leit an och der Police schëlleg, datt esou eppes net méiglech ass, net méiglech gëtt, net méi méiglech soll sinn. D'ADR insistéiert och dowéinst op eng ganz aner Migratiounspolitick ewéi déi, déi vun dëser Regierung bedriwwe gëtt. Mir bestinn op eng konsequent Integratioun. De Bausseministère ass mat Schold un den Zoustänn, déi mir zum Beispill am Drogemilieu hunn. Et sinn zu engem groussen Deel auslännesch organiséiert Banden, déi hei operéieren, an der Police sinn d'Hänn gebonnen.

D'ADR hätt gär, datt d'Politick Problemer léist an net nach neier schaaft, an dat gëllt och fir den Här Asselborn a säi Ministère. Länner wéi Algerien, Tunesien, Nigeria an nach anerer, déi bei der Identifizéierung a bei Rapatriementer net kooperativ sinn, missten op diplomateschem Niveau ënner Drock kommen. Mir wëssen, datt et dacks nord- oder westafrikanesch Bande sinn, déi do aktiv sinn.

Vill Dealer kommen aus Frankräich, anerer hunn onkomplett oder onlieserlech Pabeieren aus aneren EU-Länner oder si liewen illegal hei am Land. Et ass fir eis net akzeptabel, datt den Här Asselborn net säin Deel derzou bäidréit, fir d'Sécherheet hei am Land ze verbesseren! Et geet net, datt mir Leit mussen op Bréissel féieren, fir identifizéiert ze ginn, amplaz datt d'Konsulater, déi fir Lëtzebuerg zoustänneg sinn, heihi musse kommen, fir mat eis ze kooperéieren.

Jiddweree kennt d'Zoustänn op der Gare, zu Ettelbréck, Esch, Déifferdeng a leider op ëmmer méi Plazen am Land. Op verschiddene Plazen hunn déi kriminell Banden Territoiren ënner sech opgedeelt, zum Beispill am Drogemilieu. Wien owes net muss op d'Gare, geet net dohin. Esou wäit si mir ewell: No-go-Zone bei eis am Ländchen.

Mir hunn eng héich Zuel vu Gewaltverbriechen a Morden, och ëmmer méi ënner jonke Leit. An awer gi Statistike publizéiert, déi behaapten, datt d'Kriminalitéit erofgeet. Glafwierdeg ass dat net. Et si Fakenews a si ënnerhielegen d'Kredibilitéit vun Iech, Här Ministre!

Fir d'ADR ass et ganz einfach inakzeptabel, datt d'Frae gerode kréien, owes net erauszegoen oder hir Bijouen net unzedinn, wa si an d'Stad ginn. Jo, mir hunn aner Virstellunge vu Fraerechter wéi Dir. Fir eis huet all Fra emol un éischter Plaz e Recht op Sécherheet!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Här President, et ass an eisen Aen och wichteg, datt d'Regierung d'Police an d'Justiz net zu politeschen Zwecker mëssbraucht. Fir d'ADR heescht dat, datt mir net nëmmen am Interessi vun der Meenungsfräiheet, wat fir eis e ganz wichtegt Uleies ass, mee och, fir eis Police an d'Justiz ze entlaaschten, déi Gesetzer iwwert dee sougenannten „Hatespeech" wëllen op de Leescht huelen. Diffamatioun, Mobbing, Opruff zur Gewalt an esou weider gehéiere selbstverständlech verbueden a verfollegt. Awer Gedankeverbriechen à la George Orwell wëlle mir an eiser Gesellschaft keng, an dowéinst brauchen d'Police an d'Justiz déi och net ze verfollegen. Mir stinn als ADR fir Demokratie a Meenungsfräiheet, an dat entlaascht och d'Police an d'Justiz.

Mir wëllen als ADR och ganz kloer net, datt d'Police fir eng politesch verursaacht Repressioun mëssbraucht gëtt, wéi mir se an der Coronazäit erlieft hunn. Sécher, do, wou et zu Derapagë kënnt, do, wou Leit mengen, virun d'Privathaiser vu Politiker ze goen, do muss d'Police agräifen – selbstverständlech! Mee d'Poliziste sinn net do, fir wochelaang hir Weekender dropzekéieren, fir d'Rechnung fir eng schlecht Politick vun der Regierung ze bezuelen. Eng aner, méi rational a méi tolerant Coronapolitick hätt d'Situatioun direkt berouegt.

Une voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | An deem Kontext soe mir ëmmer nees: Et gëtt keng legal Basis dofir, datt de Minister Kox virun engem Joer Honnerte vu Leit op der Gare an der Keelt an op oppener Strooss stoe gelooss huet, „confinéiert" huet. Dat war illegal an disproportionéiert! D'Regierung huet d'Police mëssbraucht. Bal all vun deene Leit, bis op e puer Ausnamen, ware friddlech Demonstranten. Déi Interventioun op der Gare war alles anescht wéi korrekt géintiwwer der Police an eise Polizisten, ...

(Interruption)

... déi net dofir do sinn, fir Maintien de l'ordre ze maachen, well d'Regierung politesch inkompetent ass. De Maintien de l'ordre soll Gefore vun eiser fräier Gesellschaft ewechhalen an net selwer d'Fräiheet vun eiser Gesellschaft a Gefor bréngen. D'Police ass do, fir eis Fräiheet matzegarantéieren an net, fir se op Uerder vun der Regierung missen a Fro ze stellen.

Mir als ADR ënnersträichen och, datt mir allzäit Héiflechkeet a Respekt géintiwwer der Police fuerderen, och vun Demonstranten. Mir toleréiere keng Rebellioun géintiwwer der Police, keng Gewalt, keen Uspäizen, keng Beleidegungen. Wien esou eppes mécht, gehéiert virun e Geriicht. A wann an där Hinsicht Gesetzer musse verschäerft ginn, da maache mir dat.

D'Politick muss och soziale Sprengstoff aus der Gesellschaft eraushuelen. Et brauch e gudde soziale Kader, fir Aarmut ze bekämpfen, a vill Preventiounsaarbecht. D'ADR begréisst ausdrécklech, datt d'Police selwer immens vill Preventiounsaarbecht leescht.

D'Politick soll och net penaliséieren, wat si kann op eng einfach Manéier reglementéieren. E gutt Beispill ass d'Prostitutioun. D'Repressioun an d'Kriminaliséierung vun där Aktivitéit oder alternativ vun de Clientë schaaft nëmmen nei Problemer. De schweedesche Modell ass en totalen Echec an huet d'Situatioun vun de Prostituéierten an deene Länner, wou en applizéiert gëtt, méi schlëmm gemaach. Lëtzebuerg soll esou Feeler net kopéieren! Leider gëtt et hei an der Chamber nach ëmmer Parteien, déi de schweedesche Modell wëllen hei am Land aféieren.

Här President, fir d'ADR ass de Constat kloer, wie sech eis Police haut ukuckt an d'Situatioun vum Land objektiv aschätzt, kënnt noutgedrongen zu dëser Konklusioun: Der Police feelt et un Effektiver, u Material an u Kompetenzen. Et ass eis Aufgab, déi Situatioun esou séier ewéi méiglech ze redresséieren.

De Rekrutement war jorelaang keng Prioritéit, an elo soll alles a kuerzer Zäit nogeholl ginn. Fir d'ADR ass de Rekrutement bei allen Administratioune vum Staat eng Prioritéit, a besonnesch bei allen Administratiounen, déi mat eise souveräne Rechter a mat eiser Sécherheet ze dinn hunn. De Rekrutement muss kontinuéierlech an héichwäerteg sinn. D'Quantitéit däerf net op Käschte vun der Qualitéit goen. De Rekrutement muss dem Wuesstum von eisem Land Rechnung droen, an och d'Effektiver vun der Police musse mat dem demographesche Wuesstum a mat de verännerten Defien an der Sécherheet Schrëtt halen.

Fir d'ADR mussen all souverän Fonctioune beim Staat och ëmmer vu Lëtzebuerger besat sinn, déi och Lëtzebuergesch an déi aner zwou administrativ Sprooche vum Land op héijem Niveau beherrschen. D'Lëtzebuerger Police bitt interesséierte Leit eng extreem flott a spannend Aarbecht a berufflech Karriär. Auslänner, déi un enger Aarbecht an der Lëtzebuerger Police interesséiert sinn, kënnen eiser Meenung no déi néideg Efforte maachen, fir eis Nationalitéit unzehuelen an eis Sprooch ze léieren, ier si an d'Police ginn. Dat ass keng Zoumuddung, mee eng Chance an eng Selbstverständlechkeet. Et ass fir eis onvirstellbar, datt e Lëtzebuerger misst enges Daags Franséisch oder Englesch mat engem Lëtzebuerger Polizist schwätzen!

Déi lescht Jore waren och gekennzeechent vun engem bal systematesche Mëssbrauch géintiwwer der Police bei e puer vun eise Mënscherechtsorganismen. Et mengt ee bal, déi hätte sech als Aufgab gesat, d'Police als e Feind vun de Mënscherechter ze portraitéieren. Si hu sech dobäi iwwerbueden, fir ëmmer nees nei Propositiounen op den Dësch ze leeën, wéi een d'Kompetenze vun der Police kéint aschränken, wéi ee si ëmmer méi kéint kontrolléieren an duerch ëmmer méi Bürokratie behënneren.

Als ADR wëlle mir all déi Reegelungen iwwerpréiwen, vereinfachen an déi ofschafen, déi keen erwisenen Notzen hunn. Natierlech geet et bei der Police ëmmer och ëm de Schutz vun deem Mënsch, dee festgeholl oder verdächteg ass. Dat verléiert mat Sécherheet keen aus den Aen, mir net an d'Police selwer ganz sécher och net. All Grondrechter musse garantéiert sinn a bleiwen. Dat gëtt zu Lëtzebuerg vu kengem ugezweifelt.

Awer loosst eis och hei Kloertext schwätzen: Eis Mënscherechtsreegelen däerfen net derzou féieren, datt Groussjäreger wéi Mannerjäreger musse behandelt ginn, datt geféierlech Jonker fräi dorëmmer lafen, well keng Plaz an der Unisec ass, oder datt Leit ouni Openthaltserlabnis, déi mat vill Opwand rapatriéiert goufen, deen Dag drop nees hei am Land gesi ginn.

Zu deene Reformen, déi d'ADR wëll aféieren, gehéiert dowéinst och, datt d'Police all technesch a wëssenschaftlech Methode benotzen däerf, fir d'Identitéit an den Alter vun enger Persoun festzestellen.

D'Police muss och Zougréff op d'Donnéeën op Handye kréien. Mir respektéieren den Dateschutz, awer wëllen net doraus e Fetisch maachen. Déi Donnéeën, déi d'Police brauch, fir hir Aarbecht ze maachen, mussen hir direkt an onkomplizéiert zur Verfügung stoen. Den Zougréff op déi Dateie soll och esou laang méiglech sinn, ewéi déi betreffend Informatioune kënne polizeilech relevant sinn. Datt et dobäi Kontrolle gëtt géint e méigleche Mëssbrauch, ass net ëmstridden. Kee stellt dat a Fro, a scho guer net d'Police selwer. Mee et muss ee realistesch sinn: An enger Zäit, wou d'Prozeduren ëmmer méi komplex ginn an och ëmmer nei Problemer kommen, wéi zum Beispill, datt ëmmer méi Dokumenter op ganz héijem Qualitéitsniveau kënne gefälscht ginn, ass et ëmsou méi wichteg, datt mir d'Police op en techneschen Niveau bréngen, deen et hir erméiglecht, am Vergläich zu deene Kriminellen technesch ëmmer op d'mannst op deem selwechten Niveau ze sinn, a wa méiglech hinnen och e Schrëtt viraus. Dat verlaangt de Schutz vum Bierger.

Ech wëll vläicht hei eng kleng Klammer opmaachen an e Wuert iwwert deen Ekipement soen, deen eis Police am Ableck huet. An Dir kënnt Iech dat net virstellen, dofir hu mir dat an eise Motiounen hei, déi ech Iech, Här President, elo gläich emol iwwerreeche

wäert, am Detail ausgeféiert, fir datt ee sech dat kann e bësse virun Ae féieren.

„Laptoppen" ass ee Stéchwuert: Mir hunn, zum Beispill, eng Situatioun, wou bei eis am Land d'Police net systematesch mat Laptoppen ekipéiert ass. Et ass eis haut zougedroe ginn, datt d'Leit sech op engem Kommissariat e Laptop aus der Kaffiskeess kaf hunn.

En anert Beispill sinn d'Camionnetten: Och doriwwer hu mer eng Motioun gemaach, well et ass esou, datt vill Kommissariater keng Camionnette hunn a bei aner Kommissariater mussen eng léine goen. Wann Der déi Motioune liest, da kënnt Der Iech virstellen, wat domadder fir praktesch Problemer verbonne sinn.

D'Printere sinn nach esou e Problem, wou mer elo Léisunge fannen, déi d'Poliziste forcéieren, Leit aleng ze loossen, fir kënne bei e Printer op engem Kommissariat ze goen.

Mir hunn e puer där Motioune virbereet, just emol, fir Iech ze weisen, op wéi engem Niveau vun Ekipement dës Regierung eis Police léisst. Et ass e Skandal, well ech ka mer net virstellen, datt dofir d'Sue feelen! Är Partei, Här Minister, ass jo ganz grousszügeg, wann et drëm geet, Militärhëllef an d'Ausland ze schécken, mee eis eege Police, muss ee soen, déi ass op engem Ekipementsniveau, deen absolutt inakzeptabel ass! Wéi gesot, wann een déi Motiounen ..., déi hu mer zesumme mat Polizisten ausgeschafft, fir esou no wéi méiglech um Terrain ze sinn – ech géif Iech recommandéieren, se ze liesen! Mir wäerte se och un d'Press schécken, fir datt d'Leit emol eng Virstellung kréien, ënner wéi enge Konditiounen d'Polizei hei am Land muss schaffen!

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et momentan op de Police-Unitéiten zu enger Ëmstellung vum Printer-Konzept kënnt an datt doduerch an allen Unitéiten a bei alle Police-Servicer déi bestoend Printer-Infrastruktur ewechgeholl gëtt, d.h. déi eenzel Imprimanten an de Büroen a Verneemungsraim falen ewech a ginn duerch eng zentral grouss Imprimante ersat;

– all Unitéit elo e separate Raum brauch, fir dëse Printer opzestellen, allerdéngs vill Unitéite keen esou e separate Raum zur Verfügung hunn;

ass sech bewosst, datt

– déi genannten Ëmstellung zu massive Problemer wäert féieren, well

∘ de Beamten elo de Verneemungsraum verloosse muss fir ze printen an doduerch eng potentiell verdächteg Persoun eleng gelooss gëtt, wat e grousse Sécherheetsrisiko duerstellt;

∘ et fir d'Beamten zu massivem Zäitverloscht an onnéidegen Deplacementer kënnt, doduerch, datt scho bei enger einfacher Enquête eng Onmass un Dokumenter (z. B. Dokumenter iwwert de Rechtsbäistand, vum Dolmetscher iwwersaten Dokumenter etc.) ausgedréckt musse ginn;

∘ zu all Zäit de Risiko besteet, datt déi eenzel zentral Imprimante duerch en techneschen Defekt ausfale kann an d'Police-Beamten dann net méi d'Méiglechkeet hunn – sou, wéi dat bis elo de Fall war –, op eng aner Imprimante kënnen zeréckzegräifen, wouduerch d'Police-Aarbecht an engem inakzeptabele Mooss behënnert gëtt;

∘ d'Scan-Funktioun bei där neier zentraler Imprimante net esou performant ass wéi bei deene Geräter, déi bis elo am Asaz waren, wat dozou féiert, datt wesentlech manner Blieder matenee gescannt kënne ginn, wat alt nees zu engem onnéidegen Zäitverloscht féiert;

∘ an de Police-Unitéiten a -Servicer keng Kartuschen op Stock zur Verfügung stinn, wat dozou féiert, datt d'Imprimante net ka genotzt ginn, wann ausserhalb vun de Bürosstonnen en Entretien muss virgeholl gi respektiv, wann d'Kartusche gewiesselt musse ginn, wouduerch d'Police-Aarbecht an engem inakzeptabele Mooss behënnert gëtt;

∘ dës Ëmstellung vum Printer-Konzept den akute Personalmanktem bei der Police nach zousatzlech amplifiéiert;

∘ de Service um Bierger sech doduerch verschlechtert, well Leit, déi z. B. op e Police-Kommissariat kommen, well se Affer vun enger Strofdot goufen, dacks ënner Schock stinn an d'Police-Beamten dës Persoun dann net méi kënne professionell encadréieren;

∘ dëst dozou féiert, datt och de Bierger, deen eng Deklaratioun, eléi z. B. eng einfach „Déclaratioun de perte", bei der Police mécht, onnéideg Zäit verléiert, well de Police-Beamte sech duerch dat geplangte Printer-Konzept jo méi dacks deplacéiere muss an dës Persoun doduerch alt nees méi dacks eleng ass,

fuerdert d'Regierung op,

– dat bestoend Printer-Konzept bäizebehale respektiv dofir ze suergen, datt e Konzept ausgeschafft gëtt, wat net zu all deenen opgezielte Problemer féiert; dëst Konzept virun allem a Consultatioun mat de betreffende Police-Beamten um Terrain a mat der Personalvertriedung vun der Police, déi jo d'Besoine genee kennen an all Dag op déi Infrastruktur ugewise sinn, auszeschaffen.

(s.) Fernand Kartheiser.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et säit der Reform vun 2018 zwee Typpe vu Police-Kommissariater gëtt: C2R-Kommissariater (commissariat à deux roulements), déi vu 07:00 Auer bis 21:00 Auer op sinn, an C3R-Kommissariater (commissariat à trois roulements), déi ronderëm d'Auer op sinn;

– ee vun de Problemer vun den C2R-Kommissariater dora besteet, datt dës net systematesch mat Camionnetten equipéiert sinn;

– jee no Typ vun Asaz (z. B. schwéier Accidenter, Iwwerfall, Déifstall, Abréch etc.) eng Camionnette awer imperativ noutwenneg ass, fir eng professionell Police-Aarbecht ze garantéieren;

– d'C2R-Kommissariater an esou Fäll Camionnettë bei den C3R-Kommissariater ufroe mussen, esou datt bis zu dräi Beamten (z. B. zwee vereedegt Beamten an een FST – fonctionnaire-stagiaire) aus den C3R-Kommissariater op déi jeeweileg Plaz gefuer musse kommen,

ass sech bewosst, datt

– dëst e groussen an onnéidegen Zäit- a Personalopwand mat sech brëngt, well bis zu dräi Beamte vun den C3R-Kommissariater dee Moment jo op hirem Kommissariat feelen an net hirer Aarbecht kënnen nogoen;

– dësen onglécklechen Ëmstand de Personalmanktem bei der Police nach weider amplifiéiert;

– d'Situatioun esou ass, datt, wa keng Camionnetten disponibel sinn, d'Police-Beamte bei hirem Asaz just mat engem normale Persounewon (PKW) equipéiert sinn, wat zu Sécherheetsproblemer ka féieren (z. B. esou: e Verdächtege sëtzt hannen am Auto nieft dem Police-Beamten a kann aggressiv ginn), wat och am Hibléck op d'Hygiène bedenklech ass a wat et de Police-Beamte schwéier mécht, fir de Verdëchtege kënnen ze observéieren;

– wa keng Camionnetten disponibel sinn, et de Police-Beamten och méi schwéier fält, fir kënnen effikass ze schaffen, well si z. B. e Constat net op der Plaz kënnen ausfëllen, wat alt erëm zu engem onnéidegen Zäitverloscht féiert an d'Police-Beamte bei hirer Aarbecht behënnert,

fuerdert d'Regierung op,

– dofir ze suergen, datt Camionnettë systematesch zur „Dotation de base" vun all den C2R-Kommissariater gehéieren.

(s.) Fernand Katheiser.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et den Ament dacks zu engem inakzeptabelen Zäitverloscht bei verschiddenen Enquêtë kënnt, well d'Police-Beamten net systematesch mat engem Laptop equipéiert sinn; dëst bewierkt, datt d'Poliziste bei enger Enquête alles op der Plaz mat der Hand notéiere mussen, fir duerno um Büro dës Donnéeën dann nach eemol ofzetippen an ze encodéieren;

– elo decidéiert gouf, d'Police-Beamte bis 2023 mat High-End-Mobiltelefonen ze equipéieren, esou Telefonen awer de Laptop net kënnen ersetzen an doduerch nëmmen eng ganz limitéiert Hëllef duerstellen,

ass sech bewosst, datt

– et duerch dëse Mëssstand bei der Police zu onnéidegen Delaien an iwwerflësseger Aarbecht kënnt;

– de Personalmanktem bei der Police duerch einfach technesch Léisunge kéint ofgefiedert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

dofir ze suergen, datt all Police-Beamte systematesch mat engem Laptop equipéiert sinn, deen et hinnen ënner anerem och erlaabt, op all néideg Datebanken Zougréff ze hunn.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Mir wëllen och, datt d'Polizei ka méi Eegeninitiativ huelen, wa si Kenntnis vun illegalen Aktivitéite kritt, zum Beispill am Internet. D'Police muss d'Aktivitéiten am Darknet méi kënne verfollegen an dofir och déi néideg Mëttele kréien.

D'ADR wëll och d'Modalitéite vun der polizeilecher Zesummenaarbecht vun der Lëtzebuerger Police mat auslännesche Policë méi direkt a méi einfach maachen. Den eenzelne Polizist soll méi individuellen Ermiessungsspillraum kréien. De Polizist ass keng Maschinn an net all Bagatell muss direkt verfollegt ginn!

Här President, d'Ausbildung ass bei engem esou wichtege Beruff wéi deem vum Polizist e ganz zentralen Aspekt. Den Turborekrutement, dee mir am Abléck gesinn, féiert zu grousse Bedenken a Suerge bei der Police selwer. Mir héiere vu ville Säiten, datt d'Poliziste mat der Qualitéit vun der Ausbildung vun hiren zukünftege Kolleegen onzefridde sinn. Och deen Aspekt muss eng nächst Regierung préiwen an et muss nogebessert ginn.

Et ass zum Beispill sécher sënnvoll, de Polizisten och nees eng taktesch Grondausbildung mat op de Wee ze ginn. Och heizou, Här President, eng Motioun. Wannechgelift.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– virun der Reform vun 2018 d'Formatioun vun de Police-Beamten eng reng theoretesch war; am zweete Joer kruten d'Beamten dunn eng praktesch Ausbildung an der

Policeschoul vu forméierten Instrukteren; des Weidere sinn d'Beamten am zweete Joer an de Vakanzen an en Observatiouns-Stage (POP) geschéckt ginn, wou si just konnten observéieren;

– et zënter der Reform vun 2018 esou ass, datt d'Beamten am éischte Joer eng reng theoretesch Ausbildung absolvéiere mat der Ausnam vun Taktik-Coursen; hei ass et esou, datt fir d'Polizisten am Hibléck op d'Taktik-Coursen dat, wat si virdrun op zwee Joer geléiert hunn, alles an engem Joer kompriméiert gëtt;

– et zënter der Reform vun 2018 esou ass, datt d'Polizisten am zweete Joer guer keng Coursë méi vun ausgebilten Instrukteren op der Police-Schoul kréien, mee direkt op e Kommissariat geschéckt ginn – also hire Stage direkt um Terrain maachen (PIP) –, wou sech en Tuteur de stage soll ëm d'Beamte këmmeren;

– den Tuteur de stage ausser senger Basisformatioun, anescht wéi déi speziell dofir ausgebilten Instrukteren, net déi néideg Qualifikatioun besëtzt, fir e Stagiaire professionell ze forméieren;

– d'Gefor besteet, datt den Tuteur de stage, besonnesch wann dëse schonn eng gewëssen Zäit bei der Police schafft, de Stagiaire net korrekt uléiert, well den Tuteur de stage deemools an der Police-Schoul aner Inhalter a Praktike geléiert gouf wéi déi, déi aktuell an der Police vu forméierten Instruktere vermëttelt ginn;

– et an der Praxis Joren dauere kann, fir déi Beamten, déi viru Joerzéngten an der Police-Schoul aner Inhalter a Praktike geléiert goufe wéi déi, déi elo aktuell sinn, nees op den aktuelle Stand vun der Ausbildung ze kréien;

– dëst dozou féiert, datt d'Stagiairen net alleguer déi selwecht eenheetlech Ausbildung kréien,

ass sech bewosst, datt

– all déi opgezielten Elementer verdäitlechen, datt zënter der Reform vun 2018 e grousse Qualitéitsverloscht bei der Ausbildung festzestellen ass, wat zu engem Verloscht vun der Qualitéit vun der Ausbildung féiert;

– dëst dozou féiert, datt och grad jonk Beamten um Terrain dacks iwwerfuerdert sinn, wat dozou féiert, datt den Déngscht um Bierger vun der Police dacks net méi mat där néideger Professionalitéit ka garantéiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Formatioun vun de Poliziste vum Ufank bis zum Schluss esou ze reforméieren, datt dee beschriwwene Qualitéitsverloscht nees kann ausgeglach ginn;

– d'Formatioun vun de Polizisten nees op en Niveau ze bréngen, datt den Déngscht um Bierger vun der Police zu all Zäit mat där néideger Professionalitéit ka garantéiert ginn.

(s.) Fernand Katheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Här President, d'Police brauch méi Kompetenzen. Dat gëllt un éischter Plaz fir déi administrativ Police. Selbstverständlech muss endlech en anstännege Platzverweis kommen, mee et muss och séchergestallt ginn, datt eng Rei vu Moossname kënne vun der Police selwer decidéiert ginn, ouni mussen am Virfeld de Minister ze froen. Esou Prozedure kaschten d'Police Zäit – an dat dacks grad dann, wa si keng Zäit huet a misst kënnen direkt intervenéieren. D'Kompetenze vun eiser Police sollen u sënnvoll Normen an eisen Nopeschlänner ugepasst ginn, déi jo alleguerten och Demokratië sinn, déi d'Mënscherechter respektéieren. D'Kompetenze vun den Officiers de police administrative an déi vun der Police judiciaire solle sech méi entspriechen.

Wat speziell de Plazverweis ugeet, muss ee soen, datt déi aktuell Garantie d'accès vollkommen ineffektiv ass. D'Haaptproblemer beim aktuelle Plazverweis sinn, datt nëmmen d'Entrée vu Gebaier soll concernéiert sinn an datt de Policebeamten, wann et zu Gewalt sollt kommen, net rechtlech ofgeséchert ass. Mir brauchen hei realistesch Reegelen an eng waasserdicht rechtlech Ofsécherung vun de Beamten.

Wann e schwéiert Verbrieche geschitt ass, sollen direkt méi technologesch Mëttele kënnen agesat ginn, fir déi Schëlleg méi liicht a méi séier ze fannen, wéi dat och am Ausland geschitt. Vu Länner wéi Holland kënne mir an deem Beräich vill léieren. Dës Méiglechkeete mussen och op den Autobunnen a bei dann effektiven elektronesche Grenzkontrolle kënnen agesat ginn.

Och den Asaz vun Helikoptere muss endlech e gesécherte Kader kréien. Mir wäerten dës Woch nach iwwert d'Aviation étatique schwätzen. Et ass ganz schlëmm, datt mir an der Police nach ëmmer Reegelen hunn, déi et de Polizisten net erlaben, d'Waffe matzehuelen oder iwwerall ze landen, wou se musse landen! Et ass einfach inakzeptabel a mir wäerten dës Woch nach am Kader vun engem anere Gesetz doriwwer schwätzen!

An dann, Här President, ass och ganz wichteg, datt d'Police muss entlaascht ginn. Et gëtt vill Pisten, fir dat ze maachen. D'Police muss zum Beispill net deen éischten Intervenant bei der Gewalt doheem sinn. Dat kann a ville Fäll – net ëmmer, mee a ville Fäll – och e SAMU social iwwerhuelen. D'Police soll do intervenéieren, wou et wierklech néideg ass.

D'Police kéint och de Gefaangentransport un d'Giischtercher ofginn. Hei besteet en Interessi esouwuel op der Säit vun der Police wéi och bei de Giischtercher.

D'Pecherten, d'Agent communaux, kéinten eventuell eng Rei vu weideren Aufgaben iwwerhuelen, ouni awer zu enger zweeter Police ze ginn. Mir mussen déi nei Reegele fir d'Agents communaux geschwënn evaluéieren a Konklusiounen zéien.

Ënner bestëmmte Konditioune kënnen och privat Sécherheetsfirmen der Police hëllefen – awer net hir Aufgaben iwwerhuelen!

Rapatriementer vu Leit, déi illegal am Land sinn, kéinten anescht organiséiert ginn, gär och an Zesummenaarbecht mam Ausland.

Och iwwert déi Aarbechtskonditioune bei der Friemepolice hu mer eng Motioun virbereet, an ech géif Iech och do recommandéieren, déi emol ze liesen, fir datt Der eng Iddi hutt, ënner wéi enge Konditiounen d'Friemepolice am Abléck muss fonctionéieren. Wann ee sech dat virun Ae féiert, wéi d'Leit ekipéiert sinn, wéi se musse schaffen, dann ass dat absolutt en Aarmutszeugnis fir dës Regierung. Wannechgelift, Här President.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Friemepolice der Police judiciaire ënnersteet an datt an engem spezielle Service aacht Beamte schaffen, déi sech ëm Rapatriementer këmmeren;

– dee genannte Service vun nëmmen aacht Beamte 24 Stonnen a siwen Deeg an der Woch muss funktionell sinn an datt doduerch déi betreffend Beamte massiv iwwerlaascht sinn;

– d'Friemepolice keng „Autorité de décision" huet, ob eng Persoun muss rapatriéiert ginn oder net (de Bausseministère ass heifir zoustänneg), mee datt si dës Persoune just encadréieren a sech ëm den organisatoreschen Deel këmmeren;

– am Fall wou d'Polizisten um Terrain feststellen, datt sech eng Persoun, wéi et schéngt, illegal am Land ophält, dës Beamten sech net direkt un de Bausseministère kënnen adresséieren, mee fir d'éischt Kontakt mat der Police judiciaire mussen ophuelen, déi dann an enger weiderer Prozedur de Bausseministère kontaktéiere muss, wat opwänneg ass a vill Zäit kascht,

ass sech bewosst, datt

– bis dato ëmständlech a komplizéiert Prozedure bestinn, déi kéinte vereinfacht an zäitspuerend organiséiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

dofir ze suergen, datt déi betreffend Prozedure rationaliséiert, méi séier a méi effikass ginn, fir d'Police a speziell d'Friemepolice bei hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen.

(s.) Fernand Katheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | D'ADR wëll och déi illegal Presenz op eisem Territoire zu engem Delikt maachen.

A schliisslech kréien d'Leit, déi einfach Bierger, bei eis vill méi Rechter a Méiglechkeeten, fir sech selwer ze verdeedegen. Dozou gehéiert och eng Revisioun vum Waffegesetz am Sënn vun enger méi grousser Liberaliséierung.

(Exclamations)

Pefferspray soll, wéi an Däitschland, e legaalt Verdeedegungsmëttel sinn.

D'ADR wëll och eng aner Praxis bei den Demandes de protection internationale. Wien aus engem sécheren Drëttstaat kënnt – wéi dat europäescht Recht iwwregens virgesäit –, wie sech senger Identifizéierung widdersetzt, wie Schleiser deckt a wien eis Gesetzer net respektéiert, verléiert all Méiglechkeet, fir Schutz ze fannen. An dat steet an der Genfer Flüchtlingskonventioun an déi géife mir applizéieren. Dat ass dat internationaalt Recht, mir hätte gär, datt dat applizéiert gëtt!

D'Gesetzer iwwert den Eloignement gi mat eis reforméiert. Déi administrativ Geriichter sollen dobäi däitlech entlaascht ginn.

(Interruption)

Här President, d'ADR wëll d'Polizisten esou ënnerstëtzen, datt si all Dag voll motivéiert a mat Freed op d'Aarbecht kommen. Dozou gehéiert och, datt d'Police selwer en agreabele Kader fir hir Beamte schaaft, doduerch, datt zum Beispill am soziale Beräich eppes geschitt: eng Crèche oder eng organiséiert Betreiung vun de Kanner – och dat ass eppes, wat eis dacks erklärt gouf. Wa Leit zu zwee schaffen, zum Beispill och zwee Polizisten, a si ginn an en Asaz geruff, och iwwert d'Weekender, wéi mer et dacks haten a leschter Zäit, a si hu keen am Familljenëmfeld, deen déi Flexibilitéit huet, da stellt sech permanent de Problem vun der Versuergung vun de Kanner. Eng modern Verwaltung muss do Méiglechkeeten ubidden. Et kann een dat jo och mat anere Verwaltungen zesumme maachen, mee et geet net, datt een d'Beamte mat deene Problemer aleng léisst, wann ee vun hinne verlaangt, datt se permanent disponibel sinn!

Wannechgelift, Här President, och dozou eng Motioun.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Police-Beamten, grad wa gréisser Asatz musse gemaach ginn, zum Deel ganz vill lwwerstonne musse leeschten an doduerch dacks Roudeeg ewechfalen oder musse verréckelt ginn;

– am Fall vu gréisseren Asätz d'Police-Beamten dacks eréischt kuerz virdru Bescheed gesot kréien, datt si mussen untrieden; grad Police-Beamten, déi elengerzéiend sinn oder awer an enger Koppel liewen, wou de Partner z. B. op Schichte schafft, gréisser Problemer hunn, fir kuerzfristeg eng Léisung ze fannen, wien d'Kand, respektiv d'Kanner, versuergt;

– et bei gréisseren Asätz fir d'Police-Beamte meeschtens net ofzegesinn ass, wéi laang dës genee daueren an dass si doduerch Schwieregkeeten hunn, eng Persoun mat der néideger Disponibilitéit a Flexibilitéit ze fannen, déi d'Kanner versuergt,

fuerdert d'Regierung op,

eng Léisung auszeschaffen, déi d'„Prise en charge" vun de Kanner vun de Police-Beamte garantéiert.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | An da gëtt heiansdo an dëser Regierung dervunner geschwat, et misst ee modern sinn, modern Verwaltungen an esou weider – mee d'Regierung selwer ass wäit hannert deenen Usprech, déi se un anerer stellt!

Eng aner Pist ass natierlech, de Sträit ëm d'Karriären endlech bäizeleeën, d'C1- a B1-Streidereien. Mir erënneren drun, mir hunn als ADR de 7. Juni 2022 eng Proposition de loi gemaach. D'Regierung hat dorobber geäntwert, an dat, wat d'Regierung geäntwert huet, ass an der Tëschenzäit vum Verfassungsgeriicht ecartéiert ginn. Elo seet d'Regierung: „Elo waarde mer op en Urteel vum Verwaltungsgeriicht." Dat ass einfach schlechte Wëllen, méi ass dat net!

Et ass kloer, datt dat muss redresséiert ginn. Et war eng ganz schlecht Iddi, fir déi ganz Karriärsgeschicht op déi Manéier opzebauen, an et gëtt héich Zäit – héich Zäit! –, datt dee Problem geléist gëtt, ouni nach op weider Geriichtsurteeler ze waarden. Dat ass op Zäit gespillt an zulaaschte vun deene Beamten an der Police, déi ënnert där Situatioun leiden!

Wannechgelift, Här President.

Motion 8

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– am Hibléck op d'Remuneratioun an d'Karriäre vun de Police-Beamte fundamental Ongerechtegkeete bestinn;

– Police-Beamten, déi virun der Police-Reform vun 2018 en „Diplôme de fin d'études secondaires" haten, systematesch an der Karriär D1 agestallt goufen;

– Police-Beamten, déi no der Reform vun 2018 agestallt ginn an déi en „Diplôme de fin d'études secondaires" hunn, systematesch an der Karriär B1 agestallt ginn;

– mat der Reform vun 2018 d'D1-Karriär an d'C1-Karriär reklasséiert gouf, awer net an d'B1-Karriär;

– Police-Beamten, déi virun 2018 mat engem „Diplôme de fin d'études secondaires" agestallt gouten, nach ëmmer net nom Modell B1 remuneréiert ginn,

ass sech bewosst, datt

– dëst zu enger grousser Onzefriddenheet béi deenen heivu betraffene Beamte féiert;

– dëst zu absurde Situatiounen um Terrain féiere kann, wou z. B. elo e Stagiaire an enger B1-Karriär vun engem Tuteur de stage betreit gëtt, deen eng méi niddreg Karriär wéi säi Schüler huet,

fuerdert d'Regierung op,

– déi Police-Beamten, déi virun 2018 mat engem „Diplôme de fin d'études secondaires" agestallt goufen, systematesch an d'B1-Karriär ze reklasséieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Wéi kann nach gehollef ginn? Ma doduerch, zum Beispill, datt d'Police e medezinneschen an e psychologeschen Déngscht kritt, doduerch, datt de Primmesystem op eng gerecht Manéier reforméiert gëtt. Och dat ass e Problem, dee mer permanent gesot kréien, och beim Zivillpersonal, zum Beispill, vun der Police.

An och d'Zivillpersonal, iwwert déi schwätze mer net genuch, mee d'Zivillpersonal, zum Beispill, déi hunn och Usprech bei der Formatioun. Och si hätte gär eng méi spezifesch Formatioun, wéi eng Polizeikarriär, net déi allgemeng Beamteformatioun. Och si wënsche sech, well se dacks an den Asaz ginn, datt se eng Formatioun kënne kréien, zum Beispill a Selfdefense. Dat ass am Ableck net de Fall, an et muss ee sech wierklech froen, wann een Zivilisten huet an der Police judiciaire, an der Police scientifique an esou weider – firwat kréien déi net besser Méiglechkeete vun der Ausbildung, wa se mat anere Polizisten an den Asaz ginn? Da gëtt gesot: „Mir ginn en anere Polizist mat, dee se soll beschützen." Mee dat ass net … net an all Situatioun geet dat duer!

Also, dat sinn alles esou Saachen, wann een dat esou kuckt vu baussen a mat de Leit schwätzt, da muss ee sech wierklech froen: Wéi ass dat méiglech, datt sech do net méi engagéiert gëtt um Niveau vun Iech, Här Minister? Wéi ass dat méiglech, datt esou eng Verwaltung esou am Stach gelooss gëtt, wéi Dir dat maacht?

Et ass ons bei de Primmen …, wéi gesot, ass dat e permanente Problem, well et do och no Karriären an no Asätz aner Primme gëtt. Och do wëlle mer, datt dat reforméiert gëtt – an dann an deem Sënn och eng Motioun.

Motion 9

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– am Hibléck op d'Primmen, déi d'Police-Beamte kréien, am Ableck Inkohärenzen an Ongerechtegkeete bestinn;

– datt d'Police-Beamten z. B. an der C1- an an der C2-Karriär eng „Prime de régime militaire" vu 35 Punkten an eng „Prime d'astreinte" vun 22 Punkte kréien (also am Ganze 57 Punkten), an d'Police-Beamten an der Karriär B1 manner Primme kréien, nämlech eng „Prime de régime militaire" vu 15 Punkten an eng „Prime d'astreinte" vun 12 Punkten (also am Ganze 27 Punkten), woubäi si awer déi nämmlecht Zort vun Asaz absolvéieren – mam nämmlechte Risiko, op deenen nämmlechte Schichten – ewéi d'Police-Beamten an der C1- an C2-Karriär,

ass sech bewosst, datt

– et operationell iwwerhaapt keng Rechtfäerdegung gëtt, déi sou Ënnerscheeder an de Primme justifiéiert an datt déi aktuell Dispositiounen dowéinst mussen als ongerecht consideréiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Primme vun de Police-Beamten, déi deene selwechte Contrainten a Risquen ënnerleien, unzegläichen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Wéi gesot, ech géif Iech recommandéieren, ier Der dergéint stëmmt, se wéinstens ze liesen! Et gëtt Iech emol eng Iddi, ënner wéi enge Konditiounen eis Police do gelooss gëtt!

D'gewerkschaftlech Rechter vun de Poliziste musse voll respektéiert ginn. Mir haten an deem Sënn och schonn eng Motioun presentéiert no deene leschte Gewerkschaftsversammlungen, wou vill doriwwer geschwat gouf. Fir eis ass guer keen Zweifel, datt d'gewerkschaftlech Rechter vun de Beamten allgemeng net däerfen a Fro gestallt ginn.

D'Zuel vun den Iwwerstonne soll reduzéiert ginn. Bon, do ass vläicht de Rekrutement eng Äntwert, mee et muss een dat awer och duerch eng gutt Personalgestioun hikréien. A mir musse Beamten digital an duerch aner Moyenen esou ekipéieren, datt se hir Aarbecht kënnen optimal maachen; an deem Sënn hu mer schonn e puer Motiounen hei ofginn.

D'Police soll och gesellschaftlech méi gewierdegt ginn. Ech wëll do just ee Beispill nennen, wou mer eis an deene leschte Joren awer och dacks gewonnert hunn: Et ass zum Beispill déi Saach vum Policemusée. Et ass jo normal, déi Verwaltung huet e Musée, si huet ganz, ganz vill interessant Ausstellungsobjeten. An dann ass e Problem: Wou gi mer domadder hin? Da gëtt eng provisoresch Léisung fonnt, déi da fir e puer Joer gutt ass. Mee wéi ass dat, datt d'Regierung net kapabel ass, fir d'Police, fir d'Arméi, fir de Rettungsdéngscht an esou weider, fir d'Post, déi all grouss Sammlungen hunn, endlech emol eng museal Struktur ze bauen, déi deene Besoinen entsprécht, déi wierklech do sinn?

Well dat si wäertvoll, interessant Saachen, mee et ass guer keen Interessi do vun der Säit vun der Regierung, keen Interessi, kee Respekt, keng Wierdegung. Ech mengen, dat ass dat, wat derhannert stécht, soss wier scho laang eng Léisung fonnt ginn, doduerch, datt d'Personalvertriedung an d'Policedirektioun sech allzäit ëm eng konstruktiv a vertrauensvoll Relatioun beméien. Dat, Här Minister, ass net Är Kompetenz, an dofir ass dat vläicht eppes, wou d'Personalvertriedung an d'Policedirektioun ënner sech mussen do eng gutt Relatioun sichen!

D'Inspection générale vun der Police, déi muss an hirem Rôle bleiwen. Hir Kompetenze sinn déi vun enger Kontrollinstanz. A mir hunn ëmmer gesot, zënter se gegrënnt ginn ass, si soll vun engem Polizeioffizéier geféiert ginn an net vun engem Magistrat. Dat ass eng Saach vun der Gewaltentrennung.

D'Justiz als drëtte Pouvoir gëtt jo och net vun engem Offizéier vum zweete Pouvoir kontrolléiert, oder? Dat ass esou – a se géif sech och mat Recht dergéint wieren! Elo stellt Iech emol vir, mir géifen, wa mer elo Representantë fir de Conseil national de la justice wielen, dann eng Rei Offizéier bestëmmen, fir Member vum Conseil national de la justice ze sinn, fir d'Justiz ze kontrolléieren. Dat wär net akzeptabel! An ëmgedréit setze mer awer e Magistrat dohinner, fir d'Police ze kontrolléieren. Dat ass net esou, wéi mir dat gesinn!

Mir mussen eng Rei Servicer an der Police nei grënnen oder ausbauen: d'Police judiciaire, d'Police scientifique souwisou, mee och d'Verkéierspolizei, d'Polizei am ëffentlechen Transport. Mir brauche Spezialisten a ville Beräicher: am Beräich vun der Lutte géint d'Finanzkriminalitéit, dem organiséierte Verbriechen, dem Terrorismus. Wichteg ass, datt d'Police och spezialiséiert Unitéite kritt, fir op eng Rei vun neien Erausfuerderunge séier a professionell kënnen ze reagéieren.

Fir all déi Erausfuerderungen unzegoen, besteet fir d'ADR keen Zweifel, datt d'Police grand-ducale muss weider wuessen!

Fir d'ADR läit d'Prioritéit vun der Police bei hire Missiounen heiheem. Auslandsmissioune kënnen – souwäit sënnvoll a souwäit Personal zur Verfügung steet – och gemaach ginn, sinn awer net prioritär.

Här President, mir liewen an enger Gesellschaft, déi sech permanent ännert. D'Police muss sech kënnen

esou weiderentwéckelen, datt si an all Situatioun hir Missioun kann effikass erfëllen.

Fir d'ADR ass déi ëffentlech Sécherheet eng absolutt Prioritéit, si ass net verhandelbar! Mir sti kloer der Police bei hiren Aufgaben zur Säit a mir betounen et nach eemol: Den Ausbau vun der Police muss parallell och eng Entspriechung beim Parquet a bei de Geriichter hunn. D'Justiz muss séier an effikass kënne reagéieren. Déi ëffentlech Sécherheet bedéngt e gutt Zesummespill vun der Police an der Justiz!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. D'Sécherheet ass eng grouss Suerg vun de Leit, dat weisen déi rezent Sondagen. E steigend Onsécherheetsgefill an der Bevëlkerung an eng méi grouss Gewaltbereetschaft an onser Gesellschaft verlaangen eng adaptéiert Äntwert vun der Politick. Et vergeet keen Dag – leider! – ouni Abréch, Iwwerfäll oder aner Gewalttaten. Net nëmmen d'Quantitéit, mee leider och d'Aggressivitéit hëlt zou.

An ech wéilt och am Numm vun der CSV op dëser Plaz alle Polizisten a Polizistinne souwéi all deene Leit, déi an där Verwaltung schaffen, e grousse Merci soe fir hiren Asaz fir eis Gesellschaft.

Mee – dat ass e Fakt – de Frust ass grouss! D'Gewerkschafte ginn net midd, de Fanger an d'Wonn ze leeën. Duerch vill perséinlech Gespréicher héiert een och de grousse Frust beim Corps. Si wëllen hiert Bescht ginn, mee se si ganz oft à bout a gi frustréiert. Just e puer Beispiller: den aktuelle Plazverweis, deen net effikass ass; d'Kriminalitéit an d'Gewaltbereetschaft ginn erop; déi vill Iwwerstonnen, déi d'Poliziste musse knuppen. Wéi an all Betrib sinn dat keng gutt Viraussetzungen.

Duerfir: Net nokucken, net d'Hänn an de Schouss leeën, „handelen" ass d'Devise vun der Stonn!

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | D'CSV steet fir de Rechtstaat, an deem d'Sécherheet en Deel vun der individueller Fräiheet an der Liewensqualitéit vu jidderengem ass. Eng gutt fonctionéierend Justiz an en effikasse Sécherheetsapparat – woubäi d'Police eng grouss Roll spillt – si mat d'Grondviraussetzunge vun onser demokratescher Rechtsuerdnung. Duerfir mussen nei Akzenter gesat ginn an et muss besser legiferéiert an organiséiert ginn!

Eleng d'lescht Joer hu mir als CSV ëm déi 30 Questions parlementaires zum Sujet vun der Sécherheet an der Police gestallt. A reegelméissegen Ofstänn hu mer Pressekonferenzen a Motioune verfaasst, fir op de Punkt an op d'Problemer hinzeweisen. Well eppes ass kloer, an dat kréien ech och ëmmer erëm gesot: Polizist ze sinn, ass en interessanten a villsäitege Beruff!

Fakt ass, datt d'Polizereform vun 2018 leider net allen Defie gerecht gëtt. Domat gëtt d'CSV leider a senge Kriticken, déi mer 2018 ubruecht hunn, bestätegt. Den 19. Mee 2020, wéi mer déi éischt Konklusioune vun der Reform gezunn hunn, hunn ech hei um Pult gesot, fir d'CSV sollt d'Policereform dräi Haaptziler verfollegen: méi Leit, eng verbessert Presenz um Terrain an e moderne Management.

Besonnesch déi éischt zwee Ziler ginn zum Deel net erfëllt. Éischtens, et herrscht e grousse Manktum u Personal. D'Roll vun der Police ass souwuel d'Preventioun wéi och d'Repressioun, duerfir ass et wichteg, och besonnesch d'Police an der Preventioun ze stäerken. Ee Beispill dofir ass den ëffentlechen Transport, wou vill Loft no uewen ass, wann et drëm geet, géint Gewalt virzegoen, fir méi Sécherheet a Bussen, Zich a Garen ze suergen. Eng Policeunitéit, eng laang Fuerderung vun der CSV – déi d'ailleurs den Här Bausch och ëmmer virbruecht huet –, wier wichteg am ëffentlechen Transport.

Jo, net an all Bus an an all Waggon kann e Polizist sëtzen, mee op den Hotspotte kann eng Patrull agesat ginn!

Déi aktuell Rekrutéierungspolitick bei der Police, Här President, bréngt einfach net déi néideg Resultater. Ons Police brauch eng Personalopstockung, dat muss absolutt d'Prioritéit sinn!

Am Accord vun 2019 zum Rekrutement ass en Objektiv festgehale ginn, dee fir 2026 plus ou moins 3.150 Poliziste virgesäit. Dës Zuele gi mat der aktueller Politick de loin net realiséiert. Och wann zwar mëttlerweil méi rekrutéiert gëtt, sou sinn 900 Polizisten op dräi Joer eng reng Bruttozuel, wou d'Ofgäng, d'Congés de maladie an aner legal Congéen net consideréiert ginn.

Dobäi kënnt, datt mer elo schonn eng ferm Baisse um Niveau vun de Kandidaturen hunn: Waren et der 2021 nach 800, dovun 100 Demandes de promotion interne, sou sinn et am November 2022 just nach 474 gewiescht, déi sech fir d'Épreuve spéciale ugemellt hunn. En plus packt et leider net all Kandidat, sief et d'Épreuve spéciale am Ufank oder all Examen no deem Joer Formatioun.

Do muss ee sech als Regierung awer d'Fro stellen, wéi ëm alles an der Welt een déi Unzuel u Polizisten, déi um Terrain gebraucht ginn, elo wëll erreechen. Et kéint een och emol higoen an – ech hunn et och schonn e puermol gesot – iwwert de Beruff méi kommunikéieren. A wann dat mat de Filièren an enger Schoul net ka klappen, méi an d'Schoule goen, fir d'Jugendlech op dee Beruff an op seng flott Diversifikatioun hinzeweisen.

Zu de Karriären. Hei schalten de Minister Kox an de Minister Hansen einfach op stuer. Datt et reieweis zu Geriichtsprozesser bei engem Corps wéi der Police kënnt, ass am Fong e Skandal fir de Rechtsstaat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | An d'Gewerkschafte ginn net midd, dat ervirzesträichen. An ech zitéieren de President vun enger Gewerkschaft, deen den 13. Februar 2023 um RTL gesot huet: „Bei der ganzer Police geet iwwerhaapt näischt méi. Alles, wat hätt kënne falsch gemaach ginn an de leschte fënnef Joer, dat ass awer och wierklech falsch gemaach ginn."

Ee Beispill, den Här Kartheiser huet et ugeschwat: D'Voie express aus dem Policegesetz vun 2018 stellt eng reegelrecht Diskriminéierung vun enger 500 bis 600 Polizisten duer!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Dat huet och d'Cour constitutionnelle Enn d'lescht Joer decidéiert. Bis elo ass näischt geschitt. Et geet ëm d'Ongläichgewiicht téschent de Poliziste mat an ouni Diplôme de fin d'études secondaires. Dëst concernéiert virun allem déi, déi téschent 1998 an 2014 agestallt gi sinn an hiren Diplom net automatesch unerkannt kréien, awer och net genuch Déngschtjoren hunn, fir automatesch an déi Karriär uewendriwwer eropzekommen. Si kënnen zwar en Exame maachen, mee och wa se dëse packen, gëtt hiren Déngschtalter net berücksichtegt.

D'CSV huet schonn des Ëfteren, a laang virun der ADR, op dës Problematik higewisen, mee geschitt ass näischt! Hei bräicht just legiferéiert ze ginn.

Dann zu de verbesserten Aarbechtskonditiounen. Fakt ass, datt déi aktuell Regiounen, wéi se zënter der Reform vun 2018 virgesi sinn, einfach ze grouss sinn. Huele mer d'Beispill vun der Regioun Zentrum-Osten: Do hu mer sechs Policekommissariater vum Museldall iwwer Walfer bis op Miersch, mat zwee Roulementer, déi vu méindes bis freides vu moies 7.00 bis owes 21.00 Auer fonctionéieren. Dat heescht, um Niveau vun de Patrulle fir dës Géigend sinn dräi – dräi! – ganzer Patrullen am Déngscht. Dat geet einfach net duer! D'Distanze sinn einfach ze grouss an d'Disponibilitéit vun der Police geet doduerch erof.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | D'Poliziste mussen Iwwerstonnen drummen, sinn oft à bout. D'Beamte brauchen och méi Zäit, fir hire polizeilechen Aufgaben nozekommen. Den Job vum Polizist ass haut mat ze vill Bürokratie belaascht. Doduerch besteet net genuch Raum fir d'Polizeaarbecht, an oftmools geet de Gros vun der Aarbechtszäit drop, fir Rapporten ze schreiwen oder aner administrativ Tâchen.

D'CSV hat do d'Iddi bruecht, méi Zivilisten ze rekrutéieren. Ech muss soen, d'Regierung ass zum Deel op dee Wee gaangen. Mee et kéinten nach aner Aufgabe vu Poliziste vun aneren Unitéiten iwwerholl ginn. Mir ginn als CSV net midd, drop hinzeweisen, datt zum Beispill de Gefaangenentransport zum Deel kéint vun den Agents pénitentiaires iwwerholl ginn. Dat géifen déi och wëllen. Mee hei: „Still ruht der See!"

Mir begréissen zwar, dass zënter der Affär vun Ettelbréck de juristeschen Encadrement fir e Policebeamten, deen huet missen eng Waff zéien, elo besser gereegelt a garantéiert ass. Mee domadder geet et net duer. Wou bleiwen déi konkreet Mesüre fir e psychologesche Suivi fir déi Concernéiert an och hir Familljememberen? Wisou ginn d'Leit an hir Familljen do bis haut leider aleng gelooss?

Da gëtt et och Defiziter am Ordre public. An engem Rechtsstaat däerf et kee rechtsfräie Raum ginn, soss ass et eng Kapitulatioun virun enger vun deene fundamentale Missioune vun engem Staat. D'Proximitéitsaarbecht, en Uleies vun der CSV, muss méi an de Vierdergrond geréckelt ginn. Hei huet d'Policereform leider och net dat bruecht, wat d'Regierung versprach huet.

D'CSV fuerdert ganz kloer d'Aféierung vun enger lokaler Police, enger Unitéit an der Police, déi dem Buergermeeschter ënnerstallt ass an déi mat de Realitéiten um Terrain vertraut ass.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Natierlech ass dobäi och d'Kontributioun vun de Gemengen e wichtegen Aspekt an et kéint een hei eng Kooperatioun maache mat den Agents municipaux um Terrain. Zu de Moyene gehéiert, an dat wäert elo keen erstaunen, de generelle Platzverweis, fir datt eis Police kann effikass virgoen. An ech erwaarde mer am Fong den Owend hei och vun de Kolleeginnen a Kolleege vun enger DP, datt se kloer Stellung huelen zu engem generelle Platzverweis. Dobausse gëtt ëmmer gesot: „Mir brauchen de generelle Platzverweis!" Mee heibanne stëmme se dann ëmmer mat de Regierungsparteie géint de generelle Platzverweis.

Et ass och wichteg, datt an den Hotspotten, wéi zum Beispill op verschiddene Plazen an der Stad Lëtzebuerg oder an anere gréissere Stied oder op de Garen am Land, méi Policepresenz ass. Da brauche mer och eng Adaptatioun vum Gesetz iwwert d'Mendicitéit, engersäits, fir de kommunalen Autoritéiten et ze erlaben, géint aggressiv Heescherei virzegoen, an anerersäits, fir eiser Police a Justiz d'Moyenen ze ginn, fir géint déi organiséiert Heescherei virzegoen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Dissuasioun a Preventioun si weesentlech Facteuren a Saachen ëffentlech Sécherheet. Duerfir muss d'Videoiwwerwaachung op de Garen op Hotspotten ausgeweit ginn. Dat muss méi schnell ëmgesat ginn, natierlech am Aklang mam Dateschutz.

Als CSV sti mir och ganz kloer fir e fräit Demonstratiounsrecht als eent vun eise Grondrechter an eiser Verfassung. D'Police brauch awer e legale Kader mat klore Reegele fir Demonstratiounen, am Fall vun Debordementer. Wat d'lescht Joer hei geschitt ass, dierf net méi virkommen. Leit, déi schaffen, déi dobausse schaffen an deenen hir Gidder zerstéiert gi vun Demonstranten, dat ass inakzeptabel! Do muss dann och d'Responsabilitéit vun den Organisateure vun esou Manifestatioune kënnen engagéiert ginn.

Dann e Punkt, dee mir och als CSV scho säit Jore verlaangen a wat d'Policeaarbecht och géif würdegen, ass d'Comparution immédiate. Bei verschiddenen Infraktioune muss et méiglech sinn, innerhalb vun engem gewëssenen Delai, engem kuerzen Delai, esou wéi et zum Beispill a Frankräich méiglech ass, verschidden Infraktiounen am Respekt vum Droit de la défense kënnen ze jugéieren. Well dat ass en Aspekt, dee mir och ëmmer erëm vun de Poliziste gesot kréien. Déi soen engem, och als Buergermeeschter, als Schäffen, als Gemengeconseiller: „Owes fänke mer en, an deen Dag drop mëttes gesi mer en erëm um Trottoir oder op der Strooss."

Dann de sechste Punkt. E modernt Ekipement ass natierlech wichteg. D'Gewaltdoten, mat deenen ons Poliziste konfrontéiert sinn, ginn ëmmer méi aggressiv. Et ass ëmmer méi eng héich Gewaltbereetschaft. A wa mer wëllen, datt se net ëmmer mussen direkt eng Pistoul zécken, da musse mer de Polizisten awer och déi technesch Moyene ginn, fir sech selwer ze schützen, wéi zum Beispill Tasere fir d'Polizisten. Mir hunn elo e Projet de loi deponéiert hei iwwert d'Bodycamen, eng Fuerderung, déi d'CSV säit Jore mécht. Mee déi Bodycam muss agesat gi souwuel, fir de Polizist ze schützen, wéi och, fir Opname vun de Fakten um Terrain kënnen ze enregistréieren.

Ech verstinn awer do, datt de Polizist seet: „Muss ech elo nach e Manuel d'emploi vun 100 Säiten duerchliesen, éier ech dann däerf meng Kamera declenchéieren?" Och dat muss kloer, mee einfach gereegelt ginn.

An dann ee Punkt, Här President, deen ech och ëmmer hei virbréngen, dat ass d'Software, fir kënne potenziell Abréch virauszegesinn. Den Här Minister schmunzelt ëmmer, mee dat ass e Fakt. A wann Der mat de Polizisten um Terrain schwätzt, an ech huelen d'Beispill aus der Schwäiz, wou dat duerchgefouert gëtt, do kann een opgrond vun engem Abroch an engem Quartier viraussoen: D'Potenzial, datt elo innerhalb vu 24 Stonnen an deem Quartier an enger gréisserer Stad oder a verschiddenen Uertschaften agebrach gëtt, ass zimmlech grouss! A wann Der an den Zeitungen d'News liest iwwert d'Abréch, déi am Polizeireport ugefouert ginn, dann ass et ganz oft an där selwechter Regioun.

Dann, an der digitaler Gesellschaft, an där mer liewen, muss natierlech och d'Cyberkriminalitéit massiv bekämpft ginn. Och do muss massiv investéiert ginn, fir de Polizisten dee materiellen an intellektuellen Knowhow ze ginn, fir kënne géint déi Cyberkriminalitéit virzegoen.

Här President, als Konklusioun wéilt ech kuerz nach eng Kéier déi Mesüren ernimmen, déi mir als CSV virgeschloen hunn a weider wäerte virschloen.

Et muss endlech Schluss si mat deem Hickhack bei de Policekarriären, fir esou d'Attraktivitéit vun deem Beruff erëm kënnen ze promouvéieren.

Mir si ganz kloer fir eng lokal Police. Mir sti fir eng Comparution immédiate. Mir hätte gär e vollwäertege Platzverweis. Mir hätte gär eng verbessert Ausstattung vun eise Polizisten am Asaz. Mir hätten och gär eng Iwwerschaffung vum gesetzleche Kader vum Sursis; deen däerf net méi quasi automatesch ausgeschwat ginn.

Mir hätten och gär am Kader vum Jugendschutz an dem Jugendstrofgesetz, datt Jugendlecher ënner 14 Joer weiderhi bei schwéiere Fäll ënnert der Autoritéit vun der Justiz stinn. D'Jugendstrofrecht muss weiderhin den Autorités judiciaires ënnerleien. Méi Sécherheet fir méi Fräiheet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Här President, am Virfeld vun esou engem Debat, wou et u sech ëm d'zukünftegt Ausriichtung vun der Police geet, ëm d'Erausfuerderung, déi eis Policebeamten all Dag um Terrain erliewen, ëm en Ëmfeld, wat sech an de leschte Jore staark verännert huet a mat deem eis Police natierlech och konfrontéiert ass, an där Preparatioun also op haut, hunn ech an de leschten Deeg ganz vill Feedback vum Terrain kritt, an dat aus ganz ënnerschiddleche Beräicher vun der Police.

D'Aufgabe vun der Police, jo, déi sinn immens villfälteg. D'Police huet eng breet Pallett u Missiounen an et komme quasi dagdeeglech neier derbäi – neier duerch Adaptatioune vu Reglementer, neier duerch Entwécklungen an der Gesellschaft, neier och duerch international Zesummenaarbechte beispillsweis, jo. Mee donieft ass et natierlech och esou, dass ganz besonnesch de kriminelle Milieu net stoe bleift a sech weiderentwéckelt. An dofir mussen eis Policebeamte sech och ëmmer nees an ëmmer nees dësen neien Entwécklunge stellen, fir net an d'Hannertreffen ze geroden.

Déi Villfältegkeet vun Aufgaben ass engersäits awer och e grousse Plus, well, wéi sot nach e Polizist mir de Weekend: „Ech hu schonn a ganz, ganz ënnerschiddleche Beräicher bei eis am Corps geschafft. An doduerch, dass ee vill Méiglechkeeten huet, am Corps selwer ze wiesselen, ass et definitiv keen einfachen Job, mee een, wou een ëmmer erëm perséinlech nei Aufgabe ka fannen." An déi Villfältegkeet vun Aufgaben ass awer och op där anerer Säit gläichzäiteg eng enorm Erausfuerderung, fir d'Police selwer als Corps, mee awer och fir den eenzelne Beamten a sengem Déngscht.

Fänke mer mol mat de Basismissiounen un. Eng Police, déi present ass um Terrain, déi visuell present ass an eise Stied, an eise Gemengen, fir d'Sécherheet ze garantéieren an d'Sécherheetsgefill vun eise Bierger ze stäerken, dat wär – an do si mer eis eens – optimalerweis de Fall. Mee mir wëssen, dass dat konkreet momentan leider ganz oft net realiséierbar ass, ganz einfach, well net genuch Polizisten do sinn, fir eng flächendeckend Presenz kënnen ze garantéieren.

Dee Phenomeen, deen ass net nei an et gouf em jo och schonn eigentlech duerch eng grouss Rekrutéierungscampagne entgéintgewierkt, mat méi wéi 200 neie Polizisten am Joer, déi derbäikommen, dat iwwer méi Jore garantéiert. Mee ech sinn awer och iwwerzeegt, dass dat net duergeet. Dofir ass et, mengen ech, wichteg, dass een hannerfreet, wéi ee ka kucken, d'Beamten esou kënnen ze entlaaschten, besonnesch um administrative Plang, dass se méi um Terrain, also do, wou se och gebraucht ginn, kënne present sinn.

Dat kléngt elo einfach, dat weess ech. A mir ass och bewosst, dass dat an der Theorie méi einfach kléngt, wéi et herno an der Praxis ëmzesetzen ass. Ech probéieren et awer déi nächst knapp 20 Minutten trotzdeem.

All Strofdot, déi net geschitt, zitt och keen administrative Rateschwanz hannendrun an entlaascht d'Beamten, déi dann u sech méi Zäit hunn, fir sech op hir Kärmissiounen ze konzentréieren. Dofir ass et eiser Meenung no wichteg, de Volet Preventioun vill méi grouss ze schreiwen. A mat Preventioun mengen ech hei ganz konkreet d'Policepreventioun selwer, déi haut scho wichteg a wäertvoll Aarbecht an de Regioune mécht, bei deene Jonken, awer net just bei deene Jonken.

Ech kéint mer dofir virstellen, dee Service auszebauen an en nationale Coordinateur fir d'Preventioun anzesetzen, mat engem eegene Budget, dee geziilt Aktiounen, déi eng national Wichtegkeet hunn, mat de véier Regioune koordinéiert an dann och ëmsëtzt. Esou een nationale Coordinateur gëtt et leider aktuell net, en hätt awer ganz sécher seng Daseinsberechtegung.

Huele mer e konkreet Beispill. An der Vergaangenheet gouf et punktuell Phasen – an dat hunn ech och a mengem fréiere Liewen zu Bouneweg am Lycée heiansdo bei deene Jonken erlieft –, wou Kolleege vun deene Schüler, jonk a souguer heiansdo ganz jonk, exzessiven Alkoholkonsum, deelweis mat Spidolsopenthalt hannendrun, erlieft hunn. Dat ass da fir mech esou e Moment, wou en nationale Coordinateur agräift, zesumme mat de Regiounen, de Sujet thematiséiert a kuckt, dass ee bei deene Jonken um Terrain Aktiounen, konkreet Aktiounen, konkreet Campagnen, Opklärungscampagnë mécht, an dann och spéider déi Campagnen evaluéiert. Net einfach: „Mir hunn e Plakat gemaach!", mee wou ee wierklech kuckt: Wat huet et bruecht? D'Opklärung, net just bei deene Jonken, mee ganz besonnesch bei deene Jonken, ass immens wichteg. An esou Aktiounen, mengen ech, bréngen och e groussen Erfolleg.

Ech hunn elo d'Beispill vun exzessivem Alkoholkonsum geholl, mee natierlech kéint een och aner Sujeten huelen: Gewaltpreventioun, Aktiounen, wou et verstäerkt zu verschiddene Volle kënnt, Mobbing – d'Sujete ginn do net aus. Aus der Premiss eraus: Alles, wat duerch Opklärung ka verhënnert ginn, entlaascht d'Police insgesamt, soll fir eis als DP esou en nationale Coordinateur agesat ginn an dee Service ausgebaut ginn.

Bleiwe mer kuerz beim Volet Preventioun. Kloer ass, d'Koordinatioun, den Austausch, den Dialog an d'Zesummeschaffen tëscht alle Partner, déi preventiv aktiv sinn, muss garantéiert sinn, fir Erfolleg an der Preventioun kënnen ze hunn an domat och am Endeffekt dat ze erreechen, wat ee wëllt erreechen.

De Comité de prévention ass zum Beispill e Gremium, dee menger Meenung no net genuch

Wäertschätzung kritt an net annäernd säi Potenzial ganz ausschëpft. Reegelméisseg sollen, mussen déi lokal Autoritéite mat der Police zesummekommen. An do gëtt et Gemengen, do fonctionéiert dat reegelméisseg a richteg gutt. Aner Gemengen hunn do nach, kommt, mer soen, e klengen Nohuelbedarf. Dobäi ass et grad an eiser Zäit, wou de lokalen Niveau ëmmer nees no méi Sécherheet rifft, mengen ech, ganz wichteg, dass dat Zesummeschaffen an deen Austausch net just punktuell fonctionéieren, mee reegelméisseg an aktiv sinn.

Komme mer elo vun deem fir mech extreem wichtege Volet vun der Preventioun zum nächste Punkt fir ze kucken, wéi een d'Beamte kann entlaaschten, fir méi Zäit ze hunn, fir um Terrain present ze sinn.

E groussen Deel vun der Aarbecht haut vun eise Poliziste besteet doran, no der eigentlecher Policeaarbecht mussen administrativ Schreifaarbecht ze maachen, also oft laang schréftlech Nobeaarbechtunge mussen ze leeschten. Versti mer eis net falsch, net dass et onwichteg wär festzehalen, wat geschitt ass, schliisslech musse jo schréftlech Tracen a Protokoller verfaasst ginn, fir och herno kënnen e Suivi bis hin zu geriichtleche Verfaren ze erméiglechen. Allerdéngs muss een hannerfroen, op wéi eng Aart a Weis een haut, am Joer 2023, déi administrativ Schreifaarbecht ka maachen. Bildlech geschwat: Wëll ech, dass de Policebeamten e groussen Deel vu senger Zäit hanner sengem Pult muss sëtze fir ze schreiwen? Oder wëll ech, dass de Polizist esou schnell wéi méiglech nees zréck op d'Strooss, op den Terrain, op d'Patrull ka goen? An ech mengen, och do si mer eis eigentlech alleguer eens, dass mer wëllen, dass de Beamten erëm esou schnell wéi méiglech um Terrain ka sinn.

Et gëtt also zwou Méiglechkeeten. Mir musse kucken, dass net de Beamte selwer all déi administrativ schréftlech Nobeaarbechtunge muss maachen – Stéchwuert, an et ass virdrun och scho gesot ginn: „Méi zivillt Personal astellen" – an/oder mir musse kucken, dass déi Aarbecht einfach vill méi schnell ka gemaach ginn. A mat schnell mengen ech am Joer 2023 einfach emol d'Asetze vun den neien Technologien, d'Benotze vun Tablets zum Beispill, sur place, fir net mussen op de Büro ze fueren, Zäit ze verléieren an dann do e Schréftstéck ze verfaassen.

„Digitalisatioun" ass einfach e grousst Stéchwuert mat enormem – enormem! – Aspuerpotenzial un Zäit. Dat ass natierlech e Prozess, dee kascht Zäit, mee et ass vläicht wichteg, do eng Kéier drop zréckzekommen. Wou si mer do drun?

Wéi bei villen aneren Administratioune gëtt et aktuell eeben och bei der Police haut Dossieren, déi manuell gefouert ginn. Oder et ginn och elo schonn informatesch Programmer benotzt, déi awer dann esouguer deelweis ënnereneen net kompatibel sinn. Et si vill Datenträger, déi fir d'Späicherung vun Donnéeën an Informatiounen zoustänneg sinn, déi no an no mussen an en neie System integréiert ginn. Dofir gëtt fir d'éischt eeben eng informatesch Architektur gebraucht, mat där dës Datentransitioun da méiglech ass. An un där Architektur gëtt, wéi gesot, geschafft.

Déi digital Transitioun ass um Wee, allerdéngs – dat soen ech och esou – wär et ze begréissen, wa mer do kéinten e Gang eropschalten, dat am Sënn vun de Beamten um Terrain, am Sënn vun der Police selwer, mee allgemeng och am Sënn vun der Populatioun, well et géif erméiglechen, nees méi Poliziste mat méi Zäit um Terrain ze hunn.

Als DP begréisse mer et ausdrécklech, dass den Ament dëse Regëster digitaliséiert gëtt, fir Synergien ze schafen an d'Produktivitéit ze verbesseren. Dës digital Transformatioun ass fir mech a fir d'DP e Meilestee fir déi zukünfteg Policeaarbecht. Fir dem aktuelle Personalmanktem entgéintzewierken a méi effikass kënnen ze schaffen, kann d'Digitalisatioun also eng ganz wichteg Roll spillen.

Huele mer och do nach eng Kéier e konkreet Beispill. Wann een haut an e Buttek geet an et keeft een en Handy oder en technologescht Gerät, sou nennen ech et emol, dann huet ee ganz oft einfach direkt de Vendeur, dee steet virun engem, et fëllt een alles aus, hien dréint den Tablet ëm, et ënnerschreift een et, an 30 Sekonnen duerno huet een de fäerdege Kontrakt an der E-Mail. Et muss net dee Moyen sinn, mee dat beweist awer, dass et am alldeegleche Liewe méiglech ass, Prozedure ganz séier kënnen ofzeschléissen. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat och an der Policeaarbecht a ganz ville Fäll esou kéint gemaach ginn.

Firwat huelen ech dëst Beispill? Ma ganz einfach, ronn 50 % vun de Polizisten hirer Aarbecht um Terrain si mëttel bis kleng Interventiounen: en Auto, deen ofgeschleeft gëtt, e Portmonni, dee geklaut gouf, an engem Buttek gouf eppes matgeholl, eng Noperschaftsstreiderei. A bei all deenen Interventioune gëtt et haut scho Standardformularen, déi ausgefëllt ginn, just dass déi concernéiert Persounen deelweis mat op de Büro geholl ginn, do d'Informatioune festgehale ginn an dann, deemno wéi grav d'Faite sinn, natierlech och un de Procureur weiderginn. Mee firwat kann een dës Prozeduren als Polizist net op der Plaz maachen, direkt um Terrain, mat engem Tablet, wou d'Donnéeën dann direkt encodéiert ginn?

Dat géif einfach enorm Zäit spueren an d'Effikassitéit vun de Beamten um Terrain däitlech erhéijen. Net ze vergiessen, dass d'Zäit um Büro kéint genotzt ginn, wann een dann um Büro ass, fir gréisser Dossieren op- oder ofzeschaffen an och esou divers wichteg Delaien anzehalen an d'Dossiere schnellstméiglech kënnen ze clôturéieren.

An där Beispiller, fir déi positiv Aspekter vun der Digitaliséierung am Bezuch op Effikassitéit ze illustréieren, gëtt et der nach ganz vill. Bleiwe mer awer elo mol beim technologesche Fortschrëtt.

D'Fro, déi jo ëmmer am Raum steet: Wéi kann d'Technik der Police hëllefen, Zäit ze gewannen, fir méi Polizisten um Terrain ze hunn? An awer och: Wéi kann d'Technik hëllefen, besonnesch Schwéierkriminellen et net ze einfach ze maachen, onentdeckt duerch eist Land ze fueren oder och am Land ze circuléieren?

Wat mengen ech domat? Aus Policekreesser gëtt ëmmer erëm bedauert, dass mir bei Enquêtë par rapport zum Ausland, se nennen et „relativ blann sinn", wat d'Benotze vun techneschem Ekipement ugeet.

Ech erkläre mech: Aktuell hu mir technesch Ekipementer deelweis schonn am Land stoen, mee notzen net déi ganz Technologie oder déi ganz Technik, déi den Apparat huet, aus. E Beispill: Wann e Verbriecher mat engem Auto vu Lëtzebuerg an d'Belsch erafiert, da kënnen déi belsch Autoritéiten der Lëtzebuerger Police genau matdeelen: „Um 17.31 Auer, kuerz virum IKEA, ass en eragefuer." Wat am europäeschen Ausland oft ganz normal fonctionéiert, ass hei am Land net méiglech, well mer keng Erfaassung hunn.

Dofir soen ech awer och ganz kloer: Dass mer eis do eens sinn, dat muss an engem ganz strenge reglementéierte Kader an ënner Anhale vun allen Dateschutzreegelen, déi mer opstellen, geschéien! An et muss och an Zukunft trotzdeem méiglech sinn, dass d'Autoritéiten no verdächtegen Täter an Autoe kënne sichen an net mussen ofwaarden, bis se iwwer eng Landesgrenz fueren, fir dass d'Lëtzebuerger Police da quasi muss bei de Kolleegen am Ausland nofroen, wéini dat da geschitt ass.

Maache mer eis nämlech näischt vir: Déi organiséiert Milieuen, déi kriminell organiséiert Milieuen, déi wësse ganz genee, dass zu Lëtzebuerg de Polizist – kommt, mer nennen et emol erëm bildlech – quasi oft mat der Spektiv no hinne muss sichen, wärend d'Nopeschlänner an d'europäesch Partner do aner technesch Moyenen asetzen. Et ass e bësse wéi d'Sich no der Nol am Heekoup mat eise Lëtzebuerger Moyene par rapport zum systematesche Sichen an der Chance op Fanne vun Tatverdächtegen am Ausland.

Dass mer eis awer nach eng Kéier kloer verstinn: Et muss e ganz strikte klore gesetzleche Kader ginn, deen all, awer wierklech all Abus an deem Kontext géif verhënneren!

Mee wann dat garantéiert ass, sollte mer aus ermëttlungstechnesche Grënn, awer och aus Grënn vun Zäitspueren a Manpower op déi Technologie zréckgräifen, se sënnvoll asetzen, dat, fir net de Kriminellen an Zukunft e Virsprong par rapport zu eisen Enquêteuren a Polizisten ze erméiglechen.

A vläicht déi politesch Fro hannendrun, wéi wäit een do wëllt goen, wéi vill Kontrollaufgaben duerch technesche Fortschrëtt sollen opgemaach ginn. Dat, léif Kolleegen, sollt een eng Kéier an engem ganz breeden Debat just zu deem dote Sujet debattéieren. Mee deen Debat géif sech menger Meenung no absolutt loune fir d'Zukunft vun der Police, vun de Beamten um Terrain a fir d'Sécherheet hei am Land.

Preventioun an Digitalisatioun, zwou Piste fir ze hëllefen, d'Kärfuerderung ze erfëllen, nämlech: méi Polizisten um Terrain ze hunn. Mee ech mengen, doriwwer muss een och nach diskutéieren, besonnesch wann ee weess, wéi d'Situatioun a verschiddene Gemengen a Stied an de leschte Joren a Méint evoluéiert huet, an et muss een och kucken, wéi een déi lokal Méiglechkeete vun de lokalen Autoritéite ka verbesseren.

Nieft de Kompetenzerweiterunge vun den Agents municipaux, déi mir jo no laange Joren endlech hikritt hunn – et ass de Mëtten oder den Owend scho gesot ginn –, muss ee feststellen, dass de Besoin u lokalen Agenten, déi d'Sécherheet vun eise Bierger sinn an de Gemengen a Stied, eng absolutt Plus-value wär, dat natierlech besonnesch am stättesche Milieu, awer net exklusiv am stättesche Milieu.

Dofir ass am DP-Ramewalprogramm, dee mir Enn Januar an de Gremie vun der Demokratescher Partei ofgestëmmt hunn, och festgehale ginn, dass d'Méiglechkeet an Zukunft nees muss do si fir d'Gemengen, e lokale Policecorps, also eng Police municipale, kënnen ze kreéieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Fir d'Demokratesch Partei ass déi Presenz um Terrain vu Beamten an de Quartieren, an den Dierfer eng effikass Méiglechkeet, d'Sécherheet vun de Bierger weider ze erhéijen. D'DP steet dofir fir d'Schafung vun enger Police municipale, déi e Partner vum aktuelle Corps vun der Police grand-ducale soll sinn, an Zesummenaarbecht och mat den Agents municipaux, déi all zesumme fir d'Sécherheet vun eise Bierger an eise Gemenge suerge wäerten.

Op der Sich no Personal kann een awer och inhouse kucken – och dat ass de Mëtteg scho gesot ginn –, fir Personal fräi ze kréien, dat aktuell duerch Aufgabe gebonnen ass, déi net misste vu Polizisten duerchgefouert ginn. Et kéint een och nees de Gefaangenentransport ufëieren. Déi Aufgaben, wéi gesot, missten net vu Poliziste gemaach ginn, mee kéinten duerchaus vu Giischtercher iwwerholl ginn.

Ech hunn elo eng Véierelstonn laang Pisten erkläert, wéi et aus eiser Siicht méiglech wier, dat Personal,

wat do ass, ze entlaaschten, soudass et méi Zäit hätt, sech op méi Presenz um Terrain ze konzentréieren: Preventioun, Digitalisatioun, Notze vun Technologien, déi an d'Joer 2023 passen, an d'Schafe vun enger lokaler Police als Entlaaschtung a Partner vum aktuelle Corps.

Komme mer elo zu den aktuelle Polizisten. An do wollt ech bei der Ausbildung ufänken. Et gouf och scho gesot: Et kënnt e massive Rekrutement iwwert déi nächst Joren. An déi éischt Poliziste wäerten am Mee 2023 hir Ausbildung ofschléissen. Déi massiv Rekrutéierung, déi definitiv alternativlos ass, bedeit awer och, dass immens vill Beamten derbäikommen, déi logescherweis keng Erfarung hunn.

2023 wäerte wuel genausou vill Beamten a Pensioun goe wéi nei Polizisten derbäikommen, soudass den Altersduerchschnëtt vun de Patrulle méi niddreg wäert ginn an déi nei, meeschtens da méi jonk Polizisten net méi vun der Erfarung vun deene méi erfuerene Poliziste kënne profitéieren. Dat ass een Aspekt, deen een net dierf vergiessen.

De Renforcement huet awer och logescherweis Auswierkungen op d'Formatioun selwer. Wou an de Jore virdrun éischter, soen ech emol, 60 bis 80 Policeschüler mat der Formatioun ugefaangen hunn, sinn et der jo dann elo 200. Dat stellt d'Police natierlech virun Erausfuerderungen, souwuel wat d'Infrastruktur vun der Policeschoul wéi natierlech och d'Unzuel u Formateuren ubelaangt, a spéider och, dat dierf een och net vergiessen, wat d'Infrastrukture vun de Kommissariater ubelaangt.

Do muss ee sech also elo scho Gedanke maachen, well mir wësse jo, dass mer, wa mer esou eng Infrastruktur brauchen, meeschtens méi wéi zwee Deeg brauchen. An et soll een net soen: „Dat ass just zäitlech begrenzt." Well ech ka mir haut wierklech net virstellen, dass mir net nach méi laang wäerte méi rekrutéieren, aleng scho well d'Populatioun weider wiisst an d'Aufgabe vun der Police dagdeeglech weider wuessen. Dat heescht fir mech awer och, dass muss opgepasst ginn, dass d'Ausbildung an adequate Raimlechkeeten ass an d'Ausbilder genuch Plaz a genuch Moyenen hunn, fir kënnen all relevant wichteg Formatiounen unzebidden.

Anescht gesot, déi theoreetesch Coursen, Matièren an der Policeschoul, déi soss op zwee Joer opgedeelt goufen, mussen elo an engem Joer vun de Policeschüler duerchgeholl ginn. Dat ass bei dëser komplexer wichteger Matière sécher net ëmmer einfach. A fir d'DP ass kloer: Et däerf keng Kompromësser bei der Formatioun ginn an d'Qualitéit vun der Policeaarbecht däerf net ënnert dem massiven Zouwuess leiden!

E Wuert awer och zu der aktueller Diskussioun ronderëm d'Karriären innerhalb vum Corps. Wichteg ass fir d'Zukunft, mengen ech, haaptsächlech emol, dass Rou innerhalb vum Policecorps herrscht, a keng Onrou a keng Onzefriddenheet.

Ech hoffen, dass Dir, Här Minister, do eng Léisung zesumme mat de betraffene Beamte fannt, fir dass d'Police sech op hir Käraufgab ka konzentréieren an net muss Energie op anere Plazen asetzen. Dat ass net gutt, weeder fir déi concernéiert Beamten, nach fir d'Stëmmung am Corps, nach fir de Fonctionnement vun der Police an am Endeffekt fir d'Sécherheet am Land.

Eng Fro, déi ee sech am Kontext vum Rekrutement och muss stellen, ass déi, wéi een och an Zukunft genuch interesséiert, engagéiert, kompetent Persoune fënnt, déi dëse wierklech interessanten, ofwiesslungsräichen a responsabele Beruff vum Polizist wëlle léieren. An et ass och kee Geheimnis, dass déi nämmlecht Froe sech bei engem CGDIS, bei der Arméi, bei der Douane, bei de Giischtercher, also bei méi Beruffer aus där Famill, stellt.

An deem Sënn kéint een och emol eng Kéier nodenken iwwert d'Iddi vun enger Sektioun schonn an der Éducation nationale, nenne mer se elo mol einfach eng Sektioun Securitéit, eng Sektioun, op där ee scho fréizäiteg mat Basiswëssen op dës Beruffer géif preparéiert ginn, wou een dann herno dat perfekt Profill hätt, fir esou e Beruff och kënnen ze ergräifen.

M. Léon Gloden (CSV) | Hei steet, dat géif net goen. Ech hat dat virdru scho fënnefmol hei gemaach.

Une voix | Jo.

M. Claude Lamberty (DP) | Maja, da sollte mer nach eng Kéier doriwwer diskutéieren.

(Brouhaha)

Dat heescht, d'Ënnerstëtzung vun der CSV wär an deem Punkt garantéiert.

M. Léon Gloden (CSV) | Dat war eng Iddi vun der CSV.

M. Claude Lamberty (DP) | Ma wonnerbar! Gesitt Der, Dir hutt och heiansdo gutt Iddien!

(Interruption)

Här President, fir d'Sécherheet vun eis alleguerten ze garantéieren, brauch d'Police awer och déi néideg Moyenen, souwuel materiell wéi gesetzlech. Hir Geschierkëscht muss de Realitéite vum Terrain Rechnung droen, sprech permanent Schrëtt hale mat den neisten Entwécklungen.

Wat d'Material ugeet, hunn ech mer vun diverse Polizisten um Terrain soe gelooss, dass mer eigentlech gutt opgestallt sinn, dat zemools, wa mer eis mam Ausland vergläichen. Dat ass ze begréissen, dat ass wichteg an dat ass och richteg. Wat d'Material konkreet ugeet, wéilt ech kuerz op e puer Punkten agoen, eng Kéier ugefaange mat der Bodycam, deen Outil, dee mir als Demokratesch Partei jo scho länger fuerderen. No villem Hin an Hier si mer frou, dass do Beweegung an den Dossier komm ass an datt se hoffentlech geschwënn agesat kënne ginn, dat fir d'Sécherheet vun de Polizisten, awer och, fir Biller ze hunn, déi et erméiglechen, eng objektiv Vue op Faiten ze hunn, déi geschitt sinn.

Als DP sti mer zur Bodycam als deseskaléierendem Outil, dee souwuel de Policebeamte wéi och de Bierger, mam richtege gesetzleche Kader, zeguttkënnt. Nieft de Bodycams hu mer als DP och scho méi wéi eng Kéier Dashcams an de Policeautoen an d'Gespréich bruecht, déi leschte Kéier och am Walprogramm viru fënnef Joer. Den Asaz vun dëse Geräter, déi a ville Länner scho säit Joren zum Ekipement vum Policegefier gehéieren, déngt zur Dokumentatioun vun Ereegnesser bei Interventioune vun de Patrullen um Terrain.

Nieft dem Material brauch d'Police och legal Moyenen, fir um Terrain hirer Aarbecht, d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren an de Leit Hëllef zoukommen ze loossen, wa se Hëllef brauchen, nozekommen.

Net méi spéit wéi d'lescht Joer hu mer jo hei de Platzverweis light gestëmmt, en Instrument, fir dat d'DP sech scho laang staarkgemaach huet. Deemools wéi haut ware mer eis der Delikatess vun dësem Gesetz allerdéngs bewosst, bei deem d'Libre circulation vum Bierger beschnidde gëtt. Et geet bei de Mesüren zu dësem Gesetz schlussendlech ëm d'Wuel an d'Sécherheet vun eise Bierger. Et ass eis wichteg, dass alleguerten d'Moossnamen an hirer Noutwendegkeet gerechtfertegt musse sinn an an hirer proportionaler Applikatioun justifiéiert sinn.

Als DP wollte mir der Police déi gesetzlech Moyene ginn, fir en zäitlech begrenzte Platzverweis fir Persounen auszeschwätzen, déi eng Gefor fir d'ëffentlech Uerdnung oder Sécherheet duerstellen. D'Zil war et, der Police ze erlaben, oniwwersiichtlech Situatiounen op ëffentleche Plaze méi séier a méi effizient kënnen ze léisen, ouni datt dobäi onschëlleg Leit zu Schued kommen.

De Gesetzesprojet, dee mir gestëmmt hunn, ass manner wäit gaang. Fir eis war et an ass et aktuell awer och nach ëmmer wichteg, deen éischte Schrëtt gemaach ze hunn. A fir eis ass et genausou wichteg, d'Effikassitéit vun deem Platzverweis an noer Zukunft ze analyséieren an och bei Bedarf nozebesseren.

Dir gesitt, dee Sujet, deen ass esou breet gefächert, dass een elo nach kéint einfach weiderfueren. An et huet ee jo elo eigentlech nëmmen e Brochdeel vun den Aufgabe vun der Police a vun den Defie vun der Police fir d'Zukunft gestréift.

Mir brauchen eng performant a modern Police, eng Police, déi no um Bierger ass, déi ëmmer disponibel ass, eng Police, op déi ee sech ka verloossen an, jo, déi den Defie vun der Zäit gewuess ass.

Fir dësem Usproch gerecht ze ginn, brauch se déi néideg legal Moyenen. Hir Geschierkëscht muss de Realitéiten um Terrain Rechnung droen, sprech: permanent Schrëtt hale mat den neisten Entwécklungen.

Wann eis déi eenzel Punkte geléngen – d'Preventioun ze verbesseren, d'Digitalisatioun ze beschleunegen, nei Technologien ze benotzen, Rou an de Corps ze kréien, d'Ausbildung op héijem Niveau ze halen a Partner nieft der nationaler Police unzeerkennen –, dann ass et mir net baang, dass Lëtzebuerg fir d'Zukunft gutt opgestallt ass. D'Potenzial ass do, kommt, mir notzen et.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, et ass e wichtege Sujet, dee mer, ech hat hei an der Ried geschriwwen „haut de Mëtten", mee ech géif soen, „haut den Owend" hei diskutéieren, well en immens breet gefächert ass. An ech soen dem Här Kartheiser Merci fir dës Interpellatioun an Diskussioun, déi mer haut hei kënne féieren.

D'Police, an et ass schonn e puermol ugeklongen, mécht dagdeeglech eng wichteg Aarbecht. Eis Poliziste setze sech dagan, dagaus fir eis Sécherheet an, fir d'Sécherheet vun de Biergerinnen a Bierger. Hinne solle mer duerfir och e grousse Merci zollen. Si brauchen duerfir och gutt Aarbechtskonditiounen, an dowéinst ass et nëmme méi wéi richteg, dass mir eis haut effektiv och der Police widmen.

D'Käraufgab vum Staat ass et, fir bannenzeg Sécherheet ze suergen an déi och ze garantéieren. An d'Police ass de verlängerten Aarm vum Staat, fir se auszeféieren. D'Police beweegt sech steets am Triptyque Presenz, Hëllef a Schutz. Et ass eng souwuel delikat wéi och nobel Aufgab am Spannungsfeld tëschent Preventioun a Repressioun.

Op dëser Plaz wëll ech ervirsträichen, wéi wichteg d'Police der LSAP ass. An eisem Walprogramm vun 2018 hu mer eis fir e massive Rekrutement vun der Police ausgeschwat. Mir hunn och e verstäerkte Rekrutement vu Polizisten an och vun zivillem Personal, fir datt effektiv grad d'Leit um Terrain kënnen entlaascht ginn. An déi physesch Presenz vun der

Police um Terrain, dat mierkt een och an de Gemengen, bréngt natierlech eng méi grouss Sécherheet an och méi e staarkt Sécherheetsgefill. An deen Outil, dee mol méi, mol manner oft genotzt gëtt, de sougenannte „Comité de prévention communal", ass en Outil, deen een natierlech méi notze kann, fir och méi spezifesch Strategien um lokale Plang, sécher um Niveau vun der Preventioun, awer och um Niveau vu repressive Strategien, ze erërteren. An zesumme kann een dat definéieren, d'Police an d'Gemeng, d'Gemeng an d'Police zesumme kënnen do och deementspriechend Partner sinn.

D'Fuerderung vun den Agents municipaux, fir hinnen nei Kompetenzen ze ginn, fir effektiv och d'Police an de Gemengen an hirer Aarbecht ze entlaaschten, och um Niveau vun den Incivilitéiten, ech mengen, dat Gesetz hu mer hei gestëmmt, an dat bleift natierlech och wichteg, fir dass d'Police sech deementspriechend an de Gemenge méi der Police administrative ka widmen, och um Niveau vun de Kommissariater, wou dat Zesummespill och wichteg ass.

Awer och d'Gesetzer, déi mer hei gestëmmt hunn iwwer eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht mat de Benelux-Länner, och déi hunn d'Effizienz vun der Policeaarbecht erhéicht. An ech mengen, och déi Fuerderunge goufen hei ëmgesat an der Chamber.

Rezent Sondagë vum Statec weisen– an ech mengen, dat ass och positiv –, dass d'Police en héicht Vertraue genéisst. 72 % vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung schenken der Police Vertrauen, an dat Vertrauen ass natierlech eng Erausfuerderung, well wann eng Police vill Vertraue vusäite vun de Bierger genéisst, da sinn natierlech och d'Attentë vun de Bierger un d'Police deementspriechend héich.

An elo liewe mer natierlech an enger Gesellschaft, déi am Wandel ass, an och deem muss d'Police gerecht ginn. D'Police hëlt natierlech och déi gesellschaftlech Entwécklungen, an deene mer eis befannen, wouer am Alldag um Terrain. An duerfir brauche mer eng modern Police, déi sech adaptéiere kann. An eng modern Police ass eng Police, déi natierlech no beim Bierger ass an déi och fir de Bierger deementspriechend accessibel ass. An dofir ass et wichteg, hir och déi néideg Moyenen ze ginn, fir um Terrain, wéi gesot, present ze sinn a fir och kënnen op d'Uleiesse vun de Bierger anzegoen. An dës Presenz kann natierlech nëmmen duerch e massiivt Opstocke vum Reservoir vu Polizistinnen a Poliziste fonctionéieren.

Als LSAP begréisse mer natierlech dee Prozess. Mee natierlech, dat Zesummespill tëschent engersäits erfuerene Polizisten an anerersäits méi jonke Polizisten, och dat ass eng Erausfuerderung am professionellen Alldag a wäert dat och nach sécherlech weider bleiwen, elo schonn an och an deenen nächste Joren, wann et operativ um Terrain ass.

An ech mengen, et ass och schonn e puermol hei ugeklongen, nieft effektiv de Policegewerkschaften, mat deene mer och als LSAP, wéi gesot, schwätze konnten, huet een natierlech a sengem Bekanntekrees Polizistinnen a Polizisten, mat deenen een och en Austausch kann hunn.

Zivill Karriären, och dee Rekrutement, mengen ech, bleift grad wichteg, fir och d'Police effektiv an hirem Alldag ze entlaaschte par rapport zu der administrativer Aarbecht, déi awer och e wichtege Bestanddeel ass a bleift, a kann effektiv och deementspriechend Remedur schafen. Well, ech mengen, alles, wat och d'Polizistinnen an d'Polizisten – an, ech mengen, och dat ass en Deel um Niveau vun der Formatioun – leet, ass och de Volet vun der Rechtsstaatlechkeet, vun der Transparenz an och vun de Mënscherechter, déi awer och Bestanddeel si vun enger moderner Polizeiaarbecht am 21. Joerhonnert.

Dat ass natierlech och eng Erausfuerderung, well ee mat ganz ville komplexen, variéierte Situatiounen als Polizistin a Polizist confrontéiert ass, wou een och eng adequat a gemiessen Äntwert deementspriechend soll ginn, eng Äntwert, déi der Rechtsstaatlechkeet entsprécht an awer och der Verhältnisméissegkeet, der Proportionalitéit. Dat sinn Necessitéiten, déi wierklech do sinn, an dat sinn natierlech och grouss Erausfuerderungen am Alldag.

Wann natierlech eis Gesellschaft changéiert, da changéieren och d'Erausfuerderunge vun der Police. Duerfir brauche se och déi néideg finanziell a materiell Moyenen, fir deem kënnen nozegoen, awer virun allem, wat wichteg ass, dat ass d'Formatioun an d'Formation continue. An ech mengen, dozou hunn ech och schonn eng Question parlementaire gestallt.

Eng gutt fonctionéierend Police, sief et à la base duerch hir Formatioun oder duerch hir Formation continue, brauch e gutt fonctionéierende Bildungssystem. D'Police brauch natierlech zudeem och gutt sozial a fachlech Kompetenzen, déi se muss kréien. An duerfir muss och d'Politick suergen an der Ausübung vun hirer Aarbecht.

Här President, nieft der Policeaarbecht wéilt ech awer och ervirhiewen, dass et wichteg ass, eng ganzheetlech Approche ze hunn. An dat mierkt een och bei deene ganz villen Diskussiounen, déi een huet, notamment och am Kader vun der Drogeproblematik.

An där ganzer Diskussioun, déi mer hei hate ronderëm d'Drogekriminalitéit, ronderëm d'Sécherheet, ronderëm dat subjektiivt Onsécherheetsgefill, ronderëm effektiv och de Platzverweis, wouriwwer mer virun enger Rei Méint hei diskutéiert hunn, hate mer als LSAP ëmmer eng nuancéiert Approche, wou Preventioun a Repressioun natierlech zesumme solle gekuckt ginn a wou och natierlech dee Platzverweis net als Standalone-Mesür soll gekuckt ginn, mee wou natierlech och déi sozial Komponenten deementspriechend sollen a Betruecht gezu ginn, well et, mengen ech, och generell, wann een effektiv eis Gesellschaft au sens large kuckt mat den Interventiounen, déi stattfannen, wichteg ass, dass een net nëmmen exklusiv agéiert, mee virun allem inklusiv.

An ech mengen, an deem Kontext sinn natierlech och am Kader vum Ekipement, deen d'Police huet, Bodycams en zousätzleche Moyen an der Interaktioun, am Asaz mam Bierger. Am Idealfall soll natierlech esou eng Bodycam souwuel de Bierger wéi och de Policiste Schutz gewären an och fir Transparenz suergen. Mee natierlech, wann een awer och ..., an ech mengen, dat Gesetz ass hei am legislative Prozess, do gesäit een, wéi komplex natierlech och nei Moyene sinn, déi een der Police gëtt. Déi sinn net evident, well och hei nieft der Professionalitéit, déi een un den Dag ka leeën, awer och de Volet vun der Proportionalitéit ganz kloer spillt am Asaz. Natierlech ass och an dësem Kontext d'Beruffserfarung sécher och e Virdeel, effektiv, wann een déi nei Elementer do an den Asaz hëlt.

D'Policeaarbecht ass facettëräich an ofwiesslungsräich, mee sécherlech net ëmmer einfach. A genee aus deem Grond ass et wichteg, datt d'Agentinnen an d'Agenten natierlech déi néideg Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen. Grad wa se um Terrain agéieren, ënner Drock sinn, sief dat duerch Stress, awer och duerch déi verbal a munchmol awer och physesch Aggressiounen, déi effektiv net ofhuelen, musse si kënnen als Polizistinnen a Polizisten op de Support vun der Police als Organisatioun zielen. An de psychologesche Support an der Police, dee muss jo eiser Meenung no weider gestäerkt ginn, fir d'Resilienz vun den Agentinnen an Agente ganz kloer ze stäerken, fir herno déi weider Ausféierung vun hirer Aarbecht kënnen ze maachen.

Natierlech muss een och konsequent géint Gewalt géigeniwwer Beamte virgoen. Wéi ech virdru gesot hunn, déi hëlt sécherlech net of. Do ass natierlech och dee ganze Volet vun der Gewalt- a Konfliktpreventioun an de Schoulen e ganz wichtegen Aspekt, dass Gewalt keng Léisung ass, net déi richteg Äntwert ass. An do muss een awer och soen – an och dat ass ëmmer erëm ausbaufäeg –, dass d'Police an de Schoulen – an an där Gemeng, déi mir méi nosteet, mierken ech dat – eng ganz gutt an engagéiert Preventiounsaarbecht mécht, ëmmer erëm. Mee sécherlech ass deen dote Volet ganz kloer och nach ausbaufäeg.

Wat och, mengen ech, en Aspekt ass, dat ass, wann een a geféierlech Situatiounen um Terrain geréit – an ech mengen, dat ass all Dag de Fall, all Moment, wou een erausfiert, kënnen esou Situatioune sech erginn –, ass et natierlech och wichteg, dass d'Polizistinnen an d'Poliziste sech apte verteidege kënnen. Awer och, an dat mierkt een ëmmer erëm bei verschiddenen Asätz, notamment ass dat de Fall am Kader bei der Police judiciaire, wann d'Zivillpersonal mat erausgeet, dass dat och op deen adequate Schutz kann zielen an och do déi néideg Moyenen huet. An ech mengen, dass dat effektiv de Moment nach net esou assuréiert ass. Awer och dat soll een hei ganz kloer a Betruecht zéien.

A gradsou, mengen ech, soll ee kënnen op de Support zielen, wann ee selwer am Kader vun engem Asaz – ënner Gänseféisercher – „an d'Schosslinn" geréit an effektiv och säi Liewen a Gefor ass.

De Bien-être, mengen ech, generell a virun allem bei der Police ass och wichteg, de Bien-être op der Aarbecht, dozou zielt natierlech och eng räsonabel Aarbechtscharge. Natierlech hate mer déi Diskussiounen iwwert déi vill Iwwerstonnen, déi deelweis ofgebaut goufen, mee och dat däerf net au détriment vun der Qualitéit vun der Aarbecht vun de Polizisten an de Polizistinne goen. Ech wëll net hei falsch verstane ginn, dass dat géif heeschen, dass se eng schlecht Aarbecht géife maachen. Mee op alle Fall ass dat awer a Betruecht ze zéien, fir kënne sereinement seng Aarbecht ze maachen.

An och deementspriechend nom Asaz, wann ee weess, dass een do nach e Rapport ze schreiwen huet a kaum Zäit huet, do muss natierlech och d'Zivillpersonal present sinn, fir do kënnen auszehëllefen. An deem muss méi wéi jee ganz kloer Rechnung gedroe ginn.

D'Poliziste mussen natierlech och doduerch gutt Aarbechtskonditiounen hunn, well soss musse mer eis awer och bewosst sinn, dass vläicht de Risiko besteet, dass se an aner Administratiounen ofwanderen, wat natierlech och fir d'Police als Corps sécherlech e Verloscht wäert sinn.

Här President, d'Police ass am Alldag, ech hunn et scho gesot, mat schwierege Situatioune confrontéiert. An esou Situatiounen droen natierlech och derzou bäi, dass d'Leit um Terrain hir Situatioun musse kënnen aschätzen. An och an deem Austausch, dee mer haten, ass et wichteg, de Bols ze fillen. An do mierkt een natierlech, dass dee Malaise do ass, an et ass och scho virdrun ugeschwat ginn, ronderëm d'Policekarriäre B1 an C1. Mir wëssen, dass do effektiv d'Verfassungsgeriicht jo iwwer eng Question préjudicielle tranchéiert huet. An ech mengen, do ass et och elo wichteg, Planungssécherheet ze kréien, dass d'Verwaltungsgeriicht seng Decisioun hëlt. Hoffe mer emol, dass do och deementspriechend Rou wäert kënnen antrieden.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wat awer och ze berücksichtegen ass – an et ass och dat, wat aus de Gespréicher erausgaangen ass –, dat ass, dass eeben och duerch dat positiivt Element vun deem massive Rekrutement natierlech vill nei jonk Stagiairen do sinn, déi sech awer vläicht där méi klorer, ech drécken et emol esou aus, Hierarchie net bewosst sinn an och deem Esprit de corps net esou bewosst sinn, wéi hir Aarbechtspartnerinnen a -partner sech däers sinn, déi effektiv en anere Wee iwwert déi Joren ageschloen hunn. Ech mengen, och dat ass en Element an eng Erausfuerderung an der Police, un där muss geschafft ginn. Dat Vertrauen effektiv, sech een op deen anere kënnen ze verloossen, wann een op en Asaz geet, mengen ech, ass e ganz, ganz wichtegen Aspekt, an, ech mengen, och d'Verkierzung vun der Stagezäit, wat sécherlech effektiv eng Adaptatioun war um Niveau vun der Fonction publique, mengen ech, och am Kader vun deem Volet.

An der Stagezäit muss d'Formatioun eiser Meenung no reegelméisseg op de Leescht geholl ginn, op de Contenu hin iwwerpréift ginn, adaptéiert ginn an och op d'Aktualitéit zougeschneidert ginn. Well effektiv, wann d'Gesellschaft evoluéiert, muss natierlech och deenen Thematiken, mengen ech, déi ze enseignéiere sinn, Rechnung gedroe ginn.

Mir sinn eis alleguerten heibannen eens, dass d'Policeaarbecht eng attraktiv Aarbecht ass. Si bitt natierlech villfälteg Karriärs- an Entwécklungsméiglechkeeten. Et fënnt een also verschidde Beruffsbiller erëm, sief et an der polizeilecher Karriär wéi och um administrative Plang. An, ech mengen, déi Diversitéit stellt och ganz kloer eng grouss Beräicherung fir d'Leit an der Police duer. An awer brauche mer héich spezialiséiert Profiller an Zukunft, déi wäerte sécher net ofhuelen. Au contraire, déi wäerten effektiv zouhuelen.

Wann ee kuckt, Beräicher wéi d'Finanzkriminalitéit, do ass eng grouss Technizitéit gefrot, ass e grousst Wësse gefrot, wann ee kuckt, dee ganze Volet vun der Kriminalistik, wann ee kuckt, dee ganze Volet vun der Forensik, ech mengen, do musse mer ganz kloer Talenter, ganz kloer Profiller hunn, déi mer an der Police rekrutéieren, fir där Aarbecht kënnen och nozegoen, fir och déi Komplexitéit kënnen ze erfaassen, déi mer ganz oft an der organiséierter Kriminalitéit deementspriechend erëmfannen.

Eng modern Police, déi muss kënnen effizient fonctionéieren. A wann een effizient fonctionéiert, dann ass een natierlech – an déi Diskussiounen hate mer och schonn hei an dësem Haus – oft mat sensibelen Donnéeë konfrontéiert. An do muss een natierlech och deen néidegen Equiliber fannen tëschent der Proportionalitéit an der Finalitéit. Déi Diskussioune ronderëm d'Policefichieren, ronderëm och de JUCHA, ech mengen, och dat sinn Elementer, déi zu enger Effizienz féiere kënnen.

Ech hat virdru kuerz ugeschwat: d'organiséiert Kriminalitéit, déi natierlech ganz komplex ass, déi ganz vill Formen huet – ech ginn net op déi verschidde Formen an –, wann ee kuckt, d'Cyberkriminalitéit, wann een och kuckt, dee ganze Volet vum Darknet, do ass et natierlech och wichteg, sech déi néideg Moyenen an der Police ze ginn, fir sech dorobber kënne virzebereeden. An et brauch een nach eng verbessert Zesummenaarbecht tëschent Police a Justiz. Och dat, mengen ech, ass eng ganz kloer Erausfuerderung an der alldeeglecher Aarbecht.

Här President, d'Aarbecht vun der Police wäert sech sécherlech nach weider an deenen nächste Joerzéngte veränneren, well, et mierkt een et, schonn an der aktueller Situatioun gëtt et verschidden Tendenzen an och verschidden Trends. Mir hunn eng Gesellschaft, déi am Ëmbroch ass, d'Entwécklung vun der Technik, déi ass rasant. D'Technik gëtt jo och effektiv an de kriminelle Phenomeener genotzt an do muss een natierlech och um Ball bleiwen. An do ass et, mengen ech, wichteg, dass d'Police, wéi gesot, och virbereet bleift a mat Schrëtt hält. Do ginn et also grouss Erausfuerderungen. An ee Megatrend ass natierlech d'Digitalisatioun. D'Digitalisatioun selwer ass kee Selbstzweck, mee si soll natierlech zu der Vereinfachung vun der alldeeglecher Aarbecht bäidroen. Hei sinn natierlech Tablets e ganz, ganz wichtegen Outil, deem kann och méi Rechnung gedroe ginn. Iwwert d'Modalitéite vun der Notzung kann een diskutéieren, mee et ass sécherlech e Moyen, deen een notze kann.

All dëst bréngt mech op den entscheedende Punkt, nämlech, dass d'Politick sécherlech bei deenen Defie ganz kloer ënnerstëtzend op d'Police wierke kann.

Et ass wichteg, dass mer d'Police mat hire Problemer net eleng loossen, dass mer hinnen déi néideg materiell a finanziell Moyene ginn, fir hirer Aarbecht kënnen nozegoen a fir och deementspriechend eng modern Police ze hunn, déi eis, mengen ech, nosteet an déi sech weider fir Sécherheet a Fräiheet hei am Land asetzt.

Dofir nach eng Kéier merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass ëmmer schéin, wann een erëm eng Kéier d'Geleeënheet kritt, an der Plenière iwwert d'Policeaarbecht ze schwätzen, d'Aarbechtskonditiounen an der Police an natierlech och déi alldeeglech Erausfuerderungen, déi an der Aarbecht vun der Police bestinn, och eng Kéier ze beliichten.

Mir haten am Mee 2020 schonn eng Kéier en Débat de consultation iwwert d'Policereform vun 2018, do si mer och am Detail op ganz vill Froen agaangen, déi technescher an administrativer Natur waren, wou Potenzial ass, wou muss ugesat ginn. An et geet mer dofir och haut elo net onbedéngt drëm, genee déi selwecht Punkten opzegräifen an nach eng Kéier dat selwecht ze soen, quitte dass et ëmmer e bësselche praktesch ass, wann ee ka seng Riede recycléieren, mee ech mengen, et geet haut och drëm ze kucken, wéi de Suivi vun deem Debat ausgesäit, notamment de Suivi och vun der Motioun, déi mer deemools ugeholl hunn, an ze kucken, wou mer haut mat der Ëmsetzung vun deene Punkten alleguerten och dru sinn.

Allgemeng wéilt ech awer och direkt festhalen, dass eis Policebeamten am Alldag am Déngscht vun eiser Gesellschaft stinn, a si sinn oft, an dat läit an der Natur vum Beruff, mat relativ schwierege Situatioune konfrontéiert. An d'Aarbecht vun der Police huet iwwert déi lescht Joren och enorm evoluéiert an et ass mat Sécherheet och eng Erausfuerderung, dem gesellschaftleche Wandel an deem Tempo, mat deem dee stattfënnt, eebe mat ëmmer nei ugepasste Strukturen an dann och Technologien nozekommen. An dozou kënnt dann och déi ganz international Zesummenaarbecht – international och grad um EU-Niveau –, do ass et enorm wichteg, déi néideg Personaldecken ze hunn, fir dës Dossieren ze suivéieren. Well och grad déi grenziwwerschreidend Policezesummenaarbecht kann net einfach on hold gesat ginn, well mir zu Lëtzebuerg Personalproblemer hunn.

An ech mengen, dat ass dann och vläicht e gudde Moment, fir awer ze rappeléieren, wou mer eigentlech hierkommen, well mer dierfe wierklech net vergiessen, dass d'Police laang Joren net wierklech eng Prioritéit vun der Politick war. Et war e Ministère, dee ganz wéineg Beamten hat, eng Police, bei där d'Neizougäng knapps duergaange sinn, fir d'Ofgäng an d'Pensioun ze kompenséieren.

(Interruptions)

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Dir sidd lo zënter zéng Joer do!

Une voix | C'est la vie!

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dir schéngt wierklech e Problem domadder ze hunn, dass Dir deemools schlecht Aarbecht gemaach hutt. An eis elo virzewerfen, dass mer elo zënter aacht Joer an der Regierung sinn … Ech ka just soen, dass mir elo zënter véier Joer e grénge Minister hunn, deen alleguerten déi dote Punkten ugepaakt huet, nämlech de Ministère opzestocken, enger Police d'Méiglechkeet ze ginn ze rekrutéieren, fir dass d'Neizougäng emol duerginn …

(Interruptions)

Sidd Dir geschwë fäerdeg dohannen?

(Hilarité)

M. Charles Margue (déi gréng) | Si diskutéieren, ween deemools Minister war.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A ok. Mee et ass …

M. Marc Goergen (Piraten) | Den aktuelle Minister huet eng Fro gestallt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, wa mer eis elo alleguer kéinten eens ginn, dass mer der Madamm Empain géifen nolauschteren, da wär alles an der Rei! D'Madamm Empain ass déi eenzeg, déi hei d'Wuert huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Punkt.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci fir Är Ënnerstëtzung. Ech mengen, ech hat et elo scho bal selwer geréiert kritt.

Op alle Fall, …

(Hilarité)

… nach eng Kéier, fir drop zréckzekommen …

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ok, ech loossen da lafen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Nee, nee. Merci, merci. D'nächste Kéier …

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Kee Problem.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech kommen awer gären op Iech zréck, ech si mer sécher, ech brauch Iech nach eng Kéier.

(Hilarité)

Mee ech widderhuelen et gär: E Ministère, deen net genuch Beamten hat; eng Police, bei där d'Neizougäng knapps duergaange sinn, fir d'Ofgäng vun de Leit, déi an d'Pensioun gaange sinn, ze kompenséieren; eng Infrastruktur, an déi relativ wéineg investéiert ginn ass; d'Digitaliséierung, déi am Fong keng war, faute de moyens.

An déi Reform vun 2018, dat hu mer och an deem Débat de consultation 2020 gesot, déi kann awer just gräifen, wa mer alleguerten déi Erausfuerderungen do uginn an der d'Police déi néideg Moyene ginn, fir dass dee Retard do opgeholl gëtt.

Ech sinn op alle Fall frou, dass mer duerch d'Bänk am Fong geholl do en Accord hunn, dass d'Police déi Moyene kritt.

De Personalmangel ass vun dëser Regierung konsequent elo ugepaakt gi mat ronn 200 Beamten, déi pro Joer an der Policeschoul ausgebilt ginn. Dat ass och de Maximum vun deem, wat eng Policeschoul ka leeschten. An déi éischt Beamten, déi elo duerch de Stage gaange sinn, déi wäerten dann och dëst Joer op den Terrain kommen. Aktuell ... Also vereedegt ginn, um Terrain si se jo scho via de Stage eng Zäitchen.

Aktuell ass déi drëtt Well rekrutéiert, déi wäerten elo am Mee dann och mat hirer Ausbildung ufänken. A wichteg ass, dass mer endlech op de Wee gaange sinn, op d'Nettozuelen ze kucken, dat huet den Här Gloden ugeschwat. Zum Gléck gëtt dat dann awer och elo gemaach. Vu dass mer d'Nettozuele kucken an et wichteg ass, dass mer opstocken an net just d'Ofgäng kompenséieren, ass eeben ugekënnegt ginn, dass nach e fënneft an e sechst Rekrutementsjoer virgesi wäert ginn.

Mee bis dass déi Effekter vum Rekrutement richteg um Terrain ze spiere sinn, wäert et nach e bësselchen daueren, op d'mannst bis d'nächst Joer, bis déi éischt Leit dann effektiv ganz um Terrain ukomm sinn.

An déi Leit, déi ginn och op allen Niveaue gebraucht. Et geet net just ëm eng verstäerkte Presenz, soe mer zum Beispill am Quartier Gare, mee et geet och ëm genuch Personal an de Regiounen, bei der Police judiciaire, den Unités spéciales, der Fluchhafepolizei, dem Crime organisé, international Dossieren an esou weider. Ganz wichteg och bei deem ganz sensibelen Dossier vun der Kannermësshandlung, wou d'Servicer och scho staark opgestockt gi sinn.

A wa mer Rekrutement soen, da soe mer och Ausbildung, well déi ass d'Basis vun allem, dat ass jo och de grousse Constat hei. An do si mer bei enger vun den éischte groussen Erausfuerderungen. Vill Polizisten a Polizistinnen a kuerzer Zäit ze rekrutéieren, dat dierft nämlech net einhergoe mat manner Qualitéit an der Ausbildung. An dofir ass et an eisen Aen eminent wichteg, dass déi Formatioun ganz reegelméisseg evaluéiert gëtt. An dorënner fält natierlech dann och d'Evaluatioun vum Impakt vun der Reduktioun vun der Stagezäit.

Formatioun ass grad och wichteg am Beräich vum Schosswaffegebrauch. D'Politick ass et den zukünftege Poliziste schëlleg, hinnen eng Ausbildung unzebidden, déi si op esou grav Cas-de-figuren anstänneg virbereet. Wat d'Politick hinnen awer net am Virfeld schëlleg ass – dat ass meng Meenung –, dat ass, an all Fall vu Schosswaffegebrauch dem concernéierte Polizist honnertprozentege Support am Virfeld zouzesécheren. Do hu mer eng onofhängeg IGP, déi dorfir do ass, déi ass onofhängeg, déi ass ekipéiert, fir esou Fäll ze evaluéieren. D'Politick ass do, fir de Kader ze setzen, fir dem Polizist och déi legal Méiglechkeeten zur Verfügung ze stellen, mee net, fir sech de Riichter doriwwer ze maachen, ob de Schosswaffegebrauch korrekt war oder net.

A wa mer vu Personal schwätzen, da schwätze mer, wéi gesot, och net just vum Policecorps. Ech hat et virdrun ugeschwat: Um Ministère ass opgestockt ginn. Wann ee kuckt, wivill Beamte bis viru Kuerzem um Ministère geschafft hunn, erkennt ee schnell, dass de Stellewäert vun deem Ressort net immens grouss war. Well et war mat esou wéinege Beamten einfach net méiglech, gläichzäiteg der Police den néidege Kader ze bidden, de legale Kader ze bidden, se ze begleeden an och nach déi international Dossieren ze suivéieren.

An an Zäite vun demografeschem Wandel, evoluéierenden internationale Reegelen an enger ëmmer méi breet opgestallter grenziwwerschreidender Kriminalitéit war dat einfach net méi zäitgeméiss.

Do si mer dann och bei weideren Erausfuerderunge vun der Police. An där stinn der natierlech nach ëmmer eng ganz Partie virun der Dier. Déi eng kënnen an der Police selwer ugepaakt ginn, déi aner, do ass d'Police natierlech ofhängeg vun der Politick, fir hir déi néideg Ënnerstëtzung ze bidden.

D'Politick ass do, fir de legale Kader ze setzen, fir Ramebedéngungen ze schafen, fir dass d'Police effikass schaffe kann – sief dat en adequate Budget, ressortiwwergräifend Koordinatioun souwéi och d'Mise en place vu Strukturen, déi d'Zesummenaarbecht mat regionalen a kommunalen Acteuren institutionaliséieren.

Genee déi do Diskussioun hate mer jo och e bëssel che laang a breet am Kader vun der Debatt iwwert d'Drogekriminalitéit, mee se kann natierlech och op alleguerten déi aner Beräicher ugewannt ginn. Et ass den allgemenge Constat, dass d'Police eleng net all gesellschaftlech Problemer léise kann.

Et besteet eng Responsabilité partagée mat de Gemengen, et gëtt Comités de concertation régionaux, et gëtt déi sougenannte Comités de prévention op lokalem Plang, et geet awer och ëm en Abanne vun de soziale Servicer an de jeeweilege Gemengen. An ech soen dat och ganz bewosst am Hibléck op Iwwerleeungen, déi elo lafen, fir d'Mendicité simple ze verbidden. Vun deene Leit geet jo eigentlech keng Gefor aus, si froen ëm Hëllef. Vläicht stéiere si deen een oder deen aneren an hirem Stadbild, dofir solle se vu verschiddene Plazen dee Moment verbannt ginn, mee d'Resultat vun der Geschicht wäert sinn, dass de Problem verlagert gëtt an d'Léisung vun engem Problem, nämlech dem Problem vun der Prekaritéit, erëm op d'Police wäert ofgewälzt ginn. An och hei gëllt erëm: D'Repressioun ass an deem Beräich net d'Léisung.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Genee dat war jo och de Constat bei den Diskussioune ronderëm de Garer Quartier an d'Drogekriminalitéit. Wa mer reng op Repressioun setzen, da verlagere mer de Problem just, amplaz eis mat de strukturelle Problemer ausenanerzesetzen. An ech ka just widderhuelen, wéi frou ech sinn, dass mer endlech, och ënnert dem Impuls vun engen grénge Minister, gekuckt hunn, dee Problem ressortiwwergräifend unzegoen an e Comité interministériel ze schafen, deen och de Suivi mécht vun der Motioun, déi mer an der Chamber zu deem Sujet ugeholl hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wa mer awer driwwer schwätzen, wéi e Rôle d'Politick kann anhuelen, fir d'Police ze stäerken, da géif ech och gären drop hiweisen, dass mir heibannen, an zwar duerch d'Bänken, an de leschte Joren net forcement derzou bäigedroen hunn, d'Vertrauen an d'Police ze stäerken. Deenen enge geet d'Policeaarbecht ze wäit – dat ass legitimm –, deenen anere geet se net wäit genuch, och dat ass legitimm.

Mee dem Minister gëtt engersäits eng Kuschelpolitick virgeworf, well en un de Prinzippie vun der Necessitéit an der Proportionalitéit festhält – et heescht, e wéilt der Police net déi néideg Moyene ginn, fir haart duerchzegräifen –, anerersäits diskutéiere mer dann awer stonnelaang driwwer, dass d'Donnéeën esou schnell wéi méiglech missten aus de Fichieren erausgeholl ginn, fir den Droit à l'oubli héichzehalen, oder, wéi villen a wéi enge Policebeamten et soll erlaabt sinn, an engem Fichier central Donnéeën ofzefroen, fir hirer Aarbecht kënnen nozegoen.

M. Gilles Roth (CSV) | Stellt Der de Rechtsstaat a Fro?

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech hoffen net!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech weess net, wéi Der elo zu där Conclusioun kommt, ech si mol nach net fäerdeg mat schwätzen!

M. Gilles Roth (CSV) | Ma well den Dateschutz zum Rechtsstaat gehéiert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech mengen, den Afferschutz och!

An ier ech elo falsch verstane ginn – dat ass mäin nächste Saz –: Dateschutz ass en héicht Gutt. Den Droit à l'oubli ass wichteg.

(Interruption)

Geneesou wichteg ass awer och den Afferschutz ...

(Interruption)

... an d'Recht vun der Gesellschaft op eng Police, déi effikass schaffe kann.

An d'Police ass nun emol deelweis gefaangen tëscht der Politick hirem Dilemma, engersäits Dateschutz an anerersäits effikass Policeaarbecht ënner een Hutt ze kréien.

An deem Sënn war et och vläicht eng gutt Saach, dass déi Fichiersgeschicht am Ufank vun der Legislatur quasi aus heiterem Himmel gefall komm ass an eis forcéiert huet, eis mat deenen eminent wichtege Froen awer ausenanerzesetzen. Well dat huet eis effektiv forcéiert, eng Partie ganz substanziell Froen opzegräifen an ze versichen, e politesche Konsens ze fannen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | De Projet de loi ass elo relativ zum Schluss vun der Prozedur ukomm. An ech kann net behaapten, dass mer eis op all eenzelnem Punkt eens gewiescht wieren an der Kommissioun. D'Suite vun där Diskussioun hu mer elo hei usazweis erëm héieren.

Wat awer interessant ass, ass am Fong de Paradigmewiessel, dee mer hunn, wou traditionell méi konservativ Parteien, déi eigentlech bis elo éischter ëmmer derfir plädéiert hunn, der Police all méiglech Moyenen ze ginn, am Fong geholl elo déijéineg sinn, déi an dësem Dossier eng Positioun verdeedegen, déi der Police hiren Handlungsspillraum relativ vill aschränkt.

Une voix | Nennt se dach beim Numm!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An ech wëll ...

Nee, ech maachen dat net, esou sinn ech net.

Une voix | Ech maachen dat!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ok.

An ech wëll déi Positioun ..., ech wëll dat och elo net bewäerten, soen, et ass richteg oder falsch, well dat ass jo eng Positioun, déi een an enger Partei gesellschaftspolitesch definéiert. Ech wëll awer just drop hiweisen, dass déi Aarbecht, déi mir hei an der Chamber an deem Kader maachen, och eeben doranner besteet, jee no gesellschaftlechen Affinitéiten ze kucken, e Gläichgewiicht ze fannen tëscht eeben der effikasser Policeaarbecht, der Police eeben déi néideg Moyenen ze ginn op där enger Säit, an op där anerer Säit d'Recht op Privatsphär, den Droit à l'oubli an den Dateschutz ze garantéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Erlaabt Der, dass den Här Roth ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech erlaben.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Ech huelen dann d'Wuert am Numm vun enger konservativer – an Ären Aen – Partei. Dat, wat monéiert gouf, dat war, dass verschidde Fichieren – an ech ginn dervun aus, dass Der dat mat deelt – net am Aklang ware mat deenen Dateschutzgesetzer, déi vun dem fréiere Justizminister Braz op de Wee bruecht gi sinn. Net méi an net manner.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wat ech ugeschwat hunn ... Dat ass jo net de Punkt vun der Diskussioun. De Punkt vun der Diskussioun hei ass, wéi mer et fir d'Zukunft gesinn, wéi eng Donnéeë fir wéi laang wou stockéiert ginn a wien Accès dorobber huet. Dat si jo déi Kärfroen, iwwert déi mer geschwat hunn an der Kommissioun a wou mer op verschiddene Punkten, net allen, eng ënnerschiddlech Meenung hunn. Et ass e Constat. Ech wollt Iech elo net triggeren domadder, mee et ass einfach e Constat.

Wéi gesot, de Rôle vun der Politick an deem Kader ass et eeben, per Gesetz festzehalen, wéi e Genre Donnéeë kann ofgefrot ginn, wou se wéi laang stockéiert ginn a wien dorobber Zougréff kann hunn.

A mir mussen eis dann awer och iergendwann heibannen eens ginn, ob mer Vertrauen an eis Police an an hire Code de déontologie hunn oder ob mer der Meenung sinn, dass et irresponsabel ass, dass Honnerte vu Polizisten Zougang zu deem Fichier hunn.

Et ass vläicht e bësse kontraintuitiv, dass mer elo an enger Situatioun sinn, wou grad déi gréng eeben de Plädoyer derfir halen, der Police awer déi néideg Moyenen ze ginn an de gudde Mëttelwee ze fannen; de gudde Mëttelwee tëscht, den Dateschutz héichzehalen an awer d'Recht vun den Affer op Opklärung net aus den Aen ze verléieren.

Ech ka just soen: Wann dat Gesetz, wat elo an der leschter Ligne droite ass, esou redigéiert gi wier, wéi Dir zum Beispill derfir plädéiert hutt, da géif d'Police an Zukunft effektiv just nach Kuschelpolitick maachen, well dann hätt se kaum nach Zougang op verschidden Donnéeën.

Woufir d'Politick awer och zoustänneg ass, dat ass, als Employeur de richtege Kader ze setzen, fir d'Zefriddenheet op der Aarbecht ze förderen. Dat ass natierlech en extreem breede Begréff: Do kënne mer schwätze vun der Infrastruktur, der Planungssécherheet fir seng Fräizäitgestaltung, dem Zesummenhalt ënnert den Ekippen, der Ambiance op der Aarbecht, dem Encadrement, och dem psychologeschen Encadrement, an dozou gehéieren och all déi Punkten, déi elo zënter enger Zäit schonn als Revendicatiounen am Raum stinn, vu Karriären iwwer Primme bis zu de Postes à responsabilité particulière oder och den Aarbechtszäitreegelungen.

Nodeems mer mat allen Acteure geschwat hunn an eis en Iwwerbléck verschaaft hunn, kann ech effektiv soen, dass de Status Quo net ideal ass. An ech verstinn zu engem ganz groussen Deel och de Frust bei de Beamten a Beamtinnen, déi sech zum Deel onfair behandelt fillen. Fairerweis muss een dann awer och soen, dass déi Accorden, déi nach guer net esou laang hier ausgehandelt gi sinn, esou mat de Gewerkschaften um Verhandlungsdësch ausgehandelt gi sinn.

Ech kommen do och net derlaanscht, och no enger Partie Entrevuen, déi mer elo an der Lescht haten, festzestellen, dass do net all Karriär vun der Police gläichwäerteg berücksichtegt ginn ass dee Moment, wéi de Kuch eebe verdeelt ginn ass.

Après coup – an dat soen ech wierklech aus menger perséinlecher Analys eraus – hätt ee sech eng Partie Problemer warscheinlech kënnen erspueren, wann een den Teppech vun der anerer Säit opgerullt hätt. Wann eent vun den Haaptziler war, d'Police méi attraktiv ze maachen, da wier et eigentlech wichteg gewiescht, de Krittär vun der Ausbildung méi héich ze gewiichte par rapport zum Krittär vun der Ancienneteit.

Dass et ëmgedréit gemaach ginn ass, awer och op Wonsch vu Gewerkschaftssäit, hat dunn zur logescher Konsequenz, dass Opstigchancë vu Jonke mat enger Première, zum Beispill, net an deem Mooss méiglech waren, wéi et hinnen eigentlech géif zoustoen, elo wou et och eeben déi Karriär an der Police gëtt.

Haut gëtt et duerfir eng nei Gewerkschaft innerhalb vun der Police, déi sech kreéiert huet, fir op hir Suergen opmierksam ze maachen. A wéi et mat hirer Demande, automatesch all reklasséiert ze ginn, eebe wäert ausgoen, ben, dat wäert da mussen um Geriicht decidéiert ginn.

An do si mer dann awer och bei enger vun den Erausfuerderungen, déi innerhalb vun der Police bestinn: Wann ee mat all den Acteure schwätzt, dann héiert een eraus, dass et eeben net „déi eng" Police gëtt an hire Revendicatiounen.

Nieft dem Fait, dass d'Police also vu baussen ëmmer mol erëm a Fro gestallt gëtt, ass et eeben esou, dass och vu banne villes a Fro gestallt gëtt. A verstitt mech hei net falsch: Kritick ass ëmmer richteg, dat ass ëmmer erlaabt. Ech kommen awer net derlaanscht, da festzestellen, dass een an de Gespréicher awer e bëssen d'Gefill kritt, dass awer e bësselchen een deem anere säin Däiwel ass.

Revendicatiounen, déi dann a géigegesat Richtunge ginn, hëllefen natierlech dann och net, fir vu Policesäit aus mat enger Stëmm no baussen ze schwätzen, wat eeben och fir d'Baussenduerstellung vun der Police net onbedéngt förderlech ass. A fir eis an der Politick ass et och net ëmmer einfach, la part des choses ze maachen, wann een dräi, véier Gewerkschaften do sëtzen huet a se zum Deel géigesätzlech Revendicatiounen hunn.

Wa mer bedenken, dass et eeben eng vun de groussen Erausfuerderungen ass, vill motivéiert a gutt ausgebilt Polizisten a Polizistinnen ze hunn, vill vun hinnen ze fannen, déi och bei d'Police wëlle schaffe kommen, da läit et natierlech op der Hand, dass déi Duerstellung manner Loscht mécht, sech herno och als Kandidatin oder als Kandidat ze mellen.

An an deem Sënn schéngt et awer wichteg, no Weeër ze sichen, fir den Zesummenhalt an dem Policecorps ze stäerken, well eigentlech wëlle se all am Déngscht vun de Bierger schaffen.

Mir kennen all Polizisten a Polizistinnen aus alle Karriären, an déi allermeescht vun hinne maachen hir Aarbecht immens gär a wënsche sech, wann ee se freet, haaptsächlech, dass dat Gestreits ophält. Dat bedeit natierlech net, dass all Problemer sollen ënnert den Teppech gekiert ginn, mee vläicht kann een awer iwwert d'Aart a Weis, wéi ee matenee schwätzt oder seng Messagen eriwwerbréngt, diskutéieren, fir zesummen dat gemeinsaamt Zil ze erreechen. An wa mer iwwert d'Effikassitéit vun der Policeaarbecht schwätzen, kann et och net schueden, wann een op e bessert Matenee setzt an op méi Kommunikatioun.

Mee Effikassitéit verlaangt natierlech vill méi wéi just eng gutt Gespréichskultur. Do schwätze mer ënner anerem vun de Besoinen an der Digitaliséierung, wou enormen Ophuelbedarf ass, vum Rekrutement vun zivillem Personal, ...

(Interruption par la présidence)

... fir d'Policebeamten ze entlaaschten ... Wéi?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

(Interruption)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A. Jo, jo. Wivill mol huet Dir mech do ënnerbrach? Jo, dat muss awer lo hei ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also ech hunn elo just drop higewisen, dass Der elo bei 20 Minutte sidd ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Genau.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... an esou lues zur Konklusioun sollt kommen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech komme ganz lues ... Ech rechne mer just ..., ech hu mer am Kapp meng zwou Minutten derbäigerechent. Merci.

Do schwätze mer vun de Besoinen an der Digitaliséierung, wou enormen Ophuelbedarf ass, Recrutement vun zivillem Personal, fir d'Policebeamten ze entlaaschten, do wou et méiglech ass, oder eebe Projete wéi dee vun der „Remise/Reprise", wou et jo drëm geet, administrativ Prozeduren tëschent de Schichte méi effizient ze gestalten. An do, Här Minister, wollt ech Iech awer vläicht froen, well mer vill iwwert dee Projet geschwat hunn, ob Der eis do vläicht kéint en Update ginn iwwert de Projet „Remise/Reprise", wou deen esou drun ass oder ob do ewell scho Konklusioune konnte gezu ginn.

D'Digitaliséierung huet awer de wuel gréissten Impakt, well do hänkt wierklech alles dervunner of, vum ELS (ndlr: Einsatzleitsystem), iwwert d'Datebank vun de Fichiere bis hin zur Projetsgestaltung. A mir hu jo gesinn, wéi et ëm d'Digitaliséierung steet. Do ware mer effektiv relativ erféiert, wéi mer an der Kommissioun do déi Informatioune kruten. An déi Mammutaarbecht, déi elo do amgaangen ass, geleescht ze ginn, fir dee Budget och ... Also de Budget krute si jo, fir dat alles ëmzesetzen. Dat weist nach net seng Friichten um Terrain. Dat ass wierklech eng enorm Aarbecht. Ech verstinn, dass d'Leit ongedëlleg ginn, mee ech ginn awer dervunner aus, wann do bis dat alles ëmgesat ass, da gëtt d'Policeaarbecht weesentlech vereinfacht.

Wa mer vun Effikassitéit schwätzen, da schwätze mer och vu Statistiken. An do ginn ech jidderengem Recht, dee seet, dass Statistike wichteg sinn, och fir Tendenzen ze erkennen, ze anticipéieren an eeben och eng besser, méi effikass Policeaarbecht ze maachen. An deem Sënn géife mir d'Police encouragéieren, weider op deem Wee ze goen.

Mir stinn hanner onser Police als wichtegem Pilier vun eisem Rechtsstaat.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Empain, Dir misst elo wierklech zur Konklusioun kommen. Dir sidd elo dräi Minutten iwwert d'Zäit, an Dir sidd net dräi Minutten ënnerbrach ginn. Ok?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech probéieren, mäi Bescht ze maachen. Als ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, dann net nëmme probéieren, mee et maachen!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Genau. Als déi gréng sti mir hannert der Police als wichtegem Pilier vun eisem Rechtsstaat. Mir suergen derfir, dass si och déi Moyenen huet, déi si brauch, fir hir Aarbecht

kënnen ënner gudde Bedéngungen an a Sécherheet ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech erkennen an all deene Bestriewungen, déi ech elo opgezielt hunn, ganz villes, just kee Mangel u Respekt. Dat ass dat Eenzegt, mäi leschte Message, deen ech, mengen ech, haut den Owend nach wollt lassginn. Et ass mat Sécherheet kee Mangel u Respekt. Mir si weiderhi bereet, zesumme mat allen Acteuren dës Erausfuerderungen unzegoen. Villes ass scho lassgekappt ginn, villes bleift nach ze maachen, an am Sënn vun alle Polizisten a Polizistinnen an am Sënn vun enger transparenter Policeaarbecht wënschen ech mer, dass mer konstruktiv un deenen Dossiere weiderschaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain.

(Exclamations et hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Däerf ech nach eng Kéier?

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Wëllt Der meng Ried halen?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also …

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Et ass spéit, gell?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Net ze verwiesselen, net ze verwiesselen, d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, Här President, merci fir d'Wuert. Et ass spéit. Ech mengen, mir sinn all midd. Voilà, den Här Kartheiser ass eraus, ech wollt em Merci soe fir …

(Interruptions)

A, en ass do. Ok, voilà. Virdrun ass e schonn erausgelaf, wéi ech d'Wuert geholl hunn, mee trotzdeem wéilt ech dem Här Kartheiser Merci soe fir dës Interpellatioun.

An ech mengen, wa mer vun den Erausfuerderunge vun der Police schwätzen, da kommen ech net derlaanscht, als Alleréischt eppes ze widderhuelen, wat mir scho méi oft an der Chamber hei erwäänt hunn: An enger besserer Welt bräicht ee wéineg Police. Dat schéngt eis alleguerten evident an ech mengen, et muss een et awer ëmmer erëm widderhuelen.

Mäi Kolleeg, den David Wagner, huet zum Beispill deemools a senger Ried hei zur Reform vun der Police ënnerstrach, datt d'Mënsche weeder gutt nach schlecht op d'Welt kommen, mee datt si gepräägt gi vun hirem Milieu, deen hir sozial Bezéiungen, hir Educatioun an hir Verhalensaart a -weis beaflosst. An natierlech spillt och de fräie Wëlle vu jiddwerengem eng Roll, well mir Mënsche si weeder ganz determinéiert nach ganz fräi vun allen Zwäng.

Soulaang mir also an enger Gesellschaft liewen, an där et Ongläichheete gëtt, Aarmut an Exklusioun produzéiert ginn, soulaang wäert eis Gesellschaft och Gewalt produzéieren. An et gëtt Studien doriwwer, déi beweisen, dass et a Länner, wou et staark sozial an ekonomesch Inegalitéite gëtt, och méi Kriminalitéit gëtt. D'Fuerscher Wilkinson a Pickett hu mat statisteschen Donnéeë beluecht, wéi Ongläichheete sech op d'Gesellschaft auswierken: Sozial Problemer, gesondheetlech Problemer, ënner anerem a Bezuch op d' Santé mentale, wéineg sozial Mobilitéit, Stress, dat kann een alles och zu Lëtzebuerg esou confirméieren, an eeben och méi Onsécherheet. A jiddereen ass betraff, ob aarm oder räich.

Et geet eis net drëms, Gewalt ze entschëllegen, mee et geet eis dorëms ze erklären, dass Gewalt oder Onsécherheet eeben net vum Himmel falen. An et ass eeben déi Gewalt, mat där d'Polizistinnen an d'Polizisten, déi um Terrain schaffen, natierlech och dagdeeglech konfrontéiert sinn. Si sinn also an engem gewëssene Mooss Pompjeeë vun de sozialen Ongläichheeten.

Mir si leider nach net esou wäit, datt mir déi sozial Ongläichheeten iwwerwonnen hunn zu Lëtzebuerg. Dofir ass d'Police och e wichtege Service public, a mir brauchen eng Police mat kloer definéierte Missiounen, déi do ass fir d'Bierger an d'Biergerinnen.

Här President, mir ass et also immens wichteg ze ënnersträichen, datt déi opgeworfe Fro, wat dann elo déi richteg Politick ass, fir d'Police besser an hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen an ze encadréieren, eeben net nëmme reng ëm Thematike wéi Bodycams an aner Technologien, de Platzverweis, méi oder manner Polizisten a Polizistinnen, méi oder manner streng Gesetzer oder de Quartier de la Gare an esou weider dréien dierf.

Verstitt mech net falsch: All dës eenzel Punkten, déi mol méi oder mol manner eis Zoustëmmung fannen, kënnen eventuell punktuell sécherlech Verbesserunge sinn, déi d'Aarbecht vun de Polizistinnen a Polizisten, besonnesch vun deenen, déi um Terrain schaffen, erliichtere kënnen.

A genee doweinst mussen och déi eenzel Diskussiounen, zesumme mat de verschiddene concernéierten Acteuren, weidergefouert ginn. Geneesou verschléisse mir eis och net deenen Diskussiounen, déi eventuell Verbesserunge kënne bréngen.

Mee mir dierfen net de Feeler maachen ze mengen, datt domadder alles gedoe wier. Mir dierfen also net aus den Ae verléieren, datt all déi genannt Froe mat méi déiwen, komplexe sozialen Thematike vernetzt sinn a mir transversal denke mussen, fir wierklech dauerhaft Verbesserungen ze erméiglechen.

Geneesou musse mir och virsiichteg sinn, datt dës Diskussiounen net als Virwand benotzt ginn, fir aner Zwecker ze erreechen. Et däerf net mat existéierenden Ängschte vu Leit gespillt ginn, fir seng eegen Zwecker ze erfëllen, Stéchwuert „Garer Quartier". Ech si mer bewosst, dass hei aktuell Problematiken existéieren, déi een eescht huele muss an déi een net däerf verharmlosen. Ech lauschteren hei och all deene verschiddene concernéierte Persounen no. Ech war och deemools, wéi och aner Leit hei am Sall, op där Infoversammlung op der Gare an ech begi mech och sécherlech ëfters owes an d'Gare. Ech traue mech och owes, op d'Gare ze goen – stellt Iech vir –, dat ass och net gradesou schlëmm, wéi een dat heiansdo mol sou gesot kritt.

Mee wann ech verschidde Kommentarer liesen oder och rezent Videoe gesinn hunn, déi zirkuléieren, da muss ech kloer soen, datt hei versicht gëtt, awer mat Ängschten ze spillen, déi natierlech och zum Deel existéieren, mee déi awer net ëmmer esou d'Realitéit erëmspigelen. An do muss ee jo och einfach trotzdeem soen, dass dee Video, deen zirkuléiert ass an dee mer vläicht alleguerte gesinn hunn, sech awer selwer entbléisst huet.

Dat ass geféierlech, well vill Froen, déi d'Police betreffen, brauche vill Fangerspëtzegefill, fir déi richteg Balance ze fannen, mat där Realitéit ëmzegoen. Dat ass eng Responsabilitéit, där jiddweree sech muss bewosst sinn. Dat ass awer leider net ëmmer de Fall.

Dëst Fangerspëtzegefill hu mir an der Vergaangenheet bei Dossiere gebraucht, wéi zum Beispill beim Gesetz iwwert d'Fouillen, a mir wäerten och an Zukunft versichen, esou gutt wéi méiglech mat Fangerspëtzegefill bei esou Problematiken ze schaffen.

Eventuell nach e puer Wuert zu de Bodycams, fir eng eventuell Aktualitéitsthematik opzegräifen: Hei kann een engersäits sécherlech d'Argument ufeieren, datt si betreffend der Sécherung vu Beweismëttel nëtzlech kënne sinn. Geneesou kann ee sech och virstellen, datt si et der Police erlaben, sech viru verbalen, kierperlechen a juristeschen Attacken ze schützen. Mee geneesou muss een och déi existéierend Bedenken eescht huelen. Beispillsweis verweist d'Mënscherechtskommissioun an hirem Avis jo op de Fakt, dass Bodycams am Verglach zu Kameraen am ëffentleche Raum och am private Raum filme kënnen, ënner anerem wann d'Police op engem Asaz zum Beispill an enger Wunneng ass. Hei stelle sech dann op eemol ganz aner Froen, wéi zum Beispill de Schutz vum Recht op eng Vie privée.

D'CCDH kritiséiert och, datt den aktuelle Gesetzesprojet virgesäit, dass de Polizist oder d'Polizistin decidéiert, wéini da gefilmt gëtt. Laut Gesetz ass dëst, wann et drot, zu engem Tëschefall ze kommen. Dat léisst allerdéngs nach e groussen Interpretatiounsspillraum zou. Wa mir also elo géife soen, datt d'Kameraen déi ganzen Zäit géife lafen, géif dat erëm aner Froe mat sech bréngen, wéi zum Beispill d'Problematik vun der Vorratsdatenspeicherung.

Geneesou gëtt op de Punkt verwisen, datt den aktuelle Gesetzesprojet aktuell net reegelt, wéi eng gefilmt Persoun Zougang zu den Opname kritt. Alt nees gesäit een, dass et also net esou einfach ass, just ze soen: „Ech sinn derfir oder dergéint", also fir oder géint zum Beispill elo d'Bodycams. Nee, och dës Fro beréiert aner Froen an et muss een ëmmer erëm ofweien, mat wéi enge Moyenen een dann dat gewënscht Zil erreche wëll.

Zu engem anere Sujet vläicht nach, deen eis Lénk och relativ no steet, dat ass d'häuslech Gewalt, mat där d'Police jo och relativ vill befaasst ass a wou een och ëmmer erëm héiert, dass d'Polizisten dacks, verständlecherweis, un hir Limitte kommen. Si si keng Assistant-sociallen a mussen och net all déi Kompetenzen hunn, déi d'Assistant-sociallen hunn. Ech hu mer erkläre gelooss, dass den Entretien mat dem Affer aus ganz verschiddene Grënn net ëmmer einfach ze féieren ass. D'Polizisten an d'Polizistinnen hunn net ëmmer dat néidegt Wëssen, wéi ee sech dann uleet, déi néideg Kompetenzen, fir esou en Echange mat engem Affer, wat jo an enger vulnerabeler Situatioun ass, ze féieren.

Et gëtt dann a Frankräich – an de Minister weess dat vläicht schonn – esou e Formulaire mat engem Questionnaire, deen dem Polizist oder der Polizistin hir Aarbecht vereinfacht an un deen d'Polizistin an de Polizist sech kënnen halen, fir deen Entretien mat dem Affer ze féieren. An dee kéint een eventuell esou zu Lëtzebuerg iwwerhuelen. Dat géif dann och ganz konkreet de Polizisten um Terrain eventuell d'Aarbecht an esou engem Entretien, wat sécherlech keng einfach Situatioun ass fir kee vun de Leit, erliichteren an eeben dem Affer och d'Situatioun erliichteren. Ech ginn dann hei eng Motioun dozou of.

Motion 10

La Chambre des Députés,

– considérant la Journée internationale de la femme le 8 mars ;

– considérant les engagements pris par le Luxembourg en matière de prévention et de lutte contre les violences à

l'égard des femmes et la violence domestique dans le cadre de la Convention d'Istanbul ;

– considérant la gravité du phénomène de la violence domestique ;

– considérant la vulnérabilité de la victime de violences conjugales ;

– considérant le manque de personnel auprès de la police grand-ducale ;

– considérant la sensibilité de la problématique des violences conjugales,

invite le Gouvernement

– à étudier si le questionnaire „violences conjugales" utilisé par la police française peut être utile voire utilisé par la Police grand-ducale.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, wa mer d'Aarbecht vun der Police wëlle vereinfachen, da musse mer eis nach vill méi déif leiend, déifgräifend Froe stellen. Ech hunn déi zum Deel och hei schonn e puermol am Kontext vun den Debatten iwwert d'Drogekriminalitéit opbruecht, zum Beispill: Firwat gëtt et esou vill häuslech Gewalt? Oder: Firwat hu mer esou vill Drogekranker? Firwat hu mer esou vill Leit an der Drogekriminalitéit? Do kéint een – an dat hunn ech och schonn e puermol gesot – vläicht nach vill méi Studien an Optrag ginn, fir dës sozial Phenomeener besser ze verstoen an deemno och besser kënnen ze bekämpfen.

Eng repressiv Äntwert hëlleft ëmmer nëmme kuerzzäiteg. Mee soulaang et, zum Beispill, Drogekranker gëtt, gëtt et och Drogekriminalitéit. Soulaang d'sozial an d'ekonomesch Ongläichheete wuessen, wäerte mer méi Onsécherheet kennen. Soulaang mer Exklusioun schafen, sief et duerch de Schoulsystem, sief et duerch en exigenten Aarbechtsmaart oder e Wunnengsmaart, dee bal kee sech méi leeschte kann, wäerte Leit sech a prekäre Situatiounen erëmfannen. A soulaang mer méi de Géinteneen, also d'Kompetitioun, wéi d'Kooperatioun léieren, wäerte mer an enger Gesellschaft liewen, wou mer ëmmer erëm Mënschen ënnerwee verléieren, déi der Gesellschaft eventuell de Réck dréien.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Här Goergen, Dir hutt nach e bëssen Zäit, well ech informéiert gi sinn, dass den Här Kartheiser och nach wëllt fir seng Partei d'Wuert ergräifen. An et ass näischt konträr am Reglement, dat em dat verbitt. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Merci, Här President, ech wollt just e bësse reagéieren op e puer Saachen, déi gesot gi sinn. An ech mengen net, datt ech meng Zäit wäert ausfëllen. Mee et ass ...

(Interruption)

Jo, ech weess, et ass eng grouss Enttäuschung heibannen, mee domadder musst Der elo eens ginn. Also, et ass, ...

(Interruption)

... et ass vläicht ... Fir direkt op déi Remarke vun der Madamm Empain ze reagéieren, ech mengen, vun den Daten, wéi mer mat de Fichieren ëmginn: Si huet d'Recht, eng Partei ze kritiséieren, déi do ganz restriktiv ass. Mee am Ableck ass d'Situatioun déi – an dat wëll ech och hei erzielen –: Mir haten hei, wéi déi Jugendbanden an de Schoulen, wéi dat ganz aktuell war, verschidde Ministeren an d'Kommissioun geruff, an eng Commission jointe, an do si mer gewuer ginn, datt een Deel vun der Police, wann e mat engem Fait confrontéiert ass, mol net Accès zu de Fichiere vun engem aneren Deel vun der Police huet, wat awer fir d'Opklärung essentiel wär. Dat ass deen Zoustand, an deem mer am Ableck existéieren. Dat ass natierlech absolutt intolerabel!

A wa mer dann dervu schwätzen, datt mer den Accès zu de Fichiere mussen erliichteren an datt den Dateschutz fir eis kee Fetisch ass, ass et dat, wat mer mengen: Mir musse sécherstellen, datt d'Police och den Accès zu deenen Informatioune kritt, déi se huet an déi se brauch, fir kënnen Affer ze schützen a Problemer ze leisen.

Dann ass natierlech vun enger Rei vu Leit déi „Proximitéitspolizei" oder eng Police municipale an d'Gespréich bruecht ginn. Ech wëll just drun erënneren, datt mer, wéi mer d'Fusioun vun der Police a vun der Gendarmerie gemaach hunn, just wollte verhënneren, datt et zwee Corpse gëtt. Well wa mer eng Police municipale maachen, dann dauert et net laang, bis mer da soen: „Jo, da muss dat awer iergendwéi koordinéiert ginn, a mir kënnen net an enger Stad, an engem Duerf eng aner Reegel hu wéi déi aner." Dat heescht, da maache mer national Strukture wéi eng Police municipale no enger ganz kuerzer Zäit, well et net anescht geet, an dann hu mer erëm zwee verschidde Corpsen. Da si mer eigentlech bei deem, wat mer net wollten.

Ech wëll just drun erënneren – ech gehéieren zu deenen, déi sech nach gutt drun erënneren –: Fréier mat der Police a mat der Gendarmerie, do ass dann ëmmer gekuckt ginn: Wéi schaffe mer zesummen? Wat kënne mer maachen? Wien ass fir wat zoustänneg? Duerno, wann iergendee Cortège war oder iergendeng gréisser Manifestatioun, mengen ech, huet d'Police déi lénks Stroossesäit kontrolléiert an d'Gendarmerie déi riets. Mir woren heiansdo an engem Zoustand vun Absurditéit an Ineffikassitéit a mir sollen dat net nach eng Kéier probéieren.

An da kënnt nach derbäi, datt mer den Agents municipaux zousätzlech Kompetenze ginn, an et geet net drëm, herno dräi Corpsen do ze hunn, wou mer dann déi Diskussiounen hunn, mee et geet éischter drëm, datt mer ee Corps hunn, d'Police, déi sou ekipéiert a personell och sou ausgestatt soll sinn, datt si hir Aufgabe kann effikass erfëllen.

Mat der organiséierter Heescherei a mat der Heescherei am Allgemengen: D'ADR ass do der Meenung, datt d'Heescherei am Allgemengen net soll verbuede ginn. Dat ass déi „Mendicité simple", wéi dat heescht. Do wëlle mir sozial hëllefen, do si mer am Beräich vun der Preventioun, vun der Ënnerstëtzung, dovun, de Leit eng nei Chance ze ginn, se opzefänken, souwäit dat méiglech ass, souwäit se dat wëllen, fir hinne kënnen an der Gesellschaft en neien Ufank ze ginn. Dat sinn immens vill ënnerschiddlech a komplex Problemsituatiounen, dat musse mer net duerch e Verbuet upaken, mee duerch Hëllef.

Wat mer awer absolutt, absolutt guer net wëllen toleréieren, dat ass déi organiséiert Heescherei, well do si mer an engem ganz aneren Zenario. Do si mer beim Mënschenhandel, mir si bei der Exploitatioun vu schwaache Leit, mir si bei kriminelle Strukturen! Dat sinn zwou grondverschidde Saachen.

Wann een also vun Heescherei schwätzt, da muss ee schonn ënnerscheeden zwëschent den organiséierte Banden an eenzele Persounen, déi effektiv hëllefsbedürfteg sinn. Dat muss een awer an där ganzer Diskussioun kloer auserneenhalen.

An et wonnert mech och vun der Demokratescher Partei. D'Demokratesch Partei seet jo: „Mir musse beim Platzverweis eng Analys maachen an nobesseren." Ech héieren d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg heiansdo soen: „D'Polizei mécht dat einfach net richteg, wéi mer dat gesot haten. D'Gesetz gëtt net richteg ëmgesat." An dat ass praktesch der Police d'Schold ginn un engem schlechte Gesetz. Dat kann et net sinn! Ech mengen, dat Gesetz misst elo nogebessert ginn. Et ass net d'Police. D'Police huet Problemer dermat, dat ass evident, notamment well d'Beamten net ofgeséchert sinn, wa se da missten e Gewaltakt setzen. An dowéinst fonctionéiert dat net richteg.

D'Bodycam kann an eisen Aen do net géint d'Police ageféiert ginn. Mir mussen de Soutien vun de Gewerkschaften, vun der ganzer Police hunn, fir datt dat sënnvoll ass.

An dann nach vläicht e lescht Wuert zu de Filièren an de Schoulen – mir haten eis och do vill Gedanke gemaach. Wann een u sou eppes geet, fir eng Filière an de Sécherheetsberuffer ze maachen, da muss een natierlech iwwerleeën: Wat mécht een an de méi techneschen Ausbildungsweeër? Well déi Verwaltunge brauche jo Leit a verschiddene Formatiounen, op verschiddenen Niveauen, a verschiddene Karriären. An da misst een do wierklech kucken: Wou sinn d'Besoinen am Gréissten? Wat gëtt wierklech enseignéiert? Wou brauche mer esou eppes, fir datt mer, wa mer esou eppes maachen, op e Wee ginn, wou et wierklech eng sënnvoll Valeur ajoutée géif duerstellen?

Dat just e puer Kommentarer nach vun eiser Säit a merci fir jiddereen, dee sech an dëser Debatt esou engagéiert huet.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An elo ass et um Här Marc Goergen als leschte Riedner. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol deene merci, déi all Dag am Asaz si fir eis Bierger. E grousse Merci un all eis Polizisten a Polizistinnen hei am Land! Ouni Police: kee Rechtsstaat. Ouni Police: keng Uerdnung. Wa keen do ass, deen d'Reegele kontrolléiert, dann hält zum Schluss och kee sech méi un déi Reegelen an da wier d'Vertrauen an eise Staat futsch.

D'Police ass en essenzielle Beruff, ouni deen eis Gesellschaft net ka funktionéieren. Dofir ass et esou wichteg, dass d'Police an de beschtméigleche Bedingunge schaffe kann an d'Politick hir dat och erméiglecht. Well d'Polizistinnen an d'Poliziste setze sech all Dag engem Risiko aus fir d'Sécherheet vun eisem Land, an dat verdéngt eise Respekt!

Dat heiten den Owend ass eng gutt Diskussioun, well sech och kloer Ënnerscheeder ervirhiewen, wéi déi eenzel Parteie wëllen, dass d'Police funktionéiert. An do gëtt et riseg Ënnerscheeder tëscht de Parteien, souwuel an der Regierung wéi och an der Oppositioun.

Ech erënnere mech nach gutt un d'Allianz vun der CSV/DP, wéi ech deemools – dat war nach am Cercel – eng Aktualitéitsstonn ugefrot hat zu de Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum. Mir Piraten sinn a bleiwe kloer géint esou Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum. An esou Sécherheetsfirme si quasi eng privat Police, an déi Ausso baséieren ech op de Rapporten, déi deemools virloungen. Wien op esou Sécherheetsfirme setzt, op eng privat Police, seet dach am selwechte Saz, dass e kee Vertraue méi an eis Police huet.

(Interruption)

Esou Firmen aus der ëffentlecher Hand ze bezuelen, dréit net derzou bäi, dass d'Vertrauen an eis Police gestäerkt gëtt. Iwwregens: déi Pressekonferenze vun

der CSV och net, wou een en düstert Bild moolt, quasi de Policebeamten eng schlecht Nott ausstellt.

Kloer ziilt Dir ëmmer op de Minister, deen och eng schlecht Aarbecht gemaach huet, do sinn ech mat Iech averstanen, mee et bleift och bei de Virwërf ëmmer e fade Bäigeschmaach bei de Beamtinnen a Beamten um Terrain. Wéi denkt Dir, fillt ee sech als Polizist, wann eng CSV am Public seet, et misst een erëm eng nei Police schafen, eng kommunal? A wéi mer zënter den Owend wëssen, ass dat och eng DP-Positioun. Fir dass also elo een – bildlech ausgedréckt – „Lokalfürst", deen elo Sécherheetsfirmen notzt, da kann eng eege kommunal Police hunn? Mir Piraten halen dat ganz kloer fir de falsche Wee.

Wou huelt Der d'Leit hier? Wou wëllt Der déi ganz Struktur opbauen – also d'DP/CSV, déi nei Allianz – fir eng lokal Police? Mir hunn elo schonn net genuch Beamten, ...

Une voix | Eng Allianz mam Bierger.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... net genuch Struktur.

Une deuxième voix | Méi no beim Bierger wéi d'Piraten.

Une troisième voix | No beim Bierger.

M. Marc Goergen (Piraten) | Wësst Der ...

M. Sven Clement (Piraten) | Minibar, no bei Dir.

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Et gouf haut schonn ... Mir Piraten sti fir eng gutt national Police an a géint eng kommunal Police, wat just de Retour zum ale System wär, ouni déi aktuell Problemer ze behiewen.

Et goufen haut scho verschidde Problemer ugeschwat. Net alleguer deelen eis politesch Astellung, am Géigendeel: Bei der Police ginn d'Meenungen hei am Haus wuel auserneen. Och wann d'Rieden alt kléngen, wéi wann ee sech op Punkten eens wär, dann hapert et awer an der Ëmsetzung, wou d'Meenungen dann net méi beienee passen.

Ech verstinn och, dass eng gréng Partei eng ganz aner Siicht op d'Police huet wéi eng DP oder CSV. Dofir war ech och iwwerrascht, wéi déi gréng 2018 de Policeminister zougesprach kruten.

Ech wëll och net just en negative Bilan zéien, mee et ass awer e Gefill vu mir an och e Feedback, deen ech oft um Terrain kréien, dass et der Police esou virkënnt, wéi wann déi politesch Réckendeckung grad vum Minister géif feele fir hir Aarbecht am Alldag. An domat mengen ech och déi Aussoen hei an der Chamber – huele mir d'Riede géint eis Police vum ADR zu de Policeasätz ronderëm déi Krawall-Corona-Demonstratiounen.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Et ass net géint d'Police, et ass géint d'Regierung!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir hutt Iech deemools ganz kloer och géint d'Police positionéiert.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Nee. Nee, nee.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Hei, wannechgelift!

M. Marc Goergen (Piraten) | A, Här Kartheiser, lauschtert Är Ried nach eng Kéier no.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

M. Sven Clement (Piraten) | Mir kënne jo gären nach eng Kéier nolauschteren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Oder, wat mir nach am Gedächtnis bliwwen ass, déi onglécklech Ausso vun der CSV, wéi e jonke Beamten Déngscht hat, wéi déi éischt Demonstratioun ausgeaart war an hei op der Tribün dem jonke Beamte seng Erfarung hannerfrot gouf. Ech hoffen, dat war just en Ausrutscher an net esou gemengt. Mee et sinn esou Rieden, Interviews a Momenter, déi och zu Frust féiere bei der Police. Wa si sech bei hirer Aarbecht net dem politesche Support sécher kënne sinn.

Zréck zur Regierung, ugefaange mat éischte grousse Problemer: dem Personalmangel bei der Police. An do kann ech net soen, et war den aktuelle Minister, well dee peekt et un a stellt nei Leit an, mee déi Ministere virdrun. An d'Regierung Bettel ass elo geschwënn zéng Joer am Amt, et ass also net just, fir d'Schold op d'CSV vu virdrun ze drécken, nee, och dës Regierung hätt misse méi fréi ufänke mat méi Personal.

(Interruption)

An de leschten zéng Joer sinn 120.000 Persounen an eist Land bäikomm. D'Bevëlkerung ass ëm ronn 20 % gewuess. Ma wa méi Leit an d'Land kommen an et wëll een d'Liewensqualitéit gläich halen, dann ass et logesch, dass och d'Servicer un d'Infrastruktur mussen ugepasst ginn, dass ee genuch Leit fir d'Sécherheet astellt. Bei der Police ass dat awer net geschitt. Mir hu bei der Police e Personalmangel, géint deen elo rezent vill ze spéit politesch reagéiert ginn ass.

Et muss een an der aktueller Situatioun och higoen an de Problem uschwätze vun der Aufgabeverdeelung. Et existéieren nämlech Aufgaben, déi d'Polizisten um Terrain perfekt kéinten ofginn, fir sech op déi wichteg Aarbecht, fir sech op hir Missioun ze konzentréieren.

Fir d'administrativ Aufgabe muss een op Digitaliséierung setzen. Mir waren de Policefichier kucken, baséiert op meng Ufro deemools. Wat mer do gesinn hu vun informatesche Programmer ... D'Geschwindegkeet war a sech just ee groussaartege Problem. Dorop hunn ech eng Demande gemaach fir eng Kommissioun, an där mir iwwer Problemer diskutéieren. Bis elo, wéi ech vum Terrain héieren, ass awer nach net vill ëmgesat ginn zum Theema IT.

Hautzudaags misst et méiglech sinn, dass all Unitéit e Laptop oder en Tablet huet. Dat, zesumme mat engem Déngschthandy fir Fotoen, misst duergoen, fir esou direkt de Bericht op der Plaz schreiwen ze kënnen.

Och d'Bodycams sinn eng Méiglechkeet, déi dem Polizist, dem Affer an dem Schëllegen a ville Fäll kéinten hëllefen, Fäll méi schnell ze léisen. Mee d'Bodycams sinn och e gutt Beispill, wéi lues de Minister ass. Elo schwätze mir scho ronn véier Joer vun de Bodycams, an haut si se nach ëmmer net ëmgesat.

Nieft dem Material mussen awer och verschidde Prozedure méi schlank gemaach ginn. Ech wéilt dofir eng nei Demande lancéieren, dass de Minister, d'Gewerkschafte vun allen Eebenen an d'Direktioun vun der Police eng Kéier zesummen an eis Chamberskommissioun géife kommen, fir dass mer zesumme kucken, wéi eng Gesetzer misste geännert ginn, wat si u Budget brauchen, fir dës Prozedure méi schlank ze maachen, fir e bessere legale Kader ze schafen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech hoffen, dass de Minister sech dann och mat de Gewerkschafte verdroe wäert, well ech hunn nach ëmmer net vergiess, wéi de Minister hei an enger Aktualitéitsstonn dem President vun der gréisster Gewerkschaft einfach emol esou ënnerstallt huet, eng Positioun anzehuelen, well deen anscheinend op enger CSV-Lëscht wär. Dat ass en ontragbaart Behuele vun engem Minister, deen och net de Courage huet, sech ze entschëllege fir esou eng falsch Ënnerstellung, déi just een d'Zil hat: eng Gewerkschaft ze schwächen.

An anere Länner hätt e Minister misse fir esou eng falsch Attack d'Blat botzen.

(Interruption)

Här President, ech kommen nach zu engem weidere Problem, deen haut och schonn ugeschwat ginn ass, dat sinn d'Karriäre bei der Police. Am Laf vun de leschte Jore si mer vun de Polizisten op vill Ongerechtegkeeten opmierksam gemaach ginn, déi an eisen Ae musse verbessert ginn. Mir Piraten stinn Honnert Prozent hannendrun, dass e Polizist e gudde Loun fir säin Déngscht soll kréien. Eeben: Ouni Police, kee Rechtsstaat.

Dofir ass et awer och wichteg, dass d'Karriäre bei der Police fair opgebaut sinn an transparent a verständlech fir jidderee sinn. An do hapert et. Queesch duerch d'Gehaltstabell gëtt et Ongerechtegkeeten, déi d'Leit net novollzéie kënnen, an dofir misst déi reforméiert ginn.

Dass de Polizist net motivéiert ass, wann e sech ongerecht behandelt fillt, läit op der Hand. Dofir ass et fir eis Piraten kloer, dass een d'Karriäre bei der Police elo muss iwwerschaffen. De Prinzipp muss sinn: déi gläich Pai fir déi gläich Leeschtung, gläich Diplomer a gläich Beruffserfarung. Dorobber muss et erauslafen!

Et muss engem Polizist méiglech sinn, am Laf vu senger Karriär d'Ausbildung ze maachen, an dofir an eng méi héich Karriär ze kommen. Gläichzäiteg mussen d'Anciennetéite vum Polizist bäibehale ginn an engem Wiessel an der Karriär. Dat ass aktuell bei der Voie express leider net de Fall. Sou.

Zu der Ufro vun der ADR fir dës Diskussioun haut. Ech muss jo scho soen, dass déi fir mech iwwerraschend koum. Ech erënnere mech nach gutt drun, wéi onsolidaresch d'ADR mat eiser Police war wärend de Coronademonstratiounen, wéi déi Partei hei am Haus géint d'Police geschwat huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Elo, virun de Walen, dréit Dir Iech erëm, ech schwätzen Iech dat Recht och net of, et ass awer interessant, béid Säiten ze gesi vun Äre Rieden.

Eis Police brauch d'Politick hannert sech. Eis Police brauch nei Gesetzer, neit Material, fir fit ze si fir déi aktuell Erausfuerderungen. Mir Piraten ginn déi Léisungen zesumme mat der Police un. Mir stinn op hirer Säit fir d'Verännerungen an den nächste Joren, fir hire Beruff besser opzestellen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da freet den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert, wéinst Fait personnel.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Ech hunn nach Riedezäit.

M. Fernand Etgen, Président | Dir hutt och nach Riedezäit.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Ech hunn och Riedezäit.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, ech hunn dem Här Goergen nogelauschtert, Här President, an ech muss soen, et ass dach ganz interessant, éischtens emol, datt eng Partei, déi eng Kéier hei gesot huet an enger Debatt, all Waff, déi net an den Hänn vun der Police ass, wär eng Waff ze vill,

sech esou engagéiert am Ableck fir Waffeliwwerungen an d'Ukrain an esou weider an esou virun, an och op anere Plazen näischt géint Waffen huet.

M. Sven Clement (Piraten) | Gitt dach bei Äre Kolleeg, de Wladimir!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Ech mengen, wann eng Partei sech dauernd selwer widdersprécht, dann ass Ären Opportunisteveräin, Här Goergen, da wierklech deen alleréischten, deen ech géif nennen.

Ech wëll awer hei nach eng Kéier intervenéieren, well dat jo och vun Iech elo hei thematiséiert gëtt – ech hunn et haut och selwer eng Kéier thematiséiert –, wat dann d'Positioun vun der ADR war wärend de Coronademonstratiounen. Ech wëll Iech dat soen: Éischtens emol e kloert Bekenntnis zur Demonstratiounsfräiheet. Dat ass dat Alleréischt. Et ass fir eis net an der Rei gewiescht, datt d'Demonstranten op der rouder Bréck hu missen hin an hier goen. Dat ass an eisen Aen net opportun gewiescht. Mir hunn dat deemools kritiséiert, mir kritiséieren dat och haut. Dat ass awer net eng Decisioun vun der Police gewiescht, mee vu politeschen Autoritéiten.

Zweetens, an dat hunn ech haut nach eng Kéier gesot, mir toleréieren net, wann iergendwellech Saache futti gemaach gi vun Demonstranten oder wa se bei Privathaiser vu Politiker ginn. Fir eis inakzeptabel, genausou wéi eng Rebellioun géint d'Police, Uspäizen oder aner Saachen. Ech hunn dat haut nach eng Kéier gesot. Mir hunn dat deemools gesot, mir hunn et haut och gesot.

Wat awer ni an eisen Aen akzeptabel ass, dat ass, datt an Zäite vu politescher Contestatioun vun de Moossname vun der Regierung, wéi dat an der Coronazäit de Fall war, d'Police dann u sech méssbraucht gëtt, fir falsch Regierungspolitick iwwert de Maintien de l'ordre duerchzesetzen. Dat ass weeder de Sënn vum Maintien de l'ordre nach soss eppes. Mee dat huet mat der Police näischt ze dinn als Verwaltung, et ass jo net hir Decisioun gewiescht. D'Police ass en Instrument gewiescht vun enger Regierung, déi der Situatioun net gewuess war, déi op reng Repressioun gesat huet! Haut wësse mer, wéi falsch déi Politick war, wëssenschaftlech, sozial, haut kënnt dat alles eraus, lues a lues.

An déi Kritick, déi mir deemools geüübt hunn, déi war komplett richteg. Et war net néideg, et war net ubruecht, awer Politick. An d'Police, déi hu mir ni kritiséiert! D'Police ass eng Administratioun, déi agesat gëtt vun enger Regierung, an d'Regierung misst se verantwortungsvoll asetzen am Respekt vum Rechtsstaat, am Respekt vun de Grondrechter, vun der Demonstratiounsfräiheet. An et ass net an der Rei, an ech soen dat hei nach eng Kéier ganz kloer, datt Honnerte vu Leit confinéiert ginn op eng Strooss wärend Stonnen, wou se fréieren an emol net däerfen op d'Toilette goen, wou eeler Leit ganz laang net erausgelooss goufen, bis vill méi spéit hir Identitéit kontrolléiert gouf a se dann hunn däerfen eraus. Et ass inakzeptabel!

Hei gëtt et e Gesetz iwwert d'Police administrative. An dat Gesetz iwwert d'Police administrative gëtt eng Rei Dispositiounen, och iwwert de Maintien de l'ordre a wéi bei Demonstratioune virgaange gëtt. Do steet kee Wuert driwwer – kee Wuert! –, datt Honnerte vu Leit kënnen op oppener Strooss stoe gelooss ginn an do musse fréieren, ëmzéngelt.

A wéi gesot, et ass eng politesch Decisioun, keng vun der Police, a mir maachen der Police kee Reproche. Awer politesch ass dat inakzeptabel! Wou gëtt et dat? Wou gëtt et dat, datt Honnerte vu Leit einfach op der Strooss stoe gelooss ginn, ouni d'Méiglechkeet ze hunn, op d'Toilette ze goen, wou et de Leit schlecht ginn ass? An et gouf hinne verweigert, anescht wéi dat duergestallt gëtt, datt se kéinten Hëllef kréien. An dat vun enger Regierung, an där Grénger dra sëtzen, an där Liberaler dra sëtzen. Dat ass absolutt inakzeptabel an enger fräier Gesellschaft, an engem Rechtsstaat!

A firwat? Well gefaart gouf ... ech weess net, wat gefaart gouf, mee déi grouss Majoritéit vun deene Leit war absolutt friddlech. Et waren der e puer derbäi, déi hu sech schlecht beholl, an do muss natierlech dann duerchgegraff ginn.

An dat wëll ech hei nach eng Kéier kloer soen: Et ass vun eiser Säit wärend der ganzer Zäit kee Wuert Kritick un der Police komm. Et ass Kritick gewiescht un der Manéier, wéi eng Regierung, déi eng reng repressiv Politick an der Coronazäit geféiert huet, d'Police agesat huet, fir déi fräi Meenungsäusserung an d'Demonstratiounsfräiheet vun de Leit hei am Land ze ënnerdrécken.

An déi, déi heibanne vu Rechtsstaat schwätzen, vu fräien demokrateschen ...

(Interruption)

... Rechter, vu fräien demokratesche Méiglechkeeten, sech auszedrécken, och wann eng soi-disant sanitär Politick vun der Regierung a Fro gestallt gëtt, déi reng repressiv war, vun där mer haut wëssen, datt se absolutt net ubruecht war, wou mer déi eenzel Aspekter vun där Politick haut mussen hannerfroen, well op internationalem Plang, an Amerika, ... Stéck fir Stéck déi Argumentatioun am Europaparlament zesummefält, muss een dach soen, datt déi Leit net méi wéi Recht haten, sech ze wieren. Dat war esou! Déi hate Recht, sech ze wieren.

A wat hei geschitt ass, wärend där Zäit, dat weist, datt dës Regierung eng Politick gemaach huet, déi se net verstanen huet, déi se awer mat Gewalt duerchsetze wollt. An do hu mir eis dergéint gewiert. An ech sinn haut nach houfreg, datt mer et gemaach hunn. Mir waren déi eenzeg, déi gesot hunn: „Dat do geet net, wann een d'Polizei op déi Manéier asetzt." Mir haten deemools Recht a mir hunn haut Recht, et nach eng Kéier ze soen.

D'DP ..., net d'DP, well déi hunn ech grad gesinn an déi wollt ech kritiséieren, mee an dësem Fall war d'ADR déi eenzeg Partei, déi sech wierklech fir d'Fräiheeten, d'Grondfräiheete vun de Leit an hir Demonstratiounsfräiheet agesat huet.

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

(Interruptions)

Den Här Goergen freet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, Fait personnel, fir op d'mannst dem Här Kartheiser ze äntweren.

Ech mengen, Dir hutt besser, Dir lauschtert Är Interviewen an Är Rieden an alles nach eng Kéier no, wat Der wärend de Coronademonstratiounen hei gesot hutt, well dat war géint d'Policebeamten an et war och net de Minister, deen deen Dag um Terrain war. Et war Är ... Deemools war dat aus elektorale Grënn, wou Der gemengt hutt, Dir kéint do iergendee Blummendëppe gewannen. Haut huet sech erausgestallt, dass Äert Blummendëppe vun der Fënster gefall ass.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech fannen et immens onéierlech, an ech weess, dass Der intellektuell eigentlech jo awer op der Héicht sidd, wann ech soen: „Zu Lëtzebuerg méiglechst mann Waffen am fräien Ëmlaf", wann ech soen: „Mir stinn zu engem strenge Waffegesetz", fir dat ze vergläiche mat der Ukrain, wou all Dag Leit stierwen, wou mir der Ukrain Waffen zur Verfügung stellen, fir sech ze wieren, wou Äre Kolleeg ..., wou Der déi ganzen Zäit hei iwwert de Putin schwätzt als Äre Best Friend, wou Der déi ganzen Zäit probéiert, deen op subtill Aart a Weis hei ze verteidegen, als Gudden duerzestellen, fir dat ze vergläiche mat engem Waffegesetz zu Lëtzebuerg, dat ass intellektuell onéierlech.

An ech hoffen, dass Är Onéierlechkeet dobaussen och esou erkannt gëtt, well Ären Discours, deen Der allkéiers hei opféiert géint d'Ukrain, geet mer esou eppes vun op d'Nerven! Dat si Leit, déi sëtzen awer ganz déif am Leed. An Dir probéiert och do elo, en neit Blummendëppen ze gewannen, wann Der mengt, Dir misst op de Putin setzen. Mee ech kann Iech soen: Dat dote fält genausou vun der Fënster.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da freet den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert pour fait personnel.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Merci, Här President. Also ech wëll, wat den intellektuellen Niveau vum Här Goergen sengen Ausféierungen ugeet, weider kee Kommentar maachen. Ech mengen, dat brauch ech net.

(Interruption par M. Sven Clement)

Ech wëll awer d'Positioun zu de Waffeliwwerungen erklären. Wësst Der, ...

Une voix | Hors sujet!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | ... vun Ufank un hu mir an der ADR gesot, wéi de Konflikt lassgaangen ass, ... well mir hunn deen evaluéiert a mir hu gesot: Déi eenzeg Méiglechkeet sinn direkt Verhandlungen a Waffestëllstand. Well wa mer dat net maachen – an dat hu mer vum éischten Dag u gesot, vum éischten Dag un! –, dann hu mer, éischtens, en immense Verloscht u Mënscheliewen, an dat wëlle mer net, zweetens wëlle mer den Territoire vun der Ukrain sou wäit wéi méiglech preservéieren an drëttens wëlle mer eng Escalade verhënneren. Dat waren déi dräi Argumenter. Déi hu mir hei vum Februar d'lescht Joer u genannt.

Hätte mer dat gemaach, wäre mer op de Wee vun engem direkte Waffestëllstand a Verhandlunge gaangen, wéi et och probéiert gi war vu Russland an der Ukrain, ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir wëllt eng Kapitulatioun vun der Ukrain. Dat ass dat eenzegt, wat Der erreecht.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | ... wéi et probéiert gouf, ier de Boris Johnson et ënnerbrach huet – dat ass gutt genuch dokumentéiert –, da wären Honnertdausende vu Leit net gestuerwen, net verletzt, net verdriwwe ginn.

M. Sven Clement (Piraten) | Vergewaltegungsaffer solle wa méiglech den Täter nach dankbar sinn.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Den Territoire vun der Ukrain wär net, wéi bis elo haut, Stand haut, vläicht ëm 18 % amputéiert ginn, an et weess een net, wéi et virugeet. An drëttens hätte mer net déi ganz Problemer vun Escalade an internationale Spannungen, déi mer haut hunn.

Wann Dir Waffe liwwert, ... Ech ka verstoen, datt et Argumenter gëtt derfir. Ech hale se net fir gutt, well ech gesi jo, wat fir een Desaster, wat fir e Leed do ass,

mee da musst Der awer och soen, datt Der e Konflikt verlängert, bei deem d'Ukrain laangfristeg – a mengen Aen op jidde Fall, a mir wäerten an engem Joer oder zwee Joer driwwer schwätzen – net déi geréngste Chance huet, fir ënnert deene Konditiounen aus deem Konflikt erauszekommen, déi vläicht d'Intentioun waren, fir Waffen ze liwweren.

Et ass en Desaster. Et ass en Desaster!

(Interruption)

An Dir kënnt do eng aner Meenung hunn. Mir wäerten an zwee Joer oder an dräi Joer nach eng Kéier driwwer schwätzen, wa mer de Bilan vun deem Konflikt maachen.

(Interruptions)

Awer ech soen Iech, an ech soen Iech nach eng Kéier, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wéilt net Äre Spigel sinn, well Iech moies an d'Gesiicht ze kucken, deet wéi.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | ... datt deen eenzege vernënftege Wee Friddensverhandlunge sinn, an dat soen net nëmme mir, ...

(Interruptions)

... mee dat soen ëmmer méi Leit, dat seet déi amerikanesch Republikanesch Partei. Ech froe mech, wann d'nächst Joer d'Walen ausginn an et sollt e Republikaner President ginn, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Ären Adrenalin-Vizepresident geet jo bei den Här Trump op Besuch.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | ... wéi Dir dann heibannen argumentéiert, fir déi 180-Grad-Kéier ze huelen, déi Der dann huelt.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, Dir musst esou lues zum Schluss kommen. Dir hat d'Wuert gefrot wéinst Fait personnel, an Dir sidd elo amgaang, Är Theorien erëm eng Kéier ze widderhuelen.

(Interruption par. M. Fernand Kartheiser)

M. Sven Clement (Piraten) | Fake Theorien.

M. Fernand Etgen, Président | An do gesäit awer eist Reglement vir: „Aucun député [...] ne parle plus de deux fois sur la même question." An duerfir huelen ech Iech d'Wuert elo gären ewech. Merci villmools.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Merci, Här President. Merci och, dass mer haut den Owend zur spéider Stonn dann nach iwwert d'Defie vun der Police dierfe schwätzen. An als Minister vun der Tutelle, deen alles gemaach huet déi lescht dräi Joer, fir der Police – well et meng Verantwortung ass – d'Moyenen zur Verfügung ze stellen, Personal zur Verfügung ze stellen an alles méiglech ze maachen, fir d'Sécherheet vun de Bierger hei am Land ze garantéieren ...

Dat war vun Ufank un en Uleies, wéi ech d'Amt virun dräi an engem hallwe Joer konnt iwwerhuelen, an dat bleift och meng Intentioun bis zum Schluss vun dëser Legislatur.

D'Interpellatioun huet eng ganz Rei vu Froen opgeworf iwwer all d'Parteien eraus, gëtt mer awer och d'Geleeënheet, déi Ustrengungen hei ervirzesträichen, déi mer säit der Reform vun 2018 ënnerholl hunn. Eng Reform, mengen ech, déi awer och e Paradigmewiessel innerhalb vun der Police duergestallt huet, well d'Police nei strukturéiert ginn ass an och eng ganz onofhängeg IGP, also Kontrollinstanz, innerhalb vun der Police agefouert ginn ass.

Déi reit sech awer och an an e längere Prozess an ech gräifen dann do och direkt vir, dass mer net sollten zréckgoen an eisen Ustrengungen, déi mer a sech 1999 ugefaangen hunn, wou mer d'Reform gemaach hu vun der Police an der Gendarmerie. A mir soen haut, an d'Police seet dat och richteg: Mir sinn eng Police mat enger Villfalt vu Missiounen a mir sollen – dat gesinn ech jiddefalls esou – net nach eng Kéier zréckgoen an dat nei opstellen.

„Zesumme fir Iech" ass och ee vun hire wichtege Mottoe fir ze soen, dass all déi Ustrengungen, déi d'Police mécht, jo am Déngscht vun dem Bierger dobaussen ass. Well all Gewalttat, all Accident, all Crime, all Delit ass een ze vill an et ass ëmmer ganz deplorabel fir insbesondere d'Victime, déi längerfristeg oder ganz schlëmm Konsequenzen doduerch muss droen.

Dofir erlaabt mer, dass ech d'Gesetz eng Kéier rappeléieren: Den Artikel 2 beschreift dat immens gutt, wat d'Police als Defi ze leeschten huet am Alldag. Éischtens, dass se „veille au respect et contribue à la protection des libertés et des droits individuels". Si sinn déi, déi fir d'Rechtsstaatlechkeet dobausse musse riichtstoen a si hunn eng immens Verantwortung all Dag ëmzesetzen. An et ass dee Respekt, deen ech hinnen déi lescht Joren och gezollt hunn, awer och kennegeléiert hunn iwwer all meng Visitten uechtert d'Land an och an den Diskussiounen, déi ech gefouert hunn.

Den zweeten Abschnitt an deem Artikel 2 rappeléiert nach eng zweet Fuerderung un d'Police, ... net Fuerderung, awer Optrag: „proche de la population", an dat ass vill gesot ginn, déi Preventioun oder déi Presenz um Terrain. An da „conseil et assistance", wat se jo och am Alldag maachen. An da kënnt eppes, wat ganz ausschlaggeebend ass: „preventiv, proaktiv, dissuasiv a repressiv". Dat heescht, si si fir villes verantwortlech. A leider ... An et ass virdru vu Vertraue geschwat gi vun engem Vertrieder hei, dem Här Dan Biancalana, dass d'Police en immens grousst Vertrauen dobausse bei de Biergerinnen a Bierger huet. An dat soll och esou bleiwen, mee se ass awer och net ëmmer fir alles verantwortlech, wat dobaussen an der Gesellschaft vir sech geet. An oft ass et awer d'Police, déi a leschter Instanz da muss untrieden, wann eppes, sief et den Ordre public oder och aner Fäll, dobaussen zu Mëssstëmmung oder zu, jo, Onzefriddenheet féiert. Och ech sinn traureg, dass Leit sech vläicht net trauen, virun d'Dier ze goen, oder dass se vläicht Angschtgefiller hunn, fir kënnen ënnerwee ze sinn. Mee d'Policepresenz eleng ass och net nëmmen hir Aufgab.

An ech kommen herno vläicht, well et awer net esou an de Vierdergrond gestallt ginn ass, op déi international Verflichtungen ze schwätzen, déi eis Police huet an déi ganz grouss sinn. An ech wëll déi och herno da kuerz erwänen.

D'Defie ginn dauernd evaluéiert, innerhalb vun der Police, innerhalb vum Ministère, dertëschent, mat de Polizisten, och mat enger IGP fir ze kucken, dass mer beschtméiglech opgestallt ginn. An d'Kriminalitéit, an dat ass e puermol scho gesot ginn, déi evaluéiert natierlech och. Si hu vill méi schnell Moyenen, wéi mir als Rechtsstaat kënne liwweren, a mir hunn awer och, an ech kommen och zum Schluss eng Kéier vläicht kuerz drop zréck, den Dilemma tëschent der Rechtsstaatlechkeet, dem Schutz vun dem Individuum, dem Dateschutz, awer och de Moyenen, déi mer zur Verfügung stellen, fir dass eng Police hir Aufgaben um Terrain ka rechtméisseg ëmsetzen, ouni natierlech en Abus ze maachen. An dofir kommen ech och nach op dat Gesetz, dat elo ënnerwee ass, ze schwätzen.

Ech wëll dann dräi Punkten uschwätzen, wat mir wichteg war, well esou huet de Koalitiounsvertrag et och virgesinn. Dat ass dat Gesetz vun 2018, dat just gestëmmt gi war, éier d'Wale koumen an eng nei Period ugaangen ass. Dat war d'Uleies – vu mir jiddefalls, wéi ech et iwwerholl hunn –, dat beschtméiglech ëmzesetzen, well mir wëssen, dass esou eng Reform an enger grousser Verwaltung net vun haut op muer ëmsetzbar ass. Dofir war dat emol fir d'éischt ze kucken.

Dann – et ass scho gesot ginn, ech ginn och net zréck kucken, firwat dat esou ass –: Personalmangel ass ee vun de gréissten Defien. De Recrutement war fir mech eng ganz héich Prioritéit, an dofir war ech frou, dass virdrun en Accord fonnt ginn ass vu mengem Virgänger mat de Gewerkschafte fir ze soen, mir bräichten dee Recrutement massif. Awer, dat ëmzesetzen ass en Challenge all Dag erëm, fir dass dat och fonctionéiert. An och d'Moyenen, d'Investitiounen. D'Moderniséierung hu mer probéiert. An dann awer och déi Responsabilité partagée mat de Gemengen, awer och um internationale Plang.

Da vläicht just e Rappell awer, dass am Policegesetz vun 2018 insbesondere d'Police administrative – dat si jo déi uniforméiert Polizisten, déi dobausse méi visibel sinn – e ganz enke Kader gestach kritt huet, an deem se sech och beweegt, an et ass ëmmer eng Abwägung, déi och am Gesetz ëmmer erëm erwäänt gëtt, wat och wichteg ass, well et d'Rechtsstaatlechkeet awer garantéiert: Dat ass den „danger grave, concret et imminent", wéini de Polizist agräift. Natierlech, wann et e Flagrant délit ass, ass e verflicht an en iwwerhëlt och direkt seng Responsabilitéit. An e mécht dat jo och am Alldag ëmmer erëm, mee déi dräi Punkten, deen Trepied an dem Erhale vun der Sécurité publique, ass all Dag en Challenge, ëmmer erëm, fir all Polizist, wann en ënnerwee ass um Terrain.

An et ass virdru vun der haislecher Gewalt geschwat ginn, an an e puer Wochen, mengen ech, ass och nach en Dag, wou driwwer debattéiert gëtt, wou och d'Police matinvolvéiert ass, an dat ass en Challenge, deen ass, dat gëtt oft vergiess ... Si sinn all Dag, en moyenne, bal dräimol ënnerwee an esou Situatiounen a si stinn do virun enger Dier a si wëssen net ëmmer, wat hannendrun ass.

An dee Questionnaire, ech weess et, deen ass ... Ech weess elo net, ob dat engem bewosst ass, awer dat ass interessant, fir dat ze kucken, mee et ass eng Ausenanersetzung, déi immenst Fangerspëtzegefill erfuerdert fir déi Polizisten, déi do déi Interventioun musse maachen, an dat ass 800-, 900-mol am Land. An dovunner gëtt oft net geschwat. An et ass dat, wou och déi meescht, jo, deels och Angscht virdrun hunn, an den Adrenalin, wann een dat däerf esou soen, kann och ganz héich goen. An dofir sinn dee Moment, wa se aschreiden, och d'Fräiheeten, déi do dermat verbonne sinn, ëmmer ganz virsiichteg ze kucken. Jiddefalls hu se d'Ausbildung, an ech kommen dorobber zréck, awer deen Challenge, dee se musse maachen, dee verdéngt nach eng Kéier vu mir ganz héije Respekt.

Jo, alles dat, wat se maachen an dat ass och dat, wat huet misse säit 2018 passéieren tëschent enger onofhängeger Kontrollinstanz, wat d'IGP ugeet, an der Policeaarbecht am Alldag, wat och deels zu Spannunge féiert tëschent deenen zwou Administratiounen, déi onofhängeg an hirem Bestreebe sinn, awer och de Garant musse si par rapport zu der Rechtsstaatlechkeet, déi ech awer ëmmer wëll hei ervirbréngen.

Da loosst mech awer zwee Wierder iwwert de Koalitiounsvertrag soen – dat ass deen Optrag, deen a

sech de Minister a senger Fonctioun da muss ëmsetzen –: Ma wann ech dat kucken, ass dee méi wéi erfëllt, well mir hu vill méi nach ugepaakt, wéi mer hätte sollen. Fir mech geet dat och nach laang net duer an et sinn nach genuch Defiziter do, déi nach ëmgesat musse ginn (veuillez lire: déi nach opgeschafft musse ginn).

Awer dat, wat mer gemaach hunn, ass wierklech dat Gefill, mengen ech, dass mer se net eleng loossen iwwert déi Joren, vläicht vu virdrun, awer dass mer wierklech d'Besoine kucken, déi se hunn, an do méiglechst gutt investéieren.

Dofir nach eng Kéier: Ech erënneren och un d'Debatt vun 2020, wou, jo, d'Bekenntnis awer do war fir déi Reform vun 2018. An eppes, wat ëmmer erëm ervirkomm ass, ass dee Recrutement, dee gefeelt huet. Dofir ass eng vu mengen Haaptprioritéiten – an dat war och déi vun der Police am Allgemengen – dee weidere Recrutement, dee mer do aussergewéinlech lassgekappt hunn.

2018 waren dat, fir eng Zuel ze soen, ech mengen, ëm 2.340, neelt mech net fest op déi genau Zuel, awer dat waren dann dee Moment ëm 2.000 Polizisten a sou ëm 330 Zivilisten. Dat hu mer awer gesteigert elo iwwert déi lescht Joren. Bei der Police si mer elo ëm 2.380 oder esou, dat ka sech nach änneren, awer – wichteg, an ech kommen elo op dee Recrutement –: Dat si keng fäerdeg ausgebilt Polizisten, déi haut schonn um Terrain ënnerwee sinn. Dat ass ëmmer erëm gesot ginn a mengen Debatten hei an der Chamber, an net nëmmen heibannen, mee och dobaussen.

Dat heescht, mir hunn, éischtens, d'Police opgestockt. An zweetens hu mer awer och, an dat ass vu ville Riedner gesot ginn, eng ganz Rei Zivilisten, Zivillpersonal, héich spezialiséiert Leit agestallt, déi a ville Beräicher d'Police kënnen entlaaschten, mee si kënnen awer och net fir all Policeaarbecht genotzt ginn, well dat ass och net néideg an och net sënnvoll. Awer si kënnen eng ganz gutt Aarbecht maachen, insbesondere an der héich spezialiséierter Finanzwelt, an der Hëllef vun der Detektioun vu Crimmen an esou weider an esou fort. Do maache se hiren Job exzellent.

Ech wëll och nach zwee Wierder doriwwer verléieren: Jo, de Ministère, par rapport zu enger ganz grousser Verwaltung, war ënnerbesat, dat muss ech scho soen. Mir si gewuess vu 14 op 26 Mataarbechter haut. Wann ech awer déi Defien, déi mer hunn, déi Gesetzer, déi mer upasse mussen, déi Ausenanersetzung am Alldag kucken, da geet déi Aarbecht nach net duer. Mir brauchen och do héichspezialiséiert Leit, insbesondere als Juristen, fir do nach besser Aarbecht kënnen ze maachen. An och parallell ass d'IGP jo och gewuess vun deemools, 2018: 32 op haut 44 Mataarbechter.

Dann zum Lancement vun deem aussergewéinleche Recrutement. Jo, mir hunn et fäerdegbruecht innerhalb vun dräi Joer elo, a wann den 1. Mee bis hannert eis ass, 600 Recrutten anzestellen. „Recrutten" heescht jo nach net, dass et fäerdeg ausgebilte Poliziste sinn, déi um Terrain kënnen hir Aarbecht ausféieren.

Déi éischt Well gëtt dëst Joer fäerdeg. Déi ware jo am éischte Joer an der Schoul, dat zweet Joer um Terrain a wäerten elo ëm ufanks Mee vereedegt ginn. Mir hoffen, dass mer da bei 90 % vun deenen erauskommen, déi eragaange sinn. Dat heescht jo automatesch, dass mer – an dat ass mäi Wëlle vun Ufank u gewiescht – net 600 einfach elo mol eng Kéier astellen. Nee, et muss effektiv deen Netto erauskommen. Et geet jo drëms, och déi Ofgäng parallell ze berücksichtegen. An dëst Joer wäert eng gréisser Well an d'Pensioun goen, dofir hunn ech och des Éfteren iwwerall, wann ech an de Gemengen ënnerwee war, gesot: Den Effort kënnt erëm wierklech 2024, well da kënnt mat der zweeter Well, déi op den Terrain kënnt, dee richtege Renfort um Terrain. An dee muss weidergefouert ginn. Et ass garantéiert, dass mer genuch Nummeren hunn, seet ee jo, fir weider Recrutte kënnen anzestellen. Dat véiert Joer muss an där selwechter Dimensioun goen.

A wann Der wëllt, eng Work-Life-Balance muss och an der Police erakommen. Wann ee Crèchen oder och aner Elementer nach weider wëllt fërderen, och innerhalb vun der Police, soudass si och an der hallwer Aarbechtszäit kënne schaffen oder Congé parental – a wat net alles vun Errungenschafte fir jiddereen an der Gesellschaft komm ass – kënnen huelen, da brauche mer nach en Astellungskrittär „fënneft" oder „sechst Joer", well mir kënnen net einfach d'Poliziste vun der Strooss rekrutéieren, fir kënnen een ze ersetzen, deen am Congé ass. Nee, déi mussen ausgebilt ginn. Dofir brauche mer och eng Reserv, fir déi Aufgaben ze bewältegen, déi villfälteg sinn.

A wa mer déi och hunn, da kënne mer déi Presenz do maache par rapport zu den Demanden op de Gemengen, fir eeben entgéintzekomme bei der Preventioun.

D'Schoul ass den A und O. Dofir gëtt och evaluéiert, stänneg evaluéiert. Mir haten eng Etüd maache gelooss vun der IGP iwwert den Usage de la force fir ze kucken: Ass dat alles okay? Do gëtt zesumme gekuckt: Wéi kënne mer dat verbesseren? An ech hunn net méi spéit wéi gëschter, mengen ech, déi nächst Etapp vun der Evaluatioun ënnerschriwwen. Dat zweet Joer: Wéi war et? Well iwwert d'Tactique policienne ..., a wéi ass et mat deem Corpsgeescht? Wéi ass dat elo bei der Ëmstellung vun der Schoul als Police selwer? Wéi ass dat, ass dat dee richtege Wee? Ech mengen, dass et de richtege Wee ass. Mee et sinn och do nach eng Rei vun Efforten ze maachen.

An dann: Dat, wat jo mat der Ustellung einhergeet, dat ass déi Karriärsdiskussioun. Jo, ech triede kengem ze no a soen och net: Ech hunn eppes, kann ee soen, geierft an dat war just gestëmmt ginn an dat war en Accord tëschent de politesche Parteien oder den zoustännege Ministèren, Ministeren, awer och der Gewerkschaft, an dat war de Wee, deen ageschloe ginn ass. An deen ass weeder an dem Koalitiounsvertrag a Fro gestallt ginn, nach war et vun iergendengem dee Moment och net gewollt.

Dofir ass et jo eng Logik gewiescht vun deenen zoustännege Ministeren, déi elo d'Fonction publique iwwerholl hunn, fir dat an deem Sënn weiderzeféieren, well dee Recrutement oder Reclassement d'office gëtt et an der ganzer Fonction publique net an dofir ass et jo net eleng de Minister vun der Police, deen dat kann decidéieren. E kann dat och nëmmen an deem Sënn zesumme mam Fonction-publique-Minister, dann och zesummen natierlech mat de Gewerkschafte kucken, fir déi beschtméiglech Léisung do ze fannen, wëssend, dass dat an deem, wat alles elo schonn ënnerwee war, guer net esou einfach war. An dofir hat ech jo vun Ufank u probéiert, de beschtméigleche Wee erauszesichen, fir méiglechst vill Leit vun där C1-Karriär an d'B1 ze kréien. An ech wëll Iech nëmmen d'Zuel soen, well dat war festgehale ginn: Net méi wéi 432 – ëm déi Zuel – sollten an d'B1-Karriär kommen. D'Perspektiv ass esou, dass mer elo awer geschwë bei 1.500 kënne kommen.

Wëssend, dass duerch dat Urteel awer munches a Fro gestallt gëtt, huet et awer net direkt gesot, de Reclassement misst kommen. Et huet einfach gesot, dee Wee, dee mer an der Voie express gewielt hätten, wär net deen, dee richteg ass a wäert sécher sinn. Ech si prett, och déi Diskussiounen ze féieren, mee och do solle mer net virun de Won sprangen. An, jo, dat dauert e bëssen. Mir hunn och verschidden Elementer vun deenen, déi ënnerwee waren, nach eng Kéier analyséiert a gesot, déi hätte jo näischt mat deem Urteel direkt ze dinn. A mir hunn och do eng Léisung fonnt, fir deem gerecht ze ginn. Och dat huet misse gekuckt ginn, fir beschtméiglech no vir ze kommen.

Dann, en nächste Punkt ass d'Investéieren, d'Reforméieren an d'Moderniséieren. Dat sinn Elementer, déi jo och hei genannt ginn an un deenen ech och intensiv geschafft hunn. Investéieren heescht fir d'éischt elo mol Schoul. Jo, d'Schoul, dat war net einfach, déi direkt aus dem Buedem ze stampfen. Dat ass och gelongen, awer et ass bei Wäitem nach net genuch fir mech. Eng Infrastruktur, iwwert déi ech onzefridde sinn, dat ass fir mech de Centre national de tactique policière, deen nach um Verluerekascht ass. Do brauche mer onbedéngt en neie Site. Et sinn nach eng ganz Rei vun Defie bei deenen Infrastrukturen ënnerwee.

Wa mer sou wuessen, brauche mer Kommissariater op de Gemengen. Déi entspriechend Unzuel muss wuessen, well soss hu mer erëm Problemer vu muer geschaaft. An dat mécht mer och vill Suergen, well et net einfach ass. Ech denken u Péiteng, well ech dat virdrun nach gesot kritt hunn, dass mer och do nach ëmmer keng richteg Léisung fonnt hunn, obwuel ech awer händeréngend no Terraine gesicht hunn an eng ganz Rei vu Leit do och ugeschwat hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Och, iwwerhaapt déi Ausbildung, dass ... E Schéissstand hätt ech am léifste gär op deem Site, wou elo d'Police ass – vläicht esou eppes, wéi et och elo schonn existéiert ënnert dem Buedem, wou een déi éischt Übunge kann maachen –, well och déi Proximitéit wichteg ass. An ech hoffen, dass mer an der Enceinte, an der gréisserer Enceinte do awer nach Méiglechkeete fannen, fir deem och gerecht ze ginn.

Dann: reforméieren. Dat sinn all déi Gesetzer, déi mer amgaange sinn, nach ëmzesetzen, woubäi der eng Rei schonn ëmgesat sinn. Ech denken u VISUPOL. Et ass vill geschwat gi vun de Kameraen am ëffentleche Raum. Ech si frou, dass mer dat Gesetz elo hunn. Ech si frou, dass d'Responsabilitéiten esou opgedeelt sinn. Ech si frou, dass dat eng onofhängeg Kommissioun ka jugéieren. An dann ass et awer och un de lokale Gemengen, déi dat solle kucken, fir ... Wou ass et sënnvoll? A fir mech ass dat ok.

Et muss een awer och soen, dass et op der Gare scho laang Kamerae gëtt. A wann ech dann héieren, d'Kriminalitéit hätt esou zougeholl op der Gare, maja, da soen ech: „Jo, an d'Kamera?" Jo, et kann hëllefe bei der Opklärung, ganz kloer. Et wierkt dissuasiv op verschidde Plazen – an dann nach! Ech denken awer, dass et do – an dat seet jo d'Gesetz –, wou eng Usammlung vu ville Leit ass – ech soen elo Hamilius –, duerchaus Sënn mécht. An ech si frou, wa mer dann och do kënnen dat ëmsetzen. Dat ass eng Demande, déi scho laang do steet an do hu mer awer och geliwwert mat deenen néidegen Informatiounen.

Et muss een awer och soen, dass dat ganz vill Geld a Moyene kascht. Geld, Geld, jo, et ass nach net ganz ... Ech weess, ganz vill Geld – ganz vill Geld! –, a mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Police dat net eleng kann droen. An dofir och d'Demande un d'Gemengen: Wann Der dat maacht, iwwerleet Iech et.

Fichier: Ech si frou, Här Roth – wann ech mer erlaben däerf, do just op Iech ze kucken –, dass mer esou wäit komm sinn. Ech si frou, dass mer déi Debatten haten, och mat der Justizkommissioun. An ech hoffen, dass mer deen Equiliber fannen tëschent all deenen Ufuerderungen, déi komm sinn. Sécherlech hätt een do kënnen nach éischter ufänken, awer ech si frou,

dass mer esou wäit komm sinn. An ech hoffen, dass mer och deen Equiliber do fonnt hunn, fir dass dat Gesetz nach bis zum Schluss vun der Legislatioun ka gestëmmt ginn – d'Police waart nämlech dorop, fir och effektiv Aarbecht kënnen ze maachen.

D'Garantie d'accès, dat ass jo wierklech ..., wann een dat héiert, do ass et kengem recht ze maachen. A wann ech awer elo drun denken, dass ech awer elo frou sinn, dass mer endlech net méi iwwert d'Leit, mee mat de Leit schwätzen, dass mer déi Enquête gemaach hunn: Wien ass da betraff? Et sinn 189 ënnerschiddlech Leit, déi do sinn, déi kann een net mat engem Moyen policier d'office léisen.

Jo, d'Police kann e Moyen sinn, awer net eleng. Do gëtt et psychologesch, do gëtt et eng Onmass vun ënnerschiddlechen Erausfuerderungen. An ech sinn awer op, fir ëmmer doriwwer ze diskutéieren, awer d'Limitte vum Rechtsstaat si mir gradesou kloer. A mir bréngen natierlech de Polizist an deels onméiglech Situatiounen.

Jo, d'Gesetz iwwert de Rassemblement, nenne mer et, wat d'Manifestatiounsgesetz ubelaangt. Mir sinn amgaangen, dat auszeschaffen, well d'Verfassung seet eis, et wär Matière réservée à la loi. Mir mussen do liwweren. Mir hunn och consultéiert riets a lénks. Ech denken, dass mer an nächster Zäit och kënnen dee Projet deposéieren, respektiv proposéieren, fir dass mer awer och do e bessere Rechtsramen hunn.

An ech denken och nach un e weidert Gesetz: d'Honorabilitéit. Dat war nämlech och vun der Fraktioun vun der CSV gefrot ginn. Wéi wäit si mer do? Do hu mer och nach d'Gewerkschafte consultéiert mat pertinente Remarken, déi och wäerten afléissen an dat Gesetz, esou dass mer, mengen ech, och do en Equiliber fonnt hunn tëschent deem, wat mer brauchen als Police, als Leit, déi fir d'Police schaffen, an awer och ze kucken, dass an der Praxis déi richteg Leit och fonnt ginn, fir dat kënnen auszeüben am Alldag.

D'Digitalisatioun: Et ass, mengen ech, vill iwwert déi Moyene vum Här Lamberty geschwat ginn. 37 Milliounen hu mer investéiert. Dat ass alles am Anmarsch, soen ech: Digitalisatioun, Tabletten, Handyen. Do gëtt et vill Diskussiounen, och innerhalb ... Dat ass net ... Ech ka mech net do amëschen. Dat ass wierklech och, wat eng Camionnette ubelaangt oder e Printer. Dat muss d'Verwaltung ... Mir stellen hinnen déi néideg Moyenen zur Verfügung, de Budget pluriannuel – a wann der dee kuckt, deen ass extreem an d'Luucht gaangen –, fir dass se dat kënnen ëmsetzen. An dofir ass de Projet POLIS, deen a sech d'Fichieren herno, deen déi Digitaliséierung draus mécht, wou iwwregens dann och d'Statistik hoffentlech besser gëtt ... Et ass net um Minister, Jo oder Nee ze soen. Déi Statistik muss besser ginn, déi muss verschafft kënne ginn, déi muss méi séier sinn. An dofir ass dee POLIS-Projet ganz wichteg.

An da gëtt déi Fro, déi komm ass, och mam POLIS geléist, nämlech déi Remise/Reprise, déi a sech am Fachjargon dann anescht heescht: Formalisme décomposé, deen de Moment op der Gare gemaach gëtt. Éischtens emol, fir Iwwerstonnen ze generéieren, awer och vläicht d'Méiglechkeet ze kréien, méi Presenz um Terrain ze kréien.

De Projet leeft. Am Ufank mat méi Schwieregkeeten. Natierlech muss dat mat der Justiz gekläert ginn, dass dat och geet, well wann op eemol zwee Beamten oder dräi Beamten dru schaffen, da muss natierlech herno och kloer sinn: Wie mécht wat a wéi gëtt da weidergeschafft?

Dee Formalisme décomposé wäert am POLIS generaliséiert ginn, wann dee bis steet, fir d'ganzt Land, well dat ass och schonn am Ausland de Fall, am noen Ausland ronderëm, wou dat gemaach gëtt. An dofir ass dat e ganz wichtegt Element, fir méi effikass kënnen ze ginn. A wa mer dat fäerdegbréngen, wat gefrot ginn ass, déi Digitaliséierung bis un d'Enn vun der Chaîne fäerdegzebréngen, oder, besser gesot, den Ufank vun der Chaîne, well et ass dee Moment, wou d'Police ënnerwee ass, fir deen neie Moyen esou gutt wéi méiglech anzesetzen, fir dass dat och kann ëmgesat ginn ... Dofir ginn zwee Kommissariater op der Gare nach mat deem Prinzipp elo ausgewäit, soudass déi dräi Kommissariater op der Gare mat deem Prinzipp elo schaffen, fir och déi Presenz kënnen ze maachen, awer och, fir Erfarungswäerter nach besser kënnen ze maachen.

Da kommen ech zum leschte Punkt, dat ass déi Responsabilité partagée. Wann ech virdru gesot hunn: Wann ech d'Gesetz kucken, wat d'Police alles muss ëmsetzen, d'Policebeamten um Terrain, dann ass et eng – wéi soe se? – „eierlegende Wollmilchsau", si mussen alles fäerdegbréngen! Mir brauchen awer d'Hëllef vun de Gemengen, an dofir sinn ech vill ënnerwee mat de Gemengen, dat ass e puermol gesot ginn. Wat nach vill méi kéint ausgewäit ginn, dat ass dee sougenannte „Comité de prévention".

D'Proximitéit ass wichteg: Do si Buergermeeschteren, déi vill Responsabilitéit do iwwerhuelen an ëfters dat uschwätzen an ëfters déi Diskussioune féiere mat all den Intervenanten, wou net nëmmen d'Police present ass, mee och aner Acteure solle bäikommen. Iwwregens hunn ech jo e Gesetzesdepôt gemaach, fir d'Agent-municipallen elo direkt matzeassociéieren, fir dass se um Dësch sinn dee Moment, fir déi Koordinatioun besser kënnen ze maachen. Et ass nëmmen iwwert dee Wee, wou mer et fäerdegbréngen!

De Plan local de sécurité war jo awer scho virun zwanzeg Joer en Theema. Et soll keng Dokteraarbecht sinn, e soll ... Punktuell Verbesserunge sinn do, wou se verlaangt gi vun de Biergerinnen a Bierger, an et ass do, wou mer agéieren, am Déngscht vun alleguerten deenen Erausfuerderungen, déi kommen.

E puer Wuert zum internationalen Niveau, well do si ganz, ganz, ganz vill Ufroen un eis, u Lëtzebuerg, wou mer och musse liwweren. Ech war viru sechs Woche bei Europol, ganz wichteg, mir hunn do och eis Verstäerkung vun engem Beamten op dräi Beamte kënnen zousoen. Déi sinn och schonn do, déi maachen exzellent Aarbecht. Si maachen exzellent Aarbecht fir eis, well mir déi net alleguerte kënne maachen, och wat déi ganz Cyberkriminalitéit ubelaangt.

Ech brauch net d'GAFI ze ernimmen, dat ass och eng Aufgab erëm vun der Police. Erëm musse se do liwweren. D'Poursuite transfrontalière, dat geet nëmmen zesummen, well mir si fir oppe Grenzen – an dat gëtt ëmmer gesot, ech sinn den Donneschdeg nach zu Bréissel um JAI, um Conseil vun de Justizministeren a vun den Inneministeren, wou et ëmmer erëm ëm d'Interoperabilitéit geet tëschent de Policen. Wa mer wëllen oppe Grenze garantéieren, da musse mer natierlech déi Zesummenaarbecht zwëschent de Policë verstäerken, insbesondere am Crime organisé, och an der Drogepolitick, wou mer awer ganz vill Erfolleger an der leschter Zäit haten.

All déi Digitaliséierungsméiglechkeeten, déi mer kréien, ech wëll mech net do auswäiten, awer do musse mer nach méi eis ënnerhalen driwwer: Wat ass déi artificiel Intelligenz? Wéi wäit kënne mer se notzen? Wéi eng Moyene gëtt et do? Dir wësst, d'Urteeler an Däitschland hunn ..., Hessen an Hamburg hu se awer ausgebremst, mir mussen eis domadder auseinanersetzen, well déi Kriminell si scho laang domadder ënnerwee. An dofir musse mer der Police awer och déi Moyene ginn an deem Rechtskader, dee mer hinne ginn. D'Traçabilitéit ass wichteg, d'Vertrauen an déi Leit, déi et maachen, an dann, mengen ech, ass eng Ouverture do, fir dass mer der Police déi néideg Moyene kënnen ze ginn, insbesondere do, wou mer iwwer Kannermëssbrauch schwätzen an aner Beräicher, wou et immens wichteg ass, dass mer do déi Sécherheet hunn, dass mer dat Vertrauen awer och an déi Police kënne stiechen oder setzen, fir ze soen, dass se hir Aarbecht optimal kënnen ëmsetzen.

Vläicht zum Schluss nach eng Rei Verbesserungen, déi awer kommen: Dat sinn déi Gesetzer, déi no der Pandemie, no deenen Ausernanersetzungen ... An ech muss awer do nach eng Kéier der Police insbesondere esou en héije Respekt ausdrécken: Zwielef Wochen hannereneen hu se missen ..., an do ware mer vill an der Diskussioun mat villen, fir d'Sécherheet vum Eenzelnen ze garantéieren. Et war net akzeptabel, dass e Chrëschtmaart huet missen iwwerfall ginn a Kanner an Onsécherheet komm sinn! Et war irresponsabel an et kann ee wierklech net der Politick da soen, den Ordre public wär eis egal!

Nee, d'Police huet hir Moyenen a si ass den operativen ... Mir hunn hinne gesot: „Jo, mir kënnen dat net nokucken, mir kënnen net all Samschdeg Chaos verdreiwen, mir kënnen net all Samschdeg d'Leit, déi an d'Stad komm sinn, veronsécheren." An dofir, ass dat dee Kader, dee jo virgesinn ass mat deem Reglement vun der Stad Lëtzebuerg, deen déi Moyene gëtt. An dofir war dat och esou festgehalen, fir dat ...

(Interruption par la présidence)

... kënnen esou ëmzesetzen.

Ech si frou, dass, wa mer dat Rassemblementsgesetz kënnen deposéieren, et dann och déi Gerechtegkeet zwëschent der Fräiheet vun deem Eenzelnen ... An dat ass ëmmer dat, wou d'Police oder wou ech ëmmer gekuckt hunn: Meng Fräiheet kann nëmme bis dohi goen, wou ech deem anere seng Fräiheet net agrenzen!

Zum Schluss wëll ech Iech Merci soe fir déi laang Debatt. Et ass e bësse spéit ginn, ech sinn awer frou fir déi Ausenanersetzung hei. Et mierkt een, dass et net einfach ass, dass Kompromisser musse gesicht ginn tëschent dem Equiliber vu Policeaarbecht engersäits, well et ass den Ordre public, si hunn ..., mat der Verfassung sinn et déi Eenzeg, ...

(Éternuement)

... si hunn, ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Bleift sëtzen, wannechgelift!

(Brouhaha et hilarité)

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Gesondheet!

Ech mengen, dat wäer d'Zeeschen, dass ech awer dann ophalen. Ech soe Merci. Ech wëll zum Schluss nach eng Kéier Merci soen, mee ech wëll virun allem awer och der Police um Terrain Merci soe fir hiert Engagement.

Jo, mir kënnen net alles direkt liwweren, mir schaffen ...

(Interruption par la présidence)

... awer all Dag un hire Moyenen, un hire Leit an un dem néidege Vertrauen an déi wichtegst Institutioun an eisem Rechtsstaat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir d'bannenzeg Sécherheet.

Motions

Mir kommen elo nach zur Ofstëmmung vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt dozou nach een d'Wuert ergräifen?

Plusieurs voix | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech mengen, d'Héiflechkeet gebitt et awer, dass ech Stellung derzou huelen.

Also, et ass e Fait, fir déi Assistance unzefroen, dat ass effektiv e bësselche schwéierfälleg, mee et ass awer och e Fait, dass een dat elo net kann isoléiert gesinn, well do hänkt am Fong geholl och déi ganz Fonction publique drun. An dofir géif ech proposéieren, dass mer dat à ce stade esou net kënnen ofstëmmen, well mer do, wéi gesot, déi Fro e bësselchen an engem méi grousse Kader dee Moment mussen ofklären.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Den Här Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. A wat d'ADR do an där Motioun fuerdert, déi lescht Partie vum Saz, ass juristesch net richteg, well et ass am Code de procédure pénale anescht gereegelt. Dat heescht, dee Bout de phrase an datt hien net gehéiert gëtt, bis datt säin Affekot physesch present ass, dat ass am Code de procédure pénale gereegelt. Do kann ee gehéiert ginn, déi éischte Kéier, ouni datt den Affekot do ass. Wann dee Saz gestrach ass, kënne mir d'Motioun matdroen. Wann net, ass se juristesch falsch.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also mir si prinzipiell och domat averstanen. Wann ech mech richteg erënneren, hate mer och an der Fonction publique – an der Kommissioun – schonn eng Kéier driwwer geschwat, bezéiungsweis et war den Här Hansen, deen och schonn Undeitunge gemaach hat, dass do eng Verbesserung awer sollt kommen, wa Polizisten an där Situatioun sinn.

Ech hat just virdrun der Madamm Empain hir Iwwerleeung net richteg verstanen. Dir hat an Ärer Ried eng Iwwerleeung gemaach, dass ee vläicht net den Affekot ..., dass et do verschidden ... Et war e bësse konfus, dofir hat ech dat net richteg verstanen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Mee dat hat awer näischt domadder ze dinn!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir Piraten sinn der Meenung, dass an deem Fall, wou e Polizist seng Schosswaff betätegt huet, dass hie soll den Affekot gestallt kréien. Natierlech huet den Här Gloden Recht mat senger Äusserung, a wann dat nach géif verbessert ginn, da stëmme mir et mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. D'Wuert geet zréck un den Auteur, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo. Här President, ech wollt just elo mol nach net Stellung huelen, mee d'Madamm Empain froen: Si seet, mir kënnen elo net doriwwer ofstëmmen. Heescht dat, et soll an eng Kommissioun verwise ginn? Wat heescht dat, wat d'Madamm Empain gesot huet?

Merci.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat heescht, wann ech mech méi kloer ausdrécken: Ech géif proposéieren, se net ze stëmmen.

Une voix | Dergéint ze stëmmen?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dergéint ze stëmmen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un.

M. Sven Clement (Piraten) | Mee gëtt se geännert, oder ...?

M. Marc Goergen (Piraten) | Gëtt se geännert oder net?

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, Président | Neen, en hat näischt dovu gesot, e géif de Saz sträichen.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Et war just eng Fro un d'Madamm Empain!

M. Fernand Etgen, Président | Jo, mee Dir hat do awer ... Jo, Dir hat d'Wuert an Dir hutt net geäntwert op dem Här Gloden seng Propositioun, duerfir denken ech, datt dat net zur Debatt steet!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Dir kënnt awer net elo dräimol frësch ufänken! Dir hat d'Wuert, Här Kartheiser, Dir hutt net dozou Stellung bezunn!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | O!

M. Fernand Etgen, Président | An dat stoung zur Diskussioun a mir sinn amgaangen ofzestëmmen!

(Brouhaha)

Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 1 ass bei 6 Jo-Stëmme géint 53 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Jessie Thill), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Do geet et am Fong geholl ëm de Printerkonzept. Wie wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech mengen, hei hat, wann ech mech elo net ieren, de Minister effektiv och scho Stellung derzou geholl, mee eis Iwwerleeung war am Fong geholl genau déi selwecht: Mir fänken awer elo net un, Motiounen ze stëmmen, fir der Regierung ze soen, se soll e Printerkonzept an iergendenger Administratioun ëmsetzen! Also, ech géif do awer derfir plädéieren, dass mer do eng gewësse Responsabilitéit bei den Administratioune loossen, soufern se de Budget hunn, dee se kritt hunn, an deementspriechend och proposéieren, dass mer déi heiten ofleenen.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 6 Jo-Stëmmen, 30 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Jessie Thill), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, wou et drëms geet, datt eng Camionnette systematesch als Dotation de base zu de Kommissariater gehéiert. D'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, hei hunn ech mer emol fir d'éischt missen e puer Informatiounen anhuelen. An do hunn ech mer awer och soe gelooss, dass weider Camionnetten am pluriannuelle Budget effektiv virgesi sinn, an dass déi och dohinner verdeelt ginn, wou e reelle Besoin ass, an dass et och dann an enger responsabeler Gestioun vum Budget esou gemaach gëtt. Et kann eeben net all Kommissariat alles aus all Fuerpark hunn, mee et gëtt do konkreet gekuckt, wie wéi eng Besoinen huet a jidderee kritt dat dann dee Moment zur Verfügung gestallt.

Mee dës Motioun an där heiter Form kënne mer net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Da kéime mer och elo zum Vott vun der Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass mat 4 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4, wou et drëm geet, datt d'Policebeamte systematesch mat engem Laptop sollen ekipéiert ginn.

Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Hei si mer bei genau där selwechter Iwwerleeung wéi och virdru mat de Printeren. A wann ech mech net ieren oder wann ech dat elo richteg erkläert kritt hunn, dann ass et och esou, dass do effektiv och eng Soumissioun erausgaangen ass, mee, wéi gesot, dat si praktesch Informatiounen aus der Policeadministratioun. Voilà, et ass elo net un der Regierung fir ze soen, wien e Laptop kritt a wien net, gell?

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Goergen freet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat a menger Ried jo ugedeit, dass se dat sollte kréien. Dir sot, et ass elo Mikromanagement. Ech sinn zwar bal iwwerzeegt, wann deen éischte Laptop oder iPad kënnt, dass de Minister eng Pressekonferenz mécht, fir genau deen ze presentéieren.

(Hilarité)

Also ass et schonn … Dir verstitt mech!

(Interruption par M. Henri Kox)

Ech wollt just den Här Kartheiser froen – mir kënne se matstëmmen –, ob Der géift ännere vu „Laptop" op „IT-Material". Mir wësse jo net, ob dat en Tablet oder soss iergendeppes ka sinn.

(Interruption par M. Henri Kox)

Jo, Här Kox, Dir hutt déi 37 Milliounen dran, ech héieren awer all Dag vun de Beamten, dass näischt um Terrain ass. Dat ass wéi Är Bodycams: Vun do un, dass Dir Minister sidd, schwätzt Dir vu Bodycams – si sinn nach ëmmer net do!

(Interruption)

Voilà. A jo, Dir kënnt hei nicken, et sinn awer d'Beamten, déi all Dag um Terrain musse schaffen!

M. Fernand Etgen, Président | Här Goergen, bleift bei dem Text vun der Motioun!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hu mech missen iwwert de Minister opreegen!

M. Fernand Etgen, Président | An ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, Här President. Ech wëll vläicht just zwee Wierder soen. Dat eent ass, wa mer iwwert d'Éducation nationale schwätzen, dann ass et …, natierlech gëtt hei iwwer all Laptop an den Typ vu Laptop an esou weider am Detail diskutéiert an der Chamber, dat heescht, do ass et da méiglech, der Regierung ze soen, wéi een Typ vu Material!

An ech wëll dem Här Goergen säi Punkt opgräifen: Mir kënne gär „IT-Material" do schreiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da kënne mer elo iwwert déi liicht ofgeännert Motioun Nummer 4 ofstëmmen.

Vote sur la motion 4 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 4 ass bei 8 Jo-Stëmmen, 30 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler).

Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5, dat ass déi, wou et ëm de Qualitéitsverloscht geet. D'Madamm Empain, wannechgelift.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Also, den alleréischte gréissere Problem, deen ech mat dëser Motioun hunn, ass eeben, dass do steet, dass all déi opgezielten Elementer verdäitlechen, dass zënter der Reform vun 2018 e grousse Qualitéitsverloscht bei der Ausbildung festzestellen ass. Ech géif dat elo mol net esou ënnerschreiwe kënnen.

Ech wollt awer och soen – an dat ass jo och ugekënnegt ginn –: Eng Evaluatioun ass virgesinn. An dann ass natierlech och virgesinn, do nozebesseren, wou et eventuell néideg ass. Mee mir sollten där Evaluatioun awer elo net scho virgräifen. An deem Sënn géif ech menger Fraktioun och uroden, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 5 ass bei 4 Jo-Stëmmen, 53 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen (par Mme Jessie Thill), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6, wou et ëm d'Friemepolice geet, fir déi bei hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen. D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci. Den Här Roth seet Nee. Vläicht wëll en och nach eppes derzou soen? Mee ech kann dat awer gäre maachen.

M. Gilles Roth (CSV) | … dat ass eng Instruction de vote bei eis!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A jo, ok!

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass verfassungswidreg, Här Roth!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir sidd elo Porteparole vun néng Zéngtel vun der Chamber!

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, d'Madamm Empain huet d'Wuert!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President.

Also, bei néng Motioune muss ech d'Wuert „superfétatoire" awer op mannst eng Kéier benotzen, vun dohier, dat wär e gudde Moment!

Also, d'Friemepolice gëtt an den nächste Wochen och effektiv nei strukturéiert, a souwäit ech informéiert sinn, gouf et hei genau op deem dote Punkt och schonn en Austausch mam Ausseministère, fir iwwert déi Prozeduren ze schwätzen. An deementspriechend géif ech dann och proposéieren, dass mer dës Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 6 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 55 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 7

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7, fir eng Léisung auszeschaffen, déi d'Prise en charge vun de Kanner vun de Policebeamte garantéiert. D'Madamm Empain, wannechgelift.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Also, dat ass eng Demande, déi eis natierlech ganz sympathesch ass. Dat ass och eng Demande, déi säitens vu sämtleche Gewerkschaften un eis erugedroe ginn ass. Par contre, wa mer elo soen, dass de Ministère muss d'Léisung ausschaffe fir d'Prise en charge vun de Kanner vun de Policebeamten, ech sinn och do der Meenung, dass dat och um Niveau vum Mikromanagement ass, deen net um Niveau vun engem Ministère läit. D'Police-Administratioun huet och d'Moyenen a kann ufroen iwwert de Budget pluriannuel, fir dat doten ze maachen. Wann dat eng Demande ass vun de Polizisten a Polizistinnen, wat ech absolutt kann novollzéien, an et schéngt och eng Demande ze sinn, da läit dat och um Niveau vun der Administratioun, fir dat ze maachen, an net um Niveau vum Ministère, fir do e Konzept auszeschaffen.

Dofir géif ech och proposéieren, dës Motioun net unzehuelen, ouni awer dann ze soen, dass de Besoin net do ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da kritt den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech gesinn dee Besoin – an dee Besoin gouf och vun de Gewerkschaften an an den Entrevuen e puermol geäussert.

Ech verstinn d'Approche vun der Regierung, ech wäert mer se awer och gutt verhalen, wann an Zukunft Motioune kommen, déi an esou Richtungen eppes froen, an Der do da sot, dat wär ze vill am Detail, fir engem Minister eppes virzeginn, da wäert Der déi jo warscheinlech och net matstëmmen. Also, mir wäerte matstëmmen, dass d'Polizisten Accès zu enger Crèche kréien.

Ech verstinn, dass déi gréng Problemer hu mat Motioune ronderëm d'Crèche: Dir hat Iech eng Kéier d'Fanger verbrannt mat enger Motioun fir eng Crèche an der Chamber, soudass Der déi heiten dofir net matstëmmt!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 7.

Vote sur la motion 7

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 7 ass bei 8 Jo-Stëmme géint 51 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen (par Mme Jessie Thill), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 8

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8, wou et drëm geet, d'Policebeamten, déi virun 2018 mat engem Diplôme de fin d'études secondaires agestallt goufen, systematesch an d'B-Karriären ze reklasséieren. D'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci. Bon, dat ass jo ee vun de Punkte gewiescht, deen haut an all Contributioun och ugeschwat ginn ass. Hei bleiwe mer bei der Ausso, dass et elo drëm geet, d'Geriichtsurteel ofzewaarden, dat misst och elo all Moment kommen, da gesi mer do kloer an da musse mer deementspriechend reagéieren. Mee mir wäerten net elo reagéieren, ouni dat Geriichtsurteel ze kennen. Vun dohier géif ech och hei proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Den Här Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | Mir als CSV hunn dat do säit Jore gefrot. An duerfir soen ech menger Fraktioun, datt se soll mat Jo ...

Une voix | Mir héieren näischt! Mir héieren näischt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | De Mikro ass net à la hauteur. Jo, dat ass ...

(Interruptions)

Une voix | Dir sidd ze vill grouss!

Une autre voix | En ass ze grouss!

M. Léon Gloden (CSV) | De Mikro ass ze kleng!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Wann et e bësse méi roueg heibanne wier, da géif jiddereen alles verstoen, souguer ouni Mikro!

Da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 8 kommen.

Vote sur la motion 8

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 8 ass mat 27 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie

Empain, Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 9

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9, wou et drëm geet, d'Primme vun de Policebeamten, déi deene selwechte Contrainten a Risken ënnerleien, unzegläichen. D'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci nach eemol, Här President. Ech wollt just umierken, dass déi Fro sech jo dann och herno bei der Arméi am Fong geholl stellt. Ech hu mer awer och soe gelooss, dass d'Cour constitutionnelle hei mat enger Fro saiséiert ginn ass an dass mer och hei den Avis vun der Cour constitutionnelle ofwaarden, ier mer dann deementspriechend dorobber reagéieren.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Oberweis freet nach d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech hunn d'Wuert elo net virdrun ergraff, well mer meeschtens och, voilà, averstane waren oder näischt dozou ze soen haten. Ech wéilt just kuerz begrënnen: Mir wäerten hei net matstëmmen an déi virdrun hu mer och net matgestëmmt, net, well mer mam Inhalt net averstane sinn, mee well mer och wëllen den Arrêt ofwaarden.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da kéime mer zum Vott vun der Motioun Nummer 9.

Vote sur la motion 9

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 9 ass bei 27 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen (par Mme Jessie Thill), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 10

Da kéime mer zur Motioun Nummer 10, déi vun der Madamm Nathalie Oberweis deposéiert ginn ass. D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech wollt, pour changer un peu, ...

Une voix | A!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... der Madamm Oberweis dann och Merci soen, eigentlech och dem Här Kartheiser trotzdeem och Merci soen, fir den Depot vu senge ville Motiounen. Et deet eis leed, dass mer deenen net konnten nokommen.

Déi Motioun vun déi Lénk ass awer ganz sympathesch, fanne mer och wichteg. Dir frot jo am Fong geholl och, dass elo mol fir d'éischt gekuckt gëtt, ob de Questionnaire bei eis uwendbar wier. Mir fannen dat eng ganz, ganz räsonabel, sympathesch a sënnvoll Propositioun a géifen dofir proposéieren, déi Motioun matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da kritt den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Nathalie Oberweis, well ech hunn haut eppes bäigeléiert: Ech wosst net, dass et esou e Formulaire géif ginn, an dee géif awer de Beamten a Beamtinnen um Terrain immens vill bréngen. Dofir wäerte mir och déi Motioun matstëmmen an hoffen, dass dee Formulaire dann och zäitno, ob dat elo textuell genau d'selwecht ass ..., mee zäitno an där Richtung wäert ëmgesat ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da freet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, dann och der Madamm Oberweis Merci. Also esou e Questionnaire ka jo säi Sënn hunn, mee mir denken, datt all Victimme vun der Violence conjugale musse mat esou engem Questionnaire kënnen do berücksichtegt ginn. Dat heiten ass: „Ce questionnaire est destiné aux femmes victimes de violence conjugale". Mir wären do fir eng neutral Formuléierung: „Ce questionnaire est destiné aux victimes de violence conjugale", ob dat elo e Mann ass oder eng Fra oder e Kand oder wéi och ëmmer. An dëser Form wäerte mer eis dann enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | An engem vun de Considerante steet jo: „considérant la vulnérabilité de la victime de violences conjugales", an ech mengen, et ass e Phenomeen, mat deem mer leider hei och zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn. An dofir recommandéieren ech menger Fraktioun, dës Motioun matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 10 kommen.

Vote sur la motion 10

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

(Plusieurs députés se lèvent.)

Nach ee Moment, mir hunn nach zwee kleng Punkten!

D'Motioun Nummer 10 ass mat 54 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm an 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Max Hengel (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

A voté non : M. Fred Keup.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

12. Ordre du jour (suite)

Et gëtt op Ufro vun der Aussekommissioun proposéiert, d'Motioun vum Här Sven Clement iwwert d'Verbrieche vum iranesche Regimm muer nom Projet de loi 7954 op den Ordre du jour ze setzen. Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

13. Institution d'une commission spéciale

Nom Artikel 21 vun eisem Reglement gëtt proposéiert, eng nei Spezialkommissioun „Tripartitt" an d'Liewen ze ruffen. D'Missioun vun dëser Spezialkommissioun soll sinn, d'Projet-de-loien, déi d'Accorden ëmsetzen aus den Tripartitt-Verhandlunge vum 3. Mäerz a vun eventuell zukünftegen Tripartitt-Verhandlungen, ze begleeden an dat bis zur Adoptioun vun deene verschiddene Rapporten. Domat wär déi viregt Spezialkommissioun ersat, an déi nei Spezialkommissioun iwwerhëlt dann och déi iwwregbleiwend Projet-de-loien, déi d'Accorde vun den Tripartitt-Verhandlunge vum September ëmsetzen.

Wat d'Zesummesetzung vun der Spezialkommissioun ugeet, sou gëtt proposéiert, datt déi déi selwecht soll si wéi bei där viregter Tripartitt-Spezialkommissioun. Dat heescht: fir d'CSV d'Madamm Martine Hansen, den Här Laurent Mosar, den Här Gilles Roth, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler; fir d'DP den Här Guy Arendt, den Här André Bauler an den Här Gilles Baum; fir d'LSAP den Här Yves Cruchten, den Här Mars Di Bartolomeo an den Här Dan Kersch; fir déi gréng den Här François Benoy an d'Madamm Josée Lorsché; fir d'ADR den Här Fernand Kartheiser; a fir d'Piraten den Här Sven Clement.

Ass d'Chamber mat der Schafung vun dëser Spezialkommissioun souwéi mat hirer Zesummestellung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

Hei, d'Myriam wëllt nach eppes soen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo.

Une voix | Sch!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech wëll nach eppes soen: Ech si jo op der Numéro une fir e Gest, deen ech hei an der Chamber gemaach hunn, woufir ech mech entschëllegen, obwuel dee Gest eigentlech guer net esou geduecht war. Well gleeft mer es, wann ech dem Här Kersch dee Gest hätt wëlle maachen, hätt ech ëm e riicht an d'Gesiicht gemaach an op kee Fall am Fortgoen!

Also, dat ass e bëssen eng Momentopnam. Ech hunn esou gemaach!

(Mme Myriam Cecchetti fait allusion à son geste de doigt d'honneur.)

An ech weisen et elo net, Dir wäert dat alleguer an der Press da gesinn. Wéi gesot, nach eng Kéier, ech entschëllege mech fir eppes, wat ech awer wierklech net esou gemengt hunn!

M. Sven Clement (Piraten) | Domat hutt Dir méi Gréisst gewise wéi den Här Kersch.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, Dir musst wëssen, datt de Video-Assistant-Referee alles gesäit!

(Hilarité)

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, däerf ech eppes soen?

M. Fernand Etgen, Président | Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, däerf ech eppes soen? Här President ...

M. Fernand Etgen, Président | D'Sitzung ass opgehuewen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, ech wollt eppes dozou soen!

M. Fernand Etgen, Président | Hei, den Här Kersch nach.

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir mech ass dat esou an der Rei, wéi d'Madamm Cecchetti et gesot huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Kersch hätt sech och kënnen entschëllegen!

(La séance publique est levée à 21.58 heures.)

36e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 61
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Discours de M. le Président** p. 61
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire** p. 61
   M. Fernand Etgen, Président
4. **7954 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration** p. 61
   Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
   Discussion générale : M. Paul Galles | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement (dépôt de la résolution 1)
   Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Jean Asselborn
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7954 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Nathalie Oberweis | M. Paul Galles | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten | M. le Ministre Jean Asselborn | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn)
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Résolution 1 : M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser
   Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission (adopté)
5. **Motion de M. Sven Clement au sujet des crimes du régime iranien** p. 68
   Exposé : M. Sven Clement
   Discussion générale : M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler
   Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
   Vote sur la motion modifiée (adoptée)
6. **8111 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain** p. 69
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché
   Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8111 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8032 – Projet de loi complétant le Code pénal par l'introduction d'une circonstance aggravante générale pour les crimes, délits et contraventions commis en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal** p. 71
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : Mme Elisabeth Margue | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8032 et dispense du second vote constitutionnel
8. **Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet du bilan de Esch2022 : Capitale européenne de la culture** p. 75
   Exposé : M. Fred Keup
   Débat : M. Georges Mischo | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz (intervention de M. Fred Keup) | Mme Djuna Bernard | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen (interventions de M. André Bauler)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
9. **8166 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman et au Conseil national de la justice** p. 81
   Rapport de la Commission du Règlement : M. Charles Margue (intervention de M. André Bauler)
   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8166
   M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. Gilles Roth)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, M. Claude Turmes et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, Ministre | Dat ass net de Fall, Här President.

2. Discours de M. le Président

M. Fernand Etgen, Président | Kolleeginnen a Kolleegen, no enger Rei onpassende Gesten a Wierder hei am héijen Haus wëll ech haut en Appell maachen, datt all Deputéierten, ier en eppes seet, am Viraus soll iwwerleeën, wat e seet. Et gëtt rout Linnen. Mir ass dru geleeën, d'Bild vun der Chamber als Institutioun ze bewaren, an ech hoffen, Iech och. Et ass mir gradesou wichteg, datt et heibanne just ëm d'Saach geet. Déi ëffentlech Sitzungen däerfen net degenéreieren.

Ech zielen op Iech a soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

3. Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire

M. Fernand Etgen, Président | Da komme mer zum Ordre du jour vun haut. Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt dem Här Marcel Goedert, Artisan dirigeant, deen d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vu senger Funktioun zouerkannt. Mir wënschen dem Marcel eng wuelverdéngt Pensioun!

(Applaudissements)

4. 7954 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Mir kommen elo zum zweete Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7954 iwwert d'Definitioun vum „éloignement" am Kader vun der Immigratioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Gusty Graas, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7954, deen den 19. Januar zejoert deposéiert ginn ass, gesäit eng Partie Ännerungen um Gesetz iwwert d'Beweegungsfräiheet an d'Immigratioun aus dem Joer 2008 vir.

Ech betoune gär direkt, datt heimat d'Fräizügegkeet net ageschränkt gëtt. Et geet prinzipiell drëm, Prezisioune virzehuelen an e puer Klengegkeeten ofzeänneren, déi awer keen Impakt op d'Beweegungsfräiheet hunn.

An der Haaptsaach geet et ëm zwou Mesüren: d'Prezisëiere vun der Notioun vum Eloignement an d'Aféiere vun enger nationaler „interdiction d'entrée sur le territoire".

Bis elo war d'Definitioun vum Eloignement nämlech net ganz kloer, wat derzou gefouert huet, datt eist Immigratiounsgesetz net genee sou applizéiert ginn ass, wéi deemools de Legislateur et geduecht hat.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt den Eloignement da kloer definéiert. Et handelt sech hei ëm de physeschen Transfert vun engem auslännesche Bierger baussent dem Territoire vum Grand-Duché opgrond vu verschiddene Fäll vun Ausweisungen. Dës Definitioun soll bei der Rechtsspriechung fir méi Kloerheet suergen.

An dësem Sënn gesäit den Text och eng Neierung vir, wat d'Grënn ubelaangt, fir déi en Eloignement kann decidéiert ginn. An zwar gëtt de Begréff „raisons impérieuses de sécurité publique" ausgeweit. Ënnert dëse Begréff falen eng Partie besonnesch grav Strofdoten.

Mat dësem Projet de loi gëtt dem EU-Recht no agefouert, datt EU-Bierger, déi fir eng vun dëse besonnesch grave Strofdote verurteelt gi sinn, kënnen aus dem Land ausgewise ginn, well si eng Gefor fir d'ëffentlech Uerdnung, d'Gesondheet oder d'Sécherheet duerstellen. Hei geet et beispillsweis ëm Terrorismus, Mënschenhandel, Ausbeutung vu Fraen a Kanner, Drogenhandel, Waffenhandel an all déi aner Forme vun organiséierter Kriminalitéit. D'Méiglechkeet fir dës Dispositiounen ass am EU-Recht virgesinn, a si sinn och an de Juridictioune vun anere Memberstaaten a Kraaft.

Bei der Interdiction d'entrée sur le territoire geet et drëms, ganz kloer an explizitt am Gesetz festzehalen, ënner wéi enge Konditiounen den zoustännege Ministère esou e Verbuet, an d'Land ze kommen, ausschwätze kann – selbstverständlech nach ëmmer a Konformitéit mat där relevanter EU-Direktiv aus dem Joer 2008.

Den Artikel 111 Paragraf 2 vum Immigratiounsgesetz definéiert d'Bestëmmungen, no deenen d'Areesverbuet kann decidéiert ginn. Persounen aus Drëttstaaten, deenen entweeder keen Delai fir e fräiwëllege Retour accordéiert ginn ass oder déi den Delai iwwerschratt hunn, kënnen en Areesverbuet ausgeschwat kréien.

Ausserdeem gëtt mat dësem Projet de loi agefouert, datt bei verschiddenen Zorte vun Ausweisungen zousätzlech en Areesverbuet vu maximal fënnef Joer kann ausgeschwat ginn, wann déi betraffe Persounen eng Gefor fir d'ëffentlech Uerdnung, déi ëffentlech oder déi national Sécherheet sinn.

Ech géif gär betounen, datt dës Dispositioune bestëmmt eenzel Leit oder spezifesch Gruppe vu Leit betreffen. Et handelt sech hei net ëm en Text géint d'Immigranten. Dësen Text schränkt, wéi gesot, och keng Beweegungsfräiheet an. Am Contraire: Mir stäerke mat dësem Text am Fong Schengen a verhënneren, datt eis Noperen opgrond vu grenziwwerschreidender Kriminalitéit Grenzkontrollen aféieren. Et geet hei drëms, d'Legislatioun ze adaptéieren a Begréffer méi kloer ze definéieren, fir datt d'Gesetz esou kann applizéiert ginn, wéi et virdru scho geduecht war.

Déi Mesüren, déi ech genannt hunn, erlaben et, datt den Artikel 142 vum Immigratiounsgesetz, deen och penal Poursuitte virgesäit, fir Auslänner, déi trotz engem Areesverbuet zréck an d'Land kommen, och ka korrekt applizéiert ginn. Esou riskéiere Leit, déi trotz enger Interdiction d'entrée sur le territoire an d'Land kommen, eng Prisongsstrof vu bis zu dräi Joer.

Ee leschte Punkt vun dësem Gesetz, deen ech och nach gäre géif ervirsträichen, ass eng Ännerung vun der Openthaltserlabnis aus private Grënn. D'Iddi vun dëser Ännerung ass, datt Suen eleng net duerginn, fir sech hei am Land néierzeloossen, wann een donieft guer kee Lien zu Lëtzebuerg oder souguer zur Europäescher Unioun huet. Domat gëtt dës Zort vun Openthaltsgeneemegung – an anere Länner schwätze se alt vu „Golden Visa" – quasi ofgeschaf.

Och bei dëser Dispositioun geet et net drëms, d'Immigratioun anzedämmen. D'Zil vun dëser Ännerung ass et ze verhënneren, datt Leit mat vill Suen, déi awer glat a guer näischt mat Lëtzebuerg ze dinn hunn, dës Méiglechkeet systematesch ausnotzen. Ausserdeem gëtt et zanter 2017 fir Leit, déi hei am Land investéiere wëllen, d'Méiglechkeet, en Titre de séjour als Investisseur ze kréien.

Dofir beschränkt dëse Projet de loi d'Openthaltsgeneemegung aus private Grënn op zwou Kategorië vu Leit: Dat sinn éischtens Leit, déi an der EU oder am Schenge-Raum schaffen, an zweetens Leit, déi vun enger Pension de vieillesse, d'invalidité ou de survie profitéieren, déi vun enger Assurance hei zu Lëtzebuerg, an der EU oder am Schenge-Raum ausbezuelt gëtt.

De Staatsrot huet den 28. Juni zejoert säin Avis zum Projet de loi ofginn. An dësem Avis huet de Staatsrot eng Opposition formelle ausgeschwat, déi mer awer an eisen Aarbechte konnten aus der Welt schafen. Eng Partie Prezisiounen hu mer do ginn. An der aussepolitescher Kommissioun vum 24. Oktober sinn déi Amendementer ausgeschafft ginn. Duerno krute mer nach zwee Avisen, den Avis an den Zousazavis vun der Chambre de Commerce. A mir konnten, nodeems alleguerten d'Schwieregkeeten ausgeraumt waren, an der Sitzung vum 24. Januar dëse Rapport unhuelen. Weider Avisen hu mer net kritt.

Ech soen Iech Merci an ech ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Yves Cruchten.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles ageschriwwen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Merci och fir d'éischt dem Yves Cruchten als Rapporteur. En huet eis dat Gesetz elo hei ganz gutt erkläert. Et ass e Gesetz, wat eng Klärung soll bréngen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an et ass e Gesetz, fir dat den Yves Cruchten och erkläert huet, woufir et elo néideg gi war.

Et ass ëmmer, wa mer iwwer Immigratioun schwätzen, duerchaus heiansdo e kriddelegt Geschäft, well engersäits schwätze mer da vu Reegelen, déi mer applizéieren, Reegelen, déi mer hunn, Reegelen, déi e Land definéiert, an anerersäits schwätze mer zugläich vu Mënschen, déi an duerchaus kriddelege Situatioune sinn. An et ass net ëmmer evident, déi zwou Saache beieneenzebréngen, Reegelen a Mënschen.

A wat an der Immigratioun dofir ganz wichteg ass fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat ass, dass mer Reegelen hunn, déi kloer sinn, déi fair sinn, déi mënschlech sinn, awer déi zugläich och net naiv sinn.

Dëst Gesetz – esou liesen ech et och, an de Rapporteur huet dat erkläert – bréngt virun allem eng Klärung. Et kann een natierlech heiansdo, wann een et esou

wëll gesinn, mengen, et wär eng Verschäerfung vu Reegelen, mee et ass eigentlech eng Klärung vu Reegelen, déi mer souwisou schonn hunn, an et ass eng Klärung vu Reegelen, fir mat méi heftege Situatiounen ëmzegoen, wéi se sech och hei am Land presentéieren.

An ech mengen tatsächlech, dass ech och den Avis vum Rapporter kann deelen, dass et hei net drëms geet, Saachen anzeschränken, déi eigentlech hei am Land selbstverständlech sinn. Dofir, ënnert deene Virzeeche fënnt dëst Gesetz och eisen Accord.

Mir haten – an dat wëll ech just an der Klammer soen – awer interessant Diskussiounen och an der Kommissioun, an zum Beispill – ech wëll déi Fro opgräifen, déi de Rapporter selwer an der Kommissioun gestallt huet – nämlech déi vun der Transkriptioun vun engem Statut vun engem Land op dat anert.

Mir hate gëschter an der Heure d'actualité, déi de Marc Spautz hei ugefrot hat iwwert d'Aarbechtsméiglechkeete vun de Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg, och déi Fro vun der Transkriptioun vun engem Statut temporaire op en anere Statut.

Dat si Froen, mengen ech, mat deene mer eis och an nächster Zäit nach sollte beschäftegen, fir eeben och all deene ganz ënnerschiddleche Situatioune vu Mënschen hei am Land op eng fair Aart a Weis kënne gerecht ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV) | Wichteg ass et bei der Applikatioun an och bei der Interpretatioun vun dësem Gesetz, dass mer zwou Saachen am A behalen: Déi éischt ass, mënschlech ze bleiwen, ouni naiv ze sinn. An déi zweet ass, op kee Fall Migratioun an Immigratioun iergendwéi mat Kriminalitéit pauschal beieneenzeféieren oder deckungsgläich ze gesinn. Dat ass nämlech bei Wäitem net de Fall. An dofir ass et och fir eis kloer, dass ee bei der Interpretatioun an Applikatioun vun dësem Gesetz ganz vill Fangerspëtzegefill a Sensibilitéit muss hunn. Dëst Gesetz fënnt eisen Accord ënnert dëse Viraussetzungen, well mer mengen, dass mer hei zu Lëtzebuerg kapabel sinn, genau dat Fangerspëtzegefill un den Dag ze leeën.

An ech soen Iech dofir villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir sollen eis kengen Illusiounen higinn: D'Immigratioun wäert eis och an deenen nächste Joren nach ganz staark beschäftegen. Si wäert an d'Luucht goen. D'Ursaache si bekannt: An éischter Linn ass dat natierlech oft déi wirtschaftlech Situatioun an deenen eenzelne Länner, dann awer och déi vill Konflikter, déi et op der Welt gëtt, an da kënnt awer en drëtten Aspekt derbäi, deen nach vläicht e bëssen ënnerschätzt gëtt, mee dat ass ouni Zweifel de Klimawandel. Well de Klimawandel wäert ouni Zweifel, wéi gesot, vill Leit derzou bréngen, hir Heemecht an Zukunft ze verloossen.

Ech wëll drop hiweisen, datt mer zum Beispill an der gesamter EU d'lescht Joer 924.000 Demandes d'asile haten. Dat sinn der 50 % méi par rapport zu 2021.

Et ass natierlech net ëmmer esou evident, fir dee Stuerm u Flüchtlingen ze geréieren. D'Demande vun Demandes d'asile ass am Fong geholl och an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen an 2022 war se esou héich wéi zënter 2016 net méi. An eis Opnameméiglechkeeten hu sech zënter 2014 verdräifacht. Mir kréien natierlech ëmmer méi eeschthaft Problemer, fir déi Leit awer och adequat ze logéieren, an hei sinn natierlech och d'Gemenge gefuerdert. Duerfir erlaabt mer och vläicht op dëser Plaz, vu datt jo awer vill Kolleeginnen a Kolleegen hei och Responsabilitéit a ville Gemengen hunn, den Opruff, datt se och sollen e Bléck fir déi dote Problematik hunn.

Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill an Holland d'lescht Joer hu misse Flüchtlingen op Kreuzfaartschëffer ënnerdaach bruecht ginn. Dat ass jo mat Sécherheet keng Léisung, mee dat erkläert jo awer och, wéi eng Problemer sech do stellen.

Mir hunn net méi spéit wéi leider d'lescht Woch erëm en enormen Drama erlieft virun der süditalieneescher Küst mat iwwer 70 Doudegen. Do gesäit een awer och, wéi verzweifelt datt déi Leit sinn, datt se bereet sinn, hiert Liewen op d'Spill ze setzen, fir hir Heemecht ze verloossen. Wat natierlech ganz schlëmm ass, ass, datt dann awer skrupellos Schleiser mat där Situatioun och nach Geld verdéngen.

Natierlech profitéieren och Leit dervun, fir dann illegal a Länner anzereesen. Mir mussen och feststellen – ech wëll elo keen direkte Lien do hierstellen, mee et ass awer och eng Tatsaach –, datt och gläichzäiteg d'Kriminalitéit an deene leschte Joren e bëssen an d'Luucht gaangen ass. Ech mengen, da kommen aner Problemer derbäi wéi Ausbeutung vu Fraen, den Drogekonsum, illegale Waffenhandel. An dann ass et evident, datt de Rechtsstaat allerdéngs muss reagéieren. A propos illegal Immigratioun: Där hate mer d'lescht Joer iwwer 330.000 an der Europäescher Unioun.

Den Terror ass natierlech och nach wie vor e Problem, deen eis ëmmer muss interpelléieren, och wann een d'Gefill huet – dat kann awer täuschen –, datt et vläicht déi lescht Zäit e bësselche méi roueg ginn ass. Mee mir mussen awer ganz vigilant sinn. Dowéinst begréisse mer och, datt zum Beispill och elo Bierger, déi der Europäescher Unioun ugehéieren, kënne gegeebenefalls ausgewise ginn.

Natierlech gëtt et ëmmer Grenzsituatiounen, an de Minister ass mat Sécherheet och net ëmmer ze beneiden bei verschiddenen Decisiounen, déi e muss huelen. Ech mengen, et ass keen, dee gär am Zesummenhang mat Mënsche vun Ofschibung schwätzt, vun Eloignement, vu Retour, vun a Retentioun setzen. Duerfir ass et am Fong geholl och gutt, datt deen neien Text hei kënnt. Deen Text hei gëtt méi Kloerheet, an den Yves Cruchten huet dat elo scho ganz gutt hei erkläert. Ech wëll ëm och scho Merci soe fir seng verschidde Rapporten.

Ech wëll och op een oder deen anere Punkt hei kuerz nach agoen. Den Artikel 3 zum Beispill, dee setzt jo elo méi streng Konditiounen, wat den Openthalt fir Leit aus Drëttstaaten hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. Op den éischte Bléck huet ee vläicht d'Gefill, mir géifen hei d'Schrauf méi zoudréinen. Mee et ass och scho vun den zwee Virriedner hei betount ginn: Dat ass net de Fall. Et ass eebe fir, wéi gesot, méi kloer Reegelen hei opzestellen.

Datt een eebe muss e gewëssene Lien mam Land hunn, deen iwwert dat erausgeet, datt een eng staark finanziell Situatioun huet, ass och méi wéi verständlech. An et däerf een natierlech och net vergiessen, datt mer awer och net onendlech hei zu Lëtzebuerg Leit ophuele kënnen, obwuel mir nach ëmmer predestinéiert sinn, fir an deem Feld do ganz aktiv ze ginn.

Den Artikel 4, dee fënnt natierlech fir eis als Demokratesch Partei och seng Justifikatioun. Hei geet et jo ëm den illegalen Openthalt vu Leit hei zu Lëtzebuerg. Duerfir menge mer och, datt et am Artikel 9 richteg ass, deen elo virgesäit, datt eebe méi kloer Krittäre festgehale ginn, wa Leit mussen an e Centre de rétention gesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hu jo nach e puer Sekonnen. Erlaabt mer vläicht nach, e puer allgemeng Remarken ze maachen iwwer déi ganz Migratiounspolitick insgesamt um europäeschen Niveau. Ech mengen, d'Europäesch Unioun, déi ouni Zweifel jo eng Successstory duerstellt, huet awer ee Schwaachpunkt. Dat ass nun eeben d'Migratiounspolitick, dat ass eis och alleguer bekannt. Mir wëssen och, datt Dublin III muss ouni Zweifel reforméiert ginn. Mir wëssen och, datt mer mussen en anere Verdeelungsschlëssel opstellen, wat d'Akzeptanz vu Flüchtlingen op den eenzelnen Territoiren ubelaangt. An ech wëll dat och ganz kloer an däitlech hei soen: Mir kënnen a mir däerfen och déi Länner, déi laanscht d'Mëttelmier leien – ech denken hei an éischter Linn u Griicheland, ech denken un Italien –, mir däerfen déi Länner och net eleng loossen.

Dann nach e ganz schnellt Wuert och zu Frontex. Frontex, déi jo an deene leschte Méint a Joren éischter e bëssen negativ an d'Schlagzeile komm ass. Ech mengen, op Frontex muss awer an Zukunft opgebaut ginn. Hei musse Grenzkontrolle gemaach ginn a virun allem mat deene Länner, wou eeben och Accorde bestinn; ech denken un Algerien, Tunesien, Marokko oder och nach anerer. Ech wëll awer ganz däitlech hei ënnersträichen, datt mer awer dergéint sinn, datt sollen nei Maueren hei an Europa opgeriicht ginn.

Voilà, an deem Sënn ass dat heiten awer e wichtegt Gesetz. Et gëtt méi Transparenz, et gëtt méi Kloerheet an an deem Sënn wäert ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da wier et un där honorabeler Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir unzefänken och dem Här Cruchten villmools Merci soe fir de Rapport an och fir d'Aarbecht an der Kommissioun. Mir hunn do alles am Detail erkläert kritt. Dir sidd och hei op alleguerten d'Detailer agaangen. U sech ass schonn alles gesot.

Ech géif just vun eisem Point de vue aus vläicht och nach ervirhiewen, dass eeben aus dem Point de vue Sécurité intérieure, der ganzer Diskussioun, déi mir haten am Kader vun deem Sécherheetspak, wou et ëm d'Situation sécuritaire am Quartier Gare gaangen ass, wou mir dee Groupe interministériel gemaach hunn, do hate mer eng Motioun gestëmmt. An ee Punkt vun där Motioun war eebe justement, den Artikel 142 unzegoen, well et do net kloer war beim Term „éloignement". An dat ass eeben ee vun de Punkten, déi hei och an dëst Gesetz eeben elo eragefloss sinn.

Wat och nach wichteg ze soen ass – meng Virriedner hunn et zwar schonn alleguerte gesot, mee fir eis ass et awer och e Punkt, dee mer wëllen ervirsträichen –: Et geet wierklech net drëm, d'Fräizügegkeet hei am Land anzeschränken oder d'Rechter vun de Migranten ze beschneiden. Den Här Rapporter huet et jo och erkläert: Et geet notamment ëm méi grav Situatiounen, déi wierklech och just e ganz, ganz klengen Deel vun de Migrante betreffen. Et geet wierklech net drëm, d'Leit hei an een Dëppen ze geheien, wou et dann och ëm Strofdote geet, fir do Abusen ze

verhënneren. An et geet eeben och drëm ze verhënneren, dass déi Leit dann och vun där Fräizügegkeet kënne profitéieren, fir hire kriminellen Aktivitéiten nozegoen.

An an deem Kader géif ech dann och soen, dass do jo rezent och Artikelen an der Press ze liese waren, wou am Raum stoung, dass Lëtzebuerg via dat Gesetz hei awer elo géif Restriktiounen aféieren. Wéi ech den Artikel gelies hunn, war ech ee Moment erféiert. Do hunn ech geduecht: „Hunn ech eppes verpasst an der Kommissioun?" Do sinn ech direkt nach eng Kéier de Gesetzestext liese gaangen an hunn en natierlech nach eng Kéier am Detail gekuckt. An et ass awer effektiv esou, dass den Text, esou wéi en do steet … Dat, wat do am Raum stoung, geet absolutt net aus dem Gesetzestext ervir, soudass mir als gréng Fraktioun och dësen Text mat ganz rouegem Gewësse kënne matstëmmen.

A Lëtzebuerg wäert weiderhin natierlech en oppent Land bleiwen an e Partner sinn op europäeschem Plang, dee sech solidaresch weist mat deenen aneren europäesche Länner, virun allem mat deene Leit, déi aus wéi engem Grond och ëmmer de Wee bis bei eis fannen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänken an dem Här Cruchten Merci soe fir de Rapport. Dat sinn ëmmer sou dréche Matièren, wann et ëm Paragrafe geet, mee en huet et – alt nees eng Kéier, muss ech soen – fäerdegbruecht, eis dat ganz plastesch duerzestellen an esou, datt, mengen ech, jiddereen elo weess, ëm wat et geet.

Et sinn hei Saache gesot ginn, déi mir als ADR nëmme kënnen ënnerstëtzen. Dir wësst, mir – wéi all déi aner heibannen, an et ass och ganz gutt esou – bekennen eis zum Asyl. Mir bekennen eis zu der Mënschlechkeet, zu der Matmënschlechkeet. An dat ass eppes, wat gutt ass zu Lëtzebuerg, datt et do keng Meenungsverschiddenheete gëtt.

Wat eis vläicht ënnerscheet vun aneren, dat ass, datt mer awer ganz konsequent géint eppes virginn, wat an Europa ganz vill de Fall ass an och hei zu Lëtzebuerg, dat ass déi illegal Immigratioun an et ass en Netrespekt vu Gesetzer vun engem klengen Deel vun de Migranten. Och dat steet ausser Fro. Déi meescht Leit, déi hei an d'Land kommen, déi respektéieren eis Gesetzer. Vill vun hinnen droe ganz zu eiser Gesellschaft bäi op ville verschiddene Pläng, ekonomesch, kulturell, einfach mënschlech. Dat steet och alles net zur Debatt!

An awer, mengen ech, ass dat hei e Gesetz, wat eis weist, datt mer musse méi realistesch ginn, einfach d'Realitéiten emol gesinn, se nennen, se unerkennen an do, wou Problemer sinn, och dergéint virgoen. An deem Sënn ass dat hei e Gesetz, wat iwwerfälleg war.

Natierlech, d'ASTI huet eis haut de Moien nach geschriwwen, et däerf ee kee „raccourci entre criminalité et immigration" maachen. Dat mécht kee Mënsch. An awer gebitt eis d'Éierlechkeet géintiwwer eise Matmënschen hei am Land ze soen, zemools géintiwwer deenen, déi domat direkt confrontéiert sinn, den Awunner vun der Gare an op anere Plazen am Land, déi genee wëssen, wéi eng Problemer do all Dag sinn, datt mer do eppes maachen, fir deene Leit entgéintzekommen an hir Situatioun ze verbesseren.

D'Fro ass: Dëst Gesetz, geet dat duer, fir dat Zil ze erreechen? Et sinn eng Rei Verbesserungen dran, zum Beispill dee Realismus, deen ech schonn ugeschwat hunn. Hei gëtt ausdrécklech gesot, mir hätten eng „problématique de la criminalité organisée". Dat wär e „phénomène croissant". Dat steet hei am Text dran, an ech mengen, dat ass eng Unerkennung vun enger traureger Realitéit.

Awer wann et dann drëm geet fir ze soen: Mir mussen d'„raisons impérieuses de sécurité publique" …, och dat ass en Ausdrock hei aus dem Text, dee weist, datt mer wierklech mat engem massive Problem awer confrontéiert sinn. Do geet et da fir Strofen, wou een op d'mannst fënnef Joer Prisong kritt. Mee dat ass immens vill. Fir ganz vill Delikter gëtt et keng fënnef Joer, dat heescht, do gräift dat emol net. An do muss ee sech iwwerleeën, ob dat hei wäit genuch geet. An eisen Aen hätt een dat kënnen zum Beispill bei zwee Joer usetzen an net bei fënnef Joer.

Et ass einfach esou, datt mer musse realistesch ginn, datt mer d'Leit hei am Land musse schützen, datt mer géint déi, déi hiren Openthalt hei am Land mëssbrauchen, fir kriminell ze ginn, och wierklech ganz staark virginn.

De Punkt ass och deen, an et ass och gutt, datt, wann een eng Interdiction de territoire huet, dat dann och elo strofbar gëtt. Well mir hunn en immense Frust. Mir hu gëschter, Här Minister, do waart Dir net bei eis – mir sinn iwwregens frou, datt et Iech gesondheetlech elo besser geet –, mee mir hu gëschter diskutéiert iwwer verschidden Aspekter vun der Migratiounspolitick. An och do hu mer driwwer geschwat, datt et eebe wichteg ass, fir géint esou Saache virzegoen, an datt mer musse kucken, datt net jiddereen hei am Land ka bleiwen. Och dat ass wichteg.

Dir kennt déi Genfer Konventioun, wéi mir se kennen. De Respekt virun de Gesetzer vum Land ass extreem wichteg. Wann een heihinnerkënnt an zum Beispill net seet, wéi dat ass, wann ee seng Schleiser deckt, dann ass dat eng Kooperatioun mat engem kriminelle Reseau. Dat géife mir zum Beispill net toleréieren, datt d'Leit net genee soen: Wéi si se heihi komm? Wien huet mir gehollef? Wéi eng Weeër si benotzt ginn, fir dat ze maachen? Dat geet an eisen Aen net!

Genausou ass et nach, wann zum Beispill d'Leit sech enger Identifikatioun widdersetzen. Dat geschitt och relativ massiv. Och dat kënne mer net toleréieren! Ech mengen, wien Asyl wëll, wie verfollegt ass, deen huet guer kee Grond, sech senger Identifikatioun ze entzéien. Dat si Leit, déi wierklech heihinner kommen. Wann een net wëll soen, wien een ass, firwat een heihi komm ass, wéi een heihi komm ass, dann ass dat eng Form vun Onéierlechkeet, déi mir net géifen akzeptéieren, déi awer nach ëmmer an Ärem Ministère, Här Asselborn, also vun Iech, ënner Ärer Verantwortung, toleréiert gëtt. Dat geet net!

Ech mengen, wann een op dëse Wee geet, datt een e bëssen awer higeet an eis Rechtsstaatlechkeet besser verdeedegt viru Saachen, déi mer hei am Land net wëllen, da muss dat konsequent gemaach ginn. Mee dëst Gesetz, wéi gesot, ass en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung, an dowéinst wäerte mir et och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, och ech si frou, dass Der erëm do sidd. A voilà, schount Iech weiderhin!

Jo, et wäert Iech net wonneren: Als Member vum Parlament wëll ech mat dësem Gesetz näischt ze dinn hunn. Et ass menger Meenung no e Gesetz, wat ganz kloer no riets geet, méi restriktiv gëtt a méi repressiv gëtt. Et ass de Garer-Quartiers-Gesetzestext, esou huet den Affekot Frank Wies et an engem Reportage genannt. D'Immigratiounsgesetz gëtt un de Garer Quartier ugepasst. Et ass Deel vum Drogekriminalitéitspak. D'Drogekriminalitéit fënnt also seng Äntwert hei an der Immigratioun.

Ech ginn op e puer Punkten an. Den Artikel 2 gesäit vir, dass EU-Bierger an hir Familljen och elo am Centre de rétention agespaart kënne ginn. An et muss een et esou nennen, well se sinn agespaart. Am Commentaire des articles liest een also, dass d'Notioun „raisons impérieuses de sécurité publique" méi breet ausgeluecht gëtt, eebe fir Leit kënnen anzespären.

Hei kann ee just feststellen, dass Migratioun a Kriminalitéit matenee vermëscht ginn, dass de Kampf géint Kriminalitéit iwwert de Kampf géint Migratioun gefouert gëtt an doduerch e geféierlechen Amalgamm geschaf gëtt. An och dat denoncéiere Mënscherechtsorganisatiounen, wéi och d'ASTI.

Här President, da gesäit een och den Artikel 3. Dee gesäit nach vir, dass de Minister och eng „autorisation de séjour pour des considérations humanitaires d'une exceptionnelle gravité ou pour des motifs exceptionnels au ressortissant de pays tiers" kann erausginn. Dat ass e positive Punkt. Dat fanne mir gutt!

Ech wéilt dann och direkt hei derfir plädéieren, dass déi Mënschen, déi säit Joren zu Lëtzebuerg toleréiert ginn, well se zum Beispill net kënnen zréck an hiert Land geschéckt ginn, wéi zum Beispill och ganz vill Afghanen, direkt sollen esou eng Autorisatioun kréien. Wann déi net an dee Cas de figure passen, da weess ech net, wien.

Och sollen esou, mengen ech, déi Mënschen, déi säit Joren am Centre de rétention sinn, eran- an erausginn, endlech regulariséiert ginn. Mënschen, déi net zréck an hiert Land kënne geféiert ginn, solle guer net an de Centre de rétention kommen, well u sech komme se jo dohinner en vue vun enger Expulsioun. Verschidden Detenuë ware schonn dräi-, véier-, fënnef-, sechsmol a méi oft am Centre de rétention dobannen an dobaussen. Dat kann net sinn, dat ass en absolutten Echec vun eiser Immigratiounspolitick!

Och d'ASTI huet rezent an enger Publikatioun iwwer Sans-papiere plädéiert, nees eng extraordinär Regulariséierungscampagne mat klore Krittären iwwer eng limitéiert Zäitspan ze maachen. An dofir ginn ech dann och hei eng Motioun derfir eran.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que des personnes issus de pays tiers vivent et travaillent sur le territoire luxembourgeois pendant des périodes prolongées sans autorisation de séjour valable, tout en reconnaissant que leur nombre exact n'est pas connu ;

– considérant que les personnes sans autorisation de séjour valable se trouvent généralement en situation de vulnérabilité administrative, économique et sociale et qu'une régularisation permet de stabiliser la situation des personnes concernées ;

– considérant que la législation actuelle permet une régularisation de personnes sans autorisation de séjour valable mais uniquement au cas par cas ;

– considérant le manque de main d'œuvre ;

– considérant que la dernière campagne généralisée de régularisation des personnes en séjour irrégulier fut menée en 2013, menant au final à la régularisation de 543 personnes,

invite le Gouvernement

– à mettre en œuvre dans les meilleurs délais une campagne extraordinaire sous certains critères de régularisation des personnes issus de pays tiers sans autorisation de séjour valable à l'image de celle menée en 2013.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Wat net manner verwonnerlech ass, ass, dass zënter Jore vun Alternativen zu der Retentioun rieds geet. Eng Maison de retour war virgesi schonn am Koalitiounsvertrag. Näischt ass geschitt, ausser dem Ausbau vum Centre de rétention.

Den Artikel 4 huet och e kloert Zil, beschriwwen am Commentaire des articles: „La modification proposée est motivée par le souci de gérer de manière plus effective l'éloignement des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire luxembourgeois et notamment l'éloignement des personnes qui sont titulaires d'un droit de séjour valide dans un autre État membre de l'UE ou de l'Espace Schengen."

Den Artikel 4 bréngt d'Méiglechkeet eran, Mënschen ouni valid Pabeieren direkt ze eloignéieren. Hei nach eng Kéier aus dem Commentaire des articles: „tout ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire luxembourgeois pourra dorénavant être éloigné par la contrainte et en exécution d'une décision de renvoi vers l'État membre qui l'avait antérieurement admis à entrer ou à séjourner sur son territoire ou duquel il provient directement". Et ass immens interessant, de Commentaire des articles an dësem Gesetz spezifesch ze liesen. An deem Kontext wéilt ech nofroen, wat konkreet den Term „d'office" heescht. Am Artikel heescht et: „Cette décision peut être exécutée d'office et par la contrainte." Wat heescht genau den Term „d'office"?

Den Artikel 8 gesäit eng Interdiction d'entrée vir. Hei nach eng Kéier aus dem Commentaire: „Afin de remédier plus efficacement à la multiplication des séjours irréguliers de ressortissants de pays tiers bénéficiant ou ayant bénéficié à un moment donné d'un droit de séjour dans un autre État membre ou duquel ils proviennent directement […], ainsi que de ressortissants de pays tiers qui retournent au Luxembourg après avoir fait l'objet d'un transfert vers un autre État membre en application du règlement dit Dublin III, une situation qui est par ailleurs intensifiée par la problématique de la criminalité organisée, il est proposé d'instaurer une interdiction d'entrée sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, prononcée facultativement ou obligatoirement suivant le cas." Wéi gesot, ganz interessant, de Commentaire des articles ze liesen.

Ech weess, dass eng Rei Leit sech iwwert dës Dispositioune freeën. Ech weess och, dass ganz vill Leit keng Alternativen zu esou Moossname gesinn. Mee ech wéilt soen, dass et en Echec ass fir e Land, fir eng Gesellschaft, fir eng politesch Partei, eng Regierung, eng Chamber, d'EU an iwwerhaapt d'ganz Welt, wa mer net kapabel sinn, eis virzestellen, wéi mer zesumme kënnen op dëser Äerd liewen, wéi mer d'Ressourcen an och d'ländlech Ressourcë vun dëser Äerd kënnen deelen an dës Ressourcë kënne gerecht opdeelen.

Ech wéilt eis drun erënneren, dass mer all just Locataren op dësem Planéit sinn. Mir sinn all nëmme flüchteg hei an näischt gehéiert eis.

Dat Land hei gehéiert eis och net, dat ass meng Meenung. D'national Grenze sinn, gekuckt op der Zäitspan vun der Äerdgeschicht, net emol eng Sekonn al. An deem Sënn weess ech och net, ob ech iwwert dës lächerlech, verzweifelt Moossnamen hei soll laachen oder kräischen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir et virewech ze soen: Mir Piraten stinn dësem Projet och kritesch géintiwwer. Ausweisungen a Réckféierunge sinn oft mat perséinlechen Tragedië verbonnen.

Mir Piraten sinn d'accord, datt et Leit gëtt, déi net dierfen zu Lëtzebuerg bleiwen, dat ass kloer. Mir denken awer, datt Réckféierungen nëmmen an engem ganz, ganz restriktive Kader dierfe geschéien. Donieft dierfe Persounen nëmmen an absolutten Ausnamefäll an zouene Strukturen ënnerbruecht ginn, wou se op d'Ausweisung waarden.

Systematesch Aspärunge vu Leit si fir eis net ze akzeptéieren. Mir sinn och net d'accord, datt heimat d'Dublin-Accorden an d'nationaalt Recht kommen. Lëtzebuerg hat et nämlech richteg gemaach an eisen Aen, andeems mer deemools bei der Transpositioun vun der Direktiv 2008/115 genau dës Ausnam gemaach hunn.

D'Länner um Mëttelmier kämpfen nach ëmmer mat enger grousser Unzuel u Persounen, déi iwwert d'Mier riskéieren an d'EU ze kommen. Déi, déi de Wee iwwert d'Waasser iwwerliewen an net duerch illegal Pushbacks erëm zréckgedriwwe ginn, ginn a Lagere wéi Moria ënnerbruecht, déi kengem Mënscherechtsstandard gerecht ginn.

Lëtzebuerg dierf keng Leit zréck an Italien oder Griicheland schécken, wann hire Sort net mënscherechtskonform assuréiert ass. Déi Länner ächzen haut schonn ënnert deenen DPIen, déi se musse betreien. Et wier also net nëmme mënscherechtswiddreg, et wier och nach onsolidaresch mat eisen europäesche Partner. D'Dublin-Accorde maachen an eisen Aen zanter aacht Joer kee Sënn méi a sollten dofir elo net eng nei Plaz an eisen nationale Gesetzer fannen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten begréissen awer an dësem Projet, datt d'Leit, déi sech ouni Statut hei am Land ophalen, kënnen e Statut kréien, well se scho laang hei sinn a well se sech hei e Liewen opgebaut hunn. Dat ass ganz wichteg, och am Fall vu Persounen, déi zu Lëtzebuerg toleréiert ginn, awer deenen hir Demande op Asyl refuséiert ginn ass. Ville Leit aus Afghanistan geet a goung et jo esou mat hiren Demanden.

Datt de Minister hei kann an exzeptionelle Fäll hëllefen, ass gutt, mee awer och immens arbiträr. Hei kënnt et jo virun allem drop un, ob de Minister vun engem Fall gewuer gëtt oder eeben net, well e ka kenger Persoun an enger exzeptioneller Situatioun hëllefen, wann en net weess, datt et déi Persoun an deem Fall gëtt.

Hei hätte mir eis, geneesou wéi de Staatsrot dat och geschriwwen huet, Krittäre gewënscht, wou Leit an Affekote sech kéinten drop baséieren an erausfannen, ob si dann esou en exzeptionelle Fall sinn oder net. Well eppes huet mech de Moie gepräägt: Mir haten eng Petitiounskommissioun an do gouf eppes gesot iwwert de Gesondheetssystem, datt mer keng Zwouklassemedezinn däerfen hunn, wou déi eng Leit eeben ee kennen, fir méi séier drun ze kommen, an déi aner eebe kee kennen. An ech hunn e bëssen d'Gefill, datt mer hei en Zweeklassenasylrecht maachen. Déi eng Leit wëssen eeben, wéi se hiren exzeptionelle Fall kënnen argumentéieren an déi aner eeben net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis Piraten geet et bei dem Asyl net drëms ze kucken, ob déi Persoun e Méiwäert fir eis Ekonomie duerstellt. Mir Piraten sinn eis bewosst, datt et och Leit gëtt, déi duerch Mënschenhandel gezwonge ginn, Verbriechen ze begoen. Dës Leit sinn dee Moment selwer och Affer, kënne sech awer wéinst hirer irregulärer Situatioun net wieren. An ech verweisen op Presseartikele vun de leschte Méint.

Mir fannen et och net richteg, datt hei d'Mënscherechtskommissioun net ëm en Avis gefrot ginn ass. Dofir, Här President, deposéiere mir haut eng Resolutioun, an där mer da fuerderen, datt an Zukunft all staatlech subventionéiert Organisatiounen dierfen direkt Avisen un d'Chamber schécken, wann e Projet se tangéiert, déi dann och publizéiert ginn, an net mussen eng Erlabnis vun hirem Ministère de tutelle kréien.

Résolution 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Den Artikel 62 aus dem Chambersreglement gesäit vir: „Art. 62.- La proposition de loi est immédiatement transmise au Gouvernement, et, par ce dernier, dans les meilleurs délais pour avis aux chambres professionnelles concernées. Elle est également immédiatement transmise pour avis au Conseil d'État."

– D'Chambersreglement gesäit keng Prozedur vir, wéi Avise vun Organisatiounen oder Institutiounen traitéiert solle ginn, a wéini si mussen ëm Avise gebiede ginn.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten:

1. dass all vum Staat subventionéiert Organisatioun, déi wëllt een Avis zu engem Gesetzesprojet bei der Chamber deposéieren, dëst och dierf maachen, ouni dofir mussen iwwer hiren zoustännege Ministère ze fueren an d'Reglement deementspriechend unzepassen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir gesinn net an, firwat eng Organisatioun extra eng Erlabnis muss hunn, fir kënnen en Avis un d'Chamber ze schécken.

Dir kënnt Iech et warscheinlech elo schonn denken no mengen Erklärungen, mee mir wäerten dësen Text haut och net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci, Här President. Jo, also ech wollt vläicht mat zwou Saachen ufänken. Dat eent, dat ass, dem Yves Cruchten e grousse Merci ze soe fir seng Aarbecht. Ech mengen, vill Leit heibannen hu gesot, dass dat kloer ass. Richteg. Ech wëll och vläicht awer der ASTI Merci soen, dass se sech nach abruecht huet. An ech verstinn an akzeptéieren natierlech och d'Positioun vun der Madamm Nathalie Oberweis.

Ech wëll awer allerdéngs probéieren, fir esou, wéi ech d'Saach gesinn an der Realitéit, dat erëmzeginn, wat hei an deem Projet de loi steet. A Verschiddener vun Iech hunn Afghanistan ugeschwat. Ech kann Iech just soen, dass mer effektiv do, ech perséinlech als

Minister, mee och als Ministère, eis immens Méi ginn hunn am August 2021. Dir wësst, dass mer Riichterfamilljen hei zu Lëtzebuerg opgeholl hunn, grouss Familljen. A wann Der haut Iech d'Méi gitt, nëmmen zéng Minutten d'„Lëtzebuerger Wort" ze liesen, do ass en Artikel dran an do gesitt Der den Ënnerscheed zwëscht der Attitüd, déi zum Beispill e Land wéi Éisträich huet an e Land wéi Lëtzebuerg. An ech mengen, do gesitt Der effektiv den Ënnerscheed, wéi mir als Lëtzebuerg och u schwéier Fäll vu Migratioun eruginn.

Wat elo de Projet hei ugeet, hate mer e Groupe de travail gemaach, wou d'Sécurité intérieure dra war, den Ausseministère an d'Immigratioun, d'Finanzen, d'Égalité entre les femmes et les hommes, d'Famille, d'Justice, d'Santé an d'Éducation nationale. An ech mengen, Dir hutt et selwer gesot, ee vun deene Punkte war den Artikel 142, dee sech erauskristalliséiert huet a wou mer als Ministère vun der Immigratioun natierlech zesumme mat der Justiz versicht hunn, fir do effektiv Kloerheet ze schafen.

Den Yves Cruchten huet dat kloer gesot, ech brauch net alles ze widderhuelen. Mee mir mussen d'Notioun vum Eloignement an och d'Aféiere vun enger Interdiction d'entrée sur le territoire preziséieren. Mat deenen zwou Mesüre kann elo den Artikel 142 vum Immigratiounsgesetz penal Poursuitte virgesi fir Persounen, déi trotz engem Areesverbuet zréck an d'Land kommen.

Also, Här President, et gëtt keng illegal Mënschen. Dat gëtt et op där ganzer Welt net. Mee et gëtt awer legal Mënschen, déi an enger illegaler Situatioun kënnen iergendwou an all Land op der Welt sinn, ob dat zu Lëtzebuerg ass oder an Amerika oder a Russland oder a China. Dat ass e Fait. An ech mengen, dat musse mer akzeptéieren. Net d'Mënsche sinn illegal, mee et gëtt Situatiounen, wou een illegal an engem Land ka sinn.

Sou, ech mengen net, dass ech de Beschtplazéierte sinn, fir iwwert d'Drogekriminalitéit op der Gare ze schwätzen. Ech mengen, dat niéieren, dat wär eigentlech d'Realitéit verkennen, a mir si jo net an engem loftleere Raum als Immigratioun. Mir hu vun der Police gesot kritt, dass mer e puer Problemer hunn, virun allem zwee Problemer. Dat eent, dat ass: Mir hunn eng ganz bedeitend Unzuel vun Drëttstaatler, déi eng gülteg Openthaltsgeneemegung hunn an engem vun eisen Nopeschlänner. Déi komme kuerzfristeg hei an d'Land a si maachen hei Geschäfter. Déi hunn näischt mat Immigratioun um Hutt, déi hu just um Hutt, fir virun allem Geschäfter mat Drogen ze maachen. An do musse mer kënnen dergéint virgoen.

An dat Zweet, leider ass et och esou, dass mer ganz vill Leit an de leschte Joren am Dublin-Transfert hunn, an Dublin fonctionéiert net. Ech soen, nach eng Kéier: Dass Dublin net fonctionéiert, ass net gutt! A mir musse kucken, an Europa erëm Uerdnung doranner ze kréien. An duerfir gëtt et Leit, déi ënner Dublin falen, déi fënnef-, sechs-, siwemol transferéiert gi sinn an dat Land, wou se missten higoen, wou se d'Openthaltsgeneemegung hunn, an erëm zréckkommen. An ech mengen, do muss een awer da verstoen, wann d'Police da seet, dass een da muss intervenéieren an dat och ënnerbannen.

De Centre de rétention: Also, bis elo hu mer natierlech keng EU-Bierger am Centre de rétention gehat. Mir wëllen och keng EU-Bierger an de Centre de rétention setzen. Mee Dir wësst, dass et Dublin-Fäll gëtt, déi net ausserhalb vun der Europäescher Unioun geschéckt ginn, mee an d'Europäesch Unioun selwer, a Länner vun der Europäescher Unioun. A wann dat sech repetéiert a repetéiert, dann ass och de Centre de rétention do, fir deene Leit awer ze soen, dass et esou net geet, dass, wa se deboutéiert sinn a si ginn opgefuerdert, fir dann am Kader vun Dublin d'Land ze verloossen, dass se dat dann och musse maachen.

Ech wëll ofschléisse mat engem Punkt, fir Iech dat e wéineg ze ënnermolen. Et gëtt Affekotebüroen an Asien, déi maache Reklamm, wéi een am beschte kann …

(Interruption)

Gelift?

Et gëtt Affekotebüroen, déi maache Reklamm an Asien, fir de Leit an Asien ze soen, wéi een am einfachste kann op de Schengener Territoire kommen. An do ass wierklech eppes agerass, wou mer mussen dergéint virgoen: Dass ee kee „golden handshake" hei zu Lëtzebuerg zegutt huet, wann ee Suen huet. Et muss ee Bezuch sinn zum Land. An dofir hu mer ganz kloer elo d'Konditiounen och vill méi stramm gemaach. Déi Konditioune mussen effektiv bestoen an net eleng, dass ee Geld huet an dann domadder sech hei zu Lëtzebuerg eng Autorisation de séjour kann erkafen.

Wat déi Motioun ugeet, géif ech mengen, mir sinn trotzdeem a guddem Kontakt mat der ASTI a mir hunn och versicht an de leschte Joren, a mir maachen dat och weider, dass mer, wann et Situatioune gëtt vu Leit, déi a ganz, ganz prekäre Konditiounen hei liewen, au cas par cas dat reegelen. An dat maache mer och weider esou. Dofir géif ech net mengen, dass een déi Motioun do onbedéngt misst stëmmen.

Ech wollt dem Här Kartheiser nach eppes soen zu deem, wat en ugedeit huet, wann ee seng Identitéit net ugëtt oder keng Pabeieren ugëtt. Mir sinn, Här Kartheiser, an där Welt, wou mer sinn. Mir hunn elo massiv, massiv, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och an anere Länner vun der Europäescher Unioun, mam Fait ze dinn, dass mer Kanner tëschent aacht an zwielef Joer hei op Lëtzebuerg kréien. Déi gi mat engem Bus oder, ech weess net, mat engem Gefier heihinnerbruecht, an da ginn déi Kanner op eise Büro drainéiert, also op eise Büro gefouert, a mir hu mat deene Kanner ze dinn. Dat ass e Fait, dat kënne mer net aus der Welt schafen. Dofir musse mer awer kucken, am Interêt vun deene Kanner, dat Beschtméiglecht draus ze maachen.

Ech weess och, dass een, wann ee seng Identitéit net ugëtt oder falsch ugëtt, eigentlech net d'Recht hätt, fir zu Lëtzebuerg Asyl ze froen, mee et gëtt Situatiounen, mat deene mer de Moment konfrontéiert sinn, wou et wierklech net anescht geet, wéi ze kucken, fir am Interêt vun de Kanner do erauszekommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech verstinn – an dat ass eppes, wat den Här Asselborn a mech sécher net trennt, oder eis, d'ADR –, déi Suerg ëm d'Wuel vun de Kanner.

A mir hunn déi Situatioun, an de Minister seet et ganz richteg, datt Leit heihinner kommen a Kanner drainéieren, do ass jo den Hannergedanken, datt déi Asyl kréien an herno sollen d'Familljen zesummegeféiert ginn an esou weider. Dat ass e Modell vu Schleiser. Dat ass e kriminelle System!

An dat, wat mir géife maachen, ech soen dat hei ganz oppen, dat wier an Zesummenaarbecht mat der Police, well et weess ee jo, wien do derhannert ass. Dat fënnt ee relativ liicht eraus. An da géif een déi Reseaue stéieren, verfollege mat alle Mëttelen, déi d'Justiz engem gëtt, amplaz nozekucken, wéi ëmmer erëm dee System hei geholl gëtt, fir Kanner heihinner ze bréngen, op Käschte vun deene Kanner, an dat ass natierlech mat … Dat ass e Modell, dee mat normale polizeilesche Mëttele relativ séier kann demanteléiert ginn. Dat ass dat, wat mir géife maachen.

An ech froen Iech, Här Minister, wat maacht Dir dann? Schwätzt Der mam Polizeiminister, schwätzt Der mam Justizminister, fir dat doten ze ënnerbannen?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet zréck un den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Also, ganz kuerz. Selbstverständlech, wéi dat ugaangen ass, hu mer déi Offizéier komme gelooss vun der Police a gefrot: „Fannt Der eraus, wou dat do hierkënnt, wéi dat organiséiert ass?" Et ass e System, deen net nëmmen zu Lëtzebuerg fonctionéiert, e fonctionéiert a ganz Europa. An déi Leit vun der Police gi sech immens vill Méi, fir dat erauszefannen. Et sinn och schonn a verschiddene Fäll Resultater do.

Allerdéngs, de Problem, dee mer un der Basis hunn, ob mer dat fannen oder net fannen, dat ass jo da fir d'Zukunft, mee déi Kanner, déi mer hei hunn, musse mer kucken esou duerch d'Liewen ze kréien, wéi dat mënschlech machbar ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zum Vott kommen, wëll ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne mat ofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7954. Den Text steet am Document parlementaire 7954[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7954 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion et résolution

Motion 1

Da komme mer nach zur Ofstëmmung vun der Motioun, déi vun déi Lénk deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Auteur, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, villmools merci, Här President. Ech hunn dem Minister seng Reaktioun jo elo schonn héieren, dofir kann ech mer jo schonn denken, oder ech konnt mer et scho bal denken, wat vun der Majoritéit géif kommen. Dat Spill hei ass jo net ëmmer esou ganz oppen, voilà.

Mee ech géif awer gär soen, dass dat, wat mer hei proposéieren, eng extraordinär Mesür wier, déi zäitlech begrenzt wier, déi u Krittäre gebonne wier, déi machbar wier. An ech mengen, et muss ee sech awer ëmmer d'Fro stellen: Wat bidde mer deene Leit dann als Alternativ, déi souwisou hei sinn an déi net kënnen zréckgoen? Voilà, an déi och hei schaffen zum Deel.

Bon, wann et nach iergendwéi méiglech ass, géif ech proposéieren, se an d'Kommissioun ze huelen, fir iwwert d'Méiglechkeet ze schwätzen. Well voilà, et sinn an der Geschicht schonn esou Campagnë geschitt. Firwat kënne mer net elo nach eng Kéier driwwer diskutéieren? Firwat kënne mer eis net opmaachen, fir driwwer ze diskutéieren, amplaz et einfach ze refuséieren?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Den Här Galles huet nach d'Wuert gefrot.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech soen och der Madamm Oberweis Merci fir den Depot vun dëser Motioun. Et ass natierlech eng Mesür, déi schonn eng Kéier gemaach ginn ass 2013. Et ass eng Mesür, déi ganz interessant ass, grad och mam Hannergrond vun all deenen Argumenter, déi Der elo bruecht hutt.

Et ass just esou, d'Motioun selwer ass mir elo ze vill zesummegefaasst, ze vill kondenséiert, fir herno dann ze schreiwen „sous certains critères", an dat ka jo ganz villes sinn.

Ech géif dofir gären Äre Virschlag opgräifen, dat do an d'Kommissioun ze ginn. Wann déi aner Kolleeginnen a Kolleegen domat d'accord sinn, da kéint een dat eng Kéier am Detail kucken, wat fir eng Krittären dat wären. Dat wär, mengen ech, e gudde Wee, fir mat där heiter Motioun ëmzegoen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. Ech géif da vläicht direkt dem Här Minister d'Wuert ginn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, also ech hunn näischt dergéint, dass mer an der Kommissioun eng Kéier kënne soen, dann natierlech am klenge Krees, a wat fir Fäll, déi mer da virgeluecht kréie vun der ASTI, mer och Mesüre geholl hunn, déi an déi Richtung ginn, wéi et elo hei gefrot ass.

Mee ech sinn net, wierklech net um Punkt fir ze soen, dass mer sollen eng generell – wéi nennt een dat? – Legaliséierung maachen. Dat ass de Moment net méiglech. Mee mir schaffen drun, an all déi grouss Fäll, déi mer kritt hunn, do hu mer och ganz dacks Léisunge fonnt. Dat kënne mer eng Kéier an der Kommissioun kucken. Mee ech géif awer vläicht versichen, der Chamber ze soen, dass mer elo net sollen op dee Wee goen.

A Saachen Immigratioun, an ech mengen, Dir hutt gëschter och e wéineg driwwer geschwat: Mir si voll! Meng gréisste Suerg mueres, wann ech opstinn, dat ass, wann nach Leit kommen, wou mer se sollen hindoen. A glécklecherweis ass de Wanter erëm e wéineg méi duuss ginn, soudass mer och dat Zelt, wat mer hunn am Rollmann, konnte verstäerken, dass et erëm waarm dodranner ass.

Mir hunn och, wéi Der wësst, nach eng Solution d'urgence elo mat enger Hal, d'Hal 7. Ech ginn Iech e Beispill. Virun e puer Wochen ass eng Waasserleitung futti gefuer am ale „Wort"-Gebai a mir hu missen, d'un jour à l'autre, mengen ech, 80 Leit evakuéieren, déi mer elo erëm an dësen Deeg zréckkritt hunn. Also, mir sinn op sou engem Punkt, wat d'Foyeren ugeet, obschonns mer elo och Gemengen hunn, wou et nach weidergeet, wou mer nach kënne weider ausbauen. Deen Andrang, dee mer haten elo an deene leschte Méint, an ech schwätzen net vun den Ukrainer eleng ... Ech mengen, d'Ukrainer, dat ass eng Saach, mee déi aner Leit, déi si komm, well a verschiddene Länner ronderëm Demandeurs de protection internationale och net méi opgeholl ginn.

An duerfir, wannechgelift, wa mer eis iwwerfuerderen an eppes maachen, wat mer net méi packen, da maache mer eppes net richteg.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Bon, d'Motioun ass mer am Kär sympathesch. Ech hunn e bësse meng Problemer mat deem „sous certains critères". Fir eis ass dat ganz kloer, datt do eng Residenzklausel muss drënner falen, déi, ech soen dat elo „off the cuff", fënnef Joer ass warscheinlech. Et geet jo awer zéng Joer zréck, wou dat hei fir d'lescht gemaach gouf. Datt keng penal Verurteelung däerf virleie wéinst eppes, wat net inné ass mat der Migratiounsgeschicht, ech mengen, dat sinn alles kloer Saachen, déi ee misst an enger Kommissioun nach eng Kéier separat diskutéieren. Ech spieren hei keen Appetitt, fir dat am Kär ze maachen.

Ech fannen et einfach e bësse schued, datt mer op där enger Säit soen, datt et Leit gëtt, déi, well se eng Valeur ajoutée fir d'Ekonomie bréngen, well se e puer Honnertdausend Euro zu Lëtzebuerg investéieren, jo, Openthaltstitelen zu Lëtzebuerg kréien. Déi ginn direkt regulariséiert. An déi, déi wierklech all Hiem op hirem Réck hu misse verschierbelen, déi e liewensgeféierleche Wee op sech geholl hunn, fir iergendwéi e bessert Liewen ze kréien, ...

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | ... deene wëlle mer, och nodeems se zéng Joer onopfälleg zu Lëtzebuerg gelieft hunn, warscheinlech hei schaffen, leider schwaarz schaffen, well se net kënne legal schaffe goen, keng Pist ginn, wéi se sech kënne regulariséieren. Dat fannen ech mënschlech immens schued.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Och e Merci fir d'Madamm Oberweis fir dësen Text. Ech wëll vläicht ganz kuerz reagéieren op dat, wat den Här Minister gesot huet. Den Här Minister huet Recht. En huet selwer gesot, ech mengen, Är Wierder waren: „Mir si voll!", wann ech Iech richteg héieren hunn. Dat geet villen europäesche Länner esou. Ëmsou méi verwonnerlech ass et, datt Lëtzebuerg zu deene Länner op europäeschem Niveau gehéiert, déi sech enger méi strenger Kontroll vun de Baussegrenze widdersetzen. Ech mengen, Dir hat virdrun Éisträich genannt, a wann Der déi éisträichesch Press kuckt, Här Minister, an ech sinn iwwerzeegt, Dir maacht dat, da gesitt Der och, datt Lëtzebuerg do net ëmmer positiv kommentéiert gëtt.

Zu der Motioun vun der Madamm Oberweis. Et sinn eng ganz Rei Leit hei am Land an enger irregulärer Situatioun. Eiser Meenung no däerf dat net sinn. Dat däerf net sinn! An et gëtt zwou Manéieren, mat där Situatioun eens ze ginn, oder dräi.

Éischtens, déi éischt Manéier ass déi: Et geet een. Dann ass een net méi irregulär hei am Land. Do géifen elo vill Leit hei soen: „Dat ass net fir jidderee méiglech." Mee dat ass déi normal. Ech sinn irregulär an engem Land, da ginn ech.

Déi zweet Méiglechkeet ass: D'Land regulariséiert mech. Dat ass dat, wat hei proposéiert gëtt. Do muss een awer wëssen, datt dat derzou féiert, datt dann erëm aner Leit kommen, déi nëmmen drop waarden, och regulariséiert ze ginn. Dat huet natierlech en Effekt. Dat ass en Appell fir anerer fir ze kommen, an der Hoffnung, och regulariséiert ze ginn.

Déi drëtt Méiglechkeet ass: Et kuckt ee selwer, datt een an d'Legalitéit erakënnt. Dat ass eng Optioun, déi jidderengem opsteet. Do kann een eng Härtefallreegelung hunn. Wann dat a wierklech extreeme Fäll sollt sinn, dann däerf een net onmënschlech sinn.

Mee dat ass de Prinzipp. Entweeder, wann een irregulär an engem Land ass, geet een, oder et kuckt een, datt een an d'Legalitéit erakënnt, wat eng ganz normal Saach wär. Mee et däerf een net drop spekuléieren, wann een an der Irregularitéit ass a keen Effort mécht, fir aus der Irregularitéit erauszekommen, datt dat Land dann derfir suergt, datt eigentlech déi eege Karenz kompenséiert gëtt. Dat kann et net sinn!

Mir sinn awer och gär d'accord, an der Kommissioun eng Kéier heiriwwer ze kucken. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Also, fir d'alleréischt wéilt ech awer kuerz op dat reagéieren, wat den Här Clement gesot huet, well et ass net ganz richteg, wann e seet, am Text géif stoen, dass nëmme Leit, déi eng Valeur ajoutée fir d'Lëtzebuerger Land hunn, hei géife consideréiert ginn. Mir maache grad eeben, dass mer soen, dass et net méi just ass, well ee Suen huet, dass een doweinst eng Openthaltsgeneemegung kritt. An dat ännere mer haut mam Gesetz.

Da wëll ech zur Motioun am Fong nach eng Kéier dat widderhuelen, wat och meng Virriedner scho gesot hunn, den Här Galles an och den Här Clement: Dass déi Motioun hei seet, mir sollen eng Regularisatioun maachen, „sous certains critères", awer déi Krittären net nennt. Da mengen ech, dat wär schonn aleng e Grond, fir déi Motioun hei net unzehuelen.

Et ass jo awer esou, an dat muss ech awer soen, d'Madamm Oberweis huet dat och fairerweis an hirer Motioun richteg drageschriwwen: Et ass jo net esou, dass guer keng Regularisatioun gemaach gëtt, mee si gëtt eeben au cas par cas gemaach. A mir wëssen, dass den Här Minister och ganz dacks dovunner Gebrauch mécht. Mir invitéieren en och, weiderhin esou, wéi et méiglech ass, dovunner Gebrauch ze maachen, fir déi Situatiounen ze deblockéieren, wou et wierklech wichteg an dréngend ass. Mee mir verstinn awer och alleguerten déi Contrainten, déi mer hätten, fir eng generell Regulariséierung ze maachen.

Vu dass déi hei an der Motioun gefrot gëtt, sinn ech der Meenung, dass mer déi elo sollten ofstëmmen. An ech proposéiere menger Fraktioun, déi net ze stëmmen. Mee ech kommen awer op dat zréck, wat

den Här Minister gesot huet: Ech engagéiere mech als President vun der Kommissioun derzou, dass mer eng Kéier an der Kommissioun mam Här Minister eis Zäit huelen, fir iwwert déi ganz Problematik en long et en large ze diskutéieren. Mee d'Motioun hei solle mer ofstëmmen, a meng Fraktioun wäert do mat Nee stëmmen.

Merci.

Une voix | Mir och.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, eng ganz kuerz Remark zum Här Kartheiser, well den Här Kartheiser huet jo deen Don, heiansdo Saachen ze soen, déi net esou sinn, wéi ech se gesot hunn.

Et geet hei net drëm, d'Grenzen zouzemaachen. Et geet an deem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" genee ëm eent. Dat war am August 2021, wéi déi schwéier Kris war an Afghanistan, dunn hu Leit, déi zum Beispill Frae waren a Riichter waren, misse fort aus deem Land. Soss riskéiere se den Doud! Sou, elo hat déi eng Riichterin, déi Riichterfamill, déi zu Lëtzebuerg ass, an Éisträich gefrot. Éisträich huet gesot: „Nee, ënner kengen Ëmstänn!" A se sinn dann elo op Lëtzebuerg komm, a Lëtzebuerg huet se akzeptéiert. Déi Nuance wollt ech maachen an der Approche, déi mer hunn an der Migratiounspolitick, virun allem a ganz schwierege Situatioune wéi där am Afghanistan. An ech mengen, dat ass net zu eiser Onéier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Da ginn ech eng leschte Kéier d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Eng leschte Kéier, versprach. Also, d'Krittären hunn ech bewosst net ernimmt, well ech gemengt hunn, déi kéint een zesummen an der Kommissioun ausschaffe respektiv déi géifen enzwousch anescht ausgeschafft ginn. Et ass jo net u mir, déi festzeleeën. Dat ass dat Éischt.

Zweetens wollt ech op den Här Asselborn nach eng Kéier agoen. Dir hutt virdru gesot: „Mir si voll!" D'Strukture si voll. Mir wëssen dat. Mee dat huet jo näischt mat der Regulariséierung ze dinn. An de Strukture sinn et Demandeuren a Beneficiairen. Mir schwätzen hei net vun den Demandeuren an net vun de Beneficiairen. Voilà, dat sinn zwou verschidde Saachen, déi matenee vermëscht sinn.

An dann den Här Kartheiser, bon, elo hunn ech en ernimmt, elo wäert en herno erëm d'Wuert kënne froen. Dir sot, si solle fortgoen. Mee wouhinner? Vill vun deene Leit kënne jo néierens higoen. Dat ass jo de Problem. Wou sollen d'Afghanen dann higoen? Dat ass jo de Problem. Dat ass dat, wat se Iech géife soen. An Dir sot, si sollen an d'Legalitéit. Wéi solle se an d'Legalitéit kommen, wa se keng Aarbecht fannen?

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Et ass nach ni een hannescht geschéckt ginn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Dat soen ech jo. Si kënnen net zréckgoen an Afghanistan.

(Interruptions)

Hie seet, si sollen zréckgoen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 2 Jo-Stëmme géint 55 Nee-Stëmme bei 3 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus : Marc Spautz ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Résolution 1

Da komme mer zur Resolutioun, déi vun de Piraten deposéiert ass ginn, wou et drëm geet, datt déi subventionéiert Organisatiounen och kënnen en Avis zu engem Gesetzesprojet maachen. Wie wëllt ...?

Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Clement fir déi Resolutioun. Ech muss soen, dass ech e bësse meng Schwieregkeete mat där Resolutioun hunn, well ech eigentlech ëmmer der Meenung war oder nach ëmmer si vun der Praxis hier, dass, wann e Projet de loi deposéiert ass, dann d'Avise gefrot gi selbstverständlech vun de Chambre-professionellen, a Verschiddenen, déi am Gesetz virgesi sinn. Mee mir kréie reegelméisseg a permanent quasi zu all Gesetz och Avise vun aneren Organisatiounen, déi net am Gesetz virgesi sinn, notamment, Dir hat et gesot, d'CCDH, oder et waren och schonn emol privat Organisatiounen, déi eis Avise ginn hunn.

Zu dësem Gesetz, an dat huet mer och leedgedoen, ech deelen dat mat Iech, hu mer hei keng aner Avise kritt. Ech konnt der net méi a mengem Rapport opziele wéi déi, déi ech hat. Do hätt et vläicht gutt gedoen, wa mer nach aner Avise kritt hätten. Där hate mer keng kritt. Mee ech weess awer elo net, ob mir elo hei mussen eng nei Prozedur erfannen. Ech hat elo ganz kuerz eng Kéier kënnen hei mech austausche mat Kolleegen. Mir waren der Meenung, et géif eng Prozedur ginn, an dofir sinn ech der Meenung, dass déi Resolutioun hei eigentlech net néideg ass an déi solle mer dofir och net stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Ech ginn d'Wuert un den Auteur, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Mënscherechtskommissioun huet ëffentlech kloergestallt, datt se net gefrot goufe fir en Avis zu dësem Text. Dat ass an der Press dokumentéiert. An op Nofro hin hu se eis och erkläert, wéi d'Prozedur fir si ass. Wa si als Mënscherechtskommissioun haut wëllen en Avis ginn, da muss deen iwwert de Ministère de tutelle goen, an da kënnt deen iwwert dee relativ administrative Wee bei der Chamber eran. Si kënnen en net selwer un d'Chamber schécken. Si kënne sech quasi net autosaiséieren. Dat ass esou. Ech muss mech do op dat baséieren, wat deen Acteur um Terrain eis seet. Ech géif virschloen, vu datt hei awer manifestement Onkloerheete sinn driwwer, wat geet oder wat net geet, an dat war och e bëssen d'Intentioun vun där Resolutioun, datt mer déi heite soit am Bureau, soit an der Commission du Règlement eng Kéier géifen duerchdiskutéieren a kucken, wat eventuell néideg ass am Reglement ze maachen, wat eventuell néideg ass, gesetzlech ze maachen, fir datt dat einfach geet.

D'Zil soll et sinn, datt Avisen, déi wëlle gi ginn, och kënne gi ginn. Well wann et herno esou ass, datt iergendeng Organisatioun mengt, obwuel se mat staatleche Gelder subventionéiert ass, si kéint hiren Avis net ofginn, dat géif ech ganz schued fannen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Pardon, also, ech proposéieren, dass mer dem Här Clement seng Propos ophuelen an dass mer dat effektiv eng Kéier kucken, falls dat do esou sollt sinn. Also, Dir sot mir, wann ech Iech elo richteg verstanen hunn, do misst de Ministère säin Ok ginn, fir dass d'Commission consultative des droits de l'homme hiren Avis gëtt.

Une voix | Yes.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Oder heescht et just, dass dat iwwert d'Boîte postale do an d'Chamber kënnt? Dat ass awer zweeërlee. Dofir, ech mengen net, dass iergendeen d'Commission consultative des droits de l'homme iergendwéi kéint oder wéilt drun hënneren, fir eis en Avis matzedeelen. A mir hunn als Chamber déi ëmmer ganz seriö geholl. An ech wëll Iech soen, dass ech als Rapporter vun all deene Gesetzer, déi ech bis elo hei konnt mat an d'Chamber bréngen, ëmmer déi Avise seriö gekuckt hunn an och probéiert hunn, a menge schréftleche souwéi heiansdo och mëndleche Rapporten duerzeleeën, fir dass jiddwereen déi breet Facette vun all Problematik ëmmer kann erfaassen.

Dofir, ech hunn awer kee Problem, falls sech do sollt e Problem stellen, deen eis elo net géif aliichten oder net direkt ersiichtlech wär, sollte mer eng Kéier an där zoustänneger Kommissioun doriwwer schwätzen. An da géif ech proposéieren, dass mer net iwwert d'Resolutioun ofstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Dann huet den Här Claude Wiseler d'Wuert gefrot.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, ech deelen am Fong den Avis vum Här Cruchten hei an dësem Fall, well et ass mir nach ni opgefall an deene laange Joren, wou ech elo an der Chamber sinn, datt hei subventionéiert Organisatioune vum Staat sech genéiert hätten, eis Avisen eranzeschécken. Ech kréien op jidde Fall bei ganz ville Gesetzer all méiglech Avisen, déi sécherlech net iwwert d'Ministèrë kommen. Ech fannen dat och richteg. Ech fannen dat och interessant esou. An esou soll dat och sinn. Ech mengen net, datt dofir vum Inhalt hier dat hei eis iergendwéi géif iergendeppes weider bréngen, wa mer elo eng nei Diskussioun iwwert d'Prozeduren opmaachen.

Ech ka mer och net virstellen, datt d'Commission consultative des droits de l'homme do misst iwwert de Ministère fueren, wa se sech wëllt ausdrécken. Falls dat esou wär, muss een driwwer kucken, falls, ...

(Interruption)

Jo, dat Eenzegt, wou ee sech heiansdo d'Fro stellt, an déi hu mer eis an de Kommissioune par contre scho méi wéi eng Kéier gestallt, dat ass, awéifern mer verschidden Avise vu verschiddenen Associatioune mat an den Dossier parlementaire eranhuelen an dann op de ganze Publikatiounswee matginn. An do hunn ech heiansdo d'Impressioun, datt et ënnerschiddlech an der Chamber eng Kéier esou an eng Kéier anescht decidéiert gëtt.

Dat heescht, menger Usiicht no, wa mer sollten eppes an der Kommissioun diskutéieren, da wär et, wéini mer no welleche Krittäre wellech Avisen an d'Prozedur matginn, fir datt se offiziell gedréckt a verdeelt ginn. Mee ansonsten hunn ech d'Impressioun, datt et awer gutt fonctionéiert an datt een dat hei net brauch. Dofir stëmme mir se net mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, den Här Wiseler huet elo just mäi Punkt gemaach, Här President. Et geet just drëm fir ze kucken: Wat gëtt en Document parlementaire a wat gëtt keent? Ech mengen, dat sinn déi Saachen, déi kënne mer vläicht eng Kéier diskutéieren. Fir de Rescht, mengen ech, solle mer dat an der Reglementskommissioun eng Kéier kucken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission

Wien dann elo d'accord ass, fir dës Resolutioun an d'Reglementskommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, d'Reglementskommissioun soll sech mat där doter Problematik befaassen.

(La résolution 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission du Règlement.)

5. Motion de M. Sven Clement au sujet des crimes du régime iranien

(Motion déposée en séance publique n° 34 du 9 février 2023 – à consulter au compte rendu n° 11/2022-2023 en page 7)

Da kéime mer zum nächste Punkt, der Motioun vum Här Sven Clement iwwert d'Verbrieche vum iranesche Regimm. An ech géif direkt dem Auteur vun der Motioun, dem Här Sven Clement, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Dat heiten ass eng Motioun, déi schonn den 9. Februar deposéiert gouf, dunn an d'aussepolitesch Kommissioun verwise gouf, do och an enger Sëtzung beschwat gouf a mer eis a Récksprooch mat alle bedeelegten Acteuren derfir entscheet hunn, den zweeten Invite ze änneren. Et geet essentiellement drëm, fir nach eng Kéier kloer e Statement ze setzen, datt d'Verbrieche vum iranesche Regimm konsequent an der Ëffentlechkeet sollen denoncéiert ginn, genausou wéi och all d'Efforte vun der EU ze ënnerstëtzen.

An dann am zweeten Invite hate mir gefuerdert, fir den IRGC als Terrororganisatioun tout court ze benennen. Do gouf et ënnerschiddlech Point-de-vuen derzou an der Kommissioun, esou datt mer eis gëeenegt hunn, fir eng nei Formulatioun ze fannen, déi, mengen ech, elo e Konsens mécht. Déi heescht: „zesumme mat eise Partner an der Europäescher Unioun d'Sanktioune géint den iranesche Regimm ze verschäerfen a besonnesch Membere vun den iranesche Revolutiounsgarden ze viséieren."

Dat leeft in fine op dat Nämmlecht eraus, ouni datt mer d'Organisatioun esou tituléieren, mee déi eenzel Membere kënnen dann esou au cas par cas tituléiert ginn. Dat fënnt eisen Accord. An dofir wär ech frou, wa mer hei géifen d'Zoustëmmung kréien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Als President vun der Kommissioun, an et ass genausou, wéi den Här Clement et gesot huet, hu mer eis Zäit geholl, an den Här Minister huet sech och Zäit geholl, fir eis dat ze erklären. En huet eis och nach eng Kéier gesot, dass sech bei den europäeschen Ausseministeren eebe just mat där doter Fro befaasst gouf an dass och en Avis juridique gefrot gouf, a mir hunn iwwer alleguerten d'Facetten dovunner geschwat. Mir sinn herno zur Konklusioun komm, dass dat ganz heikel wär. Et gëtt weider dru geschafft, mee esou, wéi et an där éischter Motioun formuléiert war, wär dat eigentlech fir eis schwiereg matzedroen.

Dofir sinn ech frou, dass mer konnten zesummeschaffen an e Kompromëss fannen, deen den Här Clement elo virgelies huet. An ech proposéiere menger Fraktioun, dass mer deem Kompromëss zoustëmmen an déi Motioun hei mat Jo stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech zéien am Fong déi selwecht Konklusioun. Ech si frou, datt mer effektiv eng Kompromësssolutioun fonnt hunn. Ech versti jo och déi juristesch Bedenken, déi d'Kommissioun an den Här Asselborn eis ausgedréckt hunn, quitte datt d'Europaparlament eng kloer an däitlech Motioun gestëmmt huet, wou si am Fong froen, datt et soll op terroristesch Lëschten ageschriwwe ginn. Mee dat war warscheinlech, éier en Avis do war.

Mee ech soe mer, heiansdo ass d'Politick jo och d'Symboler, déi ee muss setzen, d'Akten, déi ee muss setzen. An dat ass dat, wat d'Europaparlement gemaach huet. Ech si frou, datt mer eng Solutioun fonnt hunn, well ech si frou, déi Motioun kënne matzestëmmen, well et einfach wichteg ass, datt mer als Parlament eng kloer an däitlech Meenung par rapport zu deene schreckleche Saachen hunn, déi am Iran géint d'iranescht Vollek an haaptsächlech géint déi iranesch Frae geschéien, och haut um Fraendag. Ech si frou, datt mer se kënne matstëmmen. An ech rode menger Fraktioun dann, mat Jo ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler.

Da ginn ech dem Här Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, ech hat an der Kommissioun kloer gesot, firwat dass mer net konnten als europäesch Ausseministeren d'Garden op d'Lëscht huelen. Ech hat och virgelies, wat an deem Avis stoung vun dem Conseil juridique vun dem Conseil. An ech wëll elo just nach e puer Informatiounen awer ginn, dass mer bis elo iwwer 100 Revolutiounsgarde scho gelëscht hunn. Op deene véier Lëschten, déi gemaach gi sinn, sinn iwwer 100 Revolutiounsgarden drop, et si Riichter drop, et si Leit, déi Responsabilitéit an de Prisongen hunn, drop, et sinn och schonn Deputéierter drop. An déi Lëscht, déi bleift net stoen.

Mir hunn elo am Mäerz, ech mengen den 20. Mäerz, déi nächst Ausseministersitzung. An do wäert de Sujet Iran selbstverständlech, och wat de Paquet vun de Sanktiounen ugeet, weidergoen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun där ofgeännerter Motioun kommen.

Motion modifiée

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– datt den iranesche Regimm säit dem Doud vum Mahsa Jina Amini duerch iranesch Revolutiounsgarden nach méi repressiv géint seng eege Bevëlkerung virgeet;

– datt den iranesche Regimm Manifestanten ouni jeegleche Respekt vu Mënscherechter aspäert, foltert an exekutéiert;

– datt d'iranesch Revolutiounsgarden hei besonnesch schwéier implizéiert sinn an disproportionéiert géint d'Protester am Land virginn;

– datt d'EU-Parlament den 19. Januar 2023 d'Resolutioun 2023/2511(RSP) ugeholl huet, déi dës Verbrieche kloer opweist a verurteelt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. d'Verbrieche vum iranesche Regimm konsequent an der Ëffentlechkeet an och a private Gespréicher mat Representante vun anere Staaten ze verurteelen;

2. zesumme mat eise Partner an der Europäescher Unioun d'Sanktioune géint den iranesche Regimm ze verschäerfen a besonnesch Membere vun den iranesche Revolutiounsgarden ze viséieren;

3. all d'Efforte vum EU-Parlament an der EU-Kommissioun géint all Aart vu Folter, Doudesstrofen a soss repressiivt Verhale vum iranesche Regimm géint seng eege Bevëlkerung ze ënnerstëtzen.

(s.) Sven Clement.

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Une voix | Très bien!

6. 8111 – Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain

M. Fernand Etgen, Président | Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8111 iwwert d'Aféierung vun enger staatlecher Hëllef, déi d'Präiserhéijung vun den Heizungsreseaue limitéiert. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché, ass prett fir de Rapport. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Jo, hei geet et e bësse méi technesch zou wéi an der Diskussioun vu virdrun. Mat dësem Projet de loi, deen op eng Decisioun aus dem virleschten Tripartitt-Accord zréckgeet, gëtt eng temporaire Subventioun fir all Privatstot agefouert, deen d'Wäermt vun der Wunneng aus engem urbane Fernwärmenetz bezitt. Méi speziell gëtt de Präis, deen dës Clientë bezuele mussen, op maximal 15 % par rapport zum facturéierten Duerchschnëttspräis vum September 2022 limitéiert. Well d'Präisstrukturen am Beräich vun de Fernwärmenetzer staark variéieren, jee nodeem, wéi eng primär Energie fir d'Produktioun vu Wäermt agesat gëtt, gesäit dëse Projet de loi eng maximal Reduktioun vun 9 Cent pro Kilowattstonn hors taxes vir.

Dës finanziell Kompenséierung presentéiert sech a Form vun enger Remise op der variabeler Composante vum Liwwerpräis, also deem Präis, deen déi fix an déi variabel Käschten ofdeckt.

D'Remise kann nëmmen applizéiert ginn am Fall vun enger positiver Differenz tëscht dem variable Präis, deen de Client duerch säi Kontrakt bezuele misst, an dem Referenzpräis, deen no der applizéierter Remise effektiv ze bezuelen ass.

Fir ze verhënneren, datt déi variabel Composante vum Präis bei verschiddene Clienten ënnert den Niveau vun den duerchschnëttleche Präisser vum September 2022 fält, däerf déi variabel Composante vum Ennpräis net ënner 10 Cent pro Kilowattstonn leien. Ech hoffen, Dir verstitt, wat ech hei alles erklären. Et ass e bësse komplizéiert, e bëssen technesch.

Här President, vu datt all Gebai prinzipiell just iwwer een Uschloss verfüügt a well et wichteg ass, keng Persoun auszeschléissen, gëtt d'Reduktioun fir all Gebai applizéiert, wat op d'mannst iwwer eng Logementsunitéit verfüügt, déi un e Fernwärmenetz ugeschloss ass. Dat heescht, datt Gebaier, déi net zu iergendengem Wunnzweck déngen, net vun dësem Projet de loi betraff sinn.

Wat dann d'Zäitschinn ugeet, sou leeft dës Moossnam réckwierkend vum 1. Oktober 2022 bis zum 31. Dezember 2023 a muss wärend deene 15 Méint obligatoresch vun de Fournisseuren applizéiert ginn.

Fir vun enger finanzieller Kompenséierung profitéieren ze kënnen, mussen d'Fournisseuren eng Demande mat enger Rei Piècen erareechen. Dëst erlaabt hinnen dann, an e spezielle Regëster agedroen ze ginn, deen an der Kompetenz vum Energieminister läit. An deem Sënn muss de Minister de Fournisseuren en entspriechende Formulaire zur Verfügung stellen, an doriwwer eraus muss en eng aktualiséiert Lëscht op engem Internetsite publizéieren, an där d'Nimm an d'Adress vun den ageschriwwene Fournisseuren an engem Delai vun 30 Deeg ze fanne sinn.

Bei de Rechnungen ass et esou, datt se souwuel de Prix variable contractuel wéi och déi staatlech Kontributioun mussen enthalen, fir datt de Client och transparent iwwert d'Präisreduktioun informéiert ass, déi him dann zeguttkënnt.

Fir sengersäits rembourséiert ze ginn, muss all Fournisseur, deen am Regëster agedroen ass, eng Opstellung vun deene Käschte maachen, déi duerch déi applizéiert Reduktioun vum Mount virdrun entstane sinn. Wann dëse Käschtestand da konform zu de Konditiounen an Dispositioune vun dësem Projet de loi ass, kritt de Fournisseur den Akkont vum Minister ausbezuelt.

De finalen Dekont, dee sämtlech finanziell Kontributioune vum Staat mat all den Akkonten enthält, muss bis spéitstens den 30. Juni 2024 un den Energieministère weidergereecht ginn. A wat d'Demandes d'acomptes fir d'Méint Oktober 2022 bis Februar 2023 ugeet, sou muss den Endstand vun de Fraise fir dës Méint spéitstens den 31. Abrëll 2023 (veuillez lire: den 1. Abrëll 2023) virleien.

Grad wéi bei deenen anere Moossnamen am Energieberäich kann den Energieminister zu all Moment – a spéitstens sechs Méint nom finalen Dekont – kontrolléieren, ob d'Informatioune vun de Fournisseuren der Realitéit entspriechen an ob d'Fournisseuren d'Gesetz richteg applizéieren – oder eeben applizéiert hunn.

An dann nach zum finanziellen Impakt, deen net ëmmer oninteressant ass: Fir de finanziellen Impakt vun dësem Projet de loi ofzedecken, huet d'Regierung eng global Enveloppe vu 45 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, dovun 10 Millioune fir d'Zäitschinn vum 1. Oktober 2022 bis zum 31. Dezember 2022, dat ass dann déi réckwierkend Zäit op d'lescht Joer, an dann nach 35 Milliounen Euro fir d'Joer 2023.

Domat kéim ech schonn zu den Avisen, déi erakoumen zu dësem Projet de loi. Éischtens zu den Avise vum Conseil d'État, deen zwee Avisen eraginn huet, ee vum 23. Dezember 2022 an een de 7. Februar 2023, wou de Staatsrot eng Rei Adaptatiounen um Text verlaangt huet. Virun allem huet e sech un e puer Formulatioune gestouss, wat déi finanziell Kontributioun vum Staat, de Risiko vun der Inégalité de traitement bei de Clienten, d'Lëscht vun de Fournisseuren an d'Definitioun vun den Delaien ugeet. Dëst huet dann och zu enger ganzer Rei Oppositions formelles gefouert, déi awer op Basis vum Staatsrot senge Proposen an der Kommissioun opgehuewe konnte ginn.

D'Chambre de Commerce hirersäits huet d'Aféierung vun enger Kontributioun fir déi privat Notzer vu Fernwärmenetzer generell begréisst, dëst allerdéngs mat e puer konstruktive Kriticken, ënner anerem wat d'Delaie vun der Bezuelung vun den Akkonten an déi technesch Sécherheetsdispositioune ronderëm den Dateschutz ugeet.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics war och d'accord mam Projet de loi, huet awer Sanktioune gefuerdert am Fall, wou e Fournisseur d'Präisreduktioun net géif applizéieren.

D'Chambre des Salariés hirersäits huet keng kritesch Observatiounen zu dësem Projet de loi formuléiert a war vun Ufank u mat allen Dispositiounen d'accord.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss nach e puer Wierder zu de parlamentareschen Aarbechten. Nodeems dëse Projet de loi den 2. Dezember 2022 vum Energieminister Claude Turmes deposéiert gi war, huet d'Tripartitt-Kommissioun sech a véier Sëtzunge mat den Dispositiounen an Avise beschäftegt an huet mäi Rapport den 3. Mäerz eestëmmeg ugeholl. Dat ass nach net laang hier.

Domat ginn ech dann och schonn emol den Accord vun der grénger Fraktioun a wéilt zum Schluss nach just zwee Mercie lassginn. Deen éischte Merci ass fir den Dan Schmit, de Sekretär vun der Kommissioun, an deen zweete gëllt eiser Fraktiounsmataarbechterin, dem Liz Reitz, déi alle béid eng gutt Aarbecht, muss ee soen, an dësem dach awer ganz techneschen Dossier geleescht hunn. An Iech soen ech dann nach Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Josée Lorsché Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Merci. Merci, Här President. Merci och fir déi Explikatiounen. Et ass richteg, et ass en zimmlech techneschen Dossier. Ech wëll och net ze laang hei sinn. Ech wëll just soen: Dat doten erënnert eis jo alleguerten heibannen dorunner, dass mer d'Diskussiounen am Hierscht haten iwwert d'Hëllef bei de Gaspräisser, wou mer gesot hunn: „Voilà, do muss ee 15 % Präishausse eigentlech plafonnéieren, fir dass de Leit awer gehollef gëtt iwwert de Wanter, an eeben dann och eng Lafdauer, déi och hei identesch ass mat dësem Text vun Oktober d'lescht Joer bis Silvester dëst Joer dann afléisse loossen." An ech war selwer ee vun deenen, déi hei op der Tribün och gesot hunn: „Voilà, mir hunn awer do nach ee Problem. Wa mer de Gaspräis hunn, dann hu mer awer och nach Clienten, déi indirekt eigentlech un de Gas als Ressource, fir sech opzehëtzen, ugebonne sinn, an dat sinn déi, déi iwwert de Wee vun der Kogeneratioun Hëtzt eigentlech consomméieren."

Duerfir wëll ech op dëser Plaz wierklech dem Minister e grousse Merci soen, dass e ganz séier deen do Challenge ugeholl huet fir ze soen: „Effektiv do hu mer e Problem. Do musse mer kucken, wéi mer dat dote léisen."

De 7. Dezember (veuillez lire: Den 2. Dezember) ass dee Projet de loi deposéiert ginn an elo haut, den 8. Mäerz, also bal exakt eng Punktlandung op dräi Méint, ass dee Projet fäerdeg a kann hei gestëmmt ginn. Ech wëll wierklech dem Minister senge Mataarbechter Merci soen, dass si dat doten esou séier gemaach hunn, an awer och de Leit aus der Tripartitt-Kommissioun, déi jo dëse Projet dann och begleet hunn.

Déi Limitt vu 15 %, ech hunn et gesot, déi ass identesch mat där, déi mer fir de Gas dann hunn. An et ass eeben awer noutwendeg gewiescht, fir e separat Gesetz ze maachen, well et méi komplex ass. An aus den Ausféierunge vun der Madamm Rapportrice, där ech Merci soe fir dee wierklech exzellenten, kuerzen, komplette Rapport, muss ee soen: Et ass effektiv méi komplizéiert.

Just fir et eng Kéier un engem Beispill ze erklären, well ech da selwer Buergermeeschter si vun enger Stad, déi och e Kogeneratiounswierk huet: Dat Wierk, dat liwwert op Gasbasis. An e puer Joer gëtt et op Pellets ëmgestallt, d'Etüde lafen, mee de Moment si mer nach beim Gas. Et liwwert Stroum, et liwwert Wäermt, et liwwert Keelt an et liwwert Noutstroum.

Et gëtt also net eng einfach Léisung, fir déi dote Rechnungen ze maachen a fir ze soen: „Voilà, wann de Gas an d'Luucht geet, wéi verhale sech dann déi aner véier Fournituren, déi een dorauser mécht?" Dofir sinn och déi Dispositiounen, déi sech „Preisgleitklausel" nennen. Dat versti just nach déi, déi an der Mathematik ëmmer ganz gutt opgepasst hunn an der Schoul. Mee déi sinn net adaptéiert fir esou Präisschwankungen, wéi mer se erlieft hunn, wou ee vun 30 Euro op 300 Euro oder 250 Euro pro Megawattstonn geet. Déi sinn net dofir gemaach. Déi pufferen dat. Mee hei – lange Rede, kurzer Sinn – muss een einfach Merci soen, dass mer elo hei relativ séier dohinnerkommen.

Ech wéilt awer nach e Merci lassginn un de Minister, dat däerf een awer och op dëser Plaz eng Kéier soen. Hien huet sech Méi ginn, fir op den Terrain ze goen, fir mat de Leit doriwwer ze diskutéieren, fir sech mat de Fournisseuren, mat de Proprietären, mat den Entreprisen zesummenzesetzen an ze kucken, wéi dat geet. Dir sidd souguer, Här Minister, sur place gepilgert. Dir hutt de Staf an de Grapp geholl a sidd duerch d'Land gaangen. Dat ass ganz gutt ukomm. Ech mengen och, dass dat wichteg ass, datt ee wierklech nolauschtert, wéi et um Terrain bemierkbar gëtt. Ech wëll einfach op dëser Plaz Merci dofir soen.

Eng lescht Remark, da sinn ech fäerdeg. Dat ass déi, fir dach awer ze soen: Hoffentlech vergiesse mer elo net ..., net dass mer d'Energiespueren elo op eemol leie loossen! Well dat ass awer, mengen ech, nach ëmmer e wichtege Message, dee mer ëmmer nach sollten alleguer fir eis selwer an awer och fir déi aner Leit applizéieren. Ech weess och net, wou mer dru sinn. Dat kann de Minister eis vläicht an dësem Kontext herno soen, ob mer déi Ziler erreechen. Déi sollte jo am Mäerz ... elo si mer nach e bëssen ze fréi, mir sinn nach net Enn Mäerz, fir da kënnen de Bilan ze zéien, mee ob mer dat gespuert hunn, wat noutwendeg war ze spueren.

A wéi gesot, kommt, mir bleiwe wierklech bei deem Effort, deem kollektiven Effort fir eis alleguer. Et ass och gutt fir jidderengem säi Portmonni an et ass och gutt fir de Staatsbudget.

Villmools merci alleguer.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Schaaf.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | A nee, ech hunn nach vergiess: Ech gi selbstverständlech den Accord vun der CSV.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Dat Wichtegst zum Schluss. Merci fir d'Wuert, Här President. Am Dezember hate mer heibanne schonn eng ganz Rëtsch vun Tripartitt-Gesetzer an dësem Plenum gestëmmt, déi aus dem Solidaritéitspak 2.0 ervirginn. Bei deene Gesetzer geet et drëms, d'Stéit ze ënnerstëtzen an engem Kontext vun héijer Inflatioun a vun héijen Energiepräisser.

Mat deem Gesetz vun haut leeë mer nach eng nei Hëllef fest fir d'Stéit, déi un e Fernwärmenetz ugeschloss sinn, a mir limitéieren d'Präishausse, sou wéi d'Rapportrice et gesot huet, op 15 % am Verglach zum duerchschnëttleche Präisniveau vum September 2022. Fir Privatpersoune kënnt dës Moossnam zousätzlech zu den Energiehëllefen, déi mer heibanne scho gestëmmt hu fir de Gas, fir de Masutt, fir d'Pellets a fir de Stroum. Et ass also e weidert Puzzlesteck am Kader vun alleguerten deenen Energiehëllefen, déi de Stéit hei zu Lëtzebuerg zeguttkommen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir kréien heiansdo vu verschiddene Säite gesot, mir géifen am Kontext vun den Energiehëllefen d'Sue mat der Géisskan verdeelen. D'Strategie hannert deenen Hëllefe fir d'Stéit a fir d'Betriber ass et allerdéngs, d'Inflatioun an de Grëff ze kréien, am Grëff ze behalen. A mir hu scho gesinn, dass d'Inflatioun d'lescht Joer, 2022, ënner 6 % gefall ass.

A wann ech haut richteg gelies hunn, ass d'Inflatioun elo schonn ënner 5 % gefall. An ech mengen, dat weist, dass déi Suen, déi mer an de Grapp geholl hunn, déi Investissementer, déi mer gemaach hunn, och déi Suen, déi mer deblockéiert hunn, fir de Leit ze hëllefen, am Solidaritéitspak 2.0, dass déi hir Friichten droen, eebe grad well se breet gestreet ginn.

Mir hu gëschter heibannen iwwert deen nächsten Tripartitt-Accord geschwat, iwwert de Solidaritéitspak 3.0. An eng ganz Rei vun de Mesüren aus dem Solidaritéitspak 2.0, wat d'Energiehëllefen ugeet, solle verlängert ginn. Ech wollt heibannen d'Propos maachen: Ech mengen, fir am einfachste kënnen ze schaffen, wär et vläicht eng Iddi, Här Minister, wa mer déi verschidden Hëllefen, déi jo da just verlängert ginn, an engem Omnibusgesetz vläicht géifen zesummenhuelen. Da bräichte mer net véier, fënnef, sechs Gesetzer ze maachen, wa mer just Datumer verlängeren. Wann een dat géif opdeele pro Ministère, ech mengen, da kéinte mer déi Aarbecht hei ganz, ganz séier maachen.

Voilà, an deem Sënn wollt ech den Accord gi vun der DP-Fraktioun, net awer ouni e ganz grousse Merci ze soen, wéi ëmmer, eiser Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. An och vun dëser Plaz eng Kéier e ganz, ganz grousse Luef un de Sekretär vun der Kommissioun, un den Dan Schmit. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann direkt do virufueren. Ech soen och der Rapportrice, der Madamm Lorsché, e ganz grousse Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Si huet näischt vergiess a si huet d'Gesetz am Detail erklärt. Och den Här Baum ass op villes agaangen, wat ech mer elo kann spueren.

Et ass effektiv e bëssen ... D'Circonstancë sinn eeben esou. Gëschter hu mer hei iwwert d'Tripartitt geschwat, haut setze mer e Gesetz ëm aus deem leschten Tripartitt-Accord. An eigentlech huet deen neien Tripartitt-Accord eng Verlängerung vun eebe just deenen heite Mesüren, déi mer haut ofstëmmen, virgesinn. Et wier jo flott gewiescht, wa mer eng Prozedur gehat hätten hei an der Chamber, wou een dat elo nach hätt kënne séier arrangéieren. Dann hätte mer eis alleguerte ganz vill Aarbecht erspuere kënnen. Leider ass dat net de Fall. Mee ech sinn awer iwwerzeegt, dass mer dat doten och anescht ganz séier wäerte geléist kréien.

Ech wëll op alle Fall soen, dass mer alleguerten hei zesumme virun e puer Méint d'Suerg haten, kann ech mech erënneren, dass mer iergendee géife vergiesse bei deenen Energiehëllefen. An ech mengen, dass mer alleguerten zesummen, Majoritéit, Oppositioun, Regierung, Chamber, eist Wuert gehalen hunn, a mir hu probéiert, wierklech keen ze vergiessen. An dat Gesetz hei ass Ausdrock dovunner.

An dofir soen ech nach eng Kéier jiddwerengem an och der Regierung Merci a gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP zu deem Gesetz.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll och der Madamm Lorsché Merci soen an allen anere Virriedner. Ech mengen, mir kruten dat elo ënner allen Aspekter erklärt. Ech wëll vläicht dofir just e puer Bemierkunge maachen. Éischtens: Wat d'ADR ugeet, stëmme mir dat hei mat. Mir hu gesot, mir wäerten all déi Tripartitt-Moossname matstëmmen, aus Solidaritéit. Dat maache mer och selbstverständlech mat dësem Gesetz.

Dat Zweet ass, datt mer mussen oppassen: Mir sinn an engem héich volatillen Ëmfeld. Déi Kolleegen, déi d'„Financial Times" haut gelies hunn, déi hu gelies, datt de Risiko, datt d'Uelegpräisser elo ganz séier an d'Luucht ginn, ganz grouss ass. Dat heescht, mir sinn an engem Ëmfeld, wou mer elo net wëssen, wéi sech déi Präisser an deenen nächste Woche wäerten entwéckelen. Déi amerikanesch Industrie, och d'Shale-Gas-Industrie, huet am Ableck Problemer, der Demande nozekommen. Also, mir sinn an engem ganz volatillen Ëmfeld. An och wann et gutt Neiegkeete gëtt, da wësse mer net, wéi sech dat weider entwéckelt.

En drëtt Element ass, datt mer natierlech ëmmer musse kucken – an dat wäerte mer och an deenen nächste Wochen hoffentlech hei an der Chamber maachen –, datt mer eng Kéier allgemeng iwwert d'Konsequenze vun der Sanktiounspolitick diskutéieren. Mir hunn och gëschter kuerz iwwert d'Problemer bei DuPont de Nemours geschwat. Mir wäerten an engem anere Kontext hoffentlech nach eng Kéier op déi Diskussioun zréckkommen, well déi ganz ekonomesch Zukunft vun eisem Land a vu Westeuropa hänkt och e bësse vun der Energieversuergung an der Energiefro natierlech of. An et ass wichteg, datt mer dann och eng laangfristeg Perspektiv entwéckelen am Hibléck op déi Defien, déi dann do op eis zoukommen.

Dat gesot, mengen ech, wat dëst Gesetz ugeet an déi Noutwendegkeet, d'Leit ze ënnerstëtzen an eis Entreprisen ze ënnerstëtzen, besteet Konsens hei am Haus, a mir stëmmen dat da mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Als Alleréischt emol der Rapportrice, der Madamm Lorsché, e grousse Merci fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Da muss ech awer och soen: e grousse Merci dem Här Minister, deen eis och an der Kommissioun wierklech alles ganz gutt erklärt huet, soudatt een dat och ganz gutt verstanen huet, well et ass effektiv en immens techneschen Dossier a keen einfachen Dossier.

Ech mengen, den honorabelen Här Schaaf huet et och gesot, datt Der Iech och d'Méi gemaach hutt an Dir sidd bei déi verschidde Partner gaangen, fir iwwerhaapt ze kucken, wéi een dat do kéint léisen. Dofir, mengen ech, huet et och e bësse méi laang mat deem Gesetz hei gedauert, an och wéinst der Opposition formelle, déi mer haten, déi mer awer behuewen hunn.

An da muss ech soen, ech muss awer och dem Här Cruchten Recht ginn, ech hu genau dat nämmlecht geduecht: Ech hunn haut geduecht, et wär awer elo schéin, wa mer direkt dat dote kéinte verlängere bis Enn 2024, wa mer hei eng Prozedur hätten, fir dat ze maachen. Dat géif eis nämlech alleguer vill Aarbecht erspueren, well mir hunn eng mouvementéiert Zäit, déi op eis duerkënnt. An ech mengen, wa mer all déi Dossieren do elo nach eng Kéier mussen opmaachen – a mir musse se all opmaachen an der Tripartitt-Kommissioun – an da musse se herno dann nach an d'Chamber kommen, si mussen erëm déi ganz Etappen duerchlafen am Fong, fir just en Datum ze änneren, ass dat wierklech e bësse schued.

Fir de Rescht ass schonn alles gesot, a mir ginn natierlech den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt e grousse Merci un d'Madamm Josée Lorsché fir den exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir hunn e bësse bedauert, datt dat heiten esou laang gedauert huet. Ech mengen, et gëtt Erklärungen. Dat eent, dat si prozeduraler: datt de Staatsrot e puer Hoer an der Zopp fonnt hat, datt et wierklech net einfach war, deen Text esou ze schreiwen, datt en och d'Strooss hält. Dat kann een natierlech schued fannen. Ech mengen, et sollt een et och schued fannen. Wat mir eis gewënscht hätten, wär, datt et vun Ufank un zum Beispill e Moratoire de paiement gi wier fir déi Leit, déi hei betraff waren, well awer en Deel vun de Leit iwwerrascht waren, datt op där enger Säit eppes annoncéiert gëtt an engem Tripartitt-Accord, op där anerer Säit se dann awer hir Rechnunge kréien an déi och bezuelt musse ginn, voire souguer och Rappelle kréien.

Mir wäerten dat heite matstëmmen, dat ass ganz kloer. Ech hunn awer elo grad driwwer nogeduecht, an d'Madamm Cecchetti huet gesot: „Et wär jo schéin, wann et eng Prozedur géif ginn." Ma et gëtt eng Prozedur, fir deen Datum ze änneren. An ech kéint mer och virstellen, datt de Staatsrot kee Problem domadder hätt, wa mer par Amendement parlementaire dat géifen haut an hei nach änneren. An ech mengen, datt mer trotzdeem d'Dispens vum zweete Vott géife kréien, wa mer haut elo géifen en Amendement parlementaire huelen.

De Problem ass: Ech selwer kann et net proposéieren, well dofir brauche mer laut eisem Reglement fënnef Ënnerschréften. Mee wa wierklech de Wëllen do ass, datt dat heiten direkt bis Enn des Joers weiderleeft an net nach eng Kéier muss opgemaach ginn, da géife sech jo awer sécher fënnef Kolleegen a Kolleeginne vun der Oppositioun oder vun der Majoritéit fannen, fir dat ze maachen.

Wann net … Also, ech bidde meng Ënnerschréft un. Ech kann och fir de Marc Goergen schwätzen. Mir bidden eis zwou Ënnerschréften dann un. Wa sech also nach dräi Kolleege géife fannen, kéint een dat nach maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes. Här Turmes, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Villmools merci, Här President. Léif Deputéiert, ech si frou, dass mer hei esou e breede Konsens hu fir déi heite Mesür, déi spezifesch all déi Leit betrëfft, déi un engem Wärmenetz hänken, egal wéi eng Energieform dass et ass. Mee mat deem heite Vott gëtt eigentlech dann och de ganze Pak vun den Energieaidë completéiert.

Also, dat heiten huet e bësse gedauert, mee et huet awer keng Konsequenz an der Praxis, well mer hei an engem Deel sinn, wou mer iwwer Avancen d'Fournisseure bezuelen. A wa mer dat elo haut stëmmen, da kënne mer och elo déi éischt Fournisseuren, déi viru Kuerzem hir Avancen, hir Rechnungen, eraginn hunn, esou bezuelen, wéi mer dat virgesinn hunn.

Vun dohier wëll ech elo net méi op déi technesch Detailer agoen, well ech ka se kaum besser erklären, wéi d'Madamm Lorsché dat gemaach huet.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | An da wëll ech vläicht nach just op e puer Remarken agoen. Ech mengen, den Här Schaaf … Merci nach eng Kéier. Ech mengen, et war och fir mech eng wichteg Visitt do zu Ettelbréck, well mer jo och nach eng aner Aide gi fir d'Wärmenetzbedreiwer, déi jo iwwert d'Ekonomie kënnt, fir dat besser ze verstoen. Merci dann och nach eng Kéier fir d'Blummen. Mee mir ass et wichteg, fir op den Terrain ze goen, well ech dann och d'Detailer besser verstinn an eeben och ka mat menge Leit dann déi Gesetzer richteg strécken.

Beim Energiespueren ass et esou … Här Schaaf, Är Fro zum Energiespueren: Mir hu bis elo 27,2 % Gas agespuert. Mir haten en Objektiv vu 15 %. Dat heescht, mir iwwererfëllen eist Zil och schonn, ier mer elo nach dëse Mount laanscht hunn.

Et ass esou, datt ech wëlles hunn, am Abrëll dat da wierklech méi am Detail auszewäerten. Well wat jo interessant ass, ass da fir ze wëssen: Ok, wat ass bei der Industrie agespuert ginn? Wat ass an de Bürosgebaier agespuert ginn? Wat ass bei de Privatleit agespuert ginn? An dann eeben, vun do aus ze kucken: Wat ass eis Spuercampagne fir deen nächste Wanter? Well mir sinn effektiv a ganz volatillen Zäiten, an dat, wat … Jo, et gëtt eng gewësse Warscheinlechkeet, dass China dëst Joer net méi am Null-Covid ass. Ech mengen, dat wësse mer schonn. An am Moment weise sämtlech Indicateuren, dass a China erëm d'Wirtschaft richteg ufänkt ze lafen. An dat heescht: méi Uelegverbrauch a China, méi Gasverbrauch an esou weider an esou weider. An dat wäert natierlech, well dat e Riseland ass, och Repercussiounen hunn.

Mee déi gutt Noriicht ass: Duerch déi, géif ech soen, ganz weis Decisioun, déi mer zesumme mat de Sozialpartner an der Tripartitt geholl hunn, si mer eigentlech gerëscht dofir, dass eis Bevëlkerung, wann et sollt erëm zu Präisausschléi kommen, elo scho gutt geschützt ass. Ech weess och net, ob et iergendeen anert Land gëtt, wou dat elo schonn esou anticipéiert ginn ass.

Zu der Fro vum Här Baum: Effektiv, mengen ech, géif et Sënn maachen, dass mer all déi Energiemesüren, wou mer just den Datum verlängeren, an ee Gesetz maachen. Ech hu menge Leit dat och elo mat op de Wee ginn, dass se sollen emol ufänken, dorunner ze schaffen. An duerfir, merci dem Här Clement fir säi Virschlag, mee ech denken, dass et besser ass, wa mer all déi Energiemesüren, wou just den Datum muss geännert ginn, elo an ee Gesetz paken an dann eebe schnell op de Wee bréngen.

An dann nach zur Fro, zur Suerg, mengen ech, vun där den Här Kartheiser geschwat huet, mee déi mer all deelen: Eis Wirtschaft brauch eng verlässlech Perspektiv. An déi bescht verlässlech Perspektiv am Energieberäich ass, Energie spueren an dann esou schnell wéi méiglech d'erneierbar Energië virubréngen. Déi gutt Noriicht ass: D'lescht Joer war e Rekordjoer fir d'erneierbar Energien an Europa. An dëst Joer wäert warscheinlech och en neit Rekordjoer ginn, well ganz, ganz vill Projeten iwwerall an Europa ënnerwee sinn. An dat ass déi bescht Aart a Weis viraus, fir eis Ofhängegkeet vu fossillem Gas aus Russland, awer och vu fossillen Energien insgesamt ze reduzéieren. An dat brauche mer och, fir eis Course géint de Klimawandel ze gewannen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8111. Den Text steet am Document parlementaire 8111[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8111 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8032 – Projet de loi complétant le Code pénal par l'introduction d'une circonstance aggravante générale pour les crimes, délits et contraventions commis en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 8032 iwwert d'Aféierung am Code

pénal vun enger Circonstance aggravante fir Verbriechen, déi géint den Artikel 454 vum Code pénal verstoussen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmme mat dësem Gesetzesprojet 8032 eng nei Dispositioun fir eise Code pénal: eng „circonstance aggravante généralisée". Et handelt sech dobäi net ëm e ganz neit Konzept, well eise Code pénal schonn esou eng generell Circonstance aggravante kennt, nämlech – dat wësse mer alleguerten – bei Recidiven. Wann ech mech x-mol fir dat selwecht muss veräntweren, da seet de Riichter déi zweete Kéier, déi drëtte Kéier: „Elo geet et duer an elo kritt Der eng méi drop!"

Bei dësem Projet geet et awer drëms, dass de Riichter d'Méiglechkeet kritt, d'Strofmooss ze erhéijen, an dat bis zum Duebele vun der maximaler Strof, déi virgesinn ass, sief et Geld- oder Prisongsstrof, wann eng oder méi Charakteristiken – elo gëtt et e wéineg technesch –, déi am Artikel 454 vum Code pénal opgezielt sinn, d'Strotdof motivéiert hunn – motivéiert hunn! –, also d'Strofdot, pardon.

(Hilarité)

Ëm wat handelt et sech do? Et si Strofdoten, déi motivéiert kënne sinn duerch d'Originn, d'Hautfaarf, d'Geschlecht, d'Relioun, d'sexuell Orientéierung, Changement de sexe, d'Genderidentitéit, wéinst der Familljesituatioun, wéinst dem Alter, Gesondheetszoustand, Behënnerung, Liewensgewunnechten oder Traditiounen, politesch oder philosophesch Liewensastellungen, gewerkschaftlech Aktivitéiten, Zougehéieregkeeten zu enger Ethnie, Natioun, Rass oder Relioun.

Mir schécken haut also e ganz kloert Zeechen no baussen un all eis Matmënschen, dass Haass an Diskriminéierung an eiser Gesellschaft net toleréiert ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Mir mussen insgesamt méi Efforte maachen, fir eis Matbierger/inne viru willkürlecher Gewalt a Schikan, virun Diskriminéierung ze schützen, an deen heite Projet de loi ass e wichtege Bausteen, fir dësem Zil als Gesellschaft méi no ze kommen.

Doriwwer eraus komme mer mat dësem Projet de loi och Recommandatiounen no, souwuel op nationalem wéi internationalem Plang. Do wieren dat notamment d'ECRI, d'Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, déi zanter hirem Rapport iwwer Lëtzebuerg vun 2002 eng Circonstance aggravante généralisée fir rassistesch motivéiert Dote recommandéiert. Et geet och ëm eng Kaderdecisioun vum JAI vun 2008, wéi och Recommandatioune vum Comité pour l'élimination de la discrimination raciale vun de Vereenten Natiounen.

De Projet gëtt explizitt begréisst vum Centre pour l'égalité de traitement, vun der konsultativer Mënscherechtskommissioun, wéi och vun eise Justizautoritéiten. Déi si scho méi laang Demandeur, fir esou eng Dispositioun an eise Code pénal opzehuelen.

De Projet de loi gouf vun der Justizministesch Sam Tanson zejoert den 20. Juni deposéiert. Zwee Deeg drop hu mer de Projet an der Justizkommissioun analyséiert an de Rapporter bestëmmt. De Staatsrot huet eis säin Avis den 11. Oktober zejoert ginn an opgrond dovun hu mer den 30. November an der Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl. Dem Staatsrot säin Avis complémentaire wär dann de 24. Januar do. Mir hunn deen an der Kommissioun den 22. Februar analyséiert an de Rapport déi lescht Woch, den 1. Mäerz, ugeholl.

Wéi gesot, zwee Avise gouf et vum Staatsrot. Weider Avise krute mer vum CET a vun der CCDH, déi, wéi gesot, d'Initiativ vun der Justizministesch begréissen, well et e klore gesellschaftspolitesche Message ass. Béid insistéieren awer, dass de penale Volet aleng net de Problem vun der Diskriminéierung ka léisen. Béid Instanzen encouragéieren d'Regierung zu weidere Schrëtt an der Bekämpfung vun allen Diskriminatiounen, zum Beispill duerch Aktiounen am sozioedukativen an am kulturelle Beräich.

Weider Avise gouf et vum Barreau, vun der Cour supérieure de justice, dem Parquet général an dem Parquet aus der Stad a vun den zwee Bezierksgeriichter aus der Stad a vun Dikrech. Déi verschidde Justizautoritéite begréissen de Projet de loi ausdrécklech.

Duerch dës Avisen ass awer och ënner anerem eng Erweiderung virgeholl ginn. D'Circonstance aggravante généralisée war urspréinglech just fir Delikter a fir Crimme virgesinn. De Champ d'application gouf awer och duerch Amendement op Kontraventiounen ausgeweit. Dat heescht, och fir kleng gesetzlech Verfeelungen toleréiere mer an Zukunft net méi, wann déi motivéiert sinn aus deene genannten Diskriminatiounsgrënn.

Zum Text elo: Am Code pénal féiere mer en neit Kapitel an nom Artikel 79, d'Kapitel „IX-1. – De certaines circonstances aggravantes", an an dësem Kapitel schreiwe mer am Artikel 80 – et ass just een Artikel, ech liesen Iech se elo net all vir –: „Quiconque aura commis, en raison d'un ou de plusieurs des éléments visés à l'article 454, un fait qualifié de crime ou délit pourra être condamné au double du maximum de la peine privative de liberté et de l'amende portées par la loi contre ce crime ou ce délit [...]. La disposition de l'alinéa premier ne s'applique pas au fait qualifié de crime ou délit, commis en raison d'un ou de plusieurs des éléments visés à l'article 454, pour lequel cet ou ces éléments est l'élément constitutif de l'infraction."

Den Tiret 2 vun dësem Paragraf vun dësem Artikel schléisst dann och d'Kontraventiounen an opgrond vun den Avisen. Déi nei Dispositioun trëtt also a Kraaft, wann eng Verurteelung vun engem Tatbestand virläit, zum Beispill eng Kläpperei, versichten Doudschlag, een urempelen, verfollegen oder vernennen. Wann den Tatbestand noweislech motivéiert ass duerch eng oder méi Charakteristiken, déi am Artikel 454 festgehale sinn, déi ech am Ufank opgezielt hunn, da kann de Riichter dës Circonstance aggravante geltend maachen an d'Strofmooss entspriechend erhéije bis zur Verduebelung.

Et gouf Diskussiounen, ob mer net wéi a Frankräich solle virgesinn, dass d'Circonstance aggravante sech kéint verstäerken, cumuléieren, wa méi wéi eng Diskriminatioun géif virleien. Mir waren awer der Meenung, net op dee Wee ze goen, dass dat net an eise Gewunnechten ass, esou eng Surenchère ze maachen, an dem Riichter och keng Graduatioun virschreiwe wollten, nom Motto „schlëmm", „ganz schlëmm", „nach méi schlëmm". Nee, hien, de Riichter, huet elo eng Dispositioun, déi hien no sengem Ermiesse kann asetzen.

Esou wäit fir mäi mëndleche Rapport, an deem schréftleche fannt Dir den Detail vun den Avisen, déi zum finalen Text geféiert hunn. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Margue.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Elisabeth Margue agedroen. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir setzen haut e wichtegt Zeeche géint Diskriminatioun. Mir féieren, wéi gesot, eng Circonstance aggravante a fir Strofdoten, déi opgrond vun enger Diskriminatioun begaange gi sinn. Mir suivéieren esou eng Recommandatioun vun europäeschen an internationalen Instanzen. Mir ginn awer méi wäit, well déi urspréinglech Recommandatioune sech an éischter Linn op de Rassismus bezéien.

Am Artikel 454 vum Code pénal sinn eng ganz Rei Elementer ernimmt, déi en diskriminatoresch Motiv kënnen ausmaachen, esou zum Beispill d'Hautfaarf, d'Geschlecht, d'Relioun, fir der nëmmen e puer ze zitéieren.

Et ass eng Circonstance aggravante généralisée, dat heescht, si bezitt sech op all Typ vu Strofdot, ausser déi, wou d'Diskriminatioun schonn en Deel vun den Éléments constitutifs ass vun der Infractioun. Dat bedeit, datt d'Strof an deene Fäll ka verduebelt ginn. Urspréinglech war se nëmme geplangt fir Crimmen an Delikter. De finalen Text – et ass scho gesot ginn – bezitt sech awer och op d'Kontraventiounen. Et ass an deem Sënn vläicht e bëssen erstaunlech, well bei enger Kontraventioun u sech d'Élément moral net muss gi sinn, well keng Intentioun muss do sinn.

Et geet hei awer net ëm en Élément moral, mee et geet ëm de Mobill, dat heescht, eigentlech de Grond, firwat een eng Infractioun mécht. Dat heescht, et muss e kausalen Zesummenhang sinn tëscht deem diskriminatoresche Motiv an der Strofdot als solch, wat awer och viraussetzt, datt vläicht d'Preuve vun deem Mobill méi schwiereg ass ze bréngen.

Trotz allem markéiert eis Partei den Accord an ech géif dann och an deem Sënn dem Rapporter Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Margue. An da wier et un där honorabeler Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt virop dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport, dee scho ganz komplett war. Et war an där heiter Matière vum Conseil de l'Europe 2016 drop higewise ginn, dass mer hei an eiser lëtzebuergescher Legislatioun eng Lacune hätten. Lëtzebuerg hat sech deemools entscheed, fir den Hatecrime net explizitt an senger Legislatioun festzeleeën, wat vun anere Länner gemaach ginn ass. D'Gewalt huet awer zougeholl, och hei zu Lëtzebuerg, an Diskriminatiounen an Haass gesäit een awer ëmmer erëm. Dowéinster ass och elo decidéiert ginn – an dat begréisse mir als Demokratesch Partei –, dass hei eng Circonstance aggravante généralisée soll agefouert ginn, déi sech op all Infraktioun dann och kann applizéieren.

An ech wéilt vläicht just eng Prezisioun ginn: Den Här Margue hat gesot, dass et am Ermiesse géif leie vum Riichter, ob elo hei déi Circonstance aggravante géif applizéiert ginn. Also, Dir hutt Iech vläicht do net ganz richteg ausgedréckt. Ech wollt soen, wann déi Circonstance aggravante erwisen ass, dann ass dat Ermiesse vum Riichter net méi do, mee da muss en

dës och zréckbehalen, dat heescht, d'Ermiesse vum Riichter spillt op anere Plazen. Awer wann hei am Fong Haass oder Diskriminatioun zréckbehale gëtt, da kann de Riichter net soen, dass e se net zréckbehält. Dat wollt ech just preziséieren.

D'Demokratesch Partei gëtt natierlech hiren Accord zu dësem wichtege Gesetz. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, mat deem Gesetz, wat mer haut stëmmen, féiere mer och d'Circonstance aggravante an an eisem Code pénal, wat d'Crimes, d'Delikter an och d'Kontraventiounen ugeet, wa se begaange ginn opgrond vun enger Diskriminatioun. Ech mengen, de Rapporteur ass drop agaangen: Den Taux de peine gëtt verduebelt. Dofir him och merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech mengen, et ass e ganz, ganz wichtege Message, dee mer haut vun dësem Haus aus ginn, well mer eise Code pénal duerch d'Aféierung vun dësen Dispositiounen och méi streng maachen.

Fir eis als LSAP ass et ganz kloer en No-Go, wann Akte vun Haass a vu Rassismus effektiv gemaach ginn. Si sinn eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg, mee Lëtzebuerg ass awer och e multikulturellt Land. A wann een natierlech d'Realitéit kuckt, déi empiresch Zuelen, ech mengen, als Beispill: 2018 koum eng Studie eraus mam Titel „Being Black in the EU" an déi huet besot, datt all zweet Persoun mat enger donkeler Hautfaarf hei zu Lëtzebuerg effektiv rassistesch beleidegt ginn ass.

Et huet sech och erausgeschielt, dass ganz vill Jonker Affer vu Rassismus deementspriechend waren, an dat ass natierlech ganz humiliant, do gëtt een als Mënsch, als Individuum, net wouergeholl. An ech hoffen natierlech och, dass mam Vott vun dësem Gesetz, mat der Verschäerfung och hei vum Gesetz, natierlech och méi encouragéiert gëtt, Plaintë bei der Police deementspriechend ze maachen, well et weess een och, wann ee mat deene betraffene Leit schwätzt, déi Affer ware vun Haass, vu Rassismus, vun Diskriminatiounen, dass dat natierlech och d'Liewe kann effektiv déifgräifend veränneren, sief dat Identitéitskrisen, déi kënne stattfannen, Mannerwäertegkeetskomplexer an awer och Verloschter vu Perspektiv mol um schouleschen an och um professionellen deementspriechende Plang.

An dofir, mengen ech, ass et awer och wichteg nieft deem repressiven Deel: Et ass e Projet de loi hei um Instanzewee iwwert d'interkulturellt Zesummeliewen, wou och natierlech Preventioun a Sensibilisatioun an de Virdergrond gesat ginn, sief dat an engem educativen, sozialen oder pedagogesche Beräich. Also, de repressive Volet an de preventive Volet mussen hei Hand an Hand, wéi gesot, zesumme kënne géint Rassismus a Xenophobie virgoen.

Et brauch also och e Changement um Niveau vun de Mentalitéiten, éischtens bei deenen, déi diskriminéieren, datt hir Doten net vertrietbar sinn, an zweetens awer och bei deene Persounen, déi natierlech och Diskriminatioune matkréien, dass eng Prise de conscience do ass an dass se och aktiv eppes kënnen deementspriechend ënnerhuelen.

A virop, mengen ech, dofir ginn ech och de Feu vert an och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech sinn net Member an der Justizkommissioun. Et ass déi éischte Kéier fir mech, dass ech mech mat dësem Gesetz hu missen ausernanersetzen. An ech muss soen, ech hunn net déi selwecht Appreciatioun wéi meng Virriedner. Ech soen awer villmools Merci fir de Rapport.

Awer ech wëll Iech einfach emol e puer Beispiller nennen, fir Iech e bëssen ze illustréieren, wéi déi Gesellschaft hei sech entwéckelt.

Et ass gesot ginn, de Centre pour l'égalité de traitement, dee recommandéiert dat hei. Gutt. Ech hunn elo e Bréif gewise kritt virun e puer Deeg vun enger Damm, déi krut vum Centre pour l'égalité de traitement e Bréif, e war an der Substanz net justifiéiert, mee et ass egal, ech wollt just d'Uried hei ënnersträichen.

Do stoung net „Madamm esou an esou". Do stoung einfach „Virnumm, Familljennumm", ouni „Madamm", ouni „Monsieur", ouni iergendeng aner Uried. An déi Damm huet da beim Centre pour l'égalité de traitement gefrot: „Firwat schreift Der einfach esou mäin Numm?"

Zum Beispill, do hätt uewe gestanen – Madamm Minister, Dir erlaabt, ech léinen elo Ären Numm einfach – als Uried „Sam Tanson", amplaz „Madamm Tanson".

An d'Äntwert war: „Well mir net wëssen, wéi d'Leit wëllen ugeriet ginn." Dat ass de Centre pour l'égalité de traitement, an ech muss soen, dat friséiert d'Onhéiflechkeet!

Elo ass deen awer ënnert der Autoritéit vun der Chamber. Mir diskutéieren eigentlech ni weider driwwer, wat sech eigentlech ënnert der Autoritéit vun der Chamber, deene verschiddene Gremien, do entwéckelt oder wéi eng Habituden do entstinn. Ech muss soen: Dat do ass fir mech schockant!

En anert Beispill fir ze soe vun der Diskriminatioun, déi net esou dacks ernimmt gëtt, dat ass eng, déi mir an der ADR ganz dacks gesinn, dat sinn d'Membere vun der ADR: Haut de Moien, fir Iech dat ze soen, krut ech e Message vun engem Member vun der ADR, dee schafft op enger Plaz, déi ech elo net nennen aus verständleche Grënn. Do ass gesot ginn: „Du hues elo am kommunale Walkampf Reklamm fir d'ADR gemaach, du gëss versat!", vu sengem Patron. Dat muss ee sech och virstellen! Dat si Saachen, déi mir kennen – an trotzdeem! Do misst ee jo soen: „Mir hunn eng gewësse Sympathie heifir."

Nee, mir hu keng Sympathie heifir, well mir e Grondprinzipp verdeedegen an dësem Staat, an dat ass d'Égalité des citoyens devant la loi. Dat ass de Grondprinzipp, dee mir mordicus verdeedegen: D'Leit sinn all d'selwecht virum Gesetz!

An hei gi mer vun deem Prinzipp of. An et ass jo och gesot ginn, et ass elo keng rechtsstaatlech Noutwendegkeet, sou eppes ze maachen. Nee, et soll ..., den Här Margue huet dat gesot, ech soen ëm nach eng Kéier Merci fir de Rapport, deen en eis presentéiert huet. Hien huet gesot: „Et ass e gesellschaftspolitescht Zeechen." Et ass eng Politiséierung, eng Politiséierung vum Recht, dat ass et!

An da gi mer emol an déi Interpretatioun dann do eran, wat een elo dann do soll als strofverschäerfend gesinn. Da muss de Mobill emol etabléiert ginn, also d'Motiv, firwat eng Strofdot gemaach gëtt, „en raison de leur origine" – „de leur origine", wéi dat och ëmmer ze interpretéieren ass –, „couleur de peau", bon, „sexe", „orientation sexuelle", „changement de sexe", „identité de genre" – wat dat dat och ëmmer soll sinn, dat ass e reng politeschen, ideologeschen, abstrakte Konzept –, „de leur mœurs" ...

(Interruption)

Jo, Dir kënnt probéieren, dat ze erklären. Dat maache mer ganz gär. Ech ginn Iech dann och e puer Erklärungen.

An esou weider an esou virun. Also, dat sinn alles esou vag Begréffer, déi awer kënne benotzt gi viru Geriichter oder och an der Politick, fir Leit ënner Drock ze setzen an eng bestëmmte gesellschaftspolitesch Stëmmung ze erzeugen. Et ass jo eigentlech dat, wat derhannert steet!

An da gëtt geschwat vun der „race" – vun der „race"! Déi selwecht Leit, déi hei d'Rass eraschreiwen, soen eis an aneren Diskussiounen: „Dat gëtt et net, et gëtt keng!" Dat ass jo déi neisten Theorie. Mir si jo all eng Famill vu Mënschen, an dee Konzept wär falsch, dee géif et iwwerhaapt net ginn. Hei steet en dann als Strofverschäerfung. Wat hätt Der dann elo gär? Gëtt et eng? Gëtt et keng?

Menger Meenung no gëtt et Rassen, et gëtt der! Well et ass zum Beispill an der Medezinn ganz wichteg, well Persoune mat schwaarzer Hautfaarf hu geneetesch Dispositioune, wou Medikamenter mussen anescht erfuerscht gi wéi bei Wäissen. Et gëtt einfach Ënnerscheeder tëschent de Mënschen, mee ideologesch gëtt dann heiansdo gesot: „Et gëtt iwwerhaapt keng Rassen." Dat ass falsch! Mee ech wëll Iech dat just als Beispill nenne fir ze soen, wéi konfus déi Debatt heiansdo ass. Da gëtt gesot aus ideologesche Grënn enges Daags: „Et ass dat!", an den Dag drop: „Et ass dat anert!"

Nee, hei gi mer ewech, hei gi mer ewech vun der Égalité des citoyens devant la loi an dat ass eng ganz, ganz geféierlech Entwécklung! An et ass nach eppes aneres: D'Victimme ginn anescht klasséiert. Natierlech, eng Victimm gëtt indemniséiert, dat steet ausser a Fro, mee d'Protection de la victime ass eppes aneres. Et gëtt Leit, déi si méi geschützt duerch dëst Gesetz wéi anerer.

Mir hätte gär, datt all Mënsch an der Gesellschaft virum Gesetz d'selwecht geschützt ass, datt kee mengt, e wier manner geschützt wéi deen aneren, vläicht well et en ale wäisse Mann ass vu Lëtzebuerg an net déi immigréiert schwaarz Fra oder esou, déi vläicht hei besonnesch soll geschützt ginn.

Et ass eng Fro! Fir eis ass all Mënsch d'nämmlecht a mir bestinn och drop, datt all Mënsch d'nämmlecht behandelt gëtt. Dat ass eigentlech déi grouss Errungenschaft gewiescht vun eisem Rechtswiesen an deene leschte Joerhonnerten an dat gëtt mat esou ideologesche Gesetzer wéi deem hei lues a lues a Fro gestallt!

Ech wëll ophale mat enger leschter Consideratioun, well et ass eng „pente glissante" wéi mer dat an der Physik nennen, et geet ëmmer weider, wann ee bis op deen dote geféierleche Wee geet. Kuckt emol, wat hei elo nach recommandéiert gouf vun der Mënscherechtskommissioun zu Lëtzebuerg, dat geet deenen emol net méi duer, déi Krittären, déi hei zréckbehale ginn! Elo sollen nach als Mobill oder als Circonstance aggravante gerechent ginn: d'„caractéristiques génétiques", ...

(Interruption par la présidence)

Ech halen direkt op, Här President.

... „la fortune", „l'origine sociale" – wat dat och ëmmer soll sinn –, „la naissance", „l'ascendance",

„l'expression de genre" – ass dat eppes anescht wéi „l'appartenance de genre" oder „changement de genre"? Keng Anung! –, „ou encore la langue".

Also, wa mer dat heite maachen, ass dat e Verloscht fir eise Rechtsstaat, et ass kee Gewënn, a mir ginn op deen ideologesche Wee, deen hei ugezeechent ass, net mat!

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och merci dem Här Rapporter fir de Rapport. Jo leider ass et eng Realitéit, dass et nach ëmmer Diskriminatiounen an eiser Gesellschaft gëtt an dës wäit verbreet sinn.

An enger Etüd vum CEFIS a vum LISER iwwer Diskriminatioune vun zejoert hu beispillsweis méi wéi een Drëttel vun den Awunner an Awunnerinnen, déi als vulnerabel betruecht ginn, uginn, datt si bei der Sich no Aarbecht, enger Wunneng oder op der Aarbechtsplaz Erfarunge mat Diskriminéierunge gemaach hunn. Een Drëttel, dat ass schonn erschreckend!

Och de Centre pour l'égalité de traitement hieft a sengem aktuelle Rapport d'activité ervir, datt si ëmmer méi Dossieren traitéieren. Ech huelen dës Zuele ganz eescht, well ech prinzipiell der Meenung sinn, datt et wichteg ass, fir d'éischt ze lauschteren, wat déi Concernéiert dann och ze soen hunn. An hei héiert een eeben däitlech, datt nach ëmmer Barriären existéieren, déi derzou bäidroen, datt tatsächlech d'Gläichbehandlung vu jiddwerengem nach laang keng Realitéit – och net hei zu Lëtzebuerg – ass.

Här President, den Droit pénal, also d'Äntwert vun der Gesellschaft op verschidde Verstéiss géint d'gesellschaftlecht Zesummeliewe bitt kloer eng Méiglechkeet, fir Diskriminéierungen entgéintzetrieden. Eng Persoun, déi enger aner Persoun wéinst enger bestëmmter Charakteristik Schued zoufüügt, muss deemno verhältnisméisseg bestrooft ginn. Dofir begréisse mir dëse Projet och.

Eventuell nach e puer Wierder fir ze ënnersträichen, datt déi verschidden Avisen, déi jo generell dëse Projet ganz positiv gesinn, oft am gläichen Otemzuch betounen, datt et beispillsweis immens schwéier ass, Diskriminatiounen nozeweisen, datt et wichteg ass, iwwer ausräichend konkreet Donnéeën ze verfügen, fir déi aktuell Situatioun besser ze erfaassen, wéi eeben och am Moment dat de Fall ass.

Mee ech denken, mir sinn eis hei all bewosst, dass de gewënschten Objektif vun enger Gesellschaft deen ass, eng Gesellschaft ouni Diskriminéierungen ze erreechen.

Eis Fro zum Beispill iwwert de Feminicide virun e puer Méint war och esou geduecht. Et ass jo ze begréissen, wa strofrechtlech all Strofen, déi noutwendeg sinn, en place gesat ginn, mee et ass eeben eng aner Saach, ee Begréff an déi gefouert Diskussioune mat anzebauen, fir eeben op e grave gesellschaftleche Problem hinzeweisen an him déi noutwendeg Visibilitéit ze ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Generell gesinn, also op all méiglech potenziell Diskriminatioune bezunn, denken ech, datt grad dëst e weidert wichtegt Element ass, fir dat gewënschtent Objektiv ze erreechen. Also ech wëll dorobber eraus, datt mir Problemer kloer benenne mussen an esou weider sensibiliséieren a Preventiounsaarbecht leeschten. Geneesou ass et wichteg, weider effektiv Zougäng fir déi Leit ze schafen, déi Diskriminatiounen erlieft hunn. Laut dem erwäänte Rapport soen nämlech aktuell zwee Drëttel vun de concernéierte Leit, datt si keng Plainte deposéieren.

Dat gesot, stëmme mir dëse Projet de loi natierlech mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dëst Gesetz ass e gudde Schrëtt géint den Haass generell an et weist, dass an eiser Gesellschaft hei am Land den Haass keng Chance a keng Plaz huet. Duerfir wäerte mir Piraten och haut dëst Gesetz matstëmmen an ech soen dem Charles Margue Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President. Et ass u sech, och wann et net bewosst geschitt ass, dee richtegen Dag, fir dëst Gesetz ze stëmmen!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Um Beispill vun de Frae weist sech – d'Fraen, déi ëmmerhin d'Hallschent vun der Mënschheet ausmaachen –, datt mer nach ëmmer net an enger egalitärer Gesellschaft liewen. Et gëtt ëmmer nees Fraen, déi harceléiert, vergewaltegt, ëmbruecht ginn, well se Frae sinn!

An och wa mer zu Lëtzebuerg zënter gëschter op d'mannst an der Theorie wëssen, datt d'Frae méi solle verdénge wéi d'Männer, sou sinn d'Fraen och hei nach ëmmer net preservéiert, wéinst hirem Genre Affer vun enger Strofdot ze ginn, loin de là!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An, wéi gesot, d'Frae sinn d'Hallschent vun eiser Populatioun an dat selwecht gëllt ëmsou méi fir Minoritéiten an eiser Gesellschaft.

An ech sinn effektiv d'accord mat der Ausso, dass virum Gesetz jiddweree soll d'selwecht sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An eebe grad dowéinst, eebe grad, well jiddweree soll d'selwecht behandelt ginn, ass et extreem wichteg, dass mer et net toleréieren, wann ee wéinst sengem Aneschtsinn anescht behandelt gëtt, wann ee wéinst sengem Aneschtsinn Affer vun enger Infraktioun gëtt, wann ee wéinst sengem Aneschtsinn geschloe gëtt, insultéiert gëtt, ëmbruecht gëtt! Et ass genau dat, wat net ze toleréieren ass, an et ass genau dat, wat den Hatecrime ausmécht! A souguer, Här Kartheiser, wann Dir géift Affer vun enger Strofdot sinn, well Der e Mann sidd, och Dir kéint da vun dësem Gesetz profitéieren, well och dat gëtt et!

(Interruption)

Dat heescht, et ass net fir ze soen: „Et geet hei ëm Fraen, et geet ëm Leit, déi eng aner Hautfaarf hunn, et geet ëm Minoritéiten." Et geet ëm jiddwereen! Et ka jiddwerengem geschéien, well jiddweree kann e Merkmal hunn, wat engem anere géint de Strëch geet. A wat net acceptabel ass, dat ass, dass ee wéinst deem Merkmal, wéinst där Relioun, wéinst där Zougehöregkeet zu enger Partei, wéinst sengem Genre, wéinst deem Mënsch, deen ee vläicht gären huet, wéinst, wéi a sech seng sexuell Identitéit ass, dass ee grad dowéinst Affer vun enger Infraktioun gëtt! Dat ass dat, wou mer hei soen, dass et inacceptabel ass, net méi an net manner!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dat heescht, deen Text hei erfëllt dräi Missiounen.

Déi Éischt ass eng pedagogesch. Jo, et ass extreem wichteg, dass mer ëmmer erëm drop opmierksam maachen, dass et net ze toleréieren ass, dass een en anere Mënsch schlecht behandelt wéinst senger Relioun, wéinst sengem Genre, wéinst senge sexuelle Virléiften. Dat ass net akzeptabel. Et ass wichteg, dass mer dat ëmmer erëm ënnersträichen an dass mer och dovunner fortkommen.

Mir hu schrecklech Zäiten erlieft am Zweete Weltkrich, wou Mënsche wéinst hirer Relioun ëmbruecht gi sinn, en masse ëmbruecht gi sinn. A mir sinn nach ëmmer net doriwwer ewech. Wann ee gesäit, wéi verschidde Politikerinnen a Politiker zu Lëtzebuerg traitéiert ginn, well se soi-disant déi falsch Relioun hunn, dann hu mer nach ëmmer e Problem, wat dat doten ubelaangt. Wa mer gesinn, dass zu Lëtzebuerg och nach ëmmer Fraen ëmbruecht ginn, well se eng Fra sinn, dann hu mer nach ëmmer e Problem, wat dat doten ubelaangt. A mir kennen alleguerte Fäll vu Leit, déi aggresséiert gi sinn, déi ugegraff gi sinn, just wéinst deene Merkmaler, wéi se an eisem Code pénal schonn opgelëscht sinn. An hei geet et drëm ze ënnersträichen, dass et net ka sinn, datt et wéinst deene Merkmaler ass, datt een ugegraff gëtt op iergendeng Aart a Weis.

An d'Fro vun de Kontraventiounen ass ugeschwat ginn. Dat war eng Demande a villen Avisen, dass mer déi géife mat eranhuelen, well et eebe grad och vläicht e bësse manner schlëmm – laut eisem Strofgesetzbuch – Infraktioune gëtt, déi maachen, dass een ugegraff gëtt wéinst engem vun deene Merkmaler.

Et ass awer och eng juristesch. Et gëtt ënnerstrach, dat gëtt dem Riichter d'Méiglechkeet fir ze soen, wann esou e Fall virläit, datt d'Strof kann erhéicht ginn. Den Här Margue huet et a sengem Rapport gesot. Et läit natierlech an der Appreciatioun vum Riichter, dëst Strofmooss ze determinéieren. Mee en huet méi eng breet Marge de manoeuvre, wann esou eng Circonstance aggravante virläit.

An dann eng lescht, déi ech op alle Fall net ignoréiere kann an net ignoréiere wëll, dat ass déi international. Mir hunn eng europäesch Kaderdecisioun virleien, déi seet, dass mer mussen den Hatecrime an eisem Strofgesetzbuch och virgesi fir all Zorte vun Infraktiounen. Mir hu Recommandatioune vun der ECRI, déi eis dat selwecht seet. An ech fannen, dass et eng Flicht ass fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat demokratesch Valeuren héichhält, e Land wéi Lëtzebuerg, deem et drëms geet, d'Fräiheet vum Eenzelnen ze schützen. An et ass dat, wat mer duerch e Gesetz wéi dat heite maachen: dass mer grad och hei eng Virreiderroll spillen an och do konform sinn zu eisen internationalen Obligatiounen.

A vläicht nach eng Zuel fir ze weisen, dass mer hei net am loftleere Raum diskutéieren. 2021 gouf et 198 Affäre wéinst Incitation à la haine zu Lëtzebuerg. Dat heescht, den Haass wéinst deene verschiddenen Elementer, déi hei opgezielt gi sinn, wéinst Rassismus, wéinst Xenophobie, wéinst Sexismus, deen Haass, dee gëtt et leider och hei a mir mussen all zesummen alles dru setzen, dass mer deen Haass bekämpfen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8032. Den Text steet am Document parlementaire 8032[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8032 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8032 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Tess Burton), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet du bilan de Esch2022 : Capitale européenne de la culture

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Bilan vun Esch2022, déi d'politesch Sensibilitéit ADR ugefrot huet. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Fred Keup als Vertrieder vun der ADR-Sensibilitéit. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Esch war elo Europäesch Kulturhaaptstad. Wat bleift fir Esch? Wat bleift fir de Minett? Dat ass déi grouss Fro elo, wou d'Fest eriwwer ass, déi mir eis stelle sollen.

Ech wäert dann hei an der Chamber elo eng Partie Punkten opzielen, fir esou eng Bewäertung ofzeginn.

Fir unzefänken, ech wëll elo net agoen op dee ganze Kuddelmuddel, deen am Virfeld war, op dat, wat an de Jore virun 2022 geschitt ass: dass zum Beispill et am Virfeld vun der Bewerbung vun Esch scho Sträit iwwer Finanzen a Personal gouf, dass déi béid virgesinne Koordinatore vun Esch2022 hiren Hutt hu missen huelen – do steet Esch iwwregens net eleng do, well dat hate mer schonn 1995 an och 2007, dat schéngt also allgemeng schwiereg ze sinn –, dass vun iwwer 1.000 agereechten Dossieren der 132 zréckbehale goufen, wat zu vill Kritick gefouert huet, …

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift. Fir bilateral Reunioune steet d'Salle des pas perdus Iech zur Verfügung. Här Keup, Dir kënnt weiderfueren!

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President.

… dass manner privat Sponsore fonnt goufen, wéi dat virgesi war. A firwat iwwerhaapt privat Sponsoren? Alles dat war sécherlech net glécklech an huet och kee gudde Start zougelooss. Vläicht waren och d'Erwaardungen e bëssen ze grouss.

Schlussendlech war natierlech och déi ganz Coronasituatioun net glécklech fir dee ganze Projet. An ech muss éierlech soen, dass ech zu engem gewëssene Moment och dru gezweifelt hunn, dass Esch2022 effektiv kéint 2022 stattfannen.

D'Konditioune waren also sécherlech net déi bescht, an onofhängeg vum Gesamtresultat wëll ech awer hei den Acteure mäi Respekt ausschwätze fir hir Aarbecht an dofir, de Projet duerchgezunn ze hunn.

Wéi ech déi éischte Kéier héieren hunn, dass Esch seng Kandidatur géif stellen, fir d'Europahaaptstad an der Kultur ze ginn, du hunn ech mir eng grondsätzlech Fro gestallt. Firwat Esch? Firwat Esch Kulturhaaptstad vun Europa? Eng kleng Stad, 35.000 Awunner, an deemno och logescherweis eng ageschränkte Kultur a Konscht.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An et gi jo awer och Dausende vun anere Stied an Europa, déi eng vill méi laang Geschicht a vill méi eng grouss Kultur opweisen an Europa. Mir brauchen net wäit kucken ze goen, hei iwwert d'Grenz, net wäit, Tréier, Speyer, Mainz, Worms et cetera. An ech soen dat absolutt net, fir Esch schlecht ze rieden. Meng Boma ass selwer vun Esch an ech hunn do ganz vill Zäit verbruecht, an Esch louch mer ëmmer ganz staark um Häerz. Mee d'Kandidatur huet mech dach awer op den éischte Bléck gewonnert.

Op den zweete Bléck seet ee sech dann awer: Jo, ok, firwat net? Esch huet nämlech een immens identitéitsstëftende Punkt, an dat ass d'Industriekultur. A jo, et ass immens wichteg, grad fir eng Stad, déi eng Identitéit huet, wéi Esch eeben eng huet als Industriestad, fir déi ze erhalen.

An esou sollt dann och, dat war d'Iddi, am Kader vun Esch2022 mat Hëllef vun der industrieller Geschicht och e grenziwwerschreidend Zesummegehéieregkeetsgefill geschaaft ginn nom Motto: „Mir sinn zesummen houfreg op eis gemeinsam Industriegeschicht!"

Mee wat geschitt? An der ganzer Regioun verschwënnt déi wäertvoll Industriekultur lues a lues. A grad kuerz virun Esch2022 goufen d'Keeseminnen op Terres Rouges ofgerappt. En immense Verloscht, well d'Keeseminne sinn en Zeie vun der kultureller a sozialer Geschicht vum Minett.

Hätt een do net grad och am Virfeld vun Esch als Kulturhaaptstad méi op dësen industrielle Patrimoine misse pochen? Wou ass do d'Kulturbewosstsinn? Wou ass d'Kulturbewosstsinn, wann am Neiduerf déi ronn Bréck ofgerappt gëtt kuerz virun Esch2022? Wéi eng Awunnerin sot: „Fir eng Kandidatur fir Esch2022 ass Geld do, awer fir eis Industriekultur ze erhalen net." D'Bréck war e Symbol vun der Geschicht vun der Regioun vun der Stolindustrie, vun der Aarbecht vun eisen Elteren a Grousselteren.

Ech weess, et gëtt och aner Beispiller, méi positiver, mee dass dat hei esou knapps virun 2022 geschitt ass, hannerléisst awer e ganz batteren Nogeschmaach an et war sécherlech schonn e ganz falscht Zeechen un d'Awunner, un déi Escher, déi ee jo awer wollt mat an de Projet abezéien. An do brauch ee sech also schonn net ze wonneren, wann d'Leit sech deelweis ofwende vum Projet.

En anere Punkt ass den Numm, dee sécherlech speziell gewielt war. „Remix", dat ass den engleschen Titel, de Motto. Dobäi konnte sech awer déi meescht näischt richteg dorënner virstellen. Wat huet Esch2022 mat deem Titel „Remix" ze dinn? Passt dat? Wier et net awer besser gewiescht, een Titel, ee Motto ze wielen, dee vun Ufank un eng grouss Partie vun der Bevëlkerung ugesprach hätt? Wann Der d'Leit gäre matzitt, da musst Der d'Sprooch schwätze vun de Leit!

Et gëtt och positiv Säiten, an déi wëll ech och hei ënnersträichen. Esch2022 huet zu enger ganzer Partie neie Raimlechkeete fir Kultur gefouert. Nei Ausstellungsraim sinn entstanen, d'Bridderhaus, de Kino Ariston, d'Konschthal an nach anerer. Allerdéngs, wéi ginn dës Gebailechkeeten elo, wou et eriwwer ass, weider benotzt? Ech ka mech erënneren, dass bei der Honnertjoerfeier 2006 zu Esch eng Partie Pavillonen opgeriicht gi sinn, déi awer duerno einfach viru sech hi vegetéiert sinn an déi net méi benotzt goufen. Mir wëllen esou eng Situatioun vermeiden, wéi mer se och kenne vu Fussballweltmeeschterschaften, wou déi sougenannte „wäiss Elefanten" entstinn, Stadionen, déi duerno kee méi brauch.

Och flott waren eng ganz Rei Eventer. Ech betounen hei ganz kloer „Eventer", déi et net souwisou soss scho géif ginn. Besonnesch déi Leit, déi sech fir Konscht a Kultur interesséieren, sinn natierlech voll op hir Käschte komm. Fir si perséinlech war et sécher eng groussaarteg Affär. Allerdéngs ass ee grousse Deel vun der Bevëlkerung eeben net onbedéngt staark konscht- a kulturinteresséiert. Leider, muss ee soen.

Déi Verantwortlech schwätze vun engem groussen Erfolleg. D'Bierger soen éischter, dass dat Ganzt un hinne laanscht gaangen ass. An an de Medien huet et Kritick gereent an et reent och nach ëmmer Kritick.

D'Leit um Terrain, d'Awunner, soen: „Wéineg Informatioun, wéineg agebonnen. Et huet een näischt gemierkt." Haaptsächlech Jonker hu sech iwwerhaapt net ugeschwat gefillt. Een däitschen Tourist sot: „Jemand, der da hingekommen ist und nicht wusste, dass Esch gerade Kulturhauptstadt ist, hätte das nicht gemerkt." Eng brittesch Dageszeitung, bon, wat déi da schreift, mee déi huet geschriwwe vu „most boring Capital of Culture", bon.

D'Gastronomen hu gesot, dass et eng organisatoresch Katastroph gewiescht wär, dass se absolutt net profitéiert hätten. An dann huet och d'Konzentratioun op de Belval Froen opgeworf, esou dass vill Leit soen: „Ass et net éischter Belval2022 gewiescht amplaz Esch2022?" Hei kënnt natierlech och e méi strukturelle Problem zum Virschäin, an dat ass deen, datt et eigentlech keng richteg Verbindung vun Esch zum Belval gëtt. Elo hu mer zwar eng gëlle Vëlosbréck, mee ob dat déi Situatioun laang verbessert, dat bezweifelen ech.

D'Escher Geschäftsleit sinn enttäuscht. Esch2022 hat laut hinne keng Auswierkungen op d'Escher Geschäftswelt, eng Geschäftswelt, déi leider net méi dat ass, wat se emol war, wou 100 eidel Lokaler stinn. Fir d'Kulturhaaptstad sollt elo vill geplangt ginn. Dat ass net geschitt. Si sinn enttäuscht.

Här President, déi gréisste Veranstaltung, dat gréissten Event bei deem Ganzen, dat war d'Péitenger Kavalkad mat iwwer 20.000 Leit. Méi wéi bei der Eröffnung! An déi Péitenger Kavalkad, déi ass souwisou all Joer, 2022 an och dëst Joer, 2023. Iwwregens, den 19. Mäerz dëst Joer ass d'Kavalkad, traditionell op Halleffaaschten. Gitt dohinner! Et ass derwäert!

Soss huet sech den Zoustroum u Leit, u Visiteuren dach awer a Grenze gehalen, an dat bei iwwer 2.000 Events, 170 Concerten, 30 Festivaller, 500 Opféierungen. D'Gemeng Esch schwätzt vun am Ganzen 119.000 Visiteuren an der Gemeng Esch. Déi Zuele gi contestéiert an et gëtt vu Kritiker aus der Zeen gesot, dat wier ze héich gegraff. Mee soe mer emol, et wier esou, da wëll ech awer eng Vergläichszuel hei nennen.

Zum Verglach, um Site vun der Regierung fënnt een iwwer Lëtzebuerg als Kulturhaaptstad 2007: „Avec plus de 550 projets, dont 140 transfrontaliers, et plus de 3.000 manifestations distinctes, le programme de Luxembourg2007 a fait preuve d'un niveau quantitatif et qualitatif exceptionnel. Avec plus de 3,3 millions de visiteurs [...]." Dat war 2007. 3,3 Milliounen! Wat de Robert Garcia an d'Nancy Braun deemools fäerdegbruecht hunn, fir Millioune Leit unzezéien, dat ass ganz grouss gewiescht.

1995, wéi d'Stad Lëtzebuerg déi éischte Kéier Kulturhaaptstad war, konnten 1,2 Millioune Visiteure gezielt ginn, 1,2 Milliounen! Dat war de Claude Frisoni, deen deemools mat wéinege Mëttele vill geschaaft huet.

Zu Esch soen dann déi Verantwortlech: „C'est un succès par rapport au nombre de visiteurs, soit plus de 119.000 pour les projets de notre ville", quitte dass an anere Gemengen eeben och Leit waren. Mee et kënnt bei Wäitem net un déi Zuelen erun. A wann ee bedenkt, dass Lëtzebuerg haut 650.000 Awunner huet, bon, pardon, da soen d'Zuelen awer, dass et net esou vill Leit waren!

Zuele soen och näischt iwwert d'Qualitéit aus, dat ass an der Rei. Mee et weist awer, dass iwwert déi souwisou kulturinteresséiert Leit eraus dat hei net gëeegent war, fir dee grousse Publikum ze erreechen. An déi Zuelen, déi léien net. Hei gouf d'Zil ganz kloer net erreecht.

E weidert Zil vun der Europäescher Kommissioun ass, den Image vun der Stad ze verbesseren. An do gëtt et dann eng Ëmfro vun der ILReS. An d'Fro war: Wéi ass den Image vun der Stad Esch? An dës Fro ass gestallt ginn am ganze Land, also un d'Awunner vu Lëtzebuerg. An d'Äntwert war eng Kéier 2021 an eng Kéier 2023. 2021, also virum Kulturjoer, hu 27 % gesot, dass Esch e gudden oder zimmlech gudden Image hätt, an 2023, nom Kulturjoer, waren et 30 %. Dat heescht, et ass e Plus vun 3 %. Ech hätt léiwer, et wier méi. Déck ass dat net.

Här President, ech kommen zum Schluss. Bleift also d'Fro: Wat bleift fir Esch? Wat bleift fir de Minett? An d'Analys ass kloer an däitlech.

Et ass eng verpasste Chance fir d'Minettmetropol! Esch2022 war am grousse Ganzen eppes fir Insider. Et ass ni fäerdegbruecht ginn, d'Awunner, déi breet Mass mat anzebezéien. Et ass och verpasst ginn, Esch anstänneg opzewäerten, an dat wier d'Geleeënheet gewiescht. Esch verbesseren, d'Bevëlkerung vun Esch zesummekréien, de Kommunitarismus briechen, d'Sécherheet an d'Propretéit verbesseren, déi stierwend Geschäftswelt zu Esch opzewäerten. Alles dat ass verpasst ginn. Schued!

Mir hätten eis erwaart, dass Esch méi géif profitéieren an och de Minett. Dat ass net geschitt. Esch2022, do war méi dran!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

An d'Wuert huet elo den Här Georges Mischo.

Débat

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Ech kéint mech am Fong elo heihinner stellen a fënnef Minutte laang de Kapp rëselen. Mee dat wier elo net onbedéngt ubruecht, an den Esch- an de Südbashing, dorobber ginn ech dann och elo net an.

Ech mengen, an enger Heure d'actualité mat engem Bilan 2022 mat siwe Froen ass et am Fong geholl esou fréi am Joer no der Clôture vum 22. Dezember 2022 ganz schwéier, iwwerhaapt en definitive Bilan ze zéien. Mee den Här Keup huet dat jo elo scho gemaach op seng Aart a Weis, wéi mer e jo kennen.

(Interruption par M. Fred Keup)

Ech mengen, déi Gemengen, déi hunn net eréischt zanter 2022 zesummegeschafft, se ware gewinnt zesummenzeschaffen an hunn dat och op eng ganz engagéiert Aart a Weis gemaach. De Projet vun enger Europäescher Kulturhaaptstad, wéi soss, den Här Keup huet dat warscheinlech net verstanen, ass ëmmer eng Stad plus dann eeben dës Kéier 18 aner Gemengen, déi derbäi waren, 11, also 10 nach aus dem Lëtzebuerger Land an 8 aus dem franséische Grenzgebitt.

De PRO-SUD an de GECT Alzette-Belval konnte scho souwisou op eng jorelaang Zesummenaarbecht virdrun opbauen. Ganz vill Projeten hunn och a verschiddene Gemenge stattfonnt, wéi zum Beispill „E roude Fuedem duerch de roude Buedem" oder och de Minett Trail mat deene verschiddene Kabaisercher. Och deen neie kulturellen Zentrum Arche zu Villerupt a Frankräich baut op grenziwwerschreidend Kollaboratiounen op. D'Zesummenaarbecht war exzellent an déi eenzel Kulturservicer hu sech nach besser kennegeléiert an och tipptopp zesummegeschafft. Voilà.

Mir hunn déi eenzel Zuelen nach net, well d'Porteurde-projeten, déi Der virdru schonn erwäänt hutt – och déi Zuel war falsch, mee dat wonnert mech och net –, hunn nämlech bis Enn Mäerz Zäit, hir Schlussrapporten ofzeginn. Eréischt duerno mussen déi och nach alleguerten evaluéiert ginn.

D'lescht Woch hu mer eng éischt Zwëschenevaluatioun presentéiert kritt. Dorauser geet ervir, dass ongeféier e Véierel vun der Lëtzebuerger Populatioun bei mindestens engem Event vun Esch2022 matgemaach huet. An der Regioun Süden waren et 40 % an um Territoire Esch2022 hunn 43 % bei minimum engem kulturellen Evenement am Kader vun Esch2022 deelgeholl.

Déi gréissten Notorietéit hate wuelgemierkt dësen éischte Resultater no d'Open-Air-Concerten um Belval, d'Kulturnuechten, d'Ouvertureszeremonie am Februar, d'Kavalkad, wéi schonn erwäänt, zu Péiteng, awer och den European Youth Festival zu Déifferdeng, de Festial USINA22 zu Diddeleng an de Festival du feu zu Käerjeng, déi verschidden digital Ausstellungen um Belval an de Literaturfestival zu Beetebuerg.

De wirtschaftlechen an den touristeschen Impakt vun esou engem Projet wéi Esch2022 kann een eréischt an der Moyenne dräi bis véier Joer duerno genee evaluéieren. Awer och hei hu mer éischt Zuelen, déi soen, dass 43 % vum Public net um Territoire vun Esch2022 liewen an 30 % net zu Lëtzebuerg. Een Drëttel vun de Spectateure waren also op d'mannst auslännesch Touristen.

Och wann een den Impakt, wéi gesot, eréischt no e puer Joer genee moosse kann, esou wësse mer awer vun de Responsabelen aus dem Horeca-Secteur eeben, dass d'Hoteller an der Regioun dëst Joer vill ausgebucht waren an direkt erëm den Niveau vu virun der Pandemie haten.

Et däerf een nämlech net vergiessen, dass d'Ouverture am Februar 2022 nach zum Schluss vun de Covidrestriktioune stattfonnt huet. An Esch2022 huet sécher derzou bäigedroen, dësem Secteur erëm direkt en Opschwong ze ginn.

De Projet Kulturhaaptstad ass keng Finalitéit, mee e Mëttel, fir méi héich Ziler ze erreechen. Dës Zieler sinn am KEP, dem nationale Kulturentwécklungsplang, awer och am Escher Kulturentwécklungsplang festgehalen. Natierlech hunn déi nei kulturell Institutiounen a Sitte schonn direkt e positiven Impakt gehat, fir déi Ziler ze erreechen. Och hu se schonn, obwuel se zum Deel eréischt zanter engem Joer oder manner laang op sinn, eng gewëssen Notorietéit erreecht. Elo geet et drëm, déi nei Haiser och ze perenniséieren, wéi zum Beispill eng Konschthal zu Esch, wéi ee Ciné Ariston oder e Bridderhaus. Ganz kloer ass awer, dass se alleguerten derzou bäidroen, déi kulturell Offer nach méi divers a räichhalteg am Süden ze maachen.

Op d'Fro: Huet sech den Image vun Esch an der Südregioun am Ausland verännert? Ganz eendeiteg: Jo! D'Resultater vun deenen éischten Etüde soen, dass iwwer zwee Drëttel vun de Befroten elo méi eng positiv Impressioun vun dem Territoire hunn a wëllen zréckkommen. Bei de Befroten, déi net am Minett liewen, ob Esch an ob de Minett e positiven Image hunn, ass et eng Hausse vu 15 %.

Dobäi kënnt nach, dass op internationalem Niveau den Territoire Esch2022 an Honnerten an Dausenden Artikele mentionéiert ginn ass. Ouni d'Kulturhaaptstad hätte vill Leit am Ausland warscheinlech iwwerhaapt net gewosst, dass et de Minett gëtt! Den Territoire vun Esch2022 ass net nëmmen op déi national, mee och op déi international Kulturlandkaart komm.

Benevollen: Ech mengen, d'Benevollen, do schwätzen d'Zuelen eng ganz kloer Sprooch. D'Erfarung mat de Benevolle war exzellent op deenen zwou Säiten. Mir krute ganz vill Messagë vu Leit, déi sech engagéiert hunn als Fräiwëlleger. Mir krute kéipweis Messagë vu Benevollen, déi eis nëmme Merci gesot hunn. Mir soen hinnen och op dëser Plaz e grousse Merci, well d'Benevolle spillen eng kruzial Roll an engem Projet wéi enger Europäescher Kulturhaaptstad. Si sinn dacks selwer Ambassadeure vun den Evenementer, gläichzäiteg awer och eng wichteg Stäip bei der Ëmsetzung. Op logisteschem Niveau hu se zum Beispill am Accueil gehollef oder bei de Surveillancë vun Ausstellungen.

Ech wëll nach op dëser Plaz vun der Geleeënheet profitéieren, op déi lescht Bilanskonferenz vun Esch2022, den 23. Mee dëst Joer – Iech Här Keup, virun allem – ze invitéieren an der Presidentin vun der Kulturkommissioun proposéieren ech, d'Nancy Braun an de Jacques Maquet, le moment venu, an d'Kommissioun ze invitéieren, fir do och e Bilan ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, Esch2022, dat war eng riseg an ustrengend Organisatioun, déi vill Ressourcen an e sëllege Leit a Beweegung gesat huet. Jo, et war e Mammutevent, dat eng laang Virbereedungszäit virausgesat huet.

Chapeau a Respekt allen, déi dat méiglech gemaach hunn an déi duerchgehalen hunn.

Um Enn muss ee sech froen: Wat huet dëst Event der Regioun an dem Land konkreet bruecht? Wat bleift dovunner iwwreg? Hat dat Ganzt en nohaltegen Impakt, besonnesch fir d'Kulturzeen am Süden? Konnten all d'Schichte vun der Bevëlkerung mobiliséiert ginn? Oder huet dësen Event éischter awer nëmmen e gewëssene Milieu erreecht? Alles dat si Froen, déi ee sech stelle muss, wann een de Bilan vun Esch2022 zéie wëllt.

Ech erënnere mech nach ganz gutt un d'Kulturjoer 1995, wéi Lëtzebuerg Europäesch Haaptstad vun der Kultur war. Deemools stounge mer déi éischte Kéier op der Tribün vun der europäescher Kulturlandschaft. D'Scheinwerfer waren op eist Land geriicht.

Et war net nëmmen e Joer mat ville Concerten, Ausstellungen an anere Manifestatiounen. Et war och de Startschoss fir eng Rei vun neie kulturellen Infrastrukturen, déi an de Joren duerno entstane sinn, denke mer nëmmen un de Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, ronderëm deem seng Architektur et méintelaang kontrovers Diskussioune gouf, oder un d'Philharmonie.

1995 war net ëmsoss, well et e Kulturjoer war, dat eiser Kulturzeen eng nei Dynamik ginn huet. Zeg Acteure sinn a Beweegung geroden an eis kulturell Attraktivitéit ass gestäerkt ginn.

2007 si mer nees Kulturhaaptstad ginn, dëst am Kontext vun der Groussregioun. An esou war et och evident, datt Esch2022 e grenziwwerschreidende Projet huet misse sinn. Dat louch jo op der Hand, wann een als Stad no bei enger Landesgrenz läit.

Elo heescht et eeben, de Bilan ze zéien an ze préiwen, wat Esch2022 wierklech bruecht huet. Et geet ëm d'Ierfschaft, den Impakt vun dësem Event. Elo scho kann ee soen, datt nei kulturell Plazen an Infrastrukturen entstane sinn. Dir kennt Der eng Rëtsch. Dat geet vun der Mëllerei op Esch-Belval iwwert de Musée vun der Aarbecht zu Keel-Téiteng, de Lommelshaff zu Déifferdeng bis hin zum Bridderhaus zu Esch.

An all Gemeng sinn historesch Gebaier genotzt ginn, fir se an den Déngscht vum Kultur- an Naturtourismus ze stellen. De Visiteure sollt och déi ganz Diversitéit vun de Minettlandschafte virun Ae gefouert ginn. A renomméierte Medien hunn 240 Journaliste Reportagen an 62 Länner bruecht.

Iwwerhaapt ass et Esch2022 gelongen, fir déi interkommunal an international Zesummenaarbecht ze privilegéieren, fir datt ee vun deem anere léiere kann. Och dat ass et, wat eng Capitale européenne de la culture ausmécht.

Och wann een, wéi dat vu menge Virriedner gesot ginn ass, an den nächste Méint eréischt e Bilan vun Esch2022 zéie kann, muss een dat op eng konstruktiv-kritesch Manéier maachen a sech froen, firwat verschidden héichkaräteg Eventer vläicht net dee Public ugezunn hunn, deen ee sech erwaart hat. War dat just e Problem vu Kommunikatioun? Et muss ee sech och froen, wéi een déi kulturell an touristesch Dynamik, déi lassgetrëppelt ginn ass, um Lafenden hält. Wéi kann een derfir suergen, datt déi nei kulturell Plazen, déi am Kader vun Esch2022 entstane sinn, hir eegen Dynamik behalen a mat Liewen erfëllt bleiwen?

Wéi muss d'Zesummenaarbecht tëscht de Gemengen an den interesséierte Partner laangfristeg ofgeséchert ginn, fir datt déi regional a grenziwwerschreidend Dimensioun vun Esch2022 erhale bleift an dat kulturellt Liewen op lokalem Plang sech an ee Ganzt aschreift?

Wéi kann een déi kulturell Eegenaart vun der Südregioun esou visibel maachen, datt d'Regioun vu baussen als eng Eenheet an der Diversitéit erkannt an empfonnt gëtt?

Wat fir eng Roll wäert de Kulturministère an all deem spillen? A wat wäert säi spezifesche Bäitrag an Zukunft sinn, fir datt d'Ustrengungen an d'Innovatioune vun Esch2022 weider Friichten droen?

Alles dat si Froen, déi derwäert sinn, behandelt ze ginn, fir datt déi gelonge Konzepter vun Esch2022 net verpuffen, mee sech villméi an eng Logik aschreiwen, déi dauerhaft, dauerhaft an d'Zukunft eragedroe gëtt.

Ech soen Iech Merci, an als Éisleker freeën ech mech dëst Joer op Esch2023, Rendez-vous deemnächst bei der Madamm Hansen an der Gemeng, deemnächst also zu Esch-Sauer, zu Eschduerf an zu Heischent.

Plusieurs voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | De Minett gëtt ëmmer méi grouss. An d'Madamm Asselborn-Bintz huet direkt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, fir unzefänke war ech mer net ganz sécher, ob ech dem Deputéierte Fred Keup an der ADR Merci soll soe fir dës Heure d'actualité, well ech mer net sécher sinn, ob déi Froen, déi hei elo thematiséiert gi sinn, och wierklech an eng Heure d'actualité passen.

(Interruption)

Wär et net besser gewiescht, an dat ass jo och elo scho proposéiert ginn, d'Responsabel vun Esch2022 an eng Kulturkommissioun ze invitéieren an dann do all d'Froen ze stellen, déi engem wichteg sinn an déi och berechtegt sinn, amplaz elo hei, kommt, ech soen, eng Stilübung draus ze maachen? Well wa mer éierlech sinn, ass d'Zäit hei net ginn, fir all Är Froen am Detail ze diskutéieren, wann een dann och weess, dass d'Madamm Ministesch, déi iwwregens net am Verwaltungsrot vun Esch2022 war, nëmmen eng Véierelstonn huet fir ze äntwerten, a mir alleguerten nëmme fënnef Minutten hunn.

En plus fannen ech et dann effektiv och net onbedéngt un den Deputéierten, hei elo op all dës Froen ze äntwerten. Mee Dir hutt Iech jo selwer schonn op ganz vill Froe geäntwert. Dofir froen ech mech, wat dës Heure d'actualité soll, mee soit.

(Interruption)

Ech notze meng Zäit dann awer …

(Interruption)

Dir hutt d'Recht, fir alles ze soen, wat Der wëllt, mee ech notze meng Zäit elo, fir e puer Messagë lasszeginn, déi mir, als Member vun enger Gemeng, déi am Projet aktiv mat involvéiert war, an och als Member vun der LSAP-Fraktioun wichteg sinn.

An eisem Walprogramm stoung, dass mir d'Europäesch Kulturhaaptstad voll ënnerstëtze wéilten, an dat hu mer och gemaach, iwwerall an och besonnesch an deene Gemengen, wou mir aktiv waren an nach sinn.

E Bemoll war leider am Ufank, dass déi éischt Responsabel ausgewiesselt gi sinn. An ech wëll och elo guer net op Detailer agoen, mee dat huet dem Projet am Ufank e bësse geschuet. Duerno si mer awer gutt weidergefuer.

Ech war als Kulturschäffe vun der Gemeng Suessem vun Ufank u bei praktesch all de Reunioune mat de Partnergemengen derbäi a konnt mer dann och e Bild iwwert déi eenzel Aktivitéite maachen a weess och, wéi schwiereg et war, jiddereen un en Dësch ze kréien an och jidderee mat an d'Boot ze kréien.

Eelef PRO-SUD-Gemengen an aacht franséisch Gemengen aus der Communauté de Communes Pays Haut Val d'Alzette hu missen un engem Strang zéien, an et ass e Konzept gesicht ginn, wat jo och vun der Europäescher Kommissioun huet missen akzeptéiert ginn. Dat ass a war eng grouss Envergure, a vill Intervenanten um Projet waren do aktiv. An dat ass jo engersäits immens interessant, mee ass awer och eng ganz grouss Erausfuerderung.

A fir elo, knapps dräi Méint nom Ofschloss vun Esch2022, en definitive Bilan ze hunn, dat schéngt mer effektiv verfréit. Et gëtt jo awer schonns eenzel kleng Etüden, déi an Zesummenaarbecht mat ILReS gemaach gi sinn, an ech mengen, se sinn och den 23. Februar der Press virgestallt ginn.

Fir meng Partei a fir mech war et wichteg, dass esou e Projet vun enger Kulturhaaptstad eng Valorisatioun fir eng Regioun sollt duerstellen. An dat hu mer och a ganz konkreete Projeten erreecht. Ech denken do ënner anerem un eis Kabaisercher an de PRO-SUD-Gemengen an awer och un d'Minett-Unesco-Biosphär an all eenzel Projeten an de Gemengen, déi sech wierklech all immens Méi gemaach hunn an och Budgeten dofir zur Verfügung gestallt hunn.

Méi wéi 160 Projeten an 2.000 kulturell Manifestatioune stoungen am Fokus ronderëm d'Identitéit, d'sozial Entwécklung an d'Nohaltegkeet.

Mir hunn als Gemengen d'Jalone gesat fir d'Zukunft. D'Visibilitéit vun deem Ganzen ass awer vläicht net grad esou gelongen, wéi mer eis dat virgestallt hunn. Dat huet awer och zum Deel mam Numm vun der Kulturhaaptstad ze dinn, et ass ugeklongen. Et war eng Premiss vun der Europäescher Kommissioun, dass et den Numm vun enger Stad huet misse sinn. An domat war d'Kommunikatioun, fir deenen anere Partnergemengen eng eebebürteg Visibilitéit ze ginn, net einfach. An dat war effektiv eng reell Erausfuerderung. A mir gesinn, den Här Keup huet nëmme vun Esch geschwat an net vun deenen anere Gemengen. Mee dat ass awer net schlëmm.

Wat ech awer ganz sécher ka soen: …

(Interruption)

… Eis Gemengen – vun der Regioun huet en heiansdo derbäi gesot, dat ass richteg –, hu ganz aktiv zesummegeschafft an eis Servicer, déi sech ëm de Projet Esch2022 gekëmmert hunn an och nach këmmeren, si wierklech zu engem Team zesummegewuess. Si hu sech reegelméisseg gesinn an ausgetosch. An dat wäert ganz sécher an Zukunft net anescht sinn.

D'Gemengen hunn och kulturell Projeten an Infrastrukturen an d'Liewe geruff, déi sécherlech wäerten nohalteg nach erhale bleiwen. Et sinn der schonn e puer genannt ginn. Ech denken dann do och nach Musée MUAR zu Keel, de Spektrum zu Rëmeleng an och do d'Haus Hamus, de Vewa an de Festival USINA zu Diddeleng, zu Beetebuerg de Ris, deen op d'Rees geet, de Lommelshaff zu Déifferdeng, de Projet Augenschmaus zu Monnerech, d'Konschthal an d'Bridderhaus zu Esch, d'Arche zu Thionville (veuillez lire: d'Arche zu Villerupt), dat ass alles scho genannt ginn, awer och de Pavillon vun der Source Belval an der Gemeng Suessem an nach anerer, déi ech elo net nennen, mee et sinn der nach vill méi.

Ech weess elo net, Här Keup, ob Dir perséinlech oder och Är Kolleegen aus Ärer Partei schonns an deene verschiddene Gemenge luusse waart.

M. Fred Keup (ADR) | Dach.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Wann net, géif ech Iech et gären uroden, well do ass geliefte Kultur um Terrain, bei de Gemengen a bei de Leit. An dat ass fir mech e groussen Deel vum Projet Kulturhaaptstad.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | An dat ass och net mat Suen opzewäerten. De Gewënn aus enger Europäescher Kulturhaaptstad ass net eleng monetär ze moossen, mee et ass ganz sécher awer d'gemeinsaamt Bewosstsinn am Sënn vum Austausch, der Solidaritéit, dem Dialog a fir eng europäesch Citoyennetéit ze stäerken, wat eis als Sozialisten och ganz wichteg ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Asselborn. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Esch2022, Kulturhaaptstad oder besser Kulturregioun 2022. Vill Onsécherheeten hunn déi fënnef Joer virun 2022 gepräägt, an der Organisatioun, mat enger weltwäiter Pandemie, vis-à-vis vun engem neie Konzept, wat vläicht déi klassesch Form vun enger Kulturhaaptstad sprengt, nei definéiert, ëmmodeléiert. Keng einfach Ausgangspositioun, fir d'Joer 2022 unzefänken an déi sëllegen Eventer, Ausstellungen, Fester, Muséeën, Programmer opzeschlësselen a si de Biergerinnen a Bierger vun der Minettregioun selwer, dem Lëtzebuerger Land, der Groussregioun an dem Rescht vun Europa ze vermëttelen.

Et ass nach e bësselche fréi fir e finale Bilan, et gouf vu menge Virriedner/inne scho gesot. De finale Rapport mat de Projete gëtt eréischt am Mee fäerdeggestallt. An dann ass och e gudde Moment, fir eis als Kulturkommissioun domadder ze befaassen. Ech huelen d'Invitatioun ganz gären un an da maache mer och esou an der logescher Suite, wéi mer dat bis elo gemaach hunn, e reegelméissege Suivi mat de Verantwortleche vun Esch2022.

Trotzdeem kann een och haut aus der Siicht vu menger Fraktioun schonn eng Rei Punkte festhalen. Eng éischt Konklusioun, notamment baséierend op der TNS ILReS-Etüd, déi gemooss huet, wéi een Impakt Esch2022 op d'Regioun hat, wéi ee Bewosstsinn d'Bewunner aus der Regioun, aus dem Land an aus der Groussregioun fir d'Kulturinstitutiounen, d'Evenementer an de Programm am Kader vun Esch2022 entwéckelt hunn.

D'Äntwert op d'Fro, wat d'Kulturjoer eisem Land, eiser Kulturzeen, der Südregioun bruecht huet, jo, dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäert een net 2022 erkennen. Dat wäert een och nach net 2023 erkennen, mee an deene kommende Joren. Et ass nämlech d'Durabilitéit, op déi et ukënnt. Wat gouf lassgetrëppelt? Wéi eng nei Kooperatioune sinn entstanen? Wéi eng Lieue goufen erschloss a geschaaft? Wéi ee Raum gouf erméiglecht, fir nei Initiativen am Tourismus, der Konscht, der Nohaltegkeet, dem gesellschaftlechen Zesummeliewen an der Förderung vum Benevolat?

1995 an 2007 ware réckbléckend erfollegräich Kulturjoer. Si hu Spueren hannerlooss. Si hunn Institutioune geschaaft, Weiche goufe gestalt, vun deenen haut nach d'Kulturwelt profitéiert.

Wéi een Impakt 2022 op d'Regioun, op d'Land huet, wäerte mer an deenen nächste Joren erfueren. Deementspriechend wär et och ze kuerz gegraff, fir eng Evaluatioun eleng op Basis vun de Besucherzuelen ze maachen. Et wär ze vill banal, just ze kucken, wéi vill Leit op wéi engem Evenement, op wéi engem Concert beispillsweis present waren. Den Impakt vun Esch2022 gesäit een a ganz aneren Aspekter, wéi beim strukturéierten Zesummeschaffe vun den Acteuren aus der Kultur, vu grenziwwerschreidende Projeten, déi nei Siichtweisen erméiglecht hunn, bei enger neier Siichtbarkeet vun der Kultur an der Regioun.

Dat heescht natierlech net, dass ee keng Zuele soll kucken. An den éischten Zuelen, déi eis elo virleien, gouf nämlech och däitlech, dass de Reseau an d'Zesummenaarbecht vun den deelhuelende Südgemenge ganz kloer gestäerkt gouf an d'Kulturliewen aus der Regioun intensivéiert gouf. Dat soen notamment 62 % vun de Leit am Ëmfroekatalog. An nach méi, nämlech 70 % soen, dass Esch2022 de Bewunner vun der Regioun en Zougang zu neie Kulturtyppen erlaabt huet.

Ee Punkt, op deen ech hei op dëser Plaz wëll besonnesch agoen an deen och den Organisateure vun Esch2022 um Häerz läit, ass d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht. Esch2022 huet sech eeben net just am Süde vun eisem Land ofgespillt, mee och am Norde vu Frankräich. An deene Gemengen, wou vill Mënsche liewen, déi en direkte Lien op Lëtzebuerg hunn, déi hei schaffen, hei akafen, wou mir emol ganz séier bei engem Autopedester op déi aner Säit trëppelen oder Famill a Frënn besiche ginn. Dës regional an transfrontalière Zesummenaarbecht gouf wärend Esch2022 wéi an engem Reagenzglas, engem Labo, erméiglecht an erprouft, an dat mat Succès, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Elo geet et drëms, dës Zesummenaarbecht ze stäerken a se och iwwer 2022 eraus weiderzeféieren. Kultur dierf net un enger Landesgrenz ophalen. Si bitt Méiglechkeeten, fir d'Groussregioun méi no beieneenzebréngen, an dat huet Esch2022 ganz sécher fäerdegbruecht.

De Süde vum Land ass multikulti. De Süde vum Land ass industriell. De Süde vum Land ass europäesch. De Süde vum Land ass eng Plaz vun der Kultur. Dat soen net nëmmen ech haut op dëser Tribün. Dat soen iwwer 70 % vun de Mënschen an der TNS ILReS-Ëmfro, aus där ech grad schonn Zuele genannt hunn. An dat schwätzt fir sech.

Esch2022 ass net eriwwer. D'Zil war an ass, d'Regioun nohalteg ze stäerken an ze veränneren. An dorop moosse mer de Succès vun Esch2022. Et gouf villes lassgetrëppelt, Potenzial an Impakt hu sech elo schonn ugedeit.

Mir ass wichteg als Konklusioun vun haut, dass d'Efforten, d'Synergien, d'Dynamiken net hei ophalen, dass d'Vernetzung weidergeet an d'Kultur mat all hire Facetten duerch d'Kulturhaaptstad weider dynamiséiert gouf a gëtt.

An deem Sënn: Esch2022 geet elo iwwer an Esch2023, -2024, -2025. Merci all deenen, déi dat heite méiglech gemaach hunn. An eng ganz Rei sinn der heibannen an dësem Raum. An Iech alleguerten och merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, jo mir sollen hei de Bilan vun der Europäescher Kulturhaaptstad Esch2022 zéien, en Evenement, dat Jore Preparatioun verlaangt huet an dat nach net ganz ofgeschloss ass.

Dat Eenzegt, wat ee mat Sécherheet hei ka soen, ass, dass Esch2022 en zimmlech schwierege Start hat. Am Moment hu mer awer nach net genuch Fakte fir esou eng schwiereg Aufgab wéi déi vun der Evaluatioun. Natierlech huet jiddweree vun eis Andréck a Ressentien, mee domat eleng kënne mer elo nach kee Bilan zéien.

Enn Februar awer gouf schonn déi éischt Étude d'impact présentéiert. Am Kader vun der Organisatioun vun der Europäescher Kulturhaaptstad verflicht ee sech jo derzou, esou eng Etüd ze publizéieren. Dës Étude d'impact huet sech mat de Leit beschäftegt, déi op d'Ausstellungen, d'Evenementer, d'Theaterstécker an esou weider, déi am Kader vun Esch2022 gelaf sinn, gaange sinn.

Do muss ee soen, dass de Bilan relativ positiv ausgefall ass. Deene meeschte Leit huet immens gefall, wat se gesinn hunn, an zwar net nëmmen déi vill kulturell Evenementer, mee och d'Plaze selwer. Jo, de Süden ass net esou schlëmm, wéi oft behaapt gëtt. Et ass och wichteg, dass et e positiven Echo gëtt. Dat soen och meng Kolleeginnen a Kolleegen aus dem Minett.

Mee méi wichteg ass, dass Esch2022 laut dëser Studie och Leit fir d'Kultur konnt gewannen, dat heescht, et goufe vläicht nei Publicken erschloss, den Accès op d'Kultur gouf eventuell doduerch vereinfacht a gefërdert, och wann een elo net genau weess, wéi eng Publicken dat sinn. Mee méi dozou nach duerno.

D'Étude d'impact ass just den Ufank vun enger laanger Evaluatiounsphas. Am Mee sollen och d'Informatioune vun de Porteur-de-projeten ausgewäert ginn. Do muss also gekuckt ginn, wéi déi Leit, déi d'Kulturhaaptstad mat Contenu gefëllt hunn, dat Ganzt bewäerten an dat ass net manner wichteg. Mir hunn natierlech och am Virfeld vun dëser Heure d'actualité mat Leit, mat Acteuren, geschwat a musse soen, dass dëse Bilan net ëmmer immens positiv, also éischter mitigéiert ausfält, mee och hei beweege mer eis leider am Beräich vun den Appreciatioune vun eenzelne Leit.

Net, dass hir Doleancen net wichteg sinn, mee erlaabt dat eis, e Bilan dorauser ze zéien? Mir mengen éischter net. Dofir solle mer eis och hidden, hei Conclusiounen ze zéien, menge mir. Ee ganze Rapport vun Esch2022 gëtt dann Enn des Joers presentéiert. Esou Mammutprojete schreiwe sech jo an eng laang Dauer an. Ech mengen, dass een dozou net vill ka soe knapp dräi Méint nom Schluss.

Här President, elo ass Esch2022 knapp dräi Méint eriwwer, wéi scho gesot, d'ASBL awer steet nach ëmmer, well dat Ganzt jo nach muss ofgeschloss ginn. Ech di mech schwéier, also, Konklusiounen ze zéien, och wat d'Auswierkungen op den Tourismus sinn, an eventuell souguer d'wirtschaftlech Erträg fir d'Regioun ze analyséieren, well eigentlech fänkt dee wichtegsten Deel elo eréischt un, an zwar resüméiert een dat mat der einfacher Fro: Wat bleift?

Et ass d'Fro no der Nohaltegkeet vun esou engem Projet, déi hei muss gestallt ginn, menge mir. Wann näischt iwwregbleift vun deem ganzen Evenement, da kann een trotz positiver Étude d'impact vun engem Echec schwätzen. Elo sinn d'Gemenge gefuerdert, sech déi Projeten, bei denen ugeduecht war, weidergefouert ze ginn, dann och wierklech unzëeegnen. A ville Gemenge stiechen d'kulturell Servicer awer nach an de Kannerschung. Hoffentlech dréit dann Esch2022 derzou bäi, dass d'Kultur och an deene Gemenge sech nohalteg implantéiert.

Wat déi Nohaltegkeet ugeet, krut ech awer och do éischter beonrouegend Echoen. Net all Projet, dee geduecht war, fir sech um Territoire ze implantéieren, géif weidergefouert ginn. Dat ass ze bedaueren, do gëllt et ze kucken, u wat dat läit.

Déi Nohaltegkeet soll hei keen eidele Slogan sinn, well si ass eng Konditioun, fir selwer Kulturhaaptstad ze ginn. Et ass nämlech esou, wéi een der Regioun a senge Gemenge kann déngen.

Ech krut och gesot, dass et eng gewësse Kulturmiddegkeet géif ginn, well dat Ganzt en enormen Opwand wier, notamment fir méi kleng Gemengen. Wéi kann een deem entgéintwierken? Wéi kënnen d'Gemengen eventuell ënnert d'Äerm gegraff kréien? Déi Fro stelle mir eis.

Mee wéi et weidergeet, dat musse mer an deenen nächste Méint gesinn an da soll och nach eng Kéier doriwwer debattéiert ginn. Wann all d'Fakten um Dësch leien, kann een eng kloer Kritick formuléieren. Dat ass schéin a gutt, grouss Partyen ze schmäissen an d'Korke knallen ze loossen a sech géigesäiteg op d'Schëlleren ze klappen. Wann awer näischt Gräifbares um Terrain bleift, dann ass et eigentlech fir näischt! An dat däerf net geschéien, well soss verléiert een erëm dee Public, soss wäert d'Kultur ni richteg Fouss faassen an där Regioun, ausser op deene Plazen, wou se scho gutt verankert ass, an dat ka jo eigentlech och net d'Zil sinn!

Dat ass an eisen Aen dee wichtegste Punkt. Bleift eppes a kënnt et de Leit um Terrain zegutt? D'Kultur soll jo net just fir déi Happy Few sinn, déi sech souwisou an den Theateren a Galerien am Land wéi doheem spieren, mee Kultur soll eng emanzipatoresch Kraaft sinn an als solch muss haaptsächlech op déi Leit gekuckt ginn, déi net de Privileeg haten, eng grouss kulturell Offer souzesoen „an d'Wéi geluecht ze kréien". Do ass et schued, dass net méi genau gekuckt gëtt, wéi eng verschidde Publicken erreecht goufen.

Et wär virun allem schued, wa mer dës Occasioun, Esch2022, verpasst hätten, mat enger Regioun, an där vun Ufank un d'Aarbechter an d'Aarbechterinne probéiert hunn, sech ze emanzipéieren, eeben och duerch d'Kultur. Fir eis als Lénk ass dat u sech de Kär vun der Saach.

Här President, mir sinn der Meenung, dass dat Ganzt eng wichteg Debatt ass an et elo, wéi gesot, am Moment nach ze fréi ass, fir wierklech e Bilan ze zéien.

Ech hunn hei elo méi Froe gestallt, wéi wierklech Äntwerte ginn. Wa sech déi beonrouegend Echoen, déi ech awer kritt hunn, als wouer erweisen, dann ass et kloer, dass et eng verpasste Chance war.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee ech kann dat awer haut nach net esou kloer soen, well mer nach net den néidege Recul an d'Donnéeën hunn, fir dat esou ze soen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An als leschte Riedner steet den honorabelen Här Marc Goergen scho prett. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech zéien och e relativ positive Bilan vun Esch2022, vun der ganzer Regioun. Dat däerf een an den Diskussiounen net vergiessen. Ech hunn zwar keng Äntwerte matbruecht op déi Froen an der Heure d'actualité, well dat wär e bësse Kaffisazlieserei, wat an der Ufro stoung, wann ech do misst mer iergendzwousch elo hei eraussuckelen, wat d'Äntwerte sinn.

Dofir ginn ech op eng méi generell Aart a Weis duerch Esch2022, wat ech natierlech och perséinlech als een, deen am Süde lieft, materlieft hunn. An et däerf ee bei deem Ganzen ni vergiessen ze kucken, dass mer awer an enger Pandemie waren an et am Ufank ganz vill Fragezeiche gi sinn. A mir hate jo och an de Chamberskommissiounen, wou mer d'Projete presentéiert kritt hunn, wou dann hannert all Projet awer e Risefragezeiche war, wéi een dat iwwerhaapt kéint esou duerchzéien. Et däerf ee bei all de Kritiken net vergiessen, a wéi enger Situatioun dass een deemools war.

58 % vun de Leit, déi do waren, déi dohinner komm sinn, hu jo och erausfonnt, dass de Süde méi interessant ass, wéi geduecht. Dat war jo da schonn emol eng ganz positiv Publicitéit an ech kann de Leit soen: Och wa se weiderhin an de Süde kommen, wäerte se erausfannen, dass e méi interessant ass, wéi se geduecht hunn.

Esch2022 war och kee Projet, fir eleng Esch kennenzeléieren, mee d'ganz Regioun. Alleguerten d'Gemengen, déi am Ufank iwwer PRO-SUD sech eens waren, de Projet eranzeginn ... An dat war och en eemolegt Konzept, ech mengen, dat ass och europawäit eigentlech schonn emol eng Aart Pilotprojet, well esou Konzepter sinn et och do net ginn. Wärend et soss éischter e puer Stied sinn, hu mer hei den Exercice gemaach, dass et direkt e puer Gemenge waren.

A jo, do ass och net ze verheemlechen, dass et heiansdo an der Kommunikatioun oder Koordinatioun geklemmt huet tëscht de Gemengen, tëscht den Organisateuren, mee dat huet een dann awer heiansdo mat feine Wierder erëm riichtgebéit. A mir hunn och vu verschiddene Gemengeréit jo héiere virun Esch2022, ier d'Projete lancéiert gi sinn, dass den Informatiounsfloss net ëmmer esou war, wéi gewënscht. Bei engem Exercice, fir deen esou vill eenzel Leit sech mussen zesummesetzen, vum PRO-SUD bis zu de Gemengeréit, bis zu de Service-culturellen, bis zu de Kommiteeën, kann dat eeben emol virkommen.

Iwwert d'Events kann een diskutéieren a se waren och net alleguerten no mengem Geschmaach. Mee dat ass eebe Kultur: Kultur ass villfälteg. Kultur ass och net moossbar un den Zuschauer. Ech si frou, dass hei erwäänt ginn ass, dass d'Péitenger Kavalkad 20.000 – ech hat zwar gemengt, et wären 30.000 – Visiteuren hat. Elo kann een nach ëmmer driwwer diskutéieren, ob eng Kavalkad zu der Kultur gehéiert. An ech sinn e Fan vun der Fuesend, och als eeëmolege Prënz, ...

Plusieurs voix | A!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... mee trotzdeem sinn ech nach ëmmer net iwwerzeegt, dass d'Kavalkad wierklech ...

M. André Bauler (DP) | De Péitenger Wand bléist ëmmer.

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, de Péitenger Wand, genau, Här Bauler.

... dass eng Kavalkad zur Kultur gehéiert – ech hunn et awer trotzdeem akzeptéiert, och wann Esch2022 elo net onbedéngt den Ausléiser war, fir dass eng Kavalkad sollt stattfannen. Et war déi 65., just fir et ze soen, an dëst Joer wäert déi 66. sinn. Ech sinn awer frou, dass Esch 2022 iwwerregional Reklamm derfir gemaach huet. An et muss een och soen: Mir haten zu Péiteng och europäesch Veräiner invitéiert. Mir haten deem Ganzen e bëssen en anere Péitenger Wand ginn, wéi dat soss déi aner Joren ass.

Et ass zwar ee vun deene Projeten, déi am bekanntste waren, mee deen net onbedéngt eis Kultur am gréisste gestäerkt huet. An dat ass de Punkt, op deen ech erauswollt. Et si ganz vill kleng flott Projete gewiescht, quer duerch d'Regiounen, déi warscheinlech kulturell vill méi interessant a vill méi héichwäerteg ware wéi déi grouss Eventer, déi herno zréckbehale gi sinn a wou vläicht déi meeschte Fotoen op Social Media circuléiert sinn.

Ech ka mech och net méi un 1995 erënneren, et deet mer leed. Ech kann dofir kee Verglach zéien, wéi et deemools war. Ech hunn eeben elo ...

M. André Bauler (DP) | Dat war schéin!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et war schéin, jo. Et deet mer leed, Här Bauler, ech ka mech do net méi ... Do war ech ze jonk.

M. André Bauler (DP) | De Jacques Santer war Staatsminister.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also ass ... Jo.

(Brouhaha et interruptions)

Iwwert de Käschtepunkt kann een diskutéieren. Do komme jo elo nach déi eenzel Bilanen. Mee do ass et och, wéi a villen Diskussioune ronderëm d'Kultur: Wat dierf d'Kultur kaschten? An do huet och jidderee seng Interpretatioun an och seng Meenung dozou. An esou ass et och bei enger Kulturhaaptstad. Fir déi eng war et ze vill, fir déi aner war et net genuch.

D'Fro, déi elo bleift, an dat muss een am Bilan ofwaarden: Wat ass d'Nohaltegkeet? Wat wäert herno an deenen eenzelne Gemenge bleiwen? Wann et just Projete waren, déi op ee Joer waren, dann hu mer net gutt geschafft. Wann et Projete waren, déi awer nohalteg iwwert déi nächst Jore wäerten zur kultureller Entwécklung vum Süde bäidroen, dann huet jidderee fir Esch2022 gutt geschafft.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, bon, et ass elo e puermol ugeklongen: Fir wierklech e ganz chiffréierte Bilan vun Esch2022 ze zéien, ass vläicht e bësse prematuréiert. Mir kréien nach d'Geleeënheet, da mat de Responsabele vun der ASBL doriwwer ze schwätzen. Et ass absolutt normal, dass déi Zuelen nach net virleien. Et sinn esou vill Evenementer gewiescht, esou vill Acteuren implizéiert gewiescht, jidderee gëtt seng Rapporten eran. An, wéi et schonn ugeklongen ass, am Mee soll dann op enger Pressekonferenz do de Bilan gezu ginn, dee mer jo dann och nach eng Kéier kënnen en bonne et due forme an der Kommissioun diskutéieren.

Ech halen awer elo net op! Och wann natierlech vill vun Iech gären op d'Manifestatioun ronderëm den internationale Fraendag wëlle goen, ass et awer de Moment, fir vläicht e bëssen de Bilan méi generell ze maachen oder ze erklären, wat de Sënn an Zweck vun där Kulturhaaptstad ass a wat een awer elo scho ka gesinn, onofhängeg vu genaue Visiteurszuelen, wat et bruecht huet.

Well dee Constat, ze soen, et hätt näischt bruecht, oder vläicht ze probéieren, dat ënnerschwelleg an de Raum ze stellen, deen deelen ech absolutt net! Ech si souwisou der Meenung, dass, wann een an d'Kultur investéiert, dat ëmmer eppes bréngt. An ech hat och e bësse Problemer, déi Theorien ze verstoen, déi opgestallt gi sinn. Op där enger Säit wieren et just Leit, déi kulturell interesséiert sinn, déi begeeschtert gewiescht wieren a mir hätten awer net genuch Leit, déi kulturell interesséiert sinn. An awer: 1995 an 2007, do wier awer alles super gewiescht, well do wieren awer esou vill Leit derbäi gewiescht.

Bon, d'Kohärenz ass da vläicht eng aner Geschicht. Ech deele jiddefalls net déi Aschätzung, dass mer hei am Land – oder am Süde vum Land – net vill Leit

hätten oder genuch Leit hätten, déi kulturell interesséiert sinn!

A wa mer dat net hätten, da wier et un eis alleguerten heibannen, alles drun ze setzen, dass mer d'Leit un d'Kultur erubréngen, dass mer d'Leit begeeschtere fir d'Kultur. Dat geschitt op villen Niveauen. Dat geschitt natierlech virun allem am jonken Alter, well wann een am jonken Alter déi Schwellen iwwerschreit, fir sech fir d'Kultur ze interesséieren, dann ass dat och vill méi einfach am Erwuessenenalter. Mee et kann een och am Erwuessenenalter nach Mënsche fir d'Kultur beweegen a passionéieren, déi dat vläicht virdrun net waren.

An och do huet esou eng Manifestatioun wéi eng Kulturhaaptstad eng immens wichteg Roll ze spillen. Si huet och ugesat grad op deene Punkte mat deem Motto vum „Remix", fir souwuel bei Jonke ganz vill Aktivitéiten ze maachen, wéi awer och ze probéieren, ëmmer erëm nei Populatiounen ze touchéieren oder Populatiounen ze touchéieren, déi sech vläicht e bësse méi schwéier dinn, fir grad a kulturell Institutiounen ze goen. Dat war ee vun den dreiwende Momenter an dëser Kulturhaaptstad. An ech menge schonn, dass dat souwuel der ASBL wéi och deene séllege Gemenge ganz gutt gelongen ass, sief dat elo op Kavalkaden, déi d'ailleurs och kënnen ënnert de Patrimoine immatériel falen, oder bei awer méi spezifesch kulturellen Evenementer, wéi et der extreem vill gouf.

Vläicht als Rappell: Wat ass de Sënn an Zweck vun enger Kulturhaaptstad? Et gëtt der eigentlech zwee: Dat eent ass, d'Diversitéit vun de Kulturen an Europa ze erhalen an ze promouvéieren an awer och ze weisen, dass mer een Europa sinn, dass mer enger Kultur entstamen, awer och ze weisen, wat eis Ënnerscheeder ausmaachen. An do huet zum Beispill och déi Zesummenaarbecht mat Frankräich – déi contrairement zu 2007 dës Kéier exzellent fonctionéiert huet! –, ...

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | ... eng ganz wichteg Roll gespillt, mat villen Interconnectiounen, mat enger neier Institutioun, déi déisäit der Grenz entstanen ass, a mat och souguer engem Ofschlossowend, deen op deenen zwou Säite vun der Grenz stattfonnt huet.

Deen zweeten ass – an dat Wuert „Nohaltegkeet" ass extreem oft ugeklongen haut de Mëtten – dat vun der Nohaltegkeet: Wat bleift? Wat maache mer? Wat hu mer erreecht mat deem, woufir mer eis do agesat hunn? An dat ass, d'Entwécklung vun de Stied de förderen, déi eeben déi Europäesch Kulturhaaptstad duerstellen.

An dat ass effektiv eng ganz wichteg Fro, well, bon, d'Fro ass gestallt ginn: Wat huet dat kascht? Wat kascht dat? Ech mengen, Dir wësst, wat et kascht huet, well et sinn ëffentlech Budgeten. De Lëtzebuerger Staat huet ganz exakt 40.664.848 Euro investéiert gehat, 40.108.000 Euro vum Kulturministère, vum Nohaltegkeetsministère 307.239 Euro a vum Wirtschaftsministère, Tourisme 249.609 Euro.

All déi Suen, déi hei reng elo vum Staat investéiert gi sinn, plus all déi Suen, déi vun de Gemengen investéiert gi sinn, dat soll jo och eppes Durabeles duerstellen. An hei sinn awer schonn e puer Elementer, déi sech erausschielen, déi weisen, dass dat och wierklech eppes Durabeles bruecht huet.

Fir d'éischt emol, e bësse méi en einfache Gedanken, mee: d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen. E wichtege Facteur: Et si Gemengen, déi elo nach méi no beienee komm sinn, déi kulturell awer net nëmmen invitéiert ginn zesummenzeschaffen, déi zesumme Projete realiséiert hunn. Et sinn der schonn e puer genannt ginn. Ech nennen der nach e puer: „1.001 Tonnen", „Landscapes", de Minett Trail – ass natierlech elo e puermol schonn zitéiert ginn –, „discovARminett", d'„Kenns du de Minett?"-Spill, „E roude Fuedem duerch de roude Buedem" an esou weider.

Et ass e Stammdësch organiséiert ginn, wou all éischten Dënschden am Mount déi verschidde Serviceculturellen an déi vun der Kommunikatioun aus de Gemengen zesummekomm sinn, sech echangéiert hunn. Dat ass schonn en extreem wichtege Punkt: D'Kultur bréngt net nëmmen d'Mënschen zesummen, d'Kultur bréngt och d'Gemengen zesummen. An ech hoffen, dass och déi Zesummenaarbecht bestoe bleift iwwert dëst Kulturjoer eraus.

Dann awer natierlech dee Punkt vun den Infrastrukturen: Et waren 23 verschidde Sitten, déi an de Genoss komm sinn, kulturell Manifestatiounen am Kader vun Esch2022 ze empfänken. Hei gëtt et Beispiller vun neien Affektatiounen oder reaffektéierte Lieuen. Déi eenzel Gemengeresponsabel hunn elo déi genannt bei hinnen an der Gemeng. Ech maachen eng Kéier en Iwwerschlag, well et awer weist, wat hei alles gemaach ginn ass, an dat zum Deel an extreem kuerzer Zäit an op eng virbildlech Aart a Weis: den Ariston, d'Konschthal, d'Bridderhaus, d'Bâtiment4 zu Esch, de FerroForum, d'Metzeschmelz Esch-Schëffleng, Vewa Diddeleng, MUAR Keel-Téiteng, Spektrum Rëmeleng, de Lommelshaff Déifferdeng.

Da si bestoend Lieue benotzt ginn, d'desakraliséiert Kierch Sainte-Barbe zu Lasauvage, d'desakraliséiert Kapell vun Ottange, d'desakraliséiert Kierch vu Belval-Metzerlach, an nei Sitten oder reaffektéiert Lieuen, d'Kulturhaus Centre culturel Hunchereng, de Pavillon Source Bel-Val an natierlech d'Arche zu Villerupt.

Alles dat si Lieuen, déi och zum gréissten Deel natierlech wäerte weider fir d'Kultur do sinn a fir kulturell Zwecker kënne genotzt ginn. Och dat ass eppes, wat extreem wichteg ass, well mir brauche Plazen, wou mer Kultur erliewen a wou d'Leit kënne beieneekommen, fir zesumme Kultur ze liewen.

Och vu staatlecher Säit gëtt et Infrastrukturen, déi an d'Rei gesat ginn, och hei am Sënn vun der Nohaltegkeet näischt Neies, wat gebaut ginn ass, mee Saachen, déi schonn do waren, Gebailechkeeten, déi do waren, wou och den Industriepatrimoine erhale ginn ass an nees a Stand gesat ginn ass.

D'Mëllerei zum Beispill: D'Gebai gouf komplett restauréiert an enger Rekordzäit, soudatt niewent de Manifestatioune vun Esch2022 och de Circuit fir Visitte vum Héichuewen A verlängert gouf, wat essentiel ass fir e komplett Verstoe vun der industrieller Installatioun. Et ass iergendwéi ee Moment ugeklongen, wéi wann elo hei géif den Industriepatrimoine op där enger Säit géint eng Kulturhaaptstad op där anerer Säit ausgespillt ginn, eppes, wat ech wierklech net ka confirméieren, well et ass hei extreem vill an den Industriepatrimoine investéiert ginn a verschiddene Gemengen, mee och op nationalem Niveau! An ech kommen herno bei de Konventiounen och nach drop zréck, och méi strukturell bei deenen, déi den Industriepatrimoine ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | D'Massenoire, dësen Hall war virun Esch2022 amenagéiert ginn an de Fonds Belval wäert d'Massenoire elo nees fir hir eegen Zwecker brauchen. D'Fondatioun Héichuewen C, do ass eng Bün mat Reamenagementer, och déi wäert weiderhi fir kulturell Open-Air-Zwecker bestoe bleiwen. D'Plancher des coulées vum Héichuewen A, och dës wäert de Fonds Belval kënne weiderhi fir Manifestatioune benotzen.

D'Hall des poches à fontes, dës Plaz gouf jo wärend der Kulturhaaptstad souwuel vun der ASBL Esch2022 wéi och vum Fonds Belval als Receptioun a Billeterie genotzt, kënnt erëm zréck an hir ursprünglech Notzung. De Pavillon Skip ass weiderhin och do, och dee gëtt weider genotzt.

An da kommen ech op den IK-CNCI, den Headquarter vun Esch2022, dee wäert an de Pavillon hikommen, wou d'Administratioun vun Esch2022 ënnerbruecht war, also och do eng nei Plaz fannen nieft där neier Konventioun, déi se och mat eis ofgeschloss hunn.

Dann eeben zum Contenu, well et ass jo net just de Contenant, deen zielt, et ass och alles ronderëm. Mir hu strukturell Konventioune mat der frEsch ASBL vun Esch a mat Spektrum vu Rëmeleng virgesinn, fir Projeten ze ënnerstëtzen. Et wäerte sécherlech nach neier nokommen.

Mee ronderëm déi ganz Dynamik vun der Kulturhaaptstad huet sech awer och aneres entwéckelt: eng ganz Rëtsch vun Associatiounen, déi extreem vill derfir gemaach hunn, fir d'Kultur ze förderen an där Kulturhaaptstad, an dat ass eppes, wat mir extreem wichteg war, dass mer och déi Dynamik vun den eenzelnen Associatiounen, déi extreem vill elo gemaach hunn, dass mer dat och géife weider ënnerstëtzen. Do sinn eng ganz Rëtsch vun deene Kënschtlerkollektiver, deenen hir Konventiounen entweeder bäikomm sinn oder zolidd erhéicht gi sinn, ILL, Maskénada, Richtung22, FerroForum oder de K-Kollektiv (veuillez lire: den DKollektiv). D'Detailer hat ech och do schonn an enger Question parlementaire – ech mengen, vun der Madamm Bernard – geliwwert.

Dann den IK-CNCI – Stéchwuert „Industriekultur": Och hei hu mer massiv d'Konventioun an d'Luucht gesat, well et eebe grad extreem wichteg ass, dass mer den Industriepatrimoine, deen awer d'Identitéit vum Süde mat ausmécht, mat definéiert, dass mer déi Leit, déi sech scho säit Joren dofir asetzen ...

Ech hu matgehollef, dass d'Associatioun soll gegrënnt ginn, an elo gëtt se zolidd ënnerstëtzt, dass och déi Leit, déi rekrutéiert gi sinn iwwert déi lescht puer Joer, kënne gehale ginn an dass doduerch déi vill Aarbecht an och déi Vernetzung tëscht deenen eenzelnen Industriepatrimoinë kann esou weidergefuer gi mat där selwechter Dynamik. Sachant en plus, dass mer jo vill geschützte Sitten hunn, dass zum Beispill de Projet Esch-Schëffleng jo och een ass, dee virbildlech ass um Niveau vun engem denkmalschützeresche Point de vue, an dass mer och soss ganz vill flott industriell Sitten hunn, déi och dem Public zougänglech sinn a wou de CNCI eng ganz gutt Aarbecht mécht.

Dann nach e Punkt vläicht zum Tourismus. Och do ass dat natierlech eppes, wou een och sécherlech kann un Zuelen, déi mer da wäerten no an no kréien ... Ech constatéieren, dass et Zoulaf hat, déi ganz Regioun, mee et ass och do ville, wat wäert iwwregbleiwen. Soudass ech och do net ka verstoen, dass een dat a Fro stellt.

Well dee Projet, deen ech wierklech formidabel fannen a wou ech net weess, ob et deen esou nach op ville Plaze gëtt, vum Minett Trail, mat deene geniale Kabaisercher, déi et elo duerch de ganze Minett gëtt, wou Architekte sech exzellent Projeten ausgeduecht hunn, wou besteeënd Infrastrukturen nei genotzt ginn, fir do eng Nuecht ze iwwernuechten. Dat ass och eng formidabel nei Attraktioun, wou souwuel de besteeënde Patrimoine, d'Architektur an déi wonnerschéin Natur, déi et och ze kucken an ze bewonnere gëtt am Minett, alles ënner een Hutt komm ass. Genausou wéi och de Minett Cycle, also de Vëloscircuit, deen och an deem Kontext entstanen ass.

Och hei wäerten dann Zuele kommen am Laf vum Joer 2023. Ech si sécher, dass mer nach wäerten d'Occasioun hunn, mat deenen zoustännegen Instanzen en long et en large doriwwer ze schwätzen.

Am Resümmee: Wat et elo zueleméisseg ausmécht, déi Kulturhaaptstad, ass warscheinlech ze fréi, fir haut ze soen. Dat, wat wichteg ass, dat ass, dass mer konsequent hei zu Lëtzebuerg an d'Kultur investéiert hunn an och weider investéieren, dass déi Dynamik, déi entstanen ass am Süden, an deene ville Gemengen, dass déi bestoebleift, sief et um Niveau vun de Gemengen, mee och um Niveau vun deene séllege Kënschtler a Kollektiven, déi sech weider developpéiert hunn, an dass mer och ëmmer méi nach déi Sensibilitéit fir deen Industriepatrimoine kréien, dee mer am Süden hunn – net nëmmen am Süden, et gëtt och anerer hei am Land –, an dass mer dovu profitéieren, fir déi Synergien ze schafen, fir déi Visibilitéit vum Minett no vir ze bréngen a fir weider an där flotter Dynamik ze schaffen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Kulturministesch Sam Tanson. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

9. 8166 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman et au Conseil national de la justice

Dee leschte Punkt um Ordre du jour ass den Änner-ungsvirschlag vum Chambersreglement 8166 iwwert den Ombudsman an de Conseil national de la justice. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Änner-ungsvirschlag, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Et ass keen Debat.

M. Fernand Etgen, Président | An et ass keen Debat, seet de Rapporter mer, soudatt mer duerno direkt kënnen zum Vott kommen.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Här Rapporter.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee leschte Punkt ass ëmmer deen ondankbaren dann.

(Interruption)

Mee, wéi gesot, ech maachen et kuerz.

M. André Bauler (DP) | De Leschten ass ...

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Et ass awer wichteg. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren – elo schonn, Här Bauler.

Et gëtt eng weider Ännerung am Chambersreglement. Den 21. Dezember d'lescht Joer, kuerz viru Chrëschtdag, stoung ech méi oft virun Iech hei a mir hunn eng ganz Rei Texter iwwert d'Stäerkung vun der Justiz gestëmmt. D'Verfassungsreform, d'Kapitel Justiz, d'Gesetz iwwert d'Référendaires de justice an och d'Gesetz vum nationale Justizrot hu mer du geschaaft, de CNJ.

Abee, do steet dran, dass de CNJ sech aus 9 Membres effectifs an 9 Membres suppléants zesummesetzt; dovunner 6 Magistraten, 1 Vertrieder vun den Affekoten, 1 fréieren oder en amtéierte Bâtonnier an – an! – 2 Vertrieder vun der Zivillgesellschaft, déi mir Chamber nennen.

(Interruption)

Also, fir dës zwee Vertrieder, déi vun der Chamber genannt solle ginn, brauche mer elo eng Prozedur. An et gëtt e gewëssenen Zäitdrock, well déi néng Membere mussen designéiert sinn, fir dass déi Organisatioun vum nationale Justizrot kann ufänke mam Rekrutement vum Generalsekretär a sengem weidere Personal, fir dass se institutiouns-, funktiounsfäeg ass deen Dag, wou – den 2. Juli (veuillez lire: den 1. Juli) – d'Verfassung a Kraaft trëtt.

De Barreau huet seng Vertrieder gewielt, an d'Magistraten och – ass mer gëschter gesot ginn. A mir gesi mat dësem Reglement d'Prozedur vir, fir eiser Aufgab nozekommen.

Erlaabt mer awer, wéi ech et och an der Kommissioun gesot hunn, e puer Wuert, fir d'Wichtegkeet ze ënnersträiche vun der Designatioun vun de Persounen, déi d'Chamber an dësen neie Gremium schéckt. Et ass eng nei Instanz, déi mer schafen. An do ass et wichteg, dass vun Ufank un d'Qualitéit vun de Memberen an deem Gremium héich ass, genausou wéi hir Honorabilitéit. D'Glafwierdegkeet, d'Reputatioun vum CNJ ass direkt ofhängeg vu senger Besetzung ...

(Interruption)

... an, ech géif soen, vu senger éischter Besetzung. De CNJ brauch eng inkontestabel Unerkennung bei der Magistratur a bei der Bevëlkerung, fir seng Missioune kënnen ze erfëllen.

(Interruption)

Folglech brauche mir als Chamber eng gutt Prozedur, fir d'Vertrieder vun der Zivillgesellschaft ze designéieren.

Mir designéieren also 4 Leit: 2 Effectifs an 2 Membres suppléants – 4 Persounen. Do ware mer eis eens an der Kommissiounssitzung: Déi solle virun allem kompetent sinn, an och solle mer oppassen, dass se verschidden a komplementar sinn an hirem Profill: hir Positioun an der Gesellschaft, Alter, Genre, Ausbildung. An et wär och gutt, wann de Membre effectif an de Membre suppléant an enger gewëssener Zesummenaarbecht kéinte fonctionéieren, also e Binom wären, wou d'Chimie géif stëmmen.

Wat hu mir elo virgesinn als Prozedur? Den 1. Mäerz huet de President vun der Reglementskommissioun Roy Reding dës Propositioun deposéiert. Den 28. Februar hat d'Commission jointe Règlement an Institutioun en éischten Echange zum Theema op Basis vun engem Draft, deen d'Mataarbechter vun der Reglementskommissioun virgeluecht hunn. Merci vun dëser Plaz och un de Benoît Reiter a seng Ekipp fir déi schnell an déi effikass Aarbecht. Den 3. Mäerz ass dunn de Rapporter genannt ginn an de Rapport och ugeholl ginn, soudass mer an den normalen Delaie sinn, fir dass mer elo nach kënnen driwwer ofstëmmen.

De Kalenner ass follgenden – dee beschreift déi eenzel Etappen och –: Den Appel à candidatures geet vun haut, 8. Mäerz, un. Dee geet eraus. Dräi Woche si geplangt, dass d'Kandidature kënnen eragereecht ginn; dat heescht bis den 29. Mäerz. Da préift d'Conférence des Présidents d'Recevabilitéit vun de Kandidaturen Enn Mäerz; den 30. Mäerz ass do virgesinn. An duerno ginn d'Kandidaten agelueden, fir en individuellt Gespréich an der Woch vum 17. op den 21. Abrëll. A mir kënnen da fréistens an der Plenière vum 25. Abrëll zum Vott goen, fir eis Vertrieder vun der Zivillgesellschaft ze bestëmmen.

D'Kandidate mussen hire CV eraschécken, hir Biografie also, eng Lettre de motivation a preziséieren, ob se kandidéieren, ob se wëllen Effectif oder Suppleant ginn, respektiv dat een oder dat anert, jee nodeem. Si sollen dat an hirer Kandidatur preziséieren. Weider kënne se Piècen an hiren Dossier maachen, déi hir Qualifikatioun beleeën. A si mussen natierlech och beleeën, dass se eligibel sinn, esou wéi d'Gesetz et virgesäit.

Entweeder reechen d'Persounen hir Kandidatur selwer direkt eran. Oder et gëtt awer och en zweete Wee – an do kréie mer nach Informatiounen iwwert d'Sekretariat vun der Chamber –: dass all Deputéierte kann eng oder méi Persoune proposéieren. Mee wann en dat mécht, da muss en awer och eng Pièce hunn, wou déi proposéiert Persoun sech och averstanen erkläert, an och déi aner Piècen, wéi wa se selwer d'Initiativ hëlt, muss dobäileeën.

D'Persounen, deenen hir Kandidatur, wéi gesot, als recevabel deklaréiert gëtt, ginn dann opgrond vun hirem Dossier gehéiert vun der Conférence des Présidents, verstäerkt mat de Presidente vun de Kommissiounen aus der Justiz, den Institutiounen a vum Règlement.

Zur Prozedur vum Vott hu mer an der Kommissioun festgehalen, dass fir all Posten och e getrennte Walgang organiséiert gëtt, also zweemol fir Membres effectifs an zweemol fir Suppleants. Domat kënne mer opgrond vum Resultat no all Walgang och feststellen, wie gewielt ass, an assuréieren, dass mer déi Diversitéit an déi Komplementaritéit och erakréien ënnert deene véier Vertrieder.

De Vott ass geheim, d'Procuratioun ass net méiglech an et ass och eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert. Och wann et nëmmen eng Kandidatur gëtt, muss eng qualifizéiert Majoritéit erreecht ginn. Wann am éischten Tour kee Kandidat dës Majoritéit huet, gëtt e Ballotage gemaach zwëscht deenen zwee Beschtplazéierten. Dës nei Dispositiounen an eisem Reglement trieden direkt no eisem Vott a Kraaft.

Nieft den Dispositiounen zu de Vertrieder am nationale Justizrot, huele mer awer och nach Ännerungen un zum Ombudsman, eng Suite vun der Verfassungsännerung. Mir schwätzen eebe vum „Ombudsman" an net méi vum „Médiateur". A mir preziséieren och d'Walprozedur, d'qualifizéiert Majoritéit. A mir stëmmen esou oft, bis mer déi fir e Kandidat erreecht hunn.

Voilà, dat wier et. De schréftleche Rapport gouf an der Kommissioun den 3. Mäerz unanime ugeholl. An, wéi gesot, mir kënnen direkt zum Vott iwwergoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An hien huet et gesot: Mir kommen dann elo direkt zur Ofstëmmung vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8166. Den Text steet am Document parlementaire 8166[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8166

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Ännerungsvirschlag ass bei 58 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert,

MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Tess Burton), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

De Rapporteur huet et gesot, an dofir wëll ech nach follgend Kommunikatioun maachen:

Mir hunn den Ännerungvirschlag vum Chambersreglement 8166 elo grad ugeholl, an dësen ass dann och elo direkt a Kraaft getrueden.

Sou wéi dat elo am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

Esou wéi et festgehalen ass am éischten an zweeten Artikel vum Gesetz vum 23. Januar 2023 iwwert d'Organisatioun vum Conseil national de la justice an am Artikel 127bis vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, zwee effektiv Memberen an zwee Suppleante fir de Conseil national de la justice ze bezeechnen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 29. Mäerz 2023. Den Datum vum Poststempel ass maassgeebend.

Mat der Kandidatur sinn e Liewenslaf, e Motivatiounsbréif, d'Informatioun, ob d'Kandidatur fir e Posten als Membre effectif an/oder suppléant ass, sou wéi déi néideg Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Qualifikatiounen an d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht, et muss een:

1. d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn;
2. am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn;
3. all Garantie vun Eéierbarkeet erweisen;
4. an eng Perséinlechkeet sinn, déi ausserhalb vun der Magistratur ass a qualifizéiert ass opgrond vun hirer Formatioun an hirer professionneller Erfarung.

(Brouhaha)

Här Roth, hutt Dir eppes bäizefügen?

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass alles gutt.

M. Fernand Etgen, Président | A ok.

(Hilarité)

Da sinn ech berouegt.

Et ass ze bemierken, datt dëse Posten inkompatibel mat follgende Mandater ass:

1. Member vun der Chamber, vun der Regierung a vum Staatsrot;
2. Buergermeeschter, Schäffen a Gemengeconseiller;
3. Member vum Europaparlament, vun der Europäescher Kommissioun a vum Europäesche Rechnungshaff;
4. a mat folgende Magistrater:
a. Riichter bei der Cour de justice de l'Union européenne, beim Tribunal de l'Union européenne, bei der Cour européenne des droits de l'homme a bei der Cour pénale internationale;
b. Membere vum Collège vum Parquet européen an d'Procureurs européens délégués; a
c. Membere vum Tribunal disciplinaire des magistrats a vun der Cour disciplinaire des magistrats.

(Brouhaha)

Ech erënneren Iech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass och eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Mir sinn domat um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 8.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.17 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Foire de l'étudiant 2022	7049	Jessie Thill, Djuna Bernard	83
Création de l'euro numérique	7058	Mars Di Bartolomeo	83
Risques de santé liés aux tests PCR	7061	Fred Keup	83
Cotisations non payées	7220	Sven Clement	84
Règle dite « 80/80/90 »	7252	Dan Kersch	84
Capacité maximale d'un bus	7279	Jeff Engelen	85
Travail intérimaire transfrontalier	7316	Cécile Hemmen	85
Zone d'activités Grand Bis à Rodange	7318	Marc Goergen	86
Contrats de bail emphytéotique	7325	Elisabeth Margue, Marc Lies	86
Autorisation d'exercer	7328	Sven Clement	87
Rénovation du parc d'Echternach	7337	Max Hengel, Octavie Modert, Léon Gloden	87
Implication du Luxembourg au Projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) dans le secteur de la santé	7342	Marc Hansen, Charles Margue	87
Extension du « Atert-Lycée »	7345	André Bauler	88
Maisons de naissance	7349	Josée Lorsché, Marc Hansen	88
Projet « Schlasskéier » à Wiltz	7354	Martine Hansen	89
Criminalité dans les hôpitaux	7356	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	89
Projet « Schlasskéier » à Wiltz	7368	André Bauler, Carole Hartmann	89
Commémoration du combattant de la résistance Raymond Petit	7371	Fred Keup	89
Lien entre immigration illégale et délinquance	7373	Fred Keup	90
Rôle des CFL en tant que prestataire du Fonds du rail	7376	Marc Goergen	90
La Seconde Guerre mondiale dans les programmes scolaires	7381	Francine Closener	90
Accès au Registre des bénéficiaires effectifs (RBE)	7382	Nathalie Oberweis	91
Pratique du sport	7387	Nancy Arendt épouse Kemp	91
Gestion locative sociale	7388	Marc Lies, Martine Hansen	93
Réserve sanitaire	7391	Josée Lorsché, Marc Hansen	93
Gardes d'enfants	7392	Francine Closener	93
Bioéthanol	7413	Jeff Engelen, Fred Keup	94

Site de l'ancienne brasserie Diekirch	7415	Myriam Cecchetti	94
Produits d'hygiène féminine gratuits	7430	Nancy Arendt épouse Kemp	95
Chasse aux sangliers	7431	Marc Goergen	95
Impact de la hausse des taux d'intérêt sur les actes notariés	7432	Marc Goergen	96
Ouettes d'Égypte	7436	Fred Keup	96
Évaluation des centres de compétences	7437	Martine Hansen	96
Formation des forces de sécurité intérieure	7439	Martine Hansen, Léon Gloden	97
Inclusion des engrais dans le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne	7441	Jeff Engelen	97
Campagne d'information et de sensibilisation au sujet du sexisme	7442	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	97
Mendicité organisée	7443	Fernand Kartheiser	98
Conditions de dépôt des listes de candidats pour les élections de la Chambre des Députés du 8 octobre 2023	8120 urgente	Dan Biancalana	98
Composition des commissions consultatives communales	8138 urgente	Marc Goergen	99

Foire de l'étudiant 2022 | Question **7049** (24/10/2022) de **Mme Jessie Thill** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Depuis de nombreuses années, la Foire de l'étudiant est l'événement de référence au Luxembourg pour les élèves et étudiants qui souhaitent s'informer sur les études supérieures et sur les différentes associations des jeunes. En toute logique, l'événement constitue aussi une opportunité importante pour ces dernières de se présenter et d'échanger de vive voix avec les jeunes.

L'édition 2022 de la foire les 27 et 28 octobre marquera, dans une certaine mesure, un retour à la normale après deux ans de crise pandémique aiguë. Il nous revient que le Jugendrot (CGJL) a été invité à y participer en présentiel seulement après en avoir fait la demande expresse. Toujours selon nos informations et contrairement aux éditions prépandémiques, la trentaine d'associations membres du Jugendrot, représentant les secteurs socio-éducatif, politique, syndical et du scoutisme, n'auront plus la possibilité de se présenter individuellement aux jeunes dans un contexte présentiel.

Même dans l'hypothèse où ces associations puissent participer individuellement en tant qu'exposants « virtuels » à la plateforme digitale de la foire, il est à craindre qu'elles n'auront pas la même visibilité ni la qualité des échanges que par le passé. De même, les jeunes participant uniquement à l'événement présentiel et qui voudront s'informer sur les différentes associations risqueront eux-aussi de rester sur leur faim.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Jugendrot et ses associations membres ne disposeront que du seul stand du Jugendrot pour participer à la partie présentielle de la Foire de l'étudiant 2022 ? Dans l'affirmative, pourquoi une présence individuelle comme lors des éditions passées a-t-elle été exclue ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il, en vue des éditions futures de la Foire de l'étudiant, de redonner la possibilité à ces associations de se présenter individuellement aux jeunes ?

3) Dans l'hypothèse où l'intention serait de limiter le cercle des exposants à la Foire de l'étudiant aux seuls acteurs de l'enseignement supérieur dans un sens strict, Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre à disposition des associations susmentionnées d'autres moyens pour promouvoir leurs activités et pour échanger de vive voix avec les jeunes ?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Pour répondre aux questions soulevées par les honorables Députées et pour de plus amples explications sur le concept de la Foire de l'étudiant 2022, je me permets de renvoyer à ma réponse à la question parlementaire n° 6676.

Ainsi, conformément à l'objectif primaire de la foire consistant à informer les futurs étudiants sur les différentes possibilités d'études supérieures, l'édition 2022 de la Foire de l'étudiant s'est concentrée sur les acteurs actifs dans le domaine de l'enseignement supérieur, à savoir sur les universités et autres institutions d'enseignement supérieur, d'une part, et sur les associations et cercles étudiants, d'autre part.

Toutefois, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a offert au Jugendrot en tant qu'organisation faîtière de nombreuses associations de jeunesse l'opportunité d'organiser un stand en présentiel pendant les deux journées de la foire au campus universitaire de Belval. Les organisations membres qui l'auraient souhaité auraient pu se relayer sur ce stand.

Le concept adopté pour la foire de cette année est évidemment évolutif et sera, en fonction des expériences futures, certainement ajusté au fil des années. Actuellement, une analyse quantitative et qualitative de l'événement est en cours. Dans ce contexte, des enquêtes de satisfaction seront réalisées dans les prochaines semaines auprès des exposants, d'une part, et des lycées et des élèves, d'autre part.

Une décision concernant le concept de la prochaine Foire de l'étudiant sera prise sur base de cette analyse au courant du premier trimestre 2023. L'objectif de cette décision sera de définir, à moyen terme, un modèle durable pour la Foire de l'étudiant, qui réponde à toutes les exigences d'une information moderne, efficace et précise de nos futurs étudiants.

Création de l'euro numérique | Question **7058** (25/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Banque centrale européenne étudie actuellement le projet de création de l'euro numérique. Ce projet a été lancé suite à l'utilisation décroissante du « cash » c'est-à-dire des billets physiques libellés en euros et pour contrer des initiatives privées du style bitcoin ou autres.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances :

– Quel est l'état d'avancement actuel de ce projet et quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à ce projet ?

– Quels sont les risques et quelles sont les potentialités de ce projet ?

– Quelle est l'attitude du secteur bancaire face au dit projet ?

Réponse (30/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Député s'interroge sur le projet de création de l'euro numérique et l'état d'avancement de ce projet.

La Banque centrale européenne (BCE) étudie actuellement la possibilité d'introduire un euro dit numérique. La phase d'étude au niveau de la BCE a commencé en octobre 2021 et durera jusqu'en octobre 2023. Pendant cette phase de deux ans, un large éventail de questions politiques, juridiques et techniques en rapport avec l'introduction éventuelle d'un euro numérique est examiné par la BCE et la Commission européenne. Il s'agit de questions touchant à la conception de l'euro numérique, sa distribution et son impact sur le secteur financier et la stabilité financière, ainsi que des aspects liés aux règles de lutte contre le blanchiment d'argent et à la protection des données. Au terme de la phase d'étude, il sera décidé s'il convient d'entamer la mise en place d'un euro numérique.

Le Ministère des Finances suit ces travaux exploratoires qui sont en cours autour de l'introduction éventuelle d'un euro numérique et est régulièrement informé par le biais de l'Eurogroupe et des groupes de travail au niveau technique.

L'émission d'un euro numérique qui existerait en parallèle à l'argent en espèces est généralement accueillie de manière favorable par le secteur financier, car le projet est susceptible de favoriser l'innovation et la concurrence dans le marché des paiements ainsi que de renforcer le rôle de l'euro sur la scène internationale et de soutenir l'autonomie stratégique ouverte de l'UE.

Risques de santé liés aux tests PCR | Question **7061** (25/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Eng onofhängeg éisträichesch Etude koum zur Conclusioun, datt verschidden Zousazmaterialien, vun Antigeen- a PCR-Tester op de Covid-19, déi wärend de leschten zwee Joer och hei am Land groussflächeg agesat goufen, sou notamment d'Flëssegkeet, déi a véier Isonormtester op d'Haut- an Aeverdréiglechkeet iwwerpréift gouf, eng Rei gëfteg Stoffer, ënner anerem Natriumazid opweisen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister hir allgemeng Positioun zu dësen Erkenntnesser elaboréieren?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, duerch wéi eng national Institutioun déi eenzel Tester, déi zu Lëtzebuerg zougelooss goufen, op hir gesondheetlech Verdréiglechkeet getest an zertifiéiert goufen?

Réponse (05/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

D'Fro vum honorabelen Deputéierte präziséiert net, op wat fir eng Etude hien sech hei genau berifft. Eng Recherche an der Base de données vun der National Library of Medicine, déi d'Referenz fir wëssenschaftlech Publikatiounen am Beräich Biomedezinn duerstellt, weist, dass et 4.330 Publikatiounen iwwert diagnostesch Tester fir de Covid-19 säit dem Ufank vun der Pandemie gëtt. D'Äntwert op dës parlamentaresch Fro ass dofir och méi allgemeng gehalen.

Wat d'Präsenz vun toxesche Substanzen an de verschiddene Materialie fir Antigeentester oder PCR-Tester betrëfft, kann ee soen, dass all dës Tester natierlech op cheemesch Substanzen a Reaktiounen zeréckgräifen. Verschiddener dovu kënnen toxesch fir de Mënsch sinn, besonnesch, wann et sech ëm staark Konzentratiounen handelt. Esou Substanze sinn z. B. néideg fir den Echantillon, nodeem de Prelevement gemaach gouf, ze konservéieren, bis den Test am Laboratoire ausgeféiert gëtt. Bei normaler Handhabung vum Test kommen dës Substanzen, déi a klenge Quantitéite present sinn, net mam mënschleche Kierper a Kontakt.

Esou gi ganz kleng Quantitéite vun Natriumazid zum Beispill an den Tube gemaach wou den Echantillon konservéiert gëtt, fir eng Degradatioun duerch Bakterien ze verhënneren. Dës Quantitéit vun Natriumazid ass extrem kleng, an huet bei dëser Quantitéit keng direkt toxesch Wierkung. An nach emol muss präziséiert ginn, dass bei enger normaler Benotzung vum Test nëmmen de prelevéierten Echantillon mat der Substanz a Kontakt kënnt, an net de Patient, d'Persoun, déi de Prelevement mécht, oder de Laborant.

Et ass d'Responsabilitéit vum Produzent alles ze maachen, fir dass een Test sécher an zouverlässeg ass, der Reglementatioun entsprécht, an dass e Benotzer all néideg Informatioune kritt fir den Test sécher auszeféieren.

Bei Selbsttester fir Covid-19-Antigeen ass et esou, dass een „organisme notifié", dat heescht eng Organisatioun, déi d'Applikatioun vun de reglementaresche Konditiounen duerch de Fabrikant ka kontrolléieren (z. B. an Däitschland den TÜV), muss den Test certifiéieren. An deem Fall huet de Marquage CE op der Verpackung vum Test eng zousätzlech 4-stelleg Nummer. Produkter mat engem CE-Marquage kënnen da fräi am EU-Bannemaart verkaaft ginn.

An enger Ufanksphas vun der Pandemie gouf et dës certifiéiert Autotester nach net, an d'Lëscht vun den autoriséierten Tester zu Lëtzebuerg gouf bis Enn 2021 duerch Arrêté ministériel festgeluecht op Basis vun Evaluatiounen duerch de Paul Ehrlich Institut an Däitschland, an enger Derogatioun duerch de Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte (BfArM). Säit 2022 gëtt et awer um europäesche Marché eng ganz Rei certifiéiert Tester, déi och zu Lëtzebuerg benotzt ginn.

Cotisations non payées | Question **7220** (22/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut Artikel 428 vum Code de la sécurité sociale muss all Decompte un de CCSS innerhalb vun 10 Deeg bezuelt ginn. Dëst onofhängeg dovunner, ob déi betraffe Persoun mat der Rechnung averstanen ass oder net. De CCSS kann awer mat der betraffener Persoun och ee Plang opstellen, wéi d'Scholde sollte bezuelt ginn. Am Fall vun engem feelende Paiement kann een Huissier engagéiert ginn, wat dann erëm zu zousätzleche Fraise fir déi Betraffe féiert. Dës Fraise mussen d'Leit och da bezuelen, wann sech erausstellt, dass den Decompte vun dem CCSS net korrekt war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass d'Zesummenaarbecht tëscht CCSS an ACD misst weider ausgebaut ginn, fir falsch Decompten, esou wäit et geet, ze verhënneren?

2. Ass de Minister der Meenung, dass am Fall vun engem Zweiwel un der Richtegkeet vum Decompte net emol sollt d'Positioun vun der ACD ofgewaart ginn, ier ee Huissier engagéiert gëtt?

3. Wéi eng Responsabilitéit iwwerhëlt de CCSS am Fall, wou den Dossier vun enger Persoun zu Onrecht un Huissiere weidergeleet gouf an dës Persoun eng Rechnung fir d'Servicer vum Huissier kritt?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Betreffend d'Sozialcotisatioune gëtt et en Ënnerscheed an der Deklaratioun tëschen engem Employeur an enger Persoun, déi fir sech selwer schafft (Selbstännegen). Den Employeur muss all Mount d'Salairë beim Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) deklaréieren. D'Sozialversécherungsbäiträg ginn dann op Basis vun deenen Deklaratioune gerechent. Dës Donnéeë stinn dem Employeur selwer zur Verfügung, deen d'Sozialversécherungsbäiträg direkt vum Salaire ofrechent.

E Selbstännegen huet dës Flicht net. D'Donnéeë vum Revenu kritt de CCSS vun der Steierverwaltung, dëst op Basis vum Artikel 427 vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS). Allerdéngs kann e Selbstännege säi Revenu selwer beim CCSS uginn, fir datt d'Sozialversécherungsbäiträg op dee Revenu gerechent ginn, bis datt den definitive Revenu virläit. Dëst ass wichteg, wann de Revenu net iwwer d'Jore konstant ass, mee vu Joer ze Joer variéiert. Doduerch kënnen dann d'Sozialversécherungsbäiträg och méi zäitno ugepasst ginn.

Betreffend d'Bezuelen an de Recouvrement vun de Scholden ass ze bemierken, datt et keen direkte Lien gëtt tëscht dem Decompte vum CCSS op Basis vun enger Deklaratioun vun der Steierverwaltung (ACD) an dem Recouvrement vun de Scholden duerch e Geriichtsvollzéier.

Den Artikel 427 Alinea 1 vum CSS gesäit vir:

« [...] Les indications nécessaires pour la constatation et la fixation des activités non salariées même exercées à titre accessoire sont fournies par l'Administration des contributions directes, [...]. À défaut de ces données le Centre procède d'office aux estimations nécessaires à l'établissement de la cotisation. Il en est de même en cas de contestation relative à l'assiette cotisable, sous réserve de redressement éventuel. »

Dës Situatioun weist, datt d'Verrechnung vun de Sozialversécherungsbäiträg (baséierend op enger initialer Estimatioun oder enger Adaptatiounsdemande, déi de Versécherte proposéiert huet) no der Kommunikatioun vum aktuellen Akommes vun der ACD iwwerpréift ka ginn.

Wat d'Transmissioun vun den Donnéeë vun der ACD un de CCSS ugeet, ass ervirzehiewen, datt déi zwou Verwaltungen e reegelméissegen Echange hunn an dësen Echange och kontinuéierlech verbessere wëllen.

Wat de Revenu selwer ubelaangt, ka just d'Steierverwaltung d'Donnéeën upassen, de CCSS ka just bestëmmen, ob déi Revenue sozialversécherungsflichteg sinn oder net. Wann d'Steierverwaltung den deklaréierte Montant korrigéiert, mécht de CCSS dann déi retroaktiv Berechnung op Basis vun den Deklaratioune vun der Steierverwaltung.

Wann den Assuré net averstanen ass mam Decompte, muss en säi Solde regléieren, sou wéi et am Artikel 428 Alinea 1 virgesinn ass.

Dësen Artikel gesäit vir, datt de Paiement muss gemaach ginn, och wann een e contestéiert. Am Kader vun enger selbstänneger Aktivitéit ass de contestéierte Montant deen, dee vun der ACD kommunizéiert gëtt, an net d'Rechnung vum CCSS.

An deem Fall ass der concernéierter Persoun geroden, d'ACD ze kontaktéieren, fir datt se, wann néideg, kann de Montant vum Revenu, deen dem CCSS matgedeelt gouf, ajustéieren. Wann d'ACD der Meenung ass, datt d'Contestatioun, déi d'Persoun eragereecht huet, begrënnt ass, mécht se eng Rektifikatioun. Duerno kann dann de Betrag, deen dem CCSS urspréinglech matgedeelt gouf, ugepasst ginn an dee Montant, deen ze vill bezuelt ginn ass, gëtt dann un déi betraffe Persoun rembourséiert.

De CCSS fänkt eréischt un, d'Scholden anzedreiwen, wann den Debiteur sech net mellt a seng Schold net zeréckbezilt an dat och nëmmen no enger Verspéidung vu 6 Mensualitéiten. Am Fall wou de Geriichtsvollzéier schonn abezu gouf an dëst op e Feeler vum CCSS geschitt ass, zitt de CCSS de Geriichtsvollzéier zeréck an iwwerhëlt och déi ganz Käschten.

Règle dite « 80/80/90 » | Question **7252** (29/11/2022) de **M. Dan Kersch** (LSAP)

La loi du 15 décembre 2019[1] a mis en œuvre une grande partie de l'avenant à l'accord salarial du 5 décembre 2016, datant du 15 juin 2018. Cette loi a consacré le retour aux modalités de stage applicables avant les réformes de 2015 en abolissant la règle dite « 80/80/90 » et en réduisant la durée du stage au sein de la fonction publique de trois à deux ans. Pour les agents de l'État admis au stage après le 30 septembre 2015 et avant l'entrée en vigueur de la loi prémentionnée du 15 décembre 2019, les dispositions transitoires de cette même loi prévoient que leur nomination est considérée comme étant survenue un an plus tôt que la nomination effective avec l'application des avancements en échelon et en grade et, s'il y a lieu, des accessoires de traitement correspondants.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Quel est le nombre, respectivement le pourcentage des agents de l'État admis au stage après le 30 septembre 2015 et avant l'entrée en vigueur de la loi prémentionnée du 15 décembre 2019 tombant sous le champ d'application des dispositions transitoires ?

– Monsieur le Ministre a-t-il pu identifier des cas d'agents de l'État admis au stage après le 30 septembre 2015 et avant l'entrée en vigueur de la loi prémentionnée du 15 décembre 2019 qui n'ont pas pu profiter pleinement des dispositions transitoires ?

– Quelle est l'évolution du nombre d'agents de l'État recrutés avant les réformes de 2015, après ces réformes et depuis l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2019 ?

Réponse (10/01/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

Le nombre d'agents admis respectivement au stage ou en période d'initiation entre le 1er octobre 2015 et le 31 décembre 2018 est de 5.937 agents.

[1] Loi du 15 décembre 2019 portant modification : 1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ; 3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ; 5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Je ne suis pas au courant que des agents de l'État n'aient pu profiter pleinement des mesures transitoires, à savoir que leur nomination soit considérée comme étant survenue un an plus tôt que la nomination effective avec l'application des avancements en échelon et en grade et, s'il y a lieu, des accessoires de traitement correspondants.

En ce qui concerne l'évolution des effectifs au sein de la fonction publique depuis fin 2011[2], celle-ci est renseignée par le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Capacité maximale d'un bus | Question **7279** (02/12/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Besonnesch zu Stousszäiten hu Bierger dacks den Androck, datt Bussen op Basis vun der virgeschriwwener Maximalzuel vu Sëtz- a Stéiplazen iwwerfëllt sinn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, ob an op wéi eng Manéier d'Passagéier an engem Bus gezielt ginn an ob de Chauffer iwwert seng Bordinformatik automatesch matgedeelt kritt, wann déi maximal zoulässeg Kapazitéit erreecht ass, oder ob hien dëst no Gefill muss aschätzen?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, ewéi eng Prozedur de Chauffer muss anhalen, wann déi maximal zoulässeg Kapazitéit vu sengem Bus erreecht ass a preziséieren, ob dëst och bedeit, weidere Passagéier den Accès ze refuséieren?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ewéi eng Persoune respektiv Institutiounen haftbar sinn, wann en RGTR-Bus verongléckt, deem seng maximal zoulässeg Kapazitéit u Passagéier iwwerschratt gouf?

Réponse (10/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Ech profitéiere vun dëser Fro fir ze rappeléieren, dass an de Bussen automatesch Zielere sinn. Passagéier ginn automatesch mat Sensoren iwwert den Diere gezielt. Den 18. November 2022 war ech an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 7025 vum éierewäerten Deputéierte Marc Goergen op d'automatesch Zieleren an d'Unzuel dovunner an de Bussen agaang.

De Chauffer kritt d'Unzuel vun de Passagéier vun de Sensoren am Bus net ugewisen. Et wier theoreetesch awer méiglech, bei engem Upgrade vum aktuelle System zukünfteg esou eng Informatioun uweisen ze loossen.

An der Praxis huet et sech erwisen, dass déi maximal Kapazitéit net iwwerschratt gëtt.

ad 2. Am Fall wou de Bus op engem Busarrêt d'Leit net all kéint ophuelen, informéiert de Chauffer d'Leetstell vun der Verwaltung fir éffentlechen Transport. Dëst bedeit och, dass vereenzelt Passagéier net kéinte matgeholl ginn.

Dispositiounen dozou gëtt et esouwuel am « règlement grand-ducal du 3 septembre 1980 ayant pour objet de régler la police et d'assurer la sécurité des services de transports réguliers de personnes par route » och virgesäit (Artikel 14, Punkt 1: « Il est défendu de monter dans un autobus lorsque le personnel signale que celui-ci est complet », wéi och am Code de la route (Artikel 158, Punkt 2: « Il est interdit aux conducteurs d'autobus et de tramways de laisser ou de faire monter plus de voyageurs que le véhicule ne comporte de places assises et de places debout »).

D'Leetstell entscheet dann, ob kann eng Verstäerkung agesat ginn a gëtt dem Chauffer déi néideg Instruktiounen.

ad 3. Bei der Homologatioun vun de Gefierer laut den Dispositioune vum Code de la route gëtt, mat Berécksiichtegung vun der maximaler autoriséierter Masse, festgeluecht, wéi vill Sëtz- a Stéiplazen e Gefier maximal dierf hunn.

Laut Referenz 158-06 aus dem Katalog vun den Avertissements taxés, Annex A, ass eng Strof vu 74 € virgesinn, wann de Chauffer méi Leit an de Bus léisst wéi erlaabt („Fait pour un conducteur d'autobus ou de tramway de laisser ou de faire monter plus de voyageurs que le véhicule ne comporte de places assises et de places debout"). Dës Sanktioun kann zum Beispill vun der Police géint de Chauffer applizéiert ginn.

Des Weidere läit d'Kompetenz beim Geriicht, fir am Fall vun Accidenter déi néideg Responsabilitéiten a Scholdfroen ze klären.

Travail intérimaire transfrontalier | Question **7316** (05/12/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Le travail intérimaire est très sensible à la conjoncture économique. Pour les entreprises, le recours à l'intérim permet de réagir de manière flexible et économique à des évolutions imprévues et de réduire l'impact des fluctuations économiques sur leur activité. Pour les salariés, le travail intérimaire peut être l'occasion d'acquérir des expériences professionnelles ou d'établir un contact avec des employeurs en vue d'une potentielle embauche. Il y a un grand nombre d'entreprises de travail intérimaire implantées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. À cet égard, il m'est revenu qu'une partie de la main d'œuvre de ces entreprises est détachée à l'étranger.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer qu'un nombre important de salariés engagés auprès d'entreprises de travail intérimaire implantées au Grand-Duché sont détachés à l'étranger ?

Lorsqu'un détachement du Luxembourg vers un autre État membre de l'Union européenne est effectué, une demande est faite auprès du Centre commun de la sécurité sociale.

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'évolution du nombre de détachements transfrontaliers au cours des trois dernières années ?

Compte tenu de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996, le pays d'accueil ne peut priver un salarié durant son détachement des conditions de rémunération plus favorables qui découlent de l'application de la loi du pays sur le territoire duquel il travaille habituellement ou sur le territoire duquel il a été engagé.

3) Dans ce contexte, est-ce que les conditions de la directive sont respectées ?

4) Le secteur du travail intérimaire au Luxembourg est-il touché par des pratiques frauduleuses ?

En effet, il serait intéressant de savoir si les pays voisins ont constaté de telles infractions sur leur territoire. À cet égard, il convient de mentionner que lorsqu'une entreprise établie au Luxembourg est sanctionnée à l'étranger par une autorité compétente, cette dernière peut adresser à l'ITM une demande d'exécution d'une sanction ou amende administrative pécuniaire en vue de son exécution au Grand-Duché de Luxembourg.

5) Dans ce contexte, j'aimerais savoir quel est le nombre de telles demandes reçues au cours des trois dernières années.

Réponse (10/01/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) En ce qui concerne le détachement à l'étranger de salariés affiliés au Luxembourg, les chiffres suivants ont pu être observés sur la période 2026-2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Pour toutes les années observées, plus de 99 % de ces détachements se font vers l'Allemagne, la Belgique et la France.

En ce qui concerne le détachement de salariés de l'étranger vers le Luxembourg, c'est l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui est compétente.

En effet, conformément aux dispositions des articles L. 142-2 et L. 142-3 du Code du travail, l'entreprise, dont le siège est établi hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg et qui, dans le cadre d'une prestation de services transnationale détache temporairement un salarié sur le territoire national, est tenue, dès le commencement des travaux sur le territoire luxembourgeois, sans préjudice de la possibilité d'une déclaration antérieure décidée par l'entreprise détachante, d'en informer l'ITM en lui communiquant, sur la plateforme électronique destinée à cet effet, les éléments repris aux mêmes articles et indispensables à l'obtention du badge social ainsi qu'au contrôle légal à effectuer par l'ITM.

ad 3) et 4) Les dispositions de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (ci-après « la directive 96/71/CE ») ont été transposées en droit national par la loi du 20 décembre 2002 portant transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et dont les dispositions figurent actuellement aux articles L. 141-1 et suivants du Code du travail.

Les dispositions de la directive 96/71/CE prévoient notamment que les règles impératives de protection minimale en vigueur dans le pays d'accueil ne doivent pas empêcher l'application des conditions de travail et d'emploi plus favorables aux travailleurs.

L'article L. 141-4 du Code du travail dispose que : « Les dispositions du présent chapitre ne font pas obstacle à l'application de conditions de travail et d'emploi plus favorables dans le chef des salariés détachés de ou vers le Luxembourg. »

À noter également que la directive 96/71/CE ne déroge pas aux dispositions du règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles au règlement Rome I (ou précédemment à la Convention de Rome), mais offre une protection supplémentaire au travailleur, qui peut invoquer la loi de l'État membre d'accueil si elle lui est plus favorable que la loi de son lieu de travail habituel.

L'article 8, paragraphe 2, du règlement Rome I dispose que le pays dans lequel le travail est habituellement accompli n'est pas réputé changer lorsque le travailleur accomplit son travail de façon temporaire dans un autre pays. Cette disposition couvre les cas de détachement temporaire de travailleurs en ce sens que la loi

[2] Les chiffres correspondent à chaque fois au 31 décembre de l'année en question.

applicable à ces contrats reste en principe la loi du pays où le travail est habituellement accompli, indépendamment de l'affectation temporaire. Cependant, la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs établit certaines lois de police dans le domaine des contrats de travail. À noter que les règles nationales qui mettent en œuvre ces lois de police dans le pays où le travailleur est détaché prévalent sur les dispositions légales du pays où le travail est habituellement accompli lorsque lesdites règles nationales sont plus favorables au travailleur.

L'ITM est compétente pour vérifier si les dispositions en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail sont respectées par les entreprises qui sont établies au Luxembourg et pour les salariés qui sont détachés sur le territoire luxembourgeois par les entreprises qui sont établies à l'étranger.

Pour les salariés des entreprises qui sont établies au Luxembourg qui sont détachés temporairement à l'étranger, l'ITM peut vérifier si les dispositions légales et conventionnelles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail applicables au Luxembourg sont respectées.

Les autorités étrangères sont compétentes pour vérifier si leurs dispositions nationales en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail sont respectées par les entreprises qui sont établies au Luxembourg pour la durée du détachement sur leur territoire national.

L'ITM n'a pas connaissance de plaintes de la part de salariés qui sont occupés par des entreprises qui sont établies au Luxembourg et qui concernent la durée de leur détachement à l'étranger.

Aussi, l'ITM ne dispose pas des données du Centre commun de la sécurité sociale concernant les salariés qui sont détachés du Luxembourg vers l'étranger, étant donné qu'une base légale pour une telle transmission de données n'existe pas.

ad 5) L'article L. 144-5 du Code du travail prévoit qu'une autorité compétente à l'étranger peut adresser à l'ITM une demande d'exécution d'une sanction ou amende administrative pécuniaire infligée à une entreprise établie au Luxembourg en raison du non-respect des dispositions en matière de détachement de salariés à l'étranger et en vue de son exécution au Luxembourg.

À noter qu'à l'heure actuelle aucune demande de la sorte à l'encontre d'une entreprise de travail intérimaire établie au Luxembourg n'a été adressée à l'ITM par une autorité compétente à l'étranger.

Zone d'activités Grand Bis à Rodange | Question **7318** (05/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Rodange läit hannert den Tankstelle bei der Grenz nach eng grouss fräi Fläch vun 13 Hektar, déi als Zone d'activités Grand Bis klasséiert ass. De Péitenger Gemengerot hat viru ganz laanger Zäit ee PAP fir déi Zon ausgeschafft an et gëtt nëmmen nach drop gewaart, fir dës Wirtschaftszon endlech kënnen ze erschléissen. All dës Terraine gehéieren dem Staat, mee zënter Joren ass awer nach kee Fortschrëtt ze gesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kultur a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéini gouf et dee leschte Kontakt tëschent de Verwaltunge vum Staat an der Péitenger Gemengeverwaltung betreffend d'Zone d'activités Grand Bis?

2. Wat ass den aktuelle Stand vun der Aktivitéitszon Grand Bis? Firwat dauert et esou laang, fir hei endlech mam Bauen unzefänken?

3. Wéini rechent d'Regierung domadder, dass déi éischte Baggere rullen?

4. Bis wéini soll d'Aktivitéitszon fäerdeggestallt ginn?

5. Mengt d'Regierung, dass den Dossier méi schnell géing virukommen, wann een d'Terrainen der Gemeng géing iwwerloossen, fir de Projet ze realiséieren? Falls nee, firwat net?

Réponse (10/01/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

D'Ëmsetze vun der Zone d'activités „Au Grand Bis" ass keng Fro vum Besëtz vun den Terrainen, mee vu legislativen, reglementareschen an technesche Begeebenheeten. De Staat huet dem Gemengesyndikat SIKOR, dee fir d'Entwécklung an d'Gestioun vun der regionaler Aktivitéitszon „Au Grand Bis" zoustänneg ass, d'Terrainen am Mäerz 2021 iwwert en Droit de superficie zur Verfügung gestallt.

Entspriechend dem ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 iwwer de Contenu vum PAG vun enger Gemeng, läit d'Gestioun vun de regionalen Aktivitéitszonen an der Kompetenz vu Gemengesyndikater. Dem Staat seng Roll bei regionalen Aktivitéitszonen ass reng ënnerstëtzend.

De leschte Kontakt vum Wirtschaftsministère mat der Péitenger Gemengeverwaltung an dem Syndikat SIKOR war am Juli 2021 an huet d'Devise fir d'Infrastrukturaarbechten an d'Kompenséierungsmesurë betraff, déi hu missen aktualiséiert ginn. De Wirtschaftsministère ass am November 2022 iwwert déi nei aktualiséiert Devisen informéiert ginn. Dem leschte Wëssensstand vum Wirtschaftsministère no hu verschidden Etudë missen aktualiséiert ginn, ënnert anerem duerch d'Dekontaminatioun vum Site, déi néideg ass.

Den aktuelle Stand vun de Prozeduren erméiglecht et de Moment net, en Zäitpunkt oder Delai unzeginn, wéini d'Zon soll amenagéiert a fäerdeggestallt ginn.

Contrats de bail emphytéotique | Question **7325** (06/12/2022) de **Mme Elisabeth Margue** | **M. Marc Lies** (CSV)

Depuis de nombreuses années les promoteurs publics tels que le Fonds du logement ou la Société d'habitations à bon marché (SNHBM) procèdent à des ventes de logements sous forme d'emphytéose. Les modalités et les conditions de ces baux emphytéotiques sont fixées aux termes d'un contrat et prévoient généralement un droit de préemption au profit du promoteur public pour le cas où l'acheteur du logement souhaiterait revendre celui-ci.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Concernant les conditions prévues aux termes des contrats de bail emphytéotique :

– Est-ce que le Fonds du logement et la SNHBM appliquent les mêmes conditions concernant l'emphytéose ?
– Est-ce que tous les contrats conclus par les promoteurs publics au cours des dernières années contiennent les mêmes dispositions concernant l'emphytéose ?
– Sinon, est-ce que de nouvelles conditions sont fixées pour chaque projet ? Est-ce que les conditions ont évolué avec le temps ?
– Quelles sont les dispositions « types » de ces contrats ?
– Est-ce que ces contrats prévoient des dispositions permettant de fixer le prix de vente au cas où le promoteur public exercerait son droit de préemption ?

2) Concernant l'exercice du droit de préemption par les promoteurs publics :

– Combien de fois est-ce que les promoteurs publics ont été notifiés d'une vente soumise au droit de préemption au cours des cinq dernières années ?
– Combien de fois les promoteurs publics ont-ils exercé leur droit de préemption au cours des cinq dernières années ?
– À quelles conditions les logements ont-ils été rachetés ? Pour le cas où le promoteur public n'exerce pas son droit de préemption, la vente à un tiers au prix de marché est-elle possible ?
– Combien de temps les promoteurs publics nécessitent-ils avant de procéder à la mise en vente d'un bien racheté ?

Réponse (10/01/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1) Le Fonds du logement et la SNHBM appliquent un droit d'emphytéose de 99 ans sur les logements vendus par leurs soins. Ce droit prend cours à la date de signature de l'acte. La redevance annuelle est de 27 € N.I. 100 des prix à la consommation en 1948 pour un appartement, et 50 € N.I. 100 des prix à la consommation en 1948 pour une maison unifamiliale, conformément à la législation en vigueur.

Les conditions relatives au droit d'emphytéose fixées dans les actes de vente n'ont pas changé quant à leur principe au cours des dernières années.

Pour ce qui est du droit de préemption (« droit de rachat »), ce régime applicable depuis de nombreuses années aux logements abordables mis en vente par le Fonds du logement et la SNHBM, est plus amplement décrit dans deux circulaires adressées à l'ensemble des promoteurs publics. Il s'agit de la circulaire 2021/01 du 19 février 2021 et de la circulaire 2022/01 du 14 mars 2022 disponibles sous le lien suivant :

Circulaires – Logement.lu – Ministère du Logement – Luxembourg (public.lu)

Ces circulaires proposent également un modèle de clause relative au droit de rachat des promoteurs publics à insérer dans les actes authentiques de vente successifs. Cette clause type a été établie sur base des expériences du Fonds du logement et de la SNHBM, de sorte qu'elle tient compte des réalités du terrain. Elle permet également de déterminer le prix de rachat.

Au-delà de cette clause type et des principes retenus dans les conventions relatives aux participations étatiques pour la réalisation de logements abordables, les promoteurs publics sont libres de faire formuler leurs actes de vente de façon à répondre au mieux à leurs besoins spécifiques et à ceux de leurs acquéreurs, dans le respect des dispositions relatives aux aides à la pierre contenues dans la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

ad 2) Toutes les ventes de logements abordables effectuées par le Fonds du logement et la SNHBM au cours des cinq dernières années ont prévu le droit de rachat.

La SNHBM et le Fonds du logement ont exercé pendant cette période leur droit de rachat, pour chaque bien où celui-ci est applicable. En somme, ce droit a été exercé dans 68 cas, à chaque fois selon les conditions déterminées dans l'acte de vente.

Nombre de rachats exercés par le SNHBM et le FdL entre 2018 et 2022 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Au cas où le promoteur public ou son ayant-droit n'exercent pas le droit de rachat, le propriétaire peut vendre son logement sur le marché libre (au prix de marché).

La durée moyenne pour la remise en vente au cours des années 2018-2022 était de 335,64 jours dans le cas de la SNHBM. Cette durée moyenne relativement élevée fait suite à l'année particulière de 2020. Sans l'année 2020, la moyenne est de 270 jours calendaires. En effet, en 2020, en raison du Covid, les ventes n'étaient matériellement pas possibles sur plusieurs mois étant donné que les visites des biens n'étaient pas permises.

Il y a lieu de noter que cette durée moyenne couvre tout le processus, c'est-à-dire qu'il commence par la signature de l'acte de rachat, la recherche de clients, les visites, la compilation des dossiers et du prêt, et se termine avec la signature de l'acte de revente. Les candidats acquéreurs ont ainsi deux mois pour remettre le dossier de candidature complet comprenant notamment un accord bancaire, une lettre d'accord de la prime d'acquisition délivrée par le Service des aides au logement et un certificat de non-propriété. L'acte d'acquisition est signé après attribution du logement conformément aux procédures internes du promoteur public et une visite des lieux.

Autorisation d'exercer | Question **7328** (06/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'ofgeännert Gesetz vum 26. Mäerz 1992 gesäit vir, dass Persounen a verschiddene Gesondheetsberuffer fir d'éischt mussen eng Autorisation d'exercer ufroen, ier si hir Aarbecht hei am Land kënnen ophuelen. Dëst gëllt, ënnert anerem, fir Aide-soignanten, Infirmieren/ièren an Hiewanen. Ween ouni esou eng Autorisatioun schafft, kann zu Prisongsstrofe verurteelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang huet et an der Moyenne an deene leschte 5 Joer beim Santésministère gedauert, fir eng Demande d'autorisation d'exercer ze traitéieren?
Wat war d'Moyenne fir Persoune mat Diplom aus Lëtzebuerg?
Wat d'Moyenne fir Persoune mat Diplom aus dem Ausland?

2. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi laang hunn d'Persounen am éischten an am leschte Quintil misse waarden, bis hir Demande d'autorisation d'exercer vum Santésministère traitéiert gouf?

3. Wat war an deene vergaangene 5 Joer déi längste Waardezäit, fir eng Demande d'autorisation d'exercer ze traitéieren?
Wat war an deene vergaangene 5 Joer déi kierzte Waardezäit, fir eng Demande d'autorisation d'exercer ze traitéieren?

4. Wéi vill Prozent vun den Demandë ginn ofgeleent? Wat ass heifir den heefegste Grond?

5. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Délais de traitement sollte verkierzt ginn?
Wa jo, wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir dëst ze erreechen?
Wann nee, firwat net?

Réponse (10/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Virop sief ënnerstrach, datt de Gesondheetsministère keen Ënnerscheed zwëschent engem lëtzebuergeschen oder auslänneschen Diplom mécht, woubäi ze bemierken ass, datt den Aide-soignant mat auslänneschem Diplom als éischt eng Unerkennung vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend brauch.

All Demandë gi chronologesch traitéiert. An der Reegel ginn d'Demandes d'autorisation d'exercer, fir déi all néideg Pièce virleien, innerhalb vun 10 Schaffdeeg traitéiert.

ad 2. De Gesondheetsministère huet keng Statistiken, wat d'Dauer vum Traitement vun enger Demande betrëfft.

An der Reegel ginn d'Demandes d'autorisation d'exercer, déi komplett sinn, innerhalb vun 10 Schaffdeeg traitéiert. Den Délai de traitement hänkt natierlech och vun der Unzuel un Demanden, déi grad virleien, of.

ad 3. D'Waardezäite si ganz oft dorop zeréckzeféieren, datt de Gesondheetsberuffler, deen eng Demande stellt, en onkompletten Dossier eraginn huet an doropshi vum Gesondheetsministère gefrot gëtt, déi feelend Piècen nozereechen. Doweinster ass et net méiglech, eng duerchschnëttlech Waardezäit unzeginn, vu datt dës haaptsächlech dovunner ofhänkt, ob en Dossier komplett ass oder net. Déi kierzte Waardezäit, fir eng Autorisatioun auszestelle wann den Dossier vu virera komplett war, war 1 Dag, an der Moyenne läit d'Waardezäit awer wéi uewen ugi bei 10 Schaffdeeg.

ad 4. Déi allerwéinegst Demandë kréien e Refus. Den heefegste Grond ass, datt d'Leit keng Unerkennung vum auslänneschen Diplom kréien oder d'Conditions d'honorabilité net erfëllen.

ad 5. Den Délai de traitement ka verkierzt ginn, andeems den Demandeur säin Dossier iwwer de Site MyGuichet erareecht. Dëst erméiglecht ee schnellen an direkten Transfert un de kompetente Service an et erlaabt et och feelend Pièce méi schnell nozereechen, iwwert den normale Postwee méi laang brauch.

Rénovation du parc d'Echternach | Question **7337** (07/12/2022) de **M. Max Hengel** | **Mme Octavie Modert** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Den Iechternacher Park gouf bei Iwwerschwemmungen am Juli 2021 staark beschiedegt a misst dréngend renovéiert ginn. Allerdéngs dierf deen duerch d'Héichwaasser entstanene Schued net behuewe ginn opgrond vun enger historescher Etüd, déi vum Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) duerchgefouert gëtt.

D'Madamm Kulturministesch hat informéiert, datt d'Gemeng Iechternach am Oktober 2022 déi final Resultater vun dëser Etüd sollt presentéiert kréien.

D'Resultater wieren der Gemeng Iechternach bis dato awer nach net virgeluecht ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, aus wéi engem Grond den Delai vun Oktober 2022 fir d'Presentatioun vun de Resultater vun der historescher Etüd net agehale ginn ass?

– Sinn d'Resultater vun de concernéierte Servicer schonn analyséiert ginn, resp. wou ass ee mat der Analys drun?

– Wéini plangt d'Regierung der Gemeng Iechternach d'Resultater virzeleeën, fir datt déi néideg Renovatiounsaarbechten am Iechternacher Park kënne stattfannen an d'Sécherheet vun de Leit esou assuréiert ka ginn?

Réponse (11/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA huet zwee Experte mat enger Etude iwwert d'Geschicht an d'Entwécklung vum Iechternacher Park beoptraagt. Ufanks November louchen d'Dokumenter vun den Experte vir a goufe vu menge Servicer analyséiert. Am Dezember 2022 krut ech d'Etude mat de Conclusioune presentéiert, an den Deel iwwert d'Geschicht vum Park gouf un d'Iechternacher Gemeng weidergeleet. Ufanks Januar kuckt den INPA an d'Naturverwaltung mat den Experten iwwert déi ganz Etude, sou datt nach virum Fréijoer éischt Moossnamen am Park kënne realiséiert ginn.

Implication du Luxembourg au Projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) dans le secteur de la santé | Question **7342** (08/12/2022) de **M. Marc Hansen** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Dans l'optique de soutenir l'innovation et d'améliorer la qualité et l'accès aux soins des patients européens, le Conseil de l'Union européenne a introduit un PIIEC dans le secteur de la santé. Celui-ci vise à renforcer la résilience de l'industrie médicale et pharmaceutique européenne. Il s'agit notamment de remédier aux faiblesses qui sont apparues lors de la pandémie de Covid-19, comme la fragilité des chaînes d'approvisionnement et les pénuries de produits de santé, qui en ont résulté. En outre, ce projet, s'il est mené à bien, réduira la dépendance sanitaire de l'Union européenne et renforcera son autonomie stratégique par rapport aux pays exportateurs majeurs.

Vu l'implication du Luxembourg dans ce projet transnational, dans lequel plusieurs pays européens investissent de manière coordonnée, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Dans quels domaines cibles (recherche, innovation ou développement) l'État luxembourgeois a-t-il prévu de s'impliquer ?

2) Plus précisément, le Gouvernement envisage-t-il l'implantation d'un site de production de médicaments au Luxembourg ?

3) Quel est le budget que le Luxembourg va allouer à long terme (pluriannuel) au PIIEC de la santé ?

Réponse (17/01/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Le 3 mars 2022, le Luxembourg, représenté par le Ministre de l'Économie, a en effet signé avec 15 autres États membres un manifeste pour un Projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) dans le secteur de la santé afin de soutenir l'innovation et, ainsi, améliorer la qualité et l'accès aux soins des patients européens.

Pour rappel, les PIIEC sont développés par des États membres et par leurs entreprises afin de mener à bien des projets communs de recherche, développement et innovation, ou d'industrialisation d'innovations dans un domaine donné. La participation d'une masse critique d'entreprises est un prérequis indispensable pour atteindre l'impact attendu d'un tel programme.

Pour la Commission européenne un PIIEC se justifie uniquement si des défaillances du marché et des défis sociétaux particuliers génèrent des risques technologiques et financiers trop élevés pour une entreprise ou un État seuls et nécessitent donc un financement public transnational pour le développement et l'industrialisation d'innovations adressant les enjeux identifiés.

Le PIIEC « santé » prévoit l'organisation de projets en deux vagues thématiques :

1) le domaine pharmaceutique, y inclus le développement de technologies et de procédés de production innovants et plus verts pour la fabrication d'ingrédients pharmaceutiques actifs et de médicaments ; l'innovation dans des thématiques stratégiques telles que la lutte contre la résistance aux antibiotiques, le développement de traitements contre les maladies rares et le développement des thérapies géniques et cellulaires ;

2) le domaine des dispositifs médicaux, des technologies médicales (Medtech) et de la santé numérique au sens large.

C'est par intérêt pour cette deuxième vague thématique de projets annoncée dans le domaine Medtech, santé numérique et dispositifs médicaux, que le Luxembourg s'est positionné dans cette initiative. Ce domaine correspond, voire est complémentaire aux activités d'entreprises du secteur des technologies de la santé déjà établies au Luxembourg.

La première vague thématique de projets dans le cadre du PIIEC « santé » est en cours de prénotification auprès de la Commission européenne, afin d'obtenir son approbation. Au terme d'un processus complexe et long de 6 à 9 mois, la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne valide l'éligibilité d'un projet PIIEC dans ses dimensions économiques, techniques, financières, transfrontalières, et sous l'angle des règles en matière d'aides d'État.

Pour les thèmes relevant de la deuxième vague prévue, le constat a été fait lors des réunions de travail préalables que les déficiences du marché identifiées étaient une conséquence du cadre réglementaire conditionnant la mise sur le marché des dispositifs médicaux, et ne pouvaient donc pas être résolues directement par des développements technologiques dans le cadre du PIIEC. Les travaux liés à l'élaboration des projets de la seconde vague et l'identification des déficiences du marché correspondantes ont donc été reportés au mois de février 2023.

Si les discussions évoluent favorablement dans le cadre des travaux liés à la seconde vague de projets PIIEC « santé » envisagée en 2023, le Ministère de l'Économie soumettra des projets au processus de notification de la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne. Sous réserve de leur approbation, le Luxembourg cofinancera alors les projets de 3 à 4 entreprises participantes luxembourgeoises en faisant appel au Fonds de l'innovation. À l'heure actuelle, il n'est pas possible d'évaluer le budget de ces projets qui ne sont pas encore concrets.

Indépendamment de ce PIIEC, le Ministère de l'Économie reste attentif à toutes les opportunités d'éventuelles implantations de sites de production de médicaments au Luxembourg. Par exemple, la société japonaise JCR Pharmaceuticals implantera au Luxembourg son Hub européen pour la distribution et surtout pour le conditionnement secondaire (emballage et étiquetage) de lots cliniques et de lots commerciaux de médicaments ciblant les maladies rares. À noter que le conditionnement secondaire constitue la dernière étape du processus de fabrication de médicaments et doit ainsi répondre aux principes et lignes directrices de bonnes pratiques de fabrication de médicaments, afin d'assurer la conformité de ces médicaments aux exigences réglementaires.

L'attractivité du Luxembourg pour des entreprises impliquées dans la production d'ingrédients pharmaceutiques actifs composant les médicaments, donc dans la première étape du processus de production de médicaments, sera notamment impactée par les informations et le conseil que pourra fournir la future Agence luxembourgeoise du médicament et des produits de santé aux entreprises concernées afin de les aider à se conformer aux exigences réglementaires applicables à leurs activités et à leurs produits.

Le Luxembourg Clinical and Translational Research Center (LCTR), récemment fondé par le CHL (Centre hospitalier de Luxembourg) et le LIH (Luxembourg Institute of Health), contribuera également à cette attractivité en apportant l'expertise en recherche clinique translationnelle indispensable pour l'évaluation clinique de candidats médicaments.

Extension du « Atert-Lycée » | Question **7345** (08/12/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Selon mes informations le Lycée à Redange (ALR) semble toucher à ses capacités d'accueil (salles de classes, espace de restauration, ...), si bien qu'une extension de ses bâtiments s'imposerait vers la fin de cette décennie.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment la population scolaire du « Atert-Lycée » a-t-elle évolué depuis 2015 ?

2) Est-il vrai que le nombre d'élèves en provenance du canton de Mersch va croissant ces derniers temps ?

3) Un programme d'extension du « Atert-Lycée » a-t-il déjà été élaboré ensemble avec l'Administration des bâtiments publics ? Dans l'affirmative, quels en sont les éléments saillants ?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le tableau reproduit ci-dessous retrace l'évolution du nombre total d'élèves, de même que le nombre d'élèves en provenance du canton de Mersch, inscrits à l'Atert-Lycée (ALR) depuis 2015.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Il est renvoyé à la réponse donnée à la question numéro 1.

ad 3) Aucun projet d'extension n'a été élaboré jusqu'à présent. Or, l'évolution du nombre d'élèves est étroitement analysée et suivie par les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. En fonction de cette analyse, des projets d'extension seront discutés et, le cas échéant, développés avec les différents acteurs concernés.

Maisons de naissance | Question **7349** (09/12/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Un article de presse publié en date du 8 décembre 2022[3] note que le Ministère de la Santé ait décidé, après inspection de la maison de naissance de Bertrange qui a été ouverte sans autorisation de la part du Ministère de la Santé, qu'aucun accouchement ne puisse y être pratiqué tant qu'il n'existe pas de cadre légal pour ce type d'accouchement. En attendant, de tels centres ne peuvent proposer que des soins pré- et postnataux. En prenant cette décision, Madame la Ministre s'est basée sur un avis du Conseil supérieur des professions de santé.

Lors d'une interview radiophonique diffusée le 8 décembre 2022[4][5], Madame la Ministre a déclaré qu'elle souhaiterait réunir les acteurs concernés afin de créer un cadre légal pour les maisons de naissance, sachant que déjà en juillet 2022, elle s'est entretenue avec l'ASBL « Gebuertshaus Lëtzebuerg » qui s'engage quant à elle pour la création d'un cadre légal pour les maisons de naissance.

Au vu de ces faits, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Quels sont les arguments qui justifient qu'un accouchement dans une maison de naissance n'est pas un accouchement à domicile ? Quelle est la définition exacte d'un accouchement à domicile et quels sont les critères qui différencient ce dernier d'un accouchement dans une maison de naissance ?

2) Madame la Ministre est-elle en possession d'autres avis que celui du Conseil supérieur des professions de santé sur lesquels elle a pu se baser pour prendre la décision de fermer la maison de naissance à Bertrange ? Dans l'affirmative, sont-ils publics ?

3) Outre l'ASBL « Gebuertshaus Lëtzebuerg », quels autres interlocuteurs Madame la Ministre a-t-elle vus ? Quels sont, le cas échéant, les résultats de ces entretiens ?

4) Est-il en l'occurrence prévu que les maisons de naissance doivent être installées dans un certain périmètre d'une maternité existante afin de garantir que celles-ci puissent être accessibles le plus rapidement possible en cas d'urgence ?

5) Compte tenu de l'actualité du dossier et de l'urgence qui en découle, dans quel délai Madame la Ministre envisage-t-elle de créer une base légale permettant les naissances dans les maisons de naissance ?

6) Madame la Ministre peut-elle confirmer que, depuis septembre, 40 naissances ont eu lieu à la maison de naissance de Bertrange ? Par quelles données précises sont-elles déclarées ? Lors de la déclaration de naissance, a-t-il été indiqué que les enfants en question sont nés dans une maison de naissance ?

Réponse (10/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Les accouchements se font en principe en milieu hospitalier. C'est en effet le service d'obstétrique d'un hôpital qui est chargé du diagnostic, du suivi et du traitement de la femme et de l'enfant notamment lors de l'accouchement, et qui assure le suivi postnatal immédiat de la mère et de l'enfant, par l'intervention coordonnée des professionnels concernés. Un tel service offre à la patientèle une prise en charge pluridisciplinaire et est en lien direct et fonctionnel avec un service de soins intensifs pour adultes établi sur le même site et avec un service de néonatologie intensive, situé ou non sur le même site. À ce dernier égard, il y a lieu de préciser qu'en l'absence d'un service de néonatologie intensive sur place, les critères et les modalités de transfert des nouveau-nés in utero vers une autre maternité et ex utero vers le service national de néonatologie intensive font l'objet de conventions et sont portés à la connaissance du public.

Ceci dit, l'accouchement à domicile est possible au Luxembourg et en vertu du règlement grand-ducal du 22 novembre 2019 déterminant le statut, les attributions et les règles de l'exercice de la profession de santé de sage-femme, les sages-femmes sont habilitées à effectuer, sous certaines conditions, des accouchements en milieu extrahospitalier, donc également à domicile, dans le respect bien évidemment des dispositions légales et réglementaires applicables.

ad 2) Après avoir été informée de l'existence d'une structure extrahospitalière au sein de laquelle des accouchements sont pratiqués, j'ai demandé à la Direction de la santé de procéder à une inspection des lieux.

Sur base des déficiences consignées dans le rapport de la Direction de la santé, j'ai demandé aux sages-femmes identifiées comme pratiquant des accouchements extrahospitaliers de me faire part de leurs observations conformément à l'article 20bis, paragraphe 2 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. Conformément à cette même disposition, j'ai également sollicité l'avis du conseil supérieur de certaines professions de santé.

[3] RTL.lu: Am Gebuertshaus zu Bartreng dierfe keng Kanner méi op d'Welt kommen. 8.12.2022

[4] 100komma7: Gebuertshaus: Paulette Lenert wëllt Acteuren zesummebréngen. 8.12.2022

[5] 100komma7: Entrevue tëscht Santé an ASBL Gebuertshaus: Konstruktiv Gespréicher. 25.7.2022

ad 3) Après une première entrevue avec des représentants de l'association sans but lucratif « Gebuertshaus Lëtzebuerg ASBL », j'ai décidé d'instituer un groupe de travail auquel toutes les parties prenantes ont été invitées. Ce groupe de travail est plus particulièrement chargé d'identifier les enjeux, les éventuels avantages, inconvénients ou risques associés aux accouchements extrahospitaliers dans l'optique bien évidemment d'une prise en charge optimale de la patientèle. La première réunion de ce groupe aura lieu au cours du mois de janvier 2023.

ad 4) Ces réflexions seront à mener au sein du groupe de travail précité.

ad 5) Le calendrier sera défini en tenant compte de l'avancement des travaux du groupe de travail précité.

ad 6) Les seules informations à ma disposition sont celles relatées dans le rapport de la Direction de la santé précité et qui fait état de deux accouchements entre l'ouverture de cette structure en septembre 2022 et le 20 octobre 2022, date de l'inspection des lieux par la Direction de la santé.

Je ne peux donc ni confirmer, ni infirmer le chiffre avancé par les honorables Députés.

Projet « Schlasskéier » à Wiltz | Question **7354** (09/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7111 geet ervir, datt am Kader vum Projet „Schlasskéier" zu Wolz eventuell eng Annex vum Centre Hospitalier du Nord kéint realiséiert ginn. De Sujet ass och viru Kuerzem am Gemengerot vun der Gemeng Wolz thematiséiert ginn. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen.

– Ëm wat genee geet et beim Projet „Schlasskéier" zu Wolz?

– Wou ass dëse Projet drun?

Projet « Schlasskéier » à Wiltz | Question **7368** (13/12/2022) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

An hirer gemeinsamer Äntwert op eis parlamentaresch Fro Nr. 7111 vum 3. November 2022 hunn d'Madamm Gesondheetsministesch an den Här Minister fir sozial Sécherheet e Projet mam Numm „Schlasskéier" no bei der Clinique Saint Joseph zu Wolz an d'Gespréich bruecht.

An deem Kontext wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch an dem Här Minister fir sozial Sécherheet follgend Froe stellen:

– Soll dëse Projet eng Maison médicale oder e Centre médical hebergéieren?

– Ginn déi raimlech Kapazitéite vun der Jousefsklinick net méi duer, fir verschidde Servicer unzebidden?

– Wat fir eng Leit respektiv wéi vill Leit sollen an dëser Struktur spéider schaffen a wéi gesäit d'Kooperatioun mat der Klinick aus?

– Vu datt zënter längerer Zäit keen Noutdéngscht méi zu Wolz an den Owes- an Nuetsstonnen ugebuede gëtt, wier et dofir net sënnvoll, fir déi eidel stoend Raimlechkeeten an der Klinick ze notzen, dat fir medezinnesch Déngschter, déi soss an enger Maison médicale offréiert ginn?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 6221 beschriwwen, ass am Kader vun den Iwwerleeunge vum CHdN zu der Installatioun vun engem IRM-Apparat um Site Wolz gekuckt ginn, ob eng Installatioun an der Klinick St. Joseph oder an engem eventuellen zukünftege Projet am Kader vun engem Centre médical „Schlasskéier" soll realiséiert ginn. Dës Iwwerleeunge sinn am Kader vun der Optimisatioun vun der Prise en charge vun de Patienten um Site St. Joseph gemaach ginn.

Weider Detailer zum Projet „Schlasskéier" leien dem Gesondheetsministère zu dësem Zäitpunkt net vir. D'Bedreiwe vun engem Centre médical ass onofhängeg vum Spidol. Sollten awer Spidolsaktivitéiten do realiséiert ginn, géif dat mam CHdN organiséiert ginn.

Dem Gesondheetsministère ass Enn Dezember 2022 eng Demande vum CHdN an een Dossier fir eng Autorisatioun an Installatioun vun engem IRM-Apparat an der Klinick St. Joseph virgeluecht ginn. No Analys vum Dossier wäert dës Demande der Commission permanente pour le secteur hospitalier fir Avis virgeluecht ginn.

Fir d'Fro zu den Noutdéngschtservicer verweise mir op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro Nr. 5786.

Criminalité dans les hôpitaux | Question **7356** (09/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

An de Spideeler vum Land sinn an der Lescht Patienten an hiren Zëmmere beklaut ginn, ee Fall geet laut engem Artikel am „Tageblatt" vum 5. Dezember op den 23. November zeréck, wou sech eng onbekannte Persoun Zougang zu engem Spidolszëmmer vun der Klinick um Kierchbierg verschaf huet an d'Wäertsaache vun engem 86-järege Patient geklaut huet, deen dee Moment am Zëmmer war. Esou Fäll wären, der Police no, keng Seelenheet, heescht et nach an deem Artikel. En aneren akute Problem an de Spideeler vum Land betrëfft d'Gewalt géint d'Gesondheetspersonal. Esou sollen am Joer 2021 ronn 80 Prozent vun deene Beschäftegte betraff gewiescht sinn. 94 Prozent vum Personal wiere verbal aggresséiert ginn, a 70 Prozent esouguer kierperlech.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt et méi heefeg zu Vollen an de Spidolszëmmere kënnt? Wa jo, wéi soll dorobber reagéiert ginn?

2. Ass der Regierung bekannt, dass d'Gewalt géint d'Gesondheetspersonal zougeholl huet? Wa jo, wat gëtt dogéint ënnerholl?

3. D'Patientenopkommes an den Urgencë vun de Spideeler ass bannent e puer Joer ëm 40 % an d'Luucht gaangen. Wéinst den doduerch verlängerte Waardezäite kënnt et méi heefeg zu Aggressioune géint d'Dokteren a Fleegepersonal. Ass d'Regierung net der Meenung, dass deem Problem séier entgéintgesteiert muss ginn?

Réponse (10/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. De Gesondheetsministère huet keng Informatiounen zu erhéichten Zuele vu Vollen an de Spideeler. Mat Installatioune vu Kameraen a sensibele Beräicher vum Spidol an dem Asaz vu Gardiennagepersonal probéieren d'Spideeler, potentiell Täter vu Vollen ofzehalen.

ad 2. De Gesondheetsministère huet keng iwwergräifend Informatiounen zu erhéichten Zuele vun Aggressiounen an de Spideeler. Et ass awer gewosst, dass d'Aggressivitéit an der Gesellschaft ee Phänomeen ass, dee leider net am Spidol kann evitéiert ginn. Notamment d'Urgencë vun de Spideeler si betraff an et gëtt vun de Spidolsdirektiounen ee konsequente Suivi vun eventuellen Aggressioune gemaach. Zur Sécherheet vum Personal hëlleft den Asaz vu Gardiennagepersonal, potentiell Aggressiounen ze evitéieren.

ad 3. D'Waardezäiten an den Urgencë sinn an deene leschte Méint an d'Luucht gaang bedéngt duerch déi grouss Unzuel vu Patienten an den Urgencen. Allerdéngs gëtt den „Tri de gravité" vun de Patiente séier duerchgefouert. Deementspriechend ginn déi Patienten, déi eng séier Prise en charge benéidegen, ëmmer prioritär ënnersicht.

D'Patienten, fir déi eng normal Consultatioun duergeet, mussen deementspriechend waarden, bis d'Patiente mat engem méi schlëmme Krankheetsbild traitéiert goufen.

Et sief drop higewisen, dass eng Verbesserung vum Accès zu der Médecine primaire duerch d'Erméiglechung vu Cabinets de groupe vu Generalisten an och de Reamenagement vun de Maison-médicalle solle sécherstellen, dass d'Patienten nëmmen an Noutfäll an d'Urgencë vun de Spideeler ginn. An de Spideeler am Zentrum vum Land ass zënter dem 1.6.21 eng parallell Dagesgarde 7.00–17.00 Auer en place gesat ginn.

Commémoration du combattant de la résistance Raymond Petit | Question **7371** (13/12/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De Lëtzebuerger Resistenzler Raymond Petit, Matbegrënner vun der Widderstandsbeweegung „Lëtzebuerger Patriote Liga", ass 1942 zu Bäerdref bei enger Schéisserei mat der Gestapo ëm d'Liewe komm. Seng Verdéngschter fir d'Lëtzebuerger Resistenz, fir eis Heemecht a géint déi däitsch Besatzung am Zweete Weltkrich si sou remarkabel, datt eigentlech jiddereen hei am Land säin Numm kenne misst. Trotzdeem wëssen déi meescht Leit hei am Land net Bescheed iwwer dës grouss Perséinlechkeet vun eiser Geschicht.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Gëtt et am Schoulministère Iwwerleeungen, fir d'Schüler am Geschichtsunterrecht méi iwwer de Raymond Petit an aner Perséinlechkeeten aus der Resistenz ze informéieren? Wann nee, wéi eng Grënn schwätze géint dës Initiativ?

2. Wéi schätzt d'Regierung den Aktualitéitswäert vun der „Lëtzebuerger Patriote Liga" an allgemeng der Lëtzebuerger Resistenz am Zweete Weltkrich fir eis Schoulen an?

3. Kann d'Regierung preziséieren, wéi oft an de leschten zéng Joer Lëtzebuerger Resistenz- bezéiungsweis Zwangsrekrutéiertenorganisatiounen a Lëtzebuerger Schoulen ageluede goufen, fir iwwer d'Schicksal vun de Lëtzebuerger am Zweete Weltkrich opzeklären?

4. Gesäit d'Regierung eventuell vir, eng ëffentlech Staatsplaz oder Strooss oder ee Gebai zugonschte vun eisem grousse Resistenzler ze benennen oder ëmzebenennen?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An der Geschichtsschreiwung, awer och am Geschichtsunterrecht, sief et am schouleschen oder am universitäre Beräich, ass et haut duerchaus üblech, ee Sujet mat Hëllef vun Eenzelbiographien ze beliichten, respektiv dës an en allgemenge Kontext ze setzen.

Mat „50 Faces – 50 Stories" steet de Lëtzebuerger Schoulen een Tool zur Verfügung, mat deem am Kader vum Geschichtsunterrecht, awer och an allen anere concernéierte Fächer, den Zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg aus enger biographescher Perspektiv kann thematiséiert ginn (cf. https://zpb.lu/

pedagogical_cpt/50faces/ oder https://www.50faces.lu/). Et geet drëms, de Jonke vun haut déi verschidden Handlungsméiglechkeeten a Verhalensweise virun Aen ze féieren, déi am Kontext vu Krich an totalitärer Diktatur virstellbar sinn. Ënnert de 50 Biographië fënnt een Täter an Affer, Zaldoten an Zivilisten, Kanner an Erwuessener, Collaborateuren an och Persounen, déi – wéi de Raymond Petit – Widderstand geleescht hunn.

D'Léierbox „50 Faces – 50 Stories" gouf zesumme vum Musée national d'histoire militaire, dem Musée national de la Résistance et des droits humains an dem Zentrum fir politesch Bildung developpéiert. Si gëtt den Enseignanten aus dem Enseignement fondamental an dem Enseignement secondaire am Kader vun der Formation continue als Tool fir d'Vermëttlung vun historesch-politeschem Wësse virgestallt.

ad 2. D'Geschicht vu Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich steet um Programm vum Geschichtsunterrecht, souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire; et ass wuel dat Theema iwwert eist Land, wat am meeschte verdéift gëtt.

Dobäi ginn all Aspekter vun der däitscher Besatzung vun den Enseignanten thematiséiert, sief dat d'Resistenz, d'Collaboratioun, d'Zwangsrekrutéierung, d'Deportatioun, d'Epuratioun a sou weider.

D'Lycéeën organiséiere reegelméisseg Schülervisitten a Konzentratiounslager, Zäitzeie kommen a Schoulklassen, Schülerinnen a Schüler huelen u Gedenkzeremonien deel, gi Filmer mat hiren Enseignantë kucken an engagéieren sech op vill aner Manéiere fir Demokratie a Meenungsfräiheet.

ad 3. Den Tableau hei drënner weist d'Zuel vun den Interventioune vu Resistenzler, Affer vun der Shoah an Zwangsrekrutéierten a Lëtzebuerger Schoulen am Laf vun de leschten zéng Joer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Och wann et de Moment kee konkreete Projet dofir gëtt, ass et duerchaus denkbar, eng ëffentlech Plaz, eng Strooss oder e Gebai nom Raymond Petit ze benennen. An deem Kontext sief nach bemierkt, datt am Iechternacher Kolléisch eng Gedenktafel un de Raymond Petit erënnert.

Lien entre immigration illégale et délinquance | Question **7373** (13/12/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun engem Mord un engem zwielef Joer ale Meedche sot de franséische President Emmanuel Macron aus, datt „e groussen Deel vun de Strofdoten a Frankräich vu Leit géif gemaach ginn, déi an enger irregulärer Situatioun a Frankräich wieren". Weider huet hien annoncéiert, hei zukünfteg vill méi streng duerchgräifen ze wëllen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung d'Situatioun zu Lëtzebuerg änlech wéi déi Beschreiwung vum President Macron fir Frankräich, an deem Sënn, datt een net méi kéint iwwersinn, dass e groussen Deel vun de Strofdote vu Leit géif gemaach ginn, déi an enger irregulärer Situatioun wieren?

2. Wéi gesäit d'Regierung d'Ukënnegung vum President Macron, dass seng Regierung elo wëlles hätt, méi streng géint déi illegal Immigratioun virzegoen am Lëtzebuerger Kontext? Ka si sech och esou Moossname fir Lëtzebuerg virstellen?

3. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Persounen an irregulärer Situatioun am Joer 2021 zu Lëtzebuerg festgeholl goufen?

Réponse (13/01/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. De Lien tëscht der irregulärer Situatioun vun enger Persoun an enger Strofdot ass keen ausschlaggeebend Element am Kader vun de Poursuitten duerch d'Justizautoritéiten, dofir ass dës Donnée net Bestanddeel vum informatesche JUCHA-System, deen d'Dossiere geréiert.

ad 2. D'Lëtzebuerger Regierung kommentéiert keng Aussoe vun aneren europäesche Staats- a Regierungscheffen.

Am Lëtzebuerger Kontext sief op de Projet de loi 7954 verwisen, dee punktuell Verbesserungen am Beräich Ausreesflicht virgesäit.

ad 3. D'Datebanke vun der Police erméiglechen et net, eng Recherche unhand vun dësem spezifesche Krittär ze maachen.

Rôle des CFL en tant que prestataire du Fonds du rail | Question **7376** (14/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Fonds du rail gouf mam Gesetz vum 10. Mee 1995 an d'Liewe geruff an iwwert dëse Fong ginn Infrastrukturprojete finanzéiert, déi dem Eisebunnsnetz hei am Land zeguttkommen.

Verschidde Projeten, déi vum Fong bezuelt ginn, ginn direkt vun de CFL als Prestataire realiséiert. D'CFL facturéieren op dëse Projeten, sou wéi et bei Bauprojeten üblech ass, d'Käschte fir d'Entwécklung, d'Planung an d'Realiséierung, woubäi verschidde Posten, wéi d'Architekturkäschten oder d'Ingenieurkäschte bezuelt ginn, déi in-house ufalen.

Doriwwer eraus verrechnen d'CFL an dëse Fäll och eng Kommissioun, déi, wéi et an der Baubranche oft üblech ass, um Baupräis festgemaach ass. Dëst féiert awer a verschiddene Fäll dozou, dass Projeten, déi méi deier gi wéi ufanks geplangt, och zu méi héije Kommissioune féieren, woubäi letzen Endes och d'CFL dru matverdéngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi héich sinn d'Kommissiounen, déi d'CFL am Duerchschnëtt fir Bauteprojete beim Fonds du rail froen? Wat ass de Medianwäert?

2. Wéi vill Projete beim Fonds du rail goufen zënter 1995 vun de CFL als Prestataire realiséiert?

3. A wéi ville Fäll huet de Budget vu Projeten, déi vun de CFL realiséiert goufen, missen erhéicht ginn, well d'Käschten an d'Luucht gaange sinn, bezéiungsweis d'Käschte falsch geplangt goufen?

4. Wéi vill Projete goufe vun anere Firmen ewéi de CFL realiséiert a wie waren déi 5 gréisste Prestatairen (opgelëscht no Ausgaben)?

5. Existéieren Infrastrukturprojete beim Fonds du rail, déi an der Chamber gestëmmt goufen an déi bis haut nach net ugefaangen oder realiséiert goufen? Wa jo, wéi eng Projete sinn dëst a firwat stinn dës Projeten nach op?

Réponse (17/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur gëtt op Basis vum geännerte Gesetz vum 6. Juni 2019 „loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, a l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire" a vum Gestiounskontrakt, deen duerch de Règlement grand-ducal vum 6. November 2009 a Kraaft gesat gouf „règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 portant approbation du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire et de la convention relative à la gestion administrative des immeubles dépendant de l'infrastructure ferroviaire signés le 7 mai 2009 entre l'État et la Société nationale des CFL" ausgefouert.

Déi national Lëtzebuerger Eisebunnsgesellschaft (CFL) ass mat dëser Gestioun beoptraagt.

De Gestiounskontrakt bestëmmt d'Missioune vum Gestionnaire vun der Infrastruktur an och d'Modalitéite vun deem senger Remuneratioun.

Zanter 1995 sinn d'CFL mat der Gestioun vun den Eisebunnsanlage beoptraagt. All Investitiounsprojeten an all Aarbechte betreffend den Ënnerhalt vun der Eisebunnsinfrastruktur si vun der genannter Gesellschaft als Prestataire realiséiert ginn.

An deene rare Fäll, wou de Budget vun engem Projet huet mussen erhéicht ginn, ass d'Chamber domadder befaasst ginn iwwer e Projet de loi oder doriwwer am Kader vum Staatsbudget informéiert ginn.

All Projete goufe vun de CFL, als Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur, realiséiert. Dobäi gräifen d'CFL bei der Ëmsetzung vu Projeten oft op extern Betriber zréck. Den Zouschlag vun Aarbechten a Prestatioune geschitt entspriechend de Reegelen, wéi se am Gesetz betreffend ëffentlech Ausschreiwunge virgesi sinn.

D'Chamber gëtt reegelméisseg iwwer de Stand vun den Eisebunnsinfrastrukturprojeten informéiert.

La Seconde Guerre mondiale dans les programmes scolaires | Question **7381** (15/12/2022) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Mam Laf vun der Zäit kënnen ëmmer manner Zäitzeie vum Zweete Weltkrich vun hiren Erliefnisser erzielen. D'Situatioun vun der lëtzebuergescher Bevëlkerung, d'Zwangsrekrutéierungen, d'Resistenzbeweegung an d'Geschicht vun eenzele Friddenskämpfer, wéi dem Raymond Petit, sinn a bleiwen e wichtege Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Geschicht. Den Unterrecht an der Schoul, a besonnesch de Geschichtsunterrecht, spillen eng wichteg Roll, fir d'Lëtzebuerger Resistenzbeweegungen am kollektive Gediechtnes ze verankeren.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gär follgend Froe stellen:

– Awéiwäit gëtt d'Situatioun vun der lëtzebuergescher Populatioun wärend dem Zweete Weltkrich aktuell am Schoulunterrecht thematiséiert? Awéiwäit gëtt der lëtzebuergescher Resistenzbeweegung am Schoulunterrecht Rechnung gedroen?

– Gedenkt d'Regierung, an Zukunft d'Resistenzbeweegung an d'Geschicht vu bedeitende Resistenzler, wéi dem Raymond Petit, an Zukunft méi am Schoulunterrecht ze förderen?

– Ënnerstëtzt d'Regierung d'Organisatioun vu Visitten op Gedenkplazen aus dem Zweete Weltkrich hei zu Lëtzebuerg an am Ausland fir Jonker am Enseignement secondaire?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech verweisen hei op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7371, déi sech mat deem selwechte Sujet befaasst.

Ergänzend wëll ech nach follgend Remarken zu de Visitte bäidroen: Visitten op Gedenkplazen aus dem Zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg an am Ausland ginn am Kader vun der Autonomie vun de Lycéeën organiséiert; dës Initiative gi selbstverständlech vun der Regierung encouragéiert.

Ech wëll am Kontext vun de Visitten och op eng nei Offer opmierksam maachen, nämlech de Bildungszentrum vu Fünfbrunnen. Lëtzebuerg huet elo eng Plaz, déi enk mat der Geschicht vum Zweete Weltkrich verbonnen ass an et Schoulklassen, Jonken an Erwuessenen erlaabt, op ee Lieu de mémoire ze goen an sech do mat Theemen aus der Vergaangenheet an aus der Géigewaart ze befaassen. Den Theemespektrum vun den Aktivitéiten, déi zesumme vum Service national de la jeunesse (SNJ) an dem Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) do ugebuede ginn, ass ganz breet: Krich, Diktatur, Rassismus (Antisemitismus) bis hin zu verschiddenste Forme vu Mënschefeindlechkeet kënnen thematiséiert ginn. Eng Équipe pédagogique ass op der Plaz, fir Gruppen ze empfänken an ze encadréieren. Méi Informatioune fënnt een op www.cinqfontaines.lu respektiv op www.zpb.lu.

Et gëtt natierlech eng Rei aner Plazen, déi kënnen opgesicht ginn, zum Beispill de Musée national d'histoire militaire zu Dikrech oder de Musée national de la Résistance et des droits humains zu Esch-Uelzecht, déi allen zwee eng qualitativ héichwäerteg pedagogesch Offer fir Schoulen hunn.

Zousätzlech kann een Acteuren aus der Zivillgesellschaft ernimmen, déi och Offeren hunn, an notamment op Lieux de mémoire am Ausland fueren, an dëst zënter Joerzéngten. Stellvertriedend géif ech hei nennen:

– D'Amicale Mauthausen, déi eemol am Joer an dat fréiert KZ vu Mauthausen an Éisträich fiert. Zu Mauthausen ware vill Lëtzebuerger wéinst hirem Widderstand géint d'NS-Diktatur inhaftéiert.

– D'Associatioun Témoins de la 2e génération, déi all Joer eng Rees an dat fréiert KZ a Vernichtungslager vun Auschwitz-Birkenau organiséiert fir Schülerinnen a Schüler aus de Lycéeën. (cf. www.temoins.lu).

Accès au Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) | Question **7382** (15/12/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Suite à l'arrêt dans les affaires jointes C-37/20 et C-601/20 rendu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) le 22 novembre 2022, l'accès en consultation via Internet au site du Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) a été immédiatement suspendu. Le 6 décembre 2022, le Ministère de la Justice a annoncé par voie de communiqué que l'accès au RBE a pu être rétabli pour un certain nombre de professionnels et que l'accès aux représentants de la presse serait rétabli dans les jours suivants. L'accès des journalistes nationaux serait par ailleurs géré par le Conseil de presse luxembourgeois dans le cadre d'une convention avec le LBR. Selon le même communiqué, « l'accès sera également rétabli dans une étape ultérieure pour les autres acteurs ayant un intérêt légitime et présentant un lien avec la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ». Finalement, le Ministère de la Justice a également informé que des discussions sont menées au niveau européen pour mettre le texte de la directive en question en conformité avec la jurisprudence de la CJUE.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Pouvez-vous confirmer que l'accès des journalistes nationaux au RBE a bien été rétabli ? Quelles sont les modalités inscrites dans la convention entre le Conseil de presse luxembourgeois et le LBR à cet égard ?

2) Est-ce que l'accès des journalistes étrangers au RBE a bien été rétabli ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me détailler les modalités de cet accès pour les journalistes étrangers ?

3) Est-ce que l'accès des « autres acteurs ayant un intérêt légitime » au RBE a bien été rétabli ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me détailler les modalités de cet accès et me dire si une différenciation est faite entre acteurs nationaux et acteurs étrangers ?

4) Pouvez-vous me préciser sur quels critères se base la qualification de « acteur ayant un intérêt légitime » ? Si une définition de cette notion n'a pas encore été arrêtée, pouvez-vous me faire état des discussions actuelles à ce sujet ? Quelle est votre appréciation politique de cette notion ?

5) Est-ce que vous considérez que les membres de la Chambre des Députés ont un intérêt légitime et sont donc qualifiés à bénéficier d'un accès au RBE ?

6) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois dans les négociations européennes ayant pour objet une mise en conformité de la législation anti-blanchiment avec l'arrêt susmentionné ?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Le Conseil de presse dispose d'un accès au RBE depuis le 20 décembre 2022 et gère les accès des journalistes nationaux. Une convention conclue entre le gestionnaire du RBE, le Luxembourg Business Registers, et le Conseil de presse règle certains détails techniques tels que la création d'un compte client auprès du LBR ou encore le type de méthode d'authentification utilisé. Pour le reste, seule la détention d'une carte de presse valable est un prérequis à la consultation des informations.

ad 2) L'accès des journalistes étrangers au RBE n'est pas assuré. La question de l'accès et des modalités de cet accès est actuellement encore à l'étude.

ad 3) L'accès des autres acteurs ayant un intérêt légitime n'a pas encore été rétabli, les efforts s'étant d'abord concentrés pour rétablir l'accès des professionnels visés à l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme qui en font la demande auprès de LBR et celui de la presse nationale, ce qui a été fait à partir du 16 décembre 2022 (accès des professionnels) et du 20 décembre 2022 (journalistes nationaux). La question de la détermination et des modalités d'accès des autres acteurs est actuellement à l'étude, sachant que la notion n'est actuellement définie que dans le cadre du paragraphe 74 de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 22 novembre 2022.

ad 4) L'intérêt légitime était la base juridique en vigueur pour accéder aux registres des bénéficiaires effectifs au niveau européen sous la 4e directive anti-blanchiment[6], mais force est de constater que la directive est silencieuse quant à la définition à donner à cette notion, laissant le soin à chaque État membre d'en fixer les contours. La 5e directive[7] ayant été publiée peu de temps après, ouvrant l'accès général au public, la notion d'intérêt légitime n'a donc pas vraiment eu le temps de se développer juridiquement. Les critères proposés dans l'arrêt de la CJUE semblent être un bon point de départ pour cerner cette notion.

ad 5) Comme indiqué ci-dessus, la notion des autres acteurs ayant un intérêt légitime est actuellement à l'étude.

ad 6) Le texte de la 6e directive est encore en cours de discussion au Conseil de l'Union européenne et le Gouvernement soutient les efforts de la Présidence et de la Commission européenne en vue d'une mise en conformité rapide de la législation anti-blanchiment avec l'arrêt précité.

[6] Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme

[7] Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme

Pratique du sport | Question **7387** (15/12/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Laut der WHO soll all Erwuessenen op d'mannst 2,5 bis 5 Stonne Sport pro Woch maachen. D'Kanner solle mindestens 1 Stonn Sport pro Dag maachen. D'sportlech Aktivitéiten hunn e signifikanten, positiven Afloss op déi mental a physesch Gesondheet vun de Kanner an hëllefe präventiv, Krankheete wéi Kriibs, Diabetes oder kardiovaskuläre Krankheeten entgéintzewierken. Och kann de Sport eebe verhënneren, dass sech d'Iwwergewiicht bei de Kanner entwéckelt. An der QP N° 5098 huet d'Ministesch geäntwert, dass den Taux vun de Kanner mat Iwwergewiicht nëmme ganz liicht vun 2019 op 2020 geklommen ass, an dee vun der Adipositas zum Deel méi staark geklommen ass (bei de Kanner am Secondaire).

An Däitschland hunn déi 2 Ministere vum Sport an der Gesondheet kierzlech e Plang virgestallt, fir dass no der Coronapandemie rëm méi Kanner sportlech Aktivitéite maachen. Zu Lëtzebuerg hate mir jo de Plan de relance 1.0 an de Plan de relance 2.0, fir de Lëtzebuerger Sport an der Pandemie ze ënnerstëtzen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Sport an d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Stonne Sport maachen d'Kanner an der Moyenne pro Woch zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Stonne Sport maachen d'Erwuessen an der Moyenne pro Woch zu Lëtzebuerg?

3. Wou leie mer mat dëse Statistiken am europäesche Vergläich?

4. Wéi huet sech dat duerchschnëttlecht Gewiicht vun de Kanner wärend der Covidpandemie entwéckelt? Wéi gesäit et zu Lëtzebuerg mat der Fettleiwegkeet aus, esouwuel bei de Kanner ewéi bei den Erwuessenen?

5. Huet déi Zuel wärend an no der Pandemie zougeholl?

6. Wa jo, wéi wëllen d'Ministeren dësen Trend stoppen?

7. Kann de Minister schonn e Bilan zéien, wat de Plan de relance 2.0 ugeet?

8. Wat war den Impakt vun den zwee Plan-de-Relancen, notamment op d'Gesondheet vun de Kanner?

9. Plangt d'Regierung e weidere Plan de Relance, zum Beispill änlech dem dätsche Modell, fir déi Zäit no der Coronapandemie?

Réponse (18/01/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Aus enger gesondheetlecher Perspektiv ass et net onbedéngt d'Unzuel u Sportstonnen, mee éischter d'Frequenz an d'Dauer vu moderater oder intensiver kierperlecher Beweegung par rapport zu de Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO), déi moossgeebend sinn.

D'Donnéeë vun 2018 aus der Etude Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) weisen, dass insgesamt 35,2 % vun de Jugendlechen (12–18 Joer) op d'mannst 4 Mol an der Woch kierperlech aktiv sinn (47,3 % bei Jongen an 23,3 % bei de Meedercher)[8].

Op d'Fro „Wie häufig treibst du normalerweise in deiner Freizeit Sport, so dass du dabei außer Atem kommst oder schwitzt?", ass Follgendes geäntwert ginn:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Op d'Fro: „An wie vielen der vergangenen 7 Tage warst du mindestens für 60 Minuten pro Tag körperlich aktiv? Zähle bitte die gesamte Zeit zusammen, die du pro Tag körperlich aktiv warst", ass Follgendes geäntwert ginn:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. D'Donnéeë vun der European Health Interview Survey (EHIS) vun 2019 weisen, dass 40,8 % vun de Residenten zu Lëtzebuerg iwwert 18 Joer op d'mannst 150 Minutten Ausdaueraktivitéite pro Woch maachen. Nëmme 26,5 % maache Muskelopbautraining op d'mannst 2 Mol an der Woch. D'WHO recommandéiert fir Erwuessener op d'mannst 150 Minutten Ausdauer an op d'mannst 2 mol pro Woch Muskelopbau.

ad. 3. D'Eurostat-Donnéeë vun 2017 weisen, dass Lëtzebuerg vergläichbar ass mat der europäescher Moyenne vun der physescher Aktivitéit ausserhalb vun der Aarbechtszäit.[9]

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. D'Gewiicht bei Kanner ass mat Virsiicht ze betruechten, well den normale Wuesstem zu der natierlecher Gewiichtsteigerung bäidréit. Konkreet Donnéeën zum Gewiicht bei de Kanner wärend der Pandemie huet de Gesondheetsministère aktuell keng. D'HBSC-Etude fir 2022 ass gemaach ginn, allerdéngs sinn d'Donnéeën nach net ausgewäert ginn.

Et kann ee partiell Ziffere ginn: Am Enseignement fondamental hunn, vun 32.576 Kanner tëschent 4 an 12 Joer, déi vun der Médecine scolaire 2021/2022 ënnersicht gi sinn, 4,77 % e BMI, deen eng Obesitéit uweist (par rapport zu 2018/2019 4,62 % bei 27.855 Kanner, déi ënnersicht goufen). Fir den Enseignement secondaire fir d'Joren 2021/2022 waren 12 % vun 11.701 Schüler an der Obesitéit (par rapport zu 2018/2019 mat 5,25 % vu 16.231 Schüler).

An Amerika ass erausfonnt ginn, dass 19,3 % vun de Jugendlechen (2–19 Joer) virun der Pandemie am Joer 2019 fettleiweg waren, an ee Joer méi spéit dës Zuel op 22,4 % geklommen ass.[10]

An England ass den Taux vu Fettleiwegkeet bei 4–5-Järege vun 9,9 % fir d'Joer 2019 op 14,4 % fir d'Joer 2020 geklommen.[11]

An England ass den Taux vu Fettleiwegkeet bei 10–11-Järege vun 21 % am Joer 2019 op 25,5 % am Joer 2020 geklommen.[12]

Eng Etude huet allgemeng erausfonnt, dass a verschiddene Länner d'Fettleiwegkeet bei de Kanner zougeholl huet. Et kann een deemno dovun ausgoen, dass dëst och zu Lëtzebuerg de Fall ass[13], mee zu dësem Zäitpunkt gëtt et nach keng aktuell Donnéeë fir Lëtzebuerg, déi dëst beleeën.

Virun der Pandemie huet een zu Lëtzebuerg an a ganz Europa en allgemengen Trend no uewe vun der Fettleiwegkeet kënne feststellen.[14]

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Etude HBSC 2014: 12,1 % vun de Kanner waren iwwergewiichteg, 2,8 % ware fettleiweg.
Etude HBSC 2018: 14,8 % vun de Kanner waren iwwergewiichteg, 4,1 % ware fettleiweg; 1 vu 5 Kanner war iwwergewiichteg oder fettleiweg.
EHIS 2014: 32,3 % vun den Erwuessene waren iwwergewiichteg, 15,6 % ware fettleiweg (47,9 % BMI > 25)
EHIS 2019: 31,9 % vun den Erwuessene waren iwwergewiichteg, 16,5 % ware fettleiweg (48,4 % BMI > 25)
(7)

ad 5. Mir verweisen op déi viregt Äntwerten.

ad 6. D'Gesondheetsdirektioun ass amgaangen, e Programm fir d'Preventioun vun der Fettleiwegkeet an dem Diabetes Typ 2 duerch Promotioun vun der physescher Aktivitéit zesummenzestellen. Zesumme mat de Partnere soll dëse Programm 2023 ulafen, dee spezifesch Aktioune virgesäit, déi sech souwuel u Kanner wéi och un Erwuessener riichten. Ausserdeem cibléiert dëse Programm och d'Gesondheetsberuffler, fir si speziell op d'Gewiichtszounam an déi physesch Aktivitéit vun Erwuessenen a Kanner ze sensibiliséieren.

ad 7. De Sportsministère hat am Plan de relance 2.0 eng Rëtsch vu Mesuren innerhalb vun 8 Punkten ënnerdeelt:

– Beim Punkt 1, also deem vun den Aides spécifiques forfaitaires pour les clubs de sport affiliés et régissant un sport de compétition ass ee Montant vun 1.397.190 Euro ausbezuelt ginn.
– Am Punkt 2 goung et ëm d'Participation aux frais d'inscription aux compétitions européennes. Hei gouf just fir d'Joer 2021 ee Montant vu 75.920 Euro ausbezuelt.
– Beim Punkt 3, „Go to Sports" goufen insgesamt 4.888 Bongen honoréiert. Dës Bongen am Wäert vu 50 € si gläichzestelle fir nei Lizenze bei Kanner a Jugendlecher ënner 16 Joer.
– Da gouf et nach ënnert dem Punkt 5 eng Participation aux frais de formations liées au digital, wou ee Veräi bis zu 500 Euro ka bäigeluecht kréien. Heifir koume ganzer 7 Demanden eran.
– De Punkt 7 war d'Participation au financement d'infrastructures sportives en plein air promouvant l'activité physique et le sport loisir. Hei goufe bis op den haitegen Dag insgesamt 27 Projeten a 24 verschiddene Gemengen ëmgesat. Déi Gesamtausgab heifir ass 796.390 Euro. Dës verdeelt sech op 87.050 Euro fir d'Joer 2021, 134.340 Euro fir d'Joer 2022 a 581.000 Euro fir d'Joer 2023, déi schonn engagéiert gi sinn.
– Fir d'Sensibiliséierungscampagne „Du bass de Veräin. Gëff Bénévole." goufen nieft de verschiddene Videoen, déi iwwert sozial Medien diffuséiert gi sinn, och 685 Affichen a 450 Banneren an de verschiddene Sportsinfrastrukturen opgehaangen, an dëst, fir d'Wichtegkeet vu der Thematik ze visualiséieren.

An dësem Kontext kann een och nach derbäifügen, datt de Sportsministère am Kader vum Plan de relance 2.0 eng Promotiouns- a Sensibiliséierungscampagne mam Numm „The Move" fir déi fënnef gréisste Mannschaftssportaarten (FLF, FLH, FLBB, FLVB, FLTT) lancéiert hat. Dës Campagne, déi jo virun allem fir d'Kanner a Jonker ugeduecht war, ass iwwert déi hautdesdaags gängeg sozial Medie gelaf.

ad 8. Wat dës zwee Plan-de-relancen um Terrain bruecht hunn, kann een aus dem Eurobarometer 525 enthuelen, deen am September 2022 publizéiert ginn ass. An dësem Eurobarometer ass sech ënnert anerem mat Sport a Beweegung beschäftegt ginn, an aus dësem geet ervir, datt Lëtzebuerg am europäesche Verglach an der éischter Hallschent vun den EU-Länner bzw. och iwwert dem EU-Duerchschnëtt ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Hei gëtt et vu Lëtzebuerger Säit follgend Feststellungen:

1. Deemno maache 45 % (+5) vun de Leit zu Lëtzebuerg 1 bis 3 Mol an der Woch Sport (déi europäesch Moyenne ass 44 %).
2. 25 % vun den Awunner (+1) maachen dëst esouguer 4 bis 7 Mol an der Woch (déi europäesch Moyenne ass bei 23 %).
3. 30 % (-5) maache kee Sport (europäesch Moyenne 33 %).

Ze erwänen ass, dass an der éischter Feststellung ee Gewënn vu 5 % ze verzeechnen ass par rapport zum Dezember 2017. Wat d'Rubrick vun den Aktiivsten ugeet, ass et ee Plus vun 1 % a bei den Netaktiven ee Réckgang vu 5 %.

Dëst ass alles an allem e positiven Trend, an dat trotz der Covid-19-Pandemie. Ze berücksichtegen ass awer, dass mir keng Date vun 2020 hunn an deemno kee klassesche Verglach vu Pre- a Post-Covid-19-Pandemie hunn.

Aus dëser Studie ginn awer och nach follgend Feststellunge betreffend d'Dauer vum Sport ervir:

Wärend der Covid-19-Pandemie hunn zu Lëtzebuerg
– 13 % opgehalen, Sport ze maachen (europäesch Moyenne ass 18 %);
– 42 % weider Sport gemaach, awer manner wéi virdrun (europäesch Moyenne ass 34 %);
– 29 % weider Sport gemaach op dem selwechte Level wéi virdrun (europäesch Moyenne ass 34 %);
– 14 % weider Sport gemaach, an dëst esouguer méi wéi virun der Covid-19-Pandemie (europäesch Moyenne ass 9 %).

Eng weider interessant Ausso ass awer och nach, datt 6 % vun de Leit zu Lëtzebuerg uginn, fir méi Sport no der Covid-19-Pandemie wëllen ze maachen. Déi europäesch Moyenne ass 7 %. Des Weideren ass ze soen, dass den Eurobarometer hei keen Ënnerscheed tëscht den Alterstranchë mécht, mee just en Duerchschnëtt publizéiert huet.

---

[8] HBSC Luxembourg – Homepage of the project "Health Behaviour in School-aged Children" Country Team Luxembourg [Internet]. [cited 2022 Dec 20]. Available from: https://hbsc.uni.lu/

[9] How much exercise do you do in a week? – Products Eurostat News – Eurostat [Internet]. [cited 2022 Dec 20]. Available from: https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/ddn-20190328-1

[10] Lange SJ, Kompaniyets L, Freedman DS, Kraus EM, Porter R, Blanck HM, et al. Longitudinal Trends in Body Mass Index Before and During the COVID-19 Pandemic Among Persons Aged 2–19 Years — United States, 2018–2020. MMWR Morb Mortal Wkly Rep. 2021 Sep 17; 70(37): 1278–83

[11] Childhood obesity in England soars during pandemic | Obesity | The Guardian [Internet]. [cited 2022 Dec 20]. Available from: https://www.theguardian.com/society/2021/nov/16/childhood-obesity-in-england-soared-during-pandemic

[12] Childhood obesity in England soars during pandemic | Obesity | The Guardian [Internet]. [cited 2022 Dec 20]. Available from: https://www.theguardian.com/society/2021/nov/16/childhood-obesity-in-england-soared-during-pandemic

[13] Stavridou A, Kapsali E, Panagouli E, Thirios A, Polychronis K, Bacopoulou F, et al. Obesity in Children and Adolescents during COVID-19 Pandemic. Child (Basel, Switzerland). 2021 Feb; 8(2)

[14] Maladies non transmissibles Luxembourg 2018 profil du pays [Internet]. [cited 2022 Dec 21]. Available from: https://www.who.int/fr/publications/m/item/noncommunicable-diseases-lux-country-profile-2018

ad 9. De Sportsministère huet jo bekanntlech am Januar 2021 säi Konzept „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" lancéiert. Hei geet et dorëms, fir bei de Bierger eng liewenslaang Begeeschterung fir de Sport an d'Beweegung ze entfachen an esou Lëtzebuerg mëttelfristeg zu engem Sportland ze maachen.

Et gëllt elo, fir dës Philosophie mam Leitmotiv „Lëtzebuerg lieft Sport" an all senge Facetten op den Terrain ze brëngen. Schliisslech geet d'Bedeitung vu Sport a Beweegung fir d'Allgemengheet wäit iwwert déi reng kierperlech Aktivitéit eraus, well si huet Schnëttstelle mat Theeme wéi Bildung, Jugend, Senioren, Fräizäit, Integratioun a Gesondheet.

De Sport schléit Brécken tëschent Mënsche vun ënnerschiddlecher sozialer a kultureller Hierkonft an hëlleft, Virurteeler ofzebauen, Minoritéiten ze integréieren a Wäerter ze vermëttelen.

Den Ament gi Verdéiwungen heizou op villen Eebene gemaach. Sou sinn ettlech Federatiounen amgaangen, d'„LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport"-Philosophie op hir Sportaart erofzebriechen. An dësem Kontext muss een erwänen, datt dowéinst och am Budget pluriannuel déi néideg Mëttele virgesi sinn, fir eng besser Personalentwécklung bei de Federatiounen ze erméiglechen. Sou wëlle mir d'Federatiounen ënnerstëtzen, fir ee Chargé de formation anzestellen. Dësen ass dann den Uspriechpartner beim Ausschaffe vun de Formatioune souwéi och de Vertrieder an der Programmkommissioun.

Ee weidere Punkt aus dem Regierungsprogramm ass, datt aus der ENEPS, also der École nationale de l'éducation physique et des sports, den INAPS, den Institut national de l'activité physique et des sports gëtt. Dëse Projet de loi ass jo bekanntlech um Instanzewee. Et geet hei dorëms, datt dëst Institut niewent dem Volet vun der Formatioun vun de Cadres techniques an administratifs vun de verschiddene Sportsaktivitéiten zu engem Kompetenzzentrum fir Sport a Beweegung gëtt.

Een aneren Hiewel huet de Sportministère sech ginn duerch d'Ënnerstëtzung vun de Gemenge beim Astelle vun engem lokale Sportkoordinator. Bei dëser Funktioun geet et dorëms, fir an enger Gemeng eng Persoun als Facilitateur a Bindeglied tëschent allen Acteuren aus dem Beweegungs- a Sportsberäich ze sinn. Dat geet vun der Maison relais iwwert d'Sportveräiner, d'LASEP, bis zum Senioresport.

De lokale Sportkoordinator soll als Motor an Dréischeif fir d'Fërderung vun der Beweegung an dem Sport innerhalb vu senger Gemeng wierken.

Nieft all deene Mesurë preparéiert sech de Sportminister awer och, e weidere Plan de relance ze definéieren am Fall wou deen néideg wär. Dës Eventualitéit géif dann och mat allen implizéierten Acteuren diskutéiert ginn.

Gestion locative sociale | Question **7388** (15/12/2022) de **M. Marc Lies** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Gestion locative sociale ass en Instrument, fir den iwwerhëtzte Locatiounsmaart ze entlaaschten. D'Zil ass et, eidel Privatwunnenge fir Leit mat klengem Akommes ënnert dem Marchéspräis ze verlounen. Dëst Locatiounssegment muss verstäerkt vum Staat ënnerstëtzt ginn, esou datt nach méi Wunnengen aus dem Leerstand nees an d'Locatioun kommen.

Wat de Locatiounskontrakt an den Ënnerhalt vun dëse Wunnenge betrëfft, déi iwwert d'Gestion locative sociale vun der AIS verlount ginn, géife mir gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

– Bezilt de Locataire eng Kautioun, fir all eventueller Degradatioun vun der Wunneng kënnen entgéintzewierken?

– Gëtt et eng Statistik iwwert e mëttlere Käschtepunkt, wat d'Remise en état vun dëse Wunnengen ugeet?

– Wéi vill Härtefäll vun enger gréisserer Degradatioun sinn dem Ministère bekannt?

Réponse (10/01/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Aktuell sinn 39 Organisme mat eisem Ministère konventionéiert, fir eng Gestion locative sociale (GLS) ëmzesetzen. Dorënner falen 9 Offices sociaux, verschidde Gemenge respektiv Gemengesyndikater an iwwer 20 ASBLen a Fondatiounen. Insgesamt geréieren dës Acteuren iwwer 1.000 Wunnengen no de Reegele vun der GLS.

D'GLS gëtt iwwert den Artikel 66-3 vum Gesetz iwwert d'Wunnengshëllefe vum 25. Februar 1979 gereegelt. De Wunnengsbauministère hëlleft dësen Organisme bei der Ëmsetzung vun der GLS mat engem Subsid, deen ausschliisslech no verlounter Wunneng, pro Mount a gegeebenefalls – bei Wunngemeinschaften – no der Zuel vun de Mietverträg ausbezuelt gëtt. Fir dës Wunnengen ass de Loyer, deen dem private Proprietär vun der Wunneng ka bezuelt ginn, per Konventioun plafonéiert.

Doriwwer eraus ass et den eenzelen Organismen iwwerlooss, wéi si am Detail hir sozial Mietverwaltung ëmsetzen a wéi eng Oplagen d'Bewunner vun de Wunnengen hunn. De Standardvertrag, dee mat de Bewunner geschloss gëtt, gesäit e Forfait als Garantie fir eventuell Schied vir. Dës Klausel ass awer net obligatoresch.

Deementspriechend ass dem Ministère och keng Statistik bekannt iwwert e mëttlere Käschtepunkt, wat d'Remise en état vun eng GLS-Wunneng ugeet.

Am Fall vun de Wunnenge vun engem ëffentleche Promoteur läit dëse Käschtepunkt an der Moyenne bei ronn 20.000 Euro. Allerdéngs ass do ze bedenken, datt dës Wunnengen iwwer länger Zäite verlount sinn an deemno eng Remise en état opgrond vun der Ofnotzung ka méi deier ginn. Schied un der Wunneng, déi duerch eng net ugepassten Notzung entstinn, mussen an der Reegel zwar vum Locataire gedroe ginn, sinn an dëser Statistik awer mat berécksiichtegt.

Réserve sanitaire | Question **7391** (19/12/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Selon les informations à notre disposition, les contrats des personnes engagées dans la réserve sanitaire viendront à échéance en date du 31 décembre 2022.

Étant donné que la constitution de cette réserve sanitaire constitue un pilier central en matière de réactivité en cas de crise sanitaire voire d'une crise d'une autre nature qui nécessiterait l'activation d'urgence d'un pool important de personnes disposant d'une expérience dans les professions médicales et de santé, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que tous les contrats des personnes engagées dans la réserve sanitaire viendront à échéance en date du 31 décembre 2022 ?

2) Les contrats étant en principe renouvelables, cette option est-elle envisagée par Madame la Ministre ?
– Dans l'affirmative quels sont les critères qui guident, le cas échéant, le choix des contrats à renouveler ?

3) Dans la négative, la fin des contrats en question signifie-t-elle également la fin de la réserve sanitaire, du moins dans sa forme « activée » ?

4) Un registre des personnes actuellement inscrites dans la réserve sanitaire restera-t-il à disposition du Ministère de la Santé, afin de permettre une réactivation rapide des professionnels en cas de besoin ?
– Le ministère devra-t-il pour cela demander à toutes les personnes concernées si elles souhaitent continuer à être inscrites dans ce registre de la réserve sanitaire en attente ?

5) Dans l'affirmative, est-ce qu'un appel à candidatures sera lancé périodiquement afin d'actualiser régulièrement le registre ?

Réponse (10/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Les contrats des personnes engagées viennent effectivement à échéance en fin d'année. Le renouvellement de ces contrats se fait selon les dispositions fixées par le Code du travail ainsi que les critères cités ci-dessous.

ad 2) Les contrats à durée déterminée sont renouvelables selon les dispositions du Code du travail, à savoir une option de deux renouvellements et un maximum de 24 mois. Pour les contrats respectant ces dispositions, le renouvellement des contrats est envisagé.

– Il existe trois catégories de critères :

1) Critère légal : Au vu de la durée de l'activation de la réserve sanitaire au-delà de 24 mois, la plupart des contrats à durée déterminée n'ont plus pu être renouvelés en raison des dispositions du Code du travail.
2) Critère opérationnel : La Cellule de crise nationale a retenu un nombre de lignes de vaccination à garantir en 2023 si bien que le Ministère de la Santé a initié la recherche de personnel en fonction des besoins.
3) Critère de compétences et disponibilité : Il s'agit de voir si le personnel répond aux compétences requises pour les postes à pourvoir et si le nombre d'heures que les personnes engagées sont prêtes à travailler est compatible avec la planification des lignes de vaccination.

ad 3) Compte tenu des lignes de vaccination à garantir, il n'est actuellement pas prévu de mettre en veille la réserve sanitaire.

ad 4) Le rapport de l'OCDE sur la gestion de la crise au Luxembourg a souligné l'importance de la réserve sanitaire durant la crise et a fortement suggéré de pérenniser la réserve sanitaire à l'avenir, sous quelque forme que ce soit.

Un projet dans ce sens est actuellement déjà en cours.

– Comme détaillé ci-dessus, les modalités quant à la pérennisation de la réserve sanitaire n'ont pas encore été arrêtées, mais il s'agit là effectivement d'une des options envisagées.

ad 5) cf. réponse ci-dessus.

Gardes d'enfants | Question **7392** (19/12/2022) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Engem rezenten Artikel an der geschriwwener Press no huet déi gratis Kannerbetreiung en direkten Impakt op d'Aarbecht vun den Dageselteren. Mat der Aféierung vum Bildungsoptrag am Joer 2017, an dernieft der Aféierung vun der gratis Kannerbetreiung an de Maison-relaisen, huet d'Attraktivitéit vun den Dageseltere considerabel ofgeholl. Hir Zuel ass déi lescht Jore staark zeréckgaangen. Dëst Joer gi manner wéi 5 % vu Kanner mat enger Prise en charge am Kader vum Chèque-service accueil vun Dageseltere betreit.

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gär follgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Roll sollen Dageselteren an Zukunft an der Ausféierung vun der nationaler nonformaler Bildung spillen?

2. Wéini ass déi ugekënnegt Käschtenanalys vum Accueil bei den Dageselteren ofgeschloss?

3. Huet den Här Minister vir, op Basis vun dëser Analys, de Plaffong vun der maximaler staatlecher Participatioun eropzesetzen? Wa jo, wier deen Ament d'Zil, eng gratis Betreiung bei Dageseltere mat enger adequater Remuneratioun vun den Dageselteren anzeféieren?

4. Wéi stellt sech den Här Minister am Fall vun enger gratis Betreiung eng adequat Remuneratioun vun den Dageseltere vir?

5. Wëll den Här Minister de Statut vun den Dageselteren anescht reegelen? Wa jo, wéi eng Piste kommen duerfir a Fro?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Regierung verflicht sech am Regierungsprogramm, fir all Forme vu Betreiung ze förderen. Dageseltere sinn eng wichteg Offer an der Landschaft vun der Kannerbetreiung a sinn a bleiwen e wichtegen Acteur vun der nonformaler Bildung zu Lëtzebuerg.

Et läit der Regierung um Häerz, d'Diversitéit vun der Offer a besonnesch och d'Struktur vun den Dageseltere bäizebehalen an och auszebauen, fir esou op d'Besoine vun de Kanner an hiren Elteren anzegoen.

ad 2. Fir d'Diversitéit ze erhalen a fir den Accueil en famille ze valoriséieren, gouf zesumme mat de betraffenen Acteuren (Agence Dageselteren a Vertrieder vun Dageselteren) en ëmfaassenden Analys- a Reflexiounsprozess gefouert. Dës Analys ass ofgeschloss.

ad 3. a 4. Fir d'Attraktivitéit vun der Funktioun vun den Dageselteren ze erhéijen, gouf en entspriechende Gesetzestext ausgeschafft, deen deemnächst dem Regierungsrot virgeluecht gëtt.

Wat d'Gratuitéit vun der Betreiung vun de Schoulkanner wärend der Schoulzäit ubelaangt, esou ass ze bemierken, datt dës Gratuitéit, déi zanter der Rentrée 2022/23 a Kraaft ass, och fir Dageseltere gëllt. Wärend de Gratisstonnen iwwerhëlt de Staat den Deel vun den Eltere bis zu engem Plaffong vun 3,75 Euro pro Kand pro Stonn. Gëtt dëse Plaffong iergendwann eropgesat, da geet dem Staat seng Participatioun och erop.

ad 5. Am Kader vum Concertatiouns- an Analysprozess, dee gemaach ginn ass, sinn d'Froen iwwert de Statut vun den Dageseltere breet diskutéiert ginn, an no Alternativen zu dem aktuelle Statut vum Independant gesicht ginn. Allerdéngs werft d'Ausübung vun der Aktivitéit als Salarié eng ganz Rei vun aarbechtsrechtleche Froen op, déi bis elo nach net geléist konnte ginn. D'Regierung fokusséiert sech dofir aktuell op eng Valoriséierung vun de Missioune vun den Dageselteren ënnert dem aktuelle Statut.

Bioéthanol | Question **7413** (22/12/2022) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fred Keup** (ADR)

Zënter dem Joer 2019 enthält de Bensinn op de Lëtzebuerger Tankstellen en Undeel vun 10 Prozent u Bio-Ethanol. Och den Diesel ka mat Bio-Ethanol versat sinn. Fir d'Hierstelle vu Bio-Ethanol mussen awer landwirtschaftlech Fläche genotzt ginn.

Dëst ass am Kontext vun den Diskussiounen, datt Lëtzebuerg am Kader vun internationale Krise méi onofhängeg soll ginn, wat d'Produktioun vu Liewensmëttel ugeet, awer net onproblematesch, well d'Produktioun vu Liewensmëttel jo och flächenintensiv ass.

An deem Zesummenhang hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Ginn zu Lëtzebuerg scho landwirtschaftlech brauchbar Fläche genotzt, fir Bio-Ethanol hierzestellen? Wa jo, wéi vill Prozent vun de landwirtschaftlech brauchbare Fläche gi fir d'Hierstelle vu Bio-Ethanol genotzt?

2. Am Fall wou de Bio-Ethanol, deen zu Lëtzebuerg op den Tankstellen ugebuede gëtt, zumindest zum Deel och aus anere Länner – sief dat europäesch Länner oder weltwäit – kënnt: Aus wéi enge Länner kënnt de Bio-Ethanol, deen eisem Kraaftstoff bäigemëscht ass? Wéi vill Prozent vun de landwirtschaftlech benotzbare Fläche ginn – opgeschlësselt no deene jeeweilege Länner – fir d'Hierstelle vu Bio-Ethanol gebraucht?

3. Kann d'Regierung ausschléissen, datt an deene jeeweilege Länner d'Notze vu landwirtschaftleche Fläche fir d'Hierstelle vu Bio-Ethanol net an engem ongesonde Mooss mat dem Notze vu landwirtschaftleche Fläche fir d'Hierstelle vu Liewensmëttel konkurréiert – well jo d'Ernierung vun der Bevëlkerung Prioritéit huet? Kann d'Regierung dëst fir all eenzelt Land, wat Bio-Ethanol produzéiert, deen och an d'Lëtzebuerger Versuergungskette kënnt, ausschléissen?

4. Kann d'Regierung ausschléissen, datt et an deene jeeweilege Länner zu kengem Zäitpunkt zu enger disproportionéierter Deierecht vu Liewensmëttel duerch d'Hierstelle vu Bio-Ethanol kënnt, déi d'Ernierung vun der Bevëlkerung, besonnesch, wat déi Äermst an der Bevëlkerung ugeet, a Gefor bréngt? Kann d'Regierung dëst fir all eenzelt Land, wat Bio-Ethanol produzéiert, deen och an d'Lëtzebuerger Versuergungskette kënnt, ausschléissen?

Réponse (06/02/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6504 vum 19. Juli 2022 vun den honorabelen Deputéierte Gusty Graas a Max Hahn geet ervir, dass 1,7 % vun de landwirtschaftlech brauchbare Fläche fir Energiekulture genotzt ginn a laut dem Service d'économie rurale awer keng Fläche fir den Ubau vu Bio-Ethanol fir den Transportsecteur.

ad 2. Am Joer 2021 goufen deem zu Lëtzebuerg verkaafte Bensinn 33 Milliounе Liter Bio-Ethanol bäigemëscht. D'Hierkonftslänner vun der Matière première, aus deem dësen hiergestallt gouf, sinn an der follgender Tabell opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Zuele sinn no de gängege Standarden opgeronnt ginn an erginn dowéinst liicht méi wéi 100 %.

ad 3. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6090 vum 22. Abrëll 2022 vun den honorabelen Deputéierten iwwert Biokraaftstoffer ass déi Thematik beliicht ginn. D'Direktiv 2018/2001/UE gesäit vir, dass Biokraaftstoffer aus der sougenannter éischter Generatioun, déi am Weesentleche fir den Zweck vun der Energieproduktioun op Agrarland ugebaut ginn, maximal 7 % vum Endenergieverbrauch am Stroossen- a Schinneverkéier däerfen ausmaachen.

D'Regierung huet schonns am Dezember 2019 iwwert d'Accisëgesetz festgehalen, dass den Undeel vun deene Biokraaftstoffer net méi wéi 5 % däerf ausmaachen, dat ass also däitlech méi niddereg wéi den Undeel, dee vun der Direktiv virgesinn ass.

Wéi den Tableau uewendriwwer weist, kënnt den Haaptundeel vum Bio-Ethanol aus der Europäescher Unioun, a fir dass de Bio-Ethanol kann ugerechent ginn, muss een d'Nohaltegkeetskrittären, déi an der Direktiv 2018/2001/UE definéiert sinn, erfëllen.

ad 4. D'Biokraaftstoffer, déi hei zu Lëtzebuerg am Transportsecteur an den Ëmlaf kommen, mussen d'Nohaltegkeetskrittäre vun der europäescher Direktiv 2018/2001/UE anhalen, déi och an d'nationaalt Recht ëmgesat sinn. Zuelen, dass et zu enger disproportionéierter Deierecht komm ass duerch d'Hierstelle vu Bio-Ethanol op Agrarflächen, leien eis keng vir, och net fir déi eenzel Länner, wou de Bio-Ethanol hierkënnt.

Site de l'ancienne brasserie Diekirch | Question **7415** (22/12/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

En réponse à la question parlementaire n° 5743, Madame la Ministre de la Culture a indiqué que la décision de lever la protection nationale a été prise notamment en raison d'une pollution du sol :

„An der Bewäertung vum Bureau, deen d'Géigendetüd fir de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) gemaach huet, gouf dorop higewisen, datt et hisiichtlech Buedembelaaschtung keng zwéngend Noutwennegkeet gëtt, déi een Ofrappe vun de betreffende Gebaier erfuerdert. D'Buedembelaaschtunge leien haaptsächlech ëm d'Gebaier ronderëm.

Den Ausschlag, déi national Protektioun opzehiewen, huet awer eng aner Verknaschtung am Ënnergrond ginn.

Effektiv ass, am Géigesaz zum Buedem, d'Situatioun am Grondwaasser extreem schlëmm. Esou goufen an engem Betribspëtz, dee sech an de Gebaier befënnt, extreem héich Belaaschtunge mat Phenol an Ammonium nogewisen. Déi entspriechend Sanéierungswäerter sinn 900-fach (Phenol) an esouguer 3.500-fach (Ammonium) iwwerschratt ginn."

En réponse à la question parlementaire n° 6215, Madame la Ministre de l'Environnement a indiqué que les travaux de nettoyage du puits 1 ont abouti à des résultats satisfaisants :

« D'autres analyses ont également été réalisées les 25/02/2022 et 24/03/2022 au cours des travaux de nettoyage du puits 1 et après la finalisation de ces travaux. Les résultats de ces dernières analyses ont permis de constater qu'une fois le puits 1 nettoyé (enlèvement de différents déchets, de câbles rouillés et de boues polluées), la valeur de l'indice phénol est inférieure à la limite de détection. La teneur en ammonium a également fortement diminué et est de 0,25 mg/l. »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Comme geoportail.lu ne semble pas fournir d'informations sur l'emplacement du puits, est-il possible d'obtenir des informations sur son emplacement exact ?

2) Quel est l'impact du fait que le nettoyage du puits 1 a abouti à de meilleurs résultats sur les bâtiments concernés et sur la question de la levée de la protection nationale ?

Réponse (06/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Le puits dénommé « Puits 1 » se trouve au niveau du bâtiment dénommé « Salle des machines ». L'emplacement approximatif correspond aux coordonnées LUREF suivantes : 78998 E/103535 N.

Plusieurs immeubles de la brasserie de Diekirch ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux par arrêté ministériel en date du 17 octobre 2011.

En ce qui concerne les bâtiments plus modernes datant des années 1930, la protection a été abrogée en juin 2021. Cette décision fut prise suite à différentes analyses du sous-sol ayant soulevé une très grande pollution des eaux souterraines et à la demande conséquente du propriétaire du site de voir lever la protection, voire la nécessité de garder ces bâtiments.

À l'époque, sous l'égide de l'ancienne loi de 1983 relative aux sites et monuments abrogée entre-temps, le Ministre de la Culture avait un court délai pour répondre à cette requête fondée par les analyses disponibles. Au cas d'un maintien d'une protection nationale, cette protection aurait dû être confirmée par une procédure de classement en tant que monument national.

À ce stade, les rapports actuellement disponibles ne fournissent pas de conclusions définitives. Suite au nettoyage entre autres du puits 1 début 2022 et le constat de la présence de déchets multiples et de boues dans ledit puits, un contrôle régulier des eaux souterraines a été imposé sur une année hydrologique afin d'évaluer l'impact du nettoyage du puits sur les eaux souterraines. La première campagne de prélèvement a eu lieu en octobre 2022. Les conclusions définitives relatives à d'éventuelles mesures d'assainissement à mettre en place au niveau des eaux souterraines ne pourront être formulées qu'à la fin du monitoring, c'est-à-dire en octobre prochain. Ce n'est qu'en connaissant le type d'éventuelles mesures d'assainissement à mettre en œuvre au niveau des eaux souterraines, que la question de la démolition des bâtiments ou du maintien des bâtiments peut être clarifiée.

À part le volet « pollution dans les eaux », il y a lieu de préciser qu'en 2019, les analyses réalisées sur des échantillons prélevés au niveau des éléments de construction ont montré la présence à des teneurs élevées de pollutions de type hydrocarbures (huiles hydrauliques et mazout) entre autres dans les éléments de construction du bâtiment dénommé « Salles des machines ». Un assainissement de ces pollutions dans le cadre de la démolition des bâtiments en question a été imposé.

Produits d'hygiène féminine gratuits | Question **7430** (29/12/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An der Conclusioun vum Débat public vum 6. Oktober 2021 zur Petitioun 1865 war festgehale ginn, datt sollte gratis Hygiènesartikele fir Fraen a Meedercher an de Schoulen zur Verfügung gestallt ginn. Doriwwer eraus hat d'Regierung eng Sensibiliséierungscampagne ugekënnegt fir méi Versteesdemech a Respekt op der Aarbecht an an der Schoul fir d'Fraen an d'Meedercher, wann si hir Reegel hunn. An deem Zesummenhang géing ech gär follgend Froen un den Här Bildungsminister an un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Ass d'Conclusioun vum Debat public ëmgesat ginn?
– Wa jo, stinn an alle Schoulen – am Secondaire an am Fondamental – gratis Hygiènesartikelen zur Verfügung?
– Wéi vill Apparater sinn am Ganzen installéiert ginn?
– Wann nee, wéini gedenkt d'Regierung, d'Conclusioun vum Debat ëmzesetzen?

2. Wéini leeft déi ugekënnegt Sensibiliséierungscampagne un a wéi wäert se ausgesinn?

Réponse (07/02/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. D'Conclusioune vum ëffentlechen Debat vum 6. Oktober 2021 zur Petitioun Nr. 1865 sinn aktuell an der Ëmsetzung. D'Installatioun vun den Distributeure fir gratis Menstruatiounsartikelen an de Lycéeën ass amgaangen, eng Sensibiliséierungscampagne iwwert d'Menstruatioun ass an der Planung a gëtt am Mäerz 2023 lancéiert. Fir méi detailléiert Informatiounen zu der Installatioun vun den Distributeuren an de Lycéeën, referéiere mir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5350.

D'Schülerinne vum Lycée kënnen sech un de SePAS wenden, fir gratis Menstruatiounsartikelen ze kréien. Zousätzlech dozou ginn an all de Lycéeën Apparater installéiert, fir d'Verdeelung ze vereinfachen an ze favoriséieren. D'Dotatioun 2023 vun de Lycéeën ass erhéicht ginn, fir datt all Lycée sech bis zu 5 Apparater kann uneegnen.

Wat d'Mise à disposition vun Apparater fir Hygiènesartikelen an den ëffentleche Grondschoulen ubelaangt, esou fält dëst ënnert d'Equipementer vum Schoulgebai, déi laut de legalen Dispositiounen der Verantwortung vun de Gemengen ënnerleien[15].

128 Apparater si bis elo an de Lycéeën installéiert ginn. Weider Apparater sinn amgaangen, bestallt an installéiert ze ginn, sou datt an all Lycée Apparater de Schülerinnen zur Verfügung stinn.

ad 2. Eng Sensibiliséierungscampagne zum Theema vun der Menstruatioun ass an der Virbereedung a wäert vum Mäerz 2023 bis zum 28. Mee 2023, dem Weltdag vun der menstrualer Hygiène, lafen. D'Ëmsetzung vun der Campagne ass virgesinn an all den ëffentlechen edukative Strukture wéi Lycéeën an och Jugendhaiser.

Et ginn Affichen opgehaangen a Postkaarte verdeelt mat Informatiounen zu der Menstruatioun nom Prinzipp vun „Eng Fro – Eng Äntwert" souwéi Stickere mat Slogane fir déi Jonk, fir den Tabu ronderëm d'Menstruatioun ze briechen. Op all Postkaart kënnt ee QR-Code drop, dee verlinkt ass mat der Plattform fir Léiermaterial www.heydoo.lu, wou zousätzlech Informatioune fir Enseignanten zur Verfügung gestallt ginn. All Mount wäerten no an no, iwwer den digitale Wee, véier Froe publizéiert gi mat véier Äntwerten.

De Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft, de Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer an d'UEL gesi sech och fir ze iwwerleeën, wéi een d'Sensibiliséierungscampagne am beschte ka gestalten.

Chasse aux sangliers | Question **7431** (02/01/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter Joren héiert een ëmmer erëm, dass et eng Iwwerpopulatioun u Wëllschwäi géif ginn. Verschidden Acteure maachen d'Politick dofir verantwortlech, well d'Reegelen, wéi eng Juegd dierf ofgehale ginn, ze strikt wieren. Wann een d'Ofschlosszuelen aus de leschte Joren awer kuckt, gesäit een, dass Joer fir Joer méi Wëllschwäin erschoss ginn. Deemno kann een net pauschal soen, dass d'Reegelen, déi och fir ee gewëssene Schutz vun der Natur a vum Déier solle suergen, der Juegd géifen am Wee stoen. D'Wëllschwäipopulatioun huet och vun enger intensiver Landwirtschaft an engem doucë Klima wéinst der Äerderwäermung profitéiert.

Och d'Andrénge vum Mënsch an de Liewensraum vun den Déieren huet dofir gesuergt, dass Populatiounen ënner méi Iwwerliewensstress geroden, wat och een Impakt op de Reproduktiounsrhythmus vun de Wëllschwäin huet. Do muss een sech och d'Fro stellen, ob d'Juegd an hirer aktueller Form nach ugepasst ass, fir d'Wëllschwäinpopulatiounen an de Grëff ze kréien. Klappjuegten oder, wéi se elo genannt ginn, Beweegungsjuegten, brénge mat sech, dass de Mënsch op den Territoire vun den Déieren andréngt an d'Déieren am Bësch an eng temporär Panik versetzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. An de järleche Berichter vum Ëmweltministère fënnt een ëmmer nëmmen d'Ofschlosszuelen, mee net d'Bestandszuele vun de Wëllschwäipopulatiounen erëm.
Firwat ginn op deene Plazen, op deenen „ze vill" Wëllschwäi sinn, keng Zielunge virgeholl?
– Ab wéi vill Unitéite sinn op enger Plaz „ze vill" Wëllschwäin?
– Firwat gëtt kee Plang opgestallt, dee quantifizéiert duerleet, wéi vill Wëllschwäin op enger Plaz liewen a wéi vill Wëllschwäin de Ministère op dëser Plaz wéilt hunn (Ist-Soll-Analys)?

2. Am RTL-Interview vum 28. Dezember schwätzt de Conseiller vum Ëmweltministère dovunner, dass de Bien-être animal primordial ass an een do wéilt Verbesserunge maachen, zum Beispill fir d'Zuel vun de blesséierten Déieren ze reduzéieren.
Gëtt et Zuelen doriwwer, wéi vill Déiere falsch ugeschoss gi sinn? Falls jo, kann d'Ministesch mir d'Zuele vun de vergaangenen 3 Joer virleeën?
– Falls nee, wéi wëll d'Ministesch dofir suergen, fir dass manner Déiere falsch ugeschoss ginn, wann een net bemoosse kann, wéi vill der falsch ugeschoss ginn?

3. Firwat mengt d'Ministesch, dass d'Notze vun Nuetssiichtgeräter fir eng Verbesserung wäert suergen?

4. Ass d'Ministesch der Meenung, dass méi Klappjuegten a Beweegungsjuegte mussen ofgehale ginn, fir d'Wëllschwäipopulatiounen ze reduzéieren?

Réponse (06/02/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Zielung vu Wëlldéieren ass zum engen oft net machbar, zum anere géifen d'Resultater an dësem Fall wéineg aussoen. D'Wëllschwäin hale sech net permanent op enger Plaz op, mee wandere vill, sou dass och d'Kenntnis iwwert déi genee Unzuel vu Wëllschwäin op enger bestëmmter Plaz zu enger bestëmmter Zäit am Beräich vum Management vun dëser Aart net vu Virdeel wier.

– Ze vill Wëllschwäi sinn op enger Plaz an deem Moment, wou hiren Impakt negativ ass, sprëch wou si Schied u Buedem a Planzen, u landwirtschaftlechen a forstwirtschaftleche Kulturen oder souguer a Privatgäert maachen. Eng kleng Populatioun op enger sensibeler Plaz ka ganz vill Schued uriichten, eng gréisser Populatioun op enger anerer Plaz manner, an de Schued hänkt och vill dovunner of, wéi laang e Familljeverband (Rott) sech op enger Plaz ophält.

[15] Artikele 35 an 58 vun der Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

– Aus den uewe genannte Grënn ass et net sënnvoll, dëst ze maachen. Vu dass awer gewosst ass, dass d'Populatioun vun de Wëllschwäi kontinuéierlech wiisst (cf. Bulletin technique de l'Administration de la nature et des forêts en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse) an d'Problematik, déi domat hiergeet, sech verschäerft, sollt een ustriewen, d'Populatioun landeswäit ze reduzéieren.

ad 2. Et leie keng Zuelen iwwert d'Unzuel vun ugeschossenen Déiere vir, also vun Déieren, déi duerch ee Schoss just blesséiert gi sinn.

– All Déier, wat muss leiden, well et net direkt déidlech getraff gouf, ass eent ze vill. All Jeeër ass bestrieft, dass et guer net zu esou Fäll kënnt. Eng nach besser Aus- a Fortbildung, d'Erlabe vun der noutwenneger Technik an eng verstäerkte Sensibilisatioun sollen hëllefen, d'Unzuel vun esou Situatiounen nach weider ze verréngeren.

ad 3. Zum engen ass et duerch den Asaz vun Nuechtziltechnik méiglech, ee bessere Schoss an der Dämmerung ofzeginn, am Sënn vun der Präzisioun. Dëst kann zu manner blesséierten Déiere féieren, wat jo am Sënn vum Déiereschutz ass.

Zum aneren ass et méiglech, dass de Jeeër iwwerhaapt bei manner gudde Liichtverhältnisser op d'Juegd ka goen, a sou den Ofschossplang besser kann erfëllen.

ad 4. Den aktuelle Wëssensstand ass deen, dass zu Lëtzebuerg d'Beweegungsjuegd dat effektiivste Mëttel ass, fir Wëllschwäin ze bejoen.

Aktuell gëtt am Kader vun engem Aarbechtsgrupp ee Gestiounsplang fir d'Wëllschwäin ausgeschafft, dee verschidde Méiglechkeeten ënnert d'Lupp hëlt.

Impact de la hausse des taux d'intérêt sur les actes notariés | Question **7432** (02/01/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Aktuell gesäit et duerno aus, als géif de Lëtzebuerger Wunnmarché an eng nei Logementskris stierzen. Déi kumulativ an explosiv Präishaussen um Wunnmarché aus deene leschte Joren zesumme mat der restriktiver monetärer Politick vun der Europäescher Zentralbank hunn dofir gesuergt, dass manner Suen an de Wunnmarché fléissen an dowéinst gëtt elo manner kaf a gebaut. Bei den Zuele vum Statec gesäit een zum Beispill ee Réckgang bei de Baugeneemegunge vu ronn 30 %.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz, Wirtschaft a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ventë vu Wunngebaier an Terraine sinn d'lescht Joer bei den Notairen enregistréiert ginn, opgelëscht pro Mount?
Wéi hunn déi Zuelen sech am Verglach zu de Méint vum Virjoer entwéckelt?

2. Wéi vill Immobiliekreditter goufen d'lescht Joer ënnerschriwwen? Wéi huet sech dës Zuel am Verglach zu de Virjoren entwéckelt?

3. Wat ass d'Duerchschnëttsdauer vun den Immobiliekreditter, déi d'lescht Joer opgeholl goufen?
Wéi huet sech dës Zuel par rapport zu de Virjoren entwéckelt?

4. Wéi vill Immobiliekreditter mat fixem Zënssaz iwwert déi gesamt Dauer vum Kreditt goufen d'lescht Joer ënnerschriwwen? Wéi huet sech dës Zuel am Verglach zum Virjoer entwéckelt?

5. Wéi vill Immobiliekreditter mat variabelem Zënssaz goufen d'lescht Joer ënnerschriwwen? Wéi huet sech dës Zuel am Verglach zum Virjoer entwéckelt?

6. Wéi vill Immobiliekreditter mat fixem Zënssaz, mee op eng limitéiert Zäit (Taux fixe révisable) goufen d'lescht Joer ënnerschriwwen? Wéi huet sech dës Zuel am Verglach zum Virjoer entwéckelt?

Réponse (07/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

ad 1. Et gëtt keng Statistiken iwwer d'Ventë vu Wunngebaier an Terrainen, déi bei den Notairen enregistréiert gi sinn.

ad 2. bis 6. D'Zuele vum Enregistrement, deen ënnert der Tutelle vun der Finanzministesch steet, weisen, dass 2022 27,77 % manner Akte vu Verkeef vun Terrainen enregistréiert gi sinn ewéi 2021. Dat selwecht ass wouer fir d'Verkeef vu Wunngebaier, wou 2022 d'Zuel vun den Akten, déi enregistréiert gi sinn, ëm 14 % erofgaangen ass.

Hei sinn déi detailléiert Statistiken:

(tableaux et graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Statistiken zu den Immobiliekreditter an den Zënssätz sinn op dem Site vun der Zentralbank ze fannen. Esou fënnt een am Tableau 11.09 Crédits immobiliers consentis par les établissements de crédit pour des immeubles situés au Luxembourg (https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/11_etablissements_credit/11_09_Tableau.xls) d'Zuel vun den Immobiliekreditter, déi vun de Banke pro Trimester vergi goufen. Fir 2015 waren et insgesamt 21.160, 2016 21.947, 2017 20.637, 2018 24.668, 2019 26.359, 2020 25.598, 2021 insgesamt 22.259, a fir déi dräi éischt Trimester vun 2022 13.584 Prêten.

Wat d'Duerchschnëttsdauer ugeet, fënnt een am Tableau 11.07 Crédits octroyés par les établissements de crédit aux ménages et ISBLM de la zone euro – par types et durées initiales (https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/11_etablissements_credit/11_07_Tableau.xlsx) d'Gesamtvolumme vun Immobiliekreditter a Milliounen Euro pro Dauer, déi bis Enn Dezember 2022 aktiv waren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Zentralbank, déi hir Daten no de Virgabe vun der Europäescher Zentralbank erhieft, féiert keng Statistiken zu den Immobiliekreditter opgeschlësselt no fixem oder variabelem Zënssaz. Am Tableau 03.01 Taux d'intérêt appliqués par les banques luxembourgeoises aux dépôts et crédits en euros des résidents de la zone euro (https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/03_marche_capitaux_interets/03_01_Tableau.xlsx) fënnt een awer den Duerchschnëttstaux, deen sech op d'Immobiliekreditter an hir Dauer applizéiert.

Ouettes d'Égypte | Question **7436** (03/01/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro huet d'Madamm Ëmweltminister rezent matgedeelt, datt d'Nilgänsen als net heemesch an invasiv Déierenaart effektiv substanzielle Schued uriichten. D'Dynamik vun där invasiver Vullenaart wier ganz grouss, esou d'Madamm Ëmweltminister. Trotzdeem ginn d'Bauere bis dato nach net entschiedegt, wa Schied optrieden an obwuel d'Nilgänse kee Schutzstatut duerch d'Naturschutzgesetz genéissen, däerfen si awer net gejot ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Firwat bleift d'Regierung bei hirer Positioun, de Bauere keng Entschiedegungen auszebezuele bei Schied, déi d'Nilgänsen uriichten, obwuel si jo selwer ze verstoe gëtt, datt dës Vullenaart invasiv ass an och substanzielle Schued uriicht?

2. Firwat ass d'Juegd op Nilgänse verbueden, obwuel dës als net eenheemesch Déierenaart kee Schutzstatut duerch d'Naturschutzgesetz genéissen? Gedenkt d'Regierung déi gesetzlech Dispositiounen esou ëmzeänneren, datt d'Juegd op Nilgänsen an Zukunft zulässeg ass?

Réponse (06/02/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7216 erkläert gouf, gëtt et keng legal Basis fir Entschiedegunge fir Schued, deen duerch d'Nilgäns entsteet, auszebezuelen.

ad 2. Déi regulär Juegd op d'Nilgänsen ass verbueden, well d'Nilgäns net als bejobar Aart an der Annex vun dem Juegdgesetz vum 25. Mee 2011 figuréiert.

Et ass virgesinn, eng Analys vun den aktuelle Mesuren aus dem Gestiounsplang vun der Nilgäns ze maachen. Wann d'Conclusioun ass, dass den Aktiounsplang revidéiert soll ginn, da ginn nei Mesurë proposéiert. Déi Mesurë ginn dann an eng Consultation publique, wou all Bierger an all Biergerin konkreet Propositioune kann eraginn. Duerno gëtt den Aktiounsplang dann eventuell ugepasst an et ginn (falls ubruecht) legislativ Upassunge gemaach.

Évaluation des centres de compétences | Question **7437** (03/01/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Mëtt September 2022 war opsäite vum Ministère gesot ginn, d'Evaluatioun vun de Kompetenzzentre wier „en cours de finalisation".

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Ass d'Evaluatioun vun de Kompetenzzentren an der Tëschenzäit ofgeschloss?
Wa jo:
• Wien huet déi Evaluatioun duerchgefouert an op Basis vu wéi enge Krittären?
• Wat genau ass evaluéiert ginn?
• Wéi eng Conclusioune gi gezunn?
• Wéini a wiem ginn déi Conclusioune presentéiert?
Wann net:
• Firwat ass déi Evaluatioun nach net ofgeschloss?
• Wéini ass mam Ofschloss dovun ze rechnen?

Réponse (07/02/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Evaluatioun vum Dispositif de la prise en charge des élèves à besoins spécifiques ass an der Tëschenzäit ofgeschloss. D'Evaluatioun besteet insgesamt aus dräi verschiddene Voleten.

De Volet vun der Evaluatioun vun de Kompetenzzentre gouf vun Exigo SA, enger Société de conseil, déi eng zolidd Expertis an der Realisatioun vu Projeten an diverse Secteuren zu Lëtzebuerg huet, duerchgefouert.

Exigo hat dobäi den Optrag, all Kompetenzzenter souwéi d'Agence pour la transition vers une vie autonome op déi follgend Critèren hin ze analyséieren:

– Implementatioun vun de Kompetenzzentren
– Prozesser a Fonctionnement

– Finanzen (Planification budgétaire)
– Gestioun vun de Ressourcen
– Intern an extern Kommunikatioun

Déi aner zwee Voleten, notamment d'Evaluatioun vum Dispositif an senger Gesamtheet a méi spezifesch d'Evaluatioun vun der Commission nationale d'inclusion (CNI), goufe vum Service de la scolarisation des élèves à besoins spécifiques realiséiert.

D'CNI ass dobäi no follgende Critèren analyséiert ginn:

– Implementatioun nom Gesetz vun 2018 (Loi du 20 juillet 2018 portant création de centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire)
– Collaboratioun
– Kommunikatioun
– Intern Prozesser an Delaien

D'Evaluatioun vum Dispositif an senger Gesamtheet huet déi follgend Critèren an de Bléck geholl:

– Collaboratioun tëschent de verschiddene Komponente vum Dispositif
– Kommunikatioun a Comprehensioun vum Fonctionnement vum neien Dispositif

D'Conclusioune goufen de Membere vun der zoustänneger Chamberskommissioun den 23. Januar 2023, an den 2. Februar 2023 och enger interesséierter Ëffentlechkeet, presentéiert.

De Rapport „Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques au Grand-Duché de Luxembourg – Rapport d'évaluation 2022" mat Detailer zur Methodik wéi och de Conclusioune vun der Evaluatioun ass jidderengem zougänglech a kann ënnert follgendem Link erofgeluede ginn: https://men.public.lu/fr/publications/eleves-besoins-specifiques/informations-generales/rapp-eval-2022.html.

Formation des forces de sécurité intérieure | Question **7439** (04/01/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Am Saarland soll eng nei Formatiounsoffer duerch d'Schafe vun enger sougenannter „Fachoberschule" jonk Leit motivéieren, eng Ausbildung bei der Police ze maachen.

De Personalmanktem ass och bei der Lëtzebuerger Police e Problem. Och hei am Land musse méi jonk Leit fir d'Police-Beruffer ausgebilt ginn. An deem Kontext sief drun erënnert, dass d'CSV schonn e puermol d'Aféierung vun engem entspriechenden Optiounsfach am Enseignement secondaire proposéiert huet, fir d'Schüler iwwer dee Wee fir d'Sécherheetsberuffer ze sensibiliséieren.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet riichten:

– Ass der Regierung dat beschriwwent Konzept aus Däitschland bekannt?
• Wa jo, ënner wéi enger Form kéint esou e Konzept zu Lëtzebuerg implementéiert ginn?

– Féiert d'Regierung aktuell Iwwerleeungen, fir jonk Leit fréizäiteg a Richtung Police-Ausbildung ze guidéieren?
• Wa jo, a wéi eng Richtung ginn dës Iwwerleeunge konkreet?
• Wann net, firwat net?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

De Sujet, dee vun den Auteure vun der parlamentarescher Fro opgeworf gëtt, ass effektiv net nei. Den 19. Mee 2020, am Kontext vum Débat de consultation iwwert d'Reform vun der Police grand-ducale, huet den honorabelen Deputéierte Léon Gloden eng Motion deposéiert, déi d'Regierung invitéiert „à étudier la possibilité d'introduire une section respectivement division ‚sécuritaire' dans l'offre scolaire de l'enseignement secondaire".

Doropshin ass en Aarbechtsgrupp zesummegesat ginn aus Vertrieder vum Ministère de la Sécurité intérieure, der Police grand-ducale, dem Ministère de l'Intérieur, dem CGDIS, dem Ministère des Affaires étrangères, der Lëtzebuerger Arméi, dem Ministère de la Justice, der Administration pénitentiaire an dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

An dräi Aarbechtssëtzungen (30. Mäerz, 3. Juni a 17. September 2021) hunn déi uewe genannten Acteuren hir jeeweileg Besoinen duergestallt an déi verschidde Carrièren an hir Zougangscritërë matenee verglach. Dobäi hunn si festgestallt, datt d'Aféierung vun enger schoulescher Offer, déi op d'Carrièren am Beräich vun der Securitéit géif virbereeden, net opportun wier, dëst an der Haaptsaach, well déi spezifesch Kompetenze fir déi verschidde Carrièren ze vill ënnerschiddlech sinn.

Dëst gëllt och, wann een sech op d'Carrièrë vun der Police beschränkt, déi den honorabelen Deputéierten als „Police-Beruffer" bezeechent: Kompetenzen, déi fir all Carrière nëtzlech sinn, sief et am Beräich vun de Sproochen, der Mathematik oder der Éducation civique, ginn an der Schoul souwisou vermëttelt.

Et ass zeréckbehale ginn, datt déi gefroten Ziler duerch d'Offer vun der Formation continue, der Upassung vun de Rekrutementsprozeduren an duerch speziell intern Formatioune respektiv Stagë kéinten erreecht ginn. De Rapport vun dësem Aarbechtsgrupp gouf der Chamber presentéiert.

D'Regierung féiert deemno keng Iwwerleeungen, fir eng Ausbildung am Beräich vun de „Police-Beruffer" anzeféieren. Dëst heescht awer net, datt déi jonk Leit net géife fir dës Beruffer sensibiliséiert ginn: Et sief an dësem Kontext op d'Orientatioun opmierksam gemaach, déi deene Jonken ëmmer erëm am Verlaf vun hirer schoulescher Ausbildung offréiert gëtt. Police an Arméi mat hire verschiddene Carrièrë spillen hei eng wichteg Roll a sinn och bei enger ganzer Rei vu Manifestatioune selwer present.

Wat d'Sécherheetsberuffer betrëfft, sou gëtt am Beräich vun der Formation professionnelle aktuell en „DAP-Gardiennage" ausgeschafft. Eng Équipe curriculaire ass mat de konkreeten Aarbechten dofir befaasst.

Inclusion des engrais dans le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne | Question **7441** (04/01/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Et ass gewosst, datt d'Präisser fir Düngemëttel den Ament historesch héich sinn. Elo plangt d'EU-Kommissioun nach zousätzlech, datt d'Düngemëttel an dee geplangten CO_2-Grenzausgläichsmechanismus mat abezu solle ginn. Bei de Bauereverbänn COPA an de ländleche Genossenschaften (Cogeca) – zu deem och déi Lëtzebuerger Centrale paysanne gehéiert – ass dëst Virgoen op haart Kritick gestouss.

Deemno géif d'Abezéie vun den Düngemëttel an den CO_2-Grenzausgläichsmechanismus dozou féieren, datt d'Präisser fir Düngemëttel nach zousätzlech an d'Luucht ginn. Dëst géif och d'Käschte vun der landwirtschaftlecher Produktioun an Europa weider an d'Luucht dreiwen a gläichzäiteg géif d'Gefor bestoen, datt d'Notze vun importéierte Liewensmëttel méi attraktiv a méi wettbewerbsfäeg kéint ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi stellt sech d'Lëtzebuerger Regierung zu dem Virschlag, d'Düngemëttel an den CO_2-Grenzausgläichsmechanismus mat anzebezéien?

2. Fäert d'Regierung deen Ableck net och, datt et zu deenen uewe genannte Konsequenzen och fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft komme kéint?

Réponse (07/02/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

ad 1. Den CO_2-Grenzausgläichsmechanismus huet als Zil, den CO_2-Präis vun importéierte Wueren un de Präis vun den CO_2-Zertifikater unzegläichen. Et geet drëm, géint onfair Konkurrenz virzegoen tëscht engersäits Wueren, déi an der EU produzéiert ginn a fir déi CO_2-Zertifikater musse virgeluecht ginn, an anerersäits Wueren, déi an Drëttlänner produzéiert ginn ouni equivalent Reegelen, wat de Klimaschutz ubelaangt. Genee wéi bei anere Secteuren, déi schonn zënter Laangem vum europäeschen Emissiounshandelssystem couvréiert sinn, an déi enger weltwäiter Konkurrenz ausgesat sinn, ass d'Lëtzebuerger Regierung der Meenung, datt d'Abezéie vun den Düngemëttel an den CO_2-Grenzausgläichsmechanismus berechtegt ass: Bei der Hierstellung vun Düngemëttel entsti grouss Quantitéiten un Emissiounen duerch cheemesch Prozesser an et gëtt vill Energie gebraucht. Dowéinst erlaabt dëse System et och, eng Transitioun Richtung erneierbar Energien an Drëttlänner unzestoussen.

ad 2. Den CO_2-Grenzausgläichsmechanismus suergt un éischter Stell, um europäesche Marché, fir e faire Wettbewerb tëscht europäeschen a net europäeschen Düngemëttelhiersteller. Wann den CO_2-Grenzausgläichsmechanismus a Kraaft trëtt, wäerten déi éischt Jore keng Taxen erhuewe ginn, an duerno ginn Taxen och nëmme graduell agefouert. À court terme, huet den CO_2-Grenzausgläichsmechanismus also keng Auswierkungen op de Präis vun den Importer vun Düngemëttel.

Campagne d'information et de sensibilisation au sujet du sexisme | Question **7442** (05/01/2023) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 23. November huet d'Madamm Gläichstellungsminister eng Campagne géint Sexismus gestart („Sexismus: Erkenn et. Schwätz et un. Stopp et!"), déi dräi Méint lafe soll, woubäi am Ganze siwe Spotten an de Medie gewise ginn. Doriwwer eraus si Broschüren an de Lycéeën a Gemengen ausgedeelt ginn. Dobäi fält engem neutrale Beobachter séier op, datt dës Campagne sech relativ eesäiteg op Sexismus géint Frae fokusséiert. Datt et och Sexismus géint Männer gëtt, ass mëttlerweil kee Geheimnis méi, obschonns, wéi et schonns 2013 an engem „Welt"-Artikel geheescht huet, kaum een driwwer schwätzt.

Den däitsche Werberat beurteelt Sexismus an Diskriminéierung a Bezuch op béid Geschlechter unhand vun deene selwechte Verhalensreegelen a Krittären a weist drop hin, datt et an der Publicitéit nieft

Sexismus géint Fraen och vill Motiver gëtt, déi ganz kloer d'Männer erofmaachen (https://www.werberat.de/mannerdiskriminierung).

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Gläichstellungsminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi vill vun deene siwe Spotten, déi am Kader vun der Sexismuscampagne gewise ginn, bzw. wéi vill vun den ausgedeelte Broschüren och Sexismus géint Männer thematiséieren?

2. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt Sexismus géint Männer e Randphenomeen an eiser Gesellschaft ass? Wa jo, mat wéi engen Argumenter ënnermauert d'Madamm Minister dës Behaaptung?

Réponse (18/01/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

D'Froe vun den honorabelen Deputéierte Jeff Engelen a Fernand Kartheiser betreffen déi rezent Campagne vum Gläichstellungsministère zum Theema Sexismus an eiser Gesellschaft. Fir d'éischt ass ze bemierken, datt d'Campagne sech aus 3 Deeler zesummesetzt, nämlech

– siwen audiovisuell Clippen, déi souwuel op der Tëlee, am Kino an op soziale Medie gewise ginn,
– eng Broschür mat Basisinformatiounen zum Theema Sexismus, déi hirersäits de Renvoi mécht op d'Kärstéck vun der Campagne, nämlech
– den Internetsite mat kloren Definitiounen zum Theema Sexismus an Informatiounen zu deene Liewensberäicher, wou Sexismus virkënnt, souwéi eng Oplëschtung vun Hëllefsservicer, wou ee sech ka riichten, wann ee vu Sexismus betraff ass.

Sexismus betrëfft majoritär Fraen a Meedercher, awer och Jongen a Männer kënne betraff sinn. Den Internetsite mécht direkt op der éischter Säit dozou eng kloer Ausso: « Qui est concerné ? Le sexisme affecte principalement les femmes. Cela peut également affecter les hommes et les garçons quand ils ne se conforment pas à des rôles de genre stéréotypés. L'impact négatif du sexisme peut être plus grave pour certaines femmes et certains hommes en raison de leur origine ethnique, âge, handicap, origine sociale, religion, identité de genre, orientation sexuelle ou d'autres facteurs. »

Ee vun de Clippen iwwert d'Privatsphär geet ganz kloer op Sexismus bei Männer an, andeems besonnesch drop higewise gëtt, datt Männer an der Kannererzéiung am Stot sexistesche Bemierkungen ausgesat kënne sinn.

Et ass wichteg ervirzehiewen, datt déi Facettë vum Alldagssexismus, déi sech géint Jongen a Männer riichten, aktiv ze bekämpfe sinn.

D'Aussoen um Internetsite an de Clip iwwert de Sexismus an der Privatsphär setzen do e kloren Akzent, datt et och gëllt, de Sexismus bei de Jongen a Männer ze bekämpfen.

Ech wëll och drop hiweisen, dat d'Theema Sexismus bei Jongen a Männer schonn dacks an de Fokus vun der Aarbecht vum Gläichstellungsministère gerécke lt ginn ass. Als ee vu ville Beispiller si besonnesch d'Clippen zum Theema „Men and Care" fir den Internationalen Dag vun de Männer den 19. November ervirzehiewen, déi ganz kloer géint de Sexismus bei Jongen a Männer an der Beruffswelt, der Kannererzéiung an der Famill oder och nach am Beräich vun der Stigmatisatioun vu Männer, déi u psychesche Krankheete leiden, sensibiliséieren. Aner Beispiller betreffen den Ausbildungsberäich wéi z. B. de Projet www.madak.lu, dee sech fir Destigmatisatioun vu Männer an de soziale Beruffer, an do besonnesch an der nonformaler Kannerbetreiung, asetzt.

Mendicité organisée | Question **7443** (05/01/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De Code pénal a Gemengereglementer géinge Méiglechkeete bidden, fir géint déi organiséiert Heescherei zu Lëtzebuerg virzegoen. Dee Phenomeen gräift nees ëm sech, a scho laang sinn net nëmmen déi gréissten Uertschafte betraff. An och d'Methode gi méi rabiat, huet nach viru Kuerzem d'Madamm Buergermeeschter vun der Haaptstad festgehalen. Et bleift net méi beim Hand-ophalen, d'Leit ginn ugeschwat, an, wann dat näischt déngt a si schwaach genuch sinn, verbal aggresséiert.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt déi organiséiert Heescherei zu Lëtzebuerg zouhëlt a méi aggressiv gëtt?

2. Weess d'Regierung, wéi eng Uertschafte betraff sinn a wéi eng am meeschten?

3. Sinn d'Police oder de Parquet mat Plaintë vu Leit befaasst ginn, déi sech vun Heescherte belästegt oder bedreet gefillt hu respektiv och vläicht kierperlech belästegt goufen?

4. Ass eng Verschäerfung a Reformuléierung vun de Gesetzer geplangt, fir besonnesch déi organiséiert Heescherei an de Grëff ze kréien?

5. Huet d'Regierung zënter den éischten Unzeechen, datt reegelrecht Banden organiséiert optrieden, fir hei ze heeschen, wéi och d'Madamm Buergermeeschter vu Lëtzebuerg confirméiert, eppes ënnerholl, fir déi gesetzlech Dispositiounen unzepassen an der Police méi Mëttelen ze ginn, fir dogéint virzegoen?

Réponse (06/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. De follgenden Tableau enthält fir d'Joren 2019–2022 d'Unzuel vu Faite vun Heescherei, wou d'Police Protokoll erstallt huet, woubäi muss präziséiert ginn, dass d'Statistike fir d'Joer 2022 nach net komplett ofgeschloss sinn.

Et sief bemierkt, dass déi Protokollen sech op d'Artikelen 382-1 an 342 vum Code pénal baséieren, déi verschidde Forme vu Heescherei ënner Strof stellen, awer net méi d'„mendicité simple".

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Bedéngt duerch déi kleng Unzuel vu Faiten, woubäi an de Joren 2020 an 2021 de Maximum vu Faiten, déi an där selwechter Uertschaft festgestallt goufen, just bei 5 läit, ass et statistesch-relevant net erauszezéien, wat fir Uertschafte besonnesch vum Phenomeen vun der Heescherei betraff wieren.

ad 3. D'Datebanke vun der Police an de Justizautoritéiten erlaben et net, automatiséiert erauszefannen, ob am Kader vun der Heescherei och eng Plainte wéinst Belästegung, Bedroung oder kierperlecher Gewalt virläit respektiv ëmgedréint.

ad 4. a 5. Tëscht der organiséierter Heescherei an dem Mënschenhandel existéiert en enke Lien, dofir ass säit 2014 d'Heescherei ënner verschiddene Konditiounen als eng Form vu Mënschenhandel am Code pénal unerkannt.

Säit 2020 leeft de Plan de recutement extraordinaire, dee virgesäit, op 3 Joer 600 Polizisten an 240 Zivilisten ze rekrutéieren, esou datt d'Personal vun der Police a kierzester Zäit ëm bal 30 % klëmmt an eng méi grouss Visibilitéit a méi staark Präsens vun der Police um Terrain op laang Siicht erméiglecht ginn.

Et sief awer betount, dass all d'Beräicher vun der Police gestäerkt ginn an dëse massive Rekrutement net als Äntwert op eng spezifesch Problematik ze gesinn ass.

Conditions de dépôt des listes de candidats pour les élections de la Chambre des Députés du 8 octobre 2023 | Question urgente **8120** (03/07/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans l'édition du samedi/dimanche de plusieurs journaux nationaux, j'ai constaté une divergence entre les conditions de dépôt des listes de candidats de la circonscription électorale du Sud et de celle du Nord pour les élections de la Chambre des Députés du 8 octobre 2023. En effet, l'annonce de la circonscription électorale du Nord comprend des conditions non comprises au sein de celle du Sud. Entre autres, qu'il faut que les noms et prénoms des candidats correspondent à ceux figurant au nom entier du Registre national des personnes physiques (RNPP).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la raison derrière les divergences de conditions de dépôt constatées ?

– Supposons que ces divergences n'aient pas été voulues, quelles sont les conditions qui doivent être remplies afin de déposer une liste pour les élections législatives dans une circonscription électorale ?

– Après les annonces concernant le dépôt des listes de candidats de la circonscription électorale du Nord et du Sud du pays, quand est-ce que celles relatives au centre et à l'est vont paraître dans les journaux ?

– Est-ce que la parution des annonces est le produit d'une approche nationale coordonnée de publication ou non ?

Réponse (04/07/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Les questions soulevées par l'honorable Député touchent aux conditions relatives au dépôt des listes de candidats dans les quatre circonscriptions électorales en vue des élections législatives du 8 octobre 2023 et plus particulièrement aux exigences légales en matière de noms et prénoms des candidats sur les listes.

La loi électorale confie aux partis politiques ou aux groupements de candidats la mission de déposer les listes de leurs candidats respectifs dans chacune des quatre circonscriptions. L'article 135 de la loi électorale se réfère aux seuls noms et prénoms des candidats sans contenir une quelconque référence à la concordance de ces noms et prénoms avec les inscriptions figurant au Registre national des personnes physiques (RNPP). L'absence de tout lien avec le RNPP est voulue par le législateur puisqu'en matière électorale il est fortement ancré dans la tradition démocratique que les personnes qui se portent candidats pour une élection utilisent leurs noms et prénoms d'usage par lesquels ils sont connus par et du grand public et grâce auxquels les électeurs peuvent faire le lien avec leur personne au moment des élections. Les photos des visages de tous les candidats qui figurent ensemble avec ces mêmes noms et prénoms sur les affiches électorales apposées dans chaque commune sont une illustration supplémentaire de cette tradition et assurent qu'il n'y ait aucun doute sur la personne du candidat à l'élection.

Afin d'avertir les partis politiques ou les groupements de candidats suffisamment en avance sur les délais pour le dépôt des candidatures, l'article 136, alinéa 2 de

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

la loi électorale prévoit que les présidents du bureau principal de la circonscription électorale publient un avis y relatif dans les journaux au plus moins soixante-cinq jours (date qui correspond ainsi au 4 août 2023) avant la date des élections. Ce faisant, la loi électorale octroie aux présidents une certaine marge de manœuvre là où une telle marge est défendable par rapport à la date exacte de la publication des avis respectifs pour prendre dûment en compte les degrés de préparation variés du personnel affecté aux opérations électorales qui doit faire face à l'accomplissement des nombreuses formalités. Cette autonomie explique qu'en dehors de la communication du calendrier électoral aucune démarche de coordination n'ait eu lieu sur ces aspects au niveau national.

Nonobstant le fait que législateur n'ait pas doté le Ministre d'État d'un rôle particulier en matière de conditions de dépôt des listes électorales, le Ministère d'État suggérera aux quatre présidents du bureau principal des circonscriptions électorales de se concerter ensemble à ce sujet afin de veiller à une application uniforme des règles au niveau de chaque circonscription.

Composition des commissions consultatives communales | Question urgente **8138** (11/07/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Artikel 15 vum Gemengegesetz hält betreffend d'consultativ Kommissioune Follgendes fest:

« Le conseil communal peut constituer des commissions consultatives dont la composition, le fonctionnement et les attributions sont fixés par règlement d'ordre intérieur. Dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle chaque groupement de candidats est représenté dans les commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil. »

Et ass mir aus enger Gemeng hei am Land zougedroe ginn, dass verschidde Parteien a Gruppementer net an alle consultative Kommissioune kënne vertruede sinn. An dëser Gemeng sinn d'Vertrieder aus den Oppositiounsparteie gezwongen, fir sech d'Sëtz ënnerteen opzedeelen. Deemno ass net all Grupp an de Kommissioune representéiert.

Déi besote Gemeng interpretéiert d'Gemengegesetz esou, dass d'Sëtz an de Kommissioune proportional zu de Sëtz am Gemengerot definéiert ginn an deemno net all Partei oder Gruppement an all Kommissioun misst vertruede sinn.

An den nächste Woche gi vill Gemengeréit vereedegt an d'consultativ Kommissiounen zesummegestallt. Et wier dofir wichteg, dass hei an alle Gemengen déi selwecht Reegelen ugewannt ginn an Onkloerheeten aus dem Wee geraumt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi interpretéiert d'Inneministesch de Wuertlaut vum Artikel 15 vum Gemengegesetz? Muss all Partei oder Grupp, déi am Gemengerot vertruede sinn, an alle consultative Kommissioune vertruede sinn oder net?

2. Wäert d'Inneministesch zu dëser Thematik eng Circulaire un d'Gemengen erausschécken?

Réponse (11/07/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 15 vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 iwwert d'Zesummesetzung vun de konsultative Kommissioune vum Gemengerot an de Gemengen, déi nom Proporzsystem wielen. Mir war bis haut net bekannt, dass et Interpretatiounsschwieregkeete bei deem Artikel soll ginn. Et gi scho laang zwee Systemer applizéiert, déi alle béid konform zum Gesetz sinn. Ech zitéieren dofir en Extrait aus dem Cours „Loi communale" vum Inneministère zu deem Theema:

« L'organisation, le fonctionnement et les attributions des commissions consultatives sont fixés par règlement d'ordre intérieur. Celui-ci ne peut toutefois déroger au principe qui veut que dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle chaque groupement de candidats soit représenté dans les commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil :

– L'application pure et simple à chaque commission de la règle de trois avec attribution d'un membre au moins à chaque groupement paraît être la méthode la plus démocratique, parce qu'elle garantit la présence de chaque groupement dans chacune des commissions constituées. Cette méthode est aussi la plus conforme aux intérêts communaux, parce qu'elle permet à la majorité et à l'opposition de collaborer au sein des commissions consultatives pour le bien des communes. Cette collaboration ne porte en rien atteinte au droit de la majorité des élus de prendre au conseil communal les décisions qu'elle juge opportunes et utiles.

– Il est également satisfait à la prescription légale dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle lorsque la représentation dans les commissions des différents groupements qui ont des élus au conseil communal se fait comme suit : Le nombre total des sièges dans toutes les commissions est additionné et une répartition globale proportionnelle au nombre des élus de chaque groupement est faite. Les membres des groupements auxquels il n'est pas attribué un siège dans chaque commission choisissent les commissions dont ils veulent faire partie en fonction de leurs options et priorités. »

Well et an de vergaangene Jore keng Schwieregkeete bei der Applikatioun vum Artikel 15 vum Gemengegesetz gi sinn, gesinn ech keng Noutwendegkeet, fir eng Circulaire zu deem Theema un d'Gemengen ze schécken.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 37 à 39	Questions au Gouvernement
p. 03-04	p. 05-07	p. 07-81	p. 82-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-04

Nouvelles lois ..... p. 05-07

Séances ..... p. 07-81

37e séance du jeudi 9 mars 2023 p. 07-28

38e séance du jeudi 9 mars 2023 p. 28-61

39e séance du mardi 21 mars 2023 p. 61-81

Questions au Gouvernement ..... p. 82-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
26/07/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Offizieller Besuch des deutschen Bundespräsidenten

Schreibt künstliche Intelligenz unsere nächste Verfassung? Mit welchen Herausforderungen und Gefahren muss sich unsere Gesellschaft befassen? Diese und andere Fragen zum Rechtsstaat haben 35 Vertreter von Luxemburger Jugendorganisationen am 10. Juli 2023 im Plenarsaal des Parlaments mit gleich zwei europäischen Staatschefs und dem Parlamentspräsidenten, Herrn Fernand Etgen, diskutiert.

Jugendvertreter beim Austausch mit Bundespräsident Steinmeier und Großherzog Henri im Plenarsaal

Der offizielle Besuch des deutschen Bundespräsidenten, Herrn Frank-Walter Steinmeier, und seiner Ehegattin, Frau Elke Büdenbender, stand im Zeichen des Austauschs mit der Jugend. Dazu hatten sich im Plenarsaal der Abgeordnetenkammer neben Großherzog Henri und Großherzogin Maria Teresa auch in Deutschland bekannte Luxemburger eingefunden. So tauschten sich Schauspielerin Vicky Krieps, Schriftsteller Guy Helminger und Moderator und Wissenschaftsjournalist Ranga Yogeshwar mit den jungen Leuten aus Luxemburg über Fragen des Rechtsstaats und der Verfassung aus.

„Angenommen, die Verfassung ist so etwas wie das Betriebssystem eines Staates, welches Update braucht dieses dann?“, fragte Moderator Ranga Yogeshwar in den Plenarsaal der Abgeordnetenkammer. In diesem Zusammenhang wurde auch erörtert, wie eine aktive Beteiligung an diesem Update aussehen könnte.

Wissenschaftsjournalist Ranga Yogeshwar moderierte den Austausch zwischen den Anwesenden im Plenarsaal.

Demnach erkundigten sich die Vertreter der Jugendorganisationen beim deutschen Bundespräsidenten nach den Möglichkeiten eines Referendums für Verfassungsfragen in Deutschland. Sie interessierten sich ebenfalls für die Frage, ob sich in Deutschland nicht nach luxemburgischem Vorbild auch das Leitbild der europäischen Integration ins Grundgesetz schreiben ließe.

Künstliche Intelligenz – Segen oder Fluch für die Demokratie?

Weitere zentrale Themen der Debatte waren der Einfluss sozialer Netzwerke auf die politische Debatte sowie der Umgang mit Fake News und der Gebrauch von Maschinen im öffentlichen Diskurs. Vor allem beschäftigte die Anwesenden aber, wie eine nächste Verfassungsreform aussehen könnte, wenn sie durch den Einsatz von künstlicher Intelligenz verfasst werden würde.

Der deutsche Bundespräsident unterstrich im Allgemeinen die Notwendigkeit einer breiten Debatte über Nutzen und Risiken von künstlicher Intelligenz und begrüßte, dass die schnellen Fortschritte von ChatGPT diese bereits ausgelöst hätten. „Wir können bei allem Potenzial nicht auf Regulierung verzichten“, betonte er und erklärte, dass die Politik der technologischen Entwicklung zwar hinterherhinke, diese aber schnellstmöglich Antworten geben müsse. Frau Elke Büdenbender, Richterin von Beruf, unterstrich, dass sie derzeit als Juristin keiner KI vertrauen würde, und veranschaulichte dies am Beispiel von Asylverfahren. „Der Mensch ist keine Maschine, er ist nicht perfekt. Aber in asylpolitischen Fragen geht es auch nicht um Perfektion, es geht um das Menschliche, um das persönliche Erleben des Einzelnen.“

Mit dem Großherzog diskutierten die Vertreter der Jugendorganisationen über Generationengerechtigkeit und Klimawandel, mit der Großherzogin über die Integration von Menschen verschiedenster Herkunft in die Luxemburger Gesellschaft.

Im Rahmen des offiziellen Besuchs in Luxemburg tauschte sich der Bundespräsident auch inoffiziell mit den Mitgliedern des Chamberbureau aus.

Der Besuch des deutschen Bundespräsidenten stand im Zeichen der Feierlichkeiten zu 175 Jahren Luxemburger Verfassung und Abgeordnetenkammer. Parlamentspräsident Fernand Etgen überreichte diesem symbolisch eine Spezialmünze, welche die Luxemburgische Zentralbank in diesem Jahr anlässlich des 175. Geburtstags der Abgeordnetenkammer hat prägen lassen.

Herr Frank-Walter Steinmeier und Frau Elke Büdenbender besuchten ebenfalls die Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg“, die das Parlament zusammen mit dem Nationalarchiv ausgearbeitet hat (Anm. d. Red.: Weitere Informationen zu der Ausstellung in der kommenden Ausgabe).

Séance plénière du Conseil parlementaire interrégional

La Grande Région se réunit à Mayence

Depuis le début de l'année, la Rhénanie-Palatinat assume la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) de la Grande Région. Celle-ci comprend la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Lorraine dans la région française du Grand Est, le Luxembourg, la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie et la Communauté germanophone de Belgique. Les représentants de ces régions se sont réunis le 30 juin 2023 pour la première fois sous présidence rhénane-palatine au Landtag de la Rhénanie-Palatinat.

Le Président du Landtag, M. Hendrik Hering, a accueilli les membres du CPI dans la salle plénière de l'historique « Deutschhaus », tout en mettant en évidence la mission importante qui incombe au CPI, à savoir de rendre la Grande Région plus attrayante pour les citoyens. Le Président a souligné que face à la situation de guerre persistante en Europe de l'Est, « il est particulièrement important de se serrer les coudes en tant qu'espace frontalier européen étroitement lié et de faire preuve d'une grande solidarité et d'un soutien persistant envers l'Ukraine. C'est ainsi seulement que la communauté de paix et de valeurs et la démocratie en Europe pourront être défendues ».

Sensibilisation à l'antisémitisme

Dans le cadre de sa présidence de deux ans, le Landtag de Rhénanie-Palatinat s'est fixé comme objectif de renforcer la culture du souvenir et la commémoration commune d'événements historiques et politiques. « Se pencher sur le passé est la condition essentielle pour une démocratie qui fonctionne au présent, non seulement en tant que régime politique abstrait, mais aussi en tant que mode de vie moderne et quotidien », a souligné M. Hering. À l'occasion de la réunion à Mayence, le Professeur Awi Blumenfeld, Directeur de l'Institut de religion juive de la Haute école pédagogique de l'église de Vienne/Krems, s'est exprimé sur le thème « La sensibilisation à l'antisémitisme : Dialogue et connaissances. Prévention plutôt que lutte contre les dommages ».

Adoption de deux recommandations

Lors de la séance plénière, les membres du CPI ont adopté une recommandation sur le thème « Perspectives pour une éducation commune à la démocratie dans la Grande Région », donc sur la culture de la mémoire transfrontalière. Le CPI recommande entre autres de développer le domaine de l'éducation politique pour les jeunes de la Grande Région. Pour ce faire, il convient selon lui d'accélérer les échanges transfrontaliers sur les nouvelles méthodes de travail de mémoire ainsi que la mise en réseau dans la Grande Région. En outre, le CPI recommande d'orienter de manière transfrontalière le champ de recherche sur l'histoire vécue en commun dans la Grande Région.

Une deuxième recommandation adoptée à Mayence porte sur la « décarbonisation des bâtiments d'habitation dans la Grande Région ». Il s'agit en l'occurrence du marché du logement transfrontalier dans la Grande Région, et notamment des questions relatives à l'efficacité énergétique des bâtiments.

Les deux recommandations seront transmises aux différents pouvoirs exécutifs de la Grande Région.

Les membres du CPI se sont réunis au « Deutschhaus », le Landtag de la Rhénanie-Palatinat. La Chambre des Députés était représentée par M. Charles Margue (3e rangée, 4e à gauche).

Les jeunes ont présenté leurs doléances aux députés

Les députés de plusieurs commissions parlementaires se sont penchés sur cinq résolutions qui leur ont été présentées par le Parlement des jeunes le 3 juillet 2023 à l'occasion d'un « Hearing » à la Chambre des Députés. Celles-ci ont trait à l'État de droit dans l'Union européenne, au développement de l'économie européenne, au « Recycling in Luxemburg », au « Schulcurriculum » et à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques.

Les députés reçoivent le Parlement des jeunes tous les ans pour une audition en salle plénière. Il s'agit d'une plateforme où chaque jeune âgé entre 14 et 24 ans, domicilié au Luxembourg ou fréquentant un établissement scolaire luxembourgeois, a l'occasion de discuter et de débattre avec d'autres jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent à leur quotidien.

Cadre légal pour l'aviation étatique

7680 – Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile ;

2° la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Le projet de loi se compose de seulement deux articles et vise, d'une part, à instaurer la compétence de la DAC et à compléter ses missions en matière d'aviation étatique et, d'autre part, à préciser la loi de base de l'aviation afin de donner un fondement légal complet à l'aviation étatique au Luxembourg qui englobe notamment les activités aériennes de l'Armée luxembourgeoise et de la Police grand-ducale.

Plus particulièrement, un cadre légal est créé pour l'aviation étatique qui comprend les activités aériennes des aéronefs d'État, c'est-à-dire des aéronefs militaires et des autres aéronefs appartenant à l'État ou mis à sa disposition et affectés exclusivement à des missions d'intérêt public.

Pour l'instant, les dispositions spécifiques pour les aéronefs d'État, voire les aéronefs militaires, font défaut et ces appareils doivent se conformer au cadre réglementaire existant pour l'aviation civile. Ce cadre réglementaire est cependant trop restrictif et ne permet pas l'accomplissement de toutes les missions militaires prévues.

Suite à l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M exploité au profit de l'Armée luxembourgeoise et de l'Armée belge, de la participation au programme MRTT « Multi Role Tanker Transport » ensemble avec 5 autres nations, d'hélicoptères de type Airbus H145M, ainsi que de drones militaires de différents types, il s'est avéré nécessaire de définir la compétence en matière de l'aviation étatique pour encadrer ces aéronefs d'État.

Avec l'entrée en vigueur du présent projet de loi, l'ensemble de la matière liée à l'aviation militaire se trouvera sous la compétence du ministre ayant les Transports aériens dans ses attributions, prenant avis auprès du ministre ayant la Défense dans ses attributions.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 15/10/2020

Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Chantal Gary) :

19/01/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
26/01/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport
23/02/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique : 09/03/2023

Loi du 1er avril 2023

Mémorial A : 2023, n° 202, page 1

Harcèlement moral au travail

7864 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail

Le présent projet de loi vise à mettre en place un dispositif légal spécifique sur le harcèlement moral en matière de droit du travail. Il existe un vide juridique au Luxembourg alors que bon nombre d'États membres de l'Union européenne, dont notamment les trois pays voisins du Grand-Duché, ont mis en place un dispositif légal spécifique sur le harcèlement moral en matière de droit du travail. Le seul dispositif couvrant actuellement le harcèlement moral est la convention du 25 juin 2009 relative au harcèlement et à la violence au travail signée entre les syndicats OGB-L et LCGB, d'une part, et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), d'autre part.

Le projet de loi oblige l'employeur et le salarié ainsi que tout client ou fournisseur de l'entreprise de s'abstenir de tout harcèlement moral.

Le dispositif que le projet de loi vise à introduire est calqué en grande partie sur celui existant en matière de harcèlement sexuel. Il est prévu d'introduire une procédure spéciale d'intervention de l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui n'existe toutefois pas pour le harcèlement sexuel. Le rôle de l'ITM dans le contrôle de l'application effective des dispositions du projet de loi est clarifié. Par ailleurs, la délégation du personnel peut saisir l'ITM. Il lui revient également un rôle important dans la prévention et dans la lutte contre le harcèlement moral. Finalement, le projet de loi prévoit des sanctions aussi bien administratives que pénales.

Au cours des travaux parlementaires, la définition du harcèlement moral initialement proposée a été remplacée par celle en vigueur dans le secteur public, qui, par son caractère général, permet de prendre en compte les différentes formes que peut revêtir le harcèlement moral au travail.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23/07/2021

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président : M. Dan Kersch) :

30/09/2021	Présentation du projet de loi
10/10/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen des avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles
08/12/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
23/02/2023	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État et des chambres professionnelles
02/03/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/03/2023

Loi du 29 mars 2023

Mémorial A : 2023, n° 187, page 1

Technologie des registres distribués

8055 – Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;

c) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) 600/2014 et (UE) 909/2014 et la directive 2014/65/UE

La loi en projet sous rubrique a pour objet principal la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) 600/2014 et (UE) 909/2014 et la directive 2014/65/UE (ci-après « règlement (UE) 2022/858 »). Par ailleurs, il apporte une clarification utile à la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière visant à reconnaître explicitement la possibilité de recourir à la technologie des registres distribués (DLT) en matière de garanties financières.

Le règlement (UE) 2022/858 introduit un régime pilote qui permet aux autorités compétentes nationales d'exempter temporairement les infrastructures de marché DLT de certaines exigences imposées par la législation existante aux infrastructures de marché traditionnelles. Le régime pilote est ainsi conçu pour éviter que ces exigences n'empêchent les exploitants de telles infrastructures de concevoir des solutions pour la négociation et le règlement des transactions sur des crypto-actifs assimilés à des instruments financiers, sans pour autant affaiblir les exigences et les garanties existantes qui s'appliquent aux infrastructures de marché traditionnelles. Dans ce contexte, le règlement (UE) 2022/858 modifie la définition d'instruments financiers figurant dans la directive 2014/65/UE[1] afin d'inclure les instruments financiers émis au moyen de la technologie des registres distribués. Cette modification implique l'adaptation par la loi en projet de la définition de la notion d'instruments financiers dans les deux lois qui ont contribué à la transposition de la directive précitée, à savoir les lois modifiées du 5 avril 1993 relative au secteur financier et du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers.

De surcroît, la loi en projet apporte une modification ciblée à la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière afin de reconnaître explicitement la possibilité de recourir à la technologie DLT en matière de garanties financières. La clarification opérée s'inscrit dès lors dans la continuité des lois du 1er mars 2019 et du 22 janvier 2021 relatives à la technologie blockchain (dites « lois Blockchain I et II ») et vise à permettre aux acteurs concernés de saisir, en toute sécurité juridique, les opportunités offertes par les technologies innovantes, telles que la technologie DLT.

[1] Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/07/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
19/09/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
20/02/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/03/2023
Loi du 15 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 147, page 1

Organisation militaire

8057 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire en supprimant notamment les dispositions déterminant l'effectif légal pour les différentes carrières du personnel de l'Armée luxembourgeoise, ceci pour éviter des adaptations futures des effectifs légaux dans la loi précitée du 23 juillet 1952 en cas d'évolution des besoins en personnel. L'effectif légal constitue un maximum qui ne peut pas être dépassé lors de la création de nouveaux postes.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 28/07/2022
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
10/11/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06/12/2022 Adoption de deux amendements parlementaires
23/02/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
10/11/2022 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 09/03/2023
Loi du 22 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 163, page 1

Règles de concurrence

8137 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Le présent dispositif modifie la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence qui a transposé en droit national la directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur.

Lors de ladite transposition, les articles 15, paragraphe 2, et 31, paragraphe 3, ont été omis. Pour le Gouvernement, ces dispositions ne doivent pas nécessairement être transposées en droit national, étant donné qu'il s'agit ici d'obligations qui incombent à l'État membre et qui peuvent être interprétées comme ayant un effet direct.

Or, afin d'écarter toute marge d'interprétation et pour éviter une éventuelle saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, il est proposé de compléter la loi précitée du 30 novembre 2022 par ces deux dispositions. La Commission européenne saura ainsi clôturer la procédure d'infraction en cours sans qu'elle n'ait à se prononcer par la voie officielle sur la nécessité ou non de transposer en droit national les paragraphes dont question.

Il est profité de ce projet de loi pour permettre à l'Autorité de concurrence de recourir également à la dénomination « Autorité de la concurrence du Grand-Duché de Luxembourg » et pour éliminer un doublon qui se trouve actuellement au niveau de l'article 69.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 25/01/2023
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
09/02/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
02/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/03/2023
Loi du 17 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 145, page 1

Régime d'aides aux entreprises

8145 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Plus précisément, le projet de loi prévoit principalement l'augmentation du plafond maximal de l'aide aux entreprises couvrant une partie des surcoûts du gaz naturel et de l'électricité de 500.000 à 2 millions d'euros afin de sauvegarder des conditions de concurrence équitable (« level playing field ») entre les entreprises luxembourgeoises et les entreprises concurrentes établies dans d'autres États membres de l'Union européenne. Il s'agit d'épuiser ainsi la marge consentie aux États membres dans la section 2.1 de l'encadrement temporaire de crise dans sa version actuellement en vigueur. Pour rappel, cette aide est accordée aux requérantes dont les achats de produits énergétiques et d'électricité atteignent au moins 2 pour cent de leur chiffre d'affaires ou de leur valeur de production pendant le mois considéré de la période éligible.

En outre, il est profité de ce projet de loi pour effectuer des modifications d'ordre technique.

Le projet prévoit une entrée en vigueur rétroactive au 1er janvier 2023.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 31/01/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
03/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/03/2023
Loi du 17 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 146, page 1

Loi électorale

8146 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le projet de loi 8146 vise à modifier la loi électorale modifiée du 18 février 2003 en vue d'assurer que les ressortissants de pays tiers qui sont en possession d'une carte de légitimation puissent exercer leur droit de vote aux élections communales.

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2022 portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les

médias électroniques, fut adoptée la suppression de la « condition de résidence de 5 ans ». Dans un souci de clarifier les conditions que les résidents non luxembourgeois devraient désormais remplir pour pouvoir voter, ou afin de se porter candidat au Luxembourg, il fut précisé dans le texte du projet de loi n °7877 que ces résidents devraient être en possession d'une carte ou d'un titre de séjour au Luxembourg.

Cependant, il a été relevé par la suite qu'il y a au Luxembourg des ressortissants de pays tiers qui ne disposent pas d'une carte ou d'un titre de séjour. Par conséquent, ils seraient privés de leur droit de vote actif et passif aux élections communales à cause des modifications apportées à la loi du 18 février 2003. À titre d'exemple, les fonctionnaires des institutions de l'Union européenne, ressortissants de pays tiers, ou différents agents des institutions européennes et des organisations internationales seraient notamment impactés, alors qu'ils disposent d'une carte de légitimation et se trouvent de manière tout à fait licite au Luxembourg.

Afin de remédier à cette exclusion non anticipée et non souhaitée par les auteurs du projet de loi n° 7877, le texte sous projet propose de compléter la disposition et d'y d'inclure la « carte de légitimation » comme document d'identification pour les ressortissants de pays tiers.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
06/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/03/2023
Loi du 29 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 180, page 1

37e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | Mme Lydia Mutsch, Doyenne en rang

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 08**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Changement de composition d'une commission parlementaire** **p. 08**
   M. Fernand Etgen, Président
3. **8137 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence** **p. 08**
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8137 et dispense du second vote constitutionnel
   M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. Sven Clement)
4. **8042 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux questions de confiance, aux motions de confiance, aux motions de censure et aux motions de méfiance** **p. 08**
   Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Josée Lorsché | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8042
5. **8127 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'autonomie fonctionnelle et à l'organisation matérielle et financière de la Chambre des Députés** **p. 10**
   Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. André Bauler | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Josée Lorsché | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Mars Di Bartolomeo (parole pour fait personnel) (intervention de M. Sven Clement) | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8127
6. **8145 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine** **p. 12**
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum
   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8145 et dispense du second vote constitutionnel
7. **Interpellation de Mme Carole Hartmann au sujet de la revalorisation du statut de l'indépendant** **p. 14**
   Exposé : Mme Carole Hartmann (intervention de M. Laurent Mosar) (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Laurent Mosar | M. Dan Kersch | Mme Semiray Ahmedova | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de Mme Simone Asselborn-Bintz) | M. Marc Spautz
   Prises de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale (intervention de Mme Octavie Modert)
   Motion 1 : M. Laurent Mosar | M. Roy Reding | Mme Carole Hartmann
   Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Franz Fayot, M. Claude Haagen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.32 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Finances et du Budget ugeet, proposéiert d'DP-Fraktioun, datt den Här Gilles Baum den Här Max Hahn ersetzt.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. 8137 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 8137, eng Ofännerung vum Konkurrenzgesetz. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An ech géif direkt d'Wuert ginn un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Joer, kënnt Der Iech vläicht nach erënneren, am November hu mer heibannen d'Gesetz iwwert d'Konkurrenz gestëmmt. Domat ass eng EU-Direktiv ëmgesat ginn, déi engersäits geduecht war, fir de Konkurrenzautoritéite vun de Memberstaaten d'Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir dass méi effektiv Konkurrenzreegele kënnen ëmgesat ginn, an anerersäits de gudde Fonctionnement vum Bannemaart ze garantéieren.

Mat dësem Projet de loi solle weider Detailer ergänzt a korrigéiert ginn. Fir net vum Europäesche Geriichtshaff saiséiert ze ginn, wat bedeitend finanziell Konsequenze fir Lëtzebuerg hätt, wäert dëse Projet der Europäescher Kommissioun et erméiglechen, déi lafend Prozedur ofzeschléissen.

De Gesetzesprojet hëlt eng Duplikatioun aus dem bestoenden Text eraus an integréiert den Artikel 15 aus der EU-Direktiv, wouduerch de maximale Montant vun den Amendë preziséiert gëtt. An engems gëtt der zoustänneger Autoritéit mam Unhuele vun dësem Projet erlaabt, sech offiziell Autorité de la concurrence du Grand-Duché de Luxembourg nennen ze kënnen.

Deen eenzegen Avis, deen der Kommissioun virläit, ass dee vum Staatsrot, dee sengersäits, ofgesi vun enger legistescher Observatioun, näischt ze beanstanden huet.

Fir méi Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport, ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun a bieden Iech, wann Der domadder d'accord sidd, fir direkt zum Vott iwwerzegoen, a soe Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Lydia Mutsch.

(Brouhaha général)

Mir kommen da lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8137. Den Text steet am Document parlementaire 8137[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8137 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration.

(Interruptions)

Et muss ee sech, wann ee wëllt ofstëmmen, op sengem Posten aloggen, soss geet dat net. Mir droen deem da Rechnung bei deenen, déi et signaléieren.

De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 52 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl. Mir kucken awer genau, wivill Jo-Stëmmen et sinn opgrond vun de Presenzen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8137 est adopté par 53 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mmes Elisabeth Margue, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Mme Carole Hartmann, M. Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Lydia Mutsch), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Deen zweete Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 8145, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Bäihëllefe fir d'Betriber, déi vun der Energiepräiserhéijung betraff sinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

(Interruption)

Dee war virdrun awer do …

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Wann den Här Reding schonn do ass, kéinte mer jo d'Reglementer soss huelen.

4. 8042 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux questions de confiance, aux motions de confiance, aux motions de censure et aux motions de méfiance

M. Fernand Etgen, Président | Dann huele mer deen nächste Punkt vum Ordre du jour, den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8042 iwwert d'Vertrauensfroen a -motiounen esouwéi d'Zensur- a Mësstrauensmotiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert zu dësem Ännerungsvirschlag huet elo den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding (ADR), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, wat mer haut hei ofstëmmen, ass d'Mise en musique vun engem vun deene vläicht wichtegsten Deeler vun där neier Constitutioun: D'Stäerkung vum Rôle vum Parlament, d'Stäerkung vun der Kontrollfunktioun a vun der Sanktiounsméiglechkeet duerch d'Parlament.

Mir sinn eis parteiiwwergräifend eens … An deem Kontext kann ech soen, datt mer eng virbildlech Kollegialitéit an Zesummenaarbecht an der Reglementskommissioun hunn, a mir waren eis parteiiwwergräifend eens, datt dat heiten e ganz, ganz wichtege Punkt ass, deen de Pouvoir vum éischte Pouvoir hei am Land stäerkt.

An dat ass eppes, wat ëmmer erëm vergiess gëtt, dobaussen an och a gewëssenen Institutiounen, datt mir, d'Chamber, déi sinn, déi d'Regierung kontrolléiert, questionnéiert an och, wann et muss sinn, sanktionéiert, an net ëmgedréit.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR), rapporteur | Parteiiwwergräifend, well all Partei, déi haut an enger Oppositioun ass, ka muer an enger Regierungskoalitioun sinn, an ëmgedréit. An duerfir ass et wichteg, datt mer dat heiten als Institutioun gesinn, als e Pouvoir, dee mir als éischte Pouvoir hei am Land, als Institutioun hunn.

Am Weesentleche geet et do drëm, datt déi Artikelen, déi mir an der Revisioun vun der Constitutioun virgesinn hunn, datt et eng Motion de confiance, de censure ka ginn, datt mer do am Reglement festleeën, wéi dat funktionéiert. Mee mir hunn nach eppes dropgesat, eppes derbäigesat, wat net virgesi war vun der Constitutioun, an dat ass, datt och all Deputéierten zu all Moment kann eng Motion de méfiance géint een oder méi Ministeren deposéieren.

D'Basis vun deem Pouvoir ass also reglementaire an net constitutionnel, mee duerfir awer och net manner reell.

De Premierminister stellt ëmmer, wann en de Programme gouvernemental virstellt, d'Question de confiance. Et ass eigentlech normal. Eng Koalitioun huet sech fonnt, de Programm vun där Koalitioun gëtt virgestallt an da muss eng Majoritéit hei an der Chamber soen: Dat doten ass eppes, dat kënne mer ënnerstëtzen. Also bedéngt déi Confiance d'Majoritéit vun de Membere vun der Chamber.

Ech hu gëschter op Chamber TV eppes Falsches gesot. Ech hu gesot, d'Procuratioun wär net méiglech.

D'Procuratioun ass méiglech. Dat heescht, et ass en normale Vott wéi ëmmer an et ass d'Majoritéit, egal ob en présentiel oder par procuration, déi decidéiert.

Da kann de Premierminister bei all Gesetz soen: „Ech verbannen dat dote Gesetz mat der Question de confiance." Dat ass eppes, wat mer am Ausland éfters gesinn, wat mir hei net kannt hunn. Dat ass e Gesetz, dat vläicht e bësselche méi ëmstridden ass, wou ee sech vläicht senger Majoritéit net onbedéngt ka sécher sinn. Ech weess, datt och heiansdo Membere vun enger Majoritéit kënne Bauchwéi hu mat dësem oder deem Gesetz. A wann do eng Rebellioun wier, eng vläicht ganz justifizéiert Rebellioun, da kann de Premierminister soen: „Ma ech knäppen d'Bestoe vu menger Koalitioun, vu menger Majoritéit un d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz."

Ëmmer wann eng Déclaration gouvernementale gemaach gëtt – dat ass deen drëtte Punkt, déi drëtt Méiglechkeet –, kann de Premierminister d'Question de confiance och stellen, ënnert deene selwechte Reegelen.

An da komme mer zu eisem Pouvoir. Fënnef Deputéiert heibanne kënnen eng Motion de censure areechen, „pour engager la responsabilité du Gouvernement". Wann ee bis eng Kéier ënnerschriwwen huet, kann ee seng Ënnerschrëft och net méi zréckzéien an et kann och keng zousätzlech Ënnerschrëft méi derbäigefüügt ginn.

Da kann, wéi ech virdru gesot hunn – zousätzlech zu deem, wat d'Constitutioun virgesinn huet –, all Deputéierten zu all Moment eng Motion de méfiance géint een oder méi Membere vun der Regierung deposéieren.

D'Riedezäit ass ganz grousszügeg ausgeluecht. Ech mengen, dat dote si jo Saachen, mat deenen een net liichtfankeg ëmgeet. Kee vun eis kéim op d'Iddi, eng Motion de censure oder eng Motion de méfiance ze deposéieren, wann en net gutt Ursaachen huet, an et muss ee jo dann och Zäit genuch hunn, déi gutt Ursaachen hei duerzeleeën. An duerfir ass do d'Riedezäit vum Auteur oder den Auteure 15 Minutten, dann all Groupe politique an och technique 10 Minutten, d'selwecht wéi d'Sensibilité-politiquen, an dann huet och d'Regierung 15 Minutten Zäit, fir ze äntweren oder fir Stellung ze huelen.

Déi fënnef Deputéiert, déi eng Motion de censure deposéiert hunn, déi hunn d'Recht, se zréckzezéien. Do kann ee sech jo Fäll virstellen, wou eng Regierung alenkt an iergendengem Punkt a seet: „Ok, da maache mer dat elo anescht, wéi mer dat virgesinn haten", an datt dann d'Chamber seet: „D'accord, dann zéie mer dat doten zréck." Déi fënnef Auteure kënnen dat decidéieren.

Voilà, dat ass u sech den technesche Volet vun dëser Ännerung. Wéi gesot, dee politesche geet vill méi wäit. E stäerkt d'Roll vun eisem Haus, e stäerkt eis Roll als Institutioun. An nach eng Kéier: Ech si ganz houfreg, wéi kollegial mer zesummeschaffen an der Reglementskommissioun. An och eis Mataarbechter an där Kommissioun maachen eng absolutt bemierkenswäert Aarbecht.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Roy Reding.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass elo hei schonn ënnerstrach ginn, et handelt sech ëm souzesoen d'Ëmsetzung vun engem weesentlechen Deel vun der iwwerschaffter Verfassung.

Ech hat et gesot, wéi mer iwwert déi verschidde Kapitelen hei diskutéiert hunn an ofgestëmmt hunn: De groussen Atout vun där iwwerschaffter Verfassung ass et, datt et ganz kloer Reegele gëtt, wann eng Kéier an enger Institutioun e Sandkär am Getriebe ass. Dir erënnert Iech, wéi ech hei gesot hunn: 2013, wéi et hei zur Regierungskris komm ass, war déi Prozedur am Fong net kloer gereegelt. An ech hat enges laachende Mondes gesot, am Fong misst d'CSV nach an der Regierung sinn, well dat, wat deemools de Premier gemaach huet, war net esou an der Verfassung an an den Texter virgesinn. Duerfir éischte Punkt: Ganz kloer, wichteg, egal wat fir eng Institutioun et betrëfft, mir hu prezis Reegelen. Wann eppes net richteg leeft, da wësse mer, wat fir eng Reegelen ëmzesetze sinn, wat fir eng Prozeduren ëmzesetze sinn, wien declenchéiert a wien d'Decisiounen hëlt.

Den zweete Punkt, an dat ass och ugeklongen, dat ass och eng weesentlech Verbesserung oder och Kloerstellung vun där neier Verfassung, dat ass d'Stäerkung vum Parlament am institutionelle Getriebe. D'Parlament kontrolléiert d'Regierung. Mir hunn hei an deenen Aarbechten iwwert d'Verfassung laang doriwwer geschwat. Mir hunn eis un anere Verfassungen inspiréiert. Och hei ass et erëm ganz kloer: Mir hu kloer Reegele fixéiert. Jiddweree kennt d'Spillreegelen dorenavant. An duerfir ginn ech och den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. Da wier et un där honorabeler Madamm Simone Beissel.

(Interruption)

M. Guy Arendt (DP) | Ech ersetzen. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | A, den Här Guy Arendt mécht dat. Här Arendt, wannechgelift.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech géif direkt wëllen dem Roy Reding Merci soe fir säi Rapport, dee wierklech ganz extensiv war.

Ech ka mech eigentlech nëmmen deem uschléissen, wat hie gesot huet, wat de Léon Gloden gesot huet: Et ass eng Stäerkung vum Parlament vis-à-vis vun der Regierung. Mir hunn eng besser Kontrollméiglechkeet. Dorëms geet et hei an deem Text. An ech géif och do den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

M. Claude Lamberty (DP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, fir d'éischt e Merci dem President-Rapporter an der Reglementskommissioun, och fir déi exzellent Zesummenaarbecht mat der Institutiounskommissioun.

Nodeem mer déi véier Kapitele vun der revidéierter Verfassung am Dezember gestëmmt hunn – Verfassung, nei Verfassung oder fundamental revidéiert Verfassung, ech loossen Iech d'Wiel –, wäert se den 1. Juli a Kraaft trieden.

Mir hunn an deene leschte Méint a Wochen alles gemaach, fir dass eis net nach eng Kéier dat selwecht passéiert wéi elo virun e puer Méint, wéi mer entdeckt hunn, dass weesentlech Ausféierungsbestëmmunge vun där jëtzeger Verfassung och no 175 Joer nach net a Kraaft si respektiv nach net ausgeschafft sinn. Mir wëllen, dass, wann déi revidéiert Verfassung a Kraaft trëtt, och d'Ausféierungsbestëmmunge prett sinn.

An dofir si mer och ganz gutt ënnerwee zënter, wéi gesot, deene leschte Wochen a Méint a mer hunn déi meeschten, wann den Dag vun haut eriwwer ass, déi meeschten Adaptatioune vun eisem Reglement an dréchenen Dicher. An ech soen och de Kolleegen aus der Regierung Merci, dass d'Gesetzesprojeten, déi fälleg sinn, fir d'Ausféierung vun der revidéierter Verfassung esou gutt ewéi méiglech ze organiséieren, quasi alleguer deponéiert sinn. Ech mengen, et gëtt nach eng Ausnam, mee déi ass och eminent.

Also: De Sënn vun deenen Ännerungen, déi mer haut de Moien an och gëschter diskutéiert hunn an och mat grousser Majoritéit decidéiert hu respektiv hoffentlech decidéiere wäerten, ass et, eis net nëmmen ze erlaben, eng nei Verfassung um Pabeier ze stëmmen, mee se och ausféierbar ze maachen an allen Detailer, et sief dann, et fält eis nach en Detail an, wou mer dat eent oder dat anert am Reglement musse preziséieren. Mee et ass eis elo zu dësem Zäitpunkt jiddefalls näischt agefall, wat elo essentiel wär.

Ech brauch zum Text net méi vill bäizedroen. Duerch d'Kapitel betreffend d'Chamber geet et wéi e roude Fuedem, dass mer dës Institutioun mat deenen neie Verfassungstexter stäerken. Et gëtt eng ganz Rei Dispositiounen an der neier Verfassung, wou d'Chamber hir Pouvoire preziséiert an ausdeent. Do wäerte mer herno nach kënnen drop zréckkommen. An dat ass och gutt fir déi éischt Institutioun an dësem Land.

Am Numm vu menger Fraktioun, der LSAP-Fraktioun, wëll ech dann nach just den Accord ginn zu dëser Reglementsännerung an nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Zesummenaarbecht zwëschent Institutiounskommissioun a Reglementskommissioun exemplaresch war a jiddweree matugepaakt huet, fir dat beschtméiglecht Resultat fir dës Institutioun erauszekréien.

Also merci all deene Bedeelegten. An ech bieden Iech, dëst Reglement, dës Reglementsännerung mat ganz grousser Majoritéit ze stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wéilt och mat engem Merci un den Här Roy Reding ufänken, och fir déi gutt a kollegial Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

Dës Modifikatioun vum Reglement ass am Fong jo, wéi et scho gesot ginn ass, eng logesch a gutt Konsequenz vun der Verfassungsreform, déi jo ënner anerem d'Zil hat, de Pouvoir vum éischte Pouvoir ze stäerken. Dat brénge mer heimat fäerdeg. D'Motion de censure an d'Motion de méfiance gi gereegelt.

An allen Hisiichte schafe mer och gereegelt Verhältnisser, wat da Regierungskrisen ugeet, a mer wäerte Situatioune wéi déi vun 2013 mat dëser Reglementsännerung verhënneren. Dat ass ganz wichteg. Och do brauche mer eng Sécherheet, op déi mer eis kënne verloossen, a mer däerfen net mat Situatioune konfrontéiert ginn, wou kee méi an nach aus weess. Ech ka mech gutt erënneren, wéi mer hei souzen. Dat war alles anescht wéi lëschteg. Heimat wësse mer op d'mannst, wéi d'Reegele sinn.

Ech wéilt awer dann och nach e Merci lassginn un d'Cellule scientifique an all déi Beroderinnen a Beroder, déi eis hei zur Säit stoungen. Et ass eng ganz

komplex Matière gewiescht. An dofir – déi sinn elo nach net ernimmt ginn: Ech mengen, och si hunn e Merci verdéngt. Dat sinn ëmmer ganz gutt elaboréiert Notten, déi eis weiderbréngen, déi eis och wierklech Detailer nach méi no bréngen, och Leit, déi net Juriste sinn, kommen hei mat. An dat ass eis ganz wichteg. Dofir och hinnen e grousse Merci. An domat ginn ech och den Accord.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och e grousse Merci un de Rapporter. An och vu menger Säit géif ech gäre felicitéiere fir déi exzellent Zesummenaarbecht an deenen zwou Kommissiounen an och der Chamber felicitéieren an och de Mataarbechter fir dës wierklech exzellent Aarbecht an d'Resultat, dat mer dann och haut stëmmen. An natierlech droe mir et och mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Verfassungsreform huet d'Chamber gestäerkt. Wichteg Kontrollmechanismen, déi et am Ausland zanter Joren, voire Joerzéngte gëtt, hunn endlech och de Wee an d'lëtzebuergesch Verfassung fonnt. An ech freeë mech, datt mer dofir haut och eist Chambersreglement un déi nei Realitéit upassen.

Et war sécher ville Leit dobausse guer net bewosst, datt d'Lëtzebuerger Verfassung bis viru Kuerzem – aktuell nach bis den 1. Juli – weeder de Mësstrauensvott nach d'Vertrauensfro wierklech kannt huet, obwuel dës Outilen am Ausland e selbstverständlechen Deel vun der Demokratie sinn an et quasi no all neier Regierungsbildung dozou gehéiert huet, eng Motioun ze stëmmen heibannen, déi der Regierung d'Vertrauen ausschwätzt. Mee dat war keng Vertrauensfro.

Ëmsou méi wichteg ass et, datt mer haut, nodeems mer d'Verfassungstexter gestëmmt hunn, och endlech eist Chambersreglement upassen an d'Question de confiance, d'Motion de censure, d'Motion de méfiance an d'Motion de confiance an eisen Text ophuelen.

Déi lescht Joren hu gewisen, datt mir Deputéiert eis Aufgabe ganz eescht huelen a wierklech aktiv eiser Kontrollfonctioun nokommen, op alle Fall, wat d'Oppositioun ugeet.

D'Parlament kontrolléiert d'Regierung, an dat hu mer gemaach, an dat souguer wann dat bedeit, datt mer eist Recht op Kontroll hu misse viru Geriichter akloen. An enger Demokratie kann d'Regierung hanner zouenen Dieren net maachen, wat se wëll, ouni déi vum Vollek gewielte Vertrieder/inne matanzebannen.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | D'Parlament muss d'Regierungsaarbecht evaluéiere kënnen an am Fall vu gréissere Verfeelungen och d'Méiglechkeet hunn, engem Regierungsmember oder der ganzer Regierung d'Vertrauen ze entzéien.

Dofir freeën ech mech, datt haut mat dëser Reglementsännerung d'Motion de censure an d'Motion de méfiance endlech hir Plaz am Chambersreglement fannen.

Mee genausou wichteg wéi d'Mësstrauensvotten ass awer och de Vertrauensvott. Andeems mer haut och festhalen, wéi d'Chamber der Regierung d'Vertrauen ausschwätze kann, maache mer de Wee op fir Votten, bei deenen och d'Membere vun de Regierungsparteie mol kéinte fir eng Propos vun der Oppositioun oder géint e Projet vun der Regierung stëmmen, ouni datt dat direkt als Fall vun der Regierung muss verstane ginn, wa gläichzäiteg nach emol d'Vertraue vun der Chamber un d'Regierung ausgeschwat gëtt.

Ob a wéi heefeg et zu sou engem Moment an der Chamber wäert kommen, bleift ofzewaarden. Wie weess, ob dës oder eng kommend Koalitioun dofir iergendwann eng Kéier de Courage wäert hunn. Mee ëmmerhi ginn d'Texter et elo hier. An dat ass e wichtege Schratt no vir.

Här President, d'Piraten hunn d'Verfassungsreform ënnerstëtzt, nodeems sech eng Majoritéit vun hire Memberen an enger Urwal fir d'Ännerungen ausgeschwat huet. An dofir ënnerstëtze mer natierlech haut d'Upassunge vum Chambersreglement.

Ech ginn domat den Accord vun de Piraten an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Ier mer zum Vott kommen, wëll ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne matofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de modification vum Chambersreglement 8042. Den Text steet am Document parlementaire 8042[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8042

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

5. 8127 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'autonomie fonctionnelle et à l'organisation matérielle et financière de la Chambre des Députés

Da komme mer zu der nächster Ännerung vum Chambersreglement, dat ass d'Ännerung Nummer 8127 iwwert déi funktionell Autonomie an déi materiell a finanziell Organisatioun vun der Chamber. A Rapporter ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding (ADR), auteur-rapporteur | Jo. Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat heiten ass elo e politesch wäit manner spannenden Text, en huet awer seng Bedeitung.

Déi zukünfteg Verfassung gesäit vir, datt de Règlement vun der Chamber, an net d'Gesetz, déi materiell an déi finanziell Organisatioun vun der Chamber virgesäit. Alt nees eng Kéier eng Stäerkung vun eiser Institutioun, vun eisem Haus. Mir sinn hei Maître à bord.

Elo gëtt et awer eng ganz Partie Legislatiounen, déi virgesinn – zum Beispill an der Comptabilité de l'État oder de Marché-publicken oder aneren –, datt gewëssen Institutioune mussen Accorde ginn an esou weider. Et ass elo guer keen Zweifel, datt mir eis als éischte Pouvoir am Land an als de Gesetzgeeber och wëllen un déi Gesetzer halen. Mee mir kënnen natierlech net zouloossen, datt de Grand-Duc oder de Gouvernement a scho guer net iergendee Minister do kéint matschwätzen.

An duerfir confiéiere mer den Ensembel vun deenen Attributiounen, deen deene virgenannten Institutiounen normalerweis zoukënnt, elo eisem Bureau. Mir als Chamber hunn d'Personnalité juridique de l'État. Mir sinn also total materiell a fonctionnel onofhängeg.

Et ass dann och de Bureau, deen all Finanzfroen an all Organisatiounsfroe reegelt, ausser natierlech dem Ordre du jour, dat bleift d'Kompetenz vun der Conférence des Présidents.

Eise Secrétaire général ass dann deen, deen déi Fonctiounen exercéiert, déi an de Gesetzer dem Chef d'administration zoukommen.

Déi finanziell Gestioun vun der Chamber gëtt also vun der Administration parlementaire gemaach an dat ënnert der Direktioun vun eisem Generalsekretär, der Surveillance an och der Responsabilitéit vun eisem Bureau.

Voilà, dësen Text gouf den 22. Dezember 2022 deposéiert. Dir gesitt, wéi schnell datt mer geschafft hunn an der Ëmsetzung vun der zukünfteger Constitutioun. E gouf an eis Reglementskommissioun verwisen den 12. Januar. Do hu mer … Den 31. Januar gouf ech do als Rapporteur genannt an à l'unanimité hu mer dëse Projet de rapport ugeholl an eiser Sëtzung vum 20. Februar 2023. An ech bieden Iech elo, dat selwecht och hei am Plenum ze maachen, a bréngen, just fir komplett ze sinn, selbstverständlechen och den Accord vun der ADR.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Roy Reding.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Och hei dem Rapporteur merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass en technesche Punkt, deen awer wichteg ass och hei, fir d'Autonomie vun eiser Chamber ze

stäerken. Et geet … An déi Diskussioun geet am Fong zréck op en Urteel vu viru puer Joer, wou mer eebe probéiert hunn, kohärent ze sinn an eiser Approche, och an der Verfassung, am Kader vun der Stäerkung vun der Chamber. Natierlech ënnerläit d'Chamber de Gesetzer, wéi all aner Institutioun, wéi all anere Bierger, mee mir mussen eng Autonomie kréien, fir eis finanziell kënnen ze organiséieren, well soss wiere mer jo ofhängeg vun der Regierung. An dat wier am Fong géint de Prinzipp vun der Séparation des pouvoirs.

An duerfir ginn ech den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo. Merci, Här President. Ech soen och mengersäits dem Rapporteur Merci fir säi prezise Bericht. En huet dat alles gutt erklärt, soudatt ech wierklech net muss an d'Detailer agoen.

Et ass effektiv gutt a richteg, datt mer hei de Bureau vun der Chamber, dee jo déi juristesch Perséinlechkeet vum Staat an eng funktionell Autonomie huet, datt mer hei dem Bureau also all déi Attributioune ginn, déi a verschiddene Gesetzgeebunge soss dem Regierungsrot oder verschiddene Ministeren zoufalen. Änleches gëllt hei fir de Generalsekretär vun der Chamber.

Mir schafen also domadder kloer Verhältnisser am Entscheedungsprozess vum Parlament, enger Institutioun, déi gewësse Legislatiounen – an de Rapporter huet et virdru gesot – wéi d'Marché-publics-Gesetz oder d'Kontabilitéitsgesetz vum Staat gradesou respektéiere muss eebe wéi d'Regierung selwer.

An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An dann ass et elo um honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, déi Aussoe vun eisem Rapporter, deem ech Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Institutiounskommissioun, wëll ech nuancéieren, well ech der Meenung sinn, dass dat hei en extreem wichtegen, essentiellen Text ass, dee seng Wichtegkeet huet fir eist Haus. Well deen Text, sou wéi d'Verfassung et wëllt, d'Recht vun der Chamber an hiert Reglement a Bëton kleet. An ech kommen herno nach kuerz drop zréck.

Eis Verfassung, sou wéi se vum 1. Juli u wäert a Kraaft sinn, gesäit eng Rei Dispositioune vir, déi, an dat ass e puermol hei ënnerstrach ginn an dat ass och esou, d'Chamber an hire Rechter wäert stäerken. Den Artikel 68 ass ee fir eis extreem wichtegen Artikel. An dofir erlaabt mer, fir en eng Kéier kuerz ze zitéieren: „La Chambre des Députés détermine par son Règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions ainsi que son organisation matérielle et financière, y compris le statut de ses fonctionnaires. Le Règlement de la Chambre des Députés détermine les mesures d'exécution des lois qui concernent son organisation."

Dat schéngt eis normal ze sinn, well den Ufank vum éischte Saz bis bei Attribution steet scho säit 1868 an eiser Verfassung. E Parlament muss d'Aart a Weis, wéi et politesch fonctionéiert, aleng kënne bestëmmen. Fir eis ass dat haut eng Evidenz, mee et war net ëmmer esou zu Lëtzebuerg. An eiser éischter Verfassung vun 1841, der sougenannter „Ständeverfassung", stoung, dass d'Reglement vun der Assemblée des États huet misse vum Roi Grand-Duc sanctionéiert ginn. D'Ständeversammlung huet laang misse mam Wëllem II verhandelen, ënner anerem fir kënnen duerchzesetzen, fir dass de Compte rendu vun de parlamentareschen Aarbechte géif gemaach a publizéiert ginn.

Am Kader vun der éischter fräiheetlecher Constitutioun vun 1848 krut d'Chamber de Pouvoir, fir sech selwer ze organiséieren, krut deen awer erëm eng Kéier kuerz duerno ewechgeholl vum Roi Grand-Duc an huet dunn erëm eng Kéier missen derfir kämpfen, fir dass déi Annulatioun erëm eng Kéier annuléiert géif.

Elo kann ee soen: „Ok, et ass alles an der Rei, lo si mer Meeschter an eisem eegenen Haus!" Mir waren ëmmer iwwerzeegt do dervun, dass dat esou ass, bis dass e Geriichtsurteel d'Basis, d'Fundament vun eisem Reglement a Fro gestallt huet an eng ganz Rei vun Decisiounen oder Ännerungen, déi mer iwwer Reglement konnte maachen, an Zukunft hätt missen iwwer e Gesetz gemaach ginn.

Mir hu ganz laang doriwwer diskutéiert, an d'Diskussioune sinn eng Kéier an déi eng Richtung gaangen, ob mer als éischt Institutioun géife souzesoen ënnert den Droit commun falen, oder ob d'Meenung sech géif duerchsetzen, dass eist Reglement eng Equipollence mat engem Gesetz huet, well et jo hei muss diskutéiert ginn, decidéiert ginn, publizéiert ginn. An déi Meenung huet sech an der leschter Ligne droite duerchgesat.

Dat ass ganz gutt esou. D'Fonctionnementslogik vun der Chamber bleift eigentlech d'selwecht wéi virdrun: De Bureau ass zoustänneg fir d'administrativ a finanziell Gestioun vun der Chamber. Et gëtt kloer an den Text vum Reglement ageschriwwen, wéi Gesetzer, déi de Gesamtstaat betreffen, Marchés publics an esou weider, an der Chamber applizéiert ginn. De Bureau kritt all d'Kompetenzen, déi soss vu Grand-Duc, Regierung oder Minister exercéiert ginn. De Secrétaire général kritt d'Kompetenzen, déi am Allgemengen e Verwaltungschef huet.

Ech wëll nach op ee Passage am Exposé des motifs vum Rapport hiweisen: D'Chamber kann an Zukunft op eng juristesch ofgeséchert Aart a Weis, …

(Coups de cloche de la présidence)

… d'Personnalité juridique, selwer Marchéé maachen a Kontrakter ofschléissen, well si an deem Fall d'juristesch Personalitéit huet. Et kann och net aneschters …

(Coups de cloche de la présidence)

… sinn, well, d'Chamber war an ass déi éischt Institutioun an eisem demokratesche Rechtsstaat. Mir schreiwen haut e kuerzen Text an eist Reglement an, mee et ass e grousse Schratt fir d'Stäerkung vum Parlament.

An domat soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci dem President fir seng Indulgence.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, déi war grouss.

(Hilarité)

An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President, ech maachen et méi kuerz. Ech wéilt dem Här Reding Merci soen, eng zweete Kéier, fir säi gudden an ausféierleche Rapport, wou alles gesot ass. Natierlech ass et net just wichteg, dass mer dem éischte Pouvoir méi Pouvoir ginn, mer mussen dem éischte Pouvoir och méi Autonomie ginn, mer musse kënnen autonom funktionéieren. Hei ginn déi Reegelen definéiert. An dofir gi mer natierlech den Accord a mer freeën eis dann op déi nächst Sëtzungen, wou et bestëmmt gradesou kollegial erofgeet wéi an der Vergaangenheet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo. Merci. Och nach eng Kéier vu mir merci un de Rapporter, och nach eng Kéier Felicitatiounen un déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun an och Felicitatiounen un d'ganz Chamber fir dës gewonnen Autonomie. A voilà, domat soen ech nach eng Kéier Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen et kuerz, fir dem honorabele Mars Di Bartolomeo seng Zäit erëm anzefänken. Mat der Verfassungsreform, hunn ech virdru gesot, huet d'Chamber Autonomie kritt iwwer eng ganz Rëtsch Saachen, ënner anerem hir materiell a finanziell Ausstattung. Kompetenzen, déi virun der Verfassungsreform nach deelweis bei der Regierung an deelweis beim Grand-Duc louchen, wat esou an enger Gewaltentrennung awer e bësse speziell war. Mir kréien elo eng kloer garantéiert Onofhängegkeet als Institutioun.

Dat kléngt am éischten Ament no engem klenge formelle Schrëtt, ass a Realitéit awer e wichtege Schrëtt fir d'Stäerkung vun der Demokratie a vun der Vertriedung vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger heibannen.

Mir Piraten ënnerstëtzen dofir natierlech dësen Text, andeems mer d'Ännerungen, souwuel vun der Verfassungsreform wéi och vum Reglement, mat unhuelen. Wa mir d'Chamber stäerken, stäerke mer eis Demokratie.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An da freet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert fir Fait personnel.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, net fir Fait personnel, mee …

M. Fernand Etgen, Président | Är Riedezäit ass eriwwer.

(Interruptions)

Wann et net Fait personnel ass, da kënnt Der d'Wuert net kréien.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Här President, ech wollt eng Erklärung, ech wollt eng Erklärung …

Plusieurs voix | Nee.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här, Här, Här, …

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, …

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | … jo, dann ass et Fait personnel. Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président | Fait personnel, jo. Da muss et och ee Fait personnel sinn.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo. Jo. Här President, gëschter si mer informéiert ginn, d'Madamm Beissel an ech, dass de Rapporter de Moien net kéint do sinn an dofir hu mer eis preparéiert, fir de Rapport ze maachen. Als Rapporter hätte mer normalerweis zéng Minutte gehat, mir hunn dat a ganz grousser Kollegialitéit gemaach a mer waren dofir angeneem iwwerrascht, dass de Moien de Rapporter awer do war an dofir froen ech Indulgence, dass meng Ausféierungen e bësse méi laang waren, well ech geduecht hat, ech géif hei als Rapporter optrieden. Also, wannechgelift e bëssen Indulgence. Et kënnt och net méi vir!

M. Fernand Etgen, Président | Mir huelen Akt vun den Aussoe vum Här Mars Di Bartolomeo. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Ech muss mech bei de Kolleege Mars Di Bartolomeo a Simone Beissel offensichtlech entschëllegen, well ech hat si gëschter gebieden, am Fall, wou den Här Reding haut de Moien net kéint kommen, de Rapport ze maachen. Den Här Reding huet e Stierffall an der Famill an ech war mer gëschter net sécher, ob den Här Reding haut kéint do sinn. Den Här Reding ass awer komm, trotz där schwiereger Situatioun, an där en am Abléck ass. Ech begréissen, datt hien hei ass an ech wëll mech bei Iech entschëllegen, well ech Iech ëm eppes gebieden hat, wat elo awer net agetratt ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Akzeptéiert! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert den Änneerungsvirschlag vum Chambersreglement 8127. Den Text steet am Document parlementaire 8127[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8127

D'Ofstëmme fänkt un. Mir komme bei de Vote par procuration.

Den Änneerungsvirschlag ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8127 est adoptée à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, M. Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

6. 8145 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Den zweete Punkt vum Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 8145, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Bäihëllefe fir d'Betriber, déi vun der Energiepräiserhéijung betraff sinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert Här President, an entschëllegt d'Verspéidung, ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, deen de Moien net wierklech gutt an d'Stad komm ass, an dat obschonns et haut net geschneit huet.

Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi, deen ech Iech haut virstellen – et ass e Projet de loi, deen Der zum Deel scho kennt –, gëtt de Plaffong vun den aktuellen Hëllefe fir d'Méikäschte bei Gas a Stroum bei de Betriber erhéicht. Am Kader vum Ukrain-Krich a vun de steigenden Energiekäschten ass fir d'alleréischte Kéier de 15. Juli 2022 eng Rëtsch där Hëllefe fir Entreprisen agefouert ginn, an dat nom éischten Accord Tripartite.

Am November d'lescht Joer, nom zweeten Tripartitt-Accord, hu mir dat Gesetz ausgeweit, d'Aiden ausgeweit an hunn och derfir gesuergt, dass nach méi Betriber dovunner kënne profitéieren, an och d'Montante vun den Hëllefe goufen dunn eropgesat.

Déi Hëllefe ginn erméiglecht duerch den Encadrement temporaire de crise vun der Europäescher Kommissioun, en Encadrement, deen iwwregens den 28. Oktober d'lescht Joer verlängert ginn ass bis den 31. Dezember vun dësem Joer.

Am Gesetz, dat mer am Dezember d'lescht Joer gestëmmt haten, ware véier verschidden Hëllefe virgesinn, déi momentan alleguer nach weiderlafen. Haut schwätze mer awer iwwert déi drëtt Hëllef, bestëmmt duerch den Artikel 4bis, déi mat dësem Projet soll verännert ginn. Si betrëfft d'Betriber, bei deenen d'Energiekäschten op d'mannst 2 % vum Chiffre d'affaires oder vun der Valeur de production ausmaachen, gekuckt op dee Mount, wou d'Demande och erageréecht gouf.

Ab enger Hausse vun 80 % vun de Stroum- oder Gaspräisser am Verglach zu 2021 kann eng Subventioun, eng Hëllef, vu bis zu 70 % vun de Méikäschten iwwert der Hausse vun 80 % ugefrot ginn.

Bei dëser Hëllef gëtt elo mat dësem Gesetz de Maximalbetrag an d'Luucht geschrauft, an zwar vu 500.000 Euro op 2 Milliounen Euro pro Entreprisëgrupp.

Wéi den Encadrement temporaire de crise vun der EU et virgesäit, dierfen d'Staatshëllefen ënner kengen Ëmstänn de Plaffong vun deenen zwou Milliounen iwwerschreiden.

Wichteg ass och, nach eng Kéier ze soen, dass déi nei Hëllef, déi am Gesetz vun haut virläit, esou beschriwwen ass wéi och déi viregt Hëllefen, dass si dem Accord vun der Europäescher Kommissioun ënnerläit.

D'Zil ass et, fir déi komplett Marge, op déi sech d'EU-Memberstaate gëeenegt hunn, aus der Sektioun 2.1 vum Encadrement temporaire de crise auszeschëpfen an natierlech och derfir ze suergen, dass eng fair Konkurrenz ass tëschent de Lëtzebuerger Betriber an deene Betriber aus aneren EU-Memberstaaten.

D'Zil ass et natierlech, de Betriber, déi vun der Erhéijung vun den Energiekäschte betraff sinn, ënnert d'Äerm ze gräifen, hir Kompetitivitéit ze garantéieren, hinne Previsibilitéit ze ginn an natierlech och géint d'Inflatioun virzegoen.

Ech wëll nach op de Käschtepunkt vun dëser Mesür a vun dësem neie Gesetz agoen. Mam Solidaritéitspak 2.0 war e Mesürepak entstane vu ronn 1,1 Milliard. An do war e Budget vun 375 Millioune virgesi fir dës Aiden. Dee geplangte Budget bleift dee selwechten. Et däerf een natierlech net vergiessen, dass déi reell Ausgaben dervun ofhänken, wéi d'Energiepräisser an dësem Joer, an den nächste Wochen a Méint, wäerten evoluéieren. An dat ass, wéi mer alleguerte wëssen, ganz schwéier anzeschätzen.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz drop agoen, wellech aner Hëllefe fir d'Betriber am Gesetz, dat mir modifizéieren, virgesi sinn. Bei der éischter Hëllef, do geet et drëms, en Deel vun de Stroum- a Gaskäschten ze kompenséiere vu Betriber, déi ganz vill Energie verbrauchen. Dat selwecht gëllt och fir Heiz- an Ofkillungsméikäschten, mat der Konditioun, dass dës aus Naturgas oder Elektrizitéit, aus Stroum natierlech, produzéiert ginn.

Déi zweet Aide, déi betrëfft Betriber, déi an der Konstruktioun täteg sinn, déi Liewensmëttel produzéieren an awer och de Wuerentransport bedreiwen.

Déi drëtt Aide ass déi, déi ëmgeännert gëtt mat deem Projet, dee mer de Moie stëmmen. An déi véiert Hëllef ass fir d'Produzente vun Hëtzt a vu Biogas an och Bedreiwer vun Hëtztreseauen.

Ech géif dann och ganz kuerz op d'Avisen agoen, déi zu dësem Projet virleien.

D'Chambre des Salariés huet hiren Avis ginn. Si bedauert awer, dass déi finanziell Hëllefen net u sozial Krittäre gekoppelt sinn.

D'Chambre des Métiers huet och hiren Accord ginn a begréisst d'Erhiewung vum Plaffong vun den Aidë fir d'Betriber mat héijen Energiekäschten.

D'Chambre de Commerce erënnert drun, dass den Encadrement temporaire et erlaabt, d'Betribshëllefe bis Dezember 2023 auszebezuelen. An dat gëtt jo och elo duerch de Solidaritéitspak 3.0 an dat zukünftegt entspriechend Gesetz gereegelt.

An de Staatsrot huet säin Avis ginn, do war keng Opposition formelle dran.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech alleguerte Merci fir Äert Nolauschteren. An ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci dem Gilles Baum fir säin ausféierleche Rapport. Et geet hei drëm, wéi hien ënnerstrach huet,

dass mer de Plaffong vu 500.000 op 2 Milliounen an d'Luucht setzen, wat eng gutt Saach ass. Ob déi herno gebraucht ginn, dat ass eng aner Fro. Mee dat brauch ech Iech heibannen net ze soen. Mir wëssen alleguerten net, wéi d'Evolutioun vun den Energiepräisser weidergeet. Mee et ass wichteg fir eis Ekonomie, dass mer deene Betriber Garantië ginn, dass si Previsiounen hunn, dass si wëssen, wat do ka geschéien. Dat ass wichteg fir d'Betriber, mee et ass och wichteg fir déi Leit, déi do schaffen. Fir dass d'Gefor net besteet vu Chômage, Chômage partiel, ass et wichteg, dass esou eng Aide kënnt. An dofir kann d'CSV selbstverständlech dësem Projet d'Zoustëmmung ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci villmools, Här President. Och e grousse Merci un de Gilles Baum, eise President vun der Kommissioun, deem ech nach eng Kéier Merci soe fir seng gutt a kollegial Zesummenaarbecht an där spezieller Kommissioun, an dass mer do gutt virukommen. Ech schléisse mech och de Wierder vum Marc Spautz un, dass dat Gesetz hei wichteg ass fir d'Entreprisen a fir alleguerten déi Leit, déi an den Entreprisë schaffen. Dofir kritt selbstverständlech dat dote Gesetz och déi voll Ënnerstëtzung vun der LSAP.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, och mir als Gréng fannen et natierlech wichteg, d'Betriber, déi mat héijen Energiekäschte konfrontéiert sinn, ze ënnerstëtzen. Dat maache mer mat dësem Projet de loi. Mir ënnerstëtzen hir Aktivitéiten, mir schützen awer och hir Existenz an domat d'Aarbechtsplazen an eisem Land. Dat ass e ganz wichtege Punkt.

Nawell bleift et fir eis wichteg, dass och op deem Niveau weiderhin an d'Energietransitioun investéiert gëtt, an do brauchen d'Betriber och eng Ënnerstëtzung. An an deem Sënn wäerte mer och an déi Richtung dee Prozess weiderdreiwen, fir dass mer déi Betriber esou kënnen opstellen, datt se manner energieintensiv kënne produzéieren a méi onofhängeg vu fossillen Energië ginn. Dat muss och en Zil bleiwen, dat mer net aus den Aen däerfe verléieren.

Dat gesot, wéilt ech dem Gilles Baum e grousse Merci ausdrécken, dem President vun eiser Tripartitt-Kommissioun an dem Rapporter vu ganz ville Gesetzer, ënner anerem deem, dat mer elo stëmmen an dat och eisen Accord kritt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci, Här President. Ech wéilt ufänke mat engem grousse Merci un den Här Baum fir säi Rapport. Ech mengen, de Verkéier, dat ass absolutt ze verstoen, Här Baum. Mir haten alleguer Problemer, dat ass wierklech e grousse Problem.

Wat elo d'Gesetz ugeet, muss ee soen, et ass natierlech eng Verlagerung vun den Effete vun der Inflatioun vun de Betriber op de Staat. Et ass dat, wat mer hei maachen. Et ass richteg, datt mer dat maachen, mee mir mussen alleguer wëssen, datt mer dat net ganz laangfristeg packen, einfach aus de Grënn vum Staatsbudget. Et ass also wichteg, datt mer eis wierklech Gedanke maachen, wéi mer et fäerdegbréngen, an der Zukunft eise Betriber nees bëlleg Energie, zouverlässeg Energie, steierbar Energie ze ginn, well mer eeben net op éiweg deen heite System kënne viruféieren. Mir packen dat eng bestëmmten Zäit, mee mir sinn elo schonn, mat all deenen Tripartitt-Moossnamen, déi mer geholl hunn ... Bon, dat ass net alles fir d'Betriber, dat ass och fir d'Privatleit, mee mat deenen, déi och elo bei der Tripartitt, drëtt Ausgab, gemaach goufen, wäerte mer geschwënn – dat wier interessant, wann d'Regierung eis dat kéint soen, wat de Finanzvolumen ausmécht – an d'Gréisstenuerdnung vun ongeféier 3 Milliarden Euro kommen, oder vläicht nach méi, ech weess et net, an da musse mer kucken, mee d'Regierung kann eis dat vläicht soen, oder se soll et vläicht rechnen. Ech gesinn den Här Minister Fayot, ech ginn him dat vläicht mat, fir dann ze kucken, wat eigentlech elo de Finanzvolumen am Ganzen ass.

Dat ass also dat Éischt. Et ass e Problem, mir kënnen et elo maachen, mir kënnen et net ëmmer maachen.

Dat Zweet ass, mir musse kucken, datt mer och ganz ofhängeg si vum Ausland. Mir maachen hei vill, mir maachen dat solidaresch hei am Land, wéi mer dat gewinnt sinn a schwéieren Zäiten. Dat ass och ganz gutt esou, mee mir sinn net Meeschter vun deem, wat hei geschitt. Et ass esou, datt mer och am Ausland eng ganz Rei Entwécklungen hunn, wou d'Hëllefe vläicht net ëmmer gradesou sinn, wa se net am europäesche Kader gereegelt sinn, wéi dat hei ka gemaach ginn. An d'Ofhängegkeet vum Ausland ka Repercussiounen hunn op déi Lëtzebuerger Entreprisen. Mir haten där Fäll schonn. Dat wäert eventuell zouhuelen, desto méi laang déi Kris dauert. Dat fragiliséiert eis och, dat heescht, et ass eng Diskussioun, déi ee muss an engem méi grousse Kontext féieren, fir eng Energiestabilitéit an Europa erëm kënnen ze retabléieren.

Mir mussen da weider diskutéieren, ech hoffen, datt mer dat geschwënn an der Chamber och kënne maachen, fir eis mat den Effete Sënn, Notzen a Käschte vun der Sanktiounspolitick ausenanerzesetzen. D'Energie ass natierlech dee wichtegsten Deel dovunner, awer net deen Eenzegen. D'Finanzplaz an anerer, do sinn nach eng ganz Rei aner Aspekter dovunner, déi eng Kéier musse beliicht ginn, och rechtlech Aspekter. A mir mussen och kucken, datt mer, wa mer esou eng Diskussioun féieren, dat mat enger gewësser Distanz maachen an déi Distanz och bei eis fannen, fir eis kritesch mat deene Saachen ausenanerzesetzen an ze probéieren, an d'Zukunft ze projezéieren, wéi et mat eiser Ekonomie an deenen nächste Jore soll a ka virugoen.

Mir hunn eng Rei Phenomeener an Europa, wou mer eng Delokalisatioun scho gesi vun europäeschen Industrien a Richtung USA an anere Standuerter. Dat sinn alles Evolutiounen, déi mer musse gesinn an déi eis dann och Suerge maachen.

Dat hei ass e Gesetz, dat mir eeben elo an dësen Ëmstänn am Geescht vun der Tripartitt zesummen unhuelen. Dat ass eng ganz gutt Saach. Mee wéi gesot, et ass nëmmen een Element an enger ganz komplizéierter Situatioun.

Als ADR stëmme mer dat awer selbstverständlech mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Als Alleréischt wollt ech et maache wéi den Här Baum, den honorabelen Deputéierten Här Baum. Ech wëll mech och entschëllege fir de Mueren, datt ech ze spéit komm sinn. D'Zich haten iwwer 20 Minutte Verspéidung an ech stoung scho mam Bus am Stau, do hunn ech deen Zuch virdrun net kritt. Ech huelen ëmmer meeschtens deen Zuch virdrun, fir pünktlech hei ze sinn. Duerfir entschëllegen ech mech, datt ech beim éischte Vott och net derbäi war. Et louch net a menger Muecht, et war den ëffentlechen Transport.

An da wëll ech awer och dem Rapporter e grousse Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Dëse Projet de loi reit sech wierklech an eng ganz Rëtsch vu Projet-de-loien an, déi d'Aidë betreffen.

Interessant ass awer bei dësem Projet de loi, datt elo endlech am Exposé des motifs emol Kloertext steet, datt et an éischter Linn net drëms geet, deenen Entreprisen onbedéngt ze hëllefen, déi a Schwieregkeete sinn, mee et geet ëm d'Kompetitivitéit. Ech mengen, ech hat dat och schonn déi leschte Kéier bei den Aidë gesot, datt et haaptsächlech dorëms geet. An do hu mer eeben e Problem, datt mir eebe Gott sei Dank zu deene Länner gehéieren, déi dat och kënne maache fir eis Entreprisen, mee datt mer an Europa, wierklech an der europäescher Zon, do e Gap kréien, datt mer awer och Länner hunn, déi dat doten net kënne maachen. Dat heescht, innerhalb vun Europa schiedege mir eis eigentlech iergendwéi selwer. Bon, den Här Kartheiser ass och schonn drop agaangen, datt dat e Riseproblem ass.

Mee bon, ceci dit, et ass och elo net dowéinst, wou mir eis enthalen. Mir enthalen eis eeben och erëm bei dësen Aiden, well, genau wéi d'CSL et geschriwwen huet, keng Géigeleeschtungen am soziale Beräich dra sinn, keng Mesüre virgesi sinn, keng sozial Géigeleeschtunge virgesi sinn.

Voilà, merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Piraten begréissen d'Upassung vun dëse Plaffongen. Mir haten an der Kommissioun e kuerzen Echange nach driwwer, wat dat kascht. Mir sinn do gewuer ginn, datt bei ganz ville Betriber glécklecherweis de Seuil nach guer net erreecht gouf, datt et hei awer éischter och en vue vun der Verlängerung vum Gesetz néideg gëtt, déi Seuilen nach eng Kéier an d'Luucht ze setzen, well soss, wann een dat natierlech iwwert d'Zäit cumuléiert, déi dat Gesetz hei a Kraaft bleift, mer dann iergendwann eng Kéier kéinte Problemer kréien.

Deementspriechend ass dat hei fir eis ganz kloer eng Mesür, déi och an d'Zukunft kuckt, déi dat éischter previsibel mécht, wéi datt se elo retroaktiv hei probéiert, nach eppes ze retten. Et gesäit esou aus, als géif et de Betriber däitlech besser goen, wéi mer am Ufank gefaart haten, wéi mer dat Gesetz hei op den Instanzewee bruecht hunn. Ech mengen, dat ass dat, wou mer haut sollte frou driwwer sinn, net doriwwer, datt mer d'Gesetz nach eng Kéier verlängere mussen, datt mer Plaffonge mussen upassen, mee u sech sollte mer frou driwwer sinn, datt et eise Betriber däitlech besser geet, wéi mer hätte kënne fäerten, wéi dat Gesetz hei initial op den Instanzewee koum. An dat freet eis. An dofir wäerte mer dat Gesetz hei och matstëmmen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi gudden a ganz komplette Rapport an och merci deenen aneren Orateure fir d'Kontributioun zu dëser Diskussioun. An ech freeë mech iwwert dee breeden Zousproch zu dësem Projet de loi.

Jo, et ass hei eng weider Upassung vun eiser Legislatioun un den europäesche Kader an un de Spillraum, deen en och bitt, fir am Endeffekt hei, änlech wéi scho wärend der Covid-19-Kris, eiser Ekonomie ze hëllefen, iwwert déi Krisephas, eng hoffentlech kuerzfristeg Krisephas, ewechzekommen doduerch, dass mer déi Aiden, déi den europäesche Kader erlaabt, an am Kader vun dem Temporary Crisis and Transition Framework, u sech och esou zäitno wéi méiglech upassen.

Dat musse mer natierlech allkéiers duerch e Gesetz maachen. Dat ass net grad e Facteur vu grousser Agilitéit. Dat hu mer der Europäescher Kommissioun och schonn e puermol gesot, dass mer allkéiers erëm mussen e Gesetz maachen, dat dann och meeschtens relativ kuerzfristeg ausgeluecht ass, dat heescht, wou mer dann allkéiers erëm mussen Adaptatioune maachen. Mee et ass effektiv esou, dass mer dat ëmmer erëm maachen, wéi gesot, fir deen europäesche Kader esou vill wéi méiglech auszeschëpfen a fir eisen Entreprisen et ze erlaben, och esou breet wéi méiglech heirobber zréckzegräifen.

Et ass effektiv eng Situatioun, fir haaptsächlech deenen energieintensive Betriber ze hëllefen, iwwert déi schwéier Passe hei ewechzekommen. Et ass richteg, dass mer op europäeschem Niveau e Problem hu mat Distorsioun vun der Konkurrenz, dee Level-Playingfield, deen net fir all d'Länner d'selwecht ass, well net all d'Länner effektiv déi selwecht finanziell Marge de manoeuvre hunn. Verschiddener kënne Saache maachen, anerer kënnen dat manner. Verschidde Länner hunn Energieproduktioun, wou se och kënnen, an dat wësse mer och alleguerten, iwwer aner Weeër hir Entreprisë subventionéieren. Och dat kreéiert Distorsiounen am europäesche Marché, an eisem Marché intérieur, an dat ass keng glécklech Situatioun.

Et ass trotzdeem awer elo esou zurzäit, an dat huet och natierlech mat der Evolutioun vun den Energiepräisser ze dinn, dass mir, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg e Kader hunn, mat deem mer eisen Entreprisen, mengen ech, am breede Sënn an alle Secteuren awer relativ gutt a cibléiert kënnen hëllefen, spezifesch fir d'Situatioun vun der Energiedeierecht, vun den Energiepräisser. Mir wëssen natierlech, dass et nach eng ganz Rei aner Problemer gëtt. Dozou gehéiert d'Penurie vu Mataarbechter. Dat ass eng Situatioun, déi mer iwwerall an Europa an och bal iwwerall an der Welt hunn. Derbäi kënnt natierlech nach wie vor d'Knappheet vun enger Partie Matière-premièren, vun enger Partie halleffäerdege Produkter, vu Semiconducteuren. Och dat ass natierlech nach ëmmer eppes, wat der Ekonomie an och insbesonnesch der Industrie am breede Sënn weider ze schafe mécht.

Trotzdeem mengen ech, dass mer hei, wéi gesot, eppes maachen, wat wichteg ass. Ech géif och gär soen, fir vläicht op déi Kritick vun der Chambre des Salariés anzegoen, dass mer derbäi sinn, am Wirtschaftsministère un eisen Aiden ze schaffen, fir méi cibléiert eng Partie Conditionnalitéiten eranzebréngen, fir justement d'Entreprisen ze incitéieren, fir op de Wee ze goe vun där Transitioun, vun der digitaler, nohalteger Transitioun. Och do, mengen ech, kann een eis Aiden nach besser u sech kalibréieren, fir och d'Entreprisen op dee Wee ze bréngen. Dat ass scho ganz vill de Fall. Dat hu mer och scho mat eisen Neistartaidë gemaach wärend dem Covid-19, wou mer jo ganz spezifesch a mat méi Intensitéit déi Betriber encouragéiert hunn, déi op Circularitéit gesat hunn, déi déi digital nohalteg Transitioun an hiren Investissementer, an hire Prozesser wollte weiderbréngen. An dat maache mer elo op nach eng méi cibléiert Aart a Weis. Do si mer amgaang, drun ze schaffen.

Dofir, mengen ech, dat hei ass erëm eng Kéier eng weider Adaptatioun. Mir wëssen, dass mer an enger Transitioun dra sinn. Mir wëssen, dass eis Ekonomie, eis ganz Gesellschaft amgaang ass, sech ze änneren, fir eeben och déi Challengen unzegoen, déi mer hunn am Klimawandel, an der Adaptatioun un eng méi nohalteg Gesellschaft. An dat hei gehéiert nach wie vor och do derzou. Mee hei geet et un éischter Stell elo mol drëm, fir déi Kris ze iwwerbrécken, an där mer dra sinn.

Dofir merci fir déi grouss Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8145. Den Text steet am Document parlementaire 8145[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8145 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Interpellation de Mme Carole Hartmann au sujet de la revalorisation du statut de l'indépendant

Fir ofzeschléisse fir de Moie komme mer elo zur Interpellatioun vun der Madamm Carole Hartmann iwwert d'Revaloriséierung vum Fräiberufflerstatut. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Dan Kersch, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Roy Reding, d'Madamm Myriam Cecchetti, den Här Sven Clement an den Här Marc Spautz. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Carole Hartmann (DP), interpellatrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, laut enger Statistik vun der Banque mondiale waren 2019 8,7 % vun de schaffende Leit hei zu Lëtzebuerg Independanten. A Frankräich waren et dat selwecht Joer ëmmerhin 12,1 %, an der Belsch 14,2 %, an Holland 16,6 % an a Portugal souguer 16,9 %. Do ass bei eis hei zu Lëtzebuerg am Verglach mat den aneren europäesche Länner nach Sputt no uewen.

U wat läit et, dass mer net esou vill Selbstänneger hei zu Lëtzebuerg hunn? Et feelt eis generell un Independantsgeescht.

„Kuck, dass de beim Staat ënnerkënns, da gëss de gutt bezuelt an du hues eng sécher Plaz!" Dëse Saz gëtt esou munche Jonken nogeluecht. D'Opfaassung ass leider oft déi, dass a sengem eegene Betrib schaffen Onsécherheet a Stress bedeit. Independanten erliewen och haart Zäiten. Et brauch ee just un d'Restaurateuren oder d'Hotellieren ze denken, déi quasi permanent disponibel musse sinn.

Ech gesinn dat awer och a mengem eegenen Ëmfeld als liberal Affekotin. Et sinn der net méi schrecklech vill vu menger Promotioun, déi nach um Barreau ageschriwwe sinn. Eng Rei sinn der an der Magistratur, bei enger Verwaltung oder hu Salariésposten, zum Beispill am Banken- oder Assurancësecteur. Dat si méi gereegelt Aarbechtsplazen a si ginn engem méi Sécherheet.

Ob Salarié oder Independant, eppes hu se awer all gemeinsam. Se schaffen a cotiséieren an eise Sozialsystem. A genau do wëll ech bei dëser Interpellatioun zum Statutt vum Independant usetzen a mech un den Aarbechtsminister wenden, well et gëtt an eisem System leider eng ganz Rei Differenze beim Traitement vu Salariéen an Independanten. Hei ass et d'Verantwortung vun der Politick, Verännerungen unzestoussen. E bessere soziale Schutz, e méi moderne legale Kader an d'Revaloriséierung vum Independant allgemeng sinn do d'Haaptpunkten, déi ech uschwätze wëll.

Zanter der leschter Legislaturperiod huet d'Dräierkoalitioun scho wichteg Rechter op d'Independanten ausgeweit. Niewent dem Zougang zur zousätzlecher Rentevérsécherung huet sech virun allem am Familljeministère ënnert der Leedung vum Corinne Cahen villes gedoen. D'Independantë krute genee wéi d'Salariéen den Accès op de Congé parental, de Congé pour raisons familiales an de REVIS.

Och déi zéng Deeg Pappecongé, déi fir d'Salariéen 2018 agefouert goufen, solle mat der Ëmsetzung vun der europäescher Work-Life-Balance-Direktiv endlech och fir d'Independanten zougänglech ginn. Eng Fuerderung aus dem Walprogramm 2018 vun der Demokratescher Partei, déi och hire Wee an de Koalitiounsprogramm vun der Regierung fonnt huet, gëtt esou ëmgesat.

Här President, Dir kënnt Iech sécherlech un d'Diskussiounen ëm e Revenu de remplacement fir Independantë wärend der Pandemie erënneren. Wéi d'Betriber hir Aktivitéit hu missen astellen an d'Salariéen an de Chômage partiel geschéckt goufen, haten d'Independantë kee Recht op Chômage partiel an domadder och keen Akommes.

Fir Independantë gëtt et weeder de Chômage partiel nach e Mindestloun. Doraus resultéiert och, datt den Aarmutsrisiko fir Independantë méi héich ass wéi fir Salariéen, wéi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers an hirer Propositioun zu der Revalorisatioun vun dem Independantsstatutt schreiwen.

Wärend Salariéen an de Chômage partiel geschéckt konnte ginn an esou 80 % vun hirem Salaire weider ausbezuelt kruten, haten d'Independanten dës Méiglechkeet net. Betriber, déi zu besonnesch betraffene Secteure gehéieren, wéi zum Beispill den Tourismus, den Horeca oder de Secteur vum Evenementiel, hu praktesch kee Revenu generéiert, an dat iwwer Méint.

Et sinn du Gott sei Dank awer divers Aidë fir Independantë vun der Regierung decidéiert an iwwert de Mëttelstandsministère vum Lex Delles ausbezuelt ginn. Och wann dës Aiden de Patronen an hire Betriber sécherlech gehollef hunn, esou waren dës Aiden awer laang nach net gläichzesetze mat den Hëllefen, déi de Salariéen zeguttkomm sinn.

Firwat eigentlech net och Chômage partiel fir Selbstänneger? Wann e Betrib opgrond vun externe Facteure seng Aktivitéiten astelle muss an d'Salariéen a Kuerzaarbecht geschéckt ginn, da misst et dach och erlaabt sinn, datt den Independant Chômage partiel ufroe kann. Wéi fir d'Salariéë kéint een d'Limitt vun de Prestatioune bei 250 % vum net qualifizéierte Mindestloun leeën. Par contre kann een d'Reduktioun vun den Aarbechtszäiten, anescht wéi bei de Salariéen, fir Independanten net als Konditioun festleeën.

E Betrib, deen inaktiv ass, hält net op ze existéieren an de Patron muss sech weider ëm seng Entreprise këmmeren. E schafft also weider, mee generéiert kee Revenu. Genee dat misst als Konditioun geholl ginn: de Revenu, an net de Facteur Zäit.

Nodeems ech meng Demande fir dës Interpellatioun agereecht hunn, huet den Aarbechtsminister d'lescht Joer annoncéiert, dass e Gesetzesprojet ausgeschafft géif ginn, fir den Accès zum Chômage partiel fir Independanten opzemaachen. Meng Fraktioun begréisst dës Initiativ ausdrécklech.

Här Minister, Dir kënnt eis sécherlech soen, wou genee dësen Text den Ament drun ass an ob mer nach domadder rechne kënnen, an dëser Legislaturperiod en Text deposéiert ze kréien, voire ob nach ee gestëmmt gëtt. Dat wier op alle Fall e wichtegt Signal un d'Independanten, datt mir hir Situatioun an hir Suergen eescht huelen an aus vergaangene Krise léieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, Inegalitéiten tëschent Salariéen an Independantë gëtt et och beim Chômage complet. Als Salarié muss een an den zwielef Méint virun der Aschreiwung bei der ADEM wärend minimum 26 Wochen en Aarbechtskontrakt gehat hunn. E Salarié am Chômage kann niewebäi och e professionelle Revenu hunn, soulaang dëst Akommes net méi wéi 10 % vun de Chômageindemnitéiten entsprécht. Gëtt dës Limitt iwwerschratt, da gëtt deen Deel vum Revenu, deen driwwer läit, vun der Indemnitéit ofgezunn.

Hei gëlle fir den Independant aner Reegelen. Virun der Aschreiwung bei der ADEM muss ee minimum zwee Joer als Independant oder Salarié sozialversécher gewiescht sinn. D'Perioden, déi een als Salarié sozialverséchert war, dierfen, fir op déi zwee Joer do zréckzekommen, nëmme cumuléiert ginn, wann ee minimum sechs Méint virun der Demande d'indemnisation als Independant geschafft huet.

Ausserdeem gräifen d'Sanktioune bei engem Selbstännege méi séier. Wann hien ophale muss mat schaffen a just virdru seng Cotisatiounen net méi bezuelt huet, vläicht well en et finanziell einfach net méi gepackt huet, da gëtt seng Indemnitéit, jee nodeem, op 80 oder 85 % vum Mindestloun begrenzt, egal wéi héich säin Akommes war an egal wéi vill Joren e virdru seng Cotisatiounen ëmmer korrekt bezuelt huet.

Dës Reegel, déi à la base Abuse verhënnere soll, provozéiert haaptsächlech, datt Independanten, déi souwisou scho finanziell Schwieregkeeten haten, nach méi staark betraff ginn. Beim Cumul vun engem Revenu professionnel an enger Indemnité de chômage kënnen d'Travailleurs intellectuels indépendants genee wéi d'Salariéen en Equivalent vun 10 % vun der Chômageindemnitéit derbäiverdéngen. Fir Commerçanten oder Handwierker, déi nach enger selbstänneger Aktivitéit wëllen nogoen, geet dat awer zum Beispill net. Déi kréien an esou engem Fall systematesch hir Chômageindemnitéit refuséiert oder zréckgezunn.

E weidere Punkt, dee vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers kritiséiert gëtt an et den Independanten extreem schwéier mécht, de Chômage ze kréien, ass de Fait, dass d'ADEM als Preuve, fir de Chômage ze accordéieren, net nëmmen eng Cessation de l'activité, mee eng Cessation de la société, also en fait eng Faillite verlaangt.

Dat geet immens wäit an ass och u sech net esou vun eisem Code du travail virgesinn, wou kloer vun enger Cessation de l'activité geschwat gëtt.

E Betrib oder eng Societéit kann emol duerch eng schwéier Zäit goen, mee d'Faillite als Konditioun ze froen, fir de Chômage ze kréien, geet an eisen Aen ze wäit. Dem Independant gëtt et esou nëmme méi schwéier gemaach, fir seng Aktivitéit duerno nees opzehuelen, well en nees bei null ufänke muss.

Ech wëll op dëser Plaz op e konkreet Beispill vun engem Affekot agoen, dee vu Mëtt Mäerz bis Enn Mee 2020 de Chômage gefrot huet. Hie krut de Chômage vun der Commission spéciale de réexamen refuséiert, well hie sech net um Barreau ausgedroen hat an esou aus der Siicht vun der Commission spéciale keng Cessation de l'activité noweise konnt.

Am Dezember krut den Affekot, gradewéi an éischter Instanz, virum Conseil supérieur de la sécurité sociale awer Recht, datt hien de Chômage misst ausbezuelt kréien. Dëst Urteel ass domat begrënnt ginn, dass den Affekot net fräiwëlleg opgehalen huet mat schaffen, mee seng Etüd him gekënnegt huet. Dass hie keng eege Clientèle hat, déi him e weidert Akommes abruecht huet, dass hie sech vum Centre commun de la sécurité sociale als Independant desaffiliéiert hat, dass hien nogewisen huet, dass e kee Revenu méi hat an dass hien iwwer keng eegen adequat Infrastruktur verfüügt huet, déi him et erlaabt hätt, als Affekot ze schaffen, an dass hien och bewisen huet, Efforte gemaach ze hunn, fir proaktiv no enger neier Aktivitéit ze sichen.

Als Konklusioun vun dëser Affär ass et fir eis als DP wichteg, dass weeder d'Desaffiliatioun vum Barreau nach d'Faillite vun enger Firma dierfen d'Konditioun sinn, fir dass en Independant och Chômage kritt. Domadder provozéiere mir just, datt den Independant méi laang am Chômage bleift an a finanziell Schwieregkeete geréit, well e seng Aktivitéit manner séier nees ophuele kann.

Et gëtt deemno beim Chômage souwuel an den Texter wéi och an der Praxis ënnerschiddlech Reegele fir Salariéen an Independanten. De Koalitiounsaccord gesäit vir, datt de Chômage fir Independanten iwwerpréift soll ginn an déi selwecht Rechter fir jidderee gëlle sollen, egal ob Salarié oder Independant.

An enger Aarbechtskommissioun hat Dir, Här Minister, an dësem Kontext gesot, dass d'Reflexiounen um Niveau vun der Regierung zum Chômage vun den Independantë souguer méi wäit géife goe wéi eng Proposition de loi, déi parallell agereecht gouf, mee dass Dir Iech awer eng Rei Garde-fouen am System géift wënschen, notamment dass eng reell Activité indépendante misst nogewise ginn. Vläicht kënnt Dir eis zu dësem Punkt schonn dat eent oder anert méi soen.

Eng Iwwerleeung dozou nach vun eiser Säit. Et kéint een och virgesinn, dass en Independant bei enger Demande, fir de Chômage ze kréien, zum Beispill eng Déclaration sur l'honneur areeche géif, fir dem Risiko vun eventuell abusive Verhalen entgéintzewierken.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen ëfters iwwert d'Prozedur vum Reklassement vu Salariéen. Fir Selbstänneger gëtt et kee System vu Reclassement professionnel. Genee wéi e Salarié kann awer och en Independant aus gesondheetleche Grënn an de Fall kommen, datt e senger Aktivitéit net méi nogoe kann. Als Selbstännegen huet een d'Méiglechkeet, entweeder zäitweis eng Rehabilitatioun an Usproch ze huelen an ze hoffen, datt de gesondheetlechen Zoustand sech nees esou wäit verbessert, dass een der Aktivitéit nees kann nogoen, oder eng aner, méi adaptéiert Aarbechtsplaz ze sichen.

Mee well een als Independant vun der Prozedur vum Reklassement ausgeschloss ass, gi fir d'Rehabilitatioun oder eventuell Ëm- oder Weiderbildunge keng Fraisen iwwerholl, an dat, obwuel den Independant wéi de Salarié an de Sozialsystem cotiséiert an Urecht op déi selwecht sozial Leeschtunge misst hunn, net méi an an net manner.

D'DP ass der Meenung, dass op d'mannst analyséiert misst ginn, ob esou eng Procédure de Reclassement externe fir Independantë kéint agesat ginn. En Independant huet an der Reegel kee fixe Salaire, deen een als Basis fir d'Berechnung vun der Indemnitéit kéint huelen. Dës misst deemno op enger Estimatioun baséieren. Ass de reelle Revenu dann do, kéint se awer nei gerechent ginn an eventuell Iwwerschëss beim Ausbezuele vun der Indemnitéit kéinten zréckbezuelt ginn. À discuter!

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu scho gesot, dass en Independant vun de selwechte soziale Leeschtunge misst profitéiere kënne wéi e Salarié. E cotiséiert schliisslech geneesou wéi e Salarié. E cotiséiert souguer duebel, well e souwuel d'Part patronale wéi och d'Part salariale bezilt.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers fuerderen dowéinst, datt all cotiséierten Euro och Zougang zu de selwechte Rechter garantéiert. Dat ass haut nach net de Fall. Huele mir als Beispill d'Reegelen zur Cumuléierung vun der virgezunnener Alterspensioun an engem professionelle Revenu. Wärend d'Konditioune fir d'Attributioun vun der Pensioun fir Salariéen an Independanten identesch sinn, leet de Code de la sécurité sociale awer ënnerschiddlech Anticumulreegele fest.

Geet een an der Prépension vieillesse enger Activité salariée no, da gëlle follgend Reegelen: Wann de professionelle Revenu, op d'Joer gekuckt, manner wéi en Drëttel vum soziale Mindestloun ausmécht, dann huet dat keen Afloss op d'Prepensioun. Bei engem aktuellen onqualifizéierte Mindestloun vun 2.447,07 Euro, muss de professionelle Revenu fir de Salarié an

deem Fall ënner 815,69 Euro leien. Gëtt dës Limitt iwerschratt, da gëtt d'Prepensioun vum Salarié reduzéiert, wa se zesumme mam professionelle Revenu d'Moyenne vun de fënnef héchste Salairë wärend der Versécherungskarriär depasséiert. Sollt de Revenu dës fënnef héchst Salairen, op ee Joer gekuckt, eleng depasséieren, da gëtt d'Prépension de vieillesse dem Salarié refuséiert oder zréckgezunn.

Geet een awer wärend der Prepensioun enger selbstänneger Aktivitéit no, da gëllen aner Reegelen. D'Limitt vun engem Drëttel vum Mindestloun fir de professionelle Revenu bleift déi selwecht. Mee gëtt déi Limitt och nëmme minimal iwwerschratt, da verléiert een direkt d'Recht op seng virgezunnen Alterspensioun. Et gëtt hei also kee Spillraum, net wéi bei enger Activité salariée, wou d'Prepensioun ënner gewëssene Limitte fir d'éischt emol reduzéiert gëtt.

Ma aus wéi engem Grond gëtt bei der Preventioun net jidderee gläich behandelt, onofhängeg dovunner, ob een niewebäi ënnert dem Statutt vum Salarié oder ënnert dem Statutt vum Independant schafft. Gëtt et do novollzéibar Argumenter?

Dës ongläich Reegele maachen näischt anescht wéi de Leit Steng an de Wee leeën. Dat gesäit een zumools um Beispill vun den Handwierker. Verschidden Handwierker wëlle sech an der Prepensioun weider fir hire Secteur engagéieren, Jonker ausbilden, fir hir Expertise esou och weiderzeginn. Natierlech ass et awer och nëmme richteg, datt si fir dësen Engagement, deen eiser ganzer Wirtschaft zegutt kënnt, finanziell entschiedegt ginn.

Ech wëll hei och kuerz op ee konkreete Fall agoen, dee mir beschriwwe gouf an d'Problematik gutt duerstellt. Et geet ëm en Handwierker, dee riskéiert, seng Prepensioun ganz ze verléieren, well säi Revenu aus enger selbstänneger Aktivitéit 259 Euro iwwert der Limitt louch. Ass dat wierklech gerecht, wann e Salarié an der selwechter Situatioun just eng Reduktioun vu senger Prepensioun riskéiert? D'Äntwert ass kloer: Nee!

D'Penurie bei den Handwierker, och bei de Formateuren, ass eis alleguerte bekannt an en eeschte Problem. Wier et do net ubruecht, déi Leit, déi bereet sinn, sech fir d'Handwierk ze engagéieren, ze valoriséieren, egal ob een a senger Prepensioun als Salarié oder als Independant schaffe wëll? Déi selwecht Anticumulreegele sollte fir jidderee gëllen.

Här President, wéi d'Diskussiounen ëm de Revenu de remplacement wärend der Pandemie opkomm sinn, hat den deemolegen Aarbechtsminister eng Iwwerleeung opgeworf, fir d'Mutualité des employeurs auszebauen oder eng nei ze schafen, wou géif dra cotiséiert ginn.

Mech géif, Här Minister, Är Vue als neie Ressortminister op dës Mutualité des employeurs interesséieren. Virdrun awer e puer Iwwerleeungen zu dëser Mutualité des employeurs. Als Independant ass een à la base selwer responsabel, fir sech fir de Krankheetsfall ze versécheren. D'CNS spréngt finanziell eréischt um Enn vum Mount, wou 77 Deeg Incapacité de travail laanscht sinn, an. Wann ee virdru finanziell ënnerstëtzt wëll ginn, da muss ee bei der Mutualité des employeurs affiliéiert sinn.

D'Affiliatioun bei dëser Mutualitéit gëtt de Moment op enger fräiwëlleger Basis gemaach. Aktuell si ronn zwee Drëttel vun den Independanten do affiliéiert. Well domat een Drëttel vun den Independanten am Krankheetsfall net ofgeséchert ass, gëtt et Diskussiounen, de System ze adaptéieren an zum Beispill eng obligatoresch Affiliatioun bei der Mutualitéit festzeleeën. Ënner anerem wier d'UEL en faveur vun esou enger Iddi.

D'Fro, déi ee sech virop stelle muss, ass, firwat net all Independant fir de Krankheetsfall verséchert ass. Et schéngt e Mangel un Informatioune bei den Independanten ze ginn. Si kennen d'Avantagë vun enger Affiliatioun oft net a Jonker denken och net drun, datt si esou eng Versécherung eng Kéier brauche kéinten. Ech wosst dat éierlecherweis am Ufank och net.

Virun allem am Ufank, wa si sech an d'Selbstännegkeet lancéieren, wëlle si hir Suen och vläicht léiwer an den Opbau vun hirer Aktivitéit oder hirem Betrib stiechen. Fir grad jonk Independanten ze schützen, kéinte mir eis als Demokratesch Partei virstellen, en Opt-out-System bei der Affiliatioun an der Mutualité des employeurs virzegesinn. Dat heescht, dass een d'office géif affiliéiert ginn a sech aktiv misst desaffiliéieren, wann ee sech op eegene Risiko net verséchere oder léiwer anescht ofséchere wëll.

Wat haalt Dir, Här Minister, vun esou engem Opt-out-System bei der Affiliatioun vun den Independanten an der Mutualité des employeurs, engem System, dee schonn a verschiddenen anere Beräicher agesat gëtt, wéi zum Beispill an der Santé beim DSP oder bei der Organspend?

Kolleeginnen a Kolleegen, de Kader, an deem verschidden Independanten evoluéieren, ass och net ëmmer zäitgeméiss. Ech denken dobäi un de Statutt vun dem Conjoint aidant, dee misst reforméiert a moderniséiert ginn. E kënnt haaptsächlech bei Independanten zum Asaz, déi en nom propre schaffen a wou de Liewenspartner bei der Gestioun oder Administratioun vun enger Familljenentreprise aktiv ass. Dëse gëtt dann als Conjoint aidant iwwert den Independant mataffiliéiert.

Zu 99 % handelt et sech iwwregens bei de Conjointaidanten ëm Fraen. Si gi mam aktuelle System awer defavoriséiert, well hir Pensiounen extreem niddreg ausfalen. Dat kënnt zustan, well de Conjoint aidant just op engem Revenu cotiséieren dierf, deen net méi wéi zweemol de soziale Mindestloun ausmécht, all Surplus geet op den Haaptassuré, also den Independant, dee bis d'Héicht vu fënnefmol de Mindestloun cotiséieren dierf. Dobäi sollt et fir de Conjoint méiglech sinn, genee wéi den Haaptassuré, op e Revenu bis zu fënnefmol de Mindestloun ze cotiséieren a sech esou eng méi héich Pensioun ze sécheren. Dat wier och am Sënn vun enger méi grousser Geschlechtergerechtegkeet, well jo haaptsächlech Fraen ënnert dësem Statutt schaffen.

D'Handels- a Beruffskummere plädéiere fir en nach méi flexibele Modell, wou den Independant an de Conjoint aidant de Choix tëschent verschiddene Plaffonge fir Cotisatiounen hätten. Wann d'Entreprise méi Ëmsaz generéiert, géif de Conjoint op engem méi héije Revenu cotiséieren. Wann den Ëmsaz méi niddreg ausfält, géif een och op engem méi niddrege Revenu cotiséieren. Dat wier virun allem hëllefräich, wann e Betrib opgrond vun externe Facteuren a finanziell Schwieregkeete geréit.

Här President, bei der Gläichstellung vun den Independanten hei am Land gëllt et, esou munches ze reforméieren. Esou steet am Koalitiounsaccord ënnert dem Kapitel vun der Modernisatioun vum Droit du travail: „Le statut de l'indépendant avec toutes ses nuances est insuffisamment pris en compte par notre droit du travail en ce qui concerne un certain nombre de droits [...]. Il s'agit de passer en revue certaines lacunes et d'y remédier le cas échéant."

Och de Conseil économique et social souwéi d'OECD an hirem Pandemierapport hunn dorobber higewisen, datt Lëtzebuerg nach Efforten ze maachen huet, fir d'Situatioun vun den Independanten ze verbesseren. D'Chamber huet beim Debat iwwert den OECD-Rapport dann och eng Motioun gestëmmt, wou dës Fuerderung nach eng Kéier un d'Regierung geriicht gouf.

Fir d'Demokratesch Partei muss eis Politick dofir esou ausgeluecht sinn, dass déi bestoend Lacunnen esou séier wéi méiglech ofgebaut a mer esou a Richtung vun engem Statut unique ginn, wou Independanten a Salariéen an engem gläiche gesetzleche Kader evoluéieren.

Duerch d'Ugläichung vun de Regimmer wäerte mir e méi favorabele Kader schafen an doduerjer de Jonken nees méi Loscht maachen, dëse Wee anzeschloen, sech ze lancéieren, eng Firma ze grënnen, Projeten ëmzesetzen a sech als Independant ze entfalen.

Hei gesi mir als DP follgend Usätz: Scho bei de Basiscotisatioune kéint een Adaptatioune virhuelen. Esou kéint een eng progressiv Staffelung vun de Cotisatioune festleeën, eng Referenzperiod oder eng Karenzzäit vun dräi Méint aféieren, fir de Start an d'Selbstännegkeet ze vereinfachen. Aktuell cotiséiert all Independant op der Héicht vum soziale Mindestloun.

Wie sech selbstänneg mécht, generéiert am Ufank awer oft keen oder e klenge Revenu, ënnert dem Mindestloun oft, well vill an den Opbau vun dem Betrib oder enger eegener Aktivitéit investéiert muss ginn. D'Basiscotisatioune falen da proportionell méi staark an d'Gewiicht. E Salarié am Temps partiel huet och d'Méiglechkeet, op d'Stonnen ze cotiséieren, déi hie geschafft huet. En Independant cotiséiert och an deem Fall ëmmer op de Mindestloun. D'Upassung un den Temps partiel sollt och an deem Fall méiglech ginn.

Och den Droit d'établissement muss iwwerschafft ginn. Déi aktuell Ufuerderunge si veraalt an entspriechen net den haitegen Aarbechtsëmstänn. Hei sinn ech frou, dass de Mëttelstandsminister Lex Delles eng gréisser Reform vum Droit d'établissement op den Instanzewee bruecht huet. Hei gëtt den Accès zu verschiddene Beruffer vereinfacht. Et geet awer och generell drëms, den Esprit d'entreprise virun allem bei Jonken ze stimuléieren, dës besser ze schützen, wa se eng Aktivitéit vun engem aneren iwwerhuelen, esou Reprise-d'entreprisen ze vereinfachen an och eng zweet Chance ze ginn, wann et bei engem éischte Lancement net geklappt hat.

Fir d'Selbstännegkeet ze förderen, kéint een och finanziell Ureizer schafen. D'Fédération des travailleurs intellectuels indépendants proposéiert zum Beispill eng Primm, wann ee sech déi éischte Kéier als Independant etabléiert. Iwwert d'Héicht vun esou enger Primm misst een natierlech diskutéieren. Véier Generalisten, déi sech an engem Cabinet de groupe zesummeschléissen, kënnen zum Beispill och vun enger Prime unique vun 10.000 Euro profitéieren. Eng Primm fir Independantë kéint ee vläicht bei 2.500 Euro usetzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gläichbehandlung an e méi modernen a favorabele Kader géifen de Statutt vum Independant méi interessant maachen. Doriwwer eraus musse mir dëse Statutt als reell Alternativ zum Salariat an der Gesellschaft förderen. Wéi uganks mat Beispiller ënnermauert, ass Lëtzebuerg am EU-Verglach oft hannebäi, wann et ëm den Entrepreneuriat geet.

2004 hat d'Juncker-Polfer-Regierung en Aktiounsplang op d'Bee gestallt mam Numm „Entrepreneurship au Grand-Duché de Luxembourg – Entreprendre pour réussir". An deem Kader hat de Comité national pour la promotion de l'esprit d'entreprise, deen et haut leider net méi gëtt, d'Sensibiliséierungscampagne „Trau Dech!" lancéiert. No bal 20 Joer ass et vläicht nees un der Zäit, eng nei Campagne auszeschaffen.

Virun allem musse mir awer um Bild vum Independant an der Gesellschaft schaffen, well dat Bild entsprécht sielen der Realitéit. Déi mannsten Independantë fueren en décke Ferrari, wunnen an enger riseger Villa ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP), interpellatrice | ... oder verbréngen d'Majoritéit vum Joer op hirer privater Yacht. Tatsächlech verdénge vill Salariéë bedeitend méi wéi esou munchen Independant. Den Aarmutsrisiko bei den Independanten ass leider héich, wat duerch d'Pandemie nach verstäerkt gouf. Dovunner gëtt awer bei den Aarmutsdebatten net oft genuch geschwat.

D'Patrone vun de sëllege klenge Betriber uechtert d'Land, déi oft vergiess ginn: Si si meeschtens net déi mat de breede Schëlleren. Niewent dem eegene Prêt oder Loyer fir d'Wunneng musse si nach de Loyer vum Betrib bezuelen, d'Fraisen, déi ufalen, d'Salairë vun den Aarbechter. An déi gi fir d'éischt ausbezuelt. De Patron selwer kritt eppes, wann nach eppes iwwreg ass. D'Prioritéit ass, de Betrib um Lafen ze halen. Dat kascht Suen a vill Zäit, oft méi wéi 40 Stonnen d'Woch. Mee well et engem selwer gehéiert, mécht ee sech och gären déi Méi. Eppes wuessen ze gesinn, dat ee mat sengen eegenen Hänn opgebaut huet, mécht houfreg an zefridden.

Mee wann een onnéideg Steng an de Wee geluecht kritt, déi et schwéier maachen, alles um Lafen ze halen an nach selwer vun der Aarbecht liewen ze kënnen, da geréit ee séier a Verzweiflung. Da freet ee sech, firwat ee sech dat undeet an ob dat alles nach Sënn mécht, fir sech déi Méi ze maachen.

Här President, d'Selbstännegkeet ass eppes ganz Besonnesches. Se gëtt gebuer aus enger grousser Leidenschaft fir eng Iddi an nom Wonsch no der Fräiheet, säin eegene Chef ze sinn, a sengen eegene Konditiounen ze schaffen. D'Selbstännegkeet verlaangt vill Risikobereetschaft, vill Courage a Wëllensstäerkt. Independantë sinn e wichtege Pilier vun eiser Wirtschaft. Si dreiwen d'Innovatioun weider a schafen Aarbechtsplazen. Si sinn net nëmmen Deel vum Mëttelstand, de Mëttelstand gëtt aus hiren Initiativen eraus gebuer. An dat mussen eist Aarbechtsrecht an eis Sozialversécherung och erëmspigelen.

An dësem Sënn wäert ech Iech, Här President, och eng Motioun areechen, déi d'Regierung opfuerdert, déi néideg rechtlech Adaptatioune virzehuelen an d'Entrepreneuriat konsequent weider ze fërderen. D'Sécherheet, d'Gerechtegkeet an d'Unerkennung fir all Independantë muss Realitéit ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– réaffirmant que l'entrepreneuriat est un des principaux moteurs de l'innovation et de la création d'emplois et contribue ainsi de manière significative au développement de l'économie nationale ;

– considérant que les travailleurs indépendants ont un statut différent de celui des salariés, ce qui peut entraîner une inégalité de traitement en termes de protection sociale et de droits ;

– rappelant que l'accord de coalition 20180-2023 a constaté que « l'indépendant avec toutes ses nuances est insuffisamment pris en compte par notre droit du travail en ce qui concerne un certain nombre de droits (chômage, protection et sécurité sociale, etc.) » ;

– considérant les récents efforts déployés par le Gouvernement afin d'accorder aux travailleurs indépendants l'accès aux mêmes droits qu'aux travailleurs salariés, dont notamment :

• l'accès au congé parental,
• l'accès au congé pour raisons familiales,
• l'accès au revenu d'inclusion d'emploi (REVIS),
• la mise en place du régime complémentaire de pension pour indépendants (RCPi) ;

– saluant les initiatives du Gouvernement favorisant le développement de l'entrepreneuriat, dont notamment :

• le lancement du « House of Entrepreneurship » en 2016,
• l'introduction d'une nouvelle section N « Entrepreneuriat, finance et marketing » dans l'enseignement secondaire ;

– notant que plusieurs acteurs, dont le Conseil économique et social (CES) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ont signalé que les travailleurs indépendants sont actuellement traités de manière inégale dans le droit luxembourgeois ;

– considérant que l'inégalité de traitement entre les travailleurs indépendants et les salariés peut avoir un impact négatif sur la qualité de vie et l'engagement professionnel des travailleurs indépendants ainsi que sur leur capacité à contribuer à l'économie nationale ;

– rappelant que, lors du débat sur les leçons à tirer de la pandémie du Covid-19, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à :

• examiner les pistes en faveur d'un soutien récurrent, comparable au chômage partiel, à destination des travailleurs indépendants,
• prévoir un dispositif de crise permettant de mieux soutenir les travailleurs indépendants en cas de fermeture des écoles, de maladie ou de mise en quarantaine,
• revoir les conditions d'ouverture du droit au chômage en temps de crise sanitaire de sorte à en faciliter l'accès pour des personnes ayant eu des carrières professionnelles courtes ou interrompues, notamment les jeunes et les intérimaires, ainsi que les indépendants,

invite le Gouvernement à

– poursuivre, de manière générale, ses efforts pour réduire l'inégalité de traitement entre les travailleurs indépendants et les salariés ;

– aligner davantage les deux régimes en révisant, tel qu'indiqué dans l'accord de coalition 2018-2023, les« législations qui diffèrent selon que la personne travaille dans le cadre d'un contrat de travail ou de façon indépendante » ;

– accorder notamment aux travailleurs indépendants l'accès aux mêmes droits qu'aux travailleurs salariés, en ce qui concerne entre autres :

• le cumul d'un revenu avec une pension de vieillesse anticipée,
• le chômage complet ;

– analyser la possibilité d'introduire une procédure de Reclassement externe pour travailleurs indépendants ;

– analyser le statut du conjoint aidant et le cas échéant adapter le cadre légal du conjoint aidant ;

– moderniser le droit d'établissement ;

– analyser la possibilité de prévoir un système d'« opt out » en ce qui concerne la procédure d'affiliation des travailleurs indépendants à la Mutualité des employeurs, voire analyser la possibilité de l'introduction d'une affiliation obligatoire à la Mutualité des employeurs ;

– lancer une campagne de sensibilisation avec l'objectif d'améliorer l'image du travailleur indépendant et de promouvoir l'entrepreneuriat au sein de la société.

(s.) Carole Hartmann, Semiray Ahmedova, Dan Kersch.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, mäin éischte Merci geet natierlech un eis Interpellantin, d'Madamm Hartmann, fir d'Initiativ geholl ze hunn, eng Initiativ zu deem wichtege Sujet do ze lancéieren. An ech muss iwwregens soen, an dat kënnt mer selte vir, dass ech quasiment déi ganz Ried, déi d'Madamm Hartmann hei gehalen huet, kéint ënnerschreiwen, ...

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... well ech quasiment mat deenen allermeeschte Punkten d'accord sinn, déi se hei virbruecht huet, wat mir dann och erlaabt, meng Ried e bësselche méi kuerz ze halen, well ech och déi Developpementer iwwert déi sozial Ongläichheeten, esou wéi d'Madamm Hartmann se hei duergestallt huet, 100%eg kann deelen.

Ech sinn och frou, datt zwee Ministeren de Moien hei sinn, hätt mer allerdéngs och gewënscht, datt de Mëttelstandsminister de Moien hei wier, well et geet schlussendlech ëm déi Selbstänneg, ëm d'Independanten, fir déi hien a sech zoustänneg ass. An ech hunn och mat ganz vill Opmierksamkeet hei eng Rei vu Propositioune vun der Madamm Hartmann matkritt, déi sech direkt un de Mëttelstandsminister riichten. Ech selwer wäert och déi eng oder aner Propositioun do maachen. Duerfir fannen ech eigentlech, datt d'Ekipp vun der Regierung onkomplett ass, well den Här Delles feelt.

Erlaabt mer awer, fir direkt och e puer Zuelen ze soen. D'Madamm Hartmann huet Verschiddener gesot, ech géif vläicht e puer anerer soen. Ech mengen zwar, datt mer Allenzwee déi Zuelen aus deene selwechte Rapporten huelen. Mir hunn op Enn vum Joer 2020 am ganzen eppes iwwer 24.000 Independanten hei am Land gezielt. Dovunner sinn der eppes iwwer 21.000, déi effektiv ganzdaags selbstänneg sinn, an dann hu mer der awer och nach 3.058, déi eigentlech just selbstänneg à titre accessoire sinn.

Dann en anere Chiffer, deen ech eigentlech och ganz interessant fannen. Bei deene 24.000 Independanten hu mer der 14.000, déi ganz eleng selbstänneg sinn, also ganz eleng schaffen. Mir hunn der awer och 10.000, déi Salariéen hunn, fir och ze soen, datt de Statutt vum Independant ee wichtegen ass, well en och Aarbechtsplazen an eisem Land schaaft an e schaaft der och relativ vill.

Ech wëll och direkt soen, datt mir begréissen, wat an de leschte Méint a Joren un Hëllefen och fir d'Independanten am Kontext vun der Covidkris bezuelt ginn ass. Dat ass substanziell, dat war och wichteg, well ouni déi Covidhëllefen hätte ganz vill, besonnesch Selbstänneger, et warscheinlech net gepackt. Mir begréissen och, an dat huet d'Madamm Hartmann och virdrun ënnerstrach, déi Mesüren, déi geholl gi sinn, fir och den Independanten ze erméiglechen, Congé parental ze huelen. Och dat si fir eis Moossnamen, déi an déi richteg Richtung gaange sinn.

Ech muss awer och direkt hei soen, datt et vläicht d'Independantë sinn, déi et am schwéiersten haten an der Covidkris, well och do en Deel vun den Independanten, an net dee mannst groussen Deel, nämlech dee vum Horeca-Secteur, natierlech ganz besonnesch betraff war vun där Kris. An ech muss Iech och elo erëm soen, datt et an der Energiekris virun allem d'Independantë sinn, déi dorënner leiden, well se ganz oft och iwwerproportionell ofhängeg sinn (veuillez lire: betraff sinn) vun héijen Energiekäschten an dat och manner kënne verschaffe wéi vläicht

anerer. Duerfir begréisse mer och, datt am Kader vun der Tripartitt déi Moossname vun den Energiekäschten elo nach eng Kéier verlängert gi sinn.

Et ass awer och esou – wann ee ganz vill Rapporte liest –, datt d'Situatioun vu ganz, ganz villen Independantë guer net einfach ass. An zum Deel ass d'Prekaritéit, an där verschidden Independantë sinn, souguer deelweis méi héich wéi d'Prekaritéit, an där ganz vill Salariéë sech befannen. Dat heescht, mir mussen einfach wëssen, mir hunn et hei wierklech mat enger Kategorie vu Leit ze dinn, déi et net einfach huet an déi ganz besonnesch an deene leschte Joren, awer och am Moment nach leit, an et dierf ee wierklech och fir déi dote Kategorie den Aarmutsrisiko net ënnerschätzen. An do ass wierklech och eng Rei Independanten, déi a ganz, ganz schwierege Situatioune sinn.

Ech muss Iech soen, datt et natierlech fir d'Alleréischt eng Rei vu sozialen Ongläichheete gëtt zwëschent den Independanten an de Salariéen. A wéi gesot, d'Madamm Hartmann huet se opgezielt.

Do, wou ech awer e bësselchen erstaunt sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, muss ech awer och soen, dat ass, datt hei e Fuerderungskatalog komm ass vun der Madamm Hartmann, wéi gesot, deen ech, an och meng Fraktioun, an deenen allermeeschte Punkte ka suivéieren. Ech stellen awer fest, datt et déi Ongläichheeten net eréischt säit gëschter an haut gëtt. Ech kommen och op eng herno ze schwätzen.

Déi Ongläichheete gëtt et scho säit Joren. An ech sinn awer e bësselchen erstaunt, datt elo op eemol, siwen, aacht Méint virun de Chamberwalen, hei d'Majoritéit erwächt, mat engem ganze Fuerderungskatalog kënnt, souguer eng Motioun, déi ech zwar nach net gesinn hunn, hei deposéiert. Mee, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen vun der Majoritéit, firwat hutt Der dat doten net scho längstens ugepaakt? Déi Problemer, déi d'Madamm Hartmann hei exzellent geschildert huet, déi hätt Der scho kënne säit Joren ëmsetzen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Iwwregens och Madamm Hartmann, Äre Minister hätt och scho kënne verschidde ...

Une voix | Richteg!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... vun deene ganz gudde Propositiounen, déi Der do gemaach hutt, ëmsetzen. Ech gesinn och hei den Här Haagen an den Här Engel. Mir schwätzen elo iwwer eppes, dat hätt scho kënne säit Joren ëmgesat ginn. An ech wëll elo net soen, datt „am Abend wird der Faule fleißig", et muss ee sech trotzdeem awer d'Fro stellen, firwat hei d'Madamm Hartmann siwe Méint virun de Wale muss mat enger Interpellatioun kommen, fir datt endlech d'Majoritéit sech bewosst gëtt, datt mer e Problem um Niveau vun den Independanten hei an deem Land hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Et ass wéi mam Platzverweis, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et ass wéi mat ganz villem aneren, woubäi, Madamm Hartmann, ech Iech ganz staark appreciéieren. Dir wësst dat. Dir hutt virdrun awer eppes gesot, dat huet mech e bësselchen awer gestéiert. Dir hutt gesot, dank Ärer Interpellatioun wär d'Regierung erwächt, hunn ech esou plus ou moins interpretéiert.

Ech wëll Iech awer elo soen, Dir hätt awer kënne korrekterweis soen, datt d'CSV, d'Madamm Modert notamment scho virun engem oder zwee Joer hei eng Motioun ofginn hat, wou quasiment dat selwecht gefuerdert ginn ass, wat Dir hei haut gefuerdert hutt. Déi Motioun ass awer niddergeschmettert gi vun enger Majoritéit. Duerfir sinn ech awer e bësselchen erstaunt, wann dat, wat d'Madamm Modert virun engem oder zwee Joer proposéiert huet a wat Iech net gutt genuch war, dann elo op eemol an Ärer Motioun an an Ärer Ried erëmkënnt.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, an och Madamm Hartmann, mäi Kolleeg, de Marc Spautz, an ech, mir hu scho viru ganz laanger Zäit zwou Proposition-de-loien deposéiert, wou mer genau dat froen, genau dat froen, wat Dir elo hei developpéiert hutt. Korrekterweis hätt Der dann awer och vläicht kënnen op déi Proposition-de-loien hiweisen. Wann also d'Regierung elo bougéiert, a mir si frou natierlech, datt d'Regierung endlech bougéiert, mengen ech, ass et awer och ganz e bësselchen de Meritt vun enger CSV, datt mer do e bësselche virukommen.

Fir awer elo op déi eenzel Mesüren anzegoen: Dir hutt se, wéi gesot, geschildert, ech ginn also elo nach eng Kéier méi schnell doduerch. Do geet et fir d'éischt natierlech ëm déi Antikumullbestëmmunge bei de Pensiounsreegelungen. Dir hutt dat ganz gutt geschildert. Ech brauch also net méi dodrop anzegoen. Op deem Punkt hunn eebe ganz genau den Här Spautz an ech eng Proposition de loi gemaach, déi iwwregens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, positiv vum Staatsrot aviséiert ginn ass. Déi Proposition de loi, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kann haut hei ofgestëmmt ginn. Wann den Här Haagen eis elo de Feu vert gëtt, da schreiwen den Här Spautz oder ech nach schnell e Rapport an da kënne mer dat nach dës Woch oder d'nächst Woch ofstëmmen. Et feelt also just, léif Kolleegen, hei u politeschem Wëllen, fir dat ze maachen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Zweete Punkt, wat déi ganz Chômage-Ongerechtegkeete betrëfft: Och dat ass hei exzellent duergestallt ginn. Och do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hunn den Här Spautz an ech eng Proposition de loi gemaach, déi zum Deel zumindest déi Problematik do opgräift. Och do wär et relativ einfach, fir hei e Gesetzestext draus ze maachen. Mir bräichte just de politesche Wëllen.

Dann ass hei déi Thematik, déi och wichteg ass am Kontext vum Statutt vun den Independanten, nämlech de Conjoint aidant. Och do gëtt et substanziell Ongerechtegkeeten. Do géife mir zum Beispill proposéieren, datt, wat de cotisabele Plaffong betrëfft, deen am Moment just bei zweemol dem soziale qualifizéierte Mindestloun läit, een dat emol kéint bis op fënnefmol de Mindestloun héijen, well dat och eng fundamental Ongerechtegkeet ass.

Da gëtt et natierlech och alleguerten déi Ongerechtegkeeten, wat déi verschidde Chômagë betrëfft. Wéi gesot, et ass virdru schonn ugeschnidde ginn, och de Chômage intempérie. En anere wichtege Punkt, op deen ech och nach wéilt agoen, dat ass de Reklassement. Och do gëtt et Inegalitéiten zwëschent dem Statutt vum Salarié an deem vum Independant. Och do, mengen ech, wär et wichteg, wann endlech eppes géif geschéien.

Léiwen Aarbechtsminister, léiwe Sécurité-sociales-Minister, ech mengen, hei ass also schonn och vun der Oppositioun, déi jo ëmmer reprochéiert kritt, si géif keng konkreet Propositioune maachen, scho ganz vill gutt Viraarbecht geleescht ginn. Et ass Iech also elo fräigestallt, vläicht och déi gutt Viraarbecht mat a Consideratioun ze zéien, fir datt mer endlech och an deem Dossier virukommen.

Ech wollt dann awer nach op eenzel aner Punkten agoen, déi net nëmmen dee ganze soziale Volet concernéieren. An do ass och ee ganz wichtege Punkt vun der Madamm Hartmann ugeschwat ginn. Dat ass dee vun der Iwwerdroung vun Entreprisen. Dat ass eppes, wat fir d'Independantë spillt, net nëmme fir d'Independanten. Ech wäert do och am Kader vu menger Interpellatioun zu der Zukunft vun der lëtzebuergescher Wirtschaft eng Rei konkreet Propose maachen. Duerfir brauch ech haut am Detail net dodrop anzegoen.

Et ass allerdéngs wichteg, wa mer wierklech wëllen de Beruff vum Independant méi attraktiv maachen, datt mer do notamment um steierlechen Niveau deene Leit entgéintkommen, déi hire Betrib entweeder an der Famill wëlle viruverierwe respektiv en eventuell och un eng Drëttpersoun wäerte wëlle cedéieren. Well Dir wësst, wéi dat am Moment ass: Et si ganz vill Leit, déi einfach mat hirem Betrib ophalen, well et steierlech esou oninteressant ass, dee Betrib iwwerhaapt virunzeginn. An do geet eis eigentlech och en immense Fong vun Entreprisë verluer. An duerfir mengen ech, datt et wierklech och wichteg wier, datt op deem Punkt eppes geschitt.

Dir hutt d'Autorisation de faire le commerce ugeschwat. Och do, mengen ech, misste mer et endlech fäerdegbréngen, datt Leit, déi dann eng Kéier an hirem Liewen eng Faillite provozéiert hunn – a jiddweree soll och eng Kéier d'Recht hunn, eng Kéier net ze reusséieren –, net vu vireran ni méi kënnen eng Handelsgeneemegung kréien. Do weess ech, datt den Här Delles ugekënnegt huet, datt dat soll geännert ginn. Et wär allerdéngs ganz wichteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann dat méiglechst schnell géif geschéien.

Dann en drëtte Punkt, dat ass deen, datt et awer haut nach äusserst schwiereg ass, fir iwwerhaapt och als Independant sech kënnen ze etabléieren, fir iwwerhaapt och do all d'Autorisatiounen ze kréien. An do maachen ech och nach op en anere Punkt opmierksam, dee mer schonn e puermol diskutéiert hunn, datt et och ëmmer méi schwéier gëtt fir Independanten, iwwerhaapt Bankkonten opgemaach ze kréien. Och dat ass eng eenzeg Katastroph. Mat verschiddene Kolleege ware mer virun e puer Deeg bei der CSSF. A souguer d'CSSF huet eis selwer confirméiert, datt dat am Moment e risege Problem wier, datt eenzel Leit iwwerhaapt emol kee Kont méi kënnen opgemaach kréien. Och dat ass fir Independanten extreem wichteg. An och do géif ech Iech bieden, datt endlech eppes geschitt. Dat sinn, wéi gesot, éischter elo Propositiounen, déi aner Ministere concernéiere wéi déi zwee, déi hei sëtzen. Mee trotzdeem wär dat awer wichteg.

Ech wëll just am Numm vun der CSV-Fraktioun hei ganz kloer soen, datt fir eis d'Independanten e ganz wichtegen Deel vun der lëtzebuergescher Wirtschaft duerstellen. Mir brauche méi wéi jee Independanten. Mir brauche se am Handwierk. Mir brauche se am Commerce. Mir brauche se bei de Prestataire-de-servicen. Mir brauche se am Horeca-Beräich. Mir brauche se op der Finanzplaz. Och do si ganz vill Independanten. A mir brauche se an de Startuppen. An Dir wësst, wéi wichteg datt Startuppe sinn. An duerfir, an och dat huet d'Madamm Hartmann virdru gesot an och dat kann ech hei ënnerstëtzen, geet et och drëm, wat fir e Message a wat fir eng Signaler mir deene jonke Leit ginn.

Wa mir gären hätten, a mir brauchen déi jonk Leit, datt se sech sollen als Selbstänneger, als Independanten engagéieren, da musse mir hinnen awer e Minimum vu sozialer Ofsécherung ginn. Mir mussen d'Liewen net schwéier maachen, wa se wëllen e Betrib grënnen. An duerfir plädéiere mir wierklech och derfir, datt do vum Message, dee mer ginn, datt och

de Beruff, de Statutt vum Independant wierklech och méi positiv duergestallt gëtt.

Gëschter hate mer de Fraendag. Ech kann Iech soen, datt mer och onbedéngt nach méi Frae brauche bei den Independanten. An ech kann Iech soen, ech kennen e puer Fraen, déi selwer zum Beispill Startuppen opgemaach hunn, déi immense Succès hunn, déi dat super maachen. Duerfir: Independantë sinn net nëmme Männer, et sinn och Fraen, et si jonk Leit, et si manner jonk Leit. Mir brauche se alleguerten, fir datt dee Wirtschaftstanduert och weider leeft.

Dann hunn ech gesot: De Message oder déi Messagen, déi mer no bausse ginn, sinn och wichteg. An och do huet d'Madamm Hartmann eppes gesot, wat ech mat zwou Hänn natierlech kann ënnersträichen, wat mech och an deene leschte Méint a Jore schrecklech gestéiert huet: D'Independante si wierklech keng, déi an der Majoritéit am Geld schwammen an déi mam Ferrari duerch d'Géigend fueren. Déi meeschten Independantë sinn der, déi sech ploen, déi moies opstinn, déi keng Vakanzen huelen, déi einfach kucken, datt hire Betrib an domadder d'lëtzebuergesch Wirtschaft fonctionéiert.

An da muss ech Iech och soen, léif Regierungsvertrieder: Ech kann och net akzeptéieren, datt hei gesot gëtt, et wäre keng Suen do, fir zum Beispill all déi sozial Mesüren ëmzesetzen. Kommt mer wannechgelift net domadder!

An da kommen ech einfach op e Punkt, dee mech awer e bësselche stéiert. Ech sti jo bestëmmt hei net am Verdacht, een ze sinn, dee géint d'Groussindustrie oder géint de Finanzsecteur steet. Ech muss Iech awer trotzdeem soen, wéi ech de Moien op RTL d'Pushe gekuckt hunn, hunn ech gelies, datt d'ArcelorMittal e Benefiss vun 13 Milliarden an deem Land gemaach huet. E Grupp, 13 Milliarden. Ech si frou fir d'ArcelorMittal, datt se esou e Benefiss gemaach hunn. Ech muss Iech awer op där anerer Säit soen, datt wann de Staat elo dohinnergeet an e keeft enger ArcelorMittal d'Hallschecht vun deem Gebai fir dee verréckte Präis vun 275 Milliarden of, dann, léif Regierung, sot eis nëmmen net, …

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | … et wäre keng Sue méi do, fir d'Independanten ze ënnerstëtzen. Mir wäerten op jidde Fall als CSV weider 100%eg hannert den Independantë stoen a mir wäerten eis och net ginn, bis d'Proposition-de-loie vum Kolleeg Marc Spautz a vu mir endlech hei an der Chamber wäerten diskutéiert ginn an doriwwer ofgestëmmt wäert ginn.

Ech soen Iech e grousse Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech kommen natierlech net derlaanscht, kuerz op dat anzegoen, wat mäi Virriedner elo gesot huet.

Ech mengen, et misst een awer preziséieren, dass et falsch ass, hei esou ze maachen, wéi wann an deene leschte fënnef Joer näischt fir d'Independanten hei am Land gemaach gi wär.

Et gouf ganz grouss Progrèse beim Congé parental. Et gouf ganz grouss Progrèse beim Congé pour raisons familiales. An och beim REVIS si ganz grouss Verbesserunge gemaach ginn, déi den Independanten direkt zeguttkommen.

Dat nämmlecht zielt fir de Régime complémentaire de pension vun den Independanten, dee geschafe gouf. An Dir wësst och alleguerten, dass e weidere Projet de loi um Instanzewee ass, wou de Congé de paternité vun zéng Deeg och op d'Independanten ausgeweit gëtt. Ech mengen, dass dat alles Schrëtt sinn, déi am Sënn si vun deem, wat elo meng Virriedner hei gesot hunn. An et sollt een net esou maachen, wéi wann et dat net géif ginn.

D'Carole Hartmann huet an hirer Interpellatioun, fir déi ech iwwregens Merci soen, d'Situatioun vun den Independante ganz gutt beschriwwen. A si huet och de Pabeier vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers vum Summer 2022 erwäänt, an och déi jeeweileg Fuerderungen, déi do gestallt gi sinn. Si huet, mengen ech, och gesot, dass et an der Tëschenzäit 28.000 Persounen hei zu Lëtzebuerg sinn, déi als Independant ugemellt sinn. A mat hire Coassuréë mécht dat wäit iwwer 46.000 Leit aus.

A wann een dann och nach weess, dass eng ganz Rei vun deenen Independanten och nach aner Leit beschäftegen, da weess een, wéi grouss d'Roll vun den Independanten an der Lëtzebuerger Ekonomie ass. An ech mengen, et ass keen, deen dat och géif an iergendenger Form bestreiden.

Et fält awer op, dass bei der Bezeechnung vum Independant natierlech ganz vill Situatioune couvréiert ginn, déi ënner Independant falen – souwuel de klenge Coiffer oder d'Estheticienne oder de Bäcker an Elektriker, wéi och den Dokter, den Affekot oder den Architekt, mee awer och Leit, déi e Mandat an enger ganz grousser kommerzieller Boîte hunn, déi Gerant, CEO oder Administrateur délégué vu grousse kommerzielle Boîtë sinn.

A leider, an och dat däerf een net vergiessen, sinn der och ganz vill derbäi, déi als sougenannt „Faux Independantë" gëllen – also Leit, déi u sech alles matbréngen, fir als Salarié agestuuft ze ginn, mee déi awer aus iergendengem Grond an den Independantsstatutt gedrängt gi sinn an domadder och all Schutz vum Lëtzebuerger Droit du travail verléieren; wat ee reelle Problem ass. A Beispiller vu Firme mat iwwer 1.000 Leit, wou iwwer een Drëttel vun de Leit am Independantsstatutt sinn, gëtt et leider och hei zu Lëtzebuerg.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers schwätze vun der Prekaritéit vun den Independanten. An et ass net falsch – an dat hu mer och bei der Pandemie gesinn –, dass sécher eng ganz gutt grouss Partie vun Independante vun där Prekaritéit bedrot waren. A si fuerderen – an dat ass och nëmmen normal – eng adequat sozial Ofsécherung fir déi Leit.

Fir d'Sozialisten – an och dat soll hei kloer gesot ginn – gëtt et iwwerhaapt keen Zweifel, dass et net den Aarbechtsstatutt ass, deen doriwwer soll diskutéieren (veuillez lire: decidéieren), ob eng Persoun, déi riskéiert, an de sozialen Abseits ze geroden, op déi op déi eng oder aner Aart a Weis vum Staat gehollef kritt, mee dass et aleng hir sozial a wirtschaftlech Situatioun ass, déi dat soll determinéieren. Et soll keen am Reen an och keen um Rand vun der Gesellschaft aleng gelooss ginn.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Déi zwou Beruffskummere bezéie sech op d'Konventioun Nummer 102 vun der internationaler Aarbechtsorganisatioun OIT, wou eng Rei vu soziale Minimumriske sollen ofgeséchert ginn; ënner anerem de Chômage, den Alter, d'Aarbechtsaccidenter, d'Beruffskrankheet, d'Maternité, d'Invalitéit, den Doud an déi familiär Chargen.

Bei de jäerlechen OIT-Treffen – an et sinn eng Rei Leit heibannen, déi dat ganz genau wëssen –, déi zu Genf stattfannen, huele vu Lëtzebuerger Säit traditionell souwuel Regierungsvertrieder wéi och Patronats- a Gewerkschaftsvertrieder deel. Dat ass och vläicht de Grond, firwat dass mer hei zu Lëtzebuerg, géif ech soen, de Groussdeel oder bal komplett alleguerten déi Beräicher ofdecken, déi an der OIT-Konventioun festgehale ginn. Zumindest besteet d'Méiglechkeet, fir et ze maachen. Do ass eng gewëssen Nuance dran. An ech kommen duerno nach dorobber zréck.

Dat ännert awer näischt drun, an och dat bestreit, mengen ech, keen, dass Verbesserungspotenzial besteet an dass och eenzel vun deene Fuerderungen, déi vun deenen zwou Chambere gemaach ginn, ganz seriö mussen analyséiert ginn.

Den éischte Punkt: d'Pension anticipée no enger zousätzlecher berufflecher Aktivitéit. Haut gëtt et do effektiv zwou ënnerschiddlech Bestëmmungen, ob et eng Activité salariée ass oder eng Activité non salariée; wann een iwwer engem gewëssene Plaffong läit, wéi et da gehandhaabt gëtt.

Dat ass an eisen Aen net gutt. An eisen Ae sollten déi Anticumulreegelen do fir jiddwereen d'nämmlecht sinn, egal wéi de Statutt ass. A wa meng Informatioune richteg sinn, Här Minister, sidd Der och konkreet amgaangen, dorunner ze schaffen. A vläicht kréie mer jo do nach zousätzlech Explikatiounen.

Déi zweet Propos geet iwwert de Conjoint aidant a säi Statutt, wou eng ronn 1.000 Persoune haut betraff sinn, hunn ech mer soe gelooss. De Conjoint oder de gepacste Partner vun engem Independant kann also ënnert dem Statutt vum Conjoint aidant ugemellt ginn. An der Landwirtschaft geet et souguer nach e bësse méi wäit, wat d'Familljememberen ugeet. An dee Statutt, an dat ass ganz wichteg, gëtt dann och d'Méiglechkeet, dass déi betraffe Persoun iwwert den Haaptassuré an der Mutualitéit kann affiliéiert ginn. De Conjoint aidant huet also och, an dat ass ze diskutéieren, d'Méiglechkeet, eng Dispense de l'assurance obligatoire ze froen.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers froen elo, de maximale Cotisatiounsseuil ze adaptéieren an d'Division du revenu ofzeschafen. Dat ass eng ganz spezifesch Fro, déi eng méi genau Analys brauch.

Fir d'LSAP ass et awer wichteg, dass prinzipiell jiddweree sollt esou gutt wéi méiglech géint déi sozial Risike verséchert sinn an, esou wéi ech et uganks schonn ugeschwat hunn, och soll ofgeséchert bleiwen. Wann een also eppes ännert un iergendengem System, och un deem vum Conjoint aidant, muss déi Premiss erfëllt bleiwen.

An eigentlech – an och dat sollt een net vergiessen an der ganzer Diskussioun –, eigentlech ass et bedenklech, dass – wéi ech et virdru schonn ugedeit hunn – de Conjoint aidant d'Méiglechkeet huet, fir eng Dispens vun der obligatoresch Affiliatioun ze froen, well déi Persoun am Fall vu Krankheet oder och anere Problemer absolutt keng Couverture sociale huet: kee Krankegeld, kee Congé de maternité, keng Couverture am Aarbechtsaccident. An dat ass ganz einfach net gutt.

Dann, wat d'Propos ugeet, d'Mutualitéit vun den Employeure weider ze promouvéieren, do kann ech nëmme soen, Här President, dass ech dat ka mat zwou Hänn ënnerschreiwen. D'Mutualitéit fonctionéiert no engem Solidarmodell. Si ass wierklech eng gutt Saach. Si ass iwwregens geschafe gi bei Geleeënheet vun der Schafung vum Statut unique, praktesch als Ausgläich fir d'Betriber fir Käschten, déi fir d'Betriber anerweiteg entstane sinn. Dat ass och de Grond, firwat dass de Staat sech finanziell un der Mutualitéit bedeelegt.

D'Nuance, déi Der virdru matkritt hat, wou ech gesot hunn, dass d'Independanten zumindest d'Méiglechkeet hunn, sech ze schützen, läit eebe genau do: bei där Mutualitéit, well – an och dat hat ech schonn ugedeit – d'Indepandanten also d'Méiglechkeet hunn, fir sech do ze affiliéieren. Si kréien dann och déi nämmlecht Prestatioune wéi Salariéen am Krankheetsfall. Als Rappel: D'Mutualitéit iwwerhëlt jo 80 % vum Salaire wärend der Zäit vun der Lohnfortzahlung; also deene ronn dräi Méint, éier d'CNS d'Käschten iwwerhëlt.

A wann ech soen „d'Méiglechkeet besteet", heescht dat am Ëmkéierschluss, dass keng Obligatioun besteet, fir sech ze versécheren. Ech ka ganz gutt novollzéien, firwat dass déi zwou Chamberen net kloer gefuerdert hunn, dass een u sech misst d'Obligatioun, fir sech ze affiliéieren, aféieren, well et effektiv eng Rei vu Beruffer gëtt, déi sech mat Hänn a mat Féiss dogéint wieren, déi awer vun deenen zwou Chambere vertruede ginn.

Ech weess awer aus villen Eenzelgespréicher mat Vertrieder vum Patronat, dass se am Fong am léifsten hätten, et géif déi Obligatioun ginn, an da kéint een op déi Aart a Weis ganz vill Problemer änneren. Éischtens wier dat a mengen Aen am Interêt vu jiddwer Eenzelnem, deen do géif affiliéiert ginn. An zweetens wär et awer och am Sënn vun engem Solidarbündnis vun de Betriber, deen natierlech nëmme ka fonctionéieren, wann eng grouss Zuel respektiv jiddweree matmécht. Mengen Informatiounen no ass jo och d'Majoritéit vun den Independanten an der Mutualitéit ageschriwwen. An et ass nëmmen eng Minoritéit, déi dat refuséiert.

An deem Fall, wou een dat hätt, eng 100 %-Affiliatioun, kéint een natierlech och driwwer nodenken, d'Aktivitéitsfeld vun där Mutualitéit auszeweiten op aner sozial Ofsécherungen, wou mer Problemer hunn, fir d'Independantë mat de Salariéë gläichzestellen.

Ech wëll och hei soen, dass d'Regierung wärend der Pandemie ganz kloer eng Propositioun an déi dote Richtung gemaach huet, d'Regierung sech souguer bereeterkläert huet, dass am Fall, wou ee géif eng Eenegung fannen, fir dat ze maachen, se och hire finanzielle Beitrag géif drastesch an d'Luucht setze par rapport zu deem, wat haut de Fall ass. Leider ass et net dozou komm. Mee ech mengen, dass et ni ze spéit ass, eppes, wat an enger Krisesituatioun verworf ginn ass, nach eng Kéier op de Leescht ze huelen a sech dee Gedanken nach eng Kéier méi genau unzekucken.

Dat setzt natierlech viraus, dass de Solidaritéitsgedanken ënnert de Betriber, och tëschent de Secteure vun der Lëtzebuerger Ekonomie, muss gestäerkt ginn, well souwäit ech informéiert war, waren et ganz bestëmmt Secteuren, déi net den direkten Notzen erkannt hu vun enger obligatorescher Affiliatioun an déi net bereet waren, Käschten ze iwwerhuelen, wou déi eng méi géife profitéiere wéi déi aner.

Gutt, loosse mer et emol dobäi! D'Iddi steet am Raum. D'Offer vun der Regierung war do. Ech hoffen, dass déi ganz Diskussioun net bis à l'infini net méi kéint gefouert ginn.

Loosst mech nach e puer Wierder zum Chômage partiel soen a vläicht dat Wichtegst am Ufank: Am Géigendeel zum Chômage, deen een als individuell Persoun ufreet, ass de Chômage partiel en Instrument, dat net deen Eenzelne kritt, mee dat de Betrib kritt opgrond vun enger Decisioun vum Comité de conjoncture. An dee Comité de conjoncture hëlt déi Decisioun net, ouni ze kucken, wéi d'Situatioun am gesamte Secteur ass, fir net Situatioune vu Concurrence déloyale ze schafen. Dat ass och ee vun den Haaptgrënn, firwat a mengen Aen de Chômage partiel net de richtege Wee ass, fir Leit am Fall vun enger Fermeture administrative, wéi mer se am Kader vun der Pandemie haten, ze entschiedegen, mee dass een aner Weeër muss sichen.

D'Regierung huet der jo och bekanntlech fonnt, an den Här Mosar hat et virdru selwer gesot: Iwwert de Wee vun den Aiden, déi iwwert de Mëttelstandsministère ausbezuelt ginn, hu mer d'Méiglechkeet fonnt, déi Leit ze indemniséiere fir hire Verdéngschtausfall. Mee ech sinn awer total bei him fir ze soen, dass mer do musse méi laangfristeg Weeër fanne mat klore Krittären, an dat kéint zum Beispill iwwert déi Mutualitéit geschéien, déi ech virdrun ernimmt hunn.

Da war nach eng Fuerderung do, fir beim Chômage complet u sech déi nämmlecht Situatioun ze schafe fir Independanten, wéi se och fir d'Salariéë besteet. Et ass haaptsächlech ëm déi Fro gaangen, dass e Salarié no engem Joer schaffen an engem Betrib d'Recht huet, indemniséiert ze ginn, wärend et bei engem Independant zwee Joer sinn. Ech gesinn och net an, firwat deen Ënnerscheed misst weider bestoen. An dofir mengen ech och, datt een do kuerzfristeg kéint eppes maachen. A mengen Informatiounen no ass den Aarbechtsminister och amgaangen, un esou engem Projet ze schaffen, respektiv hie kéint dann och duerno nach eng Kéier seng Positioun zu där doter Fro soen.

Da bleift nach eng ganz wichteg Fro ze klären, dat ass déi vum Reclassement professionnel. Dat ass, dass d'Salariéen d'Méiglechkeet hunn, entweeder iwwert de Reclassement externe oder iwwert de Reclassement interne reklasséiert ze ginn. Dat ass eng ganz komplizéiert Prozedur, déi och beim Salarié vill Problemer schaaft. Ech wëll dat hei net ënnerschloen. Dat wëssen och alleguerten déi Leit, déi do e bëssen an deem Domän dra sinn.

Et bleift awer, dass, wann een dat wëll ausdeenen op den Independant, natierlech eng ganz Rei vu weidere Froe muss gekläert ginn. Éischtens: Wat ass de geneeën Aarbechtspensum vun deem Independant? Wie leet dat fest, wann et ëm 20 % gekierzt gëtt am Fall vun engem Reclassement interne? Ech mengen net, dass dat am Interêt ass vum Independant. Dee kuckt net onbedéngt, wivill Stonnen e schafft, mee deem säin Haaptzil ass et, säi Betrib iwwert d'Ronnen ze kréien. Da bleift eng ganz Rei vu Froen op, déi misste gekläert ginn, wann een esou eppes wéilt erreechen.

Ech bleiwen also der Meenung, dass een hei net soll ze vill fréi schéissen, och net ze vill fréi vun Traitement inégal schwätzen, well dat, mengen ech, hei dee falschen Term ass. Wéi gesot, wann et dann also net zum Reclassement interne kënnt, aus deene Problemer, déi ech virdru gesot hunn, bleift just nach den externe Reklassement. Mee och do stellt sech eng Rei Froen. Wann en Independant extern reklasséiert gëtt, wéi gëtt da seng Indemnité compensatoire berechent? A wat geschitt da mat sengem Betrib? Bleift de Betrib weider bestoen? A wien iwwerhëlt an deem Fall d'Verantwortung fir dee Betrib et cetera? Also, et bleift, wéi gesot, eng ganz Rei Froen, déi hei misste gekläert ginn, éier een op esou e Wee kéint goen.

Ech wëll awer och soen, dass mir eis als LSAP där Diskussioun absolutt net wëlle verschléissen. Mee wat awer fir eis wichteg ass, wann een nei Rechter schaaft fir eng gewësse Kategorie vu Leit – an dësem Fall schwätze mer vun Independanten –, muss een natierlech kucken – an dat zielt fir alleguerten déi Beräicher, vun deenen ech elo grad geschwat hunn –, dass ee keng nei Inegalitéite schaaft par rapport zu de Salariéen, déi mer actuellement hunn. Ech mengen, och doriwwer géif heibannen allgemeng e Konsens bestoen.

Dat gesot, Här President, géif ech der Madamm Hartmann nach eng Kéier Merci soe fir hir Initiativ an hoffen, dass mer an eisem konstruktiven Dialog hei weiderfueren, fir herno gutt Léisunge fir jiddwereen ze fannen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Kreativitéit, Passioun, Innovatioun, Autonomie an Onofhängegkeet sinn zäitgemëiss Wäerter, déi mer wierklech mussen héichhalen. Zu Lëtzebuerg si laut Statec ongefëier 30.000 Independanten aktiv a sämtleche Beräicher, a sämtleche Secteuren an eiser Wirtschaft. Als Verglach: Mir hunn allgemeng 458.000 Salariéen, wouvunner 20 % am Secteur public schaffen. An domadder hu mir méi Independantë wéi Leit, déi am Secteur public schaffen.

Och wa fir déi meescht Leit engem Beruff nozegoen heescht, Salarié oder Fonctionnaire ze sinn, sou gëtt et awer och nach genuch Matbiergerinnen a Matbierger, déi gären Independant sinn, hiren eegene Chef sinn an och anere Leit eng Aarbecht ubidden.

Hannert dem Begréff verstoppe sech awer ganz ënnerschiddlech Realitéiten. Et sinn natierlech déi klassesch liberal Beruffer, wéi schonn oft zitéiert gouf, Architekten, Dokteren, mee et gëtt natierlech Independanten och am Beräich vun der Vente an de spezialiséierte Servicer.

Fir déi eng ass Independant ze sinn eng super Reussite, mee fir déi aner ass et net ëmmer esou einfach. Meeschtens muss een awer och breet Schëlleren hunn a vill Courage hunn, fir sech ze lancéieren a säin eegene Business kënnen opzemaachen. An oft muss ee sech och am Alldag nei erfannen.

Et gëtt awer och Fäll, wou d'Leit einfach kee Choix hunn a si mussen Independant ginn. Ech schwätzen hei aus Erfarung, well mengem Papp ass et esou gaangen. Säi Betrib huet zougemaach – pour la petite histoire –, ironescherweis fir am Ausland ze exportéieren, well et méi bëlleg war. „Ausland" huet Bulgarie geheescht. An hie war op eemol am Chômage. No e puer Méint hat e leider keng Aarbecht fonnt. Et war bestëmmt säin Alter an d'Sprooch war natierlech net déi allerperfektst. En huet sech dann entscheet, onofhängeg ze sinn. A wien huet do matgeholl? Natierlech och meng Mamm.

An dofir wëll ech wierklech déi Iwwerleeung vum Conjoint aidant, déi och d'Madamm Hartmann virdru gemaach huet, ënnerstëtzen. Et ass immens wichteg, well haut ass et esou, datt effektiv meng Mamm als Fra net dee selwechte Pouvoir – also a puncto Salaire, a puncto Versécherung – huet wéi mäi Papp. Gëschter war Weltfraendag an dofir ass et nach eng Kéier hei op dëser Plaz wichteg ze betounen, datt, andeems mer dee Statut opwäerten, natierlech ënner anerem och Frae wäerte besser bewäert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Et gëtt nach Fäll, wou d'Leit, déi um Pabeier Independant sinn, eigentlech ënner e Salariésstatut falen an och an deem Sënn engem Patron ënnerstinn. Da kéint ee sech sécherlech déi Fro stellen, ob dëse Statut „entre deux" gewollt ass oder ob déi Leit fräiwëlleg gezwonge ginn, dëse Statut ze hunn. Dëse leschte Phenomeen riskéiert zouzehuele mat der sougenannter Plattformaarbecht. Stéchwuert ass hei natierlech Uber a Co. Hei geet déi technologesch Innovatioun mat engem soziale Réckschrëtt Hand an Hand.

Als déi gréng si mir der Meenung, dass een dëse Phenomeen vun der Scheinselbstännegkeet vu Plattforme mat engem klore Kader muss bekämpfen a stäerken an esou jidderengem, deen an deem Secteur täteg ass, déi selwecht Rechter ubidde muss.

Mir wëllen haut awer net iwwert déi méiglech Abuse schwätzen, mee doriwwer, wéi een de Statut als Independant ka verbesseren an opwäerten.

Et geet hei net just dorëm, d'Liewe vun deene Leit, déi als Independant schaffen, ze verbesseren. Et geet méi allgemeng drëms, dëse Wee méi attraktiv ze maachen an esou eis Wirtschaft och méi staark an innovativ a kreativ ze gestalten.

De Friedrich Nietzsche huet gesot: „Peu de gens sont faits pour l'indépendance, c'est le privilège des puissants." Dat dierf net sinn. De Wee an d'Independance sollt net deene virbehale sinn, déi déi finanziell Mëttelen hunn, fir dat iwwerhaapt kënnen ze droen. Et sollt net eng Fro vun der Puissance sinn, mee vun der Attraktivitéit a vun de Ramebedingungen, déi deene Leit erméiglechen, sech als Independant ze entfalen, sech e prospèret Liewe kënnen ze leeschten an domadder natierlech och zu eiser Lëtzebuerger Ekonomie e positiven „Touch" souzesoe bäizedroen.

A mengem fréiere Liewen als Architekt wollt ech mech schonn ëmmer onofhängeg maachen, mee ech muss Iech soen, ech krut vu ville Leit dovun ofgeroden: „Ze riskant, keng Sécherheet, a wann s de net genuch Clienten hues, a wann s de eng Kéier bis krank bass, an du als Fra wëlls bestëmmt iergendwéini eng Kéier Kanner hunn!" An derbäi kënnt dat, wat fir mech ausschlaggeebend war: Ech hu missen natierlech zum Schluss vum Mount en héije Loyer bezuelen.

All dës Krittären hunn eeben dat gemaach, wat et war. Ech sinn net selbstänneg ginn. An do muss ee soen: Den aktuelle Kader ass einfach dissuasiv. An awer muss ee soen: Am Verglach mat anere Länner si mir an der EU net esou schlecht. Am europäesche Verglach huet Lëtzebuerg schonn en zimmlech inklusive soziale System. D'Cotisatioune fir Independantë sinn zwar nach ëmmer ganz héich fir dat, wat hannendrun erauskënnt, mee mir hunn awer eng Sécurité sociale a mir hunn awer trotzdeem e Chômage. Dat soll awer net verhënneren, datt mir hei nach nobesseren an déi eng oder déi aner Saach nach besser maachen an dat Ganzt upasse kënnen.

D'Regierung ass sech hei och eens, an dat ass am Koalitiounsaccord festgehale ginn, datt de Statut vum Independant muss opgewäert ginn. Zum Beispill huet d'Regierung de Pappecongé ausgeweit och fir Independanten.

Meng Kolleegin, d'Chantal Gary, an de François Benoy haten och dozou 2021 am September eng QP gemaach, wou se nogehaakt hunn, wou de ganzen Text dru wier, wou da schlussendlech Ufank 2022 dat Ganzt op den Instanzewee gaangen ass.

Als Gréng ass et eis och wichteg, nach emol drun ze erënneren, datt mir d'Independanten och ënnerstëtzt hu wärend der Pandemie. Vläicht eng kleng Klamer op: Ganz am Ufank ass zwar verpasst ginn, déi mat u Bord ze huelen, mee den Tir ass zimmlech séier rektifizéiert ginn. Am Ganze goufe 34 Milliounen Euro vun der Regierung mobiliséiert, fir geziilt d'Independanten ze ënnerstëtzen.

Just e puer Stéchwierder: Aide forfaitaire vun 2.500 Euro, dat ware 6 Milliounen am Joer 2020. Aide forfaitaire supplementaire zwëschent 3.000 a 4.000 Euro, dat ware ganzer 13 Milliounen am Joer 2020. An dann hate mer, och ganz interessant, déi Aide-directe-mensuellen, déi 1.250 Euro fir d'Salariéen en poste an 250 Euro fir Leit, déi am Chômage waren.

Wa mer elo awer no vir kucken, dann ass et fir eis Gréng kloer, datt trotz liichte Fortschrëtter, zum Beispill eebe beim Pappecongé, nach eng Rei Baustellen opbleiwen. E weidere Sujet, deen zum Beispill ëmmer nees thematiséiert gëtt, ass deen, deen och am Koalitiounsaccord festgehale gouf, dee mam zousätzleche Chômage fir Independanten. D'Allocations de chômage gi beim Independant eigentlech genau d'selwecht behandelt wéi beim Salarié, nämlech 80 % vum Revenu. Mee den Hoke bei der Saach ass ganz oft beim Independant: Kuerz ier en de Bilan leet, huet e meeschtens vill manner verdéngt. Do ass et esou, datt een dee Moment 80 % vun engem Mindestloun ka kréien.

Dat ass natierlech interessant, mee et muss ee sech vläicht déi Fro stellen, ob een net soll déi Period erweideren a méi wäit no hanne kucken, well déi Leit hunn natierlech sécherlech zu enger gewësser Zäit méi verdéngt wéi dat, wat hinnen dee Moment zousteet. D'Leit solle motivéiert ginn a mir mussen hinnen déi néideg Sécherheet dofir ubidden.

Fir eis war et schonn ëmmer wichteg, de Statut vum Independant ze ënnerstëtzen an esou och déi Jonk oder och manner Jonk ze encouragéieren, sech fir weider Beruffer a Beruffsméiglechkeeten ze interesséieren. Et wier och wichteg, de Startuppen an den éischte Joren no der Grënnung eng finanziell Ënnerstëtzung unzebidden an deemno wéi och eng adequat Berodung a Betreiung, e bëssen nom Modell vum Technoport, deen u sech e gutt Virbild oder eng Best Practice an deem Sënn kéint sinn.

Mir sinn an enger multipler Kris, déi fir eis Entreprisen net einfach ass. Och d'Independantë waren a si mat de Konsequenze vun der Pandemie konfrontéiert, wou d'Liwwerketten ënnerbrach waren, ënner anerem vläicht och nach ëmmer zum Deel, a wou bei der Reprise d'Präisser bis zu 30 % geklomme sinn. Dofir ass et wichteg, elo ze handelen an de Statut vum Selbstännegen opzewäerten an esou den Entrepreneuriatsgeescht no der Kris ze stäerken. A firwat net einfach de Statut vun engem Selbstännegen an de Statut vun engem Salarié einfach ..., deen zesummen ..., déi Zesummenaarbecht vereinfachen?

Dës Méiglechkeet ass fir vill Leit immens sympathesch, mee wann een op dee Wee wëll goen, ass et leider wierklech de „parcours du combattant". Dofir ass et och an deem Kontext – dat, wat d'Madamm Hartmann virdru gesot huet – immens wichteg, datt mer dat Ganzt sollen natierlech moderniséieren an den Droit d'établissement vereinfachen. Dëse Statut kéint vereinfacht ginn an e bessere Kader geschafe ginn. An dee Moment ass et natierlech wichteg, eng Sensibilisatioun ze maachen an eng Promotioun vun deem Statut vum Independant. Dat géif ville Leit déi Decisioun zum onofhängege Statut vereinfachen an esou sécher zu enger besserer Kreativitéit a Kompetitivitéit vun eisem Land bäidroen.

Ech schwätzen hei zum Beispill vun Hobbybetriber, wou ee muss kënnen iergendwéini eng Kéier, wann een dat natierlech wëll, vu sengem Hobbybetrib liewen oder vläicht – firwat net? – dësen Zwëschestatut kréien, soulaang engem säi Business oder seng Entreprise leeft, bis een eebe kann op sengen zwee Bee stoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng dynamesch Ekonomie brauch Independanten, déi Loscht hunn, sech ze lancéieren an ze engagéieren, a Loscht hunn, och natierlech de Risiko anzegoen. Kommt, mir suerge mat engem bessere Kader derfir, datt an Zukunft nach méi Leit dat maachen! Domadder suerge mir natierlech souguer fir den Entrepreneuriatsgeescht an d'Innovatioun, déi en neie Schwong an natierlech eng nei Energie fir eis Betriber wäerte bréngen. Et ass immens wichteg fir d'Ekonomie, well eng divers Ekonomie ass och eng Ekonomie, déi ganz resilient ass.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Ech kommen zum Schluss vu menger Ried, mee virdru wollt ech awer e puer Froe stellen. Dir kënnt drop äntweren, wann Der Zuelen hutt. A wann net, ass et vläicht fir eng aner Kéier. Mee gëschter war de Weltfraendag, wou ech mäin Discours geschriwwen hunn, an ech hu mech einfach gefrot: Hutt Dir eng Idee vum Pourcentage, wivill Frae sech dann an d'Selbstännegkeet esou lancéieren?

Dann ass et eis natierlech och wichteg, wéi ech virdru gesot hunn, datt déi Jonk encouragéiert ginn, sech an d'Selbstännegkeet ze lancéieren. Mee elo ass et esou, datt nom Covid vill Keessen eidel sinn. Dofir feelt Geld, fir sech ze investéieren an natierlech fir sech kënnen opzebauen. Fir Aiden ze kréien, brauch een awer ganz oft e positive Bilan. Mee e jonke Betrib kann dat ganz oft net virweisen. Do bräicht een also vläicht fir Startuppen aner Krittären. Dat wier och e Punkt, deen d'Independanten, also den Independantëstatut, kéint opwäerten a méi attraktiv maachen.

Da sinn ech beim Bausecteur. An de Bausecteur, deem geet et am Moment net esou super. Et feelt u Main-d'oeuvre. Et sinn nach aner Problemer do. Mee do vläicht meng Fro un Iech: Hutt Dir vläicht scho Strategien, wéi een do dem Secteur kann hëllefen, vläicht mat Formatiounen, oder vläicht aner Weeër, wéi ee kann dat Ganzt natierlech och méi attraktiv maachen, fir dee Secteur ze stäerken? Well ouni dee Secteur, mengen ech, gesäit eis Zukunft net esou rosa aus.

An dann zum Schluss: Et ass immens wichteg, och fir eis Gréng, datt eis Betriber begleet ginn an d'Energietransitioun, fir dass si de Wee och zu der Dekarbonisatioun kënne fannen, ouni eventuell ze vill investéieren ze mussen. D'Energietransitioun soll keng Barriär sinn, fir de Statut vum Independant unzehuelen.

Domadder wier ech um Schluss. Ech wëll natierlech der Madamm Carole Hartmann e grousse Merci soe fir dës interessant a wichteg Interpellatioun. An ech halen awer op mat enger Citatioun, déi mir immens um Häerz läit.

Une voix | Vum Nietzsche?

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Nee, déi ass net vum Nietzsche dës Kéier.

(Hilarité)

„Unabhängigkeit im Denken ist das erste Kennzeichen der Freiheit. Ohne sie bleibst du ein Sklave der Umstände." Also, dat ass eng Iwwerleeung, déi ech hunn, an déi deelen ech och mam Vivekananda.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem Carole Hartmann wierklech felicitéieren. Et muss ee Mutt hunn, als Majoritéitsdeputéiert d'Regierung ze interpelléieren. Mir waren all interpelléiert vun der Nonaktioun vun dëser Regierung, déi säit 2013 besteet, wat d'Independanten ugeet. An et ass Zäit ginn, dat emol eng Kéier ze soen.

An ech gi méi wäit wéi de Kolleeg Laury Mosar, dee gesot huet, e kéint bal alles ënnerschreiwen. Ech

kann alles ënnerschreiwen, wat Der gesot hutt, all eenzel Mesür, déi Dir gefuerdert hutt, fannen ech richteg a gutt an et liicht mer net an, firwat ee soll Zäit verléieren.

Dir hutt vläicht ee Feeler gemaach: Dir sidd zréckgaangen op d'Regierungsdeklaratioun 2018. Mee ech wollt Iech déi vun 2013 virliesen. Et ass nëmmen een eenzege Saz, dofir brauch ech och net vill Riedezäit. 2013 ass gesot ginn, ee Saz op der Säit 54: „Afin de promouvoir l'entrepreneuriat, le Gouvernement créera un statut d'indépendant qui lui offre des droits sociaux équivalents à ceux des salariés." War dat eng kloer Ausso? Muss een do nach eppes derbäifügen? A wann dat doten déi kloer Ausso war vun der Gambia 1 2013, da froen ech mech 2023, firwat Dir elo musst Är eege Regierung interpelléieren.

D'Madamm Ahmedova huet geschwat vun der Scheinselbständigkeit. Ech schwätzen hei just nach vu Scheinheiligkeit. Sechs Méint virun de Walen déi doten Thematik elo opzebréngen no där Inaktioun, ass e staarkt Stéck!

Wou Der Recht hat, war, wou Der zitéiert hat vun 2018 aus dem Regierungsprogramm. Och dee kann ee jo noliesen, et ass esou schéin, säitdeem et Internet gëtt. Do waren dräi Sätz dran, an dee wichtegste Saz war: „En ce qui concerne le statut de l'indépendant, l'application de certaines législations, qui diffèrent selon que la personne travaille dans le cadre d'un contrat de travail ou de façon indépendante, sera revue."

Do gesäit ee schonn d'Nuancen. 2013 war et nach: „Mir maachen déi selwecht Rechter fir Leit, déi d'selwecht cotiséieren", et ass oft genuch hei gesot ginn, „an am Fall vum Independant souguer duebel", och dat ass richteg gesot ginn. Do heescht et 2018 nëmmen nach „certaines législations".

An elo héiere mer dann: „Jo, de Pappecongé fir d'Independanten, dee gëtt dann elo op dee selwechten Niveau gesat wéi dee vun de Salariéen." Et deet mer Leed, dat ass eng ganz, ganz traureg Ausbeut no deenen doten Déclaration-de-princippen! An ech denken, d'Independanten dobaussen alleguer verstinn d'Scheinheilegkeet a wäerten a sechs Méint wëssen, wat se ze maachen hunn!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, eise Sozialsystem souwéi och déi grouss Prinzippien dovun, déi d'Aarbechtswelt zu Lëtzebuerg wéi och an deene meeschten europäesche Länner bestëmmen, stamen aus der Nokrichszäit, aus de sougenannten 30 „goldene Joren", also aus de 50er-, 60er- a 70er-Joren.

Dës Period war entre autres doduerch bestëmmt, dass déi ganz grouss Majoritéit vun de schaffende Leit an engem Salariatsverhältnis geschafft huet, oft als Aarbechter/in a groussen, oft industrielle Betriber, wou d'Kollektiv déi entscheedend Eenheet war.

Zu dëser Zäit goufen d'sozial Rechter erkämpft an ausgebaut, an dat nom Prinzipp vun der kollektiver Ofsécherung vun de Risiken, wéi Alter, Krankheet oder Chômage.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Independantë gouf et och deemools, mee a Beruffer a Beräicher, déi een als „klassesch" bezeechne kann: vum Bauer iwwert den/déi Handwierker/in, d'Coifferen/Coiffeusen, bis hin zu den Affekot/innen oder den Dokteren/Dokteschen.

No dëser Zäit, also um Enn vun de 70er-Joer, ass de Statutt vum Independant awer verstäerkt entdeckt ginn. De Chômage ass deemools geklommen an d'Äntwert a ville Länner war et, d'Entrepreneuriat ze encouragéieren, fir nei Betriber an Aarbechtsplazen ze schafen.

Säitdeem huet eis Gesellschaft immens vill Entwécklunge matgemaach, an esou och d'Wirtschaft an d'Aarbechtswelt. D'Flexibiliséierung vun den Aarbechtsrelatiounen, verstäerkt och duerch d'Digitaliséierung, nei Gestiounsforme vun de Betriber, Outsourcing a Privatiséierung an esou weider, huet déi bestoend Institutiounen a Gesetzer vun eisem Sozialstaat no an no ënner Drock gesat.

Et ass fir eis kloer, datt eis sozial Sécherungssystemer an d'Organisatioun vun der Aarbecht mat dëse Realitéite musse Schrëtt halen, mee dat awer net egal wéi. Well dës Entwécklunge sinn net all positiv ze bewäerten – am Géigendeel!

Här President, als Éischt emol muss ee soen, datt d'Entrepreneuriat a verschiddene Formen Anzuch gehalen huet an d'Welt vum Salariat. Dat weist sech engersäits duerch eng wuessend Prekariséierung vum Salariat iwwer befrist Kontrakter an Interimsverträg, mee och iwwer Beschäftegungsmesüren, an deenen d'Leit net als Salarié consideréiert ginn. Derbäi kënnt de Verfall vun der Kafkraaft bei de Paie vu ville Salariéen an defavoriséierte Secteuren.

Et weist sech anerersäits och doduerch, dass op der Aarbecht selwer d'Organisatioun sech verännert huet. D'Gestion par projets ass iwwerall agefouert ginn. Et ass näischt méi op Dauer gemënzt, mee alles ass passager. Dës ëmmer méi managerial Approche an der Aarbechtswelt huet och derzou gefouert, jo souguer och derzou bäigedroen, dass ëmmer méi sougenannt Independanten an engem Salariatsëmfeld schaffen, zum Beispill op engem Projet als Freelance. Ganz oft hänken déi Leit direkt a bestänneg vun engem oder zwee Betriber a Patronen of, wat sou wäit geet, dass se hir Congéen do mam Patron ofkläre mussen.

An eisen Ae sinn dat falsch Independantë respektiv sinn et juristesch gesi Salariéen, well do e Lien de subordination besteet an et och eng ekonomesch Ofhängegkeet gëtt vun deem Betrib.

Eng ganz Partie Independantë missten also als Salariéen ëmklasséiert ginn, wouduerch se dann och eventuell an de Genoss vun engem Kollektivvertrag géife kommen. Mee fir de Patron gëtt dat natierlech méi deier, dofir geschitt dat a ville Fäll net.

Dat extreemst Beispill vun de falschen Independantë fanne mir säit Joren am Beräich vun den digitale Plattformen. Eng Partie Länner, dorënner Spuenien, hunn hei scho legiferéiert, fir derfir ze suergen, dass dës Aarbechter och als Salariéen agestuuft ginn, well se juristesch gesinn och d'Krittäre vum salariéierten Aarbechtsverhältnis erfëllen.

Zu Lëtzebuerg si mer nach net op deem Punkt. Den Aarbechtsminister schafft säit engem Joer äerdeg un engem Gesetz. Mir waarden dann emol of. Iwwregens hu mir hei och eng Proposition de loi mat der Nummer 8001 de 4. Mee 2022 deposéiert, an zwar an Zesummenaarbecht mat der CSL. Op alle Fall weisen dës Plattformen, där et och zu Lëtzebuerg eng Partie gëtt, dass Selbstännegkeet oft keng ass, dass se kee fräie Choix muss sinn an dass se déi betraffe Leit an eng immens prekär Lag brénge kann.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A wat och hei erëm gëllt: De Patron – an dësem Fall d'Plattform – gräift drop zréck, fir sech laanscht d'Aarbechtsrecht a sozial Cotisatiounen ze drécken.

Här President, et gëtt natierlech net just Deriven, an dat wëlle mir hei och net vermëttelen. Mee et gëtt iwwerall schwaarz Schof a mir mengen, dass et wichteg ass, dorobber opmierksam ze maachen. Mir wëllen net, dass esou prekär an deelweis an eisen Aen illegal Aarbechtsrelatiounen iwwer eng Hannerdier definitiv normaliséiert ginn.

De Statut vum Independant ass doriwwer eraus haut net méi esou interessant, wéi en dat vläicht emol war. Meng Virriedner a -riednerinne si ganz gutt dorobber agaangen.

D'Politick huet an de leschte Joerzéngte maassgeeblech derzou bäigedroen, dëst mat futtizemaachen. Als klengen Ee-Mann- oder Eng-Fra-Betrib kann een haut net méi esou einfach iwwerliewen a wann, da riskéiert een, finanziell keng grouss Spréng méi kënnen ze maachen. Dat ass e Resultat vun enger ekonomescher Entwécklung, an déi mécht de Status vum Salarié natierlech méi attraktiv. Wiem wëll een dat scho verdenken?

Op alle Fall bréngt et do net vill, punktuell a scheinbar Ongerechtegkeeten am Aarbechtsrecht oder der Sécurité sociale ze kritiséieren, well do läit de Problem net aleng. Wie lancéiert sech haut nach mat engem Bicherbuttek, wann d'Bicher haut bequeem op Amazon bestallt an heem op d'Dier geliwwert ginn? Wie mécht e Brëllebuttek op als Optiker/in, wa grouss international Chaîne Präisser ubidden, déi net ze schloe sinn? Wien – ausser vläicht den Edward Scissorhands – kann e Coiffersalon opmaachen, wann de Loyer vum Lokal de finanzielle Kader komplett sprengt?

Eng ganz Partie Independanten huet en immens schwéiere Stand. D'Zuelen, déi d'Handels- an d'Beruffskummeren an hirer Nott presentéieren, weisen dat och aus. Et sinn nämlech d'Independantë mat Dispense, also déi, déi net genuch Revenu hu fir ze cotiséieren, déi zueleméisseg am stäerksten zouhuelen. D'Prekariséierung vun dëse Leit ass also un Zuelen ofzeliesen. Dës Prekariséierung betrëfft awer net just si, mee wuessend Deeler vun de schaffende Leit, wéi d'Zuele vun de Working Poor ëmmer erëm däitlech maachen. Et ass net just e Statutt, dee prekär ass oder gëtt, et ass d'Aarbecht allgemeng, déi prekariséiert gëtt, egal ob se vun engem Independant oder engem Salarié verriicht gëtt.

Här President, fir eis heescht dat e puer Saachen: Jiddwerengem seng Aarbecht muss anstänneg bezuelt ginn a mat dëser Aarbecht muss eng ëmfänglech sozial Ofsécherung verbonne sinn, déi solidaresch a kollektiv finanzéiert gëtt. Leit, déi sech selbstänneg maache wëllen an eng kleng Firma grënne wëllen, sollen dat maache kënnen a mussen onbedéngt och ënnerstëtzt ginn derbäi. Dat dierf awer net op Käschte goe vu bestoenden Aarbechtsplazen an engem Salariatsverhältnis. Eng zolidd Ofsécherung géint d'Risike vum Liewen, déi all Mënsch treffe kënnen, muss dobäi natierlech och gräifen.

Mee doriwwer eraus mussen awer och wirtschaftlech wéi urbanistesch – Stéchwuert: den Accès zu de Lokaler – Mesüren op nationalem souwéi och lokalem Niveau kommen, déi d'Nohaltegkeet vu klenge Betriber a Selbstännegkeet och méiglech maachen.

Mir ginn haut an déi komplett aner Richtung. Wa mir wëllen, dass kleng Geschäfter iwwerliewen a floréiere kënnen, da musse mir eis dat och eppes kaschte loossen, zum Beispill, andeems verstäerkt Geschäftsfläche vun de Gemenge gelount ginn, fir se Independanten zur Verfügung ze stellen, anstatt dass dës Wucherloyeren um fräie Marché iwwerlooss bleiwen!

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Verschidde Gemenge ginn entre-temps op dee Wee, mee dat muss ausgebaut ginn. An natierlech muss eise soziale System weider evoluéieren, esou wéi en dat ëmmer gemaach huet.

Mir mengen zum Beispill, dass et méi Passerelle brauch fir Leit, déi sech selbstänneg maache wëllen, aus engem Salariatsverhältnis eraus oder och ëmgedréint. Do spillt d'Formation continue eng ganz grouss Roll, mee och d'Ofsécherung an d'Finanzéierung an der Transitiounsphas. Mir mengen, datt eis sozial Sécherungssystemer méi staark déi ëmmer méi mouvementéiert Biografië vun de Leit mussen en compte huelen, zum Beispill iwwert de Wee vun enger Année sabbatique, wéi se an der Belsch schonn existéiert. Esou kéinte Leit, déi ophale wëllen als Salarié, wärend engem Joer weider e Revenu bezéien opgrond vun hirer Cotisatioun an der Sécurité sociale, fir sech op den Entrepreneuriat ze konzentréieren, an dat ouni finanziell an d'Laberenten ze kommen.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Well oft mussen déi Leit awer wierklech eng Formatioun matmaachen an déi dauert och ganz oft e Joer an dat ass alles net esou einfach.

Mir mengen also, datt fir d'sozial Ofsécherung vun der Zukunft d'sozial Rechter méi staark un d'Persoun musse gebonne ginn an net méi esou staark un d'Aarbechtsplaz respektiv de Statutt vum Mënsch, dee schafft. D'Rechter mussen also méi portabel ginn, wéi se dat aktuell sinn. Fir eis bedeit dat, dass mir eng Auswäitung an eng Verdéiwung vun der Sécurité sociale brauchen, also eng Stäerkung vum Sozialstaat.

Der Madamm Hartmann nach e grousse Merci fir dës Interpellatioun, déi ganz, ganz interessant ass, an och fir d'Resolutioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch, Présidente de séance | Merci, Madamm Cecchetti. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Elo muss ech meng Ried hei schonn ännere a soen: „Merci, Madamm Presidentin." Dat ass ganz schéin, Iech emol eng Kéier am Réck sëtzen ze hunn! Ech hoffen, datt Der änlech fei sidd, wéi de President ëmmer mat eis.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här Clement, zweifelt Dir dorun?

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hu guer keen Doute, Madamm Asselborn-Bintz!

Une voix | D'Madamm Mutsch ass awer sécherlech fein.

M. Sven Clement (Piraten) | Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech enger anerer Madamm Merci soen, nämlech der Madamm Hartmann fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun.

Wéi jiddereen heibanne weess, sinn ech selwer Independant an ech kennen dofir d'Problemer, mat deenen d'Leit all Dag, all Mount confrontéiert sinn, vum Ufank vun der Aktivitéit un an och wärend der Aktivitéit.

Dat fänkt u mat der Autorisation d'établissement, déi an den Ae vun de Piraten dréngend misst un d'digitaalt Zäitalter ugepasst ginn. Mir Piraten stinn zur Iddi vun engem Guichet unique, datt all d'Informatiounen, déi een als Independant muss uginn a brauch, interoperabel ginn, datt déi ganz Prozedur also esou wäit et geet automatiséiert gëtt. Well eleng eng Autorisatioun unzefroen, ass den éischte Schrëtt, fir als Independant ze starten – an deen éischte Schrëtt ass, jee nodeem, a wéi enger Aktivitéit een ënnerwee ass, schonns komplizéiert, guer net ze schwätze vun deene Schrëtt, déi duerno kommen: Affiliatioun beim CCSS, Umelle bei der TVA, et j'en passe.

Desto méi schwéier mir dës éischt Schrëtt maachen, ëmsou manner Leit wäerte sech selbstänneg maachen an eis Lëtzebuerger Ekonomie mat neie Betriber, mat neien Aktivitéite beräicheren.

Dee Moment, wou een dann Independant ass, si mir Piraten der Meenung, datt ee – Stand haut – net genuch ofgeséchert ass. Hei kënnt virun allem den CCSS an d'Spill. D'Prozedure vun dem CCSS sinn dach net ëmmer ganz transparent. D'Leit kënnen oft net novollzéien, firwat se mussen déi Avancë bezuelen, op wat fir enger Basis hir Base cotisable festgeluecht ginn ass, well dat gëtt oft net erkläert.

Et kritt een eemol d'Joer e Bréif, wou dann eng Assiette annuelle dropsteet, déi een dann och zwar ännere kann, erëm per Bréif – do froen ech mech och, firwat dat net digital geet –, a wann ee probéiert, d'Zesummesetzung erauszefanne vun deenen Assiette-cotisablen, déi scho festgesat sinn, da steet just do mat enger Foussnout, datt dat vun der Steierverwaltung esou kommunizéiert gouf. Et weess een awer net, wann een d'Steierverwaltung freet, wat dat da mécht. Da seet d'Steierverwaltung: „A jo, ma dat ass dat, wat hei deklaréiert ass, wat hei am System steet." Wa Feeler geschéien, weess keen, wie fir de Feeler responsabel ass. An ech kommen nach op esou e Feeler zréck.

Mir sinn der Meenung, datt hei en éischte Schrëtt ass, datt den CCSS den Independantë kloer a senger Kommunikatioun erkläert, wéi hir Base cotisable gerechent gëtt – an zwar all Mount mat all Cotisatiounsrechnung! Et géif ee Feld méi op deem Cotisatiounsziedel ausmaachen, dee souwisou, mengen ech, nach aus dem Zäitalter virum Internet kënnt, deen d'ADR haut jo hei entdeckt huet. Mee ech mengen, deen Ziedel ass dach e bëssen optimiséierungsfäeg.

(Interruption)

Wann dann och Recalcullen op deenen Ziedele stattfannen, wann déi méi wéi eng gewëssen Unzuel vu Méint iwwerschreiden, wat reegelméisseg ka virkommen, da gëtt einfach dee leschte Recalcul zesummegefaasst, da steet do net: „Dëse Mount ass esou recalculéiert ginn", mee da steet einfach drop: „Jo, d'Méint x bis y, dat mécht eng Zomm."

Also, ech muss Iech ganz éierlech soen, wa mer wëllen de Leit erklären, woufir se hir Cotisatioune bezuelen, musse se och wëssen, wéi déi Cotisatioune sech zesummesetzen, an ech fäerten, datt mer hei ganz vill Independanten heiansdo zur Verzweiflung bréngen, wa se net verstinn, firwat se dann elo mussen nobezuelen, well et ass meeschtens zu hiren Ongonschten, wéi de Recalcul geschitt!

An da kommen natierlech ëmmer déi Fäll – an do wollt ech drop erauskommen –, datt d'Leit deelweis Avancë gefrot ginn oder Recalculle gefrot ginn, déi u sech net gescholt sinn. An dat ass net dem CCSS säi Feeler – also net direkt. Si stelle just den Ziedel aus, komplett automatesch op Basis vun deem, wat d'Steierverwaltung hinne seet, an d'Steierverwaltung seet hinnen dat, wat deklaréiert gëtt – heiansdo awer och zweemol! Also, eis si Fäll bekannt vun Independanten, deenen hire Joressalaire wéinst iergendengem informatesche Feeler bei der Steierverwaltung duebel imputéiert gouf. A wat ass d'Resultat? Den CCSS mécht e Recalcul op d'ganzt Joer a behaapt einfach emol, Dir hätt duebel esou vill verdéngt wéi Der a Wierklechkeet verdéngt hutt!

Wann ee weess, datt d'Cotisation-socialle ronn 25 % vum Joresakommes ausmaache fir en Independant, an op eemol de Salaire oder de Revenu als duebel esou héich consideréiert gëtt, da kënnt Der Iech virstellen, datt dat ganz séier e ganz, ganz décke Batz vum Akommes gëtt, wann ee 50 % vun engem Joresrevenu muss un den CCSS iwwerweisen; iwwregens dann och meeschtens innerhalb vu ganz secken Delaien, esou datt no zéng Deeg dann och scho kann déi betreffend Persoun ganz frëndlech vun engem Huissier – soe mer et emol esou – gebiede ginn, déi Suen ze bezuelen, an all dat wéinst informatesche Feeler, wou sech dann op eemol kee Mënsch méi fir zoustänneg hält!

A jo, da rifft een un, et rifft ee bei dem CCSS un, et rifft ee bei der Steierverwaltung un an déi verweisen alleguerten dann op … Deen ee weist op deen aneren an et geet net wierklech weider. Da gëtt gesot: „Dir kënnt jo Är Assiette cotisable ännere fir d'Joer." Dofir muss een dann e Bréif ufroen, da kritt een e Bréif geschéckt, dee Bréif muss een ausfëllen, dee Bréif muss een zréckschécken, dee muss encodéiert ginn – also, ëm Gottes Wëllen, dat dauert heiansdo dann awer schonn emol eng gutt Woch. An der Zwëschenzäit ass de Huissier dann natierlech do.

Bei der Steierverwaltung esou e Feeler ze rectifiéieren – an ech weess, d'Madamm Finanzministesch sëtzt net hei –, ass nach méi komplex. An et ass guer net dem CCSS säi Feeler. Am Fong misst een awer vläicht, wann esou Feeler, déi manifest sinn, duergeluecht ginn …, da sollt een do eng gewësse Kulanz gëlle loossen!

Mir Piraten sinn dann och der Meenung – an da bleiwen ech weider bei de Cotisation-sociallen –, datt d'Cotisatioun méi flexibel muss gestalt ginn. Haut si mer an der Situatioun, datt ee mindestens um Niveau vum Salaire social minimum muss bezuelen, cotiséieren. Et kann een op en Drëttel dovunner goen, sous condition, datt een dat beweist, mee do derzwëschent gëtt et kee Choix. Et kann een net soen: „Ech hunn dat éischt Joer nëmme fir d'Hallschent, ech hu vläicht fir 75 %, mee 100 % vun de Cotisatiounen, dat geet net! Ech hunn nach net genuch Clienten, fir dat ze maachen!" An da gëtt ee penaliséiert, andeem ee gesot kritt: „Du muss automatesch fir en Drëttel bezuelen!", mee ech kann net soen, … Ech hu keng Marge de manoeuvre an deem binäre System!

An ech mengen, datt een hei eng gewësse Flexibiliséierung zwëschent engem Drëttel vum Mindestloun an engem ganze Mindestloun awer misst de Leit zumindest an deenen éischte Jore ginn, well verschidden Independantë liewen am Ufank vun hirer Karriär als Independant vu Reserven a wëllen esou vill wéi méiglech an hire Betrib oder an hir Aktivitéit stiechen. A wa se sech also hei keng 25 % iwwerweise kënne vum Mindestloun, da gi se automatesch penaliséiert. Hei sollt also e flexibele Regimm geschaaft ginn an dann dozou vläicht och d'Propos, all Mount online kënne seng Cotisatioun unzepassen.

Oder – soyons fous –, datt ee ka méi cotiséieren, méi iwwerweisen. Et freet een en Drëttel un, mee wann ee méi iwwerweist, datt dat da richteg imputéiert gëtt, anstatt datt een dann e Kreditt kritt, sou datt mer u sech och kënnen evitéieren, datt um Enn vum Joer … An, nee, kommt, si mer éierlech: Et ass net um Enn vum Joer, wou de Recalcul kënnt. De Recalcul kënnt zwee, dräi Joer méi spéit, wann dann d'Steierverwaltung endlech d'Steiererklärung traitéiert huet, da kritt den CCSS zwee Joer méi spéit dann endlech d'Donnéeë vun der Steierverwaltung, vläicht och eréischt dräi

Joer méi spéit, an da gëtt e Recalcul gemaach vu Joren, wou een u sech mental komplett domadder ofgeschloss huet!

Ech mengen, datt mer hei kengem Independant hëllefen, an ech hu virdru gesot, déi Contraintes de corps, déi do deelweis exekutéiert ginn, sinn awer e bësse sec, wou deelweis sech d'Leit däers och net bewosst sinn. A jo, ech si mer bewosst, et soll een net soen ... Mir soen ëmmer: „Nul n'est censé ignorer la loi." Mir kéinten u sech dovunner ausgoen, datt all Independant perfekt informéiert ass, datt all Independant seng Gesetzer liest. Mir wëssen awer och, datt dat net ëmmer de Fall ass.

Firwat kënnt den Dekont net och op de MyGuichet stoen? Dat weess ech net. Et kann een dat uklicken, mee et fonctionéiert manifestement net. Meng CNS-Ofrechnung kënnt do un, den Dekont vun dem CCSS kënnt net do un.

En anere wichtege Punkt ass dann de Congé parental, dee jo elo geschaaft gëtt. Dat ass eng gutt a wichteg Etapp. Ech fannen et awer e bësse problematesch, datt mer, anescht wéi bei den normale Salariéen, de Leit soen: „Dir musst en d'office Vollzäit huelen!"

Wann een dann Independant ass, wann een amgaangen ass, eng Aktivitéit opzebauen, a wann een dann och nach wëllt eng Famill grënnen an et wëllt ee fir seng Kanner do sinn, da kritt ee gesot: „Entweeder du häls deng Aktivitéit elo op" ..., grad an der Jugend, well si mer éierlech, déi meescht Eltere sinn awer nach éischter um Ufank vun hirer Karriär wéi um Enn vun hirer Karriär! „Hal deng Aktivitéit elo op, fir dee Congé parental ze huelen oder huel en net!" Dat ass e Choix, wou ganz vill Independantë ganz éierlech da soen: „Ma dann huelen ech en net. Ech arrangéiere mech, well ech ka mer net erlaben, meng Aktivitéit opzehalen."

Mir gesinn och net den Interêt vun engem Vollzäit-Congé-parental fir Patrone vun enger Firma. Hei muss eng Gläichberechtegung bestoen tëscht de Salariéen an den Independanten.

An da ganz kuerz nach zur Mutualitéit, Madamm Presidentin, an da sinn ech fäerdeg: Bei der Mutualitéit si mer och éischter fir en Opt-out, voire fir e System vun enger Karenzzäit, well haut – an och do gi Frae benodeelegt, méi wéi d'Männer – ass et esou: Et muss een innerhalb vun deenen éischten dräi Méint no der Aktivitéit decidéieren, sech ze affiliéieren – oder et kann ee sech eréischt zum 1. Januar vum Joer drop affiliéieren. Mir géifen eis wënschen, wann et scho keen Opt-out gëtt, datt een da wéinstens eng Karenzzäit vun dräi Méint hätt.

A ganz zum Schluss wär et dach eng ganz verréckt Iddi, wann de Staat géif Kontrakter, déi e mat Independantë mécht als Freelancen, déi vläicht géif d'nämmlecht indexéieren, wéi en och Salairen indexéiert. Well hei sti keng grouss Firmen hannendrun, déi sech den Index einfach esou leeschte kënnen, mee de Staat misst hei seng Verantwortung iwwerhuelen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

Mme Lydia Mutsch, Présidente de séance | Merci, Här Clement. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un d'Madamm Hartmann, déi deen Debat hei lancéiert huet, déi Interpellatioun vun haut, wou et nämlech wichteg ass, och iwwert de Statutt an iwwert d'Situatioun vun den Independanten ze schwätzen.

De Kolleeg Laury Mosar huet et scho gesot, mir haten och d'Motioun vun der Madamm Modert, et ass schonn e bësse méi laang hier. Mir haten och d'Heure d'actualité vum Félix Eischen iwwert d'Situatioun, wat d'Restauratiounsbetriber ubelaangt, wou mer och eng Debatt doriwwer haten, wat ee beim Covid gemierkt huet, iwwert déi Problemer, déi do entstane sinn.

Ech erënneren un déi Proposition-de-loien, op déi mäi Kolleeg Laury Mosar scho virdrun agaange war, déi mer gemaach hunn a wou mer elo gespaant sinn, wat den Här Minister eis seet, wéini déi dann endlech kommen.

Wa mer dann awer schwätzen iwwert d'Selbstännegkeet, ass et och ëmmer eng Geschicht vun Definitioun. Mir hunn haut de Moien hei Beispiller héiere vum selbstännegen Affekot, et gëtt selbstänneg Dokteren, et gëtt selbstänneg Handwierker, et gëtt selbstänneg Leit, déi a Servicebetriber schaffen oder am Commerce, an allkéiers ass d'Viraussetzung, emol fir d'éischt de Courage ze hunn, sech selbstänneg ze maachen. Dat ass emol eng, dat ass den Dénominateur commun – mee duerno sinn d'Konditiounen awer grondverschidden!

Beim Handwierker, deemno wat e mécht an deemno wat e wëll maachen, diskutéiere mer dann och nach iwwert d'Meeschterprüfung. Bei deenen aneren ass et den Droit d'établissement. Et war schonn ee Kolleeg, deen dat och ënnerstrach huet. An dann – an dat hu mer och gemierkt wärend der Pandemie, an den Här Arendt an d'Madamm Beissel kënne sech drun erënneren, well si ware Rapporter bei deene Gesetzer, wéi mer do Hëllefe ginn hunn – hänkt et och nach dervun of, wat fir een NACE-Code s de hues. Well mir hu festgestallt, dass Leit, déi Coach waren an eppes betreit hunn ..., déi eng hunn Hëllefe kritt, well se am NACE-Code esou waren, an déi aner hu keng kritt, well se an engem aneren NACE-Code waren, well do eng aner Definitioun komm ass.

An do stelle mer da fest, dass net nëmmen déi zwee Ministeren, déi hei sëtzen, an de Minister vun der Classe moyenne, deen deemools déi Projete bruecht huet, do mat dra falen, mee do fält dann nach e véierte Ministère mat dran, nämlech deen, deen d'NACE-Codë vergëtt. An och dat spillt, deemno wat Der maacht.

An deem heite Fall ass et ëm déi Hëllefe gaangen, déi s de konnts kréie wärend der Pandemie. Do si Fitnesszenteren – ech ginn elo e Beispill, dat ech deemools och an der Kommissioun bruecht hat –: Zwee Leit, déi maachen déi selwecht Aktivitéit, och nach an där selwechter Gemeng, mee si hunn zwee verschidden NACE-Coden, an deen ee konnt Hëllefe kréien an deen aneren net. An deen huet gesot: „Ech hu mech jo net fir en NACE-Code beworben. Ech hunn eng Autorisatioun gefrot an ech hunn en NACE-Code zougestallt kritt. An herno ..." Et war ëm och, op Lëtzebuergesch gesot, wärend 20 Joer egal, well et huet en net interesséiert, well et huet jo näischt geännert, mee elo, wéi et ëm d'Hëllefe gaangen ass, war dat op eemol de Fall. Also musse mer och do kucken, wéi mer do déi eenzel Leit op déi eenzel Plazen asetzen.

An da kommen ech op dat zréck, wat ech gesot hat vum Handwierk – an den Här Minister Haagen, dee kennt de Fall ganz gutt, well ech hu mech schonn e puermol mat ëm doriwwer ënnerhalen: Dann ass do e Mann, deen eng Decisioun geholl huet nom Lëtzebuerger Recht vun der Sécurité sociale, an en ass an d'Pensioun gaangen, mee en ass awer net an d'Alterspensioun gaangen, mee en ass an d'Pension anticipée gaangen, déi e konnt huelen, well e méi wéi 40 Versécherungsjoren huet.

E wollt sech awer nach matabréngen a seng Beruffschamber huet gesot: „Ma mir brauche Leit wéi dech. Et feele lénks a riets qualifizéiert Leit. Déi Leit an de Betriber, déi mer hunn, déi schaffe léiwer am Betrib. Mir brauchen awer Leit, fir Meeschterprüfungscoursen ze halen. Mir brauche Leit, fir Weiderbildungscoursen ze halen." An do hu se mat deem Mann en Ofkommes fonnt, dass dee Mann dann déi Coursë géif hale kommen.

An op eemol war de Mann iwwerrascht. Do huet en e Bréif kritt an an deem Bréif stoung dran, dass en elo keng Pensioun méi géif kréien, well en nämlech ze vill niewelaanscht verdéngt huet. An da gi mer séier kucken an de Code des assurances sociales – an dat weess de Minister besser wéi ech –, do steet dra bei engem Salarié, da kriss de dat eent gekierzt an dat anert geet erop, fir dass den Equivalent bleift. An do steet dra beim Independant, dass et da fäerdeg ass.

An do, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech hunn elo hei vun engem Beispill geschwat, op dat mer eis och deemools baséiert hunn an eiser Proposition de loi mat deene Modeller, wou mer do och virgaange sinn, mee där dote Geschichten hutt Der alleguerten héieren déi lescht Wochen a Méint, well vun do un, dass den Austausch elektronesch geet vun der Steierverwaltung bei d'Sécurité sociale, fir et dann elo mol esou auszedrécken, ass dat do e bësse méi séier gaangen. An domadder komme ganz vill Leit, déi béis erwächt sinn!

An Dir hutt der jo och ..., déi eng oder déi aner vun Iech hu jo och Kolleege bei sech am Gemengerot sëtzen, déi déi selwecht Iwwerraschung erlieft hunn, zwar dat nach net als Independant, mee dann ass et dorëm gaangen, wat se als bei den interkommunale Syndikater verdéngt hunn.

An do, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, do musse mer usetzen! Mir wëlle jo eppes méi attraktiv maachen. Mir wëlle jo Attraktivitéit kréie fir d'Handwierk, fir den Independant allgemeng, elo net nëmmen den Independant am Handwierk, mee och déi aner, dass mer do gären hätten, dass méi Leit de Courage hunn, sech nidderzeloossen.

An all déi Leit, Travailleurs indépendants intellectuels, déi elo mol nach driwwer nodenken, sech selbstänneg ze maachen, an déi alles matkritt hunn, wat déi lescht dräi Joer lass war, wat mer jo alleguerten net wollten – kee vun eis wollt dat, wat mer duerch de Covid erlieft hunn an och elo mat den Energiepräisser –, wäerte sech dräimol iwwerleeën, ob se nach Interêt hunn, e Betrib ze grënnen, duerno eventuell, deemno wéi d'Expansioun ass, aus deem Betrib eng Gesellschaft ze maachen, weider Aarbechtsplazen ze maachen, well si kënne sech dat alles net méi leeschten!

An dofir ass et net nëmme wichteg, dass mer haut driwwer schwätzen, mee dass mer och do verschidden Ännerunge maachen, Ännerunge maachen an der Sécurité sociale, verschidden Ännerunge maachen am Aarbechtsrecht, mee dass mer och, wat ech schonn am Virfeld erwäänt hunn, bei den NACE-Codë kucken, wat do alles muss geschéien, fir dass et och méiglech ass, dass déi Leit, déi wëllen Independant ginn, déi nach wëlle sech investéieren ... op dee Punkt, dass se awer net schonn allkéiers mussen Angscht hunn, wann dann nëmmen iergendeppes geschitt.

Well dann iwwerleeë se sech: „Ma da brauch ech mech iwwerhaapt net méi selbstänneg ze maachen. Dann hunn ech och besser, ech ginn enger anerer Tätegkeet no." An dat wier e falscht Signal, a grad zu Lëtzebuerg. Et ass haut de Moien hei vu Kolleegen

ënnerstrach ginn, ob et Startuppe sinn oder ob et Betriber sinn, déi sech nidderloossen: Mir brauche Leit, mir brauche Leit, déi de Courage hunn, dat ze maachen!

An d'Buergermeeschteren heibannen, déi wëssen dat jo alleguerten, well, ech mengen, et geet kee méi, bei deem net Büros- oder Geschäftsfläch eidel steet, well se d'Dier agerannt kréien, fir kënnen e Büro opzemaachen. Ech weess, dass et bei den Industriezonen e bëssen aneschters ass. Do kréien d'Buergermeeschteren d'Dieren agerannt, fir Terrainen ze kréien. Mee wann et ëm Geschäftsfläche geet, déi an den Uertschafte sinn, dann ass den Interêt an d'Begeeschterung, dohinner ze goen, dach awer méi kleng.

An och dat zitt an alles dat mat eran, wa mer soen: „Mir brauchen Attraktivitéit." Mir brauchen Attraktivitéit, fir dass d'Leit de Courage hunn, Independant ze ginn, mir brauchen Attraktivitéit, fir dass eis jonk Leit och Interêt hunn, e Beruff ze léieren, mat deem se herno kënne selbstänneg ginn, a mir brauchen och d'Méiglechkeet fir déi Leit, d'Travailleurs indépendants intellectuels, déi sech wëllen nidderloossen, dass och déi d'Garantien hunn, dass se wëssen, dass se herno kënne vun den Hëllefe profitéieren, déi et gëtt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Well et ass jo keen, dee sech selbstänneg mécht ... dach, et ass wéi iwwerall, et ass wéi iwwerall, et gëtt ëmmer e puer schwaarz Schof. Här Engel, dat do ass elo net fein, dass Der elo esou laacht! Mee et gëtt ëmmer e puer Stéck, déi sech net un d'Reegelen halen, ob dat elo ... Wann 1 % sech net drun hält, däerf een net 99 % strofen!

An dofir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer da Barriären abauen, fir dat kënnen ze kontrolléieren, dass keng Leit wëlle vun der Situatioun profitéieren, mee fir se alleguerten an een Dëppen ze geheien an ze soen, déi kéimen alleguerte souwisou nëmmen dohinner, well se scheinselbstänneg sinn, a well se hei, a well se do ...! Ech wëll bei der Scheinselbstännegkeet och soen: Do sinn der och vill, déi wiere léiwer Salarié an deem Betrib, an déi sinn net frou, dass se an d'Scheinselbstännegkeet erakommen!

An déi Kolleegen, déi scho méi laang hei sëtzen, kënne sech erënneren, do waren hei eng Kéier vill Debatten driwwer, wat virun allem am Transportsecteur de Fall war, wou do ganz vill Scheinselbstännegkeet war.

Dofir nach eng Kéier mäin Appell, nach eng Kéier merci un d'Madamm Hartmann an dann och mäin Appell un déi zwee Ministeren, déi hei sinn, déi eis jo och elo wäerten op de Groussdeel vun de Froen äntweren, dass se och de Message un hir zwee Kolleege mathuelen, deen een, dee sech méi ëm d'NACE-Codë bekëmmert, an deen aneren ëm d'Hëllefe fir d'Betriber, dass mer musse kucken, dat all gemeinsam unzegoen, well et nëmme méiglech ass, wa mer deen Dossier gemeinsam uginn, ob dat d'Majoritéit oder och d'Oppositioun ass, mee dass mer dat maachen am Interêt vum Standuert Lëtzebuerg an dass mer och domadder méi Leit encouragéieren, an d'Selbstännegkeet eranzegoen, wat wichteg ass fir eist Land a wat wichteg ass fir eis Ekonomie!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prises de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu menger Säit och e grousse Merci un d'Carole Hartmann, dofir, dës Interpellatioun hei ugefrot ze hunn.

A fir et vläicht richteg ze soen, d'Madamm Hartmann ... Ech ka mech nach drun erënneren: Ech war Fraktiounspresident, wéi déi Demande do scho gemaach ginn ass. Dat ass elo keng Torschlusspanik, dass elo hei ganz séier muss déi Demande ugefrot ginn, fir dass mer, esou wéi et hei e puermol gesot gouf, elo nach hei kuerz virun de Wale géifen iwwert d'Independantë schwätzen. Déi ass de 6. August 2021 ugefrot ginn, also, dat ass elo net eréischt gëschter, wou déi ugefrot ginn ass! Ech wëll dat just richtegerweis hei soen.

Et gëtt der och, déi soen, datt engem Sozialist d'Independanten net wichteg wieren. An dat ass net esou! Eis Gesellschaft, déi ass ganz villschichteg, besteet aus villen Zännrieder an den Independant ass sécherlech eent vun deenen Zännrieder, gradesou wéi och de Salarié, de Beamten, de Pensionnaire, d'Kanner, d'Persoun, déi doheem ass an déi sech ëm d'Famill këmmert, an esou weider an esou fort.

A wann eent vun deene villen Zännrieder net méi dréint, da bleift d'Auer ganz gäre stoen – an dat wëlle mer net, léif Deputéiert! Mir sëtzen nämlech alleguerten an engem Boot. An d'Independanten, déi si wichteg fir eis Gesellschaft a mir brauche se och, gradesou wéi och d'Salariéë wichteg sinn. All Betrib ka sech och nëmmen entwéckelen duerch a mat senge Salariéen an all Betrib kann iwwerhaapt emol eréischt entstoen, wann een Independant do ass, deen e wëll grënnen!

Et besteet also e komplexe Lien tëschent Independant a Salarié, an de Code du travail reegelt d'Relatioun tëschent den Independanten an de Salariéen am Kader vun der Aarbechtsrelatioun.

An och wa mir d'Independantë wichteg sinn – se si mer ganz wichteg! –, sinn ech net de Minister vun den Independanten. Ech sinn den Aarbechtsminister – an ech wollt dat hei och eng Kéier kloerstellen! Ech wäert natierlech hei och nëmmen op déi Froe kënnen äntweren, déi dann och mäi Ressort betreffen. De Claude Haagen wäert dann op d'Froe vun der Sécurité sociale agoen. An dann déi aner Froen, déi huele mer da gäre mat bei eis Kolleegen an der Regierung. Ech si sécher, datt se alleguerten en oppent Ouer hu fir alleguerten déi Froen, déi hei och gestallt goufen.

Ech wollt duerfir och der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers Merci soe fir dee Pabeier, dee se gemaach hunn am Juli 2021. Opgrond vun deem Pabeier huet dann och d'Madamm Hartmann déi Interpellatioun hei ugefrot. Do goung et haaptsächlech ëm sechs Froen, déi mer hei och traitéieren, mee et geet awer och nach ëm eng ganz Rei vun anere Sujeten.

Den Independant huet, wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, och haut schonn Accès zu Chômage. D'Erklärung ass hei einfach, well den Independant dee Moment, wou en an de Chômage kënnt, säi Statutt dann och wiesselt. Hien ass dann u sech net méi direkt Independant, well e muss, wéi alleguer déi aner Chômeuren, och disponibel si fir den Aarbechtsmaart a gëtt da souzesoe gläichgestallt mat de Salariéen.

Ausserdeem gëtt de Chômage iwwert de Fonds pour l'emploi finanzéiert, e Fong, dee vu mengem Ministère geréiert gëtt. Wat de Chômage ugeet, stellt sech awer d'Fro, ob d'Période de stage fir Independanten net ka vun zwee Joer op ee Joer erofgesat ginn, wéi dat bei de Salariéen de Fall ass. D'Fro ass hei direkt ganz am Ufank gestallt ginn.

Hei wëll ech just vläicht eng Kéier kuerz den Exposé des motifs rappeléieren, dee vum Projet de loi 5611, – wa mer haut bei 8000 sinn, da wësst Der, dass dat schonn eng Zäitchen hier ass –, deen ass aus dem Joer 2006. Dee Projet de loi, deen huet d'Stageperiode vun den Independanten deemools vu fënnef Joer op zwee Joer erofgesat, an do steet am Text: „En matière de chômage des indépendants, il est proposé de mettre en place certaines garanties permettant d'éviter des abus constatés en relation avec le montant des revenus déclarés (prise en compte exclusive des revenus pour lesquels des cotisations sociales ont effectivement été versées au cours des deux derniers exercices cotisables). En contrepartie, la période de stage en vue de pouvoir bénéficier d'indemnités de chômage est ramenée de cinq à deux ans."

Voilà, domadder ass dann hei am Text nach eng Kéier gesot ginn, firwat dat deemools, 2006, dann och gemaach ginn ass. An haut ass dann d'Fro, ob se eeben net kéint vun zwee op ee Joer ..., d'selwecht wéi et haut bei de Salariéen ass. Also, ech wëll mech där Diskussioun do iwwerhaapt net verschléissen an ech wäert herno och nach eng Kéier op déi dote Fro zréckkommen.

Wat de Chômage partiel fir Independanten ugeet, jo, do sinn ech awer méi enger differenzéierter Meenung. De Chômage partiel, deen ass eng Mesür, déi wierkt, wann d'Salariéen net kënne schaffen, dëst aus konjunkturellen oder strukturelle Grënn, dëst wéinst engem Cas de force majeure oder wéinst engem Lien de dépendance économique. Dir wësst, dass de Comité de conjoncture, deen eemol de Mount stattfënnt a wou u sech eng kleng Tripartitt allkéiers ass, well deen och tripartitär zesummegesat ass, iwwert déi Froen do diskutéiert an decidéiert – oder nee, net diskutéiert, mee proposéiert, an de Regierungsrot dat dann decidéiert.

Oft sinn awer – zum Gléck an de meeschte Fäll –, wann e Betrib Chômage partiel ugefrot huet, net alleguerten d'Salariéë betraff. Et si just déi Salariéë betraff, déi hir Aarbecht dann dee Moment net kënnen ausüben.

Den Independant, de Patron, deen huet awer, wa säi Betrib am Chômage partiel ass – an d'Wuert seet et jo: „partiel" –, bal ëmmer nach ganz vill Aarbecht. Hie muss säi Betrib organiséieren oder nei organiséieren, e muss Kontakt mat senge Clienten a mat senge Fournisseuren halen, e muss seng Ekipp geréieren an e muss, an e muss, an e muss, an, an, an. En huet nach ganz vill Aarbecht, léif Deputéiert, duerfir, wann e Betrib am Chômage partiel ass, da schafft den Independant also ganz vill an ass deemno net disponibel fir den Aarbechtsmaart oder fir e Prêt temporaire de main-d'oeuvre. Dat misst en dann awer sinn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt Kuerzaarbecht eigentlech eng Mesür ass, déi de Maintien dans l'emploi soll garantéieren a Kënnegunge soll evitéieren, an oft derfir geduecht ass, wann herno eng Reprise ass, dass een dann och kann direkt erëm ufänken.

Ech gesinn och net, wéi de Comité de conjoncture hei soll iwwert de Chômage partiel vun engem Independant kënne statuéieren, well praktesch ass et jo fir meng Servicer ganz schwéier ze kontrolléieren, wivill Stonnen en Independant dann elo net konnt schaffen, an opgrond vun dësen Informatiounen ze berechnen, wat d'Indemnitéit da fir den Independant soll sinn.

An elo d'Limitte vun deenen 1.022 Stonnen net spillen ze loossen – Dir wësst, datt et do eng Limitt gëtt vum Chômage partiel –, dat wär sécherlech och falsch,

well dat géif jo dann u sech engem Chômage partiel illimité gläichkommen, ...

(Interruption)

... wat jo dann net richteg ass. Dat gëtt et a verschiddene Fäll. Dir wësst, dass do e Gesetz ka spillen, mee da muss eng Réunion tripartitaire zesummekommen. Dat ass erëm eng ganz speziell Situatioun.

An Dir gesitt och, dass dat u sech eng grouss Komplexitéit ass, an Dir verstitt och, datt den Outil vum Chômage partiel hei net adaptéiert ass an net geduecht ass fir den Independant. Well mir hunn – ech wëll et ech hei nach eng Kéier kloer soen – verschidde Statutten, an déi sinn eeben net d'selwecht. An déi sinn och pour cause net d'selwecht! Wann een da Chômage partiel hei géif kréien, da misst een disponibel si fir den Aarbechtsmaart. Dat ass hei an dësem Fall net méiglech an et bleift nach vill ze di fir de Chef vun enger Entreprise. Duerfir ass dat net dee richtegen Outil!

Nëmmen eng Klammer op: De Chômage partiel ass opgemaach gi fir alleguer d'Betriber am Kader vun der Covidkris, wat och eng grouss Hëllef fir d'Betriber an och eng grouss Hëllef fir d'Independanten, fir d'Patrone vun deene Betriber war. Et sinn Dausenden Aarbechtsplazen, déi konnte gerett ginn, a vill Betriber, deene konnt hei gehollef ginn, fir duerno och erëm kënnen direkt eng Reprise ze maachen, well et ass net fir näischt, dass mer déi mannsten, déi klengsten Inflatioun an Europa hunn. Dat war och doduerjer, dass mer konnte relativ séier erëm mat der Relance ufänken, wou et eis erëm e bësse besser gaangen ass a wou mer och nach ëmmer d'Leit haten, déi dann och konnten an de Betriber schaffen an déi och woussten, wéi et an de Betriber géif goen.

Wann ech mech nach richteg un déi Zäit, wéi den Dan Kersch Aarbechtsminister war, erënneren, huet den deemolege Minister och d'Iddi vun enger Mutuelle do an d'Spill bruecht. U sech war déi Mutuelle eng ganz gutt Iddi. Leider ass se net zur Realisatioun komm.

D'Madamm Hartmann huet mech gefrot, wat ech vun där Iddi halen. Ech hunn déi Iddi gutt fonnt, ech hunn déi Iddi déizäit als Fraktiounspresident och matënnerstëtzt an ech fannen, dass och déi Iddien, déi elo hei am Raum leien an déi och am Kader vun där Resolutioun, déi elo um Dësch läit, oder vun der Motioun, déi um Dësch läit, fir vun enger Obligatioun ze schwätzen oder fir emol d'Analys ze maache vun enger Obligatioun – an de Claude Haagen wäert sécherlech duerno nach dorobber agoen – oder fir vun engem Opt-out ze schwätzen, sécherlech an déi richteg a vu mir prekoniséiert Richtung och wäert goen.

An eppes ass och sécher: Et muss ee méi sensibiliséieren, et muss ee méi informéieren, et muss ee méi den Independant drop hiweisen, dass et déi dote Méiglechkeete gëtt an datt déi och eng Sécherheet fir hie bedeiten an datt se och do sinn, datt dat Mesüre sinn, déi kënnen hëllefen, wann en an enger Situatioun ass, an där en dat dann och brauch.

D'Madamm Hartmann huet do gesot, datt ech vun engem Projet geschwat hätt, fir de Chômage partiel dann och opzemaachen. Dat ass net esou! Ech hunn et virdrun och erkläert, firwat de Chômage partiel net déi richteg Mesür ass, mee well an der Covidkris d'Regierung awer eng Fermeture administrative decidéiert huet, also vun uewen erof decidéiert huet, dass een a verschiddene Secteuren net méi kéint schaffen, an dat virun allem fir eng Rei vu klenge Patrone wéi d'Coifferen, wéi d'Caféen, a j'en passe, vu villen aneren, datt déi net méi konnten an net méi hunn dierfe schaffen, hunn ech decidéiert, e Gesetzesprojet an d'Prozedur ze ginn, deen eebe grad op déi dote Problematik dann och reagéiert.

Ech sinn amgaangen, do d'Avisen eranzekréien. Et geet hei net ëm de Chômage partiel, mee et geet ëm de Chômage tout court. Ech sinn hei amgaangen, déi Avisen eranzekréien an dann ze kucken, wéi mer am beschten dee Projet de loi do esou ficeléieren, datt en och déi Resultater bréngt, déi mer gären hätten.

Dat huet dann och als Zil, datt de Kriticke vun der OECD soll Rechnung gedroe ginn, déi grad eeben op deen Ëmstand do hiweisen, dass och hei bei den Independantë misste Mesüre geholl ginn.

Wat elo de Reklassement ugeet, do mengen ech wierklech, dass dat e ganz wichtegt Instrument ass, dat mer do hunn, mee dass et hei wierklech – also dee Mechanismus, dee mer elo hunn – net adaptéiert ass fir den Independant.

Et ass virdrun och scho gesot ginn: Wann en Independant sollt inapt fir säi Posten als Independant deklaréiert ginn, da kéint et jo sinn, datt d'Commission mixte de Patron a sengem eegene Betrib géif reklasséieren. Dat wier dann eventuell mat enger Réduction du temps de travail verbonnen. An den Independant, dee misst dann e Posten iwwerhuelen, dee seng medezinnesch Restriktioune géif dann och respektéieren. Dir gesitt, dat wär jo eng onméiglech Situatioun, déi net géif goen! An den Dan Kersch ass virdrun och in extenso op dee Sujet do agaangen. Nach méi absurd wär et dann och, wann en dann extern géif reklasséiert ginn. Well wie wär da Patron vun där Entreprise? Dat wär jo einfach net concevabel an duerfir ass dat net dee richtege Moyen.

Ausserdeem gëtt am Reklassement och d'Stellungnam vum Patron a vum Salarié betreffend de Reklassement gefrot. Beim Reklassement vum Independant, vum Patron, misst an deem Fall dann och den Avis vum Salarié an der Delegatioun gefrot ginn. Dir gesitt, dat ass hei net déi richteg Prozedur, fir dat ze maachen.

Wann ech dann elo dat liesen, wat d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers froen, sou ass dëst en anert Instrument wéi de Reklassement, esou géif ech dat emol interpretéieren. An ech mengen och net, datt de Code du travail duerfir déi richteg Plaz ass, dat richtegt Instrument, fir dat an deem Kader ze reegelen. Ech verschléisse mech awer net där Diskussioun, déi een do sollt féieren, fir eventuell och hei Verbesserungen anzeféieren.

Ech mengen, als Schlussfollgerung kann ee feststellen, datt de Statutt vum Independant en anere Statutt ass wéi dee vum Salarié. Et kann een net all Rechter a Flichten eent zu eent vun deem engen op deen aneren transferéieren. Dat ass eeben net méiglech.

Deen een, de Salarié, deen huet Contrainten, wat de Salaire, wat d'Aarbechtsstonnen ugeet, wat d'Disponibilitéiten ugeet. Do gëtt och d'Kontroll gemaach vun der ITM. Jo, beim Independant ass dat net de Fall. Den Independant ass säin eegene Chef, wat de Salarié nun emol net ass. An duerfir kann een déi Statutten direkt eent zu eent och net esou matenee vergläichen.

De Salarié, deen huet op vill Decisiounen a sengem Betrib och keen Afloss a muss trotzdeem mat de Konsequenze liewen. Déi Konsequenzen, déi kënnen esou wäit goen, datt de Salarié keen Akommes méi huet, an duerfir justifizéiert sech och, firwat hie muss géint verschidde Risikoen dann och ofgeséchert sinn.

Allerdéngs weist ënner anerem och ... An ech sinn do wierklech net mat deene Kriticken hei d'accord, dass wierklech näischt fir d'Independantë gemaach ginn ass, dass mer ... Mir hunn eppes beim Congé pour raisons familiales gemaach, beim REVIS, beim Régime complémentaire de pension pour indépendant. Et ass net esou, dass d'Regierung elo eréischt erwächt ass! Mir hunn och eppes beim Pappecongé gemaach, deen elo fir d'Independanten opgemaach gëtt.

An ech kommen haut de Moie vun enger Reunioun, wou et ëm ganz vill Ressources-humaines-Servicer gaangen ass an deenen eenzele Betriber. Déi hunn eis alleguerten do Merci gesot fir déi vill Hëllefen, déi wärend der Kris gemaach gi sinn, soudass mer wierklech hei net elo eréischt d'Independanten entdeckt hunn, mee och wärend all deene Joren do vill Verbesserunge gemaach hunn. Mee et ass richteg: Et ass nach villes ze maachen!

Vläicht nach ee Wuert och zu der Plattformaarbecht, déi d'Madamm Cecchetti ugeschwat huet. Dir wësst, datt ech do amgaang sinn, e Gesetz ze maachen. Dat Gesetz – oder deen Avant-projet de loi, loosse mer et esou soen – hu mer am Comité permanent du travail et de l'emploi mat de Sozialpartner diskutéiert. Déi sinn och amgaangen, hir Avisen do eranzeginn, an ech wäert do an – allez – a kierzter Zäit, esou séier, wéi et da méiglech ass, och e Gesetz deposéieren. Voilà!

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. An d'Relève fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Sécurité-sociales-Minister Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och un d'Madamm Hartmann fir dës Interpellatioun, déi – an dat wäert Der mierken, wann ech mat mengem Discours fäerdeg sinn – jo am Fong och hei iwwert déi verschidde Propositiounen oppen Dieren arennt, well mer schonn amgaang sinn, verschidden Dossieren iwwert d'Sécurité sociale am Kader vun den Independanten och op de Leescht ze huelen.

D'Independanten, dat brauch ech heibanne kengem ze soen, dat ass ugeklongen, sinn e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie. Dofir ass et och wichteg, datt mer déi Upassung ... an och doriwwer diskutéieren, wéi mer dee Statutt och festegen, op wat fir eng Aart a Weis och ëmmer. Ech denken, dat ass op jidde Fall wichteg fir e Land wéi Lëtzebuerg.

Nach ass et awer esou, datt actuellement och Independanten a Salariéë verschidde sinn. Dat heescht, mir hu verschidde spezifesch Bestëmmunge souwuel bei den Independantë wéi bei de Salariéen, déi aus verschiddenen Ursaachen entstane sinn, heiansdo op Wonsch vun den Independanten, heiansdo duerch Gesetzgeebung, déi dorobber komm ass.

Fir mäin Deel vun der Sécu wëll ech drop agoen – an ech mengen, dat ass och ugeklongen –, datt mer, wa mer Lëtzebuerg am internationale Kontext kucken, awer eng gutt sozial Ofsécherung hu fir alleguerten d'Leit hei zu Lëtzebuerg, Salariéen oder Independanten. Dat wollt ech awer eng Kéier soen an do solle mer och stolz sinn. Datt mer déi och ëmmer weider solle pousséieren, schéngt mer och evident ze sinn.

Wann ee gesäit, wat um europäeschen Niveau virläit, da gesäit ee jo och um EU-Conseil, notamment iwwert den Nicolas Schmit, datt och do Ustrengunge sinn, fir d'Independantë sozial weider ofzesécheren, fir dat och ze pousséieren, dass net iwwerall do, wou eng obligatoresch Affiliatioun ass ..., bon, mee ech kommen nach drop ze schwätzen. Mir hunn och Länner, wou guer keng Affiliatioun ass a wou och keng sozial Ofsécherung ass an ech denken, dat ass engem modernen Europa och net méi würdeg. Dat solle mer awer och an deen heite Kontext setzen.

A mengen Aen huet d'Sécurité sociale zënter Joren hir Hausaufgabe gemaach, probéiert, Adaptatiounen ze maachen, dat natierlech mat deene verschiddene Beruffer a Beruffsstänn, Beruffsorganisatiounen, déi do concernéiert sinn. Déi punktuell Ënnerscheeder, déi bestinn, déi sinn – wéi gesot net, well iergendee wëll Independantë penaliséieren, mee dat huet verschidde Grënn – souwuel technescher Natur wéi historescher Natur. An datt een déi vun Zäit zu Zäit op de Leescht hëlt, schéngt mer och evident ze sinn, fir dat unzepassen an op jidde Fall emol ze iwwerpréiwen.

Ech wollt am Ufank e puer Remarke maachen, déi genereller Natur sinn. Ech denken, et wier net gutt, wa mer géifen duerjerneegeheien – dat ass vu verschiddene Virriedner ugeschwat ginn –, wat finanziell Hëllefe bedeiten a wat Cotisatioune bedeiten.

Ech si kee Frënd dervun, op de Cotisatiounen ze spillen, fir finanziell Hëllefen ze ginn, egal ob fir Salariéen oder Independanten oder Entreprisen. Dofir hu mer aner Mechanismen, déi do wäerte spillen, an déi solle mer ausnotzen an déi solle mer och pousséieren, wa finanziell Contraintë sinn, fir dat ze maachen. Op de Cotisatiounen do ze spillen, ass e geféierlecht Theema, well da maache mer op eemol eng Sécurité sociale à la carte, an ech denken, dat wär net de richtege Wee.

Wat den Här Clement … Bon, en ass elo grad net hei, mee d'Digitalisatioun ass ugeschwat ginn, ech wëll dat och eng Kéier kuerz erwänen. Natierlech huet ee besser, et mécht een et digital. De Centre commun vun der Sécurité sociale an dee ganze Ministère vun der Sécurité sociale ass amgaang, d'Digitalisatioun ze pousséieren, an dat wäerte mer och weiderhi maachen.

Nach ass et esou, datt de Mechanismus vun den Échanges automatiques, dat heescht d'Zesummespill – wou jo jiddwereen hei frou war, datt mer et endlech kritt hunn – tëschent de Finanzen an der Sécurité sociale, elo spillt an datt déi Informatiounen, an dat ass den Zweck vum Échange automatique, well soss hätte mer en net gebraucht, direkt applikabel gemaach ginn. An dat ass jo och e bëssen déi Diskussioun, Här Mosar an Här Spautz, op déi mer kommen, well den Här Mosar driwwer geschwat huet, iwwert d'Proposition de loi, déi mer jo dann hunn, déi mer kucke par rapport zu der Pension de vieillesse anticipée.

Ech hunn natierlech Är Proposition de loi gelies an ech hunn natierlech och den Avis vum Staatsrot gelies a mir hunn natierlech jo och schonn an der Kommissioun doriwwer geschwat, dat wësst Der, an et ass natierlech kee schlechte Wëllen – Dir wësst dat och – vun dëser Regierung, dat net an déi richteg Richtung ze dreiwen. Ech hunn dat schonn an e puer Kommissiounssitzunge gesot. Et ass notamment esou, datt mer op eng Question préjudicielle gewaart hunn. Déi sollt – an dat ass elo kee Reproche un iergendeen – am Dezember kommen, elo si mer Mäerz an ech sinn e relativ ongedëllege Mënsch, dat wësst Der, an dofir wäerte mer dat an d'Kommissioun elo huelen an dat och diskutéieren.

Et spillt och net, datt mer einfach zwee, dräi Sätz – an dat ass och elo net, fir Är Proposition de loi negativ ze betruechten – am Artikel 230 vum Code vun der Sécurité sociale änneren. Et huet nach Repercussiounen dorop an et huet och Repercussiounen – dat wëll ech och eng Kéier soen, ier ech dann op déi dräi Haaptfroen äntweren iwwert den Échange automatique – par rapport zu den Independanten, Steiererklärungen, wéini se gemaach ginn, wéini mer se kréien iwwert d'Sécurité sociale. Dat ass e bëssen de Problem, deen den Här Clement och ugeschwat huet mat der Assiette cotisable.

Wann natierlech d'Montanten esou definéiert ginn an den Independant muss herno ze vill nobezuelen, ass en net frou. Dofir ass dat och eng Upassung, déi ee muss kucken. Beim Salarié hu mer dat net, do hu mer et mensuellement, do kënnt Der et maachen. Also, et ass schonn e bëssen tricky, mee ech si confiant, datt mer dat alleguerten zesummen hikréien. Dat hunn ech jo och an der Kommissioun gesot, datt do de Wëlle vun dëser Regierung ass, op déi doten Upassung op jidde Fall ze goen.

Wéini et an d'Kommissioun geet … De President vun der Kommissioun, den Här Kersch, wäert dat elo eng Kéier op den Ordre du jour huelen. Mir sinn an der Finalisatioun vum Avis. Den Avis vum Staatsrot ass do an da maache mer dat relativ kuerzfristeg. An da sinn ech och confiant, datt mer an dëser Legislaturperiod dat Gesetz op jidde Fall nach kënnen deposéieren.

Dat Ganzt ass par rapport zum Anticumul vun de Pensiounen dat, wat den Här Spautz zum Schluss hei ugeschwat huet, datt dann e Fall do ass – et si méi Fäll do –, wou gesot ginn ass, datt dann den Independantë bei der Pension de vieillesse anticipée d'Pensioun géif gestrach ginn. Dat ass fir mech e System, deen ass net tolerabel! An ech si bei Iech an dat hunn ech jo och schonn an der Kommissioun selwer gesot, mir kënnen elo soen, et ass eng Iddi vun eis alleguerten, dat hunn ech am léifsten, well ech denken, et wier net gutt, wa mer mat deem heiten Dossier Parteipolitick géife maachen, datt mer dat upassen an datt mer dat, wat op där enger Säit ze vill ass, einfach op där anerer Säit ewechhuelen, fir datt mer déi Egalitéit kréien.

Op jidde Fall kann et net sinn, datt een d'ganz Pensioun verléiert iwwert iergendee Mechanismus, well een do participéiert huet. Bei 65 Joer spillt et net méi, wëll ech och soen, do ass et fort, do spillt et net méi, also si mer an där heiter Situatioun, dat musse mer berengegen. Dat wäert och berengegt ginn!

Op d'Remark par rapport zu de Gemengevertrieder wëll ech hei net agoen, mee am Regierungsrot ass virun zwou, dräi Wochen do eng Propositioun eragaang. Et ass also um Instanzewee, wäert aviséiert gi vum Staatsrot. Och dat ass jo eppes, wat a menge perséinlechen Aen net kann als Remuneratioun ugekuckt gi vun enger Activité professionnelle, well fir mech ass et eng Indemnitéit an do huet een e Mandat communal oder iergendeen anere politesche Mandat, datt et esou ugekuckt gëtt, mee dat just als kleng Introduktioun.

Déi technesch Schwieregkeeten an déi Retarde bei den Informatiounen …

(Signal sonore d'un portable, hilarité et brouhaha)

Une voix | Do maache mer eng Petitioun!

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir dee musikaleschen Intermezzo!

(Hilarité)

Här Haagen, Dir kënnt weiderfueren.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Dat wäert ech och maachen, Här President. Ech war frou, datt et net mäin Handy war!

(Hilarité)

Bon, déi technesch Schwieregkeeten, ech sinn op déi elo kuerz agaangen. Ech wëll och elo net weider op d'Proposition de loi agoen. Ech hunn Iech jo dat elo gesot. Ech mengen, mir hunn dat och am Konsens diskutéiert, och an der Kommissioun, datt mer géife waarden, bis eeben déi Question préjudicielle do wier. Bon, ech denken, datt mer dann déi Decisioun zesummen huelen, fir elo einfach den Dossier weider ze pousséieren, an dann eeben, datt mer do eng Solutioun fannen. Ech denken, datt mer dat an deenen nächste Wochen och hikréien.

De Conjoint aidant ass och ugeschwat gi vun der Madamm Hartmann. Éischtens ass et fir mech en Term …, ech denken, mir wiere gutt beroden, dat emol direkt ze änneren, deen Term. Deen Term gefält mir iwwerhaapt net, dat emol dowéinst. Bon, dat ass elo …

Mme Octavie Modert (CSV) | En ass iwwerholl!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | En ass iwwerholl, Madamm Modert, do hutt Der Recht. Do hutt Der Recht, mee bon, da musse mer en aneren Term fannen, mee ech mengen, dat ass dee mannste Problem.

Ech wëll just soen, datt – an ech benotzen den Term awer dann nach weider – ech net wëll de System vum Conjoint aidant a Fro stellen. Ech hunn och net héieren, datt hei een en a Fro gestallt huet. Et muss awer och esou sinn, datt de Conjoint dann och primär den Independant ënnerstëtzt. Ech mengen, dat ass nach ëmmer … Ech hunn elo net vun iergendengem hei héieren, datt dat de Contraire soll sinn. Dat soll och d'Haaptorientatioun sinn.

An natierlech huet och den Aidant eng wichteg Contributioun par rapport zu engem Independant ze leeschten. Dat ass och jo historesch gewuess, vun do un, datt den Term och esou, „Conjoint aidant", opgestallt ginn ass. Dat ass schonn eng länger Zäit.

Ech hu mech natierlech och mat där Thematik auserneegesat an eis Iwwerleeung um Ministère ass, d'Méiglechkeet ze ginn … Mir musse jo och oppassen, datt mer den Independant, wa mer op fënnefmol den SSM sinn, net op eemol Diskussioune kréien, datt vläicht ee Conjoint aidant wëll eropgoen an domat den Independant selwer muss erofgoen. Dat Zesummespill muss weider klappen.

Ech sinn net favorabel. Ech gesinn et skeptesch, wann den Independant selwer de Seuil géif fixéiere par rapport zum Conjoint aidant. Dat gesinn ech net als favorabel un, soudatt meng Propos och do ass, fir deen Dossier opzemaachen a par rapport …, wéi beim Independant op fënnefmol den SSM ze goen. Dann hu mer eng Egalitéit an dat ass dann nach ëmmer eng Decisioun vis-à-vis vum Independant a vum Conjoint aidant. Dat, schéngt mer, kënne mer och an der Kommissioun diskutéieren. Dat schéngt mer och a priori elo – ouni an d'Detailer wëllen ze goen – de richtege Wee ze sinn.

Mir sollen eis och do op Zuele baséieren, déi mer hunn, d'Realitéit – momentan si mer bei 2021 –, wivill Leit eeben och als Conjoint do sinn. Wat ass de Seuil, dee se hunn? Wou ass d'Problematik? Virdrun ass d'Participatioun par rapport zum Mindestloun ugeschwat ginn. Ech hunn elo net, Madamm Ahmedmova, d'Zuele bei de Conjoints aidants. A wat de Sexe ass, dat heescht männlech, weiblech, esou hat ech Är Fro verstanen, ech weess awer net, ob ech se richteg verstan hat. Ech hunn dat och net bei mer. Ech ginn Iech awer déi Zuele ganz gär, soubal ee mer se ginn huet. Da ginn ech Iech déi weider.

Och do, beim Conjoint aidant, musse mer oppassen, datt mer net eng Sécu à la carte schafen. Ech mengen, dat wier och de falsche Wee.

Zur Affiliatioun an der Mutualité des employeurs: Aktuell ass se fräiwëlleg. Et ass awer net, well de Ministère sech drop behaapt, datt se soll fräiwëlleg sinn … oder d'Sécurité sociale oder dës Regierung. Et ass, well verschidde schaffend Beruffer dat net wëllen. Bon, wann den Accord do ass, fir datt dat gemaach gëtt, hu mir iwwerhaapt kee Problem, dat

unzewenden. Ech hat do och schonn e puer Rendezvouse mat de Beruffskummeren, fir doriwwer ze schwätzen.

Et ass natierlech esou, datt een déi Kommunikatioun ëmmer nach ka verbesseren, et ass awer och mat de Beruffskummeren zesummen, déi concernéiert sinn, wou mer dat solle maachen. Dat wäerte mer och maachen.

An der Motioun ass jo och eng Propos, géint déi ech perséinlech weider näischt hunn. Ech kann Iech just d'Zuele soen. Am Oktober 2022 waren eng ronn 15.000 Independantë bei der Mutualitéit ugemellt, woubäi eng gutt 30.000 Independanten affiliéiert ware beim Centre commun vun der Sécurité sociale, ouni eng Dispens ze hunn. Dat heescht, do hu mer och nach Leit natierlech, déi och kënnen eng Dispens froen. Ech mengen, den Här Kersch ass op déi Thematik a senger Ried agaang. Dofir – wéi gesot, och do stinn d'Dieren op – solle mer och zesummen an der Kommissioun diskutéieren. An esou, wéi ech déi verschidde Virriedner hei héieren hunn, ass dat jo och, géif ech soen, e politesche Konsens, datt mer alleguerte kënnen an déi Richtung goen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir musse just nach iwwert d'Motioun ofstëmmen, déi vun der Madamm Hartmann deponéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci fir d'Wuert. Mir hunn eis déi Motioun ugekuckt. Ech kann och direkt soen, datt mer déi Motioun wäerte stëmmen, well, wéi ech och schonn a menger Interventioun gesot hunn, ganz vill Punkten do dra sinn, déi mir scho laang fuerderen. Ech brauch net méi op déi ganz Diskussioun vun de Proposition-de-loie vum Kolleeg Marc Spautz a vu mir anzegoen.

Ech wollt allerdéngs eng Bemierkung maachen: Hei steet och dran, datt den Droit d'établissement misst moderniséiert ginn, eng Iddi, déi mir natierlech ganz sympathesch ass. Op där anerer Säit wär ech awer net onfrou gewiescht, do e puer Preziséiounen ze kréien, wéi deen Droit d'établissement da soll reforméiert ginn. An ech hunn och do virdrun a menger Ried gesot, do gëtt et notamment déi Thematik vun enger zweeter Chance. Dat kënnt elo hei net dra vir.

Ech fannen och, datt déi ganz Prozedur, fir iwwerhaapt hei eng Geneemegung ze kréien, och fir d'Gesellschaften, vill ze laang dauert. Ech hunn och virdru gesot, déi Thematik, déi mer hu mat de Problemer, fir Konten opzemaachen, alles dat géif natierlech eng Diskussioun remportéieren.

An nach eng Kéier, Här President, ech bedauere wierklech, datt deen zoustännege Minister fir d'Independanten eigentlech haut hei net present ass, d'autant plus, wou d'Madamm Hartmann hei eng Rei vu Propositiounen och an hirer Motioun dran huet.

Dat gesot, wäerte mir dës Motioun awer stëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, merci, Här President. Och mir kënnen déi Motioun matdroen. Mir bedaueren allerdéngs, datt se op ville Punkten einfach e bësse vag bleift, et ass mer e bësselche vill „analyser", „le cas échéant", „la possibilité" dran, lauter Saachen, déi der klorer Ausso vum Regierungsprogramm vun 2013 widderspriechen. Ech fannen, do hätt ee kënne méi affirmativ sinn. Ceci étant ass alles, wat an déi richteg Richtung geet, eng gutt Saach, an duerfir droe mer déi Motioun hei mat als ADR.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. Den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Ech wollt just op dat reagéieren, wat den Här Mosar och gesot huet – merci als Alleréischt och fir déi Ënnerstëtzung da fir déi ganz Motioun –, wat den Droit d'établissement ugeet.

Dir kënnt dat vläicht net wëssen, Här Mosar, Dir sidd net an där Kommissioun vun de Classe-moyennen derbäi, mee do ass entre-temps e Gesetzesprojet um Instanzewee, deen och genau déi dote Modernisatioun soll bréngen a wou och déi Saachen, déi ech ugeschwat hunn, Objet si vun deem Projet de loi vun dem Minister vun de Classes moyennes. Dat heescht, ... Dofir sinn ech och elo hei net an den Detail gaangen, well do ass e Projet de loi och um Instanzewee. Ech hat awer a mengen Erklärungen déi wichtegst Piliere vun deem Projet de loi genannt.

An dann hutt Der gesot, dass et oft laang brauch fir en Independant, fir sech ze etabléieren. Ech ginn Iech do Recht. Do muss een awer eng Ënnerscheedung maachen, wat elo d'Prozedur eleng um Niveau vun de Ministèren ugeet, well ech mengen, dass mer do ganz, ganz vill Efforte gemaach hunn, notamment och wärend der ganzer Pandemieszäit, fir déi Delaien esou kuerz wéi méiglech ze kréien, an dass do och d'Delaien net exzessiv laang sinn, fir och d'Autorisatioune vum Ministère ze kréien.

Mee, Dir hutt ganz Recht, et ass net nëmmen d'Autorisatioun vum Minister, déi ee brauch, fir sech ze etabléieren, mee et muss natierlech och nach eng ganz Rei aner Saachen do consideréiert ginn. Duerfir ass et scho richteg, dass et do heiansdo laang dauert, bis ee sech dann en fin de compte etabléiert huet, an dass een natierlech dat am Ganze muss kucken an och do Efforte muss maachen, dass dat den Independantë méi einfach gemaach gëtt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci un d'Madamm Hartmann.

Dann, mengen ech, kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen. Kënne mer de Vott à main levée maachen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Mir sinn um Schluss vun der Sitzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

Iech all e gudden Appetitt!

(La séance publique est levée à 12.02 heures.)

38e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 29**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7864 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail** **p. 29**
   Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch (dépôt de la motion 1)
   Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Dan Kersch | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7864 et dispense du second vote constitutionnel
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
3. **Question élargie n° 182 de M. Jeff Engelen au sujet de l'avenir des bureaux de la SNCA à Marnach** **p. 34**
   M. Jeff Engelen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
4. **7680 – Projet de loi portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile ;

2° la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne p. 36

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7680 et dispense du second vote constitutionnel

5. **8057 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire** p. 38

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain

Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Marc Goergen, M. Dan Kersch, M. Claude Lamberty, M. Gilles Baum et M. François Bausch, Ministre de la Défense) | M. Gusty Graas (parole pour fait personnel) | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (interventions de M. Gusty Graas et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Gusty Graas | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (interventions de M. Gilles Baum et M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8057 et dispense du second vote constitutionnel

6. **8055 – Projet de loi portant :**
1° modification de :
a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
b) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
c) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 909/2014 et la directive 2014/65/UE p. 45

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Dan Biancalana | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8055 et dispense du second vote constitutionnel

7. **Question élargie n° 184 de Mme Martine Hansen au sujet du robot conversationnel ChatGPT** p. 46

Mme Martine Hansen | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

8. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des structures d'accueil et du bien-être des enfants accueillis** p. 48

Exposé : Mme Martine Hansen

Débat : M. Claude Lamberty | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (interventions de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et M. Gilles Baum)

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Martine Hansen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch

9. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'avenir du recrutement des détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental (Quereinsteiger)** p. 54

Exposé : Mme Francine Closener

Débat : Mme Martine Hansen | M. Claude Lamberty | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7864 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtten u mam Projet de loi 7864, enger Ofännerung vum Aarbechtsgesetz, déi d'Aféierung vun der Protektioun géint Mobbing soll erméiglechen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Géigesaz zu deene meeschte Länner an der Europäescher Unioun gëtt et zu Lëtzebuerg e Vide juridique, wat de gesetzlechen Encadrement vum Harcèlement moral ugeet. Déi eenzeg Reegelung, déi mer actuellement hunn iwwert de Mobbing, ass d'Konventioun vum 25. Juni – lauschtert gutt no! – 2009 tëschent de Sozialpartner UEL, OGB-L an LCGB.

(Interruption)

Dobäi ass Lëtzebuerg, dem Avis vun der Chambre des Salariés no, dat Land an Europa, dat deen zweethéchste Mobbingtaux huet. E seriöe Problem also.

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, dat d'Schafung vun engem gesetzlechen Dispositif an der Lutte géint de Mobbing virgesäit, wéi et schonn zanter Jore vu villen Aarbechtsrechtler, ënner anerem och vun der Mobbing ASBL, gefrot ginn ass a wéi et och am Koalitiounsaccord a Regierungsprogramm festgehale gi war.

Dësen Dispositif orientéiert sech zum Deel un deem aktuelle gesetzleche Kader iwwert den Harcèlement sexuel. Allerdéngs, an dat ass wichteg, gëtt et ee groussen Ënnerscheed: Weeder d'Regierung nach d'Chamberskommissioun sinn hei op de Wee gaange vun engem Renversement vun der Charge de la preuve, wou also deen, deen en Harcèlement virgeworf kritt, seng Onschold misst beweisen.

De Gesetzesprojet definéiert, wat ënner Harcèlement moral ze verstoen ass, an hält fest, wéi an engem Fall vu Mobbing virzegoen ass. Fir de Mobbingbegréff ze bestëmmen, gëtt déi an der Fonction publique schonns besteeënd Formule applizéiert an déi Definitioun vum Harcèlement moral iwwerholl. Dës Definitioun deckt an der Tat eng Rei vu verschiddene Forme vu Mobbing op der Aarbecht of.

De Gesetzesprojet preziséiert dann och d'Obligatiounen, déi vun de Salariéen a vun de Patrone musse respektéiert ginn. D'Salariéen an d'Patrone mussen ausdrécklech vum Mobbing ofgesinn! Soubal e Patron vun engem Mobbingfall gewuer gëtt, muss hien direkt derfir suergen, dass dat ënnerbonne gëtt. Dat gëllt net nëmme fir de Fall, wou de Mobbing vun anere Salariéen ausgeet, mee och, wa Clienten oder Fournisseuren d'Salariéë géifen harceléieren.

Des Weidere sinn d'Patronen obligéiert, preventiv Moossname festzeleeën. Och d'Personaldelegatioun wäert eng wichteg Roll an der Preventioun an an der Lutte géint de Mobbing kréien.

Am Fall, wou de Mobbing net ophält, kann de Salarié respektiv d'Personaldelegatioun mam Averständnis vum Salarié d'ITM saiséieren. A wa sech dann net un d'Bestëmmunge vun der ITM gehale gëtt, wäert

d'ITM dann à même kënne sinn, fir Strofe géint de Patron auszeschwätzen.

An dësem Zesummenhang ass et wichteg, gemobbte Salariéen an Zeie vu Mobbing géint eventuell méiglech Vergeltung ze schützen. De Gesetzesprojet gesäit doweinst vir, dass e Salarié, dee gäre weider a sengem Betrib schafft, e Kënnegungsschutz kritt. Wann de Salarié par contre gären de Betrib verléisst, well en d'Situatioun net méi aushält, da kann hien dat maachen a ka vum Patron eng Entschiedegung froen an och – an dat ass wichteg – gegeebenefalls direkt Chômageentschiedegungen ufroen.

De Projet de loi ass den 23. Juli 2021 vum deemolegen Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Beruffschamberen hiren Avis ofginn.

Den éischten Avis ass den 9. September 2021 vum Centre pour l'égalité de traitement komm. D'Auteuren hunn eng Rei vu Kriticke gemaach, mee awer och hiren Accord zum Gesetzesprojet ginn. En zweeten Avis ass vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics komm, de 7. Oktober 2021. Och dës Chamber huet hiren Accord zum Gesetzesprojet ginn.

Den 19. Oktober 2021 huet dunn d'Chambre des Salariés hiren Avis publizéiert. Si schwätzt hiren Desaccord zum initiale Gesetzesprojet aus. D'Beruffschamber begréisst zwar engersäits, dass den Harcèlement moral soll seng Plaz am Code du travail fannen an dass duerch dëse Gesetzesprojet verschidde Schwaachstelle vum interprofessionellen Accord vum 25. Juni 2009 solle behuewe ginn, beispillsweis wat d'Roll vun der ITM ugeet an datt den Accord keng Sanktioune virgesinn hat am Fall, wou e Patron sech net géif un d'Reegelen halen.

Eng weider Schwaachstell, déi duerch de Gesetzesprojet soll behuewe ginn, concernéiert d'Recoursméiglechkeete vum Salarié. D'Konventioun vum 25. Juni 2009 huet beispillsweis net virgesinn, datt e juristesche Recours kann ageleet ginn, wann e Patron Abus bedreift bei der Opléisung vun engem Aarbechtskontrakt an enger Diskussioun iwwert den Harcèlement.

Et gëtt awer och eng Rei Kritickpunkte vun dëser Beruffschamber. D'CSL kritiséiert ënner anerem d'Feele vum Renversement vun der Beweislaascht zugonschte vum Affer. Si fuerdert och, der Personaldelegatioun nach méi eng wichteg Roll ze ginn, wéi et actuellement virgesinn ass. Ausserdeem ass si der Usiicht, dass de Gesetzesprojet ze niddreg Strofe virgesäit, besonnesch fir déi grouss Patronen.

De 4. Februar 2022 hunn d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers zesummen en Avis erausbruecht. Déi zwou Beruffschambere fuerderen, de Gesetzesprojet zréckzezéien, a kritiséieren, dass de Gesetzesprojet net mat de Sozialpartner ofgeschwat gi wier. Si argumentéiere weider, datt den Accord interprofessionnel vum 25. Juni 2009 de Mobbing scho reegele géif a vu kengem vun de Sozialpartner bis elo opgekënnegt gouf.

Déi zwou Beruffschamberen erkenne keng juristesch Begrënnung, wisou sech de Gesetzesprojet op verschiddene Plaze vum Accord interprofessionnel vun 2009 géif ënnerscheeden. Si fäerten och, datt et kéint zu enger Insécurité juridique kommen, wa bis deen heite Geseztesprojet an den Accord interprofessionnel zesumme koexistéiere géifen.

De Staatsrot huet dunn den 10. Mee 2022 säin Avis ginn. A sengem Avis huet de Staatsrot eng Rei vun Opposition-formellë formuléiert.

D'Kommissioun huet den 10. Oktober 2022 de Gesetzesprojet presentéiert kritt. An där Sëtzung goufen och d'Avise vun de Chambres professionnelles a vum Staatsrot examinéiert. An där Sëtzung gouf ech och als Rapporteur vum Gesetzesprojet designéiert an et gouf en neien Intitulé vum Gesetzesprojet ugeholl.

Opgrond vum Avis vum Staatsrot goufen den 8. Dezember 2022 eng Rei vu parlamentareschen Amendementer an der Kommissioun ugeholl. Sou gouf beispillsweis déi ursprünglech am Gesetzesprojet genannt Definitioun vum Harcèlement moral duerch déi, déi schonn haut an der Fonction publique besteet, ersat.

Hei ass d'Kommissioun dem Uleies vum Staatsrot zwar nokomm fir ze verhënneren, dass am Privatsecteur eng aner Definitioun géif applizéiert gi wéi an der Fonction publique. Allerdéngs muss ee soen, dass dat ouni grouss Begeeschterung – fir et emol diplomatesch auszedrécken – geschitt ass an een allgemeng dervun ausgaangen ass, dass déi ursprünglech Definitioun méi komplett gewiescht wär.

D'Kommissioun – an ech mengen, ech kann dat hei esou soen – bleift der Meenung, dass et net vu Muttwëll wier, déi elo zréckbehalen Definitioun an enger spéiderer Versioun ze iwwerschaffen an eng méi genau Definitioun fir de Privatsecteur an d'Fonction publique auszeschaffen.

An deem Sënn, Här President, erlaben ech mer och, eng Motioun ze presentéieren, oder Iech se ze iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le harcèlement moral est un problème de société qui a des conséquences graves sur la santé mentale et physique des personnes victimes de harcèlement et leur entourage ;

– considérant l'accord-cadre autonome portant sur le harcèlement et la violence au travail, signé en 2007 par les partenaires sociaux bénéficiant de la représentativité interprofessionnelle au niveau européen ;

– considérant l'accord interprofessionnel portant sur le harcèlement et la violence au travail conclu en 2009 entre les partenaires sociaux luxembourgeois ;

– considérant que l'accord de coalition de 2018-2023 prévoit l'adoption d'une loi portant sur le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail,

invite le Gouvernement

– à mener une évaluation de la loi portant sur le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail deux ans après son entrée en vigueur afin de déterminer son efficacité et identifier les lacunes éventuelles qui doivent être comblées.

(s.) Dan Kersch, Carole Hartmann, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | An där gëtt genau gefrot, fir zwee Joer no der Entrée en vigueur vun dësem Gesetz – wann d'Chamber dann haut hiren Assentiment gëtt – dann eng Kéier ze kucken, wou mer ukomm sinn an ob een eventuell misst nobesseren.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Den amendéierten Text gesäit ënner anerem och vir, dass och de presuméierte Mobbingauteur ka vun der ITM gehéiert ginn. Dat ass wierklech eng absolutt sënnvoll Korrektur, déi opgrond vum Avis vum Staatsrot agefloss ass, virun allem wann ee weess, dass fir de presuméierten Auteur jo och Strofen ustinn.

A sengem Avis complémentaire vum 7. Februar 2023 huet de Staatsrot seng Opposition-formellen opgehuewen a gëtt säin Accord zum amendéierte Gesetzesprojet.

Zwee Deeg méi spéit, den 9. Februar 2023, huet och d'Chambre des Salariés en Avis complémentaire erausginn. D'Beruffskummer gëtt hiren Accord net zu alle parlementareschen Amendementer. Si begréisst awer den Amendement, dee virgesäit, dass och de presuméierte Mobbingtäter vun der ITM ka gehéiert ginn.

Den 10. Februar 2023 hunn d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers sech an hirem Avis complémentaire och géint déi parlamentaresch Amendementer ausgeschwat an halen hir prinzipiell Ofleenung vum Gesetz oprecht.

Den 23. Februar goufen d'Avis-complémentairë vun de Beruffschamberen a vum Staatsrot an der Kommissioun analyséiert. D'Kommissioun huet de Rapport den 2. Mäerz vun dësem Joer analyséiert an och guttgeheescht.

Ech wéilt net schléissen, ouni ze soen, dass d'sozialistesch Fraktioun hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet gëtt, mee sech natierlech och nach virbehält, fir am Kader vun dem parlamentareschen Dag anzegräifen, jee nodeem wéi dee verleeft.

Villmools merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Dan Kersch.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un de Rapporter, dee säi Rapport elo grad virgedroen huet, an och betreffend säi schréftleche Rapport, dee gemaach ginn ass an deen och d'Diskussiounen an der Kommissioun groussendeels zréckspigelt, esou wéi se gelaf sinn, wou mer och gutt Diskussiounen haten, wou mer net ëmmer alleguerten enger Meenung waren. Oder wou mer heiansdo souguer enger Meenung waren, mee wa mer dann driwwer ofgestëmmt hunn, wat d'Konklusioune sinn, da waren dat net ëmmer déi selwecht. Soe mer emol esou: De „Voir" an de „Juger" waren déi selwecht, mee beim „Agir" hate mer heiansdo aner Vuen an deem ganzen Dossier.

Ech wëll fir d'éischt drun erënneren, an et ass hei ënnerstrach ginn, de Rapporter huet et elo e puermol hei gesot, dass schonn 2009 hei zu Lëtzebuerg en Accord interprofessionnel gemaach ginn ass zwëschent den national representative Gewerkschaften OGB-L an LCGB an der UEL. A bei der Mobbing ASBL, zum Beispill, stoung ech nach mat enger anerer Kap deemools mat un der Wéi vun hirer Grënnung. An ech weess, dass och heibanne Leit sinn, déi haut nach aktiv an der Mobbing ASBL sinn a waren.

D'Mobbing ASBL huet an deene vergaangene Jore ganz vill Aarbecht geleescht an huet och ganz vill Initiative geholl. An ech erlabe mer, et esou ze soen: Beim fréieren Aarbechtsminister hu se och deemools eng Proposition de loi ausgeschafft gehat, en Text, dee si proposéiert hunn, dee soll kommen, wann et zu enger gesetzlecher Basis géif kommen. Well do ware mer eis alleguerten deemools eens: dass et wichteg wier, e Gesetz ze hunn, wat méi wäit géif goe wéi dat am Accord interprofessionnel. An dat huet och ni een a Fro gestallt.

De Problem, deen awer entstanen ass – an do huet de Rapporter schonn zum Deel drop higewisen, dass hei ganz vill Verbesserungen dra sinn am Verglach zu deem, wat am Accord interprofessionnel stoung –: Mee et gëtt awer dräi Punkten, wou et e bësselchen Diskussioune gëtt.

Een ass natierlech deen: Déi Definitioun, déi d'Patronat an d'Gewerkschaften zesumme fonnt hunn, wat Harcèlement moral wier a wéi déi ganz Definitioun géif lafen, ass eng aner wéi déi, déi elo zréckbehale ginn ass. De Rapporter ass drop agaangen, dass de Staatsrot do insistéiert huet, dass do déi selwecht géif geholl gi wéi an der Fonction publique an dass et net déi kéint sinn, déi d'Sozialpartner virdrun ..., net virdrun, mee säit 2009 plus ou moins, haten, dass déi net den Aval vun der héijer Kierperschaft Staatsrot kritt huet.

Eng zweet Diskussioun ass déi, wou mer och driwwer geschwat hunn ... Ech fannen dat jo ganz gutt, wa mer soen: „Mir hunn nëmmen nach ee System. Mir hunn nëmmen nach eng Definitioun." Ech gi jo dann dervun aus, dass dat och an deenen nächsten Avisen, déi wäerte kommen, och am Droit du travail a bei all deem ëmmer wäert heeschen, dass mer nëmmen nach ee System hei zu Lëtzebuerg hunn an dass et keen Ënnerscheed méi gëtt zwëschent Secteur public a Secteur privé. Mee do loossen ech mech, wéi och déi aner Leit an eiser Kommissioun, sécherlech gären iwwerraschen, ob dat dann och do esou wäert weidergoen.

Deen anere Punkt, wou mer Problemer gesinn, dat ass och dee bei der ITM. Bei der ITM, dat hunn de Minister an och de Rapporter eis deemools erklärt, do besteet d'Absicht, dass do Leit vun der Mobbing ASBL solle mat integréiert ginn. Mee déi Fro, déi mir eis stellen: Bis elo war dat eng ASBL, an Zukunft ass dat eng Institutioun, wou d'Leit hir Reklamatiounen eraginn; ass do d'Hemmschwell méi grouss oder ass do d'Hemmschwell méi kleng?

Dat wäerten eis déi nächst 18 oder 24 Méint weisen, wou mer da gesinn, ob d'Leit do dee selwechten, ech wëll net soe „Courage", mee dee selwechten Asaz weisen, fir sech kënnen ze mellen. Well et ass ëmmer méi einfach bei enger ASBL unzeruffen, wéi dass de direkt bei d'ITM gees, wat eng Institutioun ass. Dat ass eng Fro, déi weeder ech nach en aneren de Moment, mengen ech, ka beäntwerten, well et ass kee vun eis, deen d'Glaskugel huet, fir do kënnen ze kucken, ob dat zu enger Verbesserung féiert oder net. Mee dat ass op alle Fall eng Hemmschwell, wou mir dervun ausginn, dass vill Leit, oder net vill, mee dass en Deel vun de Leit wäerten Angscht hunn, fir sech do ze mellen, well se net wëssen, wat dat fir aner Repercussioune kann hunn.

An en anere Punkt, deen och nach ass: dass méi Matsproocherecht soll komme vun der Personaldelegatioun. Ech mengen, dat ass och nach eng Kéier ënnerstrach ginn am Bericht vun der Chambre des Salariés, dass et och do wichteg wier, dass d'Salariéen, d'Delegatioune vill méi Méiglechkeete sollten hunn. Och dat ass opgrond vun de verschiddenen Avisen net zréckbehale ginn, mee wou mer awer vläicht eng Kéier d'Méiglechkeet hunn – an de Rapporter huet et gesot, de Minister hat et och ugekënnegt –, dass een och nach ëmmer eng Kéier nobessere kéint.

Fir eis, Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, ass et awer esou, dass mir der Meenung sinn: Jo, et si Verbesserungen an deem Gesetz, mee gläichzäiteg feststellen, dass awer grouss Onzefriddenheet do ass, souwuel bei den ..., ech wëll net soen „Auteuren", dat wier elo e schlecht Beispill, well den Auteur war de Ministère, mee bei deenen, déi eng Proposition de loi deemools am Ministère eraginn hunn, dat waren d'Kolleeginnen an d'Kolleege vun der Mobbing ASBL, wéi och an deenen zwee Avisen. Wat awer de Rapporter ganz objektiv hei duergestallt huet: dass souwuel d'Chambre des Salariés wéi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers Problemer hu mat deem, wat do virläit.

An et ass fir déi Kolleegen aus der Kommissioun keng Iwwerraschung: Och d'CSV wäert an deem Punkt net géint d'Gesetz sinn, mee kann awer och dem Gesetz net d'Zoustëmmung ginn, well mir der Meenung sinn, dass do Onkloerheete sinn.

Wann ech elo e bëssen ... Nee, Här President, Dir hat gesot, et misst ee fei bleiwen. Soss hätt ech gesot: Virun allem d'juristesch Interpretatioun – mat deem, wat elo um Dësch läit – wäert eis déi nächst zwee Joer beschäftegen. Mee dann hu mer alt eng Aarbechtsbeschafungsmoossnam gemaach fir verschidde Leit, déi op den Droit du travail spezialiséiert sinn.

An domadder wëll ech Iech soen: D'CSV wäert dat Gesetz hei net stëmmen. Mir enthalen eis. Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virop e Merci un de Rapporteur, souwuel fir säi mëndleche wéi säi schréftleche Rapport.

Mobbing ass ëmmer inakzeptabel, mee leider ass et keen Eenzelphenomeen. Ëmmer nees gi Mënsche schikanéiert, ausgegrenzt oder gedeemütegt. Den Impakt op d'Psych kann oft ganz grav sinn. De Risiko, an Depressiounen ze falen, ass och oft grouss. Op der Schaff leiden natierlech d'Wuelbefanne vun de Leit an dat ganzt Aarbechtsklima ënner esou enger Situatioun. Den Employeur huet net nëmmen d'Flicht, Mobbing op der Aarbechtsplaz mat alle Mëttelen ze ënnerbannen, hien huet och Interêt dorunner, fir e gudden internen Oflaf am Betrib ze garantéieren.

2009, an dat ass scho gesot ginn, hunn d'Sozialpartner zesummen en Accord interprofessionnel ausgeschafft, dee sech mam Mobbing a mat der Gewalt op der Aarbecht befaasst an iwwer e Règlement grand-ducal als allgemeng verflichtend erklärt gouf. Dësen Accord huet bis elo ganz gutt funktionéiert.

Une voix | Och am Gesetz!

Mme Carole Hartmann (DP) | De Koalitiounsaccord gesäit awer vir, datt Mobbing op der Aarbecht iwwer e Gesetz gereegelt soll ginn, soudass dann och dëse Gesetzesprojet haut gestëmmt gëtt.

Trotzdeem wëll ech soen, dass een hei net hätt missen iwwer e Gesetz fueren an den Accord interprofessionnel hätt kënne weiderlafe loossen. Dëst ass e Punkt, deen och vun de Sozialpartner ugeschwat ginn ass. Doriwwer eraus huet souwuel d'Patronat wéi d'Salariat kritiséiert, dass se net vun Ufank u bei den Aarbechten un dësem Gesetzesprojet matagebonne waren a kee Sozialdialog am Virfeld stattfonnt huet.

2017 hat nach den deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit annoncéiert, datt e Mobbingsgesetz op Basis vu Consultatioune mat de Sozialpartner ausgeschafft géif ginn. Dës Consultatiounen hunn awer net stattfonnt. Dat ass ee Grond, firwat d'Sozialpartner mat dësem Gesetzestext, wéi en elo besteet, net zefridde sinn.

Wärend d'UEL, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers wëllen, datt den Text ganz zréckgezu gëtt, ass och d'Chambre des Salariés der Meenung, dass een op d'mannst weider misst dru schaffen.

Den Accord interprofessionnel gouf bis haut och net a Fro gestallt. Et gouf awer keng Analys gemaach, déi an d'Ausaarbechtung vum Gesetzestext hätt kënne mat afléissen. Dat ass schued.

Mat zwee Regimmen, een am Accord interprofessionnel an een am Gesetz, riskéiert et elo, zu juristeschen Onsécherheeten ze kommen, well verschidden Definitioune vum Harcèlement moral applikabel wäerte sinn. Meng Fraktioun hätt et virgezunn, d'Definitioun vum Accord interprofessionnel ze iwwerhuelen, déi sech um europäeschen Accord vun 2007 orientéiert an domat méi ëmfaassend applikabel wär.

Dat neit Gesetz gesäit och eng speziell Prozedur a Fäll vu Mobbing op der Aarbechtsplaz vir, déi vun der ITM wäert gemaach ginn. Hei hätt een, wéi souwuel vum Salariat wéi Patronat bemängelt, och en anere Wee kënne goen an eng Aart Ombudsman oder en externt, onofhängegt Mediatiounsorgan virgesinn oder och fir d'éischt emol iwwer eng intern Prozedur nodenken, éier eng ITM mat der Saach befaasst gëtt.

Béid Chamberen hunn och d'Fro opgeworf, ob d'ITM iwwerhaapt outiléiert ass, fir engersäits innerhalb vu 45 Deeg en Harcèlement moral ze deceléieren an anerersäits och adequat Mesüre virzeschloen. Och dat si pertinent Remarken.

Mobbing ass nämlech net ëmmer ganz einfach festzeleeën. D'Perceptioun, wat als Mobbing gëlt, ka ganz subjektiv sinn. An d'Gesetz bestëmmt net, wat mat engem Salarié geschitt, deen zwar Mobbing denoncéiert, obwuel kee Mobbing virläit. Den Text leet just fest, dass e Salarié keng Represaillë fäerte muss. Also och am Fall, wou en eventuell gelunn hätt? Dat ass eng Fro, déi ech opwerfen.

Den Accord interprofessionnel gesäit am Fall vu falschen Denonciatiounen eng Action disciplinaire vir, déi bis zur Kënnegung goe kann. De Gesetzesprojet gesäit dozou näischt vir. Dat féiert zu engem Ongläichgewiicht, well e Salarié, dee sech, aus wéi engem Grond och ëmmer, ongerecht behandelt fillt, dem Patron, dem Betrib an den Aarbechtskolleege mat esou enger Denonciatioun schuede kann.

Aus dësem Grond ass meng Fraktioun frou doriwwer, datt op d'mannst de Renversement de la charge de la preuve net an de Gesetzestext mat opgeholl ginn ass. Well wéi soll ee wannechgelift beweisen, datt kee Mobbing virläit?

De Gesetzestext leet fest, datt e Salarié, deen Affer vu Mobbing ass, den Aarbechtskontrakt ouni Preavis wéinst Motif grave kënnege kann, mat Entschiedegungen, déi den Employeur bezuele muss. Et ass awer net definéiert, ab wéini de Salarié kënnege kann. Muss de Salarié de Rapport vun der ITM ofwaarden? Oder kann en direkt kënnegen, soubal et seng Perceptioun ass, dass en Affer vu Mobbing ass?

Här President, Dir gesitt, dass dëst Gesetz nach eng ganz Rei Froen opléisst. Fir d'DP ass et dowéinst extreem wichteg, datt vun dësem Gesetz no zwee Joer eng Evaluatioun gemaach muss ginn, fir den Impakt op d'Betriber an op d'Salariéen ze analyséieren an eventuell Adaptatioune virzehuelen – an deem Fall mat direkter Implikatioun vun de Sozialpartner.

Fir de Moment ginn ech den Accord vun der DP a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

(Interruption)

Nee, den Här Dan Kersch ass nach ageschriwwen. Dann hunn ech dat virdrun awer richteg gesi gehat.

M. Dan Kersch (LSAP) | Richteg, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, Dir hutt d'Wuert. Pardon.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, ech wousst, dass Der alles am Gréff hätt.

(Interruption)

Ech wëll hei d'Diskussioun mat Sécherheet, léif Kolleegen, net verlängeren. Ech hat virdru scho gesot, wéi ech Rapporter war, dass ech mer géif virbehalen, och am Numm vun der LSAP ze schwätzen.

Ech wéilt vläicht ganz am Ufank op dat agoen, wat den Här Spautz gesot huet. Déi Diskussioun, déi mer iwwert d'Definitioun vum Harcèlement moral haten, war net, dass mer an der urspréngleche Fassung vum Projet eng Definitioun iwwerholl gehat hätten, déi tëschent de Sozialpartner ausgeschafft gi war, mee et war u sech praktesch textuellement d'Iwwerhuele vun enger Jurisprudenz aus engem Konflikt, deen et ëm d'Lëtzebuerger Aarbechtsrecht ginn ass an déi – an do ware mer eis, mengen ech, alleguerten eens – méi prezis gewiescht wier, wéi dat, wat mer haut an der Fonction publique hunn a wat mer elo an dat actuellement Gesetz ageschriwwen hunn.

Ech wëll awer virun allem och hei Positioun huele vis-à-vis vun deem, wat am Avis vun der Chambre de Commerce a Chambre des Métiers gesot ginn ass a wat leider hei och op der Tribün elo grad nach vun der Kolleegin Carole Hartmann widderholl ginn ass, obschonns dat schonn an der Kommissioun kloergestallt ginn ass.

Et ass absolutt net esou, dass hei keen Dialogue social iwwert dës Fro vum Harcèlement oder vum Aschreiwe vum Harcèlement moral an d'Lëtzebuerger Aarbechtsgesetzgeebung stattfonnt hätt! Souwuel mäi Virgänger Nicolas Schmit wéi och ech selwer, wéi ech nach déi Fonctioun vum Aarbechtsminister hat, hu ganz wuel bilateral Gespréicher iwwert dat Theema gefouert. Et huet sech allerdéngs erausgestallt, dass et en Désaccord fondamental gëtt, souwuel tëschent de Patronen an de Gewerkschaften, an haaptsächlech ëm déi Fro vum Ëmdréine vun der Charge de la preuve.

A wéi ech nach Aarbechtsminister war, kann ech mech erënneren, dass mer an enger Chamberskommissioun iwwert dat Theema geschwat hunn an d'Kommissioun unisono der Meenung war, dass een dat an dësem Fall hei net sollt maachen, well et en allgemenge Prinzipp ass vun der Lëtzebuerger Rechtsspriechung, dass net deen, dee beschëllegt gëtt, muss seng Onschold beweisen, mee dass et ëmgedréint ass: dass deen, deen uklot, muss weisen, dass een anere schëlleg ass. Do ware mer eis also eens.

Et awer kloer, dass et doriwwer keen Accord géif ginn tëschent de Sozialpartner. Déi eng wollten dat eent an déi aner wollte genau de Contraire. An dofir ass och d'Decisioun geholl ginn, fir op de Wee ze goen, dass d'Regierung dat gemaach huet, wat am Accord de coalition steet a wat och am Regierungsprogramm steet, an dass se eesäiteg dann hir Decisioun geholl huet.

Dat ass awer wichteg hei ze soen: Et war kee schlechte Wëlle vun der Regierung, fir hei net d'Sozialpartner ze froen. Mee et war kloer, dass et net géif zu engem Accord an dëser Fro kommen. An et war genausou kloer, dass et net tragbar wär, weider déi Lacune am Lëtzebuerger Aarbechtsrecht oprechtzeerhalen.

Ech wéilt awer och soen, dass ech ganz gäre mat op de Wee gi fir ze soen, dass dëst Gesetz net perfekt ass. Dofir hu mer jo och déi Motioun hei presentéiert, fir ze soen: Kommt, mir maachen no zwee Joer eng Aschätzung, wat d'Auswierkungen dovunner sinn, a gegeebenefalls och nach eng Kéier nozebesseren.

Loosst mech och nach ee Wuert soen iwwert déi soidisant problematesch Situatioun, déi mer géife kréien duerch d'Koexistenz vun engem Accord interprofessionnel vun 2009 an elo enger gesetzlecher Reegelung.

Fir d'éischt wëll ech soen, dass mer dat a ganz ville Beräicher haut schonn hunn! Mir sinn an enger Situatioun, wou mer zum Beispill – ech huelen d'Beispill: Reegelung vun den Aarbechtszäiten – e kloert Gesetz hunn, an trotzdeem ass et méiglech, iwwer interprofessionell Accorden dat Gesetz ze ergänzen. Et gëtt allerdéngs zwou Reegelen, déi anzehale sinn. Éischtens, d'Hiérarchie des normes – déi dierft jo deene mannsten heibannen e Friemwuert sinn –, wou kloer ass, dass d'Gesetz iwwer allen anere Reegelunge steet, et sief, d'Constitutioun géif eppes aneschters soen. Dat heescht also: Et däerf näischt ofgemaach ginn, wat géint d'Gesetz wär, well dat an deem Fall null und nichteg wär a vun de Geriichter och deementspriechend esou géif deklaréiert ginn.

Ech sinn awer bei Iech, dass ech soen, dass mat dësem Gesetz net all juristesch Froe gekläert sinn. Dat ass et iwwregens a ganz wéinege Beräicher vum Aarbechtsrecht an et sinn ëmmer erëm Geriichter, déi mussen tranchéieren. An ech widderhuelen dofir nach eng Kéier dat, wat ech virdrun hei gesot hunn: Déi Definitioun, déi mer urspréngleich geholl hunn, war jo opgrond vun enger Decisioun vun engem Aarbechtsgeriicht, déi ganz kloer definéiert huet, wat hirer Meenung no misst an engem Gesetz stoen.

Ech bedaueren nach eng Kéier, dass mer dat net konnten esou tel quel iwwerhuelen. Mee et bleift natierlech, dass eng Rei vu Froen opbleiwen, wou dann Diskussiounsbedarf besteet a wou dann natierlech ëmmer erëm d'Geriichter do sinn, fir dat ze klären. D'Aufgab vum Legislateur ass et, fir dat esou kleng wéi méiglech ze halen. Dat geléngt eis meeschtens, awer net ëmmer.

Summa summarum bleift, dass d'Regierung an de Legislateur mat dësem Projet eng grouss Lacune am Lëtzebuerger Aarbechtsrecht zoumaachen. A mir als LSAP sinn och net onhoufreg driwwer, dass mir un der Initiativ vun dëser Saach stinn.

Ech wëll awer net schléissen, ouni e grousse Merci – an den Här Spautz hat et virdru scho gesot – un alleguerten déi Leit, déi an deem Beräich vun der Bekämpfung vum Harcèlement moral op der Aarbechtsplaz grouss Déngschter geleescht hunn. An d'Mobbing ASBL, wat jo eng gewerkschaftlech Initiativ war, huet dorunner e groussen Undeel. Dofir e grousse Merci u si.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. An da steet d'Madamm Djuna Bernard prett. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech fänke mat engem Merci un de President-Rapporter Dan Kersch u fir säi Rapport a wëll awer och direkt hannendrun och menge Virriedner Merci soen, déi scho ganz vill wichteg Consideratioune ronderëm d'Gesetz ervirgehuewen hunn.

Dass dëst Gesetz do ass an hoffentlech haut gestëmmt gëtt, ass fir d'alleréischt eng gutt Saach an d'Ëmsetzung vum Koalitiounsaccord. Mir schléissen heimat eng Lück vun enger Realitéit, déi leider op der Aarbecht present ass a wou trotz dem bestoenden Accord interprofessionnel eiser Meenung no e Besoin war, fir e legislative Kader en place ze setzen.

Mobbing am Aarbechtskontext: eng Realitéit, déi den Alldag zur Häll ka maachen an en immensen Impakt iwwert d'Aarbechtsqualitéit an d'Aarbechtszäit eraus kann hunn. Dëst si Situatiounen, déi kënnen an engem hierarchesche Lien entstoen oder ënner Kolleegen an engem Service. Och duerch Clienten a Fournisseure kann et zu Harcèlementsfäll kommen, mol méi ëffentlech, mol méi verstoppt, mee a sämtleche Fäll geet et hei ëm eng absolutt ondrobar Situatioun fir déi betraffe Persounen.

D'Gesetz, dat mer haut hei diskutéieren, gëtt also den Handlungskader vir, en Handlungskader, fir deen de Patron responsabel ass an deen op kee Fall dierf zum Detriment vum Harcèlementsopfer sinn. En Handlungskader, deen natierlech muss fir d'alleréischt preventiver Natur sinn, also e Kader bidden, deen en Harcèlement strukturell verhënnert. Dofir si Sensibiliséierungsaarbecht, Formatioun an Opklärung néideg.

Wann et dann trotzdeem geschitt, ass den Employeur verflicht, an aller Impartialitéit d'Faite schnell opzeklären an natierlech direkt dem Opfer déi néideg Hëllefstellungen zoukommen ze loossen, déi d'Persoun benéidegt. Unhand vun der Enquête vun de Faiten ass de Patron dann natierlech saiséiert, fir seng intern Prozeduren a strukturell Ofleef esou unzepassen, dass dëst net méi geschéie soll an dierf. Och weider Reevaluatioune sinn an dësem Gesetz virgesinn a sollen zesumme mat der Personaldelegatioun duerchgefouert ginn.

E weidere wichtegen Acteur, dee mat dësem Gesetz eng wichteg Missioun kritt, ass d'ITM. Si spréngt an, wann den Employeur keng strukturell Ännerunge virhëlt oder den Harcèlement sech widderhëlt. D'Personaldelegatioun kann och d'ITM saiséieren. Si héiert souwuel d'Victime wéi de presuméierten Auteur a stellt dann innerhalb vu 45 Deeg en Dossier mat Rapport op, deem senge Konklusiounen de Patron sous peine d'amende muss Rechnung droen. Och hir kënnt d'wichteg Missioun vun der Preventioun zou. Mir begréissen och hei, esou wéi vu verschiddene Virriedner gesot, d'Kooperatioun mat der Mobbing ASBL.

Nieft der Verantwortung a Missioun vum Patronat an der ITM kënnt de Personaldelegatioune mat dësem Gesetz och däitlech d'Aufgab zou, d'Salariéë viru méiglechen Harcèlementer ze schützen an dem Patron eventuell Preventiounsmesüren ze proposéieren. Des Weideren hëlt d'Personaldelegatioun eng wichteg Roll bei der Begleedung vum Affer an a kann och bei Gespréicher mam Employeur begleeden.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wärend den intensive Gespréicher an Diskussiounen an der Kommissioun hu mer eis et alleguerten net liicht gemaach an hu vill am Interêt vun der Saach diskutéiert. Notamment d'Definitioun gouf hannerfrot, wéi de Staatsrot et och ugereegt huet. Och d'Avise vun de Beruffskummere goufe laang a breet diskutéiert, deelweis kontrovers, par rapport zum Fong, mee och zu der Entsteeung an der Abannung am Virfeld vun dësem Gesetz.

Haut stëmme mer d'Harcèlementsgesetz, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a mir als gréng Fraktioun consideréieren dëst als e wichtege Meilesteen am Lëtzebuerger Aarbechtsrecht, e Meilesteen, deen den Ufank mécht a wuel an de kommende Joren nach weider modifizéiert wäert musse ginn. Et ass e Work in Progress, an net där mannster een.

Ech ginn domadder den Accord vun der grénger Fraktioun a begréissen awer och ausdrécklech d'Motioun ronderëm d'Evaluatioun vun dësem Gesetz, déi vum Här Rapporter deposéiert a vun eis matënnerschriwwe gouf.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, generell ass ze soen: Wat de Mobbingtaux ubelaangt, läit Lëtzebuerg op der zweeter Plaz am Ranking vun der EU. Ech mengen, dat beweist schonns, wéi wichteg esou e Gesetz, wat mer haut hei virleien hunn, an deem Beräich ass, an datt mer dat och op de Wee ginn.

Et sinn allerdéngs e puer juristesch Onkloerheeten dran. Ech mengen, meng Virriedner hunn et bal alle véier gesot, duerfir wëll ech mech do net drop beschränken. Ech wëll och nach drop hiweisen, datt och, wa mer dat do elo verbesseren an zwee oder dräi Joer, datt dann nach sollten d'Personaldelegatiounen oder och d'Gewerkschaften an och anerer matagebonne ginn an der Bewäertung vun dësem Gesetz. Ech mengen, dat wär wichteg.

Wourop ech awer nach wëll hiweisen: Mir schwätzen ëmmer vu Personaldelegatioun an de Betriber. Mee ech wëll och drop hiweisen, datt eng ganz Rëtsch Betriber keng Personaldelegatioun hunn, well se einfach de Quorum vu 15 Persounen net erfëllen.

Ech mengen, dat gesot, wëll ech da soen, datt mir eis bei dësem Gesetz wäerten enthalen, awer bei der Motioun wäerte mer derfir stëmmen, well et mir immens wichteg ass, datt mer an deem Beräich aktiv ginn. An no zwee, dräi Joer wëlle mer dann eng Bewäertung maachen an da kucke mer, wat d'Gesetz bruecht huet oder net.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwe Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, als Alleréischt emol dem Rapporteur e grousse Merci fir säi mëndlechen a säi geschriwwene Rapport.

Fir déi betraffe Leit, déi op hirer Schaff ënner Mobbing leiden, féiert dat zu perséinlechen, gesondheetlechen an deemno wéi och zu existenzielle Problemer, well déi hir Aarbecht doduerjer ganz oft mussen opginn, well e weidert Schaffen an deene jeeweilegen Entreprisë ganz, ganz schwéier ass, nodeems een eng Mobbingaffär um Hals hat, voire oft iwwerhaapt net méi méiglech ass.

Déi wuessend Rivalitéit a Konkurrenz an der Wirtschaft, den Drock an de Stress op der Aarbecht droe sécher net derzou bäi, datt dëse Problem verschwënnt. Au contraire, e gëtt méi grouss. An ech mengen, mir hunn héieren, a wéi engem Ranking mir sinn. Ech mengen, mir sinn net stolz dorobber.

A well et sech hei wierklech ëm e gesamtgesellschaftleche Problem handelt, si mir wierklech der Meenung, datt d'Chamber legiferéiere muss. Och wann dat Gesetz elo net perfekt ass, mee et ass e gudden Ufank. An ech mengen, et soll een dorunner weiderschaffen am Laf vun der Zäit. An dofir: Mir stëmmen et op alle Fall emol mat.

Mir gesinn, wéi gesot – dat betrëfft zum Beispill och d'Fro, wat elo ee Problem ass, wou ee muss dru schaffen –, och d'Fro vum Renversement de la charge de la preuve, an dësem Fall, dass net d'Affer muss beleeën, dass et zu Mobbing koum, mee dass et den Täter oder d'Täterin misst sinn, déi beleeë muss, dass et net zu Mobbing koum; och wann ee sech do an der Kommissioun jo bal eens war. Well eigentlech ass et op enger Aarbechtsplaz, wou d'Hierarchien an d'Subordinatioun eng immens grouss Roll spillen oder eng zentral Fro sinn, awer trotzdeem dann net esou einfach, als Affer dat kënnen ze beweisen.

Mee och d'Aufgabe vun der ITM, dat hate mir och an der Kommissioun gesot, werfe weider Froen op. Ass d'ITM opgestallt, fir bei Mobbingfäll ze intervenéieren? Och wann d'Leit vun der Mobbing ASBL iwwerholl ginn, wat eng gutt Saach ass, well déi wierklech scho jorelaang Erfarung an deem dote Beräich hunn – ech mengen, dat ass ganz, ganz wichteg! –, mee et ass eeben déi Fro vun der Capacitéit vun der ITM. Mee dat betrëfft, mengen ech, net nëmmen dat heite Gesetz, dat betrëfft am grousse Ganzen, wéi si iwwerhaapt grosso modo opgestallt sinn.

D'Roll vun der Aarbechtsmedezinn, wéi se d'CSL zu Recht opgeworf huet, wat d'Preventioun an de Suivi vu Mobbing a Mobbingaffer ugeet, ass och ganz, ganz pertinent.

Mir wären och, genee wéi de Rapporteur et scho gesot huet, méi frou gewiescht mat der ursprünglecher Definitioun. Mee bon, mir konnte se net bäibehalen, mir hu se missen ëmänneren. Dann ass dat elo eeben esou.

Et bleiwen also, Dir hutt et héieren, vill Chantieren. Mee wéi gesot, mir gesinn dat hei wierklech als éischten, ganz, ganz wichtege Schrëtt. D'Madamm Bernard hat gesot, … „E Meilenstein", war virdru vun enger vu menge Virriednerinne gesot ginn. An dat gesi mir och esou. Mir sinn och ganz frou, datt déi virgeluechte Motioun hei elo koum, an dat ass ganz wichteg, datt no zwee Joer eng Evaluatioun do proposéiert gëtt. Déi wäerte mir dann och matstëmmen a matdroen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Zuelen, wat d'mental Gesondheet ugeet, si generell net erfreelech a missten eis alleguerten zur Aktioun opruffen. No der Covidpandemie hu 37 % vun den Erwuessene bis 44 Joer uginn, datt hir mental Gesondheet wärend dëser Zäit gelidden hätt. En Aspekt vun der mentaler Gesondheet ass ganz kloer d'Aarbechtsëmfeld. Hei spillt de Mobbing ënner Aarbechtskolleeg/innen, mee och tëscht dem Chef oder der Cheffin an den Aarbechter/innen eng grouss Roll.

Mobbing ass och hei am Land e Problem. Eleng bei der Mobbing ASBL hu sech d'lescht Joer 657 Leit gemellt, fir Hëllef ze kréien. An dat sinn déi, déi sech getraut hunn, sech ze mellen, déi d'Reserven haten, déi d'Energie haten, sech ze mellen.

Mobbing presentéiert sech a ganz villen, jo, diverse Formen. Et kënnen direkt Ugréff sinn, wou een an d'Gesiicht gesot kritt, datt een net erwënscht ass. Et kënnen och indirekt Ugréff sinn, an deem Sënn, datt een isoléiert gëtt, all seng Tâchen ofgeholl kritt. Och dat ass Mobbing, wann een einfach wéi Loft behandelt gëtt.

A Mobbing ass och keng Privataffär, déi eis als Politick oder als Staat näischt ugeet. Well dee Moment, wou een Affer vu Mobbing ass, gëtt ee krank. Et gëtt ee krank gemaach. An déi Krankheet, déi kascht eis Ekonomie an déi kascht eis als Allgemengheet, einfach nëmmen, well een op der Aarbecht mengt, et misst ee säi Géintiwwer fäerdegmaachen. Dofir geet et eis alleguerten eppes un an dofir ass dat Gesetz u sech och wichteg: net well et um Terrain elo wäert d'Revolutioun bréngen, mee well mer heimat als Legislateur e klore Message schécken, e klore Message géint Mobbing!

Mir Piraten begréissen dofir, datt e Kader ausgeschafft ginn ass. D'Tatsaach, datt hei kee vun de Sozialpartner involvéiert war an d'Chambre des Salariés wéi d'Chambres de Commerce an des Métiers dëse Projet ofleenen, weist awer, datt hei u sech komplett laanscht den Terrain geschafft gouf, wat natierlech net ze akzeptéieren ass. Ëmmerhi sinn d'Patronat an d'Personalvertrieder déi, déi mam Phenomeen um Terrain ze kämpfen hunn. Dofir musse se méi agebonne ginn!

Dofir begréisse mer d'Iddi vun der Salariatskummer, datt Experte géifen engagéiert ginn, wann de Patron domat d'accord wier, fir dem Mobbing op der Aarbechtsplaz méi geziilt a virun allem neutral ze begéinen. Mir wieren och der Meenung, datt Vertrieder vun der Gewerkschaft bei de Gespréicher mat der betraffener Persoun dobäi sollte sinn, wann dat gewënscht ass. Mir denken, datt dat allemol besser ass, wéi wann d'Leit géifen direkt Affekote matbréngen, well soss hu mer nëmmen eppes mat deem Gesetz gemaach, eng Profession libérale gestäipt an net d'Leit, déi vum Mobbing betraff sinn.

Dofir géife mer eis wënschen, datt déi nächst Regierung sech hei mat de Leit vum Terrain nach eng Kéier un en Dësch géif setzen an dat Gesetz hei nach eng Kéier géif iwwerschaffen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass fir eis Piraten virun allem en Intentiounsgesetz, dat mer trotz eiser Kritick vun der Netabannung vun de Gewerkschaften an dem Patronat matstëmmen, net well mer iwwerzeegt sinn, datt dat heiten e brillant Gesetz ass, mee well de Message dohannert esou wichteg ass: Mobbing ass illegal. Mobbing ass ni ze akzeptéieren oder och ze justifiéieren!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, de Rapporteur ass schonn op den Inhalt vum Gesetz hei in extenso agaangen. A well en a senger fréierer Missioun als Minister d'Gesetz och selwer deposéiert huet, ass dëse Rapport natierlech dann och méi wéi komplett an ech wäert duerfir elo net nach eng Kéier op all Detail hei agoen.

Fir mech ass et awer wichteg, eng Kéier den Enjeu vun dësem Gesetz hei ze kadréieren. An ech wéilt dofir och direkt Merci soe fir déi gutt Diskussiounen, déi mer an der Chamberskommissioun haten. Déi ware ganz éierlech. Déi waren net poleemesch. Déi ware ganz konstruktiv an engem gudde Sënn, esou wéi dat u sech soll an esou Kommissiounen och sinn.

Den Harcèlement, och nach Mobbing genannt, zitt sech duerch eis ganz Gesellschaft. Schonn ab dem jéngsten Alter si Kanner dem sougenannte Mobbing ausgesat an d'Anonymitéit vum Internet, déi huet dem Mobbing och nach Héichkonjunktur bruecht. Leider mécht eis Aarbechtswelt do keng Ausnam.

Allerdéngs – an et ass e puermol hei gesot ginn an ech sinn och frou, dass mer do alleguerten dee selwechte Constat hunn – ass de Mobbing ganz einfach net akzeptabel. An dohier ass et och gutt, dass mer hei e Gesetz op den Instanzewee bruecht hunn. Mobbing mécht d'Leit krank. Mobbing ass fir vill psychescht a moralescht Leed verantwortlech. Mobbing zitt vill Familljen an e grousst, an e ganz grousst Leed. A jo, Mobbing kann esou wäit goen, datt Opfer hirem Liewen en Enn bereeden. Et muss ee sech dat emol virstellen!

Mobbing ass also absolutt keng Bagatell an et ass einfach net akzeptabel. Mir mussen alles maachen, fir de Mobbing ze stoppen. An Dir gesitt domadder och d'Wichtegkeet vun dësem Gesetz an och d'Wichtegkeet, dass mer ëffentlech doriwwer schwätzen an ëffentlech hei och an der Chamber doriwwer schwätzen.

D'OIT deelt dës Meenung, esou steet et am Preambule vun der Konventioun 190: „la violence et le harcèlement dans le monde du travail peuvent constituer une violation des droits humains ou une atteinte à ces droits, et que la violence et le harcèlement mettent en péril l'égalité des chances et sont inacceptables et incompatibles avec le travail décent".

Lëtzebuerg ass och eent vun den eenzege Länner an Europa, dat nach kee Gesetz, dat de Mobbing reegelt, huet. An och eis dräi Nopeschlänner, déi hunn esou e Gesetz. Et ass dann och kloer, wisou datt de Koalitiounsaccord virgesäit: „Un projet de loi sur la prévention du harcèlement moral sera déposé dans les meilleurs délais." An dat ass dann och mat dësem Gesetzesprojet hei geschitt.

D'Regierung gëtt dann dacks kritiséiert, an dat ass och e puermol hei scho gesot ginn, datt dat Gesetz net am Dialogue social am CPTE (ndlr: Comité permanent du travail et de l'emploi) diskutéiert gouf. Et ass elo schonn e puermol drop reagéiert ginn, ech wëll awer och drop reagéieren.

Éischtens gesäit de Koalitiounsaccord vir, dass mer e Gesetz deposéieren. Dat hu mer gemaach. Zweetens fënnt de Sozialdialog och net nëmmen am CPTE statt. An en huet jo och hei stattfonnt. Och bilateral Diskussioune mat den eenzele Sozialpartner sinn e Sozialdialog. A Sozialdialog heescht jo net onbedéngt, dass de muss en Accord fannen. E Sozialdialog heescht, dass de diskutéiers. Mee duerno muss d'Regierung natierlech hir Verantwortung huelen. An dat huet se hei och gemaach.

An effektiv gëtt et am Moment schonn en Accord interprofessionnel, dat ass och hei schonn e puermol gesot ginn, mee dëst Gesetz geet sécherlech méi wäit a gëtt och méi Prezisiounen. An aleng dat, dass et méi wäit geet an och méi Prezisioune gëtt, ass derwäert, dass mer haut hei e Gesetz stëmmen.

Den Accord interprofessionnel, dee seet ënner anerem: „Les parties signataires s'engagent à prevenir ces comportements au travail dans toutes leurs formes." An dësen Text, dee geet méi wäit. Nieft der Preventioun ginn de Patron, de Salarié an awer och de Fournisseur an och de Client obligéiert, de Mobbing ze ënnerloossen. An den Text, dee schléit siwe Mesüre vir, déi musse geholl ginn am Fall vu Mobbing. An natierlech kann all Patron do och méi wäit goen.

Éischtens, „la définition des moyens mis à la disposition des victimes" vun engem Harcèlement „pour obtenir de l'aide et la manière de s'adresser à la délégation du personnel qui est compétente en matière de prévention", éischtens gëtt dat kadréiert.

Zweetens muss eng séier Investigatioun gemaach ginn „en toute impartialité" vun eeben de Faite vum Harcèlement.

Drëttens, den Accueil, d'Hëllef an och den Appui vis-à-vis vun de Victimme vum Harcèlement muss gemaach ginn.

Véiertens muss awer och eng Sensibilisatioun gemaach gi vun de Salariéen a vun den Dirigeantë fir ze erklären, wat dann och Harcèlement moral ass an och wéi een domadder soll ëmgoen.

Fënneftens: dass déi Mesüren, déi Prise en charge an och d'Remise au travail vun engem Opfer vun Harcèlement moral, musse gereegelt ginn.

Déi sechst ass, dass d'Obligatioune vum Patron an der Preventioun musse festgehale ginn, an déi siwent, dass eng Informatioun an och eng Formatioun vun de Salariéë geschitt.

Aleng dat doten, dass dat kloer hei definéiert ass, ass derwäert, dass mer e Gesetz haut hei stëmmen.

An ausserdeem ginn de Patron an d'Personal och net aleng gelooss. D'ITM kritt eng kloer Roll an dëser Prozedur an dobäi wëll ech bemierken, datt d'ITM nach ëmmer de sougenannte Rout-Luuchte-Prinzipp huet. D'ITM ass e Partner hei fir d'Betriber, éischtens huet se de Rout-Luuchte-Prinzipp mat gréng: informéieren an hëllefen, orange: verwarnen, a rout: sanktionéieren. A mir wäerten d'ITM esou opstellen, datt se och dat dote kann am Kader vun dësem Mobbinggesetz uerdentlech maachen. Well souguer haut scho ka fir d'Santé an d'Sécurité au travail – an dat hei kann een och als Santé a Sécurité au travail consideréieren –, haut scho kann d'ITM befaasst gi mat dëse Problemer.

An et ass virdrun och gesot ginn: Mir sinn do an Diskussioune fir ze kucken, datt d'Mobbing ASBL, datt déi Leit do kënne bei der ITM integréiert ginn, fir dann och do hir Aarbecht, déi se bis elo ganz gutt gemaach hunn, kënne weiderzefëieren.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An natierlech kann d'ITM och consultéiert gi betreffend d'Mise en place vu Mesüren, déi de Schutz géint de Mobbing solle garantéieren. D'ITM kann a soll iwwregens och consultéiert gi vun de Betriber, wa se Froe betreffend d'Santé an d'Securitéit hunn.

An den Dan Kersch huet et gesot: Et gëtt eng ganz Rei vu Verbesserungen an dësem Gesetz par rapport zum Accord interprofessionnel. An och wann d'Meenungen auserneeginn, jo, muss een awer och da seng Responsabilitéit als Regierung huelen, fir dann e Gesetz hei ze maachen.

Loosst mech och kuerz op de Reproche vun der Insécurité juridique hei agoen, well elo e Gesetz an en Accord interprofessionnel hei parallell existéieren.

De sougenannten ..., bon, et gëtt d'Hiérarchie des normes, et gëtt awer och de sougenannte Principe de faveur, deen et erlaabt, ze derogéiere par rapport zu enger Dispositioun vum Code du travail, an dëst en faveur vum Salarié. Zum Beispill ass dat jo och de Fall bei Contrat-individuellen oder Contrat-collectiffen. An och haut derogéieren eng ganz Rei vu Convention-collectiven zum Code du travail. Dat selwecht kann natierlech och den Accord interprofessionnel maachen. Hei sinn u sech déi Konventioune Complementen, an duerfir ass et och wichteg, dass mer hei mat deem Gesetz vill méi wäit ginn, fir dass mer och e bessere Kader hunn.

Wat elo d'Definitioun vu Mobbing ugeet: Jo, et muss ee wëssen, deen Text, deen deposéiert ginn ass, deen hat eng aner Definitioun. Also war et och vum Legislateur gewollt, dass déi esou sollt sinn. Dir wësst awer och, dass mer hei dem Staatsrot nokomm sinn an deem seng Propositioun ugeholl hunn, fir dass mer keng Insécurité juridique hunn.

An ech fannen et och gutt, dass hei eng Motioun deposéiert gouf, fir dass mer an zwee Joer eng Evaluatioun maache solle vun dësem Gesetz.

Jo, dat Gesetz hei ass sécherlech net perfekt. Do ginn ech deenen alleguerte Recht, déi dat gesot hunn. Mee de gréisste Feind vum „Gutt", dat ass de „Besser". Dofir kommt, mir maachen hei emol eppes Guddes an dann duerno kucke mer!

Merci.

Une voix | Voilà!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7864. Den Text steet am Document parlementaire 7864[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7864 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7864 ass mat 33 Jo-Stëmmen a 25 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7864 est adopté par 34 voix pour et 25 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer nach zur Motioun, déi bei dësem Projet de loi deponéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Kënne mer iwwert dës Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass d'accord mat dëser Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

3. Question élargie n° 182 de M. Jeff Engelen au sujet de l'avenir des bureaux de la SNCA à Marnach

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 182 vum Här Jeff Engelen iwwert d'Zukunftsperspektiv vum SNCA-Büro zu Maarnech. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze

stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'SNCA hat jorelaang hire Büro zu Wëlwerwolz. Elo zanter dem 9. Januar 2020 huet se hire Büro zu Maarnech. Elo soll si, wéi mir vu verschiddene Säiten zougedroe gouf, och hei hir Dieren zoumaachen a se gëtt transferéiert op de Fridhaff. An deem Kontext hätt ech e puer Froen.

Hei wier da meng éischt Fro: Ass ewell en Zäitrame virgesinn, fir dësen Transfert ze maachen op de Fridhaff? A wat sinn d'Grënn dofir?

Déi zweet Fro: No dësem Transfert op de Fridhaff, bleift dann nach eng Annex zu Maarnech, jo oder nee? Wann nee, da sollt ee bemierken, datt dëst net glécklech ass, speziell fir d'Bierger aus de Kantone Wolz a Clierf. An deem Fall missten zum Beispill d'Bierger aus dem Kanton Wolz zum groussen Deel, net all, duerch Ettelbréck fueren, an dat ass jo och dacks mat Stau verbonnen. An zweetens, fir de Clierfer Raum – dat sinn der jo net wéineg, wann ee bedenkt, datt mer hei eng Rei Transportfirmaen ugesidelt hunn –, déi mussen all nach zousätzlech iwwert d'N7 fuere bis op de Fridhaff. Mir wësse jo all, wat fir en Trafick datt mer hei hunn! An do kënnt jo nach dee jorelaange Chantier derbäi, bedéngt duerch d'Securisatiounsaarbechten.

Aus all dëse Grënn wär et menger Meenung no wichteg a sënnvoll, datt eng Annex zu Maarnech géif bleiwen. D'Leit aus dem ländleche Raum hunn déi lescht Jore scho munch Servicer an dëser Regierung gestrach kritt, wéi zum Beispill d'Reduzéierung vun de Bancomaten, d'Schléissung vun enger Rëtsch vu Bankfilialen a Postagenturen, dem Büro vum Enregistrement zu Clierf an esou weider.

Fir d'Leit aus dem ländleche Raum ass den Auto eng Liewensnoutwendegkeet. Aus all dësen Iwwerleeungen eraus wollt ech froen: Wéi ass der Regierung hir Meenung zu där Fro, fir eng Annex zu Maarnech ze loossen? Leider leien eis keng Donnéeë vir, wéi vill Clienten datt si zu Maarnech betreien. Mee aus dësen Donnéeën eraus misst ee jo villes novollzéie kënnen.

Ech soen Iech am Viraus Merci, Här Minister, fir Är Äntwert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, an och merci dem Här Engelen fir déi Fro. Et ass verständlech, datt ee sech déi dote Fro ka stellen. Ech wéilt vläicht fir d'éischt virausschécken, datt déi Beispiller, déi den Här Engelen opgezielt huet, wat am ländleche Raum alles verschwonnen ass, datt dat jo awer net grad vergläichbar ass mat deem, wat mer hei iwwerhaapt wëlle maachen. Ech mengen, e Bancomat oder Post oder esou Saachen, dat ass eppes, wat een am Alldagsgebrauch muss maachen. Et geet ee jo net all Dag säin Auto umellen an et mécht ee jo och net all Dag de Fürerschäin. Dat si Saachen, déi sporadesch gemaach ginn. Dat ass also schonn emol eng kleng Differenz. Also, et ass net wéi wa mer hei géifen iergendee Guichet ofschafen, wou ee commune Saache vum Bierger vum Alldag géif maachen.

Mee bon, soit. Ech verstinn awer Är Besuergnisser. An ech wëll vläicht fir d'éischt emol e bësselchen am Resümmee soen, wat iwwerhaapt de But ass vun där ganzer Reform vun der SNCA, déi mer gemaach hunn.

Ma de But ass, éischtens emol, datt mer de Service um Client wëlle verbesseren, generell verbesseren, méi adaptéiert un d'Besoinen. Mir wëllen awer och d'Performance vun der SNCA verbesseren a mir wëllen, datt d'SNCA méi eng grouss Flexibilitéit kritt, dat heescht, datt d'Leit net esou figéiert sinn op verschidde Stonnen. An natierlech wëlle mer kucken, datt mer eng Homogenisatioun vun de Sitte kréie vun der SNCA, dat heescht, datt mer op all de Sitten, wou mer sinn, och alles kënnen ubidden.

Dir wäert gesinn, wann ech elo op déi eenzel aginn, datt dat haut bei Wäitem net de Fall ass an zum Beispill zu Maarnech de loin net de Fall ass, soudatt een, och wann ee Maarnech – dat kann ee schonn emol virausschécken – géif halen, ganz sécher fir verschidde Saachen awer nach op en anere Site misst fueren. Also, dat ass net schrecklech effikass an et ass besser, mir maachen eppes Modernes, Seriöes op enger Plaz an natierlech am Norden, selbstverständlech, mee wou d'Leit kënnen hir Servicer all matenee maachen.

An dann hu mer natierlech och e Problem, datt déi meescht Strukturen, déi mer haut hunn, extreem vetuste sinn, an engem ganz schlechten Zoustand. An um Fridhaff gëtt eppes komplett Neies gebaut, modern, wéi et sech gehéiert, fir datt d'Leit uerdentlech Wartesäll an esou weider hunn, ech mengen alles, wat am Fong zu esou engem Service géif gehéieren.

Dann ass et och esou: Wa mer den Norde kucken, wéi och den Zentrum an de Süden, wou d'SNCA jo och nach eng Filial huet, dann hu mer versicht, e Site ze sichen, dee méiglechst nobäi läit, wou déi grouss Mass vun de Leit am Norden och wunnt. An dann ass nun emol awer trotzdeem ronderëm de Fridhaff. An awer hu mer natierlech donieft och opgepasst, datt se sech do befënnt, wou kee méi wéi 30, 35 Minutte brauch, fir dohinner ze kommen. An dat ass och hei beim Fridhaff herno ganz sécher garantéiert.

Mee vläicht awer der Rei no. Dir wësst, datt mer am Moment dräi Sitten am Land hu vun der SNCA: Dat si Sandweiler, Esch a Maarnech. Mee wa mer se e bëssen duerchhuelen … Ech ginn elo net op déi am Zentrum an am Süden an, well déi interesséieren Iech jo elo manner. Ech ginn haaptsächlech op deen an, deen am Norden eeben ass; wann Der mer elo erlaabt, datt ech meng Säiten hei erëmfannen …

Also, fir emol mam Site Maarnech unzefänken: Am Fong si mer um Site Maarnech éischtens emol a Locatioun. Dat ass schonn emol e groussen Nodeel. Et sinn 102 Meterkaree. Et ass e Loyer ze bezuele vun 2.500 Euro de Mount, wat net grad geschenkt ass. Et läit an där Shoppingmile do zu Maarnech, um éischte Stack iwwert dem Cactus. Mir bedéngen do de Moment eng 200, plus ou moins 200, privat a professionell Clienten den Dag. Dat heescht, dat ass … Ok, 200 ass net näischt, mee et ass awer och elo net déi grouss Mass, zemools wann ech Iech herno soen, wat herno wäert um Fridhaff insgesamt kënnen traitéiert ginn a wat dat bedeit.

Et ginn Immatrikulatioune vun de Vehicullen do gemaach fir d'Clients privés a professionnels. Mir maache Receptioun a Remise vun Dokumenter, also administrativen Dokumenter wéi zum Beispill dem Fürerschäin, an dann de Contrôle de conformité fir privat a professionell Clienten.

D'Problematik ass, datt de Lokal net erweiderbar ass. Also, mir kënnen zum Beispill, wa mer do elo méi Servicer wëllen ubidden … Dat geet net, et ass keng Plaz do. An et ass esou, datt d'Examens pratiques an théoriques vum Permis de conduire ganz schlecht do méiglech sinn. Dir hutt zum Beispill net genuch Méiglechkeete mat Pist an esou fir ze trainéieren an esou weider. A wéi gesot: Et ass e Lokal an der Locatioun.

Dann hu mer dee Site zu Angelduerf, dee wierklech an engem desolaten Zoustand ass. Dat si jo nëmme Container, déi mer dohinnergestallt hunn, déi si vetuste. Déi sinn an engem ganz schlechten Zoustand an entsprieche mat Sécherheet net deem, wat mer brauchen haut, fir all déi Servicer unzebidden.

A mir hunn nach de Site zu Dikrech. Zu Dikrech ass och vun de Büroen hier alles ze kleng. Et läit schlecht, et si keng Parkplazen do. Do kommen d'Leit jo gréisstendeels mat den Autoen dohinner. Et ass esou, datt mer och net alles kënne maachen. Mir kënnen nëmmen Examen an der Kategorie B maachen. Et si keng Parkingen do. Dat heescht, mir kënnen zum Beispill emol net déi Plagë fir d'Examen, déi mer hunn, zu honnert Prozent ausnotzen.

Dann de Site zu Wolz. Och de Site zu Wolz ass wierklech net glécklech, well en och ze kleng ass, well mer och net alles do kënne maachen: Examen pratique vum Permis de conduire nëmmen an der Kategorie B oder B a Voiture mat Remork nach, an F, Trakter. Dat heescht, mir si wierklech awer elo limitéiert. An och do hu mer de Problem, datt mer zum Beispill fir d'Examen déi Plagen, déi mer eigentlech zur Verfügung hätten, net zu honnert Prozent kënnen ausnotzen.

Et ass och esou, datt den Terrain an enger Zone inondable ass, an duerfir hu mer net vill Méiglechkeeten do, fir och Übungsfeld ronderëm kënnen ze schafen. Dat heescht, insgesamt läit et och, wéi gesot, net ganz glécklech.

De Site um Fridhaff, dat gëtt eppes ganz Neies, komplett modern. En Terrain vu 50,6 Ar, en administratiivt Gebai vu 700 Meterkaree, dat heescht, eng ganz aner Dimensioun wéi dat, wat mer op deene klenge Sitten de Moment hunn.

Et ass och esou, datt dann alles do ka gemaach ginn, d'Immatrikulatioun vun de Vehicullen, professionneller oder privé, de Contrôle de conformité kann do gemaach ginn, dann natierlech och d'Remise de documents administratifs, d'Fürerschäiner an esou weider, Examen théorique eemol pro Woch an och an der Praxis fir de Fürerschäin. An dann och d'Manövere fir d'Examen, déi kënnen all do gemaach ginn, well do eng extra Pist derbäigebaut gëtt, déi modern ass an déi deem entsprécht, wat mer brauchen.

Et ass och esou, datt mer ganz villes wäerten digitaliséieren. Dat heescht, mir gi jo ëmmer méi iwwer op d'Digitaliséierung, wann et drëms geet, Dokumenter unzefroen, zum Beispill, fir Gefierer online kënnen unzemellen. Do wäerte mer 2026 ganz fäerdeg sinn. Wann een dann zum Beispill e Gefier huet, dat nei ass, also en Auto, deen een nei keeft an deen net méi muss duerch Sandweiler goen, da kann een dee komplett online umellen. Et brauch ee sech emol guer net méi ze deplacéieren. Dat nämmlecht gëllt och fir de Certificat de conformité, dat wëlle mer an Zukunft esou ubidden, an natierlech och ganz vill aner Dokumenter. Dat heescht, mir wëlle versichen, esou vill wéi méiglech och online nach zousätzlech unzebidden niewent der Méiglechkeet, déi een natierlech ëmmer nach huet, dann op de Site ze goen.

Bon, Dir sot mer elo, ok, d'Leit missten, wa se vun uewen aus dem Éislek kommen, e bësse méi fueren, well se dann op de Fridhaff musse fueren. Mee mir hunn dat genau gekuckt. Ech hunn hei …, ech ginn Iech dat ganzt Dokument hei och, ech deposéieren et och bei der Chamber, da kënnt Der dat a Rou eng Kéier alles ganz duerchkucken.

(M. François Bausch montre un graphique.)

Dir gesitt hei, mir hunn Analyse gemaach iwwert d'Couverture vum Grand-Duché: Wou sinn d'Leit a

wou ass de Site am beschten, datt mer e moderne Site kënne maximal an optimal ausnotzen am Éislek, also fir datt d'Leit awer net mussen ze wäit fueren? An Dir gesitt, datt dee Site vum Fridhaff, wann Der déi Analys do kuckt, duerfir net vun ongeféier dohinner gewielt ginn ass, niewent dem Fait, datt natierlech och do déi néideg Plaz ass, fir kënnen eppes Modernes a Grousses ze bauen.

Also wéi gesot, ech mengen, datt ënnert dem Strécht, wa mer hei fäerdeg sinn, wann dat bis alles gebaut ass, an dat soll zügeg gebaut ginn – ech hunn elo kee genauen Delai, wéini et fäerdeg ass –, dann natierlech déi aner Sitten am Éislek sollen zougemaach ginn, well een natierlech hei en ultramoderne Site huet, wou een alles ka maachen, niewent den Onlinemëiglechkeeten, déi een huet. An ech mengen, datt dat am Interêt ass vun dem Consommateur, also vun de Leit, déi am Norde wunnen. Dat ass, wéi gesot, e Site, deen och einfach accessibel ass, wou Parkplazen do sinn, wou d'Leit ouni Schwieregkeete kënnen dohinnerkommen, soudatt ënnert dem Strécht déi Suerg, déi Der zu Recht vläicht hutt, menger Meenung no net begrënnt ass. Wann Der gesitt, wéi dat herno ausgesäit an der Praxis, da wäert dat ganz gutt fonctionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister François Bausch.

4. 7680 – Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile ;

2° la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Den drëtte Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 7680 iwwert d'Aféierung vun enger ziviller Loftfaartdirektioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wa mir d'Wierder „Loftfaart" oder „Fligerei" héieren, denke mir als Éischt ëmmer un déi klassesch kommerziell Fligerei oder alternativ och un d'Sportfligerei.

Lëtzebuerg huet awer och e wuessende Beräich vun der sougenannter Aviation étatique. Dir wësst, datt d'Lëtzebuerger Defense hir Fäegkeeten am Beräich vum Lofttransport a vun der Loftiwwerwaachung respektiv -opklärung an de leschte Joren däitlech ausgebaut huet. Lëtzebuerg verfüügt haut national, mee speziell och am Kontext vu multinationale Programmer, iwwer eng wuessend Zuel vu Fluchgeräter, vum Transportfliger A400M iwwer Helikopter bis zu verschiddene Modelle vun Opklärungsdronen. An derbäi kommen dann och nach d'Loftfaartaktivitéite vun der Lëtzebuerger Police.

Bis elo waren all dës staatlech an eeben deels och militäresch Fluchaktivitéiten awer de selwechte Reegelen ënnerworf wéi d'Aviation civile. Genee op dësem Punkt setzt elo dëse Gesetzesprojet un. Beim virleiende Projet de loi 7680 geet et ëm d'Upassung vum gesetzleche Kader fir d'Aviatioun.

An deem Sënn modifizéiere mir mat dësem Projet engersäits d'Fligerei vun 1948, fir dem relativ neie Beräich vun der staatlecher Loftfaart eng ëmfaassend a propper Base légale ze ginn. An anerersäits modifizéiere mer gläichzäiteg och d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Direction de l'aviation civile, kuerz DAC, fir d'Kompetenze vun der DAC am Beräich vun der staatlecher Aviatioun festzehalen.

Mam Vott respektiv mam Akraafttriede vun den Dispositioune vun dësem Projet de loi wäerten dee ganze Beräich vun der Militäraviatioun, mee och generell all Fluchgeräter, déi dem Lëtzebuerger Staat gehéieren oder him am Kader vu Missioune vun ëffentlechem Interessi zur Verfügung gestallt ginn, an d'Kompetenz vum Transportminister falen, deen awer fir dës Fäll Récksprooch mam Defenseminister huele muss.

Dat heescht, datt am Prinzipp weiderhin d'Reegele vun der ziviller Loftfaart fir d'staatlech Fligerei gëllen, mee am militäresche Beräich den Defenseminister an e puer prezis encadréierte Fäll d'Méiglechkeet kritt, fir au cas par cas Derogatiounen zu de generelle Reegele kënnen ze ginn. An de Projet de loi zielt d'Konditioune fir esou Derogatiounen explizitt op.

Wat de finanziellen Impakt vun dësem Gesetzesprojet ugeet, bleift mer dann nach ze erwänen, datt d'DAC am Kader vun den neie Missiounen ëm zwee an en hallwe Vollzäitposte muss opgestockt ginn an datt dat deemno dann och säin Nidderschlag am Budget wäert fannen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci villmools. „Riedner" ass vläicht e grousst Wuert. Ech ginn einfach den Accord vun der Fraktioun a soen der Madamm Gary Merci fir hire gudde Rapport.

(Interruption et brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif dat selwecht maache wéi mäi Kolleeg, de Serge Wilmes. Ech géif der Rapportrice gäre villmools Merci soe fir hir zwee gutt Rapporten an och den Accord dann heimat ginn, net vun der CSV-Fraktioun, wéi mäi Virriedner dat gemaach huet, mee vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. An da wier et um Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, hei schafe mer da Kloerheet duerch dat Gesetz an der Loftfaart. Da soen ech der Rapportrice, dem Chantal Gary, villmools Merci fir deen detailléierte Rapport a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. Da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech hat elo mat mer gekämpft! Mee ech wollt aus Mënschlechkeet net, datt den Här Bausch géif heihinnerkommen an en hätt keng Froen ze beäntweren, well en allgemenge Konsens ass.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An aus puerem Matleed, Här Minister, kommen ech dann awer ... Also ech wollt awer emol fir d'éischt der Madamm Gary Merci soe fir de Rapport. Mee et sinn awer och e puer Froen, mengen ech, déi mer eis musse stellen.

Mir hunn hei elo déi Aviation étatique an et muss ee soen, si kënnt ganz spéit, well mir hunn eigentlech eng Aviation étatique an deem Sënn, och eng militäresch, méi laang, well d'AWACS-Fligeren awer hei immatrikuléiert sinn.

Et ass och dat vläicht, well d'Madamm Gary hat ... Ech war e bësse verwonnert, datt se geschwat hat vun der „Loftiwwerwaachung". U sech hu mer, souwäit ech dat gesinn, nëmmen d'AWACS-Fligeren, déi eng Loftiwwerwaachung maachen, well den A400M, dat ass net deem seng éischt Missioun, dem MRTT seng och net. Bon, bei den Helikopteren ..., ech kommen och nach op déi ze schwätzen. An dat, wat mer u Loftiwwerwaachung bis elo gebraucht hunn, si mer léine gaangen, also lounen, besser gesot, am private Secteur. Dat heescht, et ass eigentlech keng Aviation étatique an deem Sënn, ausser den Här Minister géif mech do korrigéieren. Mee et ass awer gutt, datt mer déi Aviation étatique aféieren. Mir wäerten dat doweinst och matstëmmen.

Awer et muss ee sech Froe stellen iwwert déi Mechanismen, déi awer geholl gi sinn. D'Kompetenz läit beim Transportminister an net beim Defenseminister. Am Ableck gesinn ech do net dee ganz grousse Problem, well wann den Transportminister Récksprooch mam Defenseminister hält an ëmgekéiert, mengen ech, ass et déi Kéier relativ séier geschitt. Mee et ass awer am Allgemengen eng Fro, ob dat wierklech déi optimal Andeelung ass. Et ass eng ganz schwéierfälleg Prozedur, mat Expertegremien, mat Derogatiounen, déi am Gesetz opgezielt sinn, an an engem Beräich wéi der Arméi, wou awer heiansdo Situatioune kommen, mat deenen een net gerechent huet, muss ee sech froen, ob dann esou eng prezis Opzielung absolutt dee beschte Wee ass.

Ech mengen, et war de Staatsrot, deen dat wollt. Dat muss ee respektéieren, mee ech weess net, ob dat elo dës Kéier déi bescht Iddi war. Also eis, mengen ech, hätt et besser geleeën, wa mer eng flexibel, eng ganz flexibel Dispositioun do gehat hätten a manner komplizéiert Prozeduren.

Dann ass och eng Saach, wou een awer net derlaanschtkënnt, eng Kéier driwwer ze schwätzen, wa mer iwwert d'Aviation étatique schwätzen: Dat ass déi Situatioun vun den Helikopteren. Mir hunn eppes, dat gëtt et warscheinlech op der ganzer Welt keng zweete Kéier: D'Arméi, fir bei der NATO besser dozestoen, keeft zwee Helikopteren. Dat si gutt Helikopteren, ech mengen, dat ass den 145 oder esou. Dat si gutt Helikopteren. Mee d'Arméi keeft se, benotzt se awer net, well d'Police se benotzt. Do soe mir: Majo, mir hätte gär, datt d'Police Helikopteren huet, mee da soll d'Police op hire Budget déi Helikoptere kafen, déi d'Police brauch. A wann d'Arméi Helikoptere brauch, soll dat op den Arméisbudget kaf ginn. Well dat ass jo gemaach ginn, fir bei der NATO besser dozestoen – et ass eng Form vu Fuddelen! Dat wëlle mer jo eigentlech iwwerhaapt net. Dat heescht, mir hätte gär, datt d'Policehelikopteren op de Policebudget kaf ginn an Arméihelikopteren op den Arméisbudget.

Mee do hält et nach net op mat de Verwonnerlechkeeten, souwäit mer dat gesinn. Dann hu mer déi Situatioun, souwäit ech weess, datt déi staatlech Helikopteren, déi Policehelikopteren, geflu gi vu Leit vun

der Air Rescue. Also, mir kafe Policehelikopteren op Käschte vum Budget vun der Arméi, bilden awer keng Piloten aus – ausser den Här Minister géif mer soen, datt dat an der Tëschenzäit redresséiert gi wär –, weeder Pilote bei der Police nach Helikopterpilote bei der Arméi, an huelen e Privaten, deen da mat deenen Helikoptere flitt. Erstaunlech!

Dann ass dat Nächst: Well mer dat bis elo net haten – a vläicht kréie mer elo déi Méiglechkeet iwwert déi Aviation étatique –, kann d'Polizei net mat Waffen do operéieren an deenen Helikopteren. Mir hunn also e Polizeihelikopter, dee vun der Arméi kaf gëtt, vun der Air Rescue geflu gëtt, mee wou déi Polizisten, déi drasëtzen, keng Waffen däerfen hunn an och net iwwerall däerfe landen. Wann also taktesch dann eng Situatioun ass, wou mer wëssen, et ass e Bankiwwerfall an der Uertschaft X, dann däerf de Polizeihelikopter am Prinzipp net an der Géigend vun X landen. Also huele mer eis och nach déi operationell Méiglechkeeten.

Ech mengen, ausser den Här Minister géif mech korrigéieren, dat ass ongeféier déi Beschreiwung vun där Situatioun, wéi se am Ableck hei zu Lëtzebuerg ass. Ech kéint Iech keen anert Land op der Welt nennen, wou e Polizeihelikopter vun der Arméi kaf gëtt, vun der Air Rescue geflu gëtt an net d'Méiglechkeet huet, Leit mat Waffe matzehuelen an do ze landen, wou et néideg ass.

Dat hei muss also e Progrès sinn, déi Aviation étatique. Et muss méiglech sinn, datt all déi komesch Arrangementer, déi do geholl goufen, ophéieren, datt mer eng operationell Méiglechkeet hunn an eng transparent, eng éierlech Léisung, fir déi Instrumenter anzesetzen, déi mer jo awer fir vill Sue kafen. Dat ass déi Sue wäert, do ass guer keen Zweifel. Mee si mussen awer esou agesat ginn, wéi se geduecht sinn. A vläicht ass dat hei iwwert déi nei Aviation étatique de Schlëssel dozou. Mir géifen eis et op jidde Fall wënschen!

An dat ass och déi Fro, déi mer Iech stellen, Här Minister. Wéi gesot, mir sinn net ganz zefridde mat deene komplizéierte Prozeduren, mee mäi Gott, et kann een dermat liewen! Mee sot eis, wéi an Zukunft déi Helikoptere kaf ginn, ob d'Arméi hir kritt, d'Police hir, wien dermat flitt, wat se däerfe maachen, fir datt mer emol déi Situatiounen, déi mer hei am Land hunn, redresséiert kréien!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt emol der Rapportrice e grousse Merci fir hire mëndlechen an de schréftleche Rapport. Also mir sinn net forcement géint eng Reegelung vun der Aviation étatique, mee vu datt dat hei awer ausschliisslech aus dem militäresche Bléckwénkel gekuckt gëtt, kënne mir leider deem Gesetz hei net zoustëmmen. Wéi Dir wësst, si mir géint déi militäresch Oprëschtung a mir waren och ënner anerem géint de Projet vum A400 a vun den MRT-Tankfligeren. Also, mir kënne leider net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. A mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Ech hunn elo duerch zwou Interventiounen ... Also, éischtens emol merci fir déi breet Zoustëmmung natierlech zu deem Projet. Mee ech hunn elo e bësse Schwieregkeeten, dat am Kapp ze sortéieren.

Ech kréien do gesot, de Policehelikopter, dee misst fir d'Arméi do sinn. Da gëtt dann och beluecht – wat och richteg ass –, datt dee Policehelikopter de Moment haaptsächlech vun der Police benotzt gëtt. An da gëtt op där anerer Säit gesot: „Mir stëmmen net mat, well et ass e militäreschen Oprüstungsprojet." Mir mussen eis awer eens ginn, wat et ass! Bon, ech versichen, dat elo e bësse kuerz ze erklären.

Ech muss Iech soen, Här Kartheiser, ech sinn iwwerhaapt net mat Iech averstanen. Mäi Virgänger huet dat heite jo initiéiert, an dat war eng ganz gutt Iddi, fir dat ze maachen! Well wa mer schonn den Effort de défense mussen eropschrauwen – dat ass meng Iwwerzeegung –, da solle mer et awer och esou maachen, datt mer national wierklech och eppes dovun hunn, datt et net nëmmen ... Soss kéinte mer och higoen an einfach soen: Mir huelen 2 % vum PIB a mir maachen e Scheck a mir iwwerweisen deen iergendwou an d'Ausland an e Fong oder wat weess ech, aus Solidaritéit an deem Bündnis, wou mer sinn, an da si mer fäerdeg.

Dat heescht, da wäre mir déi Eenzeg, déi dat géifen esou handhaben, well ech soen Iech: All déi aner Länner, déi hiren Effort de défense och eropschrauwen oder déi en op 2 % hunn, déi maachen och alleguer Saachen, fir datt se awer och national kënnen eppes dovun hunn, also dee berüümte Prinzipp vum Dual Use. An ech hunn et absolutt richteg fonnt an der leschter Legislaturperiod – ech war jo schlussendlech och an där Regierung –, datt den Étienne Schneider deemools déi heiten Decisioun geholl huet. Dat war eng richteg Decisioun, fir dat am Kader vum Effort de défense ze kafen an der Police déi Helikopteren zur Verfügung ze stellen. An ech soen Iech och, datt d'Regierung net drun denkt, dat ze änneren.

An et ass och net esou, wéi Der sot, datt deen Helikopter do vun der Arméi net ka genotzt ginn. Dat ass iwwerhaapt net wouer! Dat hu mer iwwregens och esou gemellt bei der NATO. Mir hu guer net gefuddelt, mir hunn dat genau esou gemellt. Mir hu gemellt, datt d'Arméi, wa se fir iergendeen Transport oder wat weess ech deen Helikopter brauch, deen och dann natierlech selbstverständlech kann notzen.

Mee et ass awer relativ kloer: Ech géif soen, zu 98 % gëtt e genotzt vun der Police. An duerfir verstinn ech och net, wou ee kann dergéint sinn, well dat ass awer en Instrument, wat d'Police hei kritt huet, wat awer net ohne ass an alldeegleechen Asäz, wa gréisser Manifestatioune sinn an esou weider. Et si Kameraen drop, Dir musst jo wëssen, dat sinn héich sophistiquéiert Kameraen do drop an dat ass fir d'Police e ganz wichtegt Instrument.

An duerfir ass och dat Argument, datt ee bis elo ..., well wann d'Gesetz elo geännert gëtt, da kënne mer dat och ännere mat der Waff am Helikopter. Mee bis elo war et awer och net onnëtz! Et muss een awer net maachen, wéi wann dat bis elo kee Sënn géif gemaach hunn. Well mat deem Helikopter do konnt d'Police bei Manifestatiounen oder deemno, wat stattfonnt huet, Beobachtunge maache vun uewen, si konnt och Poursuitte maachen an dann de Patrullen ënne wichteg Messagë ginn. Also, et muss een awer net elo maachen, wéi wann dat doten alles quasi wéi Schilda gewiescht wär, een also näischt hätt kënnen domadder ufänken.

Dat Gesetz hei ass natierlech e bësse komplex. An dat ass och laang iwwerluecht ginn, ier mer heizou komm sinn. Well et ass laang iwwerluecht ginn: Wéi maache mer et virun allem zum Beispill, fir deen Aviation-militaire-Deel do ze organiséieren? Well dat betrëfft jo elo net nëmmen déi Helikopteren, mir hu jo och nach aner Saachen, déi mer amgaange sinn do opzebauen.

An do ass ee Moment geduecht ginn: Solle mer net eng – entre guillemets – „DAC militaire" grënnen? Dat gëtt et am Ausland. Ech war awer do net ganz waarm dofir, well ech mer gesot hunn: Dat ass jo awer komplett verréckt, datt mir géifen zu Lëtzebuerg quasi eng zweet Administratioun donieft opbauen, déi awer iergendwou, zwar dann am militäresche Beräich, an déi nämmlecht Richtung Saache mécht, mat deem ganzen Opwand, deen dat da bedeit – well mir hu jo elo awer keng Airforce wéi d'Belsch oder déi Däitsch an esou weider, mir si jo awer bescheiden a limitéiert zu Lëtzebuerg –, an datt et duerfir besser wär, datt mer dat heiten integréieren an der DAC.

An natierlech hu mir an der Defense ... Den Här Mathieu, dee lauschtert bestëmmt elo hei mat. Niewebäi bemierkt, deen huet virdru bei der ANA geschafft, also dee weess, ëm wat et hei geet. Dat heescht, deen ass jo eriwwergeholl gi bei d'Defense an do schaffen entre-temps e puer Leit, déi spezialiséiert sinn am Aviatiounsberäich. Mee dat war natierlech alles wichteg, datt mer do Expertis och bei eis an der Defense hunn, well et hei zwar ëm Militär geet, mee natierlech gëtt et jo och e Lien zu deem Zivillen, an dat geet jo aus deem Text hei ervir.

Also ech mengen, datt mer hei en typesch uerdentlechen, gudde Lëtzebuerger Kompromiss gewielt hunn, fir dat esou ze strukturéieren, well mer hei net wëlle Waasserkäpp opblose mat risege Verwaltungen, verduebele quasi, fir eppes ze maachen, wat awer trotzdeem nach ëmmer Lëtzebuerger Bescheidenheet ass, also dat heescht, wat net déi Envergure huet, déi et am Ausland huet.

An zu de Piloten, déi drop fléien: Bon, Dir musst wëssen, Här Kartheiser, wann Der Pilote wëllt ausbilden ... Bon, dat kann een alles iwwerleeën! Dat ass eng Iwwerleeung derwäert, mee dat muss d'Police da kucken, well dat hei wier jo dann éischter spezifesch an deem heite Fall elo fir d'Police. Et ass awer net abweegeg, sech eng Kéier ze iwwerleeën, ob een net soll an esou eng Richtung goen. Dat ass awer net esou einfach, well et muss ee jo kucken, déi Leit och dann am Alldag awer soss ze beschäftegen, ze integréieren, well deen Helikopter, dee flitt jo net permanent ronderëm. Mee bon, dat ass eng Iwwerleeung wäert, op déi ee kann agoen.

Am Moment fonctionéiere mer awer relativ gutt esou, muss ech soen. Bis elo leeft dat relativ reibungslos. Duerfir fannen ech et awer, wéi gesot, nach ëmmer eng gutt Decisioun an duerfir sinn ech och frou, datt mer eng grouss Zoustëmmung kréien zu dësem Gesetz, well ech mengen, domadder erweidere mer déi Verwaltungen, déi et gëtt, ëm eng Rei Kompetenzen, déi dann natierlech an Zesummenaarbecht mat der Defense kënnen zum Deel herno an der Praxis ugewant ginn. An dat ass, mengen ech, och dee richtege Wee.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President, an och Iech, Här Minister, fir Är Erklärungen. Ech wëll awer och dorobber reagéieren. Dat Éischt ass zu deem, wat Der gesot hutt: ob mir och sollen national eppes dovunner hunn. Selbstverständlech!

Mir haten nach viru Kuerzem eng Pressekonferenz gemaach vun der ADR, ech kann Iech déi recommandéieren, ech kann Iech och de Link schécken.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, ech hunn dat gelies, mee ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech schécken Iech de Link, dann ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | ... doriwwer schwätze mer nach eng Kéier.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà, da gesitt Der, wéi mer doriwwer nodenken. Natierlech hätte mer gären, datt déi Depensen, déi mir an deem Beräich maachen, Lëtzebuerg esou vill wéi néideg an esou vill wéi méiglech kënnen hëllefen. Also, do si mer enger Meenung. An ech mengen och, datt mir eng ganz Rei Propositioune gemaach hunn, déi genau an déi Richtung ginn. A selbstverständlech sollen déi Helikopteren, déi mir kafen, och an éischter Hinsicht Lëtzebuerg zeguttkommen.

Awer wat mir gesot hunn, ass einfach aus budgetärer Transparenz an aus Éierlechkeet: Wat op Polizeikäschte kaf gëtt, dat soll der Polizei zeguttkommen, an der Arméi dat op Arméikäschten. Dat ass an eisen Aen eng ganz normal Saach vu budgetärer Disziplinn, vun Transparenz, vun Éierlechkeet.

An natierlech, Dir sot jo selwer: „E gëtt zu 90 %“, ech hat Iech akustesch net héieren, 90 % oder 98 %, „vun der Police benotzt.“ Dann ass et e Policehelikopter! An dann, wësst Der, ech hunn ni gesot – ech denken dat net, wëll et net denken, an dat wär och falsch –, datt dat iergendwéi onnëtz gewiescht wär, wat mer bis elo domat gemaach hunn. Si hu kënnen eeben duerch Loftobservatioun ganz vill ganz gutt Kontributioune maachen, selbstverständlech! Mee et ass net esou voll ausgenotzt ginn, well einfach Limitte ware vun deem, wat se hunn däerfe maachen, wéi et hätt kënne benotzt ginn. An dat hoffe mer, datt dat elo ka redresséiert ginn, doduerch datt mer déi Aviation étatique afëieren.

Zu den Helikopteren, zu de Piloten, Dir sot do: „Jo, et ass eng gutt Lëtzebuerger Léisung.“ Ech soen Iech: Egal ob dat en Arméihelikopter ass oder e Policehelikopter, déi hunn déi Particularitéit, datt se allen zwee kënnen an Operatiounen agesat ginn, wou eventuell op dat Instrument geschoss gëtt. An der Arméi souwisou ... Dach, Dir hutt och, deemno wéi eng Kriminell Der verfollegt, an der staarker Kriminalitéit, wann Der se mat enger Camionnette verfollegt, da gëtt op d'Camionnette geschoss. Do si scho ganz schwéier Situatioune gewiescht an der Police. Wann Der se mam Helikopter verfollegt, kann op den Helikopter geschoss ginn. An dat ass nun eemol esou! An et mécht schonn en Ënnerscheed, ob Der en Zivilist als Pilot do drasëtzen hutt oder e Member vun der Force publique. Dat mécht en Ënnerscheed, statutaresch, ofsécherungsméisseg. A mir denken: Wann Der en Instrument hutt, wat der Police oder der Arméi zouzerechnen ass, allen zwou Administratioune maache geféierlech Missiounen, da setzt och Persounen dran, déi dee Statut hunn, deen deen Ableck ugepasst ass.

Mir kënnen eng Solution à la luxembourgeoise maachen. Ech soen Iech, dat ass keng gutt Léisung an esou engem Fall. Mir mussen dem operationellen an dem rechtleche Kader vun deenen Administratioune Rechnung droen an där Zort vu Missiounen, déi se maachen. Ech mengen, dat ass seriö Politick. Et ass dat, wat mir gären hätten.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här François Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, ech wollt elo net méi op dee leschte Punkt agoen, mee ech wollt just nach op eppes agoen, wat ech virdru vergiess hat.

Den Henri Kox, dee wäert och elo e Finanzéierungsgesetz deposéieren. Dat ass nämlech fir d'Notzung vum Helikopter an der Zukunft, haaptsächlech Maintenancekäschten, well dat ass jo am urspréngleche Projet, wéi mer e kaf hunn, nëmme limitéiert dra gewiescht. A vu datt d'Police dat jo elo gréisstendeels notzt, wäert dat dann natierlech och am Budget bei der Police stoen. Also, mir sinn do scho voll transparent! Et ass iwwerhaapt näischt ze verstoppen do. An et ass och esou transparent an ech mengen, bei der NATO wësse se och, fir wat deen Helikopter do agesat gëtt.

Mee et ass awer esou, Här Kartheiser: Am Moment ass fir déi Missiounen, déi d'Arméi zum Beispill huet, kee gréissere Besoin do, wëll ech Iech soen, fir en eegenen Helikopter zousätzlech ze kafen. Well Dir wësst jo, a wéi eng Richtung mer d'Arméi ausgeriicht hunn, wann et ëm d'Iwwerwaachung geet: Do si mer ëmmer éischter spezialiséiert am Droneberäich.

Duerfir, Dir wäert gesinn, mir wäerten och an der nächster Zäit nach eng Kéier hei diskutéieren iwwert déi nei Lignes directrices. Iwwregens hat den Här Wiseler mer och nach eng Interpellatioun eraginn, iwwert déi wäerte mer och nach eng Kéier hei schwätzen. Dann hu mer genuch Zäit, fir am Detail iwwert dat doten alles ze diskutéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7680. Den Text steet am Document parlementaire 7680[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7680 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7680 ass mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8057 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 8057 iwwert d'Militärorganisatioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, am aktuelle Gesetz zur Militärorganisatioun, dat mer och 2021 amendéiert haten, ass nach e Plaffong virgesi fir d'Effectiffe vun der Arméi. An aus verschiddene Grënn, an notamment well d'Arméi entre-temps bei dem ziville Personal dëse Plaffong bal erreecht huet, gi mer haut hin a suerge mat dësem Gesetz, wat mer elo stëmme wäerten, derfir, dass dës Plaffonge ganz opgehuewe ginn.

Als klengt Beispill: De Plan de recrutement vun der Arméi fir d'Joren 2020 bis 2024 huet am Fong virgesinn, dass 30 Militär kënne rekrutéiert ginn a 15 zivill Agenten. A Stand haut gesi mer awer, dass bei dem Rekrutement an der militärescher Karriär nach keng 20 Leit konnte rekrutéiert ginn, woubäi d'Zil beim ziville Personal mat iwwer 40 Neizougäng de loin konnt erfëllt ginn.

Dat mécht awer och, dass mer, wa mer déi Effectiffe kucken a mat deem vergläichen, wat d'Gesetz als Maximum virgesäit, eebe gesinn, dass beim ziville Personal, wou de Plaffong aktuell bei 240 Effectiffe läit, dës Zuel mat elo 239 Leit ausgeschëpft, quasi ausgeschëpft ass.

Mir maachen also de Constat, dass d'Zil vum Rekrutement vun 30 Militär net ganz realistesch war, dass dëst awer zum Deel doduerjer konnt ausgeglach ginn, dass dës Posten nei attribuéiert gi sinn an deemno op zivillt Personal konnten iwwerdroe ginn.

An dat ass eeben dann och d'Zil vum Gesetz. Et geet drëm, dës Plaffonge ganz opzehiewen. Just bei de Soldat-volontairë bleift de Plaffong vun 800 bestoen.

Dir wësst och, dass en neit Arméiskadergesetz an der Prozedur ass, wou och keng Plaffonge méi virgesi sinn. Vu dass dee Projet de loi – dat ass e groussen, schwéieren Text – schonn eng Zäitche beim Staatsrot läit an ee virausgesäit, dass dat vläicht nach e bëssel che kann daueren, an hei awer elo Urgence besteet, ass decidéiert ginn, dëst méi klengt Gesetz op den Instanzewee ze bréngen, fir schnell eng Léisung parat ze hunn. An dee Projet de loi ass deemno och den 28. Juli 2022 deposéiert ginn.

Mir hunn Avisen erakritt vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an och vum SPAL, also vum Syndicat professionnel de l'Armée luxembourgeoise, dëst jeeweils de 17. Oktober 2022. D'CHFEP huet sech mam Text souwäit averstane gewisen, huet awer drop higewisen, dass de Fait, méi zivillt Personal anzestellen, net dierft op d'Käschte goe vun de Militaires de carrière.

De SPAL sengersäits geet an eng änlech Richtung, ass awer nach méi kloer a sengen Aussoen a seet, dass e mat dëser Propositioun net averstanen ass. Si sinn zwar frou, dass versicht gëtt, alles ze maachen, fir d'Personalproblemer an der Arméi ze léisen, mee an hiren Aen ass de Risiko awer ze héich, dass de Fait, ze vill zivillt Personal anzestellen, ze héich negativ Konsequenze kéint op déi militäresch Karriären hunn. Zum Beispill fäerte si, dass, wann all déi administrativ Posten an der Arméi vun Ziville géife besat ginn, da kaum nach Méiglechkeete géife bestoen, fir Alternativen ze fanne fir déijéineg Militär, déi, aus wéi enge Grënn och ëmmer, vläicht och physesch net méi fit genuch sinn, fir nach um Terrain ze schaffen, dass et dann eebe fir si an der Arméi schwéier ass, aner Alternativen ze fannen.

Fir si ass et wichteg, do de Rekrutement ze moderniséieren, fir och bei de Militärkarriäre méi attraktiv ze sinn. An ech wollt just drop hiweisen, dass mer dann do awer och nach eng Kéier driwwer wäerte schwätzen, wa mer nach eng Kéier iwwert den Text vum grousse Kadergesetz schwätzen.

De Conseil d'État huet säin Avis de 25. Oktober 2022 ofginn. Fir de Conseil d'État war d'Approche en gros korrekt, vu dass d'Regierung souwisou op d'Budgetsgesetz ugewisen ass, fir nei Posten ze schafen, deementspriechend och net, ech soen emol „iwwerdreiwe" kann, och wann een d'Seuilen alleguerten ophieft. Par contre gouf et awer eng Opposition formelle op de proposéierten Artikelen 3 a 4 vum neie Gesetz, well se net konform mat eiser Verfassung sinn. An de Conseil d'État huet deemno gefrot, dass e Plaffong fir d'Effectiffer vun de Soldat-volontairë misst am Text stoe bleiwen.

Den 10. November hu mer den Text eng éischte Kéier an der Kommissioun analyséiert, fir dann och de 6. Dezember an der Kommissioun déi néideg Amendementer unzehuelen, fir der Opposition formelle vum Conseil d'État nozekommen.

Den 23. Dezember 2022 huet de Conseil d'État säin Avis complémentaire eragereecht, wouno et nach eemol huet missen zu klenge Modifikatioune kommen. Ech erspueren Iech elo déi technesch Detailer dovunner. Dat kënnt Der awer alles gären a mengem schréftleche Rapport noliesen. A mir hunn de Rapport vun dësem Projet de loi dunn den 23. Februar ugeholl.

Wéi gesot, et geet elo drëm, kuerzfristeg déi Plaffongen opzehiewen, fir eng gewësse Lacune an der Personaldecke vun der Arméi ze behiewen, en attendant also, dass dat grousst Kadergesetz kann a Kraaft trieden.

An an deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre oder léif Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv stëmme mer haut e Gesetz, mat deem mer d'Organisation militaire e bëssen anescht maachen, wéi se bis elo war.

Ech wëll net op d'Detailer, wéi dat Gesetz entstanen ass, agoen. Ech mengen, eis Rapportrice, d'Madamm Empain, huet dat, dee schréftlechen a mëndleche Rapport, wonnerbar gemaach. Ech wëll mech mat engem Punkt beschäftegen, dee mer Suerge mécht, Här Minister, dat sinn d'Avisen, déi mer kritt hu vum SPAL a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

Well et ass jo esou, dass mer am Joer 2000 dervun ausgaange sinn, dass mer géife rekrutéieren an eiser Arméi, an zwar an deem Sënn, dass mer zweemol esou vill Militärleit géifen astelle wéi Ziviller. An déi Rechnung ass net opgaangen no zwee Joer. Duerfir ännere mer elo d'Gesetz. An duerfir kucke mer elo, méi no un d'Realitéit erunzekommen. An dass dat elo gemaach gëtt, fannen ech och richteg. Et muss ee kuerzfristeg reagéieren. Duerfir wäerte mer dat Gesetz och stëmmen, dat wéilt ech emol direkt virausschécken.

Mee wou ech mer Suerge maachen, ass, dass mer e Prinzipp hei aféieren, dee bis elo ni do war. Et ass eng Aart Paradigmewiessel. Bis dato war et nach ni esou an der Arméi, dass fir Plazen, fir déi bis elo ëmmer Militärleit agestallt gi sinn, elo zivill Leit agestallt ginn. Dat heescht, dat ass eng Aart Paradigmewiessel an dat wäert och Effeten hunn op d'Duerstellung vun der Arméi. An et wäert emol op d'mannst derzou féieren, dass de Ratio vun de Leit, déi militäresch sinn an déi zivill sinn, wäert änneren. Mëttel- bis laangfristeg wäerte mer do en anert Erscheinungsbild kréien an d'Arméi wäert dann och anescht attraktiv ginn – ech nennen dat emol esou. An do ass et wichteg, dass een do um Ball bleift an dat am A behält.

Well bis elo war et jo esou, dat ass jo an deenen Avisen opgeworf ginn: Wann zum Beispill e Militär méi eeler war an en hat net méi déi physesch Stäerkt, déi e virdrun hat, da konnt en Aarbechten, déi net esou usprochsvoll waren, duerno maachen. Mee déi Plaze gi jo elo mat ziville Leit besat, soudass fir déi Leit, déi Militaires de carrière, déi méi eeler sinn a vläicht net méi esou staark, loosse mer soen, physesch Aufgabe kënnen unhuelen, do eng nei Formel muss entstoen.

Duerfir, mengen ech, misst een do oppassen, wéi dat evoluéiert. An duerfir misst ee parallell dozou onbedéngt d'Militärkarriär méi attraktiv gestalten. Dat ass jo och vun der Rapportrice elo gesot ginn. De Rekrutement, dee muss reforméiert ginn, dat ass noutwendeg, dat muss och schnell goen. Ëmsou méi, mengen ech, well mer elo an enger Situatioun sinn hei an Europa an an der EU, wou och d'Situatioun an Europa an an der EU anescht ginn ass. Ech mengen, d'Geforenzon an Europa ass anescht ginn, wéi se nach virun zéng Joer war. An doraus ergi sech dann och militäresch Obligatioune fir déi eenzel Länner.

Duerfir, mengen ech, misste mer kucken, esou séier wéi méiglech déi Reformen ze setzen, a mir missten och kucken, wa mer evoluéieren, dass mer do – ech ginn dervun aus, dass dat och gemaach gëtt – am Verglach zu eisen Nopeschlänner, der Belsch, Frankräich an Däitschland, déi Norméierungen, déi do gefrot sinn, dann och respektéieren.

Mir schaffe vill mat de Belsch zesummen. Ech ginn dervun aus, dass dat och ass. Ech weess och, dass eis Arméi anescht ausgeriicht ass wéi eng belsch, eng franséisch oder all déi aner an Europa, well mer e klengt Land sinn. Mee trotzdeem, déi Norméierung, déi ass wichteg, well d'Erausfuerderunge sinn ëmmer déi selwecht an d'Sécherheets… sinn och déi selwecht. Duerfir, mäi Soucis – oder der CSV hire Soucis – ass deen, dass séier reforméiert gëtt an dass gekuckt gëtt, esou séier wéi méiglech och iwwer e Monitoring ze kucken, wéi dat an der Arméi weidergeet.

Mir solle jo déi grouss Reform kréie vun der Organisation militaire, da wäerte mer nach eng Kéier hei doriwwer diskutéieren. Mee ech maache mer e bësse Suergen an ech hoffen, dass mer do d'Kéier kréien an dass mer eis Arméi kënne méi attraktiv maache par rapport zu anere Verwaltunge beim Staat, wéi zum Beispill d'Polizei, wéi zum Beispill déi Leit, déi am Prisong schaffen. Oder och am Generelle beim Staat, do ass am Fong geholl de Rekrutement vill méi …, ech soen emol „vill méi sexy" vläicht wéi fir an d'Arméi, well e manner Ufuerderunge stellt.

Här Minister, ech weess, Dir probéiert, Äert Bescht ze maachen. Mir wäerten dat Bescht maachen a mir wäerten dat Gesetz hei stëmmen. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass evident, datt een – leider, muss ee soen – an dësen Zäiten ëmmer méi eng staark Arméi brauch, och Lëtzebuerg. Déi international Situatioun huet dat an deene leschte Méint méi wéi kloer ënnerstrach. Et kann een direkt e Lien zum Ukrain-Krich maachen an da weess een, datt an noer Zukunft eebe mussen, och wann een dat net gäre seet, méi staark Arméien opgebaut ginn. Et muss méi opgerüst ginn. An och e klengt Land wéi Lëtzebuerg huet do säi Rôle ze spillen. Och wa mir e bescheidenen Acteur sinn, sou heescht dat awer net, datt mer net mussen all eis Moyenen opbréngen, fir awer och an der gemeinsamer Verdeedegung e wichtege Rôle ze spillen.

Da si mer natierlech ganz séier och bei eisem Rôle um Niveau vun der NATO. Et gëtt eis – net zu Onrecht – munchmol reprochéiert, datt eise Beitrag, deen de Moment bei plus ou moins 0,7 % vun eisem PIB läit, jo awer relativ bescheiden ass. Jo, dat stëmmt och. Mir sollen also duerfir ganz vill Efforte maachen, fir datt mer och no bausse weisen, datt Lëtzebuerg bereet ass, säin Obulus an Zukunft ze leeschten.

Natierlech mierkt een elo, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer gewësse Problemer hunn, wat d'Attraktivitéit vun der Arméi u sech ubelaangt. Mir spieren, datt leider net méi oft genuch virun allem jonk Leit bereet sinn, an d'Arméi ze goen. Dofir muss ee sech och Gedanke maachen: Wou leien d'Grënn? Firwat ass déi Attraktivitéit net grouss genuch? Obwuel een awer fairerweis hei muss soen, datt eng Rei Efforte gemaach gi sinn an och gemaach ginn, fir no baussen awer d'Attraktivitéit vun der Arméi duerzestellen. Ech erënneren hei un déi sëllegen Annoncen an der Press dobaussen. Ech erënneren un eisen Informatiounsbüro. Ech erënneren drun, datt awer och um Niveau vun de Schoulen ëmmer versicht gëtt, d'Arméi positiv duerzestellen.

Natierlech si mer dann och ganz séier beim Militärgesetz. Et ass e bëssen ze bedaueren, datt mer dat nach ëmmer net konnten hei stëmmen. Mir waarden natierlech op den Avis vum Conseil d'État. Do solle jo u sech zwou nei Karriären ageféiert ginn, B1 respektiv A2, wouvu mer eis och erhoffen, datt dann, wéi gesot, d'Attraktivitéit vun der Arméi wäert an d'Luucht goen.

Da muss ee sech natierlech awer och d'Fro stellen, an ech denken hei virun allem un d'Offizéieschkarriär, ob een net soll driwwer nodenken, ob déi net och muss opgemaach gi fir Netlëtzebuerger. Dat ass keen neie Sujet.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Här Kartheiser, et ass keen neie Sujet. A mir hunn iwwregens déi ënnescht Karriäre jo opgemaach. Da muss een eeben och awer de Courage hunn,

zumindest an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou 50 % vun den Awunner Netlëtzebuerger sinn, fir d'Fro ze stellen, ob net och an där Karriär awer kënnen Netlëtzebuerger rekrutéiert ginn. An déi Diskussioun soll een op alle Fall an aller Serenitéit féieren.

De Manko u Volontairë fir d'Karriär vum Militär ass, wéi gesot, e gréissere Problem. Dat hu mer jo och an deene leschte Jore gesinn. D'Statistik beweist et an doweinst si mer jo och haut um Punkt, dass mer mussen iwwert dat Gesetz hei iwwerhaapt diskutéieren. A mir mussen awer oppassen, datt mer e gudden Equiliber hierstellen zwëschent der Militärkarriär an der ziviller Karriär innerhalb vun der Arméi. An ech wëll och do kuerz op den Avis vum SPAL agoen a se zitéieren, do, wou se ënner anerem schreiwen: „Certains militaires qui ne possèdent plus la condition physique pour participer activement au terrain peuvent courir le risque d'être bloqués dans leur carrière si tous les postes administratifs et techniques sont occupés par des civils." Wéi gesot, och do musse mer versichen, datt mer e gudden Equiliber hierstellen.

Mir kënnen also, wéi gesot, dat awer novollzéien, datt eeben elo e Plaffong vun deenen 800 Leit festgehale gëtt. Dat gëtt eis u sech méi Transparenz, och méi einfach Méiglechkeeten, fir eeben an Zukunft kënnen ze rekrutéieren. Duerfir schéngt eis dat och eng ganz realistesch Approche ze sinn.

Ech wëll ofschléissend hei och nach eng Kéier betounen, datt et jiddefalls fir eis als Demokratesch Partei ganz wichteg ass, datt mer an Zukunft eng staark, eng effikass Arméi och hei zu Lëtzebuerg hunn, wuel wëssend, datt eise Rôle natierlech dobausse bescheiden ass. An awer hu mer déi Verflichtung, an doweinst, wéi gesot, sti mir och zu allen Initiativen, déi derzou bäidroen, d'Lëtzebuerger Arméi nach wie vor ze valoriséieren an och dobaussen duerzestellen, datt mer eise Rôle kënnen erfëllen. An an deem Sënn ginn ech selbstverständlech och den Accord vun der DP zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ass also an de Kontext vun de Rekrutementer bei der Lëtzebuerger Arméi ze setzen. Effektiv war et net méiglech, de Rekrutéierungsplang, deen 2021 gestëmmt gi war, anzehalen, well d'Arméi, gradewéi vill aner Beräicher, mat engem Personalmangel konfrontéiert ass. Dëst Gesetz féiert dozou, datt de Rekrutementsplang net muss adaptéiert ginn. Mat der Flexibilitéit, déi eis dëst Gesetz gëtt, wäert et méi einfach sinn, fir d'Rekrutementer un déi aktuell Situatioun unzepassen an d'Bestriewunge fir eis Arméi weider ze attraktivéieren aktiv ze begleeden, well déi legal Limitte fir de Personalbestand an de verschiddene Karriäre also mat dësem Gesetz ofgeschaf ginn. Beim Entstoe vun neie Poste kéint den Effectif légal net iwwerschratt ginn, wat eng Aschränkung duerstelle géif.

Als LSAP begréisse mir déi méi grouss Flexibilitéit, déi mir mat dësem Projet de loi schafen. Falls sech d'Besoine vun der Arméi, wat d'Personal an de verschiddene Karriären ubelaangt, an Zukunft ännere sollten, muss d'Arméisgesetz net allkéiers erëm adaptéiert ginn.

Wat déi fräiwëlleg Zaldote betrëfft, gëtt e Contingent vun 800 festgehalen. Fir de Remarke vum Staatsrot Rechnung ze droen, sinn d'Offizéierkandidaten, déi fräiwëlleg Zaldoten an der Reconversioun an déi fräiwëlleg Sportszaldoten aus der Elittesektioun vun der Arméi an dësem Chiffer abegraff. Och dëst fënnt eis Zoustëmmung, dat ëmsou méi, well mir als Kommissioun och dem Staatsrot Satisfaktioun konnte ginn.

Aus all deene Grënn, Här President, ginn ech heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun, soen der Rapportrice fir hire gewinnt gudden an ausféierleche Rapport, souwuel schrëftlech wéi och mëndlech, Merci, an Iech Merci fir d'Attentioun.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | An ech mengen, den Accord vun der LSAP-Fraktioun, deen hat ech scho ginn, well dat war och wichteg.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Mutsch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Wa mer dat Gesetz hei liesen, dann ass dat Éischt, wat engem opfält, datt deen Text „museal" ass, fir et esou ze nennen. Deen ass iwwer Joren net méi ugepaakt ginn an en ass eng wonnerbar Lektür, wann ee sech wëll froen, wéi eng Verwaltung am Lëtzebuerger Staat déi ass, déi am meeschte vernoléissegt gouf vun der Regierung an deene leschte Joren. D'Äntwert ass: d'Lëtzebuerger Arméi. Fir déi nächst Quizemissioun kënnt Der Iech dat mierken. D'Lëtzebuerger Arméi ass déi Verwaltung, déi komplett vernoléissegt ginn ass, an net nëmmen ënnert der Gambia-Regierung, mee och scho virdrun, fir dat ganz kloer ze soen!

(Interruption)

An et ass elo esou – well ech wëll direkt op den Här Graas reagéieren –, ...

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, majo! Well ech mengen: „à tout seigneur tout honneur".

Ech wëll direkt reagéieren, well wat hu mer hei? Nee, wat hu mer hei? Souguer an Europa hu mer eng Dispositioun, datt Funktioune beim Staat, déi souverän sinn, datt souverän Funktioune fir Ressortissants nationaux reservéiert sinn. Gambia huet dat Schrëtt fir Schrëtt ugefaangen auszehielegen: D'Attachés de justice, déi bei Decisioune kënne matwierken, dat ass eng Ausnam. Et gëtt där nach, wou mer mierken ... Bei der Police gëtt et esou Diskussiounen, och an der Defense gëtt et auslännesch Leit, déi do schaffen, déi alleguer e bëssen an deem Domän Schrëtt fir Schrëtt kommen. Et ass esou e bequeeme Wee!

Ech hu mech gefrot, wéi ech hei der DP nogelauschtert hunn: Wat hätte se da gär? Wëll d'DP eng Légion étrangère? Mee och an där franséischer Légion étrangère sinn d'Offizéier Fransousen! Dat muss een och soen. Hei sollen d'Offizéier elo ..., ech weess net. Oder wëllt Der privatiséieren? Ech hunn eng Iddi, Här Graas: De Wagner-Grupp, deen huet bestëmmt geschwënn Zäit, da kënnt Der privatiséieren.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | O, Här Kartheiser ...

(Exclamations)

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass awer richteg peinlech.

M. Dan Kersch (LSAP) | Do kënnt Dir jo dann d'Relatiounen hierstellen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kënnt jo dann d'Relatiounen hierstellen, do sidd Dir bestëmmt gutt inspiréiert.

M. Claude Lamberty (DP) | Zu dësen Zäiten esou Beispiller ze huelen! Nee, incroyable, incroyable, d'ADR!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wëll hei kloer soen, datt mir als ADR ...

M. Gilles Baum (DP) | Dat do ass e grave Faux pas, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass guer kee Faux pas!

(Brouhaha général)

Ech wëll Iech eppes kloer soen, ...

(Interruption)

Jo, jo, jo. Ech wëll iech eppes kloer soen: Mat eis bleift d'Arméi eng souverän Funktioun vum Staat an et gëtt net ausgelagert un iergendwellech aner Iddien, datt elo Auslänner do sollen hikommen. Dat ass net de Wee!

De Wee, dat ass eppes ganz anescht. De Wee ass, fir d'Lëtzebuerger Arméi attraktiv ze maachen! An do hutt Dir selwer dozou bäigedroen an deene leschte Joren, datt se ëmmer manner attraktiv ginn ass. Hutt Dir net ...? Dir waart et dach, déi d'Virrechter vun den Zaldoten – wéi d'Prioritéitsrechter, d'Exklusivitéitsrechter – Schrëtt fir Schrëtt ofgeschaaft hunn. An natierlech melle sech da manner Leit an d'Arméi.

Wësst Der, mir hunn hei eng Motioun viru Kuerzem deposéiert. Mir hunn eng Motioun deposéiert, wou mer gesot hunn: Mir hätte gär, datt d'Zaldoten emol op d'mannst de Mindestloun verdéngen! An déi gëtt elo an d'Defensekommissioun verwisen, do wäerte mer nach kënnen driwwer schwätzen, Här Minister, well ...

M. François Bausch, Ministre de la Défense | ... haut dorobber, Här Kartheiser, well dat ass net wouer, wat Der riet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wat ass net wouer?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat ass falsch, wat an Ärer Motioun steet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, da schwätze mer an der Kommissioun driwwer.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, ech ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass nämlech guer net falsch.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Mir schwätzen hei driwwer, hei!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Wann Dir et hei opwerft, wann Dir hei kënnt egal wat behaapten, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | ... muss ech Iech och hei kënnen äntweren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, da kucke mer dat.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Kee Problem.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da bréngt d'Ziffere mat, da kucke mer dat!

(Coups de cloche de la présidence)

Op jidde Fall, mir sinn der Meenung, si verdéngen emol net de Mindestloun. Mir hunn dat gekuckt, och mat der Gewerkschaft. Mir hunn déi lescht Ziffere geholl.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dir hutt dat net gekuckt! Mat der Gewerkschaft!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo. Mir hunn déi lescht Ziffere geholl, ier mer dat deposéiert hunn.

Mee maacht d'Arméi attraktiv, fir datt d'Leit kënne kommen, an da komme se och! Kuckt, datt se en interessanten Déngscht hunn, datt déi ganz Déngschtzäit sënnvoll ass, datt se sech wierklech do gutt fillen! Kuckt, datt d'Formatioun wärend der Militärzäit gutt gemaach gëtt! Well dann, wann d'Leit och wëssen, datt se, wa se sech an d'Arméi mellen, eng gutt Formatioun kënne kréien, mee da si se och interesséiert. Debouchéen, Formatioun, gutt bezuelt – dann hutt Der Leit, déi an d'Arméi kommen!

Dir hutt an deem Cadre supérieur – fir do nach eng Kéier drop zréckzekommen, wou den Här Graas proposéiert huet, Auslänner ze engagéieren – och do e gutt Beispill, wéi d'Arméi vernoléissegt ginn ass, well an allen aneren Administratioune vum Staat, an der Tëschenzäit och bei der Police, hu mer ewell eng A2- an eng B1-Karriär. Dat hu mer an der Arméi nach ëmmer net! Dat Gesetz ass ënnerwee, et ass wouer. Mee wéi laang ass dat schonn ënnerwee? Wéi laang ass dat an der Arméi net gemaach ginn, wou et an anere Verwaltungen ageféiert ginn ass? Mir hunn nach ëmmer keng A2-, mir hunn nach ëmmer keng B1-Karriär an dat decouragéiert och d'Leit.

An dat, wat d'Ënneroffizéieschgewerkschaft gesot huet an och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, ass absolutt richteg. Dir hutt iergendwéi ni eng Kéier an Ärem Liewen ... Als Militär kommt Der op e Punkt, wou Der net méi iwwerall kënnt matmaachen, well Der et gesondheetlech a physesch einfach net aushaalt. Jo, da mussen déi Leit eng aner Verwendung kréien am Kader vun der Arméi oder iergendwéi an enger Verwaltungsaufgab. An dat gëtt a Fro gezunn doduerch, datt Zivilisten dohinner kommen. An dat ass net de But vun der Arméi, well och déi militäresch Funktioun huet hir eege Spezifissitéiten, si huet hir eege Spezifissitéiten. Si hunn eng Disponibilitéit, déi d'Zivilisten net hunn. Si hunn e Code de déontologie an en Disziplinarrecht, dat d'Zivilisten net hunn, an déi musse kënnen agesat ginn. An dofir ass et och konzeptuell net richteg, eng ganz Rei militäresch Funktiounen duerch ziviller ze ersetzen.

Aus all deene Grënn ... Mir stëmmen dat hei mat, mee et ass e Gesetz, dat weist, wéi staark d'Lëtzebuerger Arméi vernoléissegt ginn ass an deene leschte Joren.

An nach eemol: Mir wäerten eis mat Hänn a mat Féiss dergéint wieren, datt déi souverän Funktioune beim Lëtzebuerger Staat Administratioun fir Administratioun ausgelagert ginn, datt ëmmer manner Leit Lëtzebuergesch schwätzen, och an deenen héije Funktioune beim Lëtzebuerger Staat. Mir wëssen, well mir hate mat enger ganzer Rei Administratiounen an deene leschten Deeg Kontakt, an de leschte Wochen an Deeg – do sinn der och derbäi, déi ënner Ärer Verantwortung sinn, Här Minister –, wou mer gesot kruten, datt verschidden intern Reuniounen a Lëtzebuerger Verwaltungen ewell op Franséisch oder op Englesch heiansdo geféiert ginn, ganz einfach, well déi Leit, déi do sinn, kee Lëtzebuergesch méi kënnen. Dat ass net eis Visioun vum Lëtzebuerger Staat!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet direkt un den Här Gusty Graas wéinst Fait personnel.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, net nëmme wéinst Fait personnel. Fir d'éischt muss ech emol soen, datt ech iwwerrascht sinn, datt e Mann wéi den Här Kartheiser, virun deem ech trotz senge munchmol dach schwéier novollzéibaren Aussoen, déi en ëmmer esou mécht, awer e gewëssene Respekt hunn, bei deem ech nach ëmmer der Meenung war, datt en eng gewësse Kultur huet, eng gewësse Bildung huet, awer hei eng Ausso mécht, déi net nozevollzéien ass, datt en hei op eemol eng Relatioun hierstellt, eng Ausso mécht, déi e Member vun enger, mengen ech, awer dach Partei, déi awer wierklech zu dësem Land scho ganz vill Positives bäidroen huet, a Relatioun setzt mat engem gewëssene Wagner-Grupp.

Ech géif Iech wierklech bieden, Här Kartheiser: Entschëllegt Iech fir dat, wat Der elo hei gesot hutt, well déi Ausso do, an ech mengen Dir hutt dat un der Reaktioun hei vun alle Bänke gemierkt, war méi wéi onglécklech. Ech wëll keen aneren Term gebrauchen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Dat ass emol dat Éischt. Dat Zweet: Ech wëll Iech drop hiweisen, datt ufangs 2000 ... Dir kennt d'Militär vill besser wéi ech, dat ginn ech gären zou, mee Dir wësst, datt ufangs 2000 ënnert dem Verdeedegungsminister Charles Goerens deemools d'Militär opgemaach ginn ass, déi ënnescht Karriären, fir Netlëtzebuerger.

Ech soen awer ganz éierlech, wann ech haut op d'Promesse solennelle ginn an ech gesinn do Leit, wou ee schonn optesch gesäit, datt déi kee konkreete Lëtzebuerger Hannergrond hunn, da mécht dat mir Freed, da spigelt dat awer d'Lëtzebuerger Gesellschaft zréck!

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Wann do jonk Leit stinn, déi net esou ausgesi wéi Dir a wéi mir, vläicht awer vill méi schéi si wéi mir zwee, mee déi awer eng aner Hautfaarf hunn, déi och vläicht eng aner Sprooch, eng aner Langue maternelle hunn, an déi si bereet, sech fir d'Lëtzebuerger Arméi ze engagéieren, gesitt Dir dat als en Nodeel un? Ech net, a meng Partei mat Sécherheet och net!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Dat spigelt wierklech ganz kloer erëm, fir wat dat Land hei steet. A wou gesitt Dir dann elo den Ënnerscheed zwëschent enger Carrière inférieure an enger Carrière supérieure. Firwat soll et net och do Leit ginn, déi bereet sinn, sech fir Lëtzebuerg anzesetzen, déi vläicht en anere Migratiounshannergrond hunn, vläicht eng aner Langue maternelle hunn, mee sech fir dat Land hei wëllen engagéieren? Mir sinn ee Land, mir sinn eng Natioun. An da spillt et dach keng Roll, wéi eng Hautfaarf datt ech hunn, wéi eng Langue maternelle datt ech hunn!

Dowéinst, wéi gesot, nach eng Kéier, Här Kartheiser: Dir enttäuscht mech! Wierklech, Dir enttäuscht mech an Ärer Positioun. A gleeft mer es, ech si stolz, awer enger Partei unzegehéieren – an ech mengen, och am Numm vun enger Regierung schwätzen ze kënnen –, déi do eng aner Attitüd huet, déi vill méi eng transparent, vill méi eng oppen Attitüd huet. An ech géif Iech bieden, endlech emol eng Kéier dovunner erofzekommen. Et géif Iech vläicht och net schlecht zu Gesiicht stoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An d'Wuert geet zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Den Här Graas huet vill gesot an ech wëll mat deem Wichtegsten ufänken, ganz direkt: Här Graas, dee Respekt, deen Dir mir weist, dee kann ech nëmme reciproque och Iech weisen. Och ech respektéieren Är Bildung, Ärt Wëssen, an dofir ass den Dialog hei ëmsou méi begréissenswäert.

Sollt ech Iech schockéiert hu mat deem Beispill, wat ech fir d'Privatiséierung gewielt hunn – dat hunn ech extra geholl, well dat e bëssen absurd ass –, mee da wëll ech Iech effektiv ëm Entschëllegung bieden. Ech wollt Iech net schockéieren. Ech wollt awer illustréieren, zu wat dat ka féieren, wann op eemol Arméiaufgaben net méi souverän vun eise Leit gemaach ginn.

(Interruption)

Et ass eeben e Beispill gewiescht.

(Interruption par M. Gilles Baum)

A wéi gesot, ech wollt Iech net schockéieren. Jo, et ass ..., mee ech wëll dat elo net diskutéieren. Ech wollt op dem Här Wagner, pardon, dem Här Graas seng aner Froen agoen, ...

(Interruptions)

... dem Här Graas seng aner Froen agoen ...

M. Gusty Graas (DP) | Esou schlëmm wäert ech jo awer net sinn, datt Der mech elo nach mam Här Wagner hei vergläicht!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dee souz emol op Ärem Stull, Här Graas.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelift? Nee, ech hu mech jo elo geiert. Ech mengen, ech wollt op dem Här Graas seng aner Kommentaren agoen. An ech hunn deen emotionalen Discours do natierlech héieren an ech hu mech un dat erënnert, wat mer deemools ..., well ech war bei ville vun deenen Diskussiounen derbäi, wéi fréier d'Arméi opgemaach ginn ass. An et ass wierklech eng ganz interessant Diskussioun.

De groussen Ënnerscheed ass deen, datt Ënneroffizéier an Offizéier Fonctionnairë sinn. En Homme de troupe ass kee Fonctionnaire. Dat war ëmmer dee legalen Ënnerscheed, dee gemaach ginn ass. Et ass och dat, wat bei aneren Administratiounen ass. Mat deem Argumentaire, deen Dir do hutt ... Ech hunn net vun Hautfaarf a Sprooch an esou weider ..., dach, vu Sprooch hunn ech geschwat, well et ass eng wichteg Verstännegungsbasis. Hautfaarf hutt Dir an d'Spill bruecht. Mee et geet einfach hei ëm e legale Prinzipp, nämlech datt Beamten – an Zaldote si keng Beamten – och no europäeschem Recht, wat d'Fonction souveraine ugeet, solle Staatsbierger vun deem Land sinn, dat eebe Memberstaat ass. An dat ass bei den Zaldote ganz anescht.

Bei den Zaldoten hu mer awer och e Problem. An dee Problem ass, datt déi Staaten, wou se hierkommen, am Prinzipp mussen domadder averstane sinn, well am internationale Recht ass et esou, datt een e Lien de loyauté huet géintiwwer deem Land, vun deem een d'Nationalitéit huet. Wann dann elo e Portugis oder en aneren, e Belsch, an der Lëtzebuerger Arméi déngt, dann ass dat e Problem am internationale Recht.

A mir haten deemools gesot, mir missten allkéiers den Accord froe vun deem Land, wou en hierkënnt. Dat huet sech zwar agebiergert, datt dat net gemaach gëtt, well déi Länner keng Oppositioun gesot hunn, mee am Prinzipp hätte se d'Recht dozou. Si hätten dat Recht fir ze soen: „En Nationalen, deen eis Nationalitéit huet, kann zum Beispill, wa Lëtzebuerg Peacekeeping mécht am Land X, wou mir besonnesch Interessien hunn ..., da wëlle mir net, datt eise Staatsbierger do matmécht." Vollkomme legal. Och dat ass e Problem.

Hu mer Lëtzebuerger, déi dat maachen, dann ass dee Problem natierlech net do an et wier einfach.

Wat mer elo gär hätten ... Ech mengen, Dir haalt de Plädoyer fir d'Internationaliséierung vun der Arméi, ech sinn do vill méi virsiichteg. Mee ech mengen, wat mir eis eigentlech géife wënschen, dat wär, datt dee Patriotismus, datt mer deen esou héichhalen an datt mer de Leit esou attraktiv Konditioune bidden, datt d'Lëtzebuerger sech méi verstäerkt erëm an d'Lëtzebuerger Arméi mellen. Dat ass eigentlech den Objectif, dee mer solle verfollegen, amplaz eis Méiglechkeeten ze iwwerleeën, fir d'Arméi fir Ausländer ëmmer méi opzemaachen. Ech mengen, dat ass sécher net dee richtege Wee.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Här Kartheiser, erlaabt mer, Iech awer ze soen: Dir maacht en Denkfeeler! Dir maacht en Denkfeeler an deem Sënn: Dir vergiesst, datt Lëtzebuerg agebonnen ass an eng international Communautéit. Mir sinn agebonnen an eng Europäesch Unioun vu 27 Memberstaaten a mir si virun allem agebonnen an eng NATO mat 30 Memberstaaten, hoffentlech muer mat 32. Da kënnt Der also net Äre Gedanke reng op d'lëtzebuergesch Situatioun konzentréieren. Mir sinn haut an enger ganzer internationaler Communautéit. An dann däerf een awer net esou – entschëllegt elo vläicht den Ausdrock – e bësselche méi limitéiert denken, andeem datt ee mengt, et dierften dann och nëmmen exklusiv Lëtzebuerger sech fir dat Land asetzen, wat u sech eng Aufgab huet, déi internationale Charakter huet. Also wou läit dann do de Problem? Erklläert mer dat awer!

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Kartheiser.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass esou, Dir Dammen an Dir Hären, wann ...

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Graas huet den Här Kartheiser direkt ugeschwat gehat ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | ... an duerfir geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un hien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Esou ass dat am Parlament. Villmools merci, Här President.

(Interruption)

An et ass ganz einfach esou, datt den Denkfeeler, datt den Denkfeeler ...

(Interruption et brouhaha)

Nee, nee, dat ass scho richteg esou. Mir haten dat och bei anere Saachen. An ech mengen, et ass wierklech e wichtegen Dialog, dee mer hei féieren, well den Här Graas huet erëm eng Kéier, wéi et bei him dacks de Fall ass, eppes Wichteges ugeschwat. En huet gesot, jo, Lëtzebuerg ass Member vun enger Rei vun internationalen Organisatiounen. A jo, selbstverständlech, besonnesch als klengt Land beweege mer eis an engem internationale Kontext.

Dat ännert awer näischt un der Rechtssituatioun. Well déi Rechtssituatioun, déi ech hei zitéiert hunn, ass déi selwecht an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch, an anere Memberstaate vun der Europäescher Unioun. An do ass einfach dee Prinzipp vun der Souveränitéit beim Militär iwwerall etabléiert. Mir hunn hei ..., mir si scho méi wäit gaange wéi an anere Länner, doduerch, datt mer bei den Hommes de troupe, also bei den Netbeamten an der Arméi, opgemaach hu fir aner EU-Bierger. Mir ginn also elo scho méi wäit wéi anerer. Mir hunn et awer net opgemaach fir zum Beispill all NATO-Staaten. Dat ass eppes, wat ech op jidde Fall net wéisst. En tierkesche Staatsbierger ka menger Meenung no net einfach hei an der Lëtzebuerger Arméi déngen, obschonn d'Tierkei an der NATO ass.

Do gëtt et einfach Grenzen. Mir haten dat, wann ech mech richteg erënneren, fir EU-Bierger opgemaach. An an der EU ass et jo effektiv esou, datt zënterhier a verschiddenen Traitéen och eng Dimensioun vu gemeinsamer Verdeedegung ageschriwwe ginn ass, quitte datt se sech nach net an deem Sënn op d'Zesummesetzung vun den Arméien deklinéiert. Op jidde Fall respektéieren ech Är politesch Intentioun, mee am Ableck stëmmt se net mat där rechtlecher iwwereneen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da fuere mer elo weider mat der Diskussioun iwwert dëse Projet de loi an da geet d'Wuert un den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. A schwieregen Zäiten, an dat gesi mer elo mam Ukrain-Konflikt, ass et wichteg, dass mer eng staark Arméi hunn an dass mer se och weiderhi stäerken. Et ass och richteg, dass eis Arméi méi Leit brauch, an et ass awer och leider richteg, dass déi a leschter Zäit gefeelt hunn.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt am August d'lescht Joer, dat war d'6520, op déi de Minister mer geäntwert huet, dass bei de Karriärsmilitären am Moment 120 Leit géife feelen. Dat heescht, et muss esou oder esou eng politesch Reaktioun kommen, wa mer wëllen, dass eis Arméi och an Zukunft ka weiderhi fonctionéieren. Wëssend, dass en neit Gesetz ënnerwee ass – dat deelen ech och, dass et ze laang dauert an dass eis Arméi dat scho laang gebraucht hätt –, musse mer eis Gedanke maachen, wéi mer déi Arméi kënne méi attraktiv gestalten. Ob dat elo mat méi zivillem Personal ass, dat sief dohinnergestallt.

Ech hu mer déi eenzel Avisen, virun allem dee vum SPAL, och ugekuckt, wou de SPAL natierlech och zu Recht kritiséiert huet, dass e net gefrot gi war, obwuel dat awer rechtlech eigentlech hätt misse sinn, an duerno den Avis immens laang gedauert huet, bis en dann de Wee an d'Chamber fonnt huet. E werft och Froen op, déi berechtegt sinn. An ech rechnen der Madamm Empain dat och héich un, dass se am Detail nach eng Kéier op den Avis agaangen ass. Et huet eis awer trotzdeem elo net derzou beweegt fir ze soen: Mir stëmmen d'Gesetz net mat.

Mir wäerten d'Gesetz haut matstëmmen. Et ass net déi bescht Léisung. Et bleift fir eis nach ëmmer, dass een d'militäresch Karriäre muss ausbauen an dass déi musse méi attraktiv ginn, och fir d'Karriären duerno. An dat heiten ass elo eng Léisung, déi een aus der Situatioun eraus muss fannen. Et muss ee sech do och bewosst sinn, dass eis Arméi zesumme mam CGDIS, mat der Police, mat der Douane quasi eng Konkurrenzsituatioun huet, dass mer e bëssen an deene selwechte Filièren, dem selwechte Personal fëschen an dat et net onbedéngt méi einfach mécht, fir Leit ze fannen.

Eng Kritick awer och nach op aner Projeten herno, déi mer dës Woch a viru 14 Deeg presentéiert kruten – ech hat et och an der Kommissioun du scho gefrot –, dat ass zum Beispill den neien SES-Satellitt oder de Cloudcomputing, wou ech mech elo net iwwert de Projet selwer äusseren, mee wëll soen, dass do a sech och just eng Aart Outsourcing ass. Dat heescht, dat si Projeten, déi eist Militär zwar kritt, mee wou awer keen Zaldot agestallt gëtt, kee fir eis Arméi herno wäert agestallt ginn. Dat heescht, mir huelen do zwar – aus dem Kapp eraus – eng Kéier 200 an eng Kéier 250 Milliounen an de Grapp, mee mir schafe keng Attraktivitéit, fir dass Leit bei d'Arméi ginn, well déi schaffen net do.

Dat heescht, et si Projeten, wou mer op enger Säit d'SES hunn an eng Privatfirma herno sech wäert drëm këmmeren. Dat ass eeben eng Fro, déi ee sech och eng Kéier politesch muss stellen, ob ee mat esou Projeten awer net d'Attraktivitéit vun eiser Arméi schwächt. Op där enger Säit: Mir hunn net genuch Leit, déi bei d'Arméi ginn. Op där anerer Säit: Wann d'Regierung seet, mir huele Privatfirmen, mir huelen Externer, déi fir eis Arméi schaffen, mécht dat se net esou attraktiv wéi et eigentlech misst sinn. An dat ass och warscheinlech dat, wat sech vill Jonker froen.

Dann nach e bësse méi aktuell: Mir haten déi Diskussioun jo ronderëm en Dokter an der Arméi, wou dee selwechte Problem erëm war. Dat war och erëm Outsourcing, en Externen, deen dohinnerkomm ass. An do muss een awer ... Ech ginn elo net op den Dossier selwer an, mee ech ginn awer op dat an, wat mer an der Kommissioun duerno diskutéiert hunn, wéi et iwwerhaapt gestallt ass am Generellen ëm d'Medezinn, ëm d'Dokteren an der Arméi, ob mer do net missten emol e bëssen eng Reform maachen, well et si jo net genuch Dokteren, wéi mer gewuer gi sinn, déi an der Arméi täteg sinn. D'Arméi kënnt och do net no. Infirmiere sinn der do, Doktere sinn der net genuch do. A wéi mer dann domadder an Zukunft sollen ëmgoen, well fir eis Piraten ass et net esou, dass mer mussen op Externer oder sollten op Externer zréckgräifen.

Mir hu gesinn, dass dat schifgaangen ass. An do ginn ech dem Minister emol net d'Schold, well dat ass jo och bei de Kontrolldokteren op enger anerer Plaz mat där selwechter Persoun geschitt. Mee et muss ee sech awer eng Kéier iwwerleeën, wa mer eng Arméi hunn, déi gewëssen Aufgabe soll erfëllen, firwat mer do esou oft, sief et elo bei de Projeten, déi presentéiert ginn an déi deemnächst an d'Chamber wäerte kommen, sief et bei – wat fir mech eigentlech intern misst sinn – der Infirmerie, den Dokteren, op extern Leit zréckgräifen.

Ech hoffen, dëst Gesetz verbessert eppes un der Situatioun, well eis Arméi huet et eeben duerch d'Rekrutementsproblemer net einfach, mee mir brauchen aktuell eis Arméi. Mir gesinn an engem Konflikt, wéi wichteg et ass, dass e Land sech och weiderhi verteidege kann.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President, och fir d'Diskussioun a fir déi breet Zoustëmmung. Erlaabt mer vläicht, am Ufank zwou Saachen zum Här Kartheiser ze soen. Well ech mengen, datt den Här Kartheiser hei eppes, wat e gesot huet, sou liichtfankeg iwwerspillt huet, wat awer net esou liichtfankeg ze iwwerspillen ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Éischtens, Här Kartheiser, wëll ech Iech soen: Dir hutt gesot, Dir hätt esou e gudde Kontakt nach an d'Arméi eran an Dir géift wëssen ... Dir kommt effektiv aus der Arméi, hutt sécherlech och Kenntnisser, wéi eng Arméi fonctionéiert. Dat wëll ech net bestreiden, mee ech géif Iech awer uroden, vläicht emol eng Kéier méi an

d'Arméi haut eranzelauschteren, fir genau ze wëssen, wat um Terrain wierklech geschitt, well ech mengen, datt Der verschidde Saachen, well Der ze laang fort sidd, net méi esou richteg matkritt.

Op alle Fall: Wat mech schockéiert huet, dat war dee Verglach mam Grupp Wagner.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dir hutt dat esou séier vum Terrain hei gewëscht. An ech wëll awer eng Kéier dorobber zréckkommen, fir datt et de Leit och dobaussen däitlech gëtt, wat dat ass, de Grupp Wagner.

Dat ass net einfach e Mercenairesgrupp, wat scho schlëmm genuch wär, wann et en einfache Mercenairesgrupp wär, a wann ee géif vergläichen oder hei engem ënnerstellen, e wéilt aus der Arméi eng Mercenairestrupp maachen. Mee de Grupp Wagner, dat ass eng kriminell Mäerderband, déi bewisenermoossen Neonazi- a faschistesch Hannergrënn huet – bewisenermoossen! –, an déi an enger Aart a Weis virgeet, mat enger krimineller Energie virgeet, bei där ee wierklech gehofft huet, ech op alle Fall gehofft hunn, datt am 21. Joerhonnert esou eppes net méi méiglech wär.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | An duerfir: Heibannen, heibannen nëmmen iergendwou eppes domadder ze vergläichen, mat deenen ze vergläichen, dat, fannen ech, ass einfach en No-Go. Dat dierf net sinn!

M. Gilles Baum (DP) | Très bien, Här Minister, très bien!

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | An ech géif Iech wierklech bieden, opzestoen an ze soen, et géif Iech leeddoen, wat Der hei gesot hutt, well dat ass dat Eenzegt, wat elo ubruecht wär, fir Iech ze entschëllegen, datt dat Iech vläicht erausgerutscht ass.

An da géif ech Iech och uroden: Liest eng Kéier d'Geschicht no vun deem Grupp Wagner, wou deen hierkënnt. Do gëtt et ganz gutt Reportagen. Do gëtt et ënner anerem ee bei der BBC, dee kënnt Der roueg kucke goen, well do ass ze gesinn, wéi de Grupp Wagner a Libyen, a Syrien eng Bluttspuer hannerlooss huet, déi verréckt war. Do sinn Tablette fonnt ginn, haaptsächlech ass een Tablet fonnt ginn, dee vun der BBC ausgewäert ginn ass, an do hu se ganz genau erëmfonnt, wat d'Ideologie ass, déi hannert deem Grupp do stécht.

Ech géif Iech bieden, wannechgelift, huelt dat zréck a sot dat och ëffentlech! Dat wär dat Mannst, wat ech géif vun Iech verlaangen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dann zu deem, wat mer hei virleien hunn, wat eigentlech jo a sech e banale Projet ass. An et ass vu ville gesot ginn, et ass richteg: Am Fong ass dee Projet hei verstëbst. Et ass och e Projet, dee mer musse maachen, well mer leider an enger Transitiounsphas sinn, well mer dat neit Gesetz nach net hunn, dat neit Kadergesetz. Datt dat neit Kadergesetz nach net do ass, kënnt Der net dësem Minister virwerfen, well dëse Minister huet dat Kadergesetz hei … Am Juli sinn et genau zwee Joer hier, datt ech et deposéiert hunn. An ech hu leider nach ëmmer keen Avis vum Staatsrot.

An der Kommissioun wäerte mer et dann och nach eng Kéier am Detail virstellen. An dat neit Kadergesetz, dat soll precisement d'Arméi à même setzen, fir vill méi attraktiv ze gi wéi se haut ass, well mer éischtens nei Karriäre schafen, eng B1-Karriär, eng A2-Karriär. Mee net nëmmen dowéinst.

Insgesamt soll effektiv dat Gesetz ganz nei Viraussetzunge schafen a mir wäerten och, wann dat Gesetz dann elo endlech gestëmmt ass – an ech hoffen, datt et geschwë gestëmmt gëtt –, eng ganz breet Campagne maachen, eng modern Campagne, an där mer d'Arméi virstelle wëllen an an där mer och weise wëllen, wat déi lescht Jore geschitt ass. An dat ass vill, wat déi lescht Jore geschitt ass. Et ass quasi alles moderniséiert ginn an där Arméi, wat ze moderniséiere war, vun de Gebaier iwwert d'Gefierer, iwwer hir Gesetzer.

Dat heescht, Dir hutt, wann et fäerdeg ass, um Enn vun dëser Legislaturperiod – wann et esou opgeet, wéi ech mer et erhoffen, datt dat Gesetz nach gestëmmt gëtt – eng modern nei Arméi do stoen, déi ganz aner Outilen huet, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. An dat ass och gutt esou, well dat brauche mer effektiv aus villfältege Grënn, aus Grënn fir eis national Sécherheet, aus Grënn wéinst eisen internationalen Engagementer.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt, wa mer dat neit Kadergesetz hunn, mat där Campagne, déi mer wëlle maachen, mer da genuch Leit wäerte fannen, déi bei d'Arméi wëlle kommen, well mir wëllen dat an der Duerstellung och aneschters maachen. Mir wëlle weisen, wat fir eng Profiller datt et haut an der Arméi gëtt, datt d'Arméi net nëmme méi eppes ass, wéi ee sech dat vläicht virgestallt huet virun 20, 30 Joer, mee datt een och mat héijen Ausbildungen dohi ka kommen, datt dat eng héich Plus-value ka sinn, wann een do schafft, datt et villfälteg ass, datt ee ka wiesselen, och d'Kategorië vun deem, wat ee mécht, ka wiesselen, datt et wierklech extreem ofwiesslungsräich ass.

An da wëll ech Iech och soen, datt déi Leit op alle Fall, déi sech haut bei d'Arméi mellen … Wann ech hei héieren, datt gesot gëtt …, do gëtt vu Bürosplaze geschwat. Wat richteg ass: Natierlech musse Méiglechkeete bestoen, datt, wann zemools Militaires de carrière ab engem gewëssene Moment net méi kënnen en normale Militärberuff ausüben, se da kënnen iergendwou op e Poste kommen, deen hirem Alter an och vläicht hirem Gesondheetszoustand entsprécht. Dat ass richteg. Mee ech soen Iech awer: Déi, déi sech melle bei d'Arméi, déi wëlle sech eebe grad mellen, fir am Asaz ze sinn, fir um Terrain ze sinn. Déi wëllen net um Büro sëtzen. Alleguer déi, déi do uewe sinn de Moment um Härebierg, do kann ech Iech soen, déi wëllen net an de Krich goen, mee awer an den Asaz kommen, déi wëllen eppes vun deem, wat se geléiert hunn, och um Terrain kënnen uwennen. An dat ass dat, wat ee muss wëssen.

A wann ech dann doriwwer schwätzen, wann ech soen: Mir wëllen d'Arméi moderniséieren, méi villfälteg maachen, nei Beräicher opbauen, wat mer amgaang sinn, ze maachen – de Cyberspace, den Espace an esou weider an esou fort –, jo, da brauche mer jo och Spezialiste fir déi Beräicher. A wann ech dann héieren, datt gesot gëtt: „Jo, elo gräife mer dann awer, fir dat iwwerhaapt emol ze lancéieren, op Leit vu baussen zréck", ma da soen ech Iech: Et ass jo schonn iwwerhaapt am Privatsecteur selwer schwéier, déi Spezialisten ze fannen, geschweig dann nach einfach esou bei der Arméi, mat deene Karriären, déi mer haut do hunn, mat deem, wat mer do bezuelen am Verhältnis zum Privatsecteur bei esou Spezialisatiounen.

Also dat ass alles vill méi komplizéiert. Mee do gëtt dru geschafft, well d'Zil ass ganz sécher, fir eng modern Arméi ze kréien, déi attraktiv ass, wou d'Berufsbiller ganz villfälteg sinn, wou ee ka souguer nach eppes bäiléieren, wou een opgewäert ass a wou ganz kloer an de Vierdergrond gestallt gëtt, datt déi Leit, déi do an där Arméi sinn, immens wichteg sinn an en immens wichtegen Déngscht leeschten un dësem Land. Dat soll d'Zilsetzung sinn an doru schaffe mer elo schonn eng Rei Joren. An ech sinn och gudder Déng, datt mer dat nach bis un d'Enn vun der Legislaturperiod hikréien.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Da wëll ech Iech awer soen, Här Kartheiser, och wa mer an der Kommissioun nach eng Kéier driwwer diskutéiere wëllen: Ech fannen et net korrekt, datt einfach falsch Saachen duergestallt ginn, wann duergestallt gëtt, wéi wann een an der Arméi ënnert dem Mindestloun géif bezuelt ginn. Ech soe just, wéi d'Zuele reell sinn:

De Mindestloun läit de Moment bei 2.387,40 Euro. Dat ass deen neien op den 1. Januar dëst Joer. Den normalen Zaldot, wann en ufänkt, huet e Solde mensuel vun 1.887 Euro. Da musst Der awer wëssen, Här Kartheiser, datt dee keng Krankekeess bezilt, keng Pensiounskeess bezilt. Dat heescht, am Fong alles dat, wat Dir oder jiddweree vun eis normalerweis vu sengem Salaire ofgehale kritt, kritt deen net ofgehalen. An dat ass am Fong en Avantage en nature. Dee musst Der beim Salaire awer decemment bäirechnen.

Wann Der deen derbäirechent, da sidd Der schonn iwwert dem Salaire social minimum, esou gutt beim ënneschten Zaldot, also wann en ufänkt, wéi och beim Premier soldat-chef. Also do geet et natierlech graduell erop, do leie mer natierlech a ganz anere Beräicher. Just fir Iech ze soen, wann Der de Solde brut ajusté kuckt, da leit Der beim normalen Zaldot bei 2.402 Euro a beim Premier soldat-chef leit Der bei 2.979 Euro.

An da muss ee wëssen: Da kommen do jo awer nach e puer Saachen derbäi! Da kënnt derbäi, datt se logé et nourri sinn. Ech wëll dat emol net hei arechnen, mee dat ass jo awer och eppes wäert! Da kënnt derbäi, datt se eng ganz Rei Primme kréien, d'Prime de démobilisation zum Beispill. Da kënnt derbäi, datt se, wa se an den Asaz ginn, zum Beispill an eng UDO-Missioun oder OMP-Missioun (ndlr: UDO – Unité de disponibilité opérationnelle au sein de l'armée luxembourgeoise; OMP – Opération de maintien de la paix des Nations Unies), nach eng Kéier Primmen dropgerechent kréien.

Wann Der an enger OMP-Missioun sidd, Här Kartheiser, da kritt deejéinegen nach eng Kéier 3.192 Euro bei säin normale Salaire derbäi, eleng well en an der Missioun ass. Dann huet deen e Salaire vun 3.192 plus …, kommt, mir huelen emol dee ganz ënneschten … Nee, dee ganz ënneschte kann ech net huelen, well deen ass jo nach an der Ausbildung. Bon, kommt, mir huelen de Soldat première classe: Dat sinn 2.500 Euro. Dann huet dee 5.600, 5.700 Euro. Dat ass dach awer méi wéi de Mindestloun! Do sidd Der awer mat mer d'accord? Oder net?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An Operatioun.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat ass an Operatioun. Mee och am Normale läit e bei 2.500, an de Mindestloun, deen ugepasste vum Januar, ass bei 2.300. Also kommt, mir halen awer op, Saachen ze zielen, déi net sinn! A virun allem, wat bewierke mer domadder? Mee wa mer esou diskutéieren, da musse mer eis jo net wonneren, wa kee sech mellt! Wa mir selwer de Message no baussen ginn a permanent déi Arméi schlechtmaachen, se schlechtrieden a se méi schlecht maachen, wéi se wierklech ass, da brauche mer eis net ze wonneren. Dat misst dach d'Aufgab vun eis alleguer sinn, bei aller Kritick, déi ee ka

maachen un deem, wat d'Regierung mécht, datt mer wéinstens d'Saachen uerdentlech duerstellen, wéi se sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

Une voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! Ech sinn invitéiert gi vum Här Minister, fir no him ze schwätzen. Da maachen ech dat selbstverständlech gär.

Ech fänke vläicht u bei deem leschte Punkt iwwert d'Paie vun den Zaldoten. Jo, natierlech kann een dat esou rechnen: Wa se an Operatioun sinn, hu se 3.100 oder – wat weess ech? – nach méi. Mee si sinn an Operatioun an huelen e Risiko op sech, Här Minister, deen Dir an ech net all Dag lafen!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Hunn ech dat a Fro gestallt, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An et ass nëmmen normal, Här Minister, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Äntwert!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... datt, wann een an esou engen Ëmstänn muss liewen, een dann dofir eng Kompensatioun kritt.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här Kartheiser, äntwert mir op d'Fro!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass elo u mir, Här Minister. Ech hunn Iech nogelauschtert.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech hu jo gesot: Ech hunn déi emol net bäigerechent. Mee den normale Salaire läit bei 2.401 a se sinn iwwert dem Mindestloun!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, si si logé et nourri, mee si hunn och eng Flicht, fir kasernéiert ze sinn. Och dat muss ee soen. Majo, si si kasernéiert. Si kënnen net wunnen ...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, mee gutt. Ech mengen, et ass ëmmer ... Et muss een ëmmer all Aspekter ...

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Déi komme jo nach derbäi bei déi 2.400.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et muss een ëmmer all Aspekter vun der Diskussioun huelen, well wann een op enger bestëmmter Plaz muss sinn an et muss een um 10.00 Auer zum Beispill dobanne sinn oder et ass een an enger Astreinte an esou weider – dat net all Dag –, mee da kënnen dat Konditioune sinn, wou eeben eng gewësse finanziell Contrepartie muss och do sinn.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Den Zaldot, den Zaldot ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei, d'Wuert geet direkt zréck un den Här Minister, fir dat richtegzestellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee ...!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | ... sot mir elo mol, äntwert mir op d'Fro! All déi Primmen, alles wat Der elo opgezielt hutt, hunn ech net agerechent.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Wann ech Iech soen, datt den normale Salaire 2.401 ass an de Salaire social minimum 2.387 ass, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | ... ass 2.400 méi wéi 2.300, jo oder nee?!

Une voix | Jo, Här Minister!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech gesinn, Dir hutt e Fanklub.

Den Zaldot, firwat huet en d'Gratuité, firwat huet den Zaldot d'Gratuité médicale?

(Interruption)

Mee well e fir de Staat seng Gesondheet op d'Spill setzt. Och dat huet seng Ursaach. An dat huet en normale Mënsch an enger anerer Verwaltung eeben net, déi Risiken, déi e leeft. Dofir loosst eis dat och kucken. An de Loun ass eng Saach, an déi aner Avantagen, déi situatiouns- oder beruffsgebonne sinn, soll een anescht diskutéieren.

Elo zu där Saach mat Wagner. Ech wëll nach eng Kéier soen ...

(Interruption)

Jo, jo, mee lauschtert no! Ech wëll nach eng Kéier soen: Dat war eng Reaktioun, well do eeben déi Iddi koum, fir do dat méi opzemaache fir Auslänner. Ech gi gär zou, ech gi rosen. Ech hu mech beim Här Graas entschëllegt, ech wëll dat nach eng Kéier soen. Ech wëll Iech awer nach eng Kéier soen ...

Une voix | Nee, net nach eng Kéier!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee, ech wëll nach eng Kéier ..., nee, déi Diskussioun soll seriö geféiert ginn. Mir sinn am Parlament an ech wëll elo net hei op den Niveau vu Maartgespréicher oder Gott weess wat kommen.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Nee, kommt, mir kucken dat seriö! Mir kucken dat seriö. Ech si komplett mam Minister d'accord fir ze soen ... Also elo speziell, ech hunn dat jo als Beispill geholl vun enger Privatiséierung, dat war eeben an der Emotioun an esou weider. Ech hu mech dofir entschëllegt, ech soen dat nach eng Kéier, dat war net ...

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee lauschtert, nee, lauschtert no, mat der Wagner-Grupp! Den Här Minister huet komplett Recht, wann e seet, et ass eng Bluttspuer an Afrika an esou weider an esou viru vu Mercenariat. Do si ganz seriö Saachen. An ech mengen, do si mer eis eens.

(Brouhaha)

Nee, ech wëll just soen ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ma da lauschtert dach no! Wou si mer dann hei?

M. Fernand Etgen, Président | Also, Här Kartheiser, ech hat gëschter Moien hei gesot gehat, wann een eppes seet, da sollt een iwwerleeën, ier een eppes seet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, mee ech ...

M. Fernand Etgen, Président | Hätt Dir dat gemaach, dann hätte mer déi do Diskussioun de Moment net.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, et ass gutt, datt mer se hunn, well ech wëll eebe just ...

Plusieurs voix | Nee!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wëll Iech emol soen, Här Minister, datt ee muss en Ënnerscheed maachen, rechtlech, am Droit international, wou déi Leit agesat ginn. Et ass nämlech wouer, an Afrika: Mercenariat. Mee ech wëll Iech opmierksam maachen – well Dir sidd Verdeedegungsminister, dofir wëll ech Iech dat soen an den Diskussiounen – op d'Genfer Konventiounen: Kuckt den Artikel 47 an da kuckt Der d'Definitioun vu „mercenaire". Et ass nämlech ganz interessant, do sinn eng Rei Konditiounen opgezielt, déi ee muss all gläichzäiteg erfëllen, fir als Mercenaire consideréiert ze ginn. Dir sot, ech wier laang eraus aus dem Beruff. Ech mengen ech erënnere mech awer nach richteg.

De Punkt ass deen, dass de muss eng Nationalitéit hunn, déi net déi ass vun där Arméi, fir déi s de kämpfs oder vun deem Territoire, wou s de kämpfs. De Problem bei der Wagner-Grupp an deem Sënn ass, souwäit ech weess, mee Dir wësst dat vläicht besser, datt dat russesch Ressortissantë sinn, déi an enger privater Unitéit, awer fir d'russesch Arméi kämpfen. Dee Krittär vun der Nationalitéit ass an deem Sënn, wa se am Kader vun der russescher Arméi kämpfen, warscheinlech net erfëllt.

Et ass anescht, wa se am Ausland sinn. Dat heescht, et ass e Grupp, et ass eppes ganz ..., u sech eppes, wat ee schrecklech muss intrigéieren, datt do eng Privatiséierung vun der militärescher Gewalt stattfënnt. Mee ech mengen, reng rechtlech muss ee wuel warscheinlech ënnerscheeden. Mee dat ass eng Saach fir den Droit international public, fir dat ze kucken, wéi an a wéi enge Konditioune se kënnen als Mercenaire bezeechent ginn an a wéi engen net.

An där ganzer schrecklecher Situatioun an der Ukrain gëtt et awer ganz vill Mercenairen. Et gëtt der – ech weess et net –, op der russescher Säit gëtt et, wéi gesot, de Fall Wagner, dee privat ass, mee se hunn am Prinzipp déi russesch Nationalitéit, wat d'Situatioun rechtlech awer ännert. Op der ukrainescher Säit si ganz vill Leit, déi eeben an d'ukrainesch Arméi ginn, déi d'Nationalitéit net hunn, mee de Statutt an der ukrainescher Arméi kréien. Och dat muss een da rechtlech analyséieren.

Ech wollt Iech dat just soen, well wann een esou Diskussioune féiert, Här Minister, och am Kader vu Konferenzen, wou Dir sidd, well Dir do Lëtzebuerg vertriet, mengen ech, ass et ganz wichteg, datt ee sech um Buedem vun de Genfer Konventioune befënnt, wann een d'Argumentatioun féiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här President, ech wëll dem Här Kartheiser soen: D'Beispill, dat ech zitéiert hunn, war net d'Ukrain, mee ech hu Libyen a Syrien zitéiert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech sinn d'accord.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat war net den Territoire vun der Ukrain.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech si jo domat d'accord. Ech hu jo gesot: An Afrika, do ass dee Fall anescht, mee an der Ukrain, do ass et erëm eng aner Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Mir kënnen elo zum Vott kommen iwwert de Projet de loi 8057. Den Text steet am Document parlementaire 8057[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8057 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8057 ass mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8057 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8055 – Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;

c) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 909/2014 et la directive 2014/65/UE

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 8055 iwwert d'Ëmsetzung vun engem EU-Reglement am Finanzsecteur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, an de leschte Jore gouf et eng Hellewull un technologeschen Neierungen an digitalen Entwécklungen, besonnesch eeben och am Finanzberäich. Och Finanzinstrumenter baséiere sech also zouhuelend op nei Technologien.

Eng dovunner, déi ëmmer nees an den Neiegkeeten ass, also eis all och dierft dann e Begréff sinn, ass d'Technologie vun de „verdeelte Regëster", op Franséisch „la technologie des registres distribués", op Englesch „distributed ledger technology", dowéinst déi generell Ofkierzung DLT.

Dës erlaabt et, kuerz gesot, fir Informatiounen iwwer betreffend Transaktiounen opgedeelt a synchroniséiert op verschiddene Plazen ze späicheren. Et gëtt also, an dat ass hei de sprangende Punkt, keng zentral Datebank. D'Informatioune ginn dezentraliséiert gespäichert. D'Informatioune si méi oder manner ëffentlech zougänglech. Kryptoaktiva sinn eng vun den Haaptuwendunge vun der DLT-Technologie am Finanzberäich. Esou ass d'Blockchain, op där de Bitcoin baséiert, zum Beispill eng Zort vun DLT-Technologie. Dës Definitioun ginn ech just als Erklärung. De Gesetzesprojet ass gréisstendeels technologieneutral verfaasst, fir eeben der Innovatioun net am Wee ze stoen.

Mam Gesetzesprojet, deen ech Iech also hei elo virstellen, gëtt op der enger Säit en europäescht Reglement vum 30. Mee 2022 iwwert DLT-Technologien zu Lëtzebuerg ëmgesat. Dat Reglement ass d'Resultat vun den Ustrengungen, déi um Niveau, um Plang vun der Europäescher Unioun ënnerholl ginn, fir technologesch Neierungen ze begleeden an ze förderen, andeems en zolitte Kader geschaaft gëtt.

Konkreet gëtt duerch dat Reglement e Pilotregimm agefouert, deen et de jeeweilegen nationalen Autoritéiten erlaabt, fir zäitweileg DLT-Marchésinfrastrukture vu gewëssene Verflichtunge par rapport zu den traditionelle Marchésinfrastrukturen ze befreien. Et geet also hei drëms, Operatioune mat Finanzinstrumenter ze erlaben, déi op der DLT-Technologie fundéieren, baséieren, also eng Zort vu Kryptoaktiva sinn, ouni awer d'Ufuerderungen a Garantië vun der traditioneller Marchésinfrastruktur ze ënnerhielegen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Fir dat ze maachen, gouf d'Definitioun an enger fréierer Direktiv zu de Finanzinstrumentmarchéë vum 15. Mee 2014 ugepasst. Dowéinst mussen och zwee Lëtzebuerger Gesetzer ugepasst ginn. D'Lëscht vu Finanzinstrumenter gëtt also hei erweidert, fir d'Finanzproduiten, déi, wéi gesot, op der DLT-Technologie berouen, matanzeschléissen. Esou gëtt de Prinzipp vun der technologescher Neutralitéit respektéiert an d'juristesch Sécherheet gëtt gestäerkt.

Doriwwer eraus gesäit dëse Gesetzesprojet och eng Ännerung vum Gesetz vum 5. August 2005 zu de Finanzgarantiekontrakter vir. D'Méiglechkeet, fir an deem Beräich op d'DLT-Technologie zréckzegräifen, gëtt heimadder ausdrécklech am Lëtzebuerger Recht unerkannt. Hei si mer also kohärent zu der Logik vun de sougenannte Blockchain-I- a Blockchain-II-Gesetzer. Esouvill also zu de grousse Linne vun dësem Gesetzesprojet. Fir d'Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

D'Finanz- a Budgetskommissioun krut zwee Avisen eran, ee vum Staatsrot an ee vun der Handelskummer.

A sengem Avis schwätzt de Staatsrot vun enger virsiichteger Approche, déi d'Auteure vum Text am Artikel 2 vum Projet geholl hunn, wat déi punktuell Prezisioun am Gesetz zu de Finanzgarantiekontrakter betrëfft. Hei ginn nach Entwécklungen um europäesche Plang ofgewaart. Doriwwer eraus gëtt de Staatsrot awer ze bedenken, dass dee ganzen DLT-Beräich méi reglementéiert sollt ginn an net eenzel Aspekter dovunner. De Staatsrot huet soss weider keng Remarke gemaach.

D'Chambre de Commerce begréisst hirersäits de Gesetzesprojet an hirem Avis. D'Digitaliséierung an déi nei Technologië si fir si aus hirer Siicht eng Opportunitéit, eng Chance fir Lëtzebuerg. Eng appropriéiert, eng passend Legislatioun an deem Beräich dréit zu der Kompetitivitéit vun eisem Land an domadder och vun eiser Finanzplaz bäi. D'Chambre de Commerce huet just eng konkreet Remark gemaach, an zwar, dass den Uwendungsberäich vum europäeschen DLT-Pilotregimm, wéi en duerch d'Artikelen 1 an 3 vum Gesetzesprojet festgeluecht gëtt, sollt erweidert ginn. Et sollt ee sech hei net op Finanzinstrumenter begrenzen, déi iwwert d'DLT-Technologie erausginn, dat heescht, déi direkt op der Bockchain emettéiert ginn, mee och déi viséieren, déi dank dëser Technologie just representéiert ginn.

Als Rapporteur ginn ech awer ze bedenken, datt dëse Gesetzesprojet sech un den europäeschen Text muss halen. Fir Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Ech soen dann och op dëser Plaz der Madamm Finanzministesch an hire kompetente Beamten, virun allem deem Beamten, deen hei zoustänneg war fir dëse Projet, en häerzleche Merci fir all déi Erklärungen, gradewéi dem Pitt Sietzen aus eiser Fraktioun. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet.

Da géif ech och säitens menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, den Accord zu dësem Text, zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Rapporter.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Merci eisem exzellente Président-rapporteur, dee mat senger gewinnter grousser Kompetenz eis déi wichtegst Elementer aus deem Projet de loi do virgedroen huet. En huet haaptsächlech och ënnerstrach, datt et hei ëm déi Kryptoassets geet. Mir hunn e puermol och schonn an der zoustänneger Kommissioun doriwwer geschwat. Dat ass eng Tendenz, déi sech och ëmmer méi an der Finanzwelt a bei de Banken duerchsetzt. Duerfir ass et wichteg, datt natierlech fir d'éischt um Niveau vun der Europäescher Unioun hei legiferéiert gëtt an datt mir och hei als Lëtzebuerg natierlech déi europäesch Reegelen esou schnell wéi méiglech bei eis ëmsetzen.

Dat geschitt mat dësem Gesetz. Dat ass also eng gutt Saach. An duerfir wäerte mir och eisen Accord dozou bréngen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann, jo, hat ech hei nach den Här Bauler stoen. Dat huet sech eriwwregt, mengen ech.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, merci, datt Der u mech denkt. Mee ech denken, ech hätt mech genuch erkläert.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech mengen och. Dir hat schonn den Accord vun der Fraktioun bruecht. Dann den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporter Merci soe fir säin exzellente

mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Mir schléissen eis de Mercien un a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Da ginn ech dovun aus, dass et den Här Kartheiser ass?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Och vun eiser Säit aus just de Merci un den Här Bauler. Ech mengen, hien huet wierklech alles gesot, a mir wäerten dat matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci. An als leschten den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Och merci un de Rapporter André Bauler, deen dat heite wéi gewinnt ganz edukativ gemaach huet, soudatt, mengen ech, elo jiddweree weess, wéi en Distributed Ledger an alle méiglechen Amtssprooche vu Lëtzebuerg heescht.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Virun allem op Lëtzebuergesch.

M. Sven Clement (Piraten) | Virun allem och op Lëtzebuergesch, als „Verdeelt-Regëster-Technologie", wann ech Iech gutt nogelauschtert hunn. Ech hu virdru mat der Finanzministesch kuerz driwwer geschwat. Et gëtt op Facebook am Moment esou e Video, wou et drëm geet: „Erklär DLT verschiddenen Alterstranchen."

(Hilarité)

Eemol fir kleng Kanner, eemol fir méi eeler Kanner, eemol fir Jugendlecher, eemol fir Erwuessener an eemol fir Pensionnairen. An allkéiers, wann dann ee gefrot gëtt ...

Une voix | Pensionnéen.

M. Sven Clement (Piraten) | Pensionnéen. Jiddwereen, dee gefrot gëtt, fir dat dann deene Leit, déi net méi am aktive Beruffsliewe stinn, ze erklären, jiddweree seet do riicht duerch: „Impossible! Onméiglech!" Dat ass net ze erklären. An ech mengen, dat ass e bëssen dat: Fir vill Leit ass DLT e bëssen esou Zauberei. Et weess keen esou wierklech, wat et ass. Dobäi ass et eng ganz banal Technologie, déi derfir suergt, datt mer eeben Datebanken net méi op engem Computer, mee op verschiddene Computeren hunn an dat redundant ass, soudatt, wann een ausfält, déi aner kënne weider iwwerhuelen, eppes, wat grad an Zäite vu Cyberattacke ganz sënnvoll ka sinn.

Dat heiten ass, wéi den Här Bauler dat richteg sot, eng Transpositioun an eng Upassung un europäescht Recht. An deementspriechend gi mir Piraten eisen Accord an ech hoffen, e bëssen zur Opklärung vun deem ganze Problem bäigedroen ze hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Domat ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An d'Wuert huet d'Madamm Finanzministesch Yuriko „Bakes".

(Hilarité)

Yuriko, sorry!

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv ass op Facebook „How to explain DLT to your grandma", dat kann een effektiv kucken. An d'Äntwert ass: „Impossible!"

Vu mir aus wëll ech dann och dem Här Bauler e grousse Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Hien huet eeben erkläert, an dofir kann ech mech och ganz kuerz halen, datt et hei éischtens ëm d'Ëmsetze vun engem EU-Reglement geet, e „pilote project", deen der Marchésinfrastruktur den Handel mat Finanzinstrumenter, déi op der DLT, der Distributed Ledger Technology, baséieren, an d'Ofwécklung vun Transaktioune mat DLT-Finanzinstrumenter da méi einfach erméiglecht, éischtens. An zweetens, mir preziséieren dann am Gesetz vum 5. August 2005 zu de Finanzgarantiekontrakter eeben, dass d'DLT-Technologien och an deem Kader explizitt ënner lëtzebuergeschem Gesetz benotzt dierfe ginn.

Dat stäerkt also déi juristesch Sécherheet. Ech mengen, fir eng sophistiquéiert Finanzplaz ass et wichteg, den Trend zu enger méi genereller Uwendung vun innovativen Technologien net nëmmen ze begleeden, mee dat och proaktiv matzeféieren.

Dofir soen ech Iech alleguerten heibannen e ganz grousse Merci fir déi, mengen ech, eestëmmeg Zoustëmmung zu dësem Projet. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8055. Den Text steet am Document parlementaire 8055[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8055 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8055 ass mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Question élargie n° 184 de Mme Martine Hansen au sujet du robot conversationnel ChatGPT

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 184 vun der Madamm Martine Hansen iwwert den ChatGPT. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Déi kënschtlech Intelligenz, speziell ChatGPT, deen zanter November gratis zougängeg ass, huet a leschter Zäit fir vill Diskussioune gesuergt. ChatGPT ass eeben e sougenannten „chatbot". Hie ka Gespréicher féieren, Froe beäntweren, andeems en op digital Datebanken zréckgräift. E kann Inhalter reproduzéieren, zesummefaassen, analyséieren, programméieren an esou weider.

D'Fro, déi sech fir eis stellt, ass: Wéi setzen ech kënschtlech Intelligenz sënnvoll am Unterrecht an? Ech hat déi Fro och un déi kënschtlech Intelligenz gestallt. Ech hat dräi Säiten Äntwerte kritt. Wéi gesot, wéi kann ee se asetzen?

An engem „Spiegel"-Artikel „Renaissance des Mündlichen" vum 4. Februar 2023 gëtt den ChatGPT mat engem E-Bike fir d'Gehier verglach. A si soen, et ass genausou wéi beim E-Bike, et kënnt een zwar séier a vläicht och méi wäit, mee et muss een awer fir d'éischt emol eng Kéier d'Vëlofuere léieren. A genausou ass et mat der kënschtlecher Intelligenz. Virkenntnisser souwuel beim Schüler, beim Student wéi och beim Enseignant sinn erfuerdert.

Wat fir eis als CSV kloer ass, dat ass éischtens: Mir sollen a kënne kënschtlech Intelligenz an der Schoul net einfach verbidden. D'Technik ass do a si wäert och net verschwannen. Dat ass bal esou wéi den Täscherechner, ech mengen, deen ass 1967 ageféiert ginn, Google oder allgemeng d'Internet-Sichmaschinne waren och an de 60er-Joren (veuillez lire: waren an den 90er-Joren). Well soss ass d'Schoul definitiv net méi glafwierdeg.

Den Här Jonas Meir, Lecteur op der Sorbonne, hält och Follgendes fest: „Il ne faut pas prendre ChatGPT comme une menace, mais comme une opportunité." Op där anerer Säit muss awer jiddwerengem kloer sinn, datt et sech hei ëm een Automatiséierungstool handelt an net ëm eng richteg Intelligenz.

Am „Handelsblatt" vum 8. Februar 2023 stoung: „KI kann alles berechnen, erfühlen kann sie nichts. Sie hat für alles eine Antwort und für nichts ein Gespür. Aber das macht den Unterschied." A genau duerfir, an dat ass mäin zweete Punkt, soen ech: Kreativitéit, kritescht Denken, kritesch Reflexioun, Kommunikatioun, léieren ze léieren, Teamfäegkeet, Verantwortungsbewosstsinn, dat si wichteg Kompetenzen, déi dës Toolen net kënnen. Hei ass de Mënsch am Virdeel. A genau dës Kompetenze ginn och am spéidere Liewen, am Beruff, gefuerdert a genau dës Kompetenze musse mer an der Schoul vill méi förderen, ...

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | ... well dat technologescht Wëssen, dat ännert esou séier, an duerfir muss och an der Schoul endlech ëmgeduecht ginn. Et gëtt nach vill ze vill mat der sougenannter „Triichtermethod" geléiert, wou mer probéieren, alles an de Kapp ze stiechen, anzetriichteren an dann erëm eng Kéier ofzefroen. A meeschtens ass et kuerz duerno fort.

Et huet nämlech och kee Wäert, bei der Usammlung vu Wëssen ze probéieren, mam Computer oder der kënschtlecher Intelligenz ze konkurréieren, well do zitt de Mënsch de Kierzeren. De Computer, déi kënschtlech Intelligenz, kann onendlech vill Wësse späicheren, vergësst net, gëtt net krank, brauch kee Congé a mécht am Prinzipp och kee Feeler, ausser e gëtt falsch gefiddert.

De Mënsch muss awer dofir seng Eegeschaften, seng Virdeeler notzen, a genau déi mussen an der Schoul gefërdert ginn. An dofir soen ech – deen drëtte Punkt –: Mir brauchen endlech eng Offensiv, eng aner Aart a Weis fir ze léieren, awer och eng aner Aart a Weis fir ofzepréiwen, fir ze evaluéieren, fir ze bewäerten.

Här President, nodeem ech eis Positioun kloergemaach hunn, hunn ech nach fënnef Froen un den Här Minister.

Éischtens, ginn, a wa jo, wéi ginn d'Programmer a virun allem d'Methodik an der Schoul ugepasst? Wie mécht dat? Gëtt et schonns konkreet Opträg zum Beispill un d'Programmkommissiounen?

Zweetens, wéi ginn d'Enseignanten informéiert, sensibiliséiert a forméiert? Gëtt d'Enseignantsausbildung ugepasst? Wa jo, wéini a wéi?

Drëttens, ech hunn et scho gesot, mir brauchen eng aner Aart vun Evaluatioun vun de Studenten a Schüler. E klassescht Wëssenoffroe kann net méi d'Zukunft sinn. Ass virgesinn, d'Evaluatiounsmethoden unzepassen? A gëtt virun allem der Evaluatioun vun de Proffen, wéi si d'Schüler evaluéieren, méi Poids am Stage ginn? Well et gëtt am Prinzipp net méi gekuckt, wéi d'Enseignanten evaluéieren.

Véiertens, wéi sollen d'Schüler zu engem eetheschen a kriteschen Ëmgang mat der kënschtlecher Intelligenz erzu ginn? Wéi ginn d'Schüler informéiert a sensibiliséiert?

Fënneftens, an dat ass just eng ganz kuerzfristeg Fro, well ech wierklech mengen, datt, wann d'Evaluatiounsmethode geännert ginn, da brauche mer eis dofir keng Suerge méi ze maachen, mee kuerzfristeg: Wéi kann ee Plagiater verhënneren? Et gëtt zum Beispill Programmer, déi erkennen, ob eppes vun enger kënschtlecher Intelligenz geschriwwen ass oder vun engem Mënsch. Gëtt esou eppes och an der Schoul agesat?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, kënschtlech Intelligenz ännert a bréngt Veränneren an d'Gesellschaft eran a wäert natierlech och Veränneren an d'Schoul erabréngen. An e puer vun deene Veränneren goufe vum Martine Hansen och hei elo grad ugeschnidden. An ech denken, deene Veränneren musse mer eis stellen, esou wéi hei d'Spriecherin vun der CSV-Fraktioun et gesot huet. Mir kënnen dat net verbidden. Et ass en Deel vun der Gesellschaft, et ass eng Realitéit, et verschwënnt och net méi. D'Technik wäert sech net zréckentwéckelen, si wäert eigentlech just no vir goen.

An deem Sënn, denken ech, musse mer déi Jonk sensibiliséieren, hinnen erklären, wou een dat kann notzen, wou een et gewënnbréngend kann asetzen, wat fir eng Ännerungen dat op eist alldeeglecht Liewe wäert hunn, op d'Gesellschaft wäert hunn an op d'Aarbechtswelt wäert hunn. Domadder, mengen ech, musse jo och jonk Leit sech haut ausenanersetzen.

Mee natierlech awer och op där anerer Säit, wat fir eng Risike bréngt dat dote mat sech? Wat geet vläicht verluer? A wat gëtt méi wichteg an Zukunft duerch déi doten technesch Revolutioun – sou, denken ech, kann een et betitelen –, déi wierklech net nëmmen hir gréisste Spuere wäert am Schoulbetrib hannerloossen, mee wou a breede Beräicher vun der Aarbechtswelt sech sécherlech villes wäert verännere doduerjer?

Et gëtt natierlech och, an Dir hutt dat gesot, haut op jidde Fall Toolen, an déi wäerte sech warscheinlech gradesou schnell weiderentwéckelen, wéi dann och den ChatGPT sech weiderentwéckelt oder aner Outile sech weiderentwéckelen, woumat een erausfënnt, wat mat artifizieller Intelligenz produzéiert ginn ass. Jo.

Ech mengen, datt mer Reegele brauche fir ze soen, wou mer et kënnen asetzen, wou mer et net solle/kënnen asetzen, esou wéi iergendwann eng Kéier fir all eis Täscherechner respektiv dat, wat mer haut um Handy kënne rechnen, wat eis natierlech ganz vill hëlleft, och beim Léise vun enger ganzer Rei vu mathematesche Problemer. An d'Schoul huet missen dorobber reagéieren, andeems gesot ginn ass: „Fir déi doten Aufgab däerfs de deen huelen a fir déi doten Aufgab däerfs de deen net huelen!" Sou musse mer dat eigentlech och fir Outile wéi ChatGPT definéieren.

Ech mengen och, datt mer vläicht musse Reegelen definéieren, wou ech an enger anerer Aufgab eppes, wat mat Hëllef vun artifizieller Intelligenz produzéiert ginn ass, muss markéieren, datt et vun do kënnt, datt et net meng Produktioun ass. Esou wéi ech et bei anere misst zitéieren an d'Quellenangab och do assuréieren, misst ech dat eigentlech och hei assuréieren, wann ech vun artifizieller Intelligenz eppes – ënner Guillemeten – dann „zitéieren". Un änleche Reegele schafft momentan schonn d'Uni.lu. An ech mengen och, datt mer, wat d'Schoul ubelaangt, an déi Richtung do mussen nodenken.

Mir hunn eng Initiativ geholl fir e Webinaire, mat groussem Succès, well d'Umeldungen, déi spruddelen nëmmen esou eran, wou d'Enseignanten a Form vun engem Webinaire eng Weiderbildung kënne kréie fir erauszefannen: Wat ass dat doten? Wat fir eng Froe stelle sech an der Schoul? Wat fir eng Opportunitéite bidde sech awer och vläicht fir mäin Unterrecht, ënner anerem och, fir mäin Unterrecht aneschters ze gestalten?

Dat gréisste Potenzial eigentlech, fir d'Schoulhalen, fir d'Ënnerriichten ze revolutionéieren, dat sinn all déi digital Outilen, déi mer mëttlerweil och als Realitéit an eise Schoulen hunn, well een aneschters domadder ka schaffen, well een eng nei Methodik kann abezéien. An dofir ass dat jo och eppes, wat mer favoriséieren iwwer Weiderbildungen, iwwer spezialiséiert Enseignanten, déi dat als Kompetenz mat an d'Schoul eranhuelen, a wou mer net nëmme waarden, bis mer eng nei Generatioun quasi ausgebilt hunn, déi all Klasse besat huet, mee wou mer eigentlech probéieren, dat op breeder Front kënnen ëmzedenken.

Ech deelen déi Analys zu honnert Prozent, déi d'Martine Hansen hei gemaach huet, datt, wann technesch Outile méi Bedeitung kréien, mer als Mënsch vläicht net richteg géife reagéieren, wa mer géife kucken, deem nach ëmmer hannendrunzelafen. Jo, d'Maschinn kann dat a kann et warscheinlech vill besser, wéi mir et jee kënnen.

Ech menge schonn, datt mer eng Rei vu Kulturtechnike musse beherrschen als Mënsch och an Zukunft. Artifiziell Intelligenz wäert eis perfekt Texter schreiwen. Ech fannen et awer wichteg, datt mer selwer als Mënsch wëssen, wéi mer schreiwen an eis selwer kënnen ausdrécken. Wat ech wëll soen, dat ass, datt dat, wat de Mënsch ausmécht an dat, wat d'artifiziell Intelligenz net ka kopéieren, eebe grad d'Fäegkeete sinn, fir kreativ ze sinn, fir queeschzedenken, fir zesummen eppes ze maachen, och fir kritesch ze si par rapport zu mir selwer, par rapport zu aneren, an datt mer dat natierlech musse vermëttelen.

An hei ze behaapten, dat hätt keng Plaz an eise Schoulen! Dee géif ech dann awer emol invitéieren, emol erëm eng Kéier era kucken ze kommen, well dat ass awer eppes, wat ech op Schratt an Tratt haut och begéinen, ouni datt mer et vun uewen imposéiert hunn. Mee et ass a ganz ville Projeten, déi vun ënnen eropgewuess sinn, Projetspedagogik ënner anerem, wou dat dote gefërdert gëtt, wou d'Teamaarbecht gefërdert gëtt, Kreativitéit groussgeschriwwe gëtt. Alles dat si Sujeten, déi haut an eise Schoulen all Dag op der Dagesuerdnung sinn.

Also, déi Entwécklung ass brandnei an et gëllt elo net, fir eppes ze iwwerstierzen, mee et gëllt momentan virun allem, fir d'Enseignanten ze sensibiliséieren an ze kucken, wéi se dat an hire Cours kënnen abauen, wéi se et vläicht gewënnbréngend kënnen abauen, wéi se mat Risike kënnen ëmgoen a wéi se och souwuel Chancen a Risike kënnen un d'Schülerinnen an d'Schüler vermëttelen.

Jo, mir schaffen un engem neie Léierplang. An et wonnert mech awer e bëssen, datt déi Fro hei nach eng Kéier gestallt gëtt, well mir maachen dat zanter Joren a mir maachen dat och guer net verstoppt. Mir hu sämtlech Programmkommissiounen invitéiert, fir mat dorunner deelzehuelen, wat e breede consultative Prozess war, de Léierplang 2025, well en am Joer 2025 soll a Kraaft trieden. Dat ass näischt, wou en Aarbechtsgrupp hannert zouenen Dieren am Ministère dru schafft, mee wou mer ganz breet opgemaach hunn, fir ganz breet participativ ze kucken: Wat musse mer an eisem Plan d'études änneren?

Gewësse Saache musse mer adaptéieren. Wat mer souwisou schonn um Terrain geännert hunn: Mir hunn nei Schoulfächer agefouert. Och an dësem Domän hu mer nei Schoulfächer agefouert: Coding, do wëll ech drun erënneren, am Fondamental, fir op eng spilleresch Manéier mat algorithmesche Prinzippien, algorithmeschem Denken a Kontakt ze kommen. Duerno dräi Joer am Secondaire Digital Sciences, fir och do d'Grondlage vun der digitaler Welt gewuer ze ginn, wou artifiziell Intelligenz derzougehéiert, awer net nëmmen, a wou och e kritescht Denke par rapport zu neien Technologien, Informatiounstechnologië soll kënne vermëttelt ginn. Dat ass natierlech eng Basis. An déi Elementer si gesat fir an en neie Léierplang, mee et gëtt do nach vill méi dorunner unzeschléissen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt dat doten e Sujet wäert bleiwen, well d'Technologie wäert weidergoen, d'Entwécklung wäert weidergoen. An d'Gesellschaft, mee och d'Schoul muss weider dorobber reagéieren. Mee ech denken, datt mer eigentlech gutt opgestallt sinn, fir et éischter als Chance ze gesinn, fir eis am Positive weiderzeentwéckelen, wéi datt et eis géif vun hannen iwwerrennen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des structures d'accueil et du bien-être des enfants accueillis

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Betreiungsstrukture fir Kanner, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Martine Hansen als Vertriederin vun der CSV-Fraktioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV) | Nach eng Kéier villmools merci, Här President. Eis Kanner sinn definitiv dat Wichtegst, wat mer hunn. An d'Kanner erzéien, d'Kanner betreien, dat ass eng ganz wichteg Aufgab, keng einfach Aufgab, eng Aufgab mat enger grousser Verantwortung.

A genau dës Kannerbetreiung ass an der Lescht ëmmer Sujet, vill méi Sujet gewiescht bei ville besuergten Elteren, awer och bei ville besuergten Erzéier. A genau duerfir, well mir als CSV mengen, datt et un der Zäit ass, de System vun der Regierung, wou u sech just ee spezifesche Kannererzéiungsmodell ënnerstëtzt gëtt, ze hannerfroen, hu mir dës Aktualitéitsstonn ugefrot. Iwwregens den 21. Dezember, dat ass schonn eng Zäitchen hier!

Mir hunn och schonn 2019 an eisem Familljepackage – do haten de Marc Spautz, d'Françoise Hetto an de Serge Wilmes virun allem fir eis geschwat –, dee mer „Är Famill. Äert Liewen. Är Fräiheet." genannt haten, drop higewisen, datt d'Politick misst ëmdenken an déi fräi Wal vum Familljemodell respektéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Si misst et den Elteren erlaben, ouni Drock hire Choix ze huele fir d'Wuel vum Kand.

D'Regierung vermëttelt awer doduerch, datt si nëmmen déi extern Kannerbetreiung ënnerstëtzt, de Message, datt d'Elteren hir Kanner am beschte solle betreie loossen, nom Motto: Gitt Är Kanner an d'Crèche, da ginn et staark Kanner. Do froe mir eis awer: Kënnen d'Elteren, kënnen d'Grousselteren dat net?

Am Film „Staark Kanner", dee gutt gemaach ass, heescht et: Ee gudden Encadrement vu Klengem un, domadder verbessere mer d'Zukunftschancë vun eise Kanner. Do soe mer: „Jo." Mee ass et ee gudden Encadrement, deen d'Kanner, déi all Dag vu moies bis owes an der Crèche sinn, gebuede kréie respektiv gebuede kënne kréien, mat deene Ramebedingungen, wéi se do sinn? Wéi gesäit et zum Beispill aus mat enger richteger Bindung? Déi ass extreem wichteg fir déi kleng Kanner.

D'Françoise Hetto hat schonns beim Vott zur gratis multilingualer Kannerbetreiung gesot, an ech zitéieren: „D'Kanner brauchen Zäit, fir ze spillen, [se brauche] Rou, [se brauche] Léift, [se brauchen] Opmierksamkeet, fir sech kënne weiderzeentwéckelen." Kënnen d'Betreiungsstrukturen op dës Besoine vun de Kanner nach agoen?

D'Madamm Cahen sot zum Beispill am Kader vum ëffentlechen Debat, deen hei war – den Debat huet geheescht: „Ënnerstëtzung fir d'Elteren, deenen hir Kanner net an eng Maison relais ginn" –, sënngeméiss, si wär frou, datt elo d'Iessen och gratis wär, well soss kréiche vill Kanner net anstänneg z'iessen. Dat ass a mengen Aen eng Frechheet fir d'Elteren, well d'Elteren hunn, mengen ech, alleguer eng Verantwortung a si wëssen, wéi eng Verantwortung datt se hunn!

(Interruptions)

Iwwregens war do als Konklusioun de 5. Mee – de 5. Mee war dat! – festgehale ginn, datt soll an enger Kommissioun weider iwwert dës Problematik diskutéiert ginn, wat bis elo, aacht Méint duerno, nach ëmmer net geschitt ass!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung vermëttelt, ech hunn et schonns gesot, den Elteren de Message, datt d'Strukture besser no hire Kanner kucke wéi si selwer. An dat ass net gutt! Eltere sinn heescht nämlech, Verantwortung iwwerhuelen. An de Staat kann net dohinnergoen an dëst, ech soen elo mol „automatescht, ugebuerent, normaalt" Gefill vun den Elteren iergendwéi probéieren ofzeerzéien. Nee, d'Elteren hunn eng Verantwortung!

De Gilbert Pregno sot an engem „Wort"-Interview vum 2. Januar: „Kinderbetreuung bietet den Kindern viele Entfaltungsmöglichkeiten. Sie brauchen aber auch Bindungsfiguren, die ihnen Sicherheit geben." An dann iwwersprangen ech e puer Sätz: „Fühlen sie sich in den ersten beiden Lebensjahren verunsichert, kann dadurch Schaden entstehen, der nur schwer zu beheben ist. Ich sehe die Gefahr einer elternlosen Gesellschaft. Wir müssen ihre Rolle stärken und auch die nötigen Bedingungen [...] schaffen, wo der Stellenwert der Kindheit vorrangig ist."

Aner Artikelen an der Press hunn d'Situatioun aus der Siicht vun de Betreier duergestallt. Den 21. Dezember 2022, Titel: „Große Lüge der guten Kinderbetreuung". Oder: „Immer mehr Kinder leiden in der Betreuung", oder den 3. Oktober 2022: „Manche Kinder verbringen zu viel Zeit in der Maison relais".

An hei e puer Sätz, déi ech erausgepickt hunn: D'Unzuel vun de Kanner an de Betreiungsstrukturen an och d'Zäit, déi d'Kanner do verbréngen, steigt. „Vill kommen der moies schonns ganz fréi a bleiwe bis 18.00, 19.00 Auer" owes. Oder: Vill Kanner sinn och an der Vakanz zéng an och méi Stonnen an der Maison relais, „si hu bal kee Familljeliewe" méi. Oder: Den Undeel vu verhalensopfällege Kanner steigt, „Kanner, déi an hirer emotionaler Welt kee Gläichgewiicht hunn, déi dat entweeder duerch Aggressivitéit oder duerch eng déif Trauer a Verschlossenheet zum Ausdrock bréngen." Oder och nach: „Et gëtt ëmmer [méi] Elteren, déi denken, datt si déi ganz Verantwortung kënnen un d'Schoul an d'Maison relais ofginn."

A bei esou engen Aussoen, mengen ech awer, bei esou engen Entwécklungen, misste bei jiddwerengem d'Alarmklacke schellen. Et ass nämlech dee falsche Message ze soen, datt et besser fir d'Kanner ass an enger Struktur. „Gitt d'Kanner an eng Struktur, da ginn aus hinne staark Kanner." Jo, mee da misste mer awer zumindest derfir suergen, datt d'Ramebedingungen esou stëmmen, datt d'Leit kéinten op d'Besoine vun de Kanner agoen.

An ech soen: Och mäi Kand war an enger Betreiungsstruktur, awer net dee ganzen Dag, net vu moies 7.00 Auer bis owes 19.00 Auer! Ech hu wierklech probéiert, mech ze organiséieren. Ech hu mat den Eltere gekuckt, ech hu mat den Nopere gekuckt, datt déi och agespronge sinn. An et war eng kleng Crèche, wou d'Personal net dacks gewiesselt huet, wou een nach konnt vun enger richteger Bindung schwätzen.

A jo, ech hunn dunn nach bezuelt dofir, an ech hunn och net vill bezuelt, well d'Bezuele war sozial gestaffelt. Op där anerer Säit hunn ech awer u sech gespuert doduerch, datt ech mech organiséiert hunn, datt ech gekuckt hunn, datt d'Kand och bei d'Bomi gaangen ass. Dat heescht, u sech ass deemools d'Betreiung vun de Kanner ausserhalb vun der Betreiungsstruktur, doheem, indirekt ënnerstëtzt ginn, wat awer elo am Moment de Contraire ass.

Fir eis ass et kloer: D'Wuel vum Kand muss am Mëttelpunkt stoen! A jo, mir wëssen, datt vill Eltere mussen zu zwee schaffe goen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Jo, mir wëssen och, datt et vill Monoparentalle gëtt. Ech mengen, hei steet eent. A mir wëssen och, datt vill Männer a Frae wëlle schaffe goen, fir eeben onofhängeg ze bleiwen.

A fir eis ass d'Positioun kloer: Éischtens, mir si fir de Choix vun den Elteren. Dofir däerf d'Politick net nëmmen ee Modell ënnerstëtzen. D'Eltere musse kënnen iwwert d'Erzéiung vun hire Kanner decidéieren, an net d'Politick. An duerfir muss och d'Leeschtung vun den Elteren, déi d'Kannerbetreiung selwer iwwerhuelen, honoréiert ginn. Si erfëllen an eisen Aen eng extreem wichteg Aufgab. Et léisst sech sécher driwwer diskutéieren, wéi déi Aufgab soll honoréiert ginn. Mee de Message muss kloer sinn, datt d'Kannerbetreiung doheem oder och vun der Bomi a vum Bopi extreem wäertvoll ass.

An dës Ënnerstëtzung wär am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet och immens wichteg fir all déi Leit, déi hir Kanner guer net kënnen an eng Betreiungsstruktur ginn, well se zum Beispill op Schichte schaffen. An ech denken hei emol nëmmen un d'Personal, wat an de Klinicke schafft. Also, mir hunn hinne vill geklappt wärend Corona. Dat geet awer net duer. Och hei si se awer elo vergiess ginn.

An zweetens, soe mer, muss d'Regierung derfir suergen, datt d'Betreiungsstrukturen och dat kënnen offréieren, wat u sech d'Regierung an den Här Minister verspriechen, an net, wéi den Här Nero an engem Artikel am „Wort" – an deen ass véierfache Papp an en huet zéng Joer Erfarung als Sozialpedagog an enger Betreiungsstruktur –, an engem „Lëtzebuerger Wort"-Artikel seet, eeben iwwert de Bildungsminister: „Weil er den Eltern Sand in die Augen streut und sie im Glauben lässt, ihre Kinder seien in der Betreuung bestens aufgehoben."

D'Betreiungsstrukturen, d'Educateuren, d'Personal hunn einfach net déi Zäit, déi se missten hunn, fir op déi tatsächlech Bedürfnisser vun de Kanner anzegoen. De Kanner hire Bedürfnisser muss awer kënne Rechnung gedroe ginn, an dat ass an eisen Ae méi wichteg wéi Franséisch léieren. Nach een anert Zitat, och aus dem „Wort": „So wie die Kinderbetreuung derzeit organiséiert ist, ist es unmöglich, den emotionalen Bedürfnissen der Kinder gerecht zu werden."

Fir eis ass et eebe kloer: Fir déi Kanner, déi an eng Betreiungsstruktur ginn, muss Qualitéit garantéiert sinn. Hei geet et ëm hir Zukunft an hei gehéiert och de Betreiungsschlëssel derzou. De Betreier muss genuch Zäit hunn, fir sech och kënnen op d'Kanner anzeloossen, fir eng Bindung kënnen opzestellen. Kanner wëllen emol op den Aarm geholl ginn oder wëlle getréischt ginn. Ech ka mech nach drun erënneren, heiansdo war dat moies en Drama, wann een d'Kand ofgouf a wann dann emol een aneren do stoung! Kanner wëlle getréischt ginn. An do muss Zäit sinn. Kannerbetreiung ass eebe méi wéi Surveillance, an dat geet schwéier, wann ee Betreier op sechs Kanner am Alter vun null bis zwee Joer do ass.

Stellt Iech wierklech eng Kéier vir, Dir hätt Sechslingen, a Sechslingen net nëmmen eng Stonn oder zwou Stonnen – well ech wier da scho liicht iwwerfuerdert –, mee dat och nach dee ganzen Dag iwwer. Dat ass weeder machbar fir de Betreier nach ass et gutt fir d'Kanner.

Am Ausland gesäit dat anescht aus. A Schweden zum Beispill ass et ee Betreier op dräi Kanner an deem Alter. Nieft der Upassung vum Betreiungsschlëssel mussen ënner anerem och, fir d'Qualitéit ze garantéieren, d'Qualitéitskontrollen an eisen Aen anescht

organiséiert ginn. Och de Montant, deen de Staat bezilt pro Stonn, pro Iessen, misst ugepasst ginn, an och de Subventionnement vun de Strukturen, deen d'Gemenge kréien. Hei ass d'Bäihëllef zanter 20 Joer net méi ugepasst ginn.

Ech hat fir déi dräi Saache scho Motioune gemaach. Déi waren alleguer hei refuséiert ginn. Dofir maachen ech se net méi nach eng Kéier.

Mee och d'Qualitéit vun der Educateursausbildung ass extreem wichteg. Déi Ausbildung, dat hat ech och schonn eng Kéier hei gesot, däerf net bradéiert ginn.

Drëttens, wann déi Qualitéit, déi gebraucht gëtt, net bezuelbar ass, wa se fir jiddweree gratis ass, da muss och iwwert dee System nogeduecht ginn a vläicht emol erëm eng Kéier iwwer eng sozial Staffelung nogeduecht ginn. Beim Vott fir d'gratis Iessen hei hunn ech deemools gesot, mäi Kand bräicht kee gratis Iessen. An ech mengen, et sinn där Leit nach méi, heibannen an och dobaussen.

A véiertens, an deem Sënn, fir eeben net ze vill Suen einfach esou auszeginn, sollen och Abuse verhënnert ginn. An eisen Aen ass et net normal, datt een, deen e Congé parental ganz hëlt, deen och nach vläicht Congé familial huet, dann och nach d'Kanner dee ganzen Dag an eng Betreiungsstruktur gratis gëtt. Dat muss an Zukunft verhënnert ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Här President, ech hunn nach fënnef Froen, dat geet elo ganz séier:

Gëtt et Etüden, wou den Undeel vu verhalensopfällege Kanner am Laf vun de Joren analyséiert ginn ass?

Zweetens, wat maacht Der am Allgemengen, fir op dës Hëllefriff aus dem Secteur an op d'Hëllefriff vun den Elteren ze reagéieren?

Drëttens, wat maacht Der, fir d'Qualitéit bei der Betreiung ze verbesseren? Wat maacht Der, fir datt d'Strukturen d'Moyene kréien, fir kënnen op d'Bedürfnisser vun de Kanner anzegoen?

Véiertens, hutt Der Iech och schonns Gedanke gemaach, firwat vill kleng Strukture Schwieregkeeten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen? Wat hutt Der wëlles, dogéint ze maachen?

A fënneftens, haalt Der un Ärer Politick fest, fir d'Betreiung an de Strukturen ze bevirdeelegen? Oder sidd Der och bereet, d'Elteren ze ënnerstëtzen, déi hir Kanner selwer betreien?

Fir eis ass et kloer: Et ass héich Zäit, datt hei d'Kéier geholl gëtt, an dat am Sënn vum Wuel vun de Kanner.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty agedroen. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Och merci dem Martine Hansen, dass mer de Mëtten heiriwwer debattéieren. Ech entschëllege mech direkt, ech hunn nëmme fënnef Minutten. Ech mengen, schonn eleng zu deem Theema mat deene Froen, déi opgegraff gi sinn, kéint een de Rescht vum Owend diskutéieren. Mee voilà, ech probéieren, an deene fënnef Minutten op esou vill wéi méiglech anzegoen.

Iwwert déi lescht 20 Joer gouf et eng ganz Rei vun Adaptatiounen a Reformen am Ausbau vun de Betreiungsstrukturen hei am Land, ugefaange beim legale Kader fir Crèchen a Foyer-du-jouren ugefanks den 2000er-Joren, da mat der Aféierung vun de Chèques services am Joer 2009 bis hin zu 20 Stonne gratis Betreiung d'Woch am Kader vun der Éducation plurilingue 2017 oder dann och elo kierzlech der Gratuitéit vum Iessen.

Also, et ass eigentlech e steetege Prozess, eng Upassung u gesellschaftlech Entwécklungen. Am Kader vum Traité vu Lissabon goufe säit 2009 eng Rei vu Reformen ausgeschafft, fir eeben e quantitativen a qualitativen Ausbau u Betreiungsstrukturen hei am Land hinzekréien.

Déi Fro, déi sech deemools gestallt huet an och haut ëmmer erëm muss gestallt ginn: Wéi kréien ech déi gesellschaftlech Erausfuerderunge gemeeschtert? A wéi kann ech politesch op deen Defi awierken? Dat huet, wéi gesot, schonn ënnert der Virvirgängerregierung ugefaangen. An heibanne sëtze jo och nach Leit, déi 2009 Verantwortung gedroen hunn an deemools och schonn d'Zeeche vun der Zäit erkannt haten.

Déi Erausfuerderungen, déi waren deemools wéi haut: wirtschaftlech Erausfuerderungen, d'Opfänke vun Erausfuerderunge fir Famillje mat Migratiounshannergrond, Chancëgläichheet tëscht Mann a Fra garantéieren, de Fraen et awer och erméiglechen, Accès zur Aarbechtswelt ze hunn oder ze halen, d'Reagéieren op nei Familljekonstellatiounen – d'Beispill vun de Monoparentallen ass schonn ugeschwat ginn – an insgesamt, ech mengen, dat ass ganz wichteg, de Familljen an de Kanner eng héichwäerteg a qualitativ gutt Betreiungsoffer kënnen ubidden.

Ech menge behaapten ze kënnen, dass haut kee méi de Wäert vu Betreiungsstrukturen u sech a Fro ka stellen, dee sech seriö mam Theema wëllt auserneesetzen. Dat heescht awer zu kengem Moment, dass domat de Wäert vun der Mamm oder dem Papp zu hirem Kand a Fro gestallt ass. Mee dat heescht, dass qualitativ héichwäerteg Betreiungsstrukturen et de Familljen hei am Land erlaben, d'Erausfuerderungen, déi sech stellen, ze meeschteren, dat fir sech selwer, awer och am Sënn vun de Kanner.

Ech wëll och op kee Fall hei just e schwaarzwäisst Bild zeechnen. Et ass vill Gro an der Entwécklung, déi ee Kand a verschiddene Phase vu sengem Kandsinn duerchleeft.

Et schéngt mer awer immens wichteg ze soen, dass Studie beleeën, dass weeder de gewielte Betreiungsmodell nach eng Friembetreiung an enger Kannerstruktur en negativen Afloss op d'Bindungsverhale vun de Kanner hunn. Optimalerweis ass et souwisou e Mateneen, e Matenee vu Famill a Betreiungsstruktur als Partner. Geneesou wichteg ass et, mengen ech, ze soen, dass Kanner, déi an enger Betreiungsstruktur sinn, och ganz oft dovu profitéieren, ganz besonnesch an der sozialer Entwécklung.

Dat alles setzt natierlech viraus, dass an de Betreiungsstrukturen en adaptéiert Konzept ausgeschafft gouf, d'Qualitéit vum pedagogesche Personal héich ass a wa méiglech déi selwecht Bezuchspersoune fir d'Kanner an de Strukturen do sinn, also dass wéineg Wiessel beim Personal ass. Fir dass d'Kanner insgesamt positiv an hirer Entwécklung vun der Betreiungsstruktur profitéiere kënnen, muss d'Qualitéit héich an de Wiessel vun de Bezuchspersoune kleng bis optimalerweis inexistent sinn.

Jo, wéini ass dann elo de richtege Moment, fir e Kand an eng Betreiungsstruktur ze ginn? Dat ass natierlech individuell ëmmer erëm ënnerschiddlech a muss vun de betraffene Famillje festgeluecht ginn. Fakt ass awer, wa meng Erënnerung richteg ass, dass et esou ass, dass hei am Land déi meescht Kanner ënner engem Joer gréisstendeels doheem betreit ginn an dass de Prozentsaz vun de Kanner ënner engem Joer, déi an enger Betreiungsstruktur betreit ginn, säit Jore réckleefeg ass.

E Grond dofir ass ganz sécher d'Aféiere vum reforméierte Congé parental am Joer 2016, eng Reform, fir déi d'DP ëmmer agestanen ass an déi der DP och immens wichteg war an déi och voll bei de Leit dobaussen ageschloen huet, eng Reform, déi et insgesamt de Mammen, awer och ganz besonnesch de Pappen erlaabt, méi Zäit mat hire Kanner, mat hirer Famill ze verbréngen. An esou ass et och ze erklären, dass Kanner ënner engem Joer manner an enger Friembetreiung erëmzefanne sinn. Méi Zäit hu respektiv méi flexibel sinn ass fir d'Demokratesch Partei och e wichtegt Zil fir d'Zukunft.

E Schlësselwuert bei der Betreiung, an dat an alle Modeller, ob dat doheem ass, bei de Grousselteren, bei Dagesmammen, Dagespappen, an enger Struktur, et sinn ëmmer d'Qualitéit an d'Zäit, déi ee sech kann huelen, fir sech ëm e Kand ze këmmeren, déi wichteg sinn. D'Qualitéit vun der Interaktioun zum Beispill ass enorm wichteg fir d'Wuelbefannen an d'Bindungsverhale vun eise Kanner.

2022 gouf den éischte Kannerbericht veröffentlecht iwwert d'Wuelbefanne vun eise Kanner. Doraus just ganz e puer Informatiounen, an dat sinn da meng lescht, well meng fënnef Minutte sinn u sech ëm: Dräi Véierel vun de befrote Kanner hu gesot, dass si schéi Momenter an hirer Betreiungsstruktur erliewen an dass besonnesch d'Aktivitéiten dobaussen immens appreciéiert ginn an dass d'Atmosphär vun enger grousser Majoritéit vun de Kanner als gutt empfonnt gëtt.

Dat heescht awer och, dass dat Resultat soll Usporn si fir d'Politick fir weiderzemaachen, ze investéieren an d'Qualitéit vun de Strukturen a ganz besonnesch nach méi an e qualitativ héichwäertegen Ausseberäich.

Wéi gesot, ech géif nach ganz gäre weiderfueren, mee ech wëll awer net, dass den Här President muss seng Klack eraushuelen. Dofir merci fir d'Ufroe vun dësem wichtegen Debat, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi nonformal Bildung ass en zentrale Pilier vun eisem nationalen Educatiounssystem. Et ass e soziale Fortschrëtt an eiser Gesellschaft, dass mer jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, fir säi Beruff an d'Famill beschtméiglech ënner een Hutt ze kréien. An dat ënnerstëtze mir als LSAP ausdrécklech.

An ech denken och ..., also ech weess, ech denken net, ech weess perséinlech, vu wat ech schwätzen, sinn ech dach eng Mamm, déi och weidergeschafft huet an och Kanner an der Crèche hat, an awer och eng Educatrice, an ausserdeem dann och nach eng Responsabel vun enger Gemeng, déi ganz vill Crèchen a Maison-relaisen huet.

Nieft der renger Betreiung vun eise Klengste spillen d'Maison-relaisen awer och eng wichteg Roll fir d'Entwécklung, d'Sozialisatioun, d'Integratioun an insgesamt d'Liewensqualitéit an de Bien-être vu ville Kanner. Dofir ass d'Qualitéit vun der Betreiung ausschlaggeebend fir de positiven Impakt op d'Liewe vun de Kanner.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Mee wat mécht eng qualitativ héichwäerteg Betreiung eigentlech aus? Gutt forméiert Personal, genuch Personal, dat Zäit huet, op d'Besoine vun de Kanner anzegoen a se ze färderen, fest Bezuchspersounen, gutt ausgestatt Raimlechkeeten, déi genuch Plaz bidden, an e strukturéierten Dagesoflaf, fir elo nëmmen déi ze nennen. Mam Wuesse vun den SEAe (ndlr: Services d'éducation et d'accueil) stelle sech fir mech awer och Froe betreffend den eventuelle Kaméidi, d'Gréisst vun de Kannergruppen an d'Organisatioun vum Mëttegiessen.

E staarke Staat huet den Optrag, déi dote Krittären ze erfëllen an duerch e gudden Encadrement vun de Kanner ausserhalb vun der Schoul fir méi Chancëgerechtegkeet ze suergen.

De Staat ass och verantwortlech derfir, dem Personal eng Ausbildung mat op de Wee ze ginn, déi et fir d'Erausfuerderungen an d'Usprech vun der Kannerbetreiung vun haut virbereet. De Beruff vum Educateur muss attraktiv sinn, dat am Interêt vum Personal, vun den Elteren a virun allem vun de Kanner an de Jugendlechen, also allgemeng vu sengen Adressaten, wéi een dat am Milieu nennt. Attraktivitéit zeechent sech ënner anerem och aus duerch gutt Aarbechtskonditiounen an Aarbechtskontrakter. En zefriddene Salarié mécht selbstverständlech eng gutt Aarbecht, an dat ass grad an dësem Beräich enorm wichteg.

Ech ginn es net midd ze widderhuelen, dass ech et wichteg fannen, d'Participatioun vum Staat ze diskutéieren. Et kann net sinn, dass et Strukture gëtt, déi d'Personal an de Crèchen an SEAen net zu honnert Prozent astellen, well d'Strukturen, also d'Gemengen oder och aner Träger, dës Paien net integral vum Staat subventionéiert kréien. Do gi wäertvoll Ressourcen net optimal ausgenotzt.

Une voix | Ganz richteg!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Et bleift da leider dee Moment keng Zäit fir Preparatioun an Elterenaarbecht iwwreg, an déi ass awer dach esou wichteg.

A virun allem siche sech ganz vill Educateuren an Educatricen doduerch, dass si keng 40-Stonnen-Tâchë kréien, eng aner Aarbecht, dacks och an engem anere Beräich.

E weidere Facteur, un deem ee schrauwe kéint fir ze garantéieren, dass d'Personal genuch Zäit fir d'Kanner huet, an dat ass scho gesot ginn, ass de Personalschlëssel. Geet den aktuelle Personalschlëssel duer, fir eng héichwäerteg Kannerbetreiung ze assuréieren? Als LSAP fanne mer, dass een heiriwwer einfach emol kéint eng Diskussioun féieren, all dëst selbstverständlech ëmmer am Hibléck op de Bien-être vun eise Kanner an eeben och op d'Qualitéit vun der Betreiung.

Här President, mat der Aféierung vun der Gratuitéit vun der Kannerbetreiung, dem Iessen an de Strukturen an awer och der Hausaufgabenhëllef ass d'Offer vun de Maison-relaise méi attraktiv ginn. Hei wier et och interessant ze héieren an Zuelematerial ze kréie fir ze wëssen, wéi grouss den Impakt ass a wéi vill méi Familljen hir Kanner elo an eng Maison relais ageschriwwen hunn. En plus sinn am Februar d'Aschreiwunge fir d'Hausaufgabenhëllef nach eng Kéier opgemaach ginn, dat heescht, et kéint nach e Surplus sinn. Allgemeng géif ech et wichteg fannen, bei neie Mesüren an der Educatiounspolitick e geneeë Suivi ze féieren, fir d'Situatioun hei am Land besser ze verstoen.

Dir Dammen an Dir Häre, méi wéi jee ass d'Bindung vun eise Kanner un hir Eltere primordial. Mir hu ganz vill Mesüren en place gesat, déi den Elteren et erlaaben, an den éischte Méint dës Bindung ze garantéieren, vum Congé de maternité iwwert de Congé parental, dee jo och ganz ënnerschiddlech ka geholl ginn.

Et dierf ee virun allem awer net vergiessen, dass déi ausserschoulesch Betreiung fir vill Leit essenziell ass, fir eeben och Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien. Verschidde Familljen, déi kee Choix hunn an net kënnen ophale mat schaffen, wann d'Kanner kleng sinn, a besonnesch och elengerzéiend Mammen a Pappen, sinn op d'Ganzdaagsbetreiung ugewisen a si däerfen och net culpabiliséiert ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Fir dës Elteren ass et och vun héchster Bedeitung ze wëssen, dass hir Kanner an der Maison relais net nëmme gutt opgehuewe sinn, mee och individuell gefërdert ginn.

Op där anerer Säit fannen ech et immens wäertvoll a wichteg, dass d'Kanner och Zäit mat hiren Eltere verbrénge sollen. Ech kann et och do net dacks genuch soen a betounen, wéi wichteg et ass, dass d'Elteren hir Kanner wärend hirem Congé légal, wa se dann net schaffen, selwer doheem betreien an esou vill wéi méiglech wäertvoll Zäit zesumme verbréngen.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Mir mussen do Bremsen asetzen, dass d'Kanner net vu 7.00 Auer bis 19.00 Auer an de Strukture sinn, wärend hir Elteren dann net schaffen.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Ech schwätze selbstverständlech hei net vu verschiddene soziale Mesüren, déi een awer och soll respektéieren.

Natierlech hunn d'Betreiungsstrukturen d'Méiglechkeet, dat do an hirem Règlement d'ordre d'intérieur virzegesinn. Mee perséinlech fannen ech, dass een och misst driwwer nodenken, ob et sënnvoll wär, do vläicht eng gesetzlech Reegelung anzeféieren, fir derfir ze suergen, dass d'Kanner eebe vill méi Zäit mat hiren Eltere kënne verbréngen, wann déi dann net schaffen.

Zum Schluss kommen ech dann nach gär op zwou gesellschaftlech Stellschrauwen ze schwätzen, déi sech direkt op d'Familljeliewen an d'Kannerbetreiung auswierke kënnen. Dat Éischt ass d'Aarbechtszäitverkierzung bei vollem Lounausgläich. Et ass evident, dass, wann d'Eltere manner schaffen, si dann och méi Zäit hunn, fir mat hire Kanner ze verbréngen. Zweetens, e Recht op Deelzäit mat engem Recht op e Retour an d'Vollzäit, woubäi dann de Staat d'Cotisatioune fir d'Pensiounskeess zum Deel kéint iwwerhuelen, ...

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | ... wa béid Elteren d'Aarbechtszäit reduzéieren a sech zesummen ëm d'Kanner an de Stot këmmeren. Esou géif normaliséiert ginn, dass Männer a Fraen Deelzäit schaffe kënnen a responsabel si fir d'Kanner an de Stot. Mat esou Mesüre kéint een och encouragéieren, dass d'Kanner an d'Elteren eng gutt Bindung kënnen opbauen.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Voilà, ech hunn et bal gepackt ënner fënnef Minutten, awer net grad. Mee ech sinn awer frou ...

M. Fernand Etgen, Président | Et sinn der sechs.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Ech weess, ech hu gesinn, et sinn der sechs, Här President, entschëllegt. Mee et ass wierklech e wichtegt Theema. An ech si frou, dass mer haut d'Geleeënheet kritt hunn, iwwert dëst wichtegt Theema ze schwätzen, an ech soen dem Martine Hansen och Merci dofir, well et geet jo awer schliisslech hei ëm d'Zukunft vun eise Kanner an domadder och ëm d'Zukunft vun eiser Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Simone Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Hansen, fir dësen extreem wichtege Sujet hei an d'Chamber bruecht ze hunn.

D'Wuelbefanne vun eise Kanner ass dat Wichtegst, wat mer hunn. De Gilbert Pregno sot mer virun enger Zäit e Saz, dee mer ni méi aus dem Kapp gaangen ass: „Kanner brauche souwuel Wuerzele wéi Flilleken, fir gutt opwuessen ze kënnen." D'Wuerzele sinn d'familiär Bezuchspersounen, d'Wäerteorientéierung an d'Bindungen am fréikandlechen Alter. D'Flilleke befäegen d'Kand, ze léieren a sech ze entwéckelen, sech Kompetenzen unzëeegnen an e verantwortungsbewossten a selbstbestëmmte Mënsch ze ginn.

Jo, e Kand brauch Bezuchspersounen an eng enk Bindung, an dat besonnesch an den éischte Liewensjoren. Dat soen eis d'Pedopsychologe ganz däitlech. Mir hunn e gutt ausgebaute Congé parental, mee, jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och hei ass ëmmer nach Loft no uewen. Ech denken do un d'Méiglechkeet vum Ausbau respektiv un eng Flexibiliséierung vun dësem Congé parental.

Mee, léif alleguer, trotzdeem brauche sëllege Famillje Crèchen a Maison-relaisen, fir kënnen zu zwee – oder eeben och eleng, am Fall vun de Monoparentallen – schaffen ze goen.

Meng Mamm war elengerzéiend an ech war deemools scho fréi op d'Ënnerstëtzung vun enger Crèche an enger Maison relais ugewisen, an dat an enger Zäit, wéi et Crèchen nach net wéi Sand um Mier gouf a Maison relaisen nach wierklech zu enger Seltenheet gehéiert hunn.

Structures d'accueil sinn awer och méi wéi just Betreiungsplazen. Si sinn net nëmmen do fir opzepassen, wärenddeem d'Eltere schaffen. Hei gëtt nonformal Bildung vermëttelt – an ech schwätze vun de grad ugemierkte Flilleken, déi d'Kanner brauchen. Si brauche Kontakt ënnerteneen, si musse verschidde Sprooche léieren, sech beweegen, spillerech léieren, brauche Kreativitéit, Participatioun, alles Fäegkeeten, déi se an der nonformaler Bildung op eng ganz wäertvoll Aart a Weis vermëttelt kréien.

An de Crèchen a Maison-relaise schaffen extreem devouéiert Leit. Erzéierinnen an Erzéier, Infirmier/-ièren en pédiatrie, Kichen- a Botzpersonal, déi alleguerten derfir suergen, dass eis kleng Biergerinnen a Bierger e Kader hunn, wou se sech wuelfillen, wou se léieren, spillen, sech beweegen, roue kënnen an och natierlech hir primär Besoinen erfëllt ginn. Ech weess, Dir alleguerte kennt se: Si sinn et, déi moies fréi d'Maison-relaisen opmaachen an duerno kucken, dass kee Kand mat eidelem Mo an d'Schoul muss goen. Si sinn et, déi sech vill Gedanke maachen ëm d'Wuel vun de Kanner an och nach vill Gespréicher mat Schoul, Elteren an anere Servicer féieren, fir dass et de Kanner gutt geet.

(Interruption)

Si sinn et, déi am Kader vum Bildungsrameprogramm déi verschidden Handlungsfelder mat Liewe fëllen,

déi d'Logbicher ausfëllen, déi nei Projeten a Konzepter ausschaffen.

D'Fro ass also: Wéi kënne mer si ënnerstëtzen an hirer wichteger Aarbecht mat deene Wichtegsten, déi mir hunn? Wat fuerdere si vun eis?

„Méi Zäit, fir mat de Kanner ze verbréngen, a manner Stress op der Aarbecht", dat ass eppes, wat ee ganz oft aus dem Secteur héiert. Dat bedeit fir eis och, dass ee muss driwwer nodenken, wéi een de Personalschlëssel kann iwwerschaffen, eebe grad esou, dass en Educateur oder eng Educatrice sech ëm manner Kanner gläichzäiteg këmmere muss, also méi Zäit fir en enken Encadrement vun de Kanner kann hunn, fir op hir individuell Besoine kënnen anzegoen. Besonnesch am Klengkandberäich läit Lëtzebuerg do am Verglach mam Ausland net ideal. An awer sti mer natierlech vis-à-vis vun enger Penurie vun den Erzéier virun enger ganz anerer grousser Problematik, op déi ech elo hei leider aus Zäitgrënn net kann agoen.

Stéchwuert Ausbildung vum Personal an eise Structures d'accueil: Jo, mir brauche gutt qualifizéiert Personal, Leit mat ënnerschiddleche Schwéierpunkten, eng gutt a stabill Grondausbildung, mee och déi néideg Praxiserfarung an der Grondausbildung an och doriwwer eraus. Ech denken dobäi u Supervisiounen, Formatiounen an Austausch mat Fachaarbechter aus dem Secteur.

Begréissenswäert ass dowéinster déi nei Opstellung vun der Formatiounsoffer fir dee ganze Secteur an och, dass d'Supervisiounsméiglechkeeten do matabegraff sinn. Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass fir d'Leit am Secteur.

Infrastrukturen an Inklusioun, dat sinn déi lescht zwee Schwéierpunkten, op déi ech an dëser ze kuerzer Riedezäit wëll agoen. D'Qualitéit vum Programm kann nämlech nach esou gutt sinn, wann d'Raimlechkeeten net de Besoine vun de Kanner ugepasst sinn. Fir eis Gréng heescht dat: eng nohalteg Bauweis, Miwwelen a Spillsaachen aus Naturmaterialien, Abanne vun der Natur an de Programm dobaussen, Kaméidischutz, Réckzuchsméiglechkeeten an idealerweis och kleng Strukturen, besonnesch bei den entre-temps deelweis riseg grousse Gebaier vun de Maison-relaisen. E Kand, dat no an tëscht der Schoul och nach stonnelaang weider Hektik, Kaméidi a grousse Gruppen ausgesat ass, kritt sech net ausgerout an op seng Besoine besonnen.

Ophale wëll ech mat der Inklusioun. All Kand ass anescht an huet och spezifesch Besoinen. Op dës mussen eis Strukturen Äntwerte fannen an der Raum- a Gebaigestaltung, an zousätzlechem spezialiséierte Personal, mee och an engem ugepassten inklusive Programm, wou d'Kanner scho fréi léieren, dass een openeen oppasse soll, all Kand anescht ass an d'Gesellschaft voller Diversitéit ass. Do gëtt et vill flott Usätz – notamment inklusiv Crèchë wéi déi vu Beetebuerg –, mee erlaabt mer awer och unzemierken, dass eiser Meenung no hei och nach Loft no uewen ass an dës Initiative weider gefërdert an ausgebaut solle ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Kolleegen, ech wëll och ufänken an der Madamm Hansen e grousse Merci soe fir dës Debatt, déi a mengen Aen och ganz, ganz wichteg ass: Wéi gesäit d'Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg aus? Wéi wichteg sinn eis d'Kanner? Wéi wichteg sinn eis d'Familljen hei an eiser Gesellschaft, an eisem Land, fir eis Politiker heibannen?

Kucke mer eis emol d'Situatioun un. Kanner a Famill zu Lëtzebuerg am Joer 2023: Eng Koppel kritt e Kand, d'Mamm ass beim Kand am Mammecongé, eng gutt Saach. Duerno hunn d'Elteren e Recht op Elterecongé, eng gutt a wichteg Saach, well grad fir déi ganz jonk Kanner ass et wichteg, doheem am gebuergene Familljekrees bei Mamm a Papp ze sinn a sech wuel ze befannen. Mee déi Zäit geet eriwwer an da mussen d'Elteren erëm voll schaffen, well de Prêt vum Haus muss ofbezuelt ginn, eventuell Loyer. Geld muss erakommen.

Wat maachen? D'Kand an d'Crèche bréngen, déi ass en plus jo gratis! An dem Minister säi Message ass jo kloer: Hie seet, dass d'Kanner besser an der Struktur si wéi doheem. Wat e Message un d'Elteren hei am Land! Ech kommen dorop zréck.

Jo, mir mussen déi Leit ënnerstëtzen, déi eng Crèche brauchen, déi Leit, déi dee Choix maachen – mee do muss awer d'Qualitéit och stëmmen! A gleeft net dat, wat Der am Minister sengen Hochglanzreklammebroschüre gesitt, wou alles esou super schéin duergestallt gëtt. Zënter zéng Joer héiere mer de Message: „Gitt Är Kanner of an d'Strukturen, da ginn et staark Kanner!" Mee dat stëmmt fir déi meescht Kanner net, an dat muss emol gesot ginn!

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Vill Kanner leiden emotional, wa se laang an der Betreiung sinn. An och wann d'Erzéier hir Aarbecht ganz gutt a gewëssenhaft maachen, si kënnen d'Elteren net ersetzen a si kënnen net esou op d'Bedierfnisser vun de Kanner agoen, wéi d'Kanner dat bräichten.

Well wéi gesäit et um Terrain aus? Zu Lëtzebuerg läit de Ratio vun Erzéier pro Kand bei engem Erzéier fir sechs Kanner ënner zwee Joer a bei engem Erzéier fir aacht Kanner am Alter tëschent zwee a véier Joer.

D'Wëssenschaft seet: bis zum Alter vun dräi Joer maximal dräi Kanner pro Erzéier. Mir si bei aacht! Kleng Kanner brauchen eng emotional Bindung. Si wëllen am Aarm gehale ginn, si wëlle getréischt ginn, wa se hir Eltere vermëssen. Wéi soll dat goen, wann an enger Crèche een Erzéier sech ëm sechs, aacht oder méi Kanner këmmere muss?

An der Crèche ass d'Kand dee ganzen Dag bei friemen, oft wiesselnde Persounen, déi dacks emol net seng Mammesprooch schwätzen, fort vu sengen Elteren. D'Eltere maachen dat och net gär. Si wëssen, dass d'Konditiounen net ideal sinn, net gutt fir d'Kand. Ma dacks hu si kee Choix. Wuelfillen, Gemittlechkeet, Harmonie, Gebuergenheet, dat fannen d'Kanner an dësem System ze wéineg. Lëtzebuerg ass 2023 kee kannerfrëndlecht Land, an dat ass ganz schued fir eis Gesellschaft!

An déi Politick vum Här Meisch, et deet mer leed, et ze soen, dat ass eng Politick, déi schwaach Kanner ervirbréngt! Awer et ass och net nëmmen den Här Meisch. Ech zitéieren Iech elo den Här Bettel viru véier Joer, wat deen um Radio 100,7 gesot huet. Hien huet gesot: „Mir hätten einfach gären, dass net de Choix ass." An en huet gesot: „Dass, och wann een d'Méiglechkeet huet, fir seng Kanner net an eng Kannerbetreiung ze ginn, dass een et awer mécht. A weider sot en: „Mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass een hautdesdaags och eng Famill, och wa se d'Moyenen huet, incitéiert, fir hir Kanner an eng Kannerbetreiung ze ginn."

Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen dat inakzeptabel! Hei ass den Här Bettel kloer géint de Choix. Mir als ADR si fir de Choix. Den Här Bettel seet, d'Kanner sollen a Strukture goen. Mir soen, d'Kanner musse guer net a Strukture goen! Jo, si kënnen, awer si sinn och gutt doheem! A mir soen, da muss d'Regierung och fir gutt Strukture suergen, wou d'Kanner hire Bedürfnisser no gutt betreit ginn. Dat mécht de Ministère awer net!

Här President, d'Famill ass d'Basis vun der Gesellschaft an d'Kanner an d'Famill sollten am Zentrum vun eise Preoccupatioune stoen. D'Eltere missten de Choix hunn, ouni finanziell benodeelegt ze sinn.

Firwat maache mir dat Ganzt iwwerhaapt hei, wann et net fir eis Kanner ass? Firwat mécht dës Regierung eng Politick, wou se seet, dass Kanner besser an der Crèche si wéi doheem bei den Elteren? Firwat lauschtert dës Regierung der Wëssenschaft net no?

Dës Regierung mécht eng Politick, déi net d'Kanner an och net d'Famill an den Zentrum setzt, mee, einfach ausgedréckt, d'Wirtschaft! Jo, dat ass e politesche Choix, dee kann ee maachen. Mir fannen dee Choix net gutt. Mir fannen, dass Papp a Mamm och fir d'Kanner sollten do sinn an net nëmme fir d'Wirtschaft.

An all Famill gëtt doduerch iergendwa konfrontéiert mat der Fro: Verzichte mer elo op eis Kanner oder verzichte mer op Geld? Dat ass e Riseproblem fir d'Leit. An ech mengen, dat ass och engem Lëtzebuerger Land, engem entwéckelte Land, wéi mir et sinn, mat deenen Usprëch, net würdeg!

De Staat bezilt jo d'Crèchen: 260 Milliounen d'Joer. Dat sinn 1.500 Euro de Mount pro Kand. Sollt een net higoen an déi Zuelen huelen, fir och déi Elteren ze ënnerstëtzen, déi de Choix maachen, doheemzebleiwen, eventuell hallef Deeg, fir sech ëm hir eege Kanner ze këmmeren. Dat ass dat, wat mer virgeschloen haten, schonn 2018, dat sougenannt „ADR-Elteregeld". A mir fuerderen déi Gerechtegkeet och weider nach, an zwar, dass och déi Elteren, déi sech bereeterklären, hir Kanner doheem selwer ze versuergen, solle genau esou ënnerstëtzt gi wéi déi Elteren, déi hir Kanner an d'Crèche ginn!

An d'Regierung misst och déi néideg Konditioune schafen, fir déi richteg Ramebedingungen endlech an de Crèchen hierzestellen, an net dass sech een Erzéier ëm aacht Zweejäreger zur selwechter Zäit muss këmmeren!

Dir Dammen an Dir Hären, dat wier eng kannerfrëndlech a familljefrëndlech Politick – an dofir sti mir als ADR doudsécher!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, et ass eng komesch Zäit. D'Welt ausserhalb vum Familljekokon gëtt ëmmer méi komplizéiert an hostill. D'Problemer, mat deenen eis Gesellschaften ze kämpfen hunn, ginn ëmmer méi grouss, si gi méi wäit a si gi méi global: Klimakris, Inflatioun, Krich, Aarmut.

Wou kann ee sech dann nach a Sécherheet bréngen, wann de Staat de Leit deen néidege Schutz net méi ka bidden? An dësem Kontext ass et fir vill Leit ëmmer méi d'Famill, déi e wichtegen Zoufluchtsuert ass, de Repli an d'Familljeliewen, sech zréckzéien a seng kleng Famill, wou d'Welt nach an der Rei ass.

D'Frae konnte sech am Laf vun de 60er- a 70er-Joren ausserhalb vum Stot beweegen, an d'Schoul, op

d'Uni goen, e Beruff léieren, schaffe goen, e Kont opmaachen, sech emanzipéiere vis-à-vis vum Mann, deen als gudden ale Patriarch iwwert d'Famill regéiert huet. Bis haut hannerléisst dee patriarchaleschen a konservative Familljemodell seng Spuere vun der Ongläichheet tëschent Mann a Fra. Den Gender-Pension-Gap tëschent Fraen a Männer ass zu Lëtzebuerg méi héich wéi a kengem aneren europäesche Land. Fraen, déi hir berufflech Karriär entweeder ënnerbrach, ofgebrach oder ni ugefaangen hunn, well se Kanner kruten a fir sech doheem ëm d'Kanner kënnen ze këmmeren, bezuelen haut am Pensiounsalter nach ëmmer e ganz héije Präis dofir.

Hausfra ginn ass haut fir vill Mammen net méi virstellbar, an awer spillt d'Patriarchat nach ëmmer mat, wann zu Lëtzebuerg nach ëmmer méi Fraen Deelzäit schaffe gi wéi Männer, nach ëmmer méi oft de vollen oder hallwe Congé parental huele wéi Männer, an dat majoritär aus deem engen ale Grond: fir sech kënnen ëm d'Famill an d'Kanner ze këmmeren.

Aus deem Grond kommen da Stëmme vu Mammen an och Pappen, déi sech fir en Homeschooling wëlle staarkmaachen, wou dach d'Schoulflicht eng erkämpfte progressiv Mesür war, déi am Kader vun der Demokratiséierung vun der Schoul derfir sollt suergen, dass méi Kanner d'Chance kënne kréien, sech aus hirer sozialer a Familljesituatioun eraus kënnen ze emanzipéieren. Och bréngen dës Stëmmen d'Elteregeld erëm an d'Debatt, vun deem mir geduecht haten, datt d'Emanzipatioun duerch d'Aarbecht an de Feminismus et definitiv begruewen hätten.

Här President, et ass effektiv eng komesch Zäit. Amplaz no vir ze goen, ass d'Tendenz, dass mer erëm zréckginn an d'Vergaangenheet, notamment wann et ëm Kanner a Famill geet. Eigentlech ass dat net erstaunlech, dat ass souguer historesch gewuess dank enger gradesou konservativer wéi neoliberaler Politick.

D'Leit schuften zu zwee 40 Stonnen an der Woch a gesinn hir Kanner kaum, den Trajet op d'Aarbecht a vun der Aarbecht emol net derbäigerechent. Dobausse gesäit ee lauter gestresst Elteren, déi d'Kanner nach séier mam Auto an d'Crèche oder d'Schoul wëlle bréngen, ier se da selwer schaffe kënne fueren. Soubal een den Zuch oder Bus wëll huelen, muss ee mat Verspéidung rechnen. Soubal ee mam Auto aus der Garage eraus ass, steet een am Stau.

Et ass also net verwonnerlech, datt déi, déi sech et leeschte kënnen, op den Teletravail ëmklammen. Och fir Elteren ass dat méi praktesch. Si brauche keen Trajet anzerechnen a wannen Zäit. Et gëtt déi Kategorie vu Leit, déi haut op engem Punkt ukomm sinn, wou et fir si net méi interessant a rentabel an emanzipatoresch ass, eraus schaffen ze goen. En plus hunn d'Leit esou vill Suen an hiert Haus gestach, fir dat si sech nach bis an de spéiden Alter ëm de Prêt wäerte musse këmmeren, dat heescht rembourséieren; da kann ee jo wéinstens vum Haus profitéieren, wann een doheembleift, respektiv vun doheem schaffen.

Et gëtt awer nieft deenen dote Leit och nach ganz, ganz vill aner Leit, nämlech déi Leit, déi sech et net kënne leeschten, net eraus schaffen ze goen, wou och 40 Stonnen Aarbecht d'Woch net duerginn, fir dovunner kënnen anstänneg ze liewen, déi sougenannt Working Poor. Alengerzéiend Eltere sinn zu Lëtzebuerg allgemeng dem Aarmutsrisiko ausgesat. Alengerzéiend Frae sinn am meeschte vun dëser Aarmut betraff. Hir Situatioun wäert sech net mat engem Elteregeld oder Homeschooling verbesseren, au contraire, si sinn op kollektiv Betreiungsstrukturen ugewisen a si kënnen sech et nach manner leeschten, Deelzäit ze schaffen.

Här President, eis kollektiv Betreiungsstrukture stinn ëmmer méi an der Schosslinn. Geschwat gëtt vu Qualitéitsverloscht, Penurie u Personal, souguer Schlagzeilen an der Press berichte vu Kannermëssshandlungen. Ee vun de Problemer vun dem Qualitéitsverloscht läit an eisen Ae ganz kloer an der Auslagerung vun der kollektiver Kannerbetreiung un d'Privatwirtschaft.

Mat de Chèques-service accueil alimentéiert de Staat e Crèchëbusiness, deen trotz Agrement keng Garantie vu Qualitéit ka bidden, well dat net säin Objectif ass. Den Objectif ass Rentabilitéit. Firwat géife soss grouss Entrepreneuren nieft Immobilieprojeten an anere Geschäfter nach op d'Iddi kommen, eng Crèche opzemaachen? Déi Leit maache gradesou gutt e Coiffeursalon op wéi eng Crèche. Sou kënne mir als Gesellschaft net mat eise Kanner, eiser Zukunft ëmgoen!

Här President, dat anert, wat eis stéiert, wat vill Elteren och stéiert, dat ass, datt d'Leit einfach ze vill Stonnen am Dag musse schaffen an ze vill laang Trajeten hunn, ze vill an ze laang, an dowéinst och net genuch Zäit hunn als Elteren, fir bei de Kanner ze sinn.

Kannerbetreiungsstrukture sollen eigentlech net dofir do sinn, fir eis Wirtschaft um Rullen ze halen; mee leider hu mir och an eisem Master, dem MAMACO, geléiert, datt, wann een een Euro an eng Betreiungsstruktur erastécht, hannen der dräi erauskommen.

Eltere ginn an d'Hamsterrad vum wirtschaftleche Produktivismus gehäit an hir Kanner gi scho vu Klengem un un dëse geckege Rhythmus gewinnt. Dofir insistéiere mir op Aarbechtszäitverkierzung! Eng 32-Stonne-Woch nieft all deenen anere Saache geet duer, fir dat ze produzéieren, wat mir brauchen. Jidderee gewënnt domadder Zäit, wäertvoll Liewenszäit, déi esou kann agesat ginn, wéi ee wëll. Qualitytime fir Elteren an hir Kanner! Alles anescht féiert zréck an d'Vergaangenheet – an do war nach laang net alles besser!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll als Éischt der CSV Merci soen, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn. Vill Eltere kéinten elo hei hir perséinlech Erfarungen an Anekdoten erzielen, an zum Deel gouf dat jo och haut scho gemaach. A wann Dir Iech wonnert, firwat meng Stëmm haut esou kléngt, wéi se kléngt, da läit dat dodrunner, datt mäi Meedchen och an d'Crèche geet an, wéi déi, déi Kanner an enger Crèche hunn oder haten, wëssen, alles Méigleches mat heembréngt an datt deementspriechend d'Stëmm méi wéi eng Kéier am Joer e bësse maltraitéiert kléngt.

Betreiung ass e ganz wichtegt Theema an dofir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer haut eng Kéier driwwer schwätzen, well an der Press konnt een ëmmer nees Artikelen iwwert d'Structures d'accueil liesen, déi bei eis dach awer grouss Bedenken ervirruffen, Bedenken, wat d'Politick vun der aktueller Regierung an deem Beräich ugeet. An ech wëll ganz bewosst net de ganze Secteur schlechtmaachen, mee et sinn awer Problemer do an et muss elo séier gehandelt ginn, well – an dat däerf net ze kuerz kommen – et geet ëm d'Wuel vun de Kanner!

Wann een da liese muss, datt ëmmer méi Kanner verhalensopfälleg ginn a Problemer mat der mentaler Gesondheet hunn, dann ass et net méi fir ze schlofen. D'Kanner kräische vill, si midd, streide vill respektiv reagéieren aggressiv. Ronn 10 % vun de Kanner sollen haut verhalensopfälleg sinn – 10 %! Dat ass esou, wéi wann der sechs vun eis heibanne verhalensopfälleg wären.

(Hilarité générale, interruptions et coups de cloche de la présidence)

Datt vill Kanner ze vill Zäit a Strukture verbréngen, ass fir eis dann och keen Zeeche vun enger gudder Qualitéit, am Géigendeel! Vill Kanner hu keng Bezuchspersoun méi, si verbréngen dacks zéng bis zwielef Stonnen den Dag a Strukture mat wiesselndem Personal. Eng Bezuchspersoun ass awer grad an der Entwécklung vu klenge Kanner enorm wichteg, well eng gesond Bindung ass d'Basis fir déi spéider Bildung.

Schonn haut weise vill Kanner Verzögerunge bei hirer Entwécklung op. An ech schwätzen net nëmme vun deem, wat een an de Sportsveräiner gesäit, datt d'Kanner haut e Ball net méi fänken, geschweige da puche kënnen, mee tatsächlech ass dat an alle Beräicher vun der Bildung.

Bindungsexperte recommandéieren, datt op een Educateur maximal dräi Kanner ënner dräi Joer komme sollten. Kanner mat enger Behënnerung brauchen dacks eng Eent-zu-eent-Betreiung. Ënner sechs Méint géif e Kand laut Experten dann och guer net an eng Betreiungsstruktur gehéieren. Wéi kann et da sinn, datt mer awer Crèchen hunn, déi ab zwee Méint Kanner ophuelen? An och e Familljeliewen ass domat net méi existent.

Dat ass kee Virworf un d'Personal, well de momentane Personalschlëssel ass dann och erëm fir Experten eng eenzeg Katastroph. Si maachen alles dofir, d'Kanner beschtméiglech ze betreien. D'Resultat: vill Stress, Iwwerfuerderung, deelweis Verzweiflung, Burnout. D'Konsequenz: Krankeschäiner, well se einfach vill ze vill Kanner gläichzäiteg betreie mussen.

Wéi d'Martine Hansen virdru gesot huet: „Stellt Iech emol vir, Dir misst de ganzen Dag op Är sechs Kanner oppassen", hunn ech kuerz am Kapp iwwerluecht … Et gëtt e Grond, firwat ech eemol Papp sinn an net sechsmol Papp sinn, an dat läit net nëmmen un der renger Fonctioun dovunner, mee einfach, well ech mer och net virstelle kéint fir mech perséinlech, op sechs Kanner de ganzen Dag opzepassen a fir déi sechs Kanner de ganzen Dag ze suergen.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Firwat esou fréi schonn opginn?

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hunn definitiv opginn. An ech kann Iech assuréieren, datt et keng sechs Kanner vu mir wäert ginn! Dat ass …

(Hilarité et interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Dir kuckt eréischt an d'Welt, Här Clement!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement (Piraten) | Et ginn ëmmer méi Iwwerstonne gemaach an et géifen heiansdo souguer Congésdeeg gestrach ginn, fir datt de Service ka garantéiert ginn. Jo, mir hunn e Mangel u qualifizéiertem Personal, …

Ok, ech muss dat mat de Kanner vläicht awer nach eng Kéier iwwerdenken.

… mee da muss ee Léisunge proposéieren, zum Beispill deene Leit, déi eng Alternativ géife wielen, wa se dofir eng gutt Ënnerstëtzung géife kréien an et sech domat leeschte kéinten, hir Kanner net an eng Betreiungsstruktur ze ginn, zum Beispill andeems een de Chèque-service accueil un d'Elteren ausbezuelt, déi hir Kanner wëllen doheem a kënnen doheem betreien.

Mir wëllen natierlech elo net zréck an d'Zäiten, wou d'Fra ganz opgehalen huet mat schaffen, fir doheem bei de Kanner ze bleiwen. Dofir fuerdere mer zum Beispill och rezent an engem Zeitungsartikel, datt mer de Congé de maternité postnatal fir d'Elterendeeler gläichsetzen, nämlech datt d'Männer deen nämmlechte Congé de maternité postnatal kréie wéi d'Fraen. Mee mir wëllen eng Alternativ fir déi Leit, déi bei enger gudder Ënnerstëtzung géife manner schaffen an dofir d'Kanner méi doheem géife betreien – y inclus a virun allem och d'Männer!

Dat ass natierlech net fir all Famill eng Léisung, mee et géif méi Leit de Choix loossen, fir méi Zäit fir hir Kanner ze hunn an trotzdeem finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'Fro, déi sech haut stellt, ass: Wéi laang loosse mir d'Kanner de Präis vun der aktueller Politick bezuelen? An all déi Problemer, déi ech genannt hunn, léise mir sécher net mat engem DAP Educatioun!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ee Virschlag emol direkt: Ech hunn elo hei wärend der Debatt decidéiert, datt mer reegelméisseg e Rapport wäerten iwwert dee ganze Secteur vun der Education en accueil publizéieren, well ech denken, datt et eng ganz Rei vu Mythe gëtt, déi heibannen de Mëtten zum Virschäin komm sinn iwwert dee Beräich an déi reegelméisseg och an der Press optauchen a sécherlech och dobausse monter weidergedroe ginn, déi awer esou der Realitéit net entspriechen. An ech gesi mech an der Onméiglechkeet, déi alleguerten ze entkräften an ze widderleeën an deene 14 an eng hallef Minutten, déi mir elo nach hei de Mëtteg bleiwen.

Een dovunner ass, datt d'Kanner net méi laang an zu vill méi an d'Betreiungsstrukture ginn (veuillez lire: datt d'Kanner méi laang an zu vill méi an d'Betreiungsstrukture géife goen), wéi dat elo x-mol de Mëtteg hei gesot ginn ass. Et ass och net esou, wéi x-mol de Mëtteg hei – wou virun allem vun enger Säit (ndlr: vun der Oppositiounssäit) bal net méi ze ënnerscheede war, wien da grad hei geschwat huet – gesot ginn ass, datt d'Regierung géif eng Politick maachen, wou d'Eltere quasi géifen dozou invitéiert ginn, fir d'Kanner méiglechst vill a méiglechst laang a méiglechst fréi an ech weess net, wat nach alles, an d'Betreiungsstrukturen ze ginn.

Huet dës oder déi lescht Regierung – mee et war vun der Kompositioun hier jo déi selwecht, et sinn déi, déi déi aner Säit (ndlr: déi op der Majoritéitssäit) sëtzen –, huet déi net grad mam Congé parental derzou bäigedroen, datt Dausende vu Mammen an och endlech Dausende vu Pappen zousätzlech de Congé parental konnten huelen, fir eebe grad ganz dacks an deenen éischte Méint, am Laf vum éischte Joer, d'Roll vu Mamm a Papp Vollzäit kënnen ze iwwerhuelen?!

An an de Statistike vun der Kannerbetreiung mierke mer dat jo, well d'Zuelen, de Prozentsaz vun deene Kanner ënnert engem Joer, déi an d'Crèche ginn, ass erofgaangen zanter 2017, zanter der Reform vum Congé parental, vun dee Moment 27 % op elo 24 %. Den Alter, an deem Kanner vun deene 24 %, déi ënnert engem Joer an eng Crèche ginn, dann eraginn an d'Crèche, ass ëm Wochen an der Moyenne eropgaangen, well eeben d'Elteren d'Méiglechkeet kritt hunn duerch déi Politick, déi dës Regierung am Beräich vum Congé parental gemaach huet, hir Verantwortung zu engem Deel selwer kënnen ze iwwerhuelen, an dee Choix och do gemaach hunn.

D'Stonnen – an ech vergläichen elo mol net mat 2017, mee mat 2012, well do war jo op d'mannst en Deel vun där doter Säit (ndlr: vun der Oppositiounssäit) responsabel fir déi dote Politick –, d'Stonnen, wärend deenen d'Kanner ënnert engem Joer an der Woch an der Crèche sinn, sinn erofgaangen, Dir Dammen an Dir Hären, vun 33 Stonnen an der Woch 2012 op elo 28 Stonnen an der Woch an der Moyenne. An dann heihinner ze kommen an een nom aneren einfach ze soen, mir géifen eng Politick maachen, datt quasi jidderee säi Kand muss an eng Crèche oder an eng Maison relais ginn, an d'Leit géife massiv dovunner Gebrauch maachen a wären irresponsabel, wa se dat géife maachen, a géifen zum Schued vun hire Kanner sech dozou dreiwe loossen – dat wonnert mech dach awer hei e bëssen!

An dofir, mengen ech, sollte mer awer kucken, datt mer mat de Féiss um Buedem bleiwen, datt mer eis op Fakte baséieren, datt mer kucken, wat dach wierklech d'Realitéit ass a wat dach awer e Mythos ass – oder politesch motivéiert Duerstellungen, fir eeben einfach nach op d'Käschte vun de Kanner sech e bësse besser kënnen ze profiléieren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | D'Duerchschnëttszäit, déi Kanner tëschent null a véier Joer an der Woch an der Crèche verbréngen, dat sinn 30 Stonnen. Hei gëtt awer bal nëmme vun deene 60 Stonne geschwat, déi maximal méiglech wären! Mee d'Duerchschnëttszäit sinn 30 Stonnen. A wann ech kucken – esou wéi dat och vun Eenzelnen hei gesot ginn ass, datt ee sech organiséiert, an der Koppel, vläicht och emol e bësse manner schafft, vläicht mat de Grousselteren, vläicht mat Frënn –, wéi een da kéint e gudde Mix tëschent Betreiung an eegener Verantwortung an anerer Betreiung organiséieren, dann ass ee schnell bei 30 Stonnen. Ma déi grouss Majoritéit, déi mécht dat! An déi solle sech dach och net ariede loossen, datt se hire Kanner eppes Schlechtes domadder maachen, wa se sënnvoll vun deem doten Instrument Gebrauch maachen!

Wann d'Kanner bis an der Schoul sinn, da gi se nach an der Moyenne 15 Stonnen d'Woch an d'Maison relais. Hei sinn der, déi soen, duerch déi Gratuitéit wär dat total exageréiert elo. An der Moyenne sinn et 15 Stonnen an et huet net – et huet net! – schlagaarteg geännert de leschte September, wéi mer d'Gratuitéit an och d'Iessen agefouert hunn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | 15 Stonnen an der Woch, 5 Schouldeeg an der Woch, dat sinn 3 Stonnen den Dag. Déi allermeescht sinn an der Mëttesstonn do, woubäi eng Mëttesstonn dach awer gären emol 2 Stonnen dauert, da bleift nach eng 1 Stonn Betreiung duerno an der Moyenne.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Da maachen ech mer éischter Suergen: Wat kënne mer nach sënnvoll vu Betreiung a vun Aktivitéite maache wärend där Stonn? A wéi kënne mer deem, deenen Usprech, déi mer zum Beispill och an der Maison relais un d'Betreiung an un d'Educatioun stellen, wärend där Zäit gerecht ginn?

A wat sinn d'Usprech vun der Maison relais, wéi mer se am Bildungsrahmenplan definéieren? D'Kreativitéit förderen, d'kritescht Denken, Participatioun, Sozialkompetenzen entwéckelen. An dann, wann hei vun der Interpellantin vun de Mëtteg dat net wouergeholl gëtt, datt mer dat als Haaptzil vun der Maison relais a vun all den SEAen am Land eigentlech definéiert hunn, zanter 2016, an datt mat vill Méi och dee Secteur sech op dee Wee do gemaach huet, fir dat ze developpéieren, wann dat total ignoréiert gëtt, awer virun enger Stonn, wéi et hei ëm ChatGPT gaangen ass, genau dat gefuerdert ginn ass vun der Bildung zu Lëtzebuerg, datt mer méi Kreativitéit misste förderen, datt mer méi Participatioun misste förderen, datt mer méi Sozialkompetenze misste förderen, da froen ech mech awer nach eng Kéier: Wat motivéiert eigentlech esou eng Debatt wéi déi vun haut de Mëtten?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mee ech wëll nach e bësse virgräifen op déi Publikatioun, op dee Rapport, deen ech Iech ugekënnegt hunn, well et gëtt awer nach munches ze soen, zum Beispill zum Betreiungsschlëssel. Jo, mir hunn e Betreiungsschlëssel. Mee kommt, mir kucken emol, wéi dee sech zesummesetzt!

Dee Betreiungsschlëssel, deen definéiert effektiv, an Eenzelner hunn dat zitéiert: een Educateur, eng Educatrice pro esou vill Kanner jee no Alterstranche. A konventionéierte Strukture finanzéiere mer awer och dat vollt Personal, och wann nëmme bis zu 75 % vun de Kanner do sinn an deene Stonnen. Dat heescht, doduerjer geet de reelle Betreiungsschlëssel jo emol eng Kéier däitlech an d'Luucht.

Dann erënnert Der Iech awer vläicht, datt mer hei Diskussiounen haten, datt mer nach zousätzlech Stonnen an de Crèchë ginn, fir déi multilingual Fréiförderung nach eng Kéier esou vill Prozent derbäi, datt mer zousätzlech Stonne gi fir d'Inklusiounspolitick. Doriwwer kann ee schwätzen, ob mer dat richteg maachen, ob et duergeet, ob mer en anere Wee solle goen, mee alles dat musse mer jo awer emol arechnen an de Betreiungsschlëssel, wa mer eng seriö, eng éierlech Debatt doriwwer hei wëlle féieren. Also kommt, mir kucken eng Kéier, wéi d'Realitéit ass, a mer beschäftegen eis wierklech mat de Saachen a mir loossen eis dach net vun allméigleche Lieserbréiwer samschdes moies elo hei dreiwen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | D'Fuerschung ass hei zitéiert ginn. Ech kann Iech d'Fuerschung zitéieren. D'Fuerschung seet ganz kloer, datt eng gutt Betreiung – eng gutt Betreiung! – benefique ass fir all Kand an datt eng gutt Betreiung am meeschte benefique ass fir Kanner aus sozial schwaache Milieuen.

Une voix | Richteg!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | A wa mer da kucken, wat déi gréisst Erausfuerderung am Bildungsberäich hei zu Lëtzebuerg ass, wouzou ech och zu Recht – zu Recht! – hei am Haus vu villen Deputéierten ëmmer nees interpelléiert ginn, dann ass et déi sozial Schiflag an eisem Bildungswiesen. D'Wëssenschaft gëtt just eng Äntwert dorobber, nämlech: e gudden Encadrement méiglechst fréi. Dee kann an der Famill sinn, mee mir hu keng Garantie, datt en do stattfënnt. An do, wou ech d'Responsabilitéit hunn, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eeben och fir de Beräich vun de Services d'éducation et d'accueil, do hätt ech gär, datt eng gutt Qualitéit assuréiert gëtt, well dann huet et en enorme positiven Impakt – an ech hunn elo net

erëm jidderengem gesot, jidderee misst säi Kand dohinnerginn! –, dann huet et, reng wëssenschaftlech gekuckt a beluecht, en enorme positiven Impakt op d'Entwécklung vum Kand, wann d'Kand an eng gutt Betreiungsstruktur geet.

A wat hu mer gemaach, fir d'Qualitéit ze verbesseren? Ech sinn Enn 2013 Minister ginn, du louch e Règlement grand-ducal do vun der Virgängerin, der Familljeministesch Marie-Josée Jacobs, fir d'Reegelen ze änneren, wat zum Beispill d'Betreiungsstrukture vu Surfacë musse garantéieren a wivill Kanner do an engem Raum sinn. An ech hu gesot: „Dat do ass eng gutt Saach, dat doten, dat setze mer ëm."

Wéi dacks sinn ech – déi eng sinn nach hei am Raum, am Parlament, anerer schonn net méi – interpelléiert ginn an hu gesot kritt, dat wär net méiglech ëmzesetze vun de Gemengen, déi meeschtens dann dat och hu misse schëlleren. Do war et eigentlech zimmlech egal, wéi vill Kanner an engem Grupp sinn a wéi vill der wou zu wéi vill betreit ginn a vu wéi vill Fachpersonal. An dat war en éischte wichtege Schrëtt.

Mir hunn 2016 dat éischt Qualitéitsgesetz gemaach, wou mer dem nonformale Bildungsrahmenplan eng gesetzlech Kraaft ginn hunn, dee mer net am Ministère erfonnt hunn, dee mer mat deem ganze Secteur, wou enorm vill Fachwëssen a Kompetenz existéiert, zesummen ausgeschafft hunn. Mir hunn duerno e System instauréiert, wou all Crèche, all Maison relais hiert pedagogescht Konzept huet missen entwéckelen. Dat ass vun engem Service vum Staat kontrolléiert ginn. Et si Reegelen agefouert ginn, wéi mer sécherstellen, datt dat och am Alldag ëmgesat gëtt. Mir hunn Agente lassgeschéckt, déi d'Strukturen dobäi begleet hunn an, wann et muss sinn, se och emol eng Kéier kontrolléiere respektiv och Sanktiounsméiglechkeeten – an dovunner liest Der jo ëmmer nees an der Press oder Dir héiert dovunner – hu missen an d'Weeër leeden.

Mir hunn d'Éducation plurilingue agefouert, fir grad kommunikativ Kompetenze fréi ze förderen, well mer wëssen, datt dat den A an den O och fir déi weider schoulesch Entwécklung vun de Kanner hei zu Lëtzebuerg ass.

Mir hunn d'lescht Joer nach e groussen a wichtege Schrëtt gemaach, fir eng héichwäerteg Weiderbildung gratis zur Verfügung ze stelle fir sämtlecht Personal vu sämtleche Strukturen, egal ob et Gemengestrukturen, konventionéiert Strukturen oder privatrechtlech Strukture sinn, egal ob et Crèchen oder Maison-relaise sinn, well mer gären hätten, datt mer eng qualitativ gutt Entwécklung vun all den Agenten an deem dote Beräich kënne sécherstellen. Nun, ech denken, datt déi Entwécklung net wäert ophalen an net kann ophalen.

Awer hei ze soen, dës Regierung géif net fir d'Qualitéit an deene Strukturen do stoen! Kommt, mir kucken nach eng Kéier d'Chifferen: An deene leschten zwielef Joer, vun 2010 bis 2012 (veuillez lire: bis 2022), sinn d'Plazen an de Crèchen an an de Maison-relaisen hei ëm e Facteur 2,3 an d'Luucht gaangen. D'Budgetsmoyenen – déi kënnt Der jo alleguerten noliesen an de Budgeten – hu sech ëm 5,5-mol vervillfacht an där Zäit, méi wéi dat Duebelt wéi d'Plazen an d'Luucht gaange sinn. Dat, denken ech, illustréiert och nach eng Kéier, datt mer dat Méiglechst gemaach hunn, fir all den Acteuren do, all den Träger kënnen d'Moyenen ze ginn, fir eng gutt Kannerbetreiung ze assuréieren.

Datt een iwwer munches nach muss schwätzen, ass kloer. An ech denken, déi, déi e bëssen éierlech mat sech waren de Mëtteg hei, hu gesot: „Jo, et kann een iwwert de Betreiungsschlëssel schwätzen, mir mussen awer kucken, wou d'Leit hierkommen, wéi mer dat dote maachen, wéi een dat an engem Horizont och gesäit iwwert déi nächst Joren, fir datt mer Leit ausgebilt kréien, déi déi Aufgab do och kënnen iwwerhuelen." An ech denken, datt och an enger nächster Legislaturperiod dat Theema weiderhi muss do sinn.

Ech stinn net hei a soen: „Et ass alles gutt", mee ech stinn hei a soen, datt déi, déi soen, et wär alles schlecht, a mengen Aen awer wierklech hei falschleien, datt hei probéiert gëtt, eng ideologesch Debatt ze féieren, datt hei probéiert gëtt, Leit, déi dat Normaalst vun der Welt doranner gesinn, datt se hir Kanner an déi Strukture ginn, eigentlech nach e schlecht Gewëssen dobäi ze maachen! An dat fannen ech jo eigentlech nach am schlëmmsten, well dat ass a mengen Ae souguer irresponsabel, well d'Wëssenschaft genau seet, datt et fir vill Kanner e positiven Effet huet!

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, wäert ech Iech déi nächst Zäit nach mat ville Chifferen aus deem doten Domän a ville Fakten aus deem doten Domän ploen. Ob et eng Auswierkung op d'Qualitéit vun den Debaten zu deem Sujet hei huet, dat gesi mer da spéiderhin.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt soen, den Här Minister sot, deejéinegen, deen dës Debatt ugefrot hätt ..., dat wäre reng „politesch motivéiert Duerstellung". Ech fannen, dat ass eng zimmlech Ënnerstellung!

An da kommen ech och bei déi éischt Fro: ob den Här Minister wierklech net wëll déi Hëllefriff, déi awer vun Educateure kommen, déi vun Eltere kommen, déi vu Petitionäre kommen – ech hu gesot, virun engem Joer, mengen ech, war déi Petitioun hei, do hätt sollen eng Commission jointe sinn, fir dat nach eng Kéier nozebeaarbechten; dat waren awer vill Ënnerschréften, dat ware vill Leit, déi sech do Suerge gemaach hunn –, ob hien déi Hëllefriff, esou wéi ech en elo héieren hunn, wierklech net seriö hëlt a seet, déi wären och „politesch motivéiert"!

Da wëll ech och soen: Ideologesch ass d'CSV sécher net! Mir hu gesot, mir wëllen de Choix. An déijéineg, déi doheem oder iwwert d'Grousselteren hir Kanner betreien, sollen och eng Ënnerstëtzung kréien. An op där anerer Säit, fir déijéineg, déi d'Kanner an d'Betreiungsstrukture ginn, do musse mer derfir suergen, datt d'Qualitéit garantéiert gëtt. An do hu mer Virschléi gemaach gehat, op wat een do misst oppassen.

Mee wéi gesot, fir mech ass et awer wichteg, datt den Här Minister eis hei seet, ob hie wierklech déi Hëllefriff do net seriö hëlt, well hie seet, mir sollten einfach déi Lieserbréiwer net méi liesen an net eescht huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech huele munches eescht, wat ech liesen, a wann ech dat eescht huelen, da féiert dat zum Beispill derzou, datt ech och Leit, déi Interviewe ginn hunn am Laf vum leschte Joer zu deem doten Domän, invitéiert hunn op eng Taass Kaffi a mer eis doriwwer ënnerhalen hunn. Ech huelen dat eescht a wëll erausfannen, ...

(Interruption)

... wat domadder gemengt ass. Ech huelen awer net all ..., also, net all Lieserbréifschreiwer, dee sech elo an de leschte Wochen do beméit huet, kritt eng Invitatioun vu mir, well ech och net alles wëll eescht huelen. An ech denken, datt mer eis och net mat allem musse beschäftegen!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch. Da Parole après ministre fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Den Här Meisch huet gesot, bei der Kannerbetreiung wier net alles gutt – an do ginn ech dem Här Meisch ganz Recht. An ech wollt eng Fro stellen, ganz konkreet: Mir hunn iwwert déi Schlëssele geschwat, ënner zwee Joer een Erzéier fir sechs Kanner, vun zwee Joer un ass et een Erzéier fir aacht Kanner. Dat ass jo dann awer relativ vill, wa jo gesot gëtt vun der Wëssenschaft, dräi Kanner pro Erzéier wier gutt. Meng Fro ass am Fong ganz einfach: Wat wier dann d'Idealvirstellung an den Ae vum Här Minister fir dee Schlëssel? Wéi vill Kanner am Alter vun zwee Joer pro Erzéier?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, ech hunn op déi Fro do geäntwert, well ech gesot hunn, datt éischtens emol d'Realitéit net esou ass, wéi Dir et duerstellt, datt de Personalschlëssel sech aus aneren Elementer zesummesetzt. A wa mer déi kucken, da lande mer ganz enzwousch aneschters. Da si mer net méi bei een op sechs, mee da si mer nach ongefeier bei een op véier, fir an där Relatioun emol ze bleiwen.

Dann hunn ech och hei gesot, datt ech schonn denken, datt een doriwwer muss nodenken. Mee et gëtt do net eng Wonschvirstellung, et gëtt och dat, wat machbar ass. An ech hu gesot, datt een dat an engem Horizont muss gesinn. An ech denken, datt dat en Theema och an der nächster Legislaturperiod soll si fir ze kucken, wéi een eng Entwécklung an deem Secteur hikritt, fir datt een och um Niveau vum Personalschlëssel Schrauwe kann dréinen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen: Dat ass net dat Eenzegt, wat Qualitéit bréngt, de Personalschlëssel. Et ass villes ze maache mat Organisatiounsstruktur, et ass villes ze maache mat gudde Konzepter. De Personalschlëssel gehéiert dozou, mee dat eleng wäert och sécherlech net d'Garantie sinn, datt eng Crèche, datt eng Maison relais herno de Maximum vu positiver Entwécklung bei de Kanner kann erausheulen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

9. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'avenir du recrutement des détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental (Quereinsteiger)

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng zweet Aktualitéitsstonn iwwert d'Rekrutéiere vun de Quereinsteiger,

déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. An d'Wuert huet elo d'Spriecherin vun der LSAP-Fraktioun, d'Madamm Francine Closener.

Exposé

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si ganz frou, datt mer haut iwwert dat wichtegt Theema Formatioun vun eisen Enseignantë schwätzen. Et huet dräi Ufroe vun der LSAP gebraucht, bis dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour vun der Chamber koum. A pénktlech, een Dag virun dësem Rendez-vous haut, huet de Minister gëschter all d'Detailer ginn zu deem neie „Bachelor en formation pédagogique". Ech si frou, datt eis Demanden esou en Effet haten an d'Kaz elo aus dem Sak ass.

Här President, d'Penurie vu Léierpersonal an der Grondschoul ass bekannt. Ausgerechent an deenen éischte Joren an der Schoul, déi esou decisiv, esou kruzial si fir d'Entwécklung vum Kand a fir seng schoulesch Karriär, ausgerechent an der Grondschoul feelt et u qualifizéierten Enseignanten.

Mir wëssen et scho laang duerch den John Hattie an anerer: Et ass weeder d'Method nach d'Gréisst vun de Klassen, mee den Enseignant, deen decisiv ass fir de Succès vum Schüler. An anere Wierder: Mam Léierpersonal steet a fält eisen Educatiounssystem. Mam Léierpersonal steet a fält d'Bildung an domat d'Zukunft vun de Kanner am Land. An duerfir ass d'Fro vun der Formatioun vun den Enseignanten extreem wichteg fir d'LSAP.

Fir d'Lächer an de Reie vum Léierpersonal ze stoppen, huet de Minister 2018 de Quereinsteigerprogramm agefouert. Op déi Manéier konnten d'Leit mat engem Bachelordiplom an den Enseignantsberuff eraklammen. Si hunn dernieft missen eng beruffsbegleedend Formatioun um IFEN maachen.

Fir dëst Schouljoer, also 2022/2023, goufen insgesamt 289 nei Enseignantë rekrutéiert, dovunner 115 Quereinsteiger. Dat sinn der vill. Et schéngt also, wéi wann deen „Turboparcours" fir d'Kandidatinnen a Kandidaten interessant wär.

Wat d'Qualitéit vum Unterrecht vun de Quereinsteiger ugeet, krut een déi lescht Joer ënnerschiddlech Echoen. Do ware ganz exzellent Leit derbäi an ech wëll och hei betounen, datt et der Schoul gutt deet, wann d'Schüler mat Leit a Kontakt kommen, déi Beruffserfarung baussent dem Educatiounssystem hunn. Et waren awer och Leit derbäi, déi definitiv net fir d'Schoulhale gemaach waren, an déi Leit sinn anscheinend jo och net bliwwen.

Mee esou oder esou: Mam Quereinsteigerprogramm ass jo souwisou elo Schluss. E war op fënnef Joer begrenzt a leeft dëst Joer aus. Mee de Besoin ass duerfir awer nach ëmmer gradesou grouss, also de Besoin um Terrain u qualifizéiertem Nowuess beim Léierpersonal. Nach ëmmer gëtt et net genuch Studente mat engem Bachelor an Educatiounswëssenschaften, déi alleguerten d'Viraussetzungen erfëllen, fir Enseignant am Fondamental ze ginn. Duerfir brauche mer also aner Léisungen, laangfristeg Léisungen.

An d'Léisung, déi de Ministère an d'Uni preconiséieren, gesäit esou aus: Parallell zum aktuelle Bachelor vu véier Joer, dem Bachelor en sciences de l'éducation, kënnt also elo deen neie Bachelor en formation pédagogique. Viraussetzung dofir ass, dass ee schonn en anere Bachelor huet, an zwar aus sougenannte „gëeegente" Beräicher, „domaines appropriés" – ech kommen herno nach dorobber zréck. An da mécht een nach ee Joer, also wärend zwee Semester, dee pedagogesche Bachelor op der Uni.

Zu deem aktuelle Bachelor, deem regulären, gëtt et natierlech frappant Ënnerscheeder. Éischtens: Leit mat deem neie Bachelor kënnen net am Cycle 1 ënnerriichten, awer soss sinn d'Debouchéë genee déi selwecht wéi fir dee reguläre Studiegang, also an der Grondschoul d'Cyclen 2, 3, 4, awer och an der Voie de préparation am Secondaire général, an et kann een och Kanner mat Besoins spécifiques enseignéieren. Just déi zukünfteg Enseignantë fir de Cycle 1, Precoce oder Spillschoul, musse weiderhin dee Bachelor an den Erzéiungswëssenschafte maachen, wat an eisen Aen och ganz richteg ass, well, wéi virdru scho gesot: Wat d'Kand méi jonk, wat d'Ausbildung an d'Qualifikatioun vum Enseignement méi wichteg fir seng Entwécklung.

Zweeten Ënnerscheed – an dat ass natierlech eng grouss Diskrepanz –, wat de sougenannten „temps de terrain" ugeet, wou de Student also um Terrain ass bei de Kanner an der Klass. Et ass jo do, wou sech fir ganz vill Leit ganz séier weist, ob se fir de Beruff gemaach sinn oder net. A Schoul hale kann nu wierklech net jiddereen. Am reguläre Bachelor en sciences de l'éducation sinn dat 30 Wochen um Terrain, an zwar a fënnef Cyclen. An där neier Formatioun sinn et grad emol sechs Wochen an zwee Cyclen, also fënnefmol manner Praxis. Dat ass net vill!

E weideren Ënnerscheed: Engem Student am neie Bachelor säi Stage d'insertion professionnelle dauert zwee Joer an e mécht och nach ongeféier 100 Formatiounsstonnen um IFEN am Ufank vu senger Karriär. E Student am reguläre Bachelor kritt duerfir eng Dispens a säi Stage dauert och just ee Joer.

Här President, loosst mech et ganz kloer soen: D'LSAP ass absolutt derfir, nei Weeër ze fannen, fir jonk Leit oder och manner Jonker nees fir de Beruff vum Enseignant ze interesséieren, fir de Secondaire, awer besonnesch eebe fir de Fondamental.

An dëse Bachelor ass sécherlech an deem Sënn eng Méiglechkeet. De Spektrum vu Leit, déi a Fro kommen, fir Enseignant kënnen ze ginn, gëtt vill méi breet, ouni datt se e Wee aschloen, deen hinnen e Bachelor gëtt mat engem limitéierten Débouché, eeben dee vum Enseignant an der Grondschoul.

Jonk Leit kënnen also no der Première Mathe, Sproochen, Sciencen, Konscht oder Sport studéieren, respektiv Pedagogie, Soziales, Psycho aus engem Domaine approprié, woubäi déi Definitioun e bësse flou ass an et natierlech och grouss Ënnerscheeder gëtt tëscht engem Student, deen zum Beispill an England Konscht studéiert an engem, deen an Däitschland Sport studéiert. Do sinn d'Viraussetzunge jo awer ënnerschiddlech, wa se op der Uni hire pedagogesche Bachelor dann ufänken. Et ass eng grouss Suerg vun eis, datt där Heterogenitéit do Rechnung gedroe gëtt. A mir hunn och e wéineg Bedenken, datt zwee Semester net duerginn, fir dat ze maachen.

Natierlech ass awer deen neie Bachelor aus der Vue vum Student immens interessant, well: Ee Joer Pedagogie, da kënne se Enseignant ginn. Wann hinnen dat net méi gefält, dann ass de Wee fräi, fir an en anere Beruff ze wiesselen, fir dee se jo da schonn hiren initiale Studiegang hunn. Dat kléngt gutt an déi Responsabel vum Ministère an Uni hunn, esouwäit ech weess, Plaz fir 240 Studente virgesinn, déi dee Wee elo bei der Rentrée kéinten aschloen, also scho wierklech bedeitend méi wéi bei deem reguläre BScE.

An do stellt sech jo dann d'Fro: Wat sinn d'Perspektive fir de Bachelor vun den Erzéiungswëssenschaften? Soll deen auslafe gelooss ginn? Oder à terme just nach fir d'Leit aus dem Cycle 1 bestoe bleiwen? Ginn d'Leit elo bewosst drainéiert vun deem Studiegang an deen neien?

Aner Fro: Et gëtt allgemeng an eisem Bildungssystem jo ganz vill virun engem sougenannten „nivellement vers le bas" gewarnt, an no der Pressekonferenz gëscht konnt een och op de soziale Medie liesen, dass géif gefaart ginn, déi Formatioun géif bradéiert ginn.

De Minister gesäit déi Gefor warscheinlech net. Hält hien et fir realistesch, datt d'Studenten an engem Joer wierklech déi selwecht Kompetenzen entwéckele wéi déi aner a véier Joer? Oder ass dat weidert Joer Stage eigentlech als Ausgläich dofir geduecht?

Da stellt sech och nach d'Fro vum Statut a vum Salaire. Gëtt et do Ënnerscheeder oder si se komplett gläichgestallt?

Et gëtt jo och en Examen-concours d'admission gemaach mat schréftlechen Epreuven an de Sproochen, an der Mathé an an de Sciencen. Ginn d'mëndlech Kompetenzen net gefrot? Well grad am Fondamental ass dat jo wichteg beim Enseignéiere vun enger Sprooch, datt ee se och gutt schwätzt. Wéi gëtt och rezenten a wichtege Projete wéi der Alphabetiséierung op Franséisch Rechnung gedroen?

Wéi steet de Minister derzou, datt een e Bachelor kéint maachen an engem Fach a Relatioun mat der Schoul an duerno e Master an de Sciences de l'éducation oder eeben e Bachelor an de Sciences de l'éducation an dann eng Spezialisatioun als Master? Sou huet den SNE et jo am Summer zejoert gefuerdert. Onsympathesch ass eis dat net onbedéngt als Virschlag.

An et ass jo och esou, datt an der Belsch de Studiegang elo ännert an déi Studente mat engem Master 1 erauskommen. Wéi a wou kommen déi elo an eise System do eran? Brauche si de Bachelor pédagogique deemno net ze maachen? Dat ass mer nach net ganz kloer.

Här President, well d'Situatioun um Terrain net gutt ass an een de Beruff vum Enseignant méi attraktiv wëll maachen, kann ech ganz gutt verstoen, datt elo no enger Léisung gesicht gouf, déi séier applizéiert ka ginn. Allerdéngs ass d'LSAP der Meenung, datt een déi Entwécklung do och genee muss suivéieren an deemno wéi d'Formatioun muss adaptéieren.

D'LSAP stoung a steet derzou, datt Quereinsteiger eng Beräicherung fir d'Schüler an d'Schoule kënne sinn. Ënnerschiddlech Leit mat ënnerschiddlechem Background an akadeemesche Formatioune kënnen zu enger méi kompletter Bildung bäidroen. Mir sinn der Meenung, datt ee soll dervu profitéieren, fir déi nei Enseignanten dann och entspriechend hirem initiale Studiegang an och entspriechend hirer Sproochekompetenz anzesetzen.

Et ass jo a ville Gemenge schonn Usus, dass Unterrechtsstonne getosch ginn, well deen een Enseignant besser am Däitschen ass, deen anere besser an der Mathé. D'Gesetz vun 2009 gëtt eis jo déi Flexibilitéit do. A bei der Alphabetiséierung op Franséisch ass jo och een Enseignant fir Däitsch zoustänneg an deen anere fir d'Franséischt. Mir kéinten eis virstellen, an der Ausbildung Sproochefilièren anzeféieren an d'Leit herno dann och deementspriechend am Unterrecht anzesetzen. Doduerjer wier den Enseignantsberuff vill méi attraktiv fir Leit, déi vläicht exzellent Pedagoge géife ginn, mee duerch Defiziter an enger Sprooch keen Accès zu där regulärer Formatioun kréien. Esou ee Konzept wier ëmsou méi sënnvoll, wann d'Alphabetiséierung op Franséisch eng national Envergure géif kréien, wat ech mer och ganz gutt ka virstellen.

Här President, eng gutt Léierin oder e gudde Schoulmeeschter ass determinant fir déi schoulesch Karriär vun engem Kand. Mir brauche vill där gudder Enseignanten. Mir brauchen eng Formatioun, déi si optimal virbereet op de Beruff, déi awer och esou concipéiert

ass, datt se och op d'Besoine vun de Kanner passt. Wat mer net brauchen, ass en „nivellement vers le bas" vun där Formatioun. Dogéint misste mir eis wieren, wann et dann esou géif kommen. D'LSAP wier frou, wa se vum Minister Äntwerten op déi genannte Froe krit.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. D'Gesetz vun 2018 iwwert d'Quereinsteiger – dat hate mer deemools gesot –, dat war u sech eng Pompjeesléisung no där katastrophaler a chaotescher Rentrée scolaire 2017/2018, wéi am September opgefall ass, datt net genuch Enseignanten do wären.

An ech widderhuele mech hei: Op de gudden Enseignant kënnt et un. An ech wëll der Madamm Closener nach Merci soe fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn. A si sot och: „Op de gudden Enseignant kënnt et un, an där brauche mer genuch."

An dofir hätte mer eis eng breet Diskussioun gewënscht am Virfeld vum Gesetzestext iwwert de Profill vum Enseignant an iwwert seng Ausbildung. Dat war eise Wonsch virum Gesetz vun 2018. Dat ass net gemaach ginn. A wat absolutt dramatesch ass: Et ass och elo net gemaach ginn tëschent 2018 an 2022. A gëschter krute mer, wéi gesot, an der Pressekonferenz dunn déi nei Ausbildung virgestallt. Also, wann ech d'Madamm Closener gewiescht wär, hätt ech mech vill méi opgereegt, mee ech verstinn awer, datt si dat vläicht an der Majoritéit net esou ka maachen.

Dës nei Ausbildung ass sécherlech besser wéi den éischte Quereinsteigermodell, well zumindest ee Joer pedagogesch Ausbildung erfuerdert gëtt. Mee et schéngt mer awer esou, wéi wann et erëm eng Kéier eng net ganz duerchduecht Decisioun wär, well déi weesentlech Froen, déi am Virfeld hätte missen diskutéiert ginn, sinn nach ëmmer net diskutéiert ginn: Wéi ee Profill muss den Enseignant hunn? Hale mer um absolutte Generalist fest? Fanne mer déi Generalisten nach? Fanne mer der genuch? Fanne mer genuch jonk Leit, déi nieft hire pedagogesche Kenntnisser, déi extreem wichteg sinn, och all hir Fächer beherrschen? Dat ass fir eis e Must!

Dorobber hunn d'Kanner, well et geet ëm hir Zukunft, e Recht. An dat muss duerch d'Ausbildung, egal wéi eng et elo ass, garantéiert ginn. An dat muss och bei all annoncéierter Ausbildung ofgekläert sinn. An ech wéisst u sech gären, ob dat ofgekläert ass. Ech si mer leider net esou sécher.

Fréier konnt een – an ech weess och elo keng Joren – u sech vum Prinzipp ausgoen, datt een, deen eng Première gemaach hat, u sech seng Fächer kannt huet. Dat ass haut leider net méi onbedéngt de Fall, well d'Opnametester vun der Uni weisen et: Et hunn extreem vill Kandidaten op d'mannst an engem vun den Haaptfächer Problemer. Ech krut gëschter nach e Message. Do krut ech gesot, datt vill Enseignanten net méi déi Sproochekenntnisser hätten, déi se missten hunn. Dat ass u sech dramatesch, fannen ech!

Dat ass zum Deel op eise Schoulsystem zréckzeféieren, wou mer duerch ënnerschiddlech Reformen och Schwächten zougelooss hunn, wou mer och vill verschidde Sektiounen hunn, och am Enseignement général. Dat ass och alles ok. Mee ech mengen, et muss ee kloer maachen, datt mer keng Enseignanten däerfen zouloossen, déi an engem Fach, dat se halen, net gutt sinn. Well dann ass den Unterrecht schlecht. D'Mëttelmooss geet hei fir den Enseignant net duer, well mir kéimen dann an e richtegen Däiwelskrees eran. Een, dee säi Fach net beherrscht, kann et net richteg ënnerriichten, also kënne mer eis dovunner net erwaarden, datt d'Kanner et herno kënnen.

An dofir denken ech, datt mer, wa mer bei dëser Diskussioun sinn, do och de Secondaire misste berücksichtegen. Et muss de Kandidate ganz einfach kloergemaach ginn, datt si déi néideg Fachkompetenze brauchen, zumindest wa mer um absolutte Generalist festhalen.

Et kéint awer och eventuell am Lycée schonn eng Méiglechkeet geschaaft ginn, fir déijéineg, déi gäre wéilten Enseignant ginn, spezifesch op déi Ausbildung virzebereeden, datt se do nach eng Kéier un hire Kompetenze schaffe respektiv se widderhuelen. Dat kéinte konkreet Virbereedungscoursë sinn op Première, Deuxième, oder e Walmodul. Esou eppes kéint ee sech zumindest iwwerleeën. Vläicht hätte mer dann och méi potenziell Kandidaten, well mir brauche méi potenziell Kandidaten. Ech mengen, hei si sech keng Gedanken driwwer gemaach ginn.

Wéi kann an a mat der Ausbildung eebe séchergestallt ginn, datt den Enseignant pedagogesch topp ass an datt e fachlech topp ass? Dat si fir eis déi kruzial Froen. A wa mer dat net fäerdegbréngen, da musse mer eis d'Fro vum Generalist stellen. Fir eis als CSV ass et kloer, datt mer kee Spezialist wëllen an der Grondschoul, well mir brauchen eng, zwou Bezuchspersounen, Haaptbezuchspersounen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mee wa mer de Generalist net kënnen hunn, musse mer eis vläicht d'Fro stelle vum „Generalist minus", dee vläicht eng Schwächt huet, mee dann däerf en dat Fach net halen.

Den Här Minister huet dëst net gemaach. En huet elo ënnerschiddlech Weeër opgemaach, fir kënnen Enseignant ze ginn. D'Madamm Closener huet se alleguer erkläert. Eemol de klassesche Wee vum Enseignant iwwert dat Pedagogiestudium. Ech fäerten, datt deen ëmmer manner attraktiv gëtt. Mee och hei stelle sech d'Froen: Ass d'Ausbildung op der Uni.lu nach esou, wéi mer se brauchen? Ass dat analyséiert ginn?

An da kënnt elo nom ale Quereinsteiger deen neien. Ass deen ale Modell evaluéiert ginn? Wa jo, wat sinn do konkreet Konklusiounen? Ech weess, datt wierklech eng Partie vu Quereinsteiger richteg gutt sinn. Mee d'Fro ass: Ass d'Qualitéit garantéiert? Ass et och wierklech egal, wéi ee Bachelor een am Zesummenhang mat der Schoul gemaach huet, fir hei zougelooss ze ginn? Educateur, Geschicht, Geo, Science, Sport, et ass extreem vag gefaasst. Hätt dat net misse méi genau definéiert ginn? Firwat gëtt net méi Stage an der Ausbildung agebaut? D'Praxis ass och am Enseignement extreem wichteg.

Dir Dammen an Dir Hären, eppes, wat eis nach fundamental un dëser Virgeeënsweis stéiert, ass de Fait, datt de Minister wärend all deene Joren u sech net dru geschafft huet, d'Attraktivitéit vum Beruff ze verbesseren. Mir haten eng Interpellatioun mat ganz konkreete Virschléi. Mir haten u sech och eng Ëmfro um Terrain gemaach. Mee dëst ass leider net geschitt. Et hätt awer missen an eisen Aen eng Prioritéit sinn.

Et ass elo einfach erëm eng Kéier eng Parallellwelt och hei an der Ausbildung geschafe ginn, ouni déi weesentlech Froen ze stellen, an dat ass fir eis net dee richtege Wee!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. A merci och der Madamm Closener, dass mer haut doriwwer debattéieren. A kaum engem anere Beruff kann ee mat där néideger Vertrauensbasis esou vill zu der positiver Entwécklung vun de Kanner a vun deene Jonke bäidroen.

Dee Constat, deen ech elo als Intro hei quasi maachen, deen hunn ech och als Schoulmeeschter selwer um Terrain gesinn, an dofir kann ech en och esou soen. An dee Constat ass natierlech op där enger Säit geneesou motivéierend, wéi en awer och op där anerer Säit erausfuerderend ass. Et huet een als Enseignant eng wichteg Roll um Wee vum Kand, jo, eng immens grouss Verantwortung fir d'Kand, awer och fir d'Gesellschaft.

Duerch déi Verantwortung vis-à-vis vum Kand, awer och vis-à-vis vun der Gesellschaft ass et wichteg, dass déi Leit, déi Schoul halen an an de Klassen intervenéieren, eng qualitativ gutt Ausbildung hunn a sech och op héijem Niveau ëmmer nees weider formëieren.

An ech mengen, do si mer voll am Sujet vun haut dran. Wat ass gefuerdert? Wou leien d'Erausfuerderungen haut am Klassesall? Wéi ee Profill gëtt gebraucht, fir d'Qualitéit vun der Formatioun am Klassesall op héijem Niveau ze assuréieren?

A vläicht eng Remark: Dass et, fir erfollegräich ze sinn, extreem staark op de Mënsch, op den Enseignant, deen d'Kanner viru sech huet am Klassesall, ukënnt, ass gewosst – den Hattie ass ugeschwat ginn, scho méi wéi eemol. An do huet all Enseignant zu Lëtzebuerg extreem vill Fräiraum, fir kreativ am Beruff dierfen ze schaffen.

Kloer schéngt och, dass de Besoin u Léierpersonal an den nächste Joren net ofhëlt, mee au contraire wäert héich bleiwen. Schonn eleng duerch de Wuesstum, mee genausou kloer awer och, fir déi ëmmer méi grouss Erausfuerderungen, déi um Terrain sinn, ze meeschteren. An do ass Lëtzebuerg bei Wäitem, bei Wäitem keen Eenzelfall. Quasi a ganz Europa ginn Enseignantë gesicht – änlech iwwregens wéi an anere Beruffer, wann ech zum Beispill nëmmen un den Debat virgëscht bei der Police denken.

Den Challenge besteet jo doran, gutt Leit ze fannen, motivéiert Leit, héich forméiert Leit, deelweis awer och spezialiséiert Leit, fir dass d'Kanner op hirem Wee perfekt begleet kënne ginn.

Interessant wär och vläicht, wann de Minister eis d'Zuel vun den Enseignanten an de leschte Jore kéint soe par rapport zu der Schülerzuel. Wou si mer do drun?

Den éischte Wee vum Rekrutement soll och weiderhin de klassesche Wee vum Bachelor en sciences de l'éducation sinn. Als DP begréisse mir, dass do d'Uni pro Joergang elo méi Studente wëll ausbilden, wéi dat bis elo de Fall war.

Do dernieft gëtt et dann de Quereinsteiger, e System iwwregens, deen net exklusiv hei am Land erfonnt ginn ass, mee et gëtt en a ville Länner. Dat si Leit mat interessante Profiller, déi eng Expertis aus hirem Studium oder och Beruffsliewe matbréngen a sech inhaltlech oft iwwerschneide mam Bachelor en sciences de l'éducation.

Iwwregens, an dat ass vläicht och net ze vergiessen: Virun deem Quereinsteiger, wéi en elo da besteet,

gouf et och Intervenanten nieft de klassesche Schoulmeeschteren a Léierinnen an de Klassen. Dat waren d'Chargés de cours. Dat ware Persoune mat enger Première a véier Woche Stage. Dofir kann ee beim bestoende Modell scho soen, dass et eng qualitativ Verbesserung gouf par rapport zum Modell vun de Chargés de cours.

Mee ech sinn awer absolutt d'accord, dass et de richtege Wee ass, nieft dem Kinnekswee vum Bachelor en formation de l'éducation (veuillez lire: Bachelor en sciences de l'éducation) elo och nach de Quereinsteigerprogramm qualitativ ze verbesseren an ze reforméieren, ëmmer aus der Vue: Wéi kréien ech déi bescht Profiller, déi néideg Besoine fir eis zukünfteg Generatiounen an de Klassesall fir d'Wuel vun eise Kanner?

D'Resultat vun där Verbesserung ass d'Schafe vun engem Bachelor en formation pédagogique. D'Iddi, engem Spezialist, dee schonn e Bachelorofschloss – an ech betounen: Ofschloss – huet an dee sech entscheet, Enseignant wëllen ze ginn, eng Perspektiv ze ginn, fir e Quereinstig an e Studiegang eran ze maachen, ass eng immens interessant Pist. Mir hunn et jo hei mat engem Paradigmewiessel ze dinn: net méi e Quereinstig an de Beruff, mee e Quereinstig an d'Studium.

Aus Siicht vun der DP geléngt et eis esou, d'Qualitéit vun de Profiller am grousse Boot vun der Éducation nationale, an dësem Fall vum Enseignement fondamental, weider ze stäerken. A wie profitéiert dovun? Eis Kanner!

Mir wäerten an Zukunft elo haaptsächlech Enseignantë mat dem klassesche Bachelor en sciences de l'éducation hunn an dernieft Enseignantë mat engem Bachelor en formation pédagogique. D'Qualitéit gëtt ganz sécherlech mat dëser Mesür assuréiert.

(Interruption)

Da wëll ech awer an der leschter Minutt, déi mer bleift, nach e Gedankegang féieren, an zwar zu eisem – ech nennen et elo mol – „Lëtzebuerger Modell" vum Bachelor a véier Joer. Ech ka mech nach genee erënneren, wéi virun 20 Joer d'ISERP-Ausbildung vun dräi Joer sollt reforméiert ginn. An eraus koum, zur allgemenger Zefriddenheet, e Bachelorofschloss, allerdéngs zum Erstaunen net an dräi, mee a véier Joer. Et war also kee Master vu fënnef Joer, mee awer och kee klassesche Bachelor vun dräi Joer. Et war e Kompromëss, deen den deemolegen Héichschoulminister Biltgen virgeluecht huet.

D'Zäite sinn anerer. D'Erausfuerderunge sinn iwwer 20 Joer gewuess. Ech denken, elo ass den Zäitpunkt komm an et sollt ee fir d'Zukunft kucken, dass dat véiert Joer Bachelorausbildung, wat mer hunn, méi zukunftsweisend valoriséiert ka ginn an dann och méi Leit motivéiert wären, e Masterofschloss ze maachen, fir d'Qualitéit weider ze erhéijen.

Firwat net probéieren, méi Leit mat Masterofschloss an den Enseignement fondamental ze kréien, fir d'Qualitéit ze zementéieren a kënnen Äntwerten op déi ënnerschiddlech Besoinen an deels héich spezialiséiert pedagogesche Froen ze ginn? E Master soll kee Must si fir den Enseignement fondamental, mee ech kéint mer virstellen, dass méi Leit mat Masterofschloss kéinten eng weider interessant Optioun sinn, fir d'Profiller vum Enseignant an eise Schoulgebaier weider ze diversifiéieren an ze verstäerken.

Als Konklusioun: D'Zil muss et ëmmer sinn, d'Qualitéit am Klassesall, awer och am grousse Boot vun der Education, an dësem Fall der Éducation fondamentale, weider héichzehalen, ëmmer ze kucken, wéi een zum Wuel vun eise jonke Generatioune Verbesserunge kann erreechen.

(Interruption par la présidence)

Ech hunn och dësem President seng Klack héieren, dofir halen ech elo op.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Lamberty. An déi nächst Riednerin ass scho prett, d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Am Fong geet et an dëser Heure d'actualité ëm d'Schoulqualitéit, ëm de fundamentale Problem vum Personalmangel an der Grondschoul, dee mer jo zanter Jore kennen, an et geet ëm d'Fro, ob de Modell vun de Quereinsteiger effektiv de richtege Wee ass, fir dee Problem vum Personalmangel definitiv ze léisen. Dofir och merci der Kolleegin Francine Closener fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité.

Fir de wuessende Besoinen um Niveau vum Personal kuerzfristeg gerecht ze ginn, gouf jo schonn 2018 e méi oder manner ëmstriddene Quereinsteigermodell geschafen. Ech ka mech drun erënneren: E war méi oder manner ëmstridden, well d'Experten awer drop higewisen hunn, datt ee Joer pedagogesch-didaktesch Formatioun no engem Bachelor an engem Fach, wat mat der Schoul ze dinn huet, qualitativ net duergoe kéint, fir e Bachelorstudium vu véier Joer an de Sciences de l'éducation ze ersetzen.

An och ech wëll awer drop hiweisen, dass et vill engagéiert, motivéiert Leit um Terrain gëtt, déi mëttlerweil am Beruff sinn an déi och hir Erfarunge sammelen a sech Kompetenzen uneegnen, déi de Kanner zegutt-kommen. Ech wëll dat guer net a Fro stellen.

Vu datt haut no fënnef Joer nach ëmmer net genuch Kandidaten iwwert de reguläre Bildungswee Enseignant ginn, huet den Här Minister, wéi virdrun och gesot, en neie Modell vu Quereinstig entwéckelt. An Zukunft kënne Bachelorinhaber eng eejäreg pedagogesch Formatioun drunhänken op der Uni, fir duerno Enseignant an de Cycles 2 bis 4 ze ginn. Et ass virdrun erkläert ginn.

Eis Suerg bei dëser neier Versioun, déi virgestallt ginn ass, ass déi, datt d'Attraktivitéit vum eigentleche Kinnekswee an de Beruff, nämlech nach ëmmer de Bachelor en sciences de l'éducation, riskéiert, op der Streck ze bleiwen oder zumindest devaloriséiert ze ginn, ganz einfach well d'Warscheinlechkeet grouss ass, datt jonk Mënsche sech net fir e Studiegang vu véier Joer an Erzéiungswëssenschafte wäerten entscheeden, wa se parallell dozou och d'Méiglechkeet hunn, no engem Bachelor an engem anere Fach ee Joer Erzéiungswëssenschafte souzesoen „am Schnellduerchgang" ze studéiere mat engem Joer Stage hannendrun an dann Enseignant am selwechte Statut kënnen ze gi wéi déi klassesch Enseignanten, mat Ausnam, wéi gesot, vum Cycle 1.

De sprangende Punkt ass hei deen, datt de reguläre Studiegang an de beruffleche Sens unique vum Schoulmeeschter oder der Léierin féiert, wärend de Studiegang vun deenen neie Quereinsteiger méi Optiounen am Laf vum Beruffsliewen opléisst, an zwar déi Optiounen, déi mat hirem initiale Bachelor ze dinn hunn. Dat mécht de Quereinstig nun emol méi attraktiv par rapport zum klassesche Wee.

Här President, well all Medail awer zwou Säiten huet, wëll ech dann awer ausdrécklech begréissen, datt de reguläre Studiegang an Zukunft méi Mëttele kritt, fir méi Kandidat/innen op der Uni zum Enseignant auszebilden an awer och fir d'Kandidatinnen an d'Kandidate besser ze begleeden, mam Zil, méiglech Schwächten en cours de route ze behiewen, fir datt manner Kandidate wéi an der Vergaangenheet ecartéiert ginn a fir datt den Taux d'échec op der Uni dann awer erofgeet. Dee war jo net ëmmer ganz kleng. Wéi gesot, mir begréissen déi zousätzlech Mëttel, déi zur Verfügung gestallt ginn.

Positiv fanne mer awer virun allem, datt den Enseignantsberuff en tant que tel opgewäert gëtt, an zwar doduerch, datt Spezialisatiounen an de Beräicher vun der Inklusioun an der Accessibilitéit, der Schoulgestioun an der Schoulentwécklung bei der Rentrée 2024/2025 agefouert wäerte ginn.

Relevant ass an deem Kontext fir eis, datt dës Studiegäng mat engem Master ofgeschloss ginn, also genee dat, wat mir och schonn an der Debatt iwwert d'Attraktivitéit vum Beruff vum Enseignant, déi vun der CSV ugefrot gi war, als Konditioun ugefouert hunn, fir datt méi jonk Mënsche sech fir dee Beruff entscheeden.

Emol onofhängeg vun der Qualitéit vun der Ausbildung, déi mat fënnef Joer Studium natierlech klëmmt, muss een och bedenken, datt et ville Jonken net just drëms geet, enger nobeler berufflecher Vocatioun nozegoen a mam Schoulmeeschterberuff en Dramberuff ze ergräifen. Et geet deene Jonken haut och – a berechtegterweis – ëm d'Wäertschätzung vum Beruff, dee se am Liewe wëllen ausüben, an ëm d'Karriär, déi domat verbonnen ass. Dat ass nun emol eng Tatsaach.

Och am Kontext vum Personalmangel ass dee Punkt fir eis relevant, well wat e Beruff méi Wäertschätzung kritt, wat méi Jonker sech dofir entscheeden an nohalteg zur Reduzéierung vum Personalmangel bäidroen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Wann ee sech doriwwer eraus déi wuessend Erausfuerderungen ukuckt, déi an der Grondschoul ze meeschtere sinn, da muss ee sech definitiv froen, ob de Masterstudium sech an Zukunft op déi dräi genannte Beräicher soll limitéieren oder ob et net méi sënnvoll wär, Här Minister, den Enseignantsstudium prinzipiell un e Masterstudium ze bannen. Mir fannen déi Diskussioun interessant a se soll keen Tabu sinn.

Ech mengen domat e Masterstudium, deen der ganzer Bandbreet vun de wuessenden Erausfuerderungen an der Grondschoul géif Rechnung droen. Wéi grouss, an dat wësse mer alleguer, an zum Deel ganz belaaschtend dës Erausfuerderungen hautdesdaags sinn, gëtt ee spéitstens da gewuer, wann ee sech an d'Schoulen erabeweegt a wann ee sech e Bild kann driwwer maachen, wat se am Schoulalldag fir all eenzelnen Enseignant an net just fir verschidde Spezialiste bedeiten. Eppes steet jiddefalls fest: Se setze fir jiddweree ganz héich Kompetenze viraus.

Här President, mat deenen dräi neie Masterstudiegäng ginn net nëmmen éischt Weiche geluecht, fir dës Erausfuerderunge besser ze meeschteren, dës Studiegäng kann een och als Point de départ ugesinn, fir e Masterstudium opzebauen, dee mëttel- a laangfristeg op Noutléisunge ka verzichten.

An dofir wär ech Iech dankbar, Här Minister, wann Der eis Är Positioun do géift duerleeën an, ob Der et dann awer géift sënnvoll fannen, de Master auszebauen, deen Der scho mat dräi Studiegäng afeiert.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An och merci der Madamm Closener fir d'Ufro fir dës Debatt, déi jo elo awer virun e puer Deeg en anere Revirement krut. Mee bon.

Ech wëll allgemeng eng Kéier soen: Mir hunn – et ass jo am Fong dat, wourëms et geet – e Manktem hei am Land u Léierpersonal. Do gëtt et zwou Ursaachen. Déi éischt, dat ass eng éischter strukturell Ursaach. Dat ass dee Wuesstum, dee mer hei am Land hunn. Dat ass dat, wou de Statec virun dräi, véier Woche gesot huet ..., wat de Statec „eng Bevëlkerungsexplosioun" genannt huet, eng „Explosion démographique". An dat ass och de Grond, firwat mer a ville Beräicher hei am Land net méi nokommen an den Infrastrukturen, mee eeben och bei deene Leit, déi an deene Servicer vum Staat schaffen.

Mir haten de Mëtten d'Debatt driwwer, datt mer net méi genuch Zaldoten hunn, mir hate gëschter oder virgëschter iwwert d'Poliziste geschwat, wou mer der laang Zäit net méi genuch haten an am Moment net méi genuch hunn. An dat ass eeben och de Fall bei de Schoulmeeschteren an och bei de Proffen an de Lycéeën. Et feelt einfach u Leit, well mer dee Wuesstum, dee mer hunn, net meeschteren. Mee dee Problem kréie mer natierlech net vun haut op muer geléist. Dee misste mer awer eng Kéier ugoen.

Deen zweete Problem, deen ass dann e bësse méi hausgemaach. An dat ass einfach déi politesch Ursaach, géif ech et emol nennen, dat ass, wéi de Beruff evoluéiert huet. Mir hunn e Beruff, dat ass de Schoulmeeschter, d'Joffer, dat ass haut e Beruff, dee mat extreem vill administrativem Opwand verbonnen ass, deen ëmmer méi komplizéiert gëtt, wou och ëmmer méi gefuerdert gëtt vun deene Leit, déi do schaffen, a wou am Fong net méi esou déi zentral Roll ass wéi fréier, wou de Schoulmeeschter Schoul gehalen huet an e vläicht sech net fir alles huet misse rechtfertegen oder hei an do Reuniounen an esou weider matmaachen. Dat ass ee Problem.

Dann hu mer déi ganz vill Reformen, déi stattfonnt hunn. Dat ass e Fakt, dass an de leschte Joren immens vill Reforme waren, dass vill Leit sech och an deene ganze Schoulsystemer, et si jo verschiddener mëttlerweil, déi mer hunn – a wivill kommen der nach? –, net méi esou ganz zurechtfannen. Et vermësst een also eng gewësse Rou an deem Beräich.

An dann ass natierlech och d'Bild vum Enseignant, wat vläicht net méi dat ass, wat et eng Kéier war, a wou et gutt wier, wann een dee Beruff vläicht och am Kader vun de Campagnen iergendwéi géif an d'Vitrinn stellen, als eppes ganz Wichteges géif duerstellen. Do kéint een dat opwäerten. Ech mengen, dat wier ganz, ganz wichteg hei, fir Léierpersonal ze fannen.

D'Follgen eebe sinn net méi genuch Leit. Iwwregens, nach en anere Problem: Et sinn immens vill Schoulmeeschteren a Joffere mëttlerweil och detachéiert, déi Aufgabe maachen, wou se net méi direkt an der Schoul sinn. Och dat ass e Problem. A wivill sinn dat der am Ganzen, déi um SCRIPT oder ech weess net wou, an den Direktioune schaffen, déi am Fong eng gutt Aarbecht kéinten um Terrain maachen? Soit. Mir hunn der net méi genuch. D'Léisung ass dann elo Quereinsteiger. Bon.

Wat hei gesot ginn ass, ass richteg, dat ass an engem gewëssene Sënn net ganz gerecht. Mir hunn also zwou Méiglechkeeten, déi an e Beruff féieren. An déi eng, déi huet awer gewësse Virdeeler par rapport zu där anerer. Dat heescht, am Fong ass déi traditionell Ausbildung mam Bachelor en science de l'éducation, fréier den ISERP, am Fong hei benodeelegt, déi verléiert eventuell un Attraktivitéit, well bei deem anere Wee, do huet een och nach aner Méiglechkeeten nom Bachelor, déi ee kann aschloen, eng gewësse méi grouss Fräiheet. Bon.

Et ass eeben ..., d'Situatioun ass elo esou. D'Quereinsteiger sinn do an d'Quereinsteiger wäerten nach kommen a mir wäerten och an noer Zukunft net op déi kënne verzichten. Dat ass d'Realitéit.

Mir missten awer derfir suergen, dass mer méi diplomëiert Personal kréien, dat eng richteg komplett Schoulmeeschterausbildung huet. Mir brauche gutt Schoulmeeschteren a Joffere mat enger exzellenter Ausbildung a mir brauchen och Schoulmeeschteren a Jofferen, déi déi dräi administrativ Sproochen hei am Land gutt kënnen, esou wéi et déi lescht 100 Joer de Fall war.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, eis Kanner sinn eis Zukunft. Doweinst ass et wichteg, datt d'Lat bei der Qualitéit vun eisem Personal vum Fondamental extreem héich läit.

Wat d'Kanner méi jonk sinn, wat d'Personal muss besser forméiert an ausgebilt sinn. Formations continues sinn och immens wichteg, fir um aktuelle Stand ze sinn, wat wëssenschaftlech Erkenntnisser an awer och nei pedagogesch Outile sinn, fir d'Kanner an hirer Entwécklung weiderzebréngen.

Mee wat brauche mir nach an eisem Fondamental? Mir brauche genuch gutt ausgebiltent Personal, mee och déi passend Raimlechkeeten, fir alternativ pedagogesch Konzepter am Unterrecht kënnen unzewenden.

De Frontalunterrecht gehéiert ëmmer méi der Vergaangenheet un. Haut gëtt schonn a ville Schoulen a klenge Gruppen enseignéiert. Mir fuerdere scho méi laang, dass dat soll a Verbindung gesat si mat engem Enseignement an der multiprofessioneller Ekipp, wou dann och d'Enseignanten zesumme mat spezialiséierten Enseignantë kënne mat de Kanner a klenge Gruppe schaffen.

All Schoul ass jo gebieden, sech e Plan de développement scolaire ze ginn. D'Aféierung an d'Notze vun digitale Supporten am Fondamental ass och eng Fuerderung, déi de Ministère un d'Schoule stellt. Dofir ass et wichteg, datt d'Schoulen dat néidegt pedagogescht Material souwuel u Schoulbicher, Informatiksmaterial, awer och eng Enveloppe budgétaire fir Sortien, extra Aktivitéiten an aner Besoinen, fir e flotte Programm mat de Kanner zesummen opstellen ze kënnen, bereetgestallt kréien. An dat ass allze oft kompromettéiert um Niveau vun der Gemeng.

De Ministère misst um Terrain méi present sinn a méi intensiv mat de responsabele Gemengeservicer kënnen zesummeschaffen. Mir brauchen awer och e gutt strukturéierte pedagogeschen Encadrement. Dat sinn d'Ramebedingungen, déi stëmme mussen. Mee eng Schlësselfigur ass a bleift den Enseignant respektiv déi ganz Équipe pédagogique.

Här President, an doweinst – ech widderhuele mech – brauche mir virun allem och genuch a gutt forméiert Leit, déi aus verschiddene Richtunge kommen. Dat sinn Enseignanten, Pedagogen, Educateuren, bref, gutt pluridisziplinär pedagogesch Ekippen op der Plaz.

D'Madamm Hansen huet an engem Zeitungsartikel am „Lëtzebuerger Wort" schonn 2021 geschriwwen: „Gute Lehrer braucht das Land". Um Terrain ginn eng Hellewull vun Enseignantë gesicht a gebraucht, déi awer nach net do sinn. D'Ursaachen dofir si villfälteg an historesch gewuess. Déi Debatt iwwert d'politesch Ursaache vun der Penurie un Enseignanten ass schonn hei gefouert ginn an d'Mesür vun de Quereinsteiger geet och dorobber zréck.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

2018/2019 si sougenannte Quereinsteiger mat Bachelordiplom an engem Fach, dat eppes mat Erzéiungswëssenschaften ze dinn huet, also ganz wäit a breet gefächert, agestallt ginn, fir den Educatiounssystem och nëmmen hallefweegs um Lafe kënnen ze halen.

D'Quereinsteiger hu missen eng intensiv Formatioun matmaachen, zäitgläich mat hirer Aarbecht an de Klassen. E puermol war rieds vun enger Evaluatioun, engem Tëschebilan vun de Quereinsteigermesüren; déi hunn d'Gewerkschafte gefuerdert an déi Lénk hu se och gefuerdert. An am Juli 2021 hu mir eng Motioun an deem Sënn deposéiert. Déi gouf awer ofgeleent.

Rien n'y fait. Wéi gutt sech d'Quereinsteiger an deem neie Beruff vum Enseignant agelieft hunn, wësse mer also net aus offizieller Quell, mee et kënnt ee jo u Leit, déi an deem Fall sinn, a Leit, déi Leit kennen, déi an deem Fall sinn. An do ginn d'Meenunge wäit auserneen.

D'Conclusioun ass generell ëmmer, dass et Leit gëtt, déi net gemaach sinn, fir Enseignant ze ginn, an dat, obwuel se d'Matière studéiert hunn. Aner Leit hätten ni domadder gerechent, jeemools eng Kéier dee Beruff ze maachen, an entpuppe sech als Quereinsteiger dann als wierklech gudden, kompetenten Enseignant. Esou oder esou ass et wichteg, dass d'Qualitéit an d'Exigenze vun der Formatioun vun den Enseignanten eropgesat ginn.

An deem Sënn ass déi rezent Demarche vum Educatiounsministère op der Uni.lu ze begréissen, och wann ee gären en Abléck an de Planungsprozess vun der neier Quereinsteigerformatioun kritt hätt, notamment well dës Formatioun, fir datt si hiren Zweck erfëlle kann, jo awer misst op eng Form vun Evaluatioun vum Dispositiv vun de Quereinsteiger vu virdrun opbauen, theoreetesch zumindest.

(Interruption)

Et ass wierklech ze begréissen, dass d'Plaze fir de Bachelor am Enseignement op 180 opgestockt gi sinn, wat wierklech e gudden Ufank ass. Op der Uni gëtt et awer och elo eeben déi zousätzlech Formatioun, wou et 240 Plaze gëtt fir déi sougenannte Quereinsteiger.

Dës Leit sollen ab der nächster Rentrée eng intensiv Unisformatioun vun engem Joer no hirem Bachelor a Vollzäit maachen, éier se dann op d'Kanner lassgelooss ginn. Dëst dréit sécherlech zur Qualitéit vum Enseignement bäi an och zu der Work-Life-Balance vun deene Leit. Virdru ware si direkt an de Schoule mat agebonnen, ganz oft an enger Klass, ouni richteg Formatioun. Si hunn nieft hiren Tâchë missen all déi Coursen, Rapporten, Virbereedungen halen a schreiwen, wat eng immens Belaaschtung war, wann ee schonn net vum Fach ass.

Mat dëser universitärer Formatioun vun engem Joer wäert dat jo dann net méi de Fall sinn. Mee do stellt sech awer en anere Problem. Leit, déi en cours d'emploi sinn an déi dës Formatioun am Kader vun enger Reconversation professionnelle géife maachen, misste bal ee Joer Congé ...

Une voix | Reconversion.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Reconversion, pardon.

... misste bal ee Joer Congé sans solde huelen. Dat heescht dann, wärend engem Joer ouni Pai an ouni ze cotiséieren, riskéiere si, an d'Prekaritéit ze falen.

Do kéint een, ech hunn et de Moien a menger Ried zum Statut vum Independant schonn ernimmt, iwwert de Wee vun enger Année sabbatique, wéi se an der Belsch schonn existéiert, goen. Sou kéinte Leit, déi sech op dës Aventure wéilten aloossen, wärend engem Joer weider e Revenu bezéien opgrond vun hirer Cotisatioun an der Sécurité sociale, fir sech op dëse Studium kënnen ze konzentréieren, an dat ouni finanziell an d'Laberenten ze kommen. Dëse Wee géif et erlaben, datt eventuell méi Leit dëse Schratt géife woen, well se da keng finanziell Aboussen hätten.

Här President, fir eis ass et och wichteg, datt een awer wéinstens e bëssen Erfarung mat Kanner matbréngt. Mir weisen dofir dorop hin, datt Stagen enorm wichteg sinn am pedagogesche Beräich. D'Theorie ass einfach, déi kann ee léieren, mee de Kontakt mat de Kanner um Terrain léiert ee just by doing.

Dat fält awer elo bei der Quereinsteigerformatioun op der Uni.lu zimmlech mince aus. Do gëtt et vill manner Stagë wéi beim konventionelle Wee, wat immens schued ass. An engem Joer kann ee schlecht alles léieren. Dofir däerfen d'Absolvente vum Quereinsteiger-Bachelor net am Zyklus 1 – Precoce a Spillschoul – enseignéieren.

Fir mat ganz klenge Kanner ze schaffen, bräicht een eng spezifesch Formatioun. Mir géifen eis wënschen, datt déi nei Formatioun op der Uni.lu no an no ugepasst géif ginn, fir dës Lacunnen eventuell ze behiewen. An en Zwëschebilan wär och fir eis an eisen Aen immens wichteg ze maachen, vläicht no engem oder zwee Joer, wéi mer dat och bei anere Saache maachen. Voilà.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt der LSAP Merci soen, datt se dës Heure d'actualité ugefrot hunn, och wa se e bësse vum Minister virgezu gouf, dee gëschter scho Saachen annoncéiert huet, déi och haut hätte kéinten annoncéiert ginn. Bref! D'Madamm Hansen huet dozou alles gesot.

2018 ass de Modell vum Quereinsteiger am Fondamental agefouert ginn. Fir eis Piraten sinn d'Quereinsteiger am Fondamental esou eng Aart noutwendegt Iwwel. Natierlech si mer eis der grousser Penurie u Personal bewosst a mir wëssen, datt ee qualifizéiert Personal net einfach esou aus dem Stee schléit.

Wat wieren also d'Alternativen? Nach méi Kanner an deels schonn ze grouss Klassen ze stiechen, kann et jiddefalls net sinn. Also muss ee méi Leit rekrutéieren. Jo, dat ass natierlech einfach gesot, mee net ëmmer einfach gemaach. D'Léisung vum Educatiounsministère bestoung doranner, datt och Leit mat engem Bachelorofschloss als Quereinsteiger kënne Schoul am Fondamental halen. Iwwert d'Jore sinn esou eng ganz Rei Leit an de Beruff komm a Verschiddener, héchstwarscheinlech e ganz groussen Deel vun hinnen, maachen hir Aarbecht bestëmmt gutt.

Den aktuelle Modell soll dann elo, dat wësse mer zanter gëschter, zu enger Formation universitaire accélérée iwwerschafft ginn. Dat géife mir Piraten ganz gäre begréissen, mee et geet hei ëm d'Ausbildung vun eise Kanner. An ech mengen, ganz vill vun eis heibanne si selwer Elteren. Als Eltere wëlle mer fir eis Kanner déi beschtméiglech schoulesch Ausbildung, an dat fänkt bei guddem Léierpersonal un. Besonnesch am Fondamental si vill verschidde Kompetenzen noutwendeg an och Kenntnisser aus Beräicher wéi der Pedagogik sinn hei enorm wichteg. Et ass eeben net e Studium x plus eng acceleréiert Formatioun. Well de Fondamental bilt déi wichtegst Basis fir dat spéidert Liewen.

Fir eis ass dësen neien Ausbildungswee awer net esou ganz de richtege Wee. Sécher, fir méi kuerzfristeg a Schoulen auszehëllefen, kënne Quereinsteiger duerchaus gutt sinn, awer net onbedéngt laangfristeg. An ech fäerten, datt hei eppes bestätegt gëtt, wat u sech ëmmer nëmmen eng Plooschter war. „Ce n'est que le provisoire qui dure", huet een e bëssen d'Gefill. Elo gëtt de Provisoire nach mat engem Fundament ausgestatt, mee en dauert awer un.

Et stelle sech awer och mat dëser Ännerung nach eng ganz Rëtsch Froen. Et handelt sech ëm eng kuerz Formatioun am Verglach mam traditionelle Bachelor en sciences de l'éducation. Geet dat duer, fir de Leit wierklech alleguer déi néideg Kompetenze bäizebréngen? Mir, a mir sinn net eleng, gleewen dat net onbedéngt, soss hätt de Bachelor en sciences de l'éducation keng aacht Semester. Dat war ëmmer eng grouss Diskussioun, firwat deen aacht Semester hätt, firwat dee sou besonnesch wär, firwat deen anescht wär. Ma et ass ëmmer gesot ginn: „Well et eebe méi Kompetenze sinn." An elo op eemol gëtt gesot: „Majo studéier iergendeppes op Bachelor an da gees de nach eng Kéier zwee Semester dohinner an da méchs de eebe Pedagogik no!" Dat ass iergendwou net kohärent.

Da stellt sech d'Fro no der Anciennetéit fir eis. Zwar sollen d'Leit mat dem traditionelle Bachelor en sciences de l'éducation bevirdeelegt ginn, soss gëtt et awer scheinbar keng grouss Ënnerscheeder. Mir waarden emol of, wéi dat sech elo entwéckelt.

Jo, déi nei Quereinsteiger dierfe just kee Cycle 1 ënnerriichten, mee dat ass an eisen Ae kee wierklechen Nodeel. Dat ass jo och dee Cycle, wou am Moment déi geréngste Penurie ass.

Fir eis verléiert domadder virun allem den traditionelle Wee dann e bëssen un Attraktivitéit. Firwat sech aacht Semester mat Pedagogie ustrengen, wann een et quasi och ka maachen, datt een en aneren, vläicht e méi einfachen, jee nodeem wat ee gutt kann, Bachelor ka maachen, fir dann am Schnellverfaren déi zwee Semester nozemaachen?

Interessant ass dann och, datt komescherweis am Bachelor just limitéiert Plazen ugebuede ginn oder goufen, mam Argument, et géif ze wéineg Dozentinnen an Dozenten op der Uni ginn. Elo hunn ech an enger Facebook-Äntwert vum Minister haut scho kënne liesen, datt 12 Milliioune weider Dotatioun un d'Uni ginn. Mee ech mengen, datt bei den Dozentinnen an Dozenten deen nämmlechte Problem ass wéi bei den Enseignanteën an Enseignanten, nämlech datt een déi och net aus dem Stee schléit, soudatt ech mech froen, ob déi da wierklech matzäiten do sinn, fir wierklech deem neien Ustuerm gerecht ze ginn. Well et ka jo awer net sinn, datt dat selwecht Personal nach 240 Studentinnen a Studenten zousätzlech soll ausbilden.

An dann huet sech d'Fro gestallt, firwat net méi Plazen am Bachelor opgemaach goufen. Do wär ech och op eng Äntwert gespaant, wéi déi Zuelen zustane koumen iwwert d'Plazen am Bachelor en sciences de l'éducation an an deem neie Schnellbachelor.

Fir eis Piraten wär et dann och endlech un der Zäit, de Beruff vum Enseignant richteg opzewäerten. An den Educatiounsministère hätt dofir u sech zënter 2018 dach e bësse méi wéi genuch Zäit gehat. Geschitt ass awer guer a glat näischt.

De Beruff vum Enseignant gëtt vu ville Leit negativ gesinn. Ob zu Recht, dat loossen ech jiddweree selwer beurteelen. Et ass ze vill administrativ Aarbecht, ze vill administrativ Hürden opgrond vun enger ze vill schwéierfälleger an deelweis onnéideger Bürokratie, ze vill Kanner mat Verhalensopfällegkeeten, wou d'Léierpersonal dacks am Ree stoe gelooss gëtt, bis endlech déi néideg Hëllef do ass. Géif een dës Problemer endlech richteg ugoen a méi Plazen am traditionelle Bachelor en sciences de l'éducation ubidden, kéint ech mir ganz gutt virstellen, datt sech dann och nees vill méi Leit fir de Beruff vum Enseignant géife begeeschteren.

Mee et schéngt jo méi einfach ze sinn, de gefroten Niveau erofzeschrauwen, an deelweis souguer, an dat weess ech aus perséinlecher Erfarung, zirkuléieren E-Mailen op der Uni u Leit, déi wëllen e Master en sciences de l'éducation maachen, déi dann explizitt vun der Uni ofgerode kréien, de Master ze maachen, se sollen dach wannechgelift mam Bachelor direkt schaffe goen, fir d'Penurie ze combléieren. Ech fannen, dat sinn dann awer E-Mailen, déi an engem Land wéi Lëtzebuerg net onbedéngt eng Plaz hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci datt mer dee passionante Sujet de Mëtten hei kënnen diskutéieren dank der Initiativ vum Francine Closener.

Ech muss soen, datt ech wéineg Afloss hat op den Datum vun där Pressekonferenz vu gëschter, well et war eng Pressekonferenz vun der Uni an déi wollt déi virum Open Day vum nächste Weekend maachen, fir dat doten erkläert ze hunn, an datt dann och méiglechst vill Leit dohinner kommen, fir sech et am Detail erklären ze loossen.

Ech hat nach manner Afloss op den Ordre du jour vum EU-Minister-Conseil vun den Educatiounsministeren dës Woch, well déi hu sech ganz explizitt an enger interessanter Debatt och mat dem Sujet vun der Penurie vun den Enseignanten do beschäftegt. An do war kloer, datt dat kee reng lëtzebuergesche Phenomeen ass, mee datt et en europawäite Phenomeen ass, an datt all Land probéiert, seng Léisungen ze fannen, wat d'Penurie vun den Enseignanten ubelaangt.

Dobäi kënnt nach eng Kéier am Lëtzebuerger Kontext, datt mer quasi eng generaliséiert Penurie hunn. Virdrun ass hei vu Police geschwat ginn, vun Arméi geschwat ginn, et kéint een d'Medezinnberuffer derbäihuelen, et kéint een d'Informatiker huelen, et kéint een d'Handwierker huelen. Et gëtt eigentlech bal keng Branche, wou et genuch oder ze vill Leit hei zu Lëtzebuerg gëtt. An dat ass jo och eppes, wat ee vläicht awer och bei esou Debatte wéi där heiter am Hannerkapp muss behalen, datt et net einfach esou geet, fir emol eng Kéier e puer Plazen op der Uni opzemaachen an dann ze soen: „Dann hu mer der genuch!"

Wa mer en Aarbechtsmarché hunn, wou mer 6.500 Leit am Joer hunn, déi an d'Pensioun ginn, wou mer zousätzlech nach eng Kéier netto 13.000 Aarbechtsplaze schafen an der Moyenne pro Joer a wou mer an de Schoulen – an ech kennen d'Chifferen – an engem Joergang 6000 Jonker hunn, déi do duerchginn, ënnen eraginn an uewen erausginn, da geet dat iergendzwousch net méi op. A jo, mir kënnen

net einfach dat maachen, wat an anere Beräicher geschitt, an d'Grenzregioun ze goen oder méi wäit ze goen, fir Enseignanten heihinner ze bréngen, dat geet net, well déi d'Sproochekompetenzen net hunn.

Stellt Iech emol eng Kéier vir, an de Spideeler misst esou rekrutéiert ginn, wéi dat an de Schoulen de Fall ass – da bräicht Der guer net dohinner ze goen, well et géif keen emol engem méi opspären, esou wär et dann!

Duerfir, mengen ech, solle mer awer och kucken, datt hei einfach Léisungen net ginn. Obwuel d'Penurie vun den Enseignanten europawäit en Theema ass, mer en extreem ugespaanten Aarbechtsmarché hunn, hu mer et fäerdegbruecht déi lescht Joren, der Croissance vun de Schülerzuele Rechnung ze droen: Mir hu vun 2016 bis 2022 eng Croissance bei de Schüler vun 11 % an der Grondschoul gehat a mir hunn och exakt eng Croissance vun 11 % bei den Enseignantë gehat.

Jo, et stëmmt: Do ass dee Programm, dee mer 2018 lancéiert hunn, vun de Quereinsteiger natierlech och mat derfir responsabel. Dat weist eis awer och nach eng Kéier, datt dat, wat och hei gesot ginn ass an dacks einfach emol esou behaapt ginn ass, den Enseignantsberuff wär net attraktiv, eigentlech net stëmmt!

Wa mer d'Gesamtzuel vun den Enseignanten am Fondamental ëm 11 % vun 2016 bis 2022 konnten eropsetzen, och mat Leit, déi deen dote Beruff vläicht net studéiert haten, mee awer vu baussen e wollten ausübe kommen a sech ëmschoule gelooss hunn, fir dat ze maachen, denken ech, weist dat och nach eng Kéier, datt e generell attraktiv ass, mee déi Attraktivitéit sech net just op Jonker limitéiert, déi no hirer Première direkt voller Begeeschterung soen: „Dat ass mäi Liewen, dat ass mäi Studium, an ech wëll dat dote maachen a soss näischt aneschters!" A vläicht kann een et och engem Jonken net verdenken, wann en deen dote Reflex huet.

Duerch dat, wat mer 2018 en place gesat hunn, hu mer dann awer net nëmme kënne kucken, datt mer genuch Enseignantë konnte rekrutéieren, fir eis Schoulen ze organiséieren, mir hunn och e qualitative Sprong gemaach, well déi Agenten, déi bis dohinner, soe mer mol, opgefëllt hunn, déi rekrutéiert goufe fir de kuerzfristegen Ersatz, mee awer an deene Jore virdrun, déi dat jo scho laang net méi just fir de kuerzfristegen Ersatz gemaach hunn, mee och Titulaire de classe waren, och ganz vill Fächer d'office assuréiert hunn, datt d'Zuel vun deenen, déi also mat enger Première – an, ech mengen, de Claude Lamberty huet et gesot – plus véier Woche Stage, plus d'Réserve de suppléants, nach méi laang Formatiounen, dat ass wouer, mee awer just op Basis vun hirer Première enseignéiert hunn an och quasi gläichwäerteg hir Klasse konnten eraussichen, datt de Prozentsaz vun deenen duerch de Quereinsteigerprogramm vun 12 % op haut 4 % erofgaangen ass.

Dat huet och derzou gefouert, datt et haut esou ass, datt mer bei 99,3 % vun de Klassen en Titulaire drop hunn, deen e Bachelorofschloss huet, de BScE oder eng Formatioun aus dem Ausland – et kommen der och ëmmer ganz vill vun do – oder eeben de Quereinsteiger, deen awer op Bachelorniveau jo rekrutéiert ginn ass an eeben net méi, wéi dat déi Jore virdru ganz normal war – an et huet quasi keen doriwwer diskutéiert –, datt et op Niveau vun der Première da geschitt ass. Also, mer hunn och mat deem dote Programm net nëmme quantitativ kënne Schoul organiséieren, mer hunn och e qualitative Sprong no vir gemaach!

Eng Angscht, déi 2018 jo bestanen huet, wéi mer hei iwwert de Quereinsteigerprogramm geschwat hunn, an déi zu Recht hei formuléiert ginn ass, datt deen neie Wee, fir e Bachelor ze maachen, da bei de Staat ze kommen, direkt eng fest Ustellung ze kréien, 270 Stonne Formatioun ze maachen, sech dem Concours ze stellen an dann och Enseignant ze sinn an d'Karriär ulafen ze loossen, datt dee Wee géif eigentlech d'Attraktivitéit vum BScE, vun dem reguläre Studium, ënnergruewen, déi Angscht huet sech eigentlech och net confirméiert. An dat ass gutt esou, well mer am Laf vun deem Zäitraum do, vun 2017 bis 2022, 52 % méi Studentinnen a Studenten am BScE op der Uni hunn, wéi dat virdrun de Fall war.

Et sinn Efforte gemaach ginn – an d'Josée Lorsché ass dorobber agaangen –, fir och Admission conditionnelle ze maachen, fir ze soen, et ass vläicht e Profill, wou nach op där enger Sprooch oder op där anerer Sprooch oder op gewësse Kompetenze muss geschafft ginn, mee dann huele mer eis déi véier Joer Zäit wärend dem BScE a mir schaffen dorunner, an dat huet derzou gefouert, datt mer méi Studente konnten op der Uni ophuelen an der lo mëttelerweil och amgaange sinn, méi erauszekommen.

An dat, mengen ech, ass de beschte Beweis derfir, datt et och trotz esou Quereinsteigerprogrammer net d'office esou ass, datt de reguläre Wee geschwächt gëtt! Nee, mir hunn et fäerdegbruecht, en op der Uni gläichzäiteg och nach ze stäerken, an et ass jo och dat, wat mer fir d'Zukunft wëlles hunn.

Vläicht nach eng interessant Remark: Mir soe jo dacks hei: „Et si Quereinsteiger, déi hunn iergendee Bachelor." Ganz vill, déi als Quereinsteiger agestallt goufen, haten e Bachelor en sciences de l'éducation a sinn net an d'Karriär vum Enseignant erakomm, well se d'Preliminairen net haten. Se hu sech mat deem Bachelor en sciences de l'éducation um Quereinsteigerprogramm bedeelegt – ech verroden Iech hei elo keng Geheimnisser, dat war ganz kloer esou viru Joren ugekënnegt –, fir dann an där Formatioun, déi se als Quereinsteiger gemaach hunn, net eng pedagogesch an didaktesch Formatioun ze kréie wéi déi aner Quereinsteiger, mee déi ganz intensiv op hire Sproochekompetenze geschafft hunn an doduerjer herno de Concours konnten och maachen an dee konnte bestoen an an déi Karriär konnten erakommen.

Dann, dee gréissten Deel …, aus deem gréisste Pool, aus deem rekrutéiert ginn ass, wou mer eng Kommissioun haten am Ministère, déi all Dossier gekuckt huet, déi natierlech gekuckt huet, mat wat fir engem Bachelor do e Kandidat kënnt, déi awer natierlech och nach gekuckt huet, wat dee soss am Liewe gemaach huet … Natierlech war et en Avantage, wann ee scho wärend Joren, wärend sengem Studium, als Chargé geschafft huet oder wann een no der Première als Chargé een, zwee Joer schaffe gaangen ass an dann e Bachelor gemaach huet, dann ass dat natierlech consideréiert ginn.

A vläicht ass och deen een oder deen aneren derbäi, deen wéinst deem Krittär och emol als Jurist mat engem Bachelor erakomm ass, well en einfach een, zwee Joer schonn als Chargé geschafft hat. An dat, denken ech, war och interessant, deenen e gewëssenen Avantage ze ginn, dann och opgrond vun engem Dossier kënnen déi Selektioun do ze maachen.

Mee natierlech ass dee gréisste Pool, soe mer emol, aus de Geeschteswëssenschaften, der Pedagogik, der Psychologie, der Soziologie, awer dann och dem Sport, der Konscht an natierlech awer och de Sproochen an der Mathematik gewiescht, wat eeben och Haaptfächer an der Grondschoul sinn.

Ech mengen, jiddereen ass mat mer d'accord – an déi meescht hunn et gesot –: Et gëtt ganz gutt Enseignanten, déi de reguläre Wee gaange sinn; et gëtt ganz gutt Quereinsteiger, esou wéi et virdrun och ganz gutt Chargé-de-coursë gouf, déi mat Première komm sinn an iwwer laang Joren an heiansdo Joerzéngten eng formidabel Aarbecht geleescht hunn. Jo, an et gëtt der och, och bei de Quereinsteiger – an et wär gelungen, wann et do net esou wär –, déi erausfannen, datt et näischt fir si war. 10 % vun de Quereinsteiger hunn dann och am Laf vun der Zäit erëm opgehalen, hu festgestallt: Ech wollt eppes Neies maachen, ech wollt mech an der Educatioun engagéieren, mee et war awer näischt fir mech. An ech denken, datt dat och eng Decisioun ass, déi richteg ass dee Moment, wann een dat esou konnt feststellen.

75 % allerdéngs sinn dee ganz normale Parcours weidergaangen, hu sech dem Concours gestallt, si fonctionariséiert ginn. An am Concours hu mer keng signifikativ Ënnerscheeder am Klassement kënne feststellen tëschent deenen, déi de BScE gemaach hunn – oder en anere Studium an engem anere Land – an deenen, déi de Quereinsteigerprogramm gemaach hunn. Ech mengen, dat ass och nach eng Kéier eng Indicatioun, wat d'Qualitéit vun deene Leit ubelaangt.

Ech hunn et virdru gesot: En Dënschteg war ech zu Bréissel am EU-Ministerrot, an et ass eng Erausfuerderung fir all Land, fir ze kucken, Jonker ze motivéieren, an den Enseignantsberuff ze goen. An, ech denken, dat, wat do diskutéiert gouf, vu Pisten, déi mer musse goen, als Gesellschaft eigentlech musse goen, dat ass och de Mëtten an der Debatt hei ugeklongen: d'Unerkennung vum Beruff, wat jo, mengen ech, dat Schwieregst ass. Well d'Unerkennung vum Beruff huet vläicht e klengen Deel, wou mir hei an der Chamber en Afloss drop hätten, nämlech Gesetzer ze stëmmen, wat de Verdéngscht ubelaangt. Mee d'Unerkennung vum Beruff an der Gesellschaft dobaussen ass näischt, wat ee per Gesetz kann dekretéieren, mee eppes, wat eng Gesellschaft eigentlech muss selwer spieren, wéi wichteg den Enseignant ass!

An ech soen ëmmer: Wa mer gären hätten, datt mir fir eis eege Kanner herno nach gutt Enseignanten an der Schoul hunn, da sollte mer eis wierklech iwwerleeën, wéi mer heiansdo iwwert den Enseignant an den Enseignantsberuff schwätzen an eis heiansdo emol selwer zréckhalen, well och dat féiert dozou, datt deen een oder deen aneren esou net wëll exposéiert sinn an esou net wëll mam Fanger op sech gewise kréien!

Et ass awer och e Sujet, datt mer den Enseignantë musse Perspektiven opmaachen, datt deen, deen als Enseignant 10 Joer, 15 Joer, 20 Joer mat voller Motivatioun virun der Klass enseignéiert, datt deen och eppes aneschters brauch. An dofir verstinn ech déi Polemik jo net, datt gesot ginn ass, se dierften net an de SCRIPT goen, se dierften net an eng Direktioun goen, se missten net …, se kéinten net hëllefen, de ganze System mat Innovatioun ze fëllen an ze kucken, datt mer de System weider …, déi kéinte sech net an der Initiatialausbildung an an der Weiderbildung vun den aneren Enseignanten engagéieren.

Ech soen: Dach, se mussen dat kënne maachen, well och dat Perspektive bitt, wann ee seng Erfarung, déi ee gesammelt huet, un anerer ka weidergi respektiv dem ganze System kann zur Verfügung stellen! An et ass heiansdo genau dat, wat och Leit brauchen no enger Rei vu Joren: och emol eng Kéier en Tapetenwechsel, an ze kucken, sech aneschters kënne fir dee ganze System a finalement och nach ëmmer fir d'Schülerinnen an d'Schüler ze engagéieren.

En anere Sujet ass de Well-Being vun den Enseignanten. Natierlech ass et permanent en enorm

erausfuerdernde Beruff. Et ass natierlech e Beruff, dee mat alle Komplexitéiten, wéi eis Gesellschaft haut fonctionéiert, direkt an hautno confrontéiert ass, dat geet net aneschters. D'Schoul ass en Deel vun der Gesellschaft, d'Spigelbild vun der Gesellschaft, an alles dat, wat mer do fannen, och vu Problematiken an Erausfuerderungen, dat hu mer an der Schoul. Et ass e Beruff, wou ee vu sech selwer ganz vill gëtt, mee natierlech awer och ganz vill kann zréckkréien, an ech mengen, jiddereen, deen dee Beruff do gewielt huet, dee weess dat an dee spiert dat och esou am Alldag.

Mir hunn awer fir de Well-Being vun den Enseignanten och eng spezialiséiert Divisioun am IFEN, am Institut de formation de l'éducation nationale, geschafen, fir genau och op deem dote Sujet ze schaffen an d'Enseignanten och doranner ze stäerken, hirer alldeeglecher Missioun kënne gerecht ze ginn.

An dann ass et d'Fro, ob mer derbäi bleiwen a mengen, et géif duergoen, eebe just an den Enseignantsberuff eranzekommen, wann een dat no der Première decidéiert mat 19, mat 20 Joer. A mer wëssen awer och: Den Enseignantsdiplom, dee féiert an den Enseignement an op net ganz vill aner Plazen hin, an do bleiwen der vläicht op der Streck, wa mer dat als eenzegen Zougangswee loossen.

D'Leit haut – laut der Statistik vun der OCDE – wiesselen an der Moyenne all néng Joer hir Aarbechtsplaz, a wa mer dat fir den Enseignant net erméiglechen an do och fir deen, deen emol eng Kéier wëll vu baussen an den Enseignement erakommen, keen Zougangswee hunn – wéi dee strukturéiert ass, doriwwer kann ee jo mol nach schwätzen, dat maache mer jo elo hei –, mee dat d'office ausschléissen, denken ech, da ginn dem Enseignement och ganz gutt Leit verluer. An dat ass awer och eppes, wou all aner Länner quasi dru schaffen, eeben och Programmer, fir als Quereinsteiger an de Beruf eranzekommen, an et als eng Stäerkt gesinn, eng Beräicherung gesi fir Schoulen an d'Qualitéit vun de Schoulen, wa Leit mat enger anerer Beruffserfarung oder engem anere Studium och kënnen do Responsabilitéit iwwerhuelen.

Bon, vläicht – well d'Zäit, Här President, ass amgaangen, mer liicht fortzelafen –, nach e puer Wuert dann zu deem, wat gëschter presentéiert ginn ass, mee dat allermeescht ass jo awer gesot ginn hei am Laf vun der Debatt.

Mir hunn eng Konventioun mat der Uni.lu gemaach. Jo, mir stellen zousätzlech nieft der initialer Dotatioun fir deen dote Programm, dee mer ofgemaach hunn am Beräich vun der Educatioun, 12 Milliounе fir den aktuelle Véierjoresplang zur Verfügung, fir Rekrutementer ze maachen, fir den entspriechenden Departement an där Fakultéit kënnen auszebauen, Moyenen, déi just duerfir do sinn, déi d'Uni fir näischt aneschters kann huelen. Dat war e Punkt, dee mir extreem wichteg war an deene Verhandlungen.

En anere Punkt war extreem wichteg, datt d'Uni sech weider muss engagéieren, méi Jonker an de BScE eranzehuelen! An dat maache se: 180 ass den Engagement vun der Uni.lu, 180 Studentinnen a Studente pro Joergang am BScE.

An da wësse mer awer, datt dat och nach net géif duergoen. Mir hunn der nach ëmmer, déi aus dem Ausland kommen – an och dat, mengen ech, ass eng Beräicherung fir eis Schoul –, déi vun hei fortginn, Residenten, déi do studéieren an déi mat engem Diplom zréckkommen. Mee dat, wat bleift, bis zu 100 dann, kann awer och nach a muss dann eventuell duerch e Bachelor en formation pédagogique opgefëllt ginn, deen esou strukturéiert ass, wéi et virdrun hei beschriwwe gouf – ee Joer zousätzlech didaktesch a pedagogesch Formatioun plus eng Rei vu Stagen integréiert –, an dann natierlech awer och musse weisen, datt een dat drop huet, datt d'Uni dat och kann zertifiéieren. A gleeft mer, d'Uni.lu wäert kee Bachelor ausstellen, wann en net de Wäert vun engem Bachelor huet – do sinn ech fest dervunner iwwerzeegt! An dat ass och meng Missioun als Héichschoulminister, fir dat kënnen ze garantéieren.

An dann, en anere Punkt war mir wichteg, wa mer grad vu Perspektiven och schwätzen, déi mer dem Enseignant musse ginn, dann eeben och Masterprogrammer ze maachen, déi mer hei zu Lëtzebuerg ubidden – well ganz vill si ganz wäit queesch uechter Europa ënnerwee, fir e Master ze maachen –, déi mer hei ubidden, a Beräicher, déi eis Schoul brauch an der Inklusioun, e Master an der Schoulentwécklung, e Master an der Unterrechtsentwécklung, genau dat, wou mer an der Schoul musse weiderkommen, fir do och nach spezifesch Kompetenzen opzebauen iwwert déi nächst Joren.

An natierlech musse mer dee Programm, dee mer och scho viru Joren ugefaangen hunn, fir fir eenzel Aufgaben och Masterfonctiounen ze definéieren an der Schoul, ausbauen, sief et d'I-EBSen, datt mer musse kucken, wéi mer kontinuéierlech weiderkommen, sief et, datt mer musse kucken, wien e Master an der Schoulentwécklung huet, wat fir en Zougang dat da bitt …

(Interruption)

An d'Direktiounen, natierlech, well dat steet scho quasi esou am Gesetz, mee awer och vläicht, fir aner Aufgaben ze iwwerhuelen, wat fir eng Aufgab dann ee mat engem Master an der Unterrechtsentwécklung iwwerhëlt. Mir hunn Enseignanten, déi haut den Enseignanten hëllefen, hiren Unterrecht och weiderzeentwéckelen, zum Beispill an Digitalmethoden eranzekommen, an déi Kompetenze wëlle mer och iwwert deen dote Wee an eis Schoule kréien.

An eng Saach, denken ech, erreeche mer och domadder, …

Une voix | Jo!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | … nämlech, datt dat véiert Joer, wat am BScE haut jo gefuerdert gëtt, endlech valoriséiert gëtt, well wann ech dee Master do ka maachen, dann huet dat véiert Joer jo endlech e Wäert, well dee Master, deen hei ugebuede gëtt, just ee Joer huet a 60 ECTS-Punkten huet. Da kommen ech op 300 ECTS-Punkte mat mengem Bachelor en science de l'éducation vun 240 an ech hunn d'Méiglechkeet, dann duerno och dat Joer, dat éischt Joer quasi no mengen dräi Joer, richteg ze valoriséieren an dat kënnen ze maachen.

A fir mech war och wichteg, datt d'Uni sech an deenen dräi Masteren esou organiséiert, datt se och Studentinnen a Studenten en cours d'emploi kann eranhuelen, datt also och deen, deen elo schonn eng Rei vun Erfarungsjoren am Beruff huet mat engem BScE oder vläicht awer dann och herno iwwert den neie Programm, de Bachelor en formation pédagogique, dee jo och dann – 180 plus 60 an dann nach eng Kéier plus 60 – genuch ECTS-Punkten hätt, datt se dat en cours d'emploi kéinte maachen, fir vläicht wärend fënnef Joer 12 Punkten ze maachen an dat mat hirer normaler Beruffsaktivitéit kënnen ze assuréieren. Do gesinn ech och eng Stäerkung vum gesamte Corps enseignant dran an dat ass fir mech nach e ganz wichtege Punkt an dësem Ofkommes.

(Interruption par la présidence)

Här President, ech verstinn, datt lues a lues hanne geschellt gëtt. Ech hätt vläicht nach e puer Saachen ze soen, mee mir wäerte bestëmmt nach méi wéi eng Kéier op de Sujet zréckkommen.

Merci fir déi Debatt vun haut de Mëtteg.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Educatiounsminister Claude Meisch. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

Domat si mer och um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 21., 22. an 23. Mäerz virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.59 heures.)

39e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 62
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 62
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 63
   M. Fernand Etgen, Président
4. **8136 – Proposition de modification de l'annexe 2 du Règlement de la Chambre des Députés** p. 63
   Rapport de la Commission du Règlement : Mme Martine Hansen
   Discussion générale : M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8136

5. **8146 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003** p. 64
Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Mars Di Bartolomeo | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8146 et dispense du second vote constitutionnel

6. **Débat d'orientation au sujet de la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques** p. 65
Exposé : M. François Benoy (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Gilles Roth | M. Frank Colabianchi (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup (intervention de M. Roy Reding) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)
Motion 1 : M. Gilles Roth | M. Fred Keup | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | M. François Benoy
Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Corinne Cahen et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert oder vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 21 mars 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8170 – Projet de loi portant fixation des éléments et montants de la dotation allouée au Chef de l'État, à l'ancien Chef de l'État, au Grand-Duc Héritier, au Régent et au Lieutenant-Représentant et modifiant la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 07/03/2023

8171 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 13/03/2023

8172 – Projet de loi portant modification :
1° du Nouveau Code de procédure civile ;
2° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023

8173 – Projet de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement et portant mise en œuvre de l'article 94 nouveau de la Constitution

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023

8174 – Projet de loi portant
1° transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve ;
2° transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation ;
3° modification du Code de procédure pénale ;
4° modification du Nouveau Code de procédure civile ;
5° modification de la loi du 22 juin 2022 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023

8175 – Projet de loi introduisant un plafond sur les recettes excédentaires issues du marché des producteurs d'électricité

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 15/03/2023

8176 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/03/2023

8177 – Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 17/03/2023

8178 – Projet de loi relatif au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2023

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 17/03/2023

8179 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/03/2023

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

7122 – Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques en transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, et en mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

Dépôt : M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 09/03/2017

Retrait du rôle des affaires : 17/03/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2666 – Demande de pétition publique : Contravention simple pour excès de vitesse – Nouvelle réglementation en fonction de la vitesse retenue

Dépôt : M. Guy Schroeder, le 28/02/2023

2667 – Demande de pétition publique : Interdire aux propriétaires de ne pas autoriser la tenue d'animaux dans une location

Dépôt : Mme Candy Backes, le 28/02/2023

2668 – Demande de pétition publique : Travailleurs postés ou de nuit

Dépôt : M. Francesco Savino, le 01/03/2023

2669 – Demande de pétition publique : Zinssatz der Bank stark senken

Dépôt : M. Kevin Da Maia Ribeiro, le 01/03/2023

2670 – Demande de pétition publique : Base de données nationale – Formation sécurité dans le bâtiment

Dépôt : Mme Stéphanie Pezin, le 01/03/2023

2671 – Demande de pétition publique : Augmenter la valeur des tickets restaurants

Dépôt : M. Pawel Galanty, le 01/03/2023

2672 – Demande de pétition publique : Rénovation de la résidence principale : rehausser le seuil d'application de la TVA à 3 % / Increase the threshold relevant for the application of 3 % VAT rate in the frame of main residence renovation

Dépôt : Mme Marianne Moinel, le 01/03/2023

2673 – Demande de pétition publique : Avoir les métiers d'ambulancier et auxiliaire d'ambulance reconnus au Luxembourg

Dépôt : Mme Rosa Jesus Dos Santos, le 02/03/2023

2674 – Demande de pétition publique : Sécurité et tranquillité des habitants et visiteurs du quartier gare / Make Gare district a safer place either for the inhabitants and visitors

Dépôt : M. Stéphane Boixière, le 02/03/2023

2675 – Demande de pétition publique : Égalité entre psychosomatiques et dépendances

Dépôt : Mme Andréa Havenne, le 02/03/2023

2676 – Demande de pétition publique : Taux d'intérêt fixe à 1 % pour le crédit immobilier des primo-accédants

Dépôt : M. Roberto De Gori, le 02/03/2023

2677 – Demande de pétition publique : Compléter et détailler le droit à l'allaitement, afin de valoriser et de motiver les femmes à cette pratique tout en conciliant leur vie privée et professionnelle

Dépôt : Mme Stéphanie Braga, le 03/03/2023

2678 – Demande de pétition publique : Anfrage zu einer Mehrsprachigkeit und Übersetzung bei Dokumenten

Dépôt : Mme Myla Adèle Cristeta Diederich, le 03/03/2023

2679 – Demande de pétition publique : Reconnaissance de l'ancienneté de 10 ans pour tous les corps de métiers avec une augmentation du taux horaire

Dépôt : Mme Nathalie Munier, le 03/03/2023

2680 – Demande de pétition publique : Abolition du congé collectif

Dépôt : M. Alzerino Gil Figueiredo, le 03/03/2023

2681 – Demande de pétition publique : Interdiction de toute forme d'intelligence artificielle qui crée de l'art. Ce genre de pratique doit rester exclusivement humain, car il représente ce qu'on est / Interdire tout art créé par AI du genre : / Visuel / Audio / Cinématographique / L'AI au Luxembourg devrait être réglementée pour des secteurs où un malaise physique ou mental est promu par ex. : ouvrier/ bureaucratie, etc.

Dépôt : M. Francisco André Alberto Teixeira, le 04/03/2023

2682 – Demande de pétition publique : Pour l'introduction d'une amende graduelle dans le cadre de l'inobservation d'un signal de limitation de vitesse en agglomération constatée par un radar

Dépôt : M. Daniel Miltgen, le 04/03/2023

2683 – Demande de pétition publique : Fir d'Ofschafe vum Cumul vun de politesche Mandater. Een Deputéierte soll net méi och nach dierfe Buergermeeschter, Schäffen oder Conseiller sinn

Dépôt : M. Roger Jean Paul Braun, le 05/03/2023

2684 – Demande de pétition publique : Gurtflicht fir Schoulkanner a Schüler an de Schoulbussen – Verbuet vu Stoplazen an de Schoulbussen

Dépôt : M. Marc Maraglino, le 05/03/2023

2685 – Demande de pétition publique : Iwwerhuelverbuet fir sämtlech Gefierer op ëffentlecher Strooss, wann ee Bus sech op engem Arrêt befënnt

Dépôt : M. Serge Wealer, le 06/03/2023

2686 – Demande de pétition publique : Formation des employés publics et maintien du statut du fonctionnaire

Dépôt : M. Daniel Urbin, le 07/03/2023

2687 – Demande de pétition ordinaire : Routes de Neudorf

Dépôt : M. Olivier Mazzon, le 07/03/2023

2688 – Demande de pétition publique : Zwei Jahre CT und Steuervergünstigung für Fahrzeuge mit geringer jährlicher Kilometerlaufleistung

Dépôt : M. Lucas Kern, le 07/03/2023

2689 – Demande de pétition publique : Gel de l'indice salarial sur le coût des nouvelles constructions en cours et en futur sur la période 2023-2024

Dépôt : M. Jonathan Jacques, le 09/03/2023

2690 – Demande de pétition publique : Taxe à l'importation sur les produits alimentaires et boissons

Dépôt : M. Fábio André Da Silva Gonçalves, le 09/03/2023

2691 – Demande de pétition publique : Pour une réadaptation de l'index

Dépôt : M. Georges Bodet, le 09/03/2023

2692 – Demande de pétition publique : Non au gaspillage alimentaire : obliger les institutions servant des repas à redistribuer les restes à leurs employés et/ou aux associations sociales locales ou d'utiliser des frigos foodsharing

Dépôt : Mme Julie De Jesus, le 09/03/2023

2693 – Demande de pétition publique : Géint dat neit Coronagesetz (Masken iwwerall ewech an Isolatioun och): Et wier besser, d'Maskeflicht géif bei Dokteren, Klinicken an Altersheemer bleiwen a bei der Isolatioun, bis een 2 Deeg hannerteneen negativ ass

Dépôt : Mme Celine Schmit, le 10/03/2023

2694 – Demande de pétition publique : Interdire l'utilisation par l'Administration des ponts et chaussées de sel de voirie en raison de son impact négatif sur l'environnement et nos ressources en eau

Dépôt : M. Giuseppe Liotta, le 11/03/2023

2695 – Demande de pétition publique : Pouvoir vendre son bien, terrain, sa maison par billet tombola, imposable et réglementé par un notaire

Dépôt : M. Laurent Scholler, le 12/03/2023

2696 – Demande de pétition publique : Solution locative pour maisons et appartements

Dépôt : M. Gabriel Sousa, le 13/03/2023

2697 – Demande de pétition ordinaire : Cannabis Social Club

Dépôt : M. Xavier Thill, le 20/02/2023

2698 – Demande de pétition ordinaire : Pétition sur les loyers

Dépôt : M. Daniel Sturm, le 14/03/2023

2699 – Demande de pétition publique : Manner Wunnengsbau

Dépôt : Mme Nina Stembergar Bezjak, le 14/03/2023

2700 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire visant à interdire de fumer dans les voitures en mouvement

Dépôt : M. Dominique Di Stefano, le 14/03/2023

2701 – Demande de pétition publique : Limiter l'utilisation du réseau social TikTok pour sauvegarder l'intégrité intellectuelle de nos enfants, et renforcer l'impact social, intellectuel et culturel de nos écoles. Il faut arrêter la « crétinisation » de nos jeunes

Dépôt : M. Jean-Luc Schlimm, le 14/03/2023

2702 – Demande de pétition publique : Anti-signer une pétition

Dépôt : M. Edgar De Faria, le 14/03/2023

2703 – Demande de pétition publique : Zwangsvermietung von freistehenden Wohnungen

Dépôt : M. René Hamel, le 15/03/2023

2704 – Demande de pétition publique : Versicherung gegen Mietausfall und Mietschäden

Dépôt : M. René Hamel, le 15/03/2023

2705 – Demande de pétition publique : Demande de personnalisation complète des plaques d'immatriculation

Dépôt : M. Ernad Agovic, le 15/03/2023

2706 – Demande de pétition publique : Erbsteuer – Doppelbesteuerungsabkommen Luxemburg/Deutschland

Dépôt : M. Robert Schroeder, le 15/03/2023

2707 – Demande de pétition publique : Ugepasste Personalschlëssel an der Crèche/Maison relais

Dépôt : Mme Jil Nilles, le 16/03/2023

2708 – Demande de pétition publique : Enfant malade ! 12 jours par an par parent et par enfant pour l'enfant malade

Dépôt : Mme Justyna Paulina Wieczorek, le 16/03/2023

2709 – Demande de pétition ordinaire : One Planet Living Development

Dépôt : M. Xavier Thill, le 16/03/2023

2710 – Demande de pétition publique : Interdiction de rouler en voiture sur les routes de campagne et routes principales

Dépôt : Mme Marie-Alix Dalle, le 16/03/2023

2711 – Demande de pétition publique : Arbeitszeitverkürzung für Busfahrer im privaten Bereich. Für mehr Sicherheit im öffentlichen Verkehr / Réduction des heures de travail des chauffeurs de bus dans le secteur privé. Pour plus de sécurité dans les transports publics / Reduction of working hours for bus drivers in the private sector. For more safety in public transport

Dépôt : M. Jean Michel Hollemans, le 17/03/2023

2712 – Demande de pétition publique : Arrêter les nuisances sonores avant 09h00 dans les zones résidentielles

Dépôt : M. Tommy Hardt, le 17/03/2023

2713 – Demande de pétition publique : Verbuet vum „Backup-Beeping"

Dépôt : M. Tommy Hardt, le 17/03/2023

2714 – Demande de pétition ordinaire : Demande d'attribution d'une aide financière supplémentaire pour les enfants atteints de maladies rares

Dépôt : M. Emil Muhovic, le 17/03/2023

2715 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'interdiction du télétravail, pour raisons d'équité

Dépôt : M. Jorge Simoes, le 19/03/2023

2716 – Demande de pétition publique : Remboursement vun der CNS fir een Deel vum Präis vun de Korrektur-Glieser fir de Sonnebrëll / Remboursement de la CNS d'une partie du prix pour les verres correcteurs des lunettes de soleil

Dépôt : Mme Tania Pereira, le 20/03/2023

2717 – Demande de pétition publique : Verbesserung der Transportverbindungen im Norden des Landes

Dépôt : Mme Anastazja Dauphin, le 20/03/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 8136 – Proposition de modification de l'annexe 2 du Règlement de la Chambre des Députés

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8136 iwwert d'parlamentaresch Iwwerwaachung

vum Staatsgeheimdéngscht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Martine Hansen (CSV), auteure-rapportrice | Merci, Här President. D'Viraarbechten zu dëser Propositioun, fir d'Annex 2 vum Chambersreglement ze änneren, sinn an der SRE-Kontrollkommissioun gemaach ginn. Et handelt sech nämlech bei der Annex ëm dat internt Reglement vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun.

An dofir wëll ech fir d'éischt e grousse Merci soen un de Laurent Besch, deen eis do gehollef huet an der Geheimdéngschtkontrollkommissioun, an natierlech och un de Benoît Reiter, deen d'Aarbechten dann an der Reglementskommissioun weidergefouert huet.

De 17. Januar hunn ech hei den Depot gemaach. Den 2. Februar ass et fir d'éischt an d'Reglementskommissioun komm, wou ech als Rapporter genannt gi sinn. Den 20. Februar huet d'Reglementskommissioun driwwer diskutéiert. An de 14. Mäerz ass de Rapport ugeholl ginn.

Dës Upassung ass zum Deel noutwendeg ginn duerch d'Upassung vum Gesetz vun 2004 iwwert d'Reorganisatioun vum Geheimdéngscht. Et gëtt nach eemol ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi ... Jo, Dir kënnt weiderfueren.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure-rapportrice | Merci, Här President. Et gëtt nach eemol verstäerkt d'Confidentialitéit vun den traitéierten Affären ervirgestrach. Et gëtt och kloer festgehalen, datt dëst nach nom Ophale vum Mandat an der Chamber weider gëllt. Da gëtt d'Sécherheet vun de klassifizéierten Donnéeën zousätzlech ofgeséchert, andeem datt e „bureau d'ordre auxiliaire" an der Parlamentsverwaltung geschaf gëtt mat der Missioun, derfir ze suergen, datt déi klassifizéiert Dokumenter an d'Archiv vun dësen Dokumenter de Reegelen no traitéiert ginn.

Dëse Büro besteet aus dräi Beamten: dem Sekretär vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun, engem Beamte B1 an engem Officier de sécurité, deen och mat dëser Propositioun geschaf gëtt.

Här President, dat sinn déi weesentlech Ännerungen. Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport. An ech ginn natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Rapportrice Martine Hansen.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Hansen fir hir ausféierlech Erklärungen zu dësem Projet. An ech kann den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech schléisse mech de Wierder vum Gilles Baum un. Ech soen och nach der Rapportrice villmools Merci, och Merci als Presidentin vun där Kommissioun fir eng gutt a kollegial Zesummenaarbecht, déi mer do hunn an där dach awer wichteger Kommissioun, déi heiansdo vergiess gëtt, mee déi huet hir voll Daseinsberechtegung. An ech mengen, fir déi gutt Zesummenaarbecht wollt ech hir nach eng Kéier Merci soen. A selbstverständlech ginn ech den Accord vun der LSAP zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech schléisse mech de Mercie vum Gilles Baum a vum Yves Cruchten un an natierlech och e Merci un d'Martine Hansen fir déi wierklech gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, déi am mannste bekannt ass, mee awer net am mannste wichteg ass. Dofir och den Accord eisersäits.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann ass d'Wuert fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänken an der Madamm Hansen villmools Merci soe fir dee Rapport. Ech wéilt vläicht zwou Bemierkungen uschléissen. Déi éischt ass, datt mer wuel hei eng reglementaresch Ännerung maachen, déi d'Kommissioun an hire Fonctionnement betrëfft. Dat ass eppes, wat mer begréissen. Mee doriwwer eraus musse mer vläicht un Ännerungen an de Kompetenze vum Geheimdéngscht denken. Mir hunn an deene leschte Joren ëmmer erëm festgestallt, datt de SREL vläicht net an alle Beräicher déi Kompetenzen huet, fir mat den Erausfuerderunge vun der Welt, wéi mer se am Ableck hunn, aleng eens ze ginn. An et ass dofir vläicht néideg, an dem Laf vun der nächster Legislaturperiod nach eng Kéier ze kucken, ob de SREL esou outilléiert ass an déi Kompetenzen huet, déi e brauch an dëser Welt.

Dat Zweet, wat ee muss vläicht eng Kéier kucken, mee dat ass chamberintern, dat ass d'Zesummesetzung vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun. Et ass am Ableck esou, datt just politesch ..., also Parteie mat méi wéi fënnef Deputéierten an der Chamber doranner vertruede sinn. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob dat esou richteg ass, well ech mengen, datt eigentlech all Partei misst d'Méiglechkeet hunn, och kënnen an der Geheimdéngschtkontrollkommissioun vertrueden ze sinn.

Dat gesot, gi mer elo mol natierlech den Accord fir dës reglementaresch Ännerung. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'parlamentaresch Kontrollfunktioun muss een eescht huelen, an dofir ass et och wichteg, datt mer an enger liberaler Demokratie dës Gewaltendeelung an domadder och d'Kontrollfunktioun stäerken. An dofir ginn d'Piraten och hiren Accord fir dëse Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne mat ofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8136. Den Text steet am Document parlementaire 8136[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8136

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration.

Den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mme Tess Burton (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

5. 8146 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Mir kommen elo zum Projet de loi 8146, enger Ofännerung vum Walgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8146 ass net immens laang. Ech géif awer gäre kuerz op e puer Detailer agoen.

Mat dësem Text ännere mir d'Walgesetz vum 18. Februar 2003, fir een Element nach emol ze preziséieren.

Dat selwecht Walgesetz war net méi spéit wéi am Juli d'lescht Joer ugepasst ginn, dëst ënner anerem mat der Upassung vu verschiddenen Delaien an der bekannter Ännerung, dass d'Residenzklausel, also d'Bedingung, dass eng Persoun huet musse mindestens fënnef Joer am Land wunnen, fir kënne bei de Gemengewale matzemaachen, ofgeschaaft ginn ass. Deemools war och preziséiert ginn, dass ee muss eng „carte" oder en „titre de séjour" hunn, fir sech kënne bei de Wielerlëschten anzedroen oder fir sech bei de Wale mat opzesetzen.

Duerno huet sech awer effektiv erausgestallt, dass et och Persounen aus Drëttstaate gëtt, déi zwar legal hei am Land wunnen an awer déi erwënscht Carte de séjour oder den Titre de séjour net hunn.

An den Explikatiounen zu dem virleienden Text gëtt d'Beispill genannt vu Fonctionnairen zum Beispill vun

den europäeschen Institutiounen oder och Agente vun internationalen Organisatiounen, déi aus Drëttstaate kommen. Dës Leit hunn, wéi gesot, keng sougenannt Carte de séjour oder en Titre de séjour, mee si hunn eng sougenannt „carte de légitimation", fir eeben hei am Grand-Duché kënnen ze schaffen an ze liewen.

Den Text, wéi en de Juli d'lescht Joer ugeholl ginn ass, hëlt dëst Dokument awer net mat a Betracht. Konkreet heescht dat, dass dës Leit d'office vun enger Aschreiwung an de Wielerlëschten oder och enger Kandidatur ausgeschloss wieren.

Fir dëser Inegalitéit entgéintzewierken, proposéiert de Projet de loi, dee mer haut zum Vott stellen, och d'Carte de légitimation mat an déi Lëscht un Dokumenter eranzehuelen, déi et de Leit erlaabt, sech ze identifizéieren, och wa si aus Drëttstaate kommen, an domat den Text vum Juli 2022 ze completéieren an deene Leit et ze erlaben, un de Gemengewale mat deelzehuelen. Dëst zum méi techneschen Deel vum Text.

Wat d'Entrée en vigueur vum neie Gesetz ugeet, war am initiale Projet de loi ugeduecht, déi op den 12. Abrëll 2023 festzeleeën. De Staatsrot huet awer richtegerweis dorobber higewisen, dass ee sech, sollt dëse Projet scho virun dësem Datum gestëmmt ginn, mat dësem Delai selwer géif blockéieren. Effektiv: Wa mir beim Datum vum 12. Abrëll bliwwe wieren, hätten déi concernéiert Persounen nach bis dohinner waarde mussen, ier se sech hätte kënnen aschreiwen. Finalement wären hinnen nëmmen dräi Deeg bliwwen, fir sech dann tatsächlech anzeschreiwen.

Op den Avis vum Staatsrot – an do ware mir ons an der Kommissioun och eeneg – ass dës Dispositioun um Enn ewechgelooss ginn.

Dëst zum Text an den Dispositioune vum Projet de loi 8146. Weider Detailer fannt Dir, wéi gewinnt, am schrëftleche Rapport.

An ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Här Rapporter fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat hei ass eng gutt Saach an domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An da geet d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. No deem exzellente Rapport vum Rapporter, dem Guy Arendt, bleift mir just, drop hinzeweisen, dass et net am Sënn vun dem Legislateur war, fir enger Rei vu Leit, déi laut Gesetz kéinten hiert Walrecht beusprochen, wéinst enger Terminologie vun engem Ausweisdokument d'Participatioun un der Wal ze verschléissen. Dofir hu mer dat geännert a mir maachen hinnen de Wee fräi, fir un de Lokalwalen – ech ënnersträichen: un de Lokalwalen – kënnen deelzehuelen.

An et war och net an eisem Sënn, fir deene Leit just nach dräi Deeg ze loossen, fir sech kënnen anzeschreiwen. Dofir si mer dem Conseil d'État dankbar, dass en eis dorop higewisen huet an dass dat elo direkt no der Entrée en vigueur vun dësem Gesetz ka geschéien.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An d'Wuert geet elo un den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci och un de Rapporter. A wéi mäi Virriedner et sot, merci un de Staatsrot, all déi Leit, déi eis dorop opmierksam gemaach hunn. Et ass eng gutt Saach. Esou Saache komme vir. Et soll net … Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Och merci un den Här Rapporteur. Ech mengen, et ass wierklech alles gesot. Ech soen och besonnesch dem Här Mars Di Bartolomeo Merci, datt en ënnerstrach huet, datt et ëm d'Kommunalwale geet hei. An an deem Sënn si mir och dermat d'accord, datt jiddereen da ka matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Guy Arendt fir de gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir Piraten si fir méi Biergerbedeelegung an derfir, datt et de Leit, déi walberechtegt sinn, esou einfach wéi méiglech gemaach gëtt, fir och un de Walen deelzehuelen, a mer net administrativ Hürden opbauen, wou mer u sech keng brauchen. Doweinst begréisse mer natierlech och dëse Projet a mir wäerten deen och matstëmmen.

Erlaabt mer awer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng kleng Remark ze maachen. De Mars Di Bartolomeo huet elo grad gesot, et wär eng Fro och vun Interpretatioun vum Walgesetz. An et ass am Moment och nach eng zweet Question parlementaire, déi de President och als urgente unerkannt huet, un d'Madamm Innenministesch amgaangen, an där et och ëm d'Interpretatioun, an zwar ëm eng relativ kokass Interpretatioun, vum Walgesetz geet, déi, wann ech an den Travaux parlementaires vun 2002 an 2003 richteg nogelies hunn, ni de Wonsch vum Legislateur war a wou mer elo e bësse mat enger kokasser Situatioun confrontéiert sinn, datt, wann een déi géif bis un d'Enn liesen, d'Praktiken, déi déi lescht 15, nee 21 Joer u sech méiglech waren, op eemol sollen duerch nei Interpretatiounen onméiglech gemaach ginn.

An ech hoffen, datt mer do wierklech Léisunge fannen, well wéi ech sot: Mir si fir Biergerbedeelegung, mir si fir Demokratie an da sollt een net duerch nei Interpretatiounen op eemol Participatiounen u Walen oder Presentatioune vu Lëschten neierdéngs méi schwéier maachen. Mee mir ginn eisen Accord fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, fir d'éischt wëll ech och dem Rapporter Merci soen. An ech ginn dem Här Kartheiser net oft Recht, mee haut huet e Recht, andeem e gesot huet, dass schonn alles gesot ginn ass.

An dofir: Et ass wichteg, dass hei eppes, wat par inadvertance eragerutscht ass, wat net gutt war a wat Leit ausgeschloss hätt, hei nees verbessert gëtt. An ech soen Iech Merci, Här President, stellvertriedend fir Iech an de Staatsrot, dass mer dat esou séier nees konnte redresséieren. Merci, Här Arendt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8146. Den Text steet am Document parlementaire 8146[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8146 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Débat d'orientation au sujet de la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Biergerbedeelegung bei der Elaboratioun vu Politiques publiques. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Frank Colabianchi, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert fir den Exposé vun der Orientéierungsdebatt huet elo den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Här Premierminister, Här Minister, Dir Dammen an Hären Deputéiert, Demokratie ass d'Herrschaft vum Vollek. Dat ass schonn d'Definitioun, déi aus dem Griichesche kënnt, an den Ursprong vun der Demokratie. A wa mer natierlech d'Ufäng vun der Demokratie mat deem vergläichen, wat mer haut hunn, da wësse mer,

dass se fundamental anescht ass an dass Demokratie eppes ass, wat a permanentem Wandel ass.

Zu Lëtzebuerg hu mer eng representativ Demokratie mat engem monokamerale Parlament, wat ënnert der Form vun enger konstitutioneller Monarchie ass, déi awer och permanent am Wandel ass a sech upasst. An dat hu mer net zulescht gemaach oder maache mer mat der Verfassungsreform, déi dëst Joer wäert a Kraaft trieden.

An awer: Mir hu ronn 650.000 Persounen, déi mëttlerweil zu Lëtzebuerg wunnen, wouvunner knapps 48 % net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. An dobäi kommen nach eng Kéier eng 225.000 Frontalieren, déi zu Lëtzebuerg schaffen.

Bei de leschte Legislativwalen allerdéngs hate mer 260.000 Wieler, also manner wéi d'Hallschent vun onser Populatioun.

Wann ech elo kucken, wéi et a menger Gemeng ausgesäit, do hu mer 35.000 Wieler, an dat bei enger Awunnerzuel vun 116.000. Dat sinn elo d'Chiffere vun de leschte Gemengewalen, also manner wéi en Drëttel vun der Populatioun, déi bei de Wale matgemaach hunn.

Mir hunn also eng Minoritéit vun der Populatioun, déi iwwert hiert Walrecht participéiert. A mir hunn do natierlech an de leschte Jore vill Ustrengunge gemaach. Mir haten Diskussiounen zum Beispill drëm, fir d'Walrecht bei Nationalwale fir Netlëtzebuerger opzemaache respektiv fir d'Walrecht erofzesetzen op 16 Joer. An e wichtege Schratt, dee mer gemaach hunn, ass, dass mer d'Residenzklausel bei de Gemengewalen zejoert ofgeschaf hunn.

An awer: Wa mer kucken, wéi et am Moment ausgesäit: Den Taux d'inscription läit, wat d'Auslänner ugeet, bei 12,5 %. Dat heescht, mir hunn eng 32.000 Leit, déi ageschriwwe sinn, bei engem Total vun Netauslänner vun 257.000. A menger Gemeng, erëm eng Kéier fir de Verglach ze maachen: 8,1 % vun den Auslänner, déi ageschriwwe sinn, bei 71 % Netlëtzebuerger.

D'Leit kënne sech natierlech nach e Mount aschreiwen. An ech sinn och selwer vill ënnerwee an ech schwätzen d'Leit drop un an ech spieren och, an et ass, mengen ech, och de Constat vu ville vun Iech, dass deen Taux elo nach wäert eropgoen. An awer mengen ech, dass mer alleguerte wierklech gefuerdert sinn, fir hei nach en Effort ze maachen.

An et geet eebe grad – an dat ass warscheinlech och de Constat, deen Dir maacht – net duer, einfach e Stand ze maachen oder e Flyer ze maachen, mee mir musse wierklech als Politick e Schratt op d'Leit duermaachen, mat hinne schwätzen, hinnen erklären, dass et bei deene Gemengewalen, bei der Politick ëm ganz praktesch Saache geet aus dem Alldag vun de Leit: d'Organisatioun vun de Schoulen, de Maison-relaisen, ob ee sécher Vëlosweeër huet, ob ee verkéiersberouegt Zonen huet oder och Froen, wéi ambitiéis eng Gemeng ass, zum Beispill am Klimaschutz oder am Logement, oder eeben net.

D'Demokratie ass eeben e Prozess, dee sech ëmmer weiderentwéckelt. A wichteg ass, dass d'Demokratie ëmmer no un dem Vollek ass. An d'Vollek kann, wann d'Demokratie no beim Vollek soll sinn, net just um Waldag d'Bierger participéiere loossen, an dat och net an enger representativer Demokratie, a schonn nach manner an engem Fall wéi zu Lëtzebuerg, wou ech Iech elo beschriwwen hunn, dass just eng Minoritéit vun de Leit iwwert d'Wale representéiert sinn, national an an de grousse Gemengen och.

An hei kënnt dann déi participativ Demokratie an d'Spill, wou et eeben drëms geet, fir a méiglechst ville Beräicher méiglechst vill Acteuren, Bierger, d'Zivillgesellschaft anzebannen, an dat eeben net just um Waldag, mee an engem méiglechst permanente Prozess.

Mat méi Biergerbedeelegung kënne mer den demokrateschen Defizit, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, op nationalem an och op lokalem Niveau reduzéieren an ons Demokratie esou stäerken a besser Politick maachen.

An et ass ëmsou méi wichteg, well ons Gesellschaft an d'Erausfuerderungen, mat deene mer konfrontéiert sinn, ëmmer méi komplex ginn.

Biergerbedeelegung gëtt och zu Lëtzebuerg schonn op villen Niveaue gemaach, sief et op nationalem, sief et op lokalem Niveau. Et gëtt mëttlerweil och eng extra Plattform, d'Plateforme luxembourgeoise de la démocratie participative, déi an Zesummenaarbecht mat der Uni fonctionéiert an déi Biergerparticipatiounsprojeten do hir Expertis ubitt an och bei Pilotprojete mat konzipéiert, begleet an analyséiert.

A genau doriwwer soll et haut bei der Debatt goen, déi ech ugefrot hunn an déi mer haut hei am Parlament féieren. Wat fir eng Erfarunge mat Biergerbedeelegung hu mer hei zu Lëtzebuerg gemaach, national a lokal an de leschte Joren? Wat huet gutt geklappt? Wat huet vläicht manner gutt geklappt? Wat wëlle mer verbesseren? A wéi wëlle mer déi Modeller vun der participativer Demokratie an Zukunft zu Lëtzebuerg weider stäerken? Wat fir e Kader kënne mer gi fir eng méi systematesch Biergerbedeelegung?

Här President, Dir Dammen an Hären, firwat Biergerbedeelegung, wann et dach vill Forme vun enger méi formeller Participatioun gëtt: Walen, Referenden, Petitiounen, Engagementer a Parteien, Gewerkschaften an ONGen an deemnächst och mat där neier Verfassung en neit Instrument a Form vun enger Biergergesetzespropositioun?

Mee et ass eeben och de Constat, dass iwwert d'Walrecht vill Leit ausgeschloss sinn, d'Netlëtzebuerger an déi Leit ënner 18 hunn ech scho genannt, dass mer och konfrontéiert si mat engem Desinteresse vun der Politick, Politickverdrossenheet a Populismus an an de soziale Medie respektiv méi prezis déi kommerziell optiméiert Algorithme vun de Firmen hannert dëse Plattformen, wou déi gesellschaftlech Polarisatioun verstäerkt gëtt respektiv sech vill Leit ëmmer méi a sougenannte „Filterblosen" erëmfannen, an allgemeng de Constat, dass d'Politick och ëmmer méi u Vertraue verléiert.

Duerch méi Participatioun stäerke mer eeben déi representativ Demokratie op lokalem an och op nationalem Niveau. Mir bannen d'Leit besser an, respektiv mir schwätzen och déi un, déi soss komplett ausgeschloss sinn oder déi eeben net participéieren. Esou gi politesch Prozesser respektiv Meenungsbildunge méi verständlech an novollzéibar a mir stäerken d'éffentlech Ënnerstëtzung an d'Legitimatioun vun Entscheedungen a gi géint Populismus a Politickverdrossenheet vir.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An doduerjer, dass d'Leit hir Erfarungen abréngen, ginn d'Projeten och einfach besser. Si ginn éischter akzeptéiert a kënnen dann och méi séier an ouni Konflikter respektiv mat manner Konflikter ëmgesat ginn.

Wichteg ass, nach eemol ze ënnersträichen, dass méi politesch Biergerbedeelegung complementaire zur representativer Demokratie ass a se stäerkt an net schwächt.

Méi participativ Demokratie däerf onst representativ Parlament och net dervun ofhalen, ons eegen Aufgaben a Funktiounsweisen ze iwwerdenken an ze verbesseren, sief et, wat onse Rôle ugeet, ons Aart a Weis fir ze schaffen, Transparenz hei am Haus, den Accès vun der Zivillgesellschaft an d'Chamber, de Stellewäert, dee mer an eiser legislativer Aarbecht de wichtegen Avise vun de Beruffskammere ginn, fir just e puer Beispiller ze nennen.

Méi Biergerbedeelegung soll weeder d'Parlament ersetzen oder et bevormunden, nach soss iergendwellech Acteure wéi ONGen, Gewerkschaften oder soss institutionaliséiert Organer wéi Beruffskummeren oder de Wirtschafts- a Sozialrot iwwerflësseg maachen oder schwächen. Si bréngt eeben eng zousätzlech an eng complementaire Vue mat an d'politesch Elaboratiouns- an Decisiounsprozesser.

Här President, Dir Dammen an Hären, Biergerbedeelegung fonctionéiert, wa se gutt ëmgesat gëtt. Dofir muss de Kader kloer definéiert sinn, mat enger Zilsetzung an engem Zäitplang, de Prozess muss transparent sinn, kloer an op Aenhéicht sinn a representativ sinn an e muss vun neutrale Profien organiséiert ginn, déi de Prozess begleeden.

A wéi een dat elo genau mécht, dofir gëtt et vill Methoden, vill Méiglechkeeten, wéi een d'Biergerbedeelegung mécht, soudass et net deen eenzege Modell gëtt, mee dass et vill Méiglechkeete gëtt.

Wichteg ass awer, dass déi Prinzippien agehale ginn an dass ee keng Alibiveranstaltunge mécht. Biergerbedeelegung ass net mat enger Informatiounspolitick ze vergläichen oder mat de berodende Kommissiounen oder dass ee just verschidde Meenungen anhëlt. Nee, Biergerbedeelegung heescht den Austausch ënnereneen, Diskussioun vu verschiddenen Aspekter a Positiounen.

Wichteg ass och, dass ee sech do u Grondprinzippien hält, well soss kann de Schoss no hanne lassgoen. Fir ee Beispill ze nennen, zum Beispill d'Convention citoyenne pour le climat: De President Macron hat versprach, alleguerten d'Proposen ëmzesetzen, wat en awer net gemaach huet, an huet domadder a Frankräich d'Vertraue vun de Bierger – oder vu ville Bierger – verspillt.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung gesäit vir, dass d'Participation citoyenne encouragéiert soll ginn, dass d'Gesellschaft méi breet agebonne soll ginn, fir géint den demokrateschen Defizit virzegoen, an dat souwuel op nationalem wéi och op lokalem Niveau.

A wa mer haut zréckkucken, da muss ech soen, dass d'Regierung d'Biergerbedeelegung zu Lëtzebuerg an dëser Legislaturperiod däitlech weiderbruecht huet, an dat op verschidden Aart a Weisen, bei verschiddene Prozesser a bei verschiddenen Theemen. Déi gréisst an déi ëmfaassendst Prozesser gouf et am Beräich vum Klimaschutz, der gréisster Erausfuerderung, mat där mir als Gesellschaft elo schonn, awer och an den nächste Jore konfrontéiert sinn an déi mir sécher nëmme wäerte meeschteren, wa mer déi breet Ëffentlechkeet abannen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | En vue vun der Elaboratioun vum Landesplanungsprogramm, dem PDAT, an am Kader vun der Initiativ „Luxembourg in Transition" huet de Landesplanungsminister Claude Turmes 2021 de Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050 zur Fro aberuff, wéi Lëtzebuerg säin Territoire kéint organiséieren, fir 2050 klimaneutral ze sinn.

De Biergerrot gouf vun TNS ILReS representativ aus 30 Biergerinnen a Bierger vu Lëtzebuerg an aus der Groussregioun zesummegesat, also mat Netlëtzebuerger an och Grenzgänger, béides Leit, déi kee Walrecht hunn an awer zum Wuel vum Land bäidroen.

Et goufe 25 Experte gehéiert, fir eng gemeinsam Wëssensbasis ze schafen an dann d'Positiounen ze formuléieren. Anstänneg Zäit krute se, fir hirer Missioun nozegoen. Et war gutt organiséiert a si goufe encadréiert, wat immens wichteg ass, wéi d'Memberen ons d'lescht Woch selwer an der Ëmweltkommissioun gesot hunn, wéi mir si onofhängeg vun deem heiten Debat an enger anerer Fro consultéiert hunn.

Eraus koumen 9 Prinzippie fir eng erfollegräich Politick, eng SWOT-Analys a 44 Recommandatiounen, wéi e klimaneutralen Territoire kéint ausgesinn. Do soe si, dass de Flächeverbrauch muss gebremst ginn, dass d'Stied musse verdicht ginn an dass d'Fragmentéierung vun der Gesellschaft gestoppt muss ginn. Alles dat si Konklusiounen, déi een och duerno am PDAT erëmfënnt. An dat ass net just meng Analys, mee dat hunn d'Leit aus dem Biergerkommitee selwer an hirem Avis zum PDAT gesot.

Dann de Klima-Biergerrot: Och si hu mir an der Ëmweltkommissioun getraff a mir haten och hei eng Debatt mat hinnen iwwer hir Propositiounen. Eng weider wichteg Initiativ, fir d'Gesellschaft konkreet bei klimapolitesche Froen anzebannen, huet de Premier eebe mat der Grënnung vun deem Klima-Biergerrot virun iwwer engem Joer gemaach.

Hei gouf e representativen Echantillon vun 100 Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen oder schaffen, erstallt an och hei gouf de Fonctionnement esou organiséiert, dass en enger klorer Methodologie entsprach huet a vun Experte begleet ginn ass.

Aacht Méint hate si Zäit, also aacht Méint ware fir de Prozess virgesinn, wou si 56 Virschléi fir eng verstäerkt Klimapolitick preparéiert hunn. An aus hire Fuerderunge geet kloer ervir, dass d'Bierger a Klimafroen duerchaus méi wäit gi wéi verschidde Parteien oder Politiker. A gradewéi de Biergerkommitee hunn d'Klimabierger ambitiéis Klimaschutzmesüre gefuerdert, an dat séier. Zum Beispill hu si eng däitlech Erhéijung vum CO_2-Präis gefuerdert oder eng méi ekologesch Landwirtschaft.

Wat de Prozess ugeet, sou schreiwen d'Klimabierger/innen an hirem Rapport, dass dee gutt fonctionéiert huet, a ginn awer och e puer Recommandatioune fir d'Zukunft mat op de Wee. D'Zäit war dann awer vläicht e bësse knapp, wat derzou gefouert huet, dass se net alleguerten d'Sujete bis an d'Déift konnten traitéieren, déi awer vläicht an hiren Aen hätte misse gemaach ginn. D'Bierger/inne selwer waren dann och net an d'Auschaffe vun der Methodologie agebonne respektiv an d'Froe vun der Gouvernance, wat awer eigentlech bei esou engem Prozess net onweesentlech ass. An dat si pertinent Froen, déi een och elo, mengen ech, muss consideréiere bei nächste Biergerbedeelegungsprozesser, déi een organiséiert.

Et gëtt awer och nach aner Beispiller. Ech wëll se elo net alleguerten ernimmen an ech sinn iwwerzeegt, dass och aner Kolleegen haut an der Debatt vläicht aner Prozesser nennen. Just e puer erausgeholl:

Am Kader vun der Elaboratioun vun dem Gesetzespak zum Offall goufe sechs Workshoppen am Viraus gemaach. Dat selwecht hate mer och bei anere Projeten, zum Beispill och wann ech d'RGTR-Reform vum Mobilitéitsministère huelen, wou vun Ufank un d'Biergerinnen an d'Bierger agebonne gi sinn als Clienten, als potenziell Clientë respektiv och d'Gemengen, wou uechtert d'Land iwwer 20 där ëffentlech Reuniounen a Consultatioune gemaach goufen.

D'Inneministesch huet am Kader vun der Reform vun der Gemeng a vun de Gemengegesetzer de Prozess lancéiert „Matenee fir eng modern Gemeng", wou si consultéiert huet.

Dann hu mer de Klimapakt, wou mer nieft der Participatioun iwwert d'Klimateam zousätzlech och am Kader vun dem Klimapakt méi grouss a méi ëffentlech „Assises Pacte Climat" agefouert hunn, déi d'Gemenge kënnen organiséieren, wou all Joer da Veranstaltunge gemaach ginn, wou et ëm d'Ëmsetzung vum Klimapakt geet a wou et drëms geet, nei Mesüren ze identifizéieren. Hei geet et wierklech drëm, d'Bierger eeben aktiv anzebannen an de Klimaschutz ze maachen, deen an hirer Gemeng gemaach gëtt, an do kréien d'Gemengen eng Hëllefsstellung vu CELL, also der Transitiounsbeweegung.

A fir just nach eng weider Initiativ ze nennen, déi fir mech perséinlech och ganz wichteg ass: Dat ass d'Jugendparlament, also eng Assemblée nationale vun de Jonken, déi 2016 och iwwert d'Gesetz geschafe ginn ass, déi och en Avis ëmmer schreiwen a Resolutiounen, déi mir an der Chamber jo kréien a wou mir och duerno driwwer diskutéieren, wat ech och eng ganz wichteg Initiativ fannen a wou ee jo och gesäit, dass eng ganz Rei Leit duerch deen dote Prozess duerno politesch méi aktiv ginn a sech bedeelegen, an op där anerer Säit, mir, mengen ech, och als Parlament de Bols ganz gutt fillen, wat de Jonke wichteg ass, fir dat dann an eis Politicke mat anzebannen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Wichteg ass eeben, dass ëmmer, wann ee Biergerbedeelegung mécht, een och dat eescht hëlt an dass een d'Propositioune vun de Leit afléisse léisst. A grad am Ëmweltberäich soen d'Bierger/innen ons jo och, dass se ambitiéis Politicke bräichten, wa mer gären nach hätten, dass ons Kanner am nächste Joerzéngt nach ëmmer e gutt Liewen hunn.

An duerfir wëll ech hei dann och dervunner profitéieren, fir vläicht d'Regierung ze froen, wéi et ausgesäit mat dem Aschaffe vun engersäits den Elementer vum Klima-Biergerrot respektiv och vun dem Biergerkommitee am Kader vun dem PNEC, wou jo och eng Refonte usteet.

Déi vill Initiativen, déi ech elo genannt hunn, sinn alleguerte luewenswäert, wann ee se eenzel kuckt – zesummen och! –, an trotzdeem, mengen ech, ass et wichteg, dass mer kucken, voilà, wat fir eng Erfarunge mer aus deene Biergerbedeelegungen do zéien an dorauser sammelen, fir eis dann ze iwwerleeën, wéi mer d'Biergerbedeelegung zu Lëtzebuerg weiderentwéckele kënnen a wéi mer dat institutionaliséiere kënnen a wéi e Lëtzebuerger Modell vu Biergerbedeelegung ausgesäit.

Gradewéi vill ONGen an och Gewerkschafte waren d'Membere vum Biergerkommitee och iwwerrascht, wéi zum Beispill och op eemol, wéi si voll an den Aarbechten dra waren, de Klima-Biergerrot entstanen ass, deen zwar eng aner – net grad déi selwecht – Finalitéit hat an awer eng änlech Froestellung hat. Also, ech mengen, och wa mer vill Initiativen hunn, ass et och wichteg, dass een déi verschidde Moyene genau evaluéiert a kuckt, wéi een an Zukunft wëll do dermadder ëmgoen.

An Här President, Dir Dammen an Hären, no deenen Erfarunge stellt sech fir mech d'Fro, wéi mer an den nächste Joren e strukturéierten Dialog mat de Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg weiderentwéckele wëllen. Opgrond vun der Situatioun an den Erfarungen, déi mer gemaach hunn, ass fir mech kloer, dass een eng Institutionaliséierung brauch an dass een och do d'Erfarungen an d'Wësse vun den Experte vum Terrain, awer och vun deene Leit, déi an deem Prozess bedeelegt waren, soll mat afléisse loossen.

Interessant ass do natierlech och de Bléck zum Beispill an d'Belsch, bei ons Noperen an der Belsch, déi e Biergerdialog 2019 agefouert hunn an der däitschsproocheger Gemeinschaft, deen dorop opbaut, dass et e Biergerrot gëtt an eng Biergerversammlung. De Biergerrot decidéiert do d'Sujete fir ze debattéieren, déi duerno vun der Biergerversammlung an engem intensive Prozess diskutéiert an opgeschafft ginn. D'Versammlung gëtt periodesch iwwert d'Lous zesummegesat, wärend de Rot aus Exmembere vun der Versammlung besteet a periodesch ëm jeeweils en Drëttel erneiert gëtt. D'Resultat si Recommandatiounen, déi duerno un d'Parlament ginn, wat duerno weiderhi fir d'Decisiounen zoustänneg ass an wat dann och decidéiert, wat et dovun iwwerhëlt a wat et dovunner net iwwerhëlt.

An ech hat scho bei menge Recommandatiounen, wéi ech Budgetsrapporter war fir d'Joer 2021, gesot, dass ech géif mengen, dass et wichteg wär, dass ee sech deen ostbelsche Modell géif genau ukucken, quitte dass een en net kéint eent zu eent iwwerhuelen, mee dass een e misst op d'Lëtzebuerger Situatioun upassen. Dofir brauche mer d'Expertis vu villen Acteuren um Terrain, Politologe vun der Uni, awer och Bierger, déi selwer wäertvoll Erfarungen am Kader vun dem Klimakommitee oder dem Klima-Biergerrot gesammelt hunn. E Biergerrot soll representativ zesummegesat sinn, e soll sech erneieren, méiglechst autonom sinn an no klore Krittäre fonctionéieren. Et gëtt awer och eng Rei institutionell Froen, déi nach ze kläre sinn, respektiv wou de Biergerrot ugesidelt wär. Ech perséinlech gesinn en éischter hei an der Chamber ugesidelt.

Déi meescht participativ Prozesser, déi mer bis elo zu Lëtzebuerg haten, hu ronderëm de Klimaschutz oder d'Nohaltegkeet gedréit an do goufen och wäertvoll Recommandatioune gemaach. Mee déi grouss a komplex Zukunftsfroen dréinen zum Beispill och ronderëm d'sozial Gerechtegkeet, sief an der Steier- oder an der Educatiounspolitick, an och do géif et den Debat beräichere respektiv weiderbréngen, wann d'Propositioune vun engem Biergerrot och géife mat afléissen, deen déi ganz Panoplie vu grousse Gesellschaftsfroe kéint ofdecken, an domadder de politeschen Debat beräicheren an och Lëtzebuerg weiderbrénge kéint.

Wann ech virdrun en e bësse manner gutt Beispill genannt hunn, wëll ech awer elo e gutt Beispill nennen: D'Parlament ass an Irland net weiderkomm, wéi et ëm d'Fro gaangen ass, wéi ee mat dem Schwangerschaftsofbroch ëmgeet, an dunn hu si och e Biergerkommitee mat 99 Leit agesat. An hei war wierklech am Parlament ..., d'Parteie hu sech wierklech zerstridden a konnte sech net eenegen, a wéi se de Biergerkommitee agesat hunn, do waren eng ganz Rei ..., et goufen Experte gehéiert, et goufe Betraffener gehéiert, et goufe soss Vertrieder gehéiert, déi hu sech eng Meenung gebilt a konnten duerno der Politick eng Propos maachen, déi schliisslech dunn och ëmgesat gouf.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, d'Gemenge sinn natierlech ganz no um Alldag vun de Biergerinnen a Bierger drun an dofir hu si och e ganz wichtege Rôle, wann et ëm d'Biergerbedeelegung geet. An de Gemenge gëtt et och haut scho wéi och op nationalem Niveau eng ganz Partie Initiative fir méi Biergerbedeelegung. An ech hat virdrun och schonn e puer Méiglechkeete genannt, zum Beispill de Klimapakt.

Et gëtt awer och eng ganz Rei aner Initiativen, déi mer an de Kapp kommen: d'Bierger zum Beispill, déi gefrot ginn am Virfeld vun der Elaboratioun vun engem PAG; d'Abanne vun den Awunner, wann et ëm Neigestaltunge geet, sief et vu Quartiersplazen, Verkéiersberouegungskonzepter, Parkraummanagement, Gestaltung vu Spillplazen a villes méi. Only the sky is the limit!

D'Ënnerscheeder tëscht de Gemenge sinn hei awer grouss. An ech wëll just ee Beispill eraushuelen, wat ech wierklech interessant fannen, dat ass dat vun der Gemeng Diddeleng, déi a Saache Biergerbedeelegung, mengen ech, mat dem Biergerrot, dem Biergerpanel an och dem participative Budget wierklech ganz flott Instrumenter en place gesat huet. An ech hat eigentlech virgesinn, dat net hei ze presentéieren, well ech dervun ausgaange sinn, de Buergermeeschter géif dat selwer hei maachen. Op alle Fall hu si e Biergerrot geschafen, wou 15 Diddelenger per Zoufallsprinzipp zesummegesicht gi sinn: d'Hallschent Männer, d'Hallschent Fraen, d'Hallschent Lëtzebuerger, d'Hallschent Netlëtzebuerger. Si kënne fräi Theemen eraussichen, déi se duerno formuléieren an an hirem Grupp validéieren an duerno dem Schäfferot weiderginn, deen dann ee Mount Zäit huet, fir drop ze reagéieren.

De Biergerpanel, wéi den Numm et scho seet, ass e Grupp vu Bierger, deen ëmmer erëm an engem Panel befrot gëtt, an doduerjer kritt een eebe Feedback zu verschiddene Froen, déi d'Gemenge concernéieren.

De Biergerbudget, och e ganz interessante Modell, deen et europawäit och gëtt: Hei ass 1 % vum Budget d'investissement, dee ganz konkreet de Bierger zur Verfügung gestallt gëtt, wou d'Bierger da kënnen online eng Rei Proposen eraginn, déi gi validéiert – Machbarkeet oder net – an duerno gëtt erëm en Onlineprozess gemaach, wou d'Leit da kënnen driwwer ofstëmmen.

A wann ech d'Reaktioun vum Buergermeeschter kucken, hunn ech et guer net esou schlecht erkläert!

(Hilarité)

Iwwert eng Konventioun mat der Uni ginn déi verschidden Initiativen och permanent begleet an evaluéiert respektiv et ginn nei Initiativen entwéckelt, wat ech wierklech eng gutt Approche fannen. An ech hoffen, dass ech selwer och eng Kéier a menger Gemeng d'Méiglechkeet hunn, fir esou flott Prozesser wéi dat doten op d'Been ze setzen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Gradewéi et och wichteg ass, dass mir den nationale Kader eebe besser erméigleche mat méi Biergerbedeelegung, musse mer dat eeben och op lokalem Niveau weider maachen. An hei gëllt et och, op déi vill besteeënd Erfarungen opzebauen, gradewéi och déi gutt Beispiller an Erfarungswäerter aus alle Gemengen aus dem Land, déi et dann – d'Klima, awer och bei anere Prozesser – gëtt respektiv an de berodende Kommissioune gëtt, fir déi do mat afléissen ze loossen.

Une voix | Ganz gutt!

M. François Benoy (déi gréng) | An an deem Sënn hat ech d'Inneministesch och an enger parlamentarescher Fro – nämlech der parlamentarescher Fro 7120 – gefrot, wéi si da géif gedenken, de legale Kader fir d'Gemengen an deem Sënn unzepassen. A well d'Äntwert e bëssen onkonkreet war, wollt ech si eigentlech haut froen, wéi se dat genau gemengt huet.

Si huet nämlech gesot, si géif eng Redefinitioun maache vun enger Rei Instrumenter, déi et gëtt, wou et ëm d'Biergerbedeelegung geet, an, ech mengen, ech fannen dat eng gutt Approche, mee et géif mech natierlech interesséieren, wat d'Regierung do genau wëlles huet ze änneren, fir de Gemenge méi Moyenen ze ginn, fir méi Biergerbedeelegung ze maachen.

Da wollt ech elo, Här President, Iech eng Motioun iwwerreechen. Ech wollt just wëssen, wou déi drun ass …

Wannechgelift!

Motion 1

« relative à la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques »

La Chambre des Députés,

– vu l'accord de coalition 2018-2023 qui mentionne que la « participation citoyenne sera encouragée pour permettre la participation de toutes les composantes de notre société au projet national et pour renforcer la lutte contre le déficit démocratique », ainsi qu'un soutien à « la participation citoyenne au niveau communal » ;

– considérant qu'un État démocratique tire sa légitimité et force de l'engagement de ses citoyennes et citoyens et de leur participation aux processus de décision et de mise en œuvre des politiques publiques ;

– consciente de l'amplification de sentiments de désintérêt et de méfiance à l'égard de la vie politique ;

– soulignant que l'engagement civique dynamise la démocratie et contribue à faciliter le vivre-ensemble ;

– rappelant que la participation citoyenne permet aux citoyen.ne.s d'être mieux informé.e.s, de faire entendre leurs voix et d'influencer les décisions qui affectent leur vie quotidienne pour que les décisions et leur mise en œuvre correspondent mieux à la fois à leur besoins individuels et à l'intérêt général ;

– estimant essentiel de ne pas limiter la participation politique au seul choix des représentant.e.s élu.e.s nationaux et locaux, mais d'œuvrer activement à dynamiser et élargir la participation citoyenne aussi bien au niveau national que communal ;

– vu l'importance démographique des résident.e.s non luxembourgeois.e.s qui restent exclu.e.s du droit de vote aux élections législatives, mais possèdent le droit de vote aux élections communales, mais qu'au 28 février 2023 seuls 12,5 % des personnes concernées s'étaient effectivement enregistrées comme électeurs ;

– soulignant le succès ainsi que le caractère innovant et plus professionnalisé des récents processus de participation citoyenne initiés par le Gouvernement, tel que par exemple le « Biergerkommitee » de l'initiative « Luxembourg in Transition », le « Klima-Biergerrot », les workshops « Null Offall Lëtzebuerg », les ateliers « Matenee fir eng modern Gemeng », la réforme du RGTR, les outils de participation du « Klimapakt » ou encore du « Pakt vum Zesummeliewen », tout comme les initiatives du CELL et de nombreuses initiatives communales visant l'élaboration participative du PAG, d'un espace public ou de divers « masterplans », voire d'un budget citoyen communal y inclus la mise en place de la « Plateforme luxembourgeoise de la démocratie participative » en coopération avec l'Université du Luxembourg,

invite le Gouvernement à

– évaluer de manière détaillée les expériences de participation citoyenne des dernières années en collaboration avec la Chambre des Députés, l'Université de Luxembourg et les autres expert.e.s ayant développé, encadré ou étudié les processus participatifs tout comme les citoyenn.e.s ayant participé à ces expériences ;

– analyser de manière générale les outils et possibilités existants de la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques nationales et locales et proposer des pistes d'amélioration visant à renforcer et promouvoir la participation citoyenne ;

– étudier, en collaboration avec la Chambre des Députés, la faisabilité et les modalités d'une procédure institutionalisée de participation citoyenne nationale, tel que par exemple un Conseil citoyen, qui puisse associer de manière systématique et continue les citoyens à l'élaboration de politiques publiques.

(s.) François Benoy, Simone Asselborn-Bintz, Gilles Baum, Myriam Cecchetti, Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. François Benoy (déi gréng) | Et ass eng Motioun, déi vun de Gréngen, vun der DP, vun der LSAP, vun de Lénken a vun de Piraten ënnerschriwwen ass, dat heescht, eng breet Ënnerstëtzung hei am Parlament huet, wat ech wierklech e ganz flotten an e ganz gudde Message fannen, well et wierklech drëm geet, eis Demokratie ze stäerken. Engersäits hale mer an där Motioun natierlech erëm fest, wat d'Wichtegkeet ass vu Biergerbedeelegung a firwat dass mer se maachen, dass se souwuel op nationalem wéi och op kommunalem Plang wichteg ass an dass och e professionellen Encadrement wichteg ass.

A mir invitéieren d'Regierung, fir eng detailléiert Analys ze maache vun den Experienze vu Biergerbedeelegung, déi et gouf an de leschte Joren, dat zesumme mat der Chamber ze maachen, mat der Uni a mat alleguerten den aneren Experten, déi matgemaach hunn, respektiv och mat de Bierger, déi un deene Prozesser bedeelegt waren – an ech denken do natierlech speziell un de Klima-Biergerrot an un de Biergerkommitee –, dass mer wierklech och analyséieren, wat fir Méiglechkeeten dass mer hunn, fir d'Participatioun, d'Participation citoyenne an eisen nationalen an och an eise lokale Politicken nach besser eranzekréien, a wéi mer dat nach kënne verbesseren, an da schliisslech analyséieren, wéi mer …, dass d'Regierung zesumme mat der Chamber kuckt, wéi et méiglech wär, eng institutionaliséiert Prozedur an d'Weeër ze leede fir eng national Participation citoyenne, wéi zum Beispill e Conseil citoyen, an dass et hei och wichteg ass, dass mer d'Bierger mat abannen, fir deen en place ze setzen.

An an deem Sënn, Här President, Dir Dammen an Hären: Mir hunn zu Lëtzebuerg an de leschte Jore gutt Erfarunge gesammelt bei Biergerbedeelegungsprozesser, an et ass wichteg, dass mer déi elo ausbauen. D'Biergerbedeelegung ass eng grouss Chance, fir den demokrateschen Defizit ze iwwerwannen an eng méi staark Demokratie zu Lëtzebuerg ze ginn, fir d'Zesummeliewen ze favoriséieren, fir als Gesellschaft méi séier a besser op déi grouss Erausfuerderungen ze reagéieren.

An an der Motioun, déi ech grad deposéiert hunn, gi mir als Parlament eeben den Optrag, fir déi participativ Demokratie ze stäerken, souwuel national, mat zum Beispill engem permanente Biergerrot – oder engem Conseil citoyen, wann een dat franséischt Wuert léiwer huet –, gradewéi och op lokalem Niveau. Domadder stäerke mer d'Demokratie däitlech, an et wär wierklech wichteg – an et gesäit jo och duerno aus, wéi wa mer haut kéinten, an ech fannen dat e ganz gudde Moment – déi Motioun mat enger ganz grousser Majoritéit unhuelen, fir dass mer dat an den nächste Joren och hei zu Lëtzebuerg kënnen ëmsetzen.

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vun dëser Orientéierungsdebatt ass eigentlech: Wéi stitt Der zur Biergerbedeelegung an der Gestaltung vun der Politick?

An ech soen dem François Benoy eigentlech villmools Merci, dass en déi wichteg Orientéierungsdebatt haut

virbruecht huet, an ech soen och am Numm vun eiser Fraktioun, dass mer appreciéieren, dass de Staatsminister dëser Debatt bäiwunnt, well se an eisen Aen iwwergräifend ass a sech net nëmmen op den Theema Klima oder Ëmwelt bezitt.

Well d'Biergerbedeelegung, besonnesch an engem klenge Land, wou praktesch 50 % Netlëtzebuerger wunnen, wou mer eigentlech eng ganz divers Komposition vun eiser Populatioun hunn, dat dréit zum Räichtum vun engem Land bäi, mee d'Biergerbedeelegung, also d'Participatioun vun de Leit an dem Entscheedungsprozess, dat ass eng fundamental Fro.

Et ass och fir eis duerfir eigentlech eng Grondsazdebatt iwwert: Wat ass Demokratie? Wat ass se a Wierklechkeet? A wéi soll se och an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg haut sinn?

Et ass eng Fro, déi net just abstrakt ass, mee virun allem muss ee se konkreet am Geescht vun der Zäit kucken, bei eis zu Lëtzebuerg am Land, mee och virun allem – an de François Benoy huet dat ugeschnidden, wat mer ëmmer fréier gesot hunn –, an der Urzell vun der Demokratie, och virun allem an de Gemengen, an eiser Gesellschaft generell, där politescher, mee och virun allem där ziviller. An et kéint een et hei eigentlech mat enger legendärer Ausso soen, déi deemools de Willy Brandt gesot huet, wéi en ugetrueden ass am däitsche Bundestag als Bundeskanzler. Do sot en: „mehr Demokratie wagen".

An ech soen och ganz kloer, mir stinn als konservativ CSV …

Une voix | Konservativ?

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, an do sti mer derzou! Mee mir stinn oppen zu där Fro, well d'Participatioun vun de Bierger ass eppes, wou een net ka stoebleiwen. Eng Biergerbedeelegung, déi muss een ëmmer dem Geescht vun der Zäit upassen, a méi Demokratie woen, heescht an eisen Aen och duerfir ganz kloer, et muss een och méi Participatioun vun de Bierger erméiglechen.

Mee et heescht och fir eis ganz kloer als CSV, dass mir net all Trend nolafen. An d'Biergerbedeelegung fir d'CSV muss sech fir eis an engem verfassungsrechtleche Kader aschreiwen a si muss och eiser Staatsform, nämlech enger parlamentarescher Demokratie, entspriechen.

An eiser representativer Demokratie, do hu mer op nationalem Plang e Parlament, also d'Chamber, déi d'Decisiounen hëlt am Numm vum Vollek, an an eise Gemenge vertrieden d'Gemengeréit eis Bierger, an dee wichtegsten Akt vun enger parlamentarescher Demokratie, jo, dat sinn nun emol d'Walen an och e Resultat, wat et an eisen Aen ze respektéiere gëllt.

Eng modern Demokratie reduzéiert sech fir eis awer net just op e vereenzelte Rendez-vous, deen een all fënnef oder sechs Joer huet als Deputéierten oder Gemengeconseiller mat dem Bierger. Neen, eng modern Demokratie ass och e permanente Prozess vu Participatioun – zumindest muss an eisen Aen eng permanent Offer vun Nolauschteren an Abezéie bestoen.

A mir hunn och eng ganz Rei vun Instrumenter, déi deem entspriechen. Mir hunn e Referendum, dat gëtt et souwuel op nationalem wéi och op lokalem Plang, an et ass derwäert, dat Instrument ze notzen, op jidde Fall méi, wéi dat de Moment de Fall ass.

(Interruption)

Mee, ech mengen, de Problem ass deen, dass mer zu Lëtzebuerg eigentlech keng richteg Referendumskultur, sou wéi se zum Beispill an der Schwäiz ass, hunn. Well et gëtt bei Referenden – an dat hu mer an der rezenter oder méi laanger Vergaangenheet gesinn –, scho wuel op Froe geäntwert, mee et läit nach ëmmer meeschtens dann eppes Politesches méi derbäi.

An dem Referendum läit an eisen Aen awer vill méi Potenzial wéi eng punktuell Bedeelegung vun de Bierger. Et gëtt och zum Beispill dat Instrument vun de Petitiounen.

A si kenne besonnesch an dëser Zäit en extreem grousse Succès. D'Madamm Arendt huet mer gesot, dass eleng dës Woch anscheinend 50 Demandë fir Petitiounen – 50 Demandë fir Pétition-publiquen! – komm sinn. An déi Petitiounen, déi bréngen och reegelméisseg gesellschaftspolitesch Debaten an der Chamber op, déi vu Petitionären, also vu Bierger ab 15 Joer – och Netlëtzebuerger –, ausgeléist ginn. An dës Petitiounen, déi sinn an der Reegel – net an hirer ganzer Bandbreet – och e gudde Barometer, wéi de Bols vun de Leit dobaussen ass, well mir gesinn awer, dass eng Rei vu gesellschaftspolitesche Froe a reegelméissegen Ofstänn erëmkommen. Et sinn och déi, déi eng grouss Unzuel vun Ënnerschréfte sichen.

An da musse mer awer och soen, dass mer ënnert dem Impuls vun engem vun den Eelste bei eis, nämlech dem Paul-Henri Meyers, an där Verfassung, déi mer elo gestëmmt hunn an déi am Juli zum Droe kënnt, déi sougenannten Initiative populaire agefouert hunn, eng Initiative populaire. Also, 25 Bierger (veuillez lire: 125 Bierger) kënnen ab Juli carrement eng Gesetzespropositioun abréngen, a wann 12.500 Wieler déi ënnerstëtzen, da muss d'Chamber an enger ëffentlecher Sitzung iwwert esou e Gesetzesvirschlag debattéieren an ofstëmmen.

D'Biergerbedeelegung, Dir Dammen an Dir Häre, déi dréckt sech awer och – dat soll een och net vergiessen – an eisen administrative Prozeduren aus, an dat zielt grad besonnesch an dem Ëmweltberäich, well do hu mer eng Aarhus-Konventioun, déi de Bierger éischtens méi Informatiounszougang erméiglecht an zweetens och carrement virgesäit als Instrument, als internationaalt Rechtsinstrument, de Bierger aktiv an den administrativen Decisiounsprozess matanzebannen.

An dat spigelt sech erëm an de Consultatiounen, déi virgesi sinn am Gesetz, zum Beispill bei engem PAG – an Dir wësst, dass Der d'Bierger fréi do musst abannen –, dat spigelt sech erëm an engem PAP, dat spigelt sech erëm an de Kommodoprozeduren, an der Ausweisung vun den Naturschutzzonen, wou d'Leit gefrot gi virdrun, an enger Ëmweltverträglechkeetsedüd, an de Plan-sectoriellen – kënnt Der Iech erënneren, dass do vill Participatioun erwënscht war, déi net ëmmer do war –, an de POSen, an dem Programm iwwert d'Landesplanung, dat ass dat lescht Beispill, wat mer kierzlech an der Chamber haten.

An d'Fro stellt sech hei an eisen Aen – ech soen dat och ganz kloer –, ob déi Dossieren, déi de Leit, also der Bandbreet vun de Bierger virgeluecht ginn, ob déi éierlech gesot, net ze komplex sinn an domat eng ganz Rei vu Bierger, déi sech net domadder einfach kënne familiariséieren, ofschrecken, fir bei där Participatioun, déi duerch d'Gesetz einfach virgesinn ass, matzemaachen.

Ech mengen, dat ass en Defizit. Ech wëll deen ausdrécklech an eisem Numm hei uschwätzen, well mir hu wuel en Debat, deen initiéiert ass fir de grousse Public, mee ech soe ganz éierlech … A wa mer hei zu 60, déi jo ganz vill nach aner Funktiounen iwwerhuelen, wa mer do mat eis selwer éierlech sinn: also, Dokumenter vun Honnerten, oft méi Honnerte Säiten ze liesen, déi an engem ganz schwéieren, technesche, ech géif net soen, technokratesche Language geschriwwe sinn, jo, da kapituléiert een einfach no enger 50, 60 Säiten an et kritt een, éierlech gesot, net d'Gesamtbild vun deem, wat gewollt ass a wat och an engem positive Kader oft gewollt ass, da kritt een dat net mat an et ass ëmsou méi schwéier, fir d'Bandbreet vun de Bierger do matanzebezéien, fir dass déi och hir Meenung iwwerdroen.

An d'Leit missten eigentlech an eisen Aen do niewent deenen techneschen Dokumenter en einfach verständleche Resümmee kréie mat de Kärpunkte vun deem, wat geplangt ass, eng kloer an informativ Informatioun, net technokratesch, einfach formuléiert a virun allem net ze voluminéis, well soss bleift – ech soen dat och ganz kloer – oft déi Participatioun, déi gewënscht ass, déi och, mengen ech, gutt gewënscht ass, an eisen Aen awer ze vill oft e Lippenbekenntnis, fir et dann emol esou auszedrécken.

An drëttens, d'Fro bleift eigentlech fir eis: Sollt een iwwert déi bestoend gesetzlech Instrumenter eraus weider Forme vu Participatioun hunn?

An als CSV soen ech och ganz kloer, mir stinn esou engem Plus u Participatioun niewent deem, wat an der representativer Demokratie ass, oppe géintiwwer. An et gëtt eng Rei vu Modeller am Ausland, déi fir eis och méi oder manner Succès hunn, mee déi een net einfach vu virera soll verwerfen. Ech wëll der zwee nennen: An den 90er-Joren, do huet sech a Frankräich, also engem Land, wat awer 60 a méi Milliounen Awunner huet, e Modell developpéiert vun engem Complément zu der representativer Demokratie, wou eng méi direkt Participatioun vun de Bierger virgesinn ass, an dat ass déi sougenannt „Commission nationale du débat public".

Et handelt sech hei, fir dat awer kuerz ze beschreiwen, ëm eng onofhängeg Autoritéit, déi soll sécherstellen, dass besonnesch a Saachen Ëmwelt d'Leit Informatiounen iwwer geplangte Projete kréien, an dat wäit am Virfeld vun enger eigentlecher Enquête publique. Dat kënne grouss Projete sinn, zum Beispill Stroossen, zum Beispill Autobunnen, zum Beispill Zuchlinnen oder Wandparken oder Deponien. An d'Leit – an do gesi mer de Plus an esou enger Prozedur – ginn oder mussen am Virfeld informéiert ginn iwwert de Firwat vun engem Projet. Iwwer de Firwat vun engem Projet, dat heescht also: Wat hunn ech méi, wann ech dee Projet hu par rapport zu enger Nullléisung, dat heescht, wann ech de Projet net maachen? An et heescht och, dass de Projet presentéiert gëtt, ier all déi technesch Detailer do sinn an och virun allem d'Finanzéierung vum Projet ka mat a Betruecht gezu ginn.

De Plus vun esou enger Prozedur ass deen, dass deen Débat public, deen am Virfeld vun enger Enquête geschitt, virun allem vun enger neutraler Autoritéit gefouert gëtt, déi och onofhängeg ass an déi och dann e Bericht iwwert déi Consultatioun mécht mat eegene Recommandatiounen.

Esou e Modell huet sécher Virdeeler, en huet och Nodeeler, mee en huet zum Beispill och net nëmmen Nodeeler fir den Auteur vun esou engem Projet, deen am Virfeld, wou en dat dohinner leet, eng oppen Diskussioun mat deene betraffene Bierger ka féieren.

An et ka souguer sou wäit féieren, mengen ech, dass déi eigentlech gesetzlech Enquête publique, déi hannendru kënnt, méi oppen, méi informativ a virun allem méi schnell kann iwwert d'Bün goen. An duerfir ass esou e Modell wéi dat do, dee jo seng Preuve an enger grousser Demokratie gemaach huet, fir eis en duerchaus préiwenswäerte Modell. Ech wëll och soen, dass d'Presidentin dovunner, eng fréier Ëmweltministesch ass, d'Madamm Jouanno, déi de Moment déi Autoritéit presidéiert.

Da gëtt et en zweete Modell – an de François Benoy huet deen ugeschwat –, dat ass deen, wat Eupen,

Sankt Vith, Malmedy ..., dat ass dee vun dem sougenannte permanente Biergerrot an der däitschspro-ocheger Communautéit an der Belsch. Och do ginn niewent dem Parlament ..., well och déi 60.000 oder 70.000 Eumaven, wéi mer se ëmmer nennen, déi hunn niewent hirem Parlament, niewent hirer Regierung och esou e permanente Biergerrot mat 50 Leit, déi duerch d'Lous – ech kommen herno nach dodrobber –, bestëmmt ginn. A si kënnen eethesch Sujeten oder méi laangfristeg Erausfuerderunge virbréngen.

Et ginn do Virschléi erschafft, an d'Parlament, entweeder an hire Kommissiounen oder an der Plenière, muss sech domadder befaassen. D'Originalitéit eigentlech vun deem System ass déi, dass niewent dem Parlament d'Bierger als solch en direkt Initiativrecht hunn, an dat ausserhalb vun dem Parlament.

Ech mengen, et sollt een och keng Scheiklappen hunn, fir esou e Modell am Detail ze analyséieren, well ech mengen och ganz éierlech, dass d'Zeeche vun der Zäit op méi Participatioun ganz einfach hindeiten.

De François Benoy huet eppes Richteges gesot, dat ass d'Geschicht vun eise Gemengen. Jo, do gëtt et eng ganz Rei vu positiven Erfarungen. En huet dat vun Diddeleng, de Panel vun Diddeleng, genannt. Et gëtt och aner Modellen, déi, mengen ech, a Gemengen, souguer onbewosst vu participativer Bedeelegung, virgefouert ginn, dat sinn d'Quartiersvisitten, wou d'Leit kënne matschaffen, et sinn Informatiounsversammlungen am Virfeld vu grousse Projeten, et si Workshoppen, déi gemaach ginn.

A mir haten de Moien an eiser Fraktioun, wou jo awer eng ganz Rei vu Gemengeverantwortlechen dra sinn, déi an den Exekutive vertruede sinn, wou se dat als duerchaus positiv Erfarung opgelëscht hunn, wou Projeten, en Amenagement vun enger Plaz, vun engem grousse Gebai, ugefouert goufen ..., mee et ass awer – an ech menge wierklech, zu Recht – drop higewise ginn, dass et oft feelt un enger Struktur, un engem Kader, wéi mat professionelle Mediateuren esou en Debat zwëschent 50 an 80 Leit ka konstruktiv an och zielführend gemaach ginn.

An ech mengen, do wier ..., an dat war och de Wonsch vun eise ville Gemengeverantwortlechen – ënner anerem dem President vum Syvicol, deen dat ausgedréckt huet, dem Ettelbrécker Buergermeeschter –, déi déi Iddi also ganz begréissen, mee dass ee vum Staat ..., dat muss net e gesetzleche Kader sinn, mee vun dem Inneministère aus, ech soen, e bëssen e Kader schaaft, wéi déi Méiparticipatioun à l'initiative vun den eenzelne Bierger ka konstruktiv an zielführend gefouert ginn.

Ech soen awer grad esou kloer, dass bei eis an der Fraktioun de Moien och gesot gouf, niewent där direkter Participatioun vun de Bierger sollt een awer och net vergiessen, grad elo an dësen Zäiten un dat direkt Verantwortungsgefill vun de Bierger ze appelléieren, well all d'Bierger, och d'Netlëtzebuerger, hu mat ganz einfache Prozeduren ..., an e Samschdeg war eng weider Epreuve, nämlech wou d'Leit sech konnten aschreiwen, dass et och net verbueden ass, déi direkt representativ Demokratie wouerzehuelen. An ech mengen, mir hunn ..., ech schreiwen eis dat e bëssen als Meritt zou, dass den Accès zu der Lëtzebuerger Nationalitéit ënnert dem Impuls vun der CSV an der vergaangener Legislaturperiod vereinfacht gouf.

Mir hunn eis ni dergéint gestrieft – dat hu mer och ëmmer kloer gesot –, dass mir um Niveau vun de Gemenge wëllen, dass d'Lëtzebuerger, mee och d'Netlëtzebuerger, ob dat EU-Bierger sinn oder ob et Bierger aus Drëttstaate sinn ..., déi hunn awer, muss ech ganz kloer soen, e relativ einfachen Zougang zu der direkter Demokratie an hirer eenzelner Gemeng.

Ech muss awer gradesou kloer soen, dass ech bedaueren ... an et si jo eng Rei vu Buergermeeschteren heibannen, an déi hunn dann de WhatsApp-Grupp vun de Buergermeeschteren, do hu se dann eng Ëmfro gemaach, wivill Leit sech do dann iwwert de Samschden ageschriwwen hu vun Netlëtzebuerger. Mat Ausnam vun enger Gemeng – ech mengen, dat war Hesper, wou iwwer 300 Leit sech e Samschden ageschriwwen hunn –, muss ech soen, ass dat awer an deene meeschten, esou wéi ech dat suivéiert hunn, am eestellege Beräich, och esouguer a grousse Gemengen, gaangen.

(Interruption)

Et soll een net d'Leit bevormunden, a mir hunn och ganz kloer gesot, et invitéiert een d'Leit, mee et soll ee se net ze vill drécken, well et ass jo hire fräie Choix, ob se wëllen a Gemenge matmaachen oder net. Mee ech wëll awer gradesou kloer soen: D'Responsabilitéit vun dem eenzelne Bierger, wann en Netlëtzebuerger ass, fir sech anzeschreiwen an enger oppener Gesellschaft, queesch duerch d'ganzt Land, déi läit awer dann am Endeffekt och bei de Bierger – fir sech anzeschreiwen oder net anzeschreiwen.

Mir sinn eng grouss Vollekspartei, ech maachen och keen Heel draus. Mir hunn zwar vill méi Proporzgemengen, dat muss een och soen – bei 56 si mer de Moment –, an, ech mengen, ech kéint dat och soen, à moins dass elo déi aner soen: „Ma mir haten absolutt keng Problemer", also, mir haten 2023 méi Problemer wéi all déi Legislaturperiode virdrun, fir flächendeckend iwwert d'Land d'Lëschten um Niveau communal vun der CSV voll ze kréien – an ech mengen, dass dat bei anere Parteien net vill anescht war. Dat heescht also, dass och d'Verantwortungsgefill vun deem eenzele Bierger muss sinn: „Wann ech wëll matbestëmmen, dann hunn ech den Zougang, fir mech och anzeschreiwen an dann aktiv an der Politick matzewierken."

Duerfir wëll ech ofschléissend soen: Mir stinn niewent der direkter representativer Demokratie enger participativer Demokratie a Biergerbedeelegung sécherlech oppe géintiwwer, mee et gëtt fir eis duerfir eng Rei vu Grondorientéierungen.

An dat ass éischtens: De Plus u Biergerbedeelegung, dee muss fir eis strukturéiert sinn. D'Informatioun, well och dat zielt derzou, déi muss faktesch baséiert an equilibréiert sinn. D'Informatioun muss och fir d'Leit einfach verständlech sinn, si däerf net technokratesch an och virun allem net ze voluminéis sinn. De Plus u Biergerbedeelegung, dee muss fir eis transparent, neutral a virun allem no festgeluechte Reegelen oflafen, an zum Beispill ass en Zougang vun all Bierger a vun all Interessevertriedungen an den equilibréierte Gremie vun enger participativer Demokratie fir eis och do extreem wichteg.

Well net fir näischt gi se an der Belsch, wou se dee Biergerrot hunn ..., do ginn net no Lobbyen d'Leit erausgesicht, mee et gëtt duerch d'Lous erausgesicht. A firwat duerch d'Lous? Mee dass een niewent deenen demokratesch gewielte Volleksvertrieder eng equilibréiert Vertriedung an deem Biergerrot huet, wou jiddwereen, egal wat seng sozioprofessionell Hierkonft ass, wat seng politesch Ausriichtung ass, wat seng Empfannunge sinn, jiddwereen do Zougang huet.

An da muss natierlech och virun allem eng Transparenz an den Aarbechtsprozesser do sinn, fir dass dee Gremium och seng Legitimitéit huet. A wann een esou Gremien huet, jo, da muss een och als Politick an als Gesellschaft dermat d'accord sinn, dass een deene Gremien eng administrativ, mee och virun allem eng finanziell Hëllefsstellung gëtt, fir dass se hire Fonctioune kënnen effektiv nogoen.

Duerfir soe mir ganz kloer: Déi participativ Demokratie ass fir eis e Complement, mee si ass keen Ersatz an der normaler Decisiounsfannung vun der Politick. D'participativ Demokratie soll och fir eis net dorop ausgeluecht sinn an och net – ech soen dat entre guillemets – „mëssbraucht" ginn, fir Decisioune vu gewielte Gremien am Nachhinein dann ëmmer wëllen a Fro ze stellen. Mee et soll een am Virfeld vun dem Entscheedungsfannen e méiglechst breeden, méiglechst informativen, en objektiven, transparenten a sachbezunnene Meenungsaustausch hunn.

Als Schlussfollgerung: „Méi Demokratie woen" bleift also fir eis toppaktuell! Et ass ni selbstverständlech an enger Demokratie, well eng Demokratie, dat weist och d'Vergaangenheet oder déi rezent Vergaangenheet iwwert d'Grenze vun eisem Land eraus, déi muss a ville Länner erstridde ginn. Dat brauche mer gottseidank zu Lëtzebuerg net, solle mer eis bewosst sinn. Mir sollen dat awer och net liichtsënneg op d'Spill sëtzen.

An ech mengen, besonnesch an engem Waljoer solle mer dat maachen: Mir sollen eis Demokratie héichhalen an eise Gemengen, an der Chamber a mir sollen och doriwwer eraus nei participativ Modellen net mat Scheiklappen ugoen. An duerfir wëlle mer, dass dat virun allem sachlech, transparent, neutral a strukturéiert geet.

Nach eng Kéier merci dem François Benoy an der Fraktioun vun deene Gréngen fir dësen Debat. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, direkt emol vu menger Säit am Numm vun der DP-Fraktioun e grousse Merci un déi gréng, déi dësen Debat ugefrot hunn an e besonnesche Merci un den Här François Benoy.

„Permettre la participation de toutes les composantes de notre société au projet national", esou gëtt an der Ufro en Zitat aus dem Koalitiounsaccord ugefouert. Dësen Auszuch aus dem Koalitiounsaccord ass interessant a wichteg, an zwar direkt an zwou Hisiichten: Et geet rieds engersäits vun engem Projet national an et gëtt anersäits geschwat vun „toutes les composantes de notre société", wourop ech spéider zréckkomme wäert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Politick ass eppes, wat net laanscht de Bierger oder iwwert de Bierger ewech gemaach däerf ginn. Et heescht, no um Bierger a mam Bierger zesumme Politick ze maachen, eis Gesellschaft, eist Ëmfeld vun haut a vu muer ze gestalten. Dës Erkenntnis ass net nei an ass eppes, wat der DP – wat ons all heibannen – immens wichteg ass. Politick soll gemaach ginn no bei de Leit, fir d'Leit an zesumme mat de Leit!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | An et gëtt och schonn haut eng ganz Rëtsch vu Moyenen a Gremien, wou eng Participatioun vum Bierger méiglech ass – dat huet de Gilles Roth och elo just nach eng Kéier rappeléiert –, esou wéi dat och an der Demande fir den Debat ugeklongen ass, dëst méi oder manner formell, sief et Walen, Referenden, Petitiounen, Parteiesyndikater, ONGen et cetera oder och ënner anerer Form wéi zum Beispill dem Biergerforum oder dem Klima-Biergerrot.

Eent wëll ech awer hei emol ganz kloer an däitlech ënnersträichen: ...

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | ... D'Biergerbedeelegung ass wichteg an dofir och d'Iwwerleeungen, d'Leit nach méi ze incitéieren, fir méi ee groussen Ureiz ze schafen, sech mat anzebréngen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Heiriwwer an och sécherlech iwwer eventuell weider an nei Weeër sollt een nodenken. Also: vun dëser Säit e ganz klore Jo zur Biergerbedeelegung!

Par rapport zu engem nationale Biergerrot, soll ee sech awer iwwert de Rôle, d'Fonctionéieren, d'Aufgabegebitt, de Pouvoir vun esou enger zousätzlecher Institutioun eens ginn a sech net vum éischten Äifer dreiwe loossen.

Esou e Gremium, ob deen elo „nationale Biergerrot" oder anescht heescht, iwwerhaapt all Form vu partizipativem Exercice soll net just en eegene Selbstzweck sinn. Et soll e Mëttel sinn, dat finalement zu Resultater féiert, déi hëllefen, Problemer oder Schwieregkeete gemeinsam ze léisen. Dëst solle mir am A behalen, wat net heescht, dass een net kann no alternativen, neie Weeër sichen.

Et muss een awer och versichen erauszefannen, wéisou existent Methoden eventuell manner attraktiv sinn a potenziell manner genotzt ginn, a probéieren, dëst dann anescht an- oder auszebauen.

En neit Gremium oder en neie Kommitee, an egal wat fir enger Form, sollt net bei abstrakten Iddie bleiwen, mee soll konkreet op spezifesch Froen äntweren. Et soll eng reell Plus-value hunn a besonnesch och fir jiddwereen accessibel sinn. Et geet notamment ëm eng gutt Representativitéit, fir doduerch en demokrateschen Defizit ze vermeiden, well et däerf net sinn, datt Méiglechkeete vun enger Biergerbedeelegung nëmme bedéngt fir verschidde Leit zougänglech wären an aner Leit aus verschiddene Grënn ausgeschloss wären.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Et misst ..., nee: Et muss oppe si fir jiddereen!

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Frank Colabianchi (DP) | Nach eng Kéier, fir dass verschidden Aussoen net falsch interpretéiert ginn: Eng Biergerbedeelegung ass wichteg.

En ettlech Beispiller aus der Vergaangenheet hu scho bewisen, dass en Interessi beim Bierger do ass, sech matanzebréngen: „Luxembourg in Transition" an de Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050; Workshoppen am Kader vun der Aktioun „Null Offall"; de Klima-Biergerrot, deem seng Resultater jo d'lescht Joer hei an der Chamber analyséiert a beschwat goufen a wou vill Iddien an en immens grousse Katalog u méigleche Mesüren zesummekomm sinn.

Et gëtt och bei ganz ville Saachen oder Theeme Consultatiounen, sougenannt „Consultations publiques" – oft zwar ex post, also nodeems dass e Projet zu engem groussen Deel ausgeschafft ass –, wou de Bierger dann trotzdeem säin Input ka ginn a seng Iddien zum Deel mat afléisse kënnen. Esou Consultations publiques ginn och ëmmer méi oft schonns ganz fréi gemaach, fir de Bierger vun Ufank u matanzebannen. An ech kann do ee Beispill nennen: Virun net grad zwou Woche waren de Kolleeg Marc Spautz an ech zu Péiteng, méi genee gesot zu Rodange – ...

(Interruption)

... well do muss ee jo op d'Sensibilitéiten oppassen; „zu Rodange" betounen ech also nach eng Kéier –, bei der Aweiung vu Shared Space, wou mer vum Jean-Marie Halsdorf a vum Pierre Mellina invitéiert waren. Do ass och gezielt ginn, dass d'Bierger fréi matagebonne goufen. An ech kann do nëmme soen: Dat war och eng Kéier zu Bartreng de Fall, wou Shared Spaces ..., naja, deemools belächelt, haut vu villen anere Buergermeeschteren awer och realiséiert. Dat war bei eis och esou de Fall. D'Biergerbedeelegung ass also net onbedéngt eppes Neies. Also, ech schwätzen aus eegener Erfarung vun eppes, wat zwielef Joer hier ass.

Une voix | Den Cäsar.

M. Frank Colabianchi (DP) | Jo, och ...

(Hilarité)

Bei dëser Opzielung vu Méiglechkeeten, wéi d'Bierger sech kënnen abréngen, däerf ech awer kengesfalls d'Petitioune vergiessen, wou den neien iwwerschaften Internetsite www.petitiounen.lu de Leit dës Méiglechkeet vill méi einfach mécht, wéi dat fréier de Fall war.

An der Petitiounskommissioun mierke mir ganz gutt, dass iwwert d'Joren ëmmer méi Petitiounen erakommen. Ech kommen awer och net derlaanscht – an, ech mengen, dass ech hei fir eng ganz Rei Memberen aus der Petitiounskommissioun schwätzen – fir ze soen, datt eng Partie Bierger vun dësem Moyen abuséieren ...

(Interruption)

... respektiv carrement onseriö Petitiounen erareechen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Déi huele mer jo dann och net un.

M. Frank Colabianchi (DP) | Hei muss ee kloer an däitlech soen: Esou eppes schuet dësem dach wichtegen Instrument an ass der Demokratie keen Déngscht geleescht.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dofir huele mer se jo och net un.

(Interruption)

M. Frank Colabianchi (DP) | Voilà! Ech si frou, dass d'Madamm Presidentin vun der Petitiounskommissioun sech gemellt huet.

Ech wollt och nach eppes Klenges hannendrusetzen an ech mengen, da si mer allen zwee zefridden: Ënnert dem Strëch ass et awer gutt, dass vill Leit sech dësem Moyen bedéngen, fir op reell Mëssstänn, Problemer oder Doleancen opmierksam ze maachen, et ëmmer méi oft zu engem ëffentlechen Debat kënnt an doduerch schonn esou munche Steen an d'Rulle bruecht ginn ass. D'Leit kréien am Echange mat den Deputéierten Äntwerten a gesinn och Resultater. Eng Petitioun kann also eppes bréngen an dofir huelen d'Bierger dëst Instrument och ëmmer méi wouer.

Och de Referendum huet an dëser Opzielung seng Plaz, genausou wéi déi nei virgesinn Dispositioun an der Verfaassung, déi de Gilles Roth virdru virgestallt huet, Konferenzen oder Table-ronden, wou iwwer e Sujet informéiert gëtt, debattéiert gëtt, wou duerch e liewegen Austausch de Pro an de Kontra zu engem Theema gekuckt gëtt an dann eventuell zesumme mat Experte Konklusioune gezu ginn.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann een iwwer Biergerbedeelegung schwätzt, ass virun allem een Zil, dat ee sech setze sollt. Et gëllt nämlech, Äntwerten op eng Rei Froen ze fannen. An ech kommen heimat nach emol op dat zréck, wat ech ufangs gesot hunn.

Wéi motivéiert een d'Mënschen dobausse matzemaachen? Wat hält eenzel Persounen am Moment dovun of, sech matanzebezéien? An ëmgedréint: Firwat wëlle sech anerer matabréngen oder méi matabréngen? Wat interesséiert d'Leit? An de Fall gesat: Wéi kann een hinnen et am beschten erméiglechen, dass si och Deel vum Austausch kënne sinn?

Äntwerten op dës Froe si sécherlech, dass net all Mënsch sech fir Politick interesséiert, esou wéi och net all Mënsch Freed u Kultur oder u Sport fënnt, dass Verschiddener och net wëssen, wéi se sech sollen oder kënnen abréngen, dass vill Leit sech net concernéiert spieren. Oft gëtt jo eréischt matgeschwat, wann eppes ee selwer betrëfft, wann et ëm déi eegen Hausdier geet.

Nun, méiglech Äntwerte gëtt et vill op dës Froen, an Ursaachen, firwat dat esou ass, sécherlech nach méi.

Oft – an dat huet den Här Benoy François och a senger Ufro zum Debat eng Kéier ugeschwat – gëtt dann och vun engem gewëssene Verdross bei de Leit dobausse geschwat, wat den Interessi un der Politick ugeet, enger Politickmiddegkeet, engem Gruef, deen tëschent der Politick an de Bierger existéiert.

Wann dat dann esou ass, maache mir et net besser, andeems mir nach ëmmer méi Gremie kreéieren. Wann dat dann esou ass! Well ech fannen déi Ausso dach e bëssen ze kategoresch a gesinn et méi nuancéiert.

Kuckt d'Unzuel vun den ONGen, Biergerinitiativen, Foren, Vereenegungen, déi sech fir dëst oder dat asetzen a staarkmaachen! An der Ufro selwer vum Här François Benoy ginn eng ganz Rei esou Initiativen ernimmt.

Kuckt déi Jonk! Si lancéieren eegenhänneg nei Mouvementer. Si soen hir Meenung a stinn zu hir, wéi fréier Generatioune sech dat net getraut hunn, a si bei villem déi dreiwent Kraaft. D'Participatioun ass bei hinnen eppes, wat schonn haut vu Jonkem un ufänkt a wat eis Jugend bäibruecht kritt, ënner anerem an der Schoul duerch d'Éducation à la citoyenneté, wou ons Schüler eis Prozesser an eis Gesellschaft méi no bruecht kréien.

Kuckt! All Dag gi momentan d'Lëschte fir d'Gemengewale publizéiert. Do si vill Jonker derbäi. Enn lescht Woch hunn ech en Interview vum CSJ-President matkritt, dee seet, dass d'CSV 75 Jonker op hire Lëschten huet an dass et d'Zil ass, 100 Jonker matzekréien. An engem anere politesche Lager, wat ech besser kennen, do kann ech Iech soen, dass dat Zil schonn erreecht ass. An esou een Engagement vu Jonken ass flott! Sécher, et kann ëmmer méi sinn, awer nach emol: Ech fannen net, dass ee vun enger allgemenger Politickverdrossenheet schwätze soll.

Dat selwecht trëfft och op d'Netlëtzebuerger zou an hir Bedeelegung um politesche Liewen. Kuckt engersäits hir Presenz op de Gemengewallëschten! Déi geet konstant an d'Luucht. Ech selwer kommen aus enger Gemeng, do ass eng hollännesch Buergermeeschtesch an do si Leit mat Originnen aus Italien, Portugal, Tunesien nieft de Lëtzebuerger um Dësch.

Kuckt och anerersäits, wat d'Aschreiwunge fir d'Walen ugeet: D'Gemengen – an dat ass och ugeschwat ginn elo éinescht – ënnerhuelen do villes, an ech wëll hei unhand vun dräi Zuele weisen, wéi et zu Bartreng – dat ass eeben dat, wat ech am beschte kennen – dëst Joer gelaf ass. An ech mengen net, dass dat vill anescht ass wéi an de Gemenge soss am Lëtzebuerger Land.

Journée nationale de l'inscription – haalt Iech un, ech hoffen, ech brauch mech elo net ze schumme fir mäin Duerf oder fir meng Gemeng –: siwen zousätzlech Inscriptiounen! Dat ass net déck, dat muss ee carrement esou soen. An ech wëll och direkt hannendru soen: Dat war déi Jore virdrun net besser!

Dann d'Soirée de bienvenue fir déi nei Bierger respektiv déi nei Wieler, eng Manifestatioun, déi jo a ganz ville Gemengen och organiséiert gëtt, mat Presenz da vun de Politiker, déi sech kënne virstellen, déi hir Iddi da kënnen duerleeën: 15 zousätzlech Inscriptiounen op de Wallëschten. Also, ech soen dat elo riichteraus, dat ass net terribel, och wa mäi Kolleeg a Frënd André Bauler esou wénkt.

(M. Frank Colabianchi lève le pouce.)

Also, ech muss soen, dat ass keen exzellent Resultat.

Une voix | E mécht Autostopp.

M. Frank Colabianchi (DP) | Nei war dann ...

Ech huelen en herno mat, mee ech féieren en net bis heem an d'Éislek, dat ass mer ze wäit.

(Hilarité)

Nei war awer dann dëst Joer e Brunch fir déi Leit, dat heescht, fir nei Wieler respektiv nei Bierger, mat Theemeworkshops, zum Beispill, wat gutt, manner gutt vun hinnen an der Gemeng ageschat gëtt – dëst, an ech betounen dat, ouni Presenz vu Politiker! Resultat: 137 zousätzlech Aschreiwungen an engem Moien!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | War dat do elo de Brunch oder d'Tatsaach, dass et eng Manifestatioun ouni politesch Presenz war, woufir sech hei esou vill Leit agedroen hunn? Egal. Et war op alle Fall e Succès an dat ass dat, wat zielt.

Mat dëse puer Beispiller wëll ech drop erauskommen, datt, wat d'Bedeelegung vun de Leit, de Jonken, den Netlëtzebuerger ugeet, sécher Loft no uewen ass. Dat ass keng Diskussioun. A bei allem kann ee jo soen: „Et muss méi sinn!", oder: „Et muss besser sinn!" Dat kenne mer jo och hei am Haus, wann eng Propositioun gemaach gëtt. Awer eent wëll ech soen: Radikal vun enger Flemm mat der Politick ze schwätze fannen ech perséinlech iwwerspëtzt!

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Ee Gedanke wëll ech nach nodroen, wat d'Aschreiwunge vun eisen net lëtzebuergesche Matbierger op Wallëschten ugeet. Wéi gesot, och hei zielt: Et kéint besser sinn. Dat kann ee, wéi gesot, bei allem soen. An ech wëll net falsch verstane ginn, ech wëll awer Follgendes ze bedenke ginn: Mir hunn hei am dach klenge Grand-Duché iwwert déi lescht Joren eng ganz grouss demografesch Entwécklung a mir hunn eng Diversitéit vun Nationalitéiten hei zu Lëtzebuerg wéi kaum an engem anere Land.

Déi Leit sinn aus verschiddenen Ursaachen hei. Déi Leit wëllen hiert Liewen hei nei opbauen, Fouss faassen, sech en neit Ëmfeld kreéieren, kucken, fir Frënn a Bekannter ze fannen, si sichen no Hobbyen. Do steet den Interêt un der Politick an d'Matmaachen an der Politick bei deenen allermannsten op éischter Plaz. Politick steet do hannen un, ob mir dat elo gutt fannen oder net.

Fir esou e Schrëtt a Richtung Politick ze maachen, dat brauch Zäit. Dofir mussen déi Leit emol e bësse Wuerzelen hei zu Lëtzebuerg schloen. Wat fréier Italieener, duerno Portugisen a méi rezent Mënschen aus Osteuropa waren, sinn haut Leit aus ganz villen anere Länner, oft mol net aus Europa. Déi éischt puer Natiounen, déi ech Iech opgezielt hunn, déi fannt Dir haut an der Zwëschenzäit an der Lëtzebuerger Politick erëm, op lokalem Niveau an och hei an der Chamber, a bal an alle Reien, wat jo super ass. An ech menge kaum, dass do ee vun hinnen oder hire Virfaren op Lëtzebuerg komm ass mat der fixer Iddi am Kapp, fir hei Politick vun Ufank un ze maachen. Dat huet sech aus dem Liewen hei eraus esou erginn.

Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass och vun eise Matmënschen, déi méi rezent elo op Lëtzebuerg komm sinn, der dee Schrëtt maache wäerten. Mir sollen hinnen op deem Wee dohinner hëllefen an eis awer bewosst sinn, dass dat alles Zäit brauch, trotz allen Initiativen an allem gudde Wëllen eisersäits.

Wéi huet de Gilles Roth éinescht gesot: „Demokratie ass e permanente Prozess." Ech géif derbäisetzen: sech abréngen an d'Politick, och dat brauch Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Konklusioun ass ganz kloer. Et ass e ganz klore Jo zur Biergerbedeelegung an dëst, och esou kloer, souwuel um nationale wéi och um Gemengenniveau; do, wou et sécher méi einfach ass, well ee méi no bei de Bierger ass, well de Bierger hei méi Interessi weist doduerch, dass et hei méi oft ëm säin Alldag a säin direkt Ëmfeld geet. Mir mussen do Méiglechkeete schafen, wou et Sënn mécht an déi besteeënd Gremien, Kommiteeën a Strukturen net aus den Ae verléieren, se eventuell perenniséieren, also strukturell matabannen anstatt nëmme punktuell.

A ganz wichteg: En autonoomt Fonctionéiere muss garantéiert sinn, fir eng Instrumentalisatioun auszeschléissen. Bei der Participation citoyenne, der Biergerbedeelegung, ass absolutt ze beuechten, dass all Mënsch d'Méiglechkeet huet, Deel ze si vun dësem Prozess. D'Representativitéit soll a muss ëmmer assuréiert sinn, sief dat um Niveau vum Geschlecht, vun der Nationalitéit, vum sozioekonomesche Status an esou weider. Wou, wéini, wien, wat a firwat froe mir d'Leit fir matzemaachen? Dëst sinn och pertinent Froen, well d'Motivatioun an d'Interesse si wichteg fir e qualitativ gudde Beitrag.

Mir als DP sinn eis der Wichtegkeet vun der Participation citoyenne op allen Niveauen, also national wéi kommunal, an de verschiddenste Forme bewosst a stinn derzou. Dofir fannt Dir och am Koalitiounsaccord esou oft dat Wuert „Participation citoyenne" erëm an net nëmme just um Niveau hei, mee op ganz aneren Niveauen, Gemeng, Benevolat, Educatioun, Kultur, erneierbar Energie, Europa- an Aussepolitick.

Trotz engem klore Jo zur Biergerbedeelegung – an ech kommen dann zu menger Konklusioun, well ech gesinn, d'Zäit leeft of, soss kréien ech e Rüffel hei – muss awer eent genausou kloer gesot ginn: Bei ville Saachen decidéiert d'Chamber, an dat soll och esou bleiwen. Mir liewen an enger Democratie parlementaire. D'Chamber ass vun der Bevëlkerung gewielt an deemno ass d'Parlament och Porte-parole vun der Bevëlkerung a setzt sech am Numm vum Bierger fir de Wielerwëllen an. Dat soll een net vergiessen, och bei dëser Diskussioun net.

A sollt et dann eng Politickverdrossenheet ginn, sollt dat net éischter doduerch kommen, datt villes vill ze laang dauert, als datt d'Bierger dobaussen d'Impressioun hunn, si kéinten net matschwätzen? Bis hei am Land eppes geschitt, dauert et oft vill ze laang. D'Prozeduren an den administrativen Hürdewee, fir Iddien, Pläng a Projeten hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen, sinn einfach ze laang. Dat féiert zu Frust a Verdrossenheet bei de Leit vis-à-vis der Politick.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Dëst national gesinn, awer och um kommunalen Niveau. Schwätzen, diskutéieren ass gutt, handelen, realiséieren ass besser. Politick heescht net nëmme Responsabilitéit hunn, awer och Decisiounen huelen.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Den Dialog, den Austausch, muss esou geschéien, dass mer eis hei zu Lëtzebuerg net nach eng weider Hürd an eise Prozeduren operleeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären – ech hunn héieren, d'Zäit, ech sinn an zwee Sätz fäerdeg –, eng Gesellschaft kann een nëmmen zesumme gestalten. Dat ass iwwregens e fréiere Slogan vun der DP.

Eis Gesellschaft, all Gesellschaft, besteet aus villen Eenzelnen. Eng Gesellschaft, an där jiddereen eenzel fir sech eleng schafft an deet, ass keng Gesellschaft, déi virukënnt. Nëmmen zesumme si mir staark, nëmme wa mir mateneen a konstruktiv zesumme schaffen, nëmmen da kënne mir dat Potenzial, dat ganzt Potenzial aus eiser villfälteger Gesellschaft schëpfen, dat och an hir stécht. An op deem Wee ass d'Biergerbedeelegung, d'Participation citoyenne, e wichtegt Element.

(Interruption par la présidence)

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an dass Der e bësselche méi Gedold hat, well ech hunn 2 Minutte 36 iwwerzunn.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Pour une fois.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Colabianchi. Merci och fir d'Asiicht. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de leschte Samschden, den 18. Mäerz, war en nationalen Aschreiwungsdag fir Netlëtzebuerger an Netlëtzebuergerinnen, fir sech an d'Wallëschten anzedroen. Ganz vill Gemengen hunn den Opruff vum Familljen- an Inneministère souwéi och vun dem Syvicol befollegt an hunn hir Diere vun de Gemenge grouss opgemaach.

Ech weess, dass verschidde Gemengen och deen Dag profitéiert hunn, fir hir Awunner deelhuelen ze loossen u verschiddene Manifestatiounen. Sou huet d'Gemeng Suessem, déi ech besonnesch gutt kennen, dee selwechten Dag och e Biergerdësch am Kader vum Pakt vum Zesummeliewen organiséiert. An anere Gemenge waren änlech Organisatiounen – geliefte Participatioun also.

Déi Debatt, déi mer haut féieren, geet u sech vum Constat aus, dass mir zu Lëtzebuerg en Demokratiedefizit hunn a proposéiert, dësen Defizit duerch nei Forme vu Biergerbedeelegungen auszegläichen. Dobäi ass et wichteg, dass mer als Éischt eis emol bewosst maachen, wat mer eis ënner enger gutt fonctionéierender Demokratie virstellen a wat d'Ursaache vun deem dann eventuellen Defizit sinn.

Mir liewen an enger representativer Demokratie. En Defizit entsteet also, wann net all d'Deeler vun der Bevëlkerung korrekt representéiert si respektiv wann d'Interesse vun Deeler vun der Bevëlkerung net vun deene Gewielte berücksichtegt ginn. Den offensichtleche Mangel an deem Sënn ass zu Lëtzebuerg d'Tatsaach, dass ongeféier d'Hallschent vun der erwuessener Bevëlkerung vun den Nationalwalen ausgeschloss ass.

D'LSAP ass grondsätzlech fir d'Auslännerwalrecht, och fir d'Landeswalen. De Referendum vun 2015 huet awer gewisen, dass dat vun enger ganz grousser Majoritéit vun de Lëtzebuerger ofgeleent ginn ass an d'LSAP respektéiert natierlech och dat Resultat. Ech

komme méi spéit a menger Ried nach eemol méi ausféierlech op d'Participatioun vun auslännesche Matbierger un demokratesche Prozesser zréck.

Allerdéngs beschränkt sech den Debat vun haut net op deen Deel vum Problem. Grouss opgemaach gouf d'Walrecht vun den Auslänner jo um Gemengenniveau. Dat heescht awer nach laang net, dass jiddereen, dee wielen däerf goen, dat och mécht. Och bei deene Leit, déi eigentlech enger Walflicht ënnerleien, gëtt et ëmmer en Deel, deen net wiele geet. Si iwwerloossen also domat aneren ze decidéieren, wien an hirem Numm d'Decisiounen hëlt. Onkloer dobäi ass, ob d'Leit, déi net wiele ginn, generell d'Gefill hunn, dass d'Interessie vun der Politick genuch berücksichtegt ginn oder eeben net berücksichtegt ginn.

Fräi Walen eleng maachen also net ausschliisslech eng gutt fonctionéierend Demokratie aus.

Et gëtt zu Lëtzebuerg ganz vill Méiglechkeeten, fir sech politesch ze engagéieren a fir un den demokratesche Prozesser deelzehuelen. Eng dovunner ass natierlech den Engagement an enger Partei. Vill Leit wëlle sech awer vläicht net un eng Partei bannen. Dacks hu si een oder zwee Beräicher, wou et se ganz staark interesséiert, fir sech ze engagéieren, ouni onbedéngt zu all Sujet eng Meenung ze hunn oder ouni an enger bestëmmter politescher Partei Member ze ginn.

En zweete Schratt an der Participatioun ass deen, fir sech Gehéier ze verschafen. Normalerweis fänken d'Leit jo un, sech fir eppes ze engagéieren, wa se onzefridde sinn domadder, wéi eppes fonctionéiert oder wa si eppes wëllen änneren. Am einfachste geet dat u sech iwwert de Wee vun Interessensgemeinschafte wéi Gewerkschaften, Ëmweltorganisatiounen, Beruffsverbänn an och nach ville méi. Hei huet een dann d'Méiglechkeet, sech op de Sujet ze beschränken, deen engem wierklech um Häerz läit a gläichzäiteg eng qualitativ gutt Aarbecht ze maachen, déi op de Fong geet. An dat ass och gutt esou.

Eng gutt fonctionéierend Demokratie berout op engem enke Kontakt tëscht de politeschen Decideuren, déi dann awer gewielt sinn, an den Acteuren aus der Zivillgesellschaft. D'Politick huet esou e gudden Iwwerbléck iwwert d'Erwaardungen an d'Bedürfnisser vun deene verschiddene Gruppen an der Bevëlkerung a kann dann och Decisiounen huelen, déi engem faire Equiliber tëscht dësen Interessien entspriechen.

Mir wëssen och, dass d'Basis vun all demokrateschem Prozess d'Transparenz an den Accès zur Informatioun sinn. Dat ass e Volet, wou et sécher nach Verbesserungsméiglechkeete gëtt. Dozou zielt zum Beispill d'Iwwersetzung a verschidde Sproochen, awer och d'Kommunikatioun vu komplexe Problemer an enger vereinfachter Sprooch. Ech denken do och un d'Liicht Sprooch.

Här President, wie sech aktiv an enger Vereenegung engagéiert, déi sech fir e bestëmmte Grupp oder fir e bestëmmt politescht Zil asetzt, muss awer och akzeptéieren, dass seng Interessien net déi eenzeg sinn, déi bei politeschen Decisiounen eng Roll spillen. Et kann net esou sinn, dass d'Politick schlechtgemaach gëtt, well se Fuerderunge vun engem Deel vun der Bevëlkerung net eent zu eent Rechnung dréit. Mir brauchen an der Ëffentlechkeet Verständnis derfir, dass et och tëscht politeschen Ziler, déi wierklech wichteg sinn, Interessenskonflikter gëtt an dass een dobäi net eesäiteg dem Uleies vun enger Säit kann nogoen.

Dëst Verständnis gëtt zum Beispill och gebraucht bei de Petitiounen, vun deene scho rieds gaangen ass. Nëmme well d'Politick eng Propos vu Petitiounen net unhëlt, ass dës Petitioun keen Echec. Wichteg a positiv bei dëser Form vu Biergerparticipatioun ass de Fait, dass d'Politick zumindest argumentéiere muss, firwat se bestëmmte Proposen net unhëlt, wat e bessert Verständnis vu politeschen Decisioune mat sech bréngt. E Risiko besteet awer natierlech dodran, dass d'Onzefriddenheet vun deene verstäerkt gëtt, deenen hir Fuerderungen dann net erfëllt ginn.

Dat selwecht gëllt och fir d'Initiative citoyenne, déi mat der neier Verfassung elo agefouert ginn ass. D'Bierger hu jo hei d'Méiglechkeet, hir Propositioune fir Gesetzestexter eranzeginn, wa si 12.500 Ënnerschréften zesummekréien.

Wann ech do d'Bréck kann op d'Gemenge schloen, wëll ech och preziséieren, dass hei eis Inneministesch e Projet de loi wäert deposéieren, fir dëst Initiativrecht och an de Gemengen anzeféieren. Do kann een dann als Bierger och ganz positiv awierken. Amplaz nëmmen negativ op Problemer hinzeweisen, huet hei all Mënsch d'Recht, och positiv Initiativen unzestoussen, also och ganz participativ. Esou kréien d'Participatiounen um lokalen Niveau e Kader, an deem se juristesch gutt encadréiert sinn.

Dat gesot, Här President, gëtt et hei zu Lëtzebuerg jo schonn institutionaliséiert Forme vu politescher Participatioun, déi fir d'Politick och verbindlech sinn. Dat wären zum Beispill Referenden, obwuel dat en Instrument ass, wat jo hei bei eis zu Lëtzebuerg seele genotzt gëtt.

E ganz gutt Beispill ass awer och d'Tripartitt. Hei ginn Decisioune vun Netpolitiker getraff, déi e groussen Impakt hunn. Wichteg Viraussetzunge sinn awer hei erfëllt. Zum enge sinn d'Vertrieder vu Gewerkschaften a Patronat iwwer intern Walmechanismen demokratesch legitiméiert, soudass d'Fro vun der Representativitéit och hei gekläert ass. Géigesätzlech Interessie sinn an der Tripartitt vertrueden a jidderee ronderëm den Dësch ass bereet, Verantwortung fir dat Ganzt ze iwwerhuelen a Kompromësser anzegoen.

En anere Beräich, wou d'Biergerparticipatioun institutionell verankert ass, ass den Ëmweltschutz. D'Basis fir dës Prozeduren ass d'Aarhus-Konventioun, déi souwuel um EU-Niveau wéi am nationale Recht hiren Nidderschlag fonnt huet. Vill Informatiouns- a Consultatiounsprozeduren an de Beräicher Ëmweltschutz a Landesplanung si jo obligatoresch. Do gëtt et vläicht Leit, déi der Meenung sinn, dat wier keng Biergerbedeelegung, well den Avise vu de Bierger net muss Rechnung gedroe ginn. Mee dat ass awer net richteg. Hei gëllen déi selwecht Remarke wéi bei de Petitiounen. Informatioun a Consultatioun sinn eng Form vu Biergerbedeelegung, bei där gewielte Vertrieder ofschléissend dann d'Decisioun huelen an och d'Verantwortung droe mussen. Hei ass d'Haapterausfuerderung déi, an der Praxis derfir ze suergen, dass déi Informatiouns- a Consultatiounsprozeduren net nëmmen Alibiveranstaltunge sinn, bei deenen d'Bierger d'Gefill hunn, dass hir Meenung souwisou keen interesséiert. Bei den Ëmweltfroe kënnt dann och nach derbäi, dass d'ONGe jo e gesetzlech garantéiert Klorecht hunn, wann Decisioune geholl ginn, déi contraire zu deem iwwergeuerdenten Zil sinn.

Här President, ech kommen dann zu deene méi, soe mer, neie Forme vu Biergerparticipatioun.

Méi kleng Initiative gëtt et jo dacks an de Gemengen, wou d'Bierger virun allem de Choix tëscht verschiddenen Optiounen ugebuede kréien. Dat ass, mengen ech, eng ganz gutt Saach. An hei sollen och virun allem positiv Beispiller nach méi bekannt gemaach ginn. Bei dësen Decisiounen huele jo dacks och déi Leit deel, déi sech soss warscheinlech wéineg politesch engagéieren oder vläicht souguer kee Walrecht hunn. Dat ass also en echten Ausgläich zu engem Demokratiedefizit, deen ech virdrun ugeschwat hunn.

Verschidde Gemengen hei am Land sinn do da scho méi wäit wéi anerer. Ech nennen dann och Diddeleng, dat stécht besonnesch eraus. Als Pilotstad huet Diddeleng e Biergerrot, e Panel vu Bierger an e participative Budget.

De Biergerpanel besteet aus Bierger déi sech fräiwëlleg mellen. Hir Aufgab ass et, a reegelméissegen Ofstänn an engem Questionnaire op Iddie vum Schäfferot vun der Gemeng ze reagéieren.

De Biergerrot zu Diddeleng besteet aus 15 Leit, déi geloust gi sinn, woubäi d'Hallschent Fraen an och d'Hallschent Netlëtzebuerger sinn. An hiren Aarbechtssitzungen diskutéiere si mam Gemengerot iwwer Theemen, déi si beschäftegen. D'Gemeng decidéiert dann awer och herno, wéi si mat deenen eenzelnen Iddien ëmgeet. Dat heescht, déi gewielte Membere sinn dann nach ëmmer hannen déi, déi awer d'Decisiounen huelen an och dofir riichtstinn.

Beim participative Budget hunn d'Residentë vun der Stad Diddeleng d'Méiglechkeet, konkreet Projeten ze proposéieren an ze stëmme fir e Montant, deen 1 % vum Budget d'investissement entsprécht. Dat Ganzt huet natierlech och am Hibléck op d'politesch Bildung e ganz groussen Impakt, well d'Bierger gi motivéiert, sech mat Theemen auserneenzesetzen a gläichzäiteg gesi se och, wéi verschidde politesch Prozesser an hirer Gemeng fonctionéieren. E ganz gutt Beispill also, a vläicht kënnt dat jo an den nächste Walprogramme vun den nächste Gemengewalen och erëm. Wie weess.

Participativ Prozesser gëtt et och um Niveau vun de Ministèren. Dat ass och schonn de Mëtten ugeklongen. Dës Initiative maache Sënn, well se den Dialog tëscht dem nationalen an dem lokalen Niveau verbesseren. Beispill heifir war dann dee participative Prozess ronderëm d'Reform vum Gemengegesetz vun der Inneministesch Taina Bofferding „Matenee fir eng modern Gemeng". Am Virfeld vum Depot vum Gesetz huet si ganz vill Leit consultéiert, engersäits d'Gemengebeamten an d'Servicer, awer och d'Biergerinnen an d'Bierger.

Ech ernimmen och nach gären d'Workshoppe vum Ëmweltministère am Kontext vun der Null-Offall-Strategie.

E Beispill, dat dann eng ganz aner Envergure hat, war sécher de Klima-Biergerrot. Och dovunner ass de Mëtteg scho geschwat ginn. D'Fro vun der Representativitéit huet sech hei natierlech direkt gestallt. Trotz alle Beméiunge war kloer, dass nëmmen e klengen Deel vun de Bierger scho reng vum Zäitopwand hier d'Méiglechkeet hat, hei deelzehuelen. De Rapport ass op deem Punkt och ganz transparent. Trotz der grousser Aarbecht, déi geleescht gouf, ass bei ville Participanten en Androck bliwwen, si hätten net genuch Zäit gehat, all Theema am Detail ze analyséieren a sech iwwert d'Konklusiounen och eens ze ginn. Den Exercice war awer wichteg a gutt, mee en huet och d'Limitten dovunner opgewisen.

D'Biergergremie si keen Ersatz fir gewielte Mandataren, déi sech, ënnerstëtzt vu groussen Administratiounen, ganz op d'Politick kënne konzentréieren. Nach ass a bleift et un der Politick, eng detailléiert Analys vun deenen Iddien ze maachen a just déi zréckzebehalen, déi tatsächlech ëmsetzbar an am allgemengen Interessi sinn.

Wann et awer drëms geet, d'Biergerparticipatioun ënnert der Form vun engem Biergerforum oder engem Biergerrot um nationale Plang allgemeng ze institutionaliséieren, stelle sech eng Partie Froen.

D'Haaptknackpunkte si bei der Representativitéit an der Legitimitéit. Et ass nun emol esou, dass net jiddereen an enger Situatioun ass, an där e genuch Zäit, finanziell Stabilitéit an och Motivatioun huet, fir an engem Biergerrot matzemaachen. Deementspriechend hunn ech d'Suerg, dass bestëmmte Gruppe vun eiser Populatioun, déi eventuell manner Akommes hunn, manner Zäit hunn an och vläicht méi en niddrege Bildungsniveau hunn, vläicht systematesch an esou engem Biergerforum ënnerrepresentéiert wieren. Sech an engem Biergerrot ze engagéieren, fuerdert, wéi scho gesot, net nëmmen Zäit, mee och Interessi um Sujet an och eng gewësse Wëssensbasis. Dat trëfft nun emol net op jiddwereen zou. Dat ass selbstverständlech an, wéi gesot, och op sozial an ekonomesch Ongläichheeten an eiser Gesellschaft zréckzeféieren. Dofir dréit och all sozial Mesür op Ëmweeër derzou bäi, dass méi Leit d'Méiglechkeet kréien, sech iwwert d'Moyenen, déi haut schonns do sinn, un der Gestaltung vun eiser Gesellschaft ze bedeelegen.

Allgemeng muss ee sech dann awer froen, wéi een Zil e Biergerrot erfëlle soll. Geet et drëms, nei Iddien ze kréien an d'Bierger matbestëmmen ze loossen? Oder geet et drëms, ze informéieren an den Dialog ze verbesseren?

Et stellt sech och d'Fro, wat d'Plus-value fir déi ganz Gesellschaft ass, och déi Leit, déi net am Biergerrot vertratt sinn. Et schéngt evident, dass déijéineg, déi am Biergerrot sinn a gutt encadréiert ginn, vun engem besseren Accès zur Informatioun an Dialog mat der Politick profitéieren. Mee heescht dat, datt den Dialog an der Gesellschaft insgesamt méi rational a faktebaséiert gefouert gëtt an datt déi breet Populatioun sech méi gehéiert spiert?

Fir op déi Froen ze äntwerten, misste mer och e bëssen e Bléck – dat ass och schonn haut gesot ginn – an d'Ausland woen, wat neutral Evaluatioune vun esou institutionaliséierte Biergerréit erginn hunn.

Och hei am Land kënne mer unhand vun Evaluatioune kucken, wat déi Participatiounsméiglechkeeten, déi et scho gëtt, eis soen. Gëtt et och vläicht Problemer, déi ëmmer erëmkommen? Awéiwäit huelen d'Leit d'Offer vun der Biergerparticipatioun un? Ech mengen, dat alles si Saachen, déi ee muss am Kader vun dëser Debatt och nach weider herno nokucken an ënnersichen.

Dir Dammen an Dir Häre, loosst eis op lokalem Niveau Erfarunge sammelen, fir dass sech eng Kultur vun der Biergerbedeelegung entwéckele kann. Esou kënne mer mat externen an onofhängegen Evaluatioune weisen, dass eng Plus-value fir d'Gesellschaft do ass. An dann ass et och sënnvoll, um nationalen Niveau e Biergerrot anzeféieren. Dat kéint besonnesch interessant sinn, wann d'Populatioun, déi kee Walrecht huet, Netlëtzebuerger an och Jonker, och kéinten um Biergerrot deelhuelen.

Dofir ass et och sënnvoll, haut scho bei Kanner fréi unzefänken. Méi politesch Bildung an der Schoul géif de Jonken net nëmmen hëllefen, politesch Entscheedungen ze verstoen, mee ka se och motivéieren, sech selwer ze engagéieren an aktiv un der Gestaltung vun der Gesellschaft deelzehuelen.

Op dëser Plaz soen ech ganz gären dem Zentrum fir politesch Bildung Merci fir hir super Aarbecht. Ech sinn och frou, dass Jonker haut schonn d'Méiglechkeet hunn, a Kannerréit oder eeben am Jugendparlament deelzehuelen. Wa mer Participatioun an eiser Gesellschaft groussschreiwe wëllen, mussen déi Jonk agebonne ginn. Nëmmen esou kann eng Biergerbedeelegungskultur wuessen!

Här President, de gréissten Demokratiedefizit besteet awer nach wie vor bei der Bedeelegung vun den Netlëtzebuerger. Obschonns d'Participatioun vun den Netlëtzebuerger bei de Gemengewalen zënter der Aféierung vum europäesche Recht 1999 an d'Luucht gaangen ass, ass et kloer, dass nach vill Loft no uewen ass, a meng Virriedner hunn dat jo och schonn thematiséiert.

An hei spillt och d'Sprooch eng Roll. Et ass nun emol esou, datt de Gros vun de politeschen Diskussiounen hei am Land op Lëtzebuergesch gefouert gëtt. Net nëmmen hei an der Chamber, mee och an de Gemengen oder an de Kommissioune vun de Gemenge gëtt an éischter Linn Lëtzebuergesch geschwat. Wärend Chamber TV hei op Franséisch zougänglech ass, gëtt et an de Kommissioune vun de Gemengen awer normalerweis keng Iwwersetzungen. Dat ass eng Hürd fir d'Participatioun vu Leit, déi eis Sprooch net schwätzen.

Dofir muss bei Biergerconsultatioune speziell drop gekuckt ginn, mat Iwwersetzungen ze schaffen. Dat ass och e Grond, fir vläicht nach méi Sproochecoursen unzebidden, och an de Gemengen, well d'Bereetschaft, Lëtzebuergesch ze léieren, ass do. Ech hu mer dat soe gelooss. Et si ganz vill lëtzebuergesch Coursen awer leider scho ganz séier ausgebucht. Dofir musse mer do, mengen ech, nach e gudde Schub ginn, fir dass mer d'Leit nach méi zum Lëtzebuergeschschwätzen hikréien.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Eng aner Pist, bei där mer weider usetze mussen, fir dem Demokratiedefizit an dës Richtung entgéintzewierken, ass, d'allgemengt Zesummeliewen hei am Land ze verbesseren. Dofir ass de Pakt vum Zesummeliewe sënnvoll.

Une voix | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Zanter der Aféierung vum Pilotprojet hu jo schonns 31 Gemengen de Pakt ënnerschriwwen. Dat ass nach net alles, do ass och nach Loft no uewen, mee et ass jo eréischt d'lescht Joer ugaangen. De Pakt vum Zesummeliewe berout op Biergerparticipatioun a gëtt de Gemengen e Kader, fir d'Bierger no hirer Meenung ze froen an erauszefannen, wéi si sech d'Zesummeliewen tëscht alle Bierger an hire Gemenge virstellen.

A Workshoppe kënnen d'Bierger da mateneen Iddien diskutéieren an och konkreet Projeten entwéckelen. D'Gemeng kritt iwwert dëse Wee also nei Iddien a kann dann decidéieren, déi Virschléi, déi d'Zesummeliewe verbesseren, och ëmzesetzen. No engem Joer gëtt jo dann och e Bilan gezunn, fir ze kucken, wat de Pakt bewierkt huet a wéi weidergefuer ka ginn. An ech si ganz gespaant, wéi dat an eiser Gemeng wäert esou weidergoen, well mir sinn am Moment do amgaangen, drun ze schaffen.

An dësem Zesummenhang ass jo och de Projet de loi „Vivre-ensemble interculturel" um Instanzewee. Dee Gesetzesprojet gesäit jo vir, de Pakt vum Zesummeliewe weider auszeweiten, fir dass och zum Beispill Grenzgänger an der Gemeng, an där si schaffen, kënne participéieren. Si contribuéieren zu dëser Gesellschaft. Deementspriechend ass et och wichteg, hire Point de vue ze berücksichtegen, wann et ëm d'Gemeng geet, an där si duerch hir Aarbecht vill Zäit verbréngen.

D'Gemenge sinn no bei de Bierger an dacks déi éischt Ulafstell bei Problemer oder bei Froen. D'Biergerparticipatioun kann also besonnesch um Niveau vun de Gemenge Sënn maachen, wann de Bierger hir Meenung zu engem konkreete Projet sollicitéiert gëtt, bei der Gestaltung vu Spillplazen, bei neie Wunnquartieren, beim Ausschaffe vun engem Shared Space. Hei kréien déi Bierger, déi direkt betraff sinn, d'Wuert a kënnen hir Iddie mat abréngen. An dat ass och dee richtege Wee, wéi ech et och am Ufank gesot hunn. Wann een en Eegeninteressi huet, ass d'Participatioun méi einfach.

Här President, Dir mierkt, och mir als LSAP sinn natierlech ganz fir d'Biergerparticipatioun an ënnerstëtzen och dat, wat am Koalitiounsaccord ofgemaach ass. An ech mengen, d'Motioun herno ënnerstëtze mer selbstverständlech och.

Ofschléissend soen ech awer dem François Benoy Merci, dass mer haut iwwert dëse Sujet konnten diskutéieren, well et ass wichteg, dass d'Politick en oppent Ouer huet fir d'Bierger. A mir mussen eis reegelméisseg d'Fro stellen, wéi den Dialog tëscht der Politick an de Bierger nach ka verbessert ginn. D'Politiker an d'Politikerinne brauche Moyenen, fir de Bols ze fille bei de Leit. Et ass wichteg, einfach Weeër ze hunn, fir op Problemer opmierksam ze maachen, fir dass d'Politick kann Entscheedungen treffen, an dat am Sënn vun der LSAP, fir eng staark sozial Demokratie ze gestalten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An och merci dem Här Benoy fir dës ganz interessant Debatt, an och merci all menge Virriedner, déi alleguerten hei ganz gutt Punkte virbruecht hunn.

Ech kommen einfach direkt zum Punkt: Hätt d'Regierung am Joer 2015, Dir erënnert Iech, dat war d'Joer vum Referendum, hätt d'Regierung deemools e sougenannte „Biergerrot" agesat, an hätt d'Regierung deem Biergerrot d'Missioun ginn, eng Positioun zum Auslännerwalrecht auszeschaffen an hätt d'Regierung dann, esou, wéi dat elo bei Biergerréit gemaach gëtt, de Biergerrot begleet an hinnen als Comité consultatif déi selwecht Acteuren dohigestallt, wéi se et elo zum Beispill gemaach huet beim Biergerrot „Luxembourg in Transition", hätt d'Regierung also am Joer 2015 dee sougenannte „Biergerrot" agesat an deem Biergerrot d'Missioun ginn, eng Positioun zum Auslännerwalrecht auszeschaffen, ma ech kann Iech soen, wéi d'Resultat gewiescht wier. Et wier e Jo dobäi erauskomm zum Auslännerwalrecht! E Jo wier dobäi erauskomm.

Une voix | Ech mengen net.

M. Fred Keup (ADR) | Well 2015 an och nach haut, loosse mer eis keng virmaachen, stoung dee groussen Deel vun den entscheedende Kräften hei am Land, ech soen elo mol den Establishment, fir de Jo. D'Regierung, déi fënnef Parteien DP, LSAP, Gréng, Lénk, Piratepartei, d'Journalisten an d'Medien, d'Gewerkschafte bal alleguer bis op eng, dat war d'CGFP, d'Patronatsvertriedungen, d'Wirtschaft, d'Leit aus der Kulturzeen, d'Kierch, e ganz groussen Deel vun der sougenannter „Zivillgesellschaft", besonnesch déi Netregierungsorganisatiounen, déi vun der Regierung bezuelt ginn.

Mengt Der, déi Leit, déi sech do fräiwëlleg gemellt hätten, fir iwwer en Aféiere vum Auslännerwalrecht an engem Biergerrot ze schwätzen, mengt Der, déi wieren éischter fir de Jo oder fir de Status quo gewiescht? Ech mengen, déi Leit, déi sech mellen, fir scho bei esou eppes matzemaachen, wa mer dervun ausginn, dass et fräiwëlleg ass, dat sinn ëmmer Leit, déi och eppes wëllen änneren.

A mengt Der, dass, wann dann dee Grupp zesummekomm wier, déi Persounen, déi do dra gewiescht wieren, de Courage gehat hätten, an där Stëmmung,

wou mir am Land deemools waren, wou de ganzen Establishment, wéi ech sot, an d'ganz Medie Propaganda fir de Jo gemaach hunn a Leit mat enger anerer Meenung diskreditéiert goufen, mengt Der, déi hätte sech getraut, sech an deem Biergerrot géint d'Auslännerwalrecht anzesetzen?

Léif Kolleegen, ech ka mer dat net virstellen. An dofir soen ech ganz kloer: Do wier e Jo erauskomm!

Elo wësst Der jo, wat tatsächlech geschitt ass. D'Regierung huet eppes Geniales deemools gemaach: Si huet e Referendum ofgehal!

(Interruption)

Nach emol Gratulatioun fir déi immens gutt Entscheedung. D'Bierger si gefrot ginn, d'Vollek konnt ofstëmmen. A wat koum eraus? Bal 80 % fir de Status quo, bal 80 % géint d'Auslännerwalrecht. D'ILReS hat iwwregens e Fifty-fifty virausgesot.

Wat ass dann elo méi Demokratie?

a) Dir setzt méi oder manner fräiwëlleg ausgewielte Leit zesummen an engem Grupp mat Consultanten a villen Diskussiounsronnen a ganz, ganz villen Experten, déi natierlech och en Afloss op d'Meenungsbildung do huelen – Klammer op, de Robert Goebbels huet dat „Die manipulierte Demokratie der ‚Experten'" genannt.

Oder b) Dir haalt e Referendum of, wou all d'Bierger kënnen ofstëmmen, fräi a geheim, anonym, wou de Bierger, an dat kënnt jo net vun näischt eeben, geheim, anonym a fräi säi Kräiz a senger Kabinn, ouni dass een e gesäit, maache kann. Dat ass jo extra esou gemaach, fir de Wieler ze schützen. Kee gesäit en. An de Bierger ka seng Meenung also, ouni Repercussiounen ze fäerten, ausdrécken, nom Motto „ee Bierger, eng Stëmm".

Dat ass an eisen Ae richteg Demokratie!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An déi direkt Demokratie, fir déi mir als ADR antrieden, huet immens vill positiv Säiten.

Éischtens: Am Virfeld vun engem Referendum entsteet e Meenungsaustausch. Et gëtt debattéiert iwwer Inhalter. D'Mënsche schwätze mateneen iwwer politesch Inhalter, wat leider soss vill ze vill kuerz kënnt. Kuckt emol eng Kéier d'Situatioun och hei am Land. Mir sinn elo dëst Joer an engem Waljoer. Gëtt et vill politesch Debatten? Ech schwätzen net hei vun der Chamber. Do si mer eis eens, mee dat suivéiere jo net esou vill Leit. Gëtt et hei am Land wierklech vill politesch Debatten? Gëtt et Face-à-facen? Gëtt et Gruppen, wou zesumme geschwat gëtt? Gëtt et vill Table-ronden? Aktuell? Wéini war de leschte Face-à-face um Radio? Kënnt Der Iech dodrun erënneren? Mir hunn am Fong hei net vill Debatten. An duerch méi Referende kéint een am Fong eng vill méi grouss Debattekultur hei am Land erbäikréien.

Zweetens: D'Bierger interesséiere sech bei engem Referendum fir d'Politick, well se en direkt Matsproocherecht kréien.

(Interruption)

An do musse se natierlech och informéiert ginn. An dat ass eppes, wat haut och e bësse feelt. Mir haten et och gesi bei der Verfassung, wou eréischt spéit informéiert ginn ass.

Mir gesinn et och a ville Gemengen um lokalen Niveau, wou ganz oft d'Bierger net onbedéngt iwwer trotzdeem wichteg Decisiounen, déi si betreffen, informéiert ginn. Also, ech weess vun enger Partie Gemengen, wou op eemol e risegt Lotissement gemaach gëtt, an déi Leit, déi niewendru wunnen, déi kréien emol keen Ziedel an d'Boîte, dass dat geplangt ass. Am „Buet" steet dat iergendwou, mee d'Leit kréien dat net onbedéngt mat. Dat heescht, d'Leit mussen informéiert ginn.

Dann drëttens: E Referendum erhéicht d'Representativitéit, well grad déi, déi an der Politick oft ënnerrepresentéiert sinn, déi Gruppe ginn och hei gefrot an déi kënnen och hir Meenung ausdrécken, wou soss vläicht éischter d'sougenannt „elitär Minoritéit" kann decidéieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Bei enger direkter Demokratie gëtt och de Lobbyismus schachmatt gesat.

Da fënneftens: Ee System vun der direkter Demokratie ass no beim Bierger – jo, dat ass no beim Bierger.

(Interruption)

Dat ass, wann een de Bierger freet an net iwwer säi Kapp ewech decidéiert.

(Interruption)

A sechstens: Dann akzeptéiert d'Vollek och d'Resultat vun engem Referendum, well et eeben och a sengen Ae legitimiéiert ass an demokratesch.

A siwentens: An der Schwäiz huet sech dee Modell vun der direkter Demokratie duerch de Referendum scho laang bewäert. Si gi mat engem gudde Beispill vir. An dat wier och hei méiglech. A mir wëllen dee Modell hei wéi an der Schwäiz. D'ADR ass kloer fir méi direkt Demokratie, wou d'Bierger decidéieren, duerch de Referendum, an dat net nëmmen op Landesniveau, mee och um lokalen Niveau an de Gemengen. Loosst d'Bierger matbestëmmen! Loosst d'Leit mat decidéiere bei wichtege Projeten! Well oft ass et jo esou, wéi och beim Auslännerwalrecht, erënnert Iech dorun, ech soen elo ganz plakativ: Déi do uewen hu ganz oft eng ganz aner Siicht an eng ganz aner Meenung wéi déi grouss Mass vu Leit ënnen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | Esou ass et!

M. Fred Keup (ADR) | Maacht méi Referenden! Mee ech hunn eeben d'Gefill och hei, et ass zwar e puermol ugeschwat ginn, an der Realitéit gëtt et awer bal ni gemaach. Ech kennen een, zwee Beispiller elo vu Gemengen, déi et gemaach hunn, mee eigentlech kéint dat jo all Gemeng méi oft maachen.

An et gëtt elo hei vum Biergerrot geschwat. Wéi gesot, dat ass dat, wou de Robert Goebbels richtegerweis gesot huet: „Die manipulierte Demokratie der ‚Experten'". Dat muss scho wierklech immens gutt organiséiert sinn, wéi och meng Virriedner gesot hunn, fir dass dat anstänneg klappt. Mee esou, wéi et elo war, huet een awer éischter d'Impressioun, dass et eng Mise en scène war an dass et en Element ass vun enger Pseudodemkokratie.

M. Roy Reding (ADR) | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | Wéi gesot, richteg Demokratie geet iwwert de Referendum. Leider ass dat hei an der Politick net onbedéngt erwënscht. An dat hu mer jo gesi bei der neier Verfassung, wou dräi Regierungsparteien an d'CSV e Referendum versprach haten an hiert Versprieche gebrach hunn.

(Interruption)

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wann Der wierklech gären Demokratie hätt, zesumme mat de Bierger, no um Bierger, da musst Der d'Bierger froen. An dat geet iwwert de Referendum. Dat wier demokratesch an dofir sti mir als ADR. Mir si fir wierklech Biergerbedeelegung. Mir si fir direkt Demokratie. Mir sinn derfir, fir all d'Bierger ze froen. A mir vertrauen de Bierger. Mir si fir de Referendum.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, ech zitéieren aus enger Publikatioun vun der Vereenegung „Mehr Demokratie" aus de Virschléi vum Mouvement écologique fir d'Legislaturperiod 2018–2023, well dëst nach ëmmer richteg ass.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | „Soll eine Zivilgesellschaft offen, innovativ und kreativ gestaltet werden, müssen Machtverteilungen und staatliche Verantwortung neu organisiert sowie das Verhältnis von Bürger und Staat auf allen Ebenen neu bestimmt werden. Das Herzstück einer [...] Demokratie bilden dabei Verfahren der direkten Demokratie, die durch ihr Mehr an Legitimation und Partizipation einen Ausweg aus der Parteienkrise und Politikverdrossenheit aufzeigen können."

D'Biergerbedeelegung hu mir als déi Lénk scho ganz laang um Fändel stoen. Mir brauchen eng funktionéierend Demokratie, lieweg Debatten, eng Austauschkultur mat alle Bierger/innen, och deenen, déi net wielen däerfe goen, awer zu eisem Wuelstand bäidroen. Mir brauchen offen Diskussiounen, déi op Fakte berouen an net just Walen all fënnef Joer. Eis parlamentaresch Demokratie muss duerch breetméiglechst Biergerrechter ergänzt ginn, an dat geet just, wann een de Bierger/innen och d'Méiglechkeet gëtt a bitt, sech u politeschen Entscheedungsprozesser ze bedeelegen.

D'Politick muss d'Bierger/inne stäerken.

D'Politick muss kloer an däitlech de Message erausginn, datt se och wëllt, datt d'Bierger/inne sech bedeelegen, datt se hinnen nolauschtert, datt se se eescht hëlt.

D'Politick muss déi noutwendeg Strukturen, Materialien, Etüden zur Verfügung stellen.

D'Politick muss dem Knowhow vun de Bierger/inne vertraue respektiv se eescht huelen an och hir Decisioune matabannen.

D'Politick muss den Debaten e Suivi ginn.

Här President, am Moment hu mir hei zu Lëtzebuerg e krassen Demokratiedefizit doduerjer, datt bal méi Bierger/inne kee Walrecht hu wéi déi, déi et hunn. An dëst féiert op laang Dauer zu soziale Spannungen, déi mir net kënne gebrauchen. Et ass also am Sënn vun der Nohaltegkeet an der Zukunftsfäegkeet, datt mir all eis Bierger/innen agebonne kréien an déi demokratesch Prozesser.

Wéi scho virdru gesot, muss d'Politick de Kader setzen, fir datt esou eng biergerno Demokratie och geléngt. Si muss déi konkreet Instrumenter bereetstellen, si muss Moderatore stellen, si muss Säll zur Verfügung stellen, si muss de Bierger/inne Fräiraum mat engem Congé ginn – an ech kéint dës Lëscht nach weiderféieren.

Donieft ass et awer och onerlässlech, eis Parlamentarier hei opzewäerten. Leider – an dat gesi mir jo ëmmer nees bei den Ofstëmmungen – wäerte mir

eis heibanne selwer of, well d'Majoritéit just als verlängerten Aarm vun der Regierung fungéiert. Alles oder bal alles, wat vun der Oppositioun kënnt, gëtt ofgeschmettert, anstatt vu konstruktive Proposen ze profitéieren an déi an d'Politick vun der Majoritéit anzebannen. A soulaang dat heibannen esou leeft, ass et schwéier, de Bierger/innen dobaussen dee Stellewäert ze ginn, dee se missten hunn a kréien, fir sech aktiv un der Politick ze bedeelegen.

En plus misste mir emol ganz seriö och un de Cumul des mandats erugoen. En Job heibannen ass e Fulltimejob, dee kann een net nieft engem Buergermeeschter/Buergermeeschtesch, enger Etüd oder soss nach wat esou moi rien, toi rien niewebäi erleedegen! Déi Zäit ass net do, wann ee sech seriö wëll an d'Dossiere knéien.

En plus misst den Deputéierten nach vill méi Fachpersonal zur Säit stoen, esoudatt si net just ugewise sinn op d'Fonctionnairë vun deene verschiddene Ministèren. D'Cellule scientifique ass do dee richtege Wee, an ech sinn dervunner iwwerzeegt, datt déi nach vill méi ausgebaut muss ginn, fir datt si all deenen Demandë vun eisen Deputéierten zäitno nokomme kann.

Mee elo nees zréck zu eise Bierger/innen: Wat hu mir dann alles en place gesat, fir datt si sech kënnen implizéieren? Et geet domadder un, datt mir ganz fréi mussen ufänken, eise Bierger/innen d'Politick, de Meenungsaustausch, d'Informatiounsoutilen a -quelle méi no ze bréngen. Do mécht den Zentrum fir politesch Bildung eng enorm gutt Aarbecht, déi op alle Fall nach vill méi ausgebaut muss ginn. Am Moment sinn et bal ëmmer déi nämmlecht Enseignanten, déi sech un dësem Programm bedeelegen a mat hire jeeweilege Klassen och d'Parlament besiche kommen, an dat souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire.

Do géife mir eis wënschen, dass dës Formatiounen op all Klassen am Land ausgeweit kéinte ginn. Dëst kéint iwwert d'Enseignanten als Multiplikateure goen, déi an hire jeeweilege Klasse mat de Kanner dëst virliewe géifen. Si kéinte Klasseréit asetzen, fir den Alldag an der Klass demokratesch ze geréieren. Si kéinten dorauser Schoulréit wiele loossen, fir sech an der Schoul anzesetzen. Doriwwer eraus kéinte Kannergemengeréit gebilt ginn an de jeeweilege Gemengen. Et gëtt esou vill flott Modeller, déi een ëmsetze kann, fir politesch interesséiert Erwuessener auszebilden.

Här President, mir hunn e Jugendparlament, wat ganz flott fonctionéiert, wou ech mir awer och wënsche géif, datt mir méi wéi just eemol am Joer en Austausch hätten, deen ëmmer immens stresseg ass fir jiddwereen, well a ganz kuerzer Zäit hir wäertvoll Aarbecht do presentéiert gëtt. Do misst vill méi Zäit bleiwen, fir mat hinne kënnen ze diskutéieren. Déi Theeme missten op verschiddenen Deeg presentéiert ginn a si missten och an eis parlamentaresch Aarbecht afléisse gelooss ginn. Do misst nieft dëser Presentatioun duerch déi jonk Leit e vill besseren Austausch zwëschent hinnen an eis Deputéierte stattfannen.

Nieft dëser immens wichteger Aarbecht, fir an Zukunft méi politesch interesséiert Bierger/innen ze kréien, hu mir awer och Moyenen en place gesat fir eis Erwuessener. Do gëtt et de Moyen vun der Petitioun. Dëse Moyen gëtt jo och ganz vill genotzt vun eise Bierger/innen. Mee ass dat wierklech eng Biergerbedeelegung? Jein, soen ech dozou. Dës Petitioune maachen, datt emol iwwer e Sujet debattéiert gëtt. Dëse kënnt an d'Ëffentlechkeet, e gëtt sichtbar. Problemer, déi vläicht fir deen een oder anere keng sinn, aus wéi engem Grond och ëmmer, kënne mat dësem Outil emol an d'Liicht geréckelt ginn. Wa se et dann och nach iwwert de Seuil packen, da gëtt et en Hearing an der Chamber, deen ëffentlech ass.

An dann? Wat geschitt konkreet duerno? Ganz éierlech: Leider net ganz vill. Ganz oft verlafe sech déi Sujeten. Si ginn net méi ugepaakt, just heiansdo geet et weider. Dat ass net ganz positiv fir d'Petitionären, déi sech jo awer ganz vill Méi ginn.

Här President, donieft gëtt et de Moyen vu verschiddene Biergerréit, déi iwwer verschidde Ministèren aberuff goufen, wou iwwer TNS ILReS och versicht gouf, de Spektrum aus der Bevëlkerung ze representéieren, en plus och nach zum Deel d'Frontalieren, déi och zu eisem Wuesstum bäidroen. Dat war entre autres am Kader vu „Luxembourg in Transition" a beim Klima-Biergerrot de Fall.

Dës Biergerréit sinn e gudden Ufank, mee mir bedaueren, datt et sech awer iergendwéi ëm Eintagsfliegen handelt. Wann nämlech den Objet vun hirer Aarbecht fäerdeg ass, gi se nees opgeléist, wat awer frustrant ass. Och bedauere mir et hei, datt do keng Evaluatioun gemaach gouf. Dëst wär enorm wichteg fir d'Zukunft, an ech mengen, an der Motioun gëtt dat jo och gefrot.

Mir hunn aus hiren eegene Proposen eraushéieren, datt et oft net esou fonctionéiert huet, wéi si et gewollt hätten. Si hätte sech oft nach méi an aner Experte gewënscht a si hu selwer gesot, datt si sech trotz den Demarchë vun der TNS ILReS all zu deenen éischter privilegéierte Bierger/inne gezielt hunn an datt do eng ganz Rëtsch Leit gefeelt hunn am Panel.

Dann ass och nach de Problem vun der Sproochebarriär opkomm. Wa Lëtzebuergesch verstoen e Krittär ass, da schléisst een d'office ganz vill Leit aus. Hei muss op Traducteuren zréckgegraff ginn. Dat geet bei eis net anescht mat eiser Villsproochegkeet.

Den Haaptmanko vun dëse Biergerréit ass awer, dass se keng verbindlech Decisiounen hannendrun hunn. Wat dermat geschitt, bleift eenzeg an eleng dem politesche Wëlle vun der Majoritéit an der Regierung iwwerlooss, wat fir eis eng ganz zentral Fro opwerft: Ass d'Demokratie doduerch gestäerkt, datt d'Leit sech bedeelege kënnen, oder net vläicht éischter doduerjer, dass dat, wat um Enn erauskënnt, och wierklech deem entsprécht, wat d'Leit wëllen? Schaaft sech d'Politick Legitimitéit aleng aus Prozeduren oder net och éischter aus de Resultater?

Fir eis ass d'Äntwert kloer: D'Biergerbedeelegung muss ausgebaut ginn an a Richtung vun enger reeller Matbestëmmung goen, wa mer d'Demokratie stäerke wëllen. Dat heescht elo net, datt déi verschidde Forme vu Biergerbedeelegung, op déi ech agaange sinn, net sënnvoll wieren – am Géigendeel! Mee se musse weidergeduecht ginn, well et ass just en Ufank.

Här President, ugefaange mol dobäi, dass se eng kloer gesetzlech Basis mussen hunn an domadder strukturell am Decisiounsprozess verankert ginn. Si kënnen net just punktuell am Optrag vun engem Ministère gemaach ginn. Andeem een dës Bedeelegungsprozesser gesetzlech verankert, kann och derfir gesuergt ginn, datt d'Resultater vun engem Biergerdialog och wierklech verschafft musse ginn a se net an engem Tirang landen. Natierlech gehéiert dozou, dass e Gremium muss agesat ginn, deen dës Form vu Biergerdialog steieren an och organiséiere kann, mam néidege Budget a Personal selbstverständlech. Och d'Kommunikatioun no bausse vu Resultater vun esou Biergerfore muss duerch dëse Gremium gemaach ginn, fir datt an Zukunft verhënnert gëtt, dass Ministèrë selwer d'Konklusioune vun de Bierger/innen der Press presentéieren.

Här President, ass esou eng Form vu Biergerbedeelung bis en place an huet Zäit, sech ze verankeren an der politescher Kultur, da muss se weiderentwéckelt ginn a Richtung vu méi direkter Matbestëmmung. Mir sinn eis bewosst, datt dat net op Knäppchendrock geet an dass mir zu Lëtzebuerg keng Gewunnechten an Erfarung hu mat esou Instrumenter, am Géigesaz zu der Schwäiz oder den US-amerikanesche Bundesstaaten. Dat muss sech no an no entwéckelen, fir datt e Bewosstsinn entsteet, dass d'Bierger/inne reegelméisseg zu politesche Froe solle Stellung huelen an och selwer eng politesch Entscheedung kënne bewierken.

Ech nennen hei dräi Instrumenter, déi mir als déi Lénk schonn thematiséiert hunn.

Éischtens: d'Initiative citoyenne, déi mir an der alternativer Verfassung virgesinn haten. Dobäi geet et drëm, dass e Biergerkommitee mat den néidegen Ënnerschrëften e Gesetzestext beim Parlament kann erwierke respektiv a leschter Instanz kann e Referendum kréien, wann d'Chamber der Demande vum Biergerkommitee net nokënnt. Dat ass also en direktdemokratescht Instrument, dat déi representativ Demokratie an der Chamber géif beräicheren, ouni se ze ersetze selbstverständlech.

Zweetens: An der Verfassungsdebatt hu mir och eis Preferenz fir e Preferendum thematiséiert. Anstatt vun de Leit e Jo oder en Nee ze froe wéi beim klassesche Referendum – well bal näischt ass schwaarz oder wäiss –, besteet d'Eegenheet vum Preferendum doran, de Leit Optiounen ze presentéieren, déi se no hirer Preferenz klasséieren. De Preferendum wier an eisen Ae grad gutt gëeegent, fir am Kontext vun engem seriöe Biergerdialog, bei deem meeschtendeels jo verschidde Proposen erschafft ginn, politesch Decisiounen ze konkretiséieren oder och ze vereinfachen.

Drëttens: Op lokalem Niveau mussen d'Biergerbedeelegung esouwéi déi direkt Matbestëmmung vill méi staark verankert ginn. Et mécht absolutt Sënn, och prioritär hei unzesetzen, well d'Leit sech hei am direktste betraff spieren, d'Gemeng och am Alldag vun den Awunner present ass an d'Leit sech och einfach op politesche Froen zesummeschléisse kënnen. D'Iddi vum participative Budget ass scho genannt ginn, mee donieft ënnerstëtze mir och d'Iddi vun der Schafung vu Biergerkommiteeën an de Quartiere respektiv an den Dierfer an enger Gemeng, déi per Lousverfare besat solle ginn, fir eng gewësse Representativitéit ze kréien. D'Gemenge selwer mussen dann decidéieren, wéi wäit d'Kompetenze vun dëse Kommiteeë kënne goen.

Op Gemengenniveau hale mir d'Organisatioun vu Referenden och fir ganz zilféierend. D'Biergerkommiteeë kéinten hei eng wichteg Roll spillen an der politescher Wëllensbildung am Kader vun engem Referendum an och fir déi néideg Ënnerschrëfte fir e Referendum ze kréien.

Här President, wéi Der aus eiser Ried hei eraushéiert, gëtt et nach vill ze dinn a mir solle keng Zäit méi verléieren an dëse Wee zügeg begoen.

Merci fir d'Nolauschteren. A merci fir Är Toleranz, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement, dee scho prett ass. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt merci dem Josée Lorsché an dem François Benoy, déi jo zesummen dat ganz wichtegt Theema hei op den Ordre du jour bruecht hunn. An ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguerten eens, datt méi Biergerbedeelegung net nëmme wënschenswäert ass, mee an enger Demokratie essentiel ass.

Biergerbedeelegung besteet fir eis Piraten net nëmmen doranner, datt mer vun de Leit hei zu Lëtzebuerg an d'Chamber, e Gemengerot oder an aner Gremie

gewielt ginn. Mir Piraten wëllen do vill méi wäit goen, an dat op nationalem wéi och op kommunalem Plang.

Fänke mer also bei de Gemengen un, sou wéi déi meescht vu menge Virriedner dat och an hirer Struktur gemaach hunn. Mir Piraten fuerderen, an dat ass net nei, datt d'Gemengerotsëtzungen an och kommunal Kommissiounssëtzungen ëffentlech sollte sinn. D'Sëtzunge solle per Livestream online ëffentlech sinn an déi dozougehéireg Dokumenter solle mindestens eng Woch virdrun integral online publizéiert ginn. Duerno sollen déi ganz Inhalter dann natierlech och op de Sitte vun de Gemenge fir jiddereen zougänglech ginn, well insgesamt missten u sech d'Gemenge vill méi Dokumenter automatesch publizéieren.

An ech erënneren ëmmer drun, datt mer eng „Loi sur une administration transparente" hunn, déi u sech eng Publicité par défaut virgesäit, an dach vill ze heefeg muss een Informatiounen hannendrulafen. Dat Ganzt soll an den dräi Amtssprooche stattfannen an och vu Persoune mat visuellen oder anere Beanträchtegunge kënne verstane ginn. Well Biergerinnen a Bierger hunn net nëmmen e Recht dorobber ze wëssen, wat an hirer Gemeng lass ass, si hunn och e Recht drop, déi Informatioun ze verstoen. Well mir kënnen net erwaarden, datt d'Leit sech aktiv abréngen, wa wichteg Informatioune fir si einfach net zougänglech sinn, net opzefanne sinn.

Da missten eiser Meenung no och méi – an dat gouf och vun deem engen oder anere schonn ugeschwat – Referenden op Gemengenniveau ofgehale ginn.

Ech sinn e bësse méi nuancéiert. Ech mengen net, datt een en Ënnerscheed zwëschent engem Referendum an engem Preferendum muss maachen, well Lëtzebuerg huet Erfarung domadder, bei Referenden och méi wéi jo oder nee ofzefroen. Et muss ee just un e Referendum virun 104 Joer denken.

E Gemengerot soll awer grad bei wichtegen Dossieren a Projeten net einfach eleng entscheeden, wéi sech d'Gemeng laangfristeg verännert, well dës Veränneruge betreffen och alleguerten d'Biergerinnen an d'Bierger.

Mir Piraten setzen eis dofir och fir participativ Budgeten an: E gewësse Prozentsaz vum Gemengebudget soll de Biergerinnen a Bierger zur Verfügung gestallt ginn, awer och lokal Betriber an Associatioune kënne matbestëmmen, wou dës Moyenen hifléissen. Esou kënnen d'Leit aus der Gemeng direkt an aktiv lokal Veränneruge bewierken.

An e weidere wichtege Punkt wier dann och e Biergerrot an d'Biergerversammlungen. D'Leit mussen endlech an der Politick matdiskutéiere kënnen. An och d'Biergerversammlunge sollen de Leit d'Méiglechkeet ginn, hire Gemengevertriederinnen a -vertrieder Froe stellen ze kënnen an Iddien, Problemer an Doleancen ze äusseren. Well net jiddereen ass Member vun enger Partei oder huet déi néideg Kontakter zu Leit aus dem Gemengerot, dem Schäfferot oder dann in fine dem Buergermeeschter.

Dëst sinn einfach Mesüren, déi grad op Gemengenniveau einfach an onkomplizéiert kéinten ëmgesat ginn, keng Loftschlässer, näischt, wat groussaarteg Gesetzesännerunge brauch, mee Saachen, déi u sech haut all Gemeng scho kéint maachen. An et gëtt Gemengen, déi et maachen. An ech applaudéieren explizitt all deene Gemengen, déi esou Mesüre wéi e participative Budget, reegelméisseg a strukturéiert Biergerversammlungen, jo, Biergerréit ëmsetzen. Mee et ass nach laang net all Gemeng, déi et mécht. An dofir ass et och wichteg, datt mir hei vläicht um nationale legislativen Niveau nach eng Kéier driwwer nodenken, wat ee vläicht nach zousätzlech an d'Gemengegesetz schreift. Mir musse vläicht iergendwann eng Kéier och national déi Verantwortung iwwerhuelen.

Méi Biergerbedeelegung ass och schéin a gutt, mee et gëtt zwee Punkten, déi an dësem Kontext dacks net thematiséiert ginn an déi awer ganz wichteg sinn. An dat betrëfft dann erëm den nationalen Niveau. An och hei gouf et an der Vergaangenheet schonn déi eng oder aner Initiativ, zum Beispill – an et gouf haut ëmmer erëm gesot – de Klima-Biergerrot. Dat war an eisen Aen eng gutt Saach. A mir hoffen, datt eng ganz Rei vun de Mesüren och ëmgesat ginn.

Éischtens ass awer net all Form vu Biergerbedeelegung, wéi zum Beispill e Biergerrot, fir all Kontext, Debatt oder Zil gëeegent. Anescht formuléiert: Et ass net all Method fir all Zweck gëeegent. Et muss ee sech am Viraus bei jiddwer Sujet erëm nei eng Rei Froe stellen: Wat soll d'Participatioun vum Bierger bréngen? Wat soll den Output vun deenen Diskussioune sinn? Wéi laang soll den Exercice daueren? A wéi eng Méiglechkeete sollen d'Participanten hunn? Vill Froen also, éier een dat richtegt Format auswiele kann.

E Biergerrot wäert déi national Biergerbedeelegung dann och net pauschal virubréngen, och wann de Biergerrot natierlech eng ganz gutt Saach ass. Dat ass och de Grond, firwat mer eng Proposition de loi deposéiert hunn, fir esou een no belschem Virbild anzeféieren, déi iwwregens vun der Regierung zumindest mat engem ganz negativen Avis kasséiert gouf.

Et muss eng transversal Prioritéit als Konzept ginn, Léisungen a Formater gëtt et u sech genuch. Et gëtt esou vill Formater, wéi et Experte gëtt, déi sech mat deem Theema auserneesetzen. Mee dat sollt net a priori scho festgeluecht sinn. Et soll net am Viraus, wa mer soen: „Mir wëlle Biergerbedeelegung", scho festgeluecht ginn: „Mir wëllen dat Format als Biergerbedeelegung." Well, wéi ech virdru sot, mir mussen eis d'Fro stellen: Wat soll et bréngen? Wat soll erauskommen? Wéi laang soll et daueren? Wat sollen d'Méiglechkeete vun de Participantë sinn? Stelle mer de Leit Personal zur Verfügung, fir se ze begleeden oder loosse mer se an engem loftleere Raum einfach e bëssen esou wurschtelen an der Hoffnung, datt mer domadder Simulatioun vu Biergerbedeelegung bedriwwen hunn?

Zweetens steet a fält all Exercice mat der Kompositioun vun deene Leit, déi sech grad fir en Zweck an engem bestëmmte Format bedeelegen. Eleng d'Offer vun enger Participatioun wäert net derzou féieren, datt sech op eemol vill Leit aschreiwen. Mir gesinn et jo bei de Gemengewalen: Just d'Offer „Dir kënnt Iech aschreiwen" féiert net automatesch op magesch Aart a Weis derzou, datt d'Leit eis d'Dieren arenne fir matzemaachen.

Oft ass et de Moment esou, datt een op Versammlungen, Spadséiergäng als Form vun der Bedeelegung oder och a Biergerréit oder Budgetsversammlungen oder PAG-Versammlungen déi selwecht Leit erëmtrëfft, déi een och op anere Plazen erëmtrëfft, déi sech op deenen anere Plazen engagéieren. Ech hunn heiansdo d'Gefill, et ass eng Zäitelitt: Leit, déi genuch Zäit hunn, fir sech anzebréngen, engersäits wéinst den Auerzäiten, wou et ass, anerersäits natierlech well et benevoll ass. An zweetens och, well een natierlech och muss sech mat deem Theema ausserhalb vun där Reunioun auserneesetzen. Et geet net duer, einfach nëmmen dohinzekommen an nozelauschteren. Heiansdo muss ee sech jo och preparéieren. An dat ka sech net jiddwereen erlaben, dee 40 Stonnen d'Woch schafft, nach d'Kannerbetreiung muss ënner en Hutt kréien an eventuell nach iergendwou am Benevolat soll aktiv sinn, wat mer jo och ënnerstëtzen.

Une voix | Da kommt, mir maachen Aarbechtszäitverkierzung.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir kéinten och vläicht déi Rendez-vousen op Auerzäite leeën, wou et méi Leit méiglech ass dohinnerzekommen. Et kann een driwwer nodenken, wéi een d'Leit och dann do entlount, wa se participéieren. Och dat, mengen ech, si Froen, hannert deene mer eis net däerfe verstoppen.

A wann ech d'Klimateame vun de Gemenge kucken, ass dat e bëssen esou eppes, ob Diddeleng oder Déifferdeng oder Walfer, et trëfft een u sech ëmmer déi nämmlecht Leit an deenen nämmlechte Gremien. Et si quasi ëmmer Leit, déi souwisou an der Gemeng schonn iergendwou aktiv sinn.

Dofir ass déi essentiel Fro, déi misst thematiséiert ginn: Wéi kréie mer Leit dozou motivéiert, sech ze bedeelegen?

Dat fonctionéiert iwwer kleng Initiativen, iwwer Kommunikatioun, jo, iwwer Kontakt mat de Leit. Laangfristeg Engagementer kënnen dann och haut nach eng Barriär fir Leit sinn, déi mat Aarbecht a Famill op der Sich no engem Equiliber an hirem Liewe sinn a vläicht net bereet sinn, elo direkt e laangfristegen Engagement ze maachen. Dat heescht, net nëmmen op kommunalem, mee um nationalen Niveau soll een de Leit als Éischt Loscht maachen, Loscht, sech ze bedeelegen, andeems een och méi kleng Initiativen ënnerstëtzt, net direkt laangfristeg Engagementer vun de Leit an der Participatioun verlaangt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Biergerbedeelegung heescht, jidderengem eng Stëmm ginn, ville Schichten an Horizonter an net de selwechte Leit ëmmer erëm e Podium ginn, op deem se sech ëmmer méi kënnen opbauen.

Et dierf een net naiv dervunner ausgoen, datt reng d'Offer duergeet, fir d'Leit dervunner ze iwwerzeegen, matzemaachen. Nee, mir mussen d'Leit aktiv siche goen an hinne weisen, datt et net nëmme wichteg ass fir eis Demokratie, sech ze engagéieren, mee datt hir Efforten och zu konkreete Resultater féieren, a jo, datt se eppes verännere kënnen. Well all Participatioun ass fir d'Kaz a mir demotivéieren d'Leit, wann um Enn vun der ganzer Prozedur keng eenzeg Veränneruge steet.

A jo, an de leschte Joren ass et zum Deel versäumt ginn, aus der Biergerbedeelegung déi néideg Prioritéit ze maachen. A fënnef Joer sinn zwee Biergerréit entstanen, déi selwer och vu Kritick un deene verschiddenste Saache begleet waren. Regional hu Gemengen eenzel Initiative gestart, deenen applaudéieren ech ganz haart, déi eng emol besser, a jo, dann déi aner, déi hu guer näischt gemaach. An do kann ech net emol einfach net applaudéieren, well dat ass och näischt maachen. U sech muss ee kloer mam Fanger drop weisen an dat benennen a soen: „Dir kënnt dat besser!"

Mir verlaangen hautdesdaags Biergerbedeelegung. Awer mir si wäit dovunner fort, datt et eng national Prioritéit wär, datt mer en nationale Plang hätten, wéi Biergerbedeelegung am 21. Joerhonnert kéint ausgesinn, wat elo gläich schonn zu engem Véierel eriwwer ass.

Dat gesot, soen ech Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif et vun der Plaz hei aus maachen …

(Problème de sonorisation)

Héiert Der mech?

M. Fernand Etgen, Président | Et héiert een de Mikro méi wéi Iech.

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dann huelen ech mengem Kolleeg säi Mikro. Ech wollt hei … Ech maachen et ganz kuerz. Ech wollt soen, dass … Ech hunn déi ganz Debatt elo hei gelauschtert an ech fannen, mir kënnen alleguerte ganz houfreg sinn, an engem Land ze liewen, wou an engem Parlament e ganzen Nomëtteg hei driwwer diskutéiert gëtt, wéi mer kënnen eis Demokratie stäerken, wéi mer d'Bierger kënne besser bedeelegen.

Mir hunn driwwer diskutéiert, wat mer alles hunn. Nei Iddie sinn op den Dësch komm, vun do, vun där Säit, vun dëser Säit, an ech fannen dat ganz luewenswäert. An ech soen dat ganz besonnesch, well wa mir haut driwwer diskutéieren, d'Demokratie ze stäerken, wärend mir elo an eis Verfassung d'Initiative citoyenne aschreiwen, wou d'Bierger kënnen eege Gesetzespropositioune maachen, mat deene sech d'Chamber da muss ausernanersetzen, gëtt et aner Länner an der Welt a leider och an der Europäescher Unioun, wou grad de Contraire geschitt, wou Gewerkschafte monddout gemaach ginn, wou d'Press un hirer Aarbecht gehënnert gëtt, wou d'Zivillgesellschaft stigmatiséiert gëtt an esou Stéck fir Stéck d'Demokratie futti gemaach gëtt.

An dat ass och an eisem eegenen Interessi, dass mir eis mussen derfir asetzen, besonnesch bei eise Partner an deene Gremien, wou mer sinn an der Europäescher Unioun oder anerwäerts, dass mer eis och do asetzen, fir d'Demokratie héichzehalen. Ech fannen, dat gehéiert och an de Kader vun dëser Debatt vun haut eran.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Benoy Merci fir d'Initiativ, fir dësen Debat haut ze hunn, e Sujet, deen eis um Häerz läit.

An esou wéi den Här Cruchten elo just gesot huet, mengt een, dat wier en Acquis an dass dat iwwerall en Automatismus wär. Nee, méi Biergerbedeelegung, de Leit nozelauschteren, d'Leit matanzebannen, ass eppes, wat wichteg ass, mee och net iwwerall de Fall ass.

An ech wëll och just iwwert …, wa mer vu Wäerter schwätzen: Mir sinn zesummen an enger Europäescher Unioun, wou et och wichteg ass, deen een oder deen aneren och nach reegelméisseg un déi europäesch Wäerter ze erënneren.

Et ass e Constat, Här President, an ech hunn dat bei jiddwerengem och nogelauschtert: Mir liewen an enger representativer Demokratie. Dat huet keen a Fro gestallt! Mir hu Chamberwalen, mir hu Gemengewalen, mir hu Wale fir d'Europaparlament, wou d'Vertrieder gewielt ginn, déi duerno dann och an den Assembléeën zesummesëtzen. An déi, déi gewielt ginn, déi kréien am Fong vum Wieler hiren Optrag, e Vertrauen, fir am Interêt vun der Allgemengheet ze schaffen an déi och ze representéieren a fir dass déi och politesch Decisiounen huelen. Et gëtt net eng Chamber gewielt, fir keng politesch Decisiounen ze huelen. Nee, et ginn Deputéierter gewielt, fir dann eeben och Decisioune ze huelen.

Dat ass awer net a contrario, dass et dann dem Wieler esou laang wéi breet ass, wat wärend fënnef Joer geschitt. Verschidde Leit mengen, de Rendez-vous mam Bierger ass elo, wann d'Wale sinn, an da wärend fënnef Joer: „on ne vous voit plus et on vous retrouvera pour les prochaines élections." Nee, de Wieler wëll wëssen, wat geschitt. De Wieler huet eng Meenung an déi Meenung verschwënnt net wärend fënnef Joer, andeem en da just wärend der Walcampagne deem engen oder deem anere Froe gestallt huet. A si erwaarde sech am Fong och vun der Politick, datt hir Meenung bei wichtege politeschen Decisiounen och nogelauschtert gëtt a gehéiert gëtt.

Ech sinn awer och ganz der Meenung, dass et heiansdo un der Politick ass, fir onpopulär Decisiounen ze huelen. Et kann net sinn, dass e Sondage oder einfach eng Momentopnam am Fong dat ass, wat dann eeben d'Motivatioun ass, fir an déi eng oder aner Richtung Politick ze maachen.

Ech erënnere just un 1979 hei: Eent vun den …, wann een d'Nopere kuckt, eent vun den éischte Länner, wou d'Doudesstrof ofgeschaf ginn ass – vun der Politick. Ech sinn iwwerzeegt, dass, wann e Referendum gemaach gi wier oder d'Leit gefrot gi wieren, et net geschitt wier. 1957, wéi d'Europäesch Unioun komm ass, wa mer deemools d'Leit gefrot hätten: „Sidd Der averstanen, dass Däitschland a Frankräich zesummen un en Dësch kommen, fir e Friddensprojet auszeschaffen?", war den Haass nach esou grouss, dass mer do vläicht och net deen een oder deen aneren un den Dësch kritt hätten an eng Majoritéit fonnt hätten, déi gesot hätt: „Jo, mir maachen dat."

Ech sinn iwwerzeegt, bei deene Mesüren … a gleeft mer et, Här President, mir hunn déi lescht Zäit … Den État de crise muss eng Ausnam sinn. Well dat ass jo de Contraire vu Biergerbedeelegung, well et ass iwwerhaapt guer keng Bedeelegung, et ass de Pouvoir exécutif, deen aleng decidéiert! An ech sinn och ganz frou, dass dee ganz kuerz war. Mee dat muss ee wëssen, dass deen am Ausland ganz laang gedauert huet. A wann ech vu Biergerbedeelegung … Ech sinn iwwerzeegt, wa mer d'Leit gefrot hätten: „Sidd Der averstanen, dass mer Mesüren huelen?", dass mer do och keng Zoustëmmung kritt hätte vun deem engen oder vun deem aneren. Mee et war eeben dee Moment, wou mer zesummen hu mussen Decisiounen huelen, fir Liewen ze retten. An do huet och d'Politick eng Verantwortung, eng Verantwortung an deem Moment an och duerno vis-à-vis vun engem Parlament, vis-à-vis vu senge Bierger, eeben déi Choixen och ze justifiéieren. Ech gesinn hei eise Rapporteur perpétuel vun de Gesetzer. Mee dat war wichteg.

An ech muss Iech och soen, dass eng OCDE-Etüd – an ech erfannen déi net – seet, dass eeben d'Abanne vun der Chamber an eis Mesüren, an eis Gestioun vun der Kris ee vun deene staarke Momenter war, doduerch dass och de Bierger se méi akzeptéiert huet a sech domadder identifizéiere konnt, wéi dat och am Ausland de Fall war. A fir eis …

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Entschëllegt, Här Premierminister.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Entschëllegt. Dat hat dee groussen Expert vun der Uni Lëtzebuerg, ech mengen, Braum heescht en, net matkritt.

M. Fernand Etgen, Président | Här Mars Di Bartolomeo, hat Dir d'Wuert gefrot?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Entschëllegt, Här President. Entschëllegt, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hat dat net matkritt, datt Dir d'Wuert gefrot hat.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, entschëllegt, Här President. Ech maachen Äschen op de Kapp.

M. Fernand Etgen, Président | Et freet een d'Wuert an da kritt een et.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, däerf ech just eng Bemierkung maachen, wann den Här Premierminister dermat d'accord ass?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Also ech hunn … All Deputéierten ass ëmmer fräi, d'Wuert ze ergräifen. Ech hunn ni e Problem, mee ech decidéieren hei net.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert gefrot gehat. Wann de Premierminister d'accord ass, däerft Der eppes soen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech …, d'Regierung pliéiert sech ëmmer virum éischte Pouvoir, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci. Merci, Här President, a merci, Här Premierminister. Dat, wat Dir gesot hutt, ass mat zwou Hänn ze ënnerschreiwen. An ech hoffen, dass och dee grousse Rechtsexpert vun der Uni Lëtzebuerg, den Här Dokter Professer Stefan Braum, dat zur Kenntnis hëlt, dass hei d'Parlament net geschwächt ginn ass, mee dass dat hei eng Geleeënheet war, dass d'Parlament seng Aarbecht déi ganzen Zäit op eng gutt Aart a Weis weidergemaach huet. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dat … a wann ech mer erlaben, just och dem Staatsrot an och Äre Beamten heibannen …, also et ass eng Aarbecht geleescht ginn, déi wierklech impressionnant och ass.

Här President, et ass och eng Etüd vun der OCDE gemaach ginn, wou mer mierken, dass d'Leit och am Fong d'Bedierfnis hunn, sech och zu grousse politesche Sujeten ze äusseren. Et ass rezent och eng Etüd vun der OCDE iwwert d'Vertrauen an déi ëffentlech Acteure gemaach ginn. A Lëtzebuerg, muss ech Iech soen, schneit an deem Rapport och guer net esou schlecht of: Wärend zu Lëtzebuerg 55,9 %, also eng Majoritéit vun de Befroten, Vertrauen an d'Regierung hunn, läit d'OCDE-Moyenne bei 41,1 %, dat heescht ënnert der Majoritéit. Dat heescht, dass do awer schonn e gutt Resultat do ass.

Mee mir gesinn och, dass awer eng Rëtsch vu Mënsche sech méi Participatioun an Decisiounsprozesser wënschen.

Et ass e klore Lien tëschent Biergerbedeelegung a Vertrauen an d'Regierung. Wat d'Bierger manner am Fong consultéiert ginn, huet ee gemierkt an där Etüd och, ëmsou wéineger spiere se sech representéiert an och entspriechend kleng ass d'Vertrauen an d'Regierung, an d'Demokratie am Allgemengen. Dat heescht, dat beweist och nach eng Kéier, wéi wichteg den Debat vun haut ass. An dofir och all den Intervenantë merci.

Ech sinn elo net hei, fir Konklusiounen ze zéie vun deem engen oder vun deem aneren, mee et si vill Propositioune komm, wéi mer Saache kënne verbesseren. An ech sinn den éischten, dee souguer

Demandeur ass, dass mer och déi eng oder aner Pist sollen zesummen à tête reposée och kënnen diskutéieren. Et ass jo och eng Motioun do, wou mer och froen: „Kommt, mir kucken, wéi mer kënne weidermaachen."

Et ass net alles a Stee gemeesselt, well wann een e bësse lauschtert, spiert een awer och d'Sensibilitéit vun deem engen a vun deem aneren, wéi wäit ee ka goen. Déi eng soen: „Et kann ee weidergoen, mee awer net ze wäit goen." Déi aner soen: „Mir wëllen net weidergoen." Déi aner soen: „Mir wëlle weidergoen." Kommt, mir kucken zesummen, wéi mer kënnen op jidde Fall alles maachen, fir dass déi Politickverdrossenheet hei zu Lëtzebuerg net eng Realitéit gëtt an dass mer et fäerdegbréngen, dass awer nach eng grouss Majoritéit vun de Leit Vertrauen huet, och an Decisiounen, déi mer huelen.

An dat ass net nëmmen eppes fir d'Majoritéit, ech soen Iech dat, Här President. Eng Biergerbedeelegung ass net nëmmen eppes, wat wichteg ass fir eng Majoritéit. Et ass och fir eng Oppositioun wichteg. Et ass wichteg am Fong fir d'Institutioun vun der Politick – la démocratie, la chose commune. Dofir ass eng Biergerbedeelegung och esou wichteg.

A mir gesinn, wat et provozéiere kann, wann d'Leit op eng Kéier d'Gefill hunn, dass Decisioune geholl ginn, déi se éischtens net verstinn an déi am Fong vun hinnen och net gedeelt ginn.

Ech kéint hei, wann ech vu Biergerbedeelegung ... an ech wäert elo kuerz drop agoen. An ech soen och dem Claude Turmes an dem Corinne Cahen e grousse Merci, dass se och hei sinn, well et hätt kënnen all Minister hei, Här President, d'Wuert ergräifen.

D'Madamm Asselborn huet d'Madamm Cahen zitéiert, an eeben deen Accord, deen och fonnt ginn ass mat de Gemenge fir d'Integratioun, ass ee Beweis. Den Här Turmes war e Virreider vun eis, well dat war deen Éischten ... Ech hunn de Klima-Biergerrot, mee de Claude Turmes hat och scho virdrun esou Gremien. Mee all d'Ministeren ..., d'Madamm Bofferding huet esou eppes am Interieur gemaach, den ... an ech kéint een no deem aneren opzielen!

Duerfir stinn ech och haut hei, wéi den Här Roth gesot huet, als Premierminister, well et eebe stellvertriedend ass fir och déi meescht Ministeren, déi soss hei géifen d'Wuert ergräifen.

Mee Dir, Här President, stellvertriedend fir Är Chamber, hutt eng Biergerbedeelegung verstäerkt déi lescht Joren, déi et a ville Parlamenter net gëtt. Ech ginn elo net op d'Petitiounen an, ob se gutt oder net gutt sinn. Ech muss Iech just soen: Et deet dem Bierger gutt, dass e weess, dass en op d'mannst Gehéier fënnt. Et huet net all Petitioun eng Ënnerschréft, an et ass net dofir, dass et eng schlecht Petitioun oder eng gutt Petitioun ass. Et deet gutt, dass de Bierger weess: „Ech hunn awer op d'mannst sensibiliséiert fir e Sujet, dee mir um Häerz läit!"

An et ass net, well en net déi Ënnerschréfte kritt huet, dass e säi Kampf muss fir déi Iddi opginn, well et ass jo eng Iddi, et ass jo eppes, wat e sech wënscht. An dass Der Petitiounen hutt, déi da vun haut op muer Dausenden an Dausende vun Ënnerschréfte kréien, dat ass och ganz oft gutt organiséiert, fir dass dat och klappt, mee dat ass eng lieweg Demokratie!

E Parlament, wou ee fäerdegbréngt, dass mat där neier Verfassung och d'Gesetzestexter kënne vu Bierger kommen, ech weess net, wivill Parlamenter, Här President, dat hunn!

Une voix | E puer.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Jo, awer net vill! An Europa, wann ech géif kucke bei 27, ech sinn iwwerzeegt, dass et keng Majoritéit ass, wou d'Bierger et kënne maachen. Dat heescht, mir sinn do awer och Virreider. A wann ech elo ..., an Dir musst verstoen: Ech luewen d'Chamber fir dat, wat Der gemaach hutt vun de Petitiounen, vun de Gesetzer, vun der Proposition de loi, och vun de Referendumen!

Mir haten eng ganz Prozedur. Ech ginn elo net méi op d'Geschicht an, wou awer och Deputéierte kënne froen, fir dass d'Leit kënne sech aschreiwe goen, fir dass en zweete Vote référendaire organiséiert gëtt bei engem Vote constitutionnel. Mir haten dat jo elo nach viru Kuerzem och hei. Dat heescht, et gëtt eng Rëtsch vu Méiglechkeeten, déi et hei zu Lëtzebuerg haut gëtt, déi et nach virun zéng Joer net gi sinn, an dat si wichteg Etappen, déi sech d'Chamber och ginn huet.

Mir hu bei eis an der Regierung, Här President, eng Rëtsch vu Consultations publiques, déi schonn duerch d'Texter virgesi sinn, dat si Reglementer wéi zum Beispill beim Ausweise vu Waasserschutzzonen, mee awer och bei Gemengereglementer zum Beispill, och bei Ofännerunge vum PAG.

Zanter 2021 ass enquetes.public.lu online, justement deen, deen ëffentlech Enquêten iwwert en zentraliséierte Site méi Visibilitéiten och gëtt an et de Bierger méi einfach mécht, sech esou un enger Enquête och ze bedeelegen. Also, mee a ville Fäll ..., dat si d'Conditions légales, mee et gëtt och vill Fäll, wou d'Ministèren iwwerhaapt guer keng Obligation-légallen hätten, fir et ze maachen.

An dat ass eeben: Et gëtt gemaach, och wa se de Besoin, d'Obligatioun net hunn, eebe fir ze kucken, wat d'Usprech vun de concernéierte Bierger och sinn. A bei deene meeschte Ministërë gesinn ech och, dass se awer d'Biergerbedeelegung net als Iwwel gesinn, fir e Projet éischter an d'Längt ze zéien, mee a munche Fäll souguer derzou bäidréit, dass d'Politick déi richteg Hiewele kann ëmleeën, andeems si méi geziilt op d'Realitéiten och, déi um Terrain sinn, ka reagéieren an eeben och agéieren.

Ech hunn Iech vun Drénkwaasserzone geschwat, et cetera. Ech kéint mat de Gemengen och déi Echangen hunn, déi mer mam Syvicol reegelméisseg hunn, well dat ass och en Deel vun indirekter Biergerbedeelegung, wann ech ka soen, dat sinn déi Liene mat deene Vertrieder, déi mer och hunn.

An, Här Eicher, Dir wäert gesinn, Dir wäert och elo en Telefon kréie vum Staatsministère, et ass e Sujet, dee mer nach um Häerz läit, deen ech nach gäre mat Iech och nach an den nächsten Deeg wéilt diskutéieren.

Den Ëmweltministère huet och Informatiounsversammlunge virum Unhuele vum Héichwaasserrisikomanagement an der Loftqualitéit an och dem Kaméidisplang organiséiert. An och wann déi gesetzlech Enquête-publiquen an deene meeschte Fäll drop limitéiert sinn, interesséiert Bierger opzeruffen a fir e schonn ausgeschaftene Projet och ze aviséieren, hunn eng sëlleg Ministèren decidéiert, d'Bierger eeben am Ufank vun engem Reformprozess direkt mat anzebannen.

Do gëtt et Online-Ëmfroen, do gëtt et representativ Ëmfroen, an den Transportministère huet zum Beispill 2017 22.000 Residenten – och 11.000 Frontalieren – gefrot, zum Beispill, wat d'Demandë si beim RGTR-Reseau. A vun deenen 300 Recommandatiounen, konnten der 200 an der Organisatioun vum RGTR-Reseau och zréckbehale ginn.

Ech kennen den Observatoire digital de la mobilité et cetera an et cetera.

Et gouf bei dem Gemengegesetz eng Ëmfro mat uschléissende Biergeratelieren organiséiert. A justement d'Madamm Bofferding ass och amgaangen, un engem Text ze schaffen, fir d'Biergerparticipatioun op lokalem Niveau och ze stäerken.

Den Ekonomiesministère huet bei „Luxembourg Stratégie" e Questionnaire, wou eng 600 Leit matgemaach hunn.

De Konsumenteschutz schafft un engem Sondage iwwert d'Iessgewunnechten, „Foodcouncil", sollt dat heeschen, do wäert d'Madamm Lenert dru schaffen, fir Bierger an och Experten, deen d'Politick bei der Ernärungspolitick vu muer wäert ënnerstëtzen.

De Ministère fir d'Digitalisatioun huet 2022 de Site zesumme-vereinfachen.lu lancéiert. Also, ech kéint weider, weider, weider drop agoen.

Da falen d'Consultatiounen iwwert d'Zesummeliewen, d'Biergerateliere bei der Null-Offall-Strategie, d'Kulturassisen, d'Consultatiounen an d'Reformen ëm Denkmalschutz, Congé culturel an ëffentleche Bibliothéiken. Dowéinster, ech hunn Iech gesot, d'ganz Regierung kéint hei bal sëtzen, mee ech hu keng Loscht elo, déi Opzielung nach eng hallef Stonn hei weider ze maachen.

Ee Sujet, dee mer awer ganz, ganz wichteg ass, mat zwou wichtegen Initiativen, déi och geholl gi sinn, fir eeben ..., wou d'Biergerbedeelegunge méi wäit gaange si wéi dat, wat mer bis elo och kannt hunn, wéi déi klassesch participativ Instrumenter. Dat ass eng Kéier de Biergerkommitee 2050 am Kader vun der Consultation „Luxembourg in Transition" an de Klima-Biergerrot am Kader och vum PNEC.

Ech wëll guer net op den Detail agoen, wéi dat fonctionéiert huet. Mee ech wéilt awer kuerz op d'Grondiddi hannert dëse Formater, op déi éischt Léieren och eeben agoen, déi mir fir d'Weiderentwécklung vun der participativer Demokratie hei am Land kënnen zéien.

Fir d'éischt ass et wichteg ervirzesträichen, dass d'Biergerkommiteeën, déi iwwert eng länger Period schaffen, esouwuel am In- wéi och am Ausland nach ganz rar geséit sinn. En neie Biergerkommitee ass elo ëmmer eng Zort Experiment, dat ass eeben de Constat, dat zwar wuel op d'Erfarung vu Formater am Ausland och opgebaut ass, awer net ëmmer d'nämmlecht ofleeft.

Et gëtt mëttlerweil e puer Prinzippien, vun deene mer wëssen, dass se onverzichtbar sinn, fir dass awer e Biergerkommitee och e Succès kann hunn. Zu esou Prinzippie gehéiert ënner anerem eng kloer Froestellung. Et kann een net an e Biergerforum goen, an deem ee keng kloer Froen huet respektiv kee kloren Optrag un de Bierger gëtt, an net ouni eng professionell an och eng onofhängeg Betreiung, eng neutral an och eng objektiv Formatioun vun de Bierger duerch Experten, an eng professionell-wëssenschaftlech begleeten Opschaffung och vun de Propositiounen.

De Ministère fir d'Landesplanung huet mat der Organisatioun vum Biergerkommitee 2050 wichteg Pionéieraarbecht och hei am Land geleescht, andeem si dëse Prinzipp fir d'éischte Kéier och hei am Land applizéiert hunn, fir representativ ausgewielte Biergerinnen a Bierger wärend engem Joer participativ och schaffen ze loossen.

An d'Erfarungen, déi hei konnte gesammelt ginn, hunn derbäi gehollef, dee bis elo gréisste Biergerkommitee zu Lëtzebuerg a Form vum Klima-Biergerrot och ze organiséieren. 100 Bierger/inne goufe jo duerfir duerno representativ fir d'Gesellschaft och ausgewielt.

A wann ee sech d'Resultater am Fong vun deenen zwee Biergerkommiteeën ukuckt, kann een nëmmen zur Konklusioun kommen, dass esou Initiativen am Fong den Opwand wäert sinn. Jo, et huet sech rentéiert! D'Quantitéit an d'Qualitéit vun de Propositioune si bemierkenswäert an eng Beräicherung fir de politeschen Decisiounsprozess. An ech muss Iech och matdeelen, dass mir ganz oft mengen, d'Leit wiere méi frileux wéi mir selwer; do kann ech Iech just soen: Ganz oft sinn d'Bierger prett, méi wäit ze goen, wéi mir als Politick et mengen!

Une voix | Richteg!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An dat hu mer zweemol elo bei dëse Forme gehat, wou mer gemengt hunn, dat dote kéint een net maachen, mee wou d'Bierger selwer an enger grousser Majoritéit dat do och froen.

De Klima-Biergerrot huet zum Beispill 140 Mesüre proposéiert, an déi eenzel Mesüre si beim Ëmweltministère an Zesummenaarbecht mat de concernéierte Ministèren och nach an der Analys. Et gëtt genee gekuckt am Fong, wéi eng Mesüren an de spezifesche Kader vum PNEC kënnen integréiert ginn a wéi eng Mesüre vun aneren nationale Pläng kënnen och opgefaange ginn. An et ass fir eis ganz wichteg, dass een eeben déi technesch Dokumenter och huet, fir explizitt op Mesüren, déi op Vermeidung respektiv op Reduzéierung vun Zäregasemissiounen och ofzillen.

Mir stelle sécher, dass op all Propositioun eng Äntwert soll och kommen. Dat ass och eebe ganz wichteg bei der Biederbedeelegung. Dir kënnt net d'Leit eppes froen an duerno, wa se Froen hunn, keng Äntwert hunn. An et ass besser, et seet een Nee, wéi et seet een näischt. Et ass besser, et seet een Nee, well et si verschidde Saachen, déi juristesch net ginn oder déi vläicht net méiglech sinn oder déi um europäesch oder internationale Kader net méiglech sinn. Mee et huet kee Wäert, wann d'Bierger eng Fro stellen, ze soen: „Mir hu keng Anung!" oder „Dir kritt keng Äntwert!" Dann ass et besser, et seet een: „Nee, dat dote geet net, well …", an dann hunn d'Bierger eng méi grouss Satisfaktioun, wéi wa se am Fong keng Äntwert kréien.

Fir eis muss déi Method och transparent sinn. Mir sinn déi Transparenz och deene Bierger, déi sech bedeelegt hunn, schëlleg, an andeems si och gesinn, dass d'Iddien och eppes produzéiert hunn, wäert dat och d'Biergerbedeelegung stäerken.

Mir wäerten elo weider d'Commentairen, d'Avisen an d'Consultations publiques nach eng Kéier considéréieren, ier mer am Summer dann eng nei Versioun vum PNEC och op Bréissel schécken.

Mee dat ass d'Resultat am Fong vun enger Biergerbedeelegung, mengen ech, déi och Erfolleg huet. Et ass net ëmmer alles esou gelaf, wéi se gemengt hunn, Dir gesitt jo och mat den Delaien, si ware sech och net ëmmer eens, an ech si frou, dass een och an engem Biergerrot …, et wier jo schrecklech, wa jo nëmmen eng Zort vu Leit …

An dofir …, et ass jo geschwat gi vun Zéien oder vun Tirage. Et ass wichteg an enger Biergerbedeelegung, well dat, wat deen een oder aneren Orateur gesot huet, dass meeschtens an der Participatioun soss ëmmer déi selwecht awer gäre matmaachen, dat ass e Constat. Mee dat soll net heeschen, dass een et dofir net soll maachen! Mee et ass wichteg, dass een och d'Méiglechkeet gëtt, dass verschidde Profiller, eng Representativitéit vun enger Gesellschaft, och kënne matmaachen.

Et ass d'Fro gestallt ginn, wat déi Leit da kritt hunn. Déi Leit hu genau dat selwecht kritt wéi d'Deputéiert an der Chamber an enger Kommissioun. Mir hunn eis och d'selwecht orientéiert, et war eng Fro, déi hei gestallt ginn ass.

Ech hunn och nach just … Déi Begleedung däerf keng politesch Begleedung sinn, dofir hu mer d'Uni och geholl, dofir hu mer Spezialiste geholl. Et dierf net politesch begleet sinn. D'Madamm Dieschbourg an ech selwer, mir ware just bei der Introductioun derbäi an do war et fäerdeg, an dann, wéi mer d'Konklusioune presentéiert kritt hunn.

Et ass net do, dass een als Politiker, als Buergermeeschter, als Premierminister, als Minister, esou als Watchdog, als Chien de faïence do niewendrusëtzt, fir ze kucken, wat d'Leit do maachen. Et muss een déi … Déi hunn eng Dynamik, déi sech entwéckelt, an dat ass eeben d'Stäerkt vun enger Biergerbedeelegung, dass si selwer d'Gefill hunn: Et ass keen, dee mir elo op d'Fangere kuckt, ech kréien och keng Sanktioun fir Positiounen, déi ech hunn, an ech kann hei fräi matdiskutéieren.

Ech wëll dem Här Benoy och Merci soe fir déi Motioun, déi en deposéiert huet. Mir sinn eis eens: Dat sinn oppen Dieren. Ech mengen, dat heite sinn elo éischt Schrëtt, déi mer gemaach hunn. Ech si frou, wann d'Chamber och der Regierung seet: „Hei, maacht weider an deem dote Sënn, fir ze kucken, wéi een do nach ka méi maachen!" Mir si prett, fir déi Prozeduren och ze analyséieren an och op de Leescht ze huelen.

Mir wäerten d'Resultater vun dësen Analysen och gären hei an der Chamber mat Iech deelen, fir an enger zweeter Phas ze kucken, wéi eng Biergerbedeelegung ee méi kann institutionaliséieren, formaliséieren oder op jidde Fall wéi een nei Forme vu Biergerbedeelegungen och kann hunn.

Mir brauchen eng lieweg Demokratie, Här President. Eng Demokratie, déi just vun uewen erofkënnt, ass keng Demokratie. Eng Demokratie ass do, wou den Echange kënnt, vun uewen erof, vun ënnen erop, an een zesummen eeben deen Echange huet.

Mir gesinn, dass – an dat kléngt elo vläicht ganz blöd, et soll kee mech falsch verstoen – d'Bierger sech fir d'Institutiounen interesséieren. Ech ka mech erënneren, wann Dir eleng eng Porte ouverte hei hutt, wivill Dausenden an Dausende vu Leit einfach kucke kommen, well se gäre kucke kommen, wéi d'Demokratie fonctionéiert.

A wann Debate sinn …, hei ass d'Tribün elo net stellvertriedend fir den Interêt vun der grousser Populatioun, mee de Fait ass, dass d'Leit d'Méiglechkeet hunn iwwert d'Tëlee …, oder Gemengeréit, déi zum Beispill live iwwerdroe ginn, do ass eng Biergerbedeelegung schonn do, wou d'Leit et jo op jidde Fall scho kënne matkréien.

An do, wou duerno d'Leit awer de Kontakt sichen … Ech war selwer Buergermeeschter an enger grousser Stad hei am Land. Ech kann Iech just soen, Här President, dass de Kontakt mam Bierger dat ass, wat d'Essenz vun engem Mandat local beräichert, deen Echange mam Bierger. E Politiker, dee just an enger Tour d'ivoire sëtzt, deen net de Kontakt mam Bierger sicht a just all fënnef Joer oder sechs Joer probéiert, eng Stëmm ze kréien, ass op där falscher Plaz!

Vergiesst ni, fir wien Der do sidd! De Wieler seet Iech Merci, dass Der en net vergiess hutt tëschent de Walen an en net nëmmen erëmerkennt virun de Walen!

Ech soen Iech Merci op jidde Fall fir deen Debat, dee mer hei haten, an déi grouss Volontéit, dass mer zesummen net vergiessen, firwat Politick do ass: net fir d'Politiker, mee fir hir Bierger!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Motion 1

Fir dësen Debat ofzeschléissen, musse mer nach iwwert d'Motioun befannen, déi vum Här Benoy deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech soen dem Här Benoy Merci fir déi Motioun, déi en deposéiert huet, an d'CSV wäert se matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. Kënne mer dës Motioun …? Nee, den Här Keup wëllt nach d'Wuert ergräifen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Jo, am Ufank gëtt geschriwwe vun deem berüümt-berüchtegte Kampfbegréff „le déficit démocratique". An ech mengen, dat ass e Kampfbegréff, dee benotzt gëtt an der Politick, fir, soen ech elo mol, e gewëssent Zil ze erreechen, wat d'Auslännerwalrecht ass. An dofir refuséiere mer am Fong dat Wuert vun „déficit démocratique", och aus deem Grond, well wa mer den Demokratieindex kucken, wou Lëtzebuerg do opgelëscht ass, da gesitt Der, dass Lëtzebuerg ganz, ganz vir bäi ass, dass mer am Fong eng gutt fonctionéierend Demokratie hunn, an duerfir sollte mer net vun Demokratiedefizit schwätzen!

Wann Der erlaabt, hei just e puer Zuelen ze gi vun eppes, wat elo vläicht net esou oft gesot gëtt, dat ass: Mir haten 2018 bei de Chamberwale ronn 320.000 Lëtzebuerger hei am Land wunnen, vun deene waren 259.887 walberechtegt, vun deenen hunn der 233.014 gewielt, dat sinn 89,7 %. Also: 10 % vun de Lëtzebuerger, déi hei am Land gewunnt hunn, sinn net wiele gaangen, obwuel se mussen. Natierlech sinn och eeler Leit derbäi, déi natierlech net d'Flicht hunn.

Wat awer elo interessant ass: Mir haten deemools ronn 100.000 Lëtzebuerger am Ausland wunnen. A vun deenen 100.000 hunn der 1.529 e Walziedel gefrot. Dat sinn also manner wéi 2 %. Och wann Der do déi Mannerjäreg mat ofrechent, wat ongeféier 20 % ausmécht, kommt Der also, wann Der elo all d'Lëtzebuerger kuckt, souwuel déi, déi zu Lëtzebuerg wunnen, wéi och déi, déi am Ausland wunnen, déi och Walrecht hu fir eis Chamber, op eng Walbedeelegung vun ongeféier 69 % an eng Abstentioun vun 31 % bei de Chamberwalen 2018.

Ech wollt dat awer eng Kéier hei och matdeelen, dass mer eng Kéier eis bewosst ginn, dass mir och hei bei eise Chamberwalen eng Abstentioun hu vun 31 %. A wa mer vun Demokratiedefizit schwätzen, wat net onbedéngt dat Wuert ass, wat väicht allgemeng sollt benotzt ginn, da kann ee sech emol einfach d'Fro stellen: Wat kann ee maachen, fir dass déi 31 %, déi net gewielt hu bei de leschte Chamberwalen, awer hätte kënne wielen, bei den nächste Chamberwalen da wielen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. Dann huet den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Selbstverständlech gi mir den Accord zu där Motioun a wäerten déi matstëmmen. Ech wéilt awer just dem Här Keup äntweren, deen elo hei gesot huet, hie kéint net dermat d'accord sinn, dass do géif stoen, dat wär en „déficit démocratique". Also ech wéisst net, wéi een dat soss soll nennen, wann d'Hallschent vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg net kann u Chamberwalen deelhuelen.

Jo, ech weess, mir haten e Referendum doriwwer. Jo, ech weess, dass eng grouss Majoritéit vun de Wieler zu Lëtzebuerg decidéiert huet, dass mer net sollten op dee Wee goen. Mee da kommt, mir sinn awer esou éierlech a mir kënne weiderhi soen, dass dat nach ëmmer en demokrateschen Defizit ass a bleift!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun och mat ënnerstëtzen. Mir hu se och mat ënnerschriwwen. Ech stellen einfach fest, datt déi Zuelen, déi elo genannt sinn, jo awer ganz kloer weisen, datt et en Demokratiedefizit gëtt.

Une voix | Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | 31 % vun de Wielerinnen a Wieler, déi verfassungsméisseg d'Recht hunn, wielen ze goen, maachen dat net. Dat ass fir mech en Defizit, wann en Drëttel vun de Leit doheembleift. An domadder huet Lëtzebuerg e ganz héijen Taux ... glécklecherweis, well mer ... U sech verfälscht dat Ganzt jo e bëssen, well mer eng Walflicht hu fir d'Residenten a keng Walflicht fir d'Non-résidenten, soudatt dat Ganzt sech u sech e bësse verfälscht.

An anere Länner géife se dreeme vun 69 % Walbedeelegung, mee nichtsdestotrotz sollte mer eis awer net dodrobber ausrouen, datt mir déi éischt sinn an engem Ranking, wat d'Walbedeelegung ugeet, wa mer wëssen, wéi et zustane kënnt.

Mir sollten eis bewosst sinn, datt mer en Demokratiedefizit hunn. A mir hunn och en Demokratiedefizit, wann et drëm geet, d'Residenten ze implizéieren. Dat muss net onbedéngt iwwer e Walrecht fir d'Chamberwale goen, do gëtt et och ganz vill Nuancen zwëschent kee Walrecht hunn, bis hin zu eebe komplett aktiven a passive Walen. Ech mengen, datt et do derzwëschent ganz vill Zeenarie gëtt, wou mer nach nëmmen un der Surface gekraazt hunn.

An, ech denken, wa mer wéinstens déi Saachen, déi hei dra stinn, géife maachen ... An Dir wësst, ech hat eng Proposition de loi deposéiert, fir e Biergerrot anzeféieren, an ech si frou, datt mer hei elo nach eng Kéier e bëssen drop zréckkommen a soen: Da maache mer elo endlech eng Analys derfir. Ech hat u sech gehofft, mir hätten dat schonn ugetriggert gehat, mee heiansdo geet et besser, wann een et eng zweet oder eng drëtt Kéier seet, an dann iergendwa gëtt déi Iddi dann och meerheetsfäeg.

Ech si wierklech der Meenung, datt mer emol all déi Nuancen zwëschent guer kenger Bedeelegung an der Maximalfuerderung mussen eruéieren an déi och notzen, de Leit do nolauschteren, wou se sinn, an och zäitno nolauschteren – an net nëmmen all fënnef oder sechs Joer!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert nach un den Auteur vun der Motioun, den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Bon, eng Äntwert op déi Fro vum demokrateschen Defizit koum jo scho vun zwee vu menge Virriedner, wat ech total ënnerstëtzen. Ech wëll da just soen, dass am Debat vu mir, awer och vun enger Rei aneren Deputéierten, däitlech gemaach ginn ass, dass d'Stäerkung vun der participativer Demokratie och nach Äntwerte gëtt op ganz vill aner Erausfuerderungen, déi mer hunn, oder Froen, déi mer hunn, sief et och den Desinteresse, dee mer géintiwwer der Politick hunn, sief et Verdrossenheet, Populismus, d'Feelen ..., Problemer, wou d'Leit sech net méi erëmfannen a richteg informéiert sinn duerch d'sozial Medien, well se ëmmer an enger Bulle ënnerwee sinn, an dass mer duerch d'Participatioun justement dat alles stäerken a gläichzäiteg och doduerch, dass mer d'Leit abannen, kënnen zesumme mat de Leit Äntwerte fannen op grouss Erausfuerderunge vun der Zäit, déi mer hunn, déi einfach haut och vill méi komplex sinn, wéi se et nach viru Jore waren. Dat heescht, den Asaz fir eng méi participativ Demokratie an d'Stäerken esou vun eiser representativer Demokratie geet och vill méi wäit wéi just déi Fro vun dem demokrateschen Defizit.

Da wollt ech awer och jiddwerengem an der ganzer Chamber villmools Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung, déi ganz grouss Ënnerstëtzung fir d'Motioun, déi ech deposéiert hunn. Ganz vill Fraktioune hunn ënnerschriwwen an och d'CSV als gréissten Oppositiounspartei, déi net ënnerschriwwen huet, ënnerstëtzt se awer schonn.

Dat ass no där Debatt haut e ganz staarke Message, dee mer hunn, wou mer soen, mir stäerken d'participativ Demokratie zu Lëtzebuerg, an, voilà, dat ass d'Stäerke vun der Demokratie allgemeng. Mir analyséieren déi Biergerbedeelegungsprozesser, déi mer hunn, a kucken eebe grad, wéi mer se formaliséieren an institutionaliséiere kënnen, an dat ass, mengen ech, e ganz, ganz wichtegt Signal fir d'Stäerke vun der Demokratie zu Lëtzebuerg.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 55 Jo-Stëmme bei 6 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 55 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.22 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Chaudières à pellets	7424	Martine Hansen	82
Particules fines	7444	Fred Keup, Fernand Kartheiser	83
Installations photovoltaïques	7446	Jean-Paul Schaaf	84
Médecins formés en algologie au Luxembourg	7447	Léon Gloden	84
Travaux de réfection du tunnel ferroviaire Schieburg	7449	André Bauler	85
Mobilier et biens culturels des églises désacralisées	7450	Fred Keup, Fernand Kartheiser	85
Pannes d'électricité dans le nord du pays	7452	Martine Hansen	85
Services de bus nocturne	7455	Carlo Weber, Cécile Hemmen	86
Central téléphonique 112	7459	Sven Clement	86
Pénurie de médicaments	7465	Jeff Engelen	86
Radars fixes et mobiles	7466	Nancy Arendt épouse Kemp	87
Situation du trafic dans la région de Steinfort	7467	Jeff Engelen, Fred Keup	87
Centrale nucléaire de Tihange	7468	Martine Hansen	87
Paiement en espèces	7470	Marc Goergen	88
Nombre d'inscriptions et de détentions de brevets de maîtrise par catégorie de brevet et de métier	7471	Myriam Cecchetti	88
Projet d'un pont suspendu au-dessus du lac de barrage	7473	Francine Closener, Carlo Weber	89
Attractivité de la formation professionnelle	7474	Josée Lorsché, Djuna Bernard	89
Travail de jeunesse non formel	7476	Mars Di Bartolomeo	90
Arrêt n° 00176 du 23 décembre 2022 de la Cour constitutionnelle	7477	Léon Gloden	90
Plaque commémorative dans l'ancien bâtiment du Lycée technique agricole	7478	André Bauler	91
Étude sur l'impact de la 5G sur la santé du Service de recherche du Parlement européen	7480	Fernand Kartheiser	91
Bilan des radars	7484	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	91
Signature d'un nouvel accord avec l'entreprise informatique américaine Cisco	7488	Lydia Mutsch	92
Tiny houses	7491	Marc Lies	92
Déclaration sur l'honneur dans le cadre des aides pour chaudières à pellets	7493	Sven Clement	93
« Generative Pre-trained Transformer »	7495	Francine Closener	93
Coopération avec l'entreprise RWE	7496	Marc Goergen	93
Taux de réussite au permis de conduire	7497	Jeff Engelen	94
Plan d'action pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme 2020-2022	7498	Stéphanie Empain, Charles Margue	94
Médicament anti-diabétique « Ozempic »	7499	André Bauler, Gilles Baum	95
TVA sur l'électricité	7502	Max Hengel, Paul Galles	95
Travail pénitentiaire au Centre pénitentiaire Uerschterhaff	7503	Pim Knaff	96
Déguerpissements	7504	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	96
Honoraires d'avocat	7506	Roy Reding	96
Protection des majeurs incapables	7507	Roy Reding	97
Enregistrement des demandeurs d'asile	7508	Nathalie Oberweis	97
Création de nouvelles pharmacies	7509	André Bauler	97
Procédure de classement d'un bâtiment	7511	Marc Goergen	98
Élection présidentielle congolaise 2023	7512	Fernand Kartheiser	98
Statistiques dans le domaine agricole	7515	Martine Hansen	99

Chaudières à pellets | Question **7424** (27/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der Chamberssëtzung vum 22. Dezember sot den Energieminister a senger Ried zu de Bäihëllefe fir Pelletheizungen, d'Firma LuxEnergie géif en Deel vun den Äschen, déi bei der Verbrennung vun de Pellets entstinn, un d'Baueren als Dünger weiderginn. Aus der Etude, déi d'Ëmweltverwaltung 2020 an Optrag ginn hat, geet ervir, datt d'Äschen aus der energeetescher Notzung vu Brennmaterial aus naturbeloossenem Holz nëmmen ënner bestëmmte Viraussetzunge sollen als Dünger genotzt ginn. Virun allem misste reegelméisseg Analyse gemaach ginn. D'Auteure vun der Etude hunn 2020 och drop higewisen, datt d'Verwäertung vun den Äschen als Dünger weeder op europäeschem nach op nationalem Plang juristesch gereegelt ass. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister an un den Här Energieminister stellen:

1. Wéi vill Äschen aus der Verbrennung vu Pellets fale bei der Firma LuxEnergie pro Joer un?
– Wéi vill Äsche ginn als Dünger an der Landwirtschaft agesat?
– Wéi vill Äsche gi vun enger spezieller Offallfirma entsuergt?

2. Wéi vill Entreprisë verwäerten zu Lëtzebuerg insgesamt Äschen als Dünger?

3. Ënner wat fir Bedingunge ginn dës Äschen un d'Bauere geliwwert, ginn et Kontrakter?
– Wa jo, mussen d'Baueren eppes fir d'Äsche bezuelen, a wa jo, wéi vill?

4. Wéi vill Analyse vun den Äsche gi gemaach an a wat fir engem zäitlechen Intervall?

5. Wou ginn dës Analyse gemaach, wéi vill kaschten se a wie bezilt se?

6. Op wat fir Substanze ginn d'Äsche kontrolléiert?

7. Wéi héich sinn am Duerchschnëtt d'Närstoffwäerter vun den Äschen?

8. Wéi héich sinn d'Wäerter vun de problematesche Schwéiermetaller Kadmium a Chrom VI?

9. Ass den Asaz vun Äschen aus der energeetescher Notzung vu Brennmaterial aus naturbeloossenem Holz an der Landwirtschaft mëttlerweil zu Lëtzebuerg juristesch reglementéiert?

Réponse (07/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

De Kontext vun der parlamentarescher Fro geet op d'Chamberplenière vum 22. Dezember 2022 zréck.

Den Energieminister ass am Debat iwwert d'Aféiere vun den Hëllefsmesurë fir d'Haushalter, déi Pellets notzen, drop ugeschwat ginn, wat mat den Äsche vun der LuxEnergie, déi bei der Pelletsverbrennung ufalen, geschitt.

Hien huet sech doropshi bei LuxEnergie informéiert, déi him matgedeelt huet, datt een Deel vun hiren Äschen op Felder ausbruecht gëtt an dat konform zur Legislatioun geschitt. Dës Informatiounen huet hien esou an der Plenière weiderginn.

Parallell huet den Energieminister dee fir Offall zoustännege Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) gefrot fir nozekucken, ob LuxEnergie an alle Punkte vum Offallgesetz en règle ass.

De MECDD huet dunn eng Analys gemaach a gewëss Onreegelméissegkeete festgestallt an de Parquet informéiert. De betraffene Betrib huet d'Ausbréngung op d'Felder gestoppt. D'Detailer zu de weideren Demarchë fanne sech an den Äntwerten op déi gestallte Froen

ad 1. Bei der Firma LuxEnergie sinn um Site Kierchberg säit 2018 an der Moyenne 190 Tonnen Äsche pro Joer aus der Verbrennung vu Pellets ugefall.

– Op Nofro hi krut d'Ëmweltverwaltung d'Informatioun, dass säit 2018 an der Moyenne 81 Tonnen Äsche pro Joer, déi um Brennrouscht – net bei der Ofgasréngegung – bei der Firma LuxEnergie ugefall sinn, an der Landwirtschaft agesat goufen. Dës Praxis gouf awer entre-temps agestallt.

– D'Äsche vun der Firma LuxEnergie, déi net an der Landwirtschaft agesat goufen oder ginn, gi vun enger spezieller Offallfirma entsuergt. Säit 2018 sinn dat an der Moyenne 109 Tonnen Äsche pro Joer gewiescht.

ad 2. D'Ëmweltverwaltung ass am Januar 2023 engem Verdacht vun net gesetzeskonformer Offallgestioun/-transport/-valorisatioun vun esou Äschen aus der Holzpelletsverbrennung nogaangen. Nodeems sech déi Faite bestätegt hunn, sinn déi dräi implizéiert Acteuren – de Produzent vun den Offäll, een Transporteur an ee Bauer – opgefuerdert ginn, déi net autoriséiert Aktivitéiten direkt anzestellen. Eng Kopie vun dësen Dokumenter gouf un de Parquet adresséiert.

Aktuell ass keen anere Fall bekannt, wou Äschen an een Dünger gemëscht oder als Dünger verkaaft gi wieren. Zu Lëtzebuerg gëtt et och kee klasseschen „Düngemëttelproduzent".

ad 3. Bei Äschen aus Verbrennungsprozesser vun der energeetescher Notzung vun Holz handelt et sech ëm een Offall nom Artikel 4 aus dem Offallgesetz („loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets").

Prinzipiell ass et esou, dass een eng Geneemegung nom Offallgesetz brauch, fir Offäll ze transportéieren, ze valoriséieren oder ze eliminéieren. An de Geneemegunge fir d'Valorisatioun an d'Eliminatioun ginn ë. a. „contrats d'acceptation" virgeschriwwen, an deenen d'Eegenschafte vun den Offäll definéiert ginn. Et kann een awer och fir een Offall de Statut „fin de statut du déchet" nom Artikel 7 vum Offallgesetz ufroen. Dëst bitt sech z. B. fir Offäll un, déi eng wéineg variabel Zesummestellung hunn. Wann dëst accordéiert gëtt, handelt et sech legal gesinn ëm ee Produit an et ënnerläit een deemno net méi der Autorisatiounsflicht nom Offallgesetz.

Ob a wéi vill fir Offäll oder esou Produite bezuelt gëtt, ass eng Saach tëscht deene jeeweilegen Acteuren a muss de staatlechen Instanzen net matgedeelt ginn.

ad 4. Dëst gëtt an den ugeschwatene Geneemegunge festgeluecht oder et gëtt am Kader vun der Unerkennung vum „fin de statut du déchet" festgeluecht, wéi enge Krittären d'Material muss entspriechen a wéi a wéi dacks dat kontrolléiert muss ginn.

ad 5. Esou Analyse musse vun agreéierte Laboratoirë gemaach ginn. D'Käschten dofir dréit an der Reegel den Offallproduzent. Et steet awer den implizéierten Acteure fräi, dee finanziellen Aspekt ënnert sech anescht ze reegelen.

ad 6. Wann Äschen an der Landwirtschaft als Dünger solle verwäert ginn, mussen se de Krittäre vum Reglement 2019/1009 vum Europäesche Parlament a vum Conseil iwwert d'Dünger entspriechen an op déi doranner genannte Wäerter ënnersicht ginn. Déi selwecht Krittäre gëlle fir déi ugeschwaten Dispositioune vum Offallgesetz. Bei enger aner Verwäertung gi ggf. aner Krittäre gekuckt.

ad 7. Aus enger Etude, déi d'Ëmweltverwaltung 2020 an Optrag ginn hat, sinn Äschen aus dem Brennkessel vu 5 verschiddene Pelletsanlagen aus Lëtzebuerg analyséiert ginn. Follgend Närstoffwäerter goufe bei dëser Campagne festgestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 8. Am Kader vun der uewe genannter Etüd goufen an den Äsche fir de Kadmium 0,2 bis 21 mg/kg a fir de Chrom VI 4,5 bis 400 mg/kg festgestallt.

ad 9. Nieft de schonn erwäänten Dispositiounen aus dem Offallgesetz, spillt d'Reglement 2019/1009 vum Europäesche Parlament a vum Conseil iwwert d'Dünger vum 5. Juni 2019, dat d'Äschen aus der Holzverbrennung an d'Materialkategorie 13, „matières obtenues par oxydation thermique et leurs dérivés", aklasséiert. Deemno däerfen dës Äschen, ënnert der Konditioun, datt se hiren Offallstatut verléieren, als Dünger gebraucht ginn oder kënnen als Additif an en Dünger bäigemëscht ginn, dat Ganzt ënnert der Konditioun, datt d'Grenzwäerter agehale ginn, déi am Reglement präziséiert sinn.

Particules fines | Question **7444** (05/01/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem Artikel am „Tageblatt" („Die Zukunft durch Verbote gestalten", 3. Januar 2023) schreift de fréiere sozialistesche Minister Robert Goebbels ënnert anerem och iwwer Feinstëbs. Feinstëbs ass ëmmer am natierlechen Ëmfeld, gouf awer an Dieseldiskussioune vill als Argument géint de Verbrennungsmotor gebraucht. Tatsächlech bréngt d'Mobilitéit Feinstëbs haaptsächlech duerch d'Ofnotze vu Pneuen a Bremsplacketten. Grad dës zwee Elementer sinn awer bei Elektroautoe mat hirem héije Gewiicht besonnesch signifikant.

An dësem Kontext wéilte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu méi strenge Feinstëbsnormen op EU-Niveau, déi den Här Goebbels a sengem Artikel uschwätzt? Ass dat wëssenschaftlech vertriedbar? Sinn déi ëmstridde Moossmethoden a -standuerter gekläert? Ass zweiwelsfräi gekläert, wéi vill Feinstëbs natierlech a wéi vill mënschegemaacht ass? Kann d'Regierung d'Informatioune bestätegen, datt déi 72 Statiounen zu Lëtzebuerg keen Iwwerschreide vun den aktuellen Norme gemooss hunn?

2. Spillt d'Gewiicht vun den Elektroautoe beim Produzéiere vu Feinstëbs duerch Pneuen a Bremsplacketten eng entscheedend Roll?

3. Ass d'Pneuesteier eng satiresch Prophezeiung vum Här Goebbels oder gëtt et konkreet Projeten?

Réponse (07/02/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Impakt vum Feinstëbs op d'Gesondheet ass wëssenschaftlech beluecht an et ass och wäitleefeg akzeptéiert, dass de Feinstëbs (virun allem Partikele vun 2,5 µm) dee Faktor vun der Loftverschmotzung ass, deen de gréissten negativen Impakt op d'Gesondheet vum Mënsch huet.

Wat d'Partikele méi kleng sinn (2,5 µm a méi kleng), wat se méi déif an d'Longe kënnen antrieden an och esouguer an d'Blutt an dann am ganze Kierper verdeelt ginn. Dëst ass net de Fall fir Partikele vun 10 µm, déi just déi iewescht Otemweeër kënne besidelen. D'cheemesch Kompositioun spillt och eng wichteg Roll. De Feinstëbs ass e komplext Theema an déi Partikelen, déi beim Autofuere produzéiert ginn (Verbrennung, Bremsen, Kontakt vun de Pneue mat der Strooss), hu verschidde Gréissten an och cheemesch Kompositiounen.

Eng Expositioun kann en Effekt op d'kardiovaskulaire Gesondheet hunn an domat de Risiko, fir en Hiereschlag (AVC) oder en Häerzinfarkt ze kréien, erhéijen, awer och zu Kriibs féieren a chronesch respiratoresch Krankheete verursaachen oder verstäerken.

Richtwäerter vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO):

Am Joer 2021 huet d'WHO nei Richtwäerter erausbruecht fir d'Faktoren, déi d'Loftqualitéit beaflossen. Dës Richtwäerter si baséiert op enger systematescher Analys vu wëssenschaftleche Publikatiounen, déi den Impakt vun der Loftverschmotzung op d'Gesondheet beschreiwen. D'Anhale vun dëse Richtwäerter géingen et erlaben, d'Risikoen ze reduzéieren an d'Gesondheet vun der Populatioun laangfristeg zu schützen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir kënnen d'Objektiver vum Green Deal an dem „Zero Pollution Action Plan" ze realiséieren, iwwerleet d'Europäesch Unioun elo, wéi d'Direktivë kënnen un d'Richtwäerter vun der WHO ugepasst ginn, fir d'Risikofaktore laangfristeg esou ze reduzéieren, dass d'Gesondheet vun der Populatioun geschützt ka ginn.

De Graphique hei ënnendrënner weist d'Evolutioun vu virzäitegen Doudesfäll, déi duerch Expositioun zu PM2.5 (Particulate Matter of 2.5 µm) Konzentratiounen ausgeléist ginn, déi iwwert de Richtwäerter vun der WHO leien (et handelt sech heibäi ëm Estimatiounen). Fir eng Reduktioun vu 55 % vu virzäitegen Doudesfäll par rapport zum Joer 2005 ze erreechen (Zil vum Zero Pollution Action Plan), musse weiderhi vill Efforte geleescht ginn, fir d'Emissioune vun de PM2.5 Partikele kontinuéierlech ze reduzéieren.

Ouni eng Adaptatioun vun den europäeschen Direktiven ass et der WHO no an den Analyse vun der europäescher Ëmweltagentur (EEA) no onwarscheinlech, dass eng weider Reduktioun vun der Expositioun zum Feinstëbs kann erreecht ginn an domat e Gesondheetsschutz ka garantéiert ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Wat „d'particules ultrafines" ugeet, ginn et nach keng Richtwäerter vun der WHO, well et nach net genuch wëssenschaftlech Etüde gëtt, déi den Impakt op d'Gesondheet konkreet analyséieren. D'WHO recommandéiert awer, dass een déi Partikelen och soll moossen a gëtt preliminär Valeuren un, déi een héijen oder nidderegen Niveau uweisen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Et gëtt vill verschidde Sourcen, déi Feinstëbs produzéieren, wéi den Diagramm hei ënnendrënner vun der EEA (European Environmental Agency) weist.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Diagramm weist, dass de Feinstëbs (PM2.5 a PM10) am Allgemengen an Europa haaptsächlech duerch d'Industrie an d'Wunnhaiser produzéiert gëtt. Den Trafic dréit méi e klengen Deel dozou bäi. Do gëtt et awer vu Land zu Land Ënnerscheeder.

Niewent dem mënschegemaachte Feinstëbs sinn déi natierlech Sourcë Bëschbränn, Vulkanausbréch, an zum Beispill Verwehunge vu Saharastëbs, deen Dausende vu Kilometer ka weider gedroe ginn.

Natierlech Feinstëbsproduktioun ass net negligeabel a ka vu Land zu Land verschidde sinn, esou wéi och déi mënschegemaachte Feinstëbsproduktioun. Fir de kumulativen Effekt ze verréngeren ass et wichteg, d'mënschegemaachte Feinstëbsproduktioun ze reguléieren an esou vill wéi méiglech ze reduzéieren.

Op EU-Niveau sollen ënnert anerem méi streng Feinstëbsnorme bei de Stroossegefierer duerch d'Euro 7 Norm ab 2025 agefouert ginn. De Virschlag befënnt sech am Moment an der europäescher Consultation

publique.[1] An dësem Virschlag sollen och d'Elektrogefierer mat abezu ginn, fir de Feinstëbs vum Pneuen- a Bremsofriff erofzedrécken, well dës mëttlerweil déi Haaptquelle vu Partikelemissioune bei Gefierer sinn (cf. Äntwert op d'Fro 2).

Zu Lëtzebuerg gëtt de Feinstëbs (PM10 an PM2.5) op 8 Miessstatiounen uechtert d'Land gemooss. Heifir ginn déi vun der EU-Loftqualitéitsdirektiv virgeschriwwe Miessmethoden applizéiert. Dëst geschitt ënnert anerem u sougenannten Traficstatiounen, wou de Feinstëbs haaptsächlech vum Brems- a Pneuenofriff hierstaamt.

Lëtzebuerg hält d'Grenzwäerter fir de Feinstëbs aus der EU-Loftqualitéitsdirektiv an. Hei gëtt keen Ënnerscheed zwëschent natierlechem a mënschegemaachtem Feinstëbs gemaach.

ad 2. Den Undeel vun den Ofriffemissioune vun Autoen un de gesamten nationale Feinstëbsemissioune war 2020 mat 9 % relativ niddereg. Déi technologesch Entwécklunge vun de leschte Joerzéngten hunn sech virdeelhaft op de Feinstëbsausstouss vun Autoe mat Verbrennungsmotor – besonnesch duerch d'Partikelfiltere bei Dieselautoen, an awer och Autoen, déi mat Bensinn bedriwwe ginn – ausgewierkt. Duerch dës Entwécklung entsteet aktuell de Gros vun de stroosseverkéiersbedéngte Partikelemissiounen duerch den Ofriff vu Pneuen a Bremsen, deen natierlech och bei Elektrogefierer stattfënnt. D'Bild 1 weist d'Entwécklung vun de gesamte PM10 Emissiounen (PM10 = Partikele mat engem Duerchmiesser <10 µm) am Lëtzebuerger Stroosseverkéier säit 1990 (gro Linn), an d'Feinstëbsemissiounen duerch Ofgasemissiounen (blo Linn) respektiv Pneuen- a Bremsofriff (orange Linn) vun Autoen. Wärend d'Ofgasemissioune vun den Autoen déi lescht 20 Joer – trotz der steigender Unzuel vu Gefierer – kontinuéierlech erofgaange sinn, hunn d'Ofriffemissiounen duerch Pneuen a Bremsen zougeholl a leie säit 2012 iwwer den Ofgasemissiounen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Onofhängeg vun der Motorisatioun huelen d'Feinstëbsemissiounen duerch Pneuen- a Bremsofriff mam Gewiicht vum Gefier zou[2]. En Elektroauto ass an der Moyenne 300 kg méi schwéier wéi e Verbrenner mat änlechen Dimensiounen[3]. Dat zousätzlecht Gewiicht vun engem Elektroauto huet en direkten Afloss op d'Ofriffemissiounen. Allerdéngs gëtt de Bremsofriff bei Elektroautoen duerch dat regeneratiivt Bremse reduzéiert, sou datt een dovun ausgoe kann, datt an der Zomm Emissioune vu Brems- a Pneuenofriff bei Verbrenner- an Elektroauto identesch sinn. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3291 vum 11. Dezember 2020 am Detail erkläert, huet d'OECD 2020 an hirem Bericht[4] konstatéiert, dass d'PM10 Emissiounen duerch den Ofriff bei 100 % Elektroautoe 5–19 % méi niddereg si wéi bei Autoe mat Verbrennungsmotor. Bei de PM2.5 Ofriffemissioune sinn d'Ënnerscheeder méi kleng, woubäi an der Moyenne déi liicht 100 % Elektroautoen ënnert de Wäerter vun Autoe mat Verbrennungsmotore leien an déi méi schwéier Gefierer sech liicht driwwer usidelen. Ausserdeem ass ze erwaarden, dass souwuel Bremswéi Pneuenhiersteller sech an deenen nächste Joren intensiv mat dëser Thematik beschäftege wäerten an zukünfteg technologesch Entwécklungen eng Reduktioun vun Ofriffemissioune wäerte méiglech maachen.[5] Dëst wäert, wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 1 ernimmt, warscheinlech och duerch déi méi streng Euro 7 Norm bekräftegt ginn.

ad 3. Wéi uewen ernimmt, gëtt d'Thematik vun de Feinstëbsemissiounen am Transportsecteur grad am Kader vun der Propos fir déi nei Euro 7 Norm behandelt. Dësen Usaz, fir domadder d'Hiersteller vu Gefierer, Bremsen a Pneue fir den europäesche Marché an d'Verantwortung ze huelen, ass sécherlech dee sënnvollsten Usaz fir ze garantéieren, datt bei neie Gefierer d'Gesamtfeinstëbsemissioune weider erof wäerte goen.

Installations photovoltaïques | Question **7446** (05/01/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

A senger Ried zur Lag vun der Natioun sot de Premierminister, „datt no enger Transitiounsphas op der ganzer Daachfläch vun all nei Konstruktioun eng Fotovoltaikanlag muss installéiert ginn". Hie sot och, datt de Staat d'Käschte vun der Anlag fir déi Leit géif iwwerhuelen, déi sech d'Installatioun net kënne leeschten. Wann d'Anlag iwwert d'Stroumproduktioun amortiséiert wier, kréich de Proprietär se geschenkt. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un Här Premierminister an un den Här Energieminister stellen:

1. Wat ass mat „enger Transitiounsphas" gemengt?

2. Wéi gesäit d'Zäitschinn vun der Mesure aus, bis wéini soll se gräifen?

3. Wéi soll dës Mesure ganz konkreet fir d'Leit, déi nei bauen, ëmgesat ginn?

4. Wéi soll d'Mesure an de Bauteregelementer vun de Gemenge gereegelt ginn?

5. Kréien d'Gemengen e Règlement-type, deen si alleguer an hire Bauteregelementer verankere mussen, fir datt eng landeswäit eenheetlech Reglementatioun gëllt?

6. Wie soll kontrolléieren, ob effektiv op all neien Daach eng Fotovoltaikanlag installéiert gouf?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

D'Regierung ass amgaang, d'Gesetzestexter auszeschaffen, déi néideg sinn, fir déi annoncéiert Fotovoltaikinitiativ ze realiséieren, an déi d'Äntwerten op d'Froe vum honorabelen Deputéierte liwweren, esoubal se fäerdeg sinn.

Médecins formés en algologie au Luxembourg | Question **7447** (05/01/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

La nomenclature des actes et services des médecins de la CNS mentionne sous le code 77 une « consultation majorée du médecin formé en algologie et exerçant en unité hospitalière de diagnostic, de traitement et de soins médicaux prenant en charge des patients présentant un état de douleurs chroniques ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Qu'est-ce qu'on entend par le terme « formé en algologie » ?
– Qui définit le contenu de cette formation et de la reconnaissance au Luxembourg, sachant qu'il ne s'agit pas d'une spécialité médicale inscrite sur la liste officielle des spécialités médicales ?
– Quel est le contenu de cette formation ?
– Combien de médecins sont formés en algologie au Luxembourg ?

2) Qu'est-ce qu'on entend par le terme « unité hospitalière de diagnostic, de traitement et de soins médicaux prenant en charge des patients présentant un état de douleurs chroniques » ?
– Quels sont les critères pour la reconnaissance d'une telle unité hospitalière ?
– Dans quel établissement hospitalier ces unités sont-elles localisées ?

3) Est-ce que les ministres ne sont pas d'avis qu'il faudrait délocaliser la prise en charge des patients présentant un état de douleurs chroniques en favorisant la prise en charge dans des cabinets des médecins formés en algologie et en leur permettant d'appliquer le tarif en question en évitant ainsi des temps d'attente trop longs ?
– Si oui, quand est-ce qu'on pourra s'attendre à une libération du tarif en question pour tous les médecins formés en algologie ?

Réponse (06/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Il s'agit de médecins ayant suivi une formation complémentaire centrée sur la prise en charge de la douleur.

– À ce jour, différentes universités proposent des formations en matière d'algologie. Cependant, au Luxembourg, l'algologie n'est en effet pas inscrite dans la liste des spécialités médicales reconnues au Grand-Duché de Luxembourg telle que retenue dans le règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 fixant la liste des spécialités en médecine et médecine dentaire reconnues au Luxembourg. À ce jour, un médecin ne peut donc pas se prévaloir parmi ses titres d'être spécialiste en algologie.

– Le contenu des formations est variable en fonction des universités qui les dispensent, mais elles comprennent pour la plupart les éléments de base, à savoir les mécanismes de la douleur et les principes d'évaluation et de prise en charge.

– Actuellement, il n'existe pas de recensement des médecins ayant suivi une formation en algologie.

ad 2) L'unité hospitalière est, selon les dispositions de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, une unité de soins telle que définie à l'article 2(1)1, à savoir une « unité fonctionnelle soit d'hospitalisation soit médicotechnique prenant en charge des patients, située dans une même enceinte architecturale et relevant d'une dotation et d'une gestion commune ».

– Les critères relatifs à une telle unité hospitalière sont précisés dans l'annexe 2 de la loi hospitalière modifiée du 8 mars 2018.

– Selon l'annexe 2 de la loi hospitalière modifiée du 8 mars 2018, ces unités hospitalières sont localisées dans les établissements hospitaliers. Les services hospitaliers d'oncologie, d'orthopédie et de rééducation fonctionnelle disposent d'un accès direct à ces unités ou d'une convention si l'établissement ayant une autorisation pour un de ces services hospitaliers ne dispose pas d'une telle unité.

[1] https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12313-Europaische-Normen-fur-Fahrzeugemissionen-Euro-7-fur-Pkw-leichte-Nutzfahrzeuge-Lastkraftwagen-und-Busse_de

[2] Farzan Oroumiyeh, Yifang Zhu, Brake and tire particles measured from on-road vehicles: Effects of vehicle mass and braking intensity, Atmospheric Environment: X, Volume 12, 2021, 100121, ISSN 2590-1621, https://doi.org/10.1016/j.aeaoa.2021.100121

[3] David C.S. Beddows, Roy M. Harrison, PM10 and PM2.5 emission factors for non-exhaust particles from road vehicles: Dependence upon vehicle mass and implications for battery electric vehicles, Atmospheric Environment,
Volume 244, 2021, 117886, ISSN 1352-2310, https://doi.org/10.1016/j.atmosenv.2020.117886

[4] OECD, Non-exhaust Particulate Emissions from Road Transport, 2020, https://www.oecd.org/environment/non-exhaust-particulate-emissions-from-road-transport-4a4dc6ca-en.htm

[5] Mobilität ohne Feinstaub, Projekt ZEDU-1: https://www.dlr.de/content/de/artikel/news/2021/01/20210113_null-emissions-antrieb-mobilitaet-ohne-feinstaub.html

Selon les projets hospitaliers déposés en 2018, de telles unités sont présentes dans les quatre centres hospitaliers (CHL, HRS, CHdN et CHEM) ainsi qu'au Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation.

ad 3) Le réseau de compétences « douleur chronique » a été autorisé en date du 15 novembre 2022 et est en cours de transposition et vise à assurer une meilleure prise en charge en matière de douleur chronique au niveau du secteur hospitalier et du secteur extrahospitalier.

Travaux de réfection du tunnel ferroviaire Schieburg | Question **7449** (05/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Nom Broch am Tunnel tëscht Kautebaach a Wëlwerwolz viru bal fënnef Méint ass vun den CFL matgedeelt ginn, datt déi infrastrukturell Aarbechten amgaang sinn an datt se net virun Abrëll ofgeschloss wäerte kënne ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Wat fir Aarbechte konnte bis elo am Tunnel weidergedriwwe respektiv ofgeschloss ginn?

– Ass et eventuell zu Komplikatiounen oder onerwaarte Contraintë komm?

– Kann den ugekënnegten Timing agehale ginn oder besteet e Risiko, datt dës Aarbechte méi laang brauche wéi ugeduecht?

– Ass vusäite vun den CFL virgesinn, fir déi betraffen Usageren a Gemengen a reegelméissegen Ofstänn iwwer de Verlaf vun den Aarbechten ze informéieren?

Réponse (06/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Konzept fir d'Reouverture ass weiderhin dat, wat an der Pressekonferenz vum 15. November 2022 virgestallt ginn ass. Um Terrain si bis Enn Januar 2023 follgend Aarbechte realiséiert ginn:

– Nei Zoufaart op de Südkapp vum Tunnel;
– Ofschloss vun de Sondéierungsbuerungen an Investigatiounen;
– Stabilisatioun vum Gestengs, dat an den Tunnel gefall ass;
– Injektiounen hannert de Bou ronderëm de betraffene Beräich;
– Gespréicher mat de betraffene Proprietären an Ufro vun den néidegen Autorisatiounen;
– Ariichtung vun den Aarbechtsberäicher fir d'Injektiounsbuerungen iwwert dem Tunnel;
– Realisatioun vun den éischten Injektiounsbuerunge vu baussen a Richtung Tunnel.

Bis elo ass et ofgesi vun de mat Momenter déiwen Temperature bei der Exekutioun vun den envisagéierte Rehabilitatiounsmesuren nach net zu Komplikatiounen oder onerwaarte Schwieregkeete komm.

Den ugekënnegten Timing ka momentan agehale ginn. Vu dass et sech awer ëm komplex Aarbechten op ageengtem Raum handelt, muss een trotzdeem ëmmer mat Imprevue rechnen.

D'CFL envisagéieren, deemnächst dem Public en état d'avancement vun den Aarbechten ze kommunizéieren.

Mobilier et biens culturels des églises désacralisées | Question **7450** (06/01/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Wéi een an engem Artikel am „Quotidien" vum 24.11.22 noliese kann, gehéieren 344 vun de 490 Kierchegebaier hei am Land de Gemengen. Säit 2018, also säit der Trennung vu Kierch a Staat, goufen 21 Kierchen desakraliséiert an zum Deel fir aner Zwecker reamenagéiert.

An deem Zesummenhank hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung preziséieren, ob wäertvoll Kulturgidder, ewéi z. B. Statuen, aus deenen desakraliséierte Kierchen erausgeholl goufen? Wa jo, goufen déi an e Musée opgeholl oder un d'Äerzbistum iwwerginn? Gëtt et fir d'Versuerge vu reliéise Kulturgidder aus desakraliséierte Kierchen en Ofkommes tëschent weltlechen a reliéisen Autoritéiten oder ginn Ad-hoc-Léisunge gesicht?

2. Wéi vill Kierchen, déi säit 2018 desakraliséiert goufen, hunn nach keng nei Verwendung fonnt? Wat wäert mat dëse Kierche geschéien?

3. Wéi vill Kierchen, déi a Gemengenhand sinn, goufe säit 2018 verkaaft? Kann d'Regierung preziséieren, u ween dës Kierche verkaaft goufen?

Réponse (06/02/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Den Artikel 13 vum Gesetz vum 13. Februar 2018 iwwert d'Gestioun vun de Kierchegebaier erlaabt et dem Kierchefong, de Mobilier aus allen desakraliséierte Kierchen oder Kapellen ze halen, an definéiert och déi entspriechend Konditiounen.

Aus dësem Artikel geet ervir, datt all Mobilier, deen an de Kierche steet, dem Kierchefong gehéiert, mat Ausnam vum Mobilier, deen ënnert d'Dispositioune vun den Alineaen 3 a 4 vum Artikel 525 vum Code civil fält. D'Gestioun vum Mobilier läit deemno an der Verantwortung vum Kierchefong. Eng vun den Aufgaben, déi de Kierchefong sech an dësem Zesummenhang ginn huet, ass déi, en Inventaire vun all dem reliéise Mobilier aus de Kierchen a Kapellen an der Diözes unzeleeën.

Wann eng Kierch desakraliséiert gëtt, mécht de Kierchefong fir d'éischt eng Bestandsopnam vum Mobilier, dee sech an der Kierch befënnt, oder aktualiséiert den Inventaire. Am Fall, wou de Kierchefong e Mobilier aus enger desakraliséierter Kierch eraushëlt, gëtt dëse Mobilier an der Reegel an anere Kierchen ënnerbruecht, wa méiglech an der selwechter Gemeng oder innerhalb vun der Par. Objeten, déi net kënnen a Kierchen ënnerbruecht ginn, bréngt de Kierchefong op anere Plazen ënner. Et goufe keng Objeten un e Musée iwwerdroen. Och ass kee Mobilier aus den desakraliséierte Kierchen aus der Proprietéit vum Kierchefong un den Äerzbistum iwwergi ginn. Et gëtt keen Ofkommes tëscht der reliéiser an der weltlecher Autoritéit, wat d'Versuerge vu reliéise Kulturgidder aus desakraliséierte Kierchen ugeet.

De Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (MNAHA) huet zanter 2018 keng Objeten aus desakraliséierte Kierchen iwwerholl, weeder als Don oder Kaf, nach als Dépôt à long terme.

De Kulturminister ka Kulturgidder, déi an d'Lëscht vum Artikel 44(2) vum Patrimoinesgesetz vum 25. Februar 2022 falen, klasséieren. Heidrënner falen och vill Kulturgidder aus de Kierchen.

Fir klasséiert Kulturgidder aus de Kierche muss de Proprietär sech ëm d'Versuerge këmmeren (Artikel 50 aus dem Patrimoinesgesetz). De Kulturministère huet keen Depot oder soss Konventiounen, fir déi Kulturgidder ze iwwerhuelen an ze versuergen. Am Fall, wou d'Conservatioun vun engem geschützte Kulturgutt net garantéiert oder respektéiert gëtt, gesäit d'Patrimoinesgesetz verschidde Prozedure vir, fir e geschützte Kulturgutt ze schützen. Mir verweisen hei op d'Artikelen 58 bis 61 vum Gesetz, i. e. Mise en demeure, ordonner des mesures conservatoires utiles oder den Transfert provisoire de l'objet.

D'Regierung ass net an d'Desakralisatiounsprozedur vun de Kierchegebaier agebonnen a verfüügt just iwwert déi Informatiounen, déi d'Gemenge vu sech aus matdeelen. Et gi Gemengen, déi nach keng konkreet Projete mat hiren desakraliséierte Kierchen hunn, anerer notze se fir humanitär, kulturell oder touristesch Zwecker oder stelle se fir zivill Zeremonien zur Verfügung.

Der Regierung ass net bekannt, ob eng desakraliséiert Kierch verkaf ginn ass.

Pannes d'électricité dans le nord du pays | Question **7452** (09/01/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An de leschten 8 Deeg koum et am Norde vum Land zu gréissere Stroumausfäll. Net méi spéit wéi gëschter Owend waren insgesamt 5 Gemenge betraff. Sou war an Deeler vun der Gemeng Wëntger fir ongeféier 157 Minutte kee Stroum. Zu Wolz waren et 161 Minutten an zu Wal, Groussbus an Esch-Sauer huet et 31 Minutte gedauert, bis de Stroum erëm do war. An der Gemeng Esch-Sauer gouf et och schonns op Neijoerschdag eng Pann, déi eng knapps Stonn laang gedauert huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Wat waren d'Ursaache fir déi gréisser Stroumpannen am Norde vum Land vum 1. respektiv 8. Januar 2023?

2. Wat gëtt ënnerholl, fir de Risiko vun esou grousse Stroumpannen ze minimiséieren?

Réponse (17/01/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Op Nofro huet d'Creos matgedeelt, dass et sonndes, den 1. Januar géint 8.50 Auer zu engem automatesche Feelerausléiser am Posten Nacher koum. Hei waren 21 Lokalitéite mat insgesamt 2.020 Uschléss wärend 57 Minutten ouni Stroum. D'Equippe vun der Creos hunn nach den Dag selwer déi ganz Fräileitung kontrolléiert, konnten awer kee Feeler un engem Equipement feststellen, soudass d'Ursaach domat onbekannt bleift.

Sonndes, den 8. Januar huet géint 17.50 Auer am Poste Rulljen den Depart Wolz op e Feeler hin ausgeléist. Betraff vun dësem Ausfall, deen op en defekte Kabel zu Wolz tëscht der Primärschoul an der Brasserie zeréckzefëieren ass, waren 32 Lokalitéiten an insgesamt 4.520 Uschléss. 70 % vun de Leit haten no 26 Minutten nees Stroum an 81 % no 1,5 Stonnen. No 3 Stonne war d'Netz erëm zu 100 % retabléiert.

Generell si sou gréisser Stroumpannen op Mëttelspannungsniveau éischter seelen, 2022 hat d'Creos insgesamt 59 Ënnerbriechungen um Mëttelspannungsniveau. Dovu waren 19 Beschiedegunge vun Drëtter (Déier oder Mënsch), 9 sougenannt „conditions atmosphériques" Ursaachen a 34-mol war e Materialschued als Ursaach ze nennen.

Generell sief ausserdeem bemierkt, dass Lëtzebuerg ënnert deene Länner an Europa mat der beschter Versuergungsqualitéit ass, esou wéi an engem Rapport vun 2022 vum Council of European Energy Regulators (CEER) an dem Energy Community Regulatory Board (ECRB)[6] constatéiert.

[6] Council of European Energy Regulators (CEER) and Energy Community Regulatory Board (ECRB): 7th Benchmarking Report on the Quality of Electricity and Gas Supply

ad 2. Fir de Risiko vu Stroumpannen ze minimiséieren, ënnerhëlt d'Creos déi follgend Moossnamen:

1. Sensibiliséierung vun Drëtter, déi ronderëm d'Infrastrukture vun der Creos schaffen.
2. Réckbau vun de Mëttelspannungsfräileitungen an d'Ersetzen duerch ënnerierdesch Kabelstrecken. Ongeféier 75 % vum Mëttelspannungsnetz an 83 % vum komplette Stroumnetz sinn haut schonn ënnerierdesch, wat och um europäeschen Niveau eng iwwerduerchschnëttlech Performance ass[7].
3. Konsequent Investitiounen an d'Erneiere vun eeleren Equipementer (Leitungen a Stroumposten), fir d'Materialdefekter ze minimiséieren.
4. En effizienten an zäitnoen Depannage duerch d'Equippen um Terrain an am Dispatching.

Services de bus nocturne | Question **7455** (09/01/2023) de **M. Carlo Weber** | **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Fir d'Mobilitéit an d'Sécherheet vun de Bierger och am Nuetsliewen ze garantéieren, si Servicer wéi de Late Night Bus oder privat Déngschtleeschtungen, wéi den Night Rider vu grousser Wichtegkeet. Et ass esou, datt de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten e Subsid u Gemengen oder Associatiounen, déi sou eng Offer organiséieren, ausbezilt. Allerdéngs geet aus dem Aktivitéitsbericht vun der Police ervir, datt am Joer 2021 ëm 80 % vun insgesamt 1.630 Permise wéinst Alkohol agezu goufen. Dëst ënnersträicht, datt e groussen Handlungsbedarf an deem Beräich besteet.

An deem Zesummenhang wëlle mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

– Wéi vill „grave Accidenter" hunn am Joer 2021 an 2022 tëschent Mëtternuecht a 5.00 Auer moies stattfonnt? Wéi vill vun dësen Accidenter stoungen a Verbindung mat Alkohol?

– Wéi ass déi demographesch Zesummesetzung vun de Chauffeuren, deenen hire Permis agezu gouf?

– A wéi enge Gemengen existéiert d'Offer vum Late Night Bus, Night Rider oder änlech Servicer? Wéi eng Gemenge bidde kee sou e Service un?

– Wéi héich ass de järleche Subsid vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte fir déi uewe genannte Servicer pro Gemeng a pro betraffen Associatioun? Wéi ass dëse Subsid zesummegesat? Bedenkt den Här Minister, de Montant vun dësem Subsid eropzesetzen, fir méi Gemengen ze encouragéieren, dëse Service unzebidden?

– Ginn et Statistiken iwwert d'Unzuel u Passagéier pro Regioun iwwert déi lescht 5 Joer, déi vun dësem Service profitéiert hunn?

Réponse (06/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

An de Joren 2020 an 2021 stelle sech d'Zuele vun den Accidenter insgesamt an den Accidenter ënnert Alkoholafloss, déi tëschent Mëtternuecht a 5.00 Auer moies passéiert sinn, wéi follegt duer:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Zuele vum Joer 2022 leien nach net vir, dofir goufen hei d'Zuele vun de Joren 2020 an 2021 geholl.

Déi 2 follgend Tableauen erlabe Réckschléss op déi demographesch Zesummesetzung, sief d'Gemeng vum Wunnsëtz vu Chaufferen, bei deenen de Führerschäin a Verbindung mat Alkohol agezu gouf, fir déi lescht 2 Joer. All Taux iwwert 1 % ass zeréckbehale ginn.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Stand haut existéiert a 50 Gemengen eng Offer un Night-Busser. Insgesamt ginn et 38 Night-Busser déi en offizielle Fuerplang hunn. Déi Fuerpläng, déi meng Servicer vun de Gemenge geschéckt kréien, fënnt den Notzer vum ëffentlechen Transport um Site:

https://www.mobiliteit.lu/fr/horaires-et-lignes/night-bus

Gläichzäiteg sinn dës Faarten am Moteur de recherche vun der Mobilitéitsapp integréiert, esou dass den Notzer seng Faarten am Viraus plange kann.

E Groussdeel vun der bestoender Offer konzentréiert sech op Retouren aus der Stad Lëtzebuerg an déi jeeweileg Gemeng, déi den Night-Bus finanzéiert, mat Bäihëllef vu Subsiden aus dem Budget vum Transportdepartement. Et sief ugemierkt, dass och aner Uertschaften oder Gemengen, déi um Wee leien, vun dëser Offer profitéieren. Des Weidere ginn et och Busser, déi innerhalb vun enger Regioun zirkuléieren, wéi zum Beispill den NightHop, deen an der Nordstad déi verschidden Uertschafte matenee verbënnt.

Zousätzlech bitt den TICE op sengen Haaptlinnen de Weekend Faarten an der Nuecht un, déi am offizielle Fuerplang erëmzefanne sinn.

Nieft den Night-Busser existéiert och nach eng Offer vun der Late Night Bus Atert, Mëllerdall, Nordspëtzt, Nordstad ASBL, déi virun allem de ländleche Raum zu punktuellen Evenementer ufiert. D'Fuerpläng souwéi weider Informatiounen zu der bestoender Offer sinn op follgendem Site ze fannen:

http://latenightbus.lu

D'Verwaltung vum ëffentlechen Transport verfüügt iwwert e Kreditt, fir den ëffentlechen Nuetstransport ze subventionéieren. Fir den Exercice 2022 setzen sech d'Montante follgendermoossen zesummen:

– e Forfait vu 1.500 € pro Gemeng;
– 1,50 € pro Awunner vun der Gemeng, déi eng Demande mécht.

– Budget, dee fir den Exercice 2022 gestëmmt gouf: 1.100.000 €.
– Projet fir de Budget 2023: 1.121.000 €.

Statistiken iwwert d'Unzuel u Passagéier pro Regioun leien net vir.

Central téléphonique 112 | Question **7459** (10/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro Nummer 4938 vu September 2021 hat ech d'Madamm Ministesch fir Interieur op verschidde potentiell Dysfonctionementer um 112 higewisen. Laut der Äntwert op d'Fro 6982, Froen 1 an 2, huet d'Madamm Ministesch nëmmen d'Informatioun vun 2 Agente beim CGDIS, déi den 112 verlooss hunn, an eng Persoun, déi geplangt huet, de Service ze verloossen. Dëst ass mengen Informatiounen no net richteg. Et wiere mindestens 5 Persounen, déi de Service 2022 verlooss hätten an eng Persoun, déi den Depart annoncéiert hätt.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7189 huet d'Ministesch gesot:

„Wann den Deputéierte schreift, datt et sengen Informatiounen no ‚mindestens 5 Persounen, déi de Service 2022 verlooss hätten', wieren, da muss ech den Deputéierten driwwer informéieren, datt seng Informatiounen net richteg sinn. Et ass also den Deputéierten, net d'Inneministesch, dee falsch informéiert ass."

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7238 zum selwechten Theema sot d'Madamm Ministesch:

„[…] datt ech als Inneministesch net zoustänneg fir déi intern Personalgestioun vum CGDIS sinn. Dofir kann ech net op Froe ronderëm d'Personalgestioun vum CGDIS äntweren."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Weess d'Madamm Ministesch, wéi vill Leit den 112 d'lescht Joer verlooss hunn oder net?

2. Wéi erkläert sech d'Madamm Ministesch hir ënnerschiddlech Äntwerten op déi selwecht Fro?

3. Wat ass déi korrekt Äntwert op d'Fro, wéi vill Persounen den 112 2022 verlooss hunn an aus wat fir enge Grënn?

Réponse (08/02/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Wéi den honorabelen Deputéierte selwer a senger Fro feststellt, krut hie jeeweils eng Äntwert op d'parlamentaresch Froen N° 4938, N° 6982, N° 7189 an N° 7238. Ech hunn deenen Äntwerten näischt bäizefügen.

Pénurie de médicaments | Question **7465** (11/01/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem rezenten Interview („Ist die Lage kritisch, ist es zu spät" „Télécran", 4.1.2023) sot de President vum Syndicat des pharmaciens luxembourgeois, op dës Fro hin: „Wie sieht es mit speziellen Medikamenten aus, auf die Patienten angewiesen sind? Etwa im Bereich der Krebsbehandlung. Gibt es auch dort Engpässe? President Syndicat des pharmaciens: Ja, was jedoch in erster Linie an den festgelegten Quoten liegt, also wie viele Einheiten eines bestimmten Medikaments an welches Land gehen dürfen. Da allerdings etwa in Deutschland solche Medikamente noch einmal ein Stück teurer verkauft werden, was für die Hersteller und Zwischenhändler mehr Profit bedeutet, wird ein Teil der Menge, die für ein anderes Land gedacht ist, nach Deutschland weiterverkauft. Dieses Ungleichgewicht gibt es bereits seit Jahren. Hier muss auf EU-Ebene etwas passieren, da können wir als einzelnes Land wenig tun."

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Regierung:

– Wat mécht d'Regierung op europäeschem Niveau, fir d'Versuergung vun dëse Medikamenter ze garantéieren?

Réponse (06/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Betreffend Medikamenter, déi eng Autorisation de mise sur le marché fir de Lëtzebuerger Marché hunn, ass et un den Titulairen dofir ze suergen, dass eng konstant Disponibilitéit vun de Medikamenter fir d'Besoine vun der Bevëlkerung ofzedecken, assuréiert ass.

D'Fixatioun vun de Präisser ënnerläit den eenzelne Memberstaaten, sou datt et méiglech ass, datt et vu Memberstaat zu Memberstaat Präisdifferenze bei verschiddene Medikamenter gëtt. Dëst kann zu parallelle Ventë bannent der Europäescher Unioun féieren an ënnert anerem en Afloss op de Marché vu klenge Länner hunn, virun allem am Fall wou et en Enkpass fir e bestëmmtent Medikament gëtt.

[7] Creos rapport annuel 2021

D'Gesondheetsdirektioun ass sech bewosst, datt och um lëtzebuergesche Marché fir bestëmmte Medikamenter d'Disponibilitéit ënnert dem Seuil vun der Demande läit. D'Ursaachen heifir sinn oft ënnerschiddlech an hänke meeschtens vu méi Facteuren of (mir verweisen an deem Sënn op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen 6635 an 6574).

Am Kader vum europäesche Reglement 2022/123 (règlement (UE) 2022/123 du Parlement européen et du Conseil du 25 janvier 2022 relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux) ass säit Januar 2022 eng sougenannte Structure de gouvernance opgestallt ginn, déi eng schnell Reaktioun am Fall vun esou engem Evenement erméiglecht, fir den Impakt op den Approvisionnement vun de Medikamenter sou kleng wéi méiglech ze halen. Bei dëser Structure de gouvernance schafft och Lëtzebuerg aktiv mat (mir verweisen an deem Sënn op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froe 6635, 6574 a 7096).

Radars fixes et mobiles | Question **7466** (12/01/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi aus engem RTL-Artikel vum 10. Januar ervirgeet, sinn am Joer 2022 zu Lëtzebuerg iwwer 300.000 Automobiliste geblëtzt ginn, well se ze séier gefuer sinn. 215.000-mol goufen dobäi Automobiliste vu fixe Radare geblëtzt, well se liicht ze séier waren, oder duerch rout gefuer sinn. Dës Vitessdepassementer si mat engem Avertissement taxé bestrooft ginn. Aus dem Artikel geet och ervir, dass 90.000 Vitessdepassementer vu mobille Radare registréiert gi sinn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi loossen sech d'Verstéiss géint Vitesslimitatiounen, déi vu mobillen a fixe Radaren am Joer 2022 gemooss gi sinn, jee no Gravitéit vun der Infraktioun, opschlësselen? A wéi jee no Montant vum Avertissement taxé?

2. Wéi vill Avertissements taxés, bedéngt duerch mobill a fix Radaren, sinn am Joer 2022 net bezuelt ginn? – Wéi eng Konsequenzen huet d'Netbezuele vun esou engem Avertissement taxé?

3. Wéi héich waren d'Betribs- an d'Entretienskäschte vun de mobillen a fixe Radaren am Joer 2022? Op wéi eng Probleemer ass een dobäi gestouss?

Réponse (27/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Verstéiss géint Vitesslimitatiounen, déi vu mobillen a fixe Radaren am Joer 2022 gemooss gi sinn, loossen sech momentan nëmmen op Basis vun de Radarstatistiken opschlësselen.

An der Annex sinn d'Detailer vun der Police hire Radarstatistiken ze fannen.

ad 2. Betreffend d'Avertissements taxés (AT) vun engem Montant vun 49 Euro, sinn zum Zäitpunkt, wou dës parlamentaresch Fro gestallt gouf, 21 % nach net bezuelt ginn. Vun den AT vun engem Montant vun 145 Euro, sinn 29 % nach net bezuelt ginn. Delaie sinn nach net ofgelaf, esou datt déi Zuel nach ännere kann.

Wann den AT vun 49 Euro net bezuelt gëtt, gëtt e Rappell duerch een ageschriwwene Bréif iwwert den duebele Montant erausgeschéckt. Wann deen och net bezuelt gëtt, kann de Parquet eng pauschal Geldbouss zum selwechte Montant ausstellen. Dës Geldbouss kann dann och vum Loun vum Contrevenant ofgehale ginn.

Bei engem AT vun 145 Euro mat Verloscht vun 2 Punkten op dem Fürerschäin, gëtt ee Procès-verbal erstallt an un de Parquet geschéckt.

ad 3. D'Betribskäschte vun den Equipementer um Terrain (am Joer 2022: 24 fix Radaren, 1 Rout-Luucht-Radar, 5 mobill Radaren, 2 Chantiersradaren an 2 Tronçonradaren) a vun der Software fir d'Auswäertung belafen sech op:

1. Abonnement a Kommunikatiounskäschten: 170.000 Euro
2. Preventiv Maintenance-Aarbechten (Ersetze vun Ampullen, Filteren etc.) a Reparaturen (Schued a Vandalismus) vun de Radaren: 432.500 Euro
3. Preventiv Maintenance-Aarbechten a Reparature vun den Applikatioune fir d'Auswäertung vun den Infraktiounen: 800.000 Euro

D'Gesamtkäschte géingen sech deemno op een Total vun 1.402.500 Euro belafen (an dësem Montant si keng Personalkäschten an och keng Dréckerei- esouwéi Expeditiounskäschten vun den Avertissementer enthalen).

Bis op de Vandalismus vum Radar zu Lëpschent, ass een am Joer 2022 op keng speziell Problemer gestouss. D'Ersetze vun dësem Radar huet insgesamt 127.000 Euro kascht, déi och ewell ënnert dem Punkt b) opgefouert sinn.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Situation du trafic dans la région de Steinfort | Question **7467** (12/01/2023) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi op ville Plazen am Land huet sech och an der Gemeng Stengefort d'Verkéierssituatioun an de leschte Joren zougespëtzt. Op der Areler Autobunn an op der Areler Strooss ass oft am Dag Stau, wat dozou féiert, dass och d'Niewestroossen als Schläichweeër benotzt ginn an esou mat engem enorme Verkéiersopkommes konfrontéiert sinn. Grad esou stellt sech d'Fro vum Verkéier bei der Zuchbarrière zu Klengbetten, wou grad moies an owes laang Waardezäiten op d'Autofuerer waarden.

An deem Kontext géife mir gär e puer Froen un d'Regierung riichten:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Entwécklung vun der Verkéierssituatioun am Raum Stengefort?

2. Gëtt et vusäite vun der Regierung Iddien, respektiv Projeten, fir d'Verkéiersproblemer am Raum Stengefort unzegoen an ze verbesseren?

3. Wéi steet d'Regierung zu enger eventueller Ëmgeeungsstrooss oder engem Ausbau op 2 x 3 Spuere vun der Areler Autobunn?

4. Wéi eng Zukunft gesäit d'Regierung aktuell fir d'Zuchbarrière zu Klengbetten?

5. Am Joer 2017 hat de Minister ugekënnegt, d'Schinnen op der Streck Klengbetten–Stengefort ofzebauen. Dëst ass allerdéngs bis haut net geschitt. Gesäit d'Regierung eventuell awer eng Méiglechkeet, dës Streck ze retten an erëm opzemaache fir den Zuchverkéier?

Réponse (06/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. Virop verweisen ech op de Plan national de mobilité PNM2035, deen ech am Joer 2022 virgestallt hunn an dee beschreift, wéi d'Mobilitéit an Zukunft muss organiséiert ginn, fir dem natierleche Wuesstem an der domadder verbonnener Steigerung vun den alldeegleche Verkéiersbeweegunge Rechnung ze droen.

D'Organisatioun vun der Mobilitéit am Raum Stengefort gëtt am PNM2035 ënnert dem Korridor A6/CFL50, deen Arel mat der Stad Lëtzebuerg verbënnt, erkläert.

An dësem spezifesche Korridor ass zum Beispill geplangt, eng dediéiert Fuerbunn op der A6 fir d'Bussen an de Covoiturage virzegesinn.

Donieft schafft d'Stroossebauverwaltung un engem Projet, fir d'Uertsduerchfaart vu Stengefort ze optimiséieren an d'Bussen am Rondel Wandhaff ze prioriséieren (woubäi d'Machbarkeet ewell duerch meng Servicer duergeluecht gouf). An dëser Machbarkeetetude gouf virgeschloen, de Rondel Wandhaff duerch eng Kräizung mat Luuchtenanlag, déi d'Busse prioriséiert, ze ersetzen. Allgemeng ass an dëser Etude virgesinn, de Verkéier méi flësseg fir d'Bussen ze maachen, andeems verschidde Kräizunge mat roude Luuchten equipéiert ginn.

ad 3. D'Stroossebauverwaltung hat an deene leschte Joren eng Verbindungsstrooss zu Stengefort tëschent dem CR106 an der Nationalstrooss N6 studéiert. Dës Etude gëtt awer net weidergefouert, well de Projet vun der Verbindungsstrooss net mat den Objektiver vum PNM2035 vereenbar ass. Donieft ass awer och ze betounen, datt östlech laanscht Stengefort am Plan directeur sectoriel paysages (PSP) eng Coupure verte virgesinn ass, esou datt eng Ëmgeeungsstrooss hei och nëmme ganz schwéier ëmsetzbar wier. Op der Areler Autobunn A6 gëtt d'Pannespuer esou ausgebaut, dass se a spezielle Fäll och als Spuer ka genotzt ginn.

ad 4. Déi national Eisebunnsgesellschaft CFL huet d'Machbarkeet studéiert, fir d'Zuchbarriär PN85 zu Klengbetten zouzemaachen. Aus dëser Etude huet sech erwisen, datt d'Zuchbarriär just mat Hëllef vun enger Ëmgeeungsstrooss ka suppriméiert ginn. D'Etude gouf uschléissend der Stroossebauverwaltung präsentéiert.

Aktuell leeft dann och ee gemeinsame Projet tëscht der CFL an der Stroossebauverwaltung, fir d'Barriär PN85 zu Klengbetten zouzemaache mëttels enger Iwwerféierung vun de Schinnen östlech vun der Gare. Ee Virprojet, deen dës Iddie reflektéiert, gëtt am Moment ausgeschafft.

ad 5. Well déi al Zuchstreck Klengbetten–Stengefort net méi fir den Zuchtrafic gebraucht gëtt, ass virgesinn, op der Plattform vum Gleis eng Vëlospist ze amenagéieren.

Fir de fréiere Verlaf vun der Sekundärbunn Prince Henri, änlech ewéi dëst schonns nërdlech vu Stengefort bis op Rammerech de Fall ass, fir de Vëlo kënnen ze notzen, ass aktuell eng Etude am Lafen, fir eng nei national Vëlospist um Tronçon tëschent Stengefort an Hoen/Klengbetten ze analyséieren.

Well de Beräich vum fréiere Schinnenënnerbau awer vun engem ökologesche Standpunkt hir een héchst sensibele Beräich ass, lafe parallell dozou och Ëmweltetuden.

Centrale nucléaire de Tihange | Question **7468** (12/01/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéi een déi lescht Deeg aus der Press konnt gewuer ginn, huet déi belsch Regierung, zesumme mam Stroumproduzent Engie decidéiert, d'Lafzäit vun deenen zwee Reakteren Tihange 3 an Doel 4 ëm

weider 10 Joer ze verlängeren. Lo sollen déi zwee Reaktere renovéiert ginn an am November 2026 rëm un d'Netz goen. Domadder klëmmt d'Belsch net, wéi urspréinglech geplangt, 2025 aus der Atomenergie eraus. Mat dëser Moossnam soll d'Stroumsécherheet, op d'mannst zu engem gewëssen Deel, an der Belsch garantéiert bleiwen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gouf d'Regierung am Virfeld vun dëser Decisioun consultéiert?

2. Wann nee, gesäit d'Regierung vir, déi belsch Autoritéiten ze kontaktéieren?

3. Ass d'Regierung iwwert den aktuellen Zoustand vun de Reakteren an noutwenneg Reparaturen informéiert ginn? U wéi eng Konditiounen ass d'Verlängerung vun deenen 10 Joer gebonnen, bzw. huet d'Regierung méi Informatiounen, firwat de Stroumproduzent Engie, zesumme mat de belschen Autoritéiten, seng Meenung bzgl. der Machbarkeet vun der Verlängerung geännert huet? Huet Lëtzebuerg hei eventuell e Matsproochrecht zum Beispill via grenziwwerschreidend Consultatiounen?

Réponse (28/02/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Am Kader vun der 8. Reunioun vun der Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection, déi de 4. Mee 2022 stattfonnt huet, hunn déi belsch Autoritéiten d'Méiglechkeet vun enger Verlängerung vun der Lafzäit fir d'Reakteren Doel 4 an Tihange 3 ugeschwat.

Déi belsch Regierung hat zwee Reaktere vum Netz geholl (Tihange 2 an Doel 3) an Enn 2021 decidéiert, d'Méiglechkeet vun enger Verlängerung vun deenen aneren 2 Reakteren ze studéieren, an d'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) mandatéiert, sech zu den techneschen Aspekter an der Sécherheet vun enger Verlängerung vun der Lafzäit ze positionéieren. Den 28. November 2021 hat d'AFCN eng Note heiriwwer erausginn (https://afcn.fgov.be/fr/documents/position-de-lafcn-sur-le-projet-lto-pour-doel-4-et-tihange-3).

ad 2. Den 19. Mäerz 2022 hunn d'Ëmweltministesch an den Energieminister hir belsch Homologen ugeschriwwen, fir hinnen hir Suergen iwwert dës Entwécklung matzedeelen a si dorop hinzeweisen, datt d'Lafzäitverlängerung vun de Reakteren ënnert den Espoo-Vertrag iwwert grenziwwerschreidend Consultatioune bei Ëmweltimpaktetüde fält. An dësem Kader hu si hire belschen Homologen déi rezent Entwécklungen an der belscher an europäescher Rechtsspriechung [Cour de justice de l'Union européenne (C-411/17, 29 juillet 2019); Cour constitutionnelle belge (Arrêt n° 34/2020, 5 mars 2020)] rappeléiert.

ad 3. D'Konditioune fir eng sécher Verlängerung vun der Lafzäit vun de Reakteren Doel 4 an Tihange 3 gi vun der AFCN ë. a. an hirer Note vum 28. November 2021 duergeluecht.

De 4. Mee 2022, am Kader vun der Sëtzung vun der uewe genannter Kommissioun, hunn d'belsch Autoritéiten driwwer informéiert, datt am Fall vun enger Verlängerung vun de Reakteren Doel 4 an Tihange 3 d'Gesetz iwwert d'Erausklammen aus der Nuklearenergie misst geännert ginn a confirméiert, datt an deem Kader eng Impaktstudie an eng grenziwwerschreidend Consultatioun wäerte stattfannen.

De Prozess vun enger Verlängerung dauert relativ laang, well e mat Sécherheetsanalysen an Norüstungsaarbechte verbonnen ass. D'Lëtzebuerger Regierung ënnersträicht, datt et hir wichteg ass, datt dës sécherheetstechnesch Analyse mat der néideger Grëndlechkeet an ouni Zäitdrock kënnen duerchgefouert ginn.

Doriwwer eraus ass et déi etabléiert Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung, datt all d'Reaktere vun Doel an Tihange esou séier wéi méiglech sollten zougemaach ginn.

Paiement en espèces | Question **7470** (13/01/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Bei der physescher Ulafstell vu guichet.lu kënne Biergerinnen a Bierger verschidden Demarchen a Presenz erleedegen, zum Beispill fir eng Carte d'identité oder de Führerschäin ze wiesselen oder soss eng Informatioun am Bäisinn vun enger Kontaktpersoun ze erhalen. Am Fall, wou een d'Carte d'identité wiesselt, soll et net méiglech sinn, fir dës Demarche mat Boergeld ze bezuelen. Enger Etüd vum Luxembourg's Fintech Innovation Hub aus dem November 2021 no ass d'Bezuele mat Boergeld nach ëmmer déi drëttbeléiftste Bezuelmethod zu Lëtzebuerg.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun, administrativ Reform, Aussenugeleeënheeten an Europa a Justiz dës Fro stellen:

– Stëmmt et, dass een net mat Boergeld um Guichet an der Stad bezuele kann?
Falls jo, firwat gëtt dës Bezuelmethod net ugebueden a wéi kënnt een de Persounen entgéint, déi keng Bankkaart hunn?

Réponse (08/02/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative

De Guichet.lu Accueil bitt, grad esou wéi d'Gemengen, de Bierger d'Méiglechkeet, hir lëtzebuergesch Carte d'identité unzefroen a sichen ze kommen. Doriwwer eraus hunn och lëtzebuergesch Netresidenten d'Méiglechkeet, dës Demarche beim Guichet.lu Accueil ze maachen.

Fir d'Ausstelle vun der Carte d'identité gëtt eng Tax verlaangt, déi ee ka per Virement bezuelen. De Virement muss am Viraus gemaach ginn, éier een d'Carte d'identité am Guichet.lu Accueil ufreet.

Et ass och méiglech, d'Tax mat der Bankkaart oder mam Smartphone ze bezuelen, entweeder am Viraus online iwwert MyGuichet.lu oder sur place, de Moment wou d'Carte d'identité ugefrot gëtt. Leit, déi Boergeld virzéien, hunn do derniewent d'Méiglechkeet, am Viraus e Versement bei hirer Bank ze maachen.

Am Fall wou een d'Tax am Viraus bezilt, muss een eng Preuve de paiement mat an de Guichet.lu Accueil bréngen, fir d'Carte d'identité unzefroen.

Nombre d'inscriptions et de détentions de brevets de maîtrise par catégorie de brevet et de métier | Question **7471** (13/01/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans une publication parue dans les réseaux sociaux de la Chambre des Métiers datant du 15/12/2022 on pouvait lire que les inscriptions pour l'année 2021 pour l'obtention du brevet de maîtrise en « Génie technique du bâtiment » avaient augmenté de 10 %.

1) Combien de métiers tombent sous le nouveau brevet en « Génie technique du bâtiment » ?

2) Avant la réforme de ce brevet, quel était le nombre d'inscriptions au brevet « Génie technique du bâtiment » par catégorie de métier concernée au cours de ces 10 dernières années ? Combien de candidats pour chaque catégorie de métier concernée ont finalement obtenu leur brevet ?

3) Combien de métiers sont concernés par le brevet « Alimentation » ?

4) Avant la réforme de ce brevet, quel était le nombre d'inscriptions au brevet « Alimentation » par catégorie de métiers concernée au cours de ces 10 dernières années ?

Combien de candidats pour chaque catégorie de métier concernée ont finalement obtenu leur brevet ?

5) Combien de métiers tombent sous le nouveau brevet « Domaine de la toiture » ?

6) Avant la réforme de ce brevet, quel était le nombre d'inscriptions au brevet « Domaine de la toiture » par catégorie de métiers concernée au cours de ces 10 dernières années ? Combien de candidats pour chaque catégorie de métier concernée ont finalement obtenu leur brevet ?

7) Au cours des dix dernières années, combien de Quereinsteiger, c'est-à-dire des personnes disposant d'un diplôme de bachelor ou master, se sont inscrits en brevet de maîtrise et l'ont obtenu ? Veuillez préciser le nombre de Quereinsteiger disposant d'un brevet de maîtrise par catégorie de brevet et de métier concernée.

Dans la même publication mentionnée plus haut, il est également question d'une augmentation de 2 % des contrats d'apprentissage en 2022 par rapport à 2021.

8) Monsieur le Ministre peut-il élaborer un tableau indiquant le nombre d'inscriptions pour chaque catégorie de métier à la rentrée 2022 ?

9) Combien d'élèves par catégorie de métier ont dû interrompre leur formation deux mois après avoir dépassé la date butoir du 30/11/2022 faute d'avoir trouvé un poste d'apprentissage ?

10) Monsieur le Ministre peut-il élaborer un tableau indiquant le nombre d'élèves par filière professionnelle (5e PR, 5e AD, 5e G, 4e G, 4e C, 3e G, 3e C, 2e G, 2e C, 1re G, 1re C) ainsi que pour chaque filière le nombre d'élèves s'étant orientés vers un CCP, DAP, diplôme technicien ?

Réponse (06/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La formation menant au brevet de maîtrise en « Génie technique du bâtiment » regroupe les métiers de l'électricien, de l'installateur chauffage-sanitaire et de l'électronicien en communication et en informatique.

ad 2) Le nombre d'inscriptions et de diplômés au brevet de maîtrise en « Génie technique du bâtiment » pour la période de 2013 à 2022 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) La formation menant au brevet de maîtrise en « Alimentation » regroupe les métiers du boulanger-pâtissier, du pâtissier-chocolatier-confiseur-glacier, du boucher-charcutier et du traiteur.

ad 4) Le nombre d'inscriptions et de diplômés au brevet de maîtrise en « Alimentation » pour la période de 2013 à 2022 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5) La formation menant au brevet de maîtrise en « Toiture » regroupe les métiers du couvreur, du ferblantier-zingueur et du charpentier.

ad 6) Le nombre d'inscriptions et de diplômés au brevet de maîtrise en « Toiture » pour la période de 2013 à 2022 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 7) Le tableau des inscriptions relatif aux personnes titulaires d'un diplôme de bachelor ou de master ainsi que des diplômés pour la période de 2016 à 2023 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il est cependant à noter que, selon la Chambre des Métiers, la notion de « Quereinsteiger » regroupe en général aussi des personnes détentrices d'un bac, d'un diplôme de technicien, d'un BTS, etc. Ces personnes ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessus.

ad 8) Le tableau reprenant le nombre d'inscriptions (1re année) par métier relevant de la Chambre des Métiers au 15/12/2022 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 9) Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des interruptions de formations relevant de la Chambre des Métiers au courant du mois de décembre 2022. Ces chiffres sont à interpréter avec précaution étant donné qu'outre l'absence de conclusion d'un contrat d'apprentissage dans le délai imparti, l'interruption peut également résulter de la résiliation du contrat d'apprentissage ou encore d'un arrêt formation dû à une autre raison.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 10) Le tableau suivant représente le nombre d'inscriptions relevant de la Chambre des Métiers aux classes de la formation professionnelle (CCP, DAP, DT) au 15/12/2022 réparties suivant leurs classes de provenance (à la fin de l'année scolaire 2021-2022) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Projet d'un pont suspendu au-dessus du lac de barrage | Question **7473** (16/01/2023) de **Mme Francine Closener** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Am Naturpark Öewersauer ass eng Hängebréck iwwert dem Stauséi geplangt. Dës Bréck géif d'Mobilitéit erliichteren an esou zu enger méi nohalteger Beweegung an der Regioun bäidroen. Nieft der Opwäertung vum Naturentdeckungszentrum Buerfelt, wier dës Hängebréck eng Attraktioun fir Wander- an Naturtouristen a géif sech sécherlech positiv op den Tourismus am Land auswierken. D'Gemeng Bauschelt huet allerdéngs net déi finanziell Ressourcen, fir de Bau vun der Bréck eleng ze droen an ass dowéinst op Hëllefen ugewisen. Bis elo war et méiglech, dass de Staat d'touristesch Projete vun de Gemengen, déi net genuch finanziell Mëttelen hunn, bis zu 70 % mat finanzéiere konnt. Den 11. „Plan quinquennal" (Gesetzesprojet 8050) stellt awer déi nei Bedéngung, dass d'touristesch Projete vun nationalem Interessi musse sinn, wann d'Subventioune méi héich wéi 50 % solle sinn.

An deem Zesummenhang wëlle mir dem Här Minister fir Tourismus dës Froe stellen:

– Ass déi geplangten Hängebréck dem Här Minister no e Projet vun nationalem Interessi?

– Wann net, wéi eng Krittäre misst déi geplangte Bréck erfëllen?

Réponse (09/02/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre du Tourisme

D'Decisioun, ob en touristesche Projet vun nationalem Interessi ass, an domadder zu méi wéi maximal 50 % vun der Generaldirektioun fir Tourismus ka finanzéiert ginn, ass – wéi am leschte Gesetz iwwer de Programme quinquennal vum Tourismus an awer och am neie Projet de loi iwwer den 11. Programme quinquennal virgesinn – eng Appreciatioun an Decisioun vum Regierungsrot.

Fir dass dëst ka geschéien, muss de Porteur de projet, an dësem Fall z. B. d'Gemeng Bauschelt, eng Demande bei der Generaldirektioun vum Tourismus stellen.

D'Gemeng Bauschelt huet de Projet schonns am Ministère virgestallt, allerdéngs huet si am 10. Programme quinquennal der Generaldirektioun fir Tourismus keng schréftlech Demande fir eng allgemeng Finanzéierungshëllef oder fir d'Unerkennung vum nationalen Interessi fir de Projet vun der Hängebréck am Naturpark Öewersauer agereecht. Eng Demande fir den 11. Programme quinquennal kann agereecht ginn, soubal de Projet de loi 8050 iwwer dëse Programm, deen den 20.7.2022 deposéiert ginn ass, an der Chamber votéiert ass.

Ouni der Decisioun wëlle virzegräifen, sinn ech der Meenung, dass dëse Projet vun enger Hängebréck eng grouss touristesch Plus-value huet net nëmme fir d'Stauséigebitt, mee och fir d'Regioun an d'ganzt Land.

Erlaabt mir awer nach, Iech dorobber opmierksam ze maachen, dass et am Gesetzesprojet 8050 och virgesinn ass, dass an Zukunft Naturparken en Infrastrukturprojet am Plan quinquennal kënnen areechen – wat an der Vergaangenheet net explizitt de Fall war. Doriwwer eraus ass am Gesetzesprojet effektiv net méi virgesinn, dass eng Gemeng opgrond vu feelende finanzielle Ressourcë kann eng Exceptioun vun der Reegel vu maximal 50 % Aide kréien. Dës Dispositioun ass erausgeholl ginn, well et ganz schwéier fir de Regierungsrot ze appreciéieren ass, wéini eng Gemeng déi néideg finanziell Ressourcen huet a wéini net. Dës Dispositioun ass effektiv och keng eenzeg Kéier an deene leschten 10 Joer ugewannt ginn.

Attractivité de la formation professionnelle | Question **7474** (16/01/2023) de **Mme Josée Lorsché** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Selon des estimations de la Chambre des Métiers, le Luxembourg manque d'environ 1.700 artisan-e-s qualifié-e-s pour l'année à venir.[8] Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle risque de freiner la transition énergétique, voire d'empêcher la réorientation de notre économie vers des secteurs prometteurs du développement durable.

L'un des problèmes fondamentaux est que l'apprentissage et l'artisanat souffrent d'une mauvaise image persistante. Ainsi, selon un rapport du LISER, l'« [...] apprentissage est souvent perçu par les jeunes et leur entourage comme un choix par défaut, un non-choix [...] »[9]. De même, il ressort clairement des études sur le décrochage scolaire que ce sont les élèves des classes de la formation professionnelle qui arrêtent le plus souvent leur parcours scolaire avant de décrocher un diplôme. Comme le note une étude du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, une corrélation entre le risque de décrochage et le choix de la voie de formation respectivement de la direction d'études est fort probable.[10]

De manière générale, le problème de l'« orientation par l'échec » souvent constaté pèse lourd sur l'image de la formation professionnelle et, partant, sur les perspectives d'avenir de notre économie toute entière. Afin de contrecarrer un phénomène qui risque de produire ses effets à l'instar d'une prophétie autoréalisatrice, il est indispensable de pouvoir cerner de plus près les motivations des jeunes déjà inscrit-e-s en formation professionnelle.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Comment le nombre d'élèves inscrit-e-s en formation professionnelle a-t-il évolué au cours des 15 dernières années par rapport au nombre total d'élèves dans notre système éducatif ?

2) Des sondages ou enquêtes de satisfaction ont-ils déjà été effectués dans la formation professionnelle initiale afin de connaitre les motivations des élèves de poursuivre leurs formations respectives ?

3) De même, Monsieur le Ministre est-il au courant d'études sur les motivations des jeunes ayant opté en faveur de la formation professionnelle et des différentes filières qui la constituent ?

4) Au sujet des deux questions précédentes, dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il lancer ou commander de tels sondages ou études portant sur les motivations des jeunes ?

5) Quelles autres mesures Monsieur le Ministre compte-t-il mettre en œuvre afin de mieux cerner, voire contrecarrer le phénomène de l'« orientation par l'échec » et d'augmenter l'attractivité de la formation professionnelle ?

6) La question d'une éventuelle revalorisation des diplômes de la formation professionnelle a récemment fait l'objet de positionnements opposés de la part de différents syndicats et associations du domaine éducatif. Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet d'une telle revalorisation ?

Réponse (16/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Tout d'abord, il s'agit de réfuter l'idée d'un soi-disant lien de causalité entre la pénurie d'artisans qualifiés et une prétendue image écornée de l'apprentissage et de l'artisanat. L'apprentissage ne peut être tenu pour responsable « de freiner la transition énergétique ». S'il est vrai que nombre d'employeurs font face à une pénurie de main-d'œuvre, qualifiée ou non, cela concerne une large partie de secteurs économiques du pays, tels que la santé, l'éducation, la sécurité intérieure, le domaine de l'IT, tout comme l'artisanat. Que cette pénurie ait comme principale cause le manque d'intérêt des jeunes pour les formations dans les secteurs mentionnés ne correspond certainement pas à la réalité. L'économie luxembourgeoise est aujourd'hui confrontée à un problème démographique majeur (qui concerne d'ailleurs la majorité des pays européens) couplé à un emploi intérieur en pleine croissance. Le nombre de postes disponibles auprès de l'ADEM en moyenne sur l'année passée s'élevait à environ 10.500 personnes. Sachant que la génération des babyboomers part progressivement en retraite (soit plus de 9.000 personnes en 2021) et que la recherche de personnes qualifiées en Grande Région s'avère de plus en plus difficile, l'Éducation

[8] https://delano.lu/article/around-1700-artisans-missing-f

[9] https://liser.elsevierpure.com/ws/portalfiles/portal/33176588/Rapport_SNJ.pdf, p. 30

[10] https://men.public.lu/dam-assets/catalogue-publications/statistiques-etudes/statistiques-globales/2021-05-jeunes-decrocheurs.pdf, pp. 16-17

nationale, avec ses environ 4.400 diplômés chaque année, ne peut à elle seule combler les besoins du marché du travail.

Après ces constats plus généraux, il s'agit également d'analyser l'évolution des chiffres de la formation professionnelle.

Il est vrai que le taux d'élèves en formation professionnelle ramené au total des élèves de l'enseignement secondaire a baissé légèrement au cours des 14 dernières années (de 22,6 % en 2009-2010 à 19,3 % en 2021-2022).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Cette variation doit pourtant être considérée avec prudence : la réforme de la formation professionnelle de 2008 a permis à chaque jeune en formation professionnelle d'avancer dans sa formation, malgré un certain nombre de modules non réussis. Cela lui a permis d'arriver en dernière année de formation, mais non de décrocher son diplôme, ce qui avait pour conséquence une augmentation artificielle des jeunes en formation et un risque de décrochage accru. Ce n'est que la réforme de 2016 qui a instauré des critères de promotion plus adaptés et équitables et exigeant du jeune de terminer sa formation en un laps de temps raisonnable. C'est cette réforme qui explique en partie la baisse des personnes en formation professionnelle à partir de 2017-2018, du fait qu'elle a permis aux jeunes « bloqués » dans leur formation, de la terminer avec succès, voire d'être orienté vers une voie plus adaptée.

Aussi, si on s'intéresse plus en détail aux variations de jeunes en formation professionnelle on peut constater que :

– le nombre de personnes suivant une formation professionnelle reste plus ou moins stable avec des variations autour de 10 % selon l'année considérée (cf. remarque réforme 2016 ci-dessus), à l'exception des formations de technicien ;

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)

– le nombre de jeunes choisissant une formation sous contrat d'apprentissage est en croissance continue et ceci vaut également pour les métiers tombant sous la compétence de la Chambre des Métiers, soit les métiers de l'artisanat ;

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les chambres professionnelles ont réalisé une étude, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, sur les motivations des patrons et des élèves à s'engager dans la voie d'un apprentissage. Cette étude souligne l'importance que les employeurs et les jeunes accordent à la formation professionnelle en alternance, ce qui explique les chiffres présentés ci-dessus.

Qualifier la formation professionnelle de voie de l'« orientation par l'échec » est une affirmation qui ne reflète en rien la réalité. S'il est vrai qu'un certain nombre d'élèves n'ont pas obtenu les résultats scolaires leur permettant de suivre un parcours plus académique, il est cependant faux de considérer que leur choix pour une voie plus manuelle est le fruit d'un échec.

Aujourd'hui, comme dans le passé, l'économie luxembourgeoise a besoin de personnel dans tous les domaines. Les perspectives des jeunes dans les secteurs de l'industrie ou de l'artisanat par exemple sont excellentes et les conditions de travail ne peuvent être comparées à celles d'il y une cinquantaine d'années.

Ensemble avec les chambres professionnelles, le Service de la formation professionnelle œuvre dans le sens d'une promotion positive et attrayante pour les jeunes. Ainsi, un portail unique a été créé par les partenaires de la formation professionnelle afin d'harmoniser les informations autour de la formation professionnelle (Berufsausbildung.lu).

Suite au succès de l'édition de 2022, la YEP Schoulfoire sera organisée en avril cette année, entre autres, autour de neuf mondes thématiques permettant aux jeunes d'apprendre à connaître tous les métiers et professions des différents ordres d'enseignement afin de pouvoir réaliser un choix en connaissance de cause.

De même, la possibilité offerte aux personnes ayant terminé leur formation d'accéder à une formation de niveau supérieur est une des priorités actuelles du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR).

La formation professionnelle permettant déjà actuellement d'accéder par paliers à une formation d'un niveau supérieur (Stufenmodell : CCP ; DAP ; DT), le MESR propose de discuter le modèle de formations professionnelles supérieures en alternance.

Concernant une éventuelle revalorisation des diplômes de la formation professionnelle, Mesdames les Députées ne sont pas sans savoir qu'une telle revalorisation a déjà été décidée au sein de la fonction publique où une prime spéciale sera accordée aux détenteurs d'un brevet de maîtrise ou d'un BTS.

Assimiler le brevet de maîtrise au niveau EQF6 comme le revendiquent certains, reviendrait à le considérer comme un bachelor. Ce niveau se caractérise par un degré de complexité, d'abstraction et de compétences (surtout académiques) élevé. Un brevet de maîtrise au niveau EQF6 ne serait envisageable qu'en adaptant la formation des maîtres tant au niveau des heures de formation qu'au niveau de la complexité des contenus enseignés. Par ricochet, cela signifierait que moins de personnes réussiraient les examens et donc moins de salariés hautement qualifiés seraient disponibles sur le marché du travail.

Améliorer l'image de la formation professionnelle et de l'artisanat passe par bien plus qu'une augmentation du niveau de qualification : un changement de la perception des métiers de l'artisanat auprès du grand public permettrait certainement d'attirer encore davantage de jeunes dans la voie de la formation professionnelle. Mais cet objectif ne sera pas atteint tant qu'on qualifiera les jeunes qui empruntent cette voie comme issus de l'orientation par l'échec.

Travail de jeunesse non formel | Question **7476** (17/01/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En ces temps de crises multiples, le travail social joue un rôle primordial et plus particulièrement, le travail de jeunesse non formel. Il est essentiel pour assurer la cohésion sociale et constitue, dans les centres de jeunesse et les zones rurales, un apport important pour l'éducation à la citoyenneté, le bien-être des jeunes et l'inclusion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelle importance le Gouvernement accorde-t-il au travail de jeunesse non formel en 2023 ?

2) Quels moyens sont alloués au travail de jeunesse non formel pour l'année 2023 ?

3) Quels moyens sont prévus dans une perspective pluriannuelle au travail de jeunesse non formel ?

Réponse (06/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Dans les années passées, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'enfance et de la jeunesse (MENJE) a investi continuellement dans le secteur de la jeunesse non formel au Luxembourg que ce soit au niveau des infrastructures ou au niveau du financement de personnel d'encadrement. Ensemble avec les communes, le MENJE n'envisage pas de réduire ces engagements en 2023, au contraire. Le Gouvernement accorde une grande importance au travail de jeunesse non formel et collabore de manière intensive avec les acteurs du terrain pour pouvoir garantir une politique cohérente de jeunesse.

ad 2) Pour l'année 2023, pas moins que 27,25 ETP ont été accordés au secteur du travail de jeunesse non formel. Depuis la création des services pour jeunes, le nombre de postes alloués annuellement se situait autour de 10 ETP. Les dernières années, le secteur du travail de jeunesse non formel a fait preuve d'engagement envers les jeunes entre 12 et 30 ans. Augmentant par conséquence le nombre de postes alloués au secteur de manière significative souligne ainsi l'importance que le Gouvernement accorde à ce secteur.

ad 3) Les moyens alloués dans une perspective pluriannuelle dépendent des projets qui émergeront du secteur ou qui seront élaborés ensemble avec le secteur du travail de jeunesse non formel pour répondre aux besoins des jeunes qui bénéficient du travail de jeunesse non formel. En tout cas, le Gouvernement ne prévoit pas de réduire les moyens alloués, mais continuera à investir dans ce secteur pour pouvoir offrir aux jeunes des services de qualité.

Arrêt n° 00176 du 23 décembre 2022 de la Cour constitutionnelle | Question **7477** (17/01/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Par un arrêt n° 00176 du 23 décembre 2022, la Cour constitutionnelle a déclaré l'article 1762-6, paragraphe 4, du Code civil, tel qu'introduit par la loi du 3 février 2018 portant sur le bail commercial, contraire à l'article 11, paragraphe 6, alinéa 1, de la Constitution relatif à la liberté du commerce et de l'industrie.

En effet, il a été retenu qu'en disposant que « sauf en cas de sous-location où des investissements spécifiques à l'activité du sous-locataire ont été effectués par le preneur, les loyers payés au preneur par le sous-locataire ne pourront être supérieurs aux loyers payés par le preneur au bail », l'article 1762-6, paragraphe 4, du Code civil restreint la liberté des parties liées par un contrat de sous-location de fixer librement le prix du bail à un montant supérieur à celui convenu dans le cadre du bail principal.

Le plafond du prix du contrat de sous-location imposé par l'article dont question constitue une restriction disproportionnée qui est contraire au principe de la liberté du commerce et de l'industrie prévu par l'article 11, paragraphe 6, alinéa 1, de la Constitution.

Faisant suite à cet arrêt de la Cour constitutionnelle, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

– Comment Monsieur le Ministre entend-il prendre en compte cet arrêt ?

– Dans quel délai est-ce que Monsieur le Ministre entend réagir ?

Réponse (16/02/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

J'ai pris acte de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 19 du 13 janvier 2023 déclarant l'article 1762-6, paragraphe 4, du Code civil contraire à l'article 11,

paragraphe 6, alinéa 1 de la Constitution et j'ai chargé mes services d'étudier les options de mise en conformité possibles. Je souhaite attendre les résultats de cette analyse avant de me prononcer sur les mesures législatives à prendre.

Plaque commémorative dans l'ancien bâtiment du Lycée technique agricole | Question **7478** (17/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Nodeems d'Akerbauschoul op Gilsdref geplënnert ass, sollen déi fréier Gebaier zu Ettelbréck renovéiert ginn. Am Haaptgebai ass zanter engem Dräivéierelsjoerhonnert eng Gedenkplack ubruecht, déi un déi 29 gefalle Schüler aus dem Zweete Weltkrich erënnert.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministesch an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass et virgesinn, fir dës Gedenktafel ze erhalen a si am Kader vum Gebai, dat spéider an d'Hänn vum Lycée technique Ettelbréck iwwergoe wäert, als wäertvolle Patrimoine ze klasséieren?

2. Vu datt et wuel séier schwéier wäert ginn, fir dës Plack ouni Schued aus dem Gemaier erauszetrennen, ass et virgesinn, fir eng änlech Plack am neie Gebai vun der Akerbauschoul zu Gilsdref opzehänken, fir datt esou d'Erënnerung un déi wärend dem Krich gestuerwe Jongen net verluer geet a weider eng passend Plaz fir Gedenkzeremonië bestoe bleift?

Réponse (28/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dat bestoend Gebai ass als Monument national klasséiert an d'Gedenktafel deemno och, als Immeuble par destination. An deem Sënn ass virgesinn, d'Gedenkplack am Kader vun der Reaffektatioun vum Gebai un de Lycée technique Ettelbréck ze erhalen.

ad 2. Dëst war beim Bau vun der neier Akerbauschoul zu Gilsdref net virgesinn; et ass awer am Beräich vum Accueil oder am Bausseberäich méiglech, eng commemorativ Tafel opzestellen oder ze fixéieren.

Étude sur l'impact de la 5G sur la santé du Service de recherche du Parlement européen | Question **7480** (18/01/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De Service fir déi wëssenschaftlech Recherche vum Europaparlament (EPRS) huet am Juli 2021 eng Etüd iwwert de Gesondheetsimpakt vu 5G presentéiert, déi elo eréischt hire Wee an déi sozial Medie fonnt huet. Et ass eng Auswäertung vun iwwer 9.000 wëssenschaftleche Studien zu dësem Theema. Behandelt ginn deen aktuelle Frequenzberäich fir mobill Telefonie (3G, 4G a 5G) an – separat – dee vill méi héichfrequente Beräich, deen an Zukunft soll bei 5G agesat ginn, fir deen et nach keng Daten oder Studie gëtt, déi adequat sinn. Am Frequenzberäich, deen haut vun der mobiller Telefonie genotzt gëtt, beleeë Studien um Mënsch begrenzt (Limited Evidence), datt dës Strale Kriibs erreege kënnen, esou wéi d'Fruchtbarkeet vun der Fra an d'Entwécklung vum Kand am Mammebauch beaflosse kënnen. D'Studie beleeë genuch (Sufficient Evidence), datt d'Fruchtbarkeet vum Mann erofgesat gëtt. Studien um Déier si méi eendeiteg: Hei ass och de Beweis vun der Kriibserregung méi däitlech.

An deem Kontext wéilt ech dës Froen un den Här Kommunikatiounsminister, d'Madamm Gesondheetsminister an den Här Bausseminister riichten:

1. Huet dës Meta-Etüd Konsequenzen op d'5G-Strategie vun der Regierung? Wa jo, wéi eng?

2. Ass d'Regierung bereet, fir sech an der EU fir méi streng Normen anzesetzen?

3. Ass d'Regierung bereet, fir d'Solutiounen ze ënnerstëtzen, déi méi op fix Glasfasernetzer setzen?

4. Ass d'Regierung bereet, fir wëssenschaftlech Fuerschung ze ënnerstëtzen, déi de Gesondheetsrisiko vun den héije 5G-Frequenzen zum Objet huet?

Réponse (06/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Wuel vun de Bierger ass ee wichtege Pilier vun der 5G-Strategie. Dofir applizéiert Lëtzebuerg weiderhin de „principe de précautioun", dee beim Deploiement vu mobille Kommunikatiounsreseauen derfir suergt, dass d'Expositioun esou niddereg wéi méiglech gehale gëtt. Fir den Deploiement vun der 5G-Technologie gëllen dofir genee ewéi bei de Generatioune virdru weiderhi virsiichteg Grenzwäerter. Déi an der Strategie ernimmten transparent Informatioun fir d'Bierger gëtt weidergefouert, notamment an der Kommunikatioun iwwert déi verschidde Pilotprojeten, an där och d'Grenzwäerter thematiséiert ginn.

Der Regierung ass déi genannte Meta-Etüd bekannt. Am Kader vun der Kommodoslegislatioun gëtt an den individuelle Betribsgeneemegunge fir all eenzel Mobilfunkantenn de „principe de précaution" applizéiert. Dëst féiert zu niddrege Wäerter fir dat globaalt elektrescht Feld, dat vun deenen Antennen ausgeet. Bis ewell goufen iwwer 700 Miessunge vum elektresche Feld hei zu Lëtzebuerg gemaach. Et ass also deemno genee dokumentéiert, datt 100 % vun de Miesswäerter ënnert 1 % vun dem europäesche Referenzwäert leien an dass 80 % vun all de Miessungen, déi bis ewell gemaach gi sinn, een elektrescht Feld vu souguer manner wéi 1 V/m opgewisen hunn. Dëst ass also däitlech ënnert dem europäesche Referenzwäert vu 36 V/m bei der Frequenz vu 700 MHz a vun 61 V/m bei der Frequenz vun 3,6 GHz. Déi am Kader vum „principe de précaution" getraffe Mesuren droen de Recommandatioune vun der Meta-Etüd haut scho Rechnung, deemno ass eng Adaptatioun vun der haiteger Approche am Moment net virgesinn.

Am Beräich vun der perséinlecher Präventioun réit de Gesondheetsministère weiderhin zu engem responsabelen Ëmgang mat „Wireless"-Technologien, fir d'Expositioun vum Bierger vis-à-vis vun elektromagnéitescher Stralung esou geréng wéi méiglech ze halen. Zousätzlech Berodungsaktiounen, fir de Bierger zu dësem Theema ze informéieren an ze sensibiliséieren, ginn dozou ausgeschafft.

ad 2. Déi europäesch „Recommandation du Conseil du 12 juillet 1999 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques de 0 Hz à 300 GHz" (1999/519/EU) gëtt maximal Wäerter un, fir de Schutz vun der Populatioun vis-à-vis vun elektresche Felder ze garantéieren. Déi Referenzwäerter ginn a Funktioun vun der Frequenz gerechent. Bei der 5G-Frequenz vu 700 MHz ass e Referenzwäert vu 36 V/m applikabel a bei der 5G-Frequenz vun 3,6 GHz gëllt e Referenzwäert vun 61 V/m.

Sollt op europäeschem Plang a wëssenschaftlechen Diskussiounen iwwert nei, méi niddreg Grenzwäerter debattéiert ginn, ka Lëtzebuerg seng Experienzen am Kader vun der Uwendung vum „principe de précaution" mat afléisse loossen.

ad 3. Am Kader vun der Strategie „ultra-haut débit" vun der Regierung[11] gëtt genee dat schonn zënter Jore promouvéiert. Nom Motto „Une connectivité performante pour tous" soll all Bierger iwwer en Uschloss verfügen, mat deem och zukünfteg digital Applikatioune problemlos iwwert fix Netzer genotzt kënne ginn, dëst duerch den Ausbau vum Glasfaser- a Koaxnetz, duerch déi ee grousse Volume vun Donnéeë kann iwwerdroe ginn.

Fir d'Expositioun am Sënn vum „principe de précaution" esou niddereg wéi méiglech ze halen, réit de Gesondheetsministère prinzipiell zur Notzung vu kabelgebonnenem Internet, iwwerall do wou et technesch méiglech an ëmsetzbar ass.

ad 4. D'Fuerschung an deem Beräich kann ee graff an zwou grouss Kategorien ënnerdeelen. Déi éischt Kategorie dréint sech ëm d'Fuerschung iwwert de potentiellen Impakt op Mënsch an Natur. Esou Etüde si komplex an opwändeg, a ginn am internationale Kontext bedriwwen. D'Regierung ass dëse Fuerschunge géigeniwwer ganz oppen agestallt. Déi zweet Kategorie vu Fuerschungen dréint ëm d'Kontroll vum Anhale vun de besteeënde Grenzwäerter. Hei huet d'Regierung zwee Projete vum LIST a vun der Uni.lu ënnerstëtzt, déi Miessungen am aktuell hei zu Lëtzebuerg deploiéierte Frequenzberäich bedreiwen. Déi aktuell Resultater weisen, dass d'Grenzwäerter och am 5G agehale ginn. Selbstverständlech ass d'Regierung oppe fir all Fuerschungsprojet, deen och déi méi héich 5G-Frequenzen zum Objet huet.

Bilan des radars | Question **7484** (19/01/2023) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Press wousst den 9. Januar ze schreiwen, wéi vill Protokoller duerch d'Radarkontrollen hei am Land 2022 etabléiert goufen. 230.000-mol sinn Autofuerer zur Staatskeess gebiede ginn, also ronn 630-mol all Dag. 15.000-mol waren 145 Euro ze bezuelen, de Rescht waren Avertissement-taxéë vun 49 Euro, also eng Recette vun 12 Milliounen a 710.000 Euro. An et sollen nach weider Radaren opgestallt ginn, mat deelweis erweiderte Funktiounen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi e Konzept huet d'Regierung, wat Radaren ugeet? Wéi ginn d'Standuerter vun de Radaren ausgesicht? Wat ass der Regierung no eng maximal Zuel vu Radare fir eis Stroossen? Wéi vill sollen der an deenen nächste Joren nach opgeriicht ginn?

2. Kann ee vu gegléckter Präventioun schwätzen, wann d'Zuel vun de Protokoller vun 49 Euro an engem Joer ëm 40 Prozent wiisst, déi vun den 149-Euro-Avertissementer ëm 300 Prozent?

3. Wat déi 215.000 manner schlëmm Verstéiss ugeet, bei wéi ville vun deene goufe manner ewéi 5 Kilometer iwwert der erlaabter Vitess zeréckbehalen?

4. Wéi vill Accidenter gouf et duerch stënterlecht Ofbremse virun engem Radar? Konnt d'Zuel vun Accidenter op Plazen, wou et a rezenter Vergaangenheet zu déidlechen Accidenter komm ass, duerch d'Opstelle vun engem Radar verréngert ginn?

Réponse (07/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Déi automatesch Radare gi generell op Plazen opgestallt, déi sech an der Vergaangenheet als besonnesch gefäierlech erausgestallt hunn, a wou et schwéier Accidenter gouf (Accidentologie a praktizéiert Vitess). Dës Plaze ginn deemno op Basis vun der Onfallfuerschung (Unzuel a Gravitéit vun den Accidenter) an der praktizéierter Vitess op dem Streckendeel mat héijer Unzuel vun Onfäll evaluéiert an am Kader vun

[11] « Stratégie nationale pour les réseaux de communications électroniques à ultra-haut-débit » – https://gd.lu/30sNkP

den Aarbechte vum Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité“ proposéiert. Donieft gi Radaren op Sitten installéiert, wou Onfäll duerch ze héich Geschwindegkeet besonnesch schwéier Konsequenzen hätten, wéi zum Beispill an Autobunnstunnellen (Streckeradaren). Als Pilotprojet gouf deemools d'Nationalstrooss N11 bei Gonnereng ausgewielt, fir d'Technik vun de Streckeradare kënnen ze testen.

Wéi schonns ugekënnegt, wäerten dëst Joer nach 2 fix Radaren installéiert ginn (een am Bäreldenger Bierg an een zu Sëll). D'Streckeradaren an den Tunnellen op der Autobunn A7, déi sech momentan nach an der Testphas befannen, wäerten deemnächst och schaarf gestallt ginn. Zousätzlech Radare si momentan nach net geplangt.

D'Stroossennetz an d'Accidentologie ginn awer stänneg iwwerpréift fir ze evaluéieren, ob a wou eventuell nach weider Radaren installéiert ginn. Deemno ass net vun enger maximaler Unzuel vu Radaren auszegoen.

ad 2. Wéi richteg vun den Hären Deputéierte festgestallt, ass ee prozentuale Wuesstem vun den Avertissement-taxéen (AT) ze verzeechnen. Reng statistesch betruecht ass awer bei enger wuessender Unzuel vu Radaren och vun enger méi héijer Zuel vun ATen auszegoen. An dësem Fall ass dëst virun allem duerch den neie Streckeradar am Tunnel Markusbierg op der Saarverbindung A13 ze erklären. Dëse Radar huet mat Ofstand am meeschten Avertissement-taxéë virzeweisen.

Allgemeng muss ech hei awer betounen, datt d'Zil vun engem Radar definitiv net ass, esou vill wéi méiglech Avertissement-taxéen auszestellen. D'Radaren hunn deemno eng präventiv Funktioun, andeems d'Chauffere sensibiliséiert ginn, déi maximal erlaabte Geschwindegkeet ze respektéieren an dëst zu hirer eegener an der allgemenger Sécherheet am Stroosseverkéier. D'Präventioun läit also doranner, den alldeegleche Verkéier op spezifesche Punkten op déi maximal erlaabte Geschwindegkeet hinzeweisen a bei engem Netanhale vun dëser Geschwindegkeet och, wann néideg, ze sanktionéieren.

ad 3. Fir d'éischt ass ze bemierken, dass d'Zifferen, op déi den honorabelen Deputéierten sech baséiert, net mat deenen Zuelen iwwerteneestëmmen, déi der Police zur Verfügung stinn.

D'Statistike vun der Police weisen en Total vun 297.503 manner schlëmme Verstéiss un, heibäi handelt et sech ëm ATe vun 49 Euro. De gefroten Detail vun dëse manner schlëmme Verstéiss ass an dësem Tableau nozeliesen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4. Statistiken, ob a wéi vill Accidenter duerch Ofbremse bei engem Radar geschitt sinn, ginn net erhuewen. Wéi aus de Statistiken heidrënner ze enthuelen ass, sinn déi déidlech Accidenter bei praktesch all de Sitte vu Radaren erofgaangen, respektiv et gouf guer keng méi. Och bei den Accidenter mat Verletzten ass eng insgesamt positiv Tendenz festzestellen.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Signature d'un nouvel accord avec l'entreprise informatique américaine Cisco | Question **7488** (19/01/2023) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP)

Comme relayé dans la presse, lors du Forum économique mondial à Davos, le Luxembourg a signé un « Memorandum of Understanding » avec l'entreprise informatique américaine Cisco en vue d'accélérer la numérisation du Luxembourg. Il s'agit du deuxième accord de ce type avec la même société, le premier ayant été signé il y a 5 ans.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

– Quel est le bilan du premier « Memorandum of Understanding » ? Quels sont les avantages concrets qui en sont issus pour les citoyens ? Quels éléments n'ont pas donné les retours escomptés ?

– Dans quelle mesure les administrations publiques ont-elles pu profiter de ce premier accord ?

– Quelles sont les attentes face à ce nouveau Memorandum of Understanding ?

– Quels sont les acteurs luxembourgeois impliqués ?

– Un des axes de cet accord est la cybersécurité. Dans quelle mesure cet accord contribue-t-il à la sécurisation d'infrastructures critiques, telles que des hôpitaux par exemple ?

– Un autre axe concerne l'enseignement. Quelles mesures concrètes sont prévues en la matière ?

– Quel est le coût pour le Luxembourg de ces deux accords ?

Réponse (07/02/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation

Le bilan du premier accord conclu avec Cisco en 2018 (appelé « Country Digital Acceleration Program », ci-après CDA) est un bilan positif qui est en continuité avec les éléments fournis dans la réponse à la question parlementaire n° 2733.

Ainsi, le premier CDA a résulté en des coopérations concrètes avec des acteurs du monde de la recherche et de l'enseignement.

Cisco a par exemple soutenu le projet de recherche COLLAB21[12] dans lequel la recherche en méthodes pédagogiques, c'est à dire des techniques d'apprentissage de modules en ligne, a pu être améliorée. Le CDA a également facilité une offre de formation continue dans le cadre de la Cisco NetAcademy, avec le soutien du centre de compétence de l'Université (2.100 étudiants certifiés jusqu'en 2022). Dans ce sens, et c'est l'intention pour la deuxième version du MoU, l'administration publique a pu ajouter à son mix de formations un acteur privé qui contribue au knowledge transfer dans un secteur en pénurie constante de talent.

Les autres volets de ce premier CDA ont contribué à réaliser des projets de cybersécurité avec un opérateur de télécommunication ainsi qu'avec l'administration publique respectivement. Finalement, une étude de faisabilité économique a pu être réalisée pour un projet de high-performance computing.

Enclenchée par la signature récente d'un nouveau Memorandum of Understanding (MoU), la deuxième période de collaboration avec Cisco pourrait être dédiée au digital skills, à la soutenabilité et efficience énergétique ainsi qu'à la cybersécurité. Ce choix reflète entre autres les priorités du Gouvernement en tant que catalyseur d'opportunités dans l'offre de formations réellement en manque sur le marché et pouvant représenter un facteur de compétitivité internationale. Le Gouvernement répond ainsi aux besoins de profils TIC. Cependant, ce MoU n'est qu'une déclaration d'intention de continuer de collaborer : un CDA correspondant n'est pas encore conclu.

Le volet cybersécurité n'implique pas un accès sur des données étatiques quelconques – il s'agit plutôt d'évaluer différents problèmes concrets qui nécessitent des études de faisabilité ou encore des solutions plus complexes.

Il n'y a pas à proprement parler un coût pour le Luxembourg puisque les MoU en question n'ont pas d'implications financières – le Luxembourg ne s'oblige pas à acquérir des services ou des produits de l'entreprise en question.

[12] https://wwwfr.uni.lu/universite/actualites/diaporama/ameliorer_les_experiences_collaboratives_grace_a_l_innovation_digitale

Tiny houses | Question **7491** (19/01/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

Een Deel vun der Léisung vun der Wunnengsnout an den domadder verbonnene Präisser kënnen déi sougenannten Tiny Houses sinn, eng alternativ Wunnform, fir déi sech ëmmer méi Leit interesséieren. Leider ass déi aktuell Gemengegesetzgeebung net ganz un de Modell vun Tiny Houses ugepasst. Laut rezenten Informatiounen um Radio vun engem héije Regierungsbeamten aus dem Wunnengsbauministère wier den Inneministère amgaangen, un engem Règlement-type ze schaffen, deen et de Gemenge géif erméiglechen, dësen Typ vu Wunneng op hirem Territoire ze geneemegen. Dës Informatioun konnt een och schonns d'lescht Joer an engem Artikel an der Lëtzebuerger Dagespress liesen: „„Die Teilbebauungspläne (PAP) der Gemeinden (...) sind oft so ausgelegt, dass Tiny Houses aufgrund ihrer (geringen) Dimensionen nicht genehmigungsfähig sind', antwortet das Ministerium. Allerdings scheint auch dort ein Umdenken einzusetzen. Das Ministerium prüfe derzeit die Möglichkeit, ‚Vorschläge (in Form eines ‚règlement-type') zu erarbeiten und den Gemeinden zu unterbreiten, (...) sodass diese Wohntypologie auch generell in Wohngebieten genehmigungsfähig wäre', heißt es in der Antwort."

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Kann d'Madamm Minister Detailer ginn, wéi dëse Règlement-type fir Gemenge soll ausgesinn?

– Wéini ass mat dësem Règlement-type ze rechnen?

– Kann engem potenziellen Tiny-House-Keefer doduerch schnell weidergehollef ginn?

– Huet dëse Règlement-type een Impakt op PAGen an de Gemengen?

– Wa jo, wéi géif dat rechtlech ëmgesat ginn?

Réponse (06/02/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den zoustännege Service vum Inneministère (Direction de l'aménagement communal et du développement urbain) ass amgaangen, dräi Règlements-type auszeschaffen, mam Zil, fir Tiny Houses an Zukunft ze erlaben. Dëst ass jeeweils e spezifesche Règlement-type fir den allgemenge Bebauungsplang (Plan d'aménagement général PAG), fir den Deelbebauungsplang „quartier existant" (Plan d'aménagement particulier PAP quartier existant) a fir d'Baureglement (Règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites).

Déi fäerdeg Règlements-type ginn de Gemengen zur Verfügung gestallt an déngen als Virlag, déi si an hir urbanistesch Reegelwierker integréiere kënnen. Soubal d'Gemengen dann nei Bestëmmungen ausgeschafft hunn, kënnen Tiny Houses och an deene Wunnzone geneemegt ginn, wou se haut duerch méi restriktiv Bestëmmungen ausgeschloss sinn.

Déclaration sur l'honneur dans le cadre des aides pour chaudières à pellets | Question **7493** (19/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun der Tripartitt goufe finanziell Bäihëllefe fir Leit mat enger Pelletheizung gestëmmt, fir dësen Haushalter en vue vun den enorme Präissteigerungen ënnert d'Äerm ze gräifen. Dës Hëllefe ginn direkt um Präis vum Fournisseur verrechent. Fir dass de Fournisseur vun de Pellets dës Hëllefe kritt, muss de Client e Formular, eng Déclaration sur l'honneur, ausfëllen. Op dësem Formular sinn d'Angab vun enger ganz Rei vun Informatiounen obligatoresch. Dozou gehéiert och d'Sozialversécherungsnummer vum Client.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Fro stellen:

– Firwat ass et op der Déclaration sur l'honneur obligatoresch, nieft dem Numm an der Adress, och d'Sozialversécherungsnummer unzeginn, obwuel dës fir eng richteg Zoudeelung a Verrechnung vun den Aiden net zwéngend noutwenneg ass?

Réponse (08/02/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

D'Zil vun der Déclaration sur l'honneur ass et, wéi am Artikel 2 Paragraf 1 an Artikel 6 Paragraf 1 vum Gesetz vum 23. Dezember 2022 iwwert d'staatlech Contributioun bei de Pellets virgesinn, sécherzestellen, dass d'Subventiounen nëmme fir Gebaier mat mindestens enger Wunnunitéit gëllen.

Fir dass de Fournisseur net muss bei all Gebai sécherstellen, ob dëst de Fall ass, gouf sech fir d'Déclaration sur l'honneur entscheet, wou d'Responsabilitéit am Fall vun enger falscher Deklaratioun beim Endverbraucher läit. Och fir de Staatsrot ass dat eng Approche, déi konform ass. Fir an dësem Kontext eng eendeiteg Identifikatioun ze erméiglechen, a gegeebenefalls déi richteg Persoun ze viséiere bei enger méiglecher Kontroll, ass déi national Matricule noutwenneg.

Dës ass och am Kontext vun anere staatlechen Hëllefsregimmer eng gängeg Praxis, beispillsweis an de Formulairen, fir Aiden am Kader vum Klimabonus Wunnen ze kréien.

« Generative Pre-trained Transformer » | Question **7495** (20/01/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Am November zejoert huet déi amerikanesch Softwarefirma « OpenAI » en Chatbot lancéiert, dee Generative Pre-trained Transformer, kuerz ChatGPT, genannt gëtt. Dësen ChatGPT baséiert op enger künschtlecher Intelligenz vum Modell GPT-3.5, schafft mat Donnéeën um Stand vun 2021, a verfaasst Äntwerten, déi wierken, wéi wann e Mënsch se geschriwwen hätt. Déi künschtlech Intelligenz ass kapabel, strukturéiert Texter wéi Bréiwer, Aufsätz oder Hausaarbechten zu sëllegen Theemen ze produzéieren. D'Informatiounen an den Texter sollen allerdéngs net ëmmer ganz richteg sinn.

Vu datt dëst Instrument fräi zougänglech ass, kënnen och Schüler a Studenten den ChatGPT benotzen, fir Froestellunge vun Hausaufgaben oder Hausaarbechten ze schreiwen, ouni selwer eng eegen akademesch Leeschtung ze vollbréngen.

An dësem Zesummenhang stellen ech gär follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend souwéi fir Héichschoul:

– Wéi gëtt d'Benotze vum ChatGPT fir Leeschtungen, déi an d'Bewäertunge vu Schüler a Studenten afléissen, bewäert? Ginn Hausaarbechten, déi aus Äntwerte vum ChatGPT bestinn, als Plagiat consideréiert?

– Wéi sollen, dem Minister senger Meenung no, d'Enseignanten am Enseignement fondamental, am Enseignement secondaire respektiv op der Universitéit mat dëser Situatioun ëmgoen? Huet de Minister Informatiounen iwwert dëst Instrument a Recommandatioune fir den Ëmgang domat un d'Léierpersonal adresséiert? Wa jo, wéi sinn dës Recommandatiounen?

– Gesäit de Minister Handlungsbedarf, fir Schüler zum Ëmgang mam ChatGPT, künschtlecher Intelligenz allgemeng, souwéi Falschinformatiounen ze sensibiliséieren?

Réponse (14/02/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

De Programm ChatGPT ass zanter knapp zwee Méint disponibel an déi éischt Uwendunge weisen effektiv, datt et sech hei ëm eng Technologie handelt, déi eis a ville gesellschaftleche Beräicher wäert betreffen a Veränneruge wäert mat sech bréngen, wéi an de leschte Jore vläicht just de Smartphone oder d'sozial Medie mat sech bruecht hunn.

Schonns haut kann ee mat deem Programm ganz vill Texter, Bréiwer, Aufgaben asw. schreiwe loossen an dat mat zum Deel ganz erstaunlechen a beandrockende Resultater, wouduerch all Secteure vun der Ekonomie an der Gesellschaft, an dann awer selbstverständlech och d'Schoul, sech mussen iwwerleeën, wéi se domat ëmginn. An dobäi ass dës Technologie nach jonk a gëtt duerch de weltwäiten Hype, deen aktuell ronderëm de Lancement entstanen ass, nach mat Milliarden neien Donnéeë gefiddert, wat zu enger konstanter Verbesserung vun der Software wäert féieren.

Wéi all Technologien, déi de Mënsch sech zu eege gemaach huet, weist och dës Technologie Chancen a Risiken op: ChatGPT kann, wéi och schonns méi einfach gestréckten Chatbots, sécherlech genotzt ginn, fir Léierprozesser ze verbesseren, fir Jonker dozou ze kréien, kritesch mat Texter ëmzegoen, besser ze verstoen, wéi een Texter an Informatioune strukturéiere kann; donieft awer och, fir aschätzen ze léieren, wat d'Plus-value vum Mënsch am Schreifprozess ass. Dann ass et awer och kloer, datt Chatbots wéi ChatGPT net alles richteg maachen; wéi all Artificial Intelligence (AI) ënnerläit och ChatGPT de Virurteeler, déi duerch biaiséiert Datebanken entstinn.

D'Schoul huet den Optrag, déi Jonk staark fir dës Welt ze maachen, an där den technologesche Fortschrëtt net wäert opzehale sinn, eng Welt, an där mer net méi sécher sinn, ob Texter, déi eis begéinen, vu Mënschen oder Bots geschriwwe goufen. Dësen Optrag wäert an dediéierte Coursë wouergeholl ginn, wéi am Cours Digital Sciences, wou eng Achs sech op d'AI fokusséiert, awer och transversal an allen anere Fächer, sief et an de Sproochecoursen, an der VieSo, an der Philo, an der Mathé, an der Ekonomie oder an der Konscht. Ausserdeem ginn d'Schülerinnen an d'Schüler och duerch d'Interventioune vu BEE SECURE am Enseignement fondamental a secondaire sensibiliséiert.

D'Fro, wéi d'Benotze vum ChatGPT fir Leeschtungen, déi an d'Evaluatioune vu Schüler a Studenten afléissen, bewäert soll ginn, kann also net pauschal beäntwert ginn: Chatbots sinn en Theema am Unterrecht, si kënnen als didaktescht Mëttel agesat ginn, awer leider och genotzt gi fir ze fuddelen.

Richteg ass, datt ChatGPT eng nei Erausfuerderung duerstellt, wat d'Kontroll vun der Eegeleeschtung betrëfft. Aktuell gëtt et scho Programmer, sougenannten AI Content Detectors, déi an Zukunft nach méi performant wäerte ginn. Et sief hei ënnerstrach, datt haut scho Plagiatsoftware op den Universitéiten agesat ginn.

An Examens- a Prüfungssituatioune muss weiderhin drop opgepasst ginn, datt sech Apprenantë keng Avantagen duerch net erlaabten Hëllefsmëttel verschafen, sou wéi fréier de Knäipziedel oder d'Buch ënnert der Bänk, haut de Smartphone, d'Smartwatch mam Deepl a mam ChatGPT. Am Ausland gëtt et haut scho Schoulen, déi vun de Schüler oder Studenten eng sougenannten Éierlechkeetserklärung verlaangen, aus där ervirgeet, datt hir Aarbechten net mat Hëllef vun engem Chatbot entstane sinn. Sécherlech ass dat keng Garantie, datt net vläicht awer deen een oder aneren op d'Hëllef vun engem Chatbot zeréckgräift.

Wat den Ëmgang mat dëser neier Software an der Schoul ugeet, sou sti mir nach am Ufank vun engem Léierprozess. Et ass sécherlech fir d'éischt emol wichteg, datt d'Enseignanten dëst Instrument kennen a seng Potenzialer a Risike verstinn. Nieft den evidente Risiken, wat d'Bewäertung ugeet, gëtt et duerchaus positiv Méiglechkeeten, Bots am Unterrecht anzesetzen, an dat gëtt a ville Formatioune ronderëm d'Digitaliséierung och vermëttelt, an an der Literatur wéi och an de Medie fanne sech vill Beispiller, wéi dat geet. Datt dës nei Technologie d'Gespréichstheema Nummer 1 an de Formatiounen, op de Konferenzen an an de Coursen op der Uni ass, dierft also keen iwwerraschen.

D'Universitéit Lëtzebuerg ass amgaang, hir intern Prozeduren ofzeänneren, andeems se d'Benotzung vun all Inhalt, dee vun engem Chatbot erstallt oder geännert gouf, ouni datt dat ernimmt oder als Quell zitéiert gëtt, bei d'Definitioun vum Bedruch bäisetzt. Zousätzlech preparéiert d'Universitéit en Informatiounsdokument fir d'Enseignanten a Studenten iwwert déi akzeptabel Notzung vun Chatbots beim Léieren an am Enseignement. D'Universitéit wäert ausserdeem, zesumme mat der Studentendelegatioun, eng Sensibilisatiounscampagne bei de Studenten iwwer d'Chatbots lancéieren.

An der Februarausgab vun der eduMedia-Newsletter vum SCRIPT (ronn 3.000 Abonnenten aus der Educatioun) wäert et en Artikel iwwert ChatGPT ginn, deen och iwwert www.edumedia.lu wäert disponibel sinn.

Coopération avec l'entreprise RWE | Question **7496** (20/01/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Moment gëtt an de Medie vill iwwert Lützerath geschwat. Den Energiekonzern RWE baut schonn zënter Joren direkt nieft Lützerath Kuel of. Fir d'Kapazitéite vum Kuelenofbau ze erweideren, soll d'Uertschaft zu Lützerath elo ewechgerappt ginn. D'Leit goufen dowéinst mëttlerweil alleguer ëmgesidelt. Well den Ofbau vu Kuel als klimaschiedlech gëllt, hate Klimaaktivisten d'Duerf besat, fir op dës Aart a Weis ze probéieren, de Projet ze stoppen.

RWE ass net nëmmen an Däitschland am Secteur vun der Energie aktiv, mee och hei am Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. A wéi enge Projeten zur Hierstellung vun Energie schafft de Lëtzebuerger Staat mat RWE zesummen?

2. Sëtzt de Lëtzebuerger Staat zesumme mat der RWE a Verwaltungsréit vu Gesellschaften? Wa jo, a wéi enge Gesellschaften ass dat de Fall an zënter wéini?

Réponse (08/02/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

D'RWE ass nieft dem Lëtzebuerger Staat een Haaptaktionär an der Société électrique de l'Our SA (SEO). RWE Generation SE huet grad eméi de Lëtzebuerger Staat 40,43 % vun den Aktië vun der SEO. Dat heescht, datt an der SEO, mee och an den Duechtergesellschafte vun der SEO, de Lëtzebuerger Staat direkt oder indirekt mat RWE zesummeschafft.

Dës Kooperatioun betrëfft d'Pompelspäicherkraaftwierk zu Veianen, dat eng extreem wichteg Energiespäicherroll am däitsch-lëtzebuergesche Stroummarché an domadder der Integratioun vun den erneierbaren Energien an den europäesche Stroummarché spillt, mee och verschidde Lafwaasserkraaftwierker a Wandparken, déi iwwer d'SOLER, eng Duechtergesellschaft vun der SEO an der Enovos, realiséiert a bedriwwe ginn, also Projeten, déi d'nohalteg Energietransitioun virubréngen.

Dofir sëtzt de Lëtzebuerger Staat och zesumme mat der RWE an dem Verwaltungsrot vun der SEO an den Duechtergesellschafte vun der SEO. Ze präziséieren ass, dass d'SEO op engem Staatsvertrag mam Bundesland Rheinland-Pfalz baséiert. An der järlecher Aktionärsversammlung vum 8. Mee 1953 ass fir d'éischte Kéier een RWE-Vertrieder an de Verwaltungsrot vun der SEO gewielt ginn.

Taux de réussite au permis de conduire | Question **7497** (20/01/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wéi rezent a verschiddene Presseartikelen ze liese war, ass de Prozentsaz u Leit, déi duerch de Fürerschäinsexame falen, an de leschte Jore staark an d'Luucht gaangen. Als Ursaache ginn notamment en allgemenge Réckgang vun de motoresche Fäegkeete bei jonke Leit an déi ze niddreg Zuel un obligatoresche Fuerstonne genannt.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi sech d'Zuele vu Leit, déi den Exame fir de Fürerschäin eng oder puer Kéieren hu misse widderhuelen, wärend de Joren 2013 bis 2022 entwéckelt hunn? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, ob a wéi wäit d'Krittäre vum Exame wärend dësem Zäitraum geännert an/oder verschäerft goufen?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi hien d'Ausso vun de Farleerer bewäert, datt déi motoresch Fäegkeete vun de Fuerschüler allgemeng ofhuelen? Kann den Här Minister matdeelen, ob zu dësem Phenomeen schonn eng allgemeng Ursaachenanalys virgeholl ginn ass oder nach amgaangen ass, a preziséieren, wéi wäit dobäi och mat de pedagogeschen Institutiounen zesummegeschafft gëtt? Kann den Här Minister gegeebenefalls elaboréieren, eméi eng Erkenntnesser zeréckbehale goufen?

3. D'Entwécklung zu Lëtzebuerg stellt keen isoléierte Phenomeen duer, mee gouf och schonn an Däitschland festgestallt. Hei gëtt ënner anerem en Zesummenhang mat dem Opkommes vum Handy an engem Réckgang vun der Konzentratioun vu jonke Leit ugeholl. Kann den Här Minister am Sënn vun der Fro virdru matdeelen, ob dës Feststellung och fir Lëtzebuerg berécksiichtegt gëtt?

4. Duerch d'Covidsituatioun bestoung an de Fuerstonne wärend de Joren 2020–2021 zum Deel och 2022 eng gesetzlech Maskeflicht. Ass virgesinn, fir d'Auswierkunge vun deem doduerch verursaachte Sauerstoffmangel op d'Konzentratioun vun de Farschüler spezifesch ze ënnersichen?

5. Zousätzlech Fuerstonne bedeiten natierlech och eng zousätzlech finanziell Belaaschtung. Kann den Här Minister sech virstellen, zukünfteg de reduzéierten TVAs-Saz vun dräi Prozent och op d'praktesch Fuerstonnen ze applizéieren? Falls net, firwat net?

Réponse (17/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam Taux de réussite am Kader vum Fürerschäinsexamen.

Den Taux de réussite stellt sech säit 2013 wéi follgendermoossen duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et sief an dësem Zesummenhang dorops higewisen, dass d'Krittäre vum Examen a vun der Ausbildung an deem Zäitraum net geännert hunn.

D'Krittären an déi verschidde Matièren, déi am Kader vun der Fürerschäinsausbildung mussen enseignéiert a vun de Kandidate musse geléiert ginn, komme gréisstendeels aus der europäescher Direktiv iwwert de Fürerschäin. D'Zil vun der Ausbildung ass et deemno och, dem Kandidat alles bäizebréngen, wat ee brauch, fir e Gefier sécher op der Strooss beweegen ze kënnen. Déi motoresch Fäegkeete gehéieren deemno och dozou a mussen och wärend de Farstonne vun de Kandidate geléiert ginn. Beim Exame muss da gepréift ginn, ob e Kandidat dat néidegt Wëssen an déi néideg Fäegkeeten huet, fir kënnen e Fürerschäin ze kréien. Eng Analys an deem Zesummenhang ass net geplangt an och net néideg.

Wat den Handy um Steier ugeet, esou ass d'Benotze vum Handy wärend dem Fuere generell verbueden, wat natierlech och fir d'Fürerschäinsausbildung gëllt. Dësen huet also op d'Resultater vun den Exame keng Auswierkung.

Et ass net geplangt, eng Analys zu den Exame wärend der Pandemie ze maachen.

Et ass och net geplangt, de superreduzéierten Taux vun 3 % TVA bei de Farstonnen anzeféieren. Déi rezent Ännerunge bei der TVA sinn d'Resultater vum Tripartittsaccord. De Fürerschäin war net Deel vun dëse Verhandlungen.

Plan d'action pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme 2020-2022 | Question **7498** (23/01/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Le Plan d'action national du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme 2020-2022 est arrivé à échéance fin 2022. Dans ce contexte, une évaluation du plan d'action s'impose.

Nous voulons donc poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le plan d'action susmentionné étant arrivé à échéance, une évaluation approfondie a-t-elle été menée ou est-elle prévue ?

2) Monsieur le Ministre peut-il renseigner combien de mesures parmi celles prévues dans le plan d'action ont été mises en œuvre, tant en nombre absolu qu'en termes relatifs par rapport au nombre total de mesures ? Quelles sont selon Monsieur le Ministre les mesures phares du plan d'action qui ont été mises en œuvre ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir des indicateurs précis témoignant de l'impact du plan d'action sur la situation des droits humains ?

4) Dans quelle mesure le plan d'action a-t-il réussi à mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Monsieur le Ministre peut-il fournir des données précises y relatives ? Quels sont les domaines où selon Monsieur le Ministre un travail supplémentaire s'avère nécessaire ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'actualiser le plan d'action pour une nouvelle période afin d'achever les travaux entamés et d'assurer la continuité du plan d'action actuel ? Dans l'affirmative, endéans quel délai envisage-t-il de présenter ce plan actualisé ? Dans la négative, quelles en sont les raisons et comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de garantir la mise en œuvre continue des principes directeurs précités ?

Réponse (23/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Oui, une évaluation approfondie est prévue.

ad 2) Le Plan d'action national du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme 2020-2022 (le « PAN 2 ») prévoit vingt actions concrètes dont l'objectif général consiste à renforcer la protection et la promotion des droits humains dans le contexte des politiques, de la gouvernance et des activités économiques des entreprises.

La mise en œuvre des actions concrètes du PAN 2 s'est poursuivie activement ces deux dernières années. Des progrès importants ont ainsi pu être faits sur de nombreuses actions concrètes telles que l'organisation de formations sur le sujet « Entreprises et droits de l'homme » à destination des entreprises, des professionnels du monde juridique et du grand public, la ratification du Protocole (P 29) de 2014 à la Convention contre le travail forcé de l'OIT, le renforcement des liens entre le groupe de travail et le point de contact national pour la mise en œuvre des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, l'engagement en faveur d'un devoir de diligence au niveau européen ainsi que le renforcement des critères relatifs aux droits humains dans les labels de qualité existants.

Les mesures phares du PAN 2 qui ont été mises en œuvre sont notamment le lancement du Pacte national « Entreprises et droits de l'homme » et l'étude menée sur la possibilité de légiférer sur un devoir de vigilance.

Le Pacte national « Entreprises et droits de l'homme » est un engagement volontaire qui s'adresse aux dirigeants d'entreprises souhaitant mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. L'adoption et la mise en œuvre du Pacte national sur le respect des droits de l'homme dans les activités des entreprises permet de formaliser le partenariat et l'engagement conjoint entre l'État et les entreprises d'être à la hauteur des obligations et responsabilités qui leur incombent en vertu des principes directeurs des Nations Unies. Le Pacte national « Entreprises et droits de l'homme » a été officiellement lancé en juillet 2021. En juillet 2022, les représentants de 50 entreprises luxembourgeoises ont signé le Pacte national « Entreprises et droits de l'homme » lors d'une cérémonie de signature qui s'est tenue au Ministère des Affaires étrangères et européennes. Depuis lors, une dizaine d'entreprises supplémentaires ont adhéré au pacte. Des présentations du pacte auprès d'autres entreprises se poursuivent.

Quant à l'étude de Dr Başak Bağlayan, intitulée « A study on potential human rights due diligence legislation in Luxembourg », celle-ci a examiné les possibilités d'une nouvelle législation sur le devoir de vigilance pour les entreprises domiciliées au Luxembourg, dans le but de garantir le respect des droits de l'homme et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur. L'étude a été remise au Ministère des Affaires étrangères et européennes en date du 14 avril 2021.

Un rapport de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PAN 2 relatant de manière plus détaillée les travaux du Groupe de travail « Entreprises et droits de l'homme » et de ses membres pour la mise en œuvre du PAN 2 au cours des années 2021-2022 est en cours de rédaction et sera présenté au Conseil de Gouvernement.

ad 3) Comme indiqué ci-avant, il convient d'abord de noter qu'une soixantaine d'entreprises ont déjà adhéré au Pacte national « Entreprises et droits de l'homme » (voir question 2).

Ont également eu lieu de nombreuses formations en matière d'entreprises et de droits humains organisées par différents membres du Groupe de travail national « Entreprises et droits de l'homme » tel que l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR), la Chambre de Commerce, IMS Luxembourg, ou encore en collaboration avec la Conférence du jeune barreau de Luxembourg. À titre d'exemple, on peut noter que 123 personnes ont suivi les formations de l'INDR organisées au sujet des entreprises et des droits humains entre 2021 et 2022.

À noter également que 280 entreprises ont reçu le label « ESR – Entreprise responsable » de l'INDR et se doivent ainsi d'adresser la thématique des droits humains.

ad 4) Les deux plans d'action nationaux du Luxembourg font suite à l'engagement qu'ont pris les États membres de l'UE d'élaborer et d'adopter des plans d'action nationaux visant à mettre en œuvre les principes directeurs des Nations Unies ou à intégrer ces principes dans leurs stratégies nationales en matière de responsabilité sociale des entreprises.

Si des progrès importants ont pu être faits sur de nombreuses actions concrètes du PAN 2, il existe encore quelques domaines dans lesquels des efforts supplémentaires s'avèrent nécessaires. Parmi ces actions se trouvent notamment la mise en place de projets pilotes sur la diligence raisonnable dans les entreprises à participation majoritaire de l'État, l'augmentation de la prise en compte des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme par les pouvoirs adjudicateurs dans le cadre de la passation de marchés publics, ainsi que l'établissement d'une cartographie des voies de recours judiciaires et non judiciaires, publiques et privées en cas de violations de droits humains.

ad 5) Plutôt que de faire un nouveau plan d'action, il est prévu de régulièrement informer le Conseil de Gouvernement de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PAN 2 et d'indiquer sur quelles actions il convient de poursuivre les travaux.

Médicament anti-diabétique « Ozempic » | Question **7499** (23/01/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

Et ass eis gesot ginn, datt ee d'Medikament mam Numm „Ozempic", dat géint Diabetes vum Typ 2 agesat gëtt, och geholl gëtt, fir iwwergewiichtege Leit ze hëllefen ofzehuelen. Am éischte Fall gëtt et ganz rembourséiert, am zweete Fall ass et net gratis. Well dat Medikament och beim Gewiichtsverloscht hëllefe kann, ass et a munche Länner esou gefrot, datt et zu Enkpäss kënnt. An Australien ass et z. B. bis Mäerz 2023 net méi ze kréien.

Aus deem Grond wollte mer der Madamm Gesondheetsministesch an dem Här Sozialminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill verschidde Medikamenter ginn hei am Land géint Diabetes verschriwwen an a wat fir enger Zuel?

2. A wat fir engem Mooss ginn déi Medikamenter oder dat spezifescht Medikament géint Iwwergewiicht agesat?

3. Kann dës alternativ Notzung dozou féieren, datt et zu Lëtzebuerg Enkpäss an der primärer Notzung gëtt?

Verschidde Länner, dorënner d'Belsch, recommandéieren hiren d'Dokteren an Apdikter, d'Medikament „Ozempic" just nach bei Diabetes erauszeginn, fir eventuell Enkpäss ze vermeiden.

4. Sinn d'Ministeren der Meenung, datt een dës Recommandatioun och zu Lëtzebuerg sollt un d'Dokteren an d'Apdikter weiderginn? Wann net, aus wéi enge Grënn?

Réponse (01/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Et gëtt verschidde Klasse vu Medikamenter, fir Diabetes ze behandelen an all Klass beinhalt vill verschidde Produkter. Esou gëtt et an der Klass ATC A10A (Insuline et analogue) 11 aktiv Substanzen um Lëtzebuerger Marché, déi 40 Referenzen entspriechen.

An der Klass A10B (aner Medikamenter, déi de Bluttzocker reduzéieren ausser dem Insulin), gëtt et 29 aktiv Substanzen, déi 113 Referenzen entspriechen.

Am Joer 2022 goufen zu Lëtzebuerg 47 verschidde Wierkstoffer (ATC Niveau 5) géint Diabetes an den Apdikte verkaf a vun der CNS rembourséiert. Dëst entsprécht 53 verschiddene Verkafsnimm vun Diabetesmedikamenter (Numm vum Medikament wéi zum Beispill „Ozempic"), déi et an insgesamt 174 verschiddene Packungsgréissten an Darreichungsformen (Injektiounen, Pëllen etc.) um lëtzebuergesche Marché gëtt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Joer 2022 hu 7.290 Persounen, déi bei der lëtzebuergescher Krankeversécherung verséchert sinn, vun engem Remboursement vun Insuliner an Analoger profitéiert. Dës Medikamenter gi virun allem bei Diabetes Typ 1 benotzt. Wat Medikamenter fir d'Glycemie erofzesetzen ugeet, also Medikamenter, déi bei Diabetes Typ 2 zum Asaz kommen, sou hunn 41.176 Persounen Antidiabetika vun dëser Zort kaf.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. All Medikament, dat zu Lëtzebuerg op de Marché kënnt, huet e sougenannte „résumé des caractéristiques du produit" (RCP), wou dra steet, fir wat fir eng therapeutesch Indikatiounen d'Medikament ka geholl ginn. D'Krankeversécherung bezilt och nëmmen, wann den Dokter genau an dësen Indikatioune verschriwwen huet. Beim Ozempic ass hei déi eenzeg Indikatioun den Traitement zum Diabetes. Vu dass den Ozempic enger Prise en charge conditionnelle ënnerläit (cf. Lëscht N° 6, Positioun 34, wéi am Artikel 106 vun de Statute vun der CNS virgesinn), muss den Dokter op der Ordonnance de Verwendungszweck uginn, esou dass d'Käschte vum Ozempic just da vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn, wann déi uewe genannte Konditiounen erfëllt sinn. Et gëtt keng fiabel Donnéeën iwwert déi Medikamenter, déi verkaf ginn, ouni dass d'Krankeversécherung d'Käschten iwwerhëlt.

Verschidde Medikamenter, déi bei der Behandlung vun Diabetes agesat ginn, ënner anerem déi sougenannten „agonistes des récepteurs du GLP-1", schéngen effektiv och eng Wierkung op Gewiichtsverloscht ze hunn. Allerdéngs sinn nëmme vereenzelt Medikamenter effektiv géint Iwwergewiicht indiquéiert. Wann en Dokter awer esou Medikamenter fir aner Zwecker géif verschreiwen ewéi fir déi eng Erlabnis (Autorisation de mise sur le marché) virläit, wär dat eng sougenannten „off-label"-Notzung, déi enger spezifescher Prozedur ënnerläit. Dee Moment gëtt all Eenzelfall op Basis vun enger Demande vum Dokter analyséiert.

ad 3. D'Gesondheetsdirektioun huet effektiv festgestallt, dass d'Demande vun Ozempic a leschter Zäit an d'Luucht gaangen ass, warscheinlech bedéngt duerch déi sougenannten „off-label"-Ordonnancen, an datt dëst zu verschiddene Liwwerenkpäss uechter Europa gefouert huet.

ad 4. Den 18. Oktober 2022 huet d'Gesondheetsdirektioun eng Circulaire un all Dokteren an Apdikter erausgi fir ze rappeléieren, datt den Ozempic prioritär am Fall vun Diabetes verschriwwe soll ginn, fir datt d'Traitement fir Leit, déi Diabetes Typ 2 hunn, séchergestallt ass.

Dës Situatioun gëtt an enker Zesummenaarbecht mat der CNS observéiert.

D'EMA, an Zesummenaarbecht mat de Memberstaten, suivéiert aktuell och dësen Dossier op EU-Niveau, fir d'Konsequenze vun eventuellen Enkpäss sou gutt wéi méiglech ze geréieren.

TVA sur l'électricité | Question **7502** (24/01/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Paul Galles** (CSV)

Am Kader vum „Solidaritéitspak 2.0" huet d'Regierung decidéiert, den normalen, mëttleren a reduzéierten TVA-Taux ëm jeeweils ee Prozentpunkt erofzesetzen. Dës Ännerunge sinn den 1. Januar 2023 a Kraaft getrueden a gëlle bis den 31. Dezember 2023. Esou gëllen haut den normalen TVA-Taux vu 16 %, de mëttleren Taux vun 13 % an de reduzéierten Taux vu 7 %.

Den neie reduzéierten Taux vu 7 % gëtt ënnert anerem och op de Stroumrechnungen applizéiert. Laut eisen Informatiounen huet de gréisste Lëtzebuerger Stroumfournisseur dës Baisse vun der TVA um Niveau vun den Akkonten net u seng Clientë weiderginn, am Géigendeel, d'Akkonte sinn HTVA an deem Mooss no uewen ugepasst ginn, dass de Client TTC déi selwecht Zomm muss iwwerweise wéi virun der Ofsenkung vum reduzéierten TVA-Taux ëm ee Prozentpunkt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatioun bestätegen?

– Denkt den Här Minister driwwer no, beim Stroumfournisseur ze intervenéieren, fir dass d'Ofsenke vun der TVA och wierklech beim Client ukënnt?

Réponse (08/02/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Am ugeschwate Beispill vun den honorabelen Deputéierte geet et ëm Akkontrechnungen, déi wuel mam korrekten TVA-Taux vu 7 % verrechent gi sinn, mä wou déi Gesamtzomm vum Akkont awer net geännert huet.

Der Regierung ass et beim Ofsenke vun der TVA dorëms gaangen, datt d'Haushalter an dëser Krisenzäit direkt eng reell Erliichterung bei hiren Depensë spieren.

Enovos huet op Nofro vum Ministère matgedeelt, dass Clientë betraff sinn, deenen hire Plan de paiement 2022 festgeluecht ginn ass. Beim Festleeë vum Plan de paiement gëtt ënner anerem de Verbrauch vun de vergaangenen 12 Méint, de Präis vun der Energie inklusiv seng viraussiichtlech Entwécklung, staatlech Aiden an esou weider mat a Betruecht geholl. De Montant, dee bei där Berechnung ervirkënnt, an an deem d'TVA mat agerechent ass, gëtt da fir déi nächst 12 Méint konstant gehalen. Dat heescht, d'Praxis ass: Wann d'TVA ännert – no uewen oder no ënnen – bleift de verrechente Montant konstant, mä de Montant ouni TVA ännert.

Déi Berechnung ass final awer net zum Nodeel vum Client, well beim Opstelle vu sengem järlechen Dekont gëtt de Verbrauch mat där TVA verrechent, déi zum Zäitpunkt vum Verbrauch en vigueur wär. Dat heescht, dass de Verbrauch, dee bis Enn 2022 stattfonnt huet, mat 8 % TVA verrechent gëtt an de Verbrauch vum Januar 2023 u mat 7 % TVA. Sollt de Client par rapport zu sengem Plan de paiement eppes ze vill oder net genuch bezuelt hunn, gläicht den Dekont dat aus, andeems de Client dann eppes zréckbezuelt kritt oder eppes nobezuele muss.

D'Enovos huet no der Réckfro vum Ministère awer hir Praxis geännert: Ab Februar 2022 wäerten och d'Akonten, déi op engem Plan de paiement vun 2022 baséieren, 1 % méi niddereg sinn – inklusiv der TVA vu 7 %, fir datt de Konsument déi Reduktioun direkt spiert. Bei de Plans de paiement, déi ab Januar 2023 opgestallt ginn, besteet déi uewe beschriwwe Problematik souwisou net méi.

Et ass also séchergestallt, datt d'Ofsenke vun der TVA bei de Clienten ukënnt.

Travail pénitentiaire au Centre pénitentiaire Uerschterhaff | Question **7503** (24/01/2023) de **M. Pim Knaff** (DP)

Le « Centre pénitentiaire Uerschterhaff » (« CPU ») a été inauguré le 30 novembre 2022. Depuis son ouverture, les nouveaux détenus préventifs y sont placés. En outre, un transfert des détenus préventifs du « Centre pénitentiaire de Luxembourg » (« CPL ») vers le CPU est effectué par étapes.

Lors d'une interview dans le contexte de l'inauguration du CPU, le directeur de la prison avait confirmé que les détenus de l'Uerschterhaff n'ont pas la possibilité de travailler. Contrairement aux détenus condamnés du CPL, les prévenus du CPU se retrouveraient face à « une grosse inconnue » concernant leur potentielle condamnation et donc la durée de leur séjour en prison. Nonobstant, le directeur a également avoué qu'une détention provisoire peut durer entre quelques jours et plusieurs années. Parallèlement, plusieurs associations luxembourgeoises critiquent un isolement accru des prisonniers qui participerait, selon leur argumentaire, au cercle vicieux dont seraient victimes les détenus, et qui les pousserait systématiquement à la récidive.

En France, la réforme du travail pénitentiaire a instauré le Contrat d'emploi pénitentiaire (« CPE »). Selon la justice française, le travail en détention dans des conditions adaptées favorise une réinsertion professionnelle et, par conséquent, aide à prévenir la récidive.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Sachant que la nouvelle prison s'inscrit dans la réforme pénitentiaire mettant l'accent sur le détenu et sa réinsertion sociale, quels critères justifient une inégalité de traitement entre les détenus préventifs du CPU et les détenus condamnés du CPL ?

– Est-ce que Madame la Ministre envisage une adaptation du travail pénitentiaire au CPU ?

– Dans la négative, quels sont les arguments qui s'y opposent ?

Réponse (23/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Si l'objectif principal de la réforme pénitentiaire de 2018 est effectivement de favoriser sur tous les plans la réinsertion sociale des détenus, toujours est-il qu'il faut voir le système pénitentiaire dans son entièreté et que chacun des trois centres pénitentiaires du Luxembourg contribue, à son niveau, et en fonction de sa destination et son mode de fonctionnement, à la réalisation globale de cet objectif.

Le CPU, conscient de l'importance de disposer des opportunités de travail pour les prévenus, a créé un service « Travail » en engageant une personne à plein temps en charge de la recherche et de la création de postes de travail pour les prévenus.

Actuellement, il y a douze prévenus qui travaillent à la cuisine centrale. Dans un avenir proche et dans la mesure du possible, il est envisagé d'augmenter ce nombre à quatorze personnes. Douze autres postes, consistant en des travaux de nettoyage et en d'autres travaux nécessaires au bon fonctionnement des services, ont été créés. Avec l'ouverture progressive de deux autres sections de détention, douze postes supplémentaires pourront être créés. En date du 6 février 2023, 23 prévenus occupaient un poste de travail. 27 prévenus sur 161 détenus se trouvaient sur une liste d'attente, dont 12 prévenus ne seront pas éligibles en raison de leur parcours disciplinaire. Enfin, à partir du moment où les quatre sections de détention seront en service, le CPU disposera de 36 salles polyvalentes dans lesquelles différentes occupations seront proposées aux prévenus, telles que par exemple la production de détergents de lessive ou autres produits ménagers pour le CPU.

Il est entendu que toutes ces tâches et occupations sont prestées par les prévenus contre rémunération.

Déguerpissements | Question **7504** (25/01/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 2022 portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation a introduit un mécanisme social et protecteur des locataires, ces derniers représentant la partie faible dans la relation entre propriétaires et locataires. Cette suspension, qui vaut jusqu'au 31 mars 2023, ne se fait cependant pas automatiquement. Les locataires concernés qui n'ont pas trouvé de solution de relogement, peuvent, par simple requête, demander au juge une suspension d'une décision de déguerpissement les concernant.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de décisions de déguerpissement ont été exécutées depuis l'entrée en vigueur de ladite loi ?

2) Combien de locataires ont effectivement demandé à ce jour la suspension d'une décision de déguerpissement ?

3) Comment les personnes concernées sont-elles informées de la possibilité leur accordée de demander une suspension ? Est-ce que cette disposition est renseignée, par exemple, sur le courrier leur notifiant la date du déguerpissement ?

4) Est-ce que le Gouvernement entend légiférer pour étendre ce mécanisme aux périodes hivernales en général ?

Réponse (23/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Selon les chiffres fournis par la Chambre des Huissiers de justice, 16 expulsions ont été exécutées depuis l'entrée en vigueur de ladite loi, le 1er janvier 2023.

ad 2)

Justice de paix Luxembourg	8*
Justice de paix Esch-sur-Alzette	6
Justice de paix Diekirch	2

*dont 2 à titre subsidiaire par rapport à une demande en sursis

ad 3) La date effective du déguerpissement est fixée et signifiée par les huissiers de justice. En pratique, les huissiers de justice, par des interventions répétées de leur part auprès des personnes condamnées à déguerpir, les dirigent vers qui de droit afin d'obtenir de l'aide concernant la situation dans laquelle elles se trouvent.

ad 4) La loi du 23 décembre 2022 a été introduite pour tenir compte d'une situation économique bien particulière et son impact sera analysé une fois qu'elle aura cessé de produire ses effets, le 31 mars 2023.

Honoraires d'avocat | Question **7506** (25/01/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

Den Europäesche Geriichtshaff huet an enger Pressematdeelung vum 12. Januar 2023 betreffend d'Urteel vum EuGH an der Affär C-395/21 matgedeelt, datt d'Affekoten an Zukunft hire Clienten en Devis ausstelle mussen, well hir Rechnunge soss net kloer a verständlech genuch fir de Konsument kéinte sinn. An der Pressematdeelung heescht et:

« La Cour constate qu'une clause d'un contrat de prestation de services juridiques fixant le prix selon le principe du tarif horaire, en l'absence d'informations préalablement communiquées au consommateur lui permettant de prendre sa décision avec prudence et en toute connaissance des conséquences économiques qu'entraîne la conclusion de ce contrat, ne répond pas à l'exigence de rédaction claire et compréhensible au sens de droit de l'Union. »

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Madamm Minister Informatiounen dozou ginn, wéi dëst Urteel vum Europäesche Geriichtshaff zu Lëtzebuerg ëmgesat wäert ginn?

2. Verfüügt d'Madamm Minister iwwer Informatiounen doriwwer, wéi de Barreau zu dëser Decisioun steet?

3. Gëtt et lwwerleeunge bei der Regierung, fir e Sträitwäert ze fixéieren, deen d'Affekotekäschte kloer regléiert? Wann nee, wéi eng Argumenter schwätze géint dës Iddi?

4. Gëtt dru geduecht, fir hei am Land eng Tabell vun den Alimenter festzesetzen? Wann nee, wéi eng Argumenter schwätze géint esou eng Mesure?

Réponse (23/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Wat d'Froen 1 an 2 ugeet, huet den Europäesche Geriichtshaff festgehalen, datt an der Relatioun tëscht engem Affekot an engem Konsument en Accord, deen nëmmen den applikabele Stonnentariff fir d'Servicer vum Affekot ugëtt, net den Ufuerderunge vum Artikel 4 Paragraph 2 vun der modifiéierter europäescher Direktiv 93/13 entsprécht, well de Konsument am Viraus muss, opgrond vu prezise Krittären, déi wirtschaftlech Konsequenze bewäerte kënnen, déi fir hien am Kader vun der Ausübung vum Mandat duerch den Affekot wäerten entstoen.

Den Europäesche Geriichtshaff huet och festgehalen (Punkt 41 vum Urteel), datt wéinst der Natur vun de Servicer, déi vun den Affekote geliwwert ginn, et dacks schwéier bis onméiglech ass fir virauszesoen, wéi vill Zäit wäert néideg sinn, fir de gefroten Déngscht ze liwwere respektiv op wéi vill sech d'Gesamtkäschte fir de Client wäerte belafen.

Den Europäesche Geriichtshaff huet e puer Pisten opgezeechent, déi d'Konformitéit mat der Transparenzfuerderung erméiglechen, déi vum europäesche Recht virgesinn ass.

Sou huet den Europäesche Geriichtshaff drop higewisen, datt d'Informatiounen zum Stonnentariff vum Affekot kënnen ergänzt ginn, entweeder duerch eng Schätzung vun der abseebarer Unzuel u Stonnen, déi den Affekot wäert musse schaffen, oder duerch eng Indikatioun vun enger Mindestzuel vun Aarbecht, déi den Affekot erwaart mussen ze maachen, oder duerch eng Verflichtung vum Affekot, mat raisonnabelen Intervalle Rechnungen oder periodesch Relevéen ze schécken, déi d'Zuel vun de geschaffte Stonnen uginn.

Dës Ufuerderunge si schonn am Règlement intérieur de l'Ordre des avocats vum Barreau Lëtzebuerg (nodréiglech „R.I.O.") am Artikel 2.4.5 virgesinn, andeems ënner anerem vum Affekot verlaangt gëtt, datt e sengem Mandant am éischte Gespréich matdeelt, wéi eng Method hie wäert benotzen, fir seng Fraisen a Käschten ze berechnen.

Déi selwecht Bestëmmung vum R.I.O. gesäit och vir, datt den Affekot seng Clienten iwwer all Ännerung vun der Berechnungsmethod informéiert muss halen, an datt hien de Clienten all nëtzlech Informatioun betreffend d'Uwendung an der Praxis vun der Berechnungsmethod muss ginn.

Et ass also a priori keng legislativ Interventioun néideg, fir dësem Urteel gerecht ze ginn.

ad 3. Et gëtt aktuell keng Iwwerleeungen, fir en obligatoreschen Tariff fir d'Affekoten anzeféieren, deen um Sträitwäert baséiert.

Souwuel den Artikel 38 vum Gesetz iwwert de Beruff vum Affekot wéi den Artikel 2.4.5. R.I.O. forcéieren aktuell den Affekot, wann e säi Stonnentariff fixéiert, net nëmmen de Sträitwäert, mee och de Schwieregkeetsgrad vum Dossier, d'Resultat, d'finanziell Situatioun vum Client, d'Erfarung vum mandatéierten Affekot a säi Ruff ze berücksichtegen.

ad 4. Betreffend d'Ënnerhaltszuelungen tëscht fréiere „conjoints" ass net geplangt, esou e Barème virzegesinn. De Familljeriichter kuckt, fir d'Alimenter ze fixéieren, déi konkreet Ëmstänn vun all Famill a ka soumat all Situatioun individuell Rechnung droen.

Protection des majeurs incapables | Question **7507** (25/01/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

Am aktuelle Koalitiounsprogramm vun der Regierung heescht et am Zesummenhang mat der „Protection des majeurs incapables":

« La législation nationale sera adaptée en vue de la mettre en conformité avec les standards définis par la Convention de l'ONU relative aux droits de la protection des personnes handicapées. Il sera procédé à une refonte complète du droit national de la protection des majeurs avec pour finalité le renforcement de l'autonomie des personnes sous le coup d'une mesure de protection. La Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes sera ratifiée. Les personnes et institutions qui assument la responsabilité d'être tuteurs verront leurs activités mieux définies sur le plan juridique, institutionnel et matériel. »

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, e „registre de tutelle" anzeféieren, deen et enger Persoun erlaabt, soulaang se nach bei klorem Verstand ass, ze soen, wee si sech als Tuteur wënscht fir de Fall, wou si ënner Tutelle gestallt géif ginn?

2. Wéi eng Mesuren huet d'Regierung säit 2018 ënnerholl, fir déi am zitéierten Extrait formuléiert Verspriechen ëmzesetzen?

3. Firwat huet Lëtzebuerg déi am Extrait zitéiert Haager Konventioun vum 13.1.2000 nach net ratifizéiert (Quell: https://www.hcch.net/fr/instruments/conventions/statustable/?cid=71)? Ass dru geduecht, dat nach, wéi am Koalitiounsprogramm virgesinn, virun den nächste Chamberwalen ze maachen?

Réponse (23/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. De Projet de loi N° 8133, deen den 11. Januar 2023 an der Justizkommissioun virgestallt gouf, proposéiert mam „mandat de protection future" en neit Instrument anzeféieren, wat et de Bierger erlaabt, am Viraus d'Protektioun vun hirer Persoun an hirem Besëtz ze organiséieren. Konkreet kann de Mandant ënnert anerem designéieren, wien Tuteur ka ginn a wie vun der Tutellescharge ausgeschloss ass.

Et ass virgesinn, dass d'„mandats de protection future" obligatoresch ageschriwwe musse ginn an engem zentrale Regëster um Répertoire civil. D'Aféierung vun engem zousätzleche „registre de tutuelle" erschéngt ënnert dësen Ëmstänn net nëtzlech.

ad 2. D'Regierung huet sech engagéiert, d'Konventioun vun der UNO iwwert d'Rechter vu behënnerte Persounen (CRDPH) duerch de Plan d'action national 2019-2024 ëmzesetzen.

Dësen Aktiounsplang ass vum Regierungsrot den 20. Dezember 2019 ugeholl ginn a gesäit 29 Prioritéiten, 55 Objektiver a 97 Aktioune vir, déi déi concernéiert Ministèren ëmsetze sollen. An dësem Kader huet de Justizministère konkreet Aktiounen opgelëscht fir d'Ëmsetzung vum Artikel 12 vun der CRDPH. D'Unzuel vun den Tutellesriichter ass erhéicht an e Projet de loi betreffend d'Aféierung vum „mandat de protection future" ass de 4. Januar 2023 deposéiert ginn. Déi aner Elementer aus dem Plan d'action national ginn an engem Avant-projet de loi ëmgesat, deen den Ament vum Justizministère ausgeschafft gëtt.

ad 3. Et ass envisagéiert, d'Konventioun vun Den Haag iwwert den internationale Schutz vun Erwuessenen ze ratifizéieren, wa béid Projets de loi vum Legislateur ugeholl gi sinn.

Enregistrement des demandeurs d'asile | Question **7508** (25/01/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

En réponse à la question parlementaire n° 2613 du 31 juillet 2020 de l'honorable Député David Wagner, Monsieur le Ministre avait fourni des chiffres concernant les personnes qui se sont présentées au foyer d'accueil pour primo-arrivants et les personnes qui ont effectivement introduit une demande de protection internationale auprès de la Direction de l'immigration. Ainsi en 2018, 3.428 personnes s'étaient présentées au primo-accueil et 2.206 personnes avaient introduit une demande. En 2019, ce rapport était de 3.351 contre 2.047 et en 2020 (état : 30 juin 2020), ce rapport avait été de 788 contre 443.

Afin d'apprécier l'évolution dans cette thématique, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Pouvez-vous me donner le nombre de personnes qui se sont présentées au foyer d'accueil pour primo-arrivants et le nombre de personnes qui ont effectivement introduit une demande de protection internationale auprès de la Direction de l'immigration pour les années 2020, 2021 et 2022 ?

En réponse à la question parlementaire n° 3098 du 5 novembre 2020 de l'honorable Député David Wagner, Monsieur le Ministre avait expliqué qu'en 2018, 8 examens médicaux en vue de déterminer l'âge d'un(e) ressortissant(e) d'un pays tiers ont été réalisés sur demande de la Direction de l'immigration, comparé à 25 en 2019 et 5 en 2020 (état : début novembre). Le nombre de jeunes qui suite à un tel examen ont été enregistrés comme majeurs étaient de 7 en 2018, de 23 en 2019 et de 5 en 2020.

2) Pouvez-vous me donner le nombre de ressortissant(e)s d'un pays tiers qui ont été soumis(es) à un examen pour la détermination d'âge, ainsi que le nombre de personnes qui ont subséquemment été enregistrées comme majeures pour les années 2020, 2021 et 2022 ?

Réponse (24/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) Il est renvoyé à la présentation du 21 février 2023 devant la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, ainsi qu'aux bilans des années en question disponibles sur le site du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

ad 2) Nombre d'expertises médicales réalisées afin de déterminer l'âge d'un demandeur de protection internationale en 2020, 2021 et 2022 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il convient de préciser que le fait qu'une personne est considérée comme mineure après l'expertise médicale ne signifie pas que l'expertise médicale a nécessairement établi la minorité de la personne. Une personne est en principe considérée comme mineure dès que l'expertise médicale conclut que la minorité ne peut pas être totalement exclue, même si elle conclut également que l'âge réel est estimé au-delà de 18 ans.

Création de nouvelles pharmacies | Question **7509** (25/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

En juin 2022, le Conseil de la concurrence a publié une enquête au sein du secteur pharmaceutique. Le conseil indique dans son rapport que le Luxembourg a l'un des ratios les plus faibles parmi les pays de l'OCDE quant au nombre de pharmacies par rapport à la population. Afin de pallier au moins les lacunes géographiques, le conseil propose quelques communes et localités avec un certain potentiel d'implantation.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Comment le Ministère de la Santé se positionne-t-il par rapport à la proposition du Conseil de la concurrence de créer des pharmacies dans les communes de Beckerich, Tandel et Weiswampach ?

– Le ministère a-t-il déjà engagé des pourparlers avec les édiles communaux concernés sur l'opportunité de mettre en place une officine sur leur territoire ?

– Outre la localisation géographique et les distances à parcourir par les clients, quels sont les critères décisifs qui motivent la création d'une pharmacie ?

Réponse (07/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Une analyse de la situation des concessions de pharmacies au Luxembourg sur base du rapport du Conseil de la concurrence est actuellement en cours auprès du Ministère de la Santé et de nouveaux critères pour l'attribution de concessions de pharmacies est en cours d'élaboration. Dans ce sens, une réunion à courte échéance est prévue avec le Syndicat des pharmaciens (SPL) afin de leur présenter les critères que le Ministère de la Santé souhaite mettre en place. Une saisine du Collège médical est également prévue afin que celui-ci se positionne sur les critères que le ministère souhaite mettre en place.

Des contacts ont effectivement eu lieu avec la commune de Tandel sur base d'une initiative du Collège échevinal qui a présenté un concept de centre médical à approche pluridisciplinaire qui prévoit effectivement aussi l'implantation d'une pharmacie. Jusqu'à ce jour, les autres communes citées par l'honorable Député n'ont pas encore été contactées étant donné que les critères définitifs ne sont pas encore arrêtés.

Le Ministère de la Santé souhaite élaborer des critères pour l'attribution des concessions de pharmacies sur base notamment de considérations sociodémographiques (nombre d'habitants par commune, proximité par rapport à des zones d'activité, accessibilité, etc.) et souhaite favoriser une approche pluridisciplinaire visant à renforcer les soins primaires. À cette fin, le Ministère de la Santé privilégie des concepts réunissant idéalement sur un même site des médecins, des professionnels de santé des pharmaciens et éventuellement un laboratoire d'analyses médicales.

Procédure de classement d'un bâtiment | Question **7511** (26/01/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 25. Februar 2022 ass dat neit Denkmalschutzgesetz a Kraaft getrueden. Nom Artikel 18 vum Gesetz kann all Interesséierten an all Organisatioun eng Demande de classement fir ee Gebai un de Minister schécken.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch eng Kéier rappeléieren, wat déi eenzel Schrëtt an der Klassementsprozedur vun engem Gebai sinn, nodeems eng Demande agereecht gouf?
Kann d'Ministesch erklären, wat fir eng Organer bei all Schrëtt vun dëser Prozedur intervenéieren a wéi eng Aufgaben hinne bei all Schrëtt zoukommen?

2. Wien decidéiert iwwert d'Suite vun enger Demande de classement an op Basis vu wat fir enge Krittäre gëtt dës Decisioun geholl? Aneschters gefrot: Wien decidéiert, ob ee Gebai eng Klassementsprozedur duerchleeft oder net?

3. An engem „Wort"-Artikel vum 5. Januar 2023 huet den Direkter vum Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) erkläert, dass d'Experte vum INPA, déi de Kulturminister beroden, op Basis vu legale Krittären an a wëssenschaftlecher Onofhängegkeet schaffen.
– Op wéi enger wëssenschaftlecher Methodologie baséiert sech den Expertegrupp vum INPA fir seng Analysen? Sinn dës Krittäre schréftlech anzwousch festgehalen? Falls jo, wou?

4. A wéi enge Fäll (no wéi enge Krittären) ginn d'Experte vum INPA op d'Plaz kucken, wéi et am Artikel 131(2) vum Denkmalschutzgesetz virgesinn ass?
Wat fir eng Instrumenter benotzen d'Experte vum INPA bei dëse Visitten an no wat fir enger Methodologie gi se vir, fir d'Gebai ze analyséieren?

5. Wat fir eng Roll kënnt der Commission pour le patrimoine culturel (COPAC) an der Prozedur vun engem Klassement zegutt?
Wat geschitt am Fall vun engem Desaccord tëscht der COPAC an den Experte vum INPA?

6. A wéi enge Fäll ginn extern Experten zu der Klassementsprozedur zougezunn?
Sinn d'Resultater vun dësen Expertise fir d'Ëffentlechkeet zougänglech?
Wa jo, iwwert wéi eng Weeër?
Wann nee, aus wéi enge Grënn wëll een dës Dokumenter net ëffentlech maachen?

7. Wéi vill Deeg brauch eng Klassementsprozedur am Duerchschnëtt (vum Areeche vun enger Demande bis zur Decisioun vum Minister)?
Wéi ginn d'Demandeuren iwwert de Verlaf an Ausgang vun der Decisioun informéiert?

Réponse (01/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Virop wëll ech den honorabelen Deputéierten, esouwéi all interesséierte Bierger, op de Guide pratique iwwert dat neit Denkmalschutzgesetz opmierksam maachen. Dëse Guide, deen 2022 parallell zum Vott vum Gesetz vum Kulturministère publizéiert an a véier Informatiounsversammlungen uechtert d'Land presentéiert gouf, visualiséiert op eng accessibel Manéier déi verschidde Schrëtt, Prozeduren an Delaien, déi beim Denkmalschutz an d'Spill kommen. De Guide kann op www.patrimoineculturel.public.lu telechargéiert ginn.

Da sief ze präziséieren, dass et den Artikel 130 ass, an net den Artikel 18, deen et ville Persounen erlaabt, eng Demande op e Klassement fir ee Gebai ze stellen, dat an deene Gemengen, wou de wëssenschaftlechen Inventaire vum Institut national pour le patrimoine culturel – INPA an déi doraus erfollegt Protektiounen nach net ofgeschloss sinn.

Wann eng Demande de classement erakënnt, maachen d'Experte vum INPA Recherchen a schreiwen en Argumentaire, dat nodeems se idealerweis d'Gebai konnte vu banne gesinn. Fir dass dat ka geschéien, ginn d'Proprietären ugeschriwwen a kréien esou matgedeelt, datt e Protektiounsdossier opgemaach gouf. Dann ass et um Minister ze decidéieren, ob eng Intention de classement op Basis vum Artikel 131(3) erausgi gëtt oder net.

Wa soll geschützt ginn, ass et fir d'éischt d'Annonce vun enger Intention de classement, déi vum Minister un de Proprietär vum Gebai geriicht gëtt, mat den Argumenter fir d'Protektioun. Op déi Annonce kann de Proprietär reagéieren. Duerno ass et dann um Minister, fir d'Intention de classement ze verschécken. Mat der Intentioun trieden d'Effete vum Klassement a Kraaft. Och déi concernéiert Gemeng kritt dës Intentioun a kann hiren Avis dozou ofginn.

D'Experte vum INPA ginn ëmmer op d'Plaz kucken. Wann de concernéierte Proprietär zoustëmmt fir eng Visitt vu bannen, ginn d'Experten an d'Gebai eran. Bei esou enger Visitt gëtt dat ganzt Gebai analyséiert, vu bausse wéi vu bannen, op all Niveau an an all Raum. Wann de Proprietär zoustëmmt, gi Fotoe fir d'Dokumentatioun gemaach.

D'Experte vum INPA evaluéieren d'Gebai opgrond vun enger konscht- an architekturhistorescher Methodologie (Baustilkunde), opgrond vun hirer Erfarung a virun allem ënner Berécksiichtegung vun de Krittären, déi am Artikel 23 vum Gesetz vum 25. Februar 2022 iwwert de Patrimoine culturel opgelëscht sinn.

Am Fall wou d'Kompetenz vun unerkannten Experten op engem Spezialgebitt eng sënnvoll Ergänzung duerstellt, oder opgrond vun Onkloerheeten, déi eng méi déifgrënneg Analys erfuerderen, ginn extern Expertisen zougezunn. D'Resultater vun esou Expertise befannen sech am administrativen Dossier a falen ënnert den RGPD. Dës Analyse kënnen zum Beispill Baufuerschungen oder dendrochronologesch Etudë sinn.

Generell gi wéineg extern Experte bei der Klassementsprozedur zougezunn. Dëst ass éischter de Fall bei konkreete geplangten Aarbechten, wou am Virfeld eng genau Bauanalys néideg ass. Dës Analyse gi meeschtens vun de Proprietäre respektiv vum Bauhär an Optrag ginn, sou dass de Proprietär/Bauhär och d'Rechter op dës Dokumenter huet. Bei staatleche Gebaier kënnen d'Analysen op Demande vu baussen ëffentlech gemaach ginn.

D'Commission pour le patrimoine culturel (COPAC) beréit de Kulturminister allgemeng zu de Mesuren, déi am Denkmalschutzgesetz virgesi sinn. Méi spezifesch an der Klassementsprozedur gëtt d'COPAC en Avis zu deene Gebaier, wou eng Demande de classement virläit. Op Basis vun den Avise vum INPA an der COPAC hëlt de Kulturminister eng Decisioun. Falls Divergenzen tëscht dem INPA an der COPAC bestinn, tranchéiert de Minister.

D'Dauer vun enger Klassementsprozedur ka staark variéieren. Eng Schutzprozedur dauert tëschent 6 a 24 Méint. Wa bis eng Intention de classement erausgeschéckt gëtt, muss d'Klassementsprozedur no 9 Méint spéitstens ofgeschloss sinn.

Den Artikel 132 gesäit vir, dass den Arrêté de classement un den Demandeur verschéckt gëtt. Ausserdeem ass um Internetsite vum INPA eng Lëscht mat all de geschützte Gebaier ze fannen, déi reegelméisseg aktualiséiert gëtt.

Élection présidentielle congolaise 2023 | Question **7512** (26/01/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 20. Dezember 2023 stinn an der Demokratescher Republick Kongo, déi op enger Krisestaate-Lëscht vum International Rescue Committee u 4. Plaz steet, Presidentschafts-, Legislativ-, Provënz- a Gemengewalen um Programm, dat am Kontext vun enger dramatescher Sécherheetskris am Oste vum Land. Zu de Milizen, déi maassgeeblech un dëser Kris bedeelegt sinn, gehéiert och d'M23, déi fir eent vun de schlëmmste Massaker an der kongolesescher Geschicht verantwortlech gemaach gëtt. D'Walkommissioun vun der DRK steet virun der Aufgab, alle potenzielle Walberechtegten d'Participatioun un dësen historesche Walen ze erméiglechen. D'Gefor besteet awer, datt ganz Bevëlkerungsgruppen, déi an deene vun M23 kontrolléierte Gebidder liewen, vun der Wal ausgeschloss bleiwen.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Wéi eng Efforten ënnerhëlt den Här Minister op europäeschem an internationalem Niveau, fir drop hinzewierken, datt sech aner Staaten, déi Europäesch Unioun an aner international Organisatioune méi fir d'Situatioun am Kongo interesséieren, datt

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

déi politesch Situatioun an der DRK am Waljoer 2023 sech net nach weider zouspëtzt an datt et um ganze Gebitt vun dësem zentralafrikanesche Land zu fairen a friddleche Wale kënnt?

2. Lëtzebuerg ass säit dem 1. Januar 2022 a bis Enn 2024 Member vum UN-Mënscherechtsrot. Wäert den Här Minister derfir antrieden, datt Walbeobachter an d'DRK geschéckt ginn, fir laangfristeg d'Rechtsstaatlechkeet vum Walprozess a vun de Walen ze iwwerpréiwen?

3. D'DRK beschëllegt Ruanda, d'M23-Miliz aktiv ze ënnerstëtzen. Wéi beurteelt den Här Minister d'Roll vu Ruanda am Krisegebitt? Wéi eng Konsequenzen huet déi Situatioun op d'Relatioune mat deene verschiddenen zentralafrikanesche Staaten?

Réponse (23/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. De Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne suivéiert reegelméisseg d'Situatiounen an Afrika, dorënner och déi am Kongo. Fir d'Land selwer an och d'Regioun huet d'Europäesch Unioun (EU) rezent eng Strategie, déi sougenannt „Stratégie des Grands Lacs", ausgeschafft. Mat dëser Strategie verfollegt d'EU hir Haaptprioritéit, de Fridden, Demokratie an nohalteg Entwécklung an der Regioun ze förderen. Op internationalem Niveau ass d'politesch Situatioun am Kongo virun allem eng Fro vu „Sécherheet", a gëtt als solch prioritär um Niveau vum UN-Sécherheetsrot zu New York suivéiert.

ad 2. Weeder Lëtzebuerg, d'EU, nach den UN-Mënscherechtsrot kënne Walbeobachter an de Kongo schécken. D'Walbeobachter ginn normalerweis vum Staat selwer agelueden. Walbeobachter kënnen also net vun ons Europäer imposéiert ginn. Am Kontext vun de Walen an der DRK kéint et sinn, dass éischter „lokal" Observateure gesicht ginn; et wier och méiglech, dass d'Afrikanesch Unioun oder eventuell d'International Organisatioun vun der Francophonie eng Walobservatiounsmissioun géif virgesinn. Bei der Organisatioun vun de Wale kéint eventuell och der UNO hir Stabilisatiounsmissioun (MONUSCO) hëllefen. Déi genannten Optiounen si momentan weeder confirméiert, nach aktéiert.

ad 3. D'Sécherheetssituatioun an dem Gebitt ass effektiv eng komplex: Iwwer 100 bewaffnet Gruppe si laut UNO an der DRK aktiv. Am Kontext vun de rezenten Aktivitéite vun der M23-Miliz an der DRK, ënnerstëtzt Lëtzebuerg voll a ganz de Pressecommuniqué vum UN-Sécherheetsrot vum 22. November 2022, deen, ënner anerem, d'Attacke vun der M23-Miliz am Nordkivu an hir Avancéeë Richtung Goma an an anere Géigende staark verurteelt an opfuerdert, datt all weider Avancéeë vun der Miliz direkt gestoppt ginn an datt se sech aus alle besate Gebidder zeréckzitt.

Statistiques dans le domaine agricole | Question **7515** (26/01/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut den Zuele vum Statec gouf et am Joer 2021 1.869 landwirtschaftlech Betriber zu Lëtzebuerg. Am selwechte Joer louch d'Gesamtzuel vun de landwirtschaftlechen Aarbechtskräfte pro Joer bei 3.521 (UTA). D'Zuel vun de Ranner louch bei 189.543.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill Betriber insgesamt beschäftege manner wéi 2 theoreetesch UTA?
– Wéi vill Betriber beschäftegen an der Déiereproduktioun manner wéi 2 theoreetesch UTA?

2. Wéi vill Betriber beschäftegen insgesamt tëschent 2 a 5 theoreetesch UTA?
– Wéi vill Betriber beschäftegen an der Déiereproduktioun tëschent 2 a 5 theoreetesch UTA?

3. Wéi vill Betriber beschäftegen insgesamt méi wéi 5 theoreetesch UTA?
– Wéi vill Betriber beschäftegen an der Déiereproduktioun méi wéi 5 theoreetesch UTA?

4. Wéi vill Groussvéieenheete gouf et insgesamt am Joer 2023?
– Wéi héich läit d'Moyenne vun de Groussvéieenheete pro Hektar?
– Wéi héich läit d'Moyenne vun de Groussvéieenheete pro Betrib?
– Wéi héich läit d'Moyenne vun de Groussvéieenheeten an der Kategorie vun de Betriber ënner 2 theoreetesch UTA?
– Wéi héich läit d'Moyenne vun de Groussvéieenheeten an der Kategorie vun de Betriber tëschent 2 a 5 theoreetesch UTA?
– Wéi héich läit d'Moyenne vun de Groussvéieenheeten an der Kategorie vun de Betriber iwwer 5 theoreetesch UTA?

Réponse (01/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Zu Lëtzebuerg hunn 1.122 Betriber manner wéi 2 theoreetesch UTA an 1.409 Betriber manner wéi 2 theoreetesch UTA an der Déiereproduktioun.

ad 2. Et gëtt 516 Betriber, déi insgesamt tëschent 2 a 5 theoreetesch UTA hunn, an 363 Betriber, déi tëschent 2 a 5 theoreetesch UTA reng an der Déiereproduktioun hunn.

ad 3. Et gëtt 204 Betriber am Land, déi méi grouss si wéi 5 theoreetesch UTA, a 70 Betriber, déi eng Déiereproduktion vun iwwert 5 theoreetesch UTA managen.

ad 4. D'Moyenne vun de Groussvéieenheete läit hei zu Lëtzebuerg bei 1,17 UGB pro ha, wann een d'Fläch, déi vun de Lëtzebuerger Baueren am Ausland bewirtschaft gëtt, matrechent, sinn et 1,08 UGB pro ha.

Bei Betriber bis 2 theoreetesch UTA sinn et 0,82 respektiv 0,77 UGB/ha.

Bei de Betriber vun 2 bis 5 theoreetesch UTA sinn et 1,29 respektiv 1,21 UGB/ha a bei de Betriber iwwert 5 theoreetesch UTA sinn et 1,56 respektiv 1,35 UGB/ha.

All dës Zuele bezéien sech op d'Joer 2022.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 40 et 41	Questions au Gouvernement
p. 03-04	p. 05-07	p. 07-87	p. 88-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-04

Nouvelles lois ..... p. 05-07

Séances ..... p. 07-87

40e séance du mercredi 22 mars 2023 p. 07-35

41e séance du jeudi 23 mars 2023 p. 36-87

Questions au Gouvernement ..... p. 88-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
07/08/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

6. Treffen deutschsprachiger Parlamentspräsidenten in Ostbelgien

Politische Bildung im Kampf gegen Fake News

V. l. n. r.: Martin Candinas (Schweizer Nationalrat), Fernand Etgen (Luxemburger Abgeordnetenkammer), Charles Servaty (Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens), Bärbel Bas (Deutscher Bundestag), Albert Frick (Landtag Liechtenstein), Wolfgang Sobotka (Österreichischer Nationalrat)

Was können Parlamente im Kampf gegen Desinformation und Fake News tun? Diese Frage stand im Zentrum des Austauschs beim 6. Forum der deutschsprachigen Parlamentspräsidenten, bei der Herr Fernand Etgen mit seinen Amtskollegen der Parlamente Deutschlands, Österreichs, Liechtensteins, der Schweiz und der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens am 17. und 18. Juli 2023 im belgischen Eupen zusammengekommen ist.

„Nur wer die Politik, und damit das Funktionieren einer Demokratie versteht, kann diese leben", erklärte der Luxemburger Parlamentspräsident beim diesjährigen Forum in Eupen. Das Schwerpunktthema des informellen Treffens lautete: „Politische Bildung in den Parlamenten als Instrument zur Bekämpfung von Desinformation und Fake News". „Politische Bildung ist Pflicht für demokratische Akteure wie wir es sind, denn Fake News und Desinformation betreffen vor allem die politische Welt. Wir müssen dieses Phänomen ernstnehmen und verhindern, dass es mit unserer Gesellschaft verwächst", versicherte er weiterhin.

Das luxemburgische Parlament unterhält verschiedenste Initiativen, um dieser Verantwortung gerecht zu werden. Dies geschieht in Zusammenarbeit mit Akteuren wie dem „Zentrum fir politesch Bildung" (ZpB). So nahmen in den ersten sechs Monaten des laufenden Jahres mehr als 450 Kinder und Jugendliche an Workshops aus der Reihe #MengChamber teil. Rund hundert Kinder kamen anlässlich des internationalen Kinderrechtstages mit dem „Zuch vun der Demokratie" ins Parlament, um ihre Wünsche an die Politik mit Abgeordneten zu diskutieren. Regelmäßig finden Sitzungen des Jugendparlaments in der Chamber statt sowie andere Veranstaltungen, die Jugendvertretern im Parlament eine Stimme verleihen und sie an demokratische Prozesse heranführen. In der Chamber werden zudem regelmäßig Besuchergruppen empfangen. Weiterhin strebt das Parlament die Eröffnung eines Besucherzentrums an, erklärte Herr Etgen.

Bewährte Konzepte und Initiativen im Bereich der politischen Bildung auszutauschen und sich noch besser an der Praxis anderer Parlamente zu orientieren, als dies bereits der Fall ist – dies sind gemeinsame Ziele, die sich die sechs Parlamentspräsidenten in Eupen gesetzt haben. Sie strichen ebenfalls die Bedeutung des lebenslangen Lernens und der Förderung von (digitaler) Medienkompetenz hervor und debattierten über die Rolle von sozialen Medien wie Facebook, Twitter, Instagram oder TikTok in der politischen Diskussion sowie die Notwendigkeit, eine breite Debatte über eine mögliche Reglementierung sozialer Medien anzustoßen. Diese Diskussion beruhte unter anderem auf den Erkenntnissen des Medienhistorikers Prof. Andreas Fickers. Der Direktor des Instituts für Zeit- und Digitalgeschichte der Universität Luxemburg (Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History – C^2DH), selbst gebürtiger Ostbelgier, nahm als Experte an der Veranstaltung teil.

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Belgien mit Sitz in Eupen richtete die Tagung in diesem Jahr für den belgischen Zentralstaat aus. Das Format dieses Treffens hat der damalige Bundestagspräsident Norbert Lammert 2016 ins Leben gerufen. Zuletzt fand die Tagung 2022 in Vaduz (Liechtenstein) statt; 2024 wird sie in Deutschland veranstaltet werden.

„Nur wer die Politik, und damit das Funktionieren einer Demokratie versteht, kann diese leben", erklärte Parlamentspräsident Fernand Etgen beim diesjährigen Forum in Eupen.

30e session annuelle de l'AP-OSCE

Renforcer la sécurité régionale en favorisant des sociétés démocratiques et inclusives

Des centaines de parlementaires de 56 pays se sont réunis à Vancouver, en Colombie-Britannique, du 30 juin au 4 juillet 2023 pour la 30e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE).

Lors de cette session, outre les rapports couvrant la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, un certain nombre de questions ont été abordées, notamment en lien avec l'intelligence artificielle, la sécurité énergétique, les prisonniers politiques, les migrations, les défis institutionnels de l'OSCE, la sécurité économique et le redressement des économies après la pandémie, l'antisémitisme et les conséquences sexospécifiques des conflits armés, la bonne gouvernance et la pollution par les matières plastiques.

Le Premier Ministre du Canada, M. Justin Trudeau, s'est adressé aux parlementaires dans un message vidéo en soulignant l'importance de transmettre le message à la Fédération de Russie que la force ne fait pas le droit (« might does not make right »). L'AP-OSCE a déclaré à l'unanimité le groupe Wagner en tant qu'organisation terroriste et, en conséquence, la Fédération de Russie en tant qu'État qui finance publiquement des organisations terroristes, en réponse directe à l'aveu du Kremlin concernant le financement du groupe Wagner à hauteur de près d'un milliard de dollars en 2022 uniquement.

Par ailleurs, une nouvelle commission parlementaire a été créée à l'unanimité des États membres afin de coordonner plus efficacement le soutien à l'Ukraine. L'importance de l'OSCE a été soulignée dans la situation de sécurité actuelle et les États membres ont été appelés à soutenir la motion de l'Ukraine visant à créer un tribunal spécial pour enquêter sur les crimes de guerre commis par la Russie en Ukraine. Dans ce

contexte, il est à relever que les délégations parlementaires de Russie et de Biélorussie n'étaient pas présentes, car sanctionnées par le Canada. De ce fait, certaines motions spécifiques ont été adoptées sans controverses.

La conférence s'est achevée par le vote de la déclaration de Vancouver, qui condamne « la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » en tant que « violation manifeste, brutale et non corrigée des principes d'Helsinki ».

La parlementaire finlandaise, Mme Pia Kauma, a été élue nouvelle Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

La Chambre des Députés était représentée par M. Emile Eicher et Mme Lydia Mutsch, membres suppléants de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, Président, et M. Jean-Marie Halsdorf, Vice-Président (de gauche à droite).

Réunissant 323 parlementaires de toute la région de l'OSCE, y compris l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE) offre un forum pour le dialogue parlementaire, dirige des missions d'observation des élections et renforce la coopération internationale afin de respecter les engagements pris en matière de politique, de sécurité, d'économie, d'environnement et de droits de l'homme.

Elle se réunit quatre fois par an pour discuter et voter des résolutions proposées par trois commissions générales (affaires politiques et sécurité, affaires économiques et environnement, et droits de l'homme et questions humanitaires).

Celles-ci rédigent des résolutions qui sont votées par les commissions, puis par l'assemblée plénière le dernier jour de la session.

La déclaration finale résume les rapports et résolutions des trois commissions et les 16 sujets additionnels proposés par les délégations. Elle peut être consultée en scannant le code QR suivant :

Entrevue avec l'association Rosa Lëtzebuerg

« S'engager contre les discriminations ne nuit pas à la neutralité politique de la Chambre »

Bien que l'illumination de la façade de l'Hôtel de la Chambre aux couleurs de la Pride Week n'ait pas été possible cette année en raison de restrictions énergétiques, le Parlement a tenu à exprimer d'une manière différente son soutien à l'engagement contre les discriminations que subissent les personnes LGBTIQ+. C'est ce qui ressort du message que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a adressé à des membres de l'association Rosa Lëtzebuerg le 6 juillet 2023 au Parlement. M. Etgen a rappelé plusieurs actions qui ont été menées sur les réseaux sociaux, comme celle d'associer le logo de la Chambre des Députés aux couleurs du drapeau LGBTIQ+. Au sujet des critiques que ces actions ont suscitées, le Président de la Chambre a déclaré que la neutralité politique de la Chambre n'était pas ébranlée par une initiative visant à promouvoir le respect des droits des personnes.

« Nous voulons faire entendre notre voix lorsqu'une loi concerne la communauté LGBTIQ+ »

M. Tom Hecker, Président de Rosa Lëtzebuerg, a salué ces initiatives qui ne sont pas passées inaperçues et qui ont été appréciées. Il a également souligné son inquiétude quant au contexte plus large, qui voit selon lui l'homophobie augmenter. Interrogés au sujet de leurs doléances envers le monde politique, les membres de Rosa Lëtzebuerg ont notamment exprimé leur désir d'une plus grande implication dans le processus législatif lorsqu'une loi peut avoir un impact sur la communauté LGBTIQ+.

Sur les raisons qui expliqueraient l'augmentation des manifestations homophobes et violentes que décrivent les membres de Rosa Lëtzebuerg, ces derniers évoquent plusieurs facteurs. Les réseaux sociaux joueraient un rôle, mais il y aurait aussi un effet d'imitation de tendances hostiles aux minorités existant dans des pays étrangers. Les membres de Rosa Lëtzebuerg se sont dits opposés à la fermeture des canaux de discussion que sont les réseaux sociaux lorsque les échanges se détériorent. En revanche, ils ont prôné une intervention, voire un signalement aux autorités au cas où les propos devraient dégénérer en discours de haine.

Des membres de l'association Rosa Lëtzebuerg ont été reçus à la Chambre pour un échange de vues au sujet des discriminations que subissent les personnes LGBTIQ+.

Réforme de l'arbitrage

7671 – Projet de loi portant modification de la deuxième partie, livre III, titre Ier, du Nouveau Code de procédure civile, en vue de la réforme de l'arbitrage

Le projet de loi 7671 a pour objectif de moderniser en profondeur le droit de l'arbitrage, dont l'origine, malgré quelques réformes ponctuelles, remonte à l'ère napoléonienne. L'exposé des motifs fait à juste titre référence au « droit suranné » de l'arbitrage au Luxembourg, malgré l'essor de cette procédure de résolution des litiges, notamment en matière internationale.

La matière se trouve aujourd'hui inscrite dans les articles 1224 à 1251 du Nouveau Code de procédure civile. La pratique a cependant montré un certain nombre de lacunes et d'imperfections du Règlement grand-ducal de 1981 qui méritent qu'on y remédie dans l'intérêt du développement de ce mode alternatif de règlement des conflits.

Une telle démarche s'inscrit par ailleurs dans un mouvement plus vaste au plan mondial où de nombreux États procèdent à la modernisation de leur droit de l'arbitrage.

Le programme gouvernemental 2018-2023 énonce : « Ce mode alternatif de règlement des litiges sera modernisé afin de mettre en avant ses atouts de flexibilité, de rapidité et de confidentialité tout en l'encadrant de garanties appropriées notamment en ce qui concerne le respect de l'ordre public, le droit des parties à l'arbitrage ainsi que le respect des droits de tierces personnes. »

L'arbitrage en tant que mode alternatif de règlement de conflits peut en effet utilement contribuer à décharger les juridictions étatiques de certains contentieux spécifiques.

D'un autre côté, le Luxembourg jouit de certains avantages qui devraient naturellement pouvoir contribuer au développement de l'arbitrage.

La multiculturalité et le plurilinguisme augmentent les facultés des acteurs de la place à s'imprégner d'un point de vue sociologique du contenu des dossiers à ramifications internationales. Cette aisance sociologique est complétée par le travail du juriste luxembourgeois, qui est habitué à se confronter aux droits étrangers et à adopter une méthode comparatiste dans l'application du droit.

Finalement, la situation géographique, la continuité politique et la stabilité de l'environnement normatif peuvent également favoriser le choix des parties en faveur du Luxembourg comme lieu de leur arbitrage.

Le projet de loi n° 7671 redéfinit les bases juridiques de l'arbitrage. Ces bases juridiques doivent consister en un corps de règles cohérentes, connues et reconnues par le monde des affaires pour leur efficacité et acceptées comme répondant aux exigences et contraintes d'une procédure arbitrale utile.

Le texte proposé prend appui sur trois choix fondamentaux.

Le premier choix consiste à prendre appui sur le droit français et la loi-type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international, afin de collecter dans chacun des textes les règles les plus appropriées.

Le deuxième choix est de créer un régime libéral afin de faciliter le recours à l'arbitrage, tout en excluant certains types de litiges dans un souci de protection.

Le troisième choix est celui de rejeter la distinction, pourtant existante en droit français, entre arbitrage interne et arbitrage international.

Sur base de ces choix fondamentaux, c'est en fin de compte essentiellement le régime de l'arbitrage international en droit français qui a servi de modèle de référence pour le détail du texte proposé.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/09/2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

16/09/2020	Présentation et examen de l'avant-projet de loi
23/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
08/03/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15/03/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/03/2023
Loi du 19 avril 2023
Mémorial A : 2023, n° 203, page 1

Droits et obligations des voyageurs ferroviaires

7934 – Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) 2021/782 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Le projet de loi entend mettre en œuvre l'article 35 du règlement précité, dont le paragraphe 1er impose notamment aux États membres de déterminer « le régime des sanctions applicables aux violations des dispositions du présent règlement et [de prendre] toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de ces sanctions. Ces sanctions doivent être effectives, proportionnées et dissuasives ».

Le règlement (UE) 2021/782 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires constitue une refonte du règlement (CE) 1371/2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires. D'après le législateur européen, en dépit des progrès considérables réalisés dans le domaine de la protection des consommateurs dans l'Union européenne, la protection des voyageurs ferroviaires doit encore être améliorée, étant donné que ce dernier est la partie faible du contrat de transport.

La refonte accorde les mêmes droits aux voyageurs ferroviaires qui effectuent des trajets internationaux et intérieurs visant ainsi à élever le niveau de protection des consommateurs dans l'Union européenne et à garantir à la fois des conditions de concurrence équitables pour les entreprises ferroviaires et un niveau uniforme de droits pour les voyageurs. Les voyageurs devraient recevoir les informations les plus précises possibles concernant leurs droits. Étant donné que certains formats de billets ne permettent pas que des informations soient imprimées sur ces billets, il devrait être possible de les fournir par d'autres moyens.

Le présent projet de loi crée d'ailleurs la base légale pour le projet de règlement grand-ducal prémentionné, qui restera donc en suspens jusqu'à l'entrée en vigueur du projet de loi. Le dispositif principal du projet de loi concerne néanmoins le régime des sanctions applicables en cas de violation d'une disposition du règlement (UE) 2021/782. Le projet de loi fixe ainsi une amende administrative variant entre 500 et 4.000 euros et pouvant être doublée en cas de récidive. Ces amendes administratives sont prononcées par le ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions.

L'entrée en vigueur du projet de loi est fixée au 7 juin 2023, en cohérence avec la date d'application directe du règlement (UE) 2021/782 précité.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/12/2021
Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

20/10/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
23/02/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16/03/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/03/2023
Loi du 19 avril 2023
Mémorial A : 2023, n° 255, page

Ombudsman

8038 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur

La proposition de loi vise à remplacer, dans tous les textes de loi et de règlement, la dénomination de « médiateur » par celle d'« Ombudsman », en perspective de l'entrée en vigueur, le 1er juillet 2023, de la loi du 17 janvier 2023 portant révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution.

En effet, l'article 83 nouveau de la Constitution dispose :

« Art. 83. L'Ombudsman est nommé par le Grand-Duc sur proposition de la Chambre des Députés, votée à la majorité qualifiée prévue à l'article 71 alinéa 3. Les attributions et les règles de fonctionnement de l'Ombudsman et les relations avec la Chambre des Députés sont déterminées par la loi. »

Etant donné que le mode de nomination de l'Ombudsman est désormais inscrit dans la Constitution, il y a lieu d'abroger le paragraphe 1er de l'article 9 de la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden, M. Charles Margue et M. Roy Reding, le 29/06/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
14/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/03/2023
Loi du 5 avril 2023
Mémorial A : 2023, n° 188, page 1

Exploitation du service de transport public par chemin de fer

8058 – Projet de loi relative au financement du contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer

Le présent projet de loi entend autoriser le Gouvernement d'attribuer directement un contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer, pour la période maximale autorisée de 15 ans. La charge à assumer par l'État au titre de la rémunération de l'adjudicataire pour les prestations du service de transport public par chemin de fer ne peut pas dépasser le montant de 7.145.695.000 € TTC pour la période allant du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2039. Les dépenses occasionnées selon la présente loi sont imputées sur le crédit inscrit annuellement à la section des transports publics par chemin de fer au budget des dépenses courantes du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Le montant maximal correspond à la valeur 930,37 au 1er avril 2022 de la moyenne semestrielle des indices des prix à la consommation raccordés à la base 100 du 1er janvier 1948 et sera adapté aux variations du coût de la vie.

Le montant total des dépenses relatives à l'exploitation du service de transport public de voyageurs par chemin de fer, pour lequel l'exploitation proprement dite commence au 1er janvier 2025, a été estimé comme suit, dans une projection pluriannuelle :

Ce futur contrat de service public de transport par chemin de fer qui fera l'objet d'une attribution directe en application de l'article 5, paragraphe 4bis, du règlement (CE) n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 précité, sera soumis à une décision préalable prenant la forme d'une décision motivée présentée par l'autorité organisatrice compétente au Conseil de Gouvernement.

C'est seulement une fois la loi de financement votée et le Conseil de Gouvernement entendu en son avis quant à l'adjudicataire retenu pour le contrat de service public par chemin de fer, que ce dernier pourra être signé.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/07/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
02/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
16/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/03/2023
Loi du 28 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 171, page 1

Accord salarial dans la Fonction publique

8138 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour objet de mettre en œuvre les points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et de modifier la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Les modifications portent principalement sur :

– une augmentation d'un pourcentage conséquent de la partie basse du traitement des agents, correspondant à une hausse de 5 % sur les premiers 100 points indiciaires. Cette approche est appliquée à partir du 1er janvier 2023 et pendant 12 mois. À partir du 1er janvier 2024, une autre approche sera appliquée, à savoir une augmentation linéaire de la valeur du point indiciaire de 1,95 % ;

– une indemnité mensuelle qui est prévue pour les volontaires de l'armée pour l'année 2023, puisque leur rémunération n'est actuellement pas liée au point indiciaire tel que prévu par l'article 2, paragraphe 4, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

La hausse et l'indemnité sont calculées proportionnellement au degré de la tâche des agents. Un agent travaillant à 50 % bénéficiera par exemple d'une hausse de 5 % sur les 50 premiers points indiciaires.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 26/01/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :
01/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
16/03/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/03/2023
Loi du 29 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 190, page 1

Pratiques et conditions déloyales des « gatekeepers »

8164 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques) et du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur

Cette future loi met en œuvre deux nouveaux règlements européens :

1) le règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques ou « Digital Markets Act ») ;

2) le règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur.

Ces règlements sont obligatoires dans tous leurs éléments et directement applicables dans chaque État membre. Par conséquent, le projet de loi se limite aux seules mesures législatives nécessaires pour que ces dispositions européennes puissent être effectivement appliquées.

Les règlements désignent la Commission européenne comme seule autorité habilitée à contrôler la bonne application des règles. La Commission peut cependant faire appel à l'autorité nationale compétente pour l'assister dans le cadre d'une enquête ou procéder à une inspection sur le territoire de l'État membre concerné.

Il y a donc lieu :

1) de désigner l'autorité nationale luxembourgeoise compétente à coopérer avec la Commission européenne dans le cadre de ces règlements ;

2) de délimiter le champ d'application de cette coopération.

L'autorité nationale retenue est l'Autorité de la concurrence. Ce choix s'explique par l'existence de prérogatives similaires de fournir une telle assistance à la Commission européenne en matière de droit de la concurrence.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 27/02/2023
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21/03/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/03/2023
Loi du 29 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 181, page 1

Loi Covid-19 : nouvelles mesures

8171 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi vise à apporter des adaptations à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Les modifications suivantes sont prévues par le projet de loi :

Abolition du port obligatoire du masque

L'obligation de port du masque dans les endroits prévus par la loi, à savoir les hôpitaux, les structures d'hébergement pour personnes âgées, les centres psycho-gériatriques et les réseaux d'aides et de soins, n'est plus justifiée d'un point de vue sanitaire.

Il reste toutefois recommandé de porter un masque pour se protéger dans certaines circonstances. De ce fait, le projet de loi continue à autoriser le port du masque dans les lieux où la loi pénale réprimerait sinon la dissimulation du visage.

Abolition de l'obligation d'isolement

La mesure la plus incisive en termes d'atteinte à la liberté individuelle, à savoir la mise en isolement en cas de test diagnostique positif au virus Sars-CoV-2, est abolie. De nombreux pays ont déjà supprimé l'isolement des personnes infectées, sans que ceci n'ait eu un effet défavorable sur l'évolution de l'épidémie.

Suppression du traçage systématique et fin du reporting

Depuis la suppression de la mesure de mise en quarantaine, le traçage (contact tracing) n'est plus réalisé de façon systématique. Au vu de la situation épidémiologique, il est également indiqué de supprimer le reporting de la part des établissements hospitaliers, des structures d'hébergement, des réseaux d'aides et de soins et des responsables de voyages organisés par moyen collectif de transport de personnes. La Direction de la santé continuera à suivre le nombre d'infections détectées chaque jour grâce aux tests réalisés par les laboratoires d'analyses médicales, ces données lui étant automatiquement transférées sur base de la loi modifiée du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 13/03/2023
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
13/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
21/03/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/03/2023
Loi du 24 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 169, page 1

40e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8138 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État** p. 08
   Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas
   Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique
   Vote sur le projet de loi 8138 et dispense du second vote constitutionnel
3. **7934 – Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) 2021/782 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires** p. 11
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Jessie Thill
   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur le projet de loi 7934 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8058 – Projet de loi relative au financement du contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer** p. 12
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | Mme Josée Lorsché | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Jeff Engelen (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8058 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Marc Goergen | Mme Martine Hansen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Michel Wolter et M. Sven Clement) | M. Jeff Engelen | M. le Ministre François Bausch | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
5. **Interpellation de M. Claude Lamberty au sujet des grands projets de réforme de la politique nationale du sport** p. 19
   Exposé : M. Claude Lamberty (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Georges Mischo | Mme Cécile Hemmen | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Engel | Mme Simone Beissel (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Engel | M. Marc Hansen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Georges Engel) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Engel
   Motion 1 : M. Georges Mischo | M. Claude Lamberty
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Marc Hansen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, Ministre | Dat ass net de Fall, Här President.

2. 8138 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtteg u mam Projet de loi 8138 iwwert d'Ëmsetze vum éischten an zweete Punkt vum Accord salarial vun der Fonction publique vum 9. Dezember 2022. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. De leschten 9. Dezember huet de Minister vun der Fonction publique, de Marc Hansen, en Accord salarial mat der representativer Gewerkschaft am ëffentlechen Déngscht, der CGFP, ënnerschriwwen. Dat war natierlech keen einfachen Accord. Et däerf een net vergiessen, datt dat an engem dach net gewinnten ekonomeschen Ëmfeld stattfonnt huet. Ech mengen, mir wëssen awer alleguerten, datt de Moment déi ekonomesch Situatioun, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och doriwwer eraus …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | D'Sitzung ass amgaangen.

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | … och nach um internationalen Niveau. An datt dann awer trotzdeem esou en Accord erauskomm ass, ech mengen, dofir ass och deenen zwou Parteien ze felicitéieren.

Ech wëll awer fir d'éischt emol hei ënnersträichen, de Memberen aus der Kommissioun e ganz grousse Merci auszespriechen, aus deem ganz einfache Grond, well mer e bëssen eng onorthodox Manéier hate vläicht, fir dëse Gesetzesprojet ze diskutéiere respektiv och de Rapport zréckzebehalen. Dowéinst hoffen ech och op Verständnis an ech sinn och iwwerzeegt; dat war an der Kommissioun de Fall. Vu d'Urgence och hu mer eebe missen e bësselche méi schnell schaffen. An duerfir war dat och a relativ kuerzfristegen Delaien. Ech profitéieren dann och vun der Geleeënheet, fir den Dammen Tania Sonnetti an Olivia Welsch e grousse Merci fir hir Flexibilitéit ze soen.

Dëse Projet de loi gouf de 26. Januar vum Minister Marc Hansen deposéiert. Mir haten den 1. Mäerz dunn eng Reunioun vun der Kommissioun, wou dann och de President vun der Kommissioun als Rapporter zréckbehale gouf. An de 16. Mäerz gouf dann och schonn de Rapport hei eestëmmeg ugeholl.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hat hiren Avis den 3. Februar eraginn. Den éischten Avis krute mer vum Conseil d'État den 28. Februar. An den Avis complémentaire vun der héijer Kierperschaft koum dunn de 14. Mäerz.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ëm wat geet et dann elo an dësem Projet de loi? Ech wëll fir d'éischt emol hei ënnersträichen, datt eng dach grouss Neierung dran ass am Fong geholl, een Element, dat et nach ni an engem Accord salarial mat der Fonction publique ginn ass, an zwar eng 5 % eg Erhéijung op deenen éischten honnert Punkte vu sengem Gehalt. Dat kann een also soen: Dat ass eng horizontal Approche, dat ass e Montant global, deen am Fong geholl da fir jiddwereen dee selwechten ass.

Déi Mesür gëllt da réckwierkend op den 1. Januar, leeft fir ee Joer, leeft also Enn Dezember dëst Joer aus. Dat mécht de Moment 106 Euro aus nom Indexstand vun haut. Dir wësst jo awer, datt den Index den 1. Abrëll wäert ënneren, an da klëmmt dat op 111 Euro.

Ech wëll dat och un engem Beispill vläicht illustréieren, dann ass dat e bësselche méi liicht ze verstoen: Wann een eng Pai hëlt vun 300 Punkten – dat sinn de Moment 6.360 Euro –, da mécht dat bei 5 % op deenen éischten 100 Punkten, wéi gesot, 106 Euro aus. Dat ass 1,67 % méi dee Moment an der Pai. Wa mer dann awer e Gehalt huele mat 500 Punkten – dat sinn de Moment 10.600 Euro de Mount –, do mécht awer d'Augmentatioun, déi 5 % op den éischten 100 Punkten, um Gesamtgehalt da just 1 % aus.

Dës Indemnitéit gëtt och proportional zu der Tâche d'occupation verrechent. Dat heescht also: E Beamten, deen nëmme 50 % schafft, dee kritt selbstverständlech och nëmmen op deenen éischte 50 Punkten déi 5 % guttgeschriwwen. Och hei ginn ech Iech e Beispill: Wa mer e Fonctionnaire huelen, deen de Moment 410 Punkte verdéngt, da mécht dat aktuell 106 Euro aus. Beim Employé – Dir wësst jo, datt déi en anere Punktwäert hunn, deen ass e bësse méi niddreg –, dee läit da bei 100,35 Euro. Wa se natierlech nëmme 50 % schaffen, da kréie se selbstverständlech déi 5 % nëmmen op Basis vun den 205 Punkten, wat 53 Euro dee Moment ausmécht. A béide Fäll ass awer d'Erhéijung déi selwecht an zwar 1,22 % vun der Pai.

De Staatsrot hat awer do eng Opposition formelle gemaach. Hie war nämlech der Meenung, datt an deem Kontext Deelzäitaarbecht, datt do eng Insécurité juridique wier am Artikel 1, Alinea 2. Dowéinst hu mer eis an der Kommissioun natierlech domadder auserneegesat a mir hunn dem Conseil d'État dunn och zousätzlech schréftlech Erklärunge ginn.

A fir och ze soen, datt am Fong, wat d'Deelzäitaarbecht ubelaangt, déi Leit, déi aus gesondheetleche Grënn Deelzäitaarbecht maachen, respektiv awer och déi, déi duerch eng Decisioun vun der Commission mixte op Basis vum Artikel L. 552-1 vum Code du travail och deelzäit schaffen, datt déi awer net an där Form betraff sinn, dat muss een och hei vläicht erklären. Dat heescht, a Consideratioun gëtt den Degré d'occupation geholl vun deem Dag un, wou se am Fong geholl sech zréckstufe gelooss hunn. Dat kléngt vläicht e bësselche komplizéiert, mee et ass awer ganz logesch nozevollzéien.

Déi Oppositioun konnt du vum Conseil d'État allerdéngs opgehuewe ginn, well mer eeben déi néideg Erklärunge ginn hunn. Am Ganze komme plus ou moins 300 Leit a Fro, fir, wéi gesot, vun där Dispositioun ze profitéieren.

Da war nach eng aner Interpretatiounsdivergenz mam Conseil d'État, wat déi Erhéijung vun deene 5 % do ubelaangt, an zwar, wat e méiglechen Impakt op d'Pensiounen ubelaangt.

Ech mengen, do muss een awer direkt emol hei ënnersträichen, datt et zwee Regimmer gëtt, fir d'Pensioune beim Staat ze verrechnen. Mir hunn engersäits de Régime spécial transitoire a mir hunn anerersäits de Régime spécial. Beim Régime spécial transitoire, do gëtt d'Pensioun op Basis vun de Punkten, déi een um Enn vu senger Karriär hat, berechent. Par konter bei deem zweete Regimm ass et e Régime spécial. Do ass et am Fong déi Masse salariale, déi een abezuelt huet, déi derfir ausschlaggeebend ass, fir d'Pensioun ze berechnen.

De Conseil d'État war dunn der Meenung, datt dat en Impakt op d'Pensiounen hätt. Dat ass allerdéngs net de Fall, well, ech wëll dat nach eng Kéier hei ënnersträichen: Déi 5 %-Erhéijung bedeit net eng Veränerung vum Punktwäert. Op dee kommen ech herno nach eng Kéier kuerz ze schwätzen. An dowéinst entsteet eebe keng Differenz an der Pensioun zwëschent deene Beamten, déi an dem spezialen Iwwergangsregimm sinn an déi am Laf vun dësem Joer an d'Pensioun ginn, respektiv deenen, déi nom 1. Januar, also nom 31. Dezember dëst Joer, an d'Pensioun ginn.

Och do hu mer dann als Kommissioun dem Staatsrot Erklärunge ginn. An e konnt sech och domadder zefridde ginn, wéi mer dat konnten an hirem Avis complémentaire vum 14. Mäerz feststellen.

Da wëll ech awer op den Artikel 2 hikommen. An zwar wësst Der oder wësst Der vläicht net, datt deene Fräiwëllegen an der Arméi hiert Gehalt net liéiert ass un de Punktwäert beim Staat. Dat heescht, déi kréien u sech eng Indemnitéit. An och do huet d'Regierung dann awer am Fong geholl mat der CGFP eng gutt Léisung fonnt, andeems dann, wéi gesot, elo hei e fixe Montant berechent gëtt, an zwar nom Index vun 877,01 op den éischten honnert Punkten.

Dat mécht u sech 2.000 Euro aus. Mee vu datt awer d'Pai bei de Volontairen an der Arméi just bei 1.887,21 Euro läit, besteet also eng kleng Differenz bei der Attributioun vun deem Montant. Dee läit also liicht drënner, ënnert deene 5 %, déi d'Staatsbeamte respektiv och d'Employéé kréien. Do hu mer als Referenz, wéi gesot, dat sinn 11,4449165 Euro op den Indexstand vum 1. Januar 1948. Insgesamt, wéi gesot, läit dat awer liicht drënner.

Dann den Artikel 3: Do geet et ëm d'Ëmsetze vum Accord salarial. Et ass evident, datt d'Punkten 1 an 2 réckwierkend op den 1. Januar wäerten a Kraaft trieden. An dann trëtt natierlech nach en anert wichtegt Element vun dësem Accord salarial awer eréischt den 1. Januar 2024 a Kraaft. Do geet et ëm eng lineär Erhéijung vum Punktwäert. An zwar mécht dat eng Augmentatioun insgesamt vun 1,95 % aus. Deen neie Punktwäert wäert also 21,6136597 Euro respektiv 20,4660676 Euro sinn. An dat wäert och am Budget 72 Milliounen d'nächst Joer ausmaachen.

Déi éischt Moossnam vun deene 5 % mécht iwwregens am Budget 45 Milliounen aus.

Voilà, dat war am Fong geholl schonn alles, wat ech zu deem Projet elo hei ze soen hunn. Ech hoffen, datt et net ze vill komplizéiert war, datt vu menge bescheidene Kenntnisser dat Wichtegst awer eriwwerkomm ass. Ech géif Iech och dowéinst bieden, deem Projet de loi hei zouzestëmmen. An ech wäert natierlech och am Numm vu menger Fraktioun, der DP, den Accord bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gusty Graas.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären ...

Plusieurs voix | Mikro!

(Interruptions diverses)

Une voix | En ass un!

(Interruptions)

Mme Diane Adehm (CSV) | Voilà, da fänke mer nach eng Kéier un.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop wéilt ech dem Här Gusty Graas villmools Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

Et ass wouer, dass et e bëssen eng dréche Matière ass, an een, deen net an där Matière do dran ass, huet sech ganz, ganz séier verlaf. Mee den Här Graas bréngt et ëmmer erëm fäerdeg, fir et liicht verständlech eriwwerzebréngen.

Als CSV begréisse mir den Accord salarial, dee mir haut de Mëtteg stëmme wäerten. Mir begréissen deen och ausdrécklech. Mir erlaben eis och, drun ze erënneren, dass bei de leschten zwee Accord-salariallen an der Fonction publique keng strukturell Punktwäerterhéijung komm ass. Den 18. Juni 2018 war d'Ofschafe vun der 80-80-90-Reegelung e grousst Theema. An dat Eenzegt, wat d'Staatsbeamten do alleguerte kritt hunn, dat war eng Erhéijung vun der Allocation de repas vun 144 op 204 Euro.

De 4. Mäerz 2021, also beim viregte Gehälteraccord, do gouf et och erëm eng Kéier keng strukturell Punktwäerterhéjung fir d'Staatsbeamten, mee do ass sech méi op d'Aarbechtskonditioune vun de Staatsbeamte konzentréiert ginn an do ass et dann eeben och ëm den Teletravail gaang respektiv d'Harmoniséierunge vun de Karriären C an D.

Jo, an haut si mer dann elo endlech um Punkt ukomm, wou mer dann eng Punktwäerterhéijung fir d'Staatsbeamte stëmmen. Dat ass eppes, wat mir begréissen, well mer einfach soen, dass d'Staatsbeamten an deene leschte Joren immens vill geschafft hunn, coronabedéngt hu se och ganz vill geschafft. Si hunn aus Solidaritéit mat deenen anere Secteuren an der Vergaangenheet drop verzicht, mee och fir d'Staatsbeamte ginn d'Liewenskäschten ëmmer méi deier.

Ech denken do un d'Energiekäschten, d'Liewensmëttelkäschten, d'Wunne gëtt méi deier, och d'Zënsen op de Prête ginn erop. A wann een da bedenkt, dass och de Mindestloun reegelméisseg erhéicht gëtt, ass et fir eis nëmmen normal, dass de Mëtteg d'Staatsbeamten och eppes Klenges bäikréien. An duerfir ginn ech de Mëtteg den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Villmools merci, Här President. Et wäert Iech och elo net verwonneren, wann ech Iech soen, dass och d'LSAP wäert deem Accord hei zoustëmmen an de Projet de loi wäert matdroen. Ech soen dem Rapporter, dem Gusty Graas, villmools Merci fir säi ganz detailléierten an ausféierleche Rapport.

Ech mengen, dass mer der Regierung, dem zoustännege Minister kënne felicitéieren, dass en hei, fannen ech, e räsonabelen Accord fonnt huet, och séier en Accord fonnt huet mat der Gewerkschaft vun de Staatsbeamten.

Ech hunn en och elo grad nach eng Kéier gefrot: Dat selwecht, wat mer haut stëmmen, wäert och applikabel sinn zum selwechte Moment fir d'Gemengebeamten. Dat ass och eng gutt Noriicht.

Dofir, mir kënnen deem heiten absolutt zoustëmmen. A mir wäerten eise Vott nach mat zwee Wënsch verknäppen. Deen éischte Wonsch, dat ass, dass de Rescht vun de Punkten, déi am Accord salarial festgehale sinn, déi mer haut nach net ëmsetzen, awer relativ séier kënnen ëmgesat ginn. Mir wäerten op alle Fall alles dofir maachen. An deen zweete Wonsch, mengen ech, deen drécke mer hei ëmmer aus, dat ass, dass esou en Accord, deen an der Fonction publique fonnt gëtt, och hoffentlech Repercussioune wäert hunn am Privatsecteur an dass sech dorun inspiréiert gëtt, dass d'Leit och am Privatsecteur sollen anstänneg remuneréiert gi fir déi Aarbecht, déi se leeschten.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt och am Numm vun der grénger Fraktioun de Verhandlungspartner fir hir Kompromëssbereetschaft, awer och fir hiert Verhandlungsgeschéck felicitéieren, well dat a rekordverdächteger Zäit, kann ee soen, derzou gefouert huet, datt ëmmerhin iwwer 33.000 Ugestallter an der Fonction publique an de ganze Gemengesecteur kuerzfristeg a réckwierkend op den 1. Januar 2023 vum Accord kënne profitéieren.

Ech hu mer d'Zuelen ugekuckt: Aleng an der Educatioun schaffe mëttlerweil iwwer 16.000 Leit. An der Administration générale sinn et der iwwer 11.000. Et kënnt nach de Gemengesecteur derbäi, wou ech elo keng Zuele fonnt hunn, déi mech awer natierlech och géifen interesséieren. Dofir meng Fro, ob Dir vläicht iwwer esou Zuele verfüügt. Wéi gesot, a menger Recherche sinn ech net fündeg ginn.

Vu dass déi Berechnunge relativ komplex waren a souguer dem Staatsrot Kappzerbrieches gemaach hunn, ginn ech guer net drop an, wéilt awer de Beamte vum Ministère e grousse Merci ausdrécke fir déi kompetent Erklärungen, déi mer kruten, an natierlech och dem Rapporter Gusty Graas fir deen explizitte Rapport, deen en och elo mëndlech wéi schréftlech virbruecht huet.

Wat ervirzehiewen ass an dësem Accord, ass fir eis virun allem, dass en eng Première duerstellt an der Geschicht vun de Gehälteraccorden an der Fonction publique. Et ass esouzesoen e Paradigmewiessel doduerch, dass en esou definéiert ass, dass eng sozial Gewiichtung erakënnt. Souwäit ech weess, gouf et dat an der Vergaangenheet nach ni. Mir hunn hei fir ee Joer eng Gewiichtung op den ënneschten Akommesklassen, wat a Krisenzäiten an eisen Aen immens sënnvoll ass. An déi sozial Gewiichtung soll och an Zukunft eng Roll spillen, wa mer eis an esou Zäite befanne wéi deenen, déi mer elo kennen, och dat ass vum Rapporter ënnerstrach ginn.

Wat awer dann nach derbäikënnt, wat wichteg ass, dat sot och den Yves Cruchten virdrun: Mir sinn hei bei zwee Punkten! Den Här Marc Hansen, de Minister, sot mer, e wär gutt ënnerwee, fir déi nächst Punkten dann och an e Gesetz afléissen ze loossen. Dat nächst schéngt da gläich deposéiert ze ginn. Duerfir géife mer eis freeën, och doriwwer e puer Informatiounen ze kréien. Wéi gesot besteet de gesamten Accord net just aus dësen zwee Punkten, mee am Ganzen aus eelef Punkten, wat der jo net wéineg sinn!

Wat dann déi Diskussiounen ubelaangt, déi an der Lescht gelaf sinn, do ass et eis als Gréng wichteg ze ënnersträichen, dass den éffentlechen a private Secteur sech net géigesäiteg bekämpfe sollen an dass Neiddebatte verhënnert solle ginn. Dat läit eis um Häerz. Mir sinn der Meenung, dass béid Secteuren hir total Berechtegung hunn. Si sinn net matenee vergläichbar, mee et steet fest, dass mer béides brauchen. A mir brauchen och Personal, dat motivéiert ass. Mir brauche Personal, dat fir seng Aarbecht unerkannt gëtt an dann och adequat bezuelt gëtt.

Dat gesot ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an hoffen natierlech, dass d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriären an der Fonction publique dann och eng Kéier wäert zum Enn kommen. Ech mengen, dat gëtt e bësse méi quokeleg, quitte dass dat hei schonn net einfach war, mee d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriären, ech mengen, dat gëtt nach e Meilesteen ze goen. Dofir bonne Chance, Här Minister!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An dann ass et elo um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänke wëll ech och dem Rapporter, dem Här Graas, villmools Merci soe fir dee gudde Rapport. Ech mengen, mir hunn an der Kommissioun och oft erlieft, dass et effektiv eng zimmlech dréche Matière an och eng extreem komplizéiert Matière ass, déi ganz Rechenaufgaben. Ech weess net, ob jiddwereen et verstanen huet, et ass komplizéiert. An ech mengen, dat Resultat, wat elo awer erauskomm ass, dat ass eng gutt Saach.

Et war och e bëssen iwwerraschend, dass dat komm ass. Dat huet eis, mengen ech, zimmlech alleguerten iwwerrascht, well an där Zäit virdrun huet et dach awer ëmmer esou ausgesinn, wéi wann d'Regierung net wéilt op dee Wee goen. Et ass elo geschitt an dat begréisse mir natierlech als ADR och ganz staark, dass dat elo geschitt ass. An dat ass och wuelverdéngt, d'autant plus well jo awer och d'Staatsbeamten an de leschte Verhandlungen oft, soen ech elo mol, net de Maximum gefuerdert hunn a sech zréckgehalen hunn.

Zum Schluss wëll ech awer och nach soen, dass et hei am Land Staatsbeamte gëtt, an et ass gutt, dass mer déi ënnerstëtzen, mir sollten awer och net alleguerten déi Leit vergiessen, déi am Privatsecteur schaffen, a wou ganz vill Leit schaffen, déi fir wéineg Geld ganz vill schaffen, Geld, wat oft mol net duergeet fir, ech soe mol, anstänneg ze liewen. An d'Zil muss et am Fong sinn, dass et och an anere Secteuren, grad bei deene Léin, déi un de Mindestloun erukommen, Gehältererhéijungen an nächster Zäit wäert ginn. Voilà.

Den Accord vun der ADR. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt emol e grousse Merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir begréissen natierlech dëse Projet de loi a mir ginn och als déi Lénk eisen Accord dozou, well et si jo déi éischt zwee Punkte vum Accord salarial, déi tëscht der CGFP an der Regierung hei ëmgesat ginn.

Eiser Meenung no gehéieren zu engem gutt funktionéierenden ëffentlechen Déngscht Leit, déi eng uerdentlech Pai kréien, an dee soll och esou organiséiert sinn, datt en tipptopp ofleeft, well schliisslech si si jo am Déngscht vun all eise Bierger/innen hei aus dem Land.

Grad an der aktueller ekonomescher Situatioun, ech mengen, dat ass och scho gesot ginn, an där d'Präisser fir d'Energie, fir d'Liewensmëttel a fir d'Logementer esou an d'Luucht gaange sinn, kënnt dat heiten de Leit zupass a mir si frou, datt dat och esou séier konnt ëmgesat ginn.

Här President, mir wëllen awer och drun erënneren, datt generell muss weider iwwert d'Salairë geschwat ginn, datt een net nëmmen de Secteur public, mee och den ëffentleche Secteur (veuillez lire: mee och de private Secteur) muss am A behalen an datt ee sech net dierf ee géint deen aneren ausspille loossen, well d'Opwäertunge vun de Salairë mussen och am Private virugedriwwe ginn. Si sinn immens wichteg, fir datt jiddweree kann uerdentlech liewen. An et dierf dobäi dann net op den ëffentlechen Déngscht geklappt ginn, wéi dat oft vu Patronatssäit awer gemaach gëtt.

Also nach eng Kéier: Mir begréissen dat hei. A weider esou an déi do Richtung! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten den Accord esou matdroen. Mee ech wëll awer nach e puer Punkten opgräifen, déi wuel am Accord waren, déi zimmlech interessant waren a vläicht haut awer nach net erwäänt gi sinn.

De Staat muss gutt fonctionéieren, dozou sti mir Piraten och. An et ass och ganz kloer, dass, wann de Staat gutt Gehälter bezilt, een op där anerer Säit d'Gesamtekonomie och erëm dréien deet. Deementspriechend sinn déi 5 % ganz gutt.

Et dierf een awer bei där ganzer Diskussioun net vergiessen, dass et och vill d'Staatsbeamte sinn, déi drënner gelidden hunn, wéi d'lescht Joer den Index net ausbezuelt ginn ass. Dat sinn net déi, déi kompenséiert gi sinn, mee dat sinn déi, déi den Index do verluer hunn an deen och ni méi wäerten erëmkréien. Dat war einfach eng Mesür, déi d'Regierung geholl huet, déi grad déi Beamten, déi elo gelueft gi sinn, getraff huet.

E ganz interessante Punkt an deem Accord ass de Punkt 8, wou et ëm d'gewerkschaftlech Fräiheete geet. Do steet am Accord, dass ee sech mam Minister wäert treffen, fir iwwert déi Fräiheeten, déi eng Gewerkschaft huet, ze diskutéieren.

An do ass da meng Fro un de Minister: Gouf et da schonn esou en Treffen? Well et war jo an der rezenter Vergaangenheet esou, virun allem bei der Police, datt de Minister vun der Police sech hei an der Chamber dernieft beholl huet, sech ni entschëllegt huet an an d'gewerkschaftlech Fräiheeten agegraff huet. Gouf et dann esou Gespréicher? Koum dann an deem Accord salarial, wou dat festgehale ginn ass, eppes derbäi eraus? Well d'CGFP schreift dat jo net fir näischt. An d'Regierung huet och net fir näischt akzeptéiert, fir dat esou ze ënnerschreiwen. Do ass da meng Fro: Koum et dann zu deene Gespréicher? A wann net, wéini wäerten déi da stattfannen?

Well fir eis Piraten ass et ganz wichteg, dass dat, wat do bei der Police geschitt ass, net méi wäert stattfannen. An et ass och wichteg gewiescht, dass eng CGFP der Police do de Réck gestäipt huet.

D'Punkten, déi ginn elo gehéicht an 2024 fale se dann erëm op dat Normaalt zréck an do gëtt et dann 1,95 %. Mee do ass et awer esou, dass et ka sinn, wann een dat herno netto ausrechent, dass an der D3, D2 an esou weider déi Leit ouni den Index, dee se natierlech verdéngt hunn an deen derbäikënnt dëst Joer, kënne manner hunn, wéi virdru beim Accord eigentlech erauskomm ass. Dat heescht, déi op deenen ënneschte Stufen, déi ginn elo dëst Joer gutt kompenséiert, wouzou mer stinn. Mee et kann awer sinn, dass se 2024 dann netto ënnert dee Montant falen. Et kënne 40 Euro de Mount sinn, wéi mer ausgerechent hunn. Mee ass dann do net dru geduecht ginn, fir vläicht do eng Kompensatioun anzeféieren, dass déi Leit net herno manner hunn 2024, wéi se elo 2023 wäerten hunn?

Mir wäerten eis Zoustëmmung derzou ginn, mee mir maachen awer och nach eng Kéier drop opmierksam, dass et nach vill aner Punkte gëtt, déi mer an der Fonction publique kënne verbesseren. Huele mer do zum Beispill d'Chargé-de-coursen, déi leider an der Educatioun ëmmer erëm mat anere CDDen ofgefäerdegt ginn. Ech mengen, de Staat ass deen Eenzegen am ganze Land, dee ka méi wéi zwee CDDen ausstellen. Si maachen dat ëmmer ganz kreativ. Et ass dann en neien Titel, dann däerf en neien CDD ausgestallt ginn. An déi Leit kréien och keen Iessensgeld.

Et sinn nach vill Punkten, déi ee kéint verhandelen an engem Accord. Dat heiten ass elo e gudden, mee och an Zukunft musse mer, fir eng staark Fonction publique, awer nach gewësse Punkte matverhandelen an nach eng Kéier nobesseren, och am Sënn vun der CGFP.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister zoustänneg fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Här President, léif Deputéiert, ech si frou, wann ech Äre Rieden nolauschteren, dass et e breeden Accord gëtt zu deem Accord salarial. Ech wëll fir d'éischt awer dem Rapporter, dem Gusty Graas, villmools Merci soen, well dat erspuert mer, fir an dee méi technesche Detail ze goe vun alleguerten deene Punkten hei, well et ass awer eng relativ komplex Matière.

Den Accord salarial ass deemools, also den 9. Dezember, effektiv no intensive kuerze Verhandlungen op en Enn komm. An engem Accord ass et eeben esou, dass Verhandlunge vun deem engen oder aneren anescht gefouert ginn. An deen heite Kontext, dee war dës Kéier net esou evident. Mir ware mattendran an där Kris, déi mer alleguerten erlieft hunn, an deene ville Krisen. Et gouf virdrun Accord-salariallen, dat ass ernimmt ginn, wou keng Erhéijungen dra waren, mee och dat ass allkéiers am Accord mat dem Sozialpartner genee esou geschitt. An dat ass, mengen ech, dat, wat wichteg ass: dass den Dialogue social och bei dem Staat funktionéiert. An dat huet och dës Kéier geklappt.

Den Accord salarial huet eelef Punkten. Dat war elo e Sujet, deen op där enger oder anerer Plaz opgetaucht ass. Ech hunn dee bewosst ausenanergesplit an a verschidde Gesetzer gegoss, fir séier virunzekommen. De Rapporter, de Gusty Graas, huet et hei ernimmt, et si verschidde Mesüren dran, déi réckwierkend op den 1. Januar sinn an déi eebe grad an där Kris, wou mer dra sinn, de Leit an och de Beamten, den Agente vum Staat, sollen entgéintkommen. An dofir och dat Ausenanerplécke vun deem Accord salarial, fir e puer Texter ze maachen.

Déi éischt zwee Punkten, déi hu mer haut zum Vott, dat sinn déi, déi elo beschriwwe goufen. D'Punkten 3, 4 an 11 sinn an deem nächste Gesetzesprojet, deen ass schonn hei bei Iech an der Chamber deposéiert ginn an zwar de 27. Februar, dee läit schonn am Haus hei vir. Ech hu gesinn dëser Deeg, dass den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires och dozou komm ass. An ech mengen, wa mer da gradesou séier virukommen, da kënne mer och an der zoustänneger Kommissioun heiriwwer diskutéieren.

Déi Punkten 3, 4 an 11, déi an deem nächsten Text sinn, ëm wat geet et dee Moment? Ma do geet et ëm d'Augmentatioun vu fënnef Punkte bei de Majoration-d'échelonen. Da wäert de Pourcentage vun de PARPen, de Postes à responsabilités, déi also déi Augmentatioun do och kënne kréien, op 30 Punkten eropgesat ginn. An da gëtt et och eppes fir d'BTSen, also een Diplom, deen och zu Lëtzebuerg ausgestallt ginn ass a wou Der hei eng Kéier eng Petitioun och hat an der Chamber a wou ech dee Moment de Petitionnairë gesot hunn, ech géif se empfänken. Ech hunn dat och an dësen Accord salarial afléisse gelooss. Déi kréien an deenen éischte fënnef Joer 10 Punkten, wa se esou een hunn a wann dat bei d'Aarbecht passt, an da vum sechste Joer u 15 Punkte bäi. An dat zielt dann och fir de Meeschterbréif an der Karriär B1. Déi Punkten 3, 4 an 11 alleguerte sinn et, déi am Text sinn.

Da gëtt et an dem Accord – fir Iech ze soen, wou mer soss dru sinn –, nach d'Punkten, dass de Bewäertungssystem ofgeschaaft gëtt, och retroaktiv op den 1. Januar vun dësem Joer. Wéi geet et domadder virun? Ma den 1. Juli, an dat steet och am Accord dran, presentéieren ech der CGFP spéitstens en Text, deen dat Ofschafen dee Moment och reegelt, fir dass si dat dann och eng Kéier kucken, fir dass et an dem Geescht ass vun deem, wat mer ofgemaach hunn. Dat ass jo och nach ee vun deene grousse Punkte gewiescht aus dem Text.

An dann hu mer, an dat ass ernimmt ginn, e puer Aarbechtsgruppen institutéiert. Dat sinn der, fir iwwert den Droit disciplinaire ze schwätzen a fir iwwert d'Liberté syndicale ze diskutéieren. An am Laf vum Joer 2023 ginn déi Gruppen agesat. D'Fro ass gestallt ginn, ob ech scho mat hinnen iwwert d'Liberté syndicale diskutéiert hunn. Ech hunn hinnen direkt eng Kéier, wéi se an hirer Publikatioun, déi se erausginn hunn, eng Kéier doriwwer geschwat hunn, och schonn e Bréif geschriwwen, wou ech gesot hunn: „Ma dann nennt mer déi Problemer, déi et och reell an där oder an där Administratioun gëtt!" An ech hunn eeben dofir an dem Accord salarial festgehalen, dass mer doriwwer schwätzen. Dat kënnt also nach alles am Laf vun 2023 op eis duer.

Dann ass nach ee Punkt, deen eréischt op den 1. Januar 2024 ëmgesat gëtt, wou mer nach am Joer dru schaffen, soudass mer awer elo och scho mat deenen heiten Haaptpunkten e grousse Wee gemaach hunn, wa mer déi da gestëmmt hunn, déi eeben an deem Accord salarial stinn.

Vläicht nach déi eng oder aner Reflexioun mat derbäi, wat net onwichteg ass, well Der déi Froen och gestallt hutt: Fir d'Gemengebeamten zielt dat heiten natierlech och. Et zielt fir alleguerten déi, déi mat Punkte bezuelt ginn, well mir hunn et extra esou geschriwwen, dass fir alleguerten déi, déi mat Punkte bezuelt ginn an déi eng Referenz op de Point indiciaire maachen, dat sech direkt duerchschléit. Dat ass also net nëmme bei de Gemengebeamten hannendrun de Fall, mee och bei deene vun der CFL an all deenen, wou et Punkte gëtt. Dat heescht, dat muss dee Moment vun Äre Leit, well jo vill Buergermeeschteren a Schäffen heibanne sëtzen oder Conseilleren,

natierlech och dee Moment esou gemaach ginn, wann d'Gesetz a Kraaft ass.

Wéi vill sinn dat der am Gemengesecteur? Dat war och eng vun de Froen. Souwäit ech weess: ronn 4.700 Fonctionnairen, 1.800 Employéen an am Ganzen, mat de Salariéen, sinn an deem Secteur 15.000 Leit, déi hei nach mat hannendrustinn an dem Gemengesecteur. Dat sinn elo déi Zuelen, déi mer do zesummegedroen hunn.

Wat geschitt dann elo an deenen nächste Wochen, wann dat heiten haut esou gestëmmt gëtt, wéi ech dat da spieren? Abee, vu dass et retroaktiv ass op den 1. Januar, wäert elo nach net Enn Mäerz – do gëtt jo d'Pai vum Abrëll ausbezuelt, do konnt dat heiten natierlech nach net berücksichtegt ginn –, mee Enn Abrëll, mat der Pai vum Mee, retroaktiv dat ausbezuelt ginn, wat opsteet, mat deene verschiddenen Indexen, déi entretemps erfall sinn, deen am Februar an dann dee vum éischten Abrëll. Dat bedeit, datt et net méi nëmmen 106 Euro si fir Fonctionnairen, mee 111,37 beim Fonctionnaire a bei den Employéen a Salariéë sinn et der 105,45. Dat heescht, dass et réckwierkend am Abrëll 546,04 fir de Fonctionnaire gëtt a fir den Employé 517 Euro an déi ginn da mat der Pai vum Mee, déi Enn Abrëll bezuelt gëtt, de Leit dann op de Kont iwwerwisen.

Iwwert d'ganzt Joer gekuckt ass dat heiten e Montant vun 1.325 Euro bei de Fonctionnairen a vun 1.255 Euro bei den Employéen. An ech mengen, dat war jo och d'Äntwert op déi Kris, déi mer hunn, dass den Employeur Staat eeben och an der Kris seng Responsabilitéit iwwerhëlt an och deene Leit hëlleft. An dat Neit am Sozialdialog ass jo, dass an deem heite Joer et just 5 % op deenen éischte Punkte gëtt, wat jo da verhënnert, dass et riichtduerch bis op déi iewescht Paien dat dote gëtt. An trotzdeem hu mer awer dann och eppes gemaach fir alleguerten d'Fonctionnairen, déi, esou wéi dat hei ernimmt ginn ass, eng gutt Aarbecht, net nëmmen an der Pandemie, gemaach hunn, mee wou ech och frou sinn, dass mer déi beim Staat a bei de Gemenge schaffen hunn.

Vläicht ee Wuert zu deem, wat gesot gëtt, dass, wann d'nächst Joer jo déi lineär Hausse vun 1,95 % kënnt, dann do e puer Leit géife verléieren, Dir sot 40 Euro: Dat sinn éischtens Brutto-Montanten an dann ass dat nëmme bei engem Grappvoll Leit, wou dat de Fall ass. Bei deene meeschte Leit läit dat an de Paragë vun 10 Euro brutto, wat jo guer net därmoosse vill ass, wann een dann déi netto Approche eebe kuckt.

An dozou wëll ech Iech just erklären: Déi Joren, wou d'Chamber mol eng Kéier eng Primm gestëmmt huet, wann an deem Joer, wou et eng Primm gouf, ee 40.000 Euro verdéngt huet an da krut en dat Joer vun der Primm dann 1.000 Euro Primm, dann huet en dat Joer 41.000 Euro verdéngt, dat Joer drop huet en dann erëm 40.000 Euro verdéngt. Dat ass also guer näischt Neies, wat d'Chamber hei stëmmt, mee et ass genee dat, wat schonn x-mol bei Primme geschitt ass, dass d'Leit, wann et eng extra Mesür gouf, dee Moment dat Joer drop erëm manner verdénge wéi dann, wann et zum Beispill eng Primm gouf.

An da wëll ech och soen: Et ass am Accord mat der Gewerkschaft, wou dat heiten ënnerschriwwe ginn ass, dat ass souguer ugeschwat ginn. An dat ass en Accord zwëschent der Regierung an der CGFP, fir dat ze maachen, soudass een dat och eng Kéier kann op dëser Plaz op déi doten Aart a Weis duerstellen. An ech mengen, dat ass jo och dat, wat zielt.

An déi Montanten, déi elo grad iwwerwise ginn, déi hëllefe jo dann och, fir de Leit entgéintzekommen, an d'nächst Joer geet et dann 1,95 % an d'Luucht.

Dir wësst, dass dat heiten dëst Joer, vu dass et fir ee Joer ass, just fir 45 Milliounen Euro ass. Da komme se d'nächst Joer natierlech strukturell mat derbäi, dat sinn dann 1,95 %, am Joer 2024 sinn dat da ronn 74 Milliounen Euro. An da kommen natierlech nach déi aner Mesüre mat derbäi, dat sinn déi Texter, déi eréischt deposéiert ginn oder schonn deposéiert goufen. Do gëtt et natierlech och nach e Montant. Mee mir sinn awer, wat d'Fiche ugeet, a mat deem, wat ech annoncéiert hunn, wéi mer den Accord ënnerschriwwen hunn, nobäi bei deene Montanten, déi mer do ausgerechent haten, déi eeben och an den nächste Joren de Leit zeguttkommen.

Ech wëll soen, dass den Employeur Staat e wichtege Rôle huet vis-à-vis vu senge Leit, dass vill Leit och op dat kucken, wat mir zesummen aushandelen, an dass ech definitiv frou sinn, datt mer dat d'lescht Joer scho konnten an engem awer relativ rouege Kontext verhandelen, mat dem Sozialpartner, an dass mer do och ënnert dem Strëch als Staat anzwousch erauskommen, well mer awer och eng Virbildfonctioun hunn, fir dat ze maachen. Dat ass heimadder garantéiert ginn. Dat ass zu engem Moment och garantéiert ginn, wou mer nach a méi rouege Gewässer waren.

A vu dass ech jo och hei spieren, dass 60 Leit dat wäerte stëmmen, si jo d'Deputéiert sech hirer Responsabilitéit och bewosst an och der Meenung, dass dat equilibréiert, räsonabel a responsabel war zu deem Moment, wat de Staat fir seng Leit mécht, fir dass den ëffentlechen Déngscht och an Zukunft nach ka gutt fonctionéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Fonction-publiques-Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8138. Den Text steet am Document parlementaire 8138[5].

Vote sur le projet de loi 8138 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7934 – Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) 2021/782 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Deen nächsten Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7934 iwwert de Schutz vun den Eisebunnspassagéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert kritt elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Mam virleiende Gesetzesprojet 7934 schafe mir d'modifizéiert Gesetz vum 10. September 2012 zur Festleeung vun de Saktiounsreegele bei Verstéiss géint d'Dispositioune vum EU-Reglement 1371/2007 zu de Rechter a Flichte vun den Zuchreesenden of an ersetzen et duerch nei Dispositiounen.

Et geet ëm déi néideg Gesetzesupassung, fir Lëtzebuerg mat engem neien EU-Gesetzeskader am Schinneberäich konform ze setzen, deen ab dem 7. Juni dëst Joer wäert gëllen. Deen Dag trëtt nämlech dat neit EU-Reglement 2021/782 zu de Rechter a Flichte vun den Zuchpassagéier a Kraaft an ersetzt dat grad erwäänten EU-Reglement vun 2007 zum selwechte Sujet.

Dir wësst all heibannen, datt EU-Reglementer am Ënnerscheed zu EU-Direktiven net mussen an déi national Gesetzgeebung transposéiert ginn, mee direkt applikabel sinn. Datt mer elo trotzdeem e Gesetzesprojet hei virleien hunn, läit éischtens dorunner, datt mer eis besteeënd Lëtzebuerger Gesetzgeebung an dësem Beräich mussen duerch nei konform Dispositiounen ersetzen, an zweetens musse mer Prezisioune ginn, déi net direkt vum EU-Niveau virgi sinn, wéi zum Beispill d'Héicht vun de Strofen. D'EU-Reglement obligéiert nämlech d'Memberstaaten zwar, fir Sanktiounen zu Verstéiss géint Dispositioune vum EU-Reglement anzeféieren, mee et defineiert awer net, wéi eng genee oder wéi héich eventuell Geldstrofe solle sinn. Dat maache mer deemno mat dësem Gesetzesprojet. An ettlech aner Detailer zum EU-Reglement gi per Règlement grand-ducal festgeluecht.

Insgesamt geet et bei den neien EU-Reegelen drëms, fir d'Rechter vun den Zuchreesenden ze schützen an d'Qualitéit an d'Effizienz vun de Servicer am Beräich vum Schinnepersounentransport ze verbesseren a fir derzou bäizedroen, den Undeel vum Schinneverkéier am Verglach zu anere Verkéiersmëttelen ze erhéijen.

Beim virleiende Projet de loi geet et awer virun allem drëms, fir den Artikel 35 aus dem europäesche Reglement ëmzesetzen, wou et am éischte Paragraf dorëms geet, datt d'Memberstaaten e Régime des sanctions applicables zu de Violatioune vun den Dispositiounen an dësem Reglement an déi néideg Mesüren huelen, fir d'Ëmsetzung vun dëse Sanktiounen ze gewärleeschten. Dës Sanktioune musse laut EU-Virgaben effektiv, proportionéiert an dissuasiv sinn.

Den europäesche Gesetzgeeber ass der Usiicht, datt de Schutz vun den Zuchreesenden an Terme vum Verbraucherschutz muss verbessert ginn, well de Reesenden aktuell déi däitlech méi schwaach Partei

ass am Contrat de transport. Et geet also drëms, de Verbraucherschutzniveau an der EU unzehiewen a souwuel déi selwecht Wettbewerbsbedéngunge fir Eisebunnsentreprisen wéi och den eenheetlechen Niveau vun de Rechter fir d'Passagéier ze gewärleeschten. D'Zuchreesend sollen och méiglechst genau Informatiounen iwwer hir Rechter kréien.

Ëm wéi eng Rechter a Flichten handelt et sech hei konkreet? Dat sinn déi, dass d'Passagéier effikass geschützt sinn an de Schinneverkéier besser promouvéiert gëtt. Et sinn an dësem Reglement Virschréfte fir de Schinneverkéier festgeluecht, déi zum Beispill Follgendes betreffen: d'Netdiskriminéierung tëschent Passagéier a puncto Beförderungskonditiounen, Vente an Tariffer vun Ticketen, d'Haftung vun den Eisebunnsentreprisen inklusiv enger Versécherungsflicht par rapport zu de Passagéier an hirem Gepäck, d'Rechter vun de Passagéier bei engem Accident mat Impakt op d'Passagéier oder hiert Gepäck, d'Rechter vun de Passagéier bei Stéierung, bei Ausfall oder Verspéidung, d'Ugi vu prezise Mindestinformatiounen, déi dem Passagéier musse fréi genuch an engem barriärefräie Format ugi ginn, an d'Netdiskriminéierung vun Hëllefsleeschtunge fir Persoune mat Behënnerung a Persoune mat ageschränkter Mobilitéit.

Vill Dispositiounen aus dem EU-Reglement betreffen allerdéngs Rechter, déi am lëtzebuergesche Kontext net immens pertinent sinn, well mir reng national jo éischtens keng Zich hunn, wou een obligatoresch muss reservéieren, an zweetens eisen Zuchtransport souwéi dee ganze Rescht vum ëffentlechen Transport gratis ass. Et ass zum Beispill bei der EU-Virgab de Fall, datt d'Passagéier bei Verspéidung vun ab enger Stonn mindestens 25 % vum Ticketspräis als Entschiedegung zegutt hunn.

Doriwwer eraus definéiert d'EU-Reglement aus Flexibilitéitsgrënn eng Rëtsch Derogatiounsméiglechkeeten zu eenzelnen Artikelen an Obligatiounen. Lëtzebuerg profitéiert hei vun enger vun dësen Derogatiounen, wat de gesamten Inlandstransport ugeet, soudatt déi mat dem EU-Reglement a mat dësem Gesetzesprojet verbonnen Ännerungen haaptsächlech fir d'international Verbindunge wéi zum Beispill am TGV gëllen.

Zu den Avisen: Et sinn e puer Avisen erakomm, wou verschiddener gläichzäiteg och op de Règlement grand-ducal agaange sinn. De Staatsrot hat zwou Opposition-formellë gemaach wéinst enger vager Formuléierung a well d'europäescht Reglement net ganz komplett ëmgesat gouf. Dëse konnt awer an Amendementer Rechnung gedroe ginn, soudass dës Opposition-formellë konnten opgehuewe ginn.

D'Chambre des Salariés widderhëlt an hirem Avis, wéi se dat och schonn an anere gemaach huet, datt den Zuchtransport ze vill liberaliséiert gëtt, an notzt d'Geleeënheet vun dësem Projet an engems fir ze soen, datt se sech an all Zuch en Agent d'accompagnement wënschen, fir d'Sécherheet ze verbesseren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics werft an hirem Avis eng Rei Froen op wéi ënner anerem d'Fro, wéi eng Autoritéit chargéiert ass mat der Constatatioun an Instruktioun vun den Infraktiounen.

D'Chambre de Commerce hat an hirem Avis keng speziell Commentairen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen: Dëse Projet de loi gouf den 20. Dezember 2021 vum Minister Bausch deposéiert. Dunn tëschent Januar a Mäerz 2022 sinn d'Avise vun de Chambres professionnelles erakomm an de Staatsrot hat säin éischten Avis den 22. Juli 2022 eraginn. An du koum en Avis complémentaire den 13. Dezember 2022 opgrond vun de parlamentareschen Amendementer vum 24. Oktober 2022.

An der Kommissiounssitzung vum 20. Oktober 2022 gouf ech selwer Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt an den 13. Mäerz 2023 konnt mäi schréftleche Rapport no der Analys vum Avis complémentaire vum Staatsrot e puer Woche virdrun ugeholl ginn.

Fir de Rescht vum Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci villmools, Här President, merci, Madamm Thill, fir de Rapport. E war ganz komplett, soudatt mer net mussen nach méi dozou soe wéi eisen Accord ze ginn an Iech Merci ze soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wilmes. An d'Wuert geet un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Ech gesinn dat eigentlech genau d'selwecht wéi de Kolleeg Serge Wilmes. Dofir bleift mir just nach, der Rapportrice villmools Merci ze soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten. An ech géif dann heimat och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci. Ech gesinn dat natierlech och esou a ginn e grousse Merci un d'Jessie Thill, d'Rapportrice, fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn den Accord vun der LSAP. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken der Madamm Jessie Thill en häerzleche Merci soe fir de Rapport. Et ass alles gesot. Et ass deem näischt méi bäizefügen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. A lo ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol e grousse Merci der Rapportrice fir de Rapport. Vu datt mir nëmmen Observateur sinn, hunn ech ganz gutt missen nolauschteren, well mer net ëmmer an de Kommissioune kënne sinn, well oft zäitgläich aner Kommissioune sinn. Mee hei geet et jo och wierklech drëm, de Konsumenten hir Rechter ze schützen iwwer en EU-Reglement, wat awer wierklech op eng Privatiséierung vum Zuchverkéier zougeschnidden ass. An dofir verstinn ech och, datt mir do net all déi Punkte konnten iwwerhuelen oder hu mussen iwwerhuelen. Mir hunn der am Endeffekt jo da just aacht vu 54 iwwerholl. An ech denken, datt do jo och gutt gekuckt ginn ass, vu datt jo och wéinst dem Staatsrot Amendementer hu misse gemaach ginn, datt wierklech gutt gekuckt ginn ass, wat fir eng bei eis gepasst hunn, soudatt mir vun eiser Partei hei natierlech och den Accord ginn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Mir ginn och eisen Accord.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, merci, Här President, der Madamm Thill merci fir dee gudde Rapport. A merci der Chamber fir d'Zoustëmmung.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7934. Den Text steet am Document parlementaire 7934[7].

Vote sur le projet de loi 7934 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer och elo direkt de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass bei 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8058 – Projet de loi relative au financement du contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 8058 iwwert d'Finanzéierung vun engem ëffentlechen Déngschtleeschtungskontrakt fir d'Exploitatioun vum ëffentlechen Transport vun der Eisebunn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt d'Madamm

Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, beim Projet de loi 8058 geet et ëm e Finanzéierungsgesetz, fir de Service public vun den CFL am Schinnentransport fir déi nächst 15 Joer ze assuréieren. Oder fir et juristesch méi korrekt auszedrécken: Et geet ëm e Finanzéierungsgesetz, dat et der Regierung erlaabt, eng Finanzronn vu ronn 7,15 Milliarden Euro toutes taxes comprises iwwer maximal 15 Joer kënnen am Kader vun enger direkter Attributioun vum neie Contrat de service public fir den ëffentleche Schinnentransport auszeginn.

An dës Attribution directe duerch d'Regierung wäert de maximale Spillraum vu 15 Joer och ausnotzen an de Service-publics-Kontrakt nees fir weider 15 Joer un d'CFL verginn, dat heescht bis Enn 2039.

D'Käschten, déi de Staat iwwert d'Remuneratioun vum Optraghueler fir d'Versuergung vum ëffentlechen Transportservice per Schinn iwwerhëlt, däerf also de Montant vu 7.145.695.000 Euro inklusiv TVA fir d'Period vum 1. Januar 2025 bis den 31. Dezember 2039 net iwwerschreiden.

Dëse Montant entsprécht dem Präisindex vum 1. Abrëll 2022 a wäert, wéi bei Finanzéierungsgesetzer üblech, periodesch un d'Evolutioun vum Coût de vie ugepasst ginn.

De Montant vu ronn 7,15 Milliarden Euro mécht dëse Projet de loi iwwregens zum deierste Finanzéierungsgesetz, dat d'Chamber bis elo jee virleien hat.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Et ass eng grouss Chance fir onsen historeschen Eisebunnsoperateur, datt d'Regierung iwwerhaapt nach d'Méiglechkeet huet, dëse Service-publics-Kontrakt kënnen iwwer eng direkt Attributioun an net iwwert d'EU-wäit Ausschreiwung ze verginn.

Am Kader vun der leschter Lëtzebuerger EU-Presidence konnt den aktuellen Transportminister nämlech eng Ausnam a puncto Liberalisatioun fir eist Land a säi klengen Zuchreseau aushandelen. Dat war am Kader vum véierte Paquet ferroviaire.

Dank dësem Verhandlungssuccès op EU-Niveau muss Lëtzebuerg säin ëffentlechen Zuchtransport deemno net europawäit ausschreiwen, wou dann och vill méi grouss Firme wéi zum Beispill d'Deutsche Bahn oder d'SNCF hätte kënne matmaachen a sech eventuell déi bescht Strecke vun eisem Netz kënnen erauspicken an d'CFL da just nach de Rescht hätt kënne fueren. Dës Ausnam erlaabt eis et deemno elo, d'Exploitatioun vun eisem nationalen Zuchreseau weiderhin homogeen an der Hand vun der CFL ze behalen. A mat dem aktuelle Gesetzesprojet séchere mir, wéi schonns ufanks gesot, als Chamber d'finanziell Rumm fir dës Attributioun.

Dës Ausnam zur genereller EU-Liberalisatioun war immens wichteg, well se huet mat sech bruecht, datt mer d'CFL als Betrib ofséchere konnten, en plus datt mer virun allem hiert Personal net nëmme schütze konnten, mee et elo och nach exzellent Zukunftsperspektive gebuede kritt. Ëmmerhin ass d'CFL jo, dank den héijen Investissementer an d'Modernisatioun an dem Ausbau vum Schinnentransport ofgesi vun der Fonction publique zanter Ufank 2022 de gréissten Employeur hei am Land.

Wichteg ze betounen ass dann nach ofschléissend, datt déi nei Finanzrumm net just eng einfach lineär Weiderschreiwung iwwer 15 Joer vun den aktuelle Käschten am Staatsbudget ass, mee wuessend Passagéierzuelen an zousätzleche Service matagerechent goufen, fir de weideren Ausbau vum ëffentleche Schinnentransport ze berücksichtegen.

Mir stëmmen also haut mam Projet de loi 8058 e ganz wichtegt Gesetz. An heimat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Ma merci villmools, Här President. Merci der Rapportrice fir hire gudde Rapport. Mir deelen och hir Aschätzung, datt et e wichtege Projet ass, well all Euro, deen an eng Verbesserung vun eisem Zuchreseau an och vun der Exploitatioun vum Zuchservice investéiert gëtt, ass e gudden Euro an e wichtegen Investissement. Well et ass a bleift esou: Den Zuch, speziell am Verbond mam Tram, mam Bus, ass d'Réckgrat vum ëffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg an ass och a soll nach vill méi, virun allem an deenen Investitiounen, déi gemaach ginn, eng reell Alternativ sinn zu der individualer Mobilitéit! Wéi gesot, am beschte Fall.

Mee bis dohinner ass natierlech awer nach e gewëssene Wee ze goen. Mir wëssen, datt nach net iwwerall d'Offer esou ass, wéi se sollt sinn. Wéi gesot, dat ass elo net eng pauschal Kritick un der Regierung. Dës Regierung huet an der Kontinuitéit vun der Regierung vu virdru voll d'Investitioun an den ëffentlechen Transport gemaach, se souzesoen nach eng Kéier en plus gesteigert. Do spille vill Elementer dran, déi net ëmmer an der Hand vun der Regierung sinn. Mee an awer, et bleift e gewëssene Sputt no uewen.

Den aktuellen Transportminister huet et ëmmer richteg gesot, wéi d'Diskussioun war, ob Aféiere vum gratis Transport, jo oder neen, datt dat u sech net d'Diskussioun ass an net dee wichtegste Krittär, mee datt ganz aner Krittäre vill méi determinant si wéi zum Beispill d'Punktualitéit, wéi zum Beispill, datt de Confort do ass, wéi datt gutt Ubindunge sinn an datt et och e sécheren ëffentlechen Transport ass. En huet do zu Recht ëmmer op dat Land an Europa a souguer an der Welt verwisen, wat déi beschte Qualitéit do unzebidden huet, dat ass d'Schwäiz, wou weiderhin en net gratis ëffentlechen Transport besteet, mee wou awer vill méi Leit den ëffentlechen Transport benotzen, well en déi dote Krittären alleguerten erfëllt.

Bon, dann ass déi aktuell Regierungskoalitioun higaangen an huet awer de gratis ëffentlechen Transport agefouert, wat, mengen ech, jo och bei de Leit ugeholl gëtt. Vill Leit benotzen en, souguer nach méi Leit wéi virdrun. Mee wa mer en awer nach gäre méi performant hunn a virun allem als Alternativ gäre wëllen ausbauen zu méi oder besser gesot manner individuellem Verkéier, mussen hei nach verschidde Saache verbessert ginn.

Dofir hätte mer eis jo och gewënscht, a mir wënschen eis och weiderhin, datt u sech och an all Zuch soll Begleedungspersonal derbäi sinn, wat op d'mannst do ass fir d'Leit, wann eppes ass, dat se kënnen uschwätzen, einfach déi Proximitéit, datt een do ass, op deen ee sech ka stäipen, un deen ee sech ka wennen, wann eng Kéier e Problem sollt entstoen, well dat ass awer eppes, wat ëmmer erëm virkënnt leider Gottes.

An d'Punktualitéit, nach eng Kéier: Mir wëssen, datt mir an engem klenge Land sinn, wou mer e Schinnereseau hunn, deen natierlech verbonnen ass mat deenen anere Schinnereseauen, wou déi ganz Interoperabilitéit wichteg ass a schwéier ass. Dat ass net evident. Mir kréie ganz vill Zich eran aus Frankräich, aus der Belsch, manner zum Deel aus Däitschland. An déi droen natierlech och derzou bäi, datt ee vläicht déi Punktualitéit net ëmmer esou ka garantéieren, wéi se misst sinn. Mir wëssen, datt dru geschafft gëtt. Mee et ass awer mat den A an O. Mir leien aktuell bei engem Taux, dee kënnt vun 2022, dee war bei 90,5 %, en ass souguer liicht erofgaange par rapport zu 2021. Do waren 92,1 % Punktualitéit.

Mir missten et fäerdegbréngen, deen Taux eropzesetzen, well, wéi gesot, wann et punktuell ass ..., mat all deene Contrainten, déi, wéi et heescht, do bestinn, däers si mer eis bewosst, den Defien, déi een do muss huelen, mee et muss awer trotzdeem en Zil sinn, datt jo, och wann et net explizitt am Gesetzestext steet, awer implizitt ass – et ass am Exposé des motifs als Krittär mat dra vun dësem Projet de loi hei –, datt d'Punktualitéit ee vun den ausschlaggeebende Krittären ass, déi wierklech mussen assuréiert ginn.

An dann eng Situatioun, déi mer zudéifst bedaueren – Dir bedauert se jo mat, ech mengen, Dir sidd jo och net direkt do derfir responsabel –, ass awer déi aktuell Situatioun am Norde vum Land op der Nordstreck, wou ëmmer erëm duerch déi Situatioun, déi mer hunn, den Tunnel, deen zesummegebrach ass, oder onstabill Fielsen, natierlech mussen Zich ausfalen, länger Zäit dann déi Streck gespaart ass a wou awer eis Matbierger am Norden, déi jo schonn elo net grad déi esou gutt Ubindung hunn, wéi se se am Rescht vum Land och hunn, da mussen erëm op den Auto ëmklammen, well fir déi meescht ass dann awer de Bus keng Alternativ, well se nach vill méi laang mam Bus dann hei an d'Stad ënnerwee sinn wéi mat hirem eegenen Auto.

Dat ass natierlech ze verhënneren, esou Situatiounen, an Zukunft, an Investitioune wäerte jo weider gemaach ginn, da maacht, datt och wierklech am ganze Land eng gutt Offer ass an datt am ganze Land d'Leit och kënnen als Alternativ dann den Zuch ugebuede kréien, fir op d'mannst op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Dat gëllt och fir eis Matbierger aus dem Norden, fir déi mer eis immens als Partei asetzen, natierlech och eis Norddeputéiert speziell, mee mir insgesamt.

An dann en anere Punkt, dee bedauerlech ass, och wann, wéi gesot, probéiert ginn ass, eng Alternativ ze fannen, fir ze verhënneren, dass dat nächst Joer grad zur Zäit vun den Olympesche Spiller keen TGV wäert op Paräis fueren. Mir wëssen, datt d'CFL versicht huet, dee Projet esou ze plangen, datt et hätt kënne méiglech sinn. Dat ass net méiglech gewiescht. Et ass awer ze bedaueren, well eebe grad dann, wärend där Zäit, der vill, déi da wëllen awer op Paräis goen – et ass vläicht eng eemoleg Geleeënheet, fir esou no Olympesch Spiller kënnen ze erliewen –, dann erëm riskéieren, op den Auto mussen ëmzeklammen. Mam Fliger weess ech net, ob der vill wäerten dohinnerfléien. Mee et ass ze bedaueren, och wann et versicht ginn ass.

An dat gesot, soe mer awer nach eng Kéier: Mir ënnerstëtze voll a ganz dee Projet hei an all Investitioun, déi gemaach gëtt vun dëser an zukünftege Regierungen, fir den Zuchreseau hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren an als reell Alternativ och zu deem normale Verkéier unzebidden.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wilmes. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, merci, Här President. Fir d'alleréischt wéilt ech emol eng Kéier dem Minister felicitéieren, dass en déi Ausnamereegel duerchgesat krut, fir dass d'CFL weider hei kann de Reseau esou bedreiwen, ouni dass dat muss europäesch ausgeschriwwe ginn. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Op där anerer Säit: 7,15 Milliarden Investitioune just fir d'Bedreiwe vum Reseau bis 2039, also déi nächst 15 Joer, dat weist eigentlech de Stellewäert, deen hei dem ëffentlechen Transport a speziell dann dem Schinneverkéier gi gëtt. Dat ass och ganz gutt, well mer gesinn, wa mer d'Situatioun dobausse kucken, besonnesch op de Stroossen, déi aktuell ass, dann ass eng vun de Pisten, där sécher muss nogaange ginn, e performanten ëffentlechen Transport.

An natierlech, wann een „ëffentlechen Transport" seet, dann denke mer och un den Ausbau vum Schinnereseau, dass dee gutt bedriwwe gëtt, et ass virdru vun der Rapportrice gesot ginn, awer och vum Virriedner Serge Wilmes: ze kucken, dass och Akzenter nach weider musse gesat ginn, nieft deenen enormen Investissementer, déi och nach gemaach ginn an de Materialausbau, an de Reseausausbau, dass ee muss kucke virun allem och, wat d'Pünktlechkeet, wat de Confort vum Passagéier ugeet, fir do nach Verbesserungen ze maachen. Ech mengen, do si mer um gudde Wee. Et ass nach Potenzial a Loft no uewen.

Dëst gesot ginn ech ganz gären den Accord vun der Demokratescher Partei zu deem virleiende Gesetzestext. A wéi gesot, falls ech et net grad scho gemaach hunn, ech si mer net méi ganz sécher, am schlëmmste Fall maachen ech et dann duebel, da géif ech der Rapportrice nach eng Kéier Merci soe fir hir zwee Rapporten.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mat dësem Finanzéierungsgesetz, fir de Service vum Zuchsreseau ze bedreiwen, gëtt virun an eng nohalteg, zukunftsorientéiert Mobilitéitsstrategie investéiert.

Eist Land wiisst an domat och insgesamt de Verkéier op de Stroossen an op de Reseauen an am ëffentlechen Transport. Hei schwätze mer vun 3 %. Dofir ass et wichteg, datt de Staat iwwer 7 Milliarde fir déi nächst 15 Joer hei investéiert an d'Offer vum Zuchtransport weider ausbaut an d'Qualitéit verbessert.

Mäi Virriedner hat et gesot: Fir bei enger gudder Qualitéit ze bleiwen, ass et wichteg, nach eng Kéier ze rappeléieren, datt bei den Auerzäiten Zuch a Bus besser mussen openeen ofgestëmmt ginn, fir de beschtméigleche Confort an d'Sécherheet speziell bei de Schüler ze garantéieren. Oft sinn d'Elteren an enger Ongewëssheet: „Stinn eis Kanner nach um Quai? Ass den Zuch ewell fort?" Oder: „Wou si se drun?"

Zuch a Bus, déi Upassung am Norden weist sech als besonnesch schwiereg. Am Süden an am Zentrum si speziell Korridoren, Linnen, op den Haaptachsen agezeechent, fir datt de Bus Prioritéit huet a fléissend virukënnt, mee am ländleche Raum ass dat net machbar. Wann de Bus do hannert engem Trakter respektiv hannert engem Camion fiert, kënnt et oft zu grousse Verspéidungen. De Bus leeft an d'Gare eran an den Zuch ass grad fort. Do muss den Zäitplang méi adaptéiert ginn, déi Fuerpläng sinn einfach ze kuerz berechent. Dat ass een Appell un eis Busreseauen.

Et ass schéin ze héieren, wa Lëtzebuerg natierlech op senger Spëtzeplaz steet, déi am meeschte pro Kapp an d'Schinnennetz investéieren. Et gëllt, virun drun ze schaffen. Dozou gehéieren d'Digitaliséierung an eng verbessert Kommunikatioun ënnert de verschiddene Servicer, fir de gesamten ëffentlechen Transport attraktiv an effikass ze halen.

Eng gutt Nouvelle: Mat deenen neien Automotricë mat méi Confort gëtt och d'Passagéiercapacitéit an den Zich ëm 43 % erhéicht.

Bei dësem héijen Invest an den ëffentlechen Transport ass et fir eis Sozialiste wichteg, datt all Mënsch hei seng Plaz fënnt an esou kann op dës Transportméiglechkeeten an Infrastrukturen zréckgräifen. Dat gëllt fir all Alterskategorie souwéi och Leit mat enger Behënnerung. Fir eis och wichteg: d'Sécherheet. Och am Zuch soll dëse Prinzipp gëllen, wéi och d'Chambre des Salariés an hirem Avis zu dësem Projet preziséiert. D'Presenz vum Zuchbegleeder muss weiderhi garantéiert bleiwen, zemools op deene Strecken, wou dëst Sécherheetsgefill net méi garantéiert ass.

Une voix | Ganz richteg!

M. Carlo Weber (LSAP) | Leider si mer och hei op deem Punkt ukomm, wou d'Aggressivitéit a Gewalt zouhuelen. An et mécht deene Verantwortlechen och aus deem Secteur d'Saach net méi einfach, au contraire. Dat bedeit och hei: weiderhin dru schaffen an investéieren!

An deem Sënn soen ech eiser Rapportrice, dem Chantal Gary, villmools merci fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an och emol eng Kéier e grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an eiser Kommissioun a ginn heizou den Accord vun der LSAP.

Ech maachen eng Klammer op: Als Norddeputéierte muss ech natierlech op de Projet agoen. De leschte 27. August ass eng Naturkatastroph passéiert. Dorop hu mer keen Afloss. Mir kënnen nach Milliounen a Milliarden investéieren, mee op eng Naturkatastroph hu mer leider keen Afloss, eisen Här Minister och net. Och wann en an deem Punkt dacks ugegraff gëtt, do huet keen eng direkt Awierkung drop. Elo déi lescht Woch och nach e Fielsrutsch no bei Bierden, a lo steet natierlech alles; ab Ettelbréck–Kautebaach, Kautebaach–Wolz leeft am Moment keen een Zuch.

Ech mengen, mir spieren dat, d'Kolleegen aus dem Norden, wa mer erofkommen, wa mer musse moies um 8.00 Auer hei sinn, wa mer mussen um 6.15 Auer fortfueren. Elo musse mer mëttlerweil um 6.00 Auer fortfueren. Eis Stroosse si vill méi belaascht.

An nach eng Kéier e ganz waarmen Appell un eisen Här Minister, fir dëse Projet virzehuelen, fir schnellstméiglech hei nëmmen ze hëllefen. Et ass wierklech eng Katastroph! Ech denken hei och un d'Schüler, déi dagdeeglech da mussen um 5.00 Auer opstoen. Stellt Iech einfach vir, du sëtz dee ganzen Dag am Klassesall, fir sech do nach ze konzentréieren, all Dag esou fréi opzestoen, dat ass eigentlech net méi machbar!

Wannechgelift, nach eng Kéier e waarmen Appell un eis Ministeren, u jiddwereen, deen eis do ka weiderhëllefen an dësem Projet: Ech weess, datt et schwiereg Aufgabe sinn, mee an deem Sënn, mir sinn dankbar fir all Dag, wou déi Streck wa méiglech géif esou séier wéi méiglech opgoen!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, vu menge Virriedner ass dat meescht gesot.

Och vum Här Carlo Weber ass gesot ginn, datt mer am Norden e Problem hunn. Ech mengen, dat wësst Der alleguerten. Mee fir datt dat Ganzt ka rullen, brauche mer och Infrastrukturen, an do hu mer elo gesinn déi lescht sechs Méint oder aacht Méint am Norden, datt mer do grouss Problemer hunn. A wann een da feststellt, datt déi ganz Infrastruktur am Norden, haaptsächlech d'Tunnellen, an den Alter kënnt – se hunn elo 160 Joer – ass ze hoffen, datt esou Fäll hoffentlech net an Zukunft nach méi dacks wäerte virkommen. Ech hoffen net, mee et weess een ni. Mee, ech mengen, dat sinn dramatesch Follgen! Deemno wéini et elo fäerdeg ass, ass den Tunnel zu Kautebaach eréischt aacht, néng Méint, nodeem en zougemaach gouf, vum August u bis elo, da fäerdeg. An, ech mengen, dat sinn dramatesch Follgen!

An et kann ee soen: Flächeméisseg ass een Drëttel vum Land elo vum offiziellen Zuchreseau ofgeschnidden. A mir mussen eis Gedanke maachen ëm d'Zukunft. An deem Sënn géif ech dann eng Motioun deponéieren, fir an déi Richtung ze wierken, datt mer elo schonn ufänken, Etüden ze maachen, wéi mer eist Zuchlinnennetz am Norde kënne verbesseren.

Mir hunn do och zwou Iddien opgegraff, ech wëll déi dann och hei virbréngen. A mir wësse jo alleguerten: Vum Ufank vun enger Etüd bis zur Realisatioun kann et 30 Joer daueren. Wa mer dann 160 Joer kucken an nach 30 Joer derbäi, da sinn ech net méi, ech mengen, dat wësse mer all, mee et soll een awer an d'Zukunft kucken. An deem Sënn géif ech dann eng Motioun deponéieren, fir an déi Richtung ze wierken, datt mer déi Fäll do lues a lues kënnen eliminéieren.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Eisebunns-Tunnellen am Norde vum Land e beträchtlechen Alter vu ronn 160 Joer erreecht hunn;

– den Astuerz vum Tunnel Schieburg en éischt Warnsignal war, datt änlech Virfall och méi dacks kënne virkommen;

– de Rutsch vun der Fielsformatioun bei Bierden, déi elo muss stabiliséiert ginn, e weidert Warnsignal war, datt änlech Virfäll och méi dacks kënne virkommen;

– deen urspréinglech festgesaten Delai fir d'Stabiliséierung vum Tunnel Schieburg net kann agehale ginn,

ass sech bewosst, datt

– elo méintelaang Stabiliséierungsaarbechte fälleg sinn;

– et schwéier virauszegesinn ass, wéi laang des Aarbechten an der Realitéit wäerten undaueren;

– bal de gesamten Zuchtrafic am Norden elo lahmgeluecht ass, mat dramatesche Konsequenze fir all déi Leit, déi Dag fir Dag op den Zuch respektiv op den ëffentlechen Transport ugewise sinn,

fuerdert d'Regierung op,

– sou séier wéi méiglech eng Etüd ze maachen, fir eng weider Gleisspuer an den Norden ze realiséieren, sief dat nieft där aktueller Linn oder awer eng ganz nei Linn.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt och der Rapportrice e grousse Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Dëse Projet de loi schreift eng ambitiéis Finanzéierung vum nationalen Eisebunnsservice bis 2039 fest mat enger Progressioun vun den Ausgabe vu ronn 3 % pro Joer. Mir ënnerstëtze selbstverständlech dëse Projet de loi a wäerten deen natierlech och matstëmmen.

D'Eisebunn ass e ganz wichtege Pilier vun der Mobilitéitspolitick an dësem Land a seng Bedeitung wäert an den nächste Joren nach weider zouhuelen, och grenziwwerschreidend. De schinnegebonnenen ëffentlechen Transport ass an eisen Aen d'Réckgrat vun der zukünfteger Mobilitéit. En huet eng grouss Capacitéit, dat heescht, e ka ganz vill Persounen op eemol transportéieren, en ass bequeem, ëmweltschounend an – zumindest an der Theorie – och verléisslech, well en net vun der Situatioun op der Strooss ofhängeg ass.

Et ass ganz wichteg, weiderhin d'Investitiounen héichzehalen, och well d'Eisebunn leider an der Vergaangenheet wärend Joerzéngte vernoléissegt ginn ass. Dorunner wäerte mir nach eng ganz Zäitchen ze knabberen hunn.

Als eng Persoun, déi all Dag den Zuch hëlt, weess ech natierlech och, datt mer nach net do sinn, wou mer eigentlech alleguerte gäre wären. Reegelméisseg Verspéidungen an Ausfäll, deelweis och immens iwwerfëllten Zich maachen de Passagéier d'Liewen net ëmmer immens einfach – an déi rezent Problemer op der Nordstreck hunn natierlech och net grad gehollef.

Ëmsou méi wichteg ass et, d'Investitioune weider ze erhéijen. An deem Kontext begréisse mir och déi Schwéierpunkten, déi am Exposé fir dëse Kontrakt opgelëscht ginn an ënnert anerem de Fokus op eng Verbesserung vun der Pünktlechkeet an der Verléisslechkeet.

Här President, et ass fir eis ganz wichteg – an ech si sécher, den Här Minister deelt déi Aschätzung –, datt d'Eisebunn an ëffentlecher Hand bleift. Nëmmen esou kann den Accès fir jiddweree garantéiert gi mat engem héije Mooss u Sécherheet a Qualitéit.

Virun allem ass et eis och wichteg, datt op der Eisebunn weiderhin héichwäerteg Aarbechtsplazen erhalen a geschafe ginn. Och dofir muss d'ëffentlech Hand de Garant sinn. Genee wéi beim Ausbau vun der Infrastruktur an der Opwäertung vun den Zich däerf och beim Personal net gespuert ginn, well e qualitativ héichwäertegen a gläichzäiteg mënschleche Service kann nëmme mat zefriddene Mataarbechter/inne garantéiert ginn. Op där Plaz ze spueren, wär absolutt dat falscht Signal!

Merci also dem Här Minister an, wéi gesot, wäerte mir als déi Lénk dëse Projet matdroen. Wéi Der héiert a gesitt, kënne mir och luewen – mir luewen och ganz gär, wann et esou gutt gemaach ass wéi hei! –, mee leider musse mer heiansdo och kritiséieren, well dofir si mer och do.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir dat deierst Gesetz, dat d'Chamber jee gestëmmt huet, hunn ech dann och de Wee bis hei erop gemaach!

Fir déi nächst 15 Joer wäerte mer elo iwwer 7 Milliarden investéiere fir e gudde Schinneverkéier, deen och ganz wichteg ass. Well jidderee beschwéiert sech ëmmer, wann en am Stau steet, mee mir kréien d'Stroossen net esou schnell ausgebaut a mir wëllen och vläicht net esou schnell d'Stroossen ausbauen, wéi ee se misst ausbauen, fir de Stau opzehiewen. Dofir ass déi eenzeg Léisung, déi mer hunn nieft dem Bus, den Zuch. An den Zuch ass nun emol deen Transportmoyen, dee mer hei am Land hunn, mat enger héijer Capacitéit, dee schnell an effikass ka Leit vun där enger Plaz op déi aner am Land bréngen.

Dofir ass et fir eis Piraten och wichteg, dass mer hei eng Ausschreiwung gemaach hunn am spezielle Sënn, dass dat deemools bei der Europäescher Unioun verhandelt ginn ass. Ech ka mech do nach un den Europadeputéierte Georges Bach erënneren, dee sech ëmmer a senge Riede derfir agesat huet an am Europaparlament derfir agesat huet, dass Lëtzebuerg do eng Sonderreegelung kritt, well fir eis Piraten war et ëmmer ganz kloer: Eng CFL dierf net liberaliséiert ginn, eng CFL dierf net privatiséiert sinn an eng CFL soll vum Staat d'Ausschreiwung kréien!

Mir si vill ze vill kleng hei am Land, fir dass eng Privatentreprise hei um Marché nieft enger staatlecher géif fonctionéieren, vun deene ganze soziale Problemer herno an den Aarbechtskrittären emol guer net ze schwätzen.

Wou mer scho beim Personal sinn: Ech hat rezent dem Minister eng Question parlementaire derzou gestallt, wéi et dann elo mam Statutt vun den CFL-Mataarbechter ass, well bekanntlech ass de Staatsrot an all sengen Avisen ëmmer der Meenung, dass dee Statutt misst geännert ginn, dass deen eigentlech als Fonctionnaire zum Deel misst unerkannt ginn an dass et do nei Reegele gëtt an dass et net wéi am Moment iwwert e groussherzoglecht Reglement erlaabt wär, weiderhin esou d'Personal vun der CFL an de Statutt ze setzen.

Leider gouf ech a menger Question parlementaire drop verwisen, dass déi nächst Regierung sech dermadder muss auserneesetzen. Fir eis Piraten wär et awer och kloer gewiescht, dass mer, wa mer 7 Milliarden an de Grapp huelen, vläicht och reegelen, wéi e Statutt dass d'Mataarbechter hunn, a vläicht dat net op déi nächst Regierung geschiibt hätten, mee dat deementspriechend och elo hätte kënne mat diskutéieren.

Fir eis ass et och kloer, dass den ëffentlechen Transport eng Qualitéit brauch. Lëtzebuerg kritt och elo nei Zich, Lëtzebuerg kritt och neit Personal. Et muss een awer och do ganz éierlech sinn a soen, dass mat deem rasante Wuesstum, dee mer hunn, einfach net schnell genuch bei der CFL konnt rekrutéiert ginn. Dat ass weeder e politesche Feeler nach ee vun der Verwaltung. Et konnt einfach net sinn, et sinn einfach net genuch Leit do. Wann ee kuckt, wéi eng aner Firmen a wéi eng aner staatlech Verwaltungen hei am Land souwisou och nach parallell rekrutéieren, ass d'CFL einfach net nokomm. A bei den Zuchmaschinnen ass dat fir eis zwar eng déck Commande gewiescht, mee fir déi Hiersteller ass dat eng mini Commande an deementspriechend ware mer och net esou schnell zerwéiert, wéi dat vläicht méi grouss Entreprisë wéi eng Däitsch Bunn sinn.

Wa mer den ëffentlechen Transport wëllen attraktiv gestalten, gehéiert dozou och eng Informatioun an do gehéiert och d'Mobilitéitszentral derzou. De Sven hat gëschter do eng interessant Question parlementaire gestallt, wou erauskomm ass, dass awer vill Reklamatioune sinn. Dat kann ee sécherlech nach verbesseren. Dat ass mer och scho selwer geschitt, dass beim Zuch entweeder den Display net fonctionéiert huet oder an der App den Zuch net ugewise gouf. Bon, dat sinn alles informatesch Problemer, déi kënne geschéien. Mee wa mer awer gären d'Leit op en ëffentlechen Transport hätten, ass dat nun emol ze behiewen!

Am Norden, et ass e puermol ugeschwat ginn, ass de Problem mat den Tunnellen elo an Tëschenzäit, et ass net nëmme méi een. Mir haten och do eng Sëtzung vun der Chamberskommissioun vun der Mobilitéit, déi ech ugefrot hat a wou mer wierklech seriö a ganz gutt a kloer erkläert kruten, wat d'Problemer am éischten Tunnel waren. Bon, en hätt sollten opgoen. Dat ass eeben elo net de Fall. Ech wëll och net soen, dass de Minister oder iergendee Politiker derfir kann, dass den Tunnel net op ass, mee et ass awer d'Fro herno, wéi ee mat der Situatioun ëmgeet. Wéi sinn déi Ersatzbusser? Wéi ginn déi gestallt? Wéi kéint een de Leit awer entgéintkommen, wann eng Zuchstreck zou ass? Ech mengen, do sinn awer, diplomatesch ausgedréckt, nach vill Verbesserungsméiglechkeeten, well am Moment d'Leit aus dem Norden awer ganz vill Problemer hunn an déi Ersatzbusser och net esou fonctionéieren, wéi se sollen.

Am grousse Ganze gi mir eisen Accord. Dëst Gesetz ass gutt a wéi ech virdru gesot hunn, stinn och mir Piraten fir e gudden ëffentlechen Transport – awer aus staatlecher Hand an net privatiséiert!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da freet d'Madamm Josée Lorsché nach d'Wuert. Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech begréisse wierklech ausdrécklech, dass de Marc Goergen gradewéi och d'Myriam Cecchetti op den eigentlechen Objet vun dësem Projet de loi higewisen hunn, dat ass notamment, dass mer hei e Service public ofsécheren fir déi nächst Jore mat 7,1 Milliarden Euro, dat muss ee wierklech haart soen!

Et ass kee Land, dat esou vill investéiert wéi Lëtzebuerg. Mir hunn eis d'Zuelen ugekuckt: Mir hu 607 Euro op de Kapp am Joer 2021, dat ass 15-mol méi wéi Frankräich, 5-mol méi wéi Däitschland. All déi aner Länner leien nach vill méi déif drënner.

An dofir bedaueren ech, dass mer elo hei op eemol déi Diskussioun e bëssen an d'Richtung vu Verspéidung vun Zich, Verspéidung vu Bussen hunn. Alles ass richteg, mee wou et hei drëms geet, ass den Invest, a virun allem geet et drëms, dass mer dee Service public garantéieren!

Wat Privatiséierung heescht, dat gesäit een an anere Länner, wou privatiséiert gëtt, déi och duerch Pacteferroviairen derzou bruecht gi sinn. Mir hunn eis schonn deemools als Lëtzebuerg dergéint gewiert. Mir hunn eng Sonderreegelung zu Lëtzebuerg mam véierte Pacte ferroviaire agefouert, déi dozou scho gefouert huet, dass mer de Service public kënne garantéieren.

An ech mengen, et ass wichteg ze ënnersträichen, dass et hei wierklech dorëms geet an net ëm déi eng oder aner Zuchverspéidung, déi mer natierlech musse behiewen, doduerch, dass mer dësen Invest maachen. An dofir merci all deenen, déi den Objet richteg erkannt hunn. Dat war gutt gesot vun deenen zwee!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Goergen freet d'Wuert nach eng Kéier zréck.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech mengen, déi Kritick, déi ech ubruecht hunn un de Verspéidungen, ech denken, dass een déi dierf maachen, well dat positiv derzou bäidréit, dass ee vläicht op eppes

opmierksam mécht, fir dass den ëffentlechen Transport méi attraktiv gëtt.

Ech wollt Iech awer just soen, dass mer haut net iwwert den Invest an d'Struktur diskutéiert hunn. Dat ass guer net de Punkt haut. Haut geet et dorëms, wéi d'CFL herno exploitéiert gëtt, wat déi eenzel Mesüren an den nächste 15 Joer sinn.

Ech si vollkomme mat Iech averstanen, méi ze investéieren an den ëffentlechen Transport. Mee Är Zuele sinn do och falsch, well Dir musst awer korrekterweis och dann déi Leit derbäihuelen, déi aus der Groussregioun all Dag mat dem Zuch matfueren. Dat ass och e besonnesche Fall par rapport zu anere Länner, déi vläicht net an engem Grenzgebitt sinn. Wann Der scho mat deenen Zuele schafft, musst Der déi awer och an eng Relatioun setze mat alleguerten de Passagéier, déi eng CFL muss féieren.

Mir sinn d'accord, och weiderhin Investissementer an d'Strecken ze maachen, mee dat ass haut net de Punkt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, fir d'Wuert, merci allen Deputéierte fir hir Rieden a virun allem och fir déi ganz grouss Zoustëmmung, wat mech natierlech ganz staark erfreet.

Mir hunn haut en Text virleien, deen am Fong net vill Artikelen huet, mee deen et awer an deene puer Artikelen a sech huet, well vill Suen drastinn iwwer 15 Joer. Et ass scho gesot ginn: Et ass dat deierst Gesetz, dat d'Chamber bis elo gestëmmt huet. Et ass och esou, datt dat Gesetz hei net nëmmen einfach d'Exploitatiounskäschte beinhalt, wéi se haut sinn, an déi fortschreift iwwert déi nächst 15 Joer, mee et beinhalt och dat, wat mer wäerten zousätzlech wëlle fueren um CFL-Reseau iwwert déi nächst 15 Joer.

Dat heescht zum Beispill, dat neit Material, dat d'CFL kaf huet – et ass déi gréissten Ausschreiwung an der Geschicht vun der Gesellschaft: fir 400 Milliounen neit Zuchmaterial –, dat erlaabt der CFL, hir Sëtzplazcapacitéit par rapport zu haut ëm 40 % ze erhéijen, dat heescht, dat Material ass virfinanzéiert ginn natierlech vun der CFL an dat gëtt am Fong zréckbezuelt iwwert de Contrat de service public iwwert déi 15 Joer, wou mir natierlech eng Attribution directe gemaach hunn un den Exploitant CFL, fir datt déi soll weider de Reseau kënnen zu Lëtzebuerg bedéngen.

Et ass schonn ënnerstrach ginn: Datt mer dat kënne maachen, ass, well mer et fäerdegbruecht hunn am Kader vun der Lëtzebuerger Presidence 2015, de véierte Pacte ferroviaire deementspriechend ze änneren, datt eng Attribution directe fir kleng Reseaue méiglech ginn ass. Dat war net esou virgesinn. Wann den Text esou duerchgaange wär, wéi deemools d'Kommissioun dat wollt a wéi der ganz vill et wollten, inklusiv am Europaparlament, da wär et haut esou gewiescht: Dann hätte mer missen higoen an e Cahier des charges ausschaffen, dee mer hei zwar och ausgeschafft hunn, mee dann hätte mer dee Cahier des charges an enger ëffentlecher europäescher Ausschreiwung missen ausschreiwen an dann hätt jiddweree kënne matmaachen – natierlech och d'CFL –, an dat hätt à la limite kënnen derzou féieren, datt de Reseau, wéi mer en haut kennen, wéi e bedéngt gëtt ..., datt Linnen zerschloe gi wären, dat heescht, datt mer à la limite verschidden Exploitanten op deem Reseau gehat hätten!

Bon, wa mer ganz vill Chance gehat hätten, hätt just een eenzege matgemaach, eebe just d'CFL. Da wär et vläicht op dat nämmlecht erauskomm wéi hei. Mee de Risiko wär awer reell gewiescht, datt et net esou gaange wär, an dat mécht einfach kee Sënn fir kleng Reseauen, wéi mir een hunn. Mir hunn eigentlech ..., eisen Innereseau ass, souguer wann een d'Groussregioun mat bäirechent, dat ass am Fong, wat een nennt en „Noverkéiersreseau", e sougenannten „S-Bunnsreseau", wéi een et wëll nennen, egal, et ass op alle Fall sënnvoll, datt dat en eenheetlechen Operateur ass, dovu bleiwen ech iwwerzeegt!

An dofir ass et och gutt, datt mer déi Ausnamereegel ..., déi ass jo net nëmme fir Lëtzebuerg drakomm, mee déi ass fir all gréisser Reseauen drakomm, Regiounen drakomm, déi deem entspriechen, deene Krittären entspriechen, wéi et an där Direktiv dann do festgehale ginn ass. Wéi gesot, dat war eng gutt Saach.

An hei schwätze mer effektiv och elo vun der Exploitatioun vum Reseau, dat heescht, et geet net ëm en Invest an de Schinnereseau an esou weider. Do ass och villes gesot ginn, an deem Pacte ferroviaire, an och do hu mer Korrekturen drakritt, déi, wa mer déi net drakritt hätten ..., dat, wat mer maachen um Niveau vum Invest, wat am Fonds du rail steet, am Budget ..., well de ganze Reseau, den CFL-Reseau, gehéiert dem Staat. Et ass wéi de Stroossereseau, e gëtt just och do ënnerhalen a gebaut vun der CFL am Optrag vum Staat. Och dat wär net méiglech gewiescht, wann net déi Ännerungen drakomm wären, an dann hätte mer déi Investissementer, déi mer elo am Moment da maachen, net kënne maachen.

Dat ass iwwregens och meng gréisste Kritick un der ganzer europäescher Eisebunnspolitick gewiescht, an och nach haut, an dat ass och de Grond, firwat mer an Europa mam Eisebunnsreseau iwwerhaapt net vum Fleck kommen, dat ass de Grond, firwat an Däitschland déi katastrophal Situatioun ass, wéi se haut ass, well eigentlech déi meescht Reseaue komplett ënnerfinanzéiert sinn a wierklech net esou investéiert ginn ass wéi zum Beispill an aner Infrastrukturen, wéi an de Stroossereseau an Europa!

Ech soen ëmmer an den europäesche Conseilen, et wär am Fong d'nämmlecht, wéi wann ee géif soen zu der Autosindustrie: „Dir kënnt elo Autoe bauen a verkafen, mee Dir hutt keng Stroossen, wou d'Autoe kënnen drop fueren", respektiv: „Wann Der gär Stroossen hätt, da musst Dir selwer d'Stroosse finanzéieren!" Ech mengen, jiddweree weess: Dat ass absurd, dat wär net méiglech! An duerfir ass och de Stroossereseau ëffentlech finanzéiert. A wa mer et net fäerdegbréngen, an Europa e grousse finanzéierte Streckereseau ze kréien, deen déi grouss Zentre matenee verbënnt, da wäert et och ni passéieren; op alle Fall wäert dat vill ze laang daueren a mir kommen ni aus deem Dilemma do eraus!

Dat heiten ass duerfir eng gutt Saach! Duerfir wëll ech awer nach op e puer Saachen agoen, déi hei de part et d'autre gesot gi sinn zu dem Fonctionnement vun der Eisebunn.

Éischtens emol: Mir hunn eng Steigerungsrat – well den Här Wilmes dat ugeschwat huet mat der Schwäiz – zu Lëtzebuerg an deene leschte 15 Joer gehat beim Persounentransport vu 70 %. Mir leien och do ..., mir si Rekordhalter an Europa: Et gëtt kee Reseau an Europa, deen esou eng héich Steigerungsrat huet!

Déi 70 % plus, déi si komm natierlech duerch de Fait, datt mer vill investéiert hunn, compte tenu, datt mer haaptsächlech och d'Material voll ausgelaascht hunn. An duerfir musse mer elo au vu vum Reseau, dee jo ausgebaut gëtt, déi Beetebuerger Streck, déi mer verduebelen, alles, wat mer am ganze Reseau maachen ... Dee ganze Reseau ass jo an engem eenzege Chantier an dat erkläert och vill vun de Verspéidungen, déi mer hunn, niewent Streiker a Frankräich oder an der Belsch, déi nach derbäikommen, mee de Gros vun de Problemer kënnt duerch d'Chantieren, déi mer hunn. Déi sinn einfach gigantesch a wann ee kräiz a quier iwwert dee ganze Reseau kuckt, ob et d'Nordstreck ass oder ob et d'Stad Lëtzebuerg ass, d'Gare Lëtzebuerg, d'Beetebuerger Streck, iwwerall si Chantieren, an esou laang, wéi déi Chantiere sinn, kann dat net optimal fonctionéieren.

Mee, wéi gesot, trotzdeem hu mer et fäerdegbruecht ze steigeren. An deen Ausbau kombinéiert mat deene 40 % méi Sëtzplazen, déi elo kommen ... Déi éischt Automotricë si jo geliwwert ginn, déi wäerte maachen, datt mer ab, géif ech soen, 2024, 2025, 2026, virun allem ab 2027 en enorme Sprong no vir wäerte maachen, dann ass de Gros vun deene grousse Chantieren och fäerdeg. Mee dann hu mer net nëmmen d'Capacitéit immens erweidert, mee mir hunn och um Reseau selwer ..., mir hunn och dat néidegt Zuchmaterial kaf, an dat ass eng ganz gutt Saach!

An déi 500 Euro pro Awunner, déi an deene Statistiken international ëmmer sinn, wou mer verglach ginn an Europa, déi beinhalten natierlech just den Invest an de Reseau selwer, do ass net d'Material mat dragerechent. Awer ech wëll dem Här Goergen soen: Et ass richteg, wann een d'Grenzgänger hei erausrechent, dann hätte mer net 500 Euro. Mee ech kann Iech awer soen, da wäre mer bei ëm 400 Euro. Da leie mer nach ëmmer, souguer mat de Grenzgänger erausgerechent, um Niveau mindestens vun der Schwäiz. D'Schwäiz läit ëmmer bei esou 400, 420 Euro, mee wäit virun all deenen aneren.

Also, och do bleiwe mer nach ëmmer Rekordhalter. Also, mir sinn déi, déi an Europa de Moment am meeschte maache fir den Invest an den ëffentlechen Transport, an der Exploitatioun, an dat, fannen ech, ass och gutt, an, ech mengen, dat gëtt jo och vu jiddwerengem heibanne begréisst.

Da wollt ech e puer Wuert soen awer och, well dat jo hei ugeschwat ginn ass, iwwert den Tunnel an iwwert d'Nordstreck. Éischtens emol wéilt ech dem Här Engelen soen: Déi Motioun, déi en hei eraginn huet, déi entsprécht net der Realitéit, well den Tunnel ass net agefall – wéi soll ech soen? –, well deen elo 150 Joer al ass. Den Tunnel ass agefall, well dru geschafft ginn ass, well precisement dat gemaach ginn ass, wat Der zum Deel heiranner beschreift, a well dunn de Plaffong erofgeholl ginn ass an ënnendrënner deen Hiwwel, dee Buedem, a kengem gudden Zoustand ass, an zwar net, well do en Tunnel drënner ass, mee well dee Buedem esou ass. Dat ass e Leembuedem, Schifer, Leem, am Éislek, dat wësst Der.

A wat ass geschitt? Do musse mer ons éischter aner Froe stellen hei zu Lëtzebuerg, well mir hu jo där Ëmweltproblematiken am Zesummenhang mam Klimawandel, ëmmer méi staarke Reen, ëmmer méi grouss Dréchenten. Dat ass, well dee Leem iwwert de leschte Summer komplett ausgedréchent war, a wéi dunn d'Aarbechten ugefaangen hunn, amplaz datt dee Leem fest war, war dee ganz porös, also, wéi e Granulé eigentlech ass deen erausgeriselt komm.

Et ass och net op ee Coup alles erofkomm, mee et huet ugefaangen ze riselen an do hunn d'Aarbechter dat gesinn. An doropshin ass den Tunnel emol séier geraumt ginn, well geduecht ginn ass: „Wat ass dat hei?" An do ass am Fong dat aus dem Bierg do erofkomm. An de gréisste Problem, dee mer de Moment

och hunn, dat ass: Et si jo vill Buerunge gemaach ginn an et ginn der nach ëmmer gemaach an et gëtt festgestallt, datt et op méi Plazen awer nach bannendra porös war respektiv Lächer dra waren, an déi musse mat Bëton opgefëllt ginn, fir datt dee ganzen Hiwwel stabill gëtt.

An dat ass natierlech vun Ufank un och ëmmer gesot ginn: Hei gëtt – ech soen et nach eng Kéier – 24 Stonne geschafft op deem Chantier. Ech mengen, den Här Eicher, deen ass net wäit ewech Buergermeeschter, dee weess dat. Et gëtt extreemst geschafft, e Maximum geschafft! Méi ass net dran, wéi 24 Stonnen do ze schaffen!

De Problem ass awer natierlech: Dir sidd och ofhängeg vu meteorologesche Konditiounen. Dee Bëton, kënnt Der Iech virstellen, dee kann een nëmmen drasprëtzen, wann entweeder ..., et dierf net ze vill kal sinn oder net ze vill reenen. Wéi et elo déi Zäit och war, huet et därmoossen erëm gereent. An dann niewebäi sinn och nach ëmmer erëm nei där Lächer fonnt ginn.

Muer wäert d'Eisebunn och an d'Chamberskommissioun kommen an nach eng Kéier méi technesch Detailer ginn. An d'Eisebunn wäert och muer nach eng Kéier eng Pressekonferenz maachen, wou se Detailer wäert erklären, ëm wat et wierklech geet, an och versichen, en Outlook ze maachen.

De Busersatzdéngscht, deen ass permanent ugepasst ginn, wäert och elo nach eng Kéier ugepasst ginn, well jo Wolz betraff ass. Och dat wäert muer ugekënnegt ginn. Meng Leit vun der Administration des transports publics hunn elo eng Woch laang intensiv geschafft. A wann Der do wëllt Busse bäisetzen, da musst Der och Bussen a Chauffeure fannen, dat ass jo de Problem!

Mir géifen am léifsten nach vill méi bäisetzen, mee ech soen Iech, dat ass awer net esou einfach, well och d'Busentreprisen zu Lëtzebuerg, déi schaffen, déi fueren um Zännfleesch, wéi een esou schéi seet. Et si keng Chauffeuren a keng Busse méi do, dat heescht, mir musse schonn an d'Groussregioun kucke goen, fir nach Bussen ze fannen. Mee et ass net, well de Wëllen net do ass oder well, wéi ech gelies hat iergendwou, mer wéilten iergendwellech Leit am Stach loossen oder mer wéilten net wouerhuelen, datt déi e Problem hätten. Mee et ass, well mer Schwieregkeeten hunn, dat Ganzt ze organiséieren!

Mir maachen de Maximum, deen dran ass, mee mir kënnen och keng Wonner bewierken! Dat geet net, a gleeft mer es, sougutt de Minister wéi och d'Eisebunn wéi, ech mengen, d'ganz Regierung hätte léiwer aner Saachen ugekënnegt wéi de Fait, datt dann en Tunnel agefall ass am Norde vum Land!

Wéi gesot, dat ass einfach en Naturereignis, dat do stattfonnt huet, wéi et der eebe gëtt, wéi duerno déi Fielsen och nach bei Kautebaach erofgerutscht sinn. Déi Stabilisatioun geet och méi einfach, well dat ass baussen, déi ka méi einfach gemaach ginn.

Mee, wéi gesot, et gëtt alles gemaach, fir esou schnell wéi méiglech dat ze behiewen, a mir maachen och e Maximum, fir d'Bussen nach ze verstäerken, nach anescht ze organiséieren. All Doleancen, déi mer erageschéckt kréien, déi gi berücksichtegt, mir probéieren, dat natierlech da mat anzebauen.

Mee natierlech: E Bus ersetzt nimools den Zuch, dat ass dat eent. An dat Zweet ass: Well natierlech elo den Zuch net fiert, gëtt et méi Leit, déi och d'Strooss benotzen, dat gëtt eng Méibelaaschtung vum Stroosseverkéier. Dat huet dann net nëmmen en Impakt natierlech op déi Leit, déi souwisou musse mam Auto fueren, mee och erëm eng Kéier op de Bus, well deen hänkt dann zum Deel och mat am Verkéier.

Et ass einfach eng exceptionell Situatioun, déi jiddwerengem wierklech op de Mo schléit, an ech ka ganz gutt matfille mat de Leit, déi betraff sinn, gleeft mer es! Mee, wéi gesot, mir maachen alles, fir datt et esou schnell wéi méiglech erëm hiergestallt gëtt.

Da wollt ech awer och nach drun erënneren, wann hei geschwat gëtt vun enger neier Streck: Ech hat extra dem Här Werdel – den Här Werdel war an der leschter Kommissioun – gesot, e sollt emol eng Kéier erklären, well se mir dat eng Kéier erläutert hunn, wéi komplizéiert et ass, fir eng nei Streck ze bauen, an och den Historique maachen, wéi et iwwerhaapt zu där do Nordstreck komm ass zwëschent Ettelbréck an Ëlwen.

A fir déi, déi an der Kommissioun do waren, ech mengen, déi wëssen dat, dat ass net esou einfach an dat ass och net fir ..., well hei steet elo an där Motioun: „esou séier wéi méiglech Etüden" ... Jo, gutt, also, wat ass esou séier wéi méiglech? Gleeft mer es, mir kucke permanent, net nëmmen eng nei Streck, wéi déi kéint ausgesinn, mir kucken och permanent, wéi mer kéinten en zweeten Tunnel bauen op deene Plazen, wou Tunnelle sinn. Alles dat gëtt permanent analyséiert an dat ass am Fong eng Opfuerderung, fir eppes ze maachen, wat souwisou leeft. Also, ech brauch duerfir net opgefuerdert ze ginn, mir wësse jo, wou d'Schwieregkeete leien. An duerfir gëtt dat permanent analyséiert.

Ech wëll awer och hei soen, ech kucken net gär an d'Vergaangenheet, heiansdo brennt et mer awer e bëssen ënnert den Neel: Mir sinn all mat enger Begeeschterung elo fir déi Nordstreck tëschent Ettelbréck an Ëlwen. Ech hu manifestéiert an den 80er-Joren, datt se net sollt zougemaach ginn! Wann dat gemaach gi wier, wat deemools decidéiert ginn ass vu Verschiddenen ... An ech wëll elo net méi soen, wien dat alles war, dat ass haut net méi wichteg, mee ech wéilt awer drun erënneren, datt d'Streck zwëschent Ettelbréck an Ëlwen an den 80er-Jore sollt bis Enn vun den 80er zougemaach ginn an datt donc déi Streck an den 90er-Joren, an den 2000er-Joren extreemst veraalt war. Do waren nach Pëtrolskenkien, déi d'Signalluuchte gereegelt hunn, um Enn vun den 80er-, am Ufank vun den 90er-Joren – et ass awer scho Stroum ginn zu Lëtzebuerg déizäit, mengen ech!

Duerfir, wann ee gesot huet: „Hei, mir huele vill hei no och vun der Vergaangenheet!": Dat ass richteg, mee dann, wannechgelift, bei allem Respekt, a mir sinn eis jo all eens, datt soll investéiert ginn, an duerfir sinn ech och frou, datt unanime dat Ganzt gestëmmt gëtt, kommt, mir erënneren ons awer och e bëssen, vu wou mer hierkommen, an da wësse mer, wéi den Investitiounsréckstand war, an da versti mer, datt mer déi Verspéidungen, déi et haut um Reseau gëtt, natierlech wëllen esou séier wéi méiglech aus der Welt schafen an d'Capacitéit erhéijen, mee datt dat och historesch Grënn huet!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. Parole après ministre fir den Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här Minister. Och merci, Här Minister, fir déi Erklärungen. Et ass doudsécher kee perséinleche Virworf, datt déi Tunnellen oder déi Fielsbrocken agefall sinn. Duerfir ka kee Mënsch, dat sinn Naturphenomeener.

Mee wat ech awer geschriwwen hunn, den Abschnitt zum Tunnel Schieburg, do hätt ee kënnen hannendruschreiwen – ech wollt net e Roman schreiwen –: „bei Wartungsaarbechten". Dat hätt ee vläicht kënnen ergänzen, dat ass korrekt, well en ass jo net agefall, datt en esou do war, en ass jo bei Wartungsaarbechten ..., dunn eréischt ass jo dat Phenomeen vum Astuerz geschitt. Dat ass richteg an dat ass korrekt, dat wollt ech och heimadder esou soen. Mee et war awer kee Virworf elo perséinlech un Iech, Här Minister!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech hunn dat och elo net als Virworf u mech opgeholl, Här Engelen. Dat ass net de Problem. Mee ech menge just, datt d'Motioun awer superfetatoire ass, well wat Der hei fuerdert, dat maache mer jo souwisou. Ech mengen, et huet jo awer och elo kee Wäert, datt d'Chamber ..., d'Chamber mécht, wéi se wëllt, mee datt mer andauernd Motioune stëmme fir Saachen, déi souwisou amgaange sinn, gemaach ze ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8058. Den Text steet am Document parlementaire 8058[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8058 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun befannen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Motioun kléngt jo ganz einfach a ganz super, wann een de Leit einfach géif soen: „Kommt, mir bauen einfach eng nei Streck an den Norden, all Problem ass geléist, d'Tunnellen ewech", a wat net nach alles. Mee dat ass net esou einfach!

A mir hunn dem Här Werdel jo gutt nogelauschtert. E war zwou Stonnen an der Kommissioun, en huet eis dat alles eng Kéier erkläert. An ech mengen, och bei der ADR ass jo awer e Geograf, deen eppes vun der Geografie am Norde versteet, an Ärer Fraktioun, soudatt Der misst wëssen, wéi en erkläert huet, dass dat net esou einfach méiglech ass.

Jidderee wéilt natierlech direkt eng nei Streck, déi muer fonctionéiere géif. Jidderee wéilt esou eng Wonnerléisung. Et ass e bëssen einfach, mat esou enger Motioun heihinnerzekommen an de Leit eigentlech virzegaukelen, dat wier einfach esou méiglech. Well och d'ADR-Vertrieder waren an der Kommissioun mat derbäi, och d'ADR-Vertrieder hunn erkläert kritt, dass dat einfach geografesch net esou einfach méiglech ass.

Natierlech ass et e Problem, dass déi Tunnellen, wann ech mech richteg erënneren, zënter 1860, 1870 um ganzen Netz sinn. Jo, do sinn d'Damplocken duerchgefuer. Natierlech kann do elo eppes geschéien. An dat Schlëmmst ass jo, et ass och nach zum Deel wéinst dem Klimawandel, wou esou Saache geschéien. Mee ech mengen, dann hätt d'ADR jo éischter kënnen eng Motioun eraginn, dass Der de Klimawandel wéilt stoppen, wéi dass Der elo op esou e Wee géift goen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Also, den Här Bausch huet eis vum Klimawandel gezielt – et ass einfach e Fakt, datt am Moment näischt am Norde fonctionéiert!

Une voix | Voilà!

Mme Martine Hansen (CSV) | An et ass e Fakt, dat läit net un Iech, do ass e Problem gewiescht, mee et ass awer och e Fakt, a mir hunn dat elo schonn zweemol an eisem Walprogramm gehat: Mir hunn nach ëmmer den Ausbau op d'Zweegleisegkeet vun der Nordstreck gefuerdert, op engem Deel vun der Streck, zumindest do, wou et machbar ass. Well wa mir elo ëmmer erëm soen: „Et ass komplizéiert, well mer am Norde Bierger hunn an Hiwwelen hunn, an da geet et méi schwéier", an da maache mer eng Etüd – et ass ëmmer komplizéiert, a 25 Joer ass et och nach ëmmer komplizéiert!

Une voix | Ganz genau!

Mme Martine Hansen (CSV) | Well ech mengen net, datt d'Land flaach gëtt bis dann!

(Hilarité)

A mir hunn awer plazeweis Plaz fir eng zweet Streck, en zweet Bett, well dat war virgesinn, an an deem zweete Bett ass awer elo eng Vëlospist.

Plusieurs voix | A!

Mme Martine Hansen (CSV) | An dofir sollte mer dat wierklech eng Kéier analyséieren: Wou kënne mer et ausbauen? Wou kënne mer et séier ausbauen? Wou musse mer vläicht auswäichen? An esou weider. Well soss kréie mir ni – ni! – déi Verspéidungen an de Gréff. Well wann een Zuch Verspéidung huet, dann hänke mer, da kënnt deen aneren net laanscht, also ass dat alles blockéiert. An dofir, also, mir haten den Ausbau direkt gefuerdert gehat, also net direkt, mee mir hunn einfach kloer gesot: „Mir setzen eis a fir en Ausbau!" Hei gëtt elo eng Etüd gefrot, also fannen ech, ass dat awer dat Mindest, wat mer kënnen ënnerstëtzen. An dofir wäerte mer dat hei matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Den Här Minister freet d'Wuert an dann d'Madamm Cecchetti.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President. Éischtens emol wëll ech der Madamm Hansen soen, datt de Gros vun de Problemer beim Ausbau, fir d'Streck vun Ettelbréck op Ëlwen op zwee Gleiser ze bauen, net do läit, wou Der elo beschriwwen hutt, wou elo soi-disant eng Vëlospist gebaut ginn ass. Well dat wësst Der ganz genau: Déi Vëlospist brauche mer nëmmen ze réckelen, mir hunn den Terrain niewendrun an da baue mer niewendrun d'Gleis. Mee de Problem läit bei den Tunnellen, bei deene villen Tunnellen! An Dir sidd leider net an där Kommissioun, den Här Werdel huet d'leschte Kéier ..., ech hat en extra opgefuerdert, e sollt dat emol eng Kéier am Detail erklären.

Well ech mech jo interesséiere fir d'Zweegleisegkeet vun der Nordstreck vun Ettelbréck op Ëlwen, hunn ech dat méi wéi eng Kéier mat der CFL schonn diskutéiert, an do krut Der an der Kommissioun, dat kann een awer och am PV noliesen, vum Här Werdel ganz genau d'Komplikatiounen erkläert an den Tunnelle fir dorobber. An et ass awer esou, datt dat souwisou studéiert gëtt aus deem ganz einfache Grond, well jo souwisou am Kader vun den Analysen, déi an den Tunnelle gemaach ginn, reegelméisseg muss gekuckt ginn, wat fir en Tunnel muss frëschgemaach ginn. D'Tunnelle mussen alleguer iergendwann an den nächsten 20, 30 Joer frëschgemaach ginn.

Duerfir gi Weeër gesicht an duerfir lafen och Etüden, ob een net kann dann d'office en zweeten Tunnel derniewent gruewen zum Beispill, a wann deen da bis fäerdeg ass, dann deen aneren ze renovéieren, fir an der Zukunft och méi eng flexibel Aart a Weis ze kréien, déi Tunnellen ze renovéieren, zemools well och nach méi laanger kommen, an dann hätt een automatesch all d'Tunnelle verduebelt. Mee dat ass awer nach alles an den Etüden.

Déi Etüde lafe souwisou! Do brauch kee mech an och keen d'CFL opzefuerderen. De Staat, also d'Regierung, huet der CFL gesot, si soll déi Etüden alleguerte maachen. Mee ech soen Iech, a vläicht sidd Dir jo d'nächst Kéier an der Regierung, ech soen Iech awer elo schonn haut, a schreift Iech dat dann op op eng Tiitchen hei am Sall: ...

(Interruption)

... Deen, deen d'nächst Kéier dee Ministère wäert iwwerhuelen, dee wäert an deenen nächste fënnef Joer och net méi maache wéi Etüden. Well dat ass extreem komplizéiert!

A verspriecht de Leit duerfir näischt, och wann Der aus dem Norde sidd, wat Der mat Sécherheet déi nächst fënnef Joer net wäert kënnen halen! Dat soen ech Iech. Ech wëll dat op alle Fall net!

(Interruption)

Ech wëll mat de Leit éierlech sinn an ech soen dat, wat machbar ass, an net dat, wat net machbar ass.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dat kann alles sinn, Här Wolter. Et muss awer net sinn.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Cecchetti huet d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här ...

(Interruption par M. Michel Wolter et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Här Wolter, Dir hutt d'Wuert net!

M. Michel Wolter (CSV) | Et war mir eng Tëschefro gestallt ginn. Entschëllegt, Här President.

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass kee Problem. Ech sinn esou disziplinéiert: Ech waarde ganz einfach, bis jiddweree roueg ass.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Cecchetti huet ganz vill Gedold.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech sinn eng ganz fei Persoun, wa kee mech op d'Palm dreift.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Sout! Madamm Cecchetti, et ass elo un Iech.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Passt op! Den Här Kersch ass haut do.

(Hilarité)

Une voix | O!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | O, ech fäerten deen net!

Une autre voix | Keen!

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech soen: Ech sinn och net Member an där Kommissioun. Ech sinn och Observatrice, ech hat et virdru scho gesot, duerfir kréien ech och ganz oft d'Diskussiounen net mat. Ech sinn awer immens frou, Här Minister, datt Dir eis dat do alles erkläert hutt, well op den éischte Bléck fannen ech déi Motioun hei och effektiv ganz sympathesch, well effektiv den Norden awer nach eist d'Stéifkëndchen ass – alles, wat den ëffentlechen Transport ugeet. Ech mengen, do si mer eis all eens. An Dir hutt et och gesot: Effektiv, d'Eisebunn ass ganz laang vernoléissegt ginn. An ech mengen, et kann een och net méi maache wéi maachen. An ech wäert mer och dee PV do ukucken, fir dat doten nozeliesen.

An ech sinn da wierklech frou, wann Der déi Etüde maacht, an datt Der och eng Léisung sicht! Well, ech denken, dat ass immens wichteg. Well wa mer nëmmen eng Spuer hunn, komme mer effektiv ni aus deem Strudel eraus, wann eppes op där Streck ass, wann eppes op engem Tunnel ass, fir do iergendwéi eng Ausweechméiglechkeet ze hunn.

Duerfir mengen ech schonn, datt een dat do muss wierklech seriö analyséieren. A wa wierklech, Dir hutt et erkläert, jo duerch de Klimawandel dee ganze Misär elo do ass, hu mer grouss Problemer mat all den Tunnellen. An ech mengen, dann ass et wierklech noutwendeg, dat an de Gréff ze kréien, ier mer déi nächst Iwwerraschungen hunn. Dofir nach eng Kéier Merci gesot fir all déi Erklärungen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass net, datt et muer an iwwermuer muss realiséiert ginn. Ech gaukelen de Wieler och näischt vir an ech hunn och näischt versprach. Ech mengen,

hei geet et ëm d'Saach! Hei goung et drëm, fir eng Machbarkeetsstudie ze maachen, wat mer kënne maachen, wat realiséierbar ass a wat net. Et geet just dorëm.

A fir zréckzekommen op d'Kommissioun: Do ass an der Kommissioun effektiv dat Theema do ugeschwat ginn, mee et ass ni geschwat gi vun Etüden. Ech hunn dat Wuert do net héieren. Et ass just gesot ginn, mir kéinten en zweeten Tunnel derbäimaachen, an ech hunn déi Iddi do opgegraff, oder vun engem neie Gleis. An déi Iddi hunn ech do opgegraff an ech duecht, et ass awer gutt, wann an der Chamber driwwer befonnt gëtt. An ech mengen, et ass hei d'Chamber, déi doriwwer befënnt, a soss keen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Mobilitéitsminister.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Selbstverständlech, Här President, befënnt d'Chamber a soss keen. Ech hu jo och dofir gesot, ech iwwerloossen der Chamber gär de Vott, wat se hei derzou decidéiert. Ech fanne just, datt mer de Leit net solle Sand an d'Ae streeën an eppes verspriechen. Dat ass meng Approche. Wann d'Chamber dat aneschters gesäit, da soll se dat maachen.

Fir de Rescht lafen déi Etüden. Den Här Werdel huet laang erkläert an där leschter Kommissiounssëtzung, datt pro Tunnel gekuckt gëtt, no Alternativen ze sichen, well natierlech iergendwou an deenen nächste 15, 20 Joer déi Tunnellen iergendwéi all musse renovéiert ginn a well do no flexibele Léisunge gesicht gëtt, déi maachen, datt mer d'Capacitéit net mussen erofschrauwen.

Dat ass an der Kommissioun alles gesot ginn. Mee moi je veux bien. Wann d'Chamber dat wëllt stëmmen – ech si Botter an Ären Hänn!

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun …

(Interruption par Mme Chantal Gary)

Nee, d'Madamm Chantal Gary nach.

Une voix | Den Här Engelen och nach.

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech hale mech …

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift! D'Madamm Gary huet elo d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci. Ech hale mech ganz kuerz, den Här Minister huet jo d'Erklärunge ginn. Mir haten d'lescht Mobilitéitskommissioun effektiv vum Här Werdel alles am Detail erkläert kritt. A se si permanent amgaang um Kucken, wat méiglech ass, wat net méiglech ass. Dat heescht, dat ass um Lafen an dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net unzehuelen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gary. Da kënne mer elo zum Vott kommen.

(Interruption par M. Jeff Engelen)

Här Engelen!

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, ech wollt nach just eng Kéier reagéieren op dem Här Minister seng Ausso: „fir Sand an d'Aen ze streeën". Ech hunn nach bis elo kengem Mënsch dobausse Sand an d'Ae gestreet! Ech hunn och kengem gesot … Wat ech hei de Mëtteg gesot hunn, dat ass eng Iddi, déi ass mer gëschter Owend komm, an ech hu se elo realiséiert. An ech hu kengem eppes dobausse versprach! Ech wollt dat kloer soen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Sou, da kënne mer elo zum Vott kommen.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 25 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

5. Interpellation de M. Claude Lamberty au sujet des grands projets de réforme de la politique nationale du sport

Fir ofzeschléisse komme mer elo zur Interpellatioun vum Här Claude Lamberty iwwert d'Reform vun der Sportspolitick. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Georges Mischo, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Chantal Gary, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Auteur vun dëser Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Exposé

M. Claude Lamberty (DP), interpellateur | Här President, an enger hallwer Stonn iwwert d'Sportspolitick an hir Ausriichtung hei am Land ze diskutéieren, dat ass emol direkt en éischten Challenge. An deen ass direkt sportlech!

Extreem villfälteg ass den Domän Sport; vu jonk bis manner jonk, vu Leeschtungs- bis Breedesport, vu Beweegungserzéiung bis Gesondheetspreventioun, vu federale Strukturen a Veräiner bis hin zu Infrastrukturen, vu gutt forméierten Trainer bis Projeten, déi d'Leit begleeden an hirer Beweegung. Dir gesitt: Eng global Analys vun den Erausfuerderungen an der Sportspolitick vum Land ze maachen, ass immens villschichteg.

Dee leschte grousse sportspoliteschen Debat hate mir am héijen Haus hei viru gutt fënnef Joer. Säitdeem ass vill geschitt, et goufen och strukturell Verbesserungen, mee d'Erausfuerderunge sinn ëmmer nach enorm grouss. Deelweis sinn et souguer déi selwecht wéi 2018 an deels sinn awer och ganz neier derbäikomm.

Eng éischt Fro, déi ee muss opwerfen, dat ass d'Fro: Wou sti mir haut als Land? Als Sportsnatioun op där enger Säit an als Land, wou mir wëllen, dass Sport maachen, sech beweegen als bescht Preventiounsmethod wouergeholl gëtt, fir net krank ze ginn.

An déi zweet Fro ass dann: Wat wëlle mir an Zukunft erreechen?

An direkt hannendrun déi Fro, déi sech doraus ergëtt: Wat si mer bereet, doran ze investéieren, fir déi Ziler dann och kënnen ëmzesetzen an ze erreechen?

Ziler ze hunn, ass fir Sportler jo näischt Onübleches, mee eppes, woufir ee vill trainéiert, wou ee seng Passioun Woch fir Woch, Dag fir Dag auslieft an ee bereet ass, iwwer seng Grenzen erauszegoen, fir Erfolleg ze hunn a seng Ziler ze verwierklechen. Eis Ziler musse mir also als Land, als Gesellschaft definéieren, an dat eeben, wéi ganz am Ufank elo gesot, an den ënnerschiddlechste Beräicher, déi de Sport ze bidden huet.

Fänke mer u mam Leeschtungssport. Wat wëlle mer erreechen am Leeschtungssport als Natioun? Si mer eng Sportsnatioun, wou mer eis Athleeten an eis Ekippen esou ënnerstëtzen, wéi si et reell och brauchen? Wat ass also eist Zil als Land fir eis international optriedend Athleeten?

Do vertriede jo Sportler an Ekippen aus alle Beräicher eis Faarwen an den ënnerschiddlechste Kompetitiounen a setzen domat och de rout-wäiss-bloe Fändel international op d'Weltkaart. Ob Europameeschterschaften, Weltmeeschterschaften, Olympiaden, ob am Eenzelsport oder am Teamsport, eis Athleete bréngen et fäerdeg, och als kleng Natioun ëmmer nees Weltklasseleeschtungen ofzeruffen. Dofir grousse Respekt!

Mee dat ass awer och gläichzäiteg eng Verflichtung, eng Verflichtung un eis als Politick, fir d'Weichen esou ze stellen, dass esou Leeschtungen och richteg honoréiert ginn, dat duerch Strukturen, déi d'Sportler hei am Land fannen an déi se ënnerstëtzen an hirem deeglechen Oflaf. Et sinn also d'Ënnerstëtzung an den Encadrement, déi d'Sportler virfannen, déi wichteg sinn, an net just d'Felicitéieren, wann en Athleet grad op engem Podium steet. Mee dee richtege Merci ass den Encadrement, deen e Sportler am Land kritt.

Anescht ausgedréckt, ass et u sech un eis ze definéieren, wéi vill mir als Gesellschaft bereet sinn ze investéieren, fir déi beschtméiglech Konditiounen ze schafen, fir eisen Athleeten e professionelle Kader ze erméiglechen, fir dass si eis Faarwe kënnen op héchstem Niveau erfollegräich representéieren.

Aus Athleetesiicht ass et relativ kloer, wat gebraucht gëtt, fir sech kënnen op déi sportlech Leeschtung a Weiderentwécklung ze konzentréieren: Nieft eegenem Talent an haardem Schaffe brauch de Sportler nämlech eng Gesamtapproche vu Betreiung, op déi e kann zréckgräifen, wann e se brauch. Zu deem

Kader gehéieren engersäits natierlech Traineren, déi beschtméiglech forméiert sinn, e medezinnescht a psychologescht Encadrement, Infrastrukturen, déi all méiglech Trainingsformen erlaben, an Ulafstellen, déi Hëllefsstellung kënne bidden, wann den Athleet se da brauch, dëst op mentalem Plang, op ernärungstechneschem Plang oder och am Beräich vum, ech nennen et elo mol Neesopbau no Verletzungen. A mir wësse jo, dass am Sportlerliewe Blessure leider, leider Gottes derzougehéieren. An an deem Moment, grad an deem Moment, do gëtt all Hëllef duebel an dräifach gebraucht!

Mir brauche fir d'Zukunft awer och endlech eng Plaz, wou Sportler sech kënnen uvertrauen, wann an iergendenger Form e Fall vun Abus oder och Harcèlement virläit. Do sti mir als Lëtzebuerg momentan definitiv nach am éischter hënneschte Beräich a mussen do international Standarden erreechen.

(Interruption)

Fir all déi Hëllef, dat Encadrement musse Moyenen zur Verfügung gestallt ginn. A maache mer eis näischt vir, déi Verantwortung fir déi Moyenen, déi läit net eleng beim Staat, awer zum gréissten Deel. Un eis als Politick ass et, de Kader ze definéieren an e mat Moyenen auszestatten. D'Talent an d'Astellung, déi musse vum Sportler selwer kommen.

Ech hat et agangs gesot, et huet sech an de leschte Joren esou munches gedoen. Mat Strukture wéi dem LIHPS oder och dem High Performance Training & Recovery Center, do si Fortschrëtter gemaach ginn.

Ech sinn awer och der Meenung, dass déi Strukturen elo weider musse wuessen. Si komme quasi aus hiren, kommt, mir nennen et Ufanksjoren, eraus, hu scho ganz, ganz vill Positives mat eisen Athleeten erreecht, mee si musse fir d'Zukunft trotzdeem déi néideg Moyene kréien an engem Ëmfeld, wou et oft ëm Millimeter geet, ëm dausendstel Sekonnen oder ëm en entscheedende mentale Virdeel par rapport zu engem aneren. Si mussen also d'Moyene kréien, fir eis Athleeten och an Zukunft méi breet a méi intensiv kënnen ze betreien an ze begleeden.

Och dierfen déi Strukturen op kee Fall d'Affer vun hirem eegene Succès ginn. Well et schwätzt sech jo ronderëm, wat do fir gutt Aarbecht gemaach gëtt. Wa mir also fir d'Zukunft wëllen, dass méi Sportler op héijem Niveau kënnen ënnerstëtzt ginn, musse mir derfir déi néideg Infrastrukturen an dat néidegt héich professionellt a spezialiséiert Personal kënnen zur Verfügung stellen.

Et muss natierlech och en Zesummespill vun de verschiddenen Acteure stattfannen, fir eng gesamtheetlech Approche kënnen am Sënn vum Sportler a senger Entwécklung duerchzezéien. Do denken ech un Acteure wéi de Sportlycée, déi jeeweileg Federatioun, déi verschidden Traineren, genausou wéi un de Comité olympique als ganz wichtegen Acteur net just fir de scho fäerdegen Athleet, mee och fir dat villverspriechend Talent, wat säi Wee wëll goen a fréizäiteg Ënnerstëtzung brauch, fir d'Potenzial och kënnen ze entfalen. Ech denken awer och zum Beispill un d'ENEPS als wichtegen Acteur, déi eigentlech dagdeeglech dru schaffen, fir d'Kompetenz am Sportsberäich ze erhéijen. Och si brauchen eis Ënnerstëtzung.

Ee Punkt, dee mir als Demokratesch Partei fir immens wichteg halen, ass d'Perspektiv, déi mir jonke Sportler mat op de Wee kënne ginn. An och do hu mir hei am Land Nohuelbedarf.

Net all Talent wäert duerch de Sport kënne bis zum héijen Alter suergefräi liewen, well e masseg Geld verdéngt huet. Dat ass leider éischter déi rar Ausnam. Dat heescht awer op där anerer Säit, dass fir déi breet Mass u Sportler musse Perspektiven do sinn.

Mir hunn, an dat elo säit mëttlerweil 25 Joer, d'Elittesportlersektioun vun der Lëtzebuerger Arméi, eng formidabel Plaz fir déijéineg, déi sech doranner erëmfannen. Allerdéngs ass dat net fir jiddwereen de Fall. Dofir gëtt et héich Zäit, dass mir endlech och zivill Perspektiven, Partenariater mat Entreprisen an aneren Acteure kënne fir eis jonk Talenter ubidden.

Geneesou wichteg ass et, mengen ech, och, ze kucken, vu dass kee Sportler bis zu senger Pensioun Elittesportler bleift, dass nieft der topp Ausbildung am Sport selwer och eng schoulesch Ausbildung nieft dem Sport ugebuede gëtt, fir dem Athleet éischtens d'Entscheedung ze erliichteren, de positive Choix ze treffen, fir Sport op héijem Niveau ze maachen, de Sprong zum Profi ze probéieren, well e jo nieft dem Sport dann och eng schoulesch Ausbildung kritt huet, wouvun e profitéiert, wann et mat der sportlecher Karriär aus iergendengem Grond leider näischt ginn ass, an dann zweetens, fir déi Zäit no der Karriär, dass en do net verluer dosteet, mee relativ einfach de Wee vum Sportler hin zu der Beruffswelt ka fannen an dohinner ka wiesselen, well e jo eeben och säi schouleschen Ofschloss huet, deen em dann eppes bréngt.

Och an dësem Punkt gëllt et also, eng gesamteenheetlech Approche ze entwéckele mat Perspektiven, déi wäit iwwert déi reng Jore vun der aktiver Sportlerkarriär erausginn. An déi Approche, déi fänkt am jonken Alter un.

Wa mir also wëllen, dass sech och an Zukunft eis Athleete kënne mat der internationaler Konkurrenz moossen, musse mir bereet sinn, déi néideg Efforten ze maachen, fir si, éischtens, perfekt ze encadréieren an hinnen donieft Perspektive bidden.

Changéiere mer elo kuerz d'Perspektiv. Vun der Athleetesiicht komme mer bei d'Verbänn, déi lokal Veräiner an och den COSL. D'Veräiner sinn a ganz villen Dierfer a Stied hei am Land déi Plaz, wou Integratioun a sozialen Zesummenhalt virgelieft ginn. Ouni Veräiner géif eise Gemengen, géif eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen an de Gemengen dach eppes Enormes feelen. Dofir muss alles ënnerholl ginn, dass d'Veräiner gehollef kréien, fir sech ze stabiliséieren an och weiderzeentwéckelen.

D'Veräiner, dat ass éischtens emol d'Plaz vum Breedesport, vum Zesumme-Sport-Maachen an Duerno-e-Patt-zesummen-Drénken. D'Veräiner si ganz wichteg – ganz wichteg! – Pilieren am Zesummeliewen an och am Zesummewuesse vun eiser Gesellschaft. An natierlech sinn eis Klibb awer och d'Basis vun all sportlechem Leeschtungsgedanken. Schliisslech fänkt och all spéideren Toppathleet, egal a wéi engem Sport, an iergendengem Veräin un, seng éischt Schrëtt ze maachen, respektiv evoluéieren d'Spiller an och d'Ekippen an hiren Divisiounen an an hire Championnater. De Klub huet also eng immens breet Palett un Aufgaben am Breedesport an an der Entwécklung vum Leeschtungssport.

Dat kléngt op den éischte Bléck jo emol direkt interessant, ass et och. Mee op den zweete Bléck, wann een hannert d'Kulisse kuckt, gi vill Froen an Onsécherheete fir d'Zukunft opgeworf. D'Veräiner liewen nämlech vum Benevolat. An ouni Benevolat ass et ondenkbar – ondenkbar! –, dass e Klub ka fonctionéieren. Allerdéngs ass de Benevolat an enger ganz schwiereger Phas, fir net méi staark Wierder ze benotzen.

Et fënnt ee wuel op där enger Säit ëmmer nees Leit, déi all Woch, bei all Event, bei all Meeting, bei all Kompetitioun hëllefen. Mee op där anerer Säit kritt een awer ëmmer nees de Feedback, dass et global einfach immens schwéier ass, Leit ze iwwerzeegen, sech laangfristeg ze engagéieren. A wa se sech, wéi gesot, engagéieren, dann éischter punktuell bei Highlights, bei gréisseren Events, awer net fir Laangzäit, wou een zum Beispill seet: „Elo kriss de e Mandat, fir dräi Joer am Kommitee ze schaffen."

Derbäi kënnt: D'Ufuerderungen un déi Fräiwëlleg, déi ginn ëmmer méi grouss, souwuel bei administrativen Demarchë vun alle Säiten, déi ëmmer méi erausfuerderend ginn, wéi awer och bei juristesche Froen, déi ëmmer méi optauchen, an och déi finanziell Besoinen an de Klibb, déi wuessen. An déi maachen aus dem flotten Niewebäi-am-Heemechtsklub-Hëllefen op eemol fir déi Benevoll am Veräin eng Aufgab, déi schnell méi wéi usprochsvoll ass an haaptsächlech immens, immens zäitopwenneg gëtt.

Dat mécht d'Saach dann net méi motivéierend a scho guer net méi einfach, fir nei Leit ze fannen. Et ass awer an eiser aller Interessi, dass d'Veräiner esou ënnerstëtzt ginn, dass se net riskéieren, hir Aktivitéite mussen anzestellen, oder op eemol verschwannen. Dat wär aus sportlecher Siicht eng Katastroph, awer och aus der Siicht vum Zesummeliewen an de Gemengen an an eisen Dierfer an a Stied. Wann ee sech just kuerz virstellt: Wéi eidel wier et an Ärer eegener Gemeng, wa kee Klub méi do wier?

Dofir mussen, an de Statec hat déi Zuele publizéiert, déi ronn 20.000 Benevoller – 20.000 Benevoller! –, déi hei am Land aktiv sinn, an Zukunft weider valoriséiert a fideliséiert ginn. Well nach eng Kéier, et gëtt kee System ouni Benevolat! Dat muss einfach ganz kloer sinn. All Tendenzen, déi richteg a wichteg sinn, fir eis Strukturen an och Klibb méi professionell opzestellen, sinn absolutt net geduecht, dass et dofir géif ouni Fräiwëlleger goen.

Wat fir d'Veräiner zielt, ass fir d'Federatiounen natierlech genausou richteg: Déi sportlech Entwécklung vun den Talenter, eng international Presenz duerch Nationalekippen, d'Organisatioun vun de Championnater um nationalen Niveau, d'Ulafplaz fir all offiziell Kommunikatioun tëscht Sportsministère, internationale Verbänn, COSL an den Athleeten; d'Missiounen, déi si villfälteg. d'Missiounen, déi sinn och interessant, mee, an dat kann ech bestätegen, bei Wäitem net ëmmer ganz einfach!

Jo, a wat fir d'Veräiner opgezielt gouf, ass fir d'Verbänn nach vill méi richteg. D'Ufuerderunge wuessen, déi administrativ Demarchë ginn ëmmer méi grouss, déi finanziell Besoinen och. A mir wëssen och alleguer heibannen, dass et ouni déi staatlech Subventioune bei ville Federatioune muer definitiv net kéint weidergoen!

Allerdéngs, mengen ech, si mir op engem absolutte Limit, wat de Benevolat an de Verbänn ugeet. Dofir brauche mir dréngend eng Professionaliséierung vun de federale Strukturen, fir kënnen an Zukunft all déi Aufgaben zu 100 % ze erfëllen, déi sech souwuel national wéi och international stellen. Dat ass am Joer 2023 keng Feierowendaufgab méi, dat ass e reellen Job mat Verantwortung vis-à-vis vun de Fräizäitsportler, de Veräiner, den Elitteathleeten an awer och den internationale Verflichtunge géigeniwwer. An dofir mussen déi administrativ Strukture professionaliséiert ginn an déi sportlech, déi musse weider gestäerkt ginn!

An dass mir eis do elo net falsch verstinn, och haut gëtt et eng staatlech Subventioun souwuel fir dat administratiivt Personal wéi och dat reng sportlecht. Allerdéngs sinn do d'Plaffongen esou, dass et onméiglech ass, sech esou kënnen opzestellen, wéi déi meescht Verbänn dat reell géife brauchen. Hei musse mir einfach nei Weeër goen, eis aner Moyene ginn an d'Verbänn anescht ënnerstëtzen.

Vläicht kléngt dat och fir eng Rei Leit heibannen abstrakt, mee, an ech huelen dat Beispill ëmmer erëm

gär, well et richteg illustréiert: Deen Dag, wou an engem Verband kee méi do ass, deen de Spillplang kann erstellen, jo, deen Dag wäert och den Dag sinn, wou um Weekend an Ärem Duerf, an Ärer Stad kee Championnatsmatch a kenger Sportaart méi ka stattfannen!

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP), interpellateur | Dofir gëllt et als Politick, elo ze reagéieren, dass mir net an esou eng Situatioun kommen an d'Strukture kënnen duerch Erhéije vu Budgeten esou festegen, dass d'Verbänn onerschütterlech do kënne stoen a weiderschaffen!

Ech hat am Ufank d'Fro opgeworf: „Wat wëlle mer erreechen? A wat brauche mer?" Ech mengen, dass et aktuell leider keng ganz global Vue op déi reell Besoine vun de Verbänn oder souguer vun de Klibb gëtt. Et gouf bis elo menges Wëssens keng systematesch Analys, wat all Sportaart – ech schwätzen hei wierklech vun der Sportaart – am Land brauch, fir sech esou opzestellen, fir optimal kënnen ze fonctionéieren. Also: Wat fir Profiller u Leit brauch ech als Federatioun, als Sportaart, fir kënnen esou ze schaffen, fir mech a meng Sportaart kënnen esou ze entwéckelen, wéi ech et brauch? Wat brauch ech och als Infrastruktur? Wat hunn ech vläicht nach fir Besoinen als Sportaart, déi nach ni thematiséiert goufen?

Dofir begréissen ech et, dass de Comité olympique hei eng Leaderroll iwwerholl huet a mat senge Membersverbänn amgaang ass ze kucken, déi Besoinen eigentlech ze definéiere mat de Federatiounen am Dialog, eigentlech en Istzustand an e Sollzustand amgaang ass opzestellen, fir déi sportlech Entwécklunge vun den Athleeten an den Ekippen ze assuréieren, awer och fir déi administrativ Hürden an Demarchë kënnen ze klären. Déi Vue, déi wäert eis et endlech emol objektiv erlaben ze chiffréieren, wat d'Besoine reell sinn a wou mir haut dru sinn. An ech mengen, och de Sportsminister kritt sécherlech e ganz wäertvollen Outil do an d'Hand, fir d'Ausriichtung vun der Sportspolitick an deenen nächste Jore vläicht méi reell kënnen ze definéieren.

Nieft enger Professionaliséierung, déi ech fir absolutt noutwendeg halen, gëtt et allerdéngs e weidere Projet, dee mindestens geneesou dréngend ass, an dat ass d'Reform vum Congé sportif. Den Terrain, dee waart op déi Reform, well déi aktuell Reglementatioun einfach total un hir Grenze gestouss ass a keng Äntwerte méi op d'Erausfuerderung vun haut ka liweren. Ech hoffen, dass den Här Minister eis do haut vläicht mat positiven Nouvellë kann iwwerraschen.

An dëser Rubrick dann awer och nach e puer Wuert zum COSL. De Comité olympique ass natierlech en Haaptacteur an der Lëtzebuerger Sportswelt. Team Lëtzebuerg, dat ass e Begréff. D'Team Lëtzebuerg representéiert eis als Natioun, als Land an der ganzer Welt. Duerfir mussen och si als COSL déi néideg Ressourcë fir d'Zukunft kréien, fir hire ganz villfältege Missiounen, déi net méi einfach ginn, kënne gerecht ze ginn.

Da kommen ech zu enger weiderer Erausfuerderung, déi sech stellt: eis sportlech Infrastrukturen. Mir brauche méi Plazen, fir Sport kënnen ze praktizéieren. Egal mat wéi enger Federatioun ech schwätzen, kaum ee seet mir, dass se net e Mangel un Infrastrukturen hätten, net dass guer keng bäikéimen, mee dass et par rapport zum Besoin vun der wuessender Populatioun einfach net duergeet.

Dat hat ech och schonn am Kader vun der Diskussioun ëm de Fënnefjoresplang suggeréiert, dass ee vläicht d'Subventiounspolitick nach méi motivéierend kéint gestalten.

Ee Beispill: wann ee sportaarteniwwergräifend géif bauen, also zum Beispill eng klassesch Indoorsportshal an direkt niewendrun nach eng Sportinfrastruktur, huele mer eng Beachvolleyballshal, dass dann d'Subventiounen och kéinte méi héich gi säitens vum Ministère. Firwat? Ma einfach aus der Grondiwwerleeung, dass mir u sech méi sportlech Infrastrukturen am Land brauchen, dass mir awer och oft net genuch Synergië sichen. A mengem Beispill kéinte jo ganz sécher Räim gemeinsam genotzt ginn an engem Gebai oder och Vestiairen oder och d'Buvette.

An op där anerer Säit och, dass d'Gemenge ganz sécherlech méi interesséiert wären, iwwerhaapt ze investéieren a Sportinfrastrukturen, wa se d'office wëssen, an et sëtze genuch Buergermeeschteren heibannen, dass d'Subside méi héich sinn.

Haut ass de klassesche Subsid jo opgedeelt, wou gekuckt gëtt: Ass et eng lokal Sportinfrastruktur? Ass et vläicht eng regional? Oder ass et souguer eng national? Elo kritt een dann, jee nodeem wat et ass, méi oder manner Subsiden.

An Zukunft géif ech do einfach eppes derbäisetzen: Ass déi Infrastruktur just fir eng Sportaart oder gi Synergië gesicht an et gëtt dofir méi Sportsfläch gebaut? Dat wär menger Meenung no motivant a géif verschidde Problemer un der Wuerzel upaken. Mir hätten dann um Enn vum Dag méi Sportsflächen, wou Kanner an Erwuessener an de Veräiner kéinten aktiv ginn, an déi Sportsflächen, déi géifen och nach vu méi Acteure genotzt ginn. Mir hätten d'Gemengen, déi sech net géife Froe stellen, ob se weider an de Sport kéinten investéieren, well se jo méi Ënnerstëtzung géife kréien, wa se méi Infrastruktur géife schafen. Ech nennen et emol eng Win-win-win-Situatioun mam Resultat vu méi Sportinfrastrukturen hei am Land.

An deem Kontext kann een dann och direkt bei weider wichteg Acteure kommen, déi Infrastrukture brauchen: d'Schoulen an d'Maison-relaisen. Primordial wichteg ass, dass eis Kanner, awer net just si, Beweegungsméiglechkeeten hunn an déi och notzen, dat emol manner aus enger reng sportlecher Siicht, mee einfach aus beweegungserzéierescher Siicht. Beweegungsmangel féiert zu Iwwergewiicht, zu net genuch kierperlecher Fitness bis hin zu manner Leeschtungsfäegkeet an ass natierlech am Laf vun der Zäit responsabel fir eng ganz Rei vu Krankheeten.

Dofir ass u sech alles ze mobiliséieren an och ze motivéieren, fir dass sech beweegt gëtt, eigentlech eng Grondform vu Sportspolitick an eng primordial wichteg Preventiounsmesür an der Gesondheetspolitick vum Land!

Komme mer zréck bei d'Kanner. Wat brauche mer, fir dass si sech genuch beweegen, eis jonk Generatiounen? Ma dofir brauche mer éischtens emol gutt forméiert Personal, dat op ganz ënnerschiddleche Plazen, dat genau weess, wéi Beweegungserzéiung fonctionéiert. Dofir brauche mer och d'Akzeptanz, wéi wichteg Sport fir d'Entwécklung vun de Kanner eigentlech ass. An dofir brauche mer Infrastrukturen, déi et de Kanner erlaben, sech motoresch ze entwéckelen.

Donieft brauche mer awer och Projeten um lokale Plang, déi de Kanner de Sport méi no bréngen. An ech huelen hei einfach e Beispill, stellvertriedend fir vill anerer, wat ech am beschte kennen, dat ass „Hesper beweegt sech". Ech gesinn de Buergermeeschter an och d'Sportsschäffen heibannen. Déi kënnen dat warscheinlech bestätegen. Et geet drëm, net als Konkurrent zu de lokale Veräiner, mee an Zesummenaarbecht mat de Veräiner de Kanner d'Sportaarte virzestellen an hinnen déi villfälteg Méiglechkeeten, déi d'Sportswelt ze bidden huet, ze weisen. De Choix, a wéi ee Veräin se wëlle goen a wéi eng Sportaarte se wëllen aktiv maachen, dat ass de Kanner iwwerlooss. Mee den Zougang zum Sport, d'Virstellung vun de Sportaarten, dat Zil, dat gëtt vum Projet „Hesper beweegt sech" erreecht.

Wat d'Kanner vu Klengem u méi e positiven Zougang zur Sportswelt hunn, an dat ouni mussen Héichleeschtungssportler als Zil ze hunn, wat et méi einfach gëtt, fir eng gesond Gesellschaft ze hunn.

All Euro, deen een an de Sport investéiert, jo, dat Beispill ass haut schonn an engem anere Kontext gesot ginn, dee bezilt sech duerno duebel an dräifach zréck. An dat ass besonnesch am Sport keen neie Constat, mee een, deen een ëmmer erëm muss widderhuelen, wann d'Fro opkënnt: „Firwat investéiert een iwwerhaapt an de Sport?"

Sportspolitick heescht net just, an den Elittesport ze investéieren oder ze kucken, eng Goldmedail mat heemzebréngen – jo, dat ass flott –, mee Sport ze förderen, dat heescht, och ze kucken, dass eis Leit am Land gesond sinn a gesond bleiwen. An dat ass dann en Zil, wat souguer Leit, déi éischter Sport als, komm mer nennen et Randphenomeen, ugesinn, wat esou Leit akzeptéieren: Sport als Gesondheetspolitick, an zwar als preventiv Gesondheetspolitick!

Dann och nach e Wuert zum Sportsgesetz: Dat Sportsgesetz, dat gëtt dëst Joer volljäreg. 18 Joer ass et hier, dass et gestëmmt gouf. An do ass et normal, dass een och emol eng Kéier kéint drun denken, et punktuell vläicht ze verbesseren.

E Beispill, wat net just den COSL och ëmmer nees opwerft, ass d'Reegelung vum Code de travail, déi einfach net méi ganz op den Haut an den Elo passt. D'Sportsgesetz misst u sech dem spezielle Kalenner an Agenda vun der Sportswelt Rechnung droen. Vill Aktivitéiten, Championnater, Lännermatcher, Stagen am Sport, déi falen an de Weekend oder och op Feierdeeg, geneesou wéi se selten nëmme ganz kuerz daueren. Dofir kann d'Reegel, wéi se am normalen Droit du travail ugewannt gëtt, net legal agehale ginn. Wann een awer de Sport wëll seriö huelen, muss een do einfach eng Léisung fannen.

Stellt Iech eng Kéier kuerz vir, fir e Beispill ze huelen, eist Team Lëtzebuerg ass op der Olympiad ënnerwee, an déi dauert jo net just zwee, dräi Deeg. Kënnt Der Iech do eng Sekonn virstellen, dass do en Trainer einfach iergendwann kënnt a seet: „Et ass zwar elo Olympiad, mee ech hunn elo Feierowend, ech dierf haut nämlech net méi mat Iech trainéieren, well ech muss meng Rouzäit anhalen"? Dat ass, mengen ech, do si mer eis eens, net realistesch.

An ech mengen, mir hunn einfach déi grouss Chance, dass de Sportsminister, deen hei vis-à-vis vu mer sëtzt, e ganz gudden Drot zum Aarbechtsminister huet. An ech kéint mer virstellen, dass et méiglech wär, mat deenen zwee am Dialog vu béide Säiten eng Léisung ze fannen.

Mir sollten op alle Fall d'Chance notzen, hei eng zefriddestellend Äntwert op déi ganz speziell Situatioun am Domän vum Sport kënnen ze fannen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP), interpellateur | E weidere wichtege Volet vum Sport, deen ech de Mëtteg wëll uschwätzen, ass och de Parasport an och d'Special Olympics. An deem Kontext ass et weiderhi wichteg, dass Efforte gemaach ginn, fir eng gréisser Akzeptanz vun de Mënsche mat Behënnerung an eiser Gesellschaft ze schafen. E wichtegen Aspekt spillt heibäi ouni Zweifel de Sport.

Och an Zukunft musse verstäerkt Mesüren ënnerholl ginn, fir d'barriärfräi Participatioun vu Leit mat enger Behënnerung am Sport weider ze erliichteren. Jo, de verbannende Charakter vum Sport féiert d'Mënschen zesummen. De Sport huet deementspriechend eng Virbildfunktioun, wat Inklusioun ugeet. A jo, zemools de Parasport bitt hei divers Méiglechkeeten, ze weisen, wat fir Leeschtunge kënne vollbruecht ginn a mat wat fir engem Wëlle si et packen, Hindernisser ze iwwerwannen. An där Hisiicht kënne Mënsche mat Behënnerung als Virbiller fir eis alleguerten, eis ganz Gesellschaft ugesi ginn.

Op dëser Plaz dem paralympesche Kommitee mat de ganzen Ekippen, déi d'Missioun hunn, de Parasport zu Lëtzebuerg ze förderen an auszebauen, e grousse Merci fir hiert wichtegt Engagement.

An och net ze vergiessen d'Special Olympics, déi iwwer vill Joren, Joerzéngten eng exemplaresch Aarbecht maachen, andeems se Leit mat enger geeschteger Behënnerung d'Méiglechkeet bidden, hir Fäegkeeten an Interessen a verschiddene sportlechen Aktivitéite kënnen auszeüben. E grousse Bravo an e grousse Merci op dëser Plaz.

Ech kommen zur Konklusioun. Ech hu probéiert, an deene leschte 27 Minutten de Sport zu Lëtzebuerg vu ganz ënnerschiddleche Säiten ze beliichten, vun der richteger an néideger Beweegungserzéiung bis hin zum Elitteathleet, deen en Encadrement brauch, fir säi Potenzial ze entfalen.

Ech hunn awer och probéiert, ze illustréieren, firwat mir dréngendst eng Professionaliséierung vun eise Federatiounen an nei Forme vun Ënnerstëtzung fir eis Veräiner brauchen. De Benevolat wäert ëmmer d'Réckgrat bleiwen, mee brauch dréngendst eng Ënnerstëtzung duerch mindestens semiprofessionell Strukturen, fir net op der Streck hänken ze bleiwen.

Och muss alles gemaach ginn, fir de Benevolat ze stäerken an den Asaz fir d'Gesellschaft ze promouvéieren. An dat alles geet net ouni finanziell Moyenen, dat ass mir bewosst. An do gesinn ech de Staat einfach an der Verantwortung. Ech ginn es och net midd, an dat wäert och kee fäerdegbréngen, dass ech do midd ginn, fir mech derfir anzesetzen, dass de Budget vum Sport erhéicht gëtt, dat eenzeg an aleng, well ech gär hätt, dass de Sport dee Stellewäert kritt, deen e verdéngt huet, a seng Aufgaben och esou ka wouerhuelen.

Sport verbënnt, Sport integréiert, Sport ass déi beschte Preventioun an eiser Gesondheetspolitick. Sport ass eng vun de Plazen, wou Emotiounen Dausende Leit zesummebrénge kënnen. Sport huet esou vill positiv Facetten, dass all Euro, dee mir bereet sinn, dran ze investéieren, op déi eng oder op déi aner Aart a Weis méi wéi zréckbezuelt gëtt.

Perséinlech gesinn ech et als mëttelfristegt Zil un, fir 1 % vum Staatsbudget an de Sport ze investéieren, wann ee bedenkt, wat fir positiv Ziler ee kann duerch eng gutt ënnerstëtzend Sportspolitick erreechen.

Ech si bal bei den 30 Minutten. Ech huelen déi lescht Minutt, fir ganz kuerz ze soen, dass mer eng Motioun wäerten deposéieren, wou probéiert gëtt, déi 30 Minutten op enger Säit an e bëssen ze resüméieren. Se geet ronderëm. Ech wär herno immens frou, wa se vun, esou wéi 2018, der ganzer héijer Kierperschaft hei kéint ënnerstëtzt ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant les bienfaits des activités sportives sur la santé physique et mentale en contribuant à un mode de vie sain et actif ;

– considérant que le manque d'activité physique est un facteur de risque majeur pour de nombreuses maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète, les maladies cardiovasculaires et le cancer ;

– considérant que le sport véhicule des valeurs éducatives, sociales, morales et favorise la cohésion sociale et le vivre-ensemble ;

– considérant les quelque 20.000 bénévoles actifs au sein des associations sportives qui forment la colonne vertébrale du mouvement sportif ;

– considérant que les fédérations sportives organisent sans cesse des compétitions dans les disciplines les plus diverses contribuant ainsi au développement des activités sportives au niveau national ;

– considérant que les fédérations sportives sont obligées de faire appel de plus en plus à du personnel administratif qualifié pour faire face aux exigences et aux défis au niveau administratif et organisationnel ;

– considérant que les clubs locaux et les communes sont des acteurs majeurs dans l'épanouissement sportif des citoyens ;

– considérant le rôle exemplaire du sport en matière d'inclusion ;

– considérant que les infrastructures sportives permettent aux sportifs de pratiquer et de se développer dans une multitude de disciplines sportives ;

– notant que le manque d'activité physique a été reconnu comme l'épidémie du 21e siècle par l'Organisation mondiale de la santé ;

– notant que l'enveloppe budgétaire 2023 du Ministère des Sports s'élève à 0,067 % du PIB, respectivement à 0,21 % du budget de l'État,

invite le Gouvernement à

– valoriser davantage l'importance du sport et de l'activité physique dans la société ;

– soutenir et à promouvoir le bénévolat dans toutes ses facettes via le développement d'un concept national de reconnaissance et de soutien du bénévolat dans son intégralité ;

– doter les fédérations sportives des moyens nécessaires afin de poursuivre les efforts en vue de la professionnalisation du mouvement sportif ;

– poursuivre l'investissement dans des infrastructures sportives de qualité accessibles à tous ;

– promouvoir le développement du domaine parasportif au Luxembourg ;

– augmenter de manière conséquente les crédits alloués aux fédérations sportives dans les domaines administratif et sportif.

(s.) Claude Lamberty, Gilles Baum, Yves Cruchten, Chantal Gary, Cécile Hemmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt emol e ganz grousse Merci un de Kolleeg Claude Lamberty fir dës Interpellatioun iwwert de Sport, well eiser Meenung no gëtt hei am héijen Haus leider vill ze sielen a vill ze mann iwwert de Sport hei zu Lëtzebuerg geschwat an och diskutéiert. Dat huet vläicht eppes domat ze dinn, dass de Sport nach ëmmer net déi Lobby hei zu Lëtzebuerg huet, déi en awer onbedéngt géif verdéngen.

D'Sportbeweegung hei zu Lëtzebuerg ass breet gefächert, de Claude Lamberty huet et schonn e bëssen ugeschnidden: natierlech de Schoulsport, de Breeden- a Fräizäitsport, awer och de Sport op der Aarbechtsplaz, Behënnertesport, Kompetitiouns- a Leeschtungssport respektiv Héichleeschtungssport.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Iwwer all Theema, dat ech elo opgezielt hunn, kéint een eng Interpellatioun mat engem Modell 1 maachen, fir doriwwer ze diskutéieren an eventuell Léisungen ze fannen.

Derbäi kommen Theemen, déi mam Sport ganz enk verknäppt sinn an zum Deel net manner wichteg sinn, wéi zum Beispill de Benevolat, d'Infrastrukturen, awer och Chancëgläichheet am Sport. Iwwer all dësen Theeme steet ee fundamentale Problem, deen nach duerch Fakten an Evidenz beluecht ka ginn: de Beweegungsmangel. Beweegungsmangel ass fir Lëtzebuerg e fundamentale Problem, deen eis och an Zukunft nach richteg deier wäert ginn!

Duerch Lounausfall, Prepensiounen, Invaliderenten, Doktesch- a Kinéskäschte ginn immens Käschte generéiert. Et ass bekannt, mee et muss endlech gehandelt ginn an et däerfen net nëmme Plattitüden an d'Welt gesat ginn: „Sport ass gesond", „Mens sana in corpore sano", a wat net nach alles. Och „Lëtzebuerg lieft Sport": Do hunn ech e Mindmap gelies, dee ganz flott ass, dee ganz schéin opgemaach ass.

(M. Georges Mischo montre le mindmap.)

Mee Pabeier ass natierlech gedëlleg an ech mengen, dass de Sportsminister un deem dote Mindmap och gemooss wäert ginn.

An eng Richtung muss gehandelt ginn, an dat vun allen Acteuren. Natierlech geet et mat der Famill un, an de Crèchen, an de Maison-relaisen, am Fondamental, natierlech d'Zesummenaarbecht mat der LASEP net ze vergiessen, an de Lycéeë mat natierlech och der LASEL, Fräizäit- a Veräinssport, Federatiounen, COSL an natierlech och de Sportsministère.

Eltere mussen och endlech eng Kéier erëm Zäit kréien, fir mat hire Kanner zesumme kënne Sport ze maachen. An de Crèchen an an de Maison-relaise muss qualifizéiert Personal de Sport kënne vermëttelen. An am Fondamental musse qualifizéiert a motivéiert Enseignanten um Wierk sinn, fir de Kanner den A bis Z vum Sport kënne bäizebréngen. An natierlech an de Veräiner, an de Federatioune mussen onbedéngt ausgebilten Traineren um Wierk sinn.

Mir als CSV proposéieren och eng interministeriell Cellule vu fënnef bis sechs Leit, wou de Sportsministère zesumme mam Educatiounsministère, awer och de Sportsministère zesumme mam Santésministère kann zesummeschaffen, Problemer detektéieren an natierlech och Léisungen ausschaffen.

Natierlech plädéiere mir nach ëmmer fir minimum eng Stonn Sport méi an der Schoul. Als Beispill kann een do déi héich Klassen huelen: Wann een op enger Première eng Sportsstonn pro Woch hutt, an Dir wësst, eng Sportsstonn oder eng Schoulstonn huet 50 Minutten, a wann Der Iech dann nach musst un-an ausdoen, da gëtt déi Stonn ëmmer méi kuerz an et ass am Fong geholl bal net derwäert, fir da Sport ze maachen, wat natierlech extreem bedauerlech ass.

Aner Länner hunn eis et virgemaach, a mir brauchen net ëmmer a Skandinavien ze goen, well och Éisträich huet mat dräi Sportsstonne pro Woch wierklech en Akzent gesat.

E Beispill vun enger Lëtzebuerger Ministesch, d'Mady Delvaux, déi reagéiert huet op eng Etüd vun der Sportsproffegewerkschaft aus dem Joer 2004 an de Modulairesklasse vu Septième bis Neuvième dräi Stonne Sport zougestanen huet – ech mengen, dat war eng richteg Reaktioun! Dat Eenzegt, wat vergiess gi war: dass de Koeffizient hätt solle bestoe bleiwen, well e clevere Schüler op de Modulairesklassen hätt einfach net kënne matmaachen an et wier em näischt geschitt.

Mir als CSV sinn natierlech fir weider esou Adaptatiounen, fir ze reagéieren op de Beweegungsmangel, an dat net nëmmen op Septième, Huitième an Neuvième modulaire, mee och op anere Klassen a virun allem an de Primärschoulen an am Lycée.

Mee eng éischt Etapp wier, d'Beweegung an den Alldag opzehuelen, wéi ech virdru scho gesot hunn, virun allem an der Famill, awer och an de Crèchen, de Maison-relaisen an an de Schoulen. De Kär vum Problem ass déif an eiser Gesellschaft, an dat leider vu Kand un. Wann d'Beweegungszäit identesch zur Bildschiermzäit wier, da wier de Problem zum Deel geléist.

Une voix | Ganz richteg!

M. Georges Mischo (CSV) | Nëmmen ee Beispill, an ech mengen, dat ass dat katastrophaalst Beispill, dat ass de Schwammunterricht, dat ass d'Schwamme vu Klengem un, wou zemools am Fondamental gréisser Problemer sinn, awer déi Problemer sech weiderverlageren och an de Lycée, wou eng ganz Rei vun eise Kanner a Jugendlechen net méi schwamme kënnen oder wann, da ganz schlecht. An dat, mengen ech, ass e gréissere Problem, net nëmme fir de Beweegungsmangel, mee awer trotzdeem och fir d'alldeeglecht Liewen, wa se herno eng Kéier grouss sinn an hir eege Kanner solle schwamme léieren.

Dofir brauche mer natierlech qualifizéiert Personal. D'Beruffer am Sportssecteur sollen a musse promouvéiert ginn. Den Enseignement muss natierlech weider attraktiv gemaach ginn. D'Ausbildung vum Schoulpersonal, virun allem dem Schoulpersonal am Fondamental, muss erëm op den Niveau komme vu virun 20 Joer a muss virun allem verbessert ginn!

Ze begréissen ass natierlech déi nei Sektioun Sport am LTPES zu Miersch fir d'Educateuren an d'Educatricen, déi ab September 2023 wäert ulafen. Dorausser kënnen eng ganz Rei Schülerinnen a Schüler oder Studenten a Studentinne kommen, déi sech dann entscheeden, weiderzegoen op d'Uni an eng Spezialisatioun ze maachen.

Eng Iddi, déi nach ëmmer och a mengem Kapp ass, dat ass, fir Sportsproffen, déi net de Concours wëlle maachen oder packen, an de Fondamental eranzehuelen an an der Karriär vum Schoulmeeschter do Sport enseignéieren ze loossen.

Op all Niveau a mat allen Acteure muss de Problem Beweegungsmangel ugaange ginn. Nach e Beispill, dat sinn d'Beruffsklassen. De Sport an de Beruffsklassen ass och extreemst wichteg. Wéi sollen en Daachdecker, e Mechanicien, awer och Infirmieren an Infirmièrë kierperlech fit sinn, wa se ganz wéineg Sport schonn an der Schoul hunn, awer och wéineg Sport an hirem Alldag hunn? Ech mengen, dat ass e weidert Argument, fir och an der Schoul weider op de Sport ze pochen.

De Wonsch, eppes ze änneren, muss awer vu ganz uewe kommen an net nëmme vun eis hei an der Chamber an net nëmme vum Sportsminister, mee virun allem vun der Regierung.

E Beispill vun Australien 2000, wou d'Olympesch Spiller zu Sydney waren, do ass siwe Joer virdrun d'Decisioun vun der Regierung geholl ginn: „Esou an esou vill Medaile wëlle mer an do gëtt alles ëmgedréint an ëmgekéiert, fir dass mer déi Ziler wäerten erreechen."

E vill méi konkreet Beispill, mat deem mir eis, mengen ech, am beschte kënne vergläichen, ass Island. Mir hu 650.000 Awunner iwwert den Daum, Island huet genau 375.000 Awunner. Et ass natierlech eng länger Entwécklung an deenen zwee Länner, mee virun allem d'Islänner beweisen eis, dass een och mat klenger Populatioun gréisser Erfolleger, wéi am Fussball, am Handball oder an der Liichtathleetik, kann erreechen, wann ee wierklech wëll. An esou eng Decisioun muss awer emol geholl ginn.

Déi wichtegst Partner, fir Sport a Beweegung ze förderen an ze promouvéieren, sinn natierlech modern Sportinfrastrukturen. 135 Milliounen Euro fir 35 Projeten, do kann ee just soen: weider esou! Bravo! E Vëlodrom, en nationalen Tenniszenter, Sportshalen, Schwämmen, Sportinfrastrukture fir Maison-relaisen a Schoulen, awer och en nationale Sportmusée, ech mengen, dat sinn déi Akzenter, déi een am Sport kann a muss setzen.

D'CSV ënnerstëtzt d'Investitiounspolitick an d'Sportinfrastrukturen, déi gebraucht ginn, fir e reibungslosen Oflaf vun de Sportsevenementer ze garantéieren an dem aktuellen Developpement vum Sport hei zu Lëtzebuerg gerecht ze ginn. Mir setzen eis och derfir an, datt de Subventionnement vum Staat erhéicht gëtt fir Infrastrukturen a manner bewunnten a strukturschwaache Géigenden, do weider an de Sport an a Sportsinfrastrukturen ze investéieren, och wann dat am Moment mat de Bau- a Materialkäschten e ganz deieren Invest ass. Et muss een och zum Beispill am urbane Raum investéieren, fir dass Leit, déi sech net an engem Veräin wëllen engagéieren, hire Sport kënne maachen. Mee et sinn Investissementer, primordial Investissementer, mee Investissementer an d'Zukunft. Et bréngt och kengem eppes, wann ee Walkampf mat de Präisser vu Sportsinfrastrukture mécht!

En anert Theema: Sportkoordinateur. Beim Sportkoordinateur, ech mengen, do ass nach ganz vill Loft no uewen, well mat néng Sportkoordinateuren hei zu Lëtzebuerg, mat néng Stéck, déi a Gemenge schaffen, bei 100 Gemengen, do ass wierklech nach Loft no uewen. Dee Poste muss promouvéiert ginn a virun allem d'Virdeeler vun esou engem Sportkoordinateur mussen erausgeschielt ginn.

Ech mengen, mir wëssen alleguerten: De Sport, an de Kolleeg Lamberty huet et scho gesot, kann net fonctionéieren ouni Benevolat. D'Benevoll vum Joer an enger Gemeng oder op Landesniveau ass eng ganz schéi Saach, mee de Benevolat ass scho länger Zäit wäit iwwer seng Limitten eraus, an dat schonn zanter Joren. Mir wëssen alleguerten, dass déi meescht Sportveräiner just un zwee bis dräi Leit hänken. A wann déi ewechfalen, da geet et natierlech mat deene Veräiner d'Bach erof.

De Sportminister huet an engem Interview gesot, hien hätt keng Kristallkugel. Ech och net. Mee ech hu Proposen. D'CSV proposéiert, de Benevolat ze ënnerstëtzen, an dat mat konkreete Propose wéi natierlech dem Congé sportif, awer och, administrativ Poste fir Veräiner a gréissere Gemengen ze kreéieren, fir dass d'Veräiner entlaascht gi mat der administrativer Aarbecht, déi op se zoukënnt. An dat selwecht kéint een natierlech och bei Federatioune froen. An natierlech eng drëtt Iddi wiere steierlech Virdeeler, wann ee sech wierklech extreemst am Benevolat engagéiert, net nëmme fir säi Veräin, mee awer och fir Jugendlecher a fir Kanner, fir déi vun der Strooss ze hunn, a fir, ech mengen, och alleguerte seng Gemengen, déi een dann domadder kann ënnerstëtzen.

De Benevolat ass fir d'CSV onersetzbar a virun allem net ewechzedenken. De Benevolat ass fir eis d'Séil vun engem Veräin oder och d'Séil vun enger Federatioun. En Handshake an eng Fläsch Cremant gi scho laang net méi duer, fir Merci ze soen. D'Veräinsliewe bréngt d'Leit no Covid glécklecherweis erëm lues a lues beieneen an dat ass, mengen ech, och e Verdéngscht vun alleguerten de Benevollen. Elo mussen Ureizer kommen, fir dem Benevolat ënnert d'Äerm ze gräifen a fir e virun allem an de Mëttelpunkt ze setzen.

Ier ech bei de Leeschtungs- an Héichleeschtungssport kommen, kommen ech awer nach op verschidden aner Theemaen zréck. D'Chancëgläichheet zwëschent Fraen a Männer am Sport gëtt ganz dacks ugeschwat an et gëtt extreem vill Beispiller, wou dat nach guer net de Fall ass. Ech zitéieren do just déi Primmen, déi bei Paris–Roubaix bezuelt ginn. Eng Damm kritt fir hir éischt Plaz 1.535 Euro. Dat geet emol net duer, fir e Vëlo ze kafen, scho guer net op deem Niveau. Den Éischte bei den Häre, deen iwwert d'Pavésteng briedert, dee kritt 30.000 Euro. Ech mengen, dat misst fir e Vëlo schonn duergoen.

Beim Schisprangen d'selwecht; éischte Präis, wann een e Schisprange wënnt: 4.000 Euro. Bei de Männer: 12.000 Euro. Ech mengen, et kënnt nach derbäi beim Schisprangen, dass do viru Joren e President vun der Internationaler Schifederatioun sech dergéint gewiert huet, dass d'Frae géife Schisprange maachen, well e gefaart huet, an dat ass leider kee Witz, dass se beim Opkomme Problemer mat der Gebärmutter géife kréien. Dat ass leider vum Här Kasper kee Witz gewiescht.

Mee et gesäit een natierlech och, dass et positiv Beispiller gëtt wéi zum Beispill eng Fussballeuropameeschterschaft, wou wierklech op der Tëlee ganz vill gelaf ass an de Fraefussball och deementspriechend Visibilitéit kritt huet. An ech mengen, dat ass de Schlëssel zum Erfolleg, well d'Visibilitéit ass genau dat, wat de Fraesport brauch, fir kënne méi Suen ze kréien, awer och méi Freed um Sport ze kréien, wann ee gesäit, wat fir eng Succèsen och d'Fraen am Sport kënnen hunn.

Den 3. Mäerz hu mer zu Esch am Gemengerot souguer unanime eng Charta ënnerschriwwe fir d'Egalitéit zwësche Fraen a Männer am Sport.

E weidert Theema ass Inklusioun duerch de Sport. Auslännesch Matbierger, Fraen, déi duerch hir Relioun net wëllen oder net kënne mat Männer Sport maachen, sollen och esou inklusiv hire Sport kënne maachen. Natierlech soll de Behënnertesport, souwuel de paralympesche wéi awer och de Special-Olympics-Sport, dorobber kënnen zielen. Jiddereen hei zu Lëtzebuerg soll e Recht hunn op Sport!

D'CSV encouragéiert och all Initiativ vu Sport op der Aarbechtsplaz a mir proposéieren e Subsid fir Betriber, déi an d'Gesondheet vun hire Mataarbechter investéieren.

Och geneesou wichteg ass de Sport als Vakanzenaktivitéit. Dir wësst alleguerten, aacht Woche Summervakanz ass eng laang Zäit an eis Kanner a Jugendlecher langweile sech ganz dacks an där laanger Zäit. Sportsaktivitéite wéi zum Beispill d'Culture physique, wou Ausdauer, Kraaft, Koordinatioun, Schnellegkeet a Flexibilitéit trainéiert kënne ginn, géifen, mengen ech, och eise sportleche Kanner an och deene manner sportleche Kanner weiderhëllefen an d'Kanner wieren deementspriechend och beschäftegt, anstatt de ganzen Dag doheem ze klunschen.

Ech kommen dann och ofschléissend zum Héichleeschtungssport oder Leeschtungssport. Héichleeschtungssport ass dann déi iewescht Liga vum Sport. Och eis Lëtzebuerger Liichtathleeten, Cyclisten, Fechter, Tennisspiller, Schwëmmer an esou weider, awer och eis Ekippen op internationalem Niveau brauchen eng voll Ënnerstëtzung duerch eis Lëtzebuerger Sportspolitick. Si sinn Ambassadeuren net nëmme fir hir Sportaart oder fir sech selwer, mee virun allem och fir eist Land.

De Wee an d'Weltelitt ass ganz batter an eis Sportlerinnen a Sportler brauchen net nëmmen Infrastrukture wéi de LIHPS, deen och scho virdru vum Claude Lamberty erwäänt ginn ass, mee virun allem e berufflech Fallschierm wéi d'Karriär an der Arméi, awer och d'Carrière civile de sport d'élite, déi, mengen ech, elo lues a lues e Gesiicht wäert kréien.

D'CSV ënnerstëtzt och d'Revendicatioun vum COSL, eng autonom Struktur an der Recherche axéiert op de Sport a physesch Aktivitéit opzebauen.

Déi gutt Resultater oder déi exzellent Resultater och op Weltniveau vun eisen Athleetinnen an Athleeten op der internationaler Bün ginn natierlech hei zu Lëtzebuerg mat vill Bewonnerung a vill Freed begleet. D'CSV steet voll a ganz hannert dem Leeschtungssport an der Virbildfunktioun vun dësen Athleeten, déi grouss Motivatioun bei eise Kanner a Jugendlechen ausléisen. Deemno mussen déi verschidden Acteuren – Ministèren, COSL, Sportsfederatiounen a Sportslycée – och entspriechend ënnerstëtzt ginn.

All Facettë vum Encadrement vum Héichleeschtungssportler musse verbessert ginn um Wee zur Weltelitt. D'Erkenntnisser vun der Wëssenschaft an der Sportsmedezinn hëllefen, d'Resultater do ze optiméieren. Lëtzebuerg huet mam LIHPS e weesentleche Schratt gemaach, deen et elo gëlt ze stabiliséieren, awer natierlech och auszebauen. Dofir muss de LIHPS déi néideg Mëttele kréien, fir seng Missioune kënnen ze erfëllen.

Mee awer och d'Recherche am Sport an an der Beweegung ass extreem wichteg. Den Apport vun der Recherche, der Wëssenschaft, der Sportsmedezinn an d'Etüde vun de wëssenschaftleche Beruffer, déi mat Sport ze dinn hunn, sinn d'Grondlag fir d'Entwécklung vum Héichleeschtungssport, dem Breedesport an awer och dem Gesondheetssport. Den Opbau vun enger wëssenschaftlecher Recherche am Sport an an der physescher Aktivitéit huet e positiven Impakt op d'Gesondheet an natierlech och op d'Preventioun an d'Rehabilitatioun.

Wa mer da beim Héichleeschtungssport sinn, da profitéieren ech och, fir dräi kleng Froen ze stellen: Wou si mer dru mam Sportlycée zu Mamer? Wéi ass et mam Grand départ vum Tour de France hei zu Lëtzebuerg? A gëtt et eventuell och Iddien, fir en „House of Sports" ze grënnen, wou Athleete kéinte bei hiren Trainingsméiglechkeeten zesumme wunnen an zesummen och trainéieren?

Fir ofzeschléisse wëll ech awer trotzdeem eng ganz wichteg Saach oder eng ganz Rei wichteg Saachen net vergiessen. Diskriminéierung, Rassismus, sexuelle Mëssbrauch, Gewalt an Dopping hu fir d'CSV, an ech mengen, fir alleguerten déi Parteien, déi heibanne sinn, am Sport keng Plaz a musse konsequent thematiséiert an och bestrooft ginn!

D'CSV fuerdert eng zukunftsweisend, modern Sportspolitick, wou all d'Partner matgeholl ginn, fir jidderengem d'Méiglechkeet ze ginn, Sport ze maachen, a wou de Beweegungsmangel als fundamentale Problem seriö mat Initiative fir d'Kanner a Jugendlecher aus alle Bevëlkerungsschichten ugaange ka ginn.

Une voix | Très bien!

M. Georges Mischo (CSV) | An ofschléissend wëll ech e Buergermeeschterkolleeg vun enger Partnerstad zitéieren, dee seet: „Wann s de eppes fuerders, fuerder ëmmer dat Duebelt!" Also, da fuerderen ech net 1 % am Staatsbudget fir de Sport, mee 2 %.

Voilà, villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabele Georges Mischo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, et wäert Iech kaum wonneren, dass ech eng Partie Messagen hei wäert widderhuelen, Messagen, déi och vu menge Virriedner hei scho gesot goufen an déi ech nëmmen esou ka matdroen an déi dann iwwert dëse Wee dann nach eng Kéier renforcéiert ginn.

De Sport ass beléift zu Lëtzebuerg. Ob en elo aus der Fotell eraus praktizéiert gëtt, virun der Tëlee oder awer ob ee selwer aktiv ass, dat ass einfach esou. An et ass net nëmmen eng Sportaart, déi bei de Lëtzebuerger zitt, nee, et sinn der vill, vun eiser Fangemeinschaft am Cyclissem iwwert de Supporter vun de Roude Léiwen um Fussballsterrain an de sëllege lokale Klibb duerch d'Land bis hin zu de Fans vun eisen Elittesportler bei den Olympesche Spiller, jee, ee Basketsmatch ass souguer als e „Basketsfest" an der Press betitelt ginn.

Lëtzebuerg steet deemno hannert senge rout-wäiss-bloen Athleeten, an dat ass och richteg a gutt esou. Déi eng oder aner Victoire vun eise Roude Léiwe géint international Schwéiergewiichter ass geprägt vum onermiddlechen an treie Support vun de Fans, déi hir Spiller op Schratt an Tratt ufeieren.

D'Sportbegeeschterung – oder soll ech éischter soen: den Interessi um Sport? – ass bei eis am Land deemno scho ganz grouss an et kann ee sech och selwer an eng Panoplie vu verschiddene Sportaarten abréngen. Vu klassesche Sportaarte wéi, wéi scho gesot, de Basket oder d'Turnen iwwer méi nach net esou bekannt Sportaarte wéi de Spikeball oder den Discgolf, deen a verschiddene Parke gespillt gëtt, der Kreativitéit an och der Villfalt sinn am Sport eigentlech guer keng Grenze gesat. Turnschlappen unzedoen a lafen oder walken ze goen, ass och e Sport, deen e Minimum un Opwand verlaangt.

Mee de Sport ass allerdéngs net nëmme physesch Aktivitéit, net nëmme Spaass un der Freed, neen, et ass e Weidergi vu wichtege Liewenswäerter, Valeure wéi soziaalt Zesummenhalen innerhalb vun enger Ekipp an engem Klub, egal wien een ass oder vu wou ee kënnt, Valeure wéi Disziplinn a sech anzebrénge fir eng Saach, déi een net ëmmer rational erkläre kann. Et ass och Passioun a vill Engagement fir eng Saach, déi méi grouss ass wéi all Eenzelen, deen derhannertstécht.

Leider gëtt et awer och de Revers vun der Medail mat Rassismus an Homophobie, an dat besonnesch am Fussball. An och wann d'Lutte fir déi Cause amgaangen ass, sou muss eis Gesellschaft do awer nach Efforte maachen a sech ganz der Verdeedegung vun de Rechter vun all Mënsch verschreiwen.

Op dëser Plaz ass et mer ganz wichteg, Iech ze informéieren, dass am Kader vun den Aarbechte vum Benelux-Parlament eng Recommandatioun betreffend d'Sécherheet am internationale Fussball an der Lutte géint de Rassismus am Mäerz 2021 adoptéiert gouf, wou déi verschidde Regierungen invitéiert goufen, e besseren an e grenziwwerschreidenden Informatiounsechange en place ze setzen an och den Traité vun der Benelux-Police ze ratifizéieren, fir eng gemeinsam Approche ze definéieren, wat de Rassismus an d'Diskriminatioun op de soziale Medien ugeet.

Sport, gesitt Der, huet deemno vill Ausleefer an et ass wäit méi wéi sech just kierperlech ze verausgaben. Eng gutt Liewenshygiène, vun där ass haut de Mëtteg scho geschwat ginn, jo, déi beinhalt och ganz kloer de sportleche Volet. Iwwergewiicht an och soss gesondheetlech Schied, déi sech am Laf vun de Joren accumuléieren, hunn en direkten Impakt op eis Gesellschaft. De wirtschaftlechen Aspekt kënnt domadder an d'Spill.

Ass et derwäert, fir eemol méi drop hinzeweisen, dass Beweegung a besser nach de Sport scho bei deene Jéngsten e wichtege Stellewäert soll hunn? Am encadréierte Grupp, sief et d'Crèche, sief et de Precoce, sief et d'Spillschoul an esou weider, sollt d'Beweegung respektiv déi sportlech Aktivitéit an den Alldag afléissen a punktuell och professionell an de Salles de motricité encadréiert ginn. A scho si mer am Ufank vun der strateegescher Orientatioun, déi vun der Politick soll begleet an och ausgeschafft ginn.

D'Covidkris an de Confinement hu ville Leit erëm d'Loscht un der Beweegung ginn. Am Homeschooling hunn d'Sportsproffen hiert Meescht an hiert Bescht ginn, fir hire Schüler mat all Visiomëttel op Distanz, esou gutt et gaangen ass, nach sportlech Aktivitéiten ze vermëttelen. Fir déi mental a kierperlech Gesondheet war d'Pandemie eng ganz schwéier Zäit. A grad dunn ass eemol méi de Rôle an och de Benefiss vum Sport virun Ae gefouert ginn. Viru Jore schonn huet den Dokter David Servan-Schreiber a sengem Buch „Guérir le stress […]" e Kapitel iwwerschriwwe mat „Adidas contre Prozac", wat esou vill heescht ewéi: „Sport asetzen, wann et engem psychesch riskéiert, schlecht ze goen". D'Pandemie huet bewisen, dass hei eppes drun ass.

Den organiséierte Sport mat senge villen Disziplinnen, déi all hir eege Klibb, Organisatiounen an och Fonctionnementer hunn, huet och eng ganz eegen Dynamik. Dowéinst ass eng uniform Politick an hir Ausféierung een Challenge. Och doduerch, dass ee Sport kann doheem oder an engem Klub oder ganz einfach dobaussen an der Natur maachen, eleng oder an enger Grupp, ass et schwéier, ze bestëmmen, wéi ee soll an enger strateegescher Approche virgoen. Oder ass et awer grad dowéinst, dass d'Politick e Kader mat enger strateegescher Orientatioun an der Sportspolitick schafe muss, dëst mam Zil, d'lëtzebuergesch Bevëlkerung a grousser Mass um Sport deelhuelen ze loossen a se fir e physesch aktiivt Liewen ze begeeschteren? An deem Sënn ass d'Aufgab vun der Politick, de Leit de Sport méi no ze bréngen.

Eng strateegesch Orientatioun méi no beim Sport fänkt bei deene ganz Klengen un. „Wibbel an Dribbel" zum Beispill schaaft a verstäerkt d'Motivatioun vun de klenge Kanner fir de Sport. D'Moniteure loossen d'Kanner nei sportlech Aktivitéiten entdecken an droen derzou bäi, dass d'Kanner hir Talenter fir déi eng oder déi aner Sportaart entdecken a fir si esou vläicht an d'Richtung vun engem Klub ze orientéieren, fir hinnen esou déi néideg sportlech Plattform ze bidden. Am Kader vun den Ateliere léieren d'Kanner sech och selwer besser kennen. Si léiere sozial Skills an hinne gëtt bäibruecht, wéi een an engem Team ze fonctionéieren huet, och am Fall vun enger Nidderlag.

D'LASEP ass hei schonn ugeschwat ginn, d'LASEL ass ugeschwat ginn. Si maache säit Jore gutt Aarbecht am Beräich vum para-periscolairë Schoulsport. Ech brauch op dëser Plaz kengem ze erklären, wat d'LASEP ass, well bestëmmt jiddwereen op déi eng oder déi aner Manéier scho mat der LASEP a Kontakt

war. Si sinn e ganz wichtegen Deel an der sportlecher Abannung vum Schüler nieft der Schoul a si erfëllen hir edukativ Missioun mat verschiddenen Acteure wéi de Maison-relaisen, de Gemengen an natierlech de Schoulen.

De Volet an och d'Kooperatioun vun der LASEP weist eis, wéi fundamental wichteg eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dëse verschiddenen Acteuren um Terrain ass. Nëmmen duerch eng pousséiert Kollaboratioun kënnen déi verschidden Acteuren de Sport de Kanner méi no bréngen a si fir en aktive Liewensstil begeeschtert kréien.

Eng Fro: Ass d'LASEP mëttlerweil iwwerall gutt vertrueden? Si mëttlerweil genuch geschoulten Dirigeantë respektiv Moniteuren och do am Asaz? Geschoulten Dirigeanten an den extraschouleschen Aktivitéiten ass eng Saach. Erfreelech ass et awer och, wann ee weess, dass d'Léierpersonal gradewéi d'Personal aus dem Educateursberäich verstäerkt elo och op sportlechem Plang wäert ausgebilt ginn. Dëst valoriséiert de Sport an de Schoulen an et gëtt ëm dee Stellewäert, deen e vu Klengem u bei de Kanner soll kréien.

Vill ze dacks nach kommen Echoen aus dem Secondaire – an den Här Mischo huet schonn d'éinescht dovu geschwat –, wou mat Schrecke festgestallt gëtt, dass et nach ëmmer Jonker gëtt, déi mat hiren zwielef Joer weeder schwamme kënnen, nach Lafen oder soss eng sportlech Aktivitéit anstänneg hikréien. Dat si ganz, ganz schlecht Viraussetzunge fir d'Entwécklung vun deene jonke Mënschen!

Och wéilt ech op dëser Plaz op déi sëllegen ASA-Programmer hiweisen, déi sougenannten „After-School Activities", wou jee no Lycée de Schüler eng breet Offer u Sportméiglechkeete presentéiert kritt. Et ass erstaunlech, mee dacks muss och nach do Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn, fir déi Jonk dofir ze begeeschteren. Wierklech schwéier ze verstoen, an dach, et ass eng Feststellung vum Terrain.

Vun der Schoul eriwwer bei d'Gemengen, an hei kann een aus dem Rapport d'activités vum Sportsministère erausliesen, dass op verschiddene Plaze flott an ureegend Projeten organiséiert ginn. Et sinn der e puer schonn opgezielt ginn: „Fit Kanner Miersch", „Hesper beweegt sech", de „Sport-Krees Atert" an esou weider, ouni awer och d'Konzept vun der „Nuit du sport" ze vergiessen, wou grad d'Gemeng hir verschidde Sportsoffere ka presentéieren iwwer interaktiv Ateliere vun deene jeeweilege lokale Klibb. Esou erlieft een net nëmmen déi verschidde Sportaarten, mee et léiert een och déi lokal Klibb besser kennen an et fënnt ee sech vläicht an deem engen oder anere Sport erëm, deen engem am meeschten zouseet.

Sozialen Zesummenhalt beim Sport an iwwert de Sport ass jo ee vun de ganz wichtege Liewenswäerter an och e schéinen Nieweneffekt vum Sport. A grad bei dëser Organisatioun, dat ass och schonn haut de Mëtteg gesot ginn, ass nach Loft no uewen. Et hu grad emol 17 Gemengen am Joer 2021 un der „Nuit du sport" deelgeholl. War et vläicht den Effet vun der Pandemie? Oder brauchen d'Gemengen eventuell e weideren Ureiz? En neit Konzept ass vläicht gefrot, eng Ënnerstëtzung, vläicht finanzieller Natur?

An der strateegescher Orientatioun, fir méi Sport bei d'Leit ze bréngen, ass d'Konzept vum „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" ausgeschafft ginn. D'Visioun ass hei d'Weiderentwécklung vun enger kierperlech aktiver Gesellschaft, an dat an alle Beräicher vum Sport an och der Beweegung. Et geet och drëms, datt d'Leit sollen dervun iwwerzeegt ginn, en anere Liewensstil ze hunn an och bäizebehalen.

De Sportsminister huet hei de Gemengen e Mindmap zoukomme gelooss mat Ureegunge fir ganz nei a flott Sportsaktivitéiten. Den LTAD wëll esou zu Lëtzebuerg qualitativ héichwäertege Sport an och Beweegung jiddwerengem ubidden an duerfir schaffe si och enk mat de Verbänn an der Sportswelt zesummen, andeems e Sports- an och e Beweegungskonzept an der Kollaboratioun mat de lokale Federatiounen ëmgesat gëtt.

Donieft ass och den COSL, op deen haut de Mëtteg meng Virriedner och schonn ze schwätze komm sinn, deen och gehollef huet, den LTAD auszeschaffen, e ganz wichtegen Acteur mat sengen 125.000 Memberen an der Lëtzebuerger Sportswelt. De COSL dréit zu der Entwécklung vun der Sportswelt bäi. Si representéieren d'Interête vum Sport, si organiséieren ënner anerem och d'lëtzebuergesch Participatioun bei den Olympesche Spiller. An et ass ganz kloer, dass de Sport esou en Acteur an och e Vertrieder brauch, dee sech neutral fir seng Interêten asetzt, an dëst op nationalem an och op internationalem Plang.

E weidere wichtegen Acteur an eiser Sportwelt a virun allem och an der Welt vum Fussball ass d'FLF mat hirem nationalen Zenter zu Monnerech, déi mat hirem Centre de formation aktiv um pedagogesche Volet am Sport mathëlleft an och alleguerten d'Fussball- an d'Futsalklibb ënner engem Daach regruppéiert.

45.021 Memberen an en Taux de participation beim Fussball vu 7 % vun eiser Gesamtbevëlkerung, domadder huet d'FLF d'Zil, de Fussball op allen Niveauen ze promoten an zougänglech ze maachen an dobäi eng Integratioun duerch de Fussball ze erméiglechen. Si setze bei deenen Ziler eng kloer Strategie ëm, andeems si ënner anerem d'Participatioun op all Niveau steigere wëllen, an dat besonnesch beim Fraefussball, souwéi eng méi enk Zesummenaarbecht mat de Klibb ëmsetze wëllen.

Erlaabt mer duerfir awer och, op dëser Plaz dorop hinzeweisen, dass d'Gläichstellung am Sport nach ëmmer vill ze wënschen iwwreg léisst. Eng Ausso an der Press huet mer dëser Deeg ganz gutt gefall an huet de Problem vu Fra a Mann gutt erëmginn: E Sportler kritt Suen, fir Resultater ze bréngen; eng Sportlerin muss Resultater weisen, fir Suen ze kréien. Ech mengen, den Ënnerscheed am Montant vun der Ënnerstëtzung huet den Här Mischo eis hei verbildlecht. Dat ass wierklech net méi ze droen an et muss esou séier wéi méiglech gehandelt ginn, fir dass mer hei och eng eenheetlech Approche dozou kréien.

Eng vun de Strukturen, déi bei enger strateegescher Orientatioun hëllefen, ass d'ENEPS, déi national Schoul fir physesch a sportlech Educatioun, déi säit 1984 verschidde Missiounen erfëllt an déi duerch en nationaalt Sportsinstitut elo opgewäert gëtt. Der ENEPS hir Roll an der Sportswelt ass virun allem eng pedagogesch an eng weiderbildend, well si de Sportsfederatioune vill theoreetesch an och praktesch Formatiounen ubitt.

Duerch d'demografesch Verännerung vu Lëtzebuerg, en Zouwuess u Populatioun an d'Entwécklung vu verschiddene Sportaarte souwéi d'Bäikomme vun neie Sportaarte mussen déi lokal an och déi national Infrastrukturen nozéien.

Déi strateegesch Orientatioun am Sport steet ënnert der Responsabilitéit vun der Regierung. Et ass d'Roll vun der Politick, de Sport der Gesellschaft esou no ze bréngen, dass alleguerten d'Bierger Loscht, Accès an de Wëllen hunn, sech een aktiven a gesonde Liewensstil unzëeegnen.

Mee och wa mer schonn e puermol drop agaange sinn, wat d'Strukture betreffen, sou dierf ee sech awer och domadder net zefridde ginn. D'Detailer, wat elo déi Strukturen ubelaangt, kommen am Fënnefjoresplang. Do gëtt et vill Detailer. A selbstverständlech wäerte mer elo ganz geschwënn och am Detail op e grousse Fleuron hei agoen, dat ass eise Vëlodrom.

Et wier och eng gutt Iddi, op de Wee vu méi oppene Strukturen ze goen, déi grad fir de Grand public zougänglech sinn. Ech denken do zum Beispill u Syndikatsschwämmen, déi ee kéint fir de Grand public opmaachen, an doduerch kéint een och méi Méiglechkeete bidde wéi just Schoulschwammen oder geziilt Schwammcoursë fir Erwuessener.

Dat setzt natierlech ganz vill Organisatioun viraus. Et setzt viraus, dass zousätzlecht professionellt Personal muss erbäigezu ginn. Et setzt och eng grouss finanziell Belaaschtung viraus. Mee ech mengen, dass een dat fréier oder spéider awer misst an d'A faassen, well de Prinzipp sollt jo awer dee si vun der Oppenheet a vun der allgemenger Accessibilitéit.

Eng kleng Ureegung wier och den Ausbau vu méi klenge lokale Sportsstrukture wéi zum Beispill Streetterrainen oder awer den Disc-Golf-Kierf an de Parken, wat et jo elo schonn op eenzelne Plaze gëtt; hunn ech mer soe gelooss, zum Beispill um Belval. Vereenzelt Fitnessgeräter, déi de Leit eng gutt Balance tëscht Kraaft- a Muskelkonditioun bidden, missten och op méi Plazen ze fanne sinn. Dëst si kleng Investitiounen, déi awer e grousse Meerwäert hu fir déi lokal Bevëlkerung, a besonnesch, wann ech bedenken, wéi vill Succès d'Streetterraine bei deene Jonken hunn.

Vu dass de Sport dacks dobausse gemaach gëtt, kéint een och zum Beispill eng Pist opmaachen, fir de Sport an d'Natur nach méi mateneen ze verbannen, andeems een zum Beispill multifunktionell Sportsgeräter an d'Natur placéiert an esou incitéiert, un der frëscher Loft säi Sport ze maachen.

Den Elittesportler ass hei am Land och en Theema. Et ass keng Seelenheet, woubäi de COSL a sengem Kader fir d'Joer 2023 55 Sportler an dräi Ekippen huet, lauter Talenter an och wonnerbar Sportler, déi eis international staark vertrieden.

A bei all Sportler ass den Encadrement wichteg. All klengen Detail muss stëmmen, fir eng optimal kierperlech a mental Leeschtung kënnen ze bréngen. Dat ass bei den Elittesportler nach vill méi wouer. A fir d'Performance ze verbesseren an d'Athleete fachkräfteg a professionell ze encadréieren, hu mir jo zu Lëtzebuerg de LIHPS, de Luxembourg Institute for High Performance in Sports. An hei kréie sëllegen Athleeten, dorënner d'Elittesportlersektioun vun der Arméi, eng Panoplie u Servicer a Rotschléi ugebueden, vu sportlecher Ernärung, Sportsmedezinn, Kraafttraining bis hin zu Konferenzen iwwert de Sport an alles, wat d'Athleetenhäerz soss nach begiert.

An op Basis vum Concept intégré pour le sport zu Lëtzebuerg, dee vum COSL ausgeschafft ginn ass, wëll d'Institut d'Zukunft an och d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Sport op allen Niveaue garantéieren. U professionellem Encadrement mat Hëllef vun Experten an engem qualitative Kader dierft et den Elittesportler net feelen.

Wou mir den Encadrement allerdéngs verbessere mussen, ass beim Elittejugendsport oder beim Jugendelittesport. Och wann déi Jonk kënne vum Encadrement an der Coque an am Sportslycée profitéieren, ass eis awer zougedroe ginn, datt d'Federatioun an de COSL sech bewosst sinn, dass en allgemenge Renforcement bei der Jugendelitt muss stattfannen. A wa mer bei der Jugend usetzen, da kënne mir de Contingent un Elittesportler duerch e staarke jonke Pool natierlech erweideren an domadder d'Nofolleg sécheren.

De Benevolat – vläicht e puer Chifferen, ech komme schonn esou lues e bëssen an d'Laberente mat der Zäit: 20.000 Benevoller sinn am Asaz, 4.500.000 Stonne pro Joer leeschte si un Asaz. Dat si Chifferen, déi ech dem Reflexiounspabeier vum COSL entholl hunn. An ech mengen, dat sinn Zuelen, déi drop hiweisen, dass de Benevolat muss honoréiert ginn. Op dëser Plaz e grousse Merci u si alleguerten, déi hir Fräizäit afferen a sech ansetzen, fir et eis all ze erméiglechen, e Sport ze genéissen. Hinne gehéiert de Merci vun eis a vun der ganzer Sportswelt.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Erlaabt mer, e Resümmee ze maachen, e Resümmee an zwee Sätz: Sport fërdert d'Liewenswäerter scho bei deene ganz Klengen. Dofir ass et fir d'LSAP esou wichteg, fir de Sport net nëmmen an den Alldag ze integréieren, mee fir alles drunzesetzen, dass mer déi bescht Méiglechkeet bidden a schafen, fir dass jiddwereen an all Alter an op all Niveau säi Sport ka bedreiwen. Eng Schéier tëschent Aarm a Räich däerf et am Sport net ginn! Do si mer all gläich.

Sport ass gesond. Sport bréngt d'Leit zesummen. Sport dréit zu der wirtschaftlecher Entwécklung bäi. Mir däerfen net zécken a mir mussen eis de Sport eppes kaschte loossen, well eng sportlech Gesellschaft ass eng glécklech Gesellschaft!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Hemmen. An nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech stoung schonn e puermol hei um Riednerpult, fir iwwert d'Wichtegkeet vum Sport ze schwätzen. Dofir begréissen ech natierlech dës Interpellatioun vum Claude Lamberty, well een net dacks genuch ervirhiewe kann, wéi eminent wichteg sportlech Aktivitéite fir Kierper a Geescht sinn.

All Mënsch soll d'Méiglechkeet hunn, um sportleche Liewen deelzehuelen, egal aus wéi engem sozioekonomeschen Ëmfeld ee kënnt, ob ee Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger ass, ob een eng Aschränkung oder keng Aschränkung huet.

Ech hunn et schonn e puermol gesot: Sport huet déi eenzegaarteg Fäegkeet, fir sproochlech, kulturell a sozial Barriären ze iwwerwannen, a mécht sech esou zu enger idealer Plattform vun Inklusioun an Integratioun.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Sport bréngt Mënschen zesummen, onofhängeg vun hirem Originn, vun hiren Iwwerzeegungen, hirem Geschlecht oder Alter. Sport huet deemno e staarkt soziaalt Potenzial a kann eist gesellschaftlecht Zesummeliewe stäerken.

D'Plus-value vum Sport fir eis Gesellschaft ass indiskutabel. Et fënnt een en Ausgläich zum stressegen Alldag. Et mécht een eppes fir seng Gesondheet. D'Beweegung stäerkt déi mental Gesondheet. Sport gëtt engem Energie, Courage, Confiance. Et léiert ee seng Grenze kennen. Et léiert een, iwwert sech erauszewuessen. Et léiert een ze gewannen, mee vill méi wichteg: Et léiert een och ze verléieren. Et léiert een nees opzestoen a weiderzemaachen. Et gi Wäerter wéi Fairness, Respekt an Teamgeescht vermëttelt. Sport stäerkt an hëlleft, Resilienz opzebauen.

Wann een de monetäre Wäert, de Benefiss, deen de Sport eiser Gesellschaft bréngt, ausrechent, da kënnt een ouni Zweifel op eng Zomm, déi ëm e Villfaches méi héich ass wéi dat, wat mer aktuell an de Sport investéieren. Net datt ech eng Frëndin dovu sinn, fir alles, wat eis Gesellschaft beräichert, an Euro auszedrécken, mee et ass an dësem Fall kloer: De Sport gëtt eiser Gesellschaft vill méi zréck, wéi dat, wat mer an en investéieren.

A mir investéiere gär oder vill hei am Land a grouss, multifunktional an, jo, och prestigiéis Sportsinfrastrukturen. Beispiller kenne mer der jo genuch. Mee dee gréisste Chantier, dee mer am Sport hei zu Lëtzebuerg hunn, betrëfft menger Meenung no awer net de Bëton, mee d'Mënschen, déi eis schéi Sportsinfrastrukture mat Liewen erfëlle sollen.

(Interruption)

Fir den Accès zum Sport an de Stellewäert vum Sport beschtméiglech ze garantéieren, musse mer an noer Zukunft hei am Land nach e puer Barriären iwwerwannen, eis moderniséieren an eis eppes trauen. Mir kommen net derlaanscht, fir méi fir de Sport ze maachen, well Sport kann hei zu Lëtzebuerg méi. Mir sinn eng dynamesch, permanent wuessend Gesellschaft, wou mer ëmmer méi Strukturen an Offer brauchen. A parallell fanne mer awer ëmmer manner Benevolat, fir dat ze stemmen.

Wou ech da bei enger éischter Barriär sinn, déi eis am Wee steet: de Benevolat, deen eis feelt. Jiddereen, deen an engem Veräin engagéiert ass, kennt et: Et fënnt een ëmmer manner Leit, déi eng Hand mat upaken. An dacks sinn et déi, déi et souwisou scho säit Jore maachen an eigentlech och esou lues eng Paus verdéngt hätten.

Mir musse méi Zäit, méi Energie an och méi finanziell Ressourcen doran investéieren, datt erëm méi Leit sech an der Sportlandschaft engagéieren an och Satisfaktioun an hirem Engagement fannen. Laut dem Comité olympique et sportif sinn aktuell – d'Madamm Cécile Hemmen huet et scho gesot – eng 20.000 Benevollen an de Sportsveräiner aktiv a si schaffen ongeféier 4,5 Millioune Stonnen d'Joer, fir jonk a manner jonk Sportler ze betreien, Evenementer ze organiséieren, d'Gestioun vun de Veräiner ze maachen an, an, an. Dat sinn 28 Schaffdeeg – dat ass net schlecht!

Ech hu virdru gesot, ech si keng Frëndin dovunner, alles an Euro ze monetariséieren, mee wann ee sech hei just e symbolesche Stonneloun ausdenkt, da kënnt een op eng ganz grouss Zomm.

Wéi kënne mer de Benevolat also nees méi attraktiv maachen? A brauche mer tatsächlech esou vill méi Benevoller? Oder gëtt et eventuell nach aner Optiounen?

Ech mengen, et gëtt e puer Pisten, déi mussen diskutéiert ginn, a vill Froen, déi opstinn, op déi mer Äntwerte siche mussen. D'Ufuerderungen, fir organiséierte Sport unzebidden, ginn en plus permanent méi héich. Mat der wuessender Bevëlkerung hu mer natierlech och ëmmer méi Kanner an de Veräiner, déi administrativ geréiert musse ginn.

Eng Pist wier et, nach méi Richtung Digitaliséierung am Sport ze goen. Besonnesch eng Digitaliséierung vun administrativen Ofleef kann engem Veräin hëllefen, d'Aarbechtslaascht erofzedrécken. Hei mussen d'Veräiner, a Betruecht vun den haitegen technesche Méiglechkeeten, um Wee, fir sech méi modern opzestellen, um Wee zu der Digitaliséierung adequat begleet ginn an net am Schiet vun der Vergaangenheet stoe gelooss ginn.

Eng méiglech Pist wier zum Beispill och, net just op de Benevolat zréckzegräifen, mee an engem Zäitalter, wou et dagdeeglech méi schwéier gëtt, Fräiwëlleger ze fannen, an d'Richtung vum Schafe vun neien Aarbechtsplazen ze goen. A ville Länner gouf d'Opportunitéit schonn ergraff, fir heiraus en neie Wirtschaftszweig ze maachen.

Eng weider Barriär, déi enk verbonnen ass mat där vun elo just: Et feelt net just u Benevollen, mee et feelt och un Traineren an et gëtt net genuch Arbitteren. Een Defi ass et, déi Jonk fir hire Sport bis an den Erwuessenenalter eran ze begeeschteren, wou se hir Passioun fir de Sport kënnen als Trainer, Arbitter oder Betreier weiderféieren.

D'Kanner fir de Sport ze begeeschteren, ass eng Saach, mee se um Ball ze halen, ass eng aner. De Sport konkurréiert ëm de Jonken hir Zäit an Opmierksamkeet, géint Géigner wéi Netflix, TikTok, Youtube a Social Media. Et ass net ëmmer evident, géint d'Ecran-Invasioun unzekommen. Och hei brauche mer nei Strategien, fir Leit fir de Sport ze begeeschteren a fir eng Lafbunn am Veräin oder an der Federatioun ze gewannen.

Wéi gesot, och de Manktum un Traineren ass grouss, well engersäits vill Veräiner et sech net leeschte kënnen, qualifizéiert Traineren ze bezuelen, an anerersäits déi Wéinegst Zäit hunn, no der Aarbecht nach Trainingen ze preparéieren, Trainingen ze halen a mat op Matcher ze goen. Och hei goufe scho Pisten undiskutéiert, wéi zum Beispill, de Statutt vun Traineren ze professionaliséieren, net just op Federatiounsniveau, mee eeben och op Veräinsniveau.

Och hei gëllt, datt mer méi mussen an d'Leit investéieren an e legale Kader schafen, deen den Iwwergang vum Amateurniveau, also dem fräiwëllegen Engagement, zu engem professionaliséierten Aarbechtsëmfeld facilitéiert. E méi professionelle legale Kader schaaft och méi professionell Resultater an Encadrement vu Sportbegeeschterten.

Hei ass d'LUNEX zum Beispill als interessanten Acteur ze erwänen, wou Leit am Sportberäich ausgebilt ginn, déi spéider der Lëtzebuerger Sportswelt kéinten zur Verfügung stoen, sief dat am sportsmedezinnesche Beräich, am Beräich vum Sportmanagement oder eventuell och als forméierte Sportstrainer.

Insgesamt si mer der Meenung, datt dës grouss Erausfuerderung fir de Veräinssport – de Rekrutement an d'Fideliséiere vu Benevollen, Traineren an Arbitteren – mussen an engem grousse Pak zesummen diskutéiert ginn a beschtefalls an engem nationale Strategieplang festgehale ginn. Wéi scho gesot, muss ee konsequent doran investéieren, erëm méi Leit fir eis Veräinslandschaft ze begeeschteren.

Hei wollt ech beim Minister och nofroen, ob et am Ministère aktuell scho Piste gëtt oder en vue sinn, wéi d'Veräiner an noer Zukunft iwwerliewe kënnen, wa professionell Traineren onëmgänglech ginn an déi jo dann och adequat bezuelt mussen an och solle ginn.

E weidere Sujet, deen och schonn hei am héijen Haus thematiséiert gouf, ass de Schoulsport. Fir nëmme kuerz de President vun der Vereenegung vun de Sportsproffe vum Dezember 2020 ze zitéieren: „Viru 15 Joer huet kaum nach een e Kopplabunz hikritt, virun 10 Joer konnten der vill kee Seel méi sprangen an haut muss ee fäerten, wann d'Schüler just probéieren hannerzegzelafen, well d'motoresch Kompetenze vu villen ze schwaach sinn"; Wierder, déi sech op den éischte Bléck vläicht witzeg unhéieren, mee u sech guer net fir ze laache sinn a Suerge maachen!

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Mir brauchen erëm méi Sportsstonnen an der Schoul, an dat besonnesch am Fondamental. Doriwwer eraus kann een nach un anere Schrauwen dréinen, fir de Schoulsport kuerzfristeg méi effikass ze maachen.

Éischtens: D'Koordinatioun an d'Organisatioun vun de Sportsstonne kéinten optiméiert ginn. Et ass leider Realitéit, datt duerch d'Zäit, déi fir d'Op- an d'Ofriichten dropgeet, d'Zäit, déi beim Un- an Ausdoe verluer geet, d'Zäit, déi ee bis an d'Hal brauch, eng Sportsstonn dacks keng 50 Minutte méi dauert, mee datt op eemol just nach 30 Minutten iwwregbleiwen.

Zweetens: Et mécht komplett Sënn, och an der Primärschoul Léierpersonal ze forméieren, dat just fir de Schoulsport zoustänneg ass, esou wéi dat och am Lycée de Fall ass.

An drëttens: Et kann een nieft der klassescher Sportsstonn nach vill méi d'Beweegung am Fräien dobaussen an der Natur, am Bësch förderen. Dat ka jo och fächeriwwergräifend geschéien.

Wa mer haut hei eng Interpellatioun zum Sport, zu den Defien am Lëtzebuerger Sport féieren, kommen ech net derlaanscht, fir och iwwert d'Chancëgläichheet am Sport ze schwätzen. Meedercher a Frae kämpfen net just ëm de Champion a Medailen a Rekorder, mee virun allem wëlle se wouergeholl ginn!

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Et ass eis Aufgab, hinnen déi nämmlecht Visibilitéit ze ginn, wéi Jongen a Männer se hunn. Et ass eis Aufgab, eise Kanner och weiblech Idoler ze presentéieren, deene se noeifere kënnen. Et ass eis Aufgab, Meederchers- a Fraesport eescht ze huelen an hinnen déi nämmlecht Méiglechkeeten ze ginn, wéi eis Bouwen a Männer se hunn. Ech schwätzen hei vun den nämmlechten Trainingsbedéngungen, sief et qualifizéiert Traineren, Infrastrukturen, Trainingszäiten an, an, an. Wéi ech et schonn oft gesot hunn: D'Offer muss do sinn, d'Meedercher mussen déi nämmlecht Méiglechkeete kréien, déi verschidde Sportaarten auszeüben, wéi d'Bouwen, an dat vu Klengem un! Mee net just am aktive Sport, och an de wichtegen Decisiounsgremie si Frae leider ëmmer nach dacks ënnerrepresentéiert.

„Jo, mee Fraesport ass net esou spannend, Fraesport huet net deen nämmlechten Niveau." Ech kann et net méi héieren! Wéi solle Meedercher deen nämmlechten Niveau hunn, wa se, net ëmmer – ech hat d'Chance, an engem Veräin extreem gefërdert ze ginn –, mee ganz dacks vu Klengem un net d'nämmlecht gefërdert an ënnerstëtzt gi wéi Jongen, virun allem am Ekippesport? Wéi solle Fraenekippen haut zum Beispill am Fussball bei eis deen nämmlechten Niveau hu wéi d'Männer, wann d'Meedercher eréischt am Jugendalter oder eréischt am Erwuessenenalter iwwerhaapt emol d'Méiglechkeet kruten, Fussball an engem Veräin ze spillen?

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Wéi solle mer deen nämmlechten Zäitopwand an den Training kënne stiechen, wann do, wou Suen am Sport verdéngt ginn, Welten tëscht der Bezuelung vun de Männer an de Frae sinn?

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Wann eis Kanner alleguerten, egal vu wéi engem Geschlecht, vu Klengem un déi nämmlecht Méiglechkeeten an Ënnerstëtzung a Förderung a Visibilitéit kréien, eréischt da kritt de Sport onofhängeg vum Geschlecht déi nämmlecht Attraktivitéit a mir brauchen dës Diskussioun net méi ze féieren – an et ass eis Responsabilitéit, dëst endlech méiglech ze maachen!

Eng weider Barriär, wou awer net onbedéngt eng Barriär muss sinn: Sport kascht. Mee Sport a Beweegung kann och anescht ausgesinn: Outdoorméiglechkeete sinn zum Beispill flott Aktivitéitszonen, wou Kanner a Jonker, Erwuessener, Senioren an och Mënsche mat enger Aschränkung – wann et da behënnertegerecht konzipéiert ass – sech aktiv beweege kënnen, an dat, ouni extra derfir ze bezuelen. Hei sinn d'Gemenge gefuerdert, fir de Bierger a Biergerinnen eng flott Offer ze bidden.

Ëffentlech zougänglech Fitnessstatiounen, wou an all Alter profitéiert ka ginn, divers Terrainen, Basketskierf, Petanquepisten, Beachvolleyballsterrainen, Goler, Parkoursparken, Dëschtennisdëscher, Kloterméiglechkeeten, Skatepisten, flott Gréngzonen am urbane Raum, flott Spadséier- a sécher Vëlosweeër, propper Séien a Flëss, fir ze schwammen an aner Waassersportaarten ze bedreiwen, dat alles si wonnerbar Méiglechkeeten, fir de Raum attraktiv ze gestalten, kreativ ze notzen, eng dynamesch Entwécklung, eng dynamesch Bevëlkerung ze hunn a virun allem den Accès fir jiddereen ze garantéieren an esou de Fuerderunge vun enger inklusiver Gesellschaft gerecht ze ginn an déi allgemeng Gesondheet héichzehalen.

A fir zum Schluss nach op eng lescht Barriär, déi eist klengt Land eventuell huet, anzegoen: Natierlech, als klengt Land huet een net déi nämmlecht Masse critique wéi Länner mat Milliounen Awunner. Wa mer vu Leeschtungssport schwätzen, da sinn d'Chancen a grousse Länner logescherweis méi grouss, fir Talenter ze fannen. Mee Talenter gëtt et iwwerall.

A wann ee gär Leeschtungssportler oder -sportlerinnen hätt, da muss een: a se investéieren – duerch de Benevolat, deen hinne vu kleng op erméiglecht, hire Sport ze maachen, sief dat um Terrain, um Training oder op Competitiounen, duerch geografesch gutt situéiert Infrastrukture mat engem Sportlycée, wou ee Schoul a Sport kombinéiere kann –; d'Dualcareer förderen; de Federatiounen déi richteg Moyene ginn, fir hir Leeschtungssportler a -sportlerinnen adequat ze encadréieren; de Statutt vum Héichleeschtungssportler iwwerdenken; Incentives schafe fir Betriber, fir esou Sportler a Sportlerinnen anzestellen, fir hinnen e Revenu nieft hirer sportlecher Karriär ze garantéieren, ouni datt se onbedéngt op d'Armél ugewise sinn.

Investitiounen an de Sport bréngen awer op all Niveau eppes, wéi ech et schonn e puer Mol gesot hunn. Mir schwätze beim Sport jo net just vum Leeschtungssport, mee, wéi ech et och scho sot, geet et och ëm d'Gesondheet, ëm Integratioun, ëm Freed a Frëndschaften.

Nach e puer Wierder zu der Motioun, déi vum Claude Lamberty deposéiert gouf an déi mir Gréng natierlech mat ënnerstëtzen: D'Konklusioun vun der Motioun ass jo déi, datt mer eis virhuelen, an den nächste Jore méi Budget fir eng aktiv Sportspolitick virzegesinn. Mir ënnerstëtzen dës Iddi, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt mer eis d'Moyene fir eng ambitiéis Sportspolitick hei am Land sollen a musse ginn.

De Sport gëtt eiser Gesellschaft méi zréck wéi dat, wat mer an en investéieren. Déi positiv Auswierkung vum Sport zéie sech duerch all Beräicher vun eiser Gesellschaft, sief et Gesondheet a Preventioun, Spaass a Freed, Erausfuerderung, géigesäitege Respekt, Frëndschaften a Solidaritéit oder d'Gefill, sech fir eng sënnvoll Saach anzesetzen – alles onbezuelbar!

An dofir ënnerstëtze mir d'Propositioun, méi Zäit, méi Energie an och méi Suen an déi Leit ze investéieren, déi eis divers Sportlandschaft mat Liewe fëllen, esouwéi an d'Ausbildung, an d'Formatioun, an d'Qualitéit, an de Benevolat, an d'Digitaliséierung, an d'Chancëgläichheet oder och an d'Professionaliséierung vum Secteur.

Vläicht nach ganz kuerz zum Schluss als klengen Denkustouss, de Georges Mischo huet et schonn erwäänt: Wéi kënnt et, datt e Land, dat just hallef esou vill Awunner huet wéi Lëtzebuerg, am Handball, am Fussball, an der Liichtathleetik, am Basket op Weltniveau mathale kann?

Hei gouf jorelaang konsequent an e seriöe Jugendopbau investéiert! Trainere goufen ausgebilt a forméiert an déi néideg Qualitéitsinfrastrukture stounge fir jiddereen zur Verfügung. Mee do dernieft gouf an d'Preventioun vun Drogen- an Alkoholkonsum investéiert a parallell goungen d'Fërdergelder fir de Sport an d'Luucht. Innerhalb vun 30 Joer hu se fäerdegbruecht, den Alkoholkonsum vu Jugendleche vun an déi 40 % op just nach 5 % ze reduzéieren a parallell sinn déi Jonk ëmmer méi sportlech an aktiv ginn.

Jo, 30 Joer ass eng laang Zäit an et brauch een e laangen Otem, mee et huet gewierkt – mir schwätze vun Island, esou wéi de Georges Mischo et jo och schonn erwäänt huet –, esou, datt se haut un der Weltspëtzt mat, wéi gesot, hallef esou vill Awunner wéi Lëtzebuerg mathalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soen dem Claude Lamberty nach eng Kéier villmools Merci fir d'Ufroe vun dëser wichteger Interpellatioun. Merci!

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Chantal Gary. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Claude Lamberty en häerzleche Merci fir dës Interpellatioun. Ech mengen, et ass scho wichteg, dass mer eis periodesch och hei an der Chamber mat dëser Saach befaassen.

Als ADR setze mer eis a fir e gesond, dynamescht a sportlecht Lëtzebuerg. Mir ënnerstëtzen d'sportlech Entwécklungen an allen Hisiichten. De Sport u sech selwer huet vill Virdeeler oder Komponenten, déi vu groussem Virdeel sinn. Ech wollt Iech der hei zwou opzielen:

Engersäits férdert en e gutt Zesummefannen an Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. Jo, hei si ganz vill Frëndschaften, souguer fir d'Liewen, entstanen. Dobäi vereent de Sport a Staat och eis divers Gesellschaft, eng zousätzlech a ganz grouss Integratiounshëllef dach speziell fir eis auslännesch Matbierger a Frënn.

An anerersäits, an dat solle mer net vergiessen, férdert de Sport och d'Gesondheet vun de Leit. Wat méi fréi, wat besser! All Euro, dee mer an de Sport investéieren, gewanne mer op gesondheetlecher, wirtschaftlecher Basis spéider erëm.

Déi sozial Dimensioun vum Sport ass net ze ënnerschätzen a verdéngt dowéinst d'Ënnerstëtzung duerch d'éffentlech Hand.

De Sport ass och e wichtegt Mëttel, fir géint déi ëmmer méi present Iwwergewiichtegkeet virzegoen. Am Schouljoer 2018/19 ware knapps iwwer 5 % vun de Lycéesschüler iwwergewiichteg, am Schouljoer 2021/22 – wann do meng Donnéeë richteg sinn – waren et der ëm 12 %. Bannent dräi Joer huet sech also d'Zuel vun iwwergewiichtege Schüler verduebelt. Sport a gesond Ernärung mussen also zesummekommen, fir géint déi steigend Iwwergewiichtegkeet virzegoen. D'Politick wier hei gefuerdert, hei misst se reagéieren!

Als ADR setze mir souwuel op de Breedesport wéi och op de Spëtzesport. Dat hate mer och an eisem Walprogramm vun 2018 kloer geschriwwen. Mir sti fir en animéierten an ofwiesslungsräiche Sportunterrecht

an de Lëtzebuerger Schoulen, deen och an Zesummenaarbecht mat de lokale Veräiner a Verbänn organiséiert kéint ginn. Duerfir begéint Der bei ons Iddi, wa se nach eng Kéier duerchgesat gëtt, vun der Licence unique, déi d'Jugendlecher a Kanner erlaabt, mat enger Lizenz a verschiddene Veräiner aktiv matzemaachen.

Beweegungsméiglechkeet – duerch Sport, wuelverstanen – muss aus gesondheetleche Grënn ganz fréi ufänken. Zu menger Zäit si mer praktesch op der Strooss grouss ginn. Haut ass dat leider net méi méiglech. Mir hu stonnelaang Fussball gespillt an der Strooss, da koum emol heiansdo en Auto. Dat ass jo haut ondenkbar. An en plus fënnt een d'Jugend haut net méi op der Gewan erëm, am Duerf oder an der Stad. Et fënnt ee se leider doheem erëm, wou se dann hir elektronesch Spiller betätegen, wat och e Phenomeen ass, wou een eng Kéier misst sech Gedanke maachen, wéi een deem kéint entgéintwierken.

Wéi gesot, wat mer méi fréi ufänken, wat et besser wier, an dofir musse mer eis eiser Meenung no Gedanke maachen, fir dat alles an dem Schoulsport nei ze organiséieren. De Schoulsport ass och den Ufank vun der Beweegung an duerfir muss dëse geziilt opgebaut ginn. Mir sollte kucken, datt d'Kanner motivéiert sinn, fir méi Sport ze bedreiwen, an dobäi sollt och de Sportskatalog an de Schoule mat méi Méiglechkeeten ausgestatt ginn.

Mee dat bedéngt awer och, datt an all Gemeng, ob grouss oder kleng, déi néideg Sportinfrastrukture mussen do sinn. Besonnesch fir kleng Gemengen ass dat, finanziell gesinn, eng grouss Erausfuerderung. Hei misste mer als Staat kucken, dëse Gemengen eng Hëllefsstellung ze ginn, fir deem entgéintzewierken. Dës Offert muss och hei verbessert ginn.

Do derbäi sollt och kee Kand aus der Grondschoul erauskommen, dat net schwamme kann oder schwamme geléiert huet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Zum Beispill, et si Schoulen, wou se elo duerch d'Iwwerschwemmungen hu missen d'Schwämm zoumaachen – zu Iechternach, wann ech et gutt an Erënnerung hunn. Elo mussen déi Kanner, wa se an d'Nopeschgemenge ginn, op Jonglënster fueren. Dat ass jo net grad op der Hausdier. Ech mengen, do muss een … Duerfir kann elo keen, do wëll ech och kengem e Reproche maachen, mee och dat soll emol hei gesot ginn!

An do gesäit een, wéi fragill et ass an eenzelne Gemengen, wann déi eng oder aner Struktur ausfält. Ech denken, a menger Gemeng …, eis Nopeschgemeng muss hir Schwämm frëschmaachen an dat dauert dann, e Joer komme se da bei eis an da gi se bei eis dann, wann ech esou däerf soen, eragequëtscht, fir datt mer nëmme kënnen hëllefen, wou et nëmme geet. Och dat ass ze beluewegen.

Duerch de Covid hu vill Leit fir eng gutt Zäit net kënnen hire Sport ausüben. Eng europäesch Etüd weist, datt zu Lëtzebuerg wärend der Pandemie 42 % manner Leit Sport gemaach hu wéi virun der Pandemie, an 13 % hu wärend dëser Zäit komplett mam Sport opgehalen. D'Konsequenze vun der Pandemie gi bei ville Leit also net just op d'Käschte vun der mentaler Gesondheet, mee och op d'Käschte vun der kierperlecher Gesondheet.

Da kéime mer eriwwer bei d'Veräiner. An de Veräiner gi vill onbezuelte Stonnen a fräiwelleger Aarbecht verriicht. D'Veräiner bilden allgemeng gesinn d'Réckgrat vun eiser Gesellschaft an déi mussen all Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen. D'Tatsaach ass awer leider esou, datt sech ëmmer manner Leit fannen, déi aktiv an esou Veräiner matmaache wëllen. Do misste mer kucken, Initiativen ze starten, fir d'Veräiner méi attraktiv ze maachen.

Fréier war et och esou, datt professionell oder Héichleeschtungssportler e gudden Deel vun hirem Training an d'Ausland hu musse verleeën, well eis déi néideg Infrastrukture gefeelt hunn. Dat ass haut erfreelecherweis net méi grad esou a verbessert, dat muss een och soen. Et feelt zwar nach déi eng oder aner sportlech Infrastruktur wéi zum Beispill de Klammsport oder bei der Liichtathleetik.

Do hätt ech eng Nofro: Sengerzäit ass de Fussballstadion jo verlagert gi vun der Areler Strooss op d'Cloche d'Or an do ass d'Liichtathleetikbunn, d'Lafbunn, erausgeholl ginn an do gouf gesot, déi kréich e sonnere Ressort op enger anerer Plaz. Do wollt ech nofroen: Ass dat nach esou? A wat leeft do? Oder wéi ass dat do neierdéngs gereegelt ginn?

Als klengt Land, wat awer dacks wichteg international Sportevenementer ubitt, ass et och wichteg, datt mer eenzel Infrastrukture mat internationalen Normen hunn, duerfir sollte beim Bau vun Infrastrukture schonns bei der Planung déi eenzel Veräiner, wann et op Gemengebasis ass, oder Federatiounen, wann et landeswäit ass, agebonne ginn.

Wa mer keng uerdentlech Basis hunn, da féiert dat derzou, datt vill talentéiert Leit oder Sportler keng Méiglechkeet hunn, hiert Talent auszeüben, an da kann et och net gefërdert ginn.

Gutt Infrastrukture si batter néideg. Dëst ass d'Basis, fir sportlech Aktivitéite kënnen ze sécheren. De Sportsbudget läit laut mengen Informatioune just bei 0,33 % vum Staatsbudget. Eisen nationalen olympesche Kommitee fuerdert do eng Erhéijung bis op 1 %. Den Här Claude Lamberty hat et och ugeschnidden a mir als ADR kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen, dëst ass am Interessi vun de Leit a vum Land! Dat géif eis och erlaben, datt mer eis Infrastrukture kéinten däitlech verbessere respektiv Infrastrukturen opbauen do, wou eis der nach feelen. Mee eis Infrastrukture mussen och esou ausgeluecht ginn, datt et och fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit accessibel ass. Dat ass fir ons och ganz wichteg!

Ee Wuert zum Breedesport, well ouni Breedesport gëtt et och keen Héichleeschtungssport: D'ADR kuckt och op de Breedesport an allen Altersklassen. Dësen ass e wichtege Bestanddeel vun enger gudder Gesondheet an hëlleft besonnesch bei villen Zivilisatiounskrankheeten.

Vun de Crèchen iwwert de Precoce an d'Grondschoul bis hin zu de Lycéeë mussen adequat Programmer ugebuede ginn, déi de Kanner, Schüler an dem Alter ugepasst sinn. Personal, Educateuren an Enseignantë mussen iwwert déi néideg Formatioune verfügen, fir allgemeng Sport a Beweegung kënnen unzebidden, an et muss een och vun der Primärschoul u kënnen op spezialiséiert Personal wéi Sportseducateuren, Turnproffen, Schwammmeeschteren an esou weider zréckgräifen.

All Lycée misst onser Meenung no och iwwert déi néideg Infrastrukture verfügen, fir de Sport souwuel an enger Hal wéi och dobausse kënnen unzebidden an och auszeüben.

D'Kanner an der Schoul sollen och am Kader vun der nonformaler Bildung wéi zum Beispill der Maison Relais oder der Vakanzenaktivitéit mat méiglechst ville Sportaarten a Kontakt kommen an opgebaut ginn.

Nach e Wuert zum Héichleeschtungssport: D'Lëtzebuerger Héichleeschtungssportler droe vill zum Numm vu Lëtzebuerg am Ausland bäi. Zu enger adequater Förderung vum Lëtzebuerger Sport op héijem Niveau gehéiere fir d'ADR an éischter Linn déi néideg Ënnerstëtzung am Sportlycée, den Zenter vun héije Performancen an der Coque an d'Weiderféierung vun der Sportssektioun an der Arméi.

Mir soen och, datt mer keng zwou Elittesektioune brauchen. Mir hunn eng Arméi a mir denken net, datt mer missten nach eng zivill Sportssektioun, Elittesportssektioun, opbauen. Dat géif eis, menger Meenung no, duebelgleiseg fuere loossen. Et wier besser, mer géifen eis op eng Saach, menger Meenung no oder onser Meenung no, konzentréieren.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Nieft dem Elittekader soll och de Promotiounskader esou ausgebaut ginn, datt de sportlechen Nowuess esou fréi wéi méiglech ënnerstëtzt gëtt. Hei mécht de COSL eng ganz gutt Aarbecht, déi mer begréissen.

An erfreelecherweis ginn och hei d'Paralympics net vergiess. Ech denken do ëmmer un eis Kanner vum Nopeschduerf, vum Éislek heiheem, vu Lëllgen, wann déi dann op eng Olympiad do ginn a se komme mat Goldmedailen oder Sëlwermedailen oder Bronzemedailen erëm, da sinn déi net méi wéi houfreg, fir déi de Leit aus der Gemeng ze weisen, an da misst een emol hir freedeg Gesiichter gesinn!

Mee all dat verlaangt, datt mer nieft dem Invest a Sportinfrastrukturen och Geld an d'Förderung vun Traineren investéieren. Dës Offert misst regional ugebuede ginn. Am Fussball war se an der Zäit an der Stad, elo ass se scho méi regional gemaach ginn. Well ech aus dem Fussballberäich kommen, weess ech et do relativ gutt. Dat ass och schonn …, mee déi aner Sportaarte weess ech net. Mee ech weess, wa bei eis Trainere gesicht ginn, da war dat ëmmer eng Erausfuerderung.

Trainere wieren nach vläicht ze fanne gewiescht, mee wann een dann en Diplom hannendru muss maachen, da gouf gesot: „Du muss esou vill Stonnen duer an duer rennen“, op Ettelbréck oder hei oder do. Da waren der vill net méi begeeschtert vun der ganzer Geschicht. Duerfir misst een och do vläicht ëmdenken a méi regional Offerte bréngen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Engelen, Dir misst elo zum Schluss kommen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ou, pardon, Här President! Dat hat ech net matkritt.

(Hilarité)

Déi ganz Saach vun der Infrastruktur ass eng gutt Saach, mee mir mussen et do fäerdegbréngen, dat Ganzt mat Liewen ze fëllen, well wa mer déi ganz Infrastrukturen esou stoen hunn a mir hu kee Liewen do dran, da bréngt et och näischt. Ech mengen, duerfir musse mer am Benevolat ganz sécher nach eng Hand upaken, well do geet et gewalteg hannerzeg!

A well den Här President mech ënnerbrach huet, datt ech elo muss ophalen, géif ech Iech Merci soe fir Äert Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Engelen.

(Interruptions et hilarité)

An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert a soss keen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci fir d'Prezisioun. Här President, fir d'éischt dem Claude Lamberty e grousse Merci fir dës interessant Interpellatioun.

Jo, Sport a physesch Aktivitéite beliewen eis Gesellschaft, mee se beliewen awer och sécherlech all Eenzelnen. Se schafe Solidaritéit, se hëllefen de Leit bei hirer Entfalung. Se stäerken d'Kooperatioun, déi géigesäiteg Hëllef, jo, se schafe sozial Verbindungen tëscht de Leit, déi zesumme Sport dreiwen, respektiv deene ville Benevollen, déi alldeeglech derbäi hëllefen, dass sportlech Aktivitéite kënne stattfannen, an dat onofhängeg vu sozialen a kulturellen Originnen. Och dat ass scho gesot ginn.

Wann iwwert d'Virdeeler oder de Sënn vum Sport dreiwe geschwat gëtt, da gëtt meeschtens fir d'éischt un d'Gesondheet geduecht. An et ass och natierlech net ze bestreiden, dass kierperlech Betätegung gutt ass fir de Kierper an de Geescht, mee mir wëllen eis awer net eleng op dee Volet beschränken. A menger Ried wäert ech an éischter Linn op de Fräizäitsport agoen, d'Beweegung aus gesondheetleche Grënn oder einfach well et Spaass mécht, ouni ausgeprägte kompetitive Charakter.

Virun dräi Joer ongeféier huet de Sportsministère an Zesummenaarbecht mat de Sportsstrukturen eng Strategie fir de Sport presentéiert ënnert dem Titel „Lëtzebuerg lieft Sport". Mir sinn eis bewosst, dass dës Strategie zu engem denkbar ongënschtege Moment erauskoum, well d'Pandemie een, zwee Joer duerno vill Sportaktivitéiten dobannen an och an der Ekipp onméiglech gemaach huet. Gläichzäiteg war et awer och eng Zäit, wou d'Leit verstäerkt op de Vëlo geklomme sinn oder och ze Fouss gaange sinn. Vill Leit haten op eemol eppes ganz Wichteges zur Verfügung: Zäit! Op dës Zäit kommen ech duerno nach eemol zréck.

Insgesamt kritt een den Androck, wann een déi lescht Jore Revue passéiere léisst, dass an der Sportspolitick zwar duerchaus Initiativen annoncéiert an ugestouss gi sinn, mee dass d'Ëmsetzung hannendrun dann awer oft e wéineg schleeft an och Froen opwerft.

E wichtegt Element vun der Ëmsetzung vun der Strategie ass natierlech d'Offer vun de passende Formatiounen an d'Ausbildung vun den Traineren an Trainerinnen. Mat dem Gesetzesprojet 8090 soll dës Reform an d'Ëmwandlung vum ENEPS an den INAPS dann elo ëmgesat ginn, mat der Zilsetzung, och verstäerkt op d'Förderung vu reegelméissege physeschen Aktivitéite fir déi breet Bevëlkerung a besonnesch bei de Kanner ze setzen.

Dës Zilsetzung hale mir natierlech fir sënnvoll, mir ginn awer ze bedenken, dass ganz vill aner Entwécklungen an eiser Gesellschaft zu engem Manktum u Beweegung, enger ongesonder Ernärung – an doraus entsteet dann och Iwwergewiicht an aner gesondheetlech Problemer – féieren.

Et ass jo kloer beluecht, dass sozial Krittären e maassgeeblechen Afloss op d'sportlech Aktivitéit an d'Ernärung an domat och d'Leeschtungsverméigen an d'sozial Integratioun vu Kanner an och Erwuessenen hunn. Fir et op de Punkt ze bréngen: Et kann een dervunner ausgoen, dass Kanner aus engem Elterenhaus mat méi héijem Bildungsniveau an Akommes méi a Sportsveräiner vertruede sinn a meeschtens aner Iessgewunnechte mat op de Wee kréie wéi Kanner aus soziokulturell an ekonomesch méi schwaache Familljen.

D'Sportsstrategie vum Sportsministère ernimmt dës Problematik awer net a geet eigentlech dervunner aus, dass Sport quasi mechanesch bedriwwe gëtt, esou schreiwe se op der Säit 15, wa „good people" mat „good programs" op „good places" zesummestoussen – dat ass fir eis e wéineg vereinfacht duergestallt.

Fir dergéint virzegoen, si verschidde Konzepter vun der Regierung sécherlech interessant. An deene Milieuen an der Gesellschaft, an deenen de Sport manner wichteg ass respektiv wou déi grad genannte Krittäre spillen, déi ausschléissend kënne sinn, ass d'Hürd, fir de Sport am Veräin ze maachen, sécherlech méi héich. An derbäi kënnt, dass vill jonk Leit haut punktuell Aktivitéite ganz verschiddener Natur léiwer hu wéi en Engagement an engem Veräin, wat jo plus ou moins ëmmer dat selwecht ass. An och net all Kand huet e Sportsklub no bei sech an net all Kand ka vun engem Elterendeel op den Training bruecht an ofgeholl ginn. A vläicht gëtt et och nach Sproochebarriären an esou virun. Vill Barriäre gëtt et also och.

An deem Kontext ass d'Approche, fir kierperlech Aktivitéit spilleresch an am beschten dobaussen an de schouleschen Alldag ze integréieren, sécherlech net verkéiert. Déi verschidde Programmer wéi de „Clever Move" an de Grondschoulen oder och de Sport an de Maison-relaisen si gutt Pisten.

Mee wéi eis et schéngt, ass d'praktesch Ëmsetzung dovunner um Terrain awer just en isoléierte Phenomeen. Beim „Clever Move" an de Schoule fält och op, dass praktesch guer keng Schoule matmaachen an de Stied vum Land, och sechs Joer nom Lancement net. D'Stad Lëtzebuerg, Esch, Déifferdeng, Ettelbréck an esou weider bidden also näischt esou un, esou schéngt et. An do froe mir eis, wéi d'zilféierend dann dat ass an awéifern dat och mat der Infrastruktur op der Plaz ze dinn huet.

Als Beispill: E Manktum u Plaz, engem grousse Schoulhaff oder anere Sportsinfrastrukturen, déi net séier an adaptéiert genuch ausgebaut ginn, dat ass an de séier wuessende Stied e Problem vun de Schoulen, wouduerch se och keng esou gutt Offer am Sportsberäich kënnen ubidden. De Manktum u physescher Aktivitéit ass leider ganz oft also d'Konsequenz vu feelender an net adaptéierter Infrastruktur. An do ass och de Manktum u Schwämmen ze nennen, deen derzou féiert, dass d'Kanner an de Primärschoulen dacks nëmmen all zweet Woch kënne schwamme goen, an dat féiert erëm dozou, dass déi Kanner, déi net d'Chance hunn, vun doheem aus Elteren ze hunn, déi mat hinne schwamme ginn oder déi d'Gewunnecht hunn, schwammen ze goen, dacks bis wäit an d'Kandheet eran net kënne schwammen.

Insgesamt froe mir eis hei, ob dës Sportsprogrammer, déi sech jo och u Sportmuffele bei de Kanner adresséieren, dem gudde Wëlle vun der Gemeng oder dem Personal an engem Schoulgebai kënnen iwwerlooss ginn an ob net de Staat u sech méi Virgabe misst ginn.

Här President, en anert Beispill fir déi hallef Projeten, déi vum Sportsministère ausginn, ass de Sportskoordinator an de Gemengen. Nëmmen eng hallef Dose Gemengen, esou schéngt et, hunn esou e Koordinator agestallt, dat awer dräi Joer no der Schafung vun dësem Profill.

Natierlech muss ee soen, dass d'Pandemie do dertëschtkoum. Do muss d'Fro awer erlaabt sinn, ob d'Iddi vun deem Coordinateur sportif mam Terrain an der Gemeng ofgekläert ass an als sënnvoll agestuuft gouf, besonnesch och well de Ministère jo e groussen Deel vun de Personalkäschten iwwerhélt.

D'Iddi u sech fanne mir net verkéiert, mee stellen awer d'Fro, ob d'Postebeschreiwung vun deem Coordinateur sportif net ze kuerz gräift. Si huet éischter eng Gestionnairesnues a manner eng proaktiv Ausriichtung, vun där Impulser an nei Konzepter kéinte geschafe ginn.

D'Zilsetzung vun der nationaler Strategie ass et jo, sportlech Aktivitéit esou wäit wéi méiglech fir jiddwereen einfach zougänglech ze maachen, de Sport eigentlech maximal ze demokratiséieren an an den Alldag mat anzebetten. Dat ass eng strukturell Aufgab.

D'Gemenge sinn op deem Niveau effektiv wichteg Acteuren, well se jo och fir d'Infrastrukturen an d'Quartiersgestaltung verantwortlech sinn. Dat geet iwwer sécher Weeër a Vëlospisten iwwert an d'Duerf oder d'Stad integréiert Infrastruktur, déi spilleresch zu Beweegung aluet, Sportplazen, déi och fräi genotzt kënne ginn, d'Berécksichtegung vun dësen Aspekter bei PAPen an esou virun.

Eis schéngt et wichteg, dass all dës Elementer an der urbanistescher Planung matzebetruechte sinn. D'Zil muss et jo sinn, dass den ëffentleche Raum zu der Beweegung dobaussen aluet. Oft ass et zu Lëtzebuerg genee de Géigendeel, wat de Fall ass, an dat aus méi Grënn, virewech natierlech d'Dominanz vum motoriséierte Verkéier op eise Stroossen, déi vill aner Aktivitéiten einfach ewechverdrängt.

Ech kann temoignéiere vun deem Quartier, wou ech wunnen, zu Bouneweg, dass een do reegelrecht an Ofgasen ënnergeet an dass dat definitiv net favoriséiert weeder fir mam Vëlo ze fueren, well een da reegelrecht am Stau an an den Ofgase steet, nach fir iwwerhaapt lafen ze goen zum Beispill, well een sech dann déi Ofgase natierlech nach méi déif an d'Longen eranzitt. Mir maachen et awer. Ech weess, dass mäi Kolleeg, de François Benoy, et och ganz vill mécht. Mee, wéi gesot, verschidde Stroosse sinn definitiv ze evitéieren.

Besonnesch wichteg ass eis, dass Fläche fir fräit Spillen, déi vun allméigleche Leit fir physesch Aktivitéiten a Spill kënne genotzt ginn, reservéiert ginn, ouni dass se op eng Sportaart ageengt ginn. Déi dediéiert Sportsinfrastrukture sinn natierlech immens wichteg, mee wéi ech virdru scho gesot hunn, gëtt et och Sportsmuffelen ënnert de Jonken, déi Sport a Beweegung zwar gär hunn, mee dat manner institutionell maache wëllen. Déi Fräiräim mussen also an eisen Aen och ënnerstëtzt a geschützt ginn.

Här President, um Enn ginn ech nach gären op de Benevolat an, ouni deen d'Sportsfederatiounen an d'Veräiner net existéiere kéinten. E Gesetzesprojet ass jo aktuell an der Prozedur, fir ënner anerem de Congé sportif nei ze reegelen.

Prinzipiell fanne mir dat ganz richteg, dass Benevoller am Sport, mee och an anere Beräicher natierlech d'Méiglechkeet sollen hunn, vun esou engem Congé ze profitéieren, fir hirem Engagement natierlech anstänneg kënnen nozegoen. Mee fir eis muss déi Fro méi grouss opgemaach ginn.

De Benevolat gesi mir als produktiv Aarbecht, déi sozial, kulturell, ekologesch, integrativ wierkt, méi Wäerter schaaft, déi awer net mat Geld ze bezuele sinn. An et soll een et och net a Geldwäerter ausdrécken. Dat ass eng Form vu Careaarbecht an eisen Aen.

De Benevolat erfuerdert Zäit. A wéi ech ugangs gesot hunn, hunn déi mannste Leit genuch Zäit. Dofir ass dat hei e weidert Beispill dofir, dat an déi ganz laang Lëscht vu Grënn fir eng Aarbechtszäitverkierzung, fir déi mir scho ganz laang hei plädéieren, muss geschriwwe ginn. Een Dag d'Woch manner ze schaffen oder en hallwen Dag d'Woch esouguer scho manner ze schaffen, bedeit, dass d'Leit vill méi Zäit hunn u sech, fir engem Benevolat nozegoen, sech ze ressourcéieren an an den Déngscht och vun enger sënnvoller Cause ze setzen. Fir all Mënsch géif dëst eng Zäit schafen, fir sech sportlech ze betätegen, eppes, wat mat enger 40-Stonne-Woch net ëmmer esou gutt méiglech ass.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Op d'Virdeeler vun esou enger Entwécklung fir eis Gesellschaft a fir den Eenzelnen an och fir d'ëffentlech

Gesondheet, mengen ech, muss ech hei net nach weider agoen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt ëmmer gesot, datt Sport wichteg fir Kierper a Geescht ass. An dat stëmmt och: Sport ass immens wichteg. Leider si sech Experten och doran eens, datt vill Leit net genuch Sport maache respektiv sech vill ze wéineg beweegen. Dat betrëfft Erwuessener genee esou wéi Kanner. Dobäi ass de Sport och fir Kanner ganz wichteg.

Et geet awer net duer, ëmmer nees ze widderhuelen, wéi wichteg Sport ass, fir datt d'Biergerinnen a Bierger hei am Land méi Sport maachen. Do ass och d'Politick gefrot! An, nee, ech froen elo net, datt mer d'Plenièren an Zukunft am Lafe ronderëm d'Stad ofhale sollten – bien que: Och mir kéinten heiansdo méi Beweegung verdroen!

Mir sinn net nëmme gefrot, wann et dorëms geet, fir datt d'Biergerinnen an d'Bierger generell méi Sport maachen, mee mir sinn och gefrot, wann et ëm déi Leit geet, déi sech scho sportlech op verschiddenen Niveaue betätegen. Well mir hunn a ville Sportaarte schonn eng grouss Unzuel u Veräiner, zum Beispill an den traditionelle Ballsportaarte vum Fussball, Basket, Volleyball an Handball, mee och a ganz villen anere Sportaarten, déi manner eppes mat „Werfen und Fangen" ze dinn hunn.

Mir mussen de Veräiner derbäi hëllefen, hir Offer méi bekannt ze maachen. Grouss Veräiner zum Beispill am Fussball oder am Basket sinn opgrond vun hire Matcher an awer och hire Resultater dobausse méi bekannt. Bei anere Sportaarten, dat wësse mer alleguerten, ass dat net esou.

Et gëtt ganz vill verschidde flott Sportaarten hei am Land, mee eng ganz Rei vun dëse Veräiner, déi déi ausféieren, sinn net ëmmer bekannt. An et gëtt Initiative wéi d'COSL-Spillfest, déi immens wichteg sinn, fir d'Sportaarte kennen ze léieren, mee leider net ëmmer duerginn, fir datt déi Sportaarten sech dann och wierklech am Kapp vun de Leit verankeren. Grad nei oder méi kleng Verbänn hunn dann och dacks Problemer, fir dobausse bekannt ze ginn. Et kann ee sech awer just engagéieren, wann ee weess, datt et eppes gëtt.

Bei manner bekannte Sportaarte gëtt dacks just an de Medien doriwwer bericht, wann e Sportler oder eng Sportlerin bei enger Kompetitioun – an heefeg dann enger internationaler Kompetitioun – eng ganz gutt bis exzellent Performance erbruecht huet, an ech maachen hinnen do kee Virworf, mee firwat gëtt et zum Beispill kee grousse Regëster oder kee méi aktive Push, fir och mat de Medien zesummen eis méi kleng Sportaarte bekannt ze maachen, wäit iwwert d'Live-Arena vun engem grousse semi-ëffentlechrechtlechen Tëleessender eraus?

Mir mussen dann och méiglechst fréi ufänken ze kucken, méi Kanner fir de Sport ze begeeschteren, an dat genderneutral, well ee soss gutt d'Hallschent vun de Leit vu verschiddene Sportaarten ausschléisst. Si solle gesinn, wéi vill Spaass et ka maachen, sech an engem Sportveräin ze engagéieren – a wann ech soen „engagéieren an engem Sportveräin", da mengen ech domadder natierlech och, datt een dat muss ënnert engem Daach kënne maachen an enger entspriechender Infrastruktur; dorënner falen Terrainen, Halen, Piscinnen a méi, jo, och e Vëlodrom oder eng Beachvolleyballhal, déi haut och schonn ugeschwat goufen.

An et ass eng ganz gutt Iddi, datt mer an d'Infrastrukturen investéieren. Mir musse just oppassen, datt mer eis bei de Präisser dann och ferm un dat halen, wat mer eis als Wäert ginn, datt mer oppassen, keng allze grouss Depassementer ze kréien, datt et plangbar bleift an datt mer net herno enger Sportaart eppes bauen op d'Käschte vun där anerer.

Nëmme wa gutt Infrastrukturen zur Verfügung stinn, kann och Sport op guddem Niveau gemaach ginn. Dowéinst musse mer derfir suergen, datt de Staat, dat ass wichteg, zesumme mat de Gemenge Verantwortung iwwerhëlt.

Wichteg sinn awer net nëmmen d'Infrastrukture fir d'Sportveräiner an de Breedesport insgesamt, mee och d'Elittesportler. A Lëtzebuerg huet eng ganz Rei Elittesportler. Wann een driwwer nodenkt, falen engem ëmmer direkt zwee, dräi Nimm an – d'Lëscht vum COSL ass awer vill, vill méi laang –, déi op internationale Kompetitiounen ëmmer nees ganz gutt Resultater bréngen. Och si mussen natierlech esou vill wéi méiglech gefërdert an ënnerstëtzt ginn.

An do ass dann awer e klenge Couac nach ëmmer dran, datt et haut, wann een net direkt vu senger Sportaart liewe kann an awer soll ënnerstëtzt gi vum Staat, fir Elittesportler ze sinn, nach ëmmer heescht: als Fräiwëllege bei der Arméi mellen, fir an d'SSEA, d'Section de sports d'élite de l'armée, ze kommen. Dat fanne mer net ideal!

Mir wëllen eng Trennung tëscht der Arméi an dem Sport, well et fir eis net kloer ass, firwat ee sech onbedéngt als Zaldot muss verflichten an en Eed ofleeë muss, nëmme well een op héich professionellem Niveau wëll Sport maachen. Dëst sollt och an engem zivile Kader méiglech sinn an ech weess, datt dat och schonn e puermol annoncéiert gouf, an ech freeë mech schonn drop, d'Erklärungen ze kréien, firwat dat anscheinend nach net do ass an och nach net fir haut oder fir muer wier!

A jo, wa mer vun Elittesport schwätzen, schwätze mer vun High Performance. A vun High Performance geet et dann direkt eriwwer bei den LIHPS, de Luxembourg Institute for High Performance in Sports. Et ass gutt, datt d'Sportlerinnen an d'Sportler, déi u Kompetitiounen op engem héijen Niveau deelhuelen, hei entspriechend encadréiert ginn. Nëmme mat deem richtegen Encadrement sinn nämlech laangfristeg gutt sportlech Resultater méiglech.

An ech mengen, den Encadrement, also grad am LIHPS ..., ech war dee schonns e puermol kucken an ech sinn ëmmer erëm begeeschtert, mat wat fir enger héijer Technicitéit och do de Sport u sech gepusht gëtt, eppes, mengen ech, wou mer eis wierklech no vir katapultéiert hunn, eppes, vun deem Lëtzebuerg virun 10, 15 Joer nëmme gedreemt hätt. An haut hu mer et! An ech mengen, datt et dofir och ganz wichteg ass, datt mer weiderhin doran investéieren.

Wann ech awer och vum Encadrement schwätzen ..., an och dat huet de Claude Lamberty, deem ech iwwregens nach Merci wollt soe fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun, schonn ugeschwat, dat ass de Congé sportif, ee vun deene 27 Congéen, déi et hei am Land gëtt.

De Congé sportif gëtt enger Rei Sportlerinnen a Sportler d'Méiglechkeet, fir méi einfach nieft hirer normaler Aarbecht och u grousse Sportskompetitiounen deelzehuelen. An eng ganz Rei Leit profitéieren dovunner.

An da gëtt et natierlech och de Congé sportif fir d'Encadranten. An ech hu virdru vum Encadrement geschwat. Et ass wichteg, datt eeben och grad Leit, déi de Sport encadréieren – eis Benevoller –, kënne profitéieren, fir derbäi ze sinn, well et ass jo net nëmmen de Sportler, dee wichteg ass, fir datt Sport stattfënnt, mee et geet och ëm d'Traineren, et geet och ëm d'Arbitteren. A wann déi net dovunner profitéieren, dann hu mer forcement e Problem.

Et kéint een de Congé sportif awer sécherlech nach reforméieren. An ech weess, datt och dat ugeduecht ass.

An zum Schluss – ech hunn et elo schonn ugedeit – wëll ech op d'Situatioun vun de Benevoller agoen. Entschëllegt, et ass e bëssen Telegrammstil haut, mee bei esou engem vasten Theema an zéng Minutten derduerchzegoen ...

(Interruption)

Hätt ech et ugefrot, dann hätt ech der 30 gehat. An, ech mengen, souguer dem Claude Lamberty sinn um Enn d'Minutten e bësse fortgelaf. Dofir erlaabt mer, nach ganz kuerz op d'Benevoller anzegoen.

Ouni Benevoller ass d'Veräinsliewen net méiglech. Bon, dat hätt ech elo och an enger Interpellatioun iwwert d'Musek oder iwwert d'Kultur kënne soen. Et ass awer dofir net manner wouer.

Vill Veräiner hunn ëmmer méi Problemer, fir nach Benevoller ze fannen. Iwwerall ginn der gesicht, dacks awer keng oder net méi genuch fonnt. An och do si mir als Politicker gefrot, fir de Veräiner oder de Verbänn ënnert d'Äerm ze gräifen. Duerch méi flexibel Aarbechtszäiten a -modeller géife mer et erméiglechen, fir datt méi Biergerinnen a Bierger och d'Zäit an d'Chance hätten, sech an engem Veräin ze engagéieren – Stéchwuert „Work-Life-Balance", well d'Veräinsliewen ass en Deel vun enger gudder Work-Life-Balance!

Vill Leit sinn haut scho voll ausgelaascht mat hirer Aarbecht an hirem Familljeliewen an hu weeder d'Zäit nach d'Energie, sech dann och nach anerwäerts ze engagéieren. Eng weider Méiglechkeet wier– an dat hate mer schonn an eisem leschte Walprogramm stoen – eng speziell Kaart fir d'Benevoller, mat där si eng Rei vu Virdeeler wéi zum Beispill Remisë bei Entréeën a Muséeë géife kréien.

Ech géif jo elo soe „gratis ëffentlechen Transport", dat ass et nämlech eng Kéier ginn. Et gouf eng zäitlaang eng Kaart, mat där Benevoller am Sport konnte gratis den ëffentlechen Transport benotzen. Bon, vu datt den ëffentlechen Transport elo ouni Ticket fonctionéiert, huet déi Kaart e bëssen hire Sënn verluer. A mir géifen eis wënschen, dass mer erëm esou eng Initiativ kéinten opleeën an déi nach eng Kéier kéinten ausbauen.

Domat géif nämlech hiren Asaz indirekt belount a valoriséiert ginn. An et geet net drëm, e Benevollen ze bezuelen. Et geet drëm, engem Benevollen e bësse méi wéi d'Fläsch Cremant ze ginn, déi de Georges Mischo virdrun erwäänt huet. Et geet drëm, him och iwwert d'ganzt Joer Reconnaissance ze weisen.

An dann och nach e puer Wuert zum Parasport, well och deen dierf op kee Fall vergiess ginn. De Sport ass fir Mënsche mat enger Behënnerung nämlech genausou wichteg wéi fir Leit ouni Behënnerung. Mir mussen de Parasport dofir net nëmme finanziell nach méi stäerken, mee mir mussen eis och derfir asetzen, datt och am Parasport d'Offer méi grouss gëtt. Well och do gëtt et ganz vill Sportaarte respektiv Variante vu Sportaarten, déi kéinten exerzéiert ginn, déi hei zu Lëtzebuerg zum Deel einfach nach net bekannt sinn.

Gläichzäiteg géife mer verschidde Virurteeler aus der Welt schafen, well vill Leit nach ëmmer der Meenung sinn, datt Persoune mat engem Handicap sech net

sportlech betätege kënnen oder datt dat eppes Exklusives wär fir Leit mat engem Handicap. Mee et gëtt Sportaarten, déi inklusiv sinn, wou Persounen ouni Handicap a Persoune mat Handicap zesummen déi nämmlecht Sportaart kënnen exerzéieren. Domadder géife mer e grousse Bäitrag zur Inklusioun leeschten.

An domadder si meng zéng Minutte leider och schonn um Enn. Ech hätt nach mindestens fir fënnef Minutte weider eppes ze soe gehat. Mee ech soen Iech op alle Fall Merci an ech freeë mech drop, wa mer an deenen zwee Dossieren – Congé sportif a bei den Elittesportler – awer géife weiderkommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sportsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem honorabelen Deputéierte Claude Lamberty fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun. Merci och alleguerten de Riedner, déi haut hei d'Wuert geholl hunn. Et ass e ganz wichtege Sujet an ech sinn och frou, dass mer dee kënnen hei an der Chamber thematiséieren.

Déi rezent Covidpandemie huet eis wierklech gewisen, datt de Sport an d'Beweegung net nëmme fir déi kierperlech Gesondheet vun Notze sinn, mee och fir dat mentaalt Wuelbefannen. Och wann een et virdru scho wousst, ass et eis do nach eng Kéier kloer gewise ginn.

Leider huet eis Gesellschaft sech allgemeng esou entwéckelt, datt sech ëmmer manner beweegt gëtt. Déi intuitiv Beweegung, déi normal Beweegung, déi am Alldag gemaach gëtt, geet zréck duerch d'Industrialiséierung, duerch d'Robotiséierung, duerch d'Motoriséierung an duerch d'Digitaliséierung.

Wa viru 50 Joer den Autonormalverbraucher nach 10 Kilometer den Dag zu Fouss gaangen ass, esou sinn et haut nach just 700 Meter – dat ass eng Katastroph! –, enger rezenter Studie no, déi mer virgestallt kruten an der Eecher Klinick.

De Beweegungsmangel kann een also wierklech als Epidemie vum 21. Joerhonnert bezeechnen. De Beweegungsmangel wäert d'Regierungen zukünfteg méi kaschten, wéi si am Moment an de Sport investéieren. A laut Weltgesondheetsorganisatioun belafe sech déi järlech Käschte vun engem inaktive Liewensstil op 27,4 Milliarden Dollar! A bis 2030 gi sech 500 Milliounen nei Krankheetsfäll, souwuel op mentaler wéi och op physescher Eebene, erwaart. Beweegungsmangel ass d'Epidemie vum 21. Joerhonnert! An als Ministère, als Regierung an als Sportswelt si mir zerguttstert gefuerdert, fir do dergéint virzegoen!

D'Wichtegkeet vum Sport an der Beweegung ass mëttlerweil och onëmstridden. De Spektrum vum Sport ass ganz breet gefächert. A Sport ze maachen ass, sou wéi et am Sportsgesetz vun 2005 verankert ass, e Recht fir jiddereen, jo, an, do ginn ech dem Här Clement vollkomme Recht, och fir Leit, déi eng kierperlech Behënnerung hunn, och eng geeschtlech Behënnerung hunn. Dofir kann een nëmmen de Leit vun de Paralympics a vun de Special Olympics en décke Merci soe fir hiren Engagement, dee se maachen, fir eeben och méi inklusiv ze sinn! An ech kommen nach eng Kéier op d'Inklusioun zréck.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Sport ze maachen an a Beweegung ze bleiwen, dréit derzou bäi, datt eis Bevëlkerung méi laang gesond, méi laang fit an och méi aktiv bleift, also eppes, wat net nëmme jiddwer Eenzelnem zegutt ënnt, mee wat och eiser Ekonomie, wat eisem Gesondheetssystem an och eiser ganzer Gesellschaft zeguttkënnt.

Dir Dammen an Dir Hären, virun zwee Joer huet mäi Virgänger, den Dan Kersch, zesumme mat der ENEPS an och mat eisem Partner, dem COSL, d'Konzept „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" lancéiert. Bon, de Moment, ass gesot ginn, war schlecht gewielt. Mee et konnt ee jo net wëssen, datt eng Pandemie e Stréch duerch dat ganzt Konzept do géif zéien. An awer war d'Iddi vun Konzept absolutt richteg!

„LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport" steet fir en zolidd Fundament vun der Förderung vum Sport a vun der Beweegung an der ganzer Gesellschaft. D'Konzept illustréiert déi verschidde Phase vun engem sportleche Liewen a setzt dobäi déi ganzheetlech Entwécklung vum Sport, vum Athleet a vum Beweegungsaktiven an den Zentrum.

Fir eis gëllt also, dës Philosophie mam Leitmotiv „Lëtzebuerg lieft Sport" an all senge Facetten op den Terrain ze bréngen an och wierklech ze liewen. Schliisslech geet d'Bedeitung vum Sport a vun der Beweegung fir d'Allgemengheet wäit iwwert déi reng kierperlech Aktivitéit eraus, well si huet Schnëttstelle mat ganz aneren Theeme wéi zum Beispill mat der Bildung, mat der Kandheet a mat der Jugend, mat de Senioren, mat der Fräizäit, mat der Integratioun, mat der Inklusioun an och mat der Gesondheet.

An dofir ginn ech der Madamm Oberweis och Recht: Et geet wäit iwwert d'Gesondheet eraus. Et ass vill méi – vill méi! – grouss wéi nëmmen de gesondheetleche Aspekt! De Sport schléit Brécken tëschent Mënsche vun ënnerschiddlecher sozialer a kultureller Hierkonft an hëlleft, Virurteeler ofzebauen, hëlleft, Minoritéiten ze integréieren, an hëlleft och, Wäerter ze vermëttelen. Jo, et ass hei gesot ginn: Verléieren am Sport ass en extreem wichtege Wäert, deen een do léiert. An dofir …

Une voix | An der Politick och.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | An der Politick, jo, an der Politick och, dat ass richteg.

An dofir ass hei och eng Kollaboratioun mat all de Ministèrë gefrot. An dofir sinn och eng Rei vu Froen, déi ech hei elo gestallt kréien, net direkt u mech ze riichten, well se un aner Ministèren ze riichte sinn. Natierlech ass Sport ganz inklusiv an ass och ganz breet gefächert, mee wann et ëm de Schoulsport geet, ass natierlech méi den Educatiounsminister gefrot wéi de Sportsminister. Ech kommen awer herno drop ze schwätzen.

Genausou ass och de Leeschtungs- an Héichleeschtungssport Bestanddeel vun dëser Philosophie. A well mir an de leschte Joren entscheedend Pilieren an Akzenter an dëser Hisiicht gesat hunn, géif ech och gären op déi hei agoen; op den Opbau – et ass gesot ginn – vum Luxembourg Institute for High Performance in Sports, vum LIHPS, mat sengem Centre national de diagnostic, deen iwwregens hei net bis elo, mengen ech, ernimmt gouf, nämlech d'SportFabrik, déi mer esou gedeeft hunn an déi um Enn vum leschte Joer zu Déifferdeng opgemaach huet.

Hei geet et ëm eisen nationale Sportslabo, deen den Diagnostic an déi biomechanesch Analys vun den Athleete mécht an deen e Meilesteen – wierklech e Meilesteen! – an der Förderung vum Héichleeschtungssport zu Lëtzebuerg ass, souwuel an der Preparatioun wéi och an der Reconversioun no enger Verletzung.

Da mécht de LIHPS och d'Gestioun vum High Performance Training & Recovery Center an der Coque, dee mir zënter 2019 hunn. Dëse bitt de Spëtzesportler déi néideg Ramebedingungen, fir beschtens ze trainéieren, un. A pour rappel: Deen éischten Deel vum Projet war de Schwéierpunkt „Training an Diagnostic". An dëst Joer wäert den zweeten Deel an der Coque opgoe mam Schwéierpunkt „Regeneratioun" fir eis Lëtzebuerger Elittesportler. Also d'Aarbechten zum zweeten Deel sinn am Moment amgaangen. A mir hoffen och, datt mer se fir d'Rentrée 2023/2024 dann och kënnen definitiv benotzen an och aweien.

Fir et eise Lëtzebuerger Sportler ze erméiglechen, op internationalem Niveau kompetitiv ze bleiwen – an do muss ee soen, do hu mer extreem gutt Resultater an eis Lëtzebuerger Sportler sinn och do immens gutt Ambassadeure fir eist Lëtzebuerger Land –, musse si natierlech déi selwecht Konditiounen an och Trainingsmethode garantéiert kréie wéi hir auslännesch Kolleegen. A mir si frou, dass mer déi Projeten, déi ech virdrun elo genannt hunn, ëmgesat kruten.

En anere Sujet ass d'Dual Career, wou och virdrun hei driwwer geschwat ginn ass, wou de LIHPS an och de Sportlycée d'Athleeten an hirer Demarche beroden an och ënnerstëtzen, wann et drëms geet, hir Beruffskarriär no der Sportlerkarriär virzebereeden. Dat ass en immens wichtege Sujet an deen ass net ze ënnerschätzen, e gouf och vun enger Rei vun de Virriedner virdrun ugeschwat. An do gëtt et och Strukturen, déi een natierlech nach muss ausbauen. An op den Ausbau kommen ech herno nach ze schwätzen.

Eng Hëllefsstellung fir den Héichleeschtungssportler beim Iwwergang an d'Aarbechtswelt gëtt et natierlech och schonn am Sportsgesetz vun 2005 am Artikel 14.

Net ze vergiessen ass awer och, datt mer säit 25 Joer de Sportszaldot hunn. Als Sportszaldot kritt een eng finanziell a sozial Ofsécherung, soudatt den Héichleeschtungssportler sech quasi vollständeg op de Sport ka konzentréieren. Déi Sportssektioun fonctionéiert exzellent gutt. A mir hunn do och viru Kuerzem de 25. Anniversaire gefeiert. Mir konnten och Temoignagen héiere vun enger Rei vu Sportler, déi do dee Parcours matgemaach hunn. An déi hunn do och alleguer gesot, datt dat eng ganz gutt Saach wär.

Ech hat dunn och wëlles, an ech hunn dat nach ëmmer wëlles, nieft dem Sportszaldot eng Zivillkarriär auszeschaffen an unzebidden. Mee hei muss ech soen, dass déi Thematik méi komplex ass, wéi ech dat vläicht viru 14 Méint, wéi ech als Minister ugefaangen hunn, geduecht hunn. D'Konscht wäert et nämlech sinn, e Modell en place ze setzen, deen änlech interessant ass wéi de Wee an der Sportssektioun vun der Arméi. Mee wann e méi interessant ass, vill méi interessant ass, da riskéiere mer, deen äusserst attraktive Modell vun der Arméi a Gefor ze bréngen.

Une voix | Voilà, richteg!

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Déi eng wëllen deen een an déi aner wëllen deen anere Modell. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass een déi zwee huet, mee dass een net op d'Käschte vun deem enge soll deen anere Modell a Fro stellen.

Dofir hunn ech de Conseil supérieur och mat där Fro befaasst gehat. An deen huet sech och en long et en large mat där Fro do ausenanergesat an huet och e ganzt Konzept, eng immens gutt Aarbecht, do ronderëm gemaach. Mee fir dat alles ëmzesetzen, do brauch een Zäit. An dat huet och Implikatiounen op ganz vill aner Domänen, déi mer elo an där kuerzer Zäit, wou ech elo do sinn, net alleguerte konnten ugoen. Mee dat heescht awer net, datt d'Zivillkarriär vergiess ass!

Fir datt mir och um internationalen Niveau Erfolleg kënnen hunn an déi elo genannte Strukturen och voll

zum Droe komme kënnen, gëtt et en aneren Aspekt, dee fir mech immens wichteg ass, an dat ass den Nowuessleeschtungssport.

An hei hu mer mam Sportlycée eng Struktur, wou an deene leschte Jore vill a gutt geschafft ginn ass a wou mir eis an der Regierung an och mat de Responsabele vun der Gemeng Mamer elo eens sinn – dat ass dann direkt eng Äntwert op d'Fro vum Här Mischo –, dass de Sportlycée dann op deen neie Site vu Mamer wäert kommen. Mir haten eng Reunioun do. De Buergermeeschter vu Mamer sëtzt jo och hei. Dat ass um Lafen. Dat huet säi Wee geholl an dee wäert dann och zu Mamer realiséiert kënne ginn.

Dësen neie Site wäert eng enorm Plus-value fir den Nowuessleeschtungssport, awer och fir de Federatiounssport bedeiten, well dësen neie Site natierlech och iwwert de renge Sportlycéesfonctionnement eraus de Federatioune fir hir Trainingsprogrammer an all den Alterskategorien zur Verfügung gestallt wäert kënne ginn.

Laut senger aktueller Missioun koordinéiert de Sportlycée, a Kollaboratioun mat der ENEPS och d'Centres de formation vun deene Federatiounen, déi Schüler am Sportlycée hunn. Och wann d'Centres de formation aktuell gesetzlech net definéiert sinn, gi si als Nationalkaderen am Jugendberäich – dat heescht vun U19-, U11-Regional- an Nationalkadere bis an den U21-Beräich eran – verstanen. A mir wäerten och d'Indemnitéiten hei fir d'Traineren, déi an de Centres de formation schaffen, substanziell erhéijen, an dëst ab der Rentrée 2023.

Den Impaktberäich vum Sportlycée geet wäit iwwert dee vun engem normale Lycée eraus an huet och e groussen Impakt op den Nowuessleeschtungssport vun de Federatiounen. Haut steet de Sportlycée eleng ënnert der Tutelle vum Educatiounsministère, mee well och d'Federatiounen hei betraff sinn, si mer mat der Éducation nationale amgaangen ze kucken, wéi dës Struktur kéint evoluéieren, fir dass och de Sportsministère, genausou wéi och den aktuellen Educatiounsministère, strukturell seng Roll an der Talentförderung an am Nowuessleeschtungssport hei ka spillen. Nëmmen esou kann nämlech och garantéiert ginn, dass de Sportsministère och déi néideg Moyene kritt a bereetstelle kann, fir dësen esou wichtege Beräich dach ze ënnerstëtzen.

Infrastrukturtechnesch kann ee fir de Spëtzesport niewent deene bis elo genannte Projeten awer och de Stade de Luxembourg nennen, dee jo och an dëser Legislaturperiod ageweit ginn ass, dann awer och d'Konkretiséierung vum laang gefuerderte Vëlodrom, wou mir an der Planung ganz gutt virukommen. A wann d'Finanzéierungsgesetz dann och bis gestëmmt ass, kann et mam Bau lassgoen.

Aner Infrastrukture sinn dann awer déi etlech Centrenationallen, déi mir hunn bezéiungsweis déi och nach derbäikommen, wéi zum Beispill déi national Beachvolleyshal zu Bissen.

Souvill zum Leeschtungssport, dee, wéi gesot, eng ganz wichteg Roll an eisem „Lëtzebuerg lieft Sport"-Konzept spillt.

Dir Dammen an Dir Häre, „Lëtzebuerg lieft Sport" huet u sech ganz vill Facetten. Beim Wuert „Sport" denke vill Leit un de federéierte Sport, also un den organiséierte Veräinssport. Dësen erreeche mir ganz gutt via de COSL, via d'Federatiounen an och via d'Veräiner.

De Moment gi Verdéiwunge vum „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport"-Konzept op villen Eebene gemaach. Sou sinn eng ganz Rei vu Federatiounen amgaangen, dës iwwergeuerdent Sportsphilosophie op hir Sportaart erofzebriechen. An hei musse mer feststellen, datt d'Besoine vun enger Federatioun ganz anerer si wéi nach virun 20 Joer. An dat ass och virdrun hei scho gesot ginn.

Mir ass et wichteg, eng besser Personalentwécklung bei de Federatiounen ze erméiglechen, fir dass eis Verbänn weiderhin eng zentral Roll am Lëtzebuerger Sport behalen, déi iwwert déi vum Leeschtungssport erausgeet. D'Federatiounen droen och Verantwortung fir d'Promotioun, d'Qualitéitsentwécklung an d'Ënnerstëtzung vun hire Veräiner an hire jeeweilege Sportaarten.

Zukünfteg wëlle mir dofir op modern Organisatiounsentwécklungspläng vun de Federatioune setzen, fir dass si et an deem Sënn erméiglecht kréien, fir autonom, qualitativ héichwäerteg an och effikass ze fonctionéieren. De Saz oder dat Wuert – et ass e grousst, et wär gutt fir de Scrabble – …

(Hilarité)

… „Organisatiounsentwécklungspläng" ass och e Wuert, dat virdrun eng Rei vu Kéiere gefall ass.

Déi nächst Joren ass et dofir wichteg, dass d'Hëllefe vum Staat fir d'Federatioune bezüglech d'Personalkäschten sech esou entwéckelen, dass déi enorm wichteg Aarbecht, déi do geleeescht gëtt, och dem Ausbildungsniveau vum Personal entspriechen an dann och esou kënne bezuelt ginn, esou wéi dat fir de konventionéierte Secteur zum Beispill am soziale Beräich haut schonn de Fall ass.

Den Akzent op de Breedesport ass mir awer och ganz wichteg an ass och e feste Bestanddeel vun eiser Sportsphilosophie. Hei wäerte mir d'Federatiounen dann och ënnerstëtzen, fir e Chargé de développement en formation kënnen anzestellen. Dëse Posten ass nei a soll engersäits den Akzent op d'Entwécklung vum Breedesport via d'Veräiner an déi jeeweileg Federatioune leeën an anerersäits dann awer och den Uspriechpartner beim Organiséiere vu Formatioune sinn. Hei wier also och ee vun de Vertrieder vun de Federatiounen an de jeeweilege Programmkommissioune vun der ENEPS respektiv vun der zukünfteger INAPS.

Dëst ass, wéi gesot, eng längerfristeg Visioun vun enger strateegescher Entwécklung vun de Federatiounen. Kuerzfristeg hu mir fir 2023 awer och schonn Akzenter kënne setzen. De Modell vun de Bäihëllefe fir déi verschidde Posten an der Federatioun – Sekretär, Trainer, Directeur technique, Gestionnaire administratif –, deen ass iwwerschafft ginn, fir och kuerzfristeg déi gutt Aarbecht, déi do am Kader vun eise Federatioune gemaach gëtt, am Kader vun eisen aktuelle Finanzméiglechkeeten ze valoriséieren. A mir hu fir 2023 méi finanziell Mëttele kritt an déi wäerte mir dann och fir eng Revaloriséierung vun deene verschiddene Posten do nëtzen. Dat wäert d'Federatioune freeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Lëtzebuerg lieft Sport" betrëfft awer net nëmmen de Federatiouns- an de Leeschtungssport an ech gesinn et och net esou, dass d'Missioune vum Sportsministère sech op dës eesäiteg Vue vum Sport sollen an däerfe begrenzen. Eng proaktiv Sportpolitick ze bedreiwen heescht, Sport a Beweegung fir eis ganz Gesellschaft ze förderen, well een esou jiddweree bis an den héijen Alter ka begleeden.

Et geet also ëm eis alleguerten. Mir sollen eng liewenslaang Begeeschterung fir de Sport an d'Beweegung entwéckelen an duerno „active for life" bleiwen. Ob een elo jeemools kompetitive Sport gemaach huet oder och net, dat Wichtegst ass, datt een an all senge Liewensphase fit a „committed" fir d'Beweegung an och fir de Sport bleift. A wann ee „Lëtzebuerg lieft Sport" an deem Sënn also wëllt op den Terrain kréie bei den eenzelne Bierger, da gëtt et een Acteur, deen een op kee Fall däerf vergiessen, dat sinn eis Sportsveräiner!

An elo e puer Zuelen, déi awer ze denke ginn: 2022 gouf et 131.971 lizenzéiert Sportler – dat waren, oder dat sinn, 20 % vun der Bevëlkerung – an eise Veräiner. Am Joer 2002, do waren et der manner, 115.000, mee et waren awer 26 % vun eiser Bevëlkerung. An déi Zuel, déi weist eis, wéi wichteg d'Sportsveräiner sinn a wat fir eng enorm Aarbecht si am Déngscht vum Sport an an der Gesellschaft maachen.

Wann een d'Zuele vu virun 20 Joer kuckt, gesäit een och, datt eis Veräiner an der Kris sinn. Gouf et 2002 nach 1.534 Sportsveräiner, esou sinn et der 2022 just nach 1.311, an dat bei engem Bevëlkerungszouwuess hei zu Lëtzebuerg am selwechten Zäitraum vu quasi genau 200.000 Leit. Gouf et 2002 nach ee Veräin op 289 Awunner, sou gëtt et haut nach just ee Veräin op 492 Awunner. Et kann een also vun engem reegelrechte Veräinsstierwe schwätzen, wat gréisstendeels op de Réckgang vun dem Benevolat zréckzeféieren ass.

Dat ass natierlech eng vun eise ganz groussen Erausfuerderungen. Mir hu gëschter d'Amendementer vum Congé-sportifs-Gesetz eragereecht, soudass déi den 31. Mäerz um Ordre du jour vum Regierungsrot sinn. Déi gréissten Neierung an deem Gesetz wäert eebe just de Congé sportif fir d'Benevoller sinn – an ech maachen hei eng Klammer op: Merci deenen 20.000 Benevollen. Ouni Iech géif et hei net goen! Ouni Iech kréiche mer et am Sport, mee awer och an der Kultur an och am associative Beräich hei net hin, d'Benevoller, déi Verantwortung an engem Veräin oder an enger Federatioun iwwerhuelen.

Dës Mesür eleng geet awer net duer, fir dee virdrun ausgewisenen Trend am Veräinsstierwen opzehalen. Oder, wéi et bei eisem Bevëlkerungswuesstum jo misst sinn, misst dee jo ëmgedréit sinn! Et misst jo méi Veräiner ginn, et misste jo méi Leit sech engagéieren. A mam „Subside qualité+" huet de Sportsministère sech schonn 2017 e wichtegen Tool ginn, fir datt d'Sportsveräiner op qualifizéiert Trainer kënne setzen an entspriechend finanziell ënnerstëtzt ginn. Heizou kann een och nach soen, datt am Moment am Conseil supérieur vum Sport un enger Reform an un enger Verbesserung vum „Subside qualité+" am Sënn vun de Veräiner a vun hire Membere geschafft gëtt. An do gëtt dru geschafft, fir d'Roll vum Veräin an der Gesellschaft an och vun de Benevollen am Veräin nach eng Kéier vill méi ze stäerken.

Mir schaffen aktuell zousätzlech un enger weiderer, drëtter Mesür, wou et d'Zil ass, dass mir d'Veräiner esou stäerken an entwéckele kënnen, dass si och weiderhin hirer gesellschaftlecher Roll kënne gerecht ginn, an dat net nëmmen am Sënn vun hirem Kärgeschäft, wat de Sport an d'Beweegung ass. De gesellschaftleche Rôle vun engem Veräin, dee geet eeben, wéi ech gesot hunn, vill méi wäit doriwwer eraus. An hei wëll ech d'Directrice adjointe vum Zentrum fir politesch Bildung zitéieren, déi grad d'Wichtegkeet vum Veräinsliewen an deem Sënn ënnersträicht, datt d'Veräiner déi Entitéiten direkt beim Bierger sinn, wou d'Demokratie ka gelieft ginn an ee Verständnis duerfir entwéckelt ka ginn an datt et sech lount, sech fir eng Passioun och volontaire ze engagéieren an och do eppes ze beweegen.

Déi aner Realitéit vun eiser haiteger Zäit ass déi, dass d'Ufuerderungen un d'Sportsveräiner eropginn an dass de Facteur Zäit, deen d'Leit hunn, fir sech benevoll ze engagéieren, zréckgeet. Och do musse mer

eppes dru maachen. Mee do hunn ech eng aner Kap op.

Mir mussen déi benevoll Leit, déi sech engagéieren, also ënnerstëtzen. An eng vun de Léisungen, déi eis bleift, wa mir de Veräinssport laangfristeg wëllen um Liewen halen, dat ass, an et ass virdrun e puermol gesot ginn, eng Professionaliséierung, an dëst an enger Form, déi et méiglech mécht, dass benevoll engagéiert Leit an Dirigeanten Hand an Hand mam professionelle Staff an de Membere vum Veräin kënnen zesummeschaffen.

Aus zwee Grënn erweist sech d'Zilsetzung vu méi professionelle Strukturen awer schwiereg. Engersäits ass e Groussdeel vun de Veräiner strukturell net prett, fir sech ze professionaliséieren an Arbeitgeeber ze ginn, an anerersäits sinn d'Beruffer vum Sport hei zu Lëtzebuerg kaum unerkannt, an dat, obschonn de Secteur vum Sport, esou wéi mir dat am Kader vun der Opstellung vun de Sportsatelittekonte konnte gesinn, een enormt ekonomescht Potenzial opweist. Ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck.

Dës Realitéit gëtt et awer och an anere Länner. A mir hunn eis emol ëmgekuckt, wéi d'Problematik do geléist gouf. Souwuel am Frankräich wéi an der Belsch, mee och hei zu Lëtzebuerg hu mer Modeller entdeckt, déi eise Problem zum Deel kéinte léisen. An an deem Sënn schaffe mir alleguerten un enger neier Struktur, déi mir intern elo bei eis am Ministère „Pro Sport" nennen an déi de Veräiner géint Bezuelung, punktuell oder net punktuell, dat ass dann nach à voir, Personal zur Verfügung stellt, an dëst souwuel op Trainereebene wéi och op administrativer Eebene. Parallell sollen d'Veräiner, wéi virdru schonn ugekënnegt, via eng Reform vum „qualité+" finanziell substanziell besser ënnerstëtzt ginn, fir dass si fäeg ginn, fir dës Prestatiounen dann och kënnen ze bezuelen, an esou awer en Encadrement hunn, dee professionell ass an dee sech och an Zukunft wäert bewären.

Well et mir awer absolutt wichteg ass, dass dës Struktur deem entsprécht, wat eise Secteur och brauch, hunn ech do um Niveau vum Conseil supérieur vum Sport en Aarbechtsgrupp en place gesat, deen zesummen mat de Mataarbechter aus dem Ministère an op Basis vum Input vun eise Federatiounen e Gesamtkonzept entwéckelt. An déi Veräiner, déi da Servicer vu „Pro Sport" an Usproch huelen, sollen och fit gemaach ginn, fir selwer Employeur kënnen ze sinn. „Pro Sport" ass also virun allem en Tool, fir de Secteur am Sport ze dynamiséieren a fir ëm eng Resilienz ze ginn, fir datt en och kann iwwerliewen. An do an deem „Pro Sport" si Froen iwwert den Droit du travail ugeschwat ginn an déi wäerten och do weider diskutéiert ginn.

An do wëll ech op déi Fro zréckkommen, wat den Travail dominical, d'Sonndesaarbecht, ugeet. Dat ass sécherlech en Theema, dat ganz staark diskutéiert gëtt. A mir schaffen och drun, fir do eng Léisung ze fannen. Et ass evident, dass de net kanns op eemol sonndes soen: „Ben, haut kann ech net schaffen, haut sinn d'Trainere fräi an da mussen d'Sportler kucken, datt se eens ginn." Am Sport ass dat net méiglech an duerfir musse mer do sécherlech eng Léisung fannen. A wa mer méi professionell am Sport ginn, drängt sech déi Fro jo evidenterweis och op.

Wa mir vum Emploi am Sport schwätzen, da brauche mir natierlech och qualifizéiert Personal, dat dës Aarbechtsplazen dann och ka besetzen. A fir dëst Zil ze erreechen, ass et eis Strategie, dass nieft dem beruffsbegleedenden Trainer a Cadre administratif natierlech och Formatioune bei der ENEPS stattfannen. An awer och ee wichtege Pilier ass déi sougenannten „Differenzéierung D4" op der Terminale am LTPES an der Educateursausbildung. Hei wäerte mer fir d'Rentrée 2023 Educateuren ausbilden, déi no hirem Ofschloss nieft hirem Educateursdiplom och zwee verschidde Breveten, Brevets d'État, als Trainer an als Moniteur, wäerten an der Täsch hunn. An ënner anerem fir d'Struktur „Pro Sport", awer och fir eis gréisser Veräiner wäerten dës jonk Leit mat hirem duebelen Ofschloss héich interessant Profiller sinn, déi sécherlech dann, wann dat ausgebaut gëtt, och wäerten eng Plaz fannen.

Beweegung a Sport geschéien awer net nëmmen an der Veräinswelt. Dir wësst, dass eis Aktiounen nom Prinzipp „good people, good programs and good places" opgebaut sinn. Ech hat scho vu „good people" geschwat, ech schwätzen och nach vu „good people".

Deen éischte Kontakt mat der Beweegung an dem Sport geschitt an de Familljen. Hei gëllt et als Elterendeel, de Kanner och e gutt Beispill ze sinn an e beweegungsaktiivt Liewe virzeliewen. Dat sinn aner „good people". An nach aner „good people" sinn d'Enseignanten an der Schoul, an der LASEP, an der LASEL souwéi och d'Erzéier an de Crèchen an och an de Maison-relaisen.

An deem Kontext wëll ech déi immens positiv a produktiv Zesummenaarbecht mat der Éducation nationale an hire Verwaltungen hei ervirhiewen. Zënterdeems mäi Virvirgänger, de Romain Schneider, mam Claude Meisch 2018 eist sougenanntent Konzept „0–12" virgestallt huet, gëtt effikass vun der ENEPS engersäits mam IFEN fir de formale Beräich an der Formation continue zesummegeschafft an anerersäits mam SNJ am nonformale Beräich.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Dat ass eng ganz gutt Saach an dat geet och gutt virun.

Natierlech geet d'Bewosstsi fir de Sport beim Klengen un an der Famill an dann natierlech iwwert d'Structure-d'accueilen, iwwert d'ESAen, déi et gëtt, iwwert déi Beweegungsraim, déi mir och subsidiéieren – et ass net fir näischt, datt mer dat subsidiéieren! –, iwwert d'Maison-relaisen, wou mer och Sportsprojeten hunn, déi ganz gutt sinn, natierlech och an d'Schoul.

Bon, elo kann een natierlech ëmmer eng Stonn méi Sport froen. Franséischproffen, déi froen eng Stonn méi Franséisch, d'Mathésproffe froen eng Stonn méi Mathé an déi däitsch an esou weider.

Ech mengen, datt een de Sport muss integréieren an den allgemengen Alldag, datt een och kann Däitsch maachen, wärenddeem ee Sport mécht, an datt een och ka rechnen, wärenddeem ee Sport mécht, an datt an d'Schoul ze goe schonn e ganz wichtegen Deel wär vum Sport an der Schoul. An dass natierlech och attraktiv Schoulhäff d'Leit wäerten ureegen, fir méi Sport, méi, ...

(Interruption)

... jo, vläicht net nëmmen einfach duerch de Schoulhaff ze goen, mee sech vläicht aktiv am Schoulhaff ze beweegen. Sécherlech wäerten och do Ureizer sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, een anere wichtegen Hiewel, dee mir eis ginn hunn, dat ass d'Ënnerstëtzung vun de Gemenge beim Astelle vum lokale Sportskoordinateur. Bei dëser Funktioun geet et dorëms, fir an enger Gemeng eng Persoun als Facilitateur a Bindeglied tëschent all den Acteuren aus dem Beweegungs- a Sportsberäich ze hunn. Dat geet vun der Maison relais iwwert d'Sportsveräiner, d'LASEP bis bei de Senioresport.

De lokale Sportskoordinateur, dat ass e Motor an eng Dréischeif fir d'Förderung vun der Beweegung an dem Sport innerhalb vun der Gemeng. An am Moment sinn et eelef Gemengen, déi e Sportskoordinateur hunn. Dat ass net falsch, wat virdru gesot ginn ass: Et sinn néng Sportskoordinateuren, mee et sinn e puer Gemengen, déi sech zesummegedoen hunn, fir dat ze maachen.

De Subsid bezüglech dem Astelle vum Sportskoordinateur, deen am Plan de relance mat dräi Joer festgehale ginn ass, dee geet och virun. A fir d'Zukunft muss een da kucken, ob een déi Limitt do och eventuell nach eng Kéier kann erhéijen.

An och dee kann Akzenter setzen, wat d'Egalité tëschent Männer a Fraen ugeet, woubäi ee bei mir sécherlech oppen Dieren arennt. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Weltmeeschterschaft vum Cyclocross zu Bieles déi éischt Weltmeeschterschaft war, wou d'Fraen an d'Männer déi selwecht Primm kritt hunn ...

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre des Sports | ... a wou eist Bild no baussen net e Mann war, mee d'Christine Majerus, déi mer als Ophänker haten, fir d'Cyclocrossweltmeeschterschaft bekannt ze maachen. An et ass awer wichteg, datt een heidriwwer schwätzt, datt dat Bewosstsinn do kënnt. An och do spillt d'Formatioun sécherlech eng wichteg Roll.

Zum Theema vun de Gemenge weisen ech awer och ganz gären op eis konkreet Moossnamen hin, déi 50 Mindsteps, also eng Iddiekëscht, déi mer opzeweisen hunn, wéi eng Gemeng hëllefe kann, fir dass mir an eisem Leitslogan „Lëtzebuerg lieft Sport" méi no bei d'Bierger kënne kommen.

Meng laang Erfarung als Buergermeeschter huet mer beschtens gewisen, datt fir d'Sports- an d'Beweegungsförderung d'Gemengen natierlech eng wichteg Roll spillen. An esou stellt d'Gemeng net nëmmen d'Infrastrukture fir d'Schoulen an d'Sportsveräiner zur Verfügung, mee och am Beräich vum net organiséierte Sport förderen a beaflosst d'Gemeng zerguttst déi kierperlech Aktivitéit vu senge Matbierger duerch eng beweegungsfrëndlech Gestaltung vum ëffentleche Raum.

Iwwregens soll am „qualité+" och den net organiséierte Sport an de Sportsveräiner, wat keng Kompetitioun ass a wou einfach d'Leit sech treffen, fir Sport ze maachen, mat gefërdert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre des Sports | An dann hu mer jo och nach eise Fënnefjoresplang mat 135 Milliounen staatleche Subventiounen. Dat sinn déi staatlech, do kommen dann nach déi vun de Gemengen derbäi. An och do si Méiglechkeeten, fir dann och innovative Sportaarten eng Plaz ze ginn.

Iwwregens wëll ech soen, datt eise „BeActive Day" ganz am Zeeche vun anere Sportaarten, éischter Randsportaarten, war. Urban Golf, Baseball, Lacrosse, Indiaka, Hockey an esou weider; datt also och aner Sportaarten hei ënnerstëtzt ginn.

Infrastrukturen, déi sinn immens wichteg, also „good places" eeben. Mee si mussen och op sinn. Duerfir, all Infrastruktur, déi zou ass, déi hëlleft eis u sech guer näischt!

Ech weess, datt ech muss zum Schluss kommen, an ech sinn och gläich beim Schluss.

Dir Dammen an Dir Hären, aus menger Ried spiert een d'Dynamik an dat enormt Potenzial, dat Sport a Beweegung ouni Zweifel fir eis Gesellschaft hunn. Et schéngt mer awer och wichteg, an deem Kontext d'Wichtegkeet vum Sportsministère nach eng Kéier ze ënnersträichen, dëst, fir fir de ganze Secteur souwuel interministeriell wéi och mat de Gemengen an

och mam Mouvement sportif hei eng Koordinatioun ze maachen.

Aus der haiteger Postcovidsiicht an och wéinst dem gesamtgesellschaftleche Potenzial, dat ech elo virdrun an deene leschten 30 Minutten hei duergeluecht hunn, erschéngt mer den Numm vum Sportsministère och ze limitativ an et misst een driwwer nodenken, ob de Sportsministère net zukünfteg misst Sports- a Beweegungsministère heeschen. Sou gëtt och fir den Aussesteeënde kloer ersiichtlech, wat fir eng Bandbreet u Sport- a Beweegungs- a Gesellschaftspolitick um Fetschenhaff gemaach gëtt. An deem Kontext muss ech och soen, dass mir bei eiser neier Verwaltung, dem INAPS, dee Schratt do scho gemaach hunn. Do ass et den „Institut national de l'activité physique et des sports", esou wéi deen och heescht.

Esou wéi de Koalitiounsaccord et dann och virgesäit, wäert dann den INAPS sech aus der ENEPS entwéckelen an dat wäert dann och de Kompetenzzentrum fir Sport a Beweegung sinn. Et wäert do nach eng Kéier wichteg sinn, dass mer Qualitéitsentwécklung maachen, datt dat gesamtgesellschaftlech gesi gëtt an dass mer do déi néideg an déi gutt Programme maachen, déi mer brauchen, ...

(Interruption par la présidence)

... fir dat dann am Sport ganz uerdentlech ze hunn – wéi gesot, „good programs".

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, Dir musst elo esou lues zum Schluss kommen.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Ech weess. Ech sinn amgaangen, bei mäi leschte Punkt ze kommen, deen awer nach extreem wichteg ass, an dat ass dee vun de Finanzen.

Wann ech op déi eenzel Punkten hei soll agoen, dann ass dat natierlech schwéier, wa se alleguer 30 Minutte schwätzen an ech och nëmmen 30 Minutten hunn, fir dann och op all Punkt anzegoen. Duerfir, ech maachen dat awer elo.

(Interruptions)

Finanzen, déi ginn dréngend am Sport gebraucht. An an eisen Aarbechten am Ministère hu mer an Zesummenaarbecht mam Statec och op d'Sportsatellittekonten higeweisen, 0,9 % vun eisem PIB am Gesamtkonzept vum Sport ginn do generéiert. A wann ee weess, datt mer 0,21 % vum Staatsbudget hunn, da gesäit een, datt dat eng Diskrepanz ass.

A mir hu virun e puer Deeg vum Dokter Charles Delagardelle gewise kritt, wat fir e positiven Impakt datt de Sport huet op d'Liewensqualitéit an esou weider, an och de Spuerpotenzial vum Sport, deen dat op d'Gesondheetskeess wäert hunn.

A wéi Dir aus mengen Ausféierunge konnt héieren, si mer prett, fir de Sport an d'Beweegung an all senger Villfalt unzegoen a mir stellen och kloer Visiounen hei an de Raum. A fir zukünfteg déi alleguer kënnen ëmzesetzen, do brauche mer Moyenen.

Elo muss ee soen, datt an deene leschte fënnef Joer et wierklech eng substanziell Progressioun gouf. Vun 23 op 32 Millioune sinn d'Dotatiounen do fir de Sportsministère selwer an d'Luucht gaangen. A mir konnten do jo och ville Federatiounen hëllefen a mir hunn och do eng ganz Rei vun Investissementer gemaach. Mee wa mer do wëlle richteg virukommen, fir eng proaktiv Politick ze maachen, fir d'Gesondheet ze stäerken, fir de gesellschaftlechen Impakt vum Sport wierklech voll auszenëtzen, da brauche mer méi Suen. A mir musse verstoen, dass et besser ass, an de Sport an an d'Beweegung ze investéiere wéi duerno an d'Krankekeesen.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Voilà, mäi leschte Saz: Als Sportsminister, haut no 14,5 Méint am Amt, wäert ech mech weider derfir asetzen, fir déi néideg finanziell Mëttelen ze hunn, fir eng proaktiv Sportspolitick kënnen ze maachen, mat dem Leitmotiv „Lëtzebuerg lieft Sport", datt déi Realitéit gëtt, datt Lëtzebuerg zu engem Sport- a Beweegungsland gëtt. Dat ass e Benefiss fir eis all. Et ass gutt fir d'Zesummeliewen an et ass gutt fir eis Gesellschaft.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel. An da Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech hunn dem Minister nogelauschtert, wéi e gesot huet, dass de Sportlycée géif op Mamer kommen. Ech ginn dervun aus, dass de Minister am Numm vun der ganzer Regierung geschwat huet. Ech wëll just festhalen, dass am Summer d'lescht Joer op dem INS **...**, et war gutt Wieder, den Här Sportsminister Engel, den Här Vizepremier Bausch an den Här Educatiounsminister Meisch souzen do, an do si mer prinzipiell zu engem Accord komm, dass de Sportlycée soll op de Campus Tossebierg kommen.

Dat ass och net aus der Welt. Et gëtt de Lycée Josy Barthel do, et gëtt eng zweet Europaschoul do an de Staat huet en Terrain do. Mir waren net Demandeur als Mamer Gemeng, fir de Sportlycée dohinnerzekréien, mee mir gesinn dat awer als duerchaus sënnvoll, d'autant plus, wou eng direkt Ubannung un den ëffentlechen Transport do ass.

Ech wëll just soen, dass ech dann dervun ausginn, wann de Minister dat hei seet virun der ganzer Chamber, dass en am Numm vun der Regierung schwätzt. Sollt dat net de Fall sinn, da wëll ech soen, da wier et gutt, wann een déi Decisioun géif kuerzfristeg dann ëmkippen, well déi Pirouetten, déi am Contournement Bascharage geschitt sinn, wëll ech der Gemeng Mamer net undinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Also, ech kann nëmme vum Wëssensstand vun haut schwätzen, deen ech hunn, an dat ass deen, dass de Sportlycée op Mamer soll kommen. Méi kann ech net soen.

M. Fernand Etgen, Président | Da Parole après ministre fir d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Jo, merci, Här President, merci, Här Minister. Ech wëll ganz kuerz éischtens dem Claude Lamberty Merci soen, awer och dem Minister, deen op all déi Secteuren agaangen ass. Mee ech huelen eigentlech d'Wuert, fir dem Jeff Engelen ze äntwerten.

De Minister huet ganz vill geschwat vum Stade Josy Barthel. Fir dem Här Engelen ze äntwerten: En huet sech Suerge gemaach, wat mat dem Athleetikstadion géif geschéien. Dir wësst, no den neie FIFA- an UEFA-Bestëmmunge gëtt et u sech net méi toleréiert, dass nach Lafpisten an de Fussballstadione bannendra sinn.

An dofir kann ech dem Här Engelen soen: Mee ech kann awer trotzdeem nëmme staunen! Den Här Roy Reding kennt all Decisioun vun der Gemeng Lëtzebuerg bis virun e puer Wochen a weess ganz genau, dass d'Gemeng Lëtzebuerg decidéiert huet, fir zu Hamm e groussen, neien Athleetikstadion ze bauen. Deen ass an der Ausaarbechtung. Mir sinn elo grad amgaang, de Projektmanager erauszewielen. Mir maachen do zesummen Accèsen, zesumme mat der St-George's-Schoul. D'Fussballterraine gi verbreedert. Et kënnt e risegen neie Campus. Den Här Reding weess dovun all Detail. Mee vläicht hat Der keng Geleeënheet, mat him ze schwätzen.

Duerfir wollt ech soen: Maacht Iech keng Suerge fir d'ganz Athleetikswelt an och haaptsächlech fir déi Jonk, well et ass jo wichteg, dass se sech beweegen a Sport maachen. Dofir ass gesuergt! Do kënnt e risege Campus, wou se alles un Infrastruktur hikréien, wat ze brauchen, fir dass se gesond a monter bleiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Minister wëllt och dorobber reagéieren.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Et waren e puer Froen, ech huele se all beieneen, well soss ...

(Interruptions par M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen)

War et keng Fro? War et eng Fro u mech? Ech hat dat elo esou ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee, et war keng direkt Fro, mee ech hat verstanen, wéi wann den Här Minister wéilt dorobber reagéieren.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Ech ka soen, dass mer en nationale Liichtathleetikstadion um INS hunn, dee ganz gutt fonctionéiert. An natierlech, dat doten ass eng Infrastruktur vun der Gemeng, vun der Stad Lëtzebuerg, an déi ass wëllkomm. All Infrastruktur, all sportlech Infrastruktur, déi mer kënne kréien, ass wëllkomm.

M. Fernand Etgen, Président | Merci. An da Parole après ministre fir den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Här President. Ech entschëllege mech elo beim Minister Engel, et geet u sech net ëm Sport.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Bon!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Et geet eigentlech ëm eng Remark, déi elo den Här Gilles Roth gemaach huet am Kader vum Contournement vu Bascharage.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Bon!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Do wëll ech awer just rectifiéieren, dass do absolutt keng Pirouette gedréit ginn ass. Mir sinn am Kader vun engem Gesetz, wat gestëmmt ginn ass, an dat Gesetz, dat seet,...

(Brouhaha)

... dass e Contournement laanscht Bascharage wäert gebaut ginn. A laut mengen Informatiounen ass déi Decisioun och bis elo net a Fro gestallt.

Une voix | A!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Ech wëll just soen, dass eng Ännerung vun enger Variant analyséiert gëtt an dass zu kengem Moment decidéiert ginn ass, kee Contournement ronderëm Bascharage ze bauen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Mir huelen Akt vum Här Hansen senger Prezisioun, mee dat kréie mer haut net ausdiskutéiert. Da Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt just den Här Minister drop opmierksam maachen, oder hie froen, ob déi Struktur beim INS, déi national Liichtathleetikstruktur, a sengen Aen duergeet. Well ech mengen, dat, wat d'Madamm Beissel hei gesot huet, dat schéngt jo nach en cours d'élaboration ze sinn.

Ech fannen et och net richteg, datt hei iwwer e Kolleeg geschwat ginn ass, deen elo am Ableck net am Sall ass.

(Interruptions)

Ech wollt … Nee, nee, nee. Ech wollt awer den Här Minister froen, well mir hunn elo dee Fussballstadion, deen elo gottseidank schonn eng Zäit a Betrib ass, dat huet och laang gedauert, mee déi ganz Infrastruktur fir d'Liichtathleetik, déi mer do op der Areler Strooss haten, déi vermësse mer elo scho ganz laang.

(Interruptions)

Dat dauert laang, bis mer elo eng aner Infrastruktur fir d'Liichtathleetik kréien. Et ass ze begréissen, datt d'Stad Lëtzebuerg elo eng plangt. Mee ech wär awer frou, wann den Här Minister eis géif soen, wéi déi Besoinen am Ableck vun der Regierung gesi ginn, och fir Kompetitiounen, wa mer där international hätten, an ob do e Plang besteet.

Well ech hu gesinn, virdrun, wéi den Här Engelen seng Fro gestallt huet, koum et zu enger bilateraler Consultatioun do tëschent dem Här Minister an der Madamm Beissel an zu enger gewëssener Opgereegtheet. An ech hunn do geduecht: Et ass interessant, datt den Här Minister selwer elo mol gebrieft gëtt vun der Stad Lëtzebuerg, wat geplangt ass!

(Interruption)

An ech mengen, datt d'Liichtathleetik, …

(Interruption)

… ech mengen, datt d'Liichtathleetik hei am Land eng Prioritéit ass. An dofir wär ech frou, fir eng Stellungnam vun der Regierung dozou ze héieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Mir si frou fir all weider Sportsinfrastruktur, déi gebaut gëtt vun de Gemengen, esou och iwwert déi Liichtatleetiksstruktur, déi zu Hamm gebaut gëtt.

Une voix | An zu Diddeleng.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | „An zu Diddeleng", kréien ech hei gesot. An da sinn och nach aner Projeten, wéi am Kordall, wou et Iddie gëtt. Also, d'Gemengen hu ganz vill Iddien an och ganz vill Méiglechkeeten. A wann do Saache geplangt ginn, da wäert sécherlech de Ministère se och mat Subsiden, esou wéi dat méiglech ass, ënnerstëtzen.

An d'Presidentin vun der FLA huet mer et elo nach eng Kéier an Erënnerung geruff: Dir maacht, wéi wann et de Josy Barthel net méi géif ginn, also de Stadion, pardon. Deen ass nach ëmmer do! Net dass Der mengt, e wier net méi do; en ass nach ëmmer do!

(Interruptions)

An en ass, wéi ech hei gesot kréien, och voll operationell. Dofir maacht net, wéi wann deen elo schonn ofgerappt wär!

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Vläicht nach eng Äntwert zum Här Mischo, zum Tour de France: Mir hunn nach keng Äntwert kritt zum Grand départ. Dat wollt ech och nach soen.

An zum „House of Sports": Dat ass eng Iddi, déi iergendzwousch lancéiert ginn ass, déi awer nach net offiziell un de Ministère erugedroe ginn ass. Mir sinn awer oppen, fir iwwer alles ze diskutéieren.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel.

Motion 1

Mir kënnen dës Debatt awer nëmmen ofschléissen, wa mer och nach iwwert d'Motioun befannen. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Georges Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Ech hat virdrun a menger Ried schonn ugedeit gehat, dass d'Chancëgläichheet zwësche Fraen a Männer am Sport eis wichteg ass. An dofir wollt ech dem Här Lamberty proposéieren, zwee Sätz derbäizeschreiwen, da kéinte mer déi och matdroen, dat ass: „à promouvoir et valoriser le sport féminin par une communication positive et non stéréotypée" an „à inviter les clubs et fédérations à signer la charte égalité femmes-hommes dans le sport". Wann dat kéint derbäikommen, dann …

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert direkt un den Här Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP), interpellateur | Ech soen dem Här Mischo Merci fir seng Suggestioun. A wann eng gutt Iddi vun där anerer Säit kënnt, da soll een dat och akzeptéieren.

(Brouhaha)

Ech géif proposéieren, dass mer dat sollen ophuelen an dass mer da vläicht déi Motioun och eestëmmeg gestëmmt kréien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty.

Kënne mer iwwer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant les bienfaits des activités sportives sur la santé physique et mentale en contribuant à un mode de vie sain et actif ;

– considérant que le manque d'activité physique est un facteur de risque majeur pour de nombreuses maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète, les maladies cardiovasculaires et le cancer ;

– considérant que le sport véhicule des valeurs éducatives, sociales, morales et favorise la cohésion sociale et le vivre-ensemble ;

– considérant les quelque 20.000 bénévoles actifs au sein des associations sportives qui forment la colonne vertébrale du mouvement sportif ;

– considérant que les fédérations sportives organisent sans cesse des compétitions dans les disciplines les plus diverses contribuant ainsi au développement des activités sportives au niveau national ;

– considérant que les fédérations sportives sont obligées de faire appel de plus en plus à du personnel administratif qualifié pour faire face aux exigences et aux défis au niveau administratif et organisationnel ;

– considérant que les clubs locaux et les communes sont des acteurs majeurs dans l'épanouissement sportif des citoyens ;

– considérant le rôle exemplaire du sport en matière d'inclusion ;

– considérant que les infrastructures sportives permettent aux sportifs de pratiquer et de se développer dans une multitude de disciplines sportives ;

– notant que le manque d'activité physique a été reconnu comme l'épidémie du 21e siècle par l'Organisation mondiale de la santé ;

– notant que l'enveloppe budgétaire 2023 du Ministère des Sports s'élève à 0,067 % du PIB, respectivement à 0,21 % du budget de l'État,

invite le Gouvernement à

– valoriser davantage l'importance du sport et de l'activité physique dans la société ;

– soutenir et à promouvoir le bénévolat dans toutes ses facettes via le développement d'un concept national de reconnaissance et de soutien du bénévolat dans son intégralité ;

– doter les fédérations sportives des moyens nécessaires afin de poursuivre les efforts en vue de la professionnalisation du mouvement sportif ;

– poursuivre l'investissement dans des infrastructures sportives de qualité accessibles à tous ;

– promouvoir le développement du domaine parasportif au Luxembourg ;

– augmenter de manière conséquente les crédits alloués aux fédérations sportives dans les domaines administratif et sportif ;

– inviter les clubs/fédérations à signer la Charté égalité femmes-hommes dans le sport ;

– promouvoir et valoriser le sport féminin par une communication positive et sans stéréotype de sexe.

(s.) Claude Lamberty, Gilles Baum, Yves Cruchten, Chantal Gary, Cécile Hemmen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.20 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 37
M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 185 de Mme Myriam Cecchetti au sujet de l'évaluation par dépassement dans l'enseignement secondaire** p. 37
Mme Myriam Cecchetti | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Myriam Cecchetti | M. le Ministre Claude Meisch
3. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo** p. 38
Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
4. **7671 – Projet de loi portant modification de la deuxième partie, livre III, titre Ier, du Nouveau Code de procédure civile, en vue de la réforme de l'arbitrage** p. 38
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7671 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8171 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19** p. 42
Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt de la motion 1) | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen (dépôt des motions 2 et 3 et de la résolution 1) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8171 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Claude Wiseler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Jeff Engelen
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
Motion 2 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Wiseler
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Yves Cruchten) | Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement (intervention de M. Fernand Kartheiser)
Vote sur la motion 3 (rejetée)
Résolution 1 : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement
Vote sur la résolution 1 (rejetée)
6. **8038 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur** p. 52
Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue
Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8038 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8164 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques) et du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur** p. 52
Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8164 et dispense du second vote constitutionnel
8. **Interpellation de M. Laurent Mosar au sujet des perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise** p. 54
Exposé : M. Laurent Mosar (dépôt des motions 1 à 10)
Débat : M. André Bauler (intervention de M. Yves Cruchten) | Mme Francine Closener (dépôt de la motion 11) | M. Charles Margue (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (dépôt des motions 12 et 13)
Prises de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. Sven Clement, M. André Bauler et M. Laurent Mosar) | M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Franz Fayot et M. Gilles Baum) | M. Laurent Mosar (parole pour fait personnel) (intervention de Mme Octavie Modert) | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes
Motion 1 : M. Laurent Mosar | M. André Bauler (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti
Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. Sven Clement)
Motion 2 : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Sven Clement
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Laurent Mosar | M. André Bauler
Vote sur la motion 3 (rejetée)
Motion 4 : M. Laurent Mosar (intervention de M. Sven Clement) | Mme Francine Closener
Vote sur la motion 4 (rejetée)
Motion 5 : M. Laurent Mosar | Mme Francine Closener (intervention de M. Sven Clement)
Vote sur la motion 5 (adoptée)
Motion 6 M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Sven Clement
Vote sur la motion 6 (rejetée)
Motion 7 : M. Laurent Mosar | Mme Francine Closener | M. Sven Clement
Vote sur la motion 7 (rejetée)
Motion 8 : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Sven Clement (renvoi de la motion 8 en commission)
Motion 9 : M. Laurent Mosar | Mme Francine Closener | M. André Bauler
Vote sur la motion 9 (rejetée)
Motion 10 : M. Laurent Mosar | Mme Francine Closener | M. Sven Clement
Vote sur la motion 10 (rejetée)
Motion 11 : Mme Francine Closener | M. Laurent Mosar | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti
Vote sur la motion 11 (adoptée)
Motion 12 : M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler) | M. Yves Cruchten (intervention de M. Gilles Roth) | Mme Semiray Ahmedova | M. Gilles Roth | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Yves Cruchten
Vote sur la motion 12 (rejetée)
Motion 13 : M. Sven Clement | Mme Francine Closener
Vote sur la motion 13 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Première Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson, M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Question élargie n° 185 de Mme Myriam Cecchetti au sujet de l'évaluation par dépassement dans l'enseignement secondaire

Mir fänken d'Sitzung mat der erweiderter Fro Nummer 185 vun der Madamm Myriam Cecchetti iwwert d'Bewäertung am Lycée un. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir d'Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro, an dem Minister stinn zéng Minutten zou. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt meng Fro un den Här Educatiounsminister kuerz kontextualiséieren, well en hat och gemengt, et wier relativ schwiereg a relativ technesch. Et huet ugefaange mat enger Question parlementaire, déi mir un den Här Meisch gestallt hunn, well mer op Contradictioune gestouss sinn an der Evaluatioun vu verschiddene Fächer am Enseignement secondaire.

Fir de Fall kloer ze nennen: Op Septième, Sixième a Cinquième am Classique gëtt am Franséischen nach ëmmer d'Method vun der „Évaluation par double dépassement" ugewannt, dat heescht esou vill wéi, datt e Schüler oder eng Schülerin kann déi duebel Unzuel vu Punkten un engem Exercice verléieren, also quasi an de Minusberäich falen, och wa souguer e puer Saache richteg sinn.

Esou eng Evaluatiounsmethod gehéiert eigentlech der Vergaangenheet un a si steet selbstverständlech och a Contradictioun mat der kompetenzbaséierter Evaluatioun an dem kompetenzbaséierten Unterrecht, sou wéi en och am Fondamental ugewannt gëtt an och am Secondaire classique bei allen anere Fächer am Programm virgesinn ass. Just d'Franséischt ass hei eng Ausnam, grad déi Sprooch, mat där déi meescht Schüler/innen ze kämpfen hunn. Fir eis ass et onverständlech, firwat eng aner Evaluatiounsmethod bei dësem Fach ugewannt gëtt.

Mir hunn dunn den Här Minister Meisch gefrot, wéi dann allgemeng d'Evaluatiounskrittäre festgeluecht ginn a vu wéi enger Instanz se kontrolléiert ginn. Laut deenen Explikatiounen, déi mir kritt hu vum Här Minister, wier fir all Fach eng CNES, Commission nationale de l'enseignement secondaire, derfir zoustänneg, en Avis a Propositiounen ze formuléieren, wéi dës Evaluatioun bei de Schüler/inne soll ausgesinn. Dëst geschitt awer au cas par cas, ouni dass dës Avisen e richtege politesche Poids hätten a berücksichtegt misste ginn.

De Ministère schéngt hei keng iwwergeuerdnet Roll ze spillen a misst eigentlech responsabel si fir d'Harmoniséierung vun den Evaluatiounsmethoden an och d'Kontroll vun der Anhalung vun dëse Krittären um Terrain. Duerfir wollte mer eeben déi verschidde Froen, déi mir Iech och schrëftlech eraginn hunn, stellen.

Éischtens: Wéi kann de MENJE do d'Kohärenz vun dësen Evaluatiounsmodalitéiten zwëschent deene verschiddene Fächer garantéieren?

Zweetens: Envisagéiert de MENJE, do selwer Qualitéitskrittäre fir all Fach opzestellen?

Drëttens: Envisagéiert de MENJE Kontrollen, fir datt dës Qualitéitskrittären och agehale ginn – Schwieregkeetsgrad, d'Quantitéit vum Contenu an a wéi enger bestëmmter Zäit dat muss ofgefrot ginn an esou weider an esou fort?

Véiertens: A wéi engem Mooss ass eng Evaluatioun, déi um Prinzipp berout, datt, wann d'Hallschent vun engem Exercice korrekt ass, een trotzdeem null Punkten huet, positiv fir den Apprentissage vun engem Schüler oder enger Schülerin?

A fënneftens: Wéi ass dës Pratique vun der Évaluation sommative am Secondaire an der Linn mat der Évaluation par compétences am Fondamental ze gesinn?

Ech soen Iech elo schonn am Viraus villmools Merci an ech hoffen, d'Leit heibannen hu verstanen, ëm wat et geet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och dem Myriam Cecchetti fir déi interessant Fro, wou mer eis, mengen ech, allen zwee sollte Méi ginn, fir ze kucken, datt jidderee matkritt, ëm wat et wierklech hei geet, well et awer relativ technesch ass, wat déi Evaluatiounskrittären ugeet, déi do existéieren an déi ugewannt ginn am Enseignement secondaire classique oder général.

Déi Suerg, fir eng Kohärenz ze hunn an der Manéier, wéi Prüfungen evaluéiert ginn, déi deelen ech. An dat war ee vun de Grënn, firwat mer 2018 op de Wee gaange si bei enger Reform vum SCRIPT, dem SCRIPT och eng Division fir den Développement curriculaire ze ginn, an do och net nëmmen als Missioun drageschriwwen hunn, datt et wichteg ass, datt mer kucken, datt mer do Entwécklung an eise Programmer, an eisen Inhalter kréien, mee datt mer awer gradesou och kucke fir déi Inhalter do: Wat fir eng Evaluatioun brauche mer a wat si gegeebenefalls Richtlinen, déi do solle vun eis erauskommen? Dat ass also eng Méiglechkeet, déi mir eis ginn hunn an déi mer haut och notzen, fir ze kucken, datt mer eng gewësse Convergence vun deenen Evaluatiounskrittären do hunn an de jeeweilege Fächer.

Ech wëll awer gläichzäiteg soen, datt mer nach ëmmer och eng entgéintgesat Approche hunn, déi éischter eng Bottom-up-Approche ass, iwwert d'Commission-nationallen, fir awer och de Spezifizitéite vun de jeeweilege Fächer kënne gerecht ze ginn, well sech dat eent Fach mat sengen Inhalter, mat senge Finalitéiten, mat senge Methoden, mat senge pedagogeschen Approchen awer differenzéiert zu engem anere Fach, wou d'Inhalter anerer sinn, wou d'Methoden anerer sinn, wou d'pedagogesch Approche aneschters ass an dofir och d'Evaluatioun iergendwéi aneschters soll sinn.

An dee Prozess, souwuel vun ënnen erop, wéi awer och duerch dee Kader, deen duerch de SCRIPT an duerch déi nei Divisioun gesat gouf, deen huet seng Friichte bis elo scho gedroen, soudatt mer sécherlech do eng Convergence vun de Krittäre kritt hunn.

Dat wëll net heeschen, datt net weider doriwwer muss nogeduecht ginn a gekuckt ginn, ob dat, wat Der hei genannt hutt, also d'Evaluatioun iwwert den Double dépassement, wierklech nach ëmmer gewënnbréngend kann agesat ginn, soll agesat ginn oder do agesat gëtt, wou et da wierklech noutwendeg ass. Dat wëll net heeschen, datt net och ka weider gekuckt ginn, awéiwäit mer eng Évaluation certificative weider bevirdeelege par rapport zu enger Évaluation formative, wou mer jo éischter probéieren, de Schüler weider ze begleeden, a woubäi un d'Evaluatioun eigentlech selwer och soll en nächste Léierprozess ugesat ginn, fir datt de Schüler eeben doraus och dat zitt, wat en nach weider vun Efforte muss maachen, a wou et net nëmmen drëms geet, herno eng Nott ze hunn, e Bulletin ze fëllen an ze kucken, wou de Schüler dann dee Moment grad stoung.

Nun, mir brauchen hei, wéi gesot, béides. Mir brauchen op där enger Säit Richtlinnen. Déi hu mer eis ginn. Awer mir sinn och an engem Prozess dran, wou déi 60 Commission-nationallen, déi mer fir all eis Fächer fir de Secondaire général an och de Classique hunn, awer och eng Aarbecht gemaach hunn an och zu hire Konklusioune komm sinn a wou mer probéieren, béides mateneen an Aklang ze bréngen. Dat ass, wéi d'Curriculum-Entwécklung zum Beispill, e permanente Prozess. Also, et ass do sécherlech net ofgeschloss, och haut net ofgeschloss. An déi Iwwerleeungen, déi musse weidergefouert ginn.

De Contrôle, dat ass d'Aufgab vun den Direktiounen. D'Enseignantë schaffen ënnert der Autoritéit, ënnert der Hierarchie och vun den Direktiounen. Wann do e Schüler, wann och Elteren eng Kéier d'Gefill hunn, do ass net gutt a richteg verbessert ginn, da kann ech se eigentlech nëmmen invitéieren, sech do mat der Direktioun a Verbindung ze setzen, déi d'Kompetenz an d'Autoritéit huet, och déi Notten nach eng Kéier kënnen nozevollzéien, à la limite souguer eng Note kënnen ze annuléieren. Wann een elo wierklech gesäit: „Dat doten, dat huet net de Richtlinnen entsprach, an dat dote war elo net fair par rapport zum Schüler", da kann den Direkter och eng Nott anuléieren, wann en dat da mierkt.

Ech mengen awer och …, a jiddereen heibanne kennt warscheinlech aus sengem Ëmfeld eng Rei vu Beispiller, wou ee seet: „Ach, dat doten, dat hätt elo net onbedéngt misse sinn." Jo, et gëtt do sécherlech och nach ëmmer dat eent an dat anert schwaarzt Schof. Ech mengen awer och, mir kënne generell Vertrauen hunn – an dat ass op jidde Fall déi Experienz, déi ech och déi lescht Jore gemaach hunn – an d'Kompetenz, an d'Gewëssenhaftegkeet vun den Enseignanten, datt se déi Instrumenter, déi mer hu fir ze evaluéieren, och richteg asetzen an datt dat, wann et emol am Zweifelsfall muss gemaach ginn, éischter en faveur vum Schüler oder vun der Schülerin ass, wéi datt et elo a senger Defaveur wär, wat net ausschléisst, datt dann awer och eng Kéier muss intervenéiert ginn, wéi gesot, vun der Direktioun, fir ze soen: „Dat doten, dat huet weeder de Reegelen entsprach nach mécht et pedagogesch gesi Sënn!"

Mir hunn eigentlech och en Iwwergang, wat d'Approche vun der Evaluatioun ubelaangt tëschent dem Fondamental an dem Secondaire, well mer am Secondaire am Cycle inférieur net nëmmen déi certificativ Evaluatioun hunn, Prüfunge gemaach ginn, op 60 benout gëtt, mee gläichzäiteg awer och iwwer e Complément au bulletin eng formativ Evaluatioun zousätzlech dann och ubidden, wou een op d'Kompetenzentwécklung vum Schüler ageet, kann agoen an dat och an der Reegel gemaach gëtt, wou een och ka sech expriméieren, de Schüler misst éischter an där Matière, an deem doten Deelberäich, a senger Approche, an der Manéier, wéi e léiert, nach eng Rei vun Efforte maachen, wou een och kann duerchaus beschreiwen: „De Schüler huet sech positiv entwéckelt an deem doten Domän, awer an deem anere muss en nach weider um Ball bleiwen, an dat an dat geschitt."

An dat ass jo schonn eigentlech eng Tëscheform tëschent där kompetenzorientéierter, där méi staark kompetenzorientéierter Approche am Fondamental, woubäi mer och do Notten hunn, net op 60, mee awer mat A-, B-, C-, D-Notten, an am Secondaire, wou mer dann eriwwerginn op eng Benoutung op 60, an den éischten dräi Joer zousätzlech iwwert deen dote Complément au diplôme, deen eigentlech, souguer wann ee reng vum Datum hir kuckt, méi laang a Kraaft ass wéi déi kompetenzorientéiert Approche am Fondamental.

Mee ech denken, datt et – haut op jidde Fall – e flotten a sënnvollen Tëscheschrëtt ass tëschent der kombinéierter Method mëttlerweil jo och erëm am Fondamental ..., well do waren d'Notte jo ganz verschwonnen a mer hu se awer als A-, B-, C-, D-Notten erëm zousätzlech och agefouert, souwuel an den Evaluatioune wéi awer och herno an de Bilan-intermediairen. A mir hunn awer och gläichzäiteg dann am Secondaire an den éischte Joren eng Approche, déi uschléisst un d'kompetenzorientéiert Approche, awer mer wiesselen natierlech och ab der Septième dann op d'Benoutung op 60, déi ee souwuel an de Prüfunge wéi och an de Bilanen erëmfënnt.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt et schwéier ass, eng kloer an einfach Äntwert heirobber ze ginn, well mer ganz ënnerschiddlech Fächer hunn, ënnerschiddlech Finalitéiten, ënnerschiddlech Inhalter an ënnerschiddlech pedagogesch Approchen an deene Fächer do erëmfannen. An deem muss natierlech och d'Evaluatioun Rechnung droen, dofir géif ech éischter warnen: Kommt, mer ginn net ze vill strikt, kloer Reegele vir, déi iwwergräifend iwwer sämtlech Fächer musse gëllen. Kommt, mer probéieren op där anerer Säit, wuel et anzeschränken, wuel et ze guidéieren, eng Reflexioun pro Fach ze féieren an dann ze kucken, wéi d'Gewiichtung dann ass tëschent där enger Approche an där anerer Approche. An et ass dat, wat mer zanter enger Rei vu Jore maachen. An et ass deen Exercice, wou ech eigentlech géif invitéieren, souwuel de SCRIPT wéi awer och d'Programmkommissiounen, domadder weiderzefueren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Cecchetti fir eng Zousazfro.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Villmools merci, Här Minister. Just ganz kuerz: Dir hutt gesot, et ass Bottom-up an d'Eltere kënnen och intervenéiere bei den Direktiounen, falls se net zefridde sinn. Mee hei, mengen ech, geet et jo awer haaptsächlech drëms ... et geet ëm Sproochen. Well Dir hutt jo gesot: „vill Fächer." Ech verstinn, wat Der gesot hutt, mee ech kann awer net verstoen, firwat am Engleschen, wat eng Sprooch ass, wou een eng Sprooch léiert, aneschters evaluéiert gëtt – wat a mengen Ae méi korrekt ass – wéi dann am Franséischen. Wann een den Double dépassement hëlt, wat jo eppes ass, wou een als Eltere ka reklaméiere goen, mee wann de Proff einfach seet: „Ech verbesseren et esou", da verbessert hien et esou.

Et ass eigentlech dat, wou een eigentlech, obschonn et eng Bottom-up ass, awer och als Ministère vläicht kéint Gespréicher siche mat deene Plazen, wou dat do nach gemaach gëtt. Well mir hu ganz kloer och gesot kritt vu Proffen: „Et ass en Ausschlosskrittär. Et gëtt iwwert d'franséisch Sprooch gesënnert an de Classiquen." An dat fannen ech awer dann e bësse schued, well et schonn eng Sprooch ass, zu där vill Kanner net esou den Zougang hunn a wou se sech Méi ginn. A souguer, wa se dann iwwert d'Hallschent richteg hunn, hu se dann awer – ech soen elo – eng Datz. An dat ass jo null motivant. Do ka jo kee mir elo zielen, datt dat iergendeppes mat Pedagogie a mat Léieren ze dinn huet.

Also ech ka mech u meng Zäit erënneren, ech weess wéi dat ass, wann ee sech vill Méi gëtt an dann ass een esou just oder esou just net un der Moyenne an et huet ee wierklech ganz vill richteg, mee et ginn einfach esou vill Punkten ofgezunn, datt een ... Et ass einfach deen Deel, an ob Der do awer net wëlles hutt, vläicht mat den Direktiounen zesummen oder mat ..., och wann dat Bottom-up soll goen, awer do d'Gespréich ze sichen an e bësse verständlech ze maachen, firwat et net méi soll par double dépassement goen. Also ech hoffen, ech hu mech elo däitlech genuch ausgedréckt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An d'Wuert geet zréck un den Här Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech denken, dat ass Iech gelongen, an ech denken och, datt ech Är Fro verstanen hunn.

(Hilarité)

Jo, ech hu jo gesot, mir sinn net um Enn vun engem Prozess, an ech mengen, datt mer béides brauchen. Dat ass de Prinzipp souwuel bei der Curriculum-Entwécklung wéi awer och bei Methode vun Evaluatioun, datt mer Enseignanten hunn an de Programmkommissiounen, déi zesummegesat sinn aus Enseignanten aus alle Schoulen aus deene jeeweilege Fächer an déi do zesummekommen a kucken: „Wat musse mer am Contenu änneren a wat musse mer och vläicht bei den Evaluatiounsmethoden änneren?"

Mir hu viru fënnef Joer awer och eeben déi Kompetenz fir de SCRIPT bäigesat, fir dat ze encadréieren. A béides ass amgaangen, sech ze fannen. An do kann et natierlech och sinn, datt et duerch d'Approche an deem enge Fach – wou mer awer och den Historique musse kucke vun deene jeeweilege Fächer, wou mer vläicht och heiansdo musse kucken: A wat fir engem Land, op wat fir engen Universitéite sinn déi Proffen ausgebilt ginn? Mat wat fir engem Background komme se do? Mat wat fir enger Gewunnecht maache se dat doten och? – méi schnell an eng nei Richtung gaangen ass wéi vläicht an deem anere Fach.

Ech mengen awer och – an dat ass meng Experienz aus de leschte Joren –, datt et wichteg ass, déi Schrëtt ze maachen, déi och e ganze Corps enseignant bereet ass matzemaachen. An Dir kennt mech an heiansdo gëtt mer nogesot, ech géif do ze vill schnell no vir goen an ze vill dirigistesch virgoen. Hei héieren ech elo e bëssen de Contraire eraus.

Ech mengen, mir brauche grad hei, wou et ëm dat alldeeglecht Geschäft awer och vum Enseignant geet, och d'Adhesioun vun den Enseignanten, fir esou Änderunge wéi déi dote virzehuelen. Mir hu Richtlinne virginn opgrond vun deene prinzipielle Richtlinnen, wat elo net heescht: Et gëtt nach en Double dépassement oder et gëtt kee méi. Mee opgrond vun deene prinzipielle Richtlinnen ass de Spillraum, deen d'Commission-nationallen hunn, eigentlech och ageschränkt ginn. An doropshin ass och en Exercice gewiescht, fir ze kucken, wéi d'Evaluatiounsmethoden, an och pro Fach, ugepasst ginn. Deen Exercice ass net ofgeschloss an ech denken, datt mer och do weider mussen driwwer nodenken, wat Sënn mécht a wat net Sënn mécht.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Mars Di Bartolomeo

An d'Wuert geet elo un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech maachen dat am Numm vun eiser Institutiounskommissioun. An déi Proposition de loi, déi dréit am Moment véier Ënnerschrëfte vun deene véier Rapportere vun deene verschiddene Kapitele vun der Verfassung. Mee esou wéi dat an der Institutiounskommissioun ausgemaach war, sinn och déi aner Kolleege vun deenen anere Gruppéierungen oder Fraktioune wëllkomm, fir déi Proposition de loi matzeënnerzeechnen.

Just an dräi Wierder, ëm wat et geet: Et geet ëm den Droit de recours virum Verfassungsgeriicht. Wann no de Walen an der Chamber eng Incompatibilitéit vun engem Mandat festgestallt gëtt, da kann deejéinege Candidat-député virum Verfassungsgeriicht no ganz klore Prozeduren e Recours areechen. An dat selwecht gëllt, wann en cours de mandat eng Incompatibilitéit festgestallt gëtt. Da kann den Deputéierten, dee schonn en place ass, och e Recours géint esou e Constat maachen.

Ass déi Aschätzung vun der Chamber bei engem Candidat-député rechtens, da kann dee Kandidat net untrieden. Ass déi Decisioun bei engem Deputéierten, deen hei sëtzt, an deen och kann hei sëtzen, bis dass d'Verfassungsgeriicht seng Decisioun geholl huet, rechtens, jo, da muss en d'Parlament verloossen an engem anere Plaz maachen.

Dat ass an e puer Wierder de Sënn vun dëser Proposition de loi. Déi kann, vu dass mer se matzäit deponéieren, mat bal 100%eger Sécherheet scho gëlle fir déi nächst Legislativwalen. A wéi gesot, déi Kolleegen, déi nach mat wëllen ënnerschreiwen: Déi Proposition de loi läit hei beim President respektiv am Sekretariat, fir dat ze maachen.

Villmools merci, Här President, och fir d'Kulanz.

8181 – Proposition de loi portant modification :
1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
2° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

4. 7671 – Projet de loi portant modification de la deuxième partie, livre III, titre Ier, du Nouveau Code de procédure civile, en vue de la réforme de l'arbitrage

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7671, eng Ofännerung vum neien Zivillverfaregesetz am Kader vun der Reform vum Arbitragegesetz. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmme mam 7651 (veuillez lire: mam 7671) eng Reform, wou schonns länger, wierklech laang drop gewaart gouf, an dat ass déi vum Arbitrage. Un der Nummer vun dësem Gesetzesprojet gesi mer, dass e schonns méi laang ënnerwee ass. Dëse Projet ass och ze gesinn am méi breede Kader vun der Reform vum Code civil.

D'Justizministesch Sam Tanson huet dëse Projet de 15. September 2020 deposéiert, den Dag drop hu mer en an der Justizkommissioun dann eng éischte Kéier behandelt an den Avis vum Staatsrot, dee krute mer den 10. Mee 2022. Den 23. November hu mer opgrond vun deem Avis eng Serie Amendements parlementaires ugeholl. Den 23. Februar (veuillez lire: Den 28. Februar) krute mer den Avis complémentaire vum Staatsrot, hunn deen den 8. Mäerz zur Kenntnis geholl an de schréftleche Rapport de 15. Mäerz unanime ugeholl.

Ëm wat geet et an dësem Gesetzesprojet? Wéi gesot, mer reforméiere vu Grond op eis aktuell Gesetzgeebung iwwert den Arbitrage, déi am Exposé des motifs, ech zitéieren, als „suranné" qualifizéiert gëtt. Se ass mat der Zäit punktuell ugepasst ginn, mee quant au fond geet se op napoleonesch Zäiten zréck.

Den Arbitrage ass besonnesch fir d'Geschäftswelt interessant an en ass virun allem net ze verwiessele mat deem, wat mer Mediatioun nennen.

Beim Arbitrage gëtt en onparteieschen Arbitter genannt, deen an engem Konflikt soll tranchéieren. Dat sinn déi Leit, déi och esou um Terrain hin- an hier lafen als onparteiesch Arbitteren. Et ass eng Alternativ, fir Konflikter kënnen ze schlichten, en parallèle zu de staatleche Juridictiounen oder soss Schlichtungsinstanzen. Domadder ginn och déi entlaascht respektiv bleift hinnen en Deel vun der Aarbecht erspuert. An den Zäitfacteur ass beim Arbitrage och een, dee wichteg ass, wa Parteie sech eens ginn a wëlle méi schnell weiderkommen.

Den Arbitrage huet sech op internationalem Plang besonnesch zënter de 50er-Joren entwéckelt. Lëtzebuerg huet 1983 d'New Yorker Konventioun iwwert d'Unerkennung vun den Arbitragedecisioune vun 1958 ratifizéiert a Lëtzebuerg ass fir den internationalen Arbitrage gutt situéiert. Ëmsou méi wichteg ass et, en zäitgeméisse Rechtskader ze hunn. Mir sinn hei och erëm an enger Situatioun, wou mer kënne Standuertpolitick maachen.

(Interruption par M. André Bauler)

Här Bauler, do si mer. Eis Villsproochegkeet an eis Interkulturalitéit si wichteg Trëmp an der internationaler Kompetitioun; Versteesdemech a Gespier, fir ze wëssen, wéi déi verschidde Konfliktparteien ticken engersäits, an anerersäits ass Lëtzebuerg eng Plaz, wou net just dat internationaalt Recht bekannt ass, mee wou mer och kompetent sinn an aneren nationale Gesetzgeebungen, an anere Gesetzphilosophien an esou eng vergläichend Approche à la base hunn.

Dëst si Qualitéiten, déi den Arbitrage hei am Land zu engem net negligeabele Facteur maache fir d'Kompetitivitéit – ech widderhuele mech – vum Standuert Lëtzebuerg.

Geografesch si mer ausserdeem exzellent situéiert a gutt erreechbar an et ass gewosst, dass eis politesch Situatioun stabill ass. Ech hunn hei a Klammere stoen: net wéi an eisen Nopeschlänner oder op enger Insel, déi net méi an der EU ass. An doduerch hu mer en normatiivt Ëmfeld, wat en Argument ass, fir en Arbitrage zu Lëtzebuerg ze maachen.

Am aktuelle Regierungsprogramm steet, ech zitéieren: „Ce mode alternatif de règlement des litiges sera modernisé afin de mettre en avant ses atouts de flexibilité, de rapidité et de confidentialité tout en l'encadrant de garanties appropriées notamment en ce qui concerne le respect de l'ordre public, le droit des parties à l'arbitrage ainsi que le respect des droits de tierces personnes."

De Projet de loi definéiert déi rechtlech Basis vum Arbitrage nei. Dës Basis muss kohärent Reegelen hunn, déi bekannt an unerkannt sinn an der Geschäftswelt wéinst hirer Effikassitéit, wat d'Exigenzen an d'Contraintë vun enger nëtzlecher Arbitrageprozedur betrëfft.

A mengem Bericht erspueren ech Iech den Detail vun den Artikelen. Dat steet alles am Schréftlechen an an den Documents parlementaires.

Ech soen Iech elo, wat déi dräi grouss Usätz sinn, déi d'Basiselementer vun dëser neier Gesetzgeebung duerstellen. Éischten Usaz: Mir gi vum franséischen Droit aus an der Loi-type CNUDCI, der Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, also eng UNO-Referenz, wat den Arbitrage commercial ugeet. An aus dësen zwou Quellen hu mer déi bescht Reegelen iwwerholl.

Den zweeten Usaz, dat ass de Choix, e liberale Regimm ze schafen, wou mer den Arbitrage facilitéieren, mee wou mer verschidde Litigen aus dem Champ d'application vum Arbitrage ausschléissen, nämlech Litigen tëscht Professionellen a Konsumenten, tëscht Patronen an Ugestalten a Litigen, déi mat Bailen ze dinn hunn am Logement.

Den drëtten Usaz: An dësem Gesetz maache mir keen Ënnerscheed, wéi am franséischen Droit – et géif jo och kee Sënn maachen hei zu Lëtzebuerg –, tëscht dem nationalen an dem internationalen Arbitrage.

Op Basis vun dësen dräi Usätz hu mer haaptsächlech de franséische Regimm vum internationalen Arbitrage zréckbehalen.

En Arbitrage kann ugefrot gi vun de Parteien ouni Contrainte, wat d'Form ugeet. Si gi sech eens, wat fir eng Mëssele musse geschlicht ginn a schreiwen dat fest an eng Konventioun, e Compromis. D'Parteie kënnen dat och nach maachen, wa se schonns geriichtlech ënnerwee sinn a sech dann entscheeden, léiwer en Arbitrage ze maachen.

D'Parteien entscheede fräi, wou den Arbitrage soll gemaach ginn, respektiv entscheet den Tribunal arbitral dat selwer. Si gi sech eens, wien a wéi vill Arbitteren et gëtt. Wann et keng Konventioun gëtt, da sinn et der dräi. Se kënne sech awer och op en Arbitre unique eenegen. D'Konditioun, fir en Arbitter ze ginn, ass, dass deen onofhängeg an onparteiesch ass. Fir en Arbitter ze revoquéieren – dat kann och virkommen – mussen d'Parteie sech eens ginn.

An da gëtt et e „Juge d'appui", dat heescht, déi normal Geriichtsbarkeete bleiwen ageschloss. De Juge d'appui, dee kënnt an d'Spill, wann den Arbitrage zu Lëtzebuerg stattfënnt; dann ass et e Lëtzebuerger Riichter. Deen ass zoustänneg, wann d'Parteie Mëssele hunn, wat d'Arbitrageprozedur ugeet. An dat ass an deem Fall de President vum Stater Bezierksgeriicht.

An et ass esou, dass wärend dem Arbitrage d'Parteie weider Demandë kënne stellen, ausser d'Konventioun hätt dat ausgeschloss oder den Tribunal arbitral fënnt, dass et näischt mam Litige ze dinn huet oder dass déi Demande ze spéit agereecht gouf.

Den Tribunal arbitral kann och Mesures provisoires oder conservatoires ordonnéieren, mee et ass awer déi staatlech Juridictioun, déi exklusiv zoustänneg ass bei Saisien.

Den Tribunal arbitral kann decidéieren, dass et Schluss mam Arbitrage ass, wann eng oder déi zwou Parteien net weidermaache mat hiren Demanden – dat kann och virkommen –, d'Saach an d'Längt zéien oder wa se net mat hirer Defense weiderkommen. Oder den Tribunal hëlt seng Decisioun einfach op Basis vun den Elementer, déi bis da virleien.

All Drëtten, deen en Interêt an enger Affär huet, ka froen, gehéiert ze gi vum Tribunal arbitral. An deem Fall mussen d'Parteie sech all eens gi mam Tribunal, ob dësen Drëtten och däerf erakommen a gehéiert gëtt oder net.

D'Deliberatioune vum Tribunal si geheim. D'Konventioun ka virgesinn, dass déi eenzel Arbitteren hire Point de vue personnel kënnen duerleeën, nodeems d'Urteel gesprach gouf. D'Decisioune gi majoritär geholl a si motivéiert.

„La sentence arbitrale a, dès qu'elle est rendue, l'autorité de la chose jugée", mee wann eng Partei et freet, kann den Tribunal d'Urteel interpretéieren, eventuell Feeler verbesseren oder et completéieren, wann et net op all Demanden agaangen ass. Et ka jo och emol sinn, dass en Element vergiess gouf.

D'Sentence arbitrale gëtt eréischt exekutéiert – an dat ass och erëm wichteg fir de juristesche Kader – op Basis vun enger Ordonnance d'exequatur vum President vum Bezierksgeriicht. Dee kann déi awer och refuséieren, a ganz bestëmmte Fäll awer nëmmen, wou dann en Appell méiglech ass virun der Cour de cassation. Deen ass awer virgesinn, deen Appell.

E Recours en révision virum Tribunal arbitral ass och a bestëmmte Fäll méiglech, wa sech zum Beispill nodréiglech erausstellt, dass Fraude am Spill war, wann nei Piècen optauchen, déi déi eng oder aner Partei net op den Dësch geluecht hat, bewosst oder net, oder wa sech herno erausstellt, dass falsch Piècen am Spill waren.

Wann eng Sentence arbitrale am Ausland geholl gëtt, dann ass se eréischt effektiv op Basis vun enger Ordonnance vum President vun eisem Bezierksgeriicht – en gros déi selwecht Prozedur wéi béi engem Arbitrage zu Lëtzebuerg.

Ech si gläich fäerdeg, Här President. Mir kruten Avisen nieft deenen zwee vum Staatsrot: vun der Cour supérieure, de Bezierksgeriichter aus der Stad a vun Dikrech, dem Escher Friddensgeriicht, der Handelskummer an der Staatsbeamtekummer, vum Barreau, vun der ULC an der Association luxembourgeoise d'arbitrage.

Déi Avisen hu kloer d'Demarche vun der Reform begréisst. Déi Modernisatioun war absolutt noutwendeg an domat gëtt Lëtzebuerg fir den Arbitrage gutt opgestallt. De Staatsrot an d'Juridictiounen, genee wéi de Barreau, hu Kriticken a Suggestioune gemaach, déi dem Text zeguttkoumen.

Esouwäit fir mäi mëndleche Rapport. An deem schréftleche fannt Dir, wéi gesot, den Detail vun den Avisen, déi zum finalen Text geféiert hunn.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Dem Rapporteur merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir stëmmen haut déi nei Prozedur fir den Arbitrage. Den Arbitrage geet zréck op de Code Napoléon an ass zënterhier net méi fundamental changéiert ginn. Den Arbitrage huet awer am internationale System an och hei bei eis zu Lëtzebuerg, wou mer d'Chambre arbitrale bei der Chambre de Commerce hunn, eng wichteg Roll an eng wichteg Plaz an eisem juristesche System.

De Virdeel vun engem Arbitrage ass eeben, datt zwou Parteie sech kënnen eens ginn iwwert den Arbitter, deen och kann en techneschen Expert sinn, wat eebe bei engem Geriicht net de Fall ass. A gleeft mer: Eng Rei Sträitfäll sinn heiansdo ganz technesch! Dat huet och de Virdeel, datt ee kann d'Sprooch eraussichen. Bei engem Tribunal zum Beispill hei zu Lëtzebuerg kënnt Der net soen: „Ech hätt gär d'Urteel op Englesch." Mir wëssen: Duerch d'Finanzplaz, duerch den internationalen Stellewäert vu Lëtzebuerg an der internationaler Wirtschaft, ass dat awer e wichtege Facteur. Den Tribunal arbitral kann och en équité statuéieren, wéi och eenzel Geriichter.

Wat wichteg ass, ass, datt eeben den Arbitrage net applikabel ass bei verschiddene Matièren, wou soi-disant déi méi schwaach Partei doduerch kéint en Nodeel kréien, wéi en matière vum Aarbechtsrecht, vum Konsumenteschutz an en matière de bail.

Den Arbitrage ass och confidentiel. An dat ass heiansdo dat Argument, wat een dann och liest an der Press, datt et sech souzesoe géif ëm eng geheim Justiz handelen. Dat ass awer net richteg – an de Rapporteur ass och do mat Recht drop agaang –, well een eeben an der Prozedur vun dem Arbitrage zum Schluss muss bei de Riichter goen, fir eng Exequatur ze kréien, dat heescht, fir déi Sentence arbitrale, déi Decisioun, kënnen ze exekutéieren. An an deem Kader kuckt dann och de Riichter, ob keng Atteinte à l'ordre public ass.

Den Arbitrage, an dat ass e wesentlechen Deel vun dëser Reform, gëtt och méi oppe gemaach, well mat dësem Gesetz ass et och elo méiglech, datt een Drëtte kann an der Prozedur intervenéieren. Dat war bis elo am Arbitrage net méiglech.

Den Arbitrage ass also eng schnell Prozedur fir de Litige tëschent zwou Parteien, huet och de Virdeel, e bësse wéi bei der Mediatioun, datt déi zwou Parteien herno awer vläicht virufueren an hirer Geschäftsrelatioun. Well gleeft mer et: Wann ee bis eng Kéier um Geriicht ass, duerno nach eng Kéier tëschent deene selwechte Partien eng Geschäftsrelatioun oprechtzeerhalen, dat ass bal net méiglech!

De grousse Virdeel vum Arbitrage ass och, datt et a priori ganz schnell geet: sechs Méint, den Delai ka verlängert ginn. Mir wëssen, datt d'Prozedur bei de Juridictioune weesentlech méi laang ass. An duerfir, in fine – an de Rapporter ass och dorobber agaang – ass den Arbitrage souzesoen och e wichtege Wirtschaftsfacteur fir eist Land.

An domadder ginn ech den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister – Madamm Ministeren! –, ech soen op alle Fall, fir et net ze vergiessen, dem Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport e ganz, ganz grousse Merci.

Et ass allerdéngs elo schonn hei ganz vill gesot ginn, souwuel vum Rapporteur wéi vu mengem Virriedner, soudatt ech riskéieren, déi eng oder aner Saachen nach eng Kéier ze soen. Mee doppelt gemoppelt hält besser!

Wéi gesot, et ass schonn ugeklongen, eis Texter am Beräich vun dem Arbitrage sinn an d'Jore komm, a mat der Zäit ass et wéi bei allen alen Texter: Et kënnt zu Onstëmmegkeeten a Lacunnen. Mir mussen eis der Zäit upassen. Dofir ass et wichteg, dass mir dësen Text elo frësch op de Leescht geholl hunn, fir en eiser Zäit unzepassen.

Frankfurt, London a Paräis si grouss a wichteg Zentre fir d'Arbitragen, also dës alternativ Règlements de conflits.

Allgemeng belueft gëtt d'Method vum Arbitrage aus verschiddene Grënn, an dat ass och schonn ugeklongen:

Éischtens kënnen des Affären net seele méi séier gereegelt ginn, wéi dat virun engem Geriicht de Fall wier. D'Delaie sinn oft net esou laang. Sécherlech mussen d'Parteie kënnen hir Argumenter austauschen, mee allgemeng daueren dës Affären am Duerchschnëtt net esou laang wéi viru Geriicht, an de Léon Gloden ass jo och dorobber, op dee Punkt, agaangen.

En anert Element, wou hien och drop agaangen ass, dat ass: Bei Arbitragë gëtt oft appreciéiert, dass eng gewësse Confidentialitéit besteet, déi et de Parteien zum Beispill a kommerzielle Litigen erlaabt, e bessere Schutz vun ënner anerem dem Secret de fabrication oder Secret des affaires ze waren, wat am Business net onwichteg ass. Bei Geriicht läit alles oppen, och méi confidentiell Elementer vum Dossier – an den ëffentleche Sitzungen wuelverstanen. Contrairement zu enger Geriichtsverhandlung, déi ëffentlech ass, garantéieren d'Arbitragë méi Diskretioun.

An et ass effektiv net esou, dass do geheim Justiz gemaach gëtt, mee et ass ganz einfach méi einfach an diskreet, fir eebe verschidden Donnéeë vu sengem Business dohinnerzeleeën.

E weideren net onwichtegen Aspekt, dee sech och aus dësen zwee Punkten ergëtt, ass, dass d'Geriichter duerch Arbitragë kënnen entlaascht ginn. Als Alternativ zu Geriichtsaffäre bitt en Arbitrage e Mëttel fir zwou Parteien, sech och aussergeriichtlech ze eenegen, an erlaabt esou de Geriichter, sech net och nach zousätzlech mat deenen Affären ze chargéieren.

Ech hat et gesot: Aktuell gi vill international Arbitragen zu Frankfurt, London a Paräis verhandelt, ënner anerem, mee haaptsächlech do. Mee et wier net vu Muttwëll, wann och Lëtzebuerg dës Nisch fir sech géif an Usproch huelen a sech als Zentrum fir Arbitragë weider géif entwéckelen.

Lëtzebuerg huet esou munch Atouten, fir sech esou ze entwéckelen. Mir sinn e Land, dat multinational an haaptsächlech och plurilingue ass. Des Weideren hu mir hei am Land och Spezialisten an den néidegen Knowhow, fir esou Affäre kënnen ze behandelen. A mir si gewinnt, souwuel um nationale wéi och um internationalen Niveau ze schaffen. Mir hunn zu Lëtzebuerg souwuel Experten, Wëssenschaftler aus de betraffene Secteuren, wéi och Universitären, déi kéinte mat erugezu ginn, fir eeben de Litige méi einfach kënnen ofzewéckelen.

Et sollt een also alles an d'Weeër leeden, fir Arbitragen op Lëtzebuerg unzezéien, an de virleienden Text gëtt eis déi Moyenen derfir.

Dat gesot, soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Dir Damme Ministeren, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi, dee mer haut stëmmen, gëtt de Lëtzebuerger Arbitrage moderniséiert, esou wéi dat och schonn um internationale Plang de Fall ass. An ech wéilt virop och schonn dem Rapporteur Charles Margue villmools Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

Meng Virriedner si schonn op ganz vill Punkten agaangen an de Rapporteur och. Mee ech mengen, virop ass awer ze soen, dass de Koalitiounsprogramm vun 2018 virgesinn huet, dass dës Koalitioun sech enger Modernisatioun vum Arbitrage wéilt unhuelen, an dat maache mer haut, andeems mer dëse Projet de loi stëmmen.

Eng Modernisatioun ass néideg, well, mengen ech, den Arbitrage eng grouss Plus-value duerstellt. Mir wëssen, en ass net méi zäitgeméiss, e staamt aus dem Code Napoléon, an andeems e moderniséiert gëtt, passe mer eis natierlech och hei un, souwuel societal wéi och, wéi gesot, juristesch. An natierlech ass den Arbitrage, notamment bei kommerzielle Litigen, ee vun de Mechanismen, déi alternativ Léisunge sichen zum geriichtleche System. An ech mengen, dat ass och ganz, ganz wichteg, well och mat Hëllef vun enger Drëttpersoun aussergeriichtlech ka gereegelt ginn.

Mir hunn natierlech esou Prozesser wéi d'Mediatioun respektiv awer och d'Conciliatioun. An ech mengen, wat och hei gutt ass bei där Modernisatioun, dat ass, dass de President vum Tribunal d'arrondissement de Juge d'appui vun engem Arbitrage ka sinn, an natierlech awer och déi onparteiesch Arbitteren, déi intervenéiere kënnen.

An ech mengen, och de Juge d'appui – an et ass jo schonn emol hei ugeklongen – ass natierlech eng vun de groussen Neierungen hei am Arbitrage, well hien de Parteie virun der Zesummesetzung vum Tribunal arbitral hëllefe kann, och Hindernisser, déi effektiv se dann zesummeféieren, kënnen deementspriechend ze iwwerwannen.

A wat, mengen ech, och en Novum ass, dat ass, dass d'Arbitteren och Professioneller kënne sinn, déi effektiv am Droit täteg sinn, awer och Professioneller kënne sinn aus engem anere Secteur, wat natierlech och do d'Bandbreet deementspriechend méi opmécht.

An et bleift op alle Fall och wichteg, dass mer hei och weider Alternativen zu de klassesche Geriichtsprozeduren ubidden. A grad eeben dat ass d'Méiglechkeet, fir och e bësse méi schnell an och an engem méi confidentielle Kader – och dat ass schonn hei ugeklongen – an och effikass natierlech de Konflikt tëschent de Parteien ze léisen, awer, mengen ech, och déi Convention d'arbitrage, déi iwwert déi Modernisatioun hei stattfënnt. Ech mengen, och dat ass en Novum, deen nieft de Parteien och dem Arbitter immens vill Fräiraum bitt, an deem se sech och deementspriechend beweege kënnen.

Also, mengen ech, déi Modernisatioun hei, dat, wat mer nohuelen, ass eng positiv Entwécklung a leent sech un un eis modern Gesellschaft, an deementspriechend ginn ech och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt just soen, ech mengen, et

ass wierklech alles gesot. De Rapporteur huet en exzellente Rapport gemaach an d'Virriedner sinn op d'Detailer agaangen. Ech wëll dat net alles widderhuelen, ech wëll awer trotzdeem vläicht just eng Bemierkung maachen. Wann ee jidderengem nolauschtert, jidderee seet: „Et ass eng Referenz, Code Napoléon, 200 Joer." An ech wëll just soen, datt ech en enorme Respekt hu virum Code Napoléon a villerlee Hisiicht, well dat war awer e Gesetzeswierk, dat eis iwwer Joerhonnerte begleet huet an nach ëmmer en immensen Afloss huet. Ech kann nëmmen hoffen, datt déi Aarbecht, déi mir haut leeschten, och eng Kéier esou eng Karriär viru sech huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och dem Rapporter e grousse Merci – wou ass en? Do.

Jo, mir hu prinzipiell kee Problem mat dem Gedanke vun dem Arbitrage. Anstatt déi staatlech Geriichter an domat och déi ëffentlech Gelder dann och ze belaaschten, fanne mir déi Iddi a priori net oninteressant. De potenzielle Virdeel baséiert op enger Virstellung vum Arbitrage als enger alternativer Méiglechkeet vun der Sträitschlichtung, déi soumat en Deel vun der Justiz als e Ganzt duerstellt. An dëser Logik dierf den Arbitrage keng Aart autonom Privatjustiz sinn, mee e muss an engem streng reguléierte Kader als en Deel vun der effektiver Justiz fonctionéieren.

Matièrë wéi beispillsweis den Droit de la consommation, den Droit du travail an och den Droit du bail, also wou et eng potenziell méi schwaach Partei gëtt, déi besonnesch geschützt muss ginn, passen dofir konsequenterweis net an den Uwennungsberäich vum Arbitrage. De Projet de loi geet jo hei an déi selwecht Richtung, wat natierlech ze begréissen ass.

An dësem Sënn begréisse mir och, am Géigesaz zu deem engen oder aneren Avis, dass dës Matièren um Enn vun der jeeweileger vertraglecher Relatioun ausgeschloss bleiwen. All Fuerderung no enger Ëffnung vun dëser Reegel ass kloer ofzeleenen an eisen Aen.

Natierlech muss een, fir komplett ze sinn, och e puer bekannt Kriticken erwänen. Hei huet ee beispillsweis de finanzielle Charakter vun engem Arbitrage, deen derzou féiere kann, dass bestëmmt Persoune privilegiéiert kënne ginn, falls nëmme si de Choix tëscht engem ëffentleche Riichter an engem Arbitrage hunn. Hei ass et jo kee Geheimnis, datt éischter grouss Industrie- a Finanzgruppen op d'Méiglechkeet vum Arbitrage zréckgräife kënnen. Geneesou besteet ëmmer de Risiko vun engem Mangel un Transparenz.

Bon, ech verdéiwen déi Punkten elo net weider, mee ech ginn nach op ee Punkt an: Op där enger Säit hu mir d'Objektiv vun der Moderniséierung vum Rechtskader, wat ech novollzéie kann, soulaang mir, wéi gesot, den Arbitrage als en Deel vun der effektiver Justiz gesinn. Allerdéngs liest een op där anerer Säit ëmmer erëm d'Objektiv eraus, Lëtzebuerg als e Standuert vum Arbitrage eeben ze etabléieren, deen den Ufuerderunge vum internationale Commerce gereecht gëtt. Dëst zielt also an d'Richtung vun enger Virstellung, wou Lëtzebuerg sech als eng international Arbitragesplaz à la Paräis oder London etabléiere wëll, déi duerch seng Attraktivitéit Affären op Lëtzebuerg zéie wëll. All dëst erënnert mech dann éischter un eng Aart Kommerzialiséierung, wat grad am Beräich vun der Justiz als e Service public keng gesond Basis ass an eisen Aen.

Ech gesi bei dësem Projet de loi op där enger Säit also eng Rei positiv Punkten, mee op där anerer Säit bleiwen eis och eng Rei oppe Froen iwwreg, an dofir hu mir eng gewëss Skepsis an dowéinst enthale mer eis och.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, an och mir ginn eisen Accord.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci alleguerten. Ech fänke mam Här Margue un, dass ech et net vergiessen. Merci fir Äre Rapport, dee mer villes elo erspuert, well Dir sidd ganz am Detail op déi Prozedur hei agaangen.

Vläicht awer e puer méi generell Remarken.

Fir d'éischt emol: Den Arbitrage ass quasi esou al wéi den Droit. Dat heescht, den Arbitrage ass näischt – wéi dat vläicht elo grad nach ugeklongen ass – per se Verwerfleches. Et ass eng Method, fir Litigen ze traitéieren, déi extreem al ass, déi och vill méi wäit zréckgeet wéi den Napoléon, an dat, wat mer hei eigentlech maachen, dat ass, dee Mode, fir d'Litigen op en Enn ze kréien, un déi haiteg Zäiten unzepassen. Well zënter dem Napoléon hu virun allem och d'Aart a Weisen, Geschäfter mateneen ze maachen – well dorëms geet et jo hei –, extreem evoluéiert, an et ass wichteg, dass mer och e modernen an zäitgeméisse Kader hu fir den Arbitrage.

Mir hunn eis jo hei wierklech ..., an dat war ee vu menge gréissten Uleiessen, dass mer eis e strikte Kader ginn an och empêchéieren, dass et derzou kënnt, dass eeben eng Partie faible kéint doriwwer, dass ee vläicht méi Moyenen hätt, dann och – nëmmen an der Theorie – iwwert den Dësch gezu ginn. An duerfir ass jo och eng Exklusioun virgesinn.

Si sinn elo schonn e puermol genannt ginn, mee ech soen et nach eng Kéier: Den Arbitrage kann net a Litigen tëschent professionelle Consommateuren, tëschent Employeuren a Salariéen an en matière de bail d'habitation genotzt ginn. Dat ass wierklech eppes, wat reservéiert ass, fir d'Relatiounen tëschent Professionellen ze reegelen. Dat ass extreem wichteg!

Dann ass et och esou, dass et eng Matière ass, déi – net nëmmen, mee virun allem – och bei ganz grousse Kontrakter, bei ganz grousse Litigen, déi international Implikatiounen hunn, extreem oft genotzt gëtt, an et ass eppes, wou héichwäertegen Droit oft hannendrun hänkt, wou eng grouss juristesch Kompetenz gebraucht gëtt, och fir op en Enn vun deene Litigen ze kommen.

Duerfir ass et wierklech en Attraktivitéitsfacteur och fir d'juristesch Plaz hei zu Lëtzebuerg, an ech sinn immens frou, dass mer eis elo haut hei kënnen dee gudden neie Kader ginn. Et entlaascht och bei de méi nationale Konflikter potenziell eis Geriichter, well wann esou Affären, déi reng kommerzieller Natur sinn, wou d'Parteie sech eens sinn, wéi se wëllen de Litige solvéieren – also iwwer wéi ee Modus –, dass dat aussergeriichtlech ass. Déi Affären, déi brauchen dann net méi um Geriicht traitéiert ze ginn, wat och gutt ass.

Wat awer och wichteg ass, dat ass d'Method, déi mer hei ugewannt hunn. Et ass schonn ugeklongen, dass et sech aschreift an d'Reform vum Code civil. Hei geet et natierlech net ëm de Code civil, mee ëm d'Procédure civile. Mee mir sinn hei ..., dee Projet, déi alleréischt Versioun vum Projet, ass ausgeschafft gi vun engem Aarbechtsgrupp, dee sech ausernanersetzt mam Droit privé. Dat ass en Aarbechtsgrupp, deen zesummegesat ass vu Professere vun der Uni, vu Magistraten, vun Affekoten, déi eigentlech un de Ministère erugetruede sinn – scho viru menger Zäit – mat engem Projet an eis eng Propos gemaach hunn.

Si hu sech hei vun deem inspiréiert, wat am beschten am internationalen Droit gepasst huet, dem fransëischen Droit, mee awer och internationalen Arbitragesreegelen, an et ass op Basis vun deem Prozess, dee mer do zesumme mat hinne gemaach hunn a weidergefouert hunn, bis et zum Depot vum Projet de loi koum an och den Amendementen, wou mer och de Prozess entwéckelt hunn, fir déi grouss Reform vum Code civil, déi amgaangen ass, wou mer eng Konventioun mat der Uni Lëtzebuerg ofgeschloss hunn a wou mer änlech virgi wéi hei, dat heescht: All déi Leit op en Dësch ruffen, déi wëlle matschaffen un der Reform, deene grousse Reforme vun eisem Zivillrecht zu Lëtzebuerg, an da lues a lues eeben esou all eise groussen Text vum Code civil wëlle reforméieren.

Dofir e ganz grousse Merci och vun dëser Plaz aus un alleguerten déi, déi dee Prozess initiéiert hunn, dat heescht, déi Membere vun deem Aarbechtsgrupp, an dann Iech natierlech merci fir den Accord, wann Der en da gitt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7671. Den Text steet am Document parlementaire 7671[11].

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt am Artikel 1 dräi Trackchanges hu missen ewechgeholl ginn, dat op der Plaz, wou den Artikel 1228 (4) ofgeännert gëtt. Et sinn dat zwee Punkten, déi duerchgestrach waren, souwéi e Buschstaf, deen ënnerstrach war.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7671 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8171 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung, dem Projet de loi 8171, enger Ofännerung vum Covidgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, hoffentlech fir d'lescht.

Virun dräi Joer, bal op den Dag genee, den 21. Mäerz 2020, hu mer wéinst der Covidkris hei an der Chamber schwéieren Häerzens opgrond vum Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung den État d'urgence, deen den 18. Mäerz vun der Regierung ausgeruff gi war, fir dräi Méint verlängert. Dat war wuel dee schwéierste Rapport, deen ech jee ze maachen hat, well d'Konsequenz war, datt jiddwer Eenzelne vun eis op vill vun eise Fräiheeten huet misse verzichten, fir d'Gesondheet vun der Allgemengheet ze schützen.

Deemools wousst een nach net, wou d'Rees géif higoen. Wou mer eis awer deemools sécher waren, war, datt d'Parlament seng Kompetenzen net méi laang wéi onbedéngt néideg sollt der Exekutiv iwwerloossen, esou wéi dat an anere Länner de Fall war. Ëmmer erëm huet d'Parlament no deenen éischten dräi Méint a kierzester Zäit nei Gesetzer analyséiert a verofschit, fir der jeeweileger sanitärer Situatioun Rechnung ze droen.

Et si mëttlerweil, wann een de Large-Scale-Testing an d'Ëmgeréits mat eranhëlt, 30 där Gesetzer, net ze schwätze vun all deene Gesetzer, déi mer gemaach hunn, fir op Krisekonsequenzen ze reagéieren.

An der Logik vun deene leschten Ännerungen um Covidgesetz, gi mat dem Gesetzesprojet, deen ech haut virstellen, déi lescht Restriktioune gestrach. Méiglech ass dat, well déi gesondheetlech Situatioun hei am Land stabiliséiert ass. Wuel zirkuléiert de Virus nach ëmmer a leider kënne mer dee Virus net per Gesetz ofschafen. D'Zuel vun den Infektiounen ass an deene leschte Wochen tendenziell erëm eropgaangen, mee gläichzäiteg ass d'Unzuel vun de Leit, bei deenen de Virus Schlëmmeres verursaacht, niddreg bliwwen.

Dofir gëtt et haaptsächlech zwou Erklärungen: Engersäits ass d'Populatioun duerch d'Impfung – mir leien haut bei 80 % –, d'Infektiounen an d'Reinfektioune méi robust ginn. Anersäits hunn déi Virusvarianten, déi aktuell am Ëmlaf sinn, e manner schwéiere Verlaf. Dëse Constat erlaabt et eis, déi lescht grouss Restriktiounen opzehiewen.

Dat betrëfft d'Maskeflicht. Aktuell sinn an de Strukture wéi de Spideeler an den Alters- a Fleegeheimer Masken obligatoresch. Dat fält mat dësem Gesetz ewech. Dir kënnt Iech virstellen, wat fir eng Erliichterung dat fir déi Leit ass, déi wärend dräi Joer ënner schwieregen Ëmstänn nach mat de Masken, ganz oft mat deenen FFP2-Masken, aacht Stonnen a méi hu misse schaffen – wat fir eng Erliichterung dat ass! Mir vergënnen hinnen dat vun Häerzen!

An deene selwechte Strukturen, wou sech awer eng vulnerabel Bevëlkerung erëmfënnt, gëllt et weiderhin, virsiichteg ze bleiwen. Do wäerten déi Responsabel vun deene jeeweilege Sitten déi noutwendeg Sanitärmoossname jee no Besoin huelen.

D'Ofschafung vun der Maskeflicht heescht awer net, dass d'Leit keng Mask méi droen däerfen. Iwwerall, wou d'Gesetz et net explizitt verbitt, kann ee se weiderhin droen. Da gëtt et och Plazen, déi am sougenannte Vermummungsgesetz opgelëscht sinn a wou d'Gesiicht am Prinzipp fräi muss bleiwen. Fir ze verhënneren, dass een do a Konflikt mam Vermummungsgesetz kënnt, erlaabt dëst Gesetz d'Droe vum Gesondheetsmask op deene Plazen explizitt. Dat ass de Grond, firwat eng Rei Plazen opgelëscht ginn, wéi d'Schoulen, d'Spideeler, Altersheimer oder nach den ëffentlechen Transport.

Wéi gesot, dat heescht net, datt et just op dëse Plazen erlaabt wier, eng Mask ze droen. Op all deenen anere Plazen bleift et derbäi, datt een, fir sech an déi aner ze schützen, de Mask droe kann, jo souguer droe soll, wann ee krank ass, fir keen aneren unzestiechen. Dat gëllt selbstverständlech och fir all Plazen, wou gesondheetlech Leeschtungen an Usproch geholl ginn, wéi Gesondheetszenteren, beim Dokter oder an den Apdikten.

Déi zweet grouss Restriktioun, déi ewechfält, ass d'Isolatiounsflicht. Aktuell sinn do nach véier Deeg virgesi fir Leit, deenen hiren Test positiv ass. Dës Mesür, déi jo och an der Vergaangenheet scho verkierzt ginn ass, fält also elo ewech. Mir hu gesinn, datt eng Rei vun Nopeschlänner respektiv Nopeschregiounen och schonns den Isolement opgehuewen hunn, ouni dass dat zu gréissere Problemer gefouert hätt. Mam Isolement fält och d'Obligatioun ewech, datt een der Santé matdeele muss, datt ee positiv ass. Och d'Mesür vum „Reporting" fält ewech.

Dat heescht awer net, dass d'Zuele vun der Krankheet elo guer net méi gesammelt ginn: D'Santé wäert weiderhin iwwert d'Entwécklung vun der Krankheet informéiert bleiwen, dëst, andeems se automatesch matgedeelt kritt, wa Laboratoirë Persoune positiv depistéieren, dëst op Basis vum Gesetz vum 1. August 2018, dat eng obligatoresch Deklaratioun vu verschiddene Krankheete virschreift.

Aneschters ausgedréckt: Covid-19 kritt keng Sonderstellung méi, mee gëtt als Infektiounskrankheet wéi och anerer consideréiert, wat net heescht, datt ee Covid-19 dofir ënnerschätze soll – fir eeler Leit oder vulnerabel Leit kann d'Krankheet och weider fatal sinn, sou wéi eng Gripp och ka fatal sinn –, mee dat bedeit, datt mir ab elo léiere mussen, mat där Krankheet ëmzegoen.

An deem Sënn ginn och aner Dispositiounen aus dem Gesetz gestrach, dorënner d'Méiglechkeet fir Mannerjäreger tëschent 16 an 18 Joer, fir sech ouni Accord vun hiren Eltere géint Covid-19 impfen ze loossen. Hei gëllt erëm dat normaalt Recht.

D'Réserve sanitaire, déi eng wäertvoll Aarbecht wärend der Kris geleescht huet – an ech ënnersträichen dat: Do ass eng super Aarbecht geleescht ginn! –, gëtt och aus dem Gesetz gestrach, woubäi ze ënnersträichen ass, dass Kontrakter, déi aktuell nach gëlteg sinn, normal weiderlafen, bis datt se zu Enn kommen.

Et ginn och eng Rei vun Definitiounen aus dem Gesetz gestrach, esou d'Definitioun vum Regime CovidCheck, an da falen och d'Sanktiounen ewech, well et keng Mesüre méi gëtt, déi mat enger Sanktioun verbonne sinn.

Wat dergéint am Text bleift, si virun allem déi dräi follgend Mesüren:

Et gëtt séchergestallt, datt d'Donnéeën, déi bis elo gesammelt gi sinn, och mam neie Gesetzestext kënne fir Recherchezwecker gebraucht ginn.

D'Méiglechkeet, sech géint Covid-19 an den Apdikten ze impfen, bleift.

An da bleift nach den Dispositif betreffend déi verschidden Zertifikater a Saachen Impfung, Tester a Geneesung. Dës Zertifikater baséieren op engem EU-Reglement, dat nach bis den 30. Juni 2023 gëlteg ass. Duerno suivéiere mer déi eventuell nei Richtlinnen.

Souvill zum Gesetzestext. Elo zu den Aarbechten an der Santéskommissioun: Den Text ass den 13. Mäerz deponéiert ginn. Dee selwechten Dag ass en an der Kommissioun presentéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot ass de 17. Mäerz komm. Virgëschter ass en der Kommissioun diskutéiert ginn, a bei där selwechter Geleeënheet ass och de Rapport eestëmmeg ugeholl ginn.

Zu den Avisen: De Staatsrot huet sech ënner anerem mat enger Dispositioun betreffend den Traitement vun Donnéeën ausernanergesat an huet proposéiert, déi entspriechend Textpassage ze sträichen. Dat hu mer och gemaach.

Gëschter sinn nach zwee Avise komm, déi mer net am schréftleche Rapport haten. De Collège médical gradewéi d'Chambre de Commerce soe sech mat der Ofschafung vun deene leschte Restriktiounen averstanen. De Projet de loi, wann en haut gestëmmt gëtt, wäert véier Deeg no senger Publikatioun, also warscheinlech Mëtt nächster Woch, rechtzäiteg a Kraaft trieden.

Domat kommen ech bal schonn zum Schluss vun dësem Rapport. Am léifsten, Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech mat engem iwwerzeegtenen „Uff" dat Ganzt ofschléissen. Dat Schwieregst däerft nämlech elo, dräi Joer nom Ufank vun der Pandemie, endlech hannerun eis leien. Mee dat heescht net, datt een de Virus elo soll ignoréieren, well hien ass komm fir ze bleiwen! Do, wou sech vulnerabel Persounen ophalen, gëllt et, besonnesch opzepassen. D'Pandemie huet eis drun erënnert, wéi wichteg elementar Virsiichtsgeste sinn. Déi solle mer bäibehalen, och bei aneren Erausfuerderungen.

Wann een zréckkuckt, hate mer iwwert déi lescht Joren eng gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, mat der Regierung, dem Conseil d'État an de berodende Gremien. Zesummen, an dat ass bal eis ganz Gemeinschaft – bal eis ganz Gemeinschaft! – hu mer déi Kris anstänneg gemeeschtert. Elo gëllt et, en objektive Bilan ze zéien, eng onofhängeg Evaluatioun vun eise Stäerkten an och eise Schwächten. Dobäi kënne mer op de Waringo-Rapport an d'OECD-Etüd opbauen. Wichteg ass awer och, d'Erfarunge vum Terrain mat ze berücksichtegen.

D'Konklusioune kënnen an e sougenannt Pandemiegesetz afléissen, e Pandemiegesetz, wat net den Usproch kann hunn, all méiglech Situatioune virauszegesinn – dat Wonnerwierk gëtt et ganz einfach net –, mee dat de Kader soll liwweren, eng Aart Geschierkëscht eeben.

Mat dëser Demarche kënne mer déi richteg Léieren aus der Kris zéien an esou e Gesetz kann awer op kee Fall d'Parlament ersetzen, wann et drëm geet, esou

schwiereg Decisiounen ze huelen, wéi mer der an deene leschten dräi Joer geholl hunn.

Zum Schluss eng perséinlech Bemierkung: Dës Pandemie huet eis definitiv gewisen, datt d'Gesondheet dat bescht, dat wäertvollst Gutt ass, wat mer hunn! Dat soll eis motivéieren, eise Gesondheetssystem, dee sech wärend der Kris bewäert huet, weider ze stäerken, dat Wäertvollt ze erhalen an ofzesécheren an do ze ergänzen, wou sech Besoine gewisen hunn.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci Iech a virun allem e ganz häerzlechen an éierleche Merci all deenen, déi eis duerch hire groussen Engagement esou gutt duerch déi Kris hei bruecht hunn!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo e ganz grousse Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur villmools Merci fir hoffentlech dann dee leschte Rapport an deem dote Kontext, ma dat muss d'Zukunft eis dann nach soen.

Dëse Projet hëlt eis effektiv, wéi de Rapporteur et beschriwwen huet, déi lescht Iwwerbleibsel vun de Covidmoossnamen ewech. Et ass Zäit, dat ze maachen, d'Situatioun erlaabt et. D'Zuele vun haut maachen déi Moossnamen, déi bis elo en vigueur waren, net méi noutwendeg, souwuel d'Zuel vun den Neiinfektioune wéi déi vun den Décèsë wéi déi vun den Hospitalisatiounen, an och d'Virulenz vun dem Virus ass net méi esou staark, wéi se dat viru Méint, Joren nach war, deelweis och, well eng grouss Zuel vun Infektioune schonn an der Populatioun war a well och vill Vaccinatioune gemaach sinn.

Dofir, en résumé: Mir stëmmen dat Gesetz, esou wéi et do läit, mat. Mir hätten awer net ongär, datt déi Méiglechkeet, déi d'Gesetz nach virgesäit, datt an deene verschiddene Spideeler respektiv Infrastrukture fir eeler Leit d'Maskenobligatioun nach ka weidergefouert ginn – fräiwëlleg, wa se et da wëllen –, wann de Ministère de la Santé géif do Recommandatiounen ausschwätzen iwwert de Port du masque, wéi d'Spideeler et solle maachen. Mir fannen et einfach wichteg, datt souwuel allgemeng Recommandatioune wéi eventuell, deemno wat fir eng Fäll sech presentéieren, och individueller pro Haus gemaach ginn, fir datt et iwwerall – wa méiglech – d'selwecht behandelt gëtt, well d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann et op enger Plaz esou an op där anerer Plaz anescht wier.

Mee niewent dem Text selwer ass jo och haut d'Fro: Wellech Konsequenzen zéie mer aus der Kris? Wéi sti mer do, wann nach eng Kéier eng nei Variant géif komme respektiv wann eng aner Epidemie géif kommen? An aner Epidemië kënnen nach vill méi virulent sinn, wéi mer dat an anere Länner gesinn hunn, wéi de Covid et scho war.

Ech hunn den Artikel vun der Madamm Ministesch am „Lëtzebuerger Wort" gelies, dee seet: „Mir sinn elo gutt opgestallt." Mir sinn net där Meenung, datt mer am Fong esou gutt opgestallt sinn, wéi mer kéinte gutt opgestallt sinn. Mir sinn net där Meenung, well mer eng Rei vun deenen Aufgaben, déi sech aus der Pandemie elo opgedrängt hunn, zu Lëtzebuerg nach net erfëllt hunn.

Éischtens, d'Pandemiegesetz: Mir froen dat säit 2021 am Fong. Fir d'éischt ass eis am Fong gesot ginn, datt mer kee Pandemiegesetz zu Lëtzebuerg géife brauchen. Duerno ass eis gesot ginn, datt mer schonn e Covidgesetz hätten. Dat géif jo iergendzwousch fonctionéiere wéi e Pandemiegesetz. Duerno ass eis gesot ginn, mir géifen dat kucken, alles an der Rou, wann dann d'Pandemie bis eriwwer wär. An dann elo héiere mer an der Kommissioun, datt mer gesot kréien, datt mer vläicht eng Diskussioun an der Kommissioun driwwer maachen, éier d'Redaktioun vun engem Pandemiegesetz géif ufänken.

Elo sinn ech frou, datt d'Redaktioun vun engem Pandemiegesetz ufänkt op där enger Säit, mee ech soen awer trotzdeem: Dat heescht awer och, datt se nach net ugefaangen huet! An dat fannen ech trotzdeem net onproblematesch. Ech fannen et am Fong e politesche Feeler, esou laang gewaart ze hunn, fir dat Wichtegst am Text zumindest an der Ausaarbechtung weiderzebréngen.

De Mars Di Bartolomeo seet, et wäre jo am Covidgesetz schonn eng Rei Baubléck do. Ech soen: Mee e Covidgesetz ass awer eppes total aneschters wéi d'Pandemiegesetz! An dem Pandemiegesetz reegele mer am Fong déi Aart a Weis, déi Prozedur, wéi mer, d'Institutiounen, mat esou enger Pandemie ëmginn, wéi dat méi schnell, méi effektiv, besser soll kënne lafen, an dat ass a mengen Aen eppes total aneschters wéi e Covidgesetz an et kann een net soen, datt dat elo Bléck sinn aus dem Covidgesetz, déi mer an d'Pandemiegesetz eranhuelen. Zumindest misste mer dann nach eng Kéier iwwert de Contenu diskutéieren, éier mer weiderfueren.

Zweetens: Mir hu wärend der Covidzäit massiv Aschnëtter a Privatfräiheete gemaach. Mir hunn déi heiansdo an der Hetz gemaach, ouni eis richteg Zäit fir d'Analys ze ginn, well mer et och net konnten. Dat ass och kee Virworf, deen ech maachen, dat ass elo just eng Feststellung, déi ech maachen.

Haut stelle mer eis awer d'Fro, ob verschidde vun deene Moossnamen, déi mer geholl hunn, noutwendeg waren, ob se proportionell waren, ob se och am Kader vun der Legalitéit sënnvoll waren an ob se och net diskriminatoresch waren. Déi véier grouss Krittären, déi ee sech soll stellen, wann een esou perséinlech Fräiheeten anengt.

A wéi gesot, ech soen dat elo net als Reproche, well mir hunn der jo eng Rei matgestëmmt, mir hu souguer eng Rei anerer proposéiert. Mir hunn och heiansdo der Regierung gesot, se soll méi lues oder se soll méi schnell maachen. Dat heescht, mir si selwer vun esou enger Analys concernéiert, wa se da géif gemaach ginn. Et ass also guer keng Scholdzouweisung!

Mir fanne just, datt et eng absolutt Necessitéit wär, déi detailléiert Analys ze maachen: War déi Maskeflicht sënnvoll? War dee Lockdown sënnvoll? War d'Zoumaache vun den Eventer sënnvoll? Déi Ausgangsspär, iwwert déi mer vill diskutéiert hunn, huet déi eppes bruecht? Huet se näischt bruecht? Den 3G op der Aarbechtsplaz, an der Schoul, war e sënnvoll? War en net sënnvoll? D'Zoumaache vun de Restauranten, de Bistroen, d'Spärstonnen, déi Distanz, déi mer haten – wat huet et bruecht? A wat huet et net bruecht? Dat ass fir eis eng weesentlech Fro.

Mir kruten och gesot virun enger Rei Méint, datt dat net méiglech wär, well dauernd eng Rei Sette vu Moossnamen agesat géife ginn a well déi eenzel Analys doraus sech net als méiglech géif erweisen. Mir gesinn awer, datt dat an anere Länner – bal an all anere Länner – gemaach ginn ass.

Duerno ass eis gesot ginn: „D'OECD-Studie, déi mécht esou eppes." Mee d'OECD-Studie huet eppes ganz anescht analyséiert wéi den Detail vun deene Moossnamen, wéi dat, wat mer gär hätten.

An elo héieren ech mat Freed, datt de Rapporteur, de Mars Di Bartolomeo seet, datt mer onofhängeg Experten da sollte beauftragen, fir esou eng Etüd ze maachen. Ech fannen dat extreem wichteg, datt mer dat elo maachen. Et nach net gemaach ze hunn, ass och fir eis e politesche Feeler, well et weess een net, wéini esou eng Epidemie oder Pandemie nach kann erëmkommen. Et ass jo och hei eng Fro vun der Zäit.

Op jidde Fall wëll ech an deem Kader, Här President, eng Motioun deposéieren, …

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant que toute une panoplie de mesures différentes ont été mises en place au cours des trois dernières années dans le cadre de la lutte contre le Covid ;

– considérant que de nombreuses mesures ont constitué une importante restriction des libertés garanties par la Constitution ;

– sachant qu'il existe beaucoup d'incertitudes quant à l'efficacité des différentes mesures ;

– considérant que la rapidité avec laquelle de nombreux projets de loi concernant la lutte contre le Covid ont été analysés et votés par la Chambre des Députés, ne permettant pas toujours une analyse en profondeur de la nécessité, de la proportionnalité, de la légalité, respectivement du caractère de non-discrimination des mesures concernées ;

– considérant que le Gouvernement doit tout mettre en œuvre, afin de tirer toutes les conséquences de la pandémie du Covid et d'être préparé le mieux possible dans le cas d'une éventuelle nouvelle épidémie,

invite le Gouvernement

– à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non discriminatoire ;

– à élaborer, dans les meilleurs délais, une « Loi pandémie » permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux Institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Max Hengel, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | … fir ze froen, op där enger Säit, dass dat Pandemiegesetz schnell gemaach gëtt, op där anerer Säit, datt déi Etüd schnell gemaach gëtt. A wann ech de Rapporteur héieren hunn, wäert do kee Problem si vun der Majoritéit, fir esou eng Motioun unzehuelen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech wëll och ofschléissen, andeem ech soen, datt ech de leschte Samschden an enger grousser Dageszeitung dräi Artikele vun Experten iwwert d'Covidpandemie gelies hunn. Ech wëll déi dräi Titelen hei eng Kéier widderhuelen, déi d'Experten iwwer hir Artikele gesat hunn. Deen éischten ass: „Es wurden fatale politesche Fehler gemaacht", deen zweeten Titel: „Es fehlt eine ehrliche normative Bestandsaufname", an deen drëtten Titel: „Wir müssen Reservekapazitäten schaffen". Ech soen dat net, dat sinn Aussoe vun den Experten!

Ech wëll domadder ophalen, andeem ech soen: Genau dorëms, genau dorëms geet et. A mir erwaarde vun der Regierung, datt se sech deem stellt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou wäit. No e bësse méi wéi dräi Joer falen haut déi lescht Restriktiounen, déi mer wärend der Covidpandemie agefouert hunn.

De Coronavirus ass mëttlerweil en Deel vun eisem Liewe ginn. Mir hu geléiert, mat ëm ze liewen, mee e bestëmmt eisen Alldag net méi, op alle Fall net méi an deem Mooss, wéi dat war, wéi mer op Isolatioun an op Masken hu missen zréckgräifen.

Tëscht dem 6. an dem 12. Mäerz dëst Joer hu sech scho 1.500 Leit mam Covid-19 ugestach. 19 Persoune leien am Spidol, eng dovunner op der Intensivstatioun. Viru genau engem Joer hate mer am selwechten Zäitraum 6.000 Infektiounen. D'Situatioun huet sech also däitlech, däitlech verbessert. Dat hu mer an de leschte Méint alleguerte gemierkt.

Dass d'Maskeflicht an de Spideeler an an den Altersheimer ewechfält, ass dowéinst och vum Secteur selwer, vun der FHL a vun der COPAS, gewënscht ginn, well d'Covidfäll an de Spideeler nëmmen nach e geréngen Undeel ausmaachen. Déi aktuell Variante provozéiere vill manner – vill manner! – schwéier Krankheetsverleef an natierlech hëlleft et, dass eng ganz grouss Majoritéit vun de Leit sech impfe gelooss huet.

Fir d'Zukunft bleift et awer wichteg, dass sech déi vulnerabel Leit weiderhi géint de Covid-19 – wéi och géint d'Gripp, dat ass jo och eng Recommandatioun – impfe loossen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Personal huet déi lescht dräi Joer permanent mat enger Mask geschafft. Dat huet d'Aarbecht mat Sécherheet net vereinfacht. Kee Mask méi undoen ze mussen, wäert fir d'Gesondheets- an d'Fleegepersonal eng ganz grouss Erliichterung mat sech bréngen.

Une voix | Ganz richteg!

M. Gilles Baum (DP) | An an den Alters- a Fleegeheimer wäerten déi eeler Leit sech freeën, d'Gesiichter vun deene Leit ze gesinn, déi se betreien. An d'Personal, dat eréischt wärend der Pandemie ugefaangen huet ze schaffen, dat hunn déi eeler Leit jo nach ni ouni Mask gesinn. An ech mengen, dass dat wäert e ganz flotten an e ganz emotionale Moment ginn, wann déi Leit, déi déi eeler Leit betreien, fir d'éischt Kéier dann ouni Mask däerfe schaffen.

Mir alleguerte kënnen nëmmen hoffen, dass mir fir laang Zäit keng sanitär Mesüre méi brauchen a keng méi mussen aféieren. Well d'Repercussioune vun der Kris, d'Repercussiounen op den Aarbechtsmaart, d'Repercussiounen awer och op d'mental Gesondheet vun de Leit, d'Repercussiounen op de Long-Covid, déi wäerten eis nach laang begleeden. An dofir ass et, mengen ech, ëmsou méi wichteg, dass mer eis iwwert dëse Moment freeën, wou mer déi lescht Restriktiounen ophiewe kënnen.

E ganz grousse Merci géif ech gär soen dem Kolleeg Rapporteur, dem Mars Di Bartolomeo, deen iwwer 30 Gesetzer hei presentéiert huet. An ech mengen, et ass wichteg, och nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass hei, am Géigesaz zu ville Länner am Ausland, d'Parlament zu all Moment matagebonne war.

Voilà, mam Wonsch u jiddwereen, och weider dobausse virsiichteg ze bleiwen, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Och merci dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo. An ech schléisse mech all deene Wënsch un, déi hei scho geäussert gi sinn, déi mer alleguerten dem Mars wënschen, dass en deen doten Exercice net nach eng Kéier muss maachen. Dat wënsche mer him, awer och eis alleguerten.

Selbstverständlech ginn ech den Accord zu dësem Gesetz, géif awer nach ganz gäre kuerz op dat reagéieren, wat den Här Wiseler virdru gesot huet. En huet virdrun d'Experten zitéiert. A mir sinn eis alleguerten eens, dass mer frou waren, alleguerten déi Experten ze hunn, déi eis begleet hunn an där Pandemie an deene mer och nogelauschtert hunn.

Ech wëll awer just eng Kéier ënnersträichen, dass et dat eent ass, d'Welt duerch e Mikroskop ze kucken, an dass et eppes anescht ass, déi zwee Aen opzemaachen an och nach alleguerten déi Saachen do dernieft ze gesinn. An ech mengen, dat ass eng Stäerkt gewiescht, déi dës Regierung an eist Land bewisen hunn. Mir hunn déi ganz Pandemie iwwer ëmmer dee ganze Kontext gekuckt an ëmmer probéiert, op all méiglech Saachen ze reagéieren, esou wéi et eis eebe méiglech war. An ech mengen, dat huet eis gutt gehollef an dat attestéieren eis och vill Leit, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och am Ausland, dass mer déi Gestioun gutt gemaach hunn.

An dofir géif ech och stellvertriedend fir déi ganz Regierung der Ministesch Paulette Lenert nach eng Kéier Merci soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass gesot ginn: „Jo, mat dësem 32. Covidgesetz geet dat laangt Kapitel vun de Covidgesetzer zu Enn." Dat kléngt gutt a mir kënnen eis freeën. Et heescht awer net, datt mer d'Pandemie vergiesse sollen, well wéi heescht et esou richteg: „No der Pandemie ass virun der Pandemie", well och an Zukunft wäerte mer wuel kaum vu Pandemië verschount bleiwen. Jiddwerfalls seet d'Wëssenschaft eis dat dote ganz kloer.

Dat féiert noutgedrongen zu der Frou, wéi eng Léiere mer aus deene leschten dräi Joer mussen zéien, fir datt mer am Fall vun enger weiderer Pandemie net méi wéi am Mäerz 2020 um lénke Fouss erwëscht ginn; engersäits, wat den Ëmgang mat de Grondfräiheeten a Grondrechter vun de Biergerinnen a Bierger a Pandemiezäiten ugeet, an anerersäits, wat d'Widderstandsfäegkeet vum Santéssecteur betrëfft, dee jo an der Lescht ganz vill am Mëttelpunkt stoung.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Aschränkung vun de Grondfräiheeten a Grondrechter ass scho vill gesot a vill geschriwwe ginn an de leschte Wochen a Méint. Hei muss een ervirsträichen, datt Lëtzebuerg am Verglach zu anere Länner verhältnismëisseg gutt do steet, well déi parlamentaresch Kontroll zu Lëtzebuerg net wéi an anere Länner komplett versot huet. Schliisslech ass déi grouss Majoritéit vun de Covidmoossname vun der Chamber guttgeheescht ginn a war demokratesch legitiméiert.

An awer: De positive Bilan, dee mer selwer zéien, och international Greemien eis beschreiwen, däerf net driwwer ewechtäuschen, datt déi meescht Gesetzer dach awer am Schnellverfaren duerch d'Chamber gedriwwe goufen an net just d'Santéskommissioun, mee och d'Verwaltung hannendrun an de Staatsrot zäitweis zolidd an de Schweess gerode sinn. Datt et richteg a wichteg war, fréi genuch op geféierlech Entwécklungen ze reagéieren, fir de sanitäre Risiko esou kleng wéi méiglech ze halen, stellen ech domat ganz sécher net a Fro.

De fundamentale Problem ass awer deen, datt d'Zäit meeschtens ze knapp war, fir déi deposéiert Gesetzesprojeten am Fong op hir Rechtsstaatlechkeet hin ze préiwen. An aus deem Grond sinn ech och manner schockéiert wéi anerer iwwert dem Professer Stefan Braum seng Aussoen am „Lëtzebuerger Wort" vum leschte Samschden, wou de Strofrechtsspezialist virun der Dominanz vun der Regierung par rapport zum Parlament als Legislativ gewarnt huet; Dominanz an deem Sënn, datt d'Regierung den Inhalt vun de konsekutive Gesetzesprojete bestëmmt huet, ouni datt d'Chamber hirersäits déi néideg Zäit hat an dat néidegt Wëssen hat, fir sech déifgräifend domat auserneenzesetzen an ze analyséieren, ob déi proposéiert Moossnamen effektiv noutwendeg, verhältnismëisseg a gëeegent waren, fir d'Zil ze erreechen, an ob se keen diskriminéiert hunn, esou wéi d'Verfassung vun eisem demokratesche Rechtsstaat et virschreift.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Suerg wéinst dem Risiko, datt déi demokratesch Reegelen op d'Spill gesat géife ginn, koum och ëfters vun der berodender Mënscherechtskommissioun an doriwwer eraus ëfters och vum Staatsrot, dee jo grad d'Missioun huet, d'Konformitéit vun de Gesetzesprojeten zu der Verfassung ze préiwen, mee déi wichteg Missioun wéinst Zäitmangel net ëmmer korrekt konnt erfëllen.

An deem Sënn interpretéiere mer déi widderhuelt Kritik vum Staatsrot, der CCDH an net zulescht vum Professer Stefan Braum net als béiswëlleg Attack op eise System a mir sinn och net schockéiert iwwert déi Aussoen. Mir interpretéiere se villméi als Opfuerderung un d'Politick, eng déifgräifend a breet gefächert Reflexioun iwwert d'Spannungsfeld tëscht Infektiounsschutz a Schutz vun de Mënscherechter ze féieren a grad wéi aner Länner e Pandemiegesetz mat engem iwwergräifenden, previsibelen an transparente Kader fir d'Gestioun vun enger weiderer Pandemie auszeschaffen. Esou e Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt et nämlech, séier, effikass a kohärent op déi sanitär Entwécklung ze reagéieren, ouni datt d'Moossnamen all zwou Wochen nei erfonnt musse ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Deementspriechend begréisse mir als gréng Fraktioun ausdrécklech, datt d'Madamm Minister bereet ass, nach an dëser Legislatur en entspriechende Gesetzesprojet auszeschaffen. A mir wären och frou, wa se eis dann e puer Informatioune iwwert déi „Geschierkëscht", wéi de Rapporter et genannt huet, géif liwweren. Fir mech selwer schléisst sech de Krees, well ech hu schonn a menger éischter oder zweeter Covidried e Pandemiegesetz gefuerdert. Haut si mer esou wäit, dass mer all un engem Strang zéien.

Dir Dammen an Dir Hären, vu datt d'Zäit mer fortleeft, ginn ech elo net op déi Erausfuerderungen an, déi ech am Ufank genannt hunn, déi de Santéssecteur

méi speziell betreffen. Déi si schonn oft hei diskutéiert ginn. Wichteg ass fir eis awer, datt all Hiewelen a Beweegung gesat ginn, fir se ze behiewen, éier déi nächst Pandemie sech breetmécht. Mir sinn um gudde Wee, mee et bleift nach vill ze dinn, well um Zil si mer nach net.

Domat géif ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn a wéilt virun allem dem Rapporter Mars Di Bartolomeo e grousse Merci ausdrécke fir seng 32 Rapporten a wënschen him, dass e keng Entzugserscheinunge wäert kréien, wann e kee Rapport méi däerf maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi all meng Virriedner soen ech dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci fir säin 32. – ech mengen, dat ass richteg – schrëftlechen a mëndleche Rapport an hoffen an engems wéi och déi aner Kolleegen, datt et säi leschte Covidrapport dierft sinn. Ech mengen, dat géife mer ons all wënschen.

(Interruption)

An deem Text, dee mer haut diskutéieren, begréisse mer natierlech, datt weider Covidrestriktiounen opgehuewe ginn an domadder och am Spidol an am Fleegesecteur d'Isolatiounsflicht an d'Maskeflicht opgehuewe ginn.

Dat ass eppes, wat eiser Meenung no hätt scho kënnen e bësse méi laang geschéien, zemools wat dat obligatorescht an deels ganz penibelt Droe vun de Masken ugeet.

Maske kënnen noweislech gesondheetsschiedlech sinn, wann ee se ze laang unhuet, gradewéi et ëmstridden ass, ob déi Masken iwwerhaapt virun enger Iwwerdroung vum Virus schützen. Ech verweisen hei op eng rezent international Meta-Etüd, zu där mer och eng Question parlementaire gestallt hunn. Da sinn ech emol gespaant op d'Äntwert.

Haut ass et onbestreitbar, datt et och bei de Covidimpfungen zu eenzelne Fäll vun deels ganz schwéieren Niewewierkunge komm ass. Mir fuerderen hei duerfir voll Transparenz a fir d'Doktere remuneréiert Prozeduren, fir d'Impfschied ze melden, weider och en Ariichte vun engem Fong fir d'Indemniséierung vun de Betraffenen. Mir wënschen eng séier an eng onkomplizéiert Unerkennung vun den Impfschied an eng séier an och eng ugemiessen Entschiedegung fir eventuell Affer.

Här President, well d'Regierung elo decidéiert huet, quasi all d'Covidrestriktioune falen ze loossen, soll si och elo offiziell d'Enn vun der Pandemie erklären. An anere Länner, wéi an den USA an a Frankräich, si se schonns op dee Wee gaangen, fir offiziell d'Enn vun der Covidpandemie ze deklaréieren. Fir de Leit d'Gefill ze ginn, datt mer endgülteg an der Normalitéit ukomm sinn, sollt och Lëtzebuerg dat maachen. An deem Sënn do géif ech Iech dann eng Motioun deponéieren. Wannechgelift, Här President.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– eng Rei vu Länner schonn offiziell d'Enn vun der Covidpandemie erklärt hunn, dorënner och d'USA a Frankräich;

– och zu Lëtzebuerg d'Regierung an hire „Projets de loi" d'Ophiewe vu praktesch alle Precautiounsmoossname proposéiert an datt een dowéinst dovun ausgoe muss, datt och si keng Pandemie-Situatioun méi erkennt,

fuerdert d'Regierung op,

– wéi an anere Länner offiziell ze erklären, datt d'Covidpandemie eriwwer ass.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Här President, d'Gestioun vun der Covidpandemie huet mënschleche wéi och ekonomesche Schued hannerlooss. Ech wëll hei just e puer pertinent Beispiller ervirhiewen: Eis Grondrechter goufe verletzt. Grenze goufen zougemaach an d'Leit konnte sech net fräi beweegen. Eenzel Leit hunn hire Beruff an hir Existenz verluer. Eenzel Leit, déi krank oder um Liewensenn ukomm sinn, hu mussen eleng oder isoléiert stierwen, ouni hirer Famill kënnen Äddi ze soen. Et huet sech och erausgestallt, datt eise Gesondheetssystem net op esou Fäll virbereet ass. Mir hunn eng Aart Zwouklassegesellschaft geschafen, wou déi Leit eng méi Rechter hate wéi déi aner. Déi, déi der Impfung géintiwwer e bësse méi skeptesch waren, goufen zum Deel diffaméiert an diskriminéiert.

Kuerz gesot, mir mussen déi Zäit objektiv opschaffen: Wéi eng Decisioune ware gerechtfertegt a wéi eng net? Wat waren déi mënschlech, ekonomesch an och finanziell Konsequenze vun all dësen Decisiounen? Dat a villes méi muss objektiv gekläert ginn. Duerfir wëll ech eng Resolutioun abréngen, wou mer wierklech eng onofhängeg Ënnersuchungskommissioun fuerderen. Dës Kommissioun soll dann eiser Meenung no ënnert der Autoritéit vun der Chamber schaffen. Wannechgelift, Här President.

Résolution 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Gestioun vun der Covidkris zu Lëtzebuerg vill Froen opwerft, z. B. am Hibléck op de Respekt vun de Grondrechter, den Zoustand vum Gesondheetssecteur, d'Resilienz vum Land am Krisefall, déi ekonomesch Konsequenze vun der Kris a vill anerer méi;

– d'Regierung bis elo just eng Evaluatioun duerch d'OECD maache gelooss huet,

ass der Meenung, datt

– eng wierklech onofhängeg Evaluatioun sollt gemaach ginn, an där national an auslännesch Experte vertruede sinn, wéi och Vertrieder vu verschiddene medezinnesche Fachrichtungen, Vertrieder aus der Ekonomie an aus der Zivillgesellschaft, inklusiv den Impfskeptiker, fir eng méiglechst komplett an objektiv Evaluatioun ze erméiglechen,

decidéiert,

– de Bureau ze beoptragen, eng vollkommen onofhängeg Ënnersichungskommissioun iwwer d'Gestioun vun der Covidkris vun der Regierung ze schafen an der Chamber bis de 15. September 2023 e Rapport virzeleeën;

– derfir ze suergen, datt déi Kommissioun en ongehënnerten Zougank op all Sourcen an Dokumenter kritt (mat Ausnam natierlech vum Secret médical).

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | An dëser Ënnersichungskommissioun sollen all déi fir d'Covidsituatioun representativ Acteuren zu Wuert kommen. Et sollen dodran national an auslännesch Experte vertruede sinn, wéi och Vertrieder vu verschiddene medezinnesche Fachrichtungen. Och solle Vertrieder aus der Ekonomie an aus der Zivillgesellschaft vertruede sinn, inklusiv deene Leit, déi der Impfung méi kritesch géigeniwwerstoungen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Nëmmen esou kënne mer eng objektiv a komplett Evaluatioun garantéieren. Dës objektiv Analys wär ganz sécher eng gutt Stäip fir e spéidert Pandemiegesetz, wat mer och scho méi laang gefuerdert hunn. Duerfir géif ech och an deem Sënn eng Motioun hannerleeën.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Regierung e Gesetzesprojet iwwer eng Covidimpfflicht virbereet huet;

– datt a ville Länner schonn offiziell erkläert gouf, datt d'Covidpandemie eriwwer ass an datt och zu Lëtzebuerg praktesch all Schutzmoossnamen opgehuewe goufen;

– eng Impfflicht d'Recht vun de Leit, fir iwwer hiren eegene Kierper ze verfügen, a Fro stellt;

– national eréi och international eng grouss Diskussioun iwwer déi heefeg an zum Deel ganz gravéierend Impfschied duerch Covidimpfungen entstanen ass,

ass der Meenung, datt

– esou eng Impfflicht net ze vertrieden ass,

fuerdert d'Regierung op,

– definitiv all Virbereedungsaarbechte fir e Covidimpfflicht-Gesetz ze stoppen.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Jeff Engelen (ADR) | Et ass och ubruecht an dëser Zäit, d'Virbereedungsaarbechten zur Impfflicht ze stoppen. Ech mengen, dat bräichte mer och net méi. Duerfir hu mer dat och an dëser Motioun, déi ech elo grad deponéiert hunn, gefrot.

Well mer de Wee erëm zréck an d'Normalitéit begréissen, stëmme mer dëst Gesetz natierlech mat. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säin 30. a méi erliichterte Rapport. Jo, an natierlech si mir och all erliichtert. An ech muss soen, et ass och richteg, dass et erlaabt bleift – mir haten déi Diskussioun an der Kommissioun –, dass een d'Maske ka weiderhin undinn. Well ech mengen, et muss ee jo ëmmer erëm soen: Et gëtt jo ëmmer nach ganz vill Leit – an dat gesäit een och, wann een dobaussen ënnerwee ass –, déi gäre Masken undinn, well se sech méi sécher spieren. An ech mengen, dat muss einfach jiddwerengem fräi iwwerlooss ginn, wann ee sech vulnerabel spiert, dass ee sech kann esou schützen. Dofir ass dat scho richteg, dass dat esou méiglech bleift.

Mat dësem Gesetz huet een dann effektiv d'Gefill, dass d'Pandemie e wéineg der Vergaangenheet ugehéiert, woubäi ech mech hidden, dat esou ze deklaréieren. Ech soen: „Et huet een d'Impressioun", well et bleift jo quasi näischt bestoe vun de Moossnamen.

Et huet een e bëssen d'Gefill, wéi wann d'Covidpandemie e béisen Dram gewiescht wier beim Erënneren un d'Angscht vu vulnerabele Leit, mee och beim

Erënneren un den Drock op d'Spidolspersonal, mee och beim Erënneren un déi vill onverhältnisméisseg an onnovollzéibar diskriminatoresch Moossnamen, déi et dach awer och gouf.

Mir froen eis dann awer och haut: Wat sinn dann d'Léieren, déi mer aus der Pandemie mathuelen? Well vill gouf jo awer am Ufank doriwwer geschwat an ech mengen, net vill huele mer mat vu Léieren. Schnell ass dat vergiess ginn. Mee mir hunn et net vergiess.

Mir all hei hunn am Ufank gesot, et misst ee Léieren zéien aus der Pandemie, ech erënneren drun: méi lues trieden, manner schnell wuessen, manner schaffen, méi Zäit hu fir déi wichteg Saachen, fir déi wichteg Leit, de Weltwirtschaftssystem a seng international interkonnektéiert Handelsstréim hannerfroen, erëm méi lokal a saisonal ubauen a produzéieren, manner an d'Natur agräifen a se manner ausbeuten an dofir vläicht manner Quantitéit, mee méi Qualitéit am Liewen hunn, méi resilient lokal ekonomesch Circuiten opbauen an dofir manner ofhängeg si vun op der anerer Säit vun der Welt produzéierte Gidder – Stéchwuert „Resilienz" –, an esou virun.

Mee virun allem bräichte mer als alleréischt e breeden, éierlechen, ëffentlechen a kontradiktoreschen Debat iwwert dat, wat déi lescht dräi Joer passéiert ass, well dee gouf et net wierklech. Et gouf nëmmen iwwert déi eng an déi aner hiergefall, an zu kengem Moment ass awer matenee wierklech geschwat ginn.

Dofir fuerderen ech dann och mat der Patientevertriedung, déi dat och an engem oppene Bréif gefuerdert huet, eng national onofhängeg Kommissioun, déi réckbléckend schafft an eng Rei Froen opschafft, wéi zum Beispill d'Moossname kritesch ze hannerfroen, se op hir Proportionalitéit an Effikassitéit ze ënnersichen, mee och zum Beispill d'Covidcertificaten an d'QR-Coden op hir diskriminéierend Auswierkungen ze ënnersichen.

En ëffentleche kontradiktoreschen Debat tëscht den Experten – an net just deene fënnef, déi quasi enger Meenung waren – gouf et net wierklech. An ech mengen awer, dass een dat muss kënnen aushalen an enger Demokratie, dass mer esou en Debat hunn, wou mer net all enger Meenung sinn.

Et ass néideg, dass mer esou een Debat hunn, fir d'Vertrauen an d'Demokratie, mee och an d'Politick erëm hierzestellen, awer och d'Vertrauen an de Gesondheetssystem erëm hierzestellen.

Ech muss dann och éierlech soen: Ech fannen et zimmlech onverschäämt vun engem vun der Regierung agesaten Expert, dee quasi der Ministesch d'Schold gëtt un de Coviddoudegen, wann ech dat esou soe kann.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | All Respekt!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Et ass ni gutt, wann ee mengt, et hätt een d'Wourecht gepléckt. An do sinn nawell e puer Leit, déi dat mengen. A wann een deenen ze vill Muecht gëtt, muss ech soen, ass dat gefëierlech. Gottseidank ass d'Regierung deene Leit net nogelaf an hirer Recommandatioun, eng Impfflicht ze maachen, mee voilà!

Nach ee Punkt da ganz kloer: D'Impfung war an eisen Ae ganz wichteg an ech muss ganz kloer soen, ouni d'Impfung wäre mer warscheinlech net do, wou mer haut sinn.

Mee et muss een awer och kloer soen, dass e bëssel-chen den Elefant am Raum, iwwert dee geschwat gëtt, déi – trotzdeem rar, mee awer, et gëtt se – Niewewierkungen an och Impfschied sinn. Et muss ee jo awer feststellen, dass et och do keng wierklech ëffentlech Diskussioun gëtt. A wann, da gëtt ee schnell als „Schwurbler" ofgestempelt. An Dir wësst, wéi vill ech mech géint dës Terminologie wieren.

Et muss een éierlech soen, dass all Medikament an all Impfstoff ëmmer Niewewierkunge kann hunn. A bis virun der Pandemie war et kee Problem, esou eppes ze soen, mee mat de Covidimpfstoffer kann een esou eppes op eemol net méi soen. Mee wat ass dat da fir eng Omertà? Natierlech gëtt et Mënschen, déi sech impfe gelooss hunn an déi leider Gottes awer och Schied behalen hunn. A och wann et rar ass, muss een dës Mënschen awer och héieren an eescht huelen.

An do hätt ech dann och e puer Froen dozou. Ginn d'Impfschied genuch erfaasst? Froen un d'Ministesch, natierlech. Wéi vill Impfschied – voilà, ech soen net, dass et där eng Tonn gëtt, mee ech mengen, et muss een awer kënnen driwwer schwätzen – gi vun den Dokteren erfaasst an deklaréiert? Déi Fro, déi am Raum steet – et schéngt jo, wéi wann et ëmmer erëm virkéim, dass Dokteren Impfschied eeben net deklaréieren. Dat mécht jo den Dokter eventuell. Dat kann awer och de Patient maachen. Mee anscheinend ass et dann och zum Deel esou, dass et kee Code an der Nomenclature gëtt an den Dokter net dofir remuneréiert gëtt, wann en déi Zäit investéiert, fir dat ze deklaréieren. Do wär dann emol eng Fro: Wéi vill esou Deklaratioune gëtt et? A wat ass eventuell do de Problem, dass der net genuch deklaréiert ginn?

Et ass jo esou, dass net just den Dokter, mee och de Patient et kann deklaréieren iwwer e Formulaire op guichet.lu. Do wier meng Fro: Wéi geet de Service vun der Pharmacovigilance vun der Santé mat deenen Deklaratiounen ëm? Wéi ass do de Suivi? A wéi ginn dës Deklaratiounen dokumentéiert?

Et wier des Weideren eventuell wichteg – oder et kéint een drun denken –, eng Informatiounscampagne zum Fait, dass ee selwer kann Impfschied deklaréieren, ze maachen, fir dass d'Leit wëssen, wéi een dat ka maachen.

An dann nach eng Fro, ob et dann och e Programm eventuell gëtt iwwert déi laangwiereg Niewewierkungen, och wa se seele sinn. Et gëtt jo esou e Programm fir de Long-Covid, also fir d'Long-Covid-Patienten. Dann ass d'Fro, ob et och esou e Programm gëtt fir Mënschen, déi eebe laangwiereg Niewewierkungen hu vun dëser Impfung. A ginn dës Mënschen indemniséiert? Ech hat jo do eng Question parlementaire gestallt. Ech krut gesot, et géif e Gesetz ginn, wat effektiv eventuell Indemnisatioune géif virgesinn am Fall vun enger graver Niewewierkung, also u sech engem Impfschued an deem Fall.

An dann eng lescht Fro och un d'Ministesch: Ass eppes virgesi wéi eng „Post-Vax-Ambulanz"? Dat gëtt et an Däitschland, also d'Uniklinick vu Marburg schafft op esou engem Projet. Dat ass eng „Ambulanz" – ënner Guillemeten, well et ass, mengen ech, net wierklech eng Ambulanz, mee éischter esou eng Ulafstell –, wou Leit sech kënnen informéieren, echangéieren a wou se e professionelle medezinnesche Suivi kréien. An esou ginn och déi Patienten, déi jo dann eeben net laangwiereg Covidschied, mee Impfschied hunn, deenen hir Symptomer awer anscheinend ganz oft änlech sinn, suivéiert an esou gëtt dee Phenomeen och besser erkannt. Dofir meng Fro, ob et esou e Projet zu Lëtzebuerg gëtt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem neie Covidgesetz komme mer quasi zréck an eng Zäit viru Covid. Bal op den Dag virun dräi Joer, fir genau ze sinn, den 22. Mäerz 2020, hu mer hei an der Chamber den État de crise validéiert, an dräi Joer a fënnef Deeg nom Declenchement vu genau deem duerch de Règlement grand-ducal.

De Virus ass zwar nach ëmmer do, awer net méi an deem Ausmooss, wéi dat déi lescht Joren de Fall war. Déi lescht grouss Mesüre ginn dowéinst mat deem heite Gesetz opgehuewen. 1.096 Deeg no dem éischte Vott heibanne kënne mer dann hoffentlech de virleefeg leschte Vott huelen. Dat heescht, datt mer an der Moyenne bal all 35 Deeg e Vott heibannen haten zu engem Covidgesetz. Dat ass relativ impressionant. Wann ee bedenkt, wéi seelen aner Gesetzer ofgeännert ginn, sou hu mer déi lescht Joren u sech intensiv ëmmer erëm, deelweis an engem ganz muscléierte Rhythmus, Gesetzer gestëmmt, fir op eng ëmmer erëm ännernd Situatioun ze reagéieren; eng Situatioun, wou mer u sech ni woussten, wat hannert där nächster Kéier géif kommen, wou mer wierklech – an ech hunn dat e puermol a menge Riede gesot – „navigation à vue" gemaach hunn, an dat an enger Situatioun, wou relativ vill Niwwel war. Dat ass eppes, wat net nëmmen um Mier, mee och an der Politick heiansdo ka schifgoen. A mir haten u sech Chance, datt et net schifgaangen ass. Mir hate Chance, datt mer u sech gutt duerch den Niwwel koumen.

Wat d'Gesetz ugeet, wäerte mer dat natierlech mat Freed matstëmmen, déi Mesüren opzehiewen. An och vill Biergerinnen a Bierger wäerten dës Gesetzesännerung sécherlech mat Freed ophuelen. Et ass eng gutt Saach, datt dës Mesüren ofgeschaaft ginn, well se sinn an der aktueller Situatioun – an ech betounen dat: an der aktueller Situatioun! – net méi ubruecht.

Mir begréissen et awer och ausdrécklech, datt et awer weiderhi wäert méiglech bleiwen, ënner gewëssene Konditiounen eng Mask unzedoen. Datt d'Masken net nëmme viru Covid kënne schützen, ass jo mëttlerweil ausräichend beluecht.

(Interruption)

Et gëtt nach ëmmer vulnerabel Leit, déi sech mat enger Mask viru Covid oder aneren ustiechende Krankheete wëlle protegéieren. A Verschiddener musse sech souguer protegéieren, well se eeben immuno..., well se Problemer mam Immunsystem hunn. Ech sollt mer keng esou komplizéiert Wierder a meng Riede schreiwen, dann ass et och méi einfach, se ze halen.

(Hilarité)

An dofir muss et och weiderhi méiglech sinn, ouni datt dës Persounen, déi eng Mask undinn, géint d'Vermummungsverbuet verstoussen. D'Ministesch huet jo och schonn ewell ugedeit, datt mer kéinten am Code pénal op déi Pist goen, fir an Zukunft de Code pénal dohigeehend ze änneren, datt eng Masque médicale net méi zum Vermummungsverbuet géif gehéieren.

Wichteg wier et och, datt Leit, déi krank sinn, eeben och weiderhin drop zréckgräifen, net nëmme kënnen drop zréckgräifen, mee och weiderhin drop zréckgräifen, fir Leit an hirem Ëmfeld net unzestiechen. An heiansdo muss ee jo da vläicht e bësse méi wäit kucken a kucken, wéi Leit an Asien dat schonn zënter Joerzéngte maachen, an u sech aus Respekt géigeniwwer eise Matbiergerinnen a Matbierger heiansdo den Deconfort vun enger Mask erdroen, well mer grad krank sinn, well mer eis grad net gutt fillen an dofir da vläicht anerer net ustiechen. Esou kéint ee sécherlech och eise Gesondheetssystem, grad am Wanter, wann eng ganz Rei Virussen am Land ënnerwee sinn, e

bëssen entlaaschten, well eventuell manner Leit sech mat enger Gripp oder soss engem Virus ustiechen.

An ech kann aus perséinlecher Erfarung soen: Ech wär dëse Wanter ganz frou gewiescht, wann e puer méi Leit virun ustiechende Viruserkrankunge Respekt gehat hätten. Dann hätt ech net misse mat menger klenger Duechter vu 16 Méint an der Urgence sëtze mat RSV, well et sech eeben ugestach hat vu Leit, et kann een nëmmen dervun ausgoen, déi de Virus haten an e weiderginn hunn. A warscheinlech hätt eng Mask do eng Ustiechung verhënnert.

A jo, et hätte sech warscheinlech och nach vill manner Leit mat Covid ugestach, wann d'Maskendroen dann och vu jiddwerengem ëmmer ganz verstane gi wier.

An da kommen ech op ee leschte Punkt, Här President – a pardon, wann ech zéng Sekonnen driwwer ginn. Ech hunn deene Rieden elo nogelauschtert vu menge Virriednerinnen a Virriedner. An do hunn ech da Froen héieren, wou ech … Also, ech hu virdru gesot: Mir hunn elo 30 Gesetzer gestëmmt. Mir stëmmen dat 30. Mir hunn eis 1.096 Deeg mam Covid-19 heibanne befaasst. Mir haten eng onzieleg Unzuel u Sëtzunge vun der Kommissioun. An ech weess net, wéi oft, zum Beispill, déi Fro vun der Pharmacovigilance beäntwert gouf, wéi oft mer déi Rapporten heibannen zerpléckt hunn, well se stinn online. Ech weess net méi, wéi oft mer déi Fro … An da wonnert et mech, wann ech heibannen héieren: „Ech hunn héieren, datt et kee Code gëtt." Ech mengen, mir hu mindestens an dräi Séance-plénières heibannen dovunner geschwat, datt et dee Code net gëtt, mee datt natierlech d'Dokteren dat am Kader vun enger Consultatioun kënne maachen.

(Interruption)

Ech weess net, wéi oft mer heibannen iwwert d'Zuele geschwat hunn an datt grad d'Niewewierkunge vun der Covid-19-Impfung warscheinlech déi waren, déi am meeschte vun allen Impfungen deklaréiert goufen. Et gëtt keng aner Impfung, wou esou vill Deklaratioune gemaach goufe wéi bei der Covid-19-Impfung.

(Interruption)

An dat fänkt u mat „Ech hat e bëssen den Aarm wéi" – jo dat hat ech och allkéiers, wéi ech d'Impfung oder de Booster krut – oder „Ech hat Kappwéi" oder „Ech hat Féiwer." Dat sinn awer natierlech keng schlëmm Niewewierkungen a si bei enger Impfung ze erwaarden.

An da muss ee sech awer wierklech soen: Wann dann d'Froen hei bei der 30. Iteratioun nach eng Kéier gestallt ginn, déi elo scho fir d'fënneft, sechst, siwent beäntwert goufen, da froen ech mech wierklech, wéi seriö Verschiddener d'Parlament hei huelen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Vizepremier a Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. A virop och e grousse Merci fir den 32. ausféierleche Rapport vum Mars Di Bartolomeo. Fir mäin Deel kann ech Iech soen: Ech wäert keng Entzugserscheinungen hunn, wann dat heiten eng Kéier definitiv eriwwer ass, an ech wënschen déi och kengem vun Iech. Ech mengen, mir sinn alleguerten erliichtert, dass mer haut do stinn, wou mer stinn.

Et ass gesot ginn: Mir si quasi op den Dag près dräi Joer méi spéit wéi deemools, wou den État d'urgence an eisem Land ausgeruff ginn ass. Mir waren alleguerten, muss een, mengen ech, éierlech zouginn, an enger Schockstarre wéinst deem, wat geschitt ass – awer net direkt.

Ech géif gären haut och eng Kéier drun erënneren, dass, wéi mer esou schnell reagéiert hunn, immens vill Skepsis och war. Et ass ganz schnell gaangen. Vill Leit ware sech guer net bewosst, wat d'Ausmooss vun deem war, wat komm ass. Ech hunn de Sproch – dann huelen ech deen diplomateschen – „Hu mir se nach all? Et ass just eng Gripp!" ech weess net wéi oft héieren déi Zäit. An dat ass nach déi fein Versioun.

Jo, et wousst een net, wat géif kommen. Kuerz drop si mer et gewuer ginn. Et ass esou séier gaangen, ganz vill Länner si reegelrecht schachmatt gesat ginn, well se net schnell genuch reagéiert hunn. Ech denken, kommt, mir kucken iwwert den Atlantik an Amerika, England, Italien, de Grand Est bei eis. Et huet ee gesinn, dass ee Recht hat, schnell ze handelen. Dat war ganz séier kloer.

An haut, no dräi Joer, hunn ech e bëssen dat selwecht Gefill. Haut ass et … iergendwou gëtt sech gefrot: „Jo, war dat dann esou schlëmm?" Wann ee kuckt, wat an de soziale Medien zirkuléiert, schockéiert et mech e bësselchen. Haut ass d'Ursaach warscheinlech, dass de Mënsch vergësst. Elo läit et zréck an et ass ee sech dem Ausmooss einfach net méi bewosst. Mir erënneren eis net méi drun. Dertëschent louchen awer dräi Joer!

Mir erënneren eis net méi drun. Dertëschent louchen awer dräi Joer, an dat ass gesot ginn. Wann ech déi Stonnen huelen, ech hunn dat ni zesummegerechent, wivill Deeg mer hei zesumme verbruecht hunn, mee ganz vill!

Mir hu musse ganz vill Decisiounen huelen. Mir hunn net lauter nei Gesetzer ugeholl, mee effektiv besteeënder ëmmer erëm an ëmmer erëm ugepasst un d'Realitéit, un nei Erkenntnisser, déi een hat, un d'Situatioun, wéi se evoluéiert huet.

Dat war eng Zäit, wou vill Decisioune ganz schnell hu misse geholl ginn. Et ass virdru reveléiert ginn, dass d'Chamber vläicht net ëmmer déi néideg Zäit hat, dat richteg ze iwwerpréiwen. Ben, natierlech, och op Regierungssäit hate mir net déi néideg Zäit. Mir hunn, gedriwwe vun engem Virus, dee sech schnell developpéiert huet, dee mutéiert huet, musse schnell handelen, jiddwereen, an dat ass sécher ni an der Perfektioun, an dofir ass och eng ganz grouss Wichtegkeet haut an der Opaarbechtung vun der ganzer Zäit.

Fakt ass, dass mir déi ganz Zäit iwwer eng Balance gesicht hunn hei zu Lëtzebuerg tëschent genuch maachen an awer och net ze vill maachen. Dat ass en Equiliber, deen eis beweegt huet déi Zäit iwwer, eis alleguer zesummen. An ech denken, dass et och haut fir mech de Moment ass, fir jiddwerengem do Merci ze soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht iwwer all déi Joren.

Eis Strategie, eise Plang, dee mer vun Ufank un haten, ass am Endeffekt opgaangen no dräi Joer. Wat war dat? Ech wëll drun erënneren. Fir d'éischt hu mer einfach missen duerchhalen. Mir waren ongeschützt vis-à-vis vun deem Virus. Mir hunn duerchgehalen iwwer Distanzreegelen, iwwer Masken, iwwer Beweegungsaschränkungen, fir en ze drosselen a senger Zirkulatioun.

Duerno hu mir ganz staark op d'Impfe gesat, wou d'ganzt Land ganz gutt matgemaach huet. Et ass dat, wat mir eis erwaart hunn, dass no an no duerch d'Impfung eben dee Schutz kéim. Dat heescht net, dass de Virus fort ass, mee mir sinn einfach besser opgestallt insgesamt an en trëfft eis net méi esou.

Doduerch ass de Risiko erofgaange bis op dee Punkt, wou mer haut sinn, wou ee ka rouege Gewëssens soen: Och wann de Virus nach staark zirkuléiert, en trëfft eis net méi! Déi staark Verleef sinn net einfach net méi existent, mee esou geréng, dass et tragbar ass, dës Krankheet wéi eng aner Krankheet ze behandelen. Mir hunn net méi dee Risiko vun enger akuter Iwwerlaaschtung vun eisem Gesondheetssystem. Et ass deen, deen eis déi ganzen Zäit Suerge gemaach huet. Et ass deen, dee mir wollten evitéieren a kleng halen.

Mir kucken also zréck op eng schwiereg Zäit mat villen Diskussiounen, op vill Efforten, déi gemaach gi sinn, op e Gesondheetssecteur, deen nach ëmmer markéiert ass a ganz Europa, net nëmme bei eis. D'Leit hunn alles ginn, wat se konnten, vill méi, wéi se konnten. Ech mengen, den Term „Burnout", wou ee laang gebrannt huet iwwer Joren, dee passt hei ganz gutt. D'Leit sinn ausgebrannt, a si hu vill Ofgäng, bref, nei Probleemer, déi sech stellen. Eis Gedanke sollen haut bei deene sinn, déi schwéier Schicksaler haten an dëser Kris. Déi dräi Joer hu vill Affer gefuerdert, vill Leit hunn hiert Liewe gelooss, vill Leit hu Schied – Long-Covid ass erwäänt ginn. Och bei hinne sollen eis Gedanke sinn, si sinn nach guer net all derduerch.

Mir hu Leit, déi hir Existenz verluer hunn. Mir hu villes, wat net schéin ass, op dat mer hei zréckkucken. An et ass och net ofgeschloss. Mir schaffen nach ëmmer un dëser Pandemie. Ech géif gär betounen, dass mer nieft der akuter Phas, wou mer geréiert hunn, natierlech ganz vill Efforten haut drop setzen ze evaluéieren. Mir hunn Evaluatiounsexercicen hannert eis, esou eppes mobiliséiert d'Verwaltunge ganz staark. Mir schaffen un engem internationalen Traité „Pandemie". Mir schaffen an Europa.

Et sinn nei Institutiounen entstanen. Eng HERA (ndlr: European Health Emergency Preparedness and Response Authority) ass entstanen. Bei eis sinn nei Servicer entstanen an der Dauer, fir déi sougenannt „preparedness" ze verankeren, fir sech an der Dauer domadder ze befaassen. Mir schaffen un engem legale Kader, selbstverständlech mat deem néidege Recul. Mir si gutt mat eisem Gesetz hei derduerchkomm, dat huet ons och d'ailleurs ausgezeechent, mat enger staarker Implikatioun vun dëser Chamber, wat zum sozialen Zesummenhalt ganz staark bäigedroen huet a mengen An. An dat anert si mir och amgaang ze maachen.

Selbstverständlech kucke mer Evaluatioune vun de Mesüren, déi lafen, an ech si vu menger Säit aus absolutt oppen, och deen Exercice hei am Land ze maachen, wëssend, dass eis Zuele méi kleng sinn. Dee richtegen Opschloss kritt een do och am Globalen. Et sinn iwwerall änlech Mesüre geholl ginn, an et ass selbstverständlech wichteg, dat ze suivéieren.

Ech géif gären hei nach ofschléisse mat engem grousse Merci och un déi Lëtzebuerger Wëssenschaftler. Et ass eng Auszeechnung un eis Covid-19-Taskforce gaange vun der „Science for Society Foundation", do ass eis Covid-19-Taskforce elo rezent ausgezeechent ginn – ech mengen, zu Recht. Si hu sech ganz, ganz schnell och zesummefonnt, sämtlech Wëssenschaftler. E ganze Gremium huet sech zesummefonnt spontan. Si hunn eis ëmmer zur Säit gestanen duerch déi ganz Pandemie duerch. Dat war eng wäertvoll Aarbecht, déi geleescht ginn ass, déi oft vergiess gëtt. Och hinnen e grousse Merci.

An ofschléissend – ech wëll net ze vill Zäit huelen – nach eng Kéier en Appel och vu menger Säit op Rücksicht. Et ass net, well mir d'Moossnamen ophiewen, dass Covid net méi do ass. Et ass och net, well mir d'Moossnamen ophiewen, dass et Covid ni ginn ass. En

ass nach ëmmer do, déi aner Infektiounskrankheeten och. Ech wënsche mer, dass mir alleguer draus geléiert hunn, e bësse méi Rücksicht ze huelen, wa mer erkaalt sinn, an net een deen aneren unzeschnuddelen an unzehouschten. Mir hunn déi Maske kennegeléiert, mir hunn Distanz kenne geléiert. Alles dat wäert eis och an Zukunft hëllefen, an ech wënschen eis, dass mir eis op alle Fall an esou engem Kontext net méi erëmgesinn.

Ech mengen, mir sinn dat Land, wou Dir als Chamber warscheinlech als eenzeg esou laang déi selwecht Persoun hei stoen hat, mam malteesesche Kolleeg si mir déi eenzeg Iwwerliewend. Ech freeë mech och doriwwer. Dat ass sécherlech op eng gutt Zesummenaarbecht zeréckzeféieren. Ech hoffen, dass mer eis alleguerten erhale bleiwen an op anere Sujete kënne schaffen. Ech géif gär drun erënneren: Och vill aner wichteg Dossiere si leie bliwwen iwwer all déi Joren an elo geet et drëm, eng richteg Ponderatioun ze maachen, op deem ze schaffen, wat wierklech prioritär ass, an do steet villes un, wou mir eis nach mussen zesummesetzen an och weider gutt zesumme schaffen.

Ech soen Iech Merci.

A, vläicht e Wuert zu den Impfschied, ech hat déi Fro gestallt kritt. Ech fügen deem näischt méi bäi, d'Pharmacovigilance ass effektiv online. Déi Rapporten, do kënnt Dir Iech aliesen. Mir hunn, Stand haut, siwen Demandë fir Indemnisatiounen erakritt. Ech géif och gären – effektiv gëtt dat oft vergiess – un déi Leit erënneren, déi en Impfschued hunn. Et ass ni gesot ginn, dass et keng Impfschied kéint ginn. All Medikament huet potenziell Niewewierkungen, selbstverständlech och eng Covid-19-Impfung, an och déi Leit sollen zu hirem kommen.

Mir hunn eng Prozedur, mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Gesetz vum Joer 2000, e relativ rezent, wat dat virgesäit: Impfungen, déi vum Staat recommandéiert sinn oder obligatoresch gemaach sinn, wann do een zu Schued kënnt, wann ee säi Liewe verléiert, huet en e Recht op eng Indemniséierung. An dat sinn Demanden, déi bei eis erakommen.

Entre-temps sinn där eran. Déi sinn an der Beaarbechtung an do kann ech Iech assuréieren, dass dat mat deem néidege Seriö gemaach gëtt. Do gëtt normalerweis eng extern Expertis gefrot, fir de Schued anzeschätzen, an dat hëlt alles säi gudde Laf; enfin, asoufern een dat esou kann nennen. Fir déi Leit ass déi Situatioun net schéin an ech mengen, et ass eis Obligatioun als Gesellschaft, do ze sinn, fir si och ze entschiedege fir dat, wat si dervugedroen hunn.

Ech géif Iech Merci soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8171. Den Text steet am Document parlementaire 8171[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8171 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions et résolution

Da komme mer nach zum Vott vun deenen dräi Motiounen an enger Resolutioun, déi deposéiert gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt Motioun Nummer 1, déi vum Här Claude Wiseler deposéiert ginn ass. Den Här Mars Di Bartolomeo freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. No Récksprooch mat de Kolleegen hei op dëser Säit an och no Récksprooch mam Auteur vun der Motioun géife mer déi Motioun mat ënnerstëtzen. Den Auteur war och dermat d'accord, fir déi eng oder déi aner Modifikatioun ze maachen.

Beim drëtten Tiret géif et heeschen: „considérant la nécessité d'évaluer l'efficacité des différentes mesures." A beim véierte Paragraf géif et heeschen: „la nécessité, la proportionnalité respectivement le caractère de non-discrimination des mesures concernées". „Légalité" géife mir do ewechloossen, well mer soss kéinten de Verdacht opkomme loossen, dass mer illegal Saache gestëmmt hätten.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, ass den Auteur och dermat d'accord, fir zousätzlech Ënnerschréften op seng Motioun ze kréien. Dat wär dann eng Motioun, déi vun der Chamber géif gedroe ginn. Här Wiseler, hunn ech dat richteg verstanen?

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun.

M. Claude Wiseler (CSV) | Dir hutt dat richteg verstanen. Ech sinn, éischtens, d'accord mat deene Korrektiounen, déi hei gemaach gi sinn, dat ass ganz an der Rei. An esou vill Ënnerschréften drop ewéi méiglech, dat ass ganz positiv.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Zesummen.

M. Fernand Etgen, Président | Ass d'Chamber d'accord, iwwert dës Motioun à main levée ofzestëmmen? Nee, den Här Engelen wëllt nach d'Wuert ergräifen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci Här President, ganz kuerz. Déi Motioun geet eis, wann Der d'Resolutioun gelies hutt, net wäit genuch. Mir kënne se awer mat ënnerstëtzen. Ech wollt dat just bemierken. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– constatant que toute une panoplie de mesures différentes ont été mises en place au cours des trois dernières années dans le cadre de la lutte contre le Covid ;

– considérant que de nombreuses mesures ont constitué une importante restriction des libertés garanties par la Constitution ;

– considérant la nécessité d'évaluer l'efficacité des différentes mesures ;

– considérant que la rapidité avec laquelle de nombreux projets de loi concernant la lutte contre le Covid ont été analysés et votés par la Chambre des Députés, ne permettant pas toujours une analyse en profondeur de la nécessité, de la proportionnalité, respectivement du caractère de non-discrimination des mesures concernées ;

– considérant que le Gouvernement doit tout mettre en œuvre, afin de tirer toutes les conséquences de la pandémie du Covid et d'être préparé le mieux possible dans le cas d'une éventuelle nouvelle épidémie,

invite le Gouvernement

– à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non discriminatoire ;

– à élaborer, dans les meilleurs délais, une « Loi pandémie » permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux Institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini.

(s.) Claude Wiseler, Gilles Baum, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Max Hengel, Josée Lorsché, Nathalie Oberweis, Marc Spautz.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun Nummer 1 eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer bei d'Motioun Nummer 2, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass, déi freet, wéi an anere Länner offiziell ze erklären, datt d'Covidpandemie eriwwer ass. Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Esou schéin dat och kléngt, géif ech mengen, mir sollten déi heite Motioun net unhuelen, well et vläicht dee falsche Message géif ginn. Anescht ers wéi aner Länner hu mir keng Gesetzgeebung, déi elo offiziell eng Pandemie erkläert hätt. Den État de crise ass bei eis ausgelaf no dräi Méint. Duerno si mer an de Régime général erakomm, wou d'Parlament seng Verantwortung iwwerholl huet. A mir hunn elo déi lescht Restriktiounen ofgeschaaft. Wa mer elo géife soen: „D'Pandemie ass eriwwer", kéint de Message ukommen, de Virus wier fort. An dat wëlle mer net. De Virus ass nach ëmmer do. Also solle mer virsiichteg bleiwen, och wann déi explosiv Situatioun, deen Tsunami, net méi do ass. Mee et sinn awer nach kleng Nobrenner, oder kleng Wellen, déi iwwer eis

lassginn. Dofir géif ech also empfeelen, dës Motioun net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Éischtens emol kann ech dem Mars Di Bartolomeo hei nëmme Recht ginn, wann e seet: „Mir als Chamber hunn hei ni d'Pandemie deklaréiert." An och d'Regierung huet ni eng Deklaratioun gemaach, wou se gesot huet: „Mir sinn an engem État de pandémie." Si hätt dat och guer net kënne maachen, vu datt et keng Base légale zu Lëtzebuerg gëtt. Et gëtt kee Pandemiesgesetz. Dat hu mer jo elo grad mat enger Motioun gestëmmt, datt mer d'Aarbechten un esou enger „Loi pandémie" wëlle weiderdreiwen. Mee wann et keng Base légale gëtt, fir se ze deklaréieren, da gëtt et och keng Base légale, wéi d'Regierung kéint deklaréieren, datt se eriwwer wär.

Deen Eenzegen, den Ament, Stand haut, deen no mengem Wësse kann esou eppes deklaréieren oder et fir den europäesche Raum géif maachen, wär den ECDC, deen dozou seng Äusserunge gemaach huet, oder, fir de globalen Niveau, d'OMS, oder fir déi, déi éischter anglophon sinn, d'WHO. Mee dat sinn déi Instanzen, déi hei eppes deklaréieren oder net, an dann ass et un eis als Chamber, déi legislativ Konsequenzen dorauser ze zéien. A bei verschiddene Pandemien oder Epidemië maache mer eppes a bei anere maache mer näischt.

Ech wëll just drop hiweisen, datt d'WHO reegelméisseg Pandemien deklaréiert an dann erëm ophieft, Epidemien deklaréiert an dann erëm ophieft. Dat heescht awer net, datt mir allkéiers hei eng Motioun an der Chamber stëmmen, wou mer der WHO Recht ginn oder net. Ech mengen och net, datt dat eise Rôle ass. Eise Rôle ass et, wann et Lëtzebuerg betrëfft, gesetzlech täteg ze ginn. Dat hu mer viru fënnef Minutte gemaach, an dofir wäerte mir déi Motioun hei net matstëmmen, well se keng Base légale huet, op där se géif foussen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, wéi ech déi Motioun elo gelies hunn, hunn ech d'Gefill – wéi soll ech soen? –, dass d'Deklaratiounen eigentlech och iwwerschätzt sinn.

An deem heite Fall hu mer elo …

(Interruption)

Mee voilà! Mir hunn elo Moossnamen, mee de facto kënnt et op d'Moossnamen un. Mir hunn hei e Gesetz gestëmmt, wou d'Moossname quasi all opgehuewe ginn. Et ass dat, wat zielt. Mir hunn eis un d'Realitéit ugepasst. E gëtt quasi keng Moossname méi an ech mengen, et ass dat, wat zielt. Mee ech géif mech awer och dofir hidden, elo ze deklaréieren …

(Interruption)

Voilà, ech mengen net, dass mer eis dat kënnen umoossen. Mir wëssen net wierklech, wat nach kënnt. Mir mengen, mir misste virsiichteg bleiwen. Dofir kënne mir dat hei och elo net esou matdroen, och wann et ganz sympathesch ass. Mee dat kléngt e bëssen ze vill einfach, fir einfach ze deklaréieren, dass d'Pandemie eriwwer ass. Ech mengen, dat entwutscht eiser Kontroll e wéineg. Voilà, ech mengen net, dass mer dat kënne maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann ass et um Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, ech widderhuelen elo net déi selwecht Argumentatioun wéi déi dräi Virriedner, déi ech awer deelen. Mir hu virun dräi Joer eng Rei Moossnamen agefouert, mee elo dräi Joer duerno schafe mer se of. Dat ass der Chamber hir Roll. Dat hu mer elo gemaach an dat geet eis duer.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 4 Jo-Stëmmen, 54 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi freet, datt definitiv all Virbereedungsaarbechte fir e Covidimpfflichtgesetz solle gestoppt ginn. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Et si Viraarbechte gemaach ginn. Dee Projet ass net deponéiert ginn. Dee Projet, dee sollt prett si fir de Fall, wou een eng Kéier eng Impfflicht géif brauchen. Dat ass am Moment wierklech net de Fall. An ech gesinn net de Grond, firwat dass d'Regierung elo eppes, wat se am Tirang huet a virbereet huet „für alle Fälle", soll an de Schredder geheien. An dann herno, wann d'Situatioun erëm eng Kéier sech géif presentéieren, da géif d'Regierung de Reproche gemaach kréien, net virbereet ze sinn.

Wéi gesot, am Moment ass keen, deen envisagéiert, eng Impfflicht am Rame vun dëser Pandemie ze maachen. Mee mir hunn et erlieft: Dat, wat mer net gegleeft hätten, wann een eis dat gesot hätt, ass komm, mat enger Wucht, wéi mer eis et net konnte virstellen, e reegelrechten Tsunami mat ëmmerhin 1.200 Mënschen, déi hiert Liewe gelooss hunn, anerer, déi länger krank sinn. Also, „gouverner, c'est prévoir", an et soll een der Regierung kee Reproche maachen, wa se hei dee „prévoir" mécht. An dofir leene mer, jiddefalls eis Fraktioun, déi dote Motioun of.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech hunn eng liicht méi nuancéiert Positioun dozou wéi de Kolleeg Mars Di Bartolomeo.

Mir hunn heibanne reegelméisseg gesot, datt fir d'Piraten eng Impfflicht net ze vertrieden ass. Ech fannen dofir u sech op den éischte Bléck d'Motioun ganz sympathesch, bon, virun allem, well net gefuerdert gëtt, datt d'Virbereedunge réckgängeg gemaach solle ginn. Et gëtt also net gefrot, fir en Text, dee schonn do ass, an de Schredder ze stiechen. Et gëtt éischter gesot, et soll net weider un engem Text geschafft ginn. Mee ech ginn haut dervun aus, datt de Ministère Besseres ze dinn huet wéi un engem Text ze schaffen, fir dee se selwer am Moment keng Sënnhaftegkeet gesinn.

Ech muss awer soen, datt mer d'Motioun, esou wéi se elo do steet, och net kënne matstëmmen, an dat hunn ech virdrun a menger Ried kloergemaach: Dat ass de véierte Considerant, wou ech nach deelen, datt et eng national an international Diskussioun iwwer Impfschied gëtt, mee iwwert déi heefeg an zum Deel ganz gravéierend Impfschied, ech mengen, do huet d'Madamm Ministesch virdrun d'Zuel gesot, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg bis elo gefrot hunn, opgrond vun engem méi graven Impfschued indemniséiert ze ginn. Dat spillt sech scho bal am Honnertdausendstel of vun de Leit, déi geimpft goufen.

An deementspriechend wëll a kann ech net ënnerschreiwen: „iwwert déi heefeg an zum Deel gravéierend Impfschied." Et gëtt gravéierend Impfschied, dat huet ni ee contestéiert. Dofir gëtt et de Rapport de pharmacovigilance. Mee mir kënne kee sou ee Considerant matstëmmen. Wann d'ADR awer bereet wär, dee Considerant ze sträichen oder ëmzeformuléieren, da kéinte mer d'Motioun matstëmmen; soss musse mer eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Och merci all deene Kolleegen, déi heizou scho geschwat hunn.

Ech mengen, dat heiten ass eng Motioun, mat där mir weisen, datt mir eis als ADR an dëser Diskussioun ganz konsequent sinn. Mir haten och dowéinst virdru gefrot, datt mer sollen offiziell erklären, datt déi Pandemie eriwwer ass, well natierlech musse mer jo ëmmer opmierksam sinn op dat, wat geschitt. A wann iergendee Gesondheetsrisiko sech sollt presentéieren, musse mer reagéieren.

Awer mir musse kloer Zeeche setzen, datt mer dës Gesellschaft wëllen aus engem Ausnamezoustand erausféieren. Dozou gehéiert eeben och, datt mer eis erëm iwwerleeën: Wéi war dat dann iwwerhaapt mat der Impfflicht?

Den Här Mars Di Bartolomeo huet elo gesot: „Kee wëllt eng Impfflicht afëieren." Et erënnert mech e bëssen un déi Ausso: „Kee wëllt eng Mauer bauen." Well gläichzäiteg huet d'Regierung de Projet scho praktesch fäerdeg am Tirang. Dofir besteet déi Gefor a mir soen: „Mir wëlle keng Covidimpfflicht!" Dofir si mer eis kohärent, wa mer soen: „Dat do wëlle mer net!"

Mir hunn ni gesot, mir wéilten net, datt d'Leit sech kënnen impfe loossen – fräiwëlleg! An dat ass, mengen ech, eng Optioun, déi mer selbstverständlech wëllen ophalen. Awer eng Impfflicht wëlle mer net.

Firwat wëlle mer et net? Ma hei ass jo bal jidderee warscheinlech d'accord, datt jidderee soll Här iwwer säin eegene Kierper sinn, säin eegene Kierper, an dofir soll jidderee kënne selwer decidéieren, ob e sech wëllt géint de Covid impfe loossen oder géint eng aner Krankheet oder net.

Dat Zweet ass, se gëtt ëmmer erëm miniméiert, déi Problematik vun den Impfschied. Et mengt een, Lëtzebuerg wär eng Insel an et géif heibanne kaum een nolauschteren, wat am Ausland geschitt. Ma lauschtert an Däitschland, déi Diskussiounen, wou de Gesondheetsminister elo op der Televisioun muss Saachen zouginn, déi en nach virun e puer Wochen negéiert huet. Kuckt Iech déi Dokumentatiounen un iwwert dat wierklecht Ausmooss, wat lues a lues erauskënnt, vun Impfschied. Saachen, déi iwwerhaapt net getest goufe bei deenen Impfstoffer, déi hei gesprëtzt goufen.

Mat wéi engem Impfstoff géife mer dann hei eng Impfflicht aféieren? Mat deenen, wou mer all déi Problemer elo hunn? Ech mengen, dat muss een alles emol konsequent zu Enn denken.

An ech sinn net d'accord, mir als ADR sinn net d'accord mat deenen, déi soen: „Majo, et gëtt jo Prozeduren, an et ass jo alles an der Rei, an et sinn net vill Schied", dat géife mir opbauschen. D'Realitéit an Europa, d'Diskussioun ass eng ganz aner.

A mir gräifen dat op, wat an eisen Nopeschlänner all Dag – all Dag! – d'politesch Aktualitéit markéiert, a mir soen: Mir si keng Insel. Hei gëtt et där Problemer och! Da loosst eis eis am Eescht an am Interessi vun de Leit domat ausenanersetzen. Wat sollen déi Leit dann denken? Wat sollen déi Dokteren denken? Ech weess net, ob et Iech sou geet, wéi et eis geet, an och mir perséinlech mol geet, wann ech bei en Dokter kommen, dee gesäit, dass e Politiker do ass. Ganz dacks ass dat éischt, wat deen erzielt: „Wësst Dir, wivill Häerzproblemer ech ewell hei gesi bei jonke Leit? Et ass en Impfschued, mee ech kann näischt soen an der Ëffentlechkeet, well ech och meng berufflech Existenz géif op d'Spill setzen."

(Interruption et brouhaha)

Dat si Saachen, dat si Saachen, déi hunn Doktere mir erzielt an och anere Kolleegen. An et kann net sinn, et kann net sinn, datt an engem Parlament, aus Grënn vun der politescher Opportunitéit, d'Aen zougemaach gi virun enger Realitéit an der Gesellschaft. An d'Realitéit an der Gesellschaft ass nun eemol och, datt ganz vill Leit sech Suerge maachen ëm méiglech Impfschied, ganz vill Leit och am medezinnesche Secteur. A mir schwätzen dat un.

An et ass e bëssen enttäuschend, datt hei am Parlament vag op Prozeduren an op e puer Fäll verwise gëtt an domadder esou gemaach gëtt, als wär zu Lëtzebuerg alles an der Rei. Dat ass net kredibel, an dofir si mir frou an houfreg als ADR, datt mir dat uschwätzen, a mir bestinn natierlech op eisen Text.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, den Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Här President, et deet mer leed, ech kann dat net esou am Raum stoe loossen. Hei gëtt mat Insinuatiounen, ...

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | ... net mat Fakten operéiert!

Une voix | Héieresoen! Héieresoen!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | An ech wëll just drop hiweisen, fir déi, déi de Virus nach wie vor verniidlechen, dass se sollen iwwer eis Grenze kucken, wéi vill Honnertdausende Mënschen hiert Liewe gelooss hunn, a wou, a wat fir enge Länner de Schued am gréisste war.

Jo, bei Impfunge kann et, wéi bei anere Medikamenter, zu Niewewierkunge kommen. Dat streit keen of. Mee dat soll een och a Relatioun setze mat deem, wat d'Impfen u Plus-value bréngt. Just dat wëll ech hei awer eng Kéier erëm an de Vierdergrond stellen, net dass een hei an dësem Parlament esou mécht, wéi wann all dat, wat mer hei gemaach hunn, eppes Kriminelles wär. An dat kann ech net am Raum stoe loossen.

Mir hunn hei no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt, mat deene groussen Organisatiounen am Réck, net d'Pharmaindustrien, mee mat enger OMS, mam Zentrum fir ustiechend Krankheeten, wou mer d'Chance haten, e matzegrënnen, an déi eis eng objektiv Evaluatioun konnte ginn. Do hu mer no beschtem Wëssen a Gewësse gehandelt.

An ech wëll nach eng Kéier soen: Et kann een enger Regierung net de Prozess maachen, wa se eppes am Tirang leien huet! Dat lescht Wuert, dat wësst Der genee esou gutt wéi ech, dat hu mir! An dat huet sech bewäert, an dëst Parlament huet sech an där Kris hei bewäert, och wa sougenannten „Experte" soen, d'Chamber hätt sech hei kleng maache gelooss vun der Regierung.

De Contraire – de Contraire! – ass wouer. Déi Chamber hei huet, aneschters wéi an anere Länner, hir Roll voll gespillt, ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Genau!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | ... zesumme mat deenen aneren Institutiounen. An ech wëll dat net einfach esou am Raum stoe loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet d'Madamm Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et muss een eppes soen: Et ass net, well een d'Luucht op eppes schéngt, dass een eppes aneres manner hell mécht. Also, et ass net, well ee vun Impfniewewierkungen oder Impfschied schwätzt, dass een dowéinster d'Impfung als solch éischtens emol erofmécht, oder iwwerhaapt de Virus.

Dir hutt virdru gesot, et géif een de Virus minimiséieren. Ech mengen, wat ech wëll soen ass: Et ass net, well een d'Luucht op Impfschied liicht, dass een de Virus als solche minimiséiert. Do ass kee Lien. Wësst Der, wat ech mengen? Et ass dat, wat ech wollt soen. Dat ass ganz wichteg ze soen.

(Interruption)

Voilà. Ech wëll just eng Kéier do drop agoen. Ech wëll elo net perséinlech soen, dass Dir iergendeen domat ugegraff hutt. Ech wëll just soen: Et ass immens wichteg, net onbedéngt dee Lien ze maachen. Et ass net, well ee seet: „Voilà, mir hunn e Problem eventuell mat Impfschied, déi net onbedéngt deklaréiert ginn!", dass een de Virus minimiséiert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dat sot keen!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Dat ass an der Rei. Dir kënnt gär reagéieren. Ech hunn Iech elo net domadder ...

Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Nee.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Nee, ech wëll Iech guer näischt ... Fir mech ass dat wichteg ze soen, dass dee Lien net onbedéngt besteet fir mech, voilà.

Wat ech wëll soen zu der Motioun hei, ech mengen, Dir kennt eis Positioun. Mir hunn eis géint d'Impfflicht gewiert. Mir hunn eis géint d'Impfflicht gewiert aus ganz ville Facteuren, déi ech x-mol hei erkläert hunn. Dat ass nach ëmmer de Fall, haut méi wéi jee warscheinlech, ganz kloer.

Mir hunn awer hei e bësselche méi eng nuancéiert Positioun, well déi Fro, déi sech jo hei stellt, ass déi: „D'Aarbechte stoppen!" Wann déi Aarbechte guer net amgaange sinn, da stellt déi Fro sech jo guer net, d'Aarbechten ze stoppen. Dat ass dat, wat ech virdrun héieren hunn. Dee Projet läit am Tirang, héieren ech. Et gëtt net dru geschafft, héieren ech, hoffen ech. Voilà! Da stellt fir eis d'Fro sech net, en ze stoppen. Voilà! Fir eis ass déi Fro do u sech iwwerflësseg, souzesoen.

(Interruption)

Mee ech mengen, wat een awer och muss soen – do bleiwe mir immens virsiichteg –: Et weess een ni, wat nach kënnt! Mir sinn net fir eng Impfflicht an deene Konditioune vum leschte Joer an och net an deene Konditioune vun haut. Mir haten e Virus, mir haten en Impfstoff. Mir wëssen et ganz genau, ech ginn net nach eng Kéier drop an. Voilà! Mir brauchen eng Effikassitéit vum Impfstoff op de Virus, am Friemschutz an esou virun, ech ginn net nach eng Kéier op alles an. Mee all déi Krittäre mussen erfëllt sinn, fir dass iwwerhaapt eng Impfflicht sech jee an eisen Ae géif rechtfertegen.

An eisen Ae war dat d'lescht Joer an och elo absolutt net gerechtfertegt. Mee ech wëll net ausschléissen, dass iergendwann eng Kéier déi Situatioun kënnt, wou mer an nach méi enger graver Situatioun sinn, mat iergendengem Virus, deen nach méi schlëmm ass, wou mer vläicht en Impfstoff hunn, dee wierklech am Friemschutz wierkt, voilà.

(Interruption)

An dofir wëll ech dat en théorie net ausschléissen, och wann ech, voilà, an der Realitéit, esou wéi et elo ass, mat all deene Facteure vun haut, absolutt dergéint sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da kritt den Här Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech kann ausnamsweis villes deele vun deem, wat d'Madamm Oberweis hei gesot huet. Ech fannen, datt hei am Fong geholl zwou Diskussioune stattfannen. Dat éischt, dat ass déi iwwer eventuell Schied duerch d'Impfung, an dat ass eng seriö Diskussioun, déi d'Leit, deen een oder deen aneren, méiglecherweis trëfft, déi een och muss seriö diskutéieren, seriö unhuelen an uerdentlech Moossnamen huelen an net ënnerschätzen an net erofspillen. Eis Positioun zu den Impfunge war méi wéi kloer. Nach soe mer awer hannendrun, datt een d'Konsequenzen, wa Leit do sinn, déi elo Problemer domadder hunn, muss ganz seriö kucken. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt: Wann ech awer d'Motioun hei liesen, dann ass d'Konklusioun vun der Motioun déi, dass se seet, datt all Virbereedungsaarbechte vum Covidimpfflichtgesetz solle gestoppt ginn. Wann ech richteg verstanen hunn, sinn déi dat scho längst. Et ass souwisou kee Mënsch, deen haut no enger Covidimpfflicht freet. Déi Aarbechte si souwisou gestoppt. Also ass dat, wat hei zur Ofstëmmung steet,

iwwerflësseg a brauch guer net gefrot ze ginn, well „c'est la réalité actuelle."

An dofir stëmme mir géint dës Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An dann hat nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wëll déi Debatt elo net kënschtlech verlängeren. Mee ech wollt awer op den Här Mars Di Bartolomeo reagéieren, dee gesot huet: „Keen heibannen huet eppes Kriminelles gemaach." Selbtverständlech, dat seet och keen, datt hei iergendeppes Kriminelles gemaach gi wär. Am Géigendeel. A mir hunn och, an dat seet den Här Di Bartolomeo och ganz richteg, als Parlament e Rôle gespillt. An anere Länner war dat net de Fall. An ech tendéieren och do éischter zu senger Theorie, anescht wéi dat op der Universitéit Lëtzebuerg emol heiansdo duergestallt gëtt, wat hei duerch d'Parlament gaangen ass. Et kann een héchstens soen, d'Parteien, déi eenzel Parteien hätten ze vill positiv op d'Virschléi vun der Regierung reagéiert oder net kritesch genuch. Mee dat ass eng aner Saach, dat ass eng aner Diskussioun. Dat ass eng politesch Diskussioun, mee ech mengen, institutionell huet d'Chamber hire Rôle gespillt.

Wat elo déi Diskussioun hei ugeet: Jo, ech mengen, d'Madamm Oberweis huet dat gesot, an ech wëll dat nach eng Kéier soen: Eis Aufgab als ADR war et ni, sech géint eng Impfung auszeschwätzen, mee ëmmer fir d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung. A wa Konsequenzen do sinn, dat huet den Här Wiseler och elo gesot, da muss sech eeschthaft domadder auserneegesat ginn.

Mee mir haten als Chamber der Regierung den Optrag ginn – dat war eng Motioun, déi den Här Cruchten sengerzäit hei presentéiert hat –, eng Majoritéit heibannen, fir esou e Gesetz auszeschaffen. An dofir ass et an eisen Aen och logesch gewiescht, ze soen als Chamber: „Dat ass elo net méi néideg." An dat erkläert e bëssen och de politeschen Hannergrond vun där Demarche hei. A wann et dann erëm eng Kéier néideg wär, da kéinte mer jo als Parlament soen: „Bon, d'Noutwendegkeet ergëtt et." Mee mir haten der Regierung deen Optrag ginn. D'Regierung, d'Madamm Tanson huet duerno dorobber geschafft. Eiser Meenung no ass dat elo net méi néideg, an dat ass de Sënn heivunner.

Also, wéi gesot, ech mengen net, datt hei e Mëssverständnis ass. Wa kriminell Saache sollte geschitt sinn, Här Mars Di Bartolomeo, sinn anerer, déi sech am Ableck dorëm këmmeren, wéi zum Beispill de Parquet européen, deen eng Enquête mécht, wéi zum Beispill d'Cour des comptes européenne, déi géintiwwer der Europäescher Kommissioun probéiert, un Informatiounen ze kommen, déi se net kritt. Mee dat ass net eis Aufgab. Do sinn aner Institutioune vläicht enges Daags ugeklot, an da mussen déi, déi dofir zoustänneg sinn, do Liicht an d'Affär erabréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen ... O, den Här Sven Clement freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, pardon, do muss ech awer elo eppes soen. Den Här Kartheiser huet gemengt, et wier net eis Aufgab, Saachen ze kontrolléieren. Deem muss ech awer vehement widderspriechen, well ech mengen, ech sinn am Moment amgaang, e Recours um Verwaltungsgeriicht ze maachen, well eeben de Santésministère mer keen Accès zu de Kontrakter iwwert d'Impfstoffer gëtt.

An ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt et schonn esou ass, datt et och d'Aufgab vun den Deputéierten ass, d'Regierung ze kontrolléieren, a wann et just ass fir Aktiounen, déi se zesumme mat anere Regierunge gemaach hunn. Also, ech wollt just kloerstellen, datt et schonn der Politick, der Chamber, hir Aarbecht ass, fir Kontroll auszeüben.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | „Aucun député [...] ne parle plus de deux fois sur la même question." An dat dote war elo kee Fait personnel.

Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass bei 4 Jo-Stëmmen, 51 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : M. Marc Spautz ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Résolution 1

Da komme mer nach zur Resolutioun, déi vun dem Här Engelen deposéiert ginn ass a wou gefrot gëtt, eng onofhängeg Ënnersichungskommissioun anzesetzen. Den Här Mars Di Bartolomeo freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ech wär elo bal tentéiert ze soen: dräimol Neen. Ech maachen dat awer net.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et wär awer gutt ugefaang.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ech maachen dat awer net. Mee mir hu virun enger Véierelstonn eng Motioun hei gestëmmt a grousser Unanimitéit, wou mer déi Pandemie wëllen opschaffen, onofhängeg opschaffen. An ech mengen, déi Unanimitéit solle mer net a Fro stellen. A vu dass d'ADR déi Motioun jo och matgestëmmt huet, géif ech d'ADR froen, do derbäi ze bleiwen an d'Unanimitéit net ze stéieren doduerch, dass mer dann, nodeem mer Jo fir déi eng Motioun gestëmmt hunn, hei missten Nee stëmmen, well mer dat eent schonn decidéiert hunn.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An ech ginn d'Wuert direkt un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci, och dem Här Mars Di Bartolomeo. Dat war gutt probéiert.

(Hilarité)

Awer nee, dräimol nee, Här Di Bartolomeo. An ech soen Iech déi dräi Grënn, firwat mer op dës Motioun bestinn.

M. Fernand Etgen, Président | Resolutioun.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Resolutioun, merci, Här President. Den éischten ass, datt deen hei vill méi wäit geet wéi deen Text, deen den Här Wiseler eis presentéiert huet, well mer éischtens soen: Dat muss ënnert der Autoritéit vun der Chamber sinn an net vun der Regierung.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Gelift?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dann hätt der deen éischten ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, elo huet awer wierklech den Här Kartheiser d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Fernand Etgen, Président | Jo, nee, et gëtt Reegelen hei an dësem Haus! Här Di Bartolomeo, et gëtt Reegelen an dësem Haus an et muss een d'Wuert froen, an eréischt wann een d'Wuert kritt, dann däerf ee schwätzen. An elo däerf den Här Kartheiser schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Här President, wou Der Recht hutt, hutt Der Recht.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà!

(Hilarité)

Dat Wuert ... an den Här Di Bartolomeo huet scho fir d'zweet zu deem Theema geschwat. Mee also, op jidde Fall, dat ass also dat Éischt. Mir hunn et matgestëmmt, well mer frou sinn, wann iwwerhaapt eng Kommissioun kënnt. Awer eist éischt Uleies war, et ënnert der Autoritéit vun der Chamber ze maachen, fir dann eng méi onofhängeg Aarbecht vun der Regierung ze erméiglechen.

Deen zweete Grond ass d'Zesummesetzung. Well mir hu gesot, datt déi Zesummesetzung och soll fir Leit op sinn, déi zu den Impfskeptiker gehéieren, déi sech zum Deel aus der Zivillgesellschaft engagéiert hu wärend där ganzer Zäit fir d'Rechter vun den Impfskeptiker. An ech fannen, datt déi Leit ... Mir fannen, datt déi Leit och sollten an esou enger Kommissioun vertruede sinn, well se einfach e Bléck op dat Ganzt hunn, zum Deel och ganz schwéier perséinlech Problemer haten duerch hir Haltung. An ech mengen, et wier gutt, och wann dann eng aner Kommissioun gemaach gëtt, wann déi Leit awer och kéinte vertruede sinn.

An dann hu mer och gesot hei, datt mer eebe gär hätten, datt Dokteren aus verschiddene Fachrichtungen a Leit aus der Ekonomie kommen, déi net genuch zu Wuert koumen. Well wat hate mer an där leschter Zäit? Mir haten Infektiologen, Epidemiologen, déi do hir Meenung bruecht hunn. Mee wivill Dokteren aus

anere Richtungen hunn och Erfarunge gesammelt, déi mer sollte materabréngen an d'Gesellschaft? Wivill Acteuren an der Ekonomie hunn duerch de Lockdown gelidden? Ech wëll just den Horeca-Secteur hei emol nennen. A wa mer eng Evaluatioun maache vun där Period, da soll jidderee kënnen zu Wuert kommen an dee Standpunkt dann och virbréngen, deen eebe säin ass an dee senger Erfarung entsprécht.

Mir wëssen, datt dat hei elo net ugeholl gëtt, well mer eng aner gemaach hunn. Mee ech mengen, et war eis wichteg ze soen: Éischtens hätte mer gär eng wierklech onofhängeg Aarbecht, an dat ass och ee Krittär, un deem mer dann déi Kommissioun moossen, déi agesat gëtt, ob se wierklech onofhängeg ass, ob se wierklech all Standpunkt da vertrëtt. A wéi gesot, déi Onofhängegkeet läit eis ganz besonnesch um Häerz.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kënne mer elo ... Nee, den Här Sven Clement freet nach d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Pardon, Här President. Ech wëll dat doten net onnéideg an d'Längt zéien, mee ech fannen et awer eng ganz speziell Saach, well ech och elo dem Här Kartheiser opmierksam nogelauschtert hunn. An do ass awer e bëssen eng Kontradiktioun hei an där Resolutioun.

Éischtens emol: „de Bureau ze beoptragen, eng vollkommen onofhängeg Ënnersichungskommissioun" ... – eng Ënnersichungskommissioun ass zu Lëtzebuerg, ech géif dat elo mol op Franséisch iwwersetzen als eng „Commission d'enquête", eppes anescht wéi eng Evaluatioun. Dat ass am Gesetz an och verfassungsméisseg ganz kloer gereegelt. Dat gëtt ganz wäitreechend Accèsen. An dat ass net eng „simple évaluation", dat ass da schonn eng Enquête. Do froen ech mech schonn, ob dat iwwerhaapt d'Mandat hei wär. An da misst een dat Mandat och preziséieren.

An dann zweetens: „vollkommen onofhängeg". Wann d'Chamber déi Kommissioun, wéi och ëmmer ee se da géif ëmbenennen, wann et da just eng Evaluatiounskommissioun sollt sinn ..., wéi déi politesch onofhängeg sollt sinn, erschéngt mer och net, well natierlech wären dann als Éischt emol d'Parteie vertrueden.

Ech hunn hei d'Gefill, datt par force versicht gëtt, hei e Punkt ze maache bei Leit – an dat huet en, mengen ech, indirekt zouginn –, déi sech, zu Recht oder zu Onrecht, mol méi, mol manner diskriminéiert gefillt hu wärend der Pandemie an déi elo kuerz virun de Walen hei e Stunt électoral nach sollen an der Chamber virgeluecht kréien. Well wann hei wierklech eng Volontéit gewiescht wär – an ech mengen, dat ass jo mat där éischter Motioun gemaach ginn –, fir onofhängeg Experten ze froen, dat ze evaluéieren ... Dat heiten ass inkohärent am Saz, well et kann net gläichzäiteg eng „vollkommen onofhängeg Ënnersichungskommissioun" sinn, déi just eng Evaluatioun mécht. An dofir kënne mir dat net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da kéime mer elo zum Vott vun der Resolutioun.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Mir waarden op den Här Kaes.

(Hilarité)

De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass mat 6 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la résolution 1 est rejetée par 6 voix pour et 53 voix contre.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

6. 8038 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour, der Proposition de loi 8038 iwwert d'Ersetze vun der Bezeechnung „médiateur" duerch déi vum „Ombudsman" an all de Gesetzestexter a Reglementer. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert d'Proposition de loi ofgestëmmt. An de Rapporter ass den honorabelen Här Charles Margue. An dee kritt elo direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci villmools. Ech géif jiddwerengem roden, heibannen ze bléiwen, wann en de Vott net wëllt verpassen. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen dëse Gesetzesprojet 8038. Zwou Dispositioune sinn dodran, déi am Zesummenhang mat der neier Verfassung stinn.

Mir hunn nämlech decidéiert, an der Verfassung den Ombudsman ze verankeren, an domat kann en net einfach per Gesetz erëm ofgeschaaft ginn. Mir hunn eeben an d'Verfassung geschriwwen, dass den Ombudsman och elo „Ombudsman" heescht an net wéi bis elo am Ausféierungsgesetz „médiateur". An dat ass gutt esou, net just wéinst der Kohärenz vun eisen Texter, mee och, fir kloer eng méiglech Verwiesslung aus dem Wee ze raumen, vu d'Fonctioune vum Ombudsman an deene villfältege Rolle vun engem Mediateur. Déi sinn anerer.

Den zweete Punkt ass dee vum Walmodus vum Ombudsman, dee mir als Chamber jo wielen an deen da vum Grand-Duc genannt gëtt. An der Verfassung ass de Walmodus elo ageschriwwen. Deemno huele mer dee Passus aus dem Gesetz vum Ombudsman eraus. Pour mémoire: Mir wielen den Ombudsman an engem geheime Vott, wou eng qualifizéiert Majoritéit néideg ass a keng Procuratioun erlaabt ass. Voilà zum Inhalt.

Déi véier Corapporteren haten dës Proposition de loi de 24. Juni (veuillez lire: den 29. Juni) zejoert deposéiert.

De Staatsrot huet och kuerz a bündeg positiv aviséiert den 29. November. Dat war och deen eenzegen Avis. Als Institutiounskommissioun hu mer eis de 14. Mäerz eng éischte Kéier mat der Propos beschäftegt an de Rapporter genannt, an de Rapport hu mer dunn den 20. Mäerz unanime ugeholl.

Den Text trëtt dee selwechten Dag a Kraaft wéi d'Kapitel IV vun der neier Verfassung iwwert d'Chamber.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a mer kënnen direkt zum Vott iwwergoen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 8038. Den Text steet am Document parlementaire 8038[2].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8038 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8164 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques) et du

règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur

Mir kommen elo zum Projet de loi 8164 iwwert d'Ëmsetzung vun europäesche Reglementer am Kader vum Bannemaart. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi ergänze mer nach emol d'Gesetz iwwert d'Konkurrenz, dat mer am November d'lescht Joer gestëmmt haten.

Konkreet geet et hei ëm zwee EU-Reglementer, déi an dat nationaalt Gesetz transposéiert musse ginn. An deem Sënn gouf dem Projet de loi och en Tableau fir weider Explikatioune bäigeluecht.

Dat éischt EU-Reglement ass och bekannt als den „Digital Markets Act". Hei geet et drëms, den digitale Marché an domat och den Internet méi ze reguléieren, mam Zil, de Wettbewerb méi fair ze maachen. Konkreet ginn heimat just déi ganz grouss Acteure viséiert, déi sougenannt „Gatekeepers", déi den digitale Marché aktuell dominéieren. Domat si Konzerner wéi Facebook, Google oder Amazon gemengt, sprëch Acteuren, déi iwwer 45 Millioune Benotzer hunn an e Chiffre d'affaires vun op d'mannst 7,5 Milliarden Euro maachen.

D'Gatekeepers steieren de Marché duerch hir dominant Positioun, an domat huet d'Konkurrenz et immens schwéier. Den Digital Markets Act wëll de faire Wettbewerb stäerken. Duerch déi nei Mesüren dierfen d'Gatekeepers zum Beispill net méi hir eege Produite prioriséieren, d'Daten aus ënnerschiddleche Servicer musse kënnen zesummegefouert ginn an d'Datentransparenz soll verbessert ginn. Do dernieft muss een och d'Méiglechkeet kréien, virinstalléiert Appen oder Softwaren ze desinstalléieren. Fir weider Detailer verweisen ech op d'EU-Reglement 2022/1925, wou een alles kann noliesen, wat een nach méi interesséiert.

Beim zweeten EU-Reglement geet et drëms, de faire Wettbewerb op EU-Niveau ze stäerken, andeems besser kontrolléiert gëtt, wann Entreprisë vu Subventiounen a Milliounenhéicht aus Drëttstaate profitéieren. Esou soll de Bannemaart vun der EU och besser virun Drëttstaate geschützt ginn. An och hei verweisen ech fir weider Detailer op de Reglement, deen dat méi am Detail ausféiert, an deen huet d'Nummer 2022/2560.

De Projet de loi gesäit an engems vir, déi kompetent Lëtzebuerger Autoritéit ze designéieren, déi d'Kontroll vun den neie Reglementer maache soll. An déi ass eis nach ganz gutt an Erënnerung, well domadder hu mer eis jo am leschte Joer vill beschäftegt. An dat ass natierlech d'Autorité de concurrence, déi mat deem leschte Gesetz gestäerkt ginn ass.

Deen eenzegen Avis, deen der Kommissioun virlouch, ass dee vum Staatsrot, dee keng negativ Observatiounen zum Fong vum Text gemaach huet.

Ech verweisen och hei fir méi Detailer op mäi schrëftleche Rapport, ginn domadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Lydia Mutsch villmools Merci fir hire Rapport a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An d'Wuert geet elo un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech géif och der Rapportrice e grousse Merci soe fir hire schrëftlechen an hire mëndleche Rapport. Ech schléisse mech dem Léon Gloden un a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An elo wier et un der Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech soen och direkt e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Lydia Mutsch. An ech hunn näischt bäizefügen. Ech mengen, et ass schonn alles gesot ginn. Et ass déi zweet Kéier, wou mer an déi Richtung ginn. Dofir profitéieren ech, fir direkt den Accord vun eiser gréngер Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ze ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Och vun eis aus e Merci un d'Madamm Mutsch. Si war esou iwwerzeegend, datt mer dat gär matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Mutsch, fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen u sech jo erkläert, datt hei de Kader fir zwee EU-Reglementer am Land soll ëmgesat ginn, eng Kéier d'Direktiv fir d'Kontroll vun de sougenannte „Gatekeepers" um Internet an eng Kéier zum Theema „Kontroll vun auslänneschen Investissementer". A béide Fäll geet et drëms, der Autorité de concurrence d'Mëttel an d'Rechter ze ginn, fir d'Anhale vun dësen Dispositiounen ze kontrolléieren.

Ech wëll op dëser Plaz awer just kuerz den Digital Markets Act – oder kuerz gesot: den DMA – uschwätzen. Mir Piraten begréissen, datt heimat méi fir User gemaach gëtt an déi onbegrenzt Muecht, déi verschidde Big Player sech opgebaut hunn, agegrenzt gëtt. De fräie Choix um Internet muss geschützt ginn. Eis si Sichmaschinnen, déi Contenu op Basis vu Bezuelung pushen, en Dar am An, an datt dat elo endlech kloer muss markéiert ginn, ass immens wichteg.

A wien an deene leschte Wochen a Méint op groussen Hotelsplattforme gesicht huet, mierkt, datt dat och ukënnt, andeem mëttlerweil kloer indiquéiert muss ginn: „D'Uerdnung oder d'Reiefolleg vun de Resultater kann duerch Bezuelung manipuléiert sinn." An ech mengen, datt dat ville Leit virdrun net bewosst war. An datt dat elo kloer gekennzeechent gëtt, ass e wichtege Schrëtt och en vue vum Konsumenteschutz.

Och d'Aschränke vun der Interoperabilitéit, déi absichtlech opgebaut gëtt, fir d'Leit bei deenen eegene Produiten ze halen, muss endlech ophalen. Dat war och eng grouss Fuerderung vun eise Kolleegen am Europaparlament. Dofir hunn eis Kolleegen dann och den DMA um Enn am Europaparlament ënnerstëtzt.

An och wa beim DSA nach ëmmer keng zefriddestellend Léisunge fonnt goufen, war den DMA e wichtege Schrëtt fir de Konsumenteschutz. An ech mengen, d'Madamm Mutsch huet virdrun ee Beispill gesot, datt ee kann Appen desinstalléieren, déi am Virfeld installéiert waren.

U sech hate mer an Europa geduecht, datt dat mat der Entscheedung Europäesch Kommissioun géint Microsoft wéinst dem Internet Explorer schonn entscheet wär. An du koumen aner nei Big Player, déi deemools nach ganz kleng waren an déi haut maartdominant si mat Smartphonen an déi genau dat net méi erlaabt hunn an déi genau déi nämmlecht maartdominant Positioun haut ageholl hu wéi deemools Microsoft. An dofir ass et wichteg, datt deen Digital Markets Act net nëmmen als Reglement, dat direkt applikabel ass, Zänn huet, mee datt mer och den Autoritéiten, déi dee Reglement sollen zu Lëtzebuerg ëmsetzen, déi néideg Zänn ginn an, wann et muss sinn, hinnen och de Maulkuerf kënnen ausdoen. An dofir stëmme mir dëst Gesetz mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Och fir d'éischt emol e Merci un d'Lydia Mutsch, d'Rapportrice vun dësem Projet de loi. An ech freeë mech iwwert déi ganz breet Zoustëmmung hei am Parlament zu dësem Projet. Et ass e Projet, iwwert dee mer elo net esou vill geschwat hunn, mee et ass e ganz wichtegen, well hei geet et ëm zwee Reglementer, déi am Fong am Kär allen zwee mat fairer Konkurrenz um europäesche Bannemaart ze dinn hunn, fairer Konkurrenz fir eis Betriber, awer och fir d'europäesch Konsumenten an d'Leit an Europa.

An deem enge Fall ass et den Digital Markets Act, wou effektiv d'Gatekeepers, ganz grouss Plattformen, verschidde Reegelen operluecht kréie géint onfair Praktiken online.

An an deem zweete geet et drëm, u sech Subventioune vun auslänneschen Drëttstaaten-Entreprisen duerch hir Filialen an Europa ze ënnerbannen, well och doduerch eng onfair Kompetitioun an Europa kënnt.

Mee mir wäerten elo ganz geschwënn iwwert d'Ekonomie hei zu Lëtzebuerg schwätzen. An dat heiten huet och domadder ze dinn, iwwer e Level-Playingfield an Europa e lautere Wettbewerb fir eis Betriber méiglech ze maachen. Dat heiten ass e Beräich an zwee Fäll, wou Europa Reegele setzt, wou Europa d'Standarde setzt – weltwäit déi eenzeg Regioun, déi dat mécht –, souwuel um Internet wéi och eebe fir sécherzestellen, dass eis Entreprisë sech an där internationaler Kompetitioun, an där mer dra sinn, mat deene selwechte Waffe schloen, wéi dat international de Fall ass.

Duerfir hei e ganz, ganz wichtege Projet, mat deem mer, wéi gesot, déi zwee Reglementer hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen, doduerch dass d'Autorité de concurrence als Ulafstell fir d'Europäesch Kommissioun, déi hei den zoustännege Regulateur ass, confirméiert gëtt. Duerfir merci fir d'Zoustëmmung vum Parlament.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8164. Den Text steet am Document parlementaire 8164[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8164 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Interpellation de M. Laurent Mosar au sujet des perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise

Fir ofzeschléisse komme mer elo zur Interpellatioun vum Här Laurent Mosar iwwert d'Perspektive vun der nationaler Wirtschaft. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, d'Madamm Francine Closener, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „E Geschäft, dat nëmme Suen abréngt, ass e schlecht Geschäft", dat sot emol eng Kéier dee groussen amerikaneschen Industriellen Henry Ford. Dat selwecht gëllt och fir eis Wirtschaft, iwwert déi mer de Mëtten hei an der Chamber diskutéieren. Well wa mer iwwer Wirtschaft schwätzen, da schwätze mer virun allem iwwer eis Gesellschaft, iwwer eise Wirtschafts- a Sozialmodell an iwwer eis Demokratie, a virun allem iwwert dat Wichtegst, wat all dës Kategorië matenee verbënnt, nämlech de Mënsch an all sengen Dimensiounen: Bierger, Wieler, Familljemënsch, Steierzueler, Konsument, Aarbechter, Employé oder Beamten oder Patron. Well d'Wirtschaft ass fir d'alleréischt fir de Mënsch do, an net ëmgedréit!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Si ass kee Selbstzweck. Si déngt dem Mënsch, grad wéi och de Staat dat ze maachen huet. A si déngt och där klengster an där gréisster mënschlecher Communautéit: der Famill an der Staatsgemeinschaft. Hei schwätze mer vum Allgemengwuel, deem och all Wirtschaft ze déngen huet, mat Produkter, fir d'Besoine vum Alldag ze erfëllen, awer och mat gudden Aarbechtsplazen, déi mat engem gerechte Loun bezuelt ginn an iwwregens och mat engem gerechte Profitt, well dat ass de Loun vum Entrepreneur. An dat Ganzt an engem Wirtschafts- a Sozialmodell, deen zanter de 50er-Joren eng absolutt Successstory ass an deen iwwregens vu Chrëschtdemokraten fir d'éischt erduecht an ëmgesat ginn ass: déi sougenannt „sozial Maartwirtschaft", déi een haut och muss weiderentwéckelen an nohalteg ausweiten.

Jo, de Maart mat senger Offer an Demande bleift d'Häerzstéck vun enger Wirtschaft. Awer de Maart brauch och eng politesch-eethesch Rumm. An hei gëtt e sozial an och ëmweltméisseg an e Kader gesat, bei deem déi beschtméiglech Kombinatioun erauskënnt: an enger Effizienzkombinatioun vu Fräiheet a Gerechtegkeet, Subsidiaritéit a Solidaritéit, Eegennotz a Solidaritéit.

Dës nohalteg sozial Maartwirtschaft ass och de Kär vum Lëtzebuerger Sozialmodell an domadder och vum Lëtzebuerger Wirtschafts- a Gesellschaftsmodell, an deem sech op där enger Säit Leeschtung loune muss an Eegentum awer och verflicht, well fir d'CSV widdersprieche sech Wirtschaft a Soziales, Ekonomie an Ekologie net. Am Géigendeel: Si bedéngen een deen aneren a si funktionéiere just zesummen. Fir e staarke Sozialstaat brauche mir eng staark Wirtschaft. A fir eng staark Wirtschaft brauche mir e staarke Sozialstaat, also eng Wirtschaft fir d'Leit, awer och eng Wirtschaft, déi de Leit an de Mënschen eppes zoutraut an hinnen och erëm Loscht mécht, fir wirtschaftlech aktiv ze ginn. Duerfir ass et och falsch, Kapitalismus a sozial Maartwirtschaft einfach op dee selwechten Niveau ze setzen.

Well wéi hu viru Kuerzem d'Kolleege Friedrich Merz a Carsten Linnemann vun der CDU an Däitschland an der Zäitschrëft „FOCUS" geschriwwen? Ech zitéieren: „Die Soziale Marktwirtschaft ist und bleibt der beste ökonomische und gesellschaftspolitische Ordnungsrahmen für unser Land. Sie hat uns historischen Wohlstand, soziale Teilhabe und politische Stabilität beschert. Weil sie auf Kreativität und Leistungswillen der Menschen gesetzt hat".

A genee dat wëll ech och haut mat dëser Interpellatioun am Numm vu menger Fraktioun maachen: op d'Kreativitéit an de Leeschtungswëlle vun eise Lëtzebuerger Entrepreneuren an Entreprisë setzen, an och vun alle Leit, déi an dësen Entreprisë schaffen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Well just mat performanten, sozialen an och nohaltege Betriber packe mir als Land, awer och als Leit déi grouss Erausfuerderunge vun der Zukunft. Just esou erhale mir och eise Wuelstand oprecht. Just esou hale mir och eis sozial Participatioun héich. Just esou behale mir och politesch Stabilitéit. A just esou behale mir och e Land, an deem seng Leit fräi a fair, gutt a solidaresch kënnen zesummeliewen. An dat och erëm mat Optimismus, Zouversiicht a Loscht op muer, well si nei Verantwortung iwwerhuelen.

Jo, mir mussen och erëm méi un eis selwer gleewen an eis d'Zukunft erëm zoutrauen, ouni de Mënsch oder de Betrib politesch auszebremsen, nom bekannte Motto: „Trau dech!" Mee da muss och eppes nokommen! A mir däerfen eis Wirtschaft net mat eidele Marketingspréch am Ree stoe loossen. Mir musse se – gradewéi d'Leit och – vill méi entlaaschten, mat manner Bürokratie a mat méi Mutt an Technologieoppenheet.

Dëst gesot, Här President, kommen ech, wéi Der mierkt, elo bei déi méi praktesch Aspekter vun eiser Wirtschaft. Et war mer allerdéngs am Ufank ganz wichteg, dës Debatt och an de Kader vun der sozialer Maartwirtschaft ze stellen.

Här President, ech wëll mech haut a mengen Ausféierunge mat deene konkreeten Erausfuerderungen auserneesetzen, mat deenen déi verschidde Secteure vun eiser Wirtschaft confrontéiert sinn. An ech wäert mech do haaptsächlech mat véier grousse Kapitele beschäftegen: fir d'éischt mat der Finanzplaz, duerno mat eiser Industrie, da mat de klengen a mëttlere Betriber a schlussendlech da mat engem Punkt, deen a sech déi dräi Secteure betrëfft, nämlech der Talentattraktioun, wou mer wëssen, datt all Secteuren am Moment extreem vill Problemer hunn, qualifizéiert Personal ze fannen.

Ech wäert och an deem Kontext eng ganz Rei vu konkreete Virschléi maachen, wéi mir och als CSV eis kënne virstellen, wéi een an Zukunft – an dat dann natierlech och no den nächste Walen, wann een an d'Verantwortung kënnt – op déi ganz vill Erausfuerderungen, déi sech eiser Wirtschaft stellen, ka reagéieren.

Ech wäert och do zéng Motiounen deposéieren. Ech wäert déi och mateneen hei deposéieren, well ech am Laf vu mengen Ausféierungen déi Propositiounen, déi sech an deene Motiounen erëmfannen, dann och, wéi gesot, wäert herno resüméieren.

Ech wäert also haut net iwwert d'Strategie 2050 schwätzen, déi awer en extreem wichtege Sujet beréiert, nämlech dee vun eisem Wuesstum an eisem Land, deen een natierlech net kann dekonnektéiert gesi vun der Zukunft vun enger Wirtschaft. Et mécht also sécherlech Sënn, an duerfir begréisse mir och, datt d'Regierung an deen zoustännege Ministère sech Gedanke maachen, wéi eng Strategie 2050 kann ausgesi fir eis Wirtschaft. Mee et schéngt jo esou ze sinn – an dat huet den zoustännege Minister eis an der Kommissioun explizéiert –, datt déi Aarbechten nach net ganz ofgeschloss sinn. Duerfir sinn ech och der Meenung gewiescht, datt et also haut net ganz vill Sënn mécht, iwwer eng Strategie ze diskutéieren, déi nach net ofgeschloss ass.

Ech sinn iwwerzeegt, datt mer, wann d'Regierung hir definitiv Konklusiounen dann hei och der Chamber wäert presentéieren, sécherlech och eng Kéier am Kader vun enger Debatt iwwert déi Strategie 2050 eis kënnen hei an der Chamber auserneesetzen. Loosst mech awer trotzdeem zu där Strategie zwou Remarke maachen:

Fir d'alleréischt: Muncher hei an deem Haus kënne sech nach dorun erënneren, datt de viregte Wirtschaftsminister Étienne Schneider 2014 respektiv 2015 (veuillez lire: 2016 respektiv 2017) mat vill Tammtamm, mat villen Trommen an Trompetten deemools déi sougenannt Rifkin-Etüd virgestallt hat. Muncher vun eis waren deemools am Neien Theater derbäi, wéi mer do mat ganz vill Glamour virgestallt kritt hunn, mat Presenz vum Här Rifkin, wéi dat digitaalt Lëtzebuerg da soll ausgesinn.

(Interruption)

Leider Gottes hu mer net méi vill héiere vun där Rifkin-Etüd an et schéngt dann esou ze sinn, datt den

aktuelle Wirtschaftsminister se diskreet begruewen hätt, an dat warscheinlech souguer ouni Paschtouer. An den Här Fayot huet déi Rifkin-Etüd duerch e Comic-Heft ersat, wou ganz flott Männercher dran erëmzefanne sinn. Déi eng, déi laachen, déi aner kräischen. Et ass awer ganz flott, besonnesch fir de Kanner – ech hu leider scho méi grouss Kanner –, fir deene klenge Kanner dat Comic-Heftchen do ze weisen.

Ech wëll dann awer trotzdeem nach eng Kéier drun erënneren, datt de Rifkin-Prozess, esou wéi den Här Schneider sech dat virgestallt hat, eigentlech sollt eist Land op déi grouss digital Zukunft virbereeden. An ech muss och soen – an ech hunn dat och e puermol op der Tribün hei gesot, en présence vum Här Schneider –, datt ech, och wann ech net mat all deene Propositiounen, déi an deem Kontext do op den Dësch komm sinn, averstane war, dach fonnt hunn, datt a sech do eng ganz Rei interessant Propositiounen op den Dësch komm sinn. An ech muss haaptsächlech soen, do war eng gewëssen Opbrochstëmmung komm, et waren och ganz vill Leit, déi intensiv do matgeschafft hunn, an dofir fannen ech et eigentlech e bësselche schued, datt dee Rifkin-Prozess vun engem Dag op deen aneren einfach ofgebrach ginn ass.

Wat mech awer haaptsächlech stéiert – an dat ass och déi éischt Remark, déi ech domadder wollt maachen –: Ech froe mech, ob dat dann och domadder heescht, datt den aktuelle Wirtschaftsminister eigentlech net méi wëllt mat där Digitaliséierung, déi jo awer esou wichteg fir eis Wirtschaft ass, virufueren, well e jo manifestement schéngt aner Prioritéiten ze hunn. Mee mir wäerten dann herno a sengen Explikatioune jo héieren, wéi e sech dann an Zukunft déi Digitaliséierung vun där Wirtschaft virstellt.

Eng zweet Remark, an dat ass wuel déi wichtegst an dat wëll ech hei awer ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun soen: En Nullwuesstum oder eng Decroissance, wéi se zumindest an enger vun deenen Alternativen, vun deenen Zenarioen do ugeduecht gëtt, ka fir d'CSV-Fraktioun ni eng Optioun sinn!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Eng Wirtschaft, déi net méi wiisst, schaaft keng Aarbechtsplaze méi, wäert keng Benefisser oder manner Benefisser generéieren, wat bedeit, datt manner Steiere wäerten an deem Land bezuelt ginn. Et bedeit och, datt manner héich Paien a manner héich Pensioune wäerte bezuelt ginn. A wann de Staatsbudget manner Recetten erakritt – an dat ass nun emol bei enger Decroissance de Fall –, wäerten natierlech och déi héich Sozialleeschtungen, wou mer frou sinn, datt mer se hunn, an deem Mooss net méi kënnen ausbezuelt ginn. An ech schwätze guer net vun engem gutt fonctionéierende Gesondheetssystem, dee mat manner budgetäre Recettë sécherlech net op deem selwechten Niveau ka fonctionéieren.

Fir eis als CSV géif esou e Modell op jidde Fall bedeiten, datt d'Leit alleguerte méi aarm géife ginn, an dofir kënne mir op kee Fall mat op esou e Wee goen!

Här President, erlaabt mer dann, elo e klengen Tour duerch déi verschidde Wirtschaftssecteure vun eisem Land ze maachen! Ufänke wëll ech mat eiser Finanzplaz: Laut dem Avis vum Comité économique et social iwwert d'Fiskalitéit zu Lëtzebuerg, dee sech op Donnéeë vun der Steierverwaltung baséiert, huet de Finanzsecteur am Joer 2020 – an 2021 sinn d'Zuelen déi selwecht, ech soen dat ënnert dem strikte Contrôle hei vu mengem Kolleeg President vun der Finanzkommissioun – a sech zu dräi Véierels vun der Gesamtrecettë vum IRC bäigedroen.

Wat hei interessant ass: Wann een an den Detail kucke geet, da gesäit een, datt an der Repartitioun de gréissten Deel op SOPARFIe geet mat 28,18 %, 23,69 % Banken, 22,45 % aner Finanzaktivitéiten a 5,4 % sinn d'Assurancen an d'Reassurancen.

Den Undeel, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vum Finanzsecteur an de Steierrecetten ass déi lescht zéng Joer nach weider an d'Luucht gaangen, woubäi een awer och muss feststellen, datt Recetten aus deenen anere Wirtschaftssecteure stagnéiert hunn.

De Finanzsecteur spillt also fir d'Recettë vum Staat nach ëmmer eng absolutt dominant Roll. Allerdéngs, an dat muss een dann och ganz kloer soen – an ech mengen, do ass och keen, deen hei de Contraire behaapt –: Mir sinn einfach als Land an als Wirtschaft ze vill ofhängeg vun där Finanzplaz.

Ech kommen do och op déi jeeweileg Koalitiounsprogramme vun 2013 an 2018, wou dës Regierung versprach hat, eng Diversifikatioun vun der Wirtschaft virzehuelen. Abee, wann ech déi plakeg Zuelen hei kucke vun der Ofhängegkeet vun der Finanzplaz, muss ech einfach constatéieren, datt mer zumindest um Niveau vun de budgetäre Recetten absolutt keng Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft fäerdegbruecht hunn!

Um Niveau – an dat muss een och kloer esou soen – vun de Recetten ass also keen anert Standbeen an Aussiicht, wat zumindest mëttel- oder laangfristeg kéint eng Alternativ zu der Finanzplaz sinn.

Eis Wirtschaft – an och dat muss een eng Kéier constatéieren – steet a fält mat hirer Finanzplaz. Dofir sti mir och als CSV voll zu där Finanzplaz, déi iwwregens och erëm eng Kéier wärend der Covidkris bewisen huet, datt se eigentlech vun enger grousser Stabilitéit ass.

Mir wëllen dofir och weider op eng staark, zukunftsorientéiert awer och diversifiéiert Finanzplaz setzen, déi weider op véier grousse Standbee soll stoen: fir d'éischt d'Banken, dann natierlech d'Fongenindustrie, d'SOPARFIen a schlussendlech den Assurancen- a Reassurancësecteur, niewent natierlech all deene villen anere Finanzproduiten, déi op eiser Bankplaz generéiert ginn.

Mir mussen allerdéngs – an do kucken ech d'Finanzministesch, déi sécherlech och do mat mer averstanen ass – gutt oppassen, datt dës Finanzplaz weider attraktiv a kompetitiv bleift, dat ganz besonnesch par rapport zu hire grousse Konkurrenten. An dat sinn natierlech virun allem Dublin, awer och d'Hollänner, an och eng Finanzplaz wéi Paräis gëtt ëmmer méi grouss a versicht och ëmmer méi, e Stéck vum Kuch, ganz besonnesch vu Lëtzebuerg, ewechzehuelen. An da schwätzen ech scho guer net vun der City of London, déi och elo nom Brexit amgaangen ass, mat alternative Modeller ze versichen, eng ganz Rei vu Clienten aus der EU eriwwer ze kréien.

Wat engem awer, Här President, ganz besonnesch muss ze denke ginn, ass, datt een, wann een eis Fongenindustrie kuckt, déi jo eigentlech nach ganz gutt fonctionéiert, awer feststellt, datt do elo innerhalb vun e puer Joer ... Mir haten ëmmer 75 % vun de UCITS-Fongen, a wann ech elo déi lescht Zuele kucken – ech mengen, déi si vun 2021 –, huet ee gesinn, datt mer just nach 55 % vun de UCITS-Fongen hunn. Do sinn also 20 % an Irland ofgefloss, an dat ass, mengen ech, näischt, wat eis soll einfach kalloossen!

Mir mussen also ganz gutt oppassen, datt mer, wat d'Steierlandschaft betrëfft, wierklech kompetitiv bleiwen. Dat zielt net nëmme fir d'Betribsbesteierung, mee och fir d'Taxe d'abonnement.

Doniewent brauche mer awer och op der Finanzplaz qualifizéiert Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi hir och erlaben, ganz besonnesch der internationaler Clientèle ëmmer erëm nei an innovativ Finanzproduiten unzebidden. Ech wäert och nach eng Kéier méi spéit op déi ganz Thematik vun der Attraktioun vun Talenter ze schwätze kommen.

Mir sinn awer och der Meenung als CSV, datt mer onbedéngt mussen de Secteur vun der Green Finance ausbauen. Mir wëllen eigentlech och als Partei an als Fraktioun, datt Lëtzebuerg déi absolutt Nummer eent vun de grénge Finanzplazen an der Welt gëtt.

Leider muss ee feststellen, datt do vun der Regierungssäit eigentlech net ganz vill passéiert ass, ausser där klenger Reduktioun vun der Taxe d'abonnement, op déi ech nach ze schwätze kommen. Mee all déi Initiativen, déi geholl gi sinn, zum Beispill um Niveau vu Green Bonds, sinn eigentlech vum Privatsecteur, vum Bankesecteur, vun der lëtzebuergescher Bourse, deenen hiren Initiativgeescht ech och speziell hei wéilt begréissen. All déi Initiative ginn eigentlech op de Privatsecteur zréck an ech sinn eigentlech do trotzdeem enttäuscht iwwert dat, wat och vu proaktive Mesüren hei vun enger Regierung erabruecht ginn ass.

Mir proposéieren duerfir och hei eng Rei vu ganz konkreete Moossnamen, fir méi a Richtung vu grénger an nohalteger Finanzplaz ze goen:

Mir proposéiere fir d'éischt eng Taxe d'abonnement bei de Fongen, déi an EAG-Produiten (veuillez lire: ESG-Produiten) investéieren ... Mir hu schonn am Moment dee Regimm, do proposéiere mir, deen Taux carrement op null ze setzen. Fir eis géif dat e wichtegt Signal ginn, ganz besonnesch och um internationalen Niveau, fir ze weisen, datt mir hei zu Lëtzebuerg onbedéngt wëllen nohalteg Fonge kréien. An duerfir ass och déi Zuel vun null net onwichteg, wann ee weess, datt et an engem Land wéi Irland, zu Dublin, eigentlech guer keng Taxe d'abonnement gëtt.

Zweete Punkt: Et ass och fir eis ganz wichteg, datt mer eis ëmmer un den ESG-Standarden orientéieren. Mir wëssen och, datt déi ESG-Standarden net perfekt sinn. Wann dat net de Fall ass, da musse se op EU-Niveau eeben nach verbessert ginn. Et sinn awer déi eenzeg Standarden, déi mer am Moment hunn, an duerfir ass et och wichteg, datt mer eis ëmmer erëm un deenen orientéieren!

Mir brauchen awer och doniewent op eiser Finanzplaz méi Spezialisten, déi och ganz besonnesch an deem dote Secteur potenziell Clientë kënne beroden. Mir hu gesinn, datt do elo eenzel Etüde gemaach gi sinn, déi net extreem gutt ausgefall sinn, well sech erausgestallt huet, datt et hei heiansdo un der Qualitéit vum Service fir esou Produite feelt. Duerfir menge mir och, datt et extreem wichteg wier, datt een éischtens d'Formatioun vun deene Leit, déi justement an deem do Secteur sinn, verbessert.

An do proposéiere mir konkreet zwou Mesüren: Um Niveau vun der Uni misst wierklech gekuckt ginn, ob een do net kéint speziell Coursen offréieren, fir effektiv déi doten Zort vu Finanzproduite besser kënnen ze studéieren. Mir hunn do grouss Qualifikatiounen op der Uni.lu, a firwat net och esou zousätzlech Formatiounen do ubidden? Eng aner Mesür, déi mer do proposéieren, ass déi, datt et fir Entreprisen, déi wierklech an d'Formatioun vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter investéieren an déi sech eeben an nohaltege Finanzen oder iwwerhaapt an Nohaltegkeet spezialiséieren, datt et do muss Kofinanzementer ginn, fir och deenen Entreprisen am Finanzsecteur – awer net nëmmen – ënnert d'Äerm ze gräifen. Ech wäert och dozou herno, wéi gesot, eng Motioun eraginn.

Eng aner konkreet Moossnam, déi mir och gär hätten an deem dote Kontext, ass, datt mer en nationale

Regëster fir net finanziell Date kréien, deen de Banken, awer och de Fongen an alle Professionellen, déi op der Finanzplaz sinn, eng ESG-Bewäertung erlaabt. Well am Moment ass et extreem schwéier fir all déi Leit, iwwerhaapt esou eng ESG-Bewäertung kënnen duerchzezéien.

Eng drëtt konkreet Propositioun ass, datt mer gär en digitale Regëster fir Gebaier hätten, deen och den Nottären, de Banken an den Assureure géif e besseren Iwwerbléck iwwert d'Ëmweltfrëndlechkeet vun all eise Gebaier ginn.

Véiertens hätte mir gär steierlech Ureizer fir Privatinvestisseuren, notamment um Niveau vum Risikokapital, déi bereet sinn, an esou Gesellschaften, déi ESG-konform si respektiv déi och an d'Digitalisatioun investéieren, datt déi also solle fiskalesch encouragéiert ginn. An ech wëll Iech do nach eng Kéier erënneren un d'Proposition de loi vum Kolleeg Gilles Roth a mir selwer, eng Proposition de loi, déi iwwregens quasiment iwwerall aviséiert ginn ass, déi och ganz positiv ugeholl ginn ass a wou ech och frou wär, wann d'Regierung och endlech géif hir Prise de position dozou eraginn, well zumindest bis elo hunn ech déi nach net gesinn!

An dann nach eng Mesür, déi fir eis extreem wichteg ass, dat ass déi, datt d'Betriber, déi eng Transition énergétique ze bewältegen hunn – an dat si quasiment déi allermeescht –, och mussen op méi eng vereinfacht Aart a Weis u Kreditter vun de Banken erukommen an, le cas échéant, souguer duerch Staatsgarantien déi Kreditter kënne garantéiert kréien.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn eng Rei vu ganz konkreete Propositiounen, wou ech och herno wäert Motiounen erabréngen, déi a Richtung vun enger méi grénger, méi nohalteger Finanzplaz kéinte goen an déi och dozou géife féieren, dee grénge Gedanke weesentlech méi attraktiv ze maachen.

D'Finanzplaz bleift also fir d'CSV e weesentlechen Acteur vun der lëtzebuergescher Wirtschaft. An dës Finanzplaz muss weider attraktiv a kompetitiv bleiwen, mee muss awer gläichzäiteg konsequent a mat Nodrock op de Wee vun enger grénger Finanzplaz goen.

Här President, ech kommen zu mengem nächste Kapitel, der Industriepolitick, an déi wollt ech eigentlech ënner zwee Paradigme beliichten, deem europäeschen an deem lëtzebuergeschen.

An der Covidkris ass et eis jo ëmmer méi bewosst ginn, datt mer als Europa, awer och als Lëtzebuerg an enger grousser Ofhängegkeet stinn, net nëmme wat Energië betrëfft, mee och wat ganz vill Produite betrëfft, déi mer am Alldag onbedéngt brauchen, net nëmme fir eis Energietransitioun, mee och a ganz villen anere Beräicher, wann ech nëmmen d'Medikamenter kucken.

Mir hunn och alleguerte geléiert aus der Covidkris, wéi wichteg et ass, eng gewëssen Onofhängegkeet ze behalen, wat justement eng Rei vun Energien, awer och vun anere Produite betrëfft, an net ze vill ofhängeg ze gi vun Drëttlänner – Russland war et, elo China, Indien, notamment wat Medikamenter betrëfft, och fir Solarspigele si mir als Europa extrêmement ofhängeg vun deene Länner.

Erlaabt mir dann awer, fir d'éischt hei nach eng Kéier ze soen, wann ech dann op den europäesche Volet fir d'éischt kommen, datt hei leider net alles esou leeft, wéi mir eis dat virstellen, an datt mer do och zum Deel mat Reegelen an Texter ze dinn hunn, déi et schwéier maachen, ganz besonnesch an der Konkurrenz mat Drëttstaaten, sief dat, wat d'Transition énergétique betrëfft, an an deem Kontext ganz besonnesch awer och den Developpement vun neien innovativen Technologien.

Ech hunn et op dëser Tribün schonn e puermol gesot an ech mengen, datt de Wirtschaftsminister och domadder averstanen ass: Dat aktuellt europäescht Konkurrenzrecht empêchéiert d'Constitutioun vu groussen europäesche Konzerner, deene sougenannten Champions, virun allem am digitale Beräich, wou mir als Europa am Moment iwwerhaapt näischt deene grousse Gruppe wéi Google, Apple oder Amazon entgéintzesetzen hunn! Mee net nëmmen am digitale Beräich, och a villen aneren industrielle Secteure kucke mir leider als Europa Länner wéi den USA a villen asiatesche Länner just nach no. Et ass jo och symptomatesch, datt, wann ech nach eng Kéier op déi digital Entreprisen zréckkommen, ënnert den Top 50 weltwäit vun all deenen Entreprisen nach just eng eenzeg europäesch Entreprise do dran ass.

Mir brauchen also onbedéngt, léif Kolleege vun der Regierungssäit, eng déifgräifend Reform vum europäesche Konkurrenzrecht. An dat brauche mer net eréischt a fënnef Joer, mee mir brauchen dat direkt an esou schnell wéi méiglech, wa mer den Uschloss un dat aussereuropäescht Ausland net wëllen total verléieren.

En zweete wichtege Punkt ass dee vun der Transition énergétique an dem Green Deal. Dëse beispillhafte Projet, deen Europa a senger Wirtschaft soll erlaben, dës Transition énergétique esou gutt wéi méiglech ze packen, ass a sech gutt gemengt a stellt och extreem héich finanziell Mëttelen zur Verfügung, déi et eigentlech misste méiglech maachen, fir déi Objektiver ze erfëllen. Leider muss een awer feststellen, datt an deene meeschten europäesche Länner, iwwregens och hei zu Lëtzebuerg, déi Mëttelen iwwerhaapt net ofgeruff ginn, well et einfach keng Projete gëtt, déi iwwerhaapt kënnen an déi Konditioune vun deem Green Deal falen.

An da kënnt en aneren, ganz weesentleche Punkt derbäi, an dat ass och vläicht deen, deen eis am Moment am meeschten no hanne gehäit: Mir hunn einfach ze vill laangwiereg an ze vill schwiereg an ze vill kompliziéiert Prozeduren, wann een déi vergläicht zum Beispill mat den USA, wou dat alles vill méi schnell geet.

Mir sinn en plus am Moment confrontéiert mat deem ominéisen Inflation Reduction Act vun der amerikanescher Administratioun, dee riskéiert, awer eng Rei europäesch Entreprisen an d'USA ze zéien. Wéi gesot, entre-temps sinn do eng Rei Moossname geholl gi vun der Europäescher Kommissioun. Ech sinn awer net sécher, Madamm Finanzministesch an Här Wirtschaftsminister, ob déi an déi richteg Richtung ginn. Et ass natierlech gutt, datt mer versichen, Entreprisen ze ënnerstëtzen. Ech froe mech allerdéngs, ob et net heiansdo méi effizient wär, amplaz datt mer iwwert de Wee vun de Subventioune ginn, ob een net besser hätt, op de Wee vu Steierreduktiounen ze goen, wéi d'Amerikaner dat maachen an och d'Asiaten. Dat schéngt mer eventuell méi effikass ze sinn, wéi ëmmer nëmme mat Subventiounen ze fueren.

Dann e lescht Wuert heizou, dat ass dat, wat déi ganz schwiereg Regulatorie betrëfft. Do ass jo elo virgesinn, datt anscheinend d'Kommissioun wëllt 25 % manner Bürokratie hunn, eebe justement, fir datt d'Prozedure méi schnell kënne virugoen. Dat ass eppes, wat mir absolutt begréissen, mir missten nach vill méi an déi Richtung goen!

Mir stellen dann awer fest: Op där enger Säit ginn d'Prozeduren ofgebaut an da kommen op där anerer Säit erëm nei Prozeduren derbäi. An do kommen ech dann net derlaanscht, e Wuert ze soen iwwert dat Liwwerkettegesetz, wat do am Umarsch ass. Wann dat wierklech an där Form sollt kommen, wéi et geplangt ass, abee, da kréien eis Entreprisen erëm extreem vill Paperasserie a Formalitéite méi ze erfëllen, fir sech iwwerhaapt a gewëssenen Aktivitéitsberäicher kënnen ze beweegen! Et muss een einfach wëssen – an et kann een elo iwwer alles hei schwätzen –, datt et dat an Amerika, an Asien net gëtt an datt dat fir eng kompetitiv Wirtschaft awer zu Problemer féiert.

Ech wëll dann och nach eppes soen iwwert d'Technologieoppenheet an Europa, déi mer op jidde Fall mussen héichhalen, well mir kënnen nëmmen de Kampf géint de Klimawandel gewannen, wa mer do op méiglechst vill Technologië setzen, zu deenen natierlech Solar a Wandkraaft gehéieren. Op där anerer Säit musse mer onbedéngt virukomme mat Waasserstoff- a Batterieproduktioun, mee och d'Kärfusioun dierf een net aus dem A verléieren. Och dat ass zumindest laangfristeg eng Mesür, wéi mer besser kënne géint de Klimawandel ukommen.

Mir plädéieren op jidde Fall derfir, datt um Niveau vun der Europäescher Unioun esou schnell wéi méiglech déi Mesüre geholl ginn, déi eng Desindustrialisatioun onméiglech maachen, well ech mengen, mir kënnen net akzeptéieren, datt ëmmer méi europäesch Entreprisë Richtung USA, Richtung Asien auswanderen, well déi Entreprisë gi jo net nëmme fort, mee déi huelen och alleguerten d'Aarbechtsplaze mat – an dat ass zimmlech desastréis fir d'europäesch Wirtschaft!

Här President, ech kommen dann awer och e bësselchen op Lëtzebuerg an op d'Industriepolitick an eisem Land. An do muss ech einfach soen: Hei zu Lëtzebuerg gëtt et keng Industriepolitick, op jidde Fall keng, déi een direkt erkenne kann! An ech wëll do net dee ganzen Historique nach eng Kéier hei maache vu FAGE a vu Knauf a vu Google, mee ech kommen trotzdeem awer net derlaanscht, e puer Wuert iwwer Google hei op dëser Tribün ze soen.

Ech muss Iech einfach soen, datt ech fannen, datt deen Dossier Google fir Lëtzebuerg eng Riseblamage ass, net méi an net manner! Mir hunn eis an der Gestioun mat deem Dossier international esou eppes vu blaméiert, an dat héiert een, wann ee mat villen auslänneschen Investisseuren diskutéiert. Ech weess nach ëmmer net, wien eigentlech an dësem Dossier zoustänneg ass um Niveau vun der Regierung. Eng Kéier héiert een de Staatsminister dozou Aussoe maachen, dann héiert een de Wirtschaftsminister eppes dozou soen a schlussendlech ass et och nach heiansdo d'Environnementsministesch, déi dann eppes do iwwer Prozedure seet. Ech fannen, dat ass einfach onméiglech, wéi dat dote gelaf ass, an dat huet wierklech eisem Land dobausse substanziell geschuet!

Mech géif awer och elo mol interesséieren, a meng Kolleegen op dëser Säit och, wéi et dann elo virugeet. Ech hunn de Premier Bettel héieren, dee gesot huet, datt de Projet Google, zumindest zu Biissen, dout wier, datt mer eis do net méi sollten erwaarden, datt eppes kënnt. Mir wéilten dann awer wëssen, wéi et do virugeet mat deem Projet Google, well Google huet do fir 30 Milliounen Terraine vum Staat kritt. A wa meng Informatioune richteg sinn, notamment wat de Memorandum of Understanding betrëfft, leeft d'Deadline, fir op deenen Terraine vu Google ze bauen, ufangs 2024 of, soudatt ufangs 2024 spéitstens de Staat dann eigentlech misst säi Virkaafsrecht hei spille loossen. Mir froen eis, a mir wëllen do och eng Äntwert kréie vun de Ministeren: Wäert de lëtzebuergesche Staat do säi Virkaafsrecht zéien? A wat soll op deenen Terrainen do passéieren?

Ech mengen, mir kënnen dach och déi Gemeng net do am Onklore loossen, wat bei hinne weider wäert

geschéien. Do ass notamment e Problem vun engem Rond-point, deen am Moment net ka gebaut ginn, well dat sollt a Relatioun mat Google zesumme gekuckt ginn. Ech liesen an der Press, datt de Buergermeeschter vun där ganz sympathescher Gemeng emol iwwerhaapt net informéiert ginn ass, wat a senger Gemeng leeft. Ech fannen, datt dat einfach och katastrophal ass, wéi een hei mat kommunalen Autoritéiten ëmgeet, déi iwwerhaapt net wëssen, wat an hirer Gemeng soll geschéien!

Mir hätten op jidde Fall als CSV gär ganz kloer, datt d'Regierung eis seet, wat se wëll mat deenen Terrainen do no 2024 maachen. A mir hunn och direkt eng Propositioun: Mir kéinten eis zum Beispill virstellen, datt hei eng nei Zone d'activité géif entstoen, déi sech zum Beispill exklusiv just op Entreprisen am Nohaltegkeetsberäich géif spezialiséieren an och do eng speziell Prozedur a sech géif virgesinn.

Här President, ech kommen dann zum nächste Secteur, zu de Kleng- a Mëttelentreprisen, déi a sech d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen. An do schaffen ëm déi 60.000, 70.000 Leit, wat also net näischt ass. Fir d'CSV a mech selwer ass et kloer, datt mir ganz besonnesch och dës vill Kleng- a Mëttelbetriber brauchen. Dës Kleng- a Mëttelbetriber fonctionéieren heiansdo och just mat enger Persoun. Mir hate virun e puer Deeg eng ganz interessant Interpellatioun hei iwwert d'Independanten an déi Selbstänneg. Ech wëll dat net alles nach eng Kéier widderhuelen, wat do scho gesot ginn ass, mee ech mengen, nach eng Kéier: Et ass extrêmement wichteg, datt och dës Leit geschätzt ginn! Mir brauche se, ouni Kleng- a Mëttelbetriber, ouni Selbstänneger fonctionéiert dat Land a ganz ville Secteuren iwwerhaapt net méi!

Mir mengen och, datt et wichteg ass, datt een, wat d'Handwierk betrëfft, deene Leit och weider eng anstänneg Formation professionnelle ubitt. Ouni Formation professionnelle, déi adaptéiert ass, ass et och ganz schwéier, déi Beruffer weider auszebauen. Ech hunn elo net d'Zäit, fir op all Detailer vun der Formation professionnelle anzegoen, ech verweise just op verschidden exzellent Avisen, déi do vun deenen zoustännege Chamberen iwwert d'Formation-professionnellë gemaach gi sinn.

Erlaabt mer dann awer vläicht, hei och kuerz eng Klammer ze maachen: Zu deene klengen a mëttlere Betriber gehéieren natierlech och all déi Betriber, déi am Moment am Logement, am Bau sinn, an do si mer, mengen ech – an do sidd Der warscheinlech och alleguerte mat mer d'accord –, an enger vun deene gréisste Krisen, déi de Logement an dësem Land warscheinlech jee eng Kéier kannt huet!

Ech wëll elo mol guer net hei op de Problem um Niveau vun de Wunnengen agoen, déi warscheinlech an deenen nächste Jore wäerte feelen, well se einfach net méi gebaut ginn, mee ech denken awer och ganz besonnesch hei un déi vill kleng Handwierksbetriber, déi am Logement aktiv sinn. An ech kréie vu ganz ville vun deene gesot, datt hir Optragsbicher just nach bis Péngschte gutt beluecht sinn an datt se duerno eidel sinn. Mir riskéieren, do net nëmmen eng riseg Kris am Logement ze kréien, mee mir riskéieren och, do nach eng riseg Kris an den Handwierksbetriber, besonnesch an deene klengen a mëttlere Betriber, ze kréien.

An ech muss Iech do soen, léif Kolleegen aus der Regierung, an ech wëll och nach eng Kéier do am Numm vun all menge Kolleege vun der CSV-Fraktioun wierklech en Appell maachen: Ech mengen, et ass eng Minutt virun zwielef, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Hei muss an deenen nächste Wochen onbedéngt eppes passéieren, wann dat do net soll eng vun deene gréisste Krise ginn, déi mer an deene leschte Joren, wann net Jorzéngten haten! An ech hu gëschter nach en Artikel gelies: An Däitschland, do ass d'Situatioun änlech wéi hei, do riskéieren duerch déi Kris Dausende vu Logementer net ze entstoen – Dausenden! An ech fäerten, datt et hei zu Lëtzebuerg genau d'selwecht geet.

Ech brauch Iech net ze soen, wat dat bedeit an engem iwwerhëtzte Marché, wann och an deenen nächste Jore keng Wunnenge méi gebaut ginn. Duerfir, mengen ech, misst d'Regierung dat heiten absolutt prioritär ugoen. A mir ginn dovun aus, datt nach an deenen nächste Wochen, spéitstens no Ouschteren, d'Regierung mat enger ganzer Panoplie vu Mesüren hei an d'Chamber kënnt, fir ze kucken, wéi mer déi Kris do awer och nëmmen iergendwéi an de Gréff kréien, well et geet ëm d'Zukunft vun eise Kanner, mee et geet och ëm d'Zukunft vu ganz villen Entreprisen an eisem Land!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat sinn awer elo déi Problemer, mat deene Kleng- a Mëttelbetriber haaptsächlech confrontéiert sinn? Dat si virun allem d'Prozeduren. Déi sinn nach ëmmer extreem schwiereg an duerfir plädéiere mir och derfir, datt déi mussen onbedéngt verkierzt ginn an haaptsächlech och méi einfach gemaach ginn.

Wann ech bei de Prozedure sinn, kommen ech op e Punkt – an ech kucken hei mäi gudde Kolleeg André Bauler, President vun der Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés) –, e Problem, deen ëmmer méi Betriber betrëfft, an dat ass dee vun de Bankkonten. An ech langweilen Iech vläicht elo, well ech dat schonn e puermol hei op dëser Tribün gesot hunn, mee ech war dach erstaunt, wéi ech mat eenzelne Kolleege vun der Cofibu viru Kuerzem bei der CSSF war an du krute mer e propperen Ordre du jour do virgeluecht an do stoung um Ordre du jour – Madamm Finanzministesch, net vun eis, vun der CSSF! –: „Problématique de l'ouverture des comptes".

(Signe d'assentiment de Mme Yuriko Backes)

D'CSSF huet dat op den Ordre du jour gesat a mir haten dunn eng ganz flott Diskussioun zesumme mat der CSSF. A mir waren eis eigentlech alleguerten eens, datt mer hei reell e Problem hätten, well ëmmer méi Entreprisen entweeder hir Konten zougemaach kréien, an anerer kréie keng Konten opgemaach.

An ech muss Iech soen: An engem Land, dat wëllt eng vun deene gréisste Finanzplaze vun dëser Welt an an Europa sinn, datt do Entreprisë kee Kont méi opgemaach kréien, dat ka jo awer kee vun eis kalloossen! An ech mengen, datt do och d'Regierung ..., an ech maachen do en Appell un d'Finanzministesch: Mir musse wierklech deen dote Problem léisen!

Et ass d'ailleurs manner e Problem vun de Banken, et ass e Problem fir eis Wirtschaft, fir eis Betriber, well wa Betriber – an ech hunn dat elo e puermol rapportéiert kritt – mussen op Tréier goen, fir do e Bankkont opgemaach ze kréien, well se dat hei net méi fäerdegbréngen, dann, mengen ech, si mer eis eens, datt dat net esou ka virugoen!

Ech wëll dann awer och e Punkt uschwätzen, deen eis, mengen ech, och alleguerten extreem wichteg ass: Dat ass deen, datt extreem vill Kleng- a Mëttelbetriber keen Terrain méi an enger Aktivitéitszon fannen. Och dat ass eppes, wat fir eis als CSV absolutt inakzeptabel ass! An ech soen Iech och: Et kann net sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer just nach Aktivitéitszonen am Zentrum oder am Süden hunn. Och den Osten, och den Norde brauchen Aktivitéitszonen, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | ... well och do si Leit, net nëmmen, déi e Betrib hunn, mee do sinn och Leit, déi gär fir Betriber schaffen an déi do wunnen. Duerfir, ëm Gottes wëllen, och wa mer deen hellege Prinzipp – an do si mer alleguerten d'accord – wëllen anhalen, datt mer sollen Aarbechtsplaze méiglechst no bei d'Logementer setzen, da brauche mir och a Regioune wéi am Norden an am Oste Betriber – an dofir brauche mer och onbedéngt Aktivitéitszonen! Duerfir och hei eng Kéier den Appell! Ech mengen, dat doten ass ee vun deene weesentleche Punkten, wou mer am Moment Problemer hunn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dann en aneren, op deen ech och ze schwätze kommen – et ass och net fir d'éischt, datt mer dat schonn hei ugeschwat hunn –, dat ass déi ganz Thematik vun der Transmission d'entreprise an der Famill, awer och iwwert d'Famill eraus, wou leider Gottes eis Fiskalitéit esou ongënschteg ass, datt et ganz vill Leit gëtt, déi léiwer mat hirem Betrib ophalen, wéi de Betrib an der Famill, wann en net direkt ..., oder respektiv de Betrib no baussen ze veräusseren. Sidd Dir Iech – oder si mir eis – eigentlech bewosst, wat do u Patrimoine vu Betriber, Entreprisë verluer geet duerch de Fait, datt einfach Entreprisen hei ophalen, well se se net méi wëllen transmettéieren?

Duerfir och do eng Kéier en Appell, an ech hunn och do nach eng Kéier eng Motioun. Ech hat schonn e puermol eng Motioun, do ass och eppes geschitt, dat wëll ech awer positiverweis ervirsträichen, do ginn elo zumindest d'Terraine fiskalesch neutraliséiert bei enger Transmission vun enger Entreprise innerhalb vun der Famill. Dat geet awer net wäit genuch! Mir mussen do wierklech vill méi wäit goen, well et geet hei schlussendlech, wéi gesot, net nëmmen ëm vill wäertvoll Entreprisen, et geet och ëm Aarbechtsplazen an et geet schlussendlech och ëm de Patrimoine vun eisen Entreprisen.

Dann, wann ech bei de klengen a mëttleren Entreprisë sinn, erlaabt mer awer och, e puer Wuert ze soen iwwert de lokale Commerce, dee besonnesch och fir eis Dierfer a Stied wichteg ass. Och dëse lokale Commerce huet extreem vill an der Covidkris gelidden. Ech mengen, datt et do wichteg ass, datt mer weider op de Wee gi vun enger Liberalisatioun vun den Ëffnungszäite vun de Geschäfter, ganz besonnesch a verschiddene Stied, op verschiddene Plazen. Mir liewen haut an enger Gesellschaft, dat ass eng aner Gesellschaft wéi déi nach virun zéng Joer, et ass éischtens e Besoin do vu ganz ville Leit, fir emol owes an de Weekend an d'Geschäfter akafen ze goen. Ech héieren och, datt souguer ëmmer méi Salariéen eigentlech léiwer sonndes schaffe ginn, well et déi och arrangéiert. Duerfir, mengen ech, ass et och wichteg, datt mer hei virukommen an déi Ëffnungszäiten do weesentlech méi elastesch gesinn.

(Interruption)

Da wollt ech nach eng Kéier op d'Pop-up-Storen ze schwätze kommen, e ganz flott Konzept, dat et och an enger ganzer Rei vu Gemenge gëtt. Ech huelen do, well ech dann natierlech aus där Gemeng kommen, d'Stad Lëtzebuerg: Dat ass en iwwerwältegende Succès – ech kucken hei meng Kolleegin, d'Simone Beissel, leider ass den zoustännege Schäffe Serge Wilmes elo net do –, mee mir ginn do iwwerrannt mat Demandë fir esou Pop-up-Storen. Dat gëtt besonnesch ville jonke Geschäftsleit d'Méiglechkeet, sech eng Kéier iwwerhaapt emol kënnen op Plazen ze presentéieren, wou e gewëssene Passage ass. Duerfir géif ech och do

soen: Dëst si Konzepter, déi mussen onbedéngt och vu staatlecher Säit weider ënnerstëtzt ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu mengem leschte Kapitel, der Attraktioun vun Talenter, an dat ass, wéi gesot, net dat am mannste wichtegt. Ech wëll awer direkt dozou zwou Virremarke maachen, well ech ëmmer e bësse Problemer hu mat deem Wuert „Talenter".

Wien a wat ..., oder wien ass eigentlech en Talent?

(Brouhaha)

Dat ass heiansdo eng Fro, déi mer eis alleguerte stellen.

Une voix | Dat ass eng gutt Fro!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Ech muss Iech soen, ech hunn éierlech gesot dofir e bëssen e Problem mat deem Wuert, mee ech benotzen et, well et praktesch schonn – wéi soll ech soen? – an d'Praxis eragaangen ass. Ech fannen awer, mir brauchen iwwerall Leit, mir brauchen iwwerall Fachkräften. Mir brauche Fachkräften, soen ech emol, am Bau, am Commerce, am Horeca-Secteur, am Finanzsecteur an a ganz villen anere Secteuren och nach. An d'Problemer si quasiment déi selwecht. Et sinn iwwerall déi selwecht. Duerfir, nach eng Kéier, mat allem Respekt dofir, datt mer natierlech och an der Finanzindustrie héich qualifizéiert Mënsche brauchen, mee mir hunn awer och Besoinen op ganz villen anere Pläng.

Eng zweet Remark, an déi hunn ech och schonn eng Kéier hei gemaach: Dat nervt mech och heiansdo, wa mer ëmmer vun deenen Talenter schwätzen, déi mer „siche" ginn. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn extreem vill Talenter hei an dësem Land!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | A mir sollen och emol eng Kéier kucken, datt mer déi Talenter heibehalen! Dat ass wuel esou wichteg, wéi Talenter wäit an Drëttlänner sichen ze goen. Kommt, mir kucken emol, datt mer och eis valabel Fraen a Männer, besonnesch déi méi jonk, déi vun der Uni kommen, emol heibehalen! Wa mer dat fäerdegbréngen, hu mer scho ganz vill gepackt. Dat ass et, wat ech wollt kuerz als Remark maachen.

Dann hu mer och hei eng ganz Rei vu Propositiounen ze maachen, wéi een dann déi sougenannt „Talenter", fir dat Wuert dann nach eng Kéier an de Mond ze huelen, éischtens, kann hei fideliséieren an, zweetens, dann och unzéien.

Mir hunn am Moment eng Prime participative. Dat ass eng gutt Initiativ, déi do geholl ginn ass. Déi geet awer manifestement net duer. A mir proposéieren och hei konkreet, datt déi Prime participative, souwuel wat de Plaffong betrëfft, wéi awer och d'Berechnung, wéi d'Käschten do materageholl ginn, fir déi Primm ze berechnen, weesentlech muss verbreedert ginn, well esou, wéi se am Moment ass, bréngt se net vill. An et sinn net vill Betriber a Leit, déi bei de Betriber schaffen, déi dovu profitéieren.

Eng zweet Mesür – dat hunn ech och schonn e puermol gesot –: Mir solle kucken, ob mer net eventuell den zweeten an den drëtte Peiler vun de Privatpensiounen, Pension-complémentairen, vläicht kéinten nach steierlech e bëssen ausbauen. An ech ginn do ëmmer dat Beispill vun der Schwäiz. Déi hunn e ganz flotte System an do gëtt et notamment eppes, wat mir schrecklech gutt gefält: Wann een do an esou eng Pension complémentaire investéiert an et zitt een herno de Produit vun där Pension complémentaire eraus an et investéiert een deen an de Logement, dann ass dat quasiment steierfräi. Ech fannen et eigentlech eng super Saach.

Firwat gi mir net och hei an deem Land op esou en änleche Wee? Dann ass dat net nëmmen eng Saach, wou een d'Geld do unheeft, mee wann een da gär steierlech Avantagen hätt, kritt een déi dann eventuell nëmmen, wann een an de Logement investéiert. Wéi gesot, kuckt Iech dat un! Dat si Modeller, déi gëtt et an der Schwäiz an déi fannen ech eigentlech äusserst interessant.

En drëtte Punkt, deen extreem wichteg ass, a mäin exzellente Kolleeg ..., fir d'éischt meng Kolleegin, d'Elisabeth Margue, an de Marc Lies hunn dat och schonn e puermol hei gesot: Et ass och wichteg, datt mir déi Entreprisen ënnerstëtzen, déi an de Logement vun hire Leit investéieren. Mir hunn ëmmer méi där Entreprisen, déi dat maachen. An ech fannen, dat ass jo eigentlech eng formidabel Saach, well déi Entreprisen huele jo alleguerten déi Leit vum normale Marché erof. Dat heescht, déi Wunnenge sinn dann disponibel fir alleguerten déi aner Leit. An duerfir fanne mir, datt een eigentlech déi Efforte vun den Entreprisë vill méi misst belounen, eeben och duerch Incitatif-fiscallen.

E véierte Punkt: Vu datt mer et dann awer a verschiddene Secteuren extreem schwéier hunn, qualifizéiert Leit ze fannen, muss een eiser Meenung no awer och d'Visasprozedur par rapport zu Drëttlänner vereinfachen, well dat schéngt awer net ëmmer esou einfach ze sinn. An dat ass éischter eng Demande, déi sech dann un den Ausseminister adresséiert. Mee ech mengen, och do kéinte mer nach munches maachen.

Dann e leschte Punkt, deen awer net deen onwichtegsten ass: Ech hu virdru geschwat vun Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg. Ech hu gesot, mir missten do och vläicht op der Uni méi interessant Formatioune fir jonk Leit ubidden, déi dann entweeder aus dem Ausland heihinnerkomme respektiv déi hei sinn an net onbedéngt an d'Ausland ginn, déi dann och vläicht hei op der Uni bleiwen. Well kommt, mir maachen eis näischt vir: D'Chancë sinn ëmmer gutt, wann ee Studenten op enger Uni huet an déi kréien interessant Jobben ugebueden, da bleiwe se hei! Dat heescht, wann eis Uni interessant ass, kréie mer vill Studenten, an d'Chance ass grouss, datt och e grousse Deel vun deene Studenten dee Moment wäert weider an eisem Land bleiwen. Dofir sinn och do, mengen ech, ganz vill Saachen nach ze maachen.

Ech géif och ... Dat ass éischter eng Demande, déi un den Educatiounsminister ze adresséieren ass: Et misst een eiser Meenung no och vill méi d'Stagë systematiséieren, dat scho wärend de Lycéeszäiten, fir och emol jonke Leit eigentlech d'Méiglechkeet ze ginn, an enger Entreprise wärend e puer Wochen, zum Beispill iwwert d'Vakanz, ze schaffen. Ech weess, datt dat scho geschitt. Dat geschitt awer net genügend. An do misste vläicht och d'Entreprisë vum Staat méi gedréckt ginn, fir op dee Wee vun de Stagen ze goen. Well wann ech esou selwer kucken: Zum Beispill bei menge Kanner war dat eng fantastesch Erfarung, déi si warscheinlech net wéilte mëssen, déi Stagen, déi se scho konnte maache virun hirer Uniszäit.

Dann awer, an dat ass mäi lescht Wuert zu deem dote Sujet an dat ass och e bësselchen den A und O: Wa mer iwwerhaapt wëlle jonk Mënsche begeeschteren, hei bei eis schaffen ze kommen, da musse mer deene jonke Leit Perspektive bidden. An déi jonk Leit sinn eeben net méi esou wéi mir – ech soen elo „mir", ech huele mech elo, déi e bësse méi eeler Generatioun –, fir déi ass d'Work-Life-Balance wichteg. Et muss een et einfach esou gesinn. An dofir ass et och gutt, wann een Entreprisen ënnerstëtzt, déi an déi dote Richtung ginn. An dat ass och eppes, wat bei eis an der Fraktioun ganz wichteg ass. Do kann een elo net direkt chiffréieren, mee, wéi gesot, ech mengen, och jonk Leit, ier se sech haut entscheeden, wuer se schaffe ginn, wëllen och do gewëssen, kommt, mir soen „Avantagë" kréien. An ob dat engem elo gefält oder net, dat ass eng Realitéit, mat där sech och eng Wirtschaft muss auserneesetzen.

Här President, ech komme lues awer sécher zu menger Konklusioun.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | An der Europäescher Unioun hänkt d'Wirtschaft international hannert hirer Konkurrenz aus den USA an Asien. Och hei zu Lëtzebuerg riskéiere mer, hannert eis Konkurrenz vun eisen direkten Nopeschlänner ze falen. Eis Wirtschaft hofft vergeeblech op Entlaaschtungen a bürokratesch Vereinfachungen.

Mir sinn am Moment – an ech hunn et gesot – an der gréisster Immobiliekris aus de leschte Joerzéngten. Awer nach schéngt eis Regierung den Eescht vun der aktueller Situatioun ze verkennen. Mir brauchen elo e wirtschaftspolitescht Gesamtkonzept, fir all déi vill Erausfuerderungen, déi ech opgezeechent hunn, ze meeschteren an eis Wirtschaft an eist Land weider kompetitiv an attraktiv ze halen.

Et muss eis alleguerten, och hei an dësem Haus, ëm d'Ramebedéngunge goen, fir eis Wirtschaft méi konkurrenzfäeg ze gestalten a virun allem nei Belaaschtungen ze vermeiden. Et geet, Här President, ëm net méi an net manner wéi de „Made in Luxembourg". Eis Wirtschaft brauch virun allem nei Impulser.

En résumé: D'CSV proposéiert eng Roadmap mat zéng Prioritéite fir eng méi kompetitiv an attraktiv Wirtschaft an eisem Land:

éischtens, mir wëllen eng méi gréng an nohalteg Finanzplaz,

zweetens, mir wëllen d'Entreprisen an der Transition énergétique besser begleeden a se steierlech méi staark ënnerstëtzen,

drëttens, mir brauchen eng kompetitiv Steierlandschaft,

véiertens, mir wëllen den Industriestanduert stäerken, andeem mer mathëllefen, e méi kompetitiivt EU-Ëmfeld ze schafen, an den Entreprisë méi schnell a gënschteg Terraine fir industriell an aner Aktivitéiten zur Verfügung stellen,

fënneftens, mir wëllen eng Vereinfachung an Digitaliséierung vun de Prozeduren,

sechstens, mir wëlle Firmeniwwername steierlech besser encadréieren an domadder de Patrimoine vun eisen Entreprisë besser schützen,

siwentens, mir wëlle méi Flexibilitéit an eng besser Organisatioun vun eiser Aarbechtswelt,

aachtens, mir wëllen de Stellewäert vun de Selbstännegen opwäerten, andeem mer Ongläichheete mat Lounempfänger ofbauen,

néngtens, mir wëllen de lokalen Handel stäerke mat verlängerten Ëffnungszäiten an Ausweitung vun de Pop-up-Storen,

zéngtens, mir wëllen eng Talentoffensiv, andeem mer Talenter hei zu Land an ausserhalb méi en interessant steierlecht Ëmfeld an eisem Land bidden.

Dofir setze mir als CSV op d'Kreativitéit an de Leeschtungswëlle vun de Mënschen, op kompetitiv Betriber, innovativ Entrepreneuren a motivéiert Mataarbechter. Null Wuesstum an Decroissance oder aner Zorte vu wuesstumsfeindlechen Ideologië féiere fir eis

direkt an d'Mauer a si keng Äntwerten op d'Problemer vun eiser Zäit! Mir setze weider op déi sozial Maartwirtschaft an op de Courage, d'Zouversiicht an den Optimismus vun deene villen engagéierte Mënsche vun heiheem, awer och vun auswäerts, déi all Dag bei eis schaffe kommen an déi an eise Wirtschaftssecteuren täteg sinn.

Eist Land brauch Opbroch an Erneierung. Mir setze virun allem op Eegeninitiativ, op nei Iddien an op Leeschtungsbereetschaft. Mir bleiwe weider optimistesch, datt mir och a schwéieren Zäiten als Wirtschaftsstanduert d'Kraaft an d'Ausdauer hunn, dës Erausfuerderungen ze schëlleren.

Ech soen Iech Merci fir Är laang Gedold. An hei kritt Der zéng Motiounen, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que les entreprises sont un moteur de la double transition écologique et durable ;

– considérant que tous les efforts doivent être entrepris pour réussir la double transition écologique et durable de l'économie luxembourgeoise, notamment au moyen d'incitatifs fiscaux ;

– considérant que les entreprises ne sont actuellement pas suffisamment soutenues dans la réalisation de leurs ambitions écologiques et digitales ;

– rappelant que les mesures prises dans le cadre de l'accord Tripartite de septembre 2022 et de l'accord Tripartite de mars 2023 s'inscrivent dans la « nécessité de poursuivre et d'accélérer les efforts de transition énergétique et digitale »,

invite le Gouvernement

– à mettre en place des incitatifs fiscaux plus importants visant à soutenir les investissements des entreprises dans la transition écologique et digitale ;

– à mettre en place des incitatifs fiscaux plus importants visant à soutenir l'investissement des entreprises dans la recherche et le développement.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant que les défis pour conserver la compétitivité de l'économie luxembourgeoise sont nombreux ;

– constatant que le Luxembourg est devenu bien moins attractif pour les talents du monde entier ;

– constatant le manque accru de main d'œuvre hautement qualifiée dans tous les domaines de l'économie luxembourgeoise ;

– rappelant les prix d'achat et de location exorbitants sur le marché de l'immobilier, qui ne plaident pas en faveur du Luxembourg comme lieu de travail ;

– rappelant que par le passé, certaines entreprises au Luxembourg avaient mis à disposition des logements pour leurs employés ;

– considérant que la possibilité pour une entreprise de mettre à disposition un logement pour ses employés constituerait un argument de poids dans le contexte des négociations entourant les conditions de travail lors d'un entretien d'embauche,

invite le Gouvernement

– à mettre en place des incitatifs fiscaux substantiels pour les entreprises souhaitant construire des logements pour leurs employés.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– constatant que les défis pour conserver la compétitivité de l'économie luxembourgeoise sont nombreux ;

– constatant que le Luxembourg est devenu bien moins attractif pour les talents du monde entier ;

– constatant le manque accru de main d'œuvre hautement qualifiée dans tous les domaines de l'économie luxembourgeoise ;

– rappelant que les entreprises peuvent verser, sous certaines conditions, une prime participative au profit d'un ou plusieurs salariés, dont le montant de l'exonération est plafonné tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau des salariés ;

– considérant que le dispositif des primes participatives, bien que contribuant à l'attractivité de certains postes de travail, mérite d'être révisé,

invite le Gouvernement

– à réviser le dispositif des primes participatives pour le rendre plus attrayant, notamment en revoyant à la hausse le plafond du montant de l'exonération tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau des salariés.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 4

La Chambre des Députés,

– constatant que les défis pour conserver la compétitivité de l'économie luxembourgeoise sont nombreux ;

– constatant que le Luxembourg est devenu bien moins attractif pour les talents du monde entier ;

– constatant le manque accru de main d'œuvre hautement qualifiée sur la place financière luxembourgeoise, notamment dans les domaines de la finance verte et de la finance digitale, alors que l'importante vague réglementaire va de pair avec la création de nouveaux postes dans des domaines tels que la « compliance » ;

– rappelant que les difficultés de recrutement constituent l'une des principales faiblesses de la place financière luxembourgeoise ;

– soulignant l'importance de l'Université du Luxembourg dans la formation des jeunes professionnels de demain ;

– constatant que malgré les efforts fournis, le nombre de jeunes professionnels formés reste bien insuffisant pour répondre aux besoins de la place financière luxembourgeoise,

invite le Gouvernement

– à entreprendre tous les efforts nécessaires pour conserver la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, notamment au niveau des difficultés de recrutement ;

– à renforcer la collaboration avec l'Université du Luxembourg et l'agence « Luxembourg for Finance » pour mettre en place une offre universitaire en adéquation avec les besoins de la place financière luxembourgeoise.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 5

La Chambre des Députés,

– constatant que l'économie européenne perd en compétitivité par rapport à d'autres pays ou acteurs économiques concurrents ;

– reconnaissant le potentiel immense des entreprises européennes dans certains domaines stratégiques ;

– regrettant que le nombre de « champions européens » soit limité, ce qui renforce la dépendance économique de l'Union européenne par rapport à d'autres pays ou acteurs économiques concurrents ;

– reconnaissant le risque de nouvelles dépendances par rapport à d'autres pays ou acteurs économiques concurrents dans des domaines critiques pour l'économie européenne ;

– constatant que le droit de la concurrence dans sa forme actuelle n'est pas propice à l'émergence de champions européens et qu'une modernisation de la législation s'impose,

invite le Gouvernement

– à intervenir auprès de la Commission européenne pour mettre en place une politique économique et concurrentielle plus performante permettant l'émergence de champions européens, dans l'objectif de garantir une meilleure indépendance de l'Union européenne par rapport à d'autres pays ou acteurs économiques concurrents.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 6

La Chambre des Députés,

– considérant que les fonds de droit luxembourgeois sont soumis à une taxe d'abonnement, qui peut être réduite sous certaines conditions ;

– considérant que cette taxe d'abonnement constitue un désavantage concurrentiel pour le Luxembourg par rapport à d'autres centres financiers et que compte tenu de l'importance de la place financière luxembourgeoise pour l'économie du pays, il est capital d'assurer le futur de l'industrie des fonds ;

– constatant que très peu de fonds de droit luxembourgeois profitent d'une taxe d'abonnement réduite ;

– considérant dès lors que les conditions d'accès actuelles à la taxe d'abonnement réduite sont à considérer comme un échec de la politique du Gouvernement ;

– rappelant que le combat contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de notre époque,

invite le Gouvernement

– à faire bénéficier les fonds de droit luxembourgeois qui remplissent les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) tels qu'établis au niveau de l'Union européenne d'une taxe d'abonnement à un taux de 0 %.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 7

La Chambre des Députés,

– rappelant la forte tradition luxembourgeoise industrielle et l'importance de son rayonnement à l'international ;

– constatant que l'industrie luxembourgeoise et européenne, particulièrement mise à mal par l'explosion des prix de l'énergie, perd en compétitivité par rapport à d'autres pays concurrents ;

– observant une certaine tendance à la désindustrialisation ;

– reconnaissant l'importance de l'industrie luxembourgeoise pour l'économie de notre pays,

invite le Gouvernement

– à faire le nécessaire pour inverser la tendance à la désindustrialisation ;

– à établir les conditions-cadres pour le maintien d'une industrie compétitive.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 8

La Chambre des Députés,

– rappelant que la place financière luxembourgeoise est une plateforme internationale de premier plan pour la finance durable et que le Luxembourg s'est imposé comme le pionnier de la finance durable depuis de nombreuses années ;

– rappelant le rôle prépondérant de la Bourse de Luxembourg pour le marché des obligations vertes cotées ;

– constatant que les entreprises sont tenues de plus en plus de justifier et le cas échéant de réformer leur politique sociale et environnementale face à la pression de la société civile ;

– reconnaissant l'importance des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) tels qu'établis au niveau de l'Union européenne pour différencier les activités économiques durables, notamment pour les banques, fonds et assureurs ;

– rappelant que le combat contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de notre époque,

invite le Gouvernement

– à créer un registre national des données non financières des entreprises permettant l'évaluation des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) tels qu'établis au niveau de l'Union européenne (comme préconisé par l'Association des banques et banquiers, Luxembourg – ABBL, l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement – ALFI et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances – ACA), à utiliser dans l'évaluation des risques des banques, des fonds et des assureurs.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 9

La Chambre des Députés,

– considérant que le Luxembourg compte un tissu important d'entreprises familiales et que ces entreprises familiales constituent une composante essentielle de l'économie ;

– considérant qu'il est estimé qu'une grande partie des entreprises familiales vont changer de mains au cours des dix prochaines années ;

– rappelant que la transmission constitue l'un des défis les plus importants pour une entreprise familiale ;

– regrettant que le régime fiscal actuel applicable à la transmission d'entreprise ne favorise pas la reprise des entreprises familiales par un membre de la famille du propriétaire,

invite le Gouvernement

– à prévoir des incitatifs fiscaux substantiels dans le cas d'une transmission d'entreprise lorsque la transmission s'effectue au sein de la famille du propriétaire.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 10

La Chambre des Députés,

– saluant que l'État luxembourgeois soutient l'effort de formation des entreprises du secteur privé établies au Luxembourg pour la formation de leurs salariés ;

– rappelant que ce soutien prend la forme d'un cofinancement ;

– considérant qu'il serait judicieux d'encourager les entreprises à faire profiter leurs salariés de formations dans les domaines du développement durable et de la digitalisation ;

– considérant que tous les efforts doivent être entrepris pour réussir la double transition écologique et durable de l'économie luxembourgeoise,

invite le Gouvernement

– à mettre en place, en plus de solutions de cofinancement actuelles, des incitatifs fiscaux dont bénéficieraient les entreprises faisant profiter leurs salariés de formations dans les domaines du développement durable et de la digitalisation.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Plusieurs voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. Ech zielen no.

(Hilarité)

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, ech wollt dem Här Mosar emol fir d'éischt Merci soe fir seng Initiativ, seng Interpellatioun zur wirtschaftlecher Entwécklung, dat e puer Méint virun de legislative Walen. Et ass gutt, datt een dann eng Reflexioun féiert, déi, jo, e breeden Debat erméiglecht. An deen hu mer jo dann och haut.

Ech war am Ufank vum Här Mosar senger Ried e bëssen erstaunt, datt hien dës Interpellatioun mat enger fundamentaler Reflexioun iwwer eise Wirtschaftssystem ugefaangen huet. Den Här Mosar ass jo bekannt, fir séier zur Saach ze kommen an direkt seng Fuerderungen ze stellen. Datt hien awer seng Interpellatioun an en eetheschen a soziale Kontext gesat huet, dat soll hien éieren.

Ech mierken, datt hien d'Prinzippie vun der kathoulescher Sozialléier verënnerlecht huet a sech der Philosophie vun der sozialer Maartwirtschaft verschriwwen huet. Ech ka mech dëse Gedankegäng gären uschléissen, well ech als liberal denkende Mënsch weess, datt d'Wirtschaft ëmmer a geuerdnete Bunne verlafe muss, och wann et a ville Länner vun dësem Globus zu Exzesser vu wëllem Kapitalismus kënnt, Exzesser, déi Finanz- a Wirtschaftskrisen ervirruffe kënnen, zu deene féiere kënnen.

Här President, léif alleguer, mir beschäftegen eis hei am Plenum reegelméisseg mat der ekonomescher Entwécklung vum Land. Dat ass zum Beispill de Fall, wa mer alljärlech de Budget analyséieren an diskutéieren. Et ass de Fall, wa mer am Fréijoer de Plan national de réforme virgestallt kréien. An et ass och de Fall, wa mer den Debat no der Ried zur Lag vun der Natioun féieren.

D'wirtschaftlech Entwécklung beschäftegt eis och doweinst, well mer feststelle mussen, datt d'Pandemie an den Ukrain-Krich d'Weichen nei gestallt hunn. Liwwerengpäss, d'Ënnerbrieche vu Liwwerketten, Ressourcëknappheet, dat neit ekonomescht Selbstbewosstsi vun autokratesche Regimmer, en neie Protektionismus an den USA, an de Vereenegte Staaten, an zeg Onsécherheeten op geopoliteschem Plang, alles dat schaaft en neie Kontext, deen eis d'Verletzlechkeet vun eisem westeuropäesche Wirtschaftssystem an eisen Handelsrelatiounen opweist.

Zu dësen neie Realitéite gesellt sech d'Feststellung, datt d'Europäesch Industrie an hirer Entwécklung hannert déi vu China an den USA geréit, oder zumindest riskéiert ze geroden, well se einfach ze ofhängeg vun natierleche Ressourcen ass an och ënner bürokratesche Bremse leit.

Et wier e gutt Stéck vum Budget, dee fir den Next-Generation-EU-Plang virgesi war an ass, net genotzt ginn, well et keng entspriechend Projete gouf, dat huet rezent den Direkter vum Lëtzebuerger Industrieverband an engem Interview ze verstoe ginn. Hie seet ënner anerem am Gespréich mam „Lëtzebuerger Wort" Follgendes, Zitat: „Der Grund dafür ist, dass die Rahmenbedingungen einfach nicht gut waren aufgrund von langen Prozeduren und geringer Planungssicherheit." A mat dem spezifesche Bléck op d'europäesch Industrie seet den Direkter vun der Fedil Follgendes, Zitat: „Die Verfahren dauern schrecklich lang, die Industrie ist in einer Reihe von Ländern ein Stiefkind geworden. Dat sieht man auch in Luxemburg. Es ist fast unmöglich geworden, Grundstücke für Investitionen, die notwendigen Autorisationen [...] zu bekommen. Das verzögert Projekte und macht sie teurer."

Mir ginn awer elo zanter der Pandemie net midd ze widderhuelen, datt mer an der EU nees musse méi widderstandsfäeg ginn, méi resilient also, eis anere Staaten also manner ausliwwere sollten, fir méi onofhängeg ze ginn. Mir wéilten also nees eng Rei strateegesch Produktiounen an d'Europäesch Unioun zréckhuelen. Abee, wa mer dat an engem Schleekentempo maachen an eis nach selwer Steng an de Wee leeën, da brauche mer eis net ze wonneren, wa mer scho mëttelfristeg vun aneren, méi dynameschen Ekonomien iwwerdubbert ginn.

Mir brauchen eis dann och net ze wonneren, wann eise Wuelstand an domat d'Finanzéierung vun eisem Sozialstaat a Fro gestallt ginn. Dofir gëllt et eeben, méi wéi jee derfir ze suergen, datt d'Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg weider en Territoire vun Innovatioun, Kreativitéit an enger nohalteger Entwécklung op wirtschaftlechem Plang bleiwen.

Wa mer also haut am Kader vun dëser Interpellatioun iwwert déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land nodenken an eis versiche virzestellen, wou d'Rees soll higoen, da gëtt et aus der Siicht vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, fënnef Punkten, op deenen ee schaffe muss, fir datt eis Wirtschaft weider floréiere kann. Well mir mussen eis bewosst sinn, datt de Kuch emol fir d'éischt gebak muss ginn, ier een e verdeele kann. An dat sinn déi schaffend an innovéierend Leit, déi dëse Kuch all Dag baken hëllefen – ob als Salarié, als Beamten oder als Patron. E staarke Sozialstaat fousst also ëmmer op enger dynamescher an innovéierender Wirtschaft an um Fläiss respektiv der Kreativitéit vun der aktiver Bevëlkerung.

Et ass schéin a gutt, wann een als Politick vu Solidaritéit schwätzt, dës an alle Krisesituatiounen aklot a wann een nei sozial Errungenschaften erkämpfe wëllt, ma et muss ee sech dës Acquisen och finanziell leeschte kënnen. Dat muss schliisslech alles bezuelt ginn. An dofir brauche mer eng Ekonomie, déi den Erausfuerderunge vun haut a vu muer gewuess ass an am internationale Kontext weider bestoe kann.

D'Wirtschaft däerf och ni e Selbstzweck sinn. Et däerf si net ëm hirer selwer ginn, ma si muss am Déngscht vum Mënsch stoen. Si muss also eng déngend Funktioun hunn.

A wann ech dëse Saz soen, da mengt ee bal, den Här Mosar kéint meng oder ech seng Gedanke liesen, mee och dat hat ech hei a menger Ried programméiert, an et gesäit een, datt mer hei dee selwechte Gedankegang haten.

(Interruption)

A fir datt dëse Saz ...

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Et ass ni ze spéit an och ni verbueden, gemeinsam Positiounen ze vertrieden, wa se verstänneg sinn, Här Cruchten.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

An dat war an deem Fall sécherlech wouer.

M. Yves Cruchten (LSAP) | A mat där doter Positioun wäert Der souguer bei eis an der Partei wëllkomm.

M. André Bauler (DP) | Jo, mee Dir verkennt heiansdo d'Stäerkte vun der liberaler, der demokratescher Fraktioun.

(Interruptions)

A fir datt dëse Saz keng eidel Floskel bleift, heescht et, souwuel d'Redistributioun vum Räichtum am Hibléck op d'sozial Gerechtegkeet ze sécheren wéi och am Respekt vum Schutz vun der Ëmwelt ze handelen, fir datt d'Wirtschaft, wéi ech et virdru gesot hunn, a geuerdnete Bunne lafe kann.

Dovunner si mer op dëser Welt awer nach wäit ewech, wa mer gesinn, a wéi ville Länner Mënsche wirtschaftlech ausgebeut ginn a wéi och d'Natur op ville Plazen zerstéiert an ausgenotzt gëtt. Esou eng Wirtschaft wëlle mir als Demokratesch Partei op kee Fall. An dofir sti mer hei zu Lëtzebuerg fir Nohaltegkeet a resilient Schaffen. Mir sinn ëm méi Nohaltegkeet a méi Widderstandsfäegkeet beméit.

A fir datt mer nohalteg a widderstandsfäeg handelen, brauch et och grad Fuerschung an Innovatioun. Dat wier dann och deen éischte Punkt, deen ech konkreet op dëser Tribün usprieche wéilt. Dat ass déi éischt Achs, et ass déi vun der Innovatioun.

Lëtzebuerg huet op dësem Feld déi lescht Joren eng ganz Rëtsch vun Ustrengunge gemaach, fir d'Ekonomie besser opzestellen a puncto Digitaliséierung, Recherche an Entwécklung. Villes bleift sécherlech nach ze dinn, zemools wann ee bedenkt, datt et nach Sputt gëtt no uewen am Beräich vun der privater Recherche.

D'Chambre de Commerce beschwiert an deem Kontext d'Aféierung vun engem progressive Mechanismus vu Superofschreiwung fir d'Betriber, déi zu Lëtzebuerg implantéiert sinn, fir si steierlech ze entlaaschten, wéi zum Beispill d'Innovatioun (veuillez lire: ze entlaaschten, wa se geziilt a Schlësselberäicher investéieren, wéi zum Beispill d'Innovatioun), d'Fuerschung an d'Entwécklung, déi energeetesch an industriell Transitioun souwéi déi digital an technologesch Entwécklung. Wann nees méi Sputt am Budget ass a mir déi schwéier Krisen, déi mer an deene leschte Joren erlieft hunn, hannert eis bruecht hunn, da léisst sech iwwert dës steierlech Mechanisme gäre schwätzen.

Innovatioun ass immens wichteg, wa mer wëlle bei der Energietransitioun weiderkommen, bei der Dekarbonisatioun vun der Industrie, an d'Kreeslafwirtschaft weiderdreiwe wëllen. Mam Budget 2023 gouf e weideren Ureiz an déi Richtung geschaf mat enger Reduzéierung vun der TVA op Reparature vun Haushaltsgéigestänn op 8 %. Domat encouragéiert d'Regierung net just d'Leit, e Géigestand flécken ze loossen amplaz en ewechzegeheien, mee si ënnerstëtzt och nach eis Betriber. D'Regierung huet och wichteg Weiche gestallt mam Klimapakt fir Betriber, deen d'Betriber bei der energeetescher Transitioun an der Dekarboniséierung ënnerstëtzt. Hei heescht et, grad déi kleng a mëttelgrouss Betriber besonnesch am A ze behalen.

Déi nächst Achs ass déi vun der Attraktivitéit. Attraktivitéit reimt mat Kompetitivitéit. Si reimt mat Kompetitivitéit, mee Attraktivitéit ass net necessairement nëmme Kompetitivitéit. D'Kompetitivitéit vun engem Land huet ëmmer zwou Facetten. Et gëtt déi pecuniaire, sprech steierlech Kompetitivitéit, an et gëtt déi net pecuniaire Wettbewerbsfäegkeet. Dat sinn d'Infrastrukturen en général, zum Beispill d'Transportinfrastrukturen, d'Mobilitéitsinfrastrukturen, de Gesondheetssystem, d'Sproochekenntnisser vun de Bierger, déi kulturell, edukativ, sportlech a besonnesch déi schoulesch Offer an hirer ganzer Diversitéit. An d'Lëscht géif sech ouni Problem weiderféiere loossen.

D'Attraktivitéit hänkt och vun der Verfügbarkeet vu mënschleche Ressourcen of. An do dréckt de Schong de Moment, et ass virdrun ugeklongen. D'Handelskummer schreift an hirem Budgetsavis vun engem, ech zitéieren: „manque criant et croissant de main-d'œuvre qualifiée".

D'Finanzministesch huet eis scho viru Méint matgedeelt, datt wärend den Tripartitten d'Betriber drop higewisen hunn, datt et ëmmer méi schwéier géif ginn, fir nei Mataarbechter ze fannen an dës an den Entreprisen ze halen. Dat wier awer net nëmmen e Lëtzebuerger Problem, mee besonnesch bei eis akut, well mer eeben e klengt Land sinn.

Wëlle mer attraktiv a kompetitiv mam Ausland bleiwen, da si mer op Fachkräften ugewisen. Mir packen et och net, fir all déi aus eegenen Ustrengungen auszebilden. Zum Beispill bilde mir an de Finanzen ongeféier 120 Studenten a Studentinne pro Joer aus. Mee mir brauchen der awer ronn 1.200 bis 1.300. Mir verfügen einfach net iwwer esou vill Leit. Dat gëllt och fir d'Handwierk oder zum Beispill de Fleegesecteur, wou d'Penurie wierklech grav ass. Do brauche mir och extern Fachkräften, déi mer an aner europäesch Länner an doriwwer eraus musse siche goen.

Fir datt Lëtzebuerg en attraktive Wirtschaftsstanduert bleift, ass eng vun den Erausfuerderungen déi, fir eeben Talenter unzezéien. An do däerfe mer net nëmme vun europäeschen Talenter schwätzen, mee och vun extraeuropäeschen, andeems mer déi administrativ Prozesser fir dës Mënsche reduzéieren, besonnesch eeben do, wou mer eng chronesch Penurie u Leit hunn. An do notzt et och näischt, ze jéimeren an Näiddebatten ze féieren. Ouni déi Leit si mer a ville Branchen am breede Sënn vum Wuert opgeschmass, well si sinn et, déi zur Diversitéit an zur Innovatioun an deene Secteure bäidroen, besonnesch duerch eeben nei Aktivitéiten, nei Kompetenznischen, nei Opportunitéiten.

Op den 1. Januar 2023 ass dofir de Régime d'impatrié méi attraktiv gemaach ginn, fir Talenter aus dem wäiten Ausland unzezéien. De Seuil vum Akommes, vun deem un dës Moossnam gräift, geet erof vun 100.000 op 75.000 Euro pro Joer. Parallell dozou ass de Regimm vun der Prime participative méi breet ugeluecht ginn, fir datt méi Firmen hire Lounempfänger dëse Virdeel kënne reservéieren.

Ech wëll, an de Laurent Mosar huet et virdrunner och gemaach, nach eng Kéier drun erënneren, datt d'Finanzplaz, déi ech awer elo wierklech net glorifizéiere wëll, well all Secteur, all Branche d'activité an dësem Land ass wichteg, mee datt awer d'Finanzplaz hei e Véierel, ronn e Véierel, vläicht och liicht driwwer, vun eisem PIB erwirtschaft, erschafft. Et ass a war grad d'Finanzplaz, a besonnesch d'Innovatioun an den Asaz vun den neien Technologien op eiser Finanzplaz, déi eis méi sécher duerch d'Pandemie bruecht huet, well se duerch den Teletravail virun allem an der akuter Phas vun der Pandemie d'Leit weider beschäftege konnt.

Mir mussen eis allerdéngs bewosst sinn, datt den Teletravail net nëmmen Avantagen huet. Et kann och duerch den Teletravail zu Produktivitéitsverloschter an zu manner Kreativitéit féieren.

Vergiesse mer och net, datt e Véierel vun de Recettë vum Zentralstaat aus dem Finanzsecteur kommen! De Finanzsecteur mécht 24 % vun der Lounsteier aus, 75 % vun der kommunaler Gewerbesteier, iwwer 75 % vun der Kierperschaftssteier an 100 % vun der sougenannter Taxe d'abonnement. An d'Membere vun der Cofibu zumindest, mee och anerer heibanne wëssen, wéi héich déi Taxe d'abonnement ass a wéi vill se eis am Joer erabréngt. Géifen d'Aktivitéiten op eiser Finanzplaz, vun där eis Ekonomie wierklech staark ofhängeg ass, erofgoen, géifen och eis Steierrecetten deementspriechend méi kleng ausfalen a mir kéinten och duerchaus Aarbechtsplaze verléieren.

Nieft der Industrie an dem Handwierk gesi mer, wéi wichteg Talenter grad am Finanzberäich sinn, net nëmmen an der Compliance, mee och a grad an der Ingénierie financière. Ganz vill Fongen, déi hei zu Lëtzebuerg verwalt ginn, oder Produkter, Servicer, déi hei verkaf ginn, sinn op anere Finanzplaze konzipéiert an entwéckelt ginn. E gutt Beispill heifir ass London. Hei gëtt eigentlech duerch d'„talent attraction" e Méiwäert geschaf. Zu London ginn also duerch Innovatioun déi meescht Sue verdéngt.

Wa mir hei zu Lëtzebuerg net nëmmen d'Grimmele vum Kuch wëlle kréien, ma och e gutt Stéck vum Bond selwer, da musse mer och selwer baken an net nëmme verwalten a verkafen. Oder anescht gesot, fir dat an der Baueresprooch ze formuléieren: Mir solle selwer d'Ram vun der Mëllech schäffen, amplaz datt déi aner dat an eiser Plaz maachen a mir eis just mat der Mëllech begnügen. Wa mer och an Zukunft hei zu Lëtzebuerg en héije Liewensstandard wëlle behalen, da kënnt et manner op d'Mëllech wéi op d'Schlagsan un. Bäcker sinn ass gutt, Bäcker-Pâtissier sinn ass dogéint nach besser, well do setzt een d'Kiischten op de Bond. Jo, vergiesse mer dat net, anerer wëssen dat beschtens: Et kënnt virun allem och op d'Kiischten un.

Et ass jo haut esou, datt London an der „chaîne de valeur", wéi dat esou schéin op Franséisch heescht, also an der „Erschafung-vu-Méiwäert-Ketten", dee Volet ofdeckt, deen am meeschte Méiwäert schaaft. Mir kréien dës Leit mat hiren Ekippen ënner anerem net op Lëtzebuerg, well eise Package, dee mer ubidden, bei de physesche Persounen net ëmmer interessant genuch ass. De Problem läit also och hei bei der „business attraction".

Sech op dat ze verloossen, wat mer hunn, an dovunner auszegoen, et bléif alles beim Alen, dat wier sécherlech e fatale Reflex. Dofir musse mer an der Unzéiung vun héich spezialiséierten Talenter attraktiv bleiwen, fir datt si d'Plaz no vir bréngen an hir Dynamik ënnerhalen.

Momentan läit de Spëtzesteiersaz bei 42 % fir Privatpersounen. Mat der Solidaritéitssteier derbäi plus der Assurance dépendance leie mer bei engem Taux vun iwwer 47 %. Kommt, mir sinn éierlech, mir brauchen ënnerschiddlech Spezialisten an Talenter, fir eis Industrie an eis Finanzplaz an och eist Handwierk – vergiesse mer dat nëmmen net – no vir ze bréngen! A wa mir net méi attraktiv sinn, da gëtt eis Mëllechkou, déi d'Finanzindustrie nun eemol duerstellt, wuedegrëmmeg an eis brieche wichteg Creneauen, wichteg Nischen ewech, well dat steierlecht Ëmfeld op anere Plazen, maache mer eis do näischt vir, weesentlech méi attraktiv ass oder gëtt.

A wann ee vun Attraktivitéit schwätzt, da muss ee sech och bewosst ginn, datt d'Loyeren hei am Land héich sinn a Wunnraum knapp ass. Dat ass net nëmmen e Lëtzebuerger Phenomeen, ech ginn dat gären zou. An awer, et mécht eis manner attraktiv, mir

wëssen dat alleguer heibannen. An dofir komme mer net derlaanscht, eis Offer u Wunnengen eropzesetzen. Et ass virun allem e Problem vun der Offer.

Och a puncto Flexibiliséierung a Gläichgewiicht téschent Aarbechtszäit a Fräizäit musse mer nach e Krack zouleeën. Fir d'DP läit d'Léisung net an enger generaliséierter Reduzéierung vun der Aarbechtszäit. De Personalmangel, deen a ville Secteure schonn eng batter Realitéit ass, géif doduerjer nëmmen nach weider verschlëmmert ginn. Mir brauchen also e gutt duerchduecht Gesamtkonzept, dat souwuel de Salariéé wéi och de Betriber zeguttkënnt. Dat bedeit méi Autonomie fir d'Salariéen an eng méi wierksam intern Aarbechtsorganisatioun fir d'Betriber, déi sech och konjunkturelle Schwankungen upasse kann, jo, muss. An der Aféierung vun enger Joresaarbechtszäit a vun Zäitspuerkonten an alle Secteuren, do wou méiglech a sënnvoll, an der Förderung vum Teletravail, kuerzëm, an der flexibeler, jo, differenzéierter Gestaltung vun der Aarbecht läit sécherlech d'Zukunft.

Egal wéi, et sinn héich forméiert Leit, déi d'Diversifikatioun vum Finanzsecteur no vir dreiwen. Och iwwert dëse Secteur eraus muss et souwisou eis Ambitioun sinn a bleiwen, eis Wirtschaft generell méi breet opzestellen, eng Wirtschaft, wou mer all Talenter queesch duerch de Gaart brauchen, dat sollte mer eis jiddefalls ëmmer virun Ae féieren.

An dofir an domat och wiere mer beim Theema Diversifizéierung an Digitaliséierung ukomm. Eis Finanzplaz zum Beispill ass méi villsäiteg, wéi se dat nach virun der Bankekris vun 2008 war. D'Finanzplaz ass, Dir wësst dat, en Ekosystem, mëttlerweil souguer e komplizéierten Ekosystem, mat enger Diversitéit, glécklecherweis enger Diversitéit un Acteuren. An et ass dës Villsäitegkeet, déi ënner anerem hir Attraktivitéit an och hir Resilienz, hir Widderstandsfäegkeet a Krisesituatiounen ausmécht.

Ma mir musse weider diversifizéieren, net nëmmen op där berüümter Finanzplaz. D'Handelskummer schreift ganz treffend, datt mer eis ëmmer nees op d'Sich musse maachen no Aktivitéiten eebe mat enger héijer Valeur ajoutée, mat engem héije Méiwäert. A fir déi unzezéien, musse mer an allen Hisiichten attraktiv sinn a bleiwen. An d'Chambre de Commerce verknëppt hei ganz enk déi wirtschaftlech Dynamik mat dem Erhale vum Sozialstaat, engem staarke Sozialstaat, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Ech zitéieren den Avis vun der Handelskummer zum Staatsbudget: „Le Luxembourg doit impérativement devenir un terreau fertile pour les branches d'activité à haute valeur ajoutée, permettant de maintenir une croissance soutenue" – a Klammeren – „(indispensable au maintien du modèle social) tout en assurant une maîtrise de la consommation de ressources et d'inputs de production. Le tout doit s'opérer en pleine complémentarité avec les secteurs d'activité historiques, dépositaires d'une irremplaçable expérience." Jo, mir brauche béides: Erfarung an Erneierung, Bewäertes an Innovatioun, al a bewäert Kompetenze plus nei Iddien an nei Methoden.

Mir mussen esou zum Beispill méi attraktiv gi fir auslännesch Grënner, déi sech hei am Land kéinten etabléieren, an d'Grënnerzeen méi pousséiert ënnerstëtzen, ob dat Leit vun heiheem sinn oder aus dem Ausland. D'Space-Industrie ass eng aner Optioun, fir eise Wirtschaftssystem méi ze diversifizéieren.

A fir de Rescht musse mer eis gutt iwwerleeën, wéi eng Betriber mer letztlech wëllen unzéien a wat eis definitiv Strategie dozou ass. Well wa mir keng zolidd an zukunftsfäeg Strategie hunn, wat mir genee wëllen, wat mer genee ustriewen, riskéiere mer, nach méi Opportunitéiten ze verléieren, wéi dat schonn de Fall war mat potenziellen Industrien, déi eis no längerer Zäit vu Waarden enttäuscht de Réck gedréit hunn oder hu missen dréien.

Léif alleguer, d'Innovatioun gëtt an etleche Betriber groussgeschriwwen. Ech ënnersträichen do virun allem d'Innovatioun an den handwierkleche Betriber, mëttelstännesche Betriber, natierlech och an eiser Industrie. Och d'Digitalisatioun gëtt groussgeschriwwen. Béid Theeme si wierklech wichteg fir d'Iwwerliewe vu ville vun eise Betriber. De Wirtschaftsministère an och de Mëttelstandsministère verfügen iwwer verschidde Programmen, déi spezifesch d'Innovatioun an de Betriber ënnerstëtze sollen. Ech zielen déi elo net alleguer op. Dir kennt der eng Rei dovunner.

Eurostat preziséiert, datt eist Land europawäit op der véierter Plaz steet, wat de Prozentsaz un IT-Experten an der aktiver Bevëlkerung ugeet. Mir si ganz virbäi bei den digitale Kompetenzen an och an der Weiderbildung, déi mer am Beräich vun den ICT-Skills ginn. Am Global Talent Competitiveness Index sti mer op der aachter Plaz, wat déi digital Kompetenzen ugeet. Ganz wäit virdru sti Länner wéi d'Schwäiz, d'USA oder Singapur.

Am Beräich vum Upskilling vun de schaffende Leit mussen awer nach Ustrengunge gemaach ginn an an der Cybersecurity heescht et, eis Kompetenzen ze verstäerken. Dat geschitt mam Center for Cybersecurity, mat deene privaten an ëffentleche Partenariaten, déi mer am Beräich vun der Cybersécherheet hunn. Do ass d'Konkurrenz ëm héich ausgebilten Talenter staark, gutt also, datt de BTS an der Cybersécherheet d'lescht Joer lancéiert gouf.

A wa mer vun Innovatioun schwätzen, ass et wichteg ze soen, datt e Betrib an dëser schnellliewege Zäit, an dëser schnellliewege Welt nëmmen da bestoe kann, wann en eeben net stoe bleift. Net stoe bleiwen heescht, sech eeben dem Fortschrëtt net verschléissen. E memorabelt franséischt Spréchwuert seet: „Qui n'avance pas rétrograde." Et heescht also, Konzepter an Aarbechtsmethoden ze hannerfroen an unzepassen, wann néideg. Et heescht, Produkter ze entwéckelen, déi op den internationale Mäert gefrot ginn a präislech bestoe kënnen.

Grad dofir ass et esou wichteg a weesentlech, datt e Betrib Profitt mécht. De Profitt ass fir déi allermeescht Betriber keen Zweck u sech, kee Selbstzweck also. E weist emol fir d'éischt, datt e Betrib gesond ass. Dacks gëtt a bestëmmte Milieuen e Klischee bedéngt, als wier de Profitt oder de Benefiss – nennt et, wéi Der wëllt – de facto eppes Negatives, als géif de Patron, ob selbstänneg oder net, de Benefiss allkéiers an d'eegen Täsch stiechen. De Benefiss, dat muss ee wëssen, gëtt vu ville mëttelstännesche Betriber zum Beispill fir Investissementer an och a grad fir d'Innovatioun respektiv d'Digitalisatioun reservéiert an domadder fir d'Erhale vun Aarbechtsplazen. Ouni dëse Reflex, ouni dës Entscheedunge géife Betriber Huesen a Schlappe verléieren. Si kéimen an d'Laberenten a géife riskéieren, vu Konkurrente vum Maart ewechgedréckt ze ginn. Grad an der Industrie an an den handwierkleche Betriber sinn eeben Innovatioun an Digitaliséierung d'Viraussetzung fir ze bestoen, fir konkurrenzfäeg ze sinn, fir attraktiv ze bleiwen an Aarbechtsplazen ze sécheren. Et sinn dat effektiv dauernd Erausfuerderungen, déi een net ënnerschätzen däerf.

E puer Wuert zur Digitaliséierung am Mëttelstand: 83 % vun de Lëtzebuerger sinn zefridde mat der Initiativ Letzshop, déi de Betriber méi Visibilitéit gëtt, eng digital Vitrinn, wéi dat esou schéin heescht, an esou de lokale Commerce ënnerstëtzt; lokale Commerce, wéi mer wëssen, dee genuch Schwieregkeeten huet ze bestoen. Zwee Drëttel vun de Lëtzebuerger kafen digital. An de Programm SME-Packages versicht, déi digital Leeschtung vun de Betriber ze verbesseren: de Marketing digital, awer och d'Gestioun an déi elektronesch Facturatioun. D'Handwierk, d'Industrie an d'Finanzplaz sinn dat bescht Beispill fir ze weisen, datt een derfir suerge muss, datt ee sech ëmmer nei erfannen a villsäiteg opstelle muss.

D'Digitalisatioun spillt also eng entscheedend Roll. Trotz der Pandemie ass d'Zuel vu FinTechen am Lëtzebuerger Haus vun de Finanztechnologien an d'Luucht gaangen. D'Madamm Finanzminister huet an hirer Ried bei der Virstellung vum Budget betount, datt de Staat zesumme mat der Uni Lëtzebuerg an dem SnT e „Finnovation Hub", wéi dat esou schéin heescht, bereet ass ze schafen, schafe wäert. Dat ass eng Aart Laboratoire fir Innovatiounen am Finanzsecteur.

Komme mer dann zu engem leschte wichtege Punkt, deen eis, jiddefalls menger Fraktioun, um Häerz läit. Dat ass de Punkt vun der Planungssécherheet. Eist Land muss attraktiv fir Investisseure bleiwen. Datt mer bei Investissementer op méi Nohaltegkeet setzen, dat schéngt mer evident. Mir setzen op méi Nohaltegkeet, och a grad zum Schutz vun der natierlecher Ëmwelt.

Datt d'Regierung en Nohaltegkeetscheck am Virfeld vun Investissementer duerchféiere wëll, ass och a grad kee Feeler. Datt Prozeduren ze respektéiere sinn, dat ass an engem Rechtsstaat kloer. Mir mussen awer derfir suergen, datt Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg investéiere wëllen, net eng gefillten Éiwegkeet am Wartesall sëtze wëllen a kënnen (veuillez lire: am Wartesall sëtzen, wat se net wëllen an net kënnen). Mir musse potenziellen Investisseure vu virera klore Wäin ausschëdden. Betriber brauche Planungssécherheet. Si wëlle wëssen, ob se op engem Standuert investéiere kënnen oder däerfen oder eeben net. Si wëlle wëssen, ob se wëllkomm sinn oder net. A wa se net erwënscht sinn, da soll een hinnen dat esou séier wéi méiglech riicht an d'Gesiicht soen, zemools am ICT-Beräich, wou d'Technologie sech rasant verännert an een d'Betriber net onnëtz hinhalen däerf.

D'Zäitfënster, an där d'Betriber Investitiounsentscheedungen huelen, déi ass leider dacks méi kleng wéi d'Period vun de Prozeduren op eiser Säit. Dat ass e Problem, dee bekannt ass. Duerch déi rasant Changementer an der Technologie kann eng Investitioun op engem Standuert haut Sënn maachen an an dräi Joer eventuell net méi. Do kann een einfach net jorelaang am Wartesall zappele gelooss ginn, bis datt dann iergendeen Entscheeder enges Daags oder no Jore seet: „Ok, Dir däerft elo investéieren." Bis dohinner huet de Betrib längst seng Siwesaache gepaakt an ass sech bei den Noper néierloosse gaangen.

Planungssécherheet ass fir eis Betriber, léif alleguer, essenziell, fir déi aktuell Betriber an och fir déi potenziell, zum Beispill op steierlechem Plang an infrastrukturellem Niveau. An do muss e Land sech Mëttel an Entscheedungsorganer ginn an och Prozesser ginn, déi et erlaben, fir séier ze schaffen an onkomplizéiert ze préiwen, fir Investoren esou séier wéi méiglech ze soen, ob si sech engagéiere kënnen oder net.

Zu gudder Lescht wéilt ech nach eng Reflexioun iwwert d'Ofhängegkeet oder d'Verbesserung vun der Onofhängegkeet vun eiser Wirtschaft féieren.

Mir wëssen, datt eis Ekonomie – virun allem, well mer eng kleng Ekonomie sinn, déi wéineg natierlech Ressourcen huet oder bal guer keng huet – ganz ofhängeg ass. Bei eiser Energieversuergung musse mer wäit iwwer 90 % vun der Energie importéieren, wat weist, datt eis Wirtschaft a Krisenzäite ganz staark ofhängeg

ass vun anere Länner a mir de Risiko lafen, datt aner Länner sech fir d'éischt emol selwer ze versuerge wëssen an duerno eréischt kucken, ob si nach Sputt hunn, fir eis och ze versuergen. Fir eis Resilienz ze förderen, kënne mer nach Efforte maachen, fir ze kucken, esou mann wéi méiglech ofhängeg ze sinn, dëst virun allem och an de Beräicher vum Gesondheetswiesen an der Landwirtschaft, sprëch der Liewensmëttelversuergung.

D'Fro stellt sech, wéi eng Industrie mir nees zréck an Europa an eventuell och op Lëtzebuerg wëlle bréngen. Wéi kënnen d'Léieren aus der Pandemie um internationale Plang och eng Chance fir d'Opliewe vun der Industrie hei am Land an doriwwer eraus sinn? Interessant ass zum Beispill, datt an der aler Zigarettefabrick zu Hollerech elo Solarpanele produzéiert solle ginn.

Voilà, léif alleguer, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren déi wichtegst ... – Här President, pardon, ech hat Iech elo bal vergiess! –, dat waren déi wichtegst Iwwerleeungen, déi wichtegst Reflexiounen, déi ech zur wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land ufëiere wollt. Attraktivitéit, Diversifizéierung, Innovatioun, Digitaliséierung a Planungssécherheet, dat sinn déi fënnef Eckpunkten, déi de magesche Pentagon vun eisem wirtschaftlechen Erfolleg ausmaachen. Bannent dësem Pentagon kënne mer eis ënnerschiddlech beweegen an deem engen oder aneren Eckpunkt vun dësem Fënnefeck méi no kommen. An awer, et wier fatal, wa mer och nëmmen ee vun dëse Punkte géifen ignoréieren. Dat géif eis Wirtschaft strukturell schwächen. Mir géifen d'Pedalle verléieren an de Wuelstand vun eiser Bevëlkerung liichtfankeg op d'Spill setzen. Awer och a grad de Finanzement vun eisem generéise Sozialstaat géif dauerhaft ënnert d'Rieder geroden. Déi wirtschaftlech Dynamik an e staarke Sozialstaat hänken eeben enk zesummen.

An dofir nach eemol, léif alleguer: Et baut ee kee Sozialstaat op engem wirtschaftleche Kierfecht op, mee op enger innovativer a widderstandsfäeger Wirtschaft. Well mer déi hei zu Lëtzebuerg hunn a well mer se och wëllen erhalen, musse mer eis entscheeden, mat der néideger Luciditéit Politick ze maachen. Wëlle mer déi widderstandsfäeg Wirtschaft erhalen, da musse mer weider zukunftsorientéiert handelen. An do dierfte virun allem déi zwee Schlësselwierder vun der Attraktivitéit an der Planungssécherheet wuel eng zentral Roll spillen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a wéilt deem lo wierklech näischt méi bäifügen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wou steet d'Lëtzebuerger Wirtschaft? Wéi krisefest ass se? Wéi innovativ ass se? Wéi prett ass se fir d'Defie vun der Zukunft? Et ass eng ganz breetgefächert Thematik, iwwert déi mer haut schwätzen. An hätte mer dës Debatt virun dräi Joer gefouert, hätt se eng ganz aner Nues gehat, dat ass evident. Dem Laurent Mosar merci, datt mer se haut kënne féieren.

Déi lescht dräi Joer waren a sinn nach ëmmer geprägt vun enger Serie vu Krisen, déi mir an deem Mooss nach net erlieft hunn: d'Pandemie, de Krich an der Ukrain, d'Energiekris, d'Inflatioun an natierlech als omnipresent Damoklesschwäert d'Klimakris. All dat beanträchtegt net nëmme massiv d'Liewe vun de Biergerinnen a Bierger, mee natierlech goufen a ginn och d'Betriber virun enorm Defien a Problemer gestallt.

Fir de Wirtschaftsministère war an ass et eng Herkulesaufgab, fir engersäits eng séier an effikass Krisegestioun ze maachen an de Betriber bei den akute Problemer esou gutt wéi et nëmme geet ze hëllefen an anerersäits alles drunzesetzen, fir datt de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg zukunftsfäeg an attraktiv bleift. Eng Herkulesaufgab, op där hir eenzel Aspekter ech elo wéilt agoen.

Här President, d'Welt ass haut eng aner wéi Enn 2019. Keen hätt sech virun dräi Joer kënne virstellen, wéi vill Krisen noeneen a mateneen op eis géifen duerkommen. Elo si mer an enger exceptionneller Situatioun, mat där an deem Mooss nach kee Wirtschaftsminister konfrontéiert war, sécher net, nom Zweete Weltkrich.

Déi aktuell Erausfuerderunge si Gamechanger. D'Instrumenter vu gëscht ginn als Äntwert net méi duer. De Bausecteur kritt matten an der Logementskris keng Opträg méi, ënnert dem Drock vu Präisdeierecht an Zënshaussen. Mir si matten an enger Energietransitioun. Et feelt an zeg Secteuren u Main-d'oeuvre. D'Klimapolitick gëtt ëmmer méi urgent. Eng nei Bankekris suergt fir weider Turbulenzen. A geopolitesch musse mer an Europa ganz gutt oppassen, datt mer bei den neie Muechtkonstellatiounen op der Welt net an den Abseits geroden.

En einfacht „Weider-esou" kënnt duerfir net a Fro. Mee grad zu Lëtzebuerg brauche mer awer duerfir och net alles schwaarzzegesinn. Éischtens hu mer et ëmmer nees fäerdegbruecht, eis nei ze erfannen, an all Kris eng Chance ze gesinn, d'Opportunitéiten ze ergräifen an eis nei Standbeen a Kompetenznischen opzebauen, déi eis e Liewen an engem Wuelstand erméiglechen, ëm deen eis op d'mannst déi hallef Welt beneit.

Natierlech ass d'Haut ëmmer méi no wéi d'Hiem, jidderee spiert säint – an natierlech ass zu Lëtzebuerg net alles roseg, loin de là –, den Aarmutsrisiko muss eis alleguerte vill méi interpelléieren, och den Demokratiedefizit ass guer net gutt fir eis Gesellschaft a fir de sozialen Zesummenhalt.

Mee all Bléck iwwer eis Grenzen eraus weist jo awer, datt mer am Verglach mam Ausland net schlecht dostinn, am Géigendeel. Zanter den 80er-Joren ass eist Land staark gewuess, eis Staatsfinanze sinn ëmmer gesond bliwwen. Deementspriechend hate mer den néidege Spillraum, fir ëmmer nees déi néideg Investitiounen ze maachen, an dee Spillraum hu mer och haut, fir eise Standuert zukunftsfäeg ze maachen.

Mir gesinn haut, datt de Wirtschaftsministère déi richteg Decisioune geholl huet. Dat erkennt een dorunner, datt eist Land d'Krise bis elo gutt iwwerstanen huet, ganz gutt souguer par rapport zu deenen aneren EU-Länner.

Fir d'Krisegestioun wärend der Pandemie ass d'Regierung vum Wirtschafts- a Sozialrot an och vun der OECD gelueft ginn. De Stabilitéitsprogramm an de Moossnamepackage ënnert dem Numm „Neistart Lëtzebuerg", dorënner natierlech och de Chômage partiel, all dat ass de Beweis vun engem effikassen, séieren a strateegeschen Handelen, dat déi negativ Auswierkunge vun der Pandemie op d'Betriber, d'Salariéen an d'Bierger minimiséiert huet, dat ass den Tenor vun den Experten.

2021 koum och dunn direkt eng richteg Relance, d'Wirtschaft huet sech séier erholl, allerdéngs ass Enn 2021 schonn déi nächst international Kris ugaangen an am Februar 2022 mam Krich an der Ukrain esou richteg eclatéiert.

Mee och dat huet d'Regierung bis haut gemeeschtert: An dräi Tripartitte bannent engem Joer, mat dräi Solidaritéitspäck an engem Energiedësch kruten net nëmmen d'Bierger gehollef, net nëmme gouf d'Kafkraaft erhalen, mee och den Energieschock an den Inflatiounsschock fir d'Betriber goufen ofgebremst. An et ass eebe besonnesch de Wirtschaftsministère mat sengen ënnerschiddleche Régimes d'aides, deen de Betriber gehollef huet, do wou et néideg war an ass.

Am Zäitraum tëscht 2018 an 2022 huet de Wirtschaftsministère den Entreprisen Hëllefen an Héicht vun 906 Milliounen Euro ginn duerch Subventiounen, Avancen oder Garantien – 906 Milliounen Euro! – a ronn d'Hallschent vun deenen Hëllefen huet derzou gefouert, datt d'Entreprisë selwer 1,5 Milliarden Euro investéiert hunn oder amgaang sinn ze investéieren. Dat ass matzen a Krisenzäiten dach einfach remarkabel!

Ech wëll och drun erënneren, datt mer zu Lëtzebuerg déi niddregst Inflatioun am Euroraum hunn, eeben och, well d'Regierung séier agegraff huet. Déi gefaart Rezessioun ass net agetraff. Am Februar huet de Statec seng Projektioune vum Wuesstum fir déi nächst Jore substanziell no uewe revidéiert, doriwwer sollte mer eis freeën. An och déi gefaart Explosioun vu Faillitten ass net komm. Et steet also ausser Fro, datt de Staat vill Suen an de Grapp geholl huet, fir den Entreprisen a besonnesch de klengen a mëttelgrousse Betriber ze hëllefen.

An ech wëll och hei nach eng Kéier ganz kloer betounen, datt de Sozialdialog nees fonctionéiert. Et vergësst een heiansdo, vu wou mer eigentlech hierkommen. Et ass nach guer net laang hier, du louch dee Sozialdialog op Äis, e gouf vu munch engem souguer scho fir dout erkläert, Bipartitten amplaz Tripartitten. Haut ass dat ganz anescht. De Sozialdialog fonctionéiert an dat ass de Garant fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg, dee sengersäits vun onschätzbarem Wäert ass fir d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Kuckt emol an d'Ausland, firwat d'Mënschen do op d'Strooss ginn, firwat se do op d'Strooss musse goen! A mir hunn hei e Chômagetaux, dee souguer méi déif ass wéi virun der Pandemie.

Une voix | Ganz richteg!

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech si jiddefalls houfreg op de Lëtzebuerger Modell. Hei gouf keen am Stach gelooss. Dat schaaft Vertrauen an eis Decideuren, och d'Vertraue vun den Investisseuren.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Kolleeginnen a Kolleegen, et geet awer net just ëm déi kuerzfristeg Politick, mee och a gradesou vill ëm d'Wirtschaft vu muer. Data-driven, nohalteg, dekarboniséiert, circulaire a resilient, esou soll se sinn, esou muss se sinn.

An de Wirtschaftsministère ass gutt opgestallt, fir d'Betriber an déi Welt vu muer ze begleeden. Et gëtt d'Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer", déi eis Ekonomie méi resilient soll maachen an déi d'Léieren zitt aus der Pandemie, aus dem TIR-Prozess (ndlr: third industrial revolution), der Rifkin-Etüd also, an och de Megatendenze Rechnung dréit. Mir wëlle Virreider sinn an duerfir ginn d'Jalone gesat. An ech si ganz frou ze héieren, Här Mosar, datt d'CSV positiv bewäert, wat deemools beim TIR-Prozess erauskomm ass, déi Proposen, déi Recommandatiounen an och déi Projeten, déi do gemaach goufen.

D'Megatendenze weisen, datt eis Wirtschaft muss breet opgestallt sinn, fir de Standuert Lëtzebuerg

souwuel attraktiv wéi och widderstandsfäeg ze halen. D'Betriber brauche gutt Konditioune fir ze schaffen, si brauchen eng laangfristeg Sécherheet an – do ginn ech dem Här Bauler ganz Recht – se brauche Planungssécherheet. Duerfir ass et wichteg ze betounen, datt am Moment genee do investéiert gëtt, fir déi Sécherheet kënnen ze bidden. Ouni eng performant an energieeffizient Konnektivitéit geet näischt an enger digitaliséierter Welt. Do si mer ganz gutt opgestallt an d'Strategie 5G soll derfir suergen, datt Lëtzebuerg carrement Spëtzereider gëtt an der Konnektivitéit.

An de Benchmarke komme mer elo scho ganz gutt ewech. Ech si sécher, mir kënnen et nach besser maachen. Et ass evident, datt e Land mat wéineg natierleche Ressourcen op Big Data setzt, dat si Wirtschaftsressourcen, déi wéineg Plaz brauchen. Dat huet Lëtzebuerg längst erkannt an duerfir ass vill geschafft ginn, fir datt souwuel d'Kompetenze wéi och d'Infrastrukturen do sinn, fir mat deenen Donnéeën ëmzegoen, dorauser eng Valeur ajoutée ze maachen.

An deem Kader wéilt ech och déi national Technologieplattform fir Austausch, Veraarbechtung a Gestioun vun Daten ernimmen, duerch déi Lëtzebuerg eng Pionéieraarbecht an der Datewirtschaft leescht. Am Respekt vum Schutz vun der Privatsphär an dem intellektuellen Eegentum mécht dës Plattform en Inventaire vun Donnéeën, déi souwuel ëffentlechen, awer och privaten Acteuren ënner bestëmmte Konditiounen zur Verfügung gestallt ginn. Dës Plattform mécht den Zougang zu der Wäertkette vun der Datewirtschaft bedeitend méi einfach.

An dann ass d'Digitaliséieren, d'Verwalten an d'Analyséiere vun Daten och e Pilier vun der Économie circulaire, op déi mer histeieren. An deem Sënn ass d'„Product Circularity Data Sheet" ausgeschafft ginn, en Open-Source-Format, mat deem d'Acteuren iwwert d'Wäertketten an domat de Kreeslafpotenzial vu Produiten informéiert ginn. An all Secteur, vum Bausecteur bis bei d'Konsumgidder, kënnen d'Hiersteller de Produiten en digitale Fangerofdrock ginn, wat d'Kreeslafwirtschaft immens vereinfacht. An dat ass och interessant, well et jo och innerhalb vun der Économie circulaire ëmmer méi Potenzial gëtt, fir nei Erkenntnisser iwwert d'Matièren ze kréien a sech ze verbesseren.

Mee mat Date muss een net just ëmgoe kënnen, et muss ee se och kënne sécher späicheren. Lëtzebuerg ass hei wirtschaftlech attraktiv, well an Infrastrukture ronderëm d'Cloudservicer investéiert gëtt. An hei ass et eng exzellent Nouvelle an och eng Bestätegung vun eiser Wirtschaftspolitick, datt e Konzern wéi Google a Lëtzebuerg investéiert. Duerch eng grenziwwerschreidend lëtzebuergesch-belsch Zesummenaarbecht kënnt d'Technologie vu Google iwwer eng europäesch Cloud op Lëtzebuerger Territoire.

Dat ass dach en aussergewéinlechen Deal, deen am Kader och vun der Wirtschaftsstrategie 2025 realiséiert ginn ass an eisem Land, eise Betriber méi wéi zeguttkënnt! An ech ka mer wierklech ganz schlecht virstellen, datt Google géif esou en Deal agoen, an esou e Land kommen, dat esou e schlechten Image hätt, wéi den Här Mosar dat fäert. Dat gleewen ech keng Sekonn!

Wat d'Sécherheet vun den Daten ugeet, ass d'House of Cybersecurity, déi national Agence, déi bis viru Kuerzem ënnert dem Numm SECURITYMADEIN.LU bekannt war, e groussen Atout fir Bierger, Fuerschungsan Innovatiounsacteure wéi och fir Startups am Beräich vun der Cybersécherheet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg stellt sech breet op, fir e weltwäit wichtege Pol an der Fuerschung an Innovatioun ze ginn. Technologië si wichteg fir d'Industrie, si sinn awer och wichteg fir d'Gesondheet vun de Leit. De Secteur vun de Gesondheetstechnologien ëmfaasst an Tëschenzäit 136 Betriber, beschäftegt 1.900 Leit, 80 % dovun a Strukture mat maximal zéng Mataarbechter. D'Hallschent vun deene Firmen si manner wéi zéng Joer al. De Secteur ass also am Opschwong, do besteet keen Zweifel.

Besonnesch ervirzehiewen ass hei den HE:AL Campus. Op enger Fläch vun 2,4 Hektar läit dee Campus tëscht dem House of Biohealth, dem zukünftege Südspidol an der Cité des sciences um Belval, optimal also, fir Fuerschung an Innovatioun an der medezinnescher Welt zesummenzebréngen. Mat dësem Projet sollen haaptsächlech Firmen ugezu ginn, déi mat medezinneschen an diagnosteschen Apparater schaffen an déi digital Servicer ronderëm d'Gesondheet ubidden. De Site a seng Infrastrukturen hëllefen, Technologien ze entwéckelen, déi eng personaliséiert Medezinn méiglech maachen, wou natierlech och déi kënschtlech Intelligenz eng grouss Roll spillt.

E weidere wichtege Secteur, dee sech och staark entwéckelt huet, ass de Spacesecteur. Am Ufank vill belächelt, sou gëtt et haut hei iwwer 1.400 Aarbechtsplazen, duebel esou vill wéi 2016. Besonnesch interessant ass hei natierlech de Space Campus op der Kockelscheier, e Projet, deen et nationalen an internationalen Acteure vereinfacht, sech nidderzeloossen, an d'Acteuren och zesummebréngt.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | D'Diversifikatiounspolitick geet also riicht virun an dréit och Friichten. An engems huet sech awer och eis Lëtzebuerger Finanzplaz ganz dynamesch entwéckelt. Duerfir erkennt ee vläicht och op deen éischte Bléck d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie net ëmmer direkt. Dat ass an deem Sënn net dramatesch, well dat jo och soss näischt aneschters heescht, wéi datt eis Mëllechkou – nun eeben d'Finanzplaz – weider vill Mëllech gëtt.

Mee fir eis, fir d'LSAP, ass et grad dowéinst esou wichteg, datt mer net noloossen an eisen Efforten, och Industrie op Lëtzebuerg ze bréngen. Mir wëlle kee Micky-Maus-Staat, wou et just Büroen an Ecrane mat faarwege Courbë gëtt. Mir wëllen zu Lëtzebuerg produzéieren, net just importéieren. Grad wa mer vu Resilienz a Souveränitéit vis-à-vis vun Drëttstaate schwätzen, ass dat e Must!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Duerfir ass et och wichteg, e puer Zuelen zu eiser Industrie ze nennen, fir datt deen Debat objektiv bleift. De Statec seet, d'Zuel vun de Produktiounsbetriber, déi tëscht 2013 an 2020 gegrënnt goufen, ass stabel bliwwen. 2021 gouf et 927 Industriebetriber. Mat iwwer 30.000 Aarbechtsplazen zanter 1995 ass och den Emploi an der Industrie relativ stabel, schreift de Wirtschaftsminister an enger rezenter Äntwert op eng Question parlementaire. A grad am Beräich Industrie hu jo eng ganz Rei vu Big Player trotz Krisen an hir Anlagen investéiert, an d'Moderniséierung an an d'Erweiderung, an zwar an der Héicht vun enger Milliard Euro.

Besonnesch déi digital an déi ekologesch Transitioun vun dëse Betriber gëtt vum Ministère ënnerstëtzt. Am Haut-Comité pour l'industrie gëtt gekuckt, wéi d'Entwécklung vun der Industrielandschaft mat Horizont 2040 kann a soll ausgesinn. An och ze ernimmen hei an deem Kontext ass der EU-Kommissioun hiren Net Zero Industry Act, fir d'Produktioun vu klimaneutralen Technologien an Europa ze pushen, zum Beispill Wandturbinnen, Fotovoltaik, erneierbare Waasserstoff, Wäermepompelen a villes méi. Déi ganz Branche soll méi séier ausgebaut ginn an duerfir sollen och déi administrativ Prozeduren acceleréiert a vereinfacht ginn, an ech mengen, dat wëlle mer alleguer. Dat ass eng héich interessant Initiativ fir d'Reindustrialiséierung an Europa, an duerfir och den Appell un d'Regierung, se wa méiglech zu Lëtzebuerg ze applizéieren – Technologien allerdéngs, déi um Nucleaire baséieren, wëlle mer natierlech net!

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, Produktiounsbetriber brauche Plaz. Mir wëssen natierlech ëm de Manktem un Terrainen. Dat ass och e Problem, ouni Zweifel. Mee zum Gléck ass de Plan sectoriel „Zones d'activités économiques" a Kraaft an e bitt Méiglechkeeten, fir nei Zonen ze schafen. An hei si jo awer och d'Gemenge gefuerdert, fir d'Zonen an de PAGen auszeweisen. Dat ass deen alleréischte Schrëtt an dat muss ee kënne maachen.

An da mussen d'Prozeduren natierlech besser koordinéiert ginn, fir datt mer virukommen. Méi séier wëlle mer dat alleguer, dat ass evident. Natierlech dierfen déi Sitten och net méi wéi Friemkierper an enger Regioun behandelt ginn, mee och hei applizéiere sech d'Prinzippie vun der Circular Economy a puncto gemeinsam Infrastrukturen, a puncto Synergien, a puncto Ubannen un den ëffentlechen Transport an esou weider an esou virun.

Här President, d'Zuele weisen, datt Lëtzebuerg fir vill privat Acteuren attraktiv ass a bleift, an dat ass och op eis Steierpolitick zréckzeféieren. 2016 louch eis nominal Betribssteier nach bei 29,2 %. Mat der Steierreform vun 2017 huet d'Regierung du Lëtzebuerg um steierleche Plang méi kompetitiv an attraktiv gemaach. Esou ass den Taux bei der Betribssteier schrëttweis erofgesat ginn. Haut leie mer bei engem Taux vu 24,9 %, woubäi jo kleng a mëttelgrouss Entreprisë mat där Steierreform vun 2017 nach besser ewechkomm si wéi déi grouss. Dat war innovativ an der Aart a Weis, wéi mir Betriber besteieren, an et ass eise PMEe ganz sécher zeguttkomm.

Et muss ee jo och guer net wäit siche goen, fir Länner ze fannen, déi nominal méi héich besteiere wéi mir. D'Belsch, Éisträich, Holland, Frankräich, Däitschland leien zum Deel däitlech méi héich wéi mir bei der Betribssteier, si hunn awer alleguerten och staark Ekonomien.

Mir sinn effektiv liicht iwwert dem mediane Steiersaz an der EU, mee et dierf een awer och net vergiessen, datt et schwiereg ass, e prezise Verglach ze maachen tëscht de Länner, well net iwwerall déi nämmlecht Reegele fir Ofschreiwunge gëllen. Mir kennen dat ganzt Bild also guer net.

Lëtzebuerg brauch sech am internationale Wettbewerb op jidde Fall net ze verstoppen. Ech mengen awer virun allem, datt et ze kuerz geduecht ass, wann ee géif behaapten, en niddregen Taux d'affichage wier deen eenzegen a grousse Schlëssel zu méi Kompetitivitéit.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Dat ass vläicht an den 80er-Joren nach esou gewiescht, mee haut ziele jo awer och ganz aner Saachen: Fannen ech qualifizéiert Personal? Hunn ech e richteg gudden Ekosystem zu Lëtzebuerg fir meng Entreprise? Sinn eis Autoritéite reaktiv? Wéi gesäit et mat der politescher Stabilitéit aus? A villes méi.

Une voix | Ganz richteg!

Mme Francine Closener (LSAP) | Fir d'LSAP ass et kloer, datt souwuel d'Personnes physiques wéi awer och d'Entreprisen hiren Deel zur Allgemengheet musse bäidroen. Hei muss also e gewëssen Equiliber bäibehale ginn, soss riskéiere mer nämlech,

d'Kohäsioun am Land ze ënnergruewen. Mat deene successive Krise läit d'Steierlaascht awer tendenziell ëmmer méi staark op de Schëllere vun de physesche Persounen: vu 54 % am Joer 2011 erop op 60 % am Joer 2020. Anescht ausgedréckt: D'Entreprisen droen am Verhältnis ëmmer manner zur Allgemengheet bäi.

A bei der Betribssteier gëtt et jo och ganz ënnerschiddlech Situatiounen: Vun de ronn 85.000 Entreprisen, déi der Kierperschaftssteier ënnerleien, hunn der fir d'Joer 2020 ëmmerhi 65.000 guer keng Kierperschaftssteier bezuelt. Dat nämmlecht Joer hu 50.000 Gesellschaften déi minimal Verméigenssteier bezuelt, awer weeder Kierperschafts- nach Gemengesteier. Mir hunn also nach e steierlech ganz favorabelt Ëmfeld fir eis Entreprisen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | A mir gesinn als LSAP kee Grond, ërem un d'Rad vum Steierdumping aus vergaangenen Zäiten dréinen ze goen!

Et gëtt och Beispiller, déi weisen, datt Lëtzebuerg ofgesi vun der Steierpolitick en attraktiivt Land ass: Zanter dem Vott vum Brexit si grouss Nimm wéi J.P. Morgan a Goldman Sachs an iwwer 90 aner Entreprisen op Lëtzebuerg komm, net well se hei steierlech bevirdeelegt ginn, well an Irland géif et hinnen, wat dat ugeet, jo nach besser goen, mee well mer hei den néidegen Knowhow bidden. Mir hunn héich qualifizéiert Leit an engem méisproochege Raum. D'Entreprisë wëssen, datt se bei eis deen Knowhow, finanziell Sécherheet an déi néideg Infrastrukture fannen. A mir sollen dat ëm Gottes wëllen net ëmmer erofspillen!

De Wirtschafts- an Industriestanduert Lëtzebuerg verbraucht awer och Energie, vill Energie, déi aktuell knapp ass an doduerjer natierlech deier. Dat stellt d'Betriber virun Erausfuerderungen an et mécht de Wettbewerb schwéier. De Wirtschaftsministère huet dowéinst en Hëllefspak lancéiert, fir d'Betriber bei hiren Investissementer an d'Infrastruktur fir gréng Energien ze ënnerstëtzen. Och de Klimapakt fir d'Betriber, dee jo elo am Januar presentéiert gouf, suergt derfir, datt d'Betriber vun deene verschiddene staatlechen a parastaatlechen Acteuren ënnerstëtzt ginn, mam Zil, d'Wirtschaft ze dekarboniséieren.

D'Energietransitioun fuerdert an engems, datt nei Pisten ausgeschafft ginn, fir datt d'Industrie an Zukunft mat gréngem Waasserstoff ka schaffen. Hei ass et och gutt ze héieren, datt an der Groussregioun direkt e puer Projete lafen, fir datt mer zesumme méi attraktiv kënne ginn als Groussregioun. Och dat ass e wichtegt Zil. Mee och zu Lëtzebuerg ginn ëmmer méi gréng Energië produzéiert. Ech zitéiere just dat Beispill: Am Januar huet jo de SOCOM-Grupp den Investitiounsprojet fir d'Produktioun vu Fotovoltaikpanelen zu Lëtzebuerg virgestallt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nieft der Energiekris hunn d'Betriber mat bürokrateschen Hürden ze kämpfen. Et ass net ëmmer einfach ze verstoen, wie fir déi Simplification administrative dann elo alles zoustänneg ass. Villes, net alles, villes läit an der Hand vum Digitaliséierungsministère, wou entre-temps jo eng Partie Aidë méi zougänglech gemaach gi sinn. 2021 ass och d'Gesetz vun der Facturation électronique gestëmmt ginn an zanter dem 18. Mäerz dëst Joer si kleng Betriber – méi spéit dann och déi grouss – verflicht, hir Rechnungen un de Staat digital ze halen, e Prozess, deen an den Nopeschlänner iwwregens scho ganz laang etabléiert ass. Doduerjer geet de Risiko, Feeler ze maachen, erof an et gëtt manner Pabeierkrom.

De gréissten Avantage ass à terme natierlech d'Zäit, déi gespuert gëtt. Grad kleng Betriber hu jo meeschtens och net d'Personal an d'Zäit, fir sech mat all deenen administrativen Ufuerderungen ze beschäftegen. Duerfir ass et an eisen Aen immens wichteg, datt den Zougréff op Aiden an Autorisatioune vill méi iwwersiichtlech, méi einfach a méi zougänglech gemaach gëtt. Mir schwätze scho laang dodriwwer. Ech mengen, et gëtt Zäit, fir do nach eng Schëpp bäizeleeën!

Wéi gutt et der Wirtschaft geet, hänkt dervun of, wéi gutt et de Leit geet. Et kann een nach esou vill Solarpannoen op den Haiser verspriechen, wann d'Personal feelt, fir déi Pannoen ze installéieren, sinn dat just eidel Verspriechen. D'Penurie am Handwierk ass wuel net nëmmen, mee eebe leider awer och op e Bildungssystem zréckzeféieren, an deem d'Handwierk nach ëmmer e bësse wéi e Stoussnéckel traitéiert gëtt. An och soss hu mer e „skills mismatch", wéi den Observatoire vun der Kompetitivitéit schreift. D'Offer an d'Demande a puncto Qualifikatiounen a Kompetenze passen net openeen – sécherlech e groussen Defi fir d'Bildungspolitick, fir besonnesch an de Sciencen, der Mathé, dem Ingenieurswiese méi Leit auszebilden.

Op där anerer Säit zéie mer awer nach ëmmer Talenter aus dem Ausland un, quitte datt dat méi schwéier ginn ass, dat wësse mer. An ech ginn dem Interpellant do Recht, datt ee seng gutt Leit och muss fideliséieren. Et muss ee kucken, wéi een attraktiv gëtt oder méi attraktiv gëtt, fir Leit aus alle Secteuren op Lëtzebuerg ze zéien, se hei ze halen an net just déi Happy Few.

Duerfir muss een och oppe sinn, fir iwwert d'Aarbechtsbedingungen ze diskutéieren an d'Verkierzung vun der Aarbechtszäit net als Tabu ze behandelen. Ech verweisen an deem Kontext op eng Etüd a Groussbritannie mat knapps 3.000 Salariéen aus iwwer 60 Betriber, eng Etüd, déi beweist, datt vill Ängschten – ganz vill Ängschten – vun der Patronatssäit eigentlech onbegrënnt sinn. D'Mataarbechter sinn duerch d'Aarbechtszäitverkierzung méi zefridden, méi motivéiert a si feele manner. Genee deen Absenteismus, iwwert dee sech jo grad elo vill beklot gëtt, dee géif ofhuelen. Iwwregens hunn néng vun zéng Betriber, déi bei där Etüd matgemaach hunn, gesot, si géifen de Modell och no der Etüd bäibehalen. Ech mengen, dat schwätzt jo fir sech.

Mee Groussbritannien ass net Lëtzebuerg. An duerfir huet den Aarbechtsminister jo och hei am Land eng Etüd maache gelooss, déi sécherlech zu enger Objektivéierung vun deem Theema wäert bäidroen. An ech sinn och hei iwwerzeegt, datt mer am beschte virukommen, wa mer op de Sozialdialog setzen.

Här President, déi kleng Betriber maachen e groussen Deel vun eiser Ekonomie aus. Se si wichteg Acteuren, déi eis Wirtschaft um Lafen halen. Dacks sinn et Independanten, déi eleng oder mat just e puer Salariéë fir d'Iwwerliewe vun hirem Betrib kämpfen, an déi Aarbecht wëlle mer an déi Aarbecht musse mer unerkennen a valoriséieren!

Mir waren eis jo virun zwou Wochen hei bei der Interpellatioun iwwert de Statutt vum Independant eens, datt scho ganz villes gemaach ginn ass, fir déi sozial Ofsécherung vum Independant ze verbesseren. Trotzdeem gëtt et nach Loft no uewen an do verschléisse mir eis kenger Diskussioun iwwert déi richteg Instrumenter, déi deenen Independanten zeguttkéimen, déi se effektiv brauchen. Mir hu Virschléi gemaach a puncto Anticumulbestëmmunge bei der Rent oder en erweiderte Rôle vun der Mutualitéit, wou de Staat sech jo dann och ganz aktiv misst a géif bedeelegen, fir nëmmen déi ze nennen.

Lëtzebuerg huet eng staark a resilient Ekonomie. Et erféiert mech heiansdo, mat wéi enger Nonchalance a Selbstverständlechkeet zur Kenntnis geholl gëtt, datt eise PIB zweemol esou staark wiisst wéi dee vun der EU insgesamt!

An engems wësse mer, datt Wirtschaftswuesstum awer net automatesch méi Zefriddenheet a Bien-être bei de Leit bréngt. De franséische President hat 2008 eng Kommissioun ënnert der Leedung vum Ekonomist Joseph Stiglitz aberuff, déi am September 2009 e Rapport erausginn huet, un deem sech schonn eng ganz Rei vu Regierungen inspiréiert hunn. D'Zil vun der Kommissioun war et, eng aner Approche ze fanne fir d'Moosse vun der wirtschaftlecher Performance wéi déi reng quantitativ Approche vum Kontabel.

Am Koalitiounsprogramm vun der CSV/LSAP-Regierung 2009 ass eng éischte Kéier rieds gaange vum „PIB du bien-être". Esou richteg eescht gouf et awer eréischt, wéi de Statec 2017 en éischte Rapport veröffentlecht huet iwwert de „Luxembourg Index of Well-Being". An effektiv erlaabt esou en Indicateur fir d'Wuelbefannen eng holistesch Approche, wou ee méi breet de Bols fillt an der Gesellschaft. Dobäi brauch een e gudden Equiliber tëscht deenen objektive Sous-indicateuren, wéi zum Beispill dem Akommes pro Kapp, an deene subjektiven, wéi zum Beispill dem Taux d'engagement am Benevolat oder d'Heefegkeet vun der Einsamkeet.

De „Luxembourg Index of Well-Being" gräift op 63 där Sous-indicateuren zréck, déi vum Conseil supérieur pour un développement durable a vum Wirtschafts- a Sozialrot mat erausgesicht gi sinn. Et ass wichteg, datt och hei d'Sozialpartner consultéiert ginn.

An d'lescht Joer huet de Statec en neie „Rapport PI-Bien-être" veröffentlecht. Mat deene Mëttelen, déi de Statec huet, ass et awer net méiglech, all Joer esou en „Index of Well-Being" an enger Kontinuitéit ze rechnen, wéi mer e scho fir de PIB kennen.

Mir sinn als LSAP also der Meenung, datt d'Moosse vum Wuelbefannen net just en Nice-to-have ass, mee en absolutte Must, wann een et eescht mengt mat enger Politick, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt. D'Wuelbefanne vun de Leit muss den Dréi- an Aangelpunkt vun all eise Politicke sinn!

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Mäi Kolleeg, den Yves Cruchten, huet jo a sengem Budgetsrapport eng Rei Recommandatioune gemaach gehat, déi vun hirer Pertinenz guer näischt verluer hunn, ganz au contraire. Eng wichteg Fuerderung war déi, d'Wuelbefanne vill méi staark an d'Budgetsdokumenter ze integréieren, fir endlech vun deem reng quantitativen Denke fortzekommen, hin zu enger Budgetspolitick, déi evidenzbaséiert schafft an déi sech u Resultater orientéiert, déi mëttelfristeg mussen erreecht ginn. Neiséiland huet 2019 säi Staatsbudget an deem Sënn iwwerschafft. Schottland huet sech kuerz drop un deem Modell inspiréiert. Et ass Zäit, datt och Lëtzebuerg hei innovéiert!

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Mir wëssen alleguer, datt et net duergeet, e puer Sue méi an de Budgetsartikel ze setzen, wann ee wierklech wëll virukommen. Mir musse vill méi eng systematesch, wëssenschaftlech Evaluatioun ex post vun eise Politicke maachen an eis Budgetsmëttelen deem upassen. Nëmme wa mer hei de Courage opbréngen, fir nei Weeër ze goen, wäerte mer och d'Bierger erëm fir eis gewanne kënnen – „fir eis", domadder mengen ech eis alleguer, d'Politick tout court –, well wat bréngt

et de Leit, wa se héieren, datt de PIB gewuess ass, si selwer awer Schwieregkeeten hunn, eng Wunneng ze fannen, eng Wunneng ze bezuelen oder wa se sech eleng spieren? De PIBien-être géif d'Vertrauen an eis Institutioune stäerken, well d'Leit sech nees méi an deem erëmfannen, wat d'Politick seet a mécht.

Här President, d'Wirtschaft ass kee Selbstzweck – an do kann ech dem Här Mosar nëmme Recht ginn –, d'Wirtschaft steet am Déngscht vum Mënsch. Mir wëllen, datt déi Wirtschaft am eigentleche Sënn vum Wuert nohalteg ass. Ekonomesch, sozial an ekologesch Interessie mussen ëmmer nees géinteneen ofgewien an an e räsonabelen Equiliber bruecht ginn. Dat ass dat, zu wat mir Sozialiste stinn, an all Investitioun an d'Zukunft muss aus där Perspektiv gekuckt ginn.

A fir datt dat geléngt, muss eebe geziilt investéiert ginn an decisiv Secteuren, Projeten an Instrumenter. An deem Sënn wëll ech och de Luxembourg Future Fund 2 hei ervirhiewen, deen d'lescht Woch vun der Madamm Finanzministesch a vum Här Wirtschaftsminister presentéiert gouf. Mat deenen Investitiounen an der Héicht vun 200 Milliounen Euro sollen zesumme mam Privatsecteur d'Diversifizéierung an déi nohalteg Entwécklung vun eiser Ekonomie ugefeiert ginn. Duerch den LFF 2 gëtt eebe genee an déi Schlësselsecteuren investéiert, op déi ech agaange sinn. Et geet ëm Klimatechnologien, FinTech, Cybersécherheet, Energieresilienz, Lifesciences, Medezinntechnik an och New-Space-Technologien.

Här President, Lëtzebuerg ass en attraktive wirtschaftleche Standuert, dee sech an der Kris als widderstandsfäeg, flexibel an innovativ gewisen huet. Wichteg Atouten, fir d'Defie vu muer unzegoen, brauche mer an hu mer. Et ass och wichteg, datt de Wirtschaftsministère sech mat allméiglechen Acteure mat méiglechen Zeenarie vun der Zukunft beschäftegt, fir eeben déi strateegesch richteg Decisiounen ze huelen.

A loosst mech eppes kloerstellen: D'LSAP ass net fir eng Decroissance, dat ass och bei eis keen Theema, keen Zil, dat ass evident!

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech wëll och nach eng Kéier betounen, datt mir als LSAP zum Industriestanduert stinn. Mir brauchen d'Industrie! Ënnert anerem eeben, well eist Land wéineg Terrainen huet, ass et wichteg, datt mer awer do net no der Quantitéit kucken, mee no der Qualitéit. A geneesou muss eist Land och qualitativ wuessen, fir datt weeder d'Betriber nach d'Salariéen oder d'Bierger an d'Biergerinnen am Allgemengen am Ree stoe gelooss ginn an datt mir eis Liewensqualitéit entweeder erhalen, déi mer déi lescht 30 Joer haten, respektiv do, wou et néideg ass, nach besser maachen.

An deem Sënn géif ech och ganz gären eng Motioun vun de Fraktioune vun der LSAP, der DP an déi gréng deposéieren, déi resüméiert, wat mir eigentlech der Regierung – wéi soll ech soen? – als Recommandatioune mat op de Wee ginn; ech wëll elo hei net vun enger „To-do-Lëscht" schwätzen. Voilà, Här President.

Motion 11

« Perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise »

La Chambre des Députés,

rappelant

– que l'économie luxembourgeoise a traversé au cours des dernières quatre années des situations de polycrise inédites ;

– que la pandémie du Covid-19, la crise énergétique suite à l'invasion de la Russie en Ukraine et la forte hausse des taux d'intérêt ont mis et continuent de mettre de nombreuses entreprises, travailleurs et citoyens à rude épreuve ;

– que les tensions géopolitiques s'intensifient et que les prix des matières premières risquent d'augmenter davantage ;

– que l'Union européenne s'est donné comme objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre la neutralité climatique en 2050 ;

– l'engagement de l'Union européenne et des États membres en faveur de l'action climatique mondiale dans le cadre de l'accord de Paris ;

– les efforts budgétaires conséquents mobilisés dans le cadre de la gestion des crises, tant en faveur des entreprises que des particuliers, et l'importance de maintenir des finances publiques durablement saines ;

– que l'OCDE a estimé que « la réponse des pouvoirs publics luxembourgeois à la crise [du Covid-19], pilotée au plus haut niveau du Gouvernement, a été particulièrement agile » ;

– que les négociations et le dialogue social au sein de la tripartite sont un atout majeur du modèle social et économique luxembourgeois ;

– que le Luxembourg a réussi à traverser les situations de crise sans troubles sociaux majeurs,

considérant

– que l'économie luxembourgeoise a bien résisté à ce jour aux multiples crises au cours des dernières années et s'est révélée plus résiliente que de nombreuses autres économies ;

– que l'inflation est nettement inférieure au Luxembourg (en 2022 + 6,3 %) par rapport à la moyenne des États membres de l'UE (en 2022 + 9,2 %) grâce à une stratégie d'intervention publique rapide et déterminée au niveau des prix de l'énergie à supporter par les particuliers ayant conduit à la préservation du pouvoir d'achat ;

– l'ensemble de mesures de soutien aux entreprises du Gouvernement octroyé, pendant la période 2018–2022 ;

– que les aides en faveur de la protection de l'environnement, à elles seules, se chiffrent à 95 millions d'euros et ont permis de générer un investissement de 404 millions d'euros ;

– que le manque de main d'œuvre durant ces dernières années est souvent considéré être un frein majeur au développement de nombreuses entreprises et de l'économie en général ;

– que la dimension du territoire et de l'économie luxembourgeois ne permet pas toujours d'implanter sur le territoire national une chaîne de valeur complète dans le secteur industriel (fabrication de batteries, de semi-conducteurs ou de chips) et que de tels développements dans les alentours proches du Luxembourg, et notamment au sein de la Grande Région, présentent une forte valeur ajoutée de par les synergies potentielles avec des entreprises luxembourgeoises ;

– que le renforcement de la transformation numérique des entreprises et de l'administration publique est un facteur de compétitivité ;

– l'urgence climatique, qui a été soulignée par le 6e rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), rendu public le 20 mars 2023 ;

– que l'Union européenne est actuellement un importateur net de diverses technologies et composants nets zéro ;

– que la Commission européenne vient de présenter en date du 16 mars 2023 le « Net Zero Industry Act » (NZIA), qui a pour objectif d'accélérer la transition verte et de répondre aux subventions regroupées dans le « Inflation Reduction Act » (IRA) ;

– que le NZIA vise à simplifier le cadre réglementaire et à accroître la compétitivité de l'industrie, en vue d'intensifier la fabrication de technologies essentielles et des composants clés de ces technologies contribuant à atteindre la neutralité climatique ;

– que l'objectif du NZIA est d'atteindre au moins 40 % des besoins annuels de déploiement de technologies stratégiques nettes zéro fabriquées dans l'Union européenne d'ici 2030 ;

– les récentes discussions au sein de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ayant porté sur les travaux développés dans le cadre de Luxembourg Stratégie,

invite le Gouvernement

– à continuer une politique budgétaire responsable, afin de préserver la soutenabilité des finances publiques et le maintien de la notation AAA, qui représente un facteur de compétitivité pour le Luxembourg ;

– à poursuivre ses efforts de prospective autour des mégatendances pertinentes pour le Luxembourg afin de développer un dialogue permanent pour mieux appréhender des tendances à long terme ;

– à maintenir les efforts pour assurer la double transition durable et digitale de l'économie luxembourgeoise en s'appuyant sur les principes de l'économie circulaire ;

– à continuer les efforts en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre notamment par un cadre d'aides aux entreprises adapté, des incitations fiscales en faveur des entreprises et le développement continu des énergies renouvelables ;

– à continuer les efforts en faveur de la finance verte sur la place financière luxembourgeoise en accord avec les objectifs climatiques de l'accord de Paris ;

– à poursuivre une politique de diversification afin de développer des secteurs d'avenir ;

– à prendre appui sur les propositions de la Commission européenne dans le cadre du « Net Zero Industry Act » qui prévoit des procédures d'autorisation raccourcies pour des secteurs stratégiques, tout en respectant les obligations en matière d'étude des impacts environnementaux ;

– à guider les entreprises à travers les procédures d'autorisation technique par un expert afin de raccourcir la durée globale des procédures et à s'appuyer dans ce contexte sur les compétences des chambres professionnelles ;

– à accélérer les efforts de digitalisation des procédures administratives, en mettant à profit la revue des procédures afin de simplifier le cadre réglementaire ;

– à accélérer les initiatives pour combler le manque de main d'œuvre, et plus particulièrement, celui des jeunes talents, des profils hautement qualifiés et de la main d'œuvre qualifiée dans le domaine de l'artisanat, notamment à travers des procédures adaptées en matière d'immigration, en promouvant le Luxembourg à l'étranger, et en veillant à ce que le cadre fiscal demeure compétitif à l'échelle internationale pour attirer et retenir les talents ;

– à intégrer pleinement la Grande Région dans les réflexions de développement économique, tenant compte du rôle important de la Grande Région comme bassin d'emploi et de la contribution essentielle des frontaliers dans tous les domaines économiques, notamment dans le secteur de la santé ainsi que dans d'autres secteurs essentiels ;

– à poursuivre ses efforts pour favoriser un environnement favorable aux start-ups, notamment celles actives dans les domaines de la durabilité environnementale et de la digitalisation ;

– à considérer la mise en place d'incitatifs pour soutenir l'investissement dans de jeunes entreprises « start-up » ;

– à créer de nouvelles zones d'activités régionales et nationales en s'appuyant sur le plan sectoriel zones d'activités économiques (PSZAE) ;

– à mieux coordonner les procédures afin d'accélérer les délais en matière de PAG, PAP et d'autorisation d'exploitation nécessaires à l'implantation d'une nouvelle zone ;

– à analyser l'opportunité de mettre en œuvre la conception et l'exploitation d'une nouvelle génération de zones d'activités afin de mettre en œuvre un développement circulaire, notamment par des infrastructures communes et en profitant des synergies entre entreprises ;

– à poursuivre le soutien de l'artisanat comme secteur clé pour la transition énergétique et à promouvoir la formation professionnelle ;

– à demander à la SNCI de revoir les instruments existants, et le cas échéant, de développer de nouvelles formules de financement pour accompagner les efforts de transition énergétique et de digitalisation ;

– à profiter de l'encadrement communautaire en matière d'aide d'État (« block exemption »), ainsi que du nouvel encadrement temporaire « temporary crises and transition framework » (TCTF), notamment pour soutenir les entreprises dans leurs efforts de digitalisation et en faveur de la transition énergétique ;

– à cibler en particulier les projets exemplaires en matière de respect de l'environnement et de développement durable ;

– à procéder rapidement à une analyse exhaustive du « Net Zero Industry Act » ;

– à s'engager au niveau européen en faveur d'une politique coordonnée de réindustrialisation européenne à travers les différents instruments du « Net Zero Industry Act » ;

– à se concerter avec les autres États membres sur les priorités face au développement et à la fabrication de technologies essentielles à la réalisation de la neutralité climatique ;

– à rejeter toute inclusion de technologies basées sur la production d'énergie nucléaire dans la liste des technologies retenues ;

– à considérer tous les instruments pour accélérer la transition verte et à poursuivre au niveau de l'Union européenne une plus grande autonomie et résilience, tout en veillant au bon fonctionnement du marché intérieur et à la diffusion transfrontalière de ces technologies innovantes ;

– à assurer davantage de prévisibilité aux investisseurs domestiques et étrangers, soucieux de créer de nouvelles activités productrices sur notre territoire national ;

– à maintenir un environnement économique attractif, entre autres par le biais d'un cadre fiscal compétitif ;

– à mettre en œuvre sans délais une législation concernant l'examen préalable (« screening ») en ligne avec la réglementation communautaire d'entreprises issues de certains secteurs critiques, respectivement de mettre en œuvre la réglementation communautaire relative aux distorsions causées par les subventions étrangères en garantissant des conditions de concurrence équitables pour toutes les entreprises ;

– à recourir davantage aux marchés publics pour favoriser des produits durables et innovants ;

– à promouvoir davantage une économie sociale et solidaire en promouvant le lancement de projets et la création de sociétés qui poursuivent un objectif de création de valeur sociale ou environnementale ;

– à favoriser un entrepreneuriat social en réformant le régime de coopérative pour faciliter des projets à vocation durable.

(s.) Francine Closener, André Bauler, Charles Margue.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Francine Closener (LSAP) | De Werner von Siemens huet iwwer seng Philosophie, e Betrib ze féieren, eng Kéier gesot: „Für augenblicklichen Gewinn verkaufe ich die Zukunft nicht!" Dat gëllt net nëmme fir den individuelle Betrib, mee fir eis Wirtschaftspolitick am Ganzen. Mir brauchen de Courage, nei Weeër ze goen, fir eng Zukunft ze hunn, déi liewenswäert ass. Mir brauchen eng Visioun, wuer mer hiwëllen, a mir brauchen dann eng Strategie, wéi mer do hikommen. An ech sinn absolutt sécher, datt mir béides kënnen entwéckelen – zesummen!

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci emol un den Interpellateur – oder Interpellant, pardon. Et gouf e puermol reportéiert: Haut ass e gudden Zäitpunkt fir dës Interpellatioun. Vill ESG war an Ären éischte Wierder, Här Mosar!

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Ech war positiv iwwerrascht. Voilà, et ass ni ze spéit, fir op de grénge Wee ze kommen! Wou ech net mat Iech averstane war, dat war, wat d'Liwwerketten ugeet.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Dat hunn ech mer bal geduecht!

M. Charles Margue (déi gréng) | D'Mënscherechter stinn net zur Dispositioun!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | An als fréiere Member vum Rifkin-Prozess wëll ech och drop hiweisen, dass et do net just ëm d'Digitalisatioun gaangen ass. Dat war e Mëttel zum Zweck, et ass ëm déi global Transitioun gaangen. An ee vun de grousse Virdeeler – ech hunn och ëmmer d'Politick hei aus dem Haus vermësst an deem Prozess, muss ech scho soen! – war, all Acteuren aus der Wirtschaft zesummenzebréngen. An do ware se vereent, a wann eppes gefeelt huet an deene leschte Joren, dat ass, dass de Banker mat de Leit aus der Landwirtschaft zesumme geschwat huet, oder aus anere Secteuren, déi dat net esou gewinnt sinn, an doduerch och jiddereen en – wéi nenne mer dat? – e „bigger picture" kritt huet iwwert dat, wat hei am Land lass war. An dat war ee grousse Meritt vun deem Prozess: eng Bewosstsäinsbildung, eng Opmierksamkeet och ee vis-à-vis vun deem aneren.

A menger Interventioun geet et mer elo drëms, éischter e puer Grondgedanken ze deelen aus grénger Siicht, wéi eist Land sech wirtschaftlech soll a kann entwéckelen – Dir braucht net ze grommelen op menger rietser Säit, dofir sti mer an! –, ech ginn also net op all Beräicher am Detail an. Déi aktuell wirtschaftlech Situatioun am Land kann een esou resüméieren:

D'Inflatioun geet liicht zréck vu 4,8 % op 4,3 % op e Joer gekuckt. Duerch d'Weiderféiere vun de Moossnamen aus der Tripartitt wäert déi och weider kënnen niddreg gehale ginn.

D'Faillitte waren am Joer 2022 méi niddreg wéi 2021, mee et gouf awer eng staark Hausse am véierten Trimester, mat 388 leider en neie Rekord. Virun allem waren Holdingen a Commercë betraff.

Et ass gesot ginn: De Chômage bleift niddreg, an och an de Previsioune soll e just liicht klammen. Et mécht sech bemierkbar, dass d'Entreprisen a verschiddene Secteure manner nei Leit astellen, wärend et an anere Secteure Personalmangel gëtt.

An de leschten Deeg huet sech dann och eng gewëssen Onrou op de Finanzmäert breetgemaach an d'Fusioun vun der Credit Suisse an der UBS – oder d'Iwwernam vun deem engen duerch deen aneren – kéint sech och bei hire Salariéen op der Plaz hei zu Lëtzebuerg bemierkbar maachen, an ech fäerten, éischter negativ wéi positiv. Mee 2023 ass net d'Kris vun 2007 an 2008.

Mir hu scho vill geschafft an de leschte Joren:

Nieft de stännege Krise wéi der Klimakris ware mer mat weideren Erausfuerderunge konfrontéiert. Mir hunn de Mëtteg driwwer geschwat: Covid, Energiekris, Liwwerkettenenkpäss, alles dat hu mer zu Lëtzebuerg bis elo relativ gutt iwwerwonnen, och dank der proaktiver Politick vun dëser Regierung.

Déi gréng Ekonomie zu Lëtzebuerg wiisst, eng weider gutt Noriicht. D'Wäertschëpfung vun der grénger Ekonomie – Biens a Servicer, déi zum Klima- an Emweltschutz bäidroen – huet sech a méi wéi zéng Joer verdräifacht, mol dräi an zéng Joer! E groussen Deel dovun ass op den nohaltege Bau zréckzeféieren. Och d'Aarbechtsplazen an der grénger Ekonomie hu sech zënter 2016 méi wéi verduebelt.

Mir hunn eis generell Klimaziler 2021 erreecht. Dat ass eng gutt Nouvelle, och wann a verschiddene Secteuren, notamment der Industrie an de Gebaier, d'Efforte weider musse verstäerkt ginn. Do hu mer eis Ziler net erreecht.

De massiven Ausbau vun den erneierbaren Energien ass e Grondpilier. Duerch méi Hëllefe fir déi erneierbar Energien an de leschte sechs Joer gouf déi erneierbar Stroumproduktioun méi wéi verduebelt. Mam Solidaritéitspak 3.0 gëtt d'Solarenergie nach eemol méi attraktiv: D'Revenuen aus Solaranlage bis 30 Kilowatt Peak ginn elo steierfräi. Zesumme mat de méi héije Primme fir Solarenergie an der 3 %-TVA, déi säit dësem Joer ugewannt gëtt, war et also nach ni esou attraktiv wéi haut, an eng Solaranlag ze investéieren.

Och d'Energieeffizienz: méi héich Aidë fir d'Renovéierung am Kontext vun der Tripartitt, Solidaritéitspak 2.0, méi héich Energieperformanceklass fir nei Gebaier.

De Klimapakt fir Betriber, hei stiechen ervir: d'Investitiounshëllefe fir d'Entreprisen, d'Vernetzung mat relevanten Acteuren, d'Berodung, zum Beispill duerch de Programm Fit 4 Sustainability.

Mir hunn och eng ganz Rei Plans d'action a Pläng op de Wee bruecht: d'Rifkin-Etüd, „Luxembourg Stratégie", Klima- an Energieplang, déi elo aktualiséiert ginn.

An als Gréng triede mir a fir eng wirtschaftlech Entwécklung am Déngscht vun de Mënschen, déi hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun liewen, fir eng wirtschaftlech Entwécklung, net als Selbstzweck, mee als Chance als Land, als internationale wirtschaftleche Standuert, fir déi Verantwortung, déi mer weltwäit hunn, och ze assuméieren, am Déngscht vun der Allgemengheet an net op d'Käschte vu ville Mënschen.

Jo, fir eis Gréng ass et selbstverständlech, an dat méi wéi jee, dass mir déi Verantwortung ze huelen hunn, ëmsou méi wéi mer zu Lëtzebuerg enorm Kompetenzen hunn. Mat deem Kompetenzkapital, géif ech soen, ass et wéi mam Besëtz: Eegentum, an eeben och Kompetenz, verflicht!

D'Erausfuerderunge vun der Zäit si grouss, enorm, kann ee carrement soen. Vill Leit mengen, dës Erausfuerderunge wäre widderspréchlech. Mag sinn, mee mir Gréng hunn den Éiergäiz, dës scheinbar Widderspréchlechkeeten ze iwwerwannen, aus Iwwerzeegung a well mer iwwerhaapt keng aner Wiel hunn, wa mer de Match da wëlle gewannen!

Eng räsonabel, nohalteg Entwécklung vun eiser Wirtschaft verlaangt vun eis, dass dës Entwécklung global a kohärent an holistesch geduecht gëtt. Dekarbonisatioun, ganz staark reduzéierte Flächeverbrauch, Erhale vun der Biodiversitéit, Energieeffizienz, Begrenzung vun eisen Emissiounen, Produktivitéitsverbesserung duerch technologesch Innovatioun, verkierzt a kontrolléierbar Liwwerketten, Respekt vun de Mënscherechter, Green Finance sinn e puer vun de Richtlinnen, déi dës Entwécklung musse bestëmmen – ech soe „bestëmmen", an net just begleeden!

(Interruption)

Mir gesinn och, dass eis Wirtschaft sech prioritär soll entwéckelen net just am nationale Kader – meng Virriednerin huet et gesot –, mee och am Kontext vun der Groussregioun an am Kader vun der Europäescher Unioun, ier mer dann un aner Horizonter denken. Dofir gëtt et Grënn, déi op der Geografie, der Proximitéit baséieren – Stéchwuert: Aménagement du territoire –, a politesch Grënn, wann ech un d'EU denken. Wat mer kënnen zesumme maache mat Partner, dat solle mer a Partnerschaft dann och maachen.

Wat déi Säit vun der Grenz am Saarland, a Rheinland-Pfalz, der Lorraine, Neibelgien an an der Province du Luxembourg ugesidelt ass, ass éischter als komplementar wéi als Konkurrenz zu Lëtzebuerg ze betruechten. Mir sinn ee Bassin d'emploi an eng wirtschaftlech Attraktioun fir déi ganz Regioun an et geet also net drëm, dass mir Lëtzebuerger d'Kiischte vum Bond eleng huelen. Als grénge Member am CPI (ndlr: Conseil parlementaire interrégional) plädéieren ech kloer fir eng solidaresch Entwécklung vun der Groussregioun, wirtschaftlech, wéi gesot, a politesch. By the way musse mer jo dann och agesinn, dass méi Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg selwer eis jo richteg Problemer maachen an de Beräicher Wunnen a Mobilitéit.

Erlaabt mer eng Klammer heizou: Op e puer Plazen, an der SCEG (ndlr: Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne), an der Sous-commission „Télétravail" an der Chamber, hunn ech derfir plädéiert, dass mer eis als Groussregioun sollen drëms beméien, eng Méiglechkeet ze kréien – ech si vläicht e wéineg utopesch oder naiv –, als Pilotprojekt ze agéieren, als Laboratoire ze experimentéieren, wat d'grenziwerschreidend Aarbechtsorganisatioun betrëfft, ouni vu vireran duerch d'EU-Reegelwierk blockéiert ze ginn; Stéchwierder: Mobilitéit, Homeoffice, Work-Life-Balance an Talentattraction. Dëst war an der SCEG-Sektioun zu Bréissel nämlech d'Theemefeld vu Spriecher vun der Kommissioun a vun der OECD, déi dozou intervenéiert si fir ze soen, dass mer an deene Froen Äntwerte musse liwweren an Europa selwer, Stéchwuert: Kompetitivitéit vun Europa. Klammer zou.

Mir hunn also d'Chance zu Lëtzebuerg – wa mer eis eens ginn –, eis Ekonomie mat de Kompetenzzentren, déi mer hunn, esou opzestellen, esou ze moderniséieren, dass mer eise Bäitrag leeschten zur wirtschaftlecher an ekologescher Transitioun als EU-Member.

Fir eis Gréng geet et drëm, Fräiheet a Wuelstand ze erhale fir jiddereen, also och fir déi nächst Generatiounen. Wuelstand ass hei net am klassesche Sënn vu materiellem Räichtum ze verstoen. Nee, zum Wuelstand gehéieren an éischter Linn intakt Liewensgrondlagen, e gudde sozialen Zesummenhalt an e staarke Sozialsystem. Fir eis Gréng ass d'Gerechtegkeetsfro komplette Bestanddeel vun dëser Diskussioun, un éischter Plaz muss se gestallt ginn, national a weltwäit!

Eng wirtschaftlech Entwécklung, wou d'Schéier tëschent Aarm a Räich méi grouss gëtt, wéi de Moment zum Deel, ass net akzeptabel an ass per se och keng wirtschaftlech räsonabel Entwécklung, well dann à terme eis Wirtschaft d'Baach ageet via de Verloscht vum sozialen Zesummenhalt an d'Ofrëtsche vun enger Rei Mënschen an d'Aarmut.

Fir eis Gréng ass de Schutz vun de vulnerabele Mënsche wichteg. Mir mussen direkt matdenken, wat mer fir si kënne maachen. Mir mussen Aarbechtsplaze fir déi Persounen hunn, eise Sozialsystem muss jiddereengem eng strukturell Sozialversécherung garantéieren. A via eise Steiersystem musse mer weiderhin d'Ëmverdeelung esou gestalten, dass hei am Land all Mënsch dezent liewe kann, an dat och, wann et bedeit, dass via eng nächst Steierreform déi ganz breet Schëllere mat héije Revenuen e bësse méi bezuelen, fir dass mer op där anerer Säit kleng a mëttel Revenue kënnen entlaaschten an esou derfir suergen, dass jiddereen am Land mënschewierdeg ka liewen**.**

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Working Poor soll et net méi ginn, däerf et net méi ginn. Well Gewënner vun enger Steierreform si mer all, awer nëmmen, wa se gerecht, dat heescht, sozial selektiv ass. Déi breet Schëllere solle méi droen. Si packen och méi, och an Zukunft, Stéchwuert: Solidaritéit, Steiergerechtegkeet, Selektivitéit.

Fräiheet a Wuelstand och fir déi nächst Generatiounen ze erhalen, dat bedeit fir eis Gréng, weider anzetriede fir eng Économie circulaire, an där et keen Offall méi gëtt, mee just Ressourcen, déi weiderverwäert gi mat esou mann wéi méiglech Qualitéitsverloscht.

Mir froen och no enger Stakeholderekonomie, an där Entreprisen net just profittorientéiert schaffen, fir kuerzfristeg a kuerzsiichteg Interête vun hiren Aktionären ze bedéngen, mee wou se hiren Impakt op d'Mënscherechter souwuel heiheem wéi am Ausland, op d'Ëmwelt an op d'Gesellschaft als Ganzes kucken an all hir Mataarbechter/innen um Succès vun der Entreprise deelhuele loossen.

An deem Sënn musse mer derfir suergen, dass de Modell vun der SIS, Här Minister, der Société d'impact sociétal, dee vun dëser Koalitioun ageféiert gouf, nach méi Uklang fënnt, well en huet sech nach net an deem Mooss duerchgesat, wéi een et vläicht hätt kënnen hoffen. Enn 2021 hate mer der 38 mat 100 % Parts d'impact. An ech weess net, ob Der eis et lo kënnt soen, soss liwwert mer d'Zuelen eng Kéier no: Wéi vill sinn et der haut ongeféier?

An deem selwechte Sënn, Här Minister, wëll ech hei och eng Lanz brieche fir d'Économie sociale et solidaire. D'Sozial- a Solidarwirtschaft ass e feste Bestanddeel vun der Ekonomie, souwuel wat d'Unzuel vun den Aarbechtsplazen ugeet wéi och d'Wäertschëpfung. Dofir stellt sech dach awer d'Fro, ob hir Plaz an Zukunft net soll am Wirtschaftsministère sinn als eegestänneg Divisioun. Domat kréich dëse Wirtschaftssecteur déi Unerkennung, déi en zegutt huet a wier am direkten Dialog an à pied d'égalité mat deenen anere Wirtschaftssecteuren.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Wéi gesitt Dir dat, Här Minister?

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Här President, léif Kolleeg/innen, erlaabt mer grad am aktuelle Kontext vun Energie- a Klimakris e puer Wuert zum Theema „Gréng Industrie, gréng Industriepolitick". De Businessmodell vun der europäescher Industrie huet vill ze laang op deem bëllege Gas aus Russland opgebaut. Dobäi war eigentlech vun Ufank u kloer, wat fir e Risiko ee mat där Ofhängegkeet géif agoen.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Elo mam Krich an der Ukrain, der abrupter Reduktioun vun den Energieimporter aus Russland an deem Energiepräisschock, deen domadder verbonnen ass, steet den Industriesecteur virun enger massiver Erausfuerderung. Séier op erneierbar Energien ëmzerüsten ass schwiereg, mee mir sollen et maachen, fir souwuel laangfristeg méi resilient ze ginn an och nach dobäi d'Klimakris ze bekämpfen.

Mir Gréng, mir wëllen d'Industrie an Europa halen, an net nëmmen halen, mee massiv ausbauen. Mir wëlle keng Desindustrialiséierung, mee eng gréng Reindustrialiséierung vun Europa.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Dofir musse mer dee richtege Kader schafen, fir op klimafrëndlech Produktioun ëmzeklammen, souwuel um nationale wéi um europäeschen Niveau. Grad a Kompetitioun mat China an den USA komme mer net derlaanscht, europäesch Léisungen ze fannen, fir d'Transitioun a Richtung vun enger grénger Industrie hinzekréien. Europa a Lëtzebuerg solle Virreider ginn an nohaltegen Technologien, zum Beispill bei der Solarenergie, wou Europa an de leschte Joerzéngten all säi Virsprong, deen et hat vis-à-vis vu China, verspillt huet. Ëmsou méi si mer frou iwwert d'Nouvelle, et ass scho gesot ginn, dass ab dësem Joer eng Firma Fotovoltaikpannoen hei zu Lëtzebuerg wäert produzéieren.

Gréng Reindustrialiséierung, dat heescht konkreet, dass mer d'Betriber ënnerstëtze mussen an déi richteg finanziell Incentive brauchen, fir hinnen op Lëtzebuerger Niveau déi richteg Präissignaler kënnen ze ginn, en attraktiven an iwwersiichtleche Kader vu Subside fir d'Entreprisë genau wéi steierlech Incentiven. Zum Beispill eng Bonification d'impôt fir klimaneutral an digital Investitiounen, vun där scho méi laang geschwat gëtt, muss elo Realitéit ginn.

An op EU-Niveau musse mer als Lëtzebuerger déi Stëmm ënnerstëtzen, datt mer op EU-Niveau eng Äntwert brauchen op den amerikaneschen Inflation Reduction Act, en iwwer 370 Milliarde schwéiere Pak vu Subsiden, Steiererliichterungen an avantagéise Kredittkonditiounen. Déi traditionell EU-Approche, no där staatlech Hëllefen am Prinzipp schlecht sinn, well se d'Kompetitioun um Maart verzerren, musse mer also iwwerdenken. Dee Prozess ass amgaangen, mee mir mussen zu Potte kommen.

Jo, et gëtt haut scho ganz vill Ausnamen an der EU, si huet zum Beispill och mam Next-Generation-EU-Programm eng ganz Rei Förderprogrammer op d'Bee gestallt. Mee et feelt awer un engem kloren a kohärente Kader fir eng nohalteg Industriepolitick an Europa.

Wisou kënne mir eis net wéi d'USA drop eenegen, ganz geziilt verschidde Wirtschaftssecteuren an der EU ze förderen, nei europäesch Industriechampionen, zum Beispill Airbus, ze schafen, vun der Politick gewollt an ënnerstëtzt, an dat iwwer Landesinteressen ewech? De Maart reegelt et net vun eleng!

Eis Jonker waarde just drop, fir interessant a sënnvoll Aarbechtsplazen an der Industrie, ënner anerem, kënnen hir Kandidatur ze stellen, sech do ze bewerben. Innovatioun vun der Wirtschaft an Aarbechtsorganisatioun mussen zesumme beduecht a geplangt ginn. An déi Interventioune vu Leit aus der Kommissioun a vun der OECD zu Bréissel si ganz genee an déi Richtung gaangen, an et war net, fir dat soziaalt Europa auszehielegen. Mee wa mer eis selwer am Wee stinn, komme mer net weider a verléiere Leit, déi wëlle fir eis schaffen.

Mir erliewe jo elo no Covid déi global Changementer an der Aarbechtswelt. Zu Lëtzebuerg grad ewéi an den Nopeschlänner kommen d'Leit net méi zréck, zum Beispill an den Horeca-Secteur. „La grande démission" ass zënter engem, zwee Joer Fakt. Wann och manner wéi an den USA, ass Europa dach awer betraff. „Quiet quitting", „démission silencieuse", dat ass zënter mëttlerweil engem Joer e weideren Ausdrock vun dësem Phenomeen: „Dienst nach Vorschrift" a wéineg Bereetschaft, driwwer erauszegoen, Iwwerstonnen ze maachen, sech net just op seng Missioun ze beschränken. Hei spillt dann och mat, dass vill Leit wierklech net a Form sinn, net fit sinn, Stéchwuert: mental Gesondheet, Stéchwuert: Betribskultur.

Komme mer zum Handwierk, léif Kolleeginnen a Kolleegen. D'Handwierk ass fir eis Gréng e Schlësselsecteur, ëmmer, zu allen Zäiten, mee besonnesch elo, well ouni staarken Handwierkssecteur d'Energietransitioun einfach net ze stemmen ass. Mir brauche „Makers of Luxembourg", wéi de Secteur sech selwer definéiert via d'Handwierkerkummer, déi drëms beméit ass, an der Ëffentlechkeet e positiivt Bild vum Handwierk ze vermëttelen. Hir Campagne gëtt eeben zënter bal zwee Joer Denkustéiss an nei Perspektiven, déi déi onbestreitbar Bedeitung vum Handwierk ënnersträichen.

Hiren Direkter, den Tom Wirion, resüméiert dat esou: „Am Handwierk, als Handwierker fënns de Sënn an dénger Aarbecht." D'Handwierk ass mat sengen 100.000 Aarbechter an Aarbechterinne quasi fir ee Véierel vun eiser Aarbechtswelt zoustänneg.

Virun engem Joer, et war den 10. Mäerz, sot ech hei a menger Ried, wéi mer iwwert d'Handwierk debattéiert hunn, Follgendes, an ech widderhuelen dat awer grad haut nach eng Kéier: „D'Handwierk huet en dauerhafte Problem hei am Land, fir déi Unerkennung a Wäertschätzung ze kréien, déi et verdéngt huet", oder, méi gewot ausgedréckt: „Als Gesellschaft hu mir [...] e gestéiert Verhältnis zum Handwierk. Mir brauchen Handwierker, mee mir ‚liwweren' net, jiddefalls net genuch, woen ech ze behaapten. Jo, et ass oft en haarden Job: kierperlech schaffen, dem Wieder ausgesat sinn op de Chantieren. Mee et ass ofwiesslungsräich, Aarbecht mat héich technesche Maschinnen, Aarbecht mat Autonomie a Verantwortung, a wéi schonns gesot, eng Aarbecht, déi sënnvoll ass, déi Sënn gëtt, déi een houfreg mécht, well ee Qualitéit liwwert am Déngscht vum Client. A Clientë si mir jo all."

A weider sot ech zejoert: „De Wee an d'Handwierk iwwert d'Sélection par l'échec [...] an der Schoul ass [groussen]deels eng Realitéit. Mee domat si mer um Holzwee! Fir mech, fir eis Gréng ass dat en No-Go. [...] d'Schwäizer, déi Däitsch an d'Éisträicher zum Beispill maachen dee Feeler net. Am Géigendeel: Do gëtt et eng Wäertschätzung an en Houfert, Handwierker ze sinn." An ech flécken haut derbäi: Eis international Schoule liwweren net. Dëse Kanner gëtt keng Méiglechkeet gebueden, an d'Handwierk ze goen. Dat ass net am Sënn an zum Wuel vun dëse Jonken. Dat ass net am Sënn vun eisem Handwierk an dat ass net gutt fir eist Zesummeliewen, Zesummewuessen. Am Géigendeel, et stäerkt communautaristesch Tendenzen.

Iwwerhaapt, erlaabt mer och wannechgelift dëse Gedanken: Mir musse feststellen, dass jee no Wirtschaftssecteur mer eng aner soziologesch Zesummesetzung hu bei de Leit, déi doranner schaffen. Net just, dass se spezifesch Diplomer hunn, mee si komme majoritär aus anere Länner. Dat heescht, dass mer ënnerschiddlech Mentalitéite jee no Secteur kënnen hunn, emol méi franséisch-frankofon, emol méi brittesch-anglofon, e wéineg méi germanofon an esouguer indesch, zum Beispill am IT-Secteur, nieft den traditionelle Spezifissitéite vun eise portugisesche Matbierger am Bausecteur, wat virdru fir d'Italieener gegollt huet.

Vill Secteuren, ech denke besonnesch un de Gesondheetssecteur, d'Handwierk, de Gardiennage an Nettoyage, erliewen dat an hire Betriber, jee nodeems, ob se méi däitsch, franséisch oder belsch Frontaliere beschäftegen. Dës Multikulturalitéit an oder tëschent eise Betriber stellt eng permanent Erausfuerderung fir eis Wirtschaft duer. Sech verstoen, wat d'Sprooch ugeet, a matenee kënnen, wat d'Mentalitéit ugeet, dat sinn an der Aarbechtswelt Chantieren, op deenen all Dag muss geschafft ginn, fir dass d'Wuelbefannen op der Aarbecht an eng gutt Betribskultur erhale bleiwe respektiv iwwerhaapt zustane kommen.

Fir eis Gréng ass et enorm wichteg, den Entrepreneursgeescht weiderzeentwéckelen an ze stäerken, ze motivéieren, och mat ëffentlecher Ënnerstëtzung. An deem Sënn e puer Wuert zu de Startuppen.

Pour mémoire e puer Zuele vun der Luxembourg-Startups-Associatioun: 5.000 Leit schaffen zu Lëtzebuerg an de Startuppen. 50 % vun de Startuppe kréien Hëllefe vum Staat. 86 % vun den Entreprisen zu Lëtzebuerg am Startupberäich gi vun Auslänner gegrënnt. Mir hunn also en Ëmfeld, dat net esou schlecht ass. Eng vun eisen Trëmp ass och hei eis zentral geografesch Lag an en internationaalt Ëmfeld. Hei zu Lëtzebuerg kann ee sech mat Leit aus aller Häre Länner konnektéieren, an dat ass wichteg fir den Austausch vun den Iddien, mee awer och, fir Investisseuren ze fannen, déi déi néideg Risikobereetschaft hunn. Mee am Beräich vun de Startuppe si Plaze wéi Paräis a London a munnech anerer besser opgestallt. Et gëtt an deene Länner e Wirtschaftspatriotismus vun enger Rei nationale Privatinvestisseuren, déi et zu Lëtzebuerg eeben net esou gëtt.

Mir sollen also déi Startupkultur vläicht nach e wéineg méi promouvéieren. Firwat? Si brénge Innovatioun. Et ass eng zäitgemëiss Form vu wirtschaftlecher Erneierung, déi zum Entrepreneursgeescht bäidréit an op deem baséiert. A ganz oft brénge déi Startupper Geschäftsiddie mat, déi sech gutt an déi allgemeng a besonnesch déi ekologesch Transitioun areien. Mir hunn et hei ganz oft mat Leit ze dinn, déi e Sënn sichen an deem, wat se maachen, Stéchwuert: modern Ekonomie, Klimaneutralitéit, Rapport vum GIEC.

Hei e puer Pisten, fir den Entrepreneursgeescht ze stäerken: D'Finanzementer sécherstellen, incentivéiere via Steierreduktioun, well nom Stadium vum „seed", wéi si dat nennen, dat heescht, wou mer geséit hunn, dat heescht, no där Etapp, fir d'Basiskapital bei Frënn a Famill zesummenzekréien, ass et zu Lëtzebuerg schwéier, Finanzementer ze fannen, well den Knowhow an d'Risikobereetschaft sech dobäi dann a Grenzen halen.

Dann d'Moderniséierung vum Faillittegesetz – de Minister hat mer et un d'Häerz geluecht, dass mer dat sollte weiderdreiwen, wéi en an d'Regierung gewiesselt ass –, mir schaffen drun! En Deel hu mer jo ëmgesat. An deen aneren Deel, do waarde mer op de Retour vun eisen Noperen aus dem Staatsrot, fir dass mer dat och nach hoffentlech kënne virum August iwwert d'Bün kréien.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | No enger Faillite däerf een net éiweg gebrandmarkt sinn als schwaarzt Schof, et muss een eng aner Chance kënne kréien.

An d'Zesummenaarbecht mat der Uni an de Fuerschungsariichtunge muss gelëngen. Do musse Brécke geschaaft ginn, fir potenziell Startupgrënner zu Lëtzebuerg ze halen. Wéi gesot, am Ausland gi se nämlech gutt empfaangen. Vill wéilten der awer zu Lëtzebuerg bleiwen, wann d'Konditioune vun der Stee erfëllt wären. Déi Leit hunn eis gesot, dass zum Beispill d'ETH zu Zürich 250 oder méi Spin-offen huet vun der Uni. Dat Ëmfeld hu mer hei net. Ass de rechtleche Kader net do? Dat weess ech net. Oder ass et d'Mentalitéit do? Ech weess et net. Mee mir missten awer vläicht kucken, dat an de Gréff ze kréien.

Elo zur Finanzplaz. E wichtegen an zueleméisseg esouguer dee wichtegsten Deel vun onser Ekonomie ass d'Finanzplaz. Ma d'Finanzplaz ass net just en integrative Bestanddeel vun onser Ekonomie, si ass och e wichtegen a weesentlechen Acteur an der Klimatransitioun. Andeems mir als Gréng eis fir eng klimafrëndlech Finanzplaz ausschwätzen, si mer definitiv net géint d'Finanzplaz, wéi dat Verschiddener heiansdo insinuéieren.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Mee am Géigendeel wëlle mir domat d'Finanzplaz fit maache fir d'Zukunft, well all Acteur, dee sech net ëmstellt en vue vun der Klimakris, wäert an Zukunft de Kierzeren zéien. Kommt, mir verpassen deen Zuch net, mee mir si Virreider a schreiwen d'Successstory vun der Finanzplaz weider, mee mat engem neie Kapitel!

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dat heescht, dass mer méi aktiv musse ginn an eis och eppes trauen: méi Transparenz, méi Moyenen, fir an d'Richtung vun den nohaltege Finanzen ze goen. De Laurent Mosar huet e puer Punkte virdrun opgewisen, wéi eng Informatioun soll opgeschafft ginn. Déi kann ech ganz ënnerschreiwen.

Ech denken zum Beispill un d'Transparenz, wou nach vill Aarbecht op eis duerkënnt. D'europäesch Reglementatioun huet eis hei scho virubruecht mat der Klasséierung am Artikel 8 an néng Fongen. Ma fir den Eenzelnen, dee klimafrëndlech investéiere wëllt, bleift dat ganz oft – souguer och an enger Etüd vu Greenpeace bewisen – eng onméiglech Tâche, fir erauszefannen, wéi nohalteg e Fong da wierklech ass, fir da kënnen ze investéieren. Eist Zil muss sinn, dass een op ee Bléck gesäit, wat fir eng Fongen am Aklang mat de Klimaziler sinn a wat fir eng eeben net.

Genausou gutt wier et, wann e reegelméissege Monitoring géif gemaach ginn, wou mer a puncto Green Finance dru sinn. Aner Länner hu sougenannte PACTA-Analyse gemaach, mat deenen determinéiert gëtt, ob sech d'Fongen op enger Trajectoire befannen, déi am Aklang mat de Klimaziler vum Paräisser Accord ass.

Wär et net, Här Minister, Madamm Ministesch, un der Zäit, och als Lëtzebuerg op dee Wee ze goen?

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech hat elo hei stoen: „Dir sidd net Finanzminister", mee d'Finanzministesch ass jo hei, soss hätt ech gesot, Dir sollt hir dat mat op de Wee ginn. Ech maachen dat dann hei direkt. Mee déi ganz Fro vun der grénger Finanzplaz ass eng transversal, déi souwisou a sämtlech Gebitter geet. Ech hat et elo grad ugeschwat, och den Héichschoulminister an d'Recherche waren do betraff.

E weidere wichtege Punkt ass d'Disponibilitéit vun den Donnéeën. Fir e gudde Reporting kënnen ze maachen, brauchen d'Acteuren op der Finanzplaz déi néideg Donnéeë mat der néideger Qualitéit. Grad hei kéinte mer eis als Lëtzebuerg ervirdinn, andeems mer déi néideg Plattforme mat héich qualitativen Donnéeë géife schafen. Ech weess net, awéifern eng Zesummenaarbecht och mat der Bourse, déi jo Virreider ass, do sënnvoll an nëtzlech wär.

An da wëll ech och nach eemol kuerz op d'Roll vun den ëffentleche Fongen ze schwätze kommen. Wa mer de Privatsecteur wëllen a Richtung Nohaltegkeet leeden, ma dann ass et de Minimum, dass de Staat mam gudde Beispill virgeet! Et ass net fir d'éischte Kéier, dass ech dat soen, dass aner Leit dat hei soen. Mee et muss leider Gottes ëmmer erëm widderholl ginn.

Wat de Fonds de compensation ugeet, hate mer jo virun e puer Wochen hei an der Plenière eng konstruktiv Debatt mat als Resultat dem Engagement, dass den FDC wäert den Divestment aus Entreprisen, déi net Paräis-konform sinn, weiderdreiwen an ustriewen. Ech ginn dervun aus, dass de Sozialminister am Moment mat Héichdrock doru schafft, fir dat a Musek ëmzesetzen.

Une voix | Yes!

M. Charles Margue (déi gréng) | Yes. Erlaabt mer, ier ech zum Schluss kommen, nach e puer Wuert zu der Kompetitivitéit an domat verbonnen dem steierleche Kader. De steierleche Kader fir Entreprisen ass ee Facteur, mee just ee Facteur vun der Attraktivitéit. Mat den Efforte fir eng weltwäit Mindestbesteierung an eng europäescher Harmoniséierung gëtt d'Steierfro ëmmer manner wichteg an aner Facteure gewannen u Wichtegkeet. An dat ass gutt esou!

Als Gréng si mir géint d'„race to the bottom", wou d'Staate sech am Numm vun enger méi héijer Kompetitivitéit géigesäiteg mat méi niddrege Steiertauxe versichen ze iwwerbidden. D'Verléierer vun esou enger Politick sinn déi nächst Generatiounen. Fir als Land kompetitiv ze sinn, musse mer als Land attraktiv sinn: attraktiv, fir sech als Entreprise néierzeloossen, fir ze investéieren, fir Recherche ze maachen, fir e Betrib ze grënnen, awer och attraktiv fir ze schaffen, sech weiderzebilden, fir ze wunnen. Dës Facteure si mindestens esou wichteg wéi eng attraktiv Steierlandschaft.

Mir sti wirtschaftlech an domat och gesellschaftlech virun enormen Erausfuerderungen. Et geet dofir haut drëm, déi richteg Weichen ze stelle fir eng Ekonomie, déi och an Zukunft dréit, ma déi awer am Aklang ass mam Schutz vun eise Liewensgrondlagen, déi gutt Aarbechtsplaze bitt, d'Salariéen als Stakeholders matabënnt an och iwwer ons Grenzen eraus Mënscherechter an Nohaltegkeet grousssschreift, eng Ekonomie, déi dem Allgemengwuel déngt, haut an an Zukunft. Dat ëmzesetze bedeit, an alle Secteuren dee richtege Kader ze setzen. Et bedeit net Planwirtschaft, wéi dat vu verschiddene Fetischiste vum fräie Maart duergestallt gëtt. Et ass net d'Planwirtschaft, wourëm et hei geet.

Et bedeit, d'Stäerkte vun der Maartwirtschaft ze notzen, Innovatioun, Präiseffizienz, mee awer och, d'Schwächten, zum Beispill en negative Klima- an Ëmweltimpakt, d'Verletze vu Mënscherechter, ze erkennen a se doduerch kloer ze reegelen, ze behiewen. Duerfir ass d'Politick do, an eis Ekonomie muss an d'Richtung gefouert gi vu Klimaneutralitéit an dobäi de sozialen Zesummenhalt och garantéieren. Et bedeit, Wuelstand a Fräiheet am breede Sënn och fir déi nächst Generatiounen ze garantéieren.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass gréng Wirtschaftspolitick, fir déi mir eis an de leschte Joren agesat hunn a fir déi mer eis och an Zukunft weider asetze wäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Villmools merci, Här Margue. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och ufänke mat engem grousse Merci un den Här Mosar fir déi Interpellatioun a fir dee wichtege Sujet op eisen Ordre du jour ze setzen. Mir hu vill ganz interessant Reflexiounen de Mëtten héieren. Ech wäert awer probéieren, éischter ganz konkreet ze sinn, well mir liewen a ganz onsécheren Zäiten, zënter der Covidkris souwisou, wat d'Offer ugeet. Mir hunn de Krich an der Ukrain, mir hunn en héijen Inflatiounsdrock, deen awer hei zu Lëtzebuerg vum Staat iwwerholl gëtt an domadder d'Ekonomie an d'Leit direkt manner belaascht. Mee dat ass natierlech eppes, wat net ëmmer ka weidergeféiert ginn. Mir hunn e Problem mat der Bankestabilitéit an den USA an der Schwäiz a mir hoffen, datt dat sech net weider ausbreet.

Et ass dofir, mengen ech, ganz gutt, wa mer elo mol ganz konkreet hei kucken: Wat kënne mer zu Lëtzebuerg maachen? Si mir kompetitiv genuch? Si mir innovativ genuch? Wéi ass et mat der Attraktivitéit vun eisem Land? Kënne mer nach onofhängeg Decisiounen an engem Mooss huelen, fir eist Land och géintiwwer aneren europäesche Länner gutt ze positionéieren? An da kucke mer, wat mer vläicht kéinte ganz konkreet direkt änneren.

Mir hunn Atouten, an als e groussen Atout wëll ech och d'Tripartitt hei nennen. Dee Lëtzebuerger Sozialmodell ass en Atout, deen aner Länner nun eemol net hunn, de Sozialdialog. An ech mengen, mir mussen och dem Patronat an de Gewerkschaften ëmmer nees Merci soe fir déi Gespréichsbereetschaft an och fir déi Verantwortung, déi si am Interessi vun eis all iwwerhuelen.

Mee mir hunn eng ganz Rei Geforen a wann Der mat den ekonomeschen Acteuren hei am Land schwätzt, da ginn déi ëmmer erëm identifizéiert. A vu datt den Här Mosar déi Intelligenz hat fir ze soen, mir sollen iwwert d'Perspektive vun eiser Ekonomie haut nodenken, menge mir, datt et wichteg ass, einfach elo mol déi konkreet Problemer unzeschwätzen. Well dës Regierung huet dat an der Hand. Mir hunn eng ganz Partie Problemer, déi mer als Lëtzebuerg net direkt kënne léisen, éischter déi am méi globale geostrategesche Kontext, awer mir hunn eng ganz Rei Problemer, déi mer op eisem nationalen Niveau kéinten upaken a léisen. A mir fuerderen d'Regierung op, dat och ze maachen!

Zum Beispill d'Bürokratiséierung. Firwat féiere mir hei am Land eng Diskussioun, wou mir, wann et zu engem Liwwerkettegesetz géif kommen, nach géifen iwwert deen europäeschen Niveau erausgoen? Wat wär dat eng Belaaschtung fir déi Lëtzebuerger Entreprisen! An ass et net esou, datt vill Entreprisen, déi méi grouss sinn um internationalen Niveau, dann einfach géifen esou reagéieren, datt se Lëtzebuerg géifen op der Säit loossen, ignoréieren? Wat maachen déi puer Honnertdausend Consommateuren aus?! Déi maachen d'Differenz net, wa mir hei Virschrëfte fir Betriber erloossen, déi an eisen Nopeschlänner net existéieren. Also keng Iwwerbürokratiséierung!

D'Ëmweltoplage sinn zum Deel absurd. Mir kréien erzielt vun de Leit aus de Secteuren, datt bei fäerdegen Industriegebidder – bei fäerdegen Industriegebidder! –, wann dann e Betrib sech nach wëllt néierloossen, wou schonn d'Stroosse leien, d'Uschlëss leien, datt dann nach Ëmweltetüde gemaach ginn. Firwat? Ech mengen, dat ass eng amenagéiert Industriezon!

An der Landesplanung – an dat ass eppes, wat direkt hei eis gréng Kolleege betrëfft, ech wëll dat dofir och ernimmen –, do hätt ee jo kënnen op de Wee goen, datt mer Zones économiques un de Grenze vun eisem Land maachen, direkt un der Grenz, wéinst dem Verkéiersproblem zum Beispill, och fir e bësse Sprengstoff aus der Diskussioun vum Teletravail ze huelen. Mee direkt un der Grenz och Aktivitéitszonen, dat ass an der aktueller Landesplanung praktesch inexistent, genausou wéi mer Regiounen am Land hunn, wou keng esou Aktivitéitszone virgesi sinn.

Mir hunn eng Incapacitéit vun der Regierung, fir d'Problemer ze léisen, déi et säit Jore gëtt. An do ass dat Beispill, wat ech Iech wëll zitéieren, dat vun den Dechargen am Land. Et ass dach net normal, datt mer wëssen, datt fir dee ganze Bauschutt an esou weider mer e risege Problem hu vun Dechargen! Da fueren d'Camionen duerch d'Land, wat och eng Ëmweltbelaaschtung ass, d'Baue gëtt vill méi deier doduerch fir deen Eenzelnen, dee wëllt bauen. A mir fanne keng Léisung fir d'Dechargen! Säit Joren ass dee Problem bei eis!

Mir hunn de Problem vun de Schoulen an Ausbildungen. A mat Recht soen eis d'Handwierker an anerer, datt d'Formation professionnelle virun allem einfach net dat hiergëtt, wat gebraucht gëtt. An awer fanne mer keng wierklech Reformvolontéit op der Säit vun der Regierung, fir d'Offer an d'Demande mateneen an Aklang ze bréngen. Et ass esou, datt eng Rei Secteuren hir Leit ewell selwer ausbilden, well se eebe vun der Regierung iwwer Joren alt nees erëm eng Kéier keng Äntwert op hir Suerge kritt hunn.

Mir hunn eng Rei Kleng- a Mëttelbetriber, déi sech beschwéieren, a mat Recht, datt och an ausgewiesenen Aktivitéitszonen terribel vill bürokratesch Limitte sinn. Zum Beispill an der Logistik kéint ee jo op verschiddene Plazen Hale méi héich bauen, wéi dat am Ableck méiglech ass. Och do ass kee Wëllen do. An dann ass de Problem fir déi Betriber dann, ob se am Ausland déi Méiglechkeeten offréiert kréien. A meeschtens ass dat de Fall, an dat féiert natierlech och zu enger Delokalisatioun vu Betriber, ganz einfach wéinst bürokratescher Onflexibilitéit.

An der Logistik hu mir eis och als ADR staark gemaach, fir den Euroliner zum Beispill och hei am Land anzeféieren, deen an anere Länner ronderëm eis ganz selbstverständlech fonctionéiert. Och deen huet eng Rei ekologesch Virdeeler an net nëmmen Nodeeler. Et gëtt awer net gemaach.

Mir hu säit Jore Problemer, fir Chauffeuren ze fannen an auszebilden. Dat hänkt mat ganz ville Facteuren zesummen an déi meescht leien an der Hand vun der Lëtzebuerger Regierung! Mir héieren elo den Här Bausch sech driwwer beschwéieren, bei den Zuchproblemer am Norden, datt mer keng Chauffeuren hunn, datt mer keng Autobussen hunn. Mee dat ass en hausgemaachte Problem. Och dat muss ee soen, datt déi Entreprisen, déi wëllen ausbilden, déi wëlle Chauffeuren hunn, och ganz vill Problemer gemaach kréien, fir dat kënnen ze maachen. Dat hänkt mat hirer Originn zesummen, mat der Unerkennung oder mat de Perspektiven an hirem Beruff an esou weider. Däitschland an aner Länner si méi attraktiv.

Mir hunn d'Resilienz vun eisem Territoire: Ganz vill Saache vun eisem Land – eigentlech fir e Krisefall –, ganz vill Saache sinn net op eisem Territoire. Mir haten ëmmer erëm e bësse Chance, dat ka sech awer ganz séier ginn!

Mir hu keng Energiereserven op eisem Territoire an deem Mooss, wéi mer se bräichten, wéi et och Virschrëft ass. Mir hunn déi Saach mat deenen 90 Deeg Pëtrolsproduiten zum Beispill, do heescht et dann: „Bon, dat ass dann a Lageren zu Antwerpen", oder Gott weess wou. Oder: „Dat si Quantitéiten, déi mer kafen um Maart!" Mee se sinn net hei! A mir hu gesinn an deene leschte Joren, wéi mer och eng nei Bedeitung vun de Grenzen entdeckt hunn an och vu

Verkéiersproblemer, déi ganz séier kënnen existéieren, datt et wichteg ass, Reserven um nationalen Territoire verfügbar ze hunn.

Mir hunn eng Diskussioun ëm d'Aarbechtszäitverkierzung, déi an der Ekonomie extreem schlecht ukënnt. Ech verstinn, datt déi eng oder aner Partei elo, wéi et hei e puermol scho geheescht huet de Mëtten, virun de Walen eng 34-Stonne-Woch, eng 32-Stonne-Woch bei vollem Lounausgläich an esou weider propagéiert. Mee dat kënnt an der Ekonomie net un. Déi Leit musse rechnen. Déi Leit wëssen, datt se a Konkurrenz mat anere Betriber stinn. Dat geet an deem Sënn net! Wat awer geet a wat mer sollte maachen, dat wär ze exploréieren, fir méi Flexibilitéit an d'Aarbechtswelt ze kréien. Dat ass e Wee, wou all Mënsch d'accord ass, fir driwwer nozedenken.

Mee de facto gëtt hei am Land iwwert d'Joren ëmmer manner Aarbechtszäit prestéiert. Dat ass gutt fir verschidde Saachen: fir d'Work-Life-Balance, fir d'Liewensqualitéit, fir de Bien-être, de PIB du bien-être – dat ass alles net diskutéiert. Mee virun allem mussen eis Betriber emol kënne fonctionéieren! A si mussen déi Sue verdéngen, déi mer herno wëlle sozial investéieren. Dat heescht, och do gëtt et ganz kloer Grenzen an et kann een nëmme warne virun Diskussiounen, déi een awer muss als populistesch bezeechnen, fir einfach elo Aarbechtszäitreduktiounen an d'Welt ze stellen a fir ze soen: „Dat ass de Wee, fir un der Produktivitéit ze partizipéieren." Dat ass simplistesch, esou einfach geet dat net!

Bei der Fiskalitéit, do muss een och ganz gutt oppassen. Ech verstinn och do, datt zemools eis sozialistesch Kolleegen elo soen, datt se dann do an d'Feld féieren, datt effektiv d'Kapital manner besteiert gëtt iwwert d'Joren an esou weider. Dat ass leider eng Tatsaach. Leider ass do eeben de Wettbewerb tëschent de Staaten, dat ass eng Tatsaach. Ech erënnere mech nach gutt, an Osteuropa hunn eng ganz Rei Länner „flat taxes" ageféiert, soubal se dat konnten an esou weider, 15 %, dat si Realitéiten. A mir sti mat deene Länner a Konkurrenz. Dat gefält eis net, dat gefält Iech net, mee mir mussen awer och kucken, datt eis Betriber kënnen exportéieren an iwwerliewen. Also ass do och e beschränkte Spillraum.

A mir hunn dat ganz akut am Finanzsecteur bei der Taxe d'abonnement. Wann Irland elo an enger Situatioun ass, datt do keng Taxe d'abonnement existéiert a mir gesinn, datt eng ganz Rei Fongen, notamment nei Fongen, an Irland ginn an net méi op Lëtzebuerg, jo, da musse mer do Konklusiounen zéien! Mir hu jo d'Industrie vun der Fongenindustrie, déi eis da soen: „Mir mussen op 0,03", oder esou. Dat si konkreet Propositiounen, wou se mengen, si wären nach konkurrenzfäeg. Mee da musse mer dat upaken! Well mir kënne jo net nokucken, wéi mer esou eng staark Fongeplaz, déi zweetgréisst op der Welt, lues a lues un auslännesch Konkurrente verléieren!

Dat ass schwiereg. Dat sinn Ëmstellungsprozesser. Awer ech mengen, et ass och eng Verantwortung, datt mer kucken, datt mer déi Kompetenzberäicher, déi mer am Beräich vum Finanzsecteur hunn, awer erhalen. An dozou gehéiert nun emol och en Nodenken iwwert d'Fiskalitéit.

Bei der Immigratioun hu mer e groussen Deel vun onqualifizéierter Immigratioun. Dat ass déi Debatt, déi mer hei dacks féieren. Wéi gesot, dat stellt dann net den Asyl a Fro. Dee stelle mir absolutt net a Fro. Mee mir hu gläichzäiteg eng relativ grouss illegal, zu engem Deel onqualifizéiert Immigratioun. An dat ass natierlech iwwer laang Zäit och eng Laascht fir eist Land. Dat gëtt en Assistanat, wéi mer et an anere Länner an Europa schonn hunn, a mir mussen eis och domadder ganz offensiv auserneesetzen, et verhënneren an, wann déi Leit bis hei sinn, kucken, wéi mer kënnen integréieren a qualifizéieren. Och dat ass en Defi.

Genausou sinn en Defi dee groussen Exodus vu Lëtzebuerger Staatsbierger an d'Ausland an déi grouss Zuel vu Frontalieren, wat no den Analyse vun der Zentralbank natierlech progressiv zu ëmmer méi Export vu Sozialleeschtungen, Pensiounen an esou weider an d'Ausland féiert, wou mer dann ëmmer manner Retombéeën hei am Land hunn, wat fir eis laangfristeg Perspektive wéi d'Leeschtungsbilanz och e Problem duerstellt. A mir mussen och dat kucken, wa mer dann iwwert déi ekonomesch Modeller kucken – d'Präisser vum Logement, d'Entwécklung vum Land –, datt mer u sech solle verhënneren, datt d'Leit mussen an d'Ausland goe wéinst de Logementspräisser. Et ass eng grouss Diskussioun, ech kommen nach vläicht kuerz drop zréck.

Budgetär Ongläichgewiichter musse mer absolutt verhënneren, well dat ass eng Saach vun Nohaltegkeet. Mir kënne keng Scholdepolitick maachen zulaaschte vun deenen nächste Generatiounen. Mir mussen och den Triple-A behalen. Ech weess, datt d'LSAP do ganz flexibel wëllt sinn. Mir sinn dat sécher net, well mir hunn do méi Verantwortungsgefill a mir wëssen, datt den Triple-A séier ka fort sinn. An dat wär fir eis eng ganz, ganz schlëmm Saach.

D'Industriepolitick. Mir hunn effektiv, an dat hu scho Kolleegen hei gesot, net vill Diversifizéierung erlieft. A wat eis virun allem och Suerge mécht, dat ass dee Guichet unique: Do kënnt näischt méi! Ech mengen, mir haten Iech och eng Question parlementaire gestallt, Här Minister, mee Dir hutt eis déi nach net beäntwert. Mir hu keng Usiidlung méi vu substanzielle Betriber fir Industrieproduktioun hei zu Lëtzebuerg. Dat ass e Problem! A mir mussen … Jo, Dir wénkt mam Kapp, da kënnt Der eis dat herno opzielen.

Mir hunn och eng gewëssen Technologiefeindlechkeet – mir sinn technologieoppen –, mee firwat muss een e Verbrennungsmotor an Europa verbidden? Firwat geet een net op de Wee: Mir sinn technologieoppen a mir kucken, wat fir eng Technologie sech duerchsetzt. Déi Verbuetsmentalitéit ass an eisen Aen och falsch, genausou wéi beim Research and Development, dat mat de Startups. Mir haten hei eng Diskussioun – Verschiddener hunn dat ernimmt –: Mee firwat ginn déi Leit fort, wann d'Startup zu enger méi grousser Entreprise eventuell ka mutéieren? Mee ganz einfach, well et ze deier ass hei am Land. An och do musse mer da kucken, datt mer Modelle fannen, fir esou jonk Entreprisë besser ze ënnerstëtzen.

Mir sinn zum Deel investitiounsfeindlech ginn. D'Taxonomie ass ee Beispill dovunner. Ganz Europa … Mir haten eng polnesch Delegatioun hei gëschter. Déi hunn eis gesot, fir si ass Atomstroum eng Noutwendegkeet. Si bauen dat elo aus, wéi ganz vill Länner an Europa dat elo maachen. Op europäeschem Niveau si Gas an Atom onverzichtbar. Ech weess, datt hei politesch deen een oder aneren dat net gutt fënnt, mee et ass eng Tatsaach. A mir féieren – e bësse wéi den Asterix géint de Rescht vum Réimesche Räich – do e Krich, dee mer souwisou verléieren an deen u sech eis schuet an deene Méiglechkeete fir ze investéieren. Och eise Pensiounsfong kritt da verbueden, fir an esou Technologien ze investéieren, déi awer iwwerall op der Welt elo opbléien. Do muss ee sech och Froe stellen! Mir denken net, datt mer dat sollten esou upaken.

An och beim Logement gesi mer en investitiounsfeindleche Klima. Firwat hu mer déi Kris am Logement? Zum Deel, well mer den Amortissement accéléré, fir just deen ze nennen, elo erofgeschrauft hunn. Dat si Moossnamen, d'Regierung mécht dat, well da gesot gëtt – aus Sozialnäid oder wat och ëmmer –, dat wär néideg. D'Realitéit ass, datt doduerch manner investéiert gëtt an doduerch eng Kris am Logement entsteet. Dat ass hausgemaach. Dann hu mer den Droit à la propriété. Och dee gëtt a Fro gestallt. Dat motivéiert d'Leit natierlech och net, fir op Lëtzebuerg ze kommen, wa konfiskatoresch Taxen op eemol ageféiert ginn an den Droit à la propriété op déi Manéier a Fro gestallt gëtt. Mir hunn och ëmmer nei Oplagen am Bau. Och dat féiert dozou … Wa mer dauernd déi Passivhaiser an déi Mentalitéit do no vir dreiwen – ëmmer nei Virschrëften –, dat mécht d'Baue schrecklech deier an och dat dréit zu enger Kris bäi.

Fréier war Lëtzebuerg d'Land vun de klenge Weeër. D'Leit sinn heihikomm, si konnte mat de Verwaltungen, mat der Steierverwaltung eng vertrauensvoll Relatioun opbauen. Dat huet ganz gutt geklappt. Da gëtt dat verdäiwelt, och e bësse mat deenen Arrangementer, déi da geholl gi sinn. Notamment am Kader vu LuxLeaks ass dann do eng grouss Diskussioun opkomm, all déi Rulingen, dat wär der Däiwel an esou weider. Dat war awer net ëmmer iergendwéi Steierbedruch oder esou, wat do gemaach gouf, mee dat waren dacks Evaluatiounen, déi musse gemaach ginn, och fir eng Planungssécherheet ze hunn, well d'Entreprisen am Ausland Fiskalitéite mussen hunn an dofir eng Sécherheet, eng Planungssécherheet mussen hunn, wat Lëtzebuerg ugeet. Déi hu se awer net méi!

Mir hunn och Reegelen, datt d'Steierverwaltung no fënnef Joer kann nokucken, wat dann do ass. Awer reciproque gëtt et dat net. D'Entreprise, déi kann net no fënnef Joer nach eng Kéier bei der Steierverwaltung nofroen a korrigéieren. Alles dat sinn Ongläichgewiichter, déi et gëtt. Et ass haut fir auslännesch Fiskalisten oder esou ganz schwéier, fir hei zu Lëtzebuerg nach eng Vertrauensrelatioun kënnen zu enger Steierverwaltung opzebauen, well do ass esou eng Pendelbeweegung. Mir ware vläicht ganz wäit an deene Vertrauens…, an deem Entgéintkommen, wat mer gewisen hunn, wat awer vläicht net onbedéngt schlecht war. Haut ass et just de Contraire. Haut si mer dacks méi tockskäppeg a méi intraitabel wéi Verwaltungen am Ausland. An dat kënnt natierlech bei deenen auslänneschen Investisseure ganz schlecht un. Si hëllefen eis jo och, de Standuert Lëtzebuerg am Ausland ze propagéieren a Reklamm ze maachen. Et gëtt ëmmer méi schwéier.

Mir hunn och enorm Delaien op de Verwaltungsgeriichter, dat muss een och wëssen. Wann haut eng Saach fixéiert gëtt, da kritt een en Termäin an zwee Joer. Dat ass och net gutt fir d'Entreprisen. A mir hu keng Steiergeriichter. Dat ass och eng Fuerderung vun der ADR, datt mer eng Steiergeriichtsbarkeet aféieren. Ech mengen, och dat géif Verschiddenes schonn erliichteren.

Bei der Energie – dat ass natierlech e grousst Theema, mäi Frënd, de Fred Keup, deen erkläert dat ëmmer am Detail, ech wëll et just kuerz ernimmen –, do si mer einfach um falschen Dampfer! Mir musse realistesch un d'Energiepolitick erugoen. Mir kënnen net déi 50 Terawattstonnen, déi mir hei am Land brauchen, mat zwou Wandmillen an dräi Solarzellen erreechen. Dat ass einfach net denkbar. Well et net denkbar ass, musse mer realistesch an éierlech sinn a kucken, datt mer eebe mat Fossill an Atom eis Ekonomie um Liewen halen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Genausou musse mer och déi Groussregioun esou denken, datt mer transnational Industriezonen envisagéieren an och realiséieren.

A bei de Mënscherechter ass et ganz einfach esou, datt mer ëmmer erëm héieren, notamment vun deene Gréngen, mir sollten d'Mënscherechter an esou weider iwwerall respektéieren. A si mat hirer Elektromobilitéit sinn do den absolutte Champion vum Contraire!

(Interruption)

An Europa hu mer och eng ganz Rei Erausfuerderungen. Ech wëll déi hei just nennen, well mat deene puer Minutten, déi mer hunn, kann een do net an d'Diskussioun goen. Mee och an Europa hu mer Steierdrock, dee mer net wëllen: Baussentariffer, déi zur Inflatioun bäidroen, alles wat soll kommen, Finanztransaktiounssteier, wou d'Lëtzebuerger Regierung sech net dergéint gewiert huet – komescherweis! Mee och wa mer esou eppes kréien, ass dat e ganz, ganz staarke Kompetitiounsnodeel fir d'Europäesch Unioun.

Ech erënnere mech nach un de Lissabon-Vertrag: „déi gréisst, kompetitiivst Zon op der Welt" an esou weider. Alles, alles ass gestuerwen an der Tëschenzäit. Dat ass komplett onrealistesch ginn, och well mer eeben elo keng bëlleg Energie méi hunn, well mer eeben den Approvisionnement vum russesche Gas net hunn an deen amerikaneschen an anere Gas – dat seet d'Fedil eis – tëschent dräi- a siwemol méi deier ass wéi deen aus der Pipeline. En ass méi ëmweltschiedlech. Dat ass en enorme Problem fir d'Kompetitivitéit vun der Europäescher Unioun an domadder och fir Lëtzebuerg. Mir packen dat iwwert d'Zäit net! Dat muss een och ganz kloer soen.

Bei der Klimapolitick hu mer aner Vuen. Mir brauchen och eng Geldpolitick, déi méi restriktiv ass, fir datt den Zënsniveau iwwert d'Zäit erëm kann erofgoen. A mir brauche Reformen am europäesche Fusiouns- a Konkurrenzrecht.

Ech wëll vläicht probéieren, eng Konklusioun ze zéien. Mee dee Constat, dee mer elo gemaach hunn, dat ass e ganz evidenten: Déi meescht vun eisen ekonomesche Problemer (veuillez lire: Déi meescht vun eisen ekonomesche Problemer wären ze bewältegen) – op jidde Fall ganz vill vun deenen, wou eis Entreprisen terribel géifen opootmen –, wann dës Regierung hir eege Politick géif änneren, hir eege Politick, well déi meescht Problemer, ganz vill Problemer sinn hausgemaachte Problemer vu Gambia!

(Interruption)

An dofir brauche mer net an de geopoliteschen Diskurs ze goen. Och do si vill Problemer. Mee wann dës Regierung hir Aufgab fir eis Ekonomie, fir eis Industrie, fir eist Handwierk géif maachen, da wäre vill Problemer aus der Welt geschaaft.

Dofir denke mer, datt dës Regierung eng ass, déi d'Ekonomie méi bremst, wéi datt se se ënnerstëtzt, déi méi onrealistesch an ideologesch Politick mécht wéi pragmatesch a realistesch Politick. Dat ass falsch an dofir denke mir, datt eng nächst Regierung keng Politick wéi Dir misst maachen, mee eng kloer ekonomesch vernënfteg orientéiert Politick, fir eisem Land en Elan ze ginn an eng Perspektiv ze ginn, déi eis leider am Ableck feelt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'alleréischt emol dem Här Mosar merci fir dës Interpellatioun. Et ass sënnvoll, reegelméisseg de Point ze maachen iwwer eis Wirtschaft an och deenen eenzelne Parteien d'Méiglechkeet ze ginn, sech zu deem Theema ze positionéieren. Just de Modell misst ee vläicht eng Kéier iwwerdenken, well esou vill Stonnen ass awer laang an et gesäit ee jo och heibannen, wat lass ass.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci. Majo, da maache mer dat, huele mer dat emol eng Kéier op de Leescht mat deene 60 Minutten an 140 Minutten.

Une voix | An nach fënnef Punkte virdrun.

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An nach fënnef Punkte virdrun, genau.

An der Demande waren dräi méi spezifesch Aspekter mentionéiert: d'Diversifikatioun, d'Kompetitivitéit an d'Digitalisatioun. Doriwwer ass och elo scho ganz vill geschwat ginn an dofir erlaben ech mir, a menger Ried den Accent op zwee aner Wierder ze leeën, nämlech op d'Nohaltegkeet an d'Resilienz vun eiser Wirtschaft.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Wann ee sech d'Entwécklung vun der lëtzebuergescher Wirtschaft iwwert déi lescht Joren ukuckt, da stellt een natierlech fest, datt se immens dynamesch ass. Mir hu Wuesstumszuelen, déi an Europa zimmlech aussergewéinlech sinn an déi een, mengen ech, och soss néierens siche ka goen. Beispillsweis ass tëschent 2015 an 2022 d'Zuel vun de Salariéë vun 376.000 op 475.000 eropgaangen – eng kleng Klammer: Dovunner huet just ee Véierel d'Lëtzebuerger Nationalitéit –, si ass also ëm iwwer 25 % geklommen. Dës staark Hausse huet sech och zimmlech gläichméisseg op déi eenzel Secteure verdeelt.

Dat ass a priori natierlech eng gutt Saach fir déi beschäftegt Mënschen an am Endeffekt och fir eis Kollektivitéit. A wann ech mer déi Zuelen ukucken, dann hunn ech e bësse Schwieregkeeten nozevollzéien, wann aus gewëssene Kreesser stänneg eis feelend Kompetitivitéit bedauert gëtt a Mesüre gefuerdert ginn, déi eis Kompetitivitéit sollen erhéijen. Well si mer elo mol éierlech: Esou e Wuesstum ass schwéier virstellbar an engem Land, dat net wettbewerbsfäeg ass. Et kënnt mer éischter vir, wéi wann déi, déi vun enger Erhéijung vun der Kompetitivitéit schwätzen, eigentlech d'Erhéijung vun der Profitabilitéit mengen.

De Wuesstum selwer ass natierlech kee Garant derfir, datt et jiddwerengem gutt geet, zemools wann déi geschafe Plus-value esou ongläich verdeelt gëtt wéi bei eis. An natierlech misst een emol vill méi iwwert déi Käschte schwätzen, déi de Wuesstum mat sech bréngt: déi héich Investitiounen, déi hannendrun néideg sinn, mee och dat, wat de sozialen an ekologeschen Impakt betrëfft. Déi Debatt wäert och nach misse méi déifgräifend gefouert ginn a mir sinn och bereet, eis där ze stellen.

Här President, et gëtt wuel nach just wéineg Leit, déi géife behaapten, datt mer eisen aktuelle Wirtschaftsmodell kënnen ouni Problem nach joerzéngtelaang esou weiderféieren. D'Fro vun der Nohaltegkeet ass scho laang gestallt a si gëllt jo och am Wirtschaftsministère als zentral Erausfuerderung, wa mir eis d'Presentatioun vu Luxembourg Stratégie „Scénarios & Vision ECO2050" ukucken.

Fir d'éischt betrëfft dat natierlech eisen héije Ressourcëverbrauch, dee jo siwe- bis aachtmol méi héich ass, wéi d'Natur et ka verkraften. De Constat ass relativ evident, datt mer an där Fro net esou schnell virukommen, wéi et eigentlech néideg wär, zemools bei der Baisse vun den Emissiounen.

Et wäert Iech net verwonneren, datt mir als déi Lénk net un d'Versprieche vum grénge Kapitalismus gleewen, dat Verspriechen, datt mer alleguer einfach kënnen esou weidermaachen, well am Hannergrond déi onsiichtbar Hand vum Marché all d'Produktiounsofleef op eemol dekarboniséiert an d'Ressourcë schützt. Nohaltegkeet wäert an engem Wirtschaftssystem, deen op Exploitatioun an op stännege Wuesstum ausgeriicht ass, net ze erreeche sinn!

Mee wann een op d'mannst eng méi ekologesch Wirtschaft wëll, da muss d'Politick hir Verantwortung iwwerhuelen. An eisen Ae musse bestëmmt essentiel Wirtschaftssecteure vum gemeinsamen Zesummeliewen zréck an d'ëffentlech Hand, an dorënner fält fir eis och d'Produktioun an d'Verdeelung vun der Energie, wéinst dem Imperativ vum Klimawandel, mee och fir den Zougang zur Energie fir jiddwereen ze sécheren. Eng national, zu 100 % propper an och sécher Energieversuergung wär jo och en enorme Standuertvirdeel.

Donieft muss eiser Meenung no déi ëffentlech Hand och méi staark reguléieren, dat heescht der Privatwirtschaft méi Virgabe maachen am ekologesche Beräich, virun allem do, wou propper Alternativen existéieren. D'Politick wäert sech net éiweg kënne verstoppen. Wann eis Wirtschaft soll an eng Richtung goen, déi allgemeng wënschenswäert ass, da muss d'Politick sech amëschen.

Déi ekologesch Transitioun gëtt zu Recht och als wirtschaftlech Opportunitéit gesinn. Dofir menge mir, datt mer an dësem Beräich och vill méi Ustrengunge sollten ënnerhuelen. Et ass net immens sënnvoll, wa mer zwar d'Suen an d'Volontéit hunn, fir an d'Fotovoltaik ze investéieren, d'Pannoen awer just a China gebaut ginn an hei am Land bal kee méi ze fannen ass, dee se wëll montéieren. Och dat ass d'Resultat vu feelender politescher Interventioun.

Déi ekonomesch Secteuren am Zesummenhang mat der ekologescher Transitioun sinn zukunftsorientéiert. Si schafen Aarbechtsplaze souwuel fir Leit mat manner Qualifikatioune wéi och am héich qualifizéierte Beräich. A si schafen eng héich gesellschaftlech Plus-value. Um lokale Plang gëtt et zu Lëtzebuerg ganz vill Initiativen an deem Beräich, op déi ee kann opbauen. Et gëtt erfollegräich Kooperativen an erfollegräich kleng Betriber. An et ass do, wou eiser Meenung no d'Wirtschaftspolitick sollt den Hiewel usetzen.

Här President, d'Nohaltegkeet vun eisem Wirtschaftssystem ass aktuell awer net just aus ekologesche Gesiichtspunkten zweifelhaft. Och eis Ofhängegkeet vun e puer wéinege Secteuren an eis Ofhängegkeet vun e puer grousse Betriber ass fir esou e klengt Land ganz problematesch, un alleréischter Stell natierlech d'Ofhängegkeet vun der Finanzplaz. Et ass scho bedenklech, wann d'Recettë vun engem Staat mat de Coursë vun de Bourssen erop- an erofginn a wa se deelweis ofhängeg si vun der Kontabilitéit vun e puer grousse Multinationallen. An et ass och bedenklech, datt d'Regierung all Kéier ufänke muss mat zidderen, wann iergendwou op der Welt am Finanzsystem eng Krisesituatioun entsteet – wéi virun e puer Deeg mat der Silicon Valley Bank.

Doriwwer eraus berouen Deeler vun der Finanzplaz essenziell op Souveränitéitsnischen an op international ganz onséchere Steierreegelen, mol ofgesi vun der Tatsaach, datt gewëssen Aktivitéiten op eiser Finanzplaz Populatiounen am Rescht vun der Welt enorm schueden.

Déi Debatt iwwert d'Diversifikatioun gëtt dofir och oft an deem Kontext gefouert: Wéi kréie mer déi Ofhängegkeet reduzéiert? D'Äntwert aus dem Wirtschaftsministère op déi Fro ass: andeems mer méi geziilt aner wirtschaftlech Secteure förderen. D'Äntwert aus dem Finanzministère ass: andeems mer méi geziilt aner Aktivitéiten innerhalb vun der Finanzplaz förderen. An de politesche Konsens ass: méi vun allem an alles, wat kënnt.

Fir eis schéngt et relativ kloer, datt mer, wa mer eis Ofhängegkeet vun der Finanzplaz wëlle reduzéieren, ophale mussen, se mat alle Mëttelen ze pushen. An et muss een driwwer diskutéiere kënnen an däerfen, ob mer net sollen aus besonnesch problematesche Secteuren – progressiv natierlech – erausklammen.

Här President, bei den Iwwerleeungen, déi am Wirtschaftsministère gemaach ginn, gesi mir duerchaus ganz gutt Usätz, och wa mer net mat allem d'accord sinn. Zumindest gi sech do immens vill Gedanke gemaach an et gëtt probéiert, strateegesch Visiounen ze entwéckelen a Schwéierpunkten ze setzen.

Letztendlech schéngen déi Iwwerleeungen an Initiativen awer just e begrenzten Afloss op den ekonomeschen Alldag hei am Land ze hunn. Et ass e bësse wéi an engem Schoulhaff mat e puer Honnerte vu Kanner, wou eng eenzeg Léierpersoun probéiert, e bëssen Uerdnung eranzebréngen: E puer Kanner kucken eng Kéier ganz kuerz an hir Richtung an da leeft alles weider queesch duerjerneen.

Dat hänkt natierlech an éischter Linn mat de begrenzte Méiglechkeeten zesummen, déi de Wirtschaftsministère iwwerhaapt huet, fir an eng liberaliséiert Wirtschaft kënnen anzegräifen.

Deelweis – an dat gehéiert och zur Wourecht – scheitert dat awer och un der eegener Inkohärenz. Well an engem Land, wou d'Fläch dach zimmlech begrenzt ass, misst ee jo och heiansdo Nee soe kënne bei neie Betriber, déi eeben net an dat strateegescht Konzept passen. Dat ass awer eppes, wat politesch nach wie vor immens schwiereg schéngt ze sinn. De Prinzipp „méi vun allem an alles, wat kënnt" ass letztendlech deen, dee sech ëmmer duerchsetzt. A mat deem Prinzipp ass et schwéier, iergendeng Strategie ze verfollegen.

Aus eiser Siicht kann ee wirtschaftlech Aspekter net just op d'Fro reduzéieren, wéi vill Gewënn se ofwerfen a wéi vill Recettë se fir de Staat generéieren. Letztendlech muss d'Ekonomie och de Mënschen déngen.

Am Moment profitéiere vill Leit net vun eiser Wirtschaft, zumindest net no eisem Moosstab. Dozou gehéieren natierlech an éischter Linn aarbechtslos Mënschen an déi Persounen an de Beschäftegungsinitiativen, mee och déi héich Zuel u Working Poor an eigentlech all déi Mënschen, déi d'ganz Woch am Hamsterrad dréien op Aarbechtsplazen, déi se net frou maachen, an oft fir e Salaire, deen et hinnen esou just erlaabt, iwwert d'Ronnen ze kommen. An dat, fir datt eng Minoritéit kann d'Rente vun hirer Aarbecht astiechen.

D'Mënsche musse sech wuel fillen an hirer Wirtschaft. Si mussen un hir deelhuele kënnen als Acteuren. D'Wirtschaft muss Aarbecht bidden, déi qualitativ héichwäerteg ass an e gutt Akommen erméiglecht, a gläichzäiteg d'Mënsche mat deem versuergen, wat se brauchen. Si soll eng Verbesserung vun de Liewensbedingungen an der Liewensëmwelt erméiglechen a si muss innovativ a stabill sinn, fir de Mënschen Zukunftsperspektiven a Sécherheet kënnen ze bidden.

Fir eis ass dat virun allem an enger dezentraler Wirtschaftsstruktur mat ville klengen Acteure méiglech a vill manner an enger konzentréierter a spezialiséierter Wirtschaftsstruktur mat wéinegen, ganz groussen Acteuren. An deene klenge Betriber spille meeschtens sozial an och ekologesch Iwwerleeungen eng méi grouss Roll. D'Mataarbechter/inne ginn an der Reegel méi valoriséiert, well hir Meenung an hiren Knowhow méi gefrot sinn, an d'Verdeelung vun der Plus-value ass generell méi gerecht, zemools wann d'Mataarbechter/innen un den Entscheedungsprozesser an un de Profitter bedeelegt ginn. Kleng Betriber schreiwe sech och besser an de gesellschaftleche Kontext a mat klenge Weeër a produzéieren éischter fir de lokale Bedarf. An esou eng Wirtschaftsstruktur ass och vill méi resilient par rapport zu externe Schocken.

Fir eis misst deemno méi politesch Energie an d'Stäerkung vun enger dezentraliséierter Wirtschaft gestach ginn, baséierend op ville klengen, héichwäertegen an innovative Betriber, an eebe manner an d'Unzéie vu grousse Firmen a grousse Kapitalgeeber. Léiwer 50 kleng innovativ Betriber wéi eemol Amazon! Fir e klengt Land wär dat sécher déi méi nohalteg Léisung an dat géif, wéi gesot, eiser Wirtschaft och e méi mënschlecht Gesiicht ginn. A mir sinn och iwwerzeegt, datt dat d'Innovatiounskraaft vum Land géif stäerken.

Här President, zum Schluss wëll ech nach op ee Wirtschaftssecteur agoen, deen all déi aner Secteure kannibaliséiert an deen dofir emol dréngend regulariséiert misst ginn, nämlech d'Immobilienindustrie. Do ass jo tatsächlech eng ganz Industrie, déi, wann een elo mol d'Konstruktioun vun neie Wunnengen an Haiser ausklamert, hir Wäertschëpfung quasi aus dem Näischt mécht, eng Industrie, déi horrend Profitter mécht, eenzeg an aleng um Bockel vun de Leit, déi sech futti musse schaffen, fir d'Loyeren an d'Kreditter kënnen ze decken.

Natierlech ass dee Secteur vun Agencen, Promoteuren, Fongen an Immobiliespekulante mat responsabel fir déi extravagant Präishaussen um Marché. An et kann een deene Leit jo emol kee Virworf maachen, datt se sech mat hire Praktiken d'Täsche fëllen. De Virworf geet eigentlech un d'Regierung, well se dat zouléisst, well se déi Acteure mat Rücksicht op hir Bäiträg zum PIB wa méiglech net wëll stéieren.

Fir eis steet de sozialen Impakt bei der Logementsfro am Vierdergrond, mee mëttlerweil gëtt och den Impakt op eis Wirtschaft insgesamt zu engem seriöe Problem, virun allem well mer dowéinst keng Leit méi fannen, déi mer dréngend brauchen, a well mer dowéinst och ëmmer méi op Grenzgänger – Klammer op: 221.595 Grenzgänger géint 251.606 Leit, déi hei am Land wunnen – ugewise sinn, wat jo nees aner Problemer schaaft, notamment och bei der Mobilitéit.

(Interruption)

Mee vläicht hëlleft dat jo, fir datt sech endlech eppes ännert.

Här President, mir hunn d'Gefill, datt een déi Lëtzebuerger Wirtschaftspolitick kann op de Prinzipp „ëmmer méi an alles, wat kënnt" resüméieren, zumindest wat d'Realitéit um Terrain ugeet. Um Pabeier liest sech dat vläicht besser. An dat féiert natierlech zu deem Wuesstum, dee mer kennen an deem seng Auswierkunge jo dobausse bei de Leit ganz oft kontrovers diskutéiert ginn.

Wéi ech agangs gesot hunn, ass dee Wuesstum kee Garant derfir, datt et jiddwerengem besser geet. A wat ech och nach gesot hunn am Ufank vu menger Ried, ass, datt d'Nohaltegkeet an d'Resilienz vun eiser Wirtschaft ganz wichteg sinn. Dëst kënne mir just packen, wa mir Wirtschaft anescht denken. Mir als klengt Land mat endleche Ressourcë kënnen net einfach weidermaachen. „Ëmmer méi an alles, wat kënnt", dorobber setzen, dat geet einfach net méi! D'Politick muss responsabel agéieren a Kadere setzen, och wann déi net ëmmer ganz populär sinn.

Mir als déi Lénk si gäre bereet, eis där Debatt ze stellen. Mee wann, da musse mer als Alleréischt awer och emol d'Fro vun der Verdeelung vum Räichtum am Land diskutéieren. Och dozou si mir bereet.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech soe wéi all meng Virriednerinnen a Virriedner als Éischt dem Här Mosar Merci dofir, datt mer haut kënnen iwwer eis Visioune fir d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Wirtschaft schwätzen.

Fir eis Piraten muss d'Ekonomie am Déngscht vun de Biergerinnen a Bierger stoen. Dat bedeit fir eis eng Wirtschaft, déi Aarbecht schaaft fir all Alterskategorien an all Ausbildungsniveauen. Et dierfen nämlech net nëmmen héich qualifizéiert Poste geschafe ginn. E Land, wou nëmmen nach d'Leit mat Unisdiplom kënne liewen, well se eng Plaz hunn an eng Pai, fir sech eppes ze kafen, ass net dat, wat mir Piraten eis fir Lëtzebuerg wënschen.

Wat misst dann an eisen Aen änneren, fir déi Ekonomie ze erreechen, déi am Déngscht vun der ganzer Gesellschaft steet?

Éischtens: Et fänkt fir eis Piraten kloer bei der Digitalisatioun un. D'Piraten hunn an der Chamber schonns oft de Wonsch geäussert no engem Guichet unique. Wéi mer zum Beispill bei der leschter Interventioun zum Theema Independantë geschwat hunn, hu mer kloergemaach, datt déi administrativ Demarchen, wann ee säi Betrib wëll ufänken, musse vill méi vereinfacht an zentraliséiert ginn. Den Datenaustausch tëscht den Administratioune vun der CNS, dem CCSS, der Douane an der Steierverwaltung muss ausgebaut ginn, op eng eenheetlech Plattform gestallt ginn an däerf net schonn direkt eng onnéideg Komplikatioun duerstellen.

Dat alles sinn, wéi gesot, Schrëtt, déi engem neie Firmegrënner d'Liewen am Ufank ganz schwéier maache kënnen. A fir eis Piraten sinn et grad dës kleng Betriber, déi ee muss förderen. Et sinn déi eegestänneg, et sinn déi kleng Familljebetriber, et sinn d'Start-ups, déi mer hei wëllen zu Lëtzebuerg gesinn.

Digitalisatioun dierf awer net zum Ofschafe vun Aarbechtsplaze féieren, a virun allem net zum Ofbau vun Aarbechtsplazen, wou een net esou vill verdéngt. Eng Erhéijung vun der Produktivitéit duerch d'Digitalisatioun oder och zum Beispill d'Aschränkung vu Patenter muss sech och an de Paie vun de Mataarbechter erëmspigelen an däerf eebe grad net zu Entloossunge féieren. Dofir wiere mir Piraten och bereet – an dat ass jo eng vun deene groussen Diskussiounen, déi ëmmer erëmkënnt –, iwwer zum Beispill eng Robotersteier oder änlech Instrumenter ze schwätzen.

Zweetens: Et brauch e faire Steiersystem. Fir eis ass also d'Fro, wéi mer Lëtzebuerg attraktiv fir dës Firmegrënner halen, awer och fir Leit, déi bei déi Firme schaffe kommen. Dat fänkt jo emol domadder un, datt eng Firma muss Personal fannen. An dat ass net ëmmer esou einfach, wéi een dat kéint mengen! Wann een an enger ganz spezifescher Spart schafft, gëtt et souguer nach méi komplizéiert.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Och dofir ass eis Fuerderung no enger Steierklass fir jiddereen esou wichteg,

well se eeben derfir suergt, datt qualifizéiert Personal hei op Lëtzebuerg kënnt. A wie rezent Rechebeispiller gesinn huet – déi natierlech vun Interessevertriedunge gemaach ginn –, wat haut den Ënnerscheed bei de Celibatairen nach ausmécht zwëschent engem, deen zu Paräis schafft, an engem, deen zu Lëtzebuerg schafft, dee versteet, datt et vläicht mëttlerweil méi interessant gëtt, net méi iwwert d'Grenz schaffen ze kommen. Well dëst Personal, wat op Lëtzebuerg plënnert, dat si jo och ganz heefeg nach Celibatairen, well wa mer Leit jonk wëlle rekrutéieren, grad an innovative Secteuren, dann ass dat definitiv eppes, wou een nach mobill muss sinn. A mat „Kind und Kegel", wéi een esou schéi seet, mat Partner a Kanner, eventuell Hausdéier – jo, da plënnert een net méi esou einfach fir d'Karriär an en anert Land.

Den Undeel u Leit an der EU – an dat weisen all d'Eurobarometeren –, déi sech méi spéit an hirer Karriär nach eng Kéier op de Wee maachen, fir enzwousch anescht schaffen ze goen, ass verschwannend geréng. Et gëtt se a mir sollte frou sinn, datt et se gëtt, well soss hätte mer nach e vill méi grousse Problem mat qualifizéierter Main-d'oeuvre.

A wann een da bei där selwechter Pai hei zu Lëtzebuerg manner erauskritt wéi an engem vun eisen Nopeschlänner – oder generell an den EU-Länner –, well d'Steieren op dem Celibataire net attraktiv genuch sinn, ma da verléiert eise Standuert e ganz wichtegen Accès zu Personal.

Dozou gehéiert dann natierlech och d'Aarbechtsmigratioun hei zu Lëtzebuerg. A mir Piraten sinn der Meenung, datt hei nach ze vill Steng an de Wee geluecht gi fir Leit, déi keen esou e groussen Diplom hunn, déi awer och wichteg gi fir eist Land, virun allem fir eis Handwierksbetriber, well et och do ëmmer méi u Personal mangelt.

A wa mer iwwert d'Reconnaissance vun Diplomer schwätzen … An ech mengen, dat ass vläicht nëmmen eng Randnotiz um Theema, iwwert dat mer haut schwätzen, mee fir eis Ekonomie brauche mer nieft Leit, déi manner qualifizéiert sinn, méi qualifizéiert sinn, déi handwierklech qualifizéiert sinn, akadeemesch qualifizéiert sinn, brauche mer do dernieft natierlech och dat, datt deene Leit hir Diplomer – ob en Handwierksdiplom oder en Universitéitsdiplom – och séier an effikass hei zu Lëtzebuerg unerkannt ginn a se eeben net länger Zäit an enger Onsécherheet gehale ginn. Och do kënne mer weider Efforte maachen. An ech mengen, datt et am Interêt vun eiser Ekonomie, jo, vun eisem ganze Land ass, wa mer do méi effikass ginn.

(Brouhaha)

An natierlech mécht de Logement net nëmmen de Leit, déi schonn hei wunnen, Problemer, mee och deene Leit, déi wéilten heihinnerkomme fir ze schaffen. An de leschte Méint si ganz vill Acteure queesch duerch de Gaart op eis zoukomm an hu gesot: „Mir wéilte gären Déngschtwunnenge bauen. Mir hätte gären en Outil, fir Déngschtwunnengen ze bauen, ze maachen, ze schafen."

An dofir – ech weess, datt schonn eng Motioun dozou virläit – erlaabt mer awer, och kuerz de Piraten hir Meenung dozou ze soen. Mir sinn der Meenung, datt ee soll Firmen ënnerstëtzen, déi eebe genau esou Wunnenge wëlle bauen. Lëtzebuerg huet u sech eng Traditioun dora gehat, datt Patrone Verantwortung fir de Logement vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter – bon, deemools haaptsächlech Mataarbechter – iwwerholl hunn.

(Brouhaha)

An deem Sënn hunn ech dann och eng Motioun matbruecht, déi liicht anescht ass wéi déi …, bon, substanziell anescht ass wéi déi vun der CSV, mee, ech mengen, complementaire ka sinn, well, wéi een e Freiden am „Lëtzebuerger Land" konnt liesen an da gëschter nach eng Kéier op RTL konnt héieren, huet eis jorelaang Fuerderung, fir Gelder aus dem Pensiounsfong net nëmmen an Atomkraaft, …

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift, e bësse méi lues.

M. Sven Clement (Piraten) | … mee och an abordabele Wunnraum ze investéieren …

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Net Dir. Fuert Dir roueg weider.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, wéi ee gëschter dann op RTL nach eng Kéier konnt héieren, huet eis jorelaang Fuerderung, fir Gelder aus dem Pensiounsfong net nëmmen an Atomkraaft ze investéieren, mee och méi an abordabele Wunnraum ze investéieren, dann och elo Uklang bei enger Majoritéitspartei fonnt.

Mir maachen hei also nach eng Kéier de Versuch, fir dat Kapital, wat de Pensiounsfong a Wunnengen hei am Land investéiert, ze erhéijen. A mir kruten am Debat jo kloer gesot, datt e säin Zil vun de 5 % Investissementer an Immobilien haut nach net erreecht. Dat heescht, et wär och nach eng Kéier d'Opfuerderung, dat dréngend ze erhéijen, fir eebe grad aus enger Wunnengskris eng Wunnengschance ze maache fir d'Lëtzebuerger Ekonomie. An d'DP kann niewebäi beweisen, datt hire Parteipresident hir vollst Ënnerstëtzung huet. Wannechgelift, Här President.

Motion 12

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Déi europäesch Zentralbank huet bannent engem Joer de Leetzëns vun 0 % op 3,5 % erhéicht, wat d'Käschte vun neie souwéi bestoende Prête mat variabelem Zëns méi deier mécht an déi finanziell Situatioun vu ville Leit direkt belaascht.

– Gläichzäiteg hu mer zu Lëtzebuerg eng Wunnengskris, well ee groussen Deel vun de Leit duerch déi héich Präiserhéijungen um Wunnmarché aus de leschte Jore keng Chance méi op eng eege Wunneng um Privatmarché huet an och déi éffentlech Acteuren an de leschte Joerzéngten net genuch Wunnunitéite gebaut hunn, fir d'Leit opzefänken.

– D'Präiserhéijung vun den Zënsen op den Immobilieprête souwéi de Baumaterialie bewierkt, dass nach manner Leit ee Prêt ophuele kënnen, an deementspriechend gëtt manner gebaut. D'Zuele beim Statec weisen eng Reduktioun vun ausgedeelte Baugeneemegungen an d'Bicher vun de Commandë vun de Firme ginn ëmmer méi eidel. De Wunnmarché ass deemno an enger duebeler Kris: Et sinn net genuch Wunnengen an d'Tendenz weist, datt de Privatmarché dëst Joer nach manner Wunnenge wäert bauen.

– De Staat muss elo agräifen, fir d'Bau-Aktivitéit stabil ze halen, a sollt d'Situatioun notzen, fir elo massiv Wunnengen opzekafen, fir dës zu sozialen Zwecker an erschwénglech Präisser (zum Beispill 10 €/m²) deene Leit unzebidden, déi guer keng Chance um private Wunnmarché hunn.

– Am Pensiounsfong leie ronn 26 Milliarden Euro, déi zum Deel fir Investitiounen a sozial an erschwénglech Wunnenge genotzt kënne ginn.

– De Pensiounsfong huet et net gepackt an deene leschte Joren, fir déi selwer virgeschriwwe 5 % vu sengem Aktiv an Immobilien hei zu Lëtzebuerg ze investéieren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. den Undeel, deen de Pensiounsfong an den nationale Wunnengsmarché investéiert, ze erhéijen a komplett ze notzen, fir esou selwer massiv Wunnengen ze bauen, an dësen Investment duerch fix Hypothéikeprêten erëm an de Pensiounsfong zeréckfléissen ze loossen;

2. bis Juni 2023 zousätzlech finanziell Mëttelen opzedreiwen a wann néideg eng Staatsobligatioun opzestelle mam Zil, fir an deene nächste Méint de Fonds spécial de soutien au développement du logement souwéi déi éffentlech Promoteuren (SNHBM a Fonds du logement) mat méi Mëttelen auszestatten, fir esou massiv kënnen um Wunnmarché ze intervenéieren an dës Wunnengskris an eng Wunnengs-Opportunitéit fir de Staat ze verwandelen.

(s.) Sven Clement.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Déi grouss Fro ass natierlech: Wie wëlle mer zu Lëtzebuerg hunn an der Ekonomie? Wéi eng Secteuren ënnerstëtze mer a gi mer geziilt hei zu Lëtzebuerg ausbauen?

Hätte mer eng Glaskugel, da wär et einfach. Mir géifen eis haut soen: „Déi Secteuren, déi an 10, 15 Joer décke Succès op der weltwäiter Bün hunn, déi wëlle mer haut unzéien, wann et nach kleng Pepitte sinn, an dann domadder e stabille Mëschbësch bauen." Mee genau dat kënne mer net maachen. Mee et gëtt awer ganz kloer resilient Secteuren, déi och eng resilient Ekonomie ausmaachen, an dat si ganz kloer Servicer. Net Servicer am traditionelle Sënn, wëll ech ganz kloer soen, well dorënner fale fir eis och Handwierker, och Coifferen oder soss Betriber, déi no bei de Leit sinn, déi Servicer fir d'Leit offréieren, och wann et Handwierksservicer sinn.

Dëst si Betriber, déi et scho vill hei gëtt, déi e wichtegen Déngscht un der Bevëlkerung leeschten an déi och vill manner Plaz pro Emploi brauche wéi Datacenteren, déi ganz wéineg Emploi schafen, oder Jugurtsfabricken – déi, naja, och net komm sinn –, an déi also net esou zur Versigelung vun eisem Territoire bäidroe wéi verschidde Multinationallen.

Den Ausbau vun deem Secteur muss dann natierlech och an de PAGen an an de PAPen erméiglecht ginn. An och do, mengen ech, huet d'CSV eng Motioun matbruecht, déi ganz interessant ass, nämlech datt mer déi PAGen a PAPe besser openeen ofstëmme mussen. Ech soen heiansdo, déi … Mir schwätzen oft vun der Gemengenautonomie an dann hunn ech d'Gefill, mir géife vun enger helleger Kou schwätzen, där een op kee Fall däerft och nëmmen en Hoer krëmmen. Mee vläicht ass et esou, wa mer eng resilient Ekonomie wëllen hunn, eng Ekonomie, déi och dezentral organiséiert ass, da musse mer natierlech och zwëschent de Gemenge besser ofstëmmen.

Ee Secteur, dee mir wëlle massiv hei ausbauen, ass dee vun der Climate Tech. Mir Piraten wëlle méi Betriber hei zu Lëtzebuerg, déi geprinte Fotovoltaikspannoen oder Mikrowandmillen entwerfen, bauen an installéieren. Mikrowandmille sinn iwwregens kleng Wandrieder, déi ee kann op sengem Daach installéieren, complementaire zu senge Solarpannoen, déi bis 750 Kilowattstonne pro Joer kënne liwweren, déi awer hei am Land quasi néierens kënne geneemegt ginn. An och dat ass e Problem, well och dat mécht direkt e ganze Secteur u Climate Tech zu Lëtzebuerg onattraktiv.

Mir wëllen och Betriber hei an d'Land kréien, déi zum Beispill a Carbon Capture investéieren. Beim Carbon Capture hunn ech op dëser Plaz virun e puer Méint eng Proposition de loi abruecht, fir dëse Secteur ze subventionéieren, well mir wëllen, datt Lëtzebuerg hei weltwäite Virreider ass.

Ech hu virdru gesot, wann een eng Glaskugel hätt, fir ze kucken, wat an 10, 15 Joer wichteg ass, da kéint

een doran investéieren. Ma hätte mer déi Glaskugel virun 10, 15 Joer gehat, dann hätte mer warscheinlech gesot: „Den IPCC wäert eis an 10, 15 Joer soen, datt mer net gutt genuch sinn am Klimaschutz, an dofir musse mer elo op Carbon Capture setzen, wa mer iergendwéi eng Chance wëllen hunn."

De Kampf géint de Klimawandel muss déi gréisst Prioritéit fir dës Regierung, fir déi nächst zéng Regierunge sinn an dorop sollen dann och eis staatlech Hëllefen am Beräich Ekonomie opbauen. Datt mer Virreider sinn, wat klimafrëndlech Technologien ugeet! Datt mer kënne Klimaneutralitéit weiderdreiwe mat eise Betriber a fir eis Betriber! A well een domat op d'mannst en Deel vun der Demande no Logement géif vum Marché huelen. Dat sinn dann dës Punkten, wou mir Piraten Méiglechkeete gesinn, fir kënnen héich gradewéi manner héich qualifizéiert Personal op Lëtzebuerg ze kréien, an deene Secteuren, wou et néideg ass.

Natierlech, an dat ass ganz kloer: Mir wëlle keng Planwirtschaft, wou all Betrib, deen op Lëtzebuerg wëll kommen, muss aus engem spezifesche Secteur sinn. Ech mengen, datt dat vermesse wär ze soen: „Mir wëllen nëmmen ee Secteur" oder „Mir wëlle just een anere Secteur." Ech mengen awer, datt mer ganz kloer musse kucken, wéi eng Krittäre mer usetzen, wa Betriber eng Demande maachen, fir op Lëtzebuerg ze kommen. An dat muss transparent sinn.

Mir haten nom Desaster vun der Jugurtsfabrick hei eng Motioun an d'Chamber bruecht, an där mer e kloren an ambitiéise Krittärekatalog gefuerdert hunn, wou d'Grenzwäerter fir de Verbrauch vu Waasser, Stroum a fossille Brennstoffer festgehale ginn. Mir hunn do och gefuerdert, datt all Entreprise, déi sech zu Lëtzebuerg nidderloosse wéilt, beim Ministère eng ëffentlech zougänglech Nohaltegkeetscharta areeche misst, aus där ervirgeet, wéi déi staatlech Grenzwäerter agehale kënne ginn a wéi d'Firma envisagéiert, hir wirtschaftlech Aktivitéit nohalteg ze gestalten.

Eis Motioun ass deemools net matgestëmmt ginn. Mir bleiwen awer bei där Fuerderung, well mir sinn der Meenung, datt den Industriestanduert Lëtzebuerg net nëmme ka vun de Wënsch oder vun dem Prestige vun eenzelne Persounen ofhänken. Wa mer gäre grouss an international Betriber hätten, da mussen déi heihinnerpassen. An da mussen déi och am Viraus soen, wat hire Projet eist Land kascht, an net „langes Rätselraten", fir erauszefannen, ob de Betrib dann elo esou vill Meterkaree oder vläicht dat Zéngfacht dovunner versigelt oder ob en esou vill Liter Waasser oder dat Zéngfacht dovunner verbraucht. Dofir mussen Impaktstudie gemaach ginn. Ouni datt ee weess, wéi vill Waasser de Betrib eebe brauch, soll en net kënne gebaut ginn. Dat ass och ganz kloer am Interêt vun de Betriber, well se da guer net brauchen unzefänken, no Terrainen ze kucken oder der ze kafen, wa se gesinn, datt se déi Krittäre vun Ufank un net kënnen anhalen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten wëlle kleng Betriber wéi eis Handwierksbetriber stäerken an och de Secteur Climate Tech, deen natierlech eng Inzidenz op den Handwierkssecteur huet, encouragéieren, op Lëtzebuerg ze kommen. Dës Betriber si fir eis d'Léisung, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an en nohaltege Wirtschaftsstanduert ze schafen. Eis Wirtschaft muss am Déngscht vun eiser Populatioun stoen an Aarbechtsplaze fir all Alters- an Ausbildungsniveau schafen. Eis Wirtschaft muss am Déngscht vun eiser Populatioun stoen, am Déngscht vum Interêt vun eisem ganze Land. Et muss also bei d'Land passen. An dat dierfe keng reng Prestigeprojete sinn, déi mussen eng Plus-value generéieren.

A wann ee seng Krittären dann anhale kann, da mengen ech och, datt d'Betriber eng wierklech Plus-value sinn. An et suergt dann och derfir, datt mer net méi esou Streidereie kréien iwwer MoUen, wou dann d'Bevëlkerung kloe muss, fir Accès ze kréien an en net kritt, wou d'Deputéiert keen Accès kréien. Jo, certes, et kéint ee méi op Transparenz setzen, wann een esou en transparente Krittärekatalog mat enger Nohaltegkeetscharta hätt.

Fir eis Piraten ass kloer: Wann eng Regierung gär de Support fir e Projet wéi zum Beispill Google hätt, da muss se vun Ufank u mat oppene Kaarte spillen. Duerch Transparenz steigt d'Akzeptanz vun de Biergerinnen a Bierger fir Projeten, wat dann erëm derfir suergt, datt een herno net vu Biergerinitiativen ausgebremst gëtt.

Wa mer also an Zukunft net nach weider gescheitert Wirtschaftsprojete wéi Google oder FAGE wëllen hunn, da musse mer Transparenz walte loossen. Dat ass an eisen Aen déi eenzeg Léisung an dofir, Här President, hunn ech nach eng Motioun matbruecht, well mir gesinn ... Ech hunn et virdru grad gesot, mir hunn déi Fuerderung schonn eng Kéier formuléiert a mir gesi jo beim Pensiounsfong, datt ee verschidde gutt Iddien heiansdo e puermol muss widderhuelen, bis se da meerheetsfäeg gi respektiv zumindest vun Deeler vun der Majoritéit mat kéinte gedroe ginn. An dofir, Här President, iwwerreechen ech Iech eng lescht Motioun.

Motion 13

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass d'Regierung sech mam Koalitiounsaccord vun 2018 d'Zil gesat huet, eng Politick ze maachen, déi „à la pointe des défis écologiques" soll sinn an en „développement économique dynamique et durable" promouvéiere soll;

– dass vis-à-vis vun enger ganzer Rei grousse Wirtschaftsprojeten zu Lëtzebuerg an de vergaangene Méint a Jore kritesch Stëmme Bedenken iwwert de Ressourcëverbrauch an d'Nohaltegkeet geäussert hunn;

– dass d'Wirtschaftspolitick sech zu Lëtzebuerg méi op eng nohalteg Ekonomie a manner op industrielle Wuesstem konzentréiere muss, wann de wirtschaftlechen Erfolleg vun haut net d'Klima- an Ëmweltschied vu muer soll sinn;

– dass et fir Entrepreneuren an Investisseure wichteg ass, duerch kloer Krittären eng méiglechst héich Planungssécherheet gebueden ze kréien;

– dass et an enger Demokratie wichteg ass, d'Zivillgesellschaft fréi iwwert grouss nei Wirtschaftsprojeten ze informéieren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. e kloren an ambitiéise Krittärekatalog opzestelle mat Grenzwäerter fir de Verbrauch vu Waasser, Stroum a fossille Brennstoffer;

2. festzeleeën, dass all Entreprise, déi sech zu Lëtzebuerg nidderloosse wëll, beim Ministère eng ëffentlech zougänglech Nohaltegkeetscharta areeche muss, aus där ervirgeet, wéi déi staatlech Grenzwäerter agehale kënne ginn a wéi d'Firma envisagéiert, hir wirtschaftlech Aktivitéit nohalteg ze gestalten.

(s.) Sven Clement.

An ech mengen, dat ass dann och déi lescht fir haut den Owend, an ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci och.

An d'Wuert huet elo direkt d'Regierung, den Här Wirtschaftsminister, de Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, fir d'éischt merci un de Laurent Mosar fir déi Interpellatioun, déi eis erëm eng Kéier d'Geleeënheet gëtt, och de Punkt ze maachen iwwer eis Wirtschaft.

Den Titel vun der Interpellatioun ass „Perspectives économiques". An effektiv, et ass schonn e puermol gesot ginn: Ech mengen, wéi en deemools déi Interpellatioun eragereecht huet am Dezember 2019, war d'Welt effektiv nach eng ganz aner. A säithier si mer u sech an engem Dauerkrisemodus, wou mer déi Krise geréieren, déi mer säithier gesinn hunn.

(Signal sonore d'un portable)

Zu deene Perspectives économiques – an esou géif ech och gäre meng Ried e bëssen andeelen – gehéiert eng Perspective à court terme, à moyen terme an à long terme. Zu der Perspective à court terme ...

Wann ee vläicht ka säi Wecker do ausmaachen.

(Hilarité)

Ech mengen, e misst och erëm erwächt sinn elo mëttlerweil.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, mee et ass wichteg, fir waakreg ze bleiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Fayot, loosst Iech net beieren.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Zu der Perspective à court terme gehéiert évidemment fir d'éischt emol, déi Krisen ze geréieren an ze bewältegen, déi mer erlieft hunn. An ech mengen, dass een do effektiv muss soen, dass dat eis net allze schlecht gelongen ass.

Ufank 2020 hate mer d'Covid-19-Kris. Dat ass natierlech schonn e puermol gesot gi vun de Virriedner. Mir haten duerno eng héich Inflatioun, liéiert mat der Relance no der Pandemie Covid-19 2021 an dunn dee schrecklechen Aggressiounskrich, dee Russland ugefaangen huet géint d'Ukrain Ufank 2022, deen natierlech mat enger Explosioun vun den Energiepräisser anhiergaangen ass.

An ech menge soen ze kënnen, dass mer déi Krisen, déi exceptionnel waren – dat ass och vum Francine Closener ënnerstrach ginn –, awer gutt gemeeschtert hunn, gutt navigéiert hunn. Mir kruten och vun der OECD an och vun eisem Conseil économique et social do eng ganz gutt Zensur.

Mir gesinn, dass mer um Niveau vun de Faillitten net méi Faillitten hate wéi par rapport zu 2019. 2020, 2021 an 2022 war d'Zuel vun de Faillitte souguer ënnert dem Niveau vun 2019. Mir hunn och gesinn, dass wärend deene Joren a souguer am Krisejoer 2020 nei Betriber gegrënnt gi sinn, am Ganzen eng 3.000 pro Joer. Mir hunn och e Chômage, deen elo op 4,9 % ass, ënnert dem Niveau vun 2019, dat heescht Prepandemie.

Mir hunn also gesinn, dass eis Ekonomie resilient ass par rapport zu Schocke wéi eng Pandemie an och par rapport zu deem Schock vun der Energiekris a vun der Rupture vun de Wäertschëpfungsketten, déi mer gesinn hunn.

Zu där Resilienz gehéiert ganz kloer och eis Tripartitt, eise Sozialmodell, eise Sozialdialog, deen – an och dat ass elo schonn e puermol gesot ginn – fonctionéiert huet wärend där Zäit. Mir hunn eng Kéier wärend der Pandemie 2020 an och duerno 2022, wou mer dräi Tripartitten haten an engem Joer, bewisen, dass dee Modell fonctionéiert. An effektiv, och dat gehéiert zu enger kompetitiver Wirtschaft. Dat weist, dass mer matenee schwätzen, dass mer eis Problemer kënnen zesumme léisen, dass d'Leit net mussen op

d'Strooss goen, fir méi an der Pai ze kréien, dass och eisen Indexsystem trotz deem Stress vun enger ganz héijer Inflatioun seng Preuvë gemaach huet. Och dat gehéiert zu der Kompetitivitéit an zu der Resilienz vun eisem Land.

Mir maachen déi Krisegestioun och nach weider, well d'Kris ass nach net fäerdeg. Mir hu weiderhin e Kader, en europäesche Kader, dee vum Temporary Crisis and Transition Framework, deen eis et erlaabt, fir zum Beispill Energieaiden ze ginn. An déi Energieaiden, déi erlaben et de Betriber, trotz deem schwierege Kontext weiderhi kënnen ze fonctionéieren. Mir wëssen, dass dat aktuell e ganz schwéiere Kontext ass, wou mer och effektiv gesinn, dass eise Bannemaart net perfekt fonctionéiert, dass et Distorsiounen do gëtt zwëschent deene verschiddene Länner an och vun eis mat eisen Nopeschlänner. Mir hunn dat ganz enk um Radar a mir wäerten och kucken, do ëmmer nozebesseren, esou gutt wéi mer dat och kënnen am Kader vun deem europäesche Framework. Mir hunn dat e puermol gemaach. Mir hunn dat och am Kader vun der Tripartitt gemaach mat enger Partie Mesüren, déi spezifesch op d'Betriber cibléiert sinn.

Also, wéi gesot, säit dräi Joer e konstante Krisegestiounsmodus, wou et eis, mengen ech, awer relativ gutt gelongen ass, fir eis Ekonomie fir d'éischt ze stabiliséieren an trotzdeem awer och zur gläicher Zäit aus där Krisegestioun eraus eng Partie Jalone fir d'Zukunft ze setzen.

An dozou, zu deene Jalone fir d'Zukunft hunn direkt scho relativ schnell och déi „Neistart"-Hëllefe gezielt, déi mer am Kader vun der Covidkris decidéiert hunn am Juli 2020. D'„Neistart"-Hëllefen, dat ware vun Ufank un Hëllefen, wou mer méi eng héich Intensitéit hate fir Betriber, déi an d'Transitioun investéiert hunn, déi an d'Kreeslafwirtschaft investéiert hunn, déi sech wollte méi gréng a méi digital maachen. Mir hunn déi Betriber mat enger méi héijer Intensitéit subventionéiert a mir hu gesinn, dass dat ganz gutt fonctionéiert huet.

Aus deenen Efforten an och aus eisen anere Régime-d'aiden, déi mer hunn, hunn eng ganz Rei Betriber ... An et ass vill geschwat ginn iwwer Desindustrialiséierung an dass d'Betriber net méi géifen heihinnerkommen oder net méi géifen hei investéieren. Mee wat mer gesinn, dat ass, dass Betriber wéi EURO-COMPOSITES, wéi Guardian, wéi ArcelorMittal, wéi Webasto, déi fréier Carlex, déi Windshields fir d'Autoe produzéieren, awer och eng Goodyear, déi eng total nei Fabrick gemaach hunn, déi total automatiséiert hunn, dass all déi Betriber säit 2018 am Ganzen eng Milliard Euro investéieren an de Standuert Lëtzebuerg, a ganz héichmodern Fabricken, ganz héichmodern Produktiounsentitéiten. Och dat ass eng Realitéit an dat weist, dass de Standuert Lëtzebuerg duerchaus extreem kompetitiv ass.

An ech géif och gär soen, dass sech duerch all déi Investissementer wéi e roude Fuedem déi Iddi vun der Nohaltegkeet zitt. All déi Betriber hunn investéiert an energieeffizient Prozesser, a méi ressourcëschounend, manner ressourcenintensiv Prozesser. Dat ass ukomm bei der Industrie an dat gëtt och ëmgesat a ganz ville Betriber. Och eis Hëllefsregimmer fir den Environnement haten extreem vill Succès. Säit 2018 sinn do am Ganze 95 Milliounen Euro Hëllefe gefloss, fir am Ganze 404 Milliounen Invester do méiglech ze maachen, wéi gesot, a méi ressourcen- an ëmweltschounend Produktiounsprozesser.

Mir gesinn awer och, dass mer net nëmmen Echecken hu wéi FAGE a Knauf, déi elo e puermol genannt gi sinn. Mir hunn och eng ganz Rei Successstories, wéi zum Beispill Vodafone, déi an e Procurementcenter investéieren hei zu Lëtzebuerg, wéi eng Entreprise wéi JCR, eng japanesch Pharmaentreprise, déi heihinnerkënnt, JOSKIN, awer och eng B Medical, déi an engem Joer ausgebaut huet op hirem Site zu Housen. Och dat si formidabel Successstories a mir hunn nach am Ganzen eng 15 Projeten, déi elo nach an der Pipeline sinn, op deene mer amgaange sinn ze schaffen.

Ech géif och gär soen, dass mer, fir an Zukunft esou, jo, Prozeduren ze evitéieren, déi net gutt verlafen, wéi bei FAGE oder bei Knauf, an der Regierung e Komplementaritéitscheck agefouert hunn. Mir hunn e Komplementaritéitscheck, deen elo operationell ass, dee prett ass an iwwert dee mer kënnen de Betriber eng Planungssécherheet ginn an iwwert dee mer hinne kënnen en fait assuréieren, dass se hire Projet kënne maachen, wann en dann effektiv an eis Politick passt, an eis Diversifikatiounspolitick, an eis Nohaltegkeetspolitick erapasst. Wéi gesot, deen Check, dee steet elo an dee kann elo ugewannt ginn, wann deen nächste Projet och kënnt.

Zu enger mëttelfristeger Perspektiv gehéiert awer och eng virausdenkend Politick. Dat maache mer zum Beispill iwwer eis Strategie „Ons Wirtschaft vu muer". „Ons Wirtschaft vu muer", dat ass eng Strategie, déi op 2025 ausgeluecht ass an iwwert déi mer gäre justement d'Digitaliséierung an den Déngscht vun enger nohalteger Wirtschaft stellen, an alle Beräicher, wou mer aktiv sinn, sief dat an der Digitalisatioun, sief dat an de Santéstechnologien, awer och an der Mobilitéit an natierlech och an der Industrie.

Dat ass eng ganz kloer Strategie, déi natierlech och op déi ganz staark Digitaliséierung opbaut, déi mer iwwert déi lescht zéng Joer gemaach hunn am Beräich vum High Performance Computing, am Beräich vun der Cybersecuritéit, natierlech och mat eisen Datenzenteren. An dozou gehéiert och dee Projet, deen elo mat Google gemaach gëtt, fir dee souveräne Cloud, dee Cloud souverain do ze maachen, zesumme mat Proximus, dee viru Kuerzem annoncéiert ginn ass.

Dozou gehéiert och déi national Dateplattform, déi elo amgaang ass, operationell ze ginn, wat och e ganz zentraalt Stéck ass vun där Strategie, dat heescht, fir eng datenzentréiert Ekonomie opzebauen, wou een Date kann interoperabel maachen, déi da kënne vun den Entreprisë benotzt ginn, fir zum Beispill artificiel Intelligenz ze maachen, „machine learning" an all déi aner Technologien, déi elo amgaang sinn, zentral ze ginn an alle Beräicher vun eiser Wirtschaft.

Zu där mëttelfristeger Wirtschaftspolitick gehéieren awer och Infrastrukturprojeten. Dat si Projete wéi de Parc technologique, dee mer zu Diddeleng maachen an der Zone „Koibestrachen". Dat ass de Campus HE:AL, deen deemnächst wäert gebaut ginn. Dat ass och de Campus Space, wou mer eppes fir eis Spaceekonomie maachen. An dat ass awer och de Projet, fir e Wäertstoffhaff ze maache fir Kreeslafkonstruktioun, wou mer och am Beräich vun der Konstruktioun vill méi wëllen op Kreeslafwirtschaft setzen an Zukunft.

Et ass och vu verschiddenen Orateure geschwat ginn iwwert d'Startuppen. D'Startuppe sinn natierlech e ganz zentrale Beräich vun eiser Wirtschaft. Mir hunn e Startup-Ekosystem, dee gutt fonctionéiert, wou mer elo mëttlerweil ongefeier eng 500 Startuppen hunn hei zu Lëtzebuerg a wou mer awer och wëssen, dass mer eng Partie Faiblessen hunn an deem System. Dofir hu mer eng Studie gemaach mat enger Entreprise, déi Startup Genome heescht, a wou mer elo amgaange sinn, drop ze schaffen, wou ech gären am Juni op der VivaTech zu Paräis eng Feuille de route virstellen, wéi mer eise Startup-Environnement nach méi kompetitiv maachen an nach méi attraktiv fir jonk Entreprisen, déi sech zu Lëtzebuerg wëlle forméieren an déi awer och wëllen aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen.

Dozou gehéiert natierlech awer och, dass mer am Kader vun eiser Prospektioun am Ausland, sief dat a Kanada, sief dat an Amerika, Japan, Korea, och elo zu Singapur, vu wou ech haut zréckkomm sinn, iwwerall do probéieren, eis och international ze vernetzen, dass mer kucken, dass mer eise Startup-Ekosystem zesummebrénge mat deem, deen op deene Plaze present ass, an dass mer kucken, dass mer do och Kollaboratioune favoriséieren.

Här President, ech géif och nach gären e puer Wuert soen zu dem Här Mosar senger Ausso iwwert d'Direktiv iwwert d'Mënscherechter, déi Responsible-Business-Conduct-Direktiv. Ech gesinn och do eng gewësse Kontradiktioun, wann ee sech dann en introduction op d'soziale Wirtschaftslehre berifft a seet, dass de Mënsch muss am Vierdergrond stoe vun der Wirtschaft, an op där anerer Säit an där Direktiv iwwert d'Human Rights Due Diligence en fait just Paperassen a Bürokratie gesäit, déi fir d'Betriber schlecht sinn. De deux choses l'une: Entweeder et hëlt een dat eescht mam Mënsch am Zentrum vun der Wirtschaft an da kënnt een, mengen ech, net ëmhier, fir och dat seriö ze huelen, wat mer am Beräich vun där Human Rights Due Diligence do maachen, iwwerall wou déi Betriber aktiv sinn, och an den Entwécklungslänner. Oder et wëll een dat net an et gesäit een do just eng Chicanerie an eng Paperasserie dran. Ech mengen net, dass dat de Fall ass. Déi Direktiv ass gutt. Déi ass jo elo nach amgaang, och verbessert ze ginn am Trilog. An ech mengen och, dass et dat am Endeffekt ass, wat eise Betriber, déi do drënnerfalen, wäert zeguttkommen.

Här President, ier ech ofschléissen an och dem Yuriko Backes duerno d'Wuert ginn, géif ech vläicht och nach gären ee Wuert soen zu der Talentattraction. Et ass och vill geschwat gi vun dem Mangel u Main-d'oeuvre, dee mer effektiv an alle Secteure vun der Ekonomie gesinn. An zu deem Punkt géif ech gär soen, dass mer do och eng Strategie hunn an der Regierung, déi d'lescht Joer verabschit ginn ass. Do gëtt et e Comité interministériel, deen dorobber schafft ënnert dem Lead vum Wirtschaftsministère. Mir hunn do an deem Beräich och elo eng Skillsetüd vun der OECD, déi virun e puer Woche presentéiert gouf an opgrond vun där mer elo mat deenen Aarbechte ganz konkreet ufänken.

Do gëtt et eng ganz Rei Voleten. Dat geet vun der Prospektioun bis hin effektiv och zu lokalen Initiativen, wéi mer kënnen Talenter hei förderen, wéi mer se kënne forméieren a wéi mer se kënne méi cibléiert an eis Ekonomie erabréngen. Dat ass eppes, wat leeft. Dozou gehéiert natierlech och eng Mesür, déi den Ausseministère elo annoncéiert huet, fir Conjointë vu Leit, déi aus Drëttstaaten heihinner schaffe kommen, och méi schnell an d'Aarbecht ze kréien, doduerch dass se kënnen en fait quasi automatesch hei schaffen, ouni dee Moment eng weider Autorisatioun ze kréien.

Et ass och geschwat ginn iwwert d'Handwierk. Jo, d'Handwierk ass och an enger Ekonomie vu muer present a natierlech ass d'Handwierk d'Réckgrat vun eiser Ekonomie. Mir wëllen a mir brauchen e staarkt Handwierk. An deem Kontext wéilt ech och gäre ganz kloer soen, dass ech mer Suerge maachen iwwert dat, wat fir de Moment amgaang ass, am Bau ze geschéien. Mir gesinn, dass et iwwerall ëm 30 %, 40 % méi lues geet. Et gëtt eng 30 %, 40 % manner Kreditter, Crédit-hypothécaires, och wéinst der Zënspolitick, wéinst den héijen Zënsen, déi et gëtt. Et gëtt manner Ventes en l'état futur d'achèvement, och ëm déi 30 %, 40 %.

Mir wëssen, dass dee ganze Secteur méi lues dréit. An dat ass effektiv e risege Problem an dat mécht mer och Suerge par rapport zu deem, wat effektiv op déi Entreprisen aus dem Bau an aus dem Handwierk do duerkënnt. An dat ass eppes, wat mer ganz enk am Bléck hunn. Mir hu schonn iwwert d'Tripartitt eng Partie Mesüre geholl, fir de Logement ze encouragéieren, sief dat iwwert de bëllegen Akt, déi Intérêts hypothécaires, déi ee kann ofsetzen, an och d'Aquisitioun vun Appartements en l'état futur d'achèvement iwwert de Logementsministère.

An ech mengen, dass do jiddweree gefuerdert ass. Och d'Gemengen, wa se et da kënnen, wa se Reserven hunn, kënne Logement kafen. Ech mengen, et ass elo e gudde Moment. Et huet een elo e Pouvoir de négociation, och par rapport zu de Promoteuren, déi do verkafen an deem Beräich. Ech mengen, et ass e ganz gudde Moment, fir sech och e gewëssene Parc immobilier locatif unzeleeën, wann een dann d'Moyenen huet. An do gëtt et jo eng Rei räich Gemengen, Här Mosar, déi dat duerchaus och kënne maachen.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, ofschléissend – an do kommen ech da kuerz op de Long terme ze schwätzen – géif ech och gären eppes soen iwwer eis Efforte mat „Luxembourg Stratégie". Den Här Mosar sot, e géif net driwwer schwätzen. En huet jo dunn awer e bëssen driwwer geschwat, wat och, mengen ech, ganz gutt ass. Wa mer iwwer eis Ekonomie nodenken, da musse mer dat och laangfristeg maachen. An dee Kader inseréiert sech „Luxembourg Stratégie".

Mir hunn effektiv eng Étude stratégique, déi op 2050 ausgeriicht ass. Déi resüméiert sech net op eng Bande dessinée, wéi Der dat e bëssen duergestallt hutt, Här Mosar, an Ärer Ried. Dat ass eng Aarbecht, déi elo säit bal zwee Joer leeft an déi en fait aus der Reflexioun eraus kënnt, dass mer an enger Zäit, wou mer eng Pandemie gesinn hunn, wou mer eng Recompositioun vun eisem geopolitesche Paysage gesinn, wou mer gesinn, dass mer eis och mussen als Regioun, als Europa, méi autonom maachen, awer och als Land méi autonom maachen, dass mer eis do mussen an d'Zukunft projezéieren.

An dofir hu mer dräi Zenarien ausgeschafft, woubäi kee vun deenen dräi vun Decroissance schwätzt. Et ass een, deen ass „business ass usual", dat heescht, dat ass eng Projektioun à politique inchangée. Et ass een, wou et effektiv e bësse méi lues dréit, an och dat ass eng Méiglechkeet. Wann ee mat den Ekonomiste schwätzt, da schwätze se Iech vun engem Zenario vu „secular stagnation". Dat ass eppes, wat net nei ass. Dat kënnt vum Lawrence Summers, dem fréiere Conseiller économique vum Bill Clinton, dee seet, dass an deene Länner mat ganz entwéckelten Ekonomië laangfristeg d'Croissance, de PIB net méi ganz staark wäert steigen. An dat ass och ee vun den Zenarien, ee wou mer manner Croissance wäerten hunn. An den drëtten Zenario ass een, wou mer effektiv vill op Technologie setzen, fir u sech op deem selwechten Niveau ze bleiwen, mat allem, wat dat implizéiert.

An ech géif just gär soen an där Diskussioun … An ech komme just vu Singapur erëm, wou se dat och scho säit ganz laanger Zäit maachen, säit Enn den 80er-Joren, wéi och op anere Plazen: A Finnland maache se dat scho ganz laang, an der OECD gëtt dat gemaach, och d'Europäesch Unioun huet eng Foresight-Unitéit. An et gëtt een einfach méi intelligent als Land a méi resilient, wann een deen Exercice mécht. Et dierf een en natierlech net maache mat Scheiklappen un oder andeem een de Kapp an de Sand stécht.

An dat ass dat Eenzegt, wat ech gäre géif hei soen: Mir sollen dat zesumme maachen. Déi Zenarien, dat ass näischt, wat ech mer wënschen oder wat mer eis wënschen. Dat sinn déi grouss Tendancen, déi mer gesinn op eis duerkommen, vu baussen eraus. An dat sinn och keng Zenarien, déi spezifesch sinn oder déi particulier si fir Lëtzebuerg. Dat sinn Zenarien, déi een iwwerall op der Welt fënnt.

Dofir fannen ech et e bëssen – wéi soll ech soen? –, jo, e bësse court-termiste, fir dann direkt do mat der Decroissancekeul op jiddwereen ze klappen, dee probéiert, déi Reflexioun do ze féieren. Et ass eng Reflexioun, där mer eis musse stellen. Et ass och eng Reflexioun, déi mer musse féieren am Kader vun eise planetäre Limitten, well et ass nun emol esou, dass een net ganz gutt mat der Physik kann negociéieren. Et ass gesot ginn, dass ee mat enger … Här Bauler, wéi hutt Der et scho méi gesot? „Op engem wirtschaftleche Kierfecht kann ee kee Sozialstaat opbauen", an op engem doudege Planéit kënnt Der och keng ganz gutt Ekonomie maachen. An do hu mer déi dräi Polen …

M. André Bauler (DP) | Also, wou Der Recht hutt, hutt Der Recht, Här Minister.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Do hu mer déi dräi Pole vun der Nohaltegkeet, …

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | … déi mer musse matenee vernetzen: dee vun der wirtschaftlecher Kompetitivitéit, dee vun der sozialer Inclusioun an dee vun de planetäre Limitten, déi mer hunn. An dat ass den Effort, dee mer gäre maache bei „Luxembourg Stratégie" a wou ech Iech gären alleguerten invitéiere matzemaachen!

Mir hunn déi Zenarisatiounsaarbecht gemaach, déi ass elo ofgeschloss. Elo schaffe mer un der Vision stratégique, am Horizont 2050, an dat ass eng Aarbecht, déi mer Ufank Juni wäerten ofschléissen a wou ech, wéi gesot, och gären d'Chamber wëll mat dran implizéieren an där Reflexioun, well dat ass eng, där mer eis zesumme musse stellen, wou et drëm geet, fir eis Ekonomie an all Zenario, egal wat op eis duerkënnt … A mir wëssen, dass mer dat net alles maîtriséieren. Mir sinn do natierlech am europäesche Kader. Mir sinn och der Geopolitick ausgesat. Mee mir mussen eis där Diskussioun stellen. Dat ass essentiel, fir och an Zukunft e liewenswäerte Kader ze hunn, awer och ee mat enger staarker Ekonomie an een, wou mer all eis Mënschen an all eis Leit hei am Land mathuelen.

Duerfir merci fir den Debat. An ech sinn och ganz zouversichtlech, dass mer dat wäerte fäerdegbréngen.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Här Mosar?

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Ech wollt ganz kuerz, wann Der erlaabt, op eng, zwou Remarke vum Här Fayot äntweren an dann awer och nach op eng Fro zréckkommen, op déi e mer net geäntwert huet, déi awer net onwichteg ass.

Ech fänken direkt hannen u mat deenen Zenarioen. Do ass een Zenario, wou den Här Fayot elo gesot huet, dee géif net onbedéngt eng Decroissance oder zumindest e Stopp vun der Croissance virgesinn. Ech erlabe mer awer, Iech just hei virzeliesen, wat an deem Passage do steet. Do steet ganz kloer: „Les niveaux de salaires, des pensions et la couverture sociale stagnent, après une profonde transformation du système". Abee, ech mengen, dat schéngt mir awer ganz evident a kloer ze sinn: Wann d'Léin, d'Pensiounen a besonnesch déi sozial Couverture net méi viruginn, net méi an d'Luucht ginn, da gi mer zréck. Dat heescht, da kréien d'Leit manner. An dat ass op jidde Fall eppes, wat fir eis absolutt inakzeptabel ass! An ech muss Iech och soen …

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President …

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Loosst mech vläicht …

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Nee, just …

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Här Fayot … Här President, ech däerf jo awer fäerdeg schwätzen?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ech war just amgaang ze soen: Den Här Mosar ka Parole après ministre invoquéieren, dat huet e gemaach, an den Här Mosar huet nach e puer Minutten, fir dat zum Schluss ze féieren.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, ech wollt eigentlech just zu deem dote Sujet soen, datt ech d'Interventioun vun der Madamm Closener do weesentlech méi kloer fonnt hunn, déi sech hei konsequent géint all Zorte vun Decroissance ausgedréckt huet. Dat ass iwwregens och eis Meenung an ech wëll och déi Ausso vun der Madamm Closener do zréckbehalen.

Zweete Punkt: e Liwwerkettegesetz. Do hutt Der mech och an de Mond geholl.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Ech hu gesot, an dat soen d'ailleurs ganz vill Spezialisten, Ekonomisten, Experten, an ech hunn dat och virdrun developpéiert, …

(Interruptions)

… datt mer generell musse kucken, datt déi Hëllefen, déi mer Entreprisë ginn an der Transition énergétique, dat déi mussen um Niveau vun de Prozedure méiglechst einfach goen. An dofir appreciéieren ech och den Effort, deen d'Madamm von der Leyen wëllt maachen, fir 25 % Entbürokratiséierung bei deene Mesüren ze maachen.

Et muss een awer elo feststellen, datt hei e Liwwerkettegesetz kënnt – wat gutt gemengt ass … An, Här Fayot, Dir braucht mech net ze beléieren, ech si gradesou fir de Schutz vun de Mënscherechter!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | A sou!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Ech wollt eebe just heimadder kloer ausdrécken, datt awer, wann een esou eppes mécht, …

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Wat hätt Der da gär?! Wat hätt Der da gär?

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | … d'Betriber och domadder musse kënne liewen an dat och musse kënnen ëmsetzen!

An da wëll ech och nach eppes soen, Här Fayot: Ech begéinen och ganz vill Leit, déi an Ärem Secteur – also an engem anere Secteur, an der Kooperatioun – schaffen, an déi fänken ewell ëmmer méi un, sech Froen ze stellen, ob dat do dee richtege Wee ass, well dat nämlech riskéiert, datt muer keng Entreprise méi zum Beispill um afrikanesche Kontinent nach wäert iergendwéi en Handel maachen, well se net wëll de Risk lafen, datt se do iergendwéi géint d'Mënscherechter verstéisst!

Eppes Drëttes, an dat ass da meng Fro: Dir hutt mer net geäntwert, wat mat den Terraine vu Google zu Biisse geschitt, well dat ass net onwichteg! Mir hu matkritt aus dem Mond vum Här Staatsminister, datt

dee Projet Google zu Biissen net méi géif realiséiert ginn, an ech mengen, d'Chamber huet hei e Recht ze wëssen, wat dann do mat deenen Terraine wäert geschéien!

(Brouhaha)

M. Gilles Baum (DP) | Wou ass dat da gesot ginn?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Minister huet elo d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Also, Här President, op där éischter Fro, dat ass natierlech vun enger perfekter intellektueller Onéierlechkeet!

(Exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, wannechgelift elo! Wannechgelift elo!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Ech war an der Kommissioun. Ech war ... Nee, elo ass et ..., nee!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech sinn intervenéiert, fir dass den Här Mosar seng Developpementer konnt maachen, da kann den Här Minister déi och maachen!

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Ech hunn Iech dat an der Kommissioun schonn erkläert an ech soen Iech dat dann elo nach eng Kéier: En Zenario ass keng Strategie! Dir wëllt déi Distinctioun do scheinbar net verstoen. En Zenario, wéi gesot, dat ass eng Aarbecht, wou een Tendancen ophëlt an da méiglech Zukunften dorauser mécht. Wann eng do derbäi ass, déi Iech net gefält, dann ass dat eng Saach, mee dat ass eng Zenarisatiounsaarbecht, déi op ganz ville Plaze gemaach gëtt, wou et nach ganz vill méi schlëmm Zenarie gëtt. An dat brauch een, fir esou eng Planifikatioun ze maachen.

Et kann ee sech natierlech ëmmer schéi Geschichten zielen a Märercher zielen. Esou kann een och d'Zukunft plangen. Dat ass awer net d'Aart a Weis, wéi ech mengen, dass een dat soll maachen!

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Zu deem zweete Punkt, bon, ech mengen, do ass alles gesot an ech wëll do och net op dat agoen, wat Der do zu iergendwellechen Entwécklungslänner gesot hutt. Ech mengen, et gëtt eng Aart a Weis, fir faire Commerce an och eng fair Ekonomie ze maachen an deene Länner, an dat ass ganz kloer meng Perspektiv. Och wann ech haut – a verschiddene vun eise Partnerlänner – der Meenung sinn, dass mer méi um ekonomesche Plang kënne mat hinne maachen, sou muss dat ëmmer „at eye level" sinn an ëmmer op eng fair Aart a Weis. Dat schéngt net d'Aart a Weis ze sinn, wéi verschidden Entreprisen ëmmer nach de Commerce an deene Länner do gesinn.

An dat Drëtt, mat Google: Bon, Dir hutt eng Question parlementaire gestallt dozou, op déi, mengen ech, och elo haut d'Äntwert komm ass. Ech mengen och net, dass de Premier gesot huet, dass dee Projet do zu Biisse guer net wäert realiséiert ginn. Google huet nach bis Mëtt 2024, fir do eng Baugeneemegung ze froen. Ech weess net, ob se dat maachen. Et ass gewosst, dass mëttlerweil zwee Datenzenteren an der Wallonie gebaut gi sinn. Bon, dat mécht et dann effektiv net méi probabel, dass dat geschitt, mee ech weess et net, ech sinn net an de Schong vu Google!

Ech weess just, dass se sech engagéiert hunn, elo op deem Cloud souverain do mat eis ze schaffen an dass se sech och engagéiert hunn, en anere Projet ze maachen, Formatiounen am Beräich vu Cybersecurity. An ech mengen, dat ass e gutt Zeechen, dass mer och kënne mat Google weider zesummeschaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo?

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Ech sinn hei attackéiert ginn, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A wat fir engem Zenario si mer elo?

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, mee Här President, ech sinn hei attackéiert ginn, ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Fait personnel.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | ... „intellektuell onéierlech" ze sinn, an dat kann ech net op mer sëtze loossen, well ech hu ganz genau dem Här Fayot nogelauschtert. Den Här Fayot huet vun dräi Zenarioe geschwat an en huet gesot, do wär eigentlech keen Zenario, deen eng Decroissance géif virgesinn oder iergendwéi e wirtschaftleche Stopp. An ech hunn em hei einfach dat virgelies, wat an deem Zenario do steet. An dofir kann ech hei net akzeptéieren, als „intellektuell onéierlech" dohinnergestallt ze ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

An elo huet d'Madamm Finanzministesch d'Wuert. Madamm Yuriko Backes, Dir hutt d'Wuert.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Honorabel Deputéiert, als leschte Riedner dann, mengen ech, den Owend, jo, wëll ech net ze vill vun Ärer Patience abuséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | O, ech mengen, et kommen der nach vill, Madamm Backes, et sinn nach 13 Motiounen.

(Hilarité)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | ... an d'Motiounen, ech mengen, dat geet awer vläicht vun donidden.

Bon, ech mengen, ech wëll Iech soen: Dass eis Ekonomie soll kompetitiv an attraktiv sinn a bleiwen, ass natierlech eng Prioritéit a bleift eng Prioritéit vun der Regierung. Dat ass kee Selbstzweck, mee effektiv, et ass, well mer fir d'Mënsche schaffen!

Ech schwätzen natierlech och permanent mat Acteuren am Land, viller vun eiser Finanzplaz. Ech sinn och vill an d'Ausland gereest, esou zwëschent den Tripartitten, fir och do mat internationalen Acteuren ze schwätzen. Jo, mir hunn Defien, dat wësse mer, mee dat hunn eis Konkurrenten och. An ouni naiv ze sinn, musse mer awer och net alles total schlechtschwätzen!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Jo, ech kréien och ëmmer nees ënnerstrach vun deene Leit, mat deene mer dann och schwätzen – Acteuren, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, respektiv déi, déi mer och wëllen op Lëtzebuerg unzéien –, wat fir si wichteg ass:

Politesch Stabilitéit, dat gëtt ëmmer nees ënnerstrach, ass wichteg, Previsibilitéit ass wichteg, och de Cadre juridique, d'Paix sociale. Dat ass eppes, wat ëmmer nees ënnerstrach gëtt, dat ass extreem wichteg. Accès zu den Autoritéiten, an ech mengen, dat probéiere mir och, wierklech d'ganz Regierung, esou gutt wéi méiglech ze maachen, fir eeben accessibel ze sinn. Da sinn och seriö a respektéiert Regulateuren eppes, wat ganz wichteg ass. Gesond Staatsfinanzen, dat ass och eppes, wa mer dat am Ausland uschwätzen mat deenen Acteuren, déi ech da gesinn, wann ech deene soen, dass mer ënner 30 % Dette par rapport zum PIB leien, do staune se a fannen dat natierlech och eng ganz gutt Saach.

Ech mengen, dat alles an natierlech nach vill méi musse mir kucke bäizebehalen, wa mer wëlle kompetitiv an attraktiv bleiwen. Doriwwer eraus misste mer natierlech och ganz vill Saache ganz proaktiv maachen an dat op eng gescheit an och responsabel Aart a Weis. Ech mengen, zum Schluss geet et ëm d'Confiance. Et geet ëm d'Confiance, déi d'Leit an eist Land hunn. Et geet ëm d'Confiance, déi och potenziell Investisseuren an eist Land hunn.

Et sinn e ganze Koup Saachen hei ugeschwat ginn. Ech wëll op verschidde Saache kuerz agoen. Et ass och iwwert d'Fiskalitéit geschwat ginn – ech mengen, do kéinte mer elo ganz laang driwwer schwätzen, ech wëll dat elo net, mee ech mengen, mir wëssen, dass d'Kompetitivitéit och wichteg ass, well eeben d'Entreprisen zu de Steierrecettë bäidroen, och fir eise Sozialmodell, dee mer domadder natierlech kënne finanzéieren.

Fréier war oft ee vun de Krittären, fir op Lëtzebuerg ze kommen, eist steierlecht Ëmfeld. Mee wéi mer alleguerte wëssen, huet sech d'steierlech Landschaft natierlech substanziell geännert, och fir d'Gesellschaften. Aggressiv Steierplanung, dat war legal, dat ass awer op de Pranger geholl ginn. Ech ginn elo net op d'Detailer vun dem OECD-BEPS-Plang an den ATAD- an DAC-Direktiven, déi ugeholl si ginn, an. Och de Pilier 1, de Pilier 2 vun der OCDE sinn an deem Kontext wichteg. Mee, effektiv, mat deem méi strikten Encadrement vun der Steierpolitick an deene leschte Joren hu mer natierlech eng Marge de manoeuvre verluer am Beräich vun der Steierpolitick.

D'Betribsbesteierung ass ugeschwat ginn, och Incitatiffen. Do wëll ech vläicht just op zwee Punkte vun dësem Debat agoen, well Incitatif-fiscalle fir Entreprisen och ugeschwat si ginn. Do wëll ech just mentionéieren, dass mer an der ..., net an der leschter, mee an der virleschter, mengen ech, Tripartitt och den Accord fonnt haten, dass mer déi aktuell Bonification d'impôt fir Investissementer wäerte reforméieren. Do si mer an der dernière ligne droite. Dat wäert dann och geschwënn an d'Parlament kommen, well do geet et drëms – an ech mengen, dat ass fir ganz viller vun eis heibanne wichteg –, d'Digitalisatioun an och déi energeetesch Transitioun ze fërderen.

Den honorabelen Här Deputéierte Mosar huet och d'Proposition de loi vun him an, ech mengen, vum Här Roth, mentionéiert. Do ass et schued, dass Der net gesinn hutt, dass mer eng Prise de position erageschéckt hunn.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Den 23. November 2022, Här Mosar!

An där Prise de position hu mer dann och geschriwwen, dass mer déi Mesür am Fong als ganz favorabel ugesinn. Ech muss allerdéngs och soen, wéi ech an d'Regierung komm sinn, war dat och eppes, wou ech direkt wollt drop schaffen, wat mer och gemaach hunn, dat heescht, mir hu selwer op engem Projet geschafft. Bon, du koum, wat komm ass, wat mer wëssen, Krich a Kris, an d'Prioritéiten hunn du missen op aner Mesüre geluecht ginn.

Mee ech ginn dervunner aus, dass Der awer den Avis vum Staatsrot gelies hutt zu Ärer Proposition de loi.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Deen hu mir natierlech och mat Interessi gelies. A mir sinn iwwerrascht gewiescht, dass de Staatsrot d'Limitatioun op d'lëtzebuergesch Gesellschaften oder Établissements stables vun auslännesche Gesellschaften zu Lëtzebuerg als ze restriktiv empfonnt huet an och

mat enger Opposition formelle gedrot huet. Bon, an eise Recherchen hate mir, wéi Dir och, festgestallt, dass an anere Länner esou eng Restriktioun virgesinn ass, well ee jo seng lokal Gesellschaften a priori wëll ënnerstëtzen. An ouni Limitt op Lëtzebuerger Terrain schéngt eis dat ganz schwéier dann ëmsetzbar ze sinn, well mer domadder dann och e relativ héijen Déchet fiscal ouni positiv Repercussioune fir d'Lëtzebuerger Ekonomie géife kréien. Mee ech mengen, dat kucke mer eis weider am Detail un.

D'Gesellschafte gesinn awer, mengen ech – an et ass vu villen haut de Mëtteg, haut den Owend hei mentionéiert ginn –, aner Avantagen zu Lëtzebuerg, déi se dann dozou féieren, hir Substanz hei ze stäerken oder ze erweideren. An dat ass eng effikass Finanzplaz, dat si gutt ausgebilt Leit och op eiser Finanzplaz, dat ass d'Méisproochegkeet. Ech mengen, do hu mir trotzdeem ganz vill Atouten, déi aner Länner net ëmmer onbedéngt hunn.

En anere Facteur fir d'Kompetitivitéit – an ech fannen dat och ganz wichteg ze mentionéieren – vun eisem Land ass och déi zäitno Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven. Dat maache mer. Mir sinn och First Mover, do wou et wichteg ass, an ech fannen, dat muss een och ënnersträichen. Dat hu mer op der Payment Services Directive gemaach, dat hu mer op verschiddenen anere Projete gemaach. Wat mer och mussen evitéieren a wat ech evitéieren, dat ass, Goldplating ze maachen. Ech mengen, do si mer eis och eens. Mee alles dat dréit och zur Kompetitivitéit bäi.

Mir sinn eis, mengen ech, all eens, dass d'Finanzplaz de Motto vun eiser Ekonomie awer ass, well se och zu ronn engem Véierels vun eisem PIB bäidréit an zu gutt engem Drëttel vun eise Steierrecetten. Si ass och e groussen Employeur an eisem Land mat méi wéi 64.000 Leit, déi am Secteur schaffen. Sou schaaft och all Aarbechtsplaz op der Finanzplaz 1,1 weider Aarbechtsplazen am Rescht vun der Ekonomie. Ech mengen, dat kann ee roueg och ënnersträichen!

An ech mengen, mir si fir eng Diversifikatioun vun der Ekonomie. Dat ass wichteg. An dann en parallèle eeben och eis Finanzplaz, déi e wichtege Bestanddeel vun där Ekonomie muss sinn a bleiwen! Dat heescht och konkreet, dass et gradesou wichteg ass, och eis Finanzplaz weider ze stäerken an ze entwéckelen. Dofir hunn ech ënner anerem och d'Moyene vu Luxembourg for Finance an och fir d' Luxembourg House of Financial Technology am Budget 2023 erhéicht.

Et ass mer och wichteg ze ënnersträichen, dass eis Finanzplaz net monolithesch ass, mee sech selwer och diversifizéiert. Ech ginn elo net an all d'Detailer eran, mee ech mengen, wat och wichteg ass, dass justement de FinTech weiderentwéckelt gëtt an d'nohalteg Finanzen, déi do och e wichtege Rôle spillen. An do huet mäi Virgänger, muss ech awer hei och soen, ganz vill dru geschafft.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dat sinn esou Mesüre wéi d'europäesch Investment Bank Platform, dat ass den International Climate Finance Accelerator, d'LuxFLAG Labeling Agency ..., do ass ganz, ganz vill geschitt, wat och ganz wichteg ass fir d'nohalteg Finanzen. Mir hu rezenterweis och e Fund of Funds opgesat. Et gëtt och eng Luxembourg Sustainable Finance Initiative, wou d'Acteure vum Secteur zesummekommen. Ech mengen, alles dat däerf een trotzdeem net vergiessen.

Fait ass och fir eis Finanzplaz, dass duerch de Brexit eng ganz Rei nei Aktivitéite bäikomm sinn, notamment am Beräich Assurance non-vie. Mee och besteeënd Firmen hunn hir Aktivitéiten ausgebaut, wéi zum Beispill an der Banque privée oder fir alternativ Fongen. Méi wéi 90 Entreprisen am Finanzsecteur hu sech säit dem Brexit fir Lëtzebuerg entscheet. Mee och onofhängeg vum Brexit sinn an deene leschten zwee Joer och aner Acteuren op Lëtzebuerg komm, aus Spuenien, aus Amerika. Ech mengen, dat muss een och ënnersträichen. Ech war am Oktober zu New York an zu Toronto – ech mengen, ech hat dat och schonn hei eng Kéier gesot – an de Feedback war do och ganz positiv. An ech hoffen, dass do geschwë kënnen d'Annoncë komme vun Acteuren, déi do bäikommen.

Et ass dës Kéier an dësem Debat net ganz vill vu Rankings geschwat ginn. Normalerweis, wa mer an engem Ranking erofginn, da gëtt dat thematiséiert oder ech ginn heihinnergeruff. Wa mer an engem Ranking eropginn, dann ass dat manner en Theema!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | An ech fannen dat dann awer, ganz éierlech gesot, och e bësse schued! Bon, ech mengen, et muss een net ze vill Wäert ëmmer op déi Rankings do leeën, mee et ass awer – an duerfir wëll ech et awer elo hei soen – bemierkenswäert, dass d'Lëtzebuerger Finanzplaz a mindestens dräi Rankings, déi an deene leschte Wochen a Méint erauskomm sinn, wierklech ganz exzellent ofgeschnidden huet, dat souwuel als Finanzplaz insgesamt wéi och am Beräich vun der Finance durable an och vum FinTech.

An da benotzen ech och déi Geleeënheet, fir Iech ze soen, wéi eng Rankings dat sinn: Am neie Global Financial Centres Index ass Lëtzebuerg erëm ëm zwou Plaze geklommen an ass dann elo weltwäit op der 19. Plaz, nodeem mer schonn d'lescht Joer ëm sechs Plaze geklomme waren. Mir sinn also déi Fënneft an der EU a Sechst an Europa. Well d'Green Finance ugeschwat ginn ass: Am leschte Global Green Finance Index ass Lëtzebuerg ëm dräi Plaze geklommen an ass elo véiertgréngst Finanzplaz weltwäit an zweet an der EU. An da ginn ech Iech nach en drëtte Ranking – an dann halen ech op, promis-juré –: Enn lescht Joer ass Lëtzebuerg op der véierter Plaz an Europa gelant, wat d'Stäerkt vun eisem FinTech-Ecosystem ugeet, an dat an enger Etüd vu McKinsey. Voilà.

Als oppen an international Finanzplaz ass eis Finanzplaz natierlech am Moment och vun dem globale makroekonomeschen Ëmfeld betraff, dat muss een och soen. An och wa mer kee groussen Afloss op déi Entwécklungen hunn, ass et wichteg, dass mir trotzdeem weider un deene richtege Ramebedéngunge schaffen. An nach eng Kéier: An deene Gespréicher, déi ech mat Acteuren hat op deene Reesen, wou ech d'lescht Joer ënnerwee war, Stockholm, London, Madrid, Tokio, New York, Toronto, Korea, Singapur – an ech war och mam Premier zu Davos –, dee Feedback, deen ech do krut, dee war ganz positiv!

Ech sinn och permanent a Gespréicher mat den Decideuren an Acteure vun der Plaz, mat ganz villen Entreprisen, déi ech gesinn hunn. Ech muss hinnen als Finanzministesch nolauschteren an och mat hinnen zesumme kucken: Wou sinn nei Opportunitéiten? Eng Suerg, déi do effektiv ëmmer kënnt, sinn d'Talenter. Ech kommen nach eng Kéier dodrop ze schwätzen.

Mee als Finanzministesch sinn ech wierklech bereet, do ze agéieren, wou ech kann, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz an eiser Ekonomie ze erhalen an och weider auszebauen. Zwee Beispiller, ganz kuerz: Rezent hu mer hei an der Chamber dat drëtt Blockchaingesetz ugeholl. Ech mengen, dat weist och déi proaktiv Approche, déi mer hunn. Ech hunn och elo e Projet de loi deposéiert, fir eise Fongegesetzeskader ze moderniséieren. Ech mengen, da wäerte mer och ganz geschwë kënnen dodriwwer schwätzen. Mir wëssen alleguerten, dass d'Konkurrenz net schléift an dass mir proaktiv bleiwe mussen. An dofir sinn ech, wéi gesot, mat mengen Ekippen am permanente Kontakt mat dem Secteur.

Talenter, et ass vill de Mëtteg iwwert d'Talenter geschwat ginn, ma vläicht complementaire zu deem, wat och de Minister Fayot gesot huet, just ee Wuert, wat dann d'Talenter am Kader vum Finanzsecteur betrëfft: Dat ass en Defi fir eise Finanzsecteur, mee ech mengen, aner Centren hunn natierlech och änlech Defien. Mir hunn de Wuesstum vun eisem Finanzsecteur gesinn, quantitativ si mer gewuess, mee och qualitativ si mer gewuess. Dat heescht, mir brauchen och do permanent nei Profiller.

Fir mech war et wichteg, fir zwou Mesüren effektiv an dësem Budget op de Wee ze bréngen, an dat ass jo och gestëmmt ginn. Dat ass eng besser a méi flexibel Gestaltung vum Régime d'impatrié a vun der Prime participative. Do kënnt Der mer soen: „Dat geet net wäit genuch", da géif ech Iech esouguer Recht ginn, a soubal ech kann, soubal mir kënnen, wär ech och frou, wann ee kéint weider un deene Mesüre schaffen, fir déi nach méi attraktiv ze maachen. Mee de Logement ass effektiv eppes ganz Breedes, do komme ganz vill Voleten: vu Logement, vun Immigratioun ... De Minister Fayot huet et mentionéiert, ech mengen, den nächste Mount wäert den Ausseminister och déi Immigratiounsmesür fir d'„spouses", de „Spouse-Visa", an d'Prozedur bréngen. Ech fannen dat och ganz wichteg.

D'Ausbildung an de Schoulen: De Fait, dass mer wierklech ganz vill international Schoulen, net privater, mee public international Schoule kreéiert hunn, dat ass och eppes, wat fir Leit ganz wichteg ass, déi kucken: Komme mer op Lëtzebuerg? Komme mer net op Lëtzebuerg?

Da misste mer och trotzdeem nach ëmmer Lëtzebuerg op verschiddene Plazen am Ausland nach méi bekannt maachen, dat heescht, d'Kommunikatioun ass och do ganz wichteg. An do wëll ech Iech soen, dass ech de Budget vu Luxembourg for Finance och an d'Luucht gesat hunn, fir dass si kënne weider – a wat se och maachen – eng exzellent Kommunikatioun maachen.

A, ech hunn awer nach e Rating fir Iech!

(Hilarité)

Well et ass, wéi gesot, net alles negativ, och net bei den Talenter. Beim INSEAD Global Talent Competitiveness Index, do war Lëtzebuerg ganz rezent, ech mengen, et ass eréischt e puer Deeg hier, op der héchster Plaz, wat d'Attraktivitéit fir internationaalt Talent ugeet. Wéi gesot, ech mengen, dat soll een dann och soen, wa mer do op enger gudder Plaz stinn.

Wat d'Talenter ugeet, sinn ech och ganz frou – Dir hutt dat vläicht suivéiert –, dass mer de Women in Finance Charter ënnerschriwwen hunn, well mir hunn e ganze Koup ganz kompetent Fraen, an ech mengen, mat der Signature vun deem Finance Charter wäerte mer och déi Talenter, déi mer hei hunn, déi mer am Fong bal virun der Nues hunn, hoffentlech op eiser Finanzplaz besser asetzen. An ech si ganz houfreg op déi Mesür, op deen Charter vun trotzdeem 70 Entreprisen – an et sinn der nach e ganze Koup, déi, mengen ech, dat wäerten ënnerschreiwen –, an dat ass eng ganz gutt Saach!

(Interruption par la présidence)

Et ass vun der Uni Lëtzebuerg geschwat ginn. Do wëll ech just soen, dass mer schonn e Sustainable-Finance-Master hunn an och e Research Programme for Professionals Certificate. Ech mengen, do gëtt et

Saachen, mee deenen, déi et hei mentionéiert hunn, ginn ech do Recht, do musse mer nach dru schaffen. Dat ass ganz wichteg, dass do mat der Uni och fir de Finanzsecteur nach méi zesummegeschafft gëtt, fir Talenter och weider do auszebilden an dat ze ënnerstëtzen.

Ee Wuert vläicht nach zu der Digitalisatioun: Wéi fir aner Secteuren ass d'Digitalisatioun och e groussen Enjeu fir d'Finanzplaz. Vusäite vum Finanzministère hu mer mam LHoFT e wichtegen Outil fir d'Plaz geschaaft, fir e FinTech-Ecosystem opzebauen an de Finanzsecteur mat der Innovatioun do ze konnektéieren, fir dat zesummenzebréngen.

Haut hu mer – an do ass vläicht haut nach manner driwwer geschwat ginn – trotzdeem méi wéi 220 FinTech-Entreprisen am Land. Dovunner sinn der 85 physesch am LHoFT. Hei geet et net reng drëms, Startups hei unzezéien oder opzebauen, mee och Aktivitéiten a Solutiounen, déi et och eiser Finanzplaz erlaben, déi digital Transformatioun ze meeschteren.

Ënnert den neie Prioritéiten, déi ech dem LHoFT ginn hunn, ass notamment och d'Fro, wéi een nach besser Brécke ka maachen tëschent der FinTech an nohaltege Finanzen. An ech mengen, do muss ee wierklech kucken, wéi mer do op Mutualisatiounsprojete kënne weider schaffen. Dat ass eng Aufgab vum LHoFT.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Minister, Dir misst elo zur Konklusioun kommen!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ok!

(Hilarité et brouhaha)

Majo bon, da kommen ech zu menger Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et si vläicht nach aner Saachen, déi ech awer vläicht gäre gesot hätt, mee wat ech dann als Konklusioun soen, dat ass: Ech hunn de Mëtteg, den Owend hei verschidde ganz interessant Mesüre gehéiert, interessant Mesüre si mentionéiert ginn. An ech mengen, mir wäerte bestëmmt an Zukunft nach ganz vill Geleeënheete kréien, fir dodriwwer ze schwätzen, well ech ginn dovunner aus, dass der dovunner och ganz vill wäerten a Walprogrammer afléissen.

Ech hoffen, dass mer aus dësem Krisemodus no der Pandemie an dann och no der Energiekris wäerten erauskommen, well zum Gléck hu mer eng Ekonomie, déi awer zimmlech resilient ass, an och mat de Mesüre vun der Tripartitt, déi d'Kafkraaft ënnerstëtzen, déi d'Inflatioun trotzdeem niddreg gehalen hunn, déi och Confiance a Previsibilitéit mat sech bruecht hunn a geschaaft hunn, wat ganz wichteg ass.

Jo, mir hunn Defien. Ech wëll awer mat Zouversiicht an d'Zukunft kucken an och weiderschaffen, fir dass mer wierklech eng attraktiv, eng innovativ an eng durabel Wirtschaft hunn, an dat am Interessi vun eise Matbierger, déi hei wunnen a schaffen!

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A, Dir wëllt der Madamm Minister zousätzlech Riedezäit ginn. Ech hu kee Problem dermat.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Nee, nee, ech wëll emol fir d'éischt, Här President, der Madamm Minister villmools Merci soen. Hir Interventioun war emol éischtens agreabel am Toun an ech stellen och fest, ...

(Hilarité et interruptions)

... an ech stellen och fest, datt mer op ganz ville Punkten do net wäit ewech sinn.

Just awer eng Fro, an ech weess, datt jiddweree schonn e bëssen d'Flemm huet, datt et laang gedauert huet, awer eng Fro, Madamm Minister, déi musst Der mer nach beäntweren!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Mosar, mir waren déi ganzen Zäit hei!

Une voix | Voilà!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, déi Fro ass ..., déi Fro ass net ...

(Brouhaha et interruption par M. Charles Margue)

Här President, ech hu keng Chance ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, kee Problem. Den Här Mosar huet elo nach d'Wuert a soss keen!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Merci.

(Interruption)

Dat ass awer déi Fro vun de Bankkonten. Ech hat Iech dat gesot – an ech schwätzen nach eng Kéier hei ënnert dem Contrôle vu ville Kolleegen, déi an där Reunioun bei der CSSF derbäi waren –, do hat den Här Direkter vun der CSSF eigentlech eng Suggestioun gemaach: ob et net eng Méiglechkeet wär, datt Dir als Finanzministesch deene staatleche Banken oder deene Banken, wou de Staat Aktionär wär, quasiment géift eng Instructioun ginn, datt déi misste Konte fir Gesellschaften opmaachen. Ech hunn dat natierlech zur ..., ech hunn dat gelauschtert. Ech hunn dat och keng oninteressant Iddi fonnt. Déi aner Méiglechkeet wär awer, datt een eventuell iwwer eng gesetzlech Adaptatioun do géif virgoen.

Et ass e reelle Problem an ech wär frou, Madamm Finanzministesch, wann Der eis awer ee Wuert nach doriwwer wéilt soen. Da sinn ech fäerdeg, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, dat ass kee Problem. Ech ginn da selbstverständlech der Madamm Fianzministesch déi noutwendeg Zäit, fir dorop ze äntweren.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Majo gären. Also, déi Ouverture vun de Konten, dat ass effektiv e ganz wichtege Sujet. Mee ob eng Bank e Konto opmécht oder net, läit awer wierklech ganz aleng un der Politique commerciale an och dem Risikoappetitt vun eenzelnen Haiser. De Staat kann net an d'Liberté contractuelle agräifen an och net de Banke soen, wat si do ze maachen hunn, an och net, wat hir Risikobereetschaft soll sinn. Ech mengen net, dass de Staat dat soll maachen.

Da gëtt dann oft gesot: „Jo, mee de Staat ass jo Aktionär." En Aktionär ka sech och net an d'Politique commerciale amëschen. Dass et awer e Problem ass, gesinn ech. Also, ech sinn elo e bëssen erstaunt, dass een do soll gesot hunn, dass d'Regierung do soll esou eng Instructioun un d'Banke ginn. Dat ass awer eppes, wat mer natierlech suivéieren, well et eis och Suerge mécht. An et ass och eppes, wat mir natierlech uschwätze mat den zoustännegen Associatiounen an och mam Regulateur. Mee dass d'Regierung elo do eng Instructioun un d'Banke gëtt, wat hir Politique commerciale ugeet, dat gesinn ech elo éischter net. Dat heescht awer net, dass mer net mat den Acteuren driwwer schwätzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Ministesch. Mir sinn domat um Enn vun eisem Debat ukomm.

Motions

A mer hunn nach eng ganz Rei vu Motiounen. Ech géif dann do nom Mëllerprinzipp fueren, een nom aneren, ouni awer vergiess ze hunn – ech wollt d'Madamm Minister net ënnerbriechen –, Gesondheet ze wënschen, déi ech och amtlech ka bescheinegen.

(Brouhaha)

Amtlech bescheinegt!

Motion 1

Wie wëllt d'Wuert nach zu der éischter Motioun? Den Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ech hale mech och ganz kuerz. Wann ech och elo hei d'Explikatioune vun deenen zwee Ministeren héieren hunn, misst eigentlech d'Majoritéit praktesch all eis Motioune stëmmen.

Ech wëll direkt soen, déi éischt, dat ass virdrun och nach eng Kéier ugeklongen, do geet et en fait ëm déi Incitatif-fiscallen, wou ech elo och d'Madamm Minister héieren hunn, datt se seet, dat wier eng gutt Saach, dat misst kommen, datt eebe Privatleit, déi a Societéite Participatiounen huelen, déi an nohalteg Zwecker investéieren, datt déi do iergendwellech steierlech Incitatiffe kréien. Dat ass de facto d'Proposition de loi vum Kolleeg Gilles Roth a vu mir.

An dat Zweet ass, datt awer och Entreprisen, déi selwer an nei Technologien, an nohalteg Technologien investéieren, iergendwéi steierlech Encouragementer kréien. Do gëtt et par ailleurs, wëll ech soen, eng Proposition de loi vun der Chambre de Commerce, déi genau dat dote freet. A mir iwwerhuelen eigentlech déi zwou Iddien hei an eiser Motioun.

An nach eng Kéier: Wann ech d'Madamm Finanzministesch richteg verstanen hunn, da gesäit si dat doten änlech, soudatt eigentlech kee Problem dierft sinn, fir déi dote matzestëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Mosar. Wie wëllt dozou nach Stellung bezéien? Den Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, also, wa soss keen eppes seet, ech ka gär eppes soen. Also, zur éischter Motioun: Ech géif allgemeng soen, zu deene Propositions fiscales vum Här Mosar ..., et sinn eent, zwee, dräi, sechs, néng an zéng, wann ech gutt gekuckt hunn.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo.

M. André Bauler (DP) | Dat ass deelweis ganz interessant. Et sinn interessant Pisten. Ech recommandéieren och vläicht deenen Eenzelnen, wa se Loscht hunn, se an hir Walprogrammer ze schreiwen. Do kéint ee soen, et ass alles „nice to have", et ass net schlecht. Mee et muss een ëmmer wëssen: Esou Propositions fiscales, esou Incitatifs fiscaux, wéi Der se nennt, soll een net eenzel kucken, mee et soll ee se kucken an engem Gesamtkonzept. Et soll ee se kucken an engem Package, an net isoléiert vuneneen, well dat eent huet op dat anert Afloss. An et wëllt ee jo eng Reform maachen, wou een u méi Aspekter denkt, un d'Personne-physiquen, un d'Betriber an esou weider.

Dofir géif ech proposéieren, datt mer elo kee Saucissonnage hei ufänken ze maachen, mee et muss een et jo och nach kënne chiffréieren. Et muss ee wëssen, wat den Déchet fiscal vun esou enger Moossnam ass. Ech weess et fir meng bescheide Verhältnisser net. Ech wollt nach drun erënneren – d'Madamm Minister huet elo just gesot –: Bei der Motioun 1, wou hei rieds geet vun „incitatifs fiscaux plus importants visant à soutenir les investissements des entreprises dans la transition écologique et digitale", do huet d'Madamm Minister jo gesot, datt mer ënnerwee si mat enger Reform

concernant d'Bonification d'impôt fir bestëmmt Investissementer, déi och an déi do Richtung ginn. Do rennt Der also, kann ee soen, oppen Dieren an, oppe Scheierpaarten an. Dat ass dat eent.

Dat anert, jo, ech weess et net, „des incitatifs fiscaux plus importants [...] dans la recherche et le développement". Et gëtt se jo schonn. Dir hätt der nach gäre méi. Et misst een emol préiwen, ob dat berechtegt ass, an a wat fir engem Mooss et berechtegt ass.

Ech gesinn elo net hei, dass ee sech op dës Motioun soll stierzen, esou dass ee se direkt ënnerstëtzt, well engersäits gëtt et e superfetatoiren Deel, dat ass deen éischten Deel, an deen zweeten: Ech muss Iech soen, ech kann Iech d'Déchet-fiscallen, déi dorauser entstinn, nach net chiffréieren. Ech géif dofir roden, déi net unzehuelen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ech hu weider Wuertmeldunge vum Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech wollt u sech reagéieren op dat, wat den André Bauler sot, well ech sinn u sech ganz no beim Laurent Mosar, wat déi heite Motioun Nummer 1 ugeet. En plus gëtt et eng ... Wat ech e bësse komesch fannen, ass: Et gëtt, mengen ech, eng Proposition de loi vun der CSV, fir eebe genau dat heiten ze maachen. An elo nach eng Kéier mat der Motioun nozehëllefen, bon. Et kann een iwwert d'Form schwätzen, mee am Fong ginn ech der CSV hei Recht, an d'Steierreform ass net komm.

An d'Regierung huet jo selwer elo am Accord tripartite mam Solidaritéitspak 3.0 e Saucissonnage gemaach mat eenzelne Mesüren, déi awer net an eng global Steierreform agebett sinn. Dat heescht, et ass e bëssen awer hypocrite, wann d'Majoritéit der Oppositioun virwerft, Saucissonnage ze maachen, wann den Tripartitt-Accord näischt anescht ass wéi Saucissonnage vu Steiermesüren!

Also deementspriechend, mengen ech, sollt een dat heiten um Fong kucken an net op der Form, an um Fong gi mer der CSV Recht. Hei muss vill méi gemaach ginn, fir eeben d'Investissementer héich ze halen an dat erspuertent Kapital, wat zu Lëtzebuerg läit, ze investéieren an ze mobiliséieren. An dofir wäerte mir dat heite matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, mir ginn e bëssen an eng aner Richtung. Mir fannen, datt d'Betriber eigentlech missten déi beschtméiglech Technologien uwenden, an ech mengen, et ass och an de Betriber an de Firmen hirem Sënn, dat ze maachen. An et sinn der och scho ganz vill, déi et maachen, ouni iergendeen Incentive. An den Här Mosar hat och gesot, mir missten eise Standuert jo hei héichhalen, well mer déi Steieren an alles brauchen, an da gi mer awer ëmmer nëmmen de Betriber fiskal Incentiven.

Et kann awer net sinn, datt just déi schaffend Leit herno nach Steiere bezuelen an déi aner kréien ëmmer nëmmen, bei Saachen, wou se eigentlech scho laang um Wee misste sinn, se ze maachen. Also, mir gesinn dat hei e bësse méi nuancéiert.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Da kéinte mer zum Vott iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

An de Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Motioun ass mat 33 Nee-Stëmme bei 3 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, dat dote kann net e plausibelt Resultat sinn!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Oui: 23, Non: 33, Abstentions: 4.

M. Sven Clement (Piraten) | Dir hat 3 Jo-Stëmme gesot, dat konnt net sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | O, da war eng dräi geschléckt ginn. Et deet mer leed. Ech hunn net méi d'alldeeglech Übung. Sidd also wannechgelift e bëssen indulgent mat mer.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Elisabeth Margue) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 2

Voilà, dat gesot, kéinte mer zu där nächster Motioun iwwergoen. An dat ass d'Motioun Nummer 2. Den Här Mosar, den Auteur.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, Här President. Hei kann ech ganz schnell sinn, well wann ech d'Diskussioune suivéiert hunn, misst eigentlech jiddwereen dës Motioun stëmmen, well et geet hei drëm, datt déi Entreprisen, déi Logementer fir hir Employéë bauen, och solle steierlech gehollef kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Mosar. Dann den Här ..., ech hunn de Fanger vum Här Bauler gesinn. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Och hei kann een nach eng Kéier soen: „Nice to have". Et ass eng Iddi, déi ee sécherlech ka meditéieren. Hei stellt sech awer erëm eng Kéier eng Fro vum Chiffrage vum Déchet fiscal. Dat ass dat eent.

An ech stelle mer och hei d'Fro vun der Égalité de traitement, well mir kéinten déi Logik hei weiderféieren, och wann ee Logementer zum Beispill fir Studente schaaft, wou et och sécherlech nach eng Rei Deficiencë gëtt, oder Logementer fir Personnes âgées, soudatt mer dat hei e bëssen ze kuerz gegraff ass. An hei bleiwe mer an där Logique de saucissonnage, vun där mir als DP-Fraktioun jiddefalls ofroden.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Bauler. Dann den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, och hei: Et geet mir u sech net wäit genuch. Mir sinn der Meenung, datt et net nëmmen eng Adaptatioun bei de Steiere brauch, et brauch u sech och eng Adaptatioun am Bail-à-loyer-Gesetz, well sech nach eng ganz Rëtsch Froe vun der Résidence primaire u sech heidrunner uschléissen.

Ech hunn et awer a menger Ried virdru gesot, datt mer u sech wëllen, datt d'Patronen erëm kënne méi Wunnenge fir hir Employéë schafen. Wat den Déchet fiscal ugeet, wëll ech drop hiweisen, datt et haut schonn eng Mesür gëtt, wou ee kann als Employé d'Scholdzënsen u sech als Bonification d'intérêt kréien, déi da steierfräi ass, dat heescht, datt een do u sech en Netto kritt. Wann een dat also änlech géif staffelen, da wär deen Déchet fiscal do net onbedéngt méi grouss.

An da muss ech soen, dee gréissten Déchet fiscal ass, wann d'Aarbechtsplazen net zu Lëtzebuerg geschafe ginn. An deementspriechend wär dat heiten, mengen ech, eng Mesür, déi éischter Steierrecettë generéiert, wéi datt se Steierrecettë géif zerstéieren. An dofir wäerte mir dat matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

27-mol Jo, 31-mol Nee an 2 Abstentiounen. Domat ass déi zweet Motioun och ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Paul Galles), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

A mir géifen zur Motioun Nummer 3 iwwergoen. An den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, hei kann ech och erëm nëmmen dat selwecht soen. Ech

hunn der Madamm Finanzministesch opmierksam nogelauschtert. Si ass och der Meenung, datt een déi Prime-participativë muss revidéieren, se méi attraktiv maachen. Näischt aneschters froe mir hei an dëser Motioun. Mee déi wäert jo da warscheinlech och erëm ofgeleent ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, den Här Bauler huet d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Ech wollt just soen, datt mer elo schonn am Kader vum Budget en Akzent gesat hunn, fir den Dispositif vun de Primes participatives an deem Sënn ze verbesseren, datt e méi attrayant ass, a mir recommandéieren emol fir d'éischt, déi Mesür ze evaluéieren, ofzewaarden, wat déi do Mesür bréngt. Wa mer da bilanzéiert hunn, gesäit een e bësse méi kloer. Et ass, wéi wann een um Schëff ass an et ass Niwwel: Wann e bis verflitt, da weess een, ob ee méi séier oder méi lues weiderfiert. Dat gesot, géif ech recommandéieren, se net unzehuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

27-mol Jo, 33-mol Nee an 0 Abstentiounen. Voilà, domat ass déi Motioun och ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Paul Galles), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Elisabeth Margue) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 4

Da géife mer zu der véierter Motioun iwwergoen.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, Här President, ech froe mech, firwat ech eigentlech nach déi Motiounen hei exposéieren. Wa se all ofgeleent ginn, froen ech mech, ob mer net besser hunn, mir drécken direkt op de Knäppchen!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Kolleegen!

M. Sven Clement (Piraten) | Här Mosar, loosst Iech net stéieren!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Kolleegen, wannechgelift!

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Ech muss Iech soen, ech fannen et e bëssen traureg! Hei gëtt sech Aarbecht gemaach, fir Motiounen auszeschaffen, déi d'ailleurs op souguer grousst Verständnis bei der Majoritéit falen, an da ginn déi Motiounen hei mat Subterfugen ofgeleent!

Bon, déi heiten ass eng, wou mer eis och alleguerten eens sinn, datt mer nach eng besser Kooperatioun musse mat der Uni Lëtzebuerg hunn an och mat Luxembourg for Finance, datt mer do nach mussen eng besser Adequatioun fir d'Besoine vun der Place financière hunn. Och dat ass, mengen ech, eppes, wat ganz vill Riedner de Mëtteg gesot hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Här Mosar, Dir dierft net opginn! Dir hutt jo nach e bëssen. Mir hunn nach e puer Chancen.

(Hilarité)

Mee, awer just bei dëser, do kënne mer leider awer net matstëmmen.

Plusieurs voix | O!

Mme Francine Closener (LSAP) | Net, well Der onbedéngt net Recht hutt, mee d'Madamm Minister huet jo och gesot: Et gi scho ganz vill Efforte gemaach. A mir hunn och an deene leschte Joren dräi Masteren initiéiert: Space, Digital Procurement an High PC. Dat sinn der schonn dräi, déi och en ligne si mat eise prioritäre Secteuren. Ech mengen, et geet jo ëmmer weider, et gëtt ëmmer weider gekuckt, wat een nach kéint maachen. Mee fir dat elo esou hei festzehalen, ech géif soen, dat wier, wéi dat esou schéin heescht, superfetatoire, an duerfir géife mer se net stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da géife mer zum Vott iwwergoen.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

27-mol Jo, 33-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 5

An da komme mer zur fënnefter Motioun. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, och do geet et ëm eppes, wou mer eis eigentlech alleguerten eens sinn, nämlech datt onbedéngt dat europäescht Konkurrenzrecht muss reforméiert ginn. A mir froen hei d'Regierung, datt se sech um Niveau vun der Europäescher Kommissioun dofir asetzt.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Mosar. An d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här Mosar, mir gesinn dat och esou!

(Interruption par M. Laurent Mosar)

An d'Regierung intervenéiert schonn a mir wëllen och ..., mir sinn d'accord mat der Zilsetzung, dass mer europäesch Champione brauchen an dass do déi Efforte solle weidergoen. D'Regierung mécht dat schonn a si wäert dat och weiderhi maachen a mir wiere selbstverständlech ganz frou, dës Motioun matzestëmmen.

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | Gesitt Der!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wéi gesot, et soll een ni opginn. An ech froen dann, ob mer dat kënnen à main levée maachen. A, ech kréien hei vu menger Rietser gewénkt: Nee.

M. Sven Clement (Piraten) | Maacht den Electronique, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Da stëmme mer of.

Vote sur la motion 5

Also, d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo an 2 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Paul Galles), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Diane Adehm), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 6

Da géife mer zu der nächster Motioun iwwergoen, an den Här Mosar ass elo rodéiert.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Ech hunn erëm e bësse Courage, mee ech fäerten, mäi Courage wäert elo erëm enttäuscht gi bei dëser Motioun. Dat ass eigentlech eng, wou eis gréng Kolleege sech missten drop stierzen, fir se matzestëmmen. Allerdéngs zweifelen ech drun, datt se dat maachen. Do geet et drëm, fir déi nohalteg a sozial Fongen, déi de Krittäre vun ESG erfëllen, eng Taxe d'abonnement vun 0 % ze froen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Also, et ass mir wierklech net dru geleeën, den Här Mosar dauernd ze enttäuschen. Nëmmen, ech wollt hei nach eng Kéier drun erënneren, dass mer am Kader vum Budget emol éischtens an dëser Matière en Akzent gesat hunn. Ech ginn zou, et ass en zaarten Akzent. Et soll een ofwaarden, wat déi Mesür bréngt.

Et ass esou: Wann dat steierlecht Element esou eng staark Roll géif spillen, wéi dat hei awer uklëngt, dann dierfte mer eigentlech keng Fongenindustrie hunn. Or, mir hunn awer eng Taxe d'abonnement, an trotz där Tax floréiert nach ëmmer déi Fongenindustrie. Sécherlech musse mer vigilant bleiwen, mee ech géif awer hei recommandéieren, dës Motioun net unzehuelen, well mir waarden emol of, éischtens, wat déi eng Mesür, déi mer geholl hu beim Budget, bréngt, dat ass dat eent. An dat anert ass: Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass déi Taxe d'abonnement dem Lëtzebuerger Staat ronderëm 1 Milliard – eng Kéier mol méi, eng Kéier mol manner – erabréngt. Ech kann Iech soen: Meng Fraktioun jiddefalls wëllt net op déi Milliard an dësen Zäite verzichten um Enn vun enger Pandemie a matzen an engem Krich!

Ech soen Iech Merci an ech géif se ofleenen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, éischtens emol gëtt sech hei op d'Taxonomie vun der Europäescher Unioun beruff, an dat géif bedeiten, datt mer Fongen hätten, déi kéinten zu 100 % an Atomstroum investéieren, datt mer Fongen hätten, déi kéinten zu 49,99999 % a Kuel investéieren an dann de Rescht a gréng Saachen an da wäre se awer nach ëmmer gréng. Also, mir als Piraten kënnen net mat esou engem Etiketteschwindel liewen, an esou en Etiketteschwindel ënnert där Taxonomie kënne mir net nach mat 0 % Taxe d'abonnement belounen, an dofir wäerte mir dozou mat Nee stëmmen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 6

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

21-mol Jo, 34-mol Nee bei 4 Abstentiounen. D'Motioun ass ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Paul Galles), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 7

A mir géifen zur siwenter Motioun iwwergoen. An do huet den Här Mosar d'Wuert erëm.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, och do si mer eis alleguerten eens, mee mäi Pronostic ass, datt d'Riedner vun der Majoritéit déi hei als superfetatoire wäerten ugesinn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech géif net onbedéngt drop wetten. D'Madamm Closener huet d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Nee, mir kënne se net stëmmen, Här Mosar, well mer déi Tendenz vun der Desindustrialiséierung eigentlech net gesinn. Ech hat Iech virdrun d'Chifferen och genannt, dass an deene leschten zéng Joer d'Kreatioun vun den Industriebetriber stabel bliwwen ass zu Lëtzebuerg, dass mer der 927 am Moment hunn, dass grad déi Big Player zougesot hunn, fir eng Milliard ze investéieren an d'Moderniséierung, an d'Erweiderung vun hiren Anlagen. Duerfir gesinn ech déi Tendenz net, also kann ech och net eng Motioun stëmmen, déi eis dozou opfuerdert, déi ze inversëieren, eng Tendenz, déi et net gëtt. Dofir kënne mer dat net stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Closener. An den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also éischtens emol kann ech deenen Zuelen nëmmen zoustëmmen, déi grad genannt goufen. An ech stelle mer e bëssen d'Fro, wa mer kucken, wéi eng Industriebetriber an der Lescht wollten op Lëtzebuerg kommen, do war jo och dann d'Léift op menger Lénker net onbedéngt ëmmer ganz grouss derfir, datt se sollte kommen. Deementspriechend weess ech net, wéi dann déi nei Strategie zu enger Industrie compétitive sollt ausgesinn.

Ech hu virdrun a menger Ried gesot: Mir brauchen transparent Krittärekatalogen. Domat kéint ech mam zweeten Invite liewen. Mee den éischten Invite verstinn ech net ganz, well ech mengen, datt mer eng aner Ekonomie fir d'21. Joerhonnert brauchen, an dat huet sech jo och an deene leschte Jore gewisen, datt déi Betriber deelweis guer net op Lëtzebuerg wollte kommen, mee datt mer awer dofir qualitativ héichwäerteg Industrieaarbechtsplaze geschafen hunn. An ech mengen, dat sollte mer weider encadréieren an ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Ginn et da keng Wuertmeldunge méi? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 7

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An domat wär d'Ofstëmmung eriwwer.

25-mol Jo, 33-mol Nee, 2 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Paul Galles), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 8

A mer géifen zur Motioun Nummer 8 iwwergoen.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, hei ass och eng, déi eigentlech jiddweree misst matstëmmen. Do geet et ëm d'Schafe vun engem nationale Regëster vun net finanziellen Donnéeën iwwert d'Entreprisen, deen eigentlech sollt d'Evaluatioun vun Ëmwelt-, sozialen a Gouvernancekrittären ..., esou wéi se vun der Europäescher Unioun fixéiert gi sinn, wéi déi kënnen iwwerhaapt evaluéiert ginn. Dat ass am Moment net méiglech. An dat mécht et effektiv och ganz schwéier, fir da sougenannte Fongen, déi déi net respektéieren, fir déi do erauszeselektionéieren, well et eeben do iwwerhaapt keng Evaluatioun gëtt.

Dofir, wann hei notamment déi gréng Kolleege sech eescht huelen, misste se dat doten eigentlech mat zwou Hänn ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Mosar. Wie wëllt nach Stellung dozou bezéien? Den Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo. Also mir si jo elo bei der Motioun 8?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

(Interruptions)

M. André Bauler (DP) | Jo, genee. Also den Här Mosar huet hei eng interessant Iddi evoquéiert: „créer un registre national des données non-financières des entreprises" an esou weider an esou fort. „Non-financières", do bleift ze elucidéieren, wat ee genee dorënner versteet. Ech muss Iech soen, ech sinn elo e bëssen hei intellektuell iwwerfuerdert. Ech kann Iech elo net déi Panoplie vun deenen Donnéeën do nennen. Ech soen, dat ass en Dateregëster an deem Kontext, deen den Här Mosar evoquéiert, nämlech d'Critères environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Bon, et stelle sech warscheinlech hei Froe vun Dateschutz. Ech kucken op den Här Clement, deen e groussen Expert an där Matière vläicht ass. Ech kéint mer virstellen, dass mer dat hei, Här Mosar – well ech wëll Iech net dauernd enttäuschen –, an d'Kommissioun huelen an dass mer eng Kéier mat aviséierten Experten doriwwer en Austausch organiséieren, an da gesi mer méi kloer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Clement freet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, just ganz kuerz. Ech mengen net, datt hei den Dateschutz iergendeng Roll wäert spillen, well et geet hei ëm agreéiert Donnéeë vun de Betriber, wéi se hir Ëmweltziler erreeche wëllen. An ech mengen, datt dat, änlech wéi e Bilan haut ... Mir hunn eng Centrale des bilans, wou e Bilan muss deposéiert ginn, an zwar an engem bestëmmte Format, soudatt e ka verglach ginn. An ech mengen, datt dat heiten, wann ech d'CSV richteg verstinn – an den Här Mosar géif mech korrigéieren, wann ech et falsch verstinn –, genau d'Zil huet, datt een an Zukunft och ESG-Wäerter ka matenee vergläichen, wéi zum Beispill: Wat ass d'Unzuel vu Fraen a Féierungspositiounen? Wéi vill CO_2 stousse mer aus? An esou weider. Dat sinn alles keng dateschutzrelevant Froen. An dofir kënne mir ... Mir hätten eisen Accord ginn, mee natierlech an der Kommissioun kënne mer och gären nach eng Kéier driwwer schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Si mer alleguer d'accord, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

(Assentiment)

Merci. Ech ginn dovun aus, dass dat esou ass. Also iwwerweise mer d'Motioun an d'Finanzkommissioun.

(La motion 8 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Motion 9

Dann déi néngt Motioun. An den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, och ganz schnell. Ech hunn dat laang a breet a menger Interventioun exposéiert. Do geet et u sech ëm déi ganz Thematik vun der Transmissioun vun Entreprisen, wa se an der Famill stattfënnt. Dat ass am Moment steierlech méi wéi schwiereg, wat derzou féiert, datt ëmmer manner Entreprisen iwwerhaapt transmettéiert ginn. An dofir proposéiere mir, datt een do misst méi en interessante steierleche Kader schafen, well et ka jo och net sinn, datt einfach d'Entreprisen ophalen, well et net méi interessant ass, se un e Familljemember virunzeginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann ass et un der Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, ganz onninteressant ass dat do net, Här Mosar. Mee an där Logik vu virdru géif ech awer soen, et wär elo e schlechte Moment, fir eeben erëm eng isoléiert steierlech Moossnam ze huelen. Mee ech fanne se awer trotzdeem, muss ech soen, interessant. Mir stëmme se awer haut net mat.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Da kritt den Här Bauler d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech schléisse mech de Wierder vun der Madamm Closener un. Et ass jiddefalls derwäert, iwwert dës Pist nozedenken. Et ass net verbueden, dat an dem Kontext vun de Walprogrammer ze maachen. Mee nach musse mer an der Logik bleiwe vun deem, wat ech virdrunner gesot hunn. All déi do Mesüre schreiwe sech an e Gesamtkonzept an, déi gi gegoss an een Ensembel an et soll ee se elo net isoléiert erausrappen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Soss nach Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 9

Da géif ech de Vott lancéieren. An dat ass elo de Fall. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

27-mol Jo, 31-mol Nee bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Diane Adehm), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 10

A mer géifen da mat där zéngter den Här Mosar provisoresch erléisen. An en huet direkt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, merci. No der leschter Variant: „Mir fannen d'Motioun gutt, mee mir stëmme se awer net mat", kommen ech dann elo zu der zéngter.

(Hilarité et interruption)

Do geet et eigentlech och ëm eppes, wou jiddwereen dermat d'accord ass, nämlech datt een d'Formatioun soll encouragéieren, déi Entreprisen hire Salariéë ginn, déi justement sech am Développement durable an der Digitalisatioun spezialiséieren. Dat ass eigentlech eppes Superes. Do ginn et och am Ausland Modeller vu Kofinanzementer. Et gëtt och vu ganz ville Chambre-professionelle gefrot. Wéi gesot, ech hunn et exposéiert an duerfir wär ech frou, wann een dës Motioun kéint stëmmen. Mee et wäert där jo net vill besser goe wéi all deenen aneren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Madamm Closener huet d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, et gëtt jo och e Kofinanzement. An de Staat behält domadder och en A drop, wat do gemaach gëtt. Ech fannen dat och gutt esou. An ech denken och net, dass mer elo nach steierlech Entlaaschtunge brauchen, ëmsou méi, well jo och dee gréissten Undeel vun de Betriber oder e ganz groussen Undeel vun de Betriber souwisou keng Steiere bezilt. Dofir stëmme mer se net. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Clement kritt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech stelle mer eng ganz einfach Fro, wann ech dat liesen. Op där enger Säit gëtt et e Cofinancement, dee mat Steiergelder bezuelt gëtt, an da solle mer och nach e steierleche Virdeel schafen? Also da stellen ech mer d'Fro, wien dann de Kofinanzement iergendwann zum Schluss bezilt. Warscheinlech soll de Salarié da seng Formatioun selwer bezuelen. Dat kann dann awer net d'Zil vun enger Mesür sinn. An deementspriechend kënne mer déi heite Mesür, och wa mer se interessant fannen ... Mee u sech da muss ee fuerderen, de Kofinanzement ze erhéijen. Mee dann en Incitatif ze schafen zousätzlech zum Kofinanzement, fannen ech awer e bëssen iwwerdriwwen. An dofir wäerte mer dat heiten net matstëmmen, obwuel mer natierlech ënnerstëtzen, datt esou Formatioune stattfannen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 10

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

25-mol Jo, 35-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal

Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 11

A mer géifen dann zu der eelefter Motioun iwwergoen. Do ass d'Madamm Francine Closener den Auteur.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech géif elo net méi am Detail dorobber agoen. Ech mengen, et ass eng grouss Motioun. Et ass am Fong de Resümmee vun deem, wat ech a menger Interventioun gesot hunn, e wéineg d'Recommandatiounen un d'Regierung, wat soll gemaach ginn, fir eeben d'Perspektive fir eis Ekonomie gutt ze erhalen, fir eise Wirtschaftsstanduert resilient an zukunftsfäeg ze halen.

Ech mengen, Dir gesitt d'Tireten, et sinn der vill. Ech wëll och d'Gedold vun de Leit hei net strapazéieren alleguerten. Duerfir géif ech Iech just bieden, fir déi Motioun ze stëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dozou Wuertmeldungen? Den Här Mosar, dann den Här Clement. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV), interpellateur | Jo, merci. Dann dierf ech och elo mol eng Kéier Positioun huele par rapport zu enger anerer Motioun.

Also an där Motioun sinn eng Rei ganz interessant Propositiounen, déi d'ailleurs och an eise Motioune stoungen. Do si se awer ofgeleent ginn. Hei sti se elo an der Motioun vun der Majoritéit.

Et sinn awer zwee Punkten, déi eis fundamental stéieren. An duerfir kënne mer se net matstëmmen.

Ech vermëssen an deem Ganzen, an där ganzer Motioun eng Kéier d'Notioun vun ESG. Dat steet net eng Kéier dran, wat ech extreem erstaunlech fanne vun enger Regierung, déi sech d'Durabilitéit, d'Nohaltegkeet, d'Ekologie op de Fändel schreift, wann net an engem Wuert iwwer ESG-Standarde geschwat gëtt. Mir fannen dat schued. An eise Motioune gëtt praktesch an all zweeter Motioun doriwwer geschwat.

An deen zweete Punkt, firwat datt mer se net kënne stëmmen – an ech wëll elo net nach eng Kéier déi ganz Diskussioun hei ufänken –, dat ass, datt hei d'Énergie nucléaire d'office ausgeschloss gëtt. Nach eng Kéier, mir sinn och keng Fanne vun der Énergie nucléaire. Et muss een awer d'Realitéit vun der Energie an der Europäescher Unioun och einfach gesinn. An déi ass nun eeben ...

(Interruptions)

Déi ass nun eeben esou, datt ganz vill Länner Énergie nucléaire hunn. Mir hunn eng europäesch Taxonomie, do ass se dran. An Dir kennt eis Positioun. Mir sinn der Meenung, et soll ee sech strikt un déi europäesch Taxonomie halen. An dofir kënne mir dës Motioun och net matstëmmen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Déi Motioun ass jo e richtege Roman. Dofir ass, mengen ech, jiddwereen dankbar gewiescht, datt d'Madamm Closener net all Punkt nach eng Kéier virgestallt huet. Et liest sech awer e bësse wéi eng Wonschlëscht, wat eng Koalitioun no néng Joer um Pouvoir alles wollt, awer net konnt. An da soll dat elo mat enger Motioun riichtgebéit ginn.

Une voix | Vläicht eng Kéier an der Zukunft.

M. Sven Clement (Piraten) | Well ech fannen et dann awer e bësse komesch, datt mer hei elo nach eng Kéier Saache fuerderen, déi u sech ... An den Här Bauler huet et virdru gesot, an ech hunn dat ganz interessant fonnt, wéi en der Oppositioun gesot huet: „Ma da schreift et an Äre Walprogramm!" Ma ech hunn e bëssen d'Gefill, datt ech hei d'Ebauche virleien hunn, an et gesäit ee richteg d'Brochstellen, wou deen ee Walprogramm vun enger Partei ufänkt an deen anere Walprogramm weidergeet.

Well ech hunn net d'Gefill, datt et kohärent ass, mee ech mengen, datt dat heite wierklech e Pabeier ass, wou déi dräi Partner verzweifelt probéiert hunn, all Fuerderung, déi iergendwéi hätt kënnen déi lescht néng Joer ëmgesat ginn, nach dranzeschreiwen, fir elo ze soen: „Mee mir wollten dat awer upaken, wann nëmmen ..." Jo bon, wann nëmmen ... Wann hei een d'Majoritéit hätt, fir Saachen ëmzesetzen, déi hei drastinn, ma da wäert Dir et. Dann hätt Der et sollen déi lescht néng Joer maachen. Mee elo mat enger Motioun ze kommen, ass awer e bësse kuerzgegraff.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Cruchten an dann den Här Kartheiser.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Just, fir dem Här Clement ze soen, dass, wann dës Majoritéit eng Resolutioun gemaach hätt, wou se alles opgezielt hätt, wat se an deene leschten néng Joer realiséiert hätt, da wär dat warscheinlech esou en déckt Buch ginn.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech soen och der Madamm Closener Merci fir dësen Text. Mee et sinn och eng Partie Saachen dran, déi mir net kënne matstëmmen.

Et fänkt schonn u mat deem éischte Paragraf, dee seet, mir sollten „à continuer une politique budgétaire responsable." Déi gesi mir net op der Säit vun der Regierung. Also mir kucke jo ganz genee a mir wäre jo voll gudde Wëllen. Mee leider kënne mer déi Politique financière responsable net erkennen. Am Géigendeel. Mir fäerten, wann et esou weidergeet mat där Scholdepolitick, datt mer den Triple-A a Gefor bréngen. Dofir ass dat eng Analys, déi mir net deelen.

Deen zweete Punkt, do wou mir soen: „Esou geet dat net!", dat ass och een, deen den Här Mosar schonn ernimmt huet, dat ass den Ausschloss vun der Nuklearenergie. Dat ass hypokritesch. Lëtzebuerg selwer importéiert Atomenergie zu engem bestëmmte Prozentsaz. Mir wëssen net genau, wéi vill, mee an der Gréisstenuerdnung vun 10 % ass et op jidde Fall, soudatt dat heiten u sech e Wishful Dreaming ass oder wat och ëmmer, op jidde Fall net e fidèlen Etat, wéi et am Ableck ass. An dofir kënne mer dat heiten och net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dann ass et un der Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech maachen et ganz kuerz. Ech soe just: Déi eng hunn zéng Motioune vun enger Säit, an déi aner hunn eng Motioun vu sechs Säiten. An dann ass et jo normal, wann een esou vill Tireten huet a Punkten huet, datt een ëmmer erëm Saachen dra fënnt, déi engem ganz sympathesch sinn. Et sinn aner Saachen, déi sinn dann net esou sympathesch.

Mir hunn och fonnt, et ass e bëssen e Fourre-tout vun allem, zimmlech vag awer gehalen, an awer feelen och nach Saachen dran. An dofir kënne mer et leider net matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, dann, mengen ech, géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 11

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. A schonn ass de Vott eriwwer.

31-mol Jo, 29-mol Nee. Domat ass d'Motioun ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Paul Galles), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 12

An da komme mer bei d'Motiounen 12 an 13.

Fir d'éischt d'Motioun 12. An do huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat et virdrun an der Ried gesot: Mir haten eng änlech Motioun schonn eng Kéier bruecht, wéi mer iwwert de Pensiounsfong diskutéiert hunn. An do krute mer gesot, dat géif guer net goen.

An dunn hunn ech awer e Freiden en Artikel vun der honorabeler Kolleegin Carole Hartmann am „Land" gelies, wat eng Carte blanche war, wou se gefuerdert huet, datt de Pensiounsfong méi aktiv sollt um Wunnengsmaart aktiv ginn.

Gläichzäiteg hunn ech dunn dem Lex Delles kënnen nolauschtere bei engem Gemengewalkongress, mengen ech, vun der Demokratescher Partei, wou en Änleches gefuerdert huet.

Ech ka mer also nëmme virstellen, datt dat heiten eppes ass, wat, wéi den Här Bauler et virdru gesot huet, „Scheierpaarte bei der Demokratescher Partei" géif arennen.

M. André Bauler (DP) | Dat huet Iech geprääagt!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech stellen ... Et huet mech absolutt geprääagt, Här Bauler.

Ech stellen op alle Fall fest: Mir hu virdrun e Constat gemaach, datt et dem Immobiliesecteur, virun allem

dem Constructiounssecteur wierklech schlecht geet an datt d'Bicher wierklech ufänken, eidel ze sinn, an datt mer dofir en ëffentlechen Invest an deem Secteur brauchen. An ech wëll domadder och nach eng Kéier ganz kloer soen: De Pensiounsfong investéiert haut scho seng Reserven an Allméigleches, an en huet u sech en Zil vu 5 %, wat en net erreecht, an de bezuelbare Wunnengsbau. An dofir soen ech, mir sollten hei nach eng Kéier eng Schëpp dropleeën a mir sollten dem Pensiounsfong wierklech déi Missioun ginn.

An dann déi zweet Fuerderung, dat ass iwwert de Pensiounsfong eraus: Och do hunn ech mat Freed héieren, wéi de Lex Delles eppes proposéiert huet, wat d'Piraten och schonn eng Kéier gefuerdert hunn, nämlech datt mer zousätzlech finanziell Mëttele sollen opdreiwen, fir eeben de Fonds spécial de soutien au développement du logement esouwéi déi ëffentlech Promoteuren esou ze kapitaliséieren, datt se elo kënnen decisiv um Wunnengsmaart aktiv ginn, datt mer aus der Wunnengskris eng richteg Wunnengschance fir de Staat a fir déi Leit mat klenge Salairë maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dann den Här Roth an d'Madamm Ahmedova.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech géif mech elo limitéieren op deen éischte Punkt. An ech mengen, wann ech dat richteg verstanen hunn, géif d'Kolleegin Ahmedova deen zweete Punkt vun där Motioun hei iwwerhuelen.

Bon, den Här Sven Clement huet et gesot: Mir hate viru ganz Kuerzem eng grouss a laang Debatt. Do hu mer alleguerten déi Argumenter hei ausgetosch. Ech verstinn natierlech, dass et lackeleg ass, wann iergendwou 30 Milliarde sinn, un déi ee kéint erugoen, fir all seng Wënsch a seng Politicken ze finanzéieren. Mee dat musse mer eis ëmmer erëm an ëmmer erëm virun Ae féieren: Dat sinn net eis Suen! Dat sinn d'Suen, déi d'Salariéen an déi d'Entreprisen abezuelt hunn an eng Pensiounskeess an déi den Assurén aleng zeguttkommen. An dee Fong, deen huet och eng Missioun, déi ass net ..., mir soen deem net, wat en ze maachen huet. Mee deen huet eng Missioun: Deen huet nämlech d'Missioun, derfir ze suergen, dass d'Pensiounen hei zu Lëtzebuerg ofgeséchert sinn. An dofir ass et ëmmer ganz geféierlech, fir dann domadder iergendwellech aner ëffentlech Politicke wëllen ze finanzéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren – dat huet de Sven Clement och richteg gesot –: Et gëtt och e klengen Undeel vun deene Fongen, déi haut schonn an e puer Logementsprojeten investéiert ginn. Mee dat gëtt ëmmer ganz geziilt gemaach an och an engem spezielle Kader.

Mir haten an der Kommissioun Projeten, déi mer virgestallt kritt hunn. Dat war soziale Wunnengsbau. Mee et ass natierlech kloer, dass mer net reng mat deenen dote Sue kënne soziale Wunnengsbau maachen, well dee Pensiounsfong, deen huet jo och d'Obligatioun, Rendement ze maachen. A wa mer also dat géife maachen, wat hei gefuerdert gëtt, da géife mer de Pensiounsfong dozou opfuerderen, hei zu Lëtzebuerg kräfteg un der Präisspiral vum Wunnengsmarché ze dréinen. An dat kënne mir absolutt net matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Wann den Här Roth erlaabt, d'Madamm Ahmedova wollt deen zweeten Deel kommentéieren.

Dir hat jo d'Wuert gefrot, Här Roth, gellt?

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. D'Madamm Ahmedova géif deen zweete Majoritéitsdeel iwwerhuelen.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. U sech jo, ech hätt och kee Problem gehat, als Drëtt ze schwätzen. Dat ass guer kee Problem.

Jo, ech wollt op e puer Punkten agoen. Ech hoffen, ech vergiessen näischt, well et ass relativ spéit. Also, fir d'éischt emol wëll ech kloer soen: De Budget fir de Spezialfong war 2017 40 Milliounen Euro! Vu datt mer geziilt wëllen an den ëffentlechen an abordabele Wunnraum investéieren, hu mer dat extra op 300 Milliounen Euro fir dëst Joer erhéicht. An do schwätze mer wierklech vu konkreeten Invester a kenge Loftschlässer. An dobäi muss ech och nach soen – an dat ass ëmmer gesot ginn –: Falls Projete sech géifen ubidden an et wiere keng Sue méi dee Moment an där Keess vum Fonds spécial dran, kéinte mer se natierlech och huelen.

De Logementsminister schwätzt och permanent mam Finanzminister. Zemools an där Situatioun, wou mer elo am Moment sinn, ass et esou, datt si amgaange sinn ze kucken, fir de Bausecteur ze ënnerstëtzen, an et gi Projete momentan och opkaaft, dat muss een och soen, natierlech geziilt Projeten, déi och Sënn maachen, déi rationell sinn an déi net iwwerdriwwen deier sinn. Well ech mengen, déi Regierung elo ass net dofir do, fir de Spekulanten hir Feeler ze behiewen an alles riichtzebéien. Et ass d'Zil, datt een d'Präisser elo erofdréckt a realistesch Präisser bezilt.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Dat wëll ech elo mol soen. An dat anert, wat een och nach ka betounen, ass: Jorelaang ass am Fong de privaten Investor subventionéiert ginn an doduerjer sinn u sech déi ëffentlech abordabel Wunnenge guer net betruecht ginn. Et gouf déi guer net. An dat ass wierklech elo de Moment d'Zil. Mir hunn eng Politick, déi elo aneschters tickt, déi elo aneschters iwwerleet, fir abordabel Wunnengen ze bauen. Dat ass eppes ganz Neies.

Ech weess elo net, wéi gesot, ob ech eppes vergiess hunn. Ech mengen, de Gros hunn ech gesot. Zentral Prioritéit: abordabel Wunnengen. An et feelt elo net u Suen, fir déi opzekafen a fir déi ze bauen. Merci.

An dat gesot, mengen ech, wäerte mer och dës Motioun net matdroen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Roth huet d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech schwätzen da fir déi gréissten Oppositiounsfraktioun.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir aleng.

M. Gilles Roth (CSV) | Nee. Mee wann Dir dat schonn esou verdeelt zwëschent Majoritéit an Oppositioun, bon, dann ass dat eng nei Approche.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | O!

M. Gilles Roth (CSV) | Also, ech wollt soen, dass d'Rentesue fir d'Beitragszueler do sinn an net onbedéngt fir de Wunnengsbau, besonnesch de soziale Wunnengsbau.

Ech sinn awer och der Meenung ..., ech sinn e bëssen erstaunt, dass elo d'Vertriederin vun der Majoritéit mengt, et wiere genuch Suen do fir de Logement social. Wann dat esou gedeelt ass, wann 200 Milliounen duerginn, dann dierft jo kee Problem am Land si mat de Wunnengen. Mir sinn awer nohalteg der Meenung, dass een zum Beispill den Zukunftsfong kéint huelen, an dass een deen Zukunftsfong och kéint huelen, fir Logement social ze bezuelen. A mir kéinten eis och, wann ee wëllt e méi breede Public dorunner bedeelegen, zum Beispill virstellen – et sief dann, et wiere genuch Suen do, mee wann net genuch Suen do wieren –, dass een, zum Beispill, kéint en Emprunt obligataire maachen, wou d'Leit sech kéinte mat dru bedeelegen. Dat ass en Instrument, wat an der Vergaangenheet ëmmer e relativ grousse Succès kannt huet, well d'Leit en Deel vun hiren Erspuernisser an esou en Emprunt, dee vum Staat lancéiert gouf, investéiert hunn. Dat war e séchere Rendement an d'Zënse si jo amgaangen, an d'Luucht ze goen.

Dat wieren aner Alternative wéi déi elo, fir d'Sue vun de Beitragszueler ze huelen. Déi gehéieren net dem Staat, déi gehéieren de Leit, déi hir Pensioune gäre laangfristeg ofgeséchert hunn. An duerfir si mer mat deem Punkt do net d'accord.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann hat den Auteur ...

(Interruption)

Nee, ech mengen, den Här Cruchten insistéiert net. A, virdrun nach den Här Kartheiser an dann, mengen ech, kënnt Dir als Auteur nach eng Kéier intervenéieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, just fir ze soen, datt den Här Cruchten eng exzellent Analys gemaach huet, an och den Här Roth elo. Mir schléissen eis dëser Analys un. Hei ass einfach d'Situatioun, datt d'Piraten hirem Numm all Éier maachen a sech u Sue vergräifen, déi hir net sinn. An dat kann et net sinn!

Dofir wäerte mir dat hei net matdroen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An den Här Clement huet dann nach eng Kéier d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, eppes, wat richteg gesot gouf, mengen ech, vun der Majoritéitssäit, dat ass: Et geet ëm de Rendement, fir eis Pensiounen ofzesécheren.

Wann ech mer ukucken, wat déi lescht Joren u Rendement um Immobiliemaart war, da ware mer bei 16 % pro Joer. An d'Zil, statutaresch, vum Pensiounsfong ass et, 4 % Rendement pro Joer ze erreechen. Dat heescht, de Pensiounsfong, duerch groussen Invest an de Logement, kéint souguer präisbremsend op de Logementsecteur wierken, well en nämlech nëmme 4 % Rendement muss erreechen a keng 16 %. Dat just eng Kéier, fir basisekonomesch Fakten op den Dësch ze leeën.

Datt de Stee méi nohalteg ass wéi fossill Energien oder Atomkraaft, misst mëttlerweil jiddwerengem verständlech sinn. Mee falls net, dann nach eng Kéier als klenge Rappell.

Ech wëll iwwregens och soen ..., an do sinn ech dann awer e bësse rosen, wann ech héieren, 300 Milliounen, dat géif elo duergoen, fir eise Logementsproblem ze léisen. Well de Staat selwer huet Terrainen, fir 2 Milliioune Meterkaree Wunnfläch ze bauen, déi an de Perimetere leien, déi just musse geplangt a gebaut ginn.

Mir wëssen, datt am Moment d'Bicher eidel sinn. Mir mussen net iergendengem Investor säi goldent Schlass, säi Loftschlass opkafen, wou mer soen: „Da mécht deen nach décke Rendement drop." Nee, mir kënnen als Staat u sech och selwer bauen. Mir hunn Terrainen, fir 2 Milliioune Meterkaree Wunnfläch ze schafen, an ech mengen, datt dofir 300 Milliounen vläicht duerginn. Ech hoffen et. Mee ech mengen, et geet éischter net duer, well wann een da géif

rechnen, da komme mer op e Meterkareespräis vun 150 Euro, an ech weess net, ob dat wierklech géif fonctionéieren.

Deementspriechend, mengen ech, brauche mer vill méi Geld. A wa mer wierklech um Rendement interesséiert sinn … A wa jiddwereen esou heibanne seet: „Et sinn de Pensiounszueler hir Suen!" Jo, et sinn de Pensiounszueler hir Suen! A wësst Der wat? Ech géifen zu där Generatioun, déi deen Dag an d'Pensioun kéint kommen, wou d'Dëppen eidel wäert sinn no den aktuelle Simulatiounen.

Dat heescht, ech hunn en Interêt drun, datt dat Dëppen do nohalteg verwalt gëtt an datt mer dee Rendement vu 4 % erreechen. A wann dann hei esou gemaach gëtt, wéi wa mir eis u friemem Geld wéilte vergräifen, da fannen ech dat schäinhelleg, well mir wëllen hei e méi héije Rendement erreechen, an dat géife mer maachen, andeems mer hei och nohalteg géifen investéieren.

Ech fannen et schued, datt d'Regierung, obwuel eng Partei jo manifestement där nämmlechter Meenung ass – déi iwwregens näischt gesot huet –, net op déi Pist wëllt goen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz kloer!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Da stëmme mer elo of.

Une voix | Den Här Cruchten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A, den Här Cruchten, entschëllegt.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech maachen et och wierklech ganz, ganz kuerz. Den Här Clement huet Recht. De Staat ass am Besëtz vun iwwer 2 Milliioune Meterkaree Wunnfläch. Mee an enger Question parlementaire, déi ech dem Minister gestallt hunn: „Wivill Prozent dovunner kënnen da muer bebaut ginn? Wou ka muer de Buergermeeschter eng Baugeneemegung ausstellen?", do krut ech als Äntwert: „Dat sinn ongeféier 8 %." Et ass also vill manner wéi dat, wéi et den Uschäin huet.

Mee wéi en dat gesot huet, huet en am Fong op de Problem opmierksam gemaach. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens: Mir musse méi maachen, mir musse méi Suen dran investéieren! Et geet warscheinlech ni duer a mir sollen ëmmer nach méi maachen, sief dat am soziale Wunnraum oder wou och ëmmer. Mee ech mengen, dass de Problem net de Problem vun de Suen ass.

Hei gëtt jo elo verzweifelt no Sue gesicht fir an de Logement. Ech mengen, eise Problem ass e Problem vum Foncier. Mir hunn an deene leschte Joren net genuch Foncieren opkaaft. Mir sinn net genuch am Besëtz vum néidege Bauland, fir alles dat ze realiséieren, wat mer eigentlech misste maachen. An do ass et, mengen ech, wou mer mussen usetzen, an net onbedéngt eis iwwerleeën: Wou gi mer nach Sue sichen?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Ech mengen, de Message ass kloer. Jiddwereen, dee kann upaken, muss mat upaken!

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 12

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 4 voix pour et 56 voix contre.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Paul Galles), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 13

A mir géifen un déi lescht Motioun kommen. An d'Wuert huet erëm den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Här President, hei kann ech et ganz kuerz maachen. U sech eng manner etofféiert Versioun dovunner stoung, mengen ech, souguer an der Motioun vun der Majoritéit dran, datt mer Krittäre brauche mat de Grenzwäerter.

Bon, mir sinn der Meenung, datt een dat transparent och soll deposéieren. Deementspriechend, ech hoffen op Zoustëmmung, mee ech fäerte ganz, datt d'Regierung sech eeben net wëllt méi staark banne loossen an datt d'Majoritéit deem dann och nogeet. Mee bon, probéiere kann een et. An et ass „lucky 13", also vläicht spillt dat da jo eppes mat.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, et gëtt jo schonn elo den Nohaltegkeetscheck, Här Clement. Dee gëtt jo elo scho gemaach. An do gëtt ganz fréi an der Planifikatioun gekuckt vun all Betrib, wat säin Impakt ass op d'Ëmwelt an ob en elo d'Grenzwäerter sprengt oder net. An dat ass jo wichteg, fir eng Planungssécherheet ze gi fir de Betrib, ob et méiglech ass, fir sech iwwerhaapt do néierzeloossen oder net. Also, dat gëtt scho gemaach. An ausserdeem ass awer och all Betrib individuell an huet jo och individuell Besoinen, soudass een eigentlech net esou fix Krittäre ka festleeën. „One fits all" geet hei net.

Duerfir géif ech recommandéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 13

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Brouhaha général)

A Kolleegen, wëllt Der d'Resultat nach héieren?

(Assentiment)

(Hilarité)

Voilà. Also, 4-mol Jo, 56-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Elisabeth Margue), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Mir gesinn eis erëm den 18. Abrëll. An ech wënschen Iech elo nach ee ganz schéinen, awer kuerzen Owend.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(La séance publique est levée à 21.53 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Horaires des lignes RGTR 703 et 732	7331	Marc Goergen	88
Problème de trafic à Kehlen	7486	Fred Keup	88
Installations photovoltaïques dans la zone verte	7514	Martine Hansen	89
Changement d'affectation d'un fonds forestier	7516	Martine Hansen	89
Fugue de l'adolescent	7517	Paul Galles, Max Hengel	90
Pollution de la Sûre près de la frontière belgo-luxembourgeoise	7520	Gusty Graas	90
Taux d'échec à l'examen du permis de conduire	7521	Mars Di Bartolomeo, Carlo Weber	90
Programme de prévention contre l'abus de stupéfiants proposé par la Police grand-ducale	7522	Martine Hansen, Marc Lies, Diane Adehm	91
Inscription des résidents étrangers sur les listes électorales	7523	Paul Galles	91
Manque de décharges pour déchets de construction	7524	Emile Eicher, Martine Hansen, Aly Kaes, Jean-Paul Schaaf	92
Foyers pour jeunes réfugiés	7525	Sven Clement	93
Aides aux organisations sportives pour personnes handicapées	7526	Sven Clement	93
Vaccins contre la Covid-19	7527	Sven Clement	94
Part des francs non échangés	7528	Mars Di Bartolomeo	94
Suppression de l'indemnité de congé parental	7529	Myriam Cecchetti	94
Collège médical	7530	Jeff Engelen	95
Remboursement de la psychothérapie	7531	Jeff Engelen	95
Sécurité routière sur la N12 entre Grosbous et Hierheck	7532	André Bauler	95
Construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre	7533	André Bauler	95
Finance verte	7534	Dan Biancalana	96
Espèces envahissantes	7537	Fred Keup	96
Placement de mineurs à l'étranger	7538	Sven Clement	97
Accès universel aux moyens contraceptifs	7539	Jessie Thill, Charles Margue	97
Impact des mesures d'économie d'énergie sur la criminalité et la sécurité routière	7540	Fred Keup	97
Profession de psychothérapeute	7541	Sven Clement	98
Projet de reconception du site Internet de la radio luxembourgeoise de service public 100,7	7542	Diane Adehm	98
Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données	7546	Laurent Mosar	99

Horaires des lignes RGTR 703 et 732 | Question **7331** (06/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Stand Enn November koum et zu Lëtzebuerg zu 15 schwéieren Aggressioune géint Buschaufferen am Land. Eng Attack, iwwert déi RTL bericht huet, ass déi géint ee Buschauffer op enger Linn zu Mont-Saint-Martin, op deen enges owes geschoss gi war. Ab dem 11. Dezember fueren d'Linne 703 a 732 Mont-Saint-Martin dofir net méi. Dës Linnen dierfen eréischt erëm befuer ginn, wa fir d'Sécherheet vun de Buschaufferе gesuergt ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Huet de Minister schonn een Accord fonnt mat de franséischen Autoritéiten, fir op dëse Linne fir déi néideg Sécherheet ze suergen?

2. Ginn nach weider Gespréicher mat eise franséische Partner gefouert, och wann d'Arrêten elo gestrach ginn?

3. Wéini denkt de Minister, dass Mont-Saint-Martin erëm befuer ka ginn?

4. Wéi eng Sécherheetsmesurë si fir d'Chaufferen op dëse Linne virgesinn?

5. Si soss nach Linnen oder Arrêten an de leschten 2 Joer wéinst Sécherheetsgrënn gestrach ginn?

Réponse (10/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Esou wéi an der Chamberssëtzung vum 6. Dezember 2022 scho gesot gouf, sinn an enger Entrevue tëschent der Verwaltung fir ëffentlechen Transport mat franséischen Autoritéiten alternativ Trajeten zum aktuellen Tracé an Erwänung gezu ginn. Säit dem 27. Dezember 2022 gëtt den Tracé vun der Linn 703 Lëtzebuerg–Pétange–Aubange (B)–Mont-Saint-Martin (F) bis op den Arrêt Mont-Saint-Martin/Auchan PED verlängert, en entspriechenden Avis gouf publizéiert.

Zu de Sécherheetsmoossname kann ech Follgendes soen:

– Esou wéi an all RGTR-Bussen huet och hei op dëse Linnen de Chauffer e Noutfallknäppchen, mat deem hien sech direkt ka mat der Leetstell a Verbindung setzen. Déi ka séier reagéieren, andeems d'Police op d'Plaz geruff gëtt. Dëst gouf an diverse parlamentaresche Froe schonn erklärt.

– Op de betraffene Linne fueren an der Tëschenzäit Bussen, déi souwuel mat Sécherheetskabinne fir de Chauffer wéi och mat Kameraen ausgestatt sinn.

Aner Linnen oder Arrête goufe bis elo nach net wéinst Sécherheetsproblemer gestrach.

Problème de trafic à Kehlen | Question **7486** (19/01/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Zu Kielen an Ëmgéigend hëlt den Autos- a Camionsverkéier, wéi op esou ville Plazen am Land, Joer fir Joer zou.

Zu dëser fir vill Awunner an och Automobiliste problematescher Situatioun géif ech dem Här Transportminister gär eng Partie Froe stellen:

1. Wéi ass d'Evolutioun vum Verkéiersopkommes, wat de CR102 an de CR103 betrëfft, a ganz besonnesch fir d'Uertschafte Kielen, Keespelt an Ollem?

2. Zu Kielen ass geplangt, fir d'Staatsstrooss op engem klengen Deel an eng Zon 30 ze verwandelen. Fir wéini ass dëst virgesinn? Wéi eng Moossname kéinten hei nach virgesi ginn, fir de Verkéier ze berouegen?

3. Wéi steet den Här Minister aktuell zu engem Transittverbuet fir Camionen um CR102 a CR103 tëscht Mamer a Miersch?

4. Wéi gesäit d'Regierung aktuell de Bau vun enger Ëmgeeungsstrooss an der Gemeng Kielen a ronderëm?

Réponse (14/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bedéngt duerch d'Pandemie ass e Verglach iwwert déi lescht 2 bis 3 Joer relativ schwiereg. Trotzdeem ka festgehale ginn, datt sech de Stroosseverkéier an deene leschten 20 Joer generell verduebelt huet an iwwert déi lescht 10 Joer, wéinst dem nationale Wuesstem, konstant geklommen ass (mat engem Abroch wärend der Pandemie an de Joren 2020 an 2021).

Wat de Verkéier op de genannte Stroossen ubelaangt, gëtt momentan eng Verkéierszielung duerchgefouert, déi vun der Gemeng Kielen beoptraagt ginn ass. Dës Verkéiersdate leie menge Servicer vun der Stroossebauverwaltung nach net vir, esou datt ech zur Entwécklung vum Verkéiersopkommes keng geziilt Aussoe kann treffen. Zu Kielen ass geplangt, fir d'Staatsstrooss op engem klengen Deel an eng Zon 30 ze verwandelen.

ad 2. D'Gemeng Kielen huet am Joer 2015 verschidden Ufroe gemaach fir d'Ariichte vun enger Vitess 30 op enger Rei Plazen inneruerts. Dës Ufroe sinn all vum zoustännegen Aarbechtsgrupp behandelt ginn an den 20. Februar 2017 hunn ech der Gemeng accordéiert, fir am Zentrum vu Kielen op enger Längt vu ronn 200 Meter d'Stroosse CR102 a CR103 am Sënn vun enger Vitess 30 ze amenagéieren.

ad 3. Esou en Transittverbuet géing d'Camione mat dem Zil Aktivitéitszon net betreffen, well et keng equivalent Ëmleedungsstrecke fir de Schwéierverkéier a Richtung Aktivitéitszon gëtt. Dowéinst ass esou ee Verbuet an der Praxis net duerchzesetzen. D'Stroossegeometrie an der Uertschaft Kielen ass awer extreem ongënschteg fir de Schwéierverkéier, dofir mussen Alternative gesicht ginn, fir dësen aus der Uertschaft erauszehalen.

ad 4. Den nationale Mobilitéitsplang 2035 (Plan national de mobilité PNM 2035), deen ech am Abrëll 2022 virgestallt hunn, kënnegt eng regional Verkéiersetude

un. Dës soll fir de Raum tëscht den Autobunnen A6 an A7 souwéi den Nationalstroossen N8 an N55 eng kohärent Gesamtléisung fannen, déi och de Schwéierverkéier vu Kielen ewechhält. Dës Analys ass am Ablack nach amgaangen. Si ass och am deem Ëmfang an an där Komplexitéit néideg, well een de Problem mat enger reng lokaler Approche mat grousser Warscheinlechkeet just vun enger Uertschaft an déi aner géif verlageren. Éischt konkreet a regional kohärent Léisungsvirschléi wäerten am éischte Joer vun der nächster Legislaturperiod um Dësch leien, an da vu mengem Nofollger mat de Gemenge kënnen diskutéiert ginn.

Installations photovoltaïques dans la zone verte | Question **7514** (26/01/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vun der energeetescher Transitioun sollen d'erneierbar Energië massiv ausgebaut ginn. Den Ukrainkrich beschleunegt dës Entwécklung zousätzlech. Dobäi spillt d'Fotovoltaik eng Schlësselroll well et, au contraire zu aneren erneierbaren Energieformen, kaum Nuisancë fir Urainer gëtt an se deemno konfliktfräi ass.

Déi vill Daachfläche vun de landwirtschaftleche Betriber bidden hei nieft den ewell installéierten Anlage weiderhin e grousst Potential, ma dës Gebaier befannen sech iwwerwigend an der Gréngzon an ënnerleien deemno aktuell enger Naturschutzgeneemegung. Dës Geneemegung ass bekanntlech virum Bau unzefroen a gëtt ënner Oplagen erdeelt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Geneemegunge goufen an de Joren 2021 an 2022 ugefrot a geneemegt, fir dierfen eng Fotovoltaikanlag op bestoenden an autoriséierte Gebaier an der Gréngzon opzeriichten?

2. Wéi laang huet et am Schnëtt gedauert, bis den Antragsteller an der Gréngzon eng Geneemegung krut?

3. Eng vun den Oplagen ass, datt d'Panneauen à plat musse poséiert ginn, wëssentlech, datt net all Daachflächen optimal no Süden ausgeriicht sinn a fir e bessere Rendement deemno eng Inclinaisoun vun de Panneauen an esou Fäll e bessere Rendement géif assuréieren. Wéi motivéiert den Ëmweltministère dës Oplag par rapport zum Naturschutz? Gëtt et wëssenschaftlech Beleeër, datt eng Inclinaisoun vu Solarpanneauen en negativen Impakt op den Naturschutz huet? – Gëtt un dëser Oplag am Kader vun der Upassung vum Naturschutzgesetz festgehalen?

4. Däerfen d'Solarpanneauen, déi am Kader vun den Ausschreiwunge vun der Agrofotovoltaik sollen opgeriicht ginn, och inclinéiert sinn? A wéi héich däerfen déi Anlagen opgestallt ginn?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Joer 2021 sinn 59 Autorisatiounen ugefrot ginn, déi all accordéiert goufen. Am Joer 2022 sinn der 45 ugefrot ginn, wouvun der 44 geneemegt gi sinn. Eng Demande gouf refuséiert.

ad 2. Am Joer 2021 waren et an der Moyenne 40 Deeg. Am Joer 2022 waren et an der Moyenne 38 Deeg.

ad 3. D'Zil vun dëser Konditioun ass, den zousätzlechen Impakt vun sou Infrastrukturen op d'Landschaftsbild sou geréng wéi méiglech ze halen. De Schutz vun de Landschaften ass jo eent vun den Objektiver vum Naturschutzgesetz.

Et ass esou, dass eng flaach Installatioun, wat dat ugeet, a priori kee Problem ass. Bei de geplangten Upassunge vum Naturschutzgesetz soll jo dofir zukünfteg op Bestandsgebaier keng Autorisatioun méi fir verschidden Installatiounen néideg sinn.

Inclinéiert Installatioune sinn och aktuell net d'office verbueden. Falls een seng Panneauen anescht wëll ausriichten, muss haut an och an Zukunft individuell gekuckt ginn, wéi de Projet sech landschaftlech integréiert.

– Dëst ass eng Konditioun, déi virgeschriwwe gëtt am Kader vun der Autorisatioun vun enger individueller Demande. Et gëtt also och individuell gekuckt, wéi de Projet sech landschaftlech integréiert an deementspriechend Konditioune festgeluecht. Déi geplangten Upassunge goufen an der Äntwert driwwer schonn thematiséiert.

ad 4. Genee ewéi aner Anlagen, kënnen och déi Anlagen, déi bei der Ausschreiwung viséiert sinn, inclinéiert sinn. Och bei deene Projete gëtt individuell bewäert, en fonction vum Projet an der Plaz, wou dëse virgesinn ass, wéi de landschaftlechen Impakt ass. Deemno ass och keng fix Héicht bei der Ausschreiwung festgehale ginn. Bei der Ausschreiwung geet et jo och nach ëm méi: D'Opriichte vun deenen Anlage muss och zu enger Verbesserung an de Beräicher landwirtschaftlech Notzung a Biodiversitéit féieren. Dofir ass jo och eng reegelméisseg Bilanzéierung vun deene Pilotprojete virgesinn. Opgrond dovunner wäerte kënne Léieren zu méi oder manner gëeegenten Dimensiounen an Ausriichtunge vun deenen Anlage gezu ginn.

Changement d'affectation d'un fonds forestier | Question **7516** (26/01/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vum Artikel 13 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2018 besteet d'Méiglechkeet, fir e Changement d'affectation vun engem Fonds forestier ze maachen. Sou huet een d'Méiglechkeet, seng landwirtschaftlech Parzellen ze restrukturéieren an zum Beispill en neie Bësch als Ausgläich op enger anerer Parzell unzeplanzen. Dobäi gouf d'Restructuration du parcellaire agricole am Commentaire vun den Artikele follgendermoossen definéiert: « … déboisement marginal en bordure des labours afin de faciliter le travail des exploitants agricoles ». Als Beispill gouf de Passage des machines genannt.

Mengen Informatiounen no goufen an der Vergaangenheet esou Ufroe fir Bëscher an der Zone verte accordéiert, an aner Ufroe fir Bëscher an der Gewan refuséiert mam Verweis, dësen Artikel 13 wär restriktiv fir Bëscher ugrenzend un d'Betribsgebaier ze gesinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Ministesch stellen:

1. Wéi vill Demandë goufen zanter 2018 agereecht, déi sech op de besoten Artikel 13 vum Naturschutzgesetz referenzéieren?

2. Wéi vill dovunner goufen der accordéiert respektiv refuséiert?

3. Wat si méiglech Grënn fir e Refus?

4. Wat ass aktuell déi legal Definitioun vun engem Fonds forestier?

5. Wat sinn d'Critèren oder villméi d'maximal Flächegréisste vun engem Déboisement marginal?

6. Stëmmt et, datt den Ëmweltministère an eenzele Fäll e Refus d'autorisatioun domadder motivéiert huet, datt de Bësch net ugrenzend un d'Betribsgebaier war?
Wa jo, wouduerch motivéiert de Ministère dës Argumentatioun, wëssentlech, datt den Artikel 13 vum modifizéierten Naturschutzgesetz, an och am Commentaire des articles, dozou keng Restriktioun festleet?

7. Gëtt et eng national Definitioun vum Parcellaire agricole, wëssentlech, datt et heizou eng europäesch Gesetzgeebung am Kader vun der Agrarpolitick gëtt, déi dëst festleet?

8. No wéi enge Critèren entscheet d'Ëmweltverwaltung, ob déi follgend Bedéngung „faciliter le travail des exploitants agricoles" erfëllt ass?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Säit 2018 koumen 32 Demanden am Kader vum besoten Artikel eran.

ad 2. Accordéiert goufen der 13, refuséiert och 13. 3 weider Demandë goufen deelweis autoriséiert an 3 sinn der nach a Beaarbechtung.

ad 3. Méiglech Grënn fir ee Refus kënne sinn, datt den envisagéierte Changement:

– vu vireran net kompatibel mat den Dispositioune vum Naturschutzgesetz ass, dat jo, fir eise Bëschbestand ze schützen, esou Changementer nëmmen an Ausnamefäll zouléisst. Déi Ausnamefäll sinn d'Utilité publique an d'Restrukturatioun vun de landwirtschaftleche Parzellen, fir dës besser kënnen ze bewirtschaften;
– géing wichteg Liewensraim oder Leitstrukturen zerstéieren.

Wann esou ee Changement erlaabt gëtt, muss de Verloscht duerch Neiplanzungen oder Neischafunge vu Liewensraim kompenséiert ginn.

ad 4. Am Moment gëtt et zu Lëtzebuerg nach keng Definitioun vum Fonds forestier an engem legislativen Text. Am Gesetzesprojet N° 7255 iwwer d'Bëscher ass am Artikel 2 Punkt 6 eng Definitioun fir de Bësch virgesinn:

6° « forêt », les terrains occupant une surface de minimum 25 ares et présentant une formation végétale composée, en termes de recouvrement des cimes, d'au moins 20 pour cent d'espèces arborées pouvant atteindre au minimum 5 mètres de hauteur à l'âge adulte. La composition de la formation végétale est appréciée en termes de recouvrement des cimes. Le recouvrement correspond à la projection verticale au sol des cimes des espèces arborées. La surface minimum est appréciée sans tenir compte des limites cadastrales ou de l'effet séparatif des cours d'eau et des voies ouvertes au public, à l'exception des autoroutes, des voies ferrées et des cours d'eau d'une largeur supérieure à 10 mètres entre la crête des berges ;
Font également partie de la « forêt » :
(a) les fonds boisés par le passé qui sont en cours de régénération ;
(b) les fonds boisés par le passé qui se trouvent depuis moins de 10 ans dans un état entièrement ou partiellement déboisé et dont le changement d'affectation n'a pas été autorisé conformément à l'article 13 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
(c) les fonds non boisés par le passé ayant fait l'objet d'un boisement autorisé conformément à l'article 14 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
(d) les fonds non boisés et non bâtis, enclavés en forêt, d'une superficie jusqu'à 50 ares ;
(e) les sentiers et chemins aménagés en forêt.

Am Kader vun den Demandë gëtt de Fonds forestier momentan dann och an deem Sënn consideréiert.

ad 5. D'Gesetz gesäit keng maximal Flächegréisste vir. Aus de parlamentareschen Dokumenter erginn

sech awer follgend 3 Krittären, déi den „déboisement marginal“ mindestens erfëlle muss:

– d'Bëschfläch ass ugrenzend un Akerflächen;
– den Deboisement huet als Zil, dem Exploitant seng Aarbecht ze vereinfachen;
– den Deboisement däerf net als eenzegt Zil hunn, d'Akerfläch ze vergréisseren.

ad 6. Et si keng sou Refuse bekannt.

ad 7. Eng Definitioun vum Term „Parcellaire agricole“ an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung ass net bekannt.

ad 8. Fir kënne geneemegt ze ginn, muss et sech ëm eng Vereinfachung vun den Aarbechtsofleef um Stéck selwer handelen. Dat heefegst Beispill, wou de Krittär erfëllt ass, ass d'Vergréisserung oder een neien Accès an ee Stéck (z. B. well den Turnus vum bestoenden Accès ze kleng ass) oder eng méi rechteckeg Ausriichtung vum Stéck, fir d'Unzuel vun de Kéiermanöveren an den „double emploi“ ze reduzéieren. Dëst kënnt reegelméisseg vir, well d'Maschinnen ëmmer méi grouss ginn.

Ofschléissend kann ee präziséieren, dass d'Ëmweltverwaltung hei net involvéiert ass. Et ass d'Naturverwaltung, déi dës Dossieren traitéiert, an de Minister fir Ëmwelt, deen Entscheedungen hëlt.

Fugue de l'adolescent | Question **7517** (27/01/2023) de **M. Paul Galles** | **M. Max Hengel** (CSV)

Ëmmer nees kënnt et vir, dass Jugendlecher zum Beispill vun doheem oder aus engem Foyer fortlafen. Eng sougenannt „fugue“ ass ëmmer och Ausdrock vun engem Malaise, vun enger Onzefriddenheet. Fir déi betraffe Jugendlech ass d'Flucht deemno dacks eng Zort Léisung fir hir Problemer, oder et ass en Hëllefruff, fir op sech opmierksam ze maachen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Huet de Ministère detailléiert Statistiken zu de Jugendlechen, déi eng Fugue gemaach hunn?
– Wa jo, kann den Här Minister eis driwwer informéieren:
• wéi vill Jugendlecher zënter 2013 pro Joer eng Fugue gemaach hunn;
• wéi al dës Leit sinn;
• wat hir Grënn dofir waren;
• wat hinne wärend hirer Fugue widderfuer ass;
• wéi, wou a vu wiem si no hirer Fugue begleet gi sinn.

2. Wann net, kann den Här Minister eis erklären, firwat keng Statistik iwwer dës Problematik gefouert gëtt an ob geplangt ass, dat an Zukunft ze maachen?

Réponse (16/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Jugendlecher, déi vun doheem fortlafen, entzéien sech der Opsiicht vun hiren Elteren, an d'Responsabilitéit, fir esou eng Fugue den Autoritéiten (Police grand-ducale) ze mellen, läit deementspriechend fir d'éischt emol bei den Elteren.

Fir de Fall, wou Professioneller vun der Educatioun Kenntnis vun enger Fugue kréien an eng Gefor fir d'Wuel vum Jugendleche besteet, hu si natierlech d'Obligatioun, dëst de concernéierten Autoritéiten (Police a Parquet) ze mellen. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) en tant que tel huet awer keng Kompetenz am Beräich vun de Fuguen.

Jugendlecher, déi aus enger Institutioun vun der Aide à l'enfance et à la famille wéi z. B. aus engem Centre d'accueil de jour et de nuit fortlafen, mussen deemno direkt beim Parquet gemellt ginn. De Gestionnaire vun engem Centre d'accueil de jour et de nuit ass net gebonnen, dem Ministère dës Donnéeë matzedeelen. Allgemeng ass de MENJE net kompetent fir d'Dokumentatioun an d'Erfaasse vu Fuguen op nationalem Niveau.

De MENJE leet awer grousse Wäert op d'Wuelbefanne vun deene betraffene Jugendlechen a Familljen, déi duerch déi kompetent Servicer ënnerstëtzt ginn.

Pollution de la Sûre près de la frontière belgo-luxembourgeoise | Question **7520** (27/01/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Tel que communiqué par les services de Madame la Ministre, la Sûre a été polluée le 24 janvier 2023 par un déversement d'hydrocarbures sur le territoire belge près de Rombach-Martelange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Les services de Madame la Ministre sont-ils en contact avec les autorités belges afin d'identifier l'origine de la pollution ?

2) Madame la Ministre peut-elle informer de ce qu'il s'est passé exactement ? Quand est-ce que l'incident a eu lieu ?

3) Quel en est l'impact sur le cours d'eau en question, sa faune et sa flore ?

4) Quelles conséquences juridiques cet incident aura-t-il ?

Réponse (02/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Lors de l'incident, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) étaient en contact étroit et permanent avec les autorités belges pour obtenir les dernières informations concernant l'enquête menée afin de déterminer l'origine de la pollution.

ad 2) Depuis le 24 janvier 2023, le cours d'eau « Sûre » était touché par une pollution au niveau de la frontière entre la Belgique et le Luxembourg à Rombach-Martelange.

Une intervention des agents de l'AGE et des unités du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) a eu lieu à Rombach-Martelange pour lutter contre cette pollution. Afin de limiter la propagation de l'onde polluante dans le cours d'eau en aval, l'unité de dépollution du lac de la Haute-Sûre du Groupe d'intervention spécialisé (GIS) du CGDIS a essayé de mettre en place des barrages flottants. Ceux-ci n'ont pas abouti en raison du débit élevé de la Sûre.

Il s'est avéré que des hydrocarbures s'écoulaient d'un tuyau du système de canalisation des eaux pluviales situé sur le territoire belge à Martelange. Cette canalisation a été bouchée par les autorités belges, ce qui a permis d'arrêter le déversement de substances polluantes vers le cours d'eau. Toutefois, les autorités belges n'ont pas pu déterminer l'origine de l'infiltration des hydrocarbures dans la canalisation, raison pour laquelle des analyses du sol sont encore en cours.

ad 3) Aucune conclusion ne peut être tirée en ce qui concerne les dommages environnementaux. Cependant, en considérant la quantité d'hydrocarbures déversée estimée et le débit élevé du cours d'eau au moment de la pollution, il peut être supposé que l'impact sur la faune et la flore soit faible.

ad 4) En absence d'une source de pollution sur le territoire luxembourgeois, il n'y a pas de conséquences juridiques sur base de la législation luxembourgeoise. L'AGE n'a à ce jour pas de connaissance des suites juridiques éventuellement entamées par les autorités belges.

Taux d'échec à l'examen du permis de conduire | Question **7521** (27/01/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Le nombre de personnes qui échouent à l'examen du permis de conduire augmente depuis des années, comme l'a récemment relayé la presse. Les causes supposées pour cette tendance sont notamment l'expérience pratique insuffisante, le trafic accru et une réglementation de plus en plus exigeante.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Combien de candidats ont passé l'examen théorique pour le permis de conduire B sur les dix dernières années et quelle est l'évolution du taux d'échec sur cette période ?

– Quel est le taux de réussite dans l'examen pratique pour le permis de conduire B sur cette période de dix ans ? Quelles sont les causes principales des échecs ?

– Quelle est la durée effective de l'apprentissage pratique en comparaison avec la durée légale minimale imposée au Luxembourg ? Quelle est la durée pratique obligatoire dans les pays limitrophes ? Monsieur le Ministre juge-t-il le nombre de 16 leçons d'une heure comme suffisant ?

– Combien de candidats ont opté pour le régime de la conduite accompagnée lors des dix dernières années ?

– Quelles réformes concernant l'examen du permis de conduire le Gouvernement envisage-t-il le cas échéant ?

Réponse (17/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés se posent des questions relatives à l'examen pour l'obtention du permis de conduire.

Dans ce contexte, le taux d'échec à l'examen théorique se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le taux de réussite à l'examen pratique se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne les causes principales pour les échecs lors de l'examen pratique, celles-ci peuvent être des fautes éliminatoires (non-respect d'un feu rouge, d'une priorité, etc.) ou un cumul de fautes qui résultent dans un échec. Il n'existe cependant pas de statistiques détaillées de ces fautes.

Considérant que depuis la dernière modification de l'apprentissage en 2013 les auto-écoles ne sont plus tenues d'informer sur le nombre de leçons effectués, mais doivent uniquement certifier que le nombre légalement requis a été effectué, le ministère ne dispose pas de statistiques sur le nombre de leçons effectuées.

En ce qui concerne l'apprentissage classique dans une auto-école, les heures obligatoires dans nos pays limitrophes ce présentent comme suit :

– France 20 heures ;
– Belgique 20 heures avec stage, 30 heures sans stage ;

– Allemagne 12 heures (Sonderfahrten) et des leçons normales qui dépendent du jugement de l'auto-école quant aux besoins du candidat.

Le pourcentage de candidats ayant opté pour le régime de la conduite accompagné les dix dernières années se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne une éventuelle réforme de l'apprentissage, la Commission européenne a annoncé une refonte de la directive relative au permis de conduire pour le mois de mars. Dans le cadre des travaux de transposition de cette directive, il sera également analysé quelles modifications s'imposent à l'apprentissage pour l'obtention du permis de conduire. Dans ce cadre, la question du nombre de leçons obligatoires sera également discutée.

Programme de prévention contre l'abus de stupéfiants proposé par la Police grand-ducale | Question **7522** (27/01/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Lies** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

De Service de prévention vun der Police hält scho säit Laangem Coursen an de Schoulen, fir zum Theema Drogen opzeklären. Och wier eng Etude vum MENJE ënnerholl ginn, déi der Police hir Aarbecht an deem Kontext evaluéiert huet, déi eisen Informatiounen no positiv ausgefall ass.

Elo wieren eisen Informatiounen no Ännerunge vum MENJE virgesinn, wat d'Konzept vun der Drogepreventioun an de Schoulen ugeet. Deemno géif de konventionéierte Centre national de prévention des addictions (CNAPA) eng Formatioun fir Enseignanten aus dem Cycle 4.2 an och fir VieSo-Proffen ausschaffen. Dëst Personal géif dann am Fondamental an am Secondaire Coursen iwwert d'Addictiounen/Drogen halen. Dëst hätt als Konsequenz, datt d'Police aplaz vun e puer Stonnen nëmmen nach jeeweils 50 Minutten an de Schoulen agéieren dierf. Och géifen dës Coursë fakultativ ginn. D'Police dierft iwwerdeems hir Coursen net méi halen, wéi se dat bis elo all déi Jore gemaach huet, mee se dierft just nach iwwert d'Drogegesetz schwätzen.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt d'Preventiounscoursë vun der Police zum Theema Drogen an de Schoulen nei Konditiounen operluecht kruten an datt de CNAPA elo eng Formatioun ausschafft mam Zil, datt d'Enseignanten elo d'Coursen zu dësem Theema halen?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt d'Police hire Programm geännert krut an nëmmen nach dierf iwwert d'Drogegesetz an de Schoule schwätzen?

3. Ass et richteg, datt d'Police laut dem neie Konzept, dat tëscht dem MENJE an dem CNAPA opgeschafft ginn ass, mol net méi dierf op Froe vun de Schüler zum Theema Drogen äntweren?

4. Stëmmt et, dass eng Evaluatioun vum MENJE zu der Police hire Coursen zum Theema Droge gemaach ginn ass?
– Wa jo, aus wéi engem Grond ass dës Etude net public gemaach ginn?
– Wat ass d'Resultat vun der Etude? Kann d'Regierung bestätegen, datt dës positiv ausgefall ass?
– Wann deem esou ass, kann d'Regierung eis de Grond nenne wisou d'Police dann net méi dierf esou weiderfuere wéi se dat bis elo gemaach huet?

5. Wëssend, datt d'Personal vum Service de prévention vun der Police duerch seng Aarbecht um Terrain e spezifescht Wëssen zum Theema Droge besëtzt, wier et net vu Virdeel, dësem méi Spillraum ze loosse wat d'Coursen an de Schoulen ugeet?

6. Stëmmt et, dass dës Coursen net obligatoresch sinn, weeder fir de Fondamental nach fir de Secondaire?
– Wann deem esou ass, riskéiere mir duerch deen Ëmstand, datt et Schoule gi wou keng Police méi eng Preventioun mécht?

7. Mengt d'Regierung net och, datt an deem Fall d'Vernetzung tëscht Police a Gemengen, Schoulen, SePASen an Direktioune riskéiert vernoléissegt ze ginn?

Réponse (16/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Educatiounsministère (MENJE) huet dem Centre national de prévention des addictions (CNAPA) an dem Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) den Optrag ginn, e kohärente Programm mat Cannabismodullen am Schoulcurriculum ze entwéckelen, mat deem d'Schülerinnen an d'Schüler iwwer d'Gefore vum Cannabiskonsum informéiert a sensibiliséiert ginn. Dës Cannabismodulle sinn obligatoresch a gi systematesch ugebueden am Cycle 4.2, op 6e an op 3e, mat jeeweils sechs Stonne pro Module am Kader vum Cours „vie et société" respektiv de Sciences naturelles. Am Kontext vun der Regulariséierung vum Cannabis gëtt den Akzent spezifesch op d'Substanz vum Cannabis gesat, fir datt all Kanner a Jonker a Bezuch op d'Risike vum Cannabis sensibiliséiert ginn.

ad 1. Aktuell ginn d'Cannabismodullen, wéi uewe beschriwwen, vum MENJE a SCRIPT, an Zesummenaarbecht mam CNAPA ausgeschafft. Am drëtten Trimester wäerten se an enger Rei Pilotschoule getest ginn, fir da vun der Rentrée 2023/2024 un an alle Schoulen unzelafen. Den Educatiounsministère wäert der Police net virschreiwe wéi si hir Aarbecht soll maachen.

ad 2. bis 7. Nee, et kann net confirméiert ginn, datt d'Police hire Programm geännert krut; dat entsprécht net der Volonté politique vun dëser Regierung an et läit och net am Kompetenzberäich vum Educatiounsministère esou e Schratt ze ënnerhuelen.

Et sief ze bemierken, datt et u sech ni e fixe Police-Programm an de Schoule gouf, ma just sporadesch Interventiounen a verschiddene Schoulen. Déi nei ausgeschaffte Cannabismodulle sinn, wéi schonn erwäänt, obligatoresch, woubäi d'Schoulen op d'Offer vun der Police fakultativ kënnen zréckgräifen.

Ech gesinn net firwat déi gutt Vernetzung a Fro gestallt soll ginn an dësem Beräich wou d'Schoul méi maache wëll a kloer hir Verantwortung iwwerhëlt.

Inscription des résidents étrangers sur les listes électorales | Question **7523** (27/01/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Les élections communales auront lieu en date du 11 juin 2023. En même temps, l'échéance du 17 avril 2023 – dernier jour pour les non-Luxembourgeois pour s'inscrire sur les listes électorales – s'approche.

Je prie Madame la Ministre de l'Intérieur et Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région de me fournir un aperçu sur les types de campagne en route et prévus :

1) Quels sont les projets de sensibilisation assurés directement par les deux ministères ?

2) Quels sont les projets de sensibilisation assurés par des tiers grâce à un financement de vos ministères ? Merci de bien vouloir fournir un bref descriptif, langues employées, calendrier et cadre financier pour chaque projet.

3) Quelles actions sont prévues dans les lycées ?

4) Le droit de vote passif ne devrait-il être souligné davantage ?

5) Quel type de coordination y a-t-il entre tous les porteurs de projets ?

6) Dans quelle mesure les médias sociaux, les cinémas, les abribus seront-ils utilisés ?

7) Quels organes de presse s'adressant plus particulièrement à des résidents étrangers seront sollicités et dotés d'annonces payées ?

8) Quelle concertation avec les partis politiques est prévue ?

9) Une concentration des actions est-elle prévue dans les semaines précédant l'échéance du 17 avril ?

Réponse (02/03/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'abolition de la clause de résidence de cinq ans pour les ressortissants étrangers désirant s'inscrire sur les listes électorales pour les élections communales et le prolongement du délai pour s'inscrire sur lesdites listes représentent certainement l'avancée démocratique majeure en vue des élections communales du 11 juin 2023.

En général, la campagne nationale de sensibilisation et d'information « Je peux voter » est conçue de manière à apporter une contribution importante à l'augmentation du taux d'inscription. Celle-ci vise à sensibiliser les citoyens à l'importance de participer aux décisions concernant l'avenir de leur commune. Tandis que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est principalement en charge de cette campagne, le Ministère de l'Intérieur y contribue par la vérification des contenus en ce qui concerne l'organisation des élections, les systèmes de vote au niveau communal, etc.

ad 1) Les deux ministères, avec le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes ainsi que le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), organiseront une Journée nationale de l'inscription qui aura lieu le samedi 18 mars 2023, donc un mois avant l'expiration du délai d'inscription pour les non-Luxembourgeois. Toutes les communes du pays ont été invitées par voie de circulaire à ouvrir l'administration communale pour donner aux citoyen-ne-s la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales directement auprès du bureau de la population.

Ci-dessous la liste des autres actions menées :

– l'affichage national de la campagne « Je peux voter » dans les abribus et dans les parkings dans la semaine précédant la Journée nationale de l'inscription ;
– dans le cadre de la campagne, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a participé, avec des membres du Conseil national pour étrangers (CNE), des multiplicateurs et les membres de différentes Commissions consultatives communales d'intégration (CCCI), à plusieurs événements avec un stand d'information et continuera à le faire dans les semaines et mois à venir. En 2022, le stand « Je peux voter » était, entre autres, présent au Festival des migrations, à la braderie à Luxembourg-gare, à la fête culinaire interculturelle à Esch-sur-Alzette, à l'Institut national des langues Luxembourg lors d'un Jobday et au Ettelbrooklyn Street Festival ;

– beaucoup d'actions sont organisées directement par les associations, les communes et les CCCI. Pour ces actions, le ministère met gratuitement à disposition de l'organisateur du matériel pour le stand ainsi que des dépliants et affiches ;
– un « kit de communication » avec des dépliants et affiches de la campagne a été envoyé aux 102 communes du pays, à des ambassades, aux partenaires conventionnés du département de l'intégration, aux partis politiques et, sur demande, à différentes entreprises, syndicats et cabinets médicaux. Il est également distribué aux multiplicateurs, formés par le Centre d'études et de formation interculturelles et sociales (CEFIS). Le matériel d'information et le matériel de stand sont d'ailleurs mis à disposition de toute personne souhaitant informer son entourage ;
– un monitoring est réalisé en collaboration avec le CEFIS et le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) afin de pouvoir suivre le développement des inscriptions dans les 102 communes du pays. Ce monitoring est envoyé aux communes ;
– des vidéos explicatives multilingues sur l'inscription et le fonctionnement des élections ont été réalisées, en partie en collaboration avec le Syvicol ;
– des témoignages ont été enregistrés. Toutes les vidéos de la campagne sont disponibles sous https://www.youtube.com/watch?v=dfq7xRfmO40&list=PLlE6icl5tiN7rhBQSZzIHhegVNo-UG8Nm ;
– les ministères sensibilisent également de façon continue et régulière via les réseaux sociaux et sur le site Internet dédié à la campagne (www.jepeuxvoter.lu) ;
– deux GRESIL (Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local), regroupant des acteurs locaux et régionaux pour échanger sur la thématique du vivre-ensemble, ont été axés sur le thème de la participation citoyenne et politique. La première édition du GRESIL 2022 a eu lieu à Mersch, la deuxième à Huncherange. De bonnes pratiques ont été présentées sous forme de fiches pratiques et de vidéos pour servir de « guide » aux membres des CCCI lors de l'organisation de leurs activités locales et régionales ;
– avec le CEFIS et EMN (European Migration Network) Luxembourg, le ministère organisera l'événement « Je peux voter @uni.lu » à l'Université du Luxembourg afin de pouvoir toucher et sensibiliser les étudiants non luxembourgeois sur leur droit de vote ;
– des « lunch-time-events Je peux voter » sont prévus dans certaines grandes entreprises du pays et certaines institutions européennes. Font partie de cette action, entre autres : Guardian, Ferrero, ArcelorMittal, Commission européenne, Parlement européen ;
– une collaboration étroite avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a été établie, ce qui permet de diffuser une campagne de sensibilisation dans les différentes structures de formation, telle que la visualisation de petits films d'information en début de cours ;
– la Chambre des Salariés distribue des flyers aux participants de leurs cours de formation ;
– en 2023, un grand nombre d'entreprises participent à une campagne de sensibilisation pour leurs salariés, lors de laquelle le ministère présente les modalités de vote.

ad 2)
– Dans le cadre d'un appel à projets Plan d'action national d'intégration 2022, trois projets promouvant la participation politique ont été retenus : l'outil « Letz Vote » de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI), la « Super-Wal-Kiermes » du Zentrum fir politesch Bildung ainsi que les ateliers « Political participation: from talking to doing » de l'Association luxembourgeoise pour le dialogue interculturel ASBL (ALDIC). Des informations supplémentaires sont disponibles sous : https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/le-ministere/attributions/integration/integrationsprojekte/projets.html

– Le projet « Letz vote » de l'ASTI vise à mettre en place un site web qui permettra à l'utilisateur de découvrir les différents aspects des élections nationales, européennes et communales à travers des animations ludiques. Le projet a été financé pour une durée de 8 mois entre mai et décembre 2022. Depuis janvier 2023, le site est disponible en version française et anglaise ; les traductions en allemand, luxembourgeois et portugais sont en cours.

– Le projet « Super-Wal-Kiermes » du Zentrum fir politesch Bildung vise à sensibiliser au sujet des élections en général et inciter les électeurs potentiels non luxembourgeois à s'inscrire sur les listes électorales en développant des supports d'information digitaux et ludiques. Dans le cadre de ce projet, un stand a été développé et présenté lors d'événements au Luxembourg. Ce stand sensibilise aux questions autour des élections, de la participation politique, du droit de vote, de l'engagement dans la commune. L'équipe du stand entre en dialogue avec les personnes afin de mettre en évidence l'importance des élections comme droit politique fondamental et de donner toutes les informations nécessaires pour l'inscription sur les listes électorales. Les activités proposées n'ont pas de barrières linguistiques. Le projet est réalisé entre mai 2022 et juillet 2023.

– Le projet « Political participation: from talking to doing » d'ALDIC propose aux jeunes, et plus particulièrement aux jeunes non luxembourgeois, des ateliers de sensibilisation à la participation politique et des ateliers de mise en action incluant notamment toutes les informations pratiques liées à la participation politique via des sessions du jeu Dignityland, en utilisant la méthode de l'éducation non formelle. Les ateliers d'information et de sensibilisation à l'importance de la participation politique seront proposés sous différents formats et en langues luxembourgeoise, allemande, française et anglaise aux écoles, aux communes, au Service national de la jeunesse, aux organisations de jeunes, aux associations, aux acteurs de l'intégration et à ceux de la participation afin d'atteindre le plus grand nombre de jeunes. Le projet est réalisé entre mai 2022 et juillet 2023.

– Dans le cadre de la campagne « Je peux voter », le CEFIS ASBL organise des « formations de multiplicateurs ». L'organisation de ces formations est financée dans le cadre des conventions entre le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et le CEFIS en 2022 et 2023. Un multiplicateur permet de diffuser l'information sur le droit de vote aux élections communales par des séances d'information, des discussions dans sa famille, entre amis, dans divers endroits. La formation des multiplicateurs s'adresse à tout le monde. Les formations sont proposées en français, anglais et en portugais. Le projet est réalisé entre mai 2022 et mars 2023. Jusqu'à présent, le CEFIS a formé 158 personnes.

Dans le cadre des appels à subsides pour les associations en 2022 et 2023, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a proposé un financement partiel aux associations organisant un évènement et souhaitant contribuer à la campagne de sensibilisation « Je peux voter ». Le soutien financier est accordé si les deux conditions suivantes sont réunies :

1) Un stand « Je peux voter » avec de la documentation (flyer, roll-up, dépliants, ...) mise à disposition et distribuée lors de l'évènement.

2) Ce stand devra être encadré par 1 à 2 personnes de l'association dont au moins une s'engage à participer à la formation de multiplicateurs organisée par le CEFIS.

En 2022, 6 associations ont reçu un financement partiel pour la mise en place d'un tel stand lors des événements de fin d'année, en décembre 2022. L'appel à subsides 2023 a été publié en janvier 2023 et l'analyse des demandes est en cours.

D'autres publications, telles que le « Check Politik » du Zentrum fir politesch Bildung, profitent également d'un soutien financier de la part des ministères.

ad 3) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse organisera une campagne de sensibilisation dans les lycées pour inciter les jeunes adultes à s'inscrire sur les listes électorales. Il fera appel à leurs droits et devoirs en tant que citoyens responsables et les rendra également attentifs au fait que les jeunes qui atteindront leur majorité le jour du vote peuvent se déclarer votant.

Moyennant le message aux élèves, l'Éducation nationale touche également les parents ; par ailleurs, des activités de sensibilisation ont lieu de manière continue dans les structures publiques de formation pour adultes.

ad 4) Le droit de vote passif est mentionné sur le site Internet www.jepeuxvoter.lu sous la rubrique « Devenir candidat » ainsi que dans des posts du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région sur les réseaux sociaux.

ad 5) Plusieurs groupes de travail interministériels et internes se rencontrent régulièrement pour un échange sur les différents projets ainsi que sur les questions à trancher. Des réunions régulières avec les acteurs de la société civile sont organisées afin d'assurer une bonne coordination entre les différentes actions.

ad 6) Depuis le lancement de la campagne « Je peux voter » au printemps 2022, une communication multilingue via les médias sociaux (Facebook, Instagram et LinkedIn) a fait partie de la stratégie du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région afin de toucher un large public. Un affichage dans les abribus et les parkings est prévu pour mars 2023, en vue de la Journée nationale de l'inscription du 18 mars 2023. Des annonces sont affichées sur les écrans dans les bus.

ad 7) Ont déjà été ou seront encore sollicités : Radio Latina, contacto.lu, « L'Essentiel », L'Essentiel Radio, « Janette », paperjam.lu, delano.lu, « Le Quotidien ».

ad 8) La campagne « Je peux voter » est ouverte à chacun. Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a été contacté par certains partis politiques pour avoir des informations et du matériel d'information (dépliants, affiches). En outre, un kit de communication avec des affiches et des dépliants a été envoyé aux différents partis politiques.

ad 9) Une importante vague de communication (affichage national, publicités dans les médias, informations dans les réseaux sociaux, actions sur le terrain) est prévue pour le mois de mars 2023.

Manque de décharges pour déchets de construction | Question **7524** (30/01/2023) de **M. Emile Eicher** | **Mme Martine Hansen** | **M. Aly Kaes** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Dass et am ganze Land zanter Joren u Kapazitéiten an de Bauschuttdeponië feelt, ass bekannt. An de leschte Méint huet sech dës Situatioun net verbessert, am Géigendeel. Bauentreprisen hunn ëmmer méi Schwieregkeeten, hire Bauschutt ze evakuéieren.

An der Äntwert op d'Fro N° 6889 vum 23. September 2022 huet d'Regierung informéiert, dass aktuell follgend Inertoffalldeponien am Norde vum Land an der Prozedur wieren: Extensioun vun der Decharge Housen an Decharge Noutem.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wéi wäit ass d'Prozedur an den eenzelnen Dossiere fortgeschratt?

2. Wéini ass mat enger finaler Decisioun an dësen Dossieren ze rechnen?

Réponse (07/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1.
– Extensioun vun der Decharge Housen: No der Entscheedung, datt fir d'Erweiderung vun der Decharge Housen keng EIE-Etüd virgeluecht muss ginn, huet de Bedreiwer, de 26. Januar 2023, eng Kommodos-an Offalldemande bei der Ëmweltverwaltung eragereecht. Et ass nach keng Naturschutzdemande bei der Naturverwaltung eragereecht ginn.
– Decharge Noutem: De Projet ass nach ëmmer an der EIE-Prozedur. Wéi schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 6889 an N° 7386 gesot, ass et aktuell um Bedreiwer, den EIE-Dossier eranzereechen. Eréischt duerno kann d'Ëmweltverwaltung déi nächst Schrëtt aleeden.

ad 2. Grondsätzlech kann de Ministère oder d'Verwaltung keng Angaben dozou maachen, wéini an dësen Dossieren déi final Decisioun geholl ka ginn, well d'Ausschaffen, d'Areechen an eventuell d'Noreeche vun den néidegen Dokumenter a Geneemegungsdossiere vum Bedreiwer ofhängeg sinn.

Am Fall vun der Decharge Housen, wou schonns eng Kommodos-Offall-Demande bei der Ëmweltverwaltung eragereecht gouf, wier ze soen, dass dës Demande geméiss den Delaien, wéi se am Kommodosgesetz festgehale sinn, beaarbecht wäert ginn. Heizou ass et wichteg ze wëssen, dass den Dossier an eng Enquête publique geet.

Wéi schonns uewe gesot, befënnt sech d'Decharge Noutem momentan nach an der EIE-Prozedur.

Foyers pour jeunes réfugiés | Question **7525** (30/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Rapport vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher weist kloer op, dass et a puncto Ënnerbréngung vu Geflüchteten nach ganz vill Baustelle gëtt. Eng vun de Recommandatioune vum OKaJu ass eng méi individuell Betreiung „droits de l'enfant by design" vun de Kanner an de Flüchtlingsstrukturen. Ufanks Januar gouf bekannt, dass am Gebai T um Kierchbierg bis zu 1.167 Better sollen opgebaut ginn. Esou grouss Struktur maachen eng individuell Betreiung awer quasi onméiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Pläng vum Ausseministère a puncto Ausbau vun de Foyere fir d'Joer 2023?

2. Wéi eng Unzuel u Better viséiert de Ministère an deene verschiddene Strukturen (opgelëscht no Gebai)?

3. Bekennt sech de Ministère zu engem Ausbau mat Hëllef vu méi klenge Flüchtlingsstrukturen, wou d'Leit méi individuell gehollef kënne kréien, fir esou Zoustänn wéi am Foyer zu Miersch, déi vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher kloer denoncéiert gi sinn, ze vermeiden?

4. Wat ass an den Ae vum Minister eng gutt Unzuel un Assistant-sociallen an Educateuren? Wéi vill Assistanten an Educateure sollen op 100 Persoune mat BPI respektiv DPI Statut kommen?

Réponse (10/02/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. Fir d'Joer 2023 ass virgesinn, dass 4 Ënnerkonftsstrukture fir Persounen, déi internationale Schutz ufroen (DPI), ënnert der Verwaltung vum Nationale Büro fir Opnam (ONA), hir Diere wäerten opmaachen. Et sief awer unzemierken, dass et duerch Liwwerenkpäss an Imprevuen zu all Moment zu Delaien an der Fäerdegstellung komme kann. Den ONA sicht och weiderhin no realiséierbare Projeten uechtert d'Land.

ad 2. Den ONA viséiert fir d'Joer 2023 follgenden Ausbau u Better an sengem Reseau fir DPI:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. D'Moyenne vun der Unzuel u Better pro Ënnerkonftsstruktur, déi 2023 wäerten opmaachen, läit bei ongeféier 50. Eng ideal Gesamtkapazitéit läit bei 50 bis 120 Better pro Ënnerkonftsstruktur, fir e passenden Encadrement vun den hebergéierte Persoune kënnen ze assuréieren.

ad 4. Den ONA ënnerscheet beim Personalschlëssel a sengen Ënnerkonftsstrukuren tëscht den Zentre fir d'éischt Opnam an den temporären Ënnerkonftsstrukturen.

An den Zentre fir d'éischt Opnam („centres de primo-accueil") läit de Personalschlëssel bei 1 Encadrant (Assistant social oder Educateur) pro 40 Persounen.

An den temporären Ënnerkonftsstrukturen, déi vun de konventionéierte Partner vum ONA, der Croix-Rouge oder Caritas, vum ONA geréiert ginn, läit de Personalschlëssel bei 1 Encadrant (Assistant social oder Educateur) pro 50 Persounen. Et sief unzemierken, dass dëst allerdéngs jee no Public cible (onbegleet Mannerjäreger, ...) variéiere kann.

An den temporären Ënnerkonftsstrukturen, wou d'Persoune vum ONA selwer encadréiert ginn, läit de Personalschlëssel aktuell bei 1 Encadrant pro 100 Persounen. Well hei den Encadrement net esou intensiv ass, ginn an dës Strukture prioritär Persounen hin orientéiert, déi méi autonom sinn.

Den ONA mécht an der alldeeglecher Gestioun vun sengen Ënnerkonftsstrukture keng Trennung tëscht Persounen, déi internationale Schutz ufroen (DPI), oder Persoune mat internationalem Schutzstatut (BPI).

Aides aux organisations sportives pour personnes handicapées | Question **7526** (30/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Aktivitéitsrapport vum Sportsministère vun 2021 ass ze liesen, a wéi engem Montant de Staat déi verschidde Sportorganisatiounen a -federatiounen 2021 ënnerstëtzt huet. Hei komme verschidden Organisatioune besser ewech ewéi anerer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wat fir finanziell Hëllefe si fir Sportsevenementer 2023, déi fir Sportler a Sportlerinne mat Aschränkungen am In- an Ausland organiséiert ginn, virgesinn? Wat ass zum Beispill un Hëllefen (finanziell oder anerer) fir d'„Special Olympics World Games" zu Berlin virgesinn?

2. D'ALPAPS huet 653 Sportler a Sportlerinne mat Lizenzen, ass awer nëmme mat ronn 19.000 € Budget ënnerstëtzt ginn. Aner Organisatioune wéi de Rugby mat 689 Lizenze konnte vu ronn 94.700 € profitéieren. Duerch wat kommen esou grouss Ënnerscheeder?

3. Ass de Minister der Meenung, dass sportlech Organisatiounen, déi Offere fir Leit mat Aschränkungen ubidden, staark genuch ënnerstëtzt ginn?

4. Hänken d'Hëllefen, déi dës Organisatiounen ubidden, vun de sportleche Resultater vun de Sportler a Sportlerinnen of? Wa jo, denkt de Minister net, dass et dat falscht Signal ass, fir hei d'Leeschtunge fir méi wichteg unzegesi wéi de soziale Benefice, deen dës Federatioune bréngen?

Réponse (02/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. All unerkannte Sportfederatioun huet Urecht drop, fir finanziell Bäihëllefe vum Sportsministère kënnen ze kréien. Hei gëtt a kenger Hisiicht een Ënnerscheed gemaach. Wat d'Associatioun vun de Special Olympics (ALPAPS) ugeet, ass et esou, datt si eng unerkannte Federatioun ass, déi och am COSL ass, sou datt si op finanziell Hëllefen zeréckgräife kann.

Allerdéngs hu mir och festgestallt, datt zënter dem Joer 2015 d'Special Olympics (ALPAPS) keng Demande méi fir e Subside eraginn hunn. Wéi si hir Deplacementer op déi jeeweileg Veranstaltunge finanzéieren, ass dem Sportsministère net bekannt. Dem Sportsministère läit also keng Demande fir d'Special Olympics World Games vu Berlin vun dësem Joer vir.

Niewent de Bäihëllefe fir Eventer accordéiert de Sportsministère awer och nach de Congé sportif. Heizou stelle mir fest, datt d'Special Olympics fir d'World Summer Games, déi am Joer 2019 zu Abu Dhabi an de Vereenegten Arabeschen Emirater (VAE) stattfonnt hunn, eng Unzuel vu 430 Deeg Congé sportif fir hir Sportler a Betreier accordéiert a bezuelt kritt hunn.

Dës 430 Deeg Congé sportif, déi d'Athleten an d'Accompagnateure vun de Special Olympics (ALPAPS) fir dëst Event zu Abu Dhabi kritt hunn, belafe sech op eng Héicht vu 66.356,25 € a sinn deemno un déi jeeweileg Arbeitgeber rembourséiert ginn.

ad 2. Den isoléierte Verglach tëschent der Fédération luxembourgeoise de rugby an de Special Olympics (ALPAPS) kann een esou net maachen.

De Rugby huet Kompetitiounslizenzen, déi et jo an deem Mooss am mental behënnerte Sport net gëtt. De Rugby huet héich Käschte schonns eleng duerch d'Qualifikatiounsmatcher, souwéi och duerch aner international Rendez-vouse respektiv och Preparatiounsstagen.

An dësem Kontext kann een nach erwänen, datt d'Special Olympics (ALPAPS) ee Subside vun 8.700 € fir hir Frais de fonctionnement kréien. Derbäi kënnt nach de Finanzement vun 1,5 ETP (équivalent temps plein) fir hiren DTN (Directeur technique national) souwéi eng hallef Tâche fir de Sekretärsposten an dëst deemno an enger Héicht vu 60.267 €. Och op deem Wee ënnerstëtzt de Sportsministère déi national Sportfederatiounen, an do ass d'Special Olympics (ALPAPS) och keng Ausnam.

ad 3. Wéi schonns méi uewe beschriwwen, kritt d'Special Olympics (ALPAPS) genee déi selwecht Ënnerstëtzung wéi all déi aner agreéiert Sportverbänn och. Als Sportminister sinn ech souwisou a reegelméissegen Ofstänn am direkten Dialog mat de Verbandsresponsabelen. Sou hat ech de 27.04.2022 eng Reunioun mat de Responsabele vu Special Olympics (ALPAPS), fir op hir Doleancen anzegoen. Souwuel d'Special Olympics (ALPAPS), wéi och de Luxembourg Paralympic Committee, déi sech jo alle béid fir Leit mat Aschränkungen asetzen, kréie vum Sportsministère op alle Fall déi selwecht finanziell Ënnerstëtzunge wéi all déi aner Federatiounen och.

ad 4. Wéi schonns méi uewe beschriwwen, sinn déi finanziell Hëllefen net u Resultater gebonnen, mee

un d'Envergure vun den nationalen an internationale Competitiounen an Optrëtter, an deemno déi finanziell Engagementer vun enger Federatioun.

Vaccins contre la Covid-19 | Question **7527** (30/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro Nummer 7434 huet d'Gesondheetsministesch erkläert, dass säit Ufank vun der Impfcampagne 155.660 Impfdosissen zerstéiert gi sinn, well de Verfallsdatum iwwerschratt war. Si seet och, dass 129.600 Impfdosisse vun AstraZeneca, déi fir Lëtzebuerg geduecht waren, direkt beim Fournisseur zerstéiert gi wieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch erklären, firwat dës Dosissen zerstéiert gi sinn?

2. Wéi ka Lëtzebuerg sech sécher sinn, dass dës Vaccinen iwwerhaapt fir eist Land waren?

3. Huet Lëtzebuerg dës net geliwwert Vaccine misse bezuelen a wa jo, wéi vill hunn dës kascht?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Impfdose sinn zerstéiert ginn, well hiren Halbarkeetsdatum ofgelaf war.

Vun deenen 129.600 betraffenen AstraZeneca Dose sollten der 26.400 urspréinglech iwwert dat internationaalt Bündnis GAVI un Algerie gespent ginn, dës Donatioun ass dunn awer annuléiert ginn.

Déi reschtlech 103.200 Dosen sinn net op Lëtzebuerg geliwwert ginn, well Lëtzebuerg zu deem Zäitpunkt den Impfstoff vun AstraZeneca net méi benotzt huet.

Et ass an deem Zesummenhang wichteg ze ënnersträichen, dass dës Commandë méintelaang am Viraus hu misse gemaach ginn, an dass et zu deem Zäitpunkt onméiglech war, d'Evolutioun vun de wëssenschaftleche Recommandatioune fir all Typ vun Impfstoff virauszegesinn an ze wëssen, ob den Impfstoff vun AstraZeneca nach weiderhi benotzt wäert ginn.

ad 2. Déi um europäeschen Niveau bestallte Quantitéite si proportional un all Land verdeelt ginn. Et ass e strenge Suivi, souwuel vun de bestallten, wéi och vun de geliwwerte Quantitéite gemaach ginn, dee sécher gestallt huet, dass dës Vaccinen effektiv fir Lëtzebuerg bestëmmt waren.

D'Decisioun, fir dës Dosen net op Lëtzebuerg liwweren ze loossen, ass zesumme mam Fournisseur geholl ginn, fir ze verhënneren, dass en extraen Transport op Lëtzebuerg hätt missen organiséiert ginn, fir déi betraffen Impfdosen da schliisslech hei am Land ze zerstéieren.

ad 3. Lëtzebuerg huet déi betraffen Impfdose misse bezuelen. De Käschtepunkt beleeft sech op 230.688 EUR (eng Dosis vum Impfstoff vun AstraZeneca huet zu deem Zäitpunkt 1,78 EUR kascht).

Part des francs non échangés | Question **7528** (30/01/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'euro a remplacé le franc luxembourgeois/belge au 1er janvier 2002. La majeure partie des francs a été progressivement échangée contre des euros. Toutefois, même 21 ans après l'introduction de la monnaie européenne, une partie des francs n'a pas été échangée.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances :

– Quelle est la part des francs non échangés et de quels billets s'agit-il ?

– Est-ce que ces billets et monnaies peuvent toujours être échangés ?

Réponse (28/02/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Au 31 décembre 2022, 198.522.300 francs luxembourgeois étaient encore en circulation, soit 4.921.239,15 euros. Le détail par coupure figure dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

La Banque centrale du Luxembourg (BCL) publie dans son rapport annuel les données relatives aux billets luxembourgeois encore en circulation à la date du 31 décembre de chaque année. Le nombre de billets LUF toujours en circulation baisse légèrement, mais régulièrement chaque année.

La Banque centrale du Luxembourg, en ses qualités d'autorité d'émission et de successeur de l'Institut monétaire luxembourgeois (IML), est chargée d'assurer le remboursement des billets en francs luxembourgeois de l'IML.

Il convient de relever que la BCL n'échange que les billets de banque en francs luxembourgeois qui ont été émis par l'IML. Pour faciliter l'identification des billets luxembourgeois encore remboursables, la BCL a publié un aperçu illustré de ces billets sur son site web sous le lien suivant : https://www.bcl.lu/fr/Billets-et-pieces/billets_pieces/car_francslux/billets/index.html.

Une date butoir quant au remboursement de ces billets n'a à ce jour pas été définie par la BCL. Le taux de change appliqué est celui fixé à l'introduction de l'euro, à savoir EUR 1 = LUF 40,3399.

Pour ce qui concerne les pièces de monnaie luxembourgeoise libellées en francs, celles-ci étaient remboursables jusqu'au 31 décembre 2004. Le remboursement des billets de l'IML peut s'effectuer gratuitement à l'Espace numismatique de la Banque centrale du Luxembourg.

Suppression de l'indemnité de congé parental | Question **7529** (30/01/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Selon des informations dont je dispose, des bénéficiaires de l'indemnité de congé parental se feraient supprimer leur indemnité de manière infondée par la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE). Dans certains cas un changement d'adresse auprès des services de la CAE suffirait pour justifier un arrêt du paiement des prestations et donc de la seule source de revenu pour des parents avec un ou plusieurs enfants à charge.

L'article 315 du Code de la sécurité sociale dispose que l'indemnité de congé parental est supprimée si les conditions qui l'ont motivée viennent à défaillir. Or, il se pose la question comment les services de la CAE peuvent constater et vérifier si ces conditions ne sont effectivement plus remplies tout en sachant que la suppression de l'indemnité peut avoir de lourdes conséquences pour le ou les parents et le ou les enfants à charge.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Famille :

1) Dans combien de cas par année des bénéficiaires de l'indemnité de congé parental se voient-ils supprimer leur indemnité ? Quels critères justifient le plus souvent la suppression de l'indemnité ?

2) Une décision de suppression de l'indemnité de congé parental est-elle attaquable devant les juridictions sociales ?

3) Dans combien de cas des suppressions de l'indemnité de congé parental sont-elles attaquées par les bénéficiaires ?

4) Quelle est la procédure en matière de suppression de l'indemnité de congé parental ? Un agent est-il autorisé à décider une suppression ? De quelle manière les agents de la CAE vérifient-ils l'exactitude des informations pouvant justifier une suppression ? De quelle manière et dans quels délais les bénéficiaires concernés sont-ils informés de la suppression de l'indemnité ?

5) Un changement du domicile ou de l'adresse du bénéficiaire de l'indemnité de congé parental peuvent-ils justifier la suppression de l'indemnité ? Dans l'affirmative, quelles conditions doivent être réunies pour justifier la suppression dans ces cas ?

Réponse (09/02/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

En réponse aux questions de l'honorable Députée, il m'importe de préciser que le paiement de l'indemnité de congé parental n'est pas suspendu par la Caisse pour l'avenir des enfants en raison d'un changement d'adresse du bénéficiaire. Cependant, élever son enfant dans son foyer constitue une obligation légale à laquelle le parent doit répondre pour avoir droit à l'indemnité de congé parental, ceci en vertu de l'article 306c du Code de la sécurité sociale/CSS)[1]. Ainsi, si la CAE constate que cette obligation n'est plus remplie, il se peut que le dossier soit provisoirement suspendu – et non pas « supprimé » – en attendant une clarification de la situation.

Notons que ce genre de situation ne se produit en principe qu'au cas où le parent omet de respecter l'obligation, valable pour toutes les prestations familiales, d'informer la CAE de tout changement pouvant entraîner un changement au niveau des droits à indemnisation (Art. 309 (2) CSS)[2].

ad 1) La CAE ne dispose pas de statistiques détaillées sur les cas litigieux en matière de congé parental. Les critères pour une suppression sont ceux qui sont énumérés dans la législation sur le congé parental. Ainsi, si une des conditions de l'article 306 du Code de la sécurité sociale n'est plus remplie, la CAE procède à la suppression de l'indemnité de congé parental.

ad 2) à 5) La CAE, à l'instar des autres institutions de sécurité sociale et des administrations publiques, dispose de programmes informatiques, signalant une anomalie dans un dossier reposant soit sur l'affiliation à la sécurité sociale ou sur l'adresse d'un bénéficiaire. Le gestionnaire d'un dossier qui constate une anomalie en réfère d'abord au département de l'expertise du congé parental. Si l'irrégularité est confirmée (p. ex. désaffiliation, interruption du congé parental, plus de domicile commun avec l'enfant, etc.), le gestionnaire prépare une décision présidentielle conformément à la procédure prévue à l'article 316 du CSS : « Toute question de prestations peut faire l'objet d'une décision du président du conseil d'administration de la caisse ou de son délégué. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par les intéressé dans les

[1] [...] qu'il élève dans son foyer le ou les enfants visés et s'adonne principalement à leur éducation pendant la durée du congé parental.

[2] Les déclarants sont tenus de notifier dans le délai d'un mois tout fait pouvant donner lieu à réduction ou extinction de leurs droits. Ils sont tenus d'une façon générale de fournir tous les renseignements et données jugés nécessaires pour pouvoir constater l'accomplissement des conditions prévues pour l'octroi des prestations prévues par le présent livre.

quarante jours de la notification. L'opposition, qui n'a pas d'effet suspensif, est vidée par le conseil d'administration. Pour vider les oppositions des assurés à des décisions présidentielles à portée individuelle le conseil d'administration peut recourir à une procédure d'instruction des dossiers à distance. Les modalités de cette procédure sont précisées par le règlement d'ordre intérieur. Une décision attaquable devant les juridictions sociales concernant la restitution ne peut être prise qu'après que l'intéressé aura été entendu soit verbalement, soit par écrit. La décision doit être motivée. L'opposition visée à l'alinéa 1 vaut audition de l'intéressé. Les décisions du conseil d'administration de la caisse sont susceptibles d'un recours, conformément aux articles 454 et 455, devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale et en appel devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale.

Collège médical | Question **7530** (30/01/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Schreiwes un den Här Staatsminister vum 18. Januar 2023 beklot sech de Collège médical, dass dësen entweeder guer net oder net genuch an de legislative Prozess agebonne gëtt. Dee Problem besteet, dem Collège médical no, schonn zanter engem Joerzéngt an de Collège médical mécht d'Regierung och scho laang op dëse Problem opmierksam. Bis haut hätt sech awer nach näischt un der Situatioun geännert.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Regierung:

– Wëll d'Regierung de Collège médical an Zukunft besser an de legislative Prozess matabannen?

Réponse (02/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Dem honorabelen Deputéierte Jeff Engelen seng Fro betrëfft d'Abanne vum Collège médical an de legislative Prozess. De Staatsminister huet dem Collège médical den 1. Mäerz 2023 op säi Schreiwes vum 18. Januar 2023 geäntwert an erkläert, wéi eng Suitten d'Regierung opgrond vum Schreiwes vum Collège médical geholl huet:

« Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire,

Faisant suite à votre courrier du 18 janvier 2023 en relation avec la consultation du Collège médical dans le processus législatif, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit.

Tout d'abord j'aimerais vous assurer de l'importance que j'ai accordée à votre courrier et aux doléances dont vous m'avez fait part. J'ai chargé mes services de procéder à une analyse comparative entre les différentes dispositions législatives conférant un droit de saisine d'organismes dans le processus législatif. Il résulte de cette analyse que les formulations législatives régissant la saisine d'organismes dans le processus législatif diffèrent assez largement entre les cinq chambres professionnelles (Chambre d'Agriculture, Chambre des Salariés, Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, Chambre de Commerce et Chambre des Métiers) d'une part et les autres organismes susceptibles de donner des avis sur des textes législatifs de l'autre.

Les textes de lois relatifs aux chambres professionnelles disposent notamment que leur avis « doit être demandé » pour toutes les lois et tous les arrêtés ministériels et grand-ducaux concernant leurs champs respectifs. L'article 2 de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical se limite cependant à préciser que le Collège médical "est chargé [...] d'émettre un avis sur tous les projets de loi et de règlement concernant les professions de médecin, médecin-dentiste, de pharmacien ou d'autres professions de santé, ou encore relatifs au secteur hospitalier". La loi ne prévoit donc actuellement pas d'obligation de demande d'avis du Collège médical équivalente à celle des chambres professionnelles.

Considérant ce qui précède et l'analyse susmentionnée, nous avons eu un échange de vues à ce sujet dans le cadre du Conseil de Gouvernement du 24 février 2023. Lors de cette réunion, le Conseil de Gouvernement a pris acte de ces différences de formulation et a pris l'engagement de procéder à une modification des formulations législatives de saisine des organismes non reconnus comme chambres professionnelles par la loi afin d'assurer que tous les organismes puissent formuler un avis. Avant de procéder à ces modifications, le Conseil de Gouvernement a chargé les ministères respectifs d'établir un inventaire complet de tous les organismes susceptibles à fournir un avis dans le cadre du processus législatif et des dispositions législatives respectives. Cet inventaire mettra le Gouvernement en mesure d'avoir une vue globale et complète de la situation et assurera que la modification législative vise tous les organismes concernés.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire, l'expression de mes salutations très distinguées. »

Remboursement de la psychothérapie | Question **7531** (30/01/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Vill Leit kënnen et sech aus Käschtegrënn net leeschten, sech psychotherapeutesch behandelen ze loossen – wat de Leidensdrock zousätzlech verstäerkt. Et ass dofir begréissenswäert, datt déi psychotherapeutesch Behandlung an Zukunft vun der CNS soll rembourséiert ginn.

Allerdéngs weist de Staatsrot a sengem Avis vum 23. Januar kloer dorop hin, datt de Remboursement vun der Psychotherapie op kenger gesetzlech gülteger Basis berout. Den Här Minister hätt sech deemno iwwert d'Gesetz ewechgesat, fir datt d'Psychotherapie ab dem 1. Februar soll rembourséiert ginn. Dëst bréngt och eng gewëss Rechtsonsécherheet fir de Patient mat sech.

Am Hibléck op de Respekt vum Rechtsstaat wär et an deem Kontext néideg, datt dee begréissenswäerte séierst méigleche Remboursement vun der Psychotherapie awer op enger klorer gesetzlecher Basis berout.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi positionéiert sech d'Regierung géintiwwer den Aussoe vum Staatsrot, datt de Remboursement vun der Psychotherapie op kenger gesetzlech gülteger Basis berout?

2. Gedenkt d'Regierung elo esou ze legiferéieren, datt de Bedenke vum Staatsrot Rechnung gedroe gëtt?

Réponse (06/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Déi néideg Gesetzesännerunge sinn, op Basis vum Avis vum Staatsrot, schonn den 9. Februar 2023 op den Instanzewee bruecht ginn (Gesetzesprojet N° 8151).

Sécurité routière sur la N12 entre Grosbous et Hierheck | Question **7532** (30/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Op der Streck tëscht Groussbus an der Hierheck (N12) kënnt et reegelméisseg zu Accidenter, virun allem well ze séier gefuer gëtt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter sinn op dëser Streck tëscht 2015 an haut gezielt ginn?

2. Wéi dacks waren dës duerch ze héich Vitess bedéngt? Wéi dacks duerch iwwerméissegen Alkoholkonsum?

3. Mat wat fir enge konkreete Moossname kéint een d'Automobiliste sensibiliséieren, fir op dëser Streck méi verantwortlech ze fueren?

4. Gëtt et eventuell plazeweis och ee Problem mat der Qualitéit vum Belag?

Réponse (15/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. Op der Streck tëscht Groussbus an der Hierheck (N12) goufe säit 2015 7 Accidenter wéinst ze héijer oder net adaptéierter Vitess gezielt:

– 2015: 1 schwéiert Accident, bei deem e Motocyclist schwéier verwonnt ginn ass.
– 2018: 2 déidlech Accidenter, wou Autoen an e Bam gerannt sinn.
– 2021: 1 schwéiert Accident, bei deem en Auto an e Bam gerannt ass.
– 2022 (provisoresch Zuelen): 1 déidlechen Accident, wou en Automobilist an e Bam gerannt ass, 1 schwéiert Accident, wou e Motocyclist an en Hindernis gerannt ass, an 1 Autosaccident mat engem liicht Blesséierten.

An der polizeilecher Datebank ass een Accident duerch iwwerméissegen Alkoholkonsum opgefouert, an dëst am Joer 2022.

ad 3. An der Vergaangenheet huet d'Stroossebauverwaltung schonn eng Rëtsch Moossname geholl, fir d'Sécherheet an d'Visibilitéit op der Nationalstrooss N12 ze verbesseren. Dëst ënnert anerem am Kader vun engem ëmfangräiche Sécherheetsaudit, opgrond vun dësem d'Beschëlderung verstäerkt gouf a plazeweis Leitplanken amenagéiert gi sinn. Zousätzlech zu dëse Mesüre sinn och Beem respektiv Hecke laanscht d'Strooss wechgeholl ginn.

Zousätzlech zu de preventiven a repressive Kontrollen, déi vun der Police duerchgefouert ginn, ass am Joer 2019 ee Radar um Flouernumm „op der Léier" opgestallt ginn.

Ze bemierken ass, datt nieft all den Efforten, déi um Niveau vun der Infrastruktur ënnerholl ginn, d'Chauffere gebiede sinn, hir Fuerweis entspriechend der Verkéierssituatioun unzepassen a Responsabilitéit am Stroosseverkéier ze iwwerhuelen, fir geféierlech Situatiounen ze vermeiden.

ad 4. Ganz dovunner ofgesinn, datt dësen am Joer 2021 zum Deel nei gemaach ginn ass, ass de Belag op der Nationalstrooss N12 am Allgemengen an engem relativ gudden Zoustand.

Dozou kënnt, datt déi zoustänneg Cantonniere vun de Regionalservicer systematesch Kontrolle vun de Stroosse maachen, andeems se hir Strecke reegelméisseg offueren.

Unhand vun dëse Kontrolle ginn eventuell Onreegelméissegkeete matzäite gesinn.

Construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre | Question **7533** (31/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

En juillet 2020 le Conseil de Gouvernement avait marqué son accord avec le projet de loi relatif à la construction du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre. La Chambre des Députés a voté le projet de loi afférent début l'an 2021.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Les terrains en question ont-ils finalement pu être acquis entre-temps par l'État ?

– Dans l'affirmative, combien de propriétaires différents ont été concernés et quel est le coût d'acquisition total de ces terrains ? Quel est le prix d'achat par are ?

– Monsieur le Ministre peut-il informer sur la date probable du début des travaux de construction ?

Réponse (27/02/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Au vu de l'avancement de l'acquisition des parcelles nécessaires à la construction du projet, les études relatives au projet du Nordstad-Lycée viennent de reprendre.

Le reclassement du terrain, qui est en procédure, devrait permettre d'introduire la demande d'autorisation de bâtir en fin d'année ; les travaux ne pouvant être mis en soumission qu'après réception des autorisations, le démarrage de ceux-ci est actuellement estimé à la mi-2025.

Finance verte | Question **7534** (31/01/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La Banque centrale européenne (BCE) a présenté une nouvelle série d'indicateurs qui vise à mieux mesurer l'impact des enjeux climatiques sur la finance. Ces indicateurs, censés réduire le manque de données sur le climat, sont répartis en trois catégories : la finance durable, l'intensité carbone des portefeuilles de titres et de prêts détenus par les institutions financières ainsi que les risques physiques liés au climat.

Les premières données suggèrent notamment que les activités les plus intensives en carbone sont financées par le secteur bancaire qui, au Luxembourg, ne représente pas moins de 40 % des emplois directs au sein du secteur financier.

Dès lors, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Finances :

– Quelle est la position du Gouvernement face au choix des trois catégories préliminaires ?

– Quelle influence cette nouvelle série d'indicateurs est-elle susceptible d'avoir sur le secteur financier du Grand-Duché ?

– Comment le Gouvernement entend-il accompagner la prise en considération par les institutions financières des trois catégories d'indicateurs ?

Réponse (07/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert sur l'effet des indicateurs créés par la Banque centrale européenne (BCE), qui visent à mieux mesurer l'impact des enjeux climatiques sur le secteur financier luxembourgeois.

Les trois séries d'indicateurs créés par la BCE – à savoir des indicateurs statistiques couvrant la finance durable, les émissions de carbone et les risques physiques – ont été établis en vue de combler le manque de données et d'indicateurs agrégés pour l'évaluation des risques liés au climat et à l'environnement (RCE). Cette nouvelle série d'indicateurs BCE est destinée à fournir des informations supplémentaires aux acteurs du secteur financier sur l'impact des enjeux climatiques sur la finance.

Ils ont été élaborés par le Comité des statistiques du Système européen de banques centrales (SEBC) et réalisés sous sa supervision par des experts de la BCE et des banques centrales nationales. En utilisant ces indicateurs, les institutions financières devraient ainsi être en mesure d'évaluer plus efficacement leur exposition aux risques liés au climat. Cependant, il est important de noter que l'adoption de ces indicateurs ne sera pas obligatoire et que l'utilisation restera ainsi à la discrétion des institutions financières.

Étant donné que le manque de données voire l'accès aux données en matière de durabilité, mais également la comparabilité de celles-ci, reste un des défis majeurs pour le secteur financier, le Luxembourg soutient les efforts entrepris au niveau européen pour combler ce manque de données. Ainsi, les indicateurs de la BCE constitueront une base solide pour une meilleure collecte et gestion de données, facilitant les analyses conduites du et par le secteur financier.

Les efforts de la BCE sont d'ailleurs complémentaires à la nouvelle stratégie en matière de finance durable de la Commission européenne ainsi qu'au plan d'action pour une finance durable, qui l'a précédée, et plus particulièrement aux obligations de déclaration mises en place par l'Union européenne (UE). Depuis 2021, l'UE exige, dans sa « Sustainable Finance Disclosure Regulation » (SFDR), que les acteurs des marchés financiers, notamment les gestionnaires d'actifs et les conseillers en investissement, fournissent des informations spécifiques sur la manière dont ils abordent deux considérations clés : les risques en matière de durabilité et les principaux impacts négatifs en matière de durabilité. Qui plus est, la « Corporate Sustainability Reporting Directive » (CSRD) vise à garantir que les entreprises publient des informations adéquates sur les risques, les opportunités et les impacts de leurs activités sur les personnes et l'environnement. Étant donné que, sous le règlement SFDR, le secteur financier est d'ores et déjà soumis à des règles de publication d'informations de durabilité, la directive CSRD était une pièce législative manquante importante pour garantir que les institutions financières aient accès aux données pertinentes sur la durabilité provenant des entreprises de l'économie réelle.

De manière générale, le Gouvernement soutient la mise en place d'un cadre européen favorisant la transparence en matière de durabilité.

Espèces envahissantes | Question **7537** (31/01/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 15. Dezember war an der Press ze liesen, datt d'Vullegripp nees zu Lëtzebuerg ënnerwee ass, dëst net zulescht wéinst de Wanderungsbeweegungen, déi d'Vullen am Hierscht an am Wanter ënnerhuelen. Sou wéi et mir zougedroe gouf, spillen notamment invasiv Aarten, wéi zum Beispill Nilgänsen eng wichteg Roll bei der Verbreedung vun deem Virus.

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 4384 vun der ADR vum 28. Mee 2021 huet déi deemoleg Madamm Ëmweltminister op d'Fro, wéi eenzel Bierger, awer och Lëtzebuerg sech als Land zukünfteg géint invasiv Aarte schütze kënnen, dat hei geschriwwen: „Fir punktuell Problemer ze léisen, kënnen déi betraffe Bierger eng Autorisatioun beim Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ufroen."

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt notamment invasiv Vullenaarten, wéi d'Nilgänse fir den Ausbroch vun der Vullegripp verantwortlech sinn?

2. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi eng legal Méiglechkeeten de Bierger mat an ouni Juegdschäin zur Verfügung stinn, fir sech op hirem eegenen Terrain géint invasiv Aarten ze wieren?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi ee Service vun der Naturverwaltung fir de Schutz vun der eenheemescher Flora a Fauna géint invasiv Aarten zoustänneg ass, iwwert wéi eng Kompetenzen si verfügen a wéi eng Mëttelen hinnen dobäi fir hir Missioun zur Verfügung stinn?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De Virus vun der aviärer Influenza betrëfft Hausgefligel a verschidde Wëllvullenaarten. D'Ursaache fir d'Ausbréch sinn, ewéi ëmmer an der Natur, villfälteg: intensiv Gefligelfarmen, Beweegung vu Wëllvullen asw. Et kann also net eleng op invasiv Vullenaarten zeréckgeféiert ginn a soumat och net op d'Nilgäns.

De Contraire ass de Fall: D'Ausbréch vun der Vullegripp sinn an der Reegel mat Hausgefligelzuucht zesummenhängend, wéi och mat der Vermaartung vun deene Produkter an anere Vecteuren. Vun do aus spréngt de Befall dann op Wëllvullen iwwer.

Ech erlabe mir, op d'Recommandatioune vum Bericht vun der Scientific Task Force on Avian Influenza and Wildbirds vun der Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS) vum Januar 2022 ze verweisen:

https://www.cms.int/sites/default/files/uploads/avian_influenza_0.pdf

Hei gëtt däitlech dorop higewisen, datt et keen Avantage bréngt, de Virus an der Wëllvullepopulatioun duerch Keulung oder Habitatzerstéierung wëllen ze kontrolléieren an datt souguer ze vill Aktivitéit vum Mënsch an den Habitater zu enger Verbreedung ka féieren. Zudeem muss een och besonnesch oppassen, datt een net duerch Persounen oder Gefierer de Virus a sensibel Zone mat protegéierten Aarten erabréngt.

Et sief och nach erënnert, datt migréierend Wëllvullen net gläich invasiv Vullenaarte sinn. Bis dato (fir d'Joer 2023) ass just een nogewisene Fall bei de Wëllvullen, engem Sëlwerreeër bekannt. Dës Vullenaart ass eng integral protegéiert Déierenaart.

ad 2. Bei der Problematik vun der Gestioun vun invasiven exoteschen Aarte schwätze mir vun Déieren a Planzen.

D'Handlungsméiglechkeete bei den Déieren hänke staark vum jeeweilege Problem a vun der Aart of. Wann et sech ëm Präventiounsmoossnamen handelt, ass oft keng Geneemegung erfuerderlech, well de Problem duerch d'Verhënnerung vum Accès zum Haus, Gaart, Kompost oder Drecksback geléist ka ginn. Wann et ëm d'Afänken an d'Doutmaache vun Déiere geet, muss eng Geneemegung am Kader vum Naturschutzgesetz ugefrot ginn. D'Handlungsméiglechkeete ginn da gegeebenefalls an der jeeweileger Geneemegung beschriwwen.

An de verschiddenen Aktiounspläng zu invasiven exoteschen Aarten (Planzen an Déieren) sinn déi aartespezifesch Mesurë virgesinn. Dës gi gréisstendeels vu Fachleit an de Verwaltungen, an de biologesche Statiounen oder an den Naturparken ausgefouert.

De Lien mam Juegdschäin ass net opportun. Et däerf een net einfach sou op sengem Terrain ee Juegdakt ausüben, et sief dann, et huet een d'Juegdrecht

gepacht op deem Juegdlous, zu deem déi respektiv Parzelle gehéieren. Dee Moment misst et sech dann och mol ëm eng bejobar Parzell handelen. Ee bebauten Terrain beispillsweis gehéiert net zu engem Juegdlous, deemno kann dorop net gejot ginn. Och gehéiert net all invasiv Aart zu de bejobaren Aarten, wéi se an der Annex vum Juegdgesetz festgehal sinn.

Ech wëll hei och nach emol drop hiweisen, datt d'Fiddere vu Wëllinten a Wëllgänsen a ganz besonnesch vun exoteschen invasiven Aarte soll ënnerlooss ginn.

ad 3. D'Naturverwaltung ass a regional an zentral Servicer ënnerdeelt, déi sech jeeweils mat operativen a konzeptuellen Aufgabe beschäftegen. Dohier si souwuel d'Arrondissementer an Triagen, ewéi och den Naturservice an de Bëschservice mam Sujet befaasst. Et ass allerdéngs ze beuechten, dass opgrond vun der Natur vum Sujet a ville Fäll den Naturservice d'Aufgaben iwwerhëlt.

Den Naturservice erfëllt seng Aufgaben am Kader vum Naturschutzgesetz, dem EU-Reglement N° 1143/2014 an der Loi du juillet 2018 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) N° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

An deem Service schaffen 2 Agenten a 6 Aarbechter déi sech, nieft aneren Aufgaben, ëm déi konkreet Gestioun vun etlechen invasiven exoteschen Aarte këmmeren.

Placement de mineurs à l'étranger | Question **7538** (31/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An hirer Äntwert op meng Question parlementaire N° 7357 huet d'Ministesch geschriwwen, dass zum deemolegen Zäitpunkt insgesamt 388 Kanner a Jugendlecher duerch d'Geriichtsurteeler vun deenen zwee Jugendgeriichter an enger Institutioun placéiert waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun dëse Kanner sinn an Institutiounen am Ausland placéiert an ëm wéi eng Länner handelt et sech dobäi?

2. A wéi enge Fäll, respektiv aus wat fir enge Grënn, gi Kanner a Jugendlecher an Institutiounen am Ausland placéiert?

3. Firwat ginn dës Kanner a Jugendlecher an Institutiounen am Ausland placéiert an net hei zu Lëtzebuerg en charge geholl?

4. Wat geschitt mat der Garde am Fall wou e Kand an enger Institutioun am Ausland placéiert gëtt?

Réponse (07/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Tribunal de la jeunesse vun Dikrech suivéiert aktuell d'Situatioun vun 12 Mannerjäregen, déi am Ausland placéiert sinn, dëst op Basis vun enger „mesure de garde provisoire", engem Placement duerch e Jugement oder enger „mesure de congé". Déi betreffend Länner sinn Däitschland, d'Belsch, Ungarn, Italien, Portugal a Rumänien.

Den Tribunal de la jeunesse vu Lëtzebuerg suivéiert aktuell d'Situatioun vun 41 Mannerjäregen, déi am Ausland placéiert sinn. Déi Mannerjäreg si bei enger Persoun (oder Institutioun) am Ausland placéiert, op Basis vun enger Mesure de garde provisoire oder engem Urteel. Am Prinzipp fannen déi Placementer an enger Institutioun an Däitschland an an der Belsch statt. Bei Placementer an anere Länner (Frankräich, Italien, Griicheland a Spuenien) ginn oft „mesures d'encadrement individuel" mat engem oder e puer Accompagnateuren ënner der Responsabilitéit vun enger Associatioun geholl.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir all déi jonk Erwuessen, bei deenen d'Protektiounsmesure iwwer hir Majoritéit erausgeet, gëllt et ze präziséieren, datt déi Prolongatioun op Demande vum Jonken op enger fräiwëlleger Basis berout.

ad 2. D'Grënn fir en Hebergement am Ausland si ganz verschidden. Et kann sech zum Beispill ëm Fäll handelen, wou de Mannerjäregen en charge geholl gëtt vun engem nostoende Familljemember, well seng Elteren sech net méi kënnen ëm d'Kand bekëmmeren. An anere Fäll handelt et sech ëm en Auslandsprojet, fir dem Mannerjäregen ze erlaben, e Liewensprojet op d'Been ze setzen, respektiv fir sech vun deem ongesonden Ëmfeld ze distanzéieren, an deem en sech grad befënnt. Déi Zort Projete sinn oft vu kuerzer Dauer.

An deene meeschte Fäll hunn déi Jonk, déi an d'Ausland placéiert ginn, eng schlëmm Vergaangenheet erlidden. Dëst weist sech duerch Verhalensstéierungen oder psychesch Troublen, en delinquent Verhalen oder d'Suchtverhalen no illegale Substanzen. Déi Mannerjäreg brauchen dowéinst eng intensiv an individuell soziopedagogesch an/oder therapeutesch Betreiung, déi op hir spezifesch Besoinen ageet.

ad 3. All Mannerjäregen, deen am Ausland hebergéiert ass, gouf virdrun zu Lëtzebuerg vun Institutiounen en charge geholl (Ophuelstrukturen, Jugendpsychiatrie). Et stellt sech awer eraus, datt déi Prise en charge zu Lëtzebuerg aus diverse Grënn net duergeet, z. B. opgrond vun de spezifesche Besoine vum Jonken oder dem Manktem u Ressourcen.

Wéinst de spezifesche Bedürfnisser vun de Mannerjärege fir eng intensiv Prise en charge virun allem um therapeutesche Plang op där enger Säit, an dem Feelen zu Lëtzebuerg vu Strukturen, déi eng intensiv pedagogesch oder therapeutesch Prise en charge verlaangen (ë. a. enger Jugendforensik) op där anerer Säit, sinn d'Tribunaler zu Lëtzebuerg gezwongen, fir eng Prise en charge am Ausland unzefroen.

Opgrond vu ville spezifesche Bedürfnisser ass et zu Lëtzebuerg net ëmmer méiglech, op all Besoin eng passend soziopedagogesch an/oder therapeutesch Äntwert ze ginn. Derbäi kënnt, datt déi raimlech an zäitlech Trennung, déi duerch eng Auslandsmoossnam geschafe gëtt, oft néideg ass fir d'Gelénge vum Projet.

ad 4. Wann de Mannerjäregen am Ausland placéiert ass, sief et iwwer eng Mesure de garde provisoire oder en Urteel, da gëtt d'Autorité parentale un d'Institutioun transferéiert oder un d'Persoun, déi de Mannerjäregen en charge hëlt, esou wéi et am Artikel 11 vum Jugendschutz virgesinn ass. Wann eng temporaire Mesure de congé ugefrot gëtt oder eng Konditioun am Kader vun engem Placement imposéiert gëtt, da bleift d'Autorité parentale trotzdeem bei der Institutioun, an där de Mannerjärege placéiert ass.

Accès universel aux moyens contraceptifs | Question **7539** (31/01/2023) de **Mme Jessie Thill** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

En date du 20 janvier 2023, le Conseil de Gouvernement a approuvé le règlement grand-ducal régissant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie afin de permettre la mise en œuvre du programme de médecine préventive et d'accès universel aux contraceptifs sur le plan national. Une dizaine de moyens de contraception seront pris en charge afin que chaque personne puisse choisir librement le moyen de contraception lui convenant le mieux. Or, la seule méthode de contraception masculine qui sera pris en charge est la vasectomie.

En outre, les moyens de contraception qui sont pris en charge ne permettent en aucune façon une protection contre les maladies sexuellement transmissibles.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Afin de ne pas majoritairement responsabiliser les femmes en matière de contraception, Monsieur et Madame les Ministres envisagent-ils de prendre en charge aussi le remboursement des préservatifs ?

2) Dans le but de prévenir les infections sexuellement transmissibles, ne faudrait-il pas également prendre en charge les préservatifs et les digues dentaires (« Lecktücher ») ?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie et la convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive d'accès universel aux contraceptifs sur le plan national ne prévoit pas la prise en charge généralisée des préservatifs et des digues dentaires. En effet, ces modifications portent uniquement sur les actes des médecins.

Le Ministère de la Santé organise depuis des années des distributions de préservatifs dans le milieu scolaire en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale ainsi qu'à l'occasion de grands événements (p. ex. concerts, festivals, etc.). Des préservatifs ainsi que des digues dentaires sont notamment distribués à l'attention des populations bas seuil via les associations conventionnées du Ministère de la Santé (milieu de la prostitution, milieu de la drogue, etc.). Il est par ailleurs prévu de renforcer ces distributions à grande échelle et d'organiser une campagne d'information sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles en 2023. Concernant une distribution à plus grande échelle de digues dentaires, la Direction de la santé procède actuellement à une analyse de la pertinence de ce moyen de contraception.

Impact des mesures d'économie d'énergie sur la criminalité et la sécurité routière | Question **7540** (01/02/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 26. November war am „Tageblatt" ze liesen, datt den Escher Schäfferot seng Decisioun, d'Stroossebeliichtung owes eng Stonn éischter auszeschalten a moies eng Stonn méi spéit erëm anzeschalten, aus Sécherheetsgrënn no nëmmen e puer Deeg zeréckgezunn huet. Et war nämlech notamment zu engem erhéichte Risiko am Verkéier an och fir d'Schoulkanner komm. Sou wéi et mir zougedroe gouf, bleiwen d'Stroosseluuchten awer op villen anere Plazen am Land nuets ausgeschalt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ginn d'Energiespuermoossnamen, souwäit se déi ëffentlech Beliichtung betreffen, tëschent deenen eenzelen Administratioune koordinéiert fir ze evitéieren, datt et op bestëmmte Plazen zu engem erhéichte Sécherheetsrisiko kënnt, sief et am Verkéier oder duerch eng Zounam vun der Kriminalitéit? Falls net, firwat net?

2. Kann d'Regierung matdeelen, ob d'Policepresenz gegeebenefalls erhéicht gëtt, wann op sensibele Plazen eréi zum Beispill Garen nuets d'Luuchten ofgeschalt ginn? Falls net, firwat net?

3. Kann d'Regierung matdeelen, ob schonn e statisteschen Impakt vun dësen Energiespuermoossnamen op d'Kriminalitéit souwéi d'Zuel vun den Accidenter festzestellen ass?

Réponse (08/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Decisioun, fir ëffentlech Beliichtung nuets zu bestëmmte Stonnen auszeschalten, esou wéi et den Escher Schäfferot initial decidéiert hat, läit an der Verantwortung vun de Gemengen an de Staat oder déi eenzel Administratiounen hunn dorop keen direkten Afloss. Dës Decisioun vun der Gemeng ass net mat der Police am Comité de prévention communal ofgeschwat ginn (Art. 38 vum Policegesetz), esou wéi et an der Circulaire 4182 recommandéiert ass.

Wat de Staat am Kader vun der Energiespuercampagne „Zesumme spueren – Zesummenhalen" gemaach huet, ass, iwwer zwou Circulairë Recommandatiounen erauszeginn un d'Gemengen, wat d'Ofschalte vun der ëffentlecher Beliichtung nuets betrëfft.

Dës Approche soll engersäits fir eng gewëssen Eenheetlechkeet vun den Ausschaltzäiten (tëschent 1.00 a 5.00 Auer nuets) iwwer déi verschidde Gemenge suergen an anerersäits eng Koordinatioun tëscht de Gemengen an der ëffentlecher Beliichtung garantéieren.

Déi ëffentlech Stroossebeliichtung op de Staatsstrooss gëtt ëmmer da mat ausgeschalt, wann eng Gemeng decidéiert, zu deene virgeschloenen Zäiten hir gemengeneege Beliichtung auszeschalten. D'Gemengen si fir déi ëffentlech Beliichtunge vun hire Stroossen zoustänneg, souwéi och fir d'Beliichtung vun ëffentleche Plazen. D'Energiespuermoossnamen, souwäit se déi ëffentlech Beliichtung betreffen, leien also eleng an der Kompetenz vun den eenzele Gemengen.

Hei ass op d'Circulaire #4168 vum 5. August 2022 mat méi allgemenge Recommandatiounen am Kader vun der Energiespuercampagne, an am Speziellen d'Circulaire #4182 vum 6. Oktober 2022 mat Recommandatiounen, wat d'Ofschalte vun der ëffentlecher Beliichtung zu bestëmmten Zäite betrëfft, verwisen.

De Ministère fir Energie a Landesplanung hat och am Kader vun der Elaboratioun vun der Circulaire en Echange mat Vertrieder vun der Police, fir grad d'Zesummespill tëscht der Beliichtung an der Sécherheetssituatioun ze beschwätzen. D'Police huet hei och d'Approche vum Ministère matgedroen.

ad 2. Wéi an der Circulaire #4182 spezifizéiert ass, sinn et d'Gemengen eleng, déi decidéieren, ob a wou si déi ëffentlech Beliichtung wëllen zäitweis ofschalten.

Wat „sensibel Plaze" betrëfft, sou ass net recommandéiert, op esou Plazen déi ëffentlech Beliichtung nuets auszeschalten, an an der Circulaire ass och kloer d'Prioritéit op d'Sécherheet an op d'Anhale vun Normen, wat Beliichtung betrëfft, geluecht ginn.

D'Gemenge kennen hir sensibel Plazen am beschten, an dofir sinn si och déi eenzeg, déi an dësem Zesummenhang decidéieren.

Zu dësem Theema sinn dann och FAQen an Zesummenaarbecht mat der Police erstallt ginn, fir de Gemengen eng zousätzlech Guidance ze ginn (https://pacteclimat.lu/fr/economies-eclairage-faq), hei déi zwou FAQen an deem Zesummenhang:

« Les éclairages publics éteints ont-ils un impact sur la sécurité routière ?

Des études récentes montrent que l'éclairage public n'a pas d'influence évidente sur la sécurité routière. Au contraire, elles montrent que l'éclairage des routes peut souvent avoir un effet contre-productif sur le comportement des conducteurs, qui ont alors tendance à adopter un style de conduite plus risqué. Dans ce contexte, nous attirons l'attention sur une utilisation accrue de vêtements de couleur claire et réfléchissants. Voir à ce sujet la campagne "Réfléchissez – Gitt sichtbar!" (https://police.public.lu/content/dam/police/fr/publications/2019/Gitt-Siichtbar-2019-Flyer-FR.pdf).

Les éclairages éteints ont-ils un impact sur les activités criminelles ?

L'étude LANTERN (Steinbach et al., 2015, Angleterre et Wales) a analysé les statistiques de la police pour divers cambriolages entre 2010 et 2013. Il s'est avéré qu'une baisse de l'éclairage nocturne n'entraîne pas d'augmentation de la criminalité. On ne peut donc pas en déduire que plus de lumière signifie plus de sécurité. Les statistiques de la Police Thames Valley en Angleterre entre 2004 et 2013 n'ont pas non plus constaté d'augmentation de la criminalité suite à l'extinction de l'éclairage la nuit, au contraire, le nombre de cambriolages de voitures et de vols a même diminué.

Dans ce contexte, il est plus important qu'une maison semble habitée vue de l'extérieur. Un éclairage avec une minuterie ou un système d'alarme sont plus dissuasifs que l'influence de l'éclairage public. Statistiquement, la plupart des cambriolages ont lieu le jour, parce que c'est moins suspect et que les habitants sont souvent absents durant la journée.

Même dans les bâtiments à usage commercial, les cambrioleurs ne sont pas dissuadés par l'éclairage public. Ici aussi, les systèmes d'alarme ou un service de sécurité sont plus efficaces. »

ad 3. Wéi aus den zitéierten Dokumenter erauszeliesen ass, déi op international Recherche verweisen, gëtt et keng pauschal Kausalitéit tëschent méi oder manner Kriminalitéit/Accidenter a méi oder manner Stroossebeliichtung. Dëst ass dann och fir Lëtzebuerg de Fall, zemools well déi Mesurë lokal ganz ënnerschiddlech gehandhaabt goufen, a sou eng Relatioun deemno guer net hierzestellen ass.

Profession de psychothérapeute | Question **7541** (01/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Gesetz vum 14. Juli 2015 reglementéiert den Accès zum Beruff vum Psychotherapeut. Et kann een ee Master an der klinescher Psychologie hunn, aner Diplomer sinn awer och méiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Psychotherapeute schaffen zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Persounen, déi hei am Land als Psychotherapeut hire Beruff ausüben, hunn ee Masterdiplom an der Psychologie clinique?

3. Wéi vill Persounen üben op Basis vun engem aneren Diplom oder enger anerer Formatioun dëse Beruff aus? Wat fir Diplomer oder Formatioune sinn dëst?

Réponse (02/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Dem Registre professionnel no schaffen 320 autoriséiert Psychotherapeuten zu Lëtzebuerg.

ad 2. an 3. D'Zuelen, wat fir e Basisdiplom déi Persounen hunn, déi zu Lëtzebuerg hire Beruff als Psychotherapeut ausüben, huet de Gesondheetsministère net am Detail.

Fir d'Autorisatioun als Psychotherapeut ze kréien, muss den Demandeur der Loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute no ee vu follgende Basisdiplomer virleeën:

– e Master an der Psychologie clinique,
– en Diplom an der Psychologie, deen de Gesondheetsminister op Avis vum Conseil scientifique de psychothérapie unerkannt huet, oder
– en Titel vun der medezinnescher Basisformatioun, deen dem Artikel 1 Paragraf 1 Punkt b vun der Loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire entsprécht.

Projet de reconception du site Internet de la radio luxembourgeoise de service public 100,7 | Question **7542** (02/02/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

D'après mes informations, la radio luxembourgeoise de service public 100,7 a fait appel à une entreprise d'origine belge dans le contexte de la reconception de leur site Internet.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est informé du projet de reconception du site Internet de la radio luxembourgeoise de service public 100,7 ?
– De quelle manière a été sélectionnée l'entreprise chargée de ce projet ? Est-ce qu'un cahier des charges a été élaboré ? Est-ce qu'un appel d'offres a été organisé ?
– Quels critères ont été déterminants dans ce choix ?
– Pourquoi est-ce que la radio 100,7 a eu besoin de faire appel à une entreprise pour la reconception du site Internet ?
– Quel est le coût global de ce projet de reconception du site Internet ?

2) Dans le contexte de ce projet de reconception du site Internet, l'entreprise d'origine belge aurait procédé à un sondage des auditeurs de la radio au moyen d'un formulaire à remplir en ligne. En faisant parvenir le formulaire en question, cette entreprise aurait envoyé des courriels groupés aux participants du sondage, sans prendre la peine de dissimuler les données personnelles – soit l'adresse e-mail – des participants.
– Est-ce que Monsieur le Ministre trouve cette façon de procéder normale ?
– Qu'en est-il de la protection des données personnelles des participants ?
– Combien de personnes ont été sollicitées au total pour participer à ce sondage ?

Réponse (02/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1) Le lancement du développement d'un nouveau site Internet était prévu dans le budget 2022 de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle soumis en octobre 2021 pour approbation au ministre de tutelle. Par ailleurs, la loi du 12 août 2022 portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » oblige le média à développer de nouvelles offres par des services de communication en ligne.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Le projet a fait l'objet d'un marché public européen pour le « développement d'un nouveau site Internet pour la radio 100,7 (www.100komma7.lu), y compris le système de gestion de contenu (CMS) et les prestations de formation, de support et de maintenance », portant sur une durée de 60 mois, selon une procédure concurrentielle avec négociation, lancée le 5 août 2022 (notice n° 2022/S 153-437688).

Au terme de la procédure, le marché a été attribué à la société luxembourgeoise Positive Thinking Company SARL. La notice d'attribution publiée le 4 novembre 2022 indique que l'offre la plus basse (HT) s'élevait à 358.900 euros et la plus haute (HT) à 422.863 euros.

ad 2) D'après les informations fournies par le Média de service public 100,7 dans le cadre de la phase d'étude en vue de la conception du nouveau site, le média de service public 100,7 a mis en ligne sur ses présences numériques un questionnaire élaboré par le prestataire de service retenu. 171 volontaires ont répondu à ce questionnaire. L'option était donnée à ces volontaires de signaler, en indiquant le cas échéant leur adresse de courrier électronique, leur disponibilité à participer à un entretien au sujet de leurs attentes par rapport à la présence sur Internet de la radio 100,7.

Lors de l'envoi de courriers électroniques à des personnes volontaires au sujet de ces entretiens par le prestataire, les adresses électroniques de 10 personnes sont restées visibles suite à une erreur humaine. Dès le constat de l'incident, le prestataire a analysé, à la demande de la radio, son origine. Des mesures ont été prises afin d'exclure que cela ne se reproduise et l'incident a été notifié à la Commission nationale pour la protection des données (CNPD).

Révision des accords internationaux impliquant un transfert de données | Question **7546** (02/02/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Je fais suite aux questions parlementaires n° 4115 du 19 avril 2021 et n° 4755 du 27 juillet 2021 concernant la révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel vers de pays tiers. Pour rappel : le Comité européen de la protection des données (EDPB) avait fait une déclaration en date du 13 avril 2021 invitant les États membres de l'Union européenne (UE) à évaluer et revoir si nécessaire les accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel hors de l'UE, notamment dans le domaine fiscal.

Dans ses réponses parlementaires, le Gouvernement avait indiqué « procéder à une analyse approfondie » et que « des discussions au niveau européen ont été initiées en ce qui concerne les éventuelles implications des règles en matière de protection des données sur les accords existant en matière d'échange d'informations à des fins fiscales ». Par ailleurs, les discussions entamées au niveau européen reflèteraient « la volonté des États membres de l'UE d'identifier une possible approche commune quant aux démarches le cas échéant à entreprendre dans ce contexte ».

Bien qu'une approche coordonnée au niveau européen soit certainement préférable, il faut tout de même constater que presque deux ans après la déclaration de l'EDPB, la révision des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel hors de l'UE n'a toujours pas eu lieu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Où en sont les discussions entamées au niveau européen ? Quelles conclusions ont pu être tirées ?

– Quand est-ce que l'analyse approfondie des tenants et aboutissants des accords internationaux impliquant un transfert de données à caractère personnel hors de l'UE sera achevée ? Quand est-ce que les mesures juridiques nécessaires vont être prises ?

– Est-ce que compte tenu de l'apparente lenteur des discussions au niveau européen, il ne serait pas judicieux d'avancer au niveau national sur le dossier ?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

L'honorable Député Laurent Mosar s'interroge sur les mesures entreprises par le Gouvernement suite à la déclaration de l'EDPB laquelle avait mis en évidence la nécessité d'évaluer et de revoir les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers une juridiction non membre de l'UE. Cette question s'insère dans la foulée des questions parlementaires n° 4115 du 19 avril 2021 et n° 4755 du 27 juillet 2021 auxquelles le Gouvernement a apporté des réponses.

Comme évoqué dans sa réponse à la question parlementaire n° 4115, le Gouvernement a pris connaissance de la déclaration de l'EDPB. Il continue à suivre de près l'évolution du dossier et des conséquences potentielles sur l'échange de données à caractère personnel pour les besoins de la coopération administrative dans le domaine fiscal et ce notamment à la lumière des lignes directrices de l'EDPB 2/2020 émises en décembre 2020 et relatives à l'article 46, paragraphe 2, point a) et paragraphe 3, point b) du règlement (UE) 2016/679 pour les transferts de données à caractère personnel entre les autorités et organismes publics établis dans l'Espace économique européen (EEE) et ceux établis hors de l'EEE.

Le Gouvernement privilégie la recherche d'une solution européenne aux questions qui se posent dans ce contexte plutôt qu'une solution purement nationale qui ne saurait être efficace car elle risquerait de donner lieu à une prolifération de démarches bilatérales aux résultats divergents ce qui nuirait au bon fonctionnement de la coopération administrative dans le domaine fiscal.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1848

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 42 à 44	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04	p. 04-77	p. 78-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04

Séances ..... p. 04-77

42e séance du mardi 18 avril 2023 p. 04-49

43e séance du mardi 25 avril 2023 p. 50-67

44e séance du mercredi 26 avril 2023 p. 68-77

Questions au Gouvernement ..... p. 78-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
21/08/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Lancement vun der Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg“

De Rendez-vous fir de Vernissage vun der Ausstellung iwwert d'Joer 1848 hätt net méi symbolesch kënne sinn: Den 8. Juli um 18.48 Auer hunn de Chamberpresident, den Här Fernand Etgen, d'Kulturministesch, d'Madamm Sam Tanson, an d'Directrice vun den Nationalarchiven, d'Madamm Josée Kirps, d'Ausstellung iwwert dëst historescht Joer opgemaach, wat e wichtege Moment an der Geschicht vun Europa a vu Lëtzebuerg markéiert huet.

D'Joer 1848 war geprägt vun de Revolutiounen uechter Europa an der Aféierung vun der éischter lëtzebuergescher Verfassung. D'Ausstellung analyséiert ënner anerem déi direkt Konsequenze vun den Evenementer vum Mäerz 1848 an d'Schafe vun der Chambre des Députés. D'Land huet sech eng Verfassung ginn zu engem Moment, wou d'Chamber an d'Regierung zu Ettelbréck siegéiert hunn. D'Assemblée parlementaire ass ënnert där Form, déi mer haut kennen, entstanen.

Am Kader vum Vernissage huet de Chamberpresident ënnerstrach, dass d'Organisateure wollten e Bou spanen tëschent der Situatioun vun 1848 an haut, dat souwuel historesch wéi och technesch. „Dir sidd vun der sozialer, ekonomescher a politescher Situatioun vun den 1840er-Joren ausgaange fir ze weisen, wéi aus enger Kris eng nei, fräiheetlech Verfassung entstanen ass“, huet de President erkläert.

D'Ausstellung am Haaptgebai vun den Nationalarchiven um Plateau du Saint-Esprit ass bis den 2. Dezember 2023 op. Den Entrée ass fräi.

Vu lénks no riets: de Chamberpresident, den Här Fernand Etgen, d'Kulturministesch, d'Madamm Sam Tanson, de fréiere Generalsekretär vun der Chamber, den Här Claude Frieseisen, d'Coordinatrice vun der Ausstellung, d'Madamm Marie-Paule Jungblut, d'Directrice vun den Nationalarchiven, d'Madamm Josée Kirps, an de bäigeuerdente Generalsekretär vun der Chamber, den Här Benoît Reiter

D'Invitéë goufen op enger Terrass empfaangen.

D'Madamm Marie-Paule Jungblut (riets) huet den Invitéen Erklärungen zu der Ausstellung ginn.

Soutien aux prisonniers politiques au Bélarus

De gauche à droite : M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Mutsch, M. Yves Cruchten, Mme Josée Lorsché, M. Paul Galles, Mme Octavie Modert, Mme Nathalie Oberweis, Mme Myriam Cecchetti, Mme Jessie Thill, Mme Stéphanie Empain, Mme Cécile Hemmen, M. Charles Margue, M. Fernand Etgen, M. Gusty Graas, M. Sven Clement et M. Max Hengel

La Chambre des Députés s'est engagée à participer au parrainage des prisonniers politiques du régime de Minsk dans le but de renforcer la coopération avec les défenseurs bélarussiens des droits de l'homme. Ainsi, seize députés, dont le Président du Parlement, le Président de la Commission des Affaires étrangères, la Présidente de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ainsi que les membres de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ont décidé de soutenir les prisonniers politiques au Bélarus.

Par ailleurs, un groupe d'études à vocation internationale a été créé par le Parlement luxembourgeois ayant pour objectif d'institutionnaliser le dialogue avec les forces démocratiques bélarussiennes. Dans sa résolution du 13 juin 2023, la Chambre a condamné les actes de torture et la répression systématique par le régime d'Aliaksandr Loukachenka.

Programme d'équipement de l'infrastructure touristique

8050 – Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Le projet de loi autorise le Gouvernement à subventionner le programme d'équipement de l'infrastructure touristique pour une nouvelle période de 5 ans s'étendant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027 et qui se substitue au 10e programme quinquennal qui est venu à échéance le 31 décembre 2022.

Sous le Leitmotiv « Mënschen, Regiounen an Ekonomie : de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit », la nouvelle stratégie mise sur quatre piliers principaux, à savoir :

– l'aménagement de l'offre existante et son adaptation aux besoins actuels, notamment dans le tourisme actif, gastronomique et culturel ;

– un renforcement de la résilience des entreprises, en encourageant les investissements et en développant des stratégies en vue d'attirer et fidéliser du personnel qualifié ;

– la prise en compte des dimensions écologique, économique, sociale et culturelle de la durabilité ;

– la promotion des initiatives de digitalisation existantes.

Au cours des années précédentes, certaines difficultés s'étaient présentées, auxquelles le projet de loi n° 8050 apporte des solutions. En premier lieu, il n'a pas toujours été facile à déterminer si certains projets devraient également être autorisés par règlement grand-ducal. Des critères clairs qui définissent la procédure de traitement des différents dossiers d'investissements faisaient également défaut. Or, tout en restant dans la continuité des programmes précédents, le projet de loi n° 8050 introduit également des dispositions nouvelles, destinées à faciliter la mise en œuvre du 11e plan quinquennal.

Ce programme permettra de soutenir la création et la modernisation de projets d'infrastructure touristique, à l'exception des projets de gîtes touristiques portés par des personnes privées. En général, les subventions seront limitées aux dépenses d'investissement. Finalement, les auteurs du texte ont précisé le cadre légal concernant le financement public d'acquisitions de terrains ou d'immeubles.

Le projet de loi prévoit une enveloppe budgétaire de 70 millions d'euros pour le 11e programme quinquennal.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre du Tourisme, le 20/07/2022
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

27/09/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
14/03/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/04/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/04/2023
Loi du 16 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 233, page 1

Augmentation du « Bëllegen Akt »

8176 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

À la suite des négociations qui ont eu lieu le 3 mars 2023 dans le cadre de la réunion du Comité de coordination tripartite, un accord a été signé en date du 7 mars 2023, le « Solidaritéitspak 3.0 ».

Afin d'éviter un choc inflationniste en début 2024 et d'aider les ménages et les entreprises par des mesures spécifiques, le projet de loi n° 8176 a pour objet de mettre en œuvre une des mesures contenues dans cet accord, à savoir l'augmentation du plafond du crédit d'impôt en matière de droits d'enregistrement, dit « Bëllegen Akt », de 20.000 à 30.000 euros.

Afin de faire bénéficier les acheteurs dans les meilleurs délais de cette mesure, une entrée en vigueur rétroactive au jour de la signature de l'accord « Solidaritéitspak 3.0 » est prévue.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/03/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
24/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
21/04/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/04/2023
Loi du 16 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 235, page 1

42e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président | M. Laurent Mosar, Doyen en rang

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 05
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 05
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen** p. 07
   Exposé : Mme Martine Hansen
5. **Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen** p. 07
   Exposé : M. Marc Goergen
6. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis** p. 07
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis
7. **Heure de questions au Gouvernement** p. 07
   Question n° 422 du 18 avril 2023 de M. Marc Goergen relative à la publication des listes des candidats dans le cadre des élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 08
   M. Marc Goergen | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
   Question n° 420 du 18 avril 2023 de Mme Elisabeth Margue relative à l'exode zone frontalière, adressée à M. le Ministre du Logement p. 08
   Mme Elisabeth Margue | M. Henri Kox, Ministre du Logement
   Question n° 423 du 18 avril 2023 de Mme Cécile Hemmen relative aux problèmes liés à l'utilisation des services Adapto et Mobibus, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 09
   Mme Cécile Hemmen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 424 du 18 avril 2023 de Mme Jessie Thill relative aux questions récurrentes, réclamations et irrégularités éventuelles en relation avec le dépôt des listes de candidats aux élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 10

Mme Jessie Thill | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

8. **Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet des conséquences des sanctions contre la Russie sur le plan politique, économique et social** p. 10

Exposé : M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 1 et 2)

Débat : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch et M. Roy Reding) | M. Yves Cruchten | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) | M. le Ministre Jean Asselborn (intervention de M. Sven Clement) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et Mme Josée Lorsché)

Motion 1 : M. Yves Cruchten (interventions de M. Fernand Kartheiser et Mme Stéphanie Empain) | M. Sven Clement | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Simone Asselborn-Bintz et M. Dan Kersch)

Vote sur la motion 2 (rejetée)

9. **Débat de consultation sur les priorités politiques et défis actuels en matière d'égalité entre les genres** p. 29

Exposé : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Débat : M. Max Hengel (intervention de Mme Carole Hartmann) | M. Frank Colabianchi | M. Dan Biancalana | Mme Jessie Thill | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) (interventions de Mme Jessie Thill et Mme Stéphanie Empain) | Mme Myriam Cecchetti (dépôt de la motion 2) | M. Marc Goergen (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf)

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Motion 1 : M. Marc Spautz, Président de séance (intervention de M. Fernand Kartheiser) (motion déclarée irrecevable)

Motion 2 : M. Dan Biancalana | Mme Myriam Cecchetti | M. Max Hengel | M. Sven Clement

Vote sur la motion 2 (rejetée)

10. **Ordre du jour (suite)** p. 44

M. Marc Spautz, Président de séance

11. **Résolution de M. Fernand Kartheiser relative au double mandat des maires ou conseillers communaux suite aux élections communales du 11 juin 2023** p. 44

Exposé : M. Fernand Kartheiser

Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Dan Kersch) | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Marc Spautz (parole pour fait personnel)

Vote sur la résolution (rejetée)

12. **Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la réintroduction d'une prime pour indemniser les exploitants qui renoncent volontairement à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate** p. 48

Discussion générale : Mme Tess Burton | Mme Martine Hansen | M. Marc Goergen

Vote sur la motion (rejetée)

13. **Motion de M. Marc Goergen au sujet de l'analyse de la conformité des règlements communaux voulant interdire la mendicité** p. 48

Discussion générale : Mme Josée Lorsché | M. Dan Biancalana | Mme Nathalie Oberweis | M. Laurent Mosar

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

M. Marc Goergen

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 18 avril 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8180 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/03/2023

8182 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au droit de requérir de la part du Gouvernement des informations et des documents

Dépôt : M. Mars Di Bartolomeo, Député, le 23/03/2023

8183 – Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;
2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;
3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

8184 – Projet de loi portant :
1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et
2° modification de :
a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;
b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

8185 – Projet de loi relative au transfert de crédits non performants, et portant :
1° transposition de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 concernant les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE ;
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2036 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 modifiant le règlement (UE) n °575/2013 et la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale selon une stratégie de résolution à points d'entrée multiples et des méthodes pour la souscription indirecte d'instruments éligibles pour l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;
3° modification :
a) du Code de la consommation ;
b) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
c) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

d) de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; – la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires ; – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu ; – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
e) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

8186 – Projet de loi portant modification
– de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
– de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
– de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
– de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 28/03/2023

8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 28/03/2023

8188 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de :
1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8189 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean »

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8190 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes »

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8191 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg »

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8192 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Trois C-L – Maison pour la danse »

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8193 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 04/04/2023

8194 – Projet de loi relatif aux contrôles officiels des aliments pour animaux et portant abrogation de la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 05/04/2023

8195 – Projet de loi portant modification de
– la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
– la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/04/2023

8196 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/04/2023

8197 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables et d'un bâtiment à usage mixte du projet « Cité militaire » à Diekirch

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 06/04/2023

8198 – Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 17/04/2023

3) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

6936 – Projet de loi portant modification de :
– la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société en capital à risque (SICAR) ;
– la loi modifiée du 13 février 2007 relative au fonds d'investissement spécialisés ;
– la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
– la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18/01/2016

Retrait du rôle des affaires : 24/03/2023

6793 – Projet de loi portant modification du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07/01/2015

Retrait du rôle des affaires : 06/04/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2718 – Demande de pétition publique : Compensation en heures supplémentaires ou heures de congé pour les non-télétravailleurs

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 24/03/2023

2719 – Demande de pétition publique : Faire valoir les heures supplémentaires au travail comme heures de travail normales, valables un jour plus tard pour la retraite voire pension. Réduction des années de travail pour la retraite voire pension

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 24/03/2023

2720 – Demande de pétition publique : Géint d'Ofrappe vun der Buvette um Wäiswampecher Séi

Dépôt : Mme Sandy Schneider, le 24/03/2023

2721 – Demande de pétition publique : Demande de modification de la loi du 23 mai 2018. Infraction de dissimulation du visage. Voile islamique

Dépôt : M. Gustavo Adolfo Strassener, le 27/03/2023

2722 – Demande de pétition publique : Employés communaux musse weider d'Recht hunn, een Exame kënnen ze schreiwen, fir an d'Karriär vum Fonctionnaire communal ze wiesselen! Um Tice an och um AVL

Dépôt : M. Alain Gales, le 28/03/2023

2723 – Demande de pétition publique : Suppression des taux imposables par l'État luxembourgeois sur les primes et treizièmes mois

Dépôt : M. Guy Schanen, le 29/03/2023

2724 – Demande de pétition publique : Ech wollt eng Petitioun ufroen, dass Pensionnairë keng oder manner Lounsteiere bezuelen. Si hu keng Chance, hire Revenu durch Lounerhéijung deenen aktuelle Liewenskäschten unzepassen. Dat Ganzt sollt natierlech gestaffelt an tranchéiert sinn: 1. Wéi vill Déngschtjoer een effektiv geschafft huet. 2. Wéi héich de Revenu-Pensioun ass

Dépôt : M. Fernand Seidel, le 31/03/2023

2725 – Demande de pétition ordinaire : Adapter le cadre légal pour promouvoir l'utilisation de Pédélec45 dit « Speed-Pédélec »

Dépôt : M. Guillaume Schaack, le 31/03/2023

2726 – Demande de pétition publique : Fir d'Ofschafe vum Cumul vun de politesche Mandater. En Deputéierte soll net méi och nach dierfe Buergermeeschter, Schäffen oder Conseiller sinn

Dépôt : M. Roger Jean Paul Braun, le 31/03/2023

2727 – Demande de pétition publique : Création d'un congé sabbatique (congé sans solde)

Dépôt : M. Frédéric Bruckert, le 01/04/2023

2728 – Demande de pétition publique : Améliorer la tranquilité publique : Interdiction d'un pot d'échappement ou d'une autre pièce de véhicule sur une voiture/moto qui perturbe la tranquilité publique. Limite d'émission sonore des véhicules à moteur jusqu'à 74 décibels maximum. Pour les véhicules à moteur plus puissants, maximum 75 dB

Dépôt : M. Jeff Löw, le 03/04/2023

2729 – Demande de pétition publique : Non au gaspillage alimentaire : obliger les institutions servant des repas à redistribuer les restes à leurs employés et/ou aux associations sociales locales ou à utiliser des frigos foodsharing

Dépôt : Mme Julie De Jesus, le 04/04/2023

2730 – Demande de pétition publique : Pouvoir faire un don de son sang pendant les heures de travail avec la permission de son employeur. Que cela devienne un vrai droit civique

Dépôt : Mme Marie-Isabelle Da Costa, le 04/04/2023

2731 – Demande de pétition publique : Prolongation pour obtenir un certificat attestant la qualité de descendant en ligne directe d'un ancêtre luxembourgeois à la date du 1er janvier 1900

Dépôt : Mme Joséphine Kumwamba Kabiena Kuluila, le 05/04/2023

2732 – Demande de pétition publique : Petition Nr. 2588 Einführung eines Pfandsystems für PET-Getränkeflaschen und Metalldosen

Dépôt : M. Udo Göbel, le 08/04/2023

2733 – Demande de pétition publique : Construction d'un réseau de pistes cyclables autonomes entre les villages et les villes

Dépôt : M. Baudouin Michel Simon Schinker, le 09/04/2023

2734 – Demande de pétition publique : Hausaufgaben sollen in der Schule erledigt werden. Da sitzt kompetentes Personal und die nötige Hilfe

Dépôt : M. Paul Lionti, le 12/04/2023

2735 – Demande de pétition publique : Prise de sang gratuite une fois par an

Dépôt : M. Filipe Da Silva, le 13/04/2023

2736 – Demande de pétition ordinaire : Congé pour les donneurs de sang

Dépôt : Mme Sally Fischer, le 12/04/2023

2737 – Demande de pétition publique : Interdire l'âge légal de vente de produits du tabac et de la nicotine aux gens de moins de 21 ans

Dépôt : M. Paul Fontaine, le 13/04/2023

2738 – Demande de pétition publique : Petitiounen, déi keen Intérêt général duerstellen oder aus juristesche Grënn kee Succès kënnen hunn, sollen net méi zougelooss ginn

Dépôt : M. Serge Cichy, le 14/04/2023

2739 – Demande de pétition publique : Pour l'installation de fontaines à eau gratuites à l'aéroport après le contrôle de sécurité

Dépôt : M. Mathias Darras, le 16/04/2023

2740 – Demande de pétition ordinaire : Fumée de cigarettes

Dépôt : M. Ivan Rouer, le 17/04/2023

2741 – Demande de pétition publique : Direkte Übernahme der Kosten von der CNS, ohne dass der Patient im Voraus zahlt

Dépôt : M. Fränk Scholtes, le 17/04/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Da géif ech der Madamm Hansen d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. De Glyphosatverbuet vun der Regierung ass vum Verwaltungsgeriicht gekippt ginn, an amplaz datt mir elo nach laang Etüde maachen, esou wéi d'Regierung dat annoncéiert huet, si mir als CSV der Meenung, datt mir déi Primm, fir Baueren, Gäertner a Wënzer ze ënnerstëtzen, wa se fräiwëlleg op de Glyphosat verzichten, erëm eng Kéier sollten aféieren, an zwar am beschten direkt. An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– rappelant l'arrêt de la Cour administrative du 30 mars 2023 concernant la révocation de l'agrément de huit spécialités phytopharmaceutiques contenant la substance active « glyphosate » ;

– constatant que, par la suite, le Ministre de l'Agriculture a lancé un appel aux agriculteurs, viticulteurs et aux horticulteurs de renoncer volontairement aux produits phytopharmaceutiques à base de « glyphosate » ;

– rappelant qu'après l'annonce de l'interdiction, le Gouvernement avait décidé en janvier 2020 d'indemniser les exploitants qui avaient renoncé volontairement à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate dès l'année culturale 2019/20 dans le cadre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel,

invite le Gouvernement

– à réintroduire une prime pour indemniser les exploitants qui renoncent volontairement à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate pour le surplus de travail et des éventuelles pertes de récolte.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Aly Kaes, Octavie Modert, Gilles Roth.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Da géif ech d'Wuert un den Här Marc Goergen ginn, och fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech hunn haut eng Motioun matbruecht ronderëm d'Heeschereiverbuet an der Stad, wat mer wierklech um Häerz läit. Ech kéint elo nach en Exposé vu Stonnen halen, wéi schlecht ech déi Entwécklung fannen, déi do stattfonnt huet an der Stad Lëtzebuerg, wéi mënschenonwürdeg. Ech hunn awer déi Zäit leider net, mee herno an der Motioun wäerte mer herno nach eng Kéier dorop zeréckkommen.

Dofir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, déi d'Inneministesch opfuerdert, déi Entscheedung op hir Rechtsstaatlechkeet hin ze préiwen, an deementspriechend, sollt et do Problemer ginn, dat Reglement net unzeerkennen, well et kann net sinn, dass mir hei am Land esou Reglementer ëmsetzen an herno d'Regierung do tatenlos zoukuckt. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, dass d'Inneministesch soll intervenéieren, fir dat Heeschereiverbuet endlech ze stoppen.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Déi rezent Entwécklungen an der Stad Lëtzebuerg mam Verbuet vun der allgemenger Heescherei si medial vill kritiséiert ginn.

– Den europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet a sengem Arrêt „Lacatus vs Schweiz" kloer festgehalen, dass ee generellt Verbuet vun der Heescherei géint den Artikel 8 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun verstéisst. Esou huet laut Riichter all Mënsch d'Recht, fir anerer ëm Hëllef ze froen, dëst wier hirer Aschätzung no soss ee Verstouss géint d'Recht op Privatliewen.

– Den Artikel 37 vun der Verfassungsrevisioun, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft trëtt, beseet: „Toute limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui."

– Den Deputéierte Benoy eng parlamentaresch Fro deposéiert huet, déi dës Punkten och opgeworf huet.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. D'Gemengereglementer, déi d'Heescherei verbidde wëllen, op hir Rechtsstaatlechkeet a Konformitéit zum Arrêt „Lacatus vs Schweiz" ze analyséieren.

2. D'Reglementer net unzeerkennen an net ze applizéieren, falls sech bei der Analys sollt erausstellen, dass dës Reglementer net am Aklang mat internationale Konventioune sinn, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet.

(s.) Marc Goergen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

6. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis

An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo, merci, Här President. Ech deposéieren eng Proposition de loi, déi u sech de Cumul vun de politesche Mandater – Deputéierten op där enger Säit a Buergermeeschter/Schäffen op där anerer Säit – da verbitt, also inkompatibel mécht, an dat am Kontext vun engem Debat, deen awer scho säit Joren eis Gesellschaft an och d'Chamber concernéiert. Ech mengen och, dass et e gewëssenen iwwerparteileche Konsens gëtt an där Fro. Et héiert een ëmmer erëm, och schréftlech, dass déi eng an déi aner u sech domadder averstane sinn an och déi nei Verfassung gëtt eis d'Méiglechkeet, fir esou e Gesetz ze deposéieren. D'ADR huet haut dann och elo haut nach eng Kéier d'Fro op den Dësch bruecht mat hirer Motioun an dofir géife mir gär nach e Schrëtt méi wäit goen, fir dat dann och an engem Gesetz festzehalen, fir éischtens dës politesch Mandater ze valoriséieren, zweetens d'Vertrauen an d'Politick an an d'Institutiounen an an déi politesch Mandater ze stäerken an drëttens d'Demokratie ze stäerken.

Ech soen Iech Merci.

8201 – Proposition de loi portant modification :
1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
2° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis.

7. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an der Regierung sti véier Minutten Zäit zou, fir drop ze äntweren. Den Här Kox ass nach net do an den Här Graas ass och nach net do.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Haut geet, mengen ech, bei de Froen awer alles ... Mee den Här Goergen ass do, da géife mir déi Fro virhuelen, d'Fro Nummer 422 vum Här Marc Goergen un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Kandidatelëschte fir d'Gemengewalen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 422 du 18 avril 2023 de M. Marc Goergen relative à la publication des listes des candidats dans le cadre des élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro un d'Inneministesch ... Et geet a sech och ganz vill ëm den Dateschutz. Et ass mir zu Ouere komm, dass d'lescht Woch eng Lëscht – et kann och an e puer Gemenge sinn, ech wëll mech elo do net behaapten – veröffentlecht ginn ass um Internetsite vun der Gemeng esouwéi vum Raider, wou bei de Kandidaten net nëmmen d'Adress stoung, mee och nach d'Matricule.

Dat ass fir eis Piraten ganz kloer e Verstouss géint den Dateschutz an dofir ass meng Fro un d'Ministesch, well et sensibel Date sinn, wann eng Matricule fräi am Internet verfügbar ass, ob d'Inneministesch déi Virgabe gemaach huet, dass d'Matricule misst matveröffentlecht ginn. Wann et esou ass, stellen ech mer d'Fro, well et an den anere Gemengen net de Fall ass. A wann net, ob hei e Verstouss géint den Dateschutz virläit, well menges Wëssens no kënnt e President vum Walbüro net un d'Matricule, well op de Lëschten, déi een deposéiert, ass d'Matricule net gefrot, se ass net uginn. Dat heescht, iergendzwousch muss e Leak gewiescht sinn, wéi een un déi Matriculle komm ass. An deementspriechend meng Fro un d'Inneministesch, ob dann an esou Fäll e Verstouss géint den Dateschutz virläit. Et ass fir eis Piraten immens wichteg, dass, wa Kandidaten op eng Lëscht ginn, awer net farlässeg mat hiren Daten herno ëmgaange gëtt. Et kann ee schonn heiansdo driwwer diskutéieren, ob am Internet alleguer d'Adresse vun de Kandidate musse veröffentlecht ginn. Wann dann och nach eng Matricule an all méiglech Date veröffentlecht ginn, geet dat fir eis ze wäit. Dofir meng Fro haut un d'Inneministesch.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. D'Inneministesch huet d'Wuert, d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Här President, fir dem Här Goergen ganz kuerz op d'Fro ze äntweren: Neen, ech hu keen Uerder erausginn, dass d'Matriculle misste veröffentlecht ginn. Mee well Der schonn awer elo deen dote Punkt uschwätzt, mengen ech, erlaabt mer awer, a mengen zwou Minutten hei kuerz trotzdeem d'Procedure ze erklären. D'Walgesetz gesäit effektiv d'Matricule net vir als Donnée, déi een dee Moment muss uginn. Wat mir froen, ass de Numm, de Virnumm, d'Nationalitéit, de Wunnuert an och de Beruff, mee soss fuerdere mer keng aner Donnéeën, déi elo net vum Gesetz virgeschriwwe ginn. Dat heescht, mir ginn dee Moment näischt zousätzlech ufroen.

An als Inneministère hu mir de Gemengen an och de Presidente vun de Walbüroen dëst och matgedeelt respektiv hu mir och zwee Formulairen zur Verfügung gestallt, déi si dee Moment mussen ausfëllen. Ech hunn och d'Formulairë matbruecht. Do gesäit een dat och ganz gutt, wéi ech grad gesot hunn, wou een eigentlech den Numm an dat alles muss uginn, an et gesäit ee ganz gutt, dass een hei d'Matricule net muss ugi bei deem enge Formulaire. Dat ass eeben do, wou mir alleguerten d'Kandidatelëschten och herno erakréien a wou da meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter déi Donnéeën an de Programm saiséiere kënnen. Déi sinn och am Moment amgaangen, alles ze encodéieren. An iwwert dee gëtt jo och herno den 11. Juni d'Resultat veröffentlecht.

Da gëtt et nach en zweete Formulaire, och dee kann ech eng Kéier kuerz weisen. Och hei ass keng Matricule dee Moment gefrot. Dat ass dee Formulaire, deen herno dann de President vum Walbüro aschreift. Dat heescht, dee Moment, wou dat och an de Gemengen an op de Plaze vun de Walbüroen ausgehaange gëtt. Voilà, deen Aushang, op deen Dir Iech hei elo an Ärer Fro bezitt, wéi gesot, och do ass keng Matricule gefrot ginn a mir froen och, wéi gesot, soss keng aner Donnéeën, déi d'Gesetz net virgesäit.

Wann Der elo frot, wéi d'Gemengebeamten un d'Donnéeë vun der Matricule kommen. Ben, et ass esou, dass all Gemeng jo den Accès op den RNPP huet a si definéiere jo, wien dee Moment den Accès duerf hunn, mee et ass net virgesinn, dass elo d'office d'Presidenten an d'Presidentinne vun de Walbüroen den Accès drop hätten. Dat ass elo och keng Consigne, déi vun eis erausgaangen ass.

Wéi ech awer matkritt hunn, huet déi Gemeng, déi Der uschwätzt, dunn, wou déi Publikatioun eeben opgefall ass, do awer séier reagéiert. Si hunn dee Moment souwuel um Raider wéi och um Internetsite d'Lëscht erofgeholl respektiv dee Moment déi richteg publizéiert, esoudass do déi Onkloerheeten erausginn. Dat ass natierlech keng glécklech Situatioun. Dat hätt net duerfe sinn. Bon, et ass eeben elo geschitt, mee dat Wichtegt ass, dass, wéi gesot, hei séier reagéiert ginn ass an dass eeben elo déi richteg Lëschten no bausse publizéiert sinn. Mee ganz kloer: Vu menger Säit ass keng Consigne esou erausgaangen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 420 vun der Madamm Elisabeth Margue un den Här Wunnengsbauminister iwwert d'Auswanderung an d'Grenzgebitt. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 420 du 18 avril 2023 de Mme Elisabeth Margue relative à l'exode zone frontalière, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Merci, Här President. Den Här Minister huet rezent an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum Här Mars Di Bartolomeo eng ganz Rei Froen opgeworf. An och, wann ech mer vun der Regierung Äntwerten erwaarden a keng Froen, mengen ech awer, dass eng ganz Rei Froen och pertinent sinn, an an deem Kontext wollt ech froen – notamment huet en d'Fro opgeworf –, wéi eng Analysen nach sënnvoll wären, fir déi richteg Äntwert ze ginn op d'Logementskris.

An do sinn och eng ganz Rei Froen, déi soulevéiert goufen, am Kontext vun den Donnéeën, déi de Ministère misst sammelen, notamment Donnéeën iwwer d'Charakteristike vun deene Leit, déi sech eng Éischtwunneng kaf hunn iwwert déi lescht 20 Joer, fir ze wëssen, wéi déi evoluéiert hunn. Wat d'Surface habitable ass, op där déi verschidde Leit liewen, jee no Alter, jee no Regioun an och, wat de Verglach mam Ausland ass, wat och déi verschidde Virstellunge vun de Leit sinn, och jee no Kategorie, wou se wunnen, wéi al se sinn.

An deem Sënn war meng Fro: Goufen dës Analysen dann tatsächlech och gemaach vum Ministère du Logement a wat ass dann derbäi erauskomm? Dat géif mech interesséieren ze wëssen.

Ech soen Iech merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Margue. An d'Wuert huet elo den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Entschëllegt mäi klenge Retard. Merci och fir déi Fro. Vläicht och zu där Äntwert: Natierlech stellen ech mer ganz vill Froen zu dem Logement hei zu Lëtzebuerg, an dofir déi Oplëschtung vun enger ganzer Rei vu Froen, déi mer eis scho laang gestallt hunn am Ministère, déi och misste behandelt ginn.

Vläicht just zu der Geschicht awer nach vun deem Observatoire an der Groussregioun: Ech war jo selwer als Parlamentarier an där interregionaler Kommissioun an do hu mer gesot, mir géifen an der Chamber och eng Pre-Etüd maachen an doriwwer eraus soll dat net méi vum Ministère gemaach ginn. Eis Prioritéit läit natierlech doranner, hei zu Lëtzebuerg méiglechst vill Offer ze kreéieren an ze kucken, firwat et zu deene Phenomeener komm ass.

Wat d'Fro ubelaangt, wéi eng Etüden de Moment an Optrag gi ginn, muss ee fir d'éischt virausschätzen, op wat mer zréckgräifen. An do gouf et an deene leschten zwee, dräi Joer eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Statec an dem Kadaster, fir iwwerhaapt un den Zougang ze kommen, well mir sinn an der Vergaangenheet net un déi eenzel Donnéeë komm a mir beruffen eis op eng europäesch Etüd iwwert d'Zesummestellung vun de Stéit. Iwwer Kadaster an Enregistrement hu mir endlech Zougang, dass mir dat kënne kucken. D'Inspection générale vun der Sécurité sociale, wou eng Rei Donnéeë sinn, och iwwer déi, déi am Ausland wunnen, dorobber komme mir och zréck. Informatioune vum Portail immobilier hu mir mëttlerweil an eng Ëmfro vum Observatoire selwer, fir dat ze maachen, respektiv Covid huet eis e bëssen e Strëch duerch d'Rechnung gemaach.

Wat kucke mer de Moment? An dat ass déi Fro, déi hei gestallt ginn ass: Mir hunn a sech sechs grouss Beräicher, wou eng Rei vun deenen Elementer gekuckt gëtt:

– Fir d'éischt den Observatoire des prix: Mir probéieren, reegelméisseg Publikatiounen iwwer Bauterrainen a Loyeren all dräi Méint ze maachen.

– D'Protection foncier, well mir hunn nach kee genauen Iwwerbléck iwwert all déi Terrainen, déi deels fräi sinn, wien déi benotzt, firwat se esou gestëckelt sinn a firwat net. Do lafen Etüden an deem Beräich.

– Dann déi Fro, déi Dir ganz kloer gestallt hutt: d'Caractéristiques des primo-accédants, well dat wëlle mir jo hunn, dass déi, wa se wëllen haut eppes kafen, an et si jo déi Mesüren, déi an der Tripartitt geholl ginn, dass déi och kënne gräifen, de bëllegen Akt zum Beispill. Do lafen Etüden.

– De Recours op d'Hëllefe war schonn oft eng Fro. Firwat ginn déi Hëllefen net ugefrot, d'Subvention loyer? Do hu mir eng Etüd lafen, fir ze soen, wéi mir déi Leit besser kënnen erreechen. Wat kéinte mir um System vläicht änneren, fir dass d'Leit dat och kënnen direkt an Usproch huelen? Wat de Moment nach net esou méiglech ass, well et muss een awer ëmmer nach froen. Eng staatlech Subventioun kritt een net doriwwer eraus.

– Dann déi Fro, déi Dir Iech stellt, well an deem Kader, wou mer all déi Projet-de-loien, déi ënnerwee sinn, Logabo, also Logement abordable ... Do brauche mir den Taux d'effort. Wat ass den Taux d'effort vun deem

eenzele Stot, fir kënnen ze profitéieren? An dat musse mir natierlech suivéieren, fir kënnen dann och genau d'Politick esou ze justéieren, fir dass et och opgeet, fir dass mir dat erreechen, wat mir gäre wëllen: dass déi Offer duerch de massiven Ausbau vun ëffentleche Wunnengsbauprojeten och deenen zegutt kënnt, déi et a sech éischter brauchen. Dat ass e weidere Grupp vun Ënnersichungen.

– An da bleiwen nach eng Rei anerer iwwert den Observatoire de l'habitat, fir ze kucken, wat déi eenzel Froen, déi mir opgelëscht hunn, wat elo nach primordial ass, kënnen ze analyséieren.

Mir hu begrenzt Moyenen, ech géif awer proposéieren, dass mer net elo direkt muer, mee am Mee ... Bis Enn Mee, denken ech, kéinte mir mam Observatoire an d'Chamberskommissioun kommen, wou ech zu deene sämtlechen Etüden nach eng Kéier Ried an Äntwert stinn, wou si kënnen drop äntweren, wou mir nach déi eenzel Froe prioritär kucken, dass et wierklech déi erreecht, déi et cibléiert brauchen.

An dofir soen ech Merci an entschëllegt mäi Retard nach eng Kéier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 423 vun der Madamm Cécile Hemmen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwer Problemer am Zesummenhang mam Adapto an dem Mobibus. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 423 du 18 avril 2023 de Mme Cécile Hemmen relative aux problèmes liés à l'utilisation des services Adapto et Mobibus, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, et kéint ee bal soen, Problemer mam Adapto a mam Mobibus a keen Enn. Sou konnt ee kierzlech an der Press liesen, „Schaaft den Adapto-Service of, Här Bausch!", „Gutt gemengt ass net ëmmer gutt gemaach" oder „Le Mobibus n'est pas encore au point". Dat si just e puer rezent Iwwerschréften an der Press, déi leider verdäitlechen, dass et nach ëmmer grouss organisatoresch Problemer gëtt beim Adapto a beim Mobibus. D'Onzefriddenheet – oder soll ech soen: d'Roserei – bei den Usageren ass ganz grouss a mir däerfen net vergiessen, dass mir et wierklech hei mat enger vulnerabeler Populatioun ze dinn hunn, Leit, déi duerch hir gesondheetlech Situatioun op Hëllef an och op Ënnerstëtzung ugewise sinn.

Dir kritt vill Reklamatiounen, Här Minister, dat weess ech – mir kréie se och. Zanter der Reform vum Adapto a mam neie Logiciel vum Mobibus wieren d'Problemer effektiv nach méi heefeg ginn, krut ech matgedeelt. Ech erlabe mer, Iech wierklech e klenge Problem ze verdäitlechen: Dat ass e Fall, deen elo wierklech ganz rezent passéiert ass an deen ech erzielt krut, wou e Client vun Adapto bestätegt kritt huet, datt säi Bus, dee reservéiert war, säi Client owes tëscht 20.50 Auer an 21.10 Auer sollt ofhuelen. Um 21.10 Auer, no engem Gespréich mat der Permanence vun der Mobilitéitszentral, krut de Client dunn awer gesot, dass de Bus 20 Minutte Verspéidung hätt. Ok. Eng hallef Stonn duerno, nom laange Waarden dobaussen, huet de Client du matgedeelt kritt, dass d'Reservatioun eigentlech guer net méi am System géif stoen. Dat heescht, den Här sollt elo net méi waarden, mee e sollt säin Heemwee selwer organiséieren.

Här Minister, ech mengen, mir sinn eis eens: Esou Feststellunge vu Verspéidungen oder soss Last-Minute-Changementer, där gëtt et der vill, ganz vill, an et däerf een esou Problemer ganz einfach net méi klengrieden an et muss ee wierklech alles derfir maachen, dass esou onglécklech Situatiounen eng Ausnam bleiwen. Ech sinn awer ganz frou, Här Minister, dass ech gelies hunn, dass Dir an enger Äntwert op eng Question parlementaire geschriwwen hutt, dass Dir elo eng Etüd an Optrag ginn hutt, fir déi verschidde Problematike beim Mobibus ze analyséieren.

An an deem Zesummenhang, Här Minister, wéilt ech Iech dann och e puer Froe stellen: Bis wéini soll dës Etüd ofgeschloss ginn? Ass et och ugeduecht, eng änlech Analys beim Service vum Adapto duerchzeféieren? Mengt Der net, dass d'Verwaltung vum ëffentlechen Transport, d'ATP, misst vun enger externer Firma vläicht begleet ginn, fir deen neie Logiciel an och deen neie System, deen en place gesat ginn ass, beschtméiglech ze notzen an do och e professionelle Suivi ze maachen?

De Moien nach hunn ech an der Press gelies, dass dës Perturbatiounen op eng nei Verwaltungssoftware zeréckzeféiere sinn. Wat sinn dann eigentlech d'Grënn, dass schonn erëm eng nei Software muss benotzt ginn? An dann nach, Här Minister, gedenkt Dir, kuerzfristeg Mesüren ze ergräifen, fir déi verschiddenst Problemer och wierklech kuerzfristeg ze behiewen, éier dës Etüd ofgeschloss ass? An zum Schluss: Wier et keng Iddi, dass dee ganz spezifesche Callcenter iwwert déi selwecht Zäit besat wier wéi d'Faarten, déi och duerchgefouert ginn, dat heescht deemno bis 22.00 Auer an net wéi bis elo bis 19.00 Auer? Ech soen Iech wierklech e grousse Merci am Numm vun alle Concernéierten, fir déi et wichteg ass, ze wëssen, dass hiert Uleies eescht geholl gëtt.

Merci, Här Minister.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, de Vizepremier François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci der Madamm Hemmen fir hir Froen, an ech wëll direkt virausschécken, datt natierlech, ob et den Adapto oder de Mobibus oder soss iergendeen ëffentlechen Déngscht ass, en esou soll sinn oder sou muss sinn, dass e fonctionéiert, pünktlech ass an am Interêt vun de Clientë schafft, onofhängeg dovun, wien et ass, ob et sech hei ëm Leit dréit, déi méi Schwieregkeeten hunn, sech ze deplacéiere wéi anerer, oder ob et sech ëm Leit handelt, déi sech normal deplacéieren. Zil muss sinn, dass de Service zu 100 % fonctionéiert, an dat ass och dat Zil, un deem geschafft gëtt.

An et ass och net esou, wéi dat esou duergestallt gëtt, dass alles just schlecht wär, well ech wëll Iech soen, ech hu reegen Austausch mat den Associatiounen, déi déi Leit alleguer vertrieden, an natierlech gëtt et Saachen, déi mir musse besser maachen, Saachen, déi mol net fonctionéieren, mee ech kréien awer och confirméiert – mee déi Leit melle sech an der Reegel net mat Lieserbréiwer natierlech an der Press –, dass vill Leit zefridde si mam Service, wéi e fonctionéiert.

An natierlech gëtt et der och, wou Saache schif ginn. Mee just fir Iech e puer Zuelen ze ginn: Mir si beim Adapto, wou mir fréier 4.000 Utilisateuren haten, op haut 7.000. Dat heescht, den neie System huet derzou gefouert, datt mir bal duebel esou vill Notzer hu wéi fréier, wéi virdrun, an dat ass nach net esou laang hier. Donc, wann dat alles just schlecht wär, da wären et net duebel esou vill Leit, déi et géifen notzen, respektiv wa mir esou restriktiv wären an deem, wat mir ubidden, da wären et der net esou vill, déi dat géifen notzen. Beim Mobibus sinn et der 4.500, dat heescht, dat ass och eropgaangen.

An et ass och esou: Wéi gesot, ech hunn e permanenten Austausch mat de Betraffenen, also mat den Associatiounen, déi déi Betraffe vertrieden, a mir versichen, zesumme sachlech u Saachen erunzegoen. Dofir, ech hu kee Problem dermadder, datt Leit heiansdo hiren Onmutt ausdrécken an och emol Lieserbréiwer schreiwen oder mir schreiwen. Mee et ass awer och net ëmmer esou, datt alles, wat geschriwwe gëtt, d'office och alles esou richteg ass, wéi et geschriwwe gëtt. Däers muss ee sech awer och bewosst sinn. Et kann een net einfach soen, datt, wann een eppes schreift, dat d'office alles esou stëmmt, wéi dat do geschriwwe gëtt. Mee et ass awer egal. Dat ass net de Problem bei der Saach, de Punkt bei der Saach.

Da kënnt eppes anescht derbäi, dat sinn d'Verspéidungen. Déi kommen natierlech vill – dat huet mam System näischt ze dinn –, well de Mobibus respektiv den Adapto entre-temps erëm ënner normale Stroossekonditioune fiert, zënter Covid eriwwer ass, dat heescht, de Verkéier normal ass. Well mir gesi jo, wou d'Verspéidungen hierkommen am gréissten Deel: Se komme gréisstendeels – e ganz groussen Deel dovunner op alle Fall, wa se da sinn – an de Spëtzestonne vir. An dee Bus do steet natierlech wéi all Auto oder och anere Bus, wann e keng Busspuer huet, mat am Stau, an da kann et zu Verspéidunge kommen. Dat soll net entschëllegen, datt Verspéidungen do sinn, mee dat ass awer eng Erklärung, déi een awer muss gesinn, wéi et ass. Mir gesi jo un eisen Zuelen, datt vill Verspéidungen an de Spëtzestonne sinn.

Mir haten natierlech bei der Software ganz vill Problemer an hunn der nach, se sinn nach net ganz ewech. Dir sot: „extern berode loossen", mee mir hu just grad dat gemaach! Déi ganz Software, alles, wat mir do gemaach hunn, ass vun Externen entwéckelt ginn, well mer am Ministère souwisou guer net déi Kompetenz hätten. Also, Dir musst net mengen, wann Dir Iech extern berode loosse gitt an Dir hutt e Privaten, deen da kënnt, datt deen Iech da Wonner bewierkt an all déi Problemer léist respektiv datt deen Iech der duerno net vläicht souguer schaaft, well hei huet deen der geschafen, well en huet eis e Produit herno geliwwert, deen net esou fonctionéiert huet, wéi en eis versprach hat oder wéi e virginn hat, wéi en hätt misse fonctionéieren. An da musse mir eis natierlech dermadder ploen, fir herno ze kucken, wou d'Problemer leien, an dat maache mir selbstverständlech och an och do vill mat den Associatiounen zesummen.

Mir sinn amgaangen, e Centre de compétences opzebauen, eng Plattform opzebauen, fir méi am Detail kënnen ze kucken, wou d'Problemer leien. D'Reservéierungsplattform, déi gëtt och nach verbessert, do sollen nach Verbesserungen derbäikommen, se soll nach méi einfach gemaach ginn. Et ass och esou, dass mir ab dem 1. Mee wäerten den Horaire ausweite vun 22.00 Auer op 23.00 Auer, dat heescht, eng Stonn méi laang owes fueren, och fir de Leit entgéintzekommen, well mir vill Reklamatioune kritt hunn, wou zum Beispill Leit soen: „Ech ginn da gär an de Kino" – wat weess ech, eppes, wat owes e bësse méi laang dauert –, an dat ass net grad um 22.00 Auer fäerdeg. Dofir gi mir op 23.00 Auer erop, mat alle Konsequenzen, déi dat natierlech huet.

Dann ass et och esou, datt mir vill Schwieregkeete mat de Chaufferen haten, wéi den Iwwergang war vu Covid- op Netcovidzäit, net, well d'Chauffere schlecht geschafft hunn, mee well der net genuch do waren. Et war zum Deel eng Penurie u Chaufferen an dat war een Deel vum Problem.

A wéi gesot, un all deene Saache gëtt geschafft, zesumme mat den Acteuren, zesumme mat de Leit, an alles, wat ech geschriwwe kréien, also wat mir geschriwwe kréien als Administratioun, huele mir eescht an da gëtt gekuckt. Et ass keen, deen net eng

Äntwert kritt, a mir versichen, och dofir Léisungen dann ze fannen, mee et ass e ganz spezifesche Service mat, wéi gesot, entre-temps, wann Dir den Adapto huelt, 7.000 Notzer, also 7.000 Leit, déi eng Kaart hunn, fir en ze notzen.

Mee – wëll ech ofschléissend soen – mir mussen awer op eppes oppassen: Et ass nach ëmmer e Sammeltaxi! Et ass net en individuellen Transport, an dat ass awer och oft e bëssen de Problem, datt et ugesi gëtt, wéi wann et eppes ass, wou ech uruffen, wéi wann ech en Taxi géif uruffen, an da kënnt dee mech sichen, just mech eleng, a féiert mech eleng iergendwou hin. Dat ass net d'Zilsetzung dovunner an dat war och ni esou geduecht. An ech mengen, dat kënne mir och net maachen, dat wär och net sënnvoll, dat ze maachen.

Duerfir, mir schaffen dorunner, a wa Saache schiflafen, solle se roueg gemellt ginn. Duerfir sinn déi Stellen do, wou dat ka gemaach ginn, a gleeft mer es, scho guer net de Minister, mee och net d'Beamten, déi an der Verwaltung do schaffen, maachen hei eppes aus Expressegkeet oder well se net wëllen hëllefen, mee mir maachen … déi Leit ginn hiert Bescht a versichen, dat Bescht draus ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 424 vun der Madamm Jessie Thill un d'Madamm Inneministesch iwwert méiglech Froen, Reklamatiounen an Onreegelméissegkeeten am Zesummenhang mam Areeche vun de Kandidatelëschte fir d'Gemengewalen. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 424 du 18 avril 2023 de Mme Jessie Thill relative aux questions récurrentes, réclamations et irrégularités éventuelles en relation avec le dépôt des listes de candidats aux élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass haut de Mëtteg, knapp sechs Deeg nom leschten Delai fir den Depot vun der Wallëscht fir d'Gemengewalen, warscheinlech nach ze fréi, fir Iech no detailléierte Statistiken an Analysen ze froen, déi iwwert dat erausginn, wat och an der Press stoung. Dofir ziilt meng Fro haut och net genau op Statistiken oder Opzielungen of, mee op en éischten Iwwerbléck zu de Froen a Reklamatiounen, déi am Virfeld respektiv am Kader vum Depot iwwert d'Telefonshotline vum Ministère an iwwer aner Weeër gestallt goufen.

Doriwwer eraus interesséiert et mech awer och, Detailer ze kréien zu de Froen an eventuelle Problemer, déi sech ganz konkreet de Moment vum Depot vun de Lëschte gestallt hunn, sief et par rapport zum Formulaire selwer oder zu de verschiddene Paperassen, déi hu misse mat eragereecht ginn – grad och fir Netlëtzebuerger mat Déclaration d'honneur, Kopie vun der Carte d'identité, vum Pass, Titre de séjour an esou weider. Ech denken hei speziell och un déi scho bekannte Problemer beim Ëmgang mat den noutwennege Biergerënnerschréften, am Fall wou kee lokale Mandataire d'Lëscht ënnerschriwwen huet, bei dem Handling mat de multiple Virnimm vun de Kandidat/innen, wou et am Virfeld jo scho bëssen en Hin an Hier gouf a puncto Interpretatioun. Och an der Formulairescase zum Beruff, wou et ëmmer nach grouss Ënnerscheeder bei der Akzeptanz gëtt, jee nodeems wéi large d'President/inne vun den Haaptwalbüroen de Begréff „Profession" perséinlech interpretéieren.

An dann och dee wichtege Punkt vun den Nationalitéite respektiv Duebelnationalitéiten. Wann eng Persoun och Lëtzebuerger ass, da gëllt jo déi Lëtzebuerger Nationalitéit, mee wat ass, wann een/eng Kandidat/in um Lëschteformulaire ugëtt, déi franséisch-marokkanesch Nationalitéit ze hunn, déi däitsch-schweedesch oder malteesesch an italieenesch Nationalitéit? Wéi sinn dann d'Reegelen? Krut Dir heizou Reklamatiounen oder Froen a sidd Dir, Madamm Ministesch, der Meenung, dass een hei sollt bei der aktuell grousser perséinlecher Marge de manoeuvre vun de lokale Responsabele bleiwen, oder sidd Dir der Meenung, datt hei sollten um nationalen Niveau méi prezis Virgabe kommen, sief et per Circulaire oder aner Méiglechkeeten? An da speziell bei der Formulairescase zum Beruff schénge mir och méi oder manner grouss an arbiträr Ënnerscheeder vu Gemeng zu Gemeng zougelooss ze ginn, zum Beispill, wat als Profession gëllt a wat net, ob de Patron, egal ob Staat oder Privatpatron, dierf genannt ginn, ob och den Diplom amplaz vun der Jobbezeechnung an dem Statut akzeptabel ass.

Voilà, dat ware meng Froe fir haut de Mëtten an ech soen Iech merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Thill. D'Madamm Inneministesch huet d'Wuert. Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Voilà, dann nach eng weider Fro en vue vun de Gemengewalen. D'Madamm Thill huet mech grad scho gefrot, also, gefrot an och schonn d'Äntwert ginn: Fir detailléiert Statistiken, effektiv, dofir ass et nach ze fréi. Meng Leit sinn amgaangen am Moment, alleguerten d'Kandidaten an d'Kandidatinnen ze encodéieren. Dat misst elo … Enn der Woch misste si domadder duerch sinn, well dat waren der vill – an et ass och gutt, dass et der vill sinn –, an da wäerte mer natierlech déi néideg Donnéeën dorauser zéien, well ech mengen, et ass ëmmer interessant, ze wëssen, wien dann déi Leit sinn, déi do kandidéieren, natierlech d'Geschlecht, d'Nationalitéiten an den Alter. Ech mengen, do ass ganz villes, wat ee kann dorauser zéien, da wäerte mir dat och maachen.

Dir hutt d'Helpline erwäänt an do wëll ech och direkt vun der Occasioun profitéieren, fir menge Leit merci ze soen, well ech weess, dass se ganz vill Froen erakritt hunn, sief dat vun de Gemengen, sief dat vun de Parteien, sief dat vun den Interesséierte selwer, vun de Presidente vun de Walbüroen. Ech weess awer elo net, wat den Topranking vun de Froen ass; dat hunn ech si elo net gefrot. Och dee Bilan wäerte mir méi spéit eng Kéier maachen, da kann ech Iech dat gär eng Kéier matdeelen.

Ech weess, dass do eng Rëtsch, jo, Prezisioune gefrot gi sinn, niewent deem, wat an de Circulairen … Ech mengen, mir hunn an de leschte Woche ganz vill Circulairen erausginn – och dat ass gutt esou. An da sinn natierlech nach … D'Hotline steet do zur Verfügung fir d'Leit, déi nach méi prezis Froen hunn.

Wat d'Professioun betrëfft, hutt Dir elo gefrot respektiv drop higewisen, dass et do kéint zu Divergenze kommen. Do ass et u sech esou, dass mir elo keng Guidelines erausginn hunn, wéi d'Presidenten an den Haaptwalbüroen dat elo sollen an deem Sënn handelen, wéi do eeben d'Professioun soll opgeschriwwe ginn. Wou awer eng Differenz gemaach gëtt, also d'Gesetz, dat ass engersäits bei de Kandidaten, do gëtt nämlech d'Professioun gefrot, an herno bei de Gewielte gëtt awer d'Profession exacte gefrot. Dat heescht, als Kandidat/in kënnt Der do méi fräi sinn an dat uginn, wéi Der wëllt.

Souwisou, mengen ech, déi meescht Wielerinnen a Wieler interesséiert méi herno, wat op de Plakater steet, op de Flyeren, an do ass ee jo relativ fräi, dat vun Donnéeën unzeginn, wat ee wëll. Wat eis natierlech herno interesséiert bei deene Gewielten, dat ass, déi genau Professioun ze hunn, well mir musse kontrolléieren, ob net eventuell eng Onvereenbarkeet besteet. An dofir musse mer, wann dat net kloer ass, ëmmer bei deene Leit dee Moment nofroen, dass se eis nach déi Donnéeën eraginn, fir dass mer da genau kënnen déi Iwwerpréiwung maachen, déi mer da musse maachen. Dat heescht, bei deene Gewielten ass do eng genau, prezis Info dee Moment néideg, fir dat kënnen unzegoen. Mee wéi gesot ass dat vläicht déi Differenz, déi heiansdo gemaach gëtt. Mee perséinlech fannen ech et u sech positiv, dass ee bei de Kandidaturen do relativ fräi ass, dat esou unzeginn.

Da mat de Signaturen, bei deem Problem … Oder soe mer, déi Opreegung, déi ass jo entre-temps geléist ginn. Do hunn ech schonn op méi wéi eng Question parlementaire geäntwert, idem och, wat den Numm ugeet, deen ee muss uginn. Do war jo och net ganz kloer, ob ee muss dat uginn, wat am RNPP steet, oder ob een dee Spëtznumm, ënnert deem ee bekannt ass, kann dee Moment op d'Lëscht schreiwen. Och dozou hunn ech scho Prezisiounen an der Question parlementaire ginn, soudass dat bei de leschte Wale relativ large gehandhaabt ginn ass, an och bei dësen. Well et geet jo drëms, wann een herno an der Walkabinn steet, dass een dann och déi Persoun soll erëmerkennen, wat een eventuell net ka mam Gebuertsnumm, vun deem een nach ni eppes héieren huet. Ech mengen, mir hunn jo och souer heibannen, déi sinn ënner „Mars" bekannt oder ënner „Pim", a wann een dann de Gebuertsnumm héiert, da weess ee vläicht net direkt, wien dat ass. Voilà, dofir ass et scho gutt, dass dat méi large gehandhaabt gëtt.

D'Nationalitéit war nach deen anere Punkt, no deem Der gefrot hutt. Ben, do ass et esou, dass d'Walgesetz u sech nëmmen eng Nationalitéit virgesäit, déi ee soll uginn. Dat heescht, et steet u sech eigentlech de Leit, déi eng duebel Nationalitéit hunn, fräi, ob se elo wëllen déi Lëtzebuerger uginn, oder wa se déi portugisesch Nationalitéit hunn, ob se déi wëllen uginn. Dat heescht, dat ass u sech och de Leit hei fräigestallt. Oft hu meng Leit emol recommandéiert, déi lëtzebuergesch unzeginn. Dat kënnt nach vu fréier vum Walgesetz, well een dunn déi huet missen uginn. U sech steet et och hei de Leit fräi, dee Moment de Choix tëschent deenen ze maachen, mee kloer ass, dass ee just eng kann uginn, och wann ee méi wéi eng Nationalitéit huet.

Voilà, dat, mengen ech, war elo de groussen … Ech kucken nach eng Kéier, ob ech näischt vergiess hunn. Nee, ech mengen, dat dierft dat Wichtegst sinn. Wéi gesot, soubal mir déi Donnéeën hunn dozou, wäerte mer nach kommunikéieren, mat de Statistiken. A voilà, oder wann Der nach eng Kéier duerno eng Fro hutt, kommen ech gär zréck.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Domat si mir um Enn vun der Froestonn ukomm.

8. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet des conséquences des sanctions contre la Russie sur le plan politique, économique et social

Mir fuere weider an der Sitzung vun haut mat enger Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Konsequenze vun de Sanktioune géint Russland op dem politeschen, wirtschaftlechen a soziale Plang. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn dann d'Wuert un den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no der russescher Invasioun an der Ukrain hat d'ADR direkt e Waffestëllstand a Verhandlungen tëschent der Ukrain a Russland gefrot. Där gouf et och, ufanks mat vill Erfolleg, mee wéi mer an der Tëschenzäit genee wëssen, goufe si leider opgrond vun Interventiounen ofgebrach. Mir bleiwen der Meenung, datt eng diplomatesch Léisung fir dee Konflikt déi eenzeg richteg ass, fir Mënscheliewen ze schounen, den Territoire vun der Ukrain esouwäit ewéi méiglech ze preservéieren an eng Eskalatioun vum Konflikt ze verhënneren, esou wéi mir et vun Ufank u gesot haten.

Déi westlech Natiounen, also d'USA, d'EU an e puer aner Staaten aus deem Grupp, hu mat Sanktiounen op déi russesch Invasioun vum 24. Februar 2022 reagéiert. Scho virdru war Russland dat am meeschte sanktionéiert Land op der Welt. Iwwer 11.000 Sanktiounen ziele mir haut an et kommen der nach dauernd derbäi. Déi Sanktioune beréieren natierlech och eis eegen Interessien, politescher an ekonomescher, wat eng Ursaach méi ass, fir emol e Bilan ze maachen. Mir froen eis: Wat huet déi Sanktiounspolitick da wierklech bruecht?

Mir wëllen drun erënneren, datt mir als ADR hei an der Chamber schonn am Mee 2022 déi Meenung vertrueden hunn, datt d'Sanktioune géintiwwer Russland tendenziell ineffektiv sinn. Déi ganz Geschicht vu Sanktiounen an den internationale Relatiounen dokumentéiert dat op eng beandrockend Manéier. Mir musse feststellen, datt dat och am Fall vu Russland esou ass. Et gouf politesch, ekonomesch a militäresch Ziler fir d'Sanktiounen – keent gouf erreecht!

Politesch: D'Sanktioune sollten déi russesch Populatioun treffen an dat sollt dann eng grouss Onzefriddenheet ënnert de Leit ervirruffen, déi dowéinst da sollten déi aktuell Regierung stierzen oder wéinstens d'Politick änneren. Dat war d'Iddi, dovun ass awer net dat Geréngst ze gesinn. Bei deenen alldeegleche Versuergungsgidder gëtt et keen nennenswäerten Enkpass. Souguer déi westlech Meenungsëmfroen a Russland weisen, datt dem Här Putin seng Regierung weider op iwwer 80 % Ënnerstëtzung kann zielen. Den auslänneschen Drock schweesst déi russesch Gesellschaft éischter nach méi zesummen. D'Regierung ass duerch d'Sanktiounen éischter gestäerkt wéi geschwächt ginn an un e Regimechange ass net ze denken. Mir konstatéieren also en Echec vun de politeschen Ziler vun de Sanktiounen.

Déi zweet Motivatioun war an ass déi, fir déi russesch Ekonomie industriell a finanziell ze schwächen, fir datt dat Land de Krichseffort net ka weiderféieren. Och dovun ass näischt ze gesinn. De Jacques Sapir, Directeur d'études op der École des hautes études en sciences sociales, huet virun e puer Deeg déi neist Etüd publizéiert. 2022 hat de russesche PIB e Réckgang vu minus 2,2 %. Dozou hunn d'Käschte vum Krich bäigedroen. D'Leit leeën am Krich Suen op d'Säit, dat ass d'Épargne de précaution. 300.000 Leit goufe mobiliséiert an e puer Zéngdausend Leit hunn d'Land verlooss. Den Nettoimpakt vun de Sanktiounen op déi russesch Ekonomie louch bei minus 1,2 % vum PIB. Dat ass net ganz vill. Fir den FMI wiisst déi russesch Ekonomie trotz Krich a Sanktiounen am Joer 2023 ëm op d'mannst 0,7 % an 2024 ëm 2,1 %. Dat ass méi héich wéi de Pronostic fir vill westlech Länner. Vun deenen 3.141 westleche Firmen, déi gesot haten, datt si Russland géife verloossen, sinn der 211 effektiv gaangen, dat si manner wéi 7 %.

Wuelgemierkt, mir wëllen net behaapten, datt d'Sanktioune keen Effet op Russland hätten. Dat wär sécher falsch. Awer mir kënne behaapten, datt d'Ziler vun de Sanktiounen net erreecht goufen. Mëttel- a laangfristeg muss Russland sécher och mat ekonomesche Problemer kämpfen, a jo, och zum Deel duerch d'Sanktiounen, awer virun allem duerch de Krich an e Manque de main-d'œuvre.

Här President, och am Westen hu mir grouss ekonomesch Problemer. Déi héich Energiepräisser – et muss ee soen, domat hate mer och schonn e puer Problemer virum Krich –, déi zu engem groussen Deel op d'Sanktiounspolitick zréckzeféiere sinn, féieren zu engem Verloscht vun der Kompetitivitéit, enger Delokalisatioun vu Betriber an engem Ofbau vun Aarbechtsplazen. Lëtzebuerg bleift dovun net verschount. Bis elo kennen op d'mannst dräi industriell Betriber Problemer, dovu jiddefalls an engem Fall DuPont Teijin, duerch d'Konsequenze vun der Sanktiounspolitick. Bei Husky gesäit et eventuell no enger Delokalisatioun aus, zum Deel wéinst den Energiepräisser. D'USA probéieren iwwerdeems, op eng zimmlech aggressiv Manéier auslännesch Betriber, och aus Europa, unzezéien. Mir begréissen dowéinst d'Convocatioun vun enger Tripartitt iwwert d'Industrie.

Här President, d'ADR hat schonn zejoert op dëser Tribün virun enger Sanktiounspolitick gewarnt. Mir haten an Erënnerung geruff, datt d'Erfarung weist, datt Sanktiounen et bis elo bal nach ni fäerdegbruecht hunn, déi politesch Decisioune vun engem méi grousse Staat réckgängeg ze maachen. An desto méi grouss dee Staat ass, desto méi illusoresch ass déi Absicht. Russland ass dat geografesch gréisst Land op der Welt, et ass a Bezuch op vill Rostoffer autark an et huet eng relativ staark an diversifizéiert Ekonomie.

D'Chancen op en Erfolleg vun enger Sanktiounsstrategie ware vun Ufank u kleng an esou ass et och zum Mësserfolleg komm. Russland huet seng sougenannt „speziell Militäroperatioun" an der Ukrain virugeféiert an en Enn ass nach net a Siicht! Mir musse wuel dovun ausgoen, datt d'Sanktiounspolitick eng Politick ass, déi eis selwer vill schuet an déi haaptsächlech dowéinst virugeféiert gëtt, well déi westlech Regierungen dee Bilan net maachen, dee Mësserfolleg och net wëllen agestoen, an dat leider op Käschte vun eiser Ekonomie a vun eise Bierger. Europa hätt sech weltwäit méi Respekt verschaaft a méi fir d'Ukrain gemaach, wann et amplaz vu Sanktiounen de Leadership an enger Friddensinitiativ geholl hätt.

Här President, mir musse feststellen, datt bei Wäitem déi meescht Länner – ronn dräi Véierel op der Welt! – d'Sanktiounen net ënnerstëtzen a sech net dru bedeelegen; datt vill Länner, dorënner op d'mannst ee grousst NATO-Land, Russland aktiv derbäi hëllefen, d'Sanktiounen ze ëmgoen, datt och d'EU-Länner d'Sanktiounen net ganz applizéieren, ignoréieren oder aktiv ëmginn. Den Här Habeck huet viru Kuerzem ganz betraffe matgedeelt, datt d'Sanktioune souguer aus Däitschland eraus géifen ëmgaange ginn. Och vill grouss Länner baussent der EU, wéi zum Beispill Indien, China oder Ägypten, hëllefen aktiv, fir d'Sanktiounen ze ëmgoen.

Mir Westeuropäer kafe russesche Gas a russesch Pëtrolsproduiten haut dacks iwwer deier Ëmweeër. Mir bezuelen also zu engem groussen Deel selwer d'Rechnung fir eis Sanktiounspolitick. Russland konnt seng Profitter op Exporter zum Deel erhéijen. International maachen d'Sanktiounen de G7 par rapport zum BRICS progressiv méi schwaach an nei ekonomesch a finanziell Konstellatioune si weltwäit um Entstoen, an zwar zum Nodeel vum Westen. Dozou gehéieren och alternativ entwéckelt Systemer, fir international Finanztransaktiounen ofzewéckelen, an eng Stäerkung vum Yuan zulaaschte vum amerikaneschen Dollar. Mëttelfristeg kann dat an den USA e staarken Inflatiounsdrock ausüben. Laangfristeg kann den Dollar seng Stellung als wichtegst Reservwärung verléieren, esoubal genuch Vertrauen an aner Wärungen opgebaut gouf. D'Welt ass haut politesch an ekonomesch esou gespléckt wéi zanter dem Enn vum Kale Krich net méi.

Et war interessant ze notéieren, datt d'Madamm Backes déi Entwécklung och erkennt. Si war, wéi mir an der Zeitung liesen, elo op der Fréijoersreunioun vum Internationale Wärungsfong an hei steet elo beispillsweis an der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek", datt si e Communiqué erausginn hätt, an deem si virun enger Fragmentéierung vun der Weltwirtschaft an e puer geopolitesch Bléck gewarnt huet, mat ënnerschiddlechen technologesche Standarden, Bezuelungssystemer a Reservwärungen – dat, wat mir ugeschwat hunn, an ech mengen, dat ass eng Tendenz, déi eeben elo och an der Lëtzebuerger Regierung erkannt gëtt, an dat ass och gutt esou.

Den éischte Bléck op de Bilan vun de Sanktiounen ass also däitlech: D'Sanktioune sinn ineffektiv, se hunn d'Ziler net erreecht, se si souguer kontraproduktiv fir eis a se sinn deier. Déi Analys ass evident. Natierlech gëtt elo argumentéiert, et misst een de Sanktioune méi Zäit ginn, fir ze wierken, mee och dat Argument verkennt d'Wierklechkeet: Sanktionéiert Länner stellen hir Ekonomien ëm, léieren, selwer ze produzéieren, wat si brauchen, a fanne Weeër a Mëttelen, fir un dat ze kommen, wat si méi schwéier kënne kréien. D'Zäit spillt hei ganz kloer zugonschte vu Russland an de BRICS-Staaten. Russland kann dobäi op d'Solidaritéit vu ganz ville Länner zielen.

Här President, wat eis als ADR virun allem beschäftegt, ass, datt Sanktiounen net nëmme globalpolitesch negativ Effekter hunn, mee se schuede virun allem de Leit hei am Land. Se sinn eng vun de wichtegsten Ursaache fir den Inflatiounsdrock, se maachen déi Lëtzebuerger Ekonomie méi schwaach a se belaaschten iwwermoosseg d'Finanzéierungscapacitéite vum Lëtzebuerger Staat. Den Inflatiounsdrock ass och bei de Liewensmëttel héich an d'Energiepräisser drécken de Waasserpräis mëttelfristeg däitlech an d'Luucht. Déi héich Inflatioun féiert och zu ëmmer méi héijen Zënsen, déi d'Leit massiv belaaschten an ee vun de Facteure sinn, déi de Wunnengsmaart stoppen.

Mat grousser Suerg kucken d'Leit an d'Entreprisen hei am Land an an deenen aneren EU-Länner op hir Zukunft. Et kann zu grousse Schwieregkeete beim Approvisionnement mat Energie kommen, mee virun allem d'Präisentwécklung am Energiesecteur ass volatill an e grousse Problem sinn d'Rechnunge fir Stroum an Hëtzes. Fir vill Stéit a fir vill Entreprisë si se bal net méi ze bezuelen.

Eis Kompetitivitéit ass a Fro gestallt. Am Ableck kënne mir déi Käschten nach zum Deel op de Staatsbudget verlageren duerch eng grousszügeg Hëllefepolitick, déi mir an der Tripartitt verhandelen. Awer och d'Finanzéierungscapacitéite vum Staat si limitéiert a ganz laang kann dat net esou virugoen. Eis Ekonomie ass och ganz staark vum Ausland ofhängeg a gëtt mat erofgezunn, esoubal anerer a Schwieregkeete geroden. Déi industriell Produktioun geet zréck.

Sollt et net zu engem séiere Fridden an Osteuropa kommen, kann et sinn, datt den Approvisionnement mam Gas fir de Wanter 2023/2024 eis nach viru vill méi Problemer stellt ewéi fir dëse Wanter 2022/2023. 2022 konnte mir an Europa nach Reserve mat russeschem Gas constituéieren, dëst Joer wäert dat net méi goen.

Déi successiv EU-Sanktiounspäck géint Russland hunn déi Europäesch Unioun selwer an eng Kris gefeiert. D'Energieenkpäss an d'Inflatioun, déi aus där Sanktiounspolitick resultéieren, berouen dobäi bal exklusiv op eegenen Decisioune vum Westen an net vu Russland. Et ass d'EU, déi Sanktiounen op Gas a Pëtrol verhaangen huet, Russland wollt weider liwweren a liwwert iwwregens och weider.

Mir als ADR verlaangen Ännerunge vun eiser Politick, am Intressi vun de Leit a vun eiser Ekonomie. Eiser Meenung no ass déi Sanktiounspolitick de falsche Wee, fir op d'Kris an der Ukrain ze reagéieren. D'ADR hat sech vun Ufank u fir eng aner Linn decidéiert. Mir favoriséieren eng Verhandlungsléisung fir dee Krich. Dobäi gi mir dervun aus, datt net nëmmen d'Wuel vun der Ukrain, mee och eis eegen national, politesch, ekonomesch a Sécherheetsinteressie fir e séieren a gerechte Fridde plädéieren. Mir wëllen d'Ukrain also net elengloossen, mee si a Verhandlungen a beim Neesopbau ënnerstëtzen an hir doduerch derbäi hëllefen, eng nei Zukunft opzebauen. Et ass eis Iwwerzeegung, datt Krich a Sanktiounen näischt bréngen, Diplomatie awer schonn!

Mir hunn eis dowéinst gewonnert, wou wéi mir an der Zeitung gelies hunn, datt och den Här Asselborn selwer weess, datt Sanktiounen näischt bréngen. Am „Wort" vum 10. August 2022 hu mir seng Meenung gelies am Bezuch op d'Sanktioune géint de Simbabwe. „À quoi ont-elles servi ?", freet den Här Asselborn. „À rien ! Pareil au Libye, pareil ailleurs. On ne résout pas les problèmes avec des sanctions." Mir froen eis: Wann den Här Asselborn dat jo weess, firwat mécht hien et dann?

Déi Sanktiounspolitick ass matverantwortlech fir weltwäit ekonomesch an humanitär Problemer, zum Beispill am Beräich vun der Versuergung vu ville Länner mat Liewensmëttel. Weltwäit sinn d'Präisser fir Liewensmëttel an d'Luucht gaangen. Et ass onéierlech, Russland eleng wëllen d'Schold fir déi Entwécklung ze ginn. D'Situatioun ass vill méi komplizéiert. Si hänkt och zum Beispill dermat zesummen, wéi d'Liewensmëttel un de Boursse gehandelt ginn, wéi sech Schëffer, déi nach am Schwaarze Mier wëlle fueren, kënne versécheren a wéi eng Hafe si duerno dierfe benotzen. Mir sinn dem Här Erdoğan fir seng Vermëttlungsdéngschter dankbar a bedaueren, datt net och d'Europäesch Unioun esou eng konstruktiv Roll gespillt huet.

Elo héiert ee vu ville Säiten, et sollt net kontrovers iwwert d'Sanktiounspolitick diskutéiert ginn, mir missten elo zesummenhalen an eis net vum Kreml auserneendividéiere loossen. Esou Argumenter weise mir zréck! Mir liewen an enger fräier Demokratie an et ass eis Aufgab als Oppositioun, fir d'Politick vun der Regierung ze kontrolléieren – besonnesch eng, déi de Leit an eisem Land esou vill zoumutt wéi déi aktuell Sanktiounspolitick! Mir als ADR maachen d'Aen net zou, wann d'Leit an d'Entreprisen hei am Land Problemer hunn a mir loossen eis de Mond och net verbidden!

Och déi international Konsequenze vun der westlecher Politick maachen eis grouss Suergen. Op diplomateschem Plang stelle mir fest, datt de Weste mat senger Positioun an der Ukrain staark minoritär ass. D'BRICS-Staaten, niewent Russland, China, Südafrika a Brasilien, déi och iwwregens eng nei Dynamik kréien – Mexiko, Saudi-Arabien an Tunesien hunn elo gefrot, Member ze ginn – hu sech an ënnerschiddlechem Mooss mat Russland solidariséiert an och vill asiatesch, afrikanesch a südamerikanesch Staate verhale sech neutral bis russlandfrëndlech.

D'OPEC+ feiert en neit Fréijoer, dat heescht och, datt do zum Beispill eng Reduzéierung vum Volume vun de Pëtrolsfërderungen decidéiert ginn ass, wat direkt Konsequenzen op de Präis bei eis op der Pompel huet zum Beispill. De Weste verléiert progressiv un Afloss an un Autoritéit; dat weist sech besonnesch däitlech an Afrika. Nei strateegesch a warscheinlech op laang Siicht dauerhaft Interessekoalitiounen an Allianze forméiere sech géint e Westen, deen a verschiddene Géigenden ëmmer méi als imperialistesch an arrogant ageschat gëtt. Virun allem Frankräich geréit ënner Drock.

Mir sollten eis de Bléck op d'Realitéiten och net vun Ofstëmmungen an der UNO huele loossen: Eng Ofstëmmung ënner amerikaneschem, „frëndlechem Afloss" ass dat eent, d'Realitéit um Terrain dat anert.

Déi nei verstäerkten Allianze géint de Weste féieren zu neie Risiken an neie méigleche Konflikter. Dozou gehéieren och d'Spannunge ronderëm Taiwan a verschäerften territorial Diskussiounen ëm de Gas am Mëttelmier. Eng méi staark Tierkei kann och e verstäerkte Risiko fir Griicheland, Israel an Zypern sinn. Och den Iran gëtt massiv opgewäert an nees méi gefäierlech. Duerch d'Vermëttlung vu China huet Saudi-Arabien nees diplomatesch Relatioune mat dem Iran opgeholl – e groussen Erfolleg fir déi chineesesch Diplomatie, mee e Mësserfolleg fir d'Administratioun Biden. An Europa ass d'Positioun vun der Tierkei substanziell gestäerkt ginn – warscheinlech zu Recht –, well si, anescht wéi d'Europäesch Unioun, am Ukrain-Konflikt eng méi konstruktiv Diplomatie bedriwwen huet.

Op der anerer Säit gëtt et an der EU politesch Risikofacteuren, déi eis ganz séier duerch hir Politick a Konflikter kënne mat eranzéien, zum Beispill, wéi mir gesinn hunn, wéinst Diskussioune ronderëm de Korridor vu Kaliningrad. Loosst mech dowéinst nach emol betounen, datt fir d'ADR d'NATO eng Verdeedegungsallianz ass a keng Ugréffsallianz. Wa verschidde Länner wëlle provozéieren, da wannechgelift ouni eis!

An den USA verléiert d'Ukrain-Politick vun der Administratioun Biden ëmmer méi un Zoustëmmung. An der Republikanescher Partei ass se scho guer net majoritär an et ass dowéinst domat ze rechnen, datt nach virun de Presidentschaftswale vun 2024 déi amerikanesch Politick sech wäert änneren. Dozou droen och budgetär Problemer bäi. Duerch déi rezent Fuitte vu geheimen Dokumenter ass d'Glafwierdegkeet vun der amerikanescher Strategie an der Ukrain – an domat och der europäescher – méi wéi a Fro gestallt ginn.

D'EU hätt eiser Meenung no sollen iwwert de Verhandlungswee eng séier Friddensléisung fir e regionalen europäesche Konflikt sichen. Amplaz gouf den Ukrain-Konflikt globaliséiert, d'Welt domat méi onsécher gemaach an eisen eegenen Intressie massiv geschuet. Mir sinn elo an enger Lose-Lose-Situatioun. Jo, déi russesch Ekonomie huet eng Rei Problemer, ganz sécher, mee eis awer och!

Op monetärem Plang ass de Rubel duerch eng – ech zitéieren d'Madamm Lagarde, Presidentin vun der Europäescher Zentralbank – „intelligent Politick vun der russescher Zentralbank stabiliséiert ginn". Eisen Euro ass awer vill méi schwaach an ufälleg ginn. Niewent all eisen ekonomeschen an energiepolitesche Problemer verstäerkt d'Sanktiounspolitick och eis wärungspolitesch Ufälligkeet. Déi zum Deel krichsbedéngt Schwächt vum Euro op den Deviseëmäert an déi ze vill héich Geldmass droen och zu där héijer Inflatioun bäi.

Här President, wat sinn dann elo d'Konsequenze vun den EU-Sanktioune géint Russland? Si féieren zu engem dauerhafte Verloscht vum russesche Maart fir vill westlech – och lëtzebuergesch – Entreprisen. Mir hunn hei am Land aktuell dat Beispill vun der Ost-West-Bank. D'westlech Exporter an Investissementer a Russland ginn duerch Eegeproduktiounen an duerch Investoren aus anere Staate progressiv ersat. Sécher, et kann heiansdo e puer Joer daueren, bis westlech Importer ersat ginn, awer wichteg ass, si kënnen ersat ginn a si ginn ersat!

D'Resultat ass no engem kuerzfristege Réckgang, vläicht och engem punktuellen Abroch vun der russescher Ekonomie, eng laangfristeg ekonomesch Ëmstrukturéierung an domat eng tendenziell Stäerkung vu Russland. Mir haten dat jo och no der Krim-Kris gesinn am Joer 2014. Frankräich huet Russland als Client fir vill vu sengen Agrarprodukter warscheinlech fir ëmmer verluer.

D'Sanktiounspolitick féiert ausserdeem zu engem weltwäite Verloscht vu Vertrauen an déi westlech Staaten als bewisenermoossen onzouverlässegen Handelspartner. Dat gëllt och fir eis Finanzplaz! Wien investéiert seng Suen a Staaten, déi allzäit kënne Sanktiounen huelen, och géint Leit, déi keng direkt politesch Verantwortung droen? Vill sanktionéiert Oligarchen hu kee politeschen Afloss, geneesou wéi vill Familljemembere vu russesche Politiker. D'EU hëlt hei Sanktiounen net opgrond vu klore rechtleche Krittären, also vun enger etabléierter, individueller Verantwortung fir de Krich. D'Sanktioune géint d'Mamm vum Här Jewgeni Prigoschin, d'Madamm Violetta Prigoschina, goufe viru Kuerzem duerch e Geriicht annuléiert. Dat ass ee Beispill.

Baussent der EU – an et ass dat, wat zielt – gesäit eis Sanktiounspolitick net aus wéi eng gerechtfertegt, rechtsstaatlech ofgeséchert Prozedur. Wie Suen ze vill huet, investéiert also an Zukunft léiwer op enger anerer, manner politiséierter Finanzplaz. Singapur an Hongkong hunn elo Initiativen an deem Sënn ugekënnegt.

Vill vun eise Sanktioune verstoussen a priori och géint d'Investitiounsofkommes, a wa Sanktioune géife virun e Geriicht respektiv e Schidsgeriicht kommen, ass net kloer, wéi déi Prozesser géifen ausgoen. D'Sanktioune si juristesch wackeleg, dat ass eng Observatioun, déi vun engem Professer vun eiser Universitéit gemaach gouf.

D'Fro ass och: Wéi wäit soll ee bei der Ëmsetzung vu Sanktioune goen? Wann an der ganzer EU 17 Milliarden Euro (veuillez lire: 18,9 Milliarden Euro) confisquéiert ginn – Dezember 2022 war dat de Stand –, an dovun eleng 5,5 Milliarden zu Lëtzebuerg, da wësse mir och, datt déi aner Länner entweeder net matmaachen oder esou vill wéi méiglech fuddelen. Op Malta goufe bis Dezember 146.558 Euro confisquéiert an a Griicheland 212.201 Euro. D'Konklusiounen iwwerloossen ech Iech.

Nach e Wuert iwwert d'Sanktioune vu russesche Medien: Esou Moossname sinn a priori net kompatibel mat dem Artikel 24 vun eiser Verfassung: „La censure ne pourra jamais être établie." Se sinn och géint eis Engagementer fir d'Fräiheet vun de Medien am Kader vun der OSZE. Natierlech sinn déi cibléiert Senderen net neutral an net objektiv, awer dat selwecht kann een och vu ville westleche Medie soen, déi awer net zensuréiert ginn. Propaganda héiert ee vun alle Säiten. A wéi mir schonn dacks gesot hunn: D'Wouerecht ass dacks dat éischt Affer vum Krich. Wa mir eis Zeitungen a Sender liesen, kucken oder lauschteren, gëtt et och heiansdo nëmmen eng Wouerecht. D'ADR ass géint all Zensur, sou wéi eis Verfassung et och bestëmmt. Mir wëllen d'Informatiounsfräiheet vun de Leit protegéieren, esou datt jidderee ka sech selwer an onofhängeg seng eege Meenung maachen.

Här President, d'Sanktioune belaaschten net nëmmen eis Relatioune mat Russland, mee se suergen och fir Sträit tëschent de westlechen Natiounen. Déi eng Länner si méi haart betraff wéi anerer. Déi eng

wëlle besser Relatioune mat Russland wéi anerer, an et gëtt der och, déi hir eegen Interessie wëlle méi schounen ewéi anerer. Jiddefalls kann eng Eenheet op der Sanktiounsfront net fir laang Zäit garantéiert ginn. Ech wëll just mentionéiere fir déi Kolleegen, déi et vläicht net gewuer gi sinn, datt Polen an Ungarn den Import an den Transit vun ukrainesche Käre verbueden hunn.

Virun allem déi Diskussioun iwwert en Enn oder eng Moderatioun vun de Sanktioune wäerten nach zu ganz vill Sträit an der EU féieren. D'Polen an d'Balte si warscheinlech net derfir ze kréien, vill méi westlech oder südosteuropäesch Staaten an der EU awer schonn. Et ass einfach, Sanktiounen ze decidéieren, et ass awer alles anescht ewéi einfach, fir se nees opzehiewen.

Här President, loosst eis net vergiessen, datt mir op villerlee Manéiere vun Importer aus Russland – an iwwregens och aus China, engem wichtegen Alliéierte vu Russland –, ofhängeg sinn. Wéi sollen esou Länner laangfristeg als Fournisseur ersat ginn? Dat gëtt alles anescht ewéi einfach. Et sief hei just drop verwisen, datt net nëmmen am Energieberäich, mee och an den Ëmwelttechnologien Importer aus deenen zwee Länner respektiv hire Partnerlänner eng zentral Roll spillen. Russland an och China si feste Bestanddeel vu ganz ville Wäertschëpfungsketten. Et ass nëmme ganz schwéier, wann iwwerhaapt méiglech, fir dat ëmzeänneren.

Och am Weltraumberäich, dee jo fir Lëtzebuerg vu grousser Bedeitung ass, huet d'ESA hir Kooperatioun mat Roskosmos gestoppt, an dat ass eng strateegesch Feeldecisioun. D'Sojus gëtt elo net méi vu Kourou aus eropgeschoss an domat feelt Europa ee vu sengen dräi Porteuren. Derbäi kënnt, datt d'italieenesch Vega Mësserfolleger huet an d'Ariane 6 nach net fäerdeg ass.

Wien op de Wee vu Sanktiounen a wichtegen ekonomesche Beräicher geet, wéi bei den Chippen an der Elektronikindustrie, setzt sech dem Risiko vu Retorsiounen an anere Beräicher aus. Dat ass eng wichteg Ursaach, firwat d'ADR fir de fräien Handel steet. Iwwerdeems mir amgaange sinn, eis selwer ze schueden, profitéieren anerer vun de Sanktiounen, dorënner d'Chineesen oder och d'Inder. D'Beispill vun Indien hat ech scho genannt: Indie keeft de russesche Pëtrol bëlleg a verkeeft en dann an anerer, an enger raffinéierter Form vill méi deier un eis virun. Den Aserbaidjan ass e Wonner: Den Aserbaidjan verkeeft ewell méi Gas, wéi en es selwer huet. E läit jo och um Ennpunkt vun enger russescher Pipeline.

Och d'USA profitéiere massiv vun der europäescher Politick, net nëmmen iwwer hir Waffenindustrie, mee och iwwert den Export vu Gas, zum gréissten Deel Gaz de schiste, deen iwwer Fracking aus dem Buedem gezu gëtt. Den amerikanesche Gas, „Liquified Natural Gas", den LNG, ass esouwuel méi deier wéi och däitlech méi ëmweltfeindlech ewéi dee russeschen, deen iwwer Pipelinë kënnt. Transportéiert gëtt den amerikanesche Gas duerch ëmweltschiedlech Schëffstransporter a seng Verflëssegung respektiv d'Vergasung kaschten enorm Energie. Eis Entreprisë bezuele fir den amerikanesche Gas tëschent dräi- a siwemol méi wéi hir amerikanesch Konkurrenz. Dat ass fir eis Kompetitivitéit déidlech!

Wien am Zesummenhang mat de Sanktioune vun enger moralescher Noutwendegkeet schwätzt – wat jo u sech respektabel ass –, dee sollt seng Geschichtsbicher vläicht besser nach emol méi genee liesen: Och grouss westlech Länner hunn an de leschte Joerzéngte méi wéi ee Krich ouni Mandat vum UNO-Sécherheetsrot gefeiert. Heiansdo gouf am Sécherheetsrot gelunn, fir déi eng oder aner Invasioun ze rechtfäerdegen. Sanktionéiert hu mir esou Länner dowéinst awer net.

Mir ginn elo no Gas an esou virbildlech Demokratien heeschen ewéi den Aserbaidjan, deen esou gär säin Nopeschland Armenien iwwerfält, oder Saudi-Arabien, dat am Jemen dausende vu Mënscheliewen um Gewëssen huet a Journalisten ewéi den Här Khashoggi a Stécker schneide léisst. Mir ginn och an de Katar heeschen, och e grousse Champion vun de Mënscherechter. An ass et moralesch, sech dermat ze bretzen, wéi eng Konsequenzen op d'Leit a Russland kënnen duerkommen, déi net méi dee Sécherheetsstandard kréie bei elektroneschen oder anere Maschinnen, dee si bis elo gewinnt waren?

Hei am Land kënnen d'Sanktiounen zu soziale Problemer féieren. Am Ableck ass d'Situatioun stabill, mee wat brëngt d'Zukunft? Wat den nächste Wanter? D'Problematik vun der Energieaarmut ka sech ganz akut stellen. Eiser Meenung no däerf et net dozou kommen, datt Leit de Gas oder de Stroum ofgeschnidde kréien. Et ass méi wéi jee néideg, d'Leit um soziale Plang gutt ofzesécheren.

Virun dësem Wanter hat d'EU mam Accord vun der Lëtzebuerger Regierung decidéiert, datt mir eise Gasverbrauch missten ëm 15 % reduzéieren. Dat war duerch dee mëlle Wanter méiglech. Mee och hei stellt sech d'Fro no deem nächste Wanter. Mir stelle fest, datt elo schonn a villen europäesche Länner d'Aussiichte fir d'Entreprisen ëmmer méi pessimistesch ginn. Vill Entreprisë kënnen net méi rentabel schaffen, eng Rezessioun ka virun der Dier stoen, dat heescht Chômage an nei Chargë fir e Staat, deen elo scho vill ze vill héich verschëlt ass. Alles dat ass, wéi gesot, net d'Schold vun iergendengem aneren, et ass eng Konsequenz vun eiser eegener Politick. D'ADR hätt anescht reagéiert.

An den Tripartitte goufen Hëllefsmoossnamen decidéiert, déi d'ADR selbstverständlech matdréit. Als sozialorientéiert Partei loosse mir mat Sécherheet kee falen. Awer dat huet en héije Käschtepunkt an Zäiten, zu deene mir scho mat héije Staatsscholde konfrontéiert sinn. D'Finanzéierungscapacitéit vum Staat ass limitéiert a mir däerfen den Triple-A net duerch eng onmoosseg Scholdepolitick a Gefor brëngen!

Fir eis ass also kloer, datt mir d'Ursaach vum Misär musse bekämpfen, an net d'Symptomer. Mir brauchen nees eng zouverlässeg, bëlleg an ëmweltfrëndlech Léisung, fir eisen Energieproblem ze léisen. An dat kënnen déi alternativ Energien net sinn, well déi liwweren nëmmen en eestellege Bäitrag zu eisem Gesamtenergiebedarf. D'Wandenergie liwwert zum Beispill nëmme 5 % vum Stroum, an de Stroum ass selwer nëmmen e klengen Deel vun eiser Energie. Mir bleiwe massiv ofhängeg vu fossiller an nuklearer Energie; dat ass d'Tatsaach, alles anescht ass Propaganda!

Här President, Europa ass elo scho weltwäit dee Kontinent, op deem d'Energie am deiersten ass. Vill Entreprisen investéiere léiwer op anere Plazen, besonnesch an den USA, déi eis eng rücksichtslos Konkurrenz maachen. Niewent dem Carbon Leakage hu mir och elo och nach de Sanctions Leakage, eng Verlagerung vun Industrië wéinst de Konsequenze vun de Sanktiounen. Mir schwächen den Industriestanduert Europa, an domat och de Standuert Lëtzebuerg!

Loosse mir eis eis Ekonomie futti maachen, loosse mir eis Leit an de soziale Misär falen, well e puer Länner onbedéngt wëllen duerch e laange Krich eng militäresch amplaz eng politesch Léisung an der Ukrain? Déi Strategie ass net eis a kann net eis sinn, well si huet, wéi och de fréiere franséische Premier Raffarin festgestallt huet, zwee Affer: d'Ukrain – selbstverständlech –, awer och déi Europäesch Unioun, an domat och Lëtzebuerg. Vläicht hat de Macron Recht dëser Deeg, wéi e vu méi strateegescher Autonomie fir Europa geschwat huet.

Här President, fir d'ADR stellt sech also d'Fro: Muss dat do alles sinn?

Mir wëllen hei e klore Message maachen: Amplaz eis an eng kënschtlech an onnéideg Wirtschaftskris eranzéien ze loossen, brauche mir dréngend eng aner Politick an d'Sich no enger Friddensléisung fir d'Ukrain. Mir mussen och nees un enger laangfristeg stabiller europäescher Friddensuerdnung am Kader vun der OSZE schaffen, amplaz en neie Kale Krich ze féieren.

D'Sanktioune schueden eis selwer, ouni en decisiven Afloss op de Konflikt ze hunn. Se sinn zum Deel verfassungswiddreg, notamment wat d'Medien ugeet. Se si juristesch wackeleg, besonnesch am Hibléck op d'Investitiounsschutzofkommes. Se si moralesch ze hannerfroen, well se och Leit concernéieren, déi keng perséinlech Verantwortung fir de Konflikt hunn. Mir gesinn och kee moralesche Virdeel doran, deiere Gas an enger Rei vun Diktature ronderëm d'Welt ze kafen, fir de bëllege russesche Gas ze ersetzen.

D'Sanktioune kaschten eis vill Suen – e puer scholdefinanzéiert Milliarden – duerch déi Hëllefspäck, déi mir musse fir d'Leit an d'Entreprisen decidéieren. Se kënnen e laangfristeg negativen Impakt op eis Finanzplaz an eis Ekonomie hunn. Politesch Sanktiounen, wéi se och d'Chamber, eis Chamber, géintiwwer der Duma an dem Federatiounsrot praktizéiert, sinn net sënnvoll, well den Dialog an domat och dee kriteschen Dialog tëschent Politiker, besonnesch och Parlamentarier, ënnerbrach gëtt.

D'Konklusioun vun der ADR ass also kloer: Mir wëlle Friddensinitiativen, fir de Krich an Osteuropa méiglechst séier op en Enn ze brëngen, wéi och vill aner Länner, China, Brasilien, Indien. Dat fuerderen ëmmer méi Länner an och – loosst eis et net vergiessen – de Poopst. A parallell dozou wëlle mir en Enn vun der Sanktiounspolitick, déi eis a ganz Europa ganz vill schuet. An deem Sënn, Här President, wëll ech Iech hei och nach zwou Motiounen iwwerreechen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

rappeléiert

– hir Motioun vum 24. Februar 2022 iwwert déi russesch Invasioun,

déif besuergt iwwer

– déi héich Zuel vun Affer, déi de Krich an der Ukrain fuerdert;

– déi global, strateegesch Konsequenze vun dem Krich;

– déi enorm materiell Zerstéierungen;

– déi negativ ekonomesch Repercussiounen,

fuerdert d'Regierung op,

– op internationalem Plang fir eng Friddenskonferenz anzetrieden.

(s.) Fernand Kartheiser.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

constatéiert, datt

– no den aktuelle Previsioune vum IWF d'Weltekonomie riskéiert, an déi schlëmmste Period zanter 30 Joer ze geroden, an datt dofir déi ugespaanten, geopolitesch Situatioun, besonnesch och duerch de Krich an der Ukrain, an héijem Mooss matverantwortlech ass;

– déi westlech Sanktioune géint Russland, besonnesch am Energieberäich, d'Kompetitivitéit vun der EU, inklusiv och déi vu Lëtzebuerg, a Fro stellen;

– d'Sanktiounen d'Energiepräisser an d'Luucht dreiwen an domat och den allgemengen Inflatiounsdrock erhéicht gëtt;

– den Inflatiounsdrock eng Haaptursaach fir d'Erhéijung vun den Zënsen ass;

– déi Entwécklungen zu Faillitten an der Industrie a bei klengen a mëttelgrousse Betriber kënne féieren an domat zu méi Chômage an zu soziale Problemer;

– och zu Lëtzebuerg d'Konsequenze vun de Sanktiounen iwwer d'Verdeierung vun der Energie oder d'Wechfale vu Fournisseure schonn zu Problemer bei der Industrie féieren,

ass sech bewosst, datt

– d'Sanktiounen déi politesch a militäresch Ziler, déi si bezweckt hunn, net erreecht hunn;

– si op breedem Plang ëmgaange ginn;

– si also ineffektiv sinn an nei Gefore fir déi Lëtzebuerger Ekonomie, zum Beispill fir d'Finanzplaz, mat sech bréngen,

fuerdert d'Regierung op,

– op internationalem Plang fir e séiert Enn vun der Sanktiounspolitick ze plädéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, President | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Ech soen Iech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, President | Merci, Här Kartheiser.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Säit dem Ufank vun deem Krich an der Ukrain, muss ech soen, spillt d'ADR mat de Positiounen, déi se hei hëlt, eng ganz besonnesch Roll. An haut ass dat och dat bescht Beispill, dat dat nach eng Kéier widderholl huet, wat an de leschte Méint allkéiers vun der ADR gesot ginn ass – ech resüméieren et nach eng Kéier, well mir fundamental op quasiment alle Punkten enger anerer Meenung sinn: D'ADR seet, datt si offiziell net d'accord ass mam Ugréff géint d'Ukrain, mee op deem éischte Punkt gëtt da schnell dee ganzen Narrativ relativéiert!

„Dat ass zwar net gutt, datt Russland d'Ukrain ugegraff huet, mee de Westen, de ganze Westen, Europa, d'Amerikaner", wien och ëmmer, „ass awer net onschëlleg drun", gëtt da gesot, „mat all deem Säbelgerassels, dat d'NATO säit Joren opféiert, mat dem Fait, dass den aarmen Här Putin a sengem Selbstgefill konstant ënner Drock gesat gëtt, mat der Aart a Weis, wéi d'Ukrain säit Jore Russland provozéiert." A souwisou gëtt dann hannendrun – haut net, mee an aneren Discoursen – méi wéi eng Kéier gesot, datt d'Ukrain jo am Fong keng richteg Demokratie wär a souwisou fundamental korrupt. Nach eng Kéier widderholl, just fir ze soen, wat fir een Discours hei gefouert gëtt. Ech soen Iech: Et feelt nach ze soen, datt déi ukrainesch Regierung lauter Nazie wieren. Dat ass dat Eenzegt, wat den Här Putin nach méi seet, wéi Dir sot!

Da gëtt sech breetbeeneg heihinnergestallt, och haut erëm, a gesot: „Mir wëlle Fridden. Mir sinn eng Friddenspartei", wéi wann all déi Leit, déi 60 Deputéiert – oder déi 56 anerer –, déi heibanne sëtzen, net och géife fundamental Fridde wëllen, haaptsächlech sech gewënscht hätten, dass dee Krich hei iwwerhaapt net ugefaangen hätt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Et gëtt gefrot, direkt Negociatiounen ze maachen, an da gëtt hannendru gesot, datt et jo souwisou schued wär, datt déi Negociatiounen, déi den Här Putin am Ufank ugebueden hätt, net ugeholl gi wären an net ofgeschloss gi wären. Ech fannen dat en extreem perfid Argument!

Et gëtt gesot, wann een am Ufank negociéiert hätt, da wär elo jiddereen zefridden, well dann hätt een de Fridde jo kënnen erreechen. Dat heescht, datt een dee Moment der Ukrain an dem Westen d'Schold gëtt, datt momentan nach Krich ass! Dat ass eent zu eent den Narrativ vum Kreml. Dat heescht, akzeptéieren, datt dee Grousse ka par rapport zu deem Klenge ka maachen, wat e wëll! E kënnt eran, en zerwéiert sech, en hëlt sech, wat e wëllt, e räisst alles nidder, e mort, e vergewaltegt, e mécht Krichsverbriechen a Verbrieche géint d'Mënschheet – mee dat ass alles an der Rei: „Mir mussen elo schnell Negociatioune fir de Fridde maachen!"

Dat ass e Fräifaartsschäi fir all Mord a fir all Krichsverbriechen, wann een esou argumentéiert! Fir eng Friddensverhandlung brauch een nämlech op der anerer Säit och een, deen an dësem Moment Fridde wëllt! An haut hunn ech nun awer wierklech d'Impressioun, datt mir et op der russescher Säit just mat engem zynesche Krichsverbriecher ze dinn hunn, dee viru Morden a Vergewaltegungen net zréckschreckt an dee souguer déi Unitéiten, déi déi Morden an déi Vergewaltegunge maachen, mat Medailen honoréiert, well se gutt geschafft hunn. A mat deem soll een elo verhandelen an deem soll een elo gleewen a vertrauen? Wann Dir een der Naivitéit hei accuséiert, da sinn et sécher net déi, déi dorunner net gleewen!

Fir mech ass et, wéi gesot, mam Fridden am Fong ganz einfach: Wann ee Fridde wëllt, da gëtt et een, deen en op der Minutt, op der Sekonn kann hierstellen, an dat ass den Här Putin. Wann d'Russen ophale mat schéissen, dann ass de Krich eriwwer. Wann d'Ukrain ophält mat schéissen, dann ass d'Ukrain eriwwer. An dat ass den Ënnerscheed zwëschent deenen zwou Säiten!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech fannen déi Thees, déi vertruede ginn ass, just zynesch an hypokritesch!

Eng aner Ausso, déi gemaach gëtt, dat ass da géint Waffeliwwerungen, géint déi letal Waffen, well Waffeliwwerungen de Krich géife verlängeren. Wat heescht dës Ausso? Dat heescht am Fong: „Léif Ukrainer, wiert Iech léiwer net, mir ginn Iech och keng Hëllef, fir Iech ze wieren! Loosst Iech wannechgelift alles ewechhuelen, Äert Land, Är Fräiheet, Är Éier an Är Wäerter! Wiert Iech net, well da kënne mir méi komfortabel an ouni Problemer hei zu Lëtzebuerg liewen!" Ech soen Iech: Fir eis ass dat och eng Haltung, déi vun alle Poren, vun deem, wat ech gleewen, total inakzeptabel ass!

An dann – an dat ass jo haut de Sujet – geet et dorëm, ze soen, datt Russland net däerft sanktionéiert ginn an datt déi Sanktiounen, déi déi westlech Demokratien, Europa an aner Demokratien, geholl hunn, am Fong, éischtens, näischt bréngen, zweetens, ganz villes ekonomesch a finanziell kaschten an drëttens, datt se och dozou féieren, datt den Här Putin zréckreagéiert, an dann ze soen: „Léif Lëtzebuerger a léif Europäer, wann Dir déi Sanktiounen net géift huelen, da wär dat alles net esou." Et ass also esou, wann et elo ekonomesch Schwieregkeete gëtt – a mir hu jo natierlech Konsequenzen aus deem Krich –: „Mee dat ass am Fong Är eege Schold, well Dir Sanktioune geholl hutt. Dir sidd also selwer Schold, wann déi Problemer do sinn!"

Och déi Attitüd, déi Aart a Weis ze räsonéieren, ass fir mech total onverständlech an inakzeptabel. Et ass eng fundamental Reflexioun, déi ech géif maachen: Wann Dir esou virun engem Krich sidd an Dir wësst, wien dee Krich lassgebrach huet, an Dir wësst och kloer, wien hei d'Opfer ass, wien hei d'Reegele gebrach huet a wien all d'Gesetzer gebrach huet, dann hutt Dir am Fong véier Méiglechkeeten: Éischtens, Dir maacht näischt, et ass Iech egal an Dir schwätzt just driwwer, mee Dir maacht näischt. Zweetens, Dir briecht Är eege Relatiounen of mat ekonomesche Sanktiounen, déi Der huelt. Drëttens, Dir hëlleft deenen, déi ugegraff ginn, a véiertens, Dir gräift selwer militäresch an de Krich an. Sou!

Elo huet Europa decidéiert, datt déi véiert Solutioun fir eis net géif a Fro kommen, aus evidente Grënn, aus Risk virun engem Nuklearkrich an engem Weltkrich, wat evident ass a wat och net anescht méiglech wier. Par contre huet Europa awer och reagéiert a gesot, datt se zumindest déi ekonomesch Relatioune géif ofbriechen an datt se der Ukrain, dem Ugegraffenen, hei géif hëllefen. D'EU mécht also Zwee an Dräi, a wann ech d'ADR héieren, wär Är Reaktioun: null, näischt, keng Sanktiounen, just vläicht e puer Matleedswierder. An ech soen: Dat ass eng Haltung, déi a mengen Aen net akzeptabel ass, well et ass en absolutt kloert Zeechen, datt een deenen, déi staark sinn, deenen, déi mächteg sinn, alles iwwerléisst an net resistéiert.

D'ADR seet dann elo haut an hirer Argumentatioun: „Dës Sanktioune bréngen näischt, déi russesch Sanktioune si schiedlech." Ech soen an der Argumentatioun, sou wéi mir dat gesinn, datt, éischtens, déi Sanktiounen absolutt konform zum internationale Recht sinn – an ech hunn och nach net gesinn, datt dat fundamental a Fro géif gestallt ginn –, dann, zweetens, déi Sanktioune koordinéiert mat aneren demokratesche Partner sinn, déi déi selwecht Valeuren hu wéi mir, ob dat elo d'USA, ob dat England, Australien, Japan, Kanada waren, an ob dat och d'Banque Mondiale, d'OCDE waren, déi d'selwecht reagéiert hunn.

An da fir ze soen: „Déi Sanktioune bréngen alleguer guer näischt", do wëll ech awer och nach eng Kéier drop zréckkommen. Éischtens: Russesch Medie si sanktionéiert ginn. Ech hunn hei den Här Kartheiser héieren, deen elo einfach seet: „Jo, eis Medie sinn och heiansdo déi, déi Influenz wëllen huelen an déi vläicht net ëmmer total neutral sinn." Elo muss ech awer soen, dat kann een emol einfach esou soen, dat mag dann och nach fir deen een oder anere richteg sinn, mee dann dat eent an dat anert am Fong dermat gläichstellen ze wëllen, do gëtt et awer e fundamentalen Ënnerscheed: Mir hunn awer a Russland momentan e Regimm, wou Strofen op Regierungskritick stinn, wou Strofen drop stinn, wann een ze vill Informatiounen iwwert déi aktuell Situatioun vun dësem Krich gëtt!

Ech hu virun zwee Deeg gelies, datt e Kremlkritiker, well en de Kreml kritiséiert huet, fir 25 Joer an de Prisong komme ass. Da kann een dat awer net mat enger rechtsstaatlecher Press gläichstellen, serieusement! Esou kënne mir dach net argumentéieren! Ech fannen et normal, datt hei an Europa Sputnik, Russia Today, RTR Planet, Rossija 24 a wéi se och all heeschen, net kënnen hir Manipulatioun an hir deformëiert Propaganda hei iwwert eis Sendere maachen. Ech fannen dat nëmmen eng Normalitéit, datt déi Sanktioun do komm ass!

D'Sanktioune géint d'russesch Zentralbank fannen ech och normal, datt mir a sech déi Reserve blockéieren, mat deenen de Krich finanzéiert gëtt. An déi individuell Sanktiounen, déi elo hei och a Fro gestallt ginn: Ma ech muss awer soen, wann den Här Putin,

wann den Här Lawrow, déi Oligarchen, déi Ministeren, déi déi Decisioune geholl hunn, déi momentan zu deem féieren, wat an der Ukrain lass ass, déi Gouverneuren, déi Fonctionnairen, déi Homme-d'affairen, déi Propagandisten, déi Responsabel vun dem Butscha-Massaker a vu Mariupol, déi Responsabel vun dem Enlevement vu Kanner respektiv och vun dem Rekrutement vu Mercenairen, wa mir déi awer net géife sanktionéieren, dat wär jo awer fir eis ganz Opinion publique esou eppes vun total onverständlech an onlogesch, datt et net géif akzeptéiert ginn. Dat ass eng Normalitéit. Dat muss gemaach ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech kann Iech natierlech Recht ginn, wann Dir sot: „Ass déi do Moossnam effikass? Ass et effikass, wa mer dem Här Putin seng Suen an Europa blockéieren?" Selbstverständlech net, mee ech soen Iech awer och, dat net ze maache wär total onverständlech fir eis Opinon-publiquen, also ass et a mengen Aen eng absolutt Necessitéit!

Wéi déi éischt Sanktiounen ekonomescher Natur agefouert gi sinn, huet de Josep Borell gesot: „L'Europe doit faire preuve de patience stratégique. La guerre sera longue et l'épreuve de force durera." D'Sanktiounen, wéi déi hei, déi agefouert gi sinn, brauche Joren, éier se maximal effikass ginn a gräifen net an e puer Méint. Mir sinn iwwerzeegt, datt se lues a lues schwächen a se d'Ekonomie ëmmer méi no ënnen drécken. Wann een elo wëllt knapps ee Joer duerno en definitive Bilan zéien, fannen ech dat ekonomesch net sënnvoll, a wann een doriwwer eraus wëllt déi politesch Konklusioun zéien, datt se iwwerflësseg sinn, fannen ech et souguer fundamental falsch! Hei gëtt en fin de compte dat gemaach, wat den Här Putin dauernd wëllt, well dee genee déi selwecht Argumentatioun féiert. „Déi bréngen näischt, déi Sanktiounen, déi schueden Iech méi, also haalt wannechgelift domadder op", ass genau déi selwecht manipulativ Argumentatioun, déi vum Kreml gefouert gëtt, an dat säit Méint elo, wéi mir dat vu Russland aus héieren.

Wat sinn d'Zilsetzunge vun den ekonomesche Sanktiounen? Op laang Dauer ass et evident, datt de russesche Produktiounsapparat soll geschwächt ginn an datt Russland esou wäit wéi méiglech an esou vill wéi méiglech finanziell Ressourcë solle geholl ginn, fir de Krich an der Ukrain weiderzeféieren.

Wann ech de groussen Iwwerschlag maachen, dann ass et richteg ze soen, datt déi Sanktiounen an dësem Moment nach net esou vill bruecht hunn, wéi am Ufank geduecht war, datt se géife bréngen. Déi Zuelen, déi ech elo gelies hunn, dat ass, datt de PIB zwëschent 2 % an 3 % erofgaange war, dee war op plus 3 % annoncéiert, also ass et schonn e groussen Ënnerscheed zu deem, wat virdru geduecht war. An e groussen Deel geet awer iwwert déi héich Tariffer vum Pëtrol a Gas, déi nach momentan ausbezuelt gi sinn an deene leschte Méint. Dat ass awer elo fir 2023 an deem do Ausmooss sécherlech eriwwer.

Mee wéi all Ekonomist Iech seet, ass de PIB a Krichszäite kee gudden Indicateur, haaptsächlech, wa Waffen- a Munitiounsproduktiounen, déi normalerweis aacht Stonnen den Dag gelaf sinn, elo reegelméisseg op 24 Stonnen eropgesat ginn, an dat natierlech massiv och zum PIB bäidréit, ouni awer eng weesentlech Valeur zur Ekonomie ze produzéieren. Dat produzéiert en fin de compte just Destruktioun an der Ukrain, an Destruktioun, mengen ech, fir déi d'Russe spéider och mussen opkommen!

Da gëtt gesot: „De Rubel ass nach ëmmer staark. Zu wat huet et also gedéngt, all déi Sanktiounen?" De Rubel ass staark eropgaangen, mee d'Fro, déi sech stellt, ass: Ass dat en Zeeche vu Stäerkt vun der russescher Ekonomie? A meng Äntwert dorop ass aus ville Grënn en Neen. De Rubel ass eropgaangen, an deen ass haaptsächlech eropgaangen, wéi d'EU Pëtrolssanktiounen annoncéiert huet, well do d'Pëtrolspräisser massiv eropgaange sinn, an domat ass och d'Valeur vun de russeschen Exporter an d'Luucht gaangen. A säitdeem den Importatiounsstopp en place ass a säit kommerziell Sanktiounen d'Exportatiounen haaptsächlech vu sensibelen Technologië massiv erofgedréckt hunn, ass et absolutt evident, datt d'Balance commerciale vun der russescher Ekonomie evidenterweis eleng duerch déi do Logik eropgaangen ass. D'Resultat dovun ass: Russland huet Dollaren an Euroen accumuléiert, déi si awer duerch d'Sanktiounen net kënnen ausginn. D'Demande un Dollaren an Euroen ass erofgaangen, d'Demande u Rubelen ass sënngeméiss a logescherweis eropgaangen. E staarke Rubel heescht also net eng staark Ekonomie, mee ass déi haaptsächlech Konsequenz vun Diminutioun vun Importatiounen, déi d'russesch Ekonomie massiv schwächen.

Wat ee muss kucken, dat sinn déi eenzel Felder vun der russescher Ekonomie. Do gesi mir, datt d'Autosindustrie iwwer 60 % erofgaangen ass. Mir gesinn, datt d'Fligerei an d'Aviatiounsindustrie massiv Schwieregkeeten hunn. Iwwert déi meescht Secteuren a Russland ginn d'ailleurs vun dem russeschen Ekomomiesministère iwwerhaapt keng Zuele méi publizéiert. Souwäit ech dat kann novollzéien, ass och de Bau massiv erofgaangen. Mee déi wichteg Zuel, déi souguer vun de russeschen Ekonomisten a Statistiker erausgi ginn ass, dat ass, datt d'Inneconsommatioun ëm 10 % gefall ass an eng Inflatioun vun 12 % do ass.

An dann ass d'Fro: Wéi geet et weider mat der Onpopularitéit? Dir hutt virdru gesot, datt déi sech iwwerhaapt net géif spiere loossen. Ech muss soen, ech kann dat net esou sécher behaapten, wéi Dir dat elo einfach behaapt, well d'Meenungsfräiheet esou ageschränkt ass, well Dir am Fong guer net wësst, wat richteg a wat falsch ass, a wat d'Leit denken. An et ass sécherlech an deem Regimm, an deem mer haut sinn, kee vun de Russen, deen Iech fräi wäert soen, wat en denkt, mat all deene Konsequenzen, déi déi fräi Ausdrocksaart a -weis, déi en dann hätt, kéint op hie selwer hunn. Ech hunn Iech d'Beispill genannt vu virun zwee Deeg vum Kremlkritiker, dee 25 Prisong krut, well e gesot huet, wat e geduecht huet. Dann denken d'Leit natierlech zweemol no, éier se sech wëllen ausdrécken.

Ech mengen, datt déi richteg Effikassitéit vun de Sanktiounen eréischt spillt à partir vun deem Moment elo, ufangs des Joers, wou den Embargo an de Plafonnement vun de Pëtrolspräisser effektiv gi sinn, an et hänkt natierlech och dervunner of – an dat hutt Dir richteg erkannt –, wellech aner Debouchéen de russesche Marché kritt. Mee ech soen Iech, datt och do meng Analys liicht eng aner ass. Ech gesi jo och, datt Russland evidenterweis probéiert, notamment seng Energie, Fossill- oder Gasenergien, an aner Länner ze exportéieren. Dat ass natierlech beim Gas vill méi schwiereg, well een dofir Infrastrukture brauch, déi awer momentan net an deem Mooss do sinn, wéi se géife gebraucht ginn. A well een och kloer an däitlech gesäit, datt China zwar mat Russland vill schwätzt, mee iwwerhaapt net presséiert ass, fir esou Infrastrukturen opzebauen, fir de russesche Gas massiv a China kënnen ze importéieren.

Dann hutt Dir iwwert déi Pëtrolsventë geschwat, déi an Indie respektiv a China, mee haaptsächlech an Indie gemaach ginn. Do stellen ech och fest, datt déi Präisser, déi China an Indie momentan amgaange sinn ze verhandelen, wäit ënnert deem sinn, wat en fin de compte vun den europäesche Länner an de leschte Jore bezuelt ginn ass, an datt och do kaum iergendee Land wäert akzeptéieren, iwwert deem Plaffongspräis, deen d'Europäer an déi westlech Länner fixéiert hunn, iergendeppes anzekafen, wat natierlech ipso facto à terme och eng grouss Reduktioun vun de Recettes fiscales vun der russescher Ekonomie wäert mat sech bréngen.

De grousse Problem, dee mir natierlech hunn – an deen ass richteg hei erkannt ginn –, dat ass deen, datt eng Rei Länner vun der Situatioun profitéieren, fir déi Sanktiounen ze contournéieren a fir op dem Bockel vun anere Länner Benefisser ze maachen. Dir hutt d'Tierkei genannt, dat ass wierklech e krasst Beispill. An do muss d'Europäesch Unioun wierklech eng Kéier driwwer schwätzen, wéi se domadder ëmgeet. Dat ass e Riseproblem.

Oder aner Länner, déi déi massiv Schwieregkeeten notzen, déi d'russesch Ekonomie huet, fir modern Waffen ze produzéieren a selwer hierzestellen, well dat existéiert momentan. An dat gëtt contournéiert, andeem Waffen am Iran oder an Nordkorea akaaft ginn. Gottseidank huet China bis elo refuséiert, de Russen der ze verkafen. Fir wéi laang, weess een net. An dat ass natierlech e grousse Problem an deem ganze System vu Sanktiounen, dee mir opgebaut hunn, wou et schwiereg ass, Solutiounen ze fannen.

Wann ech dann déi westlech Reaktiounen op déi Schwieregkeeten, déi mir haaptsächlech bei den Energiepräisser an an der Approvisionnementssecuritéit hunn, da muss ech awer soen, datt ech fannen, datt d'Europäesch Unioun relativ schnell reagéiert huet an, a mengen Aen, och net oneffikass reagéiert huet, andeems se Limitte bei de Präisser vum Gas, déi excessivement élevé waren, gesat huet, andeems se och Mécanismes de correction vun de Marchéë gemaach huet, déi de 15. Februar aktivéiert gi sinn, andeems se zweetens och Solidaritéit bei den Approvisionnementsakeef gewisen huet an deene leschte Méint, nodeems dat relativ schwiereg ugefaangen huet, andeems se drëttens eng Reduktioun vun de Coûte vun der Energie fir d'Menagen a fir d'Entreprisen agefouert huet.

Dat huet natierlech d'Budgete vill kascht, dat ass evident, an Dir hutt Recht, wann Dir sot: „Dat kann net éiweg esou weidergoen!" Mee nach ass déi ekonomesch Situatioun domat stabiliséiert ginn an haaptsächlech ass de Käschtepunkt fir d'Menagen och adoucisséiert ginn, dat schéngt mer evident ze sinn.

Datt mir, véiertens, och d'Energiedependenz erofgesat hunn an d'ekologesch Transitioun acceleréiert hunn, dat ass och eppes, wat ech virun engem Joer an deem Mooss mir nach net hätt kënne virstellen. An datt mir d'Sécurité d'approvisionnement garantéiert haten, zumindest fir de leschte Wanter, schéngt mir schonn eng Prouesse gewiescht ze sinn, déi awer geklappt huet. Dir sot, Dir wäert net sécher, ob den nächste Wanter kéint kommen.

Ech stellen elo fest, datt mir elo schonn iwwer 55 % vum Remplissage vun de Ressourcen am Gas momentan hunn, wat wäit méi wéi dat duebelt ass wéi dat, wat mer am Mäerz 2022, dat heescht, ëm déi selwecht Zäit d'lescht Joer, haten. Dat heescht, et gëtt elo op eng virsiichteg Aart a Weis probéiert, och deen Approvisionnement an de Grëff ze kréien, an der Hoffnung, datt dat och ganz klappt.

A mäi leschte Punkt doran, dat ass fir ze soen: Wa mir dann iwwert de grousse Problem vun der weltwäiter Sécherheet a Saache vun Alimentatioun schwätzen, da muss ech soen, datt ech dat, wat Dir hei gesot hutt, awer zu engem Deel als zynesch muss empfannen. Well hei ass et awer net esou, wéi wann d'europäesch respektiv déi demokratesch Welt géif probéieren ze

blockéiere respektiv ze kucken, datt verschidde Länner Schwieregkeeten hunn, hiren Approvisionnement ze maachen. Au contraire huet Europa extreem vill intervenéiert, an ech si gradesou frou wéi Dir, datt d'Tierkei probéiert huet, fir Solutiounen ze fannen.

Mee ech kann awer och soen, datt all déi europäesch Länner dat, wat se konnte maachen, gemaach hunn, fir déi russesch Blocagë vum ukraineschen Export esou an de Grëff ze kréien, datt esou schnell wéi méiglech aner Länner, notamment afrikanesch Länner, konnten dovunner profitéieren. Wann ech dann awer héieren, wat den Här Putin an Afrika fir Reklamm mécht, fir a sech ze erklären, datt d'EU un allem Schold wär, wann net staark genuch a schnell genuch géif geliwwert ginn, dann ass dat och just nach e Beispill vun deem Zynismus, wéi do Aussepolitick gemaach gëtt.

Ech kommen zur Konklusioun. Dem Här Putin säi Russland féiert en illegale Krich an der Ukrain. Net nëmmen an der Ukrain, mee hien huet och als Zil – an dat vergiesst Dir heiansdo an Ärer Argumentatioun –, demokratesche fräie Länner matzeschueden, eis Wäerter matunzegräifen, eis Wäerter, déi momentan an eisen Ae ganz kloer an däitlech vun der Ukrain matverteidegt ginn.

Mir sinn also an eisen Aen an engem Konflikt mat Russland, dee mir net militäresch, dee mir net direkt féieren, aus deene Grënn, déi mir kennen, mee deen ekonomesch an haaptsächlech vu Russland aus hybrid gefouert gëtt, mat all deenen Tentative-de-destabilisationen, déi Russland an anere Länner mécht, an den Demokratien, wéi Frankräich oder Amerika bei de leschte Walen, wou se probéiert hunn, Influenz ze huelen, déi se och probéieren, op anere Kontinenter ze huelen, mat den Allianzen, déi probéiert ginn, hiergestallt ze gi géint déi fräi demokratesch Welt.

An dofir sinn an eisen Aen esou Sanktioune wéi déi hei absolutt noutwendeg, aus e puer Grënn.

Éischtens, politesch näischt maache géif heeschen, dass mir d'Ukrain einfach géife fale loossen, wat e katastrophalen an e fatale Message un eis eege Bierger wär a wat och e fatale Message un den Här Putin wär, well et wär just dee Message: Et steet Iech fräi, fir weiderzefueren. Maacht, wat Dir wëllt, Dir kritt, wat Dir wëllt. Dir kënnt Iech huelen an zerwéieren, wéi Dir et gär hätt!

Et ass weesentlech, datt Europa Unitéit gewisen huet, Solidaritéit gewisen huet, Geschlossenheet gewisen huet, an datt mir do och mat engem gemeinsamen a klore Message erausgaange sinn.

Zweetens, well et an eisen Aen déi russesch Capacitéit, fir de Krich ze maachen, awer entaméiert huet: Mir wëssen, datt d'Stocken epuiséiert sinn, mir wëssen, datt de Mangel u Semi-conducteuren et schwiereg mécht, fir Missillen hierzestellen. Mir wëssen, datt déi ekonomesch a finanziell Capacitéit awer geschwächt ass, datt Russland muss Waffen anerwäerts akafe goen. A mir hunn och déi Onzefriddenheet, wann et ëm Conscriptioune gaangen ass vun Zaldoten, gemierkt, déi a Russland war.

An drëttens, well mir dervunner ausginn, datt déi laangfristeg Effekter op d'russesch Ekonomie e Wäert hunn, well dat d'russesch Capacitéite schwächt, fir Krich ze féieren, an Influenz op aner Kontinenter ze huelen.

Da kënnt déi grouss diplomatesch Fro, an déi ass weesentlech, dat ass, datt d'Welt effektiv amgaangen ass ze changéieren. Wéi ass et mat den Allianze mat China? An do soen ech net, datt déi zwee Partner Russland a China probéieren, hei eng Allianz zesummen ze maachen, well dat do geet just esou aus, datt Russland, wa se dann diplomatesch méi no beienee kommen, dee ganz Klengen ass a scho wäert de Vasall vu China ginn, an net ëmgedréint, an och net e gläichberechtegte Partner. Dir gesitt, wéi d'Chineese sech elo scho momentan ginn. Ech setzen also net China a Russland an dat selwecht Boot, well ech déi Relatioun, déi mir mat China hunn, op e ganz aneren Niveau stellen, op eng ganz aner Aart a Weis, wéi déi, déi mir elo nach kënne mat Russland hunn.

An dann déi Politick mat den Non-Alignéen. Et ass fir d'Lëtzebuerger an déi europäesch Diplomatie de weesentlechen, den Haaptpunkt, wéi mir domadder ëmginn. Et ass eng absolutt Noutwendegkeet, fir eng grouss diplomatesch Offensiv ze maachen an all deenen non-alignéierte Länner. Dat gëtt och gemaach, dat muss weider gemaach gi fir ze erklären, wat mir amgaange sinn ze maachen, wéi mir et amgaange sinn ze maachen a firwat mir et mussen esou maachen.

A wann ech dann hei héieren, datt gesot gëtt, datt d'Europäesch Unioun an Afrika consideréiert gëtt als eng imperialistesch an arrogant Muecht, da muss ech soen: Wann ech kucken, wéi Russland sech do momentan behëlt a wéi China amgaangen ass, sech momentan ze behuelen, da wëll ech emol iwwerhaapt kee Verglach. Da fannen ech emol keng Wierder, fir auszedrécken, wéi déi Verhältnisser si respektiv wéi dat soll betruecht ginn. Et kann ee sécher iwwert déi eng oder aner Sanktioun diskutéieren, et kann een iwwert de Kalenner vun de Sanktiounen diskutéieren. Si se schnell genuch gewiescht? Si se net schnell genuch gewiescht? Et kann een och iwwert d'Applikatioun diskutéieren, iwwert d'Contournementer, iwwert d'Detournementer diskutéieren a sech driwwer iergeren an och politesch Reaktiounen dozou hunn, mee se hunn an eisen Ae misse sinn a si bréngen och eppes mat sech. An eisen Ae si se och effikass.

Et ass an eisen Aen alles anescht wéi ze behaapten, dass mir just d'Spill vum Här Putin maachen. An hei ze soen: „D'Sanktioune si schrecklech, mir leide fuerchtbar heidrënner, se musse sofort ofgeschaaft ginn!" Ech muss soen: Jo, natierlech leide mer ekonomesch drënner, mee ech wëll awer och eng Kéier drun erënneren, wien et dann ass, deen am meeschten dorënner leit. Wien huet am meeschten ënnert der Situatioun, an där mir hei sinn, ze leiden? Dat sinn déi, déi an der Ukrain ugegraff ginn, déi ëmbruecht ginn, déi Zivilisten, déi brutal massakréiert ginn, déi vergewaltegt ginn. Wou Kanner verschleeft ginn, wou Krichsverbriechen, eent nom aneren, gemaach ginn. Do ass dat richtegt Leiden! An da solle mir net reagéieren?

Dat ass net ze beschreiwen. Dat ass net nozekucken, dat ass am Fong net akzeptabel, fir net ze reagéieren, wann ee kuckt, wat dohanne lass ass. Esou eng Haltung ass fir mech net verständlech, net akzeptabel. Et gëtt an der Geschicht esou déi éischt Momenter, wou ee muss Positioun huelen, mat de Konsequenze vun dëser Positioun. Dat huet Lëtzebuerg gemaach, dat huet Europa gemaach. Gottseidank hu si et kloer an däitlech gemaach!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. An der Reegel seet een engem Interpellant merci fir seng Initiativ, déi hie geholl huet. Ech soen awer ganz éierlech, ech hunn haut Schwieregkeeten, dem Interpellant Merci ze soen. Am héchste Fall, datt hien e Bréif un de Büro geschriwwen huet, fir datt hien eng Interpellatioun kann ufroen. Awer op kee Fall e Merci fir dat, wat hien hei gesot huet. Zäiteweis sinn ech mer virkomm, wéi wann e Vertrieder vun der Duma géif hei schwätzen.

Ech fannen et ganz schlëmm, wann hei Wäerter, déi sech an Europa verfestegt hunn, iwwer eng Opklärung, iwwer eng Franséisch Revolutioun, iwwert d'Konsequenze vun engem Zweete Weltkrich, wann déi op eemol hei a Fro gestallt gi vun engem Vertrieder aus dem Lëtzebuerger Parlament. Da muss ech soen, da stellen ech mer Froen.

An ech soen dat ganz éierlech un d'Adress vun Iech perséinlech, Här Kartheiser. Dir wësst, datt ech Iech a priori schätzen, mee spéitstens haut hutt Dir Saachen hei gesot, do zweifelen ech u menger Aschätzung vis-à-vis vun Ärer Persoun a vis-à-vis vun Ärer Partei. Dat, wat haut gesot ginn ass hei, dat ass ganz schlëmm, dat ass ganz schlëmm! Dir setzt hei wierklech Wäerter a Fro, déi net nëmme mir heibannen, mee déi mir a ganz Europa – virun allem um Niveau vun der Europäescher Unioun – mat Verve, mat Initiativ, mat Engagement vertrieden. An dat ass schlëmm!

Dir akzeptéiert, datt e Vollek maltraitéiert gëtt. Dir akzeptéiert, datt d'Autonomie vun engem Vollek hei violéiert gëtt. Dir schwätzt engem Mann am Fong geholl an de Krom, deem seng Iddi just dora besteet, erëm e Räich opzebauen, wéi et eng Kéier an der Geschicht bestanen huet, mat alle Konsequenzen. An dat fannen ech ganz bedenklech, méi wéi bedenklech. An ech géif Iech wierklech opfuerderen, ech géif Iech wierklech opfuerderen, an Är ganz Partei hei, datt Dir elo mol iwwerleet, wat Dir haut gesot hutt. Dat war ganz schlëmm! Dat ass engem Parlament hei zu Lëtzebuerg net würdeg. An ech muss éierlech soen, ech distanzéiere mech, an ech mengen, ech kann dat am Numm vu menger ganzer Partei an och vu ganz ville Leit heibanne maachen, formell – formell! – vun deem, wat haut gesot ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Ech wollt dat elo einfach emol esou als Aleedung soen. Ech hat eng ganz aner Ried hei preparéiert. An ech muss och dem Claude Wiseler hei felicitéieren. De Claude Wiseler huet eng exzellent Ried hei gehalen. De Claude Wiseler huet och genau dat gesot, wat vill Leit heibannen denken, an ech kann net novollzéien, datt Dir hei op d'Tribün kommt an Dir sot Saachen, déi wierklech inakzeptabel sinn, déi extreem wäit ginn. An Dir sot jo ëmmer, an ech gleewen och drun, Dir hätt grouss geschichtlech Kenntnisser. Dir hutt jo virdru versicht, eis och e Geschichtsunterrecht hei ze ginn. Ech wëll dat net maachen, mee ech maachen et elo awer. 1938, kënnt Dir Iech vläicht nach drun erënneren, well Dir hutt vill gelies? Wat war zu München? Déi grouss Konferenz, do, wou e gewëssenen Här Hitler och vum Fridde geschwat huet. A wat ass geschitt? En huet den Här Daladier erageluecht, en huet den Här Chamberlain erageluecht, en huet ganz Europa erageluecht. D'Konsequenze kenne mir.

An ech soen Iech haut: Dee Mann zu Moskau géif dee selwechte Wee goen – dee selwechte Wee goen! –, wa mir net géife reagéieren, wa mir net reagéiert hätte mat de Sanktiounen, mat der politescher Oppositioun, déi mir gemaach hunn, um Niveau vun der NATO, um Niveau vun der Europäescher Unioun. Da kéime mir an déi selwecht Situatioun. An Dir sidd deen, deen am Fong dee Wee hei matënnerstëtzt. Dat heescht also, Dir werft eis hei vir, mir wäre praktesch Krichsdreiwer. Ma Dir sidd de Krichsdreiwer! Ech soen dat ganz éierlech hei.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Nee!

M. Gusty Graas (DP) | Dach, Dir sidd de Krichsdreiwer. Huelt eng rational Approche a kuckt, wat d'Geschicht eis geléiert huet! Haalt Iech dodrun! An dofir, all dat, wat Dir haut gesot hutt, ech muss et ganz éierlech soen, huet mech perséinlech schockéiert. Ech weess net, wéi et anere Leit heibanne gaangen ass, mee jiddefalls, nach eng Kéier, op dat dote kann een hei zu Lëtzebuerg an hei an Europa net opbauen!

Dir musst Iech dach bewosst sinn, wat Moskau amgaangen ass ze maachen. An dat ass ganz schlëmm. A wéi gesot, nach eng Kéier, dat géif net bei der Ukrain ophalen, dat géif weidergoen. Maacht d'Parallell zu 1938, Dir wësst, wat deemools erauskomm ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Wéi gesot, mir hu leider zënter dem 24. Februar e Krich an Europa. E sënnlosen, en inakzeptabele Krich. Et ass e Krich géint de Fridden, dat wëll ech och emol hei ënnersträichen, hein. An et gëtt nëmmen ee Schëllegen, an dee Schëllegen, deen heescht Putin, mat senge ganze Vasallen.

Wien huet de Krich ugefaangen? Net d'Europäesch Unioun, net d'NATO, net d'Ukrain. Et ass nëmmen een, deen dee Krich ugefaangen huet. Dausende vun onschëllege Leit hunn hiert Liewe misse loossen. Eng dramatesch Situatioun, wéi mir se jiddefalls praktesch zënter dem Zweete Weltkrich net méi kannt hunn. Et gëtt souguer geschat, vum russesche Geheimdéngscht iwwregens, datt schonn 100.000 russesch Zaldoten hiert Liewe gelooss hunn. Dat muss ee sech, wéi gesot, emol ganz genee iwwerleeën! Esou eng Attack op d'Autonomie vun engem Land hu mir zënter dem Zweete Weltkrich jiddefalls net méi kannt. An et ass ganz kloer, datt d'Europäesch Unioun, a virun allem d'NATO, dat muss mat aller Schäerft bekämpfen.

An dofir soen ech ganz däitlech, contrairement zu deem, wat Dir hei sot: Et musse weider Waffe geliwwert ginn! Et muss weider Ënnerstëtzung fir d'Ukrain kommen, well wann dee Krich fir d'Ukrain verluer geet, dann ass en och fir eis verluer a mir musse mat de Konsequenze liewen, gleeft mir es. An et wäert esou kommen.

An dowéinst muss een och de Rôle vun den Amerikaner, déi Dir jo och ëmmer e bëssen esou wëllt duerstellen, wéi wann dat déi Béis wären, hei op deem Punkt awer och emol positiv ënnersträichen. An ech fannen et och gutt, datt si elo zum Beispill decidéiert hunn, am Hierscht M1A1-Panzeren un d'Ukrain ze liwweren an och Loftofwierrakéite Patriot.

Ech begréissen och, datt Däitschland – Däitschland, dat jo awer virun allem eng ganz sensibel Vergaangenheet huet, an ech verstinn och, datt dat däitscht Vollek méi Schwieregkeeten huet, sech ze involvéieren an esou e Konflikt – dach awer elo an de vergaangene Méint d'Meenung zum Deel geännert huet. Ech muss hinnen dat héich urechnen, datt si wëssen, wat fir eng Obligatioun si haut och um Niveau vun enger NATO hunn an och um Niveau vun enger Europäescher Unioun, an datt se zum Beispill och elo decidéiert hunn, Fligeren ze liwweren, déi jo aus dem Bestand vun der fréierer DDR sinn an déi elo a Polen sinn, datt se déi wëllen un d'Ukrain weiderginn. Ech mengen, dat wier och viru Méint nach ondenkbar gewiescht. Ech ka mech nach erënneren, wéi mir déi éischt Diskussioune gefouert hunn, fir Fligeren un d'Ukrain ze liwweren, do war op alle Bänken – op alle Bänken! – eng gewësse Retizenz. Mee mir gesinn awer haut an, datt mir op alle Fall mussen dee Wee goen.

Duerfir ass et och e bëssen ze bedaueren, datt et awer nach gréisser Länner gëtt, déi do méi zécken. A wann ech Iech an engem Punkt Recht ginn – awer ee vun deene ganz wéinegen –, da stëmmt et, datt effektiv eng gewësse Front amgaangen ass, sech ze bilden en faveur vu Russland, a mir sinn och amgaangen, e bëssen an eng aner Weltuerdnung ze trieden. Dat ass richteg, dat ass eng richteg Analys.

E Land wéi Brasilien, do muss ech éierlech soen, datt ech awer e bëssen enttäuscht sinn, datt Brasilie sech do elo ganz neutral verhält. Och, datt den Här Lula elo op Peking geet. Dat ass säi ganz gutt Recht. Mee hien huet sech awer och ganz kloer ausgedréckt, datt se am Fong d'Ukrain net weider wëllen ënnerstëtzen.

Dat gëllt zum Beispill och fir d'Schwäiz. Och iwwert d'Schwäiz soll ee mol e Wuert verléieren. Engersäits refuséiere si, Waffen ze liwweren, anerersäits si se awer bereet, fir déi agefruere Gelder vu gewëssen Oligarchen, déi an dem Fall Magnitski verwéckelt waren, awer erëm fräizeginn. Ech soen dat elo mol einfach esou hei.

Bon, d'politesch Konsequenze vun deem Konflikt, dee jo leider nach net eriwwer ass, deen eis nach an den nächste Wochen a Méint staark beschäftege wäert, déi sinn awer schonn zum Deel ofzegesinn. Eppes ass emol ganz kloer: D'NATO erlieft eng Renaissance! An ech soen dat ganz kloer: Dat ass och gutt esou, dat ass och gutt esou! Keen – keen! – wëllt, datt erëm opgerüst gëtt, kee wëllt, datt erëm massiv Geld an d'Waffenindustrie gestach gëtt. Kee wëllt dat! Dir mat Sécherheet och net!

Mee wien huet dann dozou gefouert? Wien ass dann d'Ursaach, firwat datt eng NATO elo op eemol muss oprüsten? Firwat huet eng NATO elo en 31. Member bäikritt? A muer och vläicht en 32., dat hoffen ech jiddefalls. Den Här Erdoğan, fir deen Dir hei jo och ëmmer méi Sympathien entwéckelt **...**

(Interruption)

O, ech stellen dat just fest. Och dat gëtt jo dann ze denken. Mee dofir ass et also net méi wéi normal, datt och eng NATO elo zu dësem Zäitpunkt sech vill méi staark dobausse muss positionéieren.

An ech sinn och besonnesch frou, datt eeben elo virun allem Länner wéi Schweden a Finnland – a wann een deenen hir Geschicht kuckt, waren déi am Fong geholl grad an der Neutralitéit staark ginn international – elo bereet sinn, déi Neutralitéit opzeginn. A firwat dann? Firwat dann? Aus Ärer Siicht gekuckt wär do jo kee Verständnis. Mee da schwätzt mat deene Leit! Schwätzt mat de baltesche Staaten! Wat denken déi Leit, wat fillen déi Leit? Ma wann déi Iech elo héieren hätten de Mëtten hei, ma abee merci! Dir kritt op jidde Fall ni eng Medail aus deene Länner, Dir hutt och keng verdéngt do!

An da gëtt jo och aus anere Länner ëmmer méi internationalen Drock ausgeüübt um politeschen Niveau. Ech kommen zum Beispill op de Conseil de l'Europe ze schwätzen. De Conseil de l'Europe war praktesch déi éischt international Organisatioun. Virun allem op Drock vun der Assemblée parlementaire sinn d'Russen erausgehäit ginn. Ech benotzen dat Wuert „erausgehäit ginn". Ech hunn dat selwer matgemaach déi lescht Joren. An zu Recht, an zu Recht! An dann d'OSZE. An et sinn e puer Kolleegen heibannen, déi ware mat mir zu Wien bei der Wantersessioun. Ech kann Iech awer soen, well Dir schwätzt jo elo esou vill hei, datt mir mussen den Dialog sichen, den diplomateschen Dialog. Da soen ech Iech just, wéi do d'Vertrieder vun der Duma sech beholl hunn, dat war katastrophal, dat war inakzeptabel, dat war schockant!

Éischtens emol bleiwen ech nach wie vor der Meenung, datt d'éisträichesch Regierung deene Leit net hätt sollen e Visa ginn, da wär et och net zu deenen Tëschefäll komm. Zweetens huet déi ukrainesch Delegatioun zu Recht gesot: „Da komme mir net op Wien, wann d'Russen do sinn!", wat ee versteet. Se sinn awer komm, mee si sinn net an d'Sitzung komm. Mee dat Schlëmmst, dat kënnt nach, a wéi gesot, et sëtzen Zeien heibannen. Wësst Dir, wat d'Russen eis virgeworf hunn, den Europäer, de Westeuropäer? Dozou zielen ech Iech jo awer nach ëmmer. Mir wären Nazien. Mir géifen déi selwecht Politick maache wéi den Hitler. Wuertwiertlech, wuertwiertlech hu Vertrieder vun der Duma dat zu Wien gesot!

An Dir wëllt mat deene Leit verhandelen? Ma wéi stellt Dir Iech dat da vir, wann een déi Approche do huet? Dofir, loosst Iech dat awer emol alles e bëschen duerch de Kapp goen an da gesitt Dir jo awer, wat wierklech d'Approche vun dem Kreml respektiv vu Moskau de Moment ass. Déi Leit wëlle kee Fridden, déi wëllen dat guer net! An da solle mir einfach dostoen an nokucken. Dat kann et op kee Fall sinn, an, wéi gesot, et si genuch Beispiller do, déi ënnersträichen, datt mir nach vill méi eng Eenheet musse beweisen. An dofir fannen ech et immens gutt, datt mir och elo um Niveau vun der NATO a vun der Europäescher Unioun dat amgaange sinn ze maachen.

An dann däerf een och net vergiessen: D'Russe sinn amgaangen, immens ze mobiliséieren. Si hunn elo virgëschter en neit Gesetz gestëmmt, duerch dat et da méi einfach gëtt, fir jonk Leit ab 18 Joer einfach esou, ouni Ausbildung, an de Krich ze schécken. Mee dat muss ee sech dach emol virstellen! Wou ass dann do eng human Approche vis-à-vis vun engem mënschleche Liewen? Jonk Leit, déi knapps grousssjäreg sinn, einfach un d'Front ze stellen, ouni Ausbildung! Dat seet jo awer alles aus.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Aussoen, déi hei gemaach gi si vun der ADR, sinn awer op dat Allerschäerfst zréckzeweisen. Au contraire, de Weste muss nach méi staark ginn, e muss nach méi Sanktiounen huelen. Ech kommen herno nach e bësse méi am Detail dorop zeréck. Dat Eenzegt, dat een elo mol spiert, ... Dir hutt gesot: „Et huet bis elo alles guer näischt bruecht an d'Russen, deene geet et gutt." An esou wieder an esou fort. Jo, et ass vläicht net alles an deem Sënn bis elo gelaf, wéi et hätt misse sinn, woubäi een awer och Sanktioune muss mëttel- a laangfristeg gesinn, hein. Et däerf een net mengen, wann een eng Decisioun hëlt, datt déi muer direkt en Effekt hätt.

Mee Dir wësst jo och, datt am Moment schonn e gewëssene Muechtkampf a Russland amgaangen ass. Ech huele jo awer un, datt Dir och déi international Press liest. Dir wësst, datt de russesche Geheimdéngscht, den FSB, zum Beispill dem Verdeedegungsminister, dem Här Schoigu, virwerft, datt hien net reell iwwert déi Verloschter géif kommunikéieren.

Bon, wat sinn dann elo déi politesch Konsequenze fir d'Zukunft? Ech mengen, et kann een awer och elo schonn, och wann de Krich leider nach amgaangen ass, sech iwwer gewëss Konsequenze Gedanke maachen. Wann ech Iech richteg verstanen hunn, mengt Dir jo awer, wéi wann d'Ukrain misst e bësselchen noginn a wéi wann d'Russen awer e gewëssent Urecht hätten op deen Territoire vun der Ukrain. Mee mir gesinn dat ganz anescht!

D'Ukrain huet engersäits eng Demande gemaach, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, wat u sech eng gutt Perspektiv fir dat Land ass. Natierlech muss ee realistesch sinn, natierlech muss dat Land och gewësse Konditiounen erfëllen. Dat wëllt net heeschen, datt een einfach muer d'Dier grouss opmécht a seet: „Voilà, elo sidd dir Member vun der Europäescher Unioun!" Ech mengen, si musse rechtsstaatlech Prinzippie respektéieren, si mussen d'Krittäre vu

Kopenhagen respektéieren, si mussen d'Korruptioun bekämpfen, dat ass evident. Mee wat sécher ass: Dat Land, wann et déi Konditiounen erfëllt, huet doudsécher och eng Plaz an enger zukünfteger Europäescher Unioun.

Dat selwecht gëllt och fir hir Demande an der NATO. An d'Russe kënnen awer net eis – wann ech soen „eis", schwätzen ech am Numm vun der NATO – e Reproche maachen, wann e Land, dat awer eng Autonomie huet, an déi Autonomie muss respektéiert ginn, d'Demande mécht, fir Member vun der NATO ze ginn, och wann dat direkt un d'russesch Grenz ugrenzt. Mee solle mir dat do einfach ignoréieren? Just au contraire. Och déi Diskussiounen do mussen an Zukunft gefouert ginn, an dat soll mat Sécherheet och keen Tabu sinn.

An da wëll ech awer och hei ganz kloer soen: Et gëtt jo nach ëmmer Leit an eiser Gesellschaft, déi d'NATO e bëssen als e Schreckgespenst duerstellen. Ech mengen, dee leschte Pazifist, dee leschten – dozou gehéiert Dir net! –, misst elo bal erkannt hunn, datt mir eng staark NATO an Zukunft brauchen. An dowéinst fannen ech et och gutt, datt Lëtzebuerg sech kloer zu där Verteidegungsgemeinschaft – mat Betounung op „Verteidegung" – bekennt an datt mir och all Efforte maachen, fir eise Bäitrag ze leeschten, dee jo de Moment bei plus/minus 0,7 % läit. Ok, deen ass net brillant, mee dee muss a soll och an Zukunft an d'Luucht goen. Et däerf een net naiv sinn, och an Zukunft net.

Dee Krich ass jo fréier oder spéider eng Kéier eriwwer. Russland wäert net dee ganz grousse Verléier ginn, dat ass ganz kloer. Ech mengen, dat mierkt een elo schonn, datt si amgaange sinn, eng Rei nei Allianzen opzebauen. Mee eppes däerfe mir op kee Fall zouloossen: datt Russland als Vainqueur aus deem Krich hei erausgeet! Well dann, soen ech Iech awer ganz éierlech, ass de Weltfridde méi wéi jee – méi wéi jee! – mat Sécherheet a Gefor.

Elo stellt ee sech natierlech d'Fro: Wéi gesäit déi nei Weltuerdnung vu muer aus? An do ass et natierlech virun allem awer ee Land, dat amgaangen ass, sech zousätzlech ze positionéieren, dat ass och schonn e puermol hei richteg erkannt ginn. Dat ass natierlech China. Mir sinn eis natierlech bewosst, datt China amgaangen ass, sech ganz staark um internationalen Niveau ze positionéieren. Ech mengen, d'Visitt vum Här Xi elo zu Moskau, déi den 21. Mäerz war, huet dat ganz kloer bewisen. Hie schwätzt vun enger Partnerschaft, déi iwwer eng normal bilateral Bezéiung erausgeet. Dat seet jo awer ganz villes. Da kënne mir eis jo an Zukunft op eppes gefaasst maachen.

Déi zwee Diktatoren – dat muss een hei soen –, déi hunn eng Rei Deklaratiounen ënnerschriwwen, ënner anerem, wat e Gazoduc a Sibirien ubelaangt. Peking keeft iwwregens jo aktuell och russesche Gas an. Den Här Putin ass ageluede gi vum Här Xi op den zéngten Anniversaire vun der Route de la soie. Do spiert een also, datt eng méi enk Zesummenaarbecht ganz kloer gefrot ass. Mee dat ass alles am Interêt vu China, well Russland ass de Moment natierlech amgaangen, op senger westlecher Front u Stäerkt ze verléieren, well se villes do musse konzentréieren. Dat arrangéiert natierlech ganz kloer erëm China, däers musse mir eis och all bewosst sinn.

Dann ass et och esou, datt déi nei Lienen, déi d'NATO opstellt mat Länner aus dem pazifesche Raum, natierlech och Russland an d'Chineesen nervös maachen. Dat ass de bonne guerre an déi maache jo och gemeinsam Patrullen do. Mir spieren also do, datt dat Weltbild, dat mir bis haut kannt hunn, amgaangen ass ze änneren, bedéngt duerch de Konflikt an der Ukrain. A wien dee lassgeléist huet, dat wësse mir ganz kloer.

Ech wëll awer hei ënnersträichen, wann ech elo vill vu China schwätzen: Do weist een net direkt mam Fanger op d'Chineesen, et sinn net d'Chineesen, déi dat doten alles lassgeléist hunn. Woubäi een natierlech muss éierlech sinn, och vis-à-vis vu China gëtt et mat Sécherheet eng ganz Rei vu Kriticken auszespriechen. D'Chineese sinn amgaangen – dat muss ee fairerweis soen –, eng gewëssen intelligent Politick queesch iwwert dee ganze Globus ze maachen. Si investéieren a ganz, ganz ville Länner, virun allem um afrikanesche Kontinent. Si profitéieren och de Moment vun der Situatioun. Zum Beispill ass hiren Export par rapport zum Mäerz 2022 ëm 14,8 % an d'Luucht gaangen, den Handel mat Russland souguer ëm 71,9 %.

Dat seet also ganz vill aus, an ech si bal iwwerzeegt, et gëtt ee laachenden Drëtten an dësem Konflikt, an dat ass China. An dowéinst muss och d'EU oppassen, wéi se an Zukunft vis-à-vis vu China optrëtt. A virun allem musse mir mat enger Stëmm schwätzen. Et wier natierlech och net ganz glécklech, wann elo verschidden Téin aus den eenzelne verschiddenen Haaptstied kéimen. Iwwregens huet och den Här Selenskyj, de President, jo gefrot, fir datt China soll de Mediateur spillen an deem ganze Konflikt hei. Bon, nach waart hien op eng Äntwert. Och mir wären natierlech frou, wa vläicht China géif eng aner Roll do iwwerhuelen.

Ech wëll dann awer och drop hiweisen, wa mir vun engem verännerte Weltbild schwätzen, an dat spiert ee jo och, datt aner Länner sech nei positionéieren. Ech denken u Saudiarabien zum Beispill. D'Saudie sinn och amgaangen, sech e bëssen a Richtung China ze orientéieren. China huet hinnen elo eng Subventioun vu 5,5 Milliarden Dollar accordéiert. A wat jo och ganz interessant ass: Si sinn och amgaangen, hir Relatioune mam Iran nei ze relancéieren – do gëtt et en éischte Frëndschaftsvertrag vun 1929 –, dat mat Hëllef vu chineesescher Diplomatie a vum Oman an och vum Irak. Do mierkt een also, datt, wéi gesot, eng nei Entente entsteet. A Saudiarabien huet souguer eng Demande gestallt, fir Member vun der BRICS ze ginn, e Géigepol also och zu der – wéi soll ech soen? – méi klassescher Weltunion.

Eppes ass fir eis op alle Fall och kloer: Déi Atrocitéiten, déi bis elo am Ukrain-Krich gemaach gi si vu russescher Säit aus, déi mussen en Nospill kréien! Et kann net sinn … Dir schwätzt hei dervun, diplomatesch nei Bezéiungen opzestellen. Jo, richteg, mee am Virfeld mussen awer gewësse Konditiounen erfëllt sinn. An eng Konditioun wäert mat Sécherheet déi sinn, datt déi Responsabel vun deenen atrocen Aktiounen, déi um Niveau vum ukraineschen Territoire gemaach ginn, awer natierlech och mussen herno duerfir riichtstoen. Dat heescht, déi musse virun en internationale Strofgeriichtshaff kommen. Dat ass jo de Moment scho geschitt, an den Här Putin däerf jo zumindest emol an 123 Länner net méi reesen. Dat wäert hie warscheinlech net vill stéieren, mee et ass awer op alle Fall eng wichteg Symbolik no bausse gewisen.

Här President, wann ech elo d'Auer kucken, hei steet alles fix.

M. Fernand Etgen, President | Dir hutt nach Zäit.

Plusieurs voix | Et ass nach Zäit.

M. Gusty Graas (DP) | Ok, mee well se net méi weiderleeft.

Bon, dann nach e Wuert zu de Sanktiounen, déi Dir jo elo hei a Fro stellt. Effektiv, et sinn am Moment eng 11.300 Mesüre geholl ginn, iwwregens alleguer mat der Ënnerstëtzung och vu Lëtzebuerg, ech ginn elo net an den Detail hei an. Mee Dir behaapt dann hei fräi a frank, dat hätt absolutt guer keng Inzidenz gehat. An au contraire sot Dir natierlech dann, mir géifen am Fong nach am meeschten drënner leiden, an Dir stellt se an deem Sënn a Fro, datt se misste quasi réckgängeg gemaach ginn, annuléiert ginn. Mir dierfte keen eelefte Sanktiounspak huelen.

An dat, wat ech awer besonnesch schlëmm fannen, dat soen ech elo ganz éierlech: Dir sidd elo amgaangen, hei am Land Zizanie ze séien! An dat ass dat Schlëmmst, wat ee kann an enger Demokratie maachen. Dir sidd elo amgaangen, hei Leit opzestëppelen, jo, ech soen opzestëppelen, Leit, déi effektiv vläicht méi Schwieregkeeten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze komme wéi anerer, praktesch de Message ze iwwerginn: „Hei, passt op, déi Sanktioune schueden Iech a se brénge guer näischt fir de Weltfridden!" Do soen ech awer ganz éierlech, Här Kartheiser, dat ass eng, jo, dat ass scho méi wéi eng gewoten Ausso, dat ass eng schlëmm Ausso! Dat ass Opstëppelen. Dat mécht een net, dat mécht een net, …

M. Dan Kersch (LSAP) | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | … wann ee keng valabel Argumenter huet.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ganz gutt, ganz gutt esou!

M. Gusty Graas (DP) | An Dir hutt keng Argumenter, Dir hutt keng Argumenter! An dowéinst musse mir elo extreem virsiichteg sinn, wa mir deen dote Wee elo hei zu Lëtzebuerg ginn, datt mir elo net ufänken, eist Land quasi, ech wëll elo net soe splécken, awer a Fraktiounen anzedeelen: Déi, déi fir de Weltfridde sinn, an déi, déi dergéint sinn.

An Dir sot ganz kloer: „Kommt, mir halen op mat de Sanktiounen, well et schuet der Lëtzebuerger Ekonomie." An Dir hutt Onrecht, Dir hutt Onrecht! Da kuckt dach emol d'Parametere vun der Lëtzebuerger Ekonomie! Kuckt emol, wat d'Regierung déi lescht Wochen a Méint gemaach huet! Kuckt, wat an der Tripartitt festgehal ginn ass! Mengt Dir, déi hätten dat einfach esou alles decidéiert? Firwat hu si et decidéiert? Si hunn et decidéiert, well effektiv duerch déi ganz Kris eeben enorm Problemer fir eis Ekonomie entstane sinn.

An d'Regierung, gleeft mir es, wann emol an 10, 20, 30 Joer d'Geschicht iwwert dës Period geschriwwe gëtt, da sinn ech iwwerzeegt, datt jiddwereen, dee rational déi Period hei analyséiert, ganz kloer seet: „Déi Regierung do huet richteg gehandelt!" Fir eebe genau dat ze evitéieren, wat Dir gär hätt. Dir hätt gär, datt d'Leit sollen opgestëppelt ginn a soen: „Mir sinn net méi d'accord mat deene Sanktiounen do!" An d'Regierung huet géigegesteiert fir ze soen: „Voilà, et ass e wichtege Message! Hätt Dir gär de Weltfridden? Jo? Wann Dir e gär hätt, muss ee selbstverständlech och säin Obolus leeschten." An deen ass awer konterkaréiert ginn duerch eng ganz Rei Mesüren, op déi ech elo hei net muss am Detail agoen, fir datt eeben net jiddwereen – a virun allem déi, déi et néideg hunn – ënnert deene Sanktioune leide muss. An dat war och ganz richteg, an dowéinst hu mir de Wee gewisen, wéi ee soll de Fridden hierstellen.

An dat ass deen eenzege Wee, deen eenzege Wee, au moins vun engem militäreschen Ugréff, mee dovu schwätzen ech zumindest net. Ech weess net, wat nach an Ärem Kapp alles ronderëmgeet, mee dat wëlle mir op kee Fall. Dat wëlle mir op kee Fall a mir bleiwen nach wie vor der Meenung: Et ass déi ekonomesch Waff, déi muss agesat ginn, déi muss nach vill méi staark agesat ginn. An ech si keen Ekonomist, mee esou vill kennt een ëmmer dervun: Mat Sécherheet wäert se fréier oder spéider awer och hir Wierkung weisen!

A wéi gesot, nach eng Kéier: Haalt op mat där Plack do ze kommen, wéi wann elo op eemol hei d'Lëtzebuerger Leit all géife méi aarm ginn, well mir Sanktiounen huelen, fir d'Russe méi schwaach ze maachen. Haalt wannechgelift mat där Plack op, well déi ass scho laang ofgelaf, an dat ass kee gudden Discours, deen Dir do féiert. A wéi gesot, mir wäerten eis jiddefalls – an ech schwätzen am Numm vu menger Fraktioun hei – ganz kloer vun deene Saachen do distanzéieren.

An dann, wa mer d'Parametere vun eiser Ekonomie kucken: Wéi héich ass de Chômagetaux hei zu Lëtzebuerg? Wéi héich ass d'Inflatioun hei zu Lëtzebuerg? Déi nidderegst an der ganzer Eurozon! An da kommt Dir heihinner an Dir mengt, déi ganz Sanktiounen, net nëmmen, datt se näischt géife bréngen, géifen och der Lëtzebuerger Ekonomie an de Leit dobausse schueden. Da bréngt Beweiser! Bréngt se, bréngt se!

M. Roy Reding (ADR) | D'Leit mierken dat schonn!

M. Gusty Graas (DP) | Nee, d'Leit mierken et guer net! D'Leit mierken et guer net, well d'Leit wëssen, datt et eng Regierung gëtt, déi am Fong aner Moossnamen hëlt, a se wëllt dee Message ganz kloer soen. Nach eng Kéier: Mir sinn derfir, datt hei de Weltfridde soll garantéiert ginn, an dowéinst muss eebe jiddweree säin Obolus leeschten. Awer mir hunn nach déi Chance, dat muss ee ganz éierlech soen, datt mir hei zu Lëtzebuerg och kënnen als Staat gewësse Géigemoossnamen huelen, datt praktesch awer keen hei zu Lëtzebuerg dat esou ze spiere kritt.

Vläicht dann och nach kuerz um energiepolitesche Plang, wou Dir jo dann och mengt, an dësem Land géifen dann op eemol d'Luuchten ausgoen, mir hätte kee Pëtrol méi, mir hätten näischt méi, well mir näischt méi geliwwert kréien. Och dat stëmmt net! Dat stëmmt einfach net, an et muss ee souguer éierlech soen, esou schlëmm et och ass, mee dee Konflikt huet u sech och e positiven Aspekt, an dat ass, datt mir eis zumindest emol hei erëm méi bewosst gi sinn, wat Energie u sech eigentlech wäert ass.

Éischtens, Energie spueren, an zweetens, Energie anescht hierstellen. Wann ech elo vun Energie spuere schwätzen … An hei sëtze jo ganz vill Gemengevertrieder an déi meescht maachen och mat. Dir sidd jo elo och Kandidat, obwuel Dir jo géint Duebelmandater sidd, mee awer …

(Interruption)

Jo. Mee op alle Fall, an de Gemengen … Ech huelen e Beispill: Déi meescht Gemenge maache mat, datt tëschent eng a fënnef moies zum Beispill keng Stroosseluuchte méi u sinn, an nach aner Moossnamen. Mir hunn et awer elo erreecht, datt mir plus ou moins, kann ee soen, am Duerchschnëtt 20 % manner Energie hei zu Lëtzebuerg verbrauchen. Op der anerer Säit musse mir natierlech nach den Tempo accelerëieren, fir nach verstäerkt op alternativ Energien ze setzen. Et ass souguer eng Chance am Fong geholl, esou schlëmm et och ass. Et muss zum Krich kommen, fir datt mir dat agesinn, mee soit. Also och do, datt Dir mengt, déi Ofhängegkeet, déi wär esou riseg, datt mir praktesch géifen hei elo keng Energie méi kënnen notzen, dat muss ee ganz ganz staark relativéieren. Natierlech soen ech elo net, datt d'alternativ Energie eleng duergeet, fir eise gesamten Energiekonsum kënnen ofzedecken. Nee, dat mat Sécherheet net, mee mir hunn awer och nach aner Quellen, fir eis do kënnen, wéi gesot, ze alimentéieren.

An da wëll ech awer zum Schluss nach eppes soen: Dir hutt och mat der Angscht vun de Leit hei gespillt, Dir hutt eng Zukunft gemoolt, déi düster ass, wéi wann déi Welt hei virum Ofgrond géif stoen. Gleeft mir es, besonnesch fir e Jonken ass dat awer dee komplett falsche Message – komplett! Wat denken déi jonk Leit dann? Wat denken déi jonk Leit, wa si Iech hei héieren? Wou solle si d'Kraaft hierhuelen, fir un d'Zukunft ze denken, fir ze investéieren, fir hiert Liewen opzebauen?

Wa si gesot kréien: „A nee, alles, wat elo hei geschitt, dat ass esou nefast, Dir hutt keng Zukunft." Ma just de Contraire musse mir soen! An Dir wësst jo awer: D'Mënschheet huet nach ëmmer grouss Konflikter kannt, nach ëmmer! Nach ëmmer, an et wäert och an Zukunft net ännere! Mee wann een dann awer higeet an et séit een Angscht an et gëtt een deene Jonke keng Perspektiv, da vermëttelt een de falsche Message. A grad mir als Politiker sollten dat awer anescht gesinn, an ech soen dat kloer an däitlech hei, besonnesch vis-à-vis vun deene Jonken: „Fäert net ëm Är Zukunft! Fäert net drëm – ausser wann d'ADR eng Kéier un d'Rudder hei kënnt, dat kéint emol eppes ännere!"

(Interruption)

Wéi gesot … Bon, hoffe mer et! Wéi gesot, an deem Sënn, jo, ech hätt bal gesot, ech géif Iech awer Merci soen. Ech soen Iech merci fir de Bréif, deen Dir geschriwwen hutt. Et war vläicht gutt, datt mir deen Echange hei haten, mee nach eng Kéier: Dat, wat Dir hei vun Iech ginn hutt, dat kann een ënner kengen Ëmstänn guttheeschen! An nach eng Kéier: Am Numm vu menger Fraktioun distanzéieren ech mech ganz, ganz wäit vun deem, wat hei de Mëtteg gesot ginn ass!

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, President | Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, an et geet mir net aneschters wéi dem Kolleeg Gusty Graas, deen elo hei geschwat huet. Och ech di mech ganz, ganz schwéier mat där Debatt hei. Dat war schonn, wéi ech mir se preparéiert hunn. Ech hat mir jo villes virgestallt. Et ass bal nach méi schlëmm komm, wéi ech gemengt hat!

Ech kann eng ganz Partie Saachen ewechloossen a menger Ried, déi souwuel den Här Graas wéi och säi Virriedner, den Här Wiseler, hei opgezielt hunn, deenen ech a villem, wat si hei gesot hunn, absolutt Recht ginn. Ech si frou, dass ech dann net méi brauch op d'Sanktiounen u sech anzegoen. De Sënn an Zweck vun de Sanktiounen, … Ech mengen, dat hu mir elo laang a breet duergeluecht kritt, dass dat, wat de Vertrieder vun der ADR gesot huet, einfach net stëmmt an dass dat widderluecht ass!

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee op wat ech awer wéilt agoen, dat ass, dass hien hei och nach gemaach huet – et ass net fir d'éischt, dass hien dat hei gemaach huet –, wéi wann elo d'ADR hei als déi nei Friddensdaifchen zu Lëtzebuerg un der Spëtzt vun der Friddensbeweegung géif lafen, well si déi sinn, déi direkt Fridde géife fuerderen an alleguerten déi aner Parteien net. Dat ass net richteg! All Mënsch heibanne wënscht sech näischt méi, wéi dass schonn haut de Mëtteg géif opgehale gi mat deem schrecklech onnéidegen an onsënnegen a brutale Krich an der Ukrain!

Mee elo Fridden ze fuerderen, zu dësem Moment? Wat fir e Fridde soll dat da sinn, wann een Drëttel vun der Ukrain besat ass vu Russland? Wat hätte mir … Kommt, virdrun hunn d'Virriedner hei zweemol vun der Geschicht geschwat. Kommt, mir denken och emol un eis Geschicht. Wat hätte mir dann 1941 geduecht, wann de Winston Churchill an de Franklin Roosevelt gesot hätten: „O kuckt, dass Dir verhandelt, schaaft Fridden!" Ma, et géif haut kee méi Lëtzebuergesch hei schwätzen, dat wär d'Konsequenz gewiescht!

(Interruption)

Wa mir Fridde wëllen, jo, da kommt, mir setzen eis alleguerten an, och diplomatesch Bezéiungen ze notzen, fir ze verhandelen, fir e Fridden erbäizeféieren – mee e gerechte Fridden! Net e Fridden, esou wéi en hei am Fong gefuerdert gëtt, deen näischt aneres ass wéi d'Fuerderung un d'Ukrain, datt se muss kapituléieren!

Den Interpellant wënscht sech haut de Mëtten eng Debatt iwwert d'Konsequenze fir Lëtzebuerg vun de Sanktioune géint Russland. Geet et dem Interpellant no, sollte mir am beschten de Mëtteg stonnelang driwwer diskutéieren, wéi schlecht et eiser Ekonomie an doduercher och eise Leit geet, wéinst deene schlëmme Sanktiounen, déi géint Russland beschloss goufen. Dee Gefale wëll ech him awer haut de Mëtten net maachen! Mir féieren nämlech haut de Mëtten eigentlech eng Debatt ënnert deem falschen Titel. Den Här Kartheiser freet eng Debatt iwwert d'Konsequenze vun de Sanktioune géint Russland. Déi richteg Debatt hätt awer misse sinn: Wat sinn d'Konsequenze vum russesche Krich géint d'Ukrain?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Well um Ursprong vun deem Ganze stinn net d'Sanktiounen, mee dee brutale russeschen Iwwerfall op d'Ukrain a soss glat a guer näischt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Hei gëtt suggeréiert, datt et Lëtzebuerg méi schlecht geet wéinst deene Sanktioune géint Russland. Wéi egoistesch, wéi selbstzentréiert, jo, scho bal zynesch muss ee sinn, wann ee bei deem schreckleche Leed, dat dat ukrainescht Vollek den Ament erdroe muss, just an eleng no sengen eegene Vir- an Nodeeler kuckt? Et kéint ee bal mengen, datt et eis kéint egal sinn, wat am Oste vun der Ukrain geschitt, datt et eis näischt ugeet! Vläicht ass dat och de Gedanke vun eenzele Leit. Mäin, an ech mengen, deene meeschten heibannen hiren, ass et net!

An dofir, ier mir erëm just no de Konsequenzen an eisem eegene Portmonni kucken, wëll ech emol fir d'éischt d'Konsequenze fir d'Ukrainer ervirsträichen: Op ukrainescher Säit gëtt geschat, datt iwwer 100.000 Zaldoten entweeder ëmbruecht oder verletzt goufen – iwwer 100.000! Op russescher Säit gëtt esouguer vun iwwer 180.000 Doudegen a Verletzte geschwat.

A wéi sou dacks – a wéi sou dacks! –, ass et net just d'Militär, dat leide muss. Besonnesch an dësem Konflikt ass vu russescher Säit aus d'Zivillpopulatioun viséiert, an dat mat aller Konsequenz: Iwwer 20.000 Ziviliste sinn ewell an dësem brutalen an onnéidege Krich ëmbruecht oder verwonnt ginn. Méi wéi 500 Kanner si gestuerwen an iwwer 1.000 goufen der verwonnt; vun deene psychesche Schied wëll ech mol iwwerhaapt net schwätzen, déi sinn net ze zielen. Russland viséiert och ganz geziilt déi zivill Infrastruktur: Energieinfrastrukturen, Waasser- an Ofwaasseranlagen, esouguer en Atomkraaftwierk ass beschoss ginn. Stand September goufen iwwer 2.300 Schoule bombardéiert – Schoulen! 286 dovunner si komplett zerstéiert ginn. An den éischte Woche vum Krich goufen der WHO no 226 Klinicken a Gesondheetsinfrastrukturen ugegraff.

D'Massaker vu Butscha ass eis nach gutt an Erënnerung: Iwwer 400 Leit goufen do kalbliddeg

massakréiert an zum Deel virdru gefoltert. 14 Milliounen Ukrainer an Ukrainerinnen hunn hiert Doheem misse verloossen; 5 Milliounen dovunner sinn elo bei eis an d'Europäesch Unioun geflücht. 16.000 Kanner goufe vun de Russen entfouert a verschleeft. Hir Eltere wëssen net, wou se dru sinn. Keelt, Honger, Aarmut, Persounen, déi verschwannen, Exekutiounen, Vergewaltegungen, Folter a Mësshandlungen, dat ass déi traureg Realitéit fir vill Leit an der Ukrain. Mir schwätzen hei net méi just vu Mënschrechtsverletzungen, mee mir schwätze scho vu Verbrieche géint d'Mënschlechkeet!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Russland féiert also e barbaresche Krich géint dat ukrainescht Vollek. A mir? Solle mir nokucken? Solle mir maachen, wéi wann dat alles eis näischt géif ugoen? Ass déi eenzeg Suerg, déi mir hunn, de Bléck op de Präis op der Pompelstatiouun? Jo, mir wëssen alleguerten, datt mir d'Konsequenze vun dësem Krich ze spiere kréien. Iwwregens ass dat bei all Krich esou, dat kënnt Der nokucken, och beim Irak-Krich a bei all deenen anere Kricher aus de vergaangene Joerzéngten huet et ëmmer duerno fir eis och am Weste geheescht: héich Inflatioun, eventuell Angscht viru Rezessioun, héich Präisser. Alles dat ass näischt Neies!

Op ekonomeschem Plang ass et och esou, a mir mussen dorop reagéieren, och eis Energieversuergung musse mir ëmkrempelen. Inflatioun, Zënshaussen, ënnerbrache Liwwerketten hunn och en Impakt op eis Matbierger an op eis Entreprisen. An ech mengen, mir hu richteg reagéiert: Dräimol souzen d'Regierung an d'Sozialpartner beieneen, fir gemeinsam Léisungen ze fannen, fir d'Land an d'Leit. An dat ass gelongen, dofir nach emol: Bravo!

An da gëtt et déi, déi de Leit zielen: „All dat, déi Präisdeierecht, déi wirtschaftlech schwiereg Situatioun, dat ass d'Konsequenz vun de Sanktiounen." Dir kënnt dat nokucken, dat ass déi selwecht Melodie, déi vun alle rietspopulisteschen a rietsextreeme Parteien an Europa gespillt gëtt. Ob AfD an Däitschland oder d'Marine Le Pen a Frankräich, iwwerall gëtt de Stopp vun de Sanktioune gefuerdert. An dat gëtt gemaach mat engem nationalpoliteschen Hannergedanken, nämlech ze insinuéieren: „Et ass de Regierungen hir Schold, dass d'Pond Botter elo iwwer dräi an en hallwen Euro kascht." De Schëllegen ass also net méi den Här Putin, mee et sinn déi national Regierungen. Wat en Aarmut! Geet et nach méi zynesch? Deen eenzeg Schëllegen, souwuel fir de ganze Misär, deen ech opgezielt hunn, an der Ukrain wéi och fir déi ekonomesch Verschlechterung an Europa a weltwäit, dat ass de Wladimir Putin a säi Regimm!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech erënneren drun, datt virum Afall an d'Ukrain eis Wirtschaft an déi vun eisen Nopere gebrummt huet. Op dëser Plaz muss een nach emol kloerstellen, datt d'Lëtzebuerger Regierung net eng eenzeg Sanktioun géint Russland geschwat huet. All déi Sanktioune géint Russland goufen zesummen an der Europäescher Unioun geholl, an ech si frou driwwer, dass hei d'Unioun emol eng Kéier Geschlossenheet gewisen huet!

Rappeléiere muss een och nach emol, datt d'Sanktiounen eeben net dat russescht Vollek viséieren, mee de Regimm, déi, déi dee Krich ze veräntweren hunn, déi, déi e finanzéieren, an déi, déi aktiv un deem Krich an un deene ville Mënscherechtsverletzunge bedeelegt sinn. Haut ze fuerderen, datt d'Sanktioune missten opgehuewe ginn, dat kéim enger Bankrotterklärung vum ganze Westen a vun der Europäescher Unioun gläich. Haut ze fuerderen, keng weider Sanktiounen ze decidéieren, heescht fir de Putin: „Weider esou, deen nächste wannechgelift!" Haut d'Sanktiounen a Fro ze stellen an d'Sanktiounen ofzeschafen, dat heescht och, domadder d'accord sinn, dass an Zukunft an Europa an an der Welt erëm kënnen unilateral Grenze geréckelt ginn.

D'LSAP an déi meescht Parteien, déi heibanne vertruede sinn, vergiessen net, firwat mir der Ukrain zur Säit stinn. Mir vergiessen net eis eege Geschicht. Mir vergiessen net, firwat mir als klengt Lëtzebuerg déi verschidde Sanktiounspäck, déi op EU-Niveau decidéiert goufen, matgedroen hunn a matdroe wäerten. Net well mir mussen, mee aus Iwwerzeegung!

Et ass och keen Zoufall, dass et ëmmer nees déi rietsextreem a rietspopulistesch Parteien an Europa sinn, déi sech géint d'Sanktioune géint Russland stellen. Mir wësse jo, datt eng Partie vun hinnen direkt vu Moskau finanzéiert gëtt.

Der Ukrain haut net ze hëllefen, géif bedeiten, datt muer d'Ukrain net méi existéiert. Et géif bedeiten, datt de Putin seng Politick vun der Expansioun kéint einfach esou weiderféieren, et géif bedeiten, datt vill aner Länner aus der Regioun fäerte missten an datt um Enn och mir fäerte mussen – an dat wëlle mer net!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Cruchten. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech géif effektiv och mat engem Merci ufänken. Merci u meng dräi Virriedner fir hir Messagen, déi si hei lassgi sinn an déi ech natierlech alleguerten esou kann ënnerschreiwen.

Natierlech, dee Krich, dee Russland géint d'Ukrain féiert, deen huet e risegen Impakt op allen Niveauen, dat ka keen heibanne bestreiden. Allem virop huet dëse Krich awer e risegen Impakt op d'Sécherheet, d'Liewen, d'Ekonomie an d'Fräiheet vun de Leit, déi an der Ukrain liewen oder do gelieft hunn. An d'Wellen, déi dëse Krich ausgeléist huet, déi sinn awer iwwert de ganze Globus spierbar. Vun Inflatioun, Problemer bei der Energieversuergung, Liwwerketteschwieregkeeten an esou weider: All dëst spiere mir och an Europa ganz däitlech.

Och geopolitesch ass näischt wéi virdrun: Russland huet sech isoléiert, d'Roll vu China op der Weltbün ass elo nach méi an de Fokus geréckelt ginn. Mir beschäftegen eis och elo vill méi mat eisen Ofhängegkeeten, wat och e groussen Impakt op eis Wirtschafts- an Industriepolitick huet, an et ass e Ruck duerch d'NATO an duerch d'EU gaangen. Et sinn Entscheedunge getraff ginn, der Ukrain zur Säit ze stoen. Zu Recht sinn déi Entscheedunge getraff ginn, an zwar och an enger Rigueur, déi mir bis elo esou net hätte kënne virausgesinn, an déi ganz sécher och e Putin esou net virausgesinn huet.

Mir hu kollektiv festgestallt, dass mir eis als EU – déi eng Memberstaate vläicht méi wéi anerer – ofhängeg gemaach hu vu Russland, fir eis mat bëllegem Gas ze approvisionéieren. An déi Erfarung, déi Russland bis elo mat eis gemaach huet, war, dass mir duerchaus bereet waren, ganz vill ewechzekucken, fir weiderhi vu bëllegem Gas kënnen ze profitéieren, sief dat an Transnistrien, Abchasien, Südossetien, sief dat bei der Annexioun vun der Krim oder dem Krich am Donbass, awer och elo bei der Ënnerstëtzung fir de Lukaschenko, fir deem säi Regimm, dee seng Leit a Belarus ënnerdréckt, d'Ënnerstëtzung fir den Assad, dee seng Bevëlkerung ënnerdréckt, dem Finanzement vun de Wagner-Truppen am Mali an an aneren afrikanesche Länner, d'Ermorden an d'Ewechspäre vu russeschen Oppositionellen – iwwregens och d'Ermorde vu russeschen Oppositionellen ausserhalb vum russeschen Territoire! Ëmmer ass ewechgekuckt ginn, fir de groussen Noper net ze vill rosen ze maachen, a virun allem, well mir jo awer wierklech wollte vun deem bëllege Gas profitéieren.

An elo, wou de Krich carrement virun eiser Dier steet an et manifest ass, dass Russland den imperialistesche Krich lassgetrëppelt huet mam Zil, d'Grenze mat Waffegewalt ze verréckelen, huet d'Blat sech effektiv e bësselche gedréit, an zwar op eng Aart a Weis, déi, wéi gesot, de Putin absolument net virausgesinn huet. Net nëmmen huet de Putin d'NATO erëm zesummegeschweesst, nee, en huet hir jo och nach en neie Member elo – hoffentlech geschwënn och nach e weideren neie Member – beschäert, well eppes eebe kloer ginn ass: Et war net d'NATO, déi de Putin provozéiert huet, an d'Ukrain anzefalen, mee et ass de Fait, net an der NATO ze sinn, dee fir e Mënsch wéi de Putin quasi eng Aluedung duerstellt, sech bedéngen ze goen a sech Territoiren anzeverleiwen.

Ausserdeem huet de Putin et fäerdegbruecht, dass Europa sech a Rekordzäit vu russeschem Gas ofgekoppelt huet, no Alternative gesicht huet an den Ausbau vun den erneierbaren Energien elo a Rekordtempo weiderdreift. Net ze verkennen ass och, dass mir als Gesellschaft nach ni esou en Incentive haten, Energie ze spueren, wéi mir dat elo hunn.

Natierlech, dat Ganzt hei gëtt et net zum Nulltariff. Dat alles bedeit och, dass d'Energiepräisser an d'Luucht gaange sinn, a jo, et huet och zum Beispill derzou gefouert, dass an Däitschland temporär zum Deel op d'Verfeiere vu Kuel zeréckgegraff ginn ass, fir bei der Verstroumung ze hëllefen. Dat alles sollt awer net doriwwer ewechtäuschen, dass de Kurs Richtung Erneierbarer elo kloer gesat ass, an dat bedeit, dass de Fortschrëtt bei den Erneierbaren ëmsou méi schnell wäert virugedriwwe ginn.

Wat déi héich Energiepräisser ubelaangt, sou sinn dës och net exklusiv op de Krich zréckzeféieren, wann och zu engem groussen Deel, an dofir hu mir, an dat ass och ugeschwat ginn, zu Lëtzebuerg eng Tripartitt, déi hei hir Responsabilitéit geholl huet – d'Regierung huet hir Responsabilitéit geholl – an déi alles drugesat huet, fir d'Leit, ganz besonnesch déi, déi finanziell net esou gutt dru sinn, ze entlaaschten. Ausserdeem gëtt et jo elo vill Subsiden, fir de Switch Richtung Erneierbarer ze begleeden. Mir hunn och gëschter d'Presentatioun vum PNEC gemaach kritt, deen zwar elo vläicht mam Krich an der Ukrain näischt ze dinn huet, mee deen eis och ganz kloer weist, wéi och versicht gëtt, do ofzefiederen a jidderengem déi Méiglechkeeten ze ginn, mat op dee Wee ze goen.

An do ass elo net nëmmen eis Regierung, mee do sinn alleguer d'Regierungen an Europa gefrot, ze agéieren, ofzefiedere wou et nëmme geet, an ech mengen och, dass mir duerch deen Exercice ganz gutt komm si bis elo. Et ass awer sécher net un eise Regierungen, hei kuerzsiichteg eng egoistesch Politick ze bedreiwen an d'Sanktioune géint Russland a Fro ze stellen, ganz nom Motto: „Wa mer elo alleguer d'Sanktiounen ophiewen, da leeft erëm alles wéi virum Krich."

Well wa mir dovu schwätzen, dass et Leit gëtt, déi ënnert de Sanktioune leiden, da musse mir virun allem dervunner schwätzen, wéi eng Leit ënnert dem Krich leiden, an dat sinn d'Ukrainer, déi, déi de gréisste Schued aus der ganzer Situatioun dervunnerdroen. An dat ass eis kollektiv Verantwortung, derfir ze

suergen, dass mir dem Putin seng Krichskeess elo net nach weider fëllen. Dofir sinn d'Sanktiounen esou wichteg. Wat wiere mir och fir eng Gesellschaft, wa mer dat, wat Russland den Ukrainer de Moment undeet, net géife sanktionéieren?

Ech ginn och elo net op alleguerten déi Sanktiounspaqueten an. Ech géif awer drop agoen, dass et effektiv – an dat hu mer jo haut och héieren ..., dat ass jo de ganzen Impuls gewiescht, firwat dës Interpellatioun ugefrot ginn ass – Leit gëtt, déi a Fro stellen, ob dës Sanktiounen iwwerhaapt eppes bréngen, ob et Sënn mécht.

Et erstaunt natierlech och net, dass déi Zweifel meeschtens – net just, mee meeschtens – um rietse bis ganz rietse Bord gestreet ginn. Vum Salvini iwwert den Orbán bis eeben hei bis zum Här Kartheiser si si ëmmer an der éischter Rei prett, fir dem Putin seng Messagen no baussen ze droen.

Fakt ass awer: D'Sanktioune schuede Russland an hirer Ekonomie enorm, och wa se de Krich net direkt stoppe kënnen. Mee natierlech setzt Russland alles drun, eis gleewen ze dinn, dass déi Sanktioune si net impaktéieren. Zil ass et, eis drun zweifelen ze dinn, ob mir net awer méi ënnert de Sanktioune leide wéi si. A scheinbar fält jo och deen een oder deen anere gären op dësen Narrativ eran.

Par contre – an dat muss een awer och agestoen – huet den IWF hei och säint derzou bäigedroen, fir deen Narrativ ze stëtzen. Tatsächlech huet den IWF elo rezent gemellt, dass Russland relativ gutt duerch dës Kris komm wier an huet souguer d'Prognose fir déi russesch Wirtschaft no uewe revidéiert. Déi russesch Zuele si souguer méi optimistesch wéi d'Prognose fir den Euroraum.

Déi Saach huet awer e risegen Hoken. An do hätt den IWF, menger Meenung no, vill méi kloer missen drop insistéieren a senger Kommunikatioun. Den IWF erhieft déi Daten net selwer. Wéi déi Date sollen an de jeeweilege Länner erhuewe ginn, ass net ganz eenheetlech. Dofir gëtt et jo och en Transparenzkodex, deen entwéckelt ginn ass, fir eng gemeinsam Basis ze hunn. Par contre hält Russland sech net dorunner.

Esou ass et elo esou, dass eng ganz Partie Donnéeë vum Putin ënner Verschloss gehale ginn, esou zum Beispill d'Aussenhandelsdaten, d'Kapitalflëss, auslännesch Direktinvestitiounen. Och d'Fluchpassagéierzuele ginn ënner Verschloss gehalen. Dat heescht, anstatt transparent Zuelen erauszeginn, entscheet Russland selwer, wéi eng Donnéeë si zur Verfügung stellen.

Mat deem Gescheck seet den IWF elo Russland e méi héije Wuesstem viraus, wéi déi russesch Zentralbank selwer prognostizéiert huet. Do muss een dann, menger Meenung no, awer och emol haart soen, dass den IWF hei net propper kommunizéiert huet respektiv – dat ass dat mannst, wat ee ka soen – sech hei zum Useful Idiot vum Putin senger Propaganda maache gelooss huet.

An och, wat de PIB ubelaangt, muss een a Fro stellen, wéi aussagekräfteg esou eng makroekonomesch Donnée ass, wann een an enger Krichsekonomie ass. A Friddenszäite seet de PIB eppes driwwer aus, wéi vill Bäitrag zu enger Ekonomie geleescht gëtt. Profitter ginn investéiert, Salairen ausbezuelt, déi gebraucht ginn, fir Wueren ze kafen. Steiere gi benotzt, fir Salairen ze bezuelen, a Projeten ze investéieren, déi dann och der Allgemengheet zeguttkommen.

A Krichszäiten ass dat awer forcement ganz anescht. Do beinhalt de PIB eeben Zuelen och iwwer Waffen- a Munitiounsproduktioun an do ginn enorm Zommen dran investéiert. Mee déi Sue brénge jo iwwerhaapt kee Meerwäert fir eng russesch Gesellschaft. Mir schwätzen hei vu Milliarde vun Dollar, déi a militäreschen Ekipement fléissen, dee finalement um ukraineschen Territoire lant a wou déi russesch Gesellschaft iwwerhaapt näischt dovunner huet.

Bon, ënnert dem Stréch kéint een elo soen, dass dat alles relativ egal ass, well och wann d'Zuele friséiert sinn, esou ännert dat jo näischt un der ekonomescher Situatioun. Mee, ech mengen, esou einfach ass et am Endeffekt och net, well den IWF hei awer der Kreml-propaganda an d'Kaarte gespillt huet a sech domat och selwer e bësselchen diskreditéiert huet.

Eng Instanz wéi den IWF gëtt awer als eng onofhängeg Instanz geschat. Hiren Analyse gëtt vill Poids bäigemooss. An do wär et wierklech ubruecht gewiescht, déi manipuléiert Zuelen an eeben dee Kontext ze setzen an drop hinzeweisen, dass déi Zuele vum Kreml selwer preselektionéiert gi sinn.

Well natierlech geet et Russland den Ament drëm, d'Ënnerstëtzung fir d'Ukrain a Fro ze stellen. D'Sanktiounen treffe Russland haart. A grad dofir hätt de Putin gär, dass mir un hirer Sënnhaftegkeet zweifelen, andeems hien dee Fakenarrativ street, dass d'Sanktiounen eis méi géife schuede wéi Russland. Fakt ass awer, wéi gesot: Déi russesch Wirtschaft leit ënnert de westleche Sanktiounen. Russland ass enorm ofhängeg vum Import vun héichtechnologesche Gidder – déi feelen elo!

De Logistiksecteur ass agebrach mat de gréisste weltwäite Players am Logistikberäich, déi sech zeréckgezunn hunn.

De Rubel huet am Ufank vum Krich enorm u Wäert verluer, huet sech effektiv awer erholl. Bis elo huet déi russesch Zentralbank awer och bal alles derfir gemaach, fir de Rubel e Maximum ze stützen. D'Fro ass awer, wéi laang dat nach finanzéierbar ass.

Mëttlerweil muss Russland sech un den Iran wenden, fir Waffe geliwwert ze kréien.

Eng IAEA schätzt, dass de Verloscht vum europäeschen Energiemarché Russland bis 2030 wäert iwwer 1 Trillioun Dollar kaschten. Suen, déi also och feelen, fir an eng Krichsmaschinerie ze investéieren.

Par contre – dat stëmmt –, wie gehofft huet, mat de Sanktiounen d'Stëmmung a Russland géint de Krich ze kippen (veuillez lire: mat de Sanktiounen eng Stëmmung a Russland géint de Krich ze bewierken), deen ass effektiv enttäuscht ginn. D'Sanktioune weisen hir Wierkung effektiv net vun haut op muer – meng Virriedner hunn et och scho gesot –, se funktionéieren éischter wéi e schläichend Gëft, well se Russland vu westlecher Technologie ofschneiden. An deen Effekt gëtt no an no siichtbar, sief dat an der Automobillsproduktioun, wou si elo erëm Autoen ouni Airbags op de Marché bréngen, oder an der Aviatioun, wou ëmmer méi Fligeren awer elo um Buedem bleiwen, well Ersatzdeeler feelen.

An natierlech leeft och bei de Sanktiounen net alles perfekt. Déi gestige Präisser um Energiemaart hunn eng Zäitchen d'Abréch vun de Verkeef kompenséiert. Eis Sanktioune goufen och zum Deel, mengem Empfannen no, vill ze vill laang diskutéiert, ier se a Kraaft getruede sinn – wat forcement och Russland erëm Zäit verschaaft huet, ze anticipéieren. Aner Länner wéi China sprangen als Hëllef an. An och bei eis gëtt et genuch Acteuren, déi sämtlech méi oder manner legal Schlupflächer sichen, fir Sanktiounen ze ëmgoen.

Et gëtt mëttlerweil och ganz interessant Analysen doriwwer, wéi de Marché vum Pëtrol zum Beispill sech um Schwaarzmaart entwéckelt huet a wéi dësen et färdegbréngt, nach genuch Pëtrol iwwer ganz dubiéis Kanäl ze verschëffen – wat iwwregens och erëm e weidere Grond ass, fir dovunner fortzekommen.

Zum Deel kommen – et ass och ugeschwat ginn – eng ganz Partie Drëttlänner an d'Spill, déi hei deen Effekt nach offiederen a verzögeren. China hunn ech schonn ugeschwat, mee och iwwert d'Tierkei oder Armenie fanne Wueren hire Wee a Russland. Och europäesch Betriber versichen, d'Sanktiounen ze ëmgoen.

An, ech mengen, et muss wierklech kloer sinn ...

(Interruption)

Ech mengen, den Här Asselborn hätt gär eppes.

M. Marc Spautz, Président de séance | Nee, nee.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech mengen, et muss wierklech kloer sinn och bei deene Betriber: Dat ass kee Kavaléiersdelikt, sou wéi och den Här Habeck et gesot huet. Dat muss ophéieren! Mir musse wierklech verhënneren, dass eis Beméiungen am Kader vun de Sanktioune vun esou Initiativen da finalement ënnergruewe ginn.

Ech mengen, mir mussen eis an Zukunft dorunner moosse loossen, wat mir alles gemaach hunn oder, wann et dem Här Kartheiser nogeet, wat mir eeben net gemaach hunn, fir d'Ukrain an eng Positioun ze versetzen, hiren Territoire an hir Bierger a Biergerinnen ze schützen.

An der Ukrain geet et grad net ëm de Choix tëscht Krich oder Fridden. Et geet ëm de Choix tëscht Krich oder Ënnerdréckung. Der Ukrain gëtt säitens Russland carrement hir Existenzberechtegung ofgeschwat. D'Zil vum Putin war vun Ufank u kloer: d'Ukrain ze briechen, den Autoritarismus fest an der Ukrain ze etabléieren.

An do sinn d'Ukrainer carrement entmënschlecht ginn. Si sinn zu Dausenden deportéiert ginn. Kanner ginn zu Dausenden deportéiert. Si ginn ëmerzunn oder si sollen ëmerzu ginn. Sëldner gi lassgeschéckt, fir ganz Dierfer ze säuberen. Ziviliste ginn op der Strooss erschoss. Krichsgefaangener kréie viru lafender Kamera lieweg de Kapp erofgeschnidden. Hir Käpp ginn op Péil presentéiert.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Dat héiert Dir vläicht net ganz gären, mee et ass och eng Realitéit.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech ka verstoen, wann do e Land alles, wierklech alles, drusetzt, fir dass seng Leit net an d'Gräpp vun esou engem barbaresche Regimm falen. Wien, no allem, wat mir an de leschte Wochen u Grujeldote gesinn hunn, nach seet, mer sollen ophalen, der Ukrain Waffen ze liwweren, an amplaz op Diplomatie musse setzen, dee leit ganz kloer ënner kognitiver Dissonanz.

Wie kann haut Diplomatie fuerderen, wann de Géigeniwwer ganz kloer just een Zil huet: sech Gebidder anzeverleiwen, se ze annektéieren. E Géigner, deen Diplomatie gläichsetzt mam Recht vum Stäerkeren, fir sech mat Waffegewalt nei Territoiren erauszehandelen. Well soulaang Russland dru gleeft, vun enger Weiderféierung vum Krich méi ze gewannen, wéi ze verléieren, soulaang huet Russland keen, awer och wierklech guer keen Incentive, un de Verhandlungsdësch zeréckzekommen. An dofir ass et esou wichteg, dass mer d'Ukrain op militäreschem Plang weider ënnerstëtzen a bei eise Sanktiounen net labber loossen.

Mir sinn haut zur Erkenntnis komm, dass d'Iddi vum „Wandel duerch Handel" gescheitert ass. Et ware grad eis enk Wirtschaftsbezéiungen zu Regimmer

wéi Moskau, awer och Peking, déi hinnen e Fräifaartschäi ginn hu fir hire Muechtmëssbrauch, fir d'Ënnerdréckung vun hirer Bevëlkerung, d'Verletzung vu Mënscherechter. Et ass opgrond vun eiser Ofhängegkeet, dass si vun eis keng Géigewier oder eescht Kritick, a scho guer keng deier Konsequenzen hu musse fäerten.

Sou ass eist Handelen haut zu gudder Lescht och en Zeechen u China, dass et Grenze gëtt. Et geet elo och drëm, eis fir eis Wäerter a fir Demokratie anzesetzen. Wa mer bis zouloossen, dass Diktaturen an Autokrate sech kënnen huelen, wat se wëllen, well mer hinnen ausgeliwwert sinn, da kënne mer direkt apaken. Den nächste Schrëtt ass dann de weideren Export vun hirem Modell an aner Länner. Zum Deel hu si dat jo schonn hikritt, a si schaffen och aktiv drun, dëst an eise Breedegraden duerchzezéien.

Wa mir muer net wëllen an engem Europa liewen, an deem Meenungsfräiheet keng Roll méi spillt – an ech erënneren hei un deen Oppositionellen, dee fir seng Meenung 25 Joer an de Prisong kënnt –, an engem System, wou alles drop ausgeriicht ass, de Muechterhalt vun e puer Wéinege mat alle Mëttelen ze assuréieren, dann ass elo de Moment, wou mir an de saueren Apel musse bäissen a weisen, dass Demokratie eis och eppes wäert ass.

A wien elo nach behaapt, mir sollten ewechkucken, Sanktiounen ophiewen, den Handel mat Russland erëm normaliséieren, well eis Sanktiounen ze deier ginn, dee verkennt, wat de Präis vun der Fräiheet ass! Ech krut haut den Androck vermëttelt, dass e puer – zum Gléck wéineger – heibanne kee Problem domadder hätten, wann en Deel vum ukraineschen Territoire géif fir „Fridden" agetosch ginn. A mir mécht esou eng Astellung Suergen, well wa mir drop hischaffen, dass de Putin ukraineschen Territoire zougesprach kritt am Géigenzuch fir sougenannte „Fridden", da wär dat e Fridden, deen de Putin als Sig verkafe kéint, well hien en Territoire eruewert hätt. Dat wier menger Meenung no kee gudde Fridden, well et wier en Iwwergangsfridden, deen esou laang unhält, bis de Kreml entscheet, erëm unzegräifen a seng Erfollegsgeschicht weiderzeféieren.

Den Internationale Strofgeriichtshaff huet en Haftbefeel géint de russesche President erlooss. Jiddereen, deen elo nach de russesche Krich relativéiert a bereet ass, déi russesch Staatskeess erëm ze fëllen, deen ënnerstëtzt domadder ganz offiziell e Krichsverbriecher.

Jiddereen heibanne wëllt en Enn vum Krich; dat ass keen Elengstellungsmerkmal vun der ADR. Mee Dir als ADR, Dir sidd bereet, d'Souveränitéit vun engem Land a Fro ze stellen an hiren Territoire iwwer hire Kapp ewech op de Verhandlungsdësch ze geheien. An dat ass grad vun enger Partei, déi hei schonn nervös gëtt, wa se beim Bäcker muss e Bréitchen op Franséisch bestellen, dach awer relativ erstaunlech.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Villmools merci, Här President. An am Géigendeel zu verschiddene vu menge Virriedner verzichten ech op all Poleemik ...

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | ... a wëll zur Saach schwätzen.

(Interruption)

Jo, dat ass heiansdo net esou einfach, well, ech mengen, et hu jo vill Kolleege mech an deene leschten 90 Minutte mat deem engen oder aneren Éierentitel versinn. Mee ech kucken doriwwer ganz gär ewech, well et geet eis ëm d'Saach.

An effektiv, jo, d'ADR ass eng Partei, déi sech hei ganz konsequent fir de Fridden engagéiert. A mir sinn houfreg dorobber – ech muss dat wierklech ganz kloer soen. Ech mengen, dat Bescht, wat mir fir d'Ukrain an och fir d'Russen, fir ganz Europa kënne maachen, dat ass, datt mer kucken, datt mer eng nei Stabilitéit a Fridden an Europa bréngen. Natierlech ass dat net einfach!

D'Kolleegen hei, deen een oder aneren huet historesch Beispiller bruecht. Déi eng hu verwisen op 1938, déi aner op 1941. Et muss een aus der Geschicht ëmmer léieren, mee et muss een och déi richteg Vergläicher maachen. Mee eis geet et elo emol un éischter Plaz drëm, de Konflikt an d'Geschicht vum Konflikt an der Ukrain selwer ze kucken, éier een op Vergläicher zréckgräift, déi net ëmmer ganz gutt passen.

Wësst Der, dee Konflikt an der Ukrain, dat ass e laange Biergerkrich gewiescht, ier en internationaliséiert gouf. En ass internationaliséiert ginn duerch eng Invasioun, déi e Vëlkerrechtsbroch war. Dat mécht een net, dat hu mer och verurteelt. Mee et gëtt eng Virgeschicht vum Konflikt an der Ukrain: e Biergerkrich. An et gouf versicht, dat ze redresséieren an ze berouegen. Da waren déi Minsker Verhandlungen.

An et ass fir mech erschreckend, datt mer westlech Politiker haten, wéi d'Madamm Merkel, wéi den Här Hollande, déi haut oppe soen – déi oppe soen! – an Interviewen, datt se net éierlech géintiwwer Russland waren, datt se op Zäit gespillt hunn, datt se déi Zäit geholl hunn, fir d'Ukrain ze stäerken, an net d'Ëmsetzung vun de Minsker Accorden duerchgezunn hunn.

Dat ware keng Leit vun der ADR oder vu Rietsparteien oder esou. Dat ware Leit vun der däitscher CDU oder vu franséische Parteien, franséisch Presidenten – och den Här Sarkozy huet do matgemaach. An dat mécht mer wierklech Suergen!

An et stellt och eng prinzipiell Fro iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, wa mer iwwer Normandie-Format oder esou verhandelen: Awéiwäit kënne mir eis eigentlech an der Europäescher Unioun och als klengt Land diplomatesch vun anere vertriede loossen, wa mer haut gesinn, datt dat net ëmmer am beschten Interessi vun der Saach vum Fridde geschitt ass?

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Kolleegen heibannen hunn och do op Atrocitéiten ugespillt. Dat ass wierklech schrecklech an dat muss ee mat aller Däitlechkeet verurteelen. Déi Krichsverbrieche mussen opgeschafft ginn. Dat mécht een am beschten am Kader vu Friddensverhandlungen, wou dann eebe gekuckt gëtt, wéi dat eent an dat anert muss beurteelt ginn, wéi Geriichter mussen opgestallt ginn. Och dat geet nëmmen am Kader vu Verhandlungen.

An et mécht eis Suergen, wa mer gesinn, datt haut an der Ukrain ... Ech weess elo net, ob Russland bereet wär, elo haut ze verhandelen. Ech weess dat net, dat kann ech duerfir och net beurteelen, mee ech weess awer, datt an der Ukrain en Dekreet geholl ginn ass, dat Verhandlunge mam Här Putin verbitt! Dat mécht d'Saach net méi einfach! Et si vill Problemer am Ableck do, déi Verhandlunge ganz schwéier maachen. Et däerf ee sech awer net decouragéiere loossen.

Wësst Der, wa mer net verhandelen ... An dat ass eng Saach, wou ech nëmme ka spekuléieren, ech kann Iech jo elo keng Garantie ginn. Kee vun eis kann an eng Kristallkugel kucken a wëssen, wat geschitt. Keen! Ech och net. Mee wa mir net verhandelen, géif ech soen, ass déi warscheinlechst Evolutioun vun der Situatioun, datt eng gréisser russesch Offensiv kënnt an datt d'Ukrain déi net duerhält a grouss Deeler vum Territoire verléiert. Déi Fuitten, déi mer elo gesinn haten an den amerikanesche Pentagon-Leaks, déi mer elo haten, weisen däitlech – an d'Authentizitéit dovunner ass eigentlech net méi a Fro gestallt –, datt déi ukrainesch Arméi net méi déi Mëttel huet, fir sech géintiwwer Russland ze verdeedegen.

Dann ass natierlech d'Fro: Gëtt de Krich vum Westen hier internationaliséiert – dat wär dee schlëmmste vun alle méiglechen Zenarien? Oder probéiert een, de Feindseelegkeeten en Enn ze maachen, iert den Zesummebroch vun der Ukrain kënnt? Well dat ass dee warscheinlechen Zenario an ee Grond méi fir eis fir ze soen: „Mir musse verhandelen a mir musse méiglechst séier verhandelen."

Well mir hate jo vun Ufank u gesot, wat eis Ziler sinn, vum éischten Dag un: als Friddenspartei Mënscheliewe schounen, den Territoire vun der Ukrain esou wäit wéi méiglech preservéieren an eng Escalade verhënneren. An dozou sti mir haut nach. An dofir ass och dee beschte Wee dee vu Verhandlungen.

Verschidde Kolleege soen hei: „Waffe liwweren." Waffe liwweren, wësst Der, wann een d'Gläichgewiicht kuckt um Terrain oder d'Kraaftverhältnis tëschent Russland an der Ukrain, dann ass kloer, datt Waffeliwwerungen net derzou féieren, datt d'Ukrain dee Krich ka gewannen. Dat ass einfach net méiglech, wann Der d'Kraaft kuckt vun där enger Säit a vun där anerer Säit. Si verlängeren awer de Krich.

Mir soen: Waffeliwwerungen hunn och dee Problem fir eis als westlech Staaten, datt eis Arsenaler haut eidel sinn. Mir hunn näischt méi! An dat ass an engem geopolitesche Kontext zumools fir d'Amerikaner ganz schwiereg. Déi amerikanesch Arméi, vill Genereel hu sech geäussert, vill franséisch Genereel, brittesch Genereel, och däitsch Genereel hu gesot: „Mir kënnen dat net méi maachen. Mir hunn näischt méi!"

Wann haut wierklech e Problem wär an der Strooss vun Taiwan oder sou, hu mir eis wäitgeeënd demilitariséiert als Westen, well praktesch alles an d'Ukrain geféiert ginn ass, wat konnt dohi geféiert ginn. Wann Der kuckt, wat de Westen nach huet, fir an d'Ukrain u Panzeren ze liwweren oder u Fligeren, ech mengen, dat seet jo genuch. Maacht d'Analys dovunner, an da wësst Der, wat wierklech d'Verhältnisser sinn!

An ech mengen, et ass och ëmmer gutt, an der Politick, och virun allem an der Militärpolitick, fir emol eng objektiv Analys ze maachen. A wann Der sot: „Waffe liwweren, Waffe liwweren", ... Vu wat nach?! A wat sinn d'Konsequenzen? Och do, mengen ech, ass eis Demarche eng vill besser.

Da gouf hei gesot ... Et gouf mer villes virgeworf, dat ech guer net gesot hunn. Ech hunn hei weeder d'Fräiheet vun der Press a Russland kommentéiert – déi huet sécher Problemer –, ech hunn och näischt gesot iwwer vill aner Saachen, déi mer hei virgeworf goufen. Den Här Wiseler hat seng Ried warscheinlech scho méi laang virbereet, ...

(Interruption)

... an ech hunn eeben net alles gesot, wat hien do wollt soen. Mee ech wollt him awer äntweren op den Zoustand, op d'Aschätzung vun der ukrainescher Gesellschaft. Hei gëtt ëmmer gesot – an dat héiert ee ganz dacks –, dat wär eng Demokratie.

(Interruption)

Ech hoffen, et ass eng, mee leider sinn d'Realitéiten, am Ableck wéinstens, anescht! Mir hunn an der

Ukrain, an dat braucht Der nëmmen an deenen ... Et gëtt där Publikatiounen onheemlech vill, déi dat feststellen.

Mir hu weeder eng Fräiheet vun de Medien an der Ukrain ... natierlech och an anere Länner net. Dat steet awer net zur Debatt, elo schwätzen ech iwwer d'Ukrain. Mir hu keng Fräiheet vun de Medien, déi sinn all gläichgeschalt. Mir hu keng Reliounsfräiheet, well déi Ukrainesch-Orthodox Kierch, déi vum Patriarchat vu Moskau ofhänkt, huet grouss Problemer am Ableck. D'Oppositioun ass zu engem groussen Deel net méi do. Déi ass och zu engem groussen Deel verbuede ginn. D'Verfassungsriichter goufen ofgesat, nodeem se Urteeler geholl hunn, déi dem Här Selenskyj net gepasst hunn, scho virum Krich.

D'Korruptioun an der Ukrain ass endeemesch. Den Här Selenskyj selwer gouf an de Pandora Papers genannt. An ech hunn dem Här Wiseler, well hien dat jo ugeschwat huet, elo extra nach en Artikel matbruecht, deen ech him recommandéieren, vum 12. Abrëll 2023: Seymour Hersh, ee vun de berüümtesten amerikanesche Journalisten, „Trading with the enemy", wou d'Praktike vum Här Selenskyj an där Hisiicht nach eng Kéier beliicht ginn. Aktuell, net vu virum Krich! E ganz interessanten Artikel.

Ech wollt och vläicht e Wuert soen iwwert dee Problem vun der Nazidoktrinn oder esou. Well dat ass ëmmer eppes, dat gëtt vun deem Eenzelne behaapt, a vun anere gëtt gesot, dat wär guer net esou.

Och do wëll ech guer keng Poleemik maachen, mee einfach kucken, wéi d'Fakte sinn. An ech kucken dat mat grousser Opmierksamkeet, och d'„Jerusalem Post" zum Beispill. D'„Jerusalem Post" hat den 11. Abrëll – dat ass nach net laang hier, haut si mir den 18. Abrëll – en Artikel publizéiert: „Kyiv to name street for Ukrainian Nazi collaborator after public vote." „According to Dolinsky", wien dat ass, ass elo net esou wichteg, „a street in the Ukrainian capital will be renamed following a motion passed by the city council, and will bear the name of Volodymyr Kubiyovych, who during the Holocaust was heavily involved in the formation of the Waffen-SS Galizien, a Nazi military force made up of Ukrainian volunteers."

Dat stéiert eis. Ech weess net, ob et jiddereen heibanne stéiert. Ech ginn emol dervun aus, datt jiddereen hei schockéiert ass.

Den 11. September 2022 – dat ass och nach net ganz laang hier – huet den Arno Klarsfeld, e bekannten Affekot, eng Publikatioun gemaach am „Le Point" – dat ass och keng Boulevardzeitung –: „L'Ukraine ne doit plus glorifier les nationalistes qui ont collaboré." „Si les Ukrainiens veulent faire partie de la famille de l'Union européenne," seet den Här Klarsfeld, „ils doivent cesser de glorifier les nationalistes ukrainiens présentés comme des héros, et qui ont collaboré avec les nazis et les ont assistés dans l'extermination de dizaines de milliers de familles juives en Ukraine. Une des premières mesures de la municipalité de Kiev après la révolution de 2014 a été de débaptiser la longue avenue qui mène au site de Babi Yar, et qui portait le nom d'avenue de Moscou, pour l'appeler avenue Bandera [...]."

Wësst Der, dat si Saachen ... Elo kënnt Der soen: „Jo, den Här Selenskyj selwer ass Judd." Jo, en ass Judd, mee da froen ech mech awer: Firwat geet hien net méi determinéiert géint esou Saache vir? Déi si jo net akzeptabel! An et ass eebe wichteg, wa mer iwwert d'Ukrain schwätzen, datt mer och eng objektiv Analys maache vun där Situatioun, wéi déi Regierung am Ableck do zu Kiew ass. Ech mengen, dat ass och ganz wichteg. A mir sinn eis et och schëlleg als Demokraten, fir dat richteg anzeschätzen.

Ech wëll nach ... Ech hätt esou vill ze äntweren, well Dir hutt mech mat Komplimenter iwwerschott an deene leschten zwou Stonnen.

(Interruption)

Ech wëll vläicht nach op eng Saach äntweren, déi den Här Graas gesot huet. An den Här Graas ass en Här, egal wéi, deen ech op jidde Fall weider och héich appreciéieren – ech wëll him dat och soen. An dat ass déi Saach vum Conseil de l'Europe.

Hien huet sech doriwwer gefreet, datt Russland do, wéi hie gesot huet ... „verdriwwen", mengen ech, hat hie gesot. Ech weess net méi genau, wéi d'Wuert war, mee dat war ongeféier dat. Ech wollt Iech soen, Här Graas: Ech deelen déi Appreciatioun net, ech halen dat fir falsch. Well ech mengen, och wann ee mat Leit net d'accord ass, och dat Behuelen – Dir hutt dat kritiséiert – vun der russescher Delegatioun bei der OSZE ... Ech mengen, d'Konscht vun der Diplomatie, d'Erausfuerderung vun der Diplomatie, dat, wat se spannend mécht, dat ass eeben och, wann ee mat engem Mënsch net d'accord ass, fir kënnen ze soen: „Hei, komm, mir setzen eis zesummen, mir diskutéieren, mir schwätzen, mir kucken, wat mer kënne maachen." Dat ass eng formidabel Aufgab, eng, déi intellektuell a charakterlech héich Usprëch stellt, an déi mer net solle scheien.

Well wat mer gär hätten, dat ass, dass dëse Kontinent erëm ka friddlech zesumme liewen. Et muss een Affer bréngen dofir. Et muss ee verhandelen. Et muss ee mat guddem Wëllen dorunner erugoen. Mir als ADR stinn dozou.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt dem Här Kartheiser merci fir dës interessant a wichteg Debatt.

Jo, den Ugréff vu Russland op d'Ukrain am Februar 2022 war a bleift e klore Vëlkerrechtsbroch. An deem einfach nozekucken an d'Schëlleren ze hiewen, war an ass keng Optioun. An deem Sënn sinn och d'Sanktioune géigeniwwer vum russesche Regimm gewëssermoossen alternativlos. An ech géif gär d'Wierder vum Yves Cruchten vun elo just opgräifen an effektiv déi Verbrieche géint d'Mënschlechkeet an dee barbaresche Krich nach eng Kéier regrettéieren a condamnéieren. Well effektiv gëtt et keng Wierder dofir an et kann net oft genuch soen, wéi schlëmm dat ass an dass dat ze condamnéieren ass.

Den Här Kartheiser sot, datt d'Sanktiounen ouni kloer Wierkung op de russesche Regimm sinn an datt Europa sech domadder selwer schuet. Mee wat den Här Kartheiser awer vergësst ze thematiséieren, an eisen Aen, ass dat verheerend politescht Signal, dat mir ofginn hätten, wa mer keng Sanktioune geholl hätten.

Et wär carrement d'Vëlkerrecht an d'Poubelle gehäit, mat alle fatale Konsequenzen, déi dat géif mat sech bréngen. Et wär e Blankoscheck gewiescht fir d'Militärmuechten, sech an Zukunft ze huelen, wat se wëllen. An eiser Meenung no, wann ee Staat an en anere Staat afält a besetzt, da gëllt et, Sanktiounen ze huelen. Dat ass fir eis den absolutte Minimum. An dat gëllt fir eis iwwerall.

Mir hunn awer och vun Ufank u gesot, datt déi Sanktioune sollen, souwäit et geet, déi Responsabel treffen an net zu enger kollektiver Bestrofung vum russesche Vollek féieren. Dat ass net einfach, dat gesi mer och an, mee zumindest hätt een dat missen als Grondprinzipp festhalen, well et wäert – fréier oder spéider – e Russland ouni Putin ginn. A wéi dat Russland nom Putin ausgesäit, hänkt staark domadder zesummen, wéi eng Attitüd mir elo vis-à-vis zum russesche Vollek anhuelen.

Russland ass a bleift eisen Noper. Déi einfach Mënschen a Russland goufe bekanntlech net gefrot, ob si mat der Invasioun averstane sinn oder net. Et si virun allem déi einfach Mënschen, déi ënnert dem Krich leiden. An och si sinn net gefrot ginn, ob si kënnen als Kanounefudder benotzt ginn. Si elo kollektiv dofir verantwortlech ze maachen an ofzestrofen, dat schaaft onnéideg Ressentimenter, déi iwwer Generatioune wäerten undaueren.

Här President, Tatsaach ass, datt d'Sanktioune bis ewell net de gewënschte politeschen Effekt haten. Virun engem Joer goufe se vu ganz ville westleche Politiker als Non-Plus-Ultra dohinnergestallt. Déi däitsch Ausseministesch hat gemengt, d'Sanktioune géifen dem Putin säi System am Kär treffen an den US-President sot am Mäerz 2022, souguer déi russesch Wirtschaft géif doduerch halbéiert ginn.

Ee Joer duerno muss ee feststellen, datt d'Realitéit eng ganz aner ass – leider. Moskau war dorobber virbereet. An dat gréisst Land vun der Welt kann een nun einfach emol net esou einfach ekonomesch blockéiere wéi eng Karibikinsel. De sougenannte „Westen" huet seng Aflossméiglechkeeten iwwerschätzt an eisen Aen, och oder grad eeben, well en de Rescht vun der Welt net dovunner iwwerzeegt krut, bei de Sanktioune matzemaachen.

Et ass eigentlech erstaunlech, datt sech iwwert déi Weigerung vun der reschtlecher Welt net genuch oder net méi Gedanke gemaach ginn. An der UN-Vollversammlung gouf et zumindest am Ufank nach relativ grouss Majoritéiten, fir de Broch vun der UN-Charta ze verurteelen, mee wéi et bis ëm déi ekonomesch Sanktiounen a Strofmoossname gaangen ass, huet ee Land nom aneren ofgewénkt. Dat just op déi ekonomesch Intressie vun deene Länner zréckzeféieren, ass eiser Meenung no ze kuerzgegraff.

Eng méi grondleeënd Analys dovunner wär dréngend noutwenneg. Allerdéngs wär dat warscheinlech och mat onbequeeme Froen a Wouerechte verbonnen. Et misst ee sech emol d'Fro stellen, wéi de Westen tatsächlech dobaussen an der Welt wouergeholl gëtt, ob déi politesch an ekonomesch Dominanz vun Europa a vun Nordamerika dobausse wierklech esou onproblematesch ukënnt, wéi esou munchereen dat mengt. An et misst ee sech och d'Fro stellen, ob et net och domadder zesummenhänkt, datt de Westen et an der Vergaangenheet, an och haut nach, selwer net esou genau mam Vëlkerrecht hëlt. Stéchwuert: Irak, Libyen, Palästina, West-Sahara a sou weider.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech ginn d'Gefill net lass, datt genee déi paternalistesch, eurozentresch Siicht verhënnert, datt mir eis emol de Spigel virun Aen halen an eis Attitüd géigeniwwer dem Rescht vun der Welt änneren. Mir sinn nun emol net den Nuebel vun der Welt, och wa mir dat wëllen oder mengen.

Här President, wann et der ADR no geet, solle mer weiderhi bei der Energieversuergung ofhängeg vun engem rietsen Autokrat sinn. Souguer wann deen Autokrat aner Länner militäresch iwwerfält, solle mer weiderhi bei him akafen. A virun allem solle mer weiderhi monter fossill Energië verbrennen, well de Klimawandel ass just e Märchen. Esou kann een d'Positioune vun der ADR karikaturéieren.

Mir als Lénk menge genee de Contraire. Mir gesinn et als grousse Feeler un, datt Europa sech an deene

leschte Joerzéngten ofhängeg gemaach huet vum russesche Gas a Pëtrol. Schonn an den 80er-Joren awer war d'Evidenz vum Klimawandel net méi ewechzerieden. Hätte mir deemools konsequent ugefaangen, an erneierbar Energien ze investéieren, wäre mer haut energeetesch autark a mir wären net an dëser Zwéckmillchen.

Mëttlerweil gëtt d'Necessitéit vun der Energietransitioun zumindest am politeschen Discours unerkannt, an dat ass e positiven Effekt vun dëse Sanktiounen, wann een iwwerhaapt dëser Situatioun eppes Positives kann ofgewannen. Allerdéngs ass Europa net esou schnell vun den Energieimporter aus Russland ewechkomm, wéi d'EU et gär duerstellt, well d'Wandrieder elo wéi Champignonen aus dem Buedem gewuess wieren. Nee, mir hunn déi Importer aus Russland ersat duerch Importer vu fossille Brennstoffer aus anere Géigende vun der Welt, an dovu ganz vill Géigenden, déi och vun aneren Autokrate regéiert ginn. D'ekologesch Transitioun ass mam Import vum US-amerikanesche Fracking-Gas zum Beispill op jidde Fall net méi no komm. Et soll also keen eis e Märchen erzielen!

Mir hunn also just eng Ofhängegkeet duerch eng aner Ofhängegkeet ersat. Wat mer brauchen, ass endlech eng vollstänneg Ëmstellung op erneierbar Energien an d'Onofhängegkeet vun anere mënscheveruechtende Regimmer, an dat esou schnell wéi méiglech.

Här President, d'Sanktioune géigeniwwer Russland op de Gidder sinn offensichtlech zimmlech wierkungslos. Se sinn engersäits just hallefhäerzeg ëmgesat ginn: Zum Beispill huet d'Diamantenindustrie vun Antwerpen – och dat ass schonn dacks kommentéiert ginn – en Exportstopp op Réidiamante bis elo verhënnert kritt. Dat ass och d'Hypokrisie vun den Europäer, an dat niert dann erëm antieuropäesch Discoursen. Et soll ee sech also net wonneren. Anerersäits huet Russland genuch aner Kanäl, fir seng Produite lasszeginn a fir sech Gidder um Weltmarché ze verschafen.

Och a Saachen Héichtechnologie wäert Russland viraussichtlech Alternative fannen. An do muss ee mol net a Richtung China oder Indie kucken. Eisen NATO-Partner Tierkei mécht jo och net mat bei de Sanktiounen an huet säin Handel mat Russland enorm ausgebaut. A wann een da gesäit, dass zum Beispill den Handel tëscht Italien an der Tierkei op eemol spronghaft gestigen ass, da kënnt de Verdacht op, datt vill europäesch Geschäftsleit eng Zort neien Dräieckshandel entdeckt hunn.

Genausou wéineg schéngen och d'Finanzsanktioune géint déi russesch Oligarchen en Afloss op de Krich ze hunn, woubäi mir awer sécher déi allerlescht sinn, déi eppes do dergéint hätten. Au contraire, mir mengen, datt een do nach vill méi wäit misst goen. D'Verméige vun dëse Mënschen, déi hire Räichtum dem System Putin ze verdanken hunn, sollt eiser Meenung no konfiskéiert ginn an zum Beispill engem Opbaufong fir d'Ukrain zeguttkommen. Well aktuell sinn déi Gelder an och materiell Wäerter just agefruer, dat heescht grosso modo, datt déi Saachen net däerfe verkaaft oder ofgezu ginn. Se gehéieren awer weiderhin deene Leit a produzéiere weiderhin Zënsen an Dividenden.

Fir eng Enteegnung muss fir d'éischt e Rechtskader geschafe ginn. D'EU hat dofir jo eng „Freeze and Seize"-Taskforce opgestallt. Mee mëttlerweil schéngt eng Enteegnung awer net méi aktuell ze sinn, et héiert een zumindest net méi vill dovunner. Dofir wär ech ganz frou, wann de Minister eng Kéier kéint duerno op déi Fro reagéieren, wou déi drun ass. Et muss een och soen, dass déi Sanktioune mat Sécherheet och just een Deel vun den Oligarchevermëigen erfaasst hunn. Se goufen am Ufank vill ze vill zögerlech an heterogeen ëmgesat, soudass vill vun deene Leit Zäit haten, hir Verméigen a Sécherheet ze bréngen.

Ausserdeem ass den internationale Finanzsystem jo esou opgestallt, dass räich Individue sech kënne relativ liicht der staatlecher Kontroll entzéien. Virun allem wéinst der Steierhannerzéiung huet sech iwwer Joerzéngten eng Industrie entwéckelt, déi ganz effikass Methoden an Instrumenter huet, fir Verméigen hin an hier ze verschiben an ze verstoppen.

Här President, nom Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain gouf et fir Europa grosso modo dräi Méiglechkeeten: einfach ewechkucken an näischt maachen, Russland de Krich erklären oder eebe Sanktiounen. Vun deenen dräi Optioune war eiser Meenung no déi mat de Sanktiounen déi eenzeg méiglech. Allerdéngs kann een och d'Ëmsetzung vun de Sanktiounen awer kritiséieren. Virun allem huet de Weste säi Gewiicht op der internationaler Bün iwwerschat an et net fäerdegbruecht, e breeden, wäite Konsens bei de Sanktiounen hierzestellen. Dofir wier et un der Zäit, eiser Meenung no, dass mir eis an dem Spigel kucken an op Aenhéicht mat de Partner op der Weltbün schwätzen a si froen, wat si kéint derzou beweegen, fir un deene Sanktiounen deelzehuelen. D'Fro wier jo: Wat kënne mir, de Westen, hinne bidden? Eventuell misste mir dann e Schrëtt op si duergoen um Niveau vun der internationaler politescher an ekonomescher Uerdnung, an zum Beispill déi aner Staate froen, fir hinnen eng méi grouss Plaz anzeraumen an der politescher, ekonomescher Weltuerdnung, wéi zum Beispill an der UNO. D'Fro ass, ob d'Vëlkerrecht eis dat dann och wierklech wäert ass.

Wat bleift ass, datt ee sech net sollt op déi Sanktioune verloossen, fir dëse Krich op en Enn ze bréngen. Mir bleiwen dervunner iwwerzeegt, datt den diplomatesche Wee deen eenzeg richtegen – éischter méiglechen – ass, fir aus dëser fuerchtbarer Situatioun nees erauszekommen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass deen honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer ee Joer ass et hier, datt Russland – Russland eleng! – eng Invasioun a Richtung Ukrain probéiert huet ze lancéieren. Iwwer ee Joer ass et hier, datt d'Ukrainer d'Russen zréckgedréckt hunn an d'Verbriechen, wéi ronderëm Butscha, visibel gi sinn. Den UN-Mënscherechtsbeoptraagte schwätzt vu bis zu 178 Doudegen, déi bis elo fonnt an identifizéiert goufen, eleng zu Butscha. Laut Zuele vun der UN sinn am leschte Joer mindestens 8.317 Ziviliste wéinst deem russeschen Ugréffskrich an der Ukrain gestuerwen. Ronn 13.900 goufen der verletzt. Ech mengen, wa mir haut iwwert d'Konsequenze vum Krich schwätzen, da sinn dat déi wichtegst Zuelen. Si representéieren dat mënschlecht Leed, dat Leed, dat d'Mënschen an der ganzer Ukrain säit dem Ugréffskrich vu Russland kennen.

Haut soll et jo ëm d'Konsequenze vun dësem Krich goen, fir eis zu Lëtzebuerg, an Europa, jo, weltwäit. Fir eis Piraten gëtt et kloer politesch Konsequenzen.

Éischtens, d'NATO, déi 2019 nach vum franséische President fir gehierdout erklärt gouf, ass erëm e wichtegt Staatebündnis ginn, op dat mir eis all verloossen, a wou mer hoffentlech geschwënn net nëmmen een, mee zwee nei Membere kënnen ënner eis zielen.

Zweetens, d'europäesch Memberstaaten hunn alleguerten hir Relatioune mat Russland agestallt. A vill Oligarchen hu missen erausfannen, datt hir Konten an hir Yachte saiséiert gi sinn an datt de Shopping op de Champs-Elysées awer net méi esou einfach ass.

Drëttens, d'EU huet zesummegehalen, an zesumme Sanktioune beschloss. Net ëmmer perfekt, net ëmmer an där Vitesse, wéi ech et perséinlech fir néideg fonnt hätt, mee zesummen. Och wann dësen Zesummenhalt net méi gradesou staark ass wéi nach am Ufank vum Krich, sou ass en awer nach ëmmer do.

A véiertens, China an Indie konnte sech trotz de Grausamkeete vu Russland net dervun iwwerzeege loossen, fir sech un de Sanktiounen ze bedeelegen. Dat sollt eis ze denke ginn.

Alles an allem muss ee soen, datt Russland sech trotzdeem wäit an d'Aus geschoss huet an dësen Ugréff op méi wéi enger Front batter wäert bereien. D'erkläertent Zil, fir d'NATO-Erweiderung ze stoppen, ass grandios no hanne lassgaangen. Méi ee klore Selbstgol huet een, mengen ech, och am Fussball nach ni gesinn. Russland deelt sech elo 1.300 Kilometer Grenz mat der NATO, erop vun e puer honnert virdrun.

Russland ass elo méi wéi jee op China ugewisen, fir säin Ueleg ze verkafen a generell seng Ekonomie nach iergendwéi um Lafen ze halen. Dat bedeit, datt aus dem Dram vun enger neier Groussmuecht Russland éischter en Appendix vun enger Groussmuecht China ginn ass. An och d'Spaltung vun der EU, op déi Russland gehofft huet, an déi heibannen awer zumindest vun den Instigateure vun dësem Debat nach ëmmer gefuerdert gouf an e bësse probéiert gouf ugefeiert ze ginn, ass net agetrueden. D'EU steet zesummen. D'Konsequenzen treffen also an éischter Linn méi den Aggresseur wéi elo eis oder déi aner EU-Memberstaaten.

Dann zu der Fro, wat déi wirtschaftlech Konsequenze vun dësem, jo, och Wirtschaftskrich sinn. D'europäesch Staaten hunn endlech verstanen, datt een net nach weider kann op russesche Gas a russeschen Ueleg setzen, dëst am Sënn vun enger strateegescher Onofhängegkeet, awer och ganz kloer am Sënn vum Kampf géint de Klimawandel. Dëse Krich huet eis nach eng Kéier en Ustouss ginn, fir eis Energiepolitick ze iwwerdenken an op méi dezentraliséiert, méi onofhängeg Energien, wéi Solarenergie a Wandenergie, ze setzen.

Dës abrupt Ëmstellung huet eis Geld kascht. Et huet eis als Staat Geld kascht, jo, et huet all eenzele Stot dobausse Geld kascht. A ganz kloer, dofir huet de Lëtzebuerger Staat missen agräifen an de Leit dobausse mat hire Rechnunge fir den Heizungsmasutt, d'Elektresch an de Gas hëllefen. Déi Hëllefe ware wichteg, a mir Piraten hu kloer gesot, datt mer trotzdeem net mat allem averstane waren, well mir eis et plazeweis méi, plazeweis anescht gewënscht hätten.

Mir hu géint de Gaspräisdeckel bis 25.000 kWh gestëmmt, well dat fir eis ee vill ze héije Plaffong war. Den Deckel vu 25.000 kWh pro Joer geet duer, fir e 24-Persounen-Haushalt mat Stroum ze versuergen. Fir eis war den Tankrabatt och e Feeler. Déi Milliounen hätt ee misse méi sozial gerecht zum Beispill an e Klimabonus fléisse loossen. Mir hätten eis Automatisme gewënscht bei der Energieprimm, bei der Allocation de vie chère, fir esou sécherzestellen, datt all d'Leit Hëllefe kréien, déi en Urecht drop hunn. Bref, all dës Fuerderungen hu mir hei an der Chamber schonn e puermol diskutéiert.

Eise Fazit bleift, datt d'Energieaiden deelweis richteg waren, deelweis awer mat der Géisskan iwwert d'Land gefuer gouf an de Pëtrolsfirmen europawäit Rekordgewënner erméiglecht gi sinn.

Nieft de Konsequenze fir eis huet et natierlech och d'russesch Wirtschaft kascht. Eng russesch Wirtschaft, där hire PIB ëm 2,1 % gefall ass, wärend d'Lëtzebuerger Ekonomie zwar net ganz dynamesch 2022 war, mee trotzdeem ëm 1,5 % laut de rezentsten Zuele gewuess ass. Dat heescht, nee, keng Rezessioun. Dat ass net deen Effekt, dee mer eis als Westen erhofft haten. No de strenge Sanktioune musse mir éierlech sinn, hätte mir eis eng méi staark Rezessioun a Russland erhofft. Mee eleng d'Tatsaach, dass Russland elo d'EU net méi ka mat engem zouene Gaskrunn erpressen, ass vill wäert fir d'Zukunft.

Zum Schluss dann nach d'Fro no de soziale Konsequenze vun dësem Krich. Komme mer dann erëm op den Ufank vu menger Ried. D'gesellschaftlech Konsequenzen droen zum gréissten Deel d'Ukrainer: déi, déi am Land bliwwe sinn, déi, déi geflücht sinn, d'Familljе vun deenen, déi haut net méi ënner eis sinn. D'russesch Arméi an hir Sëldner maachen net Halt virun Zivilisten. D'Leed an d'Angscht hu si nëmmen engem Mënsch ze verdanken, dem Wladimir Putin. Déi Leit, déi an Europa konnte flüchten, hunn net dat gëllent Lous gezunn. Wéi mir eréischt virun zwou Wochen am Fall vun de Wunnengen zu Dikrech konnte liesen, liewen dës Leit nach ëmmer an der Onsécherheet.

Si kréien hei am Land en Daach iwwert dem Kapp, mee dat ass net dat Liewen, dat si sech fir sech oder fir hir Kanner virgestallt haten. Si wëssen och ni, wéi laang si deen Iwwerdaach nach hunn. Et kann zu all Moment ugekënnegt ginn, datt ee säin Daach awer muss opginn an enzwousch anescht erëm hi muss. Et ass een tributaire. Dës Leit wëllen zréck an hir Heemecht, esoubal et geet. An deen eenzege Mënsch, deen dat erméigleche kann, ass deen, deen dee ganze Misär ugefaangen huet! An dat ass de Putin, well et ass deen Eenzegen, deen dee Krich kann hei ophalen. A mir sollten dat net gleewen, wa se soen, Fridde wär eng Saach vun deenen zwou Säiten. Ma et gëtt hei nëmmen een, deen Aggresseur ass. An et gouf oft gesot: Wann d'Ukrain ophält mat kämpfen, da gëtt et keng Ukrain méi! Wann de Putin ophält mat kämpfen, dann ass de Krich eriwwer! A genau dohi musse mir kommen, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

De Krich betrëfft natierlech net nëmmen d'Ukrainer, mee och déi méi sozial schwaach Stéit hei am Land. D'Zuele vun de Leit, déi vun den Office-socialle musse gehollef kréien, klammen. D'Covid-19-Kris an duerno de Krich hunn d'Inflatioun staark ugekuerbelt – keen zweifelt dorunner – an et gëtt ëmmer méi schwéier fir ëmmer méi Leit, fir d'Enner um Enn vum Mount beieneenzekréien.

Dofir fuerdere mir Piraten op en Neits, datt een deene Leit direkt an onkomplizéiert hëllefe muss. Duerch Crédit-d'impôten, déi net méi mussen ugefrot ginn, mee direkt op de Paiziedel applizéiert ginn, duerch Hëllefen, déi direkt ausbezuelt ginn an net eréischt d'nächst Joer. Amplaz vum Tripartitt-Accord 3.0, an dat hu mir gesot, hätte mir Direkthëllefe proposéiert. 1.500 Euro fir d'Leit, déi de Mindestloun kréien, an dann degressiv erof, wat ee méi verdéngt. Dat Geld hätt een de Leit direkt sollen iwwerweisen, fir datt se haut kéinten hire Kafkraaftverloscht kompenséieren an hir Rechnunge bezuelen.

Am Géigesaz zu aneren Erausfuerderungen, déi ech haut hei genannt hunn, kënne mir als Lëtzebuerger Staat nämlech do direkt hëllefen. Nieft de Léisungen, déi ech grad genannt hunn, mussen nach aner Mesüre geholl ginn, andeems mir endlech eng gerecht Steierreform an d'Weeër leeden, fir esou d'Scheier tëschent Aarm a Räich erëm méi no beieneen ze kréien, andeems mir deene Leit hëllefen, déi Hëllef brauchen.

Ech hoffen, ech konnt an deene leschte Minutte kloermaachen, datt eis wierklech näischt verbënnt mat deenen, déi dës Diskussioun ugestiwwelt hunn. Et ass ganz kloer, datt fir eis deen eenzege Wee, fir dee ganze Misär hei ze stoppen, deen ass, datt d'Russesch Federatioun, datt hire President, dee menger Meenung no zu Recht vun Den Haag gesicht gëtt, mat deem Misär ophält, sengen Truppe seet, se sollen zréck op russeschen Territoire kommen an datt d'territorial Integritéit vun der Ukrain erëm hiergestallt gëtt, andeems och dee leschte russeschen Zaldot a Sëldner erëm de Wee heem untrëtt. Nëmmen esou stoppe mer de Misär, hei zu Lëtzebuerg, an Europa, an der Welt an an der Ukrain!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Politick muss ee bekanntlech d'Emotiounen ënner Kontroll hunn, wat mir och net ëmmer geléngt. Haut geet et mer awer wéi dem Här Gusty Graas. Ech sinn erféiert, wat den Här Kartheiser hei gesot huet. Et fält mer schwéier eigentlech, Här President, fir mat him ze streiden, well dëst war ënnert der politesch-eethescher Gürtellinn. Dat, wat hien hei produzéiert huet a sengem groussen Discours, dat ass am héchste Mooss Le Pen-, AfD-Gedankegutt, eppes, wat eigentlech dësem Haus onwierdeg ass!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, soen ze dierfen, dass zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich keen Deputéierte méi hei esou eng rietsextreem Ried gehalen huet wéi déi, déi Dir haut de Mëtteg hei gehalen hutt, Här Kartheiser.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech wëll natierlech och zur Saach e Mea Culpa maachen. Den Här Kartheiser huet dauernd vun der diplomatescher Léisung geschwat. Wie wëllt keng diplomatesch Léisung? Wien? A mir brauchen net ze vill wäit zréckzegoen an der Geschicht. Net bis 1938, vläicht bis 2014 nëmmen. 2014 hu mer an der Europäescher Unioun, hu mer op ville Plazen an der Welt nach ëmmer un eng diplomatesch Léisung gegleeft, wéi de Putin d'Krim iwwerfall huet. An ech wëll hei kloer soen: Mir hunn dat Vertrauen an de Putin iwwerschat! A wann ech soe „mir", sinn dat all déi Regierungen, an deenen ech bis elo dra war hei zu Lëtzebuerg. An natierlech, perséinlech fillen ech mech gradesou am Feeler, wéi dat och den däitschen Ausseminister an haitege President Frank-Walter Steinmeier gemaach huet. An dat falscht Vertrauen, wat mer haten, huet sech eigentlech am Bau vun Nord Stream 2 kristalliséiert.

Här President, den Här Kartheiser wëll jo, mengen ech op jidde Fall, ganz kloer, well mir kennen en, hei eppes provozéieren, bei deem hien eleng géint all déi aner hei an der Chamber optrëtt. Hien huet gesot, dass Russland nach vill Frënn an der Welt huet. Leider, muss ee soen. Well dee Krich hei ass keen europäesche Krich. Et ass e Krich géint d'Demokratie, et ass e Krich géint d'Fräiheet, et ass e Krich géint d'Wäerter, et ass e Krich géint de Respekt vum internationale Recht. A wann de Putin dee Krich hei gewënnt, da si vill anerer op der Welt, déi nach verléiere wäerten.

A wou an der Welt eigentlech politesch um internationale Plang sech erëmspigelt, wéi een d'Temperatur ka moossen, dat ass zu New York bei der UNO. Bei dem leschte Vott hunn 141 Länner vun 193 déi russesch Aggressioun verurteelt – verurteelt! –, 35 (veuillez lire: 32) hu sech enthalen, dobäi grouss Länner wéi China, wéi Indien, mat Milliarden Awunner also, 7 Länner hunn nee gesot. Ech soen Iech se: Syrien, Wäissrussland, Eritrea, Nordkorea, Mali, Nicaragua a Russland natierlech selwer. No dëser Ried vun haut de Mëtteg wieren dat der jo keng siwen, mee dat missten der jo aacht sinn. Lëtzebuerg wär bei deenen, déi déi Aggressioun op der UNO net condamnéiert hätten, wann een de Sënn vun der Ried vum Här Kartheiser nogelauschtert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sanktiounen – ech hunn et grad ugeschnidden – no der Annexioun vun der Krim waren 2014 zaghaft, well mer ëmmer dru gegleeft hunn, dass een nach kéint mat Russland trotzdeem rëm an normal Verhältnisser kommen.

Et ware Sanktiounen op d'Technologie, d'Ueleg- an d'Gasexploratioun – Exploratioun! –, Kreditter fir russesch Uelegfirmen a Staatsbanken, a Restriktiounen, deemools och scho géint Leit, déi eeben no beim Putin waren, déi waren also op dem Ordre du jour. Déi, déi implizéiert waren an där Annexioun vun der Krim, si sanktionéiert ginn, an déi Sanktioune sinn all sechs Méint verlängert ginn. An dat ass ëmmer esou gemaach ginn, dass eigentlech ni eng Debatt driwwer war. De President vum Conseil huet all Kéier annoncéiert, dass se ëm sechs Méint verlängert gi wieren, no 2014 also. Bis zum Krich, bis zum 24. Februar 2022.

D'Zil deemools war et schonn, fir de Putin rëm op eng aner Schinn ze kréien. Mir hunn natierlech missen nom 24. Februar an der Europäescher Unioun ganz aner Moossnamen, ganz aner Sanktiounen ergräifen. A fir eis, mengen ech, alleguer ze berouegen: Souguer den Orbán war domadder d'accord. Déi 27 an der Europäescher Unioun waren alleguerten domadder d'accord, dass mer d'Sanktiounen natierlech mussen op eng aner Stuf setzen. Déi juristesch Basis vun de Sanktioune vun haut ass och d'Basis vun de Sanktioune vun 2014 gewiescht. An de Sanktiounen, an dodrop hu mir ëmmer gehalen, ass eng Progressivitéit dran, soudass, wa mer géife gesinn, dass Russland géif Schrëtt an déi richteg Richtung maachen, ee se kéint zréckzéien. An ech mengen, dat ass och e ganz wichtege Punkt. D'Zil vun de Sanktiounen ass et jo, dass et wéinstens zu engem Waffestëllstand kënnt an dass een da ka verhandelen.

Nun, mir wëssen, dass mer och eigentlech mat de Sanktiounen déijéineg penaliséiere wollten, déi direkt an indirekt géint internationaalt Recht verstoussen. Cibléiert Mesüren huelen, dat war eist Zil a bleift eist Zil. Et geet net drëm, d'russescht Vollek ze bestrofen. Dat ass bestrooft genuch, wann ee gesäit, wat d'Vollek a Russland muss matmaachen. Mee dem Regimm d'Mëttelen ze entzéien, fir déi brutal Invasioun kënne weiderzefëieren. Mir hunn an der Europäescher Unioun ronn 1.000 Persounen an 200 Entitéite sanktionéiert. Dat heescht, dass hir Avoiren agefruer ginn an dass se net méi däerfen an d'Europäesch Unioun areesen. An ech mengen, et war d'Madamm Oberweis, déi gefrot huet: Also, mir hu ronn 300 Milliarden Euro – wann ech soe „mir", dann ass dat d'Europäesch Unioun plus de G7 – agefruer, an et sinn 21,5 Milliarden u privatem Verméigen agefruer.

Do dernieft sinn eng ganz Rei vu Secteure betraff vun de Sanktiounen: Transport, Energie, Pëtrol, Kuel,

Finanzservicer. Vill verschidde Wuere stinn ënner Import- an Exportverbuet an ënnerleien de Restriktiounen: Stolprodukter, Gold, Luxuswueren, Kaviar, Wodka, aner Technologien, déi Russland néideg brauch, wéi am IT-Secteur, d'Loftfaart, d'Raumfaart an esou wieder an esou weider. Natierlech, et muss ee wëssen, mir sinn zu 27 an der Europäescher Unioun, an all Mesür, déi getraff gëtt, all Sanktioun, déi getraff gëtt, muss unanime geholl ginn, zu 27.

Dir wësst et vläicht net, mee d'Prozedur ass déi, dass d'Kommissioun déi sektoriell Mesüre proposéiert an dass de Service d'action extérieure plus d'Länner alleguer kënne Propositioune maachen, fir eebe Persounen ënner Sanktiounen ze setzen.

Ech hu schonn e puermol hei gesot, an dat muss een ëmmer erëm widderhuelen, dass een déi Sanktiounen net einfach kann aus der Loft gräifen. All Sanktioun géint Leit oder géint Entitéite muss standhale virum Europäesche Geriichtshaff. Dat heescht, et musse kloer Beweiser do sinn, dass hei effektiv géint internationaalt Recht verstouss ginn ass oder géint d'Wäerter vun der Europäescher Unioun oder, jo, géint d'Wäerter vun der Demokratie verstouss ginn ass.

Déi Decisiounen, ech hunn et gesot, ginn à l'unanimité geholl. Do gëtt et en extrae Kommitee, dee RELEX (ndlr: Groupe des conseillers pour les relations extérieures) heescht, an et sinn d'Ambassadeuren, de COREPER, deen dann d'Decisiounen hëlt.

Elo hu mir geschwat, selbstverständlech, an dat ass eng Debatt, déi mir musse féieren, iwwert den Impakt vun de Sanktiounen op déi russesch Wirtschaft. Déi ass net am Joer 2022 agebrach, dat huet och selbstverständlech keen erwaart. D'russesch Wirtschaft huet eng relativ staark Resilienz bewisen am leschte Joer. Ob dat unhält, ass eng aner Saach. De BIP ass ëm 2,5 % gefall, dat ass e Fait. Bon, d'Inflatioun war 12 %, mee et sinn och Länner an der Europäescher Unioun, déi 12 % Inflatioun hunn. Dat ass also net de Problem, bis elo op jidde Fall hunn d'Russen dee gemeeschtert. Allerdéngs muss een och wëssen, dass et eng Rei Erklärungen dofir gëtt, a virun allem déi, dass Länner wéi China an Indien Haaptofneemer gi si vun de russeschen Energieträger, speziell dem Ueleg. An op där anerer Säit liwwere virun allem d'Chineesen och ëmmer méi a Richtung Russland. Si ersetzen domadder op d'mannst deelweis d'russesch Importer aus der Europäescher Unioun.

Den Handel tëscht China a Russland ass d'lescht Joer ëm 40 % geklommen. Trotzdeem, säit der Aféierung zum Beispill vum Price Cap – Dir wësst, dat ass de Präisdeckel op den Uelegexporter, dee vum G7 Enn 2022 decidéiert gouf – ass de Revenu aus deem Secteur gefall. Laut der IAEA, also der Energieagentur, ass d'Akommes vu Russland ëm 42 % gefall, zënter déi Mesür a Kraaft ass. An do kritt also Russland 32 Milliarden an den éischten zwee Méint scho manner eran. Also, dat gëtt schonn e ganz importente Volumen.

De Contournement vun de Sanktioune bleift selbstverständlech e Problem. Mir hunn driwwer geschwat, Dir hutt driwwer geschwat, mir schwätze permanent an der Europäescher Unioun driwwer. Deen zéngte Paquet ass decidéiert ginn am Februar. Deen eeleften ass an der Maach. A selbstverständlech, de Contournement vun de Sanktiounen, wann ee Länner wéi – Dir hutt déi genannt – d'Tierkei zum Beispill hëlt, ass selbstverständlech eppes, wat mir kloer mussen ënnert d'Lupp huelen, an dat soll am eelefte Paquet och geschéien. Déi aktuell makroekonomesch Indicateuren – an ech mengen, dat huet och ee vun Iech ugeschnidden, ech mengen, et war d'Madamm d'Stéphanie Empain – spigelen net onbedéngt de reellen Zoustand vun der russescher Ekonomie erëm. Et feelt hei a ville Secteuren ëmmer méi u qualifizéiertem Personal, an ech denken do zum Beispill un d'IT, am Kommunikatiounsberäich. Bal eng Millioun Russen, dat musse mer wëssen, dat si meeschtens gutt ausgebilt jonk Leit gewiescht, hunn hiert Land verlooss, an dat ass natierlech en Ausfall, dee sech wäert mat der Zäit bemierkbar maachen.

D'Sanktioune wäerte laangfristeg sécherlech eng zolidd Wierkung hunn. Ech mengen, dat hu souwuel den Här Wiseler wéi och den Här Cruchten an och den, den …

(Hilarité)

Une voix | Den Här Graas.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | … den Här Graas gesot, entschëllegt. Selbstverständlech wäerten déi Wierkungen op déi russesch Wirtschaft hunn, a verschidde Secteure sinn och elo scho schwéier ugeschloen, wéi zum Beispill d'Automobillindustrie, awer och d'Loftfaart. An am 5G-Beräich wäert Russland zréckfalen, well och d'Chineesen net bereet sinn, fir d'Technologie an hirem vollen Ëmfang ze liwweren.

Nun, d'Sanktiounen, wat sinn d'Konsequenzen um internationalen Niveau? Déi westlech Länner hunn natierlech d'Sanktioune verspuert um internationale Plang. Dir wësst, ech hunn et ugedeit, an Dir wësst dat och, dass China, Indien, d'Tierkei an aner asiatesch Länner vill méi staark elo e Volume vun ekonomesche Relatiounen opgebaut hu mat Russland. Russland huet och verstanen, wéi et westlech Sanktioune fir propagandistesch Zwecker gebrauche kann. Bei villen Entwécklungslänner versicht Russland, sech als Affer vun ongerechten, illegalen, westleche Sanktiounen duerzestellen. An dobäi sinn déi Sanktioune just d'Reaktioun op den illegalen Aggressiounskrich, an dat däerfe mer net vergiessen. Et sinn net d'Sanktiounen, déi bestëmmend si fir zum Beispill eng Hongersnout oder fir d'Hausse vun de Präisser, mee et ass de Krich u sech. D'Sanktioune sinn eng Suite dovunner, déi mer, wa mir eis Prinzippien héichhalen, selbstverständlech och hu missen declenchéieren.

Et kann een also behaapten, dass d'Sanktiounen e wichtegt Element am Propagandakrich sinn. Dat huet ee ganz kloer wärend der Liewensmëttelkris d'lescht Joer gemierkt. An duerch de Krich an der Ukrain koum et jo am Fréijoer 2022 zu enger groussser Verdeierung vun de Liewensmëttel, haaptsächlech gedriwwe vun der Präiserhéijung vun de Kären a vun der Energie, an d'Angscht war jo opkomm, dass et eebe kéint weltwäit, zumools an Afrika, zu enger Hongersnout kommen.

Et muss ee soen, et kann een hei d'Tierkei condamnéiere fir déi multidirektional Politick, déi se maachen a wou een och net ëmmer weess …, wou se op jidde Fall keng Sanktioune befollegen. Mee hei huet d'Tierkei wierklech dem UN-Generalsekretär gehollef, fir deen Accord hinzekréien, dee jo Black Sea Grain Initiative heescht, wou 27,5 Milliounen Tonne Kären elo exportéiert ginn. Méi wéi 900 Schëffer konnte fortfueren, wat virun allem zu enger drastescher Reduktioun vun de Präisser gefouert huet. An am Mäerz dëst Joer ass de Präisindex fir Iesswueren nach emol ëm 2,1 % gefall. Säit der Ënnerschréft vun dësem Accord ass dësen Index méi wéi 20 % gefall. An haut ass de Präis fir de Weess nees um selwechten Niveau wéi e war am Januar 2022.

Nieft dëser Initiativ vun der UNO huet natierlech och d'Europäesch Unioun sech agesat, fir den Export vu Kären aus der Ukrain ze erméiglechen. Mat hirer Decisioun vum Mee 2022, fir sougenannte „Solidarity Lanes" anzeféieren, also alternativ Exportweeër zum Schëffstransport duerch d'Schwaarzt Mier, huet d'Europäesch Unioun et erméiglecht, all Mount 3,8 Milliounen Tonne Kären aus der Ukrain ze transportéieren. A wann een alles zesummerechent, da sinn ënnert dem Stréch quasi esou vill Kären aus der Ukrain exportéiert ginn, wéi dat virum Krich de Fall war.

Mee eng vun de Schwieregkeete vun deem Grain Deal vun der UNO ass natierlech, dass d'Ofkommes all puer Méint muss verlängert ginn an dass Russland allkéiers nees versicht, nei ze erpresse bei de Verlängerungen, fir dass se Konzessioune kréien, virun allem, dass erëm Banken am Swift-System zougelooss ginn.

Trotz deene wichtege Mechanismen, fir d'Kären aus der Ukrain erauszehuelen, huet Russland probéiert, fir d'Sanktiounen als Haaptgrond fir dës Kris duerzestellen, och wann et glaskloer war, an dat musse mer wëssen, dass weeder d'Kären nach den Dünger vun de Sanktioune betraff waren.

Nun, den Impakt vun de Sanktioune géint Russland gëtt vun der Europäescher Kommissioun reegelméisseg analyséiert, mat éischte Konklusiounen, dass et natierlech schwéier ass, d'Inzidenz vun de Sanktiounen eleng, reng de Sanktiounen, op d'Wirtschaft do isoléiert erauszeschielen. Et ass an deem Sënn méi ubruecht, vum Impakt vum Krich wéi vum Impakt vun de Sanktiounen ze schwätzen.

Ee Beispill, dat ech wëll hei soen, ass déi lëtzebuergesch Firma ArcelorMittal an der Ukrain, déi de Moment nëmme méi mat 20 % vun hire Capacitéite fonctionéiert. Dat ass, genausou wéi och d'Problemer am Agrar- an am Liewensmëttelberäich, d'Konsequenz vum Krich an net vun de Sanktiounen.

D'Konsequenze vun de Sanktiounen op d'Lëtzebuerger Ekonomie, ganz kuerz, Dir wësst dat besser wéi ech: Mir hu jo direkt reagéiert als Regierung, fir den Impakt op eis Ekonomie kënne wierklech ze steieren. Eis wirtschaftlech Echangen, dat muss een och vläicht emol erwänen, mat Russland si relativ bescheiden. Virum Krich hunn eis Echangë mat Russland knapp 0,37 % vun eisem Gesamtechange vu Gidder a vun Déngschtleeschtungen ausgemaach. An dorunner gemooss war Russland Rang 27 vun eise Wirtschaftspartner.

D'Zoumaache vum russesche Loftraum, Dir wësst dat, huet natierlech en Impakt op d'Cargolux, well all d'Flich a China mussen deviéiert ginn, si vill méi laang ënnerwee, mussen aner Zwëschestatioune maachen. Dat huet natierlech en Impakt, kloer. A fir d'Betriber, déi mat Russland wirtschaftlech Bezéiungen haten, hu mer versicht, ganz séier ze reagéieren, well net emol e Mount nom Ufank vum Krich hu mer mat der Chambre de Commerce en Helpdesk op d'Bee gestallt. An dëser institutioneller Taskforce schaffe mer als Wirtschaftsministère, Ausseministère, Finanzministère a Chambre de Commerce zesummen, fir eeben den Entreprisen eng Ulafstell ze bidden, fir Froen am Kontext vum Ukrain-Krich ze beäntweren. Dat ass relativ zäitopwändeg, mee et war immens wichteg, virun allem och am Ufank, wou et sech vill ëm Interpretatiounsfroe gehandelt huet.

Nun, fir eis Bierger a fir eis Betriber huet sech den direkten Impakt vum Krich via Hausse vun de Produktiounspräisser a vun de Consommatiounspräisser, an Dir hutt dat alles de Mëtteg hei richteg argumentéiert, selbstverständlech bemierkbar gemaach. Dir wësst, dass mer Enn Mäerz schonn eng Tripartitt aberuff haten, dann den éischte Solidaritéitspak, e weidere Solidaritéitspak gouf jo am September 2022 ugeholl an elo de Mäerz 2023 adoptéiert.

Déi Haaptmesüre si jo, dass mer d'Erhéijung vun de Gaspräisser limitéiert hunn, dass de Präis vum Elektresche stabiliséiert gëtt, dass d'Brennholz bis 2024 subventionéiert gëtt, dass de Masutt bis Enn des Joers subventionéiert gëtt. An do dernieft kréie jo d'Stéit, déi en niddrege Revenu hunn, bis Enn 2024 200 a 400 Euro Primm.

D'Entreprisen, déi besonnesch vun der Inflatioun vun den Energiepräisser betraff sinn, kënne jo weiderhi vu staatlechen Hëllefe profitéieren. An zousätzlech goufen och eng Rei steierlech Mesüre geholl, eng Indextranche am Oktober 2023, fir déi d'Betriber jo zum Deel kompenséiert ginn, an och eng Steierguttschréft, e Crédit d'impôt, fir deene méi aarme Stéit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech wëll vläicht och d'Geleeënheet notzen, an ech mengen, et sinn och verschiddener vun Iech, déi et och ugeschnidden hunn, fir trotzdeem de Lëtzebuerger Merci ze soen, also de Leit am Land Merci ze soe fir déi Asiicht beim Energieverbrauch, fir do wierklech opzepassen. Et si keng 20 %, déi mer gepackt hunn, mee 22,4 %. An der Europäescher Unioun ass den Duerchschnëtt 15 %, mir leien also doriwwer.

Sou, Här President, zum Schluss. Wa mer als Europäesch Unioun, géif ech soen, net bereet wären, eis Wäerter an eis Prinzippien op eisem eegene Kontinent ze verdeedegen, da gëllt geschwënn erëm um Kontinent d'Recht vum Stäerksten, amplaz d'Stäerkt vum Recht. A mir wëssen, wat dat heescht. Do riskéiere mer, virun allem als klengt Land, dat sech militäresch net wiere kann, selbstverständlech, als Éischt ënnert d'Rieder ze kommen. An ech mengen, deem si mer praktesch alleguerten hei am Sall, vläicht mat enger Ausnam, eis bewosst.

Eis Fräiheet an eis Sécherheet gëtt et net zum Nulltariff. Mir kënnen also houfreg sinn op déi Solidaritéit, mat där mer eis als Europäesch Unioun staark gemaach hunn. Dat war ni einfach, dat waren heiansdo vill Diskussiounen. Et bleiwen och nach vill Diskussiounen. Mee mir hunn eng Linn, wou mer als 27 awer wierklech probéieren, e Maximum erauszeschloen, fir géint dee flagrante Verstouss géint d'internationaalt Recht op eisem Kontinent virzegoen.

Wat déi zwou Motiounen ugeet, géif ech net mengen, dass et gutt wier, wa mer dat géife mat Jo beäntweren.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Ausseminister Jean Asselborn.

Dann nach Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Här President, ech soen Iech Merci. Ech soen och dem Här Asselborn Merci fir seng Interventioun, déi zu engem groussen Deel sachlech war, awer leider net nëmmen.

Et ass ëmmer erëm interessant, ze gesinn, mir hunn dat e puermol hei am Parlament a leschter Zäit gesot, mat wat fir enger Liichtegkeet den Term „rietsextreem" vu verschiddene Ministeren an de Mond geholl gëtt.

Ech wëll Iech soen, éischtens, mengen ech, erkennt jiddereen hautzudaags, well dat ass eng poleemesch Tournure, déi ofgenotzt ass u sech. Et erféiert haut ganz vill Leit net méi fir ze soen: „O, AfD, Le Pen an esou weider an esou virun, dat ass dat Gedankegutt", well all Mënsch weess, datt mir éischtens net esou sinn, mee virun allem och, datt déi Friddensinitiativen, déi mir fuerderen, …

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dir sidd net esou, mee Dir schwätzt esou.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, jo, Här Asselborn. Kommt, haalt wannechgelift op mat esou Poleemik! Ech wëll Iech einfach sachlech op engem anstännegen Niveau äntweren a gitt mer d'Geleeënheet, dat ze maachen.

Well kuckt emol, déi Friddensinitiativen, ech weess net, op d'AfD an d'Madamm Le Pen dat froen, ech weess dat emol net, mee ech weess, datt awer Leit, déi Iech politesch nostinn, wéi den Här Lula a Brasilien, dat och froen. Ech weess, datt de Poopst Franziskus ëmmer erëm dat seet. An Dir kënnt dee jo warscheinlech net esou klassifizéieren. Jo, fir mech ass dat eng Referenz. Ech weess, hei héieren ech net onbedéngt dat op der lénker Säit hei, mee fir mech ass de Poopst eng Referenz! An och hie setzt sech konkreet an aktiv a fir eng Friddensléisung.

A mir sinn, wéi gesot, als ADR op där Linn, wou ganz vill Leit an ëmmer méi Leit, ëmmer méi Staaten op der Welt, sinn, déi dee System, wéi mer en elo do gesinn, vun deene Sanktiounen, vun där Politick, wéi mir se an der Ukrain dreiwen, … fir ze soen: Dat kënne mer net esou virumaachen! Well d'Konsequenzen, och fir d'Ukrain selwer, riskéieren, dramatesch ze sinn. Et ass eng falsch Politick. An dat muss ee kënnen thematiséieren an engem Parlament, ouni – well d'Argumenter vläicht feele vun Ärer Säit – als rietsextreem portraitéiert ze ginn. Dat ass net den Niveau vun der Debatt.

Dir sot: „Zu 27 sinn déi Sanktiounen decidéiert ginn." Richteg, mat villen Ausnamen, wëll ech awer och soen, fir datt dee Konsensus ka bestoen. A mir hätten als ADR … Dir hutt do vun der UNO geschwat, vun deenen Ofstëmmungen. Ech wëll Iech just nach eng Kéier drun erënneren, och fir einfach d'Fakten duerzestellen, datt mir hei unanime gesot hunn, datt de Broch vum internationalen Droit net kann akzeptéiert ginn. An dat ass d'Invasioun vun engem Nopeschstaat.

De Konflikt huet vill Ursaachen, de Konflikt ass komplex. Mee mir sinn eis an där Saach eens, well mer alleguer gär eeben de Respekt vum internationale Recht hätten. A wann dat esou ass, Här Minister, da solle mer och do soen, wat Tatsaach ass, nämlech datt mer do keen Ënnerscheed tëschent de Parteien hei am Haus hunn, wann et ëm esou wichteg Prinzippie geet. Ech mengen, och dat ass eng Saach vu politescher Verantwortung a vu politescher Glafwierdegkeet.

Ech wëll mat engem Kommentar ophalen, well als iwwerzeegt Demokrate si mir bei der ADR awer ëmmer erëm besuergt, wann effektiv och hei zu Lëtzebuerg Tendenzen erkennbar sinn, déi fir eis Fräiheeten nodeeleg kënne sinn. A mir hunn heiansdo hei och am Parlament Diskussiounen iwwer Gesetzer oder Initiativen, déi vläicht fir d'Meenungsfräiheet kënne geféierlech sinn. Mir hunn heiansdo am Parlament Initiativen an Diskussiounen, déi de Schutz vum Liewen a Fro stellen. Mir hu ganz vill Saachen, wou mer eis Fräiheet, d'Recht op Proprietéit a Gefor gesinn. An et sinn éischter esou Saachen, déi mir als ADR reegelméisseg da kritiséieren, uprangeren, well mer an esou, Schrëtt fir Schrëtt, Initiativen, Tendenzen, Gesetzer eng progressiv Restriktioun vun eiser Demokratie a vun eise Fräiheete fäerten. Mir wäerten ëmmer op der Säit vun der Fräiheet stoen a géint esou Tendenzen optrieden.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da freet nach eng Kéier den Här Asselborn d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Just ee Saz, Här Kartheiser. Wann Der den Owend heemkommt, maacht Iech emol de Gefalen a lauschtert no, wat Der hei gesot hutt. Dir hutt hei gesot, ganz kloer, oder Der hutt Iech duergestallt wéi: D'ADR ass déi eenzeg Friddensdaifchen hei am Haus an alleguerten déi aner si Krichsdreiwer. Ech sinn do komplett mat dem Här Cruchten, mam Här Wiseler, mam Här Graas a mat villen aneren heibannen d'accord, dass, wann Der dat esou maacht an Iech net bewosst sidd, dass an Ärem Discours ëmmer erëm eropkënnt, dass een dach einfach misst soen: „Elo maache mer Fridden. Här Putin, kommt, ech ruffen Iech un, da setze mer eis zesummen. Da versiche mer, déi Saach do friddlech ze léisen."

Dat ass dach Quatsch, wat Der do zielt! Duerfir musse mer dach Moossnamen treffen, éischtens emol d'Sanktiounen, zweetens den Ukrainer Waffe ginn, dass se sech kënne wieren, dass se net erschloe ginn. Da wier de Krich eriwwer, selbstverständlech, wa mer hinnen net méi hëllefen. Mee wat wier d'Konsequenz dovun? Da stéing de Putin viru Polen an nach op villen anere Plazen. Dat ass dach de Punkt!

An Dir sidd dach e geléierte Mënsch. Dir hutt souguer am Ausseministère geschafft. Dir wësst dach, dass eins und eins zwei ass an dass, wann e Krich entstanen ass, dass et ee gëtt, deen huet ugegraff, deen heescht Putin, an et ass een, deen ass ugegraff ginn, dat ass d'Ukrain! A mir mussen als Europäesch Unioun an als Lëtzebuerg op der Säit vun deene stoen, déi ugegraff gi sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Kartheiser huet eeben ze vill mam Chamberlain gemeinsam.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Ausseminister. Den Här Kartheiser freet eng leschte Kéier d'Wuert.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Ech wëll … Jo, et ass eng richteg Analys, Här Wiseler, do hutt Der ganz Recht. Mee ech wëll just vläicht dem Här Asselborn eppes soen, och op eng ganz roueg Manéier. Dat ass, wësst Der, Här Asselborn, et ass ëmmer schwéier, wa Kricher op dëser Welt sinn, Fridden ze schafen. Dat ass warscheinlech vill méi schwéier, wéi Krich unzefänken, dat ass, fir Fridden ze schafen.

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Da sot dem Putin, e soll zréckgoen!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Däerf ech schwätzen?

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Et ass ganz einfach esou, datt wierklech d'Gréisst vu Staatsleit dacks ënner ganz schwieregen Ëmstänn war, och wann d'Zäite ganz däischter waren, ganz schwiereg, fir déi Initiativ ze huelen, heiansdo och géint d'national Interessie vu villen, fir hir eegen Interessien a Fro ze stellen. An et ass einfach, mengen ech, an dat hat ech virdru gesot, ech weess net, ob Dir dat matkritt hat, Här Minister, dofir wëll ech et kuerz widderhuelen: Eng vun deene gréissten, nobelsten a schéinsten Aufgabe vun der Diplomatie, an déi schwéierst, ass et, fir Fridden ze schafen.

Mir fillen eis där Saach absolutt verflicht. A wann Dir sot, datt Dir an aner Parteien heibannen och de Wee vum Fridde wëllt, da soen ech Iech: „Wëllkomm!" Awer beweist et!

Merci.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat ass kee Fridden!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir mussen awer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou gefrot gëtt, fir um internationale Plang fir eng Friddenskonferenz anzetrieden. Den Här Yves Cruchten freet direkt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also déi Motioun hei ass jo esou kuerz gefaasst, fir dass een op den éischte Bléck misst direkt soen: „O, domadder kann ee jo ganz d'accord sinn. Wie wëllt da jo och net dee Fridden, hein?"

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Selbstverständlech. Mee ech muss Iech awer soen, Här Kartheiser, no där Interventioun, déi Dir haut hei de Mëtteg gehalen hutt, kann ech net menge Leit recommandéieren, déi Motioun hei ze ënnerschreiwen. Well ech weess net, wat domadder gemengt ass. Wie soll un där Konferenz deelhuelen? Mat wiem soll verhandelt ginn? Mat dem Här Putin? Deen, deen eis den 22. Mäerz (veuillez lire: 22. Februar) nach ugelunn huet a gesot huet: „Op kee Fall. Wéi kommt Der dorobber? Dir wäert dach net mengen, dass ech géif d'Ukrain ugräifen?" All déi Saachen. Mat wiem? Fir mat engem ze diskutéieren, brauch een och op där anerer Säit e verlässleche Partner. A leider huet Russland a virun allem de Wladimir Putin seng ganz Kredibilitéit verluer vis-à-vis vun eis. Et ass a mengen Aen eng Saach, déi ganz schwéier ass. Virun allem: Wien hëlt nach un där Friddenskonferenz deel? A wat soll dee Friddensplang duerstellen?

Ass dat dat, wat Der virdrun esou tëscht den Zeile quasi gesot hutt? Da muss d'Ukrain quasi op en Deel vun hirem Territoire verzichten. Nee, dat ass fir eis net akzeptabel! Ech recommandéieren eiser Fraktioun an de Kolleegen hei, déi Motioun do net matzedroen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn et virdru gesot an ech wäert et nach eng Kéier soen: Déi eenzeg Friddenskonferenz, déi et derwäert ass, ass eng, wou déi Persoun, déi responsabel fir dee Krich ass, hir Saache péckt, hir Zaldoten, hir Sëldner apéckt a se heemrifft. Well alles anescht kléngt gutt um Pabeier, mee esou huet och d'Münchener Friddenskonferenz gutt um Pabeier geklongen an d'Resultat dovun hu mer alleguerte kannt. Da maache mer Appeasement mam Wladimir Putin. Da freet hie sech, datt e seng Truppen erëm kann opbauen, fir datt en e puer Méint drop, genau wéi en et an der Vergaangenheet mat der Ukrain gemaach huet, säi Wuert erëm brécht.

Et kann een him net méi wäit trauen, wéi een e puche kann. A wann een d'Biller an deene leschten Deeg gekuckt huet, da kann een en net méi wäit puchen. Mir wäerten dat do net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci. Ech schléisse mech mengen zwee Virriedner hei kloer an däitlech un. Ech wëll just soen, datt ech déi Motioun hei just kann als schäinhelleg empfannen, gradesou wéi de ganzen Discours vun der ADR, deen an der Iwwerflächlechkeet, wéi et hei formuléiert ass, net kredibel ass. An dofir stëmme mer et net.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir jugéieren dës Motioun net op Basis vum Discours vu virdrun, mee op Basis vun deem, wat hei an där Motioun drasteet. A fir eis kléngt dat doten esou gutt, och wa mir mat deem, wat virdru gesot ginn ass, natierlech Problemer hunn. Mee dat ass net d'Fro. Voilà.

Déi heite Motioun kënne mir esou ënnerstëtzen, well mir och no enger Friddenskonferenz, no Friddensefforte froen, sachant dass dat net einfach ass natierlech. Mee dat ass net d'Fro.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Här President, ech wëll just … Ech mengen, ech freeë mech natierlech iwwert d'Ënnerstëtzung vun de Kolleege vun deene Lénken. Dat ass eng ganz, ganz gutt Saach. Villmools merci. Awer ech wëll just dem Här Cruchten vläicht an zwee Wierder äntweren.

Dat Éischt ass, Här Cruchten, wann Dir Verhandlunge mam Här Putin ausschléisst, dann ass et schwiereg, an deenen nächste Joren, géif ech soen, Verhandlungen iwwerhaapt ze féieren. Ech géif Iech also just bieden, vläicht eng Kéier ze iwwerleeën, mat wiem der wëllt dann a Russland verhandelen, well et ass net ze gesinn, datt den Här Putin geschwënn a Pensioun geet oder soss iergendwéi vläicht mengt, en hätt es genuch mat där Aufgab, déi en elo erfëllt. Also wa mer net mam Här Putin diskutéieren, mat wiem dann? An dat ass eigentlech déi Fro, déi ech Iech wéilt stellen. Mer kënnen dat eng aner Kéier diskutéieren, well ech mengen, d'Kolleege wëllen dat elo vläicht hei net verlängeren. Mee d'Fro vum Verhandlungspartner … Mir soen, datt mer mat deene Leit verhandelen, déi do sinn. Dat ass den Här Selenskyj fir d'Ukrain, den Här Putin fir Russland. Selbstverständlech …

(Interruption)

Selbstverständlech mussen anerer, déi awer eng wichteg Roll spillen, wéi zum Beispill déi amerikanesch Regierung, och vertruede sinn.

Déi zweet Fro u sech, déi ech Iech wollt stellen, oder déi zweet Bemierkung, dat ass, datt mer vläicht och e Problem hunn, wann Dir sot: „Mir mussen all territorial Konzessioun a priori schonn ausschléissen."

Zwou Bemierkungen dozou. Dat Éischt ass, territorial Froe sinn traditionell ëmmer en Deel vun de Verhandlungen, Friddensverhandlungen, gradesou wéi de Statutt an d'Protektioun vun de Minoritéiten, wat eng wichteg Roll an dëse Verhandlunge gëtt. An et ass och esou, datt Der, wéi Der genee wësst, eng besonnesch Sensibilitéit hutt, wat d'Krim ugeet. Do ginn d'Meenungen och auserneen. An deene leschten Deeg ass et och esou, datt d'Amerikaner eng gewëssen Ouverture gemaach hunn, datt se vläicht mengen, datt d'Restitutioun vun den Territoiren eventuell ouni Krim ass. Dat ass an der Ukrain selwer net esou gesinn.

Just fir Iech ze soen … Ech brauch Iech jo och net ze soen, wat Russland dovunner hält. Mee just fir Iech ze soen, datt och deen absolutte Refus vun territoriale Konzessioune praktesch e Refus vun enger Méiglechkeet vun engem Friddensschloss ass, notamment aleng scho wéinst der Fro vun der Krim.

Ech bedaueren dee Refus, deen Der hei hutt. Ech mengen, déi Motioun hei freet näischt anescht wéi eng Friddensverhandlung. Et wär schéi gewiescht, wa mer eis hätten dorobber eenege kënnen. Dat wär e schéint Zeeche vum Lëtzebuerger Parlament gewiescht. Dat ass haut net méiglech. Dat ass schued. Mee mir huelen dat zur Kenntnis.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da freet den Här Cruchten nach eng Kéier d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, just een eenzege Saz. Ech stelle fest, d'ADR, déi freet also, dass mer sollen op eng Friddenskonferenz alueden: de Wladimir Putin, dee selwer gesot huet, dass en iwwerhaapt net wéilt, dass en iwwerhaapt kee Fridde wëll. Dat huet en net nëmme gesot, dat weist en eis all Dag. An ech mengen, dat doten ass einfach nëmmen Nonsens.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Max Hahn), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Tess Burton) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, wou gefrot gëtt, op internationalem Plang fir e séiert Enn vun der Sanktiounspolitick ze plädéieren. Den Här Cruchten freet direkt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech widderhuelen elo net nach eng Kéier dat, wat alleguerten d'Intervenantë schonn haut de Mëtteg gesot hunn, well hei gëtt …, ech mengen, mir hunn alleguerten dee ganze Mëtteg op soss näischt geäntwert wéi op déi dote Motioun.

Ech stelle just fest, dass hei an där Motioun erëm Angscht gemaach gëtt. Dat hat den Här Graas virdrun

och ganz detailléiert gesot, wat d'ADR hei probéiert. Hei gëtt Angscht gemaach. Hei ginn och esou Prophezeiunge gemaach. Iwwregens hat den Här Kartheiser virdrun a senger Ried schonn erëm eng Prophezeiung gemaach. En hat gesot, dass eng gréisser russesch Initiativ, militäresch Initiativ géif kommen, an da géif warscheinlech d'Ukrain zesummebriechen.

Ben, ech wëll just drun erënneren, dass den Här Kartheiser eis schonn eng ganz Partie esou Prophezeiunge gemaach hat. En hat eis eng Kéier ganz am Ufank vum Krich scho gesot, dass d'Ukrain jo eigentlech militäresch guer keng Chance hätt. Bon, ech mengen, dass mer gemierkt hunn, dass Russland net dat erreecht huet, wat se wollten, dass se net d'Ukrain besat hunn, dass d'Ukrain am Contraire e Groussdeel vun Territoiren entre-temps zréckeruewert huet an dass och déi russesch Wanteroffensiv deslescht elo gescheitert ass.

Eng aner Prophezeiung, déi en eis gemaach huet virun nach net allze laanger Zäit, dat war, dass mer am Wanter géifen alleguerte viru schrecklech Problemer vun Energieversuergung kommen, dass mer misste quasi fréieren. Och dat ass net agetrueden. Dofir gëtt dann elo haut gesot: „Bon, dann ass et eebe fir deen nächste Wanter!" An en hat eis och scho prophezeit, dat war och am Hierscht, wou en eis gesot huet, dëst Joer de Februar géifen d'Dieselpräisser duerch de Plaffong goen. Abee, och dat ass net agetrueden.

Duerfir, ech kann déi Motioun hei net guttheeschen, well hei och erëm mat der Angscht gespillt gëtt. An ech wëll dem Här Kartheiser soen: Hien ass jo wierklech e brillante Riedner, dat muss een him zougestoen. Mee als Orakel, et deet mer leed, do daacht Der näischt. Maacht op alle Fall keng Ëmschoulung doranner!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | „N'est pas prophète qui veut", seet d'Spréchwuert.

Ech wëll just soen, datt ech weeder d'Constaten nach dat, wat mer eis solle bewosst sinn, nach d'Opfuerderung un d'Regierung deelen. An dofir stëmme mer dergéint.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech fänke schonn domadder un, datt den éischte Constat falsch ass. De Weltwärungsfong huet nämlech seng Previsiounen tatsächlech d'lescht Woch veréffentlecht. An do schwätze se net vun där schlëmmster Period zënter 30 Joer, well do misste se eng Rezessioun virausseen. Fakt ass awer, datt se fir déi nächst Jore souwuel fir d'avancéiert Ekonomië wéi fir all déi aner Ekonomië weiderhi Croissance virausgesinn, méi lues Croissance, mee certainement keng Rezessioun.

Dat heescht, et fänkt schonn domadder hunn, datt hei eppes drasteet, wat objektiv novollzéibar falsch ass. Dat eleng ass Grond genuch, fir et net ze stëmmen.

Da geet et weider, datt d'Sanktiounen d'Energiepräisser an d'Luucht dreiwen. Jo, certainement hu se d'Energiepräisser an d'Luucht gedriwwen. Wa mer awer elo kucken, wat d'Kärinflatioun, also ouni Iessen an Energie, ass am Undeel vun der Gesamtinflatioun, da komme mer fir déi avancéiert Ekonomien op bal 90 %.

Mir hate gëschter iwwregens eng ganz interessant Diskussioun dozou mam Gouverneur vun der Zentralbank, wou den Här Kartheiser derbäi war. Dofir froen ech mech, wéi en haut dann dozou kënnt, datt dat den Haaptdrock soll sinn. Beim Rescht kann ech elo nach weiderleeën, ech wëll Iech awer elo net langweile mat Zuelen. Ech wëll just feststellen, hei gëtt mat Saachen hauséiere gaangen, Saache behaapt a sech nach op Sourcë beruff, wou, wann een déi Sourcen nokucke geet, d'Tableauen dat net ginn.

Et steet einfach net am Rapport vum Weltwärungsfong, datt et géif zu enger Rezessioun kommen. Et kënnt zu enger méi lueser Croissance, mee et kënnt net zu enger Rezessioun. An ech mengen, an deene leschten 30 Joer hate mer déi eng oder aner Period vu Rezessioun. Ergo kann et net déi schlëmmste Period vun deene leschten 30 Joer sinn. Also eppes, wat mat Fakenews ufänkt am éischte Saz, kënne mir net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir kënnen dat hei net matdroen. Ech hunn et virdru laang a breet duergeluecht: Mir sti fir eng geziilte Sanktiounspolitick. Wann een d'Vëlkerrecht violéiert, muss een och mat Konsequenze rechnen. Dofir kënne mir dat hei net matdroen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da kënne mer elo iwwert dës ... Nee, den Auteur wëllt nach eng Kéier d'Wuert ergräifen.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, merci. Ech wëll och hei mech vläicht beschränken op dem Här Cruchten seng Kommentaren, déi natierlech ganz interessant waren. A virun allem wëll ech em soen, datt, wann e mech als e gudde Riedner betruecht, datt ech wierklech mengen, datt hien nach e besseren ass.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Wat awer elo seng Analys ugeet ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Wat awer elo ...

Den aktuelle Buergermeeschter schwätzt elo hei mat deem nächste Buergermeeschter. Mee bon, dat ass awer elo eng aner Saach.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Ass d'ADR och zu Käerjeng?

M. Dan Kersch (LSAP) | D'ADR organiséiert d'Walen, Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Bleift beim Sujet, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Mir bleiwe beim Sujet. An ech wollt vläicht dem Här Cruchten op déi dräi Orakelen äntweren.

Deen éischten Orakel, an en huet Recht, den éischten Orakel, ech hat gesot: D'Ukrain huet keng Chance géintiwwer Russland. Dat war, ier de Weste massiv agegraff huet. Dat huet natierlech alles geännert.

Déi zweet Angscht, déi ech hat, dat war, datt d'Leit géife fréieren am Wanter. Mir haten e ganz mëlle Wanter. Och dat konnt ech net wëssen, wéi Dir och net, an dat war eebe Chance. Et ass net dozou komm, datt mer e strenge Wanter haten, ëmsou besser. Ech mengen, et huet kee misse fréieren, oder bal keen. Dat ass ganz gutt.

A wat d'Dieselpräisser ugeet, do muss ech Iech erëm Recht ginn. Bis elo hunn d'Inzidenze vum Boykott op den Diesel net esou schlëmm op de Präis gewierkt wéi d'CO_2-Steier vun deene Gréngen.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 2 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 55 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Elisabeth Margue), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

9. Débat de consultation sur les priorités politiques et défis actuels en matière d'égalité entre les genres

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Consultatiounsdebatt iwwert d'politesch Prioritéiten an déi aktuell Erausfuerderung am Beräich vun der Gläichheet tëschent de Geschlechter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Ministesch fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer, d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Merci, Här President. Am Juli 2020 huet d'Regierung en nationalen Aktiounsplang ugeholl mat 99 konkreete Mesüre fir d'Gläichstellung tëschent de Geschlechter. An et ass virgesinn, dass mer all dräi Joer eeben en Tëschebilan zéien, fir ze kucken, wéi et ëm d'Ëmsetzung steet, a virun allem, fir och d'politesch Akzenter un déi gesellschaftlech Entwécklung kënnen unzepassen, an dofir eeben och bewosst d'Form vum Open Document, fir eebe reegelméisseg eng Mise à jour ze maachen.

Wéi ech der Regierung dës Approche proposéiert hat, konnt nach kee wëssen, wéi zäitno a wéi séier dës Veränneruge sollte kommen. Mir hu geléiert, datt a Krisenzäiten alles a Fro ka gestallt ginn a virun allem, datt eng Kris net genderneutral ass, ganz am Géigendeel, eng Kris huet en ënnerschiddlechen Impakt op d'Geschlechter.

An dowéinst soen ech der Chamber Merci, dass mer am, jo, fréien Owend dann elo dës Debatt kënne féieren. Virun allem sinn ech gespaant op Är Kontributiounen, op Är Remarken, Ären Input, fir eeben den nationalen Aktiounsplang kënnen ze aktualiséieren, fir kënnen dës Mise à jour ze maachen.

Den éischte Rapport intermédiaire hutt Der ausgedeelt kritt. Dofir wäert ech elo net hei op den Detail agoen. A menger Intro géif ech awer gäre sechs grondsätzlech Remarken, Feststellunge maachen.

Éischtens, d'Acquise si fragill. Grad wa mer denken: „Hey, mir sinn um gudde Wee, mir hu villes ëmgesat", da kënnt esou e klenge Virus a geheit nees alles zréck.

Wéi ech scho virdru gesot hunn: Eng Kris ass ni genderneutral. An hei verweisen ech och op d'Etüd vum LISER, wou jo ganz konkreet d'Pandemie mat dem Lockdown, mat de Konsequenzen analyséiert ginn ass. Ech mengen, an der Chamberskommissioun hate mer och schonn doriwwer Diskussiounen. Op alle Fall kann een dat alles am Detail noliesen. Mee dat wichtegst ass hei – wat zréckzebehalen ass –, dass déi sozioekonomesch Folge virun allem Fraen ze spiere kritt hunn an dass d'Pandemie net genotzt ginn ass, fir d'Careaarbecht méi gerecht kënnen opzedeelen.

En zweete Punkt ass, dass Verännerungen net eleng iwwer staatlech Reguléierunge kënnen erreecht ginn. Al Strukture stiechen nach fest an de Geenen. Dofir brauch et och Verännerungen an de Käpp. An ech gesinn do d'Simone Asselborn-Bintz. Ech ka mech gutt erënneren, wéi ech si als nei Buergermeeschtesch assermentéiert hat, wéi se mer gesot huet, dass si vu ganz ville Leit gefrot ginn ass, ob si dann elo als Fra un der Spëtzt vun der Gemeng déi Missiounen do wäert packen.

Ben, ech hunn och scho ganz vill Männer assermentéiert, méi Männer wéi Fraen, an ech muss soen, et huet nach ni e Mann mer gezielt, dass en déi Fro gestallt kritt huet. Dat eeben zu de Verännerungen am Kapp.

An domadder kommen ech och direkt op mäin drëtte Punkt. Wa mer vun Ännerungen am Kapp schwätzen, da mengen ech domadder ganz konkreet d'Iwwerwannen eebe vun de Stereotyppen, d'Iwwerwanne vun de Klischeeën an de Prejugéen. Déi sinn oft net fair a féieren eeben dozou, dass d'Leit ongerecht, onfair beurteelt ginn, a virun allem schränke se d'Leit an hiren Iddien, an hirem Potenzial massiv an.

An dofir, an domadder sinn ech bei mengem véierte Punkt, ass et wichteg, dass mer bei deene Jonken usetzen, dat an der Educatioun an an der Sozialisatioun. Hei si mer jo och am „Mega" ganz nei Weeër gaangen, wou mer ganz bewosst Aktivitéiten ausgeschafft hunn, Projeten, fir esou an de Kontakt, also nach méi an de Kontakt mat deene Jonken ze kommen a fir si eeben och esou un d'Egalitéit erunzeféieren.

Oft ass kritiséiert ginn, dass mer wéineg Zuelematerial hunn, wat d'Egalitéit betrëfft. Dat ass och richteg, do war nach eng Schëpp nozeleeën. Dofir sinn ech frou, dass mer amgaange sinn, eis a puncto Genderdata gutt opzestellen. Mir hunn elo deen neien Observatoire de l'égalité, dee geschafe ginn ass, deen natierlech nach am Opbau ass. Dat ass e Projet, deen iwwer eng länger Zäit geet. Mee op alle Fall si mer hei amgaangen, alleguerten déi Donnéeën, déi mer hunn, zesummenzeféieren, a wou da jiddereen, deen interesséiert ass, an dat war eis och ganz wichteg, dass deen Observatoire ëffentlech ass, accessibel, wou jiddereen da kann nokucken, wéi et an der Egalitéit an deene verschiddene Beräicher hei am Land steet.

An dann de sechsten …, domadder kommen ech op meng lescht Remark. Wa mer elo Lëtzebuerg am internationale Verglach kucken, da stelle mer fest, dass Lëtzebuerg laut dem europäeschen Gender Equality Index dat Land ass an der EU, dat an deene leschten zéng Joer déi meeschte Fortschrëtter gemaach huet. Ech mengen, dat ass e Constat, deen eis soll houfreg maachen. A virun allem soll en eis awer och motivéiere virunzefueren, virun allem an deene Beräicher, wou et eeben nach substanziell Ongläichgewiichter gëtt.

An domadder kommen ech dann och op deen nächste Punkt: Eeben a wéi enge Beräicher gëtt et nach Ongläichgewiichter tëscht de Geschlechter a wat si virun allem d'Erausfuerderungen, deene mer eis besonnesch an der Politick musse stellen?

Hei géif ech gären op de Beräich vum Emploi agoen, well wann am gesellschaftlechen, politeschen Debat iwwert d'Inegalitéite rieds ass, da gëtt ganz séier vun der Inégalité salariale geschwat.

Do wëll ech awer preziséieren, dass dat u sech eigentlech net méi eisen Haaptproblem hei am Land ass. Mir sinn do relativ gutt opgestallt. Mir sinn am internationale Vergläich do dat Land, dat déi klengste Lounongläichheet huet. Mir sinn do bei …, mir sinn nach net grad bei null. Do si mer awer esou gutt ewéi. Wat awer de Problem ass, dat ass beim Joresgehalt. Do hu mer nach eng Differenz vu 7,2 %. Elo net, fir alleguerten d'Chifferen hei ze nennen, mee fir eeben ze weisen: Do gëtt et am Endeffekt nach eng Differenz an do gëtt et och eng ganz logesch Erklärung. Well et sinn haaptsächlech Männer, déi d'Primmen akasséieren an d'Bonien, an dat mécht dann herno eeben am Joresgehalt déi Differenz aus.

Ee Chiffer wëll ech awer trotzdeem gären nennen, well e mech ëmmer erëm frappéiert, wann ech en och beim Statec liesen, an dat ass: Eng Fra vun 30 iwwer 30 Joer reduzéiert hir Aarbechtszäit. Firwat frappéiert et mech? Ben, ganz einfach. Deelzäitaarbecht bedeit Deelzäitpensioun an och herno de Risiko, fir an d'Altersaarmut erofzegoen.

D'Careaarbecht hunn ech virdrunner schonn erwäänt. Wéi gesot, d'Pandemie gouf net genotzt, fir hei kënnen eng méi gerecht Opdeelung tëschent de Geschlechter ze kréien. Et war jo och eng ganz kloer Fuerderung vum Fraestreik, déi ech och ausdrécklech ënnerstëtzen, dass een och hei eeben déi onsiichtbar, déi verstoppten Aarbecht, dass een dat nach méi misst thematiséieren a virun allem och kucken, wéi een déi Inegalitéiten hei am Alldag, wat ganz kloer Inegalitéite sinn, behuewe kritt.

Fir beim Emploi ze bleiwen, gesi mer nach e Gap beim Verlaf vun de Karriären, bei den Opstigsméiglechkeeten, genausou wéi och bei der Diversifikatioun vun de Studien a vun de Beruffer. Do gesäit een, dass et wierklech do nach Differenze gëtt.

A genau dat ass eigentlech och mäi Punkt, op deen ech eraus wëll. Et ass wichteg, dass mer eebe méi Diversitéit kréien. An et ass wichteg, dass mer och méi Mixitéit kréien. An dat huet näischt mat Ideologie ze dinn. Well wa mer vu Frae schwätzen, da schwätze mer ëmmerhi vun der Hallschent vun der Bevëlkerung. Nëmmen d'Hallschent vun de Kompetenzen, nëmmen d'Hallschent vum Potenzial, nëmmen d'Hallschent vun der Kreativitéit, ben, ech mengen, domadder kënne mer eis net zefridde ginn. An dofir ass et wichteg, dass mer eeben déi Mixitéit a sämtleche Beräicher förderen.

Ech ginn Iech elo e ganz konkreet Beispill, dat ech nëmmen allze gutt kennen: de CGDIS! Dir wësst, dass de CGDIS amgaangen ass, massiv iwwert déi nächst Joren ze rekrutéieren. An natierlech ass et eigentlech egal, ob elo eng Fra oder e Mann, wann dann Nout ass, op d'Plaz kënnt an dee Moment enger Persoun déi néideg Hëllef gëtt.

Et ass awer esou: Beim Rekrutement steet de CGDIS an direkter Konkurrenz mat der Police, mat der Arméi, mat der Douane. Dat heescht, de Repertoire u méiglechen Interesséierten ass net ganz grouss.

A fir net ze riskéieren, dass op eemol kee méi op der Ambulanz fiert, um SAMU, oder dass kee méi d'Feier läsche geet an d'Leit rette geet, ben, da musse mer och ganz geziilt déi aner Hallschent vun der Bevëlkerung uschwätzen. An dofir sinn ech och frou, dass de CGDIS bei „Actions positives" vum „Mega" matmécht, fir eebe grad elo an der Rekrutéierung opzepassen, dass en alleguerten d'Geschlechter uschwätzt an deemno esou déi Interesséiert, déi wëlle bei de CGDIS schaffe kommen, och fënnt.

McKinsey huet eng Etüd bruecht virun e puer Joer, wou se et op de Punkt bruecht hunn, wou se gesot hunn: Wann d'Fraen, also d'Hallschent vun der Bevëlkerung, hiert Potenzial net verwierkleche kënnen, da leit déi ganz Ekonomie drënner.

D'selwecht bei der Prise de décision. Do huet d'All-Bright-Stëftung erausfonnt, dass et méi Memberen a Verwaltungsréit gëtt, déi Thomas oder Michael heeschen, wéi insgesamt Fraen.

Domadder ganz kloer, mir brauche méi Fraen op Verantwortungsposten. Mir brauche méi Fraen an de Chefetagen. Ech weess, dass dat och esou als elitäre Sujet consideréiert gëtt, mee am Endeffekt ass et genau do, wou d'Muecht konzentréiert ass, an et ass do, wou wichteg Decisioune geholl ginn. An dofir, wéi ech virdrunner gesot hunn, ass et wichteg, dass mer déi Mixitéit erakréien, déi Diversitéit, an dass net herno d'Decisioune vun engem Geschlecht dominéiert respektiv geholl ginn.

Weider Beräicher, deene mer eis menger Meenung no an Zukunft nach méi musse widmen a wou mer nach méi mussen de Fokus dropleeën, sinn engersäits d'Fuerschung, d'Digitaliséierung, natierlech och elo ganz spannend mat der Diskussioun iwwert d'kënschtlech Intelligenz. Dat si grouss Zukunftsberäicher. Ben, firwat?

De Fraenundeel an der Wëssenschaft läit bei 33 % an an der kënschtlecher Intelligenz just bei 22 %. Ech héieren natierlech elo schonn deen een oder aneren, dee seet: „Jo gutt, ass dat da schlëmm? D'Fraen interesséiere sech eeben net fir d'Fuerschung. D'Digitaliséierung schéngt jo och elo net weider fir si attraktiv ze ginn." Ben, de Punkt ass, d'Wëssenschaft an d'Technologië gëlle scho laang als ee vun deene wichtege Standbee vun der Zukunft. An dobäi geet et net nëmmen ëm d'Entwécklunge vum Secteur als solches, mee et geet och ëm d'Jobopportunitéiten. Dat heescht, et ass awer dee Secteur, wou ganz vill Beruffer nach weider wäerte kreéiert ginn.

An an noer Zukunft, esou d'Aschätzung vun der Europäescher Kommissioun, ginn digital Kompetenzen a ronn 90 % vun alle Beruffer gefuerdert. An dofir ass et wichteg, dass mer an der Formatioun, an der Educatioun, bei deene Jonken eeben all d'Geschlechter uschwätzen an eeben och kucken, dass, wann do an deene Beräicher rekrutéiert gëtt, virun allem eeben d'Fraen, wéi ech grad beim Chiffer scho genannt

hunn, och Frae sech fir déi Beruffer interesséieren an dass mer se och doranner ausbilden, well d'Egalitéit kann och duerchaus eng Léisung an där ganzer Diskussioun ronderëm d'Rekrutéierung vun neie Profiller sinn.

En anere Beräich: d'Ëmwelt- an d'Klimapolitick. D'Klima ass net geschlechtsneutral. Ech denken do un ënnerschiddlech Konsumverhalen. Och do gëtt et Etüden. Et ass empiresch beluecht, dass Fraen a Männer eng ganz ënnerschiddlech Klimabilanz opzeweisen hunn, an dofir och Grond genuch, dass mer d'Genderdimensioun och méi hei an dës Beräicher erakréien. An ech verweisen och hei op eng Etüd, déi mer amgaange sinn, mam LISER zesummen ze maachen, eebe grad fir ze kucken an där ganzer Transition écologique, déi mer jo gären hätten, déi och ganz staark vun der Regierung gepuscht gëtt, awéifern grad Fraen hei kënnen, wéi soll ech soen, eng Aart Schlësselroll spillen an där ganzer ekologescher a sozialer Transitioun. Awéifern kënne si hei eeben aktiv matinvolvéiert ginn, dass mer déi Transitioun esou hikréien?

Dann ee Beräich géif ech nach gären opzielen, well ech do rezent op enger Table ronde war. Et geet iwwert de Sport. An do ass och ganz vill diskutéiert gi mat Sportlerinnen, déi och direkt betraff sinn, déi och do op Differenzen higewisen hunn, sief dat elo beim finanzielle Support, deen net ëmmer vun de Veräiner do ass, awer ganz kloer och d'Wäertschätzung, déi se net esou kréien, a virun allem d'Medieberichterstattung, wat nach ëmmer e groussen Theema ass.

An hei verweisen ech och op déi sëllegen Interviewen, déi zum Beispill d'Christine Majerus gëtt, wou se sech ëmmer erëm, an ech fannen, och zu Recht, opreegt, dass si, wa si ënnert den Top 10 an enger grousser Course war, en Highlight vun hirer Karriär, dann eng Zeil an der Zeitung kritt, a fir déi nämmlecht Course, wou emol kee Lëtzebuerger iwwert d'Arrivée deemools komm ass, waren et dann zwou voll Säiten. Just fir ze soen, ech mengen, dat weist, dat illustréiert ganz gutt, wou do nach Ënnerscheeder sinn.

En Dauertheema wëll ech awer och nach erwänen: d'Dauertheema Gewalt. Mir haten elo Enn Mäerz en Event zu „20 Joer Gewaltschutzgesetz", wou mer festgestallt hunn, dass scho ganz vill geschafft ginn ass an dass mer och eisen Dispositif kontinuéierlech ausbauen. Mir hunn e gutt rodéierte System, wou alleguerten d'Partner, déi concernéiert sinn an eiser Interventiounsketten, ganz kloer definéiert Missiounen hunn an eeben och ganz kloer an effikass dee Moment eng professionell Prise en charge vun den Affer kënnen assuréieren.

A wat eis och wichteg ass a wat mer nach weider wëllen ausbauen, ass och d'Prise en charge vun den Täter an Täterinnen, well et ass och wichteg, hei an der ganzer Preventiounsaarbecht nach méi mat den Täter ze schaffen, fir eeben och esou d'Affer weider kënnen ze schützen.

De Rapport zur haislecher Gewalt, dee wäert och elo am Fréijoer finaliséiert ginn. Dat heescht, mir wäerte souwisou nach an der zoustänneger Chamberskommissioun, esou wéi mer dat all Joer maachen, nach doriwwer diskutéieren. Duerfir kann ech elo haut och keng Chifferen nennen. Mee ech mengen, et ass wichteg, dass mer eis och do dann déi néideg Zäit huelen, fir op deen dote Sujet anzegoen.

En anere Problem, dee mer och méi thematiséiert hu mam Europarot, wou mer elo eng Campagne lancéiert haten, war ronderëm de Sexismus. An och gëschter hu mer dozou e grousse Projet lancéiert mat iwwer 300 Jonker, déi drun deelgeholl hunn, wou et eebe wichteg ass, och déi Jonk driwwer opzeklären: Wat ass Sexismus? Wat sinn déi verschidde Formen, d'Belästegungen? D'sexuell Gewalt, déi och bei deene Jonken ëmmer erëm en Theema ass. An eis ass et wichteg, wéi gesot, se doriwwer opzeklären, mat hinnen ze diskutéieren a virun allem och ze weisen, dass et hei Hëllef gëtt. Do waren och Associatiounen derbäi, déi se dee Moment och kënne guidéieren a beroden. Mee Dir mierkt ëmmer erëm aus mengen Ausféierungen, dass et einfach wichteg ass, dass mer esou vill mat deene Jonken zesummeschaffen, dass mer wierklech do usetzen, fir eeben herno manner musse pléischteren ze goen.

Voilà. An dat just elo e puer Reflexioune mengersäits. U sech sinn ech jo hei, fir Iech nozelauschteren, fir Ären Input ze kréien, fir eeben ze wëssen: Wat si fir Iech elo déi grouss Erausfuerderungen, wat sinn déi Beräicher, déi mer elo sollten, wa mer d'Mise à jour vum Aktiounsplang maachen, mat eranhuelen? Wou sot Der, datt mer nach méi geziilt sollten de Fokus mat erabréngen? Vläicht si jo och nei Theemen, bei deenen Der sot, datt mer déi sollten nach mat op déi politesch Tribün huelen. Ganz gären.

An eng zweet Fro, déi ech awer och direkt hannendrunner stellen, an ech mengen, mir sinn eis bal all eens, dass mer an der Egalitéit eis nach weider kënnen developpéieren. Mee natierlech ass et d'Fro vum Wee dohinner an och déi Zäit, déi mer nach wëllen investéieren. Dat heescht, ech stellen hei ganz konkreet d'Fro vun den Instrumenter an och vun der Method, fir eeben dohinner ze kommen. An do ass och meng Fro, déi ech no där ganzer Aarbecht an deene Joren, wou ech elo Ministesch sinn, mer och stellen: Ob et eigentlech nach duergeet, esou massiv op d'Sensibiliséierung ze setzen, oder ob et net awer un der Zäit ass, och méi contraignant Mesüren ze huelen, ganz konkreet eeben, mat chiffréierten Ziler, fir eeben an deenen anere Beräicher, wou mer der Meenung sinn, dass mer solle méi séier virukommen, dee Moment eis och déi néideg Instrumenter ze ginn.

Voilà, ech denken, dat ass déi spannendst Fro haut den Owend. An dofir iwwerloossen ech Iech dann elo ganz gären d'Tribün a lauschteren Iech dann elo no, wat dann Ären Input ass.

Ech soen elo scho Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ministesch fir Gläichheet tëschent de Geschlechter.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel agedroen. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hengel (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, merci, fir unzefänken, der Madamm Minister, datt se dësen Débat de consultation ugefrot huet. Ech mengen, eis Gesellschaft entwéckelt sech weider, an dann ass et och wichteg, datt mir reegelméisseg de Point maachen, wéi si gesot huet. Merci och der Madamm Minister, datt se mer eppes ze drénke Rescht gelooss huet, da kann ech dat och emol nach direkt maachen.

Ech wëll awer och direkt profitéieren, fir eiser Fraktiounsmataarbechterin, dem Jenny Thines villmools Merci ze soen, well se huet mech ganz kompetent an effikass ënnerstëtzt bei menge Virbereedungen.

A menger Ried wäert ech elo eng ganz Rei Punkten an och concernéiert Gruppen uschwätzen. An ech wëll direkt virewechhuelen an och ganz kloer ënnersträichen, datt vun enger humanistescher Perspektiv hier et awer och glat a guer kee qualitativen Ënnerscheed gëtt tëschent deenen eenzele Mënschen, iwwert déi ech haut, iwwert déi mir haut hei wäerte schwätzen.

Ech hu beim Europäeschen Institut für Gleichstellungsfragen eng Definitioun fonnt, déi mir ganz gutt gefält. An ech liesen Iech se mol vir: „Gleichstellung bedeutet nicht, dass Frauen und Männer gleich werden, sondern dass die Rechte, Pflichten und Chancen von Frauen und Männern nicht davon abhängen, ob sie männlich oder weiblich geboren werden. Gleichstellung der Geschlechter bedeutet, dass die Interessen, Bedürfnisse und Prioritäten von Frauen wie von Männern unter Anerkennung der Vielfalt unterschiedlicher Gruppen von Frauen und Männern berücksichtigt werden. Geschlechtergleichstellung ist keine Frauenfrage, sondern sollte Männer ebenso wie Frauen angehen und umfassend beschäftigen. Die Gleichstellung von Frauen und Männern wird als Menschenrechtsfrage wie auch als Vorbedingung und Indikator für eine am Menschen orientierte nachhaltige Entwicklung und Demokratie betrachtet."

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

De fréiere Generalsekretär vum Conseil de l'Europe sot sengersäits: „La défense de l'égalité entre les femmes et les hommes doit être au cœur de tout ce que nous faisons." Gläichstellung tëscht de Geschlechter heescht fir de Conseil de l'Europe: Visibilitéit schafen.

(Interruption)

Ass d'Klack gelaut ginn? Nee.

(Hilarité)

Autonomie, gläich vill Verantwortung fir jiddereen a gläich vill Undeeler a Participatioun vu jidderengem. All dës Facteure sinn essentiel fir d'Verwierklechung vun enger Gläichstellung vun alle Mënschen am Sënn vun de Mënscherechter an der Rechtsstaatlechkeet an eiser Demokratie.

Wichteg ass, datt ee sech an esou engem Debat drop aléisst, datt et net ëm dat geet, wat ee selwer fillt, mee ëm dat, wat de concernéierte Géigeniwwer fillt unhand vun deem, wat e schonn erlieft huet oder unhand vu senger alldeeglecher Liewensrealitéit.

Den 8. Mäerz war den internationale Weltfraendag. Och am Joer 2023 gëtt et Ongläichheeten, déi geschlechterbedéngt sinn. Am internationale Kontext gesi mir e Réckgang vu Fraerechter a ville Beräicher. Am Iran kënne Frae sech net kleeden, wéi se wëllen. Am Afghanistan hunn d'Meedercher keng Rechter méi op Bildung. A souguer an Deeler vun den USA hu se deelweis keng Rechter méi op Ofdreiwung. Mee och um nationalen Niveau kënne mir nach villes maachen, fir d'Gläichberechtegung ze förderen.

Ech gi ganz kuerz op e puer rezent, awer wichteg Zuelen an, d'Madamm Minister hat et och schonn ugedeit: Laut dem Global Gender Gap Index, deen all Joer vum World Economic Forum opgestallt gëtt, si mir als Lëtzebuerg zwar gutt placéiert, mir hunn eis awer par rapport zu 2016 ëm zwielef Plaze verschlechtert. D'Grënn dofir sinn haaptsächlech, dass nach ëmmer weesentlech manner Fraen a wirtschaftlechen a politesche Féierungspositiounen ze fanne sinn.

Och am EU Gender Equality Index schneide mir zwar gutt of – mir leie quasi an all Domän iwwert dem EU-Duerchschnëtt –, mee mir hunn eis am Joer 2022 awer och net verbessert par rapport zu de Jore virdrun a mir leie weiderhin op der néngter Plaz. Och hei si mer virun allem a puncto politesche Pouvoir däitlech ënnert dem EU-Duerchschnëtt, wat d'Representatioun vu Fraen an der Politick ugeet.

D'Kreatioun vun engem Observatoire de l'égalité entre les genres ass eppes, wat ze begréissen ass an et ass e wichtegen Outil, fir eise Progrès am Sënn vun der Gläichberechtegung ze moossen an ze

evaluéieren. Och eis Nopeschlänner kennen esou änlech Observatoiren, ech brauch elo net weider drop anzegoen. Ech wäert och generell net méi weider op dëse Projet de loi agoen. Ech mengen, do wäerte mer am Laf vun de parlamentareschen Aarbechten nach genuch driwwer schwätzen. An et leie jo och mëttlerweil eng ganz Rei Avise vir.

Ech wëll awer do op ee ganz kuerzen Aspekt vum Avis vum Conseil national des femmes au Luxembourg agoen, well si hunn nämlech eng ganz interessant Beobachtung gemaach, nämlech datt am Moment de „Mega" eeben exklusiv mat der Égalité des sexes beoptraagt ass, de Genre awer am Kompetenzberäich vum Familljeministère läit. An ech denken, datt et do an Zukunft wichteg wär, dat bei engem an deem selwechte Ministère unzesidelen, fir datt mir och wierklech eng richteg Politick am Beräich vun der Gläichstellung vun alle Mënsche kënne maachen.

Dat selwecht gëllt dann awer och fir Mënsche mat engem Handicap. Also misst och dee ganze Beräich vum Handicap a vun der Inklusioun am selwechte Ministère ugesidelt ginn, soudatt de „Mega" also an Zukunft net just fir d'Gläichberechtegung an d'Gläichstellung vun de Cis-Mënschen zoustänneg wär, mee eebe vun alle Mënschen.

Duerfir ass et awer schonn ze begréissen, datt den Observatoire dann och Observatoire de l'égalité entre les genres heescht an net, wéi elo de Ministère, just fir „femmes et hommes" zoustänneg ass.

Erlaabt mir e ganz kuerzen Exkurs op d'Saach Geschlecht a Genre. Ech mengen, d'Fro derno, wéi vill Geschlechter et gëtt, hänkt dervun of, wéi ee Geschlecht definéiert ass. Aus der biologescher Perspektiv ass et relativ kloer: Et gëtt männlech a weiblech. Et gëtt awer och net just dat biologescht Geschlecht, mee och de Genre, wat oft net gläichgestallt ka gi mat deem, wat d'Wierder Mann a Fra eisem Verständnis no bezeechnen.

Soubal een ufänkt, Froe wéi: „Wéi verhält sech eng Persoun? Wéi fillt sech eng Persoun?" mat anzebréngen, schwätze mer net méi vum biologesche Geschlecht, mee vum Geschlecht am soziokulturelle Kontext, eeben dem Genre. Dofir kann een net dervun ausgoen, datt d'biologesch Definitioun vum Geschlecht all d'gesellschaftlech Froen dozou beäntwert.

Op dëser Plaz wëll ech drun erënneren, datt d'Françoise Hetto an d'Sylvie Andrich mat hirer Proposition de loi derfir gesuergt haten, datt eng Ajoute am Code civil den Transgenderpersounen et méi einfach mécht, hiren Numm an de Sexe am État civil ze änneren. Déi penibel Konditiounen, déi hinne bis dohin heifir opgezwonge waren, sinn doduerch ewechgefall. Eng pragmatesch Léisung an awer e klenge Schrëtt zu méi Autodeterminatioun a manner Diskriminatioun an deem Beräich.

Wat de Genre ugeet, sou wäerte mir awer an Zukunft nach op eng ganz Rei Froe mussen Äntwerte liwweren. Ech weess, dës eleng géife scho genuch Matière liwwere fir e ganzen Debat, mee ech wollt et awer de Mëtteg net hei net uschwätzen.

Da wëll ech kuerz op de Beräich Educatioun a Kanner agoen. D'Madamm Minister hat et gesot: Stereotyppe gesi mer leider ëmmer nach, sief et an de Schoulbicher, awer och deelweis um Fernsee, a Filmer, awer och bei Kannerspillsaachen.

Et fält mer grad eng kleng Anekdot an. Ech war am November mat Kolleegen zu Kopenhagen. Da keefs de de Kanner eppes, fir wann s de heemkënns. Dat Éischt, wat ech an deem Buttek gesinn hunn, do war dann esou eng ganz grouss Këscht, wou da Botzgeschier drop war. Do war direkt esou e klengt Meedchen drop gemoolt. Also méi stereotypesch geet et jo net!

Ech mengen, hei ass et eebe wichteg, datt all déi Saachen ugepasst ginn an datt och d'Educatiounspersonal Formatioun an deem Beräich ugebuede kritt an eeben, wéi een an deem Beräich iwwerhaapt ka sensibiliséieren.

Déi Jonk, Dir hutt et selwer gesot, Madamm Minister, kënnen a solle méi fréi derfir sensibiliséiert ginn oder fréi derfir sensibiliséiert ginn, wat Sexismus a Stereotyppe beinhalten. Dofir sinn Initiativen, wéi se aus der Nott ervirginn, ze begréissen, wéi zum Beispill „Pixi"-Bicher, déi Etüd mam Fuersimulator oder de „Madak" – dat si méi Männer an der ausserschoulescher Bildung.

Dann, fir kuerz iwwert d'Sciencen an déi Jonk ze schwätzen, ech mengen, Dir hat et och scho selwer gesot: Déi meescht Jonk hunn haut vill méi eng cibléiert Opfaassung vu Gender a vu Geschlecht, wéi dat nach viru Joren de Fall war. An a ville Studiegäng si Coursen zu Gender mëttlerweil Usus, sief et an der Politickwëssenschaft, der Bildungswëssenschaft oder awer och bei Studien am Managementberäich.

D'Initiative wéi „Women and Girls in Science" si wichteg an ze begréissen, well do hu mer nach Nachholbedarf. An et ass och begréissenswäert, datt et op der Uni eng Commission d'égalité du genre gëtt. Dës Mandater sinn net just an der Aarbechtswelt wichteg, mee gehéieren eeben och zu enger Uni.

Aus dem Bildungsbericht vun 2021 geet och ervir, dass d'Inegalitéiten opgrond vum Geschlecht sech an ënnerschiddlechsten Aart a Weisen ausdrécke kënnen. Doraus gëtt awer och däitlech, datt d'Ënnerscheeder hei zu Lëtzebuerg par rapport zu anere Länner awer relativ minim sinn.

An Zesummenaarbecht mat der Uni hunn dann och sougenannte „Webtalks" iwwer Stereotyppe stattfonnt. Dës waren zwar haaptsächlech geduecht fir d'Pandemie. Se hu sech awer trotzdeem wuel als Initiativ bewisen an dat, mengen ech, kéint een och roueg weiderféieren.

An ech mengen, och wa vill bei deene Jonke gemaach ginn ass fir ze sensibiliséieren, ass nach Loft no uewen. An do kéint een zum Beispill a Kooperatioun mat de Lycéeën déi Aarbecht nach méi ausbauen. An esou Initiative wéi „Rock de Rack", „Rock de Krees" si gutt Virlagen, fir dës Echangen an deem Beräich ze verdéiwen.

Da kommen ech zum Gender Pay Gap, et war schonn ugeschwat ginn. Effektiv gëtt et op EU-Niveau nach ëmmer eng Differenz um Niveau vum Salaire, och wa se zu Lëtzebuerg just nach relativ geréng ass, 0,7 %. Ech mengen, do war jo och nach rezent eng Nouvelle, dat war als Headline dann an der Press ze liesen, datt, wann een de Stonneloun kuckt, d'Fraen da méi verdéngen. Wann een awer effektiv dann alles mat erarechent, all Facteur mat eraberechent an eeben och d'Limitte vun deenen Indicateuren, stellt een dann awer trotzdeem fest, datt am Joresakommes d'Männer awer nach ëmmer bevirdeelegt sinn.

Iwwerhaapt ass ee vun deene wichtegsten Theeme fir eis als CSV-Fraktioun an och, mengen ech, e wichtege Punkt am Beräich vun der Gläichstellung, eeben d'Thematik, wéi een de Beruff an d'Famill am beschten ënner een Hutt bréngt. An ech mengen, et ass wichteg, datt déi zwee Partner zesummen upaken an et net eebe selbstverständlech ass, datt d'Fra doheem bleift an hire beruffleche Wee ënnerbrécht, fir sech ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren.

Den Equiliber tëschent Aarbecht a Privatliewe muss awer fir all Geschlecht generell besser ginn. Mir gesinn hei e strukturelle Problem, deen nach wie vor an eiser Aarbechtswelt verankert ass. Et ass zum Beispill nach ëmmer net selbstverständlech a ville Beräicher, datt d'Männer Congé parental huelen.

D'CSV, notamment de Kolleeg Marc Spautz, deen elo hannert mer sëtzt, huet 2021 proposéiert, de Congé parental méi flexibel ze gestalten a soumat eng besser zäitlech Organisatioun fir d'Elteren ze garantéieren.

Am November 2022 ass zu där selwechter Thematik vum Ausbau vum Congé parental eng ganz interessant Petitioun an der Chamber diskutéiert ginn. Heirop huet d'Familljeministesch leider just mat: „Wéi solle mer dat finanzéieren?" geäntwert. Dat ass eiser Meenung no keng zäitgeméiss Approche, zemools wa bei villen anere Leeschtungen de Finanzement awer keng Roll ze spille schéngt.

Oftmools ass et dann awer och esou, dass Fraen an engem gewëssenen Alter éischter emol ausgeschloss ginn an engem Virstellungsgespréich, well eeben d'Warscheinlechkeet, datt se an noer Zukunft schwanger ginn, awer besteet. Ech mengen, dës strukturell Problemer musse mer endlech an de Gréff kréien. Ech kommen duerno awer och nach emol kuerz op dee Punkt zréck, wann et ëm de politesche Beräich geet.

Dann nach e ganz kuerze Saz zur Steierpolitick, déi och eppes mat Gerechtegkeet ze dinn huet. Et ass jo esou, datt een am Fall vun enger Scheedung oder dem Doud vum Partner no dräi Joer vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1a fält. Dëst ass fir Elengerzéier, wat dann awer nach méi oft Frae sinn, oft dramatesch, soudatt hei am Sënn vun der Chancëgläichheet misst gehandelt ginn. Et ass vill versprach ginn, awer nach net vill geschitt.

Ech mengen, d'CSV huet hei dräi ganz kloer Fuerderungen: e Fräibetrag vun 30.000 Euro, eng Progressioun an der Klass 1a, déi méi lues gräift an eeben d'Iwwergangszäit vun dräi op fënnef Joer eropsetzen, éier een dann eebe vun der Steierklass 2 an d'1a fält.

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | Dann Old Age Poverty, dat ass och en Theema hei zu Lëtzebuerg. Bei eisen Däitschen Noperen ass all fënneft Fra am Alter vun iwwer 65 akut vun Aarmut betraff. Den Ecart tëscht de Pensioune vu Männer an deene vu Fraen ass grouss. An Däitschland sinn et bal 30 %. Dëst ass bal an allen EU-Länner de Fall, mee zu Lëtzebuerg ass dëse Phenomeen awer nach méi héich wéi an allen aneren EU-Memberlänner. 2019 krute Fraen am Alter vu 65 Joer 44 % manner Pensioun wéi d'Männer. An och 2021 hu mir nach net vill besser ofgeschnidden. Hei kéint ee sech zum Beispill Dänemark och emol als gutt Beispill ukucken.

Da ganz kuerz op d'Pandemie. Dir hat et gesot: D'Etüd vum LISER huet festgestallt, datt wärend der Pandemie d'Frae méi staark an d'Hausaarbecht an och an d'Kannerbetreiung agebonne ware wéi virdrun an dass eeben de Risiko besteet, datt wärend esou enger Kris, wéi och ëmmer se ka geaartet sinn, dann eeben déi Efforten, déi an deene Jore virdru gemaach gi sinn, réckleefeg sinn. An d'Experte froen dann zu Recht: Hu mir Männer, oder hunn d'Männer d'Chance verpasst, sech an der Pandemie méi an déi genannte Felder matanzebréngen? Woubäi ech mengen, do muss een och nach eng Kéier kucken, do hunn d'Familljen deelweis hire Choix getraff. Mee et ass awer vläicht effektiv dann nach méi e Reflex, datt automatesch d'Fra de Congé pour raisons familiales geholl huet. Deen ass jo och an de Covidgesetzer matugepasst ginn.

Dozou war och am Dezember 2022 eng Petitioun hei an der Chamber diskutéiert ginn. Dat war am Kontext

vun engem Fall vu Long-Covid bei engem Kand. An do haten d'Ministeren Haagen an Engel annoncéiert, en Aarbechtsgrupp en place ze setzen, fir ze analyséieren, wéi de Congé pour raisons familiales a bestëmmte Fäll evaluéiert ka ginn.

Bon, déi zwee Ministere sinn elo net hei. Mee vläicht kënnt Der dat mat weiderhuele fir ze froen: Wou si mer do drun? Wéi gesinn déi effektiv Zuele fir d'Pandemie aus? Wien huet do méi oft Congé pour raisons familiales geholl? Wéi war dat opgedeelt?

Da muss een och feststellen, datt wärend der Pandemie d'Zuele vun haislecher Gewalt eropgaange sinn. D'Uriff bei verschiddenen Ulafplazen hu sech Berichter no verfënneffacht.

Iwwerhaapt, mengen ech, ass d'Violence domestique, d'Gewalt géint d'Fraen, e ganz eeschte Punkt. De 27. Februar 2023 ass op der Säit vum Conseil vun der EU ze liesen, eng vun zwou Fraen hätt scho sexuell Belästegungen an hirem Liewen erlieft an eng vun 20 Fraen hätt eng Vergewaltegung gemellt, vun der Donkelziffer do guer net schwätzen.

Wa mir op dat Theema kommen, bon, den Här Keup ass elo leider net méi hei, mee ech muss dann awer eppes zu sengem Tweet soen, deen hien dann do lassgelooss hat, deen eng reegelrecht Frechheet un all d'Fraen ass. An ech hu mer wierklech do d'Fro gestallt, an net just ech, mee ech mengen, mir bal all heibannen, wou en un déi Zuele kënnt an a wéi enger Realitéit en do ënnerwee ass, wann en esou Aussoe mécht.

Mee mir brauchen e verstäerkte Schutz vu Fraen am Fall vu Gewalt, sief et physesch Gewalt oder psychesch Gewalt. Duerfir fuerdere mir och als CSV, dass a schlëmme Fäll vu Gewalt den Täter kee Sursis méi soll kréien, mee datt e mat enger fester Prisongsstrof rechne muss.

An Dir hutt et selwer gesot: Mir mussen nach méi an d'Preventioun investéieren! An ech begréissen hei all Initiativ, déi an déi Richtung scho gemaach ginn ass an déi nach wäert kommen.

Mir brauchen och, Dir hutt et gesot, e besseren Affer-schutz, eng gutt encadréiert Prise en charge vu Fraen a vu Männer, déi Affer vu Gewalt gi sinn. An deem Kontext hate mir um Weltfraendag esou en Info-Owend zu Wuermer an der Gemeng, mat der Nopeschgemeng vu Maacher zesummen a mat de Kolleege vu Fluessweiler och nach. De Kolleeg Léon war och do. An do hu sech Affer zu Wuert gemellt, an déi hunn ee Beispill ginn, wat vun zwee Leit gesot ginn ass: Dat ass, datt effektiv, och wann et Hëllefe gëtt, si awer zum Beispill nach relativ laang un Affekotekäschten ze knaen hunn. Dat ass zum Beispill effektiv e Punkt, well d'Fra schonn oft déi méi Defavoriséiert an der Koppel war. Do ass jo da schonn oft an esou Koppelen en Ofhängegkeetsverhältnis, dat dann oft nach bis an dat finanziellt Ofhängegkeetsverhältnis geet. An dann hu se herno deelweis net d'Moyenen, fir dat ze bezuelen. Dee selwechte Problem ass, datt vill Fraen zréck bei hiren Aggresseur mussen, well se am Fong guer keng aner Wunnsituatioun direkt hunn an dowéinst dann awer erëm zréckginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt selbstverständlech och Männer kënnen Affer vu Gewalt ginn, och wa se an enger Minoritéit sinn, mee mir hu virdru vu Stereotyppe geschwat, da musse mer och hei oppassen, datt mer bei deenen zwee Weeër sinn.

Ech si frou, datt mir als CSV, an de Gros vun alle Parteien heibannen, net midd ginn, fir sech fir dëse Sujet anzesetzen.

Da kommen ech op de Punkt vu Fraen an der Politick, ech mengen, jiddereen oder vill vun eis kennen dat, déi an de leschte Wochen a Méint probéiert hunn, Kandidatelëschten opzestellen. A wann een dann do mat potenzielle Kandidaten a Kandidatinne schwätzt, da kritt een awer oft déi selwecht Äntwerten: datt effektiv Fraen, déi kleng Kanner hunn oder vläicht um Punkt sinn, fir Kanner ze kréien, dann awer fäerten, datt dat Ganzt net esou kompatibel ass. An ech mengen, do musse mer eis da froen – och wa mir wëssen, et ass e Mandat –, ob een net awer iergendwéi muss do d'Méiglechkeet vun enger Reegelung fannen, wann eng Fra am Laf vun hirem Mandat eeben e Kand kritt. Da kann een och de Bou spanen hei op d'Chamber. Ech mengen, mir wëllen ëmmer méi Jonker, méi Fraen an der Politick. Mee wat bidde mer hinnen en retour? Wéi kënne mir d'Strukture verbesseren a méi accessibel maachen?

Ech hu virdru mat menger Fraktiounskolleegin, dem Elisabeth Margue, geschwat, an hatt huet dat och gesot: Wann ee beim Patron schafft, dierf eng Fra dräi Méint laang nom Accouchement net schaffe goen. Hei an der Chamber misst se theoreetesch no dräi Deeg erëm hei stoen. Also, dat heescht, do musse mer d'Méiglechkeete kucken. Ech soen emol: Visio ass eng Méiglechkeet.

(Interruption)

Mir mussen natierlech och soen: Mir mussen eis och eng Kéier iwwerleeën – ech mengen, mir sinn och elo schonn erëm, wivill Auer hu mer? Gläich 18.30 Auer –, datt och déi Auerzäite vun eisen ëffentleche Sëtzungen net ëmmer ganz familljefrëndlech sinn.

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | Dat ass och eppes, wou mer eis vläicht eng Kéier mussen a Fro stellen.

(Interruption)

Ech mengen, Fakt ass, mir brauchen eng strukturell Upassung. Wann ech awer elo op d'Gemengen aginn, ech mengen, do schwätze mir eis ganz kloer derfir aus, datt den Artikel 42 am Gemengegesetz esou soll ausgeluecht ginn, datt d'Fraen, déi e Kand kréie wärend hirem Mandat, och wierklech kënnen dovu profitéieren.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Jo, datt dat do einfach e bësse kloer ass, datt dat e bësse méi kloer ass. Dann ass et och vill méi einfach, wann een eebe probéiert, Fraen ze iwwerzeegen, dann huet ee wierklech besser Argumenter.

D'Gemengen – elo si mer scho bei der Gemengepolitick, da komme mer dann och erëm op d'Gemengen – mengen ech, si wichteg Acteuren hisiichtlech der Participatioun an der Gläichstellung vun de Fraen. Souwuel d'Convention-cadre wéi och d'Convention „Mega+", déi mer rezent mat der Wuermer Gemeng ënnerschriwwen hunn, spillen hei eng wichteg Roll, gradesou wéi d'Campagne „Egalitéit liewen", déi immens hëllefräich ass. An ech hoffen, datt dës och no de Gemengewale weider bestoe bleift.

Dann en Domän, deen net nëmme mir um Häerz läit, dat ass de Sport. An do spillt eeben effektiv d'Press och eng ganz wichteg Roll. D'Madamm Minister huet et och selwer gesot. Ech mengen, d'Couverture vun der Press bréngt mat sech, datt d'Sponsoren hire Logo op den Tricote gesinn. Da musse wierklech och emol méi Fotoen an den Zeitunge sinn. Dat gëtt eng Visibilitéit. Do kënnen d'Veräiner och Saache maachen.

Ech mengen, dee Veräin, deen ech besser kennen am Basket, sinn d'Musel Pikes. Do hu mer och emol probéiert, fir d'Matcher, d'Heemmatcher, ze dréien, soudatt d'Dammen d'Primetime kritt hunn. Dat ass zum Beispill eng Méiglechkeet.

Dann huet och de Wuermer Fussball d'lescht Joer mat enger relativ flotter Initiativ ugefaangen, datt se den FC Koeppchen Ladies Cup fir Meederchersekippen organiséiert hunn. Dat wäert och erëm dëst Joer de Fall sinn. An dës Initiativ huet sech relativ séier ronderëmgeschwat, a mëttlerweil kommen och héichkaräteg Ekippen aus dem Ausland ganz gär op esou en Event, wou wierklech de ganzen Dag eeben de Meederchersan Dammesport eleng an exklusiv am Mëttelpunkt steet. Ech mengen, dat ass eng ganz flott Iddi, wou een d'Organisateure just ka begléckwënschen.

Wann ech dann awer de Moien an der Zeitung muss liesen, datt anscheinend fir d'Fussballfraeweltmeeschterschaft elo am Summer – déi gëtt, mengen ech, an Neiséiland gespillt, Australien an Neiséiland ..., merci, Paul, de Paul ass eise Fraesportexpert – nach keen däitsche Fernseesender bereet war, d'Rechter ze kafen, fir dës iwwerhaapt am Fernsee ze iwwerdroen, ass dat awer wierklech eng extreem penibel Saach, zemools wann ee weess, datt déi lescht Frae-WM awer relativ vill Leit interesséiert huet.

D'Stad Esch huet och eng flott Aktioun lancéiert mam Numm „Egalitéit Sport" (ndlr: „Égalité femmes-hommes dans le sport"), mat ganz interessanten Temoignagen, wéi zum Beispill vu menger Fraktiounskolleegin Nancy Kemp-Arendt, eeben als ehemoleg Leeschtungssportlerin. Wat och ganz interessant ass, ass de Film „Um Ball – 50 Joer Fraefussball zu Lëtzebuerg". Dee kënnt Der Iech roueg alleguer emol eng Kéier ukucken.

Generell ass et esou, datt d'Gläichberechtegung am Sport, notamment den Zougang zum Sport eeben an alle Beräicher, och dem Handicapéiertesport an dem Sport am Alter, muss verbessert ginn. Hei ass meng Fro och: Gëtt et do nach weider Mesüren, déi vläicht geplangt sinn?

Als Konklusioun, ech faassen elo net nach eng Kéier alles zesummen, do erzielen ech just nach eng ganz perséinlech Anekdot. Ech war Enn vun der Chrëschtvakanz mat der Famill de Film „Oskars Kleid" kucken. Den Oskar ass biologesch gesinn e Jong, an e gëtt och vu sengem Papp als Jong wouergeholl. Do gëtt e bësse mat Stereotyppe gespillt. Awer den Oskar, deen huet esou e ganz schéine giele Blummerack, an e wëllt dee guer net méi ausdoen an hie wëllt och kee Jong méi sinn. An et muss ee sech am Ufank emol e bësse mat deem Theema auserneesetzen. Mee ech kann Iech awer wierklech un d'Häerz leeën: Kuckt Iech de Film emol un, well mir Erwuessener kënnen an där Saach, wéi onkomplizéiert ee kann un Theemen erugoen, nach ganz vill vun de Kanner léieren.

Ech mengen, d'Égalité des genres geet an all Richtungen, a mir kënnen a mir mussen nach méi maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Hengel. Nächsten ageschriwwenen ...

A, d'Madamm Hartmann huet eng Fro un den Här Hengel.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, Här President, eng ganz kuerz Fro un den Här Hengel, well et huet mech awer e bëssen interpelléiert, wat e par rapport zum Congé parental gesot huet, well en am Fong gesot huet, dass nach ëmmer net genuch Pappe géife vun dem Congé parental profitéieren.

Elo ass et awer esou, dass mer an diverse Kommissiounen an ënner anerem och an de Konklusioune vu verschiddene Petitiounsdebatten, déi mer heibannen haten, schonn e puermol vun der Familljeministesch Zuele presentéiert kritt hunn, déi ganz kloer soen,

dass de Congé parental, esou wéi e reforméiert ginn ass 2016, vu ganz, ganz ville Pappe genotzt gëtt a mëttlerweil souguer scho vu méi Pappe wéi vu Mammen.

An dofir, wann elo hei gesot gëtt, dass dat net esou wär, da wëll ech Iech d'Fro stellen, ob Dir déi Resultater vun deenen Analyse kontestéiert. Well ech fannen et nämlech net ganz richteg, wann Der dat hei sot an dat net deem entsprécht, wat mer awer erkläert kruten. Fir dat dann awer richtegzestellen, wëll ech Iech déi Fro do stellen.

Merci.

M. Max Hengel (CSV) | Merci fir d'Nofro. Ech hu vläicht e bëssen aus perséinlechen Erfarungen oder aus perséinleche Gespréicher eraus gesot, datt et vläicht nach net an all Beräich, soen ech emol, deemno wéi eng Verantwortung een huet – ech mengen, dat spillt da fir Männer a fir Fraen –, ëmmer esou evident ass, datt et gutt ugesinn ass, wa Pappen och e Congé ufroen. Ech mengen, dat ass esou. Do musse mer och eng Kéier soen: Dat kann ee roueg, och wann een an enger Verantwortungspositioun ass. An dat gëllt fir Fraen a fir Männer. Et muss een einfach kucken: Ok, kann een och op deene Plaze vläicht net e Fulltimejob hunn? A wierklech dann de Manière générale soen: Ok, mir fueren och do méi mat Mi-tempsen oder herno, nom Congé parental, souguer mat 75 %.

Ech mengen, do gëtt et a skandinavesche Länner verschidde Modeller respektiv schonn eng aner Akzeptanz, loosse mer esou soen. Mee et huet effektiv, do muss ech Iech Recht ginn, elo näischt onbedéngt mat Zuelen ze dinn, mee et huet eppes mat Aussoen a perséinleche Gespréicher ze dinn.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Hengel. An da komme mer zum nächsten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis virun net allze laanger Zäit waren d'Rechter an d'Flichte vu Mann a Fra kloer getrennt a ganz genau definéiert.

D'Generatioun vun eisen Elteren a Grousselteren huet ugefaangen, dëse fest verwuerzelte Familljemodell an déi kloer definéiert Geschlechterrollen ze briechen. Ma d'Beméiungen, fir eng reell Geschlechtergläichheet ze erreechen, sinn net ofgeschloss, soss misste mir dësen Debat haut an hei net féieren.

Zu Lëtzebuerg si mir an enger Situatioun, an där och d'Fra däerf fräi wielen, ob se sech bestuet, ob se Kanner kritt oder net, ob a wéi vill se schaffe geet, et cetera. Si bestëmmt selwer hiert Liewen.

Frae sinn hautdesdaags geneesou diplomëiert wéi Männer, bedeelege sech méi wéi fréier um Aarbechtsmaart a bleiwen ëmmer méi oft professionell aktiv, och dann, wa se Mamm ginn, wärend d'Männer also haut prinzipiell doheem kënne bleiwen, fir sech ëm Hausaarbechten an d'Kanner ze këmmeren.

Trotzdeem gëtt et nach ëmmer Geschlechterongläichheeten, sief et um Niveau vun der Opdeelung vun den Aarbechten am Stot, vun der berufflecher Positioun oder och nach vun der politescher Representatioun, fir nëmmen dës ze nennen.

Virun allem rezent Beispiller aus dem Ausland weisen, dass an anere Länner d'Situatioun vill méi preoccupant ass an datt d'Fraerechter nach laang keng Selbstverständlechkeet sinn. Och hautdesdaags muss nach fir dës Rechter gekämpft ginn. An d'Beispiller vun de Meedercher a Fraen am Afghanistan mat den Taliban oder déi katastrophal Situatioun vun de Fraerechter am Iran weisen, wéi wäit de Wee a munche Länner nach ass.

An och an Amerika, dat weltwäit als fräit Land ugesi gëtt, garantéiert d'Konstitutioun keen explizitte Schutz géint Diskriminatioun op Basis vum Geschlecht. An och d'amerikanescht Ofdreiwungsgesetz léisst déif blécken, wéi et ëm d'Rechter vun der Fra an den USA steet. Dofir condamnéiere mir och dës rezent Decisioun, wou a verschiddene Staaten dat konstitutionellt Recht op Ofdreiwung no Joerzéngten elo net méi existéiert. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass ofdreiwen illegal maachen net „pro Liewen" ass, mee „anti Fraen".

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als DP setzen eis derfir an, datt d'Fraerechter Mënscherechter sinn. Mir sinn net nëmmen national gefuerdert, mee mir mussen eis och international fir d'Gläichberechtegung vun de Geschlechter engagéieren an dofir d'Ziler vum Aktiounsplang „Fraen, Fridden a Sécherheet" (ndlr: Femmes et paix et sécurité) stäerken.

Laut deem Aktiounsplang soll och all Zort vu sexueller Gewalt virgebeugt ginn. Allgemeng haislech Gewalt, Gewalt, déi op d'Geschlecht zréckzeféieren ass, d'Genitalverstümmelung vu Fraen, Gewalt an Abusen u Fraen am Krich a weider Beispiller, déi ee kéint opzielen, si Sujeten, déi et ze bekämpfe gëtt.

Fraerechter mussen also ëmmer nees an de Fokus vun der Aktualitéit gestallt ginn. Als DP setze mir eis hei zu Lëtzebuerg aktiv dofir an, datt d'Geschlechteregalitéit assuréiert ass.

Et ass wichteg, eng zukunftsorientéiert Politick ze ënnerstëtzen, déi d'Bedierfnisser vun alle Bierger integréiert an dëst onofhängeg vun hirem Geschlecht, hirem Alter, hirer Relioun, hiren Originnen oder hirer sexueller Orientéierung.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | An dofir engagéiere mir eis ëmsou méi fir eng Geschlechteregalitéit. Esou hu mer eis fir eng Gläichbehandlung vun de Geschlechter an der Aarbechtswelt staarkgemaach an derfir plädéiert, datt Fraen a Männer déi selwecht Pai fir déi selwecht Aarbecht musse kréien.

Dofir si mir houfreg op déi rezentste Statec-Etüd, déi beleet, datt zu Lëtzebuerg den Ecart an der Pai tëscht Mann a Fra kleng ass a Frae souguer am Stonneloun deels méi verdénge wéi Männer, wuel wëssend, datt méi Fraen nëmmen Deelzäit schaffen an also reell net wierklech méi an der Pai hunn.

Mat engem Gender Pay Gap vun 0,7 %, deen de Max Hengel virdru scho genannt huet, ass Lëtzebuerg um niddregsten Taux vun der ganzer EU. An eisen Nopeschlänner läit dësen Taux bei 5 % an der Belsch, bei bal 16 % a Frankräich an esouguer eppes iwwer 18 % an Däitschland. Den Duerchschnëtt an der EU läit iwwregens bei 13 %. Trotz dësem favorabele Verglach si mer eis bewosst, dass nach Progrèsen ze maache sinn. Dofir wäert d'DP sech och an Zukunft derfir asetzen, datt d'Betriber hir Gehälterpolitick am A behalen an déi néideg Upassunge virhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „l'argent ne fait pas le bonheur", heescht et, an ech wollt dofir net ze laang iwwert d'Sue schwätzen, well mir wëssen all, datt et an der Aarbechtswelt an an deenen anere Beräicher vum Liewen ëmmer nach vill Inegalitéiten tëscht de Geschlechter gëtt, och hei zu Lëtzebuerg.

Et ass zwar schwéier mat Zuelen ze beleeën, ma et schéngt awer Fäll ze ginn, an deene besonnesch jonk Frae bei engem Virstellungsgespréich benodeelegt gi si géigeniwwer vun engem Mann mat deene selwechte Qualifikatiounen, just well gefaart gëtt, si géife schwanger ginn an eng Zäit laang op der Aarbecht dann ausfalen. Esou Iwwerleeunge gëtt et nach ëmmer an de Käpp vu verschiddene Leit, an do hëlleft och kee Gesetz.

An och wann dëst haut wierklech Ausname sinn, dierft et hautdesdaags net méi virkommen, dass eng Fra am Virstellungsgespréich gefrot gëtt, ob se gedenkt, an deenen nächste Joren e Kand ze kréien oder net. D'Männer misste jo also theoreetesch och gefrot ginn, ob se wëlles hunn, de Congé parental ze huelen, wann Nowuess ënnerwee ass. De Witz an den Eck, ech mengen, Dir verstitt, wat ech heimadder mengen.

Interessant och d'pairfam-Etüd: En Artikel am „Spiegel" vum 25. Mäerz dëst Joer hëlt déi ënnert d'Lupp, wou Zuele beleeën, dass vill Patrone souguer geziilt Fraen a bewosst manner Männer rekrutéieren. Déi selwecht Etüd weist och, dass Frae sech selwer eigentlech seelen als benodeelegt astufen. Ech kann Iech just soen, datt vill Fraen a mengem Ëmfeld och näischt vun der deels opgesatener Afferroll halen, déi een de Fraen och haut nach heiansdo probéiert unzehänken.

Vill Fraen hunn hire Wee an der Vergaangenheet gemaach, dëst an alle Beräicher, och an der Politick. Elo ass dat jo och nees aktuell. An do stinn d'Simone Veil oder d'Colette Flesch als exzellent Beispiller. An hinne gëllt besonnesche Respekt, well si gewisen hunn, sécherlech ënner erschwéierten a méi schwierege gesellschaftleche Viraussetzungen, wat Fraepower ass, dëst an enger fréierer Zäit, wou net vu Quote geschwat ginn ass a virun allem, wou Lëtzebuerg nach e gesellschaftleche Modell an eng Vue vun der Famill hat, déi hannert der reeller Entwécklung bliwwe sinn. Dat huet sech geännert an ass haut anescht, well eng zäitgeméiss, modern Politick Lëtzebuerg an dëse Beräicher no vir bruecht huet.

Interessant och nach, datt an deem Artikel ganz grousse Wäert op d'Ënnerscheede vu Gläichberechtegung a Gläichstellung zwëscht de Geschlechter gemaach gëtt, wourobber ech elo hei awer aus Zäitgrënn net weider kann agoen. Och ass den Artikel betreffend d'Analys vun der Etüd pairfam ënner anerem zu follgender Konklusioun komm: „Benachteiligung [kann man] nicht mehr pauschal unterstellen […], sie [kann] heute also – je nach Bereich – genauso Männer wie Frauen treffen […]."

Mir als DP sinn der fester Iwwerzeegung, dass Fraerechter Mënscherechter sinn. Dofir hu mir eis fir d'Moderniséierung vun engem flexibelen a finanziell méi attraktive Congé parental agesat. Heibäi ass et och wuelgemierkt egal, ob dee Congé vun der Mamm oder vum Papp geholl gëtt oder souguer opgedeelt gëtt op déi zwee Partner. Dës Mesür erlaabt et de Fraen, weider an hirem Beruff kënnen aktiv ze bleiwen. An zanter der Aféierung vum neie Congé parental hunn esou 70 % méi Elteren a besonnesch vill Pappe vun der Initiativ profitéiert.

Eng weider Verbesserung vum neie Congé parental sinn déi aussergewéinlech Congésdeeg an d'Erhéijung vum Pappecongé bei der Gebuert vum Kand vun zwee op zéng Deeg. De Pappecongé soll och op d'Independanten ausgeweit ginn, wat eng wichteg Mesür ass, fir eng Gläichheet tëscht alle Schaffenden ze kreéieren. Och homosexuell Koppele wäerten, soubal dat Gesetz gestëmmt ass, endlech kënne vun der Mesür profitéieren.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Am selwechten Otemzuch kënne mer och vun de gratis Crèchen a Maisonrelaise schwätzen, wat eng finanziell Entlaaschtung fir

vill Familljen duerstellt an och den Elengerzéienden zeguttkënnt.

Mee och de Mammecongé ass adaptéiert ginn a méi flexibel gestalt ginn. Esou huet eng Mamm elo d'Méiglechkeet, no der Gebuert zwielef Woche Mammecongé amplaz vun nëmmen aacht Wochen ze huelen. An d'Elteren hunn d'Méiglechkeet, flexibel de Congé kënnen ze organiséieren, wann d'Kanner krank sinn.

All dës Adaptatiounen um Congé parental waren noutwendeg fir eng modern Gesellschaft. Der DP ass et wichteg, dass d'Eltere Beruffs- a Familljeliewe besser matenee verbanne kënnen. D'DP wëllt och méi Flexibilitéit an den Aarbechtszäiten ëmsetzen, vun deenen all d'Persounen, onofhängeg vum Geschlecht, kënne profitéieren. Dës Flexibilitéit erméiglecht et ënner anerem, datt och Pappen d'Kanner an d'Schoul kënne siche goen oder sech ëm de Stot kënne këmmeren, fir nëmmen déi zwee banal Beispiller ze nennen.

Et ass wichteg, datt d'Leit Gläichberechtegung am Alldag liewen an erliewen. Als DP sëtze mir eis net eréischt zanter 2014 fir eng moderniséiert Familljepolitick an. Mir hunn eis staarkgemaach fir eng Politick, déi et de Fraen erméiglecht, Beruff a Famill mateneen ze verknäppen a finanziell onofhängeg ze sinn. De Congé parental ass hei e gutt Beispill an e grousse Succès, wéi déi héich Zuel vu Pappe weist, déi dee Congé an Usproch huelen.

Doriwwer si mir immens frou, an awer weist d'Realitéit eis, datt mir och hautdesdaags nach zum Deel a stereotyppe Geschlechterrolle festsëtzen an et nach Ongläichheeten zwëschent de Geschlechter gëtt, déi d'Politick bekämpfe muss.

Haislech Gewalt ass iwwerall op der Welt en Theema, och esou bei eis. Mat 30 % vun den Awunner hei am Land, déi scho Gewalt am Stot erlieft hunn, ass et e groussen a presente Problem. Den Tabu, deen dëse Sujet ëmgëtt, muss gebrach ginn. Jidderee muss Verantwortung iwwerhuele fir de Kampf géint haislech Gewalt. Dofir muss de gesellschaftlechen Engagement encouragéiert ginn, fir dës Form vu Gewalt ze eliminéieren.

Et ass eis dofir wichteg, d'Affer ze ënnerstëtzen, egal ob Mann oder Fra, fir Hëllef ze fannen an déi néideg Ressourcen zur Verfügung ze stellen. An deem Kontext si mir der Meenung, datt Formatioune fir d'Erkennen an d'Preventioun vu Gewalt bei der Police, der Justiz an dem Gesondheetspersonal integréiert a promouvéiert solle ginn. D'DP wëllt dofir eng Analys maache vun der Noutwendegkeet vu spezifesche Formatiounen an dëse Secteuren an deementspriechend d'Offer upassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eppes, wat immens Suerge mécht an d'lescht Woch an der Press war, ass de Fait, dass am Moment 60 Fraen, vun deenen der 4 en plus schwanger sinn, a 76 Kanner op enger Waardelëscht stinn, fir an engem Fraenhaus ënnerbruecht ze ginn. Wuelgemierkt sinn d'Opfänkplazen all voll. Mir schwätzen hei vun zousätzleche 60 Fraen a 76 Kanner, déi an enger ganz prekärer Situatioun sinn an dréngendst op Hëllef ugewise sinn. Dat sinn der vill, vill ze vill, do si mer eis sécher alleguerten heibannen eens. An dofir brauchen d'Fraenhaiser méi Moyenen.

Et mussen dréngend Solutioune fir déi Betraffe fonnt ginn. Dës Frae sinn op Institutioune wéi Fraenhaiser ugewisen an et ass eis Responsabilitéit, derfir ze suergen, dass si en Ënnerdaach kréien. Oft stinn déi betraffe Frae wärend Méint op der Liste d'attente, fir an engem Haus ënnerzekommen. D'Ursaach vun deem Problem läit gréisstendeels an der aktueller Logementskris, well déi Betraffe Problemer hunn, fir um éischte Marché ënnerzekommen.

Déi Situatioun féiert dozou, datt de Roulement an de Fraenhaiser net méi klappt, well een am Prinzipp nëmmen dräi Joer am Fraenhaus soll bleiwen. Well awer oft keng Wunnengen disponibel sinn, bleiwen d'Fraen dann oft méi laang an den Haiser. Deemno gëtt et dann och keng Plaze méi fir aner Fraen an Nout. Dës Situatioun dierf awer och op kee Fall esou bleiwen.

Et wier dofir wichteg, de Logementsproblem vun de Fraen an Nout richteg ze encadréieren an anstänneg kënnen ze suivéieren. Et muss derfir gesuergt ginn, dass genuch Plazen zur Verfügung stinn, fir grad vulnerabele Persoune wéi de Fraen an Nout an hire Kanner adequat ze hëllefen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Geschlechteregalitéit vu jonkem Alter un ze förderen, si mer der Meenung, dass Sensibiliséierung eng ganz wichteg Roll spillt. Esou setzt d'DP op en oppene Gesellschaftsmodell an der Schoul. Dofir stelle mir weider déi néideg Ressourcen am Bildungsberäich zur Verfügung an ënnerstëtzen Initiative wéi „Girls' Day – Boys' Day", déi Stereotyppe vu Geschlechterrolle bekämpfen. Eis ass et wichteg, datt d'Schoul eng besonnesch Verantwortung an eng Virbildfunktioun erfëllt. Sou si mir der Meenung, datt d'Geschlechteregalitéit an de Schoulbicher erëmgespigelt gëtt a Kanner vu Klengem u vermëttelt kréien, datt kee Mënsch duerch säi Geschlecht oder seng Sexualitéit diskriminéiert soll ginn.

Dofir muss d'Schoulmaterial ëmmer nees op diskriminéierend Inhalter iwwerpréift ginn, well textuell a grafesch Inhalter, déi d'Kanner an de Schoulbicher gesinn, implizitt gesellschaftlech Wäerter vermëttelen. An deem Kader huet den DP-Bildungsminister Claude Meisch, zesumme mam Ministère fir Chancëgläichheet, de sougenannte „Leitfaden: Für geschlechtersensible Darstellung in Sprache & Bild in Schulbüchern" ausgeschafft, e Programm, deen den Auteure Rotschléi gëtt, fir geschlechtsgläichwäerteg a genderneutral Schoulbicher ze verfaassen. D'Zil ass et, d'Schüler schonn am jonken Alter mat Wäerter vu Gläichberechtegung tëscht alle Mënschen a Kontakt ze brëngen.

Här President, léif Kolleegen, ech wollt nach ee Beräich uschneiden, nämlech de Sport. De Sport ass nach ëmmer staark vu Stereotyppe gepräägt a kéint awer eng ganz wichteg Roll bei der Gläichstellung vun de Geschlechter spillen.

Ass et da wierklech nach zäitgeméiss, datt et eng aner Kleederuerdnung fir Frae gëtt wéi fir Männer? Oder dass Sportaarte wéi den Tennis oder besonnesch de Beach-Volleyball nach ëmmer staark sexualiséiert ginn duerch e virgeschriwwenen Dresscode, deen d'Sportlerinne respektéiere mussen?

D'Bemierkung ass schonns gemaach ginn, besonnesch de Sport kann eng wichteg Roll bei der Gläichstellung vun de Geschlechter spillen an dofir wëll ech hei op eng pertinent parlamentaresch Fro vu menge Kolleege Carole Hartmann a Claude Lamberty zréckkommen an doraus e puer Punkten opgräifen.

Meedercher a Frae sinn nach ëmmer a verschiddene Beräicher vum Sport ënnerrepresentéiert, sief et um Niveau vum Athlet, Trainer, Arbitter, oder an der Klub- respektiv Federatiounssmataarbecht. Et musse weider Efforte gemaach ginn, fir engersäits d'Gläichstellung am Sportsbenevolat ze stäerken an anersäits d'Förderung vu Lëtzebuerger Spëtzesportler ze erméiglechen, sief dëst op finanziellem oder op sportlechem Plang, also wat d'Remuneratioun oder d'Bedeelegung u groussen internationale Sportsevenementer ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als DP vertriede mir d'Positioun, dass all Mënsch déi selwecht Rechter huet, onofhängeg vu sengem Geschlecht. Esou besteet och fir all Mënsch eng Égalité des chances an och eng Égalité devant la loi, dat wëllt heeschen, datt all Mënsch nom gläiche Recht behandelt gëtt a mir eis fir déi selwecht Opportunitéite fir jiddereen asetzen an eng genderspezifesch Politick prezis do ëmsetzen, wou fir bestëmmte Mënschen en akute Problem besteet.

Als DP sti mir fir Oppenheet a setzen eis géint all Form vun Diskriminatioun a Virurteeler an. Esou stäerke mir d'Rechter vu Mënschen, deenen hir äusserlech Geschlechtsmierkmoler net mat hirem gefillte Geschlecht iwwereneestëmmen oder déi sech net eendeiteg engem Geschlecht zouuerdnen.

Ausserdeem gesi mir d'Inklusioun als e Mënscherecht un, a jidderee soll an eiser Gesellschaft e méiglechst selbstbestëmmt Liewe féiere kënnen, an dëst onofhängeg vum Geschlecht.

Mir sinn eis bewosst, datt verschidde Gruppe vu Persoune méi Ënnerstëtzung brauchen. Zugonschte vun eiser Gesellschaft maache mir eis staark fir e geschlechtsneutrale Respekt, Recht a Schutz vum Mënsch an datt all Form vun Diskriminatioun oder Gewalt prevenéiert muss ginn, egal ob se géint Fraen, Männer oder net binär Persoune geriicht sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Colabianchi. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, et ass virdru schonn ugeklongen: Am Juli 2020 gouf den nationalen Aktiounsplang virgestallt. 2019 huet awer dëst Haus en Débat de consultation gefouert an ech mengen, et ass haut dann de Moment, zesummen en Tëschebilan ze zéien. Ech wäert sécherlech net op déi 48 Mesüren an 99 Aktiounen agoen, mee villméi op déi Richtlinnen a Prinzippien agoen a puncto Gläichstellung, an dat unhand vun deene 7 politesche Prioritéiten, déi een och hei am Aktiounsplang fënnt. A merci op jiddwer Fall der Madamm Ministesch, dass mer dës Debatt haut hei an der Chamber kënne féieren.

Här President, Lëtzebuerg huet beim Egalitéitsindex 2022 op Basis vun Zuele vun 2020 e Score vun 73,5 erreecht. Dat ass eng Verbesserung vun 1,1 Punkten an engem Joer an 12,3 Punkten oder 20 % zanter 2010.

Dat ass e Progrès, iwwert deen ee sech ka freeën an dee soll een net klengrieden. An awer, mat 73,5 si mer trotzdeem nach wäit ewech vun deenen 100 Punkten, déi eng komplett Egalitéit bedeiten an zu där mer eigentlech iwwer eis Verfassung verflicht sinn, well d'Gläichheet tëschent Fra a Mann ass an eiser Verfassung verankert.

An déi optimisteschst Aschätzunge ginn dervun aus, dass et awer an deem Rhythmus, dee mer elo hunn, wa mer esou weidermaachen, nach gutt a gäre 60 Joer dauert, bis mer eng komplett Gläichstellung erreecht hunn. An ech gi staark dervun aus, dass mir all heibanne wëllen dat Zil am beschten esou séier wéi méiglech erreechen an net eis nach 60 Joer ginn!

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Et ass also fir d'alleréischt emol d'Feststellung, dass wierklech villes gemaach a vill geschafft gouf, fir d'Gläichstellung virunzebréngen, mee dass mer trotz allem nach laang

net fäerdeg sinn an dass et op kee Fall de Moment ass, fir d'Hänn an de Schouss ze leeën.

Beräicher, wou mer dem European Institute for Gender Equality no am schlechtste sinn, si Muecht, Wëssen, Zäit an Aarbecht, woubäi et kloer ass, dass all dës Beräicher awer och vuneneen ofhänken a matenee vernetzt sinn.

Laut dem Statec hunn op den 1. Januar 2022 zu Lëtzebuerg 320.333 Frae gelieft, dat si 50 % vun eiser Bevëlkerung, an och wann d'Liewenserwaardung bei de Frae mat 84,8 Joer méi héich ass wéi bei de Männer, déi ass do bei 80,3, wësse mer awer och laut de Fuerschunge vum Statec, dass am Joer 2021 21,7 % vun de Fraen dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

An et si virun allem d'Monoparentallen, déi do concernéiert sinn, och wa mëttlerweil, wann een do d'Zuele kuckt vum Joer 2021, 70 % vun de Frae geschafft hu géigeniwwer 78 % vun de Männer. 2001 war dee Rapport laut Statec 54 zu 80. An et ass och gewosst, dass 30 % vun de Fraen an Deelzäit schaffen a bei de Männer sinn et glater 6 %. Ech mengen, och déi Realitéit muss ee sech och op der Zong zergoe loossen a se muss och en Nodenke bewierken.

E wichtegen Dréi- an Aangelpunkt am Beräich vun der ongläicher Opdeelung ass also och um Niveau vun der Careaarbecht. Et ass gewosst, dass Frae vill méi e groussen Undeel vun dëse Chargen iwwerhuelen an – ech mengen, et ass e puermol och vun de Virriedner hei ugeklongen – wärend der Coronapandemie huet dat sech nach eng Kéier verschäerft. An och am Rapport vum European Institute steet ze liesen, dass wärend der Pandemiezäit 51 % vun de Fraen, mee nëmmen 29 % vun de Männer sech ëm d'Kanner gekëmmert hunn. Och déi Zuele schwätze fir sech.

Beim Stot ass den Ënnerscheed nach méi grouss. Do waren 2021 63 % vun de Frae géigeniwwer 24 % vun de Männer am Asaz, an dës Zuele verdäitlechen nach eng Kéier, dass Krise Fraen a Männer net am selwechte Mooss treffen. An ech mengen, dat sollte mer eis grad bei eisen Avisen, an eiser Politick, an eisen Decisiounen an Ausriichtungen an Orientéierungen och ëmmer virun Aen halen.

Déi ongläich Opdeelung vun der Careaarbecht mécht, dass Fraen oft d'office zäitlech an och mental méi belaascht sinn. An dowéinst huet dat natierlech och en direkten Afloss op den Gender Pay Gap, och wann dee, wéi gesot, wat de Stonneloun ugeet, an och d'Virriedner sinn dorop agaangen, zu Lëtzebuerg bei minus 0,2 % läit.

An de Pension Gap, och do ass en Desequiliber an der Representatioun a politeschen an an ekonomeschen Entscheedungsgremien, gradewéi och den Undeel vun de Fraen a Féierungspositiounen. An ech wäert duerno nach eng Kéier drop agoen.

De Sujet ass also bekannt. E gëtt ëmmer erëm diskutéiert. Wéi kënne mer also op d'Opdeelung vun der Careaarbecht awierken? Schwiereg dobäi ass, dass mer dofir eng Ännerung vun de Gewunnechten, awer och vun de Liewensweisen, vun den Astellungen an de Gebräicher brauchen. An dat brauch sécherlech och Zäit a Gedold, mee net nëmmen.

Här President, de Legislateur kann awer esou Entwécklungen op alle Fall encouragéieren, beaflossen an ënnerstëtzen. D'Mesüren – an dat gesäit een zum Beispill bei der Reform vum Congé parental, deen zënterhier méi flexibel ka gestallt ginn an och besser remuneréiert gëtt – bewierken, dass Fraen a virun allem och Männer gläichermoossen dovunner profitéieren, sech do hirer Responsabilitéit bewosst sinn, an dass also d'Chargen am Beräich vun der Kannererzéiung a Kannerbetreiung gradewéi am Stot méi equilibréiert opgedeelt gi vu béiden Elterendeeler an och deementspriechend wouergeholl ginn.

Als LSAP si mer awer och der Meenung, dass mir e Recht op Deelzäitaarbecht brauchen, mat engem Recht op Retour a Vollzäit. D'Cotisatioune sollen och do an engem gewëssene Mooss a fir eng bestëmmten Zäit kënne vum Staat iwwerholl ginn, och wann déi zwee Elterendeeler Deelzäit schaffen a sech zu zwee ëm d'Kanner këmmeren. Domadder hätt een och e bessert Gläichgewiicht bei der Deelzäitaarbecht, déi domadder net méi d'Ausnam an och net méi eng majoritär Fraesaach wier. Bei de Frae sinn et, wéi gesot, 30 %, déi am Temps partiel schaffen, a bei de Männer sinn et 6 %.

D'Deelzäitaarbecht géif domadder d'Reegel ginn an en Aarbechtsmodell, dee souwuel Frae wéi och Männer géifen notze kënnen. Vläicht wier et dann och kee Problem méi, fir als Fra oder als Mann och an Deelzäitaarbecht an eng Féierungspositioun ze goen an déi Positioun ze iwwerhuelen.

Dëst géif sech dann och positiv op den Gender Pay Gap, op d'Joer gekuckt, an de Pension Gap auswierken.

Zousätzlech muss natierlech och bei der Qualitéit vun der Kannerbetreiung nach e seriöen Effort gemaach ginn. Mir brauchen do e bessere Personalschlëssel, méi qualifizéiert Personal, méi iwwersiichtlech Strukturen, déi op déi individuell Besoine vun de Kanner kënnen agoen. Ech mengen, an dësem Haus hu mer iwwert dëst Theema jo och kierzlech geschwat a wäerten dat och sécherlech nach weider diskutéieren.

Kanner sinn a Saachen Egalitéit, Här President, op jidde Fall e wichtegen Usazpunkt. Fir an der Gläichstellung virunzekommen an an där Entwécklung eng Schëpp bäizeleeën, musse mer eis Kanner vu Klengem un informéieren a fir dëse Sujet sensibiliséieren. Egalitéit a Respekt virun deem aneren, Oppenheet fir Diversitéit gradewéi d'Santé affective et sexuelle mussen obligatoresch hir Plaz fannen an den Ausbildunge vun den Enseignanten an och vum Erzéiungspersonal.

Dës Theeme mussen haut integralen an obligatoresche Bestanddeel gi vun de Schoulprogrammer, soudass och all Kand esou gutt wéi méiglech a vu Klengem u sensibiliséiert an informéiert ass, onofhängeg dervun, wou et an d'Schoul geet.

Dozou gehéiert natierlech och eng equilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer an de Schoulbicher, wou mer am Moment nach ganz wäit vun engem Equiliber ewech sinn, wéi eng Etüd weist – a mir haten do d'Méiglechkeet, Chercheusë vun der Universitéit Lëtzebuerg ze begéinen –, also, unhand vun der Etüd Stereo Manu 1 iwwert d'Genderrepresentatioun an de Schoulbicher vum Fondamental. An effektiv: Si hu 67 Schoulbicher ënnersicht an dobäi d'Representatioun vu Jongen, Meedercher, Fraen, Männer respektiv Personnages indéterminés gekuckt gradewéi och d'Representatioun vun net wäisse Personnagen a Mënsche mat enger Behënnerung.

D'Ënnerscheeder an der Representatioun bei den Aktivitéiten, also och bei der Duerstellung vu bekannten a wichtege Personnagen, si wierklech extreem. Frae gi generell virun allem bei Haushaltsaktivitéiten, Männer bei berufflechen a Fräizäitaktivitéiten duergestallt. A souguer an engem Fach wéi „Vie et société", dat jo réischt rezent agefouert gouf an deemno déi Bicher also och réischt rezent ausgeschafft goufen, gëtt et grouss Ënnerscheeder.

Am Moment sinn déi Chercheure vun der Uni Lëtzebuerg amgaangen, d'Schoulbicher vum Cycle inférieur vum Secondaire ze ënnersichen. D'Resultat soll och do an deenen nächste Méint erauskommen. A well dës Biller, mat deenen eis Kanner Dag fir Dag am Ëmgang sinn, hir Biller vu Fraen a Männer beaflossen a prägen, denke mir, dass op d'mannst Schoulbicher, déi hei am Land konzipéiert ginn, och sollten deementspriechend iwwerschafft ginn.

Et ass wichteg, dass och d'Léierpersonal zousätzlech adequat iwwert dat Theema informéiert a forméiert a sensibiliséiert gëtt, fir op dee Problem vun de Stereotypen, dee bekannt ass, kënnen anzegoen. An ech mengen, dass och do d'Éffentlechkeet an d'Medien an och d'Publicitéit e wichtege Volet ze vermëttelen hunn. Och do musse mer weider en An drop halen.

Allgemeng goufe vill Efforte gemaach vun ëffentlecher Säit, och vusäite vum „Mega", mee och vun enger ganzer Rei vun Organisatiounen an Acteuren, fir mat Stereotypen opzeraumen. An ech mengen, dass et och der LSAP wichteg ass, op Fraen hinzeweisen an hir Leeschtung an de Beräicher vu Wëssenschaft an Technik, vu Konscht a Kultur, a se och doriwwer bekannt ze maachen.

Et geet och, mee net eleng, drëms, dass deene Fraen hir Meritten unerkannt a gewierdegt ginn. Op laang Siicht gekuckt si si och wichteg Beispiller. Si kënnen Inspiratioune si fir Kanner, fir Jugendlecher, fir Jonker, fir hire beruffleche Choix an hire weidere Liewenswee a fir d'Wëssen, dass hinnen onofhängeg vun hirem Geschlecht all Beräicher an och Beruffsweeër opstinn, zu deene si effektiv kënnen eng Orientatioun hi kréien.

An deem Sënn sinn natierlech och Initiativen an Aktiounen, déi de „Mega" zesumme mat enger ganzer Rei Acteuren um Terrain organiséiert huet, wéi de „Girls' Day – Boys' Day", wéi de „Social Boys", wéi de „Women in science", mengen ech, ganz, ganz wichteg Voleten, an och, fir d'Frae fir Studien an enger Karriär an de sougenannte MINT-Beruffer ze begeeschteren. Also, MINT-Beruffer: Mathematik, Informatik, Naturwëssenschaft an Technik.

Meng Virriedner hunn et och schonn ugeschwat: Och am Sport si mer oft nach wäit ewech vun enger wierklecher Gläichstellung. Fraen hu generell bei gläicher oder souguer besserer Leeschtung nach oft net genuch Visibilitéit, manner Visibilitéit wéi d'Männer, an dat och an de Medien. Ech mengen, och dat verdéngt awer eis Unerkennung (veuillez lire: Ech mengen, och dat musse mer awer erkennen). Si verdénge manner an d'Präisgelder sinn och manner héich. Dës Ongläichheet ass och a leschter Zäit, an ech mengen, et ass méi wéi eng Kéier hei ugeschwat ginn, och an enger Rei Table-ronden thematiséiert ginn. D'Theema ass bekannt. Also ass et, mengen ech, wichteg am Beräich vum Sport, dass mer d'Acteuren an d'Verbänn och mat an d'Flicht huelen, fir och d'Gläichberechtegung am Sport aktiv kënnen ze ënnerstëtzen.

Här President, wa mer vun Egalitéit schwätzen, hu mer trotz der Quot vu 40 % fir d'Legislativwalen an de facto, wa mech net alles täuscht, engem Rekord vu 45 % Kanidatinnen, 2018, bei de leschte Walen, heibanne keng 40 % kënnen erreechen. A wa mer d'Proportioun bei den Direktgewielte kucken, ass dat Resultat nach manner gutt.

Et geet hei sécher net duer, fir d'Responsabilitéit dofir eleng un d'Wielerinnen an un d'Wieler virunzeginn. Mir hunn e Walsystem, deen op de Bekanntheetsgrad opbaut. E bevirdeelegt d'Kandidatinnen an d'Kandidaten, déi schonns bekannt sinn a mécht neie Kandidatinnen a Kandidaten et méi schwéier, à moins dass se schonn anerwäerts bekannt sinn. Mir mussen eis also bewosst sinn, dass Quoten eleng wuel net duerginn, fir effektiv méi wéi am Schrëtttempo virunzekommen. Mir musse konsequent Frae motivéieren,

se förderen an och hir Visibilitéit stäerken. An deem Sënn ass et ganz positiv, dass ëmmer méi Parteien op de Wee vu paritéitesch besaten Entscheedungsgremie ginn. Als LSAP ass eis dat och wichteg.

De politeschen Engagement, dat wësse mer och, dat wëssen déi meescht vun eis heibannen, fänkt awer och um lokalen Niveau un. Vill maachen hir éischt Schrëtt an der Politick an de Gemengen. An dofir musse mer virun allem do méi Frae motivéieren, fir aktiv ze ginn a Verantwortung ze iwwerhuelen. An an deem Kontext, an ech mengen, dat ass och ganz ze begréissen, ass jo eng breet Campagne vum Egalitéitsministère ze gesinn, déi och gestart ass ginn, mat an éischter Phas Temoignagë vu Fraen, déi an der Gemengepolitick aktiv sinn, déi och do Responsabilitéit iwwerhuelen, déi do effektiv Temoignagë maachen an iwwert deen dote Wee och grouss Echoe fannen.

Mee no de Wale geet et awer och drëms, déi Fraen, déi Kandidatinne waren, am Boot ze halen, se ze motivéieren, fir weiderzemaachen an derbäizebleiwen. An ech mengen, dass dat um lokale Plang wéi och um nationale Plang wichteg ass. Et ass sécherlech en Travail de longue haleine, dee gemaach muss ginn, mee och no de Walen dierf een deementspriechend an dësem Sënn net ophalen.

Et muss een natierlech och kucken an deem selwechte Kontext, wéi et mat den Ëmgangsformen an och mam Ëmgangstoun ass. 2016 huet d'ILReS eng Etüd gemaach am Optrag vum Ministère iwwert déi politesch Participatioun vun de Fraen, an dobäi ass erauskomm, bei enger ganzer Rei, bei ganz villen Temoignagen, dass vill vun de Frae keng oder wéineg Loscht hätten, sech ze engagéieren, well d'Politick jo en – dixit, soe se – knaschtegt Geschäft wier, an aus deem selwechte Grond géife se och net hirer Duechter urode respektiv recommandéieren, an d'Politick ze goen a sech do ze engagéieren, souwuel lokal wéi och national.

Ech mengen, et ass un eis alleguerten heibannen, lokal aktiv ze sinn, wa mer national aktiv sinn, dat ze verbesseren. Ech mengen, dass mer do och kënnen eng Virbildfonctioun hunn, wa mer all zesummen déi Efforte maachen. An ech mengen, d'Superwaljoer dëst Joer kann do e gutt Beispill sinn.

Ech kommen elo vläicht eriwwer zum Rôle vun de Gemengen. Um lokale Plang gëtt sech och fir Gläichstellung agesat, fir déi ze förderen. An et ass och wichteg! Ëmmer méi Gemenge gi sech do hirer Verantwortung, jo, hirem direkten a konkreeten Awierken um Terrain bewosst. An ech mengen, dat ass ganz positiv ze bewäerten, well déi kommunalpolitesch Strategien, déi ausgeschafft ginn, ganz oft en transversalen Usaz verfollgen, eeben halt a villfältege Beräicher, déi d'Gemengen an hirem Alldag, an hire Missiounen, ob se obligatoresch oder fakultativ sinn, deementspriechend kënnen ofdecken.

E Beräich, dat muss een awer soen, wou mir am Egalitéitsindex am schlechtsten ofschneiden, ass d'Prise de décision économique. 47,3 Punkte vun 100 méiglechen.

No zéng Joer Blocage ass am November d'lescht Joer déi europäesch Direktiv „Women on boards" ugeholl ginn, déi transparent Rekrutementsprozeduren an Entreprisë virgesäit, fir 40 % vun de Posten an de Verwaltungsréit mat dem jeeweilegen ënnerrepresentéierte Geschlecht ze besetzen.

Well dës Reegel allerdéngs net fir Entreprisen ënner 250 Mataarbechterinnen a Mataarbechter gëllt, wäert den Impakt natierlech, wann een hei Lëtzebuerg kuckt, net esou grouss sinn. E wäert sécherlech een hunn, awer net esou e groussen. An dofir och d'Iwwerleeung, ob et net vläicht sënnvoll wär, méi wäit ze goe wéi dat, wat déi Direktiv am Fong verlaangt.

Wichteg ze erwänen ass hei, dass de Staat awer mat guddem Beispill virgeet. An de Verwaltungsréit vun den Établissements publics ass den Undeel vu Fraen iwwert déi lescht Joren eropgaangen. Am Juni 2022 war dee bei 41 %. Am Januar 2015, mengen ech, war en nach bei 27,4 %, also dat ass an d'Luucht gaangen. An an de Verwaltungsréit vun den Entreprisen, also am Privatsecteur, ware manner wéi 35 % Frae géintiwwer vu 25 % am Joer 2015. Ech mengen, och do mierkt een, dass awer eng Evolutioun, eng positiv Evolutioun, stattfonnt huet.

Eng besser Representatioun vun de Fraen an der Prise de décision économique ass a bleift eng kloer Volontéit engersäits vun der LSAP, mee sécherlech och vun dëser Regierung, an d'Efforten do sollen och weidergefouert ginn. An déi Initiativen, mengen ech, déi geholl goufen, ginn do an déi richteg Richtung.

Wat d'Aarbechtswelt ugeet, si mer awer och nach net um Zil ukomm. Och wa mer eng Égalité salariale hunn, wat de Stonneloun ugeet, ech si virdru kuerz drop agaangen, meng Virriedner och, ass dat beim Joresgehalt net de Fall, ënner anerem wéinst der Deelzäitaarbecht. Déi dréit mat derzou bäi, mee awer och wéinst de Primmen an och Gratifikatiounen, déi ausbezuelt ginn. Do ass op alle Fall sécherlech nach Loft no uewen.

An ech erënnere mech drun, dass viru gutt zéng Joer eng Proposition de loi deposéiert gouf – ech mengen, déi war vum Lucien Lux –, ob een net och soll d'Égalité salariale an de Betriber mat eranhuelen, dass et en obligatoresche Plang soll ginn, e Plan égalité an de Betriber ab 50 Salariéeën a Salariéen. Vläicht wier dat eppes – firwat net? –, wat een nach eng Kéier sollt a Betruecht zéien an effektiv op de Leescht huelen, fir effektiv do nach e weideren Incentive an e weidere Schratt ze maachen. Mir géifen op alle Fall mat esou engem Plan égalité och nach e puer Schrëtt no vir maachen, wat Fraen a Féierungspositiounen ugeet, wéi gesot, well mer och wëssen, an och dat weisen, mengen ech, jo d'Statistiken, dass d'Frae méi Unisdiplomer hunn, se sinn am Schnëtt och méi héich diplomëiert a qualifizéiert, mee si si manner a Féierungspositioune representéiert oder do ënnerrepresentéiert.

Här President, virun net grad dräi Wochen ass den 20. Anniversaire vum Gesetz iwwert d'haislech Gewalt an d'Wegweisung – entre guillemets, kéint ee soen – „gefeiert" ginn, iwwert d'Progressioun, déi mer do gemaach hunn um legislative Plang. D'Zuel vun de Wegweisungen ass nach eng aner Saach. Dëst Gesetz vun 2003 huet natierlech e bedeitende Progrès duergestallt, wat natierlech zum Zil hat, d'Gewalt, d'Violence domestique, aus dem private Beräich, aus der Tabuzon erauszehuelen. Dat ass gelongen. Also, ech mengen, et ass och e kloert Zeechen, dass d'Gesellschaft d'Aen net méi zoumécht an dass d'Täter an d'Responsabilitéit geholl ginn an dass si elo mussen hiert Doheem verloossen an dass d'Affer virun hinne geschützt ginn. D'Wegweisung ass och vun 10 op 14 Deeg eropgesat ginn.

Wat awer nach ëmmer eng traureg Feststellung bleift, sinn am Fong d'Policeinterventiounen am Zesummenhang mat haislecher Gewalt. Ech mengen, 900 waren et der pro Joer, also 2 bis 3 pro Dag. An op där Table ronde, déi och war ulässlech vun deem Anniversaire, hunn och eng Rei Piste sech erausgeschielt.

Zum Enge brauche mer natierlech méi Haiser a Strukture fir d'Affer. Et ass awer gradesou wichteg, dass natierlech och d'Täter effektiv solle méi obligatoresch zu engem Suivi obligéiert ginn, well d'Täteraarbecht och Opferschutz ass. Ech mengen, do gëtt et eng ganz Rei Pisten, eng ganz Rei deementspriechend Mesüren, déi een nach kann nach an d'Weeër leeden, och um legislative Plang.

Preventioun muss eng méi grouss Plaz kréien, a mir brauchen an deem Kontext awer och, mengen ech, wéi am méi generelle soziale Kontext, flächendeckend a systematesch eng gutt Educatioun, eng gutt Éducation affective et sexuelle, déi de Kanner an de Jonken e respektvollen Ëmgang matenee vermëttelt. Ech mengen, dass dat eng ganz, ganz wichteg Basis ass.

Bei der Ausriichtung vum nächste Plan égalité an den zukünftege Politicken, déi ee kann deklinéieren, hu mer par rapport zu virdrun e wichtege Virdeel.

Mam Observatoire de l'égalité, dee schonns fonctionéiert an deen och elo soll eng gesetzlech Basis kréien, wat e weidere Schratt ass a wat och, mengen ech, gutt ass, gëtt do eng laangjäreg Fuerderung erfëllt, dass mer op bessert Zuelematerial an op statistesch Donnéeë kënnen zréckgräifen. An dat erlaabt et, eng Strategie auszeschaffen en connaissance de cause, fir och deementspriechend cibléiert Politicke kënnen ze definéieren a Mesüre kënnen ze entwéckelen.

Ech kommen zum Schluss. Meng Zäit ass esou gutt wéi ofgelaf. Ech wéilt hei ofschléissen, Här President, mat engem Zitat vum Ban Ki-moon, dee Generalsekretär war vun de Vereenegten Natiounen, dee sot: „L'égalité pour les femmes signifie le progrès pour tous."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Biancalana. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeg/innen, Madamm Ministesch, wat d'Gender- an d'Chancëgläichheetspolitick hei am Land ugeet, hu mir an deene leschten zéng Joer ënner Blo-Rout-Gréng villes erreecht. D'Aféierung vum Recht zum Schwangerschaftsofbroch, d'Reform vum Bestietnis, d'Aféierung vum Mariage vu gläichgeschlechtleche Koppelen, d'Quote bei den Nationalwale fir dat ënnerrepresentéiert Geschlecht, d'Reform vum Scheedungsrecht, d'Aféierung vun der Afferambulanz, eng feministesch Aussepolitick oder nach d'Stäerkung vun de Rechter vun Intersex- an Transmënschen.

Elo kéint een deemno schléissen, datt mir de Feminismus a Weltfraendag hei am Land net méi bräichten. Mee ass dat wierklech esou? Nee, léif Kolleeg/innen, leider hu mir hei am Land trotz all dësen Errungenschaften nach ëmmer e wäite Wee ze goen.

Fraen- an LGBTQIA+-Rechter si keen Acquis. Dës Rechter gi permanent a Fro gestallt a mir musse weider fir si kämpfen. Mir gesinn an anere Länner, datt dës Rechter reversibel sinn, an den USA, mee och an europäesche Länner wéi Polen, Ungarn, England an Italien.

An ech kann och aus eegener Erfarung schwätzen. Hei e puer Reaktiounen, déi ech vun Deputéierten aus dësem héijen Haus no menger Untrëttsried hei op dësem Pult krut.

„Deng Ried huet mir gefall, bis de gesot hues, du wiers iwwerzeegte Feministin. Virun 30 Joer ok, mee haut brauche mir dach kee Feminismus méi. Fraen a Männer sinn dach gläichgestallt. Dee Feminismus kréie mir dir nach ausgedriwwen."

Léif Kolleeg/innen, de Fakt, datt an dësem héijen Haus och am Joer 2023 nach ëmmer Leit sëtzen, déi

mengen, iergendengem misst – Zitat – „de Feminismus ausgedriwwe ginn“, weist ganz kloer, datt mir och zu Lëtzebuerg nach ëmmer e wäite Wee ze goen hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | An dofir e grousse Merci un d'Chancëgläichheetsministesch, datt mir dës wichteg Debatt haut hei féieren an zesummen iwwert d'Haaptdefie vun der Chancëgläichheetspolitick hei am Land kënne schwätzen.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Well et gëtt eeben nach Ongläichheeten. Dozou gehéiere schiedlech Geschlechterstereotyppen, souwuel an de Medie wéi och an der Gesellschaft insgesamt. E grousse Problem bleift déi permanent Objektivéierung a Sexualiséierung vu Fraen a Meedercher, dem weibleche Kierper. Mir kréie gesot, datt mir och am Wanter musse lafe goen, fir am Summer e „summer body“ ze hunn, wat och ëmmer dat ass.

Esou Aussoen hunn e weesentlechen Impakt. Grad am Sport gesäit een, datt d'Sexualiséierung vum weibleche Kierper, oft duerch enk a kuerz Uniformen, negativ Konsequenzen huet. 70 % vun de Meedercher an England halen an der Schoul mam Sport op, dat wéinst „body image“-Problemer a well se sech sexualiséiert fillen, esou de „Guardian“. Dëst bréngt mat sech, datt nëmmen 10 % vun de Meedercher am Alter vu 14 Joer d'Gesondheetsstandarde fir kierperlech Aktivitéit erfëllen.

Och an de Medien ass nach vill ze maachen. Esou ass souguer a grousse Medienhaiser nach virun net allze laanger Zäit haislech Gewalt verharmloost ginn. Sou gouf an der gréisster lëtzebuergescher Dageszeitung nach 2022 de Geck gemaach mat Affer vu steigender haislecher Gewalt. Hei gouf sech d'Fro gestallt, ob dës Gewalt net op d'Fuddele beim Monopoly zréckzeféiere wier. Dat kann net sinn!

Frae maachen zu Lëtzebuerg och just e Véierel vun deenen an de Medien erwäänte Persounen aus. Just en Drëttel vun de Journalist/innen, déi d'Aktualitéit couvréieren, si Fraen, esou de Rapport vum „Global Media Monitoring Project“ vun 2020.

Hei wollt ech och eng allgemeng Fro opwerfen, nämlech zu der Grille d'auto-évaluation, déi am Rapport intermédiaire ze fannen ass.

E Beispill: Eebe beim Punkt zu de Medie liest een op Säit 17, datt d'„Global Media Monitoring Project“-Resultater vum „Mega“ an Zesummenaarbecht mam CNFL (ndlr: Conseil national des femmes de Luxembourg) presentéiert goufen an datt de Ministère eng Entrevue mam Conseil national de presse hat, fir iwwert d'Duerstellung vun de Geschlechter an de Medien ze schwätzen. Dat ass wichteg a mir begréissen als Gréng, datt op dësem Punkt aktiv geschafft gëtt. Mir stellen eis awer d'Fro, ob et net eventuell géif Sënn maachen, fir an Zukunft an de Rapporten zousätzlech nach mat méi geziilten a konkreeten Indikatoren ze schaffen, déi op e méiglechen Impakt vun dëse Mesüre kéinten hiweisen. Am Rapport gouf dat jo zum Beispill elo schonns bei der Mesür 3.7 gemaach.

Ech kommen zu engem weidere wichtege Punkt, der Sprooch. D'Sprooch schaaft Biller am Kapp vun de Leit. Dofir ass et wichteg, datt mir op ons Sprooch oppassen. Wa mir de geneeresche Maskulin benotzen, liesen oder héieren d'Leit dës Begréffer och als männlech, soulaang net kloer gesot ass, datt et ëm eng Fra geet. De geneeresche Maskulin huet als Konsequenz, datt d'Leit éischter u berüümt Männer wéi Fraen denken, e Beruff als éischter männerdominéiert ageschat gëtt, Männer éischter fir Aarbechtsplazen oder politesch Mandater proposéiert gi wéi Fraen.

Dofir ass et wichteg, datt mir eng geschlechtsneutral oder geschlechtsdivers Sprooch benotzen. Hei sinn d'Ministèren, awer och mir all heibannen, an der Verantwortung, fir d'Biller an d'Klischeeën an de Käpp vun de Leit ze änneren, zum Beispill, andeems mir Ministesch oder Ministerin soen an net Minister, mee awer och, andeems mir als Fraen drop bestinn, datt mir Madame la Députée sinn an net le Député. A fir déi, déi elo mat der Académie française kommen: Wann d'Sprooch sech net géif änneren, da bräichte mir se net!

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | An d'Sprooch ass eng Reflexioun vu Muechtstrukture vum Patriarchismus. A wa mir wëlle mat alen an iwwerliefte Muechtstrukture briechen, da loosst eis mat der Sprooch ufänken!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Dëst bréngt mech dann och zu mengem nächste Sujet, der Bildung. Meedercher kommen net op d'Welt a wëlle mat enger Popp spillen. D'Jonge kommen net op d'Welt a wëlle mam Trakter spillen. Mee d'Kanner gi vu Klengem un an dëse stereotypesche Geschlechterrollen opgezunn, a souguer an de Schoulbicher gi se all vermëttelt. „Schulbücher: weiß, männlich und ohne Behinderung“, sou de Fazit an der Press iwwer eng Etüd vu Wëssenschaftlerinne vun der Uni.lu, déi den Här Biancalana och erwäänt huet. Nëmmen een Drëttel vun de Figuren, déi an onse Lëtzebuerger Schoulbicher optauchen, si weiblech. Dozou kënnt eng stereotypesch Rolleverdeelung: d'Männer hunn Hobbyen, d'Frae këmmere sech ëm de Stot.

Da brauche mir ons net ze wonneren, wann nëmme 35 % vun allen Ingenieur/innen a Wëssenschaftler/innen zu Lëtzebuerg sech als Fra identifizéieren. Domat leie mir europawäit hannendran. Op der Uni.lu hu sech souguer 2018 just 32 % Fraen an der Science-, Technologie- a Medezinnfakultéit ageschriwwen.

A jo, et goufen Efforte gemaach, zum Beispill d'Campagne vum FNR zesumme mam „Mega“: „Be brave: Women [& girls] in science“. Mee dat schéngt offensichtlech net duerzegoen. Mir mussen nieft den ëffentleche Campagnen och strukturell Ännerunge virhuelen, Chancëgläichheet an der Educatioun thematiséieren, notamment d'Ofschafe vu genderspezifesche Stereotyppen an onse Léierpläng.

Mee net nëmmen an de Sciencen, Technologien, am Ingenieursweesen an an der Mathé gëtt et Ongläichheeten. Laut de leschte „She Figures“ vun 2021 vun der Europäescher Kommissioun gëtt et a kengem EU-Land esou wéineg Doktorandinne wéi zu Lëtzebuerg, mat 35,6 %. An dat spigelt sech och op den héije Posten op der Uni.lu erëm. Just e Véierel vun de Professor/inne si Fraen.

Wéi bei de Fraen an der Wëssenschaft gesäit een dëst Phenomeen queesch duerch d'Beruffssparten. Dat läit sécher net dorun, datt mir net genuch héich qualifizéiert Fraen hunn. Méi Frae wéi Männer hunn en Héichschoulofschloss, mee am Géigesaz zu hire männleche Kolleege packe si et – aus diverse Grënn – net oder ganz wéineg bis an d'Chefetagen. Déi gutt Nouvelle ass hei, datt de Staat mam gudde Beispill bei senge Representanten a Verwaltungsréit virgeet. Mee och hei ass nach Sputt no uewen.

Léif Kolleeg/innen, mir brauche méi divers an inklusiv Aarbechtsëmfelder mat virurteelfräien Astellungs- a Beförderungsprozesser. Den Ofbau vu Stereotyppe kéint och dozou féieren, datt mir méi Mënsche vum jeeweils ënnerrepresentéierte Geschlecht fir Beruffer ausserhalb vum MINT-Beräich mat Fachkräftemangel gewanne kéinten: méi Männer als Educateur an Infirmier, méi Fraen am Handwierk.

Da kënnt derbäi, datt et nach ëmmer en Gender Pay Gap gëtt. A meng Virriedner hunn et gesot: Neierdéngs ass d'Moyenne vum Stonneloun laut Statec 0,2 % méi héich fir d'Frae wéi fir d'Männer. D'Madamm Ministesch huet et och gesot: Dat ass deen net ajustéierten Gender Pay Gap. Wann een nämlech d'Joresakommes kuckt oder och nach d'Ausbezuele vun de Bonussen, dann hu mer en anert Bild. Dëst huet och domadder ze dinn, datt vill Fraen op Deelzäit zréckgräifen. A firwat maache si dat? Well mir nach ëmmer eng Ongläichverdeelung vu Careaarbecht hunn: 78 % vun de Frae si fir den alldeeglechen Haushalt zoustänneg, bei de Männer sinn et 39 %.

A meng Virriedner hunn et gesot: D'Pandemie huet dëst verstäerkt. D'Fraen hu sech nach méi an hire Geschlechtsklischeeën erëmfonnt, hu méi Congé pour raisons familiales geholl, hu méi Deelzäit geschafft. Dëst huet zur Konsequenz, dass Lëtzebuerg laut Eurostat 2019 Europameeschter ass mam gréisste Pension Gap, mat 44 %.

An eppes, wat feelt am nationalen Aktiounsplang, an ech awer wollt erwänen, ass den enorm héijen Undeel vun Elengerzéienden, déi vun der Aarmut gefäerdet ginn, wouvu 85 % Frae sinn.

A wat eis awer gefreet huet, ass, datt d'Madamm Ministesch an hirem Rapport intermédiaire schreift, a si huet et och hei elo haut thematiséiert, datt ee méiglecherweis an Zukunft och an Domäner wéi de Klimaschutz kéint matdenken, wann een iwwer Chancëgläichheet schwätzt. Mir Gréng géifen esou eng Approche begréissen an ausdrécklech ënnerstëtzen, well Chancëgläichheet, Klimaschutz an Ëmweltschutz ginn Hand an Hand.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Léif Kolleeg/innen, et geet awer net just drëm, d'Roll vun der Fra an der Gesellschaft ze stäerken. Nee, et muss och op déi schiedlech Diskriminatioune géint Fraen a verschiddene Beräicher opmierksam gemaach ginn a se musse konsequent bekämpft ginn.

E puer Beispiller:

Wéi Der all wësst, ass den Häerzinfarkt Péng am lénksen Aarm an am Broschtkuerf – esou sinn ech et emol geléiert ginn –, just datt d'Symptomer bei Frae ganz anerer sinn. Hei manifestéiert sech den Häerzinfarkt meeschtens duerch Péng am Réck an am ieweschte Bauch. Dat féiert dozou, datt den Häerzinfarkt bei Fraen oft ze spéit erkannt gëtt.

D'Tatsaach, datt Frae bei engem Autosaccident mat enger 47 % méi héijer Warscheinlechkeet eeschthaft verletzt ginn, an ëm 17 % méi, datt se stierwen, ass eng Ongläichheet, eng Onfairness, eng Ongerechtegkeet, wou ee schwéier fortkucke kann! D'Situatioun ass nach schlëmmer bei schwangere Fraen. An dat alles huet domadder ze dinn, wéi den Auto designt ass a fir wien.

D'Endometrios ass eng Krankheet, déi ganz oft net oder ganz spéit diagnostizéiert gëtt. Hei feelt et u Recherche a Sensibiliséierung.

(Interruption)

Joerzéngte krute Frae gesot, datt e bësse Péng zur Reegel derzou gehéiert, datt si sech net sollen esou opféieren. Elo ass bekannt, datt laut WHO ganzer 10 % vun de Frae vun dëser Krankheet betraff sinn!

Léif Kolleeg/innen, Dir gesitt: Frae ginn a ganz ville Beräicher net gehéiert an net gesinn, mat fatale Konsequenzen.

Zur Chancëgläichheet gehéiert och d'reproduktiv Gesondheet. Dozou gehéiert den Accès zu Verhütungsmëttelen. Dës gi jo säit dem 1. Abrëll gréisstendeels ganz iwwerholl – awer natierlech just déi, déi d'Fraen an d'Verantwortung zéien, wéi d'Pëll an de Sterilet ... mat enger Exceptioun: der Vasectomie. Dobäi stellt sech d'Fro, firwat hei net och Kondomer kéinten op zentrale Plazen, an Apdikten, Schoulen, an allen ëffentleche Gebaier, gratis zur Verfügung stoen. Well Contraceptiounsmëttel wéi d'Pëll schützen zwar géint eng Schwangerschaft, mee net géint sexuell iwwerdrobar Krankheeten, de Kondom schonn.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Mam Recht op Schwangerschaftsofbroch bis déi zwieleft Woch no der Befruchtung gouf e wichtege Schratt gemaach. Mee nach ëmmer gëtt et e grousse Stigma.

E weidere Schratt bitt sech elo un. Hei stelle sech elo dann eng Rei Froen, zum Beispill ronderëm d'Längt vun der Frist, ronderëm déi obligatoresch Reflexiounsfrist an natierlech och ronderëm d'Verankerung vum Recht op d'kierperlech Selbstbestëmmung an eiser Verfassung.

Sexuell a reproduktiv Opklärung vu jonke Mënsche mat Informatioun iwwer Verhütung, gesond Relatiounen a géigesäitegt Averständnis sinn immens wichteg. Als déi gréng si mir der Meenung, datt hei nach méi muss gemaach ginn. Vill Etüde weisen, datt jonk Mënschen, wa se besser a méi fréi opgeklärt sinn, méi spéit an – nach méi wichteg – geschützte Sex hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | An Zäite vu #metoo ass et och wichteg, fir onse Kanner bäizebréngen, wat „nee" heescht, datt et ok ass, wann een net wëll ugepaakt ginn, an datt ee respektéiere muss, wann eng aner Persoun net wëll ugepaakt ginn.

Dëst bréngt mech zu mengen nächste Sujet: geschlechtsspezifesch Gewalt, haislech Gewalt a sexuell Belästegung. Laut EIGE-Gender-Equality-Index wunne mir an engem Land, wou 67 % vun de Frae scho sexuell belästegt goufen! An och iwwert d'Gewalt géint LGBTQIA+-Persoune muss geschwat ginn. Dës waren an Europa d'lescht Joer esou héich wéi Joerzéngten net méi.

A queerfeindlech Belästegunge ginn och hei zu Lëtzebuerg vun der LGBTQIA+-Community bericht. Doweinst brauche mir Freedom Zones, Queer Safe Spaces a Präventiounsaarbecht. An och hei sinn ons Sprooch an eis Äusserunge wichteg. Am 21. Joerhonnert ass keng Plaz fir Hatespeech vu Politiker/innen, reliéise Féierungspersounen, rietspopulisteschen Organisatiounen a Medievertrieder/inne géint LGBTQIA+-Persounen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | 21 vun de Persounen, déi heibanne sëtzen, also 35 %, si Fraen. An awer hunn déi allermeescht vun eis heibannen en änleche sozioekonomeschen Hannergrond, déi selwecht Hautfaarf an déi selwecht Nationalitéit. Laut der Union parlementaire gouf et 2022 mat 26,5 % esou vill Fraen an de Parlamenter weltwäit wéi nach ni. An et gouf kee Parlament méi, wou net op d'mannst eng Fra souz. Mee d'Entwécklung iwwert déi lescht Joren ass awer zéi. Wa mir an dësem Rhythmus weidermaachen, dauert et nach iwwer 80 Joer, ier mir Paritéit an de Parlamenter erreechen.

Verschiddener heibanne gesinn dat warscheinlech oder vläicht anescht, mee ech hu keng Loscht nach 80 Joer ze waarden! Dofir sinn ech frou, datt mir bei den Nationalwale schonn eng obligatoresch 40 %-Quot fir d'ënnerrepresentéiert Geschlecht hunn. Mee et geet, wann ee kuckt, wéi vill Fraen 2018 direkt an d'Chamber gewielt goufen, net duer. D'Parteie mussen d'Fraen och ënnerstëtzen, se visibel maachen, si net just mat op d'Lëscht huelen, mee hinnen och Tableronden an Interviewen zougestoen. Hei hu mir heibannen all eng Matresponsabilitéit.

Bei de Gemengewale gëtt et – leider – keng Mindestquoten. Als Gréng striewe mir scho laang d'Paritéit un an hu bei dëse Gemengewalen eppes iwwer 48 % weiblech Kandidatinnen.

Madamm Ministesch, Dir hutt virdru gesot, datt et nach keng Zuele gëtt, mee ech hoffen awer, dass déi verschidde Campagnen hir Friichte gedroen hunn an datt mir méi Fraen als Kandidatinnen hu wéi nach 2017.

Feminismus haut, dat ass net just d'Egalitéit tëscht Fraen a Männer. Och wa mir et fäerdegbruecht hunn, datt e puer privilegiéiert Frae Responsabilitéiten an dëser Gesellschaft huele kënnen, dann dierfe mir net déi Frae vergiessen, déi opgrond vun anere Facteuren zousätzlech diskriminéiert ginn, sief et wéinst engem Handicap, hirer Hautfaarf, Relioun oder sozioekonomesche Facteuren. Dat ass den intersektionale Feminismus. Mir hunn déi éischt Etappe gemaach an déi nächst sti virun eis.

Här President, léif Kolleeg/innen, ech kommen zum Schluss. Ech weess, net jiddereen/t heibannen definéiert sech als Feminist/in a Verschiddener denken a soen, mir bräichte kee Weltfraendag méi, well mir d'Egalitéit schonn erreecht hätten – dat oft mam Verweis op déi formell Egalitéit.

Jo, de legislative Pouvoir huet scho säit Joerzéngten d'Gläichheet vun alle Bierger/inne festgehalen. Dëst stoung an der aler Verfassung. A mat der Verfassungsrevisioun gëtt kloer festgehalen: „Fraen an Männer si gläichgestallt, wat hir Rechter a Flichten ugeet."

Gläichheet virum Gesetz ass immens wichteg, mee domat ass et net gehalen. Fraen dierfe mëttlerweil wiele goen, e Bankkonto opmaachen an esou weider. Ma kuckt Iech ëm! Schwätzt mat Fraen a virun allem mat Fraen ausserhalb vun Ärer Bubble! Strukturell Nodeeler fir Fraen existéiere weiderhin. Och wann d'Rechter déi selwecht sinn, sinn d'Viraussetzunge ganz verschidden.

Och hei ass de Legislateur gefuerdert, si mir gefuerdert fir ze sensibiliséieren, spezifesch Problemer ze léisen an déi néideg Ressourcen ze deblockéieren. Mir hunn d'Egalitéit nach net erreecht. Dat wäerte mir réischt erreechen, wann all Mënsch sech gläich, fräi a selbstbestëmmt am privaten an ëffentleche Beräich verwierkleche kann, egal, wien een/t et gär huet – oder och net –, a wéi een/t sech identifizéiert, an doriwwer eraus, wéi eng Hautfaarf een/t huet oder wou een/t hierkënnt oder eventuell wéi eng physesch oder psychesch Aschränkungen eng Persoun huet.

A fir d'Zukunft wënschen ech mir, datt mer ufänken, de Feminismus als dat ze verstoen, wat en ass: net just de Kampf fir d'Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer, mee d'Bestriewen no enger méi inklusiver a gerechter Gesellschaft fir jiddereen/t – och vu Mënschen, déi sech net an dëser Binaritéit erëmfannen an domat identifizéieren: Transmënschen, Intersexmënschen, queer Mënschen.

Feminismus ass intersektional. An deem misst, eiser Meenung no, den neie Chancëgläichheetsplang nach méi Rechnung droen.

Här President, léif Kolleeg/innen, eng formell Egalitéit geet net duer. All Fraen, geneesou wéi LGBTQIA+-Persounen, musse matabegraff ginn, ouni Diskriminatioun wéinst engem Handicap, der Hautfaarf, der Relioun oder sozioekonomesche Facteuren. Et gëtt keng Gläichstellung, bis mir all tatsächlech gläich Chancen hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Thill. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut op Initiativ vun der Regierung iwwert déi vermeintlech Ongläichheet vu Männer a Fraen hei zu Lëtzebuerg. E Merci fir dësen Debat.

Bei deem Sujet kéint ee vill Aspekter beréieren, zum Beispill déi aktuell Debatt ëm d'biologesch Männer, déi u Fraekompetitiounen am Sport wëllen deelhuelen, oder d'Situatioun vun de Jongen an eise Lycéeën, wou méi Meedercher d'Première packe wéi Jongen. Mee ech wëll mech haut a menger Ried op d'Aarbechtswelt fokusséieren.

Wéi een nach de 7. Mäerz an der Press noliese konnt, ass de sougenannte Pay Gap tëschent Männer a Fraen hei am Land net nëmme quasi inexistent, mee en ass 2021, deenen neisten Zuele vum Statec no, souguer zugonschte vun de Fraen ausgefall.

Den duerchschnëttleche Stonneloun vun de Fraen, esou de Statec, war an der Wirtschaft am Joer 2021 effektiv ëm 0,2 % méi héich wéi dee vun de Männer. De Statec weist och drop hin, datt Lëtzebuerg bis elo deen eenzegen EU-Memberstaat ass, wou d'Loungläichheet quasi erreecht ass. Den EU-Ënnerscheed läit bei 12,7 %. An Däitschland läit de Pay Gap souguer bei 17,6 %. Doriwwer eraus weist de Statec drop hin, datt sech dësen Trend zu Lëtzebuerg an den nächste Joren zugonschte vun de Fraen nach fortsetze wäert. Fir 2022 gëtt de Pay Gap op 0,4 % geschat.

Et kéint een argumentéieren, datt d'Männer um Enn vum Mount awer am Schnëtt e bësse méi verdéngt hu wéi hir Fraen. Awer hei steet Lëtzebuerg mat engem Ënnerscheed vu just 0,7 % tëschent de Léin europawäit un éischter Positioun. Dëse ganz minimale Pay Gap tëschent de Léin ass doduerch begrënnt, datt Männer am Schnëtt méi Stonne schaffe wéi Fraen.

Vill Männer géife vläicht gären och manner Stonne schaffen, mee, si mer éierlech: Et gëtt een an eiser Gesellschaft als Mann nach ëmmer dacks schif ugekuckt, wann een net Vollzäit schafft, wärend bei Fraen d'Deelzäitaarbecht vill éischter akzeptéiert ass. Do musse mer nach dru schaffen. Virun 20 an 30 Joer war dat nach vill schlëmmer. Et ass scho weesentlech besser ginn, mee, ech mengen, mir mussen nach dru schaffen.

(Interruption)

De Stonneloun ass dofir eng besser Ausgangsbasis, fir eng Statistik iwwert d'Léin opzestellen, wéi d'Pai um Enn vum Mount. Och wat d'Boni ugeet. Déi gi jo net geschlechtsspezifesch ausbezuelt, mee se hänke vun de Secteuren an der Entreprise of, wou ee schafft. Mat enger geschlechtsspezifescher Diskriminéierung huet dat am Fong geholl näischt ze dinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Onofhängeg vun dëser rezenter Entwécklung bei de Paien wëll ech op dëser

Plaz nach drun erënneren, datt mir als ADR géint eng Stigmatiséierung vu Patrone sinn, aus wéi enge Grënn och ëmmer, déi wëllen entweeder méi Fraen oder méi Männer astellen, oder ëmgedréint. De Patron huet d'Fräiheet, ze engagéieren, wien hie wëllt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Fir eis däerf et néierens Quote ginn, och net an der Beruffswelt.

Datt zurzäit 278.000 Männer um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart beschäftegt sinn, am Verglach zu 195.000 Fraen, ass keen Zeeche vun Diskriminatioun vu Fraen, mee läit dorun, datt vill – net all, mee vill – Frae fräiwëlleg decidéieren, fir sech ëm de Stot an hir Kanner ze këmmeren, oder awer, aus Respekt zur Famill, op aner Karriären zréckgräifen oder déi wielen.

Et muss een och wëssen, datt vill Frontaliere bei eis schaffen an hir Fraen an hirem Land schaffen. Och doriwwer seet dës Statistik näischt aus. Och dat soll ee matberücksichtegen, wann een esou Zuele bréngt.

Datt manner Frae wéi Männer an de Chefetagen ze fanne sinn, huet, onser Meenung no, gradesou wéineg mat Diskriminatioun ze dinn, mee ass mat individuelle Preferenzen ze erklären.

(Interruption)

Mir als ADR ënnersträichen an deem Kontext, datt eng vollständeg Gläichheet tëscht de Geschlechter an den Entscheedungsgremie vu Betriber, ob se elo wënschenswäert wär oder net, op kee Fall duerch Quoten oder Gesetzer soll erzwonge ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Well dat wär géint de Geescht vun der fräier Wirtschaft a géint d'Autonomie vun de Patronen. Dat ass dat selwecht, wéi wann de Staat sech wéilt amëschen an d'Haushaltsféierung vun de Koppelen. Dat geet am Fong geholl de Staat näischt un.

Et gëtt zu Lëtzebuerg vill kleng a mëttelstännesch Betriber, wou eng Egalitéit einfach net méiglech ass. Mir denken, datt et normal sollt sinn, datt an all Betrib déi kompetentst Leit d'Soen hunn – onofhängeg vun hirem Geschlecht! Mir si souwisou hei zu Lëtzebuerg a Saache Gläichstellung vu Mann a Fra méi wäit wéi déi meescht Länner op der Welt.

Vun Ongerechtegkeete géintiwwer eise Fraen an eise Betriber kann ee vläicht op ganz wéineg a rar Ausnamen zréckkommen oder dovu schwätzen. Datt heiansdo Leit déi iewescht Poste kréien, déi se vläicht net verdéngt hätten, dat héiert ee méi dacks, mee dat gëllt och fir Frae wéi fir Männer. Datt Fraen opgrond vun hirem Geschlecht méi systematesch benodeelegt wiere wéi Männer, kann een onser Meenung no esou net méi behaapten an der haiteger Zäit. Wann een an d'Vergaangenheet zréckkuckt, war dat aneschters. Dat ass korrekt.

Individuell Ënnerscheeder a Preferenzen erklären ënnerschiddlech Decisiounen a Karriären. Et gëtt dacks argumentéiert, datt et de Frae schwéiergemaach géif ginn, sech a klassesche Männerberuffer ze behaapten. Mat gläichem Recht kéint een och soen, et géif de Männer schwéiergemaach ginn, sech och a klassesche Fraeberuffer ze behaapten.

Datt et fir Fraen an hirem Beruff ënner Ëmstänn méi schwiereg ka sinn, eng Féierungspositioun ze kréien, läit dacks dorun, datt eenzel Männer oder Fraen aner Preferenzen a Prioritéiten hunn, zum Beispill vun der Organisatioun vu Karriär a Famill. Dat ass awer absolutt legitimm.

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Engelen, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madamm Thill?

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, mir maachen dat herno, jo.

(Hilarité)

Datt vill Frae sech fir d'Famill a fir hir Kanner entscheeden, féiert eeben zu engem anere Liewenslaf. Mee dës fräi Entscheedung vun dëse Fraen, déi hu mer ze respektéieren.

Wat e Problem bleift – a woufir mir als ADR a säit Joerzéngte Léisungsvirschléi an deem Kontext proposéieren –, ass d'Kannerbetreiung. Leider ass et bei eis am Land dacks nach ëmmer esou, datt béid Partner musse schaffe goen, fir d'Liewenskäschten ze decken. Déi finanziell Lag zwéngt déi eenzel Koppelen derzou, schaffen ze goen an hir Kanner a Crèchen ënnerzebréngen. Vill Koppele géife sech awer eng aner Léisung wënschen. Vill Kanner wäre besser an hirer Famill wéi an enger Struktur ënnerbruecht. Eis Propos, wéi Der wësst, ass d'Aféierung vum ADR-Elteregeld.

Och d'Méiglechkeet, am Homeoffice ze schaffen, misst weider gefërdert ginn, well dat géif ville Fraen oder Männer erlaben ze schaffen a sech gläichzäiteg ëm hir Kanner ze këmmeren.

Här President, d'staatlech Virgab fir eng Fraequot an den Entscheedungsetagë vu Betriber leene mir of.

Nach ee Wuert zum Schluss, Här President, iwwert de geplangten Observatoire de l'égalité. D'ADR ass am Prinzipp géint esou eng Struktur, déi an eisen Aen näischt bréngt, well mer och net schonns iwwer aner Weeër alles dat wëssen, wat do soll erauskommen. Awer wa si da scho geschafe gëtt, soll awer wéinstens jiddereen dora vertruede sinn.

Speziell d'Force vive de la nation bekloe sech, datt si do net dra sinn. A mir ginn hinne Recht. An deem Sënn do wëll ech eng Motioun deponéieren, an där mer dat da froen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Projet de loi iwwert d'Schafung vun engem Observatoire de l'égalité entre les genres a vun engem Conseil supérieur à l'égalité entre les genres mat deem dozou gehéierende Projet de règlement grand-ducal virgesäit, datt weeder d'Gewerkschaften nach d'Patronat am Conseil supérieur à l'égalité entre les genres vertruede sinn,

ass sech bewosst, datt

– et vu grousser Relevanz ass, d'Sozialpartner an d'Aarbecht vun der neier Institutioun anzebannen,

fuerdert d'Regierung op,

– de genannte PdL an de genannte Règlement grand-ducal an deem Sënn ze modifizéieren, datt och d'Gewerkschaften an d'Patronat am Conseil supérieur à l'égalité entre les genres vertruede sinn.

(s.) Jeff Engelen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

An d'Madamm Thill?

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci. Madamm Thill, den Här Engelen waart op Är Fro.

(Hilarité)

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Här Engelen, Dir hutt virdru gesot, dass mer wéineg Fraen an de Chefetagen hunn, net wéinst Diskriminatioun, mee wéinst perséinleche Preferenze vun de Fraen. Do wollt ech Iech ganz einfach d'Fro stellen: Wat sinn dann d'Preferenze vun de Fraen?

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, d'Frae kënne sech och fräi entscheeden, ob si wëllen an d'Chefetage eragoen, jo oder nee.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Mee wa se net esou wäit kommen?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt Är Fro gestallt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Also, Dir hutt Är Fro gestallt, Madamm Thill. Et ass elo net en Dialog. Et ass elo keen Dialog, …

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

… a kee Face-à-face. Här Engelen?

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Engelen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Kuckt, Här Kartheiser. E wär och eleng eens ginn.

M. Marc Spautz, Président de séance | Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Cecchetti. An elo huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert, a soss keen. Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Wat muss geschéien, fir eng wierklech Egalitéit tëschent Fraen a Männer ze erreechen? Wann ech déi Fro gestallt kréien, defiléiert am Sekonnentakt eng onendlech Schläif vu Problematiken a mengem Gedankefloss. Ech denken dobäi un d'Urspréng an d'Konsequenze vun der Benodeelegung vun de Fraen an d'Zesummespill vu sozialen an ekonomeschen Ongläichheeten allgemeng bei der Entwécklung vun der Gläichstellung tëschent de Geschlechter.

Eng einfach Äntwert op dës einfach Fro gëtt et einfach net! Et verlaangt schonn eng feministesch Revolutioun, fir eng Frae-Männer-Egalitéit op allen Niveauen, symbolesch a kulturell wéi och ekonomesch a politesch ze erreechen. Eng Revolutioun am Sënn vun engem Prozess, wou no an no radikal – also de Problem bei der Wuerzel unzepaken – Veränneruнge stattfannen.

Dës Revolutioun muss an eise Käpp a Kierpere stattfannen. An dat geet nëmmen zesumme mat enger radikaler Transformatioun vun eisen Institutiounen an eisem Wirtschaftssystem. All dës Strukturen, déi d'Gesellschaft gestalten, déi politesch Decisiounen ëmsetzen, déi gedroe gi vu Leit, déi d'Muecht hunn, si verfilzt an an hirem Kär sexistesch, rassistesch an elitär.

Ganz oft si mir eis eiser Sprooch an eise Gewunnechten iwwerhaapt net bewosst. Mee och ouni dass mer eis däers ëmmer bewosst sinn, droen déi derzou bäi, dass verschidde Stereotyppen an Diskriminatiounen net aus dem gesellschaftleche Liewe verschwannen.

Dës Stereotyppe si verankert an eise Käpp. D'Schoul a konservativ Familljepoliticken hunn eng kruzial Roll gespillt an der Verbreedung a Verfestegung vun Genderstereotyppen zu Ongonschte vun der Emanzipatioun vun de Fraen, deenen den Zougang zu Weiderbildung a verschidde Beruffer verspäert ginn ass, mee och zu Ongonschte vun alle Männer, déi sech net am dominante Männlechkeetsmodell erëmfannen: dee staark muss sinn, vill Geld verdéngen, Unerkennung an der Gesellschaft huet an Autoritéit iwwer seng Famill muss hunn.

Här President, ech wëll eng kleng Fro opstellen. E Papp a säi Bouf ginn an engem Accident ganz schwéier verletzt. Si kommen allen zwee an d'Spidol. A wéi de Bouf bei de Chirurg kënnt, seet de Chirurg: „A nee, ech ka leider Gottes dee Jong do net operéieren, well et ass mäi Bouf." Wéi ass dat méiglech? Majo ganz einfach: De Chirurg ass eng Chirurgin, an et ass d'Mamm vum Kand!

Wéi déif dës Stereotyppen an eise Käpp verankert sinn, gesäit een um Effort, deen haut nach ëmmer op allen Niveaue vun de politeschen a gesellschaftlechen Instanze gemaach muss ginn, fir domadder ze briechen: an der Kommunikatioun, bei der Formatioun vu Beamten, bei der Ausbildung vum Léierpersonal, bei der Opklärung vun de Kanner an der Schoul. Dës Efforte gi gemaach, an dach sinn d'Genderstereotyppen nach ëmmer net aus eise Schoulbicher verschwonnen. Ech mengen, et sinn zwee vu menge Virriedner/innen, déi hunn dat hei ganz kloer gesot. Dofir ginn ech ganz kuerz drop an.

Eng Etüd vun 2022 vun der Uni Lëtzebuerg huet all d'Schoulbicher op de Leescht geholl, an d'Resultat war zimmlech ernüchternd. Nach ëmmer gëtt et keng Gläichstellung, mee méi männlech Personnagë si virhanden. Nach ëmmer si Leit mat Behënnerunge quasi net vertrueden, nach ëmmer sinn net wäiss Personnagë bal net vertrueden. A wa weiblech Personnagë vertruede sinn, da genee an deenen Domänen, déi hinne vum Geschlecht och zougesprach ginn: „Mama kocht die Suppe." „Ida backt Kuchen." „Jan spielt Fußball." Oder och nach „Schönheit", an da passt e Bild vun enger schéiner Fra beim Spigel dohin. Awer: „Die Idee", dat ass natierlech e Mann!

Och geschichtlech, sportlech, kënschtleresch oder wëssenschaftlech weiblech Personnagë bleiwe marginal an de Schoulbicher, souwéi och Schrëftstellerinnen, déi behandelt ginn. Dofir brauch ee sech dann och guer net ze wonneren, wéi et bei der Orientatioun ausgesäit. Wa mer kucken, wou hautdesdaags d'Jongen an d'Meedercher aus der Formation professionnelle sech berufflech hinorientéieren, gesäit dat Bild net vill aneschters aus wéi nach wéi virun 30 Joer.

(Interruption)

Et gëtt virun allem Coiffeusen an Autosmecanicienen. Am Enseignement fondamental an an der Kannerbetreiung gëtt et virun allem Spillschoulsjofferen an Dagesmammen. Am Lycée virun allem männlech Mathésproffen. An de Begréff „Botzfra" schwätzt jo eigentlech fir sech. Fraen a Fraenjobben a Männer a Männerjobben. Et geet ganz lues mat der Emanzipatioun virun.

Här President, an de Careberuffer – dat heescht, dem Enseignement, der Altersfleeg, der Kannerbetreiung, dem Nettoyage, der Gesondheetsfleeg – sinn d'Männer ganz kloer an der Ënnerzuel. An hei mierkt een: Wat den Job besser bezuelt ass, wat och méi Männer e maachen. Well wat den Job besser bezuelt ass, wat e gesellschaftlech och oft méi Unerkennung kritt.

Carejobs sinn d'Zukunft, an dach net attraktiv fir Männer. An och ëmgekéiert gëtt et Männerjobs, déi keng Fraen unzéien, an ouni déi eis Ekonomie och net kann existéieren. Hei denken ech virun allem u verschidden Handwierker an un de Bausecteur. Et ass wichteg, datt och dës Beruffer opgewäert ginn an uerdentlech bezuelt ginn.

Här President, den Nettoyagesecteur zu Lëtzebuerg ass deen, wou déi niddregst Paie bezuelt ginn an de Gros vun de Leit aus der Immigratioun stamen. Enfin, de Gros vun de Leit si Fraen aus der Immigratioun. A ganz oft schaffe se keng 100 %, mee oft nëmmen 30 Stonnen d'Woch.

Dorënner vill Fraen, déi sech géint Entlounung, an nach oft schwaarz bezuelt, ëm de Stot vun anere Frae këmmeren: nämlech deene Fraen aus de bessere gesellschaftleche Schichten. Fraen, déi sech mat engem finanzielle Wuelstand iwwert dee Wee Zäit kënne fräikafen niewent hirem Job an der Famill, an déi och ugewise sinn op d'Aarbecht vun anere Fraen an de Crèchen, Maison-relaisen, d'Aarbecht vun den Dagesmammen an de Botzfraen.

Eleng dat Beispill vun der Externaliséierung vun der Careaarbecht aus dem private Stot vu räiche wäisse Frae bei aner Fraen aus der Immigratioun, déi fir knapps méi wéi fir de Mindestloun schaffe ginn, deit op nach aner Inegalitéiten a Kräfteverhältnisser an eiser Gesellschaft hin. Déi ongläich Verdeelung vun der Careaarbecht tëschent Fraen a Männer spillt do awer eng kruzial Roll.

Am private wéi och am professionelle Beräich leeschte Männer nach ëmmer manner Careaarbecht wéi d'Fraen: Si wäschen, botzen, kachen, strecken einfach manner. Si investéiere manner Zäit an d'Kannererzéiung a këmmere sech manner ëm d'Familljememberen.

Fir eng besser Verdeelung vun der onbezuelter Aarbecht am Stot ass eng allgemeng Aarbechtszäitverkierzung e wichtegen Usaz. Heimat gëtt eng Grondlag geschaaft, fir dass d'Männer méi Zäit kréien, sech an dës Aarbechten ze investéieren. A fir d'Frae bedeit dat, dass si net mussen op eng voll Tâche verzichten.

Här President, an den 1950er-Joren huet d'Simone de Beauvoir drop higewisen, dass déi ekonomesch Onofhängegkeet vun der Fra dat zentraalt Objektiv vum feministeschen a sozialistesche Kampf misst sinn.

Abee, iwwer 50 Joer méi spéit gëtt et nach ëmmer Fraen, fir déi dëst keng Realitéit ass. An dat betrëfft notamment Fraen, déi wéineg Diplomer hunn, Fraen aus der Migratioun, Fraen aus dem Niddreglounsecteur. Ech schwätze vu Vendeusen, Caissières, Coiffeusen, Botzfraen, Serveusen an esou weider. Eng Opwäertung vun de Léin an den ënneschte Beruffskategorien ass dowéinst batter néideg. Méi Geld a méi Respekt also fir dës Aarbechten. Mee esou, wéi et ausgesäit, gesäit et net gutt aus.

De Mindestloun gouf zwar erhéicht, awer net substanziell. D'Indextranche huet op sech waarde gelooss. Steierkreditter, déi vun de Salariéë selwer finanzéiert ginn, sinn e bëllegen Trouscht fir eng längst iwwerfälleg Steierreform, déi zu enger gerechter Verdeelung tëschent Aarbecht a Kapital ka féieren.

Här President, ech ginn zum Schluss e Beispill, nämlech dat vun der Situatioun vun elengerzéiende Fraen hei zu Lëtzebuerg, un deem ee kloer erkennt, wou d'Prioritéite misste leien, fir d'Genderegalitéit virunzedreiwen.

Elengerzéiend Frae sinn zu Lëtzebuerg am meeschten dem Aarmutsrisiko ausgesat. D'Stagnatioun vun de Léin, d'Logementskris a feelend ëffentlech Struktur fir d'Kannerbetreiung treffe besonnesch elengerzéiend Familljen, vun deenen de Gros Frae sinn. Wéi soll eng Fra mat Kand hire gewalttätege Partner verloossen, wa si net genuch verdéngt, fir eng eege Wunneng ze lounen? Wou ka si iwwerhaapt wunnen? Wou ass wunnen nach bezuelbar hei am Land? A wéi soll déi Fra sech ëm hiert Kand kënne këmmeren, wa si muss 40 Stonne schaffen, fir dass se just genuch verdéngt, fir e Loyer ze bezuelen? Gëtt et do, wou si wunnt, eng Schoul, eng Maison relais, eng Crèche? Ass dëser Fra gehollef mat engem Elteregeld vun e puer Honnert Euro? Ëffentlech kollektiv Betreiungsstrukture sinn haut batter noutwendeg fir Elteren a besonnesch fir elengerzéiend Elteren, déi keng aner Méiglechkeeten op Ënnerstëtzung hunn, fir hir Kanner ze versuergen, a sech et net kënne leeschten, doheem bei de Kanner ze bleiwen.

Här President, eise Feminismus ass dee vun den 99 % un ënnerschaten, ënnerdréckten, ënnerbezuelte Leit. Fir déi, déi interesséiert um Theema sinn, als weider Lektür dann d'Buch „Feminism for the 99 %" vum Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya an Nancy Fraser.

Eise Feminismus kämpft net just fir d'Egalitéit tëschent Fraen a Männer. E kämpft fir d'Egalitéit tout court. Soulaang dës Regierung d'Genderegalitéit drop reduzéiert, dass méi Fraen a méi Leit aus der LGBTIQ+-Community kënnen an de Verwaltungsréit a groussen Entreprisen an an der Chamber sëtzen, soulaang d'weiblech Emanzipatioun gläichgestallt gëtt mat Muecht a Kapitalbesëtz, soulaang bleift d'Egalitéit tësche Fraen a Männer oder d'Gläichberechtegung vun de Leit aus der LGBTIQ+-Communautéit eng Cause vu Privilegiéierte fir déi Privilegiéiert.

De Kurs vun der Genderpolitick muss dofir wiesselen. E Virsaz, dee vu jiddwerengem haut misst matgedroe ginn, ass, dass et keng politesch Moossnamen, kee Gesetzesprojet, keng Reform méi ka ginn, déi net opgrond vun hirem positive Beitrag zu der Genderegalitéit gepréift ginn.

Et dierft och grondsätzlech näischt méi duerchgoen, wat kontraproduktiv ass, fir dës Egalitéit ze erreechen. Genee dat steet hei resüméiert an dëser Motioun, déi ech och elo dofir hei deposéieren, Här President. Voilà!

Motion 2

La Chambre des Députés,

– vu l'existence de la fiche d'évaluation d'impact annexée aux projets de loi qui évalue entre autres l'impact d'une loi sur l'égalité des chances ;

– vu que cette fiche d'évaluation d'impact prévoit une option de neutralité concernant l'impact d'une loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes ;

– considérant que les projets de loi ne provenant pas directement du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes sont machinalement classés « neutres » en termes d'impact sur l'égalité entre les femmes et les hommes ;

– considérant que le processus d'évaluation en question est opaque ;

– considérant que l'évaluation de l'impact sur l'égalité entre les femmes et les hommes telle que prévue dans le cadre de la fiche d'évaluation d'impact est fortement négligée,

invite le Gouvernement

– à adopter une évaluation transversale, transparente et approfondie de l'impact des projets de loi sur l'égalité de genre dans le cadre de la procédure d'évaluation en vigueur ;

– à écarter systématiquement toute disposition d'un projet de loi dont l'impact sur l'égalité de genre s'avère négatif.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dann zum Schluss wéilt ech awer och nach emol drop opmierksam maachen, datt, wa mir wëlle Saachen änneren, mir als éischt fiabel Zuele mussen hunn. Et ass immens wichteg, datt Daten, Statistiken opgeschlësselt ginn, respektiv datt iwwerhaapt emol Daten a Statistiken opgestallt ginn a verschiddenen Domäner, fir ze wëssen, wat schifleeft a wat kann, soll, muss verännert ginn.

Fir all déi, déi dat Theema interesséiert, kann ech just dat Buch „Unsichtbare Frauen" vum Caroline Criado-Perez recommandéieren. Wann Der dat bis gelies hutt, da verstitt Der, firwat et esou eminent wichteg ass, Daten ze hunn a wat dann alles nach op eis duerkënnt, fir datt et wierklech zu enger gerechter Gesellschaft kënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, wa mir vu Gläichstellungspolitick schwätzen, da schwätze mir vun engem Usproch op déi ganz fundamental Gerechtegkeet. Mat wéi engem Geschlecht ee gebuer gëtt, dierf keen Afloss drop hunn, wat fir Chancen een am Liewen huet. Keen huet sech bei der Gebuert kënnen eraussichen, mat wéi engem Geschlecht en op d'Welt komm ass.

Ech soen dofir der Ministesch och villmools Merci, datt si mat dësem Débat de consultation dëst wichtegt Theema vun der Gläichstellung vun de Geschlechter zesumme mam Parlament beschwätzt.

An ech soen hei bewosst d'Gläichstellung vun de Geschlechter an net d'Gläichstellung vu Mann a Fra. Et ass schliisslech bekannt, dass mir Piraten der Meenung sinn, dass een hei ophale soll, an enger binärer Kategoriséierung ze zementéieren, wat mir jo scho viru véier, fënnef Joer als Kritick ubruecht haten, vum Numm vum Ministère, wou leider och an dëser binärer Kategoriséierung geschafft ginn ass. An der Natur komme méi Variatioune vir wéi just dat männlecht oder dat weiblecht Geschlecht, an och méi Mënsche kënnen oder wëlle sech hei net enger vun den zwou Kategorien zouuerdne loossen. Ëmmer nees just vu Männer a Fraen ze schwätzen, verstoppt dës Villfalt a schléisst soumat all déi aus, déi net hei erapassen. An dat wëlle mir Piraten net.

Mir wëlle Gläichheet fir jiddereen erreechen. Mee wou soll een dann an dem Politeschen am beschten usetzen? Wou solle mer d'Prioritéite setzen, fir kënne Veränneruнge méiglechst séier ze erreechen? Mat dësen zwou ganz konkreete Froen ass d'Madamm Ministesch virun dësem Debat un eis erugetrueden a mir Piraten mengen, dass e Bléck op den Gender Equality Index hei kloer Piste ka weisen.

Insgesamt konnt Lëtzebuerg dësem Index no d'Ongläichheeten tëschent Mann a Fra nämlech verbesseren. Mee a verschiddene Kategorien hu mir eis och verschlechtert.

Grad an der Kategorie vun der Zäitgestaltung hunn d'Ongläichheeten an de leschte Jore leider zougeholl. Dem Europäeschen Institut fir Gender Equality no schaffe Fraen ëmmer nach méi am Haushalt, kucke méi Stonnen no de Kanner oder no eelere Familljememberen an hu gläichzäiteg manner Zäit fir Sport, Kultur, de Benevolat oder ganz einfach Fräizäit. Dat ass eng ganz grouss Ongerechtegkeet, an zwar net nëmme fir déi betraffe Fraen, déi doduerch enger héijer kierperlecher a mentaler Belaaschtung ausgesat sinn, mee fir d'Gesellschaft insgesamt.

Wa Frae méi Zäit mat hire Kanner verbréngen, ass et net verwonnerlech, wa si e gudden Drot zu hire Kanner hunn an eventuell mat méi Liichtegkeet d'Bedierfnisser vun deene Klengen erkennen.

Leider gouf doraus och oft geschloss, dass d'Frae vun Natur aus derfir gemaach sinn, Mamm ze sinn oder no de Kanner ze kucken, wärend Persoune mat engem anere Geschlecht dat net sinn. Mee dat ass komplett falsch. Esou ze denken drängt d'Mammen an eng Roll, déi si net ëmmer iwwerhuele wëllen a léisst d'Pappen ausse vir.

Jiddereen, ganz onofhängeg vu sengem Geschlecht, kann d'Erfëllung dora fannen, doheem am Haus no de Kanner oder no sengen Elteren ze kucken, geneesou wéi et och jidderengem säi gutt Recht ass, säi Liewen anescht gestalten ze wëllen. Et geet bei der Dimensioun vun der Zäitopdeelung also ganz konkreet drëm, wéi d'Mënschen hiren Alldag gestalte kënnen. An dofir gesi mir Piraten hei och eng Prioritéit. Natierlech sinn aner Felder wéi zum Beispill d'Participatioun och ganz wichteg.

Déi männlech Dominanz an de Verwaltungsréit an an der Politick muss ofhuelen. A mir Piraten, och aner Parteien, hunn dofir zum Beispill jo och schonn duebel Spëtzte mat verschiddene Geschlechter. A mir bedaueren dofir och, dass zum Beispill d'DP zu Dippech oder d'CSV zu Péiteng sech fir eng reng männlech Duebelspëtzt entscheet huet. Mee …

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Besser, Här Goergen, besser néng Fraen op enger Lëscht mat enger duebeler Männerspëtzt, wéi sechs Fraen op enger Lëscht mat enger mixte Spëtzt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Halsdorf, den Här Goergen huet d'Wuert.

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Halsdorf, ech hu just bemierkt, dass d'CSV mat zwee männleche Spëtzekandidaten an d'Course geet. Do kann natierlech all Partei …

(Brouhaha)

Jo, do kann natierlech all Partei elo dat gutt fannen oder schlecht fannen. Ech hu gesot, ech fannen et schlecht, well ech der Meenung sinn, dass déi Leit – an dat mécht jo all Partei –, déi d'Partei als Spëtzekandidaten an d'Fënster setzt an ervirhieft an deene se méi Chancë gëtt, fir mech sollen zwee verschidde Geschlechter sinn. Dat ass elo meng Astellung. Wann d'CSV déi Astellung net deelt, ass dat eeben esou.

Den Impakt vun enger duebeler Spëtzt oder enger eenzelner Fra an enger Féierungspositioun bleift geréng, soulaang d'Aarbechten doheem fir d'breet Bevëlkerung weiderhin ongläich verdeelt bleiwen.

Aus deem Grond ënnerstëtzen d'Piraten d'Fuerderung vun engem Gebuertscongé vun dräi Méint parallell zum Congé de maternité, deen et de Partner/inne soll erlaben, vun Ufank un de Mammen zur Säit ze stoen.

Wann d'Aufgabe schonn direkt am Ufank, opgrond vun engem ze fréie Retour op d'Aarbecht, net gerecht verdeelt ginn, dann ännert sech doru spéider just nach ganz seelen eppes. An et ass net verwonnerlech, wann duerno d'Kandidature vu Frae feelen, wann et ëm politesch Ämter oder Féierungspositioune geet. Wann d'Frae schonn doheem esou agespaant sinn, dass hinne keng Zäit méi bleift fir Fräizäit, wou soll dann nach Zäit bleiwe fir zousätzlech Responsabilitéiten? Duerch eng méi gerecht Verdeelung vun der Careaarbecht kéint een de Fraen Zäit zréckginn an dat géif och hire gesellschaftlechen a berufflechen Engagement erëmspigelen.

Et hätt een hei also e positiven Effekt, deen iwwert de Volet vun der individueller Zäitgestaltung erausgeet an eis soumat och géif erlaben, insgesamt mat der Gläichstellung méi séier virunzekommen.

Här President, ech muss zum Schluss kommen. Aus Zäitgrënn konnt ech net op all déi vill Elementer agoen, déi eng ëmfaassend Gläichstellungspolitick ausmaachen. Mee e konkreete Punkt wëll ech zum Schluss hei awer nach ganz kuerz uschwätzen. An zwar deen, dass fir eis Piraten, an ech hoffen, och fir jiddereen heibannen, et kloer ass, dass d'Reduzéiere vun den Ongläichheeten tëscht de Geschlechter natierlech nimools zu neien Ongläichheeten an anere Beräicher féiere soll.

Anscheinend ass dëst aktuell awer de Fall, wann ee genderneutral Texter schreiwe wëllt an dofir Stärercher oder Bannepunkte benotzt, esou wéi dat och am Rapport intermédiaire vum Ministère gemaach ginn ass. Vill Virliessoftwarë ginn nämlech mat dësen Zeeche guer net eens. An esou Texter sinn dann onverständlech fir Leit mat engem Handicap. A gläichzäiteg sollten déi jo och eng Sprooch benotze kënnen, déi der Villfalt vun de Geschlechter Rechnung dréit. An dofir wär et unzeroden, méi op den Doppelpunkt ze setzen. Mat engem Doppelpunkt kënnen Texter digital verständlech virgelies ginn an trotzdeem méi Geschlechter genannt ginn. Dës kuerz Umierkung wollt ech just nach mat op de Wee ginn, well a Virbereedungsdokumenter fir dësen Debat stoung jo, dass de Ministère deemnächst e Guide pratique iwwert d'Genderneutralitéit an der Sprooch wëllt erausginn. A jo, do soll jo och keen ausgeschloss ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Goergen. An domadder ass den Debat ofgeschloss.

An d'lescht Wuert huet d'Madamm Bofferding, Ministesch fir d'Égalité des chances. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Merci, Här Vizepresident. Ganz kuerz e lescht Wuert.

Fir d'éischt wëll ech alleguerten de Riednerinnen an de Riedner Merci soe fir déi Kontributiounen. Ech hu fonnt, dass et eng ganz interessant Debatt war a virun allem freet et mech, datt d'Ziler net a Fro gestallt gi sinn, ganz am Géigendeel. Mir sinn eis bal alleguerten eens, virun allem och, wat fir eis ganz wichteg ass, dass de Fokus, dee mer op déi Jugendaarbecht setzen, praktesch vun alleguerten de Fraktiounen hei gedeelt ginn ass. Dat weist, dass mer do um richtege Wee sinn.

Insgesamt sinn d'Aarbecht an d'Projete vum „Mega" positiv bewäert ginn. Ech huelen deen och ganz gäre mat, dee Luef, an ech weess, dass der och ganz vill vun hinnen amgaange sinn nozelauschteren, an da sinn ech sécher, dass si och ganz frou doriwwer sinn, wa se héieren, dass déi vill Aarbecht, déi se all Dag leeschten, ganz besonnesch och um Terrain, an de Schoulen, Maison-relaisen, an de Gemengen, dee Moment positiv bewäert gëtt. An dorauser zéien ech och d'Konklusioun, wéi wichteg et ass, dass mer weiderhin en eegestännegen Egalitéitsministère hunn.

An effektiv, iwwert d'Kompetenzopdeelung, ech mengen, do kann een eng Kéier diskutéieren, dat ass da fir déi nächst Regierung, ob se vläicht do nach méi inklusiv wëllt ginn a vläicht dat eent oder anert zesummeleeën. Op alle Fall wäert ech mech net där Diskussioun verschléissen.

Viller vun Iech hunn elo Reformen erwäänt, wou se selwer déi dreiwend Kraaft hannendrunner waren. Ech hunn dat an deem Sënn och positiv fonnt, well jidderee gäre wëllt weisen, dass en déi eng oder aner Reform am Kader vun der Egalitéit virugedriwwen an ëmgesat huet. A virun allem zéien ech och heirauser d'Konklusioun, dass et awer wichteg ass, dass mer legislativ Initiativen, Mesüren huelen an eeben och méi contraignant Mesüren a verschiddene Beräicher. Do si jo och hei ganz konkreet Punkte genannt ginn.

D'Gewalt ass en Theema, dat vun Iech alleguerten ugeschwat ginn ass. Duerfir wëll ech ganz kuerz drop agoen, well och do d'Waardelëschten erwäänt gi sinn. An hei wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen, dass mer d'Gesetz vun der Wegweisung hunn. U sech ass d'Iddi, dass eeben net d'Affer, dat ganz oft an

deene Fäll eeben d'Mamm mat de Kanner ass, muss d'Haus verloossen dee Moment, wann d'Police kënnt, mee dass den Täter muss d'Haus verloossen. Duerfir hu mer dat Gesetz vun der Wegweisung, fir dass si eeben d'Méiglechkeet hunn, am Haus ze bleiwen, an den Täter muss eraus an e muss sech dee Moment och an där Berodungsstell do mellen. Och dee Suivi gëtt gemaach.

Natierlech ass et wichteg, dass mer trotzdeem weider an d'Fraenhaiser investéieren. A mir sichen do och ëmmer no neien Alternativen. Ech gesinn hei och eng Rëtsch Verantwortlecher an de Gemengen. Dofir nach eng Kéier den Appell: Wann Der Plazen hutt, zemools fir déi Zweet-Phas-Wunnengen: Mir sinn Demandeur. Mir sinn ëmmer frou. An do sinn och e puer Gemengen, déi elo Initiative geholl hunn, fir dass mer eeben do dee Roulement erakréien an dass déi concernéiert Fraen net ze laang mussen am Fraenhaus bleiwen, well u sech ass et en Urgencenhaus. Et ass wierklech geduecht, fir an der Nout se séier ënnerdaach ze kréien an eeben net, dass se mussen dräi Joer do bleiwen.

An ech kann awer och versécheren, dass souguer, wa Waardelëschte sinn, fir alleguerten déi, déi concernéiert sinn, mer nach ëmmer eng Solutioun fonnt hunn. Am Noutfall ginn déi Leit an engem Hotel ënnerbruecht. Mee sécher ass, dass se net musse bei de gewalttätegen Täter zréck an d'Wunneng goen oder op der Strooss iwwernuechten. Mir loossen hei wierklech keen am Stach!

Dann hunn ech festgestallt, dass et vill Konsens gouf fir d'Theemen eebe vun der Careaarbecht, der Prise de décision. Gréisstendeels si mer eis do och eens. Sport ass och e puermol erwäänt ginn, d'Educatioun, do sinn Der e puer, déi och dee Leitfaden erwäänt hunn, deen ech deemools mam Regierungskolleeg Minister Meisch presentéiert hunn. An et freet mech, dass deen hei esou gelueft gëtt, well ech ka mech erënneren, wou mer dee presentéiert hunn, do hu mer der relativ vill laanscht d'Bake kritt.

(Interruption)

Voilà, do kann nach ee sech drun erënneren. Dat war net esou einfach. Also, et huet ee bal geduecht, mir géifen elo do ech weess net wat an d'Schoulen erabréngen. An dobäi ass dat eng Guidance, fir ze weisen, wéi een et gutt ka maachen. Da sinn ech awer frou, dass hei e grousse Konsens do ass, dass mer déi richteg Jalone gesat hunn.

Dann hunn ech effektiv nach d'Theeme Klima an Ëmwelt opgeschriwwen, an och d'Santé ass erwäänt ginn. Et ass onbedéngt wichteg, dass mer déi elo mat an den Update vum Aktiounsplang huelen.

Da sinn eng Rëtsch aner Theemen ugeschwat ginn, déi elo nach aner Ministèrë betreffen, déi huelen ech och ganz gäre mat. An ech fannen dat och gutt. Dat ass jo och ganz am Sënn vum gelieften Gendermainstreaming, dass mer déi och weider integréieren.

Do sinn nach d'Steieren erwäänt ginn an d'Justice. Do hat ech nach opgeschriwwen, well och d'Demande komm ass vun den Affekotekäschten, och ganz wichteg hei, dass do versicht gëtt , an domat ass de Justizministère amgaangen, déi Assistance judiciaire ze reforméieren, fir dass nach méi Leit den Zougang dozou hunn. Also, Dir gesitt, dass do wierklech a verschiddene Beräicher vu verschiddene Ministèrë wierklech un engem Strang gezu gëtt, fir alles, wat mer kënne maachen, fir méi Egalitéit ze erreechen, dann och ze maachen.

Ee Punkt hunn ech mer och nach opgeschriwwen, dat betrëfft mech e bëssen als Inneministesch. Do ass geschwat ginn iwwert d'Attraktivitéit vun de Gemengemandater. Bon, ech hu jo do e Projet de loi deposéiert, fir mol do ze hëllefen, wou ech kann, Congé politique an esou weider. Mee laangfristeg leeft et fir mech drop eraus, dass mer eng Kéier mussen e proppere Statutt fir déi lokal Gewielt fannen, dass mer eeben déi Situatioun kucken, well mer hunn ëmmer méi Jonker, déi an d'Lokalpolitick eraginn, wat mer jo och ganz positiv fannen. Mee mir hunn awer Jonker, déi en cours de route, wéi och hei am Haus, Mamm ginn, wou aner Konstellatiounen an der Famill kommen. An deem musse mer eebe ganz genau Rechnung droen.

An da musse mer kucken, dass mer eeben do en anere Kader fannen, an net, wéi mer haut d'Situatioun hunn, dass een dann eng Zäit aus der Politick erausgeet a vläicht herno net méi zréckgeet, oder wéi och ëmmer. Ech mengen, mir sollen einfach frou sinn, wa Leit sech fir Politick engagéieren, an da solle mer kucken, dass mer einfach en attraktive Kader hunn. Mee wéi gesot, et leeft fir mech dorop eraus, dass mer do e proppere Statutt mat alle sozialen Dispositioune kréien.

Voilà! Vläicht nach ee Wuert, dat huet am Fong geholl nämlech kee gefrot: Wéi geet et elo eigentlech virun? Do wollt ech just ganz kuerz soen: Ech wäert och nach eng Kéier alleguerten déi Associatiounen, déi beim éischten Aktiounsplang elo matgehollef hunn, déi hiren Input ginn hunn, mat deenen ech ganz vill Gespréicher hat, elo nach eng Kéier invitéieren, och en Avis eranzegi respektiv och eng Analys ze maachen. Et ass mer wichteg, och do eng breet Consultatioun ze maachen, soudass mer och do kënnen den Input sammelen. A wéi Der gesitt, geet d'Aarbecht eis net aus, an dat ass och evident, well esou, wéi d'Gesellschaft sech weiderentwéckelt, entwéckele sech natierlech och ëmmer erëm d'Defien.

A positiv fannen ech, an dat huet och kee gesot, dass am Endeffekt hei um Niveau vun de Riednerinnen a Riedner dëst ganz paritéitesch war. Et ass warscheinlech elo Zoufall, mee mir hate genausou vill Riedner wéi Riednerinnen. An ech fannen, dat ass och e ganz staarkt Zeechen. Dat weist jo: Fraen a Männer zesummen op Aenhéicht! A genausou solle mer och hei zesumme schaffen.

An dann, Madamm Thill, ech muss Iech soen, ech sinn och Feministin an ech si verdammt houfreg, Feministin ze sinn, well Geschlechtergerechtegkeet ass d'Kärelement vun der Sozialdemokratie. An ouni Geschlechtergerechtegkeet gëtt et keng sozial Gerechtegkeet. An dofir ass et wichteg, dass mer och do zesumme fueren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Minister. An domadder ass deen Debat ofgeschloss.

Motions

Mir hunn awer nach …

(Interruptions)

Une voix | Ministesch.

M. Marc Spautz, Président de séance | Pardon, …

(Hilarité)

Mir hunn awer nach zwou Motiounen hei.

Motion 1

An do ass eng Motioun, Här Engelen, do muss ech Iech soen, iwwert déi kënne mer net ofstëmmen, well mer déi Ofmaachung hunn, dass bei engem Projet de loi, deen op dem Instanzewee ass, souwuel schréftlech wéi mëndlech keng Question-parlementairen zougelooss ginn an dass do deen Debat an där zoustänneger Kommissioun stattfënnt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass keng Question parlementaire.

M. Marc Spautz, Président de séance | Nee, et ass eng Motioun zu engem Projet de loi, deen um Dësch läit. Et ass do kloer, dass, wann Dir dat gär diskutéiert, Der dat maache kënnt an der zoustänneger Kommissioun, respektiv wann de Projet hei gestëmmt gëtt, dass Der dann dozou Är Meenung kënnt soen. Mee fir de Rescht ass et déi Prozedur, dass, wann e Projet de loi ënnerwee ass, mer dat da sollen an der Kommissioun behandelen an net heibannen. Dofir, dat als Erklärung, firwat mer net wäerten iwwert déi Motioun ofstëmmen.

(La motion 1 de M. Jeff Engelen est déclarée irrecevable.)

Motion 2

Dann déi zweet Motioun. Dat ass d'Motioun vun der Madamm Cecchetti. Huet do nach een eng Fro oder eng Wuertmeldung derzou? Ech gesinn den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt nach op dee Punkt agoen, wat Der virdru gesot hutt par rapport zur Motioun vun der ADR. Mir hu jo effektiv nach an der Kommissioun e Projet de loi ze presentéieren, an ech mengen, da soll een an deem Kontext och iwwert déi heite Motioun an iwwert dee Contenu schwätzen.

Par rapport zur Motioun vun deene Lénken. Ech hunn och kuerz mat der Madamm Ministesch geschwat. Et ass jo esou, dass bei dem Projet de loi, deen deposéiert gëtt, effektiv déi Fiche derbäi ass, wou dat effektiv dann och muss ausgefëllt ginn.

Ech mengen, mir wëssen awer och unhand vun deene Gesetzer, déi mer hei gestëmmt hunn, dass mer keng gestëmmt hunn, déi effektiv en negativen Impakt haten op d'Chancëgläichheet. An ech mengen, dës Regierung huet awer och d'Vertraue vun dëser Majoritéit, dass se effektiv net Projet-de-loien an d'Prozedur schéckt, déi en negativen Impakt hunn op d'Chancëgläichheet. Dofir ass dann och hei d'Propos, dës Motioun ofzeleenen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Dann huet d'Autrice d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also, ech menge wierklech, dat Buch „Unsichtbare Frauen" muss gelies ginn, well ganz vill Projeten hunn en Impakt a mir mierken et emol net. Ech ginn elo e ganz einfacht Beispill.

Mir maachen elo iergendee Gesetzestext iwwert den ëffentlechen Transport. Dann huet dat en Impakt, well jee nodeem, wéi deen ëffentlechen Transport organiséiert ass, kënnt e Fraen zupaass oder net zupaass, well Fraen zum Beispill vill méi Weeër maachen. E Mann hëlt oft den Zuch oder de Bus an e fiert vun A op B, an en ass op senger Aarbecht. D'Fra fiert awer vun A mol an eng Crèche an da vu B nach akafen a vum Akafen op d'Aarbecht an esou weider an esou fort. Si mécht vill méi Weeër.

Dat ass elo e ganz vereinfacht Beispill. Mee esou gëtt et awer Repercussiounen, déi eis emol guer net bewosst sinn. An duerfir wier et immens wichteg, wann e Ministère … Natierlech, ech weess, dass dat och elo net einfach esou geet, dass een eng Motioun mat Jo stëmmt, an da geet dat. Well do muss ee sech och d'Outile ginn. Do muss ee ganz genau kucken: Wat steet an deene Projeten dran a wat kéint awer vläicht en Impakt hunn? Deem mir eis absolutt net bewosst sinn.

Zum Beispill d'Stroossebeliichtungen, dat ass elo éischter kommunal, mee dat kënnen awer och d'Ponts et chaussées sinn. Zum Beispill Weeër, zum Beispill d'Parken, zum Beispill den Aménagement du territoire, do gëtt et ganz vill Saachen, déi hunn en Impakt op Fraen oder Männer, mee dat ass guer net an eise Käpp dran. An ech mengen, mat deem, wat elo grad hei gesot ginn ass vum Här Biancalana, mierkt een, dass et wierklech net an eise Käpp mat dran ass. Et ass net dran!

Also, ech weess jo och, datt mir hei keng Gesetzesprojete stëmmen express géint d'Chancëgläichheet oder datt mir express iergendeppes wäerte maachen, wat net an der Rei ass. Mee et sinn awer vläicht Aspekter, déi eis emol guer net esou am éischte Moment opfalen, well mer dee Brëll einfach net unhunn oder well mer och net an der Lag vun där Persoun sinn. Well, wéi ech virdrun och scho gesot hunn, oder wéi och d'Madamm Thill dat gesot huet, mir alleguer heibannen, mir si wäiss alleguer, mir si Fraen oder Männer, déi aus enger aiséierter Gesellschaft kommen, a mir hunn oft dee Brëll net un.

An duerfir ass et immens wichteg, datt en anere Bléck drop geworf gëtt. An dat kënnen net déi Leit sinn, déi heibanne sëtzen an dat kënnen och net déi Leit sinn, déi vläicht en normale Bléck an de Ministèren hunn. Ouni iergendengem eppes virzewerfen – absolutt net! – mee mir sinn eis ganz ville Saachen einfach net bewosst, souwuel an eisen Discourse wéi och an deem, wat mer maachen. Mir sinn eis däers einfach net bewosst. Dat ass guer kee schlechte Wëllen, ëm Gottes Wëllen, guer net, absolutt net!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Cecchetti. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen, déi vum Här Hengel an duerno vun dem Här Clement.

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Merci och de Kolleege vun déi Lénk fir déi Motioun. Ech versti ganz gutt, wat den Här Biancalana wëllt soen. Ech verstinn awer och déi gutt Absicht hannert där Motioun. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, datt mer déi Motioun géifen ënnerstëtzen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Hengel. Duerno ass et um Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech verstinn de Wëlle vun där Motioun. Ech mengen, datt et ganz begréissenswäert ass, dat heiten ze fuerderen, zumindest den éischten Invite. Ech mengen, datt et gutt géif doen, wa mer d'Gesetzer insgesamt méi am Detail géifen op de Leescht huelen. Dat ass eppes, wat zur gudder parlamentarescher Aarbecht gehéiert.

Mee ech kann net domadder liewen, wa mer gesot kréien, mir kéinten eis net virstellen, oder net an aner Leit eraversetzen. Ech mengen, datt et eng Aarbecht ass fir all Deputéierten, sech all Dag ze hannerfroen, ob e vun all Bléckwénkel op e Projet kuckt oder net. Dat heescht, ech mengen net, datt mer eis als Chamber dee Virworf musse maachen, datt mer net géifen esou Saache probéieren ze denken. Ob et eis ëmmer geléngt, dat ass hei eng aner Fro.

Ech hunn awer e systematesche Problem, fir d'Wuert aus der Motioun ze iwwerhuelen, mam zweeten Invite, wou drasteet : „à écarter systématiquement toute disposition d'un projet de loi dont l'impact sur l'égalité de genre s'avère négatif."

Ech sinn en faveur vun enger Evaluatioun, mee et muss awer un der Chamber si fir ze entscheeden, wéi eng Dispositiounen aus engem Projet de loi zréckbehale ginn oder net. D'Regierung proposéiert, mécht also e Projet de loi, dee kënnt an d'Chamber, an et ass duerno d'Chamber, déi iwwert dee Projet befënnt. A se muss de Moyen hunn, fir kënnen Agencementer ze maachen. Zum Beispill muss et och d'Méiglechkeet ginn, fir eng profeministesch Politick ze maachen, déi eventuell zu Ongonschte vun deem engen oder anere Mann ausfält. A wann deen zweeten Invite hei à la lettre géif suivéiert ginn, da wär dat eeben net méi méiglech, well dann däerf esou e Projet guer net an d'Chamber kommen.

An dofir musse mer eis bei där Motioun hei leider enthalen, well deen zweeten Invite fir eis net ze droen ass. Ech fannen awer, datt den éischten Invite et géif meritéieren. Dat heescht, wann d'Kolleege vun déi Lénk der Meenung wären, datt se gären eng méi breet Zoustëmmung wëllen, kënne se dee sträichen, da kënne mer se matstëmmen. Soss musse mer eis enthalen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Clement. Wa kee méi eppes ze soen huet, da kéime mer zum Vott.

Vote sur la motion 2

Déi mat Jo wëlle stëmmen, drécken oui, an déi mat Nee wëlle stëmmen, drécken non.

(Brouhaha)

Pardon, do ass e Feeler. Et ass net d'Motioun vum Här Engelen, mee et ass déi vun der Madamm Cecchetti.

Plusieurs voix | O!

M. Marc Spautz, Président de séance | Et ass d'Motioun Nummer 2 an net d'Motioun Nummer 1, well d'Motioun Nummer 1 kënnt net.

(Brouhaha)

Et ass annuléiert. Et ass déi vun der Madamm Cecchetti.

Une voix | Här Spautz, et kënnt näischt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Jo, bei mir och net.

(Hilarité)

(Le vote électronique lancé par erreur sur la motion 1 de M. Jeff Engelen est annulé et il est procédé au vote sur la motion 2 de Mme Myriam Cecchetti.)

Voilà! Den Ufank vum Vott. Elo ass et richteg. De Vott ass ofgeschloss.

Déi Motioun ass ofgeleent mat 23 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Claude Wiseler), Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Elisabeth Margue), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Claude Lamberty), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Tess Burton), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par M. Charles Margue), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

10. Ordre du jour (suite)

Domadder kéime mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an do geet et ëm d'Resolutioun vum Här Kartheiser. An ier ech dem Här Kartheiser awer d'Wuert ginn, wëll ech soen, dass mer iwwert déi zwou Motiounen, déi haut de Mëtten hannerluecht gi si vun der CSV betreffend de Glyphosat a vun de Piraten betreffend d'Bettelei um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, duerno nach ofstëmmen. Net, dass elo Leit scho mengen, dat kéim net méi. Dat kënnt nach op den Ordre du jour.

Merci.

11. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative au double mandat des maires ou conseillers communaux suite aux élections communales du 11 juin 2023

(Résolution déposée en séance publique n° 33 du 8 février 2023 – à consulter au compte rendu n° 10/2022-2023 en page 77)

An domadder huet den Här Kartheiser d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Här President, villmools merci. Ech mengen, et ass scho spéit, duerfir wëll ech ganz kuerz heiriwwer schwätzen. Mir hate se jo schonn deposéiert an et geet drëm, hei e staarkt politescht Zeechen ze setzen. Mir hu jo e Superwaljoer, wou mer souwuel Kommunal- wéi och Nationalwalen hunn. Et ass an der Politick jo, mengen ech, gutt bekannt, datt ëmmer erëm geschwat gëtt vun der Noutwendegkeet, fir eng Mandatstrennung ze maachen.

An déi Resolutioun, déi mir hei proposéieren, déi soll eebe just dat Zeeche setzen, datt d'Politick dat eescht hëlt, an datt mer wierklech en Engagement huelen als Politiker hei, datt mer dann, wa mer e Kommunalmandat unhuelen als Buergermeeschter oder als Schäffen, an, sollte mer nach an d'Chamberwale goen, an dat Recht huet jo wierklech jiddereen, mee datt mer eis dann entweeder fir dat kommunaalt Mandat oder fir d'Chambermandat decidéieren, datt mer hei eigentlech d'Engagement huelen, datt mer net an enger Exekutivfunktioun an enger Gemeng sinn a gläichzäiteg Member an der Chamber.

Dat ass eigentlech d'Zil heivunner, an et ass och eng Saach, déi am Koalitiounsaccord ugekënnegt gi war, wann déi nei Verfassung géif ugeholl ginn. Ech mengen, Dir kënnt dat hei liesen. Da sollten dann déi Konditiounen dofir kloergestallt ginn. Déi Konditioun ass elo erfëllt, d'Verfassung ass adoptéiert an et steet deem eigentlech näischt am Wee, fir dee politesche Gest hei ze maachen.

Ech hunn och gesinn, Här President: Dir selwer waart de Moien am „Tageblatt" mat engem Artikel vertrueden, aus deem ech just zwee Sätz virliesen. Dir waart

e bësse schei, wann Der mer erlaabt, dat ze soen, well Dir hutt hei geschwat vun de Walen, de Gemengewalen an de Chamberwalen. Dir hutt gesot, u sech wär et an dëser Legislaturperiod och d'Geleeënheet gewiescht, fir iwwert d'Mandatstrennung nozedenken. Abee, dat maache mer. Mir schwätzen hei driwwer. Mir denken also och driwwer no. Normalerweis denkt ee jo och driwwer no, wann ee schwätzt. Also, mir maachen dat.

„An dann hätten der vill", sot Dir, Här President, „ech selwer och, wuel oder iwwel missen e Choix maachen. Schued, dass an där Hisiicht de politesche Courage gefeelt huet an et net emol usazweis zu Diskussioune bei den eenzelne Parteien an am ganze politesche Spektrum koum."

Abee, ech mengen, op jidde Fall bei der ADR gouf et déi Diskussioun. Mir schwätzen och hei an der Plenière a mir kënnen also jidderee fir sech oder och d'Parteien en Zeeche setzen a Richtung vun der Mandatstrennung. Mir géifen dat begréissen.

Mir wëllen och soen: An deenen Diskussiounen, déi mer an deene leschte Joren doriwwer haten, hu sech eis Jugendparteie speziell ervirgedoen. Ech wëll just drun erënneren: Et gouf eng Petitioun, ech mengen, déi koum, wann ech mech gutt erënneren, vun engem Kolleeg vun der LSAP, deen eng Petitioun gemaach hat fir eng Mandatstrennung zu Lëtzebuerg bis spéitstens 2023. An eis Jugendparteien … Do gesinn ech d'CSJ drop, d'JDL, eis natierlech, d'ADRenalin, awer och déi Jonk Gréng, d'Jonk Sozialisten, déi esou en Ziedel gemaach haten, wou se drop geschriwwen hunn: „Mandatstrennung zu Lëtzebuerg bis spéitstens 2023!" An eis Jugendparteien hunn eis och opgeruff, dee Schrëtt ze maachen.

Ech weess net, ob der haut heibanne sinn, déi deemools an de Jugendparteien aktiv waren. Mee mir mengen, et ass awer och en Zeeche vu Respekt, de Wonsch vun deene jonke Leit, déi och wëllen noréckelen, en Accès op d'Politick hunn an och un d'Kredibilitéit vun der Politick wëlle gleewen, fir dat ëmzesetzen.

Si haten och eng Partie Argumenter virbruecht. Si hätte gär eng gesetzlech Verankerung vun der Mandatstrennung. Dat ass jo dat, wat d'Kolleege vun deene Lénken haut och proposéiert hunn, mat enger Proposition de loi an deem Sënn. Mee dat ass och vun eise Jugendparteie revendiquéiert ginn, also déi gesetzlech Verankerung vun der Mandatstrennung tëscht Chamber- respektiv Europadeputéierten a Buergermeeschteren a Schäffen. Eng Professionalisëierung vun der Chamber géif domat zesummenhänken, well déi 60 Deputéierten da méi Zäit hätten, fir sech ëm d'Chambersaarbecht ze këmmeren. Heiansdo ass et schwiereg, och wann d'Leit hiert Bescht maachen, fir dat eent an dat anert mateneen ze verbannen. Heiansdo ass dat schwiereg. A wa 60 Vollzäitdeputéierter heibanne wären, mengen ech, géif dat der parlamentarescher Aarbecht och guttdoen.

D'selwecht och d'Professionaliséierung vum Schäfferot, de Räsonement ëmgekéiert. D'Leit hätte méi Zäit, fir sech ëm d'Gemengepolitick ze këmmeren. An dann ass nach eng Iwwerleeung do iwwert den Daachverband vun de Gemengen, deen elo am Ableck fir eis heibanne manner relevant ass.

Mee mir wëlle soen als ADR, datt mer hei déi Initiativ geholl hunn eebe just als en Zeeche vun Éierlechkeet virun de Walen, fir kloerzemaachen, wie sech dann elo bekennt zu deem Prinzipp vun der Mandatstrennung, dat mer ëmmer erëm diskutéieren, oder wie sech net wëllt dozou bekennen.

Fir eis als ADR ass et ganz kloer, mir huelen dat un, mir stëmmen dat haut, datt mer deen Engagement huelen: Wie Schäffen oder Buergermeeschter ass, an eisen Aen, fir eis Partei, hëlt keen Deputéiertemandat un an en Deputéierten hëlt kee Schäffen- oder Buergermeeschtermandat un. Fir eis ass deen Engagement kloer a mir hoffen, datt méiglechst vill Kolleegen heibannen dee Schrëtt och maachen, fir datt mer eng transparent, éierlech Manéier hunn, mat eise Wieler déi Saach ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Kartheiser.

Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeg/innen, …

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Eng Partei vun der Mëtt!

M. Gilles Roth (CSV) | Déi …

M. Dan Kersch (LSAP) | Et soll nach ee soen, Dir wäert net léierfäeg.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Déi Fro, déi den Här Kartheiser opgeworf huet, ass eng wichteg Fro. An ech mengen, d'Äntwert do drobber, déi ass weeder schwaarz nach wäiss, well wa se esou einfach wier, da wier se scho laang gi ginn.

Mir hunn de Moien och e längeren Échange de vues bei eis an der Fraktioun doriwwer gehat. A mir kommen eigentlech zréck op e gudde Rapport, deen 2007/2008 elaboréiert gouf hei an der Chamber a wou op déi dote Fro am Kontext vun dem Rapport iwwert d'Réforme territoriale du Luxembourg – et war deemools an enger Spezialkommissioun –, eigentlech déi Argumenter, déi fir eng Trennung oder géint de Cumul schwätzen, an déi Argumenter, déi géint eng Trennung oder fir de Cumul schwätzen, mengen ech, relativ syntheetesch opgelëscht goufen.

Et ass effektiv esou, dass deemools ënnerstrach gouf, mam Traité vu Lissabon, dass verstäerkten Aufgaben op d'Chamber géifen zoukommen, notamment wat déi europäesch Dossieren ubelaangt. An et gesäit een, dass eng ganz Rei vu Kolleeg/innen an der Chamber awer vill fir de Conseil de l'Europe a fir aner international Institutiounen ënnerwee sinn.

Dat zweet Argument, dat och zréckbehale gouf, war dat vu steigenden Aufgaben, déi op d'Gemenge géifen zoukommen, wat och agetraff ass. Ech mengen, virun enger 15 Joer hunn d'Leit sech manner mat Wunnengsbau, eegenem Wunnengsbau, an enger Gemeng beschäftegt, si hu sech manner mat Dossiere wéi Santé an anerem beschäftegt. Zum Beispill Pacte Climat, dat war sengerzäit net esou ausgeprägt, wéi dat elo ass. A jiddwereen, dee Verantwortung, sief et an engem Conseil, sief et an engem Schäfferot vun enger Gemeng, iwwerhëlt, weess, dass do steigend Aufgaben opkommen.

Et goufen awer och eng Rei vun Argumenter opgelëscht, fir de Cumul bäizebehalen. An ech mengen, och déi soll ee fairnesshalber oplëschten. Et gouf gesot, wat och richteg ass, dass eng Gemeng jo net nëmmen d'Autonomie vun enger Gemeng huet, mee dass eng Gemeng, besonnesch wat de Schäffen an de Buergermeeschter ubelaangt, eng ganz Rei vun hoheitsrechtlechen Akten iwwerhëlt, zum Beispill d'Bestietnis. Och fir de Staat. Zum Beispill hu mer dat an der Santé gesinn an der Pandemie, wou d'Gemengen zum Deel gesetzlech verflicht waren, fir de verlängerten Aarm vun enger nationaler Gesondheetspolitick ze spillen.

Da gouf awer och gesot, dass déi Proximitéit, déi d'Leit an enger Gemeng hunn, en Avantage ass, well se wëssen, wat um Terrain lass ass, fir dat an eng national Politick matafléissen ze loossen. An et ass och een Argument, wou ech géif soen, e Paul-Helminger-Argument: Majo, wann et engem ze vill ass, da kann ee jo op ee Mandat verzichten! Dat ass eppes, wat dréchen do steet, mee et ass eppes, wat een och net kann einfach esou an de Wand schéissen.

A virun allem ass eppes: Et kënnt ee jo net op d'Chamber, ob een en direkt Mandat huet oder ob een herno Suppleant ass, respektiv net an eng Gemeng, ouni déi demokratesch Legitimitéit dervun ze hunn. An ech mengen, besonnesch déi Leit, déi Buergermeeschter a Schäffe sinn, sinn an der Reegel jo net déi, déi déi mannsten demokratesch Legitimitéit an hirer Gemeng hunn. Och dat, mengen ech, muss ee mat Recht soen. An net nëmmen an engem Superwaljoer, wat dat och ëmmer heescht, mee virun allem och a Perioden, wou engersäits Kommunalwale sinn an da sinn zwee Joer duerno Nationalwalen, weess den Electeur, dat heescht, deen, dee mat wiele geet, jo ganz genau, wat fir eng Positioun deen een oder aneren an der Gemeng respektiv op nationalem Plang huet.

An ausgeeënd dovunner hu mir 2018, ënnert der Fiederféierung vun eisem Parteipresident, dem Claude Wiseler, zu där Fro vun dem Cumul vun de Mandater eng kloer Positioun an eisem Walprogramm gehat. A mir hunn de Moien nach eng Kéier de Point bei eis gemaach a mir hunn déi och haut nach ëmmer.

Opgrond vun deenen ënnerschiddlechen Argumenter ass eis Positioun als CSV do: Jo, mir kënne mat enger Professionalisatioun vun de Buergermeeschtere liewen. Dat ass awer bei eis u Konditioune gebonnen: dass dat Element vun der Representativitéit vun de Gemengen och op nationalem Plang gewaart ass. An duerfir hu mir derfir plädéiert, iwwregens änlech, wéi dat sengerzäit an deem Dokument iwwert d'Réforme territoriale du Luxembourg virgesi war, dass eng sougenannte Chambre des élus locaux och de kommunale respektiv de regionale Point de vue op déi national Legislatioun géif matvirgesinn. Dat heescht awer och, dass een natierlech muss kucken, d'Zuel vun de Gemengen am Kader vun enger Réforme territoriale erofzesetzen.

An da kënnt jo déi Gretchenfrage. Dat ass déi: Wat ass dann de Statutt vun engem Buergermeeschter? Well déi hänkt jo mat do drun. Et kann een net soen: „Schéin a gutt. Dir hutt elo eng grouss demokratesch Legitimitéit, mee Dir kritt dofir 1.800 Euro an Dir kuckt, dass Der mat Ärer Famill, ouni Sécurité sociale – well dat muss een och soen –, domadder eens gitt. A wann Der net erëmgewielt gitt, dann hat Der Pech."

An duerfir hu mir no engem längeren Échange de vues de Moien eigentlech fonnt, dass dee Statutt, deen et gëtt fir den Deputéierten – deen huet jo e Statutt, wou en eng Sécurité-sociales-Ofsécherung huet a wou en och eng Gehaltsofsécherung huet wärend där Zäit, wou e säi Mandat ausüübt –, dass dat e Statut ass, dee jo seng Preuvë gemaach huet, ob e positiv oder negativ ass, mee en huet op jidde Fall seng Preuven iwwert d'Zäit gemaach, dass een deen och kéint assimiléiert huele fir eng Professionalisatioun vun de Buergermeeschteren. A mir sinn och bei Leit, déi schonns laang Experienz als Inneminister, als Buergermeeschter an als Deputéiert hunn, eigentlech och zur Konklusioun komm, dass een dat kéint relativ kuerzfristeg souguer afëiere fir déi Leit, déi eng grouss

Gemeng féieren, an deenen de Choix ginn, ob se wëllen Deputéiert mat dem Statutt vun dem Deputéierte sinn oder Buergermeeschter mat dem Statutt als Buergermeeschter, zum Beispill Buergermeeschtere vu Gemengen iwwer 10.000. Ech mengen, dat géif och dee Problem relativ séier kënne léisen.

Et ass eppes, wat dobäi opbleift, wou mer keng ofschléissend Meenung hunn, dat soen ech Iech awer och riichteraus. Dat ass: Wéi wäit féiert een da mat enger Chambre des élus locaux déi Trennung vu Gemengemandater mat nationale Mandater duerch? Jo fir d'Buergermeeschteren. Bei de Schäffen jo. Bei de Gemengeconseilleren, do weess ech et net. Dat muss een natierlech, an dat ass och en Argument, dat bei eis gesot ginn ass, diskutéieren. Et ass och schwiereg, wann ee seet: De Buergermeeschter an de Schäffe just op d'Gemeng, an d'Gemengeconseilleren, déi maachen dann de Cumul vun de Mandater mat alle Vir- an Nodeeler, déi do sinn.

Ech soen et ganz éierlech am Numm vun eiser Fraktioun: Op déi lescht Fro hu mir och keng ofschléissend Äntwert. Dat gesot, Här President, et war vläicht e bësse méi laang, mee ech ginn awer dervun aus, dass d'Positioun vun eiser Partei do kloer ass. An aus deene Grënn soen ech och gradesou éierlech: Jo, mir hunn eng ganz Rei vu Leit, déi heibanne sëtzen, an anerer, déi op deenen zwou Lëschte wäerte kandidéieren. Dat ass fir eis keen Zeeche vun Onéierlechkeet. Mee mir kënnen duerfir d'Motioun vun der ADR net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Roth. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, léif Alleguer, Dir héiert schonn, meng Stëmm ass net déi Allerbescht. D'Kolleegen heibannen, déi wëssen d'Grënn derfir. Ech maachen et dofir och kuerz.

Ech wëll Iech virliesen, wat am Walprogramm vun der DP 2018 stoung: „Die DP wird die gesetzliche Basis für einen Vollzeitbürgermeister in den großen Gemeinden schaffen. Der politische Urlaub und die finanziellen Rahmenbedingungen werden überarbeitet werden. Erst im Anschluss kann eine Entscheidung mit den anderen Parteien über die Regelung der Doppelmandate getroffen werden."

Bon, den Här Roth stoung elo hei virdrun, an ech muss Iech soen, ech kann eng ganz Rei Argumenter elo ewechloossen, well en effektiv déi Argumenter bruecht huet, déi mir och hunn. Et gëtt natierlech Argumenter derfir, et gëtt Argumenter dergéint.

Ech wéilt vläicht e bëssen awer trotzdeem aushuelen, ech wëll Iech soen, wéi d'Situatioun an enger Gemeng ass, déi ech relativ gutt kennen: Jonglënster, 8.700 Leit, déi gréisst Gemeng am Osten, zwielef Dierfer. Ech wëll Iech just eng Kéier soen, wien alles an de leschte Jore Buergermeeschter war a wat déi Leit geschafft hunn. Et ass nämlech relativ interessant.

2005 hu mer en neie Buergermeeschter kritt, deen hat d'Pensioun. Duerno koum eis Kolleegin Françoise Hetto drun, déi war Deputéiert, wéi Der wësst. Duerno hate mer eng Madamm, déi net geschafft huet, déi war also, wéi gesot, Hausfra. An duerno hu mer e Mann kritt, dee just virun der Pensioun stoung an dunn, wéi en d'Pensioun kritt huet, ass e Buergermeeschter ginn.

Mäi Buergermeeschter, mat deem ech ganz gutt zesummegeschafft hunn a mat deem ech awer net parteilech verbonne sinn, dat wësst Der, den Här ass an der CSV. Ech hunn dräi Joer mat deem zesummegeschafft, deen huet extreem, extreem vill Zäit a seng Gemeng investéiert. A mir wëssen alleguerten, den Här Roth huet et gesot: Dat Entgelt, dat een duerfir kritt, do si mer ganz, ganz, ganz wäit ewech vum qualifizéierte Mindestloun an dat gëtt dann och emol nach versteiert.

Da muss ee sech natierlech virstellen, den Här Roth huet et gesot: Et ass keen – keen! –, dee säi Beruff opgëtt, fir ze wëssen, ob e sechs Joer drop nach eng Kéier do ass, wann ee seet: „Ma lauschter, elo kriss de deng 1.800 Euro, déi s de nach versteiere gees an a sechs Joer kucks de, wéi s de erëm opgefaange gëss."

Mir fält op alle Fall op an de Schäfferéit, dass d'Fonction publique do ganz gutt representéiert ass. Eis Pensionnairë si ganz gutt representéiert. Mee Leit, déi privat schaffen, Independanten, déi hunn et haut scho weesentlech méi schwéier. A wa mer wëllen eppes maache bei der Trennung vun de Mandater, da musse mer och fir Gerechtegkeet suergen, dass och déi Leit, déi Independant sinn oder am Privatsecteur schaffen, déi selwecht Chancen hunn, esou en Amt auszeüben, wéi d'Leit, déi d'Pensioun hu respektiv aus der Fonction publique kommen.

Heibannen hu mer eng Rei Député-mairen, mir hunn eng Rei Députés-échevins, mir hunn eng Rei Députés-conseillers. Ech stellen Iech elo d'Fro: Firwat sëtzen déi hei? Ma et ass ganz einfach: Well d'Leit se gewielt hunn, souwuel op dat eent Amt an hirer Gemeng wéi och op dat anert Amt hei an der Chamber. An ech mengen, méi eng demokratesch Legitimitéit, wéi ee se ka kréien duerch Walen, wäert et wuel net ginn!

Den Här Gibéryen, well jo d'Resolutioun vun der ADR ass, stoung … E war Député-maire, kënnt Der Iech erënneren? Den Här Gibéryen stoung eng Kéier hei uewen an ech wéilt ganz genau dat soen, wat en deemools gesot huet, well dat ass absolutt richteg an ech deelen dat: „Wann een zwee Ämter huet an et ass engem ze vill, da kann ee jo een Amt néierleeën." An dat ass, mengen ech, absolutt richteg! An Dir kënnt Iech vläicht erënneren, dass ech 2020 mäi Schäfferotsposten zu Jonglënster weiderginn hunn, wéi ech Fraktiounschef gi sinn.

Voilà, mir wäerten dës Resolutioun net matstëmmen. D'Diskussioun, déi wäert natierlech och an der nächster Legislaturperiod ze féiere sinn. Ech wëll Iech just soen, an domat halen ech op: De Jacques Chirac, deen ass, mengen ech, deene meeschten heibannen nach e Begréff, de Jacques Chirac war Buergermeeschter vu Paräis vun 1977 bis 1995. An elo haalt Iech un: Dee war och nach vun 1986 bis 1988 Premierminister, deen hat also och en Duebelmandat! An erlaabt mer dat hei, dat ass awer meng perséinlech Meenung: Ech mengen, Paräis war déizäit méi schéin a Frankräich besser gefouert!

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och mengen zwee Virriedner hei, deenen zwee Gillesen, well si hunn esou villes gesot, dass ech dat elo hei ka vun der Plaz maachen. Ech erspueren Iech eng Partie Widderhuelungen.

Ech mengen, ëm wat geet et hei bei der Fro vun der Trennung vun de Mandater? Et geet jo primär drëms, dass mer wëllen assuréieren, dass een, dee säin Amt ausüübt, genuch Zäit huet, fir dat Amt auszeüben. Dat ass jo d'Haaptfro. An dat war jo och eng vun den Iwwerleeungen, firwat déi Fro vun der Trennung vun de Mandater och an de Koalitiounsaccord komm ass.

Ech verstoppen Iech och net, dass ech perséinlech mer gewënscht hätt, mir wären an dëser Legislatur do schonn e Stéckelche méi wäit komm. Ech wëll awer och soen, dass mer net näischt gemaach hunn. Ech wëll soen, et ass e Projet ënnerwee – d'Madamm Bofferding huet deen deposéiert –, deen eng Neireegelung vum Congé politique, eng Opwäertung vum Congé politique mécht. Mee virun allem hu mer d'Virbedéngung geschaaft, fir iwwerhaapt kënnen eng Trennung vun de Mandater ze maachen, nämlech mat där neier Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft trëtt.

Et ass elo net, wéi wann näischt geschitt wär, mee effektiv hätt ee sech kënne wënschen, dass een op deem heite Punkt méi wäit komm wär. Mir hunn an där Koalitioun hei vill Guddes gemaach. Hei hätt ech mer gewënscht, dass mer nach méi séier gewiescht wären, mee et ass, wéi de Gilles Baum et virdru gesot huet: Do wäert déi nächst Koalitioun, egal aus wéi enge Parteie se besteet, net derlaanschtkommen, do unzeknäppen a virunzefueren.

Ech wëll zu der Motioun selwer soen, firwat mer se net stëmmen. Do geet et jo ëm eng Selbstverflichtung. Ech mengen, dass dat alles ze kuerz gräift. Un där Fro vun der Trennung vun de Mandater hänken all déi aner Froen, nämlech de Statutt vun dem Élu local, awer och vun de Vollzäitdeputéierten. Déi Diskussioun, déi hänkt och dorunner, an ech mengen, wa mer dat dote maachen, sollte mer net aus der Hëft schéissen, mee da sollte mer eppes maachen aus engem ganze Goss. Da solle mer eis déi néideg Zäit huelen. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer déi nächst Legislaturperiod do wäerten e Schratt weiderkommen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, dem Här Cruchten. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. De Gilles Roth huet eppes gesot, wat ech nëmme kann ënnerschreiwen: „Wann et esou einfach wär, da wär déi Decisioun scho längst geholl ginn." Grad do läit den Däiwel am Detail. Dat hei ass eng Diskussioun, déi gefouert gëtt. Den Här Kartheiser huet gesot, déi wär net bei deenen anere Fraktiounen a Groupementer gefouert ginn. Dat stëmmt net: Mir hunn eis ganz, ganz laang an eiser Fraktioun an an eiser Partei mat deem Theema auserneegesat.

(Interruption)

Gelift? A pardon!

Mir hunn eis laang dermat auserneegesat. Mir hunn e Pabeier verfaasst – mir hunn dat och ëffentlech gemaach, dat kann och jidderee kréien –, wou mer eis ganz geziilt mat der Professionaliséierung vun de Gemengemandater auserneegesat hunn, och mat der Representativitéit vum Gemengesecteur an deem ganze politesche Gebilde, wou mir och de Syvicol mat an d'Spill bruecht hunn. A mir hunn iwwert de Congé politique eng ganz Rei Iwwerleeunge gefouert, wou et jo notamment och drëms geet, fir bei Leit, déi e Gemengemandat hunn, ze analyséieren, wéi wäit e Gemengemandat mat engem anere Beruff kompatibel ass.

Wa mer vu Belaaschtung schwätzen, da kann ee jo net soen, dass e Gemengemandat mat Deputéiertemandat zesumme méi belaaschtbar wär wéi e Gemengemandat mat engem Beruff, deen och belaaschtbar ass. An an deem Sënn si mer och der Meenung, dass mer déi Diskussioun elo op Basis vun der neier Verfassung solle serein féieren.

Mir si prinzipiell der Meenung, dass ee soll op dee Wee goen, awer net d'Etappen iwwerstierzen. A wéi gesot, d'Haaptkonditioun ass déi, dass d'Gemengemandater opgewäert ginn an dass een do wierklech ..., wat een do ausüübt, dass dat och an deem Sënn geschätzt gëtt, dat, wat een do alles fir d'Gemengewuel mécht. An an deem Sënn wëlle mir déi hei och zu dësem Moment net ënnerstëtzen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Lorsché. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Här Kartheiser fir dës Resolutioun. Ech mengen, ech hunn haut och schonn eng Kéier kuerz doriwwer geschwat, wéi ech meng Proposition de loi de Mëtteg virgestallt hunn. Eis ass dat heite ganz sympathesch. Mir mengen awer och, dass et, wéi et och schonn ugeschwat gouf, relativ schwaach ass, well et op en individuellen Engagement am Endeffekt zréckgeet. A mir mengen, dass deen heite Problem, well mer et wierklech als Problem gesinn, vill méi déifgräifend ass an dofir muss duerch e Gesetz geléist ginn.

Voilà, duerfir hu mir dëst Gesetz de Mëtteg deposéiert. Ech ginn elo net nach eng Kéier drop an, mee ech mengen awer, dass et wichteg ass, den Debat héichzehalen, wéi den Här Kartheiser et mat dëser Resolutioun gemaach huet.

An et ass trotzdeem e gudden Usaz. An den Debat ass einfach, et mierkt een et elo hei erëm, schonn esou laang do an zitt sech awer trotzdeem, an et mierkt een awer elo hei erëm, dass mer awer och iergendwéi net virukommen.

Wann ech dem Här Roth elo hei gutt nogelauschtert hunn, an da vun där Chambre des élus locaux héieren, ech mengen, dat ass näischt Neies. Dat wësse mer, dass dat eng Konditioun vun der CSV ass. Ech verstinn et och iergendzwousch, mee mir kënnt dat awer vir wéi eng Zort Blocage vun der CSV. Well Dir wësst awer, dass Dir eng ganz staark Fraktioun, déi stäerkst Fraktioun, hei sidd. A wa mer op déi Chambre waarden, ma wéini kréie mer dann déi Separation vun deene Mandater? Well am Endeffekt ass dat jo dann awer och e bësselchen esou eng Zort, jo, eng Zort Blocage, trotzdeem. An där Fro hunn ech d'Gefill: Wéi komme mer da virun, wa mer esou eng Chambre des élus locaux erwaarden als Konditioun? Musse mer d'CSV an déi nächst Regierung kréien, fir dass mer dann op dee Wee kommen?

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Dir sot jo selwer, dat géif schnell goen. Dir hutt selwer gesot, dat géif schnell goen. Dat heescht, wann Der dann an d'Regierung kommt, da gi mer dervunner aus, dass dat ee vun Ären éischte Projete wäert sinn, deen Der maacht, well dat jo dann esou schnell geet. Da kënne mer dann hoffentlech dee Cumul dann endlech, voilà, opléisen.

Op jidde Fall, mir wäerten hei eng Abstentioun stëmmen, och wann et eis ganz sympathesch ass. Mee mir mengen awer, dass dës Fro vill méi wäit geet a wierklech vill méi déifgräifend Froen op den Dësch bréngt. Ech hu se de Mëtteg ernimmt: Vertrauen an d'Institutiounen, Vertrauen an d'Politick. Voilà, et geet vill méi wäit wéi den individuellen Engagement. Dofir hu mir eist Gesetz, dat mir de Mëtteg deposéiert hunn.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci där honorabeler Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, datt vill Wichteges a Richteges gesot gouf. Et feelt mer awer ee wichtegen Aspekt.

(M. Laurent Mosar prend la présidence.)

An dat ass net d'Zäit an d'Engagement, déi ee fir deen een oder deen anere Poste soll opbréngen. Et geet och net drëm, wie gewielt gëtt an ob dat demokratesch legitiméiert ass. Mir hunn och aner Contrainten.

Ech stelle fest, datt et e Koalitiounsaccord gëtt, dee relativ kloer war. Ech stelle fest, datt de Gilles Baum fir d'DP hire Walprogramm hei virgelies huet, wou eng ganz kloer Positioun dran ass. An da wëll ech als Deputéierten eng Kéier drop hiweisen, datt all eenzelnen Deputéierten heibannen d'Recht huet, Propositions de loi ze deposéieren. An ech begréissen dofir d'Initiativ vun de Kolleeginne vun déi Lénk, déi haut jo genau zu deem heiten Theema eng Proposition de loi deposéiert hunn. Ech froe mech also, firwat dat esou laang gedauert huet.

Ech ka mer nëmme virstellen, datt et do also manner Konsens gëtt wéi hei op der Tribün vläicht elo gleewe gedoe gëtt, datt vläicht de Walprogramm vun deem engen oder deem aneren net ganz esou no um Häerz gedroe gëtt, wéi dat elo proklaméiert gëtt. Datt déi Resolutioun elo hei proposéiert gëtt, ass relativ einfach, well et ass vun där Partei, déi déi lescht Deeg op der Tëlee vun alle Säite gesot krut, datt kee mat hinne koaléiere wéilt op nationalem Plang ..., deementspriechend kann ech mer och virstellen, datt op kommunalem Plang de Risiko, datt ee vun hire Vertrieder – an ech kann do „Vertrieder" ouni „in" hannendru soen –, a Verleeënheet géif kommen, ...

(Hilarité)

Ech denken also, datt een éischter hei iwwert eng Revalorisatioun ..., an dofir begréissen ech d'Initiativ vum Interieur, eng Revalorisatioun vun de Gemengen- a Schäfferéit ze maachen. Dat ass wichteg. Fir eis Piraten géif et iwwert de Wee goe vun engem Vollzäitdeputéierten. Mir sinn der Meenung, datt d'Aarbecht hautdesdaags hei keen Hallefdagsmandat méi ass. Wann dat vläicht viru Covid eventuell nach heiansdo e puer Wochen am Joer de Fall war, sou ass et säit der Pandemie definitiv net méi de Fall a mir leeschten hei Aarbecht däitlech iwwert de 40 Stonnen d'Woch!

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | An dann ass fir eis d'Logik u sech ganz einfach. Wa mer dat nach net hunn, dann ass fir d'Piraten ee Message kloer: Et soll een net méi wéi 40 Stonne Congé politique cumuléiere kënnen. An dat ass och deen Engagement, dee mir huelen. Well mir kënnen net op där enger Säit soen, datt 40 Stonnen d'Woch d'Reegelaarbechtszäit sinn an da mengen, datt d'Politiker/innen op eemol mat 60 Stonnen d'Woch sollen effikass schaffen. Dat wär, mengen ech, déi pragmateschst Léisung à court terme.

Mee à moyen an à long terme musse mer definitiv zu enger Erhéijung vun de Congé-politiquen, sief dat an der Chamber, sief dat an de Gemengen- a Schäfferéit, kommen, well anescht komme mer hei net eraus, wa mer wierklech deen Engagement wëllen hunn, deen d'Leit zu Recht vu gewielte Vertriederinnen a Vertrieder erwaarden.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Laurent Mosar, Président de séance | Merci dem Här Clement. An als leschte Riedner huet den Här Spautz d'Wuert gefrot, fir Fait personnel. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll op dat agoen, wat den Auteur vun der Motioun gesot huet. En huet mech zitéiert, en huet mech deelweis richteg zitéiert. Mee en huet héchstwarscheinlech d'Zäit net gehat, den Artikel am Detail ze liesen, well ech weisen am Artikel drop hin, dass dat och vun der Chambre des élus locaux, wat och déi honorabel Madamm Oberweis gesot huet ..., an ech hunn och dervu geschwat, Här Kartheiser, an ech weess net méi wéi Äre Vott war, wéi d'Wale sollten op een Dag geluecht ginn. Dir musst den Artikel ganz liesen an an alle Punkte liesen.

Dofir wollt ech och just soen, dass ech och d'Iddi nach ëmmer richteg fannen, mee déi Erklärungen, déi mäi Fraktiounschef, de Gilles Roth, ginn huet an och nach aner Kolleegen heibannen, dass déi prioritär sinn an dass et nach ëmmer, esoulaang keen anert Gesetz do ass, de Wieler ass, deen decidéiert, wie wou sëtzt, a soss guer keen!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar, Président de séance | Merci dem Här Spautz.

An domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen elo zum Vott iwwert d'Resolutioun vum Här Kartheiser.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Vote sur la résolution

(Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative)

M. Marc Spautz, Président de séance | Sou. Domadder ass de Vott lancéiert. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Resolutioun ass mat 54 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen a 4-mol oui ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Claude Wiseler), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Max Hahn), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Jessie Thill), Mmes Djuna Bernard (par Mme Chantal Gary), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domadder wier dee Punkt ofgeschloss.

12. Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la réintroduction d'une prime pour indemniser les exploitants qui renoncent volontairement à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 7 de ce compte rendu)

An da kéime mer zu deenen zwou Motiounen. An do fänke mer u mat der Motioun, déi haut de Mëtteg vun der CSV hannerluecht ginn ass, vun der Madamm Hansen, iwwert de Glyphosat. Huet do een eng ...? D'Madamm Burton huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Tess Burton (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech géif gär kuerz hei op déi Motioun vun der Madamm Hansen reagéieren. Si fuerdert nämlech d'Regierung hei op, eng Primm anzeféiere fir d'Baueren, déi fräiwëlleg op de Glyphosat verzichten. Esou eng Primm gouf et nämlech schonn eng Kéier. Éier eeben de Glyphosat hei zu Lëtzebuerg verbuede ginn ass, konnten d'Baueren iwwert d'Landschaftsfleegeprimm esou eng Primm ufroen. Dat waren deemools 30 Euro pro Hektar um Akerland.

D'Regierung huet dunn 2020 decidéiert, de Glyphosat hei zu Lëtzebuerg ze verbidden. Ech weess, d'Decisioun gouf awer elo duerch d'Urteel vum 30. Mäerz 2023 gekippt, dat heescht, et ass elo am Prinzipp erëm erlaabt, de Glyphosat hei zu Lëtzebuerg ze benotzen. Mee natierlech solle mer d'Bauere weider encouragéieren, fräiwëlleg dorobber ze verzichten. Bon!

An dowéinst freet awer d'CSV, déi Primm erëm anzeféieren. Allerdéngs steet de Glyphosat de Moment op der Lëscht vun de Big Movers. Dat sinn déi Planzeschutzmëttelen, op déi am Kader vum Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques soll verzicht ginn. Dat heescht, d'Bauere kréien de Moment eng Primm, wa se op déi Big Movers do verzichten. Dës Primm gëtt iwwert d'Eco-Schemes de Moment ausbezuelt, déi am éischte Pilier vum Agrargesetz stinn. Dat sinn elo pro Parzell 70 Euro pro Hektar. Voilà! An dofir géif ech menger Partei hei proposéieren, dass mer déi Motioun hei net stëmmen, well et eeben esou eng Primm scho gëtt an domat d'Motioun superfetatoire ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Burton. An dann huet d'Autrice d'Wuert gefrot. Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. Dat sinn nämlech zwou verschidde Primmen. Mir froen hei ganz kloer eng Primm fir all Bauer, Gäertner, Wënzer, dee fräiwëlleg op de Glyphosat verzicht. Déi Primm, déi d'Madamm Burton genannt huet, ass eng Primm, fir déi een op alleguer d'Big Movers muss verzichten. Dat heescht, do maache ganz vill Baueren ... oder d'Bauere kënnen net matmaachen. Wa se Mais hunn, wäerte se sécherlech déi do Primm net kënnen zéien.

Mir fannen awer och, datt och déi Bauere sollen encouragéiert ginn, fir do op de Glyphosat ze verzichten. Also bleiwe mer bei eiser Motioun, fir eebe jiddwereen ze ënnerstëtzen, deen op dat Produkt verzicht.

An ech fannen nach eppes u sech e bësse speziell, ech hunn dat elo eréischt gelies: Am Januar 2023 ass déi Broschür erauskomm mat deenen neie Bäihëllefen. Do steet schonn de Glyphosat drop. Dat ass e bësse komesch, well ech hu virdrun eng Kéier erklärt kritt, et dierft ee keng Primm op eppes ausbezuelen, wat d'office souwisou verbuede wär. D'Urteel ass awer eréischt am Mäerz gekippt ginn, also hunn ech mech scho gefrot, ob de Ministère am Januar scho wousst, datt de Glyphosat warscheinlech net méi erlaabt wär (veuillez lire: erëm erlaabt géif ginn).

Mee, wéi gesot, dat sinn zwou verschidde Saachen. Mir fannen, datt jiddwereen do soll geziilt ënnerstëtzt ginn, also hale mer eis Motioun bäi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Dann huet nach den Här Goergen d'Wuert gefrot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also mir hätte jo am léifsten, de Glyphosat wär weiderhi verbuede bliwwen. Mir hoffen och, dass do eng nei Approche kënnt, déi da vläicht legal d'Pist hält. Mee dat heiten ass emol eng éischt Pist, fir de Baueren awer trotzdeem e gewëssenen Ureiz ze ginn. Dofir wäerte mir dës Motioun vun der CSV matstëmmen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Goergen. Soss nach Wuertmeldungen? Wann dat net de Fall ass, da kéime mer au vote.

Vote sur la motion

De Vott ass lancéiert. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun ass mat 29-mol oui an 31-mol non ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Claude Lamberty), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Tess Burton), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Jessie Thill), Mmes Djuna Bernard (par Mme Chantal Gary), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

13. Motion de M. Marc Goergen au sujet de l'analyse de la conformité des règlements communaux voulant interdire la mendicité

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 7 de ce compte rendu)

Domadder kéime mer zu der Motioun vun de Piraten. Huet do nach een d'Wuert gefrot? D'Madamm Lorsché.

Discussioun générale

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Also inhaltlech kënne mer déi Motioun hei natierlech ganz gutt novollzéien. Ech wëll awer drop hiweisen, dass de Kolleeg François Benoy, deen elo net hei ass, eng Question parlementaire gestallt huet mat genee deem do Inhalt, kann ee soen. Et ass identesch, dat, wat hei an der Motioun steet. En huet op d'Verfassungsreform higewisen, déi Dir hei och zitéiert. Déi steet och tel quel a senger Question parlementaire. Ech hat déi schonn d'lescht Woch gelies.

En huet och op d'Mënscherechtskonventioun higewisen an en huet op d'Schwäizer Urteel higewise mat deem selwechten Optrag un d'Regierung, wou ech awer elo der Meenung sinn, wann d'Madamm Bofferding esou eng Question parlementaire kritt, datt se déi och eescht hëlt an datt se schonn amgaangen ass mat där Analys, soudass mer net mengen, dass mer hir elo en zweeten Optrag musse ginn. Déi Analys gëtt gemaach an en plus, wann déi nei Verfassung a Kraaft trëtt, muss souwisou jo nach eng Kéier gekuckt ginn, ob d'Reglementer konform sinn. Vun dohier gesinn ech elo net an, firwat mer hei dee ganzen Exercice nach eng Kéier solle maachen, dee selwechten Optrag ginn un d'Regierung, dee se scho laang kritt huet vun eisem Kolleeg François Benoy. E war e bësse méi séier wéi Dir.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Lorsché. Dann ass et um Här Biancalana. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wéilt och op d'Motioun vun de Piraten reagéieren, déi hei effektiv d'Regierung opfuerdert, och d'Gemengereglementer ze iwwerpréiwen, notamment am Kader vun der Diskussioun ronderëm d'Heescherei, ob se natierlech do Rechtsstaatlechkeet respektiv Conformitéit ...

Ech wëll vläicht soen, ... Kënnt Der Iech erënneren? Mir hu jo och hei e Gesetz gestëmmt am Kader vun de Sanctions administratives communales, dat d'Gemenge kënnen iwwerhuelen an hiert Polizeireglement, wou och nach aner Dispositiounen dra sinn. Ech mengen, Dir wësst och, wann d'Gemengen dat Reglement stëmmen an eraschécken an de Ministère, ass d'Inneministesch och duerch déi nei Dispositioun verflicht, innerhalb vun dräi Méint d'Reglement ze iwwerpréiwen, ze approuvéieren oder net ze approuvéiere par rapport zu der Conformitéit vun der Verfassung.

Also, mengen ech, hu mer hei schonn e Kader, dee besteet, wou dat heite muss iwwerpréift ginn. Dofir brauche mer, mengen ech, hei souwuel d'Regierung an och d'Ministesch net opzefuerderen iwwert d'Motioun, dat nach eng Kéier ze maachen. Dofir géif ech dann och proposéieren, dës Motioun hei ofzeleenen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Biancalana. Dann d'Madamm Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Onofhängeg vum Här Benoy senger Question parlementaire ass dat hei eis op den éischte Bléck natierlech ganz sympathesch, notamment den éischte Punkt. Voilà, dat ass evident, dass mir dat ganz gutt fannen.

Beim zweete Punkt, beim zweeten Invite, hunn ech e bësselche Froen, déi sech stellen, well do steet jo dann, dass, wann déi Reglementer ..., also, wa sech erausstellt, dass déi net konform sinn, dass déi net sollen unerkannt an applizéiert gi vun der Ministesch, wou mir eis froen, ob d'Ministesch dann net misst eigentlech déi suspendéieren oder annuléieren, well net unerkennen an net applizéieren ass u sech eng Zort eppes ignoréieren, woubäi, wann eppes net konform ass, also contraire u sech à la législation supérieure, da misst et eigentlech annuléiert ginn. Voilà, mir géifen dat méi staark gesinn.

Dofir, déi heite Formulatioun fanne mir an deem Sënn éischter schwammeg oder mir stellen eis op jidde Fall Froen derzou, ob dat esou richteg ass vum Invite hier. Mee voilà, op den éischte Bléck ass et eis ganz sympathesch, mee do stelle sech Froen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Da kritt nach den Här Mosar d'Wuert an duerno ass et d'Ministesch, déi wëll drop reagéieren. Den Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci och den Auteure vun där Motioun. Mir wäerten déi allerdéngs net stëmmen. Ech wëll och heirop opmierksam maachen, datt do faktesch falsch Aussoen an där Motioun drastinn. Hei gëtt nämlech vun engem Gemengereglement geschwat, dat d'Heescherei verbidde wëllt, an et gëtt do op rezent Entwécklungen an der Stad Lëtzebuerg higewisen.

Ech wëll dem Här Goergen soen, datt dat Gemengereglement d'Heescherei iwwerhaapt net generell verbitt, mee se just a verschiddene Situatioune punktuell „pour des raisons d'ordre public" – „pour des raisons d'ordre public"! – verbitt. Dat ass eppes aneres, Här Goergen, wéi dat, wat Dir heiranner schreift.

Zweetens wëll ech drun erënneren, datt och dat Gemengereglement vun der Stad Lëtzebuerg net dat éischt ass, mee zwou aner Gemenge scho vill méi laang en änlecht Reglement, dat och net e generelle Verbuet vun der Heescherei virgesäit, adoptéiert hunn, wat mengen Informatiounen no bis elo zu iwwerhaapt kenge Problemer gefouert huet.

An als drëtt Observatioun géif ech dem Här Goergen och emol noleeën, deen Arrêt Lacatus eng Kéier genau ze liesen. Ech héieren an deene leschten Deeg ganz vill Leit, déi sech op deen Arrêt baséieren. Ech kann Iech soen, ech hunn e genau gelies. Ech hunn en zwee- oder dräimol gelies, mee ech hunn d'Impressioun, wéi wann den Här Goergen en net gelies hätt, well dann hätt en nämlech festgestallt, datt déi Affär, ëm déi et geet, awer eng komplett aner ass wéi déi, déi een eventuell hei kéint op d'Gemengereglement vun der Stad Lëtzebuerg bezéien.

Hei geet et nämlech ëm eng Fro vu Proportionalitéit, Här Goergen, wat eppes ganz aneres ass, an et geet an dësem prezise Fall ëm eng Fra, déi an de Prisong gesat ginn ass, wat iwwerhaapt a kengem Gemengereglement an och net an deem vun der Stad Lëtzebuerg virgesinn ass. Aus all dëse Grënn, verstitt Der, datt mir déi Motioun natierlech net kënne matstëmmen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Mosar. An dann hat d'Madamm Minister d'Wuert gefrot. Madamm Minister. Ministesch!

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Jo, fir et an engem Wuert ze resüméieren: Si ass superfetatoire, well et ass richteg gesot ginn, ech hunn dräi Méint Zäit, fir eng Decisioun ze huelen, dat heescht, egal wéi et ausgeet, an ech si sécher, Dir kritt meng Decisioun mat, esou wéi dat heiten awer politesch brisant ass a vill Leit interesséiert.

Wéi gesot, ech hunn dräi Méint Zäit, fir dee Moment déi Decisioun ze huelen. Et ass evident, wann eppes géint eng Dispositioun vun engem anere Gesetz op eis Constitutioun geet, dass ech dann dee Moment och net kann approuvéieren, mee meng Juriste sinn elo amgaangen, dat doten alles an aller Rou ze analyséieren an dann huelen ech och do déi Decisioun, déi dann ze huelen ass.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Minister. An dann huet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz. Et geet jo einfach ... Fir eis ass et einfach onmënschlech, wat do an deem Stater Gemengerot gestëmmt ginn ass. Et ka sinn, dass aner Gemengen dat och scho virdru gemaach hunn, mee et ass elo rezent an der Gemeng Lëtzebuerg gewiescht, an et ass eeben einfach eis politesch Iwwerzeegung, dass een esou eppes ganz einfach net mécht.

Bon, do kann een elo aner Urteeler zitéieren. Et geet guer net dorëms. Eis ass et drëm gaangen, der Ministesch den néidege Support ze gi vum Parlament, fir do déi Analys ze maachen. Ech weess, et ass en heikelt Theema. Dofir hunn ech och korrekterweis ... D'Madamm Lorsché huet Recht, den Här Benoy huet dat och opgeworf: Ech hunn dat och express dofir drageschriwwen, fir korrekt ze bleiwen an ze soen, et ass déi selwecht Analys vun der Verfassung. Ech mengen, am Moment, wann Der e bëssen d'Press kuckt, gëtt et jo quasi keng Journalisten, déi net déi selwecht Analys deelen. Et gëtt keen an der Gesellschaft ... Jiddereen, ausser vläicht d'CSV, deelt déi selwecht Analys an der Gesellschaft. Dat heescht, deementspriechend ass et och net esou, dass mir eleng op déi Iddi komm sinn.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ech weess, ech hu vergiess, d'DP ze erwänen. Et ass richteg: D'CSV an d'DP deelen eng aner Analys wéi d'Gesellschaft dobaussen.

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Baum, wannechgelift, loosst den Här Goergen, wannechgelift! Merci, Här Baum.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Nee, ech verstinn dat. Ech hat vergiess, d'DP ze erwäne bei deem Dossier. Dat ass richteg. D'Gesellschaft deelt awer eiser Meenung no eng aner Opfaassung. An dofir war meng Iddi, der Ministesch haut den néidege politesche Support ze ginn.

(Interruption)

An ech si mat der Madamm Lorsché net averstanen, dass ... Eng Question parlementaire ka keen Optrag sinn. Wann dat esou wär, sot eis et. Mir huelen déi Formel och gären un, well da brauche mer keng Motioune méi ze stellen. Mee eng Question parlementaire ka keen Optrag sinn un d'Ministesch, eppes ze maachen. D'Ministesch ka just drop äntweren, mee et ass kee kloren Optrag. Dat heescht, deementspriechend ass déi Motioun eppes ganz aneres a mir halen drop, dass se sollt weiderhi gestëmmt ginn, well et sinn elo esou vill Elementer um Dësch. An dräi Méint sinn och fir jiddereen eeben an deem doten Dossier immens vill Zäit, a grad, wann et esou e mënschlechen Dossier ass wéi dat doten, soll schnell analyséiert ginn. A fir eis ass et ganz kloer: Dat Reglement muss fort, dat ass onmënschlech!

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Goergen, mee ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, d'Madamm Minister huet et gesot: Et ass e Gesetz a si huet dräi Méint Zäit fir ze reagéieren. An d'Madamm Minister wäert dat och maachen. Ech weess, an engem aneren Dossier huet se et gemaach, dofir soen ech Iech, si wäert dat och sécherlech maachen!

An domadder, wa kee méi eng Fro huet, kéime mer dann au vote.

Vote sur la motion

De Vott ass ofgeschloss.

An déi Motioun ass mat 2-mol oui, 56-mol Nee an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Claude Wiseler), Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Elisabeth Margue) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Frank Colabianchi), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Tess Burton) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Chantal Gary), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll drop hiweisen, dass mer d'nächst Woch de 25. mëttes, de 26. moies a mëttes an de 27. mëttes Sitzung hunn, fir dass Der Bescheed wësst.

An domadder ass d'Sitzung opgehuewen. Villmools merci.

(La séance publique est levée à 21.02 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 50
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Communications** p. 50
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
3. **Ordre du jour** p. 51
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
4. **Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR)** p. 51
   Présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC) : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, et M. Gilles Roth)
   Présentation du programme national de réforme (PNR) : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
5. **Question élargie n° 187 de M. François Benoy au sujet du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)** p. 56
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
6. **Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR) (suite)** p. 56
   M. Gilles Roth
7. **Question élargie n° 187 de M. François Benoy au sujet du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) (suite)** p. 56
   M. François Benoy | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. François Benoy | Mme la Ministre Yuriko Backes
8. **8176 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation** p. 58
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8176 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis** p. 61
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis
10. **8050 – Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique** p. 61
    Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
    Discussion générale : M. Max Hengel | Mme Simone Beissel | Mme Tess Burton | Mme Stéphanie Empain | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre du Tourisme
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8050 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Lex Delles, M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.32 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Da maachen ech d'Sëtzung op.

An ech entschëllegen eise President, deen enger internationaler Verflichtung nozegoen huet, begréissen eis Gäscht op der Tribün a wollt bei dëser Geleeënheet un en historesche Moment erënneren.

De 25. Abrëll 1848 um 14.00 Auer, also viru genau 175 Joer, ass d'Lëtzebuerger Assemblée constituante fir hir éischt Sëtzung zesummekomm.

D'Deputéiert sinn deemools an d'Schoul vun Ettelbréck convoquéiert ginn, well d'Sécherheetslag hei an der Stad net garantéiert war.

Op de Schoulbänken zu Ettelbréck hunn eis Virgänger hir Aarbechten un der éischter fräiheetlecher Lëtzebuerger Verfassung ugefaang.

D'Chamber an d'Stad Ettelbréck erënneren dëse Freideg an der Däichhal mat enger Séance académique an uschléissendem Volleksfest un deen Anniversaire.

D'Constitutioun vun 1848 ass d'Fundament, op deem dës Chamber déi revidéiert Constitutioun ausgeschafft huet. Dësen Text trëtt den 1. Juli a Kraaft. Deen Dag wäert d'Chamber och en offiziellen Akt um Krautmaart setzen.

Et ass also op den Dag genee, wou mer mat där Verfassung, déi haut nach gëllt, ugefaangen hunn.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet. Ech mengen, si huet herno eng länger Kommunikatioun ze maachen.

M. Franz Fayot, Ministre | Keng Deklaratioun, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

2. Communications

Da wollt ech Iech Follgendes matdeelen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 25 avril 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8199 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 18/04/2023

8200 – Projet de loi relative au réaménagement du Camp militaire à Waldhof

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18/04/2023

8202 – Projet de loi portant modification
1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/04/2023

8203 – Projet de loi portant modification de l'article 7, alinéa 2, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/04/2023

8204 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 24/04/2023

8205 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 24/04/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2742 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir eng Krankekeess oder wéinstens een Deel Zousaz dobäi kréien

Dépôt : Mme Natalie Reucher, le 19/04/2023

2743 – Demande de pétition publique : Légaliser l'interfile pour les motos lors des embouteillages

Dépôt : Mme Joana Mouriz, le 21/04/2023

2744 – Demande de pétition publique : Mütter und ihre Kinder im Umgangsrecht

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 21/04/2023

2745 – Demande de pétition publique : Proposition de loi d'expropriation d'un logement au profit du locataire

Dépôt : M. Gérald Bialowas, le 23/04/2023

2746 – Demande de pétition publique : Limiter le bruit autoroutier, limitation de vitesse de 100 km/h sur les tronçons longeant les quartiers résidentiels

Dépôt : M. Marco André Almeida Salgueiro, le 24/04/2023

2747 – Demande de pétition publique : Réduction d'impôt supplémentaire pour les personnes ne pouvant bénéficier du télétravail

Dépôt : M. Xavier Beckrich, le 24/04/2023

2748 – Demande de pétition publique : Mietpreise müssen unverzüglich und mit drastischen Maßnahmen gesenkt werden

Dépôt : M. Joe Schmit, le 24/04/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

4. Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR)

Da géife mer zu dem éischten an Haaptpunkt vun de Mëtten iwwergoen, d'Presentatioun vun der Madamm Yuriko Backes, Ministesch vun de Finanzen, an dem Franz Fayot, Wirtschaftsminister, vum Programme de stabilité et de croissance (PSC) a vum Programme national de réforme (PNR). An ech ginn direkt der Finanzministesch, der Madamm Yuriko Backes, d'Wuert. Madamm Backes, Dir hutt de Mikro.

Présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léiwe Regierungskolleeg Franz Fayot an Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech eng grouss Éier, op dësem historesche Moment dann dës Deklaratioun ze maachen.

Wéi ech virun engem hallwe Joer de Budget fir dëst Joer virgestallt hunn, waren d'Onsécherheete wierklech ganz grouss. Déi wirtschaftlech Situatioun war ugespaant an d'Aussiichte wierklech net kloer. De Krich vu Russland géint d'Ukrain huet no dräi Joer Pandemie déi weltwäit, europäesch a lëtzebuergesch Wirtschaft nees ganz kloer ënner Drock gesat.

Och an dësem schwieregen Ëmfeld huet d'Regierung konsequent Verantwortung iwwerholl. Zesumme mat de Sozialpartner si staark Decisioune geholl ginn, fir déi negativ Impakter vun der Polykris op eist Land, op eis Awunner, seng Entreprisen an och d'Mataarbechter vun den Entreprisen ze limitéieren.

Haut gesi mer: Dank dëse Mesüre steet d'Land besser do, wéi een dat hätt kënne fäerten. D'Aarbechtsplaze konnten erhale ginn. D'Kafkraaft konnt gestäerkt ginn. D'Inflatioun zu Lëtzebuerg ass déi niddregst an der EU. Dat confirméieren och déi lescht Eurostat-Donnéeën.

Eng rezent Ëmfro vun der Zentralbank huet gewisen, dass d'Confiance bei de Consommateuren zu Lëtzebuerg sech verbessert. Se läit elo erëm iwwert dem Niveau vu virun engem Joer.

Dës vergläichbar gutt Situatioun weist sech och, wat den Aarbechtsmaart ugeet. Zu Lëtzebuerg goufen am Joer 2022 ronn 17.000 nei Aarbechtsplaze geschafen. An dat a Krisenzäiten!

D'Regierung huet also gewisen, dass si och an turbulenten Zäite richteg Prioritéite setzt, dass mir och dës Kris zesumme gemeeschtert kréien.

Mir setzen domadder och e wichtegt Zeechen, heiheem, mee och dobaussen. Heiheem, well mer de Bierger an den Entreprisë weisen: D'Regierung ënnerstëtzt déi, déi am meeschten Ënnerstëtzung brauchen. Dobaussen, well een den Investisseure weist, dass zu Lëtzebuerg de Sozialdialog fonctionéiert an dass d'Regierung grad an onsécheren Zäite fir Previsibilitéit suergt. Domadder stelle mir sécher, dass de Standuert Lëtzebuerg och an Zukunft kompetitiv an attraktiv bleift. Et muss een net wäit iwwert d'Grenze kucken, fir ze gesinn, wat geschitt, wann deen Dialog justement net fonctionéiert an de soziale Fridden a Fro gestallt gëtt.

Sechs Méint no der Presentatioun vum Budget ass de PSC also e wichtege Rendez-vous, fir en éischten Tëschebilan ze zéien.

Wat ass an deene sechs Méint geschitt?

Déi geopolitesch Onsécherheete bleiwe weider héich an d'Volatilitéit op de Marchéen, déi bleift grouss. Dat war och den Tenor vun den Diskussiounen, déi ech zu Washington hat op de Spring Meetings vum Internationale Wärungsfong a vun der Weltbank, wou ech virun zwou Woche war.

Anescht wéi een nach d'lescht Joer hätt hoffe kënnen, gesäit et am Moment net esou aus, wéi wa kuerzfristeg mat engem Enn vun der russescher Aggressioun géint d'Ukrain ze rechne wär.

Ee Liichtbléck ass awer, dass d'Efforten, fir Energie ze spueren, hir Friichte gedroen hunn an Alternativen zum russesche Gas fonnt konnte ginn. Och d'Temperaturen am Wanter hu matgespillt. D'Energiepräisser leien haut méi niddreg, wéi een dat hätt fäerte kënnen. Dat hëlleft ons natierlech och, fir eis op den nächste Wanter virzebereeden.

Trotzdeem bleift d'Inflatioun an Europa weider héich. De Statec geet dervunner aus, dass um Enn vun dësem Joer nach eng drëtt Indextranche fale wäert. De Statec huet gläichzäiteg och projezéiert, dass mir d'nächst Joer en Inflatiounsschock erliewe kéinten, wann d'Deckelen op den Energiepräisser, déi an den zwou éischten Tripartitte festgehale goufen, op den 31. Dezember auslafe géifen.

Dofir war et och néideg, wéi am zweeten Tripartitt-Accord och virgesinn, eng drëtt Tripartitt anzeberuffen. An dëst hu mer natierlech och am Mäerz gemaach.

Dee Moment, wéi de Budget 2023 vun der Chamber gestëmmt ginn ass, waren d'Mesüren aus dem Solidaritéitspak 3.0 natierlech nach net decidéiert. Si konnten dofir och net matagerechent ginn. Hire kompletten Impakt op d'Staatsfinanze gesi mer dann elo fir d'éischte Kéier hei am PSC.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi Mesüre kaschten. Mee si kaschten net ze vill. De Präis, näischt ze maachen, wär vill méi héich gewiescht. De Präis, näischt ze maachen, wär bedeitend méi héich gewiescht, um soziale Plang, mee och um ekonomesche Plang!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Lëtzebuerg ka sech déi Mesüren dofir leeschten, well dës Regierung responsabel mat den ëffentleche Finanzen ëmgeet. D'Mesüre vum Energiedësch an de Solidaritéitspäck hu verhënnert, dass eis Wirtschaft an eng Rezessioun gerutscht ass. Au contraire, eis Ekonomie ass weider gewuess.

Komme mer elo zum makroekonomesche Kontext.

Esou wéi d'europäesch Texter dat virgesinn, baséiert de PSC op onofhängegen Donnéeë vum Statec. D'Previsioune sinn à jour gesat gi vum Statec, fir dann och de Mesüre vun der leschter Tripartitt Rechnung ze droen.

Dank der Weiderféierung vun de Präisdeckelen op der Energie gëtt d'Inflatioun och 2024 ofgebremst. An duerch d'Kompensatioun vun der drëtter Indextranche fir d'Entreprisë wéi och d'Upassung vum Steierbarème gëtt d'ekonomesch Aktivitéit ënnerstëtzt. Dëst spigelt sech dann och ganz kloer an den Zuelen erëm.

De PIB-Wuesstum zu Lëtzebuerg wäert deementspriechend am Joer 2023, dëst Joer, bei 2,4 % an d'nächst Joer bei 3,8 % leien. Fir d'Period 2025 bis 2027 läit dem Statec säi Pronostic bei enger Moyenne vun 2,6 %. Am Februar hat de Statec eng Croissance vun nëmmen 2,2 % fir 2023 a vun 3,2 % fir d'nächst Joer virausgesot. D'Projektioune vum PSC sinn och eng Verbesserung par rapport zum Budget, wou fir 2023 2 % Croissance virgesi war. Fir 2024 sinn d'Zuele souguer däitlech besser: Do waren am Budget nëmmen 2,4 % virgesinn, also 1,4 Prozentpunkte manner.

Dës Zuele sinn och däitlech besser wéi déi am Rescht vun Europa. Dem Statec no kéint de Wuesstum an der Eurozon dëst Joer stagnéieren, dat heescht bei 0 % leien, a fir d'nächst Joer just bei 1,8 % leien. D'Lëtzebuerger Ekonomie géif also méi séier wuesse wéi de Rescht vun Europa.

Mee maache mer eis näischt vir: Dat ass keen Naturgesetz, mee dat kombinéiert Resultat vun enger Serie vu Faktoren: engem gutt opgestallte Finanzsecteur, enger Wirtschaftspolitick, déi op Diversifikatioun setzt, engem performanten Aarbechtsmaart an och de Mesüren, déi d'Regierung iwwert dat lescht Joer zesumme mat de Sozialpartner op de Wee bruecht huet.

En änlecht Bild, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, gesäit een och bei der Inflatioun. Der Europäescher Kommissioun no läit d'Inflatioun an der Eurozon dëst Joer bei iwwer 5,6 % an an der EU bei 6,4 %. An Däitschland läit dee Wäert bei iwwer 6,3 % an a Frankräich bei 5,2 %.

Gläichzäiteg gesäit de Statec zu Lëtzebuerg eng staark Reduktioun vum Inflatiounstaux vu 6,3 % vum leschte Joer op 3,4 % an dësem Joer. Dat sinn 3 Prozentpunkte manner. D'Inflatioun soll sech weider reduzéieren op 2,8 % d'nächst Joer, fir zum Schluss vun der Period, also 2027, bei 1,8 % unzekommen, wat esouguer ënnert dem Zil vun der Europäescher Zentralbank läit, an dat, wéi mer wëssen, sinn 2 %.

Och dat ass keen Naturgesetz, mee d'Resultat vun enger gudder Gestioun vun der Kris. Virun der leschter Tripartitt huet de Statec d'Präisdeierecht op 4,8 % fir d'nächst Joer geschat. Op Basis vun den Tripartitt-Mesüre gëtt dann d'nächst Joer just nach mat 2,8 % gerechent. Laut dem Statec geet also d'Inflatioun dann ëm 2 Prozentpunkten zréck dank dëse Mesüren.

Och eisen Aarbechtsmaart bleift robust. Et gesäit een awer d'Repercussioune vum schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld. D'Zuelen deiten op eng liicht Hausse vum Chômagetaux hin. Dës Entwécklung muss awer och an de Kontext gesat ginn: De Chômagetaux vu 4,8 % fir d'Joer 2022 a vu 4,9 % fir dëst Joer gehéiert zu deenen niddregste vun deene leschten zéng Joer.

Am Verglach: Virun der Covidkris – mir schwätzen also vun 2019 – louch den Taux bei 5,4 %, also méi héich ewéi elo.

Trotz den aktuellen Ëmstänn wäert Lëtzebuerg an den nächste Jore weiderhin nei Aarbechtsplaze schafen a schneit domadder däitlech besser of wéi d'Moyenne an der Eurozon. Zum Beispill rechent de Statec dëst Joer mat engem Wuesstum vum Emploi vun 2,7 % zu Lëtzebuerg an an der Eurozon mat 0 %, also kengem Wuesstum.

Et ass och keen Naturgesetz, dass den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg méi performant ass wéi deen am Ausland, mee d'Resultat vun deene richtege politesche Choixen, déi d'Regierung dann och gemaach huet. Et ass wichteg, hei och an Zukunft d'Situatioun ganz genau ze suivéieren, grad an Zäiten, wou et fir d'Betriber ëmmer méi schwéier gëtt, Talenter unzezéien an och Talenter ze fideliséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi verschidden Indicateure weisen, dass dat makroekonomescht Ëmfeld sech säit sechs Méint verbessert huet.

Bei der Presentatioun vum Budget am Oktober hat ech ganz kloer gesot, dass ech Steiererliichterunge géif op de Wee bréngen, wann d'Entwécklung dat géif zouloossen. D'Zuelen, déi ech Iech elo genannt hunn, confirméieren, dass d'Situatioun a virun allem och d'Perspektive sech iwwert déi lescht Méint verbessert hunn. Dofir war et och méiglech, am Kader vum Solidaritéitspak 3.0 strukturell Steiererliichterungen op de Wee ze bréngen, déi d'Bierger iwwert déi nächst Jore ganz däitlech entlaaschte wäerten.

Fir dëst Joer gëtt e Steierkreditt agefouert, deen op enger Upassung vum Steierbarème vun zwou Indextranchë baséiert. Vum nächste Joer u gëtt de Steierbarème dann ëm 2,5 Indextranchen adaptéiert.

Dozou kommen d'Steiermesüren am Beräich vum Logement. D'Erhéijung vum bëllegen Akt, déi jo och de Mëtteg nach um Ordre du jour ass vun dëser Chamber, an och d'Eropsetze vun dem Plaffong vun den Zënsen op engem Prêt, déi ee vun de Steieren ofsetze kann, kommen direkt de Leit zegutt. Fir dass méi abordabel Wunnengen op de Locatiounsmarché kommen, ginn zousätzlech d'Revenuen aus der Gestion locative sociale elo zu 75 % exoneréiert.

Vum nächste Joer u gëtt och e spezifesche Klimasteierkreditt agefouert. Domadder féiere mer déi existéierend Kompensatioun fir d'CO_2-Steier weider. Am Sënn vun der Transparenz ass déi awer elo net méi am Crédit d'impôt salariés/pensionnés/indépendants mat dran, mee gëtt als separate Steierkreditt ausgewisen. Dëse Steierkreditt kënnt haaptsächlech de Leit zegutt, déi méi ënnen op der sozialer Leeder sinn, an dat ass och sozial gerecht.

Zesummegeholl wäerten dës steierlech Mesüre ronn 300 Milliounen Euro dëst Joer kaschten a ronn 460 Milliounen Euro d'nächst Joer. Och an de Joren duerno beleeft sech de strukturellen Impakt vun dëse Mesüren op ronn 460 Milliounen Euro pro Joer.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wat heescht dat fir d'Staatsfinanzen?

Wéi de Budget am Hierscht deposéiert ginn ass, ass den Defizit vum Zentralstaat op 1,4 Milliarden Euro am Joer 2022 geschat ginn.

Wéi mer entre-temps wëssen, konnt dëst Resultat ëm méi wéi eng hallef Milliard verbessert ginn, och well d'Land besser duerch d'Kris komm ass, wéi nach d'lescht Joer ugeholl.

Fir dëst Joer war am Budget um Niveau vum Zentralstaat en Defizit vun 2,8 Milliarde virgesinn. Hei gesi mer laut deenen neisten Zuelen eng kloer Verbesserung. Dëst Joer wäert den Defizit elo bei 2,4 Milliarde leien, an dëst trotz den zousätzleche Käschte vun der drëtter Tripartitt.

Dofir gëtt et virun allem zwee Grënn: Eis Wirtschaft ass méi resilient wéi erwaart. D'Entreprisë froen dofir och manner Aiden u wéi virgesinn, an entspriechend ginn der dann och manner ausbezuelt. Well d'Wirtschaft besser leeft wéi geduecht sinn och d'Recetten d'lescht Joer méi staark gewuess wéi geplangt, wat e positiven Effet de base fir dëst Joer dann och mat sech bréngt.

Dëst obwuel mer dëst Joer ronn 250 Milliounen an den EU-Budget nobezuelt hunn. Dës zousätzlech Kontributioun ass e „One-off", also eemoleg, an ass bedéngt duerch déi besser wéi erwaarte Performance vun der Lëtzebuerger Ekonomie, an dat iwwer eng Zäit vun zéng Joer, vun 2010 bis 2020. Eng aner eemoleg Depense sinn d'Käschte vum Militärsatellitt vu ronn 190 Milliounen Euro, déi och dëst Joer kontabiliséiert ginn.

Wat d'nächst Joer ugeet, gesi mer eng liicht Verschlechterung par rapport zu deem, wat am Budget 2023 virgesi war. Dat läit virun allem un der Verlängerung vun de Mesüren, déi d'Energiepräisser stabiliséiere sollen. Den Impakt chiffréiert sech hei op 354 Milliounen Euro. Dat ass awer elo hei keng strukturell Depense, mee dat ass eng Depense, déi fir d'nächst Joer virgesinn ass.

Duerch dës Mesüre schafe mir Previsibilitéit an drécken d'Inflatioun weider erof. Zousätzlech spillt vun 2024 un d'Upassung vum Barème un d'Inflatioun vun 2,5 Tranchen.

Wann ech all d'Mesüren zesummerechnen, da komme mer op e Gesamtkäschtepunkt vu 425 Millioune fir dëst Joer an 907 Milliounen am Joer 2024, d'nächst Joer. Dat ass och den Ordre de grandeur, deen ech no der leschter Tripartitt an der Chamber ugekënnegt hat.

D'Verschlechterung am Joer 2024 ännert awer näischt um mëttelfristeg positiven Trend. Den Defizit beim Zentralstaat wäert vun 2,5 Milliarden Euro am Joer 2024 op 1,9 Milliarden Euro am Joer 2025 erofgoen. Fir d'Joren duerno reduzéiert sech den Defizit weider a läit dann 2027 bei 1,6 Milliarden Euro.

D'Trajectoire vum Gesamtstaat huet déi selwecht Tendenz wéi déi vum Zentralstaat a weist och eng Verbesserung iwwert d'Joren op. Den Defizit vum Gesamtstaat geet da vun 1,2 Milliarden am Joer 2023 op 1,5 Milliarden d'nächst Joer erop. Duerno geet se erëm konsequent erof. 2025 läit dann den Defizit vum Gesamtstaat bei 900 Milliounen oder 1 % vum PIB an am Joer 2027 bei ronn 890 Milliounen oder 0,9 % vum PIB. Mir gesinn also tëschent de Joren 2024 an 2027 eng Verbesserung vum Defizit vu ronn 600 Milliounen Euro.

Dës Entwécklung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, spigelt sech dann och um Niveau vun der Staatsschold erëm.

Am Budget 2023 war de Scholdenniveau op 26,3 % vum PIB fir dëst Joer an op 29,3 % (veuillez lire: 29,5 %) am Joer 2026 estiméiert. Laut PSC wäerte mer Enn dëst Joer bei 26,1 % leien an 2026 bei 28,6 %.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, hätte mir eng Upassung vun der Steiertabell vu 7 Tranchen amplaz 2,5 gemaach, wéi Verschiddener dat och froen, hätt ons dat 840 Milliounen Euro pro Joer kascht. Dat hätt eis Dette scho fir 2025 iwwer 30 % par rapport zum PIB gedréckt. Mir hunn also hei, mengen ech, de responsabele Choix gemaach.

Dës Zuelen ënnersträichen déi nohalteg a responsabel Ausriichtung vun eiser Finanzpolitick. Par rapport zum Budget 2023 huet d'Trajectoire vun der Schold sech net verschlechtert, mee au contraire huet se sech souguer liicht verbessert, an dat nach eng Kéier trotz de Mesüre vun der leschter Tripartitt. Dëst beweist, dass d'Regierung de finanzielle Spillraum, dee sech iwwert déi lescht Méint erginn huet, voll ausgenotzt huet, fir de Leit hir Kafkraaft ze stäerken – dat ass fir eis ganz wichteg – an op där anerer Säit och fir d'Entreprisen ze ënnerstëtzen.

Gläichzäiteg si mer awer net iwwert dat erausgaang, wat d'Zuelen erlaabt hunn. Et wär net responsabel gewiescht, zu dësem Zäitpunkt nach weider Erliichterungen op de Wee ze bréngen, well déi hätte mat zousätzlecher Schold finanzéiert musse ginn. Net just Privatleit an Entreprisen, och de Staat ass vun deene méi héijen Zënse betraff. D'Zënslaascht wäert dofir vun 128 Milliounen dëst Joer bis op 510 Milliounen am Joer 2027 eropgoen. Schonn eleng dofir, mengen ech, ass et ubruecht, d'Progressioun vun der Staatsschold am Gréff ze behalen.

Et wär och net responsabel gewiescht, elo zousätzlech strukturell Mesüren ze huelen a sech domadder kee finanzielle Spillraum méi ze loossen, fir weider Akzenter ze setzen. Fir weider Akzenter ze setzen, do wou se am meeschte gebraucht ginn, besonnesch och am Logement. Mee ech kommen dodrop zréck.

Global gesinn: Hei gouf de richtegen Equiliber fonnt zwëschent deem, wat néideg, an deem, wat méiglech war.

Ech maachen de Leit net gäre Verspriechen, déi een net kann anhalen. An dofir wëll ech och nach gären op dräi Punkte méi spezifesch agoen:

Éischtens: Jo, d'Situatioun verbessert sech par rapport zu deem, wat am Budget virgesi war. Mee mir wäerten iwwert déi ganz Period en zolitten Defizit hunn. Dat ass a Krisenzäiten och net anormal. Trotzdeem muss ee mëttelfristeg derfir suergen, d'Depensen op engem verstännegen Niveau ze halen an den Defizit erëm zréckzefueren. Dëst ass an Zukunft och néideg, fir den néidege finanzielle Spillraum ze behalen.

Zweetens wëll ech Iech soen: D'Lëtzebuerger Ekonomie an eis Staatsfinanzen, jo, se si resilient, mir gesinn dat, d'Zuele weisen dat. Gläichzäiteg weisen d'Zuele vum éischten Trimester vun dësem Joer vun eisen dräi Steierverwaltungen och, dass d'Recetten net méi esou spruddele wéi soss. Mir ware laang dru gewinnt, dass ëmmer méi Recetten erakomm sinn, wéi am Budget am Fong virgesi waren. Dat ass, muss ech Iech leider soen, aktuell net méi de Fall. Dat heescht, mir missten och hei wierklech e ganz konkreet An op dës Evolutioun halen.

Dréttens wëll ech Iech soen, an dat ass och näischt Neits: Um Niveau vun der Sécurité sociale gesi mer, dass d'demografesch Realitéite lues awer sécher derzou féieren, dass den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale progressiv erofgeet. Dëst Joer rechne mer nach mat engem Iwwerschoss vun iwwer enger Milliard Euro. 2027 wier en da just nach ronn hallef esou héich. Dëst ass eng strukturell Erausfuerderung, där d'Land sech mëttelfristeg stelle muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Zuele vum PSC weisen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an och eis Staatsfinanze resilient sinn. Gläichzäiteg setzen déi rezent Krisen, déi strukturell Onsécherheeten an och déi nei Realitéiten d'Staatsfinanzen ënner Drock.

Duerch eng responsabel Finanzpolitick hu mir et awer fäerdegbruecht, och an dësem schwieregen Ëmfeld Stabilitéit a Vertrauen ze schafen.

Lëtzebuerg ass eent vun deene wéinege Länner, dat ëmmer déi wichtegst europäesch Budgetsreegele respektéiert huet. Wärend de Krisen, wéi Der wësst, sinn déi europäesch Budgetsreegele wärend dësen dräi leschte Joer ausgesat ginn, via déi sougenannten „General Escape Clause". Vum nächste Joer u spillen d'Reegelen awer nees voll. Allerdéngs ass och eng Diskussioun elo amgaang iwwer eng Reform vun dëse Reegelen, soudass et elo och net kloer ass, wéi eng Reegelen dann an Zukunft wäerte spillen.

Mee loosst mech hei just soen, dass ech mech och op europäeschem Niveau derfir asetzen, dass mir eng responsabel an eng realistesch Budgetspolitick féieren. Natierlech missten déi Reegelen och deenen neie Realitéiten ugepasst ginn. Mir brauchen nohalteg, gutt opgestallte Staatsfinanzen. Dat dierf hei net vergiess ginn, net am europäesche Kader an och net fir Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Nohaltegkeet vun eise Staatsfinanzen ass iwwregens eppes, wat och déi grouss international Ratingsagencë ganz genee suivéieren. Si confirméieren, dass eis Finanze gesond sinn an hunn iwwert déi lescht Méint eisen Triple-A mat stabiller Perspektiv allkéiers confirméiert.

Si maachen dat, well se drop vertrauen, dass Lëtzebuerg, wéi och an der Vergaangenheet, och an der Zukunft wäert eng responsabel an nohalteg Finanzpolitick ëmsetzen, an och well se dervunner ausginn, dass zu Lëtzebuerg d'Limitt vun deenen 30 % aus dem Koalitiounsaccord respektéiert gëtt. Dofir ass et weiderhi wichteg, dass mer den Defizit à terme nees eroffueren an d'Progressioun vun der Staatsschold am Gréff behalen.

Als Land mat enger oppener an enger ganz interkonnektéierter Ekonomie si mir Risiken ausgesat, déi mir net ëmmer beaflosse kënnen. Zu dëse Risike gehéieren déi méi schwaach Wuesstumsprognosen, d'Schwankunge vun den Energiepräisser, d'geopolitesch Tensiounen, protektionistesch Tendenzen – déi maache mer effektiv ganz vill Suergen – an d'Entwécklung vun der Zënspolitick vun der Europäescher Zentralbank.

Weider ass et wichteg, d'Konsequenze vun de Reforme vun der internationaler Gesellschaftsbesteierung am Bléck ze halen. Do schwätze mer vun OCDE-Reformen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dës Reformbeméiunge voll a ganz. Dat wëll ech och hei nach eng Kéier soen.

(Un visiteur prend des photos depuis les tribunes.)

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Entschëllegt, Madamm Finanzministesch. Et ginn hei vun uewe Fotoe geschoss vun den Deputéierten, an dat geet net!

(Réaction du visiteur concerné)

Nee, mee Dir hutt der scho gemaach. Also läscht se! Merci.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, ech soen eise Leit, si sollen dat am A behalen. Dat kann net sinn!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, d'Deputéiert hunn op hiren Handyen eng privat Korrespondenz, an déi ass mat esou enger Kamera ze filmen. An dat akzeptéiere mir net!

Une voix | A mir och net!

Une autre voix | Ganz richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat ass absolutt richteg an ...

(Réaction du visiteur concerné)

Dir hutt se geläscht?

(Assentiment du visiteur concerné)

(Interruption)

Just eng Fro un douewen: Wat hutt Dir fotografëiert?

(Brouhaha)

(Réplique du même visiteur)

Jo, nee. Dir hat hei d'Objektiv ganz, ganz kloer op d'Deputéiert heinidde geriicht ...

(Assentiment du visiteur)

... an dat geet net!

(Réplique du visiteur)

Alleguer?

(Assentiment du visiteur)

Une voix | Kann nach een dat kontrolléieren?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Wonnerbar. Et ass an der Rei. Dat heescht, ënnert dem A vum Gesetz gëtt dat rektifizéiert. An ech géif den Uerdnungsdéngscht bieden, dat am A ze behalen, well dat kann net sinn! D'Deputéiert hunn, och wa se hei schaffen, nach e Recht, net an allen Hinsichten iwwert d'Schëller gekuckt ze kréien.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech soen Iech Merci. An ech ginn d'Wuert erëm direkt zréck un d'Madamm Finanzministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci. Ech hat op d'Risiken higewisen, deene mer als Land ausgesat sinn, op déi mer keen direkten Afloss hunn. Ech wollt och op déi international Gesellschaftsbesteierung hiweisen, wou mer net wëssen, wéi eng Konsequenzen déi fir Lëtzebuerg wäert hunn, well mer net wëssen, wéi aner Länner a wéi och eenzel Entreprisen dorop wäerte reagéieren. Dat heescht, dat ass och eppes, wat mer natierlech hu misse suivéieren.

Längerfristeg bleiwen de Klimawandel a seng Konsequenzen natierlech och e ganz groussen Defi, deen d'Staatsfinanzen nohalteg belaaschte wäert. An den nächste Jore brauche mer effektiv substanziell Moyenen, fir den Energie- a Klimaplang fir Lëtzebuerg, de sougenannte PNEC, ëmzesetzen. An och an der Defense wéi och am Logement wäerten nach budgetär Efforten néideg sinn.

Kee vun eis, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, huet eng Kristallkugel. D'Onsécherheete bleiwe ganz grouss. Dat gesäit een och zum Beispill am FMI sengem World Economic Outlook vum Fréijoer, an deem fir Lëtzebuerg mat enger Croissance vun 1,1 % fir dëst Joer an 1,7 % fir d'nächst Joer gerechent gëtt.

Dësen Ënnerscheed par rapport zu de Statec-Zuele kënnt engersäits, well d'Referenzdaten an och d'Methodologië fir d'Berechnungen do anescht agesat ginn, anerersäits awer och, well den FMI domadder rechent, dass de Finanzsystem méi laang ënner Drock bleift an d'Croissance weltwäit duerch d'Zënspolitick vun den Zentralbanke méi negativ kéint beaflosst ginn.

Dem FMI seng Croissancezuele fir d'Weltwirtschaft, fir Europa an och fir Lëtzebuerg sinn deementspriechend – esou gesinn ech et op alle Fall – als eng Warnung ze interpretéieren, déi een natierlech och muss ganz eescht huelen. Mee si hunn näischt direkt mat Lëtzebuerg ze dinn.

Mee souguer mat senge méi negative Wuesstumsprognose geet den FMI dervunner aus, dass den Niveau vun der Lëtzebuerger Schold ënner 30 % bleiwe wäert.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, jo, d'Finanzpolitick vun der Regierung iwwert déi lescht Joren ass gepräägt vun der Gestioun vun der Polykris. Mee der Regierung hir Prioritéite sinn absolutt net vergiess ginn. Nieft den Hëllefen an och de Steiererliichterungen, vun deenen ech virdru geschwat hunn, spillt hei virun allem eis ambitiéis Investitiounspolitick eng zentral Roll.

Ëffentlech Investissementer sinn e weesentleche Pilier vun der Budgetspolitick vun der Regierung. Mam PSC confirméiere mer, dass d'Investitiounen héichgehale ginn, fir d'Wirtschaft ze ënnerstëtzen, d'Aarbechtsplazen ze erhalen a fir onst Land och besser op d'Zukunft virzebereeden.

Dat maache mir mat engem Invest vun iwwer 3 Milliarden Euro pro Joer. Dat entsprécht 4 % vum PIB. Mir investéiere massiv an den Ëmwelt- an an de Klimaschutz, an d'Mobilitéit, an de bezuelbare Wunnraum, an d'Santé, mee och an d'Educatioun.

Mat Investitiounen an erneierbar Energië bekämpfe mer net nëmmen de Klimawandel. Si maachen eis och manner ofhängeg vun auslänneschen Energiesourcen an – an ech mengen, dat ass mir och ganz wichteg – mir bremsen d'Inflatioun, déi vun den Energiepräisser, wéi mer wëssen, gedriwwe gëtt.

Et geet also net nëmmen ëm d'Kris. Mir mussen och weiderhin Efforte maachen, fir d'Land op zukünfteg Defien ze preparéieren. Ech wëll hei méi besonnesch op de Logement agoen.

D'Regierung ass sech bewosst, dass d'Situatioun um Wunnengsmaart ganz schwiereg ass. Dat ass net nëmmen zu Lëtzebuerg esou, mee och am Ausland. Dës Evolutioun hänkt virun allem mat der Präisdeierecht bei de Matières premières a mat der Entwécklung vun der Zënspolitick vun der EZB zesummen. Mee d'Wunne war zu Lëtzebuerg awer scho virdrun deier, an dat haaptsächlech, well d'Demande méi grouss war an och nach ass wéi d'Offer vum Logement.

Dëst Ongläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande huet et Spekulanten erméiglecht, op Käschte vun der Allgemengheet enorm Plus-valuen ze generéieren. Dofir huet d'Regierung schonn déi lescht Joren eng ganz Rei Mesüren op de Wee bruecht. Dorënner wëll ech haaptsächlech d'Mobiliséierungs- an d'Leerstandssteier mentionéieren. Mam Baulandvertrag wäert et an Zukunft keng nei Bauterraine méi ginn, mat deene Spekulatioun ka bedriwwe ginn.

Donieft ass de Staat och selwer méi aktiv am Wunnengsbau ginn, dëst virun allem mam Akraafttriede vum Pacte Logement 2.0, deen et der ëffentlecher Hand erlaabt, hire Parc immobilier automatesch bei all gréisserem privaten Immobilieprojet matzevergréisseren. Nëmme wann d'Gemengen an de Staat hiren eegenen Immobiliepark konsequent ausbauen, wäerte mer mëttel- a laangfristeg derfir suerge kënnen, dass all Bierger Accès zu abordabelem Wunnraum huet.

Wéi de PSC weist, ginn d'Investissementer am Logement konsequent an d'Luucht. Fir méi abordabele Wunnraum zu Lëtzebuerg ze schafen, ginn iwwert d'Period 2022–2026 ronn 1,6 Milliarden Euro investéiert.

D'Regierung hält d'Evolutioun vum Marché am An. Mir gesinn, dass d'Zuele vun den Transaktioune wäit ënnert deene vum leschte Joer leien. Meng Servicer sinn dofir a ganz enkem Kontakt mam Logementsministère, fir Projeten opzekafen, déi soss géife broochleien.

Als Finanzministesch sinn ech prett, alles derfir ze maachen, datt déi aktuell Onsécherheet um Immobiliemarché net derzou féiert, dass d'Logementsproblematik sech zousätzlech verkomplizéiert. Dëst si mer virun allem de Jonke schëlleg, déi sech haut, muer an och iwwermuer op d'Sich no enger eegener Wunneng hei zu Lëtzebuerg maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir hunn als Regierung d'Hand ausgestreckt a maachen all den Acteuren um Marché d'Offer, zesumme mam Staat elo Projeten do ze realiséieren, wou se batter néideg sinn. De Staat ass bereet, dofir Suen an de Grapp ze huelen. Et sinn dëst gutt investéiert Suen, well mir mat all Projet, dee mir elo realiséieren, eise Wunnpark nohalteg vergréisseren a fir déi nächst Generatiounen Honnerte vun zousätzleche Wunnengen zur Verfügung stellen. Mee ech soen awer geneesou kloer: Et ass net dem Staat seng Aufgab, de Promoteuren hir Margen ze garantéieren!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Och si musse Waasser an hire Wäi schëdden.

Wann d'Parameteren a besonnesch natierlech och de Präis stëmmen, sinn ech bereet, esou Akeef ze ënnerstëtzen, fir op eng ganz séier a ganz effikass Manéier neien abordabele Wunnraum ze schafen a gläichzäiteg d'Aktivitéit am Bau um Rullen ze halen. Mee ech sinn net bereet, mat Steiergelder d'Logementspräisser kënschtlech héich ze halen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Solidaritéit, Dir Dammen an Dir Hären, ass kee Sens unique. Dofir riichten ech och hei en Appell un all private Promoteur, deen op senge Projete sëtze bleift: Bedeelegt Iech um Akt vun der géigesäiteger Solidaritéit a kommt op eis duer, wann Dir un engem éierlechen Effort am Interêt vun eis alleguerten interesséiert sidd!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, bei der Presentatioun vum Budget vun dësem Joer sot ech, dass dëse Budget „realistesch, solidaresch a responsabel" ass. Sechs Méint méi spéit confirméieren d'Zuele vum PSC meng Ausso. Et ass also mat engem gudde Gewëssen, dass mer dëse Plang op Bréissel schécken.

An engem schwierege geopoliteschen a makroekonomeschen Ëmfeld huet d'Regierung Verantwortung iwwerholl. Mir hunn an d'Previsibilitéit an an d'Stabilitéit investéiert. Mir hunn de finanzielle Spillraum genotzt, fir d'Leit an d'Entreprisë konsequent ze ënnerstëtzen. Mir hunn d'Investitiounen héichgehalen, fir Lëtzebuerg optimal op d'Zukunft virzebereeden. Mir hu gläichzäiteg d'Trajectoire vun den ëffentleche Finanzen am Bléck behalen, well stabill Staatsfinanzen eist Land stäerken.

Dat ass eng equilibréiert an zukunftsorientéiert Finanzpolitick. Dat ass déi Finanzpolitick, fir déi d'Regierung steet. A si ass am Interessi vun eisem Land vun haut, mee och vun eisen zukünftege Generatiounen. Dat ass déi Finanzpolitick, fir déi ech och als Finanzministesch stinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Finanzministesch. Ech ginn Akt vun hirer Deklaratioun.

An ech invitéieren direkt den Här Wirtschaftsminister, de Franz Fayot, fir d'Relève ze huele fir d'Presentatioun vum zweeten Deel. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Présentation du programme national de réforme (PNR)

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, jo, de PNR ass zesumme mam Programme de stabilité et de croissance jo traditionell den zweete Volet vun dësem Exercice, dee mer all Joer maachen ëm dës Zäit vum Semestre européen, wou mer u sech all Joer Enn Abrëll dee Rapport un d'Europäesch Kommissioun schécken.

De Programme national de réforme ass e kollektiven Effort vun der ganzer Regierung, deen op déi verschidde Recommandatioune vun der EU-Kommissioun äntwert. An ech mengen, dat ass vläicht eng wichteg Remark virop, fir dass ee wierklech versteet, dass dat heiten eppes ass, wou mer op déi europäesch Recommandatiounen an Observatiounen aginn an natierlech elo net alles beschreiwen, wat vun der Regierung gemaach gëtt. Netdestotrotz ass et awer, mengen ech, ëmmer e gudden Inventaire all Joer, e gutt Dokument, wat dat zesummefaasst, wat d'Regierung mécht, en Tëschestand vun den Efforte vun der Regierung, fir an deene verschiddene Reformen do weiderzekommen.

Aus deenen Äntwerten ergëtt sech a mengen Aen e Bild vun der Kohärenz vun der Regierungspolitick a puncto nohalteg Entwécklung, digital an energeetesch Transitioun, awer och Wettbewerbsfäegkeet vun eisem Land. Et ass, wéi gesot, och dëst Joer en Tëschebilan vun der Reformpolitick vun dëser Regierung, enger Politick, déi – an d'Yuriko Backes huet et och scho gesot an hirem Exposé – an engem schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld evoluéiert.

Mir hu weiderhin eng ganz héich Inflatioun, insbesonnesch bei Energie a Matières premières, obwuel mer hei zu Lëtzebuerg effektiv déi niddregst Inflatioun hunn a ganz Europa, och bedéngt duerch déi Mesüren, déi mer an der Tripartitt geholl hunn, insbesonnesch mam Präisdeckel op der Energie, awer och mat Zënsen, déi staark an d'Luucht gaange sinn an domat souwuel de Konsum wéi och den Invest bremsen, dat Ganzt an engem weiderhi ganz volatillen Ëmfeld, an engem onsécheren Ëmfeld, geprägt duerch dee schreckleche Krich an der Ukrain, an och an enger verännerter geopolitescher Ëmwelt, an enger Welt, déi méi fragmentéiert ass a méi polariséiert ass wéi nach virun engem décke Joer.

Mir sinn och natierlech an dem Kontext vun der Klimaurgence, wou mir, eis Gesellschaft an och eis Ekonomie, eis musse ganz schnell, ganz rapid dekarboniséieren, en Challenge, deen och an dësem Dokument hei beschriwwe gëtt.

Ech ginn elo net méi op d'makroekonomesch Chifferen an. D'Finanzministesch huet dat gemaach, an déi Chifferen, déi am PNR sinn, rekopéiere sech natierlech mat deenen, déi si elo just genannt huet. Just ass dozou ze bemierken, dass déi Chifferen, déi traditionell vum FMI kommen, awer och vun der Europäescher Kommissioun, am Fong an der Reegel méi pessimistesch sinn, och wat d'Croissance ugeet a wat d'Evolutioun vum Emploi ugeet, wéi déi, déi mir hei hunn, déi de Statec errechent zesumme mat Oxford Economics, mat eise makroekonomesche Modeller, déi awer oft am Endeffekt an där heiten Zäit effektiv méi no bei der Realitéit sinn.

Här President, ech mengen, et muss een hei awer och nach transparenzhalber soen, dass et eng Partie Indicateure gëtt, déi verschidde Plaffongen depasséiert hunn an der Prozedur vum sougenannte „makroekonomeschen Ongläichgewiicht", wat d'Kommissioun derzou féiert, e Bilan ze maachen, e verdéifte Bilan an enger Partie Beräicher. Dat betrëfft déi Indicateuren: de Coût salarial unitaire, also d'Lounstéckpräisser, de Flux de crédit privé, déi privat Dette, d'Verschëldung vun de Stéit, awer och den Indice vun de Logementspräisser an de Chômagetaux vun de Jonken. Alles dat si Bilanen, déi gemaach gi vun der Kommissioun an déi elo wäerten am Paquet de printemps, wann dat Ganzt zréckkënnt vun der Kommissioun, bilanzéiert ginn. An dozou mécht d'Kommissioun dann eeben och eng Konklusioun.

De Semestre européen, dat ass och allkéiers e Rendez-vous vu sozialem Dialog. Haut de Moien hate mer zesumme mat de Sozialpartner eng Reuniouun, wou mer och de PNR an de PSC virgestallt hunn, wou mer en och diskutéiert hunn an all senge verschiddenen Aspekter, déi verschidde Recommandatiounen an d'Äntwerten, déi mer dorop ginn hunn. Dat ass, géif ech gäre soen, e wichtegen an och allkéiers e konstruktiven Dialog, dee mer hu mat de Sozialpartner, déi och dës Kéier, dëst Joer, Enn Mäerz en Avis ofginn hunn, dee se zesumme geschriwwen hunn, d'Gewerkschaften zesumme mat der UEL, wou se op déi verschidde Punkten aus dem PNR an dem PSC och aginn.

Dat ass en Avis, wou mer eis de Moie mat hinnen am Fong eens gi sinn, dass mer en och géifen als Annex zum PNR veröffentlechen, well ech mengen, et ass och e wichtegt Signal a Richtung vun der Europäescher Kommissioun, dass mer dee Sozialdialog heizuland hunn an dass mer dee Rapport an natierlech deen Avis en toute transparence veröffentlechen als eng Annex vum Programme national de réforme. An dat ass och eng Initiativ, déi vun de Sozialpartner alleguerte begréisst gouf.

Si hunn, wéi gesot, an hirem Avis den 29. Mäerz Positioun geholl zu der Gouvernance nationale vum Dialogue social am europäesche Kader, am Kader vum Semestre européen, awer och zu den Äntwerten, déi mer zu der Energiekris bruecht hunn a formuléiert hunn, an och zu de spezifesche „recommandations par pays 2022-2023" vun der Europäescher Kommissioun.

Mir hunn elo eng weider Reuniouun mat de Sozialpartner am Kader vun deem Sozialdialog den 21. Juni, wann, wéi gesot, d'Veröffentlechung, d'„recommandations par pays", vun der Kommissioun zréckkomm ass.

Den PNR ass en Dokument, wat Der och heibannen alleguerte kennt, wat eng Partie Kapitele beinhalt:

Éischtens mécht et – an dat säit dem leschte Joer – en État des lieux iwwert de Programme pour la reprise et la résilience, wat jo de politesche Programm ass, deen no Covid-19 formuléiert ginn ass, fir d'Resilienz an d'Reprise vun Europa weiderzebréngen. An do gëtt och allkéiers am PNR en Tëschebilan gemaach, wou mer dru si mat der Ëmsetzung vun deem Plan programme de reprise et de résilience.

Zweetens, wéi gesot, ass et och dann d'Äntwert op d'Recommandatiounen.

E weidert Kapitel gëtt verschiddenen Objectifs de développement durable consacréiert. Dat sinn der bei eis fënnef, déi mer eis ausgesicht hunn, fir am Kader vum Semestre européen ze thematiséieren. Ech kommen duerno nach kuerz dorobber zréck.

An da schlussendlech och nach en État des lieux iwwert de Socle européen des droits sociaux, déi och säit leschtem Joer am Plan programme national de réforme dra sinn. Och do gëtt erëm eng Kéier en Tëschebilan gemaach.

Mir hunn – an ech wollt elo op puer vun deenen Defien an Challengen agoen – deen éischten Deel esou

strukturéiert, dass mer wierklech eng Presentatioun maache par défis, baséiert op d'Recommandatioune vum leschte Joer, wou mer och allkéiers op déi Defien do agi ronderëm déi véier Dimensioune vun der nohalteger Kompetitivitéit, dat heescht Resilienz, sozial Inklusivitéit a Gerechtegkeet, och Ëmwelt, natierlech déi Ëmweltdimensioun, déi wichteg ass, an, wéi gesot, och d'Kompetitivitéit.

Här President, e puer Beispiller vun Theemen, déi hei abordéiert ginn: Dat éischt Theema, wat detailléiert gëtt am PNR, dat ass d'Theema vun der grénger an digitaler Transitioun. Dir wësst, dass dat eng grouss Prioritéit ass vun der Regierung. Et sinn do eng ganz Rei Mesüren geholl ginn. Et ass och e ganz seriöen ëffentlechen Invest, deen an dee Beräich do erageet. Ronn 16 %, dat si 530 Milliounen Euro, vun den Investissementer, déi am Zentralstaat gemaach gi fir 2023, ginn a Richtung digital an nohalteg Transitioun.

Dat war – an dat wësst Der och – rezent en Theema, wéi mer de PNEC presentéiert hunn. Do sinn eng ganz Rei vun deene Mesüren an deem Dokument dran an et ass allgemeng och eng Revisioun à la hausse vun eisen Ambitiounen a Richtung 2030, wat jo eng Zwëschenetapp ass, wou Europa „Fit for 55" wëllt sinn, dat heescht, wou ee sech wëll dekarboniséiere bis zu minus 55 %. An Dir wësst och, dass do en neie Moment ass an där Politick mam europäeschen Net Zero Industy Act, wat jo d'Äntwert ass engersäits op den amerikaneschen Inflation Reduction Act, awer och een Deel vun där neier industrieller Politick vun Europa, fir sech och am Beräich vun den erneierbaren Energien a vun deene ganze gréngen Technologien erëm déi néideg industriell an ekonomesch Capacitéit ze ginn, fir deen Defi och wierklech kënnen unzehuelen.

E puer Beispiller vun Aktiounen, vu Politicken, déi an deem Beräich schonn op d'Schinn bruecht goufen: Dat ass éischtens d'Stratégie économie circulaire. Dat ass eng Strategie vun 2020, déi wierklech eng Wierkkëscht ass, déi d'Regierung sech ginn huet, fir d'Kreeslafwirtschaft weiderzebréngen an alle Beräicher, sief et Energie, sief et Offallgestioun, awer och natierlech an der wirtschaftlecher Diversifikatioun.

Dann ass et och an deem selwechte Beräich de Lancement vum GIE „Terra Matters", wat e Groupement d'intérêt économique ass, deen de Product Circularity Data Sheet entwéckelt, eng Norm, fir an der Kreeslafwirtschaft den Inventaire ze maache vun engem Produit, dat heescht, deen ausseet, wat alles an engem Produit dran ass, mat der Iddi, fir duerno natierlech kënne besser ze recycléieren an erëm weider ze verschaffen, dat alles natierlech op enger digitaler Base.

Dann och eis Strategie fir d'Économie de partage, d'Sharing Economy, déi d'lescht Joer am Summer presentéiert gouf.

Och de Lancement vum Fit 4 Sustainability, Luxinnovation hire Programm, fir Entreprisen, haaptsächlech och Kleng- a Mëttelentreprisen, besser ze beroden an och ze begleeden um Wee vun hirer Dekarbonisatioun an hirer energeetescher Effizienz.

Dann och d'Kreatioun vum GIE Neobuild d'lescht Joer. Dat ass eng Initiativ, fir och am Bau iwwer e Pilotimmeubel wierklech d'Innovatioun weiderzebréngen an der Konstruktioun.

An dann och nach ganz wichteg, eng Inauguratioun, déi mer viru Kuerzem gemaach hunn, vun engem Zentrum fir Matériaux composites. Dat ass beim LIST, en Zentrum, wou sech Laboratoirefuerscher drëm bekëmmeren, fir nei Materialer, composite Materialer, ultraliicht, oft biosourcéiert oder recyclabel Materialien, ze entwéckele fir industriell Applikatiounen.

Och am Beräich vun der digitaler Transitioun ass eng ganz Rei Mesüre geholl ginn. Do géif ech gären d'Luxembourg House of Cybersecurity als Beispill nennen, dat d'lescht Joer inauguréiert gouf, wou alleguerten d'Acteure vun der Cybersécherheet zesummeschaffen an och besser zesummeschaffen, well se op enger Plaz sinn.

Dann de Luxembourg Digital Innovation Hub, deen och elo en European Digital Innovation Hub ass, déi strateegesch Visioun am Beräich vun der artificieller Intelligenz.

E weidere wichege Projet ass de GIE Plateforme nationale d'échange de données, de PNED, deen e ganz wichtege Projet ass, fir déi ganz Datenekonomie weiderzebréngen. Dir wësst, dass mer an alle Beräicher, sief et am Beräich vun der Santé, vun der Industrie, vun der Mobilitéit, ëmmer méi mat Date schaffen. Date sinn déi wierklech wichteg Matière première vun der Ekonomie vu muer, an déi Plattform vum nationalen Datenechange ass do, wou déi Date gesammelt ginn an dann disponibel gemaach ginn, interoperabel gemaach ginn an disponibel, fir eeben eng ganz Rei Innovatioune weiderzebréngen, insbesonnesch am Beräich vun den Algorithmen a vun der artificieller Intelligenz.

E weidert Beispill ass den Developpement vun neien Applikatioune fir d'Bierger am MyGuichet.lu, insbesonnesch beim personaliséierten Espace vu MyGuichet.lu.

E weidere Beräich vu Politick, wou mer op Recommandatioune vun der Kommissioun äntweren, dat ass dee vun der Reduktioun vun eiser Ofhängegkeet par rapport zu fossillen Energien. Mir wëssen alleguer, dass dat eppes ass, wat op eng schwiereg Aart a Weis – duerch de Krich, deen an der Ukrain ugefaangen huet, eis Ofhängegkeet par rapport zu Gas, fossillen Energien, insbesonnesch aus Regioune wéi Russland – vun engem Dag zum anere riskéiert ze verschwannen a wou et wichteg ass, fir sech do ze decoupléieren.

Och do gëtt et eng Rei Beispiller, wéi mer dat ugepaakt hunn. Éischtens iwwer eng Feuille de route, eng national Roadmap, fir d'Dekarbonisatioun an der Industrie. Dat ass en Effort, dee mer maachen am Kader vum Haut comité de l'industrie, wou mer zesumme mat den Acteuren aus der Industrie och eng Etüd ausschaffen, fir ze verstoen, wéi se sech kënnen esou gutt wéi méiglech am Horizont 2040 dekarboniséieren, dat heescht hir Prozesser méi effizient maachen, och méi energieeffizient an der Haaptsaach.

Dann ass et och de Pacte Climat pour entreprises, de Klimapakt fir Betriber, dee mer viru Kuerzem lancéiert hunn, wou et och drëm geet, d'Entreprisen iwwer eng Porte d'entrée unique nach méi ze sensibiliséieren an och dohinner ze kréien, dass se sech klimaneutral gemaach kréien.

Dann och eng Rei Mesüren, déi mer geholl hunn, fir am Beräich vun der Fotovoltaik weiderzekommen, notamment en Appel d'offre, deen ech zesumme gemaach hu mam Energieminister viru Kuerzem, wou mer d'Entreprisen derzou incitéieren, Fotovoltaikpannoen op hiren Diecher ze installéieren oder op hirem Gebitt ze installéieren, fir Energie ze produzéieren an och ze autoconsomméieren. Dat ass en Appel à projets, deen immens vill Succès hat a wou mer, wéi gesot, och vill weider Capacitéit am Beräich vun den erneierbaren Energië geschaaft hunn.

Da gëtt et natierlech eng ganz Rei Mesüren an deem selwechte Kontext, déi um Energiedësch geholl goufen Ufank d'lescht Joer, awer och an deene verschiddenen Tripartitten, an deenen dräi Accords tripartites, ënnert dem Term „Solidaritéitspak". Dozou gehéieren all déi Mesüren, déi Der kennt, déi mer relativ breet och hei an der Chamber diskutéiert hunn.

Aner Beispiller an deem selwechte Kontext sinn de Scenario Report vu Creos mat Horizont 2040, wou och eng Rei Pisten analyséiert gi fir de Lëtzebuerger Elektrizitéitssystem; Mesüren am Beräich vun der energeetescher Performance vun de Gebaier: de Programm Klimabonus, deen de PRIMe House remplacéiert huet; an awer och erëm eng Kéier am Beräich vun der Industrie den Accord volontaire mat der Fedil, wou d'Industriebetriber méi bëlleg Tariffer kréie bei der Energie, wa se Efforte maachen, fir Energie anzespueren.

Här President, e weidert Beispill vu Politicke sinn am Kontext vun den Transports durables, vum ëffentlechen Transport. Och do – ouni do elo an den Detail ze goen – sinn eng ganz Rei Mesüre geholl ginn, fir den ëffentlechen Transport an d'Mobilitéit auszebauen an och natierlech domadder d'Mobilitéit ze dekarboniséieren.

Dat ass engersäits de Modu 2.0. Dat ass awer och de Plan national de mobilité PNM35. Dat sinn Investissementer an d'Schinn, déi mat 1,23 Milliarden zwëschent 2023 an 2026 extreem héich sinn. Dat ass och e ganz décke Kontrakt, deen d'CFL gemaach hunn, fir hire Matériel roulant ze erneieren. Dat ass den Ausbau vum Tram, d'Reform vun dem RGTR-Reseau och a Richtung vu méi Elektrifikatioun vun deem Reseau. Dat ass d'Karbonsteier, déi mer gemaach hunn, déi elo an dësem Joer vun 20 Euro op 30 Euro eropgeet an da mat 5-Euro-Palieren allkéiers weider an d'Luucht geet.

Dat ass awer och d'Verlängerung vum Régime d'achat mat Primme fir elektresch Autoen a Camionnetten, 100 % elektresch Autoen a Camionnetten, an och am Beräich vun der Logistik eng Hëllef, déi mer d'lescht Woch agefouert hunn, fir och dem Logistiksecteur d'Méiglechkeet ze ginn, elektresch Camionnetten a Camionen ze kafen, well mir wëssen, dass dat och an deem Secteur eng staark Demande ass.

Dann ass awer och dëst Joer eng éischt Hydrogène-Tankstell, déi hei zu Lëtzebuerg an de Service geet fir Autoen, Camionen an och Camionnetten, déi mat Hydrogène fueren.

E weidere Beräich, an deem mer och gutt weiderkomm sinn, ass dee vun der Gläichheet an eisem Educatiounssystem. Och dat ass en Theema, wat am PNR dran ass. Am grousse Ganze kann ee soen, dass mer weiderkomm sinn, gutt weiderkomm si bei der Moderniséierung vun eisem Schoulsystem an och an der Entwécklung vun eiser Offer an deem Beräich. Dat ass en Investissement an eis Educatioun, mee doriwwer eraus natierlech och en Investissement an d'Zukunft vun eise Kanner.

Mir hunn et hei natierlech ze di mat engem ganz spezielle Kontext an och engem speziellen Challenge, deem vun enger ganz diverser, multikultureller Gesellschaft. An et ass dofir en Enjeu an och en Defi, fir all eise Kanner déi gläich Chancen unzebidden. Dat hu mer gemaach duerch eng Rei Mesüren, an och do géif ech gären eng Partie Beispiller ginn.

Dat ass den zukünftege Studieplang fir 2025, wou nei Disziplinnen an nei Kompetenzen drakomme wéi digital Kompetenzen, awer och interdisziplinär Thematike wéi d'Ëmwelt, d'nohalteg Entwécklung, d'Zesummeliewen an enger multikultureller Gesellschaft, d'Medien, de kritesche Geescht oder och nach d'Kreativitéit.

Wat och nach gemaach ginn ass, dat sinn nei Sektiounen am Secondaire: d'Sectioun N Entreprenariat, Finance a Marketing an d'Sektioun P Psychologie, Pedagogie a Sciences humaines; weiderhin och Coursen an digitale Sciencen; eng sechst europäesch ëffentlech Schoul, déi an der Stad hir Dieren opgemaach huet; och am Süde vum Land eng éischt Schoul, déi

eng frankofon Filière internationale am Kader vum internationale Baccalaureat lancéiert huet; de Projet pilote fir d'Centres d'apprentissage alternatifs an och eng Rei Servicer, déi gratis gemaach goufen am Beräich vum Milieu socio-économique.

Här President, e weidert Theema am PNR, dat ass, de Punkt ze maachen iwwert de Socle européen des droits sociaux. Vun 2017 u sinn 20 Prinzippien a Grondrechter fir de gudde Fonctionnement vum Aarbechtsmaart an och vun de Sozialsécherheetssystemer an Europa an de Semestre européen integréiert ginn. An et gëtt do eng Rei europäesch Objektiver fir 2030. Dat ass éischtens en Taux d'emploi vun 78 % um europäeschen Niveau, zweetens och e Participatiounstaux bei Formatiounsaktivitéite vu 60 % an drëttens eng Reduktioun vun deene Mënschen, déi der Aarmut oder sozialer Exklusioun ausgesat ginn, ëm op d'mannst 15 Milliounen.

Dat sinn déi grouss Objektiver, an och do hu mer en nationale Plang, fir dee Socle social do ëmzesetzen. Dee gouf eng éischte Kéier 2022 bei d'Kommissioun geschéckt an deen ass elo amgaangen, à jour gesat ze ginn ënnert dem Leadership vun dem Aarbechtsminister, a wäert och elo am éischte Semester dëst Joer duerch de Regierungsrot goen.

Och do gëtt et eng Rei Beispiller, wéi mer dorunner erugaange sinn. Dat ass éischtens d'Etüd „Skills Strategy", déi elo am Februar dëst Joer presentéiert gouf, mat enger Partie Aktiounen, déi do schonn en cours sinn, wéi zum Beispill dem neie Programm „Skills4Job" an dem neie Programm „Skills-Plang"; awer och natierlech – dat ass de Volet Skills – dann am Beräich vun der Ënnerstëtzung fir d'Leit, fir d'Stéit notamment, d'Weiderféiere vun der Allocation de vie chère fir 2023; och d'Weiderféiere vun der Prime énergie fir Stéit mat manner Revenue fir 2023; dann d'Aféiere vun engem Crédit d'impôt énergie an d'Kompensatioun vun de Méikäschten, déi vun der Erhéijung vun den Energiepräisser ausgaange sinn.

Mir hunn och e Plan d'action national fir d'UNO-Konventioun vun de Rechter vun den handicapéierte Leit 2019–2024 ëmgesat, mat enger Rei Prioritéiten, Objektiver an Aktiounen, déi vun e puer Ministèren ëmgesat ginn.

Dann hu mer och eng Flexibilisatioun vum Congé parental ëmgesat an och d'Amelioratioun an eeben och d'Verbesserung vun deene Modalitéiten, déi mer och decidéiert hunn.

(Coup de cloche de la présidence)

Här President, vläicht nach e puer Wuert zu den Objectifs de développement durable. Déi 17 Objectifs de développement durable vun der UNO, déi mat Horizont 2030 weltwäit ëmgesat solle ginn an déi wierklech och de Kader forméieren fir déi nohalteg Entwécklung vun der ganzer Welt, gehéieren och an dëse PNR eran. Do gëtt et fënnef Objektiver, op déi mer méi spezifesch aginn am PNR. Dat ass den Objectif 1 „Keng Aarmut", den Objectif 4 vun enger Qualitéitseducatioun, den Objectif 7 „Propper Energie zu engem abordabele Präis", den Objectif 12 vun enger nohalteger Produktioun a Consommatioun an den Objectif 13 „Mesüre géint de Klimawandel". Och do geet de PNR op déi verschidde Politicken an, déi do ëmgesat goufen, fir déi Objectifs de développement durable do ëmzesetzen.

Och do kann een als Beispill den Objectif 1 „Keng Aarmut" ginn. Do hu mer zum Beispill de Mindestloun dëst Joer ëm 3,2 % eropgesat. Et gëtt zwou weider Indextranchen dëst Joer, den 1. Februar dëst Joer an den 1. Abrëll 2023, déi och eng grouss Roll spillen am Kampf géint d'Aarmut vun de Stéit. Dann hu mer och, wéi gesot, d'Allocation de vie chère weidergefouert an eeben eng Energieprimm fir schwaach Menagen, fir, wéi gesot, op d'Präisdeierecht bei der Energie ze reagéieren, e Crédit d'impôt énergie, am Kader vun der Tripartitt agefouert an eeben och d'Indexéierung vun der Allocation familiale, déi op den 1. Oktober 2021 erëm agefouert gouf.

Weiderhin hu mer och mer nach am Beräich vun der Production et consommation durable e Pak vu Gesetzer, den Offall- a Ressourcëpak, hei duerch d'Chamber kritt am Abrëll d'lescht Joer, mam Haaptobjektiv, fir eeben d'Reduzéierung vum Offall hinzekréien. Och natierlech an deem Beräich erëm eng Kéier pour rappel eis Strategie fir d'Kreeslafwirtschaft esouwéi d'Initiativ Product Circularity Data Sheet an de Klimapakt fir Betriber.

Här President, ech mengen, de Rescht vun deem ganzen Dokument, wéi gesot, dat 250 Säite staark ass, kënnt Der gären noliesen. Et ass, wéi gesot, ëmmer erëm en interessant Dokument, dat e gudden a kompletten Inventaire mécht vun eise ganze Reformpolitiken, wéi gesot, an enger komplizéierter Zäit, vun där ee ka soen, dass et eng Polykrisenzäit ass, woubäi een awer och vläicht ka soen, dass dat eng nei Normalitéit ass, wou mer am Fong éischter an enger Transformatioun dra sinn, bei där mer eis engersäits mussen op de Klimawandel dauerhaft astellen an och eis Gesellschaft an eis Ekonomie esou ëmbauen.

Do gëtt et Risiken, do gëtt et awer och Opportunitéiten, an déi musse mer saiséieren, déi musse mer kucken ze begleeden. Dat maache mer duerch déi Politicken, déi ech elo just hei enumeréiert hunn an e bësse beschriwwen hunn. Mee dat ass natierlech en Challenge, deen eis an deenen nächste Méint a Jore weiderhi wäert begleeden. Ech sinn iwwerzeegt, dass et gradesou vill Opportunitéite wéi Risike gëtt an deem Beräich, mee et kann een natierlech net einfach alles weiderlafe loossen à politique inchangée. Dofir muss een déi richteg Akzenter setzen. An ech mengen, dass mer, wa mer an déi dote Richtung vun enger nohalteger Entwécklung vun eiser Ekonomie a vun eiser Gesellschaft weiderschaffen, déi natierlech och ëmmer muss sozial, inklusiv a gerecht sinn, dann um richtege Wee sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Mir wäerte muer de Moien den allgemengen Debat iwwert de PSC an de PNR féieren. Domat hu mer dëse Punkt fir haut de Mëtten jiddefalls emol provisoresch ofgeschloss.

5. Question élargie n° 187 de M. François Benoy au sujet du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, enger erweiderter Fro vum honorabele François Benoy iwwert de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg. An den Auteur huet fënnef Minutte fir seng Fro respektiv seng Zousazfro – ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

... ech formuléieren et nach just aus an da ginn ech Iech och nach eng Kéier d'Wuert – an de Minister, d'Regierung, huet herno zéng Minutte fir ze äntweren.

6. Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR) (suite)

Mir maachen eng kleng Klammer, well den Här Roth eng Fro oder ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

Da maacht dat.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir kruten hei de Stabilitéitsprogramm ausgedeelt. Dat krute mer gëschter och schonns an der Finanzkommissioun, en ass just hei gebonnen. Mee ech wollt froen: D'Madamm Ministesch huet bei hirer Presentatioun eng Rei vun Tabloe projezéiert. Déi sinn hei iwwert den Ecran komm. Kréie mer dat och respektiv hir Ried och?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wann d'Madamm Minister – an dovu ginn ech aus – dermat d'accord ass, kritt Der dat selbstverständlech. Mir wäerten derfir suergen, dass Der dat gemailt kritt.

M. Gilles Roth (CSV) | Ok, merci.

(Interruption par Mme Yuriko Backes)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Madamm Ministesch.

7. Question élargie n° 187 de M. François Benoy au sujet du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) (suite)

An elo huet de François Benoy d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Häre, Madamm Finanzministesch, d'Bekämpfung vun der Klimakris ass déi gréissten Erausfuerderung, déi mer hunn, wa mer an Zukunft och nach liewenswäert op onsem Planéit liewe wëllen. A mir hunn do als räicht Land eng grouss Verantwortung. Et ass net fir d'éischt, dass ech dat hei op der Plaz thematiséieren. Mat de gréisste Levier fir ons, dee mer hunn, ass do d'Finanzplaz mat hiren immense Finanzflëss, an do si mer nach wäit dervun ewech, dass mer de Paräisser Accord géife respektéieren, fir dass déi Finanzflëss 1,5-Grad-konform sinn. Mir mussen hei also méi ambitiéis sinn, an ech hunn och scho konkreet Propose gemaach, a wat fir eng Richtung dat onser Meenung no misst goen.

Mee de Staat selwer muss och seng Verantwortung iwwerhuelen. Mir hu virun iwwer zwee Méint hei iwwert de Fonds de compensation geschwat an eeben och an enger Motioun festgehal, dass de Fonds de compensation muss Paräis-konform investéieren, an dat och ouni Atom a Gas, déi an onsen Ae keng Zukunftstechnologië sinn – au contraire.

Wien an der ëffentlecher Debatt awer dacks vergiess gëtt, ass deen anere Fong, dee méi klenge Fong, dee Lëtzebuerg – de Staat – en place gesat huet an deen och a Finanzproduiten investéiert, nämlech de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg. Genau wéi iwwert de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg wëll ech haut der Madamm Finanzministesch e puer Froe stellen, wat d'Investissementskrittären ugeet, d'Strategie, d'Gouvernance vum Fong a wéi hirer Meenung no d'Entwécklungsstrategien ausgesinn.

De Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg gouf 2014, also viru knapp 10 Joer, an d'Liewe geruff a gëtt all Joer mat ongefeier 50 Milliounen Euro gespeist, déi aus de Recettë vun der TVA, aus dem E-Commerce an dem Tanktourismus kommen. Elo si knapp 500 Milliounen Euro am Fong, déi gréisstendeels aus Obligatiounen an aus Aktie bestinn. D'Iddi war et, en Erspuernis fir d'nächst Generatiounen ze schafen, woubäi ab 2035, wann eng Milliard

am Fong ass, d'Hallschent vun de Revenue soll zréck an de Budget fléissen.

Am Joer 2020 huet de Fong dann e wichtege Schratt a Richtung responsabel Investissementer gemaach. D'Fongen an d'Obligatioune mussen d'Krittäre vum Socially Responsible Investing garantéieren, déi zum Deel och hir Ausschlusskrittären hu wéi: keen Nucleaire, keng Waffen, keng Carbon Majors, also keng vun de gréisste privaten Zäregasemittenten.

Et fält awer op, dass nëmmen en Deel vun den Investitiounen tatsächlech no ESG-Krittäre verleeft, dat heescht, dass vill Tech-Entreprisen dra sinn, déi net onbedéngt nohalteg sinn. Zum Beispill musse bei engem vun de Responsible ETFe just 20 % vun den Avoiren no Nohaltegkeetskrittären investéiert sinn. Bei de Bonds hunn ech dann och nach e puer net esou positiv Beispiller fonnt. Do gëtt zum Beispill an Tubak bei Philip Morris International investéiert. Et gëtt a fossill Entreprisë wéi British Petrol, Chevron, ExxonMobil, Shell an Total investéiert an och bei Constellation Energy Corporation, déi an Amerika, also an den USA, 14 Atomkraaftwierker bedreiwen.

An deem Sënn géif ech der Madamm Finanzministesch gäre follgend Froe stellen; éischtens zu dem aktuelle Stand vum Fong: Wéi ass déi aktuell Trajectoire vum Fong, vun de Rendementen, déi bis elo erziilt goufen, mam Zil, eng Milliard Avoire bis 2035 ze erreechen? Ab deem Moment soll de Fong jo dann och Recettë fir de Staatsbudget ofwerfen. Gouf hei eng Evaluatioun dervu gemaach?

Dann ass d'Zil vum Fong jo, dass mer an e puer Jore kënnen en Deel vun de Recettë vum Fong notze fir de Staatsbudget, wéi ech och grad schonn erkläert hunn. Wëssend, datt d'Dotatioune vum Fong 50 Milliounen Euro pro Joer ausmaachen – dat gouf virun aacht Joer esou decidéiert – an dass awer d'Staatsrecetten op der anerer Säit aus dem Tubak massiv geklomme sinn – mir hu mëttlerweil eng Milliard am Joer Accisen an TVA, déi aus deem Beräich kommen –: Kéint d'Madamm Finanzministesch sech virstellen, d'Dotatioune fir de Fong eropzeschrauwen, zum Beispill mat deene Recetten, fir dass de Fong domadder méi séier an déi Situatioun kënnt, dass e Recetten ofwerft?

Dann zu enger méi nohalteger Investitiounspolitick vum Fong, déi fir ons Gréng natierlech immens wichteg ass, well de Staat muss hei mam gudde Beispill virgoen an et ass och wichteg, fir d'Resilienz vum Fong ze garantéieren. De Fong ass 2020 eng éischte Kéier e Schrëtt gaangen a Richtung Responsible Investing, wat ze begréissen ass. Wéi soll dës Transitioun weidergefouert ginn? Wéini gëtt déi nei Stratégie d'investissement ugeholl, fir dass och all d'Obligatioune konform si mat dem Responsible Investing, wëssend, dass grad hei nach an eng ganz Rei Carbon Majors investéiert gëtt, wéi ech och grad scho gesot hunn, an och wëssend, dass déi nei Investissementsstrategie schonn eng Rei Joren annoncéiert gëtt?

Huet d'Ministesch dann Informatiounen doriwwer, ob de Fong haut scho konform mam 1,5-Grad-Zil vum Paräisser Accord ass oder net? A falls et net de Fall ass, bis wéini wëll d'Ministesch de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg konform mat deem Zil maachen? Gëtt et dann Iwwerleeungen, fir mam Fong allgemeng méi aktiv ze ginn, fir net just a Firmen ze investéieren, déi relativ gesi méi klimafrëndlech sinn, mee och spezifesch an Zukunftstechnologië wéi zum Beispill an erneierbar Energien ze investéieren? Gedenkt d'Ministesch an deem Kontext och, wéinstens deelweis eng méi aktiv Gestioun vum Fong ze maachen?

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech soen der Finanzministesch och Merci fir Äntwerten op meng Froen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Finanzministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'éischt dem honorabelen Deputéierte merci dofir, dëse Punkt, de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg, op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech probéieren, op d'Froen ze äntweren, huelen awer vläicht e bësse méi wäit aus, fir op d'Froen ze äntweren, och effektiv well heiansdo Confusioun besteet zwëschent de Fongen, a vläicht fir dann och vun dëser Geleeënheet ze profitéieren, well heiansdo am Kontext vun der Logementskris och vun dësem Fong geschwat gëtt, fir dann effektiv en Iwwerbléck ze ginn, wat de Fonds – ech weess net, kann een deen FSIL nennen, fir méi kuerz ze sinn? Fonds souverain? – ass a wéi e fonctionéiert. Dat war een Deel vun de Froen.

Dir hutt ganz richteg gesot: Deen ass 2014 an d'Liewe geruff ginn. Et ass en Établissement public. Seng Missioun besteet laut Gesetz doranner, Suen ze spueren an unzeleeën, fir zum Wuelbefanne vun den zukünftege Generatioune bäizedroen – ganz wichteg. De Fong ënnerscheet sech awer domadder ganz kloer vum Fonds de compensation, quitte dass dat heiansdo verwiesselt gëtt. Deen ass responsabel, fir d'Reserve vun der Pensiounskeess ze geréieren, a suivéiert effektiv ganz aner Objektiver. Deen ënnersteet natierlech dem Ministère vun der Sécurité sociale.

Den FSIL gëtt gespeist mat enger järlecher Dotatioun – Dir hutt et och mentionéiert – vum Budget, déi dëst Joer bei 59 Millioune läit. Donieft kann d'Regierung decidéieren, och extraordinär Dotatiounen ze ginn, zum Beispill aus dem Verkaf vu Participatiounen.

Ech mengen, et muss een hei soen – Dir hutt et och gesot –: Et ass e klenge Fong. Effektiv, am internationale Verglach schwätze mer hei vun engem ganz klenge Fonds souverain. Aktuell belafe sech d'Avoiren op 476 Milliounen Euro. Seng Aktivitéite sinn dofir wierklech net mat anere Fonds-souverainen ze vergläichen, wéi zum Beispill dem norwegesche Fong, dee ronn 1.200 Milliarden Euro geréiert, also 2.400-mol méi grouss ass.

Wéi den FSIL am Alldag fonctionéiert, ass a senger Politique générale festgehalen. Dës definéiert souwuel, wéi d'Avoire vum Fong generéiert musse ginn, wéi e Rendement et ze erreeche gëllt, wat d'Investitiounsstrategie ass, wéi och d'Gouvernance vum Fong. De Fonds souverain fonctionéiert ganz transparent. Seng Politick, d'Strategie, seng Rapporten an d'Konte ginn och reegelméisseg op der Internetsäit vum Finanzministère publizéiert.

Wat d'Stratégie d'investissement ugeet: De Fonds souverain ass keen Hedgefong. E soll net spekuléieren oder grouss Risiken huelen, mee, wéi säin Numm et och seet, fir déi nächst Generatioune spueren. Dofir orientéiert hie säin Objektiv, wat de Rendement ugeet, un zwee Facteuren: Éischtens dem Inflatiounszil vun der Europäescher Zentralbank, dat mëttelfristeg liicht ënner 2 % läit, an zweetens dem Zënssaz vun enger 10-Joer-Lëtzebuerger-Staatsobligatioun, wou aktuell de Rendement bei 3 % läit. De Comité directeur huet am Hibléck op d'Rendementszil an d'Risikotoleranz strateegesch Quoten definéiert, déi bei 57 % fir Obligatiounen, 40 % fir Aktien an 3 % fir Liquiditéite leien.

De Fonds souverain investéiert awer net direkt an eenzel Titren, dat hutt Der och mentionéiert, mee en investéiert an ETFen, Exchange Traded Funds, also agreéiert Investissementsfongen, déi een op der Bourse handele kann. Wéinst hiren niddrege Käschten, souwuel beim Akaf wéi och beim lafende Betrib, sinn d'ETFen am Fong eng gutt Solutioun fir e Fong wéi de Fonds souverain, deen, wéi scho gesot, e relativ klenge Fong ass.

(Coups de cloche de la présidence)

D'Gestioun vun den Avoiren ass domadder relativ einfach an et gëtt keng grouss Struktur gebraucht, fir déi ugeluechte Suen dann ze geréieren.

Dës passiv Investissementer hunn des Weideren de Virdeel, dass se gutt diversifizéiert sinn an a priori e marchésübleche Rendement dann och abréngen. Den Nodeel – an ech soen dat och ganz éierlech – vun ETFen ass awer, dass den Investisseur am Fong keng direkt Mainmise iwwert d'sous-jacentes Titren huet. E keeft dann eebe souzesoen e Kuerf vun Titren a bannent esou engem Kuerf ka sech dann och emol e klengen Deel vun Titren erëmfannen, dee vläicht net alle Krittären entsprécht, déi ee sech selwer ginn huet. Dir hutt dat mentionéiert.

Dir hutt och ganz richteg gesot: 2020 huet de Comité directeur decidéiert, de Portefeuille ganz ëmzestrukturéieren, mam Zil, déi sougenannt Socially-Responsible-Investing-Krittären, also SRIs, am Portefeuille ze berücksichtegen. Dës Transitioun war dann och erfollegräich an huet mat sech bruecht, dass de Fonds souverain haut nach just an ETFen investéiert, déi SRI-Krittäre respektéieren an dëst och kloer ausweisen.

Leider – soen ech och ganz éierlech – ass och déi Solutioun net perfekt, well et keen eenheetlechen SRI-Standard gëtt an déi amerikanesch Fongen zum Beispill aner Krittären uwenne wéi déi europäesch. Dofir huet de Finanzministère zesumme mam Fonds souverain dëst Joer eng Etüd an Optrag ginn, an dat ass mer ganz wichteg, well mer hei wierklech analyséieren, wéi den FSIL sech ka komplett op déi nei europäesch Taxonomie ëmstellen, domadder sech alignéieren, natierlech ouni Atom an ouni Gas. Dës Etüd, Här honorabelen Deputéierten, kann ech Iech soen, gëtt eis nach virum Summer presentéiert, wäert eis also am Juli – ech ginn dovunner aus –, Mëtt Juli, virleien an eis dann och déi méiglech Optioune kënne virstellen.

Hei stellt sech natierlech elo eng ganz Serie vu Froen, déi och sollen analyséiert ginn a wou mer dann eng Analys, wéi gesot, virum Summer solle presentéiert kréien, d'Fro zum Beispill vun de Käschten. An anere Wierder: Ass et méiglech, vun der aktueller passiver Gestioun, déi am Fong ganz effizient a bëlleg ass, an eng méi aktiv Gestioun eriwwerzegoen, ouni dass een dofir muss wierklech vill administrativ Käschte virgesinn, déi dann och warscheinlech e gudden Deel vum Rendement géife kaschten?

En anere Punkt ass dee vun der Diversifikatioun. À ce stade ass d'Offer vu wierklech 100 %-taxonomiekonforme Produiten um Marché nach zimmlech limitéiert, wat eng Diversifikatioun vum Risiko entspriechend méi komplizéiert mécht.

Ech kann Iech soen: De Consultant externe, dee mer zréckbehalen hunn, dat ass eng Schwäizer Firma, déi ganz op de Sujet vun Nohaltegkeet an der Finanzindustrie spezialiséiert ass. Si schaffen och fir de Fonds de compensation, wat nach emol hëllefe wäert, eng méi grouss Kohärenz hierzestellen am Bezuch op de Respekt vun der Taxonomie.

Vläicht dann nach e Wuert iwwert d'Gouvernance vum Fong: Déi ass am Gesetz natierlech virgesinn. De Fong gëtt geleet vun engem Comité directeur, dee

vun engem Comité d'investissement begleet gëtt. D'Sekretariat gëtt vun der Tresorerie a vum Finanzministère gestallt. De Fonds souverain huet also keen eegent Personal, wann Der esou wëllt, a brauch dofir och keng eege Büroen, wat et erlaabt, d'Käschten hei wierklech immens niddreg ze halen, an dat natierlech am Interessi vum Steierzueler.

Et gëtt kloer Reegelen, wéi ee Kommitee wat ze maachen huet. D'Gouvernance, esou wéi se aktuell ass, assuréiert, dass déi richteg Kontrollen en place sinn an d'Suen och effikass ugeluecht ginn. De Comité directeur ass zousätzlech fir d'Definitioun vun der Politique générale zoustänneg. Domadder leet hien d'Investitiounsstrategie an och d'Prozeduren an d'Prinzippie fest, wéi d'Avoire vum Fong geréiert ginn. An déi ganz Politique générale ënnerläit natierlech der Approbatioun vun der Regierung. Ech muss méi séier maachen.

De Comité d'investissement beréit dann och de Comité directeur, wat d'Investissementer ugeet. Ech wëll Iech vläicht nach soen, dass de Comité d'investissement aus Spezialisten aus dem Privatsecteur besteet, déi dann och ënnerschiddlech Domänen ofdecken. Zum Beispill sinn onofhängeg Experten am Beräich vum ESG hei mat dran, dann e Representant vun der Spuerkeess an och e Finanzspezialist.

Ech wëll Iech awer nach soen ... Bon, ech mengen, wat d'Perspectives futures vun der Entwécklung ugeet, ech mengen, Dir hutt et mentionéiert: Eréischt fréistens no 20 Joer oder wann d'Avoire vum Fong dann eng Milliard Euro depasséieren, kann d'Regierung dann och op d'Suen, déi am Fong sinn, zréckgräifen. Maximal kënnen da just, Dir hutt et gesot, 50 % vun de Revenue pro Joer zréck an de Staatsbudget fléissen.

Ech wëll awer hei wierklech soen, well dat och ëfters am Kontext vun den Diskussiounen iwwert de Logement mentionéiert gëtt, dass virgeschloe gëtt, dass d'Avoire vum Fonds souverain benotzt ginn, fir an de Logement ze investéieren. Wéi ech grad erkläert hunn, geet dat a priori net, well laut Gesetz d'Avoiren och protegéiert sinn. Laut dem Gesetz ass et a priori dann och net méiglech, dem Fong seng Missiounen direkt an de Logement eeben ze investéieren. Bon, ech mengen, ech wëll Iech soen, dass mer wierklech dat Ganzt elo esou nei wëllen opstellen, awer eréischt suite vun de Resultater vun der Etüd.

Dir hutt mech gefrot, ob mer d'Dotatiounen elo kënnen eropsetzen am Lien mat méi Recettë vum Tubak. Ech mengen, mir waren elo an enger Kris, dat heescht, d'Recetten, déi mer haten, sinn natierlech an enger Krisesituatioun och benotzt ginn, fir déi Mesüren ze huelen, ënner anerem déi, déi an d'Tripartitten investéiert gi sinn.

(Interruption par la présidence)

Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Wéi gesot, fir ofzeschléissen – ech hunn elo hei vill iwwerzunn –: Ech mengen, wat wichteg ass, ass, dass mir eis hei gutt opstelle wëllen. Dat brauch e bëssen Zäit. Mir waarden dofir op déi Etüd, déi eis da soll verschidde Propositioune maachen, fir ze kucken, dass mer dann och mat der Taxonomie ouni Nucleaire an ouni Gas opgestallt sinn. Wéi gesot, dat geet elo relativ séier an da kann ech Iech proposéieren, dann och duerno de Point ze maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Dir hutt allen zwee Är Zäit schonn iwwerschratt, mee wann d'Chamber et erlaabt, eng Zousazfro vum ... Däerf en?

(Assentiment)

Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Villmools merci. Nee, d'Ministesch huet effektiv ganz vill Äntwerte ginn op déi Froen, déi ech gestallt hunn, an dofir wëll ech hir ganz explizitt och villmools Merci soen.

Eng Fro, déi mech awer nach géif interesséieren, déi Der eigentlech net ..., op alle Fall ausser ech hätt et iwwerhéiert: d'aktuell Trajectoire vum Fong. Wa mer déi kucken, do solle mer jo bei enger Milliard Euro Avoiren 2035 leien. Si mer do ... Wou si mer do ënnerwee am Moment? Wësse mer dat? Wësse mer et net?

Bon, Dir hutt eigentlech eng Äntwert och ginn op d'Fro zu méi Aspeisung oder manner, mee dat ass jo och eigentlech en lien dermat, wou mer elo stinn, fir dass mer déi Trajectoire respektéieren. An do hutt Der vun der Etüd geschwat, déi da grondleeënd ass fir eng nei Investissementsstrategie. Ech ginn dann dervun aus, dass et dann och Deel vun där Etüd ass, eebe grad 1,5-Grad-konform ze ginn an dësem Fong.

Merci.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Genau. Mir sinn elo bei 480 Milliounen. Dat sinn nach knapp zéng Joer dann, bis mer bei enger Milliard sinn, wann ech dat richteg rechnen. Effektiv, mir waarden elo déi Etüd of. Dat ass eng vun de ville Froen, déi hei mussen analyséiert ginn, fir dass mer dohinner kommen, wouhi mer dann och wëlle kommen, dass mer gutt opgestallt sinn am Interessi vun den zukünftege Generatiounen. Dat ass jo de Grond, firwat mer dee Fonds souverain op d'Bee gestallt hunn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Domat ass och dëse Punkt ofgeschloss.

8. 8176 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet 8176 iwwert d'Erhéijung vum Plaffong vum bëllegen Akt. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporter vum Projet, den ...

(Interruption par M. André Bauler)

Jo, ech hunn dat e bësse méi lues gemaach, fir dass Der kënnt heihikommen.

M. André Bauler (DP), rapporteur | A sou. Ech kommen anzwëschen nëmmen, wann ech geruff ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, den nächste Punkt.

... den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. An hei sinn ech! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut virstellen, ass den éischte vun enger Serie vu Projeten, déi am Kader vum Solidaritéitspak 3.0 hei an der Chamber zur Diskussioun an Ofstëmmung virleien.

Den drëtten Tripartitt-Pak, deen d'Regierung de 7. Mäerz 2023 mat der CGFP, dem LCGB, dem OGB-L an der UEL ënnerschriwwen huet, gesäit eng Rëtsch vun Hëllefe vir fir d'Leit a fir d'Betriber. Et ass jo d'Zil, en Inflatiounsschock ze vermeiden, andeems d'Stéit an d'Betriber spezifesch ënnerstëtzt ginn. E wichtegt Zil ass et och, d'Branche vun der Konstruktioun ze ënnerstëtzen.

Beim Projet de loi, dee mer haut hei am Parlament, am Plenum, diskutéieren, geet et drëms, de Privatleit, déi sech eng Immobilie fir Privatzwecker kafe wëllen, ënnert d'Äerm ze gräifen. De Plaffong vum Steierkreditt op den Nottärsakten, och nach bekannt ënnert dem Ausdrock „bëllegen Akt", gëtt vun 20.000 op 30.000 Euro eropgesat.

Am Kader vum Ukrainkrich a klammenden Energiekäschte gouf mat engem éischten Tripartitt-Accord den 31. Mäerz 2022, suivéiert vun engem zweeten Tripartitt-Accord den 28. September 2022 schonn eng ganz Rei vun Hëllefen entscheet, fir d'Stéit wärend der Energiekris ze ënnerstëtzen. Ze erwäne sinn do d'Hëllefe fir d'energeetesch Transitioun, nämlech de Klimabonus an d'Reduzéierung vun der TVA op Solarpannoen. Donieft goufen Energiehëllefe fir de Gas, de Masutt, d'Pellets, de Stroum an d'Wärmenetzer agefouert, déi elo mam Solidaritéitspak 3.0 wäerte bis Enn 2024 weiderlafen.

Da goufen, wat d'Sozialhëllefen ubelaangt, d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm erhéicht. Dës Sozialhëllefe gi mat dem drëtten Tripartitt-Accord bis Enn 2024 verlängert.

Am Logement gouf d'Wunngeld, also den Zouschoss fir Stéit mat engem gerëngen Akommes, erhéicht, fir hinnen ze hëllefen, eng adequat Wunneng ze lounen. Ech wëll drun erënneren, dass mir eng temporaire Afréierung vun de Loyere bis Enn 2022 agefouert haten, fir ze verhënneren, datt dës Erhéijung ganz oder deelweis duerch Loyerserhéijungen opgefriess gëtt.

Mam drëtten Tripartitt-Accord gëtt et elo nach eng Rei nei steierlech Moossnamen. Am Beräich vum Logement gëtt de Plaffong vun den Zënsen op engem Immobilieprêt bei enger Immobilie fir Privatzwecker, déi steierlech ofsetzbar sinn, als Frais d'obtention de la valeur locative ab dem 1. Januar 2023 ëm 50 % erhéicht. Et gëtt och ab Januar 2023 eng Steierbefreiung vu 75 % amplaz 50 % vun Nettoloyersrevenue bei Wunnengen, déi ënner enger Gestion locative sociale verlount ginn.

Mam Gesetz, dat haut hei virläit, ginn d'Enregistrementskäschten erofgesat, fir e méi abordabele Wunnengsmaart ze schafen. Wichteg ass, nach eng Kéier ze soen, dass d'Erhéijung vum Steierkreditt retroaktiv um Dag vum Ënnerschreiwe vum Solidaritéitspak 3.0 a Kraaft trëtt, dëst, fir datt Keefer vun enger Immobilie esou séier wéi méiglech vun dëser Moossnam profitéiere kënnen.

Ech wëll och nach op de Käschtepunkt vun dëser Moossnam agoen. De Staat wäert effektiv zukünfteg 90 Millioune Recettë manner a sengem järleche Budget hunn.

Ech géif dann och nach kuerz op déi verschidden Avisen agoen, déi zu dësem Projet de loi virleien. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Accord zu dësem Projet ginn. Si huet an der Vergaangenheet schonn ëmmer derfir plädéiert, dass de bëllegen Akt soll an d'Luucht gesat ginn. Si begréisst och, dass eng Persoun, déi an der Vergaangenheet de Steierkreditt vun 20.000 Euro opgebraucht huet an an Zukunft eng aner Immobilie fir eegen Zwecker kafe wäert, dee Moment ka vun engem rechtleche Steierkreditt vun 10.000 Euro beneficiéieren.

D'Handelskummer, d'Chambre de Commerce, begréisst d'Erhéijung vum bëllegen Akt an huet och hiren Accord ginn, e positiven Avis. Si ass der Meenung, datt dëse Projet d'Méiglechkeet huet, de Stéit hir Accessibilitéit op Logementer ze verbesseren, also fir Éischtkeefer. Si ass anerersäits der Meenung, dass am Logement awer och nach strukturell Reformen noutwendeg sinn.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition formelle virgeluecht an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn Iech elo schonn den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Bauler.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wëll och fir d'éischt dem Rapporter, dem André Bauler, villmools Merci soe fir déi extensiv Presentatioun vun dësem Projet de loi.

Et ass e kuerze Projet de loi, deen awer e groussen Impakt fir d'Leit dobaussen huet. An duerfir droe mer dat och als CSV mat, aus zwou Ursaachen: Éischtens, well mer der Meenung sinn, dass, wann d'Präisser um Logement ouni Weideres schonn héich sinn a virun allem de Finanzement vun dem Logement fir d'Leit ëmmer méi schwiereg gëtt, dann de Staat net zousätzlech a „Polykrisenzäiten", wéi d'Madamm Ministesch dat gesot huet, nach zousätzlech Taxe sollt dropschloen. Dat ass dat éischt Argument.

Dat zweet Argument ass dat, dass mir selwer am Virfeld vun der Tripartitt eng Proposition de loi am Numm vun der CSV deposéiert haten – et waren d'Madamm Margue, den Här Lies an ech selwer –, wou mir gesot haten: „Mee et sollt een de Montant vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht sëtzen." Dat hat och eng gewëss Ursaach, an ech soen Iech firwat: Well déi Upassung vun 20.000 op 30.000 Euro, déi elo kënnt, dat entsprécht eigentlech just dem Ausgläich vun der Präisdeierecht vun 2002, wou deemools ënnert engem CSV-Finanzminister déi Mesür agefouert ginn ass, an näischt weider.

Or, et ass awer esou, dass een hei net just däerf d'Inflatiounsberengegung kucken, mee et muss een och, mengen ech, an dësem spezifesche Fall d'Evolutioun vun den Immobiliepräisser kucken, déi méi héich si wéi einfach den normalen Index oder déi normal Inflatioun. Duerfir hu mir dat esou proposéiert. Nichtsdestotrotz soe mer awer net, well mer méi gefuerdert hunn a mir kréien elo eppes, dass mer do dergéint géife stëmmen.

Ech hu just eng Remark, déi ech awer wéilt maachen, dat ass: Den Här Bauler huet gesot: „Dëst kascht de Staat elo 90 Milliounen Euro." Ech gesinn dat net esou. De Staat verzicht op e Montant vun Enregistrementskäschten, wat eigentlech just de Präisausgläich ass vun deem, wat et 2002 als Mesür kascht huet. Et ass also näischt méi. An duerfir fannen ech dat e bësse schued, dass een elo seet: „Mee dat kascht de Staat esou vill." Neen, hei ass eppes, wou d'Leit en Urecht drop hunn zënter iwwer 20 Joer a wou se elo e Präisausgläich kréien. Si kréien eigentlech doduerch net manner.

Zum Ofschloss nach zwou Remarken, Här President: Ech fannen et richteg, dass den Här Bauler preziséiert huet, éischtens, dass et retroaktiv ass, also d'Leit kommen alleguerten an de Genoss – well mir haten e Freideg an der Kommissioun dodriwwer rieds –, déi ab dem 7. Mäerz den Akt gemaach hunn, an déi kréien dat da retroaktiv regulariséiert, well den Enregistrement eigentlech bei deene Leit duerch den Nottär, dee jo den Akt selwer direkt deposéiere geet, schonns déi Enregistrementskäschte verrechent huet. An dat ass fir eis e wichtege Punkt.

An zweetens ass och eppes wichteg, wou d'lescht Kéier bei der Tripartitt, wéi mer Diskussiounen hei am Haus haten, keng Kloerheet war, nämlech dass alleguerten déi Leit, déi en Deel vun hirem Steierkreditt elo schonns entaméiert hunn, déi 10.000 Euro bäikréien. An dat mécht da bei enger Koppel, déi zesummen an dat Haus wunne geet, natierlech 20.000 Euro fir d'Koppel insgesamt méi aus. Ech mengen, dat sollt ee preziséieren. Dat ass och eppes, wat wichteg ass fir d'Verständnis vun de Leit, wat se do nach zegutt hunn. An am Prinzipp misst dat jo da fir all eenzel Persoun respektiv fir all Stot och iwwert de Guichet.lu zur Asiicht sinn, an da kënnen d'Leit eigentlech ganz genau novollzéien, ob dee Gesetzesprojet hei, deen elo e Gesetz gëtt, hinne Satisfaktioun gëtt a wivill si als Eenzelner dovunner nach kënne beneficiéieren.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A merci och dem André Bauler fir säi gudde Rapport. Dat mécht eis et alleguerte méi einfach, mer brauchen net méi esou wäit auszehuelen.

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren: Bei enger Immobilientransaktioun, wann esou eng gemaach gëtt, gëtt et normalerweis eng ganz Partie Leit, déi dorunner verdéngen. Am Normalfall ass dat dann eventuell de Proprietär selwer, eventuell e Promoteur, eventuell eng Agence immobilière, awer och d'Banke verdéngen un esou enger Transaktioun. An da muss ee bedenken – an dat gëtt dacks vergiess –, dass och de Staat un esou enger Transaktioun matverdéngt, Dir hutt et gesot, iwwert d'Enregistrementsfraisen. An an Zäiten, wou de Logement esou deier gëtt, ass et jo net normal, dass dann och nach de Staat allkéiers weider drop verdéngt. Dofir fanne mir et nëmmen normal, dass dann och de Staat ab elo op en Deel vun deene Recettë wäert verzichten.

Dat gesot, géif ech och nach soen, dass et fir eis och ganz wichteg war, dass dat retroaktiv op de 7. Mäerz zréckgeet. Mee virun allem si mer frou, dass et séier gaangen ass, an dofir soen ech och de Kolleegen aus der Kommissioun Merci an och dem Gilles Baum als President vun eiser Kommissioun Merci, well eis Suerg war et e bëssen, dass dat kéint zu engem Stau féieren, grad zu engem Moment, wou mer scho mierken, dass manner Transaktioune sinn, dass elo d'Leit géifen drop waarden, dass mir dat Gesetz stëmmen. Bon, mir hunn dat doten … Deen Accord ass den 3. Mäerz ënnerschriwwe ginn, de 7. Mäerz validéiert ginn. Elo si mer Mëtt Abrëll. Ech mengen, dass mer gutt geschafft hunn als Chamber.

A selbstverständlech wäerte mir als LSAP déi dote Moossnam matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann ass et un der Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt och dem André Bauler Merci soe fir säin ausféierleche Rapport.

Ech géif awer och gär am Numm vun der grénger Fraktioun e puer Wierder zu dësem Projet de loi soen. Natierlech ass et gewosst, dass d'Penurie um Wunnengsmaart an och d'Präishaussen an de leschte Joren nach eng Kéier e Saz no uewe gemaach hunn, a mer sinn eis, denken ech, och alleguer eens heibannen, dass mer deem Problem musse mat alle Mëttelen entgéinttrieden. Fir eis ass awer nach ëmmer de Fait, mir gesinn d'Haaptinstrument, fir de Problem um Wunnengsmaart ze léisen, nach ëmmer dodran, dass de Staat an den abordabelen ëffentleche Wunnraum investéiert, an dofir si mer ganz frou, dass dat och gemaach gëtt.

Ech hunn elo nach eng Kéier nogekuckt: Mir leie momentan bei 352 Milliounen, déi am Fonds spécial logement zur Verfügung stinn, fir déi Projeten ze bauen, déi och virgesi sinn. Mir si bei 252 Projete momentan, déi entaméiert sinn. An dofir wëll ech an dësem Kontext wierklech drop hiweisen, dass dat fir eis absolutt d'Prioritéit muss behalen, den ëffentlechen Invest.

Da kommen ech awer zu dëser Moossnam, déi mer och natierlech ënnerstëtzen. D'Steierschrauwen a Beweegung ze setzen, ass wichteg, wann et séier muss goen, wa séier Moossname musse gräifen, a mat dësem Projet de loi erreeche mer dat. Wa mer hei mat enger Erhéijung vum Crédit d'impôt beim bëllegen Akt vun 20.000 op 30.000 Euro eropginn, hëlleft dat natierlech deene Leit, déi eng éischt Acquisitioun tätegen an domat dann och gehollef kréien an deem Sënn, datt se net méi déi grouss Käschte mussen droen. Dat ass och an eisem Sënn.

Ech wéilt dann awer och den Avis vun der OCDE, déi sech och ëfters schonn zum Wunnengsmaart an zu de Präisser ausgedréckt huet, eng Kéier ernimmen. D'OCDE huet an engem Avis geschriwwen, dass d'Moossnamen, déi d'Demande stimuléieren – an dat hei ass jo awer och eng Moossnam, wou ee muss zouginn, datt se d'Demande um Wunnengsmaart stimuléiert –, dann eeben och d'Präisser stimuléieren. An dat ass dat, wourop mer wëllen hiweisen.

D'Demande ze stimuléieren, heescht, dass d'Präisser doduerch net erofginn, virun allem net um Privatmarché an de Gréff kënne bruecht ginn. An deen Déchet fiscal, deen dann hei entsteet mat 90 Milliounen u Steiererliichterungen, ass eeben och engersäits gutt, fir deene Leit ze hëllefen, déi en Haus oder eng Wunneng kafen. Op där anerer Säit muss een awer och zouginn, dass déi 90 Milliounen am Budget feele fir ze investéieren, fir ëffentlech Projeten ze bauen. An et ass dat, wat een net däerf aus den Ae verléieren.

Dat gesot, ënnerstëtze mer dëse Projet de loi an dësen Zäiten. En hëlleft kuerzfristeg, mee laangfristeg bleiwe mer nach der Meenung, dass den ëffentlechen Invest an abordabele Wunnraum de Kinnekswee ass, dee mer musse goen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann ass den Tour um Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir säin exzellente Rapport. Ënnerstëtze mir als ADR dëse Projet? Selbstverständlech! Well et hëlleft de Leit. Si mer der Meenung, datt e wäit genuch geet? Selbstverständlech net! Et geet hei dorëmmer, wéi vill de Staat kasséiert bei all Immobilientransaktioun, déi stattfënnt.

De bëllegen Akt, dat heescht d'Exoneratioun, geet da vun 20.000 op 30.000 erop. Dat ass eng wonnerbar Saach. Et muss ee wëssen, datt Lëtzebuerg 7 % op eng Immobilientransaktioun zéit – mat Italien dat meescht an Europa. Bayern oder Sachsen sinn op 3,5 %. Et goufen och Etüde gemaach, déi bewisen hunn, datt a Bayern an a Sachsen – ausgerechent an deenen zwee Bundeslänner mat deenen niddregsten Enregistrementskäschten – am meeschten an de Wunnengsbau investéiert gëtt. Frankräich, dat Héichsteierland, ass

op 5 %; Éisträich op 3,5; Dänemark op 0,6; d'Schwäiz, jee no Kanton, tëschent 1 a 4 %; Holland, wann et ëm Habitation geet, op 2 %. A mir bretzen eis hei, datt mer bei 7 % elo e bëllegen Akt maache vun 20.000 op 30.000! Et deet mer leed, et ass lächerlech!

(Interruption)

Mir sinn derfir, natierlech, well Leit dervu profitéieren. Mee ass dat doten de Wee? Neen, et ass net de Wee!

Mir haten den 28. Mäerz eng ganz flott Table ronde vu „Paperjam" bei PwC, wou all Partei hir Spezialiste vum Wunnengsbau geschéckt huet. A mir kruten eng Fro gestallt: „Sidd Der der Meenung, datt den Enregistrement soll erofgoen?" A wéi hunn d'Leit ofgestëmmt? Ma unanimement! D'Piraten, déi gréng, déi Lénk, ech weess net wien alles ..., selbstverständlech d'DP, d'LSAP, d'CSV a mir hu gesot: „Jo!" An dat ass de richtege Wee. Mir mussen den Enregistrement op Immobilientransaktiounen, zumindest bei der éischter Acquisitioun vun enger Habitatioun, ganz seriö erofsetzen. Et geet net ëm 20.000 oder 30.000 Euro bëllegen Akt, mir musse se erofsetzen op 2 % fir déi éischt Wunneng, wa Leit eng Wunneng kafen.

(Interruption)

Dat wier eng seriö Mesür.

An da musse mer schwätzen – et deet mer leed – iwwert d'TVA um Wunnengsbau. An der Belsch, wann ech do eppes renovéieren oder kafen oder baue loossen, sief et fir mech oder sief et fir e Locataire, da bezuelen ech 6 % TVA. Hei am Land bezuelen ech 17 % TVA fir Locatiounswunnengen a wann ech de Plaffong iwwerschreiden. An et ass einfach net seriö, datt de Staat 17 % TVA hëlt op d'Konstruktioun vu Wunnengen!

Also kommt, mir halen op mat där Hypokrisie! Kommt, mir froen, soubal wéi et Habitatioun ass, nëmmen 3 oder mengetweegen och 6 % TVA, net nëmme beim Bau, mee och bei der Renovatioun! A kommt, mir setzen den Enregistrement op déi éischt Habitatioun erof op 2 %. Dat wier gescheit!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also als Alleréischt emol dem Rapport...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, mee wannechgelift, et huet elo just een d'Wuert: d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dem Rapporteur e ganz grousse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Selbstverständlech ënnerstëtze mir déi heite Mesür, déi ville Leit zeguttkënnt, déi hiert éischt Haus oder Appartement kafen, an déi och retroaktiv bezuelt gëtt. Well de bëllegen Akt huet säit senger Aféierung massiv u Wäert verluer, an et war wierklech héich Zäit ginn, datt mer dat do elo an d'Luucht gesat hunn. Ech mengen, et stoung jo och am Koalitiounsaccord dran an elo ass dat endlech ëmgesat ginn. An dat ass schonn eng ganz gutt Saach.

An et ass esou, wéi och den Här Yves Cruchten an den Här Roy Reding et gesot hunn: Ech mengen, de Staat hieft jo hei eng gewëssen Zomm op an e verzicht elo fräiwëlleg dorobber. An, ech mengen, dat kënnt jiddwerengem zu Paass, deen elo hei en Haus ka kafen.

Well d'Leit souwisou scho mat Ach a Krach iwwerhaapt Prête kréien, ass de Marché och zimmlech ugespaant. Leider Gottes hëlleft dat hei elo net all deene Leit, déi um ënneschte Wupp sinn a sech iwwerhaapt näischt kënne leeschten an déi sech elo mat Ach a Krach souguer e Loyer kënne leeschten, well deen och immens ugezunn huet.

Dofir brauch et aner Mesüren, an dat ass jo och gesot ginn. An d'Chambre de Commerce huet jo och an hirem Avis geschriwwen, datt mer do onbedéngt mussen un deene Schrauwen dréie goen. Well dat heite leeft eis alleguer, an zemools der Regierung, aus dem Rudder. Et si batter, batter – wéi soll ech dat elo soen? ... Jo, et gëtt Zäit, datt einfach eppes do geschitt. An et muss massiv eppes geschéien, fir datt iwwerhaapt nach iergendeen de Fouss op de Buedem kritt.

Dat gesot, also mir ënnerstëtzen dat heiten a mir stëmmen dat mat. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An d'Wuert huet elo dee leschten agedroene Riedner, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Här Bauler fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Effektiv ass et hei eng Steier, bei där de Staat a sech mat ee vun de gréisste Gewënner war iwwert déi lescht Joren, wéi d'Präishausse eropgaangen ass.

Dir sot elo, et géif esou vill Geld verluer goen – duerch dës Moossnam 90 Milliounen –, mee op där anerer Säit huet de Staat awer duerch d'Präishausse iwwert déi lescht Joren esou vill méi erëm erageholl. Dat heescht, et ass elo net wierklech, dass de Staat hei géif de Portmonni esou grouss deementspriechend opmaachen.

Virun allem, mir Piraten géifen nach méi wäit goen. Mir soen: Wann et fir dat eegent Heem ass, misst een iwwerleeën, ob een net souguer seet, et misst ee guer keen Enregistrement bezuelen. Awer just wann et fir dat eegent Heem ass! Mee awer déi, déi et reng huele fir de Kapital oder fir herno e groussen Invest, dass déi vläicht méi huelen, fir dass dat eent dat anert géigefinanzéiert.

Well et kann net sinn, dass mer hei am Land Familljen hunn, déi mussen herno – an Dir kennt elo d'Zënssituatioun – ganz héich Enregistrementsfraise bezuelen op schonn héije Präisser. Do wär et eigentlech d'Aufgab vum Staat, deene Leit eng Kéier entgéintzekommen an ze soen: „Op dengem eegenen Haus brauchs du deen Enregistrement net ze bezuelen."

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Domat ass d'allgemeng Diskussioun ofgeschloss.

An d'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch. Dir hutt d'Wuert, Madamm Finanzministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Well ech déi lescht Kéier ze laang geschwat hunn, halen ech mech dann elo ganz kuerz, ...

(Hilarité)

... fir dem Rapporteur, dem Här Bauler, villmools Merci ze soen, mee och Iech alleguerte fir déi ganz séier Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass op dësem trotzdeem fir mech ganz wichtege Projet, deen och, mengen ech, souguer dat éischt Resultat ass, dat mer hei an der Chamber hunn, dat aus dem Solidaritéitspak 3.0 erauskënnt.

Ech mengen, d'Vokatioun ass hei, de Leit, déi sech wëllen e Logement fir sech selwer kafen, wierklech ënnert d'Äerm ze gräifen, an hei hëllefe mer mat dësem bëllegen Akt. No méi wéi 20 Joer kann dann de Montant vum bëllegen Akt ëm 50 % erhéicht ginn.

(Brouhaha)

Dës Mesür ass awer net bëlleg. Mir nennen et „bëllegen Akt". Et ass keng bëlleg Mesür fir de Staat. De Rapporteur huet gesot, datt ...

(Coups de cloche de la présidence)

... mir hei vun 90 Millioune pro Joer schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dat ass net ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Entschëllegt, Madamm Finanzministesch. Et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Wannechgelift! Merci villmools.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech hunn Iech versprach, Här Roth, dass ech ganz kuerz bleiwen.

(Hilarité et exclamations)

Kënnt Der eng Sekonn nolauschteren, well ech wollt soen, dass 90 Milliounen net negligeabel sinn? Wéi Der gesot hutt: De Staat verzicht hei op 90 Milliounen. Dir an anerer och wollten hei e méi héije Montant asetzen. Wa mer elo hei vun 20.000 op 50.000 eropgaange wären, dann hätte mer als Staat, – fir dann net „Déchet fiscal" ze soen – pro Joer op 270 Milliounen Euro verzicht. Dat, muss een dann awer och direkt soen, hätt awer en net onnegligeabelen Impakt och op d'Staatsfinanzen, wat een awer dann net däerf ignoréieren.

Mee ech mengen, wéi gesot, ech wëll mech hei kuerz halen. Ech soen Iech alleguerten e grousse Merci fir déi extreem rapid Aarbecht op deem Projet, dee scho wäert säin Impakt hunn. Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Minister.

A mer géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8176 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8176 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass unanime ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty (par M. Frank Colabianchi) et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ass d'Chamber dermat d'accord, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis

An dann hunn ech d'Ufro vun der Madamm Oberweis, fir kënnen eng Resolutioun ze deponéieren. D'Madamm Oberweis däerf dat selbstverständlech a si huet d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci, Här President.

Cette résolution est en solidarité avec les travailleurs et travailleuses et activistes de France qui subissent une répression inouïe.

D'franséisch Republick ass vun enger sozialer Kris an eng demokratesch Kris gerutscht an an enger Kris vum Regimm ukomm. Dem President Macron seng Regierung weist sech immens repressiv vis-à-vis vun de streikende Mënschen op der Strooss. Et kann ee scho bal net méi vun enger demokratescher, sozialer Republick schwätzen. Mënscherechter a Streikrechter gi wuertwiertlech mat Féiss getrueden. An och zu Sainte-Soline gouf et eng onvirstellbar Staatsgewalt géint Ëmweltaktivisten an -aktivistinnen. Mir gesinn, wéi e Staatsapparat ka virgoen, wa privat Interessien am Spill sinn.

(Interruption)

Wier et net un der Zäit, dës repressiv Schinn ze condamnéieren? Dofir, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Resolutioun ze stëmmen, weist eise Courage an eise Wëllen, d'Demokratie an d'demokratesch Wäerter ze verdeedegen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant les violences policières à l'encontre des manifestant.e.s et des grévistes en France dans le cadre des manifestations contre la réforme des retraites ;

– considérant la déclaration de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe rappelant que les libertés d'expression et de réunion doivent être protégées contre toute forme de violence et rappelant que « les actes de violence sporadiques de certains manifestants ou d'autres actes répréhensibles commis par d'autres personnes au cours d'une manifestation ne sauraient justifier l'usage excessif de la force par les agents de l'État » et ainsi rappelant la nécessité et la proportionnalité des mesures ;

– considérant les prises de position de la Ligue des droits de l'homme en France dénonçant les violences policières et exigeant une désescalade de la violence ;

– considérant la résolution déposée conjointement au Parlement européen par les groupes de La Gauche, des Verts/ALE et des Socialistes & Démocrates ;

– exprime sa vive préoccupation face aux violences policières et arrestations arbitraires de manifestant.e.s et journalistes ;

– condamne les atteintes, graves et nombreuses, au droit de manifester en France et leur impact sur l'État de droit et la démocratie ;

– appelle le Gouvernement français à respecter le droit à manifester et l'État de droit.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech ginn Akt vun där Resolutioun, déi vu grenziwwerschreidender Bedeitung ass.

10. 8050 – Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

An ech kommen dann erëm bei eis zréck, bei de Projet 8050, de Projet de loi iwwert d'Finanzéierung vum Fënnefjoresplang fir d'Entwécklung vun den touristeschen Infrastrukturen. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Rapporter, d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech elo presentéieren, betrëfft den eelefte Programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. Méi konkreet geet et drëms, der Regierung an notamment dem Tourismusminister de Feu vert ze ginn, fir dëse Fënnefjoresplang ëmzesetzen an eng ganz Rei vu Projeten am Tourismussecteur wärend dem Zäitraum vum 1. Januar 2023 bis den 31. Dezember 2027 ze subventionéieren.

Beim eelefte Programme quinquennal gëtt et eng ganz Rei Nouveautéiten am Verglach zum viregten, also dem zéngte Programme quinquennal. Dozou gehéiert, dass d'Enveloppe budgétaire vu 60 Milliounen op 70 Milliounen Euro eropgesat gëtt. De Fënnefjoresplang gëtt finanzéiert iwwer e Spezialfong mat der Denominatioun „Fonds pour la promotion touristique".

Mat de 70 Milliounen Euro soll déi nei Tourismusstrategie, déi participativ mam Secteur entwéckelt gouf, ëmgesat ginn. D'Generaldirektioun vum Tourismus hat dës Strategie am Mee 2022 ënnert dem Leitmotiv „Mënschen, Regiounen an Ekonomie: de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit" presentéiert.

E wichtegt Zil ass dobäi, déi bestoend Offer un déi aktuell Besoinen unzepassen, besonnesch am aktiven, gastronomeschen a kulturellen Tourismus. Et geet och drëms, d'Entreprisë vum Secteur méi resilient ze maachen, d'Investissementer ze encouragéieren an e qualifizéiert Personal unzezéien. Den eelefte Programme quinquennal garantéiert d'Transparenz, d'Previsibilitéit an d'Qualitéit vun den Investissementer am Tourismus.

Wie sinn elo déi potenziell Beneficiairë vun enger finanzieller Ënnerstëtzung am Kader vum Programme quinquennal? Eligibel si Gemengen, Gemengesyndikater, Naturparksyndikater, ASBLen a Stëftungen, déi am Secteur aktiv sinn, a wirtschaftlech Interessegruppen, déi den Tourismus op nationalem Niveau förderen a Projete realiséieren, déi derzou bäidroen, d'touristesch Offer an den eenzelne Regiounen ze verbesseren oder ze diversifiéieren.

Wat nei ass, ass, datt Stëftungen an Naturparksyndikater kënne Subsiden ufroen. Privatleit, déi eng Vakanzewunneng bedreiwen, sinn net méi eligibel. Si hunn allerdéngs weider Zougang zu den Hëllefe vum Mëttelstandsministère an ënner verschiddene Konditiounen och Hëllefen, déi de Landwirtschaftsministère ausbezilt.

D'Zil vum eelefte Programme quinquennal ass et, Infrastrukturen an Ekipementer ze subventionéieren. Duerfir sinn d'Subventioune limitéiert op Investitiounsausgaben. Aner Subsiden, déi un den Tourismussecteur ginn, lafen iwwert den ordinäre Budget.

Wéi eng Projete sinn elo eligibel, fir vun engem Subventionnement ze profitéieren? Geduecht sinn d'Subside fir d'Schafen, den Amenagement, d'Modernisatioun an den Ekipement vun Erhuelungs- a Fräizäitinfrastrukturen, déi eng touristesch Attraktioun duerstellen, vun Empfangs- an Informatiounsstrukturen a vu Wunnenge fir Touristen an d'domat verbonne Restauratiouns- a Gedrénksariichtungen.

Des Weidere kënne Subsiden ugefrot gi fir den Amenagement an den Ekipement vun touristesche Sitten, den Ekipement vun ëffentleche Plazen, déi vill vun Touriste frequentéiert ginn, d'Erhalung an d'touristesch Mise en valeur vum materiellen, natierlechen, historeschen a kulturelle Patrimoine, d'Entwécklung an den Akaf vun digitalen Outilen, déi am Tourismus genotzt ginn, an d'Ausschaffe vu Studien, Konzepter a Strategië fir den Tourismus.

D'Subside si geduecht fir Infrastrukturprojeten, dat heescht, dass d'Fonctionnementskäschten net betraff sinn, wéi et nach ënnert dem viregte Programme quinquennal de Fall war, wat awer an der Praxis net weider genotzt ginn ass. D'Fonctionnementskäschte vun den Infrastrukture kënnen awer iwwert den ordinäre Budget vun der Generaldirektioun vum Tourismus subventionéiert ginn.

Déi nächst wichteg Fro: Wéi héich ass de Montant vun de Subsiden, déi een hei ka kréien? Projeten, déi eligibel sinn, kënnen eng Subventioun vu bis zu 50 % vun den Investitiounskäschte kréien, déi am direkte Lien si mam Projet, fir deen de Subsid ugefrot gëtt. Fir touristesch Wunnengen, déi engem allgemenge wirtschaftlechen Interessi déngen, oder fir domat verbonne Restauratiouns- oder Gedrénksariichtungen ass den Taux op 20 % limitéiert. En Taux vu 50 % kann allerdéngs fir touristesch Wunnengen accordéiert ginn, déi als Jugendherberg oder Hébergement insolite gëllen. De Gesetzesprojet gesäit och vir, datt d'Regierung e méi héije Subsid accordéiere ka fir touristesch Projete mat nationalem Interessi.

D'Subventiounen, déi am Kader vun dësem Gesetz ausbezuelt ginn, sinn iwwregens cumulabel mat aneren Hëllefen a Subsiden, virausgesat, datt de Gesamtsubventionnement net méi wéi 100 % vun den eligibele Käschte vum Projet ausmécht respektiv 20 % vun den eligibele Käschten, wann et ëm den Amenagement an den Ekipement vun touristesche Sitte geet.

Dann nach e Wuert zu de Prozedure bei der Demande vun enger Subventioun: Bei enger Demande de subside muss der Generaldirektioun vum Tourismus ënner anerem eng detailléiert Beschreiwung vum Projet, e Finanzéierungsplang an e Betribsplang agereecht ginn. Eng weider Neiegkeet ass déi, dass d'Autorisatiounsprozedur net méi vum Typ vum Projet ofhänkt, dee soll finanzéiert ginn, mee vun engem méi objektive Krittär, nämlech dem Käschtepunkt vum Projet:

Bei engem Projet, wou d'Käschten ënner 100.000 Euro leien, läit d'Entscheedung beim Tourismusminister. Bei engem Montant vun 100.000 bis 2 Milliounen

Euro kann de Minister den Accord ginn, nodeems en en Avis vun engem Comité interministériel gefrot huet. Bei engem Montant iwwer 2 Milliounen ass e Règlement grand-ducal néideg.

Nei ass schlussendlech, dass d'Ausféierung vum Projet bannent zwielef Méint no der Notifikatioun, dass de Projet de Subsid och kritt, muss gestart ginn. Dësen Delai kann duerno nach eemol verlängert ginn.

Ech géif dann nach kuerz op eis Aarbechten an der Kommissioun agoen. De Mëttelstandsminister huet de Projet den 20. Juli 2022 deposéiert an eis den 28. Dezember 2022 (veuillez lire: de 27. September 2022) presentéiert.

Mir kruten Avisen era vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce. De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Oppositions formelles opgeworf. Et gouf eng Onkloerheet am Zesummenhang mat der Definitioun vum Besëtz vun Terrainen a Gebaier opgeworf. De Staatsrot huet och opgeworf, datt de Pouvoir vum Tourismusminister, „de Porteur de projet ze invitéieren, fir de Projet ze iwwerschaffen", net reglementéiert wär. Des Weideren ass eng Rei Klarifikatioune gefrot ginn, wéi zum Beispill d'Prozeduren am Fall vun enger substanzieller Ännerung vun engem Projet. Nodeems dëse Punkten an e puer Amendementer Rechnung gedroe gouf, konnt de Staatsrot seng Oppositions formelles och ophiewen.

D'Chambre de Commerce hirersäits huet a Fro gestallt, dass d'Jugendherbergen an d'Logements insolites e méi héije Subventiounstaux kréien. Am Kader vum neie Plan quinquennal an den Hëllefe fir de Mëttelstand hofft d'Chambre de Commerce awer, dass de privaten an den ëffentleche Secteur wäerte vun deene selwechte Rechter kënne profitéieren. Si huet och regrettéiert, dass d'Deelhuelen un Tourismusfoiren an d'Investitioune fir Reparatioune vu bestëmmte materielle Schied net méi subventionéiert ginn.

Domat wär ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport. Meng Fraktiounskolleegin a Presidentin vun der Kommissioun wäert fir eis Fraktioun nach politesch op dëse Projet de loi agoen.

Ech soen Iech deemno Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Carole Hartmann e grousse Merci fir säi ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll awer och eiser Fraktiounsmataarbechterin, dem Mara Bilo, Merci soe fir seng gutt Recherchë fir meng Ried.

Haut sti mir hei a mir sinn optimistesch, wat den Tourismussecteur ugeet. Virun dräi Joer, matzen am Lockdown a wärend der ganzer Pandemie, waren d'Nouvellen am Tourismus leider net esou gutt. „Leere Betten, leere Kassen", „Nei Fermeture wier eng Katastroph", „L'incertitude est du poison pour le tourisme": Dat sinn nëmmen e puer Headlines aus der Press, déi d'Situatioun an der Pandemie, wärend där alles anescht war, beschreiwen.

Déi erfaassten Iwwernuechtunge sinn 2020 par rapport zu 2019 ëm 46,8 % zréckgaang. Den Abroch war besonnesch staark bei den Touristen, déi aus dem Ausland an de Grand-Duché komm sinn. Hei sinn d'Iwwernuechtungen ëm 51,7 % erofgaang. D'Iwwernuechtunge vun de Leit aus eisem Land si just ëm 11,6 % erofgaangen. Vun dohier war d'Campagne vun der „Vakanz doheem" eng gutt Saach.

Laut dem World Travel Monitor waren d'Baissen nach méi staark. Ech erspueren Iech hei d'Zuelen. Wat awer interessant ass, ass, dass d'Moyenne vun den Depensë vun den Touriste vun 129 Euro am Joer, also wat se pro Dag ausginn hunn, op 119 Euro gefall ass. Hei sinn awer och d'Prognosen elo méi optimistesch.

Mir hunn d'Pandemie glécklecherweis elo hannert eis gelooss an d'News sinn och erëm däitlech, däitlech méi positiv. Dat freet eis enorm, well den Tourismussecteur ass feste Bestanddeel vun eiser Gesellschaft, eiser Kultur an eiser Ekonomie. An den Tourismus kann ee jo och net lassgeléist kucke vun anere Beräicher, wéi zum Beispill dem Wäibau – fir emol een Domän ze nennen, deen ech dann e bësse besser kennen.

Laut dem World Travel & Tourism Council sinn iwwer 8 % vun eisem PIB direkt oder indirekt op d'Tourismusbranche zréckzeféieren, gradesou wéi iwwer 30.000 direkt oder indirekt Aarbechtsplazen.

An dëse speziellen Zäiten – oder an enger Zäit, wou mer aus ganz speziellen Zäiten erauskommen – begréisse mir als CSV, datt mir haut iwwert den eelefte Fënnefjoresplang fir den Tourismussecteur kënnen ofstëmmen. Dëse Programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique, wéi e richteg heescht, huet eng laang Traditioun. Den éischte staamt aus dem Joer 1973, ënnert dem DP-Minister Marcel Mart, an dann an de Joren zwëschent 1982 an 2008 huet dann eise fréiere Fraktiounskolleeg a Minister Fernand Boden net manner wéi sechs där Pläng ausgeschafft. Ech si mol gespaant, ob nach eng Kéier en Tourismusminister op esou vill Pläng wäert kommen.

Witz awer op d'Säit: Ech mengen, et kann ee feststellen, dass de Staat, egal ënner wéi enger Regierung, ëmmer an den Tourismussecteur investéiert huet.

D'Zilsetzung vun de Fënnefjorespläng huet och net grouss geännert am Laf vun de leschte 50 Joer. Den Tourismus ass a bleift e wichtege Pilier vun eisem Land an och vun dem Nation Branding, a mir begréissen, datt d'Regierung dësem Wee och trei bleift.

D'Moyenen, déi der Tourismusbranche iwwer all déi Joren duerch déi jeeweileg Fënnefjorespläng zur Verfügung gestallt goufen, si vun 150 Millioune Frang am Joer 1973, also ronn 3,72 Milliounen Euro, op 70 Milliounen Euro, also 2,8 Milliarde Frang am Joer 2023 geklomm, wat dann och zéng Milliounen Euro méi si wéi am leschte Fënnefjoresplang. D'Madamm Hartmann hat et och scho gesot.

Et muss een awer och feststellen, dass vun deene méigleche 60 Milliounen aus dem leschte Plang, also dem leschte Plan quinquennal, just 42 Milliounen ausgi goufen. Duerfir erlaben ech mir, d'Fro ze stellen. Wann d'Suen do sinn, firwat komme se net all am Secteur un? Här Minister, kennt Dir vläicht do Grënn? Vläicht kënnt Der herno nach e puer Wuert soen, firwat déi net all genotzt oder ugefrot gi sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, beim elo eelefte Plang gouf jo dann entscheet, bei der Verdeelung vun de Suen anescht virzegoen. Et gëtt keng Lëscht méi vu Projeten, déi da per Règlement grand-ducal festgehale gëtt, mee a sech ass all Projet, deen d'Krittären erfëllt, eligibel. D'Madamm Hartmann ass och do op déi Krittären agaang, ech brauch dat also net méi hei ze maachen.

Dëst huet sécherlech de Virdeel, datt ee méi Flexibilitéit huet, an dat gëtt u sech och all Acteuren d'Chance op e Subsid. An dann ass et och nach esou: Ech hat gëschter nach mam Minister Delles bei der Assemblée générale vun der Entente touristique de la Moselle driwwer geschwat, datt mir jo an enger Virwalzäit sinn, an et kéint ee sech elo virstellen, datt am Oktober en aneren Tourismusminister do wär an da géife mir haut eng Lëscht festhalen an deen nächste Minister wär vläicht guer net méi mat där Lëscht averstanen. A vun dohier ass déi nei Prozedur, wann een et esou wëllt nennen, och e bësse méi „neutral" – loosse mer esou soen.

(Interruptions)

Mir hu gëschter héieren, datt, wann dat bei de Walen net méi géif klappen, de Minister Delles bereet ass, op der Marie-Astrid an den Asaz ze goen.

(Hilarité)

D'Leitmotiv vum Plang „Mënsche, Regiounen an Ekonomie: de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit" mat senge véier Pilieren ass och ze begréissen.

Ech wëll awer bemierken, datt, fir dat hinzekréien, een net just op Subventioune ka setzen, mee och op eng ganz gutt Vernetzung tëscht alle motivéierten Acteuren an och eng ganz gutt Kommunikatioun mam Tourist muss hunn, egal vu wou e kënnt.

Den Tourist misst am Optimalfall bei sengem éischte Kontakt den Iwwerbléck vun der touristescher Offer am Grand-Duché kréien, ouni datt hie laang muss sichen. A vun dohier ass de Punkt vun der Promotioun vun de besteeënden digitalen Offeren, déi och Deel vun engem vun de Piliere vum Leitmotiv ass, ganz wichteg.

Trotz all dem Luef wëll ech nach e puer Froe stellen. Wat geschitt, wann déi 70 Milliounen un Ënnerstëtzung, déi jo elo am Plan quinquennal virgesi sinn, schonn an den éischte Jore géifen ausgi ginn? Bon, ech mengen, et ass bis elo jo net virkomm, mee vläicht kënnt et jo mat der neier Prozedur zu méi Nofro.

A wéi ass séchergestallt – ech mengen, et ass elo eng ganz hypotheetesch Fro –, datt d'Suen net just a verschidde Regioune fléissen? Wann een elo seet, zum Beispill am Ufank géif déi eng Regioun relativ vill Demandë maachen, da wären d'Suen opgebraucht. An ech mengen, et ass jo awer och wichteg, datt et en Equiliber tëscht de Regioune gëtt an och zwëschent dem stätteschen an dem ländleche Raum. Wéi gesot, et ass eng hypotheetesch Fro, mee vläicht goufe sech jo och do e puer Gedanke gemaach.

Eng weider Fro ass dann och déi: Wéi ass et mat der Simplification administrative, wat d'Ufroe vun der Ënnerstëtzung ugeet? Fir méi kleng Strukturen ass dat oft méi schwéier, an et wär jo da schued, wa se duerno net an de Genoss vun enger Ënnerstëtzung komme kéinten, obwuel se u sech mat hirem Projet eligibel wieren. Ass do ugeduecht, datt den Tourismusministère eventuell eng Informatiounscampagne mécht, fir ze informéieren, wéi een un d'Ënnerstëtzung ka kommen, eventuell eeben a Kollaboratioun mat de verschiddenen Acteuren am Secteur?

Da kéint een eventuell och nach eng Opstellung maachen, an där déi jeeweileg Demandeure gesot kréien, wéi ee sech muss uleeën, fir an de Genoss vun anere Subsiden ze kommen. Ech denken do zum Beispill un d'Plaz bei der Musel zu Éinen, mat Spillplaz, neiem Quai d'accostage, Sportinfrastrukturen, gradesou wéi d'Gîte touristique am ale Casinostuerm, déi mir jo dann dëst Woch nach zesumme wäerten aweien. Bei dësem Projet hate mir d'Chance als Gemeng, datt mir méi Ministèren als Partner haten, well eleng hätte mir och dee Finanzement do net kënnen droen.

Och wann et elo keng Lëscht méi mat Projete gëtt, esou ass jo awer bestëmmt eng Rei vun Investitiounen am Tourismus uechtert d'Land an der Pipeline, Här Minister. Dir sidd zu Recht vill um Terrain ënnerwee an Dir schwätzt jo och vill mat de Leit. Vun dohier kënnt Der eis eventuell e puer Projeten nennen, vun deenen Der scho wësst, datt do Saachen ënnerwee sinn. Ech mengen, Dir musst a sollt elo net alles opzielen, mee vläicht déi, déi eng gréisser regional oder eng national Bedeitung hunn. Dat wär schonn interessant.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg, datt souwuel kleng Projeten, bei deenen zum Beispill d'Gemengen an touristesch Infrastrukturen investéieren, gefërdert ginn, awer och déi grouss Projeten, déi eeben eng richteg regional Dimensioun hunn, wéi d'Wäinhaus zu Éinen oder eng Piscine zu Veianen – fir elo just déi ze nennen.

Ech mengen, et ass Virwalzäit. Ech kéint elo eng ganz Rei Projeten opzielen, ech erspueren Iech dat awer. Mee ech wëll awer ënnersträichen, datt et eis als CSV wichteg ass, datt sënnvoll Projeten an alle Regioune vum Land ënnerstëtzt ginn, an dat souwuel am urbane wéi och am ländleche Raum.

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | Mir hu vill touristesch Acteuren am Land, vu privaten Hotelieren a Restaurateure bis hin zu den ORTen, den Naturparken, den Ententouristiquen an esou weider. Si all spillen eng wichteg Roll an engem Gesamtkonzept a sinn awer all op finanziell Hëllefen ugewisen.

Eist schéint Ländchen huet esou vill touristesch unzebidden: vun der Musel op Iechternach, iwwert de Mëllerdall an d'Éislek, duerch de Westen erof an de Süden, et ass eebe fir jiddereen eppes derbäi. Vun der Schéinheet an Eenzegaartegkeet vun eiser Haaptstad an der schéiner Alstad, an där mir jo d'Chance hunn, hei ze schaffen, guer net ze schwätzen. Vun dohier wéilt ech nach eemol d'Wichtegkeet vun der Campagne „Vakanz doheem" ënnersträichen. Den nationalen Tourismus gradewéi den Tourismus vu bausse musse gefërdert ginn a mir hoffen, datt dëse Fënnefjoresplang dozou wäert bäidroen.

Et géif nach ganz vill iwwert den Tourismus an d'Iddie vun der CSV ze soe ginn. Do musst Der Iech awer nach e bësse gedëllegen an Der kënnt da geschwënn den CSV-Walprogramm liesen.

Bis dohinner soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech och hei profitéiere vun der Tribün, fir der Madamm Rapporter Carole Hartmann häerzlech Merci ze soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, well et war jo awer e grousst Stéck Aarbecht, well Dir hutt matkritt, dass ganz vill Technik do dran ass.

D'DP begréisst et natierlech, dass de Projet de loi 8050 den Tourismussecteur wäert massiv verstäerken. Dësen eelefte Plan quinquennal, deen ass jo vun der Direction générale vum Tourismus am Mee 2022 entwéckelt ginn. D'Carole Hartmann huet schonn dee flotte Leitmotiv gesot, ënnert deem et leeft, an elo soll et virugoen.

No där wierklecher „Durststrecke" vun der Pandemie ass et extreem wichteg, dass de Secteur erëm an d'Luucht klëmmt. Et ass scho gesot ginn: D'Entwécklung hei, déi huet sech iwwer ee Joer gezunn. De Secteur war aktiv matagebonnen, esou wéi dat soll sinn. De Fokus ass net nëmmen op eis Gäscht geluecht ginn, dat heescht, wat mir am gängegen Term ons „Touristen" nennen, mee och op eis eege Bevëlkerung an op d'Grenzegänger, fir hinnen esou gutt wéi méiglech d'Liewensqualitéit an d'Openthaltsqualitéit ze verbesseren.

Wann een déi offiziell Chiffere vum Statec kuckt – bon, gi mer elo e wéineg zréck an d'Joer 2019 –, dann hate mer awer hei am Land 1,17 Milliounen Arrivéeën an 2,85 Milliounen Iwwernuechtungen, dat heescht tutti quanti, dat heescht esougutt d'Leit vum Inland wéi och auslännesch Gäscht, déi komm sinn. An dat weist, dass dee ganze Secteur e ganz wichtege Wirtschafts- a Standuertfacteur ass fir eis Ekonomie.

D'Strategie vun dem Tourismus, déi definiéiert jo déi wichtegst Mesüren an Handlungsfelder, an deene soll geschafft ginn, fir de Secteur virunzebréngen an eebe just fir d'Mesüren duerchzezéien.

Här President, d'DP begréisst d'Ännerungen, déi dësen neien eelefte Fënnefjoresplang mat sech bréngt. Ech mengen, et ass ëmmer wichteg, mir hunn héieren, dass elo d'Enveloppe budgétaire ëm 10 Milliounen eropgeet vu 60 op 70 Milliounen. Ech hu mech renseignéiert: Deen éischte Fënnefjoresplang, dee war 1972/1973 a wann een elo vun de Frangen ëmrechent an Euroen, da wären dat ongefeier 3,72 Milliounen Euro gewiescht. Dat war 1972/1973. Bon, haut ass eng aner Welt, mee trotzdeem wëll ech awer d'ganz Ekipp ronderëm de Lex Delles felicitéieren, dass se gekämpft a gekämpft hunn, fir déi Enveloppe elo esou massiv an d'Luucht ze dreiwen. Dat ass en extreem positiven Akzent no baussen.

Et ass och fir d'DP extreem wichteg, dass d'Suen, elo eeben déi 10 Millioune méi, genau op deene richtege Plazen ukommen, dat heescht do am Tourismussecteur, wou se wierklech gebraucht ginn. An dat ass déi ganz Politick vun enger gudder Subsidepolitick. An do ass jo och eng Neierung: D'Subside ginn elo net nëmmen nom Typ vum Projet verdeelt, mee nom reelle Käschtepunkt. Dann huet de Ministère och Marge de manœuvre d'appréciation. An d'ganz Ekipp ronderëm de Minister kennend, sinn ech iwwerzeegt, dass se déi ganz Subsidepolitick, déi ganz wichteg ass, och wäerte gutt geréieren, fir dass keng Mësstéin am Secteur kommen.

Mir begréissen och, dass den Akzent geluecht gëtt op d'Qualitéit vun den Investissementer am Tourismus, well et geet drëm, dauernd virun ze moderniséieren an d'Qualitéit héichzehalen.

Dir wësst, dass mir zu Lëtzebuerg e Wuert hunn, wat mer gär hunn. Dat ass „Excellence". Dat ass d'Excellence vun de Servicer, mee et ass och d'Excellence vu Lëtzebuerg als Destinatioun vum Tourismus.

Zu de Prozedure begréisse mer och, dass se solle vereinfacht ginn. An ech wëll dem Kolleeg vun der Musel mat senger gudder Interventioun an och fir säi Secteur awer trotzdeem rappeléieren, dass am Text wierklech virgesinn ass – well dat ass jo ëmmer e Souci –, dass dat Wuert „Simplification administrative" net en eidelt Wuert bleift. Mee wann Der genau gekuckt hutt, ginn hei d'Prozedure wierklech vereinfacht, fir dass alleguerten déi Leit, déi déi Ufroe maachen, wierklech kënnen ouni gréisser Problemer hir Demandë richteg maachen, fir dass se kee Problem hu mat der Recevabilitéit.

Et geet jo och drëm, dass déi Prozeduren transparent an einfach sinn, fir dass nëmme keng Ongerechtegkeet kann opkommen an dass de Principe d'égalité de traitement hei voll ka spillen.

Dofir ass et och wichteg, dass d'Validitéit vun deene Subventiounen elo op ee Joer begrenzt gëtt. Dir hutt gelies, dass awer op speziell Ufro nach eng Kéier kann ee Joer verlängert ginn. Mee mat deem System do soll eebe just vermidde ginn, dass Gelder, déi ugefrot ginn, blockéiert sinn, well duerch deen een oder aneren Ëmstand dann de Projet net ka realiséiert ginn an da sinn déi Gelder herno blockéiert a kënnen anere Leit net zeguttkommen. Dofir ass déi Iddi schonn ze vertrieden.

Da begréisse mer natierlech och, dass elo d'Naturparksyndikater an d'Stëftungen eligibel sinn. D'Naturparksyndikater, dat ass jo e relativ rezente Phenomeen hei am Land. Mee mat deem ganze Kampf, fir eeben net nëmme just eis Natur ze schützen, mee och se de Leit zougänglech ze maachen an hir Plusvalue ze weisen, ass et wichteg, dass d'Naturparken ënnerstëtzt ginn, well si sinn net nëmmen nohalteg, mee si sinn och regionaltypesch an da léieren d'Leit alleguerten déi bestëmmte Géigenden an den Naturparke kennen.

Ech mengen, all déi Propositiounen, déi an dësem Projet de loi 8050 sinn, sinn extreem positiv. Et geet virun, et gëtt moderniséiert, d'Qualitéit, d'Excellence, den Tourismus als wichtege Standuert- a Wirtschaftsfacteur a seng Plus-value ginn ënnerstrach, an dofir hunn ech de Pleséier, hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun ze bréngen.

An ech soen Iech villmools Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut de Rapport gemaach krut vum Projet de loi 8050 iwwert den eelefte Fënnefjoresplang vum Tourismus. Ech wéilt do och gären direkt der Madamm Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierlechen a gudde Rapport, dee si eis hei gemaach huet.

Dëse Projet schreift sech an an eng Zäit, wou den Tourismus nees am Opschwong ass. D'Pandemie huet grouss Spueren am Secteur hannerlooss, ëmsou méi erfreelech ass dofir d'Entwécklung vun den neisten Zuelen, déi Liicht um Enn vum Tunnel weisen.

Positiv ass och, dass d'Zuele schonn 2021 nees ugefaangen hu mat klammen, och wann den Niveau vu viru Corona nach net konnt erreecht ginn. Och wann d'Zuele sech erhuelen, heescht dat net, dass keng Sue fir Investitioune gebraucht ginn. Au contraire, den Tourismussecteur muss permanent investéieren, fir weider attraktiv ze bleiwen. Dëst ass och ee vun den Haaptpilieren an där neier Strategie, déi rezent presentéiert ginn ass, wou ee sech wëllt drop konzentréieren, dass een och déi besteeënd Offer un déi haiteg Ufuerderunge vun den Touristen upasst.

De Secteur brauch dofir Suen, fir a besteeënd Infrastrukturen ze investéieren, mee och fir nei Attraktiounen oder Iwwernuechtungsméiglechkeeten ze schafen.

Här President, den Tourismussecteur ass eng Plusvalue fir eis alleguer. Vun der Offer profitéieren net nëmmen d'Touristen, mee och all déi Leit, déi an eisem Land hei wunnen oder all Dag bei eis schaffe kommen. Eisen Tourismussecteur schaaft vill Aarbechtsplazen, mee och ginn d'Transportreseaue verbessert oder eis Ëmwelt geschützt an en valeur gesat, gradesou wéi eise kulturelle Patrimoine.

Hei am Land verfollege mer d'Zil, datt Lëtzebuerg déi éischt Destinatioun fir Touristen an der

Groussregioun soll ginn. Dofir begréisse mer, dass mer haut hei en neie Fënnefjoresplang fir den Tourismus wäerte stëmmen, deen eis hëlleft, eis Ziler ze erreechen.

De Plang selwer gesäit eng Enveloppe vu 70 Milliounen vir, woumat déi nei Tourismusstrategie ëmgesat soll ginn, déi, wéi schonn erwäänt, d'lescht Joer am Mee zesumme mat den Haaptacteuren am Tourismus entwéckelt ginn ass an eebe presentéiert ginn ass.

Am Rapport, dee grad gemaach ginn ass, hu mer schonn eng Rei Ännerungen, am Fong alleguer d'Ännerungen, héiere vun der Rapportrice. Ech wollt awer hei nach eng Kéier op ee Punkt zréckkommen. Dat ass deen, dass zum Beispill Gemengen am Prinzipp bis zu 50 % finanziell ënnerstëtzt kënne ginn, wa se e Projet areechen. Allerdéngs si Gemengen an der Vergaangenheet awer och méi wéi 50 % ënnerstëtzt ginn, wa se net déi finanziell Moyenen haten, fir de Projet selwer ze finanzéieren. Elo an deem neie Plang ass et eeben esou, dass déi Gemengen, déi eebe méi Ënnerstëtzung brauchen, fir e Projet ze realiséieren, eeben och en Intérêt national mussen hunn.

E Beispill heifir ass zum Beispill d'Gemeng Bauschelt, wou de Buergermeeschter mat verschiddene lokalen Acteuren e Projet vun enger Hängebréck presentéiert huet. Dëse Projet huet awer eng ganz grouss Envergure, déi net duerch d'Gemeng Bauschelt aleng finanzéiert ka ginn. Dëse Projet kéint eng Plus-value fir déi ganz Stausiéregioun sinn. Deemno misst hei eng Demande gemaach ginn, dass de Projet vun der Regierung als Intérêt national agestuuft gëtt. À voir, wéi et weidergeet. D'Gemeng Bauschelt muss op jidde Fall elo mol eng Demande areechen.

Här President, mam eeleften Tourismusplang ass e grousse Baustee fir den Erhalt an d'Ënnerstëtzung vum Tourismus hei am Land geluecht. Domadder awer net genuch. Och wäert zousätzlech an d'Digitalisatioun investéiert ginn, well d'Digitalisatioun ass haut nämlech d'Basis fir déi touristesch Offer. Dofir ass et wichteg a richteg, dass mer och an dëse Beräich investéieren.

Allerdéngs ass wéi iwwerall déi wichtegst Investitioun déi, déi mer an d'Leit maachen, ...

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | ... déi mer an d'Leit maachen an an d'Infrastrukturen, soudass mer an den Infrastrukture qualifizéiert a motivéiert Personal hunn. Dofir wëll ech ofschléissend nach eemol ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass mer gutt Leit hunn, déi mat Begeeschterung eis Touristen all Dag wëllkomm heeschen, sief et all déi Benevollen oder déi Professionell, déi an eisem Tourismussecteur schaffen.

Mir hu fir d'Zukunft eng Strategie. Mir ginn eis haut déi néideg Moyenen, fir nei Investitiounen ze maachen. A mir hu virun allem exzellent Leit um Terrain, déi, wéi gesot, mat grousser Begeeschterung eis Valeure vun eisem Land vermëttelen. Dofir ass eisen Tourismus hei am Land gutt opgestallt fir d'Zukunft.

An dofir freeën ech mech, haut den Accord zum eelefte Fënnefjoresplang vum Tourismus kënnen ze ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert geet dann direkt weider un d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech soen Iech villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech et vergiessen, der Madamm Hartmann e grousse Merci fir hire Rapport, dee se eis hei gemaach huet.

Jo, am Fong geholl, et ass déi éischte Kéier, dass ech deen Exercice hei maache fir dee Plan quinquennal. Dat mécht ee jo dann nëmmen eemol all fënnef Joer. Et ass déi éischt Kéier, wou ech do derbäi sinn.

(Interruption)

Fir mech, ech hu geduecht: „Bon, ok, et ass e Finanzéierungsgesetz." Wéi ech du gesinn hunn, datt et e Modell 1 ass, hunn ech geduecht: „O, anscheinend gëtt do e bësselche méi derzou geschwat." Do sinn ech emol kucke gaangen, wat déi Jore virdrun esou gesot ginn ass. An effektiv hunn ech gesinn, dass d'Rieden zum Plan quinquennal ëmmer e bësselche méi extensiv ausgefall sinn, och scho bal den Usproch hate vun enger Debatt iwwert d'Ausriichtung vun der Tourismusstrategie. Wéi gesot, dat kennen ech elo net esou an där Form vu Finanzéierungsgesetzer, mee et schwätzt awer fir de Fait, dass e Bedürfnis heibanne besteet, och iwwert dee wichtege Secteur ze schwätzen.

Vu dass mer awer virun engem Joer och méi eng breet Debatt hei iwwert den Tourismus haten am Kader vun där Interpellatioun, déi ech zu deem Sujet ugefrot hat, hate mer jo elo relativ rezent awer d'Geleeënheet, eis vill méi eingeeënd mam Sujet ze befaassen, soudass ech mer eng ganz Partie vun deenen Analysen och elo spuere kann.

Wat ech och da matkritt hunn, dat ass, dass an der Vergaangenheet am Fong geholl ëmmer eng ganz Lëscht vu Projete matgereecht ginn ass, also touristesch Projeten, déi sech wonnerbar gëeegent hunn, fir heibannen dann och ze diskutéieren, well dat regional Projete waren an esou weider. Dat ass dëst Joer net méi esou, dat och aus ganz gudde Grënn, soudass dësen Debat och schonn eleng dowéinster dës Kéier e bësselchen eng aner Nues kritt.

Bon, dat gëtt awer och scho vläicht e bësselchen en Indice dorobber, dass d'Ausschaffe vun dësem Plan quinquennal e bësselchen op de Leescht geholl ginn ass vun der Prozedur hier. Do stoungen nämlech effektiv – dat krute mer erklärt – oft Projeten dran, déi nach net wierklech konkretiséiert waren, soudass déi Lëscht guer net fiabel war.

An ech fannen et dofir och richteg, elo da méi op d'Critères d'éligibilité ze setzen, mee net méi op Lëschten, déi am Fong geholl kee reelle Wäert hunn, a sech domadder och an der Approche vill méi transparent opzestellen, fir un de Finanzement vun esou eenzelne Projeten erunzegoen.

Am Allgemengen – an dat hat d'Rapportrice och ervirgehuewen – bréngt eeben dëse Plan quinquennal och eng Partie Neierunge mat sech, déi, fannen ech, awer duerchaus derwäert sinn, ervirgehuewen ze ginn.

Fir d'alleréischt wéilt ech awer och méi allgemeng umierken, dass an den Tourismus ze investéieren, natierlech och bedeit, an Infrastruktur, Patrimoine an an eis Liewensqualitéit allgemeng ze investéieren. A meng Virriednerin huet et och gesot: Alles, wat mer an den Tourismus an an eis Gäscht investéieren, vun deem kënne mir och als Awunner profitéieren. An an deem Sënn maachen och all d'Acteuren um Terrain eng Aarbecht, vun där mir am Alldag och vill profitéieren a vun där mir vill hunn.

A bei deenen Acteuren huet sech an deene leschte Joren och ganz vill gedoen. Et ass vill professionaliséiert ginn. Ech hu gelies, dass an där Debatt viru fënnef Joer nach jidderee vun den ORTe geschwat huet a vum nei geschafenen LFT. An déi sinn do an hirer neier Roll quasi nach ëmmer ervirgehuewe ginn. An haut sinn dës Acteure ganz einfach fest an der lëtzebuergescher Tourismusstruktur etabléiert an net méi ewechzedenken.

A wat mech perséinlech elo och freet bei dësem Plan quinquennal, dat ass, dass d'Naturparke mëttlerweil eng vill méi visibel Roll spille kënnen. Si hunn am Fong geholl nach ëmmer eng wichteg Roll am Tourismus gespillt, just dass se bis elo virun e puer Joer – oder bis elo – am Fong net déi Roll unerkannt kritt hunn an deementspriechend och net wierklech vu Gelder aus dem Tourismuspott konnte profitéieren. An ech si wierklech frou, dass dat awer elo aneschters ass. Well ech ka confirméieren, dass eis Naturparken eng ganz, ganz wäertvoll Aarbecht maachen, déi dem Tourismus am Alldag zeguttkënnt, sief dat Events, konkreet Projeten, Berodung an esou weider, wat direkt dem Tourismus zeguttkënnt, awer doriwwer eraus eeben och méi allgemeng der Aarbecht am Beräich vun der Nohaltegkeet, vun der nohalteger Berodung, wat natierlech och positiv zum Erliefnis vum Visiteur bei eis an eise Regioune bäidréit.

Fir dann awer ganz konkreet op dëse Plan quinquennal zréckzekommen, wéilt ech als Éischt emol positiv ervirhiewen, dass iwwert dëse schonn elo, also Enn Abrëll, ofgestëmmt gëtt. Ech hu gesinn, déi leschte Kéier war en am Juli um Ordre du jour vun der Plenière. An do muss een och soen, dat ass am Sënn vun den Acteuren um Terrain: Wat en éischter am Joer um Ordre du jour ass, wat et hinnen natierlech och méi Planungssécherheet an hirer Aarbecht gëtt.

An dann ass natierlech och ze begréissen, dass d'Enveloppe staark an d'Luucht gaangen ass, op 70 Milliounen elo. Dozou muss ee jo dann en plus soen, dass déi Privatbetriber, déi jo elo net méi iwwert de Plan quinquennal viséiert sinn, hirersäits eebe Subsiden, zousätzlech Subsiden, kënnen ufroen, dat elo net méi iwwert dëse Plan quinquennal, mee iwwert de Régime d'aides fir Kleng- a Mëttelbetriber.

An da wéilt ech och ervirhiewen, dass et hei net just ëm e Projet de loi mat enger Enveloppe budgétaire geet fir e Programm, deen et an där Form jo schonn eng Zäitche gëtt – mir schwätze jo ëmmerhin elo vum eelefte Fënnefjoresplang –, mee et kommen, dat hat ech och schonn ugedeit, eng ganz Partie Neierungen derbäi. An dat ass, wéi gesot, ze begréissen.

Elo kommen nieft den Organismes publics, déi dovunner profitéiere kënnen, wéi gesot, d'Fondatiounen a virun allem och d'Naturparken derbäi. D'Méiglechkeet, d'Frais de fonctionnement iwwert de Plan quinquennal remboursëiert ze kréien, gëtt et elo net méi. Mee dozou muss een awer och soen, dass dëst bis elo an der Praxis nach ni heiriwwer accordéiert ginn ass, sondern iwwert de Budget ordinaire gelaf ass, soudass dat am Fong geholl an der Praxis guer keen Ënnerscheed mécht. Et ass just méi eng éierlech Approche, et elo carrement erauszehuelen.

An eng aner Ännerung betrëfft d'Durée, wärend där eng Infrastruktur muss touristesch exploitéiert ginn, ouni dass ee muss d'Suen zréckbezuelen. Dat ware bis elo 10 Joer. Dat gouf elo op 20 Joer gehéicht, an ech fannen dat eng ganz räsonabel Decisioun.

Ausserdeem hu mer erklärt kritt, dass an de vergaangene Joren awer och eng Partie Schwieregkeete bestanen hunn, wat d'Prozeduren ubelaangt fir d'Mise en oeuvre vun dësem Plan quinquennal. An hei sinn elo nei kloer Krittären definéiert ginn, wat och erëm fir Transparenz suergt. An och dat ass ze begréissen.

Natierlech hunn ech dann och e bësselche gekuckt, wat esou an der Debatt viru fënnef Joer gesot ginn ass. An do sot den Här Bauler, si hätten an der Vergaangenheet ëmmer drop opmierksam gemaach, dass et essenziell ass, dass an dësem Plang prezis Schwéierpunkten definéiert ginn. An ech fannen déi Iwwerleeung effektiv ganz pertinent.

Ech si mer allerdéngs elo net ganz sécher, ob mer elo hei dervunner schwätze kënnen, dass Schwéierpunkten definéiert gi sinn. Ech wéisst och elo net, wéi een dat an der Praxis ëmsetze kéint. Vläicht andeems een d'Tauxe vun de Subsiden upasst un de Genre vu Projet, dee viséiert gëtt. À creuser, ech weess et net. Mee egal wéi sinn ech der Meenung, dass esou e Plan quinquennal jo och hëllefe kann, eng touristesch Strategie um Terrain ze begleeden.

An déi nei Tourismusstrategie, déi mer jo virun engem Joer virgestallt kritt hunn, déi stellt jo de Begréff vun der Nohaltegkeet an de Virdergrond, dëst am Sënn vun enger ekologescher, ekonomescher a sozialer Nohaltegkeet mat engem Fokus och op den Erhalt vun eisem Patrimoine.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dës nei Strategie steet ënnert dem Leitmotiv „Mënschen, Regiounen an Ekonomie: de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit". An esou wéi aus deem Strategiedokument erauszeliesen ass, setzt dës Strategie op véier Pilieren: Dat wär eng Kéier den Amenagement vun der existenter Offer an d'Adaptatioun un déi aktuell Besoinen, dann d'Verstäerkung vun der Resilienz vun de Betriber, dann och d'Prise en compte vun den ekonomeschen, ekologeschen, sozialen oder kulturellen Dimensiounen a véierte Punkt wär d'Digitaliséierung.

An ech stinn do – an dat hat ech och schonn d'lescht Joer an der Interpellatioun gesot – voll a ganz hannert dëser Ausriichtung. Ech hu mech awer dunn effektiv gefrot, ob esou e Plan quinquennal net effektiv och e gudden Outil wier, fir dat eeben an der Praxis ëmgesat ze kréien, wat eng Tourismusstrategie sech jo am Endeffekt och als Zil gëtt, well een déi Investissementer, déi um Terrain getätegt ginn, eeben och e bësse steiere kann do dermadder.

A fir do nach e Schratt méi wäit ze goen, wéilt ech dann un déi Iwwerleeung och eng Fro drunhänken, déi ech effektiv och schonn eng Zäitchen am Hannerkapp hunn, nämlech ob et net méiglech wier, driwwer nozedenken, déi Aiden dann och un Nohaltegkeetskrittären ze koppelen; d'Nohaltegkeet, déi jo och e Begréff ass, deen an där Strategie ëmmer erëm ervirgehuewe gëtt.

Dann hätt ech vläicht nach eng kleng Fro éischter praktescher Natur. Ech weess net, ob se sech jeemools an där Form kann oder wäert stellen, mee vu dass beim leschte Plan quinquennal net dee ganze Pott opgebraucht ginn ass an elo nach eng Kéier eropgesat ginn ass, do schéngt de Risiko jo net enorm grouss ze sinn, dass ee méi Projete géif erakréie wéi Budget am Endeffekt do ass. Mee wéi géif dat sech an der Praxis duerstellen, wann all d'Suen opgebraucht wieren an dann nach Projeten erakéimen? Gëtt et do Krittäre fir d'Eligibilitéit? Wie géif finalement tranchéieren? Oder leeft dat dann einfach nom Prinzipp „first come, first served"?

Fir ofzeschléisse wéilt ech awer nach eng Kéier der Regierung an Iech, Här Minister, Merci soen, dass Der dem Tourismus wierklech dee Stellewäert gitt, deen e verdéngt huet. Mir mussen an den Tourismussecteur investéieren, dat ass ganz, ganz kloer. An eist Land, an eis Regioune gëtt investéiert, an ech si wierklech frou, dass den Tourismus, als eng Aarbecht, an där ech och emol eng Zäitche geschafft hunn, net vergiess gëtt.

Grad an Zäiten no enger Coronapandemie, elo och mat der Energiekris an der Präisdeierecht, musse mer eis Destinatioun wierklech kompetitiv an attraktiv halen, an Investitiounen an d'Qualitéit vun eiser touristescher Offer sinn do primordial. An net zulescht: Vun den Investitiounen, déi mer haut an eis touristesch Offer investéieren, ziert eist Land och nach déi nächst 10, 20, vläicht souguer 30 Joer. An et ass natierlech elo un den Acteuren um Terrain, esou vill wéi méiglech Projeten eranzereechen. Wéi gesot, et ass e Pott do mat ville Milliounen Euro. Un dee kann ee roueg goen, net dass et geet wéi déi Jore virdrun, wou herno nach ganz vill Gelder iwwregbliwwe sinn. An de Projet vun der Hängebréck ass jo och schonn ugeschwat ginn. Falls deen dann effektiv realisabel wier, ech mengen, dann hätte mer do e Projet, dee schonn e klengen Impakt op dee Budget hätt.

An deem Sënn soen ech Iech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der gréngер Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Empain. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Ech wäert mech extreem kuerz halen. Ech ginn der Madamm Recht, wa se eisem Tourismusminister Merci seet, datt e sech fir den Tourismus asetzt. Als een, dee selwer Acteur ass an där Branche, appreciéiere mer dat natierlech ganz vill. Den Tourismus ass fir Lëtzebuerg extreem, extreem wichteg, an net nëmmen den Tourismus vun Auslänner, déi an d'Land kommen, mee och de Bannelandtourismus soll een net ënnerschätzen. Ëmmer méi Leit maache gären oft a laang Vakanz hei am Land.

Dir erlaabt mer, dass ech als en iwwerzeegte Liberale soen, datt aleng den Titel vun dësem Gesetz mer scho Schudderen iwwert d'Haut goe léisst. Mir brauche keng „Fünfjahresplanung". Dat sinn Terminologien aus enger vergaangener Zäit, dat ass Ostblockdenken, dat brauche mer net! Wat mer brauchen, sinn Initiativen, déi intelligent vum Staat ënnerstëtzt ginn, ob se da vun ëffentlecher Säit oder vu privater Säit kommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | A wann Der sot, de Leitmotiv ass „Mënschen, Regiounen an Ekonomie: de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit", dann ënnerschreiwe mer dat alleguerten. Mee, wéi gesot, mir brauche keng „Fünfjahresplanung", mir brauchen eng konkreet Ënnerstëtzung, och vu privaten Initiativen an deem dote Beräich. Nichtsdestotrotz wäerte mer als ADR dee Projet hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Reding. An dann ass déi nächst agedroe Riedner déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Madamm Presidentin. Jo, mat deem heite Projet de loi stëmme mer dann haut d'Enveloppe fir d'Finanzéierung vun der Tourismusinfrastruktur fir déi nächst fënnef Joer. Dëse Finanzement, deen et jo scho säit de 70er-Jore gëtt, ass do, fir de Gemengen an de Syndikater ze hëllefen, hir Infrastrukturen am touristesche Beräich ze moderniséieren an ze amenagéieren. Fir dëse Fënnefjoresplang sinn dann am ganze 70 Millioune virgesinn. D'Gesetz preziséiert och déi administrativ Modalitéite fir d'Subsiden, wat fir méi Kloerheet misst suergen.

Mir als Lénk ënnerstëtzen dat a wäerten dëse Projet natierlech och matstëmmen. Mir hu jo – an dat muss een och soen – e grousst Potenzial, virun allem fir Erlebnistourismus oder och nach nohaltegen Tourismus oder och nach Tourismus respektiv Eskapaden op der Sich no eppes, wat ëmmer méi rar gëtt: Rou. Ech denken un de Mëllerdall oder nach d'Éislek, mee och de Süden an de Weste vum Land, ech denken och un Hoteller a Bamhaiser – dat gëtt et jo och schonn hei zu Lëtzebuerg –, Spadséiere mat Ieselen oder mat aneren Déieren, Kajak op der Sauer – dat gëtt et jo och schonns –, Reitausflich oder Reitvakanzen an esou weider. Dat sinn alles Iddien, déi et zum Deel scho gëtt, mee déi een awer och nach ka weider ausbauen an entwéckelen, och fir déi lokal Ekonomien dann, fir dass et e weidere positiven Impakt op déi lokal Ekonomië gëtt, an dat och zum Beispill mat Zëmmeren, Gîten a Brasserien a verschiddenen Uertschaften.

Dat gëtt et alles schonn zum Deel. Ech mengen awer, dass do Potenzial ass, fir dat nach weider auszebauen. Et gëtt jo och zum Beispill déi Trails am Mëllerdall an am Éislek, wou een och scho kann iwwernuechten. Esou Circuite kéint een och nach weider ausbauen an do muss dann natierlech och eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport ugeduecht sinn. Do muss een also dann alles zesummendenken.

Et ass natierlech richteg a wichteg, déi lokal touristesch Initiativen ze ënnerstëtzen. Dat kënnt jo net nëmmen de jeeweilege Gemengen zegutt, mee dem ganze Land. Déi Infrastrukturen, déi domadder finanzéiert ginn, si jo an der Reegel net just vun Interessi fir auslännesch Visiteuren, mee, wéi och schonn hei gesot gouf virdrun, och fir déi eege Bevëlkerung. Zemools wann ee Kanner huet, ass ee frou, wann een de Weekend en Ausfluch ka maachen a flott Saachen am Land kann entdecken. Se verbesseren och d'Liewensqualitéit ganz allgemeng, souwuel fir d'Visiteure wéi natierlech fir d'Residenten.

Wat een awer muss feststellen, ass, dass an deem Gesetzestext nëmmen allgemeng inhaltlech Krittäre festgemach ginn. Am Exposé gëtt zum Beispill drop higewisen, datt ee wëll déi ekologesch Dimensioun stäerken, mee am Gesetzestext fënnt een awer keng Referenz dodrobber. En gros kann een eng Demande erareechen, soubal e Projet en touristeschen Interessi huet. Dat ass eiser Meenung no immens breet gefaasst, soudass jidderee seng Projete kann duerchkréien an d'Administratioun kee brauch virun de Kapp ze stoussen.

Dat muss net onbedéngt schlecht sinn. D'Gemenge wësse jo selwer am beschten, wéi se hiert touristescht Potenzial kënne valoriséieren. Mee et schéngt mer awer och evident ze sinn, dass et schwéier ass mat där Approche, eng kohärent national Strategie ze verfollegen, déi probéiert, deem Ganzen eng gemeinsam Stoussrichtung ze ginn. Et ass deen Ament éischter en dezentralen Usaz, bei deem d'Resultat d'Zomm vun deenen eenzelne lokalen Initiativen ass, an dat gesi mer als eventuell Limitt, virun allem wann een un d'Stéchwuert „Nohaltegkeet" denkt. Mee, wéi gesot, mir wäerten dëse Gesetzesprojet natierlech matstëmmen.

Villmools merci.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Oberweis. An den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Madamm Presidentin. Merci dem Carole Hartmann fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech kéint elo nach e Best-of vu menge Rieden iwwert den Tourismus aus de leschte fënnef Joer bréngen, mee ech

erspueren Iech dat. Mir kucke jo elo op déi nächst fënnef Joer viraus.

Ech wollt awer op ee Punkt agoen. Dat ass och deen, deen ech an der Kommissioun ugeschwat hunn a wou Der och bereet waart, dat am Text ze verbesseren. Do stoung nämlech am Ufank mat de Jugendherbergen, dass just de Kriterium wär, dass ee moderat Präisser misst ubidden an eng Memberskaart. Da wären awer och vill kommerziell Zwecker méiglech gewiescht, well „modéré" ass e ganze Lastik gewiescht. An ech wollt awer do der Kommissioun an der Madamm Presidentin och Merci soen, dass dat nach eng Kéier nogebessert ginn ass an dass een elo muss bei der Youth Hostel Association unerkannt sinn, soudass mer och sécher sinn, dass et net kommerziell Jugendherberge sinn, déi duerch dës Hëllefen Ënnerstëtzung fannen.

Mir wäerten och d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Merci.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Goergen.

An dann huet d'Regierung elo d'Wuert, den Tourisminister Lex Delles ass ënnerwee bei d'Riednerpult. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Merci villmools, Madamm Presidentin. Loosst mech fir unzefänken der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir hiren exzellente Rapport, dee se gemaach huet. Dofir brauch ech net méi op all Detail anzegoen.

Ech wëll just direkt fir unzefänken dem Här Hengel seng Ried komplettéieren, déi en 1973 ugefaangen huet beim Här Mart, dunn eriwwergaangen ass bei Boden, Boden, Boden, Boden, Boden, Boden, fir dann awer weiderzefuere mam Plan quinquennal, deen deposéiert ginn ass vun der Madamm Hetto, déi och bei Iech war, an duerno, hei och bei eis, d'Madamm Closener. Dat ass dee leschte Plan quinquennal, deen deposéiert ginn ass.

Ech sinn awer och ganz frou, dass een hei bei all de Riedner héieren huet, dass et eng Unanimitéit gëtt, fir dëse Projet kënnen ze stëmmen, well et ganz wichtege Projet ass, well all Euro, deen an den Tourismus investéiert gëtt, ass en Euro, deen der Liewensqualitéit vun den Awunner aus der jeeweileger Gemeng, Regioun an aus dem Land zeguttkënnt. All Euro, deen also investéiert gëtt, iwwert de Plan quinquennal matgestäipt gëtt, wou nach aner Trägeren, sief et ASBLen, ORTen, Gemengen oder anerer, sech engagéieren, fir Investissementer ze maachen, kënnt eis alleguerten zegutt.

Ech mengen, et ass virdrun ugeschwat ginn: Iwwert de leschte Plan quinquennal, deen eng 60 Millioune virgesinn hat, sinn net eng ronn 43 Milliounen, mee 51 Milliounen ausgi ginn, also 51 Milliounen, déi iwwert de Plan quinquennal ausgi gi sinn. Do ass de Gros dovunner u Gemengen a Syndikater gaangen. Op där anerer Säit sinn nach 9 Milliounen iwwreg, déi reportéiert sinn op den eelefte Plan quinquennal. Dat heescht, et si 70 Millioune plus dann nach eng Kéier déi 9, déi vum leschte Plan quinquennal iwwreg sinn.

Ech wëll direkt virop drop agoen, wat geschitt, wann net genuch Suen do sinn. Majo, ech wënsche mer et, dass net genuch Suen do sinn, well da kënnt, Här Hengel, deen nächsten – oder awer vläicht deen nämmlechten, dat wäerte mer da gesinn – Tourismusminister hei an d'Chamber an e freet eng Rallonge fir de Budget un a kann da mat engem neie Gesetz dat doten dann nach eng Kéier méi derbäisetzen. Ech mengen, wann hei Unanimitéit ass fir dëse Projet, ass et mer och net baang, fir dann deem heiten nach eng Kéier Suen dropzesetzen.

Wat sinn déi gréisst Projeten, déi an deem leschte Plan quinquennal ëmgesat gi sinn? Op där enger Säit natierlech Bureau-d'accueillen, wat ganz wichteg ass, fir dass mer de richtegen Accueil kënne maache vun den Touristen, wa se dohinnerkommen. Natierlech Fräizäitinfrastrukturen, déi en place gesat gi sinn, sief et Parken, Spillplazen, natierlech awer och de Märchepark zu Beetebuerg, deen – ech hunn et extra gesot fir Iech, Madamm Lorsché, a fir den Här Graas – natierlech och heivunner betraff ass. An dofir war et och wichteg, dass mer an deem neie Plan quinquennal Fondatioune materageholl hunn, déi bis elo net eligibel waren, an Naturparken.

An dann äntweren ech och direkt op d'Fro, déi gestallt ginn ass: Wéi gëtt gekuckt, ob opgedeelt gëtt tëschent Regiounen an dem urbane Raum?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Majo eeben andeem mer hei d'Naturparke materanhuelen, garantéiere mer nach eng Kéier, dass mer méi breet och an de ländleche Raum kommen. Mee konkreet um Terrain huet sech d'Fro net gestallt, dass et onfair opgedeelt wier tëschent deene verschiddene Regioune respektiv dem urbane Raum, wann ech méi urban Plazen huele wéi Esch zum Beispill oder natierlech d'Stad Lëtzebuerg. Do mierke mer, dass vun iwwerall Demandë kommen. An ech kommen duerno nach eng Kéier drop ze schwätzen, wéi eng Projete fir deen neie proposéiert gi sinn.

Natierlech sinn awer och Muséeë matfinanzéiert ginn iwwert dee leschte Plan quinquennal, an e wichtegen Deel, d'Digitaliséierung vun deene verschiddenen Acteuren, fir ze kucken, dass ech kann eng Onlineoffer maachen, fir Tickete kënnen ze kafen, dass meng Expositioun digital ass, dass ech e Marketing ka maachen, deen digital ass, alleguer déi Saachen, wou mer gekuckt hunn, fir déi och kënnen iwwert de Plan quinquennal matzefinanzéieren, fir eeben den néidege Schrëtt ze goen, fir dass den Tourist vun haut och dat fënnt, wat e sicht, an – et ass esou, wéi et an der Strategie steet – net nëmme seng Erwaardungen erfëllt ginn, mee seng Erwaardungen och iwwertraff ginn.

Natierlech war awer och ee ganz wichtegen Deel den Hebergement. Wa mer kucken am Süden um Minettetrail: D'Kabaisercher sinn alleguerte mat 50 % matsubventionéiert ginn iwwert de Plan quinquennal.

Aner Projeten: Et ass virdru geschwat gi vum ëffentlechen Transport, fir Ubannungen ze maachen un den ëffentlechen Transport. Ma eebe grad Vëlosweeër sinn e ganz wichtegen Deel, deen och iwwert de Plan quinquennal matfinanzéiert gëtt. Mir hu jo Piste-cyclablen, den nationale Reseau. Dat ass den Transportministère, awer d'Ubannung aus engem Duerfkär, d'Ubannung vun enger touristescher Infrastruktur un eng Piste cyclable nationale, déi leeft och iwwert de Plan quinquennal, fir déi doriwwer kënnen ze bezuelen. An dat ass e ganz wichtege Volet, dee mer och am Plan quinquennal hunn.

An dann ass e Volet d'Accessibilitéit, also „Design for all", déi och iwwert de Plan quinquennal finanzéiert gëtt.

Dat sinn esou déi Haaptsujeten, déi mer finanzéieren, fir eebe grad kënnen den Touristen dat unzebidden, wat mer och an der Strategie virgesinn hunn. An ech kommen nach eng Kéier dorobber ze schwätzen.

Natierlech, mat deem neie Projet gesi mer déi verschidden Adaptatiounen, déi sinn ugeschwat ginn. Ee wichtegen Deel, deen direkt opgefall ass, ass, dass mer virdrun e Règlement grand-ducal haten, wou generell Approchë ware fir ze soen: „Mee dat doten an dat dote finanzéiere mer mat."

Ee gutt Beispill, dat ech selwer ganz gutt kennen: En Erlebnisbad am Osten, dat stoung, ech mengen, säit sechs Plan-quinquennalle schonn am Règlement grand-ducal, fir dat dann och kënnen en place ze setzen. Dat Erlebnisbad war initialement am Mëllerdall virgesinn. Ech mengen, dat war an den 80er-, 90er-Jore virgesinn, fir am Mëllerdall eng zousätzlech Offer kënnen ze maachen. Et ass awer ni realiséiert ginn an et ass ëmmer erëm iwwert Règlement grand-ducal matgeschleeft ginn, bis dunn eng aner Gemeng aus dem Osten – Munneref, fir se net ze nennen – gesot huet: „Ma wa se schonn drop steet, da melle mer eis a mir huelen eis dann do déi méi héich Subventiounen, déi mer kënne kréien."

Dat heescht, mir hunn ëmmer erëm e Règlement grand-ducal geholl, wou mer gesot hunn: „Hei, dat doten an dat doten an dat dote wënsche mer eis", d'Sue ware blockéiert, mee se sinn awer net wierklech realiséiert ginn. An dofir hu mer dee ganze Changement gemaach, wou mer gesot hunn: Mir maachen elo ganz objektiv Krittären. Et muss éischtens gesot ginn, wat iwwerhaapt d'Plus-value touristique vun deem Projet ass, woufir ech e Subsid wëll. Zweetens ass et e Projet, deen ech och muss kënne realiséieren. A wann dee Projet iwwer 2 Milliounen Euro kascht – net Aide, mee iwwer 2 Milliounen ass –, da muss en an de Règlement grand-ducal, fir dass dann och de Projet kann arrêtéiert ginn. Do si mer vill méi neutral an de Krittären a vill méi kloer a prezis bei deem, wat mer soen.

En zweete wichtege Changement, dee mer hei gemaach hunn, ass, dass e Projet, deen eng Kéier ugefrot ginn ass, eng Validitéit huet vun engem Joer. Dat heescht, mir huelen en Engagement um Budget wärend engem Joer. Wann de Projet wärend deem Joer net realiséiert ginn ass, net ugefaange ginn ass, da kann ech nach eng Kéier soen: „Hei, en ass net ugefaange ginn, well, well, well … Ech wëll nach eng Kéier fir e Joer verlängeren." Dat heescht, zwee Joer huet een dann Zäit, a wann et dann nach ëmmer net ugefaangen ass, da muss een nach eng Kéier vu vir ufänken an nach eng Kéier eng nei Demande maachen, well jo da Problemer si mat deene Projeten.

Ech kann Iech just soen, dass mer virun een, zwee Joer nach Projeten um Plan quinquennal pechen haten, déi aus den 80er-, 90er-Jore waren, bei deene mer du gekuckt hunn, se ze clôturéieren, fir einfach ze soen: „Majo, hei, Gemeng, ech mengen, dat, wat Der deemools virhat, dat wëllt Der net méi maachen. Kommt, maacht eis e Bréif, wou Der sot: ‚Mir wëllen et net méi, Dir kënnt d'Engagement annuléieren', an da kënne mir déi Suen och deblockéieren aus dem Plan quinquennal!"

Well et muss een et hei an der Chamber natierlech transparenzhalber soen: De Plan quinquennal ass deelweis iwwerengagéiert ginn, well mer woussten, dass Projeten 10, 15 Joer méi al waren an nach ëmmer net realiséiert gi sinn.

Dee Problem hu mer heimat geléist, well mer ganz kloer hei wëssen, dass e Projet muss bannent zwee Joer ugefaange sinn. Wann en dat net ass, da muss en nach eng Kéier ganz nei ugefrot ginn, da musse mer kucken, firwat de Projet dann déi Retarde kritt huet.

En drëtte wichtege Volet ass, dass mer hei iwwert de Plan quinquennal eng Correspondance terme à terme gemaach hunn zu de Classes moyennes, an zwar zu der Loi-cadre vun 2018 fir d'Aide à l'investissement fir d'Betriber. Bis elo war et esou, dass Der, wann Der eng ASBL waart an Dir hutt e Camping

exploitéiert oder Dir hutt e Gîte exploitéiert, da konnt 50 % Aidë kréien. Wann Der awer eng SARL waart, da konnt Der just 20 % Aidë kréien. An dofir hu mer hei gekuckt, eebe grad do déi Egalitéit ze maachen, dass et fir een ass wéi fir deen aneren. Dat heescht, wann ech investéieren, da kréien ech dat, wat fir eng SARL méiglech ass, och wann ech eng ASBL sinn, a wann ech eng ASBL sinn, kann ech och déi nämmlecht Aidë kréien, wéi wann ech eng SARL sinn. Dat heescht, dass mer do déi Correspondance hunn.

Natierlech hu mer awer do am Hebergement eng Ausnam gemaach fir d'Jugendherbergen an dat, wat den Här Goergen gesot huet, ass richteg. Mir haten do déi Diskussioun, fir nach eng Kéier déi Prezisioun mat an den Text afléissen ze loossen, fir d'Jugendherbergen déi international Definitioun dranzeschreiwen, fir dass kloer ass, dass ee muss Member si bei der Youth Hostel Association, fir kënne vun enger Aide vu 50 % ze profitéieren.

An eng weider Ausnam ass: Wann een e Gîte mécht, dee ganz speziell ass, wéi zum Beispill d'Kabaisercher, déi mer haten, Logements insolites, e wichtege Projet, well mer do natierlech och am Tourisme rural sinn, fir do ze kucken, eng zousätzlech Offer am Hebergement kënnen ze schafen, kënne mer och do iwwert de Seuil vun deenen 20 % eropgoen. An et bleift awer natierlech ëmmer nach d'Méiglechkeet, wéi dat och bis elo de Fall war, wann een en Intérêt national huet, dann déi 100 % iwwert de Regierungsrot kënnen ze froen. Dat war och bis elo nach ëmmer d'nämmlecht.

Natierlech ass et wichteg, dass mer déi Plus-value touristique dran hunn, well bis elo konnt een einfach eng Demande maachen, soen: „Et ass touristesch", an da krut een eng Aide iwwert de Plan quinquennal. Hei muss een elo kloer erklären, firwat et eng Plus-value touristique ass, wat ech also wëll realiséieren.

An op där anerer Säit gi mer och bei der Durée vun der Exploitatioun vun 10 op 20 Joer erop. Et war esou, dass ee konnt 50 % vun engem Projet bezuelt kréien, wärend zéng Joer Terrain a Gebai exploitéiert huet … an dofir och déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten, wou ech der Presidentin nach eng Kéier wëll Merci soe fir deen Debat, dee mer haten. Wann een en Terrain huet an e Gebai drop keeft, kann ee 50 % kréien, mee ech kann et awer no eelef Joer verkafen. Déi Durée hu mer an d'Luucht gesat. Mir sinn do vun 10 op 20 Joer eropgaangen, fir déi Hëllefe kënnen dann ze kréien.

Wéi gesot, all Investitioun, déi mer hei wëlle mat suivéieren, muss déi Plus-value touristique hunn. Mir hunn eng Vereinfachung gemaach vun de Prozeduren, et ass schonn ugeschwat ginn. Et ass gekuckt ginn, dass mer alles digitaliséieren op där enger Säit, dass mer kucken, fir et méi einfach ze maache mat klore Krittären, mat engem klore Formulaire, fir datt jiddweree weess, wat e ka maachen, an dass mer et och iwwert de Guichet kënnen erakréie mat deene verschiddene Kommissiounen, esou wéi se presentéiert gi sinn.

D'Nohaltegkeet ass ugeschwat ginn. Jo, de Krittär vun der Nohaltegkeet ass eng Prioritéit, déi mer hunn, mat all deene Saachen, déi mer souwisou no vir brénge, sief et de Wandertourismus, sief et de Vëlostourismus, sief et awer d'Nohaltegkeet bei de Projete selwer. An dofir ass et och wichteg, dass d'Aidë cumulabel sinn, dat heescht, wann ech eng Aide kréie vum Energieministère zum Beispill, ass se cumulabel mat där heiter Aide an déi eng schléisst déi aner net aus. Dat heescht, wann ech ka fir meng Solarpannoen esou vill Prozent kréien an nach eng Kéier 20 % hei, ma da sinn déi cumulabel, fir kënnen do an der Nohaltegkeet weiderzekommen, an déi eng schléisst déi aner net aus.

Et war nach eng Fro gestallt ginn zu de Prozeduren. Jo, déi si méi kloer a méi einfach gemaach ginn, dat heescht, mir sinn hei an der Simplification administrative.

Et ass eng Fro doriwwer gestallt ginn, wat ass, wann eng Gemeng Difficultés financières huet. Dat ass richteg, an deene leschte Plan-quinquennalle stoung, wann eng Gemeng Difficultés financières huet, ka se méi en héije Subsid kréien. Dat ass elo net méi dran. Ech hunn awer nogekuckt: An deene leschten zéng Joer ass dat ni gezu ginn, Difficultés financières, well et och net definéiert war, wat Difficultés financières vun enger Gemeng sinn. Dat heescht, wann eng Gemeng finanziell Schwieregkeeten huet, e Projet ze stemmen, deen nëmme fir hir Gemeng ass, ka se och net den Intérêt national ufroen.

Et ass elo hei no engem Beispill vun enger Hängebréck gefrot ginn. Do ass och eng Question parlementaire, ech mengen, och vun Iech, Madamm Burton, gestallt ginn zu deem Projet vun der Hängebréck, wou ech gesot hunn, dass dat natierlech net nëmmen e lokale Projet ass, mee och e regionale Projet an dass et ganz interessant ass fir de Wandertourismus zu Lëtzebuerg, dann do en Intérêt national eventuell drop ze maachen.

Ech kann hei natierlech net, ier d'Gesetz a Kraaft ass, iwwer e Reglement schwätzen an eng Diskussioun, déi doropshin ze féieren ass. Mee dat doten ass e ganz gutt Beispill fir déi Fro „Ass de Problem vun de finanzielle Moyene vun enger Gemeng ze léisen iwwert de Plan quinquennal?" Ech mengen net. Et ass an deene leschte Joren och net gezu ginn. Et ass net kloer, an dofir hu mer et och hei erausgeholl, well et aner Méiglechkeete gëtt, fir d'Subsiden esou unzepassen.

Et ass och gefrot ginn – an domat wëll ech och ofschléissen –, wéi eng Projeten erakomm sinn. Mir haten en Appel gemaach, ier mer d'Gesetz deposéiert hunn, fir ze froen: „Hei, wat sinn déi Projeten, déi kënne kommen?" Do gesi mer, dass mer souwuel scho Projete vun der Stad Lëtzebuerg erakrute fir den urbane Raum wéi och Iwwerleeunge vun aneren urbane Gemengen, awer natierlech och vu Bauschelt – do ass och schonn den Interêt ugemellt ginn –, vu Kielen – fir an d'Guttland ze goen, do sinn och Demandë komm –, vu Mäerzeg, vun LFT, natierlech ass och vu Réimech eppes erakomm.

Dat heescht – ech wousst nämlech, dass den Här Hengel géif schwätzen, dofir hunn ech nach séier gekuckt, wat vun der Musel komm ass –, et gesäit een, dass mer do schonn eng Opdeelung hunn, souwuel am Norde wéi am Süde wéi am Weste wéi am Zentrum. Mir hunn op ganz ville Plazen elo schonn Demanden. An ech si mer sécher, dass mer déi Suen hei ganz gutt wäerte verschaffen.

Ech soe jiddwerengem Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister.

An da géife mer elo iwwert de Gesetzesprojet 8050 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8050 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung ass elo direkt lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Unanimitéit: 60 Stëmme fir de Projet.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

Da si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm a mer gesinn eis muer um 10.00 Auer fir den Debat erëm. An ech géif eis Ekipp nach bieden, e puer Minutten ze bleiwen, fir eng Rei vu Rendez-vousen – Institutiounskommissioun – festzeleeën.

All déi aner Kolleege sinn elo entlooss an d'Sëtzung ass eriwwer.

(La séance publique est levée à 17.39 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 68
M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)** p. 68
Débat : M. Gilles Roth (interventions de M. Léon Gloden et M. Dan Kersch) | M. Gilles Baum (interventions de M. Gilles Roth) | Mme Francine Closener

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 10.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

D'Chamber féiert haut de Moien d'Debatt iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC an iwwert den nationale Reformprogramm, de PNR. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Gilles Baum, d'Madamm Francine Closener, den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt der Finanzministesch, awer och dem Wirtschaftsminister Merci fir d'Presentatioun vun dem nationale Stabilitéitsplang an och vun dem nationale Reformplang. Ech wëll awer och de Beamte Merci soe fir d'Ausschaffung vun deenen Dokumenter. Dat mag vläicht vun deem engen oder aneren, souguer vläicht vun de Beamten als eng méi oder manner akribesch Sisyphusaarbecht ugesi ginn, mee dat ass et awer net. Et ass au contraire e wichtegt Dokument an, ech mengen, besonnesch dat an enger méi ugespaanter geopolitescher Situatioun mat dach awer wirtschaftlechen a finanziellen Auswierkungen op eist Land.

Déi politesch Liesaart vum Stabilitéitspakt an och vun dem Reformplang, déi dierf ënnerschiddlech sinn an, ech mengen, dat muss och e gesonden Debat an enger Demokratie aushalen. Fir d'Regierung schéngt et hei éischter ze heeschen: „Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes …" – alles schéngt beschtens.

Als CSV, muss ech soen, gesi mir dat awer méi nuancéiert. Déi Dokumenter, déi eis virgeluecht goufen, déi gesi fir eis keng ugemiesse politesch Äntwert, keng Strategie an och keng Visioun op eng Rei vu fundamentale Froe vir, déi awer fir d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Land essentiel sinn. Well – loosse mir et awer richteg soen –: Nach ni war d'Staatsschold am Land esou héich wéi elo. Nach ni war d'Wunnengsnout am Land esou grouss wéi elo. Nach ni war den Aarmutsrisiko am Land esou grouss wéi elo. Nach ni war d'Steierlaascht am Land esou grouss wéi elo an nach ni war d'Schéier tëschent Räich an Aarm am Land esou wäit ausernee wéi elo.

Här President, mir wëllen als CSV e gutt funktionéierende Sozialstaat. Mir beusprochen dat Soziaalt awer net fir eis eleng. Iwwregens, wëll ech och kloer soen, huet keen de Monopol op dat Soziaalt, mee et gehéiert awer zur DNA och vun eiser Partei.

Mir gesinn awer, dass e gutt funktionéierende Sozialstaat nëmme ka mat ugemiessenen ëffentleche Mëttele funktionéieren. An dat heescht fir eis: gesond Staatsfinanzen. Dat heescht: eng Wirtschaft, déi dréit an déi op zolitte Féiss steet. Dat heescht: eng sozial, equilibréiert, fair a gerecht Steierlandschaft. An dat heescht och: en Awierke vum Staat, dass d'Schéier tëschent Räich an Aarm net ausernanerklafft.

Dës Dokumenter, déi eis virgeluecht goufen, beleeën an eisen Aen, dass dës Ziler verpasst goufen an dass se à politique inchangée och net wäerten erreecht ginn. Au contraire, et versicht een eiser Meenung no awer, déi Situatioun schéinzerieden, an dobäi steet d'Land – wann een et richteg kuckt – finanziell awer widdert der Mauer.

De Staat hat nach ni esou héich Budgetsdefiziter wéi elo. A kontinuéierlech Budgetsdefiziter heeschen och ipso facto permanent e Plus u Scholden. An dofir war d'Staatsschold och ni esou héich wéi elo.

A symptomatesch sinn eigentlech d'Tabloen op de Säiten 22 a 24 vun dem Stabilitéitsplang. Den Tablo op der Säit 22, dee weist effektiv, dass mir an de gesamtëffentleche Finanze bis 2020 nach Iwwerschëss haten an duerno geet d'Courbe kontinuéierlech, mee permanent erof.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

An dat selwecht ass och op der Säit hannendrun, nämlech bei der Staatsschold, déi geet vun 2019 u weider permanent an d'Luucht.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Haut leie mir bei der Staatsschold bei iwwer 26 % vun dem Bruttoinlandsprodukt. An ech verlaangen eigentlech och vun der Finanzministesch, dass si der Chamber an dem Land seet, wéi et mat den Emprunte virugeet.

An zwar an dem Budget ass eng Autorisatioun vun Emprunte fir d'Joren 2023 an 2024 vu 6 Milliarde virgesinn. Am Budget vum Joer 2023 gesäit ee vir, dass kënne 4,6 Milliarden Emprunt – nei Emprunten, wëll ech soen – budgetiséiert ginn. Wa mir richteg informéiert goufen, da sinn 3 Milliarden Euro am Mäerz dëst Joer gezu ginn. An dofir d'Fro un d'Finanzministesch: Wäerte bis zum Enn vum Joer – ech soen net, bis just virun de Walen, mee bis zum Enn vum Joer – nach weider Emprunten dëst Joer néideg sinn oder net?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut der Finanzministesch konnt d'Resultat beim Staat sech am Joer 2022, also am leschten Exercice, ëm eng hallef Milliard verbesseren, well d'Land, wéi si gesot huet gëschter, besser duerch d'Kris komm wier. Amplaz 1,4 Milliarden Euro Defizit, wéi beim Budget presentéiert, sollen et der nach 800 Milliounen Euro sinn. Kuckt een awer den Detail, da gesäit een, dass dës Differenz haaptsächlech duerch net getätegt Investissementer kënnt. Amplaz Investissementer vu 4 % vum Bruttoinlandsprodukt, wéi am Budget 2022 nach uginn, si mir grad emol bei 3,5 % Investissementer par rapport zu dem Bruttoinlandsprodukt.

Gutt duerch d'Kris kommen, schéngt dann ze heeschen, mol manner ze investéieren. A méintelaang kréien awer d'Leit, d'Press, all d'Bierger dobaussen ëmmer gezielt, dass ee Resilienz hätt an dass een historesch héich – ech betounen „historesch héich" – Investissementer géing fueren.

Beim Budget 2023, do verhält et sech eigentlech änlech. Well kuckt een och hei den Detail, da gesäit een, dass am Budget nach Investissementer vun 3,85 Milliarde virgesi waren. Historesch héich, wichteg an der Kris, Resilienz vun eise Staatsfinanzen ass de Credo. An haut, véier Méint duerno, knapps véier Méint nodeems dass de Budget presentéiert an adoptéiert gouf, sinn an dem Stabilitéitspakt schonns 500 Milliounen Euro manner Investissementer virgesinn.

An do muss ech soen, do ginn awer d'Leit, a virun allem d'Deputéiert heibannen, déi iwwert déi Dokumenter sollen ofstëmmen, dach op d'A gedréckt. 500 Milliounen Euro manner a grad emol véier Méint, dat ass dach e staarkt Stéck. Eng Verbesserung vun de Staatsfinanzen heescht dann nach just manner Defizit, dee sech beim Staat 2023 op 2,4 Milliarden Euro beleeft, 2024, also d'nächst Joer, 2,5 Milliarden an 2025 nach eng Kéier geschaten 1,9 Milliarden.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, bis Enn 2025, dat heescht, an zwee an engem hallwe Joer e Plus vu 7 Milliarden. Ech widderhuelen et nach eng Kéier: 7 Milliarden nei, méi Schold! A wéi heescht dat bei der Finanzministesch? Wéi si gëschter gesot huet: D'Trajectoire weist eng Verbesserung iwwert d'Joren op. D'Verschlechterung 2024 ännert näischt um positiven Trend. D'Zuelen ënnersträichen déi nohalteg a responsabel Ausriichtung vun eiser Finanzpolitick. D'Zuele vum Stabilitéitspakt weisen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an eis Staatsfinanze resilient sinn. Dont acte.

(Interruption par M. Léon Gloden)

Ma dach, Här Gloden, sou d'Finanzministesch nach gëschter hei an dësem Haus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ëmmer als Haaptcredo vun dëser Regierung ugefouert, schonn iwwer zéng Joer: „Mir maache mat manner méi!" D'Resultat am Konkreeten: D'Leit bezuelen ëmmer méi Steieren an d'Staatsfinanze ginn ëmmer méi d'Baach erof.

(Interruption)

E strukturelle Problem ass dat. Steiererhéijungen, manner Investissementer an nach wie vor Milliarden Euro Defiziter. An och mat där schéinster Prosa, Dir Dammen an Dir Hären, an dem Stabilitéitsprogramm, kritt een déi plakeg Zuelen …, déi kann een net einfach schéirieden. D'Steierlaascht hei am Land war fir d'Bierger nach ni esou héich wéi elo. De Staat bréngt et net emol fäerdeg, finanziell de Steierbarème integral un d'Inflatioun unzepassen. Vun aacht Indextranchen, déi zanter 2017 a bis Enn 2023 wäerten erfall sinn, kréien d'Leit der dann emol gnädeg, gnädeg zwou dëst Joer ugerechent.

Dat heescht, dass eleng dëst Joer de Staat de Steierzueler 720 Milliounen Euro, jo ech soen et nach eng Kéier, 720 Milliounen Euro virenthält. Well enger Indextranche am Steierbarème net Rechnung droen,

si fir de Staat 120 Milliounen Euro méi Steieren. Bei sechs Indextranchë sinn dat, nach Adam Riese, 720 Milliounen Euro, déi d'Leit méi u Steiere bezuelen. An ech hunn ni eppes héieren, weeder 2013 nach 2018 nach soss enzwousch, dass d'Leit misste méi Steiere bezuelen.

Et ass also falsch, ze soen, eng Upassung vun der Steiertabell ëm eng Indextranche kascht de Staat, ech soen et nach eng Kéier, kascht de Staat 120 Milliounen Euro. Mee nee, d'Leit bezuele ganz einfach 120 Milliounen Euro méi, well een dat net an der Steiertabell upasst!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Giles Roth (CSV) | An et ass jo awer, loosse mir ganz éierlech soen, keng räsonabel Approche, fir ze soen, dass den Index op der enger Säit de Leit géing déi feelend Kafkraaft ausgläichen, a grad de Staat, deen hëlt de Leit dat, wat se sollen op der enger Säit kréien, op der anerer Säit aus der Täsch. Dat ass eppes, wat fir eis net akzeptabel ass.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An zu wat dat féiert, mee dat hutt Dir – an Dir sidd jo Volleksvertrieder –, mengen ech, vu ganz ville Leit bei de Paien a bei de Pensiounen, déi fir den Abrëll ausbezuelt goufen, matkritt. Well d'Leit hu gesinn, wat si brutto mat der Indextranche op der Pai an op der Pensioun bäikritt hunn, mee si hunn och gesinn, wat ënnen um Ziedel respektiv meeschtens op hirem Postscheck, wat do netto méi ukomm ass.

An et ass besonnesch d'Mëttelschicht, Dir Dammen an Dir Hären, déi dobäi dee gréissten Deel vun der Steierlaascht dréit. Well vill Leit kréien och dowéinst d'Enner um Enn vum Mount net méi zesummen. An dat si besonnesch Elengerzéier a Leit mat nidderegem Akommes, well och déi hu mëttlerweil realiséiert – an dat ass eng große schweigende Mehrheit –, dass si vun deem, wat si bäikréien, och mëttlerweil iwwer 42 % dovunner mussen un de Staat u Steieren ofbezuelen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Well ..., well eis ...

(Interruption)

Jo, jo. Well an eiser Steiertabell, do bezilt een, wann ee 46.000 Euro versteierbaart, ech soe versteierbaart, Joresakommes huet – an domat leeft een hei zu Lëtzebuerg net ganz wäit –, bezilt een och ewell e Spëtzesteiersaz fir all 100 Euro, déi ee méi kritt, vun 42 %. Dat ass inakzeptabel an dat ass eng Steierlaascht, déi fir de ganz grousse Gros vun de Leit zu Lëtzebuerg ze héich ass.

Duerch d'Ewechfale vun dem Steierkreditt, Dir Dammen an Dir Hären, deen d'Leit dann tëschent Juli 2022 an Abrëll 2023 als Ausgläich fir d'Netausbezuele vun enger Indextranche kritt hunn ..., deen ass natierlech ewechgefall, an dat huet derzou gefouert – an ech mengen, do sidd Dir vu ganz ville Leit ugesprach ginn –, dass si am Abrëll eigentlech an der Nettopensioun oder an der Nettopai zum Deel manner haten, wéi si dat am Mäerz an déi Méint virdrun haten. An d'Leit hunn och mat deene 720 Milliounen Euro, déi si méi Steiere bezuelen, well d'Steiertabell net integral un d'Inflatioun ugepasst gouf, eigentlech schonn alleguerten déi Hëllefen, déi mer do virgestallt kréie vun de Solidaritéitspäck 1.0, 2.0, 3.0, och schonn zum groussen Deel mat virfinanzéiert.

An ech muss ganz éierlech soen, Madamm Minister, mat allem Respekt, deen ech wierklech hu virun Iech, hunn ech et awer e bësse skurrill fonnt, dass an Dokumenter, déi Dir der Chamber gëschter presentéiert hutt – Dir kënnt dat och kucken an deenen Tabloen –, dass do steet, d'Upassung vun der Steiertabell 2024 – an dat ass nëmmen e klengen Deel –, dat wier, ech liesen et richteg, eng „Mesure de soutien", eng Mesure de soutien an dem PSC. Dat heescht, dat, wat d'Leit eigentlech souwisou zegutt hunn, wat eng Ofso ass un déi sougenannt „kal Progressioun", wat eng Ofso ass a wat an anere Länner, zum Beispill Däitschland, souguer verfassungsrechtlech oder gesetzlech verankert ass, nämlech dass déi kal Progressioun muss ausgeglach ginn, dat gëtt zu Lëtzebuerg als Mesure de soutien, also op gutt Lëtzebuergesch als „ënnerstëtzend Moossnam" dohinnergestallt. Gutt verkaaft Politick! Oder op gutt Lëtzebuergesch gesot: D'Leit bezuelen eigentlech hir eegen Hëllefsmoossname schonns am Viraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee verpasst Zil ass och de Kampf géint d'Aarmut gradwéi eng net ugepasste Gesondheetspolitick. Aus dem Dokument vun dem nationale Reformplang, do geet ervir – an dat ass erschreckend, ech soen: Dat ass erschreckend –, dass mëttlerweil 21,1 % vun de Leit – jo, Dir hutt dat gutt héieren –, méi wéi een op fënnef zu Lëtzebuerg, ënnert der Aarmutsgrenz liewen. Esouguer bei deene Leit, déi schaffe ginn, do liewen 13,5 % vun de Leit ënnert der Aarmutsgrenz. Dat heescht, bal een op siwen, dee schaffe geet, dee lieft zu Lëtzebuerg, an deem räiche Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz.

Ech muss soen, dat ass fir eis als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei einfach inakzeptabel. Well fir eis zielt nach ëmmer d'Maximm: Schaffe muss sech lounen! A mir sinn op deene Punkten do och wäit als Lëtzebuerg iwwert der europäescher Moyenne. Also mir sinn net Toppscorer, mee mir leien iwwert der europäescher Moyenne.

A bei den Elengerzéienden ass et nach méi eng grouss Katastroph, well do sinn iwwer 40 % vun den Elengerzéier, déi iwwert der Aarmuts... oder ënnert der Aarmutsgrenz liewen. An dat huet virun allem domat ze dinn – loosst mech dat awer nach eng Kéier soen –, dass et och net akzeptabel ass, dass een d'Leit eigentlech hannert d'Liicht gefouert huet mat eppes, wat souwisou ni ze realiséiere war, nämlech d'Steierklass 2 fir jiddwereen. A wat ass geschitt? Guer a glat näischt! Mol net eng Tariffupassung vun der Steierklass 1a.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Am Gesondheetsberäich, Dir Dammen an Dir Hären, ass et och net akzeptabel an engem moderne Land, dass d'Leit endlos an der Waardeschlaang sëtzen, fir an der Urgence bäizekommen, an dat queesch duerch d'Land. Et ass och net akzeptabel an engem moderne Land, dass d'Leit Wochen, jo alt Méint musse waarden, fir e Rendez-vous an engem IRM ze kréien, wa si net eng Privatversécherung hunn, wou si an dräi Deeg zu Tréier bäikommen, fir eng Mammografie ze kréien oder iwwerhaapt e Rendez-vous bei engem Spezialist ze kréien, mat allen Ängschten, déi net zu Onrecht bei deene Leit do mat hirer Gesondheet verbonne sinn.

Et ass och net akzeptabel, Dir Dammen an Dir Hären, dass an engem moderne Land d'Qualitéit vun der medezinnescher Versuergung regional sou grouss Ënnerscheeder opweist a besonnesch de ländleche Raum dobäi defavoriséiert ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Dir Dammen an Dir Hären, an enger ...

M. Léon Gloden (CSV) | De Staatsrot huet dat och ëmmer gesot.

M. Gilles Roth (CSV) | De Staatsrot huet eigentlech der rouder Gesondheetspolitick d'Rout Kaart gewisen, Här Gloden.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, an enger moderner Gesondheetspolitick muss ee sech, och, mengen ech, an engem moderne Land, un d'Erausfuerderunge vun der Zäit upassen an heiansdo d'Pied, jo, festgetrëppelt, ideologesch Pied verloossen, fir méi zilfürend am Intressi vum Patient ze handelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e verpasst Zil och um Niveau vun dem Logement. Nach ni war d'Wunnengsnout zu Lëtzebuerg esou grouss wéi elo. Et ginn net nëmmen net genuch Wunnenge gebaut, mee virun allem kréien d'Leit keen Daach méi iwwert dem Kapp finanzéiert. Déi steigend Zënsen, besonnesch an der leschter Zäit – an dat kritt Dir och mat dobaussen –, droen dohier besonnesch bei jonke Leit, déi nach grouss Encoursë vu Prêten hunn, hiert dozou bäi, well mëttlerweil kréien och scho Leit aus dem ëffentlechen Déngscht, déi zu zwee schaffe ginn, net méi bei Lëtzebuerger Banken – wat ech och en Hon fannen – geléint.

D'Logementspolitick ass deenen Erausfuerderunge vun dëser Zäit jiddwerfalls net gewuess. Si steet och, d'Logementspolitick, op enger ideologescher Brems. Et kann een net engersäits méi Bauland fuerderen an anerersäits de Gemengen e maximale Versigelungsfacteur opbrummen. Dat geet net an d'Resultat, dat hutt Dir gesinn, erschreckend: D'Leit campéieren op der Sich no enger Wunneng virun der SNHBM.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Vun deene versprachenen 10.000 Wunnengen, déi de Staat sollt bauen, gëtt just e Brochdeel realiséiert. 10.000 Wunnengen Enn 2014 vun der Madamm Nagel, die Frau mit Tatkraft, bis 2025 versprach. 2.500 dovunner si grad emol vun der SNHBM a vun dem Fonds du logement gebaut. Resultat: 5.000 Leit waarde beim Fonds du logement op eng Wunneng, 10.000 sollen et der sinn, laut hirem Direkter, déi op der Waardelëscht bei der SNHBM stinn. De Bilan, Dir Dammen an Dir Hären, dee gëtt och net besser. An et deet mir leed, dass den Här Kox net hei ass duerch eng x-ten Aweiung vu „Wunne mat der Wooltz".

D'Madamm Hansen kritt all Woch hei Invitatiounen, „Wunne mat der Wooltz" an ech weess net Gott wou. NeiSchmelz zu Diddeleng, Elmen. Jo, ech kann Iech och d'Experienz soe vun engem Logementsplang, virgesi bei mir an der Gemeng. Wëltgebond zu Mamer, steet iwweregens och grouss an dem nationale Reformpak. Lauschtert do mol gutt no. Do ass de PAP, also den Deel-Parcelléierungsplang, ganz schnell duerch de Gemengerot – unanime, well jiddwereen dat wollt – duerchgaangen. Dat war 2017 am Januar, noweislech nogekuckt.

Wësst Der, wéini dass den éischte Bagger gerullt ass, just fir Terrassementsaarbechten ze maachen? Fënnef Joer an néng Méint duerno! Fënnef Joer an néng Méint no der Approbatioun vum PAP rullt bei engem staatleche Fong den éischte Bagger!

A soll ech Iech soen, wat de Problem war? Et ass ëm 600.000 Euro gaangen, well et hunn natierlech mussen Uschlosskäschte bezuelt ginn, fir sech un e bestoend Lotissement – d'Madamm Closener kennt dat – unzedocken. An Dir wësst alleguerten, déi Buergermeeschter sinn, dass ee sech dann au prorata un de Käschte muss bedeelegen.

A wat huet de Fonds du logement gesot? „Mir si Fonds du logement a mir bezuelen do näischt." An an deem selwechte Lotissement, wou de Fonds du logement op Wëltgebond sech elo engagéiert, do sinn déi selwecht Promoteuren, grousser vu Lëtzebuerg, déi och an deem fréiere Lotissement selwer aktiv waren. Jo, wa mer esou fueren, da kënne mir de Leit alles virgaukelen, mee Resultater komme konkreet net dobäi eraus.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, de steierleche Kader fir am Logement, deen ass och total kontraproduktiv. Et war e Feeler, fir d'TVA um Bau 2015 an där grousser kopernikanescher Finanzrevolutioun an d'Luucht ze setzen. Besonnesch um Bau, a besonnesch fir déi Leit – well den Här Gramegna huet dat ni zouginn, mee et ass awer esou! –, déi och hir éischt Wunneng zu Eegenzwecker gebaut hunn.

Et war e Feeler, dass een esou laang gewaart huet – eigentlech bis gëschter Mëtteg, wat mer matgestëmmt hunn –, fir de Steierkreditt „Bëllegen Akt" an d'Luucht ze setzen.

Et ass an eisen Aen – ech soen dat kloer an däitlech – de Moment och e Feeler, fir beim Amortissement accéléré net iwwer säi Schiet ze sprangen an deen duerch méi e gënschtegen Taux fir d'Investissementer vu Privatleit erëm eropzesetzen. Mir waren derfir, dass den Amortissement accéléré sollt erofgesat ginn, dass do déi steierlech Avantagen an décken Zäite sollten erofgesat ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass dat opgrond vun der aktueller Kris net richteg ass. An dofir muss een och do kënnen iwwer säi Schiet sprangen.

Et war an eisen Aen och e Feeler, dass beim Eropsetze vum Abattement fir d'Scholdzënsen op sengem Eegenheem esou laang gewaart gouf. Bei der Ofsetzbarkeet vun den Iwwerbréckungskreditter … – an Dir wësst, dass ganz vill Leit mussen Iwwerbréckungskreditter maachen, wa si hiert Haus wëlle verkafen, well si en anert kaaft hunn –, déi kënnen net méi steierlech ofgesat ginn. Dat ass e Feeler! Deen ass am Gesetz verankert an dee misst redresséiert ginn. Mir waarden eigentlech drop. An ech hoffen, dass de President vun der Finanzkommissioun, e Freiden dann, eis och déi néideg Zäit léisst, fir dat der Finanzministesch oder der Steierverwaltung ze explizéieren.

Et ass och e Feeler, fir net aktiv e Wunnengsbaupakt ze schléissen tëschent dem Staat, de Gemengen an och de private Promoteuren. Och do muss een an dësen Zäite kënnen iwwer säi Schiet sprangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et war an eisen Aen och e falscht Signal an dësen Zäiten, fir un d'Bail-à-loyers-Gesetz fummelen ze goen, wat d'Loyersrendementer ubelaangt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ganz gutt!

M. Gilles Roth (CSV) | Den nationale Reformplang beschreift eigentlech eng Ist-Beschreiwung vu Moossnamen, mee en huet keng Visioun a Strategie fir d'Zukunft.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An dobäi ass de Wunnengsbauproblem – oder grad de Wunnengsbauproblem! – déi gréisst Erausfuerderung an dëser Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zoutreffend – jo, och dat soll ee soen – fanne mir déi Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Privatleit am Energieberäich. Klimabonus Wunnen: Fotovoltaikanlagen, energeetesch Sanéierung vun den Haiser, Wärmepompelen, Pelletheizungen a virun allem d'TVA vun 3 % an deem gesamten Energieberäich fir Privatleit, dat fanne mir eng gutt Saach. Mir droen dat och mat.

Mir sinn der Meenung, dass een d'Leit muss mat an d'Klimaboot huelen an dass een hinne virun allem déi Bäihëllefen, déi hinnen zoustinn, och onbürokratesch muss zoukomme loossen. Mee eppes … An déi Leit, déi praktesch Erfarung hunn, déi wëssen, dass een energeetesch Sanéierung bei ville Leit awer net esou einfach duerchzitt. Well et heescht, och fir d'Leit do Léisungen am Prakteschen ze fannen a se net op der Streck ze loossen.

Well Ëmbauaarbechten, och wann ee se herno zum Deel subsidéiert kritt, dat kann net jidderee sech leeschten. Eng elengsteeënd Fra vun 80 Joer kann et sech net erlaben, fir dat ganzt Haus energeetesch ze sanéieren. D'Masuttsheizung am léifsten erausgeheien, dann eng Wärmepompel dohinner ze setzen, de Buedem erauszegeheien, fir dass een emol eng Buedemheizung kritt … Dräifachverglasung mécht sech och net einfach ëmmer esou, aus statesche Grënn, mee wann een Dräifachverglasung huet, reeft ee vläicht och emol heiansdo Schimmel op.

Also, et muss een och do d'Leit praktesch begleeden. Och dat si Problemer, déi sech um Terrain stellen.

Wat eis awer feelt, dat si klimaneutral Verwaltungen. An do gesi mer awer, dass, Stand d'lescht Joer, knapps 4 % vun de staatleche Gebaier – et sinn der ëmmerhi 1.500 un der Zuel – engergeetesch sanéiert sinn oder Fotovoltaikanlage respektiv Solarthermieanlagen hunn. Dat sinn 59 Gebaier vu 1.500, zumindest op deene leschte Statistiken, déi vun eis konnten agesi ginn.

Och do huet de Staat keng konkreet Strategie. Mir sinn zum Beispill derfir, dass mer dat ënnerstëtzen, wa Betriber ugehale ginn, fir dass se hir grouss Parkinge mat Solarpanelen iwwerdecken an dass se och dofir finanziell Ënnerstëtzung vum Staat kréien.

Bei der Elektromobilitéit fanne mer et richteg, dass esou vill Chargy-Bornen do sinn, mee ob déi duerginn, fir de ganze Fuerpark elektresch ze versuergen, dat stelle mir awer an Zweifel. De grénge Waasserstoff ass och eppes, wat mir wëllen ënnerstëtzen, well een domat och kann eng Pufferfunktioun hunn a virun allem de Stroum stockéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nohalteg Staatsfinanzen, e gudde Sozialstaat gëtt et awer net zum Nulltarif. A besonnesch e klengt Land mat enger oppener Ekonomie, wat mir sinn, dat kann och net – och wann dat vun Eenzelne gefuerdert gëtt – ouni Wuesstem auskommen!

Eise Sozialsystem, besonnesch eis Altersversuergung, déi kënnt net ouni Wuesstem aus. An am beschten ënnersträicht dat eigentlech den Iwwerschoss an dem Stabilitéitspakt vun der sougenannter Sécurité sociale oder der Sozialversécherung. Well fir 2023, an d'Ministesch – ech hunn ech zumindest emol de Moien um Radio héieren – huet dat nach eng Kéier ënnerstrach, do hu mer en Iwwerschoss vun 1,1 Milliarden Euro. 2027, also a manner wéi véier Joer, ass deen Iwwerschoss awer halbéiert. An eist Land brauch dofir ëmmer genuch Bäitragszueler, fir déi versprach Pensiouns- a Renteleeschtung, déi de Leit jo zeguttkommen, kënnen ze garantéieren.

Dat heescht och, dass mer duerch d'Bänk mussen 12.500 nei Aarbechtplaze pro Joer hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech soen awer gradesou kloer, dass de Wuesstem fir d'CSV kee Selbstzweck ass. Mir hätte gär e Wuesstem, deen d'Land no vir bréngt. Mee mir brauchen dee gesonde Wuesstem, well soss kënne mer déi gestarten a gestallten Ziler fir 2027, fir e Bruttoinlandsprodukt vun 100 Milliarden an deem Joer ze kréien, net erreechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Banken, Industrie, Handel an och Landwirtschaft gehéieren zu Lëtzebuerg. An et ass un der Politick, fir déi Rahmenbedingungen ze schafen.

E Betrib, dee Benefice mécht, dat ass fir d'CSV och keng Schan. Hie schaaft Aarbechtsplazen an hie generéiert och Steieren. Et gëtt oft behaapt: „Ma, mir hunn esou vill Betriber zu Lëtzebuerg, déi iwwerhaapt keng Steiere bezuelen." Dach! Si bezuelen. A si bezuelen, virun allem, wa se Leit beschäftegen, Lounsteier.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat gemengt, et wären d'Leit, déi se géife bezuelen.

M. Gilles Roth (CSV) | An doriwwer eraus, Här Kersch, bezilt e Betrib niewent der Kierperschaftssteier och Akommes-, Lounsteier, e bezilt och Verméigenssteier an e bezilt och Kapitalsteier. Och dat muss een ënnersträichen. Well wann een dat alles zesummenzielt, da bezuelen d'Betriber trotzdeem, och wann d'Proportioun manner ginn ass, 40 % vun dem Steieropkommes zu Lëtzebuerg.

Fir d'CSV zielt et dofir, gutt an déi richteg Rahmenbedingungen ze schafen, fir dass d'Lëtzebuerger Ekonomie, och am Verglach zum Ausland – an dat zielt virun allem fir d'Finanzbranche – ka bestoen.

A fir eis zielt dozou: eng gutt Ausbildung; permanent Weiderbildung; en Aarbechtsfeld, dat attraktiv ass; an eng Aarbechtszäit, déi flexibel gestalt ka ginn, déi dem Secteur Rechnung dréit, déi awer an den eenzelne Betriber zesumme mat de Sozialpartner festgehale gëtt, an net ganz einfach vun uewen erof eng Verkierzung dekretéiert gëtt. Fir eis zielt do de Motto „liewen a liewe loossen". Mir sinn och der Meenung, dass administrativ Hürde mussen ofgebaut ginn, fir dass d'Betriber eeben e favorabelt Ëmfeld hunn.

A mir hunn och als CSV eng Rei vu konkreete Proposen an der Interpellatioun „Wirtschaft" hei an der Chamber gemaach. Ech wëll der e puer rappeléieren: zum Beispill eng „Loi Rau reloaded", wou d'Leit, wa si zum Beispill an eng Startup investéieren, wa si zum Beispill a Fongen investéieren, déi nohalteg sinn, oder an ESG-Entreprisen investéieren, do e steierlechen Avantage hunn.

Ech erënneren och drun – an dat gëtt ëmmer méi vun de Verbänn ugefouert –, dass et muss endlech zu enger Verbesserung vun dem Statutt vun dem Independant a Saache Sozialversécherung kommen. De Marc Spautz an de Laurent Mosar hunn do eng Proposition de loi deposéiert. Well et kann net sinn, dass d'Independanten a ville Fäll eigentlech an der Sécurité sociale praktesch als Bierger vun der zweeter Klass nach ëmmer consideréiert ginn.

Institutionell Investisseure sollen och ënnerstëtzt ginn, wa se zum Beispill a Green Finance oder an ESG-Produiten investéieren.

An dann ass fir eis och nach eppes Weesentleches: Dat ass nämlech, wa Familljebetriber zu Liefzäiten – net bei enger Ierfschaft, mee zu Liefzäiten – iwwergi ginn, dass dann net sämtlech Plus-value opgedeckt gëtt, well d'Leit dat net kënne bezuelen.

Selbstverständlech zielt och manner Bürokratie bei enger Firmengrënnung derzou, en eenheetleche Steierkont.

An, Madamm Minister, mir haten e Méindeg an der Finanzkommissioun eng Diskussioun iwwer eng Oänneruing vun der sougenannter Abgabenordnung. A fir eis als CSV ass et do ganz kloer, dass an engem moderne Lëtzebuerg … A wann ee seet: „Mir mussen

de Bierger méi Rechter gi vis-à-vis vun enger Verwaltung", dass grad an deem sensibele Beräich vun de Steieren d'Leit net manner Rechter kënne kréien! Do leeë mir grousse Wäert drop. A mir hoffen, dass Der déi Kopie, déi Der dem Parlament hannerluecht hutt, op deene Punkten nach eng Kéier iwwerkuckt.

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, erlaabt Dir, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth (CSV) | Hie ka mer herno eng Fro stellen. Ech wëll just meng Ausféierunge fäerdeg maachen.

Da soe mer awer och, dass d'Betriber musse verstäerkt ënnerstëtzt ginn a Saache vun Energietransitioun: duerch steierlech Ureizer; duerch Subsiden, souwäit déi europäesch Gesetzgebung dat mécht; an och op Amortissement accéléré. Well Dir kënnt natierlech zu engem Bäcker oder engem Pâtissier soen, dee misst vun haut op muer seng ganz Produktiounschaîne ëmänneren. Éischtens ass dat mat enorme Käschten zesummenhängend, an zweetens weess ech net, ob dat iwwerall technesch och an alle Beruffssparten – zumindest dat, wat mir rapportéiert kréien aus dem Secteur – iwwerhaapt machbar ass, fir dass si hir Produiten, a besonnesch am Verglach zum Ausland, kënne weider ubidden.

Als Konklusioun, Här President: Ech hat am Ufank vum Stabilitéits- a Wuesstemsprogramm, dem Programme de stabilité et de croissance, a vum nationale Reformprogramm gesot, dass et fir Eenzelner mag eng Sisyphusaarbecht sinn. Et si wichteg politesch Dokumenter. Si beschreiwen eigentlech eng Polykris gutt. Mee dat geet awer an eisen Aen net duer. Et kann een net just Kinnek vu Korinth spillen, mee de Problemsteen net iwwert de politesche Bierg brëngen. Neen, dat geet an eisen Aen net duer! Besonnesch dann net, wann d'Leit all Dag mat der Polykris ze dinn hunn. An do muss d'Politick erof vum Bierg a virun allem bei d'Leit. An d'Politick muss virun allem liwweren! An dat geet net mat gutt gemaachte Betruechtungen, mee et musse virun allem konkreet Resultater hier.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Politick ass fir d'éischt eng Ist-Beschreiwung, jo, mee et ass och eng Saach vun Decisioun a virun allem vun Aktioun. An dat fir muer, fir Land a Leit, a béides feelt eis do. Wierder si sécher an der Politick wichteg, mee Politick, Dir Dammen an Dir Häre, dat si Wierder, aus deenen och Handlunge mussen erausgoen. Et geet net just duer mam Kucken, mee et muss een och maachen.

An dës Regierung an dës Majoritéit ass awer just nach praktesch um Kucken an Nokucken, mee net méi um Maachen. Déi feelend Resultater schwätze fir eis och do eng kloer Sprooch: Nach ni hat eist Land esou vill Schold wéi elo. Nach ni war d'Wunnengsnout esou grouss wéi elo. Nach ni war d'Aarmut esou grouss wéi elo. Nach ni war d'Schéier tëschent Räich a Aarm esou wäit ausernee wéi elo. Nach ni war d'Steierlaascht zu Lëtzebuerg esou grouss wéi elo.

Et ass duerfir Zäit fir eng Politick, fir eng nei Politick vun der Decisioun a virun allem vun der Aktioun, vu miessbare Resultater a vu spierbare Verbesserungen, fir d'Land a virun allem fir d'Leit.

A mir als CSV halen dofir decidéiert Kurs a Richtung Aktioun; Kurs a Richtung Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft; Kurs a Richtung vu méi bauen, vun engem Doheem fir jiddwereen; Kurs a Richtung vun engem gutt funktionéierende Sozialstaat mat enger gutt funktionéierender Wirtschaft als Basis; Kurs a Richtung vu pragmateschem Klimaschutz, deen d'Leit mathëlt; Kurs a Richtung vu gesonde Staatsfinanzen, fir méi Sputt ze hunn; a virun allem Kurs a Richtung steierlech Entlaaschtung vun de Leit. An engem Wuert: Kurs a Richtung Aktioun – an zwar elo! D'Zäit vum Nokucken ass eriwwer. De Stee muss iwwert de Bierg, Land a Leit och.

An ech soen Iech dofir Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Roth Merci. A mam Accord vum Här Roth …

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | … géif ech dann elo dem Här Kersch d'Wuert ginn.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt just eng Fro stellen u sech un den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Hien huet zwou Saache gesot, mat deenen ech kann averstane sinn, hien huet eng Rei Saache gesot, mat deenen ech net esou averstane sinn. Mee d'Fro ass déi, ob e sech awer kann driwwer eens ginn, dass dat, wat hei am Land u Lounsteier opgehuewe gëtt, dass dat net eng Betribssteier ass, mee dass dat eng Steier ass, déi vun de Salariéë bezuelt gëtt, déi zwar vun de Betriber als Quellesteier operhuewe gëtt an dann un d'Steieramt weidergi gëtt, mee dass awer déi Steier vun de Leit bezuelt gëtt an net vun de Betriber.

Ech mengen, däers ware mer eis schonn emol intellektuell eens an der Kommissioun. Dofir wär et och gutt, wann een dat hei nach eng Kéier géif kloerstellen.

An dat Zweet: Ech wollt Iech just drun erënneren, dass d'Gewerbekapitalsteier ofgeschaaft ass.

M. Gilles Roth (CSV) | Déi hunn ech jo och net …

M. Fernand Etgen, Président | An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, fir Iech op Är zweet Fro ze äntweren: D'Gewerbekapitalsteier ass ofgeschaaft ginn. Do war ech selwer derbäi. Dat hunn ech och net gesot. Ech hu gesot „d'Kapitalsteier" – net „d'Gewerbekapitalsteier". D'Kapitalsteier.

An dat Zweet: Och do sinn ech mat Iech eens. Dat, wat ech eigentlech wollt a mengem Räsonement soen – an, ech mengen, do sidd Dir mat mir eens –: Wa keng Aarbechtsplaz do ass, kann natierlech keen agestallt ginn an da ka keng Lounsteier vun dem Patron „pour le compte" vun dem Salarié ofgefouert ginn. An ech mengen, Här Kersch, fir eng Kéier si mir eis do eent zu eent, ouni Lëschblat derzwëschent, eens.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech si frou, fir dann esou eng grouss Eenegkeet festzestellen …

(Hilarité)

… a ginn d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Voilà, Här President, merci fir d'Wuert no där ganz interessanter – wéi soll ech soen? – Walkampfried. Den Här Roth huet elo wierklech de Moien, mengen ech, de Walkampf hei an der Chamber lancéiert op alle Fall. Et hätt nach just gefeelt, dass Der gesot hätt hannendrun: „Lëscht 3", wann ech mech richteg entsënnen.

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, et ass Lëscht 4.

M. Gilles Baum (DP) | A, et ass Lëscht 4!

M. Gilles Roth (CSV) | Vive de Grand-Duc a vive eise Luc!

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Voilà! Okay. Dat huele mer dann esou zur Kenntnis, dass et d'Lëscht 4 ass.

(Interruption)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een zum PSC, dem Programme de stabilité et de croissance, schwätzt, a wann een zum Programme national de réforme schwätzt, dann däerf ee sech eng finanzpolitesch Ried erwaarden an et däerf ee sech eng wirtschaftspolitesch Ried erwaarden – déi kritt Der och. Mee an dësen Zäiten, an deene mer liewen, an dësen onsécheren Zäiten, an deene mer liewen, kommen ech awer net derlaanscht, fir mat der geopolitescher Situatioun dobaussen unzefänken.

En Eroberungskrich vun engem grousse Land géint säi vill méi klengen Noper. Dat war bis de 24. Februar d'lescht Joer an den Ae vu villen heibannen, géif ech mengen, onméiglech oder op d'mannst héchst onwarscheinlech. An dach, si mir enges Bessere beléiert ginn.

Mäi Parteikolleeg, den André Bauler, huet schonn zwee Méint nom Start vun der russescher Invasioun op d'Ukrain vun enger Zäsur an eiser Geschicht geschwat. Effektiv hat och d'Finanzministesch Yuriko Backes d'Gravitéit vun der Situatioun vun Ufank u richteg ageschat.

De Wuesstems- a Stabilitéitsprogramm vum leschte Joer hätt sollen dee gi vun der Post-Covid-Relance, mee et war awer leider dee vun den éischten Auswierkunge vum Krich an Europa op eis Wirtschaft. D'Prognosen hu missen däitlech no ënne revidéiert ginn. Haut, 14 Méint nom Ufank vun dësem onsägleche Krich, gesi mer d'Resultat vun där muttwëlleger Zerstéierung, jo, vun där Zerstéierungswut nom Motto „Alles, wat ech net kann eroberen, gëtt einfach futti gebommt", a vun deem immense mënschleche Leed.

D'Madamm Backes huet Recht behalen an hirer virsiichteger a verantwortungsvoller Aschätzung vun der Situatioun. Déi international Liwwerkette goufe massiv gestéiert. De Wees aus der Ukrain ass zäitweis net op dem Weltmarché ukomm a Russland huet seng Energieexporter erofgeschrauft, fir esou op d'Sanktiounen ze reagéieren. Den Ausfall vu gewësse Liewensmëttelexporter ass direkt der Zerstéierung geschëllt.

D'Reaktiounen op déi europäesch Sanktiounspäck sinn a ware schwiereg, awer déi wirtschaftlech Konsequenzen hu mer missen a Kaf huelen. An och dowéinst ass d'Solidaritéit um europäeschen Niveau gefrot gewiescht. A se ass och nach ëmmer batter néideg, fir dass mer un de Sanktioune festhalen, a wann et néideg ass, nach weiderer duerchsetzen.

Jo, Russland probéiert, d'Sanktiounen ze ëmgoen, fir zum Beispill un Importer vun Technik ze kommen, an trotzdeem – an och wa Verschiddener heibannen dat leegnen – schueden déi Sanktiounen hei der russescher Wirtschaft massiv. Et gëtt Leit, déi dat bezweiwelen; ech mengen dat awer net.

Dës Thematik däerf een awer net just mam Bléck op déi kuerzfristeg Auswierkunge kucken. Neen, et muss een dat och méi mëttel- a laangfristeg kucken. Wa mir elo näischt géife maachen a weider vun de wirtschaftleche Relatioune mat Russland géife profitéieren, da géife mir einfach akzeptéieren, wéi d'Uerdnung tëschent den europäesche Staaten unilateral gekippt gëtt. Mir géifen einfach akzeptéieren, dass an Europa erëm d'Recht vum Stäerkere gëllt, just

fir dass mir eise Confort kënne behalen. Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann net sinn!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Näischt maachen ass hei keng Optioun. Ech wëll drun erënneren, dass vun Ufank un och heibanne fir diplomatesch Léisungen zu dësem Konflikt agetruede ginn ass, mam Zil, dat onsäglecht Leed vun der ziviller Populatioun ze verhënneren a fir Fridden ze suergen. Mee d'Krichspartner schéngen zu kengem Zäitpunkt – an och nach zu dësem Zäitpunkt net – u Friddensverhandlungen interesséiert ze sinn. Sou vill zum geopolitesche Kader vun der Energiekris, déi eis déi lescht Méint vill beschäftegt huet.

Elo dann zum makroekonomesche Kontext, an deem mir eis befannen: Wann am leschte Fréijoer nach en zolitte wirtschaftlechen Abroch méiglech war, esou hunn d'Länner an der Europäescher Unioun séier a konsequent gehandelt an domat dat Schlëmmst evitéiert. Déi europäesch Ekonomie war widderstandsfäeg dank enger koordinéierter Reduktioun vum Energieverbrauch a well mer op nei Energiequellen zréckgegraff hunn.

Zu Lëtzebuerg hunn d'Hëllefspäck, de Solidaritéitspak 1, de Solidaritéitspak 2 an de Solidaritéitspak 3, derfir gesuergt, d'Wirtschaft weider um Rullen ze halen, Aarbechtsplazen ze sécheren an d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. De Lëtzebuerger Wuesstem wäert dëst Joer bei 2,4 % an d'nächst Joer viraussiichtlech bei 3,8 % leien. An dësen Ëmstänn, an deene mir eis befannen, däerf een dat, mengen ech, als positiv bewäerten. Am europäesche Vergläich sti mir relativ gutt do, op alle Fall besser wéi aner Länner. De Statec rechent dermat, dass de Wuesstem an der Eurozon stagnéiert, dat heescht, bei 0 % bleift an d'nächst Joer nëmme wäert bei 1,8 % leien. Vun 2025 bis 2027 soll eise Wuesstem an der Moyenne bei 2,6 % leien an d'Inflatioun kéint erëm dem Zil vun den 2 % vun der Europäescher Zentralbank méi no kommen, an och dat, mengen ech, wäre positiv Noriichten.

Déi besser wéi erwaarte Konjunktur huet dann och zu der Verbesserung vun den ëffentleche Finanze bäigedroen am Vergläich mat de Previsiounen. De Gesamtstaat konnt 2022 mat engem Iwwerschoss vun 138 Milliounen ofschléissen an den Defizit vum Zentralstaat fält méi kleng aus, wéi et virgesi war: just 723 Milliounen Euro Defizit, also 600 Millioune manner wéi geschat.

Ech wëll awer wierklech drop insistéieren: D'Zuele si besser par rapport zu deem, wat erwaart ginn ass, mee mir schreiwen awer nach ëmmer negativ Zuelen! Also, et gëllt elo, deen aktuell positiven Trend op déi nächst Jore weider ze stäerken. Et ass ganz wichteg ze betounen, dass Lëtzebuerg d'Maastricht-Krittäre fir d'Period 2023–2027 respektéiere wäert, an dat ass de Beweis, dass d'Regierung un hirem Zil festhält, fir nohalteg Staatsfinanzen ze erhalen.

Dat sinn elo déi aktuellst Zuelen, déi eis virleien. An obschonns ech net onbedéngt dee wëll sinn, deen den Däiwel un d'Wand moolt, musse mir awer och déi besteeënd Risiken am Hannerkapp halen. Den Ukrain-Krich zitt sech an d'Längt an d'Roll vu China ass hei net ze ënnerschätzen. An engem Interview huet de chineeseschen Ambassadeur zu Paräis net méi spéit wéi d'lescht Woch d'Souveränitéit vun der Ukrain a vun all deenen anere fréiere Sowjetrepublicken a Fro gestallt. E Méinden huet de chineeseschen Ausseministère dës Ausso formell zréckgewisen, et wier eng perséinlech Vue vum Ambassadeur gewiescht. Ech muss Iech soen, de chineeseschen Ambassadeur vu Paräis, ech mengen, dat ass jo awer och net egal wien um diplomatesche Parkett dobaussen, a wann esou eppes aus dem Mond vu sou enger Persoun kënnt, da muss ee verstoen, dass d'Länner ganz grouss Ängschten hunn. Ech denken hei u Moldawien, ech denken un d'baltesch Republicken Estland, Lettland, Litauen. Ech denken an deem dote Kontext och u Georgien. An och wann et vum chineeseschen Ausseministère zréckgewise ginn ass, et ass awer gesot ginn, ëffentlech op der Tëlee! Ech fannen, dass dat e grave Virfall ass.

Op där enger Säit heescht et, China wéilt sech dru bedeelegen a fir Fridde suergen, an op där anerer Säit gëtt de russesche Staatschef mat Pomp feierlech empfaangen, fir d'Handelsrelatiounen tëschent Russland a China ze stäerken. Ech muss Iech soen, wéi ech déi Biller gekuckt hunn, wéi déi zwee Häre beienee waren, an haaptsächlech gekuckt hunn, wéi si auserneegaange sinn, du war et fir mech ganz kloer, wie vun deenen zwee do iwwert den Dësch gezu gi war, an dat war net den Här Xi Jinping.

Och d'Spannungen am Südchineesesche Mier kéinten eskaléieren, an dat wär dramatesch. Ëmmer erëm kënnt et zu Tëschefäll, wou militäresch Kampfjets oder -schëffer openeestoussen. Och militäresch Exercicer – an där ware jo an der Lescht massiv – sinn an dëser Regioun e klore Message. Elo kéint ee soen: „Dat geet eis näischt un, dat do ass wäit ewech!" Dat ass wierklech tatsächlech op der anerer Säit vun der Welt, an dowéinst géif dat eis manner concernéieren. Abee, d'Energiekris soll eis an dësem Kontext eng Erënnerung sinn, dass Allianzen a priviligéiert Handelspartner wuel e spierbaren Impakt och op eis zu Lëtzebuerg hunn. Et ass am Interêt vun eis alleguer, dass d'Situatioun am Südchineesesche Mier deseskaléiert a sech berouegt.

Eng aner Problematik um geopolitesche Plang ass natierlech d'Zukunft vun Taiwan. Och hei sinn d'Spannungen an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. Och hei kënnt d'Fro op, wéi eng Verschlechterung vun der Situatioun sech op Europa an op Lëtzebuerg auswierke kéint. D'Majoritéit vun de Computerchippen, déi op der Welt gebraucht ginn, gëtt nämlech zu Taiwan produzéiert, 65 % dovunner. Wann ee bedenkt, dass haut net just an eisen Handyen an an eise Computeren Chippe sinn, mee och an den Autoen, an de Frigoen, an de Wäschmaschinnen an a ganz villen anere Produiten, da kann ee sech virstellen, wat géif geschéien, wann déi Produktioun géif gestoppt ginn a wa mir keng där Chippe méi géifen an Europa geliwwert kréien. Dat wär fatal! Wann dat de Fall wier, wat mer alleguer net hoffen, da missten natierlech d'Héichrechnunge vu gëschter vun der Finanzministesch Yuriko Backes kräfteg no ënne revidéiert ginn. Mir hoffen awer alleguerten, dass et och an deem dote potenzielle Konflikt zur Deseskalatioun kënnt. Wann dat net de Fall wär, wär dat en enorme Verloscht op villen Niveaue fir déi ganz international Communautéit, awer ganz sécher och fir China a fir Russland.

Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech no dëse geopoliteschen Iwwerleeungen zréck zu den Zuele kommen, wéi se eis haut virleien. Ech hu virdru gesot, dass d'Regierung séier an effikass op d'Energiekris reagéiert huet an dat Schlëmmst esou evitéiere konnt. Mee ech wëll dat awer och nach méi genau erklären, well d'Regierung huet an de leschte Méint alles dru gesat, fir de Leit, de Betriber, den Independanten, deenen alleguerten, an dëser Kris kräfteg ënnert d'Äerm ze gräifen. Scho beim Depot vum Budget am Oktober zejoert hat d'Finanzministesch Yuriko Backes Steiererliichterungen an Aussiicht gestallt, bis wäit an d'Mëttelschicht eran, wann de budgetäre Spillraum do wär. Eng méi staark Croissance wéi erwaart huet et effektiv erlaabt, fir dës Mesüren ze finanzéieren.

Ech ginn Iech hei e puer konkreet Mesüren aus dem Solidaritéitspak 3.0:

D'Deckelung vun den Energiepräisser bis Enn vum nächste Joer ass verlängert ginn.

D'Indextranchë ginn alleguerten eent zu eent ausbezuelt.

D'Steiertabell gëtt ab 2024 an Héicht vun 2,5 Indextranchen ugepasst; dat sinn e bësse méi wéi 6,3 %. Bis dohinner gëllt och en neie Steierkreditt réckwierkend op den 1. Januar vun dësem Joer; deen hate mir jo elo dës Woch an der Kommissioun.

De Bëllegen Akt, dat hu mir gëschter gestëmmt, dee gëtt vun 20.000 op 30.000 Euro eropgesat. An de Plaffong, fir d'Scholden ofzesetzen am Logement, dee geet vun 2.000 op 3.000 Euro an d'Luucht, retroaktiv op den 1. Januar, an zwar fir all Persoun, déi am Stot wunnt.

Ech ginn Iech dofir awer gär ee konkreet Beispill, well mäi Virriedner gesot huet, et wär näischt oder net vill oder net genuch gemaach ginn.

Bei enger bestueter Koppel mat zwee Kanner an engem cumuléierte Brutto vun 9.500 Euro de Mount, déi e Prêt logement zréckbezilt, sinn dat fir dëst Joer 2.460 Euro manner Steieren. D'nächst Joer geet dee Chiffer nach eng Kéier sensiblement an d'Luucht, op 2.580. Ech mengen, dass dat do eng spierbar Erliichterung ass fir d'Leit a fir d'Mëttelschichten, déi et jo am schwéiersten trëfft.

Am Stabilitéitsprogramm 2023 liwwert d'Regierung och Zuelen iwwert d'Käschte vum Tripartitt-Pak, Solidaritéitspak 3.0. Déi steierlech Mesüre belafe sech op 300 Milliounen Euro fir d'Joer 2023 an d'nächst Joer op 460 Milliounen Euro. Déi weider Mesüren, déi geholl goufen, fir d'Inflatioun ze bekämpfen, kaschte schätzungsweis 125 Milliounen Euro. D'nächst Joer kéinten d'Käschten am Ganzen, d'Käschte vun de Mesüren, op 446 Millioune klammen an dovunner ronn 350 Milliounen Euro fir d'Energiemesüren.

Just nach eng Kéier, fir awer de Roundup ze maachen: Wann een déi Solidaritéitspäck hei zesummenhëlt – den Energiedësch, de Solidaritéitspak 1 an 2, da si mir scho bei 2,5 Milliarden, a mam Solidaritéitspak 3 kënnt nach eng Kéier eng Milliard drop. An ech wëll dann dem Nolauschterer dobausse soen, dass dat, wat mäi Virriedner gesot huet, ze relativéiere wär, well effektiv sinn eleng fir déi Energiekris, an där mir sinn, am leschte Joer 3,5 Milliarden Euro an de Grapp geholl ginn. Déi Käschte lafen natierlech och nach an dat nächst Joer eran. 3,5 Milliarden Euro fir d'Stéit a fir d'Betriber. Do wëll ech da gär déi 3,5 Milliarden Euro derbäisetzen, déi d'Covidkris eis kascht huet. Dann huet dës Regierung an de Joren 2020 bis 2024 ganzer 7 Milliarden an de Grapp geholl, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, fir d'Betriber ze stäerken, fir Aarbechtsplazen ze sécheren an ze retten.

An ech mengen, wa mer d'Chômagezuele kucken a wa mer och d'Inflatiounszuele kucken, dass déi Suen, déi mer an de Grapp geholl hunn, gutt investéiert waren. Jo, dat si ganz vill Suen, déi gutt investéiert sinn, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen. An d'Demokratesch Partei beméit sech generell a wäert sech an Zukunft och ëm eng pragmatesch an zilorientéiert Politick beméien, ouni awer eis Staatsfinanzen aus dem Bléck ze verléieren.

Elo kann een et natierlech, wéi mäi Virriedner et gemaach huet, nach eng ganz Rei Mesüre fuerderen. Et kann een eis och virwerfen, dass mer d'Steiertabell net integral ugepasst hunn. Den Här Roth huet et virdru gesot. Dat wären dann nach eng Kéier 720 Millioune pro Joer, déi mer dann als Sue manner am

Staatssäckelchen hätten. Déi Fuerderung kann een esou gesinn, wéi ee wëllt.

Donieft huet den Här Roth och nach eng Rei Mesüren am Logement presentéiert, déi natierlech och alleguerte géifen an de Staatssäckelche schloen. Dat ass natierlech fein, wann een a Virwalzäiten de Leit dohinnerleet, wat ee wéilt maachen. Et deckt sech awer net mat der Ugangsausso vum Här Roth, an där hie gesot huet, dass d'Staatsschold därmoosse géif an d'Luucht goen – ech kommen herno dorop zréck.

Engersäits kann een da soen: Majo, mir ginn de Leit dann effektiv alles dat, wat gefuerdert ass, déi aacht Indextranchen an déi Mesüren am Logement. Da muss een awer och soen, wéi ee se wëllt oder wéi ee se ka géigefinanzéieren, wann ee se net wëllt iwwer nei Scholde finanzéieren. An déi doten Erklärung ass den Här Roth eis awer schëlleg bliwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'Demokratesch Partei war an ass et wichteg, de Problem un der Wuerzel unzepaken, d'Inflatioun kleng ze halen, soudass se sech net duerch eis ganz Ekonomie frësst a weider Schied uriicht. D'Inflatioun zu Lëtzebuerg huet den niddregsten Niveau an der ganzer Europäescher Unioun. Dorop sollte mer houfreg sinn! An dat ass op déi Mesüren zréckzeféieren, déi an deene verschiddene Solidaritéitspäck geholl gi sinn.

Och wann déi lescht Joren a Méint vu Krise gepräägt waren, däerfe mir net déi wichteg Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land op der Säit loossen, ganz am Géigendeel. An de Stabilitéitsprogramm, dee weist et. D'Regierung huet kloer Prioritéiten an hëlt déi néideg Ressourcen an de Grapp, fir d'Zukunft vun dësem Land ze schafen. An de Joren 2022 bis 2026 leien déi ëffentlech Investitioune bei iwwer 3 Milliarden Euro pro Joer, wat an der Moyenne 4,1 % vum PIB ausmécht, konkreet 3,3 Milliarden Euro dëst Joer an 3,8 Milliarden 2026.

Politesch Deklaratiounen iwwer Prioritéite kënne just ëmgesat ginn, wann effektiv duerno och d'Ressourcen, dat heescht d'Suen, bereetgestallt ginn. Aus dem Stabilitéitsprogramm geet zum Beispill kloer ervir, dass déi Kategorie, an déi mer am meeschte wëllen investéieren, de Schutz vun der Ëmwelt an de Schutz vum Klima ass, dat mat iwwer enger hallwer Milliard.

Och a Krisenzäiten net op de falsche Plazen ze spueren, dat féiert hei derzou, dass de Staat sech momentan deelweis mat Scholde finanzéiere muss. De Budget 2023, do gouf e Scholdenniveau vu 26,3 % vum PIB chiffréiert an op 29,5 % geschat fir 2026. An déi aktuell Zuelen aus dem PSC soen, dass de Scholdenniveau Enn 2023 bei 26 % géif leien an 2026 bei 28,6 %. Am Joer 2027 wäert eis Staatsverschëldung eleng ronn eng hallef Milliard a Form vun Zënse kaschten. Dat ass eng enorm finanziell Laascht, dat ass en enorme Montant!

Ech géif op dëser Plaz awer och gär eng Kéier drun erënneren, dass eisen OMT, eisen Objectif budgétaire à moyen terme, d'lescht Joer bei 0,0 % vum PIB fixéiert gouf. Hei huet de Grand-Duché sech also um Mindestsaz orientéiert, dee vun der Europäescher Kommissioun gerechent gouf, an den aktuellen OMT gëllt och fir d'Period vun 2023–2025.

An deem Kader sief och nach eng Kéier d'Ausnamereegelung genannt, d'General Escape Clause. Ab 2024 wäert déi net méi spillen. Effektiv huet d'Europäesch Kommissioun decidéiert, dass dës Ausnam elo net méi gëllt, well d'Ekonomie erëm unzitt an d'Energiepräisser och erëm zréckgaange sinn.

Ech hunn elo gréisstendeels iwwert d'Finanze geschwat, ech wëll awer och elo nach eppes iwwert den nationale Reformprogramm soen, well d'Zil heivunner ass et jo, déi nohalteg an digital Transitioun op inklusiv Aart a Weis unzegoen an ëmzesetzen.

Och den nationale Reformprogramm dréit de Polykrisen aus de leschte Jore Rechnung. Ee Constat ass awer och, dass d'Pandemie eis digital Transitioun acceleréiert huet. Administratiounen an Entreprisen hu sech a kierzester Zäit ëmgestallt an hir Servicer online ugebueden, fir hiren Aufgabe respektiv den Ufuerderunge vun de Clienten nozekommen. Och fir Leit, déi vläicht virdrun hesitéiert hunn, hir Donnéeën um Handy ze späicheren an ze traitéieren, koum eppes Neies. E konkreet Beispill ass zum Beispill d'MyGuichet-App.

Doriwwer eraus gouf am Kader vun der Covid-19-Pandemie immens vill an d'Recherche investéiert.

Och wa Beispiller wéi dës déi enorm Bouleversementer a mënschlech Verloschter nimools kompenséiere kënnen, ass et awer derwäert, sech e puer positiven Aspekter bewosst ze sinn.

Et gëtt och de Constat gemaach, dass eisen Ëmgang mat de Krisen déi wirtschaftlech Erhuelung erméiglecht huet. Op dëser Plaz ass et net verkéiert, drun ze erënneren, dass mir vun der Säit vun der OECD, awer och vun der Weltgesondheetsorganisatioun, der WHO, eng gutt Krisegestioun confirméiert kruten. Zu Lëtzebuerg hate mir déi niddregst Iwwerstierflechkeet an de Joren 2020 an 2021. Dat geet aus enger Etüd ervir, déi an der renomméierter Zäitschréft „Nature" publizéiert gouf.

Et ass kloer den Usproch vun der Demokratescher Partei, fir nom Virbild vun der Krisegestioun aus der Pandemie och d'Energiekris op en Enn ze bréngen. An den Tëschebilan, mengen ech, dee ka sech weise loossen.

Ech mengen, ech brauch kengem heibannen ze soen, dass et Lëtzebuerg gutt geet, wann et och dem Rescht vun de Länner an der Europäescher Unioun gutt geet. Als eenzegt Beispill huelen ech de Fakt, dass eng absolutt Majoritéit vun de Gidder, déi hei am Land consomméiert ginn, eng ganz grouss Majoritéit dovunner, am Ausland produzéiert an dann heihinner importéiert ginn. D'Efforte vun der Lëtzebuerger Regierung schreiwe sech also konkreet an déi europäesch Demarche an, fir d'Resilienz an der Europäescher Unioun ze stäerken.

Aus dem PNR geet kloer ervir, dass d'Krisen aus de leschte Jore souwéi d'aktuell Erausfuerderungen déi ganz Europäesch Unioun getraff hunn an dass mir och dowéinst, well jiddwereen do betraff war an ass, europäesch Léisunge brauchen. Mir hei zu Lëtzebuerg hu limitéiert Ressourcen; mir hunn eng Populatioun, déi ëmmer méi al gëtt; mir hunn d'Verlagerung vun der Industrie; mir hunn e Mangel un Aarbechtskraaft, Scholden, a last but not least de Klimawandel.

Fir vill vun dëse Problemer kann et keng lëtzebuergesch Léisung eleng ginn. Et gëtt jo och net eng litauesch Léisung, et gëtt net eng iresch Léisung. Nee, fir vill vun dëse Problemer kann et just eng europäesch Léisung ginn!

A wann dat an den nationale Parlamenter heiansdo vläicht vergiess gëtt oder op d'mannst manner beschwat gëtt wéi déi national Initiativen, wëll ech vun dëser Occasioun profitéieren, fir déi europäesch Initiativen ze ernimmen: de Green Deal, REPowerEU an d'Facilité pour la reprise et la résilience. Am Kader vun dëser leschter Initiativ goufe beispillsweis rezent 83 Milliounen Euro un eist Land accordéiert.

Dës Gelder, déi op europäeschem Plang verdeelt ginn, kommen de Leit an de Betriber direkt zegutt. Haaptakzenter leien hei dobäi, fir d'Kompetenz ze stäerken, qualitativ Aarbechtsplazen ze schafen an d'Entwécklung vun ëmweltfrëndlechen Technologien ze förderen.

Virun allem ass et awer d'Zil, an ech mengen, dat hu mir aus de leschte Jore geléiert, fir eng méi resilient Europäesch Unioun ze schafen. Wat heescht resilient? Ma dat ass eis Capacitéit, fir op zukünfteg onerwaart Situatiounen oder Krise kënne richteg an effikass ze reagéieren. Dës Resilienz ass amgaangen, um europäeschen an och verstäerkt um Lëtzebuerger Niveau duerchgesat ze ginn, an dat ass immens wichteg.

All dës Efforten droen derzou bäi, dass d'Europäesch Unioun méi nohalteg, méi solidaresch, méi wettbewerbsfäeg gëtt, an dat wäert och an Zukunft, mat deenen neie geopolitesche Begeebenheeten, déi ech virdru beschriwwen hunn, och batter néideg sinn, wa mir wëllen an Zukunft als Europäesch Unioun e Global Player bleiwen.

Wann een dës europäesch Errungenschaften net haut beim Debat iwwert de PSC an dem PNR ernimmt, da weess ech wierklech net, wéini dass een et soll maachen. Dësen Debat, deen Deel vum Europäesche Semester ass, weist jo, dass d'Prise de conscience do ass. Op gemeinsam Problemer brauche mir pragmatesch, awer virun allem gemeinsam europäesch Léisungen! Dowéinst ass et esou wichteg, dass et dat Europäescht Semester gëtt, fir déi europäesch Politicken ze koordinéieren an eenheetlech ze gestalten, soudass ee matzäite kann op weider Problemer reagéieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an deene leschte Jore vill ënnerholl, fir de Bierger an de Betriber bei dësen Erausfuerderungen zur Säit ze stoen. Ech sinn houfreg op dat, wat mir all zesummen an dësem Land erreecht hunn. Et si vill Suen, ganz, ganz vill Sue mobiliséiert ginn. Mee wat hätt et kascht, wa mer näischt gemaach hätten?

Trotz all dëse budgetären Efforten hu mir weider stabill Staatsfinanzen. Lëtzebuerg huet seng Triple-A-Bewäertung vun allen Agencen. Dës Bewäertung gouf elo nees rezent confirméiert. An et kann een et net oft genuch soen: Lëtzebuerg ass eent vu just enger Handvoll Länner, déi esou eng exzellent Bewäertung ausgestallt kréien! Mir wäerten eis weider staarkmaachen, fir resilient an zukunftsorientéiert Staatsfinanzen ze hunn, ouni d'Aen zouzemaache virun den Erausfuerderungen, déi kuerz- a mëttelfristeg op eis duerkommen.

D'DP wäert weiderhin de Garant si fir eng verantwortungsvoll Politick, fir eist Land zukunftsfit ze maachen, am Respekt vun der Generatiounegerechtegkeet.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir däerfen eis net op der Aarbecht, déi an de leschte Joren a Méint gemaach ginn ass, ausrouen. An et geet och net duer, fir d'Ziler ze widderhuelen. Neen, et muss ee resolutt no vir kucken! D'Finanze sinn hei e ganz wichtegen Hiewel a ville Beräicher.

Grad am Logement musse Ressourcë mobiliséiert ginn, fir méi Wunnraum ze schafen. Dowéinst proposéiert d'Demokratesch Partei, e Biergerfong an d'Liewen ze ruffen. Hei ka jiddweree seng erspuerte Suen investéieren a mat dësem Fong kënnen zousätzlech finanziell Mëttelen deblockéiert ginn, fir neie Wunnraum ze schafen. Als Bierger kritt een e garantéierte Rendement fir säin Invest an d'ëffentlech Hand kritt weider déi noutwendeg Moyenen, fir méi abordabele Wunnraum an d'Locatioun kënnen ze ginn. Dat wär also eng Win-win-Situatioun.

Fir ze baue gi weider Ressourcë gebraucht, an domat kéinte mir eis och virstellen, dass de Pensiounsfong méi a bezuelbare Wunnraum géif investéieren.

Ech si frou, dass d'Madamm Finanzministesch gëschter op dëser Plaz de Logement ugeschwat huet. Ech mengen, et ass fir keen heibanne méi e Geheimnis, dass d'Präisser exorbitant sinn an dass d'Leit duerch déi steigend Zënsen ëmmer méi Problemer kréien, éischtens emol, fir hir Prêten zréckzebezuelen, wa se dann een hunn, an anerer kënnen iwwerhaapt kee Prêt méi op de Banke kontraktéieren.

An dofir ass et wichteg, an ech begréissen déi Ausso, déi gëschter gemaach ginn ass, dass Lëtzebuerg sech muss e Parc immobilier uschafen. Elo kéint ee soen: Dir hätt dat do scho kënne maachen! Effektiv, dat hätt scho kënne gemaach ginn, et hätt vläicht souguer misse gemaach ginn, vun dëser Regierung, vun de Regierunge virdrun, vun deene Regierunge och vläicht aus den 1980er- an 1990er-Joren. Do hätt scho kënnen eppes gemaach ginn, och op Gemengenniveau.

Et ass awer net gemaach ginn, an ech mengen, dass elo grad an dëser Kris, déi mir kennen, grad an deem Moment, wou mir wëssen, dass et och Betriber am Bausecteur gëtt, déi wäerte Problemer kréien, mer sollen do d'Hänn zesummestrecken, de Portmonni opmaachen a kucken, ob mir als Staat kënne Projeten iwwerhuelen. Natierlech net – an d'Madamm Finanzministesch, ech soen hir Merci dofir, huet et gesot – mat deenen exorbitante Margen, wéi se am Moment um Marché sinn. Mee ech sinn iwwerzeegt, dass et tëscht verstännege Leit verstänneg Léisunge gëtt, an ech sinn iwwerzeegt, dass mir als Staat kënnen derfir suergen, Failliten ze verhënneren, Aarbechtsplazen ze retten an zesumme mat den Acteure vum Terrain derfir ze suergen, fir weidere Wunnraum ze schafen, deen och zu engem abordabele Präis wäert an de Verkaf oder an d'Locatioun goen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An de leschte Méint huet den Index derfir gesuergt, dass d'Kafkraaft vun de Leit automatesch ugepasst ginn ass, fir si virun der Inflatioun ze schützen. All Indextranche, déi erfall ass oder erfale wäert, gëtt och ausbezuelt. D'DP huet den Index ni a Fro gestallt, d'DP steet zum Index, Punkt!

D'DP wëllt och den Tiers payant fir staatlech Subventiounen aféieren, soudatt dës och direkt bei de Leit ukommen, déi net fir eng Renovatioun oder eng Fotovoltaikanlag d'Sue virstrecke kënnen. Esou gëtt déi energeetesch Transitioun net nëmme méi einfach, mee si gëtt och fir vill Leit méi accessibel, mam Resulat, dass jiddweree kann un der energeetescher Transitioun deelhuelen. Well just, wa jiddweree mat upaakt, kënne mir och eis Klimaziler erreechen.

Mir sinn eis och der kaler Progressioun bewosst. Duerch d'Inflatioun klammen d'Salairen, ouni dass d'Kafkraaft awer substanziell klëmmt. D'Upassung vun de Léin duerch den Index ass dofir eng Kompensatiounsmoossnam. D'Leit rutschen also duerch den Index a méi héich Steiertranchen, obwuel hir Kafkraaft quasi déi selwecht bleift. D'Steiertabell gëtt jo mam Solidaritéitspak 3.0 ëm 2,5 % ugepasst, dat si ronn 6,3 % op den 1. Januar 2024.

Dës Erliichterunge kommen dann och direkt bei de Leit un, a mir sinn och bereet, fir weider Steiererliichterunge virzehuelen, wa sech de finanzielle Spillraum dofir opdeet. Mir verschléissen eis do absolutt net, kee Milimeter, a mir si bereet, et ze maachen, wann et machbar a finanziell responsabel ass.

Doriwwer eraus sief gesot, dass zousätzlech Recetten duerch d'kal Progressioun an de leschte Joren direkt erëm an d'Krisemesüre gefloss sinn an esou och erëm direkt bei de Leit ukomm sinn. Mir hunn hinnen hiert Geld zréckginn, och wann dat hei ëfters anescht duergestallt gëtt.

Den ënnerschiddleche Liewensmodeller muss Rechnung gedroe ginn. An dowéinst setzt d'Demokratesch Partei sech weiderhi fir d'Individualiséierung vun der Besteierung an. Den État civil, ob ee bestuet, gepacst, gescheet oder vläicht Wittmann, Wittfra ass, däerf net iwwert d'Steierlaascht vun de Leit bestëmmen. D'Individualiséierung ass a bleift eng Prioritéit, a mir wëlle se mëttelfristeg ëmsetzen.

Zukunftsorientéiert Finanzen an déi Aktivitéit, déi mer dowéinst op Lëtzebuerg kréien, sinn d'Fundament vun eisem Wuelstand a vun eisem Sozialstaat.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen et mat Nodrock: D'Demokratesch Partei hält hei och un hire laangfristegen a mëttelfristegen Ziler fest. Mir sti fir e moderne Steiersystem, deen der haiteger Gesellschaft gerecht gëtt. A mir wëssen et alleguerten: Mir kënnen eis dréien a kéieren, wéi mir wëllen, eng absolutt Steiergerechtegkeet gëtt et nëmmen, wann d'Leit alleguerten an enger eenzeger Steierklass sinn!

D'Demokratesch Partei ass och weider ganz kloer géint Steiererhéijungen op der Akommessteier, géint d'Aféierung vun enger Verméigenssteier fir Privatpersounen an och géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn. D'Demokratesch Partei wäert d'Leit, wann et méiglech ass a wann de finanziell Spillraum do ass, weider finanziell entlaaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss.

Zukunftsorientéiert Staatsfinanze si kee Selbstzweck, mee si erméiglechen et, dass de Staat sengen essenzielle Funktiounen nokomme kann, net just fir haut Verantwortung ze iwwerhuelen, mee mateneen d'Zukunft ze gestalten.

Mir mussen an d'Industrie vun der Zukunft investéieren, jo, a mir mussen erëm Industrie an Europa kréien, mir mussen erëm Industrie op Lëtzebuerg kréien. Do däerf och zum Beispill d'Pharmaindustrie gären en Deel dovunner sinn.

Mir musse weider investéieren a Fotovoltaikanlagen, Wärmepompelen, Batterien. Hei geet et drëm, déi nohalteg Transitioun virunzebréngen a se mat konkreete Projeten ze ënnerstëtzen.

An net méi spéit wéi virgëschter war de Premier Xavier Bettel zu Ostend, do ass eng Deklaratioun ënnerschriwwe gi vun néng Länner mat enger Rei Partner, fir en Offshore-Wandpark um offene Mier zesummen ze bauen, deen Energie soll liwweren, an zwar an d'Belsch, a Groussbritannien an an Dänemark. An ech fannen dat eng exzellent Saach, dass mir eis als Lëtzebuerg och dodru bedeelegen.

Déi verschidde geopolitesch Ongewëssheeten, mat deenen ech ugefaangen hunn, weisen, dass nohalteg Technologien eis et net just erlaben, eis Klimaziler ze erreechen, nee, si si strateegesch wichteg. Si erlaben eis et, méi onofhängeg vun Importer ze ginn. Méi onofhängeg ze gi vu China, awer och méi onofhängeg vun den USA an eis als Europäesch Unioun domat ze stäerken.

Jo, mir Europäer mussen och an deem heiten Domän Virreider ginn. Hei gëllt et, net e Choix ze maachen tëschent Nohaltegkeet a wirtschaftlecher Kompetitivitéit. Déi energeetesch Transitioun ass nämlech net nëmme just eng Necessitéit, mee se bitt eis och Méiglechkeeten, fir qualitative Wuesstem ze schafen. Dofir musse mer eis Investitiounen an déi nei Technologien an an d'Digitalisatioun héichhalen, fir eist Klima, fir eis Sécherheet, fir eis Zukunft an d'Zukunft vun eise Kanner a Kandskanner.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An den nächsten ageschriwwene Rieder ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir beweegen eis all zesummen op dënnem Äis. Mir maache ganz virsiichteg ee Schrëtt nom aneren, fir datt d'Äis ënner eis net brécht. Bis elo si mir gutt virukommen, mee natierlech behale mir am Hannerkapp, datt d'Äis zu all Moment kéint ufänken ze räissen.

E bëssen esou kéint een déi ekonomesch Situatioun op der Welt beschreiwen. Et zeechent sech of, datt dee grousse Stuerm vun der Rezessioun esou just laanscht eis an der Eurozon zitt. Dat ass eng Erliichterung, well esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg, dat esou eng oppen Ekonomie huet, spiert natierlech an engem besonnesche Mooss, wéi et ronderëm eis an der Eurozon leeft. Wann een also de Wuesstem vun Trimester zu Trimester an der Eurozon kuckt, da stellt ee fest, datt e positiv ass. E Plus vun 0,3 % vum zweeten op dat drëtt Trimester, e Plus vun 0,1 % vum drëtten op dat véiert. Dat ass sécher net spektakulär, mee et ass vill méi, wéi sech am aktuelle Kontext erwaart gi war.

Dës besser Situatioun läit engersäits dorunner, dass mer an der EU generell ganz souverän duerch de Wanter komm sinn. Vill Biergerinnen a Bierger, vill Entreprisen hunn Efforte gemaach, fir de Verbrauch vu Gas a Pëtrol ze drosselen. An der ganzer EU ass d'Solidaritéit gelieft ginn, och zu Lëtzebuerg. Eisen nationale Gasverbrauch huet sech d'lescht Joer ëm 21 % reduzéiert par rapport zum Joer virdrun. De Präis vum Gas huet sech du stabiliséiert um Niveau vu virun annerhallwem Joer, an et ass e kollektiven europäeschen Effort gewiescht, dee weist, datt mir zesummen zu vill méi kapabel sinn, wéi mir eis heiansdo selwer zoutrauen.

Anerersäits läit déi besser Situatioun och un engem stabillen Aarbechtsmaart an der EU, deen et de Stéit erméiglecht, d'Bannennofro héich ze halen. D'EU-Kommissioun geet an hire leschte Projektioune fir dëst Joer vun engem Wuesstem vun 0,9 % an der Eurozon aus.

Jo, an zu Lëtzebuerg? Lëtzebuerg steet am grousse Ganze gutt do. Déi verschidde Secteuren, déi eis Ekonomie zesummesetzen, hunn natierlech alleguerten hir eegen Erausfuerderungen. Dem Horeca an anere feelt et u qualifizéiertem Personal, am Commerce normaliséiert sech d'Situatioun no deelweis exzeptionelle Verkafszuele wärend der Pandemie, am Bau ass d'Demande duerch déi héich Zënsen däitlech zréckgaangen.

Mee mir hunn 2022 mat engem Wuesstem vun ëmmerhin 1,5 % kënnen ofschléissen. Deementspriechend bleiwen eis Staatsfinanze gesond. Mir hunn trotz den turbulenten Zäite fir d'lescht Joer en Iwwerschoss am Gesamtstaat vun 138 Milliounen ze verbuchen. Am Zentralstaat hu mir en Defizit vu 723 Milliounen; dat si ronn 600 Milliounen Euro manner Defizit, wéi mir nach am Hierscht beim Depot vum Budget geduecht haten. An och de Vertrauensindex vun de Konsumenten – e wichtegen Indicateur, deen heiansdo vergiess gëtt –, deen hat am September säin Déifpunkt erreecht a geet zanterhier erëm erop.

De Statec geet fir dëst Joer vun engem Wuesstem vun net manner wéi 2,4 % vum PIB aus. Dat ass zwee an en halleft Mol esou vill wéi de Wuesstem an der Eurozon. An et ass ganz niewebäi och annerhallef Mol esou vill, wéi de Statec nach am Dezember d'lescht Joer projezéiert hat. Dofir verwonnert et och kaum, dass mir och fir dëst Joer bei de Staatsfinanzen am

Stabilitéits- a Wuesstemspakt méi eng favorabel Situatioun erëmfannen, wéi mer nach d'lescht Joer am Oktober beim Depot vum Budget geduecht haten.

De Chômage bleift iwwerdeems stabill op engem niddregen Niveau vun 4,9 %. Dat soll eis zouversiichtlech stëmmen, datt mer Luucht um Enn vum Tunnel gesinn, och wann déi geopolitesch Situatioun natierlech nach ganz vill Onsécherheete mat sech bréngt.

Déi relativ stabel a favorabel ekonomesch Situatioun kënnt awer net vun ongeféier. D'Regierung huet am Mäerz, am Kader vum Solidaritéitspak 3.0, mat de Sozialpartner d'Deckelung vum Gas- a Stroumpräis fir d'Stéit ëm e weidert Joer verlängert. Et ass eigentlech keng Nouvelle gewiescht, well et jo just eng Verlängerung vun enger Moossnam ass, déi schonn a Kraaft war. Dofir ass se awer trotzdeem net manner wichteg. Dës Verlängerung verhënnert nämlech, datt d'Präisdeierecht op 4,8 % klamme wäert. De Statec geet elo just nach vun enger Präisdeierecht vun 2,8 % aus fir d'nächst Joer. Dës Moossnam erhält ganz kloer d'Kafkraaft vun de Stéit.

Ouni déi Deckelung géifen d'Präisser vu Gas a Stroum d'nächst Joer ëm 40 % respektiv souguer ëm 80 % klammen, nodeems sech hire Präis jo zanter dem Krich an der Ukrain schonn eng Kéier ëm 250 % beim Gas respektiv 70 % beim Stroum erhéicht hat. An ech wëll mir guer net ausmole mussen, wéi vill Stéit hei am Land d'Enner zum Schluss vum Mount net méi zesummekritt hätten, wann d'Regierung net esou konsequent a séier gehandelt hätt. Do ass ganz sécher net just gekuckt ginn, Här Roth, do ass gehandelt ginn! D'Regierung huet hir Hausaufgaben also gemaach, dorunner besteet absolutt keen Zweifel!

Natierlech ass dofir net alles a Botter, well mir liewen an onsécheren Zäiten, déi mir vu Lëtzebuerg aus nëmme begrenzt kënne beaflossen. D'Europäesch Zentralbank huet am Mäerz nach eng Kéier hir Leetzënsen ëm en hallwe Prozentpunkt eropgeschrauft, fir géint d'Präisdeierecht virzegoen. Dëst huet natierlech en negativen Impakt op de Wuesstem insgesamt, well manner investéiert gëtt an et méi deier gëtt, Sue léinen ze goen.

Ganz speziell trëfft et effektiv den Immobiliesecteur. Och de Bankesecteur verdaut dës successiv Haussen a sou kuerzer Zäit wierklech net gutt. Eng Zënshausse um Niveau vun all Zentralbank entwéckelt hire vollen Impakt awer eréischt no sechs bis néng Méint, soudatt mer wuel oder iwwel mussen ofwaarden, wat déi rezent Zënshaussë wäerte bréngen. Mee och den nächste Wanter wäerte mer nach eng Kéier an eiser Energieversuergung op d'Prouf gestallt ginn. Et ass also net esou evident.

Här President, a Krisenzäite besteet d'Konscht vun der richteger Politick also doranner, derfir ze suergen, datt d'Leit d'Kris net spieren. Et ass also effektiv net déi Zäit gewiescht vu grousser Ideologie a Symbolpolitick, mee d'Zäit vun enger handfester, pragmatescher Politick, déi mat roueger Hand am Hannergrond wierkt, fir sech ëm Land a Leit ze këmmeren.

D'Krise ware ganz ënnerschiddlech an hiren Ursaachen an hire Konsequenzen. Mir hunn déi gréisste sanitär Kris vun der Nokrichszäit erlieft, mir si matten an der Klimakris a mir sinn Zeie vun enger militärescher Invasioun op eisem Kontinent, déi eis ganz Energieversuergung op de Préifstand gesat huet an nach ëmmer setzt.

D'LSAP steet voll hannert dem Bilan vun dëser Legislaturperiod. Mir hunn et fäerdegbruecht, mat engem staarke Gesondheets- a Sozialsystem d'Lutte géint de Covid-19 ze meeschteren. Mir hunn et fäerdegbruecht, trotz historeschen Ëmstänn an Erausfuerderungen d'Leit an der Aarbecht ze halen, mat Hëllef vum Chômage partiel an diversen anere cibléierten Hëllefe fir eis Entreprisen. Mir hunn et fäerdegbruecht, d'Kafkraaft vun de Leit ze erhale mat enger Revaloriséierung vum Steierkreditt, mat der temporärer Aféierung vun engem Energie-Steierkreditt, mat enger Energieprimm, mat successive Verbesserunge bei der Allocation de vie chère, mam Plafonnement vun Energiepräisser, mat Reduktiounen um Masutt a villem méi.

Well vläicht verschidde Leit heibannen eng e bësse méi kuerz Memoire hunn, wëll ech drun erënneren, dass mir eleng fir d'Bekämpfe vun der Covid-Pandemie als Lëtzebuerger Staat no un déi 3 Milliarden Euro Suen debourséiert hunn – de Gilles Baum hat et och schonn ernimmt. Ech wëll och drun erënneren, dass d'Moossnamen aus dem Energiedësch an de Solidaritéitspäck 1.0 respektiv 2.0 zesummen 2,1 Milliarden Euro kaschten – staatlech Garantien net aberechent. A mam Pak 3.0, dee viru manner wéi zwee Méint vun de Sozialpartner mat ënnerschriwwe ginn ass, wäerte mir eleng dëst Joer eng 425 Milliounen Euro zousätzlech Ausgaben hunn, d'nächst Joer dann iwwer 900 Milliounen. Dat mécht ënnert dem Strëch also am Ganze méi wéi 6,3 Milliarden Euro oder – wann een déi staatlech Garantien derbäirechent – iwwer 7 Milliarden Euro, déi de Staat ausginn huet, fir de Mënschen am Land duerch d'Krisen ze hëllefen. Also, wann dat net eng Leeschtung ass, da weess ech och net!

Mir hunn all déi eenzel Mesüren, déi ergraff gi sinn, hei am héijen Haus jo awer ganz dacks mateneen diskutéiert. An et gouf meeschtens jo och eng grouss Majoritéit fir déi Mesüren. Mee wien A seet, muss natierlech och B soen: Et kann een net op der enger Säit fir esou Moossname sinn, fir de Leit ze hëllefen, awer op der anerer Säit dann de spatze Mëndche maachen, wann et ëm de Finanzement geet, a kräischen, dass een d'Suen elo ausginn huet.

D'LSAP ass sech däers ëmmer bewosst gewiescht a mir hunn am Géigesaz zu aneren eng ganz kloer Linn iwwert déi ganz Krisenzäit behalen, eng kloer Linn, eng responsabel Politick, eng previsibel an eng zouversiichtlech Politick. Eise Mot d'ordre war an ass, sech ëm eis Biergerinnen a Bierger ze këmmeren, eiser Ekonomie Verlässlechkeet unzebidden an esou jidderengem méi Zouversiicht kënnen ze ginn, och wann et eppes kascht!

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Wa mir de Leit net an der Kris hëllefen, jo, wéini dann? Den Apel fir den Duuscht ass nëmme sënnvoll, wann een dann awer och den Apel aus dem Keller hëlt, wann den Duuscht do ass, fir deen ze läschen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Lëtzebuerg huet also eng interventionistesch Budgetspolitick gemaach, sou wéi dat fir eis a Krisenzäiten alternativlos ass. Dat weist sech och nach eng Kéier an eiser Ambitioun bei den ëffentleche Investissementer: Mir sinn dëst Joer mat Investissementer an der Héicht vu 4,5 % vum PIB net nëmme par rapport zum Rescht vun der EU un der Spëtzt, mee mir iwwertreffen och nach eis eegen historesch Moyenne. Mat héijen Investissementer, besonnesch an d'Infrastrukture vun eisem Land, brénge mir et och fäerdeg, de sëllegen Entreprisen an der Konstruktioun Opträg ze ginn, an esou och vu staatlecher Säit e bëssen dat opzefänken, wat vu privater Säit feelt.

An och do musse mir eis awer nach iwwer nei Initiative ganz schnell a ganz intensiv Gedanke maachen. Déi ganz Investissementer betreffen an éischter Linn d'Beräicher Ëmwelt, Klima an ëffentlech Infrastruktur, mee net zulescht och Bildung an ëffentlech Gesondheet. Eppes verbënnt déi ganz Investissementer: Si déngen der Liewensqualitéit vun allen Awunner hei am Land.

Eleng am Beräich Ëmwelt a Klima si fir dëst Joer net manner wéi 530 Milliounen Euro am Zentralstaat virgesinn, am Beräich ëffentlech Infrastruktur 293 Milliounen. Grad a schwieregen Zäiten ass et wichteg, dass een dee Rhythmus vun den Investissementer héich hält.

Nawell steet Lëtzebuerg awer op drëtter Plaz vun den am mannste verschélten EU-Memberstaaten – ech betounen: am mannste verschélt! D'LSAP deelt den Zuelefetischismus vu verschiddene ronderëm d'Trajectoire vun der ëffentlecher Schold net. Et muss een esou Zuelen ëmmer an hire Kontext setzen, fir datt se e Sënn erginn. Mir bleiwen iwwert déi ganz Trajectoire vum PSC ënnert dem Seuil vun den 30 %. Dat ass eng gutt Saach, eng ganz gutt Saach. Mee, wann een éierlech ass – a mir si jo heibannen nëmmen där Éierlecher –: Et mécht keen objektiven Ënnerscheed bei der Bewäertung vun eiser finanzieller Situatioun, ob mer 29 %, 30 % oder 31 % Staatsschold par rapport zum PIB hunn.

De Jean Pisani-Ferry, Ekonomiesprofesser op der renomméierter Sciences Po Paräis, huet an engem oppene Bréif den Discours vum franséische President Macron ganz kloer kritiséiert, well dee seng ëmstridde Pensiounsreform mat der aktueller Staatsschold vu Frankräich ze justifiéiere versicht. „Contrairement à une légende tenace, les marchés ne demandent pas l'austérité, mais la clarté. Ils veulent bien croire aux belles histoires, à la condition qu'elles soient vraisemblables."

A sengem Bréif fuerdert hien am Hibléck op d'Gestioun vun de Staatsfinanzen, dass een als politesch Responsabelen eng kloer Visioun huet, wou ee wëll higoen, a sech deementspriechend déi néideg Moyenen gëtt. Ech deelen dëse Constat. Fir d'éischt muss ee sech kloer politesch Prioritéite ginn, no deenen een duerno da seng Budgetspolitick festleet – an net ëmgedréint! Wann een de Biergerinnen a Bierger dobaussen soss näischt ze zielen huet wéi e puer abstrakt Zuelen, déi souwisou warscheinlech ni wäerten esou antrieden, da brauch een sech net ze wonneren, datt d'Leit op d'Strooss ginn!

Et ass aus eiser Siicht net richteg, d'Budgetspolitick als eng Zort Kontabilitéit ze behandelen. D'Budgetspolitick vun engem Land geet vill méi wäit a vill méi déif: Et ass hei, wou all d'Fiedem zesummelafen, et ass hei, wou ee Prioritéiten erausliest an et ass och hei, wou een d'Ëmsetzung vun dëse Prioritéiten nach misst besser kënnen novollzéien.

D'LSAP plädéiert zanter iwwer dräi Joer derfir, de Bien-être vill méi staark als roude Fuedem am Budgetsdokument ze integréieren. Dëst géing eis et erlaben, vun deem reng quantitativen Denken an der Budgetspolitick fortzekommen, hin zu enger Politick, déi evidenzbaséiert schafft, déi sech u Resultater orientéiert, déi musse mëttelfristeg erreecht ginn. Amplaz just e Budgetsartikel ze hunn, deen iergendee Montant vu Recetten oder Depensë mat sech bréngt, wëlle mir thematesch Indicateure mat drasetzen an iwwert d'Jore kucken, wéi déi Indicateure sech entwéckele par rapport zu de budgetäre Mëttelen, déi een dofir bereetgestallt huet.

Neiséiland huet 2019 säi Budgetsdokument genau esou iwwerschafft. Schottland huet sech dorunner inspiréiert a mir sinn als LSAP der Meenung, datt och Lëtzebuerg soll dësen Effort maachen. Mir wëssen alleguer ganz genee, dass et net duergeet, e puer

Sue méi an e Budgetsartikel ze setzen, wann ee wierklech wëll virukommen. Op der anerer Säit kënne mir eis et och net méi erlaben, Suen enzwousch anzesetzen, ouni ze analyséieren, ob mir wierklech dat erreecht hunn, wat mir eis dann och virgeholl haten. Mir mussen also vill méi eng systematesch, wëssenschaftlech Evaluatioun vun eise Politicke maachen an eis Budgetsmëttelen deem upassen. Dës Method géing eis Budgetspolitick méi un eis haiteg Zäit upassen a fir méi Transparenz am ëffentlechen Debat suergen, an domadder och fir vill méi Vertrauen an d'Politick.

Anescht wéi de Solidaritéitspak 1.0 respektiv 2.0, op déi ech jo agaange sinn, huet de Solidaritéitspak 3.0 eng Partie Moossnamen, déi iwwer d'Krisegestioun erausginn, virgesinn. D'Sozialpartner sinn sech jo eens ginn, e Konjunktur-Steierkreditt fir dat lafend Joer op de Wee ze bréngen, deen eigentlech eng Adaptatioun vum Steierbarème ëm zwou Indextranchë simuléiert. Esou stäerke mir nach eng Kéier d'Kafkraaft bei de Stéit. Der LSAP ass et och mat dëser Moossnam an éischter Linn drëm gaangen, dass d'Stéit net iwwerproportional staark mussen zum Finanzement vun der Allgemengheet bäidroen. An eisen Ae bleift et fir de sozialen Zesummenhalt an eisem Land essentiel, datt souwuel Privatstéit wéi och Betriber hire fairen a gerechten Deel zur Allgemengheet bäidroen.

A vun engem Walkaddo kann hei absolutt keng rieds goen! Wat eis Staatsrecetten ubelaangt, stelle mir jo schonn zanter Joren eng staark Tendenz fest, datt d'Stéit, d'Menagen, ëmmer méi e groussen Undeel musse bäidroen zum generelle Steierakommes. Ee Beispill op der Säit vun den direkte Steieren ass d'Lounsteier: Eleng vum previsionelle Kont 2022 op de Budgetsprojet 2023 ass se ëm 16 % an d'Luucht gaangen; an absolutten Zuelen eng Progressioun vun 830 Milliounen Euro. Wann ee sech dat Beispill virun Ae féiert, da versteet een, datt d'Aféierung vum Konjunktur-Steierkreditt, deen 260 Millounen Euro potenziell Steierrecetten erëm zeréck bei d'Stéit gëtt, dass dat alles ass, mee kee Walkaddo.

Mir sinn der Meenung, datt et elo dee richtegen Zäitpunkt ass, de Stéit Loft fir ze ootmen ze ginn. Och wa mir mat eise staatleche Mesüren d'Evolutioun vun den Energiepräisser fir d'Stéit gutt an de Grëff kritt hunn, wësse mir jo, dass et entre-temps ganz aner Wuerepräisser sinn, déi de Leit hir Kafkraaft beanträchtegen. An ech schwätzen natierlech vum elementaarste Grondbesoin, deen e Mënsch kann hunn: Iessen. D'Liewensmëttelpräisser sinn zu Lëtzebuerg op ee Joer gekuckt ëm 13 % an d'Luucht gaangen; besonnesch fir Famillen ass dat eng seriö Méibelaaschtung.

Et ass als klengt Land immens schwiereg, op d'Liewensmëttelpräisser direkt awierken ze kënnen. Nawell huet d'Politick déi moralesch Obligatioun, esou eng Entwécklung eescht ze huelen, eng Äntwert ze fannen. De Konjunktur-Steierkreditt kann e wichtege Bäitrag leeschten, fir dee Verloscht vun der Kafkraaft erëm auszegläichen.

Här President, ech hu scho virdru gesot, datt mir eis net sollten zu Lëtzebuerg u fiktiven Zuelen ophänken, déi esou de politeschen Debat vu virera lämen. Dëst gëllt awer net fir Lëtzebuerg eleng, et gëllt fir d'Europäesch Unioun als Ganzt. D'Architektur vun der ekonomescher Gouvernance an der Europäescher Unioun muss dréngend iwwerschafft ginn. Sou, wéi se am Moment ass, riskéiere mer an der EU, eis selwer Handschellen unzeleeën, déi eis drunner géifen hënneren, wichteg Investissementer ze tätegen, fir eeben eng ekologesch Transitioun, fir d'Digitaliséierung, fir eng strateegesch Onofhängegkeet an de Schlësseltechnologien. Spéitstens mam Inflation Reduction Act vun der Biden-Administratioun an den USA wësse mer, datt aner Ekonomien amgaang sinn, eis ze iwwerhuelen. Do kënne mer déi schéinst Objektiver à moyen terme an eise Bicher stoen hunn, mee dann hu mer nawell keng Chippen, fir d'Autoe vun der Zukunft ze bauen.

Den europäeschen Net Zero Industry Act ass do a senger Envergure sécher en Deel vun der Äntwert, awer och just en Deel. Op d'mannst 40 % vun den Technologien, déi mir brauchen, fir Klimaneutralitéit ze erreechen, sollen 2030 op eisem Kontinent produzéiert ginn. Déi 40 % sinn natierlech nëmmen e politescht Zil, keng legal Contrainte. Dofir ass et wichteg, datt mer dëst Zil mat Liewe fëllen an och zu Lëtzebuerg eng politesch Äntwert fannen, wat mir dann dozou kënne bäidroen.

Aus der Siicht vun der LSAP besteet eng ganz grouss Gefor doranner, op EU-Niveau erëm zu enger Spuerpolitick zeréckzekommen. Am November d'lescht Joer huet d'EU-Kommissioun Orientatiounen erausginn, zu deene de Conseil sech am Mäerz dëst Joer a Form vu Konklusioune geäussert huet. An deem Kontext ass et ze begréissen, datt an Zukunft soll e sougenannt Plans budgétaires et structurels à moyen terme vun all Memberstaat presentéiert ginn. Dat gëtt eis d'Hoffnung, dass een d'Staatsfinanzen an enger méi breeder Zäitfënster kuckt, wat vill méi Sënn géif erginn. Déi Clause dérogatoire, déi mir jo am Kader vun der Pandemie kenne geléiert hunn, soll dann elo och fir eenzel Memberstaate méiglech sinn. Och dat ass eng Iddi, déi mir als LSAP sécherlech begréissen.

Mee d'Prozedur par rapport zu de sougenannten exzessiven Defiziter géif erhale bleiwen. Wann dat wierklech esou soll kommen, wier dat jo awer eng verpasste Chance fir e richtege Paradigmewiessel. Dës Prozedur ass aus eiser Siicht nämlech en Deel vun där onsënneger Handfessel, déi mir eis als EU a Budgetsfroen operleeën.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 15 Joer ass et elo hier, datt d'Finanz- a Wirtschaftskris ronderëm d'Welt un d'Ziddere bruecht huet. Zwee Joer drop huet den Europäesche Conseil dat sougenannt Europäescht Semester lancéiert, eebe mam Zil, den Zesummenhalt an der EU ze stäerken, fir esou eng méi resilient a kohärent europäesch Ekonomie ze hunn. Souwuel de PSC wéi och de PNR sinn domadder eng Reaktioun op eng Kris. A Krisen, där hu mir der jo genuch. Dat ass de Grond, firwat eise PNR ëm de Plan pour la reprise et la résilience, kuerz PRR, erweidert ginn ass. E weidere Kriseplang, deen eng Reaktioun op d'Auswierkunge vun der Pandemie ass.

Europa hält hei zesummen. Ob European Green Deal, Facilité pour la reprise et la résilience, REPowerEU, vu Bréissel komme wierklech eng Rei vu Mesüren, fir d'Memberstaate méi resilient a méi krisefest ze maachen. A virun e puer Wochen hu mer jo schonn hei bei der Interpellatioun vum Laurent Mosar iwwert d'Perspektive fir an d'Entwécklunge vun der Lëtzebuerger Wirtschaft geschwat. Dee Moment sot ech schonn, datt déi aktuell Erausfuerderungen, also d'Pandemie, de Krich, d'Energiekris, d'Inflatioun an iwwer all deem de Klimawandel, dass dat alles Gamechanger sinn. An effektiv, et ass en Challenge, fir Léisungen ze fannen, déi derfir suergen, datt eist Land kompetitiv bleift an nach méi resilient gëtt. Mee genee dat ass jo awer och den Usproch un déi politesch Responsabel.

Fir et mam Martin Luther King ze soen: De wierkleche Wäert vun engem Mënsch weist sech net a rouegen Zäiten, wann alles riicht leeft, mee a schwéieren Zäite vun Erausfuerderungen a Kontrovers. A genee dësen Zäiten huet eis Regierung eng Herkulesaufgab gemeeschtert an eist Land duerch de wirtschaftleche Stuerm manövréiert. De Bilan léisst sech weisen: D'Regierung gouf vun der OECD fir hir prezis a séier Reaktioun wärend der Pandemie gelueft. Trotz dem Krich, de Repercussiounen op d'Liwwerketten, trotz der Energiekris huet eist Land déi nidderegst Inflatioun an der EU. Vun der EU gouf et dofir eng méi speziell Form vun Unerkennung: Eebe well eis Zuelen esou gutt sinn am Verglach zur EU-Moyenne, sinn d'Gelder vun der Facilité pour la reprise et la résilience fir Lëtzebuerg leider e wéineg gekierzt ginn.

De PNR, den nationale Reformprogramm, kann een am Fong als eng Zort Spigel vun der Regierungsaarbecht gesinn. D'Zil ass et, op déi grouss Erausfuerderungen déi richteg Äntwert ze fannen, dat am Kader vun de véier Dimensiounen: der ekologescher an der digitaler Transitioun, der Produktivitéit, dem Gläichheetsprinzipp an der makroekonomescher Stabilitéit.

D'Mesüre vun der Regierung mussen elo ënner anerem d'erneierbar Energië förderen, eng méi nohalteg Mobilitéit en place setzen, e gerechte Bildungssystem garantéieren, géint aggressiv Steiervermeidungspläng virgoen, fir nei a sécher Aarbechtsplaze suergen an, last but not least, den Aarmutsrisiko erofsetzen.

Einfach ass et net, well iwwert all deenen Onsécherheeten a Gefore schwieft och nach de Klimawandel als Damoklesschwäert an dofir ass et nëmme richteg, dass Lëtzebuerg bal 70 % vun den Investitiounen am Kader vum PRR an de Kampf géint d'Klimaerwärmung stécht. Dat ass bal duebel esou vill wéi dee vun der EU gefrote Minimum a méi wéi all déi aner EU-Länner. Lëtzebuerg huet also deen ekologeschste PRR.

Dat ass och batter néideg, well eise Klimabilan ass net gutt. Wärend eist Land jo nach ëmmer mat wirtschaftlechen Zuele ka glänzen, ass eis Performance bei der Aspuerung vun Energie- an Emissiounswäerter ënnert dem Duerchschnëtt, wëll heeschen, datt den Undeel un erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg niddereg an den Taux vun Zäregase pro Kapp héich ass.

D'Zil, bis 2050 klimaneutral ze ginn, ass ambitionéiert. Dir kennt déi Hellewull u Mesüren, déi d'Regierung geholl huet. Och d'Industrie soll natierlech méi gréng ginn. Ech hu scho vum Net Zero Industry Act geschwat: Souwuel d'Leit wéi och d'Betriber ginn ënnerstëtzt, wa si sech fir eng nohalteg Welt engagéieren. Nieft dësen Ureizer gëtt et awer och Moossnamen, déi fir en Ëmdenken an der Gesellschaft solle suergen. D'Wuere sollen net méi just produzéiert, benotzt an ewechgehäit ginn, mee, wa méiglech, an engem Kreeslafsystem bleiwen. Hei ënnerschreift d'LSAP mat béiden Hänn d'Strategie Kreeslafwirtschaft vun eiser Regierung.

Op där enger Säit musse mir nees léieren, dat, wat mir hunn, effizient ze notzen, op där anerer Säit solle mir awer dat, wat net gebraucht gëtt, guer net eréischt produzéieren; Zero Waste ass d'Stéchwuert. Lëtzebuerg ass beim Earth Overshoot Day leider traurege Spëtzereider. Méi bewosst an och manner konsuméieren ass fir eis e Must, soss kënne mir et geschwë guer net méi.

Klima- an Ëmweltschutz sinn net nëmmen doheem an op der Aarbecht néideg, mee och um Wee dertëscht. E Groussdeel vun den Emissioune sinn op den Trafick zréckzefëieren, deen esou massiv zougeholl huet; ze vill Autoe fueren oder stinn zur selwechter Zäit op de Stroossen. Well Lëtzebuerg net soll am Trafick erstécken, bleift eis näischt anescht iwwereg, wéi

Rekordzommen an d'Mobilitéit ze investéieren, an och mam neie Plan national de mobilité 2035 wëll d'Regierung konzeptuell de Verkéier an de Gréff kréien. Jo, et ass spéit dofir, jo, mee besser elo wéi ni! Bis datt d'Schinnenetz de Besoine vun de Leit entsprécht, ginn d'Nerven allerdéngs nach vill strapazéiert.

Dobäi hunn déi meescht jo och nach vill aner Suergen: D'Liewensmëttelpräisser hunn ech ugeschwat, et huet een Angscht, d'Heizung unzeloossen an de Loyer frësst a frësst Lächer an de Portmonni. A Krisenzäite brauch d'Land méi wéi jee e Sozialdialog. Deen hu mir zu Lëtzebuerg, dee fonctionéiert. E garantéiert net nëmmen de soziale Fridden, mee en hält eist Land zesummen an ech sinn houfreg op d'Resultater vun de leschten Tripartitten. Wéi gesot, d'Regierung huet eng effikass Krisepolitick gemaach d'lescht Joer an déi Jore virdrun.

Am PNR geet et net just ëm d'Ekonomie, mee och ëm déi sozial Sécherheeten, Här President. De Socle européen des droits sociaux setzt ambitiéis Ziler, fir all EU-Bierger mat engem sozialen Netz ze schützen. An eise Kommissär, den Nicolas Schmit, dee schafft mat Äifer un engem Plang, fir déi sozial Rechter och wierklech ze implementéieren an Europa, fir Europa méi gerecht a méi inklusiv ze maachen, besonnesch fir déi nächst Generatiounen.

Dee Leschten huet an de leschte Jore festgestallt, wéi wichteg e gudden a performante Sozialstaat ass: Congé parental, Covid, Krankegeld etc., an dat souwuel, wat Sozialhëllef ugeet, wéi och d'Sécurité sociale. Mir mussen alles maachen, fir déi sozial Ofsécherung, déi a Krisenzäiten iwwerliewenswichteg war an ass, ze stäerken, weiderzeentwéckelen, weider auszebauen. A mir mussen natierlech och derfir suergen, datt keen duerch d'Netz fält an eisem Land hei, dass jiddereen Zougang kritt a behält zu de Leeschtungen.

Et war an dat ass d'Zil vun der Couverture universelle. De Pilotprojet ass jo ugelaf a gëtt an Zesummenaarbecht mat den Organisatiounen um Terrain duerchgefouert. An der Tëschenzäit sinn Dossiere vu enger 60 Leit ugeholl ginn, déi vollen Zougang zu de Leeschtunge vun der CNS kréien. De Projet wäert an nächster Zäit evaluéiert ginn an dann duerch eng legal Basis perenniséiert ginn. D'LSAP begréisst dëse Projet zu 100 %.

Wichteg war dann awer och, datt am Zesummenhang mam Ukrain-Krich de ville Mënschen, déi geflücht sinn, hei am Land direkt gehollef konnt ginn, an och si konnte séier Zougang kréien zu der Assurance maladie.

Här President, Aarmut trotz Aarbecht, Working Poor, ass och zu Lëtzebuerg eng batter Realitéit a mir stinn am EU-Vergläich net extra gutt do, wat ënner anerem eeben op déi exorbitant Wunnengspräisser zréckzeféieren ass. Fir d'LSAP ass et eng Selbstverständlechkeet, de Leit ze hëllefen, fir datt si net an d'Aarmut rëtschen. An an deem Sënn begréisse mir natierlech ausdrécklech wichteg Moossname wéi d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, vum REVIS, vum Mindestloun, awer och Steierkreditter a Energieprimme fir Stéit mat nidderegem Akommes – ech hu se all ernimmt.

De Phenomeen vun de Working Poor ass e weideren Indice dofir, datt de PIB eleng kee Garant ass fir Wuelstand. Eise PIB wiisst zweemol esou staark wéi dee vun der EU, dofir widderhuelen ech nach emol, wéi wichteg d'Aféierung vum PIBien-être ass. D'Wuelbefanne vun de Leit ass d'Käruleies vun der LSAP. Ech hat et schonn duergeluecht, wéi een de Bien-être vill méi nohalteg an de Staatsbudget kann integréieren, an och am Steiersystem ass de Reformbedarf nach wie vor do fir méi Gerechtegkeet. Dir kennt d'Propose vun der LSAP.

D'Prozedur vum PNR gesäit vir, datt d'EU-Kommissioun am Mee drop reagéiert, fir weider vulnerabel Punkten opzedecken an d'lescht Joer gouf ënner anerem op eisen Educatiounssystem verwisen, deen nach ëmmer Ongerechtegkeete reproduzéiert. D'Kommissioun huet bemängelt, datt d'Successioun vun eise Schülerinnen a Schüler enk verbonnen ass mat hirem sozioekonomesche Milieu. Dat ass bei Wäitem net déi éischte Kéier, datt dat ugeprangert gëtt, an och den Observatoire national de la qualité scolaire huet bekanntlech schwaarz op wäiss mat Chiffere beluecht, wéi d'Elterenhaus déi schoulesch Karriär vun engem Kand beaflosst. Dat ass inakzeptabel an trotz enger ganzer Rei Efforten an der formaler an nonformaler Bildung, fir d'Chancëgerechtegkeet ze verbesseren, geet dat net duer! D'Schoul ass de Reproduzent vun Ongerechtegkeeten. D'Schoul spillt d'Roll vum soziale Lift nach net. An och d'Europaschoulen, esou vill Avantagë se och kënnen hunn, och d'Europaschoule sinn net der Weisheit letzter Schluss, Stéchwuert „Beruffsausbildung, déi feelt", Stéchwuert „Wiessel an een anere System", Stéchwuert „Lëtzebuergesch als Integratiounsfacteur", Stéchwuert „Employabilitéit nom Ofschlossdiplom". Och do musse mir nach eng Schëpp bäileeën.

Fir eis als LSAP mussen déi Efforte fir d'Bildungsgerechtegkeet méi wäit a weidergoen an e kloert a laangfristegt Zil verfollgen. Et geet drëm, datt all Kanner – all Kanner! – hei am Land esou ausgebilt an ekipéiert sinn, datt si gutt an der Gesellschaft vu muer an iwwermuer liewe kënnen. Do ass de Pilotprojet vun der Alphabetiséierung op Franséisch eng éischt richteg Pist, fir d'Sproochenthematik, mat där esou vill Schülerinnen a Schüler konfrontéiert sinn, fir déi also ganz op de Leescht ze huelen.

Eis Kanner sinn Digital Natives. Si wuesse mat der modernster Technik op, kënne Boma a Bopa, souguer den Elteren erklären, wéi een den Handy benotzt. Mee domadder geet et awer net duer, fir Desinformatiounen opzedecken. Dofir brauch ee vill, vill méi. D'Transitioun geléngt egal wéi besser, wann d'Educatioun der Transitioun nokënnt.

Här President, wéi d'Algorithme funktionéieren, wat kënschtlech Intelligenz kann, do hunn déi meescht Krämpes fir matzegoen. Mee op d'mannst ginn déi meescht eens als User, als Konsumenten online. Dat ass awer nach laang net fir jiddereen de Fall. Wéi ass et eigentlech mat der Internetaccessibilitéit, dem Internet fir jiddereen? Mam sougenannten „Digital Divide", der Fracture numérique?

2021 huet d'Regierung dozou de Plan d'action national d'inclusion numérique erstallt, deen eng Rei Initiativen oplëscht.

Lëtzebuerg gehéiert, wat den Accès zum Internet ugeet, wuel zum Spëtzepeloton, mee trotzdeem muss een awer feststellen, datt laut enger Enquête vum Statec 9 % vun den Onlinenotzer administrativ Onlineservicer iwwerhaapt net benotzen, MyGuichet an anerer, well si dat net kënnen, well si net déi néideg informatesch Kenntnisser hunn. Dat sinn der elo net schrecklech vill, 9 %, a mengen Aen awer nach vill ze vill. Dovunner betraff sinn net nëmmen, mee och vill eeler Leit. An och heizou ginn am Plang Initiativen opgelëscht, mee ech froe mech awer, ob dat wäit genuch geet. Fillt en 80-Järege sech wierklech ugeschwat vun Internetcoursen, wann en doheem weder e Computer huet nach e Smartphone?

Meng Kolleegin Lydia Mutsch hat et an der Debatt zum Theema de leschten Oktober scho gesot: Et ass evident, datt een do op d'Leit muss zougoen an dohinner goen, wou si och sinn, an net waarden, datt si op eis zoukommen. A verschiddene Länner, wou d'Fracture numérique méi ausgeprägt ass wéi bei eis, gëtt et Modeller, un deene mir eis kéinten inspiréieren. Mir sollten dat maachen. Fir eis ass et kloer, datt ee bei der digitaler Inklusioun nach eng gutt Schëpp ka bäileeën, fir datt och wierklech keen op der Streck bleift.

Wien Digitaliséierung seet, seet natierlech och Datesécherheet. Wat bis Oktober d'lescht Joer SECURITYMADEIN.LU war, ass elo d'House of Cybersecurity. Hei fënnt ee jo och den Digital Innovation Hub, eng zentral Ulafstell fir digital Technologien, grad fir kleng Betriber. Dat ass eng ganz gutt Saach a mir hunn och an der Cybersécherheet e ganz gudden internationale Ruff. Nach déi lescht Woch huet de Kommissär Nicolas Schmit och hei an der Chamber op dat enormt Potenzial higewisen, wat nei Aarbechtsplazen an deem Beräich betrëfft. Mee dat bedéngt natierlech och, datt mir déi néideg Profiller net nëmmen aus dem Ausland unzéien, Stéchwuert „Talent Attraction", mee virun allem, datt mir se selwer ausbilde respektiv weiderbilden. Déi national Skillsstrategie huet eis jo op en Neits virun Ae gefouert, datt et un deene feelt: Déi um Aarbechtsmaart gebrauchte Kompetenze fanne mir net genuch zu Lëtzebuerg.

D'LSAP begréisst an deem Kontext, datt den Aarbechtsminister och e grousse Wäert leet op d'Weiderbildung, ënnert anerem mam Skillsplang, eng Aide fir Formatioun an de PMEen. Mee natierlech geet et awer an der Grondausbildung un, fir datt déi Jonk eeben och en Job an deene villverspriechende Secteure vun der Ekonomie fannen, zum Beispill deem vun de Biotechnologien. Um Campus zu Esch komme jo medezinnesch Fuerschung an Innovatioun zesummen, och hei hieft Lëtzebuerg sech duerch säin Knowhow ervir. An et ass effektiv dat, wat eis Ekonomie ausmécht: d'Qualitéit.

Data-driven, nohalteg, dekarboniséiert, circulaire a resilient: Esou muss eis Wirtschaft ginn, fir zukunftsfäeg ze sinn. A wat dat ugeet, sinn ech ganz optimistesch, well, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung huet bewisen, datt si Krise ka bewältegen, datt se schafft, datt se effikass Politick mécht an derbäi an engems och nach no vir kuckt. Dat ass eng Leeschtung, déi eis Unerkennung verdéngt. An et ass wéi beim Vëlofueren: Et bleift ee just an der Riicht, wann ee sech beweegt. Stabilitéit mat an duerch Fortschrëtt, genee dat brauch Lëtzebuerg a genee dat ass och de Leitfuedem vun der Regierungspolitick an dofir steet d'LSAP 100 % do hannendrun!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener.

An domadder si mir um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. Mir fuere mat den Diskussiounen iwwer de PSC an de PNR de Mëtteg um 14.00 Auer weider.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.48 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Crédit d'impôt énergie	7543	Marc Spautz	78
Délais d'attente dans les ateliers protégés	7544	Sven Clement	79
Autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire	7545	Marc Spautz	79
Remboursement des téléconsultations dans le cadre de la psychothérapie	7547	Diane Adehm	79
Travaux routiers sur le CR334 entre Clervaux et Boxhorn	7548	André Bauler	80
Réglementation des horaires scolaires à l'école fondamentale	7549	Myriam Cecchetti	80
Relations commerciales Luxembourg-Chine	7550	Marc Spautz, Laurent Mosar	82
Nicotine Pouches	7551	Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen	82
Production de puces informatiques	7552	Marc Spautz	83
Placement en famille d'accueil	7553	Nathalie Oberweis	83
Sécurité des marchands	7554	Fernand Kartheiser	84
Anciens hôtels reconvertis en foyers pour réfugiés	7555	Fernand Kartheiser	84
Nouvelle réglementation européenne pour le secteur viticole	7557	Jeff Engelen	84
Projet hôtelier à Rodange	7558	Marc Goergen	85
Obligation d'ordonnance de pilule contraceptive	7559	Sven Clement	86
Émissions de gaz à effet de serre dans le secteur résidentiel au Luxembourg	7560	Myriam Cecchetti	86
Intérêts débiteurs en relation avec une habitation en construction	7561	Sven Clement	87
Formation des infirmiers et des infirmiers psychiatriques	7562	Sven Clement	88
Activités de la Cellule de renseignement financier	7563	Roy Reding	88
Clause de résidence ou de provenance dans le cadre de la licence de cabaretage	7564	Jean-Paul Schaaf	89
Projet d'implantation d'un centre médical et d'une pharmacie à Nothum	7565	Carlo Weber	90
Ventes en état futur d'achèvement dans le cas de faillite de l'entreprise de construction	7566	Cécile Hemmen	90
Pollution du Drosbach	7567	Gusty Graas	90
Engagement à la participation à des mesures agro-environnementales et climatiques	7568	Martine Hansen	91
Pénurie des agents de transport	7569	Myriam Cecchetti	91
Évaluation des mesures d'économie d'énergie	7570	Fernand Kartheiser	91
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)	7571	Gusty Graas	92
Écoles européennes agréées	7572	Martine Hansen	92
Avortements sexo-sélectifs	7573	Fernand Kartheiser	94
Consommation de cannabis médical en milieu de travail	7574	Sven Clement	94
Suspension des projets de création de champs d'éoliennes en mer au Danemark	7575	Fred Keup	94
Étude sur l'établissement d'un indice socio-économico-culturel communal sur la base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental	7576	Fred Keup	95
Antibiotiques pour les enfants	7578	Max Hengel, Jean-Marie Halsdorf	95
Chômage partiel	7581	Marc Spautz	95
Dossier de soins partagé	7583	Sven Clement	96
Nombre d'ordonnances introduites à la CNS	7584	Sven Clement	96
Nouvelle présidence du sommet de la Grande Région	7585	Dan Biancalana	96
Formation « Secours à personne niveau 2 » (SAP2)	7586	Max Hahn, Carole Hartmann	97
Protection de l'eau	7587	Martine Hansen	97
Loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act)	7588	Laurent Mosar	97
Implication du Luxembourg aux missions civiles d'observation électorale de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	7589	Stéphanie Empain	98
Nouveau marquage sur la route entre Bettembourg et Huncherange	7590	Marc Goergen	99
Langage inclusif	7592	Fernand Kartheiser	99
Travaux routiers sur le CR334 entre Clervaux et Boxhorn	7668	André Bauler	80

Crédit d'impôt énergie | Question **7543** (02/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Le crédit d'impôt énergie avait été introduit dans le contexte d'un accord tripartite pour aider les citoyens à faire face à l'inflation. Actuellement, ce mécanisme est limité pour l'année 2023 à la période qui se situe entre le 1er janvier 2023 et le 31 mars 2023, puisque l'indexation reportée en juillet 2022 doit tomber en avril 2023.

Dans un sujet publié sur Paperjam.lu, intitulé « Pourquoi votre salaire risque de diminuer en avril », il est fait le calcul qu'une personne gagnant le salaire social minimum non qualifié (sans autres avantages) se retrouve, après la fin du crédit d'impôt énergie, avec un salaire net similaire (à quelques centimes près) à celui qu'il touchait en janvier 2023 (en prenant donc en compte les deux indexations de février 2023 et avril 2023).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ce calcul ? Quelle est son appréciation de la situation ?

– La fin du crédit d'impôt énergie va donc particulièrement pénaliser les plus petits salaires. Est-ce qu'au regard de la situation actuelle, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il est urgent et nécessaire de prévoir des aides supplémentaires, par exemple en rallongeant la période d'application du crédit d'impôt énergie, pour les personnes les plus durement touchées par l'inflation et la perte de leur pouvoir d'achat ? Est-ce que d'autres aides sont prévues pour venir en aide aux ménages ?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire au crédit d'impôt énergie (CIE) qui a été introduit par la loi du 29 juin 2022 portant transposition de certaines mesures prévues par l'accord tripartite du 31 mars 2022 pour la seule et unique fin de compenser la perte du pouvoir d'achat liée au report de la tranche indiciaire de juillet 2022. Il est donc limité à la période qui se situe entre le 1er juillet 2022 et le 31 mars 2023 inclus.

L'honorable Député demande de vérifier la situation fiscale d'une personne gagnant le salaire social minimum (SSM) non qualifié (sans autres avantages) suite à la fin du CIE à partir du 1er avril 2023 par rapport à la situation de janvier 2023. En effet, le salaire mensuel net après bonification des crédits d'impôt pour un contribuable rangé en classe d'impôt 1 et bénéficiaire du salaire social minimum non qualifié (sans autres avantages) s'élève à 2.177 euros pour le mois

d'avril 2023 et à 2.173 euros pour le mois de janvier 2023.

Dans ce contexte, il est à préciser qu'en application de l'article L. 222-2 du Code du travail, le Gouvernement soumet, toutes les deux années, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum. C'est notamment ce mécanisme qui a joué lors de l'adaptation du SSM au 1er janvier 2023.

En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Député, la Ministre des Finances a souligné dans le cadre de la présentation de la situation financière de l'État au 31 décembre 2022, lors d'une réunion conjointe de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission de l'Exécution du budget de la Chambre des Députés le 30 janvier 2023, que le solde final déficitaire de l'Administration centrale devrait connaître une amélioration de 500 millions d'euros par rapport à l'estimation présentée en octobre 2022. Cette situation budgétaire plus favorable, ainsi que les perspectives macroéconomiques qui se sont améliorées au cours des derniers mois, permettent d'élaborer des mesures fiscales spécifiques, qui sont actuellement à l'étude, pour renforcer le pouvoir d'achat des ménages en cette période difficile.

Délais d'attente dans les ateliers protégés | Question **7544** (02/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Aarbechtssichender, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn an déi de Statut vun engem Travailleur handicapé hunn, kënnen an Ateliers protégés eng Plaz fannen. Dës Plaze sinn allerdéngs limitéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit mam Statut Travailleur handicapé stoungen den 31. Dezember 2022 op enger Waardelëscht, fir eng Schaff an engem Atelier protégé ze kréien?

2. Wéi laang muss den Travailleur handicapé am Duerchschnëtt waarden, vun der Aschreiwung op d'Lëscht bis zu dem Dag, wou e kann ufänke mat schaffen? Wéi hunn dës Zuelen an deene leschte 5 Joer evoluéiert?

3. No wéi enge Krittäre gëtt dee fir den Travailleur handicapé zoutreffensten Atelier protégé erausgesicht? Wien decidéiert dat?

4. Kann de Gestionnaire vun engem Atelier protégé den Travailleur handicapé och ofleenen, also hien net astellen?
Wa jo, no wéi enge Krittären?

5. Wéi wäit däerf d'Aarbechtsplaz vum Travailleur handicapé vu sengem Wunnsëtz ewech sinn?

6. Wien ass haftbar, wann en Travailleur handicapé an engem Atelier protégé sech op der Aarbecht verletzt?

7. Zu wéi villen Aarbechtsaccidenter ass et an deene leschten 10 Joer an den Ateliere komm?

Réponse (02/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den 31. Dezember 2022 stoungen 91 Persoune mam Statut vum „salarié handicapé" an enger Orientatioun „atelier protégé" op enger Waardelëscht, fir eng Aarbecht an engem Atelier protégé ze kréien. Hei muss ee bemierken, dass verschidde Persounen op méi ewéi enger Waardelëscht stinn.

ad 2. D'Waardezäit, souwéi och d'Admissioun an en Atelier protégé, hänkt ganz vum Gestionnaire vum Atelier of. Et ass de Gestionnaire, deen decidéiert, wéini hie wéi eng Persoun wëllt astellen.

ad 3. D'Persoun ass fräi, sech bei deem Atelier protégé ze mellen, dee si wëllt. Et ass de Gestionnaire vum Atelier, deen d'Admissiounscritèren an d'Profiller vun senge Poste festleet.

ad 4. Jo, de Gestionnaire vun engem Atelier kann och eng Persoun net astellen, am Fall wou dës zum Beispill net den Admissiounscritèrë vum Gestionnaire entsprécht.

ad 5. Dëst ass net gesetzlech festgeluecht.

ad 6. De Gestionnaire vum Atelier protégé ass de rechtlechen Aarbechtsgeeber vum Travailleur handicapé an ass domadder och haftbar, wann dëse sech op der Aarbecht verletzt.

ad 7. An deene leschten 10 Joer ass et zu 184 Aarbechtsaccidenter an den Ateliere komm.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire | Question **7545** (02/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Wann en Dokter hei zu Lëtzebuerg wëll praktizéieren, muss hien eng Demande beim Gesondheetsministère maachen an eng Rei Pièces areechen, déi am Règlement grand-ducal du 14 janvier 2013 fixant la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire genee definéiert sinn. De Collège médical iwwerpréift den Dossier a schéckt en zréck un de Ministère, deen dann den definitiven Accord gëtt. Laut den Angaben op guichet.lu kritt den Demandeur, no engem positiven Avis, d'Autorisatioun vum Ministère per Post zougeschéckt. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den delegéierte Minister fir d'Digitalisatioun stellen:

1. Gëtt d'Autorisatioun, fir zu Lëtzebuerg de Beruff vum Dokter oder Veterinär auszeüben, a Pabeierform ausgestallt?
– Wa jo, ass dat Dokument fälschungssécher?
– Wann nee, denkt d'Regierung drun, d'Autorisatioun a Form vun enger Kaart erauszeginn, déi elektronesch liesbar an domat och fälschungssécher ass?

2. Denkt d'Regierung drun, d'Autorisatioun a méi Sprooche méiglech ze maachen?

Réponse (02/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Autorisatioun besteet aus engem Bréif an engem Arrêté ministériel, dee vum Gesondheetsminister ënnerschriwwe gëtt.

Den Arrêté ministériel gëtt op méi déckem Pabeier mat Waasserzeechen ausgestallt. Zousätzlech ass eng Carte professionnelle an der Ausaarbechtung, fir eng besser Identifizéierung ze erlaben. Dës Carte professionnelle huet hir gesetzlech Basis am Artikel 7bis vun der Loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire an ass duerch d'Loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg bäigesat ginn.

« (1) Toute personne autorisée à exercer la médecine au Luxembourg obtient une carte de médecin permettant à son titulaire d'attester de son identité et son droit d'exercer. »

ad 2. Nee, d'Autorisatioun, d. h. den Arrêté ministériel, ass en Acte administratif, deen an der franséischer Sprooch ausgestallt gëtt.

Remboursement des téléconsultations dans le cadre de la psychothérapie | Question **7547** (02/02/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

De Remboursement vun der Psychotherapie ass gëschter, den 1. Februar 2023 a Kraaft gesat ginn. Sou wéi et um Site vum Ministère fir sozial Sécherheet steet, ginn d'Teleconsultatiounen net iwwerholl, well dës net an der Nomenclature fir Psychotherapeute virgesi sinn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Aus wéi engem Grond ass d'Teleconsultatioun vun der Psychotherapie net an der Nomenclature fir Psychotherapeute virgesinn?

2. Wëssend, datt et Patiente gëtt, déi sech net onbedéngt kënnen deplacéieren, mengt d'Regierung, datt d'Teleconsultatioune sollte rembourséiert ginn? Wéinstens bis zu enger limitéierter Unzuel u Seancen?

3. Gesäit ee vir, dëst an d'Nomenclature bäizesetzen?

Réponse (28/02/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Aktuell iwwerhëlt d'Gesondheetskeess d'Teleconsultatioune vun Dokteren, Zänndokteren, Hiewammen, Dieteticiennen an Orthophonisten, déi am Kader vun der Covid-19-Epidemie op Basis vu Recommandatiounen, respektiv Ordonnance vun der Direction de la santé, agefouert gi sinn.

All déi Akte resultéieren aus der Covid-19-Kris an haten als Zil ofzesécheren, dass d'Leit sech net am Kader vun enger Pandemie méi wéi néideg hu missen deplacéieren, wann se eng Consultatioun bei hirem Prestataire gebraucht hunn.

ad 2. Fir déi Patiente wou sech net onbedéngt kënnen deplacéieren, gesäit dat groussherzoglecht Reglement vum 12. Februar 2021 (Règlement grand-ducal du 12 février 2021 portant réglementation des relations entre la Caisse nationale de santé et le groupement représentatif de la profession de psychothérapeute au Grand-Duché de Luxembourg) vir, datt d'Akte vun der Psychotherapie kënnen am Doheem vum Assuré ausgefouert ginn, ënnert der Konditioun, datt eng „nécessité médicale" begrënnt ass.

ad 3. Am Interêt vun den Assuréen an de Prestatairë muss den Dispositif vun der Teleconsultatioun elo iwwerschafft a verfeinert ginn. Dës gouf kuerzfristeg agefouert, fir an enger Pandemie den Assuréen den Zougang zu hirem Dokter an anere Prestatairen ze garantéieren. Dës huet et och erlaabt, eng zolidd Erfarung ze sammelen. Déi soll elo an en neie System afléissen, och baséierend op der Erfarung aus dem Ausland. Beispiller sinn e gutt Gläichgewiicht tëscht physescher Consultatioun an Teleconsultatioun, d'Traçabilitéit vun den Teleconsultatiounen, d'Ausstattung an d'Formatioun vum Prestataire, verschidden Tariffer jee no Opwand bei enger Teleconsultatioun etc.

Aktuell gëtt intern un engem Konzept fir den zukünftege System mat enger ugepasster Nomenclature a Reegele geschafft.

Travaux routiers sur le CR334 entre Clervaux et Boxhorn | Question **7548** (03/02/2023) | Question **7668** (24/02/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Zënter Mëtt Januar ass d'Streck tëscht Clierf a Boxer (CR334) fir den Traffic gespaart. Dofir mussen eng Rëtsch Schoulbussen, déi de Clierfer Lycée ufueren, en Ëmwee maachen, mam Resultat, dass vill Schüler all Dag ze spéit an d'Schoul kommen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi laang dauert de Schantjen, deen zu dëser Verspéidung féiert, viraussiichtlech nach?

2. Wat ass virgesinn, fir d'Situatioun ze verbesseren an derfir ze suergen, dass d'Schüler mat Zäiten am Lycée sinn?

3. Gouf et mëttlerweil eng Konzertatioun tëscht der Administration des ponts et chaussées, der Gemeng an dem Mobilitéitsministère zu deem Theema?

Réponse (16/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Kader vun der Transversale vu Clierf muss den Ament e Rondel (N18/CR334) amenagéiert ginn. Fir dëse bauen ze kënnen, muss awer fir d'éischt eng Plattform amenagéiert ginn, esou datt den CR334 op enger Längt vun 150 Meter progressiv ëm 5 Meter erhéicht gëtt.

Dës Aarbechte lafen esouwäit wéi geplangt. Wann d'Aarbechte weiderhin esou gutt virukommen, an ënnert der Konditioun, datt d'Wieder gënschteg bleift, missten dës am Abrëll 2023 fäerdeg sinn.

ad 2. Aktuell leeft d'Ëmleedung iwwer Boxer/Lenzweiler. Den Ëmwee, deen dorauser resultéiert, entsprécht ongefeier 8 Minutten.

Zousätzlech ass ze betounen, datt d'Aarbechte just vu kuerzer Dauer sinn an et och leider net méiglech ass, d'Aarbechten anescht auszeféieren.

ad 3. D'Stroossebauverwaltung huet bis elo nach keng Reklamatioune säitens der Gemeng oder de Bierger zu dësem Theema kritt, esou datt et nach keng Konzertatioun tëscht den zoustännegen Acteure gouf.

Réglementation des horaires scolaires à l'école fondamentale | Question **7549** (03/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans la commune de Reckange, les horaires scolaires sont sur le point d'être modifiés. Actuellement, les enfants scolarisés à l'école fondamentale ont cours tous les matins, les samedis inclus. Les après-midis sont réservés à des activités optionnelles.

Or, cette situation devra changer et les horaires en vigueur seront remplacés par l'horaire traditionnel qui s'étend de 08.00 heures à 16.00 heures les lundi, mercredi et vendredi et de 08.00 heures à 11.40 heures les mardi et jeudi. L'horaire traditionnel ne prévoit pas de cours le samedi.

À Reckange, la majorité des enseignant.e.s s'oppose à cette modification, tandis que la présidente du comité scolaire se positionne en faveur d'un tel changement d'horaire.

De nombreux parents d'élèves ont été pris au dépourvu face à l'annonce de ce changement d'horaire, sachant qu'un changement des horaires scolaires aura un impact considérable sur l'organisation de leur quotidien.

Une proposition d'horaire alternatif a été élaborée par des représentant.e.s de parents d'élèves de Reckange, laquelle a fait consensus parmi les parents, mais non pas parmi les responsables de la commune et de la direction de l'école.

La proposition d'horaire alternatif élaborée par les représentant.e.s des parents d'élèves n'a pas été avisée par la direction qui s'opposerait à toute diffusion d'information sur le modèle alternatif proposé au sein de la communauté scolaire, tandis que la commune ferait sourde oreille.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Combien de modèles différents d'horaires scolaires existe-t-il au Luxembourg et desquels s'agit-il ?

2) Qui décide du modèle d'horaires scolaires à appliquer ?

3) Faut-il un avis favorable de la direction d'école pour faire appliquer une proposition de modèle d'horaire scolaire ?

4) Qui est légalement habilité à proposer un modèle d'horaire scolaire ?

5) Les représentant.e.s du comité des parents d'élèves ont-ils besoin de l'autorisation de la direction de leur école pour diffuser une lettre d'information au sein de la communauté scolaire ? La direction est-elle autorisée d'interdire une telle démarche ?

6) Est-ce que la direction de l'école est habilitée à empêcher le conseil communal des enfants de mettre la proposition d'horaire scolaire des représentant.e.s du comité des parents sur leur ordre du jour de leur conseil ?

7) Est-ce que la direction de l'école peut défendre aux enseignant.e.s de s'échanger sur ce sujet et de prendre position ?

8) Est-ce que la commission scolaire peut prendre position sur les horaires proposés par les représentant.e.s des parents d'élèves en question ?

9) Existe-t-il une note du Ministère de l'Éducation nationale qui stipule que la direction d'école ne peut pas accorder de changement d'horaire scolaire en période d'élections ?

10) Dans la suite de ma question précédente, si un tel changement ne peut pas être accordé, pourquoi la direction peut-elle changer l'horaire existant pour imposer l'horaire traditionnel ?

11) En cas d'un changement prévu d'horaire scolaire, l'avis des enfants, des enseignant.e.s, des représentant.e.s élu.e.s des parents d'élèves et des parents en général peut-il être ignoré ? Pourquoi n'ont-ils pas droit à la parole ?

Réponse (08/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Députée pointe une situation isolée dans une des 163 écoles fondamentales luxembourgeoises et ne concernant que 0,47 % de la population scolaire des écoles communales luxembourgeoises.

La question renvoie à la situation à l'école de Reckange-sur-Mess en se basant sur des rumeurs démunies de tout fondement et visant de par leur formulation à jeter le discrédit sur les membres ciblés de la communauté scolaire concernée, tout en remettant en question le rôle de la direction de région dans le cadre de l'élaboration de l'organisation scolaire.

Les dispositions légales exposées ci-dessous prévoient le cadre pour le partenariat entre les acteurs locaux, à savoir les autorités communales, les parents d'élèves et le personnel de l'école.

La procédure d'élaboration de l'organisation scolaire promeut un échange régulier entre ces acteurs tout en attribuant à la commune la responsabilité de l'élaboration et de l'arrêt de l'organisation scolaire. Le directeur de région avise, suivant les dispositions légales actuellement en vigueur, l'organisation scolaire établie par les membres de la communauté scolaire avant qu'elle ne soit soumise pour approbation au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), et il va de soi que son implication dès le début du processus d'élaboration se révèle propice pour assurer que l'organisation soit conforme aux dispositions législatives et aux directives officielles.

En ce qui concerne l'analyse des différents modèles d'horaire scolaire, nous nous permettons de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 2634 du 7 août 2020 des honorables Députés Françoise Hetto-Gaasch et Michel Wolter.

L'élaboration des organisations scolaires débute au plus tard avec la communication du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à disposition des communes à la mi-mars. Un changement majeur tel que la définition d'un nouvel horaire scolaire est d'habitude discuté bien avant son entrée en vigueur pour favoriser un échange fructueux entre tous les acteurs conduisant à un horaire scolaire répondant à un maximum d'attentes, sans mettre en péril l'intérêt supérieur de l'enfant, et pour permettre à tous les acteurs impliqués de prendre les précautions nécessaires pour assurer un passage harmonieux entre l'ancien et le nouvel horaire.

Les discussions dans la commune de Reckange-sur-Mess concernant un réaménagement de l'horaire scolaire de manière à ce que les créneaux horaires s'étalent exclusivement sur les cinq jours ouvrables de la semaine ne datent pas d'aujourd'hui. Le processus qui a conduit à l'horaire qui sera mis en place pour la rentrée scolaire 2023-2024 s'est étendu sur plusieurs années. Ainsi, la commune a informé les parents d'élèves le 23 mars 2021 par écrit de l'implémentation, pour la rentrée scolaire 2023-2024, d'un nouvel horaire ne prévoyant plus de cours le samedi matin tout en exposant les motifs qui ont conduit à cette décision. Par la suite, les différents acteurs ont participé à des échanges réguliers lors desquels différents types d'horaire ont été discutés, et le conseil communal a arrêté dans sa délibération du 9 décembre 2022 l'horaire communiqué par lettre écrite en date du 19 décembre 2022 aux parents d'élèves.

La définition des horaires scolaires fait partie intégrante de l'organisation scolaire qui est élaborée dans une approche participative par les acteurs locaux, à savoir :

– le comité d'école qui compte parmi ses missions l'élaboration d'une proposition d'organisation de l'école en tenant compte du PDS[1] ;
– les représentants des parents qui discutent et, le cas échéant, amendent et complètent la proposition d'organisation de l'école[2] ;
– le conseil communal qui délibère annuellement sur l'organisation de l'enseignement fondamental en tenant compte du PDS et du plan d'action y afférent, des rapports établis par le ou les comité(s) d'école, avisés par la commission scolaire communale, et dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le MENJE[3].

[1] Article 42 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
[2] Article 49 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
[3] Article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Au niveau communal, le partenariat entre les autorités scolaires, le personnel des écoles et les parents d'élèves s'exerce à travers la commission scolaire communale qui est un organe consultatif du conseil communal[4]. La commission scolaire a, entre autres, pour mission de coordonner les propositions concernant l'organisation des écoles et d'émettre un avis pour le conseil communal ainsi que d'assurer le suivi de la mise en œuvre de l'organisation scolaire.

Le directeur de région avise l'organisation scolaire provisoire délibérée par le conseil communal pour le 1er juillet de l'année scolaire avant qu'elle ne soit transmise au MENJE pour approbation[5]. Il assiste obligatoirement à la ou aux séance(s) de la commission scolaire consacrées à l'organisation scolaire[6]. Dans le souci de garantir que l'organisation scolaire soit conforme aux dispositions législatives et aux directives officielles, l'implication du directeur de région tout au long du processus d'élaboration de l'organisation scolaire est incontournable et permet d'éviter que des adaptations de grande envergure s'imposent en dernière minute entre la délibération de la version provisoire et le moment où la version définitive de l'organisation scolaire est arrêtée le 1er octobre, donc après la rentrée scolaire. Par conséquent, les directeurs de région sont à l'écoute des membres de la communauté scolaire pour les guider et les soutenir dans l'élaboration de l'organisation scolaire.

Chaque année, le MENJE diffuse une lettre circulaire de printemps aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée qui a pour objet de favoriser la bonne élaboration des organisations scolaires en détaillant les démarches procédurales prévues par les dispositions légales. La version publiée au printemps 2022 reprend à la page 40 un certain nombre de principes en matière de définition des horaires, notamment au niveau de la durée des leçons, la répartition des leçons sur la journée et les temps de récréation. Les principes y repris se fondent sur les dispositions légales actuellement en vigueur dont notamment l'article 3 du règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental et reposent sur le respect des rythmes des enfants.

Extrait de la lettre circulaire de printemps 2022 :

« Dans l'intérêt des élèves, les plages horaires sont définies de manière à ce qu'elles respectent les dispositions législatives actuellement en vigueur dont notamment l'article 3 du règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental et reposent sur le respect des rythmes des enfants :

– Pour les élèves fréquentant l'éducation précoce, des activités sont proposées pendant les différentes plages du matin et de l'après-midi. Tenant compte du développement des jeunes, il est recommandé d'alterner, voire d'équilibrer les activités d'apprentissage et les moments de détente. Dans le cadre de la définition des plages horaires, le temps de midi, présentant un temps de repos entre les activités d'éducation précoce du matin et de l'après-midi, est à respecter.
– Les vingt-six leçons hebdomadaires proposées aux élèves fréquentant une classe du cycle 1 sont à répartir sur les différentes journées de la semaine de manière à ce que les cours du matin débutent à 08.00 heures et ceux de l'après-midi commencent à 14.00 heures. De légères adaptations en fonction de la situation locale peuvent être définies par les autorités communales, le directeur de l'enseignement fondamental entendu en son avis. Suivant les dispositions législatives actuellement en vigueur, l'horaire comporte un minimum de16 leçons à 55 minutes et un maximum de 10 leçons à 50 minutes. La durée maximale à réserver à une pause ne dépassera pas les 30 minutes, y compris le temps pour s'habiller et se déshabiller. La journée scolaire est à programmer de façon à ce que les récréations soient bien intercalées entre des périodes d'apprentissage. Les temps de récréation sont à renseigner obligatoirement dans les horaires définis moyennant l'application "Scolaria".
– Les vingt-huit leçons hebdomadaires proposées aux élèves fréquentant une classe des deuxième, troisième et quatrième cycles sont à répartir sur les différentes journées de la semaine de manière à ce que les cours du matin débutent à 08.00 heures et ceux de l'après-midi commencent à 14.00 heures. De légères adaptations en fonction de la situation locale peuvent être définies par les autorités communales, le directeur de l'enseignement fondamental entendu en son avis. Suivant les dispositions législatives actuellement en vigueur, l'horaire comporte un minimum de 17 leçons à 55 minutes et un maximum de 11 leçons à 50 minutes. Les temps de récréation sont à renseigner obligatoirement dans les horaires définis moyennant l'application "Scolaria". »

Nous pouvons affirmer que le nouvel horaire de l'école de Reckange-sur-Mess a été élaboré en respect non seulement de la démarche explicitée ci-devant, mais encore des consignes diffusées par le biais de la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2022-2023 et qu'il est le produit d'un processus participatif résultant de l'échange régulier des représentants élus des parents d'élèves et du personnel enseignant ainsi que du conseil communal. Raison de plus pour laquelle nous tenons à insister que nous nous opposons avec véhémence à la manière avec laquelle aussi bien la présidente du comité d'école que la direction de région ont été vilipendées. Ce sont les acteurs relevant du domaine des professionnels intervenant dans les écoles fondamentales qui sont experts en matière d'instauration d'un climat susceptible de stimuler au maximum les apprentissages des élèves en tenant compte de leur rythme d'apprentissage.

Parmi les horaires scolaires discutés dans le contexte de l'implémentation d'un nouvel horaire scolaire, une proposition visait à étaler les cours du samedi sur les cinq jours ouvrables de la semaine sans que pour autant des cours aient lieu l'après-midi. En automne 2022, une version similaire était proposée prévoyant des cours tous les matins ainsi que le mercredi après-midi. D'un côté, il s'avère que ces deux horaires scolaires alternatifs ne répondent qu'aux intérêts d'une minorité de membres de la communauté scolaire. De l'autre côté, il existe des arguments d'ordre pédagogique, psychologique et organisationnel bien fondés contre la répartition exclusive de l'intégralité des leçons d'apprentissage sur cinq matinées.

La répartition des 28 leçons aux cycles 2-4, respectivement de 26 leçons au cycle 1 sur cinq matinées dans le respect des vacances scolaires actuelles va de pair avec une augmentation du nombre de leçons par matinée. Il s'y ajoute que le nombre de récréations par matinée devra être porté à deux temps de récréation interposés entre des activités d'apprentissage. De plus, une répartition équilibrée des leçons d'enseignement direct impose un morcellement d'une ou de plusieurs unités en des fractions, et ce sont ces fractions qui entravent l'établissement d'une organisation scolaire dans le respect de l'annexe 3 du règlement grand-ducal modifié du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental. En effet, le nombre moyen de leçons hebdomadaires à prévoir pour chaque domaine de développement et d'apprentissage des cycles 2-4 y est explicitement chiffré.

Les élèves se voient confrontés à de longues matinées composées de deux récréations, réduites au strict minimum, et d'un minimum de cinq unités d'apprentissage. Il s'y ajoute, pour de nombreux élèves, les trajets en autobus entre le foyer familial et l'école. Notamment en fin de matinée, la concentration et, par conséquent, la réceptivité des élèves risquent de s'atténuer. Dans ce cas, la fatigue des élèves gêne le bon développement des compétences de ces derniers et risque d'être à la source de situations conflictuelles soit à l'école, soit au domicile ou à la maison relais. Cette situation risque de s'aggraver au cas où les élèves ne disposeraient pas d'une collation saine et équilibrée leur permettant de reprendre des forces pendant la longue période entre le petit-déjeuner et le déjeuner qui s'étend sur au moins cinq heures.

Il ressort de l'analyse récente des horaires scolaires repris dans les documents d'organisation scolaire que nombreuses sont les communes qui visent à réduire au strict minimum les leçons d'enseignement direct d'une durée de 55 minutes. Cette tendance conduit à une diminution considérable du temps réel pendant lequel les élèves peuvent bénéficier d'activités d'apprentissage à l'école, et voilà pourquoi le MENJE ne cesse de rappeler, entre autres par l'intermédiaire de la lettre circulaire de printemps aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental, que la durée des leçons d'enseignement direct ne doit être réduite que pour des raisons d'organisation bien fondées afin d'assurer que les élèves bénéficient pendant un maximum de temps d'un enseignement de qualité dispensé par le personnel enseignant. Cependant, la répartition exclusive des unités d'apprentissage sur les matinées des jours ouvrables risque d'encourager, voire de forcer les acteurs locaux à réduire le temps de classe au strict minimum.

Nous tenons à remercier les membres de la communauté scolaire, et en particulier la présidente du comité d'école ainsi que la direction de région, pour les efforts entrepris pour empêcher l'implémentation d'un horaire scolaire prévoyant la répartition exclusive, respectivement quasi exclusive des activités d'enseignement direct sur cinq matinées et leur dévouement dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Nous sommes convaincus que l'horaire scolaire retenu par les membres de la communauté scolaire et mis en place pour la rentrée scolaire 2023-2024 répond au rythme d'apprentissage des élèves et englobe des phases de repos suffisamment prononcées entre les séquences d'apprentissage pour permettre aux élèves de reprendre les forces nécessaires pour suivre en bonne forme l'intégralité des leçons d'enseignement direct proposées.

La direction de région concernée a favorisé le choix de l'horaire scolaire le mieux adapté aux besoins des élèves et aux attentes de l'intégralité de la population scolaire. Nous tenons à remercier le directeur de région pour son ardeur dans le contexte de l'élaboration du nouvel horaire scolaire de la commune de Reckange-sur-Mess ainsi que pour sa contribution aux projets mis en place dans sa direction de région, telle que l'école « Kannercampus Belval », école qui vise à unir l'enseignement formel et non formel en un

[4] Article 50 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
[5] Article 1er du règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission
[6] Article 52 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

ensemble indissociable, ainsi que l'alphabétisation en langue française proposée dans une classe du cycle 2 à Schifflange. L'horaire de l'école « Kannercampus Belval » est la preuve que la flexibilité au niveau de la définition des horaires s'avère indispensable pour rendre possible des projets pédagogiques visant une prise en charge formelle et non formelle répondant davantage aux besoins des élèves.

Relations commerciales Luxembourg-Chine | Question **7550** (06/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le contexte de la pandémie de Covid-19 a eu pour conséquence de mettre en avant la grande dépendance de l'économie européenne par rapport à l'économie chinoise et la fragilité des chaînes logistiques dans leur ensemble. Un article publié récemment dans la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » semble indiquer que les grands noms de l'industrie européenne et plus particulièrement allemande poursuivent actuellement une stratégie de « découplage » en séparant dans la mesure du possible leur production sur sol chinois du reste de leur production, notamment aux États-Unis – des mesures à voir dans le contexte des relations commerciales actuellement tendues entre les États-Unis et la Chine. Par ailleurs, les investissements d'entreprises de taille moyenne seraient en recul en Chine et les investissements d'entreprises de taille importante stagneraient. Le message de l'industrie européenne semble être : la Chine reste un partenaire commercial important, mais il faut réduire la dépendance et continuer à développer les relations commerciales avec d'autres partenaires de la région.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Comment se développent actuellement les relations commerciales entre le Luxembourg et la Chine ? Est-ce que les investissements sont en hausse ? Combien de nouvelles entreprises ont décidé d'étendre leurs affaires en Chine ? Est-ce que des entreprises ont décidé de réduire ou même stopper leurs activités en Chine ?

– Qu'en est-il des relations commerciales entre le Luxembourg et les États-Unis ?

– Comment est-ce que le Gouvernement se positionne au niveau de l'Union européenne sur ces questions dans le contexte de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ?

Réponse (10/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Les États-Unis et la Chine sont deux partenaires commerciaux internationaux importants pour le Luxembourg.

Le volume total d'échanges de biens et services avec la Chine en 2021 a atteint près de 5,88 milliards EUR et l'échange global d'investissements directs internationaux avec la Chine pour 2021 est de 83,65 milliards EUR.

Malgré la pandémie, le volume des échanges de biens et services entre le Luxembourg et la Chine a progressé d'année en année depuis 2018. Une forte augmentation des biens exportés du Luxembourg vers la Chine dans les années 2020 et 2021 est à relever, avec une balance commerciale positive en faveur du Luxembourg, les exportations dépassant nettement les importations. Concernant les investissements directs internationaux (IDI), une baisse du volume d'échanges est observée avec la Chine pour 2021 : avec 83,65 milliards EUR en 2021, les échanges totaux d'IDI ont diminué de -51,2 % par rapport au niveau prépandémique de 2019. Tandis que les IDI entrants de la Chine au Luxembourg ont diminué de -24,8 % entre 2019 et 2021, les IDI sortants du Luxembourg vers la Chine ont connu une baisse significative de -77,4 %. (source des données : Statec/Balance des payements)

Le Ministère de l'Économie n'a pas connaissance d'entreprises luxembourgeoises ayant récemment lancé de nouvelles activités en Chine ni d'informations relatives à un arrêt ou une réduction des activités d'entreprises luxembourgeoises en Chine.

Concernant les États-Unis, ils représentent le premier partenaire commercial du Luxembourg en dehors de l'Europe, avec un volume total d'échanges de biens et services de près de 23,85 milliards EUR et des investissements directs internationaux de 1.412 milliards EUR en 2021.

Les échanges de biens et services entre le Luxembourg et les États-Unis ont connu une croissance de +32,8 % entre 2018 et 2021. Une forte augmentation des biens et services importés depuis les États-Unis par rapport au niveau prépandémique est à souligner, tandis que les exportations vers les États-Unis égalisent le niveau prépandémique. Au niveau du volume total d'échanges des investissements directs internationaux (IDI), une croissance marquée de +36,8 % est observée entre 2018 et 2021. Cette croissance est due à une augmentation significative des IDI entrants, le Grand-Duché accueille de nombreuses entreprises américaines sur son sol dont certaines figurent parmi les principaux employeurs du pays. (source des données : Statec/Balance des payements)

De nombreuses entreprises luxembourgeoises sont également présentes aux États-Unis, entretiennent des activités commerciales avec les États-Unis, ou envisagent d'y développer des activités. Une visite de travail du Ministre de l'Économie à Boston et New York a eu lieu au mois de novembre 2022, tandis qu'une visite sur la côte ouest des États-Unis est prévue dans les prochains mois.

Les relations commerciales internationales sont de manière générale impactées par le contexte économique mondial difficile, une recrudescence des tendances protectionnistes, le taux d'inflation en hausse, le resserrement des capitaux disponibles à l'investissement, la hausse des prix des matières premières et la perturbation des chaines d'approvisionnement.

La volonté du Luxembourg de préserver et de développer des liens commerciaux internationaux reste inchangée, tout en renforçant en parallèle la résilience de l'UE.

L'Union européenne s'engage en effet au niveau multilatéral pour que les défis rencontrés dans le domaine de la politique commerciale, tels que les discriminations subies par les entreprises européennes ou la persistance de subsides qui faussent la libre concurrence, trouvent une solution compatible avec les règles, notamment celles qui ont été établies par l'Organisation mondiale du commerce. Par ailleurs, l'Union européenne a complété son cadre réglementaire par le biais de plusieurs initiatives visant à protéger le marché unique et à rééquilibrer les relations avec les pays tiers, notamment en matière de marchés publics. Un projet est également en cours de négociation qui permettra de protéger l'Union européenne et ses États membres face à de possibles mesures de coercition économique.

Enfin, dans le cadre de la recherche d'une autonomie stratégique dite ouverte, l'UE vise à diversifier ses chaines de valeurs et d'approvisionnement, notamment en matière de minéraux dits critiques, en visant à conclure de nouveaux accords de libre-échange avec des pays partenaires.

Si l'UE poursuit sa politique propre, cette dernière n'exclut pas le dialogue avec les États-Unis, notamment dans le cadre du Conseil du commerce et des technologies afin d'échanger et de coopérer en matière de défis identifiés en commun, par exemple dans le cadre du filtrage des investissements.

Le Luxembourg soutient pleinement cette approche et intervient régulièrement pour soutenir la Commission européenne dans la formulation d'une politique commerciale européenne assertive et respectueuse des règles multilatérales.

Nicotine Pouches | Question **7551** (06/02/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Déi sougenannten „Nicotine Pouches" falen hei zu Lëtzebuerg net ënnert d'Antitubaksgesetz, well se keen Tubak enthalen, mee just Nikotin. Nikotin ass awer eng Substanz, déi séier ofhängeg mécht. Ausserdeem ginn d'Nico-Pouches dacks als Opputschmëttel geholl. Virun allem jonk Leit gräifen ëmmer méi dacks drop zréck.

An deem Zesummenhang géinge mir gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Leien dem Gesondheetsministère Zuelen zur Vente respektiv zum Konsum vun Nico-Pouches vir?
– Wa jo, wéi vill Nico-Pouches ginn hei zu Lëtzebuerg pro Joer verkaf?
– A wat fir Alterskategorië ginn déi meescht Nico-Pouches konsuméiert?
• Wéi vill Nico-Pouches ginn an der Alterskategorie ënner 18 Joer konsuméiert?
• Wéi vill Nico-Pouches ginn an der Alterskategorie tëschent 18 an 30 Joer konsuméiert?

2. Ass de Verkaf vun Nico-Pouches hei zu Lëtzebuerg op eng aner Manéier reglementéiert, vu datt dat Produkt net ënnert d'Antitubaksgesetz fält?
– Wann nee, plangt d'Regierung, d'Vente an de Konsum wéinst dem héije Suchtpotenzial vun den Nico-Pouches op eng änlech Aart a Weis ze reglementéiere wéi d'Tubaksprodukter?
• Wa jo, wäert d'Regierung de Placement vun Nico-Pouches direkt nieft der Keess vun de Butteker, do wou och d'Séissegkeete leien, iwwerdenken?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Ewéi vun den honorabelen Deputéierten ervirgehuewen, falen d'Nikotin Pouches net ënnert d'Tubaksgesetz, well dës Produite keen Tubak enthalen, obwuel se wéi oral Tubaksproduiten (Typ SNUS Tubak, dee verbueden ass) proposéiert ginn an och konsuméiert ginn.

Nikotin Pouches sinn e kloert Manöver, fir den SNUS-Tubakverbuet ze ëmgoen, andeem en änleche Produit op de Marché bruecht gëtt, wou besonnesch déi Jugendlech cibléiert ginn. Een aggressive Marketing (op Concerten, a Kinoen, a verschiddene Publicitéiten an Zeitungen), plus attraktiv Aromen, sollen déi Jugendlech ulackelen. Dëst mam Resultat, dass de staarken Nikotingehalt schnell ofhängeg mécht an zu Nikotinvergëftunge féiere kann.

ad 1. Dëse Produit ass relativ rezent bei eis um Marché opgetaucht. Zuelen zu de Venten zu Lëtzebuerg leien dem Gesondheetsministère aktuell net vir.

A Groussbritannie gouf eng Etude iwwert de Konsum vun Nicotine Pouches vun der Action on Smoking and Health (ASH) duerchgefouert a publizéiert[7].

Laut där Etude hunn 3,2 % vun der Populatioun Nicotin Pouches schonn eng Kéier probéiert. 0,7 % hunn de Produit weider kaf. Bei de Fëmmerten hunn 10 % de Produit probéiert an 2,4 % hunn e weider kaf.

D'Etude weist, dass 4,2 % vun de Leit an der Altersgrupp vun 18 bis 24 Joer de Produit scho probéiert hunn. Des Weideren hunn an der selwechter Altersgrupp 1,2 % de Produit weider kaf; fir d'Altersgrupp vu 25 bis 34 Joer läit den Taux bei 1 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dëst weist, dass zirka 1/4 vun deene Jonken, déi de Produit probéieren, e weider kafen. Dëst weist, datt d'Attraktivitéit an de Suchtpotential vun den Nicotin Pouches ganz bedenklech sinn.

ad 2. D'Antitubaksgesetz gesäit effektiv keng Dispositiounen iwwer d'Nicotine Pouches vir an och keen anert Gesetz erméiglecht et, dëst Produkt anzeschränken, respektiv ze verbidden.
– Lëtzebuerg ass an enkem Kontakt mat den Nopeschlänner an och mat der EU-Kommissioun, fir e weidert Virgoe géint Nico Pouches zesummen ofzestëmmen. Eng Optioun besteet effektiv doranner, fir dës Produkter änlech wéi Tubaksprodukter ze behandelen an deemno och ze reglementéieren.
• Eng Reglementatioun vun den Nico Pouches géif och de Verkaf ewéi d'Publicitéit vun dëse Produkter strikte Reegelen ënnerwerfen.

Production de puces informatiques | Question **7552** (06/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Téléviseurs, réfrigérateurs, ordinateurs ou encore téléphones – les puces informatiques se retrouvent au cœur de tous les appareils électroniques que nous utilisons au quotidien. Actuellement, la grande majorité de ces puces électroniques (semi-conducteurs) est produite en Asie, notamment par le groupe taiwanais TSMC. À cause du contexte géopolitique instable, nombreuses sont les entreprises à réfléchir à un changement de stratégie, surtout pour réduire la dépendance par rapport aux partenaires commerciaux asiatiques.

C'est dans ce contexte que le géant américain de l'électronique Wolfspeed a annoncé récemment vouloir s'installer en Sarre pour produire ces semi-conducteurs indispensables pour l'économie. Selon les médias, l'entreprise américaine pourrait investir jusqu'à trois milliards d'euros dans le projet. De manière générale, l'implantation de nouvelles usines de fabrication, communément appelées « fabs », se multiplie sur le sol européen, particulièrement en Allemagne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que Monsieur le Ministre voit la production de semi-conducteurs comme une priorité pour le développement de notre économie ?

– Dans l'affirmative, est-ce que des efforts sont entrepris pour attirer ce type d'usine de fabrication au Luxembourg ? Est-ce que des discussions concrètes ont déjà eu lieu ?

– Quels sont les avantages que le Luxembourg pourrait mettre en avant pour concurrencer d'autres sites dans les pays voisins ?

Réponse (10/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

L'implantation d'un site de production de semi-conducteurs dans la Grande Région est en effet une bonne nouvelle pour l'économie luxembourgeoise, européenne et de la Grande Région. Ce site contribuera certainement à la sécurité d'approvisionnement en semi-conducteurs de l'industrie luxembourgeoise et européenne. Les entreprises luxembourgeoises, notamment celles du secteur automobile, ont besoin de semi-conducteurs dans le cadre de leur activité et ont pu ressentir l'impact de la pénurie de ces matériaux.

La dimension du territoire et de l'économie luxembourgeois ne permet que difficilement d'implanter sur le territoire national une chaîne de valeur complète dans le secteur des semi-conducteurs. De tels développements dans les alentours proches du Luxembourg et au sein du marché unique ont une valeur ajoutée pour l'économie nationale.

L'honorable Député a eu de plus amples informations sur le contexte de l'implantation de la société en question en Sarre à l'occasion de l'heure de questions du 7 février 2023 à la Chambre des Députés, lors de laquelle j'ai apporté oralement des éléments de réponse détaillés dans le cadre d'une question sur le même sujet.

Placement en famille d'accueil | Question **7553** (06/02/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Tout en vous remerciant pour votre réponse du 26 septembre 2022 à ma question parlementaire n° 6658 du 16 août 2022, j'aimerais approfondir certains aspects qui me semblent importants. Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Concernant les bébés et petits enfants placés en structure hospitalière, pouvez-vous me confirmer qu'ils sont pris en charge et encadrés à la fois médicalement et pédagogiquement 24 heures sur 24 par des services spécialisés afin d'éviter des traumatismes de jeune âge ?

2) Est-ce que vous jugez que cette solution de placement urgent est la plus adaptée aux besoins de l'enfant ? Est-ce que cette solution est celle qui prend le mieux en compte l'intérêt supérieur de l'enfant ?

3) Plus généralement, pourriez-vous nous dire, ventilé sur les cinq dernières années, combien d'enfants ont été placés en famille d'accueil et combien dans un centre d'accueil ?

4) Pourriez-vous décliner les chiffres de ces cinq dernières années en distinguant familles d'accueil proches et familles d'accueil classiques ? Quel est votre plan et quelles sont vos mesures afin d'augmenter le nombre de familles d'accueil classiques pour les prochaines années ?

5) Pourriez-vous énumérer les institutions qui peuvent accueillir des enfants de 0-3 ans et me donner les chiffres de l'occupation des lits ces cinq dernières années ?

Dans votre réponse à ma question parlementaire, vous dites qu'en 2020, il existait 962 places agréées pour l'accueil de jour et de nuit auprès de 16 prestataires, tandis qu'en 2022, on comptait 1.017 places agréées pour l'accueil de jour et de nuit auprès de 17 prestataires.

6) Comment est-ce que vous expliquez cette augmentation alors que le plan d'action droits des enfants a comme objectif d'« éliminer progressivement les mesures d'accueil stationnaires en institution et de favoriser la prise en charge des enfants en milieu familial chaque fois que cela est possible » ?

7) En outre, pourriez-vous me dire combien de familles d'accueil de dépannage peuvent accueillir des enfants de 0-3 ans en urgence ? Est-ce que ce nombre est suffisant ? Est-ce qu'il ne faudrait pas augmenter le nombre de familles d'accueil de dépannage ? Quelles mesures envisagez-vous pour recruter de nouvelles familles d'accueil de dépannage ?

8) Finalement, j'aimerais vous demander si le projet de la Pouponnière nationale à Pétange avec 52 lits correspond encore aux connaissances actuelles en matière de travail socio-pédagogique ? Envisagez-vous de fermer des petites structures, et si tel est le cas, quels sont vos arguments pour fermer celles-ci et rouvrir une structure centralisée d'une telle taille ?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Les bébés bénéficient d'une évaluation sur le plan clinique avant et pendant l'hospitalisation.

La KannerKlinik dispose d'un médecin spécialisé pour petits enfants victimes de maltraitance qui les prend en charge ainsi que les familles si nécessaire.

ad 2) Il est important que l'enfant bénéficie d'une évaluation de son état de santé précédant un placement dans une autre structure de placement. Nous jugeons que ceci se fait dans l'intérêt de l'enfant.

ad 3) Le tableau suivant renseigne sur le nombre d'enfants placés en famille d'accueil et en centre d'accueil répartis sur les cinq dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Le tableau suivant renseigne sur le nombre de familles d'accueil proches et classiques réparties sur les cinq dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Parmi les différentes mesures d'accueil de jour et de nuit proposées par l'Aide à l'enfance et à la famille, l'accueil en famille permet de veiller aux intérêts et au bien-être du mineur et du jeune adulte dans un milieu familial. Le projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles met l'accent sur l'accueil en famille en prévoyant la création du dispositif « Maison de l'accueil » en vue d'accroître et de valoriser l'attractivité de l'activité. Cette nouvelle tâche de l'ONE aura notamment pour mission d'édicter des procédures uniformes, de les coordonner et de contribuer ainsi à une simplification des procédures et des démarches administratives. Elle devra aussi assurer la promotion de l'activité de l'accueil en famille et offrir des formations de base et des formations continues aux accueillants.

Cette mesure va de pair avec une diversification de l'offre en instituant différentes formes de l'accueil en famille avec une valorisation des familles d'accueil proches.

ad 5) Actuellement une institution gérée par « Anne ASBL » accueille des enfants âgés de 0-3 ans.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Afin d'éviter la séparation d'enfants issus d'une même cellule familiale, des enfants âgés de moins de trois

[7] https://ash.org.uk/uploads/Awareness-and-use-of-nicotine-pouches.pdf?v=1667213473)

ans peuvent être accueillis ensemble avec leurs frères et sœurs aînés dans une institution accueillant des enfants âgés de plus de trois ans.

ad 6) La prise en charge des enfants en milieu familial reste un objectif principal, d'où l'accent mis sur le domaine de l'accueil en famille au niveau de la réforme législative. Reste à souligner que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) entend favoriser les mesures volontaires et préventives par la diversification de l'offre.

L'augmentation du nombre de mesures stationnaires correspond aux besoins actuels détectés sur le terrain. Pour répondre à l'augmentation importante du nombre de mineurs non accompagnés (MNA) arrivant au Luxembourg, de nombreuses places en milieu stationnaire ont été créées, comme le démontre le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 7) Le cadre législatif actuellement en vigueur ne prévoit pas de forme de famille d'accueil dénommée « famille d'accueil de dépannage ». Le nouveau projet de loi prévoit différentes formes de l'accueil en famille et met fortement l'accent sur la promotion de l'activité.

ad 8) Les chiffres avancés correspondent aux besoins détectés lors de la première phase de la planification du projet de « pouponnière nationale ». Si le MENJE venait à constater que les prémisses avancées lors de la planification du projet auraient entre-temps changé, il va sans dire que le projet devrait être adapté en fonction des considérations actuelles.

Sécurité des marchands | Question **7554** (06/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, ginn d'Maartleit an hirer Aarbecht säit Jore mat engem méi héije Sécherheetsrisiko konfrontéiert, deen sech esouwuel negativ op hir eegen Aarbecht, wéi och op d'Liewensqualitéit vun hire Clienten auswierkt. Tendenziell schéngt déi Situatioun ëmmer méi schlëmm ze ginn. Op ville Plazen am Land ginn d'Maartleit vun organiséierten Heeschebande belästegt, vun deene Verschiddener och mol einfach Saachen op de Stänn klauen, an d'Clientë ginn ëmmer méi dacks Affer vu Belästegungen a verbalen Iwwergréffer, wat roueg Kommissiounen um Maart ganz schwiereg mécht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Regierung op dës Sécherheetsmängel op eise Märt? Ass virgesinn, d'Policepresenz op de Märt ze verstäerken? Wéi eng legal Méiglechkeeten huet d'Police, fir géint esou Mëssstänn op eise Märt virzegoen?

2. Kéint d'Regierung sech virstellen, e Sécherheetsperimeter ëm d'Märt ze zéien, wou d'Heescherei verbueden ass, fir dësen Aktivitéiten en Enn ze maachen?

Réponse (06/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Preliminär Bemierkung zu der virleiender parlamentarescher Fro:
Wéi schonn an der änlech orientéierter parlamentarescher Fro N° 7443 vum 5. Januar 2023 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser erkläert ginn ass, ass d'Zuel vun de Fäll vun organiséierter Heescherei, déi konnten nogewise ginn, immens geréng. An der selwechter Äntwert gouf och erkläert, dass d'Datebanke vun der Police et net erlaben, automatiséiert erauszefannen, ob d'Interventioune vun der Police zu Heescherei duerch eng Plainte wéinst Belästegung, Bedreeung, kierperlecher Gewalt asw. virläit, oder ob d'Police d'Initiativ amtéiert huet.

Et ka keng Affirmatioun gemaach ginn, dass Tëschefäll, wou d'Police intervenéiert, tatsächlech op organiséiert Kriminalitéit zeréckzeféiere sinn. D'Police huet keng Indizien, déi am objektive reellen Alldag op esou ee Phänomeen schléisse loossen.

Et muss hei ënnerstrach ginn, dass organiséiert Heescherei kriminell ass an d'Justizautoritéiten implizéiert, woubäi „mendicité simple" net strofbar ass.

D'Police erfëllt hir Missiounen, esou wéi se am Artikel 3 vum Policegesetz festgehale sinn, an intervenéiert all Kéier, wou se geruff ginn.

Et gëtt och drun erënnert, dass d'Policepresenz an der Stad Lëtzebuerg zënter Dezember 2021 erhéicht ginn ass.

ad 2. Laut dem Artikel 6 aus dem Policegesetz läit d'Initiativ, fir ee Sécherheetsperimeter ze zéien, beim Buergermeeschter, wann eng grouss Gefor besteet („lorsqu'il existe un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique").

Anciens hôtels reconvertis en foyers pour réfugiés | Question **7555** (06/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am ganze Land ginn et Hoteller, déi net méi hirer urspréngleche Vocatioun am Kader vum Tourismus noginn, ma exklusiv Refugiéen ophuelen. Et ass a priori unzehuelen, dass doduerjer d'Gesamtzuel vun den Hotelszëmmere fir d'Touristen am Land erofgaangen ass, jiddefalls mol a verschiddene Kategorië vun der Offer.

An deem Zesummenhank wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hoteller sinn an deene leschten 10 Joer op dës Manéier ëmfonctionéiert ginn an déngen haut exklusiv oder prioritär als Foyere fir Flüchtlingen (DPI oder BPI)?

2. Wéi vill Hoteller sinn no Regioune betraff an no wat fir enger Präiskategorie?

3. Wéi war de Stand vun all den Hotelszëmmeren zu Lëtzebuerg virun 10 Joer, a wéi ass den aktuelle Stand, no Präiskategorie?

Réponse (01/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Lex Delles,** Ministre du Tourisme

ad 1. Stand haut gebraucht den ONA 5 Hoteller als Ënnerkonftsstrukture fir Leit, déi internationale Schutz ugefrot hunn.

ad 2.
– 1 Hotel befënnt sech am Kanton Lëtzebuerg
– 1 Hotel befënnt sech am Kanton Dikrech
– 1 Hotel befënnt sech am Kanton Gréiwemaacher
– 2 Hoteller befannen sech am Kanton Iechternach

D'Generaldirektioun fir den Tourismus féiert keng Lëschten no Präiskategorie. Esou wéi de Code de la protection du consommateur et awer virgesäit, si Präisser fir Hotelszëmmere bei Interessi vum potenzielle Client beim jeeweilegen Exploitant ausgeschëldert, respektiv op Nofro zougänglech.

ad 3. D'Generaldirektioun fir Tourismus féiert keng Lëschte vun Hotelszëmmeren no Präiskategorie.

Laut Statec goufen et 2013 am Ganze 7.862 Hotelszëmmeren zu Lëtzebuerg, am Joer 2022 goufen et 7.678 Hotelszëmmeren. Opgespléckt no Regioune gesäit et follgendermoossen aus:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Nouvelle réglementation européenne pour le secteur viticole | Question **7557** (06/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Wäibausecteur gëtt et den Ament vill Opreegung ëm eng geplangte Veruerdnung vun der EU, déi méi streng Reegele beim Gebrauch vu Planzeschutzmëttel virgesäit. D'Wënzer maachen sech an deem Kontext Suergen ëm hir Zukunft a ginn ze bedenken, datt mat dësen Oplagen den Ubau vun Drauwe besonnesch an den ausgewisene Schutzgebidder – betraff si virun allem Schengen, Wuermer awer och d'Randberäicher vum groussen Trëntengerdall – kaum nach bis iwwerhaapt net méi méiglech wäert sinn.

Iwwerdeems bekloen sech vill Wënzer iwwer déi exzessiv Kontrolle vun der ITM, déi dacks genee da kontrolléiert, wann am meeschten Aarbecht ass. An engem Zeitungsartikel vum 6. Februar geet esouguer rieds vu engem Fall, wou 15 Persoune vun der ITM ganz Wäibierger ofgerigelt hunn, fir Kontrollen ze maachen, esou datt den normalen Aarbechtsoflaf iwwerhaapt net méi méiglech war.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi positionéiert sech d'Regierung am Hibléck op déi geplangten EU-Veruerdnung, déi de Wäibau a verschiddene Gebidder um Lëtzebuerger Territoire just nach ganz schwéier bis hin zu iwwerhaapt net méi méiglech mécht?

2. Gedenkt d'Regierung an deem Kontext op EU-Niveau géint déi geplangte Veruerdnung virzegoen, fir esou d'Existenz vun de betraffene Wënzer weiderhin ofzesécheren?

3. Wa jo, wéi wëll si dobäi genee virgoen? Wann nee, wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Existenz vun de betraffene Wënzerbetriber an deene Gebidder weiderhin ze assuréieren?

4. Gedenkt d'Regierung den Dialog mat der ITM ze sichen, fir datt an Zukunft d'Kontrolle bei de Wënzerbetriber esou ausfalen, datt net ganz Wäibierger ofgespaart ginn, an den normalen Aarbechtsoflaf net méi méiglech ass?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Grondsätzlech ass d'Lëtzebuerger Regierung mat den Ziler vun der Propositioun vun der EU-Kommissioun fir en neit Reglement iwwert eng nohalteg Notzung vu Planzeschutzmëttel d'accord. Eng Reduzéierung vum Opwand vu Planzeschutzmëttel an eng méi nohalteg Uwendung vun esou Mëttele wierken sech net nëmme positiv op den Natur- an Ëmweltschutz aus, mee och op d'Kompetitivitéit vun eise Produktiounsbetriber. Lëtzebuerg ënnerstëtzt duerfir d'Grondausriichtung vun dëser Propositioun, déi zurzäit um Niveau vum EU-Conseil diskutéiert gëtt. Allerdéngs gi verschidden Elementer vun dësem Kommissiounsvirschlag aktuell nach vu ville Memberstate kontestéiert. Genau esou ewéi aner EU-Memberstate gesäit d'Lëtzebuerger Regierung verschidde

Punkte vun dësem Virschlag vun der Kommissioun och kritesch, besonnesch de kategoresche Verbuet vu Planzeschutzmëttel an de Schutzgebidder.

ad 2. Den Textentworf zu dem neien EU-Reglement ass an engem fréie Stadium vun der Prozedur. Aktuell gëtt den Text nach an Aarbechtsgruppen diskutéiert an iwerschafft. Ausserdeem hunn d'EU-Agrarministeren d'Kommissioun opgefuerdert, eng Impaktstudie ze maache fir ze evaluéieren, wat fir eng Konsequenzen d'Propositioun vun der Kommissioun op Landwirtschaft, Gaardebau a Wäibau hätt. D'Regierung wäert an der weiderer Prozedur fir e méi differenzéiert Reglement antriede fir sécherzestellen, datt Baueren, Wënzer a Gäertner weiderhin hire Beruff ausüben a Liewensmëttel produzéiere kënnen, och a Schutzgebidder am Respekt vun eiser Ëmwelt a vun eis aller Gesondheet.

ad 3. D'Lëtzebuerger Regierung wäert sech an all Etapp vun der europäescher legislativer Prozedur asetzen, fir de Reglementstext méi differenzéiert ze gestalten, fir datt duerch dës Reglementatioun d'Existenz vun de Baueren, Wënzer a Gäertner och an dëse Gebidder net a Fro gestallt gëtt.

ad 4. Am Joer 2021 huet d'ITM iwwer 10.000 Kontrolle bei verschiddene Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert. Am Kader vun dëse Kontrolle gouf iwwerpréift, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht agehal gi sinn. D'Kontrolle vun der ITM fannen ëmmer wärend den Aarbechtszäite statt, sou wéi dat am Aarbechtsgesetzbuch virgesinn ass.

D'lescht Joer goufen 30 vun insgesamt 266 Wënzerbetriber kontrolléiert. Dës Kontrolle goufe wärend 3 Deeg vu 6 bis 8 Inspekteren duerchgefouert. Och goufen am Kader vun dëse Kontrollen d'Wäibierger net ofgerigelt, well dat och logistesch guer net méiglech ass.

Et kann een also net behaapten, dass et sech hei ëm exzessiv Kontrolle vun der ITM handelt, mee d'ITM huet am Kader vun hire Kompetenze ganz normal Kontrollen duerchgefouert, wéi se dat och an all deenen anere Secteure mécht.

Vun deenen 30 kontrolléierte Wënzerbetriber haten der 13 d'Reegele vum Aarbechtsgesetzbuch respektéiert, a bei 17 Stéck goufen Irregularitéite festgestallt. Dëst ënnersträicht d'Noutwennegkeet vu dëse Kontrollen. Déi betraffe Betriber goufen opgefuerdert, sech innerhalb vu 15 Deeg ze regulariséieren. D'Wënzerbetriber, déi am stännegen Dialog mat der ITM waren, an déi méi Zäit gebraucht hunn, fir sech kënnen ze regulariséieren, kruten e méi laangen Delai accordéiert, fir dëst kënnen ze maachen.

11 Wënzerbetriber kruten eng Geldstrof, well si net op d'Injonctioune vun der ITM reagéiert hu respektiv well si sech net oder net integral regulariséiert hunn.

An dëst, obwuel den Institut viti-vinicole, zesumme mat ënner anerem der ITM, d'lescht Joer an d'virlescht Joer speziell Formatioune fir d'Wënzerbetriber organiséiert huet. Och goufen de Wënzerbetriber Informatiounen iwwert d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht op dem Internetsite vum Institut viti-vinicole a vun der ITM zur Verfügung gestallt. Zousätzlech huet d'ITM de Wënzerbetriber Modeller vun engem Aarbechtsvertrag fir saisonal Aarbechten a vu Regëstere fir d'Aarbechtszäiten an de Congé zur Verfügung gestallt.

D'ITM steet de Wënzerbetriber weiderhin zur Verfügung fir hinne kënnen ze hëllefen, sech un d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ze halen, genausou wéi dat och an den anere Secteuren de Fall ass.

Projet hôtelier à Rodange | Question **7558** (07/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Ëmweltministère huet den 13. Juli 2022 op Basis vum Naturschutzgesetz eng Autorisatioun ginn, déi de Bau vun engem Familljenhotel am Dhoil zu Rodange erlaabt. Den Accord gouf ginn, no der Analys vu follgenden Dokumenter an nom Avis vum Fierschter op der Plaz:

– Fauna-Flora-Habitat (FFH) – Verträglichkeitsprüfung für die Natura-2000-Zone LU0001028 Differdange Est-Prenzebierg/Anciennes mines et carrières vum Juli 2009 (Etüd Zeyen & Baumann);
– FFH-Prüfung Fledermäuse zum geplanten Bau eines Familienhotels in der Gemeinde Petingen aus dem Joer 2010 (Etüd Gessner);
– aktualiséiert Nott „Stellungnahme zur Einschätzung der artenschutzrechtlichen Betroffenheit von Fledermäusen" vum 15. Oktober 2020 (Etüd Gessner).

D'Autorisatioun vun der Ministesch gesäit 2 Kompensatiounsmoossname vir: d'Opstelle vun enger eenheemescher Heck laanscht den Hotel souwéi d'Opmaache vun engem weidere Minièrestollen. Et gi vusäite vun zwou Biergeriniativen awer Zweiwel, ob dës Moossnamen duerginn, fir d'Déierewelt net ze beanträchtegen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Nom Naturschutzgesetz souwéi der europäescher FFH-Direktiv mussen Déieren, déi bedrot sinn, speziell geschützt ginn. An den Etüde vun 2009, 2010 an 2020, op déi sech d'Autorisatioun baséiert, ass kee Wuert iwwert déi Déierenaarten ze fannen, déi an der Annex 4 vun der Direktiv stinn. Wat ass de Grond heifir?

2. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Methodik vun den Etüde vun 2009, 2010 an 2020 d'Krittäre vum „Leitfaden zur Berechnungsmethodik" vum Ökopunktesystem vum 19. Abrëll 2019 erfëllt? Gouf de Punkt 2.3. „Faunistische Erhebung" bei den Etüde vun 2009 an 2010 no de Krittäre vun 2019 duerchgefouert?

3. Kann d'Ministesch garantéieren, dass d'Opstelle vun enger eenheemescher Heck duergeet, fir déi gefäerdet Fliedermauspopulatiounen ze schützen? Kann d'Ministesch ausschléissen, dass soumadder de Bau vum Hotel een Impakt op d'Ëmwelt an d'Déiere wäert hunn?

4. Ass d'Ministesch der Meenung, dass déi zweet Kompensatiounsmoossnam, d'Ëffnung vun engem weidere Stollen, d'Fliedermais wäert zousätzlech schützen, wann ee weess, dass schonn 3 Stollen op sinn an d'Stollen ënnertenee souwisou scho verbonne waren? Oder ass dës Moossnam éischter als eng kleng, marginal Kompensatioun ze gesinn?

5. Wéi gouf der grousser Hufeisennues bei dëser Autorisatioun Rechnung gedroen, wëssend, dass dës Fliedermaus déif flitt (d'Hufeisennues flitt an dësem Fall net méi héich wéi d'Héicht vum Hotel)?

6. Eng Schutzzon muss kënnen ootmen a brauch eng Pufferzon. Aktuell funktionéiert den Terrain, wou den Hotel soll drop kommen, als Pufferzon, eng sougenannten Ecoton-Zon, tëschent dem Bësch an dem „milieu ouvert". Mam neien Hotel gëtt déi Pufferzon elo méi kleng. Wäert dës Pufferzon nom Bau vum Hotel nach eng Ecoton-Zon bleiwen?

7. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Etüden, op deenen d'Autorisatioun getraff gouf, no den haitege wëssenschaftlechen Erkenntnisser nach aktuell ass?

8. Gouf bei der Autorisatioun just den Impakt vum Hotel gekuckt oder och dee vun der Bebauung vum bäileienden Terrain, wou spéider ee Wellness-Resort soll drop stoe kommen, deen am Konzept vum Hotel opgefouert gouf?

9. Géif d'Autorisatioun, déi am Juli 2022 accordéiert gouf, no de Krittäre vum neie Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3) nach eng Kéier esou ausgestallt ginn?

10. D'Liichtverschmotzung ass a kenger vun de viregen Etüden een Theema, gëtt awer als eng Prioritéit am PNPN3 opgefouert. Firwat goufen an der Autorisatioun keng Moossname géint d'Liichtverschmotzung getraff, wéi zum Beispill, dass op déieren- an insektefrëndlech Luuchten (Amberlights) gesat gëtt oder d'Beliichtung op verschiddene Säite vum Hotel reduzéiert muss ginn?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Bei deem Dokument vum 3. Juli 2022 handelt et sech ëm een Accord op Basis vum Artikel 33 vum Naturschutzgesetz. An deem Kontext gouf iwwerpréift, ob de geplangte Projet net der Integritéit vun der concernéierter Natura-2000-Zon schuede géing. An deem Dokument goufen och Konditioune festgehalen, déi erfëllt musse ginn.

ad 1. An der Etüd vun 2010 sinn d'Flantermais vun der Annex 4 vun der FFH-Direktiv betruecht ginn. Opgrond vun der Konfiguratioun an der Notzung vum Terrain ass eng Präsenz vun aneren Aarte vun der Annex IV net relevant fir dës Etüd gewiescht. Esou Etüde ginn ëmmer cibléiert op bestëmmten Aartegruppe gemaach opgrond vun der Qualitéit vum Terrain als Liewensraum an de Liewensraumufuerderunge vun de respektiven Aarten.

ad 2. Den Ekopunktesystem muss nom Artikel 17 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 ugewannt gi bei engem Terrain an enger klasséierter Bauzon, wann et zu enger Zerstéierung vu geschützte Biotopen oder Habitats d'espèces kënnt. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) huet aus den Donnéeën, déi virlouchen, keen esou een Ausléiser festgestallt.

ad 3. D'Etüd vun 2010 an 2020 confirméieren, dass d'Opstelle vun enger Heck no de Krittären, wéi se an der Etüd vun 2020 an och am Accord vum 3. Juli 2022 festgehal goufen, d'Funktionalitéit vun där Leitlinn fir d'Flantermais sécheren. No éischten Echangë mat menge Servicer gouf déi ursprünglech geplangte Lag vum Gebai iwweregens ugepasst, fir eng méi grouss Distanz zu där Leitlinn ze hunn an hir Funktionalitéit ze erhalen.

ad 4. Dat ass eng vun de Moossnamen, déi den Expert uginn huet an déi och ëmgesat gouf. Et ass keng marginal Kompensatioun, ma eng wichteg Moossnam fir all d'Flantermais am FFH-Gebitt.

ad 5. De Besoinen an dem Schutz vun der grousser Hufeisennues gouf an den Etüden an am Accord Rechnung gedroen, notamment mat de schonns genannte Moossname vun der Planzung vun enger Heck, déi besonnesche Krittäre musse Rechnung droen, der Upassung vun der Lokalisatioun vum Gebai an dem Opmaache vun engem Stollen am FFH-Gebitt.

ad 6. Ech verweisen op d'Äntwert op d'Fro N° 3. D'Funktionalitéit vun der Leitlinn laanscht de Bësch bleift bestoen an de Bëschrand selwer ass vum Projet net betraff.

ad 7. D'Loftbiller um Geoportail weise ganz däitlech, dass d'Konfiguratioun an d'Notzung vum Terrain säit der Etüd vun 2010 stabill ass, dass also seng ökologesch Wäertegkeet sech net verännert huet. D'Resultater vun der Etüd sinn deemno als robust unzegesinn an dowéinst och als Basis fir den Accord genotzt ginn.

ad 8. Den Accord bezitt sech just op de Bau vum Hotelsprojet.

ad 9. De PNPN3 setzt kee legale Kader fir d'Ausstelle vun Autorisatiounen am Naturschutzberäich. Dat ass eleng d'Naturschutzgesetz.

ad 10. D'Auswierkunge vun der Beliichtung sinn an der Etüd vun 2020 betruecht ginn. D'Uleeë vun enger Heck no bestëmmte Krittären ass vum Expert als gëeegent Moossnam definéiert an och am Accord vum 3. Juli 2022 iwwerholl ginn.

Obligation d'ordonnance de pilule contraceptive | Question **7559** (07/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Zënter dësem Joer kënnen d'Fraen d'Antibabypëll gratis an der Apdikt kréien. D'Gratuitéit vun der Pëll kéint derfir suergen, dass méi Fraen op dës Verhütungsmethod zeréckgräifen.

Wärend d'Notzung vun der Antibabypëll, déi vu Millioune Fraen op der Welt all Dag geholl gëtt, hei am Land nach ëmmer verschreiwungsflichteg ass, kritt een d'Pëll fir den Dag duerno ouni Verschreiwung an der Apdikt. Dëst obwuel den Hormongehalt vun där Pëll vill méi héich an de Risiko vun engem Impakt op de Kierper méi grouss ass wéi bei der normaler Pëll. Des Weidere mussen d'Fraen extra bei de Gynekolog, fir weider ee regulären Traitement ze huelen, woubäi dës Plagen da fir aner Patientinne verluer ginn, déi eventuell méi dringend ee Rendez-vous bräichten.

An anere Länner, wéi zum Beispill Portugal, huet een dofir d'Approche geholl, dass een d'Antibabypëll ouni Ordonnance an den Apdikte ka kréien. Duerch déi professionell Berodung vun engem ausgebilten Apdikter bleift soumadder ee Kontrollmechanismus erhalen a gläichzäiteg entlaascht een d'Gynekologen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Verschreiwunge fir d'Antibabypëll sinn an deene leschten 3 Joer etabléiert a vun der CNS remboursëiert ginn?

2. Wéi vill Mol ass déi sougenannte Pëll duerno an deene vergaangenen 3 Joer hei am Land verkaaft ginn?

3. An de leschte Joren ass donieft och eng Tendenz entstanen, dass ëmmer méi Fraen sech géint d'Notzung vun der Antibabypëll entscheeden, well d'Pëll an de Verruff geroden ass, dass se laangfristeg zu Gesondheetsproblemer géif féieren. Nieft de klassesche Verhütungsmethode gräifen ëmmer méi Fraen op gratis Apps zeréck, mat deenen den Dag vum Eesprong geschätzt gëtt a mat där d'Fra hir Verhütung wëll organiséieren (Contraception digitale). Dës gratis Apps bauen awer zum Deel op pseudowëssenschaftlechen Erkenntnisser op, sinn onpräzis a sammelen d'Donnéeë vun den Notzer*inne fir kommerziell Zwecker of.
– Wéi ginn d'Fraen hei am Land iwwert d'Risike vun dësen Apps opgekläert?
– Wéi eng Beméiunge gi vum Santésministère ënnerholl, fir d'Fraen iwwert d'Sécherheeten an d'Risike vun der Antibabypëll opzeklären?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Joer 2022 hunn 18.867 Fraen, déi bei der lëtzebuergescher Krankeversécherung verséchert sinn, vun engem Remboursement fir d'Antibabypëll profitéiert (Tableau 1). Dëst betrëfft just Medikamenter, déi an enger Apdikt zu Lëtzebuerg verkaf a vun der Krankeversécherung remboursëiert goufen[8].

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Well d'„Pëll duerno" zu Lëtzebuerg rezeptfräi an den Apdikte kaf ka ginn, gëtt et leider keng Donnéeën iwwert dëse Verkaf an der Datebank vum Centre commun de la sécurité sociale.

Et besteet och d'Méiglechkeet, déi sougenannte „Pëll duerno" an de Planning Familial sichen ze goen, deen dës Pëll gratis zur Verfügung stellt. Am Joer 2022 sinn esou zum Beispill 504 „Pëllen duerno" verdeelt ginn (Tableau 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. De Gesondheetsministère ass net verantwortlech fir gratis Apps am Zesummenhang mat Gesondheetsfroen a féiert aus dësem Grond och keng Qualitéitskontroll bei sou Apps duerch. Dës Apps funktionéiere meeschtens nom Prinzipp vum engem Algorithmus an net op wëssenschaftlech beluechten Donnéeën.

An enger éischter Linn probéiert de Gesondheetsministère, zesumme mat senge konventionéierte Partneren, d'Populatioun esou gutt wéi méiglech iwwert déi verschidde Contraceptiounsmëttel duerch präventiv Programmer ze informéieren, ënner anerem duerch d'Aarbecht vum Cesas, de Plan d'action national „santé affective et sexuelle" oder nach den Internetsite www.macontraception.lu[9].

Wat spezifesch d'Antibabypëll ugeet, beinhalt dës, wéi all anert Medikament, souwuel eng Notiz fir d'Patiente wéi och e Resumé des caractéristiques produit (RCP) fir d'Gesondheetsberuffler, d. h. eng Zesummefaassung vun de Charakteristike vum Medikament. Dës zwee Dokumenter sinn déi primär Instrumenter fir Risikominiméierung fir all Medikament.

De Gesondheetsministère validéiert iwwert d'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun den Inhalt vun dësen Dokumenter an Zesummenaarbecht mat den anere Memberstaaten, sou datt den Inhalt kontinuéierlech mat den neiste klinesch bewisenen Donnéeën aktualiséiert gëtt. Déi genannten Dokumenter enthale soumat all néideg Informatioune fir eng optimal Benotzung vun der Antibabypëll an informéieren och iwwer potenziell Nieweneffekter a Virsiichtsmoossnamen.

Zousätzlech dozou validéiert d'DPM och direkt Kommunikatiounen, déi sech un d'Gesondheetsberuffler riichten (Direct Communications to Healthcare Professionals – DHPC) am Kader vu Sensibiliséierungen op spezifesch Risiken. Verschidde Kommunikatioune betreffen och Antibabypëllen a sinn um Site www.sante.lu publizéiert.[10]

Doduerch, datt d'Contraceptiounsmëttel wéi d'Pëll vun engem Dokter musse verschriwwe ginn, dréit och den Dokter seng Verantwortung, fir d'Fraen iwwer déi verschidden eventuell Risikofacteuren opzeklären an hinnen dat Contraceptiounsmëttel ze verschreiwen, wat am beschte bei se passt.

Émissions de gaz à effet de serre dans le secteur résidentiel au Luxembourg | Question **7560** (07/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Selon les données publiées par Eurostat pour l'année 2021, le Luxembourg émettrait 1,6 tonnes de gaz à effet de serre par personne pour chauffer et refroidir les bâtiments résidentiels. Le Luxembourg se situerait ainsi à la dernière place parmi les pays membres de l'Union Européenne avec un écart très net par rapport à la Belgique qui se situerait à l'avant-dernière place avec 0,2 tonnes de gaz à effet de serre émises.

Vu que le Gouvernement prévoit dans ses objectifs sectoriels en matière de lutte contre le réchauffement climatique une réduction des émissions dans le secteur des bâtiments résidentiels et tertiaires de -64 % d'ici 2030 par rapport à 2019, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Comment Madame et Messieurs les Ministres expliquent-ils ce mauvais bilan du parc immobilier résidentiel luxembourgeois ?

2) À quel point la faible proportion des énergies renouvelables (13 % en 2021) dans le mix énergétique pour le chauffage et le refroidissement des bâtiments résidentiels explique-t-elle ce mauvais résultat du Luxembourg ?

3) Madame et Messieurs les Ministres disposent-ils de données sur les niveaux moyens d'émissions de gaz à effet de serre du parc immobilier résidentiel en fonction de la classe énergétique des bâtiments ? Dans l'affirmative, Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils me les fournir ?

4) Vos ministères font-ils des efforts visant spécifiquement la rénovation énergétique des immeubles résidentiels avec une performance énergétique faible ? Si oui, lesquels ?

5) Dans quelle mesure une réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des bâtiments résidentiels et tertiaires a-t-elle été réalisée entre 2019 et 2022 ?

6) La réforme de la législation sur la subvention d'intérêt pour prêt climatique a-t-elle porté des fruits ? Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer le nombre de demandes pour une telle subvention introduites pendant l'année 2022 ainsi que l'évolution du nombre de demandes par rapport aux années précédentes ?

7) Madame et Messieurs les Ministres jugent-ils réaliste la réalisation de l'objectif sectoriel cité ci-avant à politique inchangée ? Dans la négative, quelles mesures entendez-vous mettre en œuvre pour y parvenir ?

Réponse (09/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1) D'après le bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre de l'année 2021, source officielle de données, les émissions du secteur des bâtiments

[8] Et ass ze notéieren, datt de Conseil de Gouvernement an senger Reunioun vum 20. Januar 2023 den Avant-projet de règlement grand-ducal régissant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie gestëmmt huet, deen d'Mise en oeuvre vum Preventiounsprogramm an den universalen Accès zu de Contraceptiounsmesuren definéiert, wéi d'Antibabypëll zum Beispill.

[9] Plan d'action national « Santé affective et sexuelle » (à partir de 2019) – Portail Santé – Luxembourg (public.lu)
https://www.cesas.lu
https://macontraception.lu/

[10] Gestion des risques – Portail santé – Luxembourg (public.lu)

s'élèvent à 1,653 millions de tonnes équivalent CO_2, ce qui représente 20,4 % du total national.

Ce résultat est le fruit de décennies d'une politique nationale en faveur du gaz naturel et du mazout de chauffage qui étaient la référence pour le chauffage au Luxembourg.

Dans ce contexte, il est important de tenir compte du fait que la surface d'habitation moyenne par logement au Luxembourg est une des plus élevées comparée aux autres pays européens et que ceci a aussi une influence directe sur les émissions.

ad 2) Au Luxembourg, le mix énergétique pour le chauffage et (dans une moindre proportion) pour le refroidissement des bâtiments résidentiels est encore largement dominé par les énergies fossiles.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Au niveau du chauffage d'un bâtiment, les énergies renouvelables sont représentées par le bois, pellets et plaquettes, en partie aussi par les réseaux de chaleur fonctionnant à base d'énergie renouvelable et par l'électricité pour le chauffage consommée par les pompes à chaleur (PAC) ainsi que par un ancien stock de vieux chauffages électriques directs (à accumulation).

ad 3) Le certificat de performance énergétique (CPE, passeport énergétique) d'un bâtiment renseigne sur la performance énergétique du bâtiment en question. La comparabilité entre différents bâtiments résidentiels est assurée notamment par l'attribution de trois classes de performance : la classe de performance énergétique, la classe d'isolation thermique ainsi que la classe de performance environnementale.

La classe de performance énergétique est attribuée sur base du besoin spécifique total en énergie primaire (exprimé en kWh/(m^2a)). La classe d'isolation thermique renseigne sur le besoin spécifique en chaleur de chauffage. Cet indicateur (exprimé en kWh/(m^2a)) est directement lié à la qualité thermique de l'enveloppe thermique (niveau d'isolation, étanchéité à l'air, etc.). La classe de performance environnementale, attribuée sur base des émissions spécifiques totales de CO_2 (exprimées en kgCO_2/(m^2a)), indique le niveau des émissions de CO_2 du bâtiment.

La classe de performance énergétique (énergie primaire) et la classe de performance environnementale (émissions de CO_2) tiennent compte des installations techniques (chaudière, ventilation mécanique, etc.) du bâtiment ainsi que des différentes sources d'énergie (vecteurs énergétiques) utilisées. Le résultat obtenu pour ces classes dépend donc à la fois du besoin en chaleur du bâtiment (chauffage et production d'eau chaude sanitaire) ainsi que du degré d'utilisation d'énergie fossile. Les deux classes sont corrélées de manière qu'un bâtiment avec une bonne classe de performance énergétique atteint un niveau similaire pour la classe de performance environnementale et vice-versa.

Le tableau ci-dessous, extrait du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments (RGD 2021), renseigne sur les classes de performance environnementale, telles qu'elles sont définies actuellement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire a évalué un ensemble de 13.218 CPE de bâtiments d'habitation. Le tableau ci-dessous indique le niveau moyen d'émissions de CO_2 en fonction de la classe de performance énergétique et par catégorie de bâtiment (EFH ou MFH) prévu au RGD 2021, annexe I, tableau 27.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les émissions spécifiques totales de CO_2 d'un bâtiment, renseignées sur son CPE, sont des valeurs calculées qui peuvent surestimer les émissions réelles liées à l'utilisation du bâtiment en question. Suivant le RGD 2021, les calculs sont basés sur des données climatiques et une température intérieure standardisée afin de garantir la comparabilité entre différents bâtiments.

ad 4) Vu le retard du Luxembourg au niveau de la performance environnementale des bâtiments résidentiels, le Gouvernement actuel a mis en œuvre plusieurs mesures volontaristes les dernières années pour accélérer la décarbonation et l'amélioration de l'efficacité énergétique des logements.

Le mécanisme de subventions étatiques « Klimabonus », qui est structuré de façon à inciter davantage (conseil en énergie global, montants plus élevés et bonus) les rénovations dites profondes, c'est-à-dire où l'amélioration de la performance énergétique est élevée (et par conséquent la réduction de l'énergie consommée) ; les immeubles résidentiels à performance énergétique faible ont le potentiel d'économie le plus élevé et pourront ainsi profiter, le cas échéant, plus, des aides proposées.

Pour diminuer notamment l'impact environnemental, tous les bâtiments neufs pour lesquels un permis de construire est demandé à partir du 1er janvier 2023 ne pourront répondre aux exigences de permis de construire que s'ils sont réalisés avec une pompe à chaleur (la pompe à chaleur étant la nouvelle technologie de référence dans le cadre de la réglementation nationale sur la performance énergétique des bâtiments), c'est-à-dire que tout nouveau bâtiment est décarbonisé d'office en ce qui concerne l'énergie consommée pendant son utilisation (voir la réponse à la question parlementaire n° 7133 pour plus de détails). Dans sa stratégie de rénovation à long terme (LTRS – Long Term Renovation Strategy), le Luxembourg a introduit l'idée d'un projet pilote pour la rénovation de quartiers (« Modellvorhaben zur Sanierung von Siedlungen in energetisch schlechtem Niveau und mit fossilen Heizsystemen ») ; les travaux de préparation de ce projet pilote, qui est réalisé avec la Ville de Differdange, sont en cours depuis plus qu'une année et le projet sera officiellement lancé encore au printemps de cette année. Dans ce cadre (et en concordance avec de futures exigences au niveau de la refonte de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments, qui est en cours de révision), ce projet pilote cible très spécifiquement les bâtiments résidentiels à faible performance énergétique et le projet permettra de tester et développer de nouvelles idées avant leur mise en place à plus grande échelle au niveau national.

ad 5) En 2021 (bilan provisoire), les émissions de gaz à effet de serre du secteur des bâtiments dépassaient de 2,5 % le niveau de l'année 2019. Il convient toutefois de noter que l'hiver 2021 était plus froid que l'hiver 2019 (exprimé par le nombre de degrés-jours de chauffe en 2021 qui était supérieur de 10 % à celui de 2019).

ad 6) Il est à noter que la subvention d'intérêt pour prêts climatiques est accordée au demandeur qui a obtenu une aide financière prévue par les articles 4 et 5 de la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (« PRIMe House/Klimabonus »).

Vu les dispositions de la [nouvelle] loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques, ladite subvention ne peut ainsi être accordée par le Ministère du Logement uniquement après que l'accord de l'aide « PRIMe House/Klimabonus » par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, donc en principe après achèvement des travaux d'assainissement du logement.

Considérant que le nouveau régime d'aides aux prêts climatiques n'est entré en vigueur qu'en juillet 2022, des chiffres pertinents permettant de répondre à la question ne sont pas encore disponibles.

À toutes fins utiles, veuillez trouver ci-après le nombre de demandes en obtention d'un prêt climatique à taux réduit (application de l'ancienne législation jusqu'à juin 2022) ainsi que d'une subvention d'intérêt pour prêt climatique (application de la loi de 2022 précitée à partir de juillet 2022) introduites depuis le 1er janvier 2020.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 7) Au cours des derniers mois, le Gouvernement a accéléré la mise en place de nouvelles mesures respectivement le renforcement de mesures existantes dans tous les domaines, y compris dans celui des bâtiments. Ainsi, le cadre réglementaire concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et fonctionnels a été renforcé. De même, l'attractivité du régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen » pour la rénovation énergétique durable de logements et la mise en place d'installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables dans les logements a été substantiellement augmentée, avec notamment des procédures simplifiées pour accéder aux aides, une promotion renforcée des matériaux d'isolation écologiques, un encouragement plus poussé pour remplacer des anciennes chaudières basées sur les énergies fossiles et une promotion de la filière autoconsommation pour les installations photovoltaïques. Ces aides pourront être augmentées d'un « topup social 100 % » pouvant résulter dans un doublement de l'aide Klimabonus, ceci en fonction du revenu du ménage du bénéficiaire. Dans le cadre de la révision du plan national intégré en matière d'énergie et de climat, le Gouvernement proposera des mesures additionnelles en vue de la réalisation des objectifs sectoriels.

Intérêts débiteurs en relation avec une habitation en construction | Question **7561** (07/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CGFP deelt an enger Pressematdeelung vum 7. Februar mat, dass et, laut hirer Liesaart, zu enger Reduzéierung vun de steierlech ofsetzbaren Zënse komm ass. Esou wier den Artikel 4B vum groussherzogleche Reglement vum Dezember 2016, deen um Artikel 98 vum Akommessteiergesetz vun 1967 hänkt, ersatzlos gestrach ginn. Dëst kéint bedeiten, dass d'Steierzueler hir Scholdzënsen net méi kënne komplett op nach net bewunnten Immobilien ofsetzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Liesaart vun der Steierverwaltung? Wat fir Konsequenzen huet d'Sträiche vum Artikel 4B?

2. Dierfen déi Zënse fir d'Steierjoer 2023 nach ofgesat ginn oder net?
– Wa jo, bis zu wéi engem Plaffong?
– Wann nee, firwat huet d'Regierung dëst gemaach?

Réponse (15/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Virun 2017 war et méiglech, an der Period, wou eng kaafte Wunneng eidel stoung, dat heescht, iert den neie Proprietär selwer erageplënnert ass, nieft de Scholdzënsen och d'Renovatiounsaarbechten ofzesetzen.

Den Artikel 4b ass 2017 agefouert ginn, mam Zil, fir d'Renovatiounsaarbechten an där Period net méi ofsetzbar ze maachen, an zwar fir eventuell Abusen ze ënnerbannen. Mam Artikel 4b sollten also nëmmen nach d'Scholdzënsen ofsetzbar bleiwen.

An zwou rezente Jurisprudenze vun der Cour administrative gouf allerdéngs befonnt, datt trotz der Aféierung vum Artikel 4b net nëmmen d'Scholdzënse kéinten ofgezu ginn, mee och weiderhin d'Renovatiounsaarbechten un der Wunneng. Den Artikel 4b ass dowéinst gestrach ginn, an dat gewënschten Zil vun 2017, datt nëmmen nach Scholdzënsen ofsetzbar bleiwen, gëtt iwwert de Wee vun enger Prezisioun am Artikel 98 vum Akommessteiergesetz an am Reglement vum 12. Juli 1968 erreecht.[11]

Ab dem Steierjoer 2023 heescht dëst, dass eng Valeur locative forfaitaire nom geännerte Gesetz festgesat gëtt, soubal eng Wunneng zu eegene Wunnzwecker kaaft gëtt. Esou spille vum Moment vum Kaf vun der Wunneng u schonn d'Deductiounslimitten, wéi se am applikabele Reglement vun 1968 definéiert sinn. Et kënnt awer hei net, wéi ugeholl, zu enger Reduzéierung vun de steierlech ofsetzbaren Zënsen. Duerch dës Prezisioun gëtt virun allem méi kloer definéiert, vu wéini un eng Wunneng steierlech als bewunnbar ze betruechten ass.[12]

D'Steierzueler kënnen hir Scholdzënsen awer ëmmer nach integral op nach net fäerdeg gebaute Wunnengen ofsetzen. Eng Valeur locative forfaitaire kann nëmme festgesat ginn, wann et sech ëm eng fäerdeg gebaute Wunneng handelt. Am Fall vum Kaf vun enger Wunneng en état futur d'achèvement kann d'Valeur locative forfaitaire eréischt bei der Fäerdegstellung vun der Wunneng festgesat ginn. An deem Fall kënnen d'Scholdzënse weiderhin ouni Limitten ofgesat ginn, an dat bis zum Zäitpunkt, wou d'Wunneng bewunnbar gëtt.

Et ass och dorop hinzeweisen, dass d'Limitten aus dem Reglement am Kontext vun der leschter Tripartitt nach eemol ëm 50 % gehéicht ginn, fir de Leit den Accès zu enger eegener Wunneng ze vereinfachen.

Formation des infirmiers et des infirmiers psychiatriques | Question **7562** (07/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Moment besteet am Beräich vum Gesondheetswiesen ee Personalmangel. Dowéinst ass de Rekrutement vu qualifizéiertem Personal wichteg, och bei den Infirmieren an den Infirmièren. Zënter der Covid-19-Pandemie ass och de Sujet vun der mentaler Gesondheet ëmmer méi wichteg ginn, grad well no der Pandemie méi Leit wéi virdru mat mentale Problemer ze kämpfen hunn.

Fir sech als Infirmier oder Infirmière psychiatrique ze spezialiséieren, muss eng interesséiert Persoun no hirer Ausbildung als Infirmier oder Infirmière en soins généraux weider Studie maachen. Fir eng Spezialisatioun als Infirmier oder Infirmière psychiatrique muss een, wann een dat hei am Land wëll maachen, ee BTS Spécialisé infirmier psychiatrique maachen (120 ECTS, also 2 Joer Vollzäitstudium).

An der Belsch gëtt dogéint eng reng theoreetesch Formatioun (Qualification en santé mentale et psychiatrie) vun 150 Stonnen op der Haute École de Namur-Liège-Luxembourg ugebueden, woubäi d'Persoun no dëser Formatioun keng Autorisation d'exercer kritt.

Hei am Land gëtt den Diplom aus der Belsch, mengen Informatiounen no, aktuell awer vollwäerteg vum Héichschoulministère unerkannt, deen der Persoun eng Equivalenz ausstellt, wouropshin dës Persoun vum Gesondheetsministère eng Autorisation d'exercer fir Lëtzebuerg kritt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat erkennt den Héichschoulministère dës vergläichsweis kuerz theoreetesch Formatioun als vollwäerteg Ausbildung un, wärend een hei am Land e ganze BTS fir déi selwecht Unerkennung absolvéiere muss?

2. Wéi kann et sinn, dass déi Formatioun vun 150 Stonnen Theorie hei am Land enger Persoun eng Equivalenz an domat och eng Autorisation d'exercer erméiglecht, obwuel dëst an der Belsch, ëmmerhin dem Ausbildungsland, dat dës Formatioun ubitt, net de Fall ass?

3. Ass hei an Zukunft eng Upassung geplangt, fir dësen dach groussen Ënnerscheeder an der Ausbildung Rechnung ze droen?

4. Wéi wëllen d'Ministèren eng gutt Qualitéit vun der Prise en charge bei enger Formatioun garantéieren, déi just 150 Stonnen ëmfaasst, wärend déi aner e Vollzäitstudium vun 2 Joer ëmfaasst?

Réponse (06/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Am Kontext vun der Unerkennung vun auslännesche Beruffsqualifikatiounen applizéiert sech déi europäesch Direktiv 2005/36/CE an hirer ofgeännerter Versioun, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 28. Oktober 2016 (loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) transposéiert ginn ass.

Ee vun de Grondprinzippie vun der Direktiv ass, dass fir d'Unerkennung vun auslännesche Beruffsqualifikatioune fir den Accès an ee reglementéierte Beruff – wéi den Infirmier psychiatrique – ee muss de Profil professionnel vum Demandeur mat dem Profil professionnel vum reglementéierte Beruff vergläichen.

Konkreet heescht dat, dass ee kuckt, wat fir eng Matière an Actes techniques den Demandeur am Kader vu senger Formatioun an am Kader vu sengem Exercice professionnel gesinn huet, an awéifern dat op dee via Gesetz oder Règlement grand-ducal festgeluechte Profil professionnel vum Beruff hei zu Lëtzebuerg passt.

An dësem Fall ginn deemno d'Qualifikatioune vun den Titulairë vun der belscher Formatioun, y compris hir Beruffsexperienz, verglach mat dem Profil vum Infirmier psychiatrique, wéi dee sech aus dem Règlement grand-ducal du 10 juin 2011 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier psychiatrique ergëtt.

Beim Verglach vun deenen zwee Profiller dierf een allerdéngs net eng Differenz eleng op Basis vun der Durée des études feststellen – déi Differenz misst op Basis vu konkreete Fächer oder Actes techniques, déi den Demandeur net gesinn hätt, etabléiert ginn. Déi uewe genannten Direktiv erlaabt et effektiv net, esou Differenze reng op der Durée festzestellen.

Dorauser ergëtt sech dann déi Situatioun, dass och Leit mat sou enger, à première vue, kuerzer Formatioun eng Unerkennung vun hire Beruffsqualifikatioune kréie konnten, well bis haut nach keng Differenzen um Niveau vun der Matière oder den Actes techniques konnte festgestallt ginn an esou Fäll, an et deemno keng legal Basis gëtt, fir déi Unerkennung ze refuséieren.

An deem Kontext kann een erwänen, dass déi uewe genannte Formatioun an der Belsch sech eisen Informatiounen no haaptsächlech u Persoune riicht, déi schonn eng gewëssen Expérience professionnelle am Domaine vun der Prise en charge psychiatrique an hirer Funktioun als Infirmier konnte sammelen, wat zum Deel déi méi kuerz Formatiounsdauer erkläre kéint. Hei sief allerdéngs drop higewisen, dass d'Ausbildungsland do fräi ass, ze decidéieren, wéi et seng Studien an den Exercice vun de reglementéierte Beruffer organiséiert, wat dann och erkläert, firwat d'Titulairë vun där doter Qualifikatioun déi selwecht Attributiounen dierfen exerzéiere wéi d'Titulairë vun der „normaler" Spezialisatioun am Domaine vun de Soins infirmiers psychiatriques an der Belsch.

De Ministère fir Héichschoul a Fuerschung steet allerdéngs am Austausch mam Conseil supérieur de certaines professions de santé an der Direktioun vum LTPS, deenen hir Spezialisten déi Formatiounen nach eng Kéier en détail duerchliichte wäerten, fir eventuell Differenze festzestellen. Falls esou Differenze kéinte festgestallt ginn, géif natierlech direkt deementspriechend dorop reagéiert ginn, an déi aktuell Praxis ugepasst ginn.

De Gesondheetsministère schafft un der Reform vum Exercice vum Infirmier psychiatrique. D'Objektiver vun dëser Reform sinn, ënnert anerem, dëse Beruff méi attraktiv ze gestalten. An der Reform soll och d'Interdisziplinaritéit zwëschent dem Infirmier/ière psychiatrique, den Dokteren an anere Gesondheetsberuffer gestäerkt ginn, dëst fir d'Qualitéit an d'Sécherheet vun de Prise-en-chargen ze garantéieren.

Activités de la Cellule de renseignement financier | Question **7563** (07/02/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

Divers Professioneller hunn d'Obligatioun, der CRF Meldung ze maachen, wa si e Soupçon hunn, datt bei enger Transaktioun kéint e strofrechtlech relevante Fait virleien.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Fir d'Referenzjoren 2020 bis 2022: Wéi vill esou Soupçonmeldunge goufen insgesamt gemaach?

2. Wéi war – no Kategorië vu Professioneller – d'Unzuel vun CRF-Verdachtsmeldungen (Banken, Affekoten, Notairen, Fiduciairen asw.) verdeelt?

3. Wéi vill vun deene Meldunge goufen ouni Suite klasséiert, wéi vill no enger och nëmme sommairer Analys a wéi vill hu schlussendlech zu Ukloe gefouert?

[11] Règlement grand-ducal du 12 juillet 1968 concernant la fixation de la valeur locative de l'habitation occupée en vertu du droit de propriété ou occupée à titre gratuit ou en vertu d'un droit de jouissance viager ou légal. Et handelt sech hei net ëm d'Reglement vum Dezember 2016, mee ëm d'Reglement vun 1968, wat 2016 ëmgeännert gouf.

[12] Mat der Ännerung gëtt eng Valeur locative festgesat net nëmmen ab dem Moment, wou de Proprietär era wunne geet (occupé), mee och esoubal hie kéint a seng Wunneng era wunne goen „[…] ou destinée à être occupée par le propriétaire." Virum Steierjoer 2023 gouf eng Valeur locative eréischt festgesat ab dem Moment, wou de Proprietär era wunne gaangen ass – „d'une habitation occupée par le propriétaire".

4. Ginn et Krittären, no deene Verdachtsmeldunge prioritär behandelt oder d'office klasséiert ginn?

5. Gëtt et eng Statistik iwwert manifest onbegrënnt Verdachtsmeldungen?

6. Gëtt de Verdachtsmelder driwwer informéiert, ob seng Meldung Suitten hat?

7. Stëmmt et, datt d'CRF oft decidéiert, datt si eng Transaktioun net blockéiert, mee awer dem Melder seet, hie kéint d'Transaktioun ënnert senger Responsabilitéit maachen?

8. Wéi stitt Dir zum Fakt, datt hei Professioneller an eng quokeleg Situatioun bruecht ginn, ëmsou méi, well si jo dem Client net soen däerfen, datt si eng CRF-Meldung gemaach hunn?

9. Wéi séier gëtt am Allgemengen op eng CRF-Verdachtsmeldung reagéiert? Bannent Deeg, Wochen oder Méint?

10. Wéi vill Leit schaffen am Service vun der CRF?

11. Gëtt dem GAFI en detailléierte Rapport gemaach iwwer d'Unzuel, d'Qualitéit an d'Suitte vu Verdachtsmeldungen?

12. Huet de concernéierte Mënsch eng Méiglechkeet gewuer ze ginn – nodeems d'Affär klasséiert gouf –, datt eng Verdachtsmeldung géint hie gemaach gouf, an duerch ween? Huet hien e Recours géint e Professionellen, dee muttwëlles eng Verdachtsmeldung géint hie gemaach huet?

13. Ass de Staat eventuell responsabel, wann enger CRF-Verdachtsmeldung keng Suitte gi sinn an et sech erausstellt, datt de Verdacht begrënnt war an entretemps Bierger Affer vun den Agissementer vun der visëierter Persoun goufen?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Wärend de Joren 2020 bis 2022 huet d'CRF 144.240 Meldunge kritt.

ad 2. D'Opdeelung vun de Meldunge pro Joer a pro Secteur liest sech follgendermoossen (BL steet fir Geldwäsch an FT fir Terrorismusfinanzéierung):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Bei der CRF gëtt keng Meldung ouni Suite klasséiert. All Meldung gëtt individuell oder zesumme mat aneren analyséiert. Am Verlaf vun dëser Analys ka sech natierlech erausstellen, dass eng méi detailléiert Analys inopportun ass.

Eng Uklo ass net déi eenzeg Suite, déi eng Meldung kann hunn. Eng Meldung kann ënnert anerem zu enger Disseminatioun un d'ACD fir ee Redressement, un d'CSSF fir e Suivi vum Superviseur, un de Parquet fir eng Enquête oder un eng auslännesch CRF fir hir eegen Analys féieren.

Bei deenen nationalen Disseminatioune kann déi strofrechtlech Prozedur eng gewëssen Zäit daueren, esou dass een haut nach net ka soen, wéi vill Meldunge vun 2022 zu enger Uklo wäerte féieren. Fir déi Meldungen, déi e Verdacht op Strofdoten am Ausland betreffen, ass dëst nach méi schwiereg. Och hei kënnen d'Prozeduren eng gewëssen Zäit huelen.

ad 4. All Meldung gëtt no enger Risiko-Approche klasséiert, a jee nodeem behandelt. Dës Risiko-Approche baséiert op den internationale Standarden. Et gi keng Krittären, no deene Meldungen d'office klasséiert ginn. Et ginn awer Meldungen, wou d'CRF keng Unhaltspunkte fënnt, fir eng méi detailléiert Analys ze maachen oder mat enger nationaler oder auslännescher Autoritéit auszetauschen.

ad 5. D'CRF féiert keng Statistik iwwert manifest onbegrënnt Meldungen. Et gi Meldungen, wou de Verdacht ze schwaach ass oder bei deenen d'CRF net genuch Unhaltspunkte fënnt, fir eng méi detailléiert Analys ze maachen oder weiderzeféieren. Et ginn an deem Sënn Statistiken iwwer Meldungen, déi zu kenger weiderer Analys an zu kengem Austausch mam Ausland gefouert hunn. Dat bedeit awer net, datt d'Meldung doduerch onbegrënnt war.

Et ass och wichteg, nach eng Kéier auszeféieren, dass eng Meldung an enger éischter Phas zu kenger méi detailléierter Analys ka féieren, spéider awer an en Dossier integréiert gëtt.

ad 6. All Verdachtsmelder kritt den Dag, wou seng Meldung gemaach gouf, en „accusé de réception".

De Verdachtsmelder gëtt an enger zweeter Phas dann och iwwer d'Suitte vun senger Meldung informéiert. Wann d'CRF decidéiert, eng méi detailléiert Analys ze féieren op Basis vun enger Meldung, da gëtt de Verdachtsmelder informéiert, datt een Dossier opgemaach ginn ass. Wann den Dossier zougemaach gëtt, kritt de Verdachtsmelder d'Informatioun zu der Clôture a wat am Kader vun der Analys gemaach ginn ass (z. B. en Austausch mam Ausland oder eng Transmissioun un eng national Autoritéit). Am Fall wou d'CRF net genuch Informatiounen huet, fir eng Analys oder en Austausch mam Ausland ze maachen, gëtt dem Professionellen dat och matgedeelt.

ad 7. Wann d'CRF eng Meldung kritt an awer zu deem Zäitpunkt vun den Analysen net genuch Informatiounen huet, déi e Blocage vun de Konte justifiéieren, da bleift et um Enn ëmmer um Professionelle selwer ze entscheeden, ob hien trotz sengem Verdacht bereet ass, d'Relatioun mam Client ze erhalen an eng Transaktioun fir de Client auszeféieren.

ad 8. Duerch déi sougenannten No-Tipping-Off-Reegel dierf de Professionellen net dem Client oder engem Drëtte matdeelen, dass hien eng Meldung un d'CRF gemaach huet oder wäert maachen. Dëse Prinzipp ass an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung, an den europäeschen Direktive wéi och an de GAFI Recommandatiounen (Recommandatioun 21) virgesinn. Déi Reegel ass och immens wichteg fir eng effektiv Bekämpfung vun der Geldwäsch a vun der Terrorismusfinanzéierung.

An der Praxis ass et oft esou, dass de Professionellen sech op säi Vertrag mam Client oder seng allgemeng Geschäftsbedingunge berifft, fir d'Transaktioun net auszeféieren.

De Professionellen däerf sengem Client op kee Fall matdeelen, dass hien eng Meldung un d'CRF gemaach huet. Sollt d'CRF awer e Blocage ordonéiert hunn, autoriséiert si generell de Professionellen, de Client – bei Nofro vun dësem – ze informéieren, dass e Blocage vun der CRF virläit. Dëst erlaabt et dann dem Client, e Recours géint dës Mesure vun der CRF virun der Chambre du Conseil anzeleeën.

ad 9. All Meldung gëtt bannent e puer Deeg gekuckt. Wann eng Meldung urgent erschéngt, da gi séier déi éischt Mesurë geholl (z. B. Austausch mam Ausland, Blocage vun de Konten). Dono gëtt d'Meldung no dem zougewisene Risikoniveau traitéiert, wéi ënnert der drëtter Fro beschriwwen.

Déi néideg Zäit, fir en Dossier ze veraarbechten, hänkt staark vu senger Komplexitéit of a vum Ëmfang vun den Informatiounen, déi ze analyséiere sinn. Och déi national an international Zesummenaarbecht kann en Impakt op den Delai vum Traitement vum Dossier hunn.

Ofhängeg vun all deene Faktoren, kann d'Analys vun den Informatiounen aus enger Meldung Deeg, Wochen oder Méint huelen.

ad 10. Et schaffen am Moment 39 Leit am Service vun der CRF an déi si follgendermoossen opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 11. Jo.

ad 12. En accord mat der sougenannten No-Tipping-Off-Reegel (wéi uewe genannt), huet de concernéierte Mënsch keng Méiglechkeet gewuer ze ginn, datt eng Meldung géint hie gemaach gouf an dëst och net, nodeems d'Affär klasséiert gouf.

Dobäi kënnt, datt den Artikel 5 (4) vum Gesetz vum 12. November 2004 betreffend d'Bekämpfung vun der Geldwäsch a vun der Terrorismusfinanzéierung de Professionelle viru Poursuitte schützt, wann deen a „guddem Glawen" eng Meldung bei der CRF gemaach huet.

Wann d'CRF e Rapport un de Parquet schéckt an deen dono feststellt, datt eng Meldung gemaach ginn ass, déi net am Sënn vum Gesetz wier, mee fir engem aneren absichtlech ze schueden, da kann de Parquet decidéieren, de concernéierte Professionellen ze poursuivéieren. De Betraffene géif dann och gewuer ginn, datt eng Meldung géint hie gemaach gouf.

Och wann d'CRF decidéiert, e Kont ze blockéieren, kann de Betraffenen e Recours virun der Chambre du Conseil aleeën an huet sou an deem Kontext d'Méiglechkeet gewuer ze ginn, wat fir eng Verdachtsmomenter géint hie bestinn. Dës Verdachtsmomenter sinn an engem Rapport vun der CRF detailléiert. De Betraffene gëtt net gewuer, vu wou dës Verdachtsmomenter kommen.

ad 13. Vum legale Standpunkt hir reegelt d'Gesetz vum 1. September 1988 iwwert d'Responsabilitéit vum Staat de Fall vun engem Schued, deen duerch e Feeler vu Beamte verursaacht gëtt.

Clause de résidence ou de provenance dans le cadre de la licence de cabaretage | Question **7564** (07/02/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Le règlement grand-ducal déterminant les mesures d'exécution en matière de cabaretage et notamment celles concernant les formalités à observer lors de l'établissement, de l'exploitation, [...], d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place date de 1994. Selon ce règlement, toute personne qui désire exploiter, continuer ou reprendre un débit de boissons alcooliques doit présenter un certificat de résidence quinquennale au Grand-Duché ou être ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne (Communauté économique européenne à l'époque).

Force est de constater que cette clause de résidence ou de provenance ne s'applique pas aux demandeurs d'une autorisation d'établissement auprès du Ministère des Classes moyennes. Des requérants qui ont obtenu l'autorisation d'établissement et se voient par la suite refuser la licence de cabaretage encourent des difficultés considérables pour l'ouverture de leur commerce, malgré le fait que toutes les autres conditions d'obtention de cette licence soient remplies.

Il s'avère en outre que nos pays voisins ne connaissent pas la même condition de résidence. Ceci peut amener à la situation qu'un débit de boisson autorisé d'un ressortissant d'un pays tiers dans un pays limitrophe ne peut s'établir au Luxembourg pour cette raison restrictive de nationalité, voire de résidence quinquennale.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre est-elle d'avis que la réglementation datant de 1994 correspond toujours à la réalité du caractère international de notre économie ?

– Dans la négative, Madame la Ministre prévoit-elle une adaptation dudit règlement, soit en supprimant cette clause de résidence, soit en ouvrant la clause de provenance aux pays tiers, soit en donnant des pouvoirs de décision discrétionnaires à l'Administration des douanes et accises afin de trancher dans des cas pour lesquels seule la clause de résidence ou de provenance n'est pas remplie ?

Réponse (15/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Contrairement à ce qu'a affirmé l'honorable Député, la clause résidentielle ne relève pas du règlement grand-ducal du 13 janvier 1994, mais trouve son fondement légal à l'article 1er, paragraphe 2 de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets.

Au regard de la dynamique actuelle du marché national des boissons alcoolisées, il ne semble pas opportun de modifier ces dispositions légales et réglementaires.

Projet d'implantation d'un centre médical et d'une pharmacie à Nothum | Question **7565** (08/02/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Am Dezember 2022 huet d'Stauséigemeng e Projet zu Noutem vun engem Centre médical mat Apdikt presentéiert. Zil vun der Gemeng ass et, eng breet Offer u gesondheetlechen Déngschter kënnen op dëser Plaz unzebidden. Dat ass e Projet, dee spezifesch den Awunner aus der Stauséiregioun duerft zeguttkommen. Dës komplementar Offer zum Projet Schlasskéier mam neien IRM zu Wolz baut d'Offer vum Santésberäich am ländleche Raum aus an dierft den Norde weider stäerken. An deem Zesummenhang géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Santésministesch riichten:

1. Awéifern ass de Santésministère un der Realisatioun vun dësem Projet bedeelegt?

2. Ass schonns eng Decisioun geholl, ob hei d'Apdikt matintegréiert gëtt, déi, laut den Initiateure vum Projet, d'Häerzstéck vun dësem Centre médical duerstelle soll?

3. Am Mee 2022 ass de Gesetzesprojet 8013 an der Chamber deposéiert ginn. Wann dee bis gestëmmt ass, wäert dësen Text et Dokteren a Gesondheetsberuffler erlaben, sech a Gesellschaften ze organiséieren. Ënnert wéi enger Form ass et an der aktueller Gesetzeslag fir Gesondheetsberuffler méiglech, sech zesummen néierzeloossen, sou wéi dat am Fall vum Centre médical vun Noutem virgesinn ass?

Réponse (21/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. De 15. Dezember 2022 hu Vertrieder aus der Stauséigemeng souwéi zwee associéiert Dokteren dem Gesondheetsministère an enger Reunioun d'Konzept vun engem Centre médical zu Noutem virgestallt. Dëse Projet gesäit effektiv d'Mise en place vun engem Centre vir, wou ë. a. Médecins généralistes a Médecins spécialistes souwéi e Laboratoire d'analyses médicales, eng Apdikt, e Psycholog, e Kiné an eng Pédicure médicale ënnerbruecht kéinte sinn.

De Gesondheetsministère dréit generell d'Initiative vun esou Zenteren an ennerstëtzt d'Cabinets de groupe säit 2018 mat enger Prime d'installation nominative vun 10.000 Euro.

ad 2. De Collège médical huet e positiven Avis zur Implementatioun vun enger Apdikt an der Stauséigemeng ginn. D'Gesondheetsdirektioun recommandéiert am Allgemengen, dass eng Gemeng op d'mannst 2.500 Awunner soll hunn, fir eng éischt Apdikt ze geneemegen. An dësem Fall muss een awer och berücksichtegen, dass d'Distanz zur nächstgeleeëner Apdikt relativ wéit ass, esou dass sech eng nei Apdikt hei éischter justifizéiere kann.

ad 3. An der aktueller Gesetzeslag kënne Gesondheetsberuffler sech an enger Association de fait zesummen néierloosse fir de gemeinsamen Exercice vun hirem Beruff. De Gesetzesprojet 8013 gesäit effektiv vir, datt an Zukunft d'Gesondheetsberuffler sech an enger Gesellschaftsform kënnen néierloossen.

Ventes en état futur d'achèvement dans le cas de faillite de l'entreprise de construction | Question **7566** (08/02/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

D'Faillite vum Promoteur „Cenaro" werft ganz vill Froen op, déi an der Lescht méi oft an de Medien diskutéiert goufen. Am Mëttelpunkt stoungen dobäi meeschtens d'Investisseuren an de Finanzéierungsmodell, deen elo vun der Justiz ënnersicht gëtt. Den Aarbechtsminister huet ëffentlech erklärt, dass hie wéilt derfir suergen, dass de betraffene Salariéen, déi sech an enger onsécherer Situatioun befannen, sou schnell wéi méiglech ka gehollef ginn. A grouss Schwieregkeete riskéieren awer och déi Leit ze geroden, déi iwwer eng VEFA (vente en l'état futur d'achèvement) en Haus oder Appartement kaf hunn, wat elo net gebaut oder net fäerdeggestallt gëtt. Laut Medieberichter handelt et sech hei ëm ronn 100 Familljen.

– Huet den Här Logementsminister Kenntnis iwwert d'Situatioun vun deene betraffene Leit? Wa jo: wéi vill Betraffener riskéieren am Kader vun der Affär, an existenziell Schwieregkeeten ze kommen?

– Wéi laang dauert et der Aschätzung vum Här Minister no, bis déi obligatoresch Garantie d'achèvement gräift an déi Betraffen tatsächlech an hir Wunneng plënnere kënnen, respektiv bis se de Schued ausbezuelt kréien?

– Wat ass mat de Käschten, déi deem Geschiedegten a sou engem Fall zum Beispill doduerch entstinn, dass en an der Tëschenzäit muss loune goen, eventuell eng Rechtsberodung brauch a sou weider?

– Wéi kréien déi Leit, déi hir Wunneng musse verloossen, gehollef, fir an enger Iwwergangszäit en Daach iwwer dem Kapp ze hunn?

– Huet de Staat doriwwer eraus Méiglechkeeten, grad an engem Fall, wou sou vill Leit betraff sinn, déi Geschiedegt ze ënnerstëtzen an ze verhënneren, dass duerch sou eng Faillite Familljen an Existenznout geroden?

Réponse (09/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Et handelt sech an dësem konkreete Fall ëm „vente en l'état futur d'achèvement"-Kontrakter (VEFA), déi déi concernéiert Privatleit mat engem private Promoteur ofgeschloss hunn.

De Wunnengsbauministère kann sech net zu enger konkreeter kontraktueller Situatioun tëscht Privatleit äusseren.

D'Garantie d'achèvement gräift, wann de Promoteur defaillant ass an doduerch de Chantier net fäerdeg baut. An deem Fall kann d'Garantie, déi bei enger Bank ofgeschloss gouf, aktivéiert ginn. Ob de Chantier dann awer fäerdeggebaut gëtt oder déi concernéiert Léit hir Sue rembourséiert kréien, hänkt vun der jeeweileger Situatioun of an dovun, wat tëscht dem Promoteur an der Bank am Kontrakt iwwer d'Garantie d'achèvement ofgemaach gouf. D'Delaie fir d'Beaarbechtung vun den Dossiere fir d'Mise en oeuvre vun der Garantie d'achèvement hänkt vun der jeeweileger Bank of, bei där d'Garantie ofgeschloss gouf; op déi Delaien huet de Ministère keen Afloss.

Generell ass et wichteg, datt d'Leit sech an esou Fäll ëmmer vun engem Affekot berode loossen, fir datt si zu hirem Recht kënne kommen.

Doriwwer eraus gëtt et natierlech déi staatlech Hëllefen am Wunnengsbau, respektiv de Service d'accueil juridique um Geriicht an de Médiateur de la consommation, op déi déi betraffe Léit kënnen a sollen zréckgräifen.

Pollution du Drosbach | Question **7567** (08/02/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon un article dans la presse écrite, plusieurs nouvelles pollutions du Drosbach ont été détectées récemment, cette fois-ci dans la zone industrielle « Am Bann » à Leudelange. En effet, une station de lavage aurait déversé ses eaux usées dans le Drosbach de manière régulière, sans que personne n'aurait alerté l'Administration de la gestion de l'eau. De plus, un produit chimique en provenance d'une autre entreprise se serait écoulé dans le Drosbach.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle informer sur la nature et l'origine de ces deux pollutions ?

2) Quelles sont les répercussions sur la faune et flore aquatique du Drosbach de ces deux pollutions ?

3) Quelles conséquences juridiques auront ces deux incidents ?

4) De quelle manière Madame la Ministre entend-elle sensibiliser voire encourager davantage la population à contacter l'AGE en cas d'une pollution d'un cours d'eau ?

Réponse (03/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Suite au signalement d'une pollution par des hydrocarbures et d'une mousse blanche sur le cours d'eau « Drosbach » à Leudelange en date du 30 janvier 2023, deux agents du groupe d'intervention pollutions de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) se sont rendus sur place et ont pu constater deux sources de pollutions différentes :

– un déversement accidentel de substances huileuses par la canalisation des eaux pluviales provenant d'une société à proximité ;
– un déversement d'eaux de lavage, faussement raccordé à la canalisation des eaux pluviales, provenant d'une station de lavage à proximité.

ad 2) Aucune conclusion ne peut être tirée en ce qui concerne les dommages environnementaux.

Néanmoins, en ce qui concerne la première pollution, en considérant la quantité d'hydrocarbures déversée, il peut être supposé que l'impact sur la faune et la flore soit faible.

En ce qui concerne la deuxième pollution, les eaux de lavage contiennent, entre autres, une charge polluante d'hydrocarbures, de métaux lourds, mais aussi

de produits d'entretien utilisés pour nettoyer les véhicules. Dans ce cas spécifique de pollution, les eaux de lavage sont d'abord passées par un séparateur à hydrocarbures avant de se déverser, via la canalisation des eaux pluviales publique, dans le cours d'eau « Drosbach ». Ceci a permis de réduire la charge polluante en hydrocarbures des eaux et donc l'impact sur la faune et la flore.

ad 3) Au niveau administratif, des mesures d'urgence ont été prises, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, dont une copie est transmise au parquet. Ces actes administratifs obligent les responsables à prendre les mesures nécessaires en vue de l'arrêt de la pollution.

Au niveau pénal, un rapport sera également dressé par un officier de police judiciaire à l'attention du parquet, à qui appartient l'opportunité de poursuite. Il est donc impossible de se prononcer sur les conséquences juridiques de ces incidents.

ad 4) Comme l'a évoqué l'honorable Député dans son introduction, la presse écrite a été la source de la question parlementaire. Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et l'AGE informent les médias par le biais de communiqués de presse sur les pollutions dans les cours d'eau dans une logique de transparence et de sensibilisation.

L'article en question incite la population à contacter la centrale des secours d'urgences-112 (CSU-112) qui assure ensuite le lien avec la permanence du groupe d'intervention pollutions de l'AGE.

Par ailleurs, les informations de contact se trouvent à la page d'accueil du site Internet de l'AGE www.waasser.lu et www.emwelt.lu.

Engagement à la participation à des mesures agro-environnementales et climatiques | Question **7568** (08/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zanter 2022 mussen d'Anträg fir déi nei Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen (AUKM), inklusiv der Landschaftspfleegeprimm, bis spéitstens den 31. Oktober via MyGuichet.lu agereecht ginn. Obwuel den Termin ëm ee Mount virgezu gouf, sollen d'Primmen eréischt, wéi bis elo, laut dem Kalenner um Landwirtschaftsportal am Februar ausbezuelt ginn. Derbäi kënnt nach, datt d'Saisie vun den Donnéeën entfält, well d'Anträg ausschliisslech op elektroneschem Wee kënne gemaach ginn. An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Firwat bleift et bei der Ausbezuelung vun de Primme fir d'AUKM beim Termin vum Februar, obwuel d'Anträg ee Mount méi fréi hu missen op elektroneschem Wee agereecht ginn?
– Wäerten d'Primmen an Zukunft éischter ausbezuelt ginn?

2. Wéi gesäit et mat den Delaien aus, wann no an no och all aner Primmen op elektroneschem Wee mussen agereecht ginn?

Réponse (08/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Déi éierbar Deputéiert Martine Hansen schreift an hirer Fro vun den „Anträg fir déi nei Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen (AUKM), inklusiv der Landschaftspfleegeprimm, (déi) bis spéitstens den 31. Oktober via MyGuichet.lu agereecht ginn".

Dat sinn d'Engagementer, déi fir déi nei Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen eragereecht musse ginn. Dësen Datum war eng Recommandatioun (den entspriechende Règlement grand-ducal ass an der Finalisatioun), fir d'Ufroe matzäite virum nächste Flächenantrag beaarbecht ze kréien a fir se dann am elektronesche Formulaire erëmzeginn.

Déi järlech Confirmatioun fënnt dono am Flächenantrag statt. Den Termin vum Flächenantrag ass fir 2022 op den 22. Abrëll ëm ee Mount no vir geréckelt ginn. Dëst fir de Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, dësen administrative Schrëtt virun de Fréijoersaarbechten ze finaliséieren.

Fir d'Joer 2023 gëllt de 17. Abrëll 2023 an ab 2024 den 31. Mäerz.

D'Ausbezuelunge sinn iwwert d'EU-Reglementer (N° 1306/2013 Art. 75) festgeluecht: Ab dem 1. Dezember dierfen d'Bezuelungen ulafen. Normalerweis fänken d'Bezuelunge mat den Akommesbäihëllefen un. Heivunner sinn déi meescht Betriber betraff. Dono kommen déi méi spezifesch betribsorientéiert Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen. Absënns d'Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen an d'Ökoreegelunge si komplizéiert Primmeregimmer a verlaangen zousätzlech Kontrollen. Deemno féiert dës Méiaarbecht zu enger méi spéider Ausbezuelung.

Um Ausbezuelungskalenner, dee mir järlech ëm d'Rentrée verëffentlechen, wäert sech aus dëse Grënn och an Zukunft an de grousse Linnen net vill änneren, och wa probéiert gëtt, all d'Primmen sou zäitno wéi méiglech no der Demande auszebezuelen. D'Digitalisatioun wäert dofir eng grouss Hëllef sinn.

Pénurie des agents de transport | Question **7569** (09/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le secteur des transports en commun est actuellement touché par une pénurie de chauffeurs d'autobus. Selon des informations relayées par des représentants des fonctionnaires communaux du secteur en question, la pénurie s'expliquerait par des délais d'attente beaucoup trop élevés pour les formations, la faible qualité de ces formations et le taux d'échec élevé des candidat.e.s aux examens. Des articles publiés dans la presse relatent en outre des problèmes structurels au Centre de formation pour conducteurs à Sanem (CFC) qui se verrait confronté à un taux important de démissions du personnel depuis 2019.

Or, il est évident que le secteur des transports publics et notamment des autobus joue un rôle primordial dans les stratégies de transition vers une mobilité plus durable et que le besoin en chauffeurs bien formés augmentera ainsi dans les années à venir.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Affaires intérieures :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations au sujet des démissions du personnel – notamment au niveau du personnel administratif et des formateurs.rices – au Centre de formation pour conducteurs (CFC) depuis 2019 ? Le CFC est-il actuellement touché par un manque de personnel suite aux démissions ?

2) Madame la Ministre est-elle consciente des problèmes structurels au CFC, notamment en ce qui concerne la qualité des formations et les délais d'attente beaucoup trop longs ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle des mesures pour améliorer le fonctionnement du CFC ? Si oui, lesquelles ?

4) Quel est actuellement le temps d'attente moyen pour les formations pour chauffeurs d'autobus ?

5) Quel est le taux d'échec aux examens d'admissibilité dans le groupe de traitements D1 pour agents de transports ? Comment ce taux a-t-il évolué au cours des années passées ?

6) Madame la Ministre peut-elle me chiffrer le manque actuel de chauffeurs d'autobus par rapport au besoin réel ?

7) Quelles démarches Madame la Ministre entend-elle engager pour combattre la pénurie de chauffeurs d'autobus et contribuer au bon fonctionnement des réseaux d'autobus ?

Réponse (16/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, nous nous permettons de rappeler la réponse à la question parlementaire n° 7140 du 9 novembre 2022 relative au même sujet.

L'arrêt forcé des formations en 2020 et l'impossibilité de dispenser les formations avec la vitesse de croisière usuelle, suite aux restrictions dans le cadre de la pandémie, avaient effectivement engendré un certain délai d'attente en ce qui concerne les formations pour conducteurs d'autobus. Cependant, grâce aux efforts entrepris par le CFC, avec le concours de l'ADEM et les entreprises affiliées à la FLEAA, ce délai a pu être réduit au niveau d'avant-Covid, c'est-à-dire à deux à trois mois actuellement.

Les taux d'échec aux examens d'admissibilité du secteur communal pour les candidat-e-s à la fonction d'agent de transport au cours des dernières années se présentent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le Gouvernement ne dispose pas de chiffres quant au nombre de conducteurs manquants dans le secteur.

Au cours des différentes réunions avec les représentants de la FLEAA, plusieurs pistes ont été discutées afin de rendre l'emploi de chauffeur de bus plus attractif, comme notamment une formation professionnelle comprenant une conduite sur un circuit fermé à mentionner dans les curricula des chauffeurs ou encore une réforme de l'apprentissage similaire au système allemand, entre autres. Ces pistes sont actuellement analysées et seront, le cas échant, prises en considération lors d'une réforme future de cet apprentissage ainsi que dans le cadre de l'apprentissage pour accéder à la fonction d'agent de transport.

Évaluation des mesures d'économie d'énergie | Question **7570** (09/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 4. Januar 2023 war am „Luxemburger Wort" ze liesen, datt an de Méint August, Oktober an November 2022, am Verglach zu 2021, den Energieverbauch ëm méi wéi 30 % konnt reduzéiert ginn. Am September waren et méi ewéi 25 %, esou den Energieminister. Et gëtt och behaapt, datt duerch geziilt Moossnamen d'Industrie hiren Energieverbrauch ëm bis zu 45 % reduzéiert hätt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi sech dës Aspuerungen tëscht private Stéit, ëffentlechen Institutiounen an Industrie opdeelen?

2. Wéi vill Aspuerungen an der Industrie sinn doduerch entstanen, datt d'Energie einfach ze deier war an d'Betriber net méi konnten zu engem kompetitive

Präis produzéieren? Wat fir eng Industrië waren am meeschte vun deenen héijen Energiepräisser betraff?

3. Wéi e Produktiounsréckgang an Akommesverloscht huet Lëtzebuerg am Ganzen duerch déi héich Energiepräisser ze bekloen?

Réponse (21/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. Aktuell sinn d'Zuele fir d'Aspuerung vum Gas just op nationalem Niveau disponibel a gi wéi heidrënner duergestallt, monatlech jeeweils kuerz nom Enn vum Mount verëffentlecht.

D'Basis vun dëser agreéierter nationaler Duerstellung sinn Donnéeë vum nationale Gasimport, déi jeeweils kuerzfristeg disponibel sinn. Zousätzlech suivéiert Creos als Bedreiwer vum Héichdrockreseau op nationalem Niveau kontinuéierlech, wéi vill Gas an d'Distributioun, dat heescht Mëttel- an Nidderdrocknetzer, agespeist gëtt, a wéi vill direkt um Héichdrockreseau, dat heescht vun de gréissten industrielle Clienten, verbraucht gëtt. Am Dezember d'lescht Joer war de Verbrauch um Héichdrockreseau effektiv ongeféier 45 % méi niddereg wéi an der Moyenne déi 5 Joer virdrun. Do dernieft gi Statistiken op der Basis vun Zielerdonnéeë vun all deene Consommatiounspunkten am Land erstallt, déi allerdéngs opgrond vun der grousser Unzuel an dem techneschen an informatesche Prozess eréischt mat zäitlechem Ecart disponibel sinn. Et gëtt aktuell awer schonn un enger méi detailléierter Analys geschafft, déi uschléissend un d'Auslafe vum obligatoresche Spuerzil Enn Mäerz finaliséiert a presentéiert gëtt.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. an 3. Et ass schwéier, eng präzis Äntwert ze ginn, wien duerch déi méi héich Energiepräisser Energie agespuert huet, andems e méi effizient ginn ass a wien Energie agespuert huet, well en net méi wollt oder konnt produzéieren.

Dëst hänkt vu ville Faktoren of, wéi zum Beispill, ob de Betrib seng Energie um „Spot"-Maart akeeft oder ob en ee kontraktuell gesécherte Präis huet. Des Weideren hänkt d'Produktioun net nëmme vun den Energiekäschten of, mee och vun der Ufro, déi wéinst der genereller Konjunktur jee no Secteur erofgaangen ass, a vun der Verfügbarkeet vun de Materialien an eventuell anere Ressourcen.

Et gëtt Fäll vu Betriber, déi ee sougenannte „Peak-Shaving" gemaach hunn, andeems si hir Produktioun gedrosselt hu wärend de Spëtzenzäiten, fir esou net defizitär ze produzéieren. Dëst sinn awer just punktuell an temporär Upassunge gewiescht. Et ass kee Fall bekannt, wou e Betrib duerch déi héich Energiepräisser huet misse seng Produktioun ophalen.

An dësem Kontext ass och ervirzehiewen, dass d'Regierung een Hëllefsprogramm op d'Bee gestallt huet, fir een Deel vun de Méikäschte vum Stroum a Gaspräis am Verglach mat 2021 ze kompenséieren. Esou huet de Wirtschaftsminister bis haut schonn eng ronn 500 Dossieren traitéiert an ongeféier 20 Milliounen Euro Hëllefen accordéiert.

Des Weideren ass wichteg ze ënnersträichen, dass vill Betriber duerch zousätzlech Efforten nach weider Energieerspuernisspotentialer identifizéiert hunn an esou konnten zu den nationalen Ziler bäisteieren. An dësem Kontext gëtt de Wirtschaftsministère och Hëllefen u Betriber, déi a méi ëmweltfrëndlech an energieeffizient Technologien investéieren.

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) | Question **7571** (09/02/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Les autorités maliennes ont demandé au directeur de la Division des droits de l'homme de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Guillaume Ngefa, de quitter le pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Les agents mandatés ou financés directement ou indirectement par le Luxembourg sont-ils soumis à des restrictions similaires de la part des autorités maliennes ?

2) Cette démarche des autorités maliennes aura-t-elle un impact sur le positionnement du Grand-Duché de Luxembourg envers ce pays partenaire en matière de coopération au développement depuis 1999 ?

3) Messieurs les Ministres ont-ils été sollicités par leurs homologues dans le cadre d'une réponse commune à cette expulsion ? Dans l'affirmative, quelles sont les options analysées ?

4) Quelle est la position générale du Gouvernement luxembourgeois vis-à-vis du Mali et plus particulièrement la MINUSMA à court et à moyen terme ?

Réponse (08/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Pour l'instant, les agents en relation avec le Luxembourg et en poste au Mali ne sont pas soumis à des restrictions similaires de la part des autorités maliennes.

ad 2) Le Gouvernement suit de très près l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans le pays. Au vu de l'instabilité politique, marquée par deux récents coups d'État et la détérioration de la situation sécuritaire dans la région, le ministère a décidé d'adapter ses modalités d'exécution en matière de coopération au développement. Par conséquent, la signature du prochain Programme indicatif de coopération (PIC) a été repoussée et une stratégie de transition a été élaborée afin de structurer les relations de coopération durant cette phase de transition et de pouvoir continuer à soutenir la population, dont les besoins ne font qu'augmenter.

Dans ce contexte, il est évident que le Gouvernement prend dûment en considération toute décision prise par le Gouvernement malien qui pourrait avoir un impact sur le partenariat en matière de coopération au développement et, de manière générale, les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Mali.

ad 3) Non.

ad 4) Le Mali se trouve à l'épicentre de la crise sécuritaire au Sahel. D'où l'importance de suivre de près les évolutions politiques du pays, y inclus la collaboration entre les autorités maliennes de transition et des groupes armés étrangers, comme le groupe de mercenaires russes Wagner.

Le Gouvernement luxembourgeois estime nécessaire de maintenir ouverts les canaux diplomatiques de dialogue. Il importe de continuer à accompagner les autorités de transition maliennes pour qu'elles honorent leur engagement d'un retour à la démocratie, notamment à travers des élections transparentes et libres qui rétabliront un Gouvernement civil.

Côté défense, le Gouvernement estime que la MINUSMA a un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre des accords de paix et que son retrait aura des conséquences négatives pour ce processus.

Mais pour éviter un retrait, il faut la coopération pleine et entière des autorités maliennes et l'arrêt des entraves à la mission.

Écoles européennes agréées | Question **7572** (09/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zënter 2016 huet d'Regierung sechs sougenannt ëffentlech international Schoulen am Land opgemaach, déi nom System vun den agreéierten Europaschoule fonctionéieren. De Promotiounssystem schéngt eisen Informatiounen no net direkt mat deem vun den aneren ëffentleche Schoule vergläichbar ze sinn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi gesäit de Promotiounssystem an den agreéierten Europaschoulen aus
– um Niveau vun der Grondschoul,
– um Niveau vum Secondaire?

2. Um Internetsite vun den „Écoles européennes" (https://www.eursc.eu/fr/European-Schools/European-Baccalaureate) gëtt beschriwwen, datt d'Evaluatioun vum Cycle vum Baccalauréat européen souwuel „formative" (note A) wéi och „sommative" (note B) ass.
– Wéi gëtt de „formativen" Deel konkreet bewäert?
– Wéi vill mécht en aus vun der gesamter Nott?

3. Um selwechte Site steet, datt d'„note de réussite globale" 50 vun 100 ass, an datt dës sech zesummesetzt aus 50 % vun der „note préliminaire" (note A a B) a 35 % vun de schréftlechen Epreuven (5 Fächer) a 15 % vun de mëndlechen Epreuven.
– Gëtt fir d'Reussite d'Moyenne vun allen Notte gekuckt a wann dës Moyenne iwwer 50 vun 100 läit, ass de Baccalaureat gepackt, oder ginn déi eenzel Fächer gekuckt an an deene muss d'Nott jeeweils iwwer 50 vun 100 sinn?

4. An der Broschür „Le manuel du baccalauréat européen – Edition BAC 2023" gëtt beschriwwen, datt a verschiddene Schoulen op der Cinquième Tester organiséiert ginn, fir déi berufflech a schoulesch Kompetenzen ze moossen.
– Stinn dës Tester och den aneren ëffentleche Schoulen zu Lëtzebuerg zur Verfügung?
– Wéi eng Tester sinn dat genau?

Réponse (16/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Promotiounssystem an den agreéierten europäesche Schoulen ass am Règlement général des écoles européennes (2014-03-D-14-fr-12) fixéiert, deen sech an allen Europaschoulen applizéiert.

Den Artikel 57 vum Reglement gesäit fir den europäesche Primaire follgend Dispositiounen a puncto Promotiounssystem vir:

« a. À la fin de l'année scolaire, le conseil de classe se prononce sur la capacité de chaque élève à passer dans la classe supérieure. Le niveau en deuxième langue ne sera pas pris en considération pour les élèves sans section linguistique (SWALS) venus de l'extérieur et qui ont fréquenté les écoles européennes pendant moins de deux ans. Le conseil de classe pourra faire abstraction des insuffisances dans les matières enseignées en langue véhiculaire pour un

nouvel élève à la fin de sa première année de présence à l'école.

b. Dans des cas exceptionnels, lorsque le niveau de compétences atteint ne garantit pas une poursuite normale des apprentissages, le conseil de classe peut décider un redoublement. Dans ce cas, la décision doit être motivée.

c. [...]. »

De Promotiounssystem am europäesche Secondaire gëtt duerch den Artikel 61 vum uewe genannten Text gereegelt. Dobäi muss een tëscht den 3 éischte Klassen an de Klasse 4 bis 6 ënnerscheeden (Art. 61.B.1):

« La décision du conseil de classe est prise après examen des résultats des élèves présentés sous forme de tableaux synoptiques des notes finales exprimées en notes alphabétiques pour les années 1-3, en notes chiffrées avec des points entiers et des demi-points pour les classes 4 à 6 [...]. »

De Promotiounssystem dréit follgenden allgemenge Critèrë Rechnung (Art. 61.B.2-7):

« B. Critères pris en compte

1. [...]
2. L'évaluation finale n'est pas une moyenne arithmétique des notes trimestrielles ou semestrielles. Elle doit être le reflet de toutes les observations et des résultats dont dispose l'enseignant de la discipline concernée, lui permettant notamment de juger si l'élève est en mesure de suivre avec fruit l'enseignement dans cette matière dans la classe supérieure.
3. Lors de leurs délibérations, les conseils de classe tiennent compte des considérations suivantes :
i. Pour être promu, un élève doit posséder les compétences de base, la motivation et la maturité nécessaire pour suivre avec fruit l'enseignement de la classe supérieure.
ii. La promotion d'un élève ne devra pas entraver le développement scolaire de la classe supérieure.
iii. Sont prises en compte également les notes de toutes les matières qu'un élève peut abandonner à la fin des 5e et 6e années, indépendamment des choix de l'élève pour l'année suivante.
4. Le conseil de classe pourra faire abstraction des insuffisances en langues II, III ou IV ou dans les matières enseignées en langue véhiculaire L II (EN, FR et DE) pour un nouvel élève à la fin de sa première année de présence à l'école. Toutefois, si l'élève a suivi le cours dès le début de l'année, cette dérogation ne s'applique pas en langue III en 1re année ou en langue IV en 4e année si l'élève a été au cours dans cette matière depuis le début de l'année scolaire.
5. Dans des cas particuliers parfaitement justifiés, notamment absence prolongée pour maladie, et lorsque l'intérêt de l'élève l'exige, le conseil de classe peut déroger aux règles pour promouvoir un élève. Cette dérogation n'est autorisée que lorsque, au vu des circonstances précises qui la caractérisent et la différencient des autres cas, une situation déterminée requiert que la promotion soit accordée nonobstant des résultats insuffisants, dès lors qu'il est admis que l'élève sera en mesure de poursuivre avec succès sa scolarité dans la classe supérieure. La décision doit alors être consignée avec la justification de promotion dans le procès-verbal de la délibération.
6. Un élève n'est pas admis à répéter deux fois la même classe à l'école secondaire. Dans des cas particuliers, le conseil de classe peut accorder une dérogation à cette règle. Avant de prendre une décision, le conseil de classe entend l'avis des représentants légaux de l'élève.
7. [...]. »

Op den 3 éischte Klasse vum Secondaire gëtt follgendermoosse verfuer (Art. 61.C):

« C. Lignes directrices pour la promotion des élèves des classes 1, 2 et 3 du secondaire

1. Sont promus d'office dans la classe supérieure, sans qu'il soit nécessaire de délibérer, les élèves ayant obtenu une note alphabétique E ou supérieure dans chacune des branches de promotion.
2. La situation des élèves qui ont n'ont pas atteint la norme (note alphabétique E ou supérieure dans chacune des branches de promotion) donne lieu à un examen particulier. Sur la base de toutes les informations dont il dispose, le conseil de classe décide de promouvoir ou non l'élève dans la classe supérieure en appliquant, s'il y a lieu, l'article 61.B-5. Le conseil de classe est seul compétent pour juger de l'opportunité de faire usage de cette disposition.
3. Sans préjudice de l'article 61.B-5, les élèves ne seront pas promus à l'année suivante s'ils remplissent les deux critères suivants :
A. Les élèves qui n'ont pas atteint la norme (au moins la note alphabétique E), soit dans trois ou plus que trois matières de base, soit dans deux matières de base et deux ou plus que deux autres matières. ET
B. S'ils ne sont pas en mesure de compenser leurs insuffisances de la manière suivante :
i) Chaque note F doit être compensée par une note D (ou plus élevée).
ii) Chaque note Fx doit être compensée :
A) avec une note B (ou A) ou
B) avec une note C et une note D ou une note plus élevée, ou
C) avec 3 notes D ou une note plus élevée.

Matières de promotion

Matières de base

1. Langue I
2. Mathématique
3. Langue II
4. Sciences humaines
5. Sciences intégrées
6. Langue III

Autres matières

1. Art
2. Musique
3. Éducation physique
4. Latin
5. Informatique
6. ONL (autres langues nationales)

Les cours de religion/morale et les activités complémentaires ne sont pas des matières de promotion. »

Op de Klasse 4 bis 6 applizéieren sech dës Reegelen (Art. 61.D):

« D. Lignes directrices pour la promotion des élèves des classes 4, 5 et 6 du secondaire

1. Sont promus d'office dans la classe supérieure, sans qu'il soit nécessaire de délibérer, les élèves ayant obtenu une note égale ou supérieure à 5 sur 10 dans chacune des branches de promotion.
2. La situation des élèves qui ne sont pas promus d'office donne lieu à un examen particulier. Sur la base de toutes les informations dont il dispose, le conseil de classe décide de promouvoir ou non l'élève dans la classe supérieure en appliquant, s'il y a lieu, l'article 61.B-5. Le conseil de classe est seul compétent pour juger de l'opportunité de faire usage de cette disposition.
3. Sans préjudice de l'article 61.B-5., ne sont pas promus dans la classe supérieure : les élèves n'ayant pas obtenu la moyenne de 5 points sur 10 calculée sur l'ensemble des notes obtenues par l'élève dans les matières de promotion et ayant obtenu 4 ou plus de 4 notes inférieures à 5 sur 10 sur l'ensemble des matières de promotion. La moyenne sera calculée en l'arrondissant vers le point ou le demi-point le plus proche selon les règles de l'arrondissement standard.

Matières de promotion :

toutes les matières sauf religion/morale. »

ad 2. Déi formativ Bewäertung am Cycle vum Baccalauréat européen bezitt sech op de Léierprozess. Si dréckt sech aus an der sougenannter Nott A a reflektéiert dem Schüler seng deeglech Aarbecht an engem Fach. Den Artikel 6.2.1 vum Règlement d'application du règlement du baccalauréat européen (2015-05-D-12-fr-35.3) seet dozou:

« [...] Une note de classe sera établie par le professeur de chaque matière enseignée en 7e année à la fin de chaque semestre. Ces notes doivent refléter les performances des candidat-e-s dans leur travail en classe. La note de classe sur l'année sera la moyenne arithmétique des deux notes A données par le/la professeur de la matière à la fin de chaque semestre. »

Zum bessere Verständnis gëtt um offizielle Site vum Secrétaire général vun den Europaschoule preziséiert, datt follgend Aspekter bei der formativer Evaluatioun kënnen a Betruecht gezu ginn:

« la concentration et l'attention en classe ;

– la participation active et la qualité des interventions en classe ;
– la régularité et la cohérence du travail effectué en classe et à la maison ;
– l'attitude positive face à la matière ;
– les signes du sens de l'initiative, d'indépendance et d'autonomie ;
– les brefs tests intermédiaires écrits ou les interrogations orales ;
– les progrès constatés. »

Fir all Matière besteet d'Nott vum Baccalauréat européen zu 50 % aus der Note préliminaire (Nott C) an zu 50 % aus der Nott vum Examen.

D'Nott C setzt sech zesummen aus der Nott A (formativ Nott) an der Nott B, der Nott vun den Epreuvë vum sougenannte Prébac. D'Nott A ass hei mat 20/50 gewiicht.

D'Nott vum Exame besteet aus der Nott E (schrëftlech Epreuven) an der Nott O (mëndlech Epreuven).

Et sief hei den Artikel 6.1 vum uewe genannte Règlement d'application du règlement du baccalauréat européen zitéiert:

« 6.1.1 La note finale du baccalauréat européen est exprimée sur cent (100) avec une précision de deux décimales. Les trois facteurs suivants sont pris en compte pour le calcul de la note finale du baccalauréat européen :

– La note préliminaire moyenne C exprimée sur 100 points.
– La note E, moyenne des épreuves écrites, exprimée sur 100 points.
– La note O, moyenne des épreuves orales, exprimée sur 100 points. [...].

6.1.2 Les différentes parties de l'examen interviennent dans le résultat final dans la proportion suivante :

– 50 pour cent pour la note préliminaire moyenne C,
– 35 pour cent pour la moyenne E des épreuves écrites,
– 15 pour cent pour la moyenne O des épreuves orales.

Résultat final = 0,50 C + 0,35 E + 0,15 O. »

Doraus ergëtt sech, datt déi formativ Evaluatioun fir 20 % an der gesamter Nott vum Baccalauréat européen intervenéiert.

ad 3. Fir d'Reussite vum Baccalauréat européen gëtt d'Moyenne vun allen Notte consideréiert, wéi aus dem Artikel 7.2 vum Reglement ervirgeet:

« Les notes obtenues par chaque candidat-e pour les différentes parties de l'examen seront comptabilisées, en tenant compte des modalités de calcul énoncées à l'article 6.

Les candidat-e-s qui ont obtenu au moins 50 sur 100 (5 sur 10) du maximum des points sont déclaré-e-s reçu-e-s aux épreuves du baccalauréat européen. »

ad 4. Bei den Tester op der Klass S5, déi an der Fro vun der honorabeler Deputéiert viséiert sinn, handelt et sech ëm déi sougenannt Évaluation harmonisée, déi am Dokument Évaluation harmonisée en fin de 5e année et les examens écrits menant aux notes B en 5e année (2018-01-D-19-fr-3) follgendermoosse beschriwwe gëtt (Säit 7):

« L'évaluation harmonisée a lieu pendant 5 jours de classe à la fin de la 5e année. Elle porte sur les matières obligatoires suivantes du programme de 5e année : langue I, II et III, mathématique [...], biologie, chimie, physique, histoire et géographie. »

Et handelt sech dobäi ëm gemeinsam Epreuven, déi pro Schoul organiséiert ginn (Säit 9 vum uewen zitéierten Dokument):

« L'harmonisation se fait au sein de chaque école. Elle concerne les questions et les critères d'évaluation. Le directeur est chargé de s'assurer que l'harmonisation est effectivement réalisée. »

D'Ziler vun der Évaluation harmonisée sinn déi follgend (Säit 7):

« a) servir d'indication quant au niveau de travail accompli à la fin de la 5e année d'études secondaires, et servir de notes B2 à la fin de cette 5e année. b) offrir la possibilité aux élèves qui, quelle qu'en soit la raison, ne passent pas le baccalauréat européen, d'obtenir une attestation facilitant leur insertion, soit dans la vie professionnelle, soit dans un autre type d'enseignement. »

D'Tester stinn den ëffentleche Schoulen, déi den nationale System applizéieren, net zur Verfügung; si bezéien sech op de Programm, deen am Laf vum Joer an de jeeweilegen Europaschoulen traitéiert gouf, an hunn dofir fir aner Schoulen nëmmen ee begrenzten Interêt.

Avortements sexo-sélectifs | Question **7573** (09/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Säitdeem et méiglech ass, d'Geschlecht vun engem Kand, zum Beispill duerch Ultraschallënnersichung, virun der Gebuert ze bestëmmen, gëtt a ville Länner op der Welt e staarken Iwwerhang u registréierte Gebuerte vu Jonge géintiwwer Meedercher festgestallt, dee just duerch eng geziilt Ofdreiwung vu weibleche Föten erklärbar ass. Wéi een op Wikipedia noliese kann, sinn dobäi d'Äerdregioune Südasien, Ostasien an Zentralasie ganz besonnesch betraff. Dës Tendenz, sou heescht et am betreffende Wikipedia-Artikel, ass souguer, wann och an ofgeschwächter Form, a westleche Länner, déi eng staark Immigratioun vu Mënschen aus dem asiatesche Raum kennen, festzestellen. An enger Pressematdeelung vum Europarot aus dem Joer 2014 heescht et zu deem Theema:

„Das selektive Abtreiben weiblicher Föten ist in China und Indien ein bekanntes Phänomen. Aber auch in einigen Gebieten Europas ist es verbreitet. Diese zutiefst diskriminierende Praxis ist eine Folge der Benachteiligung von Frauen in der Gesellschaft. Dies muss energisch bekämpft und gesetzlich verboten werden." (Quell: https://rm.coe.int/168071d280)

D'UN-Generalversammlung hat schonns 1997 eng Resolutioun gestëmmt, an där all Staaten nodrécklech opgefuerdert ginn, Gesetzer ze maachen, déi Meedercher virun all Form vu Gewalt schützen (Resolutioun 51/76 vun der UN-Generalversammlung: Resolution on the girl child, A/RES/51/76 vum 20. Februar 1997). An där Resolutioun heescht et:

„Also urges all States to enact and enforce legislation protecting girls from all forms of violence, including female infanticide and prenatal sex selection, female genital mutilation, incest, sexual abuse, sexual exploitation, child prostitution and child pornography, and to develop age-appropriate safe and confidential programmes and medical, social and psychological support services to assist girls who are subjected to violence."

D'Verbuet vu geschlechtsselektiven Ofdreiwunge gehéiert zum Gewunnheetsrecht vu ville Staaten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Chancëgläichheetsminister a Justizminister:

1. Gesäit d'Regierung geschlechtsspezifesch Ofdreiwungen als Form vu Sexismus un? Wa jo: Gouf dës Form vu Sexismus an déi aktuell Anti-Sexismus-Campagne vum Chancëgläichheetsministère matopgeholl? Wann nee: Firwat gëtt dës Form vu Sexismus an der mentionéierter Campagne net thematiséiert?

2. Wéi huet Lëtzebuerg bei der Resolutioun 51/76 vun der UN-Generalversammlung Resolution on the girl child, A/RES/51/76 vum 20. Februar 1997 gestëmmt?

3. Um Site vun „Just Arrived" kann een noliesen (Stand: 1. Januar 2022), datt déi asiatesch Communautéit zu Lëtzebuerg 19.066 Persounen, dat heescht 3 % vun der Gesamtbevëlkerung ëmfaasst. Geet d'Regierung dervun aus, datt et am Hibléck op déi déif verwuerzelt Preferenz vu männlechem Nowuess a villen asiatesche Länner och eng Rei vu geschlechtsspezifeschen Ofdreiwungen zu Lëtzebuerg kéint ginn? Wa jo: Ass dru geduecht, fir, am Aklang mat der mentionéierter UN-Resolutioun, e Verbuet vu geschlechtsspezifeschen Ofdreiwunge gesetzlech ze verankeren?

Réponse (10/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Déi aktuell Campagne vum Ministère fir Egalitéit tëschent Fraen a Männer iwwert d'Theema Sexismus ass an Zesummenaarbecht mam Europarot ausgeschafft ginn an orientéiert sech a senger Ausriichtung un den Theemen, déi vun dëser Campagne ugeschnidde ginn.[13] An dëser Campagne geet et drëms, generell iwwert de Sexismus an eiser Gesellschaft opzeklären. Deen an der Ufro opgeworfene Sujet vu geschlechtsspezifeschen Ofdreiwunge gëtt weeder an der Campagne vum Europarot nach an der Campagne vum Gläichstellungsministère abordéiert. Ofstëmmungen iwwert Resolutioune vun der UN-Generalvollversammlung sinn ëffentlech zougänglech.[14] D'Resolutioun „The Girl Child" gëtt all Joer op en Neits presentéiert. Traditionell gëtt dës net verbindlech Resolutioun ouni Vott, also per Konsens, adoptéiert. Sou och 1997.

Consommation de cannabis médical en milieu de travail | Question **7574** (09/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng ganz Rei Patienten hei am Land gi mat medezinneschem Cannabis behandelt. Bei verschiddene Patienten ass de gesondheetlechen Zoustand gutt genuch, fir schaffen ze goen. Si mussen awer hiert Medikament kënne wärend der Aarbechtszäit anhuelen, wat bedeit, dass betraffe Persoune Fëmmpause musse maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Kann de Patron engem Aarbechter verbidden, fir säi medezinnesche Cannabis anzehuelen?
Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen?

2. Wat fir Aarbechte sinn am Prinzipp net mam medezinnesche Cannabis vereenbar?

3. Wat gëtt am Fall gemaach, wou d'Indikatioune vum Dokter net mat der Aarbecht vum Employé vereenbar sinn?

Réponse (15/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Medezinnesche Cannabis kann nëmmen op Basis vun enger Ordonnance vun engem Dokter benotzt ginn. Den Employeur huet also kee Recht, fir an enger medezinnesch ordonnéierter Therapie ze intervenéieren.

ad 2. Et muss berücksichtegt ginn, dat den Employé net verflicht ass, dem Employeur iwwer de Gebrauch vu medezinneschem Cannabis, wéi d'Anhuele vun anere Medikamenter, ze informéieren an den Aarbechtsdokter u säi Secret médical gebonnen ass. Hien ass letztendlech den Eenzegen, dee Restriktioune betreffend eng Aarbechtsplaz kann ausschwätzen, ouni datt et effektiv méiglech wäert sinn, fir eng komplett Lëscht vun Aarbechten opzestellen, déi net mat dem medizinnesche Cannabis vereenbar sinn.

Fir déi Leit, déi op de medezinnesche Cannabis ugewise sinn, ass eng vertraulech Zesummenaarbecht tëschent betreiendem Dokter an dem Patient vu grousser Wichtegkeet, och an Zesummenhang mat der Aarbechtsplaz.

ad 3. Am Fall, wou d'Indikatioune vum Dokter net mat der Aarbecht vum Employé vereenbar sinn, kann den Aarbechtsdokter oder awer och, esou wéi am Gesetz virgesinn, de Contrôle médical de la Sécurité sociale, d'Commission mixte saiséieren, déi da wäert iwwer e Reclassement interne oder externe decidéieren.

Suspension des projets de création de champs d'éoliennes en mer au Danemark | Question **7575** (09/02/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 8. Februar 2023 huet d'Chamber de Gesetzesprojet 8118 ugeholl, dee bis déi 2025 e statisteschen Transfert vu sougenannter grénger Wandenergie tëschent dem Groussherzogtum an dem Kinnekräich Dänemark virgesäit an de Staatsbudget déi nächst Jore mat 33 bis 66 Milliounen Euro belaaschte kann. Haut war dunn an der internationaler Presse ze liesen, datt déi dänesch Regierung sämtlech Geneemegungsprozesser fir industriell Wandanlagen, déi ënnert d'„Open Door"-Gesetzer vun der EU falen, gestoppt huet, well dës méiglecherweis géint d'Uniounsrecht verstoussen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës dréngend Froe stellen:

– Wéi beurteelt d'Regierung dës kuerzfristeg Decisioun vun den dänesche Autoritéiten? Wéi wäit kann dës verännert Situatioun sech negativ op de Lëtzebuerger Akaf vu Stroumstatistiken an Dänemark an

[13] https://human-rights-channel.coe.int/stop-sexism-en.html
[14] https://research.un.org/en/docs/ga/quick/regular/77

de geplangte Reinvestissement vun deene vu Lëtzebuerg iwwerwisenen Zommen a weider dänesch Wandparkprojeten auswierken?

Réponse (24/02/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

No Récksprooch mat dem däneschen Energieministère kann ech den honorabelen Deputéierte berouegen. Déi an der parlamentarescher Fro ugeschwaten Decisioun ass an Dänemark geholl ginn, well d'Regierung beim sougenannten Open-Door-Modell ee méigleche Konflikt mam europäesche Staatshëllefsrecht gesäit.

An Dänemark leeft d'Attributioun vun offshore Wandprojeten iwwer zwee Weeër. Engersäits gëtt et Ausschreiwungen, wou Offere vu Projetsentwéckler gemaach gi fir Wandparken an designéierten Zonen opzeriichten. Dëse Modell ass konform zum europäesche Staatshëllefsrecht a leeft weider. Do dernieft gëtt et ee méi historeschen, de sougenannten Open-Door-Modell, wou Projetsentwéckler sech melle kënne fir offshore Wandprojeten an aneren, net am Viraus designéierte Gebidder ze plangen. Déi dänesch Energie Agence huet den Optrag dës Open-Door-Prozeduren ze suivéieren. Aktuell sinn d'Projeten, déi iwwert dëse Wee eng Autorisatioun ugefrot hunn, esou laang en attente ewéi eng Analys d'Kompatibilitéit mam europäesche Staatshëllefsrecht feststelle soll.

Dës dänesch Entwécklungen hunn awer keen Impakt op d'Kooperatioun tëscht Lëtzebuerg an Dänemark am Beräich vun den erneierbaren Energien.

De rezent ratifizéierten Traité gesäit vir, dass Lëtzebuerg een Deel Erneierbar-Energie-Statistiken aus Dänemark kritt, fir bei eisen nationalen Ziler unzerechnen. Dänemark huet sech am Traité engagéiert, déi vu Lëtzebuerg iwwerwisen Zommen an zousätzlech erneierbar Projeten ze investéieren, z. B. d'Energieinsel, offshore Wand, oder nach grénge Waasserstoff. Ech hunn och konkreet, mat Bléck op de Projet vun der Energieinsel, enk Kontakter mat Dänemark fir déi kommend Phasen, a méi präzis déi kommend Ausschreiwungen an dësem Kontext ze suivéieren.

Étude sur l'établissement d'un indice socio-économico-culturel communal sur la base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental | Question **7576** (09/02/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Retranskriptioun vun der 6. Episod vum Podcast „Schlechte Schüler" op 100,7 geet et ënner anerem ëm d'Fro, ob mir hei am Land e „Primärschoulranking" hunn, eng Fro, déi am Podcast follgendermoosse beäntwert gëtt: „Dee Ranking gëtt et net just an de Käpp vun den Elteren. Mee och schwaarz op wäiss an engem net publizéierten Dokument vum Educatiounsministère. Fir all Gemeng a Grondschoul am Land gëtt do gekuckt, aus wéi engem Milieu d'Schülerschaft kënnt. Wéi eng Sprooche ginn doheem geschwat, wat verdéngen d'Elteren, sinn si Elengerzéier oder am Chômage? Datt et esou ee sozioekonomesche Schoulranking gëtt, ass kee Geheimnis. Mee e gëtt net publizéiert aus Angscht, Schoulen ze stigmatiséieren."

D'Journalistin weist drop hin, datt, „wann een eppes wëllt verbesseren, mussen d'Fakten all um Dësch leien" an datt si dat Dokument beim Schoulministère ugefrot huet a mam Verweis op d'Transparenzgesetz och tatsächlech kritt huet. D'Etüd („Établissement d'un indice socio-économico-culturel communal sur la base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental en 2021-22") gouf ausgeschafft vum Liser an datéiert vum Mee 2022.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un den Här Schoulminister:

– Kann den Här Minister eis dee Ranking, esou wéi déi Etüd, als Äntwert weiderreechen?

Réponse (21/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den integrale Rapport „Établissement d'un indice socio-économico-culturel communal sur base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental en 2021-2022" gëtt den honorabelen Deputéierte vu mengem Ministère zougeschéckt.

De Rapport gëtt Opschloss iwwert den Detail vun der Berechnung vun den zousätzleche Ressourcen, déi de Gemengen iwwert de Basiscontingent eraus attribuéiert ginn.

De Basiscontingent ergëtt sech, esou wéi am Artikel 4 vum Règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental virgesinn, aus der Unzuel vun de Schülerinnen a Schüler aus enger Gemeng, déi mat engem Klassenduerchschnëtt vu 16 Schüler pro Klass verrechent ginn.

Jee no der sozioekonomescher a soziokultureller Zesummesetzung vun der Schoulpopulatioun aus den eenzele Gemengen, kënnen dës bis zu 20 % zousätzlech Ressourcen attribuéiert kréien. De Rapport enthält esouwuel eng Opschlësselung pro Gemeng a pro Schoul vun den eenzelen Indicen, déi fir d'Definitioun vum Indice socio-économico-culturel consideréiert ginn, wéi och den Indice synthétique en base 100-120, unhand vun deem duerno déi zousätzlech Ressourcen attribuéiert ginn.

Et sief nach eemol dorop higewisen, datt de Contingent geschaf gouf, fir de sozialen Ongerechtegkeeten entgéintzewierken a mat enger differenzéierter Approche, déi de Besoine vun der Schoulpopulatioun aus den eenzele Gemenge Rechnung dréit, eng efficace Verdeelung vun de Ressourcen ze assuréieren. Anescht wéi an där vum honorabelen Deputéierten zitéierter Retranskriptioun vun der 6. Episod vum Podcast „Schlechte Schüler" um Radio 100,7 beinhalt de Rapport deemno kee Ranking vun de Schoulen, an deem déi eenzel Schoulen op Basis vun den eenzelen Indicë respektiv dem Indice synthétique en base 100-120 verglach ginn, mee eng Lëscht mat den ëffentleche Grondschoulen aus dem Land mat den objektive Critèren, déi et erlaben, d'Verdeelung vun den zousätzleche Ressourcen empiresch ze beleeën.

Antibiotiques pour les enfants | Question **7578** (09/02/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

Eisen Informatiounen no sinn zanter Méint nëmmen nach ganz wéineg verschidden Antibiotiquë fir Kanner a Form vu Sirop disponibel. Virun allem déi gängeg Präparater Augmentin an Zinnat sinn zanter enger Weil en rupture de stock. Doduerch ass d'Situatioun an der Pediatrie extreem ugespaant. An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill verschidden Antibiotiquen a Form vu Sirop fir d'Kanner sinn am Moment zu Lëtzebuerg disponibel?

2. Am Fall, wou nëmmen nach eng ganz begrenzten Zuel u Präparater fir Kanner um Marché ass, wat sinn d'Ursaache vun dëser reduzéierter Disponibilitéit?

3. Geet déi begrenzten Zuel un Antibiotiquen duer, fir d'Versuergung vun de Kanner ofzesécheren?

Réponse (13/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Moment si 6 Antibiotiquen a Form vu Sirop fir Kanner zu Lëtzebuerg disponibel.

ad 2. D'pharmazeutesch Firme plange pro Joer d'Quantitéiten u Wierkstoffer, déi produzéiert ginn, unhand vun de Verbrauchszuele vun de Jore virdrun. An deene leschten dräi Joer waren d'Statistiken iwwer de Verbrauch vun Antibiotiquen an der Gesellschaft relativ déif, sou datt de Besoin un Antibiotiquë fir dëst Joer och relativ déif vun de Firmen ageschat ginn ass an an deem Sënn och manner produzéiert ginn ass. Duerch déi iwwerduerchschnëttlech vill Infekter, déi säit uganks vum Joer allerdéngs an der Gesellschaft zirkuléieren (Bronchiolitten, Covid-19, Influenza Gripp etc.), ass d'Demande an d'Consommatioun vu Medikamenter an Antibiotiquë generell eropgaangen, sou datt déi disponibel Stocke punktuell d'Besoinen net ëmmer hu konnten ofdecken.

ad 3. Verschidde Mesurë si geholl gi respektiv ugekënnegt ginn, sou datt een dovunner ausgoe kann, datt d'Versuergung vun de Kanner mat Antibiotiquë geséchert ass.

D'Gesondheetsdirektioun huet d'Dokteren iwwer déi ugespaanten Disponibilitéite vun Antibiotiquen informéiert an si dozou opgeruff, e rationelle Gebrauch vun Antibiotiquë bei Verschreiwungen ze privilegiéieren. Et gëtt an engems dovunner ofgeroden, de Patiente präventiv Antibiotiquen ze verschreiwe fir ze evitéieren, datt d'Leit sech doheem e Stock un Antibiotiquen zesummestellen. Mir verweisen an deem Kontext och op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 7248 vum 28. November 2022.

Et sief och dorop higewisen, datt déi pharmazeutesch Grossisten eng equitabel Verdeelung vun de verfügbare Quantitéiten un Antibiotiquen un d'Apdikte probéiere virzehuelen, sou dass all Apdikt all Antibiotique an normale Quantitéiten op Stock misst hunn.

D'pharmazeutesch Firmen hunn iwwerdeems nei Liwerunge vun Antibiotiquen un d'Grossisten europawäit ugekënnegt.

Chômage partiel | Question **7581** (10/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

La situation sur le marché du logement est – compte tenu du contexte énergétique et inflationniste – plus tendue que jamais, tant au niveau du secteur de la construction qu'au niveau des agences immobilières. Le carnet de commandes des entreprises de la construction commence à se vider lentement et les transactions immobilières se font plus rares. D'après la presse, la Chambre immobilière du Grand-Duché aurait d'ailleurs eu une réunion avec le Ministère de l'Économie pour discuter d'un plan de maintien dans l'emploi pour les salariés des agences immobilières qui devrait passer par le Comité de conjoncture.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Le droit du travail prévoit que les entreprises qui rencontrent des difficultés peuvent recourir sous certaines conditions à différents régimes de chômage partiel. Est-ce que parmi les demandes qui ont été formulées récemment au niveau du Comité de

conjoncture se retrouvent des entreprises du secteur de la construction ou des agences immobilières ? Dans l'affirmative, combien d'employés sont concernés ?

– Qu'en est-il des discussions qui auraient eu lieu au sujet d'un plan de maintien dans l'emploi pour les salariés des agences immobilières ?

Réponse (21/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

La réunion la plus récente du Comité de conjoncture, chargé d'émettre des avis portant sur les demandes de chômage partiel, remonte au 21 février 2023. Le nombre de demandes en matière de chômage partiel introduites afin de pouvoir bénéficier des dispositions de cette mesure pour le mois de mars 2023 était de 97. Le Comité de conjoncture a statué favorablement sur 79 demandes à l'occasion de cette réunion.

Parmi les demandes introduites, 6 relevaient des secteurs « corps de métiers, bâtiment et construction » et « immobilier » et elles concernaient une trentaine de salariés d'après les estimations des entreprises. Aucune de ces demandes n'a été avisée favorablement.

Le droit du travail luxembourgeois prévoit que les entreprises peuvent recourir, sous certaines conditions, à différents régimes de chômage partiel, selon la nature des difficultés rencontrées. Le régime du chômage partiel en cas de difficultés économiques conjoncturelles vise à soutenir les entreprises qui font partie d'un secteur ou d'une branche économique déclarés en crise par le Gouvernement. Actuellement, seules les entreprises manufacturières peuvent bénéficier de ce type de chômage partiel. Le recours au chômage partiel de source structurelle de son côté s'inscrit dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi ou d'un plan de redressement.

Un plan de maintien dans l'emploi pour le secteur des agences immobilières vient d'être soumis début mars et son analyse figurera à l'ordre du jour du prochain Comité de conjoncture.

Dossier de soins partagé | Question **7583** (10/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Oktober 2006 gouf den Aktiounsplang eSanté vun der deemoleger Regierung ageleet. Den Dossier de soins partagé (DSP) vun der Agence eSanté sollt deen éischten digitale Patientendossier sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Weekly Users (Patienten) huet den DSP am leschte Joer gehat (opgelëscht no Woch)?

2. Wéi vill Weekly Users (Professioneller) huet den DSP am leschte Joer gehat (opgelëscht no Woch)? Wéi vill vun dësen Accèse gouf et vun Dokteren a Personal aus de Spideeler? Wéi vill vun Dokteren a Personal ausserhalb vun de Spideeler?

Réponse (07/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aktuell huet d'Agence eSanté keng praktesch Méiglechkeet, fir „Unique Users" pro Dag ze zielen oder tëschent dem Accès vun Dokteren a Personal aus de Spideeler an deenen, déi ausserhalb vun de Spideeler schaffen, ze ënnerscheeden.

Nombre d'ordonnances introduites à la CNS | Question **7584** (10/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 7583 hunn ech d'Madamm Gesondheetsministesch ëm d'Zuelen zum Patientendossier DSP gefrot. Fir d'Zuele vum DSP a Relatioun kënnen ze setzen, muss een awer och wëssen, wéi vill Leit am leschte Joer een Dokter opgesicht hunn, wou Dokteren hätte kënnen Informatiounen am DSP aginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ordonnancë sinn d'lescht Joer bei der CNS agaangen (opgelëscht pro Woch)? Wéi vill waren der an enger Klinick ausgestallt ginn?

2. Wéi vill Consultatiounen huet d'CNS d'lescht Joer remboursëiert (opgelëscht pro Woch)? Wéi vill waren der an enger Klinick ausgestallt ginn?

Réponse (14/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. De follgenden Tableau weist d'Unzuel vun de medezinneschen Ordonnancen, déi 2022 bei der Gesondheetskeess (CNS) eragereecht goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel vun de medezinneschen Ordonnancen, déi pro Woch (méindes vun der Woch) eragereecht goufen, ass follgendermoossen (Datum vun den Zuelen: 6.3.2023):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Well laut dem Artikel 84 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet, d'Prestatairen en Delai vun zwee Joer hu fir ze facturéieren an d'Assuréen en Delai vun zwee Joer hunn, fir de Remboursement bei der CNS unzefroen, sinn d'Zuele fir d'Observatiounsperiod nach net komplett.

Et sief ze bemierken, datt d'Donnéeë betreffend d'Imagerie médicale an de Spidolsunitéiten net mat abegraff sinn. Bei den Akte betreffend d'Imagerie médicale zum Beispill gëtt den Datum vun der medezinnescher Ordonnance net saiséiert.

ad 2. Am Joer 2021 goufen insgesamt 3.651.148 Consultatiounen a Visitte vun der Krankeversécherung iwwerholl. Dëst sinn d'Consultatiounen a Visitten, esou wéi se an der Nomenclature vun den Akten a Servicer vun den Dokteren an Zänndokteren, éischt Partie Kapitelen 1 an 2 am Joer 2021 virgesi sinn.

D'Consultatiounen an d'Visitten innerhalb vum Spidol ëmfaassen d'Urgencen esou eréi d'Virënnersichung beim Anästhesist, awer och ausgewielt Visitte vun Dokteren eréi och Zänndokteren, déi nëmmen am Spidol ausgeféiert ginn.

D'Consultatiounen an d'Visitten ausserhalb vum Spidol sinn entweeder an Dokterscabineten, a Consultatiounszentren (Kontext Covid-19), a Maisons médicales de garde oder wärend de Visitte vum Dokter beim Patient doheem geleescht ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Vun de Consultatiounen a Visitten, déi 2021 vun der Krankeversécherung iwwerholl goufen, sinn 8,1 % innerhalb vum Spidol an 91,9 % ausserhalb vum Spidol geleescht ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Nouvelle présidence du sommet de la Grande Région | Question **7585** (10/02/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Enn Januar huet sech d'Exekutiv vun der Groussregioun op hirem Sommet um Memorial vu Verdun getraff. Nieft engem Réckbléck gouf op déi nächst zwee Joer gekuckt, an deenen d'Presidence vum Sommet a Rheinland-Pfalz leie wäert.

D'Groussregioun ass wéi de Rescht vun der Welt net vun de Kris verschount bliwwen. Ob d'Pandemie, de Klimawandel oder d'Energiekris, grad an de Grenzregiounen huet een ze spiere kritt, wéi ofhängeg ee vun deem aneren ass, a wéi wichteg et ass, zesummenzeschaffen.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir d'Groussregioun follgend Froe stellen:

– Wat sinn d'Prioritéite vun der Zesummenaarbecht mat Rheinland-Pfalz fir déi nächst zwee Joer?

– Wéi eng Projete ginn envisagéiert?

– Wéi wäert Lëtzebuerg sech an deem Kader engagéieren?

Réponse (13/03/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre à la Grande Région | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Beim Exekutiv-Ofschloss-Sommet vun der Groussregioun den 31. Januar 2023 zu Verdun gouf, nieft engem Réckbléck op déi franséisch Presidence, den Aarbechtsprogramm vun der neier rheinland-pfälzescher Presidence virgestallt.

Et ass virun allem eng Fortsetzung vun den Aarbechten, déi bis elo vun der Groussregioun an ënnert der viregter franséischer Presidence duerchgefouert goufen. Doriwwer eraus gëtt de Fokus och op nei Theeme geluecht, déi sech aus rezenten Entwécklungen erginn. Dorënner fält d'Erausfuerderung, fir eng erneierbar, nohalteg a sécher Energieversuergung ze garantéieren.

Déi aktuell Energiekris huet verdäitlecht, datt déi erneierbar Energien, notamment de grénge Waasserstoff an d'Elektromobilitéit, an der Groussregioun weider mussen ausgebaut ginn. Et ass kloer d'Ambitioun vun der Groussregioun, fir zu engem europäesche Laboratoire vun der Produktioun an dem Transport vum grénge Waasserstoff ze ginn. An deem Sënn huet d'Groussregioun och e gemeinsame Bréif un den EU-Kommissär Frans Timmermans geschriwwen. Am Kontext vum Waasserstoff gëtt och um Niveau vun de Benelux-Staten, wou d'Groussregioun associéiert ass, eng Etüd am Beräich vum grénge Waasserstoff realiséiert. D'Zil ass et, d'Méiglechkeeten, déi et am Beräich vun der grenziwwerschreidender Infrastruktur fir den Transport vum grénge Waasserstoff ginn, ze analyséieren.

Eng aner Prioritéit läit ënnert der rheinland-pfälzescher Presidence bei der grenziwwerschreidender Kooperatioun am Beräich vum Zivillschutz an der Katastrophëresilienz. Et geet drëm, grenziwwerschreidende Geforen, wéi den Iwwerschwemmunge vun 2021, geziilt an als Groussregioun entgéintzewierken. An deem Sënn huet Lëtzebuerg um Sommet vu Verdun virgeschloen, d'Zesummenaarbecht ze verdéiwen an eng spezifesch Aarbechtsgrupp am Beräich vun der ziviller Sécherheet ze schafen. Lëtzebuerg ass also och gewëllt, fir sech an dësem Sujet besonnesch staark ze engagéieren. De CGDIS huet sech och bereet erkläert, fir d'Koordinatioun vum Aarbechtsgrupp ze iwwerhuelen.

Am neien Aarbechtsprogramm vun der Presidence vum Sommet ass och virgesinn, d'Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschregiounen an anere Beräicher, wéi der Mobilitéit an der Santé, weider ze intensivéieren. Als Reaktiouon op d'Covidkris a fir zukünftege Pandemië besser entgéintzewierken, soll en Observatoire vun der Santé eis Zesummenaarbecht an Zukunft nach besser strukturéieren. Am Beräich vun der Mobilitéit plangt d'Presidence och eng gemeinsam Strategie. Den Interreg-Projet MMUST (Modèle multimodal et scénarios de mobilité transfrontaliers) erlaabt et Enquêten ze maachen, fir geziilt Mesuren am Beräich vum Persounen- a Wuereverkéier ëmzesetzen.

Déi rezent Krisen hunn op en Neits verdäitlecht, dass déi zukünfteg Erausfuerderungen nëmme grenziwwerschreidend an europäesch geléist kënne ginn. Dowéinst ass et fir Lëtzebuerg wichteg, d'Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschregiounen an alle Beräicher weider ze verdéiwen. Sou kënnen déi grenziwwerschreidend Synergië weider ausgebaut ginn an och nei Verflechtungen tëscht de Regioune vun der Groussregioun entstoen. Weider Informatiounen zum Deputéierte senger Fro fënnt een an der gemeinsamer politescher Erklärung vum 18. Sommet vun der Groussregioun, sou wéi am Aarbechtsprogramm vun der Presidence.

Formation « Secours à personne niveau 2 » (SAP2) | Question **7586** (10/02/2023) de **M. Max Hahn** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

An Däitschland gëtt et zënter enger Rei Joren d'Beruffsbild vum „Notfallsanitäter", dee mat enger Formatiounsdauer vun 3 Joer déi héchsten „nicht ärztliche" Qualifikatioun am Rettungswiesen duerstellt an zu de sougenannte „Gesundheitsfachberufen" gehéiert.

Notfallsanitäter dierfen invasiv Mesuren um Patient duerchféieren, wéi z. B. intravenös an intraossär Zougäng leeën, an och eng ganz Partie u Medikamenter ginn. Notfallsanitäter ginn dowéinst net just am Rettungsdéngscht agesat, mee och ënner anerem an den Urgencë vu Spideeler.

Zu Lëtzebuerg ass d'Qualifikatioun vum Notfallsanitäter aktuell net unerkannt, quitte dass et an der Grenzregioun eng Rei Leit mat dëser Qualifikatioun gëtt, déi dozou bäidroe kéinten, de Mangel u qualifizéiertem Personal am Rettungs- a Gesondheetswiesen ze reduzéieren.

Donieft ass aktuell déi héchstméiglech Formatioun am Rettungsdéngscht de sougenannten „Secours à personne niveau 2" (SAP2). Et geet awer säit 2017 rieds vun engem weideren Niveau, dem SAP3.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch an der Madamm Inneministesch folgend Froe stellen:

– Ass virgesinn, de Beruff vum Notfallsanitäter zu Lëtzebuerg unerkennen ze loossen? Wann net, firwat net?

– Wou sinn déi aktuell Planunge betreffend de SAP3 drun?

– Wéini ass domadder ze rechnen, datt dësen agefouert gëtt?

– Wéi eng Kompetenze sollen d'Leit kréien, déi dës Formatioun ofgeschloss hunn?

– Ass et denkbar, Leit mat der Qualifikatioun SAP3 respektiv Notfallsanitäter an den Urgencë vun de Spideeler anzesetzen?

Réponse (16/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère schafft aktuell un enger Reform vun den Attributioune vun de Gesondheetsberuffer, déi zu Lëtzebuerg iwwert d'ofgeännert Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Valorisation de certaines professions de santé reglementéiert sinn, wéi z. B. de Beruff vun der/dem Infirmière/ier, den Infirmières/iers spécialisé-e-s, der/dem Aide-soignant-e an der Hiewan. An enger zweeter Phas mécht de Ministère, a Collaboratioun mat der Gesondheetsdirektioun an dem Conseil supérieur de certaines professions de santé, eng déifgräifend Analys vun den net reglementéierte Beruffer, déi an der Prise en charge vu Patienten intervenéieren. Dozou gehéieren ënner anerem déi duerch d'Kreatioun vum CGDIS nei entstane Beruffsbiller.

D'Zil vun dëser Analys ass et, ze bestëmmen, ob eng eventuell Reglementatioun vu bis dato net gereegelte Beruffer opportun wier. Verschidde Punkte gi bei dëser Analys berücksichtegt, wéi ënner anerem:

– Wéi e Virdeel entsteet fir de Lëtzebuerger Gesondheetssystem, wann nei Gesondheetsberuffer reglementéiert ginn?
– Wéi ass de Contenu vun der Formatioun?
– Wou kënnen dës Profiller agesat ginn?

Dës Analys fänkt un, soubal d'Reform vun de reglementéierte Gesondheetsberuffer mat der Ännerung vum Gesetz vum 26. Mäerz 1992 ofgeschloss ass. Dee Moment wäerten déi nei Beruffer vum CGDIS, mat eventueller zousätzlecher Noutfallkompetenz an no Modeller aus dem Ausland, mat a Betruecht gezu ginn.

D'Ausschaffe vun neie Beruffsprofiller deckt sech mat den Ziler, déi de CGDIS am Kader vum Plan national d'organisation des secours (PNOS) erreeche muss an déi vun der Regierung ënnerstëtzt ginn. D'Ëmsetzung vun de gefroten Aarbechte läit exklusiv an der Zoustännegkeet vum CGDIS.

Protection de l'eau | Question **7587** (10/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Waasserschutzgesetz gesäit vir, datt den Ëmweltministère a Waasserschutzgebidder ënner ganz bestëmmte Bedingunge kann eng Derogatioun accordéieren. Dës Reegelung ass virun allem fir déi aktiv Bauere wichteg.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Derogatioune sinn d'lescht Joer an dëst Joer ugefrot ginn?

2. Wéi vill sinn der accordéiert ginn?

3. Wéi laang dauert et, bis datt d'Baueren eng Äntwert op hir Demande kréien?

4. Riicht d'Dauer vun der Derogatioun sech nom Kulturjoer?
– Wann nee, wéi kann de Bauer an deem Fall den Ubau vu senge Kulture plangen?

5. Wéi eng wirtschaftlech rentabel Alternative bitt de Ministère de Bauere bei den Akerkulturen un?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Joer 2022 sinn insgesamt 161 Derogatiounen ugefrot ginn. Stand 28. Februar 2023 goufe bis ewell 18 Demandë fir 2023 eragereecht.

ad 2. Bei den Dossiere vun 2022 goufen 82 Derogatiounen ausgestallt. Fir d'Dossiere vun 2023 gouf nach keng Derogatioun accordéiert.

ad 3. Well d'Bestëmmungen zu den Derogatiounen an den Drénkwaasserschutzzonen eréischt viru Kuerzem a Kraaft getruede sinn, ass dëst eng relativ nei Prozedur fir d'Betriber. Dowéinst waren 2022 eng ganz Partie Demanden net komplett, wat d'Beaarbechtungsdauer och erhéicht huet.

An der Moyenne huet et dowéinst bis elo ongefeier 6 Méint gedauert, bis d'Demanden ofgeschloss waren. D'Beaarbechtungsdauer hänkt vu verschiddene Facteuren of, wéi zum Beispill, ob d'Demande fir méi wéi ee Punkt Derogatioune freet respektiv fir méi Parzellen ugefrot ginn ass. Fir de Leit an Zukunft d'Ufro ze vereinfachen, goufen 2022 Formulairen ausgeschafft an zur Verfügung gestallt.

Et kann een dovun ausgoen, dass domat d'Zäit vun der Beaarbechtungsdauer reduzéiert gëtt. Ausserdeem wäert et sech a ville Fäll spéider wuel ëm d'Verlängerunge vun Derogatiounen handelen, déi schonn eng Kéier accordéiert goufen. An dëse Fäll muss awer dann op jiddwer Fall eng negativ Auswierkung op d'Waasserqualitéit vun den accordéierten Derogatiounen ausgeschloss ginn, éier déi nei Derogatioun kann accordéiert ginn.

ad 4. D'Lafzäite vun den Derogatioune riichten sech allgemeng no dem Kulturjoer. Déi Lafzäit kann entweeder fir eng kuerz Zäit (e puer Méint) gëllen, kann awer och fir e puer Joer gëllen, esou datt de Bauer dann och méi laangfristeg plange kann.

ad 5. An den Drénkwaasserschutzzone si laut dem Waassergesetz vun 2008 Moossnameprogrammer, déi vun den Drénkwaasserversuerger erstallt ginn, virgesinn. D'Erstellung an d'Ëmsetzung vun deene Programmer ka bis zu 75 % aus dem Fonds pour la gestion de l'eau finanzéiert ginn. Dorënner falen notamment Pilotprojeten, fir nei waasserschützend, alternativ Kulturen unzeplanzen an Ofsazweeër opzebauen.

Eng ganz Rei vu Moossname sinn och iwwer d'Agrargesetz finanzéierbar. Eng enk Berodung an Informatioun vun de Baueren ass ganz wichteg. Dofir setzt de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung op eng gutt Zesummenaarbecht tëschent de Baueren an den Drénkwaasserversuerger.

Et sinn dofir bis ewell 6 regional Kooperatiounen tëschent den Drénkwaasserversuerger gegrënnt ginn. All Regioun gëtt vun engem Animateur geréiert. An de Regioune gëtt et landwirtschaftlech Kooperatiounen, wéi zum Beispill d'LAKU (Landwirtschaflech Kooperatioun Uewersauer) um Stauséi, an deenen d'Baueren informéiert a berode ginn.

Loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act) | Question **7588** (10/02/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le « Inflation Reduction Act », la loi américaine sur la réduction de l'inflation promulguée en 2022, a engagé une sorte de course aux subventions entre les États-Unis et l'Europe puisque le texte prévoit notamment des subventions pour les industriels américains. En guise de réponse, les dirigeants européens se sont mis d'accord lors du dernier Conseil européen sur un assouplissement des règles relatives aux aides d'État pour les investissements dans les énergies renouvelables.

Dans le même contexte, il y a lieu de s'interroger sur la législation européenne sur la concurrence qui doit être réformée d'urgence, puisqu'elle ne permet pas l'émergence de grands champions européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce qu'au vu des subventions proposées par le Gouvernement américain, Monsieur le Ministre ne craint-il pas des délocalisations d'entreprises européennes et même luxembourgeoises ?

– Quelles sont les mesures d'aides qui ont été décidées par le Conseil européen ? Comment et quand est-ce que ces mesures d'aides vont être mises en œuvre concrètement au Luxembourg ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre estime que ces mesures d'aides sont suffisantes pour éviter une délocalisation d'entreprises européennes ?

– Qu'en est-il des travaux de réforme du droit de la concurrence européen ? Quelle est la position de Monsieur le Ministre à ce sujet ? Est-ce que Monsieur le Ministre est intervenu afin d'accélérer cette réforme ?

Réponse (10/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Le programme d'aides américain « Inflation Reduction Act » (IRA) doit tout d'abord être placé dans un contexte plus large. En effet, alors que de nombreux pays, y compris les États-Unis, se sont engagés à respecter l'Accord de Paris de 2015, ce n'est qu'avec le IRA que les États-Unis se donnent enfin les instruments et les moyens nécessaires pour viser à atteindre les objectifs climatiques retenus dans cet accord.

Le programme IRA ne se limite toutefois pas à des subventions importantes pour stimuler le développement des technologies énergétiques propres, mais contient aussi des mesures de nature discriminatoire. Par exemple, il prévoit qu'un certain pourcentage des composants d'une voiture doit être produit sur le sol américain. C'est une disposition qui crée des tensions avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et concernant laquelle une task force entre l'Union européenne et les États-Unis a été mise en place, afin de trouver un compromis en faveur de l'industrie européenne.

Par ailleurs, il importe de mettre le montant global des aides IRA en relation avec les aides accordées au niveau européen. Si l'IRA s'élève à un montant total d'environ 380 milliards EUR répartis sur 10 ans, les aides approuvées par la Commission européenne en faveur des États membres s'élevaient à 672 milliards EUR pour les années 2022 à 2023 uniquement. Certes, il convient de distinguer entre les différentes formes d'aides (garantie, prêt, avance, subvention), mais force est de constater que le soutien octroyé par les pays de l'UE, y compris aux secteurs industriels, est loin d'être à la traîne par rapport aux États-Unis.

Suite à un appel des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union européenne (conclusions du Conseil européen de décembre 2022), la Commission européenne a mis en avant le « Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age », une stratégie à long terme visant à répondre aux grands défis économiques et environnementaux, et concernant donc la réponse à apporter à l'IRA américaine, mais également l'atténuation des conséquences économiques de la pandémie du Covid-19 et de la guerre en Ukraine. L'objectif à court terme de ce plan européen est de préserver la compétitivité de l'économie européenne. La Commission rappelle que le seul octroi d'aides ne garantit ni l'attractivité de l'Union européenne comme terre d'investissement, ni la compétitivité à long terme des entreprises. La perspective à long terme ne doit pas être perdue de vue, message que les autorités luxembourgeoises rappellent dans les différentes enceintes à Bruxelles.

Concernant le volet des aides aux entreprises, il convient de distinguer entre les aides au niveau européen et les aides au niveau national. Dans le « Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age », la Commission rappelle les différentes mesures déjà mises en place telles que REPowerEU, l'InvestEU Programme ou encore le Fonds de l'innovation, et plaide pour une simplification des procédures. Quant au niveau national, la Commission européenne vient de proposer une adaptation en matière d'aides d'État dans le cadre de la révision de l'encadrement temporaire de crise. De nouvelles aides sont proposées pour mieux pouvoir accompagner la transition verte, en octroyant des aides non seulement en faveur de la production d'énergies renouvelables, mais aussi en faveur des projets de décarbonation de processus industriels.

Dès que les règles auront été adoptées au niveau européen, le Ministère de l'Économie soumettra un avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement afin de pouvoir soutenir notre économie, y compris l'industrie, dans sa transition énergétique. Il importe de souligner que le Ministère de l'Économie dispose d'ores et déjà d'un régime d'aides en faveur des investissements dans la protection de l'environnement et que celui-ci a été appliqué à de nombreuses reprises pour des projets d'investissement, notamment d'entreprises industrielles. En effet, dans le cadre de ce régime d'aides, 95 millions d'euros d'aides ont été accordés à des entreprises de secteurs divers au cours des années 2018-2022, ce qui a soutenu 404 millions d'euros d'investissements par ces entreprises.

Outre les sources de financement, les éléments-clés pour accompagner la transition verte et la compétitivité des entreprises luxembourgeoises et européennes demeurent un cadre réglementaire prévisible, clair et commun, y compris la réduction du temps de délivrance des autorisations de construction, une chaîne de valeur efficace et robuste basée sur des accords de libre-échange justes, ainsi qu'une main d'œuvre qualifiée.

De manière générale, l'émergence de champions européens et le soutien aux petites et moyennes entreprises ne peut se faire que par la complémentarité des différents outils au niveau européen et national, allant bien au-delà de la politique de la concurrence. La pierre angulaire reste un marché intérieur qui fonctionne et où les activités transfrontalières ne se heurtent pas à des barrières ou coûts injustifiés ou disproportionnés. C'est surtout le cas pour les entreprises luxembourgeoises, qui profitent largement du marché unique sans frontières. Le Luxembourg souligne d'ailleurs à chaque occasion l'importance de renforcer le marché intérieur en supprimant les obstacles qui y persistent. Dans les réponses apportées aux défis actuels, il ne faut donc pas perdre de vue les objectifs à long terme et les principes fondateurs de la construction européenne.

En ce qui concerne la politique européenne de concurrence, le Gouvernement salue la mise en place récente du nouveau règlement européen concernant le contrôle des subventions étrangères faussant le jeu de la concurrence (UE/2022/2560), qui vise notamment à protéger les entreprises européennes contre les acquisitions ou les fusions bénéficiant d'aides étatiques qui ne respectent pas les normes et règles européennes. Le Gouvernement défend tout autant le renforcement des champions européens existant déjà dans de nombreux domaines stratégiques, que l'émergence de nouveaux champions. Le Luxembourg soutient pleinement les travaux en cours sur le « Chips Act » européen et se réjouit de l'initiative annoncée par la Commission européenne relative aux matières premières critiques.

L'ensemble des mesures susmentionnées fera que l'Union européenne, y compris le Luxembourg, resteront attractifs et que les entreprises y implantées demeureront compétitives à long terme.

Implication du Luxembourg aux missions civiles d'observation électorale de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) | Question **7589** (10/02/2023) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

Par le passé, le Luxembourg a régulièrement détaché des observateurs électoraux pour des missions de l'OSCE et de l'UE.

Ainsi, les autorités luxembourgeoises ont la possibilité de contribuer à la stabilité de démocraties à travers le monde grâce à des observations électorales de courte et de longue durée, et ceci ou bien par le biais de parlementaires ou alors de volontaires issus de la société civile et ayant eu une formation spécifique à cet égard.

Cependant, il semble que la dernière participation d'observateurs civils luxembourgeois à une mission d'observation électorale remonte à la période avant 2018. Dans une réponse à la question parlementaire n° 3909 de l'honorable Députée Viviane Loschetter datant du 3 juillet 2018, Monsieur le Ministre indique que « la participation aux missions d'observation électorale organisées par l'OSCE a été temporairement suspendue en raison de l'adaptation de la base légale (loi OMP) ». Monsieur le Ministre indique aussi que cette nouvelle base légale permettra de déployer plus efficacement des observateurs dans le cadre des prochaines missions d'observation électorale de l'OSCE.

Ainsi, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Gouvernement a-t-il toujours l'intention de participer à des missions d'observation électorale par l'intermédiaire d'observateurs civils ?

2) Après l'entrée en vigueur de la nouvelle base légale (votée le 5 mai 2021), quelles sont les démarches qui ont été entreprises pour assurer une reprise de l'engagement luxembourgeois dans ces missions d'observation électorale de longue durée ?

3) Dans ce contexte, Monsieur le Ministre a-t-il prévu de publier prochainement un appel à candidatures pour le recrutement d'observateurs civils ? Dans l'affirmative, endéans quel délai cet appel sera-t-il publié ?

Réponse (08/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) La participation aux missions d'observation électorale (MOE) demeure un outil fondamental de la politique étrangère luxembourgeoise afin de garantir l'organisation d'élections libres et transparentes et, plus loin, de s'engager pour le respect de valeurs démocratiques à l'étranger.

En effet, le Gouvernement propose régulièrement des observateurs civils luxembourgeois aux concours de sélection organisés par l'Union européenne en vue de ses MOE (EU MOE), que ce soit pour des déploiements de court ou de long terme. Ainsi, au cours de l'année 2022, le Luxembourg avait proposé au total 18 observateurs civils nationaux aux EU MOE, dont 14 ont été finalement retenus par l'Union européenne.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

ad 2) La nouvelle loi dite « OMP » est applicable aux MOE organisées par l'OSCE, qui fonctionnent avec des contingents nationaux envoyés sur une base volontaire par les États participants de l'OSCE. Cette loi prévoit l'adoption d'un règlement grand-ducal individuel pour chaque mission. Or, la notification par l'OSCE d'une nouvelle mission arrive toujours assez tard et les délais impartis par l'OSCE pour l'envoi d'une délégation nationale sont très courts (3-4 semaines au maximum entre l'annonce d'une mission et son déploiement sur le terrain). La nouvelle base légale rend donc une participation luxembourgeoise à des MOE de l'OSCE très difficile, qu'il s'agisse du déploiement d'observateurs pour une courte ou une longue durée. Dans certains cas, si une mission est annoncée un peu plus tôt que d'habitude, une participation pourrait être possible, sur base de la procédure d'urgence prévue par la loi pour l'adoption du règlement grand-ducal.

ad 3) En ce qui concerne la participation aux MOE organisées par l'OSCE, aucun appel à candidatures n'est prévu à l'heure actuelle. Les appels à candidatures pour les MOE organisées par l'UE sont diffusés de façon régulière parmi les personnes qui se sont enregistrées au préalable dans le système de recrutement électronique géré par la Commission européenne.

Nouveau marquage sur la route entre Bettembourg et Huncherange | Question **7590** (13/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Viru Kuerzem sinn ech mam Auto vu Beetebuerg a Richtung Hënchereng gefuer. Am Ausgang vun Hënchereng hunn ech festgestallt, dass do eng Aart Insel an d'Strooss gemoolt ginn ass, déi bei schlechte Wiederkonditiounen net gutt ze gesinn ass. En Deel vun der Strooss, dee soss riicht verlaf ass, gouf elo esou ëmgeleet, dass een entweeder op déi fréier Géigespuer muss fuere respektiv een iwwert e Busarrêt muss fueren, deen do laanscht déi urspréinglech Strooss verleeft. Et gouf un eis erugedroen, dass vill Leit déi nei Fuerbunnmarkéierung net gutt gesinn an et dowéinst ëmmer nees zu geféierleche Situatioune kënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

– Gedenkt de Ministère eppes ze ënnerhuelen, fir dës Plaz nees méi sécher ze gestalten an esou Accidenter ze vermeiden?
• Wa jo, wéini soll dat gemaach ginn?
• Wann nee, firwat net?

Réponse (16/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Gemeng Beetebuerg huet Ufank Februar 2023 eng „permission de voirie" ugefrot, fir op der Nationalstrooss N13 am Ausgang vun Hunchereng eng Schikan anzeriichten, woubäi mëttels Leedschwellen de Verkéier ëmgeleet gëtt. D'Analys vun dëser Ufro ass nach net ofgeschloss, soudatt eng Permissioun nach net accordéiert ass.

Generell ass eng säitlech Schikan eng vun de Mesuren déi a Fro komme fir de Verkéier ze entschleunegen. Dës baulech Mesure ass och an der Broschür „Apaisements de trafic sur la voirie de l'État" vun der Stroossebauverwaltung beschriwwen.

Allerdéngs ass ëmmer sécherzestellen, datt de Verlaf vun der Strooss ënnert alle méigleche Konditiounen, wéi zum Beispill bei schlechter Visibilitéit, erkennbar ass.

Ënner anerem ass och eng physesch Trennung téschent den zwou Fuerspueren néideg, sou wéi eng kloer Erkennbarkeet vun der Schikan u sech (Beschëlderung, iwwerhéicht Verkéiersinsel asw.). Wann dës Konditiounen net erfëllt sinn, mussen aner Mesuren a Betruecht gezu ginn.

Déi ugeschwate Fuerbunnmarkéierunge goufe mëttlerweil (13. Februar) vun der Gemeng ewechgeholl.

Langage inclusif | Question **7592** (14/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Esou wéi et am Artikel „Ciel changeant", deen den 20. Januar am „Lëtzebuerger Land" publizéiert gouf, heescht, stellen ëmmer méi Fluchgesellschaften hir Annoncen op eng geschlechtsneutral Sprooch ëm. D'Passagéier ginn net méi mat „Dir Dammen an Dir Hären", mee just nach als „Léif Passagéier" ugeschwat. Och d'Luxair huet hir Annoncë mëttlerweil an deem Sënn ofgeännert. Dës Politick spigelt eng Ideologie rëm, déi all natierlech Ënnerscheeder téschent Mann a Fra negéiert an de Leit ariede wëll, datt déi biologesch Geschlechter eng sozial Konstruktioun duerstellen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. War de Staat als Aktionär vun der Luxair un dëser Decisioun bedeelegt? Gouf si am Verwaltungsrot beschwat oder war dat eng Decisioun vun der Direktioun? Wéi gouf si motivéiert?

2. Falls de Staat als Aktionär un där Decisioun bedeelegt war, kann den Här Minister elaboréieren, ob a firwat d'Regierung dëse Verzicht op déi traditionell Uried matgestëmmt huet?

3. Wëll d'Regierung am Verwaltungsrot dofir antrieden, datt déi traditionell Uried „Dir Dammen an Dir Hären" op de Luxair-Vollen nees ageféiert gëtt?

Réponse (06/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dës Decisioun läit am Beräich vun der deeglecher Gestioun vun der Luxair a gouf vun der Direktioun getraff.

D'Regierung ënnerstëtzt dës inklusiv Approche a gesäit keng Gefor vun ideologescher Indoktrinatioun duerch d'Uried „Léif Passagéier" an de Fligere vun der Luxair.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1848

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 45 à 48	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-08	p. 09-81	p. 82-99

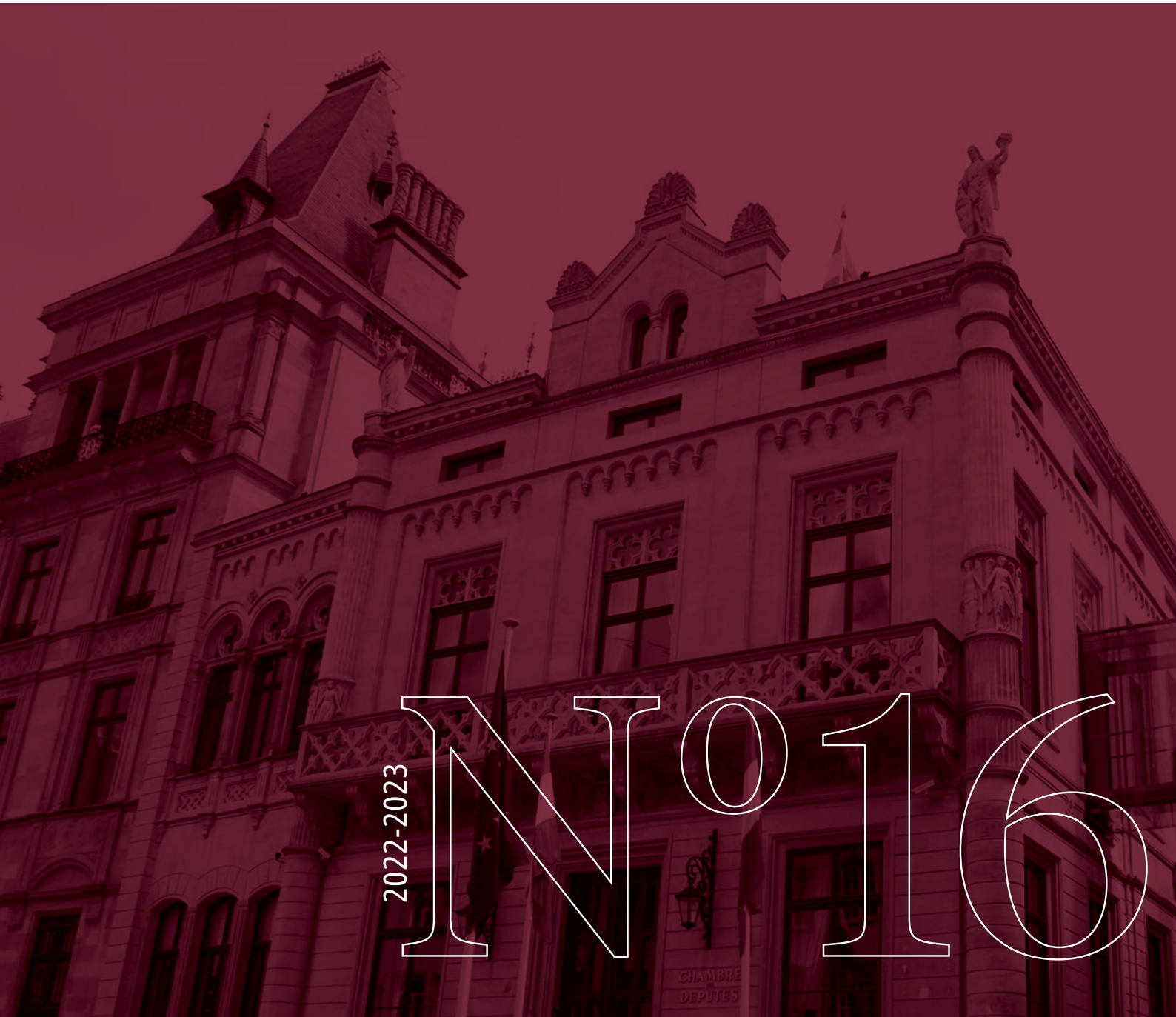

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-08

Séances ..... p. 09-81

45e séance du mercredi 26 avril 2023 p. 09-23

46e séance du jeudi 27 avril 2023 p. 23-39

47e séance du mardi 2 mai 2023 p. 39-59

48e séance du mercredi 3 mai 2023 p. 60-81

Questions au Gouvernement ..... p. 82-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
01/09/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Les chiffres-clés d'une « législature record »

La session parlementaire actuelle et la législature 2018-2023 ne prendront officiellement fin que le 24 octobre 2023, mais les statistiques permettent d'ores et déjà d'affirmer que cette législature aura battu tous les records.

Les chiffres sont en hausse pour quasiment tous les paramètres qui pourraient quantifier le travail parlementaire. « La législature était intense en travail – c'était une législature record », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 21 juillet 2023, lors de la dernière séance publique avant les élections législatives.

Zoom sur cette législature et la dernière session parlementaire, sachant que le Parlement luxembourgeois a fonctionné jusqu'à présent en sessions allant d'octobre à octobre, une pratique qui change désormais sous le régime de la Constitution révisée en vigueur depuis le 1er juillet dernier, puisque les sessions cessent d'exister.

4.131 réunions en cinq années

Le nombre de réunions a connu une hausse exceptionnelle lors de la crise sanitaire. Pendant cette période, le Parlement a débattu, amendé et voté l'ensemble des règles et restrictions. Qui plus est, le recours aux visioconférences pour les réunions des commissions parlementaires s'est généralisé.

Le total de 4.131 réunions de 2018 à 2023 correspond à une hausse de 15 % par rapport à la législature précédente. Parmi ces réunions, 310 séances publiques sont à dénombrer, lors desquelles les députés ont pu débattre de textes législatifs et de sujets d'actualité, soit une hausse d'environ 33 % par rapport aux cinq années précédentes. Le nombre de réunions de commissions parlementaires et de groupes de travail a progressé de quelque 10 %.

Projets et propositions de loi en hausse

En ce qui concerne les projets de loi, 750 ont été déposés (+50 % par rapport à la législature 2013-2018), tandis que 708 ont été adoptés (+20 %).

Quant aux propositions de loi déposées à la Chambre, on peut observer une augmentation très prononcée : les députés ont déposé 83 propositions de loi entre 2018 et 2023, plus du triple qu'au cours de la législature précédente. Dix propositions de loi ont été adoptées lors de la législature actuelle, trois de plus que lors de la législature précédente.

Notons également que six propositions de révision de la Constitution ont été adoptées, dont quatre pendant la session actuelle dans le cadre de la révision fondamentale de la Constitution.

Rappelons dans ce contexte que les propositions de loi sont des initiatives venant des députés, tandis que les projets de loi sont élaborés et déposés par le Gouvernement.

Le nombre de questions parlementaires multiplié par deux

Le recours aux moyens dont disposent les députés pour contrôler le travail du Gouvernement est également en hausse :

– le nombre d'heures d'actualité, organisées à la demande d'un groupe ou d'une sensibilité politique, a quadruplé entre les deux législatures, passant de 23 à 96, dont 18 ont eu lieu au cours de la session actuelle ;

– le nombre d'interpellations, organisées à la demande d'un(e) député(e), a augmenté de 50 % en passant de 26 à 39 (dont 10 au cours de la session actuelle) ;

– les demandes des députés adressées au Gouvernement sous forme de motions ont été multipliées par 2,5 d'une législature à l'autre (197 par rapport à 78 au cours de la législature précédente) ;

– les députés ont également doublé leur recours aux questions parlementaires. On compte presque 8.200 questions écrites pour la période 2018-2023, contre quelque 4.100 questions entre 2013 et 2018. La tendance à la hausse est également très nette pour les questions élargies (195 contre 32), les questions orales (438 contre 269) et les questions urgentes (775 contre 156).

Il est à noter que ces chiffres ont été arrêtés au 28 juillet 2023. La Chambre des Députés publiera une version consolidée des statistiques à la fin de la législature, après le 24 octobre 2023, date de la première séance publique après les élections législatives du 8 octobre.

Relevé complet des travaux parlementaires 2018-2023

Comparaison des statistiques des deux dernières législatures

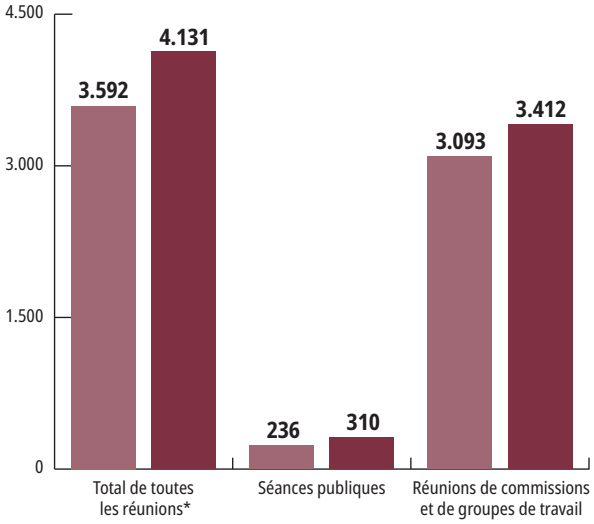

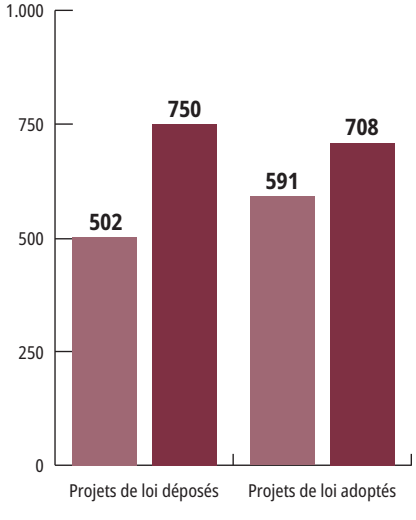

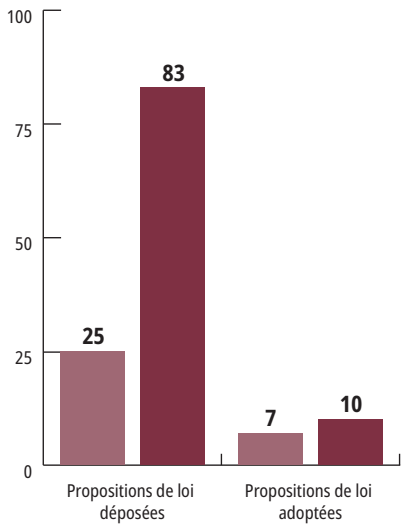

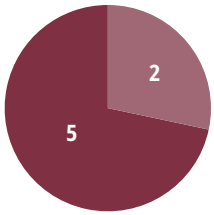

Propositions de révision de la Constitution adoptées en 1er vote constitutionnel

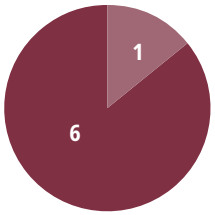

Propositions de révision de la Constitution adoptées en 2d vote constitutionnel

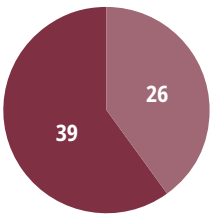

Interpellations

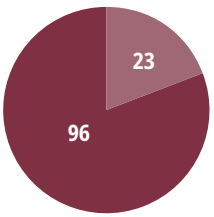

Heures d'actualité

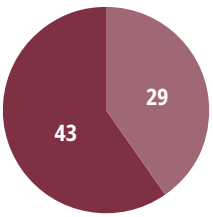

Heures de questions au Gouvernement

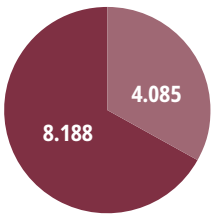

Questions parlementaires écrites

2013-2018 2018-2023

* Séances publiques, réunions du Bureau, réunions de la Conférence des Présidents et réunions de commissions et de groupes de travail

Protection des lanceurs d'alerte

7945 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union

Le programme de coalition 2018-2023 prévoit dans sa partie « Justice » que : « La proposition de directive relative à la création d'une législation européenne uniforme visant à protéger les lanceurs d'alerte (« whistleblowers ») sera appuyée et le nécessaire sera fait en vue d'une transposition rapide de cette directive en droit luxembourgeois. La législation nationale couvrira le champ d'application défini par la jurisprudence nationale en la matière ainsi que par celle de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). »

Le projet de loi n° 7945 vise à transposer dans la législation luxembourgeoise la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union (ci-après, la « Directive »).

L'objectif de la Directive est d'introduire un cadre légal posant des normes minimales communes à tous les États membres afin de « pallier la fragmentation actuelle des législations de protection des lanceurs d'alerte au sein de l'Union européenne ». Dans ce contexte, les États membres restent néanmoins libres d'élargir ledit cadre légal.

Bien que la directive ne vise que certains actes et domaines d'action de l'Union européenne, le législateur a fait le choix d'étendre le champ d'application matériel de la directive à l'ensemble du droit national. Ce choix est motivé par la volonté de garantir un cadre complet et cohérent, aisément compréhensible et accessible, de protection des lanceurs d'alerte. En effet, les violations au droit national, indépendamment de leur classification en tant qu'infractions de type administratif, pénal ou d'une autre nature, peuvent porter gravement atteinte à l'intérêt public et s'avérer préjudiciables pour la société en général.

Il convient de noter que l'approche retenue en matière de champ d'application s'inscrit dans la continuité du champ d'application de la jurisprudence actuelle, qui s'applique elle-même à l'ensemble du droit national. Il ne s'agit donc pas tant d'opérer une extension, mais plutôt de mettre en place un cadre plus clairement défini pour les signalements intervenant en cas de violations du droit luxembourgeois, apportant ainsi davantage de sécurité juridique, tant pour les lanceurs d'alerte, que pour les employeurs. L'accès à des canaux de signalement interne et externe permettra ainsi d'offrir aux lanceurs d'alerte des modes de signalement plus appropriés, de sorte que la divulgation au public ne devrait être envisagée qu'en dernier ressort en cas d'impossibilité manifeste d'agir autrement.

Certains actes de l'Union, en particulier dans le domaine des services financiers, tels que le règlement (UE) 596/2014 du Parlement européen et du Conseil et la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission, adoptée sur la base de ce règlement, et les directives 2013/36/UE, 2014/65/UE, (UE) 2016/97, contiennent déjà des règles détaillées sur la protection des lanceurs d'alerte. Les dispositions de protection contenues dans les lois spéciales, pour autant qu'elles offrent des garanties similaires, priment sur les dispositions générales de la présente loi qui les complètent dans les domaines non couverts à suffisance par les lois sectorielles. Les dispositions de la directive (UE) 2019/1937 s'ajoutent donc (sans s'y substituer) aux initiatives de l'Union européenne déjà ancrées dans les législations nationales et qui font l'objet d'une pratique administrative solide et éprouvée qui garantit l'effectivité de la directive.

Il est prévu d'introduire un office des signalements ayant pour mission d'informer et d'aider les auteurs de signalements, par exemple en leur indiquant à quelle autorité s'adresser. L'office aura en outre comme compétence de sensibiliser le public aux droits des lanceurs d'alerte. Les attributions de cette instance sont sans préjudice des compétences qu'exercent les autorités compétentes sectorielles.

Le champ d'application personnel est par ailleurs défini de manière très large par la directive, incluant non seulement les travailleurs et les fonctionnaires, mais également les actionnaires, les personnes dont la relation de travail a pris fin ou n'a pas encore débutée, les sous-traitants, etc. Le projet de loi propose dès lors d'introduire des moyens de protection couvrant ces différentes catégories de personnes en s'inspirant de la législation existante déjà très protectrice en droit du travail, mais en innovant sur certains points.

La directive oblige par ailleurs les entités juridiques de droit privé de plus de 50 salariés à mettre en place des canaux de signalements internes, répondant à certains critères et permettant aux lanceurs d'alerte d'informer en toute confidentialité leur employeur sur des violations importantes. Le lanceur d'alerte est encouragé à signaler un comportement contraire aux règles en vigueur en interne à l'entité juridique concernée.

Sont encore soumises à l'obligation de mettre en place un canal interne « toutes les entités juridiques du secteur public, y compris toute entité appartenant à de telles entités ou contrôlée par de telles entités ». La directive offre une certaine discrétion dans la mise en place des canaux internes au niveau des entités juridiques de service public, qui comprennent les ministères et leurs départements, les services et administrations sous leur attribution, les établissements publics et les communes de plus de 10.000 habitants.

Les signalements externes sont possibles auprès des autorités compétentes énumérées de manière exhaustive dans le texte du projet de loi.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 10/01/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

12/01/2022	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
09/11/2022	Échange de vues avec les représentants de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg
19/04/2023	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et examen des amendements gouvernementaux
26/04/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/05/2023
Loi du 16 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 232, page 1

Organisation des centres de recherche publics

7996 – Projet de loi portant modification de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics

Le projet de loi sous rubrique propose de modifier la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics en procédant à des adaptations au niveau de l'organisation et du fonctionnement des centres de recherches publics, à savoir le « Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) », le « Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) » et le « Luxembourg Institute of Health (LIH) », ceci compte tenu du développement et de l'évolution qu'ont pris les centres de recherche publics depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée au 1er janvier 2015.

Les modifications proposées ont comme objectif d'adapter le cadre législatif au développement actuel et à l'évolution future des centres de recherche publics au sein du dispositif national de la recherche publique. D'un point de vue formel, les modifications proposées visent en outre une harmonisation avec les dispositions correspondantes de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, ceci afin d'assurer la cohérence au niveau de la législation relative aux institutions publiques d'enseignement supérieur et de recherche.

Les modifications proposées concernent principalement l'accès aux données personnelles, les conseils d'administration par l'intégration des représentants des salariés, le renforcement des directions par la nomination de directeurs généraux adjoints, de directeurs administratifs et financiers, de directeurs des systèmes d'information et de directeurs des ressources humaines, l'octroi plus ciblé du congé scientifique et la détermination des domaines d'activités des centres de recherche publics dans les conventions pluriannuelles conclues avec l'État.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 27/04/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

21/10/2022	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
01/02/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires

29/03/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 7 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 324, page 1

Opérateurs de plateforme

8029 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de plateforme et portant modification :

1° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;

2° de la loi du 21 juillet 2012 portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures ;

3° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;

4° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

5° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

en vue de transposer la directive 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (ci-après « DAC7 »), notamment afin d'étendre les règles de transparence fiscale aux opérateurs de plateforme.

Les opérateurs de plateforme qui mettent en relation des vendeurs avec des utilisateurs gagnent progressivement en importance pour l'économie. Or, la dimension transfrontalière des services proposés par ces opérateurs de plateforme rend l'application des règles fiscales plus difficile. Actuellement, les États membres de l'Union européenne ne disposent de manière générale pas facilement des informations nécessaires pour évaluer et contrôler les revenus bruts réalisés par l'intermédiaire de plateformes numériques, d'autant plus si celles-ci sont établies dans un autre État.

La DAC7, qui fait partie intégrante des efforts au niveau européen en faveur d'une fiscalité équitable et simplifiée tout en tenant compte des évolutions économiques, vise à répondre à cette problématique.

Par le présent projet de loi, une obligation de déclaration normalisée à la charge des opérateurs de plateforme est introduite, afin de recueillir des données relatives aux prestataires actifs sur les plateformes numériques ainsi qu'à leurs prestations. Ces données sont ensuite échangées de manière automatique et obligatoire entre les États membres.

La DAC7 repose sur les règles types en la matière élaborées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui vise à permettre la mise en place d'un échange d'informations équivalentes avec les juridictions hors Union européenne.

Au-delà du volet de l'échange automatique portant sur certaines données recueillies par les opérateurs de plateforme, la notion de « pertinence vraisemblable » en matière d'échange de renseignements est davantage précisée, permettant ainsi à une autorité requérante de justifier sa demande d'informations relative à un ou plusieurs contribuables.

Ensuite, la DAC7 impose aux États membres d'échanger de manière automatique des informations concernant au minimum quatre catégories de revenu et de capital. En l'espèce, le Luxembourg échange déjà des informations concernant les revenus d'emploi, tantièmes, et pension. S'y ajoute en vertu de la loi en projet sous rubrique la propriété de biens immobiliers et ce à partir des périodes imposables débutant le 1er janvier 2025. Les États membres s'efforcent d'y joindre le numéro d'identification fiscale (« NIF »).

La DAC7 renforce également la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CE (« DAC 1 ») concernant la présence de fonctionnaires d'un État membre sur le territoire d'un autre État membre et la réalisation de contrôles simultanés par deux États membres ou plus afin de garantir l'application effective des dispositions fiscales nationales. Le cadre et les principes qui doivent s'appliquer lorsque les autorités compétentes choisissent de recourir au moyen du contrôle conjoint sont également clarifiés.

En vertu de la DAC7, les États membres partagent par ailleurs l'accès aux mécanismes, procédures, documents et informations visées à l'article 32bis de directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil. Cette disposition concerne notamment l'accès au système électronique central de recherche de données institué par la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts.

La loi en projet définit les obligations de diligence raisonnable, d'enregistrement et de déclaration à charge des opérateurs de plateforme au Luxembourg et détermine les modalités de l'échange automatique des informations déclarées et relatives à des vendeurs non-résidents avec les autorités fiscales des autres États membres de l'Union européenne.

Afin d'assurer le respect du droit à la protection des données à caractère personnel et de se conformer notamment au règlement général sur la protection des données, le projet de loi prévoit également l'adaptation de la loi précitée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, de la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), de la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ainsi que de la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 13/06/2022
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
17/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
09/01/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/04/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/05/2023
Loi du 16 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 237, page 1

Coopération en matière de transports transfrontaliers

8043 – Projet de loi portant : 1° approbation de l'Avenant, fait à Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2021, au Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports

transfrontaliers du 20 mars 2018 et à la Convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020 ; 2° modification de l'article 2, paragraphe 1er, de la loi du 7 septembre 2018 1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 ; 2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Le Protocole d'accord relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018 définit les principes des aménagements ferroviaires à réaliser sur la ligne ferroviaire Metz–Thionville–Luxembourg aux horizons 2022-2024 et 2028-2030, définit les besoins en matière de politique de covoiturage et de transports en commun routiers transfrontaliers et pose les principes de financement de ces aménagements. Le Luxembourg s'est engagé à contribuer aux aménagements sur le territoire français à hauteur de 120 millions d'euros, dont 110 millions d'euros pour le volet ferroviaire, le détail du financement devant ensuite se faire par la conclusion de conventions spécifiques.

L'objet du présent projet de loi est d'approuver l'avenant au Protocole d'accord relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018, ainsi qu'à la convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020. Cet avenant a pour effet de doubler l'engagement de cofinancement du Luxembourg et d'engager l'État non plus à hauteur de 110 millions d'euros, mais à hauteur de 220 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/07/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/04/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 30 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 369, page 1

Circulation routière internationale

8059 – Projet de loi portant approbation de l'amendement de la Convention sur la circulation routière, faite à Vienne, le 8 novembre 1968, ouvert à la signature le 14 janvier 2021

Ce projet de loi à article unique vise à ratifier l'amendement, ouvert à la signature le 14 janvier 2021, à la Convention sur la circulation routière, signée à Vienne le 8 novembre 1968 et approuvée au Luxembourg par la loi du 27 mai 1975. Cette Convention a comme but de faciliter la circulation routière internationale et d'améliorer la sécurité routière en harmonisant la règlementation entre les parties contractantes.

L'amendement vise à ajouter deux nouvelles définitions à l'article 1er et un nouvel article 34bis à la Convention afin de permettre aux États contractants d'intégrer la conduite automatisée dans leur législation nationale en fonction de leurs besoins respectifs sans enfreindre la Convention.

Le Luxembourg, ensemble avec les gouvernements de la Belgique, de la France, du Portugal, de la Russie, de la Suède et de la Suisse ont proposé d'amender la Convention en y ajoutant les définitions de « système de conduite automatisé » et de « contrôle dynamique » ainsi qu'un nouvel article indiquant le rôle du conducteur dans le cadre de la conduite automatisée. Ainsi, l'obligation pour tout véhicule d'avoir un conducteur est relativisée par l'ajout d'une disposition précisant que cette condition est déjà remplie (« réputée satisfaite ») lorsqu'un système de conduite automatisée est en mode d'exécution.

Du côté technique, les véhicules équipés d'un système automatisé doivent être conformes à la législation relative à la conception des véhicules, sur laquelle se fondent généralement l'homologation de type ou l'auto-certification, nationales ou internationales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29/07/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/04/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 21 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 330, page 1

Exploitation des transports scolaires par autobus

8062 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des transports scolaires par autobus

Le projet de loi propose d'autoriser le Gouvernement à conclure des contrats pour l'exploitation des services réguliers spécialisés de transports scolaires par route pour un montant ne pouvant dépasser le montant de 180.845.186 euros jusqu'au 15 juillet 2028. Ce montant s'entend TVA comprise et correspond à la valeur 930,37 au 1er avril 2022 de la moyenne semestrielle des indices des prix à la consommation et sera adapté semestriellement aux variations du coût de la vie. Les dépenses occasionnées seront imputées sur le crédit annuel afférent de la section des transports publics routiers au budget des dépenses courantes du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

L'estimation des besoins se base sur le prix du réseau scolaire actuel, tout en prenant en compte la réorganisation prévue et le retour d'expérience du marché public pour le réseau RGTR. En raison des évolutions difficilement prévisibles ainsi que des développements géopolitiques actuels, les prix sont estimés « sous réserve », y compris l'inclusion d'une certaine marge de manœuvre.

Il est prévu de conclure un marché pour une durée de 4 ans tout en prévoyant une marge de sécurité d'une année scolaire pour le cas où un recours contre une décision d'attribution ne permettrait pas de conclure les contrats tels que prévus par le calendrier visé.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/08/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/04/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 25 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 258, page 1

Coopération des autorités communales et de la Police

8129 – Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi a pour objet de compléter la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale en ajoutant à l'article 38, paragraphe 1er, alinéa 2 relatif à la composition du comité de prévention communal les agents municipaux à la liste

des membres effectifs. La future loi se situe dans le cadre de la bonne coopération des autorités communales et de la Police au sein du comité de prévention communal, aux travaux duquel les agents municipaux ont jusqu'à présent été systématiquement associés et dont ils feront désormais partie d'office, suite à l'élargissement de leurs compétences par la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux (dossier parlementaire 7126).

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 28/12/2022
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

16/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
20/04/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/05/2023
Loi du 7 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 290, page 1

Modifications du Code de la sécurité sociale

8151 – Projet de loi portant modification des livres Ier, II et III du Code de la sécurité sociale

Le présent projet a pour objectif d'apporter des précisions aux livres Ier (assurance maladie-maternité) et III (assurance pension) du Code de la sécurité sociale (CSS). Celles-ci concernent, d'un côté, la fixation de la lettre-clé suite à un échec de la médiation déclenchée après le non-aboutissement de négociations sur la valeur de la lettre-clé initiale entre la Caisse nationale de santé (CNS) et un groupement professionnel, et, de l'autre, la clarification de la situation des personnes représentant l'État, les communes ou les instances du dialogue social dans des entités tierces en matière d'assujettissement aux cotisations sociales.

Fixation de la lettre-clé

L'ajout proposé au livre Ier du CSS vise à combler une insécurité juridique constatée lors des négociations entre la CNS avec le groupement représentatif des psychothérapeutes sur la valeur initiale de la lettre-clé et soulevée par le Conseil d'État dans son avis rendu en date du 24 janvier 2023 par rapport au projet de règlement grand-ducal portant fixation initiale de la lettre-clé applicable aux actes et services prévus dans la nomenclature des actes et services des psychothérapeutes pris en charge par l'assurance maladie.

Alors que le CSS prévoit qu'à défaut d'accord les dispositions obligatoires d'une nouvelle convention sont fixées par règlement grand-ducal et que cette disposition s'applique également aux tarifs qui ne sont pas fixés moyennant lettre-clé (art. 64), il n'y a pas de disposition formelle prévoyant les modalités de fixation de la lettre-clé initiale lorsque les parties n'arrivent pas à trouver un accord.

Il en résulte que tant que les partenaires conventionnels n'arrivent pas à trouver un accord, les assurés malades ne peuvent pas bénéficier de la prise en charge par l'assurance maladie des prestations dispensées par les prestataires en question. L'expérience récente des négociations tarifaires entre la CNS et les psychothérapeutes a montré qu'une telle situation peut se prolonger pendant des années.

Il est proposé de combler le vide juridique existant et de déterminer les modalités de négociation de la lettre-clé initiale dans le cas de figure d'une nouvelle convention. Ainsi, la période de négociation de la lettre-clé initiale est fixée à trois mois et la procédure de médiation est déclenchée lorsque les parties n'aboutissent pas à un accord à l'issue de ce délai.

En cas de non-conciliation, un règlement grand-ducal fixe alors la lettre-clé initiale. Cette fixation se fonde sur un certain nombre de critères objectivement justifiables.

Au cas où une intervention par le ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions s'avère incontournable pour permettre la prise en charge des prestations, il n'est pourtant pas prévu de rompre avec les principes de la négociation tarifaire conventionnelle et l'autonomie conventionnelle des partenaires. La finalité de cette mesure est exclusivement de pouvoir procéder à la mise en pratique des dispositions du CSS et de permettre la prise en charge des prestations de soins de santé prévues par le CSS, lorsqu'à l'issue d'une procédure de négociation et de médiation, un accord n'a toujours pas pu être trouvé.

Par la suite, les parties peuvent exercer leur autonomie tarifaire en lançant une nouvelle procédure et en entamant des échanges pour la négociation d'une nouvelle valeur de la lettre-clé. Entre-temps, la prise en charge des prestations est assurée grâce à la fixation de la valeur initiale de la lettre-clé.

À noter que les dispositions de la loi en projet produisent leurs effets au 1er janvier 2023 ; le délai de trois mois pour introduire une demande en vue de (re)négocier une adaptation des lettres-clés fixées par règlement grand-ducal au jour de la publication de la loi sous rubrique commence à courir le jour qui suit la publication de la loi.

Représentants d'entités publiques et de dialogue social

En matière de cotisations sociales, la situation des personnes qui représentent une entité publique (communes ou État) ou de dialogue social (chambres professionnelles etc.) dans une entité tierce dans laquelle les premières ont un ou plusieurs sièges au niveau des organes décisionnels (conseil d'administration, comité de direction, etc.), n'est pas régie par des dispositions répondant spécifiquement à leur situation particulière.

En effet, le CSS connait globalement en matière d'affiliation, outre les régimes spéciaux ou spécifiques pour certains secteurs d'activité, le travail pour le compte d'autrui (salarié) ou pour son propre compte (indépendant). Toutefois, une personne qui représente les entités prémentionnées ne répond véritablement aux critères ni de l'une ni de l'autre situation. Les personnes en question sont nommées dans les organes, dans lesquels les entités publiques ou de dialogue social ont un siège ou poste à pourvoir pour que leurs intérêts soient dûment représentés, mais ces personnes ne sont pas salariées. En effet, il s'agit le plus souvent de mandataires élus issus des élections communales ou sociales ou encore de fonctionnaires (essentiellement étatiques).

Actuellement, les indemnités versées en relation avec ces représentations sont considérées comme revenu d'une activité pour son propre compte et assujetties en conséquence. Étant donné que cette pratique ne correspond pas à la réalité, il est proposé d'aligner ces situations sur des situations similaires régies par des dispositions spécifiques, par exemple en ce qui concerne les députés dont certaines indemnités ne sont pas soumises aux cotisations sociales.

En ce qui concerne les fonctionnaires publics, les indemnités perçues font certes l'objet d'un traitement spécifique par le biais de la législation réglant leur statut et leur revenu, mais le CSS ne prévoit pas une exemption explicite de ces indemnités. Partant, il est proposé d'apporter les précisions requises pour aligner les différentes situations qui répondent à des critères identiques, à savoir le fait de représenter une entité publique ou de dialogue social dans un organe décisionnel d'une entité tierce.

À noter que, suite à une observation du Conseil d'État à propos d'un éventuel risque d'absence de couverture pour le risque accident, le projet de loi sous rubrique prévoit une adaptation à l'endroit du Livre II du CSS concernant l'assurance accident.

Afin de clarifier un certain nombre de situations survenues en relation avec le problème exposé et de permettre un redressement rétroactif de ces situations, les dispositions introduites par la nouvelle loi produisent leurs effets à partir du 1er janvier 2018.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 09/02/2023
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président : M. Dan Kersch) :

23/03/2023	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/04/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/04/2023
Loi du 22 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 257, page 1

Convention de non double imposition avec la France

8159 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, tels que modifiés, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver l'Avenant, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018, tels que modifiés par l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019.

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans les efforts menés par le Gouvernement afin de rendre le télétravail plus attractif pour les travailleurs frontaliers. L'aspect fiscal du télétravail transfrontalier est régi par la Convention sous rubrique. En l'espèce, l'État de résidence renonce à imposer des rémunérations qui sont liées à une activité exercée sur son territoire ou le territoire d'un État tiers dans l'hypothèse où un seuil de jours n'est pas dépassé.

En 2018, ce seuil de tolérance a été fixé à 29 jours. L'Avenant signé le 7 novembre 2022 à Bruxelles propose en son article 1er de relever le seuil de tolérance de 29 jours à 34 jours dans le cadre de l'application de l'article 14 de la Convention relatif aux revenus d'emploi concernant l'imposition des revenus provenant des activités salariées.

Ainsi, les personnes résidant en France et qui travaillent au Luxembourg ont désormais le droit d'exercer leur activité salariée pendant 34 jours au maximum en dehors du Luxembourg tout en demeurant soumis à l'impôt au Luxembourg.

L'Avenant prévoit également qu'un résident français disposant de la nationalité française ou disposant de la nationalité française et d'une nationalité, autre que luxembourgeoise, et rendant des services à l'État luxembourgeois est désormais couvert par le seuil de tolérance.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
24/04/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/05/2023
Loi du 19 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 321, page 1.

Contribution négative du mécanisme de compensation

8178 – Projet de loi relative au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2023

Le projet de loi vise le financement de la contribution négative du mécanisme de compensation pour l'année 2023, introduit par la loi du 23 décembre 2022 modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

Le présent projet de loi fait partie du paquet de mesures de l'accord tripartite (« Solidaritéitspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022, qui consiste en une stabilisation des prix de l'électricité à leur niveau de 2022 pour tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25 mégawattheures.

Sur base du cadre légal créé en décembre par la modification de la loi modifiée du 23 décembre 2022 relative à l'organisation du marché de l'électricité ainsi que par le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), en concertation avec le Ministère de l'Énergie, a fait une estimation concernant le montant de la contribution au mécanisme de compensation de la catégorie A pour l'année 2023 dans son règlement ILR/E22/58 du 28 décembre 2022. Après fixation des tarifs du réseau et sur base des données de la consommation et de production d'électricité renouvelable de l'année en cours, ainsi que des prévisions pour l'année à venir, le montant estimé de la contribution étatique pour la période allant du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023 s'élève à 108.500.000 euros.

Considérant que le montant calculé dépasse le seuil de 40.000.000 euros toutes taxes comprises prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, une loi de financement spéciale doit être adoptée. Concernant l'impact financier, les dépenses nécessaires pour stabiliser les prix de l'électricité pour l'année 2023 sont imputées sur le Fonds climat et énergie et sont fixées à 110.000.000 euros.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 17/03/2023
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :

24/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
21/04/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 25 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 259, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 9
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)** p. 9
   Débat (suite) : M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Roth et Mme Stéphanie Empain) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Marc Goergen
   Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (interventions de M. Dan Kersch, M. Gilles Roth et Mme Octavie Modert) | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
3. **8151 – Projet de loi portant modification des livres Ier, II et III du Code de la sécurité sociale** p. 20
   Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
   Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8151 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Franz Fayot, M. Claude Haagen et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fiert de Mëtteg weider mat der Debatt iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC an iwwert den nationale Reformprogramm PNR. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Débat (suite)

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, Dir Dammen an Hären, déi lescht Jore si vun engem ganz komplizéierte Kontext markéiert: D'Coronakris, déi d'Ekonomie zum Stoe bruecht huet, e Krich an Europa duerch d'Invasioun vu Russland an d'Ukrain, wat zu enger schwéierer Energiekris gefouert huet an zur Inflatioun, derbäi kommen nach d'Klimakris, déi sech an de leschte Jore verschäerft huet an déi mir zu Lëtzebuerg mëttlerweil och däitlech spieren, d'Kris am Logement, déi och net méi einfach gëtt.

An an deem schwéiere Kontext hu mir et fäerdegbruecht zu Lëtzebuerg, gutt ze reagéiere wärend der Energiekris, wou mer derfir gesuergt hunn, dass d'Präisser net fortlafen, mee gläichzäiteg gespuert hunn an och nei Rekorder bei der Produktioun vun erneierbaren Energien opweises hunn. Déi Instrumenter, déi mer fir de Klimaschutz en place gesat hunn, gräifen, well mir an de leschte Joren ons Emissioune konsequent reduzéiert hunn an also ganz gutt um Wee a Richtung Klimaneutralitéit ënnerwee sinn. Rekorder brieche mer bei den Investissementer an d'Mobilitéit, déi net just wichteg si fir de Klimaschutz, mee och fir d'Liewensqualitéit. Néierens op der Welt gëtt esou vill an den ëffentlechen Transport investéiert wéi zu Lëtzebuerg.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Gradesou am Logement, wou nieft den historesche Rekordinvestissementer och Instrumenter en place gesat ginn, wou joerzéngtelaang just driwwer geschwat gouf, amplaz reell eppes ze maachen! A mir hu bewisen, dass an där Kris den Zesummenhalt hei am Land gutt fonctionéiert, well d'Regierung vill gutt Léisunge fir d'Land zesumme mat de Sozialpartner fonnt huet. An eng ganz Rei vun deene Mesüre fënnt een och an dem PNR erëm, dee mer haut diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Inflatioun geet liicht zréck, vu 4,8 % op 4,3 % op e Joer gekuckt, an duerch d'Weiderféierung vun den inflatiounsbremsende Mesüren, déi mer an der Tripartitt decidéiert hunn, wäert d'Inflatioun weider niddreg gehale ginn. Mee d'ekonomescht Ëmfeld ass net einfach, wat een zum Beispill un de Faillitte gesäit, déi zwar am Joer 2022 méi niddreg ware wéi 2021, an awer gouf et eng Hausse am véierten Trimester mat 388 Faillitten, en neie Rekord, dee mer virun allem bei den Holdingen a bei de Commercë gesinn.

De Chômage bleift niddreg an an de Previsioune soll e just liicht klammen. Et mécht sech bemierkbar, dass d'Entreprisen a verschiddene Secteure manner Leit astellen, wärend mer an anere Secteuren e Personalmanktem hunn. Dat mécht sech dann och bei dem Wuesstum bemierkbar, deen zejoert bei just 1,5 % louch a sech och an den nächste Jore wuel éischter moderat entwéckelt, gradewéi och den Emploi.

An et gesäit och net esou aus, wéi wann et géif méi einfach ginn. De Krich géint d'Ukrain geet weider an déi international Tensioune sinn héich a mir hu Liwwerketteschwieregkeeten. D'Challengë sinn also enorm, an dofir brauche mer och weiderhin eng proaktiv Politick, déi den Erausfuerderungen net hannendruleeft, mee agéiert an an d'Zukunft investéiert.

Mir hunn dat an de leschten zéng Joer an dëser Koalitioun gemaach! An elo gëllt et och, dat weiderzemaachen an dat souguer nach méi engagéiert weiderzemaachen. Nëmme wa mir d'Challengë konsequent uginn, si mir als Land resilient, attraktiv, liewenswäert, an dat souwuel fir d'Bierger wéi fir d'Entreprisen, well béides geet zesummen.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Klimakris ass e groussen Challenge a mir mussen eis Ekonomie an ons Gesellschaft a Richtung Klimaneutralitéit opstellen, an dat séier. Ons Klimapolitick, virop mam Klimagesetz an och mam Nationale Klima- an Energieplang, wierkt. Déi lescht Zuele weisen, dass mer op der Trajectoire a Richtung Klimaneutralitéit sinn. Gläichzäiteg seet awer och de leschte Rapport vum Weltklimarot ons däitlech, dass mer zousätzlech an nach méi effikass Mesüre brauchen, wa mir an Zukunft eng liewenswäert Welt wëlle schafen an e liewenswäert Lëtzebuerg wëlle schafe fir ons a fir ons Kanner – a genau dat ass ons verdammte Flicht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | A genau déi ambitiéis Klimapolitick maache mir och mat der Aktualisiérung vun dem Klima- an Energieplang, deen den Energieminister an d'Klimaministesch d'lescht Woch presentéiert hunn. A mat deenen 200 Mesüre wäerte mer ons zousätzlech Reduktiounsziler respektéieren, wéi de Statec et berechent huet. Mee dofir musse mer se awer och ëmsetzen an den nächste Joren.

Eng sozial gerecht CO_2-Steier gëtt weidergefouert duerch d'Hausse ëm 5 Euro pro Tonn d'Joer. Doduerch ginn Investissementer an d'Klimaneutralitéit méi attraktiv. Et gëtt e Phase-out vu fossillen Heizungen, als Éischt volontaire an duerno méi contraignant, falls dat néideg sollt sinn.

Mir schafen eng national Entitéit, fir d'energeetesch Renovatioune vun alle Wunnenge weiderzedreiwen. Mir kreéieren e Klimapakt, fir den Entreprisen nach besser ze hëllefen. Den Accès op d'Klimabonusprogrammer soll nach méi einfach ginn. Menagë mat manner Revenue sollen iwwer e Leasing social méi einfach Accès op elektresch Autoe kréien. A mir dreiwen d'Waasserstoffstrategie weider a bleiwen domadder technologieoffen.

Am Beräich vun der Mobilitéit, op dee mir zwee Drëttel vun den Zäregasemissioune verbuche mussen, hu mer mam Nationale Mobilitéitsplang 2035 eng Strategie, wéi mir och mat 40 % méi Beweegungen net nëmme méi mobill sinn, mee och méi Liewensqualitéit garantéieren. A mir hu grad eréischt och wichteg Projeten an deem Kontext gestëmmt, Rekordprojeten, wat d'Chifferen ugeet: 7,14 Milliarde fir 15 Joer Service publique Zuch an 1,26 Milliarde fir de Bus bis 2035. An déi Rekordinvestissementer mussen natierlech an den nächste Jore gradesou konsequent weidergoen.

Här President, Dir Dammen an Hären, e weidere groussen Challenge ass de Logement, dat fir de sozialen Zesummenhalt, awer och fir d'ekonomesch Entwécklung, well déi riseg Retarden aus de leschte Joerzéngten zu engem däitleche Kompetitivitéitsnodeel vun onsem Land gefouert hunn. All déi, déi haart jäizen iwwert d'Efforte vun dëser Regierung, solle sech emol un der eegener Nues huelen! Wien huet et da jorelaang verpasst, d'Grondsteier ze reforméieren? Wien huet dann e Pacte Logement gemaach, dee mat der Géisskan verdeelt huet amplaz reell Logement ze schafen?

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Wien huet da Wunnenge mat ëffentleche Gelder gebaut, déi no e puer Joren um Marché mat grousse Plus-valuë verkaf gi sinn an haut am staatleche Park feelen?

Une voix | Wie war et?

M. François Benoy (déi gréng) | Mir suergen derfir, dass an den nächste Joren iwwer 500 ëffentlech Wunnengen d'Joer gebaut ginn, esou vill wéi nach ni an der Geschicht vun dësem Land, an déi Wunnenge

stinn och den nächste Generatiounen nach zur Verfügung!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Mir hunn e Pacte Logement 2.0 geschaf, dee garantéiert, dass och wierklech Wunnenge gebaut ginn an an der ëffentlecher Hand bleiwen. Mir hu Steieravantagen ofgebaut, déi net effikass waren, an eng Reform vun der Grondsteier virgeluecht, déi Terraine mobiliséiere soll. An ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, dass mer knapp 3.000 Hektar fir Wunnraum fir 300.000 Leit an de Perimetere vun de Gemengen hunn. Fakt ass, dass haut esou vill an den ëffentlechen a bezuelbare Wunnraum investéiert gëtt wéi nach ni, an dat ass de Verdéngscht vum Logementsminister a vun dëser Regierung. An dësen Engagement muss konsequent weidergoen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, ech féiere vill Gespréicher mat Entreprisen. An d'Froe vun der Mobilitéit an dem Logement gradewéi der Liewensqualitéit – an dat mierkt een an alleguerten deene Gespréicher – sinn zentral fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an och vill méi relevant, wann et ëm d'Kompetitivitéit geet, wéi d'Froen, ob mer elo 1 % méi oder manner Besteierung maachen, Froen, déi Verschiddener wierklech ideologesch bis an de leschten Detail wëlle féieren a sech och gären dra verléieren.

A puncto Steieren a Kompetitivitéit ass et awer immens wichteg, dass mir zousätzlech zu deenen Investissementer a méi Liewensqualitéit, Logement, Mobilitéit och cibléiert Incentive schafen, fir d'digital an d'nohalteg Transitioun ze acceleréieren, esou wéi mer dat och an der Tripartitt decidéiert hunn.

Vill Entreprisen offréieren hire Salariéen haut ëmmer nach en Déngschtauto, dee jo en Avantage en nature ass. An och, wa mir grad derfir suergen, dass den Elektro do elo d'Reegel gëtt, sou ass et awer esou, dass ganz vill Jonker deen Avantage haut eigentlech net méi brauchen, jo, dass der souguer ganz vill – dat kréien ech aus Entreprisen och gezielt an ass och d'Realitéit vum Terrain – zum Deel guer kee Fürerschäi méi hunn.

Ech wëll dofir nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir mengen, dass mer e „Budget bien-être" mussen aféieren an den nächste Joren, wou d'Employeuren hire Salariéë kënnen eng Rei Avantage-en-naturë ginn, déi vu Mobilitéitsoffere wéi dem Carsharing iwwer Logement bis zum Beispill bei Sportsaktivitéite kënne goen. D'Belsch huet esou e Budget mobilité élargi agefouert, wou och Logementsoffere kënnen dra sinn. Zum Beispill kann een an der Belsch de Loyer ofsetzen iwwert dee Budget mobilité élargi, wann een en net notzt fir en Auto zum Beispill.

Weider menge mer, dass een eng Prime participative genau analyséieren an evaluéieren an och reforméiere soll. An e wichtege Punkt, fir d'Land méi attraktiv ze gestalten, ass och d'Stäerkung vun dem Pouvoir d'achat, wou mir als Gréng jo schonn am Kader vun der Steierdebatt gesot hunn, dass mir déi kleng an déi mëttel Revenuen onbedéngt wëllen entlaaschten.

D'Finanzplaz, Dir Dammen an Hären, ass en integrative Bestanddeel vun onser Ekonomie an och e ganz wichtegen Acteur an der Klimatransitioun. Andeems mir als Gréng eis fir eng klimafrëndlech Finanzplaz ausschwätzen, si mer net géint d'Finanzplaz, wéi Verschiddener et heiansdo gären hei insinuéieren, mee am Géigendeel wëlle mer domat d'Finanzplaz fit maache fir d'Zukunft. Well all Acteur, dee sech net ëmstellt en vue vun der Klimakris, wäert an Zukunft de Kierzeren zéien!

Kommt, mir verpassen den Zuch net, mee mir si Virreider a schreiwen d'Successstory vun der Finanzplaz weider mat engem neie Kapitel! Dat heescht awer, dass mer nach vill méi aktiv musse ginn an ons och eppes mussen trauen: Méi Transparenz, méi Moyenen, fir a Richtung vun nohaltege Finanzen ze goen, dat brauche mer!

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach, e puer Wuert zu de Staatsfinanzen ze soen. De Staat huet an de leschte Joren eng ëmmer méi grouss Roll ageholl. Mir gesinn dat beim Logement, wou de Staat muss asprangen, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen, mir gesinn et bei der Santé, wou de Staat gefuerdert ass, eng effikass Gesondheetsversuergung fir all d'Biergerinnen an d'Bierger ze assuréieren. Mir gesinn et bei der Ekonomie, wou de Staat gebraucht gëtt, fir ze ënnerstëtzen am Fall vu Krisen. A mir gesinn et beim Klima, wou ouni d'Ënnerstëtzung an de Kader, deen de Staat kann a muss ginn, eng Transitioun guer net méiglech wier. D'Illusioun, dass de Marché d'Saachen aleng reegelt, gëtt zwar vu Verschiddenen ëmmer erëm beméit, mee si ass a bleift eng Illusioun!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Ma eebe grad, well de Staat esou eng wichteg Roll huet, musse mer och derfir suergen, dass de Staat och an Zukunft iwwert déi néideg Recettë verfüügt, fir deem wichtege Rôle gerecht ze ginn.

Wann ee sech ukuckt, wéi onse Budget haut opgebaut ass, da gëtt dat awer net einfach, dat weisen och d'Chifferen, déi mer an dësem PSC hunn. Verschidde Recetten, wéi zum Beispill déi aus dem Tanktourismus, wäerte spéitstens duerch d'Elektrifizéierung vun der Autosflott komplett verschwannen. An och bei de Recetten aus dem Tubak stellt sech d'Fro, ob mer laangfristeg dorop kënnen an iwwerhaapt wëlle setzen.

Eng gréisser Steierreform bleift also onëmgänglech a muss eng vun den Haaptprioritéite vun der nächster Regierung sinn, eng Reform, bei där mer d'Leit, d'Betriber an de Klima stäerken a gläichzäiteg derfir suergen, dass de Staat senger wichteger Roll ka gerecht ginn, fir an d'Zukunft ze investéieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, en attraktiivt Land ass e Land, wou eng héich Liewensqualitéit fir d'Biergerinnen an d'Bierger existéiert an et Opportunitéite gëtt fir d'Betriber, mat enger Ekonomie, déi zukunftsfäeg opgestallt ass, an dat gëllt vun der Landwirtschaft bis bei d'Finanzplaz, mat enger Mobilitéit, déi jidderengem et erlaabt, sech sécher, séier an effikass vun A op B ze beweegen, mat engem Steier- a Sozialsystem, deen Ongläichheeten ofbaut an déi geziilt ënnerstëtzt, déi et brauchen, mat engem Wunnengsmarché, dee jidderengem bezuelbare Wunnraum garantéiert, a mat engem Schoulsystem, deen all Kand d'Chance gëtt, sech ze entfalen, an déi Profiller fërdert, déi eis Ekonomie brauch. Wa mer dat alles hikréien, da bleiwe mer kompetitiv, attraktiv a mir bereeden d'Land zesummen op d'Erausfuerderunge vun der Zukunft vir.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt emol fir d'éischt der Regierung Merci soe fir déi Presentatiounen, déi mer gëschter gemaach kruten, an och menge Virriedner. Ech wëll direkt soen: Ech hu perséinlech dem Här Roth seng Ried am interessantste fonnt.

Une voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Bis op ee Punkt si mer och op villem d'accord. Mee wann den Här Roth seet, de Wuesstum wär e „gesonde Wuesstum" – an doriwwer schwätze mer nach –, dann hu mer awer do eng Différence de vue, an ech wäert herno nach e bëssen dorobber zréckkommen.

D'Perspektive fir déi Lëtzebuerger Ekonomie sinn onsécher, warscheinlech och net terribel gutt, well egal, wéi eng Previsiounen ee kuckt, déi vum IMF oder vum Statec, si se net wierklech ze vergläiche mat deem, wat mer an deene leschte Jore kannt hunn. Den IMF, dee schätzt en op 1 %. Et gëtt eis da gesot, gutt, dee wär souwisou ëmmer méi pessimistesch wéi eise Statec. Mee mir mussen och dat internationaalt Ëmfeld kucken. Ech mengen, mir gesi jo elo zum Beispill, datt an der Eurozon de Wuesstum stagnéiert, an dat ass eppes, wat een och sollt emol vergläiche mat deenen héijen Erwaardungen, déi mer an deene leschte Joren a Joerzéngten un d'Eurozon an och un de Bannemaart geriicht haten.

Dir erënnert Iech bestëmmt un d'Lissabon-Strategie, déi och eng Kéier komm ass, wou gesot ginn ass: „Jo, mir maachen aus dëser Europäescher Unioun, aus dem Bannemaart, aus der Eurozon déi kompetitiivst, dynameschst Wirtschaftszon op der Welt." Dovunner ass am Abléck wierklech näischt méi bliwwen.

Mir gesinn och, datt hei zu Lëtzebuerg hei selwer am véierten Trimester zejoert d'Bruttoinlandsprodukt zréckgaangen ass. Dat ass natierlech och eppes, wat eis Suerge mécht. Mir hoffen, datt sech dat ka retabléieren.

An et gëtt dofir eng Rei vun Ursaachen, Verschiddener vun de Virriedner si schonn drop agaangen. Déi geopolitesch hate mer d'lescht Woch hei ganz vill diskutéiert, d'Perte vu Kompetitivitéit, ze vill héich Energiepräisser. An u sech maache mer eppes hei am Land: Mir huelen d'Inflatioun vun de Leit ewech, den Entreprisen ewech a mir leeë se op d'Schëllere vum Staatsbudget. Dat geet eng gewëssen Zäit. Dat maache mer an der Tripartitt, dat droe mer och alleguer mat, mee et muss een einfach wëssen: Dat ass beschränkt!

Et gëtt aner grouss Defien: déi protektionistesch Moossname vun den USA, déi international Steierlandschaft, déi sech ännert ënnert der Féierung vun der OECD. A mir hu geduecht, et wär vläicht gutt, Madamm Finanzminister, an der Finanzkommissioun och emol méi dorobber anzegoen, fir datt mer e bësse kucken, wéi sech déi Saachen entwéckelen a wou sech eventuell Geforen oder Chancë fir Lëtzebuerg kéinten erausschielen. Dat sollte mer an der Finanzkommissioun maachen. Ech sinn och iwwerzeegt, datt den Här Bauler dat ophëlt als Iddi.

Dann hu mer déi restriktiv Geldpolitick vun der Europäescher Zentralbank. Mir hunn och e Problem doranner, datt mer net wëssen, ob déi Previsiounen, déi mer gemaach hunn iwwert de Präis vun deenen Arrangementer, déi mer an der Tripartitt geholl hunn, ob déi wierklech d'Strooss halen, well et sinn ze vill Incertituden do dran. Mir liesen och a leschter Zäit Zeitungsartikelen, déi eis awer op déi Gefor opmierksam maachen, datt mer vläicht schonn am Oktober erëm eng Kéier e Sprong maachen an ëmmer méi no un déi Grenz vun 30 % Verschëldung erukommen.

Dann hu mer d'europäesch Budgetsreegelen. Do hate mer an deene leschte Joren eng Clause dérogatoire, déi gespillt huet. Dat ass och vum nächste Joer un

eriwwer, soudatt mer och do musse besser oppassen, wat mer maachen. An déi Europäesch Kommissioun selwer huet – ech hu mer dat opgeschriwwen hei – gesot, Zitat: „datt déi deier Ënnerstëtzungsmoossnamen net fir ëmmer kënne weidergeféiert ginn". Enn vum Zitat – leider schwätzt déi Europäesch Kommissioun nach net Lëtzebuergesch, well mer dat vun 2005 nach net ëmgesat hunn, wat sproochlech méiglech wär. Déi nächst Regierung mécht dat hoffentlech!

(Interruption)

Op jidde Fall ass et fir eis, wa mer all déi Onsécherheete kucken, ëmsou méi wichteg, datt mer d'Tripartitt als Instrument vum Sozialdialog besonnesch a Krisenzäite voll ënnerstëtzen. A mir mussen och de Partner an der Tripartitt soen, datt d'Léisung vun de Problemer net ëmmer kann dora bestoen, datt de Staat nei Suen injectéiert. Dat ass sécher a bis elo méiglech gewiescht eng Zäit laang, wéi gesot, mee mir mussen och drop vertrauen, datt d'Patronat an d'Gewerkschafte mat Kompromëssbereetschaft, mat Realismus an déi Verhandlung eraginn. An dat hu se och bis elo gemaach a mir mussen do Vertraue weisen an de Lëtzebuerger Modell.

Wann et eis wierklech geléngt, wann et eis soll geléngen, erëm eng Croissance am Joer 2023 ze erreechen, da brauche mer fir méi Sécherheet eng aner Politick hei am Land! Well niewent deenen internationalen Erausfuerderungen hu mer awer eng ganz Partie vun hausgemaachte Problemer – hausgemaachte Problemer, fir déi dës Regierung dann och en Deel Matverantwortung dréit.

Do ass emol fir d'éischt déi Problematik am Finanzberäich – d'Madamm Finanzminister ass jo hei –, dat sinn déi ëffentlech Scholden. Déi sinn net nëmmen duerch déi international Entwécklungen esou héich. Et ass och den Train de vie vum Lëtzebuerger Staat, deen dozou e wichtegen Deel bäidréit. Eis Depensë wuessen einfach – an elo net nëmmen dëst Joer –, mee si wuesse méi séier wéi eis Recetten. Dir hat eis gëschter eng Presentatioun gemaach, Madamm Finanzminister, wou mer elo an deene leschte Méint 18 % Wuesstum bei den Depensen haten, 10 % bei de Recetten. Gutt, et gëtt ganz vill Ursaachen, mee ech huelen dat just als Beispill, exemplativ eebe fir eng Tendenz, déi mer säit Jore feststellen: De Lëtzebuerger Staat huet en Train de vie, deen esou net ze finanzéieren ass.

Den Här Bettel seet ëmmer, hie wär en Teamplayer, well jiddereen e bëssen och kritt, wat e gär hätt an dëser Regierung. Mee dat ass och Spender, en „Teamspender", well ech mengen, et ass einfach, fir Suen ze verdeelen, mee mir hunn déi net méi!

Mir gesinn och elo, datt de Gemengesecteur en Defizit opweist. Bon, dat wäert sech och erëm retabléieren. Mee och d'Sozialversécherungen hu laangfristeg eng bedenklech Entwécklung.

An ech wëll och vläicht ee Wuert nach soen iwwert eppes, wat Der als en eemolege Versement hei duergestallt hutt, dat ass déi Contributioun un den europäesche Budget vun 247 Milliounen, déi mer dëst Joer hunn. Wéi mer dat fir d'éischt gelies haten, hu mer geduecht: Firwat gi mir der Europäescher Unioun 247 Milliounen Euro? Mir hätten eigentlech vun der Europäescher Unioun missen 247 Millioune kréien, notamment wéinst Liberty Steel. Mir hunn dat net vergiess, datt Liberty Steel ..., datt ArcelorMittal forcéiert gouf, u Liberty Steel ze verkafen, an dat duerno schifgaangen ass, nëmme wéinst Reegelen, déi eigentlech och guer net méi de Realitéiten entspriechen. Op jidde Fall hate mir e grousse Schued als Lëtzebuerg, mat Aarbechtsproblemer an esou weider an esou virun, duerch Feeldecisioune vun der Europäescher Kommissioun an et wier eis léiwer gewiescht, mir hätten déi 247 Millioune kritt, fir dat kënnen opzefänken, amplaz datt mer se musse bezuelen.

D'Scholdenentwécklung, do gëtt vun der Regierung gesot, déi soll bis 2027 op 29 Milliarden Euro sinn, wat deen Abléck 29 % vum Bruttoinlandsprodukt géif duerstellen. Gutt, dat hänkt jo och dervun of, wéi déi international Situatioun sech entwéckelt. Et ass vläicht nach ze vill optimistesch. Awer mir wëlle ganz, ganz kloer als ADR soen, datt mir un deene maximum 30 % als Scholdegrenz absolutt festhalen, well et däerf een och net vergiessen, datt déi Laascht muss zréckbezuelt ginn, soll zréckbezuelt ginn – et ass eng Saach vun nohalteger Politick fir déi nächst Generatiounen – an datt déi Zënslaascht, iwwert déi mer hei schwätzen, alles anescht wéi harmlos ass.

Wann déi 29 % da sollten antrieden, dann hu mir eng Zënslaascht ze bezuelen, toutes choses restant égales par ailleurs – well mir wësse jo och net, wéi d'Zënse sech entwéckelen –, vu 510 Milliounen am Joer. Dat muss ee sech virstellen! Dat ass en enorme Betrag, fir deen ee ganz, ganz vill sënnvoll Saache kéint kafen oder lancéieren, Projeten, Leit ënnerstëtzen, Investitioune maachen, amplaz se einfach un Zënsen ze bezuelen.

Eise Finanzsecteur muss sech och nei erfannen. Mir gesinn eng nei Konkurrenz zum Beispill an der Fongenindustrie, wou mer vill Fongen net kréien, anerer wanderen of, dacks a Richtung Irland. Mir mussen iwwert d'Steierstruktur nodenken. Dee Problem ass scho méi laang bekannt, mee mir gesinn en Immobilismus bei der Regierung fir déi Problemer am Finanzsecteur. Se ginn zwar erkannt – hoffe mer emol –, mee et gëtt näischt gemaach! Beim Rekrutement vun Experte sollte mer eis och besser druginn.

An ech wëll och de Kolleege vun der CSV soen – den Här Roth huet de Moien dovunner net méi geschwat –, mee bis elo hu se ëmmer gesot, si hätte gär eng zousätzlech Steierklass nach derbäi. A mir wëllen dat net! Well wéi soll een héich ...

(Interruption)

Dach, dach! Dach, dach ... Oder hutt Der et de Moie gesot, Här Roth? Wëllt Der nach ëmmer eng zousätzlech Steierklass?

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, da sot mer dat herno, wann Der wëllt. Mee dat ass en interessante Sujet, well wann Der wëllt héich qualifizéiert Experten an d'Land zéien, da kënnt Der déi net esou besteieren, datt se par rapport zu anere Finanzplaze kee kompetitiivt Ëmfeld fannen.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, sot mer.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Roth wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, e Kommentar, mengen ech.

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, well ech perséinlech ugeschwat gouf a well ech awer net kann akzeptéieren, dass hei vis-à-vis vun der CSV Saache gesot ginn, déi mir ni – ech wëll dat soen: ni! – gesot hunn.

Mir si selbstverständlech der Meenung, dass ee muss d'Steierlaascht insgesamt, vun den Elengerzéier virun allem a vun de Pensionéierten, dass een déi muss reduzéieren. An duerfir war eis Propos ëmmer, dass een éischtens den Delai, wéini ee vun der Steierklass 2 an d'1a kënnt am Fall vun enger Scheedung oder vun enger Verwittmung, vun dräi op fënnef Joer eropsetzt, dass een den Tariff virun allem an der Steierklass 1a esou ordonnancéiert, dass en net esou schnell op de Spëtzesteiersaz kënnt. An drëttens hu mer ëmmer gesot, dass mer de Steiermontant, dee befreit ass, den Agangssteiersaz, op 15.000 Euro géifen an d'Luucht setzen. Dat géif nämlech ipso facto heeschen, dass een an der Steierklass 1a aktuell eréischt ab 30.000 Euro Steiere géif bezuelen.

Mir hu festgestallt, dass d'Leit versprach kruten: Jiddwereen an d'Steierklass 2 a kee verléiert eppes do derbäi. Mir hu festgestallt, dass dat net geet. Mir sinn och nach wie vor der Meenung, dass een dat kuerzfristeg iwwerhaapt net hikritt, dat geet weeder finanziell nach technesch. Wann eng Kéier sollt eng Individualisatioun kommen, dann ass d'CSV deem net géintiwwer gestallt (veuillez lire: deem net negativ géintiwwer agestallt). Mee kuerzfristeg hätt ee kënnen handelen. A wa mir d'Chance hätten, nach eng Kéier kënnen d'Politick zu Lëtzebuerg erëm matzegestalten, da kënne mer de Leit garantéieren, dass mer bannent 100 Deeg déi Adaptatioun, déi ech am Ufank vu menger Interventioun genannt hunn, och géife maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Roth, ech hunn trotzdeem dann nach eng Fro, well ech hunn awer ganz gutt an Erënnerung, datt Der ëmmer gesot hutt, Dir wéilt nach zousätzlech eng Steierklass schafen, wou eeben esou e Spëtzesteiersaz méi héich ugesat wär. Op jidde Fall ass dat meng Erënnerung; mee gutt!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth wëll nach eppes kloerstellen.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech wëll dat och kloerstellen, well ech weess, dass dat hei sensibel Sujete sinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Richteg ass, dass d'CSV gesot huet, dass an Zäiten, wou déi finanziell Situatioun ugespaant ass, déi breet Schëlleren och musse méi droen. An duerfir hu mir gesot, dass een eng Inflatiounsberengegung vun der Steierlandschaft mécht, wat contrairement zu deem, wat ëmmer gesot gëtt, virun allem de klengen a mëttlere Verdénger zegutt-kënnt, wat esou ass, einfach mathematesch, an dass een awer duerfir uewen an dem Steierbarème en zousätzleche Steiertaux – Steiertaux, dat ass net eng nei Steierklass! – ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | ... kéint bäisëtze fir Leit, déi Spëtzeverdénger sinn. An do hu mer ëmmer gesot, zum Beispill ab 500.000 Euro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | An dozou stinn ech och an dozou steet och d'CSV.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! Dir entschëllegt, ech hat mech effektiv falsch ausgedréckt, Här Roth, ech hunn dat op Lëtzebuergesch probéiert duerzestellen – de „Steiertaux" dann. Mee et bleift eng Tatsaach, datt d'CSV dat wëllt erhéijen. An ech sinn awer frou, datt Dir mir dat elo confirméiert hutt. Gutt, mam Rescht kënne mer am grousse Ganze liewen, mee awer fir eng zousätzlech ..., fir dann de Steiertaux ze héijen, do si mer enger anerer Meenung, well do kritt Der dann déi Experten net, déi mer brauchen.

An dann hu mer och am Finanzsecteur – an dat gëtt och ëmmer gesot, Madamm Minister – eng

bedauerlech Iwwerbürokratiséierung a Rigiditéit, och d'Beispill vun de Konten, dat ëmmer ugeschwat gëtt. An dat hu mer och elo. Ech mengen, datt mer hei an der Chamber op d'mannst schonn zënter engem Joer oppen doriwwer schwätzen, géif ech soen, a mir wëssen nach ëmmer net, wat d'Regierung wëll maachen, zesumme mat der CSSF an den Acteuren um Finanzsecteur, fir do endlech géigenzesteieren.

Bei der industrieller Diversifikatioun – a mir si frou, datt och den Här Industrieminister hei ass –, do hu mer och eigentlech kee Progrès gesinn. Mir hu kee Progrès gesinn. Ech wéisst net, wéi ee grousse Projet dës Regierung an d'Land bruecht huet. Gutt, et gëtt e puer Initiativen, déi hunn och hiert Gutt, am Weltraumberäich an e puer aner Saachen. Mee u sech héiere mer: „Économie circulaire", „Économie de partage!" ... Mee et ass net dat, wat Europa brauch!

No der Pandemie ware mer eis eens, datt mer eng Reindustrialiséierung an Europa brauchen. Aner Kolleegen hunn et och scho gesot, mir brauchen d'Chipindustrie, Elektronik, mir brauche Pharma – dat alles kënnt net. Mir kréien eng Pharmaindustrie, déi just Logistik mécht – Logistik! –, an net Chimie oder Pharmazeutik am enke Sënn vum Wuert. Also u sech ass dat och eppes, wat eis Suerge mécht. An dozou gehéiert eeben och de Problem vun den Industrieterrainen, iwwerdriwwenen Ëmweltoplagen oder iwwerdriwwene Manéieren, fir dat dann ze maachen. Dat sinn alles Problemer.

D'Versuergung mat der Energie, och do huet d'Regierung eng Matschold, well se deieren Illusiounen noleeft, amplaz d'Energiesécherheet hei am Land ze garantéieren. Wat mer bräichten, dat wär genuch Energie, bëlleg Energie an ëmweltfrëndlech Energie fir Lëtzebuerg. A wat maache mer? Mir ginn enorm Zommen aus fir eng marginal Energieproduktioun, an och nach volatill!

Ech hu mer dat emol opgeschriwwe fir déi Leit ... Et ass ëmmer erëm wichteg, dat ze widderhuelen, well d'Leit dat vläicht net present hunn, well se op déi Propaganda erafalen, datt alternativ Energië den Energieproblem vu Lëtzebuerg kéinte léisen. Dat ass net esou! Mir hunn eng Consommatioun am Joer vu 50 Terawattstonnen, dat si 50 Millioune Megawattstonnen. A mir hunn 2020 Fotovoltaik installéiert – et ass elo vläicht e bësse méi –: 187 Megawatt. A bei der Wandenergie läit et ongefëier bei 170, 180 Megawatt. Dat sinn 360 Megawatt, manner wéi 1 % – manner wéi 1 %! – vun eisem Gesamtenergiebedarf am Lëtzebuerger Land ass alternativ. An dann ass dat nach installéiert Energie, dann ass dat net d'Leeschtung vun der Energie! Ech mengen, et muss ee realistesch sinn an dat ëmmer erëm widderhuelen.

D'CO_2-Steier ... an all déi aner Saachen, déi mer elo héieren hunn, den Här Benoy huet et elo rappeléiert: d'Initiativen aus dem Europaparlament, Heizung, fir d'éischt fräiwëlleg, an duerno gëtt vläicht e bëssen nogehollef ... Mee mir gi vun der grénger Verbuetspartei op déi gréng Diktatpartei! Dat ass dat, wat mer elo hunn!

(Interruption)

Dat ass dat, wat mer héieren. Mir gesinn et am Europaparlament, wann d'Leit forcéiert ginn, och déi, déi keng Suen hunn, déi sech dat net kënne leeschten, wou et keng gutt Alternative gëtt, fir sech aner Heizungen ze installéieren, Leit, déi sech et net kënne leeschten. A wat kënnt? Dat ass awer eppes, wat ech Iech ganz kloer soen – a mir hate schonn eng Protestbeweegung a Frankräich mat de Gilets jaunes –: Mir kréien dat europawäit! Mir kréien et och hei zu Lëtzebuerg, mat där doter Politick, déi d'Leit eebe just net mathëlt a méi vun hinne verlaangt, wéi se kënne maachen. Ob dat sënnvoll ass, do muss een nach iwwerhaapt driwwer schwätzen!

(Interruptions)

Um Wunnengsmaart hu mer änlech Evolutiounen, och deen ass um Nullpunkt. Et ass wéi bei der industrieller Diversifikatioun, et ass bei ganz ville Saachen hei am Land: Mir hunn e kompletten Dirigismus. Mir hunn eng Regierung, déi amplaz ze liberaliséieren, besser Reegelungen, e bessere gesetzleche Kader ze schafen, u sech exorbitant Steiere schaaft, wat natierlech d'Investitiounen éischter hemmt wéi se encouragéiert, dat ass jo evident. A mir hunn eng Regierung, déi d'Recht vun de Leit op Eegentum – wat e Mënscherecht ass, datt d'Leit kënne mat hirem Eegentum maachen, wat se wëllen – a Fro stellt, an dat mat der Bedeelegung vun der Demokratescher Partei. Et ass wierklech net ze gleewen, wat do geschitt!

Mir géife soen: investéieren, den Amortissement accéléré erëm vill méi gënschteg maachen amplaz Steiererhéijungen, Incentives, fir kënnen ze investéieren, amplaz Mobiliséierungssteieren, Steieren op eidel Wunnengen. Ëmmer erëm Steieren, méi héich Grondsteieren an esou weider an esou virun, d'Liblingswuert vun der Regierung ass warscheinlech „Steieren"!

Mir wëllen d'energeetesch Bauvirschrëfte flexibiliséieren. Mir wëllen de Leit d'Fräiheet ginn, fir am Prinzipp esou ze bauen, wéi se wëllen, a kee staatlechen Dirigismus.

Mir hunn och sozial Geforen. De Chômage zum Beispill ass net „nëmme" 5 %, mee en „ass" 5 % – dat ass net esou niddreg! Wann ee bei 5 % Sockelchômage, wéi mer en am Abléck ongefëier hunn, géif a weider Problemer erakommen, dann hätte mer ganz séier héich Chômagetauxen. Also, och do muss ee ganz gutt oppassen. An an deem Kontext wëlle mer och soen, well déi Diskussioun ëmmer erëm opkënnt, datt mir bei der ADR op jidde Fall weeder mat enger Moduléierung nach mat enger Plafonéierung vum Index d'accord sinn. Mir si géint all Indexmanipulatioun!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An an dësen Zäiten ass et och ganz gutt, dat ze rappeléieren.

U sech bräichte mer elo eng Regierung hei am Land vun der Vernonft, déi d'Finanze consolidéiert, d'Ekonomie revitaliséiert, d'Land moderniséiert. Mir bräichten eng Regierung, déi wéilt couragéiert Reformen duerchféieren. Dat kréie mer warscheinlech net, well Gambia kann et net an d'CSV huet eis viru Kuerzem gesot, datt si wëll mat eis an der Oppositioun bleiwen. Dofir wäert dat net geschéien an dat ass ganz schued!

Här President, als ADR hu mir ëmmer nees d'Problematik vum Wuesstum ugeschwat an ech wëll do op dem Här Roth seng Ried nach eng Kéier agoen. Hien huet jo gesot, dat wär e „gesonde Wuesstum". Mee den demografeschen Aspekt ass wierklech zu Lëtzebuerg ... Bon, ech weess net, Dir gesitt dat vläicht als gesond un, mee wa mir liese beim Statec, datt an zéng Joer eis Populatioun sech ëm e Véierel – ëm e Véierel an zéng Joer! – vergréissert huet ... Den EU-Duerchschnëtt ass 1,7 %, bei eis ass et e Véierel an zéng Joer, an dat ass net gesond an eisen Aen. Et ass och eng Ursaach fir d'Präisexplosioun um Wunnengsmaart, well bei esou enger grousser Demande kann een natierlech ... D'Offer hält jo do net Schrëtt, dat ass jo evident!

Mir kréien d'Infrastrukturen net gebaut, déi mer brauchen. Mir kréien d'Personalbesoinen an der Fonction publique an am private Secteur net gedeckt. Déi demografesch Zesummesetzung vum Land ännert sech och. Och dat ass natierlech eppes, wat ee ka kucken, well ganz vill Leit, déi Lëtzebuerger sinn oder Lëtzebuergesch schwätzen, eist Land verloossen, duerch déi héich Wunnengspräisser ganz dacks, an ersat ginn duerch Leit, déi eis Sprooch wéinstens am Ufank net schwätzen oder och vläicht ni schwätzen. Dat ass natierlech eng wichteg Entwécklung am Land. Dat ännert d'Zesummesetzung kulturell, sproochlech an national, an dat muss een einfach gesinn. A mir hunn dat ëmmer erëm thematiséiert. Ech wëll just hei nach soen, datt eise Spëtzekandidat bei de Walen, de Fred Keup, dat och viru Kuerzem an engem Buch ganz gutt beschriwwen huet.

(Interruption)

Jo, et ass derwäert, dat ze kucken.

(Interruptions et brouhaha)

Fir d'éischt musse mir eise Wuesstumsmodell iwwerdenken. An de Sprong vun engem qualitativen an e quantitative Wuesstum (veuillez lire: vun engem quantitativen an e qualitative Wuesstum), dee bedéngt och eng Reformbereetschaft beim Pensiounssystem. An dat ass net eppes, wat ee sollt ...

O, hutt Dir eng Fro, Här Roth? Jo?

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Här Roth.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Dir waart esou vertiift, mee Dir hutt mech perséinlech ugeschwat à propos vun engem „gesonde Wuesstum".

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hutt elo villes gesot, wat negativ ass. Ech stellen Iech dann awer just eng Fro, well Är Partei, déi kënnt jo: „Fënnef-Sechstel-Pensioun fir jiddwereen".

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat war ...

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wou dat net de Fall war, dat war ... Dir hutt awer e gutt Gediechtnis, Här Roth!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Als Historiker war dat do schonn net schlecht!

(Interruptions et brouhaha)

M. Gilles Roth (CSV) | Mee ech stellen Iech awer dann d'Fro: ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Mat dem Wuesstum verbonnen ass jo och d'Fro vun der sozialer Ofsécherung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass d'Fro vun der Ofsécherung vun de Pensiounen. An Dir hutt gradewéi ech an deenen Dokumenter, déi d'Madamm Backes mat hirer Ekipp an zesumme mat dem Här Fayot zesummegestallt huet, gesinn, dass besonnesch am Stabilitéitsprogramm den Iwwerschoss an der Sozialversécherung, der Sécurité sociale, sech op déi nächst véier Joer gekuckt, nämlech bis 2027, vun 1 Milliard 97 Milliounen ëm d'Hallschent halbéiert. Da wier ech awer och frou, vum ADR ze héieren als Partei vun der Rentegerechtegkeet a vun der Fënnef-Sechstel-Pensioun fir jiddwereen, wéi Der dat da wëllt laangfristeg gewärleeschten.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Dir hutt ganz Recht: Très bien! Ech wëll e puer Saachen dem Här Roth direkt äntweren. Déi éischt Äntwert, déi ech Iech ginn, Här Roth, dat ass, datt bei deene leschte Walen, dat war 2018, zwou Parteien hei am Haus waren – zwou, dat waart Dir an dat ware mir –, déi gesot hunn: „Mir mussen iwwert d'Pensioune schwätzen!" All déi aner wollten et net, well déi hu gesot: „Mir hunn 2012 mam Här Mars Di Bartolomeo eng Reform gemaach." Dat heescht, wann Dir 2018 wéi mir wollt eng Pensiounsreform undenken ...

Meng Auer leeft mat, mee ech äntweren op eng Fro, Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat geet eigentlech net.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, ech hunn dat virdrun och scho mat zwou Minutte kreditéiert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, dat ass ganz léif, well soss kann ech jo dem Här Roth net op seng Froen äntweren.

Mee Här Roth, wann Dir 2018 – wéi mir – dat wollt maachen, dann hutt Dir jo och bestëmmt Virstellunge gehat. Mee haut kommt Der heihinner: „Sou ass de gesonde Wuesstum." Mir sinn eis allen zwee normalerweis ..., op jidde Fall, 2018 war d'CSV sech däers Problem bewosst a mir sinn eis däers haut bewosst. An ech soen Iech, et gëtt natierlech e puer Stellschrauwen, mee mir musse kucken, wéi mer dat maachen, aus e puer Grënn:

Éischtens, wa mer et net maachen, ass 2070 de Präis vun dem Alter vun der Bevëlkerung 26 % vum Bruttoinlandsprodukt. Dat sinn déi Statistiken, déi mer elo kruten. Dat ass natierlech net machbar.

Zweetens, wann ee wëll nohalteg Politick fir déi jonk Generatioune maachen, muss een de Courage hunn, dat do unzepaken. D'Regierung mécht Etüden. Si mécht elo Etüden mam Conseil économique et social, si mécht Statistiken, peekt awer keng Reform un. Mee mir mussen alles kucken, wéi eng aner Stellschrauwe mer kënnen identifizéieren a wéi mer mat deenen ëmginn, déi mer klassesch hunn. Aner Stellschrauwen, do musse mer kucken no flexibele Modeller, fir an d'Pensiounen ze goen. Mir musse kucken, ob mer esou nom Modell vum Compte épargne-temps vläicht och Modeller kënne feststelle fir d'Pensiounen. Mir musse kucken, wéi mer d'Solidaritéit an der Gesellschaft mam Pensiounswiese kënnen erhalen. Well Dir hutt Recht: Mir hunn eng historesch Kredibilitéit als ADR, wou mer net wëlle verschidde Klassen oder d'Gesellschaft trennen am Pensiounssystem.

Mee dee Message, dee mer haut wëlle maachen a ganz kloer wëlle maachen, an dee mer och un Iech maachen, well Der 2018 nach anescht geschwat hutt wéi Der haut schwätzt, dat ass, datt mer dee Punkt mussen upaken. Mir kënnen net higoen an einfach ... Well desto méi laang mer waarden, Här Roth, an dat wësst Dir och, ech mengen, dat weess jiddereen, dee sech domat auserneesetzt, desto méi laang mer waarden, desto méi laang mer de Problem virun eis hierdrécken, desto méi aschneidend mussen herno vläicht Reforme ginn, déi musse gemaach ginn. Dat wëlle mer verhënneren! Wa mer dat also responsabel wëllen upaken, sozial verträglech an an der Verantwortung fir déi nächst Generatiounen, da musse mer et elo maachen an net waarden!

Bon, dat war ..., elo kënne mer et vläicht e bëssen erëm lafe loossen. Also, wéi gesot, ech wäert Iech nach e puermol uschwätzen, Här Roth. Wann Der mer wëllt Froe stellen, Dir sidd ëmmer wëllkomm!

(Hilarité)

Mir hunn och gesinn hei ... Ech wollt op eppes agoen, wat d'Madamm Closener gesot huet. D'Madamm Closener ass heihinnerkomm de Moien a si huet vun der Verschëldung geschwat a si huet gesot – wann ech dat richteg gesinn –, dat wär „Zuelefetischismus". Dat ass dat Wuert, dat d'Madamm Closener benotzt huet. Ech wéilt dofir kuerz eis Meenung dozou soen, wat dat do konkreet heescht fir d'Regierungsfäegkeet vun enger LSAP.

Abee, ech wëll Iech soen, datt d'LSAP, wa se den Triple-A a Fro stellt, ...

(Interruption)

Jo, nee, nee! ... well se jo seet – et ass eng Scholdepartei! –: „Dat ass jo guer kee Problem, déi 30 %, dat ass fir eis kee Problem", dann ass et dat natierlech, woumat se d'Zukunft vun deenen nächste Generatiounen hypothekéiert, well mir hu schonn eng héich Staatsschold! Dat ass net Zuelefetischismus, et ass eng Gefor fir den Triple-A fir déi wichtegst Industrie, déi mer am Land hunn, nämlech fir d'Finanzplaz, an et ass wierklech net nohalteg.

(Interruption)

Gläichzäiteg ass et déi Partei, déi permanent vu Steiererhéijunge schwätzt. „Verméigenssteier" héiere mer, „Ierfschaftssteier an direkter Linn", d'Autossteiere sollen erhéicht ginn. Also, wann een Är Kommunikatiounen, och op deene Kongresser an esou weider, liest, da brëngt d'LSAP et fäerdeg, gläichzäiteg méi Scholden ze maachen an d'Steieren ze erhéijen!

(Brouhaha)

An dann um Aarbechtsmaart, do hutt Der jo Är Kredibilitéit verluer! Dir hutt den „A" am Numm vun Ärer Partei. Wat maacht Der? Dir huelt elo eng Aarbechtszäitdiskussioun, déi kee Mënsch do gefrot huet an déi grouss Problemer, ...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... grouss Problemer mécht an der Kompetitivitéit vun eisem Land. Bei den Independanten ..., do hu mer fréier Ministeren, déi jo do gewisen hunn, datt se kee Respekt hu virun deene Leit. An dann ass d'LSAP – an dat huet eis nach am meeschte rose gemaach – bei der éischter Tripartitt déi Partei gewiescht, déi den Index mat manipuléiert huet – als LSAP!

Am Gesondheetssystem, do hu mer deen Dirigismus, deen d'LSAP wärend Joerzéngten hei gemaach huet am Lëtzebuerger Land. Dee muss emol opgebrach ginn! An dat ass mat Iech net méiglech! Ech mengen, de Gesondheetssystem ass warscheinlech déi Baustell, wou mer eis op dat 21. Joerhonnert mussen astellen. Et vergeet keng Woch – et vergeet keng Woch! –, wou mer net eng oder zwou Delegatioune bei eis an der Partei empfänken aus dem Gesondheetssecteur, vun Dokteren, Infirmieren, Allméigleches, déi eis da soen, datt et esou net virugeet. An dat ass awer déi Politick, déi aleng d'LSAP ze verantwerten huet. An där Punkte gëtt et nach.

Mir hunn d'lescht Woch an der Interpellatioun ..., net d'lescht Woch, mee virun e puer Wochen, wéi den Här Mosar seng Interpellatioun gemaach huet, hate mer schonn e puer Punkten ugeschwat, wéi mir gär hätten, datt dëst Land sech soll ekonomesch moderniséieren.

Dozou gehéiert och – mir haten dat deemools net gesot – d'Restrukturéierung vun de Scholden. Mir hu léiwer eng Banneschold wéi eng Bausseschold. Dat ass eng Saach, déi d'Madamm Backes sech eventuell kann iwwerleeën.

Mir wären och net dergéint, wa Scholde misste gemaach ginn – mir wëlle keng Scholde maachen, mee wann der misste gemaach ginn –, datt mer eventuell och en Emprunt hei am Land maache bei de Leit, wéi et schonn eng Kéier gemaach gouf. Och dat wier eng Méiglechkeet.

Mir wëlle virun allem d'Investitiounsméiglechkeeten an déi Lëtzebuerger Ekonomie verbesseren. Den Här Roth hat och de Moien doriwwer geschwat. D'CSV hat déi Iddi opgegraff an eng Proposition de loi gemaach. Den Ënnerscheed, dee mer do hu mat der CSV, ass deen, datt mir keng ideologesch Barriären do géifen abauen.

(Interruption)

De Logistiksecteur soll ënnerstëtzt ginn. An och do wëll ech soen: De Logistiksecteur, dat war fréier eng Initiativ vum Här Krecké, engem LSAP-Minister. Deen huet do ganz vill Verdéngschter, dat muss ee wierklech soen! An haut gëtt de Logistiksecteur vun enger LSAP an der Regierung net méi ënnerstëtzt, och well déi gréng dat vläicht net wëllen. Mee kuckt emol: Den Eco-liner, dat wëllt d'Regierung net. An anere Länner gëtt en ageféiert. Den Tanktourismus: Mir hunn dee grousse Problem, datt eise Logistiksecteur, dee mer hei am Land opgebaut hunn, net méi kompetitiv ass par rapport zu den Dieselpräisser an der Belsch zum Beispill. Mir bilden net genuch Chauffeuren aus. Ech wëll och an deem Kontext nach eng Kéier soen: Mir si fir den Tanktourismus als ADR!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir gesinn iwwerhaapt keng Ursaach derfir, datt eis Camionen an eis Leit am Ausland tanke ginn amplaz hei. Wat ass domadder dem Klima gehollef? Iwwerhaapt näischt!

(Interruption)

Mir wëllen d'Attraktivitéit och doduerch verbesseren, datt mer de Justizsystem méi effizient maachen, an et duerch méi Mëttelen erméiglechen, d'Delaien erofzesetzen op de Geriichter an och en eegestännegt Steiergeriicht anzeféieren.

An ech gesinn, datt ech vläicht e bësse méi séier sollt maachen. Fir Iech Freed ze maachen, wëll ech awer déi wichtegst Punkten eraushuelen.

Mir wëllen hei och vläicht e puer Lektiounen zéien aus deene Krisen, déi mer hunn, well mir hu jo ëmmer erëm dat Gespréich ëm eng „Polykris". Mir hu vill Krise mateneen, wat och stëmmt. Ech mengen, mir hate genuch Problemer an deene leschte Joren. Mir haten d'Covidkris. An do, mengen ech, ass et wichteg, a mir haten doriwwer diskutéiert, datt mer wierklech elo higinn an eng onofhängeg – eng „onofhängeg", esou stoung et an där Motioun, déi d'ADR proposéiert hat – Ënnersichungskommissioun do hunn. An et ass ganz wichteg, datt mer déi elo asetzen.

Ech sinn emol gespaant, wat elo kënnt, well déi vun der OECD (veuillez lire: well dee Bericht vun der OECD), ech mengen, do si mer eis alleguer eens, datt dee ganz orientéiert war. Dat wëlle mer net, well mir mussen einfach vergläichen, wéi och elo an Däitschland an op anere Plazen d'Diskussiounen opkommen, ob dat wierklech alles néideg war: déi laang Lockdownen, d'Schoulen zoumaachen. De schweedesche Modell muss ënnersicht ginn, dee se do haten. An dat wär ganz interessant.

Op jidde Fall, wat elo och wichteg ass, dat ass, datt déi Liwwerketteschwieregkeeten, déi zum Deel nach aus der Covidzäit kommen, elo net nach méi schlëmm gemaach ginn doduerch, datt mer och nach en

nationaalt Gesetz iwwer Liwwerkette maachen, wat iwwer EU-Virschréften erausgeet. Ech mengen, dat wär komplett onsënneg.

A bei där Energiekris a bei der Klimakris – loosst mech dat och vläicht soe bei der Klimakris, well ëmmerhi stoung haut an der Zeitung, datt an Éisträich dee keelsten Abrëll säit 26 Joer ass, dat heescht, et ass en akute Sujet –: Mee mir musse kucken, datt mer dat och esou maachen, datt mer e Retour économique hunn! Et kann een higoen, wéi déi gréng an dës Regierung et maachen, fir iwwerall d'Leit ze dierängelen – d'Entreprisen, d'Baueren, d'Leit –, fir hei an do hire Liewensstil ze änneren. Et kéint een awer och higoen an einfach op deene Plazen, wou am meeschte Kuelendioxid doduerch ufält, zum Beispill an deene grousse Kraaftwierker an anere Länner, do investéieren, en ekonomesche Modell draus maachen, weltwäit doduerch d'Kuelendioxidemissioune reduzéieren. Dat géif eis et erlaben, hei eng progressiv Dekarboniséierung ze féieren, am selwechte Rhythmus, wéi eis Konkurrenten dat maachen. Et wär ekonomesch einfach sënnvoll!

Mir wieren eis och dergéint, datt de Verbrennungsmotor soll verbuede ginn. Fir eis ass dat onsënneg! Et ass onsënneg, well mer ganz effizient Verbrennungsmotoren hunn, Diesel a Bensinn, déi sinn héich entwéckelt. Mir kéinte mat E-Fuel schaffen.

Mir kéinten och emol déi Fro stellen, well op déi gëtt et keng Äntwert vun der Säit vun deene Gréngen a vun der Regierung, wou dee ganze Stroum da soll hierkommen. Well déi Leit, déi eng enorm Stroum..., déi alles wëllen elektrifizéieren haut, dat sinn déi selwecht, déi eis virun e puer Joer nach d'elektresch Biere wollte verbidden an déi d'Puissance vum Staubsauger erofgesat hunn. Dat ass alles net vergiess!

(Interruption)

An haut soe se: „Et muss alles elektresch sinn: ...

(Interruptions)

... d'Industrie, d'Heizung", Allméigleches, a gläichzäiteg keen Atomstroum, deen awer e Véierel – méi oder manner e Véierel – vun der europäescher Stroumproduktioun geschwënn ausmécht. A wéi soll dat goen? Dat geet natierlech net!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt d'Madamm Empain Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, sécher, gär.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech hätt just eng technesch Fro. Wann Der Iech jo därmoossen driwwer opreegt, dass Stroum gebraucht gëtt: ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... Mat wat wëllt Der dann Är E-Fuels hierstellen?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also ... Gutt! Wësst Der, wann Der mer esou eng Fro stellt, weess ech net, wou ech soll ufänken.

(Exclamations et brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et voilà!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, well et ass praktesch mäi Liblingssujet, wann ee vun deene Gréngen opsteet a seet: „Erkläert eis Energiepolitick!" Dat géif ech ganz gär maachen.

(Interruptions)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech hunn Iech net gefrot, Energiepolitick ze erklären, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... just wéi Der wëllt E-Fuels hierstellen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... wa mer scho limitéiert Energieressourcen hunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wéi wëllt Dir Waasserstoff hierstellen?

Une voix | Do wéilt een eng Äntwert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Mee dat ass ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also dat Éischt, wat ech Iech wëll soen, ass, datt mir, contrairement zu Iech, net géint Atomenergie sinn. Dat heescht, mir hu ganz aner Ressourcë wéi Dir an der Stroumdiskussioun, well mer, éischtens, weeder Fossill nach Atom ausschléissen. Dat heescht, mir hunn ... An, wat ganz interessant ass: D'Lëtzebuerger Regierung – well Dir sot jo ëmmer, Dir wäert ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dann hutt Der jo genuch Stroum. Dann ass jo kee Problem!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass elo u mir fir ze schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift! E bësse méi Disziplinn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Lëtzebuerger Regierung, an dat wëll ech Iech och ëmmer soen, Madamm Empain, ass och an der Atompolitick net ganz glafwierdeg, well engersäits importéiere mer es jo nach an op där anerer Säit ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat war net d'Fro! Ech wëll just eng Äntwert op meng Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... participéiert d'Lëtzebuerger Regierung jo och an der Weiderentwécklung vun der Fusiounsenergie. Och dat ass Atomenergie.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | E kann och nach dräi Stonne rudderen, gellt, mee ech hunn ëmmer nach keng Äntwert op meng Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat heescht, wa mer hei higinn an iwwer Stroum schwätzen, iwwer Energie schwätzen, huet d'ADR grondsätzlech aner Iddie wéi Dir, well mer, wéi gesot, net higinn an nëmmen op alternativ Energië setzen, mee och déi aner mat arechnen. Gutt.

Dann hu mer ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat ass nach keng Äntwert op meng Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hunn nach dräi Minutten, Madamm Empain. Ech wëll déi huelen, wann Der erlaabt, fir meng Ried fäerdeg ze maachen.

(Brouhaha)

Ech wëll hei zwee Constate maachen. Éischtens, d'Situatioun vun den ëffentleche Finanzen huet sech degradéiert, och duerch den Train de vie vun der Lëtzebuerger Regierung. An zweetens, dës Regierung ass net kapabel, Reformen duerchzesetzen, dat geet net. Och wann zum Beispill eng Demokratesch Partei dat eent oder anert wéilt, da geet et bei der LSAP net an der Gesondheetspolitick, bei deene Gréngen net an der sougenannter Klima- oder Energiepolitick. A mir brauchen eng realistesch a modern Politick, fir d'Defie vum nächste Joerhonnert opzehuelen.

Et kommen eng Rei Erausfuerderungen, ech wëll Iech der e puer opzielen:

Dat Éischt ass de Verdeedegungsbudget, an deem Kontext, wou mer elo international sinn. Do ass groussen Drock op eist Land, datt mer dee ganz staark an d'Luucht solle setzen, am internationale Gespréich héiert een: 2 %, oder souguer nach méi, vum Bruttoinlandsprodukt. Mir soen: Bon, mir mussen dem Drock an engem gewëssene Mooss noginn, dat ass och zum Deel sënnvoll. Mee 1 % ass fir eis d'Grenz! A mir hätte gär, datt deen 1 % esou wäit wéi méiglech am Lëtzebuerger Land ausgi gëtt, well mir hu keng Rüstungsindustrie wéi aner Länner, déi e Retour économique hunn. Mir hunn dee praktesch net. An et wär dofir fir eis wichteg, datt mer déi Suen och géifen hei esou wäit wéi méiglech investéieren.

Zweetens: d'Frais de fonctionnement vum Staat. Mir kënnen net higoen an dauernd nokucken, wéi dat elo bei Gambia 2 a virdrun och schonn de Fall war, datt d'Depensë méi héich wéi d'Recettë sinn. Mir musse se an d'Gläichgewiicht bréngen. An dat bedéngt selbstverständlech och, wann de Budget soll am Gläichgewiicht sinn, datt een op Verschiddenes verzicht an net alles ka gläichzäiteg maachen.

Drëttens: d'Personalevolutioun beim Staat. Och déi musse mer am A behalen. Mir wëllen emol, éischtens, datt d'Fonction publique hei am Land Lëtzebuergesch schwätzt an datt an alle Käraufgaben, an alle souveränen Aufgaben, wéi d'europäescht Recht et virgesäit, och Lëtzebuerger schaffen. Ech wëll just drun erënneren, datt d'DP hei viru Kuerzem proposéiert hat, d'Offizéieschposten an der Lëtzebuerger Arméi un Netlëtzebuerger ze ginn. Dat ass net eis Linn!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir wëllen och, wann – an dat ass e Problem – Leit aus dem private Secteur bei de Staat wiesselen ... An dat ass e Problem! Fréier huet d'Regierung probéiert, dat iwwert deen 80-80-90-System ze léisen. Dat war e kompletten Echec. Mee mir sinn der Meenung, datt mer dem private Secteur sollen eng Kompensatioun bezuelen, wann en zum Beispill Ausbildungsleeschtunge bruecht huet vu Leit, déi duerno bei de Staat ginn – datt do soll eng Kompensatioun fléissen.

D'Käraufgabe vum Staat, dat ass bei eis mat Sécherheet d'Sécherheet, op jidde Fall. Police, Justiz, Armëi, déi hunn eis voll Ënnerstëtzung, déi kréien och déi Moyenen, déi se brauchen.

Véiertens: Bei de Finanztransferten an déi Europäesch Unioun si mir restriktiv. An ech wëll ganz kloer soen: Et gëtt ganz vill Diskussiounen, datt elo d'Europäesch Unioun soll méi Eegemëttele kréien, also eege Steiere kann aféieren. Dat gëtt et elo ganz vill. Dat géif nach d'Steierlaascht vun de Leit schlussendlech erhéijen, just datt et keng national Steiere wären, mee europäesch Steieren. Dat ass och eppes, wat mir net akzeptéieren.

A fënneftens – an da sinn ech geschwë fäerdeg, Här President, mee Dir hutt mer jo zwou Minutte guttgeschriwwen –: Et muss am Staatsbudget ëmmer genuch Marge sinn, fir géint d'Aarmut virzegoen – e Problem, dee ganz vill Leit an eiser Gesellschaft hunn –, géint d'Prekaritéit, och vun deene Leit, déi schaffen. Et musse genuch Suen do sinn, fir deenen Elengerzéienden an de Wittleit ze hëllefen, fir d'Assurance dépendance unzepassen esou wäit wéi méiglech, fir Systemer wéi den Adapto méi generéis ze maachen – well mir wëlle ganz bewosst deenen eelere Leit méi Sécherheet a méi Mobilitéit ginn, och individuell Mobilitéit.

Här President, ech wëll nach ee Wuert zur Steierreform soen, déi jo an dëser Legislatur net koum. Selbstverständlech läit eis Prioritéit am Ableck, well souwisou de Finanzspillraum vum Staat am Ableck

ganz kleng ass, bei der Upassung vun der Steiertabell, der Lutte géint déi kal Progressioun, méi klengen Upassungen, déi ee ka maachen. Ech hat eng Lëscht elo bei eiser virleschter Debatt hei genannt, ech kommen elo net nach eng Kéier drop zréck.

Mee ech wëll ee Punkt nach ganz kloermaachen: Gambia wollt déi total Individualiséierung mat deem Argument: „De Liewensmodell soll net bestëmmen, wéi ee besteiert gëtt." Abee, mir soe ganz bewosst a ganz kloer, datt mir d'Famill net wëllen iwwert d'Steieren ofschafen. Dat wëlle mir net!

(Interruption)

D'Famill ass d'Kärzell vun der Gesellschaft a mir wëllen, datt d'Famill och steierlech Avantagen huet, well dat ass eng Verantwortungsgemeinschaft fir Kanner. A mir wëllen net higoen an elo mat deem Argument, fir eng komplett Individualiséierung ze hunn, domadder en neie Schlag géint d'Famill an dëser Gesellschaft hunn, déi Kéier iwwert dee steierleche Wee.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, wann een hei gewëssenen Oppositiounsparteien nolauschtert, da mengt een, et stéing ganz schlecht ëm d'Staatsfinanzen. Ech versti jo, datt ee versicht, virun de Wale säi Profill ze schäerfen, mee esou ze maachen, wéi wann d'Staatsfinanzen ausser Kontroll wieren, dat ass awer e bësselchen déck opgedroen, menge mir.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Mir sti jo net am Verdacht, besonnesch zimperlech mat der Regierung ëmzegoen, mee et muss een eiser Meenung no awer d'Kierch am Duerf loossen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Kierch?

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | D'Kierch am Duerf loossen.

(Hilarité, brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Meng Zäit leeft, Kolleegen, meng Zäit leeft! Här President, laut de Previsiounen hu mer dëst Joer e Wirtschaftswuesstum vun 2,4 % an d'nächst Joer vun 3,8 %. De Chômage läit ënner 5 % an d'Investitiounen – zumindest esou, wéi se affichéiert ginn – leie bei iwwer 4 % vum PIB. De Solde structurel soll 2023 bei minus 0,8 % leien. A mir hunn e Scholdestand, deen trotz liichter Tendenz no uewen nach immens niddreg ass. D'Wourecht ass, datt dat finanziellt Fundament vum Land awer relativ zolidd ass.

Jo, d'Regierung huet mat deenen dräi Tripartitt-Accorde ganz vill Suen an de Grapp geholl, fir elo fir e relative spektakulären Defizit am Zentralstaat ze suergen. D'lescht Joer waren dat 720 Milliounen. A fir dëst Joer gëtt mat engem Defizit am Zentralstaat gerechent vun 2,3 Milliarden. Woubäi esou pessimistesch Prognose sech an der Vergaangenheet meeschtens als falsch erausgestallt hunn. Emol ofwaarden, wat dann zum Schluss dobäi erauskënnt.

Natierlech soll een och vermeiden, eiser Meenung no, Scholden ze maachen, mee an enger Krisesituatioun ze spueren, ass ganz einfach falsch! Well wann een d'Aktivitéit ofwiergt, ass de Schued duerno vill méi grouss, …

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | … wéi wann ee kuerzfristeg an de Minus geet. An ech fannen et e bëssen einfach, der Regierung elo dorauser e Stréck ze dréinen, wann ee selwer all Tripartitt-Mesür matgestëmmt huet.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, datt mir als déi Lénk … Et mengt ee bal, ech wär de Porte-parole vun der Regierung, ne?

(Hilarité)

Mee, elo geet et …

Une voix | Elo geet et weider!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Elo geet et weider!

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Datt mir als déi Lénk mat engem Defizit liewe kënnen, heescht awer net, datt d'Regierung an eisen Aen alles richteg gemaach huet. Au contraire!

Une voix | O!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Vill Depensë waren eiser Meenung no onnéideg a virun allem net cibléiert genuch, wärend op anere Plazen net genuch gehollef gouf. Eis Kritick ass virun allem, datt d'Regierung d'Suen ze vill mat der Strenz ausgedeelt huet, amplaz se geziilt do anzesetzen, wou se am meeschte gebraucht gi sinn.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Och dat hu mir hei schonn ëfters gesot.

Ugefaange beim éischten Tripartitt-Pak an der onnéideger Manipulatioun vum Index, déi de Staat iwwer eng hallef Milliard Euro kascht huet. Dës Manipulatioun huet et de Betriber jo erlaabt, wärend zéng Méint passiv (veuillez lire: wärend zéng Méint massiv) Personalkäschten anzespueren, déi indirekt vum Staat iwwerholl goufen.

Mir hunn duerchaus Verständnis fir d'Situatioun vun de klenge Patronen, déi mat zwou Indextranchen innerhalb vun e puer Méint confrontéiert goufen. Datt de Staat de PMEen an där Situatioun ënnert d'Äerm gräift, ass vollkomme legitimm, well et huet jo keen Interessi dorunner, datt massiv Faillitte provozéiert ginn. Dofir, menge mir, hätt een awer solle vill méi cibléiert virgoen an de Staat hätt do sollen hëllefen, wou Betriber virun allem mat Schwieregkeete confrontéiert sinn.

Mee mir hunn awer wéineg Verständnis dofir, datt de Staat d'Indextranchen iwwerholl huet fir déi grouss Societéiten an Aktiengesellschaften, déi zolidd Profitter ausweisen. Well da suerge mer jo just derfir, datt déi Profitter u sech nach méi héich ausfalen. Oder anescht gesot: Andeems de Staat deene grousse Boîtten d'Personalkäschte bezuelt huet, si Steiergelder indirekt an d'Täsche vun hiren Aktionäre gefloss. A well dat anscheinend esou flott war, solle se dann am Hierscht nach eng Tranche kompenséiert kréien – wat de Staat nees 150 Milliounen Euro wäert kaschten.

Deen zweeten Aspekt – och dat gi mer net midd ze soen – ass d'Deckelung vun den Energiepräisser, déi jo elo nach bis Enn 2024 weiderlafe soll a ganz vill Geld kascht. Natierlech war dat néideg, fir d'Menagen ze entlaaschten an der Inflatioun entgéintzewierken. De Problem ass awer, datt d'Regierung sech et ze vill einfach gemaach huet a queesch duerch de Gaart all Energiepräisser gedeckelt huet: net just d'Energie vun der Grondversuergung, déi et dem normale Stot erlaabt ze hëtzen an ze kachen, mee och d'Luxusenergie, déi benotzt gëtt, fir d'Sauna oder d'Piscine ze hëtzen oder d'ganz Nuecht de Gaart ze beliichten.

2022 hu mir gesinn, wéi d'Regierung fir d'éischt grouss Sensibiliséierungscampagnë lancéiert huet, fir d'Bierger zum Energiespueren opzefuerderen, just fir e puer Méint drop all Ureiz zum Spuere falen ze loosse mat enger staatlech finanzéierter Deckelung. Amplaz d'Hëllef ze cibléieren, kritt deen am meeschte Subventiounen, deen am meeschten Energie verbraucht. Dat ass souwuel aus ekologescher wéi aus sozialer Siicht an eisen Ae kontraproduktiv an dat hätt ee kënne vermeide mat gestaffelten Hëllefen oder der Aféierung vu gestaffelte Präisser, esou wéi mir et säit Jore proposéieren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Gestaffelt Waasser- an Energiepräisser wiere souwuel eng sozial wéi eng ekologesch Moossnam. Si kombinéiert d'Bekämpfung vu sozialer Ongerechtegkeet a geet gläichzäiteg géint Verschwendung vun enger wäertvoller ëffentlecher Ressource vir. Wa mer et net fäerdegbréngen, de Kampf géint de Klimawandel a fir d'Biodiversitéit zesumme mat dem soziale Gedanken ze féieren, da gëtt et schwéier, dee Kampf iwwerhaapt ze féieren.

Et geet zwar vill rieds vun der ekologescher Transitioun, mee Konkreetes feelt eis awer. Dobäi si mer an engem Noutstand. Mir hate jo hei an der Chamber am Mee 2019 de Klimanoutstand proposéiert, deen urgent Moossnamen hätt kënne mat sech bréngen, mee dee war leider vun de Majoritéitsparteien ofgeleent ginn.

Och mat de steierleche Mesüren, déi uganks dëst Joer decidéiert goufen, fléissen eiser Meenung no nees Steiersuen an déi falsch Täschen. Mir si fir eng automatesch Upassung vum Barème un d'Inflatioun, mee fir d'éischt misst awer emol de Barème strukturell iwwerschafft ginn a méi gerecht gemaach ginn. An der aktueller Situatioun wäerten dës steierlech Mesüre ganz einfach den Effekt hunn, datt ee méi kritt, wat ee méi verdéngt – datt also nees vill Suen aus dem Staatsbudget an Täsche fléissen, déi se eigentlech net brauchen.

Op där anerer Säit – och dat gëtt wéineg thematiséiert – huet dës Regierung näischt ënnerholl, fir d'Recetten ze erhéijen. Well och dat hätt kënnen hëllefen, nei Scholden ze evitéieren. Mir hate jo eng exceptionnel Krisesteier d'lescht Joer op héije Benefisser an héije Revenue virgeschloen, déi d'Krisemesüren hätte kënne géigefinanzéieren. Esou eng Krisesteier hat och an engem Sondage immens vill Zoustëmmung kritt, mee d'Regierung wollt dat net.

Wat ech interessant fannen an dëser Debatt, ass eigentlech dat, wat hei ausgeklammert gëtt, an zwar strukturell Ännerungen, Stéchwuert: eng méi gerecht Steierreform mat méi héije Spëtzesteiersätz an enger méi grousser Progressioun no uewen an enger Offlaachung no ënnen. Och eng Steier op grousse private Verméigen ass längst iwwerfälleg an eisen Aen, virun allem an Zäiten, wou d'sozial an d'ekonomesch Ongläichheete wuessen an de Staat Recettë brauch.

Tatsächlech sinn d'Recettë vum Staat d'lescht Joer geklommen, awer net op d'Käschte vun deene fortunéierte Schichten, esou wéi mir et géife proposéieren, mee op d'Käschte vum Salariat. D'Lounsteier ass jo massiv eropgaange wéinst der kaler Progressioun an dem héije Beschäftegungsniveau. Dat steet jo och klipp a kloer esou an dem Stabilitéitsprogramm, an dat wäert och dëst Joer esou weidergoen.

Zesummegefaasst heescht dat eiser Meenung no, datt den Defizit hätt kënne weesentlech méi niddreg ausfalen, wann ee méi eng differenzéiert Approche gehat hätt an d'Gelder dohinner dirigéiert hätt, wou se wierklech gebraucht ginn, an datt een den Defizit warscheinlech hätt kënne ganz vermeiden, wann ee bei déi breet Schëlleren méi eng grouss Kontributioun siche gaange wär.

Här President, eiser Meenung no huet d'Regierung also vill Sue mat der Strenz verdeelt, déi hätte kënnen aneschters agesat ginn. An do, wou eiser Meenung no de Schong am meeschten dréckt an eiser Gesellschaft, dat ass bei deenen einfache Stéit mat méi niddregen oder guer kenge Revenuen. Dat si Locataren, alenge-rzéiend Elteren, Mënschen, déi de Mindestloun bezéien oder och de REVIS oder och am Chômage sinn, Flüchtlingen a ganz vill aner Kategorië vu Mënschen.

Den Aarmutsrisiko louch 2021 hei am Land, am räichste Land vun der Welt, erënnere mer drun, bei 21,1 %. Dat sinn ëmmerhin 3 % méi wéi virun der Covidkris an eventuell ass deen Taux haut nach méi héich. Dat ass eigentlech eng dramatesch Entwécklung.

Mir hunn och den zweethéchsten Taux vun de sougenannte Working Poor an der EU. Dat si Mënschen, déi schaffen, Dir wësst et, an trotzdeem an der Aarmut liewen! Schaffe lount sech deemno fir ganz vill Leit net méi, am Géigendeel, ganz vill Leit gi krank duerch hir schlecht Aarbechtsbedéngungen a Liewensbedéngungen.

Et sinn déi niddreg Akommeskategorien, déi wärend der Covidkris am meeschten hu misse leiden an déi scho finanziell ugeschloen aus der sanitärer Kris komm sinn. Dës Stéit, déi och Problemer hunn, um Enn vum Mount d'Enner beieneen ze kréien, goufen dunn Ufank 2022 mat enger brutaler Inflatiounswell konfrontéiert.

Sozial an ekonomesch Ongläichheete wuessen zu Lëtzebuerg weider, an dat läit net just drun, datt déi Aarm méi aarm ginn, well se ënner anerem d'Aarmut weiderverierwen, mee och, well déi Räich méi räich ginn. An do geschitt eiser Meenung no awer näischt, wat de Problem un der Wuerzel upaakt. Am Géigendeel, eisen ekonomesche Modell zu Lëtzebuerg schaaft dës Ongläichheete mat. Dat ass an der DNA vum ekonomesche Modell, deen extreem Räicher an extreeme Räichtum unzitt a gläichzäiteg Aarmut produzéiert. Dat muss een och kënne soen, an dës Realitéit gëtt ausgeklammert an déi déifgräifend Ursaache ginn net thematiséiert, well dat natierlech net gewollt ass.

Et ass vill iwwert d'Energiepräisser geschwat ginn, mee et ass virun allem d'Deierecht um Caddie am Supermarché oder generell am Commerce a bei de Liewenshalungskäschten, déi spronghaft geklomme sinn, déi d'Leit ze spiere kréien. Si kruten déi Inflatioun duerch eng Indextranche an duerch de Crédit d'impôt énergie kompenséiert, mee ëmmer just am Nachhinein oder och just deelweis. A si kruten dunn, wéi gesot, och d'Deckelung vun den Energiepräisser. Jo, mee alles dat ass net duergaangen, fir d'Kafkraaft konnten ze erhalen, zemools well parallell dozou nach d'Loyerspräisser oder d'Zënslaascht immens geklomme sinn.

Wann ee mat de sozialen Organisatioune schwätzt – wéi Dir et sécherlech och all gemaach hutt –, da mierkt ee schnell, datt ganz Deeler vun der Bevëlkerung an deene leschten zwee bis dräi Joer immens ënner Drock gerode sinn. D'Demanden, fir Hëllef ze kréien, sinn immens eropgaangen an et musse beispillsweis elo Leit an déi sozial Epicerien akafe goen, déi sech dat nimools virgestallt hätten.

Mee et geet net just ëm déi Leit, déi ënner oder un der Aarmutsgrenz liewen. Et geet och ëm déi niddreg Mëttelschichten, wou et op eemol elo knapps gëtt, wou een da fir d'éischt op eng néideg Reparatur verzicht, dann op de Restaurant oder och nach eventuell op en neit Puer Schung, wou engem op eemol d'Perspektive feelen, well een näischt méi kann op d'Säit leeën.

Fir dës Mënschen huet d'Regierung an eisen Aen net genuch gemaach. Si waren net wierklech op hirem Radar, quitte datt hei an do emol e puer Almose verdeelt goufen. Et freet ee sech heiansdo wierklech, ob d'Regierungsmembere sech bewosst sinn, wéi d'Liewensrealitéit vun deene knapp 21 % vu Mënschen hei zu Lëtzebuerg ausgesäit. Mee vläicht ware se och einfach ze vill beschäftegt mat dem Erhale vun der Kompetitivitéit vun de Betriber.

Et muss een ofwaarden, wéi d'Zuele bei de sozialen Indicateuren an notamment bei de sozialen Inegalitéite sech da wäerte weiderhin entwéckelen. Alles awer deit drop hin, datt de Gruef, de sozioekonomesche Gruef, an deenen dräi Krisejoren nach eng Kéier e gutt Stéck auserneegaangen ass. A wann dat de Fall ass, dann ass dat eiser Meenung no en immensen Echec vun dëser Regierung bei der Gestioun vun dëse Polykrisen.

Wéi scho gesot, déi wuessend Ongläichheeten an déi wuessend Aarmut falen net vum Himmel, mee sinn eiser Meenung no d'Resultat vun der Politick vun dëser Regierung. Do geet Gepléischters einfach net méi duer an do muss ee méi Courage an de Grapp huelen an déifgräifend Moossnamen ergräifen. Ech hunn eng néideg gerecht Steierreform scho genannt an ech denken och hei un e Loyersgesetz, wat wierklech d'Locatairë schützt, an net dat, wat d'Regierung op de Wee bruecht huet.

Här President, ech wëll an dësem Kader awer och nach kuerz déi europäesch Dimensioun vun der Budgetspolitick thematiséieren. Wéi Dir wësst, gëtt jo aktuell an der EU, virun allem an der Eurozon, iwwer eng Reform vum Stabilitéitspakt diskutéiert. Ech mengen, datt elo am Nachhinein gewësse Léiere gezu gi sinn aus der Finanzkris vun 2008. Deemools gouf jo eng geckeg Spuerpolitick decidéiert, déi eis an eng batter wirtschaftlech Stagnatioun gefouert huet, wéi mer alleguerte wëssen. Mee déi Lektioun schéngt awer net jiddwereen iwwerzeegt ze hunn, wéi een aus rezente Positiounen aus Däitschland héieren huet.

Europa huet en enorme Bedarf un ëffentlechen Infrastrukturen, an alleréischter Linn natierlech bei der Energietransitioun, mee awer och bei der Digitaliséierung a bei der Mobilitéit, net ze schwätze vun de sozialen Defien, déi mer onbedéngt mussen ugoen, a bei der Erneierung vun der Infrastruktur méi generell. Derbäi kënnt dann nach déi onsécher Konjunktur, baséierend op enger onsécherer geopolitescher Lag.

Wann an där Situatioun de Stabilitéitspakt einfach erëm a Kraaft gesat gëtt, esou wéi dat virgesinn ass fir 2024, da wäert dat déi europäesch Zukunft ganz staark hypothekéieren. Et muss onbedéngt eng déifgräifend Reform kommen, soudatt zumindest déi ëffentlech Investitiounen a wichtege Beräicher aus den Defizitreegelen erausgeholl ginn.

Mir hoffen, datt déi lëtzebuergesch Regierung dat och esou gesäit a sech fir eng seriö Reform wäert asetzen. Vläicht kann d'Madamm Backes jo e bëssen Iwwerzeegungsaarbecht bei hirem däitschen Amtskolleeg maachen. De Message kënnt sécher besser un, wann en aus der eegener politescher Famill kënnt.

Här President, d'Regierung mécht an dësem Stabilitéitsprogramm budgetär Prognosen, déi e relativ groussen Defizit fir 2023 an 2024 virgesinn. Wat déi Prognose wäert sinn, dat muss een dann am Hierscht gesinn. Dofir feelen eis bis elo d'Detailer, a generell ass et schwéier, Prognosen ze maachen.

Fir eis ware vill Depensen an der Krisegestioun vermeidbar, well vill Steiergelder op Plaze gefloss sinn, wou se eigentlech net gebraucht ginn. Op anere Plazen huet et un Ënnerstëtzung gefeelt, eiser Meenung no notamment bei deene Bevëlkerungsschichten, déi ech virdru genannt hunn, déi aktuell um Struewele sinn an déi eebe wuessen.

Och gouf et verpasst, déi Mesüre mat eise laangfristegen Defien – och déi hunn ech genannt – an Aklang ze bréngen, ënner anerem mat de wuessenden Ongläichheeten, der wuessender Aarmut an den ekologeschen Erausfuerderungen. Et ass eng Politick, déi an eisen Ae pléischtert, wat zum Deel normal ass, mee déi et verpasst huet, laangfristeg Erausfuerderungen unzegoen.

Eiser Meenung no musse mer déi sozial Inegalitéite méi energesch bekämpfen an d'Investitiounen an d'Energietransitioun, de Logement an den ëffentlechen Transport weider héich halen. Am Géigenzuch musse mer fir méi Verdeelungsgerechtegkeet suergen an déi héich Revenuen a Patrimoinë méi an d'Verantwortung huelen. Da bréichte mer och net esou vill nei Scholden ze maachen.

Mee bon, wéi et wäert virugoen, dat entscheeden am Hierscht d'Wielerinnen an d'Wieler. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, fir d'Finanze kann ee vill verschidden Iddien a Virstellungen hunn, mee eppes vereent se: D'Geld muss do sinn, fir et kënnen auszeginn! An et ass net eist Geld, mee et ass d'Geld, wat d'Steierzueler erwirtschaft hunn.

D'Madamm Backes huet gëschter gesot, och dëse PSC a PNR stéingen erëm am Kader vu ville Polykrisen. Dat ass richteg. Knapps waren déi schwéier Ëmstänn vu Covid iwwerstanen, koum d'Invasioun op d'Ukrain dunn.

Mir Piraten gesinn d'Zuelen aus dem PSC awer trotzdeem e bësse méi kritesch wéi d'Ministesch. Mee och mir gesinn d'Gefor vun dem Inflatiounsschock, wann d'Deckele vun den Energiepräisser bis géifen ewechfalen, an dat kéint no de Wale jo schnell de Fall sinn. Virun allem awer sinn d'Previsioune fir de PIB fir 2024 fir eis ze positiv. 3,8 % Wuesstum vum PIB, dat hale mir net fir realistesch, virun allem, wann den FMI nëmme vun 2,5 % ausgeet. Och d'Budgetsgesetz fir 2023, dat eréischt en halleft Joer al ass, also net al ass, huet d'Prozenter änlech niddreg ugesat.

D'Madamm Ministesch huet och gëschter gesot, dass d'FMI-Prognosen eng Warnung wieren, mee näischt direkt mat Lëtzebuerg ze dinn hätten. Do si mir anerer Meenung. Den FMI gëtt Previsiounen eraus fir eist Land an déi sollt een net ignoréieren, just well aner Instituter vläicht Zuele liwweren, déi engem méi agreabel sinn. De Statec huet a senger Nott vum Mäerz nach 3,2 % Wuesstum virausgesot, an innerhalb vun engem Mount sprange mer dann ëm méi wéi een hallwe Prozent an d'Luucht?

Falls d'Regierung also keng Erklärung huet, déi d'Enn vun der Invasioun géif virgesinn, da si mir Piraten der Meenung, dass déi diskutéiert Grenz vun 30 % vun der Staatsverscholdung wäert deemnächst

iwwerschratt ginn, dëst duerch eng falsch Virstellung bei der Croissance vum PIB an déi steigend Zënssätz, vun deenen och eis Staatsschold nun emol betraff ass, awer net just de Staat, mee och vill Privatleit, déi elo bezuele mussen, awer eréischt op der nächster Steiererklärung hire Kreditt verrechent kréien.

War Lëtzebuerg och eng Kéier den Zweetbeschten an der EU, wat eisen ze bezuelenden Zënssaz bei de Staatsscholden ugeet, sou wäert de Lëtzebuerger Staat elo méi déif an d'Täsch gräife mussen. D'Geld, wat mir als Staat wäerte mussen opbréngen, fir nëmme just d'Zënsen zréckzebezuelen, wäert sech an den nächste véier Joer vervéierfachen. Och dëst ass e Käschtepunkt, mat deem virun engem Joer nach kee gerechent hätt, deen awer elo do ass, deen d'Staatsschold ferm eropdréckt.

500 Milliounе bis Enn d'nächst Joer waren ugesat gi fir den Tripartitt-Accord 3.0. Kuerz nodeems den Accord gestëmmt war, huet d'Madamm Backes dës Zuel scho missen an engem 100,7-Interview no uewe verbesseren. Elo schwätze mer am PSC vu 760 Milliounen an do kommen d'Mesüre vun deenen Accorde virdru jo nach derbäi. Mir Piraten rechne mat 1,7 Milliarde fir all d'Mesüren, déi d'Regierung mat deenen dräi Accorde geholl huet. Dëst verbonne mat de PIB-Previsiounen, déi ze héich ugesat sinn, domat wäerte mer déi 30 %-Scholdemark duerchbriechen.

Mir kënnen net novollzéien, wéi een am selwechten Dokument ka soen, dass d'Wirtschaft an der ganzer Eurozon soll ëm 1,8 % wuessen, mee zu Lëtzebuerg awer dervunner kann ausgoen, dass mer bal en duebel esou héije Prozentsaz wäerten erreechen. Mir hätten eis do eng méi virsiichteg Finanzpolitick gewënscht. Dat ass mat dësem PSC awer net de Fall. Mir kënnen nëmmen hoffen, dass d'Kristallkugel vun der Regierung Recht behält, well soss huet se der nächster Regierung hei op jidde Fall e grousst Ee an d'Nascht geluecht an och eise Kanner an de Jonke vun haut.

Här President, dann eriwwer zum PNR. Mir Piraten musse feststellen, dass de PNR an de leschten zwee Joer ferm u Substanz agebéisst huet. Waren am PNR 2021 nach Mesüren a puncto Energie, Logement an Digitalisatioun nozeliesen, mat klore Budgetsposten, esou ass dat an deene leschten zwee Joer ëmmer manner ginn. De PNR gëtt ëmmer méi zu enger Usammlung vu Projeten, déi scho laang ëmgesat oder beschloss gi sinn. Santé, Logement, Educatioun, Digitalisatioun, all Minister a Ministesch däerf hire Best-of vun de leschte Joren draschreiwen. Et gi kaum nach Virschléi oder konkreet Propose fir 2023 oder 2024.

Fänke mer u mat der Formatioun an der Ëmschoulung. Hei gëtt erëm eng Etüd ofgewaart, fir Problemer unzegoen, déi mir schonn all kennen. Dat, wat d'OECD Lëtzebuerg hei attestéiert huet, ass, dass eis qualifizéiert Leit feelen, dass mer vill Schouloffbriecher hunn. Dat wousste mer schonn. An awer muss de Skillsdësch hei nach op Basis vum Text vun der OECD Fuerpläng ausschaffen, fir da konkreet Aktiounen auszeschaffen.

Fir eis Piraten ass kloer, dass hei Offere fir Leit, déi mat niddregen Diplomer op den Aarbechtsmarché kommen, mussen ausgeschafft ginn, well Etüde weisen, dass vun de Formatiounsoffere meeschtens déi Leit profitéieren, déi scho gutt forméiert sinn. Wie keng Formatioun huet, kritt also och keng weider, wärend e Bac+5 zum Beispill nach ëmmer méi Chancen um Marché kritt. Wann d'Projete vun der Regierung also herno an déi Richtung ginn, kënne mir Piraten se ënnerstëtzen (veuillez lire: kënne mir Piraten se net ënnerstëtzen).

Wann een nei Leit unzéie wëllt, fir hei ze schaffen, mécht een dat net duerch eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit, mee mat enger méi fairer Steierpolitick, fir dass ee méi vu sengem Gehalt iwwregbehält, wann ee schaffe geet.

Här President, vun der Formatioun bei d'Energie- an Ëmweltpolitick vun der Regierung. Mir Piraten fannen net, dass en Naturpakt hei an de PNR gehéiert, well no zwee Joer ass hei nach net ofzegesinn, wat den Effekt vun de Mesüre wäert sinn.

Mir begréissen, dass bis 2030 all d'Gefierer beim Staat sollen emissiounsneutral sinn. Ech hat an deem Kontext och schonn eng Rei parlamentaresch Froe gestallt a bis elo si mer der Meenung, dass d'Regierung do nach net um gudde Wee ass.

Wéi de Mobilitéitsminister mir nämlech an enger Äntwert vum Dezember geschriwwen huet, läit fir d'Joer 2022 d'Moyenne vum CO_2-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmemberen aktuell bei 65 Gramm CO_2 um Kilometer bei nëmme véier Elektroautoen am Fuerpark vun eiser Regierung, déi awer hei mam gudde Beispill misst virgoen. Hei gëtt et also nach ganz vill ze maachen.

Da si mir natierlech och derfir, dass de Reseau vun den Elektrobornen ausgebaut gëtt an de Betriber souwéi Privatleit, déi wëllen op Elektro ëmklammen, finanziell gehollef soll ginn. Hei muss séier geschafft ginn, well ouni eng gutt Offer u Bornen ass den Elektroauto fir vill Leit einfach net interessant genuch.

Weider dann zu engem ganz wichtegen Theema, dem Logement. D'Finanzministesch sot gëschter, dass si prett wier, fir alles derfir ze maachen, d'Logementsproblematik an de Grëff ze kréien. Dovunner gesäit een am PNR awer net vill. Hei ginn ëmmer an ëmmer erëm déi selwecht Projeten ernimmt: Elmen, „Wunne mat der Wooltz". Jo, déi Projete si gutt, si sinn awer och schonn zum honnertste Mol ernimmt an ageweit ginn.

(Interruption)

Mee wann déi Projeten déi eenzeg sinn, wäert dës Regierung alljoers an hirem PNR déi erëm am Budget opweisen. Dat weist dann, dass d'Logementskris nach ëmmer net seriö genuch geholl ginn ass. Amplaz ëmmer erëm vun deene Saachen ze schwätzen, déi scho laang beschloss sinn, sollt een u sech als Regierung hei dës Plattform notzen, fir nei Saachen ze presentéieren. Mee d'Regierung schéngt hei net vill Neies a puncto Logement virweisen ze kënnen, ausser dem Projet vum neie Mietgesetz, deen hei stolz ernimmt gëtt, deen awer net emol ënnert de Koalitiounspartner eng Majoritéit kritt.

Am Logement muss d'Steierpolitick fir dat eegent Doheem iwwerschafft ginn. Fir eis soll de Bëllegen Akt um éischten Haus komplett entfalen.

Wann een dann iwwert de Pacte Logement 2.0 schwätzt, da wëlle mir Piraten op dëser Plaz nach eng Kéier kloer soen, dass dëse Projet an eisen Aen net wäit genuch gaangen ass. Mir wollten 30 % abordabel Wunnengen an net 20 %. D'Effekter vum Pacte Logement sinn och elo nach guer net ofzegesinn a si sinn dofir och just Plazopfëller fir 260 Säite PNR.

A wa mer vu Punkte schwätzen, déi just an dem PNR stinn, fir d'Säiten ze fëllen, da loosst mech hei e puer Saachen opzielen, déi näischt am PNR 2023 ze sichen hunn, zum Beispill eng CovidCheck-App, déi iwwer ee Joer scho keen Theema méi ass, oder de Kampf géint de Covid-19-Virus, wou en Dokument iwwer 2020 bäigeluecht ginn ass, oder de Reclassement professionnel, deen 2016 beschloss ginn ass.

An dann nach all déi Projeten, wou e kloert Versoen ass, wou sech hei profiléiert gëtt, zum Beispill d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi, déi nach vu kengem Eenzege bis elo genotzt ginn ass, d'Prime énergie an d'Allocation de vie chère, wou esou vill Leit, déi se zegutt hunn, se net kréien, well se eeben net automatesch ausbezuelt gëtt, oder d'Mietgesetz, dat vun alle Säite kritiséiert gëtt.

An da gëtt et nach Projeten, déi sech gutt unhéieren, wou awer nach keen dobausse wierklech eppes dervun héieren huet: D'Fuerschung vun der Kommunikatioun iwwert d'Quantentechnologie, wou mir, wann een de PNR liest, scheinbar wëllen eng Leaderroll iwwerhuelen; eng App fir Teleconsultatiounen, wou den Dokter ka vum Patient iwwer säi Gesondheetszoustand um Lafende gehale ginn. Dat wär gutt, mee anscheinend ass déi awer wéinst Covid op onbestëmmten Zäit verlagert ginn.

Här President, e Plang fir d'Zukunft ass dëse PNR net wierklech. Et handelt sech ëm eng Zesummefaassung vun opgeschlësselten an ugefaangene Projeten. Lëtzebuerg brauch awer méi Léisunge fir haut a muer. Et dierf net just „Weider esou!" heesche bis d'Walen. Mir brauche weiderhin ambitiéis an zäitno Léisunge fir d'Klimakris, d'Logementskris an och all Präisdeierecht souwéi d'Sécherheet an Europa.

Eis Biergerinnen a Bierger verdéngen e bessere Programme de réforme wéi deen, deen dës Woch hei presentéiert ginn ass. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Villmools merci, Här President. Honorabel Deputéiert, merci fir alleguerten dës Interventiounen, wat dann de Volet PSC ugeet. Ech mengen, ech kann elo net am Detail op alles agoen. Ech wëll och net dat widderhuelen, wat ech gëschter erklärt hunn.

Ech fänken awer vläicht u fir ze soen, dass ech mech awer wonneren iwwert déi eng oder déi aner Ausso, well ech mengen, mir sollen a mir musse jo awer éierlech hei sinn. „Alles ass beschtens!", et gëtt gesot, ech hätt vläicht esou eppes ze verstoe ginn. Also, ech weess, hei waren e bëssen Turbulenze gëschter wéinst engem Fotograf, deen do uewe Fotoe gemaach huet, wat fir Nervositéit gesuergt huet, mee ech mengen, wann Der dat behaapt, dann hutt Der mer net gutt nogelauschtert!

(Brouhaha)

„D'Zäit vum Nokucken ass eriwwer", ass och gesot ginn. Bon, ech muss Iech do och ganz éierlech soen: Ech sinn elo säit e bësse méi wéi engem Joer an der Regierung an ech wëll mer awer hei och net soe loossen, ech hätt nogekuckt! Ech hunn net nogekuckt an d'Regierung am grousse Ganzen huet definitiv net nogekuckt. An ech géif och wëlle soen, dass ech dat e bëssen als Beleidegung empfanne vis-à-vis vun deenen, déi haaptsächlech an der Pandemie och Dag an Nuecht geschafft hunn, fir zesummen duerch déi Kris ze kommen, déi wierklech eng ganz schlëmm Kris war fir eis Gesellschaft. Also nokucken, ech mengen, dat ass wierklech net déi richteg Bezeechnung!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Mir haten en Energiedësch, mir haten eng Tripartitt 1, mir haten eng Tripartitt 2, mir haten eng Tripartitt 3. Et ass ganz, ganz vill geschitt. An et ass ganz vill geschitt, wat mir op de Wee bruecht hunn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen, fir se duerch successiv Krisen ze bréngen, an och, fir d'Entreprisen ze ënnerstëtzen.

Ech mengen, wärend dëser ganzer Zäit, wat trotzdeem eng ganz komplizéiert Zäit war, an ech mengen, dat ass och hei à plusieurs reprises ëmmer ënnerstrach ginn, hu mer awer och weider dru geschafft, fir eis an eist Land op d'Zukunft virzebereeden. Ech mengen, mir musse kompetitiv bleiwen. Och do hu mer wierklech gekuckt, fir op ganz ville Gebidder eist Bescht ze maachen. Mir hu probéiert, Previsibilitéit ze schafen a ganz imprevisibelen Zäiten. Mir hunn alles gemaach, fir d'Inflatioun am Gréff ze behalen – mir wëssen, dass dat an enger klenger, oppener Ekonomie net einfach ass, well e groussen Deel vun der Inflatioun importéiert gëtt –, mee mam Resultat awer, dass mer haut déi niddregst Inflatioun an der EU hunn. An och d'Kafkraaft vun de Leit konnte mer duerch d'Kris erhalen. Also, fir ze soen, et wär näischt gemaach gi respektiv et wär nogekuckt ginn, ech mengen, dat ass net richteg!

Ech krut eng Fro gestallt wéinst dem Emprunt. Ech mengen, déi Fro ass och schonn e Méindeg an der Chamberskommissioun gestallt ginn an ech hat geduecht, ech hätt dorop och scho bei där Geleeënheet geäntwert. En Emprunt ze maachen oder net ze maachen, dat ass keng politesch Decisioun. Emprunte bis zu 6 Milliarden, dat ass ganz richteg gesot ginn, sinn iwwert de Budget autoriséiert. Wéi et de Moment ausgesäit, kann ech Iech dann nach eng Kéier soen: Dat ass, dass keen zousätzlechen Emprunt dëst Joer néideg ass. Mee dat hänkt natierlech dovunner of, wéi sech d'Liquiditéite vum Staat iwwert déi nächst Méint entwéckelen, ech mengen, dat ass kloer.

D'Staatsschold, déi ass méi héich ginn. Jo, ech mengen, dat schreift och kee kleng. Dat ass net anormal a Krisenzäiten. Hei wëll ech awer och ganz kloer soen: Ouni Pandemie an ouni Krich an der Ukrain géif eis Staatsschold haut bei 19,4 % leien. Ouni Pandemie an ouni Krich géif eis Staatsschold haut bei 19,4 % leien! Dat läit ënnert dem Niveau vu virun zéng Joer.

Krise sinn deier, jo, mee se sinn deier, well mer d'Leit ënnerstëtzen, well mer an d'Leit investéieren, well mer se wëllen duerch d'Kris bréngen, an, nach eng Kéier, well mer och wëllen d'Entreprisen ënnerstëtzen.

An ech mengen, hei muss een awer trotzdeem e bësse kohärent bleiwen. Et kann een net op där enger Säit soen: „D'Schold ass vill ze vill héich!", an op där anerer Säit soen: „Mir hätten awer gären alles dat, wat Dir gemaach hutt, verduebelt, verdräifacht, vervéierfacht, versiwefacht!" An dann och nach de Leit soen: „Jo, nee, mee d'Schold …" Nee! Da muss een de Leit och soen, dass dann d'Schold nach vill méi héich gewiescht wär, mat all de Konsequenzen, déi dat dann och mat sech bréngt.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Backes, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Jo, allez-y.

(Hilarité)

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Madamm Backes.

Et ass näischt Schlëmmes. Ech wollt fir d'éischt emol Merci soe fir déi Informatioun, well ech déi net hat, an ech mengen, keen an der Chamber, dass ouni déi Hëllefen d'Staatsschold bei 19,5 % géif leien.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | 19,4 %.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech mengen, dat ass vläicht eng wichteg Informatioun fir jiddwereen heibannen. An ech wollt Iech just froen, ob Der wësst, wéi héich d'Staatsschold war bei deem leschte Budget, dee vun engem CSV-Finanzminister presentéiert ginn ass.

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth (CSV) | Waart Dir dann dunn net an der Regierung, Här Kersch?

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann Der gär d'Äntwert hätt, kann ech Iech se ginn, Här Roth: Dat ware 24,5 %.

Mme Octavie Modert (CSV) | Du ware Bankekrisen an anerer, do hunn d'Spuerer gehollef kritt. Also ass do och eng Ausried an eng Entschëllegung.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech wëll Iech soen, dass ech hei léiwer weider responsabel handelen. Well wa mer net gehandelt hätten, wa mer nogekuckt hätten, da wär effektiv d'Staatsschold haut méi niddreg.

Et ass vum Invest geschwat ginn, deen nëmmen 3,5 % vum PIB 2022 war. Dat ass richteg. Dat ass awer net wéinst engem Manque vun Ambitioun, wierklech net! Well ech mengen, ech hunn dat hei gesot, an d'Regierungskolleegen hunn dat och ëfters gesot: Den Invest, dee musse mer héich halen, dat ass ganz wichteg. Mee de Grond, firwat e manner héich ass wéi dat, wat mir och gären hätten, do kann ech Iech elo mol dräi Grënn derfir ginn:

Éischtens, de Statec huet de PIB natierlech eropgeschrauft laut sengen Estimatiounen. Also geet dann och de Ratio dovunner erof.

Zweetens, d'Dekonte sinn och méi spéit erakomm. Dat hänkt dann natierlech bei de verschiddene Ministèren. Dat heescht, do kënne Paiementer dann och eréischt méi spéit gemaach gi respektiv verschidde Paiementer rutschen dann an d'Joer duerno. Ech mengen, d'IGF hat och d'Geleeënheet, fir Iech do méi Detailer an der Chamberskommissioun ze ginn. Dat heescht, do kommen awer nach Paiementer no.

An da vläicht just en drëtte Punkt zu deem Theema: Déi indirekt Investissementer, do si mer haaptsächlech dann och bei den Aidë fir d'Entreprisë während der Covidkris an elo während dëser Energiekris. Do sinn effektiv manner Demanden erakomm, dat heescht, do sinn dann och manner esou Aiden ausbezuelt ginn.

Am grousse Ganze wëll ech hei och soen, fir op déi verschidde Saachen ze äntweren, déi hei nach gesot gi sinn: Et ass einfach, hei wëllen Abstraktioun ze maache vun all de Prestatiounen, déi trotzdeem iwwert déi lescht Méint a Joren, och elo iwwert dat lescht Joer, wou ech derbäi sinn, während der Kris gemaach si ginn. Ech mengen, dat geet awer net! Hei kann een elo diskutéieren: Waren déi cibléiert oder net cibléiert? Ware se cibléiert genuch? Ech mengen, cibléiert hu mer zum Beispill Mesüre geholl mam Crédit d'impôt énergie. Net cibléiert Mesüren hu mer geholl, jo, effektiv, fir d'Inflatioun erofzebréngen. Hätte mer an deem Domän méi cibléiert geschafft, hätte mer d'Inflatioun net erofbruecht. Hei sinn trotzdeem, an dovunner däerf een einfach net Abstraktioun maachen, 7 Milliarden Euro mobiliséiert ginn!

An ech sinn natierlech och frou, dass dat zum ganz groussen Deel matgedroe ginn ass vun der Chamber, vun der Oppositioun, déi do matgestëmmt huet. Mee effektiv, wann een A seet, da muss een och B soen.

D'Regierung huet gehandelt. Déi Aiden a ganz verschiddene Forme sinn och ganz direkt bei de Bierger ukomm an hunn d'Entreprisen ënnerstëtzt.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Et ass och vu Steiererliichterung geschwat ginn. Also, där Fro, fir Steiererliichterungen (veuillez lire: fir weider Steiererliichterungen) ze maachen, verschléissen ech mech net – wann déi finanziell Situatioun dat dann och zouléisst.

Et ass och gesot ginn – ouni deen Debat hei elo nach eng Kéier wëllen opzemaachen, ech mengen, dat ass elo net dee richtege Moment –: „Steierreform." Jo, eng Steierreform, déi muss kommen! An do soen ech Iech ganz éierlech: Ech hoffen, dass ech do och kann eng Hand mat upaken!

Ech mengen, d'Regierung huet wierklech déi richteg Decisioune geholl a ganz schwéieren Zäiten. An dass et schwéier Zäite waren, ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens. Mir hu se och ganz séier geholl. Mir hu se zäitno geholl. Mir hu Previsibilitéit geschaaft, nach eng Kéier, a ganz onprevisibelen Zäiten. An déi Zäite sinn och net eriwwer. Mir hu Stabilitéit geschaaft, esou gutt wéi et méiglech war, eeben och an onstabillen Zäiten.

D'Trajectoire vun den ëffentleche Finanzen, déi musse mer weider am Bléck behalen. Ech behale se op alle Fall am Bléck, well stabill Staatsfinanzen, wierklech nach eng Kéier, dat stäerkt eist Land! An dat ass déi Politick, déi mir gemaach hunn. Déi ass am Interessi vum Land. Si ass am Interessi vum Land haut, mee si ass haaptsächlech och am Interessi vun den zukünftege Generatiounen. An et ass wierklech dat, wat fir mech ganz wichteg ass.

Ech wëll dann och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir menge Kolleegen a Kolleeginnen am Finanzministère an an der IGF Merci ze soe fir all déi Aarbecht, déi si hei geleescht hunn, well ech weess, dat ass all Joer extreem vill Aarbecht, fir all déi Zuelen zesummenzekréie fir dat heiten – wat mer all Joer musse maachen – a fir dee Paquet hei op Bréissel ze schécken. Hinnen alleguerte vun dëser Plaz aus e ganz grousse Merci fir hir exzellent Aarbecht.

An da wëll ech och, dass de Minister Fayot nach Zäit huet fir ze schwätzen, dofir halen ech elo op. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Dann nach Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci, Här President, et ass éischter eng Fro. Dir hutt gesot, dass d'Hëllefen direkt sollen ukommen. Do sinn ech ganz mat Iech averstanen. Mee zum Beispill bei den Zënsen, wou Der ëm 50 % eropgesat hutt, wat ee kann ofsetzen, do ass et awer esou, dass dat elo eréischt bei der nächster Steiererklärung bei de Leit wäert ukommen. Wär et dann do net méiglech, elo schonn d'Avancen, déi d'Leit gefrot kréien, direkt deementspriechend automatesch unzepassen, fir dass mer de Leit elo kënnen hëllefen, well déi Leit jo awer elo mussen de Prêt op hirer Bank bezuelen?

Merci.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech hu verstanen, dass dat eréischt fir d'nächst Joer geet. Ech kann awer nach eng Kéier gäre kucken, ob een do eppes ka maachen. Mee alles, wat mer kënne maachen, fir dat esou séier wéi méiglech a Kraaft trieden ze loossen, wäerte mer natierlech maachen. Ech mengen, elo hu mer emol esou séier wéi méiglech dat hei op den Instanzewee bruecht. An ech verschléisse mech do kenger Diskussioun. Mee wann ech dat richteg verstanen hunn, ass dat eréischt méi spéit méiglech.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, merci fir dee ganz räichen Debat, dee mer elo haten haut de Moien an haut de Mëtten. Ech wollt och just nach op e puer Punkten agoen, déi vu verschiddenen Deputéierten opgeworf goufen, ugefaange mat deem Punkt, wat den Aarmutsrisiko ugeet. Dat ass eppes, wat souwuel de Gilles Roth wéi och d'Nathalie Oberweis an, ech mengen, och e puer anerer nach an hire Rieden opgeworf hunn.

Virop, mengen ech, muss een effektiv soen, dass all Persoun, déi an der Aarmut ass oder déi am Aarmutsrisiko ass, eng Persoun ze vill ass an dass et natierlech weiderhi muss eng absolutt Prioritéit sinn, fir d'Leit alleguerten aus der Aarmut erauszekréien.

Trotzdeem, mengen ech, muss een awer ëmmer erëm betounen, dass dee Chiffer, dee genannt gëtt vun 21 % Aarmutsrisiko, also Leit, déi bei der Aarmutsgrenz leien, natierlech e Chiffer ass, dee muss nuancéiert ginn. Dat ass e Chiffer, dee just d'Revenu-Aarmut consideréiert an näischt aneschters mat an de Calcul eranhëlt. Dee Pauvretéitsindice mécht insbesonnesch Abstraktioun vu Saachleeschtungen, dat heescht, Saache wéi Chèques-services accueil, Schoulbicher a gratis Transport, an e mécht awer och Abstraktioun vun dem Patrimoine a vum Konsum. A wann een déi dräi Dimensiounen iwwereneeleet an och d'Saachleeschtunge mat eranhëlt, da gesäit d'Bild schonn e gutt Stéck méi nuancéiert aus. Da läit den Taux de pauvreté nach bei 7,3 % um individuellen Niveau a 5,6 % bei de Menagen. Ech mengen, et ass ëmmer wichteg, fir dat Ganzt ze kucken, dat ganzt Bild, wann een iwwert den Aarmutsrisiko oder iwwert d'Aarmut schwätzt.

Den zweete Punkt, deen ech wollt opwerfen, dat ass ee Punkt, dee vum Gilles Baum gemaach gouf a senger Interventioun. Hien huet d'Wichtegkeet vun der europäescher Dimensioun ënnerstrach a senger Ried. An ech géif em wierklech gären do ganz Recht ginn. E sot, dass et Lëtzebuerg gutt geet, wann et och der Europäescher Unioun gutt geet. Ech mengen, dass dat effektiv e ganz wichtege Punkt ass. Mir sinn e ganz klengt, oppent Land an der Europäescher Unioun, en fait déi klengst Ekonomie an der Unioun an och bal op der Welt. A Lëtzebuerg muss resolutt déi europäesch Kaart spillen.

Dat geet fir d'alleréischt iwwer e gutt fonctionéierende Bannemaart. Mir setzen eis ëmmer erëm op all Niveau – an insbesonnesch och um Niveau vun de Kompetitivitéitsministeren an där Filière – a fir e gutt fonctionéierende Bannemaart, fir dass all déi Obstakelen, all déi Dysfonctionnementer, déi et ëmmer nach gëtt, opgehuewe ginn. Dat ass, wéi gesot, fir eis extreem wichteg.

Déi aner Dimensioun vun Europa kënnt natierlech doriwwer, dass mer eng ganz ambitionéiert Ëmsetzung musse maache vun den europäeschen Instrumenter, wéi dem Temporary Crisis and Transition Framework, wou et drëm geet, eisen Entreprisen iwwert déi schwiereg Situatioun um Energiemaart ewechzehëllefen, déi insbesonnesch säit dem Ufank vum Ukrain-Krich virherrscht, awer och eng ambitionéiert Ëmsetzung vun der Block Exemption Regulatioun. Dat ass dat europäescht Reglement, dat de Kader gëtt fir Aiden, déi mer brauchen, fir eis Entreprisen ze ënnerstëtzen an hirer Transformatioun a Richtung vun Digitalisatioun an Dekarbonisatioun.

Dat sinn, wéi gesot, essenziell Instrumenter. An doriwwer eraus, effektiv, eis Kaart, déi mer ze spillen hunn, läit an deene grousse Projeten, de groussen europäesche Projeten, wéi dem Green Deal, wéi dem REPowerEU, wéi awer och elo dem Net Zero Industry Act, an all deenen europäeschen Initiativen, wou et drëm geet, Europa industriell ze stäerken, Europa fit ze maache fir d'Ekonomie vu muer.

En drëtte Punkt, deen ech wollt uschneiden, deen och vun enger Partie Orateuren ugeschwat gouf, dat ass dee vum Logement. D'Dauertheema vum Logement ass effektiv extreem schwiereg, well mer et oft hei diskutéieren, wat virun allem och um wirtschaftleche Plang awer eng Rei Inzidenzen huet fir eng ganz Rei Betriber, an natierlech un éischter Stell d'Handwierk.

Et ass e Fait, dass d'Logementspräisser ëmmer nach immens héich sinn, obwuel se amgaange sinn, sech ze tasséieren a souguer liicht zréckzegoen, virun allem bei der Vente. Mee et ass effektiv esou, dass déi Wunnunitéiten, déi insbesonnesch an deene sougenannte VEFAen, de Ventes en l'état futur d'achèvement, ugebuede ginn, dass dat e Maart ass, deen effektiv fir de Moment bal ganz flaachläit. Dat huet engersäits natierlech mat deenen héijen Zënsen ze dinn, déi et säit enger Partie Méint gëtt, well d'Europäesch Zentralbank hir monetär Politick geännert huet, och natierlech, fir d'Inflatioun ze bekämpfen. Et huet awer och, wéi gesot, weiderhi mat deene ganz héije Präisser ze dinn, déi an der Vente ëmmer nach do sinn, wat natierlech och da mat sech bréngt op där anerer Säit, dass d'Loyere bei de Locatiounslogementer och immens an d'Luucht ginn, wat eng beonrouegend Situatioun ass fir déi Leit, déi musse lounen. An dat wësse mer, dass et där tendenziell ëmmer méi gëtt, och bei eis am Land.

Dat ass iwwregens eng Situatioun, déi et net nëmme bei eis gëtt, déi gëtt et och an enger ganzer Rei anere Länner. Et brauch ee just ze kucken, wat an Däitschland lass ass, awer och an anere Länner. Ech géif soen, bal an all eisen Nopeschlänner hu mer e ganz änlecht Bild. An d'Suerg ass effektiv do, dass, wann an Zukunft, oder just dëst Joer nach, vill manner Unitéite gebaut ginn – et gëtt vun 2.000 oder 2.500 Unitéite geschwat –, dann hannendrun um Enn vun där Chaîne iergendwann eng Kéier d'Handwierk an och d'Konstruktioun natierlech ënnert där Situatioun leiden.

Da gëtt et natierlech Stëmmen, a verschiddener sinn haut hei am Debat zu Wuert komm, déi soen: „Gutt, da musse mer higoen a mir mussen d'Steieren erofsetzen." „Mir mussen den Amortissement accéléré erëm aféieren oder erëm méi héich setzen." „Mir musse mat der TVA spillen." An dat sinn natierlech genau déi Saachen, déi mer ëmmer gemaach hunn. Dat ass eng Politick vun der Demande, wou mer engersäits wëssen, dass se net ëmmer immens gutt reusséiert huet an der Vergaangenheet. Dat huet och mat sech bruecht, dass mer justement d'Präisser alimentéiert hunn a souguer ugekuerbelt hunn. Dat ass dat eent.

An op där anerer Säit ass dat a mengen Aen och de Problem op de Kapp gestallt. An ech géif do och wierklech gäre soen, dass ech ganz eens si mat der Finanzministesch. Et fänkt u mat deenen, déi déi Immobilien do verkafen. Dat sinn déi, déi och déi Präisser festsetzen, déi ëmmer nach praktizéiert ginn um Maart. An dat sinn nu mol d'Promoteuren. An hei ass et esou, dass een effektiv do muss en Appell maachen un d'Verantwortung. Wann näischt méi verkaaft gëtt, dann huet dat mat den Zënskonditiounen ze dinn, mat der Deierecht vun de Kreditter. Et huet awer un alleréischter Stell ze di mat der Deierecht a mat de Präisser vun deenen Unitéiten, déi um Maart sinn.

Dat heescht, wann een där gär méi verkeeft, da muss ee vläicht och mam Gedanke spillen, fir mat deene Präisser do erofzegoe fir ze kucken, dass dee Maart och erëm eng Kéier fonctionéiert. Et ass gewosst, dass do ganz héich Margë gefuer ginn an dass et do, mengen ech, och wierklech nach ganz vill Marge gëtt a vill Loft gëtt, fir eppes ze maachen, wann ee wierklech da gären hätt, dass erëm do gebaut gëtt. Domadder fänkt et un, ier een iergendwellech steierlech Mesüren hëlt, fir dee Marché do erëm unzekuerbelen.

Här President, e weidere Punkt, op deen ech wollt agoen, eng Diskussioun, déi hei och stattfonnt huet, besonnesch zwëschent dem Här Roth an dem Här Kartheiser, dat ass dee vun eisem Wuesstumsmodell. An dat ass jo keen neit Theema, wat mer hei bei eis diskutéieren, et ass e ganz aalt Theema: dat zwëschent dem qualitative Wuesstum an dem quantitative Wuesstum. Et ass effektiv richteg, dass dee reng quantitative Wuesstum, deen duerch d'Demografie ugekuerbelt gëtt, dat heescht doduerch, dass mer alljoers 10.000, 12.000 nei Unitéiten hei am Land hunn, Leit hei am Land hunn, dass dat een ass, deen effektiv eng ganz Rei, jo, Externalitéite mat sech bréngt, déi mer alleguerte kennen.

Op där anerer Säit ass dat natierlech och eppes, wat mer brauchen an eisem Modell, mee dee Wuesstum, mengen ech, deen ee muss unzilen an upeilen, dat ass effektiv e Wuesstum, wou ee méi Produktivitéit kritt, an dee kritt een duerch méi Innovatioun. An dat ass genau dat, wat mer gären hätten. Mir hätte gären Innovatioun. Mir hätte gären eng Augmentatioun vun der Produktivitéit an de Betriber. An dat kréie mer doduerch, dass mer d'Digitalisatioun weiderbréngen, dass mer och d'Betriber dozou kréien, sech ze dekarbonéieren, dass mer och d'Kreeslafwirtschaft weiderkréien an eise Betriber. Dat sinn net just Floskelen, dat sinn Instrumenter, fir an eise Betriber déi besser Produktivitéit duerch Innovatioun hinzekréien. An da kréie mer och en Decouplage zwëschent dem Wuesstum op där enger Säit an all deenen Externalitéiten, déi e mat sech bréngt.

De Statec huet dat gewisen a senge Previsioune beim PNEC. E gesäit viraus, dass bis 2050 eng Croissance vun en moyenne 2,7 % virausgesinn ass. Dat ass à politique inchangée. Dat ass hire Baseline-Modell an e gesäit och vir, dass mat deenen Instrumenter, déi am PNEC virgesi si bis 2050, déi Dekarbonisatioun op null do erreecht gëtt. Dat setzt natierlech viraus, dass all déi Innovatiounen, sief et bei eisen Heizungssystemer, sief et an der Mobilitéit, sief et awer och an der Produktivitéit vun der Industrie an och bei der Energieeffizienz vun der Industrie a vun der Ekonomie erziilt ginn an erreecht ginn.

An ech mengen, dat ass den Enjeu, dat ass den Challenge, dee mer hunn an eiser Ekonomie: fir dohinner ze kommen! An dat ass fir mech dat, wat mer wëllen erreechen a wouhinner mer tendéieren duerch all déi Instrumenter, wéi gesot, eis Aideninstrumenter, eis Infrastrukturinstrumenter, eis Strategien, déi no vir kucken an déi op dat Zil do hischaffen.

Ech hunn dat och scho gëschter gesot a menger Interventioun: Ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat am Kader, wéi gesot, vun deenen europäesche Politicken erreechen an zum Beispill vum Net Zero Industry Act, wou mer och eng Kaart ze spillen hunn, zum Beispill duerch eng Reindustrialiséierung am Beräich vun den erneierbaren Energien, vun deenen Entreprisen, déi déi Technologien hierstellen, déi gréng Technologien. Wa mer dat wierklech seriö maachen, dann ass et mer net baang, dass mer déi Ziler do och wäerten erreechen.

Nach eng Kéier: De PNR, gradesou wéineg wéi de PSC, ass kee prospektiivt, virausschauend Dokument. Et ass en Inventaire vun deene Politicken, déi mer

maachen als Äntwert op europäesch Recommandatiounen an europäesch Observatiounen. Dat ass deen Exercice, dee mer hei alljoers maachen am Kader vum Semestre européen. Mee dat Virausschauend, dat ass an eise Strategien, där et och eng Rei gëtt, déi mer och genannt hunn, déi och zum Deel à long terme sinn. An Horizont 2050, de PNEC geheiert dozou, „Luxembourg Stratégie" geheiert dozou, „Luxembourg in Transition" geheiert dozou, an dat sinn déi Strategien an déi Dokumenter, mat deene mer d'Zukunft virbereeden.

Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

3. 8151 – Projet de loi portant modification des livres Ier, II et III du Code de la sécurité sociale

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8151, enger Ofännerung vum Code de la sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Wéi Der et gesot hutt, geet et beim Projet de loi 8151 ëm d'Ännerung vum Code de la sécurité sociale, e Projet, deen dobaussen an och heibannen nach net ganz haart diskutéiert ginn ass, well et, mengen ech, keng ëmstridden, politesch ëmstridden Ännerunge sinn, déi mer hei virhuelen, mee dofir awer ganz wichteg Ännerungen.

Am Resümmee: Et geet ëm zwee Punkten, zwou verschidde Problematiken, déi awer, wéi ech et virdru scho gesot hunn, ganz vill Leit ënner Ëmstänn kënne betreffen.

Déi éischt Problematik ass d'Festleeung vun den Tariffer am Fall vun enger Neteenegung tëschent den Tariffpartner, also engersäits der CNS an engem Gesondheetsberuff.

An bei där zweeter Problematik, do geet et ëm eng Kloerstellung, dass keng obligatoresch Sozialversécherung ka verlaangt gi fir Leit, déi en offiziellt Mandat vum Staat, aus dem Gemengesektor oder a verschiddene Beruffsverbänn géifen ausüben. Et bezitt sech selbstverständlech op hir Indemnitéiten.

Zur éischter Problematik schaaft de Projet de loi eng kloer Base légale, wann déi éischt Kéier keng Eenegung fonnt gëtt bei der Festleeung vun engem Tariff tëschent dem Gruppement vun engem unerkannte Gesondheetsberuff an der Gesondheetskeess. Mir wëssen alleguerten allze vill gutt, dass mer an deene leschte Joren e ganz dramatesche Fall hei zu Lëtzebuerg haten, nämlech dee vun de Psychotherapeuten, wou dat leider esou war. Eng Konventioun huet laang, ganz laang, vill ze vill laang misse verhandelt ginn, ouni dass och nach no der Mediatioun iwwerhaapt trotzdeem eng Eenegung konnt fonnt ginn.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

An ouni wëllen hei grouss ze spekuléieren, géif ech souguer soen, dass haut nach géif gestridde ginn, wann net de Minister deem Spillchen en Enn gesat hätt.

D'Gesetz vun der Reglementéierung vum Beruff staamt vun 2015 – ech schwätzen also vun deem Beispill vun de Psychotherapeuten. No enger Iwwergangsfrist, déi verständlech war, wou et ëm d'Unerkennung vun den Diplomer gaangen ass an och ëm d'Grënnung vun enger Federatioun vun de Psychotherapeuten, hunn dann 2018 – Enn 2017, Ufank 2018, ech weess et net méi ganz genau – Verhandlungen tëschent der FAPSYLUX an der CNS ugefaangen. An trotz allen Diskussiounen ass awer keng Eenegung fonnt ginn iwwert d'Prise en charge vun de psychotherapeuteschen Traitementer.

Dat war mat Sécherheet net gutt fir d'Psychotherapeuten. Et war och net gutt fir d'CNS, déi vill kritiséiert gouf. Et war och net gutt fir de Minister, deen d'Schold kritt huet fir d'Scheitere vu Verhandlungen, wou hien iwwerhaapt net dierf mat um Dësch sëtzen. Et war och net gutt fir d'Politick insgesamt, well d'Leit ëmmer manner verstanen hunn, firwat d'Politick dat heiten net konnt reegelen an et net virugaangen ass. Virun allem awer war et net gutt fir Honnerten, wann net Dausende vu Patienten, déi déi eigentlech Gelackmeiert ware vun de verzögerte Verhandlungen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Just fir et nach eng Kéier ze widderhuelen: Iwwer siwe Joer hu mer d'Gesetz vun der Unerkennung vun de Psychotherapeuten an iwwer fënnef Joer hate mer Verhandlungen, wou kee konkreete Fortschrëtt a Siicht war.

Ugangs des Joers huet dunn de Minister d'Räissläin gezunn an iwwer Règlement grand-ducal en Tariff festgeluecht. De Staatsrot huet dunn a sengem Avis zu deem Règlement grand-ducal drop higewisen, dass de Code de la sécurité sociale net onbedéngt eng kloer legal Basis géif duerstellen, fir esou e Règlement grand-ducal ze huelen. An eeben dës legal Basis gëtt elo réckwierkend mat dësem Projet de loi geschafen.

Den Text gesäit en Delai vun dräi Méint vir, an deenen déi éischt Verhandlunge solle gefouert ginn. Wann dann an deem Delai kee Resultat virläit, designéiert d'Inspection générale de la sécurité sociale, d'IGSS also, e Mediateur. An och dee Mediateur huet dann nach eng Kéier dräi Méint Zäit, fir eng Léisung ze fannen. A wann no deenen dräi Méint nach ëmmer kee Resultat festgestallt gëtt, kann de Minister d'Lettre-clé iwwer Règlement grand-ducal festleeën.

Fir dat ze maachen, muss de Minister awer eng Rei vu Krittäre berücksichtegen: d'Krittäre vun de Conditions d'accès, fir an de Beruff eranzekommen, d'Lettres-clés vun anere Prestatairen, am Verglach selbstverständlech, d'Remuneratioun, déi am ëffentleche Secteur fir déi Prestatiounen ausbezuelt gëtt an och déi, déi am Ausland Usus ass, an natierlech d'Fuerderungen an d'Proposen, déi bei de Verhandlungen a bei der Mediatioun op den Dësch koumen.

Uschléissend kann dann, wann de Minister seng Decisiounen iwwer Règlement grand-ducal geholl huet, an engem Delai vun dräi Méint eng Demande gemaach ginn, fir iwwer eng Adaptatioun vun der Lettre-clé iwwer Règlement grand-ducal ze verhandelen.

D'Base légale gëtt, wéi ech et virdru gesot hunn, réckwierkend op den 1. Januar 2023 a Kraaft gesat. A fir déi Lettre-clé, vun där ech virdru geschwat hunn, vun de Psychotherapeute bedeit dat also, dass deen Delai ufänkt um Dag vun der Publikatioun vum Gesetz, dat mer haut solle stëmmen.

Den zweete Volet betrëfft net gradesou vill Leit, ass awer, mengen ech, net manner wichteg. Et geet ëm déi Leit, déi vu Staat, Gemengen an Institutiounen aus dem Gemengesecteur oder aus hirem Beruffsstand nominéiert gi sinn, fir en offiziellt Mandat auszeüben.

Déi Indemnitéiten, déi dës Persoune fir hir Ausübung vun dësem offizielle Mandat kréien, sinn dann – an dat ass elo kloergestallt ginn – net als Akommes unzegesinn, op deem Sozialcotisatiounen ze bezuele wären. Dat war bis viru Kuerzem och ëmmer an der Praxis esou gehandhaabt ginn. Well et awer eenzel Interpretatiounsdifferenze gi sinn, an dat op verschiddene Plazen, gëtt elo am Code de la sécurité sociale kloer definéiert, dass réckwierkend op den 1. Januar 2018 dës Indemnitéiten net cotisabel sinn.

Domadder sinn dann och eventuell Fuerderunge vum Centre commun vis-à-vis vu Betraffenen hifälleg. A fir déi Leit, déi eventuell schonn op déi Fuerderungen agaange sinn a Cotisatioune bezuelt hunn – an och dat ass wichteg, well dat ass eis an der Kommissioun erkläert ginn –, ginn da Remboursementer vum Centre commun gemaach. Dat steet net expressement esou am Gesetz, mee dat ass awer ganz kloer an der Kommissioun esou erkläert ginn.

Am schréftlechen Avis a méi prezis och am Commentaire des articles gëtt nach eng Kéier ganz genau preziséiert, ëm wéi eng Leit et konkreet geet. An d'Kommissioun betount och nach eng Kéier ganz besonnesch, dass och d'Vertrieder vum Syvicol souwéi och d'Vertrieder aus allen anere Gemengesyndikater mat dësem Gesetzesprojet cibléiert sinn. Och doriwwer war nach eng kleng Diskussioun opkomm, ob déi gebrauchten Definitioun kloer genuch wier. A fir dat nach eng Kéier ganz kloer ze soen, steet et effektiv ganz kloer och elo nach an eisem Rapport hei dran. Ech mengen, do ware mer eis och alleguerten an der Kommissioun eens, dass dat eng gutt Saach ass.

De Staatsrot hat e klenge Risk gesinn, dass eventuell verschidde Persounen dann net méi géifen iwwert d'Assurance accident couvréiert ginn. An doropshin huet d'Chamberskommissioun en Amendement formuléiert, fir och hei Kloerheet ze schafen. Doriwwer eraus huet de Staatsrot nach eng Rei vun Detailfroe gestallt an och eng Rei vu Reformulatioune proposéiert, déi alleguerte genau esou ugeholl gi sinn, genau wéi och déi legistesch Verbesserungsvirschléi.

D'Chambre des Salariés an hirem Avis an och d'Chambre de Commerce an hirem gemeinsamen Avis mat der Chambre des Métiers hunn e positiven Avis ausgestallt, och wa si sech gewënscht hätten, dass mer méi wäit gaange wären an och verschiddener vun hire Servicedéngschtleeschter, solle mer emol soen, an de Cercle vun de Beneficiairë vun dësem Gesetz opgeholl hätten. Mir sinn eis an der Kommissioun bewosst ginn, dass dat en Theema ass, mat deem mer eis och nach eng Kéier mussen an Zukunft ausenanersetzen. An de Minister huet och do Bereetschaft signaliséiert, mee an dësem Gesetzesprojet ass dat elo nach net virgesinn.

Souwäit de Resümmee vum Rapport vum Projet de loi 8151. Weider Detailer kënnt Der wéi ëmmer an deem schréftleche Rapport noliesen, woubäi ech souwuel mengem Mataarbechter aus menger Parlamentsfraktioun wéi och eise Mataarbechter aus der Chamber villmools Merci soe fir d'Hëllef beim Verfaasse vum schréftleche Rapport. An da ginn ech mat Freed den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse klenge Projet mat groussen a wichtege Verbesserungen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Rapporter.

An den éischten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo grad geschwat – an de Rapporter, deem ech Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport – iwwert de Code vun der Assurance sociale, fir déi eng Leit eng ganz komplizéiert Matière, fir déi aner Leit eng ganz interessant Matière. A fir de Code de la sécurité sociale, also allkéiers, wa mer do Ännerunge maachen, da steet ëmmer beim Projet: Ännerung vum Livre Ier, Ännerung vum Livre II, Ännerung vum Livre V ..., und das war's. An ech mengen, dass dat mat derzou féiert – wat den Dan Kersch richteg ënnerstrach huet –, dass dat och elo net zu Diskussioune féiert.

Mir missten eis vläicht iwwerleeën, an de Minister soll dat vläicht mat op de Wee huelen, dass een dat och heiansdo ausschreift. Well ech mengen, ausser den Insider, déi wëssen, dass dat eent d'Krankekeess ass, dat anert d'Pensiounskeess ass, dat anert d'Kannergeldskeess ass, dat anert Accident, dat anert Fleegeversécherung, wëssen d'Leit mat Livre Ier, II, III, IV, V, VI net ëmmer eppes unzefänken. An et géif vläicht méi Nidderschlag fannen, wann allkéiers och nach hannendru stéing: Livre Ier ass dat, Livre II ass dat, Livre III ass dat ..., an da wier d'Lektür, déi ganz interessant ass an déi ganz wichteg ass fir eis alleguer an de jeeweilegen Domänen, da wier och vläicht de Reiz méi grouss, fir sech deen décke Schmöker heiansdo op d'Long ze zéien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass ënnerstrach gi vum Dan Kersch, dass et hei am Fong zwou Saache sinn, déi gemaach ginn. Am Ursprongsprojet ass et drëm gaangen, fir de Problem vun de Psychotherapeuten ze léisen, wou ech net brauch extra drop anzegoen, well de Rapporter dat gemaach huet. Mee et muss een nach eng Kéier dodrun erënneren, dass et do drëm geet, de Patient an de Mëttelpunkt ze stellen.

Déi eng schwätze vum „Patient", déi aner schwätze vum „Client". Deen Numm „Patient" ass jo haut pejorativ op ville Plazen. Och an anere Strukture schwätzt een ëmmer méi vum „Client", deen dervu wëll profitéieren, soudass et wichteg ass, dass déi Leit a) gehollef kréien. D'Covidsituatioun huet eis och gewisen, dass nach méi Besoin do war a méi Demande do war wéi jee virdrun, soudass et dofir och kloer war, dass et fir déi Leit, déi Hëllef brauchen, wéi och fir déi Leit, déi déi Hëllef kënne ginn, do endlech zu engem Tariff komme misst.

Et ass do net grad déi Method gewielt ginn, déi de Staatsrot an de Legislateur sech an der Zäit gewënscht haten, dofir si jo elo déi Kloerstellunge komm am Gesetz. Do war et, wéi de Minister e Reglement geholl huet, de Staatsrot, deen de 24. Januar 2023 eng Oppositioun zu deem Reglement bruecht huet, an déi Punkte sinn elo erausgeholl ginn.

Déi eenzeg Fro, déi ech mer nach ëmmer stellen, ass: Wat géif geschéien, wann et och nach eng Kéier erëm zu enger Non-conciliation géif kommen? Well ech hunn elo héieren, neierdéngs si Leit, déi dat usichen, wann een elo bis virun an d'Conciliatioun geet, oder Non-conciliation, dass déi da souguer wëllen dat usichen, wou ech mer zwar do meng Froe stellen! Well wann eng Associatioun ... oder eng Conciliatioun, do, wou jo och de Minister seng Vertrieder nennt, e Schidssproch geholl huet, ass et normalerweis üblech gewiescht, op alle Fall a menger gewerkschaftlecher politescher Karriär ëmmer, dass dann och dee Schidssproch meeschtens akzeptéiert ginn ass oder et ass zu engem Streik komm, wat awer ganz rar de Fall war. Do hoffen ech, dass dat sech awer och ëmmer am Dialog wäert kënnen och an Zukunft léisen.

Deen zweete Projet, dat ass deen – de Rapporter huet et ënnerstrach –, wou et drëm geet, dass fir alleguerten déi Leit, déi Lienen hunn, déi direkt Nominatioune kritt hunn iwwer e Gemengerot oder iwwer e Schäfferot a Gemengesyndikater, wou vill Froen déi lescht Joren a Méint opgeworf gi sinn, dass dee Problem definitiv geléist gëtt. A bei deem Projet géif ech gären eng Fro hannendru stellen un de Minister, an de Minister huet sech bestëmmt erwaart, dass ech mat där Fro géif kommen: Dat ass eng Proposition de loi vu mengem Kolleeg, dem Laurent Mosar, a mir, souguer zwou, d'Propositioune 7922 a 7923.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Elo kréie mer ee Problem geléist, dee sech déi lescht Jore gestallt huet. Mir hunn nach en anere Problem, dat ass d'Differenz zwëschent den Independanten an de Salariéen, an do sinn déi Proposition-de-loien do. An do wollt ech och vläicht vum Minister wëssen: Wou si mer domadder drun? A wéi kënne mer och nach dat ..., well dat gëtt och nach eng Kéier ënnerstrach am Avis vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce. Si weisen och nach eng Kéier op dee Problem hin, ob een do ... Wou si mer do drun a wéi séier mengt de Minister, dass mer do d'Méiglechkeet hunn, och do eng Léisung ze fannen?

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech d'Zoustëmmung fir déi zwee Voleten – mee et ass nëmmen ee Gesetz –, fir déi Ännerungen am Livre Ier, am Livre II an am Livre III vun der Sécurité sociale, dass mer déi kënne maachen, dat am Interêt vun den Assuréen an dat awer och am Interêt vun deene Leit, déi d'Vertrieder sinn an deene jeeweilege Syndikater.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Spautz. An d'Wuert huet elo déi honorabel Deputéiert Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Madamm Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, virun 2015 konnt sech hei am Land jiddereen, deen dat wollt, „Psychotherapeut" nennen, eng dach quokeleg Situatioun, well dës Leit keng adequat Formatioun hu misse virweisen, fir sech esou ze nennen. D'Patiente waren deemno engem Risiko ausgesat, eng mannerwäerteg Therapie ze kréien. Psychotherapeuten, déi eng anstänneg Formatioun absolvéiert haten an dofir och all Meritten hunn, hu missen nokucken, wéi Patienten och an déi falsch Hänn gerode konnten, a si konnten näischt dergéint maachen, well de Beruff vum Psychotherapeut nach net reglementéiert war.

Dat huet sech 2015 ënnert der haiteger Regierung geännert. De Beruff vum Psychotherapeut gouf och hei am Land reglementéiert an et goufe Mindeststandarden agefouert, e wichtege Schratt, deen de Patiente qualitativ héichwäerteg Therapien duerch anstänneg ausgebilt Psychotherapeute garantéiert.

De Problem duerno louch doranner, dass aus finanzieller Siicht e gläichwäertegen Zougang fir jiddereen zur Psychotherapie net méiglech war. D'Tariffer an d'Modalitéite vum Remboursement goufen tëschent der CNS an der FAPSYLUX, also der Associatioun vun de Psychotherapeuten, diskutéiert. Mee och no siwe Joer gouf et keen Accord an domadder och kee Remboursement fir déi concernéiert Patienten.

Madamm Presidentin, siwe Joer gescheitert Negociatioune sinn, wa mer ganz éierlech sinn, net drobar, wann et dorëms geet, de Patienten déi beschtméiglech Gesondheetsbetreiung ze erméiglechen! Grad bei der Santé mentale, déi parallell zu der Pandemie nach méi Wichtegkeet a Visibilitéit krut, dierfe mir net méi esou laang nokucken. Et war dowéinst an eisen Aen de richtege Schratt, d'Situatioun ze deblockéieren an d'Tariffer iwwer e Règlement grand-ducal ze fixéieren an den Assuréen esou den Zougang zum Finanzement ze erméiglechen, op dee si esou laang gewaart hunn.

Bei der Fixatioun vun den Tariffer huet de Staatsrot awer dorobber opmierksam gemaach, dass et fir d'Fixatioun vun der Lettre-clé, déi als Basis fir de Calcul vun den Tariffer déngt, keng formell Dispositioune gëtt. Fir ze evitéieren, dass d'Fixatioun vun den Tariffer verfassungswiddreg an de Remboursement esou weiderhi blockéiert wier, reegelt dëst Gesetz, wéi d'Lettre-clé an Zukunft gereegelt wäert ginn.

Meng Fraktioun begréisst dëse Schratt explizitt. Mir bedauere just, dass de Remboursement vun der Psychotherapie esou laang huet missen op sech waarde loossen. Ech mengen, dass mer hei an Zukunft och besser reagéiere mussen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzestext adaptéiert, wéi et scho gesot ginn ass, nach e weidere Punkt: An Zukunft solle Representantë vum Staat, vun de Gemengen oder vun Entitéite vum Sozialdialog keng sozial Cotisatiounen op hir Indemnitéite méi bezuele mussen, déi si an hirer Fonctioun als Representant an enger Entité tierce, zum Beispill an engem Verwaltungsrot oder engem Syndikat, kréien.

Ech ginn net weider op déi genee Detailer an, dat huet de Rapporter scho ganz gutt gemaach. Op dëser Plaz dofir och e grousse Merci un den Dan Kersch fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport.

Zu dësem zweete Punkt wëll ech just soen, dass d'DP dës Adaptatioun och guttheescht. Bei de genannte Representanten handelt et sech nämlech net d'office ëm Independanten an dowéinst ass et och net korrekt gewiescht, dass si wéi Independanten op hiren Indemnitéiten hu misse cotiséieren.

Ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Hartmann. An den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Madamm Presidentin, an och merci dem Här Rapporter Dan Kersch fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wäert elo net weider nach eng Kéier op den Detail vun de Psychotherapeuten agoen. Ech mengen, dat hunn elo meng Virriedner gemaach, an déi hu jo gewisen, dass déi Situatioun, déi do entstanen ass, wierklech net adaptéiert war. D'Beispill vun de Psychotherapeuten huet gewisen, datt d'Prozedur, fir e Remboursement vun engem Akt ze kréien, net onbedéngt am Déngscht vum Patient ausgeluecht war.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

A just fir op dem Här Spautz seng Remark anzegoen: Ech nenne se „Patient", well „Client" ass fir mech méi an engem commercielle Sënn. An duerfir beharren ech e bëssen op dem „Patient". An ech mengen, och dee muss eng global Couverture vun de Prestataires de santé kréien; also just dozou meng Reaktioun.

Et kann net sinn, wann e politesche Konsens besteet, datt eng Therapie soll remboursséiert ginn, datt dat duerch e jorelaangen Desaccord tëschent de Prestatairen an der CNS net zustane ka kommen. déi gréng begréissen duerfir, datt mat dësem Projet de loi eng Méiglechkeet geschaaft gëtt, an engem räsonabelen Delai en Tariff fir en Akt festzehalen, wann d'Negociatiounen iwwert d'Lettre-clé festgefuer sinn, an datt déi Prozedur elo op sécher juristesch Féiss gestallt gëtt. Et geet net drëm, d'Verhandlungsautonomie tëschent der CNS an de Prestatairen ze court-circuitéieren. Duerfir bleift jo d'Méiglechkeet bestoen, fir innerhalb vun dräi Méint nei Negociatiounen iwwert den decidéierten Tariff unzefänken.

Mat dësem Projet de loi, wéi en haut gestëmmt gëtt, ass dann och garantéiert, datt all Psychotherapien, déi zanter dem 25. Januar 2023 gemaach gi sinn, remboursséiert kënne ginn. Op dëser Plaz wéilt ech de Minister froen, ob hien eventuell dozou Zuelen huet, wéi vill Psychotherapie-Remboursementer bis elo schonn ugefrot gi sinn.

déi gréng sinn dann och mam zweete Punkt vun dësem Projet de loi averstanen, wou kloergestallt gëtt, datt déi lokal Mandatairë respektiv Representantë vun aneren Instanze keng Sozialofgaben op hir Indemnitéiten, déi si am Kader vun hirem respektive Mandat kritt hunn, musse bezuelen. D'Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers weisen allerdéngs, datt och nach aner änlech Fäll existéieren an datt och do eng Solutioun misst fonnt ginn. De Minister huet an der Kommissioun gesot, datt en dat och wéilt ugoen, Schrëtt fir Schrëtt.

Dëst gesot, ginn ech dann och den Accord vun der gréngер Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, ech wëll dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi Rapport. Et ass alles gesot ginn, och vu menge Virriedner, an ech wëll mech domadder am Fong geholl kuerzfaassen. Am Fong geholl ginn zwou Saachen ausgebigelt, dat vun der juristescher Onsécherheet, an dat ass am Interesse vum Assuré.

An domadder ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech maachen et och ganz kurz und bündig: Als Alleréischt emol dem Rapporter e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, deen exzellent war. Ech mengen, dee ganzen Hickhack mat der Psychotherapie, mat där Zäit, déi vergaangen ass, bis d'Patiente konnte remboursséiert ginn, dat war net grad en Highlight vun eiser parlamentarescher Aarbecht hei. Dat ass schued, mee bon, elo ass et endlech gereegelt. An dann huet den honorabele Marc Spautz jo och nach dem Minister e puer Froe gestallt, wou mer och interesséiert wäerten nolauschteren, wat en eis ze soen huet.

Duerfir maachen ech et och elo hei ganz kurz und bündig: Mir ginn natierlech selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun fir déi laangwiereg Aarbechten, déi do geleescht gi sinn. An dat hei muss jo elo wierklech adaptéiert ginn, fir datt mer kënne weiderfueren op deenen zwee Punkten. A voilà, déi Froen, déi nach bleiwen, solle mer eis stellen a mir sollen déi och ugoen, well dat ass immens wichteg.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Dan Kersch fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. No villem Hin an Hier si mer awer haut endlech do, dass mer kënnen den Text ëmsetzen. An et soll ee jo ni d'Hoffnung opginn. Et waren alt hëtzeg Diskussiounen an de leschte Méint, Joren – hei och am Haus – zu dësem Theema an haut si mer dann endlech um Wee, dass de Patiente geholl lef gëtt.

Dofir stëmme mir och deem Projet zou. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wäert elo net an d'Detailer alleguerten agoe bei deem Projet de loi hei iwwert d'Ännerunge an der Sécurité sociale. Ech wäert mer natierlech Gedanke maachen, wéi mer déi verschidden Zuelen duerch Buschtawe kënnen ersetzen. Dat kënne mer maachen. Ech mengen, mir maachen déi zwee zesummen, da brénгt et am mannste Konfusioun.

Zum Projet de loi zu der FAPSYLUX – Psychotherapeuten, CNS – denken ech ... Verschidde Leit hunn dat elo gesot, dat hätt laang parlamentaresch Aarbecht erfuerdert: Et huet net laang parlamentaresch Aarbecht erfuerdert, well den Dossier ass hei net opgetaucht. Et ass just, datt d'Chamber d'Decisioun 2015 geholl huet, fir de Psychotherapeuten e Cadre légal ze ginn, an dat declenchéiert déi ganz Procédure. A wa mer gesinn, datt déi ganz Prozedur ze laang dauert, an an dësem Fall war dat de Fall, da muss ee reagéieren, an et ass, denken ech, u jiddwerengem vun eis, fir déi Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Duerfir wëll ech och Merci soe fir deen Appui, deen ech an de Kommissioune kritt hunn, fir d'Problematik ëm dësen Dossier hei esou op deem Wee ze léisen.

Den Dossier gëtt jo vill commentéiert, jiddwereen hätt et elo, liesen ech, aneschters gemaach. Bon, ech waarden dann nach op Propositiounen, wéi een dat aneschters hätt kënne maachen, well haut ass de Problem geléist, retroaktiv op den 1. Januar 2023, wat am Interêt vun de Patienten, Här Hansen, vun de Clienten, vun den Assuréen ass. Dat sinn déi Leit, déi et brauchen.

An ech mierke jo och, an dat gesitt Dir jo och, datt een an der Relatioun tëschent der CNS an der FAPSYLUX, de Psychotherapeuten, net méi vill héiert. Dat heescht, déi Diskussioune sinn ofgeschloss, kënnen ëmmer erëm opgemaach ginn, esou wéi dat virgesinn ass.

Ech wëll awer eppes betounen, an dat ass, wou Der gesot hutt, et misst méi schnell reagéiert ginn an Zukunft: Genau déi heiten Ëmännerung erlaabt eis, iwwert de Code vun der Sécurité sociale deen Delai, wat d'Negociatiounen ubelaangt oder wat d'Mediatioun ubelaangt, méi kleng ze halen, ouni – an dat wëll ech awer preziséieren hei – d'Verhandlungsautonomie vun deenen zwee Partneren a Fro ze stellen.

Dat ass mer ganz wichteg, datt net einfach kann dekretéiert ginn: „Esou ass et elo!" Dat heescht, do lafen déi selwecht Proceduren. D'Delaie sinn ofgekierzt ginn an nodeem eng Decisioun iwwert d'Valeur vun der Lettre-clé iwwer Règlement grand-ducal vum Minister determinéiert ginn ass, kënnen natierlech déi Negociatiounen erëm ugefrot ginn a weidergefouert ginn.

Dat huet awer ganz einfach zum Zweck, datt da schonn eng Prise en charge, e Remboursement vis-à-vis vun de Leit gemaach gëtt, déi déi Soinen an Usproch huelen. An dat ass mer – an ech denken, eis alleguerten – besonnesch wichteg. Dat heescht, mir hunn de System e bëssen ëmgedréint, méi kuerz gemaach. An ech denken, wa mer elo dohinnerginn a mir kucken, wann nei Beruffer géifen an e Cadre légal kommen, dann ass dat heiten operationell, soudatt mer net méi op de Wee brauchen ze goen, fir esou laang ze waarden, an dat ass am Interêt vu jiddwerengem vun deene Concernéierten.

Ech si gefrot ginn, an dat ass den Här Hansen, dee mech dat gefrot huet, dat war awer net ofgemaach – net datt Der mengt, ech hätt hei d'Zuelen dauernd am Kapp –, mee et huet mech selwer interesséiert a vu datt ech jo relativ vill Reuniounen hu mat deene concernéierten Acteuren, kann ech Iech déi Zuelen awer och direkt soen: Déi Prise en charge, déi leeft vum Februar 2023 un. Bon, dat wësst Der, elo iwwert déi heiten Ëmännerung vum Code de la sécurité sociale vum 1. Januar un, dat huet awer eppes mat deenen dräi Méint, wéi d'Madamm Hartmann oder de Rapporter gesot huet, ze dinn, soss wieren déi leséiert gewiescht, wann hei nach eng Kéier d'Negociatiounen ugefaangen hätten. Den 1. Februar – duerfir hunn ech déi Zuelen och kritt – waren 158 Psychotherapeuten als Prestataire bei der CNS enregistréiert. Op den 21. Abrëll waren et der 206. Et ass also an d'Luucht gaangen. Wat wichteg ass: Bei 144 Prestatairë goufe bis elo Leeschtungen en charge geholl fir 1.567 Assuréen an dat sinn am Ganzen 3.621 Seancen. An actuellement komme pro Dag eng ronn 100 Ufroe fir eng Prise en charge, dat heescht fir e Remboursement ze kréien, bei der CNS eran.

Dir gesitt also, datt déi Soinen och benéidegt ginn, datt mer an dësem Fall eppes decidéiert hunn, wat positiv fir d'Leit ass, fir d'Assuréen ass, fir déi Leit, déi do schaffen, an och fir d'CNS, fir dee ganzen Traitement ze organiséieren, och dat ass vill Aarbecht. Ech géif op jidde Fall sämtleche Partner Merci soen. An déi Kriticken, déi heiansdo do oder do entstinn, ech mengen, mat deene musse mer liewen. Haaptsaach, mir hunn de Problem geléist!

Den zweete Volet ass – do sidd Der och schonn drop agaangen, och de Rapporter ass drop agaangen – am Fong, fir eng Kloerstellung ze ginn tëschent der Definitioun vun „Independant" a Leit, déi e Mandat kréien an hirer Gemeng, an hirem Gemengesyndikat a ganz einfach enger Instanz vum Sozialdialog, bei aneren Entitéiten. Fir datt dat kloergestallt ass, datt déi esou e Mandat hunn, dofir ass dat och an de Code vun der Sécurité sociale geschriwwe ginn. D'Onfallversécherung huet bis elo nach ëmmer gezielt, well déi stoung schonn dran, déi sinn also och nach ëmmer weider verséchert, dat wëll ech just eng Kéier hei soen, well dat net ernimmt ginn ass.

An zum Schluss géif ech nach gär soen, vu datt den Här Spautz mer déi Fro gestallt huet mat der Anticumulsreegel am Kader vun der Pensiounsversécherung oder dem Pensiounsregimm tëschent de Selbststännegen a Leit, déi eng Pension de vieillesse anticipée hunn: Do ass Är Proposition de loi – mat där vum Här Mosar, déi zwou, also eng, déi Der eraginn hutt – zu 99 % fäerdeg, kënnt normalerweis spéitstens fir de Juni an de Regierungsrot, well mer elo bei sämtlechen Instanzen nogefrot hunn. Da gëtt se natierlech,

wéi dat virgesinn ass, entweeder vum Grand-Duc – wann déi nei Constitutioun ass, vum Premier – ënnerschriwwen an da kënnt se an déi zoustänneg Chamberskommissioun. Ob mer se dann nach gestëmmt kréien, ass eng aner Saach. Mee ech denken och do, wann d'Proposition de loi, op déi mer eis baséieren ..., déi zwar dee richtegen Ustouss huet, awer et ass e bësse méi komplizéiert. Et ass och egal! Da kënne mer dat zesummen an der Kommissioun maachen, an dann denken ech an dann hoffen ech, datt mer do och eng Unanimitéit kréien, soudatt et mer och net baang ass, datt mer dat dëst Joer nach eng Kéier geléist kréien, ob Wale sinn oder net.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8151. Den Text steet am Document parlementaire 8151[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8151 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat wiere mer um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.17 heures.)

46e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 24
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour** p. 24
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Décision à prendre par la Chambre des Députés sur l'honorabilité des candidats aux postes de membre effectif et aux postes de membre suppléant du Conseil national de la justice** p. 24
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Désignation des candidats aux deux postes de membre effectif et aux deux postes de membre suppléant du Conseil national de la justice** p. 24
   M. Fernand Etgen, Président
   Vote secret pour le premier candidat au poste de membre effectif
   Vote secret pour le deuxième candidat au poste de membre effectif
   Vote secret pour le premier candidat au poste de membre suppléant
   Vote secret pour le deuxième candidat au poste de membre suppléant
5. **Question élargie n° 186 de Mme Chantal Gary au sujet de l'apaisement du trafic motorisé à l'intérieur des agglomérations** p. 25
   Mme Chantal Gary | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
6. **8043 – Projet de loi portant :**
   1° approbation de l'Avenant, fait à Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2021, au Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018 et à la Convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020 ;
   2° modification de l'article 2, paragraphe 1er, de la loi du 7 septembre 2018 1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 ; 2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen p. 26
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8043 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8059 – Projet de loi portant approbation de l'amendement de la Convention sur la circulation routière, faite à Vienne, le 8 novembre 1968, ouvert à la signature le 14 janvier 2021** p. 29
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Serge Wilmes, | M. Max Hahn (interventions de M. Marc Goergen) | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8059 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8062 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des transports scolaires par autobus** p. 31
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Serge Wilmes (dépôt de la motion 1) | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8062 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Serge Wilmes (renvoi de la motion 1 en commission)
9. **8178 – Projet de loi relative au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2023** p. 33
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8178 et dispense du second vote constitutionnel

10. 7996 – Projet de loi portant modification de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics p. 35

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler

Discussion générale : Mme Octavie Modert | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7996 et dispense du second vote constitutionnel

11. Résolution de Mme Nathalie Oberweis au sujet de l'appel au Gouvernement français à respecter le droit de manifester et l'État de droit p. 37

Exposé : Mme Nathalie Oberweis

Discussion générale : M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Yves Cruchten | Mme Nathalie Oberweis

Vote sur la résolution (rejetée)

12. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen p. 38

Exposé : M. Jeff Engelen

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Ordre du jour

D'Conférence des Présidents proposéiert, d'Resolutioun vun der Madamm Nathalie Oberweis, déi d'Chamber opfuerdert, en Appell un d'franséisch Regierung ze maachen, fir de Respekt vum Manifestatiounsrecht souwéi vum État de droit, déi de 25. Abrëll deposéiert gouf, als leschte Punkt op den Ordre du jour vun haut ze setzen.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Décision à prendre par la Chambre des Députés sur l'honorabilité des candidats aux postes de membre effectif et aux postes de membre suppléant du Conseil national de la justice

Opgrond vum Artikel 6 (1) vum Gesetz vum 23. Januar 2023 iwwert d'Organisatioun vum Conseil national de la justice muss d'Chamber eng Decisioun iwwert d'Éierbarkeet vun all de Kandidate fir d'Poste vum Conseil national de la justice op Basis vun engem Avis vum Procureur général d'État huelen.

Laut dem Artikel 127septies vum Chambersreglement muss d'Chamber iwwert déi Decisioun an enger net ëffentlecher Sitzung befannen. Ass d'Chamber averstanen, den Artikel 46 (1) vum Chambersreglement ze applizéieren an eng net ëffentlech Sitzung opzemaachen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

(Le huis clos est prononcé à 14.02 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 14.04 heures.)

4. Désignation des candidats aux deux postes de membre effectif et aux deux postes de membre suppléant du Conseil national de la justice

D'Chamber huet grad an enger net ëffentlecher Sëtzung déi néng Kandidaten, déi sech fir déi zwee Poste vun effektive Membere respektiv fir déi zwee Poste vu Suppleantë vum Conseil national de la justice gemellt hunn, als honorabel deklaréiert.

Esou, wéi et festgehal ass am éischten an zweeten Artikel vum Gesetz vum 23. Januar 2023 iwwert d'Organisatioun vum Conseil national de la justice an am Artikel 127bis vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, zwee effektiv Memberen an zwee Suppleantë fir de Conseil national de la justice ze bestëmmen.

No den Dispositioune vum Artikel 127sexies vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Reunioun vum 30. Mäerz eng Kandidatelëscht mat néng Persounen arrêtéiert. Déi néng Kandidaten hu sech all fir e Posten als effektive Member gemellt.

Dat sinn, an alphabetescher Reiefolleg: den Här Roland Berscheid, den Här Jean-Christophe Burkel, d'Madamm Viviane Ecker, den Här Erny Gillen, den Här Laurent Heisten, d'Madamm Anne Kraus, den Här Jean-Jacques Rommes, den Här Philippe Wagener an den Här Jeannot Waringo. Vun deenen néng Kandidaten hu sech och fënnef Kandidate fir de Poste vum Suppleant gemellt.

D'Chambersreglement gesäit a sengem Artikel 127octies vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass.

Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn.

Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deposéiert Kandidature si valabel.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng qualifizéiert Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Walziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi qualifizéiert Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballotage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meescht Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidate fir de Ballotage ze designéieren. Am Spezialtour geet dann eng einfach Majoritéit duer.

Bei Stëmmegläichheet am Ballotage kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour kee vun de Kandidaten déi qualifizéiert Majoritéit krut, da muss en neien Appel à candidature gemaach ginn.

Laut dem Artikel 127undecies vum Chambersreglement gëtt iwwer jiddwer Persoun eenzel ofgestëmmt.

Vote secret pour le premier candidat au poste de membre effectif

Mir fänke mam Walgang un. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg.

Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen. An da maachen ech duerno den Appell, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Ech maachen dann elo den Appell, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

Dann ass d'Sitzung kuerz ënnerbrach, fir d'Stëmmziedelen ze zielen.

(La séance publique est interrompue à 14.14 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.19 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 54; blank Stëmmziedelen: 1; ongëlteg Stëmmziedelen: keen; gülteg Stëmmziedelen: 53. Déi Zweedrëttelmajoritéit läit bei 40.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Roland Berscheid: keng Stëmm, den Här Jean-Christophe Burkel: keng Stëmm, d'Madamm Viviane Ecker: 47 Stëmmen, den Här Erny Gillen: keng Stëmm, den Här Laurent Heisten: 1 Stëmm, d'Madamm Anne Kraus: 1 Stëmm, den Här Jean-Jacques Rommes: keng Stëmm, den Här Philippe Wagener: keng Stëmm, an den Här Jeannot Waringo: 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit vu 47 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Ecker Viviane als Kandidat fir de Poste vum effektive Member vum Conseil national de la justice designéiert ass.

Domat wier also den éischte Walgang erlaanscht.

Vote secret pour le deuxième candidat au poste de membre effectif

Mir fänken dann u mam Walgang fir den zweete Poste vum effektive Member. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn. Soss ass Äre Stëmmziedel ongülteg.

Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sitzung ass ënnerbrach fir ze zielen.

(La séance publique est interrompue à 14.26 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.30 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 54; blank Stëmmziedelen: keen; ongëlteg Stëmmziedelen: keen; gëlteg Stëmmziedelen: 54. Déi Zweedrëttelmajoritéit läit bei 40.

Den Här Roland Berscheid: keng Stëmm, den Här Jean-Christophe Burkel: 2 Stëmmen, den Här Erny Gillen: keng Stëmm, den Här Laurent Heisten: 1 Stëmm, d'Madamm Anne Kraus: 1 Stëmm, den Här Jean-Jacques Rommes: 46 Stëmmen, den Här Philippe Wagener: keng Stëmm, an den Här Jeannot Waringo: 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit vu 46 Stëmmen decidéiert, datt den Här Jean-Jacques Rommes Kandidat fir de Poste vum effektive Member vum Conseil national de la justice designéiert ass.

Domat wier also och dëse Walgang erlaanscht.

Vote secret pour le premier candidat au poste de membre suppléant

Mir fänken da mam Walgang u fir den éischte Poste vum Suppleant beim Conseil national de la justice. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongëlteg.

Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue à 14.37 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.41 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53; blank Stëmmziedelen: keen; ongëlteg Stëmmziedelen: keen; gëlteg Stëmmziedelen: 53. D'Zweedrëttelmajoritéit ass 40.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Anne Kraus als Kandidat fir de Poste vum Suppleant beim Conseil national de la justice designéiert ass. Domadder wär dann also och dëse Walgang erlaanscht.

(Interruption)

Hat ech déi vergiess ze soen? Ech wëll ze schnell sinn.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Roland Berscheid: 4 Stëmmen, den Här Jean-Christophe Burkel: keng Stëmm, den Här Erny Gillen: keng Stëmm (ndlr: M. Erny Gillen ne s'était pas présenté comme candidat), den Här Laurent Heisten: 1 Stëmm, d'Madamm Anne Kraus: 48 Stëmmen, den Här Philippe Wagener: keng Stëmm (ndlr: M. Philippe Wagener ne s'était pas présenté comme candidat), den Här Jeannot Waringo: keng ...

(Interruption)

Dee war net Kandidat, genau.

Vote secret pour le deuxième candidat au poste de membre suppléant

Mir fänken dann u mam Walgang fir den zweete Poste vum Suppleant beim Conseil national de la justice. Ech wëll d'Chamber och hei drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongëlteg.

Ech géif Iech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen dann den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue à 14.47 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.51 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53; blank Stëmmziedelen: keen; ongülteg Stëmmziedelen: keen; gülteg Stëmmziedelen: 53. D'Zweedrëttelmajoritéit läit bei 40.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Roland Berscheid: 46 Stëmmen, den Här Jean-Christophe Burkel: 2 Stëmmen, an den Här Laurent Heisten: 5 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit vu 46 Stëmmen decidéiert, datt den Här Roland Berscheid als Kandidat fir de Poste vum Suppleant beim Conseil national de la justice designéiert ass. Domat wär dann och dëse Walgang erlaanscht.

5. Question élargie n° 186 de Mme Chantal Gary au sujet de l'apaisement du trafic motorisé à l'intérieur des agglomérations

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 186 vun der Madamm Chantal Gary iwwert de motoriséierte Verkéier an den Agglomeratiounen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfroen an, no der Äntwert vum Minister, och nach eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir méi Sécherheet a Liewensqualitéit brauche mer eng méi systematesch Verkéiersberouegung an eisen Dierfer, Stied a Quartieren. Mir brauche manner Verkéier a manner séiere Verkéier. Insgesamt eng aner Mobilitéit a méi Tempo-30-Zonen oder Zones de rencontre, wou souguer nëmmen Tempo 20 gëllt, si wichteg Méiglechkeeten, fir dësem Zil méi no ze kommen. Mee et sinn net déi eenzeg Mesüren, déi ze huele wieren.

Rezent gouf vu ville Säiten eng méi systematesch Ausweisung vun Tempo-30-Zonen an eise Stied a Gemenge gefuerdert, a souguer d'Propos, d'Maximalvitessen inneruerts ëmzedréien, esou datt 30 zur Reegel a 50 zur Ausnam géif ginn. Dëst ass och breet an de Medien zirkuléiert an diskutéiert ginn. Och a mengem privaten Ëmfeld war dës Propos vun engem generellen Tempo 30 an den Uertschaften an de leschte Wochen duerchaus en heefegen, mee och deelweis kontroverse Sujet.

Perséinlech sinn ech iwwerzeegt, datt hei effektiv nach e grousst Potenzial fir de Staat an d'Gemenge läit. Zone mat op 20 oder 30 Stonnekilometer reduzéierter Maximalgeschwindegkeet si sécherlech eng gutt a wierksam Moossnam fir méi Rou, méi Sécherheet a manner Duerchgangsverkéier. Mee et sinn eeben net déi eenzeg noutwenneg Moossnamen, déi ze huele wieren. Sou wéi et beim Vëlo net duergeet, just mat Faarf a Pinsel eng Vëlospist op d'Strooss ze molen, fir datt méi Leit mam Vëlo fueren an och all Chauffer dës Strécher respektéiert, esou ass et och mat den Zon-30-Schëlter.

En Tempo-30-Schëld eleng geet also net duer, fir de Verkéier ze berouegen. Heifir brauch et och ëmmer nach zousätzlech Mesüren, wéi zum Beispill Knuppen, Schikanen, Stroosseverengungen duerch Blummebacken, Vitesswarner oder e richtege Radar an, jo, heiansdo och emol eng Policekontroll. Fir datt eng Temporeduktioun ka wierken a sech och méiglechst dru gehale gëtt, brauche mir a mengen Aen eng Kombinatioun vun e puer vun dëse Moossnamen an idealerweis dann och e seriöt a kommunaalt Verkéierskonzept, wou alles zesummenhängend gekuckt gëtt.

Wann déi eng Moossnam de Verkéier just dräi Stroosse méi wäit verlagert, dann hunn d'Gemeng an hire Bureau d'études nämlech net gutt geschafft. Eenzel Moossname féiere meeschtens just zu Verdrängungseffekter. Fir datt d'Verkéiersberouegung och wierklech ka klappen, bräicht et also eng ganz Palett vu Mesüren, an dat ass och de Fokus vu menger Fro un Iech, Här Minister.

Deelt Dir, éischtens, dës Aschätzungen, wat d'Verkéiersberouegung an eise Stied an Dierfer ugeet? A wa jo, wat sinn déi wierksaamst Mesüren aus der Geschierkëscht vun de Gemengen, fir innerorts zu, éischtens, méi luesem Verkéier an, zweetens, och manner Verkéier ze kommen? Wat ass do méiglech a wou sinn d'Limitten?

Wéi gesitt Dir d'Iddi, d'Tempolimitatiounen innerorts ëmzedréinen, soudatt Tempo 30 d'Reegel an Tempo 50 d'Ausnam wier? Geet déi vum Plan national de mobilité 2035 proposéiert Reform vun der Classification fonctionnelle des routes net deelweis an déi nämmlecht Richtung?

An dann nach eng lescht Fro zum Problem vun der Vitess als Facteur aggravant bei den Accidenter: Gëtt et hei vläicht nei rezent Statistiken, wat de Rôle vun héijer respektiv iwwerhéichter Vitess ugeet?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soe Merci fir d'Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gary. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, de Vizepremier François Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, an och Merci, Madamm Gary, fir déi Froen. Direkt, fir eng kloer Äntwert um Ufank ze ginn: Natierlech brénge Vitessreduktiounen eppes, virun allem am urbane Raum, do wou vill Leit sech ophalen. Mee net nëmmen do, och generell brénge se eppes. Se kënnen och eppes am iwwergeuerdente Stroosseraum bréngen, zwar dann an der éischter Instanz net nëmme fir d'Verkéierssécherheet, mee och fir zum Beispill d'Fluiditéit vum Trafick, an ech wëll dat unhand vun e puer Beispiller weisen. Mee vläicht emol zum urbane Raum.

Ech hat Iech an enger Question parlementaire, déi Dir och gestallt hat, eng Äntwert ginn an do hat ech Iech e Scheema bäigeluecht, deen am Fong elo net nei ass, deen ass scho laang internationale Standard, mee do ass einfach berechent: Wéi sinn d'Bremsweeër am urbane Raum, wann ech mat 30 respektiv mat 50 fueren? A mat 30 huet en Auto, en normale Persounekraaftauto, e Bremswee vun 13 Meter. Wann Der mat 50 fuert, hutt Dir e Bremswee vun 29 Meter; also méi wéi dat Duebelt. Et ass also relativ kloer. U wat denke mir do am urbane Raum? Mir denken un eeler Leit, déi iwwert d'Strooss musse goen, Kanner, déi onverhofft an d'Strooss lafen, spillen. Also fir d'Chance ze hunn, ze evitéieren, datt ech do eng

Persoun ustoussen, déi ass tëschent 30 km/h a 50 km/h dat Duebelt, de Risiko respektiv d'Chance, e Liewen ze retten, wann ech méi lues fueren.

Also et ass zimmlech eendäiteg, datt dat eppes bréngt. A firwat ass et am urbane Raum besonnesch wichteg? Well natierlech souwisou an dem urbane Raum, den Auto muss natierlech kënnen doduerch zirkuléieren, mee do huet en net déi iwwergeuerdent Roll, wéi et vläicht op den iwwergeuerdente Stroossen ass. A mir hunn am Plan national de mobilité jo och duerfir de Stroossereseau nei definéiert, eng nei Klassifikatioun drabruecht, fir mol eng Kéier méi kloer ze definéieren: Wat ass dann eng Strooss, wou wierklech den Autofuerer, also den Auto soll kënne rullen, wou dee méi eng grouss Prioritéit huet, par rapport zu dann eebe Stroossen, wou den Auto och, ech soen emol esou, toleréiert ass, awer och ganz kloer de Mënsch an all déi Leit, déi sech do ophalen, eng méi grouss Bedeitung musse fannen?

Et ass och esou, datt an deene leschte Joren an alle Gemengen am Land extreem vill gemaach ginn ass an déi Richtung. Et ass net, datt näischt geschitt ass. Et ass net, datt net 30er Zonen ausgewise gi sinn oder souguer 20er Zonen. Dofir, mir maachen heiansdo esou hei zu Lëtzebuerg, wann ech d'Diskussioun beobachten an de leschte Wochen, wéi wa mir quasi, ech weess net, e Krich hannendra wären an där Fro. Dat ass net richteg. Et ass souguer éischter de Contraire. Mir hunn hei am Land, wat d'30er- an d'20er-Zonen-Ausweisen ubelaangt, éischter méi fréi ugefaange wéi vill aner Länner. Virun allem vill Länner, déi oft als Beispill zitéiert ginn. Ech kréien oft elo Frankräich zitéiert an esou weider. Also wann Dir op Paräis gitt, déi Paräisser Buergermeeschtesch huet ganz vill gemaach, vill Courage gehat, fir vill Saachen ze maachen, mee et ass awer net esou, datt zu Paräis elo alles super wär an hei alles schlecht wär. Esou ass et net, well d'Welt ass souwisou ni schwaarzwäiss. Mee Fakt ass, datt mir mussen nach weider an déi Richtung schaffen. Dat ass och eendäiteg.

Ech sinn awer kee Frënd vun esou, wéi soll ech soen, allgemenge Reegelen, einfach ze soen: „Elo dréine mir dat einfach ëm an dann ass all Problem geléist." Nee, dann ass iwwerhaapt kee Problem geléist. Wa mir muer géifen higoen a mir géifen einfach elo soen, d'Reegel ass 30 an all Uertschaft am Land a 50 ass d'Ausnam, dann hu mir doduerjer nach net déi Stroossen, déi dann 30 ginn, esou gestalt automatesch, datt si och dat hierginn, datt den Autofuerer och weess: „Ech sinn hei an enger 30er Zon." Dat heescht, datt ech dann net nach eng falsch Sécherheet virtäusche gi par rapport zu de Leit, déi sech och do beweegen, oder den Autofuerer falsch Saachen ..., also Saache maache par rapport zum Autofuerer, déi deen iwwerhaapt net kann novollzéien, zum Beispill. Dofir halen ech näischt dovunner.

Ech sinn en absolutte Fervent, fir esou vill wéi méiglech 30er Zonen ze maachen, esouguer 20er Zonen. A well ech dovun esou e Fervent sinn, hunn ech och 2015 d'Reegele fir d'staatlech Strooss geännert. Innerorts kann een zënter 2015 effektiv schonn 30er Zonen och op enger Staatsstrooss amenagéieren. Mir hunn et zwar 2015 nach limitéiert. Do muss ee jo ..., dat sinn Trançone vun 200 Meter, et muss een och weisen, datt et virun enger Schoul ass, also et gëtt nach eng Rei Konditiounen, déi dra sinn. Mee déi Reegelen hu mir entre-temps och nach eng Kéier geännert a mir wëllen nach e Schratt méi wäit goen. An déi Broschür, déi ech ausschaffe gelooss hunn, déi wäert och elo rauskomme virum Summer, fir dat nach eng Kéier ze beleeën an datt d'Gemengen dat gesinn, datt een do och nach kann e Krack méi wäit goen.

Mee och do wëll ech soen, datt dat awer natierlech net einfach esou heescht: Eng Gemeng gëtt eis e Projet eran an da seet se: „Hei hätte mir gär 30 oder 20", an da setze mir e Schëld dohinner a mir pinselen an der Strooss an dann ass et fäerdeg. Ech wëll Iech just soen: Ech hunn zënter 2015 120 Demandë vu Gemengen erakritt fir Permission-de-voirien, fir datt de Staat soll hëllefen, op Staatsstroossen innerorts 30er respektiv 20er Zonen ze maachen. A vun deenen 120 Demandë sinn der schonn 100 positiv beäntwert, 100, also de Gros dovunner. 20 sinn der nach en cours oder do hu mir e bësse Problemer, well mir einfach net iwwerzeegt si vum Konzept, dat mir erageréecht kritt hunn.

Bon, mir wëllen dat awer nach vereinfachen a mir wëllen nach e Krack méi wäit goen innerorts an dofir kënnt déi Broschür nach virum Summer eraus. Iwwregens, déi Konditiounen ..., ech kréien ëmmer gesot, datt dat, wat mir 2015 decidéiert hätten, et wéisst keen esou richteg, wou een dru wär. Dach, dat kann een um Internetsite vun der Ponts et chaussées eroflueden a kucke goen. Déi Konditioune sinn eigentlech kloer. Natierlech, d'Viraussetzung ass, datt een och e Projet eragëtt als Gemeng, wou een da seet: Voilà, hei ass d'Iddi, wat mir wëlle maachen. Mir wëllen e Platto bauen, mir wëllen d'Strooss esou an esou amenagéieren, fir datt et deem och Rechnung dréit; an deementsprechend ass et och esou, datt dofir awer haut schonn, wéi gesot, vill méiglech ass. A wéi gesot, nach eng Kéier: Vun 120 Demandë sinn der 100 positiv beäntwert ginn op de Staatsstroossen – ech schwätzen hei selbstverständlech nëmme vun de Staatsstroossen –, a mir wëllen elo nach souguer e Krack méi wäit goen, an dat wäert ech nach bis de Summer virstellen.

Dann ass am Plan national de mobilité, wéi gesot, och ganz kloer definéiert ginn: Wat sinn dann déi Stroossen, déi méi eng grouss Charge solle kënne bewältege vun Autoen, wou den Auto awer och e bëssen ..., de Verkéier soll fléissen? A wat sinn déi, déi ënnergeuerdent sinn? Dat fënnt een am PNM och erëm, dat kann ee sech do ukucke goen. Mee och souguer op deene groussen Achsen, wa se duerch eng Uertschaft ginn, jee nodeem, bei wat se laanscht ginn, zum Beispill, wa se bei enger Schoul laanscht kommen, souguer do sinn op de staatleche Stroosse Saache méiglech, dat wäert Dir gesinn an där Broschür, déi bis de Summer erauskënnt. Also d'Konditiounen, fir datt ee kann 30er an 20er Zonen ariichten, sinn enorm, enorm verbessert ginn zënter 2015 an déi wäerten och nach weider verbessert ginn. Natierlech ass dat hei eppes, wat nëmme geet, wann d'Gemengen am Land mam Staat Hand an Hand schaffen, well et ass, wéi gesot, einfach, eng Decisioun ze huelen, 30, an ze mengen, dann hätt een eppes geschafft – dat ass net de Fall. Et muss funkionéieren, et muss fir den Autofuerer herno novollzéibar sinn.

Bon, et ass och esou, datt op de staatleche Stroossen dann ausserhalb vun den Uertschaften och Vitessreduktioune scho gemaach gi sinn, souguer um Autobunnsreseau. Mir hunn op der A6 an de Spëtzestonnen den Trafick ..., d'Vitesse op 90 erofgesat. Mat engem ganz gudde Resultater. Mir hunn dat elo wärend bal zwee Joer – et si souguer scho méi wéi zwee Joer – ausgewäert. Ech wollt och nach waarde bis elo méi laang no der Covidszäit, well dat nach e bessert Bild gëtt. Dat huet e positiven Impakt, dat huet e positiven Impakt op d'Accidenter, déi geschéien, mee virun allem och op d'Fluiditéit vum Trafick. Wann eng Autobunn extreem belaascht ass an de Spëtzestonnen, da mécht et Sënn, datt d'Leit all eng méi moderat Vitess fueren. Net dauernd Gas ginn a bremsen, versichen, iwwerall laanschtzekommen, also konstant zum Beispill 90 fueren, wa se dann iwwerhaapt kënnen an de Spëtzestonnen 90 fueren, mee op alle Fall d'Vitess erofzesetzen. Dat dréit zur Fluiditéit bäi.

An déi Erfarungen, déi mir op der A6 gemaach hunn, wëlle mir ausdeenen. Mir sinn amgaang, elo ze kucken, op aneren Deeler, zum Beispill um Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, ob een do net an de Spëtzestonnen änlech Mesüre soll ergräifen. Firwat ass et do esou wichteg? Well de Contournement vun der Stad, do hutt Der och nach vill méi Op- an Offaarten. Dat heescht, de Risiko fir Accidenter ass do nach vill méi héich, a mir wëssen et jo all: An der Spëtzestonn een Accident op enger Autobunn oder um Contournement, dee provozéiert absolutte Chaos bei där Trafickscharge, déi mir do hunn. Dofir hu mir en Interêt ze kucken, datt mir alles maachen, fir an de Spëtzestonnen déi Vitessen erofzesetzen.

Also an der Konklusioun: Jo, Vitessreduktioune bréngen eppes. Jo, mir sollen all emol méi iwwerleeen, wa mir mam Auto fueren, zemools op deene kuerzen Distanzen, déi mir zu Lëtzebuerg hunn, wéi vill Zäit mir eigentlech – entre guillemets – „wannen", wa mer amplaz, zum Beispill, 90 100 fueren oder amplaz 30 50 fueren. Ech schwätzen hei vun ... mir sinn am Sekonneberäich, wat mer hei, wann ech vun Zäit wannen schwätzen, rechnen. Mir mussen do awer och derbäirechnen: Wat verléiere mir alles, wa mir doduercher Accidenter provozéieren? Entweeder, wann da glécklecherweis keen zu Schued komm ass, also blesséiert ginn ass, mee dann doduerch, dass de Verkéier erstéckt am Chaos dann an doduerch kee méi weiderkënnt, oder, nach schlëmmer, wa mir da Leit ustoussen, Leit iwwerrennen respektiv Doudeger, Verletzter hunn, wat vill mënschlecht Leed ausléist – also, dat muss eis déi puer Sekonne wäert sinn, fir datt mir all zesummen, wéi gesot, besser ukommen a keen aneren zu Schued kënnt.

Dofir bleiwen ech derbäi: Mir solle kucken, wann déi Brochure elo virläit fir de Summer, datt een op Basis vun där geziilt, landeswäit natierlech, weider an déi Richtung geet, awer mat Verstand, an net, andeem mer just eppes wëlle virtäuschen an einfach Aktionismus wëlle bedreiwen, andeem mer soen: „Allez hopp, duerch einfach eng Ännerung am Gesetz an doduerch, dass mer eppes zur Reegel maachen, ass automatesch de Problem geléist." Dorunner gleewen ech net.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

6. 8043 – Projet de loi portant :

1° approbation de l'Avenant, fait à Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2021, au Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018 et à la Convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020 ;

2° modification de l'article 2, paragraphe 1er, de la loi du 7 septembre 2018 1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 ; 2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Den drëtte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8043, en Avenant iwwert d'Kooperatioun am Kader vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet

de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, no der Question élargie komme mir da bei den éischte vun dräi Projets de loi aus dem Mobilitéitsberäich, dee mir haut zum Vott virleien hunn. Hei geet et ëm zousätzlech 110 Milliounen Euro, déi mir am Kader vun engem bilateralen Accord mat der franséischer Regierung an der Grenzregioun a Mobilitéitsprojeten investéieren, fir d'grenziwwerschreidend Mobilitéit iwwert d'Schinnen ze verbesseren. Formal gesinn, geet et beim Projet de loi 8043 ëm d'Zoustëmmung zu engem Avenant vum Oktober 2021, dee souwuel de franséisch-lëtzebuergesche Protocole d'accord vum Mäerz 2018 iwwer d'Stäerkung vun der Kooperatioun am Beräich vum grenziwwerschreidenden Transport ofännert wéi och d'Konventioun vum Oktober 2020 iwwer d'Finanzéierung vun Amenagementer, fir d'Ubannung vun der franséischer Grenzregioun ze verbesseren an d'nohalteg Mobilitéit ze förderen.

Dës Zoustëmmung bedéngt awer gläichzäiteg och eng punktuell Ännerung vum Gesetz vum 7. September 2018, mat deem d'Chamber dee genannte Protocole d'accord vum Mäerz 2018 inklusiv den urspréngleche 110 Milliounen Euro approuvéiert hat, fir dësen op 220 Milliounen Euro ze verduebelen. De Grondprinzipp vum Protocole d'accord vun 2018 ass e Fifty-fifty-Kofinanzement tëscht dem Lëtzebuerger an dem franséische Staat.

Mat der Zoustëmmung zu dësem Projet de loi verduebele mir also déi bisheereg Lëtzebuerger Kofinanzementsverflichtung vun 110 Milliounen Euro op zukünfteg 220 Milliounen Euro, an am Sënn vum grad genannte Kofinanzementsprinzipp, wäert deemno och d'franséisch Säit hir Contributioun ebenfalls ëm 110 Milliounen Euro erhéijen. Déi vum Kofinanzement couvréiert Aarbechten an Héicht vun insgesamt elo 220 Milliounen Euro betreffen de franséischen Territoire, méi prezis den Eisebunnscouloir tëscht Metz an der Lëtzebuergescher Grenz.

Am Protocole d'accord vun 2018 ware scho ganz prezis Projete mentionéiert, wéi zum Beispill, datt fir den Horizont 2025 sämtlech Garen am franséische Raum tëscht der Lëtzebuerger Grenz a Metz esou arrêtéiert solle ginn, datt hei gréisser Zich fuere kënnen, déi och méi Leit transportéiere kënnen. A vu dass d'Zich méi laang ginn, wäerte se och méi Stroum brauchen, an dowéinst ass och e Renforcement électrique virgesinn.

Parallell sinn och Projete fir den Horizont 2030 festgehale ginn; hei mussen zum Beispill nach Weichen derbäikommen, fir méi optimiséiert kënnen ze fueren. Bis 2028–2030 sollen déi berüümt zéng Zich pro Richtung pro Stonn fuere kënnen; dat ass en Haaptbut vun de Projeten.

Nieft dëse Projeten am Beräich vum Trafic voyageurs gëtt et awer och nach e Projet am Beräich vum Gütertransport, de SAS Fret. Dëse SAS Fret betrëfft en Deelberäich – tëscht dräi a fënnef Kilometer – vun engem drëtte Gleis, dat bei der Afaart vum Triage zu Beetebuerg gebaut soll ginn. Dat bréngt mat sech, datt een e Fret-Zuch „op d'Säit huele kann", soudatt en e sougenannten „Tourne à gauche" fir eran an den Triage mécht an déi Zäit Voyageurszich weider fuere kënnen. Et ass eng Optimiséierung, déi op Lëtzebuerger Säit néideg ass, well doduerch d'Unzuel vun den Zich am Voyageursberäich garantéiert ka ginn an de Fret trotzdeem weider funktionéiere kann.

Bei der Planung an der Realisatioun vun den éischte Projeten ass awer du kloer ginn, dass déi urspréngleche Enveloppe net géif duergoen, fir fir 2030 dëse SAS Fret oder och eenzel aner Elementer ze realiséieren. Dofir gouf dunn nei verhandelt an am Oktober 2021 en Avenant ënnerschriwwen, deen och weiderhin um Kofinanzementsprinzipp festhält. Mat dëser zweeter Enveloppe sinn awer zousätzlech Projeten derbäikomm, déi net onwichteg fir Lëtzebuerg sinn. Eng vun den Haaptthematiken ass de sougenannte „Projet ATO", Automatic Train Operation. Hei geet ëm eng Semi-Automatiséierung vun den Zich; dat heescht net, datt den Zuch ouni Lokfürer respektiv Mecanicien fiert, mee et bréngt mat sech, datt d'Zich méi regulär a méi energieeffizient fueren. Bei dësem Projet finanzéiert Lëtzebuerg d'Infrastructures sol op franséischer Säit mat, wuelwëssend, datt d'Ekipementer, déi spéiderhin an den Zich gebraucht ginn, musse vu franséischer Säit assuréiert ginn.

E weidere wichtege Projet: Mir brauche vill méi Zich op Lëtzebuerger Säit. Dofir huet d'CFL och esou vill nei Motricë kaaft, déi d'nächst an d'iwwernächst Joer geliwwert wäerte ginn, a parallell huet d'Grand-Région Est genau esou vill Zich bestallt. A fir hei den Entretien kënnen ze garantéieren, ass och e Kofinanzement fir de Bau vun engem Atelier de maintenance op der Héicht vu Metz gefrot ginn. Souvill zum Inhalt.

De schréftleche Rapport vum Projet de loi 8043 gouf den 20. Abrëll dëst Joer unanime an der Mobilitéitskommissioun ugeholl a proposéiert der Plenière d'Adoptioun vun dësem Projet de loi.

An deem Sënn ginn ech dann och de Accord vun der génger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes, deen ass awer net hei.

(M. Serge Wilmes entre dans la salle plénière.)

Den Här Serge Wilmes!

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Entschëllegt, Här President. Ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes, an da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Frankräich ass zwar dat Nopeschland, mat deem mir eis déi kierzt Grenz deelen, gläichzäiteg ass et awer och dat Land, vu wou déi meescht Frontalieren op Lëtzebuerg schaffe kommen: Ufangs des Jores hu méi wéi 120.000 franséisch Frontalieren hei am Land geschafft; dat sinn der méi, wéi déi belsch an déi däitsch zesummen. D'Fro vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit ass deemno eng immens wichteg Fro fir d'ganzt Land, mee besonnesch eebe fir de Süden. D'Auswierkunge vun dëser Kombinatioun erliewen d'Leit am Süden effektiv all Dag. Et ass och dofir keen Zoufall, dass d'A3 déi meeschtbefuere Streck am Land ass. Mee och an eisen Dierfer gesi mir all Dag, wat geschitt, wann Dausenden Autoen an den Zentrum pendelen. Dat sinn natierlech net nëmme Frontalieren, an awer droe si zu engem gudden Deel eeben och zum Trafick bäi.

Et ass fir d'DP kloer, dass mer déi Problematik op ville verschidden Niveaue mussen ugoen. Den Trafick ze evitéieren, andeems een derfir suergt, dass et manner Trajete gëtt, ass natierlech déi effikasst Manéier. Als DP begréisse mir dowéinst och ausdrécklech, dass de leschten Hierscht en Accord mat Frankräich fonnt gouf, fir de Seuil vun 29 op 34 Deeg Télétravail eropzesetzen. An eisen Aen ass dat wuel e Schrëtt an déi richteg Richtung, mee mir hoffen natierlech, dass mer d'Unzuel un Deeg an Zukunft nach weider eropgesat kréien.

Dovun ofgesinn ass den Ausbau vum ëffentlechen Transport tëscht Lëtzebuerg a Frankräich ouni Zweifel e ganz zentrale Punkt. Als DP begréisse mir, dass hei op deenen zwou Säite vun der Grenz virun allem an d'Schinn investéiert gëtt. Wann déi budgetär Enveloppe vergréissert muss ginn, fir dass mer eis Ziler an där Hisiicht och matzäiten erreechen, dann ënnerstëtzt d'DP dat. Well, wa mir eppes net wëllen, dann, dass et nach Joren a Joren dauert, bis eppes geschitt an d'Situatioun sech verbessert.

Op Lëtzebuerger Säit hu mir an de leschte Jore vill Efforte gemaach, fir verschidden Infrastrukturen auszebauen an d'Viraussetzungen ze schafen, dass et iergendwa besser rullt. Ech denken hei besonnesch un déi zweet Zuchstreck vu Beetebuerg an d'Stad, un den Ausbau vun der Stater Gare, wou zwee zousätzlech Quaie gebaut goufen, an och un de Park&Ride zu Rodange mat 1.600 Parkplazen, deen elo viru Kuerzem opgaangen ass.

Mee och op der franséischer Säit wäerte Projete wéi d'Verlängerung vun de Quaien op de Garen, soudass méi laang Zich agesat kënne gi wéi bis elo, grad ewéi de Bau vu Park&Ridë bei de Garë vun Diddenuewen a Lonkech derzou bäidroen, d'Capacitéiten an d'Luucht ze setzen an derfir ze suergen, den Zuch méi attraktiv ze maachen a méi Leit op den Zuch ze kréien.

Nieft der Schinn steet fir d'DP awer och fest, dass och weider an d'Stroosseninfrastrukturen investéiert muss ginn. Verschidde Projete schénge gutt virunzegoen, wéi d'Liaison Micheville, déi nach virum Summer fäerdeggestallt soll ginn, oder den Ausbau vun der A3 op dräi Spueren. Et wier natierlech nach méi effikass, wann d'Dräispuereegkeet net op der Grenz géif ophalen, mee och op der franséischer Säit géif weidergoen. Gläichzäiteg, wann een déi lescht Pläng vun der franséischer Regierung héiert, e Peage wëllen anzeféieren, kann ee sech d'Fro stellen, ob dat net awer dozou géif féieren, datt vill Leit iwwert déi kleng Stroosse fueren, amplaz iwwer d'Autobunn.

Här President, d'DP begréisst, wéi gesot, all dës Projeten, déi ech grad genannt hunn, an hofft, dass se zu enger gudder Entlaaschtung vum Trafick wäerte féieren. Allerdéngs, wa mer vun Entlaaschtung schwätzen, grad am Süde vum Land, da fale mer och e puer Projeten an, wou et net esou gutt virugeet, wéi ee sech dat géif wënschen. D'Stäerkung vum ëffentlechen Transport an och vum Covoiturage ass eng gutt Saach an als DP sti mir zu 100 % hei derhannert, mee den Trafick op eise Stroossen wäerte mer net eleng doduerch – net vun haut op muer – Meeschter ginn.

Vill vun eisen Dierfer sinn iwwerlaascht vun den Dausenden Autoen, déi all Dag derduerchfueren, d'Liewensqualitéit vun den Awunner leit zënter Joren dorënner. Et ass dowéinst grad esou wichteg, hei keng Zäit méi ze verléieren an och déi verschidde Contournementen séier ëmzesetzen.

Dat gesot, géif ech ganz gär der Rapportrice villmools Merci soe fir hir gutt zwee Rapporten an ech géif heimat och den Accord gi vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Hahn Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci, Här President. E grenziwwerschreidende Projet, wou mir weider an

d'Schinnennetz investéieren, d'Capacitéit fir d'Passagéier gëtt weider erhéicht an de Komfort gëtt doduerch däitlech verbessert. Villmools Merci fir all Verbesserung an der Mobilitéit, fir d'Schinnennetz an och déi weider Parkméiglechkeeten. Ech soen eiser Rapportrice, dem Chantal Gary, villmools Merci fir déi gutt Rappporten a ginn natierlech den Accord vun der LSAP.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei ëm den Ausbau zur franséischer Säit vum ëffentlechen Transport, Persounentransport a Gütertransport. Dat kann een zu all Säit begréissen, an et gëtt hei eng Eveloppe derbäigeluecht mat deem Duebelen. Dat ass net näischt an ech mengen, och dat solle mir guttheeschen, an ech ginn duerfir d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ginn ech der Madamm Cecchetti …

M. Jeff Engelen (ADR) | An dann hat ech vergiess, der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci ze soen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Also och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Rapportrice fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, et ass scho vill vun de Virriedner gesot ginn. Mir si ganz averstane mat esou grenziwwerschreidende Projete beim Schinneverkéier. Déi si ganz wichteg an et ass och an der richteger Logik, well de Wee an d'Zukunft fiert net méi iwwert den Individualtransport, mee e fiert nach just iwwert den ëffentlechen Transport, an dofir kënne mir dat hei mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Fir eis ass et wichteg, dass eis Frontalieren ouni Stress kënne mam ëffentlechen Transport ganz séier op hir Aarbecht kommen, well och fir d'Attraktivitéit an d'Aarbechtsplazen hei bei eis hei am Land ass dat immens wichteg, datt si séier kënnen heihikommen an net stonnelaang am Stau stinn. Ech mengen, mir erstécken elo schonn am Trafick a mir kënnen et eis net leeschten, ëmmer méi Aarbechtsplazen heihinnerzezéien, ouni ze reagéieren. An dat hei ass déi richteg Reaktioun. An aneschters wéi eis Kolleege vun der DP fanne mir, datt all Su, dee mer an iergendwellech Transportinfrastrukture stiechen, an den ëffentlechen Transport muss gestach ginn. Et ass net méi d'Zäit, Stroossen ze bauen, an et ass net méi d'Zäit, Autobunnen op dräi, sechs – ech weess net méi wéi vill – Spueren ze vergréisseren. Et ass d'Zäit, einfach nei ze denken.

Voilà, dofir villmools Merci heifir, an eisen Accord hutt Der.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci un d'Chantal Gary fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech sinn am Dräilännereck opgewuess, ech weess, wéi wichteg dass et ass, dass een do déi Verbindungen hält. Duerfir wäerte mir och eisen Accord ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci allen Deputéierte fir hir Zoustëmmung, fir déi Unanimitéit. Merci och der Madamm Gary fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass effektiv esou, datt dat hei e wichtegen zousätzleche Protokoll ass mat där zousätzlecher Enveloppe financière, déi mir hei decidéieren, well déi erlaabt et eis natierlech, datt mir zesumme mat de franséischen Noperen déi Investissementer kënne maachen, datt mer d'Eisebunnsstreck net nëmme bis op d'Beetebuerger Grenz oder bis op Suuftgen top moderniséiert kréien, mee och doriwwer eraus bis op Thionville a souguer bis op Metz. Well hei sinn och Objeten, och Saachen dran, déi iwwert deen heite Wee finanzéiert ginn, zum Beispill en Atelier bei Metz, deen herno ugeduecht ass, fir datt dat franséischt Zuchmaterial ka gewaart ginn, wat natierlech haaptsächlech an eiser Regioun hei fiert.

An dat doten, alles dat ass och e wichtege Bestanddeel am Plan national de mobilité. Dat heescht, mir hunn de Plan national de la mobilité jo net nëmmen national gekuckt, well dat wär net ganz sënnvoll, mee och am Transfrontalier. A mir wäerten et fäerdegbréngen, wann all déi Investissementer do bis fäerdeg sinn, op der Streck Thionville–Lëtzebuerg, zum Beispill – an dat wäert schonn ab 2027, 2028 de Fall sinn –, eng Zuchkadenz ze hu vun engem Zuch all siwe Minutten an de Spëtzestonnen. Dat ass e formidabele Service, dee mir do ubidden, an dee wäert ganz sécher vill derzou bäidroen, datt vill manner Leit aus Frankräich, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, wäerte mam Auto kommen, mee der vill méi wäerten den Zuch huelen.

An e gutt Beispill kann ech Iech soen: Datt et funktionéiert, dat hu mir elo matkritt bei eisem Park&Ride zu Rodange, deen elo rezent opgaangen ass. Dee läit jo och an engem Dräilännereck, direkt un der Grenz, wou franséisch a belsch Frontalieren dervu profitéieren. Mir hunn de Park&Ride opgemaach, a schonn e puer Deeg duerno war d'App 1.200-mol erofgeluede ginn a 500 Parkplaze besat, an dat, obscho mer just am Ufank vun enger Vacance scolaire opgemaach hu a Frankräich, also wéi u sech manner Trafick war. Also ech ginn dovun aus, dass de Park&Ride zu Rodange relativ séier komplett voll wäert sinn, an d'CFL huet och direkt iwwert hir Compteure kënne feststellen, datt d'Notze vun den Zich eropgaangen ass vu Rodange erof an d'Stad. Also, dat ass e gutt Beispill, datt dat natierlech gutt funktionéiert, wann et bis en place ass.

Dann natierlech ass et esou – an den Här Hahn huet Recht: De Plan national de la mobilité gesäit dat och esou vir –, datt mer natierlech déi heiten Investissementer mussen agebett gesinn an dee ganze Plan national de la mobilité. An de Plan national de la mobilité, deen ass opgebaut op eng nei Strategie, de Modu 2.0, dat heescht Multimodalitéit, dat heescht, mir kucken déi ganz Mobilitéitsketten.

Natierlech leeë mir zu Lëtzebuerg e besonnesche Wäert op d'Investissementer an den ëffentlechen Transport oder Covoiturage an esou Saachen, well do och dee gréissten Nohuelbedarf besteet. Mee et ass awer d'Mobilitéitsketten …, an den Auto gehéiert och do derzou, soss hätte mir dee Park&Ride jo och zu Rodange net gebaut, well do kommen d'Leit jo awer mam Auto op den Zuch gefuer aus dem franséische Grenzgebitt a mir kënnen … Och wa mer e super performanten ëffentlechen Transport hunn, den Auto ass och en Deel vun der Mobilitéitsketten, dat muss een esou gesinn an dat wäert och, soen ech Iech, ni oder op alle Fall net an abseebarer Zäit aneschters ginn. An dofir ass eeben och dat, wat virgesinn ass am Plan national de la mobilité u Bau vu Stroossen, net ze gesinn als Bau ausschliisslech vu Stroosse fir den Auto, well esou sinn d'Stroosseklassifikatiounen am PNM guer net méi dran, mee och am Interêt vun dem Fonctionnement vun der ganzer Mobilitéitsketten an hirem Zesummespill.

Mir sollen ophalen ze mengen, mir kéinten dauernd polariséieren, diskutéieren, ee Verkéiersmëttel géint dat anert ausspillen. Dat bréngt eis net weider. Ech soen Iech: Wa mir dat, wat am PNM 2035 virgesinn ass, alles wëlle bis dohinner bauen … A mir mussen dat baue bis dohinner, dat ass eng Herkulesaufgab, dat ass eng Risenaufgab, dat sinn enorm grouss Projeten, mee mir mussen dat hikréien. Awer mir mussen et hikréien als Ganzt. Et kann een net soen: „Mir realiséieren nëmmen en Deel dovunner", well da wäert dat net funktionéieren, wat mir do berechent hunn. Mir mussen déi Mesüren all ëmsetzen, wéi se drastinn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier e grousse Merci fir déi Unanimitéit haut zu dësem wichtege Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8043. Den Text steet am Document parlementaire 8043[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8043 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8059 – Projet de loi portant approbation de l'amendement de la Convention sur la circulation routière, faite à Vienne, le 8 novembre 1968, ouvert à la signature le 14 janvier 2021

Mir kommen elo zum Projet de loi 8059, der Adoptioun vun engem Amendement vun der Verkéierskonventioun, déi zu Wien ënnerschriwwe ginn ass. An ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, vollstännegt autonoomt Fueren, dat heescht, Fueren, ouni datt e Mënsch nach als Chauffer hannert engem Steierrad sëtzt, wäert kommen. Wéi bei ville revolutionären Technologien ass d'Fro just: Wéini?

Trotz ville Fortschrëtter am deelautonome Beräich ass mëttlerweil kloer, datt d'Vollautonomie nach länger dauere wäert an datt déi dozou noutwenneg Technik e gudde Krack méi komplizéiert ze entwéckelen ass wéi virun zéng Joer geduecht. Allerdéngs muss dee Moment net just d'Technik passen, mee och den nationalen an internationale reglementaresche Kader. E wichtegt Element vun dësem Kader ass d'Wiener Konventioun iwwert de Stroosseverkéier vun 1968. Dës Konventioun ziilt deemno zanter 55 Joer drop of, d'international Circulation routière ze erliichteren a gläichzäiteg d'Verkéierssécherheet duerch eng Harmoniséierung vun de Reglementer tëscht de Vertragsparteien ze verbesseren. Zu Lëtzebuerg gëllt dës Konventioun zanter der Ratifikatioun vun 1975.

Mam virleiende Projet de loi 8059 ratifizéiere mir haut deemno eng punktuell Ofännerung vun der Wiener Konventioun iwwert de Stroosseverkéier, fir deene Memberstaaten, déi dat wëllen, d'Aféiere vum vollautonome Fueren an hire jeeweilege Code-de-la-route-Reegelen ze erlaben.

Wéi d'Wiener Konventioun an de 60er-Joren ausgeschafft gouf, huet natierlech nach kee vum autonome Fuere geschwat. Déi deemoleg Entwécklung vu Verkéiersreegelen huet sech dofir zwangsleefeg och ëmmer op de Chauffer vum Gefier konzentréiert a seng obligatoresch Presenz am Gefier virausgesat. D'vollautonom Conduite war bis elo also rechtlech inkompatibel mat dëser Konventioun.

D'Initiativ, dës Situatioun ze änneren, geet iwwregens och op d'Lëtzebuerger Regierung zréck, déi zesumme mat de Regierungen aus der Belsch, Frankräich, Portugal, Russland, Schweden an der Schwäiz eng gemeinsam Propos erabruecht huet, fir déi Konventioun ze amendéieren. Konkreet geet et bei den Ofännerungen ëm d'Afüge vun zwou Definitioune fir e „Système de conduite automatisée" a fir e „Contrôle dynamique", souwéi ëm d'Bäisetze vun engem Artikel iwwert de Rôle vum Chauffer beim automatiséierte Fueren.

Duerch Är Zoustëmmung zu dësem Projet de loi kënne mir an Zukunft dann och zu Lëtzebuerg déi néideg gesetzlech a reglementaresch Dispositiounen, fir d'autonoomt Fueren ze erlaben, ëmsetzen, dat an de Gesetzestexter iwwregens net als „Conduite autonome", mee als „Conduite automatisée" bezeechent gëtt.

De Conseil d'État hat keng Observatiounen zu dësem Projet, an de schréftleche Rapport zum Projet de loi 8059 gouf den 20. Abrëll dëst Joer unanime an der Mobilitéitskommissioun ugeholl a proposéiert der Plenière och d'Adoptioun vun dësem Projet de loi.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. Villmools Merci, Madamm Gary, fir Äre Rapport. An ech ginn och heizou den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An den zweeten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. D'Vitess vun der technologescher Entwécklung ass rasant. Autoen, déi vum selwe fueren, dat huet virun 10 oder 15 Joer nach no Science-Fiction geklongen. Haut stëmme mir e Gesetzesprojet zu deem Sujet, an och wann et nach eng Zäitchen dauere wäert, bis dass d'autonoomt Fueren déi nei Normalitéit ass respektiv bis dass d'Autoe wierklech komplett vum selwe fueren. Den Trend an déi Richtung ass ganz kloer ze erkennen.

Mir kennen haut schonn eng ganz Panoplie vun intelligenten Assistenten am Auto, déi dem Chauffer ëmmer méi ënnert d'Äerm gräifen a verschidden Aufgaben iwwerhuelen. Déi eng halen d'Vitesse, d'Spuer oder nach d'Distanz zum Auto virdrun, déi aner hëllefen, anzeparken oder duerch eng Kéier ze renkelen. Mee dës ginn ëmmer méi performant. Sou huet Mercedes viru Kuerzem de weltwäit éischte Level-3-System erausbruecht; dat héchst ass de Level 6, voll autonoomt Fueren. Beim Level 3 kann de Chauffer a spezifesche Situatiounen d'Fuerkontroll dem Auto iwwerloossen, dann hält den Auto vum selwen d'Vitess, d'Spuer, d'Distanz an e kann och Auswäichmanöveren innerhalb vun der Spuer ausféieren. Allerdéngs ass dëse System op eng maximal Vitess vu 60 km/h beschränkt a gëllt virun allem a Stausituatiounen als besonnesch nëtzlech. Hei ass also nach Sputt no uewen, mee d'Richtung, an déi et geet, ass awer kloer.

Fir eis als DP ass och kloer, dass dëse Secteur ganz vill Potenzial huet a Lëtzebuerg hei och eng Virreiderroll spille soll. D'Virdeeler, déi dës nei Technologië mat sech bréngen, leien an eisen Aen op der Hand: Et ass net just eng Saach vu méi groussem Confort an der Méiglechkeet, de Verkéier iergendwa méi flësseg ze gestalten, wann d'Autoen ënnertenee kommunizéieren, och d'Verkéierssécherheet kann doduerch verbessert ginn. Andeems een de Mënsch, dee Feeler mécht, eraushëlt, kënnen Accidenter evitéiert a Liewe gerett ginn.

Dass sech haut nach eng ganz Partie Froe stellen an d'Technologie och nach net ganz ausgeräift ass, wëlle mir guer net bestreiden. Et héiert een ëmmer nees vun Accidenter, déi grad duerch Autoen, déi selwer fueren, verursaacht goufen. Hei muss also nach esou munches verbessert ginn an d'Technologie muss sech nach weiderentwéckelen. Mee mëttelfristeg ass awer grousst Potenzial do, fir d'Autofuere méi sécher ze maachen. Dat ass jo och haut schonn de Fall, just an engem ganz spezifesche Kader; huele mir nëmmen d'Noutbremsassistenten.

Donieft huet d'autonoomt Fueren och e wirtschaftlechen Interêt. Et si grad dës héichtechnologesch Secteuren, déi eng héich Plus-value bei nidderegem Ressourcëverbrauch schafen an zu engem qualitative Wuesstem bäidroen. De Beräich vun der Mobilitéit ass haut schonn e wichtege Wirtschaftsberäich fir eist Land mat enger Partie Zouliwwerfirme fir déi grouss Constructeuren.

Nieft der Elektromobilitéit ass och d'Smart Mobility, d'Digitaliséierung vun der Mobilitéit, déi grouss Erausfuerderung an dësem Beräich. Et gëllt hei, den Uschloss net ze verpassen, mee weider innovativ ze bleiwen an de Secteur duerch konkreet Pilotprojeten ze ënnerstëtzen. 2018 ass e Projet mat Däitschland a Frankräich genee am Beräich vum autonome Fuere lancéiert ginn. Et wier nawell interessant, vum Minister gewuer ze ginn, wou dësen drun ass a wat eventuell och éischt Resultater sinn. Donieft hu mer zu Lëtzebuerg och effektiv haut scho verschidden Initiativen am Beräich vun der intelligenter Mobilitéit. Ech denken un den Automobility Cluster an de Mobility Innovation Campus zu Biissen. Dës mussen, wéi gesot, weider ausgebaut a weider gefërdert ginn, och am Kader vu weidere Pilotprojeten.

Här President, als DP begréisse mir ganz kloer, dass dëse wichtege Schrëtt gemaach gouf, d'Wiener Konventioun ze adaptéieren, e Schrëtt, dee mir als absolutt noutwendeg gesinn. Gläichzäiteg froe mer eis awer och, wat déi nächst Schrëtt sinn. Ass zum Beispill ugeduecht, de Code de la route och unzepassen, fir d'autonoomt Fueren zu Lëtzebuerg ze erméiglechen, sief et deelautonom wéi de Level-3-Assistent, deen ech genannt hunn, oder eeben och vollautonom? Däitschland huet effektiv e gesetzleche Kader geschaf, fir dëse System ënner kloer definéierte Bedéngungen zouzeloossen; mir sollten zu Lëtzebuerg do net hannert eisen Nopeschlänner zeréckbleiwen.

Dës gesot, géif ech der Rapportrice da fir déi zweet Kéier de Mëtteg Merci soe fir och hei zwee ganz gutt Rapporten, an ech géing Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. Den Här Goergen wëll Iech eng Fro stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Hahn, et ass eng ganz kuerz Fro. Dir hutt iwwert d'Accidenter geschwat mam autonomen Auto oder mat Assistenzsystemer. Sinn Iech dann och d'Etüde bekannt, dass – op de Kilometer gerechent – duerch d'autonoomt Fueren oder déi Assistenzsystemer d'Accidenter dramatesch erofgaange si par rapport zu Autoen, déi déi Systemer net hunn?

M. Max Hahn (DP) | Jo, déi si mir bekannt – vläicht net alleguer –, an ech hat probéiert, a menger Interventioun op béides anzegoen, op der enger Säit, dass dat autonoomt Fueren immens Chancë ka bidde fir d'Verkéierssécherheet, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren, an op der anerer Säit dierf een awer net verkennen, dass et eeben och nach där Schwaachpunkte gëtt, an dofir soen ech jo: Et ass enorm wichteg, dass mer hei der Technik, soen ech emol, d'Méiglechkeet ginn, och deem wichtege wirtschaftlechen Zweig, sech weiderzeentwéckelen, fir eebe just an dësem Beräich weiderzekommen – an eng vun den Ursaachen ass ganz sécher d'Verkéierssécherheet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn, an ech ginn d'Wuert weider un den Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci dem Chantal Gary och fir dës ganz gutt

Rapporten. Conduite automatisée, autonoomt Fueren – d'Technik an de Fortschrëtt gi virun. Nei Technologien an der Sécherheet mussen a ville Punkte verbessert ginn. Duerch dëse PL ginn nei Dieren op fir d'Technologien. Ech ginn heizou den Accord vun der LSAP a soe villmools Merci. Ech muss awer zouginn: Ech fuere léiwer selwer mat mengem Auto den Owend heem!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Kéier wëll ech et net vergiessen: Ech fänken direkt u mat engem häerzleche Merci un d'Madamm Chantal Gary fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet haut ëm eng Saach, déi an Zukunft kënnt, d'autonoomt Fueren, mee ech weess awer schonn aus eegener Erfarung, well ech et selwer gesinn hunn, datt schonn eenzel Testobjeten am Land waren, wou dat getest ginn ass, zum Beispill am Pommerlach. Här Minister, wann Dir ..., ech denken, dass Dir doriwwer informéiert sidd. Et wier vläicht emol interessant, flott, gewuer ze ginn, wéi déi Testphasen ofgeschloss hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen, an da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och hei déi zweet Kéier dann e grousse Merci der Rapportrice fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, a mir wäerten och deem heite Projet de loi zoustëmmen, net ouni awer drop hinzeweisen, datt d'Digitalisatioun, esou wéi och dat heiten, nieft Chancen och Gefore ka biergen, an ech mengen, dorop muss een einfach gefaasst sinn.

An dësem Fall ass et eeben eng Chance, et ass scho gesot ginn hei, fir d'Verkéierssécherheet, awer sécherlech och fir Leit mat Beanträchtegungen oder och an engem gewëssen Alter, déi vläicht net méi kënnen oder wëlle fueren, kann dat hei wierklech eng ganz flott Saach sinn. Awer et ass natierlech och de Risiko domadder verbonnen, datt eventuell och kéinten Aarbechtsplazen op d'Spill gesat ginn, vu datt ee jo da kee Chauffeur méi brauch oder eng Chauffeuse. Ech mengen, dat ass e Risiko, op deen ee muss oppassen, an och, datt de Verkéiersfloss net an d'Luucht geet – mat neie Fuerweisen, wëll ech soen.

An dat hei ass elo net, fir den Auto ze verdäiwelen, well et ass ganz kloer: Ouni Auto geet et net. Et geet awer dorëms, datt mir dem Auto en anere Stellewäert ginn an datt mir een Auto zu méi notzen, zu méi Familljen, zum Beispill, oder een Auto zu méi zum selwechten Zäitpunkt notzen, dann hu mir scho ganz, ganz vill geschafft.

Dowéinst, wann déi national Gesetzgebung kënnt, muss ee sech, mengen ech, an der Kommissioun Gedanken doriwwer maachen. An do muss ee wierklech am Virfeld eng zolidd Analys maachen, wéi een dat da ka reegelen. Op alle Fall, mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat heiten ass en Theema, wat mech ëmmer erëm faszinéiert, an ech sinn ee vun deenen, déi den Assistent gäre benotzen. Ech ginn et zwar och zou: Ech benotze méi oft de Staupilot wéi de Pilot op der Autobunn hei am Land, mee et ass wierklech eng Erliichterung an et ass och eng Sécherheet, déi een herno huet.

Et ass just: Dat hei ass elo déi éischt Etapp. Déi zweet Etapp, déi muss kommen, sinn déi baulech Moossnamen. Hei am Land hu mer leider heiansdo d'Situatioun, dass Schëlter falsch placéiert sinn, net richteg liesbar si fir d'Systemer, dass nach giel Strécher gemoolt sinn, wou virdrun déi wäiss waren, dass eppes net richteg ewechgemaach gouf nom Chantier oder heiansdo guer kee Stréch an der Mëtt ass. Ech weess, et war eng Kéier eng Zäit d'Positioun vun der Regierung, fir op Landstroossen an der Mëtt kee Stréch ze maachen. Mee genau bei autonomen Autoe stellt dat elo de Problem duer, well déi fanne sech herno net méi zurecht. Et sinn herno all déi baulech Moossnamen, déi ee muss ëmsetzen, wann een op dat autonoomt Fuere wëll goen.

An zu Berlin gouf dat elo getest vu Mercedes a bis elo ass keen negative Feedback bekannt. Deen eenzegen negative Feedback, dee komm ass – well d'Gesetz erlaabt et elo do, dass ee souguer Zeitung liest oder um iPad spillt, wärend da säin Auto op der Autobunn fiert –, ass, dass op eemol op Twitter oder Facebook Fotoen opgedaucht sinn, wat deen doten da fir komesch Saache gemaach huet, vu Leit, déi nach net woussten, dass d'Autoen dat elo selwer kënnen iwwerhuelen.

Mir wäerten eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier François Bausch, de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, och hei der Madamm Gary fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport, an der Chamber fir déi unanime Zoustëmmung.

Dat hei ass en éischte Schratt, dee mer maachen, deen an d'Richtung geet effektiv vu komplett autonomen Autoen. Et ass d'Ëmännerung vun der Wiener Konventioun, well dat ... esou wéi d'Wiener Konventioun virdru war, wär de Level 6 net méiglech gewiescht, wou komplett autonom Autoe fuere gelooss ginn, an dofir war dee Schratt hei iwwerfälleg, fir deen als Alleréischt ze maachen, ier een dann déi nächst Etappe mécht. Ech interesséiere mech fir dee Sujet schonn zënter ganz, ganz Laangem, fannen dat och ganz faszinant, an et muss een einfach och gesinn, datt d'Technik par rapport zu deem, wéi et am Ufank ugeduecht gi war, haut komplett geännert huet – also schonn eng Zäit laang geännert huet.

Wéi dat heiten ugaangen ass, déi Diskussioun, do ass am Ufank gemengt ginn, et misst een, fir datt Autoe kéinten autonom fueren, d'Infrastruktur intelligent maachen. Wann Dir dat bis un d'Enn geduecht hätt, kënnt Dir Iech virstellen, hätt dat bedeit, datt ee kolossal Investissementer hätt misse maachen, wou een net nëmmen un de Stroossereseauen, Luuchten, Anlagen, an esou weider an esou fort ... Dat wär ni 100 %eg sécher ginn. An et ass eigentlech, et muss ee soen, duerch eng Rei Startuppen am IT-Secteur, haaptsächlech an de Vereenegte Staaten, op eemol d'Rudder ëmgerappt ginn, well déi natierlech aus engem ganz anere Bléckwénkel un d'Saach erugaange sinn. Ech wëll se net nennen, mee Dir kennt se alleguer, vun deenen ech schwätzen. Déi hu gesot: „Jo, dat do ass alles Unfug, mir mussen den Auto intelligent maachen!" Den Auto muss herno genau wëssen, wéi e sech soll verhalen an dat ass och méiglech ginn natierlech duerch d'Entwécklung vun den Techniken, éischtens emol d'Sensortechnik – dat ass alles haut vill méi präisgënschteg ze kréien –, d'Kameraen; ech mengen, dat wësst Dir alles.

Ären eegenen Auto, deen Dir haut fuert, stellt Iech dat emol eng Kéier nëmme vir, 10 Joer zréck oder 15 Joer zréck, dat, wat Dir haut ugebuede kritt a wéi villfälteg sech dat haut ubitt an den Autoen, wat Dir alles domat kënnt maache beim Parken, also dat ass alles guer net méi ze vergläiche mat där Zäit, an dofir ass dat och de richtege Wee!

Wann ech soen „den Auto intelligent maachen", dann heescht dat awer natierlech net, datt an der Strooss eninfrastruktur guer näischt muss gemaach ginn. Bon, e Beispill huet den Här Goergen ginn, dat ass richteg. Et muss een natierlech oppasse mat de Marquagen, mat der Beschëlderung, datt dat alles kohärent ass an datt näischt falsch ass, well soss gi falsch Signaler iwwermëttelt. Et muss een awer och bedenken, datt déi Autoen an Zukunft sech net nëmme wäerten orientéieren un de Schëlter op der Strooss, mee och iwwer GPS, wou souwisou all déi Daten herno dragefiddert sinn. Dat heescht, am Fong kënnt et dann och dorop un, datt natierlech dat, wat do iwwermëttelt gëtt, déi Daten, aktualiséiert sinn, well Dir wësst, et gëtt scho Beispiller, wou Leit op eemol, ech weess net, an engem Floss gelant si mat engem Auto mam GPS, well den Auto gemengt huet, dat wier awer elo richteg, an de Chauffer och net opgepasst huet, zwar da selwer gefuer ass, mee einfach flatsch anzwousch gefuer ass, wou en net hätt solle fueren.

Also, et ass schonn technesch komplex, awer, dat muss ee wëssen, mat den Techniken, déi mir haut hunn, wierklech keng Zukunftsmusek méi an och keng Science-Fiction méi, mee ganz reell. Ech war mer virun ..., dat sinn elo véier, fënnef Joer hier, an Éisträich eng Plaz ukucken, wou vill gefuerscht gëtt do ronderëm, an déi ginn dervun aus, datt, loosse mer soen, zwëschent 2030 an 2035 wierklech dat richtegt autonoomt Fueren, also Level 6, méiglech ass. Dat ass net méi laang, mir sinn elo 2023, dat heescht, dat ass a siwen, aacht, néng Joer!

Mir wäerten dat alleguerten – hoffen ech oder ech ginn emol dervun aus –, déi heibanne sinn, nach erliewen, an dofir ass et elo och wichteg, datt mir do net nëmmen d'Gesetzgebung upassen, mee och wichteg Punkte reegelen, wat d'Deontologie an d'Eethik ubelaangt, wéi programméiert gëtt an esou weider, dat heescht, wéi den Auto sech soll verhalen. An dann awer och natierlech investéieren an d'Infrastruktur, well d'Autoen net nëmmen intelligent sinn an deem Sënn, datt se erkennen, wat lénks a riets ass, mee och ënnerteneen herno wäerte communiquéieren. Dat heescht, och herno wäert nach en zousätzleche Virdeel derbäikommen, datt en Auto, deen zum Beispill iergendwou hikënnt a feststellt, datt do, ech soen elo mol, e Bam an d'Strooss gefall ass, dat automatesch wäert communiquéieren un d'Autoen, déi hannerun him sinn, wat natierlech och wichteg ass, well da kréie mir Accidenter evitéiert.

Also dofir, d'Stéchwuert „5G" ass wichteg, well de 5G ass noutwenneg, fir datt d'Kommunikatioun tëschent den Autoe méiglech ass. A wann ech gesot kréien, „Jo, par rapport zu deem Pilotprojet an der Grenzregioun ..." – mir si jo am Dräilännereck mat Frankräich an Däitschland zesummen an esou engem Testbed dran, wou mir matgemaach hunn –, mir sinn dat Land, wou de 5G esou gutt wéi ... also net esou gutt wéi, mee zumindest an deem Testbed klappt.

Mee fir déi, déi mol schonn an ..., ech wëll elo kee Land nennen, fir keen ze blesséieren, mee déi emol a verschidde vun deene Regioune gefuer sinn, do si mir nach wäit ewech vum 5G. Do si mer plazeweis mol net beim 3G, mir si mol nach beim EDGE, also nach ënner 3G, also nach wäit ewech vun deem, wou mer misste sinn, vum Standard vun den Technologien.

Mee, wéi gesot, dat ass awer vun der Technik hier, a vun deem, wat et och méiglech mécht, och am Sënn vum multimodalen Denken an Zukunft, fir mech e ganz gudde Schratt. D'Viraussetzung ass natierlech, datt mir dat Ganzt herno net onsënneg asetzen, well et muss ee bedenken, et kann herno och dozou féieren, wann d'Autoen all autonom fueren, dat heescht, wann ech mer zum Beispill iwwer eng App einfach ee ka ruffen, dee mech siche kënnt a mech iergendwou hiféiert, datt mir fir all 200 Meter op eemol erëm den Auto huelen. Also, et muss een dat scho richteg abetten, mee wa mir et richteg maachen, da kann et e richtegen Atout ginn, fir zousätzlech d'Mobilitéit insgesamt nach méi effikass ze maachen. A virun allem, ass et och e wichtege soziale Volet, well mir vergiesse vill ze vill oft, datt – also och zu Lëtzebuerg – 25 % bis 30 % vun der Bevëlkerung, keen Auto hunn, entweeder well se nach kee Fürerschäin hunn, well se ze jonk sinn, oder well et eeler Leit sinn, déi net méi wëlle fueren, déi net méi kënne fueren, well se sech net méi trauen ze fueren, an déi sinn natierlech ugewisen op anerer, entweeder op den ëffentlechen Transport oder op anerer, déi si féieren. An dat hei gëtt natierlech och an där Hisiicht eng Demokratiséierung an am Soziale gesinn eng Verbesserung fir esou Leit.

Dofir e grousse Merci, dat ass e wichtege Projet, datt Dir deen esou unanime hei stëmmt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8059. Den Text steet am Document parlementaire 8059[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8059 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8062 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des transports scolaires par autobus

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 8062 iwwert d'Finanzéierung vun de Schoulbusser. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An och hei ass d'Rapportrice d'Madamm Chantal Gary. Madamm Gary.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, dëse Projet de loi mat der Nummer 8062 proposéiert, d'Regierung ze ermächtegen, bis de 15. Juli 2028 am Kader vun engem Marché public Kontrakter fir de Schoultransport ofzeschléissen, an dat fir e Montant vu maximum 180.845.186 Euro TTC.

Genau wéi fir d'RGTR-Ausschreiwung a wéi fir all Depense iwwer 40 Milliounen ass och fir dëse Marché public laut Artikel 99 vun der Verfassung an dem Budgetsgesetz vum 8. Juni 1999 en extrat Finanzéierungsgesetz néideg.

Am Prinzipp ass fir dëse Marché eng Durée vu véier Joer ab 2023 virgesinn, mee fir de Fall, wou et e Recours géint eng Decisioun vum Marché géif ginn an d'Kontrakter net kéinten ofgeschloss ginn, gouf e weidert Schouljoer als Sécherheetsmarge virgesinn. Et gëtt dës Weideren eng Marge de manœuvre bei der Zuel u Fuerkilometer vun 10 %, fir nach am Virfeld vum Start vum Marché bei der Rentrée 2023 kuerzfristeg noutwenneg Upassunge kënne virzehuelen, déi sech eventuell nach kéinten aus zousätzlech néidege Linnen, der Schülerzuel an der Trennung tëschent Schoultransport a regulärem RGTR-Reseau erginn. A wat méiglech Upassunge wärend der Lafzäit vum Marché ugeet, ass eng Proggressioun vum Kilometervolume vun 2,5 % pro Joer virgesinn.

D'Estimatioun vun de Besoine baséiert op dem Präis an dem Réseau scolaire, deen aktuell en vigueur ass, mat Berücksichtegung vun der Organisatioun souwéi vun den Erfarungswäerter vum Marché public fir den RGTR-Reseau. Wéinst de schwéier viraussobaren Entwécklungen an zum Beispill der Fuerderung no zousätzleche Linne souwéi den aktuelle geopoliteschen Entwécklungen, sinn d'Präisser just eng Estimation sous réserve an, wéi scho gesot, mat enger gewëssener Marge de manœuvre ergänzt ginn.

No der Restrukturatioun vum Schoultransport ginn déi järlech gefuere Kilometer op ronn véier Milliounen Kilometer fir ronn 290 verschidde Linne geschat. A mengem schréftleche Rapport sinn ech och nach e bësse méi am Detail op déi villfälteg Grënn fir d'Trennung tëscht dem generelle RGTR-Busnetz an dem Schoultransport agaangen, mee d'Haaptgrënn si sécherlech déi wuessend Komplexitéit vu béiden Netzer, déi ëmmer méi grouss individualiséiert Besoine vun de Schoulen a Lycéeen, an doduerch falen d'Synergien an d'Realitéit vun de leschte Joren, well de Schoultransport sech par rapport zum RGTR-Reseau ëmmer méi zu engem separate Reseau entwéckelt huet.

Den Avis vum Staatsrot hat just eng kleng juristesch Observatioun, an de schréftleche Rapport zum Projet de loi 8062 gouf den 20. Abrëll dëst Joer unanime an der Mobilitéitskommissioun ugeholl a proposéiert och der Plenière d'Adoptioun vun dësem Projet de loi.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Chantal Gary Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. Mir verstinn absolutt de Grond, firwat datt den RGTR-Reseau huet missen elo ënnerdeelt ginn an ee vun de reguläre Linnen an ee vu Schoulinnen, Transportlinnen, well dat sech iwwert d'Joerzéngten, besonnesch déi lescht Joren, och mat der Spezialiséierung vun den eenzelne Schoulen als ëmmer méi komplex erausgestallt huet, fir op de reguläre Linne kënnen och nach de ganze Schülertransport oflafen ze loossen.

An trotzdeem: Wann een an d'Geschicht zeréckgeet, muss een awer och gesinn, dass et besonnesch an de ländleche Gemengen viru laanger Zäit eng Entwécklung ginn ass hin zu zentrale Schoulen, well dat méi Sënn géif maachen, a wou natierlech dunn och deemools versicht ginn ass, Synergien tëschent de Gemengen an dem RGTR, dem Staat ..., well et net sollt zum Fall kommen, datt een RGTR-Linnen hätt, déi hallef eidel wieren, an eeben och nach vun de Gemengen, ländleche Gemengen organiséiert Buslinnen a Richtung vun deene Schoulen, déi dann och hallef eidel gewiescht wieren. Dofir ass deemools gesot ginn, da géif den RGTR och de Schülertransport iwwerhuelen, besonnesch och, fir d'Schüler aus der Grondschoul, aus der Primärschoul an déi Zentralschoulen ze bréngen.

Dat wäert elo mat deem heite Projet de loi net méi de Fall sinn. Dat heescht, hei wäert dann elo den nei geschafene rengen RGTR-Schülertransportreseau net méi – an deenen dote ländleche Gemenge ganz besonnesch, wou och Zentralschoulen sinn – d'Schüler am Fondamental dohinner féieren. Dat géif also dann derzou féieren – an et wäert derzou féieren! –, datt op déi Gemengen, déi souwisou jo scho Gemenge sinn, déi dacks grouss Flächen hunn, awer nëmme wéineg Awunner, déi verspreet sinn, déi souwisou scho vill méi héich Käschten hunn, fir déi ganz Basisinfrastrukturen en place ze setzen – Reseauen, Stroossen, sou datt dat ze ënnerhalen ass –, datt hei dann erëm zousätzlech Käschten géifen op si duerkommen, wat fir eis awer als CSV net ze akzeptéieren ass. Mir setzen eis och ëmmer dofir an, och de ländleche Raum ze stäerken, andeem mer do och grad Synergië behalen, déi bestanen hunn.

An dowéinst géif ech gär eng Motioun deposéieren, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant la réorganisation du réseau RGTR et la séparation des services de transport scolaire et des services de transport régulier ;

– remettant en cause l'argument selon lequel la perte de complémentarité des deux services précités aurait conduit à leur séparation ;

– considérant que le Ministre de la Mobilité a estimé par la suite que l'organisation et le financement des lignes de bus scolaires RGTR pour l'enseignement fondamental constituent une prestation supplémentaire qui relève désormais entièrement de la compétence des communes ;

– constatant qu'en raison des différences au niveau des horaires scolaires des différents types d'établissements scolaires, il faut non seulement plus de lignes de bus, mais aussi plus de capacités dans les bus ;

– rappelant qu'après la séparation du transport scolaire et des lignes régulières au sein du RGTR, l'État prend toujours en charge les frais de transport scolaire des élèves vers les écoles internationales, mais pas vers les écoles fondamentales dites « classiques »,

invite le Gouvernement,

– à trouver des synergies au niveau du transport scolaire afin d'optimiser les capacités ;

– à profiter de la complémentarité existante dans certaines régions du pays en matière du transport scolaire afin d'éviter des trajets superflus et de favoriser la cohésion sociale des élèves fréquentant soit une école internationale, soit une école fondamentale dite « classique » ;

– à organiser le transport scolaire susmentionné de manière à ce que les bus puissent également être utilisés par les enseignants, les éducateurs et le personnel administratif et technique des écoles, en soulignant l'importance de ce pôle d'emploi, et en soutenant les mesures de réduction des émissions dans le cadre de la lutte contre le changement climatique ;

– à maintenir le statu quo pour les communes rurales qui ont des dépenses disproportionnées par rapport aux communes des grandes agglomérations du centre ou du sud du pays, où les trajets sont plus courts.

(s.) Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes.

M. Serge Wilmes (CSV) | Déi freet ënner anerem, datt ee soll esou vill wéi méiglech déi Komplementaritéit, déi bestanen huet, och weider bestoe loossen, och déi Synergien, déi bestanen hunn, an eeben och ganz besonnesch, fir an deene Gemengen och d'Kanner an de Fondamental weider kënne bréngen ze loossen, och iwwer de staatlech finanzéierte RGTR-Reseau, an et net elo soll derzou féieren, datt déi Gemengen elo mussen Extra-Depensë maachen, fir alt erëm Buslinnen ze organiséieren, quitte, datt ee ka soen: Et ass interkommunal, et ass u sech un de Gemengen, dat ze organiséieren. Mee wat iwwert Joerzéngte gutt funktionéiert huet, soll fir eis och weiderhi fonctionéieren, an ënner anerem dofir froe mir dat an der Motioun, a mir géifen eis och bei deem heite Projet de loi enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif ganz gären der Rapportrice Merci soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten an ech géif heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hahn. An da wär et un der honorabeler Madamm Cécile Hemmen.

(Brouhaha)

Une voix | Här Hahn.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat heite Gesetz ass jo eigentlech eng Fortsetzung vun der RGTR-Reform, déi d'lescht Joer an d'Weeër geleet ginn ass. A mat deem heite Gesetz gëtt de Schülertransport vum RGTR-Reseau komplett ofgetrennt a wäert dann och e Reseau à part fir sech forméieren.

Dëse Schrëtt, deen erkläert sech eigentlech doduerch, dass mat der Neiopstellung vum RGTR souwuel zousätzlech Ufuerderungen un de Schooltransport, wéi zum Beispill d'Spezialiséieren an och d'Dezentraliséierung vun der Schouloffer, de Schooltransport sech ëmmer méi vum normalen RGTR-Reseau distanzéiert huet an esou eng Reform natierlech méi wéi néideg war, fir dass de Reseau och besser kéint funktionéieren.

Mir hu scho bei der leschter Rentrée gesinn, dass de Schülertransport mat enger Rei Schwieregkeeten ze kämpfen hat an dass och eng Rei Schüler dacks ze spéit an d'Schoul komm sinn.

Mir kruten iwweregens och ganz rezent vu verschiddene Schüler aus dem LCD matgedeelt – dat sinn iwweregens déi, déi de Bus an der Wolzer Géigend huelen –, dass hire Bus erëm eng Kéier Verspéidung hat an dass si sech géife wënschen, dass d'Fuerzäite besser mat de Schoulzäiten ofgestëmmt kéinte ginn, fir esou Retarden ze vermeiden.

Här President, et ass jo schliisslech eis Verantwortung als Politiker, sécherzestellen, dass d'Doleancen an och d'Besoine vun eise jonke Leit seriö geholl ginn an an deem Sënn de Schülertransport, dee jo awer alldeeglech iwwer 40.000 Schüler hin- an hiertransportéiert, mat deem heite Gesetz optimiséiert gëtt. Ech si ganz zouversiichtlech, dass mir mat deem heite Projet de richtege Wee aschloen, wat fir vill Jonker, awer och fir hir Elteren hoffentlech eng Erliichterung wäert mat sech bréngen.

A mir gi selbstverständlech vun der LSAP aus den Accord fir dëse Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, dat Gesetz hei muss komme wéinst dem Ausschreiwungsgesetz, ech mengen, dat ass jo ganz kloer, mee ech wëll dem Här Serge Wilmes awer do nach mat op de Wee ginn, ech hunn d'Motioun elo nach net gelies, déi si deponéiert hunn, mee Recht huet hien: An eiser Gemeng si fréier RGTR-Linnen an d'Schoulen eragelaf, an elo mussen déi all sonner finanzéiert ginn, an do wär et schonn eng Iwwerleeung wäert, wéi een dat awer kéint verbesseren am Sënn vun der Allgemengheet. Well, ob d'Gemengen dat elo bezuelen oder ob de Staat bezilt, ech mengen, et geet hei ëm ëffentlech Gelder an do wär et vläicht awer eng Iwwerleeung wäert, fir sech eng Kéier doriwwer Gedanken ze maachen.

Dat mat op de Wee ginn, ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da wär et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, och fir dësen drëtte Projet de loi der Madamm Rapportrice e grousse Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. Well mir net Member sinn an dëser Kommissioun, kréie mir de leschten Detail net ëmmer esou genau mat. Et ass fir eis ëmmer immens schwiereg, wann esou Gesetzesprojete kommen, fir driwwer ze schwätzen. Mee mir wäerten hei eis Zoustëmmung ginn, well ouni dat heite riskéiere mer, dass de Schoultransport géif total zesummebriechen.

Mir deelen awer och dem honorabelen Här Wilmes säi Souci, wann dat dann och esou ass, wéi gesot, mir kréien net ëmmer all Detail esou mat. An et ass awer immens wichteg, datt een d'Eltere mat hire Kanner an d'Gemengen do net am Ree stoe léisst an datt een dann eng Solutioun fënnt, déi de Gemengen do entgéintkënnt.

Et ass nämlech esou, dass eis Schoullandschaften ëmmer méi zersidelt, zersplittert sinn, an dann huet een och ëmmer méi speziell Schoulgebaier, an da mussen natierlech ëmmer méi Busreseauen, also Buslinne fuere vun A op B, vu B op C, vun C op D. Well déi Schüler hunn och keen Auto – a mir wëlle jo och net, datt se mam Auto dohinner fueren –, a si solle jo awer an hir Schoulgebaier kommen.

Vläicht misst een do och an Zukunft eis Schoulgebaier mat eise Sektiounen a Spezialisatiounen eng Kéier op de Leescht huelen a kucken, ob een net nach eng méi performant Aart a Weis géif fannen, fir dat ze reegelen. Mee bon, dat féiert elo vill ze vill wäit ewech vun deem heiten.

Also Merci fir d'Nolauschteren, an, wéi gesot, mir stëmmen awer deem Projet hei zou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir de gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir kennen alleguer d'Kriticken, wa bei der Schoul ze vill Autoe stinn an de Verkéier blockéiert ass, wat sécherlech net de Fall soll sinn. Dofir ass et gutt, dass mir e Schülertransport hunn, wou d'Schüler kënnen ouni Auto an eng Schoul kommen, ouni dass d'Eltere se mussen dohinner féieren, soudass mir och kënnen hei eis Zoustëmmung ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. A merci och all den Deputéierte fir hir Bäiträg an déi breet Zoustëmmung.

Fir d'éischt emol wollt ech soen, datt dat Gesetz hei jo muss gemaach ginn duerch déi méi strikt a streng Interpretatioun vum Artikel 99 vun eiser Verfassung, déi awer elo schonn zënter enger Zäit applizéiert gëtt, a wou dann eeben esou Projete wéi deen heiten néideg gi sinn, obschonn dat fréier zwar zum Beispill net de Fall war. Do ass dat normal iwwert d'Loi budgétaire ofgeweckelt ginn, fir dann eeben de Finanzement ze garantéieren.

Ech wëll awer dobäi soen, datt ech a priori wierklech kee Problem domadder hunn, an éischter souguer fannen, fir Transparenz ze hunn an och emol ze weisen, wat mir maachen am ganzen ëffentlechen Transport, datt et eigentlech guer net esou schlecht ass, datt mer déi Gesetzer hei musse maachen. Ech mengen, mir hunn dat jo elo gemaach beim RGTR, mir hunn et gemaach beim Contrat service CFL. Bon, hei ass elo de Schülertransport. Et kënnt nach ee Gesetzesprojet elo gläich no, dat ass dee ganzen Transport pour besoins spécifiques, well dee jo och iwwer 40 Milliounen ass. Bon, ech mengen, dat ass eigentlech an där Hisiicht wierklech eng gutt Saach, géif ech soen, well et bréngt méi Transparenz dran.

Dat Zweet ass awer och – et däerf een et net vergiessen –: De Schülertransport, deen huet enorm

geännert! Enorm geännert an deem Sënn – an dat net, zënter dës Regierung do ass, mee dat huet schonn déi viregt Regierung ugefaangen –, datt jo eng ganz nei Philosophie agefouert gouf, wéi mer d'Lycéeën an d'Schoulen am Land iwwerhaapt organiséieren. Datt mer vill méi an d'Regioune ginn, datt mer vill méi dezentraliséiert hunn. Dat heescht, datt mir haut Lycéeën op Plazen hunn, wou ee sech warscheinlech virun 20 Joer geduecht hätt, datt dat emol net denkbar wier, wéi, ech soen emol, zu Jonglënster. Mee bon, Dir kennt d'Plaze jo alleguerten, an et kommen der nach vill derbäi, well ech mengen, de Claude Meisch an ech, mir hunn zesummen – hien als Schoulminister an ech als Bauteminister – nach eng Rei Projete vu gréissere Lycéeën, och dezentraler, déi komme wäerten, déi natierlech dann d'Gestioun vun de Fluxe vun de Schüler erëm net méi einfach maachen.

Dat heescht, d'Envergure vum Schülertransport haut par rapport dozou, wéi et virdru war, ass iwwerhaapt net méi ze vergläichen an ass och ganz schwéier nach ze geréieren. An ech kann der Madamm Hemmen soen: Natierlech ginn déi Schülerlinnen, déi mir maachen, all ofgeschwat mam Educatiounsministère, a mir maachen déi natierlech ëmmer op d'Horairë vun deene Schoulen. Natierlech gëtt et Verspéidungen, mee déi hunn net onbedéngt eppes domat ze dinn. Déi hunn domat ze dinn, dass mir einfach en enormen Trafick zu Lëtzebuerg hunn, virun allem an de Spëtzestonnen, an dann hänken heiansdo d'Schülerbussen och an de Stauen, wéi de Rescht vum Verkéier. Mee, wéi gesot, et ass eng ganz aner Envergure. Mir hunn haut 200 Ligne-scolairë fir 45.000 Schüler, verdeelt op 30 Lycéeën am Land, 30 Campussen eigentlech. Dat heescht, do kënnt Der Iech jo d'Komplexitéit virstellen, och fir meng Leit, fir dat dote mussen ze organiséiere mat de Busentreprisen. Duerfir, dat ass net méi ze vergläichen.

Déi Fro, déi den Här Wilmes opwerft mat de rurale Regiounen, déi verstinn ech, an do sinn et och eng Rei Accorde ginn, datt verschidde Fondamentalsbesoine mat ofgedeckt gi sinn. Do muss ech soen: Dat huet awer och eppes ze di mat Gerechtegkeet. De Problem ass: Mir hate jo net all d'rural Regiounen. Dat waren nëmme spezifescher; dat war och historesch gewuess. Bon, do kéint een elo laang driwwer diskutéieren, wou dat hierkënnt, mee dat ass egal. Mee et ass och aus Gerechtegkeetsgrënn, well mir kruten ëmmer méi Demanden, wou op eemol gemengt ginn ass, de Schülertransport vum Fondamental misst och elo vum Staat iwwerholl ginn. Or, dat ass awer per se eng Gemengekompetenz, soudatt d'Gemeng muss de Fondamental-Schülertransport organiséieren an och finanzéieren.

Bon, dat heescht, dat heiten, datt mer dat elo net an deem Mooss wéi fréier hei dran integréiert hunn, huet dann och domat ze dinn. Et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, et ass awer och eng Fro vum Finanzement. An do misst een nach eng Kéier eng Diskussioun féieren, de Staat mam Syvicol, mat de Gemengen, wéi een dat generell handhaabt, well soss verstinn ech, datt eng Gemeng seet: „Jo, firwat kréien déi do et a firwat kréie mir et net?"

Ech verheemlechen Iech awer net: Ech muss jo och als zoustännege Minister Budgetsdiskussioune féieren, a vläicht hutt Dir d'Chance, no mir deen heite Ministère ze iwwerhuelen. Da wäert Dir emol gesinn, wéi dat geet an deene Budgetsdiskussiounen. Dat geet net einfach! Do gëtt gestridden herno fir all Centime! Well natierlech muss de Budget och iergendwou opgoen. An da kommen natierlech un alleréischter Instanz déi Saachen zur Diskussioun, wou gesot gëtt: „Jo, gutt, dat do ass jo awer eigentlech keng staatlech Kompetenz!" An där Demandë kommen der ëmmer méi. Da musse mer vläicht eng Diskussioun féieren, wéi mer dat iergendwéi tëschent Staat a Gemenge kompenséieren.

Duerfir, et ass net esou einfach an der Praxis. Ech verstinn Är Suerg, mee an der Praxis ass et méi komplizéiert. Ech hunn Är Motioun elo just séier iwwerflunn. Ech géif Iech proposéieren, wann Der d'accord sidd, se haut net unhuelen ze loossen – bon, ech mengen, d'Chamber ass souverän, se mécht, wéi se dat wëllt – an datt mer se eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren. Da kënne meng Leit och mat dohinner kommen an Iech déi Komplexitéit nach eng Kéier erklären. Bon, da kënnt Dir se jo nach eng Kéier an d'Plenière zréckbréngen, wann Der dat dann duerno wëllt. Wann Dir domadder d'accord sidd.

Fir de Rescht géif ech Merci soe fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kënnen dann elo zum Vott vun dësem Projet de loi kommen, dem Projet de loi 8062. Den Text steet am Document parlementaire 8062[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8062 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 39 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 20 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Paul Schaaf), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assertiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech hat näischt héieren!

Plusieurs voix | Jo!

M. Fernand Etgen, Président | Ok.

Motion 1

Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun, déi vum Här Serge Wilmes deposéiert ginn ass. Ech ginn direkt d'Wuert un den Auteur.

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. Mir huelen déi Propos vun der Regierung, vum Minister, gären un, datt se soll fir d'éischt eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert ginn an da gegeebenefalls nach eng Kéier soll heihinner zréckkommen. Doweinst misste mer elo net doriwwer ofstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. Dës Motioun soll also an der Kommissioun diskutéiert ginn.

(La motion 1 de M. Serge Wilmes est renvoyée à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics.)

9. 8178 – Projet de loi relative au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2023

Da komme mir elo zum Projet de loi 8178 iwwert de Finanzement vum negative Bäitrag am Kader vum Kompensatiounsmechanismus fir 2023. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mam Projet 8178 komme mir zréck bei d'Finanzéierung vun der sougenannter „Contribution négative" an de Kompensatiounsmechanismus fir d'Joer 2023, wou ech e kuerze Bléck no hanne muss geheien, fir dee Projet de loi hei ze erklären.

Wann Der Iech gutt erënnert, da wësst Der, dass mir mam Tripartitt-Accord vum September 2022 derfir gesuergt hunn, dass de Stroumpräis um Niveau vun 2022 stabiliséiert gëtt, an dat fir all Client résidentiel, deem seng Stroumconsommatioun bei maximal 25 MWh pro Joer läit, an anere Wierder, bei de Clientë vun der Kategorie A.

An deem Kontext hu mir d'Stroummarchésgesetz am Dezember 2022 ugepasst, andeems mer d'Optioun vun der Contribution négative am gesetzlech definéierte Kompensatiounsmechanismus verankert hunn. Konkreet heescht dat, datt den Iwwerschoss vum Kompensatiounsfong a Form vun enger Contribution négative zugonschte vum Client ka genotzt ginn, wat fréier net de Fall war, an datt de Staat d'Méiglechkeet kritt huet, dëse Fong mat enger zousätzlecher finanzieller Kontributioun ze speisen.

Op dëser legaler Basis, déi duerch e Reglement grand-ducal betreffend de Kompensatiounsmechanismus komplettéiert ginn ass, huet den nationale Regulateur, den ILR, dunn den Niveau vun der Kontributioun fir de Kompensatiounsmechanismus an engem Reglement fixéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dëst zielt, wéi scho gesot, fir d'Kategorie A, an dann awer och fir d'Period just vum 1. Januar bis den 31. Dezember 2023. Déi entspriechend finanziell Kontributioun gouf opgrond vu verschiddenen Zenarie berechent, an deene follgend Komponente consideréiert gi sinn: d'Netzkäschten, d'Verbrauchsdaten a souwuel déi aktuell Produktioun vun erneierbaren Energië wéi och d'Previsiounen an deem Beräich.

De Montant, dee schlussendlech an Zesummenaarbecht mam Energieministère festgeluecht ginn ass, beleeft sech ganz genee op 108,5 Milliounen Euro. An elo komme mer bei de Punkt, firwat mir haut dëse Projet de loi stëmmen: Dëse Montant iwwersteigt de Seuil vu 40 Milliounen Euro, soudass mir den Artikel 80 vum Gesetz iwwert de Budget,

d'Kontabilitéit an d'Tresorerie vum Staat musse respektéieren an eng Loi de financement musse stëmmen. An dat maache mir dann och haut mat dësem Projet de loi. Wat de finanziellen Impakt ubelaangt, esou gesi mer mat dësem Finanzéierungsgesetz ronn 110 Milliounen Euro fir d'Stabiliséierung vum Stroumpräis fir d'Joer 2023 vir. Mir stëmmen déi an déi ginn dann dem Energie- a Klimafong ugerechent.

Dir Dammen an Dir Hären, domat hunn ech de virleiende Projet de loi a méiglechst kuerze Wierder resüméiert a kann et och kuerz maachen, wat d'Avisen an déi parlamentaresch Aarbechten ubelaangt.

Deen eenzegen Avis, deen zu dësem Projet de loi erakoum, koum vum Staatsrot den 31. Mäerz 2023, wou de Staatsrot just e puer legistesch Ännerunge proposéiert huet. An der Tripartitt-Kommissioun si mir deene wéi ëmmer nokomm. Deposéiert a virgestallt gouf dëse Projet de loi de 24. Mäerz 2023 vum Energieminister Claude Turmes, a knapp e Mount méi spéit, den 31. Abrëll 2023 (veuillez lire: den 21. Abrëll 2023), huet d'Tripartitt-Kommissioun sech kuerz mam onkomplizéierten Avis vum Staatsrot befaasst an huet mäi Rapport uschléissend och eestëmmeg ugeholl. Dat kléngt villverspriechend fir de Vott vun haut, an domat ginn ech emol schonn den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An dann huet d'Wuert den éischte Riedner – jo, et ass en anert Gesiicht, wéi ech hei stoen hat, mee e kritt et awer! –, den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. D'CSV stëmmt dësem Projet de loi zou. Mir soen och der Rapportrice, dem Josée Lorsché, Merci.

Mir hu just eppes, wat mir de President vun der Tripartitt-Kommissioun géife froen. Mir haten d'lescht Joer eng Kéier e gudden Echange de vues mat de Fournisseure vun ...

(Interruption)

Ass dat fixéiert den 3. Mee? Majo, dann ass alles gutt, alles beschtens an dësem Land, an dofir stëmme mir deenen 110 Milliounen zou.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, an ech gesinn, den Här Gilles Baum ass scho prett.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Lorsché huet eis dëse Projet ganz gutt erkläert. Mir huelen hei nach eng Kéier wierklech 110 Milliounen an de Grapp, fir d'Leit ze entlaaschten an de Präis am Gréff ze halen. Merci fir hire Rapport. Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci och der Madamm Lorsché fir hire gudde Rapport. Mir brauchen net méi dorobber anzegoen. Ech wëll just festhalen, dass mir der Meenung sinn, dass et richteg war, déi Verlängerung ze maachen, an dass mir dofir hannert deem Projet hei stinn, och wann et vill Sue sinn. Dat muss et eis wäert sinn!

Ech mengen, dass dat och en Deel vun deem ass, wou mir ëmmer soen, dass mer, wa Krise sinn, gutt zesummeschaffen, eis eens ginn, an dat doten ass eng vun deene Léisungen, déi mer fonnt hunn. Dat war déi richteg, an dofir stëmme mer deem Projet zou.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wéilt vläicht dräi Bemierkunge maachen. Déi éischt ass eng vum Häerz, déi zweet ass eng politesch an déi drëtt ass eng legistesch.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Déi, déi ech vun Häerz maachen, ass der Madamm Lorsché Merci ze soe fir dee Rapport.

Déi politesch ass dat, wat Dir Iech kënnt erwaarden. D'Madamm Lorsché huet keng véier Minutte gebraucht, fir eis ze erklären, dass mir elo erëm 108 Milliounen – an eng hallef, mengen ech – ausginn, fir d'Sanktiounskäschten ze decken. Mir hunn e puermol driwwer geschwat. Et ass natierlech esou, datt mir dat net ganz laang aushalen. Et ass och esou, wéi mir et gëschter an der Diskussioun haten, datt déi Europäesch Kommissioun gesot huet, datt déi deier Moossnamen net kënnen éiweg esou virugoen. Mir hunn also op Dauer e Problem; mir maachen dat elo nach, mee wéi gesot, wéi laang, dat ass eng Fro.

Déi drëtt Bemierkung ass eng legistesch, an do kënne mir vläicht nach eng Erklärung kréien. D'Madamm Lorsché huet eis jo erkläert, datt mir 110 Milliounen op de Fong urechnen, datt déi Moossnamen elo 108,5 Millioune kaschten, jo, an datt mir de Fonds climat elo mat 110 Millioune speisen. Ech hunn déi 110 Milliounen elo net an den Artikele vum Gesetz direkt erëmfonnt. Ech fannen déi 108,5, ech gesinn och an deenen eenzelen Artikelen déi 110, awer ech gesi se net am Text, am Texte proposé par la Commission. Ech weess net, ech brauch do vläicht nach Erklärungen, firwat ech dat net direkt erkannt hunn, oder ob dat vläicht net néideg ass, dat ze presziséieren, déi 110 Milliounen. Mee fir mech ass do eng kleng Diskrepanz. A vläicht kann den Här Minister oder d'Madamm Lorsché dat nach eng Kéier kloerstellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Kurz und bündig: Der Rapportrice e grousse Merci fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, a mir ginn eisen Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti, an de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, och merci der Rapportrice. Bon, wéi gewinnt kënne mir dozou eisen Accord leider net ginn. Mir si jo net averstanen, dass et bis op 25.000 KWh eropgeet. Dat ass fir eis einfach eng Verschwendung vun Energie, wann ee kuckt, datt Enovos selwer seet: „Zu véier Leit huet een doheem normalerweis 5.000 KWh." Elo ginn déi 110 Millioune genotzt bis zu 25.000 KWh fir doheem. Dir kënnt Iech virstellen, wat een do alles dermat bedreiwe kann.

Deementspriechend ass et fir eis net sozial gerecht. Déi 110 Milliounen hätte kënnen anescht agesat ginn. Et hätt ee missen an d'Gesetz schreiwen, bis och nach 10.000 KWh, do wäre mir och nach dermat averstane gewiescht, fir e bëssen driwwer ze sinn, awer 25.000 KWh ass einfach vill ze vill! An do sinn et einfach herno ze vill Leit, déi matfinanzéiert ginn, déi eigentlech schonn en Abus vun der Energie bedreiwen.

Mir sinn averstanen, dass Leit, déi en normale Stroumverbrauch hunn, solle gehollef kréien, mee mir ginn net mat bis op déi 25.000. Dofir wäerte mir eis enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, ech si frou, dass mir haut dëse Gesetzesprojet kënne stëmmen. Firwat? Well et wichteg ass an dëser Kris, dass mer de Leit hëllefen. Mer hunn dat gemaach beim Gaspräis, ganz konsequent, mir maachen et bei de Wärmenetzer, bei de Pellets, a mir maachen et iwwert dat heite Gesetz och fir de Stroum.

De Stroumpräis zu Lëtzebuerg ass ongefeier fir en Haushalt ëm déi 21 Centimes pro Kilowattstonn, an duerch déi Ofsenkung, déi mer hei organiséieren, iwwert de Mécanisme de compensation, brénge mir et fäerdeg, dass mer de Präis, dee warscheinlech op 28 bis 30 Centimes eropgaange wär, op 21 Centimes stabiliséieren. E grousse Merci un d'Rapportrice.

Also, et ass esou: Ech mengen, hei ginn elo Suen iwwerwisen op de Fonds climat, an natierlech ass dat alles eng Schätzung an da gëtt iergend eng Kéier um Enn vum Joer ofgerechent. Ech mengen, mir kënnen net genee soen, ob mer herno 98 Millioune brauchen. 108 Millounen ass mol dat, wat mir elo geschat hunn, wat de Maximum ass.

Vläicht nach e Wuert zum Här Goergen senger Remark. Ech mengen, dat Éischt ass: Wann een dat net elo gemaach hätt fir de ganze Stroumverbrauch vun den Haushalter, dann hätt dat natierlech net esou e groussen Impakt gehat op den Index. Da wier den Index méi staark geklommen an et wieren eventuell zousätzlech Indextranchen erfall. Ech mengen, dat ass déi eng Erklärung.

An déi aner ass: Wat heescht Klimaschutz? Klimaschutz heescht, dass ech natierlech Energie spueren, an op där anerer Säit, dass ech eriwwergi vu fossillen Energien op erneierbar Energien. A wann ech haut en Haushalt huelen, deen huet graff, kommt, mat graffe Chifferen, 30.000 KWh Energie. Dovu sinn 3.000 bis 4.000 KWh fir Stroum – Frigo, Televisioun, an esou weider, Beliichtung –, et sinn der 10.000 bis 12.000, 14.000 bis 15.000, jee nodeem, fir mäi Masutt oder Gas, an de Rescht ,deemno wéi vill, fir mäin Diesel- a Bensinnsauto.

Dat heescht – an ech mengen, Dir wëllt dat jo och, an anere Motiounen ënnerstëtzt Dir eis jo oft bei der Transition énergétique –, de Bierger, deen eppes mécht fir de Klimaschutz, dee wäert herno net méi bei 30.000 KWh sinn, mee e wäert aspueren, well déi elektresch Applikatiounen ëmmer méi effizient sinn. En Elektroauto ass dräimol méi effizient wéi en Dieselauto. Eng Wärmepompel ass méi effizient wéi eng Gas- oder Masuttsheizung. Mee e wäert awer méi Stroum verbrauchen. An déi 25.000 KWh, dat ass eng gewësse Kategorie, déi mir hunn, dofir war dat och administrativ méi einfach.

Mee d'Zukunft wäert sinn: Keng fossill Energië méi am Haus, an da méi Stroum! A vun dohier ass dat, mengen ech, och kee gudden Usaz, wann ee seet, dass ech deem Bierger, dee just 3.000–4.000 KWh Stroum verbraucht an awer 10.000–12.000 KWh Gas an nach esou vill Diesel, besser wëll, also, dass ech deem da wëll e Subsid ginn, an deen, dee méi Stroum verbraucht, dee jo da méi klimafrëndlech ass, dann

eigentlech wëll bestrofen. An dofir ass dat kee gudden Usaz gewiescht.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, just fir op dem Här Minister seng Iwwerleeung ze äntwerten, wou e mech ugeschwat huet. Also, eng Wärmepompel mécht u sech jo och just Sënn, wann een eng Solaranlag huet, well een da Stroum direkt ka selwer produzéieren. Mat Ärer Logik hätt een u sech missen higoen a soen: „Déi, déi eng Solaranlag hunn, déi kréien dann elo nach e klenge Subsid méi op hirem Stroumpräis, wou se erëm aspeisen." Wann een eppes wéilt maache fir de Klimaschutz! Well hei an Ärer Reegel, wéi Dir et elo gemaach hutt, kréien déi, déi eng Masuttsheizung hunn oder Gas, dat awer bis 25.000. Dann hätt Dir missen eng Nuance maachen: déi, déi de Gas ofgeschaaft hunn an eng Wärmepompel hunn. Dann hätte mer Klimaschutz gemaach. Well elo gitt Dir deenen e Subsid bis 25.000 KWh um Stroum. En plus hu se doheem awer vläicht Masutt oder Gas, vläicht well et och net anescht méiglech ass. An dofir ass dat hei net am Sënn vum Klimaschutz, wann Dir sot, bis 25.000 géif de Subsid gemaach ginn. En plus hätt een de Montant vun 100 Milliounen sécherlech och esou kënnen erofdrécken.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Energieminister.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, ech mengen, dat, wat Dir do fuerdert, ass warscheinlech just méiglech am totalen Iwwerwaachungsstaat. An administrativ war dat hei dat, wat mir konnte schnell maachen. An nach eng Kéier: D'Tendenz ass eeben an Zukunft, datt mir vill, vill manner Energie verbrauchen. Mee mir verbrauche méi Stroum. An ech mengen, dat wollt ech och einfach just mat deem Beispill illustréieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8178. Den Text steet am Document parlementaire 8178[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8178 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Paul Schaaf), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7996 – Projet de loi portant modification de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7996, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun den ëffentleche Fuerschungszenteren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här André Bauler, deen direkt d'Wuert kritt. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, wa mir haut an enger modderner an héich entwéckelter Gesellschaft liewen, dann hu mir dat virun allem der Innovatiounskraaft vun zig Fuerscher an Entwéckler ze verdanken, och an eisem Land. An de leschten 100 Joer huet Lëtzebuerg sech duerch en immense Fortschrëtt ausgezeechent. Aus engem aarmen Emigratiounsland ass eent vun de räichste Länner op der Welt ginn. Aus engem éischter monolithesch opgebaute Wirtschaftssystem, deen nach virun 100 Joer staark vun der Stolindustrie an och der Landwirtschaft ofhoung, ass haut eng diversifizéiert an innovéierend Ekonomie ginn, déi Talenter aus aller Welt unzitt, besonnesch an der Finanzwelt, awer net nëmmen.

Dës Evolutioun huet zum Wuelstand vum Land bäigedroen. Wann een an d'Welt vun haut erausluusst, an där sech nei a mächteg Konkurrenten ervirdoen, virun allem an der Kënschtlecher Intelligenz an an aneren neien Technologien, dann ass dat alles net fir ëmmer an éiweg a Bëton gegoss. D'Wirtschafts- a Sozialgeschicht kennt eebe keng Rechter, keng Droitacquisen, déi éiweg gutt sinn. Dofir heescht et, weider ze fuerschen an ze innovéieren.

Och Lëtzebuerg muss do um Ball bleiwen a seng Fuerschungslandschaft op d'Zukunft virbereeden. Nieft de groussen Investissementer an d'Infrastrukturen hu mir et grad och der Fuerschung ze verdanken, datt mer haut do sinn, wou mer sinn. Mir hunn eng innovativ Finanzplaz, eng innovativ Industrie, en innovatiivt Handwierk an eng innovativ Landwirtschaft, fir nëmmen déi ze nennen. Eng breetgefächert Ekonomie, déi ëmmer um neiste Stand vun der Technologie versicht ze sinn.

Besonnesch an de leschten 20 Joer sinn déi staatlech Depensë fir d'Recherche kräfteg an d'Luucht gaangen. Wärend de Budget fir d'Joer 2000 nach bei knappe 25 Milliounen Euro louch, huet de Staat 2020 ronn 380 Milliounen Euro an d'Recherche investéiert. Mir gesinn also, datt d'Fuerschung ëmmer méi e grousse Stellewäert zu Lëtzebuerg anhëlt, souwuel politesch wéi och gesellschaftlech a budgetär. Mir brauchen d'Wëssenschaft, fir eis kënne weiderzeentwéckelen a fir deene groussen Erausfuerderunge vun der Zäit ze begéinen – denke mer nëmmen un déi energeetesch Transitioun.

Och am Gesondheetswiese musse mir eis ëmmer nees nei erfannen, eis a Fro stellen an eis verbesseren. Ouni Fuerschung an Innovatioun bléife mer stoen, dobäi wësse mir, dass d'Innovatiounsfäegkeet vun engem Land ee vun de wichtegste Facteure fir e qualitativ héichwäertege Wirtschaftswuesstem ass.

Zu Lëtzebuerg besteet de Secteur vun der Recherche publique aus dräi Haaptacteuren. Dir kennt se: de Fonds national de la recherche, d'Uni Lëtzebuerg an eeben déi dräi Centres de recherche publics. 2019 hat d'Regierung eng ëmfaassend Strategie virgestallt, fir d'Roll vun der Wëssenschaft ze stäerken an de Finanzement vun nationale Fuerschungsprojeten ze förderen.

An deem Kader goufe véier prioritär Domäner fir d'Fuerschung definéiert: Éischtens d'Educatioun vum 21. Joerhonnert, zweetens déi industriell Transformatioun, drëttens déi personaliséiert Medezinn a véiertens déi nohalteg Entwécklung.

Doriwwer eraus leet dës Strategie e besonnesche Fokus op de sécheren Traitement, déi sécher Behandlung vun de Fuerschungsdaten an op d'Kreatioun vun enger innovativer digitaler Wëssensgemeinschaft.

Wärend de Fonds national de la recherche fir de Finanzement an d'Koordinatioun vun dëser Strategie zoustänneg ass, këmmere sech déi dräi ëffentlech Fuerschungszenteren an d'Universitéit ëm déi praktesch Ëmsetzung dovunner. Mat der méijäreger Konventioun, der pluriannueller Konventioun vun 2022, gouf fir d'éischte Kéier d'Konzept vun de Missions de recherche agefouert. D'Zil heivunner ass et, d'Zesummenaarbecht tëscht den ëffentlechen an de privaten Acteure vun der Recherche ze förderen, andeems een zesummen no Léisunge fir eng spezifesch Missioun sicht, sief dat en technologeschen oder e gesellschaftlechen Challenge. Nom Modell vum Triple Helix wëllt een esou de Staat, d'Privatwirtschaft an den Enseignement supérieur méi enk matenee vernetzen.

Zu Lëtzebuerg ginn et, wéi gesot, dräi Centres de recherche publics: de LIST, de Luxembourg Institute of Science and Technology, den LIH, de Luxembourg Institute of Health, an de LISER, de Luxembourg Institute of Socio-Economic Research. Den Ament ginn d'Organisatioun an de Fonctionnement vun den ëffentleche Fuerschungszenteren duerch d'Gesetz vum 3. Dezember 2014 gereegelt. Ma genee dës gesetzlech Basis soll elo duerch de virleiende Gesetzesprojet verännert, moderniséiert ginn. Engersäits wëllt een esou der Entwécklung vum Fuerschungssecteur Rechnung droen an anerersäits d'Dispositioune vum CRP-Gesetz un déi vum modifizéierten Unisgesetz upassen. D'Gesetz vun der Uni Lëtzebuerg gouf nämlech schonn 2018 moderniséiert a reflektéiert déi nei Exigenze fir d'Fuerschung weesentlech besser wéi dat aalt Gesetz vun den ëffentleche Fuerschungszenteren.

Ech ginn elo kuerz a knapp op déi sechs wichtegst Punkte vun dësem Gesetzesprojet an.

An engem éischte Punkt preziséiert dësen Text, ënner wéi enge Bedéngunge perséinlech Date fir ëffentlech Fuerschungszwecker kënne genotzt ginn, dëst natierlech a Konformitéit mat eisem Dateschutzreglement.

Zweetens, d'Verwaltungsréit vun den éffentleche Fuerschungszentere ginn ëm jeeweils zwou Persounen erweidert. D'Unzuel vun de Membere geet deemno vun néng op eelef erop. Déi zwee nei Sëtz ginn engersäits un de President vun der Personaldelegatioun an anerersäits un ee Member vum Conseil de concertation verdeelt, also un zwee Personalvertrieder. Soumat wëllen d'Auteure vun dësem Gesetzesprojet dem Personal vun den Zentere méi Muecht bei verschiddenen Entscheedunge ginn.

Drëttens, dëse Gesetzesprojet stäerkt d'Direktioune vun de CRPen, andeems en zwee nei Poste schaaft: een Directeur adjoint an een Directeur financier et administratif. Béid Poste sinn allerdéngs cumulabel. Hei dernieft kritt de Verwaltungsrot nach d'Méiglechkeet, een Directeur des ressources humaines an een Directeur des systèmes d'information anzestellen.

An engem véierte Punkt, léif alleguer, ginn d'Konditiounen, fir de Congé scientifique kënnen unzefroen, ugepasst. Den Ament ass et esou, datt all Fuerscher, all Chercheur, deen an engem CRP schafft, vun dësem Congé ka profitéieren. An Zukunft soll dëse Congé awer just nach fir Fuerscher oppe sinn, déi dozou autoriséiert sinn, Recherchen ze dirigéieren, also fir Fuerscher, déi eng speziell Attestatioun hunn, genee wéi dat haut schonn op der Uni Lëtzebuerg de Fall ass. Mir alignéieren d'Dispositioune vum CRP-Gesetz also mat deene vum Unisgesetz a sécheren esou, datt all Fuerscher an der Recherche publique déi nämmlecht Konditioune muss erfëllen.

De fënnefte Punkt vun dësem Gesetzesprojet preziséiert, datt all véier Joer eng onofhängeg extern Bewäertung vun den éffentleche Fuerschungszentere muss gemaach ginn.

De sechsten a leschte Punkt féiert dann dat neit Konzept vun de Fuerschungsmissiounen an, dat ech virdru schonn erwäänt hat. Dës Missiounen an och déi prioritär Felder vun den Zentere ginn an der Convention pluriannuelle festgehalen a kënne jee no Bedarf, jee no Bedürfnis, flexibel ugepasst ginn. Dës Approche soll, wéi gesot, d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddene Fuerschungsacteure stäerken an erlaabt eng besser Reaktivitéit op d'Entwécklung an op d'Bedierfnesser vum Terrain. An deem Kader gouf ausserdeem en neien Domaine de recherche fir de LIST festgehalen, nämlech d'Weltraumfuerschung.

Zu gudder Lescht wëll ech nach op d'Avise vum Staatsrot an de Beruffskummeren ze schwätze kommen. De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle ausgeschwat, déi no den Amendementer vum Educatiounsministère, also vum Ministère vum Enseignement supérieur, muss een hei soen, dunn awer nees konnt opgehuewe ginn.

Souwuel d'Staatsbeamtekummer wéi och d'Salariatskummer hu sech doriwwer erfreet gewisen, datt een zweete Personalvertrieder vun de CRPen an de Verwaltungsrot vun den Zenteren derbäikënnt. Si froe sech allerdéngs, wisou d'Chercheure vun de Fuerschungszenteren an Zukunft méi strikt Bedingunge mussen erfëllen, fir vum wëssenschaftleche Congé, dem Congé scientifique, kënnen ze profitéieren. Hirer Meenung no hätt de Gesetzgeeber déi méi labber Konditioune vun de Fuerschungszenteren op d'Chercheure vun der Uni solle generaliséieren amplaz ëmgedréit.

Den Avis vun der Handelskummer ass, bis op e puer kleng Remarken, ganz positiv ausgefall. Si begréisst virun allem d'Verännerunge ronderëm d'Gouvernance vun den éffentleche Fuerschungszenteren an dee méi einfache Gebrauch vu perséinlechen Date fir d'Zwecker vun der Wëssenschaft. Här President, ech gesinn, meng Riedezäit ass ofgelaf, ech kommen och zum Schluss. Si bedauert allerdéngs – wuelbemierkt, d'Chambre de Commerce –, datt dëse Gesetzesprojet d'Recommandatioune vun der OECD iwwert d'Lëtzebuerger Innovatiounspolitick net consideréiert huet. Genee wéi d'OECD ass d'Chambre de Commerce nämlech der Meenung, datt d'Zesummenaarbecht tëscht de CRPen an der Uni nach méi gefërdert misst ginn. Dat nämmlecht géllt fir déi éffentlech-privat Partnerschaften an der Fuerschung.

Här President, léif alleguer, fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn och heimadder schonn den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Rapporter, dem Här André Bauler, Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass déi honorabel Madamm Octavie Modert.

Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter André Bauler. Dat Gesetz hei bréngt effektiv e puer Ännerungen am Beräich vun der Gouvernance bei den CRPen, an d'CSV hofft, datt et domat zur Stäerkung vun der Forschungslandschaft bäidréit, déi jo och weesentlech vun den CSV-Ministeren op d'Schinne gesat ginn ass a konditionéiert ginn ass am Ufank.

Mir ginn och eisen Accord do derzou, net awer ouni ze bemierken, datt ech mech eigentlech froen, firwat dat Gesetz hei elo komm ass an net d'Evaluéierung ofgewaart ginn ass, déi amgaangen ass respektiv fir déi mir elo virun dräi Deeg eng Convocatioun vun der Chamberskommissioun kritt hunn, wou mir dat géife virgestallt kréien. Eigentlech wär et vläicht logesch gewiescht, dat ofzewaarden, fir dat hei mat dran ze integréieren.

Positiv ass hei och, mengen ech, dat soll een ervirhiewen, datt d'Integrated BioBank an den LIH integréiert gëtt. Ech mengen, dat ass eng sënnvoll Saach, dat mécht Sënn, fir do och Synergien ze maachen.

Wéi gesot, d'CSV dréit dat hei mat. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. An da geet d'Wuert un d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools Merci, Här President. Aacht Joer ass et, wéi gesot, hier, datt déi éffentlech Fuerschungsinstitutiounen zu Lëtzebuerg nei organiséiert goufen, an zanterhier huet sech scho vill gedoen an eiser Landschaft, dofir ass et normal, datt bei der Organisatioun a beim Fonctionnement vun de CRPen nogebessert gëtt. An ech soen dem Rapporter Merci fir säin ausféierleche Rappport, dee mir et erlaabt, ganz kuerz ze bleiwen.

Ech wollt just drop hiweisen, dass ech et ganz wichteg fannen, datt den Accès zu den Daten hei extreem wichteg fir d'Recherche ass, an et ass gutt, dass dat elo heimadder gereegelt gëtt. Mir begréissen natierlech och, datt elo Personalvertrieder an de Verwaltungsréit vu LIST, LIH a LISER sinn, dass d'Generaldirektioune gestäerkt ginn an och, dass déi Missioune festgeluecht ginn an de plurinannuelle Konventiounen, mat natierlech och der Méiglechkeet ze amendéieren. Ech mengen, mir brauche kloer wëssenschaftlech Ziler, fir déi grouss gesellschaftlech Defie kënnen unzegoen. Mir mussen eis awer och kënnen déi néideg Flexibilitéit ginn, fir op nei Tendenzen an Ëmbréch a Fuerschung a Wëssenschaft kënnen anzegoen, Stéchwuert hei ënner anerem „artifiziell Intelligenz".

An domadder ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernand (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Och e grousse Merci un den honorabelen Här Bauler fir dee ganz gudden a komplette Rapport. Mir ginn eisen Accord heizou an ënnerstréichen, wéi eis Virriedner och, dass d'Fuerschung zu Lëtzebuerg extreem wäertvoll ass. Se erlaabt eis, evidenzbaséiert Entscheedungen ze huelen a setzt maassgeeblech Jalonen iwwert d'Zukunft vun eisem Land, andeems mir déi néideg Etüden an déi néideg wëssenschaftlech Recherchen a Fakten iwwer gesellschaftlech Entwécklungen an eisem Land hunn. Dat begréisse mir, dat wëlle mer stäerken, an dat maache mir mat dësem Gesetz.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. No deem ganz gudden, eloquente Rapport vum Här Bauler kënne mir am Fong just mat Jo stëmmen, an dat maache mer ganz gär. Ech ginn den Accord vun der ADR fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi, an e grousse Merci fir den exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport vum Rapporter. Et ass scho villes gesot ginn. Ech mengen, mir brauche Fuerschung, Fuerschung ass wichteg, an et ass jo och verréckt, wann ee gesäit, wéi vill Kapriolen ee muss maachen, virun allem bei allem, wat d'Protection des données ugeet, wat déi ganz Saach net einfach mécht, wou sech jo och hei wierklech schwéiergedoe ginn ass, fir déi eng Säit Protection-des-donnéeën ze respektéieren, an déi aner Säit awer och, datt iwwerhaapt ka gefuerscht ginn an Theeme wéi Kriibs, Autoimmunkrankheeten an esou weider an esou fort, wou mer wirklech hoffen, datt mer do awer weiderkommen. Voilà.

Merci nach eemol, a mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Héichschoul- a Fuerschungsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Merci, Här President. Ech wëll mech natierlech all deene Mercien un den André Bauler uschléissen, dee sécherlech och de Meritt huet, datt en duerch säi schréftlechen a mëndleche Rapport derzou bäigedroen huet, datt hei an deem Haus eng grouss Harmonie herrscht. An dofir wëll ech mech och net weider an déi Diskussiounen elo nach nodréiglech amëschen, fir déi Harmonie net ze stéieren. Villmools Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Héichschoulminister.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7996. Den Text steet am Document parlementaire 7996[9]. Ech wollt Iech drop hiweisen, datt am Artikel 12 (3) nach en Trackchange beim Wuert „cinquante" huet missen ewechgeholl ginn. Mir stëmmen elo iwwer den Text ouni dësen Trackchange of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7996 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Résolution de Mme Nathalie Oberweis au sujet de l'appel au Gouvernement français à respecter le droit de manifester et l'État de droit

(Résolution déposée en séance publique n° 43 du 25 avril 2023 – à consulter au compte rendu n° 15/2022-2023 en page 61)

Als leschte Punkt um Ordre du jour kënnt d'Resolutioun vun der Madamm Nathalie Oberweis, déi d'Chamber opfuerdert, en Appell un d'franséisch Regierung ze maache fir de Respekt vum Manifestatiounsrecht esou wéi vum État de droit.

Madamm Oberweis, als Auteur vun der Resolutioun, wëllt Der nach eppes soen?

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo merci, Här President, ganz kuerz, well ech se jo eigentlech scho virgestallt hunn. Ech wéilt nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer et wichteg fannen, dass mir als Chamber eis concernéiert spiere par rapport zu deem, wat am Ausland geschitt, par rapport zu deem, wat an eisem Nopeschland geschitt, net just, well et eist Nopeschland ass, mee och, well et en EU-Memberland ass – a schonn eleng dowéinst si mer och concernéiert.

Natierlech gesäit Frankräich sech als Pays des droits de l'homme, wéi si ëmmer erëm gär soen. Mir stellen awer fest, dass an de leschte Joren an elo erëm rezent dës Mënscherechter mat Féiss getruede ginn a Frankräich, a mir sinn immens besuergt iwwert dës Deriven u sech vum Staat, vun der franséischer Regierung, mat wéi vill Gewalt esou e Staat ka virgoen.

Dowéinster maache mir deen Appell un d'franséisch Regierung, dës Deriven och ze condamnéieren. Voilà, well mir mengen och, dass een ënner Frënn sech esou Saache muss kënne soen, well wann een et sech net seet, dat gesi mer jo och bei anere Staaten, da ginn déi Derivë weider. Da mengen déi, déi an der Verantwortung sinn, si kéinte weidermaachen. Dofir ass et immens wichteg, dass mir dee Courage huelen an dat soen, wat muss gesot ginn!

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Resolutioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

Discussion générale

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, an ech mengen effektiv, mir sinn alleguerten, wa mer d'Norichte kucken, beonrouegt iwwert deen déiwe Gruef, deen den Ament déi franséisch Gesellschaft spléckt. A mir bedaueren och déi, fannen ech, violent Manéier, mat där deen Debat gefouert gëtt.

Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass mir zu dësem Moment net déi richteg Plaz sinn, fir esou eng Motioun (veuillez lire: Resolutioun) unzehuelen. Dir hutt an Ärer Resolutioun och deen een oder aneren erwäänt, wou ech mengen, dass et wichteg wär, dass e sech géif drëms këmmeren, nämlech déi, déi sech hei an Europa ëm d'Mënscherechter këmmere – notamment de Conseil de l'Europe, den Europarot, oder och nach d'Europaparlament –, well dat gëtt dann och deene franséischen Intervenanten d'Geleeënheet, sech derzou ze äusseren, déi se hei bei eis net hätten. An dofir géif ech menge Kolleege roden, déi Motioun hei zu dësem Moment net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech schléisse mech am Fong de Wierder vum Här Cruchten un. Ech géif et net opportun fannen, wa mir eis haut géifen an déi franséisch Politick amëschen. Ech mengen, d'Schwieregkeet do iwwer ass grouss genuch. Mir stinn absolutt hannert der Fräiheet, Grèven a Manifestatiounen ze maachen, just: E Jugement haut iwwer dat ze maachen, wat a Frankräich geschitt, fannen ech net opportun, éischtens. Zweetens fannen ech, datt déi Situatioun, sou, wéi se hei beschriwwen ass an Ärer Motioun (veuillez lire: Resolutioun), och vläicht net der ganzer Situatioun gerecht gëtt, an de Sujet ass … Wann ee se géif unhuelen, mengen ech, misst een en anescht ugoe wéi just an deene puer Wierder, déi hei gesot ginn, soudatt mir dës Resolutioun op jidde Fall net kënne matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech deelen d'Motivatioun vun der Resolutioun, well et geet mer och net, wéi et a Frankräich de Moment ofleeft. Ech ka se awer och net matstëmmen, well se eigentlech eng generell Policegewalt suggeréiert, déi ech awer elo net all dem ganze Policecorps a Frankräich wëll ënnerstellen. Et ass eng schwiereg Situatioun, och fir d'Policebeamten um Terrain. Et ass awer eng politesch Entscheedung, déi derhannert steet, an et géif eigentlech der Chamber oder der Regierung vläicht besser stoen, nach eng Kéier an engem Gespréich mam President Macron – den Här Bettel huet jo awer gutt Relatioune mat him – vläicht eng Kéier en Hiweis ze maachen, dass dat do eis Suerge mécht. Mee et wär awer déi falsch Plaz elo, esou eng Resolutioun unzehuelen a virun allem de ganze Policecorps ënner Generalverdacht ze stellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech wéilt och vläicht e puer Kommentarer maachen, fir d'éischt awer der Madamm Oberweis Merci soen. Ech mengen, et éiert si an d'Kolleege vun deene Lénken, datt se e Sujet opbréngen, deen awer wierklech, mengen ech, vill Leit beweegt an och ville Leit Suerge mécht. Ech mengen, dat ass also a priori e Reflex, deen ee muss begréissen. Awer politesch wëll ech vläicht e puer Punkten awer soen.

Deen éischten ass, datt mir hei mierken – an d'Madamm Oberweis huet dat och an hirem Text gesot –, datt am Europäesche Parlament d'Fraktioune vun deene Gréngen a vun de Sozialisten en Text abruecht hunn. Ech huelen also un, dass d'Kolleegin Tilly Metz an de Kolleeg Marc Angel am Europaparlament dat matënnerstëtzen, wärend hir Parteien hei wëllen dergéint stëmmen. Ech stellen dat just fest, sou kann et eeben och emol sinn.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass, datt deen Text, esou luewenswäert an interessant en a priori erschénge kann, awer déi Fro opwerft: Wou a wéi wäit gi mer? Solle mer bei all Demonstratioun a wéi enge Länner am Ausland elo ufänken, esou Texter ze stëmmen? Well leider Gottes wësse mer, datt Gewalt a gewaltvoll Repressioun vun Demonstratioune keng Ausname sinn op dëser Welt. Se sinn heefeg, se si souguer an Europa heefeg a se si souguer an der Europäescher Unioun leider net onüblech. An déi Fro, déi sech da stellt, wa mer ufänken iwwer Repressioun vu Manifestatiounen ze schwätzen, ass: Maache mir dat elo allkéiers, wann an Holland, an anere Länner …, wa mer Zeene gesinn, déi eis interpelléieren an eis Suerge maachen? Dofir, mengen ech, muss ee sech ganz gutt iwwerleeën, wat mer géifen initiéieren, wa mer op dëse Wee ginn.

Déi drëtt Bemierkung, déi ech wéilt maachen, ass en Ausdrock vu Vertrauen. Frankräich ass eng Demokratie. D'Leit a Frankräich hu politesch a juristesch Méiglechkeeten, fir, mengen ech, dee richtege Wee ze sichen, fir dës Situatioun ze bewäerten, ze redresséieren an op vill Manéieren opzeschaffen. Dofir ass et déi Fro: Wou, a wéi enge Länner, solle mir iwwerhaapt Stellung huelen? Solle mer aner Demokratië beléieren? Ech wëll just drun erënneren, datt den internationalen Droit, deen eis och liéiert, e Grondprinzipp huet niewent aneren. An dee Grondprinzipp heescht: Netamëschung an déi intern Ugeleeënheete vun anere Staaten. Do gëtt et natierlech Méiglechkeeten, souguer vläicht Obligatiounen, Ausnamen ze maachen, nämlech dann notamment, wann déi betreffend Staaten net déi rechtstaatlech Garantië bidden, fir hire Leit Sécherheet an engem akzeptabele Mooss kënnen ze garantéieren. Dann, mengen ech, huet een eng mënschlech Verflichtung

ze soen: „Hei, mir sinn net dermadder d'accord." An da kann ee wierklech och argumentéieren, datt Ausnamen zu deem Prinzipp vum Vëlkerrecht net nëmme méiglech sinn, mee vläicht souguer gebuede sinn.

Awer am Fall vu Frankräich schéngt déi Konditioun wierklech net erfëllt ze sinn. An dowéinst mengen ech, sollte mir net optrieden als Schoulmeeschter géintiwwer eisem Nopeschland, mee se éischter, wéi mir dat esou dacks maachen, mat Respekt a Frëndschaft begleeden. Dat kann op vill Manéiere geschéien, och am Gespréich.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Resolutioun, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci, Här President. Ech wéilt just ganz kuerz reagéieren. Fir d'éischt op den Här Yves Cruchten: Ech bedaueren natierlech, dass Dir sot, et wär net opportun zu dësem Moment. Ech froe mech zwar, wat et bedeit, „zu dësem Moment". Wéini wär et e Moment, wou et opportun wär, eppes ze soen? Nach eng Kéier, ech mengen, dass et wichteg ass, sech ënner Frënn d'Saache respektvoll ze soen.

Dofir och, Här Wiseler an Här Kartheiser: Dir sot, et soll ee sech net amëschen. Ech hunn dem Här Wiseler seng Wierder scho quasi geroden, éier hie se gesot huet. Ech war mer sécher, dass hien dat géif soen: „Mir sollen eis net amëschen." Woubäi, och nach eng Kéier: Ech mengen – an och fir den Här Kartheiser –, ech mengen, do, wou ee Frënn ass, wann ee Liene mateneen huet, an ech mengen, mir hu genuch Liene mat eisem Nopeschland Frankräich, da muss ee sech dat dach kënne soen. Wéini ass dann dee Punkt ereecht, wou mer eis kënnen eppes soen? Dat heescht, mir mussen … Wat muss da geschéien, fir dass ee ka soen: „Dat do geet elo ze wäit?" Et ass einfach eng Gefor do an et kann een och …, ech mengen, et muss ee sech dat awer kënne soen! Et ass jo näischt Gewaltvolles, dat ze soen.

An ech mengen, dem Här Goergen géif ech awer ganz gär soen – an ech muss et soen! –: Ech sinn es e bësse leed, hei ënnerstallt ze kréien, dass, wann een eppes kritiséiert oder uprangert, wat net geet, e Mëssstand, an deem heite Fall Violence policière oder an engem aneren Debat d'lescht Joer Violence obstétricale et gynécologique …, och do krut ech e Generalverdacht ënnerstallt. Ech sinn däers leed! Et ass net, well ee Mëssstänn uschwätzt, et ass net doweinst, dass een e ganze Corps institutionnel un de Pranger stellt. Dat ass net dat selwecht! Mir musse kënne Mëssstänn uprangeren a soen: „Dat do geet net!" An ënner Frënn muss ee sech dat kënne soen!

Villmools merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, mir kënnen … Nee, den Här Cruchten wëll nach eng Kéier dorobber reagéieren. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wëll der Madamm Oberweis soen, dass et si effektiv éiert, dass si dat dote revoltéiert, an ech mengen, mir sinn zu vill hei, déi revoltéiert sinn, wa mer déi Biller do kucken.

Dir hutt mech gefrot, firwat ech gesot hunn: „zu dësem Moment net opportun". Ma ech hunn dat express gesot, well mer … Mir hu jo och schonn hei an der Chamber emol Motiounen oder Resolutiounen ugeholl, déi aner Partnerlänner betreffen. Ech ka mech un eng Resolutioun erënneren iwwer Ungarn. Ech wëll awer do rappeléieren: Do hu mir awer net einfach op iergendwellech Zeitungsartikele reagéiert, mee do hu mer reagéiert, nodeems – sou wäit ech weess – am Europarot véier Rapporte gemaach gi sinn. Ech mengen, ech war selwer Auteur vun zwee Rapporten dovunner. Dat selwecht hate mer gemaach mat China, wat de chineeseschen Ëmgang mat den Uiguren ugaangen ass. Dat hu mer gemaach, nodeems d'Madamm Bachelet vun der UNO do e Rapport virgeluecht huet.

Mir reagéieren also net einfach aus dem Bauch eraus op alles. An ech muss och elo hei dem Här Kartheiser Recht ginn: Ech gesinn nämlech och, dass a Frankräich awer all d'Garantien do sinn, dass de franséische Rechtstaat déi Saachen do wäert esou, wéi et soll sinn, opschaffen an dass, wann do Abuse waren, déi Leit, déi Abuse gemaach hunn, dann och zur Rechenschaft gezu ginn. Do maachen ech mer bei eise franséischen Noperen op alle Fall wéineger Gedanken.

Merci dofir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Et deet mer leed, just ganz kuerz, just eng kleng Remark, well dat doten ass eppes, wat mer elo an der Lescht méi oft héieren hunn, dass déi Referenzen, op déi ee sech hei baséiert, fir Mëssstänn unzeprangeren, a Fro gestallt ginn. Dir sot, et wieren e puer Zeitungsartikelen. Et geet net just ëm e puer Zeitungsartikelen, et geet ëm – ech hu se hei genannt! – d'Idée des droits de l'homme, dat ass awer eng Referenz a Frankräich, déi gëtt et zënter 150 Joer oder ech weess net wéi laang. De Conseil européen, de Commissaire des droits de l'homme vum Conseil européen, sorry, mee dat sinn awer Referenzen! Mir schwätzen awer net vu vereenzelten Zeitungsartikelen! An ech muss soen, dat doten ass eppes, wat mir an der Lescht hei méi oft héieren, dass Temoinagë respektiv d'Referenzen, déi een huet, hei a Fro gestallt ginn – an ech fannen dat ganz grav!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Da kéime mir elo zum Vott vun der Resolutioun.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration.

(Plusieurs députés se lèvent.)

Wannechgelift, laaft nach net fort, well et kënnt nach en Depot vun enger Motioun!

De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass bei 3 Jo-Stëmmen, 55 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la résolution est rejetée par 2 voix pour, 56 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Elisabeth Margue), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

12. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

Da géif ech nach dem Här Jeff Engelen d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Engelen, Dir hutt nach d'Wuert.

Exposé

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Jo, Merci, Här President. Ech hätt léiwer d'Fro méi am Ufank vun der Sitzung gehat, dann hätten d'Kolleege se och kënne mat op de Wee huelen. Mee nichtsdestotrotz sinn ech awer frou, se däerfen ze deponéieren. Ech soen Iech Merci.

Mir musse feststellen, datt d'gesetzlech Grenz vun 78 Krankheetswoche fir schwéierkrank Mënschen eng Existenzmenace duerstellt, well hinnen no dëser Frist den Ausschloss aus de Sozialversécherunge bevirsteet. An eiser haiteger Zäit ass dat net méi …, et muss ee soen, dass dat net méi ka sinn! An déi Mënschen, déi – aus trëftege Grënn, wëll ech betounen, trëftege Grënn! – iwwer laang Siicht net kënne schaffe goen, falen dann duerch dat soziaalt Netz. Ech hat schonn x där Fäll a menger Karriär als Gewerkschaftler an och an der Politick.

Ma dofir géif ech virschloen – dat maachen ech da mat dëser Motioun –, déi gesetzlech Grenz vun 78 Wochen ofzeschafen an ze ersetzen duerch e Modell, dee garantéiert, dass schwéierkrank Leit entweeder esou laang kënne krankgeschriwwe bleiwen, bis se gesond sinn, oder dass iwwer e reegelméissege Monitoring vum Gesondheetszoustand eng aner Léisung fir si fonnt ka ginn, woubäi de gesondheetleche Monitoring iwwert de Contrôle médical vun der Sécurité sociale lafe misst, doniewent nom Beispill vun der Commission mixte de reclassement e speziellen Organe de Suivi soll schafen, deen op Avis awer och vum Contrôle médical de weidere Suivi vum Versécherten a sengem Dossier statuéiert, mam d'Zil, datt zu all Moment seng Sozialversécherung ka bleiwen. Ech mengen, dat wier wichteg fir déi Leit, well déi falen dacks nach duerch d'soziaalt Netz, an da grad besonnesch déi Leit do, déi et betrëfft, dat si ganz dacks schwéier krank Leit. Wann déi nach zousätzlech mussen an deem Beräich do aktiv ginn, ech mengen, dat ass mënschenonwürdeg a mir sollen eis an där Richtung eppes iwwerleeën.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Wannechgelift.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– déi gesetzlech Grenz vun 78 Krankheetswoche fir schwéier krank Mënschen eng existenziell Menace duerstellt, well hinnen no dëser Frist den Ausschloss aus der Sozialversécherung drot,

ass sech bewosst, datt

– et am Joer 2023 net méi ka sinn, datt Mënschen, déi aus triftege Grënn iwwer laang Siicht net kënne schaffe goen, duerch dat soziaalt Netz falen,

fuerdert d'Regierung op,

– déi gesetzlech Grenz vun 78 Wochen ofzeschafen an ze ersetzen duerch e Modell, dee garantéiert, datt schwéier krank Leit entweeder esou laang kënne krankgeschriwwe bleiwen, bis si nees geneese sinn, oder iwwert e reegelméissege Monitoring vum Gesondheetszoustand eng aner Léisung fir si fonnt ka ginn (Reclassement, provisoresch oder definitiv Invaliderent oder Altersrent), woubäi de gesondheetleche Monitoring iwwert de Contrôle médical vun der Sécurité sociale lafe misst;

– donieft, nom Beispill vun der Commission mixte de reclassement, e speziellen Organe de suivi ze schafen, deen op Avis vum Contrôle médical iwwert de weidere Suivi vum Versécherte sengem Dossier statuéiert, mam Zil, datt zu all Moment seng Sozialversécherung bestoe bleift.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 2. an 3. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.50 heures.)

47e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président | M. Fernand Kartheiser
4. **Heure de questions au Gouvernement** p. 40

   Question n° 425 du 2 mai 2023 de M. Marc Spautz relative à l'étude « État des lieux des enjeux et des risques de la réduction du temps de travail », adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 40
   M. Marc Spautz | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de M. Marc Spautz)

   Question n° 426 du 2 mai 2023 de M. Gusty Graas relative à la problématique du traitement des boues d'épuration, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 41
   M. Gusty Graas | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 437 du 2 mai 2023 de M. Jeff Engelen relative aux licences sportives, adressée à M. le Ministre des Sports p. 42
   M. Jeff Engelen | M. Georges Engel, Ministre des Sports

   Question n° 428 du 28 avril 2023 de Mme Cécile Hemmen relative à la participation des sportifs russes aux Jeux olympiques de 2024, adressée à M. le Ministre des Sports p. 42
   Mme Cécile Hemmen | M. Georges Engel, Ministre des Sports

   Question n° 429 du 2 mai 2023 de M. Marc Spautz relative aux difficultés de recrutement persistant dans le transport routier, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 43
   M. Marc Spautz (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

   Question n° 430 du 28 avril 2023 de M. Marc Hansen relative à la mise en œuvre de la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 43
   M. Marc Hansen | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (intervention de Mme Octavie Modert)

   Question n° 431 du 2 mai 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative aux négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 44
   Mme Myriam Cecchetti | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 432 du 2 mai 2023 de M. André Bauler relative à la fermeture de l'agence de la Caisse nationale de santé (CNS) à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 45
   M. André Bauler | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

   Question n° 433 du 2 mai 2023 de M. Marc Goergen relative à l'acquisition d'un terrain pour la construction d'un nouveau bureau de police à Pétange, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 46
   M. Marc Goergen | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

   Question n° 434 du 28 avril 2023 de Mme Francine Closener relative à l'évaluation de la passerelle des sciences sociales vers la formation de l'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 46
   Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 435 du 2 mai 2023 de Mme Martine Hansen relative à l'installation d'une cabane à vocation didactique et pédagogique dans une forêt de la commune de Schuttrange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 47
   Mme Martine Hansen | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
5. **7945 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union** p. 48
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (dépôt de la motion 1)
   Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 2) | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7945 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Laurent Mosar | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth)
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : M. Charles Margue | M. Laurent Mosar | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 2 mai 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8206 – Projet de loi concernant la mise sur le marché des organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 27/04/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2749 – Demande de pétition publique : Pour un service Adapto qui fonctionne vraiment

Dépôt : Mme Ana Pinto, le 25/04/2023

2750 – Demande de pétition publique : Besser behandelt gi wärend de Stagen (Infirmièresschoul)

Dépôt : Mme Mara Bellanima, le 25/04/2023

2751 – Demande de pétition publique : Droit au congé payé quand on est au chômage

Dépôt : M. Fabrizio Minacapilli, le 27/04/2023

2752 – Demande de pétition publique : Gegen die Abschaffung des Bargeldes

Dépôt : Mme Carmen Rivoldini, le 30/04/2023

2753 – Demande de pétition publique : Gilet fluorescent pour personnes qui roulent en trottinette électrique dans les rues des villes

Dépôt : M. Arsène Jean Joseph Kreins, le 01/05/2023

2754 – Demande de pétition publique : Die praktische Führerscheinprüfung soll auch weiterhin in Wiltz durchgeführt werden können. L'examen pratique du permis de conduire doit continuer à être organisé à Wiltz

Dépôt : M. Maurice Muller, le 01/05/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Mir si mam Ordre du jour averstanen. Ech wollt awer eng Bemierkung zum Theema „Ordre du jour" maachen, wann Der erlaabt. Mir haten déi lescht Woch op Initiativ vun eise Kolleege vun déi Lénk eng Diskussioun iwwert d'Gewalt a Frankräich. A mir sinn hei als Chamber, inklusiv op der Säit vun deenen dräi Regierungsparteien, zur Konklusioun komm, datt et net appropriéiert wär, dat ze condamnéieren. Dat war eigentlech d'Iddi, déi d'Kolleege vun déi Lénk hei proposéiert haten. A mir sinn hei an der Chamber mat grousser Majoritéit zu enger anerer Konklusioun komm.

Elo liese mer awer an der Zeitung gëschter, datt d'Regierung et gemaach huet zu Genève. An ech wollt dowéinst awer eng Kéier d'Fro vun der Koordinatioun opwerfen tëschent deem, wat mir hei an der Chamber decidéieren, freides oder donneschdes – ech mengen, et war de leschten Donneschdeg –, an deem, wat dann d'Regierung deen Dag drop praktesch zu Genève mécht.

Ech mengen, do misst een awer eng Kéier kucken, datt mer déi Decisiounen, déi mir hei huelen – an ech mengen, mir sinn ëmmerhin deen éischte Pouvoir am Land –, awer der Regierung an enger Form matdeelen, datt se dann net deen Dag drop de Contraire an hirer Diplomatie am Ausland mécht. Ech wollt dat just soulevéieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser, fir déi doten Informatioun. An da wäerte mir dono kucken.

(Hilarité)

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Als Alleréischt hu mer d'Fro Nummer 425 vum Här Marc Spautz un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Etüd vun der Aarbechtszäitverkierzung. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 425 du 2 mai 2023 de M. Marc Spautz relative à l'étude « État des lieux des enjeux et des risques de la réduction du temps de travail », adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch ass hei zu Lëtzebuerg eng Etüd vum LISER iwwert d'Aarbechtszäite virgestallt ginn. Mir haten och eng Diskussioun an der zoustänneger Chamberskommissioun, net méi spéit wéi leschten Donneschdeg. Do ass och driwwer diskutéiert ginn iwwert d'Detailer an iwwert d'Statistiken, an dat statistescht Material, wat géif virleien, ob do allkéiers dat richtegt Material do wier. An do hate mer e reegen Austausch, deen awer do zur Konklusioun komm ass, dass dat alles deem géif entspriechen, wéi et virläit.

Dofir war et haut de Moien, nodeem de Minister jo schonn e bësse kritiséiert gi war iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Etüd zustane komm war, och vun de Sozialpartner – wann een dat nach eng Kéier noliest, och iwwert déi Rieden, déi gëschter an der Abtei Neumünster oder zu Réimech gehale gi sinn –, dach awer e bëssen iwwerraschend, dass en héije Beamten aus engem anere Ministère oder vun enger anerer Verwaltung – fir net ze soe vum Statec – op eemol mat anere Chifferen opgetaucht ass wéi déi, déi an der Etüd stinn. An den Här Allegrezza vum Statec seet, dass hei zu Lëtzebuerg an der Moyenne 1.527 Stonnen d'Joer géife geschafft ginn an dass een eng Diskussioun misst féieren iwwer alles dat, wat do wier.

Ech zitéieren en elo net Wuert fir Wuert. En huet am Fong gesot, mir hätten e „literaresche" Beitrag kritt iwwer alles dat, wat et op deenen anere Plaze géif ginn. Mee do misst een elo mol eng Paus maachen an et misst een e Recul huelen an et misst ee mat anere Chifferen operéiere wéi deenen, déi do wieren. An de Statec wier och bereet, do eng Hand mat unzepaken, wann do Froe wieren, fir iwwert déi Fakten an alles dat, wat an der Aarbechtszäitdiskussioun do wier ..., dass hien dann och do géif zur Verfügung stoen oder seng Verwaltung do géif zur Verfügung stoen, fir iwwer Aarbechtszäitreduktioun ze schwätzen. Mee op alle Fall misst een elo mol eng Paus maachen, well do wier net alles esou, wéi dat an der Etüd géif stoen.

An dofir elo meng Fro un eisen Aarbechtsminister. Mir sinn elo e bësse paff, well esou eng änlech Diskussioun ass jo an der Kommissioun gefouert ginn, wou och Leit déi Fro opgeworf hunn. Do war eng Äntwert komm. A wann awer dann den Direkter vun dem statisteschen Institut vun der Lëtzebuerger Regierung op eemol och alles a Fro stellt, da muss et awer erlaabt sinn, dass een och als Deputéierten esou Froe stellt. An do wier et awer elo wichteg fir eis ze wëssen: Wat fir eng Zuele si richteg a wat soll een elo vun deene jeeweilegen Zuelen halen?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung, den Här Georges Engel, huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här Spautz, fir déi Fro. Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn de Moien den Interview net héieren, mee ech hunn awer, nodeem ech drop opmierksam gemaach gouf, gelies, wat um Site vun RTL dann och stoung. An ech kann Iech just dat selwecht soen, wat ech Iech en Donneschdeg an der Kommissioun gesot hunn. An do hunn ech et u sech net gesot, mee do hunn d'Leit vum LISER gesot, firwat d'Zuele vun 2016 an net vun 2020 geholl goufen: Well d'Zuele vun 2016 déi sinn, déi an der Enquête, déi all véier Joer gemaach gëtt iwwert de Coût vun der Main-d'oeuvre, ermëttelt gi sinn. Dat ass eng Labor Cost Survey, déi all véier Joer gemaach gëtt, an dat sinn déi lescht fiabel Chifferen, déi se hunn.

2020 ass och eng Etüd gemaach ginn, mee déi stoung schonn ënnert dem Stär – vläicht net esou gudde Stär dann – vum Covid. An dofir huet de LISER decidéiert, sech net op déi Zuele vun 2020, mee op d'Zuele vun 2016 ze baséieren. An dat sinn elo déi lescht, an déi nächst, déi elo kommen, dat sinn déi vun 2024, wou dann eng nei Etüd dann och gemaach gëtt.

Et gëtt och nach aner Chifferen. Bei deene vum Eurofound gëtt et och eng Enquête, déi gemaach ginn ass, dat 2021, op déi sech awer de LISER net baséiert huet, fir d'Etüd ze maachen. Mee hei sinn dann d'Chiffere vum Eurofound, déi vun 2021 sinn: Do gëtt gesot, datt hei zu Lëtzebuerg an der Moyenne an der Woch 42,7 Stonne geschafft gëtt, an Däitschland 41,5, an der Belsch 40,6 an a Frankräich 40.

An elo kéint een d'Fro stellen, ob hei net mat där Ausso, déi den Här Allegrezza de Moien am Radio

gemaach huet ..., ob hei och ëmmer dat Richtegt matenee verglach gëtt. Well Dir wësst, dass och virun e puer Wochen eng Studie erauskomm ass vun der Schwäiz. An do ass souguer gesot ginn, datt d'Leit nach vill manner géife schaffen: 30 Stonne géife se nëmme schaffen. Et muss een natierlech wëssen, wat ee matenee vergläicht. Well ech hunn haut op eng Question parlementaire vun der Madamm Hartmann geäntwert, wat d'Zuel vun den Deelzäitmataarbechter, vun de Leit, déi Deelzäit schaffen, ugeet.

An effektiv, bei de Leit, déi Deelzäit schaffen, ass d'Proportioun an d'Luucht gaangen. Do sinn et der an deene leschten zéng Joer ëmmer méi ginn. A wann een dann natierlech kuckt, wat d'Gesamtaarbechtszäit ugeet an et hëlt een d'Deelzäitbeschäftegt mat de Vollzäitbeschäftegten, jo da kann een natierlech soen, datt d'Aarbechtszäit pro Persoun warscheinlech erofgaangen ass, well et einfach vill méi Deelzäitaarbechter gouf. Mee dat kann een awer net matenee vergläichen. Et muss ee jo e Vollzäitmataarbechter mat engem Vollzäitmataarbechter vergläichen, well soss ass engem seng Rechnung jo net richteg.

Vläicht ass d'Confusioun déi. Ech kann Iech dat awer net mat 100%eger Sécherheet soen. Ech wäert op alle Fall nofroen, wouhier déi Chiffere vu 1.500 ... – wat hat Der gesot? 1.536? ...

M. Marc Spautz (CSV) | 1.527.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | ... 1.527, voilà, et gëtt ëmmer besser! – dann hierkommen, an doropshi wäert ech dann den Här Allegrezza och froen, wou hien dann un déi Chiffere kënnt.

Ech wëll Iech just nach soen, dass mer eng Etüd vum Statec hu vun 2019 – dat ass och nach net esou laang hier –, do war d'Iwwerschrëft: „On travaille plus d'heures au Luxembourg que dans les pays voisins".

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 426 vum Här Gusty Graas un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Problematik vum Klärschlamm. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 426 du 2 mai 2023 de M. Gusty Graas relative à la problématique du traitement des boues d'épuration, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Problematik vun der Entsuergung vum Klärschlamm ass méi wéi bekannt. Zënter datt Frankräich decidéiert huet, datt et keen Import méi vum Lëtzebuerger Klärschlamm akzeptéiert, huet d'Situatioun sech nach verschlechtert. An et gëtt estiméiert, datt bis d'Joer 2040 ronn 15.000 Tonne gedréchente Klärschlamm mussen entsuergt ginn. Dovunner mécht eleng de Klärschlamm vun der Stad Lëtzebuerg 28,81 % aus.

Dowéinst sinn och elo an deene leschte Méint verschidde Sitten zréckbehale ginn, wou een am Fong kéint, sief dat iwwert de Wee vun der Verbrennung, sief dat iwwer en anere Wee, versichen, de Klärschlamm ze entsuergen.

Mir hunn de Moment jo och eng reng néng Acteuren, déi dofir kompetent sinn, dovunner zwou Gemengen a siwe Syndikater, déi sech also musse Gedanke maachen: Wéi kënne mer de Klärschlamm an Zukunft entsuergen?

De Moment ass jo och d'Diskussioun, fir eng Konventioun auszeschaffen. Do ass och d'Iddi, en iwwergeuerdente Syndikat ze grënnen, fir ze kucken: Wéi kënne mer, wéi gesot, dee ganzen Traitement do an de Grëff kréien?

Duerfir misst natierlech och e Spezialgesetz vun der Chamber gestëmmt ginn. An duerfir wollt ech awer elo e puer Froen un d'Madamm Ministesch stellen, well dat awer eng gewëssen Urgence elo duerstellt.

Éischtens emol: Wéi ass d'Situatioun de Moment iwwerhaapt? Si mer an der Situatioun, dass sech gewëssen Enkpäss astellen, wat d'Entsuergung vum Klärschlamm ubelaangt?

Zweetens: Gëtt et scho méi konkreet Aussoen, wat eeben elo déi fënnef zréckbehale Sitten ubelaangt, wou da vläicht herno wäert definitiv d'Entsuerge vum Klärschlamm, sief dat iwwert de Wee vun der Verbrennung oder iwwer en anere Site oder op eng aner Manéier, decidéiert ginn?

An dann – ech mengen, dat ass u sech dat, wat eis de Moment déi meeschte Suerge mécht – hu mer a sechs Woche Gemengewalen. A wat heescht dat konkreet? Wann elo eng Konventioun ausgeschafft gëtt, muss een einfach do ganz éierlech sinn: Et ass keng Gemeng méi, déi à même ass, déi Konventioun elo nach an de Gemengerot ze bréngen.

An dann däerf een och net vergiessen: No de Gemengewalen, déi den 11. Juni sinn, kréie mer och eng nei Zesummesetzung an deenen eenzelne Syndikater. Mir wëssen och, wat dat bedeit. Dat wäert sech dann iwwer Méint hinzéien. An och wat d'Chamber ubelaangt: Spéitstens Mëtt Juli wäert dës Chamber weider keng Gesetzer méi stëmmen. An dowéinster ergëtt sech natierlech do eng Rei Froen nach zousätzlech.

Duerfir: Wéi gesäit d'Madamm Ministesch elo déi aktuell Situatioun, well et eis eeben un engem reglementaresche legislative Pak feelt, fir déi ganz Problematik herno ze geréieren? Bestinn net duerch déi Contrainten, déi amgaang sinn, elo ze entstoen, dach awer gewësse Problemer? Wéi kënne mer déi ganz Situatioun an de Grëff kréien, well, wéi gesot, den Export praktesch net méi méiglech ass? An aus deem ganze Pak vu Problemer eraus wier ech nawell frou, Madamm Ministesch, wann Der eis géift haut e puer Informatioune ginn, wat den Traitement vum Klärschlamm an Zukunft ubelaangt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg, Här President, léif alleguerten. Merci, Här Graas, fir déi Fro. Dir hutt scho villes gesot. Laut dem Waassergesetz sinn d'Gemenge verantwortlech fir d'Drénkwaasserversuergung an och fir d'Kollekt an d'Traitement vum Ofwaasser, an dozou geheiert natierlech dann och d'Gestioun vum Klärschlamm.

Et gëtt am Schnëtt pro Kläranlag en Duerchschnëtt vu 50 Gramm Klärschlamm pro Dag a pro Awunner produzéiert. A wann ee weess, dass eis Awunnerzuel an d'Luucht geet, da weess een, dass de Klärschlamm an der Quantitéit natierlech och an d'Luucht geet an dass bis 2040 14.000 bis 15.000 Tonne renge Schlamm pro Joer wäerten ufalen, Dréchesubstanz natierlech.

Wéi Der richteg gesot hutt, ass an der Vergaangenheet d'Hallschent vum Klärschlamm a Frankräich exportéiert ginn, déi dann iergendwann decidéiert hunn, dass se kee méi wéilten unhuelen, wat natierlech dann d'Situatioun och weider verschäerft huet, soudass mer hu missen no anere Méiglechkeete kucken.

Am Moment geet e Groussdeel dovunner nach an Däitschland. En Deel, duerch déi Noutsituatioun, ass och hei zu Lëtzebuerg stockéiert ginn, mee dat ass keng gutt Situatioun a keng final Situatioun.

An dofir gouf et awer och scho virun e puer Joer Gespréicher mat Leit aus der Privatwirtschaft, fir ze kucken, ob een do keng gemeinsam Léisung kéint fannen, fir et och dann energeetesch ze notzen. Déi Zesummenaarbecht, déi huet missen opgehale ginn, well dee Projet deemools vun de Gemenge mat aneren Acteuren zesumme verworf ginn ass. Dat heescht, mir hunn no anere Léisunge gesicht. Zesumme mat de Gemengen huet den Ëmweltministère éischt Studien integral selwer finanzéiert, fir eng Bestandsopnam ze maachen a generell Konzepter auszeschaffen. Do gouf decidéiert, d'Machbarkeet op fënnef verschiddene Standuerter ze analyséieren, an et gouf och decidéiert, dass sech géif zesummegeschloss ginn, wéi Der och scho richteg gesot hutt, an dass an enger éischter Etapp sollt eng gemeinsam Konventioun ausgeschafft ginn a mëttelfristeg dann – oder, jo, relativ geschwënn, jee nodeem, wéi dat da méiglech ass – e gemeinsaamt Syndikat zwëschent deene Syndikater, déi Der opgezielt hutt, plus eeben zwou Gemengen, gegrënnt ginn. Voilà.

Déi ganz Bestriewunge sinn och an engem Comité de suivi begleet ginn, wou souwuel d'Direktioune vun all Syndikat vertruede waren, an domat dann och d'Gemengen, wéi och Leit aus eisem Ministère. Dat heescht, dat ass eng gemeinsam Aarbecht, déi och ganz gutt an intensiv verleeft.

An ech wëll op dëser Plaz och nach e Merci lassginn un all déi Leit, déi hei mat zesummegeschafft hunn. Wéi gesot, dat waren d'Direktioune vun de Syndikater, awer och juristesch Servicer vun der Stad Lëtzebuerg, an awer och mam Inneministère gouf intensiv zesummegeschafft, fir elo Léisungen ze fannen.

Déi Konventioun ass schonn zum Deel ausgeschafft ginn a se war relativ wäit virgeschratt. Du koumen awer nach eng Rei Detailfroen, souwuel vum Inneministère wéi awer och vun eenzelne Gemengen. An och d'Gemenge selwer hu fonnt, et wär elo net de Moment, wéi Der richteg gesot hutt, fir dat elo nach virun de Gemengewalen ze maachen, well dat awer Engagementer sinn, déi wichteg sinn. Et geet do ëm lauter Machbarkeetsstudien, ëm 88 bis 99 Milliounen Euro, déi an Zukunft déi dote Léisung wäert kaschten.

Dat heescht, do ass et gutt, dass een dat mécht mat deene Leit, déi dann am Hierscht wäerten en place sinn an deenen eenzelne Syndikater. Dat heescht, och wann d'Bestriewung war, dat doten nach wa méiglech virun de Gemengewalen duerchzekréien, wäert dat awer elo net kënne gemaach ginn, well mer et besser fannen, dass mer eis elo nach déi néideg Zäit huelen, fir déi Detailer ze klären.

Och wann et Detailer sinn, geet et awer trotzdeem dann doriwwer, wéi d'Finanzéierungsplanung soll am Detail ausgeschafft ginn. Do gëtt och elo nach dru geschafft. Et ass net, dass mer dat elo op d'Säit leeë bis am Hierscht, mee et ass awer eréischt am Hierscht, wou do Engagementer kënne geholl gi vun deene Leit, déi dann nei nominéiert oder frësch nominéiert ginn an déi eenzel Syndikater, déi dann och mussen hir Responsabilitéit kënnen huelen. Et wär, mengen ech, net gutt, dat elo ze maachen an dat elo séier nach duerchzehetzen.

Voilà, dat wär dat, wat ech dozou wollt soen. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Dann huet d'ADR-Sensibilitéit gefrot, fir déi 3. Fro duerch hir 13. Fro ze echangéieren.

Une voix | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Domadder kéime mer dann zur Fro Nummer 437 vum Här Jeff Engelen un den Här Sportsminister iwwert d'Lizenzen an de Sportveräiner. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 437 du 2 mai 2023 de M. Jeff Engelen relative aux licences sportives, adressée à M. le Ministre des Sports

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro gouf gedréint op Wonsch vum Sportsminister, well hien nach herno eng aner Verflichtung huet. Duerfir sinn ech da frou, datt en awer d'Fro nach unhélt.

Duerch d'Coronakris hunn d'Sportsveräiner duerch d'Verléiere vu ville Lizenze massiv gelidden. Sport ass awer, wéi mer all wëssen, e Schlësselelement fir d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun de Mënschen, souwuel fir Fräizäit- an och Amateursportler wéi och fir déi professionell Athleeten.

Fir de Sport hei am Land erëm ze beliewen, sinn d'Veräiner op d'Basis ugewisen. Si brauche Mëttelen, fir Leit unzezéien an hinnen de Wonsch ze ginn, sech an de Veräiner anzeschreiwen.

Do ass dann d'Iddi opkomm, fir eng „Licence unique" anzeféieren. Dem COSL no géif dat awer kee Sënn maachen. An duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéi ass d'Regierung zu där Iwwerleeung agestallt, eng Licence unique fir Leit, déi sech an de Veräiner wëllen aschreiwen, anzeféieren, fir domadder och de Sport erëm méi attraktiv ze maachen, dat no dräi Joer Coronakris?

An dann hätt ech nach e puer aner Froen. Well nëmme verschidden – dat wier dann déi zweet – Doktere mat där spezieller Qualifikatioun däerfen de Médicosportif maachen, bréngt dat deels laang Waardezäite mat sech. An duerfir wär och hei meng Fro un d'Regierung, wann en Accord géif fonnt ginn, wéi och ëmmer deen ausgesäit, de Veräiner d'Mëttelen ze ginn, fir dee medezinnesche Rendez-vous selwer ze maachen oder méi schnell ze maachen.

An dann eng aner Fro ass: Bei de Pupilles a bei de Bambini – dat wëllt soen: de Sport ënner zéng Joer – geet den Avis vun engem Hausdokter duer, fir datt ee Sport kann dreiwen. Wier et net vläicht och eng Iwwerleeung, deen Alter e bëssen eropzesetze vun 10 op – soe mer – 13 oder 14 Joer? Well ech mengen, ech gesinn et jo bei eis am Fussball: Déi meescht komme bis 13, 14 Joer, an dann huet een e bëssen eng Tendenz, datt een ëmmer manner Lizenzen huet. An deem Sënn wier dat vläicht eng Vereinfachung vun der Saach.

An ech géif Iech elo schonn, Här Minister, Merci soe fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Den Här Sportsminister Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Merci, Här President. Merci och dem Jeff Engelen fir déi Froen. Et sinn der dräi. Zu der éischter, dat ass déi vun der Licence unique: Do ass et esou, dass mer an enger vun deenen éischte Reuniounen, déi ech mam COSL hat, déi Iddi do lancéiert hunn. An den COSL huet och du mat de Verbänn an och mam Sportlycée un deem dote Sujet geschafft. An et gouf dunn en Aarbechtsgrupp gegrënnt, wou dann och intensiv probéiert gouf, eng Léisung do ze fannen.

D'Problematik huet sech allerdéngs méi komplex duergestallt, wéi een dat am Ufank vläicht op den éischte Bléck konnt mengen. An duerfir hu mer och d'Konklusioun gezunn, de System u sech ze loossen, wéi en elo ass. Well den Aarbechtsgrupp huet festgehal, datt mir am Moment, esou wéi et elo ass, schonn u sech eng Licence unique hu fir d'Ekippesportaarten. Do ass dat elo schonn esou machbar. Et ass dat, wat am Aarbechtsgrupp erauskoum. Also virun allem d'Ekippesportaarten, do géif esou eng …

Pardon, ech hu mech geiert! Bei den Ekippesportaarte géif et Problemer maachen, Licences uniques ze maachen – pardon, ech hu mech do geiert –, duerfir wär et also schwiereg, dat ëmzesetzen. An duerfir ass dunn am Einvernehme mam COSL, mat de Verbänn a mam Sportlycée gesot ginn, dass mer de System mat der Licence, esou wéi en elo ass, géife bäibehalen an net un eng Licence unique goen.

Wat de Medico ugeet, do ass et esou, dass mer effektiv elo … vill Retarden hu sech ëmmer accumuléiert. Dat war natierlech och deem geschëlt, dass wärend dem Covid kee Medico konnt an där normaler Form stattfannen an duerfir eng Rei vu Lizenzen hu missen no op dat Joer gemaach ginn, wou se de Medico erëm konnte maachen.

Do hänkt et och nach un engem Logiciel, dee soll ausgeschafft ginn. Mee wat virun allem awer elo, mengen ech, de Veräiner entgéintkënnt, dat ass, datt se ab dem September bei dem Guichet unique, via MyGuichet sech kënnen aloggen an do kënne kucken, wéi eng Disponibilitéiten do sinn an dann och d'Rendez-vousen esou kënne froen. Dat erliichtert de Veräiner et awer weesentlech, fir ze kucken: „Do sinn nach Plaze fräi." Natierlech kann et sinn, datt se dann net an deen nächste Medico, deen am noosten ass, mee vläicht e bësse méi wäit musse fueren, mee do kann et awer sinn, datt se dann eng fräi Plaz kréien, fir da kënnen an de Medico ze goen. Dat ass esou wéi den – Dir kennt dat all – Doctena-Service. Voilà. An dat ass do och änlech opgebaut. Dat ass u sech eng administrativ Vereinfachung.

Da muss een och soen: De Medico, dee fonctionéiert no de Reegele vun engem groussherzogleche Reglement. An do mussen dann alleguerten d'Sportler duerch deen Check, déi eng Kompetitiounslizenz wëllen hunn, wat och richteg ass. Well et ass geféierlech, ënner gewëssene Konditioune Sport ze maachen. Dann ass et besser, et kritt een dat virdru gesot. Mir kennen alleguer déi Fäll vu sécherlech ganz grousse Sportler, déi awer um Terrain ëmgefall sinn an op eemol dout waren. Dat ass eppes, wat mer jo absolutt mussen evitéieren. An Häerzfeeler kënnen awer da fréi do erkannt ginn.

Konkreet ass et esou, datt Kanner, déi 2016 gebuer goufen – egal ob den 1. Januar oder den 31. Dezember, also an där Zäit –, mussen an de Medico goen, wa se wëllen u Kompetitiounen deelhuelen. Allerdéngs si mer amgaangen, eis Gedanken ze maachen, wéi mer och do déi verschidde Plazen, déi et scho gëtt am Moment, wou Kanner ënnersicht ginn, wéi zum Beispill an der Schoulmedezinn – do ginn d'Kanner alleguerten och, net all Joer, mee a gewëssene Joren ënnersicht –, ob een do net kéint eng Combine maachen tëschent der Schoulmedezinn, natierlech mat der richteger Ausbildung fir den Dokter, an dem Medico, dass een do kéint soen: „Ma dat, wat do scho geschitt ass, muss dann net onbedéngt nach am Medico kënne gemaach ginn", dass een do en Degorgement eeben da géif kréien, wat de Kanner da sécherlech och entgéint géif kommen. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engel.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 428 vun der Madamm Cécile Hemmen och un den Här Sportsminister iwwert d'Participatioun vu russesche Sportler bei den Olympesche Spiller. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 428 du 28 avril 2023 de Mme Cécile Hemmen relative à la participation des sportifs russes aux Jeux olympiques de 2024, adressée à M. le Ministre des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, d'Olympesch Spiller 2024 zu Paräis wäerten ënner engem ganz spezielle Liicht stattfannen, well et jo momentan Diskussioune gëtt, ob d'Sportler aus Russland a Wäissrussland un de Kompetitiounen deelhuelen an ënner wéi enger Form dëst eventuell kéint sinn.

Et ass eng ganz kritesch Situatioun, wann ee bedenkt, dass d'Aggressioun an der Ukrain a géint d'ukrainesch Bevëlkerung nach laang net um Enn ass, an et ass scho ganz schwiereg, sech virzestellen, dass et op héchstem sportlechen Niveau da soll zu fairen a weltoppene Kompetitioune kommen tëschent dëse Länner.

Den Olympesche Kommitee huet den 19. Januar a sengem Avis eng intermediaire Léisung gefuerdert, no där russesch, awer och wäissrussesch Sportler kéinten ënner neutralem Fändel, wéi och scho bei den Olympesche Spiller 2021 zu Peking, deelhuelen.

De COSL suivéiert den Avis vum Olympesche Kommitee ënnert der Konditioun, dass bei dëse Sportler misst ganz streng kontrolléiert ginn, datt kee vun hinne weeder aktiv nach passiv um Krich deelhëlt.

Elo koum d'Matdeelung, dass déi ukrainesch Judokae sech vun der Weltmeeschterschaft am Judo, déi vum 7. bis de 14. Mee stattfënnt, zréckgezunn hunn, well eebe russesch a wäissrussesch Sportler derbäi sinn. Et stellt sech also d'Fro, wéi d'ukrainesch Sportler op d'Participatioun vun deenen zwou Natioune bei den Olympesche Spiller wäerte reagéieren.

Här Minister, Dir sidd schonn an der Press iwwert d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dësem Sujet gefrot ginn. Merci, fir eis haut an hei déi lëtzebuergesch Positioun kloer matzedeelen a puncto Participatioun vun de russeschen a wäissrussesche Sportler un den Olympesche Spiller 2024 zu Paräis.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An dann huet d'Wuert nach eng Kéier den Här Sportsminister Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären. Merci och der Madamm Cécile Hemmen fir déi Fro. An an der leschter Zäit gouf et och schonn eng Rei Question-parlementairen, déi gestallt goufen. D'Madamm Empain laacht hei, well si war nämlech eng vun deenen, mat der Madamm Lorsché; d'Madamm Arendt an och den Här Engelen an den Här Kartheiser haten eng Fro iwwert dee Sujet do, vläicht net 100%eg an där selwechter Form, mee awer an enger änlecher Form. An d'Äntwert vum Sportsministère ass nach ëmmer eng änlech. Ech sinn awer frou, dass ech op déi speziell Situatioun hei nach eng Kéier och an der Chamber agoe kann.

Well Lëtzebuerg huet sech do der gemeinsamer Erklärung vun dem Grupp vun den Natiounen, déi sech als e Kollektiv vu gläichgesënnten Natioune bezeechnen, ugeschloss. An dat war den 10. Februar 2023. Zesummen eebe mat 35 anere Länner hu mer do dem IOC eng Erklärung zoukomme gelooss.

Jo, Sport a Politick, déi sinn a Russland an a Wäissrussland relativ enk matenee verknäppt. An et ass ee

besuergt driwwer, awéifern russesch a belorussesch olympesch Athleeten als neutral bei internationale Kompetitioune kënne bezeechent ginn an dann och kënnen do un deene Kompetitiounen deelhuele gelooss ginn.

Dat ass jo eng Bedingung vum IOC, dass d'Sportler sech net mat hirem Land identifizéieren däerfen, an dat ass natierlech schwéier ëmsetzbar, well si si finanziell zum Deel vum Staat ënnerstëtzt. Ganz dacks hu se och eng Verbindung mat dem russesche Militär, an dat mécht dann awer Suergen.

Deene 35 Länner ass et awer och wichteg gewiescht ze ënnersträichen, datt et zu kengem Moment ëm eng Diskriminatioun aleng opgrond vun der Nationalitéit gaangen ass, well dat ass net de Krittär, deen eis sollt dreiwen. Mee esoulaang déi grondleeënd Fro vun der Neutralitéit vun deem Modell, deen den IOC wëll ëmsetze mat deem Neutralitéitsmodell, nach net kloer beäntwert ass, besteet och kee richtegt Versteesdemech, fir déi russesch an déi belorussesch Athleeten do zouzeloossen.

An déi 35 Länner fuerderen duerfir den IOC jo nach eng Kéier op, säi Virschlag dann ze iwwerdenken. D'Bedenken, déi vun de Länner opgeworf goufen, dat sinn der dann zum Deel, déi och vum IOC intern sécherlech diskutéiert goufen. Mee et bleiwen déi grouss Theemen, déi ech virdru genannt hunn, mat der militärescher Verbindung an de Staatsfinanzéierunge vun den Athleeten, déi nach vill Froen oploossen.

Duerfir bleift de Kollektiv vun deene gläichgesënnten Natiounen dann och bei senger Ausso a wäert och nach eng Kéier dem IOC an den nächsten Deeg en neie Bréif do zoukomme loossen.

Mee natierlech ass et esou, datt de Sport am Prinzipp fair a chancëgerecht Kompetitioune soll gewäerleeschten, wou den Zougang zu de Sportsveranstaltungen natierlech fir all Sportler soll op sinn, déi sech dann och un d'Reegele vum Sport halen an déi sech och no de Reegele vum Sport qualifizéiert hunn.

Esou loosse sech dann och déi interkulturell Méiglechkeete vum Sport ëmsetzen. Der Politick hir Roll, déi beschränkt sech hei wéinst der Autonomie vum Sport just op déi politesch Diplomatie. Dat ass hei och geschitt, an d'Entscheedungsgewalt, déi läit beim IOC. Mee et muss ee sech awer wierklech virstellen, wéi et konkreet herno machbar ass, datt en ukrainesche Sportler géint e russesche Sportler am Judo oder iergendzwousch géif kämpfen – deen een, dee seng Sportsinstallatiounen zerbommt kritt huet, deem seng Famill vläicht ënnert dem Krich duerch en Doudesfall gelidden huet. Da gëtt et wierklech immens schwéier, fir dat impartial ze maachen. Dofir nach eng Kéier eis Recommandatioun un den IOC an deem Sënn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 429 vum Här Marc Spautz un de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung iwwert d'Rekrutementsschwieregkeete vu Camionschauffeuren. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 429 du 2 mai 2023 de M. Marc Spautz relative aux difficultés de recrutement persistant dans le transport routier, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo maache mer gläich eng Dopingskontroll beim Här Engel, well et ass andauernd elo hei un him.

Meng Fro geet drëm …, an d'lescht Woch hutt Der dat och gelies an der Zeitung bei der clc. A Leit, déi mat Gemengesyndikater ze dinn hunn, déi mam Transportsecteur ze dinn hunn, déi wëssen, dass se Schwieregkeeten hunn, fir Buschaufferen ze fanne fir an engem gréissere regionale Syndikat am Süde vum Land, …

M. Yves Cruchten (LSAP) | Den TICE.

M. Marc Spautz (CSV) | Fir den TICE. Ech wollt elo keen Numm nennen, Här Cruchten.

… dass déi Schwieregkeeten hunn, fir Chaufferen ze fannen. Mir wëssen, dass verschidde vun deene Leit, déi beim RGTR derbäi sinn, och Schwieregkeeten hunn, fir Chaufferen ze fannen. An d'lescht Woch huet d'clc och gesot, dass och si Schwieregkeete feststellen am Transportsecteur, fir Chaufferen ze fannen.

Wann ech elo mat de Beispiller komm si vun de Chaufferen am Bus, esou stellt sech déi selwecht Fro am Logistiksecteur beim Camionsberäich, wou och eng grouss Schwieregkeet ass, fir Leit ze fannen, déi déi néideg Fürerschäiner hu respektiv och den C95. Dat ass fir déi, déi kommerziell ënnerwee sinn, déi do nach extra Formatioune musse maachen.

An dofir geet meng Fro un den Aarbechtsminister an och de Minister vun der sozialer Solidaritéit, ob et net d'Méiglechkeet misst ginn, dass mer do méi bekannt maachen, wat fir eng Avantagen et kann hunn, am Logistiksecteur ze schaffen – et gëtt Betriber, déi ouni Kollektivvertrag an där Branche sinn, et sinn awer och Betriber do, déi do gutt Kollektivverträg hunn –, dass een och do weist, wat alles am Logistiksecteur machbar ass, fir dass mer och do dem Problem vum Manktum vun der Main-d'oeuvre kënnen entgéintwierken.

Mir hunn eis … Virun zéng Joer huet Lëtzebuerg sech op de Fändel geschriwwen … Op engem fréiere Militärlager ass e grousse Logistikzenter opgeriicht ginn, net zu Suessem, mee zu Diddeleng beim Militärlager. An do ass haut e ganz grousse Logistikzenter. An och déi Leit brauche Camionschauffeuren, och déi Leit brauche Leit, déi am Transportberäich doheem sinn. An dofir meng Fro, wat d'Regierung gedenkt, do ze maachen, fir konkreet kënnen deem Secteur ze hëllefen, souwuel am Wuerentransport wéi awer och am Transport vun de Persounen, wat jo och dem Transportminister misst hëllefen, wann e wëll nach méi en attraktiven ëffentlechen Transport maachen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An d'Wuert huet erëm eng Kéier den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci, léiwen Här Spautz a léif Deputéiert. Ech kann Iech versécheren, ech sinn net gedoppt. Däers sinn ech mer 100%eg sécher.

Et ass eng ganz interessant Fro a si ass och d'actualité. Wann ech d'Zuele kucken, déi ech elo kritt hu vun der ADEM – déi si vum 31. Mäerz vun dësem Joer –: Do waren 196 oppe Plaze bei der ADEM gemellt fir Personnel de conduite du transport routier; dat ass de Code ROME N41. Et gouf also 196 oppe Plazen an et gouf 735 Demandeurs d'emploi résidents disponibles fir dëse Beruff. U sech zwar 196 Plazen, mee awer och 700 Leit, déi de Beruff kéinten ausféieren.

Dat weist net direkt op eng Penurie hin, mee de Problem kënnt warscheinlech vun enger anerer Plaz. Et ass also net esou, dass mer eng grouss Penurie hunn no deenen heiten Zuelen. Mee vläicht kënnt et awer och doduerjer, datt net alleguer d'Betriber hir oppe Plaze bei der ADEM mellen an doduerjer eng ganz Rei vu Plaze gesicht ginn, mee se net bei der ADEM repertoriéiert goufen.

Mir schaffen op alle Fall ganz gutt mat der ADEM zesummen. Mat de Patronen, déi Leit sichen, maache mer souguer extra Formatiounen, Formatiounsdeeg, nëmme fir op d'Demande eebe vun deene Patronen nach eng Kéier anzegoen.

Net méi spéit wéi e Samschdeg war ech zu Colmar-Bierg. Do ass mat dem Groupement des entrepreneurs de transports, dem Centre de formation pour conducteurs a mat der ADEM zesummen en Dag organiséiert ginn, fir eebe Chauffeure richteg auszebilden, fir hinnen et och eng Kéier ze weisen. An do waren – elo muss ech kucken – dann och 123 Kandidaten dohinner geruff ginn, fir datt se sech do iwwer e ganz séiere Wee konnten aschreiwen, fir bei deene Formatiounen do kënne matzemaachen an dann och do eng Plaz ze fannen.

Natierlech probéiere mer, de Beruff vum Chauffeur esou gutt wéi méiglech och ze promoten, fir en attraktiv ze maachen. Iwwer Posteren, Flyeren, Social-Media-Campagnen huet d'ADEM do och scho ganz vill gemaach.

Vläicht nach e puer Zuele vun deem leschte Joer a vun dësem Joer, also … Pardon: vun der Saison 2021/2022 a vun 2022. 2021/2022, do ware 40 Demandeuren, déi eng Formatioun als Buschauffeur gemaach hunn, 32 kruten de Führerschäin a 26 kruten och e Kontrakt. Am Joer 2022 sinn et 14 Demanden an 10 dovunner kruten och e Kontrakt. An dëst Joer hunn elo 12 Demandeurs d'emploi eng Formatioun, fir Camionschauffeur ze ginn, ugefaangen.

Wou e Problem ka bestoen, dat ass, datt déi eng Ausbildung musse maachen op dem Site vu Suessem, dem Centre de formation do, fir a Sécherheet och kënnen ze fueren. Ech fannen, datt déi Formatioun extreem wichteg ass, dass mer och e flotte Site do hunn. An do sinn ech e Samschdeg informéiert ginn, datt se do u sech nëmmen 20 Leit an déi Formatioun geholl hunn, mee elo ab den nächsten Deeg 30 Leit wäerten an déi Formatioun huelen, fir och do nach eng Kéier 50 % méi d'Chance ze ginn, datt do méi Leit méi séier kënnen déi Formatioun maachen. An och do sinn elo nach eng Kéier Leit agestallt ginn, fir dann déi Formatioun kënnen ze halen. Mir schaffen all Dag drun, fir dat esou attraktiv wéi méiglech ze maachen, an do ginn och scho grouss Efforte gemaach.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engel.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 430 vum Här Marc Hansen un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 430 du 28 avril 2023 de M. Marc Hansen relative à la mise en œuvre de la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Juni 2022 hu mer heibannen dat sougenannt „Pechertegesetz" gestëmmt, dat säit dem 1. Januar 2023 applikabel ass. Virun engem Mount ass schonn eng Fro zu der Unzuel vun de Gemengen, déi schonn en neit Policereglement ugeholl hunn, gestallt ginn. Dee Moment haten zwou

Gemengen déi nei Dispositioun an hir Policereglementer iwwerholl. Dozou wollt ech froen, ob am leschte Mount nach déi eng oder aner Gemeng derbäikomm ass. A wéi eng Gemenge sinn dat dann insgesamt?

Fir de Gemengen et ze vereinfachen, huet den Inneministère e Règlement de police type ausgeschafft. Dee steet och zanter haut um Site iwwert d'Agents municipaux vum Inneministère. Sinn an deenen neie Règlements de police all d'Sanktiounen aus dem Règlement type iwwerholl ginn oder ass eng Selektioun vun de Sanktioune festgehale ginn?

Fir méi kleng Gemenge besteet d'Méiglechkeet, datt e puer Gemenge sech zesummesetzen, fir en Agent municipal anzestellen an och e gemeinsaamt Policereglement auszeschaffen. Do wollt ech wëssen, ob scho Gemengen dovunner profitéiert hunn. Respektiv si scho Gemengen an deem Kader op Iech, Madamm Ministesch, duerkomm, fir dat an de kommende Méint kënnen ëmzesetzen?

Fir déi erweidert Kompetenze kënnen ze assuréieren, mussen d'Agents municipaux zousätzlech Formatioune maachen. Dozou wollt ech vun der Madamm Ministesch wëssen, ob déi verschidde Formatioune schonn all ugebuede ginn an zanter wéini. Wéi vill Agents vun der neier Generatioun gëtt et mëttlerweil? A wéi enge Gemengen ass dat?

A well d'Sekretariat vum Fonctionnaire sanctionnateur jo am Inneministère ass an do d'Informatiounen zesummelafen, wollt ech d'Madamm Ministesch froen, wéi vill Sanktiounen zanter dem 1. Januar vun den Agents municipaux am Kader vun hiren neien Attributiounen ausgestallt gi sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ok. Här President, dat dote war elo eng ganz Rëtsch Froen. Ech hoffen, datt d'Zäit elo duergeet.

Direkt, wéi vill Gemengen elo d'Sanction-administrativen an hiert Reglement opgeholl hunn. Do war effektiv, Dir hat et jo schonn erwäänt, Här Hansen, déi Question parlementaire, déi ech virun zwou, dräi Woche beäntwert hunn. An do sinn effektiv elo nach Gemenge bäikomm. Insgesamt sinn et véier Gemengen, déi eeben an hirem Reglement elo schonn d'Sanction-administrativë virgesinn hunn. Ech ka se och séier opzielen: Et si Suessem, d'Stad Lëtzebuerg, Esch a Péiteng.

An insgesamt néng Gemengen hunn en neit Reglement respektiv deelweis en neit Policereglement geholl. Dat sinn, wéi gesot, déi véier Gemengen, déi ech grad ernimmt hunn, plus dann nach fënnef, déi bäikomm sinn: Dat si Fluessweiler, Kielen, Recken, Schengen a Stadbriedemes. A sécherlech wäerten nach méi Gemengen derbäikommen, mee dat sinn emol schonn déi, déi elo direkt lassgeluecht hunn.

Règlement type, bon, do ass ze soen, dass dat jo u sech eng Recommandatioun ass, déi mer als Ministère erausginn un d'Gemengen. Dat heescht, dat muss een net tel quel iwwerhuelen, an dat maachen d'Gemengen an der Reegel och elo net, ausser bei de Sanction-administrativen. Effektiv, déi Gemengen, déi eeben elo hei déi Dispositiounen an hiert Reglement iwwerholl hunn, déi hunn déi tel quel – ech mengen, dat sinn déi 17 Faiten – esou iwwerholl.

Wat d'Astellung vun engem gemeinsamen Agent municipal duerch e puer Gemenge betrëfft, do ass bis elo nach keng Gemeng oder e puer Gemengen un eis erugetrueden, dass se dat géife maachen. Mee wichteg ass, dass d'Gesetz et virgesäit an dass et jo och net méi mussen direkt Gemenge sinn, déi uneneegrenzen, mee dass se do relativ …

(Interruption)

… vill Fräiheet hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Pardon?

Mme Octavie Modert (CSV) | Bei deenen, déi Dir elo genannt hutt, sinn der derbäi, déi wëlle gemeinsam een astellen.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Dat ass gutt, mee …

M. Fernand Etgen, Président | Et gëtt keng Zwëschefro bei der Froestonn, Madamm Modert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech si bis elo net domadder konfrontéiert, mee et freet mech, dass se dovunner profitéieren. Duerfir hu mer jo och, wéi gesot, d'Gesetz op deem dote Punkt eeben opgelackert, fir dass d'Gemengen hei méi Fräiheeten hunn.

Dann den Aspekt vun de Formatiounen: Ganz wichteg, d'Gesetz gesäit jo och spezifesch Formatiounen hei vir, fir dass eeben och d'Agenten dat néidegt Wësse mat op de Wee kréien, wa mer eeben hinnen elo déi Kompetenzerweiderung do zougestinn.

Ben, do ass de Programm vun der Formation spéciale jo reforméiert ginn. Dat sinn déi Formatiounen, déi all d'Beamten am Kader vun hirem Service provisoire musse suivéieren. An ech hat lo nach eng Kéier nogefrot: Do sinn insgesamt 42 Kandidatinnen a Kandidaten am Moment amgaangen, dës Formatioun ze suivéieren, a si wäerten elo am Juni/Juli och hiren Exame maachen. A wa se deen da gepackt hunn, wouvu mer jo ausginn an hoffen, dass se dee wäerte packen, da kënne si och uschléissend hir Nomination provisoire op hirer Gemeng kréien.

Da gesäit d'Gesetz awer och vir, dass déi Agent-municipallen, déi hire Promotiounsexame schonn hunn, eng Zousazformatioun kënne maachen, fir eeben Agent de police judiciaire ze ginn an och penal Infraktioune kënnen ze constatéieren. An hei sinn et insgesamt 71 Agente mat Promotiounsexamen, déi elo an deene leschte Wochen un deenen Zousazformatiounen deelgeholl hunn.

An dann ass nach en drëtten Aspekt: D'Gesetz gesäit jo och vir, dass d'Gemenge kënnen esou e Service de proximité aféieren, wa se dat wëllen. An do ass et natierlech och wichteg, déi zousätzlech Formatioune kënnen ze maachen. An do sinn dann déi 42 Kandidaten, déi ech scho virdrun erwäänt hunn, vum Service provisoire, déi och déi dote Course suivéieren. An do sinn zum Beispill schonn 12 Agentinnen an Agenten, déi Éischt-Hëllefs-Coursë maachen. Dat hate mer jo och virgesinn, well et wichteg ass, eeben och déi doten Dispositioune mat eranzehuelen.

Dann hat Der nach d'Fro gestallt, wéi vill Sanktiounen dann elo ab dem 1. Januar am Kader vun der Reform erakomm sinn. Ben, vu datt nach keng Gemeng elo dat neit Reglement mat de Sanction-administrativen u sech applizéiert, ass an deem Sënn jo nach kee Constat erakomm. Mee soubal eeben déi Reglementer vun de Gemengen a Kraaft sinn, kënne souwuel d'Agent-municipalle wéi eeben d'Police an och d'Gardes-champêtres jo dee Moment Constaten am Beräich vun de Sanctions administratives maachen a brauchen duerfir net op d'Reglement iwwert d'Karriär vun den Agent-municipallen ze waarden. Dat geet, wéi gesot, dee Moment, wou dann déi nei Reglementer a Kraaft sinn.

Voilà, ech hoffen, dass ech elo näischt vergiess hunn. Wann net, wann Der nach Detailfroen hutt, da kënnt Der jo nach eng Kéier schréftlech noschéissen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Innenministesch.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 431 vun der Madamm Myriam Cecchetti un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Kollektivvertragsverhandlunge bei der Cargolux. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 431 du 2 mai 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative aux négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech brauch net laang op d'Problematik anzegoen, well se ass jo schonn ausgibeg an der Press beschriwwe ginn a si ass och gëschter an den 1.-Mee-Rieden thematiséiert ginn. An den honorabelen Deputéierte Marc Spautz huet jo och schonn zwou ganz gutt Question-parlementairen …, nee, Questions urgentes, pardon, zu dësem Theema gestallt.

De Kollektivvertrag vun der Cargolux ass Enn 2022 ofgelaf an d'Negociatiounen tëscht der Direktioun an de Gewerkschafte sinn an enger Sakgaass. D'Gewerkschafte bekloe sech, datt d'Direktioun ni eeschthaft mat hinne verhandelt huet. An elo wëll se och nach virun dem Verwaltungsgeriicht eng Conciliatioun verhënneren. Dës Haltung stéisst ëmsou méi op Onverständnis, well d'Cargolux viru Kuerzem Rekordzuele presentéiert huet mat engem Profitt vun 1,4 Milliarden Euro fir d'Joer 2022.

Fir eis als Lénk ass hei déi politesch Verantwortung vun der Regierung engagéiert, well d'Cargolux ass jo awer keen normale private Betrib, mee majoritär an den Hänn vum Staat, an de President vum Verwaltungsrot ass gläichzäiteg ieweschte Beroder am Mobilitéitsministère.

Mir mengen, datt déi Betriber, déi dem Staat gehéieren, solle virbildlech sinn an net muttwëlleg däerfen de soziale Fridden op d'Spill setzen. A mir fannen et och nëmmen normal, datt d'Mataarbechter an d'Mataarbechterinnen un deene gudde Resultater einfach musse bedeelegt ginn.

Ech wéilt dofir gären den Här Bausch froen, wat seng politesch Aschätzung a seng Meenung ass zu dësem Sozialkonflikt. Dir hutt jo bestëmmt scho mam President vum Verwaltungsrot doriwwer geschwat. An da wëll ech och den Här Bausch nach gäre froen, ob de Staat als Besëtzer vun der Cargolux hei weiderhi wäert de Kapp anzéien oder ob de Staat seng Verantwortung iwwerhëlt an hei kloer Consignë mécht, fir e Sozialkonflikt ze verhënneren.

Dofir meng dräi Froen: Éischtens, denkt Dir net, datt e Betrib, an deem de Staat majoritär ass, misst awer exemplaresch handelen? Zweetens, sidd Der net och der Meenung, datt d'Direktioun vu Cargolux misst vill méi flexibel am Sozialdialog reagéieren an d'Conciliatioun och misst akzeptéieren? An drëttens, sidd Dir bereet, bei der staatlecher Representatioun am CA (ndlr: Conseil d'administration) ze intervenéieren, fir datt si déi Conciliatioun awer schlussendlech akzeptéieren?

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här Vizepremier François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci och der Madamm Cecchetti fir déi Froen.

Vläicht fir d'éischt emol, fir virauszeschécken: Iwwert den Dossier Cargolux kënne mer haut, ech soen, e bësse méi roueg schwätze wéi virun zéng Joer. An datt mer kënnen driwwer schwätzen, datt mer Saache kënne verdeelen – oder net mir, mee datt de Betrib Saache ka verdeelen an net ëmgedréit –, dat ass jo mol eng gutt Viraussetzung, an dat misst och eng gutt Viraussetzung dofir sinn, datt d'Sozialpartner effektiv an engem Sozialdialog och eens ginn.

Ech wëll just awer nach eng Kéier drun erënneren: Virun zéng Joer – oder bal zéng Joer sinn et elo hier –, wéi ech an d'Regierung komm sinn an d'Responsabilitéit kritt hu fir de ganze Beräich vum Transport, do ware mer an enger Situatioun, datt d'Cargolux um Bord vun der Faillite stoung, datt mer als Staat nach en portage 33 % vun den Aktien haten, wou mer hu missen – well dat hätte mer net erlaabt kritt vun der EU-Kommissioun – en Aktionär fannen, fir déi 33 % ze iwwerhuelen, wou den Aviatiounssecteur an enger dramatescher Kris war, virun allem och de Giddertransport, wou hannendru Gesellschafte stounge wéi d'Cargolux, déi nëmmen ausschliisslech Gidder transportéiert hunn, net Passagéier. An deemools hu mer och vill diskutéiert iwwert d'Zukunft vun där Gesellschaft. Do ass vill och ënnert de Sozialpartner diskutéiert ginn. Et sinn der och vill fortgelaf am Management déizäit, déi haut an anere Gesellschafte sinn, an et huet eigentlech kee méi e roude Su gi fir d'Cargolux.

An ech wëll dat eng Kéier rappeléieren, well mer jo elo esou vill diskutéieren iwwert déi fantastesch Benefisser, déi déi Gesellschaft do mécht, an esou weider, datt zwëschent deem Moment – dat war 2014 – an haut vill Saache geschitt sinn an datt déi Gesellschaft haut eebe gutt opgestallt – fir net ze soen: vill besser opgestallt – ass, wéi se et deemools war. An dofir sinn ech eigentlech frou driwwer, datt mer kënnen haut diskutéieren iwwer gutt Kollektivverträg an der Lëtzebuerger Gesellschaft, dee Moment vun där Gesellschaft, an net iwwer aner Saachen.

Dat gesot, wat awer, mengen ech, e wichtege Rappell ass, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dat ass, datt de Staat ganz gutt drun deet, fir a Gesellschaften, privatrechtlech organiséierte Gesellschaften, egal wéi vill Prozent de Staat do huet …, an hei huet de Staat natierlech e gudden Deel, mee net alles. Et ass och zum Beispill ee private chineeseschen Aktionär dran, deen 33 % ëmmerhin huet vun den Aktien. An iwwert d'Luxair sinn dann och nach zwou Privatgesellschaften dran, also eng Bank an een Investmentfong. Also et ass net esou, wéi wann et en ausschliisslech staatleche Betrib wär, wierklech net.

Mee virun allem fonctionéiert en an engem europäesch an och international komplett liberaliséierten Ëmfeld, e fonctionéiert als privatrechtleche Betrib an e muss kucken, sech an deem Konkurrenzëmfeld ze behaapten. An do géif ech wierklech bieden, datt d'Chamber géif verstoen, och d'Regierung géif verstoen, datt et wierklech net gutt ass, datt mir eis vu moies bis owes amëschen an d'Alldagsgestioun vun där Entreprise.

An d'Kollektivvertragsverhandlungen, dat ass awer nu wierklech e klassesche Fall vun Alldagsgestioun vun deem Betrib. An do ass och net de Verwaltungsrot, dee sech do amëscht. Wou si mer dann? Et ass jo net de Verwaltungsrot, deen d'Kollektivvertragsverhandlunge féiert, an dee gëtt och do keng Instruktiounen. Dee gëtt just vläicht Virgaben, wann dann eppes ze verdeelen ass, wivill se mengen als Aktionären, datt si gären hätten a sollt verdeelt ginn. Mee awer beim Alldag an der Gestioun vum Alldag vum Betrib, do solle mer eis wannechgelift eraushalen.

D'Gesetzer si kloer. D'Cargolux fält hei kloer ënner eng Kollektivvertragsgesetzgeebung. D'Gesetzer sinn och kloer par rapport zu der Conciliatioun. An zumindest wat ech gelies hunn an héieren hunn, ass et och net esou, datt de Management vun der Cargolux – an ech betounen, et ass de Management vun der Cargolux, deen déi Verhandlungen do féiert – gesot huet, si wéilten ni …, si géifen d'Conciliatioun als solches a Fro stellen. Si fanne just, als ee vun de Partner an der Sozialpartnerschaft an deem Betrib, datt d'Conciliatioun ze fréi ageruff ginn ass an datt et nach genuch Sputt gi wär fir ze verhandelen an datt een hätt missen am Fong méi seriö verhandelen.

Dat ass eng Aschätzung. Ech kann déi net deelen. Ech sinn net …, d'Regierung ass net an deem Betrib a wëllt sech och do eraushalen aus deem Ganzen. Mee dat ass eng Aschätzung, déi ee kann hunn. An et ass och net esou, datt dat illegal ass, datt ee vun deenen zwee ka soen: „Ech fannen, datt nach net soll ënnerschriwwe ginn", oder: „Ech fannen, datt d'Conciliatioun ze fréi ass."

Ech wëll do iwwregens drun erënneren, datt och eng Kéier eng Gewerkschaft Recours géint eng Conciliatioun gemaach huet, déi verhandelt gi war tëschent dem Management an enger vun de Gewerkschaften, déi deemools majoritär war. Also, et ass net esou, wéi wann a Conciliatiounen nach ni ee vun de Partner Recours gemaach hätt. Mee dat ass awer och elo hei net relevant. Si sollen negociéieren a se sollen en uerdentleche Sozialdialog féieren an, ech mengen, da misst et och méiglech sinn, an dee Betrib hei e Resultat ze kréien, wat sech weise léisst.

Wat ech awer net kann akzeptéieren, dat ass … Madamm Cecchetti, et deet mer leed, Dir hutt elo just hei vu grousse Profitter geschwat a gemaach, wéi wann déi Leit, déi do schaffen, nach ni un deene Profitter bedeelegt gi wären. Ech wëll Iech just soen: Ech hunn dat nokucke gelooss, datt beim leschte Kollektivvertrag, dee jo elo nach en cours ass – en ass jo ausgelaf, mee ech mengen, dee gëllt nach ëmmer, bis deen neie verhandelt ass –, deemools ausgehandelt ginn ass, datt vum Benefiss, dee gemaach gëtt am Betrib, 10 % ausgeschott ginn un d'Beleegschaft – 10 %!

A wann Der – Dir hutt et jo selwer gesot – 1,6 Milliarde Benefiss d'lescht Joer hei zitéiert hutt, an do ginn 10 % ausgeschott, da kënnt Der Iech jo ausrechnen, wivill dat an der Moyenne ausmécht. Dat ass net wéineg! Dat, wat u Bonus bezuelt ginn ass an deem leschte Joer, ass warscheinlech méi wéi dat, wat verschidde Leit do an deem Betrib iwwerhaapt am Mount verdéngen.

Duerfir, mir mussen awer oppassen, wat mer hei zielen. Mee kommt, mir halen eis eraus, kommt, mir loossen de Sozialdialog spillen! En ass jo net ofgebrach. Et huet kee gesot, weeder d'Gewerkschaften nach de Management, datt se net méi wéilten dialogéieren. An ech sinn och iwwerzeegt, da wäert et méiglech sinn, wann hei a Rou weider diskutéiert gëtt, en Accord ze fannen. An da freeë mer eis driwwer, datt dee Betrib, deen haut, wéi gesot, vill besser do steet wéi virun zéng Joer, mat engem uerdentleche Sozialdialog och derzou bäidréit, datt de Betrib Rou behält, well déi brauch en an deem komplizéierten Ëmfeld, an deem déi Gesellschaft do muss fonctionéieren.

An ech géif duerfir drëm bieden, datt mer eis net sollen als Politick an d'Kollektivvertragsverhandlungen amësche goen am Privatsecteur, egal wou se stattfannen an egal wéi héich d'Participatioun ass vum Staat. Ech mengen, do komme mer an Däiwels Kichen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 432 vum Här André Bauler un den Här Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Fermeture vun der CNS-Agence zu Ettelbréck. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 432 du 2 mai 2023 de M. André Bauler relative à la fermeture de l'agence de la Caisse nationale de santé (CNS) à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Jo, wéinst den Iwwerschwemmungen am Wanter huet d'Agence vun der Gesondheetskeess zu Ettelbréck missen zougemaach ginn, sou ass mer rapportéiert ginn, natierlech nëmmen zäitweileg. Dat sollt also temporaire begrenzt sinn.

Fir de Moment ass dës Agence awer nach ëmmer zou. An aus deem Grond wollt ech den Här Minister fir sozial Sécherheet froen: Éischtens, weess den Här Minister aus wat fir enge Grënn, onofhängeg vun den Iwwerschwemmungen, dëse Büro nach ëmmer zou ass? An zweetens, ass d'Personal vun der Ettelbrécker Gesondheetskeess, CNS, op aner Büroe verdeelt ginn? An drëttens, wéini kann een dermat rechnen, datt den Ettelbrécker Büro nees opgeet?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An dann ass et um Minister fir sozial Sécherheet, dem Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Gudde Mëtteg alleguerten. Merci dem Här Bauler fir déi kuerz a prezis Fro. Meng Äntwerte wäerten dann och kuerz a prezis sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | D'Renovéierungsaarbechten hunn ugefaang, sinn awer a Retard komm duerch Liwwerengpäss am Kader vum Covid, déi mer alleguerten op de Chantieren haten. Dann ass d'Problematik, Dir hutt et selwer gesot, bei der Agence vun der CNS zu Ettelbréck och den Iwwerschwemmungsrisiko, wou informatesch muss gekuckt ginn, wéi een dat alles etabléiert. An dee leschte Grond ass, datt mer um Niveau vun der Sécurité sociale jo och elo plënneren an d'Cité vun der Sécurité sociale, wou d'Ouverture wäert sinn de 5. Juni, soudatt verschidden Agencen do déi Renovéierungsaarbechten net kënne maachen.

Déi Aarbechte bei Ettelbréck a bei all deenen aneren Agencen, wou mer elo e klenge Retard hunn, wäerten elo am Summer vun dësem Joer erëm weidergoen an och méi séier weidergoen, well da scho geplënnert ass.

D'Personal, hat Der mech gefrot: D'Personal vun Ettelbréck ass op Dikrech gaang, ass do affektéiert ginn. Du sinn zu Dikrech d'Ouvertureszäite fir de Public vun zwee op fënnef Deeg gehéicht ginn, well dann och méi Agenten op der Plaz waren, fir eeben déi néideg Clientèle, déi néideg Assuréen, och ze bedéngen.

A bei der leschter Fro, wéini Ettelbréck erëm opgeet: Ettelbréck wäert aktiv sinn am Joer 2024; da wäerten déi Aarbechten ofgeschloss sinn. Ech wëll awer och net verheemlechen, datt mer an deem Kader mat der CNS zesumme kucken, fir zu Ettelbréck, zu Dikrech déi Gebaier esou an d'Rei ze setzen, datt se erëm wierklech

fonctionnel ginn, awer och an der hoffentlech zukünfteger Nordstad eng Léisung ze fannen, déi vläicht méi zentral ass, mat deenen anere Gemengen zesummen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir Sécurité sociale, dem Här Claude Haagen.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 433 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert de Kaf vun engem Terrain fir en neie Policebüro zu Péiteng. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 433 du 2 mai 2023 de M. Marc Goergen relative à l'acquisition d'un terrain pour la construction d'un nouveau bureau de police à Pétange, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Diskussioun ëm en neie Policebüro zu Péiteng leeft elo, ech erënnere mech zréck, quasi vun uns dass ech an der Chamber sinn. Also fënnef Joer leeft elo déi Diskussioun.

Do gouf de Policebüro Käerjeng mat Péiteng zesummegeluecht, ëmmer an der Optik, dass do en Terrain war, dee louch zu Lénger, wou déi zwee kéinten zesumme fusionéiert ginn, an dass do e schéinen, grousse Policebüro géif entstoen.

Elo ass awer bekannt ginn, dass dat leider net wäert de Fall sinn an de Staat deen Terrain aus verschiddene Grënn net kënne kafe wäert.

Elo ass awer d'Fro: Wat geschitt dann elo mam Policecorps? Well et war geplangt, dass en neie Policebüro géif kommen. Deen aktuellen zu Péiteng, wou elo Käerjeng nach derbäigesat ginn ass, huet einfach net genuch Plaz fir déi Bedürfnisser, déi am Dräilänneréck entstinn.

An dofir si meng Froen un de Policeminister: Goufen dann elo nei Propose gemaach, zum Beispill vum Schäfferot? A falls jo, ginn déi dann zréckbehalen? Gëtt elo gekuckt, fir en neien Terrain ze fannen? A wivill där Terraine kommen iwwerhaapt a Fro? Péiteng ass flächeméisseg mat déi klengst Gemeng am Land. Et ass net esou einfach, nach flott a grouss Terrainen ze fannen, déi fräi sinn. Deementspriechend: Wivill Propose gëtt et do a wat ass den Zäitplang? Well mir kréie vun de Polizisten um Terrain all Dag gesot, dass wierklech de Schung do dréckt an d'Policekommissariat, dat elo schonn ural ass, einfach net nokënnt mat deene Besoinen, déi een do ënnen huet.

Ech verstinn, dass et net dem Minister seng Schold war, dass dee Kaf vum Terrain net zustane komm ass, mee et däerf awer elo keng Zäit verluer ginn, fir eng Alternativ ze sichen. Et ass eeben dat fir d'Beamten, dass déi kënnen ënner adequate Bedingungen hirer Aarbecht nogoen. Dofir meng Fro un de Minister, wat d'Zäitschinn ass, wat en denkt, wéini do en neie Projet kéint kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Schéine gudde Mëtteg. Merci och fir déi Fro. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, kuerz de Point ze maachen. Jo, effektiv huet d'Gemeng eis eng Rei Terrainen ugebueden. Dir hutt et selwer gesot: Deen een Terrain ass leider net a Fro komm, wou och de Comité d'acquisition mat am Boot war, fir dat ze kucken. Dir wësst, dass alles, wat Domaine de l'État ass, iwwert de Finanzministère geet, fir dat opzekafen.

Mir haten och nach aner Terraine kritt, mee do war d'Gemeng och net selwer Proprietär oder et war schonn eng aner Affektatioun do. Dofir hu mir nach eng Kéier offiziell d'Demarche gemaach beim Finanzministère, fir no neien Terrainen ze sichen. An doropshin ass awer och en Echange zwëschent dem Finanzministère an dem Bauteministère mëttlerweil gelaf, wou dertëschent awer och als Kompetenz vum Transportministère op der Gare zu Péiteng elo eng Solutioun gesicht gëtt, souwéi zu Ettelbréck, wou mer jo op der Gare och e Policebüro wäerten integréieren. An hei ass déi selwecht Iddi, well d'Plazen eebe rar sinn an deenen Uertschaften a sech hei eng Opportunitéit ergëtt, well et och do ganz wichteg ass, dass d'Police méi Presenz weist ronderëm. An dofir, mengen ech, ass déi heite Pist eng, déi ech ganz positiv aschätzen, an d'CFL goufen och am Hibléck op déi Iddi beoptraagt, dat ze analyséieren.

Ech denken, mir wäerten och mat der Gemeng Péiteng nach eng Kéier Récksprooch halen, fir dat richteg ze tässelen, och wat d'Envergure ugeet. Ech mengen, dass déi Léisung nëmmen zesumme ka fonnt ginn, well mir als Police sinn effektiv ofhängeg vu staatlechen Instanzen, awer och vun enger gudder Zesummenaarbecht mat der Gemeng. An dofir sinn ech frou, dass mer hei, mengen ech, awer elo eng Pist fonnt hunn, déi awer och déi Opportunitéit ergëtt.

Dir frot no, wéini dat kéint realiséiert ginn. Eng intern Etüd vun der Police selwer seet, 2025 misste mer onbedéngt eppes hunn. Ob dat nach realistesch ass? Well mir hu jo elo awer massiv rekrutéiert. De Moien hunn ech nach d'Chance gehat, déi nächst 200 an der Policeschoul wëllkomm ze heeschen, soudass mer an den nächste Joren och eis Infrastrukture mussen upassen, fir déi Beamten an de Gemenge kënnen ze begréissen an och hir Aarbecht, wat insbesondere jo gefrot gëtt, déi Presenz um Terrain, ze renforcéieren. An dofir kann et nëmmen zesumme goen. Dofir sinn ech frou, dass mer elo hei, mengen ech, eng gutt Pist hunn, déi awer och zu engem Resultat ka féieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox.

A mir kommen elo zur Fro Nummer 434 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Passerell tëschent de Sciences sociales an der Educateursformatioun. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 434 du 28 avril 2023 de Mme Francine Closener relative à l'évaluation de la passerelle des sciences sociales vers la formation de l'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci, Här President. D'GSO, also d'Sektioun Sciences sociales ass mat déi beléiftste Sektioun am Secondaire général. A besonnesch attraktiv ass d'Sektioun doduerjer ginn, datt am Schouljoer 2021/2022 am Kader vun engem Pilotprojet eng Passerell agefouert ginn ass, déi den Absolvente vun der GSO d'Méiglechkeet gëtt, a just engem zousätzleche Joer den Educateursdiplom ze kréien, eng Formatioun, déi soss dräi Joer dauert.

Den Hannergrond vun där „Voie express" ass natierlech d'Penurie u qualifizéiertem Personal am sozioedukative Beräich. Mee de Pilotprojet huet awer och eng Rei Kriticken an och eng Petitioun provozéiert, well eeben d'Angscht besteet, datt d'Formatioun vum Educateur kéint bradéiert ginn an d'GSO-Absolvente virun allem net genuch Stagë kéinte maachen an domat net genuch Erfarung um Terrain kéinte sammelen an deem enge Joer Zousazformatioun.

Bei der Rentrée 2022/2023 huet de Ministère annoncéiert, datt d'Passerell evaluéiert gëtt an datt d'Resultater Ufank 2023 géife publizéiert ginn. Elo si mer Mee, an duerfir wollt ech de Minister froen, wou d'Evaluatioun drun ass. Weess de Minister schonn, ob déi Formatioun „Voie express" fonctionéiert oder ob nogebessert gëtt, fir datt d'Ausbildung vun den Educatricen an Educateuren héichwäerteg bleift?

A finalement wollt ech och nach wëssen, ob a wéini de Minister der Chamber an och dem Grand public déi ganz Resultater vun där Evaluatioun wëll presentéieren. D'Schülerinnen an d'Schüler wëlle jo wëssen, wat déi nächst Rentrée dann elo Fakt ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An d'Wuert huet elo den Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, merci och dem Francine Closener fir déi heite Fro. Dat gëtt mer effektiv d'Geleeënheet, op d'Haaptpunkte vun där Evaluatioun anzegoen. Dat ass en Dossier, ech stellen deen awer ganz gären der Chamber zur Verfügung a mir kënnen och, wann dat gewënscht ass, eng Kéier an der Kommissioun doriwwer schwätzen.

Mir haten am Schouljoer, op dat sech déi Evaluatioun bezitt, 2021/2022, an den traditionelle Classe-terminalle fir den Educateursdiplom 257 Schülerinnen a Schüler. A mir haten der an deene Classe-terminallen insgesamt 36, eng Kéier 16 an dem LTPES an eng Kéier 20 an der ENAD.

Een Aspekt vun der Evaluatioun bezitt sech zum Beispill op d'Abandonen, also op d'Schüleren, déi opginn hunn am Laf vun deem Joer vun der Classe terminale. A wann een dat vergläicht tëschent der Classe terminale traditionelle, also dem leschte Joer vun der traditioneller Educateursformatioun, an awer och deenen, déi dann d'Voie passerelle gaange sinn, déi och an déi selwecht Klasse jo integréiert waren am LTPES, dann huet sech do erausgestallt, datt den Taux vun den Abandonen eigentlech dee selwechten ass vun 9 %. Mir haten der 23 an der traditioneller Classe terminale a mir haten der 3 bei der Passerell, déi opgehalen hunn am Laf vum Joer, an dat gëtt en Taux ëm knapps ënner 9 %, souguer bei der traditioneller Classe terminale e bësse méi héich wéi bei der Passerell. Mee bei der Passerell muss een awer och soen, datt dat relativ kleng Zifferen da sinn, a wann ee méi opgehalen hätt, da wär dat Bild sécherlech och schonn erëm e bëssen aneschters.

Mir hunn dann awer och den Taux de réussite gekuckt, deen och do kee signifikativen Ënnerscheed huet. Dee läit insgesamt bei 94 %, an et gëtt keen Ënnerscheed tëschent deenen, déi iwwert de Wee vun der normaler Educateursausbildung komm sinn, dat heescht dräi Joer am LTPES gemaach hunn, respektiv deenen, déi virdrun déi 1GSO gemaach hunn, also Sciences sociales am Enseignement secondaire général, an dann nach e Joer drugehaangen hunn, sief et am LTPES oder an der ENAD. Mir hu béid Kéieren en Taux de réussite vu 94 %.

Do, wou et en Ënnerscheed gëtt – an dat markéiert awer och déi Evaluatioun –, dat ass an der Satisfaktioun vun de Schülerinnen an de Schüler selwer. Do ass et esou, datt déi, déi iwwert de Wee vun der Passerell komm sinn, mat hirer Situatioun wärend dem leschte Joer däitlech méi zefridde ware wéi déi, déi iwwert de reguläre Wee komm sinn. Et ass esou, datt bei der regulärer Classe terminale 60 % gesot hunn, datt se „satisfait" oder „très satisfait" sinn, a bei der Passerell waren et der 81 %. An d'selwecht

awer och ëmgedréint, wann ee gefrot huet: „Wou sidd Der onzefridden?“, da waren 21 % bei der klassescher Classe terminale fir d'Educateursausbildung onzefridden an 0 % bei der Passerell.

Ech denken, datt dat dote souguer bei deenen dach éischter klenge Chifferen, déi hei a Fro komm sinn, iwwert d'Passerell hei gekuckt si ginn, awer eng valabel Ausso ass an datt déi sech offensichtlech besonnesch wuel gespuert hunn an hirer Situatioun an offensichtlech jo och preparéiert gespuert hunn.

Mir hunn och gekuckt, awéiwäit se preparéiert waren op d'Aarbecht respektiv awéiwäit se dann och eng Aarbecht fonnt hunn. Am Februar vun dësem Joer – se hunn also ofgeschloss am Summer 2022 – haten 100 % vun deenen Absolvente vun der Passerell dann och en Aarbechtskontrakt, waren integréiert an d'Aarbechtswelt. 60 % vun hinnen hate souguer scho virum Ofschloss vun hirer Formatioun en Aarbechtskontrakt, wat, mengen ech, och dach respektabel ass an awer och weist, datt déi Employeure sécherlech ugewise sinn op zousätzlecht qualifizéiert Personal, mee awer och an déi dote Formatioun e grousst Vertrauen haten.

Eng vun de Suerge war jo, datt doduerjer – an ech mengen, dat ass beim Francine Closener senger Fro och e bëssen esou matgeschwongen – déi dote Sektioun nach eng Kéier méi attraktiv géif ginn an deen dote Wee vun der Ausbildung méi attraktiv wär wéi dee regulären iwwert den LTPES respektiv d'ENAD, fir den Educateursberuff ze léieren. Och dat huet sech net confirméiert. Dat heescht, mir hu bei den SO-Schülerinnen a -schüler gefrot, mat wat fir enger Intentioun se op der SO-Klass sinn an do hir Première wëlle maachen. An et ass eigentlech esou, datt iwwer zwee Drëttel ganz kloer ënnerstrach hunn, datt se déi Formatioun maachen, déi Première wëlle maachen, fir duerno en universitäre Studium unzefänken. Dat heescht, et ass net d'Intentioun, iwwert deen dote Wee an d'Educateursformatioun eranzekommen.

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren: Dat war jo och déi initial Motivatioun, firwat mer iwwerhaapt déi SO-Sektioun do geschafen hunn, fir déi aus der Educateurssectioun erauszehuelen, déi vläicht just den Educateursdiplom gemaach hunn oder do d'Première gemaach hunn, fir da studéieren ze goen. Dat, op jidde Fall, erreeche mer nach ëmmer. 10 % hunn uginn, datt se direkt mat der 1GSO wëlle schaffe goen, 15 % waren nach net decidéiert an nëmme 5 % hu gesot, datt se mam Gedanke spillen, déi Passerell ze maachen hin zum Educateursdiplom.

Et gëtt awer vläicht eng Rei vu Kriticken, déi och vun Enseignantë genannt goufen, nämlech datt dat didaktescht Material nach net ugepasst wär un dee Profill vu Schülerinnen a Schüler, datt een awer och de Programm sollt weider adaptéieren. Dat iwwerschneit sech zum Deel, virun allem dat didaktescht Material, och de Programm mat Recommandatiounen …

(Interruption par la présidence)

… – Här President, ech kommen och gläich zum Schluss! –, déi mer och iwwert de wëssenschaftlechen Deel vun der Evaluatioun gemaach hunn. D'Professer Dokter Veronika Verbeek huet do ënner anerem festgehalen, datt wuel Adaptatiounen um Programm sollte gemaach ginn.

Ech erënneren drun: Fir d'Schouljoer 2022/2023 goufen der och scho gemaach. Wat awer och do erauskomm ass bei enger wëssenschaftlecher Analys, dat ass, datt et eigentlech ganz homogeen Léiergruppe waren, datt een an deene Klassen, déi jo herno zesumme waren an de Classes terminales, keen Ënnerscheed gemierkt huet, wien iwwer wat fir ee Wee komm ass, déi traditionell Educateursausbildung oder d'SO-Sektioun.

Et gëtt awer recommandéiert, datt mer weiderhi sollten dat maachen, wat mer och beim leschte Recrutement am September 2022 applizéiert hunn, dat heescht, datt een zousätzlech Stagë soll froen, éier een an déi dote Passerelle erakënnt, an datt mer awer och bei Entretiene vläicht nach méi genee op d'Motiver sollen agoen, fir ze kucken, firwat een déi Formatioun do mécht, fir vläicht eventuell Abandonen duerno kënnen ze evitéieren.

Wéi gesot, ech kann der Chamber ganz gären den Detail do zur Verfügung stellen. Allerdéngs, déi doten Evaluatioun huet eis nach eng Kéier derzou beweegt ze soen, datt mer à ce stade op jidde Fall wëlle weiderfueren. Mir hunn hei awer ëmmerhi 14 % méi diploméiert Educatricen an Educateuren iwwert deen dote Wee kënnen ausbilden. An de Secteur, denken ech, ass eis dankbar do derfir.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen dann elo zur leschter Fro vun der Froestonn vun haut, der Fro Nummer 435 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Installatioun vun enger Hütt fir didaktesch a pedagogesch Zwecker zu Schëtter. An d'Fro geet un d'Madamm Ëmweltministesch.

– Question n° 435 du 2 mai 2023 de Mme Martine Hansen relative à l'installation d'une cabane à vocation didactique et pédagogique dans une forêt de la commune de Schuttrange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President, ech referéiere mech op en Artikel, deen de leschte Samschdeg am „Wort“ war, mam Titel „Das Umweltministerium und der Kleinkrieg um eine [Schüttringer] Jagdhütte“ a mam Ënnertitel „Kein Fünkchen gesunder Menschenverstand“.

Ëm wat geet et? Just kuerz: D'Gemeng Schëtter wollt gären eng Juegdbud notze fir pedagogesch Aktivitéiten. Si hunn dunn ee Changement d'affectation ugefrot. Si kruten deen awer refuséiert mam Argument, datt dat net konform wär mam Artikel 6 vum Naturschutzgesetz, wou eeben drasteet, dass an der Gréngzon just däerfe landwirtschaftlech oder gaardebaulech Aktivitéiten oder Aktivitéiten am Sënn vun der Utilité publique gemaach ginn. Dunn hu si e Recours gracieux gemaach. Och dee krute se refuséiert. Du si se virun d'Verwaltungsgeriicht gaangen, a wärend där Zäit ass dunn an der Tëschenzäit eeben och dat Urteel vum Verwaltungsgeriicht eeben an enger anerer Affär gesprach ginn, wou si geurteelt hunn, datt de Ministère u sech d'Naturschutzgesetz ze vill strikt géif interpretéieren.

De Ministère huet dunn an dësem Fall och e Rückzieher gemaach an huet der Gemeng et u sech erlaabt, dës Juegdbud fir pedagogesch Zwecker ze notzen, mee awer ënner verschiddene Konditiounen.

Eng vun de Konditioune war nämlech, datt déi Bud – eng Bud ass normalerweis zou op véier Säiten – misst op enger Säit erëm opgemaach ginn, fir datt se soll fräi zougänglech sinn.

Ech ginn elo, wéi gesot, net weider op dee Fall an, well ech mengen, do lafen nach viru Recoursen. Mee ech hunn awer véier konkreet Froen:

Éischtens: Wou, a wéi engem Gesetzestext oder Règlement grand-ducal, sinn d'Konditioune festgehal, déi e pedagogeschen Openthaltsraum an der Gréngzon muss erfëllen?

Zweetens: Zanter wéini gëtt et esou Richtlinnen oder esou e Gesetz oder esou e Reglement?

Drëttens: Wien huet dës Konditiounen opgrond vu wéi engen Erfarungen oder Erkenntnisser festgeluecht? Ech kann Iech just soen: Ech hu relativ vill Schoul dobausse gehalen, a wann een de ganzen Dag mat Klassen dobaussen ass, dann ass et wichteg, datt een deenen och emol eng Kéier eppes kann am Dréchenen erklären. An et ass och wichteg, wann et moies a mëttes reent, datt een eng Kéier an der Mëttegstonn kann éierens higoen, wou et dréchen ass. A wat fir déi Grouss zielt, denken ech, ass och fir déi kleng Däbbesse wichteg.

Véiertens: Erfëllen alleguer déi besteeënd pedagogesch Openthaltsraim dës Konditiounen? Ech weess, datt aner Gemengen Openthaltsraim hunn. Ech mengen, och d'ANF huet esou Openthaltsraim, wou pedagogesch Aktivitéiten oflafen. Falls dat net de Fall ass, froen ech mech, firwat datt hei „deux poids, deux mesures“ ugewannt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An d'Wuert huet elo d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Hansen, merci och fir dës Fro, déi mer erlaabt, hei verschidde Saache kloerzestellen.

Den Ëmweltministère ënnerstëtzt säit Joren – an net nëmme finanziell – eeben naturpedagogesch Aktivitéiten, well dës wichteg sinn, well et kann een nëmmen dat gutt schützen, wat ee gutt kennt. An dofir ass dat eis wierklech besonnesch wichteg, net nëmme finanziell, och organisatoresch, och mat Promotioun …, dat heescht, mir hunn eng ganz Rubrick op eisem Site, wou gutt Beispiller ervirgehuewe ginn. Organisatoresch an deem Sënn, dass mer och administrativ deene Leit, déi esou eppes organiséieren, ënnert d'Äerm gräifen.

Dir wësst, 2018 ass d'Naturschutzgesetz hei gestëmmt ginn. Dat war dunn nei an huet zu verschiddene Froestellungen an Onsécherheete gefouert, a fir deem entgéintzewierken, gouf eng Guideline ausgeschafft, de sougenannten FAQ, e pragmatesche Froekatalog, deen ausgeschafft ginn ass zesumme mat de Leit vum Terrain. Dat ass natur&ëmwelt zum Beispill, awer och de Service national de la jeunesse oder d'Scouten, déi zesumme mat eise Leit gekuckt hunn: Wat sinn d'Haaptpunkten, op déi ee muss oppassen, wann ee sech an der Natur beweegt an enger Grupp? An och fir ze verhënneren, dass eeben, soen ech emol, och eng Proliferatioun vun, jo, zouene Schoulklassen am Bësch iwwerall entsteet. Dat ass jo och net de Sënn an Zweck vun där ganzer Saach. Et soll en Ënnerstand sinn. An dat ass dat, wat an där doter FAQ, also an där Leitlinn, eebe festgehale ginn ass an einfacher Sprooch.

De Sënn war natierlech och fir ze kucken: Wéi kann ech meng Aktivitéiten esou organiséieren, dass een iwwerhaapt keng Autorisatioun brauch? A wann een eng brauch, dass een d'Demarchen erkläert kritt, wéi ee seng Demande esou gutt wéi méiglech ka stellen, fir dass een déi kann och zügeg traitéiert kréien.

Voilà, dat heescht, mir hunn hei kee rigide Kader oder Règlement grand-ducal. Mir hunn eng Leitlinn, déi sech awer haaptsächlech op Neibaute bezitt, wou

mer och soen: Eebe justement fir ze verhënneren, dass mer eng Hellewull vun zouene Gebaier matzen am Bësch dorëmmer gesinn, war d'Iddi, dass een éischter en Ënnerstand hei baut, wann een nei baut, wou een haaptsächlech kann am Dréchene stoen, wéi Der selwer gesot hutt, an och seng Saache kann am Dréchenen opbewaren, wann dat muss sinn. Awer d'Iddi ass natierlech, d'Leit an d'Kanner derzou ze motivéieren, op den Tour ze goen, an net an zoue Raim an de Bësch. Dofir war och dat am Fong e bëssen d'Linn bis elo.

Voilà, zu där konkreeter Fro – an et ass richteg, mir kënnen net hei op all Detail agoen, well den Dossier leeft jo nach –: Et koum e Changement d'affectation, wou an enger éischter Etapp e Refus, dat war 2021, gi ginn ass. An no de Jurisprudenze vum leschte Summer huet mäi Ministère aktiv déi Leit nach eng Kéier kontaktéiert an d'Geneemegung am Fong ausgestallt. Duerno koum e Recours gracieux vun der Gemeng, deen och elo virläit. Dee gëtt och elo genau gekuckt. A genau déi Argumenter, déi d'Gemeng da bréngt, déi wäerte mer nach eng Kéier genau kucken. An dofir gëtt och elo den Dialog nach gefleegt. Wann déi Argumenter valabel sinn, da sinn ech der Meenung, dass déi bestoend Geneemegung muss kënnen ofgeännert ginn. An et ass genau dat, wourop ech elo eraus wëll: Et ass am direkte Gespréich, wou ee kann esou Fäll klären.

Hei si mer elo net an engem Neibau, mir sinn an engem Bestand. Dat ass e bëssen en anere Fall. An dofir géif ech och jiddwerengem un d'Häerz leeën, dee Kontakt ze sichen. Well et ass esou, dass mer flott naturpedagogesch Aktivitéite fir eis Kanner an och fir Erwuessener wëllen an der Natur halen an déi esou gutt wéi méiglech organiséieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Welfring. Domadder si mer um Schluss vun der Froestonn ukomm.

5. 7945 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 7945, d'Upassung vun enger europäescher Direktiv iwwert de Schutz vun de Whistleblower. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de President huet et ugedeit: Et geet ëm d'Whistleblowergesetz an ech hunn haut d'Éier an d'Freed, de Rapport zu deem Gesetz kënnen ze maachen.

Et geet ëm d'Ëmsetze vun der „directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union".

Mir setzen dës Direktiv elo ëm, jo, mat Verspéidung, mee mer sinn als Land net déi Eenzeg – wat awer keng Entschëllegung däerf sinn. Muer de Moien empfänke mer an der Justizkommissioun eng Delegatioun vun der OECD, déi de Moment op Visitt zu Lëtzebuerg ass, fir ze kucken, wéi mer gesetzgeeberesch weiderkommen ënner anerem an dësem Dossier. Haut komme mer also weider an erfëllen och e Punkt aus eisem Koalitiounsvertrag.

Mee wat ass e Whistleblower/Lanceur d'alerte? E kuerze Rappell vun der Definitioun direkt am Ufank, fir dass mer alleguerten heibannen – an déi Leit, déi dobaussen op Chamber TV nokucken – wëssen, ëm wat et geet: „Selon le Conseil de l'Europe, est lanceur d'alerte : ‚toute personne qui [...] révèle des informations concernant des menaces ou un préjudice pour l'intérêt général dans le contexte de sa relation de travail [...] dans le secteur public ou dans le secteur privé'", also Informatiounen am Fall vun enger Gefor fir oder engem Schued vum Intérêt général, dem Interesse vun der Allgemengheet, an net engem Privatinteresse, dem Interesse vun engem Eenzelnen. Bekannt Beispiller vu Whistleblower sinn: Edward Snowden, Chelsea Manning, Erin Brockovich, Antoine Deltour.

Schnell e puer Wuert zum Oflaf vun eisen Aarbechten, ier ech op d'Prinzippien an d'Hannergrënn vun dësem Gesetz aginn. Déi eenzel Artikele mat de Commentaires des articles fannt Der am schréftleche Rapport; interessant a wichteg, mee et ass mer haut dru geleeën, Iech eng Gesamtvue ze ginn an eis net am Detail ze verléieren.

Also, de Projet 7945 gouf den 10. Januar 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert. Zwee Deeg drop, den 12. Januar, hu mer eis an der Justizkommissioun dermat befaasst an do gouf och de Rapporter bestëmmt. An der Kommissioun hate mer en Austausch mam Barreau, an dat war den 9. November. Den Avis vum Staatsrot krute mer dunn Enn 2022, den 23. Dezember, just viru Chrëschtdag. Den 28. Mäerz sinn als Äntwert Amendements gouvernementaux ugeholl ginn an op den Instanzewee geschéckt ginn an de Staatsrot huet du ganz schnell de 27. Abrëll (veuillez lire: de 7. Abrëll) säin Avis complémentaire ginn. Mir hunn deen an der Justizkommissioun de 7. Abrëll (veuillez lire: den 19. Abrëll) analyséiert a konnte feststellen, dass de Staatsrot gréng Luucht ginn huet zum Projet, soudass mer de Rapport konnten déi lescht Woch, de 26. Abrëll, majoritär an der Kommissioun unhuelen.

Ëm wat geet et? An der Direktiv geet et drëms, Minimalnormen op EU-Niveau festzeleeën, fir dass e gewëssen Niveau u Schutz vun de Whistleblower géint Repressalien an all EU-Land garantéiert ass. D'Direktiv definéiert, ënner wat fir enge Konditiounen eng Persoun ënnert de Statutt vum Whistleblower fält an domadder vun de Schutzmoossname profitéiert, a se gesäit explizitt d'Méiglechkeet vir, dass d'Memberstaaten iwwert dat eraus kënne goen, wat an der Direktiv festgehale gëtt.

Dat hu mer als Legislateur dann och gemaach an net just de Schutz virgesi fir Persounen, déi Violatiounen vum EU-Recht signaléieren, mee de Champ d'application ausgedeent op de gesamten Droit national. An no mengen Ausféierunge wäert Der verstoen, wéisou mer dat gemaach hunn.

Erlaabt mer ze bemierken, dass et zu Mëssverständnisser koum bei den Auteure vun e puer Avisen, wat de Champ d'application ugeet, esou wéi en an der Direktiv virgesinn ass, also ouni déi Extensioun, déi mer gemaach hunn. Déi Direktiv ass jo am Kontext vun de LuxLeaks zustane komm a viséiert den EU-Bannemaart als solchen, an dee begräift nun emol eng ganz Partie Wirtschaftssecteuren, déi dem europäesche Konkurrenzrecht ënnerleien an der fräier Circulatioun vu Gidder a Servicer.

D'EU schlussfolgert, dass Affäre wéi déi, déi vu LuxLeaks opgedeckt goufen, géint d'Konkurrenzrecht am Bannemaart verstoussen an deemno de Whistleblower verstäerkt geschützt muss ginn. Dat ass sënnvoll engersäits fir d'Lanceurs d'alerte selwer, fir net mussen an den Ënnerscheeder tëscht nationalem an EU-Recht bewandert ze sinn, fir ze wëssen, ob hir Aktioun an de Kader vun dësem Gesetz fält oder net. Anerersäits sinn natierlech och Violatioune vum nationale Recht, egal ob se administrativer oder penaler Natur sinn, eng Geforequell fir den Intérêt public an d'Gesellschaft am Allgemengen.

Da wier nach ze soen, dass aktuell schonn eis Jurisprudenz och de gesamten Droit national als Champ d'application berücksichtegt, wann et ëm d'Lanceurs d'alerte geet. Esou gesinn, schafe mer hei keen Neiland, mee am Géigendeel méi Rechtssécherheet fir Persounen, déi Mëssstänn signaliséieren.

An dann ass weider nach e grondleeënde Punkt unzeféieren, wat Rechtssécherheet, Champ d'application an d'Verflichtungen ugeet, déi mir als Land hunn: D'Jurisprudenz vun der CEDH, also der Europäescher Cour de justice vun de Mënscherechter zu Stroossbuerg, huet an de leschte Méint – jo, an de leschte Méint, soen ech – evoluéiert. An dës Jurisprudenz vun der CEDH impaktéiert all national Rechtssystemer vun de Länner aus dem Conseil de l'Europe, also muss och Lëtzebuerg a senge Gesetzer op nationalem Plang derfir suergen, dass mer dës Jurisprudenz respektéieren. An dësem Sënn ass och am Gesetzesprojet vun haut dës Jurisprudenz da consideréiert ginn.

Wat seet dës rezent Jurisprudenz eis? Et geet ëm d'Affär „Halet géint Lëtzebuerg", wou den Arrêt vun der Cour Lëtzebuerg verurteelt. Do steet dran, dass eng Persoun de Whistleblowerstatutt kann zougesprach kréien an déi néideg Protectioun, och wann et an deem Land keng spezifesch Gesetzgeebung dozou gëtt. D'CEDH mécht keen Ënnerscheed, wat engersäits EU-Recht ugeet an anerersäits puert nationaalt Recht vun engem Memberland.

D'Mënscherechtsgeriicht referéiert sech a sengem Arrêt op den Artikel 10 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, déi d'Liberté d'expression garantéiert, fir dem Halet de Statutt vum Whistleblower zouzespriechen. An d'CEDH went do fënnef Krittären un:

1. Existéieren, jo oder neen, aner Weeër, fir eppes ze divulgéieren?

2. Ass déi divulgéiert Informatioun authentesch oder net?

3. Ass d'Persoun, de Requerant, „de bonne foi"?

4. Geet et ëm den ëffentlechen Interesse, den Intérêt public, vun dëser Informatioun oder net?

5. „Les effets dommageables" vun der Divulgatioun, also de Potenzial, fir Schued unzeriichten, gi betruecht.

Dës Krittäre sinn och schonn zum Deel an der Direktiv zréckbehale ginn, an d'Cour de justice européenne hei um Kierchbierg seet och, dass den nationale Gesetzgeeber d'Considerante vun enger Direktiv net esou kann interpretéieren, dass de Champ d'application reduzéiert wier par rapport zu deem, wat d'Intentioun vum Auteur war vun der Direktiv.

Fir d'Regierungsamendementer ass de Gesetzesprojet an deem Sënn dunn ugepasst ginn, notamment

wat de Schutz vun de Persoune betrëfft, déi e Signalement maachen, géint méiglech Repressalien hinne vis-à-vis an hirem Beruffsliewen.

Ganz konkreet gesäit de Gesetzesprojet och de Renversement vun der Beweislaascht vir am Fall vun enger Geriichtsaffär, wann den Arbeitgeber muss beweisen, dass d'Moossnamen, déi hie géint säi Salarié – Auteur vun engem Signalement natierlech – geholl huet, näischt mat dësem Signalement ze dinn hunn. Dëse Renversement vun der Beweislaascht ass an der Direktiv, déi mer mat dësem Gesetz ëmsetzen, esou virgesinn.

Mir schafen, esou wéi de Gesetzesprojet elo zur Ofstëmmung virläit, Rechtssécherheet fir d'Employeuren an hir Salariéen, notamment duerch d'Berücksichtegung vun der Jurisprudenz vun der CEDH, déi bestëmmt am Kader vun engem Litige virun engem Geriicht géif ugefouert ginn.

Ech wäert elo duerleeën, wat am Gesetz virgesinn ass, wéi eng Strukturen an de Betriber virgesi sinn, fir dass et engersäits zu kengen Abuse kënnt, wat net gerechtfertegt Signalementer ugeet, an anerersäits d'Auteure vun eventuelle Signalementer esou geschützt ginn, dass se net musse fäerten, eppes ze signaléieren.

Här President, ech iwwerreechen Iech an deem Sënn och eng Motioun, déi mer eestëmmeg an der Justizkommissioun ugeholl hunn, déi am Prinzipp d'Regierung opfuerdert, dëst Gesetz, wa mer dat dann haut unhuelen, no zwee Joer op de Leescht ze huelen, fir et ze evaluéieren. Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la nouvelle loi relative aux lanceurs d'alerte transposant la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union ;

– estimant que les acteurs concernés par les nouvelles procédures, notamment l'office des signalements nouvellement créé ainsi que les canaux de signalement internes et externes, pourraient être amenés à identifier des défis ou besoins, voire des adaptations en cours de route et non couverts par le texte de loi ;

– rappelant que la Commission de la Justice a exprimé le souhait d'évaluer la mise en œuvre pratique de la nouvelle loi,

invite le Gouvernement

– à réaliser, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation qualitative de la mise en application de la nouvelle loi.

(s.) Charles Margue, Marc Goergen, Carole Hartmann, Cécile Hemmen, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | E puer Eckpunkten zum Gesetz: De Champ d'application ass, wéi scho gesot, den Droit national, mee mat follgenden Ausnamen awer: Ausgeholl sinn d'national Sécherheet, de Secret médical, de Secret vun der Relatioun zwëschent dem Affekot a sengem Client, de Beruffssecret vum Nottär, dee vum Dierwiechter, de Secret vun den Délibérations judiciaires an am Kader vun der Strofprozedur.

De Champ d'application personnel, deen ass och ganz breet gefaasst. Dee geet vum Salarié iwwert den Independant, d'Aktionären an d'Membere vum Verwaltungsrot an och – interessant – eeëmoleg an och zukünfteg Mataarbechter sinn abegraff, Stagiairen, Benevollen an esou weider.

D'Protektioun vun de Lanceurs d'alerte: de Verbuet vu Repressalie wéi Kënnegung, Zeréckstufen, Verweigerung vun enger Promotioun, Aschüchterung, diskriminéierend Behandlung an esou weider; géint all dës méiglech Repressalie kann den Auteur vun engem Signalement Recours aleeën. De Lanceur d'alerte kann net virgeworf kréien, dass hien e Signalement oder eng ëffentlech Divulgatioun gemaach huet, soulaang hie valabel Grënn dofir huet, Violatiounen opzedecken. Wann awer Repressalie geholl ginn, da kënnen d'Auteuren dovunner, also de Patron meeschtens an deem Fall oder och anerer, bestrooft gi mat enger Amende vun 1.250 bis 25.000 Euro.

Mee awer och op där anerer Säit si Strofen am Fall vun abusivem Signalement virgesinn. Et geet also net, hei just eng Säit héich ze schützen an Abusen net virzebauen. Nee, am Fall vun abusive Signalementer ass virgesinn, dass den Auteur vun engem Signalement, wou e kloer nogewise krut, dass hie bewosst falsch Informatiounen divulgéiert huet, muss mat enger Prisongsstrof vun aacht Deeg bis dräi Méint a mat enger Amende vu 1.500 bis 50.000 Euro rechnen. Donieft kann den Auteur och nach zu Schuedensersaz verklot ginn; seng Responsabilité civile spillt, fir dass d'Partei, déi duerch e falsche Signalement, eng Divulgatioun, Schued erlidden huet, deen erëm gutt-gemaach kritt.

Et gëtt am Gesetz, wéi et elo virgesinn ass, e puer Weeër, fir e Signalement ze maachen. Et gëtt do de Canal de signalement interne. Entitéiten ab 50 Mataarbechter mussen intern Signalementskanäl en place setzen, wou Persoune Violatioune vu Gesetzer duerch d'Entitéit, fir déi se schaffen oder déi se representéieren, kënne matdeelen. All Entitéit muss eng Persoun oder e Service designéieren, fir Signalementer entgéintzehuelen. Dat ka schréftlech oder mëndlech an an enger vun eisen dräi administrative Sprooche geschéien. Informatiounen iwwert d'Prozedure mussen innerhalb vun der Entitéit och diffuséiert ginn. De Signalementskanal muss d'Confidentialitéit garantéieren. Interessant och: Den Accusé de réception muss innerhalb vu siwen Deeg virleien an d'Signalementer mussen an engem „délai raisonnable" ofgehandelt ginn: dräi Méint maximum.

Entitéite mat ënner 50 Mataarbechter, also méi kleng Betriber, oder Gemenge mat manner wéi 10.000 Awunner kënnen dat och maachen, de Canal de signalement interne, mussen awer net. Hei kënne potenziell Lanceurs d'alerte direkt iwwer en externe Kanal fueren, an dee gesäit esou aus: Eng Rëtsch Autorités compétentes, 22, fir genau ze sinn, ginn designéiert, fir extern Signalementskanäl opzesetzen, iwwert déi potenziell Lanceurs d'alerte fuere kënnen, wann zum Beispill keen interne Kanal do ass oder de Lanceur d'alerte aus anere Grënn op en externe Kanal wëll zréckgräifen.

Et sinn zum Beispill, wéi se am Artikel 18 virgesi sinn, d'CSSF, d'Commissariat aux assurances, d'Steieren an den Enregistrement, d'ITM, den ILR, d'CNPD, den CET, den Ombudsman, den OKaJu, d'Natur- a Waasserverwaltungen, de Barreau, d'Nottären, den OAI, de Collège médical an esou weider – fir dass Der Iech eppes kënnt drënner virstellen, wien déi Autorités compétentes sinn.

Ausser Signalementer entgéintzehuelen an ze traitéieren, kënnen dës Autorités compétentes och Amenden ausschwätze géint Persounen oder Autoritéiten, déi zum Beispill d'Opklärung vun engem Signalement behënneren, d'Identitéit vun engem Lanceur d'alerte präisginn oder kee Canal de signalement interne asetzen.

D'Divulgation publique ass awer och eng Optioun: Eng Persoun, déi Mëssstänn un d'Ëffentlechkeet bréngt, ka vum Schutzstatutt vum Lanceur d'alerte profitéieren:

1. wa se fir d'éischt iwwer Canal interne oder externe probéiert huet, dat ze maachen, awer keng zefriddestellend Moossnamen ergraff goufen;

2. oder eng Persoun Grënn huet ze mengen, dass eng imminent oder manifest Gefor besteet fir den Intérêt public;

3. oder am Kader vun engem Signalement externe, wa reell d'Gefor vu Repressalie besteet oder eng verständlech Gefor, dass zum Beispill d'Beweismaterial kuerzfristeg kéint vernicht ginn.

Nei kreéiert gëtt ënnert der Autoritéit vum Justizministère den „Office des signalements". Seng Missioune sinn, Persounen ze informéieren, Informatiounen iwwert den eventuellen Netfonctionnement vun interne Kanäl anzehuelen, d'Ëffentlechkeet iwwert d'Gesetz ze informéieren, Rapports annuels mat Statistiken iwwert d'Signalementer ze maachen a Recommandatiounen auszeschaffen.

E Wuert zum Dateschutz: Do ass et einfach an hirer Komplexitéit. De generelle Kader ass a bleift dee vum RGPD. Méi Detailer zu den Artikele mat de Commentairë sti wéi gesot am schréftleche Rapport.

Awer nach e puer Wuert zu den Avisen – ech komme gläich zum Schluss, Här President –: Mir hunn der schlussendlech 21 am Dossier gehat. E grousst Theema ass, wéi schonns bemierkt, d'Ausweitung op de gesamten Droit national. Déi eng begréissen et, déi aner soen: „La directive et rien que la directive!"

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | De Secret professionnel, och en Topptheema. Do gouf jo dann och nogebessert a gekläert. Ech hunn, wann Der mer nogelauschtert hutt, schonn dorobber geäntwert, firwat mer se ausgeweit hunn, och wann „La directive et rien que la directive!" gesot ginn as. Eng ganz Partie Acteure war nämlech besuergt wéinst der initialer Fassung vum Text, an där eng Dispositioun d'Méiglechkeet virgesinn huet, dass Informatiounen, déi duerch de Secret médical an de Secret professionnel geschützt sinn, kéinten zum Objet vu Signalementer ginn, wann dëse proportional zum Notzen an noutwendeg wär, fir den Intérêt général ze schützen. An der amendéierter Versioun vum Text ass déi Dispositioun gestrach ginn, soudass de Secret professionnel wéi och de Secret médical net ugetaascht gëtt.

Très bien? Nee.

(Hilarité)

Insgesamt gouf et an den Avisen, déi sech elo all op déi initial Versioun vum Gesetzesprojet bezunn hunn, begréisst. Allgemeng gouf um Gesetzesprojet begréisst, dass mer d'Protektioun fir de Whistleblower an der nationaler Gesetzgeebung verbesseren a virun allem op europäeschem Niveau harmoniséieren.

Ech si schonn drop agaangen: Kritesch Stëmme gouf et an den Avisen iwwert d'Ausweitung vum Champ d'application matériel op de ganzen Droit national. Méi wéi een Avis, dorënner d'Chambre de Commerce an de Barreau, war beonrouegt, dass dëst zu Abuse kéint féieren.

Eng Fuerderung, déi och méi dacks genannt gouf, war, dass extern Signalementer exklusiv iwwer eng eenzeg zentral Stell sollte lafen.

Bon, ech sinn domadder um Schluss ukomm, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ech hu mer

e wéineg méi laang Zäit geholl fir dat heiten. Ech mengen, et war derwäert, d'Matière ausféierlech duerzestellen. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, ouni ze vergiessen, alle Mataarbechter Merci ze soen an der Fraktioun, an der Chamber a virun allem dem Laurent Thyes a senger Ekipp vum Penal um Ministère.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Charles Margue.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

(M. Laurent Mosar boit de l'eau.)

Une voix | Fir d'éischt schaffen, dann drénken!

M. Laurent Mosar (CSV) | Voilà!

(Interruptions)

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Der größte Lump im ganzen Land, …"

Une voix | „… ist und bleibt der Denunziant."

M. Laurent Mosar (CSV) | „… das ist und bleibt der Denunziant." Dat soen net ech. Dat sot warscheinlech och net den Hoffmann von Fallersleben, deem fälschlecherweis ëmmer dës Ausso zougeschriwwe ginn ass. Et ass einfach en däitscht Spréchwuert, dat d'Saach wuel iwwerspëtzt, awer gutt a kloer op de Punkt bréngt.

Well, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kee wëllt Denunziantentum a kee wëllt Denunzianten! Awer jiddweree wëllt a fënnt se eigentlech ganz gutt: Whistleblower. Nach – an ech mengen, dat ass d'Konscht – muss een en Ënnerscheed maachen zwëschen engem Whistleblower an engem Denunziant.

En Ënnerscheed – an do wäert ech an den nächste Minutten och drop ze schwätze kommen –, deen net ëmmer esou einfach ass. Well wou genau läit hei den Ënnerscheed? Et ass eigentlech a leschter Instanz eng Fro vun de Motiver vu béiden: souwuel vun deem engen, deen eng Saach weiderdréit, wéi och vun deem aneren, deen eng Saach mécht. An dann hänkt et natierlech och vun der Saach selwer of.

An déi éischt Fro, déi ee sech hei muss stellen, ass deemno: Wëllt déi Persoun enger anerer Persoun aus Eegeninteressi oder revanchistescher Niddertruecht schueden a sech selwer eventuell profiléieren, bei enger Autoritéit bäischmieren, fir sech selwer en Avantage ze verschafen?

Dann hu mer et – an do si mer eis alleguerten eens – gréisstendeels mat Denunziantentum ze dinn. Dat kenne mer jo och aus Staatsformen, déi geziilt op Denunziantentum opbauen. An der Reegel sinn dat totalitär Diktaturen, an deene jiddereen deem anere säin Däiwel ass. An ech brauch Iech net ze beschreiwen, wou et dat nach virun net esou laanger Zäit ginn ass.

Bei de Whistleblower ass dat awer anescht. Dëser Persoun oder dësem Grupp vu Persoune geet et ëm fundamental Wäerter a Rechter, déi et ze schütze gëllt, jo, fir déi et ze kämpfe gëllt, virun allem fir d'Allgemengwuel an d'Recht op Meenungsfräiheet, duerchaus souguer mat engem eegene Risiko verbonnen.

De Whistleblowing ass also am Prinzipp eng Aktioun mat engem positive Motiv, engem positive Mënschen- a Gesellschaftsbild, am Géigesaz zum Denunziantentum mat engem negative Motiv an och engem negative Mënschen- a Gesellschaftsbild.

Mee nach laang ass et net ëmmer einfach, hei am Detail den Ënnerscheed ze maachen, an dat scho guer net um legislativen Niveau. Wat mech dann och zu der Gesetzesvirlag bréngt, déi mer de Mëtten haut an hei debattéieren.

Ier ech méi genau awer an d'Analys vun dësem Text ginn, erlaabt mer fir d'alleréischt, eisem President-rapporteur, dem Charles Margue, e ganz grousse Merci ze soen, éischtens fir déi ganz wäertvoll Aarbecht, déi iwwer Wochen an der Kommissioun och an dësem Projet gemaach ginn ass. Et war keen einfache Projet, souwuel fir säi schréftleche wéi fir säi mëndleche Rapport, deen eigentlech ganz genau och beschreift, wat an deem Text elo hei festgeschriwwe gëtt a wat net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Méint a Joren hu gewisen – och bei eis am Land! –, datt et leider och an Entreprisë kann zu schwéierwigende Verstéiss géint international Bestëmmungen, awer och national Gesetzer kommen, wou et och am ëffentlechen Interessi ka sinn, datt dës vu couragéierte Mataarbechter am Betrib och denoncéiert ginn.

Déi Mataarbechter, déi dat maachen, maachen dat dann och net, fir hirem Betrib oder hire Kolleeginnen a Kolleegen ze schueden, mee et geet hinne wierklech drëm, hei op grav Verfeelungen opmierksam ze maachen, déi och riskéieren, der Gesellschaft schwéierwigende Schued zouzefügen, a sief dat och nëmmen um Niveau vun der Reputatioun vun engem Land, wéi dat leider och bei där ominöser Affär LuxLeaks de Fall war.

Et ass also wichteg, datt mer couragéiert Mataarbechterinnen a Mataarbechter an den Entreprisen, awer och beim Staat, bei Institutiounen, hunn, déi sech net scheien, grav Violatioune vu Gesetzer, awer och grav Dysfonctionnementer an hirem Betrib fir d'éischt iwwer e Signalement interne an, wann dat näischt bréngt, och iwwer e Signalement externe ze denoncéieren. An do kann ee sech ganz vill virstellen: Dat geet vu Kampf géint Terrorismus, géint d'Wäisswäsche vu Suen, géint Steierhannerzéiung bis och zu grave Verfeelunge géint Ëmweltschutz a Klimaschutz, an ech kéint mer do sécherlech nach eng Rei aner Beispiller virstellen.

A mir hunn dann och als Legislateur déi verdammte Flicht, dës Mataarbechter am allgemengen Interessi och ze schützen a se haaptsächlech viru Repressalië vun hirem Employeur ze schützen, wa se dann effektiv déi dote Faiten denoncéieren! Dofir ass et och absolutt noutwendeg, datt mir eis och hei am Land déi Instrumenter ginn, fir dës sougenannt „Whistleblower" adequat virun all Zorte vu Repressalien ze schützen.

Mir begréissen dofir och, datt d'Regierung e Gesetzestext op den Instanzewee bruecht huet an och elo versicht, e Cadre juridique opzestelle fir Whistleblower. Dee soll definéieren, wéi an a wat fir enge Konditiounen an no wat fir enge Modalitéiten an Zukunft sougenannt „Signalementer" souwuel no banne wéi no bausse sollen a kënne gemaach ginn.

Mir hätten eis allerdéngs, Här President, gewënscht, datt d'Regierung vläicht e bëssen éischter hir Hausaufgab gemaach hätt. Dat hätt eis alleguerten evitéiert, a besonnesch der Regierung natierlech, vun der Europäescher Kommissioun verklot ze ginn, an et wär vläicht och am wuelverstanenen Interessi vun der gudder Reputatioun vun eisem Land gewiescht.

Här President, fir och ganz kloer an däitlech ze sinn: Mir, d'CSV-Fraktioun, deelen also 100%eg d'Zilsetzung souwuel vun der europäescher Direktiv gradesou wéi vun deem Gesetz, iwwert dat mer haut an hei diskutéieren. Allerdéngs – an dat soen ech dann awer gradesou kloer –: Mir sinn net domadder d'accord, wéi d'Direktiv vun der Regierung an dësem Projet ëmgesat gëtt. Dëse Projet geet wäit iwwert den Text vun der Direktiv eraus, andeem en a sech en universale Statutt fir de Lanceur d'alerte och fir nationaalt Recht en place setzt.

De Champ d'application vun dësem Gesetz ënnerleet eigentlech elo de gesamten Droit commun sengem Champ d'application, wat zu ganz ville Problemer a Schwieregkeete wäert féieren. An ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Amplaz déi besteëend Protektiounsregimmer, déi eisen interne Rechtssystem elo scho virgesäit, ze harmoniséieren, gëtt hei erëm eng zousätzlech Couche dropgeluecht, andeem en zousätzlechen Dispositif en place gesat gëtt, deem seng Konturen – an dat soe ganz vill Avisen; an do sinn ech och net averstane mam Här Rapporteur – op ganz ville Punkte vag an net prezis genuch bleiwen.

Ech muss Iech och soen, Här President, datt ech selten zu engem Projet de loi esou vill Kriticke vu verschiddene Säite gelies hunn, déi eigentlech, wéi mir och, komplett mat der Zilsetzung d'accord sinn, mee awer net mat der Aart a Weis, wéi d'Regierung elo déi Ziler wëllt erreechen.

An dësem Projet stelle sech vill Froen, wat d'Kompetenze vun den Autoritéiten a vun eise Geriichtsbarkeete betrëfft, dat ëmsou méi – an dat ass vläicht och bis elo nach net ëmmer esou ënnerstrach ginn –, well de Projet awer eng ganz Rei vu ganz zolitten zivillen, penalen an administrative Sanktioune virgesäit.

Fir meng Fraktioun a fir mech ass awer eng vun de substanzielle Kriticken déi, datt an Zukunft kann – a lauschtert gutt no! – eng Alerte lancéiert ginn op Base einfach nëmme vu Verdachtsmomenter – Verdachtsmomenter! –, ouni klore Beweis, wat eventuell Violatioune géint Gesetzer ugeet, mee datt och dës Denonciatioun kann anonym gemaach ginn, wat esou am Text vun der Direktiv net explizitt virgesinn ass.

Den urspréngleche Gesetzestext ass och nach vill méi wäit gaangen, andeem en d'Beruffsgeheimnisser vun enger ganzer Rei vu Beruffsgruppen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och nach mat an de Champ d'application erageholl huet. An nëmmen dank der vehementer Oppositioun vu ville Beruffsgruppen, awer ganz besonnesch dem Conseil de l'Ordre des avocats, sinn dës Beruffsgeheimnisser hei expressement erausgeholl ginn.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Wat eis, Här President, awer am meeschten un der Manéier, wéi dës Direktiv ëmgesat gëtt, stéiert, ass, datt hei all Infraction de droit commun, egal wéi grav se ass, automatesch mat erafält. An ech liesen Iech och nach eng Kéier dee Passage vir: „Sont visés tous les ‚actes ou omissions' qui sont illicites en droit national ou européen, ou pire, qui vont à l'encontre de l'objet ou de la finalité du droit national respectivement européen."

De Champ d'application, esou wéi en elo am Gesetzestext festgeschriwwe ginn ass, depasséiert also largement d'Exigenze vun der Direktiv, déi sech eigentlech – an dat ass jo interessant – op verschidden Theeme limitéiert, wéi zum Beispill d'Marché-publicken, d'Securitéit vun de Produiten an nach eng ganz Rei anerer, wat och fir eis a fir mech déi allerwichtegst sinn.

An deem Text, wéi en elo virgesinn ass, ass iwwerhaapt kee Seuil de matérialité festgeluecht. A wéi ech scho virdru gesot hunn, geet et duer – an ech

zitéieren och –, datt den Auteur vum Signalement: „ait des ‚motifs raisonnables de croire' qu'il y ait une violation." „Des motifs raisonnables de croire qu'il y ait une violation"!

Hei kann also – a leider Gottes gëtt et där Mënschen och an de Betriber – eng Persoun, déi net déi allerbeschten Intentiounen huet, einfach nëmmen eng Suspicioun, eng einfach Suspicioun vun enger Violatioun hunn a kann eng eigentlech harmlos Violatioun invoquéieren an herno vun enger Immunitéit profitéieren, wat zum Beispill d'Confidentialitéit betrëfft, awer och d'Interdiction vu Repressalien.

Dat geet also schrecklech wäit. An erlaabt mer, Iech vläicht do dräi Beispiller ze ginn, well ech och an de leschten Deeg vill mat Kolleegen och driwwer geschwat hunn a gesot hunn: „Wat steet dann eigentlech do dran?"

Mir sinn hei am Droit commun, dat heescht, do fält de ganze Code de la route mat dran. Wann also ee vun eis – gëschter war den 1. Mee, et waren der vill ënnerwee, och mam Auto – do an eng Polizeikontroll kënnt wéinst ze vill héijer Vitess oder och nach wéinst anere Saachen an dee gëtt do protokolléiert, da kann also e Mataarbechter, deen dat gewuer gëtt, deen denoncéiere bei sengem Employeur.

Ech ginn Iech en zweet Beispill. Hei si vill Buergermeeschteren a Schäffen a Gemengeconseilleren, déi ëmmer Mariagë maachen. Do ass een Artikel, dee mer ëmmer virliesen: „Les époux sont tenus de vivre ensemble." Wann elo – an dat soll et jo anscheinend ginn – och emol Conjointen, déi bestuet sinn, net méi doheem mat hirem Partner liewen, ass dat – ech weess, dass Der elo vläicht mam Kapp rëselt – eng Verfeelung géint de Code civil. Wann also elo ee vun de responsabele Cheffe vun enger Entreprise net méi mat sengem Partner zesummelieft, kéint dat en théorie Objet vun enger Denonciatioun ginn.

Ech ginn Iech en drëtt Beispill. An Entreprisen, a Gebaier, ginn oft Aarbechte gemaach. Ech hunn dat elo selwer vun enger Persoun gesot kritt: „Kanns De dat vläicht och do zitéieren?" Da ginn do Transformatioune gemaach, wat derzou féiert, datt heiansdo net all d'Toilettë verfügbar sinn. An Dir wësst, do gëtt et an eisen interne Reglementer Obligatiounen, datt ee mindestens muss esou vill Toilettë bei esou vill Leit hunn. An do kënnt mol iwwerall vir, datt d'Zuel vun den Toiletten dann net méi onbedéngt dee Moment der Zuel vun den Effectiver entsprécht. Dem Text no kéint elo e Mataarbechter seng Direktioun denoncéiere goen, well hei op engem prezise Punkt dat Gesetz net respektéiert gëtt.

Elo kënnt Der mer natierlech alleguerte soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Jo, dat do ass puer Theorie." Ech hoffen, datt et puer Theorie ass. Mee mir wëssen och, an de Betriber schaffen net lauter Leit, déi déi beschten Intentiounen hunn. An ech fäerte ganz, datt et hei zu Abuse ka kommen.

Firwat kann et zu Abuse kommen? Ech huelen einfach d'Beispill vun engem Salarié, engem Employé, deen effektiv duerch ech weess net wat um Punkt ass, säi Kontrakt gekënnegt ze kréien. Wat mécht deen? E fënnt iergendwéi en Element, fir eng Denonciatioun ze maachen. Doduerch, datt en eng Denonciatioun mécht, kann en net méi gekënnegt kréien. E kann net méi gekënnegt kréien! E profitéiert do vun der Clause de confidentialité. Dat heescht, do brénge mer eng ganz Rei vu Betriber an eng zum Deel onméiglech Situatioun.

Natierlech wäert elo d'Madamm Justizministesch herno äntwerten: „Jo, mee do gëtt et jo awer eng Rei Firewalls, déi am Gesetz agebaut sinn, déi eigentlech déi doten Abuse solle vermeiden." Ech hoffen, datt dat de Fall ass, Madamm Justizministesch. Ech soen awer elo schonn, datt dat warscheinlech a ganz ville Fäll net wäert duergoen.

An erlaabt mer vläicht – ech hätt hei vill kënne virliesen –, just e Passage aus engem Avis virzeliesen, nämlech deem vum Conseil de l'Ordre des avocats, deen eigentlech just op dësem Punkt méi wéi kloer ass. An doduerch, datt de Secret professionnel elo erausgeholl ginn ass, ännert dat absolutt näischt un deem heite Punkt.

Ech liesen Iech also vir: „Notant que les auteurs du projet de loi sous avis ont opté pour une définition des ‚violations' pouvant être dénoncées impunément qui couvre [...] les actes ou omissions illicites de toute nature et [...] les actes ou omissions qui ne sont illicites, mais qui ‚vont à l'encontre de l'objet ou de la finalité des dispositions du droit national ou européen', le Conseil de l'Ordre", an elo lauschtert gutt no, „considère qu'il s'agit d'une véritable carte blanche aux délateurs de tous genres, qui n'est pas digne d'un État de droit et qui va largement au-delà des ‚violations' que vise la Directive." Ech widderhuelen: „une véritable carte blanche aux délateurs de tous genres"! Dat seet de Conseil de l'Ordre vun den Affekoten.

An hei sëtze jo vill Affekoten a Juristen. Also, ech muss Iech soen, ech kéint net als Affekot a Jurist mat guddem Gewëssen de Mëtteg dësem Text meng Zoustëmmung ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech muss Iech duerfir och agestoen, Här President, datt a menge ville Joren, an deenen ech mech mat ville Projet-de-loien auserneegesat hunn, souwuel d'ailleurs an der Majoritéit wéi an der Oppositioun, ech mech net kann erënneren, datt eng Regierung vun engem Conseil de l'Ordre vun den Affekoten, wat net egal wat fir ee Gremium ass, mee wat deen héchste Gremium ass, sech esou hefteg Reprochen huet misse maache loossen.

Ech mengen d'ailleurs och, Madamm Justizminister, an ech deelen natierlech hei voll déi Bedenke vum Conseil de l'Ordre des avocats, datt hei wierklech eng Applikatioun vum Regimm vun der Direktiv op eng ganz Rei Akten an Domäne gemaach gëtt, déi, wéi gesot, largement iwwert de Champ d'application vun der Direktiv erausgeet. An hei riskéiere mer – an dat ass och e Risiko, dee menger Meenung no d'Regierung ënnerschätzt –, datt mer doduerch, datt mer hei wäit driwwer erausginn, och de Geescht vun der Direktiv net transposéieren.

An erlaabt mer och ze soen: Ech sinn net mat Ärer Argumentatioun d'accord! Duerfir soen ech et direkt, well ech unhuelen, datt Der mer se herno dann och erëm wäert soen. Wéi ech Iech d'Fro gestallt hunn an der Commission de la Justice, hutt Der éischtens gesot, mir wären hei an enger spezieller Situatioun a mir missten eigentlech hei exemplaresch virgoen, well mir jo och an där Affär LuxLeaks do direkt zitéiert gi sinn a well déi och e bësselchen am Ursprong vun deem ganzen Text hei ass.

Abee, ech muss Iech soen, Madamm Justizminister: Grad eleng dowéinst hätt ech, hätte mir eis strikt op den Text vun der Direktiv limitéiert a mir wären net doriwwer erausgaangen. An ech soen Iech och, wat déi ominéis Jurisprudenz betrëfft: Dir wësst esou gutt wéi ech, d'Jurisprudenze ginn eng Kéier an déi eng Richtung a se kënne muer erëm an déi aner Richtung goen.

(Interruption)

A mir hunn och nach Jurisprudenze vum Europäesche Geriichtshaff, duerfir ass et ëmmer geféierlech, wann een en Text just op Jurisprudenze baséiert. An duerfir ass dat fir mech och kee Grond, fir hei weesentlech iwwert d'Zil vun der Direktiv erauszeschéissen.

Här President, ech mengen, ech hunn elo méi wéi genuch gesot iwwert de Champ d'application vun dësem Gesetz. Ech wëll awer nach op een anere Punkt agoen, dee menger Fraktioun an och mir selwer ganz vill Bauchwéi mécht a wou ech och elo direkt nach wäert eng Motioun deposéieren.

Mir hate viru Kuerzem eng ganz interessant Debatt iwwert d'Perspektive vun der lëtzebuergescher Wirtschaft, an e Constat, dee quasiment all Riednerin a Riedner hei gemaach huet, ass deen, datt mer misste vill méi schnell mat der Simplification administrative virukommen an d'Entreprisë vun deenen deelweis iwwerdriwwene Formalitéite befreien.

Mat dësem Gesetz, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gi mer besonnesch deene klengen a mëttele Betriber elo erëm nei Prozeduren imposéieren, déi net nëmme vun hinnen zousätzlech Formalitéite verlaangen, mee haaptsächlech en Knowhow, fir e Gesetz ëmzesetzen a Mechanismen a Strukturen en place ze setzen, fir iwwerhaapt kënnen d'Contrainten, déi dësen Text mat sech bréngt, ze erfëllen.

Ech rappeléieren, datt ënnert dëst Gesetz all d'Entreprisë mat méi wéi 50 Mataarbechter falen. An dësem Land wäerten also Honnerte vun Entreprisë betraff sinn. Och ganz vill Gemengen an dësem Land wäerten hei dervu betraff sinn. Och mir, Här President, wäerte vun dësem Text betraff sinn.

A wat mech awer elo am meeschte stéiert, dat ass, datt ech iwwerzeegt sinn, datt déi allermeescht vun dësen Entreprisen – an ech hunn den Test an deene leschten Deeg gemaach – eigentlech iwwerhaapt keng Anung hunn, wat an deenen nächste Wochen a Méint op se zoukënnt, well déi wëssen emol net, wat an deem Projet de loi do steet. Och d'Mataarbechter hu keng Anung, wat do an den nächste Wochen a Méint op se zoukënnt.

An dat erënnert mech trotzdeem e bësselchen un de Registre des bénéficiaires effectifs, iwwert dee mer och virun e puer Joer hei diskutéiert an ofgestëmmt hunn. An do, kënnt Der Iech erënneren, hat ech deemools opmierksam gemaach op Problemer, déi dat Gesetz géif fir d'ASBLe bréngen. Ech si belächelt ginn hei. Et ass gesot ginn, wat mir hei géifen opféieren. D'Gesetz war nach net a Kraaft, do ass en Opschrei duerch all d'ASBLe gaange fir ze soen: „Ma wat ass iwwerhaapt do gestëmmt ginn?" An ech soen Iech, datt et hei grad a genau d'selwecht wäert goen, well et huet kee Mënsch eng Anung, wat iwwerhaapt do op en zoukënnt!

An ech muss soen, et ass zum Deel och onverantwortlech vun enger Regierung, hei am Virfeld déi Entreprisen net emol do informéiert ze hunn, well déi mussen dat jo awer elo ëmsetzen. Ech weess, do sinn Delaie virgesinn. Si mussen zum Deel, wann et méi grouss Entreprisë sinn, souguer eenzel Leit carrement ofstellen, fir déi Signalement-internen do ze maachen. Abee, ech froe mech, wou déi Entreprisen déi Leit siche ginn a wéi se dat maachen. Dat wäert erëm en zousätzleche Käschtepunkt sinn.

An duerfir wäert ech och hei eng Motioun deposéieren, wou mir d'Regierung opfuerderen, esou schnell wéi méiglech eng ganz breet gefächert Informatiounscampagne ze maachen à l'attention vun alle Concernéierten – dat sinn op där enger Säit natierlech d'Entreprisen, awer och d'Mataarbechter, déi an deenen Entreprisen do schaffen –, fir se iwwerhaapt emol driwwer ze informéieren, wat an Zukunft hir Rechter a Flichte sinn.

Här President, ech kommen domadder zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Och wa mir mat der Zilsetzung souwuel vun der Direktiv wéi och vun dësem Gesetz averstane sinn an och fir méi en effikasse Schutz vum Whistleblower sinn, sou fanne mir, datt d'Regierung mat dësem Projet de loi einfach iwwert d'Zil erausschéisst an d'Dieren opmécht fir eng Zort vun Denunziantentum, déi mir och als Partei an eiser Gesellschaft op kee Fall wëllen.

Well eppes wëlle mir net, Här President, dat ass déi Welt, déi den George Orwell beschriwwen huet, nämlech eng „Big Brother is watching you"-Gesellschaft, an där een deen anere bei deem geréngste Verdacht op Verfeelung direkt verpäife geet.

Och – an dat ënnerstellen ech wierklech net der Regierung – wann dat sécherlech net d'Zil vun dësem Projet de loi ass, besteet dach d'Gefor, datt leider an Zukunft duerch dësen Text Mënsche kënnen encouragéiert ginn, hir Matbierger bei der éischtbeschter Geleeënheet ze verpetzen. An dat ass eppes, wat mir op jidde Fall an eiser Gesellschaft net wëlle favoriséieren.

Dir verstitt, Här President, datt mir aus all deenen dote Grënn dëst Gesetz beim beschte Wëllen net kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant qu'il y a lieu de transposer en droit national la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union européenne ;

– constatant que le champ d'application matériel de la directive en question a été étendu sur l'ensemble du droit national ;

– constatant que les nouvelles dispositions vont engendrer des obligations supplémentaires pour les entreprises au Luxembourg ;

– constatant que les obligations auxquelles les entreprises doivent se conformer sont nombreuses et complexes ;

– constatant que ces obligations impliquent une charge de travail supplémentaire ainsi que des coûts supplémentaires non négligeables pour les entreprises ;

– soulignant qu'il est nécessaire de fournir aux entreprises des informations concrètes et précises quant aux différents devoirs et obligations leur incombant, et ce dans les meilleurs délais,

invite le Gouvernement

– à lancer ensemble avec les chambres professionnelles une large campagne d'information et de sensibilisation afin d'expliquer en détail aux acteurs concernés des différents secteurs de l'économie luxembourgeoise les tenants et aboutissants de la loi dont question.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Rapporteur Charles Margue e grousse Merci fir säi mëndlechen, awer och säi ganz detailléierte schréftleche Rapport.

WikiLeaks, Facebook-Leaks, LuxLeaks, den Tönnies-Fleesch- an och de VW-Dieselskandal, alles dat si Beispiller vun Dossieren, déi an der Press weltwäit fir grouss Iwwerschréfte gesuergt hunn, well Eenzelpersounen, sougenannt „Whistleblower", mat Informatiounen op déi eng oder aner Manéier op Sujeten opmierksam gemaach hunn oder un d'Ëffentlechkeet getruede sinn.

Säitdeem ass de Whistleblowing ëmmer erëm e Sujet vun Diskussioune gewiescht, an och op europäeschem Niveau huet ee probéiert, op essenziell Froen, déi dëse Sujet betreffen, déi passend Äntwerten ze fannen:

Wéi steet et ëm de Schutz vu Lanceurs d'alerte?

Wéi eng Kanäl fir d'Transmissioun an d'Diffusioun vun Informatioune sinn erlaabt, an ënner wat fir enge Konditiounen?

Wéi si Schutz a Repressalie fir béid Parteien an der Relatioun Auteur an Informant am Gesetz festgehalen an equilibréiert?

A ganz kruzial: Wéi brénge mir et fäerdeg, net zu engem Denunziantestaat ze ginn an trotzdeem Whistleblower ze schützen?

Léif Kolleegen, mat der europäescher Direktiv, déi mer haut duerch dëse Projet de loi transposéieren, ass versicht ginn, passend Äntwerten op ënner anerem dës Froen ze fannen. Dëse gesetzleche Kader soll et erlaben, am ëffentlechen Interessi op Mëssstänn hinzeweisen an Transparenz a Gerechtegkeet ze promouvéieren, dëst am Schutz vun de jeeweilege Parteien an ouni dass Abuse bedriwwe kënne ginn.

Et ass scho gesot ginn, et ass awer wichteg, et ze rappeléieren: Mir hu Retard bei der Transpositioun vun dëser Direktiv! Mat all Dag, deen dës Direktiv net transposéiert ass, muss Lëtzebuerg eng Strof bezuelen. Vun dohier ass et och immens wichteg, dass mir dës Direktiv elo ëmsetzen.

Här President, mir hu säit 2011 schonn e gesetzleche Kader, dee Whistleblower schützt. Dëst Gesetz – an dat ass an de Geriichtsaffären iwwert déi lescht Joren däitlech ginn – ass a senger Essenz awer net ganz komplett. An dësen Affären huet d'Analys sech dohier och haaptsächlech ëm d'Applikatioun vum Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun gedréit, an eis Geriichter hu sech op Jurisprudenze vum Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter gestëtzt, fir ze analyséieren, ob eng disproportionell Ingerence an d'Liberté d'expression virläit oder net.

Quitte dass mer eise gesetzleche Kader haut erweideren, wäert sech dës Analys op Basis vun der CEDH héchstwarscheinlech net fundamental änneren. An eiser Hiérarchie des normes sti bekanntlech déi supranational Reegele ganz uewen a wäerten deemno och weiderhin an esou Affären opgeworf an och analyséiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, e Whistleblower huet am Idealfall eng gutt Absicht, nämlech déi, op eng Gefor fir d'Ëffentlechkeet hinzeweisen oder op eng flagrant Ongerechtegkeet opmierksam ze maachen. Dëst ass och esou an dësem neien Text festgehalen.

Hei ass dann och schonn e ganz wichtege Punkt vun dësem gesetzleche Kader: Et muss verhënnert ginn, dass Persounen aus enger perséinlecher Vendetta eraus oder aus perséinlechem Interêt Firmen, Entitéiten oder Administratiounen ënner Drock setzen oder Onwourechte verbreeden, fir selwer dovunner ze profitéieren. E Lancement d'alerte ka just gemaach ginn, wann och e valabelen a reelle Motiv dofir besteet. Dëst ass am Commentaire vum Artikel 4 festgehalen: Eng Persoun muss, ech zitéieren, „motifs raisonnables" hunn, fir eng Informatioun ze divulgéieren. Abusiv Signalementer sollen deemno evitéiert ginn. An de Rapporteur hat och schonn op d'Garde-fouen hei an deem Gesetz higewisen, wou och penal Strofe virgesi sinn.

Doriwwer eraus gëllt weiderhin, dass béisaarteg falsch Denonciatioune géint eng Persoun, esou wéi dat och schonn haut de Fall ass, zu Poursuitten a Condamnatioune wéinst Dénonciation calomnieuse kënne féieren.

En nächste wichtege Punkt ass deen, dass d'Divulgatioun a priori am ëffentlechen Interessi muss sinn. Den Intérêt public vun der Divulgatioun vun Informatiounen ass iwwregens och ee vun de Krittären, dee vum Europäesche Geriichtshaff an all Whistleblower-affär kontrolléiert gëtt. E Punkt, op deen de Stater Barreau a sengem Avis nach eemol opmierksam gemaach huet, andeem e rappeléiert, dass à la base d'Iddi hannert dem Prinzipp vum Whistleblower, a virun allem och dem Schutz vum Whistleblower, dem Opweise vu méigleche Menacen an Atteinten op den ëffentlechen Interessi ënnerläit.

An der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter ass den ëffentlechen Interessi vun der Divulgatioun deemno eng Konditioun, fir d'Protektioun vum Whistleblower kënnen ze kréien. Och am rezenten Arrêt Halet vun der CEDH ass dës Analys ganz prezis gemaach ginn.

Am Text vun eisem Projet de loi stoung initial och explizitt dran, dass d'Violatiounen, déi denoncéiert ginn, an hirer Konsequenz den Ordre public troubléiere mussen. Den explizitte Renvoi op en „trouble causé à l'intérêt public" ass allerdéngs op Basis vun enger Opposition formelle vum Staatsrot aus dem Projet de loi erausgelooss ginn.

Hei stellt sech d'Fro – an ech géif dës Fro un d'Madamm Minister weiderginn –, ob Denonciatiounen, déi op Basis vum neie Cadre légal gemaach kënne ginn, trotzdeem dësem ëffentlechen Interessi dénge mussen, wéi dat och am Commentaire zum Artikel 4 ugeduecht ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am neien Text ass festgehalen, op wéi eng Manéier Informatioune kënne virugi ginn. Virop ass et hei wichteg ze betounen, dass et eng Aart Hierarchie gëtt, wéi op Mëssstänn oder Problemer opmierksam gemaach soll ginn:

Intern Meldunge bei enger Firma, an enger Administratioun: Den interne Wee soll ëmmer privilegéiert ginn.

Un zweeter Plaz stinn iwwer 20 Entitéiten zur Verfügung, déi mat dësem neie Gesetz den néidege legale Kader kréien an déi et engem erlaben, eng extern Revelatioun an dësem geschlossenen a reglementéierte Kader ze maachen, ouni dass eng Affär direkt muss dobaussen un déi grouss Klack gehaange ginn.

Eréischt un drëtter Stell gëtt et d'Divulgation publique, also zum Beispill d'Eruntrieden un d'Press oder allgemeng un d'Ëffentlechkeet, an dësem Text als ultime Optioun fir de Whistleblowing ernimmt.

Och dës Divulgation publique hat am Virfeld fir Diskussioune gesuergt, méi genee d'Konditiounen, ënnert deenen esou eng Divulgation publique iwwerhaapt dierf gemaach ginn. Am Text vun der Direktiv ass festgehalen, dass eng intern Meldung beim zoustännegen Departement oder enger respektiver Administratioun dem Exercice vun der Divulgation publique virausgoe soll. Den Här Rapporter huet et virdrun erkläert: Dës Konditioun gouf am Projet de loi als eng Optioun, also net als eng Obligatioun, bäibehalen.

Hei sief awer ganz kloer gesot, dass et net dorëms geet, jidder Persoun dobaussen et ze erlaben, sou „mir nichts, dir nichts" un d'Ëffentlechkeet ze trieden an d'Reputatioun vu Persounen oder Entreprisen einfach esou ze endommagéieren, ouni e fundéierte Grond an ouni dass en ëffentlechen Interessi bei esou enger Affär besteet. Et geet drëm, Persounen, déi iwwer Wësse verfügen, dat fir déi ëffentlech Sécherheet relevant ass, e leschte Moyen ze bidden, déi ëffentlech Opmierksamkeet op dëse Problem ze riichten, falls si iwwer aner Weeër net gehollef kréien.

An deem Kader géif ech op eng Question parlementaire verweisen, déi d'Kolleege vun der CSV am Joer 2018 gestallt hunn. Deemools hat eng Persoun, déi anonym wollt bleiwen, d'Administratioun GOVCERT kontaktéiert an drop opmierksam gemaach, dass et bei enger staatlecher Plattform Sécherheetslücke géif ginn, via déi dës Persoun sech notamment iwwer dausend Usernimm a Passwierder konnt uneegnen, entre autres vu Ministeren, Deputéierten a Journalisten. Dës Persoun hätt awer nëmmen agewëllegt, Detailer erauszeginn, wann een hir géif versécheren, datt si ouni Konsequenze géif dervukommen. Finalement huet de Staat dëser Persoun et erméiglecht, hiert Wëssen anonym matzedeelen, an et ass och reagéiert ginn. Eng vun de Froe vun der CSV war deemools, wisou bis elo nach kee Whistleblowergesetz op den Instanzewee bruecht gi wär.

An dësem prezise Fall hei ass et ëm ëffentlech Sécherheet a Relatioun mat Informatik gaangen. Dat erlaabt et, nach eemol d'Wichtegkeet vum Text ze ënnersträichen, dee mir haut stëmmen. Net nëmmen huet et sech hei ëm e Problem op nationalem Niveau gehandelt. Et brauch och net vill Imaginatioun, wann ee sech iwwerleet, wat geschitt wär, wann de Staat dëser Persoun deemools net d'Méiglechkeet ginn hätt, sech anonym ze äusseren, a wann da spéider erauskomm wier, dass si iwwert dëst Wësse verfüügt hätt, dass een et awer net un de Grand public oder op d'mannst un déi concernéiert Persoune viruginn hätt, mee probéiert hätt, dëse Problem virun der Ëffentlechkeet ze verstoppen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nach op e weidere Punkt agoen, deen notamment vum Conseil de l'Ordre vun den Affekote vum Stater Barreau a vum Ordre des experts-comptables opgeworf ginn ass an deen eis als DP-Fraktioun och um Häerz läit. Et geet ëm de Secret professionnel vun dësen an anere Beruffer, deen onbedéngt muss protegéiert ginn.

Als Confidents nécessaires genéisse beispillsweis Dokteren an Affekoten d'Vertraue vun hire Patienten an hire Clienten, e Vertrauen, dat nëmme kann oprechterhale ginn, wann de Client och weess, datt seng Informatioune bei dëser Persoun gutt a virun allem sécher opgehuewe sinn. Duerfir ass et kruzial, dass Informatiounen, déi ënner esou e Secret, gradewéi och ënnert de Secret de l'instruction, falen, net kënnen divulgéiert ginn, ausser et gëtt eng Obligation légale de dénonciation, notamment wat Infraktiounen am Kader vun der Lutte géint Blanchiment an Terrorismus ugeet.

Hei hat den initialen Text eng weider Attenuatioun vun de Secrets professionnels virgesinn. De Staatsrot huet heiranner awer eng Insécurité juridique gesinn an haaptsächlech drop higewisen, datt en matière pénale eng Restriktioun vum Secret tëschent dem Affekot a sengem Client den Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun, dat heescht d'Recht op e Procès équitable, violéiere géif. Den Artikel 1 vun dem Projet de loi ass doropshin, esou wéi et och vun dem Barreau aus der Stad a vun den Expert-comptablë gefrot ginn ass, amendéiert ginn, soudass déi divers Beruffsgeheimnisser net weider duerch dësen neie Cadre légal ofgeschwächt ginn. An dëst begréisse mir als DP-Fraktioun ausdrécklech.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Virureeche vu sensibelen oder kriddelegen Informatioune ka fir béid Säiten an enger Affär laangwiereg a substanziell Konsequenzen hunn, souwuel privat wéi och professionell. Et ass doweinst wichteg, dass een net liichtfankeg mam Theema Whistleblowing ëmgeet.

Als DP ënnerstëtze mir doweinst och eng Motioun, iwwert déi mir och an der Justizkommissioun, wéi de Rapporter et gesot huet, geschwat hunn an déi virgesäit, dass no zwee Joer e Suivi vun dësem Text gemaach soll ginn. Fir eis als DP ass et wichteg, mam Projet de loi, deen zum Vott steet, d'Whistleblower ze schützen, esou wéi dat och d'Virgab ass vun der EU-Direktiv, an awer parallell net zu engem Denunziantestaat ze ginn. Wann de Suivi vun dem Gesetz dat sollt erginn, da musse mer dee Moment dorobber reagéieren.

Ech géif heimadder den Accord gi vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, merci virop dem Charles Margue fir dee gudden an detailléierte geschriwwenen an och mëndleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, haut hu mer de Rapport vun engem juristesch a sozial wichtege Projet de loi gemaach kritt, deen d'europäesch Direktiv vun 2019 iwwert d'Whistleblower an eis Legislatioun transposéiert.

D'ganz Welt an och Europa sinn an de leschte Joren ëmmer nees vu finanziellen an och politesche Skandaler gerëselt ginn, déi eigentlech just duerch d'Whistleblower opgedeckt goufen.

Stéchwuert Edward Snowden zum Beispill: Deem seng Revelatiounen hunn am Joer 2013 déi berüchtegt NSA-Affär ausgeléist. Hien huet deemools als weltwäit bekannteste Lanceur d'alerte derfir gesuergt, dass Top-Secret-Dokumenter un d'Ëffentlechkeet koumen, an esou dem Public d'Ausmooss vun den Iwwerwaachungs- a Spionagepraktike vu Geheimdéngschter gewisen. Dëst huet him, duerch de feelende Schutz, e Liewen am Exil abruecht.

Nieft de Skandaler huet d'Cour vu Stroossbuerg déi sougenannte Guja-Krittären an hirem berüümten „Arrêt Guja" festgehalen. Deenen no soll bewäert ginn, ob en Ugestallten, dee jo en Devoir de loyauté oder eng Obligation de secret par rapport zu sengem Employeur huet, kann Informatioune weiderginn, ouni sech domadder strofbar ze maachen, well en als Whistleblower qualifizéiert gëtt.

Zu Lëtzebuerg si mir eis der Problematik vum Whistleblowing och bewosst. Mir haten eisen eegene souzesoe „Snowden-Fall", den Antoine Deltour, deen an der Affär LuxLeaks als unerkannte Whistleblower de Journalisten Dokumenter zoukomme gelooss huet, fir ze weisen, dass Lëtzebuerg verschiddene groussen Entreprisen aus dem Ausland Steiervergënschtegungen erméiglecht huet. Dëse Fall war viru Kuerzem nach an der Aktualitéit, well eeben de Raphaël Halet, vun deem de Mëtteg schonn e puermol rieds gaangen ass, den zweeten Informant an dëser Affär, och als zweete Whistleblower 2021 unerkannt ginn ass an elo keng Strof bezuele muss.

An der Aktualitéit an am Kontext vum Ukrain-Krich ass de Fall vum australesche Journalist Julian Assange ganz pikant. Hie sëtzt de Moment nach am Belmarsh-Prisong a seng Haft ass ëmstridden, besonnesch wat seng Behandlung ugeet. Seng Fräiloossung ass vun der Kommissioun vun de Mënscherechter aus dem Conseil de l'Europe gefrot an och verlaangt ginn. Et kann een dervunner ausgoen, dass seng Inhaftéierung a seng Behandlung en ofschreckend Bild fir all méigleche Whistleblower sinn. Wa Leit Informatiounen iwwer en arméierte Konflikt hätten, wéi et bei de WikiLeaks-Publikatioune war, da géife se wuel esou Fäll dervunner ofgehalen, dës weiderzeginn, wat am Kontext vum ukrainesche Konflikt nach kéint vu ganz grousser Bedeitung sinn.

Et gëtt deemno eng ganz Partie Argumenter, déi derzou gefouert hunn, dass d'Regierungsparteien am Koalitiounsaccord 2018–2023 festgehalen hunn, dass d'europäesch Direktiv vun 2019 iwwer eng uniform europäesch Legislatioun fir de Schutz vun de Whistleblower soll transposéiert ginn. Dës Regierung huet sech also dës Missioun ginn an huet se och elo erfëllt. Am Hibléck op déi 22 Avisen, déi zu dësem Projet de loi vun deene verschiddensten Autoritéiten erakomm sinn, hunn d'Regierung an d'Chamber eng séier an effikass Aarbecht geleescht.

Bei eis huet déi europäesch Direktiv missen esou séier wéi méiglech transposéiert ginn, well et och an eisen Nopeschlänner wäitgeeënd scho gemaach ginn ass. Esou huet Frankräich am Februar 2022 déi néideg Texter adoptéiert an d'Belsch huet am Februar 2023 en neit Gesetz iwwert de Schutz vun de Whistleblower begréisst. A Frankräich war iwwregens schonn 2016 mat der Loi Sapin 2 en offizielle Status fir de Whistleblower festgehale ginn. D'Belsch hat virun der Transpositioun vun der Direktiv iwwregens nach eng ganz Partie Lacunnen an hirer Legislatioun.

D'europäesch Direktiv huet als Objektiv de Schutz vum Lanceur d'alerte, mee virun allem en uniforme Schutz fir all d'europäesch Länner, fir esou vill wéi méiglech legal Zersplitterungen – oder solle mer soen Ongläichheeten? – ze verhënneren. Zousätzlech soll en iwwergeuerdente legislative Schutz an all Land geschaaft ginn, dee sech iwwert déi deelweis sektoriell Schutzbestëmmunge vun de Lanceurs d'alerte anuerdent. De Schutz, dee betraffe Persoune kënne kréien, gëtt also juristesch verstäerkt an erweidert.

Zu Lëtzebuerg ass de Schutz vum Whistleblower bis elo nämlech sektoriell gereegelt. Do huet de Finanzsecteur déi meescht Fortschrëtter gewisen, wou verschidde Gesetzer a verschiddene Matièren, wéi dem Blanchiment, dem Abus de marché, den Investitiounsservicer an de Verhalensreegele vun de Professionellen am Finanzsecteur, e gewëssene Schutz fir d'Lanceurs d'alerte schafen.

Virun allem am Finanzsecteur ass dëst e wichtege Moyen, fir Verstéiss géint hir Gesetzer ze verhënneren, well dës Kontrollautoritéite wéi der CSSF gemellt ginn. Esou gëtt eng propper an och legal Finanzplaz zu Lëtzebuerg garantéiert, wat eisem Land jo am Allgemengen zeguttkënnt.

Hei ass awer de Problem, dass net all Aktivititéitssecteur e reglementéierte Kader virgesäit. En allgemengt Gesetz gëtt et bis haut och net. Soulaang alles sektoriell gereegelt gëtt, kann de Schutz net um héchsten Niveau garantéiert sinn.

Mee wisou ass de Schutz vun de Persounen, déi „whistleblowen", dann iwwerhaapt esou wichteg? Huele mer et emol gläich virewech: Et ass essenziell, dass ee géint Korruptioun, Bedruch oder schlecht Praktiken innerhalb vun engem Betrib oder enger ëffentlecher Entitéit virgeet. Mee keen Ugestalte wëllt

an der Schosslinn landen, falls him eppes sollt passéieren, wann hie signaliséiert, wat net an der Rei ass oder carrement net legal ass. Och wa mir eis all eens sinn, dass d'Signalement vun engem Verstouss géint Reegelen oder Eethik eng moralesch Aufgab ass, wëllt kee sech eng schlecht Reputatioun op der Aarbechtsplaz siche goen, well eng Aarbechtsplaz ass hautdesdaags wichteg. A mir wëssen et, un enger Aarbechtsplaz hänken Existenzen. An duerfir brauch ee vu vireran d'Garantie vum néidege Schutz, wann een esou eng Aktioun wëllt ugoen.

Mee net nëmmen, dass eng spezifesch Schutzlegislatioun per se positiv ass, nee, et kommen och nach wichteg Auswierkungen derbäi, sou zum Beispill datt an der Entreprise sécher méi positiv Praktike kënne benotzt ginn. Well wat méi gutt Praktike favoriséiert ginn, wat eng Firma oder och eng ëffentlech Entitéit besser fonctionéiere kann, d'Aarbechtsklima méi angeneem gëtt, d'Produktivitéit eropgeet, eng gewësse sozial Responsabilitéit tëscht d'Leit geschafe gëtt an eng allgemeng besser Kultur an der Entitéit gelieft gëtt. De Schutz vum Lanceur d'alerte an domadder d'Krichserklärung un déi verwerflech a moralesch zweifelhaft Praktiken zitt deemno e ganze Rateschwanz u positiven Auswierkunge no sech.

Dës Legislatioun erméiglecht et de Leit, hir moralesch Aufgab ze erfëllen, ouni hir Integritéit, hir Reputatioun op der Aarbecht an hir Aarbecht u sech a Gefor ze bréngen.

De Projet de loi gesäit e puer Dispositioune vir, op déi ech elo ganz kuerz wéilt agoen, zum Beispill datt en Informant géint all Form vu Vergeltungsmoossname geschützt ass. Esou eng Moossnam vun der Säit vum Employeur kéint zum Beispill eng virzäiteg Resiliatioun vum Aarbechtsvertrag sinn. Et kéint och d'Erofsetze vum Salaire sinn oder souguer Mobbing. Dëst dierf net sinn an dowéinst ass och all Form vu Vergeltung géint e Whistleblower verbueden.

D'Schutzmesüren, déi vum Projet virgesi sinn, applizéiere sech och op Drëtter, déi am Lien mam Whistleblower sinn. Dat kënnen d'Aarbechtskolleege sinn oder och d'Familljememberen. En Employé kann duerch d'Gefor, där seng Famill ausgesat ass, geneesou en Ofstand vum Melle vu Verstéiss huelen, wéi wann eppes géint hie perséinlech geriicht wier. A well d'Direktiv eng ganz large Definitioun vun de Persoune ginn huet, déi kënne vum Schutz profitéieren, erweidert dëse Projet de Champ d'action sou wäit wéi méiglech, och déi ganz Repercussiounen. Och d'Facilitateuren, dat heescht Persounen, déi d'Mellen duerch e Whistleblower vereinfachen, kënnen dovunner profitéieren. D'Mellen ass genee dat, wat e Whistleblower mécht a wouduerch hie seng moralesch Flicht och erfëllt.

De Projet mécht hei en Ënnerscheed tëschent engem internen an engem externe Mellen. Dem Whistleblower bidde sech also zwou Méiglechkeeten. Intern heescht, dass eng Meldung soll an der betraffener Entitéit duerch intern Kommunikatiounskanäl gemaach ginn, déi extra fir dësen Zweck en place sinn. Eise Projet verflicht d'juristesch Entitéite vum privaten an ëffentleche Secteur, intern Kommunikatiounen ze erméiglechen. Wéi de Projet et justifiéiert, geet aus empiresche Studien ervir, datt déi meescht Leit sech méi wuel fillen, eppes an der Organisatioun ze mellen, wou se schaffen.

Intern ass och dee sécherste Wee, wéi eng Informatioun un déi richteg Persoun kënnt, déi eppes domadder ufänke kann an och eppes un der Situatioun ännere kann. Esou missten d'Whistleblower méi motivéiert sinn, déi intern Meldungskanäl ze notzen an eng Meldung bei hirem Employeur ze maachen. Wéi virdru schonn erwäänt, ass eng gutt Aarbechtskultur eng Konsequenz vum Whistleblowing, an duerch en internt Melle gëtt dëst wuel méi einfach erreecht, wéi wann et bei enger externer Autoritéit geschitt.

Doduerch, dass d'Meldungen intern gemaach ginn, kann och direkt zum Behiewe vu Feeler un der Wuerzel ugesat ginn, soudass d'Entitéit sech selwer méi séier verbessert.

Extern Meldunge sinn natierlech och méiglech. Dëst gëtt da bei enger externer Autoritéit gemaach, déi an engem gewëssene Beruffsfeld Kontrollkompetenzen huet, wéi der CSSF am Finanzsecteur oder awer dem Commissariat aux assurances am Assurancëberäich.

E Whistleblower muss awer och informéiert sinn, fir ze wëssen, wat, wéi a bei wiem eppes ka gemellt ginn. An aus dësem Grond gëtt den Office de signalement gegrënnt. Eng vu senge Missiounen ass d'Sensibiliséierung vum Public iwwert d'Legislatioun bei de Lanceurs d'alerte esouwéi d'Informatioun an d'Hëllef bei de Meldungsdemarchë vun all Persoun, déi eppes intern oder awer och extern melle wëllt.

De Whistleblower leescht der Aarbechtswelt an der Gesellschaft am Allgemengen e groussen Déngscht, mee leider sinn d'Konsequenzen, wéi fir de Snowden zum Beispill, deen elo am Exil lieft, an den Halet, dee bis 2021 zu enger Entschiedegung verurteelt war, oft schwéier ze erdroen. Och fir hiert Ëmfeld an déi Leit, déi domadder implizéiert sinn, kënnen d'Konsequenze ganz haart sinn.

Natierlech gëtt et och déi aner Säit vun der Medail, déi seet, datt e Whistleblower eng Gefor fir déi national Sécherheet ass. E Whistleblower beweegt sech deemno op engem ganz schmuele Grat tëscht Revelatiounen, déi fir dat gutt Fonctionéiere vun enger demokratescher Gesellschaft néideg sinn, oder awer Revelatiounen, déi der nationaler Sécherheet schuede kënnen. Ass esou eng Persoun de Retter vum ëffentlechen Interessi oder e Verréider u senger Natioun?

Egal wou ee sech do placéiert, eppes ass ganz kloer: Duerch d'Melle vun Defaillancen, vu Feeler, vu Mëssstänn, vun illegale Praktiken, vu Verstéiss géint Gesetzer ginn de Legislateur, d'Kontrollinstanze souwéi d'Police vun all verschiddenen Niveauen op Lacunnen opmierksam gemaach a kënnen eppes änneren. Ouni dës Revelatiounen ass et net einfach, un intern Dokumenter an Informatiounen ze kommen.

D'Ziler vun esou Meldunge sinn oft ganz verschidden: Mol soll noreguléiert ginn, mol soll nokontrolléiert ginn, mee et soll awer och heiansdo staark intervenéiert ginn. An an alle Fäll ass d'Erfëllung vun enger moralescher Biergerflicht, déi am ëffentlechen Interessi ka gemaach ginn, hei natierlech d'Haaptsaach. Déi Persounen, déi hirer Flicht nokommen, maachen dëst, ouni d'Konsequenze fir sech selwer a fir hir Léifsten ze consideréieren. Duerch hiert courageiert Handelen droe si zu enger méi sécherer, méi gerechter, méi transparenter an och méi fairer Gesellschaft bäi, wou d'Mëssstänn an och d'Illegalitéit net einfach akzeptéiert ginn, mee wou gehandelt gëtt.

Dëse Projet féiert e verstäerkten an nationale Schutz vun de Whistleblower an, wat dësen déi néideg Sécherheet an de Réckhalt gëtt fir ze handelen, an dat eigentlech am Sënn vun enger besserer Gesellschaft. A genee dofir kann ech den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi 7945 ginn, gradewéi och d'Ënnerstëtzung vun der Motioun, déi eng Evaluatioun vum Gesetz bannen zwee Joer freet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, „eng Éier an eng Freed" huet mäi Frënd Charles Margue gesot, wéi en dëse Projet virgestallt huet. An d'Cécile Hemmen, meng Frëndin Cécile Hemmen, schwätzt souguer vun enger „Krichserklärung"!

(Interruptions)

Mee sidd Der wierklech seriö, wann Der e Snowden a speziell en Assange an engem Otemzuch nennt mat engem Deltour? Ass dat wierklech seriö?

Mir sinn hei – an dat hunn d'Virriedner, speziell de Laurent Mosar, scho gesot – an engem Spagat tëschent Zivillcourage op där enger Säit an Denunziantentum op där anerer Säit. Korruptioun ze melden – speziell Korruptioun! –, ass eng wichteg Saach, an et gëtt der hei am Land méi wéi genuch. A mir wäerten d'Geleeënheet hunn, mat eise Kolleege vun der OECD doriwwer ze schwätzen, wéi vill Korruptioun et hei am Land nach gëtt.

Dat melden, jo. Matbierger uschmieren, well se iergendwellech Reegele mëssuechten, well se falsch parken, well se net richteg genderen, well se op Facebook eppes posten, well se op Twitter eppes posten, dat si „Meldemuschis", an dat sollte mer net toleréieren! An do ginn ech dem Kolleeg Laury Mosar Recht, wann e seet: „Der größte Lump im ganzen Land ist und bleibt der Denunziant."

Wat fir eng Atmosphär mengt Der, datt a Betriber entsteet, datt a Verwaltungen entsteet, wann een deen anere kann uschmieren, a ganz oft aus eegennëtzege Grënn, net well e wierklech eppes entdeckt huet, mee well e seet: „Ma deem doten, deem wëschen ech elo eng aus. Deen doten, dee melden ech elo!"?

Melde deinen Nächsten! Denunziatioun ass d'Melde vun engem aneren aus niederen Beweggründen. De Robert Habeck sot: „Der Staat sind wir alle." An de Staat kann dann ongehemmt an onkontrolléiert géint jiddereen an alles virgoen, wat him oder deenen, déi jeeweils um Pouvoir sinn, net gefält. Und wer nicht mitmacht, wird gemeldet.

De Conseil de l'Ordre vum Barreau – de Laurent Mosar huet deen dankenswäerterweis in extenso zitéiert – seet: „Une véritable carte blanche aux délateurs de tous genres, qui n'est pas digne d'un État de droit". An domadder ass eigentlech alles gesot, wat een zu dësem Text misst soen.

Souguer Sous-traitanten, Aktionären, Leit, déi emol nach net fir e Betrib schaffen, déi nëmmen en vue vun enger Embauche sinn, oder Leit, deenen hir Relation de travail opgehalen huet, well se entlooss gi sinn, däerfe melden. Dem Revanchismus ass Tür und Tor geöffnet.

An ech wëll einfach ophale mat engem Zitat aus dem „FOCUS" vum 24. Juli 2022 vum Helmut Markwort, an dat resüméiert fir mech eigentlech alles: „Die Grünen werden ihrem schlechten Ruf gerecht. Sie wollen uns umerziehen. Sobald sie an Macht und Einfluss gewinnen, überziehen sie uns mit Vorschriften, Regulierungen und Verboten." An dat heiten Denonciatiounsgesetz ass e weideren Nol an deem Sarg.

Ech soen Iech Merci a mir stëmmen als ADR selbstverständlech géint dësen Text!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt dem Rapporter an och all deenen, déi un dësem wichtege Gesetz matgeschafft hunn, e grousse Merci soen. Virop dann och direkt: Mir begréissen dëst Gesetz natierlech a mir hu wéi vill anerer drop gewaart, och well dëst Gesetz natierlech e Meilesteen ass, virun allem zu Lëtzebuerg.

De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, geet natierlech zréck op de LuxLeaks-Finanzskandal, e Skandal, dee jorelaang e Schiet op Lëtzebuerg geworf huet. Ech erënneren och gären – well ech mengen, dass mer hinnen dat schëlleg sinn – un déi dräi Lanceur-d'alertë vun deemools. Dat waren déi zwee fréier PwC-Mataarbechter Antoine Deltour a Raphaël Halet an de Journalist Édouard Perrin.

Jorelaang waren déi dräi op der Uklobänk vun de Lëtzebuerger Geriichter, nodeems de fréiere Patron PwC eng Plainte géint si gemaach hat. An och de Parquet huet fir mech nach ëmmer eng relativ onkloer oder onerklärbar Roll gespillt, andeems en zum Beispill en appel gaangen ass, wéi de Journalist scho fräigeschwat gi war. Ech ka mech gutt erënneren, well ech dacks am Sall souz fir nozelauschteren a virun de Geriichter Ënnerstëtzung ausgedréckt hu fir déi dräi Lanceur-d'alerten.

Et ass – dat muss een esou soen – en donkelt Kapitel an der Staatsgeschicht vu Lëtzebuerg. Déi dräi hunn no jorelaange Geriichtsaffäre Recht kritt an de Raphaël Halet eréischt kierzlech zu Stroossbuerg. Et ass wichteg, menger Meenung no, sech dodrun ze erënneren, well soss vergësst een, An deen, dee vergësst, dee riskéiert, Feeler ze widderhuelen, wéi mer all wëssen.

Interessant ass dann och, dass am Exposé des motifs vun dësem Gesetz awer quasi net ee Wuert iwwert dëst Kapitel, dat jo awer den Hannergrond dovunner ass, fält an och d'Fiskalitéit net wierklech ernimmt gëtt. Dëst Netnenne vu LuxLeaks als Ursprong, dem LuxLeaks-Prozess, deen een als national Schan, a mengen Aen zumindest, ka bezeechnen, deit menger Meenung no drop hin, dass et eng Zort nationalen Trauma oder Staatstrauma gëtt, wat dës Epoque ugeet. Ech mengen, mir wéilten, dass dëst net wierklech Deel vun eiser Geschicht wier. Kee wëll driwwer schwätzen. LuxLeaks ass virun allem an dësem Text den „elephant in the room", wéi een esou seet.

Et muss een awer – an ech mengen, dat mécht dëst Gesetz ganz kloer – d'Wichtegkeet vun de Lanceur-d'alerten ënnersträichen. Si spillen eng immens wichteg Roll, wéi mer am LuxLeaks-Skandal eeben no Joren dann och gesinn hunn. Wat wier ouni déi dräi? Wou wiere mer ouni si haut drun? Wieren déi vill gelueft Ännerungen, déi sech Lëtzebuerg jo esou gären op de Fändel schreift, dann och wierklech komm? Huet iwwerhaapt ee jee dru geduecht, deenen dräi Merci ze soen, froen ech mech.

An elo loosst mech, wann ech dierf, ganz kuerz dann och un dee vläicht bekanntste Whistleblower erënneren – et ass virdru scho vun der Madamm Cécile Hemmen gemaach ginn –, den Julian Assange, deen awer trotzdeem, menger Meenung no, dee bekanntste Whistleblower weltwäit ass, deen awer no zéng Joer Isolatioun och haut nach ëmmer an enger Isolatiounszell zu London am Belmarsh-Prisong sëtzt, an dat, wéi gesot, no iwwer zéng Joer gréisstendeels Nokucke vun der internationaler Gemeinschaft. Dat muss een awer och an dësem Kontext nach eng Kéier soen.

Et ass onkloer, wéini oder ob iwwerhaapt dës Ëmstänn vum LuxLeaks-Finanzskandal opgedeckt gi wieren, wann et net en aktiivt Handele vun deenen dräi Whistleblower deemools gi wier. Duerch hiert Verhalen, dat heescht duerch d'Veröffentlechung vun Informatioune vun ëffentlechem Interessi, hu si derzou bäigedroen, dass dee Finanzskandal deemools un d'Liicht komm ass. Dëst – ech widderhuelen et nach eng Kéier ganz gären – hu se eeben am Interessi vun eis alleguer, vun dem Intérêt général vun der Gesellschaft, gemaach.

An dann – an och dat mécht dëst Gesetz – gëtt net just d'Wichtegkeet vun de Lanceur-d'alertë selwer ënnerstrach, mee och d'Roll vun den Intermediairen, de Journalisten an och de Plattformen, esou wéi dem ICIJ (ndlr: International Consortium of Investigative Journalists), also den investigative Journalists u sech, unerkannt an dësem Gesetz. Och dat ass immens wichteg, well ouni dës Intermediairë géifen déi geleakt Informatiounen et net wäit packen, wann et net esou Plattforme géif ginn.

A loosst mech och hei nach eng Kéier eng Klammer opmaachen an un d'Propose vun eisem Premierminister erënnere viru Kuerzem am Europaparlament, wou hien u sech d'Propose vun der Madamm Manon Aubry vun der France insoumise verglach huet mat de Propose vun enger Madamm Le Pen, wat fir eis zumindest bei der Lénker extreem schockéierend ass, well d'Madamm Aubry huet eeben nach eng Kéier u sech un déi ganz Finanzskandaler erënnert. An ech mengen, dass d'Madamm Le Pen dat net esou gesäit respektiv rietsextreem oder rietspopulistesch Beweegungen dat net esou gesinn. An dofir, mengen ech, ass et awer zimmlech insultéierend, esou Vergläicher ze maachen. A virun allem: Déi Informatiounen, op déi d'Madamm Aubry sech baséiert, sinn awer déi Informatioune vun eebe grad Lanceur-d'alerten a vu Journalisten a vu Chercheuren an Enquêteuren. An ech mengen, all dës Informatiounen esou an de rietsextreeme Bord ze geheien, ass eng zimmlech grav Insulte un all déi Leit, déi jorelaang an dësem Beräich awer enquêtéieren a recherchéieren!

(Interruption)

Här President, mir begréissen dann, dass de Champ d'application vun dësem Gesetz relativ breet ass. Mir begréissen och, dass d'Gesetz d'Definitioun vun de Violatiounen extensiv interpretéiert. Am Kontext vun dësem Projet de loi gouf jo vill iwwert dës Fro diskutéiert, wat alles ënnert den Term „violations" fale sollt. Op där enger Säit gouf et d'Verfechter vum Saz „La directive, mais que la directive", also déi, déi derfir argumentéieren, dass eeben nëmmen dat u sech ze maachen ass, wat d'Direktiv als Minimum virgesäit. Op där anerer Säit gëtt et déi, déi derfir plädéiert hunn, den Term esou breet wéi méiglech opzemaachen, fir eeben e gréisstméiglechen uniforme Kader ze kreéieren. Mir als déi Lénk begréissen, dass schlussendlech dësen zweete Courant d'Iwwerhand behalen huet an den Term eeben net nëmmen e puer spezifesch Domäner ofdeckt, mee, generell gesot, dat ganzt Recht vun der lëtzebuergescher Rechtsuerdnung aschléisst.

Wa mir vermeide wëllen, datt a verschiddene Beräicher de Whistleblowing als wënschenswäert ugesi gëtt, wärend mir dat selwecht Verhalen an anere Beräicher als net wënschenswäert ugesinn, also gewëssenermoossen de Whistleblowing instrumentaliséieren, da komme mir net laanscht eng extensiv Definitioun. Ech denken, nëmmen esou raume mir dem Whistleblowing déi Stellung an, déi en och wierklech verdéngt. An ech mengen, spéitstens haut wësse mir dat.

Et dierf een nämlech eppes net vergiessen, an zwar datt et bei engem Whistleblowing ëm Informatioune geet, déi vu generellem Interessi sinn, also ëm Thematiken, déi eng Relevanz fir d'Gesellschaft an de gesellschaftleche Projet hunn. Genee dat ass den Haaptkrittär – och dat ass de Mëtteg schonn oft genuch ënnerstrach ginn – bei engem Whistleblowing. Aus deem Bléckwénkel erschléisst et sech mir eeben net wierklech, wéi Verschiddener géint eng méi ambitiéis Ëmsetzung vun dëser Direktiv si kënnen a sech esou gewëssermoosse géint eng Verankerung vum Whistleblowing als eng Zort Verantwortungsbewosstsinn vun de Bierger a Biergerinne stellen.

Mir begréissen och, dass de Whistleblower e Choix tëscht dem internen an externe Kanal huet oder eeben, wann d'Konditiounen erfëllt sinn, direkt un d'Ëffentlechkeet goe kann. Ech sinn der Meenung, datt d'Existenz vun dësem Choix eng ganz Rei Virdeeler mat sech bréngt. Zum Beispill kann ee sech virstellen, dass sech d'Entreprisen an d'Verwaltungen elo ëmsou méi beméie wäerten, dass si en transparenten, effektiven a vertrauenswierdegen interne Kanal op d'Bee stellen, wou jiddereen dann eventuell Anomalien oder kloer Verstéiss intern melle kann. Vu datt den interne Kanal der betraffener Entreprise oder Verwaltung et erlaabt, eegen intern Recherchen ze maachen, fir de Problem dann ze behiewen, denken ech, dass duerch dëse Choix jidderee genuch motivéiert däerft sinn, fir eng intern Atmosphär ze schafen, déi jidderee motivéiert, fir Saachen direkt unzeschwätzen. All dëst dierft sech hoffentlech éischter positiv op d'Aarbechtsbedingungen auswierken, wat natierlech begréissenswäert wier.

Déi kruzial Fro stellt sech awer fir mech nach ëmmer, an dat ass déi: Wieren den Antoine Deltour an de Raphaël Halet an den Édouard Perrin mat dësem Gesetz, dat mer haut stëmmen, protegéiert gewiescht? Wiere si net verfollegt ginn? Et ass net ganz sécher. An engem Artikel, deen zwar schonn e Joer al ass, iwwert dëst Gesetz, mengt den Dimitrios Kafteranis, deemools Chercheur op der Uni Lëtzebuerg a Kontakt zu Lëtzebuerg fir d'ONG Whistleblowing International Network, dass den Antoine Deltour och mat dësem Gesetz eventuell virum Riichter gelant wier. Hie mengt, zumindest deemools am Artikel, et géif ze vill Onsécherheete ginn.

Ënner anerem ass et jo esou, dass, wann een an de Penal fält, een dann net ënnert de Schutz vun dësem Gesetz kënnt. Do kann ee sech awer froen, wéini a wou de Penal genau ufänkt an ophält. Wéini a wou ass d'Mathuelen an d'Divulgéiere vun Informatioune Vol oder Violation du secret d'affaires a wéini fält een ënnert de Penal? Och dat ware jo Diskussiounen deemools zu Zäite vu LuxLeaks. Ech erënnere mech gutt un d'Diskussiounen am Geriichtssall. Vläicht wëll d'Madamm Ministesch jo och dorobber herno kuerz agoen.

Eigentlech war jo den ausschlaggeebende Punkt, fir dëst Gesetz eebe grad op d'Been ze bréngen, deen, dass d'Whistleblower net méi solle kënne poursuivéiert ginn a virun de Geriichter landen, mee dass si, déi am allgemengen Interessi handelen, protegéiert solle sinn. Mee et ass wuel esou, dass et eng 100%eg Sécherheet viru Poursuitten warscheinlech ni gëtt.

Allgemeng ass et wuel esou, dass et ëmmer e gewëssenen Interpretatiounsspillraum gëtt. Ech denken do och zum Beispill un d'Definitioun vum Intérêt général, dee jo an dësem Gesetz och net weider definéiert ass. Elo kann ee soen, dass dat evident ass, wat den Intérêt général ass. Ech mengen awer, wann et haart op haart kënnt, da gëtt et erëm Diskussiounen ronderëm, wat dann elo ënner „Intérêt général" ze verstoen ass. Oder zum Beispill geet och am Gesetz ee Moment rieds vun deene Konditiounen, fir kënne vun

enger Protektioun ze profitéieren am Fall vun enger ëffentlecher Divulgatioun, an déi loossen enger Rei vun Interpretioune Spillraum. Esou muss een zum Beispill am Fall vun engem externe Signalement „peu de chances qu'il soit véritablement remédié à la violation" constatéieren oder och de „risque de représailles" fäerten. Och dat, also „risque des représailles" a „peu de chances qu'il soit véritablement remédié à la violation", dat ass jo och awer eng gewësse Matière à appréciation: Eng Persoun kann dervunner ausgoen, eng aner vläicht net. Och do soen ech mer, dass et vläicht awer och Interpretatiounsspillraum gëtt a vläicht net alles esou evident ass. Och do gëtt et also eventuell gewëssen Onsécherheeten.

Mee grosso modo, ënnert dem Strëch, si mir ganz frou iwwert dëst Gesetz. Wéi gesot, mir hu laang drop gewaart, sinn also ganz frou, dass dat elo endlech do ass, och wann eng Rei Froe vläicht nach op sinn. Mir soen op jidde Fall e ganz, ganz grousse Merci all deenen, déi dru geschafft hunn, a ginn natierlech eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, dat heite Gesetz, dat haut soll gestëmmt ginn, ass enk verbonne mat Lëtzebuerg an och enk mat deem, fir wat mir Piraten stinn. Et ass e Gesetz, dat de klenge Bierger an de klengen Employé virun der Muecht vu grousse Firmen an Organisatioune schützt. Dofir wäerte mir och haut dëst Gesetz matstëmmen.

Et geet beim Schutz vu Whistleblower drëms, dass iwwerhaapt keng Mëssstänn verstoppt kënne bleiwen. Huele mer zum Beispill eng Firma, déi systematesch géif d'Ëmwelt verschmotzen an dat da géif verstoppen. Ma de klenge Mataarbechter um Terrain weess doriwwer Bescheed, traut sech awer oft net, eppes ze soen, well en da seng Aarbechtsplaz an domadder säi finanziellt Iwwerliewe ka verléieren. Duerch dëst Gesetz hei ginn d'Leit an esou Fäll elo geschützt. An doduerjer, dass een eppes gesot huet, kann de Mëssstand iwwerhaapt eréischt reparéiert ginn. Dat kënnt der ganzer Gesellschaft zegutt.

Ech hat an deem Hibléck virun zwee Joer och eng parlamentaresch Fro gestallt, an där ech dorobber agaange war a mech gefrot hat, wéi de Whistleblowing beim Staat géif gehandhaabt ginn. Well Whistleblowing ass wichteg, fir dass kee Betrib sech ka verstoppe bei Mëssstänn. Et gëtt dozou am Management vill Etüden, déi weisen, dass Organisatiounen, déi sech kritesch hannerfroen, eng besser Performance weise wéi Organisatiounen, déi dorobber aus sinn, bei schlechten Nouvellen den Iwwerbrénger vun der Noriicht zum Schweigen ze bréngen. Et muss beim Whistleblowing ëm d'Saach goen. Et soll een d'Fakten, wéi se sinn, akzeptéieren a verbesseren an et soll een net den Iwwerbrénger vun der Noriicht un de Pranger stellen.

Wichteg ze verstoen ass, dass et bei dësem Gesetz net dorëms geet, d'Verpetzen ze förderen. Nee, et soll net dorëms goen, dass elo kleng Feeler an Zukunft och kënne gemellt ginn. Hei sinn an der Direktiv Limitten agebaut, déi gutt sinn, well natierlech soss de Risiko besteet, dass verschidde Leit op d'Iddi kommen, wéinst all klenger Affär direkt wëllen e Skandal ze maachen.

Dat ass net de Wee. Als Éischt soll een d'Problemer a sengem Betrib uschwätzen, nom Prinzipp, dass een e Problem als Éischt emol ënnereneen uschwätzt a versicht, et ze reegelen. Dat ass wichteg fir de Mateneen am Betrib, well oft ass et och esou, dass déi verschidden Direktiounen a Betriber emol net vum Problem wëssen, well et keng oppen Ulafstelle gëtt, fir d'Problemer unzeschwätzen. Dat Gesetz hei kann also elo derzou bäidroen, dass den Dialog an der Hierarchie verbessert gëtt an dass sech d'Leit méi op Aenhéicht begéinen, fir Problemer unzeschwätzen, déi hinnen um Häerz leien.

Vu dass d'Piraten dat Gesetz op europäeschen Niveau mat ausgeschafft hunn, maache mir jo och keng Iwwerraschung doraus, dass mir et haut wäerte matstëmmen. Mir stäerken domat eis Salariéen, mir stäerken domadder och d'Gestioun vun de Betriber a mir stäerken d'Eethik an eiser Wirtschaft am grousse Ganzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, bon, fir d'éischt emol Iech alleguerten e grousse Merci fir déi ugereegt Diskussioun haut de Mëtteg an natierlech dem Rapporter fir säin exzellente Rapport an all deenen, déi hei un deem Text matgeschafft hunn an derzou bäigedroen hunn, dass mer deen Text haut och kënne stëmmen.

De Charles Margue ass schonn am Detail, esou wéi och vill vun Iech, op de Fong vum Text agaangen. Ech wäert dat also elo net nach eng Kéier widderhuelen, vläicht just verschidde Saachen nach eng Kéier adresséieren, déi elo gesot gi sinn, oder Froen, déi gestallt goufen.

Ech kucken awer och eng Kéier kuerz zréck, wou mer geschichtlech vläicht och hierkommen. 1967 sot de Martin Luther King an enger vu senge grousse Riede géint de Vietnam-Krich: „A time comes when silence is betrayal", woumat en esou vill wollt soe wéi: Wann een Informatioun huet iwwer Mëssstänn, Ongerechtegkeeten, Inegalitéiten, da kënnt ëmmer dee Moment, wou ee sech muss d'Fro stellen: „Kucken ech ewech oder kucken ech net ewech?", a wou een och muss decidéieren, ob een eppes dozou seet oder net.

An et ass och an deem selwechte Kontext, nämlech am Kader vum Vietnam-Krich, dass 1971 déi éischt esou richteg grouss mediatiséiert Whistleblowing-Geschicht mat de Pentagon Papers ëffentlech gemaach ginn ass duerch den Daniel Ellsberg, déi och dat wierklecht, grousst Ausmooss vum Krich deemools gewisen hunn. An nëmmen ee Joer méi spéit war et de Watergate-Skandal, deen duerch e Whistleblower lancéiert gouf. Allerdéngs krut den Éischtgenannten de Prozess gemaach a beim zweeten huet et bis d'Joer 2005, bis de Concernéierten 91 Joer hat, gedauert, bis en dunn als Whistleblower iwwer seng Famill geout ginn ass.

Wa mer elo esou zréckkucken, sou huet sech op d'mannst an Europa extreem vill dorunner changéiert, wéi eng Perceptioun een dovunner huet, wa Leit Mëssstänn ëffentlech maachen, déi – an et ass jo vill haut schonn dovu geschwat ginn – och alt emol als „Nestbeschmutzer" dann duergestallt ginn, mat negative Konsequenze musse rechnen, wa se mam Fanger op eppes weisen. An esou si mer dach awer elo an deene leschte Joren ëmmer méi dohinner komm, wou mer elo haut sinn, nämlech dass Leit, déi op eppes opmierksam maachen, och musse beschützt gi viru Repressalien, virun deenen, wou se da vläicht warnen.

Duerfir hu ganz vill Länner sech an deene leschte 25 Joer Gesetzer ginn, mat deene se de Schutz och garantéieren. An och mir – an dat ass schonn ugeklongen – revolutionéieren dat elo hei net komplett, well mir hu schonn zënter 2011 am Kader vun der Korruptiounsbekämpfung an zënter 2018 och am Finanzsecteur Reegelen, wat dat heiten ubelaangt.

Fir awer kënne vum Schutz ze profitéieren, muss d'Legislatioun natierlech fir d'éischt emol d'Konditiounen definéieren, wéini een iwwerhaapt e Whistleblower ass an a wat fir engen Domäner sech dann och dee Schutz applizéiert. An dat war an ass och zum Deel haut nach ganz verschidde vu Land zu Land.

Mee wa mer vum Schutz vum Whistleblower schwätzen, da schwätze mer eigentlech vu vill méi wéi just nationale Gesetzer an dem Schutz viru Repressalien, déi si am Kader vun enger aarbechtsrechtlecher Relatioun riskéieren. Et geet hei och … an dofir sinn ech immens erstaunt, wann elo hei eng Vermëschung gemaach gëtt tëschent Verbueter an deem heiten Text, well u sech geet et ëm Rechter an ëm Fräiheeten.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et geet ëm dat ureegent Grondrecht vun all Mënsch, woufir verschidde Leit sech jo normalerweis ganz staark asetzen, op fräi Meenungsäusserung an op Informatioun, esou wéi et am Artikel 10 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun an an alle grousse Mënscherechtstexter weltwäit festgehalen ass. An och an eiser Verfassung, där vun 1848, déi jo dëst Joer hiren 175. Anniversaire celebréiert, awer och an dem neien Text, deen den 1. Juli a Kraaft trëtt, gëtt dat Grondrecht geschützt. An dat däerf, esou wéi et dann ab dem 1. Juli am Artikel 37 vun eiser Constitutioun festgehalen ass, nëmmen an Ausnamefäll och ageschränkt ginn.

An et ass och dofir iwwerhaapt net verwonnerlech, datt net iergendeng Duerfjurisprudenz, wéi een dat och elo vläicht hätt virdru kënne mengen, mee den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter zu Stroossbuerg sech och scho méi laang mat deem Sujet beschäftegt.

2008, also och elo net eréischt virun e puer Méint fir d'éischte Kéier, sinn déi Krittäre festgeluecht ginn, wéini eng Persoun als Whistleblower unzegesinn ass an also net kann dofir bestrooft ginn, Informatioune gesammelt a weiderginn ze hunn. An ech soen awer elo hei nach eng Kéier déi Krittären, well et ass wichteg. D'Krittäre sinn déi follgend:

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Éischtens: D'Informatioun muss vun ëffentlechem Interessi sinn.

Zweetens: Se muss authentesch, dat heescht kredibel sinn.

Drëttens: De Whistleblower muss „de bonne foi" sinn.

Véiertens: D'Veröffentlechung vun den Informatioune muss d'Ultima Ratio sinn – déi allerdéngs ëmmer ginn ass, wann et keng intern oder extern Kanäl gëtt, fir d'Informatioune weiderzeginn.

Fënneftens: D'Wichtegkeet vun der Informatioun fir d'ëffentlecht Interesse muss méi grouss si wéi de potenzielle Schued, deen doduerch dem Employeur oder senger Entitéit entstoe kann.

A sechstens: Fir d'Proportionalitéit vun enger staatlecher Restriktioun vun der Meenungsfräiheet an der Informatiounsfräiheet beurteelen ze kënnen, kucken d'Riichter och ganz genee, wéi enge Strofen de Whistleblower ausgesat war a wat fir eng Konsequenzen et fir hien hat.

A wat och wichteg ze wëssen ass, dat ass – ech huele jo un, dass Dir dat all wësst –, dass déi Jurisprudenz sech duerch de System vun der Hiérarchie des normes an alle Fäll applizéiert, egal wat d'Direktiv eis elo hei méi restriktiv virschreift. Dat heescht, egal wat mir an eis national Texter draschreiwen, musse mir kucken, wat d'Jurisprudenz vun der CEDH seet, an dat ass eigentlech och d'Applikatioun.

Ech maachen och nach eng Kéier kuerz den Historique vun der sougenannter LuxLeaks-Affär, déi a mengen Ae kee „Staatstrauma" duerstellt. Ech hunn dat och an der Kommissioun méi wéi eng Kéier gesot: D'Affär war nach net ofgeschloss, wéi den Exposé des motifs geschriwwe ginn ass, wat och warscheinlech erkläert, firwat mer do net am Detail dorobber agaange sinn.

Et muss ee wëssen, datt déi Direktiv, déi mer haut hei mat dësem Gesetz ëmsetzen, hiren direkten Ursprong an där Affär LuxLeaks huet. An eis Geriichter hu sech an deene Joren duerno och ganz konkreet mam Theema Schutz vum Whistleblower auserneegesat, eeben am Kader vum LuxLeaks-Prozess.

2018 huet eist héchst Geriicht, d'Cour de cassation, dem Haaptugekloten de Whistleblowerstatutt zougestanen an e fräigesprach, an dat op Basis eebe vun deene sechs Krittäre vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff, déi ech elo grad opgezielt hunn.

Engem zweeten Ugekloten gouf de Schutz net zougestanen, well d'Geriicht do zur Konklusioun koum, datt de fënnefte Krittär net erfëllt wier, dat heescht, datt d'Informatioun fir d'ëffentlecht Interessi méi grouss gewiescht wier wéi de Schued, deen den Employeur doduerch krut.

Dësen Ugekloten ass du virun d'Cour zu Stroossbuerg gaangen an huet Lëtzebuerg reprochéiert, den Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun violéiert ze hunn, well him eeben de Statutt vum Whistleblower refuséiert gouf.

All d'Ae waren op Lëtzebuerg geriicht, a Lëtzebuerg ass dann och an där Affär, déi bis virun d'Grande Chambre ..., dat ass genau déi Chamber, déi zoustänneg ass, fir eeben d'Jurisprudenz vun der CEDH ze festegen, Här Mosar, a fir eeben och ze evitéieren, dass mer, wéi Dir dat virdrun duergestallt hutt, vläicht reegelméisseg géifen do Changements de jurisprudence kréien. Au contraire, et ass grad doweinst, dass och déi Affär, mengen ech, hei gelant ass an déi Chambre eeben do en Arrêt geholl huet, dee scho méi wéi seriö ze huelen ass. An ech fannen et schonn erstaunlech, wéi dat elo hei virdrun duergestallt gouf!

Dat Urteel, dat krute mer de 14. Februar. An do ass Lëtzebuerg och net iergendwéi um Rand concernéiert gewiescht, mee Lëtzebuerg ass an deem Urteel verurteelt ginn, well d'Cour zur Konklusioun komm ass, datt eng Violatioun vum Artikel 10 géif virleien. Den Ugekloten hätt also missen de Whistleblowerstatutt zougestane kréien, an ech ginn och dervunner aus, datt e mat dem Gesetz, wéi mer et haut virleien hunn, och géif dodrënner falen – fir op d'Fro vun der Madamm Oberweis ze äntweren.

Mat deem Urteel – an dat muss ee wëssen – ginn elo d'Konditioune vum Schutz fir d'Whistleblower fir déi 47 Memberstaate vum Conseil de l'Europe net méi wéi bis elo an engem Urteel festgehalen, dat Moldawien an d'moldawesch Gesetzgeebung betrëfft, well esou war et virdrun, mee an engem Urteel, dat Lëtzebuerg concernéiert an eis Gesetzgeebung viséiert.

Firwat sinn ech elo hei am Detail drop agaangen? Majo, well Lëtzebuerg an där net einfacher Positioun war, wärenddeem déi nei Direktiv mussen ze verhandelen an ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zentral Kritick un dësem Projet de loi, déi heibanne geäussert ginn ass, eeben och an enger Rei Avisen, déi mer gefrot haten, ass déi, datt d'Regierung, wat de Champ d'application vum Gesetz ugeet, méi wäit geet wéi d'Direktiv. A wann ech mer d'Urteel vun der CEDH vum 14. Februar vun dësem Joer ukucken, soen ech mer, dass et absolutt déi richteg Decisioun war.

Firwat? Eng Direktiv ass ëmmer dee klengste gemeinsamen Nenner, deen een zu 27 EU-Memberstaate fanne kann, a setzt ëmmer nëmmen e Minimum u Standard. Dat heescht, et däerf een och ëmmer méi wäit goen, an dësem Fall zum Beispill, wat de Champ d'application ugeet. Et däerf een awer net manner wäit goen, notamment zum Beispill, wat jo och ugeklongen ass, wien alles hei concernéiert ass, dass dat net nëmmen den direkte Salarié ass, mee dass do e méi breede Cercel vu Leit concernéiert ass. Och dat steet natierlech tel quel an der Direktiv. D'Notion vun de Sous-traitanten ass zum Beispill ugeklongen. Dat kënnt aus dem Text vun der Direktiv.

Lëtzebuerg ass, wéi ech et och elo grad beschriwwen hunn, contrairement zu deenen aneren EU-Staaten awer an der Situatioun, datt souwuel seng national Geriichter wéi och Stroossbuerg sech scho ganz am Detail mam Sujet Whistleblowerschutz beschäftegt hunn a kloer Krittären zréckbehalen hunn. D'Krittäre vun der CEDH gesi bei der Interpretatioun vum Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun keng Restriktioun vum Champ d'application vir an déi vun eiser Cour de cassation och net.

Fir datt déi Mechanismen, déi dëst Gesetz virgesäit, awer an alle Fäll kënne spillen, notamment déi intern an extern Signalisatiounskanäl, ass déi eenzeg Optioun d'Extensioun vum Champ d'application, déi manner verständlech an zougänglech si fir de Whistleblower. Am Kloertext: Wann de Whistleblower sech ëmmer muss fir d'éischt iwwerleeën – an d'ailleurs och den Employeur, dee concernéiert ass –: „Sinn ech elo am Champ d'application vum Gesetz oder sinn ech am Champ d'application vun der Direktiv?", dann hu mer net fir eng ganz grouss Sécurité juridique gesuergt. Et ass vill besser, wa béid Parteie wëssen, datt se, egal a wéi engem Cas de figure se sinn, wann d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn, ëmmer an déi Prozedur vum Whistleblower falen – wéi gesot, wann d'Konditiounen erfëllt sinn.

Mir sinn och net, wéi een dat kéint mengen, elo dat eenzegt Land, dat do iwwert d'Direktiv erausgeet. Och zum Beispill – ech mengen, d'Madamm Hemmen hat virdru schonn dervu geschwat – d'Loi Sapin 2 geet méi wäit am Champ d'application ewéi dat, wat elo just an der Direktiv virgesinn ass. Aneschters awer wéi déi meescht aner Länner si mir hei direkt gefrot, fir och ze weisen, datt mir mat eisem Gesetz den Arrêt, deen ons direkt concernéiert, ëmsetzen.

Wat awer nach derbäi kënnt – an dat ass e bëssen an där ganzer Diskussioun verluer gaangen –, dat ass: Et kéint ee bal mengen, d'Direktiv géif en extreem restriktive Champ d'application virgesinn. Or, deem ass net esou. Dir wësst, mir hu verschidden Entscheedungsniveauen. Mir hunn déi, wou et eng exklusiv Kompetenz gëtt fir d'Unioun. Mir hunn déi, wou et eng gedeelt Kompetenz gëtt fir d'Unioun. Mee hei, eleng doduerch, dass déi Referenz op de Marché intérieur gemaach gëtt, si mer an enger extreem wäiter Situatioun, déi sech hei applizéiert. Nach derbäi kënnt, datt d'Annex vun der Direktiv eng Lëscht vu bal 200 Direktiven a Reglementer virgesäit.

Ech gesinn, dass d'Zäit mer e bësse fortleeft, Här President, ech wollt awer nach op e puer Saache reagéieren, déi gesot gi sinn.

Fir d'éischt hunn ech mech gefrot, Här Mosar, wat Der genee fäert an deem heite Kontext. Well d'Saach ass jo déi, dass mer déi Reegelen, déi mer hunn ..., déi existéieren. Si existéieren iwwert d'CEDH a si existéieren och iwwert d'Direktiv. A mir mussen dee System hei asetzen. Elo kann ee sech natierlech drop fokaliséieren a soen, doduerch, dass mer dat elo ausweiten, géife mer elo hei den Däiwel un d'Mauer molen. Ech sinn awer der Meenung, dass grad doduerjer jiddweree genau weess, a wéi enger Situatioun e sech befënnt, an dass mer elo net solle profitéiere vun där Ausweitung, fir vläicht och mat e bëssen absurde Beispiller virzegoen, d'Saach an d'Lächerlecht ze zéie respektiv och vläicht de Leit e falscht Bild vun deem Text hei ze ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dir hutt vun de Verkéierskontrolle geschwat. Ech wëll hei rappeléieren: Dat Eenzegt, wat hei ënnert den Text fält, dat si Faiten, déi och d'Organisatioun selwer betreffen, an där deejéinegen dann zum Beispill schafft, wou et drëms geet.

Da geet et ëm d'Protektiounsmechanismen, déi agefouert ginn. Dat hei ass kee Fräifaartsschäin. Dat Eenzegt, wat am Text virgesinn ass ... an dat kenne mer an eisem Aarbechtsrecht op ganz villen anere Punkten, an dat ass och richteg, dass mer dat hunn: Mir schützen an eisem Aarbechtsrecht vulnerabel Leit. Mir maachen dat mat Leit, déi krank sinn, mat Leit, déi schwanger sinn. Mir maachen dat mat Leit, déi sech fir Walen opstellen. A mir maachen et och hei mat Leit, déi eppes mellen, wat hinnen an der Entreprise opfält. A si kënne just net licenciéiert gi fir dee Fait, dee se gemellt hunn. Dat heescht awer net, wann een dann duerno eppes Graves géif maachen, wat näischt heimadder, mat där Protektioun, ze dinn huet, dass se net kéint duerno derbäikommen.

Mir hunn och Strofe virgesinn, fir Leit, déi bewosst eppes Falsches denoncéieren. Dat heescht, et muss ee sech och bewosst sinn, dass een eng Strofdot begeet, wann een dat an deem heite Kontext mécht.

Et ass behaapt ginn, den Droit pénal géif net dorënner falen. Dach, de Code pénal fält drënner! Dat Eenzegt, wat net dorënner fält, ass d'Procédure pénale, wann et dorëms geet, de Secret de l'instruction a Fro ze stellen. Dat kann natierlech hei net iwwert deen heite Wee geschéien.

Dann ass gefrot ginn: „Wéi ass et dann elo mam Intérêt général?" De Staatsrot ..., wou ech d'ailleurs och wëll bemierken, dass dat eng vun den Ursaachen ass, firwat mer esou laang gebraucht hunn. Mir hu wuel net den Text extreem fréi deposéiert, well mer vill concertéiert hunn, mee mir hunn iwwer e Joer laang op den Avis vum Staatsrot fir deen heiten Text gewaart. An do huet de Staatsrot eis gesot, mir sollen den Intérêt général eraushuelen. Dee steet allerdéngs an de Consideranten, steet och an der Jurisprudenz vun der CEDH, soudass dat en Element ass, wat net tel quel am Text drasteet, mee wat wuel a Consideratioun, géif ech mengen, geholl gëtt bei der Analys vun der Situatioun.

An da vläicht nach eng lescht Remark, well ech hu misse schmunzelen, wéi Der dat gesot hutt, Här Mosar: Ech weess net, wéi oft Der mer scho gesot hutt bei Texter, mat deenen Der net d'accord waart, Dir hätt awer nach ni esou vill schrecklech Avisen iwwert deen Text gelies. Elo weess ech net, ob d'Avisen ëmmer méi schlëmm ginn oder ob Dir esou e kuerzt Gedächtnis hutt, ...

(Hilarité)

... mee dat ass op alle Fall eng Remark, déi ech schonn extreem oft héieren hunn. An ech ka mech selwer och u ganz vill Avise vum Barreau erënneren an Dossieren, déi net just mäi Ministère concernéieren, wou se absolutt net d'accord ware mat deem, wat do proposéiert ginn ass, soudass dat an enger Demokratie a mengen Aen dat Normaalst vun der Welt ass. Wa mer nëmme positiv Avise wéilten oder géife kréien, da géif ech mer méi Froen iwwer eis Demokratie stelle wéi iwwert deen Text, dee mer elo hei kréien.

Well wat maache mer heimadder? An dat ass och déi Diskussioun, déi ech – an da kommen ech just nach op d'Motioun eeben och ze schwätzen – och mat de Responsabele vun Entreprisen hat. Wat maache mer heimat? Mir brauchen hei net den Däiwel un d'Mauer ze molen! Mir maachen hei just e Schutzmechanismus fir Leit, deenen eppes an enger Organisatioun, an engem Betrib, an enger Verwaltung opfält an déi soen: „Zut, ech misst dat doten am Fong mellen. Mee wat riskéieren ech, wann ech dat dote mellen?"

A wann ech Patron wier vun enger Entreprise, wier ech frou, wann ee mir géif soen, wann an enger Entreprise Mëssstänn wieren, well ech riskéiere jo och vill méi, wann ee mer dat net seet a wann ech duerno responsabel sinn a wann dat iwwer aner Weeër erauskënnt! An ob dat elo Texter sinn, déi 100%eg europäesch kompetent sinn oder déi net 100%eg europäesch kompetent sinn, dat muss eigentlech irrelevant sinn.

Au contraire misste mer eigentlech alleguerten Demandeur sinn, dass et egal ass, ob et nationaalt oder europäescht Recht ass, ëm dat et geet. Mir missten alleguerten Demandeur sinn, sief et an de Gemengen, an de staatlechen Organisatiounen, an den Entreprisen, dass mer déi Leit schützen, déi op Mëssstänn opmierksam maachen, an déi net an den Eck stellen, wéi dat elo hei e puermol ugeklongen ass an der Diskussioun vun deem faméisen „Denunziantentum", well dat ass et net!

Zur Campagne – ech hunn Iech dat och schonn an der Kommissioun gesot, dofir sinn ech e bësse paff iwwer eng Motioun, déi mech opfuerdert, eppes ze maachen, vun deem ech Iech scho gesot hunn, dass mer dat géife maachen – hate mer scho vill Echangë mat dem Patronat. Ech hunn och déi zoustänneg Ministèrë fir d'Entreprisë scho virun enger ganzer Zäit ugeschriwwen. Mir sinn amgaangen, déi Campagne auszeschaffen. Mir sinn amgaangen, en FAQ auszeschaffen. Et goufen och scho Konferenzen iwwert dee Sujet hei organiséiert. Ech si mer bewosst, dass net jiddwereen ëmmer alles matkritt, wat leeft, mee et ass net esou, dass bis elo net heiriwwer geschwat ginn ass.

Mir krute jo och vun där Säit ganz vill Avisen. Mir haten och do Echangen. A mir wäerten natierlech weider heivunner schwätzen. An den Office des signalements, deem seng Missioun dat jo och wäert sinn, wäert dat och maachen.

Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Justizministesch Sam Tanson. An direkt Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Do, wou d'Madamm Justizminister Recht huet, dat ass, datt ech mech effektiv an de leschte Méint esou vill muss opreegen iwwer Gesetzestexter wéi nach ni. Dat huet awer elo näischt mat mengem Bluttdrock ze dinn, mee dat huet wierklech eppes mat der Qualitéit vun den Texter vun der Regierung ze dinn.

An erlaabt mer awer trotzdeem, an dat och ganz frëndlecherweis, der Madamm Justizminister ze soen: Mir hunn eis iwwer eng ganz Rei vu Gesetzer hei, mengen ech, zu Recht opgereegt. An ech kann Iech se nach eng Kéier alleguerten opzielen, vum Échange d'informations iwwert den RBE, iwwer och d'Gesetz am Kontext mat den ASBLen, wou mer, Madamm Minister, herno Recht kritt hunn. Ech brauch Iech dat net alles opzezielen. Échange d'informations, dat ass nach net esou laang hier, do huet d'Cour ... D'Fichiere rappeléiert hei den Här Roth zu Recht. Et ass also net esou, wéi wann alles dat, wat mir hei géifen da kritizéieren, mat den Hoer erbäigezu wier an datt dat net trotzdeem vun enger gewëssener Pertinenz wier.

Ech wollt awer eigentlech nach op zwee Punkten agoen. Dir hutt ganz vill ëmmer geschwat vun den Arrête vun dem Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff. Ech hunn Iech scho gesot an Dir wësst dat nach besser wéi ech, datt et do permanent Variatioune ginn. Eng Kéier geet et an déi eng Richtung, eng Kéier geet et an eng aner Richtung. Dann huet een och wivill Chamberen, wou déi eng Chamber net ëmmer dat selwecht statuéiert wéi déi aner, soudatt ech mech net ze vill géif dorop verloossen, op eng Jurisprudenz, datt déi elo definitiv, wéi d'Juriste soen, „assise" wär. Dat ka muer an engem anere Fall erëm änneren.

Dat, wouvun Der awer guer net geschwat hutt: Mir hunn nach en anere Geriichtshaff, nämlech den Europäesche Geriichtshaff, deen a sech zoustänneg ass, fir ze kucken, wéi konform Transpositioune vun Direktive sinn. An do sinn ech och emol eng Kéier gespaant, wann et hei géif zu engem Recours kommen, well do eventuell eenzel Leit der Meenung wieren, hei wär net dem Geescht vun der Direktiv no transposéiert ginn, wéi do en Arrêt géif ausgesinn.

Dofir nach eng Kéier, mat allem Respekt, Madamm Minister: Et muss een awer heiansdo déi Saachen e bësselche méi global gesinn.

Dann e leschte Punkt: Dir hutt mech hei zitéiert, well ech dat effektiv kritizéiert hunn, zu Recht, déi Aart a Weis, wéi Der déi Direktiv transposéiert. Ech mengen, quasiment an all Avis, deen zu dësem Projet komm ass, an all Avis, vläicht ausser engem, ass dat doten den Haaptkritickpunkt. Et ass also net esou, wéi wann dat do eng Erfindung vun der CSV wier, datt mir eis hei mat där Transpositioun a mat der Aart a Weis dovunner auserneesetzen, mee et mécht quasiment Konsensus.

An da sinn ech och mat Iech d'accord, datt natierlech de Conseil de l'Ordre vun den Affekote wéi och aner Leit emol heiansdo Gesetzer kritizéiert. Dat ass an der Demokratie richteg. Ech muss Iech allerdéngs soen, wann ech awer den Toun – an et geet jo heiansdo iwwert de Contenu eraus – hei kucken – an ech hunn Iech virgelies, mat wat fir enger Heftegkeet de Conseil de l'Ordre dat dote kritizéiert huet –, da muss ee sech trotzdeem awer gewësse Froe stellen. An ech mengen, Dir wësst, bei den Affekote gëtt et där enger an där anerer. Ech ginn dervun aus, datt deen Avis och mat där Formulatioun vum ganze Barreau gedroe gëtt, an dat misst een awer interpelléieren. Wann dat Iech dann net interpelléiert, Madamm Justizminister, eis interpelléiert et!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet direkt zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här Mosar, ech weess jo, dass et eng Spezialitéit vun Iech ass, dass Der mer Saachen an de Mond leet, déi ech par rapport zu Iech gesot hätt, déi ech net gesot hunn.

(Brouhaha)

Duerfir erlaabt mer awer dann, Iech och ze äntwerten, dass ech net gesot hunn, dass Dir hei géift lauter Absurditéite vun Iech ginn. Ech hunn Iech gezunn op deem Punkt, well Der mer dat wierklech ëmmer erëm sot, wann Der mat engem Text net d'accord sidd, e bëssen an der ..., dat e bësse staark duerstellt, fir ze soen, Dir hätt nach ni esou eppes Schreckleches gesi wéi dat doten. Dat muss jo dann och kënnen erlaabt sinn, wann Dir esou Saache sot, dass ech Iech dann dorobber äntweren.

(Interruption)

Zum Avis vum Barreau: Ech mengen, et ass d'Responsabilitéit vum Barreau iwwert d'Tonalitéit vun hiren Avisen ... E Barreau, mat deem ech par ailleurs extreem gutt Relatiounen hunn, ganz vill Echangen hunn an och hei mat hinnen am Echange war an eeben herno eng Decisioun geholl hunn, déi ech och argumentéiert hunn elo grad an déi ech och wierklech kann argumentéieren a wou ech och wierklech der Iwwerzeegung sinn, dass et am Sënn vu jiddwerengem ass, datt mer dat dote maachen. Well de Choix ass jo net: Mir ginn e Statut oder mir gi kee Statut. Well de Statut musse mer ginn. An de Statut musse mer ginn iwwert de Wee vun der Direktiv. De Choix ass just deen: Wéi eng Gesetzer falen dodrënner?

A schonn eleng d'Direktiv ... An dat ass dat, wat wierklech verluer geet an där Diskussioun hei. An et wier eigentlech interessant gewiescht, dat emol alles opzezeechnen – mee ech hat leider net genuch Zäit –, wat alles dodrënner fält. An eleng duerch déi Mentioun op de Marché intérieur ass de Champ d'application vun där Direktiv extreem vast. An dee ganze Contentieux, dee mer evitéieren, andeem mer d'Fro stellen: „Ass dat doten elo de Statut Direktiv oder ass dat doten elo de Statut CEDH?", dat ass och vill wäert, dass mer dee Contentieux do net wäerten hunn.

An dann nach ee Wuert zur CEDH: Hei hu mer eng Jurisprudenz, déi konstant ass zënter 2008. Dat ass net säit gëschter. A mir hunn en plus en Arrêt vun der Grande Chambre, deen extra geholl ginn ass an där heiter Affär, wou nach eng Kéier, ech rappeléieren, Lëtzebuerg condamnéiert ginn ass.

An dann nach en allerlescht Wuert: Dir hutt d'Mentioun gemaach vum RBE. Do ass net Lëtzebuerg en faute gewiescht. Dat, wat vun der Cour de justice do annuléiert ginn ass, dat ass den europäeschen Text. Dat heescht, dat huet näischt mat Iech ze dinn. Dat huet näischt mat der Lëtzebuerger Transpositioun ze dinn. Dat ass reng eleng gesot ginn, dass dat, wat an der Direktiv steet, net kann esou applizéiert ginn. Dat si mer jo elo amgaangen, an der Chamberkommissioun ze reegelen, wou mer d'ailleurs och änlech Diskussiounen hu wéi elo och hei erëm, wou eeben och erëm déi verschidde Rechter am Interêt op der Wo leien. Dat heescht, verschidde Grondrechter musse géinteneen ofgewie ginn.

An ech sinn der Meenung, dass mer hei duerch dee Kader, dee mer geschafen hunn, wou mer op där enger Säit e Schutzmechanismus virgesinn, fir datt een, deen eppes mellt, wat net richteg ass, eppes mellt, wat net klappt – dat muss een awer ëmmer erëm soen, et geet net einfach ëm iergendeng Falschmeldung, déi ee ka maachen ouni Konsequenzen –, geschützt ass an een, deen eppes mellt, wat falsch ass, och ka bestrooft ginn. Dat ass dat, ëm wat et hei geet, an net ëm méi an net ëm manner!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Tanson. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7945. Den Text steet am Document parlementaire 7945[25].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7945 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 34 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7945 est adopté par 35 voix pour et 25 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Charles Margue deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir kënnen déi Motioun hei matstëmmen. Allerdéngs muss ech och soen, wann ech dat elo liesen, hei gëtt a sech eng Evaluatioun gefrot no zwee Joer. Do kann ech mer jo och schonn awer virstellen, wann een eng Evaluatioun vun engem Gesetz freet – dat kënnt jo an deene seltenste Fäll vir, mir stëmmen all Woch hei Gesetzer, wou mer keng esou eng Evaluatioun froen –, dat weist jo awer, datt och d'Majoritéit oder zumindest Deeler vun der Majoritéit sech wierklech hei och Froe stellen.

(Brouhaha et exclamations)

An duerfir begréisse mer dat, datt se sech déi Froe stellen, an duerfir stëmme mer déi Motioun mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Madamm Ministesch freet direkt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, also well dat dote muss ech awer elo richtegstellen. Ech weess net, Här Mosar, ob Der an der Kommissioun net dobäi waart …

M. Laurent Mosar (CSV) | Dach!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | … oder net méi wësst, wien dat do proposéiert huet.

(Interruption)

Ech hunn et proposéiert, selwer, fir dat doten ze maachen, ouni dass iergendee mech gefrot hätt, an zwar an der leschter Commission de la Justice, wou mer iwwert de Rapport hei ofgestëmmt hunn. Dat heescht, dat, wat Der do …

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir hutt selwer Zweifel, Madamm Minister.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, ech hu keng Zweifel. Ech hunn Iech och erkläert – a mir kënnen och gär de PV dann am Detail vun där Kommissioun kucken –, dass et wär, fir op Är Suergen ze äntwerten, Här Mosar. Do gesitt Der emol, wéi seriö ech Iech huelen.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, mir huelen Iech och seriö, mee mir gesinn, dass Dir an Ärer Majoritéit keng Majoritéit hutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch.

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Laurent Mosar deposéiert ginn ass. Wie freet nach d'Wuert zu där Motioun? Den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Jo, merci fir d'Wuert. D'Madamm Minister huet elo grad erkläert – an ech kann dat nëmmen bestätegen –, wat mer an der Kommissioun d'lescht Kéier beschwat hunn, dass déi Kommunikatiounscampagne wäert stattfannen. D'Ministesch huet et erkläert. D'Motioun ass an där Hisiicht superfetatoire. An ech maachen domadder en Appell, se ofzeleenen, well mer se net méi brauchen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Da kënne mer och iwwert dës Motioun …

(Interruption)

Nee, den Här Mosar, den Auteur vun der Motioun.

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, also, Här President, et ass ëmmer hei déi selwecht Diskussioun. Mir brénge Motiounen eran … an hei, mengen ech, Madamm Justizministesch, déi dote Propositioun kënnt jo vun eis, déi hu mir gemaach, fir déi Informatiounscampagne ze maachen. Dir hutt dat elo selwer widderholl. Dat war eng Fuerderung, déi mer an der Kommissioun gestallt hunn. Dir sot, Dir géift …

(Interruption)

Jo, mee sot awer wannechgelift elo net, dat wär … Ech mengen, do war awer eng ganz Rei vun Zeien, déi matkritt hunn, datt mir dat dote gefrot hunn, datt eng Informatiounscampagne soll kommen. Dir sot: „Mir maachen dat elo." Mir wëllen dat hei an enger Motioun festhalen. Ech verstinn awer elo wierklech net, wann d'Majoritéit déi dann ofleent. Also e bësse gudde Wëllen, léif Majoritéit, a stëmmt wannechgelift déi Motioun hei mat!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Justizministesch freet direkt d'Wuert a kritt et och.

(Interruptions)

Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, also, Här Mosar, Dir hat d'Fro gestallt an ech hunn Iech drop geäntwert. An ech hunn Iech gesot, dass dat am Lafe wier. Dat heescht, dass dat …

Une voix | Da stëmmt se dach!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Majo ech stëmmen hei iwwerhaapt näischt. Ech sinn net hei fir ze stëmmen.

(Hilarité)

Ech fanne just, wéi Der et elo dréint, fir ze soen, et wier op Är Initiativ hin, dass mer dat géife maachen, dat kann ech net confirméieren, well ech Iech gesot hunn, dass et gutt wier, dass Der et nach eng Kéier géift rappeléieren, mee dass mer amgaange wieren, dorunner ze schaffen.

M. Fernand Etgen, Président | Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 26 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 26 voix pour et 33 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Martine Hansen), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.56 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 60
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8029 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de plateforme et portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
   – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   – la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
   – la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
   – la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
   – la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
   2° de la loi du 21 juillet 2012 portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures ;
   3° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;
   4° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
   5° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;
   6° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;
   7° de la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;
   en vue de transposer la directive 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal p. 60
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8029 et dispense du second vote constitutionnel
3. **8159 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, tels que modifiés, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022** p. 63
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8159 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8129 – Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale** p. 64
   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8129 et dispense du second vote constitutionnel
5. **Interpellation de M. Fred Keup au sujet de l'évolution de et de la lutte contre la criminalité** p. 65
   Exposé : M. Fred Keup
   Débat : M. Léon Gloden | M. Claude Lamberty (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Dan Biancalana | Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden, M. Marc Goergen et M. Gilles Roth) | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) (interventions de Mme Stéphanie Empain et M. Fernand Kartheiser) | Mme Stéphanie Empain (parole pour fait personnel) (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Fred Keup) | Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Fred Keup) | M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement)
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Henri Kox et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Yuriko Backes, Ministre | Nee, Här President.

2. 8029 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de plateforme et portant modification :

1° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
2° de la loi du 21 juillet 2012 portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures ;
3° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;
4° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
5° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;
6° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;
7° de la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;
en vue de transposer la directive 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mam Projet de loi 8029 iwwert d'Steierreegelung vun de Plattformbetriber. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, eis

Wirtschaft, déi evoluéiert andauernd. Den Internet huet ouni Zweifel ganz nei Méiglechkeeten an eiser globaliséierter Welt opgemaach. Eng grouss Neierung sinn Internetplattformen, dat heescht, déi verbanne Verkeefer, sief dat eng Persoun oder kleng a grouss Betriber, mat Clienten aus aller Welt.

D'Situatioun ass haut esou komplex, datt d'Staaten awer och ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, fir d'Steierlaascht genau ze bestëmmen an ze kontrolléieren, an dat zemools, well déi grouss Plattformbedreiwer normalerweis an enger ganzer Rei Länner aktiv sinn.

D'Europäesch Kommissioun huet de Besoin fir méi Zesummenaarbecht erkannt an dofir eng Direktiv proposéiert, fir d'Zesummenaarbecht tëschent de Memberstaate vun der Europäescher Unioun, wat d'Plattformen ugeet, ze verdéiwen. Dës Direktiv huet den Numm DAC7, dat ass d'Ofkierzung fir Direktiv betreffend déi administrativ Kooperatioun am Beräich vun der Besteierung. D'Zuel 7 verréit, datt et net déi éischt Direktiv ass, déi dës administrativ Zesummenaarbecht erméiglechen a vereinfache soll. An eng aacht ass an der Ausaarbechtung.

D'Zil vun der Europäescher Kommissioun ass et, d'Besteierung méi gerecht an einfach ze maachen a gläichzäiteg de wirtschaftlechen Entwécklunge vun haut Rechnung ze droen.

De Gesetzesprojet, deen ech Iech virstellen, ass den 13. Juni deposéiert ginn a soll also dës Direktiv vum 22. Mäerz 2021 a Lëtzebuerger Recht ëmsetzen. Et ass als Alleréischt wichteg, de Begréff vun de Plattformen, ëm déi et hei geet, ze definéieren. Eng Plattform ass e Computerprogramm, en Internetsite oder eng App, déi et dem Notzer erlaabt, mat Verkeefer verbonnen ze ginn, fir Gidder oder Déngschtleeschtungen ze kafen, oder Immobilien, awer och Transportmëttel ze lounen.

De Plattformbedreiwer ass dann also déi Entitéit, déi dem Verkeefer Accès op seng Plattform gëtt. Et gëtt eng Obligatioun geschaaft fir d'Plattformbedreiwer, esoudatt si d'Donnéeën iwwer Verkeefer op hire Plattforme souwéi hir Prestatiounen un déi zoustänneg Steierautoritéiten iwwermëttelen.

D'Direktiv berout op de Reegelen, déi um Niveau vun der OECD ausgeschafft gi sinn. Dat erlaabt dann och eng besser Zesummenaarbecht mat de Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Doriwwer eraus gëtt d'Norm vun der sougenannter „pertinence vraisemblable" definéiert. Dat erméiglecht et den Autoritéiten, hir Informatiounsufro zu enger Persoun oder engem Grupp vu Steierzueler besser ze justifizéieren.

D'Memberstaate mussen dann och automatesch Informatiounen zu op d'mannst véier verschiddene Kategorië vun Akommes a Kapital deelen.

Lëtzebuerg deelt schonn Informatioune betreffend d'Akommes vun der Aarbecht, d'Pensioun an d'Tantièmë mat. Ab dem 1. Januar 2025 kënnt hei nach den Immobiliebesëtz derbäi.

Bei dësen Informatioune mussen d'Memberstaaten och d'steierlech Identifizéierungsnummer, eis Matricule, mat weiderginn.

Iwwerdeems gëtt d'Direktiv vum 15. Februar 2011 iwwert d'Presenz vu Beamten aus engem Land an engem anere Land gestäerkt. Dës Direktiv erméiglecht iwwerdeems gemeinsam Enquêtë vun zwee oder méi Memberstaaten. Et geet hei drëm, d'Anhale vum Recht ze garantéieren. Fir Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

D'Kommissioun krut eng ganz Rei Avise geschéckt. Wann ech soe Kommissioun, heescht dat d'Finanzkommissioun hei aus der Chamber. De Staatsrot huet a sengem Avis vum Dezember zejoert e puer formell Oppositioune festgehalen. Am Artikel 5 feelt e Renvoi, an den Délai de conservation vun den do genannten Donnéeë soll och bestëmmt ginn. Och den Artikel 8 Paragraf 3 an d'Delaie vum Paragraf 5 vum Artikel 8 solle preziséiert ginn.

Schlussendlech soll d'Prozedur am Paragraf 6 vum selwechten Artikel 8 kloer gesetzlech definéiert ginn, esoudatt d'Verwaltung net ze vill Spillraum huet, wann et ëm d'Ausspriche vun engem Verbuet, e Beruff ze exercéieren, geet.

An engem zousätzlechen Avis opposéiert de Staatsrot sech formell zum Artikel 3 Paragraf 2 zu de grenziwwerschreidenden Dispositiounen, déi deklaréiert musse ginn, dat well de Conseil d'État eng ganz Rëtsch Ufroen iwwert déi richteg Interpretatioun vun engem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff an der Affär C694/20 opwërft. De Staatsrot ass der Meenung, datt dës Froen als Éischt um europäeschen Niveau musse gekläert ginn.

D'Beamtekummer huet sech an hirem Avis vum 11. Juli 2022 fir méi steierlech Transparenz ausgeschwat. Betreffend den Artikel 16 (1) bemierkt d'Beamtekummer, dass dës Dispositioun sech just op d'Netresidenten applizéiert. Si mengt, et kéint awer och nëtzlech sinn, dass een dës Dispositiounen och op d'Residenten applizéiert. Dës Remark ausgeholl, weist d'Kummer sech mam Gesetzesprojet an dem Projet de règlement d'accord.

D'Chambre de Commerce begréisst de Gesetzesprojet, well et eng exakt Transpositioun vun der Direktiv ass. Si begréisst och d'Prezisiounen, déi am Commentaire des articles enthale sinn. D'Chambre de Commerce huet u sech just eng Remark ze maachen, an zwar a puncto Definitioun vum Begréff Plattform. Si géif gäre genau wëssen, wat mat Aktivitéiten, déi direkt oder indirekt realiséiert ginn, gemengt ass.

Niewent dëser Demande weist d'Chambre de Commerce sech mat de Projete vum Gesetz a vum Règlement grand-ducal averstanen. An engem zousätzlechen Avis begréisst d'Handelskummer d'Amendementer, mee verweist nach eng Kéier op hiren éischten Avis.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Koordinatioun op europäeschem Niveau, wat d'Besteierung vun de Plattformbedreiwer ugeet. Si warnt awer virun deenen negativen Auswierkungen, déi d'Plattforme kënnen hunn, dat virun allem wéinst der Aarbecht op Distanz an de sougenannte „falschen Independanten". Si fuerdert de Legislateur derzou op, derfir ze suergen, dass d'Plattformen d'Aarbechtsrecht respektéieren. Och hei gëtt d'Chambre des Salariés hiren Accord nieft de Kommentaren, déi si gemaach huet.

D'Dateschutzkommissioun, also kuerz d'CNPD, huet e ganz detailléierten Avis zu dësem Projet verfaasst. Fir unzefänken ënnersträicht si d'Wichtegkeet vum Dateschutz bei dësem Projet, well et jo ëm d'Sammelen an den Austausch vun Informatioune geet. Doriwwer eraus begréisst d'Dateschutzkommissioun och, dass et e Seuil gëtt, ënnert deem et net ënnert den Uwendungsberäich vun dem Gesetz fält.

Mee si huet awer och eng ganz Rei Demandë formuléiert, well de Gesetzesprojet an de Projet de règlement net prezis genuch wieren. Hei geet et virun allem ëm d'Prezisioun vun den Delaien, wärend deenen d'Donnéeë gespäichert kënne ginn.

Als Beispill sollen zousätzlech Donnéeën, déi vum Plattformbedreiwer gefrot ginn, fir eng zousätzlech Iwwerpréiwung ze maachen, wann Zweifel bestinn, direkt no esou enger eventueller Iwwerpréiwung geläscht ginn.

Et soll och preziséiert ginn, wie genau responsabel fir den Traitement vun den Donnéeën ass.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Generell gesi mécht d'CNPD Recommandatiounen, fir datt de GPDR, d'Dateschutzreglement, agehale gëtt. Et sollen also just déi Donnéeë gesammelt ginn, déi effektiv gebraucht ginn an och just fir déi Dauer, wärend där se gebraucht ginn.

Och wann d'Dateschutzkommissioun versteet, dass et legitimm ass, den Droit de l'information an den Droit de regard am Fall vun der Besteierung ze limitéieren, muss dat kloer kadréiert ginn.

D'Dateschutzkommissioun begréisst, dass an den Artikelen 9 (2) an 9 (3) festgehale gëtt, datt all Recherche gespäichert gëtt, soudatt een effektiv d'Kontroll maache kann, wien a wéini wéi eng Donnéeë gekuckt huet. Si seet awer och, dass et nach besser wier, wa fir all Recherche eng spezifesch Begrënnung misst geliwwert ginn.

An engem zousätzlechen Avis begréisst d'CNPD d'Amendementer, déi gemaach goufen, fir op hiren éischten Avis ze reagéieren. Si erënnert awer och un d'Revendicatiounen, déi net iwwerholl goufen a schléisst sech dem Avis vum Barreau un.

De Barreau huet och en Avis eraginn, dee sech op d'Roll vun den Affekote limitéiert huet a wéi si sech vun anere Beruffer ënnerscheeden. Et misst een den Ënnerscheed maachen tëschent den Affekoten engersäits an de Kontabelen a Réviseurs d'entreprise op där anerer Säit, dat virun allem a puncto Beruffsgeheimnis.

Souvill zu de wichtegste Punkten. Fir d'Detailer vun dësem souwéi deenen aneren Avise verweisen ech op déi respektiv Dokumenter.

Ech soen op dëser Plaz der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes an hire Beamten aus dem Ministère an och de Mataarbechter bei eis an der Fraktioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet.

D'DP-Fraktioun gëtt hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. An ech fänken och u mat engem grousse Merci un eisen exzellente Rapporter Guy Arendt, deen op seng gewinnte fachmännesch Aart a Weis eis dee Projet duergeluecht huet, och op d'Wichtegkeet vun deem Projet higewisen huet.

Mir wäerten natierlech eisen Accord zu deem Projet ginn. Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, well et hei jo erëm ëm eng Transpositioun vun enger europäescher Direktiv geet, fir eng Aktualitéitsfro ze stellen, op déi d'Finanzministesch sécherlech kann äntwerten herno.

An zwar geet et ëm d'Ëmsetzung oder iwwerhaapt elo mol ëm d'Adoptioun vun der Direktiv ATAD 3. Ech brauch hei net an den Detail vun ATAD 3 ze goen. Dat ass eng Direktiv, déi schonn an de leschte Méint fir

ganz vill Opreegung gesuergt huet. Ech kréie gesot, déi Direktiv wär quasiment op der Arrivée ukomm. An et géif mech interesséieren, Madamm Finanzministesch, wou mer do dru sinn, wat och eventuell de leschte Stand ass, well ech brauch dat hei net ze widderhuelen: Dat ass wierklech eng vun den Direktiven, déi riskéieren, extreem grouss Repercussiounen op de ganze Finanzsecteur hei bei eis am Land ze hunn.

An duerfir wär ech frou, Madamm Minister, wann Der eis vläicht herno dozou kéint eng Rei vun Informatioune ginn. Dat gesot, gi mir hei den Accord zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Villmools merci, Här President. An och villmools merci dem Rapporter Guy Arendt fir säi ganz, ganz komplette Rapport, deen en haut de Mëtten hei gemaach huet. Esou wéi hien dat och schonn am Detail beliicht huet, setze mer hei mat deem Projet déi EU-Direktiv vum Conseil aus dem Mäerz 2021 an dat nationaalt Recht ëm.

Dës Direktiv schreift sech jo och an an eng ganz Successioun vu viregten Direktiven, déi zum Haaptzil hunn, den Informatiounsaustausch tëschent den EU-Steierverwaltungen esou ze systematiséieren, dass d'Steierflucht ëmmer méi schwéier soll ginn.

Mat der Nummer 7 geet et drëms, de Mechanismus vum Informatiounsaustausch op d'Opérateurs de plateforme auszebreeden, déi dann och mussen eng Rei vun Informatiounen zum Vendeur op hirer Plattform weiderleeden. Dës Informatioune ginn obligatoresch an automatesch tëschent de verschiddenen EU-Steierverwaltungen ausgetosch a sollen hinnen esou eng besser Kontroll erméiglechen.

Als LSAP kënne mir déi nächst Etapp am Informatiounsaustausch natierlech nëmme begréissen. Mat der DAC7 passe mir eise legale Kader un d'Realitéite vun haut un, well mir wëssen alleguerten, an der Ekonomie vun haut, do funktionéieren ëmmer méi Beweegungen iwwert dës Onlineplattformen. An déi Beweegunge kennen natierlech ëmmer manner dacks déi national Grenzen.

Dass den Austausch vu Steierinformatioune sech dëser Realitéit muss upassen, schéngt eis dofir evident. Mir brauchen en internationale Steiersystem, dee mam technologesche Fortschrëtt ka mathalen.

Eng fair an effikass Besteierung ass nämlech néideg fir de Staat, wa mir wëllen Investissementer maachen, zum Beispill an d'Lutte géint de Klimawandel oder nach an d'Digitaliséierung, fir nëmmen déi heite Beispiller ze nennen.

Ëmsou méi freet et eis ze héieren, dass DAC8 schonn zu Bréissel ënnerwee ass. Si wäert den Informatiounsaustausch iwwert d'Revenuen, déi duerch d'Benotzung vu Kryptoaktivaen entstinn, erméiglechen.

Dës Revenuen däerfen net ënnert dem Radar vun den nationale Steierverwaltunge bleiwen, zemools wa mer wierklech wëllen, dass net eleng d'Aarbecht, mee och d'Erträg aus dem Kapital gerecht besteiert ginn.

Här President, ech kann also mat guddem Gewëssen den Accord vun der LSAP zu dësem Text ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Mir ginn och mat guddem Gewëssen den Accord zu dësem Projet de loi a soen natierlech dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci fir säi gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, och e grousse Merci un de Rapporter. Ech wëll elo net iwwert d'Meritten an d'Netmeritte vum automateschen Austausch vun Informatiounen hei philosophéieren, mee ech géif awer gär der Madamm Finanzminister eng ganz konkreet Fro stellen, wat d'Steierverwaltung ugeet.

Ech mengen, mir hu souwisou eng grouss personell Entwécklung vun der Steierverwaltung an deene leschte Jore gehat, mee et komme permanent Tâchë bäi. An d'Fro ass natierlech och, wat elo d'Implikatioun heivunner ass op awer en Deel vun der Steierverwaltung, deen tendenziell éischter ënnerbesat ass. An et ass eigentlech just eng Fro an och gläichzäiteg eng Opfuerderung un d'Regierung, wannechgelift dann déi zoustänneg Verwaltungen awer och ëmmer à même ze setzen, fir deenen Aufgabe kënnen nozekommen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir als déi Lénk begréissen natierlech dës ganz wichteg Direktiv, déi nieft anere wichtegen Ännerunge virun allem d'Zil huet, d'Steiergesetzgebung un d'Realitéit vun deenen digitale Plattformen unzepassen. Et ass immens wichteg an och scho laang iwwerfälleg, datt d'Revenuen, déi iwwert dës Plattforme generéiert ginn, dann och uerdentlech vun de Steierverwaltungen erfaasst ginn.

Ech wëll an deem Kontext awer och drun erënneren, wéi och d'CSL dat gemaach huet an hirem Avis, datt net nëmmen d'Steiergesetzgeebung muss un d'Realitéit vun dëse Plattformen ugepasst ginn, mee och d'Aarbechtsrecht.

D'Leit, déi fir dës Plattforme schaffen an hir Servicer ubidden, gi ganz dacks an enger prekärer Schäiselbstännegkeet gehalen, wéi mir et hei och wëssen, an hu meeschtens keen Aarbechtskontrakt, keng Sécurité sociale an och keng bezuelte Congéen. Oder, fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen: Si ginn exploitéiert!

D'Regierung huet versprach, dat ze reglementéieren. Mee sechs Méint virun de Walen hu mer nach ëmmer kee Projet de loi ze gesi kritt. Et ass awer scho virun engem Joer eng Proposition de loi deposéiert gi vu menger Kolleegin, dem Myriam Cecchetti. A mir wäre ganz frou, wann et dann och endlech géif eng Stellungnam vun der Regierung zu dëser Proposition de loi ginn, wou mer, mengen ech, alleguerten enger Meenung sinn, dass déi awer wierklech néideg ass.

Mir wären dann och frou, wann den Aarbechtsminister endlech géif handelen, well d'Situatioun vun deene Leit ass äusserst prekär.

Wat dëse Projet de loi ugeet, stëmme mir e selbstverständlech mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Guy Arendt fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass kloer, wann een am stationären Handel seng Steiere muss gerecht bezuelen, da muss ee se och am Onlinehandel deementspriechend erfaasst kréien, soss hätte mer eng deloyal Konkurrenz. An deementspriechend stäerkt dëst och eis Ekonomie, wa mer dëst haut wäerte stëmmen. Dofir ginn och mir eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, och vu menger Säit dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt e grousse Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mat der Transpositioun vun der DAC7 gëtt de Kader vun der Steiertransparenz dann och weider moderniséiert an erweidert. Et ass, wéi erklärt ginn ass, en zousätzlecht Puzzlesték an enger ganz grousser Panoplie vu Steiermesüren, déi an deene leschte Joren um EU-Niveau decidéiert gi sinn an déi mer natierlech hei zu Lëtzebuerg och ëmsetzen. Wéi erklärt ginn ass, ass d'Originn vun der DAC7 de Constat, dass effektiv duerch ëmmer méi grouss Ofwécklunge vun Transaktiounen iwwert d'Plattformekonomie verschidde Revenue potenziell net méi fir d'Steierzwecker deklaréiert ginn. Dat soll dann heimadder ënnerbonne ginn.

Déi betraffe Plattforme mussen da verschidde steierlech relevant Informatiounen direkt un d'Steierverwaltunge ginn. Mat der Transpositioun vun der DAC7 gëtt also e Schrëtt fir méi Steiertransparenz gemaach an och eng Kontributioun fir méi Steiergerechtegkeet. Ech mengen, dat ass fir eis alleguerte ganz wichteg.

Wéi den honorabelen Deputéierten Här Arendt och erklärt huet, ginn duerch d'DAC7 dann och eng Rei méi technesch Adaptatioune gemaach. An ech wëll effektiv och ënnersträichen, dass mer warscheinlech scho relativ geschwënn zréckkommen, fir iwwert déi nächst Transpositioun, dann d'DAC8, ze schwätzen, wou et effektiv ëm d'Kryptoassets geet.

Den honorabelen Deputéierten Här Mosar huet gefrot, wou mer mat der ATAD 3 dru sinn. Do kann ech Iech soen, dass do Diskussioune lafen. Dat war elo net déi éischt Prioritéit vun där leschter Presidence, wou mer da relativ ..., nach net onfrou waren, loosse mer esou soen. Mee déi Diskussiounen, déi wäerten nach eng Zäitchen daueren, mengen ech, vu d'Komplexitéit vum Sujet. A Lëtzebuerg schafft natierlech ganz aktiv mat do drun. Ech mengen, mir hunn natierlech d'Wichtegkeet erkannt vun dëser Direktiv, déi den 22. Dezember am Joer, éier ech an d'Regierung komm sinn, mee op mengem Gebuertsdag, vun der Kommissioun proposéiert ginn ass. Dofir kann ech mech ganz gutt dorun erënneren. A vu d'Importance natierlech fir eis Finanzplaz, wäerte mer do weider an deenen Aarbechtsgruppen, déi, wéi gesot, de Moment lafen, ganz aktiv mat dru schaffen.

Den honorabelen Deputéierten Här Kartheiser huet gefrot, wat d'Implikatioune fir d'Steierverwaltung sinn. Ech mengen, am grousse Ganzen – a mir haten och déi Diskussioun an der relevanter Chamberskommissioun – si mer amgaangen, d'Steierverwaltung ze digitaliséieren, ze moderniséieren. Do ass och

e groussen Nohuelbedarf, fir Leit anzestellen, fir déi Aarbecht ze maachen. Déi muss gemaach ginn an déi muss korrekt gemaach ginn. Dat leeft. Mir wëssen alleguerten, wéi schwéier et ass, fir Talenter ze fannen. Och do brauche mer Talenter. Dat heescht, dat ass eng Saach vun Zäit. Dat hëlt eeben e bëssen Zäit. Mee do sinn e ganze Koup Posten ausgeschriwwen, wéi Der och op de Sitte vun der Regierung, vum Gouvernement, kënnt gesinn. Déi relevant a wichteg Poste missten, wéi gesot, besat ginn. An do schafft d'Steierverwaltung ganz aktiv drop, well et wichteg ass. Voilà!

Dann, wéi gesot, fir d'Transpositioun dann hei vun der DAC7 Iech alleguerten e ganz grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht fir d'Transpositioun vun dëser Direktiv.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne matofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8029. Den Text steet am Document parlementaire 8029[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8029 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 8159 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, tels que modifiés, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8159, en Avenant tëschent Lëtzebuerg a Frankräich, dee souwuel d'Duebelbesteierung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzéiung soll verhënneren.

Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapport ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur, den Här Guy Arendt, steet prett. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, Stau ass fir ganz vill Salariéen, déi hei am Grand-Duché schaffen, eng deeglech Realitéit. Ganz vill Salariéen aus Frankräich hu virun allem oft e laange Wee op d'Aarbecht ze maachen. D'Politick schafft säit Joerzéngten dorunner, dem Problem Meeschter ze ginn, mee et ass sécherlech keng Thematik, bei där just een Hëllefsmëttel duergoe géif.

Wéi kann ee méi Liewensqualitéit schafen? Derfir suergen, datt d'Leit erëm méi Zäit mat hire Frënn a Famillje verbrénge kënnen a manner am Trafick?

En Deel vun der Léisung, an dat huet sech déi lescht Jore wierklech bewisen, dat ass den Teletravail. Esou kënne Beschäftegter aus ganz ville Professioune vun doheem aus schaffen. A mam Covid hate mir et gesinn: Vun haut op muer hu vill Leit vun doheem aus geschafft, obwuel se dat virdrun net wierklech maache wollten oder konnten.

Abee, elo hu sech vill Leit dru gewinnt an den Teletravail ass aus der moderner Aarbechtswelt net méi ewechzedenken. Et ass eng reell Demande do. Dat kréie mir och ëmmer erëm an den Entrevuë confirméiert. Manner Autoen op de Stroossen heescht manner Trafick a manner Emissiounen. Einfach, awer net ganz. Et gëtt een Hoken. Wien Teletravail a Lëtzebuerg seet, dee seet och Steieren.

Fir d'Residenten zu Lëtzebuerg ass dat jo kee Problem. Anescht ass dat awer fir Residenten aus eisen Nopeschlänner. Wa se eng gewëssen Unzuel un Deeg iwwerschreiden, déi se an engem anere Land wéi deem Land, wou se wunnen, schaffen, da musse se och do ufänken, Steieren ze bezuelen, anstatt just zu Lëtzebuerg (veuillez lire: Wa se eng gewëssen Unzuel un Deeg iwwerschreiden, déi se an deem Land, wou se wunnen, schaffen, da musse se och do ufänken, Steieren ze bezuelen, anstatt just zu Lëtzebuerg).

Dat ass net d'Enn vun der Welt, mee et mécht d'Saach awer méi komplizéiert an et schreckt vill Leit dervunner of, fir déi Limitt ze iwwerschreiden.

Vu datt d'Regierung sech staark mécht, fir de Leit méi Flexibilitéit ze ginn, ass et och eng grouss Prioritéit, fir de Frontalieren den Teletravail méi einfach ze maachen.

An deem Kader presentéieren ech Iech haut de Rapport zum Projet de loi 8159 iwwert d'Ännerung vun eiser steierlecher Konventioun mat Frankräich. De Projet ass am Februar dëst Joer deposéiert ginn. Éischtens gëtt de Seuil de tolérance fir Residenten a Frankräich vun 29 op 34 Deeg erhéicht. Si kënnen also ganzer 34 Deeg Teletravail maachen an nawell weiderhin zu Lëtzebuerg hir Steiere bezuelen.

Wann de Seuil iwwerschratt gëtt, da fält d'Besteierungsrecht integral un d'Land vun hirer Residence zréck. Wéi d'Konventioun sengerzäit ënnerschriwwe gouf, hat den Teletravail, wéi a menger Intro schonn ugedeit, nach net dee Stellewäert. Do huet d'Fro vun de Persounen, déi am ëffentleche Secteur schaffen, sech net gestallt. Bis elo war also just d'Privatwirtschaft betraff. Dat ännert sech mat dësem Avenant. Dat ass deen zweete Volet vun dësem Projet, d'Fonction publique au sens large kënnt also elo och an de Genoss vun deem Seuil de tolérance fir den Teletravail. Dat heescht, d'Gemengen, de Staat, mee och d'Établissements publics wéi beispillsweis d'CSSF, sinn hei matabegraff.

Dat war et och schonn zum Contenu vun der Konventioun. Fir ofzeschléissen nach e puer Informatiounen:

Am Oktober 2021 gouf déi politesch Decisioun tëscht de Lëtzebuerger an de franséischen Autoritéite geholl.

Den Avenant gouf d'lescht Joer zu Bréissel ënnerschriwwen a soll ab dem 1. Januar dëst Joer applikabel sinn. No zwee Joer kënnen d'Länner sech gesinn, fir sech eventuell op en anere Mechanismus eens ze ginn, wat d'Besteierung ugeet. Wa sech näischt ännert, leeft dësen Avenant iwwer 2024 eraus weider.

Zu den Avisen ass ze soen, dass de Conseil d'État keng Observatiounen hat. D'Chambre de Commerce begréisst de Projet de loi. Si ass och der Meenung, dass den Teletravail eng gutt Manéier ass, fir Talenter unzezéien an zu Lëtzebuerg ze halen.

D'Chambre des Salariés begréisst och de Projet a freet, dass de Seuil weider no uewen ugepasst an harmoniséiert gëtt.

Fir Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. An ech soen och op dëser Plaz der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes an hire Beamten an eisem Mataarbechter, dee mer hei gehollef huet, Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht.

D'DP-Fraktioun gëtt hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Guy Arendt.

An elo huet direkt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, och ech wëll dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat heiten ass ouni Debat. Ech hale mech och ganz kuerz.

Wéi effektiv erkläert, geet et hei ëm d'Ëmsetzung vum Avenant zu der Steierkonventioun, déi ech zesumme mam Bruno Lemaire de 7. November d'lescht Joer ënnerschriwwen hunn.

Ech si ganz frou, dass hei de Seuil de tolérance elo vun 29 op 34 eropgeet. Do si mer dann also um selwechten Niveau wéi den Accord, dee mer mat der Belsch hunn. Domadder hu mer dann och dräi Véierel vun eise Frontalieren op de selwechten Niveau vum Seuil de tolérance gesat, wat mengen ech, eng ganz gutt Saach ass.

Ech sinn och mat Däitschland, mam Christian Lindner, en dernière ligne droite, fir och déi däitsch Konventioun ze verbesseren.

Wéi och gesot ginn ass, an ech mengen, et ass ganz wichteg, dat ze ënnersträichen, couvréiert deen heiten Avenant elo och d'Fonction publique mat, wat och ganz wichteg ass, soudass dee Moment, wa Frankräich säi Processus national fäerdeg gemaach huet, dat réckwierkend ass op den 1. Januar vun dësem Joer.

Wéi gesot, ech si ganz frou, dass mer dësen Accord elo fonnt hunn, dass mer dee kënnen ëmsetzen. Ech weess, et kann een och ëmmer méi maachen. A mir hate jo hei an der Chamber och schonn Debatten doriwwer. A wéi den Avenant et och virgesäit, solle mer déi Zäit elo och notze fir ze kucken, ob aner Solutioune méiglech sinn. Dat heescht, d'Aarbecht geet weider a mir schaffen och weider dru mat eisen Nopeschlänner.

Et bleift mir da just, Här President an Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Iech Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht och op dësem Projet.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8159. Den Text steet am Document parlementaire 8159[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8159 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8129 – Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Mir kommen elo zum Projet de loi 8129, enger Ofännerung vum Policegesetz am Kader vun der Kooperatioun tëschent de Gemengen an der Police. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech däerf Iech haut e ganz kuerze Rapport maachen iwwert de Projet de loi 8129. Et geet ëm Adaptatioune vum Policegesetz, méi spezifesch vun de Comités de prévention, déi an dësem Policegesetz virgesi sinn. Dir kennt dës Comités de prévention. Et handelt sech jo hei ëm e Gremium, an deem d'Gemengenautoritéiten an d'Membere vun der Police, also konkreet de concernéierte regionale Policedirekter an de Chef vum concernéierte Kommissariat, um lokalen oder regionale Plang zesummekommen, fir sech ofzestëmmen an d'Zesummenaarbecht ze förderen.

Rezent ass jo awer och elo d'Gesetz gestëmmt ginn, an deem d'Agents municipaux nei Kompetenze kritt hu mat dësen zousätzlechen, soe mer, liichte Policekompetenzen. Den Agent municipal kritt zum Beispill d'Kompetenz, anzegräife bei Läermbelästegung oder bei klengem Vandalismus, just als puer Beispiller. Esou gëtt den Agent municipal elo och en Acteur um Terrain, deem seng Stëmm gefrot ass am Kader vun dëse Comités de prévention. An an deem Sënn gëtt mat dësem Gesetz, dat mer haut stëmmen, festgehalen, dass den Agent municipal als zousätzlechen Acteur an dës Kommiteeë soll opgeholl ginn.

Konkreet am Text handelt et sech also hei ëm en Ajout am Artikel 38 Paragraf 1 am Alinea 2 vum Policegesetz vum 18. Juli 2018, wou definéiert gëtt, dass een Agent municipal pro Gemeng an dësem Comité de prévention seng Plaz kritt. Et gëtt an engems definéiert, dass et de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch ass, déi deejéinegen Agent municipal soll designéieren, deen dann och an dësem Gremium soll sinn. Dat ass schonn deen eenzege klenge Changement, dee mer hei virhuelen.

Da kommen ech nach schnell zu den Aarbechte ronderëm dëse Projet de loi. De Projet de loi ass deposéiert ginn den 28. Dezember 2022. De Syvicol huet säin Avis, an deem en dës nei Dispositioun begréisst, de 27. Februar 2023 ofginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 14. Mäerz ofginn an en hat och keng weider Remarken zu dësem Projet de loi.

An der Kommissioun hu mer dëse Projet de loi net allze vill laang misse beschaffen, well et sech ëm keng grouss Changementer handelt. Mir hunn en de 16. Mäerz presentéiert kritt an de Rapport konnt duerno och direkt ausgeschafft ginn, soudass mer de Rapport konnten den 20. Abrëll an der Kommissioun unhuelen.

Dat wier et scho fir mäi kuerze Rapport. An domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice Merci fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Nodeems, wéi gesot ginn ass, d'Agent-municipallen eng Rei nei Kompetenze kritt hunn, ass et och richteg, datt se an deem Kommitee sëtzen. An ech begréissen och d'Zesummenaarbecht tëschent der Police an den Agents municipaux, wéi et a verschiddene Gemenge schonn de Fall war. An ech hoffen, datt mer, wann da méi Polizisten um Terrain sinn, dat och kënnen intensifiéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Och e grousse Merci un d'Stéphanie Empain fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. An änlech, wéi dat elo gesot ginn ass: Ech mengen, d'Preventiounsaarbecht ass eng ganz wichteg Aarbecht, ganz besonnesch op dem Terrain vun eise Gemengen. An dofir si mer ganz frou, dass mer dat heite kënnen integréieren. An domadder ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. An dann ass et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif och der Rapportrice Merci soe fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Agents municipaux hunn hir Plaz am Comité de prévention communal, deem mer dann och Rechnung droe mam Stëmme vun dësem Gesetz. Dofir ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Et ass e ganz raren, bal historeschen Ableck, mee mir sinn als ADR haut mat der Madamm Empain wierklech averstanen ...

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... a soen hir Merci fir dee gudde Rapport.

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

Jo, a mir wäerten dat da matstëmmen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Stéphanie Empain fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Och mir sinn averstanen, dass déi Informatioune weiderginn, well et sinn d'Agenten, déi herno um Terrain sinn. An et ass wichteg, dass déi an der Preventioun kënne mathëllefen an deementspriechend och an deem Kommitee sinn. Dofir ass dat heiten dee richtege Wee, well et gesäit een et, d'Madamm Bofferding huet et en Dënschdeg gesot, mir haten et virun enger Woch am Gemengerot: Et sinn ëmmer méi Gemengen, déi endlech d'Reglement ugepasst hunn. An ech ka just roden: Gemengen, maacht virun, well d'Agente brauchen et um Terrain, d'Police brauch et um Terrain.

Dir hutt de Moyen kritt vun der Chamber, setzt en an de Gemengen ëm, soudass d'Agente kënnen aktiv ginn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Policeminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo, merci alleguerten och. Merci och der Rapportrice fir den ausféierleche Bericht. Vu meng Visitten um Terrain, hunn ech gemierkt, dass dat heite schonn an enger Rei vu Gemengen och gemaach gëtt. An dofir war et och selbstverständlech, wann d'Agente méi Kompetenze kréien, dass dat och institutionaliséiert gëtt. An dofir war et keng Hexerei, fir dat direkt kënnen ze integréieren.

An dofir sinn ech och frou hei fir déi grouss Zoustëmmung an dat gëtt och deenen, déi um Terrain sinn, déi néideg Zouversiicht, am Sënn vun der Sécurité intérieure ze schaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Policeminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8129. Den Text steet am Document parlementaire 8129[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8129 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Interpellation de M. Fred Keup au sujet de l'évolution de et de la lutte contre la criminalité

Fir ofzeschléisse komme mer zur Interpellatioun vum Här Fred Keup iwwert d'Evolutioun an d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert un den Auteur vun der Interpellatioun ginn, den Här Keup.

Exposé

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Villmools merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, d'Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg hélt zou. D'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill huelen of. Dem Statec no ass an de leschten 20 Joer d'Zuel vun de Strofdote géint Persoune bal ëm 400 % eropgaangen, vun 2.351 Strofdote géint Persounen am Joer 2000 op 8.814 Strofdote géint Persounen am Joer 2021.

An nach eng Kéier dem Statec no: D'Zuel vu Gewaltakte géint Persounen ass ëm 300 % eropgaang an 20 Joer, vun 1.269 Gewaltakten am Joer 2000 op 3.805 Gewaltakten am Joer 2021. Dat ass eng Verdräifachung an Zäit vun 20 Joer.

D'Zuel vun den Awunner ass an dëser Zäit ëm 50 % gewuess, vu 436.000 Awunner am Joer 2000 op 640.000 Awunner am Joer 2021 Dat soen ech direkt, well eng vun de Liblingserklärungen – oder besser gesot -verklärungen – bei esou Zuelen ass jo da fir ze soen, déi Zuele vu Gewaltakte wiere proportionell zur Bevëlkerung gewuess.

Abee, dës prezis Zuelen, déi ech grad genannt hunn, weise kloer, dass d'Zouhuele vun der Kriminalitéit wäit, wäit iwwert dem Bevëlkerungswuesstum läit. Weider sinn Iwwerfäll mat Gewalt, also Raubiwwerfäll, vun 2020 op 2021, also an engem Joer, ëm 20 % eropgaang. Och d'Jugendkriminalitéit hélt zou. An de leschte Méint sinn hei eng ganz Partie brutal Bande vun der Police identifizéiert ginn. Ech kommen dorop zréck.

Bei dëser Interpellatioun, déi ech ugefrot hunn, soll et ënner anerem ëm follgend Sujet goen: D'Zouhuele vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, ganz besonnesch vun der Gewalt, d'Transparenz an d'Informatioun iwwer Kriminalitéit vusäite vun der Regierung respektiv vun den Autoritéiten, d'Feele vu Statistiken a soziologeschen Donnéeën iwwer Täter an Affer an d'Moossnamen, fir effikass géint d'Kriminalitéit kënne virzegoen.

Här President, ech hunn elo déi grob Statistike genannt, déi mir zur Verfügung hunn. Dat sinn dréchen Zuelen. Mee wat verstoppt sech do derhannert? Dat sinn eenzel mënschlech Schicksaler, eenzel mënschlech Schicksaler vu Leit, bei deenen agebrach gouf an déi sech net méi wuel, net méi sécher doheem spieren, déi net méi schlofe kënnen, a verschiddene Fäll souguer plënnere wëllen, Leit, déi brutal iwwerfall ginn, si selwer oder vläicht hir Elteren, Grousselteren oder hir Kanner.

Wësst Dir, wat dat ka maache mat Mënschen, wann ee brutal iwwerfall gëtt, wann een Affer gëtt, wann een op eemol Angscht huet, wann een traumatiséiert ass, wann een net méi normal liewe kann a wann een – an dat ass ganz oft de Fall – sech gläichzäiteg net traut, doriwwer ze schwätzen? Well ganz vill vun deenen Affer probéieren, déi schwiereg Erfarungen esou gutt wéi méiglech ze verdrängen, a wëllen net méi domadder konfrontéiert ginn. Leit leiden an hirem Alldag ënnert där Kriminalitéit. Dat sinn déi eenzel Geschichten, déi eenzel mënschlech Schicksaler, déi den dréchene Statistiken e Gesiicht ginn.

An ech wëll awer emol drop agoen, wat reell am Land och geschitt. An ech liesen hei och emol e puer Schlagzeile vir an zitéieren aus dem „Lëtzebuerger Wort": „Minderjährige Gewalttäter", „Wie eine eine Jugendbande das System zu sprengen droht", „Die Täter sind viele, minderjährig und beispiellos brutal", „Sie sind häufig in der Gruppe unterwegs. Die bestimmt dann wahllos ein Ziel. Ein Mensch wird zum Opfer gemacht. Ist es erst umzingelt, schlagen und treten einer oder mehrere Angreifer zu. Gnadenlos und ohne die geringsten Hemmungen. [...] Es geht [...] darum, dem Opfer schwerstmögliche Verletzungen zuzufügen. [...] Die Täterbande wird auf rund 40 problematische Jugendliche geschätzt, [...] allesamt Minderjährige, nicht wenige sind noch nicht einmal 14 Jahre alt. Ein Alter, in dem sie nach den anstehenden Reformen komplett strafunmündig würden."

Da gëtt geschriwwe vun enger „deutlich höhere Dunkelzahl" – well bei all den Zuelen, iwwert déi mer hei schwätzen, kënne mer dervun ausgoen, dass et nach vill méi Fäll gëtt, déi aus deene verschiddenste Grënn emol guer net bei der Police landen.

„Die Justiz", leider ass d'Madamm Justizminister haut net do, „stößt an ihre Grenzen."

(Interruption par M. Henri Kox)

„Denn selbst unter den Tätern hat sich längst herumgesprochen, dass die Unisec in Dreiborn überlastet ist. Sie wissen, entweder kommen sie erst gar nicht dahin, oder sie werden nicht für lange Zeit bleiben. [...] Die Omertà der Politik", steet am „Wort", „und der Behörden [erweist sich durchaus als nützlich]. Denn Probleme, über die niemand spricht, gibt es nicht."

An esou weider: „schwere Gewaltexzesse", „räuberische Erpressung", „gewaltsame Diebstähle", „[ein] Schüler, dem der Arm gebrochen worden war", „das junge Alter der Täter", „12 [bis] 15 Jahre alt", „ein Gefühl von Unantastbarkeit [bei den Tätern]".

E Jong vun 12 Joer, wou et esou wäit gaangen ass, dass en huet missen d'Land verloossen, an e Lycée am Ausland misse goen – där Fäll gëtt et, souwäit ech weess, e puer –, well seng Sécherheet net méi konnt garantéiert gi virun deene verschiddene Banden, déi iwwerall op e gewaart hunn, am Bus, um Zuch, an der Schoul, um Sport, doheem virum Haus. D'Elteren an déi Schüler hunn oft Angscht, bei d'Police ze goen, wéinst Angscht viru weidere Repressalien, Racketing.

An dann esou Geschichten och am „Lëtzebuerger Wort", wéi dat do stoung, wéi en anere Jong vun engem den Hals opgeschnidde krut, well en deem keng Zigarett gi wollt. Oder: „Den haben die Täter so lange verprügelt, bis er sich vor sie auf die Knie setzte und um Gnade flehte – vor laufenden Handykameras. [...] Die Lehrerin geht dazwischen", ech zitéieren: „Hal deng Maul, du hues eis souwisou näischt ze soen". An dann eng Machtdemonstratioun op der Schueberfouer, déi beschriwwe gëtt, wou der 42 aus esou enger Band do optrieden an natierlech dee Moment och d'Police iwwerfuerdert ass.

Dat kënnt alles vun engem Journalist, dee seng Recherchë gemaach huet, dee sech Zäit geholl huet, mat den Affer ze schwätzen a mat der Police, an deen de Courage huet, dat ze bréngen – dat ass net onbedéngt einfach. An ech sinn och gespaant, ob deen och nach eng Kéier de Courage wäert hunn, dat do nach eng Kéier an der Zeitung ze bréngen.

Leider kënnt dat do vun engem Journalist an ech hätt mer et éischter och vum Minister gewënscht. Mir hunn de Minister als ADR an eng Kommissioun geruff, fir iwwert déi brutal Jugendbanden an déi Omertà ze schwätzen. Firwat gëtt net proaktiv vun

der Regierung dorop reagéiert? Firwat gëtt bei kriminellen Dote keng Pressekonferenz aberuff, fir sech de Froe vun de Journalisten ze stellen? Et freet ee sech, wat hei gefaart gëtt.

D'Police seet och kloer, wat leeft. Ech zitéieren hei de Pascal Ricquier am Oktober 2022: „D'Agressivitéit an d'Kriminalitéit am Land huelen ëmmer weider zou. D'Politick muss Äntwerten dorop liwweren." „Virun allem wieren och ëmmer méi Bande vu Mannerjärege kriminell täteg, géint déi bis ewell wéineg kéint ausgeriicht ginn." „Grad well et jugendlech Stroftäter sinn, an dat wësse si ganz genau, ass et net evident, fir géint se virzegoen." An e seet: „Ob déi nei Texter a puncto Jugendschutz eppes dorunner verbessere kënnen, dat bleift ofzewaarden." Also éischter net!

D'Polizisten hunn déi richteg Froe gestallt: „Wëlle mir eng Police, déi duerchgräift? Et musse méi streng Gesetzer hier, fir dass mir d'Kriminalitéit an de Gréff kréien. Erwächt endlech an der Regierung! Wéi eng Gesellschaft wëlle mir nach? Wéi vill Kriminalitéit wëlle mir nach zouloossen? Wéi laang wëll eis Regierung nach nokucken?" Dat sinn d'Aussoe vun der Policegewerkschaft.

Jo, wéi laang wëlle mer nokucken? Ech kann Iech nach vill Beispiller zitéieren, nach e puer Stéck hei vun rtl.lu elo aus dem Mount Abrëll: „E Sonndeg den Owend [géint 19.20 Auer ass] e Mann mat enger Waff menacéiert ginn, éier hie vu ronn 10 jonke Männer iwwerfall a beklaut gouf. Een Täter konnt ermëttelt ginn."

Och am Abrëll: „Kuerz no 21 Auer um Samschdeg den Owend goufen zwou Persounen op der Tramsstatioun op der Stater Gare iwwerfall. Zwee Männer waren op si zoukomm an hunn hinnen hir Handyen aus der Hand gerappt. Wéi déi zwee Affer sech wiere wollten, hunn d'Täter e Messer gezunn an d'Affer menacéiert."

An dann, mengen ech, dat huet Iech alleguerte beréiert, de 24. Abrëll: „E Grupp vu ronn 20 jonke Männer huet e Sonndeg" – um 18.00 Auer, 18.00 Auer! – „zwou Persounen [am Stater Park] ugegraff. [...] Dobäi hätt ee vun den Ugräifer engem vun den Affer an de Bauch geschnidden an hien dobäi schwéier blesséiert. Dat zweet Affer stoung ënner Schock, wéi d'Police ukoum, a war duerch Schléi an d'Gesiicht blesséiert ginn. Ier déi schwéier blesséiert Persoun an d'Klinick konnt kommen, misst si nach op der Plaz noutmedezinnesch versuergt ginn. [...] D'Police huet no den Täter gesicht, mee ouni Erfolleg. De Mooss- an Erkennungsdéngscht vun der Police war op der Plaz. D'Ermëttlungen daueren un." 18.00 Auer, hei vir, net wäit vun hei ewech am Stater Park!

Méi gëtt een net gewuer. Wou ass déi Affär drun? Wat ass do genee geschitt? Firwat gëtt een hei am Land net méi iwwert esou eppes Schlëmmes gewuer? An all anerem Land wier dat do ondenkbar! Dat gëtt et just hei zu Lëtzebuerg, véier Zeilen, eng Noriicht, an dat war et dann!

(Interruptions diverses)

Iwwerall am Ausland, a Frankräich, an der Belsch, an Däitschland, géifen d'Zeitungen doriwwer berichten, wiere Presseveranstaltungen, wou de Minister géif äntweren oder op d'mannst Police géif Äntwerte ginn!

Genausou an anere Fäll: E Mannerjäregen ermort grausam en anere Jonken zu Bouneweg. E puer Méint drop leeft den Täter iwwregens fräi ronderëm.

Dann: Elo am Dezember ass eng Persoun zu Bouneweg grausam ermort ginn. Ech hoffen Dir hutt net déi Saachen héieren, déi ech héieren hunn, wat do wierklech geschitt ass. Et ass a mengen Aen och net ubruecht, dat hei an der Chamber ze soen, well et ass de pueren Horror!

Am Januar déi Affär mat engem Mann mat Messeren um Trainingsterrain zu Esch mat engem trageschen Doud. An all anerem Land wier hei eng Pressekonferenz gemaach ginn an d'Bevëlkerung informéiert ginn – net esou zu Lëtzebuerg. Da gleewe mer alt dat, wat an de soziale Medie steet. Mir liesen dat, wat do gesot ginn ass a mir lauschteren de Leit no, déi um Terrain waren a wat mer esou aus Policekreesser bericht kréien, well déi soen eis jo, wat war – eis op d'mannst.

Ech wëll nach méi genee dozou kommen, wéi d'Statistiken hei am Land ausgesinn a wéi se duerno bei de Leit och ukommen, wéi d'Leit informéiert ginn. Passt op, déi Statistiken, déi ech elo soen, déi sinn och zimmlech graff:

Mir hu pro Dag 11 Abréch oder versichten Abréch a Gebaier.

Mir hu pro Dag 8 Abréch oder Déifställ an Autoen, also Gefierer.

Mir hu pro Dag 11 Gewaltakten, wou Persounen ugegraff ginn.

Mir hunn, dës Kéier pro Woch, 12 gewalttäteg Raubiwwerfäll.

Mir hu pro Dag 45 Déifställ, dorënner och Vols à la tire, also Täschendéifställ a wou Poschen aus der Hand gerappt ginn – déi sinn iwwregens vun 2021 op 2022 ëm 540 eropgaangen.

D'Infraktiounen: 2008 hate mer 28.000 Infraktiounen, 2022 sinn et der 54.000, also eng Verdueblung a 15 Joer.

Elo froen ech hei: Hutt Dir eppes héiere vun den 12 Iwwerfäll déi lescht Woch, vun den 80 versichten Abréch oder richtegen Abréch a Gebaier d'lescht Woch? Hutt Dir eppes héiere vu 77 Gewaltakte géint Persounen déi lescht Woch? Dat ass dat, wat statistesch gesinn hei lass war. Nee, Dir hutt näischt dervun héieren!

An de Grond ass ganz einfach: Well d'Regierung net wëll, dass et no bausse kommunizéiert gëtt. Esou héiere mer da moies vun engem Accident mat Materialschued um Radio a vun zwee Führerschäiner, déi agezu ginn, an net vun zéng Abréch an net vun zéng Fäll, wou Leit mat Gewalt attackéiert goufen.

Ech hunn an enger Question parlementaire de Minister gefrot, firwat net méi no bausse veröffentlecht gëtt. De Minister argumentéiert a mengen Ae ganz schwaach: E seet, dat wier, fir d'Ermëttlungen net ze stéieren. Mee éierlech emol: Awéiwäit stéiert eng Meldung wéi „eng Fra gouf am Stater Park iwwerfall" d'Ermëttlungen? Dat ergëtt kee Sënn!

An den Ae vu ville Leit, an och vu Polizisten, ass et éischter esou, dass d'Regierung d'Kriminalitéit verheemlecht, fir d'Bevëlkerung net ze beonrouegen. An ech erënneren an deem Kontext eng Kéier un eng Ausso, déi den Här Asselborn gemaach huet virun e puer Joer, wou e sot: „Déi staatlech Servicer sollten eventuell och an Zukunft besser oppasse mat der Kommunikatioun, fir d'Populatioun net onnéideg opzereegen." Dat ass dat, wat, mengen ech, hei geschitt.

Mir als ADR a vill Bierger hei am Land froe sech: Awéiwäit mësstraut dës Regierung de Bierger, dass se net bereet ass, hinnen d'Wourecht ze soen, aus Suerg, da wieren d'Leit beonrouegt? Hei soll eng Diskussioun vermidde ginn iwwer Sécherheet a Kriminalitéit. An an der Chamber hei ass virun e puer Méint och gesot ginn: „Et soll ee keng Politick maache mat der Sécherheet." Mee wat dann? Natierlech maache mir als ADR Politick fir d'Sécherheet, well d'Sécherheet ass e Grondrecht vun de Bierger, an de Staat muss déi garantéieren.

Eng bekannt Lëtzebuerger Dageszeitung – d'„Tageblatt", fir se net ze nennen – schreift: „In Sachen Informationspolitik der Behörden ähnelt Luxemburg einer Bananenrepublik. Justiz und Polizei geben sich alle Mühe, dass im Ländchen so wenig wie möglich an die Öffentlichkeit gelangt." An do ass och e Feeler dran, well et ass net onbedéngt d'Police selwer, mee et ass d'Politick. An enger Reponse op eng Question parlementaire war dat och kloer ginn, wou deemools geäntwert ginn ass, dass d'Politick déi ass, déi decidéiert, wéi en Inhalt erausgeet a wéi een net.

(Interruption par M. Henri Kox)

Dat waart Dir net. Dat war d'Madamm Cahen virun e puer Joer.

Wann elo ee seet: „Ma dat ass an anere Länner och esou. Dat ass a ganz Europa esou. Dat ass eng international Tendenz", da ginn ech Iech elo hei d'Statistik vum Eurostat. Ënner 35 Länner aus Europa ass Lëtzebuerg ënnert den Top 5 bei de Raubiwwerfäll. Déi véier virun eis sinn d'Belsch, Spuenien, Portugal a Schweden. A mir kommen op der fënnefter Plaz. Do kann ee soen: Bravo!

Mir leien duebel esou héich wéi Däitschland bei Iwwerfäll, duebel esou héich wéi Frankräich, dräimol esou héich wéi Ëisträich. Dat ass den internationale Verglach – an dat ass eng Bankrotterklärung! Wat Iwwerfäll ugeet, ass Lëtzebuerg haut vill méi onsécher wéi déi meescht Länner an Europa. Jo, Lëtzebuerg ass eent vun deene geféierlechste Länner an Europa, wann et ëm Iwwerfäll geet!

Une voix | Egal wat!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | D'Statistik hei seet et: duebel esou vill wéi an Däitschland oder a Frankräich. Mir sinn d'Nummer 5, mir sinn d'Nummer 5 laut Eurostat!

(Interruption)

Wat bedeit dat fir d'Standuertfaktoren hei zu Lëtzebuerg? Gëtt déi Statistik dofir néierens publizéiert, néierens diskutéiert?

Wat d'Abréch ugeet, ass et d'selwecht, och hei ass Lëtzebuerg am Spëtzepeloton: Sechsmol méi Abréch op 100.000 Awunner gerechent wéi zum Beispill an Däitschland. Et si just e puer Länner virun eis an e groussen Deel ass hannert eis. Dat ass d'Realitéit! Hutt Der dat héieren? Hutt Der dat gewosst? Contestéiert Der dat hei? Jo, Dir hutt et warscheinlech nach net héieren, mee et ass d'Realitéit. An d'Poliziste soen eis, dass et, wann d'Bierger hei am Land alles géife wëssen, wat hei leeft, da géif en Opstand ginn!

(Interruption)

An do si mer op deem Punkt ukomm, wéi och bei anere Problemer: ...

Une voix | Egal wat!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | ... Vun der Politick gëtt alles schéigeschwat. Do si mer Weltmeeschter dran!

Mir als ADR wëllen dat Spill net matmaachen a mir fuerderen hei, dass transparent iwwer Kriminalitéit bericht gëtt an dass opgehale gëtt, Saachen ënnert den Teppech ze kieren!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Här President, e Beispill, wéi d'Kriminalitéit hei am Land vertuscht gëtt vun héchster Stell a wéi Froe vun den Deputéierten dozou blockéiert ginn. Wat ass geschitt? Ech hat dem Minister Kox d'Fro gestallt, wéi vill vun den Abréch an Iwwerfäll hei zu Lëtzebuerg no bausse kommunizéiert

gi vun der Police a wéi vill der eeben net kommunizéiert ginn, also, wann Der esou wëllt, geheim gehale ginn. Den Här Minister huet mir geäntwert, hie wéisst dat net. Dobäi ass et jo net schwéier, dat nozekucken an de Communiquéen. Si hätten déi Statistik net.

An do wëll ech einfach emol eng Klammer opmaachen, awer an engem anere Beräich, am Schoulberäich: Wann ech dem Minister eng Fro stellen, wou et keng Statistik derzou gëtt, dann ass et an der Reegel esou, dass dem Här Meisch säi Ministère sech dru gëtt, fir déi Statistik ze maachen, fir dem Deputéierten eng Äntwert kënnen ze ginn. Ech fannen duerfir déi Äntwert net ganz akzeptabel, ze soen: „Déi Statistik hu mer net." Da muss se gemaach ginn, wann den Deputéierten dat freet. Et ass eis Missioun, d'Regierung ze kontrolléieren, a fir dat kënnen ze maachen, brauche mer Statistiken!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | An anere Länner géifen d'Journalisten an esou engem Fall de Minister ganz schaarf kritiséiere wéinst Ontransparenz a selwer d'Informatioun afuerderen, an och hei zu Lëtzebuerg hu se dat gemaach, an och si kréien d'Informatiounen net.

Nach e Beispill vu Kommunikatioun vum Policeminister: De Minister hat mer op eng Fro geäntwert, dass et an de Méint November an Dezember 2020 am ganzen 42 Raubiwwerfäll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg gouf. Et fält awer op, dass just en Deel vun dësen Iwwerfäll no bausse kommunizéiert ginn ass. An an deem Kontext hunn ech d'Fro gestallt, wéi vill der dann no bausse kommunizéiert gi sinn a wéi vill net. An dësem konkreete Fall hat den Här Minister geäntwert, dass der eng Dose per Pressemeldung no bausse gemellt gi waren, dat heescht, vun deenen 42 sinn der dann eng 30 net gemellt ginn.

Do froen ech mech: Firwat gi 75 % vun den Iwwerfäll net no bausse gemellt? Firwat ginn déi net weiderginn un d'Press? Firwat ginn der just zwielef weiderginn? Wat ass dat fir e Choix? A sot mer net, dat wier, fir d'Ermëttlungen ze protegéieren, well, wéi gesot, eng einfach Ausso an der Press „et ass eng Persoun iwwerfall ginn", dat hënnert d'Ermëttlungen absolutt net!

Eng weider konkreet Fro, déi ech gestallt hunn: Wéi vill Attacke mat Stéchwaffe gouf et bis ewell 2022 insgesamt zu Lëtzebuerg? Äntwert vum Här Minister: „Ech weess et net." Wéi ass et méiglech, dass de Policeminister net weess, wéi vill Attacke mat Stéchwaffen an engem Joer verüübt ginn? Dat misst de Minister dach scho selwer wëllen erausfannen! Oder interesséiert Iech dat net, Här Minister? Oder Dir wësst et an Dir wëllt et net soen.

(Interruption)

Ech hunn da gefrot gehat, eng Fro iwwert d'Originn vun den Täter, wéi d'Opdeelung bei Täter ass, opgeschlësselt no Nationalitéit, no Wunnuert an esou weider. Äntwert: „D'Police féiert keng generell Statistiken, wou no Hierkonft, Nationalitéit, Residenz vun de presuméierten Täter ënnerscheet gëtt." Dat selwecht bei der Justiz. Wat d'Statistike säitens der Justiz ugeet, erlaabt och hei den informatesche System et net, prezis Donnéeën no Gemengen, Nationalitéiten an esou weider erauszefilteren.

Ech muss feststellen: A quasi all Land op der Welt gëtt et Statistiken zu der Nationalitéit an zum Wunnuert vum presuméierten Täter, also vu Leit, déi festgeholl goufen, an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch, quasi iwwerall – ausser bei eis. Do leien déi aner vläicht alleguerte falsch. Mee vläicht och mir. A ganz besonnesch wat de Wunnuert ugeet, ass dat dach awer ganz, ganz bizarre, wann de Policeminister an de Justizminister keng Statistiken zu deene Länner, wou déi Kriminell wunnen, hunn. Dat heescht, a mir wësse jo, déi meescht kommen iwwert d'Grenz op Lëtzebuerg, a mir wëssen emol net, wéi vill, a mir wëssen och net, vu wou.

A wéi wëllt Der d'Kriminalitéit bekämpfen, wann Iech déi einfachst Donnéeë feelen? Kéint Der Iech virstellen, dass de Schoulminister géif soen: „Ech maache keng Statistik mat der Nationalitéit vun de Kanner"? Dat wier ondenkbar. Do hu mer alles voll mat Statistiken. Hei net.

Déi eenzeg Statistik, déi mir hunn, ass déi vum Prisong. An do gesäit et esou aus – ech wëll Iech déi net virenthalen –: Ronn 50 % vun de Prisonéier hunn ni zu Lëtzebuerg gewunnt, hunn am Fong guer näischt mat Lëtzebuerg ze dinn. Déi aner 50 %, déi deele sech dann hallef-hallef op, op Leit mat Lëtzebuerger Nationalitéit a mat auslännescher Nationalitéit. Dat entsprécht also plus/minus och der Bevëlkerung. Mee de Punkt ass eeben: D'Hallschent huet ni hei gewunnt. An ech mengen, da wier et wichteg, och Statistiken ze hu vum Wunnuert vun Täter oder presuméierten Täter, déi festgeholl ginn.

Dat nennt een iwwregens an der Schwäiz, an Éisträich och an de Medien „Kriminaltourismus", an dat ass natierlech zu Lëtzebuerg, vu dass mir e klengt Land si mat ville Grenzen, wäit verbreet.

Dann en anert Beispill. An de leschten – dat stoung op rtl.lu no engem Interview mat der Madamm Polfer –, fënnef Deeg hätt et der Stater Buergermeeschtesch no zéng Fäll ginn, wou eng Persoun op eng brutal Manéier an der Stat entweeder eng Auer geklaut oder eng Kette vum Hals gerappt krut. Ech hunn de Minister gefrot: „Wéi vill Persoune si bei dëser Zort Iwwerfall blesséiert ginn?" Äntwert: „Heiriwwer féiert d'Police keng Statistiken." Ech hunn och gefrot, wat dat da fir Täter sinn, wou déi hierkommen. Äntwert: „D'Police féiert keng Statistiken", an esou weider.

Et kënnt awer eng Äntwert: Och ouni statistesch Outilen erkennen d'Beamten um Terrain an d'Enquêteure vum Service de police judiciaire awer d'Tendenzen. Sou kann zumindest, wat d'Serie vu Vols avec violences am Abrëll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg betrëfft, gesot ginn, dass et sech bei der Majoritéit vun den Tatverdächtegen ëm Persounen aus der Alterskategorie 17 bis 25 Joer aus dem nordafrikanesche Raum handelt. Mee wat géif ee mat deenen Täter maachen? Well déi Täter hunn hei näischt am ëffentleche Raum ze sichen. Déi gehéieren an de Centre de rétention.

Fir eng besser Transparenz hat ech an enger Fro d'Iddi lancéiert, d'selwecht wéi beim CGDIS e sougenannt „Twittergewitter" ze organiséieren. Beim CGDIS gëtt et dat. Dat gëtt et och bei zum Beispill der Police vu Berlin. Dat heescht, wärend engem Dag twittere se all Asaz, dee se hunn deen Dag, d'Police, soudass een eng Kéier komplett transparent gesäit, wat tatsächlech leeft. An der Äntwert ass awer net wierklech dorobber agaange ginn, mee ech géif dat wierklech eng gutt Iddi fannen, eng Kéier emol samschdes owes, oder samschdes de ganzen Dag esou en Twittergewitter bei der Police ze organiséieren. Dat wier emol interessant an da géifen d'Leit och gesinn, wat fir eng Aarbecht eis Police – an ech wëll hir dofir och gratuléieren – muss leeschten.

Fir eis als ADR ass et absolutt inakzeptabel, dass d'Kriminalitéit, besonnesch géint Persounen, dorënner eeler Leit a ganz vill Kanner a Jugendlecher, well déi sinn oft betraff, an eisem Land permanent zouhëlt an datt d'Regierung offensichtlech net kapabel ass, dergéint virzegoen. Mir wëllen déi Problemer uschwätzen a mir zécken net, dat ze maachen, a mir wëllen déi Kriminalitéitsproblemer zu enger vun den Haapturgencen hei am Land maachen – well dat ass et: Lëtzebuerg huet e kriminellen Noutstand! An eis Aufgab als Politick ass et, Sécherheet ze garantéieren a Kriminalitéit ze bekämpfen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Fir dat Zil ze erreechen, gëtt et fir eis follgend Weeër:

Éischtens: transparent iwwer Kriminalitéit berichten, amplaz ënnert den Teppech ze kieren.

Zweetens: Statistiken a soziologesch Date sammelen, fir esou d'Dynamiken an der Kriminalitéit besser ze verstoen an agräifen ze kënnen, och preventiv.

Drëttens: méi Police op der Plaz.

Véiertens: méi Befugnisser fir d'Police; en anstännege Platzverweis.

Fënneftens: méi streng Gesetzer, fir dass mir dat an de Gréff kréien; Méiglechkeeten, fir och géint jugendlech Stroftäter virzegoen.

Sechstens: den Affer hëllefen, fir dass si geschützt ginn, fir och konkreet géint déi Omertà bei de Jugendlechen an och méi Erwuessene virzegoen.

Siwentens: Dräibuer – hunn ech elo emol guer net driwwer geschwat – erëm ënner Kontroll brénge, ausbauen.

Aachtens: méi Befugnisser fir Pecherten.

Néngtens: schnell a konsequent Verurteelungen op de Geriichter; firwat net, wéi am Ausland, Direktverurteelungen.

Zéngtens: kriminell Auslänner, déi illegal am Land sinn, sollen ausgewise ginn an erëm zréckbruecht ginn, a bei schwéiere Verbrieche sollen och agebiergert Lëtzebuerger mat duebeler Nationalitéit ausgebiergert ginn. D'CDU seet iwwregens an Däitschland: „Wer in Deutschland straffällig wird, hat sein Gastrecht verwirkt".

Eeleftens: festhuelen an erëm lafe loossen, festhuelen an erëm lafe loossen – dat ass dat, wat d'Polizisten eis soen. Si huelen haut ee fest, muer leeft en erëm do. Si huelen en erëm fest, iwwermuer leeft en erëm do. Domadder muss opgehale ginn. Et ass absolutt frustrant fir d'Beamten, déi dat all Dag musse materliewen.

Zwieleftens: Kameraen: Mir sinn och kee Frënd vun engem Staat, wou alles iwwerwaacht gëtt, mee et gëtt warscheinlech keng aner Méiglechkeet méi. Kameraen installéieren.

Dräizéngtens: d'Grenziwwergäng kontrolléieren, op d'mannst digital mat Kameraen, déi Nummereschëlder erfaassen, wa mer jo wëssen, dass 50 % vun deenen, déi hei Täter sinn, aus dem Ausland kommen. Mir sinn Affer vun deem Kriminaltourismus. An do gëtt et Méiglechkeeten, fir dergéint virzegoen. Aner Länner maachen et vir.

Véierzéngtens: Opérations coup de poing; firwat net emol op der Gare – an ech weess och, dass et do Pläng gëtt vun der Police an dass d'Ministeren dat awer ganz oft blockéiert hunn, net onbedéngt Dir, déi vu virdrun – Opérations coup de poing, wou 300, 400 Beamten d'Stroossen op der Gare zousetzen an da Kontrolle maachen? Dat ass jo gaange bei de Coronamanifestatiounen. Firwat geet et dann net bei Kriminalitéit, besonnesch hei an der Stad, wou d'Situatioun deelweis ganz schlecht ass?

An dann zum Schluss, fofzéngtens: All Polizist verdéngt et, vum Staat geschützt an ënnerstëtzt ze ginn. Mir wëllen dowéinst besser Reegele bei der Protection du Fonctionnaire, eng Assistance juridique a bei der Rebellioun géint d'Police méi streng Strofen. Et kann net sinn, dass d'Beamten dobausse permanent och ugegraff ginn, op se gespaut gëtt an esou weider. Dat muss strengstens bestrooft ginn! Dëst dréit och zur Verbesserung vun der Motivatioun bei der Police bäi.

Jo, et gesäit esou aus, a wéi hat de Pascal Ricquier vun der Policegewerkschaft gesot: „Wou ass eist schéint rouegt Lëtzebuerg hin?" Vill Leit traue sech net méi owes eraus, daagsiwwer an d'Stad. D'Police warnt op hirer Internetsäit – d'Police warnt op hirer Internetsäit! –: „Meiden Sie sensible und wenig besuchte Orte! Lassen Sie sich begleiten, wenn Sie abends oder nachts unterwegs sind und verringern Sie so das Risiko eines Überfalls! Informieren Sie eine Vertrauensperson, wenn Sie abends alleine unterwegs sind!" Dat ass Lëtzebuerg 2023. Dat ass dat, wat d'Police op hirer Internetsäit de Leit hei am Land uréit.

A wann ech da kucken – ech ginn Iech nach e Beispill – op Parkingen a Lëtzebuerger Uertschaften, wéi zum Beispill zu Kielen, do hänken haut Warnschëlder, dass d'Leit keng Wäertsaachen am Auto solle leie loossen. Dat hunn ech als Kand fréier kannt. Dat war zu Marseille esou. Dat war op Sizilien esou. Haut gëtt et dat och hei zu Lëtzebuerg an engem Duerf.

Elo grad sinn ech laanscht d'Kathedral gaang, do hänkt e grousst Schëld virun der Dier „Oppassen op" – wéi steet do? – „Pickpockets". Dat ass d'Realitéit.

Alarmanlagen …

Une voix | Très bien!

(Interruptions et brouhaha)

(Interruption par M. Dan Kersch)

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Haut gëtt een … Et ass ganz eescht, Här Kersch, an ech géif Iech bieden, déi ganz Problematik eescht ze huelen, well et si vill Leit, déi dorënner leiden, jo, jo!

Dass een haut vun Autoritéite gerode kritt, et misst een eng Alarmanlag oder et sollt een eng Alarmanlag installéieren an dass d'Leit scho bal e schlecht Gewëssen hunn, wa se keng Alarmanlagen hunn, dat ass et jo fréier net ginn. Wat ass nëmme geschitt?

(Interruption)

Ech hunn dës Interpellatioun gemaach, well ech …

(Interruption)

… wéi vill Leit net méi verdroen, wéi hei zu Lëtzebuerg Kriminalitéit ënnert den Teppech gekiert gëtt. A mengen Aen, Här Minister, an et deet mer leed, mee d'Situatioun ass alarmant an unhand vun den Ziffere kann den objektive Beobachter net anescht, wéi zur Konklusioun ze kommen: An der Kriminalitéitsbekämpfung versoe mir grad!

An Dir musst mer net alles gleewen, mee eppes kënnt Der mer gleewen: Mat der ADR wier d'Sécherheet hei am Land eng besser!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Virun e puer Wochen hu mer hei iwwert d'Police geschwat. Haut schwätze mer iwwert d'Kriminalitéit. Jo, d'Kriminalitéit ass an dësem Land massiv eropgaang. Dëse Constat muss een einfach ganz objektiv maachen. D'Statistike soen et, net nëmmen d'CSV seet et, mee d'lescht Woch huet och d'Madamm Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg, d'DP, dat ganz kloer gesot.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | An ech zitéieren Iech, Madamm Polfer: „D'Situatioun huet sech degradéiert. Mir kënnen net méi just vun engem Onsécherheetsgefill schwätzen. D'Onsécherheet ass eng Realitéit."

An et brauch ee sech och just déi rezent Zuele vun der Police duerchzeliesen oder d'Zeitung respektiv d'sozial Medien ze liesen: Et vergeet keen Dag, ouni dass Abréch, Iwwerfäll oder aner Gewaltdoten hei am Land stattfannen.

D'lescht Woch sinn op der Kinnekswiss zwee Männer vun engem Grupp vun 20 Jonken iwwerfall a schwéier blesséiert ginn. Am nämmlechten Otemzuch liest een an den Noriichten, dass e Jugendlechen um Houwald iwwerfall ginn ass, dass et alt nees zu engem Drogendelikt op der Gare komm ass, wou bei engem Mann Kokain saiséiert gouf.

D'Stater Buergermeeschtesch, d'Lydie Polfer, a meng Parteikolleege Serge Wilmes a Laurent Mosar soen et selwer: D'Leit traue sech net méi, duerch de Park ze goen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Elo si mer schonn esou wäit, dass d'Sécherheetsfirma hei an der Stad um 15.00 Auer, amplaz owes um 17.00 Auer, ufänkt. Do froen ech mech: Wéi soll d'Sécherheetsgefill bei de Leit dann an d'Luucht goen, wann d'Politick nach ëmmer net gewëllt ass, ëmzedenken? An ech froe mech wierklech do, wou de Premier an där Debatt ass. Deen ass total ënnergaang an där Debatt. E misst jo op d'mannst senger Parteikolleegin, der Madamm Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg, op d'Säit sprangen.

Wéi mer viru gutt zwou Wochen déi rezent Zuele vun der Police an der Kommissioun presentéiert kritt hunn, muss ech ganz éierlech soen, war ech béis erféiert! Am Joer 2022 sinn hei zu Lëtzebuerg 8.255 Infraktiounen op 100.000 Awunner vun der Police festgestallt ginn. Héichgerechent op d'Gesamtpopulatioun vun eisem Land sinn dat iwwer 54.000 Infraktiounen an engem Joer. Dat sinn der ganzer 11.677 méi wéi am Joer 2021. Dat mécht 25,32 % méi enregistréiert Strofdoten. Coronapandemie hin oder hier, ech constatéieren, datt mer e Véierel méi Affären an iwwert e Véierel méi Infraktiounen am Joer 2022 hate wéi 2021. Am meeschten an d'Luucht gaang an absolutten Zuelen ass d'Unzuel vu Vols simples mat engem Plus vun 3.536 Fäll a bei den Escroquerien hu mer e Plus vun 2.390 Fäll.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et si besonnesch d'Infraktioune géint Persounen a géint den Eegentum, déi de Leit Suerge maachen. A jiddweree kennt een a sengem Frëndeskrees, deen emol schonn eng Kéier Affer vun engem Iwwerfall oder vun engem Abroch war. Nach rezent, eng Frëndin vu mer, déi war mat hirem Mann iessen, d'Kanner waren doheem, do ass agebrach ginn. Ech kann Iech soen: Dat wënschen ech kengem, wa Kanner eleng doheem sinn an et gëtt agebrach. Déi si fir de Rescht vun hirem Liewen traumatiséiert!

An hei nach eng Kéier, ech ginn et net midd ze widderhuelen, ech hunn et oft genuch hei op dësem Riednerpult gesot: Et ass kloer bewisen, wann een an engem Quartier oder an enger Residence abrécht, dann ass d'Probabilitéit extreem grouss, datt et innerhalb vun den nächste Stonnen zu weideren Abréch an dësem Quartier oder an dësem Appartementshaus oder an der Ëmgéigend gëtt. Do gëtt et Software, déi d'Poliziste kënne benotzen, fir dat auszerechnen. Mee den Här Kox wëll dovunner näischt héieren. Hei geet et, Här President, ëm effektiv Preventiounsaarbecht. Prozentual gesinn hunn awer och d'Abréch vill zougeholl. A bei bewunnten Haiser constatéiere mer eng Hausse vun 11,5 % vun 2019 op 2022.

Mee och d'Unzuel vun den Täschendéifställ ass massiv geklomm. Et vergeet bal kee Weekend, wärend deem keng Leit iwwerfall ginn.

D'Lëscht ass laang. Och direkt Infraktioune géint Leit si mat 17,4 % ze héich. Coups et blessures volontaires: 2018 louche mer bei 2.607 Infraktiounen, 2022 leie mer bei 3.339 Fäll. Mee och d'Violence domestique ass an d'Luucht gaang, wéi och d'Unzuel vun de Vergewaltegungen.

Ech kéint nach weiderfueren. Mee gleeft mer: Ech soen déi Saachen net, fir Poleemik ze maachen, mee ganz einfach, well se Fakt sinn a mir als Politiker eis der Realitéit mussen unhuelen an d'Regierung hei Verantwortung muss iwwerhuelen.

Jo, d'Preventioun ass enorm wichteg, an d'Gemengen, de Staat, wéi och vill ASBLen, Organisatiounen a Fräiwëlleger maache ganz vill an der Preventioun. An ech wëll all deenen op dëser Plaz och Merci dofir soen.

Jo, et muss ee sech och mat dem „Firwat" an dem „Wisou" auserneesetzen, besonnesch bei der Jugendkriminalitéit. An ech soen et ganz kloer: D'Hausse vun de Strofdoten ass och zum Deel en Echec vun der Gesellschaft, also vun eis all. Mee mir mussen awer och derfir suergen, datt, wann d'Strofdot bis gemaach ass, de Rechtsstaat och seng Autoritéit weist duerch d'Police an d'Justiz. D'CSV steet fir e stabille Rechtsstaat, an deem d'Sécherheet en Deel vun der individueller Fräiheet an der Liewensqualitéit ass. Et gëtt keng Fräiheet ouni Sécherheet. An duerfir ass eng vun den Haaptfuerderunge vun der CSV d'Aféierung vun enger lokaler Police.

D'Problematik vun der organiséierter Kriminalitéit, Här President, hëlt leider och zou. Nodeems eng Friemennotiz vun der Friemepolice geschriwwe ginn ass, mussen déi festgeholl Leit oft nees fräigelooss ginn, well hir Identitéit oder hiren Alter ganz einfach net kënne gekläert ginn. De Centre de rétention ass ëmmer voll an aktuell schätzt een d'Zuelen op 500 Leit, Tendenz steigend. Aner Länner ginn op de Wee, mat auslännesche Policen ze kooperéieren an esou géint Bandekriminalitéit virzegoen. Wéi steet d'Regierung zu esou Kooperatiounsformen?

D'organiséiert Kriminalitéit betrëfft natierlech och d'Schleise vu Migranten. Am Kader vun der internationaler Kooperatioun spillt d'Grenzschutzagentur Frontex eng wichteg Roll. D'Aarbecht vun der Friemepolice ass an deem Domän keng einfach, awer wichteg. Mee och hisiichtlech illegaler Beschäftegung a Mënschenhandel gesi mer e steigenden Trend am Land. Dat bestätegt och d'Generalsekretärin vun der consultativer Mënscherechtskonventioun an engem rezenten Artikel am „Lëtzebuerger Wort". Och wann de Mënschenhandel zu Lëtzebuerg net esou visibel ass wéi aner Phenomeener vun der Kriminalitéit, sinn am Joer 2022 77 Affer gezielt ginn. Fir den direkte Verglach ze hunn: Am Joer 2020 waren et der just 10.

Laut Eurostat war Lëtzebuerg 2021 souguer dat EU-Land mat de meeschten Affer par rapport zu senger Populatiounszuel. Zu Lëtzebuerg geet et haaptsächlech ëm Fäll vun Abréch, Ausbeutung op Baustellen oder an der Gastronomie, mee och sexuell Ausbeutung spillt am Joer 2022 leider eng grouss Roll.

Meng Kolleegin Nancy Arendt hat an deem Kontext eng pertinent Question parlementaire zu den Ulafplazen zu Lëtzebuerg gestallt. Wëssend, dass de komplexe Problem vum Mënschenhandel net réckleefeg ass, wier eng national Ulafplaz fir concernéiert Leit zu Lëtzebuerg an eisen Aen net verkéiert. Wat ass d'Positioun vun der Regierung dozou? A wéi kéint d'Regierung sech eng méi enk grenziwwerschreidend Kooperatioun virstellen?

Komme mer zur Jugendkriminalitéit, ee Sujet, dee mech perséinlech déif beréiert. Wat opfält an de Statistiken, ass, datt d'Gewalt vu jonke Persoune geklommen ass, dat heescht, jonk Persounen ënner 25 Joer a souguer Mineure si reegelméisseg Täter vu brutalen Iwwerfäll. Hei sinn et 55 % vun den Täter, déi ënner 25 Joer sinn a souguer 30 % – 30 %! – sinn ënner 16 Joer. Ech wëll awer op dëser Plaz nach emol ganz kloer betounen, dass och leider d'Mineuren, a mir hunn et héieren, oft Affer vu brutalen Dote ginn.

Am Kader vum Jugendschutz- a Jugendstrofgesetz wëlle mir als CSV weiderhin eng generell Kompetenz vun de Justizautoritéiten. Béides sinn Deeler vun enger ganzheetlecher Approche, wann et drëms geet, Kanner a Jugendlecher, déi stroffälleg ginn, en charge ze huelen an déi adequat Moossnamen ze huelen, fir datt si net fir d'Gesellschaft verluer, mee nees integrale Bestanddeel vun där selwechter kënne ginn.

Duerfir, Här President, mussen och déi Jugendlech ënner 14 Joer kënne vun de Justizautoritéite consideréiert ginn am Kader vum Respekt vun den internationale Konventiounen. Mir vertrauen op d'Kompetenz vun onser Justiz op deem Wee a wëllen hir all zousätzlech Moyene ginn, fir an dësem gesellschaftlech wichtegen Theema déi richteg Äntwerte kënnen ze ginn.

Komme mer zur Drogekriminalitéit. Och wa mer an der Drogekriminalitéit eng liicht Baisse verzeechnen, wat d'Detentioun an de Konsum vun Drogen ugeet, sou si mer awer besuergt iwwert d'Hausse vum Drogentrafick. Do hu mer 54 méi Fäll vun Drockentrafick wéi am Joer 2020. D'Hotspots bleiwen d'Gare an d'Zone-frontalièren am Süde vum Land.

Op dëser Plaz wëll ech eiser Police e Luef entgéintbréngen. Si hunn am leschte Joer e puer grouss Ki gelant, dëst an Zesummenaarbecht mat der Police vun Arel oder Metz – fir der just e puer ze nennen.

Mir wëllen net, dass Lëtzebuerg zu engem Drogenhotspot gëtt a mir sinn der Meenung, dass déi grav medezinnesch Konsequenze méi a Consideratioun musse geholl ginn an thematiséiert ginn. An där Optik wëll ech och haut drop hiweisen, dass Länner wéi Holland aktuell zréckrudderen, well hir Kriminalitéit opgrond vun hirer Drogepolitick eropgeet. Mir brauchen eng europäesch Léisung.

D'CSV setzt sech weiderhi fir eng geziilt fréizäiteg Preventioun am Kampf géint Drogen an. Mir mussen evitéieren, datt Mënschen an den Drogekonsum rutschen a sech esou an d'Ofhängegkeet vun Drogenhändler beginn. Duerfir wëlle mir mat all noutwendeger Energie all Méiglechkeete vun Opklärung a Monitoring ënnerstëtzen, fir preventiv ze agéieren an d'Verbreedung vun Drogekonsum a -kriminalitéit ze verhënneren.

Komme mer zu der Cyberkriminalitéit, engem wichtegen Domän fir Lëtzebuerg, besonnesch mat senger Finanzplaz. D'Hausse vun der Cyberkriminalitéit gehéiert och zu de groussen Defie vun eiser Zäit. Spéitstens elo am Kader vun den Tensiounen tëschent der EU a Russland misst och dee Leschte matkritt hunn, dass d'Cyberkriminalitéit an d'Luucht geet. Och Lëtzebuerg ass keng Insel, an d'Leit mellen ëmmer méi Onlinedelikter.

Déi digital Moyenen, déi Krimineller fir hir Aktivitéiten hunn, si villsäiteg a komplex. An d'Sécherheetskräfte brauchen déi mënschlech a materiell Ressourcen, fir géint Phishing, Mail- an SMS-Bedruch oder Krypto- an Investmentscam virzegoen. D'Police leescht hei eng gutt Aarbecht, wat d'Preventioun ugeet, mee et besteet Loft no uewen, virun allem, fir dës Form vu Kriminalitéit méi konsequent an d'Ausbildung vun de Polizisten anzebauen.

Här President, mir maachen eis als CSV, genausou wéi de Minister Kox, Suergen ëm déi steigend Kriminalitéit an de gesellschaftleche Wandel an eisem Land. Mee am Géigendeel zu der Regierung an zum Minister proposéiere mir konkreet Léisungen, déi hëllefen an net d'Situatioun verschlechteren.

Wat feelt? Doduerch, datt net genuch Personal bei der Police do ass, mussen d'Leit méi laang schaffen, et kënnen net genuch Weiderbildunge gemaach ginn an et ass net genuch Zäit do, fir Rapporten ze schreiwen. Déi Beamten, déi eng Infraktioun ophuelen, missten awer net forcement déi sinn, déi herno och um Büro d'Schreifaarbecht maachen. Do gëtt et e franséische System. Den Här Kox schwätzt ëmmer dovunner, mee en huet d'lescht Woch an der Kommissioun dann zouginn, datt en do nach guer näischt ausgeschafft huet.

(Interruption par M. Henri Kox)

Eng verbessert Ausstattung fir eis Polizisten am Asaz, wéi zum Beispill – ech ginn net midd, et ze widderhuelen – Taseren a Bodycammen. D'CSV huet scho viru Joren – viru Joren! – Bodycamme gefuerdert. Mir haten deemools souguer gesot, wéi et zu Tréier gemaach ginn ass, datt een hei eng Testphas sollt maachen. D'Regierung huet no laangem Waarden an Näischtmaachen elo endlech en Text op den Instanzewee bruecht. Elo gëtt den Text kritiséiert, ënner anerem vun der Policegewerkschaft. An amplaz deemools op d'CSV ze lauschteren an eng Testphas anzelauden, wou een hätt kënnen no zwee Joer eng Evaluatioun maachen, wat gutt wier a wat manner gutt wier, muss elo deen Text duerchgebootscht ginn. Sou bréngt d'Regierung et fäerdeg, eng gutt gemengt Iddi och nach schlecht ze exekutéieren.

Et muss och endlech Schluss si mat deem Hickhack bei de Policekarriären, fir esou d'Attraktivitéit vum Beruff ze promouvéieren.

Ech soen et och nach eng Kéier, well et ass eng vun den Haaptfuerderunge vun der CSV: Mir si ganz kloer fir d'Aféierung vun enger Police locale!

Mir hunn och scho méi laang erëm d'„comparution immédiate" als zousätzlecht Instrument fir d'Police gefuerdert. Mir brauchen och endlech e vollwäertege Platzverweis. Mir brauche Policeunitéiten als preventiv Mesür am ëffentlechen Transport. Mir brauchen eng Iwwerschaffung vum gesetzleche Kader vum Surcis. Mir brauche ganz kloer méi Videoiwwerwaachung a méi schnell Prozeduren. De Gefaangenentransport soll zum Deel bei d'Prisongsagenten eriwwergoen.

Am Kader vum Jugendschutz an dem Jugendstrofrecht muss et méiglech sinn, Jugendlecher ënner 14 Joer a besonnesch schwéiere Fäll kënnen ze bestrofen, an d'Jugendstrofrecht muss weiderhin den Autorités judiciaires ënnerleien.

Här President, all dës Mesüre si wichteg a richteg, well d'Sécherheet ass en Deel vun eiser Fräiheet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Här President, ech fänken de Mëtteg u mat engem Bléck op déi offiziell Policesäit: „Zeugenaufruf nach gewaltsamen Angriff auf die Schamhaftigkeit auf dem Fahrradweg zwischen Mersch und Schönfels", „Zeugenaufruf nach gewalttätigem Diebstahl in Clerf", „Zeugenaufruf nach Auseinandersetzung im Straßenverkehr in Steinfort", „Zeugenaufruf nach Überfall in Luxemburg-Kirchberg". Dat sinn offiziell Opriff no Zeie vun der Police grand-ducale a Fäll, déi an de leschte Wochen hei queesch duerch d'Land reell geschitt sinn.

Et ass also eng Illustratioun vun deem, wat reell um Terrain lass ass. D'Fro ass also haut net fir ze klären, ob effektiv ënnerschiddlechst Fäll vu Kriminalitéit, an dat an allen Deeler vum Land, stattfannen, mee d'Fro ass – an ech mengen, déi ass ganz wichteg –: Wat maache mer ganz genau mat deenen Informatiounen? Wat kënne mer ënnerhuelen, strukturell, fir d'Sécherheet vun eise Bierger dobaussen ze verbesseren?

An eng Remark virop: Kriminalitéit u sech ass keen neie Phenomeen! Mee d'Kriminalitéit huet niewent – entre guillemets – hiren „traditionelle" Felder, wéi Iwwerfäll oder Abréch, leider Gottes evoluéiert. Och Krimineller fannen nei Weeër, nei Methoden, nei Felder, wéi zum Beispill d'Cyberkriminalitéit oder och wéi d'Klaue vu Passwierder, fir domadder Schued unzeriichten.

An dorop muss de Staat virbereet sinn. Dorop musse mir als Politick reagéieren an eise Leit, déi eis um Terrain beschützen, déi néideg Ënnerstëtzung ginn, fir eis Bierger hei am Land och kënnen ze schützen. An da mussen eis Polizisten dann och d'Gefill kréien, dass Verhaftungen zum Beispill net fir näischt sinn. Ech kommen drop zréck.

Glaskloer, mengen ech, ass eng Saach: D'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren an de Leit Hëllef zoukommen ze loossen, wa se Hëllef brauchen, ass eng vun de wichtegsten Aufgaben, déi de Staat ze assuréieren huet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | D'Politick – an domadder mir heibannen – huet d'Verantwortung, déi néideg Mëttel ze ergräifen, fir eng sécher Gesellschaft ze garantéieren, andeem se potenziell Menacë fir d'ëffentlech Sécherheet schnellstméiglechst erkennt an awer och beschtméiglechst drop reagéiert.

D'Sécherheet ass insgesamt eng wichteg Thematik a se betrëfft eis alleguer. Eng Thematik, iwwert déi mer déi lescht Wochen a Méint ganz dacks d'Geleeënheet haten, och hei am Haus ze debattéieren. An deem Kontext hu mir iwwert déi objektiv Sécherheetslag an och dat subjektiivt Sécherheetsgefill geschwat. Iwwer „Wien ass hei am Land fir wat zoustänneg?", a „Wéi kann een d'Police optimal ënnerstëtze bei hiren Aufgaben, déi se um Terrain huet?" Och dorop kommen ech zréck.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Statistike sinn de Mëtten ugeschwat ginn, Zuelen, déi eis sollen hëllefen, Analysen ze maachen, fir kënnen op déi faktuell Sécherheetslag ze reagéieren. An där

Zuele gëtt et. Och dat ass de Mëtten ugeschwat ginn. Virun enger gudder Woch huet d'Police am Kader vun enger Pressekonferenz d'Zuele vun den Infraktioune vun 2022 presentéiert. An eppes virewech: Déi presentéiert Zuelen a Statistiken, déi schwätzen eng ganz kloer Sprooch!

Ugefaang mat der Zuel vun den Affären u sech, déi traitéiert gi sinn, déi am Verglach zu 2021 ëm 25 % an d'Luucht gaange sinn. An absolutten Zuele waren dat bal 38.000 Dossieren oder anescht gesot 54.000 Verstéiss. Wann een dat dann eng Kéier esou, jo, bedenkt, sinn dat statistesch 150 Verstéiss pro Dag. Abréch a Fäll vu Cyberkriminalitéit hu bäigeholl, virop awer d'Klauen.

Ech ginn op dëser Plaz elo net an den Detail vun de Chifferen alleguerten an. Fakt ass awer – an dat betounen ech ausdrécklech –, dass mir dës Zuelen an dës Statistiken als Demokratesch Partei ganz eescht huelen an näischt wëlle verharmlosen. Mir sti fir d'Eegeverantwortung an d'individuell Fräiheeten, an dat vun all Eenzelnem. Jidderee soll sech kënne fräi a sécher beweegen, an awer … Fakt ass och, dass kee Mënsch seng Fräiheet dierf mëssbrauchen. An anescht gesot: D'Fräiheet vum Eenzelnen hält do op, wou deem anere seng ufänkt.

Als DP si mir der Meenung, dass d'Sécherheet essentiel ass, fir d'Fräiheet an d'individuell Rechter vun all Eenzelnem ze garantéieren an och ze förderen. Jo, fir eis als DP ass de Schutz vum Rechtsstaat essentiel. Eng staark Justiz wéi och d'Anhale vun de Grond- a Fräiheetsrechter sinn heibäi vu ganz besonnescher Bedeitung. Jidderee muss d'Recht op Sécherheet an Integritéit hunn a viru Gewalt a Kriminalitéit geschützt ginn. Jo, d'Balance zwëschent Sécherheet a Fräiheet ass entscheedend fir e gesond Zesummeliewen, dat an eisen Dierfer, an eise Stied, an eise Gemengen an am ganze Land.

Här President, ech ginn an den nächste Minutten op verschidde Pisten an, déi eiser Meenung no entscheedend sinn, fir der Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg konsequent entgéintzewierken.

Engersäits d'Manpower, den Effectif vun der Police, an anerersäits déi néideg Moyenen, déi materiell an och déi gesetzlech Geschierkëscht.

Ugefaang mat der Police, där hiert Zil et am Alldag ass, d'Sécherheet vum Bierger ze schützen an ze garantéieren. Jo, mir wëllen eng effikass, jo, eng modern a jo, eng biergerno Politick … Pardon, keng Politick, mee eng biergerno Police!

(Hilarité)

Also eng biergerno Politick ass och net schlecht, mee an dësem Fall wier déi biergerno Police méi sécher.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Déi wëlle mer och.

M. Claude Lamberty (DP) | Da si mer eis eens: eng biergerno Politick an eng biergerno Police. Fir d'Sécherheet ass d'Police awer definitiv méi wichteg.

Déi Police huet d'Aufgab, eis Demokratie, also d'Grondrechter vun de Bierger, ze garantéieren an eventuell Geforen ofzewenden, Strofdoten ze verhënneren an och ze poursuivéieren.

Eng Police, déi awer ganz besonnesch och visibel an eise Stied a Gemengen um Terrain present ka sinn, fir d'Sécherheet ze garantéieren an d'Sécherheetsgefill vun de Bierger ze stäerken. A si mer eis eens: Wa mir uniformëiert Polizisten am Park, an eiser Akafsstrooss, an eiser Gemeng, an eisem Wunnquartier patrulléiere gesinn, jo da ville mer eis einfach direkt méi sécher.

Eng Police, déi viru Schoule Presenz markéiere kann, fir de Schoulwee, dee ganz oft op vill befuerene Stroosse läit, ze sécheren, jo dat mécht Sënn an erhéicht ganz konkreet a ganz reell d'Sécherheet. Eng Police, déi direkt uspriechbar ass fir d'Bierger an déi de Leit e Gefill gëtt vu „sech sécher spieren", ass jo dat, wat mer eis wënschen. Eng Police, op déi ee sech verloosse kann an déi den Defie vun eiser Zäit gewuess ass.

Dofir ass et essentiel, der Police déi Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen, déi se brauch, fir hiren alldeeglechen Aufgaben am Wuel vun der Sécherheet vun de Bierger a vun eiser Demokratie beschtméiglech nozekommen.

An deem Kontext ass den Effectif, also d'Manpower vun der Police, vun allergréisster Bedeitung. Jo, et gouf an et gëtt aktuell ëmmer nach net genuch Polizisten um Terrain. Fir dës Problematik un der Wuerzel unzepaken, ass jo e bedeitend Rekrutement vu Polizisten an och Zivilisten decidéiert ginn an um Lafen: 1.000 nei Polizisten an 250 Zivilisten, wann ech et richteg am Kapp hunn. An och den Här Minister, dee war jo dëser Deeg bei der Vereedegung an och scho bei der Bienvenue vun deenen Neien derbäi. Also dee Prozess ass am Lafen.

A fir dëst massiivt Rekrutement gouf et héich Zäit. Et ass, wéi gesot, aus diverse Grënn vu gréisster Bedeitung:

Éischtens: De Beruff vum Polizist ass iwwert déi lescht Joren, Joerzéngten ëmmer méi komplex ginn. Et sinn andauernd nei Aufgaben an Erausfuerderungen derbäikomm. Ouni Iwwerstonnen ass villes net méi ze bewältegen.

Zweetens erméiglecht dëst Rekrutement awer och an Zukunft eng besser Work-Life-Balance fir d'Beamten, eppes, wat net ze negligéieren ass.

Drëttens sinn a rezenter Vergaangenheet vill Policebeamten an d'Pensioun gaangen an och an noer Zukunft wäert et eng gréisser Unzuel u Policebeamte ginn, déi och an hir wuelverdéngt Pensioun wäerte goen.

Här President, ech hunn et gesot: Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir dëst massiivt Rekrutement ausdrécklech, sinn awer och der Meenung, dass dat eleng net duergeet, fir der Panoplie un Aufgaben an Erausfuerderungen, déi aktuell do sinn an och déi an Zukunft wäerte kommen, gerecht ze ginn.

Wichteg ass also ze kucken: Wéi kann een de Poliziste weiderhëllefen, fir datt se hire Käraufgabe kënne besser nokommen? An da si mer ganz séier um administrative Plang.

Mam Zil, dass d'Poliziste méiglechst vill Zäit um Terrain, no bei de Leit, do wou se gebraucht ginn, do wou se musse Presenz markéieren, kënnen ënnerwee sinn, triede mer un. Konkreet geschwat: All Strofdot, déi ka verhënnert ginn, déi zitt och keen administrative Rateschwanz hannendrun an entlaascht esou d'Polizisten, déi deementspriechend och méi Zäit hunn, sech hire Kärmissiounen ze widmen.

All Minutt, wou Uniformëierter um Terrain – um Terrain! – sinn, hëlleft, d'Sécherheetsgefill an och d'Sécherheet insgesamt am Land ze erhéijen. Jo, ech si mer bewosst, dass dat an der Theorie e Stéck méi einfach kléngt, wéi et an der Praxis ëmzesetzen ass. An trotzdeem muss dat d'Zil sinn.

An deem Kontext misst der Meenung vun der DP no de Volet Preventioun nach vill méi grouss geschriwwe ginn. Ouni Zweifel gëtt aktuell vun der Police selwer schonn eng wichteg a wäertvoll Aarbecht an de jeeweilege Regiounen uechtert d'Land geleescht. An ech hat et och hei viru gutt sechs, siwe Woche scho gesot: Als DP kënne mer eis gutt virstellen, de Volet Preventioun auszebauen an och en nationale „Coordinateur Prévention" mat engem eegene Budget zur Verfügung ze stellen, eng Persoun, déi konkreet Aktiounen, déi eng national Wichtegkeet hunn, mat de jeeweilege Regioune koordinéiert an dann och kann ëmsetzen.

Et kann een do un Alkoholkonsum, Gewaltpreventioun, Mobbing, Jugendkriminalitéit denken, awer och Preventiounsmoossnamen, wat de ganze Beräich Internet zum Beispill ugeet, e Phenomeen, deen iwwregens dat lescht Joer am Verglach zu 2021 mat plus knapp 2.400 Fäll staark an d'Luucht gaangen ass. Mir all krute schonn Uriff, Messagen oder och Maile geschéckt, wou eis zum Beispill e wonnerbare Profitt versprach gouf, deen ze gutt ass, fir eigentlech wouer ze sinn, mee deen awer ëmmer erëm ugebuede gëtt. Vill vun eis kruten och scho Fakeuriff, wou eng Persoun virgëtt, an Nout ze sinn an no Sue freet.

Hei gëllt et – ganz, ganz wichteg! –, mat diverse Campagnë besonnesch déi eeler Generatiounen opzeklären an ze sensibiliséieren. Mee – an dat ass et – net nëmmen déi eeler Generatioun! Et ass eng Thematik, déi jidderee betrëfft – vu ganz jonk bis ganz vill manner jonk.

E weidert konkreet Beispill, wou Preventioun verstäerkt kéint agesat ginn, ass am Kontext vun Abréch. D'Abréch a Wunnengen an an Haiser sinn ëm 11 % par rapport zu virun der Covidzäit eropgaangen: eng 1.600 reusséiert Abréch an eng 1.400 Tentativen. Bei deene meeschte vun dësen Abréch gouf sech illegal Accès duerch Kelleren a Garagë vu Residencë verschaaft. Hei ass et, mengen ech, wichteg, Syndikater vun de Residencen ze sensibiliséieren a se op d'Gefore hinzeweisen an ze encouragéieren, weider Virsiichtsmoossnamen ze treffen.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt et engem Coordinateur Prévention net un Aarbecht géif feelen. Eng nach méi geziilt a verbessert koordinéiert Preventiounsaarbecht kéint d'Kriminalitéit sécherlech miniméieren an deementspriechend och nees fir méi Entlaaschtung bei der Police suergen.

A wann ech vu Preventioun schwätzen, dann denken ech natierlech och un de Comité de prévention – mir hu jo virun enger gudder Stonn schonn dovu geschwat –, well wichteg ze soen ass et: Eng erfollegräich Preventioun erfuerdert eng suergfälteg Koordinatioun, e reegelméissegen Austausch vun Informatiounen, en oppenen Dialog an eng effikass Zesummenaarbecht tëscht all den Acteuren, déi an der Preventioun täteg sinn. An de Comité de prévention ass e gutt Beispill vun engem Gremium, dee menger Meenung no net déi adequat Wäertschätzung kritt, déi en eigentlech verdéngt hätt – op jidde Fall net iwwerall.

Et handelt sech nämlech ëm e wichtege Gremium, bei deem eng reegelméisseg Zesummenaarbecht tëscht de lokalen Autoritéiten an der Police essentiel ass. Wéi gesot, mir hunn et virun enger gudder Stonn scho gesot. Awer ech hu mer – an dat war schonn, jo, bei der leschter Interpellatioun de Fall – vum Terrain soe gelooss, dass eeben dëse Kommitee leider längst net an all Gemeng optimal fonctionéiert. Et huet een et vun Topp bis Flopp, alles war derbäi.

A ganz besonnesch an eiser aktueller Zäit, wou de lokalen Niveau ëmmer méi an ëmmer nees no Sécherheet fuerdert, ass et entscheedend, dass déi preventiv aktiv Partner net nëmme punktuell, mee reegelméisseg an effektiv zesummeschaffen a Gedanken austauschen. Nëmmen esou ka jidderee profitéieren a méi Sécherheet garantéiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nieft dem Rekrutement an der Preventiounsaarbecht, fir d'Police fir déi kommend Erausfuerderunge beschtméiglech opzestellen an aktuell ze entlaaschten, wéilt ech an deem Zesummenhang och op d'Police municipale ze schwätze kommen.

Eis Gemengepolitiker heibanne wëssen et am beschten: D'Sécherheetssituatioun a verschiddene Gemengen a Stied huet an de leschte Méint a Joren immens evoluéiert, an dat leider an déi falsch Richtung. Aus deem Grond gëtt zënter Laangem eng verstäerkt Policepresenz op besonnesch delikate Plazen um Terrain gefuerdert. Bekanntlech kann d'Police dëser legitimmer Demande wéinst dem Manktum u Polizisten des Éfteren net nokommen. Deementspriechend ass et esou, dass et wichteg ass, konkreet Pisten, Méiglechkeeten opzeweisen, fir déi lokal Autoritéite verstäerkt kënnen ze ënnerstëtzen.

Mat der Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux ass an déi Richtung en éischte wichtege Schratt gemaach ginn. Zil war et jo engersäits, eis Police an d'Justiz ze entlaaschten, d'Sécherheetsgefill vun de Bierger ze steigeren a gläichzäiteg de Beruff vum Agent municipal opzewäerten. Vill vun den Infraktiounen, déi een de Moment an eise Gemenge feststellt, iwwersteigen awer d'Kompetenz vun den Agents municipaux. Fakt ass: D'Agents municipaux hunn hir Aufgaben an ergänzen als Partner vun der Police d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. An dat ass och richteg a gutt esou!

Als DP soe mir awer genausou kloer: Mir brauche méi Sécherheet um lokale Plang. Dowéinst si mir als DP der Meenung, dass d'Schafe vun engem lokale Policecorps, also enger Police municipale, eng absolutt interessant Méiglechkeet ass. Eng Police municipale, déi e Partner vum aktuelle Corps vun der Police grand-ducale wär an an Zesummenaarbecht mat den Agents municipaux fir eng verbessert Sécherheet uechter eis Gemenge géif suergen. Haaptsächlech awer eng Policeunitéit, déi direkt kann op d'Suerge vun de Bierger an d'Demandë vun de Responsabelen an de Gemenge reagéieren.

Fir d'DP ass d'Presenz um Terrain, an de Quartieren, eng effikass Méiglechkeet, d'Sécherheetsgefill vun de Bierger ze erhéijen a kloer am Endeffekt och eng gréisser Sécherheet fir d'Bierger ze garantéieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Här President, ech hunn an de leschte Minutte mat der Rekrutéierung vun neie Polizisten, hirer Entlaaschtung duerch Agent-municipallen an der Schafung vun enger Police municipale, wéi awer och enger verbesserter Preventiounsaarbecht verschidde konkreet Pisten opgezielt, déi et erlaben, fir méi Sécherheet ze suergen an am Endeffekt géint Kriminalitéit kënne virzegoen.

Donieft ginn déi néideg an adequat Moyene gebraucht, souwuel materiell wéi och gesetzlech. D'Geschierkëscht – d'Geschierkëscht! – vun den Autoritéite muss de Realitéite vum Terrain Rechnung droen, spriech: permanent Schrëtt hale mat den neisten Entwécklungen.

E wichtegen Outil, deen der Police um Terrain direkt kann hëllefen, ass ouni Zweifel d'Bodycam. Vill hu mer schonn driwwer geschwat. Ech hunn d'Gefill, et kéim nach e bëssen no. D'Gesetz muss esou verfaasst ginn, dass de Polizist duerno am Asaz en Outil zur Verfügung huet, deen eng reell Plus-value fir seng Aarbecht duerstellt, en Outil, dee mir als Demokratesch Partei scho länger fuerderen.

Nieft der genauer Uwendung, dem Fonctionnement, dierf een de Volet vun der Protection des données, der Datesécherung, an och den Accès op dës wichteg Donnéeën natierlech net negligéieren. Mir als DP stinn zur Bodycam als deeskaléierenden Outil, dee souwuel de Policebeamte wéi och de Bierger am richtege gesetzleche Kader zegutt wäert kommen.

Nieft de Bodycams hu mer als DP och schonn eng Kéier iwwer Dashcams an de Policeautoen nogeduecht, eng Iddi, déi mer och 2018 an eisem Walprogramm stoen haten. Den Asaz vun dëse Geräter, déi a villen anere Länner scho säit Joren zum Ekipement vu Policegefierer gehéieren, déngt zur Dokumentatioun vun Ereignisser bei Interventioune vu Patrullen um Terrain.

E weidere wichtegen Aspekt an der haiteger Kriminalitéitsdebatt ass ouni Zweifel och de Volet Digitaliséierung. Ech hat an der Interpellatioun iwwert d'Police verschidde Pisten ugeschwat, fir dëse wichtege Volet schnellstméiglech auszebauen a méi effizient opzestellen. Déi aktuell Zuelen a Statistiken ënnermaueren dëse Constat ganz däitlech. Phishing, falsch Uriff, Arnaquen um Handy, dubiéis Offeren, fir Suen ze investéieren: Jo, Cyberkriminalitéit stellt mat ronn 4.700 Fäll d'lescht Joer eng massiv Erausfuerderung duer, bei där d'Policeaarbecht de Moment bei Wäitem un de Limitten ass.

D'Täter hunn eng ganz Panoplie u Moyenen a sinn an de meeschte Fäll äusserst geschéckt doranner, hir Identitéit ze verschleieren. Wa se dann allerdéngs eng Kéier vun der Police erwëscht ginn, flüchte se ganz oft a Länner, déi wéineg oder guer keng Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerger Autoritéiten hunn. Adequat technesch informatesch Moyene wéi och gutt ausgebilt Personal/Experte sinn an deem Sënn onëmgänglech, fir an Zukunft d'Kompetenz géint Cyberkriminalitéit weiderhin auszebauen a mat den neisten techneschen Entwécklungen zu all Moment Schratt ze halen.

Mee och mat dem beschten informatesche Moyen an dem beschten informatesche Personal muss een duerchaus festhalen, dass wann een Opfer vun esou engem Bedruch gëtt, d'Sue vläicht einfach iwwerweist, d'Chance ganz kleng ass, fir d'Suen nach eng Kéier kënnen erëmzekréien. Dofir spillt d'Preventioun – an da schléisst sech de Krees do erëm – einfach eng immens, immens wichteg Roll!

Här President, nieft der noutwendeger Ausrüstung ass et essentiel, dass der Police och déi néideg effikass gesetzlech Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, déi konkreet um Terrain zu eppes féieren. Des Weidere si mir der Meenung, dass een am Allgemengen déi aktuell legal Geschierkëscht muss op de Leescht huelen a bei Besoin upassen, fir reell och konkreet Resultater a Verbesserunge kënnen erbäizeféieren. Ech denken hei souwuel un d'Dispositiounen um Terrain fir eis Police, mee och duerno un de penale Volet, wat eis Justiz ugeet.

Wéi oft héiert ee vum Terrain: „Mir woussten, wien et war. Mir hu se och gepëtzt. A kuerz duerno stounge se awer an identescher Formatioun nees op där nämmlechter Plaz"? Dat ass net motivant fir d'Beamten a besonnesch absolutt ineffikass par rapport zur Ofschreckung fir déi Kriminell.

Wat kann een do maachen? Ech denken hei zum Beispill un d'Méiglechkeet vun der Comparution immédiate, an dat fir verschiddenst Fäll. Eng Iddi, déi mir als DP scho méi laang als ganz sympathesch verfollegen, huet se dach dee Virdeel, dass direkt eppes geschitt, dass et och duerchaus eng Ofschreckung ass fir déi Kriminell an dass et sech bestëmmt och ronderëmschwätzt, dass et zu Lëtzebuerg – naja, kommt, mir soen – net just e puer Stonnen Aarbechtsënnerbriechung bedeit, wann d'Police kënnt.

Wichteg, mengen ech, ass, dass de Kader kloer ass. A Frankräich zielt dat zum Beispill fir déi Deliten, déi am Stroosseverkéier geschéien, Vol simple oder och Aggression physique. Op jidde Fall, denken ech, sollt een déi Pist nach eng Kéier verdéiwen an debattéieren.

Här President, fir der Kriminalitéit konsequent an effizient entgéintzewierken, se ze bekämpfen, duerf een déi sozial Gerechtegkeet, eng fair Bildung, Zukunftschancë fir jiddereen, d'Lutte géint de Chômage an dat allgemengt Wuelbefanne vun der Bevëlkerung net vergiessen. Dës Thematike spillen eng wichteg Roll, dat zemools an dëse schwierege Krisenzäiten.

Déi rezent publizéiert Zuelen a Statistike verdäitlechen dëse Constat: Ee Véierel vun allen Infraktioune waren einfach Déifställ, dat heescht ouni Gewalt, déi allermeescht op der Pompel, op der Tankstell. Et gouf getankt, mee net bezuelt. D'Motiv, mengen ech, dat läit op der Hand: déi héich Energie- an och Liewensmëttelpräisser. Dëst ass eng Entwécklung, déi net nëmme fir Lëtzebuerg zielt, mee déi mer och an eisen Nopeschlänner duerchaus gesinn.

Här President, an enger idealer Gesellschaft hätte mir keng Kriminalitéit a bräichte vläicht keng Police. Wa mer awer d'Aen opmaachen, wou d'Police de Moment iwwerall gefuerdert ass, da si mer vun enger idealer Gesellschaft leider wäit ewech. D'Policeaarbecht ass a bleift kee Selbstzweck. D'Police dréit derzou bäi, dass Lëtzebuerg e séchert a liewenswäert Land ass a bleift.

Fakt ass awer och, dass d'Police eleng net all Gesellschaftsproblemer ka léisen. D'Police ass am Endeffekt genau déi, déi d'Gesellschaft gäre wëll hunn, mat deene Mëttel, déi d'Politick hir zur Verfügung stellt, an dat am Gläichgewiicht tëscht de Bierger hirem Recht op Sécherheet a perséinlecher Fräiheet.

Eent ass ganz kloer: Et dierf keng Plaz zu Lëtzebuerg ginn, wou ee sech net sécher spiert!

Et ass awer geneesou kloer, datt een an dëser Diskussioun net alles an een Dëppen däerf geheien. Jo, et gëtt Kriminalitéit zu Lëtzebuerg. Jo, déi rezent publizéiert Zuelen a Statistike muss ee ganz eescht huelen a se dierfen net verharmloost ginn. Wichteg ass awer och, dass ee bei dësem sensibelen a wichtegen Theema ëmmer bei de Fakte bleift a keng onnéideg Onsécherheeten an Angscht opkomme léisst, a besonnesch net poleemesch gëtt.

Et ass un eis als Politick, derfir ze suergen, dass eise Rechtsstaat effikass – effikass! – géint Kriminalitéit ka virgoen. Genau dofir brauche mir eng staark, modern, biergerno an effikass Police mat adequaten an effikasse Moyenen, déi reell zur Verbesserung vum Kampf géint d'Kriminalitéit bäidréit fir méi Sécherheet fir eis alleguerten. Mam politesche Courage, fir verschidden Decisiounen aus der Vergaangenheet ze iwwerdenken, unzepassen an ze verbesseren. An ech sinn der Iwwerzeegung, dass mir an Zesummenaarbecht mat allen Acteure vum Terrain weiderhin e séchert a liewenswäert Land wäerte bleiwen!

Dat gesot, e grousse Merci allen Acteuren an Autoritéiten, déi sech am Alldag fir d'Sécherheet vun eis alleguerten asetzen, an och merci dem Interpellant fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, virop wéilt ech dem Här Keup Merci soe fir dës Interpellatioun. Ech

mengen, dat ass e wichtege Sujet, dee mer de Mëtten hei diskutéieren.

Eng vun de Käraufgabe vum Staat ass, d'bannenzeg Sécherheet ze garantéieren, an d'Kriminalitéit stellt eng grouss Erausfuerderung fir de Staat duer.

Den Dominique Monjardet, deen a Frankräich vill iwwert d'Kriminalitéit respektiv d'Policestatistike gefuerscht huet, iwwert dat, wat se aussoen, an iwwert dat, wat se net aussoen, huet follgend Remark gemaach: „Mesurer la délinquance ne doit pas servir à clore le débat mais à l'ouvrir."

Virlescht Woch huet d'Police hir Statistike vum Joer 2022 presentéiert. Et sinn administrativ Zuelen an aus hiren Donnéeë geet ervir, dass tëscht 2021 an 2022 d'Unzuel vun den Affären ëm 25 % geklommen ass, an am selwechten Zäitraum ass d'Unzuel vun den Infractiounen ëm 27 % geklommen.

Et ass deemno ze gesinn, datt d'Zuel souwuel vun den Affäre wéi och vun den Infractioune geklommen ass. An et ass sécherlech net ze negligéieren. An effektiv huet och de Minister erkläert, dass dat ënner anerem Nowéie si vun der Covidzäit.

Fir 2022, reng statistesch gesinn, si 67 % vun den Infractioune géint den Eegentum an 18 % géint Persoune gaang. Wann och quantitativ manner, sinn et ënner anerem och si, déi an eiser Gesellschaft oft gréisser Emotiounen ausléisen, wann ee sech ganz kloer senger physescher Integritéit net méi sécher spiert. An oft ginn natierlech och an der Opinion publique hei ganz schnell an direkt Reaktioune gefuerdert.

An och am ëffentlechen Debat iwwert d'Kriminalitéitsbekämpfung, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, sinn et exklusiv d'Zuele vun der Police, déi diffuséiert an diskutéiert ginn. An hei stellt sech d'Fro jo och: Wat moosse mer eigentlech?

Den Ausgangspunkt sinn deemno ëmmer Doten, déi vun der Police erfaasst goufen, wou se also proaktiv agéiert hunn, oder Doten, déi der Police gemellt goufen effektiv da vun Affer deementspriechend, déi an der Situatioun waren.

Mee d'Aussokraaft vun de Statistiken iwwert d'Kriminalitéit huet och mat der Datequalitéit ze dinn. Wéi ginn dës Zuelen erfaasst a mat wéi enge Moyenen an och mat wéi enger Nomenclature.

An deem selwechten ëffentlechen Debat gëtt generell recht wéineg, et ass e puermol haut hei ugeschwat ginn, recht wéineg bis guer net iwwert d'Justizstatistike geschwat, déi Statistiken, déi d'Policestatistike verschaffen iwwert den Traitement, dee se kréien, duerch e Filter, duerch dee se lafen, iwwert de Parquet respektiv iwwer eng Verurteelung oder keng oder à terme en anere Qualificatif kréien, wéi deen initialen, dee vun der Police erfaasst gouf. An natierlech, an engem Rechtsstaat schaffe béid Institutiounen zesummen, mee hunn natierlech och do eng kloer Trennung.

Wann dat geschitt, da sti mer natierlech och virun der sougenannter „legaler" Kriminalitéit, déi aner Zuelen an de Raum stellt an och eng méi nuancéiert Vue ka ginn an och erméiglecht. Fënnt awer – an déi Fro muss ee stellen – ex post och eng Korrektur vun de Polizeistatistike statt? Ech mengen net. Mee et muss een awer och ganz kloer soen, dass et sécherlech och schwéier ass. Mee och dat ass awer eng Realitéit.

Der Police no huet d'Ophiewe vun de Covidrestriktioune gewësse kriminellen Aktivitéiten nees Opschwong verschaaft. E Beispill sinn Täschendéifställ oder Abréch. Hei mécht et deemno wéi méi Sënn, d'Zuele vun 2022 also mat der Postcovidzäit (veuillez lire: Precovidzäit) ze vergläichen. A wann een d'Zuele vun den Abréch an Haiser a Wunnengen zwëschent de Joren 2019 an 2022 vergläicht, dann ass e Wuesstum vun 11,5 % ze constatéieren. Dat ass och net näischt an natierlech handelt et sech hei oft ëm Beschafungskriminalitéit, also och ëm d'Drogeproblematik, an och natierlech ëm Leit, déi a bësse méi schwierege Situatioune sinn, déi esou Abréch beginn.

Der Police no schéngt duerch d'Méiglechkeet, wann een Affer vun enger Infractioun gouf, et och online kënnen ze deklaréieren, notamment iwwert den E-Kommissariat, den Impakt vun den effektiv deposéierte Plainten och doduerch zougeholl ze hunn. An ech mengen, dass dat och ganz positiv an och ganz wichteg ass, dass een och dorobber kann zréckgräifen.

Interessant sinn natierlech d'Entwécklungen, wat de Bedruch ugeet. Hei gouf et am Joer 2022 am Verglach zu 2021 e Plus vun 2.390 Fäll. Am Ganze goufen der Police 2022 4.689 Bedruchsfäll gemellt, a besonnesch am Internet geet déi Zuel ganz, ganz staark erop. An ech mengen, dass déi ugekënnegt Sensibiliséierungscampagnen deemno och an den Ae vun der LSAP fir eis Biergerinnen a Bierger, virun allem fir eis eeler Matbierger, ganz wichteg sinn, fir déi och vis-à-vis vun deene Geforen opzeklären.

Wat awer ze denke gëtt, ass, dass säit 2020 den Taux vun den Opklärungen, also vun der Elucidatioun zréckgeet. 2019 konnten 53,2 % vun de Fäll opgeklärt ginn. 2022 waren et der just nach 45,9 %. Den Autoritéiten no schéngt dat virun allem dem staarken Uwuess vun einfachen Déifställ geschëlt ze sinn, déi an der Reegel méi schwéier opzeklären si wéi zum Beispill Gewaltdoten, wat jo oft Faite sinn, wou een den Täter och besser ermëttele kann. A mir wëssen, dass an där doter Situatioun et Eenzeltäter an och Bande gëtt, déi um Wierk sinn.

An enger rezenter parlamentarescher Fro hat ech mat der Kolleegin Lydia Mutsch de Minister gefrot, wat fir Schrëtt ënnerholl oder envisagéiert ginn, fir an Zukunft den Opklärungstaux bei Abréch ze erhéijen. De Minister huet doropshi geäntwert, datt et hei zu Lëtzebuerg wuel en niddregen Opklärungstaux géif ginn, ëm 15,9 %, mee dass den Opklärungstaux vun eisen Nopeschlänner och vergläichbar wär. Do si se bei 10 % respektiv 16 %. Et kann een also soen an deem Verglach, dass mer net esou schlecht dostinn oder méi schlecht dosti wéi eis Noperen. Bon, an awer!

Nach eng Erklärung, déi kënnt, ass, dass et keen direkte Lien huet mat den Affer, well no den Abréch effektiv och do d'Abriecher sech schnell aus dem Stëbs maachen. An duerfir, mengen ech, ass och dee ganze Volet ronderëm d'Police technique ganz wichteg, mee awer och déi ganz Nobetreiung vun den Affer, déi effektiv an enger schwiereger Situatioun sinn, dass se och do déi néideg Ënnerstëtzung kréien. Do ass et wichteg, mengen ech, dass och säitens vun den Institutiounen nach méi wichteg (veuillez lire: besser) Aarbecht geleescht gëtt, wéi dat de Moment de Fall ass, well d'Leit effektiv och an enger dramatescher Situatioun sinn a se déi och en tant que tel objektiv esou erliewen.

E Punkt, deen haut zur Debatt steet, Här President, ass, datt Statistike feelen iwwert d'Donnéeën zu Täter an Affer. Als LSAP si mer der Usiicht, dass et tatsächlech wichteg wier, u méi statistesch Donnéeën ze kommen, an dat op enger kontinuéierlecher Basis. D'Policestatistiken an der haiteger Form si gutt an noutwendeg, mee si gi just en Deel vun der Situatioun erëm an dat just eemol am Joer.

Well net alles dat, wat bei der Police signaliséiert gëtt, gëtt sanktionéiert. Do ginn et jo och zum Beispill Plainten, déi sans suite klasséiert ginn oder och déi sougenannten Alternativen. An anere Wierder, net alles, wat der Police zougedroe gëtt, gëtt opgeklärt. Net alles, wat opgeklärt gëtt, bréngt et zu enger Uklo, an net all Uklo féiert zu enger fester Prisongsstrof. Dat sinn, mengen ech, d'Prinzippie vum Rechtsstaat a vun Institutiounen, der Police an der Justiz, déi getrennt sinn, mee zesummeschaffen.

Déi reell Kriminalitéit erfaasst also och eng Rei vu Kategorien, an heidrënner falen d'erfaasste Kriminalitéit minus natierlech déi erfaassten Netkriminalitéit. Domadder sinn natierlech alleguerten déi enregistréiert Faite gemengt, déi keng penal Suitte kréien, well effektiv net genuch Preuven do sinn. An et ass virdrun hei ugeschwat ginn, wéi wann dat, mengen ech, negativ wär. Mee och dat ass eng Realitéit an der Enquête à charge et à décharge par rapport zu Strofdoten, déi geschéien. An da gëtt et natierlech och nach déi bekannte Kriminalitéit, déi awer net erfaasst gëtt. Och dat gëtt et. An natierlech och d'Donkelziffer. Also jo, d'Bild, dat sech erausschielt, vun der Kriminalitéit ass deemno ganz komplex.

An deem selwechten Zesummenhang mat den Abréch hate mer och de Minister gefrot, ob den Asaz vun intelligente Kameraen op den Autobunnen, déi Autosplacken identifizéieren, och ugeduecht ass. Ech mengen, esou e System gëtt et an eisen Nopeschlänner. An effektiv krute mer do geäntwert, dass dee System eng Rei Froe géif opwerfen um Niveau vum Dateschutz. Dat ass richteg. Mir als LSAP mengen awer, dass ee sech och kann e legale Kader ginn, mengen ech, fir och deen neien Dispositif hei kënnen anzeféieren.

D'Policestatistike weisen awer och, datt den Opklärungstaux jee no Kategorie staark variéiert. Den Opklärungstaux bei den Abréch läit ënner 20 % a bei de Gewaltakten ëm 90 %. Dat huet sécherlech och mat den Doten ze dinn a mat der Einfachheet respektiv mat der Schwieregkeet am Kader vun den Ermëttlungen.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Statistiken iwwert d'Kriminalitéit an awer och iwwert d'Stroffällegkeet separat gefouert. Et ass eng Realitéit. De Justizministère féiert Statistiken iwwert d'Rechtsspriechung, de Ministère fir bannenzeg Sécherheet mécht Policestatistiken, de Mobilitéitsministère erhieft statistesch Donnéeën iwwert d'Délinquance routière an de Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer féiert Statistiken iwwer haislech Gewalt, jiddereen a sengem Domän a separat.

Doduerch, dass dës Donnéeën also deelweis separat erhuewen, opgeschafft a presentéiert ginn, ass et ëmmer erëm schwéier, e Gesamtiwwerbléck iwwert d'Situatioun vun der Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg ze kréien. An effektiv, aus der Äntwert vun der Regierung op eng parlamentaresch Fro, déi ech gestallt hunn, geet ervir, dass d'Police an d'Autoritéiten, och notamment vun der Justiz, ënnerschiddlech Nomenclaturë fir d'Statistike benotzen. An awer, mengen ech, muss hei en Effort méiglech sinn, dat do esou vill wéi méiglech ze harmoniséieren.

Ech hat och eng Fro gestallt am Februar 2020, ob d'Regierung net der Meenung wier, dass een e sougenannten Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales géif wëllen aféieren. Esou en Observatoire gëtt et a Frankräich, dréit haut den Numm – en ass ëmformuléiert ginn –: Service statistique ministériel de la sécurité intérieure. Dësen hëlleft, eng besser Vue op d'Situatioun ze kréien, andeems en Analysen iwwert d'Entwécklung vu

kriminelle Phenomeener an entspriechende strofrechtleche Sanktioune mécht. Mat esou engem Organ kéint d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg och besser wëssenschaftlech erfuerscht ginn, wat wichteg wier, fir dass, an et ass e puermol hei och monéiert an ugeschwat ginn, d'Politick fundéiert Decisioune kann huelen. An engem Land wéi Lëtzebuerg esou en Organ kënnen hierzestellen, misst dach och méiglech sinn. A grad esou en Organ dréit och derzou bäi, dass verstäerkt zu enger Dekonstruktioun vun Amalgamme ka bäigedroe ginn.

Ech mengen, mir wësse generell, dass et am Discours ronderëm d'Kriminalitéit oft Generalverdachter ginn, dass effektiv d'Diskussioun net all … Also net all Netlëtzebuerger ass e potenziellen Täter, net all Jonken ass e potenziellen Täter an net all Chômeur oder Persoun, déi an enger schwiereger Situatioun ass, ass e potenziellen Täter. Jo, et gëtt sécherlech Situatiounen, wou ee Situatiounen erëmfënnt, mee et däerf een net generaliséieren, a kloer fundéiert statistesch a wëssenschaftlech Donnéeën hëllefen, mengen ech, do méi eng elaboréiert Vue ze kréien, wou och natierlech duerno d'Politick Decisioune kann huelen.

Här President, wéi Der gesitt, weisen d'Polizeistatistiken d'Villfältegkeet vun der Kriminalitéit an awer och d'Defien, déi dovun effektiv ausginn. A si kënnen net alleguerte repressiv geléist ginn. Et brauch een och e gudden Deel Preventioun. Mir brauchen eng ganzheetlech Sécherheetspolitick, wou Fräiheet a Sécherheet net géinteneen ausgespillt ginn a wou Police-, Justiz-, Bildungs-, Integratiouns-, Sozial- a Gesondheetsautoritéiten zesummeschaffen. D'Ursaache vun der Kriminalitéit sinn, wéi gesot, villfälteg.

Als LSAP begréisse mer natierlech och dofir, dass d'Regierung sech déi finanziell Mëttele ginn huet, fir och weiderhin d'Police ze verstäerken, ze investéieren, an och, dass dat massiivt Rekrutement am Joer 2023 weidergefouert gëtt. An d'Police setzt an hirer Lutte géint d'Kriminalitéit och op d'Hëllef vun de Bierger, beispillsweis bei Abréch. D'Stäerkung vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft an och vun der Zesummenaarbecht mat der Police kann ee just ënnerstëtzen. An dofir brauche mer och eng Police, déi no beim Bierger ass, déi an der Proximitéit och schafft an déi och dem Bierger déi néideg Sécherheet gëtt an och dat vermëttelt.

Natierlech muss ee sech awer och bewosst sinn: Wa mer nei Polizisten, méi Polizisten um Terrain hu respektiv prioritär an engem Domän geschafft gëtt, hëlt natierlech och d'Zuel vun den erfaassten Doten da statistesch zou. Klëmmt doduerch automatesch d'Kriminalitéit, Fragezeichen? Dat kann een einfach emol hei am Raum stoe loossen. Dat ass éischter eng rhetoresch Fro.

D'Police muss sécher genuch Moyene kréien, fir kënnen um Terrain present ze sinn an och fir kënnen op d'Uleiesse vun de Biergerinnen a Bierger anzegoen. An ech mengen, dass dat wichteg ass beim neie Rekrutement, an dat gëtt jo och gemaach.

Ech sinn awer och frou, dass d'Agents municipaux mat hire kierzlech erweiderten Attributiounen – mir hu virun enger Stonn hei driwwer geschwat – och hire Bäitrag kënne leeschten, fir géint Incivilitéite virzegoen, an och kënne preventiv awierken. An ech mengen, och dat ass e Punkt, dee mer 2018 als LSAP an eisem Walprogramm gefuerdert hunn.

Mee och d'Zesummenaarbecht tëscht de Sécherheetsautoritéiten an der Justiz, déi muss verbessert ginn. D'Policestatistike weisen, dass d'Zuel vun den Déifställ, wou Gewalt am Spill ass, iwwert d'Jore staark an d'Luucht gaangen ass. 2019 gouf et 412 Fäll, 2022 waren et der 591. An hei fält effektiv op, an et ass virdru schonn ugeschwat ginn, datt d'Täter relativ jonk sinn. Zwee Drëttel sinn ënner 25 Joer an een Drëttel ass souguer ënner 18 Joer. Dat soll engem ze denke ginn an de Mesüren, mengen ech, déi een hëlt.

Wat awer ze begréissen ass, ass, dass d'Unzuel vun den Déifställ, wou Waffen am Spill sinn, tëschent 2021 an 2022 ëm 7 % zréckgaangen ass. 2022 gouf et néng Morden an dräimol Doutschlag an all Morde goufen opgekläert. Statistesch falen dës Faiten, et ass virdrun och ugeschwat ginn, awer net an deem selwechte Sënn, wéineg an d'Gewiicht, obwuel se och an hirem Akt am Fong am wäitste ginn.

E puer Riedner hunn et scho gesot: D'Jugendkriminalitéit bleift hei zu Lëtzebuerg eng Erausfuerderung. An deem kënne mir awer net just nëmme repressiv begéinen a mir sollten och net déi Jonk, och wann dramatesch Situatioune sech zougespillt hunn, ënner Generalverdacht stellen.

(Interruption)

Mee déi Reform, déi ugesat gouf tëscht dem Jugendschutz an dem Jugendstrofrecht, béid solle complementaire sinn. An ech mengen, och hei ass eng staark an effikass Preventiounsaarbecht wichteg, wou ee bei deene Jonken usetzt, fir de Risiko vu Kriminalitéit effektiv och ze reduzéieren. Dat fänkt och an de Schoulen un, op Plazen, wou Kanner a Jugendlecher sech begéinen. An effektiv spillt dat och hei eng wichteg Roll. An ech mengen, och hei kënne Jugend- a Sozialaarbechter och um Niveau vun der nonformaler Bildung eng ganz preziéis Aarbecht an och Akzenter bréngen, well d'Grenz zwëschent engem Mineur, deen a Gefor ass, an engem, deen eng Gefor duerstellt, déi Grenz ass ni wäit auserneen.

A wann et dach nach zu Virfäll sollt kommen, an esou Situatiounen hate mer, da brauche mer och sozial Mesüren, fir deene Jonken ze hëllefen, fir si op hirem Wee aus der Kriminalitéit ze begleeden a fir hinnen och Alternativen a Perspektiven ze bidden, fir si och ze stäerken.

Här President, d'haislech Gewalt mécht 3,6 % vun den Infraktiounen aus, eng minim Zuel, mee säit 2020 läit d'Zuel vun de Policeinterventioune bei haislecher Gewalt bei 900 Stéck, ass iwwert d'Jore stabel bliwwen. Dat ass engersäits e gutt Zeechen, anerersäits ass all Fall vun haislecher Gewalt e Fall ze vill. An hei brauch een och méi Sensibiliséierungsaarbecht. Haislech Gewalt däerf och net verharmloost ginn an d'Affer vun haislecher Gewalt mussen adequat geschützt, betreit an och begleet ginn. An natierlech mussen och d'Beamten, déi um Terrain am Alldag do schaffen an och mat den Affer vu Gewalt a Kontakt sinn, wéi och mat Täter, mengen ech, ganz kloer geschoult ginn an hirem Ëmgang. Et bleift en zentrale Punkt, dass Affer onofhängeg vun der problematescher Situatioun, déi se erlieft hunn, der Police och dat néidegt Vertraue schenke kënnen, well se an enger Situation de détresse och deementspriechend sinn.

Bestëmmte staark mediatiséiert eenzel an och isoléiert Fäll hunn natierlech e ganz groussen Afloss op d'Sécherheetsgefill respektiv op d'Onsécherheetsgefill an och op d'Opinion publique. Dat féiert natierlech och emol dozou, datt d'Perceptioun, d'Warneemung doriwwer méi wéi sécher effektiv och verzerrt ka sinn an och datt dat subjektiivt Onsécherheetsgefill am Diskurs argumentativ an och objektiv schwéier ze begrënnen ass. Et sinn zwou verschidde Vuen. Mee och si sinn Deel vun där Realitéit an et ass och deementspriechend wichteg, si a Betruecht ze huelen, mee awer och mateneen argumentativ ze confrontéieren.

An deem Sënn, mengen ech, dierfe mer och d'Kriminalitéit net verharmlosen, dierfen awer och net iwwerreagéieren. Ech mengen, et ass wichteg, dass mir eng Police hunn, déi effikass a reaktiv schaffe kann an dat am Respekt vun der Proportionalitéit an och vun der Noutwendegkeet. A kriminalstatistesch gesinn, och, mengen ech, wa mer Fäll hunn, déi vill mediatiséiert ginn, bleift sécherlech Lëtzebuerg nach ëmmer awer e séchert Land.

A fir dat subjektiivt Sécherheetsgefill ze erhéijen oder dat Onsécherheetsgefill ze reduzéieren, deemno wéi een et effektiv da wëll ausleeën, do kënnen natierlech déi sougenannte Comités de prévention communaux an awer och dee sougenannte Plan local de sécurité effektiv eng Äntwert sinn, well si maache grad Analyse vun de lokale Gegeebenheeten um Terrain an do kënnen och Dispositioune getraff ginn tëscht deene verschiddenen Acteuren, déi preventiver an och repressiver Natur kënne sinn. An hei kënnen och, mengen ech, ganz konkreet um lokalen Terrain kloer a konkreet Usätz méiglech sinn. Ob dat elo Moossname si wéi eng intelligent Beliichtung oder awer och Kameraen; Vidéos de surveillance, wou mer e Gesetz gestëmmt hunn, mee wou allkéiers natierlech d'Necessitéit an d'Proportionalitéit musse gepréift ginn, an dat, mengen ech, och ganz richteg esou ass.

An der Lutte géint d'Kriminalitéit sinn d'Autoritéiten natierlech awer och op den Zougréff op sensibel Donnéeën effektiv ugewisen. An natierlech déi sougenannten Cyberkriminalitéit: Ech mengen, och géint nei Phenomeener an deem Domän ass et wichteg, virzegoen. An dat kann een, mengen ech, hei um Nationalplang net eleng maachen. Do ass natierlech och déi europäesch an international Zesummenaarbecht extreem wichteg tëschent deene verschiddenen Acteuren am Cybercrime, sief et iwwert déi Intelligence artificielle, sief et iwwert den ChatGPT. Do gëtt et nei Bedruchsméiglechkeeten. Do gëtt et och nei Méiglechkeeten, fir Affer ze kréien. An ech mengen, och do ass et wichteg, am digitale Beräich eis Polizistinnen a Polizisten deementspriechend fit ze maachen. An et soll ee sech och d'Fro stellen, ob net d'Luxembourg House of Cybersecurity do eng ganz kruzial wichteg Aarbecht ka leeschte vis-à-vis vun deenen neie Phenomeener. Ech mengen, dass dat eng Pist wär, déi ee kann deementspriechend och ganz kloer envisagéieren.

Mir gesinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Kriminalitéit e Sujet ass, deen eis all eppes ugeet an op deen d'Gesellschaft muss Äntwerte fannen, déi adequat sinn, mee déi net ëmmer einfach sinn, déi ausgewoge sinn, awer och déi richteg Äntwerte ginn, souwuel preventiver wéi och repressiver Natur, an natierlech och oppassen, dass mer an eise Reaktiounen, och an der sozialer Reaktioun net permanent effektiv déi Leit un de Pranger stellen, déi déi mannste Moyenen hunn, fir sech och kënnen ze wieren.

An ech mengen, dass dat och en Aspekt ass, deen een ni däerf ausser Betruecht loossen. Duerfir, mengen ech, ass och eng interventionistesch Sozialpolitick nieft der repressiver Politick wichteg. An en Observatoire, wéi ech virdru gesot hunn, mengen ech, kéint och eng Äntwert drop sinn, fir déi Phenomeener, mat deene mir als Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn, méi nuancéiert kënnen unzegoen, fir en Equiliber tëschent den individuelle Fräiheeten an dem Agréff an d'Privatsphär am Sënn vun der Sécherheet och deementspriechend ze fannen.

An ofschléissend: Als LSAP setze mir eis natierlech fir eng effikass a sozial gerecht Kriminalitéitsbekämpfung an, déi natierlech fir d'Sécherheet steet an de Bierger schützt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre: „De Ruff no méi Sécherheet entsprécht engem echte Besoin vun eiser haiteger Gesellschaft. D'Leit erwaarde sech méi Polizeipresenz op de Stroossen. Si erwaarde sech méi Disponibilitéit vun de Polizeibeamten." Et ass eng Ried, déi ech zitéieren, aus dem Joer 1999 vum Här Willy Bourg vun der CSV, wéi en zur Fusioun vu Police a Gendarmerie Stellung geholl huet. Den Här Di Bartolomeo war deemools Rapporter vun deem Gesetz ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Richteg!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... an hie sot och deemools, dass d'Schafung vun der neier Police net déi eenzeg Äntwert op d'Sécherheetsproblematik, wéi se sech zu Lëtzebuerg stellt, wier, mee e wichtegt Element dovunner.

Dir gesitt also, de Sujet ass net grad nei. Den Debat iwwert d'Sécherheet gëtt et net eréischt zënter gëschter an et schéngt, dass déi Debaten elo schonn iwwer 30 Joer eppes gemeinsam hunn: Et gëtt duergestallt, wéi wa mer dem Enn vun enger friddlecher Gesellschaft hei am Land ëmmer méi no géife kommen. Ech wëll domadder net soen, dass mer d'Ae sollten zoumaache virum Fait, dass mer Kriminalitéit am Land hunn, dass d'Statistiken effektiv steigen, dass mer och kloer nei Tendenzen erkennen, mee dass mer eis vläicht sollte reegelméisseg virun Aen halen, dass mer tatsächlech schonn zënter 30 Joer amgaange sinn, den Däiwel un d'Wand ze molen.

Dat gesot, geet et jo elo haut och drëm, op déi rezentst Donnéeën anzegoen an dës Zuelen och an engem e bësse méi breede Kontext anzeuerdnen. Wéi gesot, eis Zuele si steigend, geneesou wéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall ass. Zu engem Deel kann een dës Zuele vläicht erkläre mam Fait, dass no der Pandemie e gewëssenen „Aufholeffekt" do war: D'Leit beweege sech erëm méi fräi an et gëtt natierlech och elo erëm méi Geleeënheeten, fir eng Strofdot ze begoen. Zu engem aneren Deel muss een dës Zuelen och, fir se richteg ze deiten, an de Kontext vum Bevëlkerungszouwuess setzen. Och muss ee bedenken, dass, wat een elo als Police méi Moyenen huet, wat een och méi geziilt ka sichen. Zum Beispill am Beräich vun den Ëmweltdelikter oder am Stupefiantsberäich, do ginn am Fong geholl d'Statistiken an d'Luucht, wann d'Polizei méi an deem Beräich schaffe kann.

Eng aner Saach, déi bei der Analys vun de Statistike matspillt, ass, dass mer mëttlerweil och méi Infraktioune pro Affären hunn. Dee Ratio ass an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. Dat heescht konkreet, dass eng Affär zum Beispill kann op méi Strofdoten opgedeelt ginn. Zum Beispill: An engem Syndic ass all eenzelne Keller ee Fait. Dat heescht, wann iergendwou iergendeen een an en Appartementshaus eraléisst, deen da fënnef Kelleren ausraumt, dann huet een direkt fënnef Faiten. An dat erkläert och en Deel vun der Hausse vun den Infraktiounen.

Dës Erklärunge ginn, wéi gesot, en Deel Erklärungen iwwert d'Hausse vun de Statistiken, erklären awer och net alles – dat soll och gesot sinn. An an deem Kader wéilt ech effektiv umierken, dass et immens wichteg ass, dass mer detailléiert Statistiken hunn. Zil muss et jo sinn, dass d'Police sech besser opstelle kann a wa méiglech och verschidde Phenomeener besser analyséiere kann, fir dann am Idealfall och besser anticipéieren ze kënnen. Aussagekräfteg sollen déi Zuelen dann och sinn, fir dass ee se richteg anuerdne kann a fir dass d'Evaluatioun vun de Risiken och zouverlässeg ass.

Wann zum Beispill, wéi mer et an der Kommissioun erkläert kritt hunn, d'Kategorie „vol de véhicule" zouhélt an do awer elo op eemol an der Statistik nieft Autoen och elektresch Trottinette mat opgezielt ginn, déi mer virdrun net dodranner haten, jo, dann ergëtt dat e bëssen e falscht Bild vun der Situatioun. Natierlech wëll ech domat net soen, dass et net schlëmm ass, wann ee seng Trottinett geklaut kritt, mee mir sinn eis awer eens, dass dat elo net onbedéngt déi Statistik immens aussagekräfteg mécht. An ech hat et schonn eng Kéier ugemierkt a viregte Rieden, mee et schuet net, et nach eemol ze soen: Et ass wichteg, dass d'Kohärenz vun den Zuele ginn ass, well se soss net dat erëmspigelen, wat tatsächlech Realitéit um Terrain ass.

Fir elo awer nach eng Kéier op déi Statistiken zréckzekommen: Also, wéi gesot, mir hunn eng Zounam vun de Strofdoten zu Lëtzebuerg – och wann een, wéi ech elo grad erkläert hunn, Verschiddenes muss an de Kontext setzen an och wa mir natierlech näischt verharmlose wëllen. Dat leeft alles parallell zu den Entwécklungen am Ausland, mir si keng Insel, mir kennen déi selwecht gesellschaftlech Phenomeener. An och an der Reprise vun de Strofdote post Covid sinn d'Kurven änlech.

Mëttlerweil hu mer Covid hannert eis a sinn an eng nei Kris eragerutscht, dës Kéier eng Kris, déi och mat Inflatioun einhergeet. Net erstaunlech ass do, dass mer feststellen, dass dann elo méi geklaut gëtt. Dat ass keng Entschëllegung fir dee Fait, mee eng Erklärung dofir. An der Kommissioun hu mer dozou zum Beispill och erkläert kritt, dass de Klau vu Bensinn immens ugestigen ass, wat och natierlech en Impakt op d'Statistik huet. Wat och ëmmer méi zouhélt, ass den Onlinebedruch, deem virun allem eeler Leit, awer net nëmmen, zum Affer falen, an och d'Coups et blessures volontaires sinn an d'Luucht gaangen.

Wat d'Transparenz an d'Kommunikatioun vun den Zuelen ubelaangt, do wéilt ech awer nach eng Kéier drop agoen, well ech menge wierklech net, dass et e Mangel u Wëllen ass, hei transparent mat Zuelen ëmzegoen. Au contraire, d'Regierung an d'Police sinn transparent. Et gëtt näischt verstoppt. Hei ze soen, et géifen Zuele verstoppt ginn, ass dach awer iergendwéi komesch, wann een en plus bedenkt, dass de Minister mat den Zuelen och virun d'Press gaangen ass, bei eis an d'Chamberskommissioun gaangen ass an all déi Informatiounen och ëffentlech zougänglech sinn. Ech denken au contraire souguer, dass, wann d'Zuele besser kategoriséiert wieren a méi einfach auszewäerte wieren, am Fong ersiichtlech géif ginn, dass déi Schwaarzmolerei, déi hei ab und zu awer bedriwwe gëtt, awer iwwerdriwwen ass.

D'Police kommunizéiert all Dag all Fait, dee relevant ass. D'Press ass fräi, natierlech! D'Press ass fräi, dat opzehuelen, wat se wëllt. Ech gi jo net dovunner aus, dass Der wollt undeiten, dass d'Press mam Minister ënnert enger Decke stécht! An all déi Beispiller, déi Der eis ginn hutt, hutt Der jo och net aus iergendwelleche limitéierten ... oder Cercles restreints, déi hutt Dir alleguerten aus der Press. An déi Fäll waren och alleguerte staark mediatiséiert ginn.

Wat zéie mir awer elo aus deenen Zuelen u Léiere respektiv wéi eng Moyene musse mer der Police ginn, fir mat där Situatioun ëmzegoen? An do si mer dann awer natierlech erëm schnell bei der Diskussioun, déi mer virun e puer Wochen hate bei enger Interpellatioun, déi vum Här Kartheiser ugefrot gi war. Do ass et ëm d'Erausfuerderunge vun der Police gaangen an do war en Deel vun der Froestellung, wat d'Politick misst maachen, fir der Police hei déi néideg Moyenen ze ginn.

Ech wäert dofir net nach eng Kéier déi ganz Debatt vu virun e puer Woche widderhuelen, mee just a graffe Linnen: Wat musse mer der Police zur Verfügung stellen? Ben: Rekrutement, Personal. Mir hunn en Effort extraordinaire fir d'Rekrutement an d'Ausbildung vun neie Beamt/inne gemaach. Wichteg ass, dass mer wierklech elo endlech op de Wee gaange sinn, op d'Nettozuelen ze kucken, an dass mer eis net domadder zefridde ginn hunn, d'Ofgäng ze kompenséieren, sou wéi dat bis elo gemaach ginn ass. An et ass elo scho kloer – ech hunn et schonn x-mol gesot, mee et schuet och hei näischt, et ze widderhuelen –: Dat Rekrutement muss weidergoen! An de Minister huet jo och schonn ugekënnegt, dass nach eng fënneft an eventuell eng sechst Rekrutementswell virgesi sinn.

Bis d'Effectiver vun deem Rekrutement richteg um Terrain ukommen an dann eeben och ze spiere sinn, wäert et awer bis d'nächst Joer daueren. Mee kloer ass: Soubal déi Leit um Terrain sinn, gi se do agesat, wou se gebraucht ginn. Dat ass och an der Police judiciaire, bei der Flughafepolizei, an der Unité spéciale – Crime organisé, Kannermëisshandlung an esou weider. Dat gëllt och fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht. International, grad och um Niveau vun der EU, ass et enorm wichteg, fir déi Zesummenaarbecht déi richteg Personaldecken ze hunn, fir dës Dossiere vu ganz no ze suivéieren, well och déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit schléift net.

Mir mussen, wéi gesot, der Police déi néideg Moyene ginn, fir Preventiounsaarbecht ze maachen, potenziell Affer ze sensibiliséieren, besonnesch déi, déi fir Onlinebedruch ufälleg sinn. D'Police muss kucken, wéi se hir cibléiert Preventiounsmessagen ënnert d'Leit kritt , also och via Social Media, via verschidde Sproochen, déi mussen adaptéiert sinn, fir méi Leit kënnen ze erreechen, ganz besonnesch och, wann nei Phenomeener optauchen, grad eeben och bei der Onlinekriminalitéit, well sou wéi mer erkläert kritt hunn: Wann do bis e Mëssel geschitt ass an d'Sue bis fortgaange sinn, da si se meeschtens definitiv fort!

Mir mussen der Police all Moyene ginn, fir dass se ka méi effikass schaffen. Do schwätze mer virun allem vun der Digitaliséierung, vum Projet POLIS, vum Projet Remise/Reprise. Ech weess och net, iergendeen hat elo gesot – ech mengen, et war den Här Gloden –, dass de Minister do eppes ugekënnegt hätt a gesot hätt, en hätt iwwerhaapt näischt gemaach. Ech huelen un, et ass de Projet Remise/Reprise, vun deem Der geschwat hutt? Ech hunn net an Erënnerung, dass de Minister dozou gesot hätt, en hätt näischt gemaach! Ech hunn an Erënnerung, dass e gesot huet, dass de Projet pilote weiderleeft, voilà, ...

M. Léon Gloden (CSV) | En huet gesot, en hätt dat nach net ausgeschafft.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... dass de Projet pilote nach amgaangen ass.

Grad d'Digitaliséierung ass e Monsterprojet, wou quasi alles drunhänkt, vum Einsatzleitsystem iwwert d'Datebank vun de Fichiere bis hin zur Projetsgestaltung eeben och vun dem Projet Remise/Reprise. An awer ëmmerhin, d'Police huet vun dëser Regierung – endlech! – déi néideg Moyene kritt a setzt alles drun, fir alles dat ëmzesetzen, wat eebe jorelaang verpasst ginn ass ze maachen!

Den Här Keup schwätzt zu Recht …

M. Léon Gloden (CSV) | Dir sidd zéng Joer an der Regierung!

(Interruption)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Maja, an zënter fënnef Joer kréie se massiv Moyenen! Mee ech ka soen, dee Retard, dee se opzeschaffen haten, dee war „pas mal", ne!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Une voix | An déi fënnef Joer virdrun?

M. Marc Goergen (Piraten) | A firwat waren déi fënnef Joer am Viraus?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ma du krute se e bësse méi Moyenen, awer nach net esou vill wéi elo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also ech si jo neutral, mee Dir hutt elo grad gesot, déi fënnef Joer dertëscht wär näischt gewiescht.

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Nee, ech hunn net gesot, do wier näischt geschitt! Dir sidd witzeg!

M. Fernand Etgen, Président | Hei huet nach ëmmer nëmmen een d'Wuert, an dat ass d'Madamm Stéphanie Empain!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci!

Dir kënnt alleguerten d'Budgete kucken! Ech mengen, et fält Iech net schwéier, d'Gelder an d'Zommen, déi ausgi ginn am Budget, iwwert déi lescht zéng Joer ze vergläichen.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wéi gesot, den Här Keup schwätzt zu Recht och vun der Jugendkriminalitéit an dem Opkomme vu Jugendbanden, déi zum Deel och effektiv relativ grav Strofdote beginn. Ech wëll mech hei awer absolutt deem uschléissen, wat den Här Biancalana gesot huet. Mir hate jo och schonn eng Partie Echangen dozou an der Chamberskommissioun a mir schwätzen hei awer och wierklech vun engem gesellschaftleche Phenomeen, bei deem et sech virun allem extreem lount, preventiv mat deene Jugendlechen ze schaffen. Mir sinn hei wierklech och als Gesellschaft an als Schoulgemeinschaft gefrot, fir rechtzäiteg mat dëse Jugendlechen ze schaffen a sécherzestellen, dass si mat engem Grondbagage u Wäerter duerch d'Liewe ginn.

Och hei ass et wichteg, nach emol drop hinzeweisen, dass och dat neit Jugendschutz- an dat neit Jugendstrofgesetz drop ausgeluecht sinn, fir notamment dësem Phenomeen och kënne Rechnung ze droen. An och hunn d'Madamm Justizministesch an den Här Educatiounsminister op eng rezent Question parlementaire vun der CSV hi confirméiert, ech zitéieren: „D'Regierung hält un hirem laangfristegen Entwécklungsprozess, fir d'Strukture vum Centre socioéducatif de l'État […] ze verklengeren an ze dezentraliséieren, fest. En dezentralen Encadrement erlaabt eng méi intensiv Prise en charge vun de Jonken a klenge Gruppen."

An da wollt ech awer och nach op déi Iddi zréckkommen, déi elo ëmmer méi oft doruechter ze héieren ass, nämlech déi vun der Police municipale. Hei misst een awer vläicht drun erënneren, dass 1999 ënner enger CSV/LSAP-Regierung d'Gesetz gestëmmt ginn ass, dat zur Fusioun vu Gendarmerie a Police gefouert huet. De Kader vun der Police, wéi mir en haut kennen, ass deen, deen deemools geschafe ginn ass. Ech weess elo net ganz genau, wat déi Demande no enger Police municipale genee beinhalt oder ob mer wëllen en Deel vun där Reform och erëm réckgängeg maachen, mee ech mengen, et wier op alle Fall wichteg erauszekristalliséieren, wisou dës Demande an de leschte Wochen a Méint erëm méi oft ze héieren ass. Wat ass d'Zil do dervunner?

Ech mengen, dass et drëm geet oder dass d'ultimmt Zil ass, dass mer genuch Polizist/innen um Terrain hunn, eeben och, fir Presenz an de Gemengen ze weisen. Ass et dofir awer néideg, eng nei Police municipale ze schafen? Do hunn ech e fermen Doute! Fir dass mer iwwerall genuch Leit kënnen hunn, musse mer weider rekrutéieren, net weider Policë schafen! Mir hunn elo déi éischt Well vu Polizist/innen op den Terrain bruecht: Déi lescht Woch gouf déi éischt grouss Promotioun aus dem Recrutement extraordinaire vereedegt. Gëschter hunn 191 nei Fonctionnairesstagiairen an der Policeschoul erëm ugefaangen – dat wier dann elo déi drëtt Well. An domadder si mir amgaangen, genee déi Aarbecht ze maachen, fir dass eeben erëm méi Polizisten um Terrain kënne sinn!

Ausserdeem sinn d'Agent-municipalle rezent gestäerkt ginn, wat och am Sënn vun de Gemengen ass. Amplaz also elo vun enger neier Parallellstruktur ze schwätzen, wou mer erëm villes missten a Fro stellen an erëm klären, wie fir wat zoustänneg ass, wou deen een deem aneren eventuell Konkurrenz mécht, wou dann och erëm kleng, net vernetzt Lokalpolicen iergendwéi laanschteneeschaffen, wou net gekläert ass, wéi d'Kommunikatioun tëscht béide Strukture sollt sinn, also tëscht lokaler Police a Police grand-ducale, sollte mer menger Meenung no dach besser elo kucken, der Police, déi mer hunn, déi néideg Moyenen ze ginn, fir hirer Aarbecht och am Zesummespill mat de Gemenge kënne gerecht ze ginn.

Gëtt et Problemer, déi vun de Gemengen erkannt gi sinn? Gëtt et Schwieregkeeten eventuell, déi abseits vun der Diskussioun ronderëm déi disponibel Effectiver um Terrain missten ugeschwat ginn? Falls jo, da kommt, mir schwätzen driwwer am Kader vun eiser Police grand-ducale. Wann do kann nogebessert ginn, dann ass do sécher keen dergéint. Mee wisou elo erëm eng weider Police schafen? Wat sollten dann d'Missioune vun enger Police municipale sinn, déi net och vun enger Police grand-ducale kéinten erfëllt ginn? Mir schwätzen elo jo awer net driwwer, enger potenzieller Police municipale Moyenen ze ginn, déi eis Police net huet!

Ier mir iwwer eng Parallellstruktur schwätzen, déi och net muer operationell wier, sollt eis Police weider verstäerkt ginn, fir de Bierger am ganze Land dee selwechte Service ze bidden. Duerch eng Police municipale wier en eenheetleche Service um Bierger net garantéiert, well déi méi räich Gemenge sech eng Police municipale leeschte kënnen an déi aner net. An ech wéilt an deem Kader och umierken, dass mer dann och riskéieren, dass Gemengen tentéiert wieren, méi a Repressioun ze stiechen, dat zulaaschte vun der Preventioun. An dat wier absolutt de falsche Message a kontraproduktiv.

An do kommen ech dann och zu den Erausfuerderungen un d'Politick. Ech mengen, eng vun den Erausfuerderungen, grad elo a Prewalkampfzäiten, ass et, net an e gewëssenen Aktivismus ze verfalen an am Géigesaz dozou eis Police esou ze stäerken, dass se hire Missioune kann nokommen. Dozou gehéiert d'Zesummenaarbecht um Terrain vun allen Acteuren. Dozou gehéiert och, dass mer eis ressortiwwergräifend Demarchë souwuel um preventive wéi um repressiven Niveau weiderféieren. An ech wëll elo net nach emol op déi ganz Diskussioune ronderëm de Sécherheetspak, wou et jo och ëm d'Beschafungskriminalitéit gaangen ass, agoen, mee och do huet dës Regierung hir Verantwortung iwwerholl an ënnert dem Lead vum Här Minister Kox sämtlech concernéiert Ressorten zesummebruecht, fir sech der Problematik unzehuelen an do preventiv a repressiv Mesüren openeen ofzestëmmen.

Och hei ass et nach emol de Rappell, dass Preventioun ëmmer méi bëlleg gëtt a méi effikass ass wéi Repressioun. Bei der Repressioun verlagere mer de Problem just. Mir mussen eis mat de strukturelle Problemer ausenanersetzen. An dat ass – an doriwwer hu mer och laang genuch geschwat am Kader vun den Diskussiounen iwwert de Quartier Gare – net de Metier vun enger Police, well d'Police gräift dann an, wann déi Echelone virdrun net gegraff hunn.

An hei géif ech vläicht och gären de Muck Huss zitéieren, deen och 1999 gesot huet: „A wa mer vun enger effikasser Preventioun vun der Kriminalitéit schwätzen, dann ass et kloer, datt eis Polizeikräften, esouguer wa se iwwer vill méi Personal géife verfügen an doduerch besser a même wieren ze reagéieren, op dës gesellschaftlech Ursaachen net ganz vill Afloss kënnen hunn."

Ech stellen also fest, dass Sécherheet ëmmer erëm e gär gesinnt Walkampftheema ass, well et sech einfach gutt dofir prêtéiert.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An hei géif ech gären nach emol de Muck Huss zitéieren, deen 1999 fir déi gréng d'Wuert geholl huet an der Debatt ronderëm d'Fusioun vun der Police. Hie sot: „Net nëmmen, mee awer grad a Virwalzäite sinn iwwerspaante Poleemiken an der Fro vun der Kriminalitéit a vun der ëffentlecher Sécherheet net hëllefräich an net sënnvoll, ausser et wëll een, wéi zum Beispill de Front national a Frankräich, iwwert dee Wee säin elektorale Fonds de commerce ausbauen."

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech fannen, et passt iergendwéi nach! Natierlech …

(Brouhaha)

Natierlech, an dat huet de Minister Kox jo och confirméiert, ginn eis Zuelen an d'Luucht, sou wéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall ass. Eis Police an de Minister huelen dës Evolutioune ganz seriö an hunn eis verséchert, dass si weiderhin alles maachen, fir fir Sécherheet ze suergen. Trotzdeem, an et ass mir awer wichteg, dat kloer ze soen: Lëtzebuerg ass nach ëmmer e séchert Land! Ech wiere mech vehement géint déi Schwaarzmolerei, déi ech hei zum Deel haut héieren hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Empain, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ëmmer erëm gären.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Ech maachen et awer net gären, dass ech Iech déi Fro stellen! Mee ech muss awer soen, déi Formulatioun, déi Dir gebraucht hutt, ass hei e bëssen ukomm, wéi wann Dir Leit, déi sech wëllen ëm d'Theema Sécherheet am Land bekëmmeren, géift gläichsetze mam Front national, also mat rietsextreeme Mouvementer. Dat ass eppes, wat mir net akzeptéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat hänkt ganz dovunner of, wéi een ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet zréck un d'Madamm Empain. D'Wuert geet elo zréck un d'Madamm Empain!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Also ech hunn ... Nee, nee, nee! Ech hunn dovunner geschwat, ech zitéieren nach eng Kéier: „Net nëmmen, mee awer grad a Virwalzäite sinn iwwerspaante Poleemiken an der Fro vun der Kriminalitéit ..." – hutt Dir d'Gefill, dass Dir „iwwerspaante Poleemike" maacht?

Plusieurs voix | Nee!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ma dann ass et gutt! Da si mer am richtege Bild.

M. Fernand Etgen, Président | D'Debatten hei, déi si keen Dialog!

Plusieurs voix | Jo.

Une voix | Dir hutt dat awer gutt gesot, Madamm Empain.

(Interruptions)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Bon, zu gudder Lescht: Här Keup, Dir hat eppes gesot, wou Der ... ech weess elo net méi genau, mee Dir géift Politick maachen ...

Une voix | Fir d'Leit. Fir d'Leit.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... fir d'Sécherheet – fir d'Sécherheet! Ech mengen, Dir maacht effektiv Politick mat der Sécherheet, net fir d'Sécherheet!

Plusieurs voix | Très bien!

(Exclamations et brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wann Der wierklech fir Sécherheet wiert, da géift Der selwer domadder ufänken an an Äre Positionnementer net esou op Spaltung, Haass, Ressentimenter an esou weider setzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Déi Sprooch, déi Dir asetzt, huet och en Impakt. Déi Iddien, déi Dir verbreet, hunn en Impakt. A wann ech mer Verschiddenes haut hu mussen unhéieren, mengen ech, sidd Dir net déi Éischt, déi sech dierfte wonneren, wa Jugendlecher sech ëmmer méi mobben a Respektlosegkeet ëmmer méi opkënnt.

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

(Interruption par M. Gilles Roth)

Nee, Här Roth. Här Roth, dat géif ech gär onkommentéiert stoe loossen. A schonn eleng wéi Dir hei erëm versicht hutt, Ressentimenter géint Auslänner ze schüren, war relativ eekelhaft!

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

An dozou just ee Rectificatif: De Centre de rétention ass net en zweete Prisong oder net derfir do, Kriminneller ze beherbergen, mee fir Leit, déi keen Openthaltsrecht zu Lëtzebuerg hunn, an dat heescht net, datt se sech eppes Kriminelles zuscholde komme gelooss hunn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da freet den Här Keup d'Wuert wéinst Fait personnel.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Jo, also ech wëll elo net op alles agoen, wat elo zum Schluss gesot ginn ass. Bis zum Schluss war et jo alles zimmlech gutt. Ech mengen, mir maachen haten hei alleguerten haut hei eng ganz gedigen Diskussioun, déi wierklech sachorientéiert war an och zilorientéiert war a wou et drëms goung, e Problem, deen hei jiddwereen unerkennt, d'Kriminalitéit, déi eropgeet, ze bekämpfen hei am Land. Ech mengen, mir sinn eis do bal alleguerte gutt eens, dat ass eng gutt Saach.

Dir hutt zum Schluss vum Centre de rétention geschwat. Ech hunn dat effektiv gesot a menger Ried. A wat Der awer warscheinlech net wësst: Ech hunn d'Madamm Buergermeeschtesch, d'Madamm Lydie Polfer, tel quel zitéiert, wéi si iwwert de Centre de rétention geschwat huet. Dat heescht, wann Der sot, ech hätt do Poleemik ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dann hat si och kee Recht, an Dir hat kee Recht, et esou ze widderhuelen! Dir hutt Iech awer ralliéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

(Coup de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | A wat war nach? Mir géifen doduerch, dass mer dat hei elo thematiséieren ... Wat hutt Der nach gesot? Ech hätt wat fir eng Wierder gebraucht? Ech mengen, dat war ganz propper de Mëtten. A wou géif dat elo Haass an d'Gesellschaft féieren? An ech hätt mat Auslänner eppes gesot. Ech mengen, dat war absolutt net de Fall, Madamm Empain. An ech géif wierklech oppassen op dat, wat ee seet, a besser nolauschteren an dann och dorop agoen, an net Saache soen, déi ee sech vläicht virdru virgeholl huet, déi elo näischt mat der Ried hei ze dinn hunn, déi déi Leit virdrun hei gehal hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An elo kritt d'Madamm Empain d'Wuert zréck.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Laut wéi enger Prozedur, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Wéinst Fait personnel.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da kënne mer dat jo ëmmer hin an hier maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, dat kann een nëmmen zwee Mol. Artikel 39, Här Kartheiser.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech kann awer vläicht, ech kann awer vläicht op dat äntweren, wat den Här Keup gesot huet.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass kee Pingpongspill, et ass en Debat an der Chamber. Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech géif dozou vläicht umierken oder eng Prezisioun maachen: Ech hunn net just vun deem geschwat, wat Der haut an der Plenière gesot hutt, mee vun Ärer allgemenger Politick, Saachen, déi Der sot, Messagen, déi Der vehiculéiert, Saachen, déi Der online setzt, Hallefwourechten, déi derzou féieren, dass Haass geschüürt gëtt, dass Leit wéi mir gewënscht gëtt, se sollen duerch d'Géigend geknëppelt ginn an esou weider. Dat ass dat, wat dat mécht mat Äre Messagen, déi Dir online setzt.

(Interruption par M. Fred Keup)

Nee!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Dat doten ass awer elo eng grav Accusatioun!

(Interruptions)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A ben, voilà! Nee, ech wëll just ...

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Et muss een awer oppassen, wat ee seet hei!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ma nee, et ass dat: Wann een esou Saachen online setzt, déi net der Wourecht entspriechen, mam But, eenzelne Leit ze schueden, dat schüürt Haass. Dat schüürt Situatiounen, wou een deem anere Schlechtes wëll, wou eeben och an enger Gesellschaft déi eng op déi aner lassginn. Dat ass eng Situatioun, déi mer hei net wëllen. Wa mer déi Situatioun wëllen zréckhuelen, fir dass mer erëm eng Gesellschaft hunn, déi respektvoll mateneen ëmgeet, dass mer eise Kanner och verschidde Wäerter vermëttelen, fir dass se eeben och net op déi falsch Bunn kommen, dann hu mir als Politiker och alleguerten eng Virbildfunktioun. An ech wëll just soen: Dat ass net just haut, mee allgemeng ass et net jiddereen, deen déi Virbildfunktioun erfëllt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An elo ass d'Wuert fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

(Interruptions)

Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat do war net zweemol hin an hier.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Ganz kuerz!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Hunn ech elo d'Wuert oder net?

Une voix | Jo, Madamm Oberweis.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Madamm Oberweis, entschëllegt. Nee, Här President, ech géif wierklech gär déi Prozedur wëssen. Soss komme mer an der Presidentekonferenz dorobber zeréck. Well ech mengen, hei si wierklech grav Saache gesot ginn. Ech ginn elo net op déi Debatt hei vun der Sécherheet an, mee ech wëll hei prinzipiell soen, datt ech gär an der Presidentekonferenz hätt, datt mer dat heiten diskutéieren, well ech géif gär wëssen, wéi déi Reegel genau interpretéiert gëtt mat deem zwee Mol hin an hier bei Fait personnel. An ech wëll och ... Ech si schockéiert ...

M. Fernand Etgen, Président | Et war jo kee Fait personnel, Här Kartheiser.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Si huet mech jo nach eng Kéier ugeschwat, d'Madamm Empain.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, mir diskutéieren dat an der Presidentekonferenz, Här President.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Nee, d'Madamm Empain huet net den Här Keup ugeschwat, deen och selwer am Fong geholl misst groussjäreg sinn, fir sech selwer zu Wuert ze mellen, an net Dir fir hien. Mee also u sech war et kee Fait personnel. D'Madamm Empain huet déi zweet Kéier den Här Keup net direkt ugeschwat, an dofir huet elo d'Wuert d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och der ADR fir dës Interpellatioun. Eng éischt Feststellung ass, datt riets Parteien awer besonnesch gäre virun de Wale mat Thematike wéi Sécherheet a Kriminalitéit polariséieren.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An der Demande gëtt da beispillsweis einfach emol behaapt, Zitat: „D'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill huele substanziell of." Sou formuléiert ass dat da wéi eng

absolutt Wourecht duergestallt. D'ADR weess also, dass d'subjektiivt Sécherheetsgefill vun all de Bierger a Biergerinnen ofhëlt.

Ech wëll an deem Kontext och op de Constat vun der Police selwer opmierksam maachen, déi eis an der Kommissioun drop opmierksam gemaach huet, dass esou e subjektiivt Sécherheetsgefill och eeben duerch d'Mediatiséierung beaflosst gëtt, an ech zitéieren: „un sentiment d'insécurité influencé par des événements très médiatisés qui ne sont pas toujours statistiquement significatifs". Dat ass awer eng relativ wichteg Remark.

Da liest een, datt ee bei de Sujeten, déi ee wärend dëser Interpellatioun uschwätze wëll, gäre besonnesch op déi kriminell Akten, déi mat Gewalt verbonne sinn, wëll agoen. Natierlech si Gewaltverbriechen immens schlëmm, an dat muss d'Politick natierlech immens seriö huelen a sech d'Fro stellen, wéi mer déi Zuel vu Gewaltakten an -doten natierlech kënnen erofdrécken. Net fir näischt probéiere mir och hei reegelméisseg an der Chamber, dës Problematik unzeschwätzen, beispillsweis mat der haislecher Gewalt, dem Viol, dem Feminizid an esou weider. Do bei dëse Beispiller zum Beispill hält d'ADR sech ganz oft awer da bedeckt.

Déi selwecht ADR, déi elo hei virun enger steigender Kriminalitéit warnt – an nach eng Kéier, ech soen net, dass dat net stëmmt, mee mir probéieren, dat an e Kontext ze setzen –, votéiert virun enger Rei Woche géint d'Gesetz iwwert d'Circonstances aggravantes, dat virgesäit, datt, wann eng Persoun enger anerer Persoun wéinst enger bestëmmter Charakteristik Schued zoufüügt, hei eng méi héich Strof ugewannt gi kann. Zum Beispill kann een hei un e rassistescht Gewaltverbriechen opgrond vun der Hierkonft vun enger Persoun denken. Ech hunn also e gewëssenen Zweifel, wéi interesséiert d'ADR wierklech un dësem Sujet ass, wann et hinnen net an hire politeschen Agenda passt.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Den zweeten an den drëtten Tiret vun der Demande loosse sech dann och gutt zesumme liesen. Hei geet et dann drëms, der Regierung ze ënnerstellen, d'Kriminalitéit ënnert den Tapis ze kieren. Dat ass jo e wéineg virdrun ugeschwat ginn hei. Ech zitéieren den Här Keup: „Mir wësse jo, déi meescht kommen iwwert d'Grenz", seet den Interpellant. Hie weess et also. Wann een him nolauschtert, da mengt een, mir liewen hei zu Lëtzebuerg an enger Kriminaliséierungshéichbuerg an et gëtt soss näischt aneres zu Lëtzebuerg.

Am Wëllen, e Lien hierzestellen, fir eng Thees ze beweisen, huet d'ADR sech bloussgestallt, wéi si virun e puer Méint e Video zirkuléiere gelooss huet an de sozialen Netzwierker vun hirer Jugendpartei. Dëse Video ass u Lächerlechkeet bal net ze iwwerbidden! Et geschitt carrement näischt am Video, an déi dräi Häre vun der Jugendpartei bréngen et fäerdeg, ze behaapten, d'Situatioun wär „déck schlëmm" an elo misst opgeraumt ginn. Entweeder gesi si Männercher a si sinn net ganz bei sech oder si hunn eppes gefëmmt a si gesinn dowéinst Männercher oder si bauen eng Theorie aus a sech zurecht.

(Exclamations)

Ech gleewe leider un déi drëtt Variant, an zwar dass se eng Thees wëllen ënnermaueren. Am Video trëppelen déi dräi Männer duerch de Garer Quartier, si trëppelen iwwer a laanscht drogekrank Mënschen, kucke se net a këmmere sech net ëm se a gi laanscht e Grupp vu Leit, déi virun engem Café stinn ze schwätzen. An dann ass de Video iergendwann eriwwer a si soen, et wär déck schlëmm an déck geféierlech. Wat ass da geschitt, wannechgelift? Kann ee mir dat soen? Dee Video resüméiert menger Meenung no dës Diskussioun hei ganz gutt. Wat versti mir eigentlech ënner „geféierlech"? Drogekrank Leit, déi an der Strooss leien a schlofen oder effektiv sech och picken? E Grupp vu jonke Männer virun engem Café? Wat versti mir ënner engem „geféierleche" Quartier?

Här President, Kriminalitéit huet vill Facetten. Zum Beispill kann een tëscht Blue-Collar-Kriminalitéit a White-Collar-Kriminalitéit ënnerscheeden. Wärend déi éischt sech éischter op d'Stroossekriminalitéit wéi beispillsweis Iwwerfäll, Abréch an Drogendelikter bezitt, befaasst sech déi zweet éischter mat Finanzkriminalitéit wéi beispillsweis Verontreiung, Insiderhandel a Blanchiment. Wärend déi éischt als gesellschaftlechen Iwwel ugesinn ass, eventuell well se méi visibel ass, ass déi aner deene meeschte Leit nëmmen aus Gangsterfilmer bekannt.

Ee Punkt, deen allerdéngs och matspille kann, ass, datt iwwer Kriminalitéit wéi Drogekriminalitéit vill méi bericht gëtt wéi iwwer Finanzkriminalitéit. Och dat huet d'Police jo effektiv ugedeit an der Kommissioun. Generell gëtt iwwert d'Finanzkriminalitéit éischter nëmme bericht, wann nees e Skandal wéi LuxLeaks, Clearstream oder Cum-Ex opflitt. Mir hunn eréischt gëschter dodriwwer geschwat.

En anere Grond, firwat sécherlech manner iwwer Finanzkriminalitéit geschwat gëtt, ass sécherlech, well et wuel éischter wäiss Männer a Kostümer sinn, déi se beginn an déi mat dranhänken.

Ech denken, dass et allerdéngs immens wichteg ass, och iwwert d'Finanzkriminalitéit ze schwätzen, well de gesellschaftleche Schued hei immens héich ass.

Trotzdeem ginn ech d'Gefill heiansdo net lass, datt hei net déi gläich Prioritéiten ageraumt ginn. Iwwerspëtzt gesot hunn ech d'Gefill, datt eng Persoun ouni Pabeieren, déi op der Gare Droge verkeeft, méi séier riskéiert, am Prisong ze landen, wéi een, deen e puer Milliounе Steieren hannerzitt.

Och ass et interessant ze gesinn, dass et grad d'ADR ass, déi hei wierklech blann op engem An ass. Net méi spéit wéi gëschter hu mer e Gesetz gestëmmt, dat d'Lanceur-d'alertë protegéiert, wa se Violatioune vun zum Beispill dem Steierrecht matdeelen, mee d'ADR huet et net matgestëmmt.

Här President, ech soen et ëmmer nees: D'Mënsche komme weeder gutt nach schlecht op d'Welt, mee si geprääägt vun hirem Millieu, deen hir sozial Bezéiungen, hir Educatioun an hir Verhalensweis beaflosst. An natierlech spillt och de fräie Wëlle vu jiddwerengem eng Roll, well mir Mënsche si weeder ganz determinéiert nach fräi vun Zwäng.

Soulaang mir also an enger Gesellschaft liewen, déi Ongläichheeten, Aarmut an Expulsioun produzéiert, wäert eis Gesellschaft och Gewalt a Kriminalitéit produzéieren. An et gëtt Studien, déi weisen, dass a Länner, wou et staark sozial an ekonomesch Inegalitéite gëtt, och d'Kriminalitéit an d'Luucht geet a jiddweree manner sécher ass, souwuel déi Räich wéi déi Aarm.

Och bei mir ass effektiv agebrach ginn, a jo, ech wunnen och an esou engem Hotspot an et ass net amüsant an ech war och doheem, et ass effektiv net witzeg. Mee ech muss ganz kloer soen: Och wann den Abriecher hei kloer en Täter ass, muss ech och soen, ass hien en Affer, well an deem heite Fall war et kloer eng Persoun, déi keng Perspektiven hat an ausgeschloss ass war vun allméigleche Perspektiven. An dat muss een, mengen ech, och ëmmer erëm trotzdeem an deem Kontext gesinn.

Wa mir et net fäerdegbréngen, jidderengem eng Plaz anzeraumen an eiser Gesellschaft, da wonnert Iech net, wann dës Mënschen op d'Schinn vun der Kriminalitéit ginn, well et ass ganz dacks keng aner Schinn do.

Här President, et geet mir wierklech net drëms, Gewalt ze entschëllegen, mee et geet drëms ze erklären, datt Gewalt eeben net vum Himmel fält. An et ass eeben déi Gewalt, mat där d'Acteuren, déi um Terrain schaffen, d'Police, alldeeglech konfrontéiert sinn. Si sinn also an engem gewëssene Mooss Pompjeeë vun de sozialekonomeschen Inegalitéiten.

Laut leschten Zuele souzen 2021 17,7 % vun de Prisonéier wéinst Infraktiounen, déi am Zesummenhang mat Droge stinn, am Prisong. Och dës Zuele féieren eis nees emol en Echec virun Aen. Hei muss een – an och dat hu mir a viregten Debatten hei an der Chamber scho gemaach – hannerfroen, ob de Prisong da wierklech déi richteg Äntwert ass op verschidden Zorte Kriminalitéit. D'Fro vun den Alternativen zu der Prisongsstrof stellt sech elo esou akut wéi jee, well virun allem fir zum Beispill d'Drogekriminalitéit ass de Prisong dacks keng Léisung op laang Dauer – ech betounen: op laang Dauer! –, net fir déi Betraffen an net fir d'Affer an och net fir d'Gesellschaft natierlech.

Här President, wéi kann een dann elo effektiv géint Kriminalitéit virgoen? Do gëtt et sécherlech e puer Usätz, ugefaange mat der Preventioun, iwwert d'Dissuasioun bis hin zur Repressioun. A fir et direkt ze soen: De repressiven Usaz ass deen, dee mir a leschter Instanz guttheeschen, also wierklech nëmmen do, wou déi aner Usätz wierklech keng Wierkung weise konnten, well d'Repressioun ass an eisen Aen ëmmer nëmmen eng Symptombehandlung.

Bei der Preventioun gesi mir virun allem den Zougang zu enger Wunneng, sprëch Housing First. Gutt Aarbechtskonditioune souwéi d'Ausbildung a Weiderbildung gehéieren och dozou, eebe fir jidderengem eng liewenswäert Perspektiv an eiser Gesellschaft unzebidden. Mir brauchen e Schoulsystem, dee jidderengem eng Plaz araumt, manner Drock op der Aarbecht an e Recht op Wunnen.

Natierlech muss de Prisong och do eng reell Roll spille bei der Preparatioun vun der Reinsertioun vun den Insassen, also dëse mussen Optioune gebuede gi wärend hirer Haft, wéi si hiert Liewen nom Prisong anescht kënne gestalten, fir eeben net erëm an d'Kriminalitéit ze falen.

Geneesou gehéiert awer och d'Gestaltung vum ëffentleche Raum dozou. Wa mir et beispillsweis fäerdegbréngen, d'ëffentlech Plaze méi konvivial ze gestalte souwéi derfir ze suergen, dass den ëffentleche Raum gutt beliicht ass, da sinn ech iwwerzeegt dervunner, datt esou eng Raumgestaltung vill méi effektiv wäert si wéi Kameraiwwerwaachung.

Zur Preventioun gehéieren natierlech och vill sozial Strukture fir beispillsweis Obdachloser an och Toxikomanen, a mir mussen an deem Beräich onbedéngt delokaliséieren an dezentraliséieren.

„Wou ass eist rouegt Lëtzebuerg hin?", huet dann anscheinend de Pascal Ricquier gefrot, huet den Interpellant virdru gesot. Mee ech muss do soen: Maacht Iech näischt vir! Mir maachen eis näischt vir: Natierlech geet d'Kriminalitéit an d'Luucht, well d'Ongläichheete wuessen, well déi eng gi méi räich an déi aner, déi gi méi aarm, well den ekonomesche Modell Aarmut, Misär, Exklusioun an Depressioune schaaft. Haalt op ze mengen, mir missten an engem Märcheland liewen, well dat vläicht iergendwann eng Kéier esou war! Mir liewen an engem gewaltvolle kapitalistesche System, ...

(Brouhaha)

... deen de Mënsch an d'Natur ausbeut, an eiser Analys no hëlt dee System eis an, esou wéi en et och mam Klimawandel mécht.

Merci villmools.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Virun zwou oder dräi Woche krute mer an der Chamberskommissioun vun der Police neutral an objektiv Zuele presentéiert, wou jidderee wuel eng aner Lecture huet, wéi déi Zuelen herno ze interpretéiere sinn, an och herno d'Parteien eng aner Vue haten – an et huet een haut och nach eng Kéier héieren, mee och schonn deemools an der Press –, wéi d'Sécherheet am Land gestalt ass.

Jo, ganz objektiv gesot: D'Zuele soen, et gëtt méi Fäll. Op der anerer Säit muss een dann awer och soen: D'Police mécht méi eng effikass Aarbecht. Et gi méi Fäll doduerjer opgeholl. Eis Police kënnt net no, jo, dat ass och e Constat. Et sinn net genuch Beamten, et sinn net genuch Méiglechkeeten do fir déi Kriminalitéit, déi mer am Land hunn. Dat ass awer nun emol op déi ganz, ganz Schnell net ze behiewen. Ech kommen do awer herno nach eng Kéier drop zeréck.

Dann ass dat anert e Sécherheetsgefill. Dat ass net neutral an objektiv an Zuele gemooss, mee dat ass fir jiddereen och anescht. Et hänkt vum Hannergrond of, et hänkt vun der Kierpergréisst heiansdo of, et hänkt vum Alter of, wéi sécher ee sech spiert, wann een duerch seng Gemeng geet, wéi sécher ee sech spiert, wann een owes ënnerwee ass. An do ass et och en Discours vun der Gesellschaft, awer och vun der Politick, deen derzou bäidréit, ob d'Sécherheetsgefill eng Kéier méi staark oder méi schlecht ass.

Wann ëmmer eng Schwaarzmolerei ass, wat ech net kann deelen, ech ka just deelen, dass d'Kriminalitéit an d'Luucht geet, mee ech kann awer op där anerer Säit deelen, dass mer e Policecorps hunn, deen alles mécht, awer wierklech alles, wat en am Moment ka maachen, fir déi Kriminalitéit anzedämmen, an ech weess, dass et och fir si net ëmmer einfach ass, dann ass et net un der Politick – oder verschiddene Kommentaren och op Social Media, heiansdo kënnt sech dat zimmlech no –, fir no baussen dann ze maachen, wéi wann déi Sécherheetssituatioun hei zu Lëtzebuerg vill méi düster wär, wéi se eigentlech an deenen objektiven Zuelen duergestallt ass.

Jo, wann een e schlecht Sécherheetsgefill huet, bedeit dat och eng Aschränkung vun der Fräiheet. Et geet ee vläicht owes eng Kéier net anzwousch eppes iessen oder et geet een net op en Evenement oder et bleift ee vläicht doheem, well ee soss fäert, dass ee soss op eemol Besuch huet. Jo, dat ass och fir jiddereen e ganz schlëmmt Erliefnis. Et ass awer och net, dass een do elo mat ganz einfache Léisungen – oder soe mer: Léisungen, déi ganz einfach géife kléngen – eng Sonderléisung op eemol esou hätt, esou aus dem Zauberhutt, esou wéi bei enger Zaubershow.

Dorënner fält zum Beispill fir mech elo dat fir mech schonn huelt Verspriechen, einfach eng kommunal Police dohinnerzesetzen an da wär op eemol alles geléist. Et ka kee soen, wou déi Beamte sollen hierkommen, wéi eng Struktur et soll sinn. Mir hunn elo mol nach net genuch Policebüroe fir den nationale Corps. Wou solle mer dann op eemol nach kommunal all déi Saachen hierhuelen? Dat kléngt alles einfach, dat kritt een och gutt op eng Affiche elo fir d'Wale postéiert ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... mat enger kommunaler Police, awer et ass e falscht Verspriechen. Et muss een och esou éierlech sinn a soen, dass dat einfach net op d'Schnell esou realiséierbar ass. A wann et realiséierbar ass, ass et en Echec. Da seet een einfach, dass dat, wat ee bei der Fusioun vu Police a Gendarmerie 1999 gemaach huet, en Echec gewiescht wär. Et kann een als Partei sech dat agestoen, jo, mee da soll een awer och esou éierlech sinn a soen: „Mir hunn dat deemools gemaach, dat war de falsche Wee."

Déi Beamten, déi elo do sinn am nationale Policecorps, déi brauchen eis voll Ënnerstëtzung. Et sinn déi, déi elo Büroe brauchen, déi d'Aarbechtsmaterial brauchen, déi endlech eng IT brauchen.

M. Sven Clement (Piraten) | Genee esou!

M. Marc Goergen (Piraten) | Firwat verléiere mir esou vill Zäit am Moment? Ma ganz einfach, well mer eng schlecht Informatik hunn. Schwätzt eng Kéier mat de Beamten! Anstatt dass se kënnen de Gangsteren nolafen, musse se sech emol erëmklappe mat der IT. Mir hate virun dräi, véier Joer eng Visitt, déi ech ugefrot hat, fir de Policefichier. Et ass nach näischt geschitt! Et gëtt ëmmer Etüden, mee et ass nach näischt do. Wou sinn déi Tablets oder déi Laptoppen, déi een herno kann hunn? Wou sinn déi Smartphonen? Déi sinn an der leschter Diskussioun virun engem Mount jo nach eng Kéier erwäänt ginn. Mee wou sinn dann déi Tablets? Alles dat ass eppes, wat um Terrain direkt géif derzou bäidroen, dass mer d'Kriminalitéit kënnen andämmen. Dat bréngt vill méi, wéi op engem Plakat ze schreiwen, dass een iergendeng kommunal Police wëll hunn.

Jo, eis Gesetzer mussen och méi streng ginn. Jo, d'Justiz muss och op verschiddene Punkten nobesseren. Ech verstinn och de Frust vun eenzelne Beamten, wa se sech dann Zäit geholl hunn a se hunn ee gepëtzt an deen ass herno erëm fräi. Dee wénkt hinnen nach herno beim Laanschtfueren, a méi war et net. Jo, dat ass e Frust, an do musse mer eng Kéier ganz kloer eng Analys maachen – awer iwwergräifend, well et ass net der Police hire Problem! Et ass herno der Justiz hire Problem. Et sinn aner Gesetzer, déi mer mussen änneren. Et ass net de Policeminister, deen do eleng an der Responsabilitéit ass.

Jo, et gëtt och ëmmer méi Aarbechten, wat de Cyber ubelaangt. A sech misst een do schonn extra Unitéiten nach eng Kéier extra ausbilden, déi sech just géifen ëm de Cybercrime këmmeren, well dat jo erëm eppes ganz aneres ass, wéi de Gangster ze fänken op der Strooss. Et ass awer immens zäitintensiv, well wann ee mat de Beamte schwätzt, wann déi déi ganz Recherchë musse maachen, a wann et heiansdo just ass fir e Scam, wou ee geklickt huet fir 50 Euro, geet esou vill Zäit drop bei de Beamten, wéi wa se herno géifen e ganze Fall léisen. Dat ass e bëssen de Problem.

Mir musse kucken, dass mer déi ganz Cyberkriminalitéit bei der Police anescht organiséiert kréien, de Beamten do méi Zäit ginn, méi Dossieren. Vu mir aus kënne mer dat och op administratiivt Personal ausbauen, dat muss net onbedéngt de Beamten herno sinn. An der Kommissioun hat ech dat jo och gefrot. Souguer an Europa kréien déi Leit, déi dann Affer ware vun esou engem Cybercrime, seltenst d'Geld erëm. Mol net, wann Der op eng IBAN iwwerwisen hutt. Ech hat an der Kommissioun extra nach nogefrot, well ech mer dat kaum konnt virstellen. D'Banken hei zu Lëtzebuerg hunn Honnerte Kontrollen. Wann een e Konto opmaache geet, muss een Allméigleches hannerleeën, an dann iwwerweist een engem Täter, well een op engem Social Media eng Annonce gesinn huet, déi ze verlockend war, fir iergendee Produit, mee da fanne se awer mat enger IBAN dat emol net erëm. Do musse mer och nach eng Kéier noschaffen. Et ka jo net sinn, dass d'Banken alleguerten dat mussen hannerleeën, mee eis Police awer hei, déi där Kriminalitéit wëll nogoen, net un déi eenzel Daten do kënnt!

Jo, d'Kriminalitéit ass och e Problem vum Wuelstand. Wa mir an eisem Land e gewëssene Wuelstand hunn, wou anerer awer duerch dat sougenannt Netz rutschen an d'Sozialpolitick déi net opgefaange kritt, gëtt et och Täter, déi keng aner Wiel méi haten – et entschëllegt ni, wann ee kriminell gëtt, mee et gëtt awer och Täter, déi keng aner Wiel méi haten –, fir ze iwwerliewen oder fir hir Famill ze ernären, wéi eeben eppes ze klauen, eng Auer ze klauen oder iergendzwousch anzebriechen.

Dat trëfft net op déi zou, déi an organiséierte Banden duerch ganz Europa zéien, well et däerf een och net vergiessen: Kuckt een eis Statistiken, do sinn och Banden derbäi, déi hei op Duerchzuch waren an dann hir Dote begaangen hunn. An do ass et ganz wichteg, dass mir als Lëtzebuerg weiderhin esou eng enk Kooperatioun mat Europol hunn. Europol ass nämlech eng vun de Méiglechkeeten, wéi mir iwwerhaapt d'Kriminalitéit kënnen andämmen, well mir als Lëtzebuerg si ganz kleng an all d'Gangstere si méi schnell iwwert d'Grenz, wéi heiansdo d'Police geruff ass. Deementspriechend ass et wichteg, dass mer eis Kooperatioun mat Europol weider ausbauen.

Dann nach zu dem Sozialen: Fir eis Piraten ass et immens wichteg, dass mer, ier d'Kriminalitéit entsteet, an dat Soziaalt investéieren. Dozou gehéiere fir eis och Streetworker. A mir sinn do der Meenung, dass mer sollten a Streetworker investéieren an net a privat Sécherheetsfirmen, déi fir eis am ëffentleche Raum guer näischt verluer hunn. Dat ass erëm reng, fir dobaussen ze soen: „Hei, mir maachen eppes." An dobäi ass et géint d'Gesetz, well am ëffentleche Raum dierf keng Sécherheetsfirma patrulléieren a scho guer net Rapporte schreiwen a wat net nach alles war. Mee ech mengen, an der Stad Lëtzebuerg gëtt dat jo elo erëm nei opgerullt an elo wäert erëm eng Sécherheetsfirma, leider, och do hire Wee goen.

Anstatt do hinzegoen an dat Geld a Sécherheetsfirmen ze investéieren, wat fir eis nach ëmmer net gesetzlech ofgedeckt ass – wat gutt ass, wat gutt ass, also mir wëllen op kee Fall, dass dat Gesetz geännert gëtt, mee et ass net gesetzlech ofgedeckt, et ass net erlaabt –, misst ee méi an dat Soziaalt a méi an d'Streetworker am Viraus investéieren, anstatt hinzegoen an déi Sécherheetsfirmen ... Bon, dat selwecht kéint ech elo a mengem Discours maache mat dem Reglement géint d'Heescherei, dat och deementspriechend zu näischt féiert.

Jo, d'Statistik kann engem och e bësse Suerge maachen, wann ee kuckt, wéi d'Statistiken elo mat de Kriminalitéitsfäll an d'Luucht gaange sinn. Déi vun der Cyberkriminalitéit, wéi virdrun erklärt, musse mer e bëssen eraushuelen aus de Statistiken, well déi och inflationär ... Mat ëmmer méi Social Media gëtt et méi einfach, un d'Leit ze kommen, fir ... Dir musst haut emol kengem méi uruffen, fir en unzeschmieren. Mee den eenzege Wee ass eeben herno iwwert d'Police, an deementspriechend kommen déi an eise Statistiken da vir.

Jo, de Minister – an dat muss ech och unerkennen – huet an de leschte Jore villes ëmgesat, fir neit Personal ze fannen an dann auszebilden. Jo, et komme keng 200 eraus, wann der 200 ufänken, mee dat läit nun emol op der Hand. Mee de Minister mécht awer

deementspriechend do, wat aktuell méiglech ass, an ech géif mech och freeën, wann e weider Jore géif derbäisetzen, wéi dat jo ugekënnegt war, fir op fënnef, sechs eropzegoen. Well wa mer den Netto herno rechnen, brauche mer vill méi Beamten. A wann d'Kriminalitéit deementspriechend steigt an den nächste Joren, musse mer och deementspriechend Beamten do hunn, nieft dem Material, den Aarbechtsbedéngungen, déi alleguerte musse verbessert ginn, fir dass d'Police och weiderhin attraktiv bleift.

Dofir e grousse Merci un eise ganze Policecorps a merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Här President, Dir Dammen an Hären, an de leschte Wochen hu mer dës Ëfteren iwwert d'Police an hir Aufgabe fir eis Gesellschaft an och iwwer hir Moyenen, hir Infrastrukturen an och hiert Personal geschwat. Mir hunn eng gréisser Debatt hei an der Chamber gehat iwwert den allgemengen Zoustand, awer och iwwert d'Defien. An haut schwätze mer dann iwwert d'Resultat vun deels der empfonnter Kriminalitéit, awer och vun deem, wat d'Aarbecht vum Polizist am Alldag ass, nämlech Tätegkeeten, Kriminalitéiten opzeklären, awer och festzestellen, an dat ass déi éischt Aufgab, déi si am Alldag maachen.

Ech wëll awer och direkt encadréieren, well haut goufen an deenen ënnerschiddlechen Interventioune ganz vill Aspekter ugeschwat, an ech ka mech awer och nëmmen op déi beschränken, déi a meng Ressorte falen. Éischtens, well ech och do d'Kompetenzen hunn, an zweetens, well dat just am Zesummenhang muss gekuckt ginn. Dat gëllt souwuel fir alles, wat de Jugendberäich ubelaangt. Ech mengen, dat gëtt separat oder souwisou a Kommissioune schonn diskutéiert mat deenen zwee Gesetzer, déi ënnerwee sinn, souwuel mam Här Meisch wéi och mat der Justizministesch, an dofir klammeren ech dat eraus, well d'Jugendschutz- an d'Jugendstrofgesetz si jo ënnerwee.

Da goufen och aner Punkten nach erwäänt, wéi d'Moyenen, déi mir der Police zur Verfügung stellen. Den Här Lamberty huet vun enger „Geschierkëscht" geschwat. An de leschte Méint a Joren hu mer och eng ganz Rei, eng Panoplie vun Elementer derzougefouert. Ech nennen d'Bodycams, iwwert déi mer jo déi lescht Diskussiounen an der Chamberskommissioun haten a wou mer jo och nach op den Avis vum Staatsrot waarden, fir do da weiderzeschwätzen.

Ech wëll dofir véier Punkten dann huelen. Éischtens d'Zuelen: Wéi interpretéiere mer d'Zuelen? Déi Transparenz oder Nettransparenz, déi hei deels ënnerstallt gëtt. Dann déi Moossnamen, déi d'Police hëlt, fir mat deene Statistiken ze schaffen an hirem Beräich. An dann natierlech zum Schluss wëll ech kuerz iwwert dat Rekrutement, awer och iwwert d'Aufgaben, déi d'Police am kommunale Beräich ausüübt, schwätzen.

Ech wëll direkt kategoresch soen, dass weeder de Policeminister nach eng Justizministesch d'Kompetenzen derfir huet an och vun Haus aus eng Statistik wëllt influencéieren a soen, wat muss no bausse kommunizéiert ginn oder wat net. An ech kommen herno nach eng Kéier op déi Moyenen zréck, déi mer de Moment zur Verfügung hunn, fir d'Statistik ze interpretéieren. Well dat eng vun de Froe war, kommen ech gären drop zréck. Ech weisen dat schäerfstens zréck, dass de Policeminister géif zu der Police soen: „Dat gëtt publizéiert an dat doten net!"

Direkt am Ufank wëll ech awer och näischt klengrieden, wat d'Statistiken ubelaangt, wat d'Zounam vu verschiddene Kategorië vu Strofdoten hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, an ech kommen och dorobber gläich ze schwätzen.

Och all Pressekonferenz vun engem Polizist ass net säi Rôle. Si huelen d'Tatbestänn op, fir der Justiz Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir Opklärung respektiv Verurteelunge kënnen ze maachen. Et ass weeder un der Police, statistesch Wäerter vu Kriminalakten ze beschreiwen, nach ze urteelen, well dat ass de Prinzipp vum Rechtsstaat.

Mir sinn do fir festzestellen, „Pretekëll" opzestellen an déi de Justizautoritéiten zur Verfügung ze stellen. Just, fir dat direkt am Ufank awer kloerzemaachen.

Jo, mir hunn eng iwwerproportional Zounam vu verschiddene Statistiken ze verzeechnen, awer besonnesch an Eegentumsdelikter an net onbedéngt a Gewaltdelikter. Mee all Gewalt, déi am Alldag ausgeübt gëtt, géint wien och ëmmer, ass eng Gewaltdot ze vill. An dofir wëll ech och direkt hei am Ufank betounen, dass allkéiers, wann een Opfer vun esou enger Gewaltdot ass, et eent ze vill ass. Ech hunn dat och an der Kommissioun esou gesot, well et war déi éischt Kéier, wou mir an der Kommissioun d'Statistik méi no erklärt hunn, wou och d'Poliziste Ried an Äntwert stoungen. Déi Transparenz wollte mer jo grad am Virfeld vun dëser Debatt, dofir si mer an d'Chamberskommissioun komm, wat u sech net Traditioun war an deene leschte Joren, wat sécherlech och an nächster Zukunft ëmmer sollt gemaach ginn, well vis-à-vis vun de Bierger wéi vis-à-vis och vun der Chamber déi Transparenz gewollt ass. An dofir hate mer jo och am Virfeld déi Pressekonferenz, déi alljärlech stattfënnt, fir doriwwer ze schwätzen.

An an der Duerstellung vun deenen Zuelen hu mer de Verglach e bësse gemaach, wat jo och de Phenomeen am Ausland beschreift, well no deene ganze Coronarestriktioune sinn d'Doten, d'Gewaltakten – och déi kleng Delikter –, och an Däitschland oder a Frankräich oder an der Belsch massiv an d'Luucht gaangen. Dat ass keng Entschëllegung, beileiwen net. Et erkläert awer, dass Lëtzebuerg net eng Insel ass an dass mer, do sti mer hei alleguer oppen derzou, fir oppe Grenze sinn. An dofir ass et wichteg, dass mir dat och ëmmer weider wäerten esou hunn.

Wat ganz entscheedend och an där Zounam vu 25 % ass, dat ass effektiv de Vol simple, deen ee muss am Detail kucken. Firwat ass dat esou? An dat stelle jo och d'Nopeschlänner fest, dass duerch déi ganz Veronsécherung, déi an der Gesellschaft ass, duerch d'Inflatioun, duerch d'Präissteigerung, jo, déi kleng Delikter – dat einfacht Klauen, géif ech elo mol soen – extreem zougeholl hunn. A mir mierken et leider un den Tankstellen. Dat muss een awer esou soen. 44 % vun all de Vols simples, wéi se definéiert ginn, sinn op der Tankstell, wou d'lescht Joer eng Zounam war, ech mengen – wann ech se richteg am Kapp hunn, ech hat mer se net opgeschriwwen – vun 2.400 oder 2.500 méi, déi net bezuelt hunn an einfach fortgefuer sinn.

Dat ass e Phenomeen, e gesellschaftleche Phenomeen, deen awer net onbedéngt mat Gewaltakte vis-à-vis vun Eenzelpersounen ze dinn huet, mee et ass och beonrouegend, an dofir ass et eng Zuel, déi mer mussen am A behalen. An do gëtt et eng Rei Preventiounselementer vun den Tankstellewächter, fir deem kënnen entgéintzegoen, mee ech mengen, dat féiert ze wäit an dëser Debatt. Mee zumindest d'Preventioun ass net eleng eng Aufgab vun der Police, mee iwwerhaapt eng Aufgab vu jidderengem an der Gesellschaft, deen domat ze dinn huet.

Une voix | Et sinn ze vill Geschäfter, wou Zigarette verkaf ginn.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Dat wollt ech elo net domadder soen.

Da muss een trotzdeem differenzéieren. An ech hu jo scho gesot: All Gewalt vis-à-vis vun enger Persoun ass eng ze vill! Et muss een awer och soen, dass d'Dote mat der Waff oder mat engem Géigestand gottseidank awer e bëssen ofgeholl hunn. Dat relativéiert. Dat kënnt Dir op de Slidë 16 a 17 – ech hunn déi dohanne leien – all kucken. An dofir hu mer dat och esou duergestallt.

Déi Zuele si par rapport zu der Affär ze kucken. Eng Affär – wéi virdrun och vun engem hei beschriwwen –, huet méi Delikter, an déi Delikter pro Affär hunn och zougeholl. Dat heescht, mir sinn och méi sensibel an dem Opschreiwe par rapport zu den Tätegkeeten, déi passéiert sinn, fir der Justiz d'Méiglechkeet ze ginn, méi differenzéiert do kënnen hir Strofmoossen herno ze bestëmmen an och Gerechtegkeet ze bréngen.

Wat d'Auslänner ubelaangt an engem Land, wou mer d'office 50 % Auslänner wunnen hunn, déi Matbierger vun eis sinn: Wann ech déi lescht Statistik elo am Kapp hu vun den Aarbechtsplazen, mengen ech, da leie mer bei 25 %, déi Lëtzebuerger sinn, déi hei zu Lëtzebuerg beschäftegt sinn, a 75 % sinn entweeder auslännesch Awunner oder déi, déi iwwert d'Grenzen heihinner schaffe kommen, well se an eisem Wirtschaftssystem gebraucht ginn. An dofir ass et natierlech relevant, wann een d'Statistik dann am Detail kuckt, dass eeben och méi Auslänner souwuel Affer wéi awer och Täter kënnen an deem Beräich sinn. Souwäit zum éischte Punkt vun den Zuelen.

Zweete Punkt, dat ass déi sougenannten „Transparenz". Transparenz an Offenheet, d'Kommunikatioun vun all deene Faiten. Jo, ech hunn an enge sëllege Question-parlementairen dat beschriwwen, wéi et ass. Ganz kloer, mir sinn do net esou gutt opgestallt, an dat hunn ech och intern esou diskutéiert. Eis polizeilech Statistik baséiert op engem Programm, dee scho laang am Gebrauch ass. Ech kommen och gläich dorobber zréck, wat do reforméiert gëtt a wat och amgaangen ass, besser ze ginn. An an deene Statistike ginn d'„Pretekëll" ageschriwwen; dat ass dat, wat e Polizist am Alldag mécht, e mécht seng Statistik baséierend op deem, wat de Code pénal eis virgëtt. Doropshi mécht dann de Polizist déi Protokoller, gëtt se weider un d'Justizautoritéiten, well si sinn déi, déi dono musse kommunizéieren, an et ass net um Polizist fir ze interpretéieren, well da si mer wäit ewech vum Rechtsstaat!

Et gëtt och e Beispill: En Déifstall. En Déifstall, bei deem eng Waff gebraucht gëtt, do gëtt an eisem System haut nach net differenzéiert – dat kann een dann diskutéieren an enger spéiderer Definitioun, wat ee wëllt festhalen –, wat fir eng Waff et ass, ob et e Messer, en Tournevis oder och vläicht eng ofgebrache Fläsch ass. Dat heescht, mir sinn do gefuerdert, méi Moderniséierung eranzebréngen.

An ech hunn, oder mäi Ministère huet d'lescht Joer e Komparativ gemaach tëschent de Statistike vun Däitschland a Frankräich, verglach mat eisen. Jo, wat ënnerscheet dann eis Statistik vis-à-vis vun deenen aneren? Wéi kënne mir déi Transparenz gewären? Wéi kënne mer jiddwerengem dat oppeleeën? Well et geet nëmmen iwwert d'Oppeleeung vun all de Faiten, fir

éischtens eng korrekt a gutt Aarbecht vun der Police ze hunn, an zweetens awer méi Bekämpfung vun der effektiver Kriminalitéit an net vun der gefillter. Ech kommen herno och nach op déi gefillte Sécherheet ze schwätzen.

Dat Ëmwandele vun der jëtzeger op eng besser, méi fundéiert Statistik, dat hëlt awer Zäit an Usproch, a mir hunn elo och do zesumme Schrëtt ageleet. Dat ass de sougenannte „POLIS-Programm". POLIS ass d'Resultat vun deem neie Fichier, deen hoffentlech elo fir d'zweet vum Staatsrot aviséiert gëtt, fir dass mer deen endlech en vigueur kënne setzen, zesumme mam JUCHA, wou mer jo déi ganz Diskussiounen hu vun deem Lien tëschent der Police an den Decisiounen, déi an der Justiz getraff ginn, fir dass herno och e Feedback erëmkënnt, wat dann d'Verurteelung ass. Mir erhoffen eis doduerch, dat da besser a méi transparent kënnen duerzestellen, ouni dass mer haut awer doru fréckelen an de Minister géif soen: „Hei, dat doten däerft der net publizéieren!" Dat ass ausserhalb vu menger Kompetenz an ech géif mer och ni wëllen erlaben, dat ze maachen.

Dann zu der Analys vun den Date selwer, déi mer hunn. Wat sinn eis Limitten a wat sinn net eis Limitten? Mir schreiwen an eise „Pretekëll" u sech d'Affären ...

(Interruption)

„Pretekëll" hunn ech geléiert vun der Police. Si soen all „Pretekëll". Dat ass esou eng Traditioun, an ech hunn dat ugeholl.

(Interruption)

Also, ech ginn elo net an den Detail, mee ech hunn dat awer esou geléiert, an ech wëll dat awer entspriechend och esou weiderginn, wéi ech et geléiert hunn an deenen dräi an engem hallwe Joer, wou ech mat der Police schaffen.

(Brouhaha)

Dir wollt mech net ënnerbriechen.

Une voix | Jo, ëm Gottes wëllen net!

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Ëm Gottes wëllen!

Nach eng Kéier zu dem Opschreiwe vun deenen Affären, déi dobausse sinn, den Delikter. Mir schreiwen u sech just an deen Dossier d'Beschëllegungen an. An d'Lëtzebuerger Strofgesetzbuch gesäit dat och esou vir a mécht keng soziologesch Facteuren dran doriwwer, wéi eng Leit et sinn, Täterbericht an esou weider an esou fort.

Mir hu Strofdoten. De Polizist huet eng Lëscht mat enger Abberzuel vu Strofdoten, déi am Gesetzbuch festgehale sinn, an déi ginn och niddergeschriwwen, well et ass doropshin, wou d'Justiz hiert Urteel herno hëlt. Also sinn dat och nëmmen déi Donnéeën, déi faktuell fir de Polizist wichteg sinn, déi kënnen dann herno weiderverschafft ginn. Mee d'Täteraarbecht an d'Preventioun sinn dofir immens wichteg. Mir hate viru Kuerzem – oder besser gesot, de „Mega" –, e ganze Moien, wou et ëm haislech Gewalt gaangen ass. Dat war den 29. Mäerz, do hu mer iwwert d'haislech Gewalt diskutéiert an do ass et ganz vill iwwert d'Täteraarbecht gaange wéi och iwwert d'Afferaarbecht. Well wa mir d'Täteraarbecht wichteg huelen a richteg uwenden, da bedeit dat awer och, dass mer herno vläicht manner Affer hunn.

Dofir musse mer eis mat där Täterausenanersetzung – wéi och ëmmer mir eis déi uneegnen! – an eisem soziologeschen Ëmfeld méi beschäftegen, fir do méi punktuell kënnen drop anzegoen. Mee eist Strofgesetzbuch gëtt et u sech an deem Sënn net hier, fir déi Aarbecht ze maachen. Et ass awer eng Aarbecht am Alldag vun der Polizei, vun eise Polizistinnen an eise Polizisten. Vläicht erfreelech, just eng Klammer: Vun deenen 176 Polizistinnen a Polizisten, déi mer leschte Freide konnte vereedegen, si 25 % Fraen. Dat heescht, et ass e Beruff, dee souwuel fir d'Frae wéi och fir d'Männer attraktiv ass an awer och e Spigelbild vun eiser Gesellschaft duerstellt.

Fir effikass d'Kriminalitéit ze bekämpfen, stellt d'Police – an dat ass den drëtten Deel, op deen ech wollt kuerz agoen – sech och besser an, fir deem méi Rechnung ze droen. Mir brauchen nach Moyenen technescher Aart – ech hunn Iech virdru gesot, dass de POLIS eng grouss Errungenschaft an deem Sënn wäert ginn –, fir déi Aarbecht och direkt um Terrain besser kënnen ze maachen.

Mir si jo och ganz reaktiv. Ech mengen, et hat och ee vun den Intervenanten dat gesot: Wéi mer d'lescht Joer an der Stad eng Rei vu Kettendéifställ haten, hu se ganz aktiv an deem Beräich vun dem Täter geschafft, fir Opklärung ze kréien. An déi si jo och gottseidank all festgeholl ginn an de fait huet sech gottseidank fir eis alles berouegt, soudass déi Profillbeschreiwung am Alldag e ganz wichtegen Effekt op d'Aarbechtsmethod vun der Police huet.

Dat gesitt Der och an deem Deel vun der Statistik, déi mer jo presentéiert hunn, wou et ëm d'Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit geet. Et ass gesot ginn: Mir beschäftegen ons net méi mat dem, ech soen elo mol, ganz klengen „end of pipe", deem Leschten an der Rei, dem Dealer, deen och vläicht nach eng an den Eck fëmme geet. Nee, et geet drëms, déi Leit virdrun ze bekämpfen. An do weist et sech jo, dat ass eng ganz aktiv, täterorientéiert Policeaarbecht, fir déi ze interpelléieren, déi u sech de Misär mat sech brëngen. An do ass och aktiv geschafft ginn. An do ass jo och d'Resultat, dass eng ganz Rei vu Festnamen – ëm 30 % innerhalb vun engem Joer – konnte gemaach ginn.

Dat ass och déi Aarbecht, déi mer um internationale Plang maachen. Mir kënnen dat net eleng hei zu Lëtzebuerg bekämpfen. Dofir ass déi international Zesummenaarbecht ganz wichteg. An och do hu mer jo eng ganz Rei vu Resultater bruecht, souwuel mat der Belsch wéi mat den Hollänner wéi och mat de Fransousen, direkt konkreet Aktiounen, déi laang am Virfeld preparéiert ginn. An do ass och eng Zesummenaarbecht mat Europol.

Iwwregens, Dir wësst, dass mer ab dem Januar zwee nei Beamte bei Europol sëtzen hunn. Dat heescht, mir hunn opgestockt vun eent op dräi, fir déi Zesummenaarbecht besser ze koordinéieren, well, wéi gesot, mir si keng Insel an – besonnesch, wat déi héich Kriminalitéit ubelaangt – déi organiséiert Kriminalitéit, déi kréie mer net eleng hei bekämpft.

An da kommen ech bei d'Cyberkriminalitéit, déi elo eng Villfalt vu Formen ugeholl huet. Dir sidd all schonn, ech wëll net soen Opfer ginn, zumindest awer vun enger Tentative, dass Der eppes geschéckt kritt hutt, dass Der opgefuerdert gi sidd, direkt eppes ze iwwerweisen, oder wou e Misär erzielt gëtt, besonnesch bei eelere Leit, fir se emotional ze huelen, fir dass se déi néideg Donnéeën zur Verfügung stellen. Vu dass déi awer oft am Ausland täteg sinn, ass et ganz schwiereg fir d'Police, wann et bis geschitt ass – an et geet oft ëm Geld –, fir do derhannert ze kommen an d'Geld zréckzekréien.

Dofir musse mer ewechkomme vun der Täterbeaarbechtung, éischter op d'Opferroll zou. An dat ass déi Preventioun, déi hei schonn e puermol ugeschwat ginn ass. An ech mengen, an där Presentatioun, déi mer souwuel an der Chamberskommissioun gemaach hu wéi och bei der Press, ass d'Police sech däers bewosst a si huet och déi eenzel Beräicher opgezielt, an deene mer mussen täteg ginn a wéi mer eis och besser Moyene musse ginn, fir ganz aktiv a proaktiv dergéint unzegoen. An dofir sinn eng ganz Rei Preventiounsmoossname virgesinn. An et sinn der och eng ganz Rei opgezielt ginn, bon, ech zielen der och nach eng Kéier e puer op: Dat ass d'Kommunikatioun, dat ass d'Méisproochegkeet, déi musse mer an de Vierdergrond stellen. Mir mussen déi erreechen, déi wierklech am vulnerabelste sinn. Dat sinn oft eeler Persounen. An do wäerten och nach Campagnë gestart ginn. A mir mussen déi néideg Zesummenaarbecht mat aneren – BEE SECURE, d'Seniorensécherheetsberoder, an, an, an – hunn.

Ech kommen dann zum Schluss, net ouni awer nach eng Kéier op de groussen Defi anzegoen, dee mer déi lescht puer Joer haten an deen nach ëmmer net ofgeschloss ass: Dat ass d'Rekrutement. An ech héieren, an dat duerch d'Parteien alleguerten: „Mir mussen dat Rekrutement nach weiderféieren!"

Also, mir hunn eis Hausaufgab, mengen ech, an deem Beräich erfëllt. Mir hunn elo dräimol hannertenee bal 200 Leit rekrutéiert. Déi éischte Kéier 200, dovunner hunn der 176 den Exame gepackt, an ab haut gi se an d'Land verdeelt, do, wou se gebraucht ginn. Well et sinn awer nach eng Rei vu Lächer, wéi mer dat am Jargon vun der Police soen, opzestoppen, well d'Retraite oder d'Pensioun och e wichtegen Aspekt vu jiddwer Mënsch ass. An haut oder déi nächst Zäit ginn der nach eng Rei an d'Pensioun, an dofir ass et esou wichteg, dass mer weiderfueren an deem Rekrutement, well mer hu gesot: „600 Poliziste brauche mer!" An déi 600 Poliziste sollen, souwuel wéi de Gefaangenentransport, ... well dat war Bestanddeel vun dem Accord tëschent de Gewerkschaften a mengem Virgänger, dem Minister Bausch, an dem Fonctionpubliques-Minister Hansen, fir ze soen: Mir brauche 600 Netto-Pluszounam. Dat heescht, mir mussen, deemno wéi, och iwwert e fënneft an e sechst, wann net nach e siwent Rekrutementsjoer schwätzen. E véiert d'nächst Joer, wou den 1. Mee 2024 déi nächst wäerten ufänken, ass schonn accordéiert. Et sinn u sech genuch Plazen an der Police reservéiert fir am Hierscht – well am Hierscht ass d'Campagne, fir déi véiert Well unzefänken. An dat ass eng Conditio sine qua non, well soss kënne mir déi Presenz um Terrain an déi Preventioun net ausféieren, a ville Beräicher net, wou d'Police ganz grouss Defien nach huet.

Dofir ass et esou wichteg, dass eis dat alleguerte bewosst ass, och fir déi nächst Regierung, an dofir sinn ech amgaangen, mat der Police eng Rei vu Statistiken auszeweisen. Awer och Preventioun, en Defi 2030, eng Visioun 2030: Wou brauche mer Verstäerkung an der Police? Wat sinn déi Domäner? Wéi eng Moyene musse mer eis zur Verfügung stellen, fir dass mer déi Aufgabe fir d'Sécurité intérieure kënnen ausüben?

Ech wëll net de Pro a Kontra vun enger lokaler Police elo hei diskutéieren. Et sinn eng ganz Rei Moyene scho gesot ginn. Ech weess just: Kuckt Iech och selwer d'Gesetz vun 2018 un, wéi vill Mol de Buergermeeschter selwer an deem Gesetz ernimmt gouf, fir eng ganz Rei vu Saache kënnen ze ënnerhuelen, sief et, e Securitéitsberäich ze definéieren, sief et ze intervenéieren, wann an engem Stot méi lass ass, fir et esou ze definéieren.

Eppes, mengen ech, wat awer feelt, dat ass nach ëmmer dat Personal. A wann et drëms geet, fir Decisiounen ze treffen, ass den Artikel 5 mäin Haaptargument: Dat geet just iwwer eng Geforenzoulag, wou ech kann der Police d'Recht erdeelen, duerch en Arrêté, fir Identitéitskontrollen duerchzeféieren. An dofir muss awer eng ganz konkreet Gefor virleien. Do muss

en Danger grave, concret et imminent virleien. An op Basis vun deem kann de Polizist mir e Rapport ginn, fir deem kënne Rechnung ze droen.

Wa mer doriwwer eraus wëlle goen, da muss definéiert ginn: Wat sinn dann déi Aufgaben? Wien huet dann d'Decisiounskraaft iwwer eng Police? Wéi eng Beräicher mussen ofgedeckt ginn, déi d'Police soll am Alldag ausüben (veuillez lire: Wéi eng Beräicher mussen am Alldag vun der Police ofgedeckt ginn)? Fir mech war hei nach ëmmer e Rechtsstaat, esou wéi mir e kennegeléiert hunn. An d'Verfassung, déi elo deemnächst verdeelt gëtt – ech hat se elo gëschter bei mir an der Boîte –, déi nei Verfassung, do steet ënner anerem iwwert den Ordre public, wat d'Grenze sinn. An dem éischte Kapitel geet et iwwert d'Libertés individuelles a wéi wichteg se an eisem Rechtsstaat sinn. A wa mer déi wëllen anescht interpretéieren, da musse mer och dat entspriechend Gesetz hei an der Chamber – a breeder Majoritéit beschtefalls – kënne maachen.

An dofir ass ëmmer d'Aufgab vum Polizist d'sensibel Handhabung am Alldag, well och do ënnerscheet sech munches par rapport zu Däitschland. Dir hutt jo déi Debatten zu Berlin gehat, wou och an der Statistik am Ufank no Sylvester ganz héich Zuele genannt gi sinn, déi do matinvolvéiert waren. Et ass och vill vun Auslänner geschwat ginn. Herno huet et sech relativéiert an et ass op eng ganz reduzéiert Zuel vu Leit zréckgeschrauft ginn.

Wat awer an Däitschland net ass, wat mir awer hunn, dat ass eng onofhängeg Kontrollinstanz, d'IGP, d'Inspection générale de la police. Dat heescht, e Polizist muss a sengem Alldag, a sengem Funktionéieren, ëmmer an der Necessitéit, an der Proportionalitéit vis-à-vis vun deem sinn, wat d'Gesetz him virschreift, nämlech der Preventioun, der Proaktivitéit, an dem dissuasiven an dem repressive Funktionéieren. An dofir ass deen Equiliber, dee mir do an dat Gesetz geschriwwen hunn, mengen ech, ganz gutt.

Natierlech kënne mer driwwer diskutéieren, wéi wäit mer eenzel Elementer nach kënne verschäerfen, awer dee Kader, dee mer do ginn hunn, ass ganz gutt, ganz wichteg. Et ass net vu mir, et ass wuel vun dëser Koalitioun niddergeschriwwe ginn, an dat ass nach net allze laang hier. A mir sollen deem Gesetz wierklech eng Chance ginn, dat wierklech am Alldag ëmsetzen. An dat ass dat, wat säit der Reform vun der Police a vun der Gendarmerie, säit iwwer 23 Joer, gemaach gëtt, an dat ass och gutt esou.

Dofir, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a wënschen Iech e schéinen Owend.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kox. Parole après ministre fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Merci, Här President. Ech probéiere mech kuerzzefaassen. Villmools merci dem Minister fir alleguerten déi Ausféierungen.

Ech wëll eng Kéier drop agoen: Dir hutt vum Rôle vun der Police geschwat, och wat déi Statistiken ugeet. An ech wëll Iech awer soen: Ech weess net, wéi Dir et verstanen hutt, mee et ass e bëssen esou eriwwerkomm, wéi wann d'Police näischt soll weider kucken oder Analyse maachen, dass se e bëssen esou eng Hëllefsstruktur ass fir d'Justiz, déi dat da soll maachen. An ech wëll awer soen, dass ech mengen, dass et awer wichteg ass, dass d'Police hir eegen Analyse ka maachen an hir eegen Interpretatioune ka maachen, esou wéi dat och am Ausland gemaach gëtt. A wat och muss sinn: dass se hir eege Pressekonferenze ka maachen, fir iwwer e Fall ze informéieren. Och d'Justiz soll dat maachen – bon, d'Justizministesch ass elo haut net hei –, dat hunn ech scho gesot, well ech mengen, och déi si bei deene Saachen, wann et ëm Statistiken an esou weider geet, natierlech gefrot.

Dir hutt och geschwat vun de Statistiken, déi mer hunn: Déi sinn net ganz gutt, déi si schlecht. Déi sollen elo besser ginn. Dir hutt Iech och informéiert am Ausland. Ech mengen, dat war och dat, wat mir wollten, mat all deene Froen, déi mer gestallt hunn. Mir hoffen also, dass mer an Zukunft besser Statistike kréien, well Dir hutt och selwer gesot, dass besser Statistiken och hëllefen, méi preventiv a besser ze schaffen.

An dat lescht, wat ech wollt soen: Dir hutt och vun der Transparenz geschwat. An dat ass awer eppes … Also, wann ech vun Transparenz geschwat hunn, da bezitt sech dat haaptsächlech op dat, wat vun der Police Dag fir Dag no bausse kommunizéiert gëtt. An do hat ech Iech d'Beispill gesot, wou an zwee Méint 42 Iwwerfäll waren hei an der Gemeng Lëtzebuerg, an dovu sinn der 12 no bausse gi ginn un d'Press, an déi huet dat dunn un d'Leit weiderginn, an déi aner 30 net. A mäi Problem bei der ganzer Saach ass, dass dann d'Leit e bëssen esou dat Gefill hunn, well se jo nëmmen hallef wëssen, wat leeft: „Jo, et ware jo 12 Iwwerfäll" – wa se dat dann zielen –, „dat geet jo awer nach fir d'Stad." A Wierklechkeet waren et der awer 42! An do géif ech et am Fong gutt fannen, wann ee géif higoen an einfach déi total Transparenz géif spille loossen. Dat ass jo just eng Zeil fir ze soen: Hei, do war en Iwwerfall am Park, do war en Iwwerfall ech weess net wou. An dann huet een déi ganz Statistik. Dann ass een transparent an da wëssen d'Leit och dobaussen, wou se dru sinn an et ass am Fong näischt Schlëmmes dobäi geschitt.

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet zréck un den Här Kox.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Vläicht ganz kuerz: Ech ka mech net erënneren, dass d'Police dat net hätt solle gemaach hunn. Dat kann ech awer nofroen. Awer ech ginn net dervun aus, dass se nëmmen d'Hallschent publizéieren. Ech sot et: Eis Statistik gëtt dat net hier, wat mer haut alles vläicht wëllen analyséieren. D'Statistik ass déi, déi mer hunn, an déi huet sech baséiert op en alen informatesche Programm, deen dat net hiergëtt, fir déi Analys esou deklinéiert ze maachen, wéi mer se vläicht an Zukunft wëlle gebrauchen.

Dat, wat mer hunn, baséiert op engem Strofrechtsbuch, an do gëtt et Delikter, an déi si festgeschriwwen, an do ginn net Verknüpfunge gemaach, wéi mer dat vläicht an deem Sënn kënne spéiderhin emol eng Kéier gebrauchen. An dofir ass dat jo d'Aufgab elo am POLIS-Programm. Iwwregens, fir dee ganzen digitale Beräich 37 Milliounen, déi Fro. Et ass och eng Ausschreiwung gemaach gi fir digital Laptoppen an Handyen, fir se de Beamten zur Verfügung ze stellen. Mir sollten awer net de Moyen ersetzen, ouni dass en och optimal kann agesat ginn.

Dofir hänken déi Fakten zesumme mat deem statistesche Material, dat mer haut hunn, dat vläicht net ugepasst ass un déi zäitlech Analys, déi mer vläicht brauchen, an dofir gëtt dorunner geschafft. Dofir waren déi Analysen, déi mir gemaach hunn d'lescht Joer. An dofir wäert och en Aarbechtsgrupp an deem Sënn dru schaffen, fir dat ze verbesseren. An dat ass net haut, mee dat war scho gëschter en Theema bei eis an der Police, fir deem Rechnung ze droen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Policeminister.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 16. a 17. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.29 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7018	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82
Certificat de vaccination Covid-19	7320	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	83
Prospection économique depuis 2020	7344	Dan Biancalana	83
Ligne de bus 136 de Consthum vers Ettelbruck	7535	André Bauler	84
Liaison ferroviaire entre Ettelbruck et Diekirch	7556	Jeff Engelen	85
Russophobie	7577	Fernand Kartheiser	85
Pollution de la Syre par les buffles d'eau	7591	Gusty Graas	85
Solution diplomatique à la guerre en Ukraine	7593	Fernand Kartheiser	86
Projet « Schlasskéier » à Wiltz	7594	André Bauler, Carole Hartmann	86
Accès au téléphone mobile par les agents de la police	7595	Fred Keup, Fernand Kartheiser	86
Sceau officiel de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire	7596	Jeff Engelen	87
Décisions du Centre médico-sportif	7598	Sven Clement	87
Accessibilité des gares	7599	Marc Goergen	87
Nouveau service de messagerie instantanée « Luxchat »	7600	Diane Adehm	88
Âge légal de départ à la retraite	7601	Sven Clement	89
Systèmes de surveillance des conducteurs	7602	Fernand Kartheiser	89
Congé sans traitement	7603	Marc Goergen	90
Utilisation de treillage métallique par les services de l'État	7604	Marc Goergen	90
Avenir de l'industrie au Luxembourg	7605	Fernand Kartheiser	91
Âge légal de départ à la retraite	7606	Marc Spautz	91
Tarifs de location de salle dans le cadre de la campagne électorale	7607	Jeff Engelen	92
Temps de conduite et de repos des chauffeurs de bus	7608	Jeff Engelen	92
Helpline du service mobilitéit.lu	7609	Marc Goergen	92
Violence conjugale	7610	Fernand Kartheiser	93
Augmentation de la propension à la violence au Luxembourg	7611	Laurent Mosar, Léon Gloden	93
Mise en place d'un observatoire transfrontalier du logement	7612	Mars Di Bartolomeo	93
Résidence dans les régions frontalières	7613	Mars Di Bartolomeo	93
Heures supplémentaires du personnel soignant	7614	Jeff Engelen	94
Nouvelle ligne à haute tension à Junglinster	7615	Léon Gloden, Max Hengel, Octavie Modert	94
Subvention pour les granulés de bois	7616	Fernand Kartheiser	94
Sabotage du gazoduc Nord Stream	7617	Fernand Kartheiser	95
Refus de l'accès au Registre des bénéficiaires effectifs	7618	Sven Clement	95
Vente immobilière en viager	7619	Mars Di Bartolomeo	95
Commerce avec l'Iran	7620	Sven Clement	96
Activités de l'Inspection du travail et des mines	7621	André Bauler, Carole Hartmann	96
Décentralisation vers le Centre administratif Nordstad	7622	Jean-Paul Schaaf	97
Contournement des sanctions contre la Russie	7623	Marc Spautz, Laurent Mosar	97
Emprunts souverains durables	7624	Cécile Hemmen	97
Pauvreté des personnes âgées	7625	Marc Goergen	98
Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg	8234 urgente	Laurent Mosar, Léon Gloden	99

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7018** (18/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelles sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

– Quel a été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

– Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

– Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

– Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

– Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (05/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

En matière de sécurité sociale, les prestations auxquelles les personnes protégées ont droit, sont définies dans le Code de la sécurité sociale (CSS) respectivement dans des lois qui prévoient des prestations ou une prise en charge spécifique. Le CSS détermine également le cadre pour la prise en charge lorsque celle-ci est déterminée soit par règlement grand-ducal soit par les statuts des institutions de sécurité sociale.

En principe toute personne protégée bénéficie à un moment de sa vie des prestations de sécurité sociale, d'une consultation auprès d'un médecin jusqu'à sa pension.

Vu la complétude des prestations de la sécurité sociale luxembourgeoise, il n'est pas possible de lister dans la réponse toutes les prestations auxquelles les personnes protégées ont ou peuvent avoir droit.

De plus, outre la quantité importante des prestations, notamment en ce qui concerne l'assurance maladie, c'est la situation ou le déclenchement d'un risque qui ouvre droit à des prestations. Ainsi il est renvoyé tant aux sites Internet des différentes institutions de sécurité sociale qu'au portail Guichet.lu.

En ce qui concerne l'accès aux prestations, il est primordial que les personnes protégées soient adéquatement informées sur leurs droits, sans toutefois submerger le public cible avec trop d'informations. Ainsi, des actions ciblées sont organisées, comme par exemple en matière de pension avec la campagne de sensibilisation sur les options pour compléter sa carrière d'assurance pension : https://mss.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2020%2B02-fevrier%2B26-brochure-pension.html.

En dehors des procédures simplifiées et de campagnes de sensibilisation respectivement les informations et brochures disponibles, il est important de faciliter l'accès aux prestations.

Ainsi, certaines procédures simplifiées existent, comme par exemple l'affiliation de personnes employées par un ménage privé qui est en outre disponible sur le portail MyGuichet.lu. La personne qui, dans un cadre privé, engage une personne pour l'aider dans le ménage ou garder un enfant, peut utiliser

la procédure administrative simplifiée instaurée auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) pour déclarer le personnel à la sécurité sociale.

Une procédure simplifiée existe pareillement dans l'assurance dépendance pour l'aidant d'une personne bénéficiaire.

Pour les prestations qui font l'objet d'un remboursement, l'avance des frais médicaux notamment, peuvent constituer un frein important pour les ménages avec des revenus plus faibles. Pour faciliter l'accès aux prestations, le mécanisme du paiement immédiat direct est important pour garantir que la personne protégée puisse avoir recours à des soins de qualité sans avoir à avancer les coûts y afférents. Ce système devra être opérationnel courant 2023 et sera déployé en étapes.

Finalement, pour ce qui est du nombre de bénéficiaires et des montants versés, le rapport général de la sécurité sociale comporte toutes les informations y relatives réparties suivant les régimes de sécurité sociale : https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2022.html.

Certificat de vaccination Covid-19 | Question **7320** (05/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der offizieller Deklaratioun vum leschte G20-Sommet an Indonesien heescht et am Punkt 23: „[…] Wir erkennen die Bedeutung gemeinsamer technischer Standards und Methoden der Bestätigung im Sinne der IGV (200 %) zur Erleichterung des nahtlosen internationalen Reisens, der Interoperabilität und der Anerkennung digitaler und nicht digitaler Lösungen an, unter anderem in Bezug auf Impfnachweise. […] dabei sollten die erfolgreichen bestehenden Standards und digitalen Covid-19-Impfzertifikate gewinnbringend und als Grundlage genutzt werden."

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt fir international Reesen en digitale Covid-19-Impfzertifikat soll néideg sinn?

2. Wéi verdréit sech déi Conclusioun vun de G20 mat dem Prinzipp vum fräie Persouneverkéier an der Europäescher Unioun?

3. Wéi verdréit sech déi Conclusioun mat de Rechter vun den net geimpfte Persounen, ëmsou méi well elo bekannt ass, datt d'Impfung d'Weidergi vum Virus un aner Persounen net verhënnert?

Réponse (23/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Lëtzebuerg ass net Member vum G20 an d'Regierung kann deemno d'Deklaratioun vu Bali net am Detail kommentéieren. D'Regierung weist allerdéngs drop hin, dass d'Deklaratioun zu kengem Ament virschléit, dass fir international Reesen en digitale Covid-19-Impfzertifikat sollt néideg sinn.

Zënter dem Ufank vun der Pandemie huet d'Lëtzebuerger Regierung argumentéiert, dass d'Persounefräizügegkeet e Grondrecht an der EU ass, an Aschränkungen nëmmen an Ausnamesituatiounen, am Aklang mam Uniounsrecht an am Respekt vun der Verhältnismëssegkeet an der Netdiskriminéierung kënne gemaach ginn.

De System vum europäeschen digitale Covidzertifikat, deen den 1. Juli 2021 agefouert gouf, an un dee sech eng sëllegen Drëttstaaten duerch Equivalenzen drugehaangen hunn, fonctionéiert nom Prinzipp vum „3G", also geimpft, getest oder geheelt – an huet domadder all de Leit, och deenen Ongeimpften, d'Reese wärend der Pandemie erliichtert.

Prospection économique depuis 2020 | Question **7344** (08/12/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Au cours des deux dernières décennies, les gouvernements successifs ont insisté sur une diversification de l'économie afin de réduire sa dépendance prononcée du secteur financier et afin d'établir une économie luxembourgeoise plus résiliente. Or, la pandémie de Covid-19 a rendu le développement et les activités de promotion économique très difficiles pendant l'année 2020, et aussi encore partiellement en 2021. Plus récemment, l'accélération de l'inflation depuis le deuxième semestre de 2021 et la flambée des prix énergétiques en 2022, dans le cadre de la crise de l'énergie, accroit sensiblement les difficultés des entreprises pour se développer, investir et créer de nouveaux emplois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Malgré les crises qui se succèdent depuis le début de 2020, les différents secteurs économiques, et nomment les secteurs porteurs d'avenir, continuent-ils à connaître un développement favorable ?

– Quels sont les grands projets du Gouvernement pour accompagner le développement de ces secteurs prioritaires économiques du Luxembourg, notamment en termes d'infrastructures ?

– Les efforts de promotion et de prospection économiques ont-ils amené de nouvelles entreprises à s'implanter au Luxembourg depuis le début de 2020 ?

– Dans quelle mesure des efforts de promotion économique du Luxembourg ont-ils pu redémarrer après la période lors de laquelle les déplacements pour des missions économiques ont dû être fortement réduits à cause de la pandémie de Covid-19 ?

Réponse (23/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

La question de l'honorable Député Dan Biancalana fait référence aux multiples fonctions que le Ministère de l'Économie remplit, et plus précisément depuis 2020, lorsque le Luxembourg a été confronté à la pandémie du Covid-19 et aux crises qui ont suivi. Les multiples rôles du Ministère de l'Économie font référence à ses attributions au sein du Gouvernement :

1. coordonner les aides d'État à destination des entreprises ;
2. développer l'économie nationale en créant un environnement attractif pour les entreprises ;
3. diversifier l'économie luxembourgeoise ciblant des secteurs porteurs d'avenir ;
4. assurer la promotion et la prospection économiques du pays.

1. Le Ministère de l'Économie comme coordinateur des aides d'État en faveur des entreprises

Afin d'atténuer au mieux l'impact économique et social de la pandémie, le Gouvernement a entamé dès 2020 des efforts de soutien remarquables, notamment avec la mise en œuvre du « Programme de stabilisation » et du paquet de mesures « Neistart Lëtzebuerg », dont une des mesures les plus efficaces a été le chômage partiel.

C'est notamment en raison du soutien aux entreprises et à la sauvegarde des emplois grâce au dispositif d'aides sans précédent géré et assuré en grande partie par le Ministère de l'Économie, que tant le Conseil économique et social (CES) au niveau national que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au niveau international ont attesté au Gouvernement une bonne gestion de la pandémie.

Suite à la pandémie, la reprise économique a été confrontée dès la fin 2021 à de nouvelles turbulences : des goulets d'étranglement et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, une forte accélération des prix de l'énergie et une amplification des tensions géopolitiques. En février 2022, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a précipité une grave crise de l'énergie, renforçant une poussée inflationniste qui avait déjà commencé dans la foulée de la sortie de la pandémie.

Pour protéger à la fois les ménages et les entreprises dans un contexte économique marqué par une inflation historiquement élevée, le Gouvernement a convoqué à plusieurs reprises et dès l'automne 2021 les partenaires sociaux dans le cadre du Comité de coordination tripartite. Face aux prix croissants, il s'agissait de ficeler les nombreux paquets de mesures (Energiedësch, Solidaritéitspak 1, 2 et 3) afin d'à la fois protéger le pouvoir d'achat des citoyens et réduire le choc sur les coûts de production et de fonctionnement des entreprises.

Comme le soutien aux entreprises et la coordination des régimes d'aides d'État font partie de ses attributions, le Ministère de l'Économie a soutenu les entreprises les plus touchées par les pressions inflationnistes et par la hausse des prix de l'énergie. Les mesures-phares du Ministère de l'Économie inclues dans les différents programmes d'aide du Gouvernement à destination des entreprises pour limiter l'alourdissement de leur facture énergétique sont les suivantes :

– régime d'aides sous forme de garantie, avec le Ministère des Finances (enveloppe financière totale prévue : 500 millions d'euros) ;
– régime d'aides visant à compenser une partie des surcoûts liés à la hausse des prix de l'énergie (enveloppe financière totale prévue : 375 millions d'euros) ;
– régime d'aides visant à compenser les surcoûts liés au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS) pour la période 2021-2030 (système d'échange de quotas de CO_2). Enveloppe financière totale prévue : 500 millions d'euros.

Au titre des différentes mesures de soutien financier habituelles (voir graphique ci-dessous), et pour les mesures d'aides en période de crise, comme le régime Neistart pour stimuler les investissements pendant la pandémie, le Ministre de l'Économie a octroyé, pendant la période de 2018 à 2022 inclus, un total de 906 millions d'euros aux entreprises, à travers différents types d'aides (subventions, avances, garanties Covid & énergie [gérées par la Trésorerie de l'État], etc.).

Plus de la moitié de cette enveloppe (51,7 % ou 469 millions d'euros) a été octroyée sous forme d'aides aux entreprises pour des investissements à hauteur de 1,5 milliard d'euros que ces entreprises prévoient de réaliser au Luxembourg. Les aides en faveur de la protection de l'environnement, à elles seules, se chiffrent à 95 millions d'euros et ont permis de générer un investissement de la part des entreprises de 404 millions d'euros.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

2. Le Ministère de l'Économie chargé du développement de l'économie nationale grâce à un environnement attractif pour les entreprises

Malgré les crises qui se succèdent depuis 3 ans, le Ministère de l'Économie continue à mettre en œuvre sa politique de développement économique au centre de laquelle se trouve le maintien et l'amélioration d'un environnement attrayant pour les entreprises, tout en répondant aux défis climatiques et environnementaux.

Depuis 2020, le Ministère de l'Économie a ainsi continué à soutenir les entreprises déjà établies au Luxembourg par des aides à l'investissement et des aides à la R&D afin d'encourager l'innovation sous forme de nouveaux processus de production, de digitalisation, de dépassement de normes environnementales ou d'efforts réalisés en matière d'économie circulaire. Dans le cadre de la politique d'encouragement aux investissements pour développer leurs activités de manière plus durable, plusieurs fleurons de l'industrie luxembourgeoise, comme Guardian, Euro-Composites ou ArcelorMittal, ont annoncé depuis 2018 des investissements dans la modernisation et l'extension de leurs outils de production à hauteur d'un total de plus d'un milliard d'euros, et ce malgré les multiples crises.

Afin d'assurer à la fois un développement économique durable et la transition technologique et environnementale du tissu entrepreneurial national, le Ministère de l'Économie a présenté en juin 2021 la feuille de route « Ons Wirtschaft vu muer » pour accompagner la transformation de l'économie luxembourgeoise à l'horizon 2025. Destinée à rendre l'économie luxembourgeoise plus résiliente, la feuille de route s'appuie sur les leçons à tirer de la pandémie, sur les réflexions entamées dans le cadre du « processus TIR/étude Rifkin » (2016), sur les mégatendances identifiées ainsi que sur les orientations gouvernementales existantes comme le développement de l'économie circulaire, l'innovation basée sur les données ou l'intelligence artificielle.

Au sein du Ministère de l'Économie, la direction Luxembourg Stratégie est chargée de réaliser des études de prospective afin de contribuer à transformer l'économie du pays vers plus de compétitivité, d'inclusivité et de résilience pour les décennies à venir.

Grâce à l'ensemble de ces mesures prises avant et pendant la pandémie, mais aussi en raison d'autres vecteurs étatiques majeurs, comme le faible endettement public permettant au Gouvernement de faire face à une situation de crise ou l'existence d'infrastructures de qualité, le Luxembourg dispose toujours d'une base industrielle solide et de secteurs stratégiques prioritaires à haute valeur ajoutée qui se développent bien.

3. Le Ministère de l'Économie comme responsable de la mise en œuvre de la politique de diversification économique

Malgré les nombreuses crises que le pays a traversées depuis 2020, le Gouvernement a poursuivi sa politique de « multi-spécialisation » reposant sur des avantages compétitifs liés à la compétence et au savoir-faire, surtout dans des secteurs porteurs d'avenir comme les technologies de l'espace, les technologies de la santé, les écotechnologies et la logistique. Tous ces secteurs s'appuient sur la digitalisation en tant que moteur horizontal de la transformation numérique.

Dans le secteur spatial par exemple, le Luxembourg compte aujourd'hui plus de 70 acteurs publics et privés, alors qu'il n'en comptait qu'une cinquantaine en 2020. En termes d'emploi, les dernières statistiques indiquent que ce secteur emploie actuellement un peu plus de 1.400 personnes (entreprises et organismes de recherche publics), soit un tiers de plus qu'en 2020. Le site de la Poudrerie de Luxembourg à Kockelscheuer hébergera le futur « Space campus » dédié exclusivement au secteur spatial afin d'assurer la position compétitive et le développement des entreprises établies dans ce secteur au Luxembourg.

Dans le secteur de logistique, il y a lieu de relever la mise en place d'une plateforme logistique paneuropéenne de Vodafone au Luxembourg. Présent au Luxembourg depuis 1999, Vodafone centralise ses opérations logistiques pour les équipements de réseaux mobiles et fixes en créant au Luxembourg un hub logistique pour toute l'Europe. Ce centre logistique innovant et hautement automatisé d'une surface de 29.000 m² sera hébergé dans la zone d'activités économiques Wolser sur le site initialement prévu pour la construction par FAGE d'une nouvelle unité de production de yaourt au Luxembourg.

Le secteur des technologies de la santé regroupe 136 entreprises et emploie environ 1.900 personnes. La House of BioHealth héberge des entreprises innovantes dans les domaines de la biotechnologie et des technologies digitales de la santé. Cette infrastructure joue depuis 2015 un rôle prépondérant dans le développement de ce secteur, de même que la création du futur Campus HE:AL qui sera situé entre la House of BioHealth, le futur Südspidol et la Cité des sciences de Belval. Occupant une surface de 2,4 hectares, ce projet d'infrastructure d'envergure permettra un rapprochement géographique entre la recherche, l'innovation et le monde médical.

À l'instar du superordinateur MeluXina et du centre d'expertise HPC qui y est lié, d'autres projets en cours visent à accompagner la transition numérique de l'économie nationale, notamment la plateforme technologique nationale d'échange, de traitement et de gouvernance des données, le Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH), la House of Cybersecurity ou le futur parc technologique sur le site de Koibestrachen dont la mise en œuvre est planifiée par l'État en concertation avec la Ville de Dudelange. Tout en associant le monde économique ancré sur le territoire régional, il est prévu d'implanter sur ce site des activités misant prioritairement sur les technologies de l'information et des communications selon les principes d'une ville intelligente (« smart city ») et de l'économie circulaire.

Fort d'engagements financiers de 200 millions d'euros au total de la SNCI (160 millions d'euros au maximum) et du Fonds européen d'investissement (FEI) (40 millions d'euros au maximum), le Luxembourg Future Fund 2 lancé officiellement la semaine dernière stimulera la diversification et le développement durable de l'économie luxembourgeoise grâce à des investissements dans des secteurs cruciaux comme les technologies liées au climat, les technologies financières, la cybersécurité, la résilience énergétique, les sciences de la vie et les technologies médicales, ainsi que les technologies du « new space ».

4. Le Ministère de l'Économie comme acteur de la promotion et de la prospection économiques du pays

La crise résultant de la pandémie de la Covid-19 avait profondément bouleversé les activités habituelles en matière de promotion du commerce extérieur et des investissements. Le Ministère de l'Économie n'a pu organiser que 3 déplacements en 2020, avant que les effets de la pandémie n'entraînent l'arrêt tant des missions économiques et visites de travail que des participations collectives organisées par le Service des foires à l'étranger.

En 2021, la pandémie a continué de bouleverser les activités, mais le Ministère de l'Économie a néanmoins pu organiser 3 visites de travail à l'étranger, axées en grande partie autour de l'Exposition universelle à Dubaï, ainsi que six participations collectives à des foires et salons spécialisés. Au-delà, et afin de soutenir au mieux les entreprises au cours d'une année où les déplacements internationaux restaient difficiles, le Ministère de l'Économie a organisé en 2021, ensemble avec la Chambre de Commerce, les ambassades, les Luxembourg Trade and Investment Offices (LTIO) et Luxinnovation, des missions virtuelles (e-missions) ainsi qu'une série de douze webinaires intitulés « Go International ».

Après deux années très difficiles en raison de la pandémie de la Covid-19, les activités ont graduellement retrouvé, en 2022, leur cadence d'avant-crise avec l'organisation de 14 stands collectifs dans le cadre de 12 foires et salons spécialisés et de l'organisation de 8 visites à l'étranger (mission économique au Canada, visites de travail à Berlin, au royaume du Maroc et à New York et programme économique dans le cadre d'une visite d'État au Portugal).

Lorsqu'il s'agit de soutenir les opportunités d'investissement au Luxembourg et de promouvoir le Grand-Duché en tant que destination pour des investissements économiques, une attention particulière revient au ciblage d'entreprises et d'activités qui apporteront une réelle valeur ajoutée à l'économie nationale, tout en consolidant le développement qualitatif et durable du pays.

Il va de soi qu'il est prématuré de tirer un bilan des efforts de promotion des investissements de 2020 jusqu'aujourd'hui. À l'heure actuelle, le Ministère de l'Économie est en contact avec près de 15 investisseurs potentiels qui manifestent un intérêt particulier pour s'implanter au Luxembourg et dont les activités sont en ligne avec notre stratégie de développement économique durable en contribuant à la transition technologique et environnementale de notre tissu entrepreneurial.

Ligne de bus 136 de Consthum vers Ettelbruck | Question **7535** (31/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Buslinn 136, déi vu Konstem iwwer Lëpschent, Méchela an Ierpeldeng/Sauer bis op Ettelbréck fiert, ass moies fréi aktuell sou ausgelaascht, dass de Bus komplett iwwerfëllt ass. Et sief ze präziséieren, dass am Moment just e Minibus mat enger Kapazitéit vu 15 Sëtzplazen op där Linn agesat gëtt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Wéi vill Usagere ginn op der Linn 136 den Dag gezielt a wéi sinn se pro Duerf, dat ugefuer gëtt, verdeelt?

– Ass et eventuell méiglech, fir déi aktuell Kapazitéit vum (Mini-)Bus an de Moiesstonnen eropzesetzen?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten André Bauler huet Froen zur RGTR-Buslinn 136 Konstem–Ettelbréck.

Op der Linn 136 gi laut RGTR-Kontrakt Busser vun der Kategorie 2 agesat, déi eng Kapazitéit vu 17 Sëtzplazen hunn. Aus technesche Grënn kënnen dës Busser net mat engem automateschen Zielsystem

equipéiert ginn. Esou Linne ginn an deem Fall dofir vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport manuell gezielt a kontrolléiert. An deene Comptagë gouf festgestallt, dass tëschent 2 a 15 Persoune pro Faart matfueren. An deem Sënn ass déi agesate Buskategorie adaptéiert. D'Comptagë goufen an der Moiesspëtzt gemaach, wou d'Demande erfarungsgeméiss am Gréissten ass.

Am Detail: Et klammen am meeschte Leit zu Konstem (max. 6) an zu Méchela (max. 4) eran. Och zu Schlënnermanescht (1 bis 2) an op der Giewelsmillen (1) goufe Clientë gezielt.

Aus dësen Zuele geet also ervir, dass momentan de Bus der Demande entsprécht. Mir wäerten déi Entwécklung am A behalen a bei Bedarf d'Kapazitéit upassen.

Liaison ferroviaire entre Ettelbruck et Diekirch | Question **7556** (06/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'CFL-Zuchstreck tëscht Ettelbréck an Dikrech zielt zu deene Strecken, wou den Zuch am dacksten zu Lëtzebuerg ausfält. Och am Januar koum et nees zu séllegen Ausfäll an d'Passagéier, déi op dës Verbindung ugewise sinn, maachen hirem Ierger och op de soziale Medien ëmmer méi dacks Loft. Wat d'Ursaache fir dës Ausfäll ugeet, sou sot de Generaldirekter vun den CFL, datt Ettelbréck rezent en neit Stellwierk kritt hätt, d'Kannerkrankheeten hätt een elo awer am Gréff. Dëst schéngt allerdéngs nach ëmmer net de Fall ze sinn. Eng Lëtzebuerger Dageszeitung huet an deem Kontext scho viru gutt dräi Wochen d'Pressestell vun den CFL kontaktéiert – a krut bis haut keng Äntwert.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Transportminister:

1. Ass den Här Transportminister iwwert déi uewe beschriwwen onglécklech Situatioun informéiert? Wat ass/sinn an den Ae vum Här Minister d'Ursaach(e) fir deen uewe beschriwwene Problem bei der Zuchstreck tëscht Dikrech an Ettelbréck? Gedenkt den Här Minister bei den CFL ze intervenéieren, fir méi gewuer ze ginn iwwert déi betreffend Ursaach(en)?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Transportminister ze veränwerten, datt déi zoustänneg Pressestell iwwerhaapt net reagéiert – besonnesch wann een un dee berechtegte Frust vun deene ville Passagéier denkt?

3. Wat gedenkt den Här Transportminister elo ze ënnerhuelen, fir deen uewe beschriwwene Problem am Hibléck op d'Zuchverbindung tëscht Ettelbréck an Dikrech endgülteg ze léisen?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Um Streckendeel Luerenzweiler–Ettelbréck–Dikrech sinn den 29. August 2022 modern Stellwierksanlage vun enger zukunftsweisender Technologie a Betrib geholl ginn. Trotz all den Tester, déi am Virfeld gemaach gi waren, koum et an den éischte Méint am Realbetrib ëfters zu Stéierungen un den neien Anlagen.

D'Ursaache vun deenen technesche Pannen, déi net sécherheetsrelevant waren, mee awer den Oflaf vum Zuchbetrib gestéiert hunn, goufen eng no där anerer ermëttelt an eliminéiert. Bis dohin huet de Farplang momenteweis missen ausgedënnt ginn. Vun dëser Moossnam waren d'Zich vun der Verbindung Lëtzebuerg–Dikrech ëfters betraff.

D'Pressestell vun den CFL huet iwwer dës Ëmstänn an hir technesch Hannergrënn informéiert, soubal geséchert Informatiounen zur Verfügung stoungen.

Russophobie | Question **7577** (09/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5912 vum 10. Mäerz 2022 huet d'Regierung iwwer Russophobie zu Lëtzebuerg ënner anerem dat hei geschriwwen: „D'Regierung verurteelt all Form vun Haass an Diskriminatioun opgrond vun der eethnescher Zougehéieregkeet. De Staatsminister huet de 4. Mäerz op enger Pressekonferenz seng Solidaritéit mat deene ville russesche Bierger ausgedréckt, déi sech a Russland an zu Lëtzebuerg géint de Krich an der Ukrain ausgeschwat hunn. De Staatsminister huet op der nämmlechter Pressekonferenz och en Appell géint Russophobie zu Lëtzebuerg gemaach."

An engem oppene Bréif vun der russescher Communautéit vum 1. Februar un den Här Bausseminister war dunn awer ze liesen, datt eis russesch Matbierger aktuell esouguer Problemer hunn, e Kinossall gelount ze kréien, fir eng russesch BD ze weisen. Zousoe goufe vun deene Verantwortlechen ënner anerem mam Verweis op Sécherheetsbedenken zeréckgezunn. Deels koum et och zu net kierperlechen Iwwergréffer, andeems d'Visiteure vun dëse Veranstaltungen zesumme mat hire Kanner massiv an hirer Privatsphär verletzt goufen, well si ouni hiren Accord vu Leit geknipst goufen an ouni ze wëssen, ob dës Biller kënne genotzt ginn, fir op sozialen Netzwierker Haass géint si ze verbreeden.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir allgemeng Positioun zu deem uewe genannten, oppene Bréif elaboréieren a preziséieren, ënnert wéi enger Form an a wéi engem Delai si doropper reagéiere wäert?

2. Gesäit d'Regierung eng offiziell Entrevue mat de Vertrieder vun der russescher respektiv russeschsproocheger Communautéit vir, fir dës Virgäng ze diskutéieren?

3. Esou wéi et am Bréif heescht, schéngen ëmmer rëm eenzel Sympathisante vun der Ukrain mat dëse Virgäng a Verbindung ze stoen. Eweí eng Informatioune stinn der Regierung bis ewell zu deem Sujet zur Verfügung?

4. Kéint d'Regierung sech eng Initiativ virstellen, fir zu enger Réckbesënnung op en allgemengen, respektvolle Mateneen an der Gesellschaft opzeruffen an esou hei am Land zu engem friddleche Mateneen oder esouguer zu enger Versönung vun deenen nationale Minoritéite bäizedroen, deenen hir Hierkonftsstaaten sech aktuell feindlech géintiwwer stinn?

Réponse (08/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Den Aussen- an Europaminister Jean Asselborn huet de 16. Februar 2023 op den oppene Bréif vun der russeschsproocheger Communautéit zu Lëtzebuerg geäntwert. Hien huet ënnert anerem bedauert, dass eng Projektioun vum Kannerfilm „Tscheburaschka" ofgesot gouf. Hien huet ënnerstrach, dass déi russeschsproocheg Communautéit zu Lëtzebuerg net dierf fir d'Krichsverbriechen, déi vun der russescher Regierung an Arméi an der Ukrain begaange ginn, verantwortlech gemaach ginn.

D'Regierung verurteelt weiderhin all Form vun Diskriminatioun a Friemefeindlechkeet.

ad 2. Et ass am Moment keng offiziell Entrevue mat de Vertrieder vun der russeschsproocheger Communautéit zu Lëtzebuerg virgesinn.

ad 3. Der Regierung sti keng weider Informatiounen zur Verfügung ewéi déi, déi schonn am uewe genannten oppene Bréif an an der Press ze fanne sinn.

ad 4. Den Opruff zu engem respektvolle Mateneen an der Gesellschaft ass eng Konstant an der Positioun vun der Regierung. Den illegalen Ugréffskrich vu Russland géint d'Ukrain huet näischt un dëser Positioun geännert.

Pollution de la Syre par les buffles d'eau | Question **7591** (13/02/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Bei der Sir zu Menster gi Waasserbüffelen agesat, fir d'Biodiversitéit ze stäerken. Et ass an der Vergaangenheet dozou komm, dass dës Waasserbüffele sech awer och am Waasser gewäsch an ofgekillt hunn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi een Afloss huet d'Präsenz vu Waasserbüffelen an a ronderëm d'Sir op d'Waasserqualitéit?

2. Wéi eng Mesurë goufe geholl, respektiv wäerte geholl ginn, fir d'Waasserqualitéit vun der Sir an dësem Fall ze schützen?

3. Wéi ee Bilan zitt d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung vun der Präsenz vu Waasserbüffele laanscht d'Sir?

4. Gëtt et Alternativen zum Asaz vu Waasserbüffelen? Wa jo, wat ass den Impakt vun dësen Alternativen op d'Ëmwelt am Verglach zu Waasserbüffelen?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Bewäertung vun der Qualitéit vun eise Fléissgewässer gëtt no engem offizielle Monitoringprogramm gemaach. D'Iwwerwaachungsnetz ass sou opgestallt, fir dass mir ee kohärenten Iwwerbléck vum Gewässerzoustand kréien.

Den ökologeschen Zoustand vum Uewerlaf vun der Sir ass momentan an engem mëttelméissegen Zoustand. Souwuel d'Lag vun der Miessstatioun – si läit wäit ënnerhalb vum Mensder Brill – wéi och d'Frequenz vun der Iwwerwaachung erméiglechen et net, den Impakt vun der Beweedung op d'Gewässer zréckzespigelen.

Eng intensiv Beweedung mat Zougang zum Gewässer kann en negativen Impakt op d'Gewässerqualitéit hunn: Närstoffer kommen direkt an d'Gewässer, d'Waassertemperatur an de Gehalt vu Sedimenter am Waasser ginn an d'Luucht, wouduerch d'Gewässerstruktur a -biologie impaktéiert ginn. Fir dëst ze vermeiden, gëtt d'Gestioun vun de 24 ha vum Gebitt säit Abrëll 2021 duerch eng extensiv Beweedung duerchgeféiert, d. h. mat enger ganz niddereger Beweedungsdensitéit, déi maximal bei 0,8 Großvieheinheiten (GVE) pro ha leien dierf, mee déi an der Praxis bis elo net iwwer 0,5 GVE/ha erausgaangen ass. Am Moment sinn op der Fläch 11,6 GVE present (8 ausgewuesse Büffelen, 8 Ranner, 2 Kaalwer), also eng Dicht vun 0,48 GVE/ha. De Waasserbüffel, eng robust a kleng Rass aus de Karpaten, ass gutt u Fiichtgebitter adaptéiert an ënnerhält d'Biodiversitéit laanscht d'Gewässer.

Den Impakt vun dëser extensiver, naturnoer Beweedung, déi net mat deem vun enger intensiver Beweedung vergläichbar ass, ka meeschtens vernoléissegt ginn.

ad 2. Niewent der extensiver Beweedungsform ginn eng ganz Rei aner Moossname geholl, fir d'Sir virun

eventuellen negativen Impakter ze schützen. Den Zougang vun de Büffelen zur Baach gëtt duerch eng Deelsauszénkung an duerch d'Installatioun vun Dränke limitéiert. Iwwer d'Sir kommen d'Büffelen iwwert eng speziell Bréck, déi 2022 gebaut gouf, sou dass se net duerch d'Flossbett musse goen. Ausserdeem soll an der Reserv en neie Weier de Büffelen eng zousätzlech Waasserfläch zur Verfügung stellen, esou dass si manner d'Sir opsiche gi bei ganz waarmen Temperaturen.

De momentanen Zonk ass beschiedegt a muss am Fréijoer gefléckt ginn. D'Auszénkung wäert dëst Joer nach ausgeweit ginn, esou dass um Enn de gréissten Deel vun der Sir ausgezénkt ass.

Duerch all dës Moossname kann den Impakt vun dëser extensiver Beweedung op d'Sir ganz kleng gehale ginn.

ad 3. Nodeems de Site e puer Joer broochlouch, hunn d'Waasserbüffelen erëm neit Liewen op de Site bruecht. Eng extensiv Beweedung mat enger standuertugepasster Aart ass dee beschte Moyen, fir dat räichhaltegt Mosaick u Biotopen um Site ze schützen. Duerch de Fakt, dass ganz ouni schwéier Maschinnen (z. B. Trakter mat Méimaschinn) geschafft gëtt, kënne sech vill Déierenaarten, notamment Vullen, Insekten, mee och kleng Mammendéieren, am Mensder Brill voll entfalen. D'autant plus gruewen d'Wasserbüffele selwer kleng Weieren („Suhlen"), wou si sech am Summer ofkille ginn. Dës Suhle ginn och ganz gär vun Amphibië wéi Waasserfräsch, Grasfräsch a Fadenmolch genotzt fir hir Reproduktioun.

Ee Monitoring vun der lokaler Beréngungsstatioun huet gewisen, dass vill Vulle vun dëse Suhlen ugezu sinn, z. B. fir no Wierm ze sichen (Bekassinnen) oder fir Bulli fir d'Näschter ze fannen (Mehlschmuebel).

Vill Vulle gi vun dëse Suhlen ugezunn: Schmuebele benotzen de Bulli, fir hir Näschter ze bauen, a Bekassinnen an aner Limikolen halen sech ganz gär hei op, fir no Invertebraten ze sichen.

Eng Masteraarbecht (Lebensraum Kuhfladen – Untersuchungen zur Dungfauna im Kot von Weiderindern, TH Bingen, 2021) huet op 14 Sitten zu Lëtzebuerg Dungfauna analyséiert. Dobäi gouf eng räichhalteg Kiewerleksfauna an den Ausscheedunge vun de Büffelen op dëser Fläch fonnt, och eng ganz Rëtsch seelen Aarten, notamment eng, déi nach ni zu Lëtzebuerg fonnt gi war.

Eng zweet Masteraarbecht (Wasserbüffel als Landschaftspfleger im Syrtal (Luxemburg) und ihr biodiversitätsförderndes Potential, BOKU Wien, 2022) huet gewisen, wéi d'Büffelen am Joer 2021 déi verschidde Biotopen an Habitater am Mensder Brill genotzt hunn. Dobäi ass erauskomm, dass se net aktiv d'Sir opsiche gi fir sech ofzekillen, mee éischter Stëllgewässer (Weieren) an eeben hir selwer gemaache Suhlen. Leider war de Summer 2022 esou dréchen, dass all d'Suhlen an déi zwee ugeluechte Weieren am Gebitt ausgedréchent sinn. Dëst ass eng direkt Erënnerung, wéi eng Konsequenzen extreem Wiederevenementer, déi duerch de Klimawandel méi heefeg ginn, op Biodiversitéit kënnen hunn. Duerch déi zousätzlech Auszénkung, d'Dränken, den zousätzleche Weier an déi nei Bréck soll d'Opwierbele vu Sedimenter an der Sir awer verhënnert ginn, och an dréchene Summeren. No den éischte Jore schéngen d'Resultater ganz positiv an no der Ëmsetzung vun de genannte Moossname wäert d'Situatioun weider suivéiert ginn, fir hir Wierksamkeet ze analyséieren a se bei Besoin ze adaptéieren.

ad 4. Wann een den Naturschutzufuerderunge vun dësem Site wëll gerecht ginn, ginn et wéineg Alternativen zu enger extensiver Beweedung. De Site huet vill Fiichtbiotopen, déi géifen degradéiert ginn, wann ee mat schwéiere Maschinnen op dem naasse Buedem géif méinen. D'Beweedung mat aneren Déieren oder Kourassen ass suboptimal, well dës manner gutt un d'Fiichtegkeet an d'Fudderplanzen am Mensder Brill adaptéiert sinn, wat zu gesondheetleche Problemer bei deenen Déiere ka féieren. Wann een am Mensder Brill guer keng Gestioun géif maachen, da géif sech dat ganzt Gebitt lues awer sécher an e Schilfgebitt verwandelen: Dee Moment géif de Site fir d'extensiv Landwirtschaft, an déi sëllege Planzen a Vullenaarten, déi un d'Oppeland adaptéiert sinn, verluer goen, wat net en ligne mam Plan de gestion vun där Natura-2000-Zon wär.

Solution diplomatique à la guerre en Ukraine | Question **7593** (14/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem Interview, deen den 29. Januar op der Antenn vun RTL diffuséiert gouf, huet den Här Bausseminister am Bezuch op d'Krichssituatioun an der Ukrain ënner anerem dat heite gesot: „Wann d'Diplomatie net méi gräift, da gräift just nach eent, an dat ass d'Gewalt."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob si Friddensinitiativen ewéi z. B. déi vum brasilianesche President ënnerstëtzt?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt et och tëschent westlechen NATO-Staaten, wéi z. B. den USA a Russland am Ableck Kontakter gëtt, fir eng negociéiert Léisung ze fannen? Ënnerstëtzt Lëtzebuerg aktiv Friddensinitiative vun NATO-Länner?

3. Kann d'Regierung matdeelen, ob si, anescht wéi vill aner Länner, der Meenung ass, datt de Krich an der Ukrain keng diplomatesch Léisung ka fannen, mee muss militäresch gewonne ginn?

Réponse (14/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1. Säit Ufank vum Krich si schonn eng Rei Friddensinitiative proposéiert ginn. D'Friddensinitiativ vum brasilianesche President gëtt am Moment kaum eeschthaft diskutéiert. Den 23. Februar huet Lëtzebuerg an der UNO-Vollversammlung mat 140 anere Länner fir eng Resolutioun gestëmmt, déi d'Prinzippie vun engem ëmfaassenden, gerechten an nohaltege Fridden definéiert.

ad 2. D'Regierung kann net confirméieren, datt et momentan Kontakter tëschent den USA a Russland gëtt, fir eng konkreet Léisung ze fannen. Der Regierung si keng konkreet Friddensinitiative vun NATO-Länner bekannt.

ad 3. Eng militäresch Victoire an eng diplomatesch Léisung sinn zwou verschidde Saachen. Déi militäresch Realitéit um Terrain definéiert wuel d'Parametere vun de Friddensverhandlungen. Een nohaltege Fridde kann awer nëmmen iwwert de Wee vun der Diplomatie fonnt ginn.

Projet « Schlasskéier » à Wiltz | Question **7594** (14/02/2023) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

En janvier, il a été officiellement annoncé que Wiltz allait accueillir une nouvelle infrastructure de type hospitalier. Le projet « Schlasskéier » est envisagé à la fois comme une antenne du Centre Hospitalier du Nord (CHdN) et comme une maison médicale.

L'avant-projet est en cours d'élaboration et devrait être présenté dans le courant du second semestre. Les permis de construire devraient être délivrés avant la fin de cette année.

Dans ce contexte précis nous aimerions adresser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils informer sur un appel d'offres pour le projet « Schlasskéier » ? Dans l'affirmative, combien d'entreprises ont répondu à cet appel et quelle entreprise a été retenue pour l'élaboration du projet ?

2) Le coût du projet « Schlasskéier » est-il déjà prévisible ? À quel montant le devis estimatif s'élève-t-il ?

Avec l'ouverture du nouveau site « Schlasskéier », la Clinique Saint Joseph va se réorganiser. Tous les lits de soins aigus seront supprimés pour se concentrer sur la gériatrie et la rééducation gériatrique.

3) Madame la Ministre, ne serait-il pas judicieux de maintenir un nombre minimum de lits de soins aigus afin d'assurer les soins de base au bénéfice de la population des cantons de Wiltz et de Clervaux ?

Réponse (16/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Comme le projet « Schlasskéier » relève de l'initiative de la commune de Wiltz le Ministère de la Santé ne dispose pas d'informations par rapport à un appel d'offre éventuel. Le coût du projet global n'est pas connu étant donné que le maître d'ouvrage est la commune de Wiltz. Seules les informations fournies lors de la conférence de presse en date du 31 janvier 2023 sont disponibles à ce jour.

ad 3) Selon les informations fournies par le CHdN lors de la conférence de presse en question, le site Clinique Saint Joseph maintient son nombre de lits aigus. Le projet « Schlasskéier » vise à doter l'hôpital sur un site complémentaire d'une infrastructure nouvelle dotée du bloc OP et d'un hôpital du jour chirurgical ainsi que d'une policlinique non urgente avec une antenne du service d'imagerie médicale adjacente. Les consultations médicales planifiées par la commune de Wiltz compléteront cette offre.

Accès au téléphone mobile par les agents de la police | Question **7595** (14/02/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Zu Lëtzebuerg ass et aktuell nach ëmmer sou, datt verdächteg Persounen, déi sech am Kader vun enger Police-Enquête weigeren, de Beamten Zougréff op hire Mobilltelefon ze ginn, net bestrooft kënne ginn. Dëst kann als eng problematesch Situatioun gesi ginn, well d'Beamten den Zougréff op de Mobilltelefon brauchen, fir am Kader vun enger Enquête Informatiounen ze sammelen, déi Opschloss kënne ginn op potentiell Strofdoten. Doduerch ass et fir d'Police judiciaire schwéier hirer wichteger Aarbecht kënnen nozegoen.

An deem Kontext äntwert d'Madamm Justizminister op eng entspriechend parlamentaresch Fro, datt esou eng Reegelung, déi et de Police-Beamten, wann dat néideg ass, erlaabt, Zougréff op de Mobilltelefon vun enger verdächteger Persoun ze kréien, am franséische Strofgesetzbuch scho besteet. Weiderhin heescht et an der Äntwert vun der Madamm Justizminister, datt eng entspriechend zukünfteg Reegelung och am Lëtzebuerger Code pénal géif a Betruecht gezu ginn.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

– Wéini gedenkt d'Regierung, elo konkreet e Projet de loi virzeleeën, fir eng entspriechend Upassung vum Gesetz op de Wee ze bréngen? Wéi soll dës Gesetzesupassung konkreet ausgesinn?

Réponse (23/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 7223 vum 22. November 2022 preziséiert, ass esou eng Upassung envisageabel an et gëtt eng Analyse gefouert, en vue vun enger eventueller Integratioun vun esou enger Dispositioun an de Code pénal.

Sceau officiel de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire | Question **7596** (14/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

2022 gouf d'Veterinärsadministratioun (Adm. des services vétérinaires) mat der Administratioun vun der „sécurité alimentaire" zesummegeluecht. Dës nei geschafen Administratioun, déi elo méi Kompetenze regroupéiert, soll elo op eng méi effizient Manéier d'Sécherheet vun der gesamter Liwwerkette vun der Liewensmëttelproduktioun garantéieren. An deem Kader krut déi nei geschafen Administratioun och en neien Déngschtsigel, deen elo op allen offizielle Formulairë vun där Administratioun ze fannen ass.

Opfälleg ass an deem Kontext, datt beim neien Déngschtsigel elo net méi, wéi virdrun, de Léiw als nationaalt Symbol ze fannen ass. Dësen huet sech virdrun – an der Mëtt zentraliséiert – op all Déngschtsigel erëmfonnt. Elo awer gestalt sech den Déngschtsigel esou, datt de Léiw an der Mëtt erausgeholl gouf, ouni duerch eppes aneres ersat ze ginn, wouduerch den Déngschtsigel elo an der Mëtt „plakeg" wierkt. Et sief dozou ugemierkt, datt och déi meescht Déngschtsigelen an eisen Nopeschlänner mat engem nationale Symbol gekennzeechent sinn, zum Beispill an Däitschland, wou de Wope vum jeeweilege Bundesland op den Déngschtsigelen ze fannen ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un de Landwirtschaftsministère:

1. Hat de Landwirtschaftsminister bis elo Kenntnis dovun, datt de Léiw als nationaalt Symbol aus dem Déngschtsigel vun där genannter Verwaltung gestrach gouf, respektiv gouf de Minister iwwer dës Demarche informéiert?

2. Wat war an deem Kontext d'Motivatioun dofir, de Léiw aus dem Déngschtsigel ze sträichen, a wéi eng Ausso(en) ass/sinn domat verbonnen?

3. Sinn an deem Kontext zousätzlech Bestriewunge vun der Regierung geplangt, fir de Léiw als nationaalt Symbol aus weideren offiziellen Dokumenter, Sigelen, Déngschtsigelen a weidere representative Formulaire vu staatlechen Organer erauszehuelen? Wa jo, wat ass d'Motivatioun heifir?

Réponse (02/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. an 2. Bedéngt duerch d'Grënnung vun der neier Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) huet dës Verwaltung op all hiren offiziellen an Aarbechtsdokumenter souwéi och op den Déngschtsigelen dës nei Denominatioun iwwerholl.

Laut Charte graphique vun der Regierung däerfe Ministèren, Administratiounen a staatlech Servicer de Léiw eleng net an engem ronne Stempel gebrauchen.

ad 3. Neen.

Décisions du Centre médico-sportif | Question **7598** (15/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng medezinnesch Kontroll an engem Centre médicospotif ass eng noutwenneg Viraussetzung, fir zu Lëtzebuerg eng Lizenz fir de kompetitive Sport ze kréien. De Sportdokter hëlt d'Decisioun, ob een als Sportler dierf kompetitiv Sport maachen oder net. D'Decisioune vum Sportdokter kën

nen ee schützen, si kënnen awer och am Contraire zu deem stoen, wat aner Spezialiste festgestallt hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Leit, déi an de leschte 5 Joer fir eng Lizenzerneierung bei de Sportdokter gaange sinn, goufen zäitweileg inapte oder komplett inapte erkläert?

2. Wat sinn déi 3 heefegste Grënn fir dës Decisioun vum Sportdokter?

3. No enger Visitt bei engem Generalist oder Spezialist, wéi a sou engem Fall vum Medico virgeschriwwen, bei wéi ville Leit, déi inapte erkläert goufen, confirméiert den 2. Dokter d'Analys vum Medico (a Prozent)?

4. Wat sinn déi 3 heefegste Grënn fir 2 ënnerschiddlech Analyse vum Medico an dem 2. Dokter?

Réponse (15/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

De Contrôle médico-sportif gëtt no Krittären a Prozeduren ofgehalen, déi am ofgeännerte grussherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2016 virgesi sinn, a gehéiert zum Volet vun der Preventivmedezinn.

All Sportler*in soll ënner de beschtméigleche Konditioune sengem Kompetitiounssport nogoe kënne mat esou mann wéi méiglechem Risiko fir seng Gesondheet. Fir genau dat sécherzestellen, gëtt et de Kontroll vum Medico-sportif.

Falen an dësem Kontroll gesondheetlech Problemer op, déi et net zouloossen, dass de Sportler*in ouni Risiko fir seng Gesondheet ka Kompetitiounssport maachen, gëtt eng Inaptiude temporaire ausgestallt an e Bilan beim Hausdokter oder engem Spezialist ugefrot.

Opgrond vun dem Resultat vun dësem Bilan gëtt dann entweeder eng Aptitude, eng Aptitude temporaire oder awer och ganz rar eng Inaptitude definitive ausgeschwat.

ad 1. Bei de follgende Prozentzuele gëtt keen Ënnerscheed gemaach tëschent engem éischte Medico an engem Medico, fir eng Lizenz ze erneieren.

Op den 31.12.2018 waren 392 (2,9 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

Op den 31.12.2019 waren 391 (2,9 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

Op den 31.12.2020 waren 282 (3,7 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

Op den 31.12.2021 waren 387 (2,4 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

Op den 31.12.2022 waren 830 (4,8 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

2018 ass kee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

2019 sinn zwee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

2020 ass ee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

2021 ass ee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

2022 ass kee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

D'Prozentzuele vun den Inaptitudes temporaires sinn eng Momentopnam an deemno wéineg aussokräfteg. Esoubal den ugefrote Bericht vum Hausdokter oder Spezialist an der Division médico-sportive ukënnt, gëtt den Dossier iwwerschafft an de Statut geännert an apte temporaire oder beschtefalls an apte, wann de gesondheetleche Problem behandelt gëtt an et dem Sportler*in erlaabt, ouni grousse Gesondheetsrisiko sengem Kompetitiounssport nozegoen.

ad 2. Déi 3 heefegst Grënn, fir en Zousazbilan ze froen, sinn:

a. cardio-vasculaire Pathologien,
b. obésité grave-morbide an
c. orthopädesch Pathologien.

ad 3. Bei enger definitiver Inaptitude läit meeschtens e gravéierende cardio-vasculairë Problem vir an d'Entscheedung gëtt mat den Experten aus der Clinique du Sport geholl. Pro Joer ass Zuel vun dësen Decisiounen absolutt seelen a baséiert op de Guidelines vun der Société cardiologique européenne.

Falls den 2. Dokter bei enger Inaptitude temporaire en aneren Avis huet wéi den Dokter aus dem Medico läit et meeschtens dorunner, dass en de Patient*in scho jorelaang kennt an dofir méi wäitreechend Informatiounen iwwer säi Patient*in huet. An dësen Dossiere kann de Medico a bal all de Fäll, opgrond vun den Zousazinformatiounen, seng Analysen upassen. Dëst weist jo och déi ganz niddereg Unzuel un Inaptitude-definitive-Dossieren, déi iwwereg bleiwen.

ad 4. Eng Lëscht vun den dräi heefegste Grënn gëtt et net, well all Dossier an der Division médico-sportive individuell beaarbecht gëtt an een dofir iwwer d'Grënn keng Statistik féiere kann.

Accessibilité des gares | Question **7599** (15/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 7. Januar 2022 gouf an der Chamber d'Gesetz fir eenheetlech Krittäre fir een handicapgerechten Accès zu Gebaier an der Voie publique gestëmmt. Esou mussen och Leit mat reduzéierter Mobilitéit kënnen Accès zu ëffentleche Gebaier a Servicer hunn, dorënner och Garen. Hei muss allkéiers op d'mannst een Accès zum Service geschafe ginn. An de Garë wier dat zum Beispill ee Lift, deen den Accès zu de Quaien erméiglecht.

Zu Rolleng op der Gare gëtt et ee Lift, mee deen ass am Moment ausser Betrib, wat dozou féiert, dass d'Leit mat Kutschen, am Rollstull oder soss mobilitéitsméisseg ageschränkt net op de Quai kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng Garë si scho konform zum neien Accessibilitéitsgesetz?

2. Wéi eng Garen hunn deelweis d'Krittäre vum neien Accessibilitéitsgesetz schonn ëmgesat (opgelëscht no Gare, Aarbechten, déi nach musse gemaach ginn, an Zäitplang)?

3. Wéi eng Garen erfëllen nach kee vun de Krittäre vum neie Gesetz (opgelëscht no Gare, Aarbechten, déi nach musse gemaach ginn, an Zäitplang)?

4. Wéini wäert de Lift zu Rolleng gefléckt sinn?

5. Wéi laang ass de Lift schonn ausser Betrib?

6. Wéi ginn d'Passagéier driwwer informéiert, dass de Lift an enger Gare net geet, wann se mam Zuch ënnerwee sinn?

7. Gëtt d'Personal vun den CFL heiriwwer informéiert?

Réponse (29/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Follgend 22 Garen/Arrête si konform zum neien Accessibilitéitsgesetz an um Site EureWelcome (www.eurewelcome.lu) repertoriéiert:

Bascharage-Sanem, Belval-Lycée, Belval-Université, Cents-Hamm, Dippach-Reckange, Dudelange-Burange, Dudelange-Centre, Dudelange-Usines, Dudelange-Ville, Howald, Lamadelaine, Leudelange, Luxembourg, Mersch, Noertzange, Oberkorn, Pétange, Pfaffenthal-Kirchberg, Sandweiler-Contern, Schifflange, Schouweiler et Wilwerwiltz.

Follgend Garen/Arrête sinn 100 % accessibel a kënnen an Zukunft de EureWelcome Label fir sech behaapten:

Kleinbettingen, Mamer-Lycée, Roodt-Syre, Draufelt, Merkholz, Michelau, Tétange, Volmerange-les-Mines.

Op follgende Garë sinn deelweis d'Krittäre vum neien Accessibilitéitsgesetz schonn ëmgesat:

– Ettelbruck, Enn vun der Rekonstruktioun. 100 % Accessibilitéit viraussiichtlech ab 2025.

– Rodange, Enn vun der Rekonstruktioun an 100 % Accessibilitéit viraussiichtlech 2023–2024.

– Lorentzweiler, wann déi 2 Lifter fäerdeg sinn (Enn 2023), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Bettembourg, nei Passerelle schonn en place, Rekonstruktioun vun der Gare ab 2025.

– Audun-le-Tiche, wa Leitlinnen (Lignes de guidage podotactile) do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Betzdorf, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Diekirch, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Esch/Alzette, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Heisdorf, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel. Et ass eng Etude fir d'Suppressioun vum PN18 amgaang, wou och dësen Arrêt mat engem Souterrain mat Lifter equipéiert gëtt. Projet ab 2024.

– Munsbach, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Lintgen, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Schieren, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel. Mise en conformité PMR vun der Gare hänkt mat der Suppressioun vun e puer PNen zesummen. Projet N° 2029.

– Capellen, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel. Mise en conformité vun der Gare hänkt mat der Suppressioun vum PN 81b zesummen.

– Kayl, de Quai ass schwéier accessibel. Lokal Besserungen a Leitlinne si fir 2023–2024 geplangt.

– Colmar-Berg, Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR accessibel, mee net duerch de Souterrain.

– Bertrange-Strassen, Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR accessibel, mee net duerch de Souterrain.

– Kautenbach, Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR accessibel, mee net duerch de Souterrain. Eng Étude de faisabilité fir eng Mise en conformité PMR ass amgaangen.

– Troisvierges, Leitlinne sinn do. Ee Projet vun engem P&R mat Mise en conformité (Lifter) PMR vun der Gare ass amgaangen.

– Wiltz, Leitlinne sinn do. Eng Mise en conformité PMR vun der Gare ass an der Etude.

– Wasserbillig, Leitlinne sinn do. Eng Mise en conformité PMR vun der Gare ass an der Etude. Projet N° 2029.

– Oetrange, Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Mamer, Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Cruchten, Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

Follgend Garen erfëllen nach kee vun de Krittäre vum neie Gesetz:

– Berchem, Mise en conformité PMR vun der Gare ab 2023 geplangt.

– Walferdange, Mise en conformité PMR vun der Gare ass ab 2029 geplangt.

– Niederkorn, eng Étude de faisabilité fir eng Mise en conformité PMR ass amgaangen.

– Belval-Rédange, just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Belvaux-Soleuvre, just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Goebelsmühle, just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Rumelange, de Quai ass schwéier PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Differdange, ee Projet „Entrée en ville de Differdange" ass an der Etude. Mise en conformité ass ab 2025 geplangt.

– Clervaux, eng Étude de faisabilité fir eng Mise en conformité PMR ass amgaangen.

– Hollerich, eng Étude de faisabilité fir eng Mise en conformité PMR ass amgaangen.

– Mertert, eng Étude de faisabilité fir de ganzen Arrêt a Richtung Lëtzebuerg ze réckelen ass amgaangen.

– Wecker, Projet mat Mise en conformité an d'Vergréisserung vum P&R ab 2030 geplangt.

– Dommeldange, Mise en conformité PMR vun der Gare ass ab 2029 geplangt.

D'CFL wäerten de Lift zu Rolleng sou séier wéi méiglech erëm flécke loossen a mat der Police Kontakt ophuelen, fir géint d'Täter, déi do Vandalismus maachen, virzegoen.

De Lift ass säit Dezember 2022 ausser Betrib an e gëtt reegelméisseg muttwëlleg beschiedegt.

D'Clientèle vun den CFL gëtt, wann se um Quai erausklëmmt, mat Panneauen informéiert, wann iergendwellech Ännerungen op der Gare sollte sinn. D'Reesender mat ageschränkter Mobilitéit ginn dee Moment, wou si eng Demande maachen, fir Assistenz ze kréien, doriwwer informéiert, wann e Problem op där Gare ass, wou si wëllen hifueren.

Dat Personal, wat sech ëm d'Assistenzufroe këmmert, weess Bescheed, wann et op Garë Problemer gëtt, fir dass si schonn am Virfeld d'Leit informéiere kënnen.

Nouveau service de messagerie instantanée « Luxchat » | Question **7600** (15/02/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Je fais référence à la question parlementaire n° 7212 du 21 novembre 2022. Je rappelle qu'en novembre dernier, le Gouvernement a annoncé le lancement d'un nouveau service de messagerie instantanée baptisé « Luxchat », dont l'objectif est de fournir un moyen de communication sécurisé pour les communications professionnelles au sein du secteur public dans un premier temps.

Dans la mesure où j'estime les réponses apportées par Monsieur le Ministre dans sa réponse parlementaire tout à fait insuffisantes, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation :

– Dans un sujet publié sur paperjam.lu, « Chacun cherche son (Staat)chat », il est expliqué que le GIE LU-CIX a été désigné pour mettre en place le service de messagerie instantanée pour le secteur public en recourant à la procédure négociée sans publication préalable. D'après l'article, la technologie retenue pour le service de messagerie instantanée est le projet open source Matrix.
• Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer la technologie retenue ?
• Qu'est-ce qui justifie la procédure négociée sans publication préalable ? Qu'est-ce qui fait penser Monsieur le Ministre que d'autres acteurs ne pourraient proposer des solutions tout aussi intéressantes que celle qui a été proposée par le GIE LU-CIX ?
• Il semble que cette technologie ait déjà été utilisée par le Gouvernement français et le Gouvernement allemand.
◦ Quels sont les retours ?
◦ Le nombre d'utilisateurs parmi les fonctionnaires du Gouvernement français est très limité. Pourquoi est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il soit nécessaire de lancer pareil service au Luxembourg ? Combien est-ce qu'il compte convaincre les fonctionnaires luxembourgeois ?

– Je rappelle que Monsieur le Ministre a annoncé que le nouveau service de messagerie instantanée sera disponible à terme pour l'ensemble de la population, frontaliers venant travailler au Grand-duché compris. Dans sa réponse parlementaire, Monsieur le Ministre explique que le contrat de prestation de service conclu avec le GIE LU-CIX ne couvre pas la version « tout public », mais qu'il a confirmé vouloir offrir une version « tout public » au courant du troisième trimestre 2023. Par ailleurs, Monsieur le Ministre estime les frais annuels liés à la mise à disposition du service, le support et la maintenance de la solution de messagerie pour le secteur public à 725.000 euros hors TVA pour 40.000 fonctionnaires.
• Pour combien de personnes est-ce que la version « tout public », qui serait donc proposée par le premier prestataire, le GIE LU-CIX, du nouveau service de messagerie instantanée, pourrait-elle être disponible ?
• Est-ce que d'autres prestataires ont déjà manifesté leur intérêt de lancer un pareil service ?
• À combien s'élèveraient environ les frais liés à la mise à disposition du service, le support et la maintenance ? Comment est-ce que ce service pourrait être monétisé ?

– Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7212, Monsieur le Ministre a indiqué que les agents de l'État pourront utiliser l'application aussi bien sur le matériel public que leurs appareils personnels. Cependant il me revient que l'administration gouvernementale serait en train d'acheter du

matériel spécialement et/ou uniquement destiné à l'utilisation de Luxchat.
• Est-ce que Monsieur le Ministre peut, le cas échéant, me confirmer ces informations ?
• En cas de réponse positive, de quels appareils et de combien d'appareils s'agit-il ?
• À quelles administrations sont-ils destinés ?
• La commande est-elle passée par le CTIE ou par un appel d'offre ?
• Quel est le coût total de cette commande ?

Réponse (15/03/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

Le projet du service de messagerie instantanée « Luxchat du secteur public » dédié aux agents du secteur public, est basé sur le protocole « Matrix ».

Pour des raisons techniques visant à maximiser la sécurité et la confiance des communications au sein des administrations publiques, le Ministère de la Digitalisation a introduit une demande d'avis auprès de la Commission de soumissions pour l'application de l'article 64 (2) b) ii de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics. Suite à l'avis favorable de la commission, le marché a été attribué en appliquant la procédure négociée sans publication préalable.

Il est vrai que des solutions similaires ont été développées pour des départements gouvernementaux en France et en Allemagne. Considérant que le Luxembourg ne connaît ni les critères d'implémentation ni les objectifs visés par nos pays voisins, je ne suis pas en mesure de commenter le déploiement de leur service de messagerie instantanée respectif.

Le projet « Luxchat pour le secteur public » est une solution nationale qui offre une alternative aux plateformes fermées, souvent basées sur des protocoles propriétaires et hébergé à l'étranger. Grâce à ce nouveau service, les fonctionnaires luxembourgeois profiteront d'un service maintenant au maximum les flux des communications sur le territoire national, sécurisant les communications nationales au sein de centres de données au Luxembourg et garantissant un chiffrement end-to-end et une interopérabilité avec des mécanismes d'authentification utilisés au sein de l'administration gouvernementale. Ainsi « Luxchat » permettra aux utilisateurs d'envoyer des messages en toute confiance.

Comme précisé dans ma réponse à votre question parlementaire n° 7212, les applications offrant le service de messagerie instantanée « Luxchat du secteur public » pourront être installées sur le matériel informatique fixe ou mobile des agents de l'État ainsi que sur leurs appareils personnels. Dans le cadre de la transformation numérique de l'État, les différentes administrations gouvernementales sollicitent régulièrement auprès du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) la mise à disposition d'équipements informatiques mobiles comme notamment des laptops, des tablettes et des smartphones. Cependant il n'est pas nécessaire d'acquérir du matériel spécialement et/ou uniquement destiné à l'utilisation du service de messagerie instantanée.

Pour ce qui est du projet « Luxchat grand public », je renvoie à ma réponse à votre question parlementaire n° 7212, tout en précisant que dans le cadre du lancement d'une version « Luxchat grand public », le ministère soutient le développement et la maintenance de l'application « grand public ». En effet son design, son logo, sa dénomination ainsi que ses spécificités techniques de base seront similaires à ceux de l'application pour le secteur public.

Cependant la mise en place de l'infrastructure, ainsi que la mise en production du service de messagerie destiné au grand public ne seront pas réalisées par le Gouvernement. Le GIE LU-CIX est le premier prestataire du service en question ayant confirmé vouloir offrir le service « Luxchat grand public ».

Âge légal de départ à la retraite | Question **7601** (15/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De 15. Februar 2023 gouf am „Tageblatt" en Artikel veröffentlecht mam Titel „Wie ein Behörden-Formular einen Deutschen zwei Jahre früher in den Vorruhestand schickt". Aus dem Artikel geet ervir, dass säit 2022 däitsch Aarbechter-innen, déi an Däitschland studéiert hunn oder do eng Ausbildung absolvéiert hunn, hir Formatiounsjoren anescht fir hir Pensioun ugerechent kréien, wéi déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung et virgesäit. Grond fir dës Diskrepanz soll en neie Formular si mam Numm P5000. Duerch dëse Formular gi Versécherungszäiten aus dem EU-Ausland ëmmer dann zu Lëtzebuerg als Pflichtversécherungszäiten unerkannt, wann dës vum Versécherungsland esou bewäert ginn. Wann also z. B. déi däitsch Gesetzgeebung d'Studiejoren als Pflichtversécherungszäiten unerkennt, ginn dës Jore fir eng Persoun aus Däitschland och zu Lëtzebuerg als solch unerkannt – an dat ganz onofhängeg dovun, dass zu Lëtzebuerg d'Studiejoren eigentlech just als Ergänzungszäite betruecht ginn. Well d'Ergänzungszäiten an d'Pflichtversécherungszäiten anescht an d'Berechnung vum Rentenantrëttsalter afléissen, kann et dofir elo sinn, dass hei zu Lëtzebuerg déi eng Mataarbechter-innen éischter wéi déi aner a Pensioun goe kënnen, jee nodeem, wéi eng Nationalitéit si hunn a wou si studéiert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. War dem Minister 2022 bewosst, dass mam Formular P5000 Ongläichheete beim Rentenantrëttsalter entstoe géifen?

2. Ass de Minister der Meenung, dass d'Ongläichheeten, déi déi aktuell Reegelung mat sech bréngt, konform si mat der nationaler an europäescher Gesetzgeebung bezüglech der Netdiskriminéierung opgrond vun der Nationalitéit?

3. Ass eng Harmoniséierung vun de Reegele fir d'Berechnung vum Rentenantrëttsalter mat den Nopeschlänner geplangt?

Réponse (15/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Fir Leit, déi a méi europäesche Länner schaffen oder dëst am Laf vun hirer berufflecher Carrière gemaach hunn, huet d'europäesch Unioun e Reglement agefouert, fir d'Sozialversécherungssystemer vun den eenzele Memberstaten ze koordinéieren. D'Reglement (CE) N° 883/2004 ass applikabel säit dem 1. Mee 2010 an huet een änlecht Reglement vun 1971 ersat.

D'Prinzippien, déi dësem Reglement zugronn leien, hunn awer net fundamental geännert: All Memberstat ass zoustänneg fir d'Organisatioun vu senger nationaler Gesetzgeebung vun der sozialer Sécherheet an d'Reglement koordinéiert am Fall vun Iwwerschneidungen oder vu successiver Kompetenz vun den eenzele Memberstaten.

Dës europäesch Reglementatioun fir d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer vun de Memberstate viséiert virun allem eng Eliminatioun vun Ongerechtegkeeten oder Ongläichheeten, déi entstoe kéinten, wa Persounen a méi Memberstate professionell aktiv sinn oder am Laf vun hirer professioneller Carrière waren.

D'Reglement N° 883/2004 huet zousätzlech virgesinn, datt d'Echangë vun Donnéeën tëschent Träger vun enger Versécherung aus eenzele Memberstaten op elektroneschem Wee solle funktionéieren, fir datt d'Transparenz an d'Vitess vun esou Echangen um digitale Wee verbessert kënne ginn.

De Formular P5000 ass esou een elektronesche Formular, mat Hëllef vun deem Pensiounskeesen aus de verschiddene Memberstaten eng Carrière vun engem Assuré austausche kënnen, fir datt dësen an deem jeeweilege Memberstat ka säi Recht op eng Pensioun ausüben. Et handelt sech also net ëm ee Formular, dee vum Assuré selwer benotzt gëtt, mee ass ausschliisslech den Institutioune virbehalen.

All Memberstat ass zoustänneg fir d'Determinatioun vun de Pensiounsrechter, déi sech aus der Qualifikatioun vun de Perioden aus enger Carrière erginn, eng Kéier fir den Ufank vum Recht op eng Alterspensioun an eng Kéier fir d'Berechnung vun der Héicht vun der Alterspensioun. Dës Pensiounsrechter ginn da vum jeeweilege Memberstat un déi aner concernéiert State matgedeelt.

Doduerch, datt all Land seng eege Mechanismen an Definitiounen huet, ass net all Period als obligatoresch unzegesinn, beispillsweis a verschiddene Länner sinn déi eng oder aner Perioden als obligatoresch unzegesinn, déi soss zu Lëtzebuerg net esou betruecht ginn. Déi jeeweileg Länner setzen dann déi Informatiounen an de Formular P5000 an.

Well awer déi national Definitiounen sech net an all Fall iwwerschneiden, gouf dëse Sujet schonn e puermol an der zoustänneger Kommissioun, déi am EU-Reglement 883/2004 virgesinn ass, a wou d'Länner all vertruede sinn, ugeschwat a probéiert Léisungen ze fannen. Dëst ass awer net einfach, well och déi national Legislatiounen evoluéieren.

Fir dëser Problematik, déi net nëmme Lëtzebuerg betrëfft, Rechnung ze droen, huet de Minister fir sozial Sécherheet den zoustännege Servicer den Optrag ginn, esouwuel op EU-Niveau ewéi och tëschent den nationale Servicer, an dësem Fall der Lëtzebuerger an der däitscher Pensiounskeess, dëse Sujet nees unzediskutéieren a praktikabel Léisungen auszeschaffen. Des Weidere sinn déi Lëtzebuerger Servicer amgaangen ze analyséieren, ewéi een de Mixt-Carrièren, wou also eng Persoun an e puer Länner wunnt oder schafft, ka besser Rechnung droen, dëst onofhängeg vum Resultat vun den Echangen op EU-Niveau.

Systèmes de surveillance des conducteurs | Question **7602** (15/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Artikel „Vom Airbag-Sensor zur fühlenden Beinprothese", deen den 10. Februar am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt an den nächste Jore schrëttweis sämtlech Autoen an der EU d'Opmierksamkeet vum Chauffer mussen iwwerwaachen. Vun 2024 u ka kee Gefier méi ouni entspriechend Iwwerwaachungsinstrumenter nei immatrikuléiert ginn a bis 2026 musse sämtlech Gefierer nogerüst ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, ënnert wéi enger Rechtsform dës Moossnam zu Lëtzebuerg gereegelt gëtt a wéi d'Recht op Privatsphär hei geschützt gëtt?

2. Fir de Fall, wou esou Donnéeë sollten archivéiert ginn, kann den Här Minister matdeelen, bei wéi enger Institutioun déi Donnéeë gespäichert ginn, wéi

eng Institutioun Zougang dorop huet a wéi laang se konservéiert ginn? Huet de Bierger eng Méiglechkeet, fir sech géint d'Konservéierung vu sou Donnéeën ze wieren?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob Proprietären, déi hir Gefierer norüste mussen, dës Sue vum Staat rembourséiert kréien oder ersatzweis steierlech ofsetze kënnen?

Réponse (29/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte wëll am Kader vum obligatoreschen Opmierksamkeetsassistent, deen an Zukunft muss an Autoe verbaut sinn, weider Informatioune kréien. Besonnesch wéi dës Systemer funktionéieren a wéi eng Donnéeën duerch esou Equipementer traitéiert ginn.

Wéi och aus dem zitéierten Artikel „Vom Airbag-Sensor zur fühlenden Beinprothese" ervirgeet, mussen d'Gefierer (M1, M2, M3, N1, N2 an N3) an Zukunft, mee och schonn aktuell, mat Systemer equipéiert ginn, déi et erméiglechen ze erkennen, ob ee Chauffer nach seng voll Opmierksamkeet op d'Strooss an de Verkéier riicht oder ob dësen ofgelenkt oder midd ass an domadder net méi säi Gefier an aller Sécherheet benotzt.

Dës Obligatioune fir d'Hiersteller vun Autoe goufe mat dem europäesche Reglement „règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux prescriptions applicables à la réception par type des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, en ce qui concerne leur sécurité générale et la protection des occupants des véhicules et des usagers vulnérables de la route, modifiant le règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 78/2009, (CE) n° 79/2009 et (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil et les règlements (CE) n° 631/2009, (UE) n° 406/2010, (UE) n° 672/2010, (UE) n° 1003/2010, (UE) n° 1005/2010, (UE) n° 1008/2010, (UE) n° 1009/2010, (UE) n° 19/2011, (UE) n° 109/2011, (UE) n° 458/2011, (UE) n° 65/2012, (UE) n° 130/2012, (UE) n° 347/2012, (UE) n° 351/2012, (UE) n° 1230/2012 et (UE) n° 2015/166 de la Commission" agefouert. Dat genannte Reglement fält ënner d'Dispositioune vun den europäeschen Homologatiounsbestëmmungen, déi genau festleeën, wéi d'Gefierer fir den EU-Marché musse gebaut ginn. Zu Lëtzebuerg ass d'Société nationale de certification et d'homologatioun (SNCH) zoustänneg, fir d'Homologatioune vu Gefierer ze maachen. Dës Bestëmmunge baséieren op dem Prinzipp, datt wann ee Gefier, ee System oder eng Komponent vun engem Gefier homologéiert gouf, dëst Gefier um ganzen EU-Marché benotzt ka ginn an ee Memberstaat keng Aschränkunge maachen dierf, wat d'Immatrikulatioun vun esou homologéierte Gefierer ubelaangt.

Bezunn op d'Fro vum honorabelen Deputéierte muss tëschent zwee verschiddene bzw. komplementare Systemer ënnerscheet ginn. Dëst sinn den:

– « avertisseur de somnolence et de perte d'attention du conducteur » : un système qui évalue la vigilance du conducteur par l'analyse de systèmes du véhicule et avertit le conducteur, si nécessaire ;
– « avertisseur avancé de distraction du conducteur » : un système qui aide le conducteur à continuer de prêter attention aux conditions de circulation et qui avertit le conducteur en cas de distraction.

Den éischt genannte System gëtt scho méi laang vu Constructeure verbaut. Woubäi bis de 6. Juli 2022 nach konnten Homologatioune vu Gefierer ausgestallt ginn, ouni datt dëse System am Gefier verbaut huet misse sinn. Ab dësem Datum kann all nei Homologatioun vun engem Gefier nëmmen ausgestallt ginn, wann esou ee System verbaut ass. Ab dem 7. Juli 2024 dierfen da keng nei Gefierer méi zougelooss ginn, ouni mat esou engem System equipéiert ze sinn.

Den zweete System, deen e bësse méi komplex ass, well ënnerschiddlech Oflenkunge mussen erkannt ginn, ass ab dem 7. Juli 2024 bei der Homologatioun verflichtend an ab dem 7. Juli 2026 obligatoresch fir d'Immatrikulatioun vun neie Gefierer an der EU. Hei sief drop higewisen, datt keen Auto, dee virun de genannten Datumen an der EU ugemellt war, muss mat esou engem System nogereecht ginn. Dëst steet och esou am zitéierte Pressеartikel: „Neue Automodelle müssen ab 2024 ein solches System an Bord haben, und 2026 werden alle in Europa produzierten Autos damit ausgerüstet."

Wat Donnéeën, déi opgeholl ginn, ubelaangt, ass op de Paragraph 3 vum Artikel 6 vum uewe genannte Reglement 2019/2144 ze verweisen:

« 3. Les avertisseurs de somnolence et de perte d'attention du conducteur et les systèmes avancés d'avertissement de distraction du conducteur sont conçus de telle sorte qu'ils n'enregistrent ni ne conservent en permanence d'autres données que celles nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées de toute autre manière dans le système en circuit fermé. En outre, ces données ne sont pas rendues accessibles à des tiers ni mises à la disposition de tiers à quelque moment que ce soit et sont effacées immédiatement après avoir été traitées. Ces systèmes sont également conçus pour éviter les chevauchements et n'adressent pas au conducteur des suggestions contradictoires en parallèle ou des suggestions susceptibles de l'induire en erreur lorsqu'une action déclenche les deux systèmes. »

Deemno dierfe keng Donnéeën, déi net direkt der Iwwerwaachung vun der Opmierksamkeet vum Chauffer dengen, opgezeechent oder gespäichert ginn. Zousätzlech muss et een zouene System sinn an Donnéeën dierfen deemno och net accessibel fir Drëtter gemaach ginn a mussen och direkt erëm geläscht ginn. An dësem Zesummenhang kann och nach op de Punkt 2.3. vun der Partie 1 vun der Annex I vum Règlement délégué (UE) 2021/1341 de la Commission du 23 avril 2021 complétant le règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil en établissant des règles détaillées relatives aux procédures d'essai et aux prescriptions techniques spécifiques pour la réception par type des véhicules à moteur en ce qui concerne leurs systèmes d'avertissement de somnolence et de perte d'attention du conducteur et modifiant l'annexe II dudit règlement verwise ginn, wou och nach präziséiert gëtt, datt sämtlech Traitementer mussen am Aklang mat den EU-Dateschutzbestëmmunge gemaach ginn.

Congé sans traitement | Question **7603** (15/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Fonction publique dierf ee bis zu 10 Joer Congé sans traitement huelen. Dee Moment gëtt een net bezuelt, d'Plaz ass awer ënner verschiddene Konditioune geséchert. De Chef d'administration dierf d'Demande awer och ofleenen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Mat wat fir Begrënnungen dierf de Chef d'administration eng Demande ofleenen?

2. Kann déi betraffe Persoun hei Recours aleeën? Wa jo, wou?

Réponse (14/03/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Den Artikel 30 aus dem Staatsbeamtestatut (Loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) definéiert, ënnert wat fir enge Konditiounen e Beamten e Congé sans traitement, esou wéi den honorabelen Deputéierten et selwer formuléiert, „dierf" ufroen: « Un congé sans traitement peut être accordé au fonctionnaire, sur sa demande, dans les cas ci-après :

a) pour élever un ou plusieurs enfants à charge de moins de seize ans ;
b) pour des raisons personnelles, familiales ou professionnelles dûment motivées. Les congés sans traitement accordés pour des raisons personnelles ou familiales ne peuvent dépasser dix années. Ceux accordés pour raisons professionnelles ne peuvent dépasser quatre années. En cas de circonstances exceptionnelles, le Gouvernement en conseil peut accorder une prolongation de deux années au maximum du congé sans traitement pour raisons professionnelles. »

Et kënnen eng ganz Rei Grënn ginn, firwat e Congé sans traitement ka refuséiert ginn, dorënner zum Beispill de Risk vun engem Interessekonflikt oder de Fait, dass mat der Absence vum Agent de korrekte Fonctionnement vum Service net méi kéint garantéiert ginn.

Ewéi bei all individueller Verwaltungsdecisioun kann de concernéierte Beamten e Recours gracieux oder och e Recours contentieux innerhalb vun dräi Méint maachen.

Utilisation de treillage métallique par les services de l'État | Question **7604** (15/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi een de 14. Februar an engem Artikel op RTL liese konnt, gëtt elo den Drot bei der aler Bauschuttdeponie zu Helleng ewechgeholl. Dëst nodeems vill Déieren, virun allem Réi sech am Drot verfaangen haten a gestuerwe sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet de Staat och Plazen, wou en Ursus-Drot opgeriicht gouf, wou d'Réi an aner Déiere kéinten dran hänkebleiwen an sech verletzen oder souguer stierwen? Wa jo, wou ass iwwerall dësen Drot?

2. Wisou gouf ugefaangen, dësen Drot ze benotzen, wa gewosst war, wat d'Konsequenze fir Déiere sinn?

3. Am Fall wou de Staat Ursus-Drot benotzt, ass geplangt dësen ze ersetzen?
Wa jo, bis wéini soll dësen iwwerall ersat sinn?
Wann nee, firwat net?

4. Wat géifen Alternativen aus Holz un zousätzleche Käschte bedeiten?

5. Ass am Moment geplangt, den Ursus-Drot op neie Plazen anzesetzen?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Et gëtt kee Relevé beim Staat iwwert d'Dréit, déi uechter d'Land stinn.

Den Ursus-Drot gëtt haaptsächlech am Bësch fir Weisergatter, fir de Schutz vu Verjüngungsflächen a

Plantatiounen an am Oppeland fir d'Schofsbeweedung genotzt. An Eenzelfäll gëtt och bei Béischten aus Sécherheetsgrënn laanscht d'Eisebunn oder laanscht d'Strooss Ursus-Drot agesat.

Den Ursus-Drot ass gutt, fir dësen Zweck ze erfëllen. Dësen Drot huet de Virdeel vis-à vis vu méi klengmaschegem Drot, datt méi kleng Déieren (wéi z. B. Wëll Kaz, Bammarder, Sténkert) duerch d'Masche kommen an iwwert déi hëlze Péil kënne klammen. Domat gëtt evitéiert, datt dësen Déieren hire Liewensraum zerschnidde gëtt.

Bei de Weisergatter ass d'Fläch, déi agezénkt gëtt, esou kleng an den Drot esou héich, datt d'Réi guer net probéieren, driwwer ze sprangen, mee ronderëm ginn. Do wou et drëm geet, d'Réi aus méi grousse Flächen erauszehalen, muss den Drot och méi héich sinn. An dëse Fäll ginn dann Deelfläche gemaach, wou ee Korridor dotëscht bleift, deen d'Réi kënne passéieren.

Bei der Schofsbeweedung ass den Drot an der Reegel net esou héich, datt d'Réi géifen dran hänkebleiwen, a wann ee fir d'Wanderbeweedung opgeriicht gëtt, ginn en plus grouss Ouverturë gelooss, wa keng Schof op der Fläch sinn.

ad 2. D'Grënn fir Ursus-Drot si fir d'Réi, d'Rout- an Damwëld vu jonke Beem ewechzehalen, d'Schof an d'Geessen an enger Beweedungsfläch dran ze halen oder Haushënn aus Beweedungsflächen erauszehalen. An dëse Situatioune géif een Zonk aus e puer Dréit (glat oder mat Picken) net duergoen, well d'Déieren sech duerch sou een Drot kënne quëtschen.

Den Ursus-Drot huet och de Virdeel vis-à vis vu méi klengmaschegem Drot, datt méi kleng Déieren (wéi z. B. Wëll Kaz, Bammarder, Sténkert) duerch d'Masche kommen an iwwert déi hëlze Péil kënne klammen. Domat gëtt evitéiert, datt dësen Déieren hire Liewensraum nach méi zerschnidde gëtt.

ad 3. Wéi virdrun erkläert, ass net all Ursus-Drot gefëierlech, deemno mécht et kee Sënn, deen elo iwwerall systematesch ze ersetzen. Do wou et méiglech ass, ginn amplaz vum Ursus-Drot hëlze Clôturen opgeriicht. Grouss hëlze Clôturë sinn awer aus Grënn vun der Topologie vum Terrain an hirer Stabilitéit net ëmmer ëmsetzbar.

ad 4. Dëst kann net pauschal beäntwert ginn, well d'Käschte vun der Gréisst vun der Fläch, der Héicht vun der Clôture an de Gegeebenheeten um Terrain ofhänken. Generell kann een awer soen, dass eng Clôture aus Holz méi deier ass.

ad 5. Jo, wéi uewen duergestallt geet et a verschiddene Situatiounen net ouni Ursus-Drot. Natierlech gëtt awer opgepasst, datt dës Clôturë fir Réi an aner Hirschaarte keng Verletzungsgefor duerstellen.

Avenir de l'industrie au Luxembourg | Question **7605** (15/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

1. Kann den Här Ekonomieminister eng Tabell presentéieren, wéi vill produzéierend Betriber sech an de Joren 2013 bis 2022 insgesamt zu Lëtzebuerg néiergelooss hunn, aus wéi engem Beräich se stamen, wéi vill Aarbechtsplaze jeeweils entstane sinn an a wéi enge Gemengen se hire Standuert hunn?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Industriebetriber sech an de Joren 2018 bis 2022 opgrond vu Promotiounsreese vun der Regierung zu Lëtzebuerg néiergelooss hunn?

3. Kann den Här Minister seng allgemeng Visioun fir d'Zukunft vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg elaboréieren?

4. Wéi fonctionéiert de „guichet unique", dee soll nei Demandë fir Industriebetriber zu Lëtzebuerg ënnersichen? Wéi vill Dossiere goufe presentéiert, a wéi vill Fäll gouf eng Decisioun geholl? Wéi vill Dossiere goufe positiv aviséiert an a wéi engen Delaien? Wéi vill goufe refuséiert an aus wéi enge Grënn?

Réponse (23/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Et gehéiert zu den Haaptmissioune vum Wirtschaftsministère, fir derno ze kucken, datt zu Lëtzebuerg dat ekonomescht Ëmfeld gënschteg ass, fir datt sech nei Betriber grënnen a fir datt déi Entreprisen, déi schonns am Land sinn, hir Aktivitéiten ausbauen. Munch Referenzbetriber aus der nationaler Industrie, dorënner Guardian, Euro-Composites an ArcelorMittal hunn zanter 2018, an dat trotz de ville Krisen, Investissementer an d'Moderniséierung an an d'Erweiderung vun hire Produktiounsanlage vun am Ganze ronn enger Milliard Euro ugekënnegt.

Wann de Wirtschaftsministère esou Investissementer finanziell ënnerstëtzt, dann ass dat prioritär fir déi dynamesch an nohalteg Entwécklung vun der nationaler Wirtschaft sécherzestellen, awer och fir d'Diversifikatioun vun der Ekonomie allgemeng virunzedreiwen, andeems ëmmer erëm nei Secteuren an nei Pilieren entwéckelt ginn. De Wirtschaftsministère promouvéiert an ënnerstëtzt dobäi besonnesch déi digital an ekologesch Transitioun bei den Entreprisen. Bei de produzéierende Betriber spillen dobäi d'Digitaliséierung, d'Robotiséierung, d'Dekarboniséierung an d'Analysen an d'Verschaffe vun Donnéeën (Industrie 4.0) eng wichteg Roll.

Wéi schonns an der Äntwert vum 22. September 2022 op d'parlamentaresch Fro N° 6645 vum honorabelen Deputéierte präziséiert gouf, gëtt den Ament am Kader vun den Aarbechte vum „Haut comité pour l'industrie" zesumme mat de betraffene Betriber gekuckt, wéi sech déi Lëtzebuerger Industrielandschaft an deem Kontext bis 2040 soll entwéckelen. Am Kader vun deenen Aarbechte gëtt och definéiert, wéi eng wirtschaftspolitesch Begleetmoossnamen am Kader vun der nationaler Wirtschafts- an Industriepolitick musse geholl ginn, fir déi Entwécklung ze ënnerstëtzen.

Opgrond vun den Donnéeë vum Statec fir d'Joren 2013 bis 2020, kann ee feststellen, datt d'Zuel vun de produzéierende Betriber, déi zu Lëtzebuerg gegrënnt goufen, relativ konstant ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Den Zuele vum Statec no gouf et 2021 ronn 927 Industriebetriber zu Lëtzebuerg, dat huet deen Ament 2,3 % vun all den aktiven Entreprisen ausgemaach. Mat iwwer 30.000 Aarbechtsplazen zanter 1995, ass den Emploi an der Industrie relativ stabel.

Eng genee Zuel vun den Néierloossunge vun Industriebetriber als eenzeg an direkt Konsequenz vu Wirtschaftsmissiounen an d'Ausland unzeginn, géing ierféieren, well et eng ze vill reduzéiert Siicht op d'Aarbecht vun der Wirtschaftspromotioun wier. D'Promotioun vum Commerce extérieur an den Investissementer ass eng Missioun, déi, an der Reegel, op enger laanger Zäitschinn ze betruechten ass.

D'Promotiounsreese sinn ee ganz wichtegen Deel vun dëser Aufgab, mee natierlech och déi permanent Efforte vun alle privaten a staatlechen Acteuren, déi sech ëm d'Promotioun vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg beméien. Fir de Wirtschaftsministère sinn dat op der éischter Plaz déi 9 Luxembourg Trade and Investment Offices (LTIOs) weltwäit. D'Efforte vun all dësen Acteuren, am Zesummespill mat de Promotiounsreese vun der Regierung, droen hiren Deel dozou bäi, dass sech cibléiert Investisseuren zu Lëtzebuerg nidderloossen, déi esouwuel bei déi national an nohalteg ausgeriichte Wirtschaftspolitick passen ewéi och eng Plus-value fir eis Ekonomie duerstellen.

Den Trade and Investment Steering Commitee (TISC), deen sech ëm d'Koordinatioun vun der wirtschaftlecher Promotioun a Prospektioun këmmert, huet en theemespezifeschen interministerielle Comité an d'Liewe geruff. Dëse Comité huet als Missioun den erstallte „Compatibilitéitscheck" fir nei, grouss Industrieprojeten, vun deenen e regionalen an nationalen Impakt kann erwaart ginn. De Comité ass zanter Enn 2022 operationell, huet awer nach kee Projet definitiv aviséiert.

Âge légal de départ à la retraite | Question **7606** (15/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Aus engem Artikel aus dem „Tageblatt" Nr. 39 vum 15. Februar 2023 mat der Iwwerschréft „Schafft ein neues Formular Ungerechtigkeiten bei der Rente?" geet ervir, dass een Assuré aus Däitschland dierf éischter an d'Prepensioun goen, well e Formulaire, dee säit Ufank 2022 ugewannt gëtt, seng Studiejoren an Däitschland anescht urechent, ewéi dat fir Assuréë vu Lëtzebuerg de Fall ass. Laut dem „Tageblatt" gouf dës Tatsaach och vun der CNAP bestätegt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Kann de Minister confirméieren, dass Assuréen, déi d'Prepensioun iwwert den EU-Formulaire P5000 zu Lëtzebuerg ufroen, anescht behandelt ginn ewéi Residenten?

– Falls jo, wéi vill där Fäll sinn dem Här Minister säit der Aféierung vun deem Formulaire Ufank 2022 bekannt?

– Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dës latent Ongerechtegkeet aus der Welt ze schafen?

Réponse (15/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Fir Leit, déi a méi europäesche Länner schaffen oder dëst am Laf vun hirer berufflecher Carrière gemaach hunn, huet d'europäesch Unioun e Reglement agefouert, fir d'Sozialversécherungssystemer vun den eenzele Memberstaten ze koordinéieren. D'Reglement (CE) N° 883/2004 ass applikabel säit dem 1. Mee 2010 an huet een änlecht Reglement vun 1971 ersat.

D'Prinzippien, déi dësem Reglement zugronn leien, hunn awer net fundamental geännert: All Memberstat ass zoustänneg fir d'Organisatioun vu senger nationaler Gesetzgeebung vun der sozialer Sécherheet an d'Reglement koordinéiert am Fall vun Iwwerschneidungen oder vu successiver Kompetenz vun den eenzele Memberstaten.

Dës europäesch Reglementatioun fir d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer vun de Memberstate viséiert virun allem eng Eliminatioun vun Ongerechtegkeeten oder Ongläichheeten, déi entstoe kéinten, wa Persounen a méi Memberstate professionell aktiv sinn oder am Laf vun hirer professioneller Carrière waren.

D'Reglement N° 883/2004 huet zousätzlech virgesinn, datt d'Echangë vun Donnéeën tëschent Träger vun enger Versécherung aus eenzele Memberstaten op elektroneschem Wee solle funktionéieren, fir datt d'Transparenz an d'Vitess vun esou Echangen um digitale Wee verbessert kënne ginn.

De Formular P5000 ass esou een elektronesche Formular, mat Hëllef vun deem Pensiounskeesen aus de verschiddene Memberstaten eng Carrière vun engem Assuré austausche kënnen, fir datt dësen an deem jeeweilege Memberstat ka säi Recht op eng Pensioun ausüben. Et handelt sech also net ëm ee Formular, dee vum Assuré selwer benotzt gëtt, mee ass ausschliisslech den Institutioune virbehalen.

All Memberstat ass zoustänneg fir d'Determinatioun vun de Pensiounsrechter, déi sech aus der Qualifikatioun vun de Perioden aus enger Carrière erginn, eng Kéier fir den Ufank vum Recht op eng Alterspensioun an eng Kéier fir d'Berechnung vun der Héicht vun der Alterspensioun. Dës Pensiounsrechter ginn da vum jeeweilege Memberstat un déi aner concernéiert State matgedeelt.

Doduerch, datt all Land seng eege Mechanismen an Definitiounen huet, ass net all Period als obligatoresch unzegesinn, beispillsweis a verschiddene Länner sinn déi eng oder aner Perioden als obligatoresch unzegesinn, déi soss zu Lëtzebuerg net esou betruecht ginn. Déi jeeweileg Länner setzen dann déi Informatiounen an de Formular P5000 an.

Well awer déi national Definitiounen sech net an all Fall iwwerschneiden, gouf dëse Sujet schonn e puermol an der zoustänneger Kommissioun, déi am EU-Reglement 883/2004 virgesinn ass, a wou d'Länner all vertruede sinn, ugeschwat a probéiert Léisungen ze fannen. Dëst ass awer net einfach, well och déi national Legislatiounen evoluéieren.

Fir dëser Problematik, déi net nëmme Lëtzebuerg betrëfft, Rechnung ze droen, huet de Minister fir sozial Sécherheet den zoustännege Servicer den Optrag ginn, esouwuel op EU-Niveau ewéi och tëschent den nationale Servicer, an dësem Fall der Lëtzebuerger an der däitscher Pensiounskeess, dëse Sujet nees unzediskutéieren a praktikabel Léisungen auszeschaffen. Des Weidere sinn déi Lëtzebuerger Servicer amgaangen ze analyséieren, ewéi een de Mixt-Carrièren, wou also eng Persoun an e puer Länner wunnt oder schafft, ka besser Rechnung droen, dëst onofhängeg vum Resultat vun den Echangen op EU-Niveau.

Tarifs de location de salle dans le cadre de la campagne électorale | Question **7607** (16/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 23. Januar hu bal all Parteien e Walkampfofkommes ënnerschriwwen, dat e fairt Matenee souwuel fir d'Gemenge- wéi och fir d'Chamberswale virgesäit. Esou wéi et mir zougedroe gouf, schéngt et awer sou ze sinn, datt verschidde Gemengen hir Autonomie esou interpretéieren a benotzen, datt si fir Parteien, déi Lokalitéite vun der Gemeng benotze wëllen, ënnerschiddlech Tariffer fixéieren, jee nodeem, ob déi betraffe Partei am respektive Gemengerot vertrueden ass oder net.

Am Hibléck op potenziell Walkampfveranstaltunge géif sech hei d'Gefor tëschent engem Interessekonflikt vun der Gemengenautonomie an der Chancëgläichheet vu sämtleche Parteien erginn.

An dem Zesummenhang géif ech der Madamm Banneminister gär dës Froe stellen:

– Wéi ass d'Positioun vun der Regierung an där Fro? Géif déi politesch Fairness et net verlaangen, datt d'Gemengen all politesch Parteien, déi sech un de Wale bedeelege wëllen, d'selwecht behandelen?

Réponse (10/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Tariffer fir d'Locatioun vu Gemengesäll, notamment fir Evenementer, déi d'Parteien am Kader vun de Walcampagnë virun de Gemengen- a Chamberwalen organiséieren a wou et, laut Ausso vum Deputéierten, verschidden Tariffer soll ginn, jee nodeem, ob eng Partei am Gemengerot vertrueden ass oder net.

Mir hu bis elo keng Kenntnis vu Gemengereglementer, déi sou eng Tarifikatioun agefouert sollen hunn. D'Fixatioun vu verschiddene Locatiounstariffer fir Gemengegebaier a Fonctioun vun der Representatioun vun enger Partei am Gemengerot ass eng ongläich Behandlung, déi net de Krittäre vun der Jurisprudenz vun der Cour constitutionnelle entsprécht: „procéder d'une disparité objective, être rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but". Sou ënnerschiddlech Tariffer sinn also net konform zum Gläichheetsprinzipp virum Gesetz a ginn och net vun der Inneministesch approuvéiert.

Et gëtt awer Gemengen, déi eng ënnerschiddlech Tarifikatioun fir d'Locatioun vu Gemengesäll applizéieren an dobäi den Ënnerscheed maachen, ob et sech ëm eng lokal oder eng net lokal Vereenegung handelt. Deen Ënnerscheed berout op der Distinctioun tëschent lokalen an net lokale Steierzueler.

Temps de conduite et de repos des chauffeurs de bus | Question **7608** (16/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Artikel „Längere Lenkzeiten, kürzere Pausen", deen de 15. Februar am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht et, datt d'EU-Kommissioun d'Reegelung vun de Rouzäite fir Buschaufferen iwwerschaffe wëll, wat notamment zu méi laange Schichten a méi kuerze Pause kéint féieren. D'Gewerkschafte weisen sech besuergt, datt d'Sécherheet vun de Passagéier opgrond vun enger Iwwerlaaschtung vun de Chaufferen net méi ka garantéiert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu där ugekënnegter Neireegelung elaboréieren a preziséieren, wéi hien de potenziellen Impakt op déi allgemeng Sécherheet souwuel vun de Passagéier wéi och dem Trafick am Allgemenge beurteelt?

2. D'Käschte vum ëffentlechen Transport ginn zu Lëtzebuerg vollstänneg duerch déi ëffentlech Hand gedroen. Kann den Här Minister de budgetären Impakt vun där genannter Neireegelung chiffréieren an an deem Zesummenhang garantéieren, datt de gratis ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg nimools zulaaschte vun den Aarbechtskonditioune vum Personal finanzéiert gëtt?

Réponse (06/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froe betreffend eng zukünfteg Propos vun der Europäescher Kommissioun, mat där d'Fuer- a Rouzäite vun de Buschaufferen am Transport occasionnel sollen iwwerschafft ginn.

Obwuel d'Europäesch Kommissioun ufanks des Joers dës Propos fir Januar/Februar ugekënnegt hat, ass se bis lo nach net presentéiert ginn, sou datt den Detail vun de proposéierten Ännerungen nach net bekannt ass. Aus deem Grond ass et och nach net méiglech, fir dozou Stellung ze huelen. Aktuell ass keen Datum bekannt, wéini d'Presentatioun soll sinn.

Mat der Propos publizéiert d'Europäesch Kommissioun normalerweis och ëmmer eng Impaktstudie, déi bestëmmt eng Äntwert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro betreffend d'Sécherheet vun de Passagéier an dem allgemenge Verkéier op der Strooss ka ginn.

Den aktuellen Informatiounen no sollen déi ugekënnegt Ännerungsvirschléi nëmmen den Transport occasionnel betreffen, net awer den Transport régulier, sou datt se keen Impakt op den ëffentlechen Transport wäerten hunn, also och kee budgetären Impakt.

Doriwwer eraus gesäit d'Reglement iwwert d'Fuer- a Rouzäiten eng Derogatioun vir fir Buslinne bis 50 km. Op eng gemeinsam Demande hi vun LCGB, OGB-L a FLEAA goufe fir dee spezielle Fall zum Schutz vu de Chaufferen national Reegelen ausgeschafft, déi zanter 2018 a Kraaft sinn. Dës Derogatioun wäert weiderhi bestoe bleiwen.

Helpline du service mobilitéit.lu | Question **7609** (16/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

All Bierger kann iwwert d'Mobilitéitszentral Informatiounen zu dem ëffentlechen Transport, der Mobilité douce an dem Wee mam Auto fannen. Iwwert d'Helpline +352 24 65 24 65 kënnen d'Leit dann och Nofroe stellen a reklaméieren, wa mol eng Kéier eppes net klappt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune mat wéi enge Stonnekontrakter si fir d'Helpline vun der Mobilitéitszentral zoustänneg?

2. Wéi vill Appeller sinn am leschte Joer (pro Woch) an der Mobilitéitszentral agaangen? Wéi vill Prozent vun dësen Appeller goufen traitéiert?

3. Wéi vill Reklamatioune sinn am leschte Joer an der Mobilitéitszentral agaangen?

4. Wat fir Suitte kruten déi Reklamatiounen?

5. Oft kënnt et vir, dass d'Mobilitéitsapp uweist, dass ee Bus op enger Plaz wier, en a Wierklechkeet awer nach eng ganz Rei Arrête vun deem Punkt op der Streck ewech ass.
Wéi kommen esou Diskrepanze bei der App zustanen, wou ee Bus als passéiert ugeschloe gëtt, den Arrêt awer bis elo nach guer net erreecht huet?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten huet Froen iwwert d'Mobilitéitszentral, e Service, dee säit der Grënnung vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport den 1. Mäerz 2021 ënnert dem Numm „mobiliteit.lu" fonctionéiert.

De Service mobiliteit.lu bedreift souwuel de Callcenter wéi och e Backoffice mam Service Client, souwéi dat deeglecht Aktualiséiere vun der Internetsäit mobiliteit.lu an déi zougehéiereg mobill App.

Um 1. Februar 2023 hu 15 Mataarbechter am Callcenter geschafft (9 a Vollzäit a 6 an Deelzäit). Déi 15 Mataarbechter entspriechen 12,5 ETP (Équivalent temps plein). Derbäi kommen 3 Vollzäitmataarbechter, déi sech ëm de Service Client bekëmmeren (Doleancë per Mail a Courrier).

Am Joer 2022 sinn 151.734 Uriff am Callcenter gezielt ginn. Am Duerchschnëtt pro Woch sinn dat 2.918 Uriff. Den Taux vun den Uriff, déi 2022 konnte beaarbecht ginn, louch bei 71 %.

Et koumen 2022 insgesamt 9.869 Doleancë per Mail a Courrier eran, dovunner waren 3.074 Reklamatiounen.

Am Callcenter si vun den 151.734 Uriff 1.428 Appeller vun de Mataarbechter an der Kategorie „Reklamatioun“ agestuuft ginn.

Dës Reklamatioune gi vum Service Client no Récksprooch mat all den Acteuren aus dem Secteur vum ëffentlechen Transport beaarbecht. Dëst sinn déi verschidde Servicer aus der Verwaltung fir ëffentlechen Transport, also intern Acteuren; an déi extern Acteuren, d. h. aner Operateuren am Land, d'Busentreprisen, d'Gemengen asw. A verschiddene Fäll ass eng länger Analys néideg. All dës Doleancë kréien dann och deementspriechend eng Äntwert per Mail oder Courrier. An der Moyenne sinn all déi Ufroen am Joer 2022 vum Service Client mat enger Äntwert no 3,38 Deeg ofgeschloss ginn.

Vun den 1.428 Appeller, déi am Callcenter als Reklamatioun agestuuft goufen, konnten der 1.275 direkt iwwer Telefon gekläert ginn. Bei 153 Stéck gouf een Dossier opgemaach an de Client krut innerhalb vun e puer Deeg vum Callcenter per Telefon eng Äntwert.

Et kann effektiv virkommen, dass d'Mobilitéitsapp uweist, dass ee Bus op enger bestëmmter Plaz wier, en a Wierklechkeet awer nach méi wäit ewech ass. Dat kënnt dohier, dass d'Mobilitéitsapp ëmmer eng prognostizéiert Echtzäit uweist. D'Gefierer selwer schécken nämlech net permanent en Update vun hirer Positioun un de System. Duerch d'Verkéierslag oder duerch en ongeplangten Halt kann et mat Momenter dozou féieren, dass e Bus an der App schonn am Streckeverlaf méi wäit ugewise gëtt wéi en a Wierklechkeet ass.

Violence conjugale | Question **7610** (16/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Januar 2013 gouf vum US-amerikaneschen National Centre for Injury Prevention and Control eng Etüd mam Titel „National Intimate Partner and Sexual Violence Survey“ publizéiert. An der Etüd ginn Erfarunge vu sexualiséierter Gewalt, kierperlecher Gewalt bis hin zu Vergewaltegung a vu Stalking, opgefächert no der sexueller Orientéierung vum Affer, ausgewäert. Befrot goufen insgesamt 9.970 Fraen, vun deenen 9.086 Informatiounen erfaasst an analyséiert goufen. Vun dëse Fraen hu sech der 96,5 % als heterosexuell bezeechent, 2,2 % als bisexuell an 1,3 % als lesbesch. D'Etüd weist no, datt bisexuell a lesbesch Fraen een däitlech méi héije Risiko hunn, an hirem Liewen Affer vu Vergewaltegung, sexualiséierter Gewalt, kierperlecher Gewalt a Stalking duerch hiren Intimpartner ze gi wéi heterosexuell Fraen (bisexuell Fraen: 61,1 %, lesbesch Fraen: 43,8 %, heterosexuell Fraen: 35 %). (https://broken-rainbow.de/lesben-haeufiger-von-gewalt-in-der-partnerschaft-betroffen-als-heterosexuelle-frauen/).

Säitdeem goufen d'Resultater vun dëser Etüd duerch eng ganz Rei vun änlechen Etüde confirméiert. Trotzdeem ass an der sougenannter „Istanbul-Konventioun“, engem vëlkerrechtlechen Ofkommes iwwer Preventioun a Bekämpfung vu Gewalt géint Fraen a Gewalt an der Partnerschaft, net rieds vun der sexualiséierter Gewalt vu Frae géint Fraen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Chancegläichheetsminister:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, datt sexualiséiert Gewalt vu Frae géint Fraen, dorënner och Vergewaltegung vu Fraen duerch Fraen, an der Ëffentlechkeet méi staark misst thematiséiert ginn?

2. Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Wéi vill Frae ginn Affer vu Gewalt a lesbesche Koppelen? Wéi grouss ass den Undeel vu Fraen an de Fraenhaiser, déi Affer vu Gewalt vun enger anerer Fra goufen?

Réponse (27/02/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Zu Lëtzebuerg kritt all Affer vun haislecher Gewalt gehollef an dat onofhängeg vun sengem Geschlecht a senger sexueller Orientatioun.

Am Kampf géint haislech Gewalt huet d'Regierung dofir eng genderneutral Approche gewielt. Dat gëllt ganz besonnesch fir d'Gesetz iwwert haislech Gewalt, awer och fir den Afferschutz an d'Täteraarbecht. D'Präventiouns- a Sensibiliséierungsmoossname viséieren all Affer vun haislecher Gewalt, Männer, Fraen, Kanner an och non-binär Persounen. Deemno kritt all Affer eng professionell Prise en charge an all Täter gëtt bestrooft.

An deem Kontext sief ënnerstrach, datt Lëtzebuerg déi sougenannten Istanbul-Konventioun géint all Forme vu Gewalt u Fraen a Meedercher a géint haislech Gewalt säit der Ratifikatioun am Joer 2018 op all Geschlechter applizéiert, well dëst kohärent ass en vue vun eiser globaler Approche.

Augmentation de la propension à la violence au Luxembourg | Question **7611** (16/02/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Il est notoire que les mauvaises conditions de circulation quotidiennes au Luxembourg favorisent la frustration et la colère. Dans ce contexte, il ressort d'un article paru dans « L'essentiel » du 16 février 2023 que la violence des automobilistes a augmenté ces derniers jours au Grand-Duché. On y voit et décrit des automobilistes très stressés qui quittent leur véhicule et en viennent aux mains avec d'autres automobilistes. La propension visible à la violence est frappante et choquante en même temps. Le président de la sécurité routière déplore les incidents qu'il confirme être « en hausse » et que « certaines personnes se croient aujourd'hui tout permis ».

Compte tenu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) De manière générale, le Gouvernement est-il conscient de l'augmentation de la propension à la violence au Grand-Duché ?
– Si oui, que compte-t-il faire pour y remédier ?

2) Que compte faire le Gouvernement en matière de sécurité routière pour contrer les cas d'incivilité tels que ceux décrits ci-dessus ?
– Le Gouvernement prévoit-il des sanctions plus sévères ?
– Si oui, lesquelles ?

Réponse (15/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

La police ne peut actuellement pas fournir d'éléments statistiques concernant spécifiquement le comportement d'automobilistes violents.

Je me permets de renvoyer les honorables Députés aux statistiques policières annuelles, relatives aux infractions contre les personnes, notamment les rubriques « coups et blessures volontaires » ainsi que « menaces et diffamations/calomnies/injures ». Ces rubriques contiennent également les faits de violence référencés dans la question parlementaire sous rubrique.

En consultant les rubriques précitées dans le rapport de 2021, on peut observer une propension à la violence en augmentation sur les 5 dernières années +10 % en 2021 par rapport à 2017 pour les faits de coups et blessures et +22 % en 2021 par rapport à 2017 pour les faits de menaces, etc.). Une évolution sociétale dans ce sens peut être observée. Les chiffres de 2022 seront prochainement publiés et renseigneront davantage sur l'évolution de ces faits et feront l'objet d'une analyse en vue de mesures adaptées et appropriées.

Mise en place d'un observatoire transfrontalier du logement | Question **7612** (16/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Suite à la conférence dédiée au logement et plus précisément à la problématique du logement dans la Grande Région, organisée par le Conseil parlementaire interrégional sous présidence luxembourgeoise en 2017, le LISER (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) avait été chargé d'une étude de faisabilité.

Dans ses conclusions, et suite à de longs échanges, l'étude concluait « que la mise en place d'un observatoire transfrontalier du logement nous paraît tout à fait indispensable et urgent ».

– Comme le Ministère du Logement luxembourgeois avait cofinancé cette étude, j'aimerais savoir des membres du Gouvernement concernés : Quel est l'état d'avancement dudit projet permettant de mieux connaître et la problématique du logement en général dans la Grande Région ainsi que les flux transfrontaliers et les meilleures pratiques ?

Réponse (28/02/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Corinne Cahen,** Ministre à la Grande Région | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire

Tel qu'il avait déjà été précisé dans la question parlementaire 7566, l'étude de faisabilité en vue d'un observatoire transfrontalier du logement dans la Grande Région a été présentée par les services du Ministère du Logement à la Commission du logement de la Chambre des Députés luxembourgeoise le 14 mai 2020. L'étude a également été transmise au Conseil parlementaire interrégional. Depuis le Gouvernement est en attente d'un retour suite aux discussions menées au sein du Conseil parlementaire interrégional relatives aux trois scénarios proposés.

Résidence dans les régions frontalières | Question **7613** (16/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Il est un fait que la mobilité transfrontalière en matière de logement a tendance à augmenter. C'est ainsi qu'un nombre non négligeable de ressortissants luxembourgeois choisissent une résidence dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement si son ministère dispose d'un état des lieux sur ce phénomène et quelles sont le cas échéant les raisons principales du changement de résidence.

– Quels sont le cas échéant les avantages/désavantages d'un tel choix ?

Réponse (27/02/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Le Ministère du Logement ne dispose pas de données sur les flux migratoires de ressortissants luxembourgeois dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges autres que celles disponibles via le portail du Statec.

Heures supplémentaires du personnel soignant | Question **7614** (16/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wärend der Covidzäit huet d'Personal am Gesondheetssecteur Grousses geleescht, fir den normale Fonctionnement an de Spideeler ze garantéieren. Och d'Infirmieren an Infirmièren hunn an deem Kontext vill geschafft an deementspriechend och vill Iwwerstonne geleescht. An deem Kontext ass mir zougedroe ginn, datt sech bei villen Infirmieren an Infirmièren eng Onmass un Iwwerstonnen ugesammelt huet, déi dës Leit elo, wéi et schéngt, net gänzlech kënne kompenséieren – sief dat duerch d'Ausbezuele vun den Iwwerstonnen oder awer, datt déi betraffe Leit dës Iwwerstonnen als Congé kënnen eranhuelen. Iwwerdeems wär et esou, datt dës Iwwerstonnen no enger gewëssener Zäit verfalen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Madamm Gesondheetsminister déi uewe genannten Informatioune confirméieren, datt sech bei villen Infirmieren an Infirmièren eng Onmass un Iwwerstonnen ugesammelt huet, déi dës Leit elo, wéi et schéngt, net gänzlech kënne kompenséieren – sief dat duerch d'Ausbezuele vun den Iwwerstonnen oder awer, datt déi betraffe Leit dës Iwwerstonnen als Congé kënnen eranhuelen? Kann d'Madamm Minister och confirméieren, datt dës Iwwerstonnen iergendwann verfalen?

2. Wa jo, wéi vill Infirmieren an Infirmièrë si vun deem uewe beschriwwene Problem betraff? Ass och nach anert Fleegepersonal, z. B. Auxiliaires de vie, Aide-soignants, vun deem uewe beschriwwene Problem betraff?

3. Wa jo, wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerten, datt déi wichteg Aarbecht, déi dëst Fleegepersonal geleescht huet, net valoriséiert gëtt, andeems si hir Iwwerstonnen net kënne kompenséieren?

4. Wat gedenkt d'Madamm Gesondheetsminister elo ze ënnerhuelen, fir systematesch ze garantéieren, datt dat gesamt Fleegepersonal seng Iwwerstonne ka kompenséieren an a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun där Initiativ gerechent ginn?

Réponse (17/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Dem Gesondheetsministère ass dee vum honorabelen Deputéierte beschriwwene Kontext net bekannt. D'Dispositioune vum FHL-Kollektivvertrag si vun der FHL konfirméiert. Et besteet an dëser Hisiicht kee Verfall vu geleeschten Iwwerstonnen.

D'Kompensatioun vun den Iwwerstonnen am Gesondheetssecteur fir Spidolpersonal gëtt vum Kollektivvertrag „Convention collective de travail des salariés occupés dans les établissements hospitaliers et dans les établissements membres de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (CCT FHL 2022-2024)"[1] gereegelt. De Kollektivvertrag ass fir dräi Joer gülteg, vum 1. Januar 2022 bis den 31. Dezember 2024.

All Iwwerstonn kritt eng Majoratioun vu 50 %. D'Iwwerstonne ginn entweeder erageholl a Form vu Congé oder kënnen awer och an engem Compte épargne-temps afléissen. Et besteet des Weideren och d'Méiglechkeet fir Salariéen, déi ënner CDI sinn, dës Stonnen an ee spezielle Kont fir d'Iwwerstonnen ze deposéieren. Et kënnen op sou engem Kont bis zu 900 Stonne gesammelt ginn, an dat zäitlech illimitéiert. Am Fall wou de Salarié dës Iwwerstonnen notze wëll, muss eng Demande un den Employeur gemaach ginn. All reschtlech Iwwerstonn gëtt all Joers op den 31. Oktober un de Salarié ausbezuelt. Dëst geschitt awer och nëmmen, wann d'Unzuel vun den Iwwerstonnen iwwer 38 Stonne klëmmt an de Salarié déi net an säi Kont verséiert huet.

Nouvelle ligne à haute tension à Junglinster | Question **7615** (16/02/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Max Hengel** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Mat enger neier Héichspannungsleitung a Richtung Aach bei Tréier soll d'Stroumversuergung vu Lëtzebuerg fir déi nächst Joerzéngten ofgeséchert ginn. Déi geplangten 380-Kilovolt-Leitung verleeft ënner anerem duerch d'Gemeng Jonglënster, méi genau duerch d'Uertschaft Amber. Déi nei Leitung soll déi bestoend 220-Kilovolt-Leitung, déi Lëtzebuerg aktuell mat Stroum aus Däitschland versuergt a parallell zum Duerf verleeft, deelweis direkt iwwer d'Diecher vun den Haiser ersetzen. Vill Awunner maache sech Suergen a fäerten, dass déi geplangten nei Héichspannungsleitung deelweis kéint den Tracé vun der bestoender iwwerhuelen an no laanscht d'Haiser géif verlafen. Si gesinn doran e Risiko fir hir Gesondheet an déi vun hire Kanner.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un d'Madamm Ëmweltminister riichten:

1. Wéi eng vun de Variante fir den Tracé vun der 380-Kilovolt-Leitung gëtt aktuell vun der Regierung favoriséiert an aus wéi engem Grond?

2. Wéi wëll d'Regierung de Bedenke vun den Awunner aus der Gemeng Jonglënster am Kontext vun der neier Héichspannungsleitung Rechnung droen?

3. A wéi wäit ginn eventuell Gesondheetsrisike fir d'Awunner an der Planungsphas berécksiichtegt?

4. A wéi wäit gëtt bei der Decisioun fir eng Variant d'Positioun vun der Gemeng Jonglënster berécksiichtegt?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. De Projet vun der Creos, fir eng nei 380 KV Héichspannungsleitung tëscht Boufer an Aach ze bauen, ënnerläit dem modifizéierte Gesetz vum 15. Mee 2018 iwwert d'Evaluatioun vun Ëmweltimpakter (loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement – EIE). Well dës Prozedur nach am Lafen ass an d'Informatiounen nach net all virleien, gëtt et kee „Favoritt".

Et geet fir d'éischt dorëms, all raisonnabel Variant ze ënnersichen an déi méiglech Auswierkungen dovunner op d'Ëmwelt – dozou gehéiert natierlech och de Mënsch – ze verstoen. Et ass eréischt nodeems all d'Informatioune virleien an den Dossier an der „consultation du public" war, dass déi zoustänneg Autoritéit an enger „conclusion motivée" déi ënnersicht Variante wäert ofschléissend bewäerten.

ad 2. Am Kader vun der EIE ginn all d'Ëmweltauswierkunge vum Projet analyséiert a bewäert. Dobäi gi besonnesch och déi potentiell Auswierkungen op de Mënsch betruecht (Artikel 3 vum EIE-Gesetz) an et gëtt natierlech och berücksichtegt, dass net just eng nei Leitung soll gebaut ginn, ma och eng bestoend Leitung ewechgeholl gëtt. Och eventuell nei Verdeelerleitungen oder Verdeelerleitungen, déi ewechfale géingen, ginn an der EIE gekuckt.

Am Kader vun der EIE hunn déi staatlech Autoritéiten an hirem Avis vum 17. Februar 2021 iwwert den Detailgrad vun den Informatiounen, déi am Rapport d'évaluation musse geliwwert ginn, ee strengen a konservativen Usaz fir d'Bewäertung vu méiglechen Ëmweltauswierkungen op de Mënsch verlaangt. Fir d'Bewäertung vun elektromagnéitesche Felder, déi laanscht esou eng Leitung kënnen entstoen, sinn déi strengste bekannten Orientéierungswäerter als Referenz ugesat ginn.

Et sief bemierkt, dass déi nei Leitung net just d'Gemeng Jonglënster betrëfft. Et ass wichteg, an engem komplexen Dossier fir d'éischt eng Gesamtvue vun de méiglechen Ëmweltauswierkungen iwwert de ganzen Tracé vum Projet ze hunn, éier ee ka kucken, wéi am Detail de fondéierte Bedenke vun den Awunner ka Rechnung gedroe ginn. Dowéinst kritt d'Bevëlkerung am Kader vun der EIE-Prozedur (Artikel 8 vum EIE-Gesetz) jo och nach d'Méiglechkeet, de gesamten Dossier mam Rapport d'évaluation anzegesinn, an op där Basis hir Observatiounen ze kommunizéieren an ze begrënnen.

ad 3. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 2.

Fir nidderfrequent magnéitesch Wiesselfelder ass an der Europäescher Unioun an hei zu Lëtzebuerg zum Schutz vun der Gesondheet en offizielle Grenzwäert vun 100 µT gesetzlech festgehalen. Op Basis vum Principe de précaution huet de Gesondheetsministère a sengem Avis zu der geplangter 380-Kilovolt-Héichspannungsleitung zousätzlech e präventive Wäert vun 0,4 µT op der Gesamtstreck Bertrange–Aach fir Daueropenthaltsberäicher vu sensibele Persoune recommandéiert. Dëst ass beim Ausschaffe vun de verschiddene Variante vun der neier Héichspannungsleitung berücksichtegt ginn.

Wat elo d'Ersetze vun der 220-Kilovolt-Leitung duerch déi nei 380-Kilovolt-Leitung betrëfft, esou wäert dëst éischter zu enger Verbesserung vun der aktueller Situatioun aus gesondheetlecher Siicht féieren. Entscheedend fir d'Stäerkt vum Magnéitfeld ass nämlech net d'Maximalkapazitéit vun der Leitung, mee wéi eng Stroumlaascht iwwert d'Leitung fléisst. Bleift d'Stroumlaascht déi selwecht bei méi enger héijer Spannung, esou kënnt et zu manner Perten an d'Magnéitfelder si reduzéiert. Zudeem wäert de Réckbau vu bestoende Streckendeeler d'Stäerkt vum nidderfrequente Magnéitfeld bei Haiser op deene Strecke reduzéieren.

ad 4. Wéi schonns hei virdru geschriwwen, wäert d'Gemeng Jonglënster, wéi all aner betraffe Gemeng an och hir Bierger, d'Méiglechkeet kréien, an der Phas vun der Consultation du public hiren Avis (Artikel 8 vum EIE-Gesetz) iwwert de finale Rapport d'évaluation an de Projet auszedrécken.

De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, als kompetent Autoritéit fir d'EIE-Prozedur, wäert um Ofschloss vun der EIE-Prozedur a senger Schlussfollgerung („conclusion motivée" nom Artikel 10 vum EIE-Gesetz) op d'Resultater aus der Consultation du public agoen.

Subvention pour les granulés de bois | Question **7616** (16/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Mam Gesetz vum „23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés" gouf zu Lëtzebuerg eng Bäihëllef fir Pellets fir ze hëtze vun 200 Euro/Tonn bei

[1] https://data.legilux.public.lu/filestore/eli/etat/leg/rgd/2022/10/25/a617/jo/fr/pdfa/eli-etat-leg-rgd-2022-10-25-a617-jo-fr-pdfa.pdf

engem maximale Volume vu fënnef subventionéierten Tonnen iwwert den Zäitraum vum Kalennerjoer 2023 decidéiert. Esou wéi et mir zougedroe gouf, si Bierger, déi hir Pellets an Tute verpaakt beim Fournisseur bestellen oder an engem Geschäft kafen, vun dëser Moossnam ausgeschloss.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi dëst begrënnt ass? Stellt den Ënnerscheed net eng Diskriminatioun vun deene Leit, déi hir Pellets an Tute kafen, duer, géintiwwer anere Consommateuren?

2. Wär et net méiglech, eng Léisung anzeféieren, fir deene private Consommateuren, déi hei am Land wunnen, eng Subventioun fir Pellets an Tuten ze ginn? Wär et net méiglech, fir esou eng Subventioun och réckwierkend ze accordéieren?

Réponse (15/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. D'staatlech Bäihëllefe gëllen, wéi am Gesetz vum 23. Dezember 2022 iwwert d'staatlech Contributioun bei de Pellets virgesinn, nëmme fir Pellets, déi am Lassenen an e Silo geblose ginn. Dëst soll verhënneren, dass et zum Beispill zum Weiderverkaf vu Pellets an d'Ausland kënnt. Aus deene Grënn ginn och Holzhackschnitzel oder Stéckholz net subventionéiert.

Déi grouss Majoritéit vun den Anlage funktionéiert mat Siloen, déi iwwer ee Camion beliwwert ginn a sou eligibel sinn. De Risiko, datt sou Abusen einfach wieren, rechtfertegt dës Begrenzung a séchert eng zweckgeméiss Verwendung vu Subventiounen a Staatsgelder.

ad 2. De System vun de Pelletssubventioune baséiert drop, dass d'Fournisseuren de Clienten d'Reduktioun direkt op der Rechnung applizéieren. De Gesamtmontant vun de Reduktioune kréien d'Fournisseuren iwwer e System vun Avancen an Decompten da vum Staat zeréck bezéiungsweis virgestreckt. Et ass also net virgesinn, dass Privatleit hir Rechnung un de Staat schécken an doropshin hir Suen zeréckkréien.

Sabotage du gazoduc Nord Stream | Question **7617** (16/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 26. September 2022 sinn d'Gaspipelinen Nord Stream 1 an 2 duerch en Akt vu Sabotage schwéier beschiedegt respektiv zerstéiert ginn. Domat ass e wichtege Pilier vun der europäescher Gasversuergung ewechgebrach, deen sech opgrond vum Mangel vun enger adequater Infrastruktur nëmme ganz zäit- a ressourcenintensiv an och nëmmen deelweis duerch alternativ Importer, wéi z. B. den ekologesch ëmstriddenen an deiere Flësseggas, ersetze léisst.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den Impakt vum Sabotage vun der Nord Stream Pipeline op d'Lëtzebuerger Ekonomie scho chiffréieren, respektiv huet si eng entsprechend Evaluatioun an Optrag ginn? Falls jo, an Zesummenaarbecht mat wéi engen nationalen an eventuell internationalen Institutiounen? Falls net, firwat net?

2. Ginn dobäi och déi indirekt Repercussioune mat agerechent, wéi z. B. d'Influenz op Lëtzebuerg vu Steierungen an Deierechten an där däitscher Ekonomie?

3. Gesäit d'Regierung fir de Fall, datt déi international Enquêten een oder méi Täter identifizéieren, vir, deen oder déi verantwortlech Täter respektiv Staaten ëm entspriechende Schuedensersaz unzesichen?

Réponse (21/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. an 2. Nord Stream 1 gouf am Joer 2011 operationell, fir russesche Gas bal 1.200 Kilometer duerch d'Ostsee an Däitschland ze transportéieren. Nord Stream 2 gouf ni a Betrib geholl, well déi däitsch Regierung d'Autorisatiounsprozedur am Februar 2022 als Deel vun de Sanktioune géint Russland gestoppt huet.

An der Nuecht vum 26. September 2022 sinn dräi vun deenen insgesamt véier Pipelinë vun Nord Stream 1 an 2 duerch Explosiounen zerstéiert ginn, no aktuellen Aschätzunge verursaacht duerch Sabotage. Däitschland, Dänemark a Schweden hunn als direkt betraffe Länner am Oktober 2022 Enquêtë lancéiert, déi aktuell nach net ofgeschloss sinn.

No enger Analys vu Bloomberg sinn d'Gaspräisser an Europa an der Suite vun deem Sabotage kuerzfristeg ëm 12 Prozent eropgaangen, an dat obwuel zu deem Moment a kenger vun deene Pipelinë Gas gefloss ass.[2] Wéi an der Grafik heidrënner duergestallt, si schonn den 29. September d'Präisser awer erëm gefall, wat doduerch ze erklären ass, dass de Marché an d'Marchésacteuren onofhängeg vun deenen Explosioune souwisou net domat gerechent haten, dass d'Pipelinë géife genotzt ginn.[3]

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Entspriechend deenen uewe genannten Analysen, ass deen ekonomeschen Impakt vun der aktueller Energiekris net ausschliisslech am Kontext vun deenen Explosiounen ze gesinn, mee weesentlech méi breet. Effektiv hunn déi héich Energiepräisser signifikant Impakter op d'Gesellschaft an d'Industrie an Europa. Et ass och dowéinst, dass d'Lëtzebuerger Regierung zesumme mat de Sozialpartner schonn am Mäerz 2022, d. h. kuerz no der Invasioun vu Russland, am Kader vun der Tripartitt verschidde Moossnamen am Solidaritéitspak 1.0 decidéiert huet an dono mam Solidaritéitspak 2.0 an 3.0 ergänzt huet. Et ass ervirzehiewen, dass d'Regierung spezifesch Hëllefsprogrammer fir d'Entreprisen op d'Bee gestallt huet, fir een Deel vun de Méikäschte vum Stroum- a Gaspräis am Verglach mat 2021 ze kompenséieren, bis haut si scho ronn 500 Dossieren traitéiert an ongefeier 20 Milliounen EUR Hëllefen accordéiert ginn.

Op europäeschem Niveau gouf d'ekonomesch Situatioun fir Betriber rezent duerch d'Kommissioun am Kader vum Dokument „A Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age" analyséiert a Propose gemaach, fir d'europäesch Ekonomie ze ënnerstëtzen a geziilt an eng méi nohalteg Richtung weiderzeentwéckelen.[4] Aner spezifesch Evaluatioune sinn aktuell net geplangt.

ad 3. Dem aktuelle Stand vum Dossier no ass keng esou Klo envisagéiert an et misst juristesch ofgeklärt ginn, ob dat iwwerhaapt méiglech a sënnvoll wier.

Refus de l'accès au Registre des bénéficiaires effectifs | Question **7618** (16/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent sollen e puer Journalisten temporär hiren Zougang fir den RBE (Registre des bénéficiaires effectifs) gespaart kritt hunn, nodeems si eng Rei Ufroe gemaach haten. Den Zougang gouf eréischt no e puer Stonnen nees fräiginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass Persounen um RBE kënne gespaart ginn, wa si vill Ufroe maachen, an dass dat och an der Vergaangenheet scho gemaach ginn ass?

2. Falls jo:
Handelt et sech heibäi ëm eng automatiséiert oder manuell Spärung?
Ab wéi vill Ufroen a wéi engem Zäitraum kënnt et zu enger Spärung?
Wisou kënnen och Persoune gespaart ginn, déi iwwert hiren Token perséinlech ageloggt sinn an esou eendeiteg identifizéiert kënne ginn? Wat ass d'Zil vun dësem Spärungssystem?

3. Falls nee:
Wat huet déi temporär Spärungen ausgeléist?

Réponse (21/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Am Virfeld muss gesot ginn, dass et schwéier ass, eng präzis Äntwert ze ginn op Froen, déi sech op konkreet Virfäll bezéien, ouni méi Detailer ze hunn. Et war deemno net méiglech, genau nozepréiwen, wat an deene Fäll konkreet geschitt ass.

ad 1. De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) gëtt, wéi aner Onlineservicer vum LBR, duerch en automatiséierte Sécherheetsdispositiff vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) geschützt. D'Zil ass et, d'Servicer virun exzessiven automatiséierten Ufroen aus dem Internet ze schützen an esou hir Disponibilitéit ze garantéieren. D'Zil ass net, Persounen ze spären. An deem Sënn war de 14. September 2022 follgend Annonce um Site vum LBR gemaach ginn:

« Pour garantir un fonctionnement optimal de son site, et conformément aux conditions générales d'utilisation du site, des limitations de volumétrie ont été mises en place par le LBR. »

ad 2. an 3. Am Fall wou de Sécherheetdispositiff Anomalien un der Unzuel oder der Form vun de Requêten detektéiert, gëtt d'IP-Adress automatesch fir e kuerzen Zäitraum blockéiert, fir dass vun do keng Ufroe méi un de Service kënne geschéckt ginn. D'Limite, ab där d'Unzuel u Requêten, déi vun enger IP-Adress ausginn, als Anomalie bezeechent gëtt, ass wäit iwwert där vum gewéinleche Gebrauch vun engem Benotzer. Laut CTIE, gouf keen Accès um Niveau vum Sécherheetsdispositiff vum RBE als Anomalie an de Méint Januar a Februar 2023 detektéiert, deen zu enger temporärer Spärung gefouert hätt, wat notamment och dorunner läit, dass ee fir dëse Regëster en authentifizéierten Zougang brauch. Um Niveau vum RCS, deen och vun esou engem Sécherheetsdispositiff geschützt gëtt, gi par contre reegelméisseg Anomalië festgestallt an IP-Adressen temporär blockéiert.

An esou engem Fall ass den Helpdesk vum LBR awer ëmmer bereet, esou séier wéi méiglech dem Utilisateur ze hëllefen, fir de Problem ze behiewen.

Vente immobilière en viager | Question **7619** (17/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La vente immobilière en viager représente un contrat entre le propriétaire d'un logement et un acquéreur en échange d'une rente viagère.

[2] https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-09-27/european-gas-prices-rise-amid-outages-at-idled-russian-pipelines#xj4y7vzkg

[3] https://tradingeconomics.com/commodity/eu-natural-gas

[4] https://commission.europa.eu/system/files/2023-02/COM_2023_62_2_EN_ACT_A%20Green%20Deal%20Industrial%20Plan%20for%20the%20Net-Zero%20Age.pdf

On distingue entre deux types de vente : d'une part, le vendeur continue à occuper le logement jusqu'à son décès, d'autre part, le vendeur quitte le logement et l'acquéreur peut l'occuper de suite moyennant le paiement d'une rente au vendeur.

J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement :

– Comment cette formule s'est-elle développée au Luxembourg ?

– Quels sont les avantages/désavantages liés à cette formule dans les domaines de la fiscalité, des assurances et autres ?

Réponse (21/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations relatives à l'évolution quantitative de la vente viagère au Luxembourg.

Pour ce qui est des aspects fiscaux, la vente d'un immeuble se trouvant dans le patrimoine privé du contribuable est imposée de façon générale, soit comme bénéfice de spéculation visé à l'article 99 bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (« ci-après LIR »), soit comme bénéfice de cession visé à l'article 99 ter LIR.

Le bénéfice de spéculation et le bénéfice de cession sont égaux à la différence entre le prix de réalisation et le prix d'acquisition ou de revient (réévalué dans le cadre du bénéfice de cession) augmenté des frais d'obtention. Le bénéfice de cession est considéré comme un revenu extraordinaire, imposable à un taux égal à la moitié du taux global, tandis que le bénéfice de spéculation est imposé suivant le taux normal. Le bénéfice de cession peut, sous certaines conditions, être diminué de deux abattements.

La vente d'un immeuble contre constitution d'une rente viagère est caractérisée par le fait qu'elle n'est pas réalisée contre un prix unique payé en une seule fois, mais qu'elle a comme contrepartie une rente viagère, c'est-à-dire une prestation périodique à caractère aléatoire.

Lorsque le prix de réalisation est constitué par des prestations périodiques, il y a imposition au fur et à mesure du paiement des arrérages. Le revenu réalisé ne constitue cependant pas un revenu divers au sens de l'article 99 bis ou 99 ter LIR, mais un revenu résultant de pensions ou de rentes au sens de l'article 96 alinéa 1er numéro 3 LIR, l'article 99 LIR ayant un caractère subsidiaire par rapport à l'article 96 LIR.

Lors de l'imposition des rentes viagères dans la catégorie du revenu résultant de pensions ou de rentes, il faut tenir compte de l'article 115, numéro 14 LIR qui permet d'exonérer, sous certaines conditions, une tranche de 50 % du montant net des arrérages de rentes viagères. Cette exonération de 50 % n'est cependant pas accordée dans la mesure où une prestation unique qui eut été obtenue en lieu et place des prestations périodiques aurait constitué un revenu imposable.

Le débirentier, quant à lui, peut déduire 50 % des arrérages de rentes viagères :

– soit en tant que frais d'obtention dans la catégorie du revenu net provenant de la location de biens (article 98 LIR), et dans le cas d'un immeuble occupé personnellement ou destiné à être occupé personnellement, limités au plafond prévu par le règlement grand-ducal modifié du 12 juillet 1968 concernant la fixation de la valeur locative de l'habitation occupée en vertu du droit de propriété ou occupée en vertu du droit de propriété ou occupée à titre gratuit ou en vertu d'un droit de jouissance viager ou légal ;

– soit en tant que dépenses spéciales, conformément à l'article 109 alinéa 1er numéro 1 LIR, non plafonnées au cas où il s'agit d'un immeuble ni occupé personnellement ou destiné à être occupé personnellement, ni mis bénévolement à disposition de quelqu'un d'autre, ni loué ou destiné à une location. Tombe par exemple sous ce tiret un terrain ne procurant pas de revenus au contribuable.

Au cas où le débirentier vend un immeuble qu'il a acquis contre paiement d'une rente viagère, le prix d'acquisition de cet immeuble est la valeur actuelle de la rente au jour de l'acquisition, calculée conformément aux dispositions du paragraphe 16 de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs (« Bewertungsgesetz »), éventuellement réévaluée par multiplication avec le coefficient prévu par l'article 102 alinéa 6 LIR.

Commerce avec l'Iran | Question **7620** (17/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Duerch de LUSTAT Data Explorer kann een sech ukucken, wéi vill Handel (Import wéi Export) de Grand-Duché mat de Länner iwwerall op der Welt bedreift. D'Opzielung ass awer limitéiert an esou fannen net all d'Länner eng Plaz op der Lëscht. Ee Beispill heifir ass den Iran, dee jo scho laang vu westleche Sanktioune betraff ass, an deen duerch d'Ënnerdréckung an d'Gewalt vun de Protester nom Doud vum Mahsa Amini op en Neits staark kritiséiert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Tonnen u Wuere goufen an deene leschte 5 Joer aus dem Iran importéiert (opgelëscht no Joer)?

2. Wéi vill Tonnen u Wuere goufen an deene leschte 5 Joer an den Iran exportéiert (opgelëscht no Joer)?

3. Wat sinn déi 3 heefegst Wueren, déi vu Lëtzebuerg an den Iran exportéiert ginn?

4. Wat sinn déi 3 heefegst Wueren, déi aus dem Iran importéiert ginn?

5. Wéi héich sinn d'Servicer, déi all Joer (opgelëscht op déi lescht 5 Joer) fir Acteuren am Iran geleescht ginn?

6. Wéi héich sinn d'Servicer, déi all Joer (opgelëscht op déi lescht 5 Joer) aus dem Iran un Acteuren zu Lëtzebuerg geleescht ginn?

7. Wat sinn déi heefegst Servicer, déi importéiert ginn?

8. Wéi sinn déi heefegst Servicer, déi exportéiert ginn?

Réponse (23/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Ci-dessous les tableaux avec les informations disponibles auprès du Statec concernant les échanges de biens et de services avec l'Iran :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Activités de l'Inspection du travail et des mines | Question **7621** (20/02/2023) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Ces dernières années, l'Inspection du travail et des mines s'est vu augmenter le nombre de ses fonctionnaires susceptibles d'inspecter différents chantiers et lieux de travail à travers le pays. Cela a permis de détecter plus rapidement des activités non conformes à la législation en vigueur.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Monsieur le Ministre, peut-il informer sur l'évolution récente (sur les cinq dernières années) du nombre d'activités qui n'ont pas été respectueuses de notre droit du travail et de la sécurité sociale, ventilée par secteurs d'activité ?

– De quels types de délits s'agit-il ? Dans combien de cas des entreprises étrangères ont été concernées, ventilées par secteurs d'activité ? Dans combien de cas la directive relative au détachement de travailleurs n'a-t-elle pas été respectée ?

– Monsieur le Ministre, peut-il informer sur les différentes sanctions qui ont été appliquées en cette matière ?

Réponse (21/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

L'ITM a comme mission de conseiller et d'assister les salariés et les employeurs, de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de la sécurité et santé au travail.

Son rôle consiste également à veiller et à faire veiller à l'application de la législation notamment aux conditions de travail et à la protection des salariés et à mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de sécurité et santé au travail.

Pour les cas où les employeurs ou les salariés ne sont pas disposés à se conformer aux dispositions précitées, l'ITM peut constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'État.

Les dispositions relevant de la compétence de l'ITM sont principalement reprises au sein du Code du travail et subsidiairement au sein de certaines lois connexes, comme par exemple celles relatives aux établissements classés (commodo-incommodo), aux mines, aux tunnels routiers ainsi qu'à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (Seveso).

Le tableau suivant reprend les chiffres clés relatifs aux effectifs et activités de l'ITM des 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les tableaux suivants reprennent le nombre des contrôles de l'ITM ainsi que leurs suites (régularisations ou amendes) sur les 5 dernières années :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau suivant reprend la liste des infractions les plus fréquemment constatées en matière de droit du travail sur les 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau suivant reprend la liste des infractions les plus fréquemment constatées en matière de sécurité et santé au travail sur les 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau suivant reprend le nombre d'amendes infligées en matière de détachement par secteur d'activité à l'encontre d'entreprises établies à l'étranger sur les 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau suivant reprend les montants des amendes infligées en matière de détachement par secteur d'activité à l'encontre d'entreprises établies à l'étranger sur les 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Décentralisation vers le Centre administratif Nordstad | Question **7622** (20/02/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

An engem rezente Presseartikel ass ze liesen, dass 8.500 vun den insgesamt 17.000 m² Fläch vun dem Projet „Ettelbruck One" respektiv dem „Centre administratif Nordstad" solle fir staatlech Verwaltunge genotzt ginn, wat am Sënn vun der Iddi vun enger Dezentraliséierung an domat och am Sënn vum Projet Nordstad ass, wou et iwwregens laut dem „Projet de programme directeur d'aménagement du territoire" (PDAT) am Verglach mat der Stad Lëtzebuerg un Aarbechtsplaze feelt. De PDAT gesäit doriwwer eraus och vir, Wunnen, Schaffen a Fräizäit beieneen ze bréngen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Finanzminister an un den Här Minister fir Energie a Landesplanung riichten:

– Gesäit de Staat eng Dezentraliséierung vun Aarbechtsplaze vum Landeszentrum a Richtung Norde vir?

– Wéi eng Administratioune sollen an deem neie Gebai ënnerbruecht ginn?

– Kann ee sécherstellen, dass keng Zentraliséierung vu staatleche Verwaltungen am Norden a Richtung Ettelbréck geschitt, i. e. dass keng „Antennen" an der Nordregioun zougemaach ginn, fir déi Administratiounen um neie Site beieneen ze leeën?

– Ass d'Regierung der Meenung, dass eng weider Stäerkung vun den Aarbechtsplazen am Norde muss geschéien?
• Wa jo, gëtt et dofir weider Projeten am Norde fir staatlech Verwaltungen, besonnesch an deenen anere „Centres de développement et d'attraction" (CDA)?
• Wann net, firwat net?

Réponse (30/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire

D'Regierung ass der Meenung, dass d'Aarbechtsplazen am Norde musse weiderentwéckelt gi souwéi och méi diversifizéiert ginn, an dëst virun allem op de Plaze wou et Sënn mécht, d. h. an de „centres de développement et d'attraction", déi am „Projet de programme directeur d'aménagement du territoire" 2023 identifizéiert goufen.

Konform zu der Politick vun der Regierung ass de Staat esou och beméit, weider staatlech Servicer am Norden unzesidele respektiv bestoend Gebaier ze moderniséieren. Esou sollen an deene Raim och ëffentlech Verwaltungen ugesidelt ginn. An deem Kontext ass op d'Äntwerten op zwou parlamentaresch Froen N° 6358 an N° 6900 ze verweisen.

De Centre administratif Nordstad gëtt gelount, fir de Relogement vu verschiddene staatlechen a parastaatleche Servicer ze maachen. An deem Kontext wäerte verschidde Servicer net nëmme relogéiert, mee och verstäerkt ginn. An deem neie Gebai sollen esou Servicer vum Educatiounsministère, dem Kadaster, der Douane, der Steierverwaltung drakommen, mä och déi aktuell Maison médicale an de Planning Familial relogéiert ginn. Ausser dem Relogement vun de virgenannte Servicer ass et aktuell net virgesinn, aner Antennen am Norden zouzemaachen.

Ënnert dem Numm „Cité militaire" gëtt e grousse Projet mixte zu Dikrech realiséiert, wou nieft 184 neie Wunnengen a 4 Commercë bis Enn 2027 och een neit administratiivt Gebai fir de Staat gebaut gëtt, an deem ënner anerem d'ADEM een neie Siège an der Nordstad kritt.

Den neie Quartier „Wunne mat der Wooltz" kann och an dësem Zesummenhang opgezielt ginn. An dësem Projet gëtt e ganz neie Quartier mixte zu Wooltz gebaut.

Contournement des sanctions contre la Russie | Question **7623** (20/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Laut Medieberichter verbreet déi lëtzebuergesch Firma G-Core Labs SA als sougenanntent „Content Delivery Network" iwwer Serveren an Däitschland indirekt Inhalter vum russesche Fernseesender Russia Today. Russia Today ënnerläit allerdéngs de Sanktiounen, déi d'EU wéinst der russescher Invasioun an der Ukrain verhaangen huet.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un de Medien- a Kommunikatiounsminister an un den Ausseminister stellen:

– Kann d'Regierung d'Informatiounen aus der Press confirméieren?
• Wa jo, ënnerleeft G-Core Labs SA domat net d'EU-Sanktiounen?
• Wat wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir de Fall wou d'EU-Sanktiounen net respektéiert ginn?

– Sinn der Regierung nach aner lëtzebuergesch Firme bekannt, déi d'EU-Sanktiounen direkt oder indirekt ënnerlafen?
• Wa jo, ëm wat fir Entreprisen handelt et sech a wat huet d'Regierung gemaach, fir dës Praxis ze ënnerbannen?

Réponse (21/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Regierung confirméiert de Wuertlaut vun der Äntwert vum Ministère an huet d'Informatiounen aus dem Presseartikel am Detail analyséiert. Déi kompetent Servicer hunn de mentionéierten Artikel un de Parquet weiderginn, sou wéi et am Artikel 23 vum Code de procédure pénale virgesinn ass.

Zesumme mat techneschen Experte vum CIRCL hunn déi kompetent Servicer d'Entreprise mat den Informatiounen aus dem Presseartikel confrontéiert. D'Entreprise huet intern Kontrollmechanismë presentéiert, souwéi verschidde Beschëllegungen aus dem Presseartikel adresséiert. Op Basis vun techneschen Informatioune konnten déi kompetent Servicer d'Reaktivitéit vun der Entreprise verifiéieren.

Et sief drop higewisen, datt d'Entreprise als Fournisseur vun engem Content Delivery Network, also Caching-Servicer aktiv ass – an net zum Beispill als Hosting-Service. An där Roll huet d'Entreprise ënnert anerem d'Obligatioun, schnell op Demande vun Autoritéiten an Individuen ze reagéieren, nom Prinzipp Notice and Takedown, sou wéi d'Direktiv iwwert den elektroneschen Handel dëst virgesäit. Déi europäesch Reegelen erlaben et allerdéngs net, Onlinedéngschtleeschter, déi Content Delivery Networks (CDN), Hosting oder Cloud Servicer ubidden, Donnéeën an Echtzäit ze iwwerwaachen. An dësem Fall huet d'Entreprise de verbuedene Contenu prompt geläscht.

Zu dësem Zäitpunkt ass et der Regierung wichteg, am enken Echange mat all Acteur ze stoen, dee vu Sanktiounsmesurë betraff ass, fir eng kohärent Ëmsetzung vun dësen ze garantéieren, dëst och am Austausch mat der EU-Kommissioun.

D'Export-Kontrollgesetz vum 27. Juni 2018 setzt de Kader fir Strofen an Amenden am Fall vum Netrespekt vu kommerzielle Sanktiounsmesuren. Entreprisen, déi sech net u Sanktiounen halen, musse mat enger Denonciatioun beim Parquet rechnen. Den Aussenan Europaministère ass fir d'Koordinatioun vun der Ëmsetzung vun de Sanktiounsmesuren zoustänneg a schafft an dëser Roll enk mat den zoustännege Ministèren zesummen. D'Justizautoritéite sinn zoustänneg, fir Verstéiss ze ermëttelen.

Emprunts souverains durables | Question **7624** (20/02/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Le 7 septembre 2020, le Luxembourg est devenu le premier pays au monde se prévalant de la notation AAA qui a émis une obligation souveraine durable. Cet emprunt de 1,5 milliard d'euros et d'une durée de 12 ans a bénéficié d'un taux d'intérêt négatif de -0,123 %. Ce taux d'intérêt négatif a témoigné de la confiance que les investisseurs ont en la résilience des finances publiques du Grand-Duché. L'emprunt souverain durable finance ou refinance des investissements dans des projets générant des impacts environnementaux et sociaux positifs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– De quelles régions géographiques sont principalement issus les investisseurs ayant prêté des liquidités au Grand-Duché dans le cadre dudit emprunt ? Quelle est la part des investisseurs implantés au Luxembourg ?

– Au vu des investissements conséquents nécessaires à l'avenir pour endiguer notamment le réchauffement climatique, Madame la Ministre prévoit-elle d'autres émissions d'emprunts souverains durables sur les prochaines années ?

Réponse (21/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Députée s'enquiert sur l'obligation souveraine durable que le Luxembourg a émise en date du 7 septembre 2020.

En ce qui concerne la question sur les régions géographiques dont sont issus les investisseurs et sur la part des investisseurs venant du Luxembourg, les informations d'allocation le jour de l'émission peuvent être consultées dans le communiqué de presse publié à l'époque (ci-annexé).

Le Luxembourg s'est doté d'une politique d'investissement ambitieuse en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à l'horizon 2030. Ces projets sont réalisés indépendamment d'une émission d'emprunts souverains durables. La Trésorerie de l'État, en charge de la gestion de la dette publique, évalue les besoins de financement et utilise les moyens les plus efficients afin de lever des capitaux.

À l'heure actuelle, le reporting obligatoire dans le cadre du premier Sustainability Bond est toujours en cours de réalisation et au vu de la petite taille du Luxembourg et d'un portefeuille de projets éligibles limité, une nouvelle émission d'emprunts durables n'est pour le moment pas envisagée.

Les besoins et opportunités sont évalués régulièrement, et une nouvelle émission d'emprunts de ce type n'est pas exclue à moyen terme. Par ailleurs, pour toute émission future de telles obligations, le cadre des obligations de durabilité actuellement en vigueur sera mis à jour afin d'intégrer les derniers standards internationaux sur les obligations durables.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pauvreté des personnes âgées | Question **7625** (20/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg manner wéi 2.177 € de Mount an der Hand huet, läit ënnert der Aarmutsrisikogrenz a leeft Gefor, hir Grondbedierfnisser net méi alleguerten decken ze kënnen, wa se keng Suen op der Säit huet. Ronn ee Fënneftel vun de Mënschen zu Lëtzebuerg lieft ënnert der Aarmutsrisikogrenz, wann een d'Zuele vum Statec an Eurostat kuckt.

Virun allem am Alter ass de Risiko, an d'Aarmut ze falen, grouss, wann ee keng eege Wunneng besëtzt, keng grouss Kapitalreserven huet an nëmmen eng kleng Pensioun kritt. Dës Situatioun ass awer fir vill Leit eng Realitéit hei am Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune bezéien aktuell eng Pensioun zu Lëtzebuerg a wunnen och hei?
Wéi vill Pensionnairë mat enger Adress zu Lëtzebuerg verdéngen netto aktuell eng Pensioun vu manner wéi 2.200 € de Mount?

2. Wéi vill Steierzueler, déi eng Pensioun bezéien, ginn aktuell an der Steierklass 1 besteiert?
Wéi vill Steierzueler, déi eng Pensioun bezéien, ginn aktuell an der Steierklass 1a besteiert?

3. Wéi vill Prozent vun de Pensionnairen an der Steierklass 1 an 1a, déi hei am Land liewen, falen ënnert d'Aarmutsrisikogrenz?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Am Joer 2021 kruten ëm 112.000 Steierzueler[5], déi zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, op d'mannst ee Mount am Joer 2021 eng Lëtzebuerger Pensioun[6] vum Régime général d'assurance pension an/oder vum Régime statutaire[7].

Fir d'Joer 2021, gëtt esou geschat, dass vun de ronn 112.000 Steierzueler, déi eng Lëtzebuerger Pensioun bezuelt kruten an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, ëm 9.500 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 33.300 Steierzueler an der Steierklass 1a sinn:

– Vun de 76.700 Steierzueler, déi eng Lëtzebuerger Alterspensioun kruten (ouni eng aner Lëtzebuerger Pensioun) an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, gëtt et ëm 4.900 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 13.200 Steierzueler an der Steierklass 1a.

– Vun den 12.000 Steierzueler, déi zwou Lëtzebuerger Pensiounen (meeschtens eng Lëtzebuerger Alterspensioun an eng Lëtzebuerger Witwerent) kruten an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, gëtt et ëm 300 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 8.700 Steierzueler an der Steierklass 1a.

– Vun den 13.300 Steierzueler, déi eng Lëtzebuerger Witwerent kruten (ouni eng aner Lëtzebuerger Pensioun) an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, gëtt et ëm 300 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 9.900 Steierzueler an der Steierklass 1a.

– Vun den 10.100 Steierzueler, déi eng Lëtzebuerger Invalidepensioun kruten (ouni eng aner Lëtzebuerger Pensioun) an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, gëtt et ëm 3.100 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 500 Steierzueler an der Steierklass 1a.

Aus verschiddene Grënn ass et awer net méiglech, eng Zuel vu Pensionäre mat enger Adress zu Lëtzebuerg an enger Nettopensioun vun aktuell manner wéi 2.200 EUR de Mount opzestellen[8].

Et ass awer méiglech, e Prozentsaz ze schätze vu Persounen, déi am Joer 2021 zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, eng Lëtzebuerger Pensioun kritt hunn, an e verfügbaart Akommes pro Erwuessenenequivalent ënner engem bestëmmte Montant haten[9].

Fir dëse Prozentsaz ze schätzen, benotzt d'IGSS e Mikrosimulatiounsmodell, deen d'IGSS op Basis vun administrativen Donnéeën entwéckelt huet.

D'Aarmutsrisikogrenz (2.177 EUR de Mount pro Erwuessenenequivalent fir 2021), op déi sech dës parlamentaresch Fro bezitt, kënnt aus der EU-SILC Ëmfro, déi all Joer vum Statec gemaach gëtt, a mat der Zesummenaarbecht vun der IGSS berechent gëtt[10].

De Mikrosimulatiounsmodell vun der IGSS estiméiert d'Aarmutsrisikogrenz op 2.079 EUR de Mount pro Erwuessenenequivalent fir 2021.

D'Tabell 1 presentéiert de Prozentsaz vun de Pensionären, déi 2021 eng Lëtzebuerger Pensioun kruten an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, an ënnert d'Aarmutsrisikogrenz falen no Steierklass an Aart vu Pensioun. Dës Prozenter sollen als Plaffongswäerter ugesi ginn. Effektiv si verschidden Akommes net verfügbar, ënner anerem Auslandspensioune fir Pensionären, déi och am Ausland geschafft hunn. Och wann d'Montante vun dësen auslännesche Pensiounen net bekannt sinn, kennt d'IGSS awer d'Versécherungsperioden am Ausland vun de Pensionären[11]. Ëm 23,2 % vun de Pensionäre sinn an dësem Fall.

D'Tabellen 2 an 3 presentéieren den Ënnerscheed tëschent de Pensionären ouni (Tabell 2) a mat (Tabell 3) Versécherungsperioden am Ausland. Et ass kloer, datt Pensionäre mat Versécherungsperioden am Ausland ee vill méi héijen Aarmutsrisiko hu wéi d'Pensionären ouni Versécherungsperioden am Ausland. Den Aarmutsrisiko, deen an der Tabell 3 steet, wier manner héich, wann d'Beträg vun den auslännesche Pensiounen hei net feele géifen.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Méi generell ass ze bemierken, dass déi verschidde Sozialversécherungsinstitutiounen am Kader vun hirer Gestioun eng grouss Quantitéit vun Donnéeë generéieren, déi detailléiert soziodemographesch a sozioekonomesch Informatiounen iwwer déi affiliéiert Persounen an iwwer d'Empfänger vu Prestatiounen enthalen. No der Ënnersichung vun der existéierender Situatioun huet d'IGSS festgestallt, datt dës Donnéeën e grousst analytescht Potential enthalen, wann se adaptéiert, strukturéiert a virun allem zesummegefaasst sinn.

D'Konstruktioun an de fréien 2000er Joren, vun engem Datawarehouse, huet eng grouss Mass vun Daten aus de verschiddene Sozialversécherungsinstitutiounen zesummebruecht, déi et erlaabt, deskriptiv Statistiken opzebauen an de soziosteierleche System ze analyséieren. Zum Beispill d'Ziele vun den Empfänger vun enger oder méi Sozialprestatiounen oder d'Analys vum soziosteierleche System oder d'Schätzung vum budgetären Impakt an de Redistributiounsimpakt vun enger sozialer Steierreform. Dës Schätzung gëtt gemaach mat engem Mikrosimulatiounsmodell, entwéckelt vun der IGSS op Basis vun Daten aus dem Datawarehouse vun der IGSS. Dëse Modell deckt e groussen Deel vum soziosteierleche System of, nämlech dee vun den direkte monetären ëffentleche Prestatiounen an Taxen. Dëse Modell reproduzéiert d'Komplexitéit vum System, andeems en d'Heterogenitéit vun allen Agenten, an dësem Fall den Eenzelpersounen a Stéit, an d'Netlinearitéite vu bestëmmten Transferte wéi zum Beispill déi perséinlech Akommessteier berücksichtegt.

E Mikrosimulatiounsmodell ass charakteriséiert duerch eng Datebank, déi aus individuellen Donnéeën an duerch e Computerprogramm besteet, dee sou no wéi méiglech déi observéiert Parametere vun engem bestëmmten Domaine reproduzéiert esouwéi d'Variante vun dësem, andeems d'Informatiounen, déi an der Datebank verfügbar sinn, berücksichtegt ginn. An dësem Fall geet et ëm Prestatiounen a sozial a steierlech Abgaben.

SPAFIL (Social Policy Analysis for Luxembourg) ass eng pseudonymiséiert Datebank iwwer Joresakommes, entwéckelt aus administrativen Donnéeën, déi am Datawarehouse gesammelt ginn an all Joer zënter 2001 aktualiséiert ginn. D'Donnéeë betreffen all d'Persounen, déi am Lëtzebuerger Regime vun der Sécurité sociale affiliéiert sinn (Awunner an Netresidenten) an, wa méiglech, Eenzelpersounen, déi mat dësen am selwechte Steierstot zesummeliewen, awer net am Lëtzebuerger Regime vun der Sécurité sociale affiliéiert sinn. D'Akommeskategorien, déi an der Datebank präsent sinn, si berufflech an Ersatzakommes, déi d'Basis bilde fir d'Sozialversécherungsbäiträg an d'Prestatiounen, déi vun engem vun de Regimme vum Sozialversécherungssystem bezuelt ginn. Akommes aus Kapital, Locatioun vun Immobilien, verschidden Nettoakommes am Sënn vum Gesetz iwwert d'perséinlech Akommessteier, Akommes aus dem Rescht vun der Welt a privat Transferten tëscht Stéit feelen an der Datebank.

De Computerprogramm erméiglecht et, d'perséinlech Akommessteier (dorënner d'Solidaritéitssteier an d'Steierkreditter), d'Informatiounen, déi an de Sozialversécherungsdateie feelen, d'Sozialkontributiounen,

---

5 Hei gëtt et eng Rei extern Facteuren, déi bei der Erfaassung zu Fluktuatioune féieren. Als Beispill kann een hei Contribuabeler nennen, déi d'Steierklass wiesselen oder déi hir Residence wiesselen.

6 Dëst kann eng Alterspensioun, eng Invalidepensioun oder eng Witwerent sinn.

7 D'Persoune mat enger Weesepensioun sinn net mat abegraff (ëm 2.500 am Joer 2021).

8 Éischtens, ass et net méiglech eng monatlech Nettopensioun ze definéieren, obschonn d'Pensiounskeese monatlech d'sozial Contributiounen an d'Quellesteier op de Pensiounen ofzéien. Zweetens gëtt déi perséinlech Akommessteier op d'Joresakommes berechent. Drëttens kann d'Quellesteier jee nodeem variéieren, ob de Pensionaire eng Haapt- oder zousätzlech Steierkaart huet. Nieft dëse Limitte soll een och bedenken, datt e Pensionaire, esou ewéi jiddereen, en zousätzlecht perséinlecht Akommes kann hunn an/oder mat Leit mat anerem Akommes ka liewen oder awer och sozial Hëllefen, wéi de REVIS oder d'Allocation de vie chère ka kréien. Et muss een sech och bewosst sinn, datt eng gewëssen Unzuel vu Pensionairen, déi zu Lëtzebuerg wunnen, och nach eng Pensioun aus dem Ausland kréien. Bannent engem „Wunnstot" kann et jo e puer „Steierstéit" ginn. Dat heescht, datt Steierzueler an der Steierklass 1 oder 1a net onbedéngt eleng wunnen.

9 D'Akommesaarmutsrisikogrenz representéiert 60 % vum mediane verfügbaren Akommes pro Erwuessenenequivalent vu Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen. An engem éischte Schrëtt gëtt all Bruttoakommes (besteierbar an net besteierbar; Paien, Pensiounen, Revenus de remplacement, Revenus en capital, Prestations familiales, sozial Hëllefen asw. aus Lëtzebuerg an aus dem Ausland) minus d'sozial Contributiounen a minus déi perséinlech Akommessteier vun alle Leit aus engem „Wunnstot" zesummegerechent, fir dat verfügbaart (oder Netto-) Akommes vum „Wunnstot" festzestellen. Dann, fir d'Ënnerscheeder an der Gréisst an an der Zesummesetzung vum „Wunnstot" ze berécksiichtegen, gëtt dat verfügbaart Akommes vum „Wunnstot" duerch d'Zuel vun den Erwuessenenequivalenter gedeelt an dat op Basis vun enger Standardskala, der modifizéierter OECD Skala. Dës Skala gëtt all Membere vum „Wunnstot" e Gewiicht (dont l'addition constitue la taille équivalente du ménage): 1 fir den éischten Erwuessenen; 0,5 fir all Member vu 14 Joer a méi an 0,3 fir Kanner ënner 14 Joer. Schlussendlech gëtt dat „verfügbaart Akommes pro Erwuessenenequivalent" gläichméisseg tëscht all de Leit aus dem „Wunnstot" opgedeelt. Déi perséinlech Akommessteier gëtt op all besteierbaart Akommes (8 Kategorien) aus engem „Steierstot" berechent.

10 https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/analyses/2022/analyses-05-22.html, Säit 113 an 114. Leider ass et net méiglech, aus dëser Ëmfro de Prozentsaz vun de Pensionairen an der Steierklass 1 an 1a, déi hei am Land liewen an ënnert d'Aarmutsrisikogrenz falen, ze schätzen.

11 Dat ass net de Fall fir d'Pensionairë vum ëffentleche Secteur, mä dës Fäll sollten éischter rar sinn.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

verschidde Familljen- a Sozialleeschtunge mat de Parameteren, déi an der Gesetzgeebung virgesi sinn oder mat Variante vun dësen, ze modeléieren, fir den Impakt vun Änneruge vun dëse Parameteren ze schätzen.

Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | Question urgente **8234** (14/08/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Eisen Informatiounen no war de Police-Kommissariat op der Place de la Gare an der Nuecht vum 11. August op den 12. August formell zou, well net genuch Policebeamten asazbereet waren. Wéi et heescht, wieren eng ganz Rei Beamte krankgeschriwwen, anerer hätten hir Waff ofginn, well se e längerfristegt Traitement brauchen. Ausserdeem sinn am Moment 4 Beamten an Untersuchungshaft, wéinst engem Virfall vu presuméierter Policegewalt.

Och nom Weekend huet sech d'Situatioun anscheinend net wierklech verbessert, well de Büro weiderhi staark ënnerbesat ass. Eisen Informatiounen no wier de Büro op der Gare de facto net operationell a kéint seng wichteg Aufgab deemno och net erfëllen.

An deem Kontext wollte mir follgend Drénglechkeetsfroen un den Här Policeminister stellen:

– Kann de Policeminister bestätegen, datt de Police-Kommissariat op der Garer Plaz an der Nuecht vum 11. op den 12. August formell zou war?
• Wa jo, wat waren déi genee Ursaache fir dës Fermeture?

– Wéini stinn nees déi néideg Effektiver zur Verfügung, fir datt de Policebüro op der Gare nees voll operationell ka funktionéieren?

– Wat wëllt de Minister maachen, fir datt et an Zukunft net méi dozou kënnt, datt eenzel Kommissariater mussen zäitweileg zougemaach ginn?

Réponse (17/08/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Den alldeegleche Fonctionnement vun de verschiddene Police-Unitéite gëtt vun de respektive Responsabelen an der Police organiséiert.

De Service public, deen d'Police leescht, ass global organiséiert fir d'ganzt Land an deemno onofhängeg vum Fonctionnement vun enger eenzelner Unitéit. Wann ee Kommissariat zou ass respektiv déi Equippen net disponibel sinn, well anerwäerts engagéiert, ginn d'Missioune vum Service public automatesch vun aneren Unitéiten iwwerholl. Dat geschitt z. B. all Dag an der Nuecht an de Weekend, wann d'Kommissariater „à 2 roulements" d'office zou sinn.

Et kënnt vun Zäit zu Zäit vir, dass Kommissariater ausser der Rei zou musse bleiwen. Dat kann operationell Grënn hunn, wéi zum Beispill wann d'Effektiver vun der Police wéinst engem speziellen Evenement mussen zesummegezu ginn (z. B.: Staatsvisitten oder grouss Demonstratiounen), mee och alt emol wéinst imprevisibelen a cumulativen Absencen. Och da ginn déi generell Missioune vun der Police weiderhin assuréiert.

De Police-Kommissariat op der Garer Plaz ass just eng Dependance vum grousse Kommissariat „à 3 roulements" aus der Région „Capitale" um Verluerekascht. Effektiv war an der Nuecht vum 11. op den 12. August d'Police-Gebai op der Garer Plaz zou, mee d'Police-Missiounen am Garer Quartier waren zu all Moment vum Haaptkommissariat aus assuréiert!

Och am Quartier Gare war an der betraffener Nuecht all prioritär Missioun fir de Bierger assuréiert, well déi respektiv Responsabel vun der Police ëmmer duerfir suergen, dass de Service public ëmmer esou organiséiert ass, dass déi prioritär Missioune vun der Police zu all Moment um ganzen Territoire vum Land assuréiert sinn.

Well den Effectif vun der Police allgemeng net duergeet, huet dës Regierung schonn 2019 de Recrutement renforcé fir d'Police decidéiert, deen duerch Recrutéierung an Ausbildung elo ab 2023 seng Friichten ufänkt ze droen. Duerch dës Decisioun wäert et an Zukunft manner oft virkommen, dass eenzel Kommissariater zäitweileg hir Horaires d'accueil fir de Public mussen adaptéieren. Natierlech mussen och déi nächst Regierungen nach Decisiounen huelen, fir d'Police weider ze verstäerken. Trotzdeem wäert ni kënnen ausgeschloss ginn, dass net awer emol ee Kommissariat aus exzeptionelle Grënn eraus d'Horaires d'accueil adaptéiere muss.

Réponse complémentaire (21/08/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Dès que j'ai pris connaissance de la fermeture temporaire des locaux du commissariat de la place de la Gare, j'ai enjoint à la police de prendre toutes les mesures nécessaires afin de remédier à cette situation. La police m'a assuré que le commissariat est à nouveau opérationnel.

Je comprends les préoccupations des honorables Députés Léon Gloden et Laurent Mosar et les préoccupations des citoyens concernant la fermeture temporaire des locaux du commissariat de la place de la Gare.

Toutefois, tel que mentionné dans la réponse à la question parlementaire urgente n° 8234, malgré la fermeture temporaire du commissariat de police, les missions de police ont été assurées pour le quartier de la gare.

Les locaux du commissariat de la place de la Gare ont été temporairement fermés au public en raison d'une série d'absences imprévisibles. Plusieurs policiers visés par les procédures judiciaires en cours ne peuvent plus participer au service journalier du commissariat. De plus, plusieurs policiers de ce même commissariat sont actuellement en congé de maladie.

Il existe des situations dans le cadre desquelles les policiers sont amenés à remettre leurs armes de service. Tel était le cas au commissariat Gare pour un nombre de 4 policiers. Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, la police ne peut pas communiquer davantage de renseignements à ce sujet.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1848

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 49 et 50	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-06	p. 06-75	p. 75-99

2022-2023

N°17

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-06

Séances ..... p. 06-75

49e séance du mardi 16 mai 2023 p. 06-41

50e séance du mercredi 17 mai 2023 p. 41-75

Questions au Gouvernement ..... p. 75-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
12/09/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

L'Ukraine a célébré son Jour de l'indépendance

De gauche à droite : Mme Romaine Etgen-Goethals, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, Mme Natalia Anoshyna, chargée d'affaires de l'Ukraine en Belgique et au Grand-Duché, M. Christian Muller, chargé d'affaires du Luxembourg en Belgique, et M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés

« Je n'aurai de cesse de le répéter : le Grand-Duché de Luxembourg est pleinement solidaire avec l'Ukraine. Il ne peut y avoir de compromis quant à votre liberté. » C'est ce qu'a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de son allocution à l'occasion de la célébration des 32 ans de la Déclaration d'indépendance ukrainienne du 24 août 1991 qui a officialisé la sortie du pays de l'Union soviétique.

La cérémonie s'est tenue à l'abbaye de Grimbergen en Belgique, en présence notamment du bourgmestre de Grimbergen, M. Bart Laeremans, de la Présidente de la Chambre des représentants de Belgique, Mme Éliane Tillieux, de Mme Natalia Anoshyna, chargée d'affaires de l'Ukraine auprès du Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, de M. Vsevolod Chentsov, chef de la mission de l'Ukraine auprès de l'Union européenne (UE), et de Mme Kelly Adams-Smith, chargée d'affaires de la mission des États-Unis auprès de l'UE.

Le Président de la Chambre a encore assuré que le Luxembourg continuerait à soutenir l'Ukraine et le peuple ukrainien sur les plans humanitaire, financier et militaire face à la guerre que leur mène la Russie.

Recherche scientifique au Parlement

Le rôle des parlements dans la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national et international

Résumé

Partout dans le monde, ceux qui promeuvent, protègent et défendent les droits de l'homme sont régulièrement intimidés et persécutés. En 2022, plus de 700 parlementaires ont été victimes d'atteintes à leurs droits fondamentaux.

De par ses pouvoirs de contrôle et d'adoption des normes nationales et la transposition de normes internationales, le Parlement luxembourgeois a la capacité de garantir le respect des droits de l'homme. En effet, le Luxembourg a ratifié plusieurs traités, conventions et protocoles en matière de droits de l'homme. Les obligations contenues dans ces accords internationaux lient la Chambre des Députés au même titre que tout autre démembrement de l'État luxembourgeois. Alors que les parlements jouent un rôle clé dans le processus de défense des droits de l'homme, peu sont ceux qui ont institutionnalisé un programme de soutien aux défenseurs des droits de l'homme.

Une série de recommandations et de solutions ont été suggérées par des organisations internationales et institutions européennes afin de promouvoir les droits de l'homme, par exemple en mobilisant l'opinion publique, en instaurant un environnement favorable à la protection des droits de l'homme et en contrôlant le Gouvernement de manière plus efficace.

En 2003, le Bundestag s'est engagé à soutenir les parlementaires et les défenseurs des droits de l'homme menacés dans le cadre du programme « Parlamentarier schützen Parlamentarier » (PsP). Avant l'admission à ce programme de parrainage, le Secrétariat de la commission des droits de l'homme et de l'aide humanitaire (Ausschuss für Menschenrechte und humanitäre Hilfe) évalue, sur proposition d'un député et de manière impartiale et objective, la situation de toute personne menacée. Tout député du Bundestag, indépendamment de sa spécialité, peut soutenir cette initiative et décide de la mise en œuvre d'un parrainage dans le cadre du programme PsP. Pendant la législature du 20e Bundestag (élu en 2021), plus de 80 parlementaires ont parrainé des personnes dans le cadre de ce programme. Parmi les personnes parrainées figurent des hommes et des femmes politiques de l'opposition, des médecins, des avocats, des journalistes et des militants pour la paix, pour l'environnement et pour les droits des femmes.

De nombreux parlements prennent des mesures spécifiques pour donner suite aux décisions et recommandations résultant des activités et décisions de l'Union interparlementaire. L'Union interparlementaire (UIP), en l'occurrence, regroupe les parlements de 179 pays et sert de plateforme pour le dialogue, la coopération et l'action interparlementaire et supporte les parlements à préserver les droits de l'homme. Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP est le seul mécanisme international ayant pour mandat de traiter des plaintes relatives à des violations des droits de l'homme dont sont victimes des parlementaires nationaux.

Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union interparlementaire propose d'accompagner la Chambre des Députés en cas de mise en place d'un programme de parrainage politique. Il conviendrait notamment de préciser les conditions d'admission et d'exclusion et de mener une recherche approfondie sur le défenseur des droits de l'homme ou le parlementaire menacé. De plus, le choix de la meilleure approche de soutien politique mérite une réflexion éclairée et une compréhension approfondie des enjeux politiques et doit tenir compte des connaissances et de l'expérience d'institutions nationales et internationales des droits de l'homme.

Note de recherche scientifique par M. Pauly et A. Rollinger : « La solidarité parlementaire : Le rôle des parlements dans la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national et international », *Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 4 juillet 2023*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Électricité et gaz naturel

7876 – Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ; 2° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Le projet de loi 7876 apporte des modifications à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et transpose en droit national la directive (UE) 2019/944 du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE. De plus, le projet de loi intègre des modifications relatives à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel.

Les principales adaptations opérées par le projet de loi sont :

Autoconsommateurs d'énergies renouvelables et communautés énergétiques

Considérant que la loi du 3 février 2021 a introduit les concepts « d'autoconsommateurs d'énergies renouvelables », « d'autoconsommateurs d'énergies renouvelables agissant de manière collective » et de « communauté d'énergie renouvelable », le projet de loi vise à clarifier ces concepts et à les aligner avec les concepts plus larges du client actif et de la communauté énergétique citoyenne préconisés par la directive en fusionnant la communauté d'énergie renouvelable (de la directive (UE) 2018/2001) avec celle de la communauté énergétique citoyenne (de la directive (UE) 2019/944) pour retenir le concept plus général de la « communauté énergétique ». Les nouveaux concepts visent à refléter que le rôle simple du consommateur d'électricité est en pleine mutation vers un rôle plus actif, celui du prosommateur pouvant agir indépendamment sur les marchés d'électricité.

Agrégateurs

Le projet de loi adapte le concept existant d'agrégateur en prévoyant que l'agrégation consiste en une fonction exercée par une personne physique ou morale qui combine, en vue de la vente, de l'achat ou de la mise aux enchères sur le marché de l'électricité, de multiples charges de consommation ou de production d'électricité. En outre, il introduit l'activité d'agrégateur indépendant, donc l'agrégateur qui n'est pas lié au fournisseur du client, garantissant une indépendance maximale par rapport au fournisseur du client.

Projets à caractère expérimental

Le projet de loi introduit la notion de projet à caractère expérimental pour donner un cadre à des projets pilotes ou projets de démonstration visant à concrétiser ou faciliter la transition énergétique, à augmenter l'efficacité énergétique, à développer la digitalisation des réseaux électriques, à augmenter la résilience du système électrique ou à contribuer à la mise en œuvre des objectifs fixés dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat. De tels projets testent des concepts qui ne sont pas prévus dans le cadre régulatoire actuel. C'est pourquoi la création d'un cadre spécifique pour de tels projets, basé sur des dérogations au cadre régulatoire limités dans le temps, permet de tester de nouvelles approches innovantes et de faire avancer le développement technique et, le cas échéant, le cadre régulatoire lui-même. Les dérogations visées peuvent par exemple toucher des aspects techniques, comme les conditions de raccordement ou des aspects plus commerciaux tels que la structure des tarifs d'utilisation du réseau. Afin de recevoir le statut de projet à caractère expérimental de la part du régulateur, le projet doit répondre à certaines conditions, comme la poursuite des objectifs clairement définis et fondés sur une approche et un suivi scientifiques ou encore l'implication des acteurs ayant les capacités techniques, professionnelles et organisationnelles requises pour mettre en œuvre les objectifs du projet.

Petites installations de production d'énergies renouvelables

Le projet de loi introduit une modification quant aux propriétaires de petites installations de production ou d'autoproduction d'une puissance électrique nominale installée inférieure à 800 watts, qui seront désormais exemptés de devoir les connecter à un compteur et de la déclaration au gestionnaire de réseau concerné qui lui devrait inscrire l'installation dans un registre national des centrales de production.

Activités accessoires des gestionnaires de réseau

Le projet de loi crée aussi un cadre pour l'exécution d'activités accessoires des gestionnaires de réseau qui ne font pas partie de leurs activités principales.

Mobilité électrique

Le projet de loi modifie également les dispositions relatives à la mobilité électrique pour les adapter aux nouvelles donnes de la directive, qui prévoit comme règle générale l'interdiction aux gestionnaires de réseau de distribution d'être propriétaire d'une infrastructure de charge, de la déployer, de la gérer, de l'exploiter ou de l'entretenir, et autorise une dérogation à cette interdiction générale sous réserve de conditions de fond et procédurales déterminées.

Plateforme informatique nationale de données énergétiques

Le projet de loi prévoit une adaptation des dispositions existantes pour la mise en œuvre d'une plateforme informatique nationale de données énergétiques qui servira à la fois de registre central, de base de données sur l'utilisation des réseaux d'énergie et de plateforme d'échange des données et informations nécessaires au bon fonctionnement des réseaux.

Gaz naturel

Le projet de loi apporte également des modifications à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, en introduisant de nouvelles notions et en mettant en œuvre une disposition du Règlement (UE) 2022/1032 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2022 modifiant les règlements (UE) 2017/1938 et (CE) 715/2009 en ce qui concerne le stockage de gaz.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02/09/2021
Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

16/12/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
23/12/2022	Continuation des travaux
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10/05/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/05/2023
Loi du 9 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 288, page 1

Élaboration des listes électorales

8022 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Suite aux élections pour la Chambre de Commerce de 2019, les communes, par l'intermédiaire du Syvicol, ont exprimé le souhait d'être déchargées de l'élaboration des listes électorales. Le Gouvernement a accepté cette demande et a déposé le présent projet de loi. Celui-ci vise à modifier la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce et la procédure électorale y afférente.

Dorénavant, l'élaboration des listes sera confiée au bureau électoral (institué auprès du ministre ayant la Chambre de Commerce dans ses attributions). Les administrations communales n'interviendront donc plus dans l'organisation de ces élections. La notion de « domicile électoral » devient superfétatoire. L'inscription sur les listes se fera obligatoirement par voie électronique. Le projet de loi vise, par ailleurs, à assurer une plus grande flexibilité dans la détermination de la date exacte des élections.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07/06/2022
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

02/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04/05/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données
11/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2023
Loi du 7 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 286, page 1

Réseau transeuropéen de transport

8144 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Le projet de loi vise à transposer en droit national une partie de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T), en insérant dans la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement un nouvel article 19bis.

Ce réseau transeuropéen de transport comprend une structure à deux niveaux composée du réseau global, d'une part, et du réseau central, d'autre part. Le réseau global assure la connectivité de toutes les régions de l'Union européenne. Le réseau central se compose des parties de ce réseau global qui présentent la plus haute importance stratégique pour l'Union européenne.

L'objectif de la directive (UE) 2021/1187 est d'accélérer l'achèvement du réseau transeuropéen de transport, en simplifiant les procédures d'octroi des autorisations et en synchronisant les procédures y relatives à travers les États membres. Entre autres, elle requiert qu'un traitement prioritaire soit accordé aux projets relatifs à la réalisation du réseau central en imposant un délai maximal des procédures d'autorisation fixé à quatre ans.

Afin d'assurer la conformité avec le droit de l'Union, le présent projet de loi inscrit dans la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement le traitement prioritaire des projets concernés et le délai maximal de quatre ans.

À noter que la transposition de l'article 8 de la directive (UE) 2021/1187 concernant les marchés publics dans les projets transfrontaliers est effectuée par une modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics. Le projet de loi se borne dès lors à transposer les articles 1er, 3, 5, et 9, paragraphe 1er, de la directive précitée.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

10/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2023
Loi du 15 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 316, page 1

Programme « Medium Earth Orbit Global Services »

8157 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer le programme « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS)

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir et exploiter des capacités de communication satellitaire sur une orbite terrestre moyenne (« Medium Earth Orbit » (MEO)), des composantes terrestres et des services associés.

Le programme MGS fait partie de l'effort de défense luxembourgeois qui vise 1 % du Produit intérieur brut en 2028, objectif annoncé dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans le cadre de l'effort de défense, la Stratégie spatiale de défense prévoit précisément, comme indiqué à l'exposé des motifs du projet de loi, « la mise en place d'une capacité stratégique opérationnelle dans le domaine des communications satellitaires ». Le programme MGS est complémentaire par rapport au satellite luxembourgeois GovSat-1 qui est géostationnaire.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 21/02/2023
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

23/02/2023	Présentation du projet de loi
30/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/05/2023
Loi du 9 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 296, page 1

Responsabilité pénale des membres du Gouvernement

8173 – Projet de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement et portant mise en œuvre de l'article 94 nouveau de la Constitution

Le projet de loi n° 8173 a comme objet de mettre en œuvre l'article 94 de la Constitution.

L'article 94 de la Constitution révisée, tel qu'il est issu de la loi du 17 janvier 2023 portant révision des Chapitres Ier, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution, règle le régime de la responsabilité des membres du Gouvernement. Plus particulièrement, ses paragraphes 3 et 4 posent les principes de la responsabilité pénale de ceux-ci pour des « actes commis par eux dans l'exercice de leur fonction ». La nouvelle disposition constitutionnelle modifie le système actuel des poursuites pénales contre les membres du Gouvernement en les soumettant au droit commun, sauf sur deux points :

– l'exclusion du déclenchement de l'action publique par une personne [...] se présentant comme victime de l'infraction,

– et l'obligation, sauf en cas de flagrant délit, de l'autorisation préalable par la Chambre des Députés avant l'arrestation d'un membre du Gouvernement.

Le projet de loi n° 8173 entend prendre la relève de la loi du 3 mars 2023 sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, issue de la proposition de loi n° 8049[1] sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, qui, en vertu de son article 14, cessera d'être applicable à partir de l'entrée en vigueur de la loi précitée du 17 janvier 2023, fixée au 1er juillet 2023. Il reprend toutefois l'essentiel des dispositions de la loi du 3 mars 2023.

Les différences essentielles entre le projet de loi n° 8173 et la loi précitée du 3 mars 2023 consistent dans le fait que les dispositions particulières entourant actuellement la nécessité d'une autorisation préalable de poursuite par la Chambre des Députés ainsi que celle d'un rapport à cette même Chambre des Députés en vue d'une autorisation de renvoi devant le juge du fond sont abandonnées, eu égard au renvoi de principe aux dispositions du Code de procédure pénale, ainsi que dans l'introduction d'une procédure particulière limitée aux seuls mandats d'amener ou d'arrêt émis par le juge d'instruction, soit dans le cadre d'une procédure nationale, soit dans le cadre d'une procédure menée à l'initiative du Parquet européen, qui restent soumis à une autorisation préalable par la Chambre des Députés.

La procédure prévue dans le présent projet de loi est destinée à constituer une solution conforme à la Constitution et aux engagements internationaux liant le Luxembourg, notamment la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

01/03/2023	Présentation de l'avant-projet de loi
03/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10/05/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2023
Loi du 9 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 299, page 1

Dépenses importantes de l'État

8196 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Le présent projet de loi a pour objet d'introduire un nouvel article 80bis dans la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État afin de répondre à l'exigence fixée par l'article 117 de la Constitution révisée qu'une loi générale doit déterminer « les conditions et modalités pour financer les travaux préparatoires » liées aux dépenses importantes de l'État.

[1] Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et modification : 1° du Code pénal ; 2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Afin de renforcer la sécurité juridique, le projet de loi précise les cas exacts auxquels le nouvel article 80bis de la loi précitée du 8 juin 1999 devra s'appliquer, à savoir les travaux préparatoires nécessaires et en relation directe avec (i) un grand projet d'infrastructure ou de construction d'un bâtiment considérable, mais aussi (ii) toute aliénation ou acquisition d'une propriété mobilière ou immobilière et (iii) tout engagement financier important de l'État dès lors que le plafond fixé à l'article 80, paragraphe 1er, lettre d), de cette loi est dépassé.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/04/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
05/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
12/05/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/05/2023
Loi du 9 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 297, page 1

49e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire** p. 07
   M. Fernand Etgen, Président
5. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis et M. Sven Clement** p. 07
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   M. François Bausch, Vice-Premier Ministre
   M. Sven Clement (parole pour fait personnel) | M. François Bausch, Vice-Premier Ministre
6. **Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden** p. 09
   Exposé : M. Léon Gloden
7. **8157 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer le programme « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS)** p. 09
   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
   Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf (dépôt de la motion 1) | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch | M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Stéphanie Empain) | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (interventions de M. Fernand Kartheiser, Mme Stéphanie Empain et M. Michel Wolter) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Mars Di Bartolomeo) | M. le Ministre François Bausch | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch | M. Jean-Marie Halsdorf (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch
   M. Yves Cruchten
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8157 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Stéphanie Empain | M. Marc Goergen (interventions de M. Marc Spautz et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Jean-Marie Halsdorf
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
8. **7876 – Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;
   2° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 16
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Jessie Thill
   Discussion générale : M. Paul Galles | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7876 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Déclaration gouvernementale relative au projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)**
   Heure d'actualité au sujet des implications du projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2023) sur l'actuelle répartition du Fonds de dotation globale des communes p. 20
   Déclaration : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire (interventions de M. Léon Gloden et M. André Bauler)
   Exposé : M. Jean-Paul Schaaf (interventions de M. Dan Kersch)
   Débat : M. Max Hahn | M. Carlo Weber | Mme Semiray Ahmedova (interventions de Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth) (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prises de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Jean-Paul Schaaf (parole après ministre) (interventions de Mme la Ministre Taina Bofferding) | Mme la Ministre Taina Bofferding (interventions de M. Jean-Paul Schaaf) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Taina Bofferding | M. Gilles Roth (parole après ministre) (interventions de Mme Martine Hansen et M. Jean-Paul Schaaf) | Mme la Ministre Taina Bofferding | M. Dan Kersch (intervention de M. Jean-Paul Schaaf) | M. Jean-Paul Schaaf (parole pour fait personnel) | M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | M. Jean-Paul Schaaf (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes (interventions de M. Jean-Paul Schaaf et M. Dan Kersch) | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | Mme Semiray Ahmedova (parole pour fait personnel) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) (interventions de M. Dan Kersch)
   Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Turmes et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 16 mai 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8207 – Projet de loi
1° portant transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement ;
2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/05/2023

8208 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères AIRBUS H-145M

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 05/05/2023

8209 – Projet de loi autorisant l'État à accorder une dotation annuelle à l'Établissement public « Média de service public 100,7 » pour les exercices 2024 à 2030 inclus

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 10/05/2023

8210 – Projet de loi portant prolongement de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant :
1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ;
2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ;
3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;
4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;
5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 10/05/2023

8211 – Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/05/2023

8212 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/05/2023

8213 – Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Rumelange

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11/05/2023

8214 – Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 11/05/2023

8215 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/05/2023

8216 – Projet de loi relative au droit de préemption en faveur de la promotion de l'habitat et modifiant
1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° loi modifiée du 22 octobre 2008 sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie et introduisant différentes mesures administratives et fiscales en faveur de la promotion de l'habitat

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 15/05/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2755 – Demande de pétition publique : Pour une interdiction d'émettre des certificats de virginité

Dépôt : Mme Sandra Dessi, le 02/05/2023

2756 – Demande de pétition publique : Rechenschaftspflicht für Banken in Bezug auf die öffentliche Meinung und Kundenbewertungen

Dépôt : M. Paul Kipchen, le 04/05/2023

2757 – Demande de pétition publique : Arbeitszeitverkürzung im Krankenhaus- und Pflegesektor / Réduction du temps de travail dans le secteur hospitalier et médico-social

Dépôt : M. Jean-Paul Molitor, le 07/05/2023

2758 – Demande de pétition publique : Autorisation de congé parental pour une famille d'accueil

Dépôt : Mme Laeticia Monadjemi, le 10/05/2023

2759 – Demande de pétition publique : Permettre aux ONG de continuer à donner et à partager de la nourriture pour réduire la faim au Luxembourg

Dépôt : Mme Maria Concepcion Zubizarreta, le 11/05/2023

2760 – Demande de pétition ordinaire : Mütter und ihre Kinder im Umgangsrecht

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 12/05/2023

2761 – Demande de pétition publique : Miete berechnen

Dépôt : M. Robert Majerus, le 11/05/2023

2762 – Demande de pétition publique : Améliorer et moderniser les solutions de paiement du parking à Luxembourg

Dépôt : M. Sébastien Delmas, le 11/05/2023

2763 – Demande de pétition publique : Obtenir la nationalité luxembourgeoise en tant que résident modèle après 5 ans et ne connaissant pas la langue luxembourgeoise !

Dépôt : M. Laurentiu Ichim, le 12/05/2023

2764 – Demande de pétition publique : Les crimes contre l'Économie doivent être punis

Dépôt : M. Leo Benkel, le 12/05/2023

2765 – Demande de pétition publique : Introduction d'un nouveau genre de contrat de travail nommé CDI ESS pour la reconnaissance officielle de l'engagement social et environnemental des personnes vulnérables, afin de faciliter de recevoir un contrat de bail chez un propriétaire privé

Dépôt : Mme Triana Esperanza Hilgersom, le 14/05/2023

2766 – Demande de pétition publique : Nouvelles règles pour les chien agressifs

Dépôt : Mme Delia Cristiana Beian, le 14/05/2023

2767 – Demande de pétition publique : Les actes de naissance gratuits

Dépôt : Mme Sabrina El Behri, le 15/05/2023

2768 – Demande de pétition publique : Faire reconnaître la langue portugaise comme quatrième langue nationale

Dépôt : M. Michel Van Aken, le 16/05/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an dem Artikel 43 vum Beamtestatutt vun der Chamber gëtt der Madamm Manon Krieps, Redakter, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vun hire Funktiounen zouerkannt. Mir wënschen der Madamm Krieps eng schéin a wuelverdéngte Pensioun.

(Applaudissements)

5. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis et M. Sven Clement

An da géif ech d'Wuert ginn un d'Madamm Nathalie Oberweis an un den Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), coauteure | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng Éier ...

(Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da géife mer d'Sitzung kuerz ënnerbriechen, bis mer dann deen technesche Malaise behuewen hunn.

(La séance publique est suspendue à 14.04 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.07 heures.)

Mir géifen da weiderfuere mat der Sitzung. An d'Wuert ass fir d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), coauteure | Elo geet et. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer haut eng Éier, dës Proposition de loi anzeleeden.

Wéi de 24. Abrëll 2013 d'Gebai Rana Plaza zesummegefall ass, stoung d'ganz Welt ënner Schock. Dir all erënnert Iech un déi fierchterlech Biller vu virun allem jonke Fraen a Männer, déi begruewe waren ënnert den Trümmer. Dräi vun aacht Etagë waren illegal gebaut an déi néngt Etage war amgaangen, gebaut ze ginn.

Rana Plaza steet haut symbolesch fir desolat Aarbechts- a Sécherheetsbedéngungen an der ganzer Textilindustrie. Ni méi sollt esou eppes passéieren. Meng Gedanke ginn dofir och haut bei déi iwwer 1.130 Mënschen, déi do ëmkomm sinn, an hir Familljememberen, mee och all déi, déi haut nach ëmmer an änleche Konditioune schaffen.

Ech selwer hunn deemools als Freelance-Journalistin de Sujet couvréiert an och zivillgesellschaftlech fir de Sujet u sech matgeschafft. Ech ka mech gutt un d'Diskussiounen erënneren, déi no dëser Katastroph opkomm sinn: Globaliséiert ekonomesch Aktivitéiten, déi en negativen Impakt op d'Aarbechtsbedéngungen hunn, Zwangsaarbecht, zum Beispill, oder och Kanneraarbecht, mee och Landraub vun indigeene Vëlker an d'Ausbeutung vun natierleche Ressourcen oder en negativen Impakt op d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit sollten endlech en Theema ginn a sollte reguléiert ginn.

Vill vun dëse wirtschaftlechen Aktivitéite ginn am globale Süde fir – ganz nom koloniale Muster – de globalen Norden bedriwwen. An de concernéierte Länner ass d'Regulatioun an d'Norm ganz dacks immens schwaach, méi schwaach wéi bei eis.

2018 hu sech du 17 zivillgesellschaftlech Acteuren zesummegedoen, fir d'Initiativ fir den Devoir de vigilance ze lancéieren. Dës Plattform plädéiert fir e Gesetz. Dir all kennt si a wësst, wéi wichteg a richteg hir Aarbecht ass.

D'Regierungskoalitioun hat jo och an hirem Koalitiounsaccord vir, d'Méiglechkeet ze iwwerpréiwen, ob ee kéint legiferéieren, an dat ass och gemaach ginn. An dobäi ass erauskomm, dass e Gesetz wuel duerchaus méiglech wier.

Doriwwer eraus hu Sondagen ënnerstrach, dass esou e Gesetz, dat d'Entreprisë mat Sëtz zu Lëtzebuerg obligéiert, Mënscherechter an Ëmweltrechter an der ganzer Liwwerketten ze respektéieren, vun de Gefroten erwënscht ass. Mee och d'Entreprisë selwer gesinn dës Initiativ positiv. 50 Entreprisen hunn esou e Businessstatement ënnerschriwwen, andeem si esou e Gesetz fuerderen, eebe grad a well si eebe fir Konditioune plädéieren, déi esou e Level-Playingfield géife mat sech bréngen: Et géif jo garantéieren, dass d'Entreprisen alleguerten déi selwecht Norme misste respektéieren.

Am Ausland gëtt et dann och schonn zum Deel esou Liwwerkettegesetzer, zum Beispill a Frankräich an och an Däitschland. Et ass also machbar.

Et muss einfach Schluss si mam Dumping bei de Mënscherechter an Ëmweltrechter. An et geet net duer, d'Verantwortung op de Consommateur ofzewälzen. D'Politick muss hir Verantwortung huelen, well d'Reguléierung gëtt hei am héijen Haus gemaach. A mir wëlle keng Entreprisen, déi Mënschen- an Ëmweltrechter mat Féiss trieden. Dat ass dësem Land net wierdeg an dës Regierung soll hir Verantwortung huelen.

Och d'EU-Kommissioun huet 2022, wéi Der et wësst, eng Proposition de directive erausginn zum Devoir de vigilance. Dës Proposition de loi, déi mir deposéieren, preparéiert gewëssermoossen den Terrain fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv. Et ass méiglech, esou eppes esou ze maachen, an et wär gutt, wann déi concernéiert Acteuren dann och eng Longueur d'avance fir d'Transpositioun vun der Direktiv hätten.

Et ass wichteg, dass all d'Secteuren an dësem Gesetz mat dra sinn a besonnesch, dass d'Finanzplaz als Risikosecteur och mat dran ass. Fräiwëlleg Moossname ginn net duer. Mir wëssen, et geet net duer, mir brauchen obligatoresch Moossnamen, well mir dierfen net naiv sinn: Mir brauchen e Gesetz, fir eebe grad dës toxesch an net nohalteg Aktivitéiten ze ënnerbannen!

An ech ginn dem Sven Clement d'Wuert, fir op den Text anzegoen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten), coauteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung verweist op d'EU-Direktiv, fir Mënscherechter ze schützen. Ech si perséinlech der Meenung, datt een u sech net muss op d'EU, op e Konsens waarden, fir Mënscherechter ze schützen, mee datt mer u sech international Traitéën, déi mer alleguerten akzeptéiert hunn, déi mer ratifizéiert hunn, déi Lëtzebuerg mat verhandelt huet, och musse bannend maache fir eis Entreprisen. Dozou gehéiert de Paräisser Klimaaccord, dozou gehéieren US-Traitéën iwwer Mënscherechter, iwwer Kanneraarbecht. dozou gehéiert u sech de de gudde Wëllen, dat ze maachen.

A mir mussen eis bewosst sinn, datt et kee Prezedenzfall ass, wa mer haut eng Proposition de loi deposéieren, éier eng EU-Direktiv de Wee duerch d'Instanze geholl huet. Well d'Regierung huet et an der Vergaangenheet hei zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht, Projet-de-loien ze stëmmen, déi u sech Mënscherechter ageschränkt hunn, déi u sech vun der Cour de justice européenne souguer als mënscherechtswidreg deklaréiert goufen, éier déi passend EU-Direktiv, déi dann duerno kasséiert gouf, koum. A jo, ech schwätze vun der Virratsdatespäicherung. Dat heescht, et ass e bësse komesch, datt mer hei eng Situatioun hunn – an dofir och haut d'Proposition de loi –, wou, fir Mënscherechter ze verletzen, Projet-de-loie ganz séier kommen, wärend et dann, wann et drëm geet, d'Mënscherechter ze schützen, ganz laang dauert, fir iwwerhaapt eppes ze maachen.

Am Projet geet et ganz konkreet drëm, datt déi grouss Firme mat méi wéi 250 Leit, méi wéi 50 Millioune Chiffre d'affaires, méi wéi 43 Millioune Bilanszomm, mussen e Plan de vigilance opstellen; e Plan de vigilance, dee virgesäit, wéi se hir Obligatiounen, déi aus internationalen Traitéën decouléieren, déi haut schonn Obligatioune sinn, ëmsetze wëllen.

Et ass keng Revolutioun, et ass eng Evolutioun vun eisem Rechtskader. Fir dat Ganzt gouf sech op ganz vill bestoend Direktiven, op bestoend Gesetzer a Frankräich, Däitschland, Norwegen, der Schwäiz – komescherweis méi progressiv wéi Lëtzebuerg –, England – säit 2015 méi progressiv wéi Lëtzebuerg – baséiert. An dofir mengen ech, datt dat heite keng Revolutioun ass, mee eng Common-Sense-Evolutioun vun eisem Rechtskader.

Här President, ech iwwerreechen Iech eis Proposition de loi.

8217 – Proposition de loi relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis, merci, Här Clement. An da géif ech d'Wuert … Den Här Vizepremier freet d'Wuert.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Just ganz kuerz. Ech wollt soen, datt ech mech natierlech net zu deem Inhalt do wëll äusseren. Perséinlech ass dat mir éischter sympathesch, wat hei proposéiert gëtt. Mee ech fannen et awer e bëssen onfair, datt dat doten elo – wat vun der Approche hier, mengen ech, wierklech eppes ass, wat derwäert ass ze diskutéieren – vermëscht gëtt mat anere Gesetzer a Verglacher gemaach ginn, déi, mengen ech, awer net ganz korrekt sinn. Dofir wollt ech dem Här Clement dat just soen. Ech fannen dat schued, eigentlech, mee dat eent huet mat deem aneren eigentlech näischt ze dinn, wat Der hei verglach hutt.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, all Deputéierten huet jiddefalls ëmmer d'Recht, am Ufank vun der Sitzung eng Motioun, eng Resolutioun, eng Proposition de loi ze deposéieren, an dat ass u sech d'Prozedur, …

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Här President, …

M. Fernand Etgen, Président | … wéi se hei am Haus üblech ass.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Här President, ech wollt dat och guer net a Fro stellen, mee och d'Regierung ka sech d'Wuert froen, fir dann awer an engem Saz eppes ze soen, wa se der Meenung ass, datt dat, wat proposéiert ginn ass, net nëmmen den Inhalt war vun deem Text, mee och eppes anescht domat insinuéiert gëtt.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement freet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten), coauteur | Jo, Här President, ech invoquéieren de Fait personnel, ech gouf namentlech genannt. Ech wollt als Éischt emol froen, a wéi engem Modell den Här Bausch d'Wuert geholl huet, well normalerweis gëtt d'Regierung am Ufank vun der Sëtzung gefrot, ob se eppes ze soen hätt. Dat war net de Fall. An no engem Depot vun engem Projet de loi oder enger Proposition de loi gesäit eise Riedezäitmodell net vir, datt d'Regierung d'Wuert ergräift.

An ech constatéieren einfach, datt et wuel e wonne Punkt ass, datt dës Regierung et net fäerdegbruecht huet, esou e Projet de loi séier op den Instanzewee ze bréngen. An ech fannen et nach méi speziell – well den Här Bausch elo dat politiséiert huet –, datt de Moie bei der Presentatioun vun deem Projet e Vertrieder vun déi jonk gréng, deen dat Ganzt ënnerstëtzt, derbäisouz an och gesot huet, datt dat heiten en exzellenten Text wier, datt elo de Vizepremier François Bausch hei mengt, e misst nach e politesche Statement maachen zu deem, wat ech gesot hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Bausch freet nach eng Kéier d'Wuert an e kritt et och.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Fait personnel, Här President. Éischtens emol wollt ech dem Här Clement soen: Ech hu mer d'Wuert net geholl, ech hu mer et virdru frëndlech beim President gefrot, an ech hunn et kritt.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | An zweetens, Här Clement, Dir sidd Spezialist dran, fir ëmmer an aner Richtungen ze deviéieren a fir Saachen ze dréinen, wéi se net sinn.

Une voix | Dir och.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Et geet net ëm den Inhalt vun deem doten Text, deen Der haut hei deposéiert hutt, Dir an d'Madamm Oberweis, mee et geet drëms, dass Der eppes an deem Kontext gesot hutt, wat mat deem Text näischt ze dinn huet. Bon, dont acte.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch.

6. Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden

An dann huet den Här Léon Gloden d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Léon Gloden (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech deponéieren am Numm vun der CSV-Fraktioun hei eng Motioun betreffend déi Problematik vun der C1/B1-Karriär an der Police vun deene Leit, déi en Treizièmes- oder Premièresdiplom als Ofschluss hunn. Do gëtt et eng ganz Serie vu Jugementer, an dee leschten Arrêt, dee geschwat ginn ass an där Affär, ass dee vum 2. Mee dëses Joers vun der Cour administrative, wou d'Cour festgestallt huet, datt am Gesetz vun 2018 eng Lacune ass. An ech deponéieren hei eng Motioun, fir de Policeminister an d'Regierung opzefuerderen, déi Lacune ze verbesseren.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– vu les lois modifiées (i) du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et (ii) du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

– vu les jugements du tribunal administratif (n° du rôle 42846, 42861, 42862, 42866, 42905 et 42944) à la base desquels se trouvent des recours contre des décisions du ministre de la Sécurité intérieure en matière de promotion ;

– vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 9 décembre 2022 (n° du registre 00174) ;

– vu les arrêts de la Cour administrative du 2 mai 2023 contre les jugements du tribunal administratif (n° du rôle 42846 et 42861), relatifs au reclassement des policiers diplômés de l'enseignement secondaire ;

– considérant qu'il n'existe pas de base légale pour le reclassement automatique des fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police, détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, d'un diplôme de fin d'études secondaires générales, voire d'un diplôme équivalent, dans le groupe de traitement B1 ;

– rappelant que le Ministre de la Sécurité intérieure a annoncé, lors de la séance plénière de la Chambre des Députés du 7 mars 2023, être prêt à entamer des discussions avec le Ministre de la Fonction publique concernant le reclassement des policiers diplômés de l'enseignement secondaire ;

– soulignant que le gouvernement a annoncé à plusieurs reprises vouloir attendre l'arrêt de la Cour administrative, qui est désormais disponible,

invite le Gouvernement

– à présenter, dans les meilleurs délais, un projet de loi qui évite toute discrimination des fonctionnaires du cadre policier du groupe de traitement C1 qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018, disposaient déjà du diplôme requis pour accéder par reclassement au groupe de traitement B1.

(s.) Léon Gloden, Nancy Arendt épouse Kemp, Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden.

7. 8157 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer le programme « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS)

Da komme mer elo zum Projet de loi 8157 iwwert d'Finanzéierung vum MGS-Programm. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, mir hunn d'lescht Woch an der Chamberskommissioun déi nei Ligne directrice de la défense virgestallt kritt, an ouni elo do an den Detail ze goen, steet an deem Dokument eeben dran, dass nieft de konventionellen an nukleäre Menacen, eeben och déi asymmetresch an hybrid Menacë souwéi och de Beräich Cyber an de Beräich Space an de Fokus réckelen.

Eis europäesch an transatlantesch Partenariater ginn hei an deem Dokument och ervirgehuewen. An an deem Sënn gëtt och d'Gewiicht geluecht op Pooling and Sharing, also gemeinsam Projeten.

En anert Zil, dat an dësen neie Lignes directrices ugesteiert gëtt, ass deemno och den Effort de défense, dee jo soll – dat hate mer jo och schonn e puermol diskutéiert – op 1 % vum PIB eropgeschrauft ginn.

Fir dëst ze maachen, ass et awer wichteg, sech op Projeten ze konzentréieren, wou mir als klengt Land awer och eng grouss Plus-value kënne bidden. A genau an deem Kader beweegt sech och dëse Projet de loi. Hei si mer am Beräich Space ënnerwee. De Volet Espace ass scho laang net méi just en ziville kommerzielle Beräich, mee kritt och ëmmer méi Bedeitung am militäresche Beräich. An hei huet Lëtzebuerg jo och schonn zwee Projete lancéiert. Bekannt sinn hei virun allem d'Projete vum LUXEOSys, wat en Observatiounssatellitt ass, an zum Beispill och vum GovSat, wou et ëm Satellittekommunikatioun geet.

An am Kader vun eiser Spacestrategie huet Lëtzebuerg sech verschidden Ziler gesat, zum Beispill d'Kooperatioun mat Partnerlänner, d'Entwécklung vun Dual-Use-Capacitéiten, also souwuel zivill wéi och militäresch Capacitéiten, d'Resilienz vun eise Spaceaktivitéiten ofzesécheren a Ressourcen effikass mat eise Partner ze geréieren. Stéchwuert hei och erëm: „Pooling and Sharing".

An dëse Kader reit sech dann och dëse Projet an, deen ech elo ganz kuerz wëll virstellen. Mir sinn hei, wéi gesot, am Beräich vun der Satellittekommunikatioun – mir si jo schonn zënter enger Zäitchen an deem Beräich aktiv, zënter 2012, fir méi prezis ze sinn –, an zwar geet et hei elo ëm eng nei Generatioun vu Satellitte vun SES, genannt O3b mPOWER, zu där mer eis heimadder Accès verschafen a wou mer dës Capacitéiten zesumme mat den USA wëllen exploitéieren.

Dës nei Satellitte bidden eng grouss Flexibilitéit, eng méi schnell Transmissioun vun den Informatiounen an och eng méi grouss Couverture vun der Äerd. Virun allem stellt dëse System och e souveräne Reseau duer. Dëse Programm ass complementaire zum GovSat-Projet, dee sengersäits geostationär ass. Par rapport zu engem geostationäre Satellitt huet déi heiten nei Technologie 40-mol méi Capacitéiten disponibel.

Bon, ech wëll elo net ze vill an déi technesch Detailer goen. Et war ustrengend genuch bei der Presentatioun vum Projet an der Kommissioun. Et ass effektiv, esou gesinn, e ganz, ganz technesche Projet. Mee d'Detailer dozou – e bësse méi Detailer dozou – fannt Der och a mengem schréftleche Rapport.

Partner bei dësem Projet sinn elo an enger éischter Phas d'USA. An herno kënnen dann an enger zweeter Phas aner Partnerlänner dem Programm och bäitrieden. Wichteg ass, heibäi ze soen, dass d'Defense natierlech och d'Recht huet, esou Partenariater ze refuséieren.

Méi allgemeng gesinn, muss een och festhalen, dass et sech hei ëm e Produit oder e Projet vun der SES handelt, déi hir O3b mPOWER-Capacitéiten och hirersäits commercialiséiert, woubäi d'Defense dann net implizéiert ass.

D'SES huet och schonn esou Satellitten an där Konstellatioun an der Luucht, deemno ass et och d'SES, déi hei d'Risike vum Projet dréit. Et ass bei dësem Projet esou, dass et de Lëtzebuerger Staat ass, dee sech zesumme mat den USA Capacitéiten akeeft. Dës ganz Ofwécklung vum Akaf vu Capacitéite leeft dann iwwert d'NSPA, well et esou och méi einfach ass fir aner Partnerlänner, fir sech da spéiderhi kënnen anzekafen.

D'Ziler vum Projet nach emol: D'Resilienz vun eise Spacecapacitéite soll gestäerkt ginn, gläichzäiteg soll och eis Zesummenaarbecht an deem Beräich mat den USA verdéift ginn, ënner anerem och, well mer eis do schonn als seriöe Partner en Numm gemaach hunn. Et soll dann och e Projet sinn, un deem sech aner Partner bedeelege kënnen a wou mer eng sënnvoll Kontributioun am Kader vun eisem Effort de défense maachen an an deem Kader och dann eis national Industrie stäerken. Mer dierfen nämlech net vergiessen, dass et sech hei net just ëm en nationalen Invest handelt, mee dass och d'USA hei eng ganz héich Investitioun tätegen, wat eiser nationaler Industrie natierlech dann och erëm zegutt kënnt.

Wa mer dëse Projet haut stëmmen, kéint dës Capacitéit, wann alles gutt leeft, Enn des Joers oder Ufank nächst Joer operationell sinn. D'SES ass, wéi gesot, zoustänneg fir d'Exploitatioun, mee wa mer dann awer an d'Zukunft kucken, ass och net ausgeschloss, dass eis Arméi sech hei ronderëm kéint eng Filière opbauen a Leit ausbilden, déi dann och mat deene Capacitéiten, déi mer elo akafen, schaffe kënnen.

Wat de Projet de loi als solchen ubelaangt, deen ass relativ kuerz. Et ass e Finanzéierungsgesetz, wouranner festgehale gëtt, dass mer fir dëse Projet e Maximum vun 195 Milliounen Euro, an dat iwwer zéng Joer, kënnen zur Verfügung stellen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Projet de loi ass den 21. Februar 2023 deposéiert ginn. Mir kruten den 23. Februar an der Kommissioun d'Presentatioun gemaach. De Conseil d'État huet säin Avis schonn de 14. Mäerz ofginn. Dësen hu mer dunn och an der Sëtzung vum 30. Mäerz analyséiert. De Conseil d'État hat keng Remarken um Fong vum Projet, soudass mer dann dëse Rapport och ugeholl hunn.

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren, fir d'Matschaffen an der Kommissioun a

ginn heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt der Rapportrice, wéi dat ëmmer üblech ass, Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech kann och scho virausschécken, dass mer dëst Finanzgesetz als CSV wäerte stëmmen.

Mee well et eeben an d'Stratégie spatiale vun der Defense passt, well och den NSPA, also eis fréier NAMSA an NATO-Agence vun der Cap, associéiert ass, an och well et Retoure gëtt fir den SES – dee Kader ass gutt –, Retouren, déi awer nach net chiffréiert sinn – Här Minister, vläicht hutt Der do eng Iddi, a wéi eng Richtung dat geet –, a well mer elo just virun de Wale sinn, soe mer: Et wäert jo alt net esou goe wéi beim Militärsatellitt, wéi bei Ärem Virgänger. Ech mengen net, dass et esou geet, dat mengen ech wierklech net. Mee firwat soen ech dat? Well et u verschiddene Garantië feelt, u verschiddene Prezisiounen.

Am Gesetz steet, dass de Projet sécher reusséiert, wann d'USA sech associéieren. A si wäerten dat och maachen. Mee et steet just am Gesetz „un investissement significatif". Wat ass en Investissement significatif? Ech mengen, do bräichte mer Prezisiounen. Et gëtt och kee Kontrakt, wéi dat Ganzt dann herno soll fonctionéieren. Et gëtt och kee Cahier de charge. Wat sinn d'Besoinen? Also et stinn nach vill Fragezeichen do a mir wëssen och de Moment nach net, wat mat de Capacitéite geschitt. Vläicht kënnt Der eis do haut scho Prezisioune ginn, e Katalog oder esou? Et komme jo Antennen, sougenannt Passerellen oder Gatewayen. Déi komme jo net an eist Land, mee soss duerch d'ganz Welt. An dofir wäert ech och eng Motioun deposéieren, eeben dass ech frou wär, wann Dir als Minister eis reegelméisseg kéint an d'Bild setzen, wéi dee Projet hei weidergeet, well eeben nach vill Froen opstinn. Mir sti positiv dozou, mir mengen och, dass et eng gutt Saach ass, mee mir mussen awer am Bild bleiwen, wat herno do kënnt oder wat herno do net kënnt.

De Projet kascht 195 Milliounen, wéi d'Madamm Rapportrice och gesot huet, e Käschtepunkt, dee sécherlech nach wäert an d'Luucht goen, well am Gesetz steet jo och dran „tel que déterminé par l'évolution de l'indice des prix". Wann de Präisindex wäert an d'Luucht goen, da wäert et och nach méi deier ginn. Et ass e Constat, deen ech maachen. En anere Constat, deen ech awer och maachen, dat ass d'Personal. Wat gëtt do gebraucht u Personal, fir dat doten ze maachen? Oder geet dat automatesch mat deem Personal, wat mer elo hunn? Dat waren e puer Froen, déi ech Iech, Här Minister, wollt stellen.

An ech wollt da Merci soe fir Är Opmierksamkeet. A wéi gesot, d'CSV wäert dëse Projet stëmmen, an ech deposéieren dës Motioun. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance du projet « Medium Earth Orbit Global Services » (MGS) pour la sécurité nationale ;

– considérant que le programme MGS fait partie de l'effort de défense luxembourgeoise dans le cadre de l'OTAN ;

– considérant le budget important du programme,

invite le Gouvernement

– à informer la Chambre des Députés régulièrement sur l'état d'avancement et l'évolution des coûts du programme « Medium Earth Orbit Global Services ».

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, den extreem schlëmme Krich, dee mer de Moment an der Ukrain erliewen, dee beweist ganz kloer, datt et nach ëmmer Leit gëtt, deenen hir Hegemoniebestriewungen einfach net ze bremse sinn. An entre-temps huet sech erausgestallt, datt de Putin e ganz gefäierleche Mann ass an datt all déi ziviliséiert Länner mussen nach méi wéi jee zesummestoen, fir dee Krich do gestoppt ze kréien.

Ech wëll elo an deem Kontext och nach eng Kéier op déi zéng EU-Sanktiounspäck hiweisen, déi bis elo geholl gi sinn. Dat sinn eng plus ou moins 11.500 Mesüren. Sécher muss een hei ënnersträichen, datt d'Ekonomie a Russland vläicht domadder elo net onbedéngt an d'Knéie gedréckt ginn ass, mee et kann een awer och net soen, datt déi Mesüre bis elo ouni Konsequenze bliwwe sinn.

Eppes ass sécher, an dee Krich hei beweist dat besonnesch: Mir brauchen eng ganz staark Verteidegungsgemeinschaft, an da si mer natierlech och ganz séier bei der NATO. Et ass nach net esou laang hier, do hu Leit gesot, d'NATO wier obsoleet. Anerer hu gesot, si wier gehierdout. Ech mengen, déi sinn all Lige gestrooft ginn. An och dee leschte Pazifist muss haut erkennen, datt mer eng ganz staark Verteidegungsgemeinschaft, wéi gesot, wéi d'NATO brauchen. Just Klammer op: D'NATO-Parlament wäert iwwregens den nächste Weekend hei zu Lëtzebuerg siegéieren. Klammer zou.

Datt esou Länner wéi Schweden a Finnland, déi grad ëmmer op hir Neutralitéit an all deene Joerzéngte gepocht hunn, och d'Demande gestallt hunn, fir an d'NATO ze kommen, och dat seet ganz villes aus. Datt Schweden nach net gréng Luucht kritt huet, dat läit jo dann un de Walen an der Türkei, wou mer jo dann hoffen, datt a 14 Deeg do wäert eng Ännerung kommen.

Ech wëll dann och nach eng Kéier op de Sommet vun 2014 zréckkommen, wou deemools jo festgehale gi war, datt d'Länner méi Efforte sollte maachen, fir sech un den NATO-Depensen ze bedeelegen. Lëtzebuerg huet deemools gesot, datt et bis den Horizont 2028 op 1 % géif kommen. Ech soen dat awer ganz éierlech hei: Dat soll net onbedéngt eist Endzil sinn. Wann d'Situatioun sech um internationale Plang nach weider sollt verschlechteren, an dat ass leider net auszeschléissen, da muss een awer och als klengt Lëtzebuerger Land driwwer nodenken, ob een net soll eng Kéier déi Grenz vun 1 % zumindest iwwerdenken.

Dowéinst ass dee Projet, dee mer haut hei diskutéieren an dee mer och wäerte stëmmen, ganz wichteg. Et geet jo ëm d'Medium Earth Orbit Global Services, an eppes ass kloer: De Besoin u Satellittekommunikatioun, deen ass an deene leschte Joren immens an d'Luucht gaangen, dee wäert och nach an d'Luucht goen.

Mir hu jo als Lëtzebuerg och do e gewëssenen Know-how. Da si mer och ganz séier bei der SES, déi jo ouni Zweifel e Maartféierer ass. Mir hu jo och op dëser Plaz den 10. Dezember 2014 de GovSat gegrënnt, wat och eng ganz wichteg Decisioun war. A mir si jo och Member an der Agence européenne de défense, dat ass eng sougenannt Agence d'achat. Duerfir musse mer dat Potenzial, wat mer als klengt Land zur Verfügung hunn, och ausnotzen, fir eis, wéi gesot, prioritär an den Déngscht vun der NATO ze setzen, well um klassesche militäresche Plang kënne mer jo natierlech kee groussen Obolus leeschten, an dowéinst ass et eebe wichteg, datt d'Zuel vun de Benotzer vun eisen eegene Capacitéiten, fir iwwer Satellitten ze kommunikéieren, nach weider muss ausgebaut ginn. Et däerf ee jo och net vergiessen, datt d'Digitalisatioun eng ëmmer méi grouss Roll spillt, och wat d'Notzung vun de Satellitten an der Defense ugeet.

Ech wëll dann awer och ervirhiewen, datt den MGS och fir d'EU an aner Partner, wéi d'Madamm Empain, där ech och Merci soe fir hire Rapport hei, schonn ervirgehuewen huet, datt dat eis och déi Méiglechkeet gëtt, och op deem Niveau ze kollaboréieren. An et kann een dat net oft genuch hei ënnersträichen: Grad e Land wéi Lëtzebuerg muss sech, wéi gesot, um internationale Plang iwwer esou Weeër abréngen.

An dann, wat de Käschtepunkt ubelaangt, och dat sollt een awer hei ënnersträichen: 195 Milliounen iwwer zéng Joer, wa mer dat dividéieren duerch zéng, da komme mer op knapp 20 Milliounen ouni TVA. Och dat, muss een awer hei soen, ass awer net onbedéngt elo esou en horrende Chiffer. Ech mengen, dat soll eis et als Land och wäert sinn. A wéi gesot, et ass virun allem vis-à-vis vun eisen internationale Partner e ganz kloert Zeeche gesat, datt Lëtzebuerg gewëllt ass, sech, senge Moyenen no, och do bei de Sécherheetsfroen ze investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech stellt sech och hei d'Fro vun der Responsabilitéit vun dem Lëtzebuerger Staat an der ganzer Defensepolitick. Da si mer och ganz séier bei den Dronen. Mir haten dat jo och an der Kommissioun thematiséiert, krute jo och do eng Rei Explikatiounen. Mee och do soll een zwar net esou naiv sinn! Et weess een net, wat awer och spéider nach eng Kéier ka geschéien, wat den Asaz vun Dronen ubelaangt.

Jiddefalls, mat dësem Projet leeschte mer e wichtege Beitrag, net nëmmen um Niveau vun der Defense allgemeng, mee och, wéi gesot, wat eise Beitrag fir d'NATO ugeet. An deementspriechend bréngen ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da wier et un där honorabeler Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Finanzéierungsgesetz consolidéiere mir als Lëtzebuerger eis Positioun als dynameschen Acteur an als fiabele Partner am Spaceberäich. A mat deem MGS-Programm hu mir d'Méiglechkeet, eis Stratégie spatiale de défense ze valoriséieren, wat mir als LSAP-Fraktioun begréissen. Dat ass an eisen Ae wichteg, dass mir eis zesumme mat eise Partner am Weltraum engagéieren, aleng scho fir sécherzestellen, dass de Weltall friddlech genotzt gëtt an dass d'internationaalt Recht respektéiert gëtt. Dass dat keng Selbstverständlechkeet ass, dat brauch ech heibanne jo kengem ze soen.

Mat deem Kommunikatiounssatellitt, deen ugeschaaft gëtt, kritt d'Lëtzebuerger Defense remarkabel Capacitéiten, déi weltwäit kënne genotzt ginn, an dat bréngt wierklech eng considerabel Verbesserung vun der Performance an der Resilienz vun eise Satellittekommunikatiounssystemer.

Et ass schonn hei vu menge Virriedner gesot ginn: Mir si jo amgaang, als Lëtzebuerg eng Strategie opzestellen, mat där mer eis Defensedepensen iwwert déi nächst Jore progressiv an d'Luucht setzen, wat mat Bléck op déi international Solidaritéit ganz wichteg ass. An do gehéiert fir eis derzou, an dat ass och esou an der Kommissioun diskutéiert ginn, dass mer wëllen nohalteg investéieren, sprech esou investéieren, dass et och fir eist Land sënnvoll ass. Do ginn natierlech da Capacitéite mat double Usage besonnesch interessant a ginn dofir och vun eiser Regierung privilegiéiert, wat mir begréissen.

Op där enger Säit valoriséieren a promouvéiere mir e Savoir-faire, deen hei zu Lëtzebuerg schonn do ass an an deem mir ganz kredibel sinn, nämlech am Spacean am Satellitteberäich. An op där anerer Säit mécht deen heiten Investissement an den MGS d'Dier op fir weider international Kooperatiounen, op déi mir natierlech als Land ugewise sinn. D'USA stinn am Raum, an eisen Aen ass et awer och wichteg, nach weider multilateral Kooperatiounen unzestriewen.

A voilà, dat wier et. Ech konnt ganz kuerz sinn, dat och dank deem ganz ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport vun eiser Presidentin, der Madamm Empain. Ech ginn also den Accord vu menger Fraktioun mat op de Wee a soe Merci fir d'Attentioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech muss ëmmer erëm soen, datt esou Debatte wéi déi hei mech awer faszinéieren! An zwar net onbedéngt wéinst dem Inhalt, mee politesch!

Wann ech esou op mäi Liewen zréckkucken – jo, et ass heiansdo interessant zréckzekucken –, da waren et dach ëmmer déi gréng, déi vehement géint esou Projete waren.

(Brouhaha)

Ech erënnere mech u meng Zäit an der Arméi, wéi mer do ugegraff goufe vun eisen deemolegen ... – ech war jo dunn nach net an der Politick –, vu Membere vun deene Gréngen. Et ass ganz interessant, déi Mutatioun matzeerliewen – ech mengen, et ass eng philosophesch Diskussioun, eng politesch Diskussioun –, wéi déi Partei sech geännert huet, zënter datt se an der Regierung ass.

Bon, hei hu mer elo e Projet. Ech soen der Madamm Empain Merci; Merci fir hire Rapport a Merci, datt se mer erlaabt huet, nach eng Kéier op mäi Liewen zréckzekucken an déi dote Konklusioun ze zéien.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Gären!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci och! Also, mir hunn hei e Projet fir 195 Milliounen. 195 Milliounen, dat ass enorm vill Geld, quitte datt et sech op eng Rei vu Joren erstreckt! A mir wëssen, datt mer international ganz staark ënner Drock sinn, fir op 2 % vun eisem Bruttoinlandsprodukt do eropzegoe fir Militärdepensen. D'ADR seet Jo zu 1 %, mir notéieren awer, datt déi eng oder aner Partei elo schonn undeit, datt se och bereet wär, iwwer 1 % erauszegoen. Dat sinn enorm Zomme fir e Land, wat jo awer u sech an enger Situatioun ass – loosse mer emol eescht sinn –, wou et sech net ka verdeedegen, wou et selbstverständlech soll e Bäitrag leeschten zu enger kollektiver Verdeedegung, dat stelle mer net a Fro, mee wou ee sech awer muss froen: Wou ass dat gesond Mëttelmooss an där Diskussioun?

Also deen 1 %, wou mir och als ADR gesot hunn, mir wieren d'accord, mengen ech, sollt awer wierklech eng iewescht Limitt sinn, zemools well mir keng Rüstungsindustrie hei am Land hunn, wou mer vill Retombéeë kéinten hunn. An domat wär ech da scho bei där éischter Consideratioun: Wat sinn dann iwwerhaapt d'Retombéeë vun deem Projet, deen eis hei vun der Regierung proposéiert gëtt? Déi sinn extreem kleng! Se sinn, fir emol unzefänken, extreem kleng fir eis Arméi. Et gëtt der wuel politescher Natur, well mer vun deem engen oder aneren op d'Schëller geklappt kréien, well dat hiren Interesse vläicht méi entsprécht wéi eisen. Mee op jidde Fall sinn d'Retombéeë kleng. A mir froen eis ëmmer: Gëtt et dann net aner militäresch Projeten, wéi e Militärspidol, wou mer och kéinten d'Dispositioun hunn, fir anerer mat opzehuelen, wou mer och Retombéeë politescher Natur hätten a wou mer och kéinten eng international Unerkennung kréien?

Fir eis Arméi ass hei näischt dran. An et iergert eis ëmsou méi, Här Minister, well mer hei eng Diskussioun hunn – déi wäerte mer an den nächste Wochen och nach féieren –, wou mir soen, datt eis eegen Zaldoten ënnert dem Mindestloun bezuelt ginn. An ech weess, Dir hutt eng aner Interpretatioun dovunner, mee mir wäerten dat hei awer nach eng Kéier diskutéieren. Mir bezuelen eisen Zaldoten net de Mindestloun, mir ginn hei awer 195 Milliioune fir eng Satellitteninfrastruktur aus.

Et ass och vun eiser Säit net bestridden, ech wëll dat ausdrécklech soen, datt mer eng Solidaritéit an der NATO wéi och an der Europäescher Unioun a Sécherheetsfroe musse weisen. Dat approuvéiere mir als ADR! Mir droen dat absolutt mat, datt mer déi Solidaritéit mat eise Partnerlänner hunn. Dat hei ass awer e Projet, dee weltwäit ass! Dat ass eppes anescht wéi just en Engagement am Kader vun der NATO. Hei gëtt eng weltwäit Capacitéit erméiglecht, also inklusiv, fir e Beispill ze nennen, wat China ugeet oder aner Beräicher, wou elo déi lëtzebuergesch Verdeedegungsinteressen net grad ganz héich sinn. An och do muss ee sech Froe stellen: Hätte mer dann net besser, eis op Projeten ze konzentréieren, déi wierklech eisem direkten Ëmfeld géife méi entspriechen?

Da gëtt gesot: „Et si souverän Reseauen", d'Madamm Empain hat dat och nach kuerz ugedeit. Mee wat heescht dat? Dat heescht, datt mir absolutt keng Anung hunn, wat mat deene Méiglechkeete geschitt, déi mer aneren zur Verfügung stellen. Mir wëssen et net. An et ass och esou ugeluecht, datt mer et net kënne wëssen! An dat gëtt am Rapport als Avantage duergestallt vum Projet.

Anescht ausgedréckt, mir hunn zwar eng Responsabilitéit am Droit international public als Staat, deen de Satellitt enregistréiert, awer mir wëssen net, wat domat geschitt. Mir wëssen net, wat domat gemaach gëtt. An dat huet och eng Bedeitung, well Lëtzebuerger Satellitten ..., wéi gesot, mir sinn enregistréiert. Da gëtt gesot – mir haten déi Diskussioun –: „Jo, d'SES ass eng privat Entreprise." Dat spillt iwwerhaapt keng Roll! De Staat enregistréiert de Satellitt, an datt eng privat Entreprise, an där de Lëtzebuerger Staat och nach eng wichteg Roll spillt, do mat derbäi ass, dat spillt international iwwerhaapt keng Roll. Dat heescht, eis Responsabilitéit ass engagéiert bei eppes, wou mer net wëssen, wat anerer mat deene Capacitéite maachen, déi mir zur Verfügung stellen.

An dat ass ëmmer méi wichteg hautzudaags: Kommunikatiounsfrequenzen, -capacitéite sinn néideg, fir zum Beispill Dronen ze steieren, ob déi Ugréff fléien oder net, ob se mat Waffen ekipéiert sinn oder net! Also kënne mer hei eng Lëtzebuerger Participatioun och un offensiven Operatiounen ausserhalb vum NATO-Territoire net ausschléissen! An dat gëtt eis hei an Zäit vu fënnef Minutte mat engem Modèle de base dann duergeluecht, ouni eng approfondéiert Diskussioun, ob dat iwwerhaapt am Interessi vum Land ass! D'selwecht mat neien Typpe vu Waffen, déi eventuell och kënnen op déi Manéier agesat ginn.

Här President, léif Kolleegen, mir si selbstverständlech derfir, datt mir en ugemiessene Verdeedegungsbäitrag leeschten als Lëtzebuerger Land, an ech betounen: Verdeedegungsbäitrag! Mir sinn net sécher, datt dëse Projet deene Krittären entsprécht an dofir wäerte mir en och net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kuerz virun de Walen 2018 hat den deemolege Verdeedegungsminister, den Étienne Schneider, nach schnell d'Finanzéierung vun engem Spionagesatellitt duerch d'Parlament gejot. Mir wëssen, wat duerno koum: De sougenannte LUXEOSys war eng Kaz am Sak an d'Parlament huet virun zwee Joer missen eng riseg Rallonge stëmmen, fir de Projet ze retten.

Dëse Projet de loi, iwwert dee mer hei schwätzen, erënnert eis staark dorunner. Eigentlech schéngt dëse Projet nach méi onduerchsiichteg a problematesch ze si wéi deemools de LUXEOSys. Ontransparent ass virun allem fir eis, wat do hannert de Kulisse fir Negociatioune gelaf sinn tëscht der SES, den USA an der lëtzebuergescher Regierung.

(Brouhaha)

Laut Exposé huet d'SES de Projet 2017 ëffentlech ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Laut Exposé huet d'SES de Projet 2017 ëffentlech lancéiert. Et geet ëm en Netzwierk vun eelef Satellitten, déi Konnexioune mat stateschen a beweeglechen Objete kënnen herstellen, an dat mat engem enorm héijen Debit. Domadder kann een also zum Beispill militäresch Drone steieren. Dat ass u sech scho ganz problematesch wéinst de Mënscherechtsverstéiss, déi zumindest an der Vergaangenheet domadder gemaach goufen.

Ech ginn emol dovunner aus, dass d'SES hire wirtschaftleche Calcul ënner anerem dorobber baséiert huet, en Deel vun de Capacitéiten duerno der US-amerikanescher Defense ze verkafen. Den US-Rüstungsmarché ass extreem lukrativ an d'SES huet sech jo scho méi laang do a Stellung bruecht. Wéi et schéngt, hunn d'USA awer nach kee Kontrakt ënnerschriwwen an nach guer net decidéiert, ob a wéi vill se schlussendlech wëllen op den Dësch leeën. Vläicht hänkt dat jo mam Wiessel am Wäissen Haus zesummen. An ech ka mer gutt virstellen, datt déi Responsabel bei der SES nervös ginn.

Laut Exposé ass et elo esou, dass d'Amerikaner kloergestallt hunn, datt se nëmme wäerte matmaachen, wann de Lëtzebuerger Staat sengersäits eraklëmmt an eng Enveloppe op den Dësch leet, woubäi et do och nach net kloer ass, a wéi enger Héicht sech d'Amerikaner iwwerhaapt wäerte bedeelegen. Dat heescht, de Lëtzebuerger Staat leet emol mat dësem Projet de loi eppes dohinner an der Hoffnung, datt d'Amerikaner dann nozéien. Alles dat schéngt eis zimmlech onduerchsiichteg. Kloer ass och, dass mir dës Satellittecapacitéiten am Moment guer net brauchen. D'Lëtzebuerger Arméi huet aktuell keng Verwendung fir esou grouss Capacitéiten.

Et gëtt da gesot, mir géifen déi Capacitéiten der NATO oder aneren Organisatiounen oder och Alliéierten – woubäi et engem do ka kal de Réck eroflafen, deemno, u wéi eng Alliéiert een do denkt – zur Verfügung stellen. Ob awer do tatsächlech en Interessi besteet oder ob dat elo mol einfach esou ugeholl gëtt, ass fir eis net kloer. De GovSat ass, souwäit ech weess, jo och net de grousse Succès.

Donieft soll da mat deene bal 200 Milliounen eng Buedemstatioun gebaut a bedriwwe ginn, net noutgedrongen, mee dat ass jo emol d'Zil. Wou déi Buedemstatioun schlussendlech soll hikommen, wësse mer anscheinend nach net. Sécher ass just, datt se zimmlech no beim Äquator muss sinn. Dat heescht, mir mussen noutgedrongen nach mat engem anere Land negociéieren. Och do stelle sech e ganze Koup Froen, déi an dësem Projet de loi net beäntwert ginn, schonn eleng, well keng detailléiert Opstellung vun de Käschten doranner enthalen ass an d'Käschte bei esou Projeten emol ganz schnell gären no uewen explodéieren.

Mir hu schonn an der Vergaangenheet déi reng quantitativ Logik vun der NATO kritiséiert, déi eis hei zwéngt, riseg Depensen ze maachen, ouni datt se engem konkreete Besoin entspriechen. Ech verstinn, datt, wann een d'Sue souwisou iergendwou muss lassginn, ee se da léiwer hëlt, fir enger lëtzebuergescher Entreprise ze hëllefen, mee dat mécht dat Ganzt fir eis awer net besser.

Des Weidere liest sech dëst Gesetz, fir mech zumindest, wéi en Alignement op d'US-amerikanesch strateegesch Interessien. Et geet jo vill rieds vu strateegeschen Interessien a Besoinen, ouni dass kloer gesot gëtt, wéini vu lëtzebuergesche strateegeschen Interessie rieds ass a wéini vun den US-amerikanesche strateegeschen Interessie rieds ass. Fir eis ass dat och net onproblematesch, wann ee weess, wéi eng Roll d'USA scho mol an der Welt gespillt hunn.

Mir wäerten dëse Projet op jidde Fall net matstëmmen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Zënter dem leschte Joer huet sech d'Sécherheetssituatioun an Europa an an der NATO dramatesch verännert duerch d'Invasioun vu Russland an der Ukrain. Dat bréngt och nei Erausfuerderunge fir d'NATO. A mir als Piraten stinn och ganz kloer zu der NATO.

Et muss een awer, och wann een zur NATO steet, eng Kéier déi Diskussioun féieren, ob deen 1 % vum PIB nach ëmmer dee richtege Berechnungsmodell ass, well Lëtzebuerg huet, an dat wësst Der jo alleguerten, en immens héije PIB, verglach mat den anere Länner, och mat den aneren NATO-Memberen – huele mer Litauen, Lettland, Estland oder Island, déi alleguerten hanner eis leien, also wierklech herno och pro Kapp manner mussen an d'Defense investéieren.

Kuckt een am Moment déi aktuell Statistiken, si mir weltwäit op der aachter Plaz, wann ee kuckt, wéi vill pro Awunner an d'Defense investéiert gëtt. An do kënne mer scho ganz houfreg drop sinn. D'Fro ass eeben elo – wat de Minister ugekënnegt huet –, ob mer do wierklech mussen an nächster Zäit op 1 Milliard pro Joer eropgoen oder ob mer net sollten awer eng Kéier diskutéieren, ob déi PIB-Reegel nach ëmmer ubruecht ass, well de PIB eeben zimmlech relativ ass a grad zu Lëtzebuerg e schwierege Berechnungsmodell ass a par rapport zu den Awunner.

Zu dësem Satellitt, deen net, wéi meng Virriedner gesot hunn, een eenzege Satellitt ass, deen eropgeschoss gëtt, mee wat e ganzt Netz ass vu Satellitten, déi herno wäerten am Weltraum ronderëmdréinen, soudass et net op een eenzegen hei wäert ukommen: Et ass och hei esou, muss ee soen, dass d'Regierung, zumindest de Minister hei, den aktuelle Minister, den Här Bausch, aus de Feeler vum Virgänger geléiert huet. Well hei ass et esou, dass een op e garantéierte Partner zréckgräift, an zwar d'SES! Et gëtt keen op der Welt, dee méi Erfarung huet an de Satellitten, dee méi weess, wéi een do d'Kommunikatioun richteg opbaut an deen och nach eng Lëtzebuerger Firma ass!

Dat heescht, mir liwweren hei der NATO Kapazitéiten, déi herno iwwer eng Lëtzebuerger Firma wäerten ofgerechent ginn, wat natierlech eng Retombée ass fir eist Land. Dofir wäerte mir Piraten och haut dëse Projet matstëmmen, well en ass ganz wichteg fir eis Satellittenentwécklung, fir d'SES. An Dir wësst alleguerten, d'SES muss gestäerkt ginn, et steet eng Fusioun am Raum. A wann d'SES do gutt Partner hei am Land huet, ass dat och eng Sécherheetsgarantie, fir dass d'SES herno ka soen, datt hir Satellitten an hire Siège zu Lëtzebuerg bleiwen. Duerfir ass et gutt, dass d'Regierung zu dësem Moment der SES de Réck stäipt.

Dann zu dësem Projet: Deen ass eis och ganz sympathesch, well dëse Projet wäert an der Ukrain nei Méiglechkeete schafe fir d'Kommunikatioun. Jo, ech hat et an der Kommissioun gesot, leider e bëssen ze spéit: Et wäert Enn des Joers sinn. Et ass am Moment schonn en aneren SES-System, deen aktiv ass, dee manner schnell ass, dee manner Kapazitéiten huet, deen een awer och elo scho kéint der Ukrain zur Verfügung stellen. Well am Moment, musst Der wëssen ..., d'Ukrain ass am Moment e bëssen ofhängeg. Et ass fei gewiescht, dass den Elon Musk seng Kapazitéiten direkt am Ufank zur Verfügung gestallt huet, mee et ass awer nun emol eng privat Entreprise, déi am Moment der Ukrain d'Méiglechkeeten zur Kommunikatioun zur Verfügung stellt.

An dës Satellitten, déi herno wäerten operativ sinn ... An ech hoffe wierklech, dass et ganz schnell wäert goen – well d'Ukrain brauch se schnell – an dass se fir Enn des Joers wäerten operativ sinn. Déi wäerten dann och nach eng Kéier der Ukrain, wa mer deenen d'Kapazitéiten zur Verfügung stellen – an ech hoffen, dat wäert d'NATO maachen –, do kräfteg hëllefen, fir d'Russe vun hirem Territoire ze verdreiwen.

Dofir wäerte mir dat haut matstëmmen. An ech verstinn och déi aner Parteien, déi esou géint e Satellitt sinn, well wann ech hir Ukrain-Positioun kucken, dann ass dat heiten alles an enger Linn. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Merci alle Riedner fir hir Interventiounen an der Madamm Rapportrice fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll vläicht fir d'éischt ufänke mat enger Remark, déi den Här Kartheiser gemaach huet, wou e gesot huet, hie kéint sech nach ganz gutt erënneren un déi Zäit, wéi hien an der Arméi gewiescht wär, wat do d'Positioun war vun deene Gréngen déi Zäit. An do hunn ech natierlech misse schmunzelen, well den Här Kartheiser, dee war jo an der Arméi – wa meng Zuele richteg sinn, déi ech elo séier gegoogelt hunn – bis 1989.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass richteg esou.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat heescht – déi gréng sinn 1983 gegrënnt ginn –, bis 1989, ech weess net, ob ... Also ech selwer deele ganz sécher net méi vill Positiounen oder ech deele ganz vill Positiounen net, déi déi gréng vertratt hunn tëschent 1983 an 1989. Mee ech weess awer net, ob dat duergeet vum Historique hier, fir kënnen e Bou ze maachen op d'Situatioun vun haut, well d'Situatioun vun haut geopolitesch – do musst Der mer zumindest Recht ginn – awer weesentlech geännert huet par rapport zu virun 1989. An donc schéngt et mer net anormal ze sinn, datt eng Partei, déi sech selwer seriö hëlt, natierlech am Joer 2023 eng aner Positioun huet wéi 1988 oder 1989.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat ass déi éischt Bemierkung.

M. Michel Wolter (CSV) | Zumindest, bis Der nees an d'Oppositioun kommt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

(Hilarité)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Wa mer déi Positioun nach hätten, Här Wolter, richteg, da misste mer erëm an d'Oppositioun kommen. Do hutt Der honnertprozenteg Recht!

(Hilarité)

Mee gottseidank hu mer déi jo net méi!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Am Oktober kucke mer dat.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Bon, Här Kartheiser, am Oktober, wësst Der, dat kuckt Dir net, dat kucken d'Wielerinnen an d'Wieler. A kommt, mir loossen déi emol gewäerden, wat se decidéieren am Oktober.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Zweete Punkt ass: Wann hei iwwer Retombéeë geschwat gëtt, net Retombéeën, iwwert dat, wat mer hei iwwerhaapt maachen, da mengen ech – an dat deet mer e bësse leed, well mir hunn eis vill Méi ginn, et an der Kommissioun ze erklären –, datt bei verschiddene Leit nach ëmmer net esou richteg verstane gëtt, wat mer da wierklech hei maachen!

Well et gëtt nämlech e groussen Ënnerscheed tëschent deem, wat mer haut hei decidéieren an där Enveloppe financière, an deene Projeten, déi Dir schonn, déi d'Chamber schonn iergendwann eng Kéier gestëmmt huet: Beim LUXEOSys, do hu mir selwer decidéiert, e Gesetz ze stëmmen, fir da selwer e Satellitt eropzeschéissen. Beim LuxGovSat war et och esou. Hei schéisse mir selwer kee Satellitt erop, hei schéisst d'SES Satellitten erop a se bleiwen och d'Proprietéit vun der SES. Dat heescht, et bleiwen honnertprozenteg privatrechtlech, kommerziell Satellitten, déi natierlech och vill agesat ginn. An ech mengen, d'SES hat eng gutt Nues, fir fréi heiranner ze investéieren, an déi do Richtung, fir a Medium Orbit déi doten Zort vun innovativen neien Telekommunikatiounssatellitten eropzeschéissen. Da bleift dat och esou.

An dat Eenzegt, wat mir hei maachen, dat ass: Mir kafen hei eigentlech eng Déngschtleeschtung an. Mir kafe jo Capacitéit an. Fir 190 Milliounen, elo iwwer zéng Joer, wéi et schonn hei gesot ginn ass, kafe mir eng Déngschtleeschtung an.

A mir kucken och nach am Kontext vun där Déngschtleeschtung hei, ob mer niewent deem, wat mer hei als Lëtzebuerg decidéiert hunn, net och nach méi e grousse Partner, dee ganz staark interesséiert ass, d'Vereenegt Staaten, kënne fannen, fir mat deenen zesummen och nach e Krack méi wäit ze goen. Woubäi natierlech, bei der Demande, kënnt Der Iech virstellen, wann déi dat maachen – an d'Chancë stinn awer ganz gutt, datt se et maachen, well si hu schonn éischt Decisioune geholl –, do schwätze mer vu ganz aneren Zomme wéi déi 190 Milliounen, vun deene mer hei schwätzen, iwwer zéng Joer!

An da kommen ech och schonn direkt bei dee Punkt, wou Der sot: „Do si keng Retombéeën!" Also ech ka mech jo nëmme wonneren!

(Brouhaha)

Wann hei keng Retombéeë si fir Lëtzebuerg! Et ass eng honnertprozenteg Lëtzebuerger Entreprise, déi dat heite bedreift, déi jo och d'Recette herno kritt fir dat, wat hei u Capacitéite verkaf gëtt, u wien och ëmmer. Jo gutt, da musst Der mer erklären, wat mer da solle maachen, fir Retombées économiques zum Beispill ze hunn!

Dat hei ass nu wierklech e Beispill, wou mer der SES als enger vun deene wichtegen Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg opgebaut gi sinn an de leschte Joerzéngten, eppes ginn, wou se wierklech ekonomesch net nëmme kann hir Fachkompetenz weisen, mee herno natierlech och eppes do verdéngt. Bon, a wann d'SES eppes do verdéngt, da kënnt Der Iech jo virstellen, da wäert de Lëtzebuerger Staat och nach eng Kéier eppes do verdéngen, well déi bezillt jo schlussendlech Steieren hei zu Lëtzebuerg.

Also, et kann ee jo vill Projete kritiséieren an der Defense aus deem dote Bléckwénkel – wat ech awer net maachen, mee Dir maacht dat jo hei systematesch! Mee ech mengen, datt éischter d'Hannergrënn déi sinn, déi den Här Goergen a sengem leschte Saz gesot huet, wéi datt Der seriö Ursaache vläicht hutt. Mee dann hätt Der bei all deenen anere Saachen ..., do kann een dat nach mindestens novollzéien, mee bei deem heiten ass et wierklech net nozevollzéien, well, wéi gesot ...

An da kommen ech zu deem anere Punkt: Duerfir fannen ech et och schued, datt nach ëmmer hei, bewosst oder onbewosst, ech weess et net – also vläicht musse mer et an der Kommissioun dann nach eng Kéier erklären, mee ech mengen awer, mir hu vill erkläert –, datt nach ëmmer erëm dat heite vermëscht gëtt mat Projete vu virdrun. Dee Projet hei huet wierklech näischt ze di mat deene Projeten, déi mer virdrun an der Chamber hei decidéiert hunn, also LUXEOSys oder och nach LuxGovSat, well, wéi gesot, et geet drëms: Mir kafen eng Déngschtleeschtung an.

An dat heiten ass och eppes, wat näischt ze dinn huet domat, datt Lëtzebuerg just géif einfach de Vereenegte Staate wëllen hannendrulafen, also datt mir alles géife maachen, wat déi gären hätten. De Space a Cyberspace, dat sinn zwee essentiel Sujeten an alle Verteidegungsinstanzen de Moment, ob et d'Europäesch Unioun ass ... Dir kënnt Iech d'Méi maachen, gitt emol eng Kéier kucken op den Internetsite vun der Kommissioun an da kuckt Der emol, wat zum Beispill den Här Thierry Breton a leschter Zäit alles virgestallt huet am Numm vun der Europäescher Kommissioun an deem heite Beräich. Dir kënnt och kucke goe bei den Haut Représentant vun der Europäescher Unioun, den Här Borrell, wat deen an deem Beräich hei seet. Dir kënnt och an d'„Bussole stratégique" noliese goen, wat do steet. Do steet extreem vill heiriwwer dran.

Dat nämmlecht ass bei der NATO, d'NATO-Strategie 2030, déi jo ugeholl ass. Do ass de Space een essentielt Feld, wou Sécherheetsfroe sech an Zukunft wäerte stellen. An dat ass och normal, well vill kritesch Infrastrukturen op der Äerd hunn an der Zwëschenzäit – däers si mer eis net ëmmer all esou bewosst – mam Espace ze dinn. An duerfir, wa mer gären déi kritesch Infrastrukturen op der Äerd protegéieren, da musse mer se virun allem och am Espace protegéieren, well se gi vun do gesteiert!

Duerfir, am Defenseberäich ass et relativ kloer, datt dat doten ee vun deene wichtegste Punkte gëtt an der nächster Zäit. An duerfir sinn och d'NATO an och d'EU immens dankbar, datt Lëtzebuerg – well Lëtzebuerg den Knowhow huet, d'Industrie huet – grad hei sech investéiert a Suen an de Grapp hëlt an eppes mécht – fir eis gemeinsam Sécherheet! Well wat richteg ass: Lëtzebuerg – a kee Land, an Europa scho guer net, mee ech géif souguer doriwwer eraus goen – ka sech haut an där komplizéierter Welt, an där mer sinn, eleng verteidegen. An duerfir, wat mer hei maachen, dat ass e Beitrag am Kader vun enger europäescher respektiv transatlantescher Verdeedegungspolitick. Et ass e wichtege Beitrag, fir dee mer och vill felicitéiert kréien a wou mer dann ..., an dat ass déi lescht, déi politesch Retombée, déi hei enorm ass, déi mer hei hunn. Déi ass enorm positiv! Mir ginn nëmme gelueft wéinst grad esou Projete wéi deem heiten, an doriwwer sinn ech op alle Fall ganz frou.

Dann och nach zum Personal: Mir sinn duerfir och hei an engem anere Cas de figure wéi bei anere Projeten, well hei natierlech den Haaptdeel vum Personal jo bei der SES ass. Et ass jo d'SES, déi d'Déngschtleeschtung bréngt. Natierlech ass bei eis an der D7 d'Ekipp Space, déi mer jo kontinuéierlech ausgebaut hunn an och wäerte weider ausbauen. Natierlech spillt déi och eng Roll hei, dertëschent, mee den haaptoperativen Deel fënnt awer bei der SES statt, an eeben net an der Defense selwer.

An et ass och net richteg ze soen, déi 190 Milliounen, déi Capacitéiten, déi mir hei kafen, datt mat deene kéint iergendeppes gemaach ginn, wou mir net selwer kéinte matdecidéieren. Iwwert déi 190 Millioune kënne mir matdecidéieren! A mir kënnen zu all Moment decidéieren, e Partenariat zum Beispill ze refuséieren oder och een erëm ze annuléieren, wa mer der Meenung sinn, datt dat, firwat déi Capacitéit benotzt gëtt vun deem Partner vun eis ... An do schwätze mer och wierklech net vu Partner, déi mer net kennen – zemools wa mer mat eise Capacitéite rechnen –, mee hei schwätzen ech éischter vun europäesche Partner oder am Kader vun der NATO. Mee mir kënnen zu all Moment decidéieren, datt mer Saache wëllen zréckzéien, respektiv kënne mer soen: „Mir deelen dat do net, duerfir soll et net benotzt ginn."

Mee souwéisou, wa gären e Land eppes mécht ausserhalb vun der EU, zum Beispill, oder souguer ausserhalb vun der NATO, déi kënnen ... Éischtens ass dat selbstverständlech net deen Eenzegen, dee weltwäit operéiert mat esou enger Technologie wéi där do, mat esou Satellitte wéi deenen do. An zweetens, déi kënne sech dat jo selwer och nach doriwwer eraus akafe goen, wa se wëllen eppes maachen, wou se net wëllen hunn, datt mir eppes driwwer gewuer ginn, oder wou se fannen, datt eis Konditiounen ze streng sinn, déi mir stellen, fir datt een zum Beispill kann op eis Capacitéiten zréckgräifen. Ma da kann een déi einfach um fräie Marché akafe goen, dat ass och schonn haut méiglech.

A by the way wëll ech Iech iwwert dat, wat de Moment an der Ukrain stattfënnt, soen: Wësst Der, ech fannen et net ëmmer gutt, wa mer iwwer alles schwätzen, wat mer maachen. Mir sinn transparent bei deem, wat mir liwweren, mir sinn iwwerhaapt transparent bei deem, wat mer maachen, bei der Form, wéi mer der Ukrain hëllefen. Mee ech mengen, et gëtt awer och Momenter, wou ee sech einfach seet: Bon, et muss een net ëmmer onbedéngt iwwer alles zu all Moment schwätzen. Just dozou!

Bon, dann zu deem 1 %, just ofschléissend nach zwee Sätz doriwwer. Dir kennt jo meng Meenung zu deem Prozent, ech hu se schonn oft virgestallt. Dir kennt och der Regierung hir Meenung. Déi steet elo ënner anerem och an de Lignes directrices dran. Dat ass och déi Meenung, déi mer vertrieden an den internationale Gremien, do wou mer sinn. An natierlech versiche mer ëmmer erëm, op déi spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg hinzeweisen.

Mee mir mussen eis awer och näischt virmaachen, dat ass awer och net esou einfach! Wann Der an deem Gremium sëtzt an Dir musst eng Ried halen an der NATO an et sinn zwee Drëttel oder souguer dräi Véierels vun de Länner net Ärer Meenung, dat ass net ëmmer bequeem, zemools, wann Der vläicht net dat politescht Gewiicht hutt wéi anerer. Mee et ass awer akzeptéiert! Et ass awer keen, deen eis seet, well mer déi Meenung hunn, misste mir elo ... Et gëtt jo keng Sanktioun géint déi Decisiounen. Mee et ass awer Drock do, dat muss ee soen. An dat muss een awer och zum Deel novollzéien, well do gëtt et jo ganz ënnerschiddlech Argumentatiounen, firwat déi eng fir 2 % sinn, anerer souguer fir 3 % sinn oder mir oder zum Beispill och e Land wéi Kanada – Kanada ass éischter an eisem Boot – där Meenung sinn, an déi hei Richtung ze goen. Iwwregens ass, niewebäi bemierkt, dat Land, wou de Generalsekretär hierkënnt, Norwegen, selwer och net op 2 %. Dat ass jo och net grad e Land mat engem klenge PIB.

Also, déi Diskussioun ass komplizéiert. Ech hoffen nach ëmmer, datt mer et fäerdegbréngen, eng Kéier eng méi sereine Diskussioun ze féieren doriwwer, wat da wierklech Sënn mécht, wa mer Suen ausginn.

Datt mer musse méi fir eis Verteidegung maachen, schéngt mer kloer, do ass och jiddweree sech eens. Mee et geet net drëms, einfach Suen auszeginn, et geet drëms, Suen auszegi fir eppes, wat Sënn mécht. An esou solle mer et och diskutéieren, dat ass op alle Fall der Lëtzebuerger Regierung hir Meenung. An duerfir hu mir deen 1 % elo definéiert bis 2028; bon, dat ass scho sportlech genuch, fir déi agehalen ze kréien.

Voilà! An da sinn ech gespaant, wat déi nächst Regierung decidéiert. Dat kucken ech da mat vill Interessi, wéi deen nächste Minister sech domadder erëmplot, wéi et dann duerno weidergeet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech hunn dem Här Bausch ganz gär nogelauschtert, wéi esou dacks. Ech wollt en natierlech un e puer Saachen erënneren, awer och, well ech mech gutt un déi Zäit erënneren.

Mir ware bis 1989 am Kale Krich. Mir haten deen Ableck fir Westeuropa nach eng vill méi geféierlech Situatioun, wéi mer se am Ableck duergestallt kréien.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass, nee, et war eng ganz aner Zäit. Ech mengen, hei sinn der vill, déi hunn dat net materlieft. An ech erënnere mech, datt

déi gréng Beweegung eng ganz pazifistesch war – dat war eng vun hiren Haapttribfiederen – an datt déi och zum Beispill an där deemools dominanter Debatt ëm en nukleaart Gläichgewiicht an Europa eng ganz aktiv Roll gespillt huet. Also et war schonn esou, datt och déi gréng do vun Ufank un aus hirem pazifistesche Reflex eraus eng ganz aktiv Roll gespillt hunn.

1991 dunn, um Enn vum Kale Krich, dat eigentlech vun 1989 un – ech sinn aus der Arméi erausgaang, wéi de Kale Krich eigentlech eriwwer war –, hate mer dann déi Diskussioun, déi och zu engem groussen Deel aus grénge Kreesser koum, iwwert d'Ofschafung vun der Lëtzebuerger Arméi.

Dat ass esou wäit gaangen, datt och d'Kolleege vun der sozialistescher Partei deemools op engem Kongress doriwwer geschwat hunn. An ech erënnere mech, datt mer an den Affaires étrangères deemools, do waren d'Sozialisten an der Regierung, laang Diskussiounen doriwwer haten, wat dat fir Konsequenzen hätt a wéi kéint argumentéiert ginn, inklusiv op engem sozialistesche Parteikongress, ob d'Lëtzebuerger Arméi sollt kënne weider bestoen oder net. Dat war déi Atmosphär dunn, déi Mentalitéit, wéi se deemools war. Et ass ganz interessant. Ech si frou, datt ech dat materlieft hunn. Well wann een dat mat haut vergläicht, si mer an enger anerer Situatioun.

An da vläicht nach eng lescht Bemierkung, Här Minister. Ech brauch net zréckzegoen op 1989 oder 1991, fir mer Gedanken ze maachen iwwert d'Geschicht vun Ärer Partei. Ech brauch nëmme bis 2018 zréckzegoen, wou ech nach ganz gutt Äre Walprogramm fir d'Europawalen am Kapp hunn. An deem stoung, an dat war e Walprogramm, dee war da fir déi aktuell Mandatsperiod am Europaparlament: keng Waffeliwwerungen a Krisegebitter. Och dat ass nach net laang hier, mee och dat ass eppes, wat déi gréng wierklech net representéieren.

Wat elo d'NATO ugeet, do muss ech Iech soen …

Jo, ech hu jo Parole après ministre, da Parole après député …

M. Fernand Etgen, Président | Parole après ministre si fënnef Minutten.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Et dauert awer scho relativ laang. Ech wëll jo näischt soen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelift? Ech hunn dat do net matkritt. Ech hunn dat do leider net matkritt. Ech hätt gär matgelaacht.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, ech hat gesot, Dir wäert jo Duebelagent; da kritt Der och duebel Riedezäit.

Une voix | Oh là là!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Iwwregens gehéiert … Dat ass ganz interessant, datt Der dat sot, Här Mars Di Bartolomeo. Ech gehéiere warscheinlech zu deene ganz sielene Lëtzebuerger, déi sech aktiv géint d'Sowjetunioun engagéiert hunn. Dat heescht, all déi Leit, déi mech haut esou gär kritiséieren …, mee ech gehéieren zu deene ganz wéinegen, déi dat gemaach hunn an ech sinn houfreg dorobber. Voilà!

Wat awer elo d'NATO ugeet, wollt ech dem Här Minister awer och nach soen: Ech begréissen u sech dat, wat en elo gesot huet iwwert déi Unerkennung, datt dat unerkannt gëtt, wann e Land an der NATO eng aner Positioun huet. Well Dir sot ëmmer – Dir sot et dacks, ech weess net, ob Der et ëmmer sot –, datt mer mussen hei an do zum Beispill beim belsch-Lëtzebuerger Bataillon … Mir musse guer näischt! Mir sinn e souveräne Staat an ech mengen, d'Lëtzebuerger Regierung kann decidéieren, opgrond vun hiren Erwägungen, muss et och am Interessi vun dem Lëtzebuerger Land maachen, wat wierklech déi bescht Optioun wär.

Mir wäerten iwwert dee belsch-Lëtzebuerger Bataillon nach méi laang diskutéieren, dat ass jo net de Sujet vun haut. Mee mir mussen dat net maachen a mir vertrieden awer déi Meenung, datt et besser Optioune géif ginn, fir e Verdeedegungsbudget auszeginn a fir Verdeedegungsoptioune fir dëst Land ze huelen, wéi déi do.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet zréck un den Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här President, et wonnert mech e bëssen, den Här Kartheiser war jo da bis 1989 selwer Militär a weess jo dann och, wéi d'NATO fonctionéiert a wéi innerhalb vun der NATO decidéiert gëtt, wat am Fong, éischtens, d'Prioritéite si vun der NATO fir déi Joren duerno, fir déi Perioden, déi kommen, respektiv wat fonnt gëtt, wat déi eenzel Länner an engem Solidaritéitsgedanke misste kënne leeschten am Kader vun deem Bündnis.

An da misst e jo och wëssen, datt et déi Decisioun zum Beispill fir dee Bataillon …, deen hu mir net erfonnt zu Lëtzebuerg, deen ass och net an der Belsch erfonnt ginn. Mee do gëtt et eppes, dat nennt sech NATO Defence Planning Process. Dat ass am Fong eng Verhandlungsprozedur, déi leeft en continu. Déi huet elo zwee Joer gedauert. An an där ass festgehale ginn, datt d'Belsch mat Lëtzebuerg e Reconnaissancebataillon am Mediumberäich hei sollt opstellen, well dat gebraucht géif gi vun der NATO, datt dat wichteg wär.

Natierlech kënnt Dir als Lëtzebuerg, mir kéinten och, Dir kënnt och proposéieren, datt mer aus der NATO sollen erausgoen. Maacht eng Kéier eng Propositioun, da kucke mer emol, wéi déi Diskussioun da gëtt, wann Dir dat fannt. Dat ass Äert Recht.

Dat ass awer net meng Meenung, och net der Regierung hir Meenung. Mee ech mengen awer, datt wann een an esou engem Gremium ass an et do Diskussiouns- an Decisiounsprozesser gëtt an déi bis eng Kéier arrêtéiert sinn an et huet een déi matarrêtéiert, et awer normal ass, datt een och versicht, sech herno an der Ëmsetzung un dat ze halen, wat ee virdrun do matdecidéiert huet. Et schéngt mer logesch ze sinn. Dofir, dat ass net eng Erfindung vu Lëtzebuerg a vun der Lëtzebuerger Regierung, mee dat ass eppes, wat festgestallt ginn ass als e Besoin a wou gesot ginn ass herno an deem ganze Prozess, deen iwwer laang Zäit diskutéiert gëtt mat de Länner, datt Lëtzebuerg an d'Belsch dat zesumme maache sollen. Duerfir, dat ass relativ kloer.

Dat zweet ass: Wësst Der, éischtens emol, also mir kënnen natierlech och elo nach nokucke goen, wat d'sozialistesch Partei virum Zweete Weltkrich gesot huet, oder anerer heibannen – mee wat huet dat mat haut ze dinn?

D'Welt huet komplett geännert zënter 1989, dat hunn ech Iech schonn eng Kéier gesot, wou Dir nach an der Arméi waart, a wéi gesot, jiddwer Partei huet hiren Historique. Meng Partei huet hiren, d'CSV huet hiren, jiddwereen huet säin. Mee wat elo interesséiert, dat ass dat, wat mer haut decidéieren, ob mer dat richteg fannen oder ob mer dat falsch fannen.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | An dat, fannen ech, ass dat Eenzegt, wat Sënn mécht ze decidéieren. An d'Regierung fënnt, datt dee Projet hei Sënn mécht an d'Regierung freet sech doriwwer, datt eng grouss Majoritéit vun dësem Parlament dat d'nämmlecht gesäit.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Kartheiser.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech muss mech awer entschëllegen, an zwar bei de Kolleege vun der sozialistescher Partei, net well dat falsch war, wat ech virdru gesot hunn, mee well ech weess, datt Der den Owend en Engagement hutt, an dofir wëll ech dat elo net ze laang an d'Längt zéien.

Mee et geet mer elo drëm, dem Här Bausch nach zwou Äntwerten ze ginn. Dat éischt ass, datt mir guer net wëlles hunn, aus der NATO erauszegoen. Ech hunn dat virdrun och betount: Mir bekennen eis zur NATO.

Dat zweet ass, datt et bei deem belsch-Lëtzebuerger Bataillon net duergeet, datt do e Planungsausschuss vun der NATO zu der Konklusioun kënnt, datt dat eng gutt Saach wär, well dat grad feelt. Mee et muss een éischtens wëssen: Firwat kann et gebraucht ginn? An ech soen Iech, datt mer weeder d'Personalstäerkt hunn, fir dat kënnen ze maachen, nach d'Logistik, nach déi personell Reserven, fir esou eng Unitéit opzestellen, an datt hiren Asaz an der Praxis warscheinlech iwwerhaapt net méiglech wär. Dofir géif ech mengen, datt mer déi Planung vun der NATO, déi ganz abstrakt ass, vu Leit, déi sech net kënne virstellen, wéi d'Realitéiten hei am Land sinn, notamment wat de Rekrutement vu Personal ugeet, sollten op jidde Fall ëmmer hannerfroen. Dee belsch-Lëtzebuerger Bataillon, fir eng mëttelstaark oder eng mechaniséiert – wéi och ëmmer –, liicht mechaniséiert Reconnaissanceaarbecht ze maachen, ass kee fiabele Projet. An et ass, well en a mengen Ae militäresch net fiabel ass, déi éischt a gréissten Objektioun vun aneren Absichten, politescher oder anerer Natur. Dat muss een nach weiderdiskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Jo, ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Verdeedegungsminister.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech wëll dem Här Kartheiser soen – Här President, ech hat et vergiess, entschëllegt mech duerfir –: Der CSV hir Motioun, also d'Chamber stëmmt, wéi se wëllt, mee ech hunn iwwerhaapt kee Problem domadder. Ech hunn dat souwisou versprach an der Kommissioun. Ech mengen, déi sollt een unhuelen. Dat ass meng Meenung. Dat fannen ech eng gutt Saach, déi Motioun.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Ech hu just nach eng Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Halsdorf freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Just eng kuerz Fro un Iech, Här Minister. Är Ausféierunge ware ganz gutt. Et huet just eppes gefeelt a mengen Aen. Dat ass …, well et steet jo dran, d'Amerikaner géifen eng signifiant Form engagéieren. Ass dat eng Conditio sine qua non, dass de Projet aboutéiert, oder net? Dat ass d'Fro an dat wollt ech héieren, an et ass awer wichteg, dass een dat awer weess an dass een dat hei seet. Duerfir déi Fro.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat ass berechtegt, dass Der déi Fro stellt. Mee ech mengen, mir wëllen eis fir déi do Suen engagéieren, esou oder esou. Ech mengen, dat ass och d'gutt Recht. Dat ass net, well elo d'Amerikaner och duerno nach wëllen eppes maachen, mee mir ginn awer dovun aus – a mir hunn awer gutt Informatiounen –, datt déi och bereet sinn, och nach eppes zousätzlech ze maachen. Dat ass am Fong dee richtege Wording.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister. An da kritt d'Wuert den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wëll awer kuerz drop reagéieren, wat den Här Kartheiser virdru gesot huet.

Ech mengen, dass ee sech net brauch ze schummen, wann een an de leschte Joerzéngten, besonnesch no dem Fall vun der Berliner Mauer an dem Zesummebroch vun der Sowjetunioun, fest dru gegleeft huet, dass mer op deem Kontinent hei méi sécher géife ginn a méi a Fridde liewen, wéi dat an deene Joerzéngte virdru war. Mee et gehéiert awer gradesou dozou, och haut ze erkennen, dass d'Situatioun d'lescht Joer geännert huet, dass mer eeben net méi an esou enger sécherer Welt op engem séchere Kontinent liewen, wéi mer et vläicht alleguerte gehofft hätten, dass et duerfir leider och muss en Ëmdenken an der Politick ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8157. Den Text steet am Document parlementaire 8157[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8157 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme bei 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun, déi den Här Halsdorf deposéiert hat. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Bon, ech mengen, den Här Minister huet scho gesot, hien hätt kee Problem domadder. Mir hunn och kee Problem domadder, vläicht just ënnert der Konditioun, dass Der herno net dat als Ären Erfolleg duerstellt, dass dat gemaach gëtt, wéinst dëser Motioun, well dësen ...

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha général)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ui, ui, ui! Fakt ass, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Empain huet d'Wuert. D'Madamm Empain huet d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ech waarden, bis dass Der Iech berouegt hutt, well et schéngt jo ... Firwat ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Firwat mécht een eng Motioun, wann et net ass, fir sech herno op de Fändel ze schreiwen, dass een eppes erreecht huet? Sou.

(Brouhaha)

An ech wëll just soen, dass mer e Verdeedegungsminister ... Sot, ...

Une voix | Pscht! Pscht!

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | ... ech héiere mech jo bal selwer net! Mir hunn e Verdeedegungsminister, deen extreem op Transparenz spillt, deen ëmmer zur Verfügung steet, dee méi Kommissiounssëtzungen an der Defense ofgehalen huet, wéi dat warscheinlech jeemools virdrun de Fall war, deen all Projet en amont presentéiere kënnt. An ech mengen, dass et e bësselche wäit hiergeholl wier, elo ze fäerten, dass een hei net géif en cours de route informéiert ginn iwwert de Projet a wéi en avancéiert.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Bon, ech gesinn d'Motioun elo net esou positiv wéi d'Madamm Empain, well ech och net wierklech gesinn, wat iwwerhaapt de Sënn an Zweck vun där Motioun do soll sinn. Ech mengen, dass de Minister souwisou déi ganzen Zäiten d'Chamber informéiert. Also ech si jo elo an der Oppositioun, ech sinn net am Verdacht hei, dem Minister Partie ze halen, mee bis elo war dat awer ëmmer de Fall.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz (CSV) | Dat ass Péitenger Walkampf hei.

(Interruption par M. Jean-Marie Halsdorf)

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, nee. Dat war bis ... Här Halsdorf, dat huet guer näischt mat Péiteng ze dinn, et ass einfach eng Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech mengen jo net, dass Dir se eleng geschriwwen hutt.

Plusieurs voix | O!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et si fënnef Signaturen drop.

M. Fernand Etgen, Président | Hei nee, hei wannechgelift! Kommt, dat doten ass perséinlech!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Elo si mer um Här Kersch sengem Niveau.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Goergen huet d'Wuert, awer komme mer erëm zu deem gewinnten, normalen Ëmgangstoun.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Etgen, ech zielen hei fënnef Ënnerschrëften, an dat hunn ech elo gesot. Also ech weess net firwat ... Dir hutt bei der Madamm Empain schonn déi ganzen Zäit dertëschtgejaut. Ech weess net, wat haut op där Bänk do lass ass.

Ech wollt just soen, dass esou eng Motioun eigentlech iwwerflësseg ass an dass een déi guer net misst heihinnerbréngen, an dofir hätt ech se och am léifsten net matgestëmmt. Mee bon, wann d'Regierung elo, also d'Majoritéit seet, dat wär de Fall ...

(Interruptions)

Ech wëll nämlech soen: Bei dësem Projet mengt een, d'CSV hätt net verstanen, ëm wat de Projet geet. Et keeft een nämlech hei eng Capacitéit, dat heescht, déi Käschte kënnen net an d'Luucht goen deementspriechend. Et keeft een eng Capacitéit. Dat kann ech Iech eng Kéier e bësse méi einfach erklären: Dat ass, wéi wann Der bei der Post géift eng Internetleitung kafen. Dat mécht d'Regierung elo bei SES. Hei gëtt kee Satellitt eenzel an d'Luucht geschoss oder soss eppes. Hei keeft een einfach zu engem fixe Präis eng Telefonsleitung, fir et e bësse méi almoudesch ze erklären. Hei geet et eeben ëm méi komplex Daten.

Dofir ass déi eigentlech iwwerflësseg. Mee mir kënne se awer matstëmmen. Mir ginn och gär gewuer, wat de Minister an der Kommissioun dozou ze soen huet. Mee e kënnt souwisou op all Invitatioun.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmmen? Den Auteur wëll nach d'Wuert froen.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Ech wollt dem Här Goergen soen, e soll mat den Ënnerstellungen ophalen, ze soen, ech hätt déi net eleng geschriwwen. Dat hutt Der gesot, Här Goergen. An dat Zweet, wat ech Iech wollt soen, dat ass, dass ech ... Ech mengen, Dir hat mer justement do nogelauschtert, justement de Minister huet mer eng Äntwert ginn op meng Fro, an zwar déi: Hänkt dee ganze Projet of dovun, ob d'Amerikaner mat eraklammen oder net? Wéi eng Roll spillt dat?

Dat hänkt elo net dovun of. An deem Sënn spillt dat manner. Mee et ass awer net schlecht, wann ee bei esou engem Projet weess, wéi deen evoluéiert. Dofir fannen ech Är ganz Remark e bësse superfetatoire.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Halsdorf.

Wien ass d'accord, dës Motioun à main levée ofzestëmmen?

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

8. 7876 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

2° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7876, eng Ofännerung vun de Gesetzer iwwert de Stroum- a Gasmarché souwéi d'Upassung vun enger Bannemaartdirektiv. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill, huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Enn 2016 gouf de Gesetzespak „eng propper Energie fir all Europäer/inne" virgestallt, deen dorops ofziilt, d'Kompetitivitéit vun der EU hisiichtlech der Veränerung op de globalen Energiemäert ze erhalen am Kader vum Ëmgang mat propperer Energie.

Mat dësem Pak wëll d'Europäesch Kommissioun d'EU un d'Spëtzt vun der Energietransitioun féieren an dobäi d'Verflichtunge vun der EU am Kader vum Paräisser Klimaaccord vum Dezember 2015 erfëllen.

Ufanks war d'Zil, bis 2030 d'Treibhausgasemissiounen ëm 40 % ze reduzéieren am Verglach zu 1990. Mëttlerweil gouf dëst Zil gehuewen op minus 55 % bis 2030.

Gläichzäiteg wëll d'Kommissioun déi europäesch Wirtschaft moderniséieren, Aarbechtsplazen a Wuesstum fir all d'Europäer/inne schafen. Dës Propose si konform mat de Gouvernancereegele fir d'Energieunioun souwéi mat de fënnef Piliere vun der EU, wat d'Energie ugeet, nämlech: d'Energiesécherheet, d'Schafung vun engem Bannemaart fir Energie, eng verbessert Energieeffizienz, Dekarboniséierung vun der Wirtschaft an d'Stäerkung vun der Fuerschung, der Innovatioun an der Kompetitivitéit.

D'EU, also och Lëtzebuerg, steet viru wichtegen Erausfuerderungen am Energieberäich. Mir befannen ons an engem historeschen Energiewandel vun engem zentraliséierte System mat fossillbaséierte Grousskraaftwierker hin zu engem mailléierten, dezentralen an intelligente System, opgebaut op erneierbaren Energien.

Dësen Energiewandel, an deem mir ons souwisou scho befonnt hunn, gëtt elo nach verschäerft an acceleréiert duerch de russeschen Ugréffskrich an der Ukrain.

De Projet de loi 7876, dee mir haut hei stëmmen, steet am Kontext vun der Lëtzebuerger Klima- an Energiepolitick mat hiren éiergäizegen nationalen Ziler fir d'Reduktioun ëm 55 % vun den Treibhausgasemissiounen, der Entwécklung vu 25 % erneierbaren Energien an der Steigerung op 40–44 % vun der Energieeffizienz bis 2030.

Den aktualiséierten Energie- a Klimaplang, dee viru Kuerzem presentéiert ginn ass, proposéiert ausserdeem, eis Ziler am Beräich vun erneierbaren Energien ze erhéijen, dëst vun aktuell 25 % op 37 % bis 2030.

D'EU-Direktiv 2019/944, déi hei transposéiert gëtt, huet als Zil, gemeinsam Reegele fir e gutt funktionéierende Stroummaart festzeleeën, an deem sech Flexibilitéit an Innovatioun lounen a sech erneierbar Energien duerchsetzen.

Dëst soll ënner anerem geléngen duerch e verbesserten Zougang zu erneierbarem Stroum duerch déi noutwendeg Flexibilitéitsléisunge fir d'Späichere vum Stroum oder iwwer Aggregatioun, déi eng verstäerkt aktiv Participatioun vun de Verbraucher/innen un der Energietransitioun erméiglecht.

Ech gi kuerz op déi Haaptelementer vun der Direktiv an a verweise fir den Detail op mäi schréftleche Rapport. Eng zentral Roll spillen d'Verbraucher/innen, déi an Zukunft eng méi aktiv Roll um Stroummaart spille sollen an zu engem zentralen Acteur ginn. Dofir gesäit dës Direktiv eng Stäerkung vu Verbraucherparticipatioun vir, andeems si besser an transparent Informatiounen iwwer hire Verbrauch an hir Rechter kréien.

Hei kuerz déi verschidden Ännerungen: d'Recht, fräi e Fournisseur ze wielen, d'Recht op en Zougang zu engem Präisvergläichstool, d'Méiglechkeet, enger Communauté énergétique bäizetrieden, dynamesch Tariffverträg, d'Recht op onofhängeg Aggregatiounsverträg, d'Recht, Stroum individuell oder iwwert den Aggregator ze produzéieren, de geziilte Schutz fir vulnerabel, energieaarmutsgefäerdet Verbraucher/innen, d'Recht fir déi vu Stroumausfäll Betraffen, am Viraus Informatiounen iwwer alternativ Léisungen ze kréien, d'Recht, u Flexibilitéits- an Energieeffizienzprogrammer deelzehuelen, kloer, detailléiert an transparent Rechnungen.

Wat d'Aggregatoren ugeet, gesäit d'Direktiv vir, datt si hire Clientë kënnen Aggregatiounsverträg ubidden, ouni dass dës d'Averständnis vun hirem Fournisseur mussen hunn. Esou soll garantéiert ginn, datt jiddereen/t gläichberechtegt a fair un alle Stroummarchéen deelhuele kann.

Am Beräich vun der Elektromobilitéit gesäit d'Direktiv d'Schafung vun engem regulatoresche Kader vir, deen d'Verbindung tëschent Luedepunkte fir Elektrogefierer mam Verdeelungsnetz erliichtert. Doriwwer eraus dierfen Netzbedreiwer nëmmen dann Opluedepunkten entwéckelen, exploitéieren a besëtzen, wa keen aneren Acteur um Marché interesséiert ass.

Zu den Haaptpunkte vum Projet de loi. Mat dësem Gesetz klarifiéiere mir d'Konzepter vum Autoconsommateur d'énergie renouvelable agissant de manière collective an der Communauté d'énergie renouvelable, déi mir am Gesetz vum 3. Februar 2021 agefouert hunn.

Mir alignéiere si och mam méi breede Konzept vum Client actif, andeems d'Konzept vun der Communauté énergétique citoyenne mam Konzept vun der Communauté énergétique renouvelable verschmëlzt an zu der méi genereller Notioun „Communauté énergétique" gëtt. Soumat gi mir iwwert déi zwou Direktiven eraus, aus deenen déi zwou Definitiounen hierkommen.

Dës Konzepter solle refletéieren, datt aus engem passive Verbrauch en aktive Prosumer gëtt. Nieft senge Méiglechkeeten, Autoconsommateur ze sinn, kann en och eleng oder mat aneren un Energieeffizienz a Flexibilitéitsprogrammer deelhuelen, soulaang dës keng kommerziell Aktivitéit oder Haaptprofessioun sinn.

Eng Communauté énergétique ass eng Personne morale, wou d'Memberen oder d'Aktionäre Personnes physiques oder morales sinn, wouzou och lokal Autoritéite gehéiere kënnen.

Bei den Entreprisë gëtt et natierlech Limitten, wéi grouss datt d'Entreprisë kënne sinn. D'Haaptzil vun der Energiegemeinschaft ass et, der Gemeinschaft ekologesch, wirtschaftlech a sozial Virdeeler ze bidden, an net, finanziell Profitter ze maachen.

De Projet de loi gesäit ausserdeem vir, dat bestoend Konzept vum Aggregator unzepassen, andeems festgehale gëtt, dass d'Funktioun vun enger Personne physique oder enger Personne morale ausgeübt gëtt an dëst, en vue vum Verkaf, Akaf oder enger Versteigerung um Energiemarché, verschidde Stroumverbrauchs- oder Stroumproduktiounschargë matenee kombinéiert.

All Ennverbraucher/inne kënnen direkt oder iwwer Aggregatoren um Marché deelhuelen, andeems se zum Beispill hire Verbrauch entspriechend de Maartsignaler upassen an esou vu besseren Tariffer profitéieren.

De Client final kritt esou d'Méiglechkeet, e Stroumvertrag mat dynamescher Präisgestaltung ze notzen an esou säi Verbrauch u Präissignaler en temps réel unzepassen.

De Projet de loi féiert och d'Notioun vu Projete mat experimentellem Charakter an, dëst fir e Kader fir Pilot- oder Demonstratiounsprojeten ze schafen, déi d'Energietransitioun konkretiséiere respektiv erliichteren, d'Energieeffizienz erhéijen, d'Digitaliséierung vum Stroum, vun de Stroumnetzer weiderentwéckelen, d'Widderstandsfäegkeet vum Stroumsystem erhéijen oder zur Ëmsetzung vun den Ziler, déi am PNEC festgehale goufen, bäidroen.

Esou maache mir eng Dier op, fir eebe Konzepter ze testen, fir ze kucken, ob a wéi se kënne fonctionéieren, och wann den aktuelle reglementäre Kader et net hiergëtt. E Beispill wier d'Konzept „vehicle to grid". Fir de Status vun esou engem Projet vum Regulateur accordéiert ze kréien, mussen natierlech verschidde Konditiounen a Krittären erfëllt ginn. Dës wieren zum Beispill d'Verfollge vu kloer definéierten Ziler, déi op enger wëssenschaftlecher Approche berouen, an d'Abanne vun Acteure mat den néidegen techneschen, professionellen an organisatoresche Capacitéiten.

De Projet de loi gesäit och Ännerunge vir fir Besëtzer vu klengen Anlage mat enger Produktioun vu manner wéi 800 Watt, wéi zum Beispill deene sougenannte Balkonsanlagen, déi elo net méi mussen un en Zähler ugeschloss ginn a vun der Deklaratiounsflicht beim Netzbedreiwer befreit ginn. Eng richteg a wichteg administrativ Vereinfachung!

Dëse Projet de loi gesäit och vir, datt e Kader geschafe gëtt, fir d'Accessoiresaktivitéite vum Netzbedreiwer ze reegelen, wéi zum Beispill seng Tätegkeete mat engem anere Reseau wéi dem Stroumnetz oder och nach dem Betrib vun Energiespäicheranlagen.

Säit 2012 hunn d'Netzbedreiwer de Chargy-Borne-Reseau opgebaut an ausgeweit op eng 600 Luedestatiounen an 32 Schnellluedestatiounen, déi sougenannt Super-Chargyen. A wéi ech virdru sot, dierfe laut der Stroumdirektiv d'Netzbedreiwer net méi de Chargy-System opbauen, verwalten oder bedreiwen.

Dëse Projet de loi gesäit also vir, en Test de marché ze maachen, wou an enger Consultation publique den Interessi um Marché, fir de Chargy-Borne-Reseau ze exploitéieren, gekuckt gëtt. An enger Ausschreiwung gëtt da gekuckt, och eeben dee Successeur ze fannen. Wa sech een oder méi fannen, déi eeschten Interessi drun hunn, dës Luedeinfrastrukturen ze iwwerhuelen, da vergëtt de Minister dës mat enger Concessioun, an där séchergestallt gëtt, datt den neie Proprietär genausou weiderfiert ewéi bis elo.

De Regulateur ILR huet och ëmmer en Ableck an d'Prozedur, fir eng Fakeausschreiwung ze verhënneren. D'Iddi ass hei, de System net a Gefor ze bréngen an datt et fir den Notzer an d'Notzerinnen normal weidergeet.

De Chargy-System gëtt esou zur Grondinfrastruktur, déi dann och net méi ënnert dem Numm Chargy ka wuessen. Wichteg ass, datt eeben och Bornen, déi

vläicht net esou rentabel sinn, wéi zum Beispill am ländleche Raum, weider bestoe bleiwen.

De Projet de loi gesäit och d'Adaptatioun bei der Ëmsetzung vun der nationaler Energiedateplattform vir, déi als zentrale Regëster, Datebank fir Energieinfrastruktur an Informatiounsaustausch funktionéiert. Den Iwwerdroungsnetzbedreiwer gëtt fir d'Implementéierung an d'reiwungslos Bedreiwung vun der Plattform verantwortlech.

D'Stroum- a Gasentreprisë si fir d'Bereetstelle vun Date verantwortlech. D'Plattform erméiglecht en effizienten a sécheren Zougang zu Date fir all Acteuren um Marché, d'Netznotzer an ëffentlech Behërden. Si zentraliséiert och d'Energiedate fir Fuerschungszwecker an d'Ëffentlechkeet via Open Data. D'Plattform vereinfacht d'Maartkommunikatioun, gewärleescht d'Datekonsistenz, erliichtert d'Vertragsëmsetzung a stellt Statistiken iwwert d'Iwwerwaachung vum Secteur bereet.

De Projet de loi ännert dann och d'Gasmarchésgesetz, andeems en nei Notiounen an nei Bestëmmunge beim Späichere vum Gas aféiert, déi am Kontext vum Ukrain-Krich duerch en europäescht Reglement agefouert gi sinn.

All EU-Membersstaat gëtt dozou opgeruff, Mesüren ze ergräifen, fir d'Energieversuergung virun allem am Hibléck op den nächste Wanter ze garantéieren. Ënnerierdesch Gasspäicheren droe laangfristeg zur Sécherheet vun der Gasversuergung bäi. Dofir verankere mir elo, dass d'Fournisseure bis den 1. November op d'mannst 15 % vun deem, wat se duerchschnëttlech an de leschte fënnef Joer järlech u Gas un hir Clientë geliwwert hunn, enzwousch stockéiert mussen hunn.

Well mir zu Lëtzebuerg keng esou ënnerierdesch Stockagen hunn, mussen d'Fournisseuren an aneren EU-Länner dëst garantéieren. De Staatsrot huet a sengem éischten Avis den 22. Februar 2022 e puer legistesch Umierkunge gemaach an huet awer och eng Rei Oppositions formelles formuléiert, dëst op e puer Plazen, wou e jugéiert huet, datt den Text d'Direktiv net konkreet transposéiert. Dëse Remarke gouf Rechnung gedroen a parlamentareschen Amendementer.

Opgrond vun dëse koum de komplementaren Avis vum Staatsrot den 31. Mäerz 2023 mat e puer Ëmformuléierungsproposen an Oppositions formelles, deenen erëm Rechnung gedroe gouf.

Ier ech zu den Aarbechten an der Kommissioun kommen, bleift mir nach ze soen, datt Avise vun der Chambre des Salariés, dem Syvicol an der nationaler Dateschutzkommissioun erakoumen. Hinne louche virun allem Sujete vum Dateschutz, dem Accès vum Verbraucher zu Informatioune souwéi de Verbraucherschutz an d'Ëmsetzung vun der ëffentlecher Luedeinfrastruktur op Gemengenterrain um Häerz. Fir den Detail verweisen ech och hei op mäi schréftleche Rapport.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, datt den Energieminister dëse Projet de loi den 2. September 2021 an der Chamber deposéiert an de Staatsrot säin éischten Avis den 22. Februar 2022 gemaach huet. De 16. Dezember 2022 hu mir de Projet de loi wéi och dem Staatsrot säin Avis analyséiert an ech selwer gouf zur Rapportrice ernannt.

Den 23. Dezember hu mir du parlamentaresch Amendementer adoptéiert. Doropshi krute mir den 31. Mäerz 2023 de complementairen Avis vum Staatsrot.

De finale schréftleche Rapport gouf dunn an onser Kommissiounssëtzung d'lescht Woch ugeholl. Fir weider Detailer verweisen ech dann nach eng Kéier op mäi schréftleche Rapport, soen op dëser Plaz nach jidderengem Merci, deen un dësem wichtege Projet de loi matgeschafft huet, a ginn den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Villmools merci, Här President. An och villmools merci dem Jessie Thill fir de mëndlechen a fir de schréftleche Rapport. Et ass e grousst Gesetz ginn. Et ass eigentlech eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv an et ass hannen um Enn awer elo hei e relativ techneschen Text ginn – ech mengen, et ass en Text vun 287 Säite gewiescht –, dee mer an der Kommissioun an e puer Sëtzungen dann am Detail duerchgaange sinn, well et awer trotzdeem ganz vill Theeme sinn, déi an deem Text do regroupéiert sinn.

An d'Madamm Rapportrice ass och drop agaangen: Et si ganz vill Saachen an deem Text dran, zum Beispill eeben déi Froen, déi sech elo och gestallt hu mat der Elektromobilitéit, mam Bornesystem, mam Stockage vum Gas an esou weider an esou virun. Et ass en Text, dee geet och mat eis duerch all déi Niveaue vun all deene Leit, déi implizéiert sinn, engersäits d'Gestionnairë vum Reseau, anerersäits d'Fournisseuren, d'Consommateure vum Reseau an esou weider an esou virun. An do kann natierlech jiddwereen dann an deem Gesetz hei och déi Akzenter setzen, déi fir hien oder si wichteg sinn. An ech mengen, dass et e Prinzipp ass, deen an dësem Gesetzestext ëmmer erëm no vir kënnt, e Prinzipp, dee mer d'lescht Joer schonn hei lancéiert hunn, nämlech dee vum Prosumer, also vun deem, dee selwer erneierbar Energie produzéiert a se dann och selwer consomméiert an dee Prinzipp vum Prosumer eeben ausweit, ausbaut hin zu deene Begréffer vun der Autoconsommation collective oder vun der Communauté énergétique.

Dat heescht, am Prakteschen herno gëtt et fir de Consommateur a fir de Bierger a fir d'Biergerin trotzdeem eng Rei interessant Ännerungen, déi eebe grad, well se esou interessant sinn, och gutt musse kommunizéiert ginn, fir dass d'Leit wierklech wëssen, wat fir Virdeeler elo op se duerkommen a wat se alles kënnen oder wéi se kënne profitéiere vun dësem neien Text, dee mer elo haut hei dann zesummen ofstëmmen.

Et ass e Prinzipp, de Prosumerprinzipp, deen am Energieberäich héchstwarscheinlech zukunftsweisend ass, well et natierlech vu Virdeel ass, iwwerhaapt erneierbar Energien auszebauen, wann da jiddweree vun eis kann iergendwéi matmaachen, souguer déi, déi selwer keng erneierbar Energien iergendwéi kënne produzéieren, sech keng Anlage kënne leeschten oder wéi och ëmmer sech net kënne placéieren, fir erneierbar Energien ze produzéieren, déi dann eeben iwwer eng Communautéit, eng Kollektivitéit kënne matmaachen an enger Produktioun vun erneierbaren Energien. An et ass natierlech iwwerhaapt och e Prinzipp, deen an Zukunft, mengen ech, ëmmer méi wäert droen: selwer ze produzéieren, wat een da consomméiert.

Ech hu gesot, et wier e relativ techneschen Text, an trotzdeem, wat ech wëll an eisem Numm erausgräifen, ass eeben d'Tatsaach … oder dee Message, deen an dësem Text besonnesch dran ass, ass deen: Den Zougang zu den erneierbaren Energië soll ëmmer nach méi einfach gemaach ginn. Et soll ëmmer nach méi einfach méiglech gemaach ginn. Et sollen ëmmer nach méi Méiglechkeete geschaf ginn, fir erneierbar Energien ze produzéieren an dann och ze consomméieren.

Interessanterweis gëtt iwwregens och an dësem Gesetzesprojet iwwer sougenannt experimentell Projete geschwat, wat och interessant ass, well et do da méi einfach soll Derogatioune gi vis-à-vis vun Autorisatiounen, fir kënnen esou Projeten ze probéieren, wat mir och immens begréissen, well mer mengen, dass iwwerhaapt an deem dote Beräich, a vläicht och an aneren, dann iergendwann eng Kéier de Prinzipp muss méiglech sinn, dass een eeben, well een eppes ausprobéiert, ob et kéint funktionéieren, da kann déi Derogatiounen do ginn.

Ech erlabe mer just, dräi kleng Froe bezéiungsweis Remarken ze maachen. Dat Éischt ass: D'Direktiv, déi europäesch – an d'Madamm Rapportrice huet et ënnerstrach –, soll jo virun allem d'Rechter vum Consommateur stäerken, zum Beispill och, dat steet do dran, fir esou e Präisvergläichsinstrument ze hunn, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg schonn hunn duerch de Calculix. An do hannendru steet dee grousse Prinzipp vun der Transparenz. Et soll ee wëssen, wou een drun ass, wat fir eng Energie ee consomméiert, wéi vill se kascht an och … Ech mengen, dofir ass et och wichteg, dass mer iwwerhaapt dee Prinzipp „Transparenz" an dësem Beräich vun der Energieproduktioun a -consommatioun ganz grouss schreiwen. Wat kascht d'Energie? Wat kascht se mech? Wat kascht se de Produzent? Wat kascht se de Fournisseur? A wéi ginn och déi Präisser do zesummegestallt a gestalt a wou si mer dru mat deene Präisser, wéi se de Moment um Marché sinn?

Dat Zweet ass: Mir haten an der Kommissioun och eng Diskussioun iwwert de Schutz vun den Daten, well natierlech eng Datebank hannendrun opgebaut gëtt. A mir goufen do awer rassuréiert. Ech wëll dat awer an eisem Numm nach eng Kéier soen, dass eis dat wichteg ass, dass mer do wierklech rassuréiert sinn, dass keng sensibel Donnéeën eebe vun de Consommateuren no bausse kënnen dréngen, well natierlech do Donnéeë mussen am Ëmlaf sinn, soubal een eng Communautéit oder eng Kollektivitéit do grënnt.

An dat Drëtt – an ech wëll nach eng Kéier dat widderhuelen, wat ech schonn am Ufank gesot hat –: Ech mengen, et ass wichteg, dass mer eng proaktiv kloer Kommunikatioun ginn, vläicht esou e Vademecum, iergendwéi en Depliant och de Leit an d'Boîte ginn, well zum Beispill hate mer eng Diskussioun doriwwer, dass et jo elo méiglech ass fir e Syndic vu Koproprietären, esou eng Autoconsommation collective ze maachen. Wéi geet dat, wann eng Koproprietéit entscheet: „Majo, op eisem Daach gëtt dann elo zum Beispill eng PV-Anlag installéiert"? Als Personne juridique kann een dat umellen, kann een dat verlaangen. Wat muss dann am Haus selwer dovu consomméiert ginn, fir dass een iwwerhaapt eng Autoconsommation collective huet? Mir haten do gesot kritt: „Dat ass dann am Trapenhaus zum Beispill. Do gëtt da schonn eppes fir d'Kollektivitéit consomméiert", dass een de Syndicken zum Beispill kloer kommunizéiert, wéi si kënne bei deene Saachen hei matmaachen a wéi d'Bierger an d'Biergerinne kënnen dorun deelhuelen.

Voilà! Ech ginn domadder och den Accord vun eiser CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass deen honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Déi energeetesch Transitioun ass ouni Zweifel ee vun deene

gréissten a wichtegste Chantieren an den nächste Joren. Den Ëmbau op erneierbar Energië bréngt eng komplett Reorganisatioun a Reorientéierung vun eisem Stroumreseau mat sech.

Mir komme vun engem System, deen zentral geréiert ass, wou grouss Produzente Stroum aspeisen a wou de Stroum och just an eng Richtung fléisst, vum Produzent bei de Konsument, hin zu engem System, dee vill méi oppen a vill méi flexibel ass.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP) | An deem Kader ass vill rieds vu Smart Grid a Prosumer, vun enger dezentraliséierter Stroumproduktioun. Den Ennverbraucher spillt an deem System vill méi eng wichteg Roll, well e gläichzäiteg selwer och Produzent ka sinn, deen entweeder säi Stroum selwer verbraucht oder an d'Netz aspeist.

Dës Transitioun bréngt natierlech vill Erausfuerderunge mat sech. Mee ofgesinn dovun, dass se absolutt noutwendeg ass, fir eis Klimaziler ze erreechen, bitt se och vill Chancen.

Wann ee selwer säi Stroum produzéiert, ass een zu engem groussen Deel onofhängeg vum Stroumpräis um Marché an et kann ee sech selwer versuergen. D'Autoconsommatioun vun der selwer produzéierter Energie, ob eleng oder am Kader vun enger energeetescher Gemeinschaft, stellt deemno en zentrale Volet vun dëser Transitioun duer.

Esou gesi schwätze mer u sech vun enger Demokratiséierung vun der Energieproduktioun. Bal jiddereе kann en aktiven Acteur um Stroummaart ginn. D'Stroumnetz selwer wäert also an Zukunft vill méi komplex an zum Deel oniwwersiichtlech gi mat vill méi verschiddenen Acteuren. Dofir ass et absolutt noutwendeg, e klore Kader ze schafen, wou d'Rechter an d'Flichte vu jidder Eenzelnem festgeluecht ginn.

Wat eis als DP an deem Kader awer ganz besonnesch um Häerz läit, ass, dass jiddereen och d'Méiglechkeet soll kréien, un dëser Demokratiséierung vum Stroum, vun der Stroumproduktioun deelzehuelen.

Wéi déi aktualiséiert Versioun vum PNEC virgesäit, soll op all Wunngebai eng Fotovoltaiksanlag kommen. De Staat iwwerhëlt d'Käschte fir déi Leit, déi sech et net leeschte kënnen. Als DP begréisse mer déi Mesür natierlech an hoffen, dass se och zäitno ëmgesat ka ginn.

E weidert Element an deem Kader sinn déi sougenannte Balconsanlagen, dat heescht Installatioune vun enger maximaler Leeschtung vun 800 Watt.

Als DP si mir natierlech ëmmer frou iwwer administrativ Vereinfachungen, fir méi séier virunzekommen, an dat ass hei natierlech och net anescht. Eng grouss Fotovoltaiksanlag um Daach ass natierlech besser wéi eng kleng Installatioun, mee och esou kleng Minifotovoltaiksanlage kënnen e Bäitrag leeschten.

Mir wëssen allerdéngs, dass et dacks komplizéiert ass, fir den Accord vun der Gemeng ze kréien oder och vum Syndic, fir esou eng Balconsanlag ze installéieren. Hei mussen nach zousätzlech Efforte gemaach ginn, zum Beispill duerch d'Ausschaffe vun engem Règlement type.

Här President, et géif zu dësem, jo ganz spannenden, Theema nach ganz vill ze soe ginn. Ech hu mech op e puer eenzel Punkte misse beschränken. Alles an allem ënnerstëtze mir als DP natierlech dëse Projet de loi an ech kann dowéinst och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, net awer, ouni der Rapportrice, dem Jessie Thill, e grousse Merci ze soe fir seng zwee gutt Rapporten, souwuel dee schréftleche wéi och dee mëndlechen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An da wier et um honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bedéngt duerch déi politesch Situatioun, déi mer elo mëttlerweil säit 15 Méint erliewen, ass d'Energieversuergung, a méi generell d'Energiepolitick, erëm an de Fokus vum ëffentlechen Interessi geréckelt. Dëst muss fir d'Europäesch Unioun an domat och fir Lëtzebuerg eng Geleeënheet sinn, fir eis Energietransitioun ze acceleréieren.

Wie vun Energietransitioun schwätzt, dee schwätzt och ëmmer vun enger méi dezentral organiséierter Produktioun vun eiser Energie. Dofir brauche mer natierlech Gesetzer, déi eis eng adequat Rumm gi fir all dës Verännerungen.

Mat dësem Gesetzesprojet ginn eng Partie Notiounen aus eiser Legislatioun, wéi beispillsweis den Autoconsommateur, méi kloer definéiert. Dëst weist, dass d'Roll vum Konsument vun Energie an engem déifgräifende Wandel ass. De Konsument ass net méi just an enger passiver Roll, mee e gëtt ëmmer méi selwer aktiv.

Grenzen tëschent Konsument a Produzent verschwannen hei ëmmer méi an den aktive Konsument gëtt zu engem richtegen Acteur um Energiemarché, deen ëmmer méi onofhängeg agéiere kann.

Als LSAP si mir natierlech besonnesch frou, dass d'EU-Direktiv nach eng Kéier d'Rechter vum Konsument ënnerstrach huet. Bestoend Rechter si gestäerkt ginn an zousätzlech sinn nei Rechter derbäikomm. Ech géif hei beispillsweis den Accès zu enger Vergläichsplattform vun Energiepräisser ervirsträichen, d'Recht, säi Fournisseur fräi ze bestëmmen, d'Recht, enger Communauté énergétique citoyenne bäizetrieden an och ouni Strofen erëm aus esou enger Communauté kënnen auszetrieden, och d'Recht vum Konsument, ier et zum Ofschalte vu Stroum oder Gas kënnt. Och wäit am Viraus iwwer alternativ Paiementspläng informéiert ze ginn, schéngt eis en eminent wichtegt Uleies. Mir si frou festzestellen, dass an dësem Fall verstäerkt den Akzent energeetesch Berodung an e vereinfachten Zougang zu erneierbaren Energien soll geluecht ginn.

Ech ginn deemno am Numm vu menger Fraktioun, der LSAP, den Accord zu dësem Gesetzesprojet. A merci der Rapportrice, dem Jessie Thill, fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, a merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Bon, merci, Här President. Ech wëll och ufänken an e Merci soen un d'Rapportrice fir de grousse Rapport an och déi vill Wierder iwwert dee ganze Projet, deen dann awer och ganz grouss a komplizéiert ass. An ech wëll allgemeng soen, dass hei an dësem Projet eng ganz Partie Saache sinn, déi mir absolutt begréissen an déi och wichteg si fir eist Land.

Et ass dach awer och esou ..., an ech wëll do vläicht op e méi prezise Punkt agoen, dee mer awer Gedanke mécht. Et kann ee sécherlech soen: „Jo, et ass gutt, dass mer déi Leit ënnerstëtzen, déi hiren eegene Stroum wëllen doheem hierstellen an och benotzen." Mir mussen awer och déi Leit ënnerstëtzen an däerfen net déi vergiessen, besser gesot, déi de Stroum net produzéieren, mee déi de Stroum einfach bezéien, dat heescht, akafen. An ech wëll och einfach drop opmierksam maachen, dass et och an Zukunft sollt esou sinn, dass jiddwereen esou vill Stroum ka bezéien, wéi e wëll, wann en dat dann och bezilt, ouni dass e gesot kritt vun iergendengem, dat wier ze vill, an ouni dass en iergendwann och do gebremst géif ginn.

An do kommen ech e bëssen op dat zréck, wat dann och d'Dateschutzkommissioun bemängelt huet, an d'Dateschutzkommissioun huet un dësem Projet relativ vill bemängelt a si seet zum Beispill och, dass se besuergt ass, dass déi Donnéeën, déi da mat den intelligente Compteure kënnen ofgelies ginn, gehale ginn an dass déi kënne benotzt ginn, fir e „profilage extrêment détaillé des habitudes des individus" hierzestellen. An do geet et eis awer dann trotzdeem och ze vill an d'Richtung vum gliesene Bierger, a grad mat deem, wat mer trotzdeem awer esou lues a lues héieren, wou ëmmer méi Gedanken opkommen, wéi een duerno kann Energie spuere respektiv esouguer Leit mat Zwangsmoossnamen derzou bréngen, Energie ze spueren, maache mer eis Gedanken doriwwer. An duerfir wäerte mer eis och bei dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mir waren a sinn der Iwwerzeegung, dass d'Energieversuergung net enger Marchéslogik däerf ënnerworf sinn. Generell ass fir eis d'Versuergung mat liewenswichtege Gidder a Servicer d'Aufgab vun der ëffentlecher Hand, sou wéi och beim Waasser.

D'Produktioun an d'Verdeelung vun der Energie engem Zesummespill vu Maartkräften ze iwwerloossen, féiert eeben net, wéi d'Verfechter vun den europäeschen Energiemarchéen dat ëmmer erëm behaapten, zu méi déiwen a previsibele Präisser fir d'Produzent/innen an d'Konsument/innen. Et huet och net bewierkt, datt d'erneierbar Energië staark ausgebaut goufen – am Géigendeel souguer: Et ass d'Interventioun vun de Staaten iwwer Subventiounen, garantéiert Tariffer a steierlech Mesüren, déi den Ausbau vun den erneierbaren Energië beschleunege konnt. An et ass och net dat ongestéiert Spill vun de Maartkräften, dat d'Präisser previsibel a stabill hält säit engem Joer, mee d'Awierke vun de Staaten iwwert d'Präisbremsen.

De Gesetzesprojet, deen eis haut hei virläit an deen op enger iwwerschaffter europäescher Direktiv berout, gouf geschriwwe virum Iwwerfall vum Putin sengem Regimm op d'Ukrain, also bevir d'Präisser vum Stroum massiv an d'Luucht geschoss sinn an d'Staate méi oder manner concertéiert Mesüren ergraff hunn, fir d'Marchéen erëm an de Grëff ze kréien. Virun deem Hannergrond liese sech verschidde Passagë vum Gesetzesprojet hei och elo mol mat engem nawell ganz interessante Bäigeschmaach, zum Beispill, wa vun de Präisschwankunge rieds geet an der sougenannter „dynamescher Tarifikatioun". Zolidd a séier Präisschwankungen hu mir jo entre-temps kennegeléiert, an doduerch wäert et och kee groussen Interessi fir Client/eën ginn, op esou eppes zréckzegräifen, ausser – esou wéi d'CSL et och fäert –, wann déi klassesch Tariffer dann ëmmer méi deier ginn.

Prinzipiell ass jo d'Iddi, d'Konsument/innen derzou ze inzitéieren, verschidden Energieconsommatiounen – Wäsch- oder Spullmaschinne lafen ze loossen – zu

enger Auerzäit ze maachen, wou de Stroum grad bëlleg ass an e wéineg gebraucht gëtt. Net vu virera verkéiert: E Stot kann esou Sue spueren an d'Charge am Reseau gëtt och ausgeglach. Allerdéngs huet dat awer och seng Limitten. Besonnesch problematesch ass fir eis éischter d'Mënschebild, wat do gepräägt gëtt, an zwar dat vum Homo economicus an alle Liewenslagen, an dat, obwuel dat Konzept sozialwëssenschaftlech guer net haltbar ass an der mënschlecher Natur widdersprécht, jo souguer zur Entfriemung vum Mënsch vu sech selwer bäidréit.

An Zukunft soll de Mënsch als Virzeigekonsument also d'Stroumtariffer daagsiwwer am Bléck hunn, esou wéi e Broker, deen d'Aktiecoursë suivéiert. Entweeder e mécht et esou oder en huet intelligent Geräter, déi dës Decisioun fir hien treffen. Déi hunn awer en zolitte Präis a sinn nach laang net fir jiddereen zougänglech.

Stéit, déi hir Stroumrechnungen net bezuele kënnen, kréie vum Stroumfournisseur oder op Initiativ vum Office social e spezielle Compteur installéiert, iwwert deen am Virfeld de Stroum bezuelt gëtt. Dee Paragraf, dee virgesinn huet, dass de Fournisseur unilateral an op Distanz an esou Fäll kann d'Stroumzoufuer drosselen, gouf glécklecherweis erausgeholl aus dem Text, an dat, well all Stot genuch Stroum muss hunn, fir kënnen ze liewen.

Bedenklech ass awer op alle Fall d'Richtung, an déi et hei geet: Net bezuelen ze kënnen, dat ass en energiepolitesche Problem, deen iwwer Gesetz gereegelt muss ginn; vill ze vill Energie ze verbrauchen, do ass et awer ganz egal, soulaang ee bezuele kann! Fir eis gëllt op alle Fall: Zougang zu Energie ass e Recht. Energie ze verbëtzen awer ass kee Recht, och kee Recht, wat ee sech soll kafe kënnen.

De Problem beim bestoenden Dispositif ass – a mir soen dat net fir d'éischt –, dass nëmmen e Stot, dee Recht op Sozialhëllef huet, de Compteur mat Virbezuelung ka kréien. Dat steet jo och an deem entspriechende Gesetz esou dran. Wann all Stot d'Recht huet op déi Basisstroumfourniture, da versti mir dat universell an net selektiv opgrond vun engem Statut am Gesetz iwwert d'Sozialhëllef. Dass dat an der Praxis offensiichtlech och e Problem ass, weise jo och d'Zuele vun den Dekonnexiounen, déi an de Joresberichter vum ILR drastinn an och vu Sozialverbänn wéi der Caritas ugeprangert ginn. Dobäi kënnt, dass déi genannt speziell Compteuren och nach deem betraffene Stot verrechent ginn. Déi sinn also duebel bestroft.

Här President, mat der méiglecher Drosselung op Distanz via e Smartmeter, déi am urspréngleche Text ugedeit ginn ass, hu mir also gesinn, wéi eng Dier kéint opgestouss ginn. Mir hu kee generelle Problem mat Smartmeters, wa se dann agesat ginn, fir en Energiesystem am allgemengen Interessi ze stabiliséieren, awer net fir Stéit op de finanzielle Limitte potenziell ze schikanéieren.

Ech bleiwen zum Ofschloss och nach kuerz bei der Digitaliséierung vum Energienetz. Den Haaptkonflikt bei de Smartmeters war jo vun Ufank un d'Souveränitéit vun de Leit iwwer hir eegen Donnéeën. D'CSL, mee och virun allem d'CNPD bemängelen an dësem Kontext, datt déi Passagen am Gesetz ze flou bleiwen an d'Finalitéite vun dëser Datesammlung an déi méiglech Notzunge vun dëse privaten Donnéeën net genuch géifen anengen. D'CNPD werft doniewent d'Fro op, firwat net eng ëffentlech Agence d'Verantwortung iwwert dës Plattform kritt, mee e privatrechtleche Gestionnaire vum Energienetz.

Wann d'Digitaliséierung vun den Energienetzer sécherlech derzou bäidroe kann, dass d'Energietransitioun hin zu enger méi dezentraliséierter Produktioun a Späicherung vun Energie méi effikass ka vollzu ginn, sou stellt sech fir eis awer hei d'Fro, ob et net besonnesch wichteg gewiescht wier, dës Aspekter am Gesetz nieteran nagelfest ze schreiwen an dat och an Zesummenaarbecht mat der CNPD, grad och, well vill Leit hei eng Aart Kontroll an Abléck vu baussen an hire Stot fäerten.

Well mir hei generell wéi och punktuell ganz seriö Bedenken hunn, stëmme mir dëse Projet net mat.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir Piraten begréissen, dass de Projet haut net nëmmen derfir suergt, dass eis Systemer a Fournisseure prett si fir d'Energië vu muer, mee dass och Sécherheete géint d'Energieknappheet am Wanter geholl gi sinn an dass déi erneierbar Energië sollen ausgebaut ginn, virun allem och d'Tatsaach, dass d'Leit, déi manner wéi 800 Watt produzéieren, sech net méi mussen un de Reseau uschléissen. Ausserdeem responsabiliséiert een d'Leit doduerch, dass et hire Stroum ass a si dann och direkt dervunner profitéiere kënnen. Et ass wichteg, dass opgehale gëtt, d'Leit ze bremsen, wa se erneierbar Energië wëlle selwer produzéieren.

Esou Projete mussen an Zukunft weider ënnerstëtzt ginn, well si sinn et, déi e wichtege Bestanddeel vun der Ofsécherung vum Stroumnetz sinn a vum Klimaschutz. Am Moment géif eist Stroumnetz et net packen, wann op eemol bei all Haus eng Born géif stoen. Wann awer all Haus eng Solaranlag hätt an doduerch seng Born op d'mannst zum Deel selwer mat Stroum beliwwere kéint, géif dat den Drock vun de Leitungen an de Stroosse reduzéieren. A well ech esou eng doheem hunn, kann ech Iech soen, dass dat super fonctionéiert, dass, wann d'Sonn schéngt, Ären eegenen Elektroauto kann opgeluede ginn. An de flotten Nieweneffekt ass: Dir fuert och nach mat Gratisstroum!

Et ass och gutt, dass Plaz gemaach gëtt fir innovativ Projeten, wat d'Notzung an d'Verdeelung vum Stroum ugeet. Mir Piraten sinn eng Partei, déi Léisunge sicht, an do muss een ëmmer oppe si fir nei Weeër. Jo, Solarbalcone sinn ee vun de Weeër, wann ee bedenkt, wivill Residenze mir hunn. Mee en anere Wee – an deen hat ech och an enger Question parlementaire schonn eng Kéier ugeschwat –, dat sinn déi Solarfelder iwwer Autobunnen, déi schonn zoubetonéiert sinn, an déi géife ganz vill Energie liwweren.

Här President, mir Piraten sinn als Digitalpartei natierlech och drop opmierksam ginn, wat den Dateschutz ugeet. Hei deele mir d'Bedenke vun der CNPD an der Chambre des Salariés, déi si geäussert hunn zu der neier Plattform. Déi soll gläichzäiteg en Zentralregister an en Outil sinn, fir anzeschätzen, wat de Stroumverbrauch ass, an eng Austauschplattform vun Donnéeën zur Notzung vum Reseau.

Och wa mir Piraten ëmmer begréissen, wann eppes digitaliséiert gëtt, esou schéngt eis déi Plattform awer virun allem e Risendatestaubsauger ze sinn. Well am Gesetz nach ëmmer keng fest Krittäre festgehale sinn, wéi déi verschidden Acteuren an d'Plattform sollen erakommen, besteet hei de Risiko vun Datelücken oder vläicht souguer vu Mëssbrauch. Mir Piraten sinn dofir, gradewéi och d'CNPD, dass hei muss e Logsystem, also Logfiles, agefouert ginn, fir kloer nozevollzéien, wie wéini op wéi eng Daten zougegraff huet. Och dass keng Späicherzäite festgehale ginn, fanne mir natierlech net gutt.

Dës Plattform schéngt also bis elo nach e grousst schwaarzt Lach ze sinn, wou d'Gestioun an den Notzen nach net 100 % kloer sinn. Wa se dann den 1. Juli online geet, musse verschidde Saache gekläert sinn.

An da wëlle mir Piraten, dass hei gutt opgepasst gëtt an an Zukunft och nach eng Kéier nogebessert gëtt, wat déi zentral Plattform ugeet, an dat esou schnell wéi méiglech. Well eng Digitalisatioun dierf net bedeiten, dass den Dateschutz net méi respektéiert gëtt!

Wéi Dir gesitt, si mir Piraten trotzdeem positiv agestallt géintiwwer deene ville gudde Saachen an dësem Text. A mir wäerten den Text och matstëmmen, fir esou méi Energie ze produzéieren hei am Land.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt emol der Deputéierter Jessie Thill e grousse Merci fir de Rapport. Hei geet et ëm eng ganz komplex Matière: Et ass d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv iwwert de sougenannte „Marketdesign", an ech mengen, Dir hutt dat gutt beschriwwen. Et geet eigentlech drëm, dass de Stroummarché fit gemaach gëtt fir déi Zäit, wou d'erneierbar Energien am Mëttelpunkt stinn. Déi erneierbar Energien, dat sinn net e puer Honnert grouss Kraaftwierker, mee dat si Milliioune Kraaftwierker, an doduerch demokratiséiert sech de System. Mir wëllen e méi no bei d'Bierger bréngen an natierlech kënnt och méi Flexibilitéit an de System. Dat erméiglecht dann och d'Autoconsommatioun. An ech mengen, dat, wat opgeworf gëtt, dat begréisse mer alleguerten.

Mir mussen elo kucken, dass mer dat gutt kommunizéieren a mir schaffe mat der Klima-Agence un enger Strategie, fir dat méi einfach ze maachen an der Kommunikatioun. An Dir hutt och Recht, dass mer dat virun allem och musse bei d'Syndicke bréngen, wa mer wëllen, dass déi och do méi eng grouss Roll spillen.

Balcons-PV ass och ugeschwat ginn. Do sinn also eng, zwou Hürden. Ech mengen, Max Hahn, dat ass och mir wichteg, dass mer do weiderkommen, an do wäert an nächster Zäit och nach eppes geschéien. Mir sinn do amgaang, nach zwee kleng Steng aus dem Wee ze raumen a wäerten dann och nach eng Kéier dozou kommunizéieren, dass dat … Et ass eng einfach Form och fir Leit, déi net d'Méiglechkeet hunn, eppes um Daach ze maachen. Mir kënnen awer dann op hirem Balcon eppes maachen.

Eng vun de groussen neie Méiglechkeeten heiranner sinn esougenannten „Aggregateuren", dat heescht, dat si Firmaen, déi sech drop spezialiséieren, grouss a kleng Clienten ze bündelen an hinnen domadder eebe Servicer unzebidden, fir Stroum ze spueren oder awer och eng Masse critique opzebauen, fir de Präis vum Stroum ze verhandelen. Dat ass eppes, woufir mer hei zu Lëtzebuerg elo ganz, ganz wäit d'Dieren opmaachen, well dat och eppes ass, wat eigentlech eng gewëss zousätzlech Konkurrenz an de Marché erabréngt, a wat awer och all deenen – also net nëmmen deem klenge Client – hëlleft, mee natierlech och engem grousse Bürosgebai, och de klengen a mëttleren Entreprisen an och eisen Industriellen.

D'Recht op d'Innovatioun an d'Experimentatioun ass ugeschwat ginn. Dat ass mir och ganz wichteg, dass mir dat elo hei verankeren, fir dass mer eeben den Netzbedreiwer méi Méiglechkeete ginn, fir déi Erausfuerderungen, déi virun hinne sinn, och emol mat Saachen ze testen. Ech denken do un esou eppes wéi Vehicle-to-Grid, dat heescht, an Zukunft wäerten

d'Autoen, d'elektresch Autoen, kënnen an d'Netz aspeisen, an déi eng Richtung, an déi aner Richtung. Wann ee gär esou ee Projet test, dann hätte mer eigentlech am Moment immens héich Hürden, bürokratesch Hürden, fir esou en Test ze maachen. An heimadder schafe mer eis elo als Land d'Méiglechkeet, fir do méi Innovatioun ze maachen.

An insgesamt wëlle mer Lëtzebuerg opstellen als e Virreider vun der Digitaliséierung an der Intelligenz am Stroumsystem. Duerfir ass och déi lescht Méint ganz intensiv geschafft ginn, virun allem op der Säit vun der Creos, fir déi national Energiedateplattform virunzebréngen.

Dat bréngt eis méi Transparenz a méi Disponibilitéit vun den Donnéeën. Dat gëtt och de Clientë méi Méiglechkeeten, well se méi Donnéeën hunn an dann och méi selwer kënnen aktiv ginn. Dat vereinfacht och d'Wiesselen, wann ech emol bei en anere Stroumfournisseur wëll goen, an dat gëtt eigentlech eng Plattform och fir all déi Méiglechkeeten, fir zum Beispill mat engem Drëtten dann a mengem Bürosgebai oder a menger Entreprise Stroum ze spueren.

A wat och ganz wichteg ass: Et hëlleft och der Autoconsommatioun. Wann ech an engem Appartementshaus zu e puer eng Solaranlag maachen, kann ech dann heiriwwer vill méi einfach déi ganz Ofrechnunge maachen. Déi Energieplattform, déi wäert virum Summer mat zwee éischte Servicer aktiv ginn. A well et do jo nach eng Rei Froen hei am Raum gëtt, géif ech einfach virschloen, dass mer eng Kéier mam President vun der Kommissioun kucken, dass mer Iech dat dann, wann et esou wäit ass, eng Kéier am Detail virstelle kommen, fir dass mer och op déi Froen, déi Der hutt, kënne gutt Äntwerte ginn.

Dann hu mer hei nach eppes vun der Elektromobilitéit dran. Ech mengen, do musse mer eis conformméiere mat den europäesche Reegelen. A beim Chargy, do wäerten d'Gemengen och agebonne ginn dee Moment, wann dat eescht gëtt, dat ass eréischt an e puer Méint. Dat heescht, d'Gemenge wäerten de moment venu do ganz enk agebonne ginn an informéiert ginn.

An dann hu mer hei nach beim Gas eng Mesür ëmgesat: Et ass esou, dass mer als Äntwert op dem Putin säin Aggressiounskrich an Europa d'Gasspäicher, déi bis dohinner reng marktwirtschaftlech fonctionéiert hunn, an eng Obligatioun geholl hunn, dass déi musse gefëllt ginn, an do hu mir och Obligatiounen, och wa mir hei am Land keng Gasspäicher hunn. An iwwert dëst Gesetz erméigleche mer eeben, dat och ëmzesetzen.

Dat hei si ganz vill technesch Detailer, mee am Endeffekt geet et hei drëm, et den erneierbaren Energië méi einfach ze maachen op deem europäesche Stroummarché an de Bierger – awer och allen anere Konsumenten – méi Rechter ze ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7876. Den Text steet am Document parlementaire 7876[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7876 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 53 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7876 est adopté par 54 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Déclaration gouvernementale relative au projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)

Heure d'actualité au sujet des implications du projet de Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2023) sur l'actuelle répartition du Fonds de dotation globale des communes

Mir héieren haut de Mëtten eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert de Programme directeur vun der Landesplanung, de PDAT, an eng Aktualitéitsstonn, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass iwwert d'Implikatioune vum PDAT op déi aktuell Repartitioun vun de Gemengefinanzen. Uschléissend féiert d'Chamber eng gemeinsam Debatt, fir déi d'Riedezäit e Modell 1 mat der Riedezäit fir eng Aktualitéitsstonn ass. An ech géif elo d'Wuert ginn un den honorabelen Här Minister fir Landesplanung, den Här Claude Turmes.

Déclaration

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President, merci, léif Deputéiert, merci och Taina Bofferding, der Inneministesch, déi och de Mëtteg mat an der Debatt derbäi ass an och zum Schluss wäert intervenéieren.

Haut diskutéiere mer doriwwer, wéi mer dee klengen Territoire vun eisem Land an Zukunft wëllen entwéckelen, an dat gëtt festgeluecht am sougenannte PDAT, am Programme directeur d'aménagement du territoire.

Fir déi Debatt vun haut beschtméiglech virzebereeden, hutt Dir als Deputéiert am Laf vun der leschter Woch de Rapport vun der Consultation publique geschéckt kritt, an de Projet selwer vum PDAT ass jo eigentlech säit September 2022 bekannt.

De Programme directeur d'aménagement du territoire ass eis national Strategie mat konkreeten Ziler, konkreete Projeten, awer virun allem och mat ganz vill Dialog iwwert d'territorial Entwécklung an eebe ganz vill Zesummenaarbecht zwëschent der Regierung an de Gemengen, fir eeben eist Land territorial méiglechst gutt déi nächst 20 Joer ze entwéckelen. Et geet eigentlech hei ëm d'Koordinatioun vun de Secteurpoliticken an natierlech dann och ëm d'Schnëttstell mat de Gemengen.

Den aktuelle PDAT, deen nach gëllt elo, dat ass dee vun 2003, sengerzäit de Landesplanungsminister Michel Wolter, an dat war vun den Iddien hier wierklech e ganz gudde Programm. A mir hunn eis ganz vill dorobber baséiert a mir hunn natierlech och d'Erfarungen um Terrain aus de leschte Joren nach do mat afléisse gelooss, fir eng Rei Verbesserunge virzeschloen.

Firwat en neie Programme directeur? Vläicht dräi Haaptgrënn:

Dat Éischt, dat sinn natierlech eis Wirtschaftsdynamik an eis Bevëlkerungsdynamik. Eist Land huet 177.000 Awunner méi kritt iwwert déi lescht 15 Joer. Dat ass en Zouwuess vu 37 %. Wou ass déi Populatioun, wou huet déi sech niddergelooss? Si huet sech vill an der Stad a ronderëm niddergelooss a si huet sech ganz vill a ländleche Gemengen niddergelooss, souguer iwwerproportionell. An dat, wat eigentlech am PDAT vun 2003 ugeduecht war, dass ganz vill Populatioun sech am Süde vum Land sollt nidderloossen an och an den CDAen, an de sougenannten „zentralen Orten", dat ass eigentlech net esou geschitt, wéi dat deemools virgesi war. Dat heescht, et ass eigentlech, obwuel dat ugeduecht war, net zu där Stäerkung komm vun den „zentralen Orten" an deelweis och populatiounsméisseg net zu der Stäerkung vun der Nordstad respektiv der Stäerkung vun der Südregioun.

Bei den Aarbechtsplazen ass et esou, dass de Gros vun den Aarbechtsplazen – an dat sinn der plus ou moins 10.000 pro Joer –, nach ëmmer an der Stad Lëtzebuerg an an de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg geschitt. Positiv ass awer, dass de Süden eng besser Evolutioun huet wéi déi Jore virdrun an dat kann ee ganz kloer festmaachen um Projet Belval. Dat heescht, déi politesch extreem couragéiert Decisioun vum deemolege Landesplanungsminister Michel Wolter, fir de Belval als en zweete Pol, och aarbechtsplazméisseg, vum Land ze entwéckelen, huet sech herno konkreet um Terrain als eng gutt Iddi erwisen an huet och e besseren Equiliber elo geschaf am Beräich vun den Aarbechtsplazen.

Dat, wat awer immens héich bleift, ass eise Buedemverbrauch. Mir verbrauchen 180 Hektar pro Joer. Dat sinn 240 Fussballsterrainen, déi mer all Joer zousätzlech artificialiséieren – 240 Fussballsterrainen! –, 0,5 Hektar pro Dag, an dat huet natierlech en negativen Impakt op d'Biodiversitéit; et ass ee vun de Grënn vun den Iwwerschwemmungen. Mir ginn déi nächst Joer mat Klimaveränerunge confrontéiert, dat heescht, wa mer esou vill géife versigelen, da kréiche mer Erhëtzungen. De Buedem ass och wichteg fir d'CO_2-Speicherung, an – an dat war och an dem Avis vun der Chambre d'Agriculture an och vum FLB ass dat ervirgestrach ginn –, mir vernichten och ganz vill Hektare gutt Land fir d'Landwirtschaft an och fir de Geméisubau.

Dat heescht, obwuel de PDAT vun 2003 gutt Usätz hat, hu mer eigentlech dee fulgurante Wuesstum net

duerch déi Instrumenter, déi mer bis elo haten, an de Gréff kritt, a well d'Wirtschaftsprognose vum Statec och net drop hiweisen, dass mer déi nächst Jore manner Aarbechtsplaze géife kreéieren, mengen ech, si mer einfach an der Situatioun, dass dat, wat mer bis elo hunn, net duergeet, fir eeben eng gutt Landesplanung hinzekréien, och wann et – an dat hat ech virdrun erwäänt –, duerch eeben de Belval, dee ganze Projet vun der Uni, d'Startuppen do ronderëm, zu engem gewësse Rééquilibrage komm ass bei den Aarbechtsplazen.

Dat heescht, eis aktuell Landesplanungspolitick ass net gutt genuch, well eis Defien natierlech och grouss sinn. Mir wëlle méi Logement, fir datt eis Kanner nach doheem en Doheem fannen. Mir wëllen de Schutz vun eise Liewensraim, fir datt mer nach propper Loft a proppert Waasser hunn. Mir wëllen awer och genuch Raum fir eng Landwirtschaft a fir wirtschaftlech Aktivitéiten. An eist Land wiisst awer net mat. Dat heescht, mir hunn do wierklech Zilkonflikter, déi mer musse probéieren, duerch eng gutt Landesplanung, duerch eng Optiméierung, besser an de Gréff ze kréien. Eng inexistent oder eng ze schwaach Landesplanung, dat féiert zu Stau, dat féiert zu méi Verschmotzung an et kritt och deen héije Wuesstum – virun allem déi negativ Konsequenzen dovunner – net an de Gréff. Dat wëlle mer net an dat kënne mer eigentlech och net zouloossen. An duerfir, mengen ech, brauche mer fir d'Landesplanung insgesamt méi en héije Stellewäert.

Fir dass d'Landesplanung méi en héije Stellewäert huet, brauche mer e Konsens iwwert d'Prioritéiten a mir mussen eis un den Dësch setzen. Dat ass net ëmmer einfach, mee et ass extreem wichteg an et funktionéiert och. D'Ziler an d'Planung, déi ech Iech elo méi am Detail nennen, dat ass dat eent. Mee dat, wat nach vill méi wichteg ass, dat ass den Dialog, d'Kooperatioun virun allem och zwëschent der Regierung an de Gemengen an dann natierlech och ëmmer méi mat der Abannung vun de Bierger, awer och vun de Wirtschaftsacteuren.

Aus der Erfarung vun deene leschte Joren, an deenen ech d'Chance hat, Landesplanungsminister ze sinn, an aus ville Gespréicher och an aus vill Zesummenaarbecht mat de Gemenge sinn ech zur Konklusioun komm, dass mer véier Prinzippie brauchen, fir déi Landesplanung ze verbesseren:

Dat Éischt ass: manner Buedem verbëtzen.

Dat Zweet ass: Do plangen a bauen oder esou plangen, dass mer do bauen, wou et Sënn mécht, fir dass mer den Trafick an de Gréff kréien. Dat heescht, mir mussen do bauen, wou mer gutt Chancen hunn, den ëffentlechen Transport effikass ze organiséieren.

Eis Landschaften, eis Natur schützen an dann awer och et méiglech maachen, dass Servicer, déi d'Leit brauche fir eng gutt Liewensqualitéit, d'Schoulen, d'Medezinn, d'Liewensmëttel, déi staatlech a kommunal Administratiounen, de Sport, dass déi no bei de Leit sinn. An duerfir brauch een eeben eng gewësse Prioritéitesetzung.

Déi zwee éischt Objektiver sinn nëmmen ëmzesetzen an engem enken a strukturéierten Dialog zwëschent Staat a Gemengen, well eis Gemengenautonomie ass eis wichteg. Awer op där anerer Säit brauche mer och eng staark Landesplanung. Dat heescht, mir kréien déi Enner nëmme beieneen, wa mer zwëschent der Regierung an de Gemengen eng gutt Zesummenaarbecht hunn.

An da gëtt et e véierte Punkt, mengen ech, wou ech och hoffen, dass mer e Konsens kréien: Mir mussen och grenziwwerschreidend handelen, well mir si keng Insel, a villes géif sech eigentlech iwwert d'Grenze besser organiséieren. Mir hunn 220.000 Frontalieren, mir hunn och ëmmer méi Staatsbierger, déi op där anerer Säit vun der Grenz liewen, also hu mer en Interesse, dass déi Grenze fir de Bierger am Alldag esou wéineg wéi méiglech sichtbar sinn. An dat musse mer organiséieren, eeben och iwwert d'Landesplanung.

Dann ass d'Fro: Hu mer en anere Politickberäich, wou mer eis kënnen inspiréieren? Wéi brénge mer eng héich wirtschaftlech Dynamik eebe quasi ressourcëschounend zesummen? Ech mengen, dass mer dat fäerdegbrénge an eiser Klima- an Energiepolitick, well mer dräi Saachen do maachen: Mir setzen Ziler, mir probéieren, méi effizient ze sinn, a mir hunn erneierbar Energien.

An ech wëll vläicht eng Parallell maachen zu deem, wat mer an der Landesplanung kënne maachen. Och do brauche mer konkreet Ziler. Mir mussen eise Buedemverbrauch reduzéieren an d'Iddi ass: vun 0,5 Hektar pro Dag op 0,25 an da Richtung Netto-Null bis 2050. Et ass e bëssen esou, wéi mer dat beim Klimaschutz maachen: 55 % Reduktioun bis 2030 an da Richtung Netto-Null.

An d'Verdueblung vun der Energieeffizienz, wann een dat elo bei der Ressource Buedem kuckt, dann ass dat eigentlech näischt aneres wéi Buedem, dee scho genotzt ass, besser notzen. A mir hunn d'Chance, dass mer immens vill Frichen hunn an ech wäert herno nach eng Kéier do méi an den Detail goen, dat heescht, déi Frichen notzen ass eeben eng zousätzlech Effizienz eigentlech am Beräich vun der Landesplanung.

An da sinn d'erneierbar Energië vun der Landesplanung eigentlech de Multiuse; dat heescht, datt ech, wann ech e Gebai hunn, wann ech eng Schoul hunn, nach aner Notzung derbäi hunn, dass déi Schoulinfrastrukturen, déi Sportinfrastrukture virun allem, net nëmme vun der Schoul genotzt ginn, mee och vun de Bierger a vun de Veräiner. Dat heescht, och do hu mer en Optiméierungspotenzial.

An déi aner Parallell mat eiser Klima- an Energiepolitick: Firwat si mer do erfollegräich? Ma well mer e Klimapakt hunn, bei deem mer strukturell mat de Gemengen zesummeschaffen. A wa mer bei der Landesplanung wëllen erfollegräich sinn, da brauche mer eigentlech en Urbanismuspakt zwëschent der Regierung an de Gemengen. An dat ass och dat, wat ech am Kapp hunn, fir eeben, wa mer de PDAT bis ugeholl hunn, wéi mer sollen zesummeschaffen. Dat heescht, kloer Ziler festleeën, Projeten an Instrumenter a virun allem eng ganz enk Kooperatioun mat de Gemengen. De Buedemverbrauch eebe probéieren ze halbéieren, also vun 0,5 Hektar op 0,25 pro Dag bis d'Joer 2035. Mir sinn net déi eenzeg, déi dat maachen. D'Fransousen hunn dat schonn an engem Gesetz verankert, d'Belsch an déi Däitsch sinn amgaang, drun ze schaffen.

Dat heescht net, dass mer eis net méi entwéckelen a mir hunn e puer Zifferen, e puer Zuele recherchéiert. Wa mer déi dote Reduzéierung maache vun dem quasi Neibauen op der Grénger Wiss, dann hu mer nach 2.400 Hektar op der Grénger Wiss. Mee do derzou kommen awer nach eng Kéier 1.900 Hektar, also bal déi selwecht Zuel Hektaren, déi mer op de Frichen hunn oder innerhalb vun de Perimeteren. Dat wësse mer, well mer mat de Gemengen de Raum+-Prozess hunn, bei deem mer mat all Gemeng eeben déi Flächen analyséiert hunn.

Dat heescht, mir hunn en immense Potenzial op deene Frichen an dee solle mer och notzen: Diddeleng, Metzeschmelz, Rout Lëns, Axe central zwëschent Dikrech an Ettelbréck, Wolz, Porte de Hollerich, Miersch, Dummeldeng. Dat heescht, mir hunn do immens vill Méiglechkeeten. An do wäerten och nach nei Frichen derbäikommen. Zum Beispill si mer amgaang, zu Féiz ze kucken, wéi mer kënnen déi immens Parkingsflächen do notzen, fir eeben och do eng aner Urbaniséierung ze kréien. Oder Plaze wéi Maarteleng, Rodange, Waasserbëlleg, wou haut immens vill Tankstelle sinn, wäerte warscheinlech mat der Zäit iwwert d'Elektromobilitéit, wou jo de Gros vum Tanken doheem geschitt, wichteg Fläche sinn. An déi Gemengen, mengen ech, kënnen och schonn ufänken nozedenken, wat een eigentlech op engem Deel vun deene Fläche ka maachen.

Gutt, an dat anert ass eppes, wou ech fannen, dass mer eis kënnen un der Schwäiz inspiréieren. D'Schwäizer hunn e ganz groussen Deel, besonnesch vun hiren Aarbechtsplazen, iwwert déi lescht zéng, zwielef Joer ronderëm d'Garë konzentréiert. An dat ass och en Exercice, wou mer amgaang sinn ze kucken: Wou kënne mer ronderëm Garë verdichten an dann eeben do d'Aarbechtsplazen hibréngen, och de Coworking hibréngen? Dat heescht, d'Garen, déi un der Peripherie si vum Land, si wichteg. An ech mengen, dat brénge mer jo och scho fäerdeg. Wann ech elo eleng kucken: d'Gare Howald, d'rue des Scillas, … ech mengen, wou Hesper an d'Stad Lëtzebuerg …, wat mer do fir eng, géif ech soen, flott Verdichtung fäerdegbréngen, an da gesäit een, wat do ronderëm d'Garen eigentlech fir e Potenzial do ass. An dat wäerte mer och nach op e puer anere Plaze maachen.

Dat anert, dat wichteg ass, fir ze gesinn, dass mer wierklech d'Entwécklung net beschneiden, sinn déi aktuell Pläng vum Logement, also de Plan sectoriel „Logement" an de Plan sectoriel vun de „Zones d'activités économiques". Déi bleiwe voll bestoen a se gi souguer optiméiert. Zu Diddeleng ass an de Gespréicher, mam Buergermeeschter geschitt et, eng gewësse Verdichtung op deem Areal, wou d'Schmelz fréier war zu Diddeleng. An dat bleift awer en immens flotte Projet mat vill Grénge, manner Autoen, vill méi Rou. An déi Projeten, déi am Plan sectoriel „Logement" sinn, si jo alles Projeten, wou mer mindestens 30 % Logement abordable kréien. An déi wäerte mer zügeg ëmsetzen. Do ass e grousst Potenzial. A mir hunn zesumme mam Innenministère e Guide éco-urbanisme a mir hunn och e Planungshandbuch, fir d'PAPen an eeben och déi grouss Projeten ze optiméieren. Dat heescht, eng gewëssen Densitéit kann, wann et gutt gemaach ass, an dat beschreiwe mer an deene Guiden, eeben och kombinéiert gi mat enger ganz, ganz héijer Liewensqualitéit.

Dat selwecht gëllt fir d'Aktivitéitszonen, wou mer mam Franz Fayot och e Guide gemaach hunn a wou mer elo amgaang sinn, déi Ressourceterrainen an deenen Aktivitéitszone vill besser ze notzen. A mir hunn eigentlech schonn zwee gutt Beispiller: d'Schëfflenger Gemeng „Op Herbett" an dann den Automotive Campus zu Biissen, wou en zentraalt Parkhaus ass, zentral Versammlungsraim an esou weider, dat heescht, wou mer eigentlech Terraine vill méi sënnvoll notzen, wéi datt mer einfach op enger plakeger Fläch eng Versigelung hunn, fir Autoen drop ze stellen. D'Autoe sinn do nach ëmmer wichteg, mee si sinn a Parkhaiser an doriwwer spuere mer Plazen.

An och bei de grousse staatleche Projeten, virun allem bei de Schoulen, wëlle mer nei Weeër goen. Op Metzeschmelz gi Schoulen op méi Stäck gebaut an dat gëtt vun Ufank un esou gemaach, datt effektiv déi ganz Sportinfrastrukturen, d'Schoulhäff och do si fir d'Leit, déi am Quartier wunnen an och fir d'Veräiner.

An dann hunn ech … An all deenen doten 1.900 Hektar ass net dran: d'Régénération urbaine vun de Quartiers existants, ob dat elo Gaasperech ass, Lampertsbierg, Bouneweg oder zu Esch-Lalleng oder Quartieren zu Déifferdeng. A mir ginn dovun aus – also mir sinn do amgaang, elo ze kucken, dass mer méi prezis Zuelen hunn, dass mer ongefeier 10 % vun eiser Bevëlkerung einfach och doduerch, dass an deene Quartieren

Evolutioune sinn, déi mer awer musse besser plange wéi an der Vergaangenheet –, dass och do e grousst Potenzial ass.

Ech mengen, eng Rei Froen och vun de Gemenge si komm zu deem, wat mer technesch „seuils théoriques communaux maximaux d'artificialisation du sol" nennen. Dat si jo Riichtwäerter. Eng Fro war: „Jo wann elo bei mir d'Aktivitéitszon ass, dann ass dat jo onfair, dass déi mir ugerechent gëtt." Déi wäerte mer esou maachen, dass dann eeben de Schlëssel ass vun all deenen, déi Member sinn an där Aktivitéitszon, well dat jo méi fair ass. An eng selwecht Approche musse mer och fannen, wann et zum Beispill ëm e Lycée geet.

Wichteg ass, dass dat, wat mer do an de Raum stellen, eng Orientéierung ass. An déi Orientéierung soll mat de Gemengen dann, déi jo den Terrain am beschte kennen, am Detail da gekuckt ginn a virun allem och deelweis räumlech, dat heescht iwwert d'Gemengegrenzen ewech, well mer déi Iddien, mengen ech, um Terrain just lande kënnen, wa mer ganz enk mat de Gemengen zesummeschaffen.

Zweete Punkt ass: Do bauen, wou et Sënn mécht. Dat sinn déi sougenannten „armatures urbaines". Déi hu mer quasi eent zu eent iwwerholl, och vun 2003, well mer déi nach ëmmer richteg fannen. A mir hunn zwou Ännerunge gemaach. Mir hu Mondorf derbäigeholl, well dat einfach an der Realitéit eng wichteg Entwécklung ass ënnen am Süden oder am Südosten, a mir hunn Ierpeldeng un der Sauer derbäigeholl, well dat eigentlech de Kär ass vun der Nordstad.

Mir hunn eng Rei Gemengen, déi wollten och CDA (ndlr: Centre de développement et d'attraction) ginn. Mir hunn dat awer net kënnen ophuelen, well CDA kann een net bradéieren, kann een net verwässeren. CDA ass en Anker an enger Géigend a mir kënnen do net jiddweree CDA maachen, well soss mécht dee Status kee Sënn méi.

A wat awer wichteg ass: Mir mussen déi Zesummenaarbecht zwëschent enger Uertschaft, déi e CDA ass, an dem Ëmland besser organiséieren. An duerfir hu mer och elo eng zéng Espaces d'action kreéiert, fir eeben déi Schnëttstell zwëschent engem zentralen Uert an der Géigend ronderëm besser ze maachen.

A fir Iech ee Beispill ze ginn: Am Réidener Kanton hu mer eng Etüd Visioun 2035 mam Réidener Kanton, an do kucke mer elo, ob mer zu Réide kënnen eppes maache wéi e Guichet unique, fir eebe fir déi Suerg, déi heiansdo do ass, dass d'Leit mengen, d'Servicer wieren net méi no genuch un hinnen, eng praktesch Léisung ze fannen.

An dat anert, wat mer gemaach hunn, sinn dräi Visions territoriales fir d'Nordstad, fir de Süden a fir d'Agglozentrum – eng ganz flott Aarbecht iwwert déi lescht dräi Joer mat eeben dem Prinzipp Buedem gutt notzen, Verkéier besser plangen, Logement abordable an esou weider an esou weider. An domadder hu mer schonn eng gutt Basis quasi fir haut en Territoire vun 63 % vun eiser Bevëlkerung.

Wa mir wëssen, wou de Wuesstum stattfënnt, da kënne mer déi noutwendeg Infrastrukture schonn éischter bauen. An dat ass jo genee dat, wou mer net esou gutt waren déi lescht Joren. Mir lafen eigentlech déi ganzen Zäit der Evolutioun hannendru mat de Kläranlagen, mat de Schoulen, mat aneren Infrastrukturen. An d'Iddi vun enger staarker Armature urbaine, déi mer dann och méi konsequent anhalen, ass eeben, dass dat eis och hëlleft, bei den Infrastrukturen zäitlech besser ze sinn, an dat spuert och Geld, wa mer déi Infrastrukturen optiméieren.

An dat anert, wat jo och schonn 2003 ugeduecht war, ass de Lien zwëschent dem Urbanismus an der Verkéiersplanung. Dee ganze Plan national de mobilité vum François Bausch sengem Ministère ass op der Armature urbaine opgebaut. Dat heescht, déi Zentren, déi „mobility hubs", déi am Plan national de mobilité stinn, sinn eent zu eent gespigelt mat der Armature urbaine.

Grenziwwerschreidend Planung: Ech mengen, ech brauch net méi ze erklären, firwat déi wichteg ass. Ech si frou, dass ech iwwert den Interreg 50 Milliounen fonnt hunn, soudass mer elo endlech an enger anerer Envergure kënne mat de Nopeschregioune schaffen. A mir probéieren, e Konzept ze definéieren, dat nei ass. Dat ass d'Aire fonctionnelle de l'économie du Grand-Duché de Luxembourg. Dat heescht, do huele mer och all d'Gemengen eran, wou 50 % vun den Aarbechter oder Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg sinn, obwuel dann d'Leit an engem anere Land sinn. An dat gëtt e Complement zu der Grande Région. A genee mat deene Regioune schaffe mer elo zesummen, mat deene Gemenge mat siwe Brécken, déi mer eigentlech vu Lëtzebuerg aus an d'Groussregioun maachen, am Süde bei Esch, Suessem an dann op der franséischer Säit zu Déifferdeng, op där anerer Säit zwou nei Kooperatioune mat der Wallonie, eng op der Musel an dann eng mat der däitschsproocheger Gemeinschaft uewen am Norden an nach eng, déi eigentlech den däitschlëtzebuergeschen Naturpark spigelt. An och do hu mer dann endlech aner finanziell Moyenen, fir eebe mat deene Grenzregiounen zesummenzeschaffen.

Dir wäert soen, Pabeier wier gedëlleg. Ech gesinn dat och esou. Dat heescht, dat wichtegst bei der Landesplanung ass d'Ëmsetzung an der Praxis. An duerfir ass et wichteg, dass mer natierlech an der Regierung eis Koordinatioun hunn an déi Schnëttstell mat de Gemengen. An ech wollt eigentlech elo nach zum Schluss e bësse weisen, wéi eng grouss Projeten dass mer zesummen déi lescht Joren entwéckelt hunn a firwat ech eigentlech och esou optimistesch sinn, dass mer bei der Landesplanung déi nächst Jore wäerte gutt weiderkommen.

Mir hu virun zwou Woche mat Unanimitéit am Escher an am Schëfflenger Gemengerot d'Metzeschmelz, d'PAG-Ännerunge gestëmmt. Dat ass d'Resultat vu véier Joer enker Zesummenaarbecht vu siwe Ministèrë mat deenen zwou Gemengen. An ech mengen, dat gëtt en immens flotte Projet an dat weist eeben och, dass e ganz wäitreechend neien Urbanismus eeben och mat de Gemengen do zesummen erschafft ginn ass. Mir schaffen och um Crassier Terres Rouges mat der Escher Gemeng a mat dem franséische Géigepart. Mir hunn e ganz, ganz flotte Projet zu Féiz. Do ware mer an de Gemengerot. Déi sinn och dermat d'accord, dass mer elo e Masterplang maachen, fir eeben dee Zoning commercial zu Féiz no an no progressiv ëmzebauen an en interessante Quartier mixte, wou vill méi Leit kënne wunnen, wou awer och Coworking ass an awer och weiderhi Geschäfter sinn.

Mat de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg – d'Stad Lëtzebuerg an déi Gemenge ronderëm – hu mer eng Aarbecht am Moment, déi ech och wierklech super interessant fannen. Dat ass e Konzept vun enger Ceinture verte vun der Stad Lëtzebuerg. Mir hunn déi immens Chance, mir hunn de Bambësch, mir hunn de Gréngewald. Mee mir hunn awer och Autobunne gebaut, déi et hei zu Stroossen de Leit net méi erméiglechen, fir eigentlech an de Bambësch ze kommen. A mir schaffen elo drun, dass mer mat deene Gemengen e Konzept kréien, wéi mer aus de Quartieren an d'Natur kommen a wéi d'Natur awer och eran an d'Uertschafte kënnt, fir eebe sécherzestellen, dass mer op deene Plazen, wou vill Leit wunnen a liewen a schaffen, och vill Natur hunn. Well dat ass menger Meenung no eng Saach vun der Akzeptanz. Ech kann net d'Leit an d'Stied bréngen … a si wëllen net dohinner, wann et net och do eng immens héich Naturqualitéit eigentlech gëtt, an dat wëlle mer iwwert dee Projet sécherstellen.

An der Nordstad – ech gesinn hei de Buergermeeschter vun Ettelbréck – hu mer ganz gutt zesummegeschafft déi lescht fënnef Joer, och do fir eng Visioun. Wat do wichteg ass, ass Héichwaasserschutz. Et ass eng Regioun, wou et net einfach ass mam Héichwaasser. Dat verbessere mer. Et ass eng Stad, déi eigentlech an der Natur läit, a si gëtt awer haut immens geschiedegt duerch d'Mobilitéiten, wou mer och eng ganz enk Zesummenaarbecht hunn, fir eeben e Contournement de proximité ze maachen, fir de Leit an der Nordstad eng gutt Liewensqualitéit ze bréngen.

An dann e Beispill vu Régénération urbaine probéiere mer elo zu Déifferdeng: 4.000 Haiser analyséiert, Schnëttstell mam Denkmalschutz, och mat den Handwierker, mat de Banken, fir elo déi Gebaier ze renovéieren an da parallell dozou och Quartiersrenovéierung ze maachen zu Déifferdeng. A mir haten deslescht an der an eiser Reunioun mat der Stad Lëtzebuerg, also mat dem Regionalforum Zentrum, der Stad Lëtzebuerg an de Gemengen …, do war och de Buergermeeschter vun Hesper, den Här Lies, a mir haten do eng gutt Diskussioun iwwert d'Erausfuerderung, wéi mer an de Quartier-existanten eigentlech déi Planungskultur, déi mer schonn elo hunn an den neie Quartieren, och dohinner kënne bréngen. Dat ass méi komplex, well ech jo do manner Mainmise hunn iwwert Terrainen a wat do geschitt. Mee trotzdeem, mengen ech, ass dat awer esou, dass mer alleguerten en Interêt drun hunn an och erkennen, dass mer dat mussen an Zukunft besser maachen.

(Interruption)

Nach e Wuert zum ländleche Raum: An den dräi Naturparke wäerte mer …

(Interruption)

Ass Gréiwemaacher ländleche Raum? Et ass eng Région ultrapériphérique Gréiwemaacher, oder?

(Hilarité)

M. Léon Gloden (CSV) | Mir sinn d'Metropol am ländleche Raum.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Jo, ok.

M. André Bauler (DP) | Et ass d'Muselmetropol.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Déi dräi Naturparken – fir eeben och do matzehëllefen de Gemengen – kréien elo dräi, also jiddweree kritt en Urbanist oder eng Urbanistin, fir eeben do op de Wee ze goen.

An och am Réidener Kanton schaffe mer jo un enger Visioun.

An ech ginn Iech zwee Projeten, bei deenen ech fannen, dass och do urbanistesch eng gutt Qualitéit ass. Gemengt ass e Projet, dee scho méi laang hier ass zu Pëtschent, wou eng Kéier eng schéi Siidlung gemaach ginn ass am ländleche Raum, an déi aner ass eng, déi elo an der Gemeng Sëll zu Schweebecher Bréck entsteet, wou d'Autoen ausserhalb stinn. Dat gëtt där Strooss eng besser Wunnqualitéit an et gëtt och manner Fläch versigelt.

Zum Schluss: Dee PDAT wäert nëmmen e Succès hunn, wa mer gemeinsam déi Ziler uginn. Et ass eng Leitlinn. Et ass en Dokument, dat op den Erfarunge berout, och op de gudden Erfarunge vun der Zesummenaarbecht vun de leschte Joren. An et ass eigentlech e Mëttelwee zwëschent der Gemengenautonomie op där enger Säit, déi mer respektéieren, a gläichzäiteg awer och

den Defie vum Land, déi mer mat der Landesplanung mussen ugoen. Et gëtt eng Direktioun, et gëtt eng Richtung un, an déi mer Lëtzebuerg wëllen a kënnen entwéckelen. An et setzt op dat, wat d'Qualitéite vu Lëtzebuerg ausmécht: sech eens ginn, matenee schwätzen, och emol iwwert d'Partei- a Gemengegrenzen ewech gesinn an zesumme Projete maachen. An dat sinn eis Erfarungen aus Krisenzäiten.

Mir hunn dat an der Tripartitt fäerdegbruecht, dass mer eeben all Acteuren zesummebréngen, dat heescht, dass mer, wann et drop ukënnt – an ech mengen, bei der territorialer Entwécklung vum Land muss et och elo drop ukommen –, zesummeschaffen. Duerfir hoffen ech hei op Är Ënnerstëtzung fir eng staark Landesplanung aus, géif ech soen, enger gewësser Léift zu eisem schéine Land.

Merci.

Plusieurs voix | O!

D'autres voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Dat do war terribel.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Regierung.

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn an d'Wuert huet den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Sou, merci, Här President. Merci awer virun allem dem Minister fir déi Deklaratioun, déi mer elo haten – ech muss hei e bëssen an d'Luucht goen, da geet et besser –, mee virun allem och fir dee Projet vum PDAT an och fir déi Diskussiounsméiglechkeet, déi mer haut hei hunn.

Et ass net méiglech, fir an 30 Minutten déi 300 Säiten, déi mer kruten, an déi 70 Säiten, déi mer virun enger Woch nach derbäikruten, am Detail hei ze analyséieren. Duerfir wëll ech dat eigentlech an e puer Bemierkunge maachen, duerno vläicht awer och e puer Sätz zu den Ziler an de Moyene soen a schliisslech op d'Konklusiounen agoen.

Et ass jo och meng Aufgab, fir net nëmme Luef, mee och emol deen een oder aneren zousätzleche Gedanke konstruktiv kritesch hei zur Saach auszeschwätzen.

Zu de generelle Consideratiounen: De PDAT vun 2023 kënnt also 20 Joer nom leschte Landesplanungskonzept an 19 Joer nom IVL (ndlr: Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) – et ass gesot gi vum deemolege Landesplanungsminister Michel Wolter. Dat war eigentlech e fachlechen Input vu grousser Qualitéit an en huet eis wierklech vill gehollef an dësem Land. Dat muss een einfach réckbléckend soen, och wa sech déi Zenarien, déi doranner festgehale waren, net esou developpéiert hunn, wéi een dat gemengt hätt, wann also d'Vitess vum Developpement eng aner ginn ass.

An am Géigesaz zum IVL vun deemools mécht dëse PDAT jo keng Entwécklungszenarien, mee e geet vun enger konstanter weiderer Entwécklung vum Land aus, an dat mat där Vitess, déi mer elo hunn, an där Vitess am Fong och, déi de Statec virrechent.

De Statec huet e puer Varianten opgelëscht an Dir hutt Iech zur Grondlag geholl, fir déi vun engem PIB-Wuesstum vun ongeféier 4,5 % konstant bis 2060 mol virun Aen ze féieren. Dat géif also heeschen, dass dann de Grand-Duché 1.162.000 Awunner an 870.000 Aarbechtsplazen hätt. Dat ass d'Grondlag an da geet et drëm fir ze soen: „Wéi kréie mer dat do um Terrain organiséiert?"

Op der Säit 35 vun deem Dokument, dat mer d'lescht Woch kruten, steet interessanterweis awer och, dass et net d'Aufgab ass vum Aménagement du territoire, fir Wuesstumsobjektiver ze fixéieren. Si ginn also fixéiert an Dir sot, et wär awer net eis Aufgab, fir se ze fixéieren. Bon!

Dann hu mer d'Fondation IDEA, dee Thinktank vun der Chambre de Commerce, deen e ganz interessante Projet eigentlech och ronderëm d'Landesentwécklung gemaach huet, e flott Dokument presentéiert huet an deen eigentlech en aneren Ausgangspunkt gewielt huet, deen einfach seet: „Ech kucke just déi ekonomesch Entwécklung, Parametere wéi de PIB, den Aarbechtsplazewuesstum, d'Produktivitéitsentwécklung vun hei a vu ronderëm, de Rhythmus, an deem an deene leschte Jore geschafft ginn ass, wéi d'Investissementer waren et cetera." Déi ekonomesch Parameteren ... Ech sinn net Ekonomist, fir dat besser kënnen ze beschreiwen, wéi ech et elo gemaach hunn. A si nennen dat dann, wann et an där Vitess weidergeet, also en Developpement „au fil de l'eau", wéi se dat nennen, also wéi e Waasserlaf, dee kontinuéierlech a senger Vitess viruleeft. Da komme si zu e bëssen aneren Zuelen nach wéi de Statec.

D'Fondation IDEA ass an der Bevëlkerungsentwécklung och bei 1,1 Milliounen ukomm, seet awer souguer, dass ee kéint Richtung 955.000 Aarbechtsplazen an dovunner 500.000 Frontaliere kommen. Eigentlech en Zuelespill, bei deem se gläichzäiteg dovir warnen, andeems se et soen, dat net als eng ideal Situatioun duerstellen, mee eng, wou se eigentlech dat beschreiwen, wéi wann dat dem Land seng Capacitéite géif iwwerschreiden. Mee, wéi gesot, dat ass eng reng ekonomesch Situatioun.

Eng zweet Feststellung, wa mer bei den Zuele sinn, wëll ech awer och nach maachen. An dat ass: Ech hu gekuckt, de Bilan technique vum Régime de pension vun der IGSS vum leschte Joer, dee geet vun aneren Zuelen aus. Dee seet, am Joer 2070 kéint ee mat 785.000 Awunner rechnen. De Statec geet awer ewell 2050 vun enger Millioun aus. De selwechte Rapport, dee seet dann eeben och, dass d'Land an och d'Aarbechtsplaze vill méi lues wuessen an dass si 2015 (veuillez lire: 2050) hire Plaffong erreechen a bis 2070 eigentlech sech stabel géifen entwéckelen, ongeféier bei 630.000 Aarbechtsplazen.

A wa mer dann nach den nationale Stabilitéitsplang kucke vun der Regierung, dee seet op Säit 8, ech liesen et vir: „À moyen terme, la croissance du PIB luxembourgeois devrait connaître une progression moyenne de 2,6 %." Mir sinn also do net bei de 4,5 % vun der Hypothees. „En même temps, l'emploi devrait croître d'environ 2,3 % et le taux de chômage devrait légèrement repartir à la hausse pour atteindre 5,7 % en 2027." Et ass also och do jo en anert Zuelespill wéi dat, dat ech virdru beschriwwen hunn.

Eng drëtt Remark nieft den Zuelen, dat ass déi: Wärend eigentlech mir hei am Land mat engem Wuesstum rechnen, geet een awer gläichzäiteg dovunner aus, an dat steet op Säit 101 vum PDAT, dass d'Bevëlkerung an der Groussregioun liicht wäert zréckgoen an den nächste Joerzéngten.

Wéi komme mer eigentlech dorobber, dass mer soen, dass mer beim ekonomesche Wuesstum esou sécher sinn, datt deen esou kënnt? An erkenne mer dat un, dat, wat eigentlech d'Konklusioun ass vun deenen Zuelen, déi ech elo genannt hunn? Dat ass déi, dass mer eigentlech e Grondsaz hei virfannen, an dat ass deen, dass déi ekonomesch Entwécklung decidéiert, wéi eis demografesch Entwécklung wäert ausgesinn.

Elo wësse mer natierlech, dass – an dat ass, mengen ech, och nach eng wichteg virauszeschéckend Remark – de Wuesstum am Land eigentlech eng immens Chance hat, sech immens glécklech konnt entwéckelen an deene leschte Joerzéngten. Mir waren an der eemoleger glécklecher Chance, dass an deene 40 leschte Joer ongeféier Industriefläche fräi goufen. Dir hutt Belval genannt, zum Beispill eng Industriefläch, déi een emol kann an där Form notzen. Et kann een awer och nach anerer nennen. Et kéint ee soen: „Hei, voilà, mir hunn déi vum Kierchbierg oder vum Ban de Gasperich an anerer." Déi sinn emol do, also grouss Industrieflächen, Wunnengen, déi eidel stoungen. Et gouf e grousse Potenzial vu Frontaliere ronderëm eis an et gouf och esouguer Flächen an de Gemengen an och an den Industriezonen, déi op Investore gewaart hunn.

Déi Zäit ass eriwwer. D'Virbedingung fir déi nächst Joerzéngten ass net méi déi selwecht. Duerfir ass et erlaabt, einfach ze soen: „Wat maache mer, wann d'Ekonomie sech anescht entwéckelt, wéi een dat elo unhëlt?" An elo kann een natierlech soen: „Bon, mir hu keng Glaskugel, dat wësse mer net." Nee, déi huet keen. Mee well mer hei ënnerschiddlech Expertisen an ënnerschiddlech Zuele virfannen, wier et gutt, wann d'Regierung déi do Leit, déi Fachleit géif consultéieren, déi dat do besser wësse wéi mir Politiker, déi jo de Risiko hunn, dass mer heiansdo gär soen, wat mer wëllen héieren. An d'Fachleit soen dat, wat fachlech richteg ass. Duerfir soll een och hei de Fachleit emol eng Kéier nolauschteren an hinnen d'Missioun ginn, fir aus deene verschiddenen Zenarien emol déi warscheinlechst opzelëschten. An ech bleiwen derbäi, datt och Zenarie gutt sinn, well wann een Zenario an eng Richtung geet, deen aneren an eng aner Richtung geet, da muss een eng Correction de tir no enger Rei Jore kënnen ënnerwee maachen, fir säi Rhythmus ze iwwerpréiwen an d'Konsequenzen nei ze kucken.

Dann hu mer ee Beispill ..., ech wëll och déi Remark gäre maachen. D'Saarland gëtt jo heiansdo als Beispill duergeholl, datt ee seet: „Voilà, do hu mer e Land an eiser Gréisst, dat eng Millioun Awunner huet, wat richteg ass, an dat ouni Schwieregkeete schéngt ze stemmen." Da muss een awer natierlech kucken: Ass dat esou? Mee d'Saarland wiisst net. D'Saarland ass e Land, dat 1970 säi Creneau erreecht hat mat 1,121 Milliounen Awunner an huet haut 982.000 Awunner, also 12 % manner a 50 Joer. Et ass stabel mat enger liichter Tendenz no ënnen an et huet ongeféier 400.000 Aarbechtsplazen. Dat ass och eng aner Donnée wéi eis. Mir kënnen also net eent zu eent do vergläichen. Et gëtt nach aner Ënnerscheeder, wéi datt se manner Densitéiten hunn a méi eng gläichméisseg Densitéitsverdeelung wéi bei eis am Land. Duerfir, och dat ass elo net ..., dat geet net duer, dat als Beispill ze huelen. Also wann et do klappt, klappt et hei och. Mir mussen also, mengen ech, e bëssen anescht eis dat iwwerleeën.

Sou, dofir ass ass eigentlech d'Fro, wéi déi Perspektive kënnen ausgesinn. Dat si jo déi Grondperspektiven, déi mer hunn. An ech kennen eigentlech elo just eng Instanz, déi scho laang amgaangen ass, e bësselchen dat do ze thematiséieren. Dat ass de Mouvement écologique. Et schéngt mer e bëssen deen eenzegen Acteur ze sinn, deen ëmmer déi Fro iwwert d'Ofhängegkeet vum Wuesstum stellt a se wëllt ëffentlech diskutéieren. Dat schéngt mer awer elo vun der Regierung net onbedéngt opgegraff ze ginn, déi doten Thematik.

D'CSV, dat wëll ech awer däitlech soen, ass fir den ekonomesche Wuesstum an och fir en

demografeschen Zouwuess, och wann e méi lues geet. Déi béid si souwisou matenee verbonnen an et kann een deen een net ganz vun deem aneren trennen, obwuel mer beim ekonomesche Wuesstum awer wuel esou vill vun der Produktivitéit solle schwätze wéi vun engem Flächeverbrauch.

Eng modern Ekonomie, eng staark Wirtschaft, dat ass de Garant fir gesond Staatsfinanzen, fir Aarbechtsplazen, fir Wuelstand, fir Ëmverdeelung, also och fir de Sozialstaat. An deen nohaltegen an inklusive Wuesstum muss en Zil sinn. Keen dierf dobäi op der Streck bleiwen a mir brauchen e ganz staarke Sozialstaat an dësem Land, dat wësse mer alleguer, an deen däerf och net geaffert ginn an dësen Diskussiounen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Eng lescht Remark nach vläicht hei: A véier Woche si Gemengewalen an an deene Gemengewalen, do wäerte jo déi nei Gewielten, gradewéi elo d'Kandidaten, sech op dat fokusséieren, wat an hire PAGen drasteet. Déi PAGe si vun der Regierung geneemegt ginn, soudass se rechtskräfteg sinn an domadder verbindlech. D'Inneministesch ka vläicht herno erklären, ob dat wierklech esou ass oder ob do Saachen änneren dran. Mäi Gefill ass et awer allerdéngs, dass et op verschiddene Plazen aner Zenarie gëtt wéi déi vum PDAT, dass d'Gemengen alleguer wuel wëlle wuessen, vläicht awer net an deem selwechte Mooss a Rhythmus, wéi se eigentlech elo et hei als Orientéierung virgi kréien.

Fazit vun där Geschicht PAG ass eigentlech deen, dass et ganz bedauerlech ass, wéi d'Virgeeënsweis eigentlech hei war. D'Gemengen hunn hir PAGe gemaach. Du sinn d'Plan-sectorielle komm. Du koum de PDAT mam Plan national de mobilité 2035. Et hätt een et eigentlech just ëmgedréint misse maachen, da wier et gutt gewiescht. Dann hätt een d'Landesplanung gehat mam Festleeë vun de Wuesstumsentwécklungen an de Kärgebidder. Et hätt een d'Ziler an d'Moyenen definéiert. Dann hätt een den nationale Mobilitéitsplang, mee awer och iwwerhaapt sektoriell Pläng, Leitpläng gehat, zesumme mat eeben dem PNM35, an dann hätten d'Gemengen duerno eigentlech mat deenen doten nationalen Eckdaten hir PAGe kënnen erneieren. Dat wier Landesplanung gewiescht, wéi mir eis se gewënscht hätten. Mir gesinn also dorauser, dass d'Regierung nach net an alle Beräicher esou op d'Landesplanung fokusséiert ass an hir dee selwechte Stellewäert gëtt. Et ass also schued, dass et esou gaangen ass, esou laang gedauert huet. Elo probéiere mer all zesummen – an den „Zesummen" ass wichteg –, dat Bescht draus ze maachen.

Meng zweet Remark, dat ass déi zu den Ziler vum PDAT. Se sinn elo just vum Minister nach eng Kéier ernimmt ginn. Dat sinn dräi Haaptziler. A fir et direkt ze soen: D'CSV ënnerstëtzt déi dräi genannten Ziler.

Der Rei no: Dat ass d'Reduzéierung vum Zouhuele vun der Versigelung, also dass dat vun haut 180 Hektar pro Joer an zwielef Joer bei 90 Hektar läit, fir dann 2050 idealerweis bei 0 Hektar Neiversigelung sollen ze sinn. Da gëtt mer gesot oder Dir hutt et och geschriwwen, dass innerhalb vun de Perimeteren de Moment nach 3.750 Hektar fir Logement ausgewise sinn, 600 Hektar Frichen, also e maximaalt Potenzial fir 300.000 nei Bierger innerhalb vun deene Perimeteren, déi do sinn. Déi rechnen ech of vun deene 411.000, déi hei chiffréiert sinn. Dat wier dann duerch eng Noverdichtung.

No 2050 wier jo dann eng demografesch Entwécklung just nach duerch en Zouhuele vun der Densitéit ëmzesetzen. Dat mécht natierlech enger Rei Leit Angscht, wann een dat esou seet. Mee et soll een et awer hei mam Numm nennen. Do fäerte jo elo d'Leit, datt d'Dierfer vläicht hiert Gesiicht verléieren, dass dat op eemol Appartementsresidencë ginn, dass de Präis vum Bauland nach méi explodéiert, well en nach méi rar wäert ginn an esou weider. Mir hypothekéieren also, mir gi mat enger Hypothees am Laangzäitmodus aus, fir eis haut Angschtgefiller ze projezéieren. Dat ass eigentlech kee gudde Wee.

Mir deelen also d'Reduzéierung vun der Versigelung. Mir zweifelen awer e bëssen un der Iddi, dass wierklech kee Perimeter méi soll erweidert ginn, well et wäert ëmmer Fläche ginn, fir déi eng Ouverture sënnvoll ass.

Ech erënneren dorunner, dass hei am Haus jo mat vill Luef de Projet Elmen diskutéiert gouf, wou nei Wunnengen entstane sinn, well se gebraucht ginn. No 2050 wier jo dann e Projet wéi deen do net méi méiglech an dësem Land.

Une voix | Richteg!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat muss een dann einfach ... Wann een d'Theorie esou géif ëmsetzen, wéi se geschriwwen ass, wier dat doten d'Geschicht.

An da si mer natierlech direkt beim Wunnengsbau, wourëm ee sech richteg Suerge mécht. Duerfir ass eise Wonsch, dass ee sech gutt iwwerleet, wéi een do mat der Gemengenautonomie, mat der Ausnam ëmgeet, an dass Der Iech eng Ouverture iwwerleet fir esou exzeptionell Geschichten, wou ee seet: „Do ass awer eppes sënnvoll", an eng Prozedur dozou, wéi datt dat soll gemaach ginn.

Dat selwecht betrëfft awer net nëmmen de Wunnengsbau, mee et betrëfft och d'Aarbechtsplazen. Et ka sech duerchaus eppes änneren an de Schwéierpunkter vun den Aarbechtsplazen hei am Land. An da mécht et Sënn, dass do, wou d'Aarbechtsplaze sinn, och Leit sinn an dass net jiddereen e wäite Wee muss maache fir op seng Aarbechtsplaz.

Duerfir nach eng Kéier deen Appell, fir sech do am Aklang mat den nationalen Ziler Adaptatiounsméiglechkeeten ze ginn, eng Plaz, wou een dat kann zesumme mat de Gemengen, sollt et dofir Demandë ginn, och diskutéieren an och net radikal soen, dat kéint alles net a Fro kommen.

An dann ass dat zweet Zil d'Entwécklung op deene Plazen, déi dofir am beschte gëeegent sinn. Jo, de PDAT iwwerhëlt – de Minister huet et elo virdru gesot – am Fong geholl d'Grondprinzippien aus dem IVL. Duerfir brauch ech dorobber net méi anzegoen. Déi dräi Agglomeratiounszentren – Zentrum, Süden, Nordstad – sollen dann de Gros och ophuelen, net nëmme vun de Service- an Aarbechtsplazeleeschtungen, mee och vun den Awunner. Zwee Drëttel vun der Populatioun géifen 2050 an dësen dräi Ballungsraim liewen an dräi Véierel vun den Aarbechtsplaze wieren do konzentréiert, esou ass et ze liesen.

Duerfir: Prinzipiell deele mer als CSV dës Approche vun enger méi konzentréierter Entwécklung op verschiddene Plazen. Dat ass och d'Approche vum IVL, déi hei confirméiert gëtt. Mee de ländleche Raum dierf dobäi net vergiess ginn. An en dierf och net zu deem ginn, wat de Gilles Roth deslescht hei op dëser Tribün als Fräiliichtmusée bezeechent huet. De ländleche Raum soll net zu engem Fräiliichtmusée ginn.

Et ass richteg, well nieft deenen dräi Agglomeratiounszentre gëtt et jo och elo nach aner Zentren, et gëtt nach aner CDAen, et gëtt national a regional a lokal Aktivitéitszonen. Et gëtt also och nach Plazen, déi eng Entwécklung viru sech hunn.

Ech sinn duerfir frou, datt de Minister elo a sengem rezenten Dokument vun där linearer Joer zu Joer Reduzéierung vun der Baulanderschléissung ewechkënnt, fir ze soen: Do gëtt et e Package, e Volumen an och de Rhythmus ka vun der Gemeng virgi ginn. Dat ass e Schratt an d'Gemengenautonomie. Merci dofir, dat ass de richtege Wee!

Zur grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht. Ech muss do ëmmer dorunner denken, wéi deemools den Ikea sech zu Arel néiergelooss huet a wat fir e Shitstorm do duerch d'Land gaangen ass, wou d'Leit sech eigentlech alleguer driwwer opgereegt hunn, datt deen elo op där falscher Säit vun der Grenz wier, well Lëtzebuerg Steierrecetten an Aarbechtsplaze géife verluer goen an d'Lëtzebuerger en plus nach géifen hir Suen dohinner droen. Dat ass dann haart thematiséiert ginn. Wann ech dorunner zréckdenken, da soen ech mer: Wa mer grenziwwerschreidend denken, da musse mer och eppes an eise Käpp beweegen. Da musse mer och dermat d'accord sinn, dass eng Aktivitéit op enger anerer Plaz ass wéi just bei eis an eisem Raum. Dat ass also bei eis am Kapp, wou déi Bereetschaft dozou muss entstoen. Dorunner musse mer schaffen. Dat schéngt mer kloer.

Et geet dann och net duer mat e puer Pilotprojeten. De Minister huet der eng Rei opgezielt, déi ech begréissen. Dat ass ganz kloer. Mee de PDAT ass awer nach e bësse vag an e mécht haaptsächlech eigentlech och eng Analys vun de méigleche Rechtsforme vun den Interregstrategien an esou weider. Dat ass nach e bësselche flou. Gradesou flou ass och nach e bësselchen, wéi déi grenziwwerschreidend Mobilitéit kann optimiséiert fonctionéieren an der Zukunft.

Voilà, mee d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht: Jo, mir stinn dozou a mir fanne se och extreem wäertvoll a wichteg!

Ech wëll awer nach e puer Sätz soen zu den Aarbechtsplazen, well mer dat Zil jo hunn, Wunnen, Schaffen, Fräizäit an och Akafen no beieneen ze bréngen, also eng liewenswäert Stad, eng „Uertschaft vu 15 Minutten" gëtt ëmmer gesot, ze erméiglechen. Domat ass jiddereen averstanen. Mir wëssen och, datt dat net an all kleng Uertschaft, Duerf am Land méiglech ass.

Awer wa mer eis just fokusséieren op de Plan directeur sectoriel „Zones d'activités économiques", deen nach eng Reserv vu 456 Hektar landeswäit huet, da feelt eis awer eng Analys vun der Qualitéit vun deenen Aarbechtsplazen. Wou sinn déi industriell Aarbechtsplaze verdeelt? Wou sinn anerer verdeelt? Wou schaffen haaptsächlech Frontalieren? Wéi geet dat? Wat ass op wat fir enger Plaz? Mécht et Sënn, dass e Betrib, deen zum Beispill 80 % Frontalieren huet, an der Mëtt vum Land ass? Wier deen net besser méi no bei enger Grenz? Et cetera. Et kann ee ganz vill Iwwerleeungen dozou féieren.

An dann: Virun allem awer feelt eis de Projet vun der Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen. Ech wëll duerfir zwee Beispiller ginn, fir dat ze konkretiséieren. Dat éischt, dat ass Wolz – ech huelen der zwee aus dem Norden, déi kennen ech besser: Wolz, „Wunne mat der Wooltz". Op der Friche industrielle zu Wolz entsti mam Fonds du logement an e puer Phasen 1.100 Wunnengen. De Projet verléiert awer knapps e Wuert iwwer Aarbechtsplazen. Wann 1.100 Logementer entstinn, da wäerten awer op d'mannst 1.000 Leit do sinn, déi schaffen, déi also eng Aarbechtsplaz brauchen. An da si mer dann zu Wolz awer an enger vun deene Gemengen, déi den héchste Chômagetaux am Land hunn. Da kënne mer eis net zefridde ginn domat, dass mer soen, mir schafen do 1.100 Wunnengen a mir këmmeren eis net ëm d'Aarbechtsplazen. Mir iwwerloossen dat entweeder dem Zoufall, ...

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... der Gemeng oder mir soen: „Bon, do gëtt et jo en Zuch, da klammt Der all an den Zuch an da fuert Der éierens schaffen." Also do feelt mer e Konzept hannendru fir ze soen: „Wann ech dat do wëll hunn, da muss ech dat och zesumme plangen an denken a mech net just op de Wunnengsbau fokusséieren, mee ech muss dann och iwwerleeën, wat fir eng Zort Leit dohi kommen, wat fir eng Aarbechtsplazen ech do schafe muss a wat ech och als Regierung do ënnerhuele kann, fir Aarbechtsplazen ze dezentraliséieren op esou Plazen."

Zweet Beispill: Dat ass e Projet, deen ech nach besser kennen, dat ass Ettelbréck ONE. Dat ass do, wou d'Zigarettefabrick zu Ettelbréck stoung. Do ass de Moment en administratiivt Gebai am Bau, dat dohinner kënnt. An do sinn ech ganz frou derfir an der Regierung dankbar, dass och staatlech Verwaltungen dra kommen. Ech sinn och frou, dass mer als Gemeng ..., hätte mer dat gär esou gehat. Mir hätten de Choix eigentlech quasi gehat fir ze soen: „Mir wëllen do Wunnengen oder mir wëllen do Aarbechtsplazen." Mir hu gesot: „Mir wëlle keng Wunnengen op deen do Site. Mir hätten do gär Aarbechtsplazen, well déi einfach landesplaneresch wichteg a wäertvoll sinn." Op den zentrale Plazen hätte mer gär, dass déi entstinn, also keng eenzeg Wunneng an deem Gebai. Soss hätten et der e puer Honnert kënne sinn.

Natierlech verléiere mer ganz vill Suen do. Da sinn ech bei de Gemengefinanzen. Ech kommen herno drop zréck, well mer vum Inneministère jo dann natierlech näischt kréie fir keng Awunner an eng Grimmel kréie fir Aarbechtsplazen. Esou ass dat nun emol haut. Trotzdeem hu mer dat dote gemaach. Dat ass gutt!

Elo ass et awer esou, dass do e Risiko derbäi läit, well wann nämlech dee staatlechen Deel herno genotzt gëtt, fir aus dezentrale Plazen Antennen am Norde vum Land, Administratioune vum Staat zu Ettelbréck ze zentraliséieren, dann hu mer de Contraire vun deem geschafft, wat ech mir erhofft hunn. Ech hat mer gewënscht, dass mer déi iwwerhëtzte Konzentratioun um Territoire vun der Haaptstad e bëssen als Stad briechen a soen: „Ma mir zéien do Administratiounen och a CDAen erof. An do, wou se an deene méi regionale CDAe sinn, maache mer se och net zou, mee déi gi mer au contraire stäerken."

Duerfir, dat do feelt mer bei den Aarbechtsplazen.

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat betrëfft elo net just den Norden. Dat ass am Osten, am Westen, am Süden, och an de ländlechen Ecker. Et ass iwwerall d'selwecht. An ech mengen, datt d'Regierung do beispillhaft muss virgoen a wierklech muss soen: „Do schafen ech wierklech Plazen, wou eigentlech Administratioune sech erëmfannen, well se haut an enger digitaliséierter Approche net méi mussen do sinn, wou de Griffel läit, mee awer och enzwousch anescht kënne sinn, ...

(Interruption)

... méi no bei sech doheem schaffen." Dofir, wannechgelift, do ass nach, mengen ech, e bësselchen Aarbecht. Et kéint een esou Déngschtleeschtungszentren an de CDAe sech duerchaus virstellen an da wannechgelift iwwerall, déi eng méi grouss, déi aner méi kleng, fir dass mer an der Mobilitéit e Stéck virukommen, well dat ass jo deen aneren Haaptproblem an déi Haaptsuerg vun de Mënschen am Land, dat ass déi Mobilitéitsfro, déi mer einfach hunn, de Plan national de mobilité, dee virläit, dee gutt ass, mee deen awer ganz duuss, hunn ech d'Impressioun, amgaangen ass, e bëssen ëmgesat ze ginn. Also dat ass awer ... Ech si gespaant, wou mer 2035 domadder ukomm wäerte sinn.

Ech kommen zu de Konklusiounen an da kommen ech awer och nach zu der Fro vun de Gemengefinanzen. Meng éischt Konklusioun wier déi: Den Aménagement du territoire muss gestäerkt ginn. Dir hutt, Här Minister, eng kleng a ganz héich kompetent an héich motivéiert Ekipp. Awer dat geet net duer. Dir hutt net genuch Leit fir déi Erausfuerderungen, déi hei beschriwwe sinn. Dat ass meng éischt Konklusioun.

Déi zweet, mengen ech, ass, datt d'Landesplanung muss Prioritéit kréien an der Regierungsaarbecht. Si muss also och an deene sektorielle Politicken hiren Nidderschlag fannen an et kann dann och net méi sinn, fir nach eng Kéier e Beispill ze ginn, dass wann eng Industriezon seet: „Hei mir brauchen eng Erweiderung fir eis Betriber, datt dat da landesplaneresch Sënn mécht", vläicht en anere Ministère seet: „Dat wëll ech net." Da kann et net weider sinn, dass d'Gemeng muss do heesche goen a froe goen a sech ploe goen, fir datt dat ass. Da muss d'Landesplanung dat an de Grapp huelen an d'Regierung koordinéieren. An da muss ee soen: „Mir maachen dat. Oder mir maachen dat aus iwwerzeegende Grënn net." Do brauchen och d'Gemenge wierklech eng ganz konsequent Handreechung op deem dote Punkt.

(Interruption)

Duerfir: Meng weider Konklusioun wier déi, dass d'Landesplanung sech sollt dezentraliséieren. An déi dräi Haaptentwécklungszentre gehéieren Antennen, déi sech ëm déi Detailplanungen do këmmeren an déi och d'Gemenge begleede bei där net ëmmer einfacher Aufgab.

Déi ugeduechten Entwécklungen, déi elo beschriwwe sinn an de Gemenge ronderëm déi Zentren, déi musse fachlech begleet ginn. Do muss déi national Wëssenschaft hibruecht ginn, also wannechgelift eraus aus dem Héichhaus an erof op den Terrain. Well wéi sollen och soss déi Aktiounsraim, déi queesch duerch d'Land sollen entstoen, animéiert ginn, wéi sollen déi begleet ginn. Dat kann een net zentral aus der Stad maachen. Pardon, nee do muss een awer schonn erwaarde kënnen, dass dat wierklech sur place geschitt.

Eng fënneft Konklusioun, mengen ech, a menger Opzielung ass déi, datt de Wunnengsbau muss eng national Bedeitung hunn. Hei muss de Staat séier agräifen a mir ënnerstëtzen als CSV dat, wat déi véier Jugendparteien elo rezent an hirem Appell lancéiert hunn. Déi Fuerderunge gehéieren alleguerte wierklech ënnerstëtzt.

Et kann een nach eng drunhänken. Mam PDAT kënnt jo laangfristeg och e gewëssent Element vun Onsécherheet an de Secteur vum Wunnengsbau. Deene jonke Leit vun haut mudde mer vill zou. Si ierwe vun eis eng Welt an der Klimakris; eng Biodiversitéit, déi ofhëlt; eng Sozialversécherung, déi méi Froen huet wéi Äntwerten; an elo och nach déi Angscht, datt se sech ni wäerten eng Wunneng kënne leeschten. Duerfir muss d'Politick, d'national Politick an de Wunnengsbau d'Gespréich och siche goe mat deene jonke Leit, mat hire Suergen, an et muss se ganz eescht huelen.

An derbäi kënnt dann nach eppes aneres beim Wunnengsbau. Dat ass, datt et jo am ländleche Raum eng Rei vu Gemenge gëtt, déi eigentlech nach vill Potenzial hunn oder fir sech selwer vill gesinn zumindest, also déi mat engem endogeene Wuesstum beschriwwe sinn, deen eigentlech ganz lues soll goen. Dat soll een awer och punktuell kënnen a Fro stellen, hannerfroe virun der nationaler Erausfuerderung, wou mer mam Wunnengsbau mussen an Ofsprooch mat der Landesplanung selbstverständlech awer déi eng oder aner Adaptatioun eventuell erméiglechen.

Eng sechst Remark: Wann d'Regierung de PDAT ugeholl huet, dann ass dat net den Ofschloss, mee dann ass dat den Ufank. Dat neit Landesplanungskonzept ass jo dann net méi de Pabeier vun engem Minister eleng, mee dat gëtt dann en Dokument, un deem sech déi ganz Regierung orientéiert a muss moosse loossen. A jidderee muss a sengem Secteur dann och där Landesplanung Rechnung droen. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass.

Eng siwent Remark: Am Dokument steet och, dass eng ganz Rei vu Gesetzer mussen ugepasst ginn a Kollaboratiounen entstoen. Ech wëll just zitéieren: „Pour transposer cet objectif [...]", do goung et ëm de Logement, „une panoplie d'adaptations légales, réglementaires et autres sont nécessaires." Oder op enger anerer Plaz: „Dans la phase qui suivra l'approbation et la publication du PDAT, il s'agira de préciser ensemble avec tous les acteurs concernés, en particulier pour les politiques sectorielles et les communes, les outils et instruments permettant de le mettre en œuvre. Ceci impliquera soit :
– la modification des législations actuelles,
– l'élaboration de nouvelles législations,
– le développement de nouvelles formes de coopération."

Ech wëll Iech just soen: D'CSV ass gäre bereet, konstruktiv heirunner matzeschaffen, a mir ënnersträichen och absolutt d'Wichtegkeet vun der Landesplanung an hirer koordinativer Roll. Awer mir sinn net averstane mat dem Constat fir ze soen, ech zitéieren erëm: „Il n'est donc pas possible au stade actuel d'indiquer un calendrier précis pour la mise en œuvre du PDAT en tant que tel."

Dach, Här Minister, e Kalenner muss sinn. Well et muss ee jo Etappen an engem Kalenner definéieren. An elo hei hutt Der schonn d'Missiounen an Objektiver si formuléiert, da muss een och d'Etappe maache fir ze soen: Wat geschitt elo do der Rei no, wie mécht wat zu wat fir engem Zäitpunkt? Wie stellt déi Gremien op? Wie mécht d'Koordinatioun? Wat fir eng Gesetzesännerunge sinn domadder gemengt? Si sinn nämlech net ausgefouert. Wéi verdeele mer d'Responsabilitéiten? Wéi geet d'Koordinatioun mat de Gemengen? Wie schwätzt do mat wiem? Wann ee seet: „Mir schwätze mat de Gemengen", wéi geet dat? Wien ass dat? Do muss ee Gremien, wéi gesot, schafen an och eppes ganz Einfaches: Formatioune maache fir déi nei Politiker, déi an engem Mount en Amt untrieden a vu Landesplanung vläicht manner héieren hu bis dohinner wéi mir heibannen.

An da kommen ech zu de Gemengefinanzen: Jo, déi mussen ugepasst ginn – dat, mengen ech, ass kloer mëttlerweil fir eis – an zwou Etappen. Jo, et ass vläicht éischter un d'Madamm Minister, wou ech mech elo adresséieren. Mam Budgetsgesetz 2024 misst de Fonds de dotation globale des communes all de CDAen aus der Landesplanung Rechnung droen. Et kann net sinn, dass Dir als Regierung en Dokument unhuelt an dat dann op deem dote Punkt net ëmsetzt.

Dat betrëfft déi Gemengen, déi nei opgeholl sinn, dat ass kloer. Et betrëfft allerdéngs och déi Gemenge vun der Nordstad, Dikrech an Ettelbréck notamment, déi zënter 2003 de Statut vum CDA d'ordre moyen hunn, mee déi awer bei der Gemengefinanzreform aus Grënn, déi kee Mënsch kennt, refuséiert gi sinn.

Zweetens muss dann 2024 natierlech séier déi Opdeelung vun de Gemengefinanzen nei iwwerduecht ginn. Do soll ee sech awer wierklech ganz seriö Gedanken doriwwer maachen, well wa mer de Wuesstum steieren an de Wuesstum ass d'Grondlag fir 82 % vun de Suen, déi ausbezuelt ginn, da muss een awer

kucken, wat mat deene Gemenge geschitt, deenen hire Wuesstum an engem méi niddrege Rhythmus geschitt, nämlech dem ländleche Raum, deen awer den Usproch huet …, wou d'Mënsche selbstverständlech den Usproch, d'Erwaardung an och d'Recht hunn, déi selwecht Qualitéit vun Déngschtleeschtungen ze hu wéi op anere Plazen am Land.

An och dem Landschaftsschutz, den Aarbechtsplazen, muss eng aner Bedeitung zoukomme wéi bis elo, well … An ech hunn et virdrun a mengem Beispill vun deem Gebai Ettelbruck ONE gesot. Wa mir gesot hätten: „Do komme Wunnengen, Aarbechtsplaze brauche mer net, well do kréie mer keng Suen derfir", da wier et eis finanziell besser gaangen an d'Leit hätte sech alt méi wäit beweegt, fir schaffen ze goen. Dofir muss een och dat seriö kucken. Och dee Passus, dee feelt an de Gemengefinanzen.

An da wëll ech e klengen Exkurs maachen an déi Interpellatioun, déi ech ugefrot hat. Ech hat déi am Dezember ugefrot, viru fënnef Méint. Leider, leider ass et net derzou komm. Mee bon, dann ass dat esou. Firwat hunn ech se dunn ugefrot? Mee ech hu se dunn ugefrot, well dat dee Moment war, wou d'Gemengen hiren Avis geschriwwen hunn an doriwwer nogeduecht hunn: „Wat heescht déi Landesplanung elo fir eis?" An all déi, déi dat Wuert CDA do gelies hunn, déi hu sech natierlech Froe gestallt. Voilà!

Eng Rei vun Äntwerte sinn am Dokument, wat mer virun enger Woch kritt hunn, dran, mee awer och net alles. Do gouf nämlech festgehalen am éischten Dokument, dass de Krittär vum CDA net méi op d'Gemeng, mee op d'Lokalitéit géif gekuckt ginn. An do hunn ech dann eng gekuckt, vum Kolleeg Emile Eicher vu Clierf. Ech hunn emol gekuckt: Wivill Uertschaften huet hien? Ma dat sinn der 17. Do hunn ech geduecht: Ok, wann elo de Statut vum CDA net méi fir déi gesamt Awunnerzuel aus deene 17 Uertschaften, mee just nach fir eng Uertschaft – Clierf –, gëllt, dann ass dat jo speziell.

Elo liesen ech dann am adaptéierte Modell, dass mer do nach Maarnech an Hengescht derbäihuelen. A meng Fro ass jo dann natierlech, ob dat elo esou richteg ze verstoen ass, Madamm Minister, dass da fir de PDAT oder de CDA a senger Entwécklungsdynamik déi dräi Uertschafte vun deene 17 gëllen, mee awer fir d'Gemengefinanzen déi 17 Uertschafte gëllen? Well esou liesen ech et. Et steet notamment eeben och am Dokument dran: „Étant donné que le FDGC est toujours attribué [aux communes]", soudatt ech unhuelen, dass d'Gemenge sech doriwwer keng Suergen ze maache brauchen. Ech wollt awer wëssen, ob dat wierklech esou ass.

An dann, jo, well ech op eng Question parlementaire vum Dezember keng Äntwert vun Iech kritt hunn, Madamm Minister … Bon, ech hunn eng kritt, mee déi seet mer awer net, wat eigentlech d'Grënn waren oder wat haut d'Grënn sinn, firwat datt ee vun 2003 oder 2004 un an der Nordstad Dikrech … Oder de Bipol, also den duebele Pol, Dikrech an Ettelbréck, dat war jo kloer, et weess ee jo, wat dat heescht. Dat ass ee Pol, dee besteet aus zwee Elementer, déi musse sech d'Chargen deelen. Domat gi se och eens. Mee datt dee Pol CDA d'ordre moyen ass an dann nach just bei der Gemengefinanzreform vun 2016 net zréckbehale ginn ass – an ech hunn ni verstane firwat. Do wollt ech Iech emol eng Kéier froen, firwat datt dat esou war an ob Der wëllt dobäi bleiwen.

A wann Der net derbäi bleift, wannechgelift, dann ass et fir 2024 ëmzesetzen. Et kann een net higoen a soen: „Dat dote geet esou virun", well mir bréngen et wierklech net fäerdeg, finanziell net fäerdeg, fir déi Erausfuerderungen, déi am PDAT stinn an déi mer onbedéngt wëlle wouerhuelen, fir déi mat lokale Mëttelen eleng ze schëlleren.

Ech wëll elo net do e laangen Exposé halen iwwer alles dat, wat mer u regionalen Ausgabe schëlleren, vun Industriezonen iwwer Aktivitéiten, iwwer all déi Betriber, déi mer ophuelen, déi staatlech Verwaltungen, Klinicken et cetera, well d'Kläranlagen, déi gi mer net un d'Klinicke facturéieren, déi facturéiere mer un d'Stad Ettelbréck – just fir Iech ze soen, dass all déi Saachen do richteg dramatesch sinn! Ech hunn eng Kéier zesummegerechent, dass et zënter dem Akraafttriede vum Gesetz iwwert d'Gemengefinanzéierung bis haut inklusiv fir d'Stad Ettelbréck e Manque à gagner – wa mer de Statut kritt hätten – vun 39,92 Milliounen ass.

(Interruption)

Dat ass … Voilà! A mir gi Sue léinen, fir den Terrain fir eng Schoul kënnen ze bauen. Ech weess nach net, wéi mer d'Sue solle jeemools zréckbezuele vun der Schoul, déi mer nach net gebaut hunn.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Pardon, wollt Der eng Fro stellen?

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann ech däerf. Ech muss de President froen.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Ech freeë mech op Är Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch kritt d'Wuert, fir eng Fro ze stellen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt just froen, ob Der och ausgerechent hutt, wat Der duerch d'Gemengefinanzefong bäikritt hutt als Gemeng par rapport zu deem, wéi et fréier war virun 2016.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo, ech kann Iech dat direkt beäntweren …, leider, ech hat dat gefrot um Inneministère, well wéi d'Gemengefinanzreform 2017 oder 2016 decidéiert ginn ass, dunn ass gesot ginn: „Voilà, dat dote kritt Der hypotheetesch 2017 an da vergläicht Der dat mam Kont vun 2015." Do hunn ech gesot: „Wannechgelift rechent mir just aus, wat mer ouni d'Finanzreform am Joer 2017 gehat hätten!"

Une voix | Vill méi!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | An do krut ech gesot: „Dat däerfe mir net rechnen." Voilà, c'est tout!

(Interruption)

Jo, jo. Ech …

(Interruption par M. Dan Kersch)

Nee, ech hätt dat jo net kënne rechnen. Also, ech gesi jo, datt Der insistéiert.

(M. Jean-Paul Schaaf montre une documentation.)

Hei ass déi Courbe vun der Entwécklung vun der Gemengefinanz vun der Stad Ettelbréck. Do ass kee Krack dran, wéi d'Gemengefinanzreform komm ass.

(Interruption)

Voilà! Déi ass en ligne vun der Evolutioun ouni.

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Just fir Iech dat ze soen. Déi ass hei dertëschent geschitt an do ass guer net e Sprong duerch de Plaffong fir eis. Mir sinn also an der Linn vun der Augmentatioun, déi ouni Finanzreform virdru war. Et gëtt een Ënnerscheed, Här Kersch, et gëtt een Ënnerscheed, an dat ass eng liicht Augmentatioun; ech sinn d'accord. Mee et gouf awer och schonn Exercicen, wou d'Evaluatioun driwwer war.

Ech soe jo och net, datt mer manner kritt hunn. Ech soe just, datt de Krittär vun der Landesplanung net respektéiert ginn ass an ech net weess, firwat datt Der dat gemaach hutt, well Dir hutt deemools gesot: „Jo, Dir sidd jo näischt als Nordstad. Wat maacht Dir da méi wéi eng aner Regioun?" An dunn ass gesot ginn: „Jo, esou laang wéi Der net fusionéiert …" Nee, virdrun ass eng Kéier gesot gi vun engem Regierungsmember, deen huet Camille Gira geheescht, kann een an der Press nach noliesen …, an engem Artikel huet e gesot: „A wann de Syndicat à vocation multiple bis steet an dann och do kënne méi Aufgabe wouergeholl ginn, da mussen d'Gemengefinanzen dat och berücksichtegen." Ass natierlech net geschitt. Duerno ass gesot ginn: „Jo, nee, Dir musst fusionéieren." Dat steet weeder an enger Landesplanung nach soss iergendwou dran!

Mir kréie vun der Regierung, zënter datt et de Pacte Logement gëtt, de Krittär CDA, ënnerschriwwe mat der Regierung: „Dir sidd CDA". Ech kann Iech déi Pabeiere weisen, Konventiounen, wou dat drasteet. Also et ass besser, Dir stellt mer net ze vill Froen doriwwer, …

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | … well ech war vun Ufank un derbäi, Här Kersch!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch wëllt awer nach eng Fro stellen, wann Dir d'accord sidd.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dir hutt awer besser, Dir maacht et net.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech sinn awer frou, datt Der zumindest elo bestätegt hutt, dass et e Grond gëtt, firwat dass Der dat net kritt hutt. Virdrun hutt Der esou gemaach: „Et weess kee Mënsch …"

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Et gëtt keen!

M. Dan Kersch (LSAP) | „Et gëtt kee Grond, et weess kee Mënsch, firwat dass mer dat net kréien." Elo kommt Der heihinner a sot … D'Äntwert hutt Der elo selwer geliwwert, nämlech de Fait, dass et net zu där geplangter Fusioun vun deene fënnef Gemenge – net vun zwou Gemengen, mee vu fënnef Gemenge komm ass –, déi an der Landesplanung vun Ufank u virgesi waren.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Nee, eeben net.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass de Problem an dat war d'Argumentatioun 2016.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Eeben net.

M. Dan Kersch (LSAP) | An dat ass se och haut, Här Schaaf!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat ass falsch!

M. Dan Kersch (LSAP) | Méi ass et net, net méi an net manner.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat ass falsch: Am PDAT vun 2003 an och am IVL vun 2004 steet näischt vun der Fusioun dran. Do steet näischt vun der Fusioun dran. Gitt et noliesen, do steet näischt dran!

M. Dan Kersch (LSAP) | Als CDA steet d'Nordstad dran. Jo oder nee?

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Et steet och net als CDA d'Nordstad dran. Et steet de Bipol Dikrech/Ettelbréck dran. Bon.

(Interruption)

Mee gutt, et ass esou. Mee d'Madamm Minister ka mer jo herno op d'Fro äntweren, ob se bereet ass, fir esou wéi et 2019 war, iwwert de Wee vum Budgetsgesetz déi dote kleng Adaptatioun ze maachen an déi Lëscht vun deenen …, dass Mondorf, Ierpeldeng/Sauer bei déi derbäikommen, an Dikrech an Ettelbréck derbäikënnt, ob Der bereet sidd, fir dat ze maache vun deem

Moment. Dat soll elo net den Haaptsujet si vun haut, mee et war awer dee vu menger Interpellatiounsfro.

Ech wëll hei ofschléissen. Ech wëll wierklech nach eng Kéier eis Ënnerstëtzung fir de PDAT ginn. Dëst Konzept vun der Landesplanung ass vu wierklech grousser Wichtegkeet. An ech mengen, datt d'Leit am Land alleguer frou sinn dofir, datt sech d'Regierung an déi politesch Verantwortlech bis an d'Gemengen erof Gedanken doriwwer maachen, wéi mer eis als Land an der Zukunft developpéieren.

E chineesesch Spréchwuert seet jo: „Wann de Wand vun der Veränneru ng bléist, da gëtt et der, déi baue Maueren, an et gëtt Der déi baue Wandmillen."

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | D'Landesplanungskonzept ass jiddefalls keng Baugeneemegung fir Maueren a mir freeën eis op de frësche Wand.

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Schaaf.

An dann éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. De Lëtzebuerger Modell ass eng Erfollegsgeschicht. Wärend Joerzéngten huet eis Wirtschaft geboomt, eist Land huet sech rasant weiderentwéckelt an dee Wuelstand geschaf, vun deem mer haut profitéieren.

Et ass dëst zolidd wirtschaftlecht Fundament, dat et eis erlaabt huet, och gréisser Krisen, wéi d'Pandemie an déi aktuell Energiekris, am internationale Verglach zimmlech gutt ze iwwerstoen. Et ass dës staark Ekonomie, déi eis et erméiglecht huet, keen am Ree stoen ze loossen, mee mat historeschen Hëllefsmesüre Leit a Betriber ze ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg ass nach ëmmer ganz attraktiv, an dat ass och gutt esou. Méi nach: Mir mussen alles derfir maachen, dass dat och esou bleift. Als DP soe mer nämlech ganz kloer: Mir brauche Wuesstum. Mir mussen eist Land weiderentwéckelen, weider gutt Aarbechtsplaze schafen an och weider innovativ Firmen an Talenter unzéien. Mir brauche Wuesstum, fir eise Wuelstand ofzesécheren an eise staarke Sozialstaat ze garantéieren.

D'Fro ass manner ob, mee éischter wéi ee Wuesstum mer wëllen a wéi mer dëse Wuesstum gestalten. Fir eis als DP gëllt do d'Stéchwuert „intelligenten an nohaltege Wuesstum". Wa mir haut déi Problemer hunn, déi mer hunn, an der Mobilitéit, am Logement – déi mer iwwregens schonn zënter 20 Joer hunn –, dann, well der Entwécklung an där ganzer Zäit nogekuckt gouf. Et gouf reagéiert amplaz anticipéiert, an esou hu mir e Retard accumuléiert, dee wärend de leschten zéng Joer versicht ginn ass opzehuelen.

Liewensqualitéit beschränkt sech net op materielle Wuelstand, dorop, wéi héich de Lëtzebuerger PIB ass oder wéi vill d'Leit an der Moyenne verdéngen. Wann een Dag fir Dag stonnelaang am Stau steet, ganz Dierfer am Trafick, Kaméidi a Gestank ënnerginn, jonk Leit trotz Unisdiplom keng Wunneng fannen an de lokalen Handel ëmmer méi aus den Uertschafte verschwënnt, dann hëlleft engem och eng déck Pai net ganz vill.

Et stelle sech haut eng ganz Partie Froen, déi iwwert déi lescht Joren näischt u Relevanz verluer hunn: Wéi kréie mer Wirtschaft an Nohaltegkeet ënnert een Hutt? Wéi kënne mer sécherstellen, dass och eis Kanner e gutt Liewen hei am Land kënne féieren? Wéi kënne mer fir eng héich Liewensqualitéit suergen, mat liewegen Uertschaften a Quartieren, enger gesonder Natur, bezuelbarem Wunnraum an enger Mobilitéit, déi een zouverlässeg a bequeem vun A op B brëngt?

Dat si schlussendlech och alles Facteuren, déi wichteg fir eis wirtschaftlech Attraktivitéit sinn, well déi qualifizéiert Aarbechtskräften, déi mir unzéie wëllen, kommen entre-temps just nach, wann de Gesamtpackage stëmmt. Dat heescht zum Beispill, dass se vläicht léiwer enzwousch anescht manner verdéngen, mee dofir net mussen zwou Stonnen all Dag am Verkéier verbréngen. Eng intelligent Landesplanung ass dowéinst aus méi Grënn absolutt noutwendeg. Well och wann d'Bevëlkerung weider wiisst an eis Wirtschaft sech weider entwéckelt, d'Gréisst vun eisem Land, déi bleift déi selwecht. Mir brauchen dowéinst e kloert Konzept, wéi mir mat eiser begrenzter Plaz an eise limitéierte Ressourcen am effikassten ëmginn, fir d'zukünfteg Entwécklunge beschtméiglech ze anticipéieren an ze gestalten.

Eleng d'Tatsaach, dass mir elo endlech no 20 Joer en neie Programme directeur um Dësch leien hunn, ass dowéinst vun eiser Säit aus ze begréissen.

Här President, et ass grad am Beräich vun der Mobilitéit, wou mer d'Schwächte vun eiser landesplanerescher Organisatioun am beschten erkennen. Et ass net verwonnerlech, dass, wann Dausende Gefierer aus der Peripherie all Dag an den Zentrum vum Land wëllen, dann eis Stroossen iergendwa komplett iwwerlaascht sinn.

A grad an dësem Constat sinn och schonn zwee grouss Feeler dran, déi mer net widderhuelen dierfen: „Dausende Gefierer" an „Zentrum". Besonnesch am Hibléck op de Pendlerverkéier musse mer konsequent op den ëffentlechen Transport an d'Dezentraliséierung setzen.

Fir d'éischt emol ass dee Verkéier dee beschten, deen een evitéiere kann. Dat bedeit fir d'DP: Mir musse Wunnen a Schaffe méi no beienee bréngen. Grad déi ëffentlech Verwaltunge kënne bei der Dezentraliséierung mam gudde Beispill virgoen, andeems een op méi Plazen am Land Antenne fir hir Mataarbechter schaaft.

Als DP setze mir eis derfir an, eis Uertschaften nees méi ze beliewen an de lokalen Handel ze förderen. Och dat ass Liewensqualitéit: En Duerf, wou eppes lass ass, mat Plazen, wou Leit sech ophalen a begéinen, wou ee verschidde Kommissioune maache kann an am beschten nach Produite vu lokale Produzente fënnt.

Dezentraliséierung ass awer net gläich Dezentraliséierung. Mir sinn effektiv der Meenung, dass eis Dierfer am ländleche Raum hire ländleche Charakter och behale sollen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP) | Et geet net drëms, dass eis Uertschaften alleguer maximal wuesse sollen, éischter am Géigendeel. D'Entwécklung soll do geschéien, wou et Sënn mécht, do, wou et zum Beispill schonn e gudden Uschloss un den ëffentlechen Transport gëtt. Dat heescht, engersäits geet et drëms, d'Schaffe bei d'Wunnen ze bréngen – Stéchwuert Teletravail, deen et weider ze förderе gëllt –, mee et geet eeben och drëms, an Zukunft d'Wunne méi no bei d'Schaffen ze bréngen, dat heescht, op deene Plaze Wunnraum ze schafen, wou et schonn eng gewësse wirtschaftlech Dynamik gëtt, wou och scho gebaut ass a wou deemno eng Noverdichtung méiglech a sënnvoll ass. Dat si virop déi dräi Polen Nordstad, Zentrum a Süde mat de verschiddene regionale CDAen. Hei gëllt et, Ureizer ze schafen an d'Gemengen ze ënnerstëtzen.

Wa mir vu Landesplanung schwätzen a spezifesch vu Mobilitéit, da kann dat just an engem grenziwwerschreidende Raum geschéien, vu dass e relativ groussen Deel vum alldeegleche Verkéier aus eisen Nopeschlänner kënnt.

Mir sinn dowéinst och ganz frou, dass mer mat eisen Nopeschlänner lues awer sécher Fortschrëtter gesinn, wat den Teletravail betrëfft. Net méi spéit wéi virun zwou Wochen, hu mer den Accord mat Frankräich ratifizéiert, deen d'Unzuel vun Deeg vun 29 op 34 Deeg eropsetzt. Wa mir et géife fäerdegbréngen, dass dësen Accord mat allen dräi Nopeschlänner ze fanne wier, fir dass all Frontalier een Dag Homeoffice an der Woch kéint maachen, da wier scho vill gewonnen.

Parallell dozou musse mer kucken, de Verkéier esou gutt et geet an der Grenzregioun opzefänken, zum Beispill iwwert d'Schafe vu Coworkingspaces, mee virun allem iwwert de konsequenten Ausbau vun Opfangparkingen a vum ëffentlechen Transport.

Als DP si mir der Meenung, dass mir hei musse grouss gesinn. D'Efforte vun de leschte Jore ginn absolutt an déi richteg Richtung – ech erspueren Iech eng Oplëschtung vun all de Projeten, déi ëmgesat goufen oder an der Ëmsetzung sinn –, mee mir dierfen hei net stoe bleiwen. Mir gesinn, wéi laang et dauert, bis dass Infrastrukturprojeten ëmgesat sinn, an dowéinst musse mer haut schonn un iwwermuer denken.

Op den Haaptachse vun der Bunn muss e Service garantéiert sinn, op deen d'Leit sech verloosse kënnen. Am Idealfall geet een op d'Gare an et kann ee sech sécher sinn, a spéitstens 15 Minutten en Zuch ze kréie fir zum Beispill an d'Stad. Dat selwecht gëllt fir d'Expressbuslinne vum RGTR. Zouverlässegkeet, Flexibilitéit a Confort, dat si fir eis als DP d'Stéchwierder fir den ëffentlechen Transport iwwert d'Grenzen eraus méi attraktiv ze maachen. An dat geet nëmmen, andeems mer déi néideg Suen an de Grapp huelen an d'Verkéiersinfrastrukture konsequent ausbauen, net just op fënnef, zéng Joer gekuckt, mee doriwwer eraus. Mir wëssen, wéi laang et dauert, bis esou Projeten ëmgesat sinn. Dofir musse mir haut déi richteg Weiche stellen, virun allem wa mer wëssen, dass den Zuch a ganz Europa d'Transportmëttel vun der Zukunft ass.

Den Zuch wäert nach vill méi an den Zentrum réckelen, fir innerhalb vun der EU ze reesen. Mir mussen derfir suergen, dass Lëtzebuerg kee wäisse Fleck op der Landkaart ass, mee dass mer gutt Verbindungen an all déi wichteg Stied an der Regioun an doriwwer eraus hunn.

Här President, mir musse konsequent derfir suergen, den Duerchgangsverkéier aus eisen Dierfer erauszekréien. Als DP si mer sécher net derfir, Stroossen ze bauen, just fir Stroossen ze bauen. Mee op genuch Plazen am Land komme mer einfach net derlaanscht, wa mer gäre liewenswäert Uertschaften hätten. Well wann déi Stroosse bis gebaut sinn, da kënne mer oft eng reell Verkéiersberouegung am Duerfkär ëmsetzen, da kënne mer e Shared Space maachen, den Zentrum begréngen an zu enger liewenswäerter Plaz maachen, mat lokalem Handel, a wou d'Leit sech ganz gären ophalen. Den Zentrum vu Bartreng, Här Colabianchi, ass, mengen ech, heifir e ganz gutt Beispill.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP) | Et ass nämlech dat, wat mir als DP ënner Liewensqualitéit verstinn a wéi mir eis Uertschafte wëlle gestalten.

Här President, bei der Landesplanung spillt de Logement natierlech eng zentral Roll. Et steet fir eis als DP ausser Fro, dass méi gebaut muss ginn. Deen eenzege Wee, fir de Logementsproblem an de Gréff ze kréien, ass, dass mir d'Offer massiv an d'Luucht setzen, an do si mir de Moment an enger nach méi

schwiereger Situatioun wéi virdru schonn. Virun allem duerch d'Zënshaussë kréie vill Leit net méi dee Montant geléint, dee se brauchen, fir sech eng Wunneng ze leeschten. Dobäi kënnt nach, dass d'Baue selwer och iwwert déi lescht Méint ëmmer méi deier ginn ass. D'Resultat heivunner ass eng Demande, déi esou niddreg ass wéi scho ganz laang net méi. D'Unzuel u Baugeneemegungen a VEFAen ass dramatesch zréckgaangen. D'Baufirme riskéieren, an e puer Méint keng Aarbecht méi ze hunn.

Mir mussen also fir d'éischt emol derfir suergen, dass weider gebaut gëtt, zum engen, well mir eis et einfach net leeschte kënnen, dass de Retard am Logement nach méi grouss gëtt, zum aneren, well mir evitéiere mussen, dass et zu enger Wull vu Faillitte kënnt, Aarbechtsplaze verluer ginn a qualifizéiert Aarbechtskräfte sech anescht orientéieren.

Mir gesinn haut nach d'Konsequenze vun der Pandemie am Horeca-Beräich. Och hei hu sech vill Leit en neien Job gesicht a sinn net méi erëmkomm. Dëst gëllt et elo beim Bau ze verhënneren, fir de Mangel un Aarbechtskräften net nach weider ze verschäerfen.

Fir d'DP ass kloer, dass déi ëffentlech Hand deem net einfach nokucke kann. De Staat muss seng Verantwortung iwwerhuelen an d'Offer, esou gutt et geet, stäipen. Eng Méiglechkeet ass, dass d'Projeten um private Marché opkaf ginn. Eng weider Méiglechkeet ass, dass de Staat grouss Appels d'offres mécht, fir seng eegen Terrainen esou séier wéi méiglech ze bebauen.

Dat, wat eis virun allem wichteg ass, dat ass, dass net ze vill Zäit verluer geet. Als DP begréisse mir dann dofir och ganz kloer d'Annonce vun der Regierung a vum Premier fir eng „Taskforce Logement a Konstruktioun" an d'Liewen ze ruffen, déi sech der Problematik an hirer Globalitéit unhëlt. Mir erwaarden eis vun de betraffene Ministèren, déi an där Taskforce versammelt sinn, natierlech och konkreet Resultater. Wéi den Numm et seet: Eng Taskforce ass keen Aarbechtsgrupp. Et geet drëms ze handelen, an net nach laang ze studéieren oder ze diskutéieren.

Wa mir vu Landesplanung schwätzen, stellt sech natierlech och d'Fro, op wéi eng Géigenden am Land sech d'Entwécklung an de Wunnengsbau konzentréiere sollen.

Fir eis als DP ass et, wéi gesot, dat Gescheitst, virop op deene Plazen ze wuessen, wou et schonn eng gewëssen Infrastruktur an Urbaniséierung gëtt, fir esou eng ze staark Zersidelung vum Land ze evitéieren.

Mir mussen an Zukunft méi an d'Héicht an och méi dicht bauen. Iwwert de Wee vun der Noverdichtung ka relativ einfach zousätzleche Wunnraum geschaf ginn. Ausserdeem geet ee Problemer, nämlech deene vun der Mobilitéit, e Stéck wäit aus de Féiss an et schaaft een och eng Masse critique, fir dass de lokalen Handel entstoen a bestoe kann.

Och al Industriefrichen nei ze viabiliséieren, ass eng wichteg Approche, besonnesch well déi sech an der Reegel hautdesdaags am urbane Raum befannen, huele mer nëmme Projete wéi d'NeiSchmelz zu Diddeleng oder d'Rout Lëns zu Esch.

Alles dat heescht awer an eisen Aen net, dass net och eis Dierfer wuesse kënnen a sollen. Verschidde Gemengen am Land wëllen hire ländleche Charakter halen an dat ass och ganz gutt esou. Anerer wëllen duerchaus zu engem gewëssenen Deel nach wuessen, an och dat ass ok.

Eigentlech misst nämlech d'Äntwert op d'Fro „Wou solle mer wuessen?" déi heite sinn: Do, wou Bauland ass! Mir hunn zu Lëtzebuerg net manner wéi 3.700 Hektar am Bauperimeter, op deene gebaut ka ginn. Firwat geschitt dat net?

Als DP soe mer kloer: Bauland ass Bauland an dorop soll gebaut kënne ginn. Et sinn, wéi esou oft, och d'Prozeduren, déi Projeten an d'Längt zéien an déi maachen, dass mer nëmme lues virukommen. Hei mussen nach vill Efforte gemaach ginn, sief et bei der Vereinfachung oder bei der Digitaliséierung vun de Prozeduren.

Et ass evident, dass d'Besëtzer vun eidelen Terrainen an Zukunft och méi staark an d'Verantwortung musse geholl ginn. Den entspriechende Gesetzestext vun der Mobiliséierungssteier ass jo um Instanzewee.

Et dierf een awer och an deem Kader net vergiessen, dass de Staat an d'Gemengen och vill Land besëtzen, vill Bauland besëtzen. Als DP fanne mer, dass déi ëffentlech Hand och bei sech selwer muss ufänken, fir hir Terrainen ze mobiliséieren.

Fir Situatiounen ze evitéieren, wou Bauland bewosst brooch leie gelooss gëtt, hu mer an noer Zukunft d'Instrument vum Baulandvertrag – eng laangjäreg Fuerderung vun der DP. Hei hu mer nämlech d'Garantie, dass, wann zousätzlech Terrainen an de Perimeter kommen, dës och zäitno bebaut ginn. Och hei ass de Projet um Instanzewee, allerdéngs scho relativ laang, dofir hoffe mer, dass mer do geschwë virukommen.

Här President, déi lescht Joren hunn eis d'Auswierkunge vum Klimawandel däitlech virun Ae gefouert. Extreem Wiederphenomeener wéi Dréchenten an Iwwerschwemmungen heefe sech a wäerten an Zukunft mat Sécherheet nach méi dacks op eis duerkommen. D'Landesplanung muss deem Rechnung droen. Mir kënnen net nëmme weider Fläche versigelen an d'Landschaften zerschneiden. Mir mussen d'Resilienz vun eisen Ekosystemer stäerken an derfir suergen, dass d'Leit weiderhi gutt an eisen Dierfer a Stied liewe kënnen.

Et ass fir eis als DP evident, dass mer musse kucken, d'Buedemversigelung an den nächste Joren esou gutt et geet ze begrenzen. Manner Steng, méi Gréngs, dat muss d'Zil sinn. D'Virdeeler dovu leien op der Hand: Doduerch, dass mir méi Natur an eis Uertschafte bréngen, maache mer eppes fir d'Ëmwelt a mir steigere ganz konkreet d'Liewensqualitéit vun de Leit. Beem maachen am Summer Schiet a killen eis Véierelen of. Daachbegréngunge sinn net nëmme gutt fir d'Biodiversitéit, si fonctionéieren och als natierlech Isolatioun. Am Wanter hale se waarm, am Summer kille se d'Gebaier of. Donieft späichere Planzen allgemeng Waasser. Wann et dann ze vill reent, hëllefe se och am Fall vun Iwwerschwemmungen.

Et gëtt vill esou Beispiller, wou mir usetze kënnen, fir eis Uertschafte méi klimaresilient ze maachen. De Staat, dee soll hei mam gudde Beispill virgoen a bei all senge Projeten dës Consideratioune mat afléisse loossen. Mee donieft solle besonnesch d'Gemengen ënnerstëtzt an encouragéiert ginn, esou Mesüren ëmzesetzen. D'Politick um nationalen Niveau muss zesumme mat der Politick um lokalen a regionalen Niveau kucken, d'Ziler vum PDAT ze erreechen.

Als DP setze mer an deem Kader op Ureizer schafen, op Ënnerstëtzen a Beroden, op eng Politick vun der Zesummenaarbecht an net vum Diktéieren.

Här President, mir mussen och eng gewësse Flexibilitéit behalen a mat enger gesonder Portioun Pragmatismus a Mënscheverstand un déi Saach erugoen. Mir hunn an de véier Plan-sectoriellen lauter Terraine fir Logement, fir Mobilitéitsprojeten, fir Industrie- an Aktivitéitszone reservéiert. D'DP géif et begréissen, wa mer déi och ëmsetze kéinten. Mee an der Praxis wësse mer, dass dat net ëmmer esou einfach ass, an do muss een dann och kënne soen: „Mir erweidere vläicht dës Aktivitéitszon an déi eng Richtung, wa mer deen aneren Terrain net kënne kréien."

Här President, zur Landesplanung géif et nach ganz vill ze soe ginn. Et ass en immens komplexe Sujet, bei deem et quasi onméiglech ass, an esou kuerzer Zäit all Aspekter ze beliichten. Als DP si mir der Meenung, dass mer e Gesamtkonzept brauchen, dat den Erausfuerderunge vun eiser Zäit Rechnung dréit. An dobäi geet et virun allem drëms, nohalteg ze wuessen, eis Resilienz ze stäerken a gläichzäiteg eng innovativ a modern Wirtschaft ze förderen. Et geet drëms, den haitegen an zukünftege Generatiounen eng héich Liewensqualitéit ze garantéieren, mat liewegen Dierfer a Quartieren, mat vill Gréngs a Plazen, wou ee sech gären ophält.

Als DP ënnerstëtze mer prinzipiell déi verschidden Ziler vum PDAT voll a ganz, och wa sech bei der Ëmsetzung vläicht nach déi eng oder aner Fro stellt.

Et ass evident, dass mir déi Ziler nëmmen erreeche kënnen, wa mir all an déi selwecht Richtung zéien. D'Gemenge si wichteg Partner, fir déi Ziler ze erreechen an déi Visioun ëmzesetzen. Mee dat kann nëmmen am Dialog an an der Kooperatioun tëscht nationalem a lokalem Niveau geschéien. Mir mussen d'Gemengen dofir ënnerstëtzen, hinnen déi néideg Ressourcen zur Verfügung stellen, wéi mir dat zum Beispill am Kader vum Natur- a vum Klimapakt maachen. Dat ass dee richtege Wee fir eis: am Dialog – an net vun uewen erof.

Ech soen Iech, léif Kolleegen, Merci fir d'Nolauschteren, der Regierung Merci fir hir Deklaratioun an och e grousse Merci un de Kolleeg Jean-Paul Schaaf, deen dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour gesat huet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den aktuelle Programme directeur de l'aménagement du territoire geet op d'Joer 2003 zréck a säitdeem huet sech d'Welt e gutt Stéck verännert. Mir sti virun neien Erausfuerderungen. Den neie PDAT muss engersäits drop Rücksicht huelen a gläichzäiteg muss et geléngen, eist Land fir d'Erausfuerderunge vun haut a vu muer suedelfest ze maachen.

Den Här Minister ass virdrun drop agaangen, wat den neie PDAT alles mat sech bréngt. Wichteg ass, kloer ze maachen, wat d'Visioun fir d'Zukunft a fir Lëtzebuerg ass. Mat dësem PDAT leeë mer nämlech d'Schinnen an déi Richtung, an déi et goe soll.

An Zäite vum Klimawandel a vun der Ressourcëknappheet, muss et eist Zil sinn, eist Land méi resilient ze plangen. Um Enn mussen optimal Liewensbedingunge fir jiddereen an eng nohalteg a stabill Entwécklung vum ganze Land derbäi erauskommen. Genau an deem Sënn baséiert de PDAT dofir op wichtege Grondprinzippien: den territorialen, sozialen, wirtschaftlechen Zesummenhalt an d'optiméiert Notzung vun natierleche Ressourcen an d'Klimaneutralitéit. De PDAT vun 2003 huet de Prinzipp vun enger Déconcentration concentrée virgesinn, déi urban Zentren definéiert, déi méi staark sollen entwéckelt ginn a bestëmmt Missiounen och fir d'Nopeschgemenge mat iwwerhuelen.

Am Kontext vum PDAT mécht et absolutt Sënn, déi Uertschaften als CDA ze bezeechnen, déi sech besonnesch staark sollen entwéckelen a wou de Staat prioritär an Infrastrukturen investéiert, déi der ganzer Regioun zegutt kommen. D'Gemengefinanzéierungsgesetz gesäit duerno vir, dass d'CDAen Usproch

op eng Majoratioun bei der Ëmverdeelung vum Fonds de dotation globale vun de Gemengen hunn.

PDAT Uertschaften … Wichteg ass et, fir elo ze wëssen, wéi et mat där geplangter Fusioun och virugeet. Wärend der Pandemie ass de Prozess hei – ech schwätzen elo vun der Nordstad – e bëssen an d'Stocke komm. An et schéngt de Moment och net iwwerall an der Opinion publique eng grouss Begeeschterung derfir ze ginn. E knappe Mount virun de Gemengewalen ass et allerdéngs e schlechte Moment, fir anzeschätzen, wéi et am Moment och virugeet an der Nordstad.

Onofhängeg vun der Fro ass et net a Fro gestallt, dass d'Nordstad am Kontext vun der Landesplanung eng wichteg Roll fir déi ganz Regioun ze spillen huet an dass de Staat hei massiv investéiert, sief et an d'Schinn, an d'Strooss, an ëffentlech Gebaier wéi Lycéeën, d'Spidol oder nach Verwaltungsgebaier fir de Staat.

Zu der Gemengenautonomie: Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Entwécklung vum Land, notamment vun de CDAen, ass eng Prioritéit. Déi aner besteet doran, de Flächeverbrauch op e Minimum ze reduzéieren. An Zäite vun der Ressourcëknappheet an dem Klimawandel, deen eis all Dag am Genéck sëtzt, muss drop opgepasst ginn, dass net alles versigelt gëtt.

Oft gëtt de Klimawandel als Gefor relativéiert. Et gëtt och Leit, déi mengen, Lëtzebuerg kéint do kee Beitrag leeschten. Mee awer huet den Observatoire de l'environnement naturel festgestallt, dass duerch d'Versigelung an d'Artificialiséierung vum Buedem och bei eis am Land d'Unzuel un den Insekte massiv erofgaangen ass. D'Insektestierwen huet dobäi en direkten Impakt op d'Landwirtschaft an op d'Bongerten.

Aner negativ Effekter, déi mer ëmmer méi spieren, sinn extreem Wiederphenomeener wéi déi grouss Iwwerschwemmunge virun zwee Joer oder den extreem dréchene Summer d'lescht Joer. Virun allem an de Stied mierkt een, wéi wichteg Gréngfläche sinn. All Gréngfläch, all Meterkaree bedeit eng Beräicherung, an eng flott Plaz mat Beem ass eng Beräicherung fir d'Leit, besonnesch – et war virdrun ugeschwat ginn – bei staarker Sonnenastralung, wou d'Leit sech an dem Schiet kënnen ophalen.

Als LSAP si mer dofir fir eng konsequent Begréngung vun de Stied a fir eng Reduktioun vun der Buedemversigelung. Eng Haaptmesür vum PDAT ass et, den Netto-Flächeverbrauch bis 2050 op null ze reduzéieren. Bis 2035 soll d'Versigelung halbéiert ginn. Wat ideologesch gutt kléngt, setzt d'Gemenge virun eng grouss zouen Dier, well se dru gehënnert ginn, autonom ze wuessen. D'LSAP huet sech ëmmer fir eng grouss Gemengenautonomie agesat. Den neie PDAT 2023 wäert dës Autonomie nees méi a Fro stellen.

Virun allem kleng Gemengen hunn net ëmmer d'Ressourcen, fir bei all de bestoende Pläng, Programmer, Virgaben a Verwaltungen nach en Iwwerbléck ze behalen. Dofir ass et wichteg – et gouf virdrun ugeschwat –, dass d'Gemenge bei der Ëmsetzung vun den Ziler vum PDAT gehollef kréien.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wéi meng Kolleegin Cécile Hemmen an der Heure d'actualité zum PDAT sot, ass et och wichteg, datt d'Hierarchie vun deene verschiddene Pläng, Gesetzer a Reglementer an dee jeeweilege richtege Stellewäert kloer sinn.

Am Prinzipp hu mer iwwert eis Gesetzer zum Aménagement du territoire an zum Aménagement communal zimmlech gutt Instrumenter, fir ze bestëmmen, wou ka gebaut ginn – an dach entwéckelt sech net alles esou wéi geplangt.

De PAG setzt eng kloer Grenz, wou ka gebaut ginn a wou net. Dat heescht awer net, dass all d'Baupotenzial innerhalb vum PAG genotzt gëtt. Et ass och richteg, dass all Gemeng sech beméit, en Equiliber ze schafen tëscht Wunnen an Aarbechtsplazen, mat der Iddi, dass d'Leit méi no bei hir Aarbecht solle wunne kommen.

D'Decisioun doriwwer, wou a wat wie baut, hänkt natierlech och vum Portmonni vun de Leit selwer of. Doriwwer eraus kann ee PAG festleeën, a wat fir engen Zonen Eefamilljenhaiser oder Residenze kënne gebaut ginn.

Eng vun de groussen Erausfuerderungen ass et, engersäits massiv neie Wunnraum ze schafen an anersäits de Flächeverbrauch erofzesetzen, dee bis 2050 laut PDAT quasi op null gesat soll ginn.

D'LSAP begréisst et, dass de PDAT ausdrécklech festhält, dass et net dorëms geet, d'Entwécklung vum Land auszebremsen. Et ass kloer, dass, wann een en Haus oder eng Strooss baut, een net derlaanscht kënnt, déi Flächen ze versigelen. Dat soll awer virun allem op deene Flächen innerhalb vum PAG passéieren. Et geet hei awer primär dorëms, d'Bauzonen net weider an Zone-verten auszedeenen. An och hei gesäit de PDAT d'Méiglechkeet fir Ausname vir, wann dat am allgemengen Interessi ass. Dat bleift an der Logik vum PDAT, och vun 2023. Zil ass et, dass d'Baupotenzial innerhalb vum PAG optimal genotzt gëtt.

D'LSAP wier frou, wann déi Terrainen am Bauperimeter, déi an ëffentlecher Hand sinn, esou schnell wéi méiglech bebaut géife ginn. An deem Kontext passt d'Strategie, de Wunnraum an ëffentlecher Hand däitlech auszebauen. D'Qualitéit vum Urbanismus a vun der Architektur ass e wichtege Facteur, wann et ëm d'Akzeptanz vun enger Verdichtung vun de Wunngebidder geet.

Déi, déi fannen, dass de Staat sech aus dem Logementsmarché sollt eraushalen, sollten net vergiessen, dass et am Moment de private Bausecteur ass, deen d'Interventioun vum Staat fuerdert. An och wann d'Gemeng oder de Staat de Bauhär ass, sinn et jo ëmmer nach Privatentreprisen, déi hei bauen. Elo, wou déi privat Investisseuren ofsprangen an d'Baubranche fäert, net méi genuch Opträg ze hunn, ass et eng Geleeënheet, fir seriö Fortschrëtter ze maache beim ëffentleche Wunnengsbau.

Gläichzäiteg musse mer Drock maachen, fir dass och privat Terrainen am Bauperimeter bebaut ginn. Wann de PDAT, iwwert dee mer schwätzen, am Joer 2030 wéinstens usazweis Realitéit soll ginn, brauche mer eventuell eng Mobiliséierungssteier, déi et onattraktiv mécht, Bauterrainen iwwer Joren a Joerzéngte broochleien ze loossen. Heibäi muss een natierlech Eltere berücksichtegen, déi Bauplaze fir hir Kanner broochleie loossen.

Mir wëssen all, dass esou e komplexe Gesetzesprojet net an zwee Méint gestëmmt ass, mee d'Efforte mussen iwwert dës Legislatur eraus weidergoen, fir zu engem gudde Resultat ze kommen, well et dauert jo nach eemol eng Rei Joren, bis deen Text e spierbaart Resultat brénkt, souguer wann e bis gestëmmt ass. Nëmme wann et eis gelénkt, schnell op deenen Terrainen ze bauen, déi haut schonn derfir ausgewise sinn, hélt den Drock of, Wisen an Akerland a Bauland ëmzeklasséieren.

Zum Gléck gëtt allgemeng d'Bewosstsi méi grouss, dass net nëmme Bëscher a Biotoper musse geschützt ginn, mee och déi landwirtschaftlech Flächen. E gudde Buedem, op deem een eppes kann ubauen, ass och eng endlech Ressource, déi net einfach erëm kann hiergestallt ginn, wa se eemol zerstéiert ass. Déi rezent Krisen a Klimaveränderunge maache méi visibel, dass et net selbstverständlech ass, dass mer genuch Liewensmëttel kënnen éiweg hierstellen. Zum Schutz vun de landwirtschaftleche Fläche gehéiert och eng Agrarpolitick, déi d'Transitioun hin zu enger méi nohalteger Landwirtschaft ënnerstëtzt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, bei der Ekonomie ass et dat absolutt Ziel vum PDAT , esou gutt et geet mat de begrenzte Flächen, déi deels eisem klenge Land zur Verfügung stinn, eens ze ginn. Déi vehement Sich no Bauterrainen huet dozou gefouert, datt déi verloossen Industriebrooche mat aneren Ae gekuckt ginn. Séier gouf kloer, wéi vill Potenzial hei läit. An déi lescht Jore konnt dofir immens vill Terrain nees fir de Wunnengsbau – dorënner virun allem sozial Wunnengen – zréckgewonne ginn. Ech denken hei besonnesch un d'Projete „Wunne mat der Wooltz", NeiSchmelz zu Diddeleng, Metzeschmelz zu Esch-Schëffleng a Belval.

Déi grouss Erausfuerderung ass, de bestoende Raum ekonomesch ze notzen, dat am duebele Sënn: ressourcëschounend an awer produktiv. Op där enger Säit muss de versigelte Raum spuersam genotzt ginn, dat heescht, d'Industriefriche musse revaloriséiert ginn an de Leit nees zur Verfügung gestallt ginn. Am beschte Fall geschitt dat iwwregens och an engem participative Prozess, wou d'Biergerinnen a Bierger mat agebonne ginn.

Op där anerer Säit mussen déi nei Zones d'activités économiques effizient an nohalteg geplangt ginn. Hei denken ech zum Beispill un d'Initiative vum Wirtschaftsministère, fir Plazen ze schafen, op deene sech Betriber aus engem Secteur kënnen usidelen, fir esou zesumme méi vernetzt a méi resilient ze schaffen.

Une voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | De PDAT huet als Zil, d'Landesplanung esou ze kadréieren, dass den Impakt op eis natierlech Ressourcen esou kleng wéi méiglech gehale gëtt. Déi Iwwerleeung geet Hand an Hand mam Modell vun der Kreeslafwirtschaft. Och hei geet et jo drëms, méi rationell mat de Ressourcen ëmzegoen. Wichteg ass et an deem Sënn och, dass d'Ressourcë keen onnéideg wäite Wee zréckleeë mussen an dass mer méi standardiséiert, méi effikass, méi rationell ëmgi mat deem, wat mer hunn.

Eng nohalteg effizient an accessibel Mobilitéit an der Landesplanung spillt och eng wichteg zentral Roll, fir eng harmonesch an equilibréiert territorial Entwécklung ze erméiglechen. Duerch d'Integratioun vu Mobilitéitspläng an nohalteg Mobilitéitsléisunge kann een den urbane Raum méi agreabel gestalten.

Am PDAT ass et virgesinn, datt d'Mobilitéit a Fonctioun vun de CDAen organiséiert gëtt. Aus där Perspektiv misst een alles derfir maachen, datt d'CDAe besser vum ëffentlechen Transport desservéiert ginn. Mee mir kënnen eis nëmmen doriwwer freeën, wann endlech aus der Mobilitéitsperspektiv regional CDAen, zum Beispill wéi Wolz, bei der Planung vun de Mobilitéitsservicer an Infrastrukturen eng aner Bedeitung kréien.

Zousätzlech misst een, wéi och am neie PDAT als Zil uginn, zu engem Rééquilibrage tëschent der Verdeelung vun der Aarbecht a Populatioun innerhalb vu grousse Ballungszentren an de festgeluechte CDAe kommen.

Här President, wann ee vun der Mobilitéit am landesplaneresche Sënn schwätzt, dann dierf ee sech net eleng op d'geografesch Limitte vun onsem Land limitéieren. Mir mussen d'Grenzregiounen als en essenziellt Element vun der Landesplanung an alle Beräicher vun der Politick verstäerkt matabezéien,

esou wéi et virdru vum Minister ugeschwat gouf. Dofir ass et ze begréissen, datt am neie PDAT eng grenziwwerschreidend territorial Visioun ugestrieft gëtt, notamment mam neie Konzept „Aire fonctionnelle transfrontalière".

Am Hibléck op déi nei Erausfuerderungen am Zesummenhang mat der ekologescher Transitioun an d'Ufuerderungen am Beräich vun der Mobilitéit, besonnesch wa mer wëssen, datt all Dag méi wéi 200.000 Frontalieren iwwer eis Grenz kommen, fir hei ze schaffen, ass et evident, datt mer an deene Beräicher méi enk musse mat politeschen Acteuren aus dem noe Grenzgebitt zesummeschaffen a konkreet Infrastrukturprojeten am Sënn vun eiser Populatioun an de Grenzgänger realiséieren.

Beim Travail: Wa mer iwwer Landesplanung schwätzen, musse mer och iwwert d'Aarbecht schwätzen. E signifikativen Deel vun eiser Gesellschaft, ongeféier 270.000 Residenten, verbréngt een Deel vum Dag op der Aarbecht oder um Wee zréck oder dohinner. D'Aart a Weis, wou a wéi mer schaffen, huet en Afloss dorop, wou a wéi mir akafe ginn, wéi mer eis deplacéieren, wéi mer eis Fräizäit plangen, eist Familljeliewen organiséieren a villes méi. D'Landesplanung kann hei lenkend wierken an d'Aarbechtsorganisatioun kann hei och hire Beitrag leeschten.

Den Haaptdeel vun den Administratiounen, de politeschen an den ekonomeschen Acteure sinn an der Stad beheemescht. Mir mussen awer kucken, datt déi ekonomesch Entwécklung an Dynamik awer och anere Regiounen hei am Land zegutt kënnt. Doweinst ass et wichteg a richteg, datt mir nach déi zwee Entwécklungspolen Esch an Nordstad hunn, fir ënner anerem och d'Stad Lëtzebuerg ze entlaaschten. Service-publiquen a staatlech Verwaltunge konnte sech an deenen zwou sougenannte CDA nidderloossen. Dat ass bis ewell awer éischter leider wéineg gemaach ginn. Doweinst fuerdere mer, déi Dekonzentratioun vun deene staatlechen Administratioune weiderzedreiwen.

De PDAT 2023 huet dann och eelef Espaces d'action nationaux et transfrontaliers identifizéiert. Um Niveau vun deenen eenzelnen Espaces d'action soll dann och eng prezis territorial Strategie entwéckelt ginn. Och hei steet d'LSAP ganz derhannert.

Weider Strategien an esou Richtunge kënne Coworking- respektiv Shared Space-Strukture wéi och den Teletravail sinn. D'Pandemie huet gewisen, wéi wichteg et ass, datt et Aarbechtsforme gëtt, déi un d'Besoine vun de Salariéen adaptéiert sinn an och fir d'Patrone vu Virdeel sinn, zum Beispill well hir Salariéë manner gestresst sinn, well se manner Zäit an Energie am Stau verléieren.

Ee Beispill ass den Teletravail. Den Teletravail bitt vill Virdeeler, wéi zum Beispill méi Flexibilitéit, wat d'Vereenbarkeet vu Famill an Aarbecht ugeet. Teletravail erlaabt et och dem Salarié, Zäit ze spueren. Well den Deplacement ewechfält, gëtt manner CO_2 ausgestouss an et gëtt nach vill aner Punkten, déi och fir den Teletravail schwätzten.

Mir mussen natierlech och an Zukunft kucken an eis doriwwer Gedanke maachen, wat den Impakt vu verschiddenen Aarbechts- a Liewensformen op eis Gesellschaft an eist Zesummeliewe wäert sinn. Datt den Teletravail hei och kann eng Chance bidden, weist d'Argumentatioun vum PDAT. Deemno schwätzt dëse sech fir breet Raimlechkeeten, och „tiers-lieux" genannt, aus. Dës Strukture sollen et erlaben, zesummenzekommen a sech auszetauschen.

Wéi ech virdru scho gesot hunn, dierfe mer an dësem ganzen Discours déi iwwerregional Komponenten net aus den Ae verléieren. All Dag kommen eng 220.000 Frontalieren op Lëtzebuerg schaffen. Et gëtt wuel kaum en anert Land an Europa, wou d'Frontalieren esou een héijen Undeel um Total vun de Salariéen ausmaachen. Dat bréngt bedeitend Konsequenze mat sech, doweinst musse mer dësen Aspekt matbetruechten a virun allem kucken, datt mer net nëmme Léisungen um nationale Plang fannen, mee och um Niveau vun der Groussregioun. E Beispill sinn d'Bestriewungen tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner, Reegelungen am Travail, de Steieren an der Sécurité sociale ze fannen, fir den Teletravail zum Beispill an der Groussregioun ze reegelen.

Et gëtt vill Aspekter, déi hei ze berücksichtege sinn. Den Travail ass e wichtegen Aspekt an dëser Debatt, well d'Landesplanung e groussen Afloss op eist Schaffen huet, mee eis Aart a Weis ze schaffen huet och en indirekten Impakt op déi ganz Landesplanung.

Här President, et ass fundamental wichteg, dass d'Zivillgesellschaft bei der Ausaarbechtung vun dësem PAG consultéiert gouf. D'Biergerbedeelegung ass den Haaptbestanddeel vun enger Demokratie a suergt fir méi Verständnis an Akzeptanz bei de Leit. Bei dësen Zilkonflikter an engem positive Konsens muss e positiven Dialog fonnt ginn.

Am Ufank vu menger Ried hunn ech vu Schinne geschwat, déi mer mam PDAT leeën. Och d'Leit mussen um Enn e Vertrauen doran hunn, dass et an déi richteg Richtung geet. Deemno e grousse Merci u jiddereen, deen hei matgeschafft huet, och e speziell grousse Merci un d'Gemengen. Merci och, well déi ganz Landesplanung e wichtegen Deel ass, wat eng angeneem Liewensqualitéit betrëfft. Ech mengen, et ass dat, wourop d'Leit waarden, a mir sinn dat der nächster Generatioun schëlleg.

Domat soen ech Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. Sorry fir mäi bëssen Hickhack. Ech hunn e bëssen eng schlecht Noriicht kritt: Ee vu menge beschte Frënn ass gëschter Owend gestuerwen an ech hunn net déi richteg Konzentratioun. An dofir wäert ech muer de Mëtteg net kënnen un der Sitzung deelhuelen an ech soen dem Tess Burton villmools Merci, datt si muer hei mäi Projet iwwerhëlt. An deem Sënn nach eng Kéier villmools merci fir Är Opmierksamkeet an d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Carlo Weber an eist Matgefill. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, elo muss ech eng Kéier schlécken.

Lëtzebuerg huet sech an de leschte Jore rasant entwéckelt op demografeschem Plang, awer och op ekonomeschem Plang. Zousätzlech si mir mat enormen ekologeschen Defie konfrontéiert, wéi zum Beispill der Klimakris, Biodiversitéitsverloschter, der Logementskris. Mir hu grouss an divers Besoinen a gläichzäiteg dierfe mir net vergiessen, datt eisen Earth Overshoot Day mëttlerweil schonn de 14. Februar ass, dat heescht, datt mir op eis lëtzebuergesch Ressourcen ab deem Datum net méi kënnen zielen an éischter op Käschte vum Planéit liewen.

Fir eis, awer och fir déi nächst Generatiounen, brauche mir intakt Ökosystemer, Natur a Bëscher, wou Biodiversitéit sech kann ausbreeden, mee déi mindestens zum Deel och als Noerhuelungsgebidder fir d'Mënsche mussen déngen. Mir brauche Weeden, Ackerland, Uebst- a Geméisubau hei zu Lëtzebuerg, gläichzäiteg awer och zousätzleche Wunnraum, Plaze fir eis Betriber an e performante Mobilitéitsreseau, fir méiglechst vill Mënsche méiglechst effikass an nohalteg vun A op B an op C kënnen ze féieren.

Et gëtt deemno ganz vill parallell an deelweis konfliktuell Besoinen, déi ee muss erfëllen an et kann een déi Besoinen och net isoléiert, eenzel, kucken. Si hänken all zesummen a wa mer un eng Stellschrauf dréie ginn, huet dat natierlech automatesch en Impakt op ganz aner Beräicher. Genee dat ass jo och d'Essenz vun engem System an och vun engem natierlechen Ökosystem. Duerfir ass et haut ëmsou méi wichteg, eis ronn 2.500 Quadratkilometer mëttel- a laangfristeg esou rationell, sënnvoll an intelligent wéi méiglech ze plangen.

D'Visioun vum leschte PDAT, dem Programme directeur d'aménagement du territoire, vun 2003 gouf leider net erreecht. An och beim IVL koum et net zu engem vu béiden Entwécklungszenarioen, Awunner- oder Grenzgängerzenario, mee zu béide gläichzäiteg.

Och den ale PDAT huet schonn op eng Strategie gesat, mat där Lëtzebuerg sech sollt op eng polyzentresch an equilibréiert Aart a Weis entwéckelen. Mee zënterdeem huet d'Fragmentéierung vun eisem Land awer net nëmme weider zougeholl, mee sech och nach verschnellert a Wunnen a Schaffe sinn nach méi wäit auserneegeréckelt.

Fir all eis Besoinen op eisem klengen Territoire kënnen ënnert een Hutt ze bréngen an eng gutt Liewensqualitéit an eisem Land ze erhalen, brauche mir dofir éischtens dréngend eng aktualiséiert a virun allem eng kohärent an eng konsequent Strategie. An zweetens: Mir brauchen e kollektive politeschen Effort, fir dëse PDAT och tatsächlech um Terrain ëmzesetzen. An dat heescht an dësem Fall, datt an Zukunft all eenzelne Ministère de Wëllen, awer och de Courage muss hunn, dës Zilsetzungen a seng Politickfelder ze integréieren, soss wäert sech eise Problem nach méi verschlëmmeren.

Mat dësem neie PDAT ënnersträiche mir d'Wichtegkeet vun enger intakter Natur an engem Klima am Gläichgewiicht. A genau deen Usaz ass eis Gréng ganz wichteg, genau esou wéi déi dräi politesch Ziler fir en neie Planungsmodell, deen de PDAT u sech virgesäit.

Wat d'Ausschaffe vum neie PDAT ugeet, ass et wichteg ze soen, datt hei vill Input aus sämtleche Biergerbedeelegunge koum, ënner anerem vum partizipative Prozess 2018 an de Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050. Fir d'Bierger ass et kloer, datt d'Regierung – mee net nëmmen, och mir als Chamber – am Kader vun der Transitioun agéiere mussen an eis national Ziler musse ginn, an dat am Kader vun der Ëmwelt, vun der Mobilitéit an natierlech och an der territorialer Transitioun.

Domadder kommen ech zum éischten Zil vum PDAT. De PDAT huet als éischt politescht Zil, de Flächeverbrauch progressiv ze reduzéieren. Ech wëll hei eng kleng Klammer opmaachen: 12 % vun eisem Territoire sinn elo scho versigelt. Mir urbaniséieren all Dag en hallwen Hektar an dovunner gëtt d'Hallschent versigelt. Dat sinn 2.500 Meterkaree pro Dag, déi versigelt ginn. Am Joer si mer da ronn bei engem Quadratkilometer – a just als Erënnerung: Mir hunn der ganzer 2.586!

Et ass also urgent, de Verbrauch vun eisem Buedem ze reduzéieren, d'Transformatioun vun eisem natierleche Raum oder Versigelung vum Land ënner … Ech fänken nach eng Kéier vu vir un, sorry. Also: D'Transformatioun vun eisem natierleche Raum oder d'Versigelung vum Land ännert däitlech d'Biodiversitéit an ass eng Bedroung fir de Liewensraum vun Déieren- a Planzenaarten.

Doriwwer eraus huet dat Ganzt en negativen Impakt natierlech och op eis Mënschen an och op eis Aktivitéiten. Mir schafen esou Hëtztinselen an de Stied an Dierfer mat negativen Effekter op d'Gesondheet vun de Leit. Notamment eeler Leit hu Schwieregkeete mat

tropeschen Nueschten, déi ëmmer méi heefeg ginn. En erhéichte Risiko vun Iwwerschwemmungen – ech sinn net dat Éischt, wat et seet, an ech si frou, datt d'Leit dat och esou gesinn –, well de Buedem eeben de Reen net méi kann ophuelen, oder d'Reduzéiere vum Potenzial vum Land fir d'Landwirtschaft.

Léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, weidert groussflächegt Versigele vun eisem wäertvolle Buedem mécht eis Stied an Dierfer deemno manner klimaresistent. An dofir ass et wichteg, datt eis Generatioun ëmdenkt, awer och agéiert, fir datt mer eise Kanner an Enkelkanner eng änlech gutt Liewensqualitéit kënne bidde wéi déi, déi mer elo am Moment nach hunn.

Dofir begréisse mir, datt de Projet, de PDAT, ganz konkreet eng Halbéierung vum Flächeverbrauch op 0,25 Hektar bis 2035 virgesäit, fir en da bis 2050 op 0 ze reduzéieren. Och eng EU-Strategie fir de Buedemschutz gesäit dëst Zil vun der „Zéro artificialisation nette" vir. Dat ass och, wat d'Bierger an d'Biergerinnen dobausse froen. D'Resultater vun zwee ILReS-Sondagen, déi am Kader vun den Aarbechten zum PDAT ausgefouert gi sinn, bestätegen och, datt 83 % vun de Befrote fir eng Aféierung vun der Limitt vun der Buedemversigelung sinn. D'Reduzéierung vum Flächeverbrauch gouf och vum Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050 gefuerdert.

Elo kann ee sech déi Fro stellen: Bedeit dat elo fir eist Land, datt mer mussen e Baustopp hunn? Natierlech net! An ech wëll op dëser Plaz wierklech betounen: Mir mussen a wäerte weider Logementer, awer och Infrastrukture bauen, mee eeben anescht, méi ëmweltbewosst a raimlech méi sënnvoll verdeelt.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Mir hunn doriwwer eraus och nach e staarkt Entwécklungspotenzial op scho versigelte Plazen. Mir hu ganzer 3.700 Hektar zur Verfügung mat de Frichen a mat dem Plan sectoriel „Logement", wou mer nach ëmmer eng ronn 300.000 nei Awunner kënnen hikréien.

Mir brauchen eng nei Planungskultur: Amplaz ëmmer nëmmen op der Grénger Wiss ze bauen, musse mir och hei ëmdenken an och op eng Flächekreeslafwirtschaft iwwergoen. De PDAT gëtt eis och hei déi néideg Leitlinnen, fir dat kënnen ze maachen.

Ech kommen domadder zum zweeten Zil: Entwéckelen, wou et fir eist Land a fir eis ganz Gesellschaft am sënnvollsten ass. Wa mir wëssen, wou soll entwéckelt ginn, da kënne mir schonn am Virfeld déi néideg Infrastrukturen en place setzen an natierlech och déi Plazen esou am PAG virgesinn, amplaz der Entwécklung an der Zersiidlung vun eisem schéine Ländchen stänneg just hannendrunzelafen – Stéchwuert „Anticipatioun vun der Entwécklung".

Wa mir wëllen, datt rural Uertschaften hire Charakter behalen, mee och d'Grénzone wëllen erhalen, da muss sech d'Entwécklung vu Wunnraum an Aarbechtsplazen op urban Zentre konzentréieren. Mir mussen ënnerbenotzt Fläche rekonvertéieren, Frichë benotzen, Gebaier multifunktionell plangen, awer och an enger Économie circulaire bauen, d'Densitéit eropschrauwen – an do wëll ech soen, datt d'Gemengen natierlech musse matspillen, well si hunn e wichtege Rôle, hei matzeschwätzen a matzespillen – a mir mussen och zoubetonéiert Plazen der Natur deemno wéi zréckginn – Stéchwuert „Parkplazen".

D'Vergaangenheet weist eis, datt eng Strategie aleng leider net duergeet. Mir brauche méi staark Instrumenter, déi eng Entwécklung a Richtung vun Inneverdichtung a vum Erhalt vu räichen Ökosystemer stäipen, an dofir ass et wichteg, datt de PDAT eng ganz Rei potenziell Instrumenter, awer och Outilen nennt, déi a Fro kéinte kommen, fir d'Notzung vum Buedem ze verbesseren.

Ech wëll hei d'Transferable Development Rights nennen, en Instrument, dat et engem kéint erlaben, de Bau an d'Notzrechter vun engem manner adaptéierten Terrain op e méi adaptéierten Terrain ze transféieren an esou och d'Besëtzer an d'Besëtzerinne vun dësem Terrain ze kompenséieren.

Par rapport zum PDAT vu virun 20 Joer huet sech awer och nach eng aner Dimensioun enorm entwéckelt. Dat ass déi Interdependance mat all eise Grenzgebidder. An dat féiert zum drëtten Zil vun eisem PDAT: eng verstäerkt Prise en compte vun de grenziwwergräifenden Dimensiounen.

Stellt Iech vir, Dir kuckt op enger Kaart an et ass keng déck Linn gezeechent, wou eeben eng Grenz ass. Als Planer oder als Planerin géif Der dann esou plangen, wéi et kohärent wier an natierlech nom Besoin, an net kucken: „Do muss ech ophalen." Vill Etüden, déi eis demografesch Entwécklung als Sujet hunn, soen, datt an Zukunft eis Plankultur vis-à-vis vun Nopeschlänner sech muss änneren. Et muss vill méi grenziwwergräifend geschafft ginn, an dat net nëmmen, fir Park&Riden ze bauen. E regionalen Urbanismus, eng méi regional Gestioun vun der Mobilitéit, vun den Infrastrukture wéi zum Beispill Schoulen oder Piscinnen, eng harmonesch an nohalteg Preservatioun vun de grénge Korridoren, Gestioun vum Waasser, gemeinsaamt Iwwerleeën, och wéi d'Frichë kënnen entwéckelt ginn, wou et Sënn mécht, op wéi enger Säit Wunnengen ze bauen a wou mer Betriber kënnen usidelen, an dat Ganzt natierlech an enger Iwwerleeung vun der Entwécklung vun der Ekonomie vun dëser Regioun.

Alles, wat ech hei zielen, ass keen Neiland. Et gëtt scho super Beispiller heifir, wéi zum Beispill de Projet „Grand Genève", en Territoire partagé, wou et drëms geet, grenziwwergräifend Projeten ze entwéckelen an de Beräicher Transition écologique, Mobilitéit, Urbanismus an Agrikultur.

De PDAT gëtt eis siwen Espace-fonctionnel-transfrontalieren un, wou Gemenge vun där enger a vun där anerer Säit méi staark kënnen zesummeschaffen. Dofir begréisse mir ausdrécklech – an dat huet den Här Minister virdrun och gesot –, datt de Minister Turmes hei 50 Milliounen iwwert den Interreg-Programm an de Grapp hélt, fir eng Zesummenaarbecht ze strukturéieren a méi kohärent ze gestalten. Beispill: D'Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal", wou elo rezent 6,8 Milliounen Euro iwwert den Interreg-Programm zur Verfügung gestallt gi sinn, fir eng Kooperatioun zwëschent Lëtzebuerg, Rheinland-Pfalz an dem Saarland duerch konkreet Initiativen am Beräich vun der Gesondheet, vum ëffentlechen Transport an der Siidlungsentwécklung kënne weiderzedreiwen.

Och huet no den Avisen zum PDAT de Minister d'Kapitel zu der grenziwwergräifender Kooperatioun nach verstäerkt an deen Aspekt méi staark beliicht. Fir d'Gemengen an och aner Organisatioune wéi der IDEA an dem Mouvement écologique schéngt et noutwendeg, eng strukturéiert Zesummenaarbecht mat de Grenzregiounen ze féieren a sech natierlech och déi néideg finanziell, awer och mënschlech Ressourcë kënnen ze ginn, fir Projete kënnen ëmzesetzen.

Fir den neie PDAT ass och immens vill Wäert dorop geluecht ginn, en inklusive Prozess ze féieren. Ech hunn et schonn e puermol ernimmt, mee dofir wëll ech och nach eng Kéier soen: dofir ass hei eng breet a strukuréiert Participatioun ausgeschafft ginn. Wichteg ass, datt déi Konzepter an déi konzeptuell Iddien, déi bei Luxembourg in Transition ugestouss gi sinn, weidergefouert ginn, esou zum Beispill déi Ceinture verte ronderëm eis Stad oder d'Ëmgestaltung vun der Zone commerciale zu Féiz.

An et ass kloer, datt, fir de PDAT konkreet um Terrain kënnen ëmzesetzen, mir weider op Participatioun a Kollaboratioun musse setzen zwëschent deene verschiddene Ministèren, Gemengen a privaten Acteuren.

Ech kommen heimadder, well déi Heure d'actualité zum méiglechen Impakt vum PDAT op d'Gemengefinanze gestallt ginn ass, direkt dozou, fir och e puer Wuert heizou ze verléieren. An ech soen direkt dem Här Schaaf Merci derfir, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, ier ech dat vergiessen.

De PDAT gëtt eis Ziler, wéi mer schounend an ëmweltbewosst mat eisem Territoire sollen ëmgoen. Dofir muss een op dëser Plaz betounen, datt de Gemengefinanzéierungsmodell dës Objektiver vum PDAT net däerf a Fro stellen. Ech hoffen, datt d'Fro vum Impakt vum PDAT op d'Gemengefinanzen, déi u sech d'CSV opgeworf huet, elo net als Alibi benotzt gëtt, fir déi ambitiéis Ziler an der Landesplanung nees a Fro ze stellen.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | D'Fro opzewerfen, ass ganz sécher legitimm an och ganz pertinent, mee kee Grond, fir net d'accord ze si mam neie PDAT. Éischter ëmgedréint: Mir brauche sécherlech hei eng detailléiert Analys vun de méiglechen Impakter bei verschidde Gemengen an da soll och de Finanzéierungsmodell am Kader vun enger Evaluatioun vun de Gemengefinanzen no der Reform vun 2017 mat der Prioritéit vum PDAT an Aklang bruecht ginn.

Ech hu schonn ugangs betount: Wann dëse PDAT soll am Ënnerscheed zu sengem Virgänger en tatsächlechen an nohaltegen Impakt op d'Liewensqualitéit an op d'Zukunftssécherheet vun eisem Land hunn, da brauche mir e kollektive politeschen Effort, wou all Ministère opgefuerdert gëtt, dës landesplaneresch Leitlinnen a senge jeeweilege Politickfelder ze iwwerhuelen – an natierlech hei och den Inneministère.

Fir enger gudder Liewensqualitéit an deemno engem qualitative Wuesstum Rechnung ze droen, mussen d'Gemengefinanzen natierlech hiert Entwécklungspotenzial an hir Missiounen erëmspigelen. Si mussen de Besoine vun eiser Gesellschaft gerecht ginn, well als Gréng si mir fir staark a professionell opgestallte Gemengen, déi all de Bierger a Biergerinnen am Land eng méiglechst gläichwäerteg a modern Offer u Servicer kënnen ubidden.

An ech erënneren an dësem Kontext och un de Principe de connexité. Et ass e ganz wichtege kommunalen Novum an eiser Verfassung, déi an e puer Woche wäert a Kraaft trieden. Dëse Prinzipp beseet jo, wierklech ganz kuerz erkläert, datt fir d'Erfëlle vun enger kommunaler Missioun d'Gemengen och déi passend Moyene musse kréien.

Als Konklusioun zu dësem Sujet vun de Gemengefinanzen, wëll ech soen, datt et fir eis Gréng deemno wichteg ass, de PDAT méi fest an de Gemengefinanzen, an den nationalen Institutiounen, an den Infrastrukturen, an der Siidlungspolitick ze verankeren. A mir verschléissen eis deemno och net enger Iwwerpréiwung vum Verdeelungsschlëssel a gegeebenefalls enger noutwendeger Upassung vun de Finanzen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Dierf ech eng Fro stellen?

Une voix | Eng Fro ...?

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | O, entschëllegt! D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech hu just eng Fro. Ech hunn dat do elo gutt

nogelauschtert a wann ech dat richteg verstanen hunn, hutt Der gesot, datt Der dat, wat am PDAT festgehalen ass, och gäre wëllt bei de Gemengefinanze berücksichtegen. Wat huet dat konkreet als Konsequenze fir esou ländlech Gemenge wéi zum Beispill Wëntger, wann Der dat nach méi staarkt wéilt gäre berücksichtegen? Dat hutt Der jo gesot.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo.

Mme Martine Hansen (CSV) | Dat, wat am PDAT hei steet, dat wëllt Der am Prinzipp och bei de Gemengefinanzen, bei der Berechnung vun de Gemengefinanze berücksichtegen. Dann ass meng Fro: Wat huet Är Ausso als Konsequenz fir ländlech Gemengen, zum Beispill fir d'Gemeng Wëntger?

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Ech kann Iech dat elo net esou beäntweren. Ech mengen, et gëtt cas par cas gekuckt. Dir kuckt mech esou, Här Roth. Ech weess et net. Mee mir mussen déi Objektiver vum PDAT betruechten an déi matabannen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Am PDAT steet, si solle sech manner ... Am PDAT steet am Prinzipp, datt déi Gemenge sech jo nach manner sollen entwéckelen.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo.

(Interruption par M. Gilles Roth)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, ech mengen, mir loossen elo mol ...

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Fait personnel. Ech sinn ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Fait personnel?!

M. Gilles Roth (CSV) | Majo, ech sinn ernimmt ginn!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, ech gesi kee Fait personnel, et deet mer leed. Dat war dee falsche Paragraf. Madamm Ahmedova, fuert weider!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wollt froen: Si huet ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, dat war kee Fait personnel.

M. Gilles Roth (CSV) | Ma si huet gesot: „au cas par cas". Heescht dat elo, deen do, dee kritt elo esou vill an deen anere kritt esou vill?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, nee, nee. Et ass kee Fait personnel, et deet mer leed. Madamm Ahmedova, fuert weider!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Här President, ech kommen dann elo ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir hutt dee falschen Artikel erwëscht.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat kann dach net sinn!

(Hilarité)

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Léif Kolleegen a Kolleeginnen, Här President, ech kommen dann elo zu der Konklusioun zum PDAT. De PDAT muss eng strateegesch Orientéierungshëllef gi fir all déi concernéiert Acteuren. Mir mussen eis Instrumenter ginn an hei hu mer e Programm mat extreem villen Aktiounspisten, un deenen elo weider ka geschafft ginn. Dëst bleift e liewegt Dokument, wëll ech awer betounen, a mir mussen eis elo déi néideg Moyene ginn, fir déi nei Planungskultur kënnen ëmzesetzen, zesumme mat all lokalen, nationalen, privaten Acteuren an natierlech och mat der Bedeelegung vun eise Bierger a Biergerinnen.

Ech deposéieren elo gären an deem Kontext och eng Motioun an déi Motioun ass och vu sämtleche Parteien hei an der Chamber gedroe ginn, ausser vun der ADR, mee ech wëll awer trotzdeem deenen anere Merci soen. An an deem Sënn fuerdere mir d'Regierung op, de PDAT esou séier wéi méiglech ze arrêtéieren, konkreet d'Ëmsetzung vun de Moossnamen an Outilen, Pilotprojeten, déi natierlech den Objektive vum PDAT entspriechen, Rechnung ze droen an de leschte Punkt ass dann, dem Landesplanungsministère déi néideg Moyenen ze ginn, fir säi Rôle als Koordinateur kënnen ze erfëllen.

Motion 1

« Relative au projet de programme directeur d'aménagement du territoire »

La Chambre des Députés,

considérant

– que la politique d'aménagement du territoire du Luxembourg vise à garantir le respect de l'intérêt général en assurant à l'ensemble de la population des conditions de vie optimales par une mise en valeur et un développement durable de toutes les parties du territoire national, tel qu'établi par la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ;

– que la politique d'aménagement du territoire doit aussi répondre aux défis de la transition écologique ;

– les enjeux découlant des développements démographiques, économiques et territoriaux du pays ;

– que le projet de programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) définit une stratégie intégrée des programmations sectorielles ayant des répercussions sur le développement territorial et qu'il arrête les orientations, les objectifs politiques ainsi que les mesures du Gouvernement et des communes à prendre à cet égard ;

– le rapport du ministre de l'Aménagement du territoire concernant d'une part, les avis et observations reçus dans le cadre des consultations portant sur le projet de PDAT et le rapport sur les incidences environnementales (RIE) y relatif, et d'autre part, les propositions des suites à réserver auxdits avis et observations ainsi que de modifications du projet de PDAT,

saluant que le projet de PDAT

– a l'ambition de préparer le territoire aux futurs développements en définissant une stratégie territoriale, alliant protection et mise en valeur du territoire ;

– définit trois objectifs politiques devant contribuer à l'atteinte de la neutralité climatique et énergétique, à savoir :

• la concentration du développement aux endroits les plus appropriés, et dans ce contexte, la définition d'une armature urbaine, qui se compose de centralités comprenant les grandes agglomérations et les centres régionaux (centres de développement et d'attraction – CDA) ;

• la réduction de l'artificialisation du sol ;

• une planification territoriale transfrontalière plus poussée ;

– poursuit l'objectif transversal d'un renforcement de la coordination intersectorielle, ainsi que de la coordination des politiques entre l'État et les communes,

invite le Gouvernement à

– arrêter le nouveau PDAT dans les meilleurs délais ;

– concrétiser et implémenter les outils et mesures proposés dans le projet de PDAT permettant la mise en œuvre des principes, des objectifs et de la stratégie du PDAT, en étroite concertation avec tous les acteurs concernés ;

– soutenir la réalisation de projets pilotes répondant aux objectifs du PDAT ;

– doter le ministère ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions des ressources et des moyens nécessaires à l'exécution de son rôle de coordination des politiques sectorielles à impact territorial.

(s.) Semiray Ahmedova, Myriam Cecchetti, Marc Goergen, Max Hahn, Jean-Paul Schaaf, Carlo Weber.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci villmools. An dat alles gesot, soen ech Iech och Merci fir d'Nolauschteren an et war mir eng Freed, fir iwwert de PDAT hei op dëser Plaz kënnen ze schwätzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, wann ech den Här Minister richteg héieren hunn zum Schluss vu senger Ried, dann huet e gesot: „an eisem schéinen, léiwe Land". An do hunn ech am Fong spontan geduecht: „Jo, das war einmal."

(Exclamations)

Et gouf emol eng Zäit, wann ech zréckkucken, an ech soen emol einfach elo 30, 40 Joer zréck, ...

(Interruption)

... do konnt een hei am Land, wann een en Aarbechter war, sech en Haus leeschte mat engem Gaart.

(Interruption par M. Charles Margue)

Här Margue, Dir kënnt Iech dach bestëmmt dorun erënneren an Dir wunnt jo bestëmmt och net an engem Appartement an Dir hutt bestëmmt och eng schéi Garage! Mee dorop kommen ech nach zréck.

Mee et gouf eng Zäit viru 40 Joer, do konnt sech en Aarbechter hei am Land ..., eng Famill mat enger Pai, déi konnt sech hei en Haus leeschte mat engem Gaart, mat enger Garage a mat de Kanner do wunnen. Dat war Liewensqualitéit. Wa se an d'Stad gefuer sinn a se hunn net onbedéngt op 30 Kilometer gewunnt, mee soe mer emol hei ronderëm d'Stad, dann hu se 10 Minutte gebraucht fir op de Glacis. Dat war eng Liewensqualitéit, déi mer haut leider esou hei am Land guer net méi fannen. A fir ganz vill Leit ass déi Situatioun souwisou komplett onbezuelbar an haut muss een zu zwee schaffe goen an da bréngt een et vläicht fäerdeg, an en Appartement wunnen ze goen – a warscheinlech nach gutt wäit ewech vun der Aarbechtsplaz.

Duerfir sinn ech net ganz dermat d'accord, wann ee seet: „an eisem schéinen, léiwe Land". Ech mengen, ganz kloer un dësem Beispill ze illustréieren, dass d'Situatioun net besser ginn ass.

Lëtzebuerg wiisst a wiisst: Am Joer ëm duerchschnëttlech 12.000 Awunner elo déi lescht Joren, an dat mécht 2 % aus. Fir de Verglach: Hei an Europa leien déi Länner, déi am meeschte wuessen – ausser mir – bei 1 %. Wa mer dat héichrechnen, dat heescht, wa mer dat wierklech esou wëlle weidermaachen a wann dat och geschitt, da steigere mer eis vun haut 650.000 Awunner op iwwer 1 Millioun Awunner am Joer 2050. Verschidden Etüde gi souguer nach méi wäit.

An dat, léif Kolleegen, dat ass am Fong a mengen Aen an och an den Ae vu ganz ville Leit de Wansinn! An e schrecklech onkontrolléierte Wuesstum, deen zu deene bekannte Problemer féiert, wou mer duerno probéieren, se ze léisen, amplaz d'Problemer un der Wuerzel unzepaken. An déi Problemer sinn dann: déi extreem héich Wunnengspräisser, déi duerch de Wuesstum kommen; de Verkéier, ëmmer méi Stau, moies, mëttes an owes, néierens geet et méi. Dir mierkt quasi wéi Der vu Joer zu Joer fir déi selwecht

Trajeten eng Minutt méi, zwou Minutte méi braucht. Dir mierkt, wéi et méi schlëmm gëtt.

D'Zoubëtonéierung vun der Natur; de Manktum, dee mer hunn un Infrastrukturen, Schoulen, u Klinicken an esou weider; d'Problemer, déi mer hunn och am soziale Liewen – sozial Kohäsioun, dat ass och e Wuert, wat virkënnt am Dokument –, der Identitéit, der Kultur; Patrimoine, dee verschwënnt. Trotz all deem Wuesstum, deen eis déi negativ Konsequenzen do bréngt, hu mer dann awer nach hei am Land immens vill Leit, déi un der Aarmutsgrenz liewen, an dat ass am Fong eppes, wou ee sech muss wierklech d'Fro stellen, ob dat wierklech dat ass, wat mir hei fir Lëtzebuerg wëllen!

Ech ginn Iech dann e bësse méi Detailer: Zwëschent 1981 an 2021 ass d'Bevëlkerung vun 365.000 op 650.000 Leit elo gewuess. Dat ass immens, immens schnell. Am Duerchschnëtt hu mer aktuell pro Joer 25.000 Immigranten a 15.000 Emigranten, en immense Va-et-vient, dee ganz vill Problemer mat sech bréngt.

Mir hu Wunnengspräisser, déi an de leschte Jore reegelméisseg ëm 5 % pro Joer geklomme sinn, obwuel ganz vill gebaut ginn ass. Meeschtens gëtt esouguer méi kleng an och manner schéi gebaut. Trotzdeem hu mer 50.000 Lëtzebuerger, déi mëttlerweil am noen Ausland wunnen, hannert der Grenz. Déi lescht Joren hate mer netto iwwer 2.000 Lëtzebuerger, déi d'Land verlooss hunn, déi ausgewandert sinn. A wann et esou weidergeet mat deem Wuesstum, da wäerten d'Präisser egal wéi weider klammen. D'Präisser klamme wéinst dem Konkurrenzdrock, deen immens staark ass, well eng immens grouss Demande do ass, well immens vill Leit hei zu Lëtzebuerg wëlle schaffen an dann och hei wëlle wunnen a wëllen heihinnerkommen.

Parallell zum Bevëlkerungswuesstum ass d'Zuel vu motoriséierte Gefierer eropgaange vun 200.000 am Joer 1990 op haut iwwer 500.000. Pro Joer gëtt et hei am Land 10.000 Autoe méi wéi dat Joer virdrun. Dozou koumen dann nach d'Autoe vun de Frontalieren, an d'Zuel vun de Frontalieren huet zougeholl vu 50.000 am Joer 1995 op haut iwwer 220.000. D'Verkéierssituatioun wäert sech also weider dramatesch verschlechteren.

Kommt, mir maachen eis näischt vir: Weeder den ëffentlechen Transport nach de Stroossebau kommen deem onkontrolléierte Wuesstum hannendrun. Dobäi kënnt nach, dass mer hei oft de Feeler maachen, dass grad déi ländlech Gemengen och nach vill méi séier wuessen.

D'Zoubetonéierung vun der Natur: Mir hu vun 1990 bis 2015 – dat si 25 Joer – méi Terrain hei am Land verbaut wéi an deenen 2.000 Joer virdrun. Am Joer 1990 ware 4,3 % vun eisem Territoire verbaut. Am Joer 2015 waren et 10 % an haut si mer bei ongeféier 12 %. Dass de Plang heirop ageet, fir dat ze reduzéieren, kann ech nëmme begréissen, mee richteg gleewe kann ech et bei deem Wuesstum net.

Wat ass d'Konsequenz? Wou steiere mer hin? 1 Millioun Awunner am Joer 2050, an dann? 1,1, 1,5, iergendwa vläicht dann 2 Milliounen? Mir mussen eis bewosst sinn, dass eleng, wa mer op 1 Millioun Awunner kommen – elo si mer op 650.000 –, da musse mer jo quasi alles, wat mer hei am Land hunn, plus 30–40 % setzen, oder quasi verduebelen, wa mer wëllen op 1,2 Milliounen Awunner kommen, wat jo hei als e realisteschen Zenario duergestallt gëtt. Dat wieren dann duebel esou vill Wunnengen, duebel esou vill Schoulen, duebel esou vill Geschäfter, duebel esou vill Klinicken, duebel esou vill Waasserversuergung, duebel esou vill Offall, duebel esou vill Sportshalen, Stroossen, Schinnen, Kläranlagen, Bussen, Léierpersonal, Polizisten et cetera!

Mir hunn eng Diddelenger Autobunn, déi hat véier Spueren. Elo gëtt se ausgebaut op sechs Spueren. A wa mer elo Richtung 800.000 Awunner ginn, da musse mer se vläicht op zéng Spueren ausbauen. A wa mer weiderginn, da musse mer se op zwielef Spueren ausbauen. A wa mer weiderginn a wa mer op 1,5 Milliounen Awunner kommen, ma da musse mer 16 Spueren hunn op der Autobunn. Dat ass d'Konsequenz, déi kënnt.

A mir kommen dem Tempo guer net hannendrun. Mir bauen e schnellen Tram fir op Esch, dee plange mer, dee soll 2035 fäerdeg sinn, wat warscheinlech net wäert geschéien. Mee wann ee sech dann emol iwwerleet, déi Zäitspannen, déi mer brauchen, fir elo e Projet wéi e schnellen Tram op Esch ze realiséieren …, an da schwätzen ech emol guer net vun der Ëmgeeungsstrooss zu Hesper oder zu Käerjeng, wou mer 20, 30 Joer brauchen, an da kënnt et nach net. Wéi solle mir deem Wuesstum hannendrukommen, dee mir aktuell hunn, wa mer esou lues virginn?

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An ech mengen, dass mer einfach dee Wuesstum hei am Land net kënne packen. An ech mengen och, dass duerch dee Wuesstum, dee mer hei hunn, eis Liewensqualitéit grav erofgeet. An ech wëll Iech do zwee Beispiller ginn, déi een och an deenen Texter ka fannen:

Dat éischt ass dat vum Haus – an ech kommen op dat zréck, wat ech virdru gesot hunn –: Et gëtt da gesot: „Mir musse vill bauen, mir musse verdichten, mir musse méi héich bauen." Dat heescht, d'Leit kommen an Appartementer wunnen, drëtte, véierte, fënnefte, sechste Stack; kollektiivt Parken, well Garagë wëlle mer och net méi. Keng Privatsphär méi, kee Gaart méi, kee private Parking méi … Mir widderhuelen am Fong Feeler, déi am Ausland, a Frankräich, viru Joerzéngte gemaach gi sinn. Mir bauen einfach grouss Siidlungen, wou d'Leit dann hikommen, an dat ass am Fong … Do kënnt Der mer net soen, dass dat eng méi héich Liewensqualitéit ass wéi en Haus mat Gaart, wou ee fir sech ass!

D'selwecht mat den Autoen: Et gëtt da gesot: „Den Auto muss ewech vun den Haiser, eraus aus deene Stroossen, Opfangparkinge wéi elo zu Elmen." Mee Dir kënnt mir jo awer och net soen, dass dat Liewensqualitéit ass. Ech mengen, d'Liewensqualitéit … An déi meescht vun Iech si warscheinlech am Fall, dass se mam Auto aus der Garage kommen – an dann net mam ëffentlechen Transport hei an d'Chamber kommen, mee eebe grad mam Auto – an duerno erëm zréckfueren a vläicht nach derzwëschent akafe ginn. Dat ass jo awer d'Liewensqualitéit, déi mir hunn. A wann Der dat wëllt, wéi am Plang virgesinn, wann Der den Auto ëmmer méi wëllt ofschafen an do eraushuelen, da geet d'Liewensqualitéit erof.

An duerfir: Dee Wuesstum, dee mer hunn, an d'Liewensqualitéit, déi zwou Saache ginn net zesummen. Dat ass kontradiktoresch, genau esou wéi sech d'Liewensqualitéit an d'CO_2-Neutralitéit widderspriechen. Wa mer wierklech CO_2-Neutralitéit wëllen – a wësst Der, wat dat alles géif bedeiten, wat mer do mussen alles maachen, wat mer do mussen abéissen? –, dann hëlt d'Liewensqualitéit of. An de Wuesstum widdersprécht och dem Naturschutz, egal wéi mer bauen. An och wa mer soen: „Mir gi manner Flächen elo ausserhalb versigelen", och wa mer innerhalb vun den Uertschaften déi lescht Gréngflächen – déi Verschiddener „Baulücken" nennen, anerer nennen dat da vläicht „wäertvoll innerurban Biotoper" –, och wa mer déi verbaue ginn, da maache mer eppes géint d'Natur.

Dat Ganzt ass am Fong hei …, dee ganze Plang ass e bëssen d'Quadratur vum Krees, déi probéiert gëtt. An ech froe mech, ob Der wierklech mengt, dass dat alles, wat Der hei gesot hutt, esou machbar wier an esou gutt wier!

Den Här Turmes huet dervu geschwat, dass d'Landesplanung net gutt genuch geklappt huet, déi vun 2003. Dat ass sécherlech richteg, villes ass schifgelaf. Mee d'Prognose waren deemools ganz falsch: Erënnert Iech, dat war déi Zäit, wéi de Staatsminister Juncker iwwert de 700.000-Awunnerstaat geschwat huet, an d'Leit hu geduecht: „O Mamm, dat kënnt dach net, dat ass dach verréckt, dat ass wäit, wäit, wäit ewech!" Dat konnt sech deemools ni ee virstellen. An dass mer an esou kuerzer Zäit op 700.000 Awunner komm sinn, dat war deemools an de Prognosen absolutt net esou virgesinn.

Dir hutt vun de Frichë geschwat, vum Belval och – eng gutt Saach. Ech muss awer soen, an ech si warscheinlech net deen Eenzegen, dee seet, dass een esou nei Quartieren oder esou nei Stied wéi de Belval oder och wéi d'Cloche d'Or awer trotzdeem och aneschters ka gesinn, a verschidde Spezialisten nennen dat ganz einfach „urbanistesch Echecken".

Interessant ass och, dass Der gesot hutt – an net nëmmen Dir –: „Mir wëlle méi Logement." Jo, dat kléngt gutt dobaussen, „Mir wëlle méi Logement", mee d'Fro ass jo: Fir wien? An eigentlech, wann Der sot: „Mir wëlle méi Logement", heescht dat jo, wann ech dat richteg verstinn, dass nach méi Leit op Lëtzebuerg wunne kommen, dass de Wuesstum also nach méi acceleréiert gëtt. Dat heescht, mir bekämpfen e Problem mam Problem. Mir hunn duerch dee staarke Wuesstum Problemer. Wat ass d'Léisung? Nach méi Wuesstum! Ech mengen, dat muss dach awer jiddweree mierken, dass dat net ka fonctionéieren. 300.000 zousätzlech Awunner, esou vill Plaz hätte mer. Mee kommt, mir maachen emol eppes fir déi al Awunner, dass déi kënnen hei emol wunne bleiwen!

Gemengenautonomie a Landesplanung, natierlech widdersprécht dat sech komplett. Mir kënnen hei alleguerten elo schéi soen: „D'Gemenge musse mat de Ministèrë schwätzen an zesummeschaffen." Mee d'Realitéit ass jo, dass dat sech widdersprécht. Déi national Interesse sinn am Endeffekt warscheinlech ganz anerer wéi déi lokal Interessen. A wann Der hei … Et gëtt oft gesot: „d'Gemengen, d'Gemengen …" Ech froe mech ëmmer, wat ee mengt mat „Gemengen". Mengt Der mat de Gemengen de Buergermeeschter? Oder mengt Der mat de Gemengen d'Awunner vun der Gemeng? Well och do gëtt et oft Kontradiktiounen. A wann een emol vläicht d'Awunner vun de Gemenge géif froen, da kéim vläicht eppes aneschters derbäi eraus, wéi dat, wat mir eis hei alleguerte virstellen – oder haaptsächlech Dir Iech virstellt.

Den Här Weber huet gesot, d'Biergerbedeelegung wier wichteg. Absolutt! Mee gitt hin a frot d'Bierger! Da frot Der emol, maacht e Referendum, da frot Der: „Hei, wëllt Der weider wuessen hei an Ärer Gemeng? Oder wëllt Der e bësse méi lues maachen?" Da kucke mer emol, wat derbäi erauskënnt, well déi meescht Leit si sech ganz wuel bewosst, dass méi staarke Wuesstum hir Liewensqualitéit duerno erofsetzt.

Dir hutt och gesot, héich Densitéit kéint kombinéiert gi mat enger ganz héijer Liewensqualitéit. Also, et si sécherlech Leit, déi gären an Appartementer liewen – ech schwätzen elo mol vläicht vun eelere Leit oder Jonken –, mee dee ganz groussen Deel vun der Bevëlkerung, deen ass awer sécherlech der Meenung, dass déi Liewensqualitéit an enger héijer Densitéit net esou grouss ass wéi an enger niddreger Densitéit. An duerfir si jo och déi Quadratmeterpräisser do, wou niddreg Densitéite sinn, méi héich.

Do hutt Der gesot, mir géifen hannendrulafen, mir sollten zäitlech besser si mat den Infrastrukturen. Ganz richteg. Ech hunn dat virdrun ernimmt: Mir brauchen onendlech laang. Dir hutt gesot, Dir wäert optimistesch. Dir hutt vu Wolz geschwat, mengen ech, vu Metzeschmelz. Wolz: 1.100 Wunnengen, – den Här Schaaf huet och dervu geschwat, ganz richteg –, keng Aarbechtsplazen, mee dat sinn 1.100 Wunnengen. Mir hunn e Wuesstum pro Joer vun 12.000 Leit – a wéini ass dat fäerdeg? An d'selwecht d'Metzeschmelz, do stellt sech déi Fro jo och.

Den Här Schaaf huet nach zwou Saache gesot, op déi ech wollt kuerz agoen. Dir hutt vum Saarland geschwat, dat ass ganz richteg. Oft gëtt dat Beispill geholl vum Saarland. Huelt dat wannechgelift net. D'Saarland ass ganz schnell gewuess, dat war virun 100 Joer zur Zäit vun der Industrialiséierung an do hate si och enorm Problemer. An elo wuesse si net méi an dat huet sech elo iergendwann gefestegt an elo geet et besser. Well d'Fro ass jo net: Kënne mir hei am Land 1 Millioun, 2 Milliounen, 3 Millioune Leit hunn? Mir kënnen och hei wéi Singapur sinn. De Problem ass d'Vitess, mat där mer wuessen. D'Vitess ass de Problem!

Déi aner Saach ass déi: ekonomesche Wuesstum, demografesche Wuesstum. Bedeit ekonomesche Wuesstum automatesch demografesche Wuesstum? A mengen Ae muss dat net onbedéngt sinn. An ech mengen och, dass, souguer wann hei den ekonomesche Wuesstum aktuell géif ofhuelen, dann den demografesche Wuesstum awer géif héich bleiwen, well mer awer esou vill Leit hunn, déi wëllen op Lëtzebuerg wunne kommen oder souguer zréck wunne kommen.

Ech kommen elo zum Schluss. D'Fro ass ganz einfach, an ech mengen, dat ass déi wichteg Fro, déi bis elo nach kee gestallt huet: Wéi vill Awunner wëlle mir iwwerhaapt zu Lëtzebuerg hunn am Joer 2050? Dat ass d'Fro. An da muss mer einfach kucken, fir den ekonomesche Wuesstum vun deem demografesche Wuesstum lasszekoppelen. Do gëtt et Méiglechkeeten. Et ass och vu Produktivitéit geschwat ginn. Mee ech mengen, wa mer esou weiderfueren, da kënne mer esou vill Pläng maachen, wéi mer wëllen, mee da renne mer riicht an d'Mauer!

Ech soen Iech Merci an ech soen och Merci dem Här Schaaf an dem Här Minister fir déi Debatt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Dir hutt d'Wuert, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mir hu virun e puer Wochen an enger Aktualitéitsstonn iwwert de Plan directeur (veuillez lire: Programme directeur) ënnerstrach, datt eis déi breet ugeluechten Analys vum Dokument ganz gutt gefält. D'Erausfuerderunge mat deenen ënnerschiddlechen Zesummenhäng gi gréisstendeels erkannt an erausgeschafft, virewech natierlech d'Klima- an d'Biodiversitéitskrisen, d'Zerstéckelung vum Territoire an déi wuessend Versigelung, den héije Ressourcëverbrauch, mee och déi sozial, ekologesch Dimensioune ronderëm d'Mobilitéit, d'Aarbechtswelt an natierlech d'Wunnen.

Dobäi gëtt och verstäerkt de Bléck op déi grenziwwerschreidend Kooperatioun mat der Belsch, Däitschland a Frankräich geluecht, eng Zesummenaarbecht, déi onbedéngt ausgebaut muss ginn. D'Wirtschaft gëtt als dee klengsten Ensembel gesinn, deen ouni Gesellschaft an eng intakt Ëmwelt net méi existéiert. Doduerch gëtt implizitt unerkannt, dass sozial Gerechtegkeet engersäits an de Schutz vun der Ëmwelt an den natierleche Ressourcen anerersäits ekonomeschen Iwwerleeungen iwwergeuerdent musse sinn.

Am Landesplanungsministère sëtzen also sécherlech Leit, déi d'Problemer richteg erkannt hunn an duerchaus och richteg Schlëss zéien. Sou wäit, sou gutt. Mee de Programme directeur bleift leider immens vag. En entwéckelt interessant Iddien, mee beim Liese stellt ee sech noutgedrongen d'Fro, ob hei net Wonschvirstellungen entwéckelt ginn, ouni e Farplang derbäizedenken, deen eis dann och dëser Virstellung méi no bréngt. Natierlech brauch ee Visiounen an der Politick, mee vun der Regierung erwaarde mir eis awer dann och, dass politesch Mesüren d'Ëmsetzung vun esou Visiounen och virubréngen.

Den éischte Problem hei ass natierlech, dass de Programme directeur zwar gesetzlech virgesinn ass, mee en awer keng Verbindlechkeet huet. Wéi d'Iwwerleeungen an deem Programme directeur elo a sektoriell Pläng afléissen oder net, ass eis net ganz kloer an domadder ass dann och nach net gekläert, ob de Programme directeur e schéinen Text bleift oder tatsächlech eng Kéier an d'Realitéit ëmgesat ka ginn.

D'politesch Praxis vun dëser Regierung – mee och vun de Virgängerregierungen – ass a war nämlech eng, déi contraire zu dëser Strategie leeft. Wann ech mech elo just op d'politescht Zil vum Flächeverbrauch beschränke respektiv op d'Entwécklung vun de Stied an den Zentrum vun den Uertschaften, dann ass an der Vergaangenheet jo hei éischter de Géigendeel gemaach gi vun deem, wat elo als Ziler am Text steet. Elo seet d'Regierung warscheinlech: „Jo, mee mir änneren dat ab elo." Da stelle mir eis d'Fro: „Mee wéi maacht Dir dat da gären?" D'Auteure vum Text stellen de Méiwäert vun hirem Entworf fir d'politesch Praxis an deem Kontext selwer a Fro, andeem se uprangeren, datt et konstitutionell Hürde gëtt, hannert deene sech d'Gemenge verstoppe kënnen, fir bei hirer kommunaler Planung net iwwert de Rand vun der eegener Gemeng erauszekucken. Domadder ass natierlech d'Autonomie communale gemengt.

Wann een esou wëll, dann huet de Ministère en Dokument virgeluecht, dat eng ökologesch Planung vum Land als wënschenswäert deklaréiert, ouni awer kënnen ze soen, wien déi Planung da maache soll. De Landesministère ass et jo manifestement net.

Här President, Stadzentre bidden ëmmer manner vun de wichtegste Fonctioune fir d'Leit, déi do wunnen. Ëffentlech Servicer gi liberaliséiert a rationaliséiert, wouduerch Post- oder Bankfilialen no bei de Leit e raren Artikel ginn. Kleng Commercen an de Stied stierwen aus. An de meeschten Dierfer gëtt et guer näischt méi, mol kee Bäcker. D'Geschäfter ginn éischter a grousse Surfacë zentraliséiert mat Riseparkingen derbäi, déi an éischter Linn Trafick schafen an de Konsumerismus befeieren.

An der Stad muss ee laang sichen, fir nach eng Ersatzbier oder e Pak Schrauwen ze fannen. D'lokal Produzente vu Liewensmëttel hunn et schwéier. Aktuell gerode grad dës ënnert d'Rieder, och well se bei grousse Supermachéë keng Abnehmer fanne fir hir Produkter.

Wéi eng Strategie huet d'Regierung hei, fir dergéint virzegoen? Mir kenne se net. De Grondsaz, datt d'Wirtschaft net iwwer Sozial- an Ëmweltbelanger priméiere kann, ass dowéinst an eisen Ae just e schéint Bild, dat den Text un d'Mauer werft, mee dat awer a kengster Weis bei d'politesch Praxis passt.

Wann d'Zilsetzung déi ass – an déi ass fir eis och richteg –, dass déi wichteg Servicer an Infrastrukturen no bei de Leit sinn, déi se benotzen a brauchen, da muss et och Weeër an Outile ginn, fir dat deementspriechend ëmzesetzen. Mee och hei stellt sech dann d'Fro, ob grondleeënd Prinzippie vun eiser Gesetzgeebung deem net am Wee stinn.

Wéi soss erkläert ee sech, datt an den Duerf- a Stadzentren déi eenzeg verbliwwe Geschäftslokaler vun Immobilienagencen a Versécherunge besat sinn? Ma ganz einfach: Well hei déi helleg Liberté commerciale spilt, wou de Meeschtbiddenden an der Reegel den Zouschlag kritt. Wann eng Stad- a Quartiersentwécklung no dësem Schema lafe gelooss gëtt, dann ass an der Armature urbaine eebe keng Plaz fir déi sënnvoll Servicer an Infrastrukturen unzesidelen, déi d'Leit am Alldag brauchen, fir déi se sech haut ëmmer méi wäit musse fortbeweegen.

Dat ass awer d'Zilsetzung vun dësem Programme directeur. Ech widderhuelen nach eng Kéier, dass dat an eisen Aen déi richteg Zilsetzung ass, déi vill Liewensqualitéit fir d'Leit brénge kann a vill Trajete géif spueren, mee politesch gesinn hu mir awer keng kloer Beweegung an déi Richtung.

Här President, dass am Zweifelsfall wirtschaftlech Interessie priméieren, dat weist sech och an der Wirtschafts- an Industriepolitick. Firwat eng Regierung, déi dës Landesplanungsstrategie virleet, alles drusetzt, fir en Energiefrësser a Waasserséffer wéi e Google-Datacenter op Lëtzebuerg ze kréien, muss si eis emol erklären. Et goufe jo och aner Beispiller, zum Beispill FAGE zu Diddeleng/Beetebuerg, wou sech Froe ronderëm d'Waasser an d'Ofwaasser gestallt gi sinn. Béid Projete goufe verhënnert respektiv leien elo mol op Äis. Mee dat verhënnert awer net, dass mir eis d'Fro stelle mussen, ob esou Konzepter vun der Landesplanung och zur Flichtlektür vum Wirtschaftsministère gehéieren oder net.

Bei de Logementer ass de Constat dee selwechten. Bauterrainen am Zentrum leie brooch an déi nei steierlech Mesüren, fir géint dëst Zréckhale vu Bauterrain virzegoen, wierke fréistens a 15 bis 20 Joer. D'selwecht bei de villen eidel stoende Wunnengen. Wärenddeem gesi mir éischter e weidere Flächeverbrauch op der Grénger Wiss a Landgemengen.

De Problem hei ass, datt et keng Handgab op staatlecher Säit gëtt, well d'Gemengenautonomie eng méi räsonabel Entwécklung oft verhënnert an déi helleg Kou hei am Land, de private Besetz, eng méi rational Buedempolitick einfach onméiglech mécht.

Eng staatlech Mainmise gëtt et just bei de grousse Projeten am sektorielle Plang op de Frichë wéi NeiSchmelz oder Esch-Schëffleng. Hei ginn 30 % abordabel Wunnenge gebaut. Hei gëtt d'Mobilitéit mat a Betruecht gezunn, et sollen Aarbechtsplazen am Quartier entstoen an et gëtt och keen neie Buedem versigelt.

Mee de Gros vun de Mënschen an den Aktivitéiten ass a scho bestoende Stied, Dierfer, Quartieren an Aktivitéitszonen an do gëtt och weider vill gebaut, ouni dass dobäi Krittäre vun enger nohalteger Landesplanung maassgeeblech zum Droe kéimen. An do bleift et bei Iddien an Annoncen ouni konkreet Handhab.

Interessant fanne mir d'Ausso, datt d'natierlech Ressourcen d'Limitten duerstelle fir de Flächeverbrauch an d'wirtschaftlech Entwécklung. Wat an eisen Aen awer do net gesot gëtt, ass d'Feststellung, dass mir déi Limitte jo haut schonn testen, respektiv se deelweis längst iwwerschratt hunn, entre autres wat den Zäregasausstouss an d'Aartevillfalt ugeet.

Et misst also séier zu engem fundamentalen Ëmdenke kommen. Mee parallell zum dach éischter luesen Ausbau vum ëffentlechen Transport an der duusser Mobilitéit, gëtt weider immens vill Budget an de Stroossebau gepompelt, dee contraire zu Klima- an Aarteschutz leeft. Nei Stroossen, Contournementen,

Ausbau vun Autobunnen neutraliséieren all déi aner luewenswäert Efforten an der Mobilitéit a suerge fir en onräsonabele Flächeverbrauch. Eraus kënnt eng Form vu Status quo, wou den individuellen Auto fir déi Allermeescht weider am attraktiivste bleift.

Här President, wann een d'Regierungsaarbecht e bësse Revue passéiere léisst, da stellt ee fest, dass immens vill Strategien, Visiounen an Aktiounspläng entwéckelt ginn a goufen. Viru Joren huet sech d'Chamber misse mat enger Rifkin-Strategie ronderëmklappen, déi entre-temps komplett verschwonnen ass. Duerno gouf iwwer harmonesch a chaotesch Landesplanungszenarioen debattéiert.

Am Kader vu Luxembourg in Transition an dem Klima-Biergerrot goufen deels ganz seriö Iddien a Mesüren ausgeschafft. Parallell sondéiert de Wirtschaftsministère de Leit hir Preferenze fir d'Zukunft an entwéckelt Strategien, fir de Megatendenzen entgéintzewierken. An d'Chamber ass gebieden, fir heiansdo och nach en Avis ofzeginn.

Virun e puer Wochen duerfte mer iwwert dem Wirtschaftsministère säin Output schwätzen, haut dann iwwert dem Landesplanungsministère seng Iddien. Wat ass dës Regierung? Eng Usammlung vu Think-tanks, kéint ee bal mengen.

Här President, zum Ofschloss resüméieren ech nach emol eis Haltung zum Text. Mir fanne ganz vill an deem Dokument, wat eis vum Prinzipp hier richteg erschéngt. Déi dräi Ziler vum Dokument kënne mir esou och ënnerstëtzen. Allerdéngs gesi mir net, wéi se kéinten ëmgesat ginn. An d'Regierung kann eis do och net richteg iwwerzeegen, well se selwer seet, datt se dat net ëmsetze kann.

Am Ufank muss eng Visioun sinn, ganz, ganz richteg. En Diagnostic diskutéiere mer säit zéng Joer a méi, eng Visioun dréit scho säit Joren a verschiddenen Ausformuléierunge ronderëm. A wat se méi laang dréit ouni politesch Mesüren hannendrun, wat se ëmmer méi onrealistesch gëtt.

Fir eng Visioun vun nohalteger Planung brauche mer och Instrumenter fir eng nohalteg Planung. Hei e puer Pisten, déi mir privilegéieren:

Eng Strategie fir d'Notzung vun de bestoende Logementer ausschaffen, ouni op d'Steiermesüren am Joer 2035 waarden ze mussen. Dozou gehéiert och d'Finanzéierung vun energeetesche Renovatioune vu Gebaier, oft eng Noutwendegkeet bei Gebaier, déi scho laang eidel stinn. Dem Bau vun abordabele Wunnengen an den Zentre Prioritéit ginn, no bei de Servicer an de Basisinfrastrukturen. D'Méiglechkeet fir d'Gemengen, fir méi Geschäftsflächen ze kafen, fir do Basisservicer a -commercen an den Zentren ze halen an unzesidelen. Eng Hëllef vum Staat, esou wéi et se an anere Beräicher och gëtt, ass dofir fir vill Gemengen néideg, muss awer natierlech u bestëmmt Krittäre geknäppt ginn. Wuesstumszwäng an de rurale Gemengen esou wäit wéi méiglech reduzéieren, zum Beispill, andeem de Käschtendeckungsprinzipp bei Waasser a beim Ofwaasser ofgeschaaft gëtt, dee bei den néidege groussen Investitiounen an d'Waasserinfrastrukturen an eisen Aen ëmmer méi zu engem Problem gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Ech hat kee Riedner méi hei stoen, mee et schéngt awer, wéi wann nach een ënnerwee wär. Den Här Marc Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech maachen et dann och zimmlech kuerz.

De Programme directeur setzt sech mat der raimlecher Organisatioun vum Land auserneen. Mam Haaptzil kënne mir Piraten nëmmen d'accord sinn. Et geet drëm, eisen Territoire, eiser Natur an eiser Bevëlkerung net méi zouzemudden, wéi ee verdroe kann. Dofir brauche mir e gudde Kaderprogramm, de Programme directeur.

Dräi grouss politesch Ziler ginn am Dokument genannt. De Buedemverbrauch, e grousse Problem hei am Land, soll ageschränkt ginn. Dat wäert net einfach ginn. D'Entwécklung soll sech op Plaze konzentréieren, déi sech am beschten derfir eegenen. Schliisslech soll d'Raumplanung grenziwwerschreidend ginn.

Här President, Agglo-Zentrum, Agglo-Süden, Nordstad, Grüngürtel, Kompensatiounsflächen, Dezentraliséierung an esou weider, mir sollten net esou maachen, wéi wann dat alles nei wier. Den éischte Programme directeur ass schonn am Joer 1978 erauskomm an dann an den 1980er goufen déi éischt raumplaneresch Direktive veréffentlecht.

Och hei goufe scho follgend Saache festgehalen: Et soll net egal wou, egal wéi a laanscht d'Stroosse gebaut ginn. Den Duerfkär soll gestäerkt ginn, op de Patrimoine architectural soll opgepasst ginn, nei Lotissementer solle sech harmonesch an déi bestoend Strukturen am Land afügen. Fréier war also scho vill Wichteges gesot. Et huet just missen ëmgesat ginn. Genee do louch d'Kromm an der Heck. Et ass net geschitt!

Villes dovun, fir net ze soen, dat meescht, ass einfach net ëmgesat ginn. Raumplaneresch Virstellunge ware bis elo meeschtens Wonschvirstellungen.

Ech hunn et schonn e puermol hei gesot, de Programme directeur ass u sech d'Bibel vun der Raumplanung zu Lëtzebuerg. Déi beschte Bibel daacht allerdéngs näischt, wa kee sech drun hält. D'Raumplanung gëtt dofir oft als „Papiertiger" bezeechent. Mee firwat gëtt d'Raumplanung nëmme ganz seele konkreet? Well se nëmme ganz seelen u wichteg Dossieren erugelooss gëtt. Entweeder sinn et aner Ministeren, déi d'Soen hunn, oder et si Gemengen, déi sech net wëllen draschwätze loossen. De Programme directeur kann nämlech net einfach duerchgeboxt ginn, d'Kompetenze vun den anere Ministèren däerfe jo net beschnidde ginn.

Et ass e klasseschen Dilemma vun der Raumplanung. Wa se net stéiert, agräift an och emol eppes verbitt, da bréngt se näischt. Da brauche mer se net. Da ginn déi aner Ministèrë vëlleg duer. A wa se stéiert an agräift, wëll kee se hunn.

A ville Riede gouf gefuerdert, der Raumplanung méi Gewiicht ze ginn. Dat stoung och schonn an den 1990er an de Regierungserklärungen. Ech hu leider d'Zäit net, fir elo dee ganze Programme directeur auserneenzeplécken. Ech konzentréiere mech dofir op d'Ëmweltprüfung, d'wirtschaftlech Entwécklung, d'demografesch Entwécklung an de Wuesstum.

Ech hu mir d'strateegesch Ëmweltprüfung ugekuckt, déi am Kader vun der Ausaarbechtung vum Programme directeur ausgeschafft gouf. Do stellt ee sech awer och verschidde Froen.

Eng stabill a gesond Ëmwelt soll mat der Raumplanung erauskommen. A wann een d'Analys vun den Auteure vun der Ëmweltprüfung liest, da kléngt dat leider nach zimmlech vag. Ech zitéieren: „D'Moossname schéngen den Ëmweltziler net ze widderspriechen." „D'Ziler si grondsätzlech positiv." „Et sinn haaptsächlech positiv Auswierkungen ze erwaarden." „D'Moossnamen hunn entweeder eng positiv oder eng neutral Wierkung." „D'Moossname wierken haaptsächlech weeder eendeiteg negativ nach eendeiteg positiv." An esou weider. Dat kléngt wéi: „D'Wieder gëtt entweeder esou oder esou oder awer anescht."

Zur wirtschaftlecher Entwécklung. Hei ass et fir eis Piraten kloer: Mir kënnen a mir sollen net alles zu Lëtzebuerg maachen. Beispill FAGE, wou vill Krokodilstréinen herno gefloss sinn. E Betrib kënnt aus Steiergrënn op Lëtzebuerg, d'Matière première, d'Mëllech, gëtt importéiert. D'Produktioun, de Jugurt, gëtt erëm exportéiert. Och d'Main-d'oeuvre gëtt gréisstendeels importéiert. Ee Beispill vu villen. Et gëtt also zimmlech alles importéiert an dann erëm exportéiert. Dat ass eng absolutt kënschtlech Produktioun fir eis. Wann een dann nach de Landverbrauch, de Waasserverbrauch, de Stroumverbrauch an de Verkéier kuckt, da geet d'Rechnung einfach net méi op.

Zur demografescher Entwécklung: Ech sinn an deem Dokument vun der Raumplanung drop gestouss, wat viru bal 30 Joer geschriwwe gouf mam Titel „Quel Luxembourg pour demain ?". Schonn deemools ass vun enger komplett neier Geografie vum Land geschwat ginn. Ech zitéieren: „Zanter 20 Joer erlieft Lëtzebuerg en exzeptionelle Bevëlkerungswuesstem." „D'Changementer hunn déifgräifend raimlech Auswierkungen, déi mir erkennen, verstoen a corrigéiere mussen." „Mir hunn en exzessive Landverbrauch." „Lëtzebuerg ass amstand, däitlech méi Awunner ze verkraaften", an deemools waren et der 400.000, „mee da musse mir déi regional Verdeelung komplett iwwerdenken." „Mir mussen ophalen, eis Landschaften ze verschandelen, Aktivitéitszonen egal wou ze plangen." An dat war en Dokument vu virun 30 Joer. Den Toun huet sech zënterdeem net vill geännert. Wat deemools wouer war, stëmmt och haut nach.

Dann nach zum Wuesstum: Mir bräichten e gesonde Wuesstum, heescht et. Ënner krankem Wuesstum ass da wuel dee Wuesstum ze verstoen, deen zu Verkéierschaos, zur Logementskris, zu dem Verloscht vun der Biodiversitéit an zur Äerderwiermung gefouert huet. De Problem ass net de Wuesstum u sech, mee d'Form vum Wuesstum. Mir sinn elo schonn dat mat am meeschten zersidelt an zerschniddent Land an der EU. Terrainen, déi virun 20 Joer nach net an engem Iwwerschwemmungsgebitt louchen, sinn elo matzendran. D'Natur schléit zréck.

Kee Wuesstum ass awer och keng Alternativ. Dat muss och net sinn. Mir kënnen e Wirtschaftswuesstum hunn, mee net op Käschte vun der Natur oder sou, dass de Logement onbezuelbar gëtt. Duerch eng gemeinsam intelligent Wirtschafts- an Usiidlungspolitick an der Groussregioun kéint een d'Problemer vum Wuesstum zumindest e bëssen ausbremsen. Lëtzebuerg brauch heifir eng Dezentraliséierung, déi och schonn zanter 30 Joer ugekënnegt gëtt. Si soll verstäerkt dem Süden, der Nordstad an der Grenzregioun zeguttkommen.

No de ganzen Debatten iwwert de Programme directeur stellt sech no iwwer 30 Joer nach ëmmer d'Fro: Firwat schwätze mer esou laang iwwert d'Landesplanung? A firwat maache mir et dann net?

Fir Landesplanung ze maachen, muss se net an der Verfassung stoen. Mir brauchen och kee Superministère. Wat gebraucht gëtt, si follgend Saachen: den néidege politesche Wëllen, e Grondvertrauen an d'Raumplanung, Transparenz, d'Bereetschaft, och emol op eppes ze verzichten, zum Beispill wann e Projet beim Noper méi Sënn mécht.

Ech soen awer op dëser Plaz och nach eng Kéier eisem Conseiller politique bei de Piraten, dem Claude Gengler, e grousse Merci fir seng Hëllef beim Ausschaffe vun dësem Dokument, well och hie war selwer 30 Joer am Raumplanungsministère an e wäert elo am Juni no all de Jore fir d'Raumplanung seng wuelverdéngte Pensioun untrieden. Him alles Guddes an der Pensioun an Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci, ech géif gären op e puer Froe reagéieren, déi mer gestallt goufen, respektiv Punkten, déi a mäi Ressort falen. An duerno wäert dann den Här Turmes op déi aner Punkten agoen an dann de Schluss maachen.

Ben, fir d'éischt wëll ech emol soen: De PDAT ass e ganz wichtegt Orientéierungsdokument fir d'Entwécklung vun eisem Land a vun eise Gemengen. An un de Krittäre vun der Landesplanung, an do kann ech eng Rëtsch Leit heibanne berouegen, dorun orientéiere mir eis och am Interieur, notamment meng Servicer, wa se de PAG aviséieren, an evidenterweis och ech, wann ech en herno muss oder soll approuvéieren.

PAG ass d'Stéchwuert. Do gouf och d'Fro gestallt: Wéi een Impakt huet de PDAT op PAGen? Ben, et ass esou, de PDAT kuckt just do, wou eng Modifikatioun vum PAG gemaach gëtt. Dat, wat haut an de PAGen approuvéiert ass, bleift natierlech och esou bestoen, bleift och esou approuvéiert.

Och an Zukunft sinn – an dat wëll ech och nach gären ënnersträichen – Perimetererweiderunge méiglech, do wou et sënnvoll ass. Och déi Handhabung hu mer jo haut, wou mer kucken, wou et eebe sënnvoll ass, dass mer de Perimeter opmaachen. Dat ass jo an der Reegel do, wou zum Beispill Schoule sinn, wou Servicer sinn, wou Équipement collectif ass, wou d'Mobilitéit ugeschloss ass, och an deem Esprit maache mer weider an dat ass am Fong geholl elo näischt wierklech Neies, wat hei kënnt.

Da géif ech gären e Wuert zur Densitéit soen, wat e bëssen esou ugeklongen ass, wéi wann dat esou e Schreckgespenst wär. An dat soll eigentlech guer kee Schreckenszenario sinn, ganz am Contraire. D'Noverdichtung am urbane Raum ass eng gutt Saach. Et ass ganz wichteg. A mir brauchen och deen urbane Charakter an de Stied. An dofir musse mer och déi städtebaulech Densitéit erreechen, déi néideg ass, fir dass mer eeben och do dat ëffentleche Liewe weider kënnen entwéckelen.

D'Stéchwuert ass hei d'Stied vun de kuerze Weeër: Dir wësst, déi 15 Minutten, an deenen ee vun iwwerall soll alles erreechen. A fir dat eeben ze realiséieren, muss een eng gewësse Mindestunzuel vu Leit hunn, déi no beienee wunnen, soss rentéiert sech dat alles net. D'Resultat – an dat kenne mer –, dat sinn eidel stoend Geschäftsraim, eidel Plazen, an dat ass jo just de Contraire vun deem, wat mer wëllen erreechen. Domadder wëll ech soen, dass dat Konzept Noverdichtung an awer och gläichzäiteg Liewensqualitéit assuréieren, garantéieren, dass mer dat nach vill méi mussen diskutéieren a virun allem och vill méi konkreet musse ginn, dat zesumme mat deene Gemengen, wou dat duerchaus méiglech ass.

An do sinn ech och mat menger Ekipp vum Aménagement communal amgaangen ze kucken, wéi mer och déi Berodung do de Gemengen nach weider kënnen offréieren. D'Stéchwuert ass virdrunner gefall vun de Formatioune fir déi Neigewielten. Dat ass ganz wichteg, direkt do op deem Niveau unzefänken. An esou wäerte mer nach hei eng ganz grouss Sensibiliséierungsaarbecht och vum Interieur aus maachen. A mir hunn och decidéiert, dass déi nächst Accisë vum MINT, déi am Hierscht ustinn, dass mer déi ganz an d'Zeeche vun der Densitéit an der Noverdichtung wäerte setzen an do och mat Experten an Expertinnen, déi mer komme loossen, mat de Gemengen dat zesummen eeben undiskutéieren.

Dann en anert Stéchwuert, an dat ass eigentlech mäi lescht Stéchwuert: d'Gemengefinanzen. Natierlech gëtt och ëmmer iwwert d'Finanzen diskutéiert. An hei wëll ech soen, dass d'Gemengefinanzen och haut ..., de System och haut d'Krittäre vun der Landesplanung consideréiert, dat säit der Reform vun 2016. Virdrunner hu ganz vill Inneministere sech un där Reform d'Zänn ausgebass. A wichteg ass elo, dass mer déi Reform hunn. D'Gemenge spieren, wat déi Virdeeler vun där Reform sinn a virun allem ass et och gutt, dass mer hei de landesplanneresche Krittäre Rechnung droen.

(Interruption)

Dir wësst awer och: Den FDGC ass en zouent Dëppen. Dat heescht, wann eng Gemeng méi rauskritt, geet dat op den Detriment vun deenen aneren. Dat heescht, déi aner kréie manner eraus, just fir eng Kéier ze soen, wéi de System fonctionéiert.

Dann ass d'Fro gestallt ginn, inwiefern elo, wann de PDAT dann an der Regierung ugeholl gëtt, dat dann och de Gemengefinanze respektiv dem System d'Adaptatioun do ugepasst gëtt.

Prinzipiell passe mer deen och deementspriechend un. Do ass jo elo Munneref déi Gemeng, déi elo op d'Lëscht kënnt mat de 5 %, woubäi se dann och déi zousätzlech Dotatioun wäert kréien. A wann d'Nordstad dann och eng Fusioun sollt maache respektiv dann och herno eng definitiv Gemeng gëtt, dann ass och virgesinn, esou wéi mer dat ëmmer festgehalen haten, dass se och déi Sue kritt.

An da wëll ech och direkt soen, Här Schaaf, Dir hutt dat richteg verstanen: D'Dotatioun gëtt un d'Gemeng ausbezuelt, net un d'Lokalitéit. Et ass ganz kloer, dat ass esou, wéi de System hei ass.

Firwat ass dat esou? Mee well mer jo gären eng kohärent Entwécklung hätten. An dofir brauche mer eng kohärent Struktur. An et ass nun emol esou, dass d'Suen un eng Gemengenadministratioun ausbezuelt ginn an net un eenzel Lokalitéiten. Duerfir mécht dat schonn duerchaus Sënn, dass de System esou opgebaut ass. Ech wëll awer nach eng Kéier op d'Nordstad, d'Fusioun agoen, well och virdrun et esou geklongen huet, wéi wa kee wéisst, firwat deemools bei der Gemengefinanzreform Ettelbréck an Dikrech net als CDA mat 25 % ausbezuelt gi waren.

Ech wëll just do drop hiweisen, dass am Commentaire des articles vum Ausféierungsreglement ganz kloer steet, dass wann déi fënnef Gemenge sech zesummendinn, dee Moment och d'Dotatioun géif gekuckt ginn an deem och Rechnung gedroe géif ginn. An dat Verspriechen ass nach ëmmer d'selwecht. An der Regierung hu mir och do eis Meenung net geännert; ganz am Géigendeel, mir stinn nach ëmmer hannert där Fusioun. Ech mengen, dat hu mer och bewisen, andeems mer de Subsid carrement verduebelt hunn a mir wären nach ëmmer frou, wann et zu där Fusioun géif kommen, well mer absolutt der Meenung sinn, dass dat och der Regioun ganz vill wäert bréngen. Ech mengen do hu mer scho vill Stonnen zesumme verbruecht, an deene mer doriwwer diskutéiert hunn. Mee ech muss awer och ganz éierlech soen, dass de Ball och elo bei deene fënnef Gemengen do läit.

An ech hunn nach de Moien de Buergermeeschter vu Schieren héieren, deen och gesot huet, dass en nach un där Fusioun do festhält, dass et wichteg ass, dass déi fënnef Gemengen do fusionéieren. An dat bleift nach ëmmer bei deem Prozess. Wann déi fënnef Gemenge fusionéieren, da gi se consultéiert mat deene plus 25 % a kréien dat dee Moment och aus der Dotatioun eraus.

Wann et allerdéngs net zu där Fusioun sollt kommen, wat ech natierlech net hoffen, dann hu mer en neie Moment an da musse mer dat och aneschters consideréieren. Mee bis elo hunn ech nach net héieren, dass déi Fusioun gestuerwe wär. An ech weess, dass ganz viller nach dorunner festhalen. Wéi gesot, d'Ënnerstëtzung vun der Regierung ass nach ëmmer do a mir hoffen, dass et zu där Fusioun kënnt. An dee Moment hu mer jo eng nei Fusiounsgemeng an da wäerte se jo och dee Moment déi Dotatioun kréien, déi hinnen zousteet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Ministesch. Wann Der erlaabt, de Jean-Paul Schaaf hat sech gemellt an huet och disziplinéiert gewaart, bis dass en d'Wuert kritt. An en huet et elo.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Richteg. Merci, merci, Här President. Also Madamm Minister, ech wëll dat einfach zréckweisen, et steet néierens, weeder am IVL nach am PDAT vun 2003, dee bis haut nach applikabel ass, dran, ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Jo.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... datt dee Bipol Dikrech/Ettelbréck just ee CDA wier, wann en eng Fusioun wier. Do ass deemools emol guer net vun Ierpeldeng rieds gaangen, néierens. Dat ass duerno komm, wéi den deemolege Landesplanungsminister gekuckt huet: Wéi setzen ech dat ëm? Dunn eréischt koum iwwerhaapt dee Konzept vun der Nordstad. Dee gouf et 2003 net. Wannechgelift, dat gouf et net! Dat heescht, Dir sot elo einfach: „Mir hunn eng nei Bedingung erfonnt. Mir mengen, et wier gutt, wann déi fusionéieren an esoulaang, wéi se net fusionéieren, kréie se keng Suen."

Ech wëll Iech just soen, d'Differenz – ech soen et nach eng Kéier: d'Differenz –, wann ee seet: „Dir sidd CDA d'ordre moyen", a mir kréien dat iwwerall gesot, mir kréien et a Konventioune mat dëser Regierung a mat där vu virdrun ënnerschriwwen, wou et dra steet ... Ech sammelen Iech déi Pabeieren an ech weisen Iech déi.

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat ka jo net sinn. Et kann dach net sinn, dass de Logement eis schreift: „Dir sidd dat", dass d'Uni Lëtzebuerg a Rapporten et schreift, dass de LISER et schreift, dass et iwwerall drasteet, iwwerall, souguer beim Aménagement du territoire vun haut, iwwerall drasteet ... Ech ginn op Workshoppen ... All Mënsch seet: „Dir sidd CDA d'ordre moyen." Wéi d'Natur- an Ëmweltverwaltung en neie Site gesicht huet, do krut se vun der Regierung gesot: „Dir gitt an ee vun deenen dräi CDA d'ordre moyen." D'Direktioun – de Lucien Lux war Ëmweltminister –, déi ass op Ettelbréck komm.

Une voix | Dat ass laang hier.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | En huet gesot: „Mäin Optrag ass et, jo, fir an de CDA d'ordre moyen ... Ech kommen elo op Ettelbréck an ech kommen op Dikrech. Dir sidd deen an ech komme kucken, wou mer dat kënne gutt installéieren." En ass elo gutt zu Dikrech installéiert ginn. An den Optrag war: „Dir gitt an ee vun deenen dräi CDA d'ordre moyen." Elo kommt Dir heihinner a sot: „Dir sidd et net!"

(Hilarité)

Nee, pardon, also ech hunn ëmmer gemengt, mir hätten eng Regierung an net sechs. Ech si wierklech ausser mer an där doter Fro, well, an ech soen Iech dat just eng Kéier, ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | O, Här Schaaf!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... an domadder halen ech op, nee domadder halen ech op. Ech wollt einfach der Ministesch soen: Si läit falsch. Domadder halen ech op.

Wann ech d'Differenz maachen – an Dir hutt se souguer an enger Question parlementaire beäntwert –, da mécht dat 5,7 Milliioune pro Joer aus fir d'Stad Ettelbréck, déi mer net hunn. Sou. Mir droen d'Käschte vun engem Conservatoire de musique zesumme mat Dikrech fir Kanner, Schüler, déi aus 70 verschiddene Gemenge kommen, just mat lokale Mëttelen. Dat sinn 1,5 Milliounen ouni d'Gebai pro Joer. Jo? Sinn dat keng regional Aufgaben? Keng national Aufgaben? Dat ass just e Beispill.

Da kënne mer de CAPe zielen, da kënne mer d'Lycéeën zielen, déi mer hunn, da kënne mer all eis Busarrêten opzielen, da kënne mer déi ganz Infrastrukturaarbechten huelen, déi mer maachen. An alles dat ass absolutt näischt? „Wann Dir net fusionéiert, sidd Der näischt a mengen Aen."

Mee pardon, esou kann ech net méi bei d'Leit goen, wierklech net!

Wa mir elo eng Schoul bauen, da musse mir 50 Milliioune léine goen, well mir hu keen eenzegen Euro, deen eis iwwregbleift. A pro Joer sinn et ongeféier 4 Milliounen, déi mir vun eisen ordinären Ausgaben a regional Infrastrukture stiechen. Dat mécht exakt, Här Kersch, 110.512 Euro pro Woch, déi d'Differenz pro Woch wier zënter dem 1. Januar 2017 bis haut, déi mir net kréien, well mir net klasséiert sinn als CDA d'ordre moyen. Ech refuséieren déi doten Argumentatioun vun Ärer Säit!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech weess, dass Dir déi doten Argumentatioun ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann huet d'Madamm Ministesch d'Wuert fir ze äntweren.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech weess, datt Der déi doten Argumentatioun refuséiert. An do si mer eis net eens. Mee wann Dir mir Texter weist, da weisen ech Iech och den Text, eeben d'Ausféierungsreglement vum FDGC, wou genau dat dote schwaarz op wäiss am Commentaire festgehale ginn ass. Dat ass och an de Procès-verballe vun de Kommissiounen zréckzefannen. Elo maacht net, wéi wann dat en neie Moment wär. Also dat fannen ech zwar och elo net fair vun Ärer Säit.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Nee, ech ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Mir sinn eis vläicht do op deem Punkt ni eens.

Une voix | Dat huet e jo net gemaach.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Mee trotzdeem, wann dat elo ...

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Ech freeë mech op Är Aluedung, fir bei Iech ze kommen.

Merci.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Bon, ech hunn Iech nach ëmmer gären invitéiert. Et ass jo net déi éischte Kéier, wou Der bei mir sidd.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Roth, Parole après ministre.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Parole après ministre an ech hunn eigentlech zwou Froen. Déi éischt Fro ass déi, dass d'Inneministesch awer soll kloer soen, wat dat heescht. Et sinn eng Rei vu Versigelungsfacteuren, déi an deem Dokument dra stinn, a wivill Bevëlkerung eng Gemeng kann eigentlech an den nächste Joren als Zouwuess hunn. Elo ass meng Fro: Wéi verbindlech ass dat? Dach, dat steet dran. Déi Versigelungsfacteure si pro Gemeng eenzel opgezielt. De Syvicol huet 43 Säiten Avis doriwwer erstallt.

An elo ass meng Fro: Wann eng Gemeng eng Perimetererweiterung mécht an dee Versigelungsfacteur fir déi Gemeng géif depasséiert ginn, ginn da vun dem Interieur an Zukunft déi Perimetererweiterunge refuséiert?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Minister.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech kommen op dat zréck, wat ech virdrunner gesot hunn. Do, wou et sënnvoll ass, kann och an Zukunft weiderhin de Perimeter opgemaach ginn. Dat heiten – nach eng Kéier – ass en Orientéierungsdokument, dat eebe seet, a wéi eng Richtung ee sech kéint entwéckelen. Dat heescht awer net, dass eng Gemeng elo gehalen ass, hoergenau dee Koeffizient do ze erfëllen, respektiv huele mer net d'Rechemaschinn eraus a soen: „Elo sidd Der driwwer, elo geet dat net."

Ech mengen, bei all deenen Approbatioune kucke mer souwisou mam Artikel 2 vum Aménagement-communal-Gesetz. Dat ass, mengen ech, den Artikel 1 vum Landesplanungsgesetz. Ech mengen, déi mussen ëmmer konform sinn an dat ass nach ëmmer d'selwecht.

Nach eng Kéier: Hei ass eng Orientéierung, déi et gëtt. Et ass awer net d'Gesetz, wann eng Gemeng elo doriwwer erausgeet, dass ech da géif eng Modifikatioun vum PAG dee Moment net approuvéieren. Dat ass net domadder gemengt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Roth nach eng Kéier an dann den Här Kersch. Fir d'éischt den Här Roth, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, gär.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hunn dann nach eng zweet Fro, wat awer och e bëssen an déi Richtung geet vun dem Här Schaaf. An ech konnt virdrun net op de Fait personnel reagéiere vun der Madamm Ahmedova, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wat kee war.

M. Gilles Roth (CSV) | ... wéi si gesot huet: „Dir kuckt mech esou." Mee ech hu se erstaunt gekuckt, well op déi Fro, wéi geet dat mat de Gemengefinanzen, do huet si gesot: „Dat muss een au cas par cas kucken." Also ech hoffen awer net, dass herno au cas par cas decidéiert gëtt, wivill eng Gemeng an enger Gemengefinanz soll bäikréien oder net.

An do stellen ech Iech eng konkreet Fro och vun de CDAen: Ech hunn d'Chance, Buergermeeschter ze sinn oder nach Buergermeeschter ze si vun enger Gemeng, déi dräi Lycéeën huet, dräi Lycéeën, ...

(Interruption)

... dont eng Europaschoul, en normale Lycée, wou gefrot gëtt, deen och nach auszebauen, wat ech absolutt sënnvoll fannen, an nach e Sportslycée. Do sinn eng ganz Rei vu staatleche Verwaltungen, well et ass déi Gemeng mat engem Kantonalhaaptuert, déi eenzeg, déi net CDA ass. Eis gouf ëmmer gesot, an der Zäit souguer vun Ärem Virgänger, dee Fait, dass eng Rei vu Lycéeën do sinn, dass eng Rei vu staatlechen Infrastrukturen do sinn, dass déi Gemeng mëttlerweil op 11.000 Awunner geet an dass muss erweidert gi fir déi Leit, déi do an d'Lycéeë ginn, dass déi och déi Proximitéit hunn ... Elo stellen ech fest, dass Mondorf elo e CDA gëtt.

Mme Martine Hansen (CSV) | Komesch.

M. Gilles Roth (CSV) | D'Stad Ettelbréck mat Dikrech, déi musse fusionéieren, soss gëtt et kee CDA. An déi Gemeng, wou ech d'Chance dann hunn, nach Buergermeeschter ze sinn, do steet och näischt. Dat heescht, déi fonctionéiert och ouni CDA.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | À la tête du client.

Mme Martine Hansen (CSV) | Genau dat.

M. Gilles Roth (CSV) | Ass dat awer elo net esou ze interpretéieren, wann ech Är Ausso plus déi vun der Madamm Ahmedova zesumme gesinn, dass dann au cas par cas decidéiert gëtt, wou dann e CDA kënnt oder net? Ech mengen, dat wär keng kohärent Landesplanung.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Nee, ech mengen, do gëtt et ganz kloer Krittären. Bon, ok. De Claude wäert dorop reagéieren, wat d'Upassung vun de Finanze betrëfft. Ech mengen, dass domadder wollt gesot ginn, eebe wéi Munneref, dass se elo op déi Lëscht do kommen. Fir de Rescht wëll ech just soen, dass mer e Bilan gezunn hunn iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen, wou ech och deemools ganz kloer gesot hunn, d'Ziler wären erreecht ginn an dass mer do elo net méi wäerten dru fréckele goen. Also fir mech, sou laang ech zumindest do sinn, hunn ech net wëlles, elo um Verdeelungsschlëssel oder soss um System eppes do änneren ze goen. Dat ass fir mech scho ganz kloer.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dann. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Kersch an da kënnt ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Well ech direkt ugeschwat gi si vum Här Schaaf. Ech mengen, et ass awer wichteg, dass een awer elo hei eng Kéier rappeléiert, wéi d'Gemengefinanze verdeelt ginn hei am Land. Dat geet net, wéi den Här Roth et elo ausgedréckt huet „au cas par cas" oder „à la tête du client", wéi Dir elo en Tëscheruff gemaach hutt, mee dat geet opgrond vun engem Gesetz, wat dës Chamber hei an engem demokratesche Vott festgehalen huet. Dat ass emol dat Éischt, wat muss gesot ginn.

Dat gefält deenen engen an deenen anere gefält et manner. Deemools, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, ware mer eis eens, dass déi allermeeschte Gemenge gagnant waren, ënner anerem well de Staat och selwer 90 Milliounen, an Tëschenzäit sinn dat iwwer 100 Milliounen, méi an d'Dëppe geluecht huet, wéi fréier dra waren. An dann ass et esou, dass, wann een eng Ëmverdeelung mécht, an dat war et zum groussen Deel, déi eng gagnant sinn an déi aner perdant, an d'Situatioun huet sech net geännert. Deemools waren déi, déi e bësse verluer hunn, rosen. Haut si se nach ëmmer rosen. An déi, déi gewonnen hunn – an do sinn der vill och op Äre Bänken –, déi si frou an déi sinn haut ganz roueg. Dat bedaueren ech, soss géife se Iech emol soen, wat si alles vun där Gemengefinanzreform haten a wat si an hire Gemenge mat deenen zousätzleche Mëttelen, déi de Staat fräigestallt huet, konnte realiséieren.

Dat ass dat Eent. An ech mengen awer, wa mer iwwert d'Fro vun de CDAe schwätzen a firwat dass dat deemools esou decidéiert ginn ass – iwwregens a laangen Diskussiounen, och mat deene betraffene

Gemengen –, dann ass et jo, well de Staat ganz kloer de Projet vun enger Fusioun vun de Gemengen, notamment an der Nordstad, hei wollt ënnerstëtzen an net wollt e falschen Incitatif ginn an deene Gemengen, déi concernéiert sinn, nämlech fënnef Gemenge praktesch en Incitatif ginn an hinnen d'Sue schonn an de Grapp ginn, éier se iwwerhaapt déi Fusioun gemaach hunn. Ech mengen, dass dat dat falscht Zeeche gewiescht wier, och am Hibléck op dat, wat den IVL wollt, nämlech dass mer zu méi Gemengefusiounen am Land kommen, dass mer virukommen, dass mer manner Gemenge kréien. Genau dat war d'Iddi an dofir ass dat och deemools esou gemaach ginn.

An da gëtt et awer och nach e ganz anere Grond. Dir maacht jo elo hei esou, wéi wann Dir einfach d'Suen net géift kréien. Et muss een awer soen, wann Der déi Sue géift kréien, da géift Der se natierlech op Käschte vun all deenen anere Gemengen hei am Land kréien.

(Interruption)

An dat ass dat, wat hei an dëser Diskussioun nach net gesot ginn ass.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Firwat kréien d'Stad Lëtzebuerg an Esch eppes?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ma genau dat wollt ech Iech ... Ech ginn Iech elo e Beispill vun Esch. Ma d'Stad Esch ass an der Landesplanung, esou wéi Der et virdru gesot hutt, als CDA mat regionalem Charakter erfaasst ginn an huet duerfir e Koeffizient an der Gemengefinanzreform kritt.

Mee wann Är Logik richteg wär, da misste jo déi Nopeschgemengen niewendrun – ech huele Suessem –, déi e Riseprojet vun der Lëtzebuerger Landesplanung gemeinsam maachen, nämlech Belval, jo deen nämmlechte Koeffizient kréie wéi d'Stad Esch. An d'Stad Schëffleng, wou mer elo e weidere grousse Projet maache vun der Landesplanung, déi misst jo dann deen nämmlechte Koeffizient kréie wéi d'Stad Esch. Déi kréien deen awer net, well se eeben net fusionéiert hunn! Dat ass genau déi nämmlecht Argumentatioun wéi bei Iech. Duerfir wannechgelift, probéiert d'Diskussioun net nëmmen duerch den Ettelbrécker Brëll ze kucken a probéiert e bëssen d'Situatioun vum ganze Land ze kucken, da kommt Der och op besser Resultater!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, also ...

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat war elo keng ... Mir hunn do e Fait personnel, ech géif gären ee Saz, just zwee Sätz, ee Gedanken awer soen, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, dat ass an der Rei. Mee Dir wësst, dass mer ...

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dann hale mer op.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir wësst, dass mer eng Dispositioun am Reglement hunn, dass keen Orateur méi wéi zweemol an eng Debatt agräift. Ech ginn Iech nach d'Wuert fir ee Saz. Maacht dat, Här Schaaf.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Ech wëll dem Här Kersch just soen, dass et mir drëm geet, dass d'Landesplanung an net den Interieur decidéiert, wie CDA ass. A wann d'Landesplanung dat decidéiert, da muss den Interieur dat esou ëmsetzen.

An dësem PDAT, dee mer haut diskutéieren, steet dran, dass de CDA d'ordre national, wéi en dann neierdéngs heescht, besteet aus de Stied Ettelbréck, Dikrech an Ierpeldeng/Sauer. D'accord? Dat steet an deem Dokument. Den Här Minister kënnt elo dohinner. Hie kann dat elo wannechgelift confirméieren, soss stellen ech ëm duerno nach d'Fro. An et steet dran, datt Mondorf an déi regional gehéiert. Sou, dat sinn der also véier, fir déi d'Reegel ännert.

Wann Dir elo hikommt an Dir sot: „Mir mengen awer elo, datt mer nach de Krittär vun der Fusioun derbäisetzen", dann hätt Der dat virdru misse maachen oder da musst Der dat mat der Regierung proposéieren, well dat steet elo net esou dran.

Et steet dran, dass et fir déi zwou Gemenge Bettenduerf a Schieren esou ass, datt se elo net CDA sinn, awer datt se am Fall vun der Fusioun géifen derzougehéieren. Mee déi dräi Kärgemenge sinn et vun deem Moment un, wou dës Regierung de PDAT gutt-heescht. Dat ass den Text an ech hätt just gär, dass d'Madamm Inneminister den Text ëmsetzt. Dat war meng Fro. Voilà!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, merci. Dat war de Saz an ech ginn dann direkt d'Wuert weider un de Landesplanungsminister. Här Turmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Villmools merci. Ech mengen, wat wichteg ass: Mir hunn e gewëssene Wuesstum am Land. An dat, wat mer ... Ech mengen, dee Wuesstum huet och positiv Säiten. An et si verschidde Leit, déi maachen, wéi wann dat nëmmen negativ wier, datt dee Wuesstum jo och Suen erabréngt, fir warscheinlech deen ambitiéiste Sozialsystem, deen et an der ganzer Welt gëtt, op d'mannst emol an Europa gëtt, ze finanzéieren. An dat, wat, ech mengen, Här Keup, wat Dir do erzielt, dat ass typesche Populismus, well Der eppes sot, ...

Plusieurs voix | O!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | ... wou een herno keng Konsequenz muss doraus hunn. Well Dir sidd d'Partei vun de fënnef Sechstel a maacht Iech awer keng Suerg, wéi an Ärem Zenario dann d'Pensiounen nach géife bezuelt ginn.

An dat anert ass, wat ech jo wierklech och scho bal eng Frechheet fannen, fir Belval, Kuebebierg, Metzeschmelz an aner modern Quartieren, déi mir hei zu Lëtzebuerg elo gebaut hunn oder bauen, mat Gettoe vu Paräis ze vergläichen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Dat fannen ech wierklech eng Frechheet fir all déi Gemengen, déi dat en place gesat hunn an och fir déi Leit, déi do wunnen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Dann zur ... Also ech versti Verschiddener, déi soen: „Lauschter, geschitt dann elo endlech eppes?"

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech ginn Iech awer elo nach eng Kéier konkreet Beispiller. Ech mengen, de PDAT debattéiere mer haut a mir huelen en elo un an der Regierung, mee et ass awer net esou, wéi wa mer net och um Terrain scho géife schaffen. Beim Plan sectoriel „Logement" probéiere mer all déi Projeten, déi do dra sinn, esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen. Mir bauen deelweis souguer méi héich Densitéiten elo, awer an engem ganz flotte Kader, 30 % abordabel. An ech wëll elo d'Projeten ..., ech kéint se natierlech elo all opzielen: Diddeleng, Wolz, Kierchberg an esou weider an esou weider. Dat heescht, mir maache Logementspolitick am grousse Stil an dësem Moment a virun allem gëtt méi abordabele Logement kreéiert, wéi es an 30 Joer, déi lescht 30 Joer, kreéiert ginn ass.

Zu den Aktivitéitszonen: Mir optiméieren zesumme mam Franz Fayot d'Flächennotzung a mir optiméieren zesummen, dass mer eebe soen, an där doter Industriezon wëlle mer virun allem déi doten Acteuren, dat, wat jo och eng Optiméierung ass a wou mer eigentlech Prinzippien, déi elo am PDAT stinn, elo schonn ëmsetzen.

Mat de Stadzentren: Mir maachen eis alleguerten an all eise gréissere Stied ... Zu Ettelbréck hu se extra een agestallt, fir sech iwwert d'Animatioun vum Stadzentrum Gedanken ze maachen. Si hunn eng Librairie op Ettelbréck, si hunn de Supermarché an den Zentrum bruecht. D'Stad Lëtzebuerg stellt sech déi Froen, Esch, Diddeleng. Wat ass de Punkt? Mee gutt, et ass awer och net einfach, well am Zäitalter vun der Digitaliséierung, vum E-Commerce, hutt Der natierlech eng komplett Ännerung. Mee mir schaffen Hand an Hand zwëschent der Regierung an de groussen urbane Raim, fir eeben eng besser Maîtrise ze kréien, virun allem vun de Rez-de-chausséeën an eise Stadzentren.

An haut si jo schonn eng ganz Rei Stied, déi ufänken do, och Wolz zum Beispill, bewosst Meterkareeën am Rez-de-chaussée opzekafen, fir dann eebe Geschäfter oder aner Aktivitéiten zu engem méi gënschtege Loyer an de Stadzentren erëm méiglech ze maachen. Dat si genee déi Äntwerten, déi mer musse ginn. An dat wëlle mer och an deenen nächste Jore vill méi konsequent maachen an do schaffe mer och ganz enk zesummen, den Inneministère, mäi Ministère, den Ekonomiesministère, fir eeben d'Classes moyennes, fir an déi Richtung eis Stied, déi am Wandel si wéinst dem E-Commerce an deem Ganzen, fir eeben do aner Akzenter ze setzen. An am ländleche Raum gëtt et natierlech och dat Gefill ..., op eemol ass ... Mee gutt: Wie geet nach op d'Post? Wie geet nach ...

(Interruptions)

Nee, kuckt d'Statistiken! A mir hunn elo e Bericht, de Minister vun der Fonction publique huet jo rezent e Bericht erausginn. Den absolutte Gros vun den Interaktiounen zwëschent de Bierger an der Regierung geschitt mëttlerweil digital. Dat wëll net heeschen, dass mer elo guer keng physesch Presenz méi hu vor Ort. Mee mir brauchen eng aner physesch Presenz an duerfir kucke mer zum Beispill elo am Réidener Kanton am Gespréich mat de Gemengen, fir ze identifizéieren: „Wat brauche mer dann nach?" An dat ass warscheinlech éischter e Guichet unique, wou s de gewëssen Deeg an der Woch e Service ubitts fir déi Leit, déi net esou gutt digital ënnerwee sinn an dann natierlech och do d'Schnëttstell siche mat enger Post, mat enger Spuerkeess, wat jo staatlech Acteure sinn, fir dass do nach e Grondservice do ass. Mee och do si mer amgaangen, fir op eng Problematik, déi net einfach ass wéinst der Digitaliséierung vun der Gesellschaft, eng Äntwert ze fannen.

An dann, bei der Weiderbildung: Dat maache mer. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, deen den Här Schaaf och opgeworf huet. Ech mengen, d'Inneministesch huet elo schonn en Deel vun der Äntwert ginn. Mir wëllen de Prozess Luxembourg in Transition weiderféieren, well do ganz gutt Iddien do sinn an déi och konkreet um Terrain mat de Gemengen ëmsetzen, wéi zum Beispill zu Féiz mat elo engem Masterplang. Dat ass eng Iddi, déi doraus entstanen ass, déi mer elo ëmsetzen. Mir hunn d'Planungshandbuch zesumme mam Interieur, fir dass mer gutt PAPen hikréien a mir hu scho Formatioune gemaach fir d'Gemengentechniker. A mir wäerten där nach maachen, soudass mer do wierklech och elo schonn

déi Zesummenaarbecht, fir eng besser urban Qualitéit oder eng besser Planung hinzekréien … Déi leeft och elo schonn.

An dann, zwee nei Instrumenter, wou mer dann och Gesetzesännerunge bräichten, dat sinn d'Transferable Development Rights fir an engem Land, wou d'Privatproprietéit extreem staark geschützt ass iwwert d'Verfassung, dass mer tausche kënnen, Terrainen, wou mer fannen, datt se net op enger gudder Plaz leien, mat Terrainen, déi oft am Zentrum och vun engem Duerf leien. Do hu mer schonn e Groupe interministériel a mir kucken elo, op wéi enge Plaze mer misste Gesetzer änneren, fir dass dat méiglech gëtt.

An dat anert ass, mengen ech, och eng Realitéit, wou mer eng Äntwert drop fanne mussen: Wa mir entwéckelen, dann hu virun allem d'Promoteure ganz vill Akommes doduerch a mir als Staat an als Gemenge mussen dann duerno Schoule bauen, Kanäl verstäerken, Kläranlagen an esou weider. An an der Schwäiz ass et eeben esou, dass, wann iwwert eng Décision administrative eng Plus-value geschaaft gëtt, da muss de Promoteur en Deel vun deene Suen an en Dëppe ginn, fir dass eeben dann déi ëffentlech Infrastrukturen entstinn. An dat ass eppes, wat an den Avise vun de Gemengen zu ganz, ganz groussen Deeler gedeelt ginn ass, also wat d'Gemengen och wëllen, dass mer un deem Instrument schaffen. An och doru wäerte mer elo schaffen.

An da vläicht nach eng Kéier zréck zum Wuesstum: Also, eng gutt Landesplanung, déi hëlleft bei 750.000 Awunner, bei 850.000, bei 950.000. Dat heescht, all Planung hëlleft a kee weess, wéi vill Awunner dass mer hunn an 20, 25 Joer. A mir waren als Virbereedung och, wéi mer dat alles erstallt hunn, zweemol an d'Schwäiz. D'Schwäizer hunn, mengen ech, méi fréi eigentlech hir Landesplanung gestäerkt, an déi soten zu eis: „Dir hutt eigentlech ëmmer Interêt, vun där gréisstméiglecher Zuel auszegoen, well wa se net kënnt, hutt Der awer déi richteg Infrastrukture geschafen an Dir sidd de Saachen net hannendrugelaf." An duerfir: Et mécht elo kee Sënn, fir hei Schreckgespenster un d'Mauer ze mole mat 1 Millioun, 1,1 Milliounen. Mee wa mer och nëmmen 850.000 Leit hunn a mir hunn eng besser Landesplanung elo ëmgesat, dann huet dat fir d'Liewensqualitéit vun alle Leit am Land e Virdeel.

An dann, déi Grondfro: Wéi vill Wuesstum brauch dat Land hei iwwert déi nächst Joerzéngten? Mir hunn elo de PDAT, wat eng gutt Basis ass fir eng Optiméierung. Mir hu „Luxembourg Stratégie", wou elo den Ekonomiesministère amgaangen ass ze finaliséieren a wou mer jo och dat, wat hei Verschiddener undenken, dass mer méi Produktivitéit mussen hunn, fir eng gewëssen Entkoppelung ze kréien zwëschent Wirtschaftsaktivitéit an Aarbechtsplazen. Déi ass jo och do ugeduecht, och Ressourcëschounung. An dann hu mer jo och als Regierung eng Etüd um Wee, fir ze kucken, wéi robust eis Sozialsystemer och an der Finanzéierung sinn. Also hu mer elo dräi Dokumenter um Dësch, wou mer kënnen eng objektiv Debatt doriwwer féieren, wéi vill Wuesstum méiglech ass a wéi mer deen och kënne steieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Landesplanungsminister Claude Turmes. Parole après ministre fir de Jean-Paul Schaaf, fir de Fred Keup a fir de Gilles Roth. Fir d'éischt de Jean-Paul Schaaf.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Voilà, merci dem Minister. Ech kommen nach eng Kéier op déi viregt Fro zréck, well mer jo confirméiert kruten, dass et un der Landesplanung wier, fir ze definéieren, wie CDA wier a wien net CDA wier. Ech liesen Iech, wat am Dokument, wat mer déi lescht Woch kruten, op der Säit 47 steet iwwert de CDA Ettelbruck/Erpeldange-sur-Sûre/Diekirch. Do war eng Demande do, fir d'Lokalitéiten ze preziséieren.

Do steet dann dran: „Le CDA d'importance nationale Ettelbruck/Erpeldange-sur-Sûre/Diekirch se compose des localités d'Ettelbruck, d'Erpeldange-sur-Sûre, d'Ingeldorf et de Diekirch. Les localités de Schieren, de Burden, de Gilsdorf et de Bettendorf n'en font pas partie. En cas de fusion communale, le statut de CDA concernera toujours ces mêmes localités." Dat heescht, et si se, a bei enger Fusioun ännert dat bei de Lokalitéiten näischt. An da kënnt nach e Saz: „Étant donné que le FDGC est toujours attribué à l'échelle communale, il est à attribuer aux communes d'Ettelbruck, d'Erpeldange-sur-Sûre et de Diekirch, et en cas de fusion, il devrait être attribué à la ‚nouvelle' commune Nordstad."

Eendeiteg, et ass kloer: Den FDGC huet de CDA d'importance nationale ab sofort, wou dat heiten, e Regierungsdokument, ugeholl ass, ze respektéieren. Meng Fro un de Minister: Ass dat do esou, wéi ech dat elo interpretéieren? Oder gesitt Dir do nach eng aner Konditioun?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Schaaf. An ech ginn d'Wuert un de Landesplanungsminister.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Déi dräi Uertschaften …, mee mir hu keen aneren CDA, wou mer dräi Uertschaften hunn. An déi dräi Uertschaften Dikrech, Ettelbréck, Ierpeldeng, déi kënnen och nëmmen als CDA fonctionéieren, wa se …, deen Dag, wou se fusionéiert sinn. Ech hunn dat jo elo fënnef Joer matgemaach, wéi eng Dynamik do ass. An déi Dynamik ass an allen Éieren net gutt genuch … An all Statisiken … D'Nordstad huet net genuch Aarbechtsplaze kritt, huet net genuch Wunnengsbau geschaf, a mir brauchen – mir brauchen! – déi Fusioun. An dann ass et natierlech esou: Wat heescht CDA? CDA heescht, dass mer dann zu Dikrech, zu Ierpeldeng, zu Angelduerf an zu Ettelbréck …, dat ass de Kär. An do soll dann och méi Densitéiten … a méi urbaniséiert ginn. Bierden soll net wuessen, Gilsdorf soll net wuessen, well et net zentral ass. An ech mengen, mir si guer net …, mir sinn eis komplett logesch, dass, wann déi Fusioun do ass … a mir ënnerstëtze se jo och nach ausserhalb vun der Dotatioun dann, déi mer hei ginn, nach extra.

Also, ech mengen, mir hunn als Regierung iwwert all déi Aussoen, déi mer gemaach hunn, fir Iech ze ënnerstëtzen …, plus, an elo wëll ech net ufänken opzezielen: Moderniséierung vun der Gare Ettelbréck, d'Lycéeën, CGDIS an esou weider an esou weider.

(Interruptions diverses)

Dat heescht, mir investéiere massiv, massiv an d'Nordstad.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Wéi an all aner Gemeng am Land!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | A wann d'Nordstad soll fonctionéieren, wierklech, da brauche mer déi Fusioun. A mir stinn als Regierung do hannendrun.

M. Dan Kersch (LSAP) | D'Regierung mécht hir Aarbecht. Maacht Dir Är och!

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert ass elo fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech wollt dem Här Minister awer do trotzdeem soen … Dir hutt gesot, ech hätt gesot „d'Ghettoe vu Paräis" an ech hätt Belval domadder verglach. Nee, Belval entsprécht absolutt net der Definitioun vun engem Ghetto. An ech hunn dat Wuert och net gesot an ech hunn et och net esou gemengt. Dat ass dat Éischt.

Dir schwätzt vill vun der Schwäiz. Effektiv ginn et vill Parallellen zwëschent Lëtzebuerg an der Schwäiz. Si hunn och e staarke Wuesstum, allerdéngs trotzdeem nach däitlech manner wéi mir. Dat féiert awer zu änleche Problemer: Verkéier, Zersiidlung, zemools an deene groussen Däll zwëschent de Stied an natierlech och déi héich Wunnengspräisser. An dat huet iwwregens, just fir dat als Klammer ze soen, derzou gefouert, dass d'Schwäizer 2014 an engem Referendum esou wäit gaange sinn, dass se souguer d'Awanderung wollte begrenzen.

An dat anert, wat ech am Fong wollt froen: Dir sot jo, mir wiere géint de Wuesstum. Dat wier e Problem natierlech fir eis sozial Systemer, fir eis Renten. Do hutt Der net ganz Onrecht, dat ass absolutt richteg. A mir kommen och net derlaanscht, fir iergendwann eng Kéier do eng Reform ze maachen. Well Dir wësst jo awer och: Mir hunn elo 500.000 Leit, déi schaffen. Mir wäerten eng Kéier an e puer Joerzéngte warscheinlech 500.000 Leit an der Pensioun hunn, an da brauche mer 1.250.000 Leit, déi schaffen, fir deenen hir Pensioun ze bezuelen. A wa mer 1.250.000 Leit brauchen, déi schaffen, da brauche mer jo 1 Millioun Awunner méi plus nach 500.000, 600.000 Frontalieren. An da geet dat jo ëmmer weider. Da brauche mer duerno 2 Milliounë Leit, déi schaffen.

Dat heescht, wat ass dann Är Léisung? Wéi komme mer dann do aus där Wuesstumsspiral eraus? Oder ass dat Iech egal an Dir sot: „O, dat ass net schlëmm, mir maachen ëmmer esou weider"? An ass dat dann awer fir Iech dann déi nohalteg Politick, déi Dir de Leit hei wëllt vermëttelen?

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An d'Wuert geet erëm eng Kéier zréck un den Här Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Also, déi einfach Äntwert vu mir wier ze soen: „Dat do ass jo interessant ze héiere vun der Fënnef-Sechstel-Partei, déi sech jo dann net vill Gedanke mécht, wou déi fënnef Sechstel hierkommen, wou déi Suen hierkommen derfir."

Ech mengen awer, dass Der … Et gëtt e Punkt a mir brauchen eng objektiv Diskussioun doriwwer, wéi dat soll weidergoen. An duerfir hu mer jo als Regierung dräi Dokumenter elo, fir déi Debatt ze objektivéieren. Mir hunn dat Dokument, wou mer kucken: Eis Sozialsystemer, wéi kënnen déi finanzéiert ginn, a wat sinn dann do d'Parameteren? An dat heescht, do gëtt jo elo de Wirtschafts- a Sozialrot och en Avis derzou. Dat ass een Dokument.

Dat zweet Dokument ass dat Dokument vum Wirtschaftsminister iwwert „Luxembourg Stratégie", wou et jo drëm geet: Wéi eng ekonomesch Aktivitéite virun allem an Industrien oder am Mëttelstandsberäich hu mer?

An de PDAT ass och en Deel vun der Äntwert, well en …, en attendant, dass mer zu där dote Fro méi an der Déift wierklech eng kohärent Äntwert hunn. An ech mengen, mir sinn eis all bewosst hei, dass déi politesch net esou einfach ass. Mir hunn e PDAT, deen eis eng Optiméierung méiglech mécht op versigelte Flächen iwwert flott Bauen, wou mer eebe wierklech eppes fäerdegbréngen. Wat ee ka fäerdegbréngen, dat ass eebe Quartieren, modern Quartieren ze bauen, déi eng gewëssen Densitéit hunn, wou awer

vill Grénge dran ass. A well d'Autoen net do ronderëmfueren, mee an engem Parkhaus sinn, hunn ech eng immens Rou an och doriwwer eng immens Liewensqualitéit. A well ech eng gewëssen Zuel vu Leit hunn, ass d'Chance, datt ech eng Epicerie hunn, e Bistro hunn, e Restaurant hunn, eng Dokteschpraxis hunn, natierlech méi grouss, wéi wann ech eng ganz ..., wéi wann ech keng Dichtheet hunn.

Dat heescht, mir hunn als Regierung dräi Dokumenter, wou mer eis mat där dote Fro ganz seriö beschäftegen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. An da wier et um Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wéilt dem Landesplanungsminister dann déi selwecht Fro stellen, déi ech der Inneministesch virdru gestallt hunn a wou ech keng Äntwert krut. Ech kommen nach eng Kéier op de „cas par cas" vun der Madamm Ahmedova zréck, firwat dass d'Gemeng Mamer net CDA ass. Dat ass fir mech net novollzéibar, well all Kantonalhaaptuerter si CDA. Dat ass eigentlech novollzéibar, well am Prinzipp an engem Kantonalhaaptuert staatlech Verwaltunge sinn.

Zweete Krittär, deen Der awer notamment bei Mondorf ugewant hutt, dat ass dee fir ze soen: „Mee do si Schoulen an et si Sportsinfrastrukturen." An där Gemeng, déi ech virdru genannt hunn, do si mëttlerweil dräi Lycéeën, wann een de Sportslycée mat bäihëlt, an dee Lycée, deen do ass, dee gëtt nach vergréissert, an et ass eng Europaschoul, wou 2.500 Schüler sinn.

An duerfir stellen ech Iech d'Fro, well dat bedéngt jo och, dass déi Gemeng forcement muss méi wuessen. Well wann Dir sot, déi Leit, déi sollen no bei hir Aarbechtsplaz kommen, déi sollen no bei enger Schoul wunnen, da musse se jo och Plaz hunn, wou se sech kënnen néierloossen.

An do, wou ech Iech net Recht ginn – ech soe Jo zu enger Noverdichtung –, mee Dir kënnt keen zwéngen, säi Haus ofzerappen, a soen: „Dir baut elo e véierstäckegt Appartement dohinner!" Dat geet net. An duerfir stellen ech Iech déi Fro ...

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Dat behaapt Dir elo! Hunn ech dat iergendeng Kéier gesot?

(Interruption)

Dat behaapt Dir! Dir behaapt dat! Ech hunn dat net gesot.

M. Gilles Roth (CSV) | Mee Dir schreift an Äert Dokument d'Noverdichtung dran. An Noverdichtung heescht, dass ech do verdichten ...

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | O, dat do ass awer och liicht populistesch, sorry!

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, dat ass net liicht populistesch! Jo, wat Iech net passt, dat ass dann eebe populistesch!

(Interruption)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Gutt. Mee ech ginn Iech ...

M. Gilles Roth (CSV) | De Syvicol huet dann an Ärer Optik e liicht populisteschen Avis geschriwwen, well dat, wat ech Iech zitéieren, ass genau dat, wat de Syvicol a sengen 43 Säite schreift; wat ech iwwregens e ganz gudden Avis fannen.

An duerfir stellen ech Iech d'konkreet Fro: Wat war de Choix bei Mondorf fir ze soen: „Dat gëtt elo en neie CDA"? A wat sinn d'Argumenter fir ze soen, dass d'Gemeng mat dem Kantonalhaaptuert Cap, wat deen eenzegen ass, deen net bis elo CDA ass, wou eng ganz Rei vun Infrastrukturen, notamment dräi Lycéeë bäikomm sinn ..., firwat dass deen net CDA gëtt?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. D'Wuert geet zréck un den Här Minister.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Mamer, Bartreng, Walfer, all déi Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg sinn en Deel vum Regionalforum Zentrum, wou mer jo zesummen eng Konventioun ënnerschriwwen hunn. Dat heescht, Mamer an all déi Gemenge ronderëm d'Stad hunn als Anker vun eeben all de Servicen d'Stad Lëtzebuerg. Dat heescht, do ass e CDA an Dir sidd do mat dran.

(Interruption)

An duerfir hu mir jo och déi Zesummenaarbecht organiséiert zwëschent der Stad Lëtzebuerg an deene Gemenge ronderëm. An Dir sidd als Mamer net aneschters. Ech mengen, den Här Kersch huet do dat richtegt Beispill ginn: Suessem huet de Belval ze stemmen – huet schonn e Lycée a kritt nach e Lycée. Schëffleng stemmt zesumme mat Esch Metzeschmelz. Dat heescht, Esch ass do de CDA. Deen Dag, wou déi eng Kéier géife fusionéieren déi dräi Gemengen, ech mengen, da wier dat eng aner Situatioun. Mee de CDA ass den Anker fir déi Gemenge ronderëm. A mir hunn néierens am Land, dass mer niewent e CDA nach e CDA maachen, well dat mécht kee Sënn. Dat gëtt et net.

M. Gilles Roth (CSV) | Mir si keng Nopeschgemeng vun der Stad Lëtzebuerg!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Jo, mee gutt. Jo, da musst Der awer do ..., dat sinn awer dann ... Da sot Der mer eng Kéier, wivill Kilometer dat sinn!

(Interruption par M. Gilles Roth)

Mee, lauschtert, Dir sidd ... Mir hunn de Prinzipp vun der Agglo Zentrum an Agglo Zentrum heescht: Mir hunn de CDA Stad Lëtzebuerg am Zentrum, an dee bespillt all déi Gemenge ronderëm. An duerfir schaffe mer jo och zesummen am Regionalforum, fir eeben déi Zesummenaarbecht do ze optiméieren, grad esou, well natierlech kéint een och soen: Firwat ass Käerjeng kee CDA? Oder firwat ass Péiteng kee CDA? Firwat ass Beetebuerg kee CDA? Ma well mer am Süden dräi CDAen hunn an eeben och d'Zesummenaarbecht iwwert de PRO-SUD. Dat heescht, mir hunn dräi CDAen, déi eng Rei aner Gemenge bedéngen, an dat ass de Prinzipp.

Mir hunn dat selwecht och ... Ech mengen, House wollt e CDA ginn, Clierf ass schonn e CDA. Dat heescht, du méchs dann net ..., soss op eemol mécht dee Begréff vun „zentraler Ort", wou ech ganz bewosst wëll Saachen hibréngen, einfach kee Sënn méi, wann ech dee verwässeren an einfach multiplizéieren. Ech brauch eng Logik, well soss hunn ech keng Logik méi.

M. Gilles Roth (CSV) | Well d'Logik ass déi ... Däerf ech nach eng Kéier eng Fro stellen?

M. Fernand Etgen, Président | Nee. Fir d'éischt kënnt d'Madamm Ahmedova drun an duerno kënnt Dir nach eng Kéier drukommen.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech muss soen, am Ufank hunn ech mer geduecht: „Komm, reagéier net drop, well dat sinn Diskussiounen, dat huet keen Enn an et huet keen Interêt. Mee elo, wou fir d'drëtt mäin Numm gefall ass, hunn ech mer geduecht, muss ech eppes soen.

Ech fannen et net richteg, an dofir wëll ech dat richtegstellen: „du cas par cas" soll hei net pejorativ gekuckt ginn, mee da just am Sënn, datt all Gemeng, all Duerf, all Stad hei zu Lëtzebuerg ënner verschidde Charakteristike vum PDAT fält a muss aneschters traitéiert ginn. An dofir hunn ech gesot „du cas par cas". An Dir benotzt „du cas par cas" synonym zu „à la tête du client". Dat ass net déi Ausso, déi ech wollt maachen. Meng Ausso ass: Mir hunn e legale Kader, deen eis seet, wéi mer wëlle wuessen, dat ass eng Richtlinn. An ech mengen, et ass scho soss fir de Rescht alles gesot gi vum Här Minister an och vum Här Kersch.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Elo däerf den Här Gilles Roth nach eng Kéier d'Wuert kréien.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Dir hutt versicht, mer eng Äntwert ze ginn, mee Dir hutt net gesot, firwat dass Mondorf da CDA gëtt. An zweetens hunn ech gesot: D'Gemeng Mamer ass de Siège vun dem Kanton, Haaptuert vun dem Kanton Capellen. A firwat ass dat déi eenzeg Gemeng, déi net CDA ass an all déi aner si CDA, wou e Kantonalhaaptuert ass? Dat kann ech net novollzéien.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Jo, gutt. Ech hunn Iech dat erkläert.

M. Gilles Roth (CSV) | A well mir elo Agglo LUX sinn.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Well et mécht kee Sënn, dass ... Mir hunn d'Stad Lëtzebuerg, Dir sidd awer wierklech an der Sphère d'influence vun der Stad Lëtzebuerg. Ech mengen, wann Der dat ..., also, ech mengen, frot iergendee vu Mamer, deen ... Also Dir sidd am Anker, an der Sphère d'influence vum Anker Stad Lëtzebuerg. An do si verdammt vill gutt Servicer ugesidelt. Duerfir gesi mir net an, firwat mer och elo nach aus Mamer sollen e CDA maachen.

A firwat ass Mondorf e CDA ginn? Well mer an deem Deel vum Land wierklech eng Schwächt haten an – dat ass deen Deel Fréiseng, also zwëschent Diddeleng an der Musel – do ass kee CDA gewiescht, deen einfach déi Roll assuméiert huet. An duerfir huet Mondorf elo dee Rôle kritt, well se dee Rôle kënne spillen.

Une voix | Jo.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Et ass ..., also, mir hunn eng Logik. An natierlech verstinn ech, dass déi Buergermeeschteren, déi elo ugefrot hu fir e CDA, dass se enttäuscht sinn. Mee mir hunn eng Logik a mir musse bei där Logik bleiwen, well soss, wéi gesot, wann d'CDAe verwässert ginn, da mécht dat kee Sënn méi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci ...

M. Gilles Roth (CSV) | Här Minister, ech wëll Iech just soen, dass déi Gemengen awer aneschters gesot hunn a gesot hunn: „Mir iwwerhuelen eng iwwerregional Roll", wéi Der komm sidd, fir d'Lycéeën dohinnerzehuelen. Mir hu se gär geholl.

M. Dan Kersch (LSAP) | Maache mer elo Kommunalpolitick oder maache mer Nationalpolitick?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass awer d'Fro esou lues. Steet elo hei jiddwer eenzele Buergermeeschter op an zielt eis d'Wiertsfro vu senger Gemeng?

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, datt d'Diskussioun elo ofgeschloss ass.

Motion 1

Mir kënnen dëse Punkt awer net ofschléissen, ouni iwwert d'Motioun ze befannen.

Wëllt nach een zu där d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Da kënne mer direkt ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. Et feelen der nach e puer. An et feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 49 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf (par M. Jean-Paul Schaaf), Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Jean-Paul Schaaf et Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Dan Kersch), M. Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton (par M. Carlo Weber), Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Lydia Mutsch), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par M. François Benoy) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.33 heures.)

50e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 42**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Cécile Hemmen** **p. 42**
   Exposé : Mme Cécile Hemmen
3. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg** **p. 42**
   Exposé : M. Marc Spautz
   Débat : M. Max Hahn | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
4. **8144 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement** **p. 47**
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   Discussion générale : M. Paul Galles | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8144 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8173 – Projet de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement et portant mise en œuvre de l'article 94 nouveau de la Constitution** **p. 49**
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8173 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8022 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce** **p. 50**
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | Mme Semiray Ahmedova | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8022 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8196 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État** **p. 51**
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Roy Reding | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8196 et dispense du second vote constitutionnel
8. **Résolution de M. Yves Cruchten au sujet de l'arrêt immédiat des exécutions en Iran et introduction dans les lois des normes internationales régissant les droits de l'homme** **p. 53**
   Dépôt et exposé : M. Yves Cruchten
   Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Sven Clement | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | Mme Myriam Cecchetti | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten
   Vote sur la résolution (adoptée)
9. **Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du bilan de l'année écoulée au niveau des différentes politiques en faveur du développement du milieu rural et des principaux défis que doivent relever les régions excentrées de notre pays** **p. 55**
   Exposé : M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. André Bauler | Mme Tess Burton | M. Léon Gloden (parole pour fait personnel) | Mme Chantal Gary (interventions de Mme Octavie Modert, M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Mme Martine Hansen, Mme Stéphanie Empain et M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire) | M. Jeff Engelen (dépôt des motions 2 et 3) | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Marc Goergen | Mme Carole Hartmann
   Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Aly Kaes et M. Dan Kersch) | M. Aly Kaes (parole après ministre) | Mme la Ministre Paulette Lenert | M. Léon Gloden (parole après ministre) | Mme la Ministre Paulette Lenert | M. Léon Gloden | Mme la Ministre Paulette Lenert | M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire (interventions de M. Jean-Paul Schaaf et M. Léon Gloden) | M. Léon Gloden (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Motion 1 : M. Léon Gloden (interventions de M. Gilles Baum, Mme Josée Lorsché et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Gilles Baum (intervention de Mme Octavie Modert) | Mme Josée Lorsché | M. Marc Goergen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Mars Di Bartolomeo | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Gilles Baum (intervention de M. Gilles Roth) | M. Marc Goergen | Mme Myriam Cecchetti
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Gilles Baum | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Jeff Engelen, M. Sven Clement et M. Gilles Baum) | M. Marc Goergen | M. Claude Wiseler
Vote sur la motion 3 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Première Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, Ministre | Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Cécile Hemmen

M. Fernand Etgen, Président | Da géif ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Cécile Hemmen (LSAP), auteure | Jo, merci. Merci, Här President. Ech si ganz houfreg, haut de Mëtteg eng Proposition de loi ze hannerleeën. An zwar geet et drëms, et de Majorzgemengen ze vereinfachen, am Fall wou wärend der Mandatsperiod een, zwee oder méi Sëtz sollte fräi ginn am Gemengerot, dass da keng Komplementarwale méi sollen organiséiert ginn, mee dass dann e bësse wéi nom Prinzipp vun de Proporzgemengen deen nächste Kandidat op der Wallëscht kéint noréckelen.

Wannechgelift.

8219 – Proposition de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen.

(Brouhaha)

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du troisième âge au Grand-Duché de Luxembourg

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert den Drëtten Alter, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass opgedeelt, wéi dat bei enger Aktualitéitsstonn am Reglement virgesinn ass. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Drëtten Alter ab 60, de Véierten Alter ab 80 – wat kënnt nach?

Une voix | O!

(Brouhaha)

Une autre voix | De fënneften ...

M. Marc Spautz (CSV) | D'Entwécklung vun der Medezinn huet mat sech bruecht, dass d'Madamm Familljeministesch bal all Woch engem 100-Järege ka felicitéiere goen. Wéi domat ugefaange ginn ass, viru 40 Joer, waren et der zwëschent dräi a véier d'Joer. Haut si mer do op anere Weeër.

Wa mer vum Drëtten Alter schwätzen, schwätze mer meeschtens heibanne iwwer Altersstrukturen, iwwer Pensiounen, iwwer Alters- a Fleegeheemer an iwwer regional Opdeelunge vun Alters- a Fleegeheimer. Mir sinn de Moment amgaang, an der Kommissioun – an dat wäert net méi allze laang daueren, ginn ech emol dovun aus – iwwer Qualitéitskrittären ze schwätzen, déi missten do erfëllt ginn an den Alters- an an de Fleegestrukturen. Well et ass do wéi iwwerall: 99 % hale sech un alles an 1 % hält sech un näischt. An dofir muss een awer eng Infrastruktur maachen, fir dann och ëmmer deen 1 % ze kontrolléieren an deen 1 % erauszefannen.

Ech wollt awer haut weeder iwwert déi 100-Järeg schwätzen nach iwwert d'Alters- an d'Fleegeheimer nach iwwert d'Pensiounen, well do gëtt et sécher nach aner Geleeënheete heibannen, fir doriwwer ze schwätzen, mee ech wollt emol haut doriwwer diskutéieren: den Drëtten Alter, an e limitéiert sech jo net nëmmen dodrop, mee den Drëtten Alter, do geet et och ëm Kultur, do geet et ëm Mobilitéit, do geet et ëm Bildung, Digitaliséierung, Sécherheet a Berodung; och dat sinn d'Interête vu Leit am Drëtten Alter.

A mir hunn et och fäerdegbruecht – ech hunn et scho virdru gesot – duerch d'medezinnesch Entwécklung an och duerch all déi Fleegedéngschter, dass d'Leit méi laang kënnen doheem bleiwen an och méi laang d'Méiglechkeet hunn, doheem kënnen an hire véier Wänn ze wunnen an och ze liewen. Well mer stelle jo och fest bei den Alters- a Fleegeheimer, dass et do ganz grouss regional Ënnerscheeder gëtt, a wann haut Demandë sinn, fir an Alters- a Fleegeheimer ënnerdaach ze kommen, sou kënnen déi méi stänneg Kolleegen heibanne sech drun erënneren, dass dat emol an der Zäit ëmmer eng Diskussioun war, dass net genuch Better do waren, dass d'Leit hu missen an d'Ausland goen. Haut ass et éischter, ob se kënnen an hirem Eck, an hirem Ëmfeld bleiwen oder ob se déi musse wiesselen, well net déi néideg Better do sinn.

Wa mer vun den eelere Leit schwätzen, gëtt et der och, déi Schwieregkeeten hu mat der Digitaliséierung. Mir wëssen awer gläichzäiteg, dass ëmmer méi Saachen digital ugebuede ginn. Ech denken do och un d'Finanzdéngschtleeschtungen. An et si jo genuch Kolleegen heibannen, déi wëssen, datt mer ëmmer déi Diskussiounen haten: „D'Post gëtt zougemaach", „d'Bank gëtt zougemaach", „de Schalter ass fort an d'Leit kommen dann net méi un hir Suen op déi Aart a Weis, wéi si dat gewinnt waren". An alles dat sinn och Belaaschtunge fir déi eeler Leit.

Mir hunn de selwechte Punkt: Et ginn ëmmer méi Servicer ugebueden, mee déi meescht Servicer ginn haut awer och elektronesch ugefrot. Wann der nämlech bei den Dokter urufft, geet meeschtens de Repondeur: „Wann Der gär e Rendez-vous hätt, wannechgelift fuert iwwert den Doctena a maacht alles mam Computer!" An alleguerten déi Leit – an där gëtt et, bei deene 60+ vläicht manner, mee bei deenen ab 70+ gëtt et der awer ëmmer méi –, déi net wëssen, wéi se da mat der Informatik ëmginn a wéi se sech déi Rendez-vouser huelen ...

Mir hunn a verschiddene Géigende vum Land ganz aktiv Amiperasen, Club-Senioren a lokal Strukturen, déi deene Leit och hëllefen, wou och d'Méiglechkeete besti vun esou Internetformatioune respektiv vun Internethëllef. Mee awer och bei deene Leit ass awer eng gewësse Retizenz, fir dann de Geheimcode weiderzeginn, fir Bankoperatiounen ze maachen, wat ech awer och ganz normal fannen – ech wëll dat direkt hannendrusetzen –, an déi Leit hu Schwieregkeeten.

An déi Schwieregkeete sinn awer net am Lëtzebuerger Land iwwerall d'selwecht. Op verschiddene Plazen ass dat iwwerhaapt kee Problem, do gitt Der an eng Agence vun der Bank e bësse méi wäit, a bei aneren, do sëtzt Der Iech dann an de Bus an da fuert der 30 Kilometer, bis Der eng Agence fannt, wou Der och kënnt erakommen. An et ass dofir, mengen ech, wou et wichteg ass, dass mer eis och mat deene Problemer beschäftegen.

An dat selwecht gëllt fir kulturell a sportlech Aktivitéiten. Et si vill Gemengen – gréisser Gemengen, och klenger –, déi vill maachen, fir e Kulturprogramm an e Sportsprogramm fir hir eeler Matbierger unzebidden. Et sinn awer anerer, déi hu guer näischt respektiv heescht et dann: „Dann hëls de de Bus an da fiers de bis an d'Philharmonie oder du fiers bis op Dikrech" – op Ettelbréck, pardon, Här Schaaf! – „an de Centre des Arts Pluriels, da klëmms du dräimol ëm an du fiers mëttes um véier Auer fort, fir owes um aacht Auer do ze sinn." Ech hunn et elo e bëssen iwwerspëtzt formuléiert, mee dat si Problemer, déi sech stellen.

An da kënnt eppes do derbäi, dat nennt ee „sozial Isolatioun". An ech hunn dofir och nach eng Kéier eng Zeitung matbruecht vu leschtem Samschdeg, eng däitsch Zeitung, d'„Süddeutsche Zeitung", déi ënnerstrach huet, dass d'Einsamkeet amgaang ass, de gréisste Problem ze ginn, deen et gëtt. An déi Einsamkeet heescht net nëmmen, dass e Mënsch eleng lieft, mee do sinn och Leit, déi hu reegelméisseg Kontakt, mee se fille sech awer einsam, well dat och eppes Emotionales ass – an déi Gefiller, ob ee sech eleng spiert oder net, dat si subjektiv Gefiller –, an dass do ganz vill Leit och an d'Krankheet falen, dass et do virun allem Häerz-Kreeslaf-Krankheete gëtt, dass der ëmmer méi och an eng Sucht falen, déi 70 Joer keng Sucht haten an dann op eemol ufänken, sief et mam Alkohol, sief et mat Medikamenter, well se de Problem soss net méi gebändegt kréien.

A wann ech dat liese fir Däitschland – huelt mer et net iwwel –, da mengen ech, dass d'Steigerungsrat hei zu Lëtzebuerg vun där Problematik héchstwarscheinlech

net wäert vill Ënnerscheeder mat sech bréngen, mee dass och déi Prozentsätz wäerte weidergoen an dass mer do och als Politick gefuerdert sinn, eppes ze maachen, fir deene Leit, deenen eelere Leit, och dat kënnen entgéintzebréngen an hinnen och ze weisen, dass den Interêt, dee mir vis-à-vis vun hinnen hunn, sech och net nëmmen op déi Haiser bezitt.

Ech wëll och ganz kloer soen, dass dat net …, vun deenen Theemen, déi ech elo ugefouert hunn, huet d'Madamm Minister der u sech net vill an hire Kompetenzen: Si ass weeder Mobilitéitsminister nach Digitalminister nach Minister vun der Kultur a vum Sport. Mee si ass awer déi Persoun, déi d'Seniorepolitick hei zu Lëtzebuerg chaperonnéiert, an dofir ass et och, dass ech gemengt hunn, dass mer déi Diskussioun sollte mat hir féieren an dass et och wichteg wier, déi Diskussioun ze féiere virun dem 11. Juni, well ech der Meenung sinn, dass och do d'Gemengen eng relativ grouss Aufgab a grouss Charge domat hunn.

An ech hunn och verzicht op eng Motioun, déi souwisou vläicht mat 31:29 ofgeleent gi wier – oder mat 60:0 ugeholl gi wier, ech weess et net. Mee ech wollt awer Suggestioune maachen, well no Walprogrammer, déi si jo meeschtens geschriwwe ginn, gëtt et jo awer och nach Koalitiounsprogrammer, an dass ee sech vläicht an de Gemengen och domat beschäftegt, ech weess, dass et dat a verschiddene Gemenge gëtt, d'Seniorekommissioun u sech, dass déi sollen iwwerall sinn, dass e Seniorekoordinator … – mir hu jo elo als Gemenge gesot kritt vum Sportskoordinator, wou och de Staat en Deel vun den Ausgaben iwwerhëlt –, fir och e Seniorekoordinator ze maachen, fir domat och de Leit kënnen entgéintzekommen. Ech weess, dass et dat a verschiddene Stied a Gemenge scho laang gëtt, mee dass dat awer net flächendeckend ofgedeckt ass. Déi eng kënnen d'Ham an der Mëllech kachen an déi aner hunn iwwerhaapt näischt.

A wa mer ëmmer déi Diskussioun féieren: Wéi solle mer eis organiséieren? Soll ee vläicht déi Saache mat op de Wee huelen? E Seniorerot? Mir maachen iwwerall e Kannergemengerot, e Jugendgemengerot, mee ob mer net och sollten e Seniorerot maachen, wou mer och déi eeler Matbiergerinnen a Matbierger an de Gemenge matabannen, dass och si hiren Input kënne kréie bei deene Projeten, déi mer realiséieren. Mir hu jo an der Chamber virun net allze laanger Zäit e Gesetz gestëmmt iwwert den allgemengen Zougang zu den ëffentleche Gebaier – wat hinne sécherlech gehollef huet –, mee och op anere Plazen, dass ee si do och kéint mat eranzéien. An da, wéi gesot, kéint déi Persoun sech och mat drëm bekëmmeren, fir d'Leit aus der sozialer Isolatioun erauszehuelen.

A wann ech soe „sozial Isolatioun": Nach eng Kéier, et ass net, ob do all Dag ee bei ee geet a mat deem zwee Wuert schwätzt oder net, oder ob de Bäcker an de Mëllechmann laanschtginn, mee eng sozial Isolatioun ass, wann déi Leit keng sozial Kontakter méi hunn, keng sozial Verbindunge méi hunn doduerch, dass se u kengem Veräinsliewen, u kengem Familljeliewe méi kënnen oder wëllen deelhuelen. An do ass et wichteg, dass mer eppes maachen, an ech mengen, dass och souwuel der Gemeng wéi dem Staat do alles muss dru leien, fir deene Leit, déi awer Lëtzebuerg dohinnerbruecht hunn, wou mer haut sinn, och an Zukunft kënnen ze hëllefen.

An dofir nach eng Kéier, wéi gesot, mäin Appell: Mir hunn alleguerten déi Kolleeginnen a Kolleegen, dass een dat mat dem Seniorekoordinator, de Seniorekommissiounen an dem Seniorerot och mat eranhëlt, fir och domat der eelerer Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg awer dee Secours an déi Ënnerstëtzung ze ginn, déi se brauch, an dass mer net nëmmen dann u se denken, wa mer iwwer Fleege- oder Alterheimer schwätzen, mee dass mer se och fir de Rescht matabannen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. D'Lëtzebuerger Bevëlkerung gëtt ëmmer méi al – dat ass och gutt esou. Déi allgemeng Liewenserwaardung vun eisen Awunner läit nämlech am Moment bei ronn 83 Joer, Tendenz steigend. Ronn 20 % vun eiser gesamter Bevëlkerung hunn iwwerdeems iwwer 60 Joer an dëse Prozentsaz wäert an Zukunft och nach weider an d'Luucht goen.

D'Seniore sinn dann och alles anescht wéi en homogeene Grupp. Hir Interessien, Besoinen a Charakterzich sinn immens vilfälteg. Hei derbäi kënnt, dass déi eeler Leit och um sozio-kulturellen Niveau ëmmer méi ënnerschiddlech ginn. Een Drëttel vun de Leit iwwer 60 Joer hunn eng auslännesch Nationalitéit. Dofir brauche mir hei zu Lëtzebuerg eng Seniorepolitick, déi genee dëser Vilfalt Rechnung dréit.

Den Iwwergang vun der Aarbecht an d'Pensioun ass e wichtegen Dréipunkt am Liewe vun all Mënsch. Et ass e Moment, op dee sech, jo, ganz vill Leit scho jorelaang am Viraus freeën, mee deen och gutt preparéiert muss ginn; schliisslech bréngt dës nei Liewensphas eng ganz Rei Changementer mat sech. Wärend déi eng Leit ganz gutt mat hirer nei gewonnener Fräizäit zurechtkommen, gëtt et och Fraen a Männer, déi sech mat hirem neien Alldag iwwerfuerdert respektiv ënnerfuerdert fillen.

Als Politick musse mer dofir suergen – a jo, Här Spautz, an dat um nationalen an och um kommunalen Niveau, do ginn ech Iech ganz Recht –, dass dës Leit sech weiderhi vun hire Matmënsche gebraucht spieren, dass si weiderhin Ziler hunn, op déi si hischaffe kënnen, Aktivitéiten hunn, déi hinne Spaass maachen, an dass si d'Gefill hunn, en integralen Deel vun eiser Gesellschaft ze sinn a virun allem och respektéiert ze ginn.

An de leschte Joren hu mer hei am Land eng transversal Seniorepolitick op d'Bee gestallt, déi déi eeler Generatioun proaktiv beim Alginn begleet an hire wichtege Rôle fir eis Gesellschaft ënnersträicht. D'Wuelbefannen an d'Liewensqualitéit vun de Seniore stinn hei am Mëttelpunkt. Gemeinsam mat den Acteuren aus dësem Beräich huet d'Regierung eng ëmfaassend Active-Aging-Strategie ausgeschafft, déi sech souwuel mat der Transitioun vum Beruffsliewen an d'Pensioun, de Kompetenzen, dem Benevolat an de Fräizäitaktivitéite fir Seniore befaasst, wéi och Mesüre fir d'Integratioun vun eelere Migranten a preventiv Moossname géint d'Isolatioun vun eelere Mënsche proposéiert. De fairen Accès an d'Qualitéit vun den Alters- a Fleegeservicer sinn natierlech och en Deel vun dëser Strategie.

Här President, wa mir d'Wuelbefanne vun den eelere Matmënsche wëlle garantéieren, da musse mir hinnen erméiglechen, esou laang wéi méiglech autonom kënnen ze liewen. Mir mussen eis Ëmwelt an eis Infrastrukturen esou gestalten, dass d'Senioren hiren alldeeglechen Aktivitéiten eleng oder mat Hëllef vu bausse kënnen nokommen.

An deem Kader sinn ech immens frou, dass mir d'lescht Joer an der Chamber zwee Gesetzer gestëmmt hunn, déi engersäits déi ëffentlech Gebaier an anerersäits vereenzelt Produiten a Servicer méi accessibel gemaach hu respektiv maache wäerten.

D'Pandemie huet gewisen, dass d'Digitaliséierung e wichtegt Instrument fir eeler Leit ka sinn, fir de soziale Kontakt zu hire Matmënschen net ofbriechen ze loossen. Dofir begréissen ech, dass de Minister Marc Hansen 2021 den nationalen Aktiounsplang fir digital Inklusioun lancéiert huet, deen ënner anerem d'Weiderbildung an Informatiounscampagnen iwwert déi nei Kommunikatiounstechnologië fir eeler Leit proposéiert. Nieft der Mise en place vun neien digitale Servicer fir Seniore musse mir allerdéngs sécherstellen, dass Leit, déi sech weiderhi fir den analoge Wee entscheeden, net benodeelegt ginn.

Dëst Joer wäerten dann nach zwee wichteg Gesetzer gestëmmt ginn, déi ech nëmme begréisse kann: éischtens dat neit Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit, mat deem mir fir eng gréisser Präistransparenz an deenen eenzelen Haiser a fir eng besser Prise en charge vun de Seniore suergen, an zweetens d'Reform vum Accueil gérontologique, mat där mir deene Leit ënnert d'Äerm gräifen, déi de Pensiounspräis am Altersheem selwer net méi bezuele kënnen.

Doriwwer eraus investéiert de Staat weider an den Ausbau an an d'Renovéiere vun Infrastrukture fir eeler Leit. De Familljeministère schaaft dëst Joer ausserdeem en nationalen Informatiouns- a Mediatiounsservice am Senioreberäich, fir déi eeler Leit iwwer sämtlech Mesüren, déi si betreffen, a Kenntnis ze setzen.

Här President, jidderee muss kënnen an all Alter Acteur vu sengem eegene Liewe sinn a fräi wiele kënnen, wou a wéi hie liewe wëll. Am Numm vun der DP schwätzen ech mech kloer fir eng modern a proaktiv Seniorepolitick aus, déi d'Liewensqualitéit an d'Wuelbefanne vun den eelere Leit garantéiert!

Ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir d'Nolauschteren, ganz besonnesch dem Kolleeg Marc Spautz, fir dës Aktualitéitsstonn op den Ordre du jour gesat ze hunn.

Just nach vläicht ee Wuert: Hien huet geschwat vu Motiounen, wéi gesot; dat kéint 31:29 ofgeleent ginn oder 60:0 ugeholl ginn – et hänkt eigentlech nëmme vum Inhalt of, Här Spautz.

Dëst gesot, Iech nach eng Kéier villmools merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, merci och direkt dem Marc Spautz, fir dës Aktualitéitsstonn iwwert den Drëtten Alter ugefrot ze hunn, an et ass eng gutt Geleeënheet, fir eis mat dësem wichtege Sujet ze befaassen. Leider hu mer alleguerten net allze vill Zäit, fir op all Aspekter am Zesummenhang mam Drëtten Alter anzegoen.

Ech géif awer dann e puer Wuert driwwer soen, an zwar: Den Drëtten Alter beschreift u sech eng Liewensetapp, déi sech an de leschte Joerzéngte staark verännert huet. Duerch de medezinnesche Fortschrëtt an déi steigend Liewenserwaardung ass et jo sou, dass mer am Duerchschnëtt ëmmer besser an a besserer Form méi al ginn – och wann dat awer leider net fir jiddwereen de Fall ass.

Den Undeel vun de 60+ an der Populatioun mécht de leschten Zuelen no iwwer 20 % aus. Si stellen also deemno méi wéi ee Fënneftel vun der Bevëlkerung duer, soudass et och net verwonnerlech ass, dass och d'Wirtschaft déi sougenannt Silver-Economy als Zilgrupp entdeckt huet. D'Leit sinn dacks nach fit an hu méi Zäit, dat ze maachen, wouvu se schonn ëmmer gedreemt hunn. A vill vun hinnen, nodeems dann d'Kanner aus dem Haus sinn an eventuell, am beschte Fall, d'Wunneng bezuelt ass, hunn dann och d'Moyenen, fir sech en Deel vun dësen Dreem ze erfëllen.

Fir vill vun hinnen ass awer den Iwwergang tëscht Schaffliewen a Pensioun net ëmmer esou ganz einfach. Et ass net evident, fir vun haut op muer einfach opzehale mat schaffen, an ouni Struktur, ouni Flichten an Aufgaben, déi ee joerzéngtelaang erfëllt an op d'mannst och beschäftegt hunn. Et wier gutt, wann deen Iwwergang méi fléissend kéint gemaach ginn, soudass ee lues a lues kéint aus dem Beruffsliewen erausklammen an d'Entreprise awer och weiderhin op de wichtegen Know-how an d'Erfarung vun dëse Leit kéint zielen.

Och a virun allem no der Pensioun ass et wichteg, aktiv ze bleiwen. Et ginn duerch d'Land, duerch d'ganzt Land, vill a ganz verschiddenaarteg interessant an attraktiv Aktivitéiten ugebueden. Ech denken do – ech mengen, et ass schonn dovunner geschwat ginn – och un d'Club-Senioren duerch d'Land. An och de Projet de loi iwwert d'Qualitéit vun de Servicer a Strukture fir eeler Leit wäert hei eng méi kloer Rumm a Struktur erabréngen.

Leider fille sech vill eeler Leit vun dësen Aktivitéiten net ugeschwat an ech denken, dass mer do mussen all zesumme kucken, wéi een d'Leit besser erreeche kann, well u sech ass ëmmer fir jiddereen eppes derbäi.

Generell ass déi éischt Prioritéit awer, d'eeler Leit an d'Liewe vun der Gemeng anzebannen. An dofir musse mer och de Benevolat an d'Mataarbecht an de Veräiner an Associatioune förderen, op lokalem Niveau Strukture schafen an déi dann och matenee vernetzen. Et geet dorëms, de Kontakt mat den eelere Leit ze halen a se dann och au besoin ze begleeden – nach virun oder zousätzlech zum Maintien à domicile an der Assurance dépendance.

Mir hunn, wéi d'Enquête vun der Satisfaktioun d'lescht Joer gewisen huet, eng ganz gutt Fleegeversécherung, déi eng héichwäerteg Betreiung a Fleeg garantéiert an et de Mënschen erlaabt, esou laang wéi méiglech ënner gudde Konditiounen an de gewinnte véier Wänn wunnen ze bleiwen. Zousätzlech brauche mer awer nach Initiativen a Programmer, fir d'Autonomie ze erhalen a géint den Isolement virzegoen. Och do sinn d'Gemenge gefuerdert mat Servicer wéi „Senior Plus", déi et, wéi den Här Spautz oder den Här Hahn virdru gesot hunn, och scho gëtt a ganz ville Gemengen, awer nach net genuch. Oder och e Beispill ass de „Service Iris" vun der Croix-Rouge, deen och ganz wäertvoll ass, fir nëmmen déi hei ze nennen. Et gëtt der nach, mee ech hunn elo nëmmen déi genannt.

Am Logement fanne mer et och interessant, nei Iwwergangsofferen ze schafen, sou eng Tëschenetapp tëscht dem alen Doheem an enger Struktur. Aner Wunnforme wéi Alters-WGen, partizipatiivt Wunnen, Logement encadré, déi gëtt et jo schonns, mee si musse legal encadréiert a finanziell, organisatoresch a prozedural ënnerstëtzt ginn. Staat a Gemenge sinn do alle béid an der Responsabilitéit.

Vläicht wär och sou eng Zort Guichet unique eng Iddi, fir den Drëtten Alter ze thematiséieren an eeben och hei Hëllefen unzebidden.

Do dernieft brauche mer dann awer qualitativ héichwäerteg Betreiungsstrukturen, déi ee sech dann awer och leeschte kann. Dës Strukture mussen an d'Gemengen agebett sinn, si musse vun der Gréisst an der Organisatioun hier iwwersiichtlech sinn an och op déi individuell Besoine vun de Leit kënnen agoen.

Mir brauchen do Konzepter, wéi deene Leit hir Autonomie erhalen an och nees opgebaut ka ginn, wou se dat, wat se nach ëmmer kënne maachen, hei och nach dierfe maachen, och wann et da vläicht e bësse méi lues geet.

Wat de Präis vun dëse Betreiungsstrukturen ubelaangt, do ass jo och e Projet de loi 7524 iwwert d'Qualitéit, dee bréngt do jo méi Transparenz eran. A mir mussen oppassen, dass d'Leit sech dat dann eeben och alles leeschte kënnen.

Wuel wëssend, dass mer dëse Projet de loi um Ordre du jour hunn – also et ass elo dee vun der „Allocation complémentaire personnes agées", vun deem ech schwätzen, deen u sech den Accord déontologique ersetzt, wou d'Hëllefen dann och wäerten eropgoen –, musse mer eis bewosst sinn, dass et Leit wäert ginn, déi am Alter Problemer hunn, sech hiert Liewen sou ze gestalten, wéi si sech dat eventuell virgestallt hunn.

Generell ass d'Altersaarmut och e Problem, dee mer virun allem virum Hannergrond vun eiser Energiekris an der Inflatioun mussen am A behalen. Besonnesch Leit mat klenge Pensioune brauchen do méi Hëllef a méi Ënnerstëtzung.

Ee wichtegen Aspekt wollt ech Iech zum Schluss awer nach soen, ech wollt dat uschwätzen elo kuerz virun de Walen: dass ab 75 Joer jo keng Walflicht méi gëllt, mee e Walrecht. Mir als LSAP fannen et wichteg, och hei de Message ze ginn, dass een dat Recht ze wielen och am Alter sollt wouerhuelen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer soen, dass d'Kanner an d'Jugend eis Zukunft sinn, dann däerfe mer net vergiessen, dass alles, wat mer haut hunn, vun de Generatioune virdrun erkämpft, erschafft an opgebaut gouf. Mir mussen alles maachen, fir dass si gutt, an Dignitéit, autonom, selbstbestëmmt an ënnert de beschte Konditioune kënne liewen an um gesellschaftleche Liewen kënnen deelhuelen. Dat si mer hinne schëlleg!

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och merci dem Marc Spautz fir d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Besoine vum Drëtten Alter – vast Thematik, wéineg Zäit –, en Theema, mat deem ech mech awer schonn, wann ech zréckblécken, iwwer 35 Joer laang beschäftegen, notamment als jonke Mënsch, als Member vun der ALGG, der Association luxembourgeoise de gérontogériatrie, deemools mam Josée Thill a mam Dokter Jean-Claude Leners.

Eng vun de Suerge war deemools, fir e gudden Iwwergang vum Beruffsliewen an d'Pensioun ze plangen, fir dass et net zu enger Deprimm bei de Leit sollt kommen, dass se net sollten an dat berüümt Lach falen, wouduerch den Alterungsprozess massiv riskéiert, verstäerkt ze ginn.

Zënter den 90er-Joren ass zu Lëtzebuerg munches geschitt an et gëtt vill Angeboter, fir den Iwwergang aus dem Beruffsliewen besser ze meeschteren an eng mat Sënn a Freed gefëllten Zäit ze erliewen.

Fir eis Gréng ass et wichteg, dass jiddereen, ob Kand, Jugendlechen, Erwuessenen, méi oder manner eelere Mënsch, eng vollwäerteg Plaz an eiser Gesellschaft huet. Jiddereen ass Member vun dëser Gesellschaft, ob e gesond ass oder Suerge mat der Gesondheet huet, egal wou e gebuer ass a wéi eng Sproochen e schwätzt. An all Liewensmoment heescht et fir eis Gréng, derfir ze suergen, dass jidderee seng Plaz huet a seng Plaz fënnt!

Wann ee sech d'Resultater vun der Vollekszielung vum 8. November 2021 ukuckt, da stellt ee fest, dass eis Bevëlkerung wiisst, duerch d'Awanderung vu Mënschen an de berufflech aktive Generatiounen, an zur selwechter Zäit ëmmer méi al gëtt, also vereelzt. Den Duerchschnëttalter vun de Lëtzebuerger Matbierger ass dräi, véier Joer méi héich wéi dee vun den Netlëtzebuerger, awer déi Differenz gëtt méi kleng: Virun zéng Joer war se nach sechs Joer.

Deemno – et ass gesot ginn – gëtt déi eeler Bevëlkerung zu Lëtzebuerg ëmmer méi kosmopolit. Mentalitéiten an Erwaardunge vun den eelere Semester ginn also ëmmer méi divers, ënnerschiddlech a vill vun hinne kënnen och net op e breede Familljekrees hei am Land zielen, voire Patrimoine.

D'Offer fir Senioren ass an de leschte Joerzéngte staark ausgebaut ginn: Club Senior an Dagesfoyeren uechter d'Land, nei a renovéiert Altersheemer a spezifesch Heemer wéi z. B. fir eis alzheimerkrank Matbierger. Via flächendeckend Reseauen, fir d'Leit doheem ze versuergen, hu mer och de Maintien à domicile quasi zum Lëtzebuerger Modell gemaach – erméiglecht natierlech duerch d'Fleegeversécherung.

Mee dëse Modell, erlaabt mer, charakteriséiert duerch esou laang wéi méiglecht Doheembleiwen engersäits, anerersäits am héijen Alter eréischt an d'Altersheim ze goen – awer net fir laang, ouni wëllen zynesch ze sinn; als Demograf sinn ech gewinnt, Liewenserwaardungen ze analyséieren, an déi an engem Altersheim ass dräi Joer, konstant zënter enger ganz laanger Zäit … Dëse Modell, dëse Lëtzebuerger Modell vum Maintien à domicile, stéisst u seng Grenzen.

An d'Grenze sinn: d'Isolatioun vun den eelere Matbierger bei sech doheem, „Alterseinsamkeit" op Däitsch, d'Elengsinn, wat fir déi physesch Gesondheet ka geféierlech sinn a fir dat psychescht Wuelbewunne wierklech zur Katastroph ka ginn; wéineg Kontakter, wéineg Stimulatioun, ëmmer manner Liewensloscht, ëmmer manner Liewensfreed. Vill vun den eelere Matbierger liewen oft eleng, respektiv zu zwee, wa se nach an der Koppel sinn, a Wunnengen – Wunnengen, déi hire Besoinen net méi entspriechen: ze grouss, net altersgerecht, oft richteg deier am Ënnerhalt fir eeben eng bis zwou Persounen. An anere Wierder: wann déi eege Wunneng net méi ugepasst ass respektiv zur Laascht gëtt.

Déi Gréng proposéieren, aus där Fal erauszekommen! Dës Situatioun erfuerdert nei Modeller, fir dass mer déi eeler Matbierger weider abannen an dat gesellschaftlecht Liewen. Duerfir triede mir Gréng fir Méi-Generatiounen-Haiser an, wou d'Zesummeliewen ënner Generatioune gestäerkt gëtt An deem Sënn ass och de Modell vu Seniore-Wunngemeinschaften ze entwéckelen. Béid Konzepter si komplementar a stellen eng Alternativ zu den aktuellen Altersheimer oder änleche Strukturen duer respektiv se sinn eng zousätzlech Offer. Natierlech musse mer an eise Gemengen derfir suergen, dass den Urbanismus dës Entwécklung méiglech mécht.

A béide Fäll kommen déi eeler Leit aus hirer Sozialisolatioun eraus. Si hunn eng méi lieweg Noperschaft, si

kréien altersgerecht Wunnengen, wou si weiderhin an hirem eegenen Heem sinn. Wa mer alles richteg maachen, liewe se an engem Wunnquartier mat kuerze Weeër, mat Geschäfter, Gesondheetsdéngschter, Restauranten, kulturellen Offeren a wa méiglech engem gudden ëffentlechen Transport.

Ech komme gläich zum Schluss.

Et ass also och en Element vun der Debatt iwwert den Amenagement du territoire, wéi mir se gëschter gefiert hunn, fir altersgerecht Quartieren unzeleeë respektiv besteeënd Quartieren esou ze amenagéieren.

Wéi soll dat goen? Wéi dëse Mentalitéitswandel ënnerstëtzen? Eng Berodung vu Famillje soll ageriicht ginn, wou Froe wéi déi vu Besëtz an Ierfschafte kënne proaktiv an ouni Ängschten ugeschwat ginn. Eng Transitioun wéi déi muss sech a Rou virbereeden. D'Erfarung weist, dass de Modell méi einfach ze realiséieren ass, wa mir Mietwunnengen hunn, am beschten an ëffentlecher Hand, wou de Loyer u sozial Krittäre gekoppelt ass. Och dowéinst brauche mer méi Locatiounswunnengen an der ëffentlecher Hand respektiv an der Hand vun de Sozialträger.

Esouwäit mäi Bäitrag aus grénger Siicht. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wëll ufänke mat engem Merci och un den Här Spautz fir dës Heure d'actualité. Mir hunn effektiv zu Lëtzebuerg eng Bevëlkerung, déi méi al gëtt. Mir hu warscheinlech déi héchst Liewenserwaardung, déi et hei jee ginn ass. Mir leie bei de Frae bei 84 Joer, e bëssen driwwer souguer, bei de Männer, déi gi manner al: 80 Joer Liewenserwaardung. Et kann ee soen, dass déi, déi do driwwer sinn, wéi virdru scho gesot, dann de sougenannte „Véierten Alter" wieren.

De Véierten Alter, déi Leit, déi iwwer 80 Joer hunn, do muss ee sech virstellen, dat ass am Fong déi lescht Generatioun, déi och nach de Krich matgemaach huet, déi ganz vill Veränneerungen erlieft huet, déi Lëtzebuerg opgebaut huet an déi am Fong de Grondstee geluecht huet vun deem Wuelstand, vun deem mer haut zum gréissten Deel profitéieren, vun eiser Fräiheet. An ech mengen, dofir ass et ganz besonnesch wichteg, deene Leit och Merci ze soen a se esou respektvoll wéi méiglech ze behandelen.

D'Welt, an där mer liewen, ass eng, déi sech schnell verännert, an dat ass schwiereg fir vill Leit, och fir Jonker, an et ass besonnesch schwiereg och fir vill eeler Matbierger. Net alleguer, do sinn der ...; mir kennen alleguer bestëmmt Beispiller vun eelere Leit, déi sech ganz gutt upassen, Leit, déi nach mat 95 Joer TikTok a Facebook an ech weess net wat alles benotzen. Mee dat ass awer eng Raritéit. A ganz vill Leit, déi kommen do net méi mat, an déi dierfe mer net vergiessen!

Do si mer beim Punkt vun der Digitaliséierung, déi sécherlech ganz vill Virdeeler kann hu fir eeler Leit, déi domadder eens ginn, mee och Nodeeler mat sech brëngt fir déi Leit, déi eeben net domadder eens ginn. A ganz wichteg ass eeben an deem Kontext, dass mer do de Service um Client – deen traditionellen analogen, wann Der esou wëllt – bäibehalen, dass mer et och nach ëmmer fäerdegbréngen, dass mer an eisen Dierfer, Uertschaften, Quartieren esou vill wéi méiglech Banken, Posten et cetera hunn, mat Guicheten, wou d'Leit kënnen hir Geschäfter dann erleedegen.

En anere Punkt ass d'Mobilitéit. Mir hunn effektiv hei – an dat war eng ganz gutt Saach – d'lescht Joer zwee Gesetzer gestëmmt fir déi Leit mat ageschränkter Mobilitéit, fir deenen hir Situatioun ze verbesseren. An elo kommen am Fong hei zwou Saachen openeen an ech fannen, dass een déi zwou net sollt vergiessen.

Déi éischt ass dat, wat och elo hei scho gesot ginn ass: den ëffentlechen Transport. Grad fir déi méi eeler Leit ... Do gëtt et jo och nach speziell Saache wéi Ruffbus et cetera, mee ech mengen, den ëffentlechen Transport ass natierlech do immens wichteg, well bei den eelere Leit si souwisou Leit, déi ni e Fürerschäin haten, an et sinn der och, déi kënnen net méi mam Auto fueren.

Mee grad och fir eeler Leit ass den Auto ganz oft immens wichteg. A grad fir eeler Leit, déi och eng ageschränkte Mobilitéit hunn, déi vläicht net iergendwou an engem Zentrum liewen, wou se déi kuerz Weeër hunn, an och déi kuerz Weeër vläicht guer net méi meeschtere kënnen, ass den Auto immens wichteg. An dofir sollte mer och bei eiser ganzer Planung, souwuel an de Gemenge wéi landeswäit, den Auto net vergiessen, deen eng wichteg Roll spillt.

Et ass geschwat gi vu sozialer Isolatioun. Jo, dat ass och e Problem, deen et vläicht haut méi gëtt wéi nach viru Joerzéngten. Ech schwätzen elo vu viru 50 Joer, wou mer nach richteg gewuessen Duerfstrukturen haten, Quartiersstrukturen, wou d'Leit an Haiser gewunnt hunn iwwer Generatiounen, wou se sech kannt hunn, wou se d'Nopere kannt hunn. Dat ass eng Situatioun, déi ass haut dach awer net méi esou do.

Ech hat de Face-à-face d'lescht Woch gelauschtert vu Walfer, ganz interessant, an do huet dat, wat de Journalist gesot huet, mech am Fong am meeschten nach interesséiert. Dat war nämlech dat, dass an der Gemeng Walfer bei 10.000 Awunner an de leschte sechs Joer 5.000 Leit rausgeplënnert sinn a 5.000 Leit bäikomm sinn. Dat heescht, d'Hallschent vun der Bevëlkerung huet changéiert, an dat ass natierlech och eng Erausfuerderung, grad, soen ech elo mol, fir eeler Leit, wa se permanent konfrontéiert ginn och mat neien Noperen, wou et dann eeben eventuell och net méi esou einfach ass. An dat ass eppes, wat ganz wichteg ass, fir der Isolation géintiwwerzestoen: eng gutt Noperschaft, eventuell d'Famill, wa se do ass, déi sech ëm d'Leit këmmert, Veräiner, Kultur, ass gesot ginn, Sport. All déi Saache kënnen hëllefen.

Net vergiesse sollte mer och d'Sproochen, déi wichteg sinn. Och hu mer de Problem, dass souwisou eng Partie eeler Leit an de Sproochen net immens gutt sinn. Mir hunn nach ëmmer ganz vill Leit, déi do haaptsächlech am Lëtzebuergesche gutt sinn. Mir hunn och Leit, déi am méi héijen Alter hir Sproochekompetenzen an enger Sprooch verléieren. Dat kënnt och oft vir. An do sollt een nach am Fong dorop agoen, dass een et de Leit esou angeneem mécht wéi méiglech. An dann och eeben, well et och ëmmer méi Auslänner betrëfft, muss een do op eng gutt Méisproochegkeet achten a besonnesch dann och op d'Lëtzebuergescht.

Zum Schluss nach e leschten Tipp, dat ass awer elo esou eng Iddi: Mir hunn elo vill pensionéiert Leit scho mat, ech soen, 65 Joer, an do sinn awer Leit, déi och nach vläicht wéilten aktiv sinn. An d'Iddi ass am Fong, oder d'Fro: Wier et net eng Iddi, fir esou Leit, déi dat nach wéilten, déi Méiglechkeet och méi laang nach ze ginn, bis an den héijen Alter eran, wann dat sech ubitt, zum Beispill an de Gemengen oder beim Staat verschidde Plazen – et gi jo och ëmmer Leit gebraucht –, verschidden Aarbechten ze maachen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt wëll ech dem honorabele Marc Spautz e grousse Merci soe fir dës Heure d'actualité. Déi Lénk sti fir eng solidaresch Gesellschaft an do gehéieren alleguer d'Leit dozou, alleguer d'Matbierger a Matbiergerinnen. A mir wëllen net, dass si sech selwer iwwerlooss ginn, a mir wëllen, dass si e mënschewierdegt Liewen an der Pensioun kënne gebuede kréien.

Déi eeler Generatioun muss kënne selbstänneg funktionéieren a sech och um soziale Liewe bedeelegen. Si muss kënnen iwwer sech selwer entscheeden an och kënne selwer decidéieren, wat fir eng Déngschter se wëll a wat fir eng eeben net.

Här President, am Drëtten Alter ass dat awer alles net ëmmer esou einfach. Leit, déi e Liewe laang geschafft hunn, déi ëmmer fir eis do waren, déi zum Räichtum vum Land bäigedroen hunn, sinn op eng Kéier net méi an dëser Gesellschaft integréiert, well se net méi schaffe ginn. An eiser kapitalistescher Gesellschaft gëtt sech anscheinend just duerch déi bezuelten Aarbecht definéiert, duerch e gestressten, produktiven Dag, a wann dat net méi zoutrëfft, dann drift ee lues a lues, awer sécher un de Rand vun der Gesellschaft of.

D'Altersaarmut zu Lëtzebuerg hélt awer alljoers och zou. Aktuell sinn 9,5 % vun den eelere Leit vun dëser Aarmut betraff. Ze kleng Renten an en ongerechte Steiersystem fir Wittleit droen hiren Deel dozou bäi. Wien an de jonke Jore scho vum Aarmutsrisiko betraff war, bleift och am Rentenalter aarm. Ech erënneren un déi Rekordzuel u Working Poor, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat sin déi nächst Generatiounen, déi am Alter wäerte struewelen, wann d'Salairen net endlech klammen an d'Logementspräisser net endlech gebremst ginn.

Här President, Altersaarmut an Aarmut allgemeng betrëfft och virun allem erëm Fraen. Ech erënneren hei drun, dass de Pensiounspaygap zu Lëtzebuerg dee gréissten an der Europäescher Unioun ass mat 43 Prozent. Dat heescht, zu Lëtzebuerg hu Fraen iwwer 65 Joer 43 % manner Rent wéi d'Männer an hirem Alter. Leit, déi sech méi oder manner 40 Joer de Bockel kromm geschafft hunn, déi och zum Deel doheem bliwwe sinn, fir d'Care-Arbecht ze leeschten, dat heescht, fir hir eege Kanner an hir Elteren ze versuergen, stinn op eemol do mat klenge Renten, mat Renten, déi net méi duerginn, fir d'Enner beieneenzekréien.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dofir setzen déi Lénk sech a fir eng Mindestrent um Niveau vum Mindestloun, an zwar fir jiddereen. Fir de Wäert vun de Rente géigeniwwer vun de Léin ofzesécheren, fuerderen déi Lénk eng automatesch Upassung vun de Renten un d'Lounentwécklung!

Här President, wann eis eeler Bierger/inne bis ufänken, gebriechlech ze ginn, da geet de Calvaire eréischt richteg lass: ëffentlechen Transport, deen inexistent ass, jee nodeems, wou ee wunnt, deen net op déi Plaze fiert, wou een hi muss, wou d'Takter schlecht sinn; domadder ass den eelere Leit net méi gehollef. Autofueren ass fir si net méi dran, Taxifueren ass fir si net ze bezuelen. Wann een al a gebriechlech gëtt, sinn och Hausaarbecht a Gaardenaarbecht net méi anstänneg ze maachen. Déi eege Kanner, wann een der dann huet, si selwer iwwerlaascht mat hirer Aarbecht, well

haut brauch een zwou Paien iwwer 40 Joer, fir sech iwwerhaapt eppes leeschten ze kënnen, an do bleift engem wéineg bis guer keng Zäit, fir sech ëm déi eeler Familljememberen ze këmmeren.

Här President, mëttlerweil mussen d'Leit hiert Haus verkafen, fir sech eng Plaz an engem Altersheem kënnen ze leeschten! Mee wa se dann net Proprietär sinn, well se hiert Liewe laang ni dozou komm sinn, da sti se op eemol am Alter virum Ofgrond. Wa fir si d'Altersheemer ze deier sinn, wa keng Plaze fräi sinn, da gëtt et näischt aneschters, wéi doheem ze bleiwen. Mee wa se Pech hunn, kréie se de Loyer geheicht. An dann? Elo sot Dir: „Ma da kënnt jo de Fonds de solidarité op. Et gëtt hei keen erhéngere gelooss." Mee ganz éierlech, Här President, wéi muss ee sech do am Alter fillen, wann een op seng lescht Deeg net emol kann normal liewen, ouni all Cent mussen zéngmol ëmzedréinen a mussen ze wëssen, datt een iergendengem op der Täsch läit. Ech fannen dat schrecklech!

An da kommt, mir schwätzen iwwert d'Konditiounen a verschiddenen Heimer! Ech wëll hei kengem eppes ënnerstellen. Et ass en immens schwéiere Beruff, oft sinn net genuch Leit do fir den Encadrement op der Plaz. Mee dofir kënnen awer leider d'Residenten och net. Wéi oft héiert een, datt d'Leit schonn um siwen Auer owes an d'Bett geluecht ginn an dann de Plaffong bis siwen Auer moies kucken, datt se net genuch ze iesse kréien, datt se schlecht behandelt ginn? Jo, och dat gëtt et alles. A wa keng Kanner a keng Famill méi do sinn, si si ganz einfach deem ausgeliwwert.

Ech betounen hei nach eemol, datt ech weess, datt et net iwwerall esou ass an datt déi Leit, déi do schaffen, ganz oft e schwéiere Stand hunn. Et ass keen einfachen Job an et gëtt och Plazen, wou et sécherlech net esou ofleeft. Och dat ass eng Saach vun de Moyenen, déi ee sech gëtt, fir d'Residenten ze encadréieren, well wa genuch Personal do ass, sinn déi och net iwwerfuerdert. Sécher ass, dass eng Privatiséierung vun den Heimer an deem Punkt och net vill Guddes bréngt.

Här President, déi Lénk sinn der Meenung, datt déi eeler Generatioun selwer misst kënnen decidéieren, wéi si déi lescht Jore vun hirem Liewe wëll verbréngen. An do gëllt et dann, och aner Wunnformen en place ze setze wéi zum Beispill Betreutes Wohnen, intergenerationell Wunnstrukturen, WGen, déi genau op dës Besoinen zougeschnidde sinn, d'Färdere vu sozialen Initiative wéi Noperschaftshëllef, Gemengendéngschter mat hiren Assistant-sociallen, Service-Senior-Plussen, Club-Senioren. Dës all kënnen hëllefen, datt een zumindest esou laang wéi méiglech doheem liewe kann an esou wäit wéi méiglech autonom decidéiere kann, wat ee wëll a wat een net wëll.

Här President, eis Gesellschaft ka just uerdentlech funktionéieren, wa mir all eis Matbierger/innen eescht huelen, wa mir se all respektéieren, wa se all kënnen e würdegt Liewe féieren, vum Ufank u bis zu hirem Enn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Villes, wat mer haut als Gesellschaft kënne genéissen, ass op der Aarbecht opgebaut, déi eis Grousselteren an d'Generatioune virdru geleescht hunn. Dass et eis haut esou gutt geet, kënne mer och all deene Leit verdanken. An dofir heescht dat net nëmmen, Merci ze soen, mee et ass och esou, dass mer eis Politick, eis Gesellschaft esou mussen opbauen, dass si kënnen zefridden hire Liewensowend verbréngen.

Dozou gehéiert och, dass se méiglechst laang kënnen doheembleiwen. Dat ass ee vun de gréisste Wënsch, wann ee mat Leit, déi an den Alter kommen, schwätzt, déi se hunn, dass se méiglechst laang an hiren eegene véier Wänn kënne bleiwen, dass se méiglechst an hirem Ëmfeld kënne sinn.

Dozou gehéiert och, dass et eis Aufgab als Politick ass, hirer Famill méi Zäit ze ginn, fir sech ëm d'Leit ze këmmeren, fir bei de Leit op hirem Liewensowend ze sinn, awer och déi Aktivitéiten, sief et kommunal oder national, unzepassen, fir dass d'Seniore kënnen drun deelhuelen. An dat ass net nëmmen, dass se passiv kënnen drun deelhuelen, mee och de Senioren d'Méiglechkeet ze ginn, dass se nach aktiv an de Veräiner, an der Gesellschaft kënnen hiert derzou bäidroen, well si hunn de grousse Virdeel, datt si d'Erfarung, d'Liewenserfarung hunn, wéi et funktionéiert. An et ass och dat, wat een am Alter nach fit hält: wann ee kann aktiv sinn!

Dozou gehéiert och d'Mobilitéit. An an deene fënnef Minutte kann ech net op alleguerten d'Feeler vun zum Beispill engem Adapto agoen, wou alleguerten d'Problemer sinn a wat ganz vill Senioren betréfft, mee mir komme sécherlech als Chamber nach eng Kéier drop zréck, op alleguerten déi Problemer, déi no der Reform vum Adapto elo opgetaucht sinn. Dat ass och e Projet, wou mer net onbedéngt eise Generatioune virdru Merci soen, mee hinnen am Moment d'Liewe méi schwiereg maachen.

A mir maachen hinnen och d'Liewe méi schwiereg an eisem aktuelle Rentesystem. Ech hat eng Question parlementaire virun dräi Méint gestallt, well mech emol interesséiert huet, wéi vill Pensiounen iwwerhaapt ënnert dem Aarmutsrisiko ausbezuelt ginn, well dat ass jo och en interessante Fakt. Mir schwätzen ëmmer vum Aarmutsrisiko an dat läit bei 2.177 Euro laut Statec. An et ass mer e bësse kal de Réck erofgelaf, wéi ech dunn d'Äntwert krut. Huele mer zum Beispill eng Alterspensioun an der Steierklass 1a. Do kréie 14,4 % hei am Land manner Rent wéi den Aarmutsrisiko. Dat heescht, mir bezuelen eis Pensiounen esou aus, dass déi Leit schonn d'office an den Aarmutsrisiko falen. Huele mer elo nach zum Beispill d'Witwerent an der Steierklass 1. Do sinn et 12,7 %. Huele mer d'Invalidepensioun an der Steierklass 1, sinn et 23,3 %, huele mer d'Invalidepensioun an der Steierklass 1a, sinn et 35,9 %, déi all Mount esou ausbezuelt ginn, dass se schonn ënnert den Aarmutsrisiko falen, deen de Statec festgehalen huet.

Dat heescht, deementspriechend musse mer och eng Kéier doriwwer schwätzen, ob mer eis Minimalrenten ..., ob mer de Leit hire Liewensowend net anescht erméigleche sollten, wéi dat am Moment de Fall ass. Well wann déi, déi d'ganzt Liewe geschafft hunn, herno net d'Méiglechkeet hunn ... An ech schwätzen elo mol nach guer net dervun, dass se vläicht och nach mussen e Loyer bezuelen oder eng Seniorie. Well ech weess jo net, wou der, wann der manner wéi 2.177 Euro Rent de Mount kritt, dann nach wëllt higoen. Dat ass e ganz grousse Problem. Mir kënnen esou vill Aktivitéite lénks a riets maachen, wéi mer wëllen, mee wann ...

Huele mer emol duerchschnëttlech – Dir hutt mer och den Total ginn – zum Beispill d'Steierklass 1: Hëlt ee se alleguerten zesummen, sinn et 12,7 %, déi ënnert den Aarmutsrisiko falen. 12,7 % kënnen also guer net un all deene Mesüren deelhuelen, déi hinnen ugebuede ginn, well se einfach net genuch Geld hunn, fir hei am Land ze iwwerliewen. An dat ass sécherlech e Sujet, deen een als Politick eng Kéier muss upaken, fir dass ee seet: „Mir gi wéi beim Mindestloun net ënner e gewëssene Seuil, fir dass déi Leit awer op d'mannst op hirem Liewensowend, fir dee se d'ganzt Liewe geschafft hunn, kënnen an engem würdegen Ëmstand liewen."

Dann d'Alters- a Fleegeheemer: Jo, et kascht. Wann een eng gutt Betreiung wëll, ass dat normal, a mir musse jo och gutt Personal gutt bezuelen. De Problem ass just, dass déi Käschten am Moment alleguerten op d'Bewunner ëmverdeelt ginn. A gi mer mol net nëmme vun deenen aus, déi eng Pensioun ënnert der Aarmutsgrenz kréien, mee vun deenen, déi vläicht och nach eng Pensioun kréien, déi bei 3.000, 3.500 Euro läit – wat jo elo keng schlecht Pensioun ass: Dass déi mol net méi an de Seniorien iwwert d'Ronne kommen, doriwwer muss mer eis och eng Kéier Gedanke maachen. Mir mussen eis eng Kéier Gedanke maachen, ob et wierklech esou ass, dass een op sengem Liewensowend an der Seniorie muss alles rechnen, ob een nach e Jugurt kann iessen oder net, ob et nach duergeet herno, fir iwwerhaapt eppes niewelaanscht ze maachen, wann et mol iwwerhaapt net duergeet, fir säin Zëmmer ze bezuelen. Dat sinn alles Strukturen, déi mer eng Kéier mussen op de Leescht huelen, an ech hoffen, déi nächst Regierung bréngt do méi Léisungen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Villmools merci och un den honorabelen Deputéierte Marc Spautz fir dës Heure d'actualité, déi ganz interessant ass an, wéi Dir héieren hutt, e bësselchen an all Richtung geet. Dofir wäert et schwéier sinn, op alles elo ze äntwerten, mee ech wäert dat awer probéieren.

Wéi wëlle mer an Zukunft liewen? Wéi wëlle mir den Alter liewen? Wéi stelle mer ons dat vir? Ass dat fir déi Leit, déi elo 50, 60 oder 70 Joer al sinn, nach ëmmer d'selwecht wéi fir déi, déi elo 80, 90 Joer al sinn? Nee, warscheinlech net. Mir liewen haut aneschters, mir hu méi Confort – et muss ee soen – wéi d'Nokrichsgeneratioun. Mir si méi en héije Confort gewinnt, an dat ass och dat, wat mer warscheinlech am Alter wëllen.

Wat mer am Alter och wëllen, dat ass, selbstbestëmmt ze liewen. Esou ze liewen, wéi mir et fir richteg fannen, an net, wéi en aneren et fir ons fir richteg fënnt. Mir wëllen esou liewen, wéi mir wëllen, an dofir ass et, mengen ech, indispensabel, dass et verschidde Servicer gëtt – an et sinn der e puer opgezielt ginn an ech wäert op e puer Detailer agoen –, op déi ee kann zréckgräifen, wann ee se brauch, sief dat, well ee krank ass, sief dat, well ee soss iergendeng Hëllef brauch. Da muss et déi Servicer ginn, wou ee sech déi virun engem Buttek kann akafen oder beschafen, fir dass een do kann drop zréckgräifen.

Mir schwätzen ëmmer dervunner, dass mer eng inklusiv Gesellschaft wëllen – an dat wëlle mer och! An eng inklusiv Gesellschaft kritt een natierlech net, wann een déi eng Leit op déi eng Säit tässelt an déi aner op déi aner Säit. Dat kann een natierlech vill detailléieren. Et kann een entweeder soen: „déi Jonk op déi eng Säit, déi méi eeler op déi aner Säit!" Et kann een och soen: „déi Behënnert op déi eng Säit an déi Netbehënnert op déi aner Säit!" Mee mir wëlle jo am Fong just de Contraire. Mir hätte gären eng inklusiv Gesellschaft an dofir musse mer eeben déi Hürden do ofbauen, wou se sinn, fir dass jiddwereen do ka liewen an esou ka liewen, wéi e wëll.

Ee vun de Sujeten, deen haut an der Heure d'actualité besonnesch ëmmer nees ervirgestrach ginn ass,

dat ass dee vum Isolement; den Isolement, d'Elengsinn. An ech mengen, den honorabelen Deputéierte Marc Spautz huet dat och ganz richteg gesot: Et ass net, well moies an owes e Reseau laanschtkënnt, dass een net eleng ass doheem. Dann ass ee ganz vill eleng. Et ass net esou, wann d'Kanner all zweeten Dag eng Stonn laanschtkommen, dass een dann net eleng ass. Mee dann ass ee schrecklech vill eleng, well wann een eng Stonn laanschtkënnt, dann ass een der nach ëmmer 23 am Dag eleng. An do musse mer usetzen, fir géint den Isolement virzegoen, well et wëll net jiddwereen an eng Struktur – an dat war jo haut och net de Sujet elo beim Marc Spautz –, et wëll net jiddwereen onbedéngt an en Alters- oder an e Fleegeheem goen. E muss kënnen eng Plaz kréien, wann e se wëll a wann e se brauch!

An ech kann och ëmmer nëmme soen: Wann ee wëll goen, soll ee mat Zäit goen, wann een nach plus ou moins gutt ass gesondheetlech.

Mee mir mussen awer och kucken, wéi mer géint den Isolement social kämpfe vun de Leit, déi doheem sinn. An dat Doheemsinn, ech mengen, den Här Margue huet et gesot: Wéi wëlle mer dann och doheem liewen am Alter? An ech hunn do virun e puer Wochen eng Associatioun kenne geléiert, ech nenne se och hei: d'Beienhaus. Dat si Leit iwwer 60 Joer, déi sech zesummegedoen hunn an déi soen: „Mir wëllen zesummeliewen, jiddweree bei sech, dat heescht, jiddwereen huet seng eege Schlofkummer, Salon, Kitchenette, Buedzëmmer, mee mir hunn awer och e Gemeinschaftsraum, wou mer Aktivitéite kënne maachen zesummen, wou mer dann net eleng sinn." Respektiv gëtt et dat och am Ausland, wou ee kann Aktivitéite maache fir e ganze Quartier zum Beispill, wou ee sech ëm d'Kanner am Quartier ka këmmeren, wou een Hausaufgabe mat de Kanner ka maachen.

An dat bréngt mech zu eppes, dat, ech mengen, warscheinlech dat Allerwichtegst ass, dat ass de Benevolat. Wann een e bësse méi al gëtt, dann huet een och e bësse méi Erfarung, dann huet ee scho relativ vill erlieft am Liewen. An do ass de Benevolat eppes ganz, ganz Wichteges. An ech kommen do op déi Sujeten, déi den Här Spautz ugeschwat huet: dat Digitaalt, de Sport, d'Kultur. Et ass richteg, ech si weeder Digitaliséierungsminister nach Sportsminister nach Kulturministesch, mee op där anerer Säit ass et esou, dass ons Club-Senioren an d'Associatiounen, déi am Beräich vun den eelere Leit täteg sinn, och ganz aktiv sinn.

An ech géif awer och hei gäre kuerz virun de Gemengewalen eng Kéier un all déi Gemengeverantwortlech och en Appell maachen: Et ass och un de Gemengen, ze kucken, dass déi eeler Leit matagebonne sinn. Et ass un de Gemengen ze kucken, dass, wann en neie PAP gemaach gëtt, esou gebaut gëtt, dass een eeben och Strukture virgesäit, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn, wou eeler Leit nach ëmmer kënne bei sech liewen, mee vläicht e bësse méi kleng wéi an engem Risenhaus ganz eleng. An dat Risenhaus, do si se bestëmmt och frou, dann enger méi grousser Famill dat dann dee Moment ze verlounen oder iwwert d'Gemeng ze kucken, wien dat am meeschte brauch.

Dat, mengen ech, ass de Wee, dass och d'Gemengen hir Responsabilitéit sollen hunn, an dat gëllt och am Benevolat. Dat gëllt am „Pakt vum Zesummeliewen" zum Beispill. Firwat sollt een do ëmmer alles trennen? Firwat sollt ee soen: „Majo, den Drëtten Alter ass eng Prioritéit", oder: „Déi Jonk ass eng aner." Mee do kann ee jo intergenerationell Theemen och materanhuelen. An och dat ass dann en Appell vu mir un déi, déi an de Gemengen aktiv sinn: Denkt drun, déi intergenerationell Theeme matzehuelen, well dat läit eis ganz, ganz vill um Häerz! Och an de Kommissioune muss ee jo déi Senioren net à part behandelen, mee et kann ee jo kucken, dass een eng Mixitéit an de verschiddene Kommissiounen huet, och am Alter. An ech mengen, da funktionéiert dat op jidde Fall ganz gutt.

Ech géif awer nach gär kuerz op dat Digitaalt zeréckkommen, well Der do besonnesch den Accent geluecht hutt. Et ass richteg, dass een am Alter warscheinlech méi Schwieregkeeten huet, sech ze adaptéieren un nei digital Funktiounen, déi et dann op eemol gëtt.

Mir hunn do zum Beispill eng Konventioun mat GoldenMe, wëll ech hei eng Kéier kuerz ervirhiewen. Déi këmmere sech effektiv drëms, dass Leit am Pensiounsalter eeben den Ëmgang mat digitale Medien erliichtert kréien, dass se dat léieren, dass se och sensibiliséiert gi par rapport zu Geforen, déi am Internet awer och emol kënne sinn. Dat maache se a Collaboratioun mat BEE SECURE.

Et geet och drëms, fir d'Kluft tëschent Jonken an Eeleren an der Gesellschaft ze reduzéieren. Et geet och drëms, déi sozial Isolatioun ze prevenéieren. Et geet drëms, ze kucken, dass d'Leit och wëssen, wéi se déi digital Medie kënnen notzen, an et fërdert de Benevolat. Well si maachen och Begleedung vun eelere Leit duerch eeler Leit an déi schwätzen déi nämmlecht Sprooch an déi kënne genau soen, wéi eppes muss geschéien, oder si kënnen et ganz genau erklären, well se déi nämmlecht Sprooch schwätzen, well se vun der selwechter Generatioun sinn.

Dat selwecht gëllt zum Beispill fir de Kompetenzzenter GERO, deen och ënnerwee ass am ganze Land, och bei iech an de Gemengen iwwerall, fir eeben de Leit ze erklären, wéi een op de Webbanking zum Beispill ka goen, wéi ee kann digital e Formulaire op MyGuichet ausfëllen oder rausprinten oder se iwwerhaapt emol siche goen. An ech mengen, dat sinn alles Saachen, déi funktionéieren!

Da géif ech gär e bësse Reklamm maachen, ech wëll net soen „an eegener Saach", well et ass keng eege Saach, mee et ass eng vun ons alleguerten: D'Theema vun de Benevolatsassisen – déi sinn den 29. Juni –; dat ass de Benevolat als Preventioun géint den Isolement am Alter. An do si mer jo hei voll an deem Sujet dran. Dat ass den 29. Juni. Dir sidd natierlech all häerzlech invitéiert, fir do ze participéieren an derbäi ze si bei de Benevolatsassisen, well ech mengen, dass de Benevolat wierklech de Schlëssel ass, fir dass d'Leit eng Aufgab hunn, fir dass d'Leit sech nëtzlech fillen, fir dass si hiert Wësse kënne weiderginn, fir dass se sech kënne weiderhin an der Gesellschaft asetzen, an och fir aner Leit kennen ze léieren, fir mateneen Zäit ze verbréngen a fir eeben ze kucken, d'Gesellschaft och mat weiderzebréngen.

Da vläicht nach e lescht Wuert awer als Äntwert zu deem, wat d'Madamm Cecchetti gesot huet. Éischtens emol: Wann Dir wësst, dass d'Leit schlecht behandelt ginn, Madamm Cecchetti, da musst Dir eng Plainte maachen, wann Der dovunner Bescheed wësst. Dat hutt Der jo hei gesot. Da musst Dir dat maachen. Ech sinn extreem vill an den Alters- a Fleegeheemer ënnerwee. Ech ginn och ganz dacks, ouni e Rendez-vous ze hunn, einfach emol era Moie soen. Mir ass dat an deem Sënn net opgefall. Mee wann Dir dovunner Wëssen hutt, dann, mengen ech, ass et Är Flicht, fir do eng Plainte ze maachen.

Dann ass et esou, dass d'Gesetz vum Accueil gérontologique ënnerwee ass, wou mer dat reforméieren, well et ass einfach net wouer, dass Leit sech en Alters- oder Fleegeheem net leeschte kënnen. Wa se sech et net leeschte kënnen, da sprëngt den Accueil gérontologique an. A bei deem Gesetz, dat elo um Instanzewee ass, do geet et eeben och drëms, dass d'Leit och nach eppes iwwregbehalen, e bëssen Täschegeld, fir dass se kënnen och nach dignement liewen. An ech sinn elo scho frou, fir kënne mat Iech doriwwer an der Kommissioun och ze schwätzen, wa mer de Projet de loi nees hei um Dësch leien hunn.

An ech mengen, dat ass jo dat, wat ons all beschäftegt: Wéi kënne mir et maachen, dass d'Generatiounen zesummekommen? Wéi kënne mer et maachen, dass Leit, deenen et am Alter gesondheetlech net méi esou gutt geet, awer nach ëmmer un eiser Gesellschaft kënne participéieren, nach ëmmer nëtzlech kënne sinn?

Wësst Der, och wann ee ganz um Enn vu sengem Liewen ass a wann ee palliativ ënnerwee ass, da kann een och nach e Liewensplang hunn, da kann een och nach Projeten hunn. An ech mengen, däers muss ee sech bewosst sinn, dass een zu all Ament kann e Projet hunn, dass een zu all Ament kann nëtzlech sinn, dass een zu all Ament eppes weidergëtt, dass een, egal wéi al een ass, fir dës Gesellschaft extreem wichteg ass, fir jiddwereen.

Do solle mer weider dru schaffen a mir sollen dru schaffen, zesumme mat de Gemengen, dass d'Leit esou kënne liewen, wéi si et fir richteg fannen, dass et hire Choix soll sinn an dass mir hinnen déi Servicer offréieren, déi se brauchen, fir kënnen esou ze liewen, wéi si et fir richteg fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

4. 8144 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Den zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8144, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Bewäertung vum Ëmweltimpakt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Madamm Ministesch, mam Gesetzesprojet 8144, deen ech Iech elo presentéieren, integréiere mer am Gesetz iwwert d'Ëmweltimpaktstudien eng Dispositioun, déi verschiddene Projeten am Kader vum transeuropäeschen Transportreseau e prioriséierten Traitement mat enger Autorisatioun bannent véier Joer ... Et handelt sech heibäi ëm d'Transpositioun vun engem Volet vun der europäescher Direktiv 2021/1187.

D'Realisatioun vum transeuropäeschen Transportreseau RTE-T ass en zentraalt Element vun der europäescher Transportpolitick. Et geet drëms, d'Verbindungen iwwert d'Stroossen, d'Schinnen an d'Waasser, tëscht Häfen a Flughäfen ze verbesseren a Barriären ofzeschafen, dat bis 2030 respektiv bis 2050.

Lëtzebuerg ass concernéiert mat der Zuchstréck tëscht Bréissel a Stroossbuerg. Dës Weideren ass Lëtzebuerg concernéiert mat den Tracen a Richtung Amsterdam, Marseille a Basel, déi och ënnert d'Direktiv falen, wann d'total Käschte vum Projet bei iwwer

300 Milliounen Euro leien, sief et op der Strooss, der Schinn oder iwwert d'Waasser.

D'Direktiv gesäit vir, dass d'Demandë vun dësem Projet mat enger Prioritéit mussen traitéiert ginn an dass d'Autorisatiounsprozedur maximal véier Joer dierf daueren, gezielt vun der éischter Notifikatioun bis zur Autorisatioun vum Projet.

Mir passen also eis national Gesetzgeebung heirunner un duerch eng kleng Ännerung vum Ëmweltimpaktstudiegesetz, wou d'Priorisiérung an den Delai vu véier Joer integréiert ginn. Et kann een nach bemierken, dass administrativ oder juristesch Recoursen net an deene véier Joer matagerechent ginn. Dat Ganzt applizéiert sech ab dem 10. August.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ëmweltministesch huet d'Gesetz de 27. Januar deposéiert. De Staatsrot huet de 25. Abrëll säin Avis ginn, deem seng legistesch Remarke mir den 10. Mee an der Kommissioun consideréiert hunn. An zwee Deeg drop gouf mäi Rapport ugeholl, op deen ech verweise fir weider Detailer.

An ech profitéieren dann nach dervun, fir den Accord ze gi vun der grénger Fraktioun, a soen Iech alleguer villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Mir ginn och eisen Accord fir dëse Projet. Ech soen och dem Rapporter, dem François Benoy, villmools Merci fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Hien huet dat ganz gutt resüméiert.

Wat jo interessant ass un dësem Projet, ass, dass et ëm en iwwergräifend Zuchnetz duerch ganz Europa geet, also e sougenannte Reseau global, deen also ganz Europa soll iergendwéi gerecht a fair ofdecken, an dann awer och de Reseau central, wou da Knuetpunkten definéiert ginn. An dass Lëtzebuerg eeben do dann op enger Streck, op der Streck Bréissel–Lëtzebuerg–Stroossbuerg mat derzougehéiert, ass natierlech eng ganz gutt Noricht. An an deem Sënn ass et natierlech gutt, dass mer an den Ëmweltimpaktstudien hei dann déi Saache méi einfach maachen.

Merci villmools, den Accord vun eiser Säit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An da geet d'Wuert un den Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir seng zwee ganz gutt Rapporten. Et bleift just nach ze soen, dass mir als DP natierlech all Vereinfachung a Beschleunegung vun de Prozedure begréissen. Ech mengen, et ass e bësse eng Affär: Et muss een e bësse wëssen, wat ee wëll. Wa mer wëllen nohalteg Mobilitéit förderen, dann ass dat hei de richtege Wee. Et kann een driwwer streiden, ob véier Joer net awer nach laang ass an ob dat doten net och nach sollt e gudden Ureiz si fir an anere Voleten, déi eis ganz um Häerz leien – ech denken un erneierbar Energien, ech denken un de Wunnengsmarché –, ech mengen, fir och an deem dote Sënn d'Prozeduren ze adaptéieren, ze beschleunegen, ze digitaliséieren, fir dass mer och an deenen Dossiere méi séier kënne virukommen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Benoy fir d'Presentatioun vu sengem ganz detailléierte Rapport. Als LSAP-Fraktioun sti mir natierlech och hannert dem Projet, well eis den Ausbau vum Zuchreseau ganz wichteg ass an all Vereinfachung vun de Prozeduren, déi den Ausbau vum europäeschen Zuchreseau virundreift, och eng wichteg Etapp ass an och an déi richteg Richtung geet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An elo ass et um Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Merci och un den Här Rapporter, den Här Benoy, a mir ginn als ADR och eisen Accord fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dem Rapporteur e ganz grousse Merci fir säin detailléierte Rapport. Natierlech gi mer och eisen Accord hei derzou, well et ass immens wichteg. Wann een nohalteg Mobilitéit denkt, da muss een och eppes maachen, fir datt et an deem Beräich méi séier weidergeet. A virun allem musse mir hei gutt ugebonne ginn, hei am Lëtzebuerger Land, un international grouss Stied a Strecken. An et soll och einfach alles méi séier goen an dofir kënne mir dat hei just begréissen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem François Benoy fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Jo, et soll méi séier goen, domat si mir och averstanen. Et däerf awer net den Androck herno entstoen oder esou gemaach ginn, dass vläicht manner streng kontrolléiert gëtt, well et vläicht fir eng gutt Cause ass, fir eng Zuchstreck oder iergendeppes. Den Ëmweltschutz ass awer nach wichteg an et muss ee sech déi néideg Zäit huelen an et muss een déi néideg Kontrolle maachen, fir awer net der Natur herno méi ze schueden, wéi een et och mat enger neier Linn géif maachen.

Mir stëmmen deem zou, awer mat dem klengen Hiweis, dass ee weiderhi soll immens streng kucken; ech weess, mir hunn heiansdo Diskussiounen, wou mer gäre méi streng géife kucken, wéi dat de Moment am Ëmweltministère de Fall ass, mee dass och an Zukunft vill méi streng gekuckt gëtt, fir der Ëmwelt net ze schueden. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effikass Autorisatiounsprozedure si mer en Uleies a se sinn och en Uleies vun dëser Regierung, dëst och am Beräich vun eiser Transportinfrastruktur, wou ee sech d'Moyene muss ginn, fir geplangte Projete schnell kënnen ëmzesetzen, fir den alldeegleche Besoine vun der Populatioun hei am Land an duerch ganz Europa gerecht ze ginn.

Mat dësem Projet de loi soll d'Gesetz vum 15. Mee 2018 iwwert d'Evaluatioun vun den Auswierkungen op d'Ëmwelt – och EIE-Gesetz genannt – ugepasst ginn, fir eng europäesch Direktiv ëmzesetzen. D'Direktiv ass scho genannt ginn, et ass déi vun 2021, Nummer 1187 vum Europäesche Parlament a vum Conseil, déi den 11. Juli 2021 ugeholl gi war, iwwert d'Straffung vun de Moossname fir déi schnell Realiséierung vum transeuropäeschen Transportreseau. Wéi hiren Numm et scho seet, ass d'Haaptzil vun dëser Direktiv den Ausbau vun engem Transportreseau duerch ganz Europa – op Franséisch och „RTE-T" ofgekierzt – ze beschleunegen.

Dësen transeuropäeschen Transportreseau ass ee vun de Pilieren vun der europäescher Verkéierspolitick. Den Objektiv ass d'Kreatioun vun engem effikassen EU-wäite multimodale Verkéiersreseau – an dozou zielen d'Schinn, d'Strooss an d'Waasserweeër, déi mat urbanen Zentren, Häfen, Fluchhäfen an och Gidderterminalen an der ganzer Europäescher Unioun solle verbonne ginn.

Dësen Transportreseau setzt sech aus zwee Niveauen zesummen, och dat ass schonn ugeklongen: op där enger Säit dem Niveau global, dem Gesamtnetz, dat bis 2050 soll fäerdeggestallt ginn, an op der anerer Säit dem Niveau central, dem Kärnetz souzesoen, dat bis 2030 soll fäerdeggestallt ginn an déi allerwichtegst Konnexiounen ëmfaasst. Fir dass d'Kärnetz eebe bis 2030 effektiv ëmgesat ka ginn, gesäit d'Direktiv, déi hei transposéiert gëtt, eeben eng Rei Moossname vir, fir dass d'Transportinfrastrukturprojete méi séier kënne realiséiert ginn.

Éischtens sollen d'Memberstaate fir all Transportprojet eng zoustänneg Autoritéit designéieren, déi Uspriechpartner soll si fir de Bauhär an dëse bei sengen Demarchë ënnerstëtzen. Och dat hu mer zum Deel schonn ëmgesat, dofir ass och herno d'Ëmsetzung relativ séier.

Zweetens sollen d'Autorisatiounsprozedure vun der staatlecher Säit prioritär behandelt ginn an déi sollen net méi laang wéi véier Joer daueren, an dat vun der éischter Notifikatioun vum Projet duerch de Bauhär bis zur endgülteger Autorisatioun vum Projet.

Drëttens soll d'Autorisatiounsprozedur kloer an transparent sinn, an dat ass an eisem Fall och schonn de Fall. D'Direktiv applizéiert sech awer net op all Infrastrukturprojet vum transeuropäeschen Transportreseau, mee just op eng ausgewielten Unzuel dervun.

Fir Lëtzebuerg sinn dat éischtens, et ass schonn ugeklongen, d'Zuchstreck Bréissel–Lëtzebuerg–Stroossbuerg, déi explizitt an der Annex vun der Direktiv genannt ass, an dat onofhängeg vun der Héicht vun de Käschte vum Projet, an zweetens och Projeten, an dat net begrenzt op d'Schinn, mat Käschte vun iwwer 300 Milliounen Euro, an dat op den dräi folgenden ausgewielten Tracéen: eemol Amsterdam–Lëtzebuerg, zweetens Lëtzebuerg–Marseille an drëttens Lëtzebuerg–Metz–Stroossbuerg–Basel; déi géhéieren zu deem scho genannte Reseau central.

Dës Direktiv mécht eng Ännerung vum bestoenden EIE-Gesetz noutwenneg, an dat, well verschidden Transportinfrastrukturen zu deene Projete gehéieren, fir déi een eng EIE muss maachen. An deem Gesetz ass d'Autorisatiounsprozedur fir déi Projete genee gereegelt an d'Sektioun 2 vum Gesetz gesäit an den Artikelen 12 bis 19 e spezielle Regimm fir Transportinfrastrukturprojete vir. D'Spezifissitéit vun deem Regimm ass, dass hei eng Zort gebündelt Autorisatioun virgesinn ass.

Ech erlabe mer, dëse Regimm kuerz a senge grousse Linnen ze presentéieren.

Op Basis, éischtens, vun engem Scoping-Avis, mat deem de Kader gesat gëtt, wat wéi ze ënnersichen ass an dem Kontext vun deem Projet, schafft de Bauhär en EIE-Rapport aus, an deem d'Auswierkunge vun de méigleche Variante vum Projet op d'Ëmwelt beschriwwe ginn. Deen EIE-Rapport ass ëmfaassend an dee gëtt och ëmmer aviséiert vun enger Rei vun Autoritéiten. Dat heescht, et ass wierklech eppes, wou mer sécher sinn, dass mer do keng gréisser

Impakter jiddefalls verpassen – ech kann do verschidden Inquietuden da berouegen.

De Projet, en Avant-projet sommaire dovunner – dat heescht, dass et och nach e Sommaire ass an net an all Detailer geet – an de Rapport vu sengen Auswierkungen, déi si komplett, déi ginn an enger Enquête publique zesummen, éier den Ëmweltministère als zoustänneg Autoritéit de Projet a Form vun enger Conclusion motivée bewäert. D'Conclusion motivée ass d'Bewäertung vun allen ëmweltrelevanten Auswierkunge vun engem Projet, onofhäneg dovun, wéi eng Zort Projet et ass.

Duerno geet de Projet an de Regierungsrot, wou dann decidéiert gëtt, wéi eng Projetsvariant soll realiséiert ginn, an och d'Envergure vun de Kompensatiounsmoossname festgeluecht gëtt. Doropshin schafft de Bauhär en detailléierte Projet, en Avant-projet détaillé, aus, op Basis vun deem ech als Ëmweltministesch eng Decisioun huelen, an där déi genee Konditioune fir d'Exploitatioun an d'Amenagement vun deem Projet festgeluecht ginn an och den Detail vun de Kompensatiounsmoossname preziséiert gëtt.

Dës Decisiounen – sou gesäit et den Artikel 19 vum EIE-Gesetz vir –, dispenséiere vun enger Rei vu Geneemegungen, déi aner Gesetzer verlaangen, zum Beispill Naturschutzgeneemegungen, Waassergeneemegungen, Commodo-Geneemegungen a Baugeneemegungen. Déi Dispens ergëtt sech dorauser, dass all déi dofir noutwenneg Aspekter am Avant-projet détaillé musse mat consideréiert ginn an deemno och an den Decisioune berücksiichtegt ginn. Dat ass keng Nouveautéit, dat ass elo scho säit enger Rei Joren esou de Fall an dem EIE-Gesetz.

Dat ass och de Grond, firwat d'Ëmsetzung vun der Direktiv just nach eng kleng Adaptatioun vun der nationaler Legislatioun noutwenneg mécht an och just een eenzegen Artikel an dat bestoend EIE-Gesetz bäigesat soll ginn, den Artikel 19bis.

Mat deem Artikel soll éischtens am Gesetz verankert ginn, dass déi concernéiert Projete vun der zoustänneger Autoritéit, dem Ëmweltministère, solle prioritär traitéiert ginn. Dës Priorisiérung wäert och an Zukunft nëmme méiglech sinn, wann natierlech déi dofir noutwenneg Leit dann och do sinn, fir den Dossier nach ze behandelen, fir dass do keng Ongläichheete geschéien.

Zweetens gesäit de geplangten Artikel 19bis vir, dass d'Autorisatiounsprozedur net méi wéi véier Joren daueren däerf. Als Startpunkt fir dësen Delai gëllt de Moment, wou de Bauhär de Projet nom Artikel 5 vum EIE-Gesetz den Ëmweltministère fir déi éischt Kéier notifiéiert …

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, et wär gutt, wann et e bësse méi roueg heibanne wier!

Une voix | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Dësen Delai gëllt, wéi gesot, vun deem Moment un, wou de Bauhär nom Artikel 5 vum EIE-Gesetz den Ëmweltministère fir déi éischt Kéier notifiéiert, fir e Scoping-Avis unzefroen. Sou e Scoping-Avis huet, wéi gesot, zum Objektiv, den Ënnersichungskader fir den EIE-Rapport festzeleeën.

Hei wëll ech gär betounen, dass d'Festschreiwe vun dësem Maximaldelai eng Formalitéit duerstellt, fir eisen europäesche Verflichtungen nozekommen. Och mam bestoende legislative Kader an deene fir déi verschidden Tëschenetappe virgesinnenen Delaie louch d'Dauer vun dëser Prozedur wäit ënnert deene véier Joer.

Och wëll ech nach gär preziséieren, dass dësen Delai vu véier Joer just fir déi Schrëtt gëllt, an deenen déi kompetent Autoritéiten, eeben d'Autorités compétentes, déi fir eng EIE zoustänneg sinn an agebonne sinn, um Ball sinn, also wou bei hinnen den To-do läit. Wann de Ball beim Bauhär ass, gëtt den Delai ausgesat; deen ass suspendu laut dem Text vun der Direktiv an och vun där Gesetzesännerung. Dëst ass zum Beispill de Fall bei der Ausschaffung vum EIE-Rapport, dem detailléierte Projet oder beim Noliwwere vun den noutwennegen Informatiounen. Fir d'Dauer vun deenen Aarbechte vum Bauhär ass keen Delai virgesinn an déi kompetent Autoritéiten hunn och keen Afloss dorobber.

D'Mataarbechter am Ministère an an de Verwaltunge stinn zur Verfügung, fir d'Bauhären iwwert d'Prozeduren ze informéieren a se ze begleeden. An och an der Zukunft wäert ëmmer gekuckt ginn, wou an a wéi enge Prozedure nach weider ka vereinfacht ginn, fir einfach méi kloer an transparent kënnen ze sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8144. Den Text steet am Document parlementaire 8144[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8144 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8173 – Projet de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement et portant mise en œuvre de l'article 94 nouveau de la Constitution

Mir kommen elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 8173 iwwert d'Responsabilité pénale vun de Regierungsmemberen. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. D'Riedezäit ass esou festgeluecht, wéi d'Kommissioun et gewollt huet. An ech ginn elo d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President – de Basismodell, dee mer zréckbehalen hunn, nodeem mer och diskutéiert haten, wéi gesot, dass mer eis haut géife kuerzfaassen an direkt zum Vott géifen iwwergoen.

Wéi gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet 8173 ass en Ausféierungsgesetz vun eiser neier Verfassung, déi elo Ufank Juli, wéi mer wëssen, a Kraaft trëtt. Den Avant-projet de loi gouf der Justizkommissioun den 1. Mäerz virgestallt. D'Justizministesch Sam Tanson huet de Projet de loi den 13. Mäerz 2023 deposéiert. De Staatssrot huet säin Avis de 25. Abrëll ginn, mir hunn en den 3. Mee an der Justizkommissioun zur Kenntnis geholl an de Rapporter genannt. De Staatsrot hat eng Opposition formelle a sengem Avis, déi awer direkt konnt behuewe ginn, well hie frëndlecherweis eng nei Textpropos matgeliwwert huet. Den 10. Mee hu mer dunn de schréftleche Rapport ugeholl.

Am Projet de loi 8173 geet et drëms, d'Ausféierungsbestëmmunge vum Artikel 94 aus der neier reviséierter Verfassung festzeleeën. Dësen Artikel reegelt de Regimm vun der Verantwortung vun de Membere vun der Regierung, de Ministeren a gegeebenenfalls Staatssekretären. Et geet hei besonnesch an de Paragrafen 3 a 4 ëm „actes commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions". Déi nei Verfassungsdispositioun gesäit vir, dass penal Poursuitte géint Ministeren dem Droit commun ënnerleien.

Et gëtt do just zwou Ausnamen. Éischtens: Wann eng Persoun oder eng Associatioun virstelleg gëtt a sech als Affer deklaréiert vun enger Aktioun vun engem Regierungsmember, da gëtt d'Action publique net direkt declenchéiert. Zweetens: d'Obligatioun, dass d'Chamber muss hiren Accord ginn, wann e Minister soll verhaft ginn, ausser mir hunn et mat engem Flagrant délit ze ginn. Dësen Accord ass néideg, egal ob et sech ëm eng Ufro vun eisen nationale Jurisdiktiounen handelt oder ëm e Mandat d'arrêt européen oder eng Demande d'extradition.

Wann esou eng Demande virläit, statuéiert d'Chamber an enger net éffentlecher Sitzung doriwwer. D'Deputéiert an all d'Membere vun der Chamberverwaltung, déi Kenntnis vum Dossier kréien, ënnerleien dem Secret professionnel. Et ass de Chamberpresident, deen no bausse kommunizéiert a just d'Entscheedung vun der Chamber bekanntmécht.

De Projet de loi 8173 hëlt d'Relève vum Gesetzprojet 8049, dee mer hei op dëser Plaz de 7. Februar gestëmmt hunn, iwwert d'Responsabilité pénale vun de Regierungsmemberen. Den 8049 ass gëlteg bis den 1. Juli, deemno komme mer defintiv duerno an den neie Regimm an déi zwee Gesetzer ginn natlos aneneen. De 7. Februar, wéi gesot, hate mer eng ausféierlech Diskussioun geféiert, mat engem Modell 1, dowéinst ware mer eis eens an der Kommissioun, dass mer d'Diskussioun am Fong net bräichten ze widderhuelen.

Den Ënnerscheed tëscht den zwee Texter besteet haaptsächlech doranner, dass am aktuell gëltege Regimm d'Chamber nach muss gefrot ginn, fir prealablement hir Autorisatioun ze ginn an e Rapport ze

formuléieren, fir dass e Renvoi virun de Riichter ka gemaach ginn, e Riichter, deen dann am Fong kann urteelen.

Déi Prozedur, déi mir an dësem Gesetzesprojet festhalen, ass eng Léisung, déi konform ass mat der reviséierter Verfassung a konform ass mat eisen internationalen Engagementer wéi der Konventioun vum Respekt vun de Mënscherechter an de Grondrechter.

Voilà, domadder sinn ech schonn um Schluss vu mengem mëndleche Rapport. E puer méi Detailer sinn an deem schréftlechen, op deen ech verweisen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Rapporter Charles Margue Merci a ginn d'Wuert direkt un d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, villmools merci. Merci och de Membere vun der Justizkommissioun. Et ass schonn ugeklongen: Et ass virun net allze laanger Zäit hei am Detail iwwert deen heite Sujet schonn diskutéiert ginn, dat am Kader vun der Proposition de loi Nummer 8049. Dir hutt Iech e Gesetz ginn am Moment, dat déi Situatioun reegelt; d'Gesetz, un deem mer eis och konnten inspiréieren, fir deen heiten Text dann op de Wee ze ginn.

Wat ech awer extreem wichteg fannen, ass, dass mer elo hei en zäitgeméissen, wierklech rechtsstaatlechen Text hunn, deen awer eng Responsabilitéit reegelt, déi natierlech kann engagéiert ginn, mee déi awer och muss esou engagéiert ginn, dass se alle wichtege Prinzippien entsprécht. An dofir ass et awer och nach eng Kéier gutt, ze ënnersträichen, dass et kruzial ass, dass d'Chamber sech elo och deen heiten Text ginn huet, dee jo dat ausféiert, wat an der Verfassung zréckbehale ginn ass.

Dofir merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. An hoffe mer, dass deen Text esou mann wéi méiglech applizéiert muss ginn!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8173. Den Text steet am Document parlementaire als 8173[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8173 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. A mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8022 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Mir kommen elo zum Projet de loi 8022, enger Ofännerung vum Walverfare vun der Chambre de Commerce. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. An dësem Projet de loi geet et ëm d'Wale vun der Chambre de Commerce, déi all fënnef Joer stattfannen. Méi prezis geet et hei ëm d'Walprozedur an d'Elaboratioun vun de Lëschten. Bis elo sinn d'Gemengen dofir zoustänneg. Iwwert de Syvicol hunn d'Gemengen d'Regierung awer gefrot, fir an dësem Punkt entlaascht ze ginn.

Effektiv sinn et mëttlerweil bal 100.000 Membere vun der Chambre de Commerce, déi derzou opgeruff ginn, eng 25 Representanten aus sechs Walgruppe fir d'Assemblée plénière ze wielen. Déi nächst Wale sinn ufanks nächst Joer an dofir ass et natierlech wichteg, datt mat dësem Gesetzesprojet elo dofir eng legal Basis geschafe gëtt.

Op dëser Plaz wëll ech och ernimmen, datt d'Chambre de Commerce e wichtegen Acteur bei der Ausschaffung vum Projet de loi war, zu deem och e Reglement grand-ducal gehéiert, fir deen ech op mäi schréftleche Rapport verweisen.

D'Zil vun dëser Reform ass, wéi gesot, engersäits, d'Gemengen ze entlaaschten, anerersäits soll déi ganz Prozedur och vereinfacht ginn. Et gëtt manner komplizéiert, fir sech als Wieler anzeschreiwen, an doduerch gëtt sech erwaart an erhofft, datt och d'Bedeelegung un dëse Beruffschamberwalen an d'Luucht geet.

Bis elo huet een, fir sech op eng Lëscht anzeschreiwen, missen op déi Gemeng goen, wou ee gewunnt huet. Leit, déi am Ausland wunnen, hu sech an där Gemeng missen aschreiwen, an där d'Societéit hire Sëtz huet, am sougenannten Domicile électoral, wat déi ganz Prozedur, déi souwisou schwéierfälleg ass, nach méi komplizéiert mécht. Dofir imposéiert sech hei eng Simplification administrative.

Mat dësem Projet gëtt d'Aufgab, fir d'Wielerlëschten opzestellen, dem Walbüro iwwerdroen. De ganze Prozess gëtt digitaliséiert, dat heescht, et muss ee sech d'office op MyGuichet aschreiwen. Wichteg ass dobäi virun allem, datt jo och d'Date geschützt ginn.

Mat der neier Prozedur gëtt den Domicile électoral iwwerflësseg. D'Resortissanté vun der Chambre de Commerce kréien net méi vun de Gemengen, mee vum Walbüro eng Invitatioun heemgeschéckt. An dësem Schreiwes fanne si en Identifiant, mat deem se sech online an d'Wallëschte kënnen aschreiwen. Fir de Walgrupp ze wiesselen, brauch den Delegéierte keng Kopie méi vun der Autorisation d'établissement respektiv keng Kopie méi vun de Statutte vun der Personne morale. Déi Donnéeë leie jo scho beim Staat.

Wat d'Recoursen ugeet, sou mussen d'Gemengen och näischt méi maachen; alles leeft zentral iwwert de Walbüro an d'Friddensgeriicht an der Stad. Déi nei Prozedur gesäit also vir, dass d'Gemengen net méi fir d'Wale vun der Chambre de Commerce zoustänneg sinn. Déi jeeweileg Tâchë gi vum Walbüro iwwerholl.

E Bléck op d'Statistiken, déi mer op Nofro vum honorabelen Deputéierten André Bauler kruten, weist, datt d'Walbedeelegung bis elo net héich war. Déi mannst Aschreiwungen, 1 % respektiv 3 %, gëtt et an de gréisste Walgruppen, also an de Beräicher SOPARFI a Banken. Déi meescht Aschreiwungen, bal 22 %, gëtt et bei den Assurancen, déi awer an engems de klengste Grupp duerstellen. Mee och dat ass net wierklech en héijen Taux de participation, an dofir, wéi gesot, elo d'Hoffnung, datt mat enger Vereinfachung vun der Prozedur d'Bedeelegung an engems an d'Luucht geet.

Zu den Avisen nach: D'Chambre des Métiers hat beim initiale Gesetzprojet dorop higewisen, datt d'Definitioune vun „Electeurs" an der „Eligibilitéit" mëssverständlech wieren. D'Kommissioun huet den Artikel 3 dowéinst reformuléiert.

D'Chambre de Commerce huet sech, wéi gesot, ganz zefridde mam Projet de loi gewisen, un deem si selwer matgeschafft hat. An hirem Avis complémentaire weist se sech och averstane mat den Amendementer.

D'Commission nationale pour la protection des données schléisst sech an hirem Avis zum Deel der Analys vum Staatsrot un.

De Conseil d'État hat genee wéi d'Chambre de Commerce Bedenke bei den Definitioune vum Artikel 3 an och wann et keng Opposition formelle gouf, huet de Staatsrot ënner anerem drop higewisen, datt bei der Datenerhiewung de Grondsaz gëllt, just déi absolutt néideg Donnéeën ze erhiewen. Et sollt och definéiert ginn, wien d'Verwaltung vun den Daten iwwerhëlt. D'Kommissioun huet doropshin Amendementer ugeholl, déi alle Bedenke Rechnung gedroen hunn, an dat gouf och an den Avis-complementairë bestätegt.

Fir méi Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport a ginn heimadder natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. An ech géif och mat engem grousse Merci un eis Présidente-rapportrice vun dësem wichtege Projet ufänken. Si huet eis am Detail geschildert, wat un der Walprozedur vun der Chambre de Commerce ännert. Dat si wichteg Ännerunge fir eng Chambre professionelle, déi wéi all déi aner Chambre-professionellen och ëmmer méi eng grouss Bedeitung huet. Mir bleift eigentlech soss näischt, wéi den Accord zu dësem Projet ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An da geet d'Wuert un den Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif och der Rapportrice, der Madamm Francine Closener, en häerzleche Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet dat wierklech esou zügeg an zilstreebeg gemaach, dass ech eigentlech bal näischt méi bäizefügen hunn.

D'Demokratesch Partei, eis Fraktioun, freet sech iwwert déi administrativ Vereinfachung, déi domadder verbonnen ass, an ech kucken op de President vum Syvicol, dee bestëmmt och ganz frou ass, dass d'Gemenge méi wéi entlaascht ginn. Ech ka mech drun erënneren, wéi eis Beamten ëmmer op deem Dossier souzen; si hätten déi Zäit vläicht léiwer eppes anescht gemaach.

Da wollt ech nach soen: Jo, Dir hat mech do erwäänt mat der Statistik. Ech wollt einfach just nofroen, wéi vill Resortissantë stëmme ginn a wat fir eng Kategorien et sinn, a virun allem och, wéi se zesummegesat ginn, no wat fir enge Krittären, och wéi d'Unzuel un de Sëtzer determinéiert gëtt, an do krute mer dat vun de kompetente Beamte vum Ministère bis an den Detail erkläert. Wéi gesot, hei setzt sech d'Unzuel vun de Sëtzer, déi an all Wielergrupp sinn, no Krittären zesumme wéi zum Beispill der Unzuel vun de Resortissantë vum jeeweilege Wielergrupp, dem Bruttoméiwäert, deen de Wielergrupp generéiert, an der Beschäftegung, déi de Wielergrupp méiglech mécht.

Et sollt ee vläicht awer och nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze ënnersträichen, datt d'Chambre de Commerce eng wichteg Institutioun an eisem Staat ass, datt se och am legislative Prozess ee vun de wichtegen Acteuren ass, gradwéi déi aner Kummeren, an och eng wichteg Roll spillt, wann et drëms geet, derfir ze suergen, dass eis Wirtschaft attraktiv a kompetitiv bleift. An zu hiren zentralen Aufgabe gehéiert natierlech och d'Promotioun vun eiser Ekonomie, vun eisem Wirtschaftsstanduert an, en particulier, och eisem Finanz- an Industrie- an Handwierksstanduert.

Voilà, mir begréissen d'Moderniséierung vun deem Gesetz, d'Upassung un déi aktuell Gegebenheeten a ginn natierlech mat Freed den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An da geet d'Wuert un d'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun soen ech natierlech der Rapportrice Madamm Francine Closener och e grousse Merci fir de schréftlechen an natierlech fir de mëndleche Rapport. Et war wierklech explizitt. Ech mengen, mir hu keng weider Remarken a keng weider Froen. Et ass jo och largement an der Kommissioun diskutéiert ginn an et ass alles gesot ginn. Ech ginn domat den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An da wär et um Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Och mir als ADR soen der Rapportrice häerzlech Merci fir deen exzellente Rapport. Ech mengen, d'Wichtegkeet vun der Chambre de Commerce fir eist Land muss een net méi ënnersträichen. Dat Gesetz hei ass gutt, et ass eng Vereinfachung, an dofir stëmme mer mat Freed mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci der Rapportrice fir den exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, d'Gemenge sinn immens frou, dass se dat do net méi musse maachen. Et ass eng Vereinfachung a mer kënnen deem do just nach zoustëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Och merci un d'Madamm Rapportrice fir den exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Dat heite Gesetz gëtt eis endlech e legale Kader, deen d'Chambre de Commerce an d'21. Joerhonnert brëngt, an ech mengen, dat ass wichteg. Mir begréissen, datt et net méi néideg ass, dat do bei de Gemengen ze maachen. Mir fannen, datt d'Digitaliséierung e groussen a wichtege Schrëtt hei war an u sech e bëssen iwwerfälleg.

D'Prozedure gi vereinfacht, dat ass ze begréissen, datt ee keng komplett Lëschte méi muss hunn. Ech mengen, dat ass eppes, wat et bei de Chamberwale scho laang gëtt an elo dann och bei der Chambre de Commerce. Och dat ass, mengen ech, ze begréissen.

A schlussendlech, an dat muss een einfach soen, géife mir als Piraten eis freeën, wa méi oft Gesetzer esou eng breet Zoustëmmung vum Terrain hätte wéi dat heite Gesetz, well dat ass awer rar, dass wierklech all d'Resortissanten, all déi consultéiert Parteien, hei wierklech zefridde ware mam Gesetz, an dat ass eleng schonn u sech e Grond, firwat een deem Gesetz zoustëmme muss. An domat ginn ech eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, Här President, och vu menger Säit e Merci un d'Rapportrice fir hire ganz gudden a komplette Rapport. Merci och un all d'Riedner an d'Fraktioune fir d'Zoustëmmung zu dësem Text, deen effektiv eng wichteg Moderniséierung an der Prozedur vun de Wale vun der Chambre de Commerce brëngt, e wichtege Projet de loi. An, wéi gesot, merci fir déi breet Zoustëmmung heizou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8022. Den Text steet am Document parlementaire 8022[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8022 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen dann elo bei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8196 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8196, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorie vum Staat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, wéi Dir alleguer wësst, gi vill Texter, déi mer an der Finanz- a Budgetskommissioun bespriechen an analyséieren, op europäeschem Plang ausgeschafft, dofir hu mer an der Cofibu gréisstendeels europäesch Direktiven a Reglementer op der Dagesuerdnung.

Haut stellen ech Iech awer e Gesetzesprojet vir, deen e reng nationale Charakter huet, et geet och dobäi ëm eis Verfassung. Dir erënnert Iech, am Januar hat ech Iech schonn en änleche Projet virgestallt.

Et geet nämlech ëm den Artikel 99 vun der jëtzeger, der haiteger Verfassung. Duerch d'Verfassungsreform bedéngt musse jo och e puer Gesetzer an Aklang mat dëser bruecht ginn. Dat gëtt dann och mat dem Gesetzesprojet vun haut gemaach. Den Artikel 99 vun der haiteger Verfassung erkläert, a wéi enge Fäll de legislative Pouvoir, also d'Chamber, a puncto Staatsfinanze gefuerdert ass an agräife muss. Dat ass de Fall bei gréissere Projeten, bei gréisseren Transaktiounen, déi d'Chamber guttheesche muss.

D'Verfassung gesäit vir, dass esou eng Transaktioun ëmmer vun enger Loi spéciale muss autoriséiert ginn, ausser wa se ënner engem bestëmmte Montant läit, engem Montant, deen an engem Spezialgesetz, enger Loi spéciale, festgehalen ass (veuillez lire: deen an enger Loi générale festgehalen ass). Dës Loi générale ass d'Gesetz vun 1999 iwwert de Budget, d'Comptabilitéit an d'Tresorerie vum Staat.

An deem Kader stellen ech Iech haut de Rapport zum Gesetzesprojet 8196 vir. De Gesetzesprojet, deen de 5. Mee (veuillez lire: de 5. Abrëll) vun der Finanzministesch Yuriko Backes deposéiert gouf, hëlt eng kleng Ännerung um Budgetsgesetz vun 1999 vir. Déi nei Verfassung, an där den haitegen Artikel 99 an Zukunft Artikel 117 heescht, gesäit nämlech elo vir, dass d'Konditiounen an d'Modalitéite fir de Finanzement vun, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen, Virbereedungsaarbechten – am Text steet „travaux préparatoires" –, déi am Zesummenhang mat wichtege Staatsausgabe stinn, gesetzlech gereegelt ginn.

Fir also déi juristesch Sécherheet, d'Sécurité juridique, ze stäerken, preziséiert de Gesetzesprojet, wéi eng Virbereedungsaarbechten an de Limitte vun de verfügbare Budgetskreditter kënne finanzéiert ginn. Domadder si gemengt, mat Bezuch op den Artikel 80 vum Gesetz vun 1999: éischtens Virbereedungsaarbechte fir e groussen Infrastrukturprojet oder de Bau vun engem considerabele Gebai, awer och, zweetens, Virbereedungsaarbechte betreffend all Kaf oder Verkaf vu gréisseren Immobilien a Mobilien – Dir erënnert Iech, dat hate mer schonn am Januar geännert – a schlussendlech och, drëttens, all Travaux préparatoires ronderëm all gréissere finanziellen Engagement vum Staat, an dat, bis datt de Plaffong aus dem Artikel 80, Paragraf 1, Buschtaf d erreecht gëtt. Den Ament läit dës Limitt, wéi mer, mengen ech, alleguer wëssen, bei 40 Milliounen Euro.

Dës Ausgabe fir d'Virbereedungsaarbechte kënnen also iwwert de Budget bezuelt ginn, bis zu deem Montant vu 40 Milliounen, an der Limitt vum disponibele Budgetskreditt.

Et kënnt effektiv vir, dass déi verschidde Ministèrë schonn am Viraus gewëssen Ausgabe maache mussen. Ech ginn Iech e puer konkreet Beispiller vun Ausgaben, déi ufale kënnen: zum Beispill divers Studien, beispillsweis zu der Ëmwelt, der Ëmsetzbarkeet, dem Notzen, mee och Architektekäschten natierlech, Maquetten a sou virun a sou weider.

D'Gesetz trëtt de selwechten Dag wéi d'Verfassung, déi nei Verfassung, a Kraaft. Fir Detailer verweisen ech natierlech op mäi schréftleche Rapport.

D'Kommissioun krut och zwee Avisen, oder eng Rei Avisen, geschéckt – zwee Avisen, déi ech hei wëll relevéieren. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Abrëll keng Remarken, keng Observatiounen zum Fong gemaach. D'Staatsbeamtekummer huet an hirem Avis vum 5. Mee 2023 gesot, datt déi nei Verfassung an e puer Hisiichten onkloer an inkoherent wier, mam Resultat, dass dat sech och am Gesetzesprojet, deen eis hei virläit, widderspigelt. D'Staatsbeamtekummer fënnt, datt et net noutwenneg ass, dass e Gesetz d'Konditiounen an d'Modalitéite fir de Finanzement vu Virbereedungsaarbechte fir all Zort vun Operatioun am Sënn vum Artikel 117 reegelt, och wann d'Verfassung dat net formell ausschléisst. Ënner Virbehalt vun hire Remarken huet si awer hir Zoustëmmung zu dësem virleiende Gesetzesprojet ginn.

Nach en drëtten Avis, dat ass dee vun der Handelskummer: Si huet an hirem Avis festgestallt, datt de Projet als Zil huet, d'Sécurité juridique ze stäerken, wann et drëm geet, fir Virbereedungsaarbechten ze finanzéieren. De Seuil vu 40 Milliounen Euro wier relativ héich ugesat, mengt d'Handelskummer. An da freet se sech, ob den Text net misst ausgebaut gi fir de seelene Fall, wou d'Virbereedungsaarbechten iwwer 40 Milliounen Euro kaschte géifen. Schlussendlech weist d'Chambre de Commerce sech mam Gesetzesprojet d'accord.

Fir Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Ech soen och op dëser Plaz der Finanzministesch Yuriko Backes an hire fläissegen Beamten aus dem Ministère Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet. A meng Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, géif dann och hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter André Bauler Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech soen och dem André Bauler Merci fir säi Rapport. Dat kléngt éischter technesch, mee et geet awer hei ëm d'Fundament vun der Demokratie, nämlech: Wéi wäit ass d'Chamber agebonnen a gréisser Depensen, déi d'Regierung mécht? A mir kënnen dat matdroen.

Zousätzlech géing ech soen, dass ee sech och an abseebarer Zäit eng Kéier misst domadder ausernanersetzen, wéi een, entweeder am Chamberreglement oder an dem Kontabilitéitsgesetz vun 1999, déi Fro definitiv eng Kéier tranchéiert, wa bei engem gréisseren Infrastrukturprojet verschidden Ëmännerungen en cours de route kommen. Well dann hätt een déi selwecht Spezifikatiounen, déi een elo mécht fir déi Virbereedungsaarbechten, zum Beispill Ëmweltstudien, zum Beispill gréisser Statikstudien, da kéint een dat och do mat reegelen.

Ob dat nach an dëser Legislaturperiod duergeet, weess ech net, mee Dir hutt gesinn, opgrond vun engem spezielle Fall, nämlech vum Contournement vu Käerjeng, dass et utile ass, dass een dat ee fir alle Mol eng Kéier reegelt, gradewéi ee sech och eng Kéier muss d'Fro stellen, ob dee Montant vu deene 40 Milliounen – et sinn och nach anerer, déi bei den Ausschreiwunge sinn, well ab 60.000 Euro muss de Staat oder d'Gemengen ..., falen déi ënnert déi richteg Soumission-publicken –, dat muss ee kucken, opgrond vun der gréisserer Inflatioun, déi iwwert déi lescht Méint war, net och nach eng Kéier deementspriechend misst no uewen adaptéiert ginn. Ech mengen net méi, dass dës Chamber dat mécht, mee dat kënnt awer op de Leescht stoe vun enger nächster Regierung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, an och merci dem Här André Bauler fir säi wéi gewinnt ganz komplette Rapport. Selbstverständlech gi mer dozou d'Zoustëmmung. An ech schléisse mech och de Wierder u vum Här Roth, wat en elo grad gesot huet iwwert déi Montanten, déi mir an de Gesetzer stoen hunn. Déi sinn einfach net adaptéiert ginn an deene leschte Joren an dat bréngt mat sech, dass mer elo ëmmer méi dacks heimadder befaasst ginn. An do mécht et duerchaus Sënn, dass mer déi Montanten eng Kéier der Realitéit upassen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da wär et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Déi Diskussioun ass scho méi oft gefouert ginn. Mir schléissen eis natierlech och der Meenung un, dass déi Montante sollen diskutéiert ginn, well se net méi der Zäit entspriechen, mat der Inflatioun, déi mer kennen zanter Joren. Dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der gréng-er Fraktioun a soen dem André Bauler Merci fir säi gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Och vun eiser Säit villmools merci un de Rapporter fir dee ganz klore Rapport a mir ginn och eis Zoustëmmung zu dësem Text.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginen a Kolleegen, ech mengen, den André Bauler huet a sengem exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport duergeluecht, firwat dat Gesetz ugepasst gëtt a firwat mer u sech elo bei de Loi-spécialle méi Transparenz kréien.

Ech fannen dat perséinlech als Éischt emol eng grondsätzlech gutt Saach, datt déi Etüden, Avisen, déi dee Projet brauch, beim Finanzement matgerechent ginn, mat derbäikommen. Dat gëtt der Chamber awer méi Ableck a verschidden dach ganz deier Projeten.

Et gëtt heiansdo esou salopp gesot: „Wat de Projet méi deier gëtt, wat mer hei an der Chamber u sech manner an der Plenière nach driwwer diskutéieren." Et ass heiansdo esou, dass mer fir déi ganz bëlleg Projeten oder Projeten, wou net vill Geld derhannertstécht, ganz laang, ganz grouss Debatten hunn, a wann et dann ëm ganz, ganz vill Geld geet, sinn et kuerz Debatten. Et ass e bëssen de Bikeshed-Problem ëmgedréint.

Dofir fannen ech et ganz gutt, datt mer hei bei de Loi-spécialle méi Transparenz kréien. Ech hoffen och, datt mer doduerjer an Zukunft ëmmer dann eng Loi spéciale virgeluecht kréien, wann och eng néideg ass, an datt mer net, wéi an der Vergaangenheet, bei Projeten ex post musse feststellen: „Léif Regierung, Dir hätt misse mat engem Gesetz kommen, fir dat doten ze finanzéieren." A virun allem géife mir eis wënschen, wann eppes muss ex post legaliséiert ginn, datt een och eng grondsätzlech Diskussioun eng Kéier driwwer hätt, wéi een dat ausschreift a sou weider.

Ech mengen, dat war an der Vergaangenheet net ëmmer de Fall an ech hunn d'Hoffnung, datt duerch méi Transparenz e méi breeden Debat ka stattfannen, och dann an der Chamber, iwwert d'Sënnhaftegkeet vu verschhiddenen Depensen.

An ech ginn dem Kolleeg Gilles Roth absolutt Recht, wa gréisser Ännerungen u Projete sinn, wou natierlech an Zukunft dann och d'Dokumenter Bestanddeel vum gestëmmte Gesetz sinn, datt mer dann och mussen nach eng Kéier op déi Dokumenter zréckkommen. A wann déi änneren, da musse mer vläicht och d'Gesetzer eng Kéier nei stëmmen oder amendéieren, well soss ass et awer e bëssen de l'art pour l'art, wa mer hei higinn a mir ginn engersäits beim éischte Vott ganz Etüden, ganz Dossiere matstëmmen a wann herno eppes geännert gëtt, da gëtt d'Chamber net méi gefrot. Dat ass, mengen ech, eppes, wou d'Chamber dann och muss hiert Gewiicht wierklech weisen.

Dat gesot hoffe mer, datt et an Zukunft zu méi Transparenz kënnt, a mir stëmmen dëse Projet mat.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, och vu menger Säit dem Rapporter e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Wéi gesot, hei geet et dann effektiv weider drëms, déi néideg Sécurité juridique ze schafen, déi am Kader dann och vum Akraaftriede vun der neier Verfassung néideg ass. Ech soen Iech alleguerte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht op dëser trotzdeem wichteger Upassung.

Et ass mentionéiert ginn: „Ëmännerungen en cours de route", ech mengen, do wäerte mer nach driwwer

schwätzen, och: „de Montant upassen"; dat si sécherlech Gespréicher, déi ee soll féieren, och dat ass wichteg an ech stinn Iech natierlech do zur Verfügung. An ech soen Iech wierklech fir déi heite gutt Zesummenaarbecht Merci, nach eng Kéier dem Rapporter Merci. Ech mengen, déi Avisen, déi mer kruten, déi hu jo och keng gréisser Problemer erwäänt, dofir merci fir Är Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8196. Den Text steet am Document parlementaire als 8196[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8196 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Résolution de M. Yves Cruchten au sujet de l'arrêt immédiat des exécutions en Iran et introduction dans les lois des normes internationales régissant les droits de l'homme

Ech ginn elo dem Här Yves Cruchten d'Wuert fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Dépôt et exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Merci, Här President. An ech si ganz frou, déi Resolutioun hei kënnen am Numm vun all de Kolleege vun alle Fraktiounen hei ze deposéieren. Si huet och en aktuellen Ulass, de leschte Méindeg huet Amnesty International nämlech säi Rapport publizéiert iwwert d'Doudesstrof an der Welt – dee Rapport, deen all Joer erauskënnt –, a leider war dat lescht Joer kee ganz gutt Joer. D'Zuel vun den Exekutiounen an der Welt ass bannent deem Joer ëm iwwer 50 % geklommen. 883 Mënschen uechter d'Welt goufen higeriicht an et ass unzehuelen, dass d'Donkelziffer nach vill, vill méi héich ass.

No China kënnt den Iran op déi traureg zweet Plaz an deem Ranking. Zejoert goufen op d'mannst 576 Exekutiounen am Iran eleng dokumentéiert. An dëst Joer gesäit leider nach méi schro aus: Den Zuele vun der UNO no sinn zanter ugangs Januar all Woch ëm déi zéng Leit higeriicht ginn – dat ass natierlech erschreckend! Nach méi Suerge mécht, datt déi iranesch Autoritéiten d'Exekutiounen an och zum Beispill d'Erhänke vun de Mënschen an der Ëffentlechkeet notzen, fir déi iranesch Populatioun souzesoen anzeschüchteren.

Am Iran sti beispillsweis d'Blasphemie oder d'„Corruption sur terre" ënner Doudesstrof. Oppositoun zum Regimm gëtt hei net toleréiert. D'Ausübe vun der Meenungsfräiheet an dem Demonstratiounsrecht, wéi mir et kennen, ass am Iran leider liewensgefäierlech. Esou musse Journalisten, Kënschtler, Aktivisten an all déijéineg, déi sech trauen, ëffentlech eppes géint den iranesche Regimm ze soen, ëm hiert Liewe fäerten.

De kurdesche Rapper Saman Yasin ass schonn e puermol zur Doudesstrof verurteelt ginn, well e souzesoen e Krich géint Gott géif féieren. Och de Rapper Toomaj Salehi riskéiert d'Exekutioun, well hien a senger Musek de Regimm kritiséiert huet. Bei de Manifestatiounen, déi duech den Doud vum Mahsa Amini ausgeléist gi sinn, solle ronn 750 Leit gestuerwen a wäit iwwer 20.000 Leit verhaft gi sinn.

Seriö Geriichtsprozesser schéngt et am Iran hei net ze ginn. Déi Ugeklot duerfe sech hiren Affekot net eraussichen a kréien och keen Ableck an hiren Dossier. Déi Prozesser respektéieren also dat internationaalt Recht iwwerhaapt net. Geständnisser, déi wuel ënner Folter zustane komm sinn, ginn op der Tëlee iwwerdroen, fir esou d'Exekutiounen ze rechtfertegen.

Dat Ganzt ass natierlech fir eis inakzeptabel. An nodeems mir als Chamber am September an am November zejoert eis Solidaritéit mat de villen Demonstranten am Iran a mat dem iranesche Vollek als Ganzt ausgedréckt hunn, wëlle mir mat dëser Resolutioun d'Exekutioune verurteelen, déi den Ament am Iran leider op der Dagesuerdnung stinn. A mir ruffen den Iran dozou op, mat den Exekutiounen opzehalen an déi international Norme vun de Mënscherechter ze applizéieren. A mir bieden eise Chamberpresident, dës Resolutioun u säin Homolog am Iran weiderzereechen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

réitérant

– sa résolution du 28 septembre 2022 dans laquelle elle a condamné les violations massives des droits humains en Iran, appelé les autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations et proclamé sa solidarité avec les femmes et tout le peuple iranien ;

– sa motion du 9 novembre 2022, dans laquelle elle a constaté la brutalité des répressions des autorités iraniennes et a appelé le Gouvernement luxembourgeois à poursuivre ses efforts pour sanctionner les personnes et entités responsables de violations des droits humains,

constatant

– que, selon les informations des Nations Unies, depuis le début de l'année, plus de dix personnes sont exécutées en Iran chaque semaine ;

– que, malgré les appels répétés d'organismes de défense de droits humains de la communauté internationale, les autorités iraniennes condamnent à mort et exécutent de nombreuses personnes à la suite de procès iniques pour motif de leur participation aux manifestations du peuple iranien déclenchées par la mort de Mahsa Amini et de l'expression en public de leur opinion ;

– que les autorités iraniennes recourent à l'exécution, parfois publique, afin d'intimider et de réprimer la population iranienne,

considérant

– que la peine de mort constitue un châtiment cruel, inhumain et particulièrement dégradant,

condamne avec la plus grande fermeté

– le recours à la peine de mort pour réprimander les participants aux manifestations récentes du peuple iranien,

appelle les autorités iraniennes

– à arrêter immédiatement toutes exécutions ;

– à introduire dans les lois les normes internationales régissant les Droits de l'Homme et à les faire appliquer par les instances judiciaires,

charge

– le Président de la Chambre des Députés à faire transmettre la présente résolution au Président du parlement iranien.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Wëll een zu dëser Resolutioun Stellung huelen? Den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Et ass effektiv, wéi ech elo héieren hunn, alles gesot driwwer, mee ech wëll dem Yves Cruchten trotzdeem Merci soen, datt hie se erabruecht huet. Also fir eis ass et ganz kloer, datt mer hannert där Motioun do wëlle stoen, datt mer se mat ënnerschriwwen hunn, well et evident ass, datt mer an deem Kampf, dee mer scho säit e puer Méint hei kloer féiere géint dat, wat am Iran geschitt, musse kontinuéierlech weisen, datt mer do hannendrustinn.

Ech bewonnere par ailleurs de Courage vun deene Leit, déi, wann een d'Norichte kuckt, all Dag dohanne resistéieren, déi op d'Strooss ginn a Konditioune respektiv an enger Geforesituatioun, wou se hiert Liewe riskéieren den Dag selwer, mee déi och, wa se arrêtéiert ginn, hiert Liewe riskéieren, entweeder duerch d'Doudessstrof respektiv doduerch, datt se méintelaang am Prisong verharren, an och vun deene Leit, déi d'Decisioun geholl hunn, en anere Wee ze goen, déi d'Decisioun geholl hunn, ze flüchten, aus dem Iran erauszekommen, an Europa, an aner Länner ze goen an hire Kampf hei weiderzeféieren. Dat ass scho bewonnerenswäert, wat déi Leit alles op sech huelen, fir e wéineg méi Gerechtegkeet an deem Land ze kréien.

Do wëll ech hannendru soen, dass ech mer net vill Illusioune maachen iwwert d'Effikassitéit vun eise Resolutiounen. Op där anerer Säit soen ech mer awer och hannendrun, datt et awer fir déi Leit, déi kämpfen, e klengt Zeechen ass, datt se net eleng sinn. A schonn eleng aus deem Grond sinn ech der Meenung, datt mer et solle maachen, en Zeeche vu Solidaritéit setzen, fir datt déi Leit, déi de Courage hunn, hiert Liewen op d'Spill ze setzen, wëssen, datt mer gesinn, wat se maachen, wëssen, datt mer hannert hinne stinn, a wëssen, datt mer se ënnerstëtzen. Dofir stëmme mer selbstverständlech mat Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. E grousse Merci un den Yves Cruchten. U sech misste mer hoffen, dass mer esou Resolutiounen net bräichten. Mee leider brauche mer se. Leider ass et wichteg, als demokratesch gewieltent Parlament Stellung ze huelen, wann et ëm Mënscherechter geet, ëm d'Recht, ze demonstréieren, ouni Angscht ëm säi Liewen ze hunn, d'Recht, eng aner Meenung ze hu wéi d'Staatsoberhaupt, well och dat ass deelweis am Iran ënnert dem Term vu Blasphème scho verurteelt ginn, einfach nëmmen d'Recht, eng aner Meenung ze hunn.

An ech mengen, dofir deet et mer leed, datt mer déi Resolutioun haut mussen abréngen an ofstëmmen, mee ech fannen et awer ganz gutt, datt mer hei e kloert Signal schécken, e kloert Signal, dat u sech an enger klorer Linn steet vun deem, wat mer an de leschte Méint, Jore gemaach hunn, eppes, wat an der klorer Linn vun eiser Aussepolitick steet, wou mer kloer soen: Mënscherechter mussen héichgehale ginn!

D'Resolutioun fuerdert elo, datt Dir, Här President, den Text un Ären Homolog am Iran weiderleet. An ech mengen, do ass e bëssen de Couac dann iergendwann: Ech maache mer net vill Illusiounen, datt déi iranesch konsultativ Assemblée, wéi se heescht, vill wäert un der Situatioun änneren. Si gëtt vun enger Partei mat enger absolutter Majoritéit dominéiert, eng Partei, déi dem Staatsoberhaupt ganz no steet, an eng Partei, déi an der Vergaangenheet d'Doudesstrof fir ganz vill vun deene Prisonéier gefuerdert huet, fir déi mir eis hei asetzen.

Nichtsdestotrotz ass et wichteg, dass se den internationalen Drock spieren a spieren, datt dat, wat se maachen, net op der Welt akzeptéiert gëtt. Et ass ëmmer einfach als Parlament ze soen: „Mir hunn d'Recht, alles ze maachen, wat mer wëllen." Jo, mee mir mussen awer och ëmmer kucken, fir mat eise Kolleeginnen a Kolleegen international eens ze ginn. Ech mengen, et ass e wichtegt Zeechen, datt mir hei als Chamber parlamentaresch Diplomatie üben an dann eeben och enger elengherrschender Partei am Iran soen: „Esou net! Mënscherechter si fir eis wichteg!" An dofir sinn ech frou, dës Resolutioun haut kënne matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ech fannen et ëmmer gutt, datt dëst Parlament sech och mat internationale Problemer beschäftegt. Sécher si mir net e Parlament mat deem ganz groussen Afloss a mir sollen eis och kengen Illusiounen higinn, datt dat, wat mir elo hei decidéieren, warscheinlech wäert zu engem Äerdbiewen am Iran féieren. Mee op där anerer Säit solle mer awer e ganz kloert Zeeche setzen. Dofir soen ech och dem Yves Cruchten e ganz grousse Merci, datt hien elo déi Initiativ hei geholl huet.

Et ass jo elo net déi éischte Kéier, datt mer eis leider mat deem Land do musse beschäftegen. Mir wëssen, datt dat e Land ass, wou d'Mënscherechter alles aneschters wéi respektéiert ginn. Et ass hei geschwat gi vun dem Fall vun der Madamm Mahsa Amini an zu wat fir Konsequenzen dat gefouert huet. Ech wëll drop hiweisen, datt am September 2021 zum Beispill d'Enseignanten op d'Strooss gaange sinn, fir fir méi héich Salairen ze demonstréieren, an datt dat och bluddeg geendegt huet; eng Entwécklung, déi an eisem Wierkungsfeld net virstellbar ass. An dofir solle mir als Lëtzebuerger Parlament och ëmmer esou Regimmer ganz staark kritiséieren.

Et däerf een och net vergiessen, datt déi Leit keen Urecht hunn op e korrekte Prozess. Et muss een hei och ënnersträichen, dass zum Beispill den Internet, den Accès zum Internet, an deem Land extreem geréng ass, fir net ze soe bal praktesch ni méiglech ass. An dowéinst solle mer dat och ganz kloer no bausse manifestéieren.

Dann nach vläicht e leschte Punkt: Et muss een awer och op de Rôle hiweisen, deen dat Land de Moment am Ukrain-Krich spillt, déi Noheet, déi et vis-à-vis vu Russland ëmmer méi ze spiere kritt. A wat engem och ze denke gëtt, ass, datt den Iran elo erëm en neie Schulterschluss mat Saudiarabie gemaach huet. Dat ass jo och e Land, dat net onbedéngt bekannt ass fir d'Anhale vun de Mënscherechter.

Dowéinst ass et fir eis als Demokratesch Partei evident, datt mer eis Zoustëmmung hei ginn an datt Dir als President dat sollt Ärem Homolog weiderginn. D'Fro ass effektiv ze stellen, ob een net souguer vläicht dem Ambassadeur vum Iran, dee jo zu Bréissel ass, och nach soll eng Kopie zoukomme loossen, fir datt se wierklech spieren, datt Lëtzebuerg dat do ënner kengen Ëmstänn esou kann akzeptéieren an datt mir all Regimm, deen drop hinziilt, fir d'Mënscherechter anzeschränken, ganz kloer verurteelen.

An deem Sënn Merci – an, wéi gesot, d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Ech huele just kuerz d'Wuert, well am Fong geholl war alles gesot gi vum Här Cruchten, deem ech och nach eng Kéier villmools Merci soe fir seng Initiativ hei.

Ech wollt just zréckkommen op dat, wat den Här Wiseler ganz am Ufank gesot huet, nämlech wat fir e limitéierten Impakt vläicht esou e Bréif huet. An zoufällegerweis hat ech haut de Moien nach e Zoom-Meeting mat Representanten, mat iranesche Representanten, déi am Exil liewen an déi ëm Ënnerstëtzung gebieden hunn. An ech hunn hinnen dunn erzielt, dass de Mëtteg den Depot vun där Resolutioun géif stattfannen. Ech hunn och gesot: „Bon, ech ginn dervunner aus, dass et kee groussen Impakt wäert hunn, mee mir maachen, wat mer kënnen."

An d'Äntwert vun hinnen dorobber war eebe fir ze soen: „Ënnerschätzt den Impakt dovunner net!" Well et ass fir den iranesche Regimm duerchaus wichteg, gutt dozestoen international, an dat setzt si duerchaus ënner Drock. Dat heescht net, dass mer muer e Changement an hirer Politick hunn, mee et bedeit awer wuel, dass, wa mer alleguerten zesummen, all d'europäesch Parlamenter, op dee Wee ginn, dat awer och en Impakt op d'Warneemung vun der Situatioun huet. An ech mengen, eleng dowéinst soll een Aktioune wéi déi net onbedéngt ze kleng denken oder ze kleng rieden.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da wär et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, villmools merci. Ech wollt och e grousse Merci soe fir déi hei Resolutioun an ech ginn an déi nämmlecht Schinn wéi d'Madamm Empain elo grad. Et ass immens wichteg, datt mer eis hei no bausse solidaresch weise mam Vollek. Et ass immens wichteg, datt mer dat do condamnéieren!

Ech hat och eng Entrevue mat deene Leit an déi hu gesot: „Et ass ganz wichteg, wann e ganzt Parlament hannert hinne steet!" An dofir ass dës Resolutioun wichteg.

Ech wollt och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt Dir als Deputéiert eng Petitioun geschéckt kritt hutt fir ze ënnerschreiwen. Hei si scho ganz Fraktiounen, déi déi ënnerschriwwen hunn, an anere Fraktiounen hu just eenzel Leit se ënnerschriwwen. Ech hat och do nach eng Kéier e Mail gemaach, dass Dir Äre Leit nach eng Kéier sollt soen, si sollen déi Petitioun ënnerschreiwe wannechgelift.

Et gëtt och e Free Iran Global Summit, deen elo organiséiert gëtt am Juli. Do sinn Dausende vu Leit, déi un enger Zoom-Konferenz deelhuelen. Do huelen och ganz Parlamenter aus dem Ausland deel. Et ass wichteg, datt mer eis dodran aschreiwen! Et ass wichteg, datt mer der Welt weisen, datt mer mat deem dote Regimm net d'accord sinn an datt et och net geet, datt si manigancéieren. Dat war schonn eng Kéier esou, datt een Diktator vun engem aneren ofgeléist ginn ass, an dat ganzt Spill dierf sech net nach eng Kéier widderhuelen!

Wa si do kënnen eng fräi Regierung kréien, da musse mir als fräi Länner, als fräi Parlamentarier, déi hei dierfe fräi schwätzen, déi Leit do mat alle Moyenen ënnerstëtzen. An ech denken och, datt een dee Bréif och soll un den Ambassadeur an der Belsch schécken. Et soll een all, all, all Moyenen huelen, déi een nëmme kann huelen, fir dat doen einfach ze condamnéieren, well et ass grujeleg, wat do an eisen Zäiten nach geschitt!

Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech mengen, et ass sielen, dass mer eis all esou eens sinn iwwer e Sujet wéi deen heiten. Ech wëll emol ufänken an dem Här Cruchten Merci soen. Ech huelen un, et war hien, deen déi éischt Initiativ geholl huet, wou mir all ënnerstëtzen, datt en dat gemaach huet. Ech mengen, et éiert dat Lëtzebuerger Parlament, datt mer hei och an enger Eestëmmegkeet den Eescht vun der Situatioun am Iran uschwätzen.

Et war eng enttäuschten Hoffnung, wéinstens bis elo, well mir hunn all déi Biller nach an Erënnerung, wou vill Fraen – well si hunn ugefaangen! – am Iran sech gewiert hunn, wou sou vill Hoffnunge waren a wou mer gesinn hunn, wéi awer den iranesche Regimm leider mat Gescheck et fäerdegbruecht huet, eng Desinformatioun, eng Desorientéierung vun den Oppositiounsmouvementer an d'Weeër ze leeden, begleet vun enger ëmmer méi brutaler Repressioun, wat schlussendlech derzou féiert, datt mer eis net vill Illusioune kënne maachen iwwert d'Zukunftsperspektiven vun deem protestatäre Mouvement, dee mer elo do gesinn hunn.

Et ass awer un eis, fir vläicht e puer Konklusiounen am Ableck ze zéien. Déi éischt ass: Et ass schwéier, fir eis als auslännescht Parlament an den interne Prozess am Iran anzemëschen, an deem Sënn, datt mir solle Partei huele fir déi oder déi Oppositioun. Et gëtt am Iran e Mosaick un Oppositiounsparteien, bannent dem Iran a baussent dem Iran, déi och deelweis a Konkurrenz zuenee stinn. An ech kann Iech soen, datt, wa mer Kontakt hunn zu deenen – an et sinn der relativ vill, déi eis besiche kommen –, da plädéiere mir och ëmmer derfir, datt déi Oppositiounsmouvementer sollte méi zesummefannen, well ech mengen,

et géif hinne vläicht d'Saach erliichteren, et géif och eis d'Saach erliichteren, fir dat ze ënnerstëtzen, wat den Iran brauch, an dat ass eng politesch Erneierung!

Eng zweet Observatioun, déi ech wéilt maachen, ass vläicht déi, datt mer hei eng Resolutioun huelen, wat déi parlamentaresch Demokratie sécher stäerkt, mee datt ech awer och den Här Chamberpresident bieden, d'Regierung ze informéieren – mir hätten och näischt géint eng Motioun gehat –, datt och d'Regierung um diplomatesche Plang nach eemol, an dat eent schléisst dat anert och net aus, Här President, géintiwwer den iranesche Regierungsautoritéiten, net nëmme géintiwwer dem Parlament, kloermécht, wat d'Lëtzebuerger Positioun an dësem Beräich ass!

Mir gesinn och – an ech mengen, den Här Graas hat dat ugeschwat –, duerch déi ganz komplizéiert international Entwécklungen, déi mer am Ableck an der Welt hunn, datt déi relativ Positioun an den Afloss vum Iran éischter méi grouss ginn am Ableck an der Welt, mat allem, wat dat un destabiliséierenden Tendenze ka mat sech bréngen, inklusiv regional am Noen Osten an inklusiv eng Erneierung vum atomaren Entwécklungspotenzial vun deem Staat, wat eis warscheinlech alleguer éischter Suerge mécht wéi soss eppes.

Ech mengen, et ass gutt, datt mer elo iwwert den Iran schwätzen, datt mer haut déi Geleeënheet geholl hunn, fir eng grouss Solidaritéit, eng mënschlech Solidaritéit, mat deem Vollek auszedrécken, datt mer en Appell fir méi Humanitéit maachen, an datt mer och sollte baussepolitesch kucken, datt mer dat Land am A behalen a méigleche Menacen esou entgéinttrieden, wéi et sech gehéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Yves Cruchten als Auteur.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Jo, Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier fir déi grouss Zoustëmmung heizou. Ech wollt just soen, nodeems den Här Kartheiser geschwat huet; wat Dir gesot hutt: Selbstverständlech sollte mer och d'Regierung informéieren iwwert dat, wat mer hei als Chamber decidéieren! Ech wëll just an deem Kader nach eng Kéier drun erënneren, dass mer nämlech den 9. November schonn eng Motioun gestëmmt hunn, déi d'Regierung opfuerdert, géint déi Brutalitéit an déi Repressiounen ze protestéieren an och déi Leit ze sanktionéieren, déi zum Beispill responsabel si fir déi Mënscherechtsverletzungen am Iran.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Kënne mer à main levée iwwert dës Resolutioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien derfir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl, déi ech da wäert un de President vum iranesche Parlament weiderginn, a selbstverständlech och un déi iranesch Ambassade zu Bréissel. An et wäert natierlech och eng Informatioun un d'Regierung goen.

Merci jiddefalls fir déi breet Zoustëmmung an déi grouss Solidaritéit.

9. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du bilan de l'année écoulée au niveau des différentes politiques en faveur du développement du milieu rural et des principaux défis que doivent relever les régions excentrées de notre pays

Fir ofzeschléisse komme mer elo zur Interpellatioun vum Här Léon Gloden iwwert de Bilan vum ofgelafene Joer um Niveau vun de verschiddene Politicke fir d'Entwécklung vum ländleche Raum an d'Haapterausfuerderunge vun den ofgeleeëne Regiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Merci, Här President. Den 11. Februar 2020 hat ech déi lescht Interpellatioun iwwert de ländleche Raum hei an der Chamber. Ech hat Iech deemools d'Geschicht vum „klein Leo" verzielt ...

Plusieurs voix | A!

(Hilarité et brouhaha)

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Mir sinn elo Mee 2023. Aus „klein Leo" ass e Bouf ginn, mee de Bouf wunnt nach ëmmer am ländleche Raum. Wat huet sech, Här President, zënterhier geännert? Ech wëll op dräi Punkten agoen: d'medezinnesch Versuergung, d'Mobilitéit an d'Offer vu staatleche Servicer, d'Presenz vu Geschäfter an Déngschtleeschtungen am ländleche Raum.

Komme mer zum éischte Punkt, zu der medezinnescher Versuergung. Nom Februar 2020 ware mer an der Covidkris. A wärend der Covidkris hate mer vläicht schonn am ländleche Raum d'Chance, datt mer do net esou openeegehaangen hunn, wéi dat eeben am urbane Raum ass. A mir hunn alleguer solidaresch gekämpft, zesummen, d'Regierung, d'Gemengen, verschidde Verwaltungen, Institutiounen an d'Gesellschaft, fir dësem Virus Meeschter ze ginn.

D'Ironie vun der Geschicht: De ländleche Raum huet duerch d'Covidkris un Attraktivitéit gewonnen. D'Leit si bei eis spadséiere komm, sief et am Mëllerdall, op der Musel oder am Éislek. An et wollten erëm méi Leit an de ländleche Raum wunne kommen. D'Leit hunn och erëm Lëtzebuerger Wäin a Cremant entdeckt an aner Produits du terroir. Et war souzesoen e „back to the roots".

Et sinn och Covidzenteren am ländleche Raum opgebaut ginn, et sinn Teststatiounen an Impfstatiounen opgeriicht ginn, ëmmer a Kooperatioun tëschent der Gemeng an dem Gesondheetsministère an der Regierung.

An du koum erëm esou lues a lues de Wee zur Normalitéit zréck. An ech hu mir du geduecht, opgrond vun deenen Erfarungen, déi mer konnten aus der Covidkris zéien – net genuch Maison-médicallen, net genuch Dokteschpraxissen am ländleche Raum –, géif d'Regierung elo de Virage ambulatoire huelen, a ganz schnell. An ech hunn nach eng Kéier de Koalitiounsaccord gelies zu der Santé, wou steet: „Les zones rurales seront soutenues par une revalorisation des noyaux villageois par le biais d'une politique d'encouragement pour y implanter des services élémentaires." A bis elo – à part e bësse Gepléischters – huet d'Regierung net ganz vill ënnerholl, mee si fiert riicht virun an d'medezinnesch Mauer.

A besonnesch am ländleche Raum, Här President, ka kee Mënsch verstoen, firwat op eemol dee Géigewand komm ass géint de Centre médical mat IRM, Rëntgen a Scanner um Potaschbierg. Ech hunn nach eng Kéier den Avis vum Staatsrot zu dem Projet de loi iwwert d'Gesondheetspolitick gelies, wou besonnesch nach eng Kéier op deen Arrêt vum Verfassungsgeriicht vun 2019 higewise gëtt, wou nach eng Kéier op d'Liberté d'exercice vun den Dokteren higewise gëtt, wou nach eng Kéier gesot gëtt, datt de Käschtepunkt keen Argument ass, besonnesch wann en Dokter sech wëllt verschidden Apparater uschafen, well a fortiori dat jo och bei der Uschafung de Steierzueler näischt kascht.

Och aner Problemer hate mer am ländleche Raum: D'Maternité zu Ettelbréck ass op eemol temporär zougemaach ginn, duerno waren op eemol net méi genuch Kardiologen do.

Här President, fréier hu mer iwwer esou Sendunge wéi „Der Landarzt" am Fernsee geschmunzelt. Haut si mer frou, wann en Dokter an enger Uertschaft am ländleche Raum do ass. Et hate souguer dräi Petitiounen et gepackt hei an d'Chamber, fir iwwert den IRM, iwwert d'Mammografie an eng Maternité an eng Pédiatrie d'urgence fir 24 Stonnen op 24 Stonnen am Norden ze diskutéieren.

Mat der CSV wäert et dat eng Kéier ginn. Mir si fir den Ausbau vun der lokaler Offer vun ambulante Gesondheets- a Fleegeservicer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Mir wëllen als CSV, datt Ekipementer wéi IRM, Scanner, Rëntgen oder soss Apparater kënne vun Dokteschpraxissen ugeschaaft ginn. Mir wëllen als CSV, datt d'Praxissen a Kooperatioun mat Spideeler, ouni ënner hirer Tutelle ze sinn, kënne schaffen. Dat ass eng Éischtklassmedezinn fir jiddereen an net eng Zweetklassmedezinn, wéi mer se haut hunn.

(Brouhaha)

A mir wëllen als CSV d'Gemengen ënnerstëtzen, datt Centres médicaux dohinner kommen. Ech hunn elo gëschter d'Madamm Gesondheetsministesch op engem LSAP-Happening héieren: Si wëllt elo eng Offensiv maachen. Mee Madamm Ministesch, Dir, Är Partei, hat 30 Joer laang Zäit, fir an d'Offensiv ze goen!

(Brouhaha)

Ech héieren – si sëtzt elo net hei – d'Koparteipresidentin ...

(Interruption)

Loosst mech emol ausschwätzen. Et lauschtert een no! D'Koparteipresidentin ...

(Interruption)

Jo, Iech kann een et ëmmer erëm soen, mee et geschitt näischt!

(Interruption)

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | D'Koparteipresidentin sot an der LSAP-Walcampagne fir d'Gemengen: „Mir setzen eis elo fir Dokteschpraxissen an den Uertschaften an!" Ech huelen hei d'Beispill vum Kolleeg Aly Kaes a senger Gemeng. Dee kämpft fir e Centre médical, deen huet Depensen als Buergermeeschter gemaach, dee wëllt och nach eng Apdikt dohinner kréien, wou och en Apdikter wëllt dohinner kommen. Liest den Avis vum Conseil, vum Conseil de la concurrence! Et muss e Virage an där ganzer Geschicht kommen! Mir fueren an d'Mauer mat der rouder Gesondheetspolitick!

Mir wëllen als CSV Proximitéitsservicer wéi ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann déi ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift e bësse méi Disziplinn!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Här Mars Di Bartolomeo, Är eege Leit hunn et elo gesot. Ech hunn Iech jo virgelies, wat se soen!

Mir wëlle Proximitéitsservicer wéi Seniorentaxi an Telealarm ausbauen.

Här President, d'CSV deelt d'Suerge vun de Leit, besonnesch am ländleche Raum, an huet bewisen, an huet bewisen, …

(Brouhaha)

… datt se konkreet Léisunge fir eng besser medezinnesch Versuergung am ländleche Raum realiséiere kann.

(Interruption)

Den Theema ass ländleche Raum.

Zweete Punkt: Mobilitéit. Jo, et sinn eng Rei Verbesserunge komm. D'Modifikatioun vum RGTR-Plang an d'Diskussioune mat de Bierger a Biergerinnen hunn eng Rei Verbesserunge bruecht. Et bleiwen awer nach eng Rei Saachen ze ënnerhuelen. Jo, et ass gutt a flott, datt den ëffentlechen Transport gratis ass, mee wat notzt mer de gratis ëffentlechen Transport, wann ech net kann drop zréckgräifen? A wann ech kann op en zréckgräifen, brauch ech oft méi laang wéi mam Auto.

Här President, mir hunn et och schonn e puermol als CSV gesot: Den Auto däerf net verdäiwelt ginn! Well do, wou den ëffentlechen Transport net hikënnt oder schlecht organiséiert ass, brauch de Mënsch nun emol den Auto. Mir ginn oft drop ugesprach, datt am ländleche Raum et leider keng Busverbindunge gëtt tëschent klengeren Uertschaften oder tëschent klengeren Uertschaften a gréissere Ballungsgebidder. Mir brauche besser Verbindungen tëschent den Uertschaften an ugepasst Horairen. D'CSV fuerdert d'Schafung vu Ruffbussen als Verbesserung vun der Mobilitéit a finanziell Ënnerstëtzung vun de Citybussen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | D'CSV fuerdert, datt endlech déi jorelaang diskutéiert Ëmgeeungsstroossen, zum Beispill Iechternach, Réimech, gebaut ginn, datt d'Nordstrooss op véier Spueren ausgeweit gëtt, datt d'Streck vum Fridhaff riicht erop bis op Wäiswampech zwou plus eng Spuere kritt.

Här President, de Problem vum Schieburg-Tunnel féiert eis virun Aen, datt praktesch eng ganz Regioun lamgeluecht gëtt an datt d'Leit mussen dräi Stonnen Auto fueren, fir da schaffen ze kommen. Work-Life-Balance gesäit fir d'CSV anescht aus. An ech erënneren un déi Emissioun mam Här Adrien Wouters op RTL, dee ganz kloer sot: „D'Leit am Éislek si frustréiert a fille sech am Stach gelooss." Duerfir, do, wou et méiglech ass, datt den Zuch op zwee Gleiser ausgebaut gëtt, muss dat geschéien!

Jo, ech weess, meng nächst Iddi kléngt verréckt, mee d'Iddi vum IRM hunn och vill Leit fir verréckt gehalen an ech krut se awer duerchgesat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Firwat net Iwwerleeungen ustellen, fir an der Mëtt vun der Autobunn Monoraile fueren ze loossen, déi aus dem ländleche Raum, zum Beispill dem Osten, kënnen iwwert d'A1 op de Kierchbierg fueren, oder fir eng Busspuer op der A1 anzeféieren?

Weider brauche mer e méi intensiven Asaz, fir iwwerregional Léisunge fir de Grenzverkéier mat den auslänneschen Autoritéiten ze sichen. D'Regierung – peu importe la couleur politique – huet dat net eleng an der Hand, mee mir mussen endlech, zum Beispill am Osten, weiderkomme mat enger eventueller Autobréck iwwert den Hafen oder mam Moselaufstieg, well mir ginn ënner am Verkéier.

Dann zum drëtte Punkt: Servicer an Déngschtleeschtungen. An hei kéint ech meng Ried vun 2020 widderhuelen. Huet sech eppes verbessert säit 2020? Net wierklech. Weider Bankfilialen a Postguichete sinn zougemaach ginn. D'Büroe vun der CNS am ländleche Raum sinn oft net méi op oder just nach e puer Stonnen. Souguer ëmmer méi Bankautomate ginn ausser Betrib geholl. Här President, och wa mer am ländleche Raum liewen – an Dir wunnt jo och am ländleche Raum –, bezuele mer do awer net mat Steng, mee wéi all déi aner mat Euroen.

Et ass esou wichteg, datt mer d'Service-primairen och a klengen Uertschaften erhalen. Wann déi bis net méi do sinn, fält de gesamten Handel an enger Uertschaft zesummen. Wann ech kee Bäcker méi hunn – an d'DP wëllt jo, datt erëm waarm Bréidercher an Uertschafte gebak ginn, si haten awer och elo zéng Joer laang Zäit, fir dat ze maachen, hunn awer och do näischt gemaach –, wann also kee Bäcker méi do ass, kee Postschalter méi do ass, kee Bankguichet méi do ass, da brauch ech net méi an d'Uertschaft akafen ze goen, da fueren ech op d'Gréng Wiss. Da verschwannen och d'Kleedergeschäft, den Zeitungsbuttek an all déi aner Geschäfter.

Dezentralisatioun ass fir d'CSV de Mot d'ordre. Mir brauchen och regional Guichete fir d'Betriber. An, Här President, am ländleche Raum hu mer vill Véier-Stären-Hoteller fir Fliedermais, mee wéineg Véier-Stären-Hoteller fir d'Touristen.

(Brouhaha)

De Max Hengel ass rezent an der Debatt iwwert den Tourismussecteur dorobber agaangen. Dofir fuerdere mer – an ech widderhuelen eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV – eng Public-private-Partnership tëschent dem Staat an der Wirtschaft.

Eng vun den CSV-Fuerderungen huet de Minister Delles endlech ëmgesat. Jorelaang hunn ech derfir plädéiert, datt e Kadaster opgestallt gëtt, wou d'Leit gesinn, wat fir Geschäfter an enger Uertschaft sinn a wat eeben net do ass. Opgrond vun dësem Kadaster kann een als Gemeng Betriber unzéien, strateegesch Iwwerleeunge maachen, fir Betriber unzelackelen. Esou e Kadaster huet de Minister Lex Delles dëst Joer endlech am Kader vum Pakt PRO Commerce virgestallt.

De ländleche Raum ass e gudden Espace fir sougenannt Coworking-Espacen. Mir kënnen an der Kreativwirtschaft aktiv ginn. Iwwert d'Policepresenz wëll ech elo net spezifesch hei schwätzen, do hu mer déi lescht Wochen hei an dësem Haus vill driwwer geschwat.

Jo, de ländleche Raum ass schéin ze kucken. D'Natur bléit, d'Villercher sangen an et kann ee flott spadséiere goen. Mee et wunnen eeben och Leit do. An déi Leit wëllen do wunnen, schaffen an hir Fräizäit verbréngen. An hei wëll ech och just d'Stéchwuert „Trëntengerdall" soen – meng Kolleegin, d'Octavie Modert, hat an dësem Haus doriwwer geschwat. Hei wollt den Ëmweltministère vun uewen erof de Baueren, de Wënzer an deene Leit, déi do wunnen, ganz schaarf Restriktiounen operleeën. Et ass sech vill dogéint gewiert ginn an ech krut och confirméiert, datt elo konstruktiv Gespréicher do gefouert ginn. Wa keng konstruktiv Gespréicher sinn an net mat de Leit zesummegeschafft gëtt, dann erodéiert eis Naturlandschaft.

An am ländleche Raum muss et och méiglech sinn, datt zum Beispill d'Gemengen Installatioune kënnen an enger Zone verte opriichten. Do ass jo och eng Exceptioun am Gesetz, datt, wann eng Infrastruktur d'intérêt public ass, een dat ka maachen. Dofir verstinn ech, Här President, net e konkreet Beispill, wat meng Gemeng betrëfft. Do ass en zougeschottenen Tipp, deen an enger Zone verte läit, déi ënner Natura 2000 leeft, wou eng Bëtonsdall drop ass, wou haut e klengen Depot ass, dee mer wëllen ausbauen, wou mer mussen d'Bëtonsdall vergréisseren. Do gëtt einfach aus dem Ministère gesot: „Dat ass net méiglech!" Dat ass en Dialogue des sourds.

Stéchwuert: Plans sectoriels. Mir hunn als CSV bei de Plans sectoriels, besonnesch fir d'Industriezonen, déi regional Industriezonen, drop higewisen deemools, datt eng Rei Erweiderungen einfach net méiglech sinn, well mer dann de Baueren – besonnesch de Baueren! – hir Agrarflächen ewechhuelen. Et ass net op eis gelauschtert ginn. Elo op eemol kënnt de Wirtschaftministère a seet: „Dir hutt Recht! Mir mussen elo dee Plan sectoriel ëmänneren." Et soll einfach méi op déi verschidde lokal Gegeebenheeten agaange ginn an op eis gelauschtert ginn.

Ech wëll als Konklusioun soen, datt fir d'CSV d'Gemengen e wichtege Partner sinn, wann et ëm d'Ekonomie an d'wirtschaftlech Entwécklung am ländleche Raum geet. D'CSV steet fir wirtschaftlech Diversifikatioun an Dezentraliséierung. Eist Zil ass et, keng Inegalitéiten tëschent de Regiounen a Gemengen ze schafen, och net finanziell.

Här President, jo, et wäert ëmmer esou sinn, datt een an enger Stad aner Virdeeler huet wéi d'Leit, déi am ländleche Raum wunnen. Grondleeënd Servicer, déi all Mënsch brauch, mussen awer fir jidderee garantéiert ginn. Wann urban Zentre méi finanziell Ënnerstëtzung kréien, fir zum Beispill d'Konsequenze vum Wuesstem ze verkraaften, da mussen am ländleche Raum méi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir iwwerall gutt Servicer kënnen unzebidden.

An deem Sënn deponéieren ech och eng Motioun, déi op déi verschidde Punkten ageet, déi ech elo hei virbruecht hunn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que l'évolution démographique de ces dernières années entraîne une importance croissante de l'aménagement du territoire ;

– constatant qu'une grande partie de la population souhaite habiter dans les milieux ruraux ;

– considérant que l'augmentation considérable du trafic qui encombre nos réseaux routiers est due à une importante concentration d'emplois autour de la capitale et des grandes villes ;

– considérant qu'il est impératif de mieux coordonner les domaines logement, lieu de travail, transports ainsi que protection des espaces naturels ;

– constatant encore que de plus en plus de services de base tels que les bureaux de poste, les agences bancaires ou les commissariats de police ne sont plus assurés, voire ont déjà fermé dans de nombreux villes/villages ruraux ;

– considérant qu'il y a un potentiel de croissance économique considérable et durable dans les régions excentrées du pays ;

– considérant que de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) seraient disposées à s'installer dans les régions excentrées du pays ;

– constatant toutefois que les connexions du réseau des transports publics entre les communes rurales ne sont pas toujours adaptées aux besoins de la population et des entreprises qui souhaiteraient y habiter respectivement s'y implanter ;

– considérant que le télétravail devient de plus en plus une option intéressante pour les entreprises au motif que de nombreux salariés – en particulier les frontaliers – ne souhaitent plus passer un temps précieux dans les embouteillages ;

– constatant in fine qu'il existe une inégalité au niveau de l'accès aux soins des personnes suivant qu'elles habitent en milieu rural ou urbain, et ce au détriment des premières,

invite le Gouvernement

– à réévaluer la politique du Gouvernement en faveur des régions rurales ;

– à se doter d'une vraie politique en matière d'aménagement du territoire englobant toutes les régions du pays ;

– à élaborer une stratégie de développement économique des milieux excentrés du Grand-Duché ;

– à œuvrer pour trouver un juste équilibre entre la protection de l'environnement et la mise en œuvre des procédures administratives permettant la création de zones artisanales, commerciales et industrielles dans les régions rurales ;

– à veiller à ce que les agriculteurs et les viticulteurs dans le « Trëntengerdall » aient toujours la possibilité d'exploiter leurs terrains et par conséquent à ne pas les classer tous comme zones protégées ;

– à autoriser davantage de zones économiques pour PME dans les régions rurales ;

– à continuer les efforts à organiser un réseau des transports publics en assurant des lignes directes d'une cadence plus ou moins régulière entre les communes rurales d'une part, et entre les villages/villes ruraux, d'autre part ;

– à organiser une meilleure coordination des lignes de transport entre gares régionales et les centres économiques régionaux ;

– à évaluer régulièrement, par exemple tous les deux ans, la réorganisation du réseau RGTR ;

– à réaliser dans les meilleurs délais notamment les contournements Nordstad, Remich et Echternach ;

– à analyser l'impact du trafic transfrontalier sur la qualité de vie des habitants et sur la qualité de l'air des communes concernées ;

– à réaliser la mise à deux voies de la ligne du Nord des CFL ;

– à réaliser la mise à 2 x 2 voies du tronçon entier de la N7 ;

– à multiplier les efforts nécessaires afin de promouvoir le télétravail ;

– à implanter plus d'antennes des administrations publiques dans les régions rurales afin de promouvoir la décentralisation des emplois publics ;

– à veiller au maintien des services de base pour la population tels que des bureaux de poste ou agences de banque ;

– à organiser une vaste offre de soins médicaux de haute qualité dans les zones rurales ;

– à promouvoir de manière accentuée la décentralisation des soins médicaux en soutenant davantage l'implantation de centres médicaux, maisons médicales disposant de tous les équipements nécessaires afin d'assurer une prise en charge adéquate des patients et un service d'urgence.

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Max Hengel, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Léif alleguer, wa mer iwwert déi ländlech Entwécklung schwätzen, musse mer eist Land als e Ganzt gesinn. Mir sinn territorial net méi grouss wéi e franséischen Departement an dofir solle mer de klassesche Gruef tëscht Stad a Land iwwerwannen an eist Land eeben als e Ganzt gesinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | All Regioun huet hire Stellewäert, all Géigend hir Spezifissitéiten an och hir Erausfuerderungen. Fir d'éischt wëll ech emol soen, datt de ländleche Raum hei zu Lëtzebuerg net déi Problemer kennt wéi strukturschwaach Géigenden a Mecklenburg-Vorpommern, a Süditalien oder am déiwe ländleche Frankräich. An trotzdeem, de ländleche Raum huet och heiheem seng Bedeitung a seng Roll ze spillen an en huet och seng Defiziter, seng Suergen a seng Contrainten.

Wann ech zum Beispill d'Entwécklung vum Clierfer Kanton an de leschten 30 Joer kucken, dann ass dat villfach eng Erfollegsgeschicht: Erfolleg a puncto wirtschaftlech a kulturell Entwécklung – „Gott sei Dank!" wénkt den Här Eicher mam Kapp –, Erfolleg, jo, d'Landflucht, also den demografesche Réckgang an den 1980er-Joren ass gestoppt an ëmgedréit ginn. De Cliärrwer Kanton an de Weeltzer Kanton sinn iwwerduerchschnëttlech staark gewuess, méi séier wéi aner Géigende vum Land. Dat huet och mat de Logementsproblemer ze dinn, déi derzou gefouert hunn, datt vill Leit eng Bauplaz oder eng Wunenng am ländleche Raum gesicht a fonnt hunn. De ländleche Raum ass also nees méi bewunnt a beléift ginn. Am Prinzipp ass dat gutt esou. Domadder riskéiert déi klassesch demografesch Pyramid net op d'Kopp gestallt ze ginn, well eebe vill Jonker eng Regioun musse verloossen. An den 1970er- an 1980er-Jore war dee Risiko am ieweschten Éislek awer ganz grouss.

An dach wëllt dës favorabel Entwécklung säit den 1990er-Joren net soen, datt elo alles am Botter wier. Och de ländleche Raum behält seng Suergen an dofir ass et wichteg, verschidden Aspekter a Problemer net aus dem Bléck ze verléieren.

Éischtens, den urbane Raum an d'ländlech Géigende mussen iwwert den ëffentlechen Transport op innovativ a virun allem zouverlässeg Manéier matenee verbonne sinn a bleiwen. Hei stelle sech awer ettlech Contrainten a puncto Bus-Zuch-Korrespondenzen, wat iwwregens an de leschte Méint dacks zu Onmutt an der Bevëlkerung gefouert huet. Et besteet hei also en däitlechen Nobesserungsbedarf.

Zweetens, mir hunn dräi grouss regional Zentren: d'Haaptstad, Esch-Uelzecht an d'Nordstad. Mir brauchen awer och regional Zentren iwwer Land – gëschter ware mer jo an där Diskussioun. D'Gemeng Wolz wäert sou zum Beispill op demografeschem Plang stramm wuessen, dofir muss een och do administrativ Servicer erhalen a personell opstocken. Opstocken, net reduzéieren oder ofzéien, dat ass Dezentraliséierung.

Et geet drëm, fir ëffentlech Servicer an der Regioun ze halen. Am Interessi vun de Leit solle perséinlech Kontakter mat der Verwaltung méiglech bleiwen a gestäerkt ginn, well sech eeben net all Problem digital léise léisst. D'Digitaliséierung ass eng wäertvoll Hëllef an Erliichterung, denke mer nëmmen un d'Gestioun vun de Rendez-vousen an den Testzentere wärend der Pandemie. Ma d'Digitaliséierung huet och hir Grenzen. Komplex Froen, déi de Bierger huet, setze viraus, datt een och Beamte begéine kann, fir sech auszetauschen a Saachen ze klären oder Léisungen ze fannen. D'Dezentraliséierung op Verwaltungsplang muss also groussgeschriwwe ginn. D'Leit aus de ländleche Raim sinn eeben op regional Ulafstellen ugewisen.

Gëschter huet den Här Turmes, mengen ech, vun engem Guichet unique – Guichet administratif, wéi och ëmmer – am Réidener Kanton geschwat. An deem Sënn ass et zum Beispill richteg, datt d'Steierverwaltung personell opgestockt gëtt an datt den Accueil fir d'Bierger verbessert soll ginn, och fir d'Personal, dat op Dossiere schafft, ze entlaaschten.

Drëttens, de ländleche Raum brauch sécher a komfortabel Stroossen. Dofir ass et essenziell, datt zum Beispill d'Nationalstrooss tëschent Dikrech an der Wemperhaart erneiert an ofgeséchert gëtt. Dozou hu mer jo e Gesetz heibanne gestëmmt. De Spuetstéch vum Contournement Housen Ufank Juni misst eigentlech elo de Startpunkt si fir eng séier Moderniséierung vun dëser wichteger Verkéiersachs, der Verkéiersaorta vum Norden.

Véiertens, eis Dierfer sollen Dierfer bleiwen. An deem Sënn muss och iwwert d'Baukultur an de ländleche Géigenden nogeduecht ginn. Eng staark Verdichtung géif ouni Weideres de Charakter an d'Séil vun eisen Dierfer beschiedegen an de gesellschaftlechen Zesummenhalt hypothekéieren. Elo scho wiisst a villen Dierfer d'Anonymitéit. Dat mécht et schwéier, nei Biergerinnen a Bierger kennen ze léieren a si ze beweegen, um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen an zesummenzehalen.

Wann d'Dierfer sollen Dierfer bleiwen, dann ass et och wichteg, fir de Patrimoine an hinnen ze valoriséieren. Do wär et gutt, wann den Här Landwirtschaftsminister eis vläicht e kuerze Bilan vun den Investitiounen op deem Plang géif liwweren. Säi Virgänger war jo ganz aktiv an deem Beräich. Attraktiv Duerfplazen, d'Erhalen …

(Brouhaha)

Et ass den Developpement rural, dee fält och ënner Är Kompetenz, Här Landwirtschaftsminister. Ok, mir sinn eis eens.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Attraktiv Duerfplazen, d'Erhale vun historesch wäertvoller Bausubstanz souwéi d'Notze vun ale Schoulen, Molkereien oder soss Gebailechkeeten, déi de Cachet vun engem Duerf ausmaachen, zum Beispill als Versammlungssall, alles an deem Sënn dréit zur Liewensqualitéit vun den Awunner bäi.

E pertinent Beispill liwwert zum Beispill Housen. Hei ass den ale Kär vun der Uertschaft ronderëm dat fréiert Fraeklouschter revaloriséiert ginn. Wann de Contournement bis fäerdeg ass, wäert d'Traversée duerch House berouegt ginn an da gëtt d'Haaptstrooss nei gestalt, als Wunnstrooss, mat Plazen, wou ee sech a Sécherheet an op agreabel Manéier begéine kann.

En anert Beispill vu Beliewung vun ale Gemaier liwwert zum Beispill Branebuerg, wou mer déi grouss Freed an Éier haten, op der Aweiung ze si vun der vill besichter École du goût – e laangjärege Projet, deen dann elo konnt an d'Liewe geroden.

Fënneftens, de ländleche Raum brauch eng zouverlässeg Gesondheetsversuergung an e modernen Noutdéngscht, virun allem am Éislek, wou duerch den akzidentéierten Terrain oder Territoire d'Weeër méi beschwéierlech sinn an een eebe méi Zäit brauch, fir sech ze deplacéieren. Meng Kolleegin Carole

Hartmann wäert nach zum Theema Gesondheetsversuergung schwätzen.

Léif alleguer, denkt een un de ländleche Raum, denkt een direkt un eis Ardennen. D'Éislek wiisst op demografeschem Plang, ma a puncto Mobilitéit si mer nach ëmmer an enger spezieller Situatioun. Ech schwätzen elo mol net vum Misär mam Tunnel bei Kautebaach. Datt deen zesummegebrach ass, dofir ka kee Politiker. Ma et gëtt virun allem hei e Problem bei de Bus-Zuch-Korrespondenzen, déi eeben dacks net klappen. Et versteet och zum Beispill keen, wann een aus dem Zuch geklommen ass, datt dann de Bus zwou Minutte méi spéit engem virun der Nues fortfiert, an dat x Kéieren den Dag iwwer, méintelaang, ouni datt eppes geschitt, an trotz villen Interventioune vun Deputéierte vu Majoritéit an Oppositioun. Dat suergt eebe fir Onzefriddenheet an der Bevëlkerung. An dat muss een eescht huelen, well et geet ëm déi daagdeeglech Suerge vun den einfache Leit.

D'Problematik vun de Bus-Zuch-Korrespondenzen am ländleche Raum ass net geléist. Och wann e Bus oder en Zuch keen Taxi ass, wéi dat ëmmer vu ministerieller Säit gesot gëtt, sou kann et awer net sinn, datt d'Korrespondenzen äussert knapp gerechent ginn, soudatt d'Leit se kaum ënner gudde Bedéngungen notze kënnen, virun allem déi Jonk, déi aus dem Norde kommen an eeben duerch bestëmmt Ëmstänn hei an der Stad an d'Schoul musse goen.

Léif alleguer, geheie mer e Bléck op eis Wirtschaft. Den ekonomeschen Tissu am ländleche Raum huet sech an de leschte Joerzéngten diversifizéiert – jo, „Tissu", entschëllegt, dat ekonomescht Netz, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen. Nei Aktivitéitszone mat villen Aarbechtsplaze sinn nieft der Eisebunn entstanen, ginn awer deelweis net vum Zuch bedéngt, well keng Haltestell do ass, sou zum Beispill zu Schëtter/Nidderaanwen. Do misst d'Netz vun den Eisebunnshaltestellen iwwerpréift an ugepasst ginn, fir d'Accessibilitéit vu wichtegen Zonen aus dem ländleche Raum ze verbesseren.

All Regioun hei zu Lëtzebuerg huet hiert eegent Potenzial, ech hunn et gesot, hir soziokulturell Eegenaart an hiren ekologesche Stellewäert. Et ass wichteg, datt all d'Regiounen am Land iwwer Basisservicer verfügen, déi dem Bierger Confort a Sécherheet a sengem normalen Dagesoflaf garantéieren. Dofir musse mer an Zukunft weider dezentral plangen, ouni d'Land weider ze zersidelen, well d'Dezentraliséierung steet och a grad fir eng nei Dynamik am ländleche Raum. Jo, ech hunn et gesot, eis Dierfer sollen Dierfer bleiwen, ma si sollen awer och lieweg Dierfer sinn. An dat setzt viraus, datt de ländleche Raum iwwer gutt Konditiounen a puncto Mobilitéit an Infrastrukture verfüügt.

Och d'Digitalisatioun ass e wichtege Facteur, fir de ländleche Raum méi attraktiv ze maachen. Déi digital Kohäsioun spillt ëmmer méi eng wichteg Roll; mat digitaler Kohäsioun mengen ech, datt all Bierger soll Zougang hunn zu enger gudder Internetverbindung an digitale Servicer an datt déi digital Infrastrukture solle robust sinn.

Fir meng Fraktioun ass et dann och wichteg, datt déi digital Kohäsioun an allen Deeler vum Land gefërdert gëtt. Fir Iech e Beispill ze ginn: Mat der Breetbandstrategie 2021-2025 soll erreecht ginn, datt jiddwer Bierger, egal a wéi engem Deel vum Land e wunnt, Zougang kritt op déi beschtméiglech Konnexioun. Och d'5G-Infrastruktur, déi am Moment opgebaut gëtt, soll méi flächendeckend gräifen. Mir mussen hei nach, denken ech, weider Ustrengunge maachen, fir datt all Haushalt gutt konnektéiert ka sinn.

Mir soen och ëmmer, datt mënschlech Interfacen, wéi zum Beispill Guicheten, musse bestoe bleiwen, wéi ënner anerem an enger Bank oder bei enger ëffentlecher Verwaltung. Et kënnt eeben op de perséinleche Kontakt un. Déi analog Alternativ muss garantéiert bleiwen, dëst gëlt eeben och fir de ländleche Raum. Firwat net och sécherstellen, datt eng bestëmmt Zuel u Bancomate pro Kanton erhale bleift?

En anere wichtege Sujet am Kontext vun der Entwécklung vum ländleche Raum ass zum Beispill d'Promotioun vum Tourismus. Mam eelefte Programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique, engem Gesetz, dat mir virun e puer Wochen hei am Plenum gestëmmt haten, wäerten eng Rei vu Projeten am ländleche Raum am Tourimus wärend deenen nächste fënnef Joer kënne subventionéiert ginn. D'Zil ass et, fir déi nei Tourismusstrategie, déi partizipativ mam Secteur entwéckelt gouf, ëmzesetzen. An do gëtt et eng Rëtsch vu Projeten zur Beliewung vum ländleche Raum, déi an der Maach sinn. Den Tourismus ass däitlech geprägt vun der Haaptstad als zentralen Ulafpunkt fir Gäscht aus dem Ausland. Mee grad am Outdoor- an Aktivberäich fënnt een an de ländleche Regiounen déi richteg Viraussetzungen. Mat der Tourismusstrategie wäert och d'Moderniséierung vun den Ënnerbréngungsméiglechkeeten am ländleche Raum gefërdert ginn. Am Sënn vu méi Attraktivitéit a Qualitéit wäert den Tourismus an deene Géigenden also weiderentwéckelt ginn.

Wann een un den Tourismus denkt, dann denkt een och un d'Musel an un de Wäibau. Wichteg bleiwen och hei d'Ustrengungen am Beräich vum Marketing, souwuel zu Lëtzebuerg wéi am Ausland. Dës solle gemeinsam bedriwwe ginn, fir eeben doduerch méi Wierkung ze hunn. Schwätzt ee vun der Musel, gëllt et och, ons Wäiregioun als Tourismusdestinatioun ze förderen, Stéchwuert: Önotourismus. Hei gëtt et sécher nach Loft no uewen, vläicht och am Beräich vum Agritourismus.

Wichteg ze erwäne sinn am Kontext vun de ländleche Regiounen des Weideren de Schutz an d'Opwäertung vun der bestoender uertstypescher Bausubstanz, vun Denkmäler a lokalem Kulturierwen. Si gehéieren zum Kulturtourismus a si Botschafter vun eiser architektonescher Vergaangenheet an Eegenaart.

A last but not least musse mer de landwirtschaftleche Secteur, dat heescht d'Landwirtschaft, de Wäibau, den Uebst- a Geméisubau, weider ënnerstëtzen, fir datt e senger Aufgab als Produzent vu qualitativ héichwäertege Liewensmëttel gerecht gëtt. Konkreet bedeit dat ënner anerem, de landwirtschaftleche Betriber e passend Akommes ze sécheren, d'Bäihëllefen an éischter Linn un d'Familljebetriber ze verdeelen an d'landwirtschaftlech Produktioun, souwäit dat méiglech ass, méi staark ze diversifizéieren.

Ofschléissend wëll ech dann nach eemol drun erënneren, datt de ländleche Raum en Deel vun der Landesplanungspolitick ass. Fir datt dëse Raum liewenswäert bleift, mussen Dierfer Dierfer bleiwen a regional Zentre mussen am ländleche Raum als Serviceprovider gestäerkt ginn. Ëffentlech Déngschtleeschtungen, do, wou sënnvoll, sollen erweidert ginn, fir d'Dezentraliséierung ëmzesetzen.

Liewensqualitéit bedeit och, datt den ëffentlechen Transport méi zouverlässeg gëtt an d'Stroossennetz moderniséiert gëtt. A virun allem ass a bleift d'Gesondheets- an d'Noutfallversuergung weider en Theema, fir datt d'Leit aus de ländleche Raim sech an deem Beräich sécher a gutt versuergt fillen. D'Carole Hartmann wäert nach dorobber spéider agoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt mäi Kolleeg, de Carlo Weber, entschëllegen, deen eigentlech haut zu dëser Debatt och wollt schwätzen, well och hien aus dem ländleche Raum kënnt, mee wéi hie gëscht schonn ugekënnegt huet, huet hien haut leider en traurege Rendez-vous wouerzehuelen an ass net hei.

Här President, et gëtt vill Diskussiounen a Projeten hei an der Chamber, déi en direkten oder en indirekten Impakt op de ländleche Raum hunn. Trotzdeem ass et gutt, vun Zäit zu Zäit méi geziilt en Debat iwwert de ländleche Raum an deene verschiddene Secteuren ze féieren an allkéiers eng Zort Bilan ze zéien, wou ee gesäit, wat mer eis virgeholl haten a wou mer haut stinn. Dofir soen ech dem Léon Gloden, deen eis reegelméisseg dorunner erënnert, Merci fir seng Initiativ.

Effektiv ass et esou, dass d'Leit, déi ausserhalb vun de Ballungsgebidder wunnen, oft d'Gefill hunn, dass hir Besoine vun der Politick net richteg wouergeholl ginn. Dësen Debat gëtt eis d'Geleeënheet, engersäits ze iwwerpréiwen, wou tatsächlech méi Efforte musse gemaach ginn, awer och divers Erwaardungen a Fuerderungen an e Kontext ze setzen an ze objektivéieren.

Et ass nun emol esou, dass et méi deier respektiv manner rentabel ass, Servicer an engem schwaach besidelte Raum mat groussen Distanzen tëscht den Uertschaften unzebidden, wéi an engem dicht bewunnten urbane Raum. Et ass deemno normal, dass een, deen an enger méi entleeëner Géigend wunnt, net déi selwecht Offer u Geschäfter a Servicer huet wéi an der Stad.

De Staat an d'Gemenge mussen awer garantéieren, dass d'Grondversuergung am ganze Land garantéiert ass an dass d'Basisservicer iwwerall accessibel sinn, an dat zu engem räsonabele Präis. Dat ass jo grad de Grond, firwat d'LSAP sech ëmmer konsequent derfir asetzt, dass dës Servicer an ëffentlecher Hand bleiwen an net liberaliséiert ginn. Well do, wou et just ëm d'Rentabilitéit geet, ass et ganz sécher esou, dass d'Besoine vun de Leit an dënn besidelte Gebidder net berücksichtegt ginn.

Well och de Staat rationell mat senge Ressourcë muss ëmgoen, spillt d'Landesplanung, iwwert déi mer gëscht laang geschwat hunn, eng wichteg Roll. Doriwwer gëtt séchergestallt, dass iwwer Land e Reseau un Entwécklungszentren existéiert, déi Missiounen erfëllen, déi iwwer hir Gemengegrenzen erausginn. Och déi verschidde sektoriell Pläng spillen hei mat eran. Op Basis vun deene Pläng muss d'ëffentlech Hand konsequent investéieren, fir dass all eis Infrastrukturen a Servicer Schrëtt hale kënne mat der extreem schneller Entwécklung vun eiser Bevëlkerung an dass dobäi de ländleche Raum net benodeelegt gëtt par rapport zur Haaptstad oder den urbanen Zentren am Süde vum Land.

A wann et ee Beräich gëtt, wou dës extreem schnell Entwécklung vun der Populatioun an deene leschte Jore besonnesch ze spiere war, dann ass et dee vun der Gesondheet. An trotzdeem ass et gelongen, d'Pandemie hei am Land relativ gutt ze meeschteren. Dat weist, dass eise Gesondheetssystem net esou schlecht ka sinn, wéi en heiansdo beschriwwe gëtt. Mee natierlech heescht dat net, dass eise System perfekt ass. Dofir gëtt elo nogerüst, net nëmmen, mee och am ländleche Raum.

Här President, d'LSAP ass fir d'Schafe vu lokale medezinneschen Zenteren, wou niewent Generalisten och aner Gesondheetsberuffler kënnen täteg sinn, wéi zum Beispill Infirmieren, Kinéen oder Apdikter.

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | Hei ass et wichteg, dass och d'Gemengen hëllefen, esou Initiativen ze ënnerstëtzen, a virun allem och hëllefen, Raimlechkeeten an deene Gemengen ze fannen. Well zum Beispill a menger Gemeng ass effektiv eng Gemeinschaftspraxis, déi d'Gemeng wäert verloossen, well se méi grouss Raimlechkeete brauch an déi net an der Gemeng fonnt huet.

D'LSAP ass awer och fir Zenteren, an deene medezinnesch Aktivitéite ...

(Brouhaha)

... stattfanne kënnen, déi bis elo just a Spideeler stattfonnt hunn, Stéchwuert: Virage ambulatoire. E Beispill ass de Projet „Schlasskéier", deen et erméigleche wäert, datt och zu Wolz Patienten an Zukunft an den IRM goe kënnen. Dee soll, wann alles riichtgeet, nach dëst Joer a Betrib geholl ginn. Dat wäert d'Offer am Santésberäich am Norden enorm stäerken. Iwwerhaapt wäerte bis Enn des Joers viraussiichtlech 13 IRMen hei am Land a Betrib sinn. Um Ufank vun der Legislaturperiod waren et der nach siwen. Et kann een deemno bal vun enger Verduebelung schwätzen.

Mee wa mer eis heibannen eens sinn, datt een déi medezinnesch Offer ausbaue soll, da bedeit dat net, datt een dat zu egal wéi enge Konditioune soll maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | Grad am Santésberäich ass et wichteg, sech Reegelen ze ginn, well d'Gesondheet ass keng Wuer ewéi eng aner, et ass dat Wichtegst, wat mer alleguer hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | Als LSAP hu mer dofir a puncto Santé fundamental Prinzippien. Et sinn der an der Haaptsaach véier: éischtens, den universellen Zougang zu der Fleeg; zweetens, d'Garantéiere vun qualitativ héichwäertege Gesondheetsleeschtungen, egal wéi ee finanziell drun ass; drëttens, e Santéssystem, deem säi Finanzement op der Solidaritéit baséiert, a véiertens, eng Prise en charge, déi vun der Gebuert un a bis déi lescht Stonne vum Liewe geet.

(Interruption)

All déi Prinzippie gëllen och, wann et drëms geet, nei Zentere mat groussen Apparater opzemaachen, wéi dat zum Beispill um Potaschbierg de Fall war. Well wa bis privat Investisseure medezinnesch Zentere finanzéieren, da stelle sech aus der Siicht vum Patient eng ganz Rei Froen, déi musse geklärt ginn. Ech zielen der elo e puer hei op: Wéi ass de Suivi vun de Patiente gereegelt, wa se no der IRM-Diagnos an d'Spidol mussen oder wann et mol zu engem Noutfall kënnt? Wéi ass et mat de Garden nuets oder um Weekend an esou Zenteren? Wéi gëtt séchergestallt, datt do ausgebilt Gesondheetspersonal schafft, an zu wéi engen Aarbechtskonditiounen? A wéi gëtt séchergestallt, datt d'Akten de Patienten och rembourséiert ginn?

All dës Froen hu sech jo och fir den Zenter um Potaschbierg gestallt. Och wann et wichteg ass, datt all Regioun hir medezinnesch Offer kritt, ass et evident, datt esou elementar wichteg Froen am Virfeld musse geklärt ginn, ier esou eng Struktur opgeet.

Dofir si mer als LSAP frou doriwwer, datt eis Santésministesch an dëser Fro trotz dem Géigewand an de Kriticken, déi et gi sinn, standhaft bliwwen ass an eise Prinzippien trei bliwwen ass, wéi et drëms gaangen ass, eng Léisung fir deen Zenter ze fannen. Eng Léisung, déi dann och fonnt ginn ass, dëst, andeems den Zenter eng Konventioun mam CHL ofgeschloss huet. Doduerch ass an dësem Fall e Lien mat engem Spidol entstanen an op all déi Froen, déi ech virdru gestallt hunn, konnten Äntwerte fonnt ginn. Domadder ass aus enger Nout eng Tugend gemaach ginn, well dësen Zenter elo als Pilotprojet ka geholl gi fir änlech Projeten, déi an Zukunft komme wäerten.

An et wäerte weider esou Zentere kommen. Dofir wäerten zwee Gesetzesprojete suergen, déi aktuell an der Prozedur sinn. Dat ass engersäits de Gesetzesprojet mat der Nummer 8009 zum Virage ambulatoire, zu deem jo elo den Avis vum Staatsrot virläit. Dëse Projet gesäit vir, datt nei Sitten am Land wäerten opgoe kënnen, an deene véier verschidde Gesondheetsservicer wäerte kënnen ugebuede ginn. Dat sinn: d'Imagerie médicale, also ënner anerem d'IRMen, d'Dialys, den Hôpital de jour an d'Onkologie.

Dës Sitte wäerten och kënne vun Doktere bedriwwe ginn. Den Zenter um Potaschbierg a senger haiteger Form weist jo, datt et geet, wann ee sech bis eens ass. Dofir suerge wäert e weidere Projet, de Projet de loi, deen d'Nummer 8013 huet an deen et Dokteren an anere Gesondheetsberuffler erlabe wäert, sech als Gesellschaft zesummenzeschléissen. Dat wäert et ville Gesondheetsberuffler méi einfach maachen, sech grad a gemeinsame Praxissen zesummenzedinn. An dovunner wäert de ländleche Raum natierlech och profitéieren.

Wichteg ass awer och, iwwer e gewëssene Kader ze verfügen. Dës Zentere musse geplangt sinn en fonction vun de lokale Besoinen. Géif een dëst eleng dem private Marché iwwerloossen, da géifen esou Zentere virun allem do opgoen, wou vill Leit wunnen, an net onbedéngt do, wou se gebraucht ginn, an dat wär net am Sënn vun der Entwécklung vum ländleche Raum. Däers muss ee sech bewosst sinn.

Iwwer gewësse Reegelen ze verfügen, ass och nach aus engem weidere Point de vue wichteg. Mir wësse jo alleguer, wéi grouss de Personalmangel haut am Gesondheetsberäich ass. Dat hu mer leider gesinn um Beispill vun der Maternité zu Ettelbréck. Géif een et elo de privaten Zenteren erlaben opzemaachen, ouni datt se weider Oplage betreffend d'Garden hätten, da géife mer riskéieren, datt vill medezinnescht Personal op eemol dohinner géif schaffe goen. Personal, dat mer awer dréngend an eise Spideeler an an eisen Urgencë brauchen, well et steet jo ausser Fro, datt eis essenziell Servicer an de Spideeler mussen oprechterhale ginn. Dofir ass et wichteg, méiglechst eenheetlech Konditiounen ze schafen, fir ze verhënneren, datt esou Strukture géint Spideeler ausgespillt ginn. Dat wier weeder am Sënn vun den Dokteren nach am Sënn vum Patient.

Mee wann dat bis richteg encadréiert ass – a wéi gesot, déi zwee entspriechend Projet-de-loie sinn aktuell um Instanzewee –, dann ass et mir net baang, datt et gelénge wäert, d'Offer u medezinnesche Strukturen am ländleche Raum ze erweideren, dëst no sënnvolle geografesche Krittären an ouni eng Kommerzialisatioun vum Gesondheetsberäich a Kaf ze huelen. Well d'Gesondheet ass keng Wuer wéi eng aner.

Här President, wann ech vu Santé am ländleche Raum schwätzen, da sinn ech och frou, op déi positiv Elementer agoen ze kënnen, déi viru 14 Deeg an der Santéskommissioun annoncéiert gi sinn. Et sinn nämlech eng Rei Entscheedunge geholl gi respektiv Weichen esou gestallt ginn, datt d'Gesondheetsversuergung sech a verschiddene Beräicher relativ séier wäert verbesseren.

Ab dem 1. Juni wäerten IRMen an de Spideeler och um Weekend agesat ginn. Dës zousätzlech Plagë wäerten et erlaben, de Stau ze léisen, dee sech ënner anerem doduerch erginn huet, datt duerch d'Pandemie 2020 an 2021 vill Rendez-vouse reportéiert hu misse ginn. Do dernieft soll och eng zentral Stell ageriicht ginn, wou d'Patienten uruffe kënnen, fir en IRM-Rendez-vous ze kréien. Doduerch wäerten d'Patienten direkt gewuer ginn, wou se am séiersten drukomme kënnen.

An da ginn och déi aktuell siwen Apparater fir d'Mammografien ze maachen duerch aacht neier ersat. Dat si méi modern Apparater, déi et och erlaben, méi séier ze schaffen. Do dernieft ass och eng Reorganisatioun vun de Plagë virgesinn, fir méi Patientinne kënnen a méi kuerzer Zäit betreien ze kënnen.

Dës konkreet Mesüre wäerten zu enger Verbesserung vun der gesondheetlecher Betreiung am ganze Land féieren, an deemno och fir de ländleche Raum.

Här President, ech kommen dann zu engem weideren Aspekt vun der ländlecher Entwécklung. Wann een an der Stad lieft, dann ass een et gewinnt, dass den nächste Bäcker, déi nächst Bank oder d'Post net wäit ewech ass. Villes ass souguer gutt ze Fouss ze erreechen. Um Land gesäit dat anescht aus: Oft ass et esou, dass am noen Ëmfeld kee Büro vun der Post oder vun enger Bank ze fannen ass an dass ee bis an déi nächst gréisser Uertschaft reese muss. Dat ass näischt Neies. Wann een am ländleche Raum wunnt, da gehéieren déi laang Weeër dozou. Ma an der Lescht awer sinn ëmmer méi Büroen, sief et vun enger Bank oder vun der Post, zougemaach ginn. Dat féiert derzou, dass d'Weeër, déi virdru scho laang waren, ëmmer manner zoumuttbar ginn, virun allem fir déi Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn. An dat dréit och derzou bäi, datt ee sech vernoléissegt spiert. Dat ass nëmme verständlech.

Reflexaarteg gëtt dann ëmmer op d'Gemengen an op d'Regierung gekuckt, déi sech fir d'Erhale vun de Filialen asetze sollen. Ma och wann de Staat implizéiert ass, ass d'POST en eegestännege Betrib. Si entscheet selwer, wéi se hire Reseau vu Filialen opbaut. D'Regierung kann also an operationelle Froe leider net direkt intervenéieren. Et ass awer dofir ëmsou méi wichteg, op Dialog ze setzen a sech bei de Verantwortleche fir d'Wënsch an d'Besoine vun de Bierger anzesetzen.

D'POST erkläert, dass se hir Presenz permanent un d'Besoine vun de Clienten upasst. Ma fir déi Leit, déi hir Kommissioune schonn ëmmer op der selwechter Plaz gemaach hunn, ass et natierlech frustréierend, wann d'Agence op eemol hir Dieren zoumécht. Dofir musse mat all Filial, déi verschwënnt, alternativ Léisungen ugebuede ginn.

Dofir ass et fir d'LSAP wichteg, datt d'Zougänglechkeet vun de Postservicer mat de Gemengen ofgeschwat ass. Virun allem awer dierfen déi Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn oder déi net mat den digitale Servicer eens ginn, net duerch d'Schléissung vun enger Filial am Stach gelooss ginn.

An deem Sënn wëll ech och d'Aarbecht vun de Bréifdréier ervirhiewen, déi net just Bréiwer ausdeelen, mee och e wichtege Bestanddeel vun de Servicer vun der POST ubidden. Iwwert d'Bréifdréier ass et zum Beispill och méiglech, Suen opzehiewen oder anzebezuelen, Timberen ze kafen oder Post verschécken ze loossen.

Eng weider Alternativ sinn d'PackUp-Statiounen, déi 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg a Betrib sinn. Hei ass d'Zuel an de leschte Jore landeswäit op 130 Statioune geklommen. Op där enger Säit muss ee vläicht Versteesdemech weisen, wa wéineg besicht Filialen hir

Dieren zoumaachen, op där anerer Säit missten awer och an den Dierfer méi Automaten zur Verfügung stoen, déi et de Bierger erlaben, weiderhin op essentiell Postservicer zréckzegräifen. An natierlech muss et och Optioune gi fir déi Leit, déi net mat esou Automaten eens ginn. Do heescht et, kreativ ze sinn, fir datt keen op der Streck bleift.

Här President, e weidere Sujet, deen ech kuerz uschwätze wollt, ass d'Mobilitéit. Mir wëssen alleguer, datt d'Mobilitéit e Sujet ass, deen d'Bierger aus dem ländleche Raum, besonnesch déi aus dem Norden an aus dem Osten, immens beschäftegt. Hei gëtt och dacks behaapt, datt de Staat net genuch fir de ländleche Raum mécht. Och hei ass sécher nach laang net alles perfekt, mee et muss een awer unerkennen, datt d'Regierung an de leschte Joren immens investéiert huet.

Konkreet, wat d'Investissementer an d'Schinnennetz ugeet, ass Lëtzebuerg Champion, wann een de Pro-Kapp-Verglach mat aneren europäesche Länner mécht. Bis 2026 soll de Staat 2,6 Milliarden Euro an d'Schinnennetz investéieren. Zousätzlech dozou komme mam neie Contrat de service fir d'Period 2025–2039 fir de Schinneverkéier nach eng Kéier 7 Milliarden derbäi. Dat sinn enorm Investitiounen, déi et ënner anerem och méiglech maachen, véier Zich an der Stonn iwwer Waasserbëlleg Richtung Tréier fueren ze loossen amplaz vun zwee, wéi dat bis elo de Fall war.

An och an d'Stroossennetz gëtt investéiert. Sou ass ee vun deene wichtegste Projete betreffend d'Stroossennetz d'Securiséierung vun der N7 mam Contournement vun Housen, awer och mat der Transversale vu Clierf, wat normalerweis bis Enn des Joers misst fäerdeg sinn. All dat wäert fir eng besser Liewensqualitéit an eng Verbesserung vun der Attraktivitéit vun der ganzer Nordregioun suergen.

Här President, ech kommen dann zu engem weideren Aspect: Wie vum ländleche Raum schwätzt, denkt oft un déi schéi Landschaften an un den Tourismus. Den Tourismus ass generell e wichtege Secteur vun eiser Ekonomie, mee en huet grad am ländleche Raum e besonnesche Stellewäert. Mir haten an der leschter Sëtzungswoch eng ausféierlech Debatt iwwert d'touristesch Infrastrukturen an iwwert d'Méiglechkeeten, wéi dës mat Hëllef vum Staat kënnen opgewäert ginn. Ech wëll deemno hei net méi allze laang drop agoen. Fakt ass, dass den Tourismus wärend der Pandemie staark gelidden huet an zum Gléck erëm am Opschwong ass.

D'Qualitéit vun der Offer an d'Investitiounen a Projeten, déi d'Attraktivitéit vun enger Regioun stäerken, sinn natierlech ganz wichteg. Als LSAP begréisse mir, dass de Staat dat esou kloer finanziell ënnerstëtzt. Ganz positiv fir de ländleche Raum ass et, dass an Zukunft och Projete vun Naturparken am Kader vum Plan quinquennal kofinanzéiert kënne ginn.

Nieft esou Projeten ass de ländleche Raum awer virun allem geprägt vu senge charakteristesche Kulturlandschaften, sief dat Wisen a Felder oder, wéi am Osten, d'Wéngerten. D'Ënnerstëtzung vun der Landwirtschaft an d'Entwécklung vum ländleche Raum sinn enk matenee verbonnen. D'Agrargesetz enthält dofir ëmmer e Volet iwwert den Développement rural. Interessant fir d'Baueren a Wënzer sinn hei besonnesch déi Bäihëllefen, déi si bei der Direktvermaartung vun hire Produkter ënnerstëtzen. Mee och Mikroentreprisen, déi aner lokal Produkter herstellen, kënnen heivunner profitéieren. An encouragéiert gëtt zum Beispill och d'Schafe vun engem iwwerdaachte Maart. E weidert Standbee fir d'Landwirtschaftsbetriber kënnen natierlech och Chambres d'hôte sinn oder Wäistuffen. Esou Projete sinn eng flott Ergänzung zur touristescher Offer an hëllefen de Produzenten, déi breet Pallett u gudde lokale Produkter méi bekannt ze maachen.

Doriwwer eraus kënnen natierlech och weiderhi Gemengen a Gemengesyndikater iwwert dee Wee Subside kréien, fir hir Dierfer weiderzeentwéckelen. Net ze vergiessen natierlech déi sëllege LEADER-Projeten, déi och iwwert dat nächst Agrargesetz wäerte kënne realiséiert ginn. Perseinlech kennen ech do d'Miselerland-Projete vum LEADER am beschten. Esou Projeten ënnerstëtzen net nëmmen d'Entwécklung an d'Attraktivitéit vum ländleche Raum, mee si förderen och d'Zesummenaarbecht iwwert d'Grenz eraus. Sou bitt de LEADER-Programm de Kader fir eng gemeinsam Entwécklungsstrategie vum Miselerland an dem moselfränkeschen Deel a Rheinland-Pfalz.

De Staat investéiert deemno net nëmmen a grouss Infrastrukturprojeten, mee ënnerstëtzt iwwer ënnerschiddlech Programmer a Subside lokal Initiativen am Interessi vun der Regioun, sief et vun de Gemengen oder souguer vu Gruppéierunge vun engagéierte Bierger.

Dir gesitt, eng Debatt iwwert de ländleche Raum ass villschichteg a si muss och esou gefouert ginn. Et kann ee se net nëmmen op en IRM-Zenter begrenzen, mee et muss eng Politick sinn, déi global ass, déi vum Gesondheetszentrum iwwert d'Schinnennetz bis zu de Postfilialen a LEADER-Projeten déi verschidden Aspekter duerchliicht.

Wéi ech ufanks gesot hunn, ass et normal, dass een, deen an enger méi ländlecher Regioun wunnt, net déi selwecht Offer u Geschäfter a Servicer huet wéi een, deen an enger Stad wunnt. Mee d'Basisservicer mussen awer iwwerall zefriddestellend ugebuede ginn. An dofir sinn ech frou, an enger Partei ze sinn, déi Prinzippien huet an déi sech derfir asetzt, dass esou Servicer an ëffentlecher Hand bleiwen an datt se net nëmmen enger kommerzieller Logik ënnerstallt ginn.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Burton. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel … Den Här Gloden huet nach eng Fro fir d'Madamm Burton.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Fait personnel. D'Madamm Burton huet mech perséinlech ugeschwat mat enger …, wou e Cabinet da géif fortgoe vu Maacher. Éischtens huet d'Madamm Burton vergiess ze soen …

(Interruption par M. Dan Kersch)

Här Kersch, kënnt Dir emol eng Kéier nolauschteren, amplaz ëmmer dertëschentzeschwätzen?! Dir sidd wierklech penibel! Dir sidd wierklech penibel, soubal een hei vun dëser Säit schwätzt!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Gloden huet d'Wuert gefrot an huet et och kritt. An hien ass nach net ausschwätze gelooss ginn.

Une voix | Richteg!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Voilà! Merci, Här President. Wou jo en enkste Familljemember vun der Madamm Burton concernéiert ass, huet se dat éischtens net gesot, zweetens hunn ech déi Leit empfaangen op der Gemeng. Ech hunn hinnen zwou Alternativen ugebueden. Déi wollte se net. An drëttens hunn ech dann derfir gesuergt – mir hu jo haut vun deenen eelere Leit geschwat, datt ee sech ëm déi soll bekëmmeren –, datt en Ouerendokter, spezialiséiert op eeler Leit, an déi al Apdikt op Gréiwemaacher säi Cabinet maache kënnt an d'Foussgängerzon.

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An dann ass elo d'Wuert fir déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif Regierungsmemberen, säit der Pandemie dréit sech den ëffentlechen Debat hei am Land nach méi staark ëm de sozialen Zesummenhalt: den Zesummenhalt ënnert de Bierger a Biergerinnen, den Zesummenhalt tëscht Jonken an Eeleren, tëscht Aarm a Räich an tëscht deenen diverse Beruffssecteuren. Zesummenhalt huet awer och eng raimlech, eng territorial Dimensioun.

Fir eis Gréng géllt: Nëmmen eng Gesellschaft, déi zesummenhält, ass och kapabel, hir Zukunft nohalteg ze gestalten. Dofir: Och raimlech gesi wëlle mir eng Politick vum Matenee förderen amplaz eng Politick vum Niefteneen oder souguer Géinteneen, an dat géllt fir eist ganzt Land, egal ob urbanen oder eebe ländleche Raum.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Ech wäert elo an den nächste Minutten eng Rei Beräicher beliichten, wou de sougenannte „ländleche Raum" säi Rôle spille kann, wou e Responsabilitéiten iwwerhuele kann, awer och, wou nach Entwécklungspotenzial ass. Hei dann e Merci un de Léon Gloden fir dat widderhuelt Ufroe vun enger Interpellatioun zum ländleche Raum.

(Hilarité et interruptions)

Wéi gesi mir Gréng also d'Entwécklung vum ländleche Raum? Mir wëllen en Entwécklungszenario usteieren, deen eis Landschaften engersäits esou wäit wéi méiglech intakt hält an anerersäits Wunnen, Schaffen a Fräizäit zesummeféiert. Et geet drëms, en attraktive Raum ze erhalen, deen nieft senger Eenzegaartegkeet och gläichzäiteg bereet ass, seng spezifesch Entwécklungspotenzialer richteg ze notzen.

Ugefaange beim Ëmweltaspekt: De ländleche Raum leescht eisem Land onersetzbar Ëmweltservicer. D'Bëscher sinn d'Longe vum Land an extreem wichteg am Kampf géint de Klimawandel.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Och d'landwirtschaftlech Fläche spillen eng grouss Roll, well d'Biedem an d'Beem hu grousse Potenzial, fir de Kuelestoff aus der Atmosphär ze bannen.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | D'Naturlandschaften an eise méi rurale Géigende sinn zudeem en Zentrum vun der Aartevillfalt, well – fir déi, déi sech däers net bewosst sollte sinn – mir hunn nieft enger Klimakris virun allem duerch dat acceleréiert Aartestierwen och eng Biodiversitéitskris! Wann ech also vun eisen Naturlandschafte schwätzen, denken ech un eisen natierleche Patrimoine, un eis wonnerschéin an onersetzbar Naturschutzgebidder, wéi den Haff Réimech zu Riemeschen, de Pällembierg an der Gemeng Wormer, de Manternacher Fiels, an där Beispiller gëtt et eng sëlleg uechtert d'Land.

Et ass wichteg, datt d'ländlech Gemenge fir de Schutz vun eisen natierleche Räichtemer ënnerstëtzt ginn. Si dierfen op kee Fall de Verléierer vun der Landesplanung sinn. Mam Naturpakt hu mir eis e gudden Outil ginn, fir d'Gemengen, déi den Naturschutz op lokalem Niveau virundreiwen, ze valoriséieren a finanziell ze ënnerstëtzen an ze begleeden.

A wéi meng gréng Fraktiounskolleegin Semiray Ahmedova scho gëschter beim Debat zum PDAT betount huet, gëllt et och, de Gemengefinanzementsschlëssel un déi nei Prioritéite vun der Landesplanung unzepassen an alle Gemengen am ländleche Raum genuch Finanzmëttel zur Verfügung ze stellen, fir hire Missioune gerecht ze ginn.

Eng vun den Achse vum neie Landesplanungsprogramm PDAT 2023 ass d'Stäerkung vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht. An dës Stäerkung ass natierlech och e wichtegen Enjeu fir eis ländlech Gemengen, déi dacks am direkten Echange mat hiren Noperen déi aner Säit vun der Grenz stinn a vun enger méi staarker Ënnerstëtzung vun dëser grenziwwergräifender Zesummenaarbecht kënne profitéieren. Ee Beispill ass d'Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal", wou de Landesplanungsminister elo rezent 6,8 Milliounen Euro iwwert den Interreg-Programm zur Verfügung gestallt huet fir d'Ëmsetzung vu regionale grenziwwerschreidende Projeten tëscht Rheinland-Pfalz, dem Saarland a Lëtzebuerg. Hei géif ech gär beim zoustännege Minister nofroen, wat déi nächst konkreet Projete sinn, déi an dësem Beräich virgesi sinn.

Onbedéngt nennenswäert: eis dräi Naturparken Öewersauer, Our a Mëllerdall. Dës couvréieren een Drëttel vun eisem Territoire. Allen dräi si se räich un Natur- a Kulturpatrimoine, an awer huet all Naturpark seng eege Charakteristiken. Si spillen eng wichteg Roll bei der Vermaartung vum Land a puncto Image, Tourismus a lokal Produiten. D'Zesummebrénge vum natierlechen, vum ländlechen, vum kulturelle Patrimoine mat der wirtschaftlecher Entwécklung vun der Regioun ass eng Aarbecht, déi an den Naturparke schonn zanter Joren developpéiert gëtt. Doduerjer sinn d'Naturparken natierlech eng immens Plus-value fir hir Gemengen, an dës Dynamik musse mir och an den nächste Jore weiderdreiwen.

Da géif ech weider op d'Kulturpolitick agoen. Hei muss de regionalen Aspekt eng Roll spillen, fir datt all Bierger a Biergerinnen onofhängeg vun hirem Wunnuert méiglechst gutt Bedeelegungschancen um kulturelle Liewen hunn. Am Kulturministère gouf d'Zuel vun de Konventiounen an den entspriechende Budgeten an dëser Legislaturperiod méi wéi verduebelt. An et sinn oft Veräiner oder regional Strukturen, déi vun deene Konventioune profitéieren an déi et Mënschen an de méi ländleche Géigende vum Land méi einfach maachen, fir um kulturelle Liewen deelzehuelen.

En zweeten Aspekt vun der Kulturpolitick ass de kulturelle Patrimoine. Wärend dat neit Patrimoinesgesetz um nationalen Niveau ëmgesat gëtt, ass et méi wichteg wéi jee, datt d'Gemengen hir Responsabilitéit fir den Denkmalschutz seriö huelen, an dat aus zwee Grënn: éischtens, well deen am Gesetz agebaute „Sécherheetsfilet" bis zur Fäerdegstellung vun den neien Inventairen nëmme gräift, wa Gebaier kommunal geschützt sinn, an zweetens, well den Erhalt vum Patrimoine en Deel vun eiser Liewensqualitéit ass a vun der Attraktivitéit vum ëffentleche Raum, an dat souwuel fir d'Leit, déi hei wunnen, wéi och fir d'Touristen an Touristinnen, déi eist Land besichen.

An domat wier ech beim Tourismus. Wärend der Pandemie gouf et eng reegelrecht Renaissance vum Wander- a Vëlostourismus. Vill Matbierger a Matbiergerinnen hunn d'Schéinheet an d'Attraktivitéit vun eise ländleche Géigenden nei oder iwwerhaapt emol entdeckt. A fir dës positiv Dynamik oprechtzeerhalen, musse mer weider investéieren.

Datt dat sech lount, dofir hu mer an de leschte Méint a Joren direkt e puer markant Beispiller virzeweisen: eist Éislek, dat mëttlerweil offiziell als Qualitéitswanderregioun an Europa ausgewisen ass; de Mëllerdall, deen d'lescht Joer offiziell op d'Lëscht vun den UNESCO-Geoparke gesat gouf, wat e ganz groussen Erfolleg ass; an dann de „Vëlosummer", eng flott Initiativ, déi am Laf vun dëser Legislaturperiod entstanen ass. Säi Succès schwätzt fir sech an d'Demande no weidere Circuits cyclo-touristiques klëmmt permanent weider.

Am Tourismus huet sech déi lescht Joren also vill gedoen. Mam aktuelle Fënnefjoresplang fir den Tourismus ass bis 2027 e Kader gesat. An der Stabilitéit, déi dat erméiglecht, géife mir mat Bléck op déi nächst Legislaturperiod gär eng nach méi déifgräifend Reflexioun doriwwer ustoussen, wéi Nohaltegkeetsaspekter an déi qualitativ Entwécklung vun der touristescher Offer nach besser matenee kënne kombinéiert ginn.

An dësem Kontext kommen ech natierlech net derlaanscht, fir dem Önotourismus seng verdéngte Bün ze ginn. A ville Wäiregiounen ass dës Zort vun Tourismus zu engem feste Bestanddeel vun der Wäikultur ginn. An och op eiser Musel ass nach ganz vill Potenzial. Eis Miseler Kulturlandschafte sinn e grousst Aushängeschëld vum Lëtzebuerger Land. Mat Freed ziele mer jidderengem vun eiser schéiner Musel, vun eise flotte Wäifester, vun eise schéine Wéngerten a virun allem vun deene ville léiwe Wäistuffen, déi mer hunn. Mir hunn also alleguerten Interêt dorun, dës Kulturlandschaften ze erhalen an esou attraktiv wéi méiglech ze presentéieren.

An am attraktiivste sinn eis Wéngerten ouni Glyphosat. Kee wëll mat senge Kanner, mat der Famill oder mam Mupp duerch d'Wéngerte spadséieren, wann d'Bäikraut op eemol brong-giel tëscht de Reien a sech zesummegeet. En plus, grad am Wäibau gëtt et effizient mechanesch Alternativen a souguer och Pilotprojeten, fir mat enger spezieller Ënnerstockbegrünung eng Altenativ zu der cheemescher wéi och der mechanescher Bäikrautreguléierung ze bidden. Nieft enger gewëssener Ënnerstëtzung muss de Wëllen do sinn, de Wëllen, mat derzou bäizedroen, eis Ressourcen ze schützen an och e Virbild fir aner Wäibauregiounen ze sinn.

Dat virun allem och, wann ee weess, datt Wäintouriste respektiv Önotouristen eng besonnesch Verbonnenheet mat der Natur verspiere souwéi dem Wanderen an dem Vëlofuere ganz no stinn. A mir wëlle jo gär méi Touristen an natierlech och nei Clienten unzéien an net verdreiwen. An deem Kader wollt ech den Här Landwirtschaftsminister och froen, ob hie vläicht en vue huet, eis Wënzerinnen a Wënzer ze motivéieren an ze begleeden, fir weider ouni Glyphosat ze schaffen.

Ech hunn ufangs vu menger Ried vun Zesummenhalt geschwat, deen och grenziwwergräifend geschéie soll. Dofir géif ech a puncto Önotourimus nach gären Terroir Moselle erwänen, déi d'lescht Woch zéng Joer gefeiert hunn. Hei komme Lëtzebuerger, däitsch a franséisch Acteuren aus dem Wäibau an dem Tourismus zesummen, déi zesummen den europäesche Museldall vermaarten a weider no vir brénge wëllen. Via mosel' ass ee Beispill, wéi esou ee grenziwwerschreidenden önotouristesche Projet kann ausgesinn. Weider huet Terroir Moselle sech an d'Agenda gesat, fir ee gemeinsame Wäin erauszebréngen, ganz am Sënn vum Sech-zesumme-fir-eng-Saach-Engagéieren.

Här President, domat ginn ech eriwwer bei de Gesondheetssecteur. D'medezinnesch Versuergung kann net ofhängeg dovunner sinn, ob de Patient oder d'Patientin an der Stad, op den Éisleker Koppen oder op der Musel wunnt. Besonnesch musse mer och dorobber oppassen, datt eisen drëtten Alter, mee virun allem och eis Kanner e qualitativ héichwäertegen Accès zu de Gesondheetsservicer hunn. Besonnesch bei de Soins primaires besteet awer Handlungsbedarf, well eis Dokteren a Gesondheetsberuffler a -beruffleriinnen ongläichméisseg iwwert d'Land verdeelt sinn an d'Tendenz hunn, sech an urbane Ballungsgebidder ze konzentréieren. Allerdéngs kënne Gemengen hei och selwer eng aktiv Roll iwwerhuelen, fir Generalisten, Pediateren an esou weider an der Gemeng unzesidelen, zum Beispill andeems se Raimlechkeete fir eng Gemeinschaftspraxis zu engem interessante Loyer ubidden.

An da géif ech ganz gär mat der Mobilitéit ofschléissen, engem groussen a wichtege Sujet an eisem Ländchen a virun allem och an eisem ländleche Raum. Mir, déi gréng, huele kengem den Auto fort. Mir, déi gréng, suergen derfir, datt attraktiv Méiglechkeete geschafe ginn, fir d'Fräiheet ze hunn, den Auto och eng Kéier kënne stoen ze loossen.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Ech wëll just kuerz erklären, wéi ee sech eng modern Mobilitéit haut an eisen Zäite virstelle kann, an zwar schwätzen ech vun engem multimodale Mobilitéitsverhalen. Dat bedeit net, datt ee keen Auto méi fueren dierf, mee dat bedeit, datt een eng méi grouss Flexibilitéit a sengem Mobilitéitsalldag kritt. Mir investéiere Rekordzommen an den Ausbau vum Zuchreseau. Mir hunn e Busnetz, dat esou dense ass wéi soss néierens an Europa. Natierlech kann eng esou déifgräifend Reform wéi déi vum RGTR-Busreseau, déi graduell iwwert déi lescht dräi, véier Joer ëmgesat gouf, net ab dem éischten Dag all Mënsch an all Uertschaft vum Land direkt zefriddestellen. De Minister huet awer hei vun Ufank un extreem vill den Echange mat de Leit an de Responsabelen aus de Gemenge gesicht an hien huet och schonn dacks gesot, datt dës Reform weiderhi lafend a jee no Besoin ugepasst kann a wäert ginn.

Et ass awer haut schonn esou, datt net nëmmen nei Linne bäikomm sinn – grad och Querverbindungen an de ländleche Géigenden –, mee och méi Busser an de Stousszäiten, moies méi fréi an owes méi spéit, a besser Kadenze weekends fueren. A parallel zum RTGR-Reseau hu vill Gemengen déi flott Offer vun engem Ruffbussystem, fir eeben nach verschidden aner Besoinen ofzedecken, an dacks an Zesummenaarbecht mat hiren Nopeschgemengen.

Da ginn d'Vëlospiste weider ausgebaut – allerdéngs muss een hei erwänen, datt déi kommunal Vëlospiste Gemengekompetenz sinn. Et wär awer interessant ze gesinn an ze wëssen, wéi et aktuell mat de Konnexiounen zu den nationale Vëlospisten ausgesäit. A wéi mir all spéitstens zanter der Luxmobil-Etüd wëssen, fueren ëmmer nach ganz vill Leit hir Trajete vun ënner fënnef Kilometer mam Auto – hei ass fir de Vëlo nach ganz vill Potenzial ze huelen. En plus gëtt et attraktiv Subside vum Staat beim Kaf vun engem Vëlo oder vun engem E-Bike.

Här President, ech kommen zu menge Konklusiounen. Dat Éischt: Et ass wichteg, e gudden Equiliber tëscht der Entwécklung vun der wirtschaftlecher Aktivitéit an dem Wunnraum, awer och dem Schutz vum natierlechen a kulturelle Patrimoine ze fannen, en Equiliber, deen un de ländleche Raum ugepasst ass.

Eng weider Konklusioun ass: Kommt, mir sinn e bësse virsichteg, wa mer vum „ländleche Raum" hei zu Lëtzebuerg schwätzen! Jo, eis Dierfer, Stied hunn deelweis just knapps e puer Honnert oder och Dausend Awunner an Awunnerinnen an natierlech gëtt et Regiounen, déi besser ugebonne si wéi anerer oder manner dicht besidelt. Trotzdeem erlaben ech mer ze behaapten, datt de Gros vun eis hei zu Lëtzebuerg

d'Chance huet, eng eenegermoosse gutt Liewensqualitéit ze genéissen, an dat eeben onofhängeg vun der Regioun, an där ee wunnt.

Natierlech ass et eis Responsabilitéit als Deputéiert vun engem nationale Parlament, fir regional Problemer a Verbesserungsméiglechkeeten ze benennen, mee mir däerfen net vergiessen, eist Ländchen trotzdeem ëmmer als e Ganzt ze kucken a virun allem op den Zesummenhalt ze setzen.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Ob Stad oder Gemengen, jidderee muss seng Responsabilitéiten iwwerhuelen, well mer nëmmen esou déi beschtméiglech Offer fir eis Bierger a Biergerinnen an eng nohalteg a solidaresch Entwécklung vun eise ländleche Regioune garantéiert kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gary. Madamm Gary, erlaabt Dir, datt d'Madamm Modert Iech eng Fro stellt?

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Modert, wannechgelift.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Merci, Madamm Gary. Ech wollt just eng Fro stellen: Wéi kommt Der drop, datt op der Musel an de Wéngerte vill Glyphosat géif agesat ginn? Wou och gewosst ass, datt extreem, extreem vill Wënzer éischtens kee Glyphosat méi benotzen, zweetens, och keen Herbizid gréisstendeels méi benotzen, mee mat mechanescher Onkrautbekämpfung virginn. A wär et dann net besser, dat eigentlech och ervirzesträichen, amplaz e schlecht Liicht op d'Musel an op d'Wënzer falen ze loossen?

Dann hätt ech nach eng zweet Fro: D'Vëlospisten auszebauen, mengen ech, ass eng ganz gutt Iddi. Ass et net awer esou, datt an de Schutzzonen, déi do si respektiv där der jo nach méi solle kommen, grad eeben och an der Géigend vun der Musel oder vum Hannerland, et duerch déi Schutzzonen net méi méiglech ass, déi Vëlospisten op eng Fassong auszebauen, datt se sech gutt fueren?

Merci.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Also ech sinn, wat de Wäibau ugeet, ganz op Ärer Positioun. Ech sinn awer leider déi lescht Deeg a Woche ganz vill duerch Wéngerte getrëppelt, an et gesäit een et, et gesäit een et ganz vill an de Reien an et ass dowéinst, firwat ech et erwäänt hunn. Ech hätt et och léiwer ignoréiert a gesot: „Kee benotzt et", mee et ass einfach visibel an dowéinst hunn ech et elo hei och erwäänt. An dowéinst hunn ech den Här Minister och gefrot, ob e wëlles huet, vläicht mat op de Wee ze goen an de Wënzerinnen an de Wënzer weider Hëllefstellungen ..., oder ze sensibiliséieren, datt mer eeben op déi mechanesch Onkrautbekämpfung ginn an net weider Herbizide sprëtzen.

Mme Octavie Modert (CSV) | Et wär scho gutt, wann et och besser géif e Subsid gi fir déi Maschinnen, datt se iwwerhaapt emol op d'Lëscht géife kommen, ...

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Dat ass eng aner Diskussioun.

Mme Octavie Modert (CSV) | ... well se ware virdru leider net op d'Lëscht komm, woubäi mer ëmmer gesot hunn, se missten drop kommen.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Do musst Der mam Här Minister schwätzen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Ech hunn d'Fro net verstanen, ...

(Brouhaha et interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, Dir kommt herno un d'Rei!

(Hilarité)

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | ... op eng Fro äntwerten, wann ech d'Fro verstanen hunn.

M. Fernand Etgen, Président | De Minister sammelt all seng Froen ëmmer bis no der Diskussioun.

(Brouhaha et interruptions)

Ech mengen awer, datt den Här Minister net déi ganzen Zäit nogelauschtert hat.

(Hilarité et interruptions diverses)

Madamm Modert, kënnt Der dann nach eng Kéier fir den Här Minister Är Fro widderhuelen?

Mme Octavie Modert (CSV) | Dat kann ech gär maachen, ech weess just net, ob e sech u mech oder un d'Madamm Gary gewannt huet. Mee déi gemeinsam Saach war, datt eigentlech bis elo mechanesch Onkrautbekämpfungsmaschinnen net subventionéiert gi sinn, well se net op der Maschinnelëscht stoungen, an ech dat bei dem leschten Agrargesetz a souguer bei der leschter Ännerung vum leschten Agrargesetz ëmmer erëm gesot hunn, datt dat wichteg wär ze maachen. An ech kommen elo net drop zréck, wéi wichteg et ass oder wéi léiwer ech hätt, datt et vläicht keng Maschinnelëscht géif ginn, well de Plaffong ass jo awer do vun der ... Also ech kann och nach e bësse méi wäit aushuelen, wann Der wëllt, mee ech mengen, elo hutt Der verstanen.

M. Fernand Etgen, Président | De Minister äntwert herno dorobber. Dann huet nach d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, ech hunn eng Fro och zu de Wéngerten, obschonns ech net vum Wäibau kommen, mee ech hat elo grad eng interessant ...

Une voix | De Mikro!

Mme Martine Hansen (CSV) | En ass un. Ech hat elo grad eng interessant Diskussioun an do wollt ech einfach vun Iech wëssen: Wësst Der, wéi de Koffergehalt am Buedem ass an de Wéngerten? Sidd Der Iech och däers bewosst?

(Interruption)

Majo, well dat geet och esou änlech. Wann ech iwwert de Glyphosat schwätzen, mengen ech, da kann ech och iwwert de Koffer schwätzen. De Koffer gëtt als Planzeschutzmëttel virun allem am Biolandbau agesat. Dat ass e Schwéiermetall, dat am Buedem bleift, wat awer, mengen ech, dann och an dësem Fall misst diskutéiert ginn. Sidd Der Iech do ..., also, wësst Der do eppes, hutt Der do Informatiounen? Wann net, den Här Minister huet der vläicht.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Et muss ee beim Koffer – ech maache just eng kleng Klammer, well ech absolutt net dovunner elo hei geschwat hunn –, mee beim Koffer muss een och awer am A behalen, wéi vill dovunner gesprëtzt gëtt, well déi Quantitéit ass extreem, extreem geréng.

(Interruption)

Gelift?

Une voix | Si hat gefrot, wat am Buedem ass.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | A, ech hu keng Buedemprouwen, wou ech Iech elo ka soen ...

(Interruptions diverses et interruption par M. Claude Haagen)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ass et e Quiz oder si mer bei der Debatt vum Ordre du jour?

(Interruptions diverses)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Fir ze froen, wéi vill de Koffergehalt am Budem ass, ma ...

(Brouhaha et interruptions)

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Ma wat wëllt Der da wëssen?

Mme Martine Hansen (CSV) | Just: Mir hunn och Problemer mam Koffergehalt am Buedem!

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, déi dote Buedemanalys kréie mer haut net méi gemaach.

(Hilarité générale)

Ech soen der Madamm Gary Merci an ech mengen, da gi mer elo vun der Musel an d'Éislek: Den Här Jeff Engelen huet d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Gloden en häerzleche Merci fir dës Interpellatioun. D'Debatt iwwert d'Entwécklung am ländleche Raum kënnt an dësem héijen Haus periodesch zur Sprooch, wat wichteg an och noutwendeg ass. D'Defie virun allem am Hibléck op d'Infrastruktur si weiderhi grouss an et huet een heiansdo d'Impressioun, datt zwar vill doriwwer geschwat gëtt, awer de politesche Wëlle feelt, fir d'Problemer wierklech unzepaken. Net fir näischt hunn d'Leit, déi am ländleche Raum wunnen – an ech denken hei virun allem un d'Leit aus de Bezierker Norden an Osten –, d'Gefill, wéi e Stéifkand behandelt ze ginn. Dat gëtt dann och nach begënschtegt duerch joerzéngtelaang Diskussiounen iwwer eenzel Projeten, déi an der Maach solle sinn. Ech denken do zum Beispill un de Contournement Housen, wou 30 Joer driwwer geschwat gouf, deen elo gottseidank an déi Phas kënnt, wou en da gebaut gëtt.

En éischte méi wéi onglécklech Constat besteet doran, datt d'Leit aus dem Norden elo scho méintelaang vum ëffentlechen Zuchtrafick isoléiert sinn. Frustréiert an hëlleflos fille sech grad déi Bierger, déi op den ëffentlechen Transport ugewise sinn. Eis si ganz konkreet Fäll zougedroe ginn, wou zum Beispill Schüler, déi vum héijen Norden an den Zentrum musse fueren, fir an de Lycée ze kommen, bis zu véier, fënnef Stonnen den Dag am ëffentlechen Transport verbréngen. Dëst huet natierlech och en Afloss op déi schoulesch Qualitéit. D'Zäit fir Hausaufgabe feelt an un e soziaalt Liewen, zum Beispill d'Veräinsliewen, ass guer net ze denken.

An ech erlabe mer unzemierken, datt dës Problemer net eleng op Ëmstänn zréckzeféiere sinn, op déi ee keen Afloss huet: Nieft dem Astuerz vum Tunnel Schieburg war scho méi laang gewosst, datt och d'Fielsformatioun bei Bierden eng tickend Zäitbomm ass an all Moment verrutsche kéint. Hei ass d'Situatioun awer schleefe gelooss ginn an et gouf verpasst, sech matzäit ëm dëse Problem ze këmmeren. D'Resultat ass, datt der elo nach kommen, a méi grousse Chaos am ëffentlechen Transport am Norde vu Lëtzebuerg.

Mir wëllen eis awer net eleng op d'Kriticke beschränken, mee ech wëll och hei umierken, datt mir als ADR vun Ufank u gefuerdert hunn, datt de Schinnenersatzverkéier besser misst ofgestëmmt ginn. Vun Ufank un hunn d'Leit d'Politick iwwer hir Problemer informéiert. Et goufen zum Deel Minibusser agesat,

mam Resultat, datt Leit stoe gelooss goufen, well net genuch Persounen an de Bus erakoumen oder eragepasst hunn. D'Ofstëmmung tëscht Bus- an Zuchverkéier war zum Deel katastrophal. Mir haten eis an eiser parlamentarescher Aarbecht vun Ufank un derfir agesat, de Schinnenersatzverkéier massiv auszebauen, fir de Leit wierklech attraktiv Léisungen unzebidden.

Dëst schreift sech iwwerdeems an e Kontext an, wou d'Regierung den Individualtransport ëmmer manner attraktiv wëll maachen. Dofir stellt sech elo d'Fro am Hibléck op de Kollaps am ëffentlechen Transport am Norden: Wéi sollen dann d'Leit iwwerhaapt nach op hir Aarbecht oder an d'Schoul kommen? Fir all normal denkende Mënsch, dee sech eleng ausrechent, wéi vill Dausenden an Dausende Gefierer sech all Dag op der Nordstrooss beweegen, misst dobäi kloer sinn, datt laangfristeg just de véierspueregen Ausbau eng wierklech Alternativ ass.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Mir fuerderen eng Schnellstrooss mat enger duerchgeeënder Vitess vun 90 km/h oder 110 km/h – an et soll eis kee virhalen, mir hätten eng Autobunn gefuerdert! Am noe Grenzgebitt, zum Beispill op der belscher A4, hu mer iwwregens schonn esou Stroossen, déi och net méi breet sinn, wéi se aktuell scho bal ass.

E weideren Defi am ländleche Raum ass d'Gesondheetsversuergung. Vum héijen Norde bis op Ettelbréck brauch ee – wann alles gutt rullt – 45 Minutten. Derbäi kënnt, datt Ettelbréck sécherlech net d'Wonnerléisung fir alles ass: eng Maternité, déi um absolutte Limitt schafft, eng Urgence pédiatrique, déi just zu gewëssenen Auerzäite funktionéiert, a stonnelaang Waardezäiten an den Urgencen och fir Leit, déi schwéier krank sinn oder blesséiert sinn. Do derbäi feelt et a leschter Zäit och nach u Better. Mir wësse vu ganz konkreete Fäll, wou Leit mat Kanner zu gewëssenen Auerzäiten net konnte gehollef kréien am Ettelbrécker Spidol; dee Moment bleift nach just den Trajet an d'Stad. Do kann et och emol ëm Liewen an Doud goen!

Wéi ass et an deem Kontext ze verstoen, datt d'Regierung ëmmer méi op Ofbau an Zentraliséierung setzt? Dat huet ugefaangen, wéi am Wëlzer Spidol ëmmer méi Servicer ofgebaut goufen an op Ettelbréck verlagert goufen. D'Wëlzer Spidol war iwwerdeems iwwert d'Grenzen eraus bekannt fir seng Maternité, déi no de modernste Standarde funktionéiert huet. Dës Abteilung gouf opwenneg a Stand gesat, fir e puer Joer drop nees zougemaach ze ginn. Als ADR hate mer eis ëmmer derfir agesat, datt d'Gesondheetsversuergung am ländleche Raum sech grad duerch kuerz Weeër auszeechne soll. Et war sécher och mat duerch eisen Asaz, datt de mobille Palliativservice am Ettelbrécker Spidol virun e puer Joer net ofgeschaaft gouf, wéi mir dës Noricht als Éischt opgegraff hunn an den Norde vum Land wakereg gerëselt hunn iwwert dësen Ëmstand, wat vill kontrovers Reaktiounen no sech gezunn huet.

Besonnesch problematesch ass an deem Kontext och, datt mer eis just virun Ae mussen halen, datt och am ländleche Raum d'Bevëlkerung permanent wiisst. Ëmmer méi Leit sinn op medezinnesch Strukturen ugewisen. A wa mer elo nach ufänken, Servicer ofzebauen an ze zentraliséieren, wéi soll dat dann an Zukunft ausgesinn? Wann den Norde keng flächendeckend Gesondheetsversuergung ubitt, da mussen ëmmer méi Leit an d'Stad goen, fir gehollef ze kréien; mee och do wiisst d'Bevëlkerung a grousse Schrëtt. Et brauch een net an d'Glaskugel ze kucken, fir ze wëssen, datt dann d'Gesondheetsversuergung am Zentrum iergendwann och wäert iwwerfuerdert sinn.

D'Léisung, fir déi mir als ADR eis weider wëllen asetzen a wäerten, kann also just sinn, medezinnesch Strukture regional beschtméiglech auszebauen. Den Oste brauch eng Maison médicale, zu Wolz mussen nees méi Servicer ugebuede ginn. Et muss ee jo wëssen, datt medezinnesch Qualitéit liwweren ënner anerem och heescht, kuerz Weeër ze assuréieren.

Dobäi ass d'Bevëlkerung am Norde spierbar an d'Luucht gaangen. Esou soll eleng d'Stad Wolz op 11.000 Bierger eropwuessen, da musse mer awer elo schonn am Virfeld fir déi néideg Infrastrukture suergen. Net nëmmen am medezinnesche Beräich, mee och am administrativen a schoulesche Beräich musse mer eng kloer Strategie entwéckelen, fir der Zukunft gerecht ze ginn. Dat selwecht gëllt och am Beräich vun den Aarbechtsplazen, fir där ze schafen am ländleche Raum. Gëschter hate mer jo nach eng Debatt, wou gesot gouf, d'Leit sollten do wunnen, schaffen a Fräizäit verbréngen. Ech mengen, dofir ass et wichteg, ouni awer elo den Agrarsecteur ze vergiessen, well deen ass ëmmerhin de Garant fir eis Liewensmëttelproduktioun. Wat mer méi an de ländleche Raum investéieren, wat mer manner Suergen an den Zentren hunn, wat en Afloss huet op d'Liewensqualitéit vun all eise Bierger.

D'Zentraliséierung betrëfft awer leider net nëmmen de Gesondheetsberäich. Mir gesinn ëmmer méi dacks, wéi Administratiounen aus dem méi héijen Éislek ofgezu ginn an de Raum Dikrech/Ettelbréck. E rezent Beispill ass hei de Büro vun der SNCA, deen deemnächst vu Maarnech op de Fridhaff wäert ofgezu ginn. Parallell ginn dann och d'Fürerschäinexamina dohinner verlagert. Ech mengen, dat kann net sinn, mir mussen do dergéint schaffen! D'Éislek hält normalerweis net zu Ettelbréck an Dikrech op, mee geet nach vill méi wäit erop. Et ass e flächeméisseg grousst Gebitt, wou sech ëmmer méi Awunner néierloossen, och wéinst de verhältnisméisseg nach méi niddrege Logementspräisser.

Eis mécht iwwerdeems Suergen, datt eis kantonal Haaptstied am ländleche Raum ëmmer méi ausstierwen. Hei kann een als Beispill Clierf oder Wolz nennen. D'Post gouf vu Clierf ofgezunn, d'Apdikt gouf ofgezunn an esouguer déi bekannt Bank, wou eise Staat Groussaktionär ass, huet just nach ganz limitéiert Ëffnungszäiten. A Stied wéi Clierf, wou an der Zäit d'Geschäftsliewe floréiert huet, wou mer zwou, dräi Metzlereien, och Bäckeren haten, do ass haut praktesch näischt méi esou an et konzentréiert sech alles op déi grouss Geschäftszenteren.

Hei misst och op Gemengenniveau eng Zort Masterplang ausgeschafft ginn, wéi mer d'Ausstierwe vun deene kantonalen Haaptstied verhënnere kënnen, well déi kantonal Haaptstied hunn och nach – ech denken do u Wolz an u Clierf – touristesch e groussen Atout. Wat maachen dann d'Touristen an enger Stad wéi Clierf oder Wolz, wa se owes oder am Dag näischt ze kafe kréien oder net vill? A si kréien owes emol kee Patt méi ze drénken, deemno wou! An ech mengen, alles dat gehéiert zum Tourismus, a wa mer wëlle Qualitéitstourismus ubidden, musse mer och an déi Richtung schaffen!

Als ADR gi mer souguer esou wäit, datt mer e gesetzleche Kader fuerderen, dee sécherstellt, datt gewësse staatlech Servicer an all Kantonalhaaptstad misste present sinn. Erlaabt mer, an deem Kontext dann eng Motioun ze presentéieren, Här President.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– an eise Kantonalhaaptstied – grad am ländleche Raum – ëmmer méi Servicer ofgezu ginn, un deenen de Staat als Aktionär bedeelegt ass, ewéi z. B. eng gréisser Bank an d'Post,

– d'Bank- a Postfilialen och e wichtegen Deel vum sozialen a geschaftleche Liewen an enger Stad a Regioun duerstellen,

– déi ugebueden Ersatzléisungen dës Entwécklungen nëmme kënnen deelweis opfänken an datt besonnesch déi digital Offeren net all Mënsch erreechen,

ass sech bewosst, datt

– dëst grad op d'Liewensqualitéit vun de Bierger, déi am ländleche Raum wunnen, en negativen Afloss huet,

– den Androck entsteet, datt de ländleche Raum ëmmer méi vernoléissegt gëtt,

fuerdert d'Regierung op,

– dofir ze suergen, datt ëffentlech Etablissementer, déi am Bank- an am Postwiesen aktiv sinn, op d'mannst eng Filial an all Kantonalhaaptstad am Land mussen hunn,

– et net zouzeloossen, datt weider Filiale vun ëffentlechen Etablissementer, déi am Bank- a Postwiesen aktiv sinn, zougemaach ginn,

– an zukünftege Konventioune mat der Post d'Notioun vum „service universel" och territorial ze interpretéieren an domat eng flächendeckend Presenz vu Postfilialen am ganze Land ze garantéieren.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | E weidere Problem ass d'Policepresenz am ländleche Raum. Hei si vill Kommissariater net permanent besat. D'Police vum nächste besate Kommissariat muss grad zu deenen Zäiten, wou déi meescht Abréch sinn, wäit Weeër zréckleeën, fir an déi jeeweileg Uertschaft ze kommen. Et ass keng Ausnam, datt een an der Nuecht wäit iwwer eng hallef Stonn waarde muss, bis d'Police emol sur place ass. Ech denken, et ass jidderengem kloer, datt engem d'Zäit da laang gëtt, wa bei engem agebrach gëtt oder bei engem Accident, an et muss een 30 oder méi Minutte waarden, bis d'Police do ass. Da muss een iwwerdeems nach Gléck hunn, datt dat jeeweilegt Kommissariat, wat ronderëm d'Auer besat ass, net grad mat voller Mannschaft op enger anerer Plaz am Asaz ass.

Erlaabt mer, e weidere Punkt unzeschwätzen, deen ons um Häerz läit. Mir kënne schéi Sonndesrieden halen, wéi mer de ländleche Raum nees opwäerte wëllen, mee wéi kann och nëmmen iergendeen dat eescht huelen, wa mer net endlech och dem Norden an dem Osten dat politescht Gewiicht zouschwätzen, dat si verdéngt hunn? Wéi kann et sinn, datt d'Politick an déi grouss Parteie sech elo scho säit Jore weigeren, d'Zuel vun den Deputéierten endlech un déi walberechtegt Bevëlkerung unzepassen?

M. Fernand Etgen, Président | Här Engelen, Dir musst drun denken, zum Schluss ze kommen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech si quasi fäerdeg. Ech hunn nach eng Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Dir sidd schonn 2 Minutten 30 driwwer, iwwert déi normal Zäit. Dann huet een déi duerno net méi, fir bei der Motioun driwwer ze diskutéieren.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Géife mer fair an éierlech rechnen, dann hätt den Norden eelef Deputéierter zegutt an den Osten der néng. Et ass net glafwierdeg, wa mer hei Alibirieden halen, a mir missten och do emol fir Gerechtegkeet suergen! Da géif ech dann och an deem Sënn, Här President, dës Motioun iwwerreechen.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– am Artikel 117 vum Walgesetz (LIVRE II. – De la Chambre des députés et des élections législatives – Titre Ier – Dispositions organiques) festgeluecht ass,

• datt de Walbezierk Süden 23 Deputéierter wielt,

• datt de Walbezierk Zentrum 21 Deputéierter wielt,

• datt de Walbezierk Oste 7 Deputéierter wielt,

• datt de Walbezierk Norden 9 Deputéierter wielt,

ass sech bewosst, datt

– bis dato ëmmer nach eng fundamental Ongerechtegkeet besteet am Hibléck op déi zwee Walbezierker Norden an Osten, déi, proportional zur walberechtegter Bevëlkerung, méi Deputéierter misste stellen,

– deemno all Stëmm, déi e Bierger am Walbezierk Zentrum oder Süden ofgëtt, proportional méi politescht Gewiicht huet eléi eng Stëmm vun engem Bierger aus dem Walbezierk Norden oder Osten,

– dëst eng Violatioun vun eiser Verfassung duerstellt, déi beseet, datt all Lëtzebuerger gläich ass virum Gesetz,

fuerdert d'Regierung op,

– op Basis vun deene rezentste statisteschen Erhiewungen der Chamber e Projet fir eng Ännerung vum Walgesetz virzeleeën, fir d'Zuel vun den Deputéierten an deene véier Bezierker der Zuel vun de walberechtegte Bierger pro Bezierk unzepassen.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Jeff Engelen (ADR) | An da kéim ech zum Schluss. Als ADR kenne mer d'Defien an d'Problemer vun de Bierger am ländleche Raum a mir wäerten eis weiderhin derfir asetzen, datt d'Leit am ländleche Raum, egal wou, eng gläichwäerteg Liewensqualitéit erwaarde kënnen, wéi dat och an anere Regiounen de Fall ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Formidabel!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Esou vill Enthusiasmus?!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et wor exzellent ...!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hat scho gemengt, et wier fir mech, et wier formidabel, datt ech kéim!

(Hilarité)

Här President, ze oft ginn d'Problemer vun de ländleche Géigende vergiess, wat immens schued ass, well doduerjer, datt am Süden an am Zentrum d'Baupräisser an d'Loyere bal exorbitant an d'Luucht ginn, gëtt et fir eng ganz Partie Leit kee Choix méi a si mussen an den Norden oder Oste vum Land ausweechen, fir iwwerhaapt nach en Daach iwwert dem Kapp ze hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Am Wemper Raum gëtt et awer schonn eng Rëtsch, Honnerte vu Bréifkëschtefirmen, déi leider de Wunnraum accaparéieren an de Präis do an d'Luucht dreiwen. An d'Leit, déi et schonn net einfach hunn, d'Enner beieneen ze kréien, mussen dann awer eng ganz Rëtsch Inconvenienten a Kaf huelen, déi se nees Sue kaschten, wéi zum Beispill en eegenen Auto, héich Energiekäschten oder duerch eng Wunneng, déi net adequat ass. De Resonord huet op RTL matgedeelt, datt esou onmënschlech Wunnengssituatiounen net nëmmen am Zentrum oder Süde vum Land herrschen, mee och am Norde virzefanne sinn.

D'Konzentratioun vun der Bevëlkerung a villen Aktivitéiten op zwou Regioune vum Territoire ass historesch gewuess duerch d'Stolindustrie a Servicer, déi d'Agrikultur bei eis am Süden ofgeléist hunn. Wann der Wirtschaft weider fräie Laf gelooss gëtt, da passéiert dat och weider esou, well d'Aktivitéiten an d'Leit sech géigesäiteg unzéien. Ausser ëffentleche Servicer a reglementéierte Beruffer wéi Nottär oder Apdikter loosse sech Betriber do néier, wou se déi bescht Strukturen an d'Viraussetzunge virfannen, fir esou gutt wéi méiglech ze funktionéieren a Geld ze verdéngen. Gläichzäiteg implantéiere sech Betriber och net op Plazen, wou hir Aktivitéiten net esou rentabel sinn, respektiv Betriber verloossen dës Regiounen. Dëse Prinzipp erkläert ganz vill vun deem, wat Leit a méi rurale Géigende vum Land wéi eng Vernoléissegung virkënnt.

D'Landesplanung begleet dës Entwécklung bis haut éischter nëmmen a setzt keng Jalonen. Den neie Plan directeur seet jo, datt et en Zil ass, méi staark ze verdichten an de bestoenden urbane Raim a gläichzäiteg d'Versigelung vum Buedem bis 2050 op Netto-Null erofzedrécken, wat heescht, datt bis dohinner am Prinzipp och keng nei Flächen erschloss kënne ginn – en Zil, dat déi kleng Gemengen an de sougenannten „exzentréierte" Regiounen an hirer Entwécklung bremse géif.

Vun der Substanz hier stelle mir dës Zilsetzung iwwerhaapt net a Fro, och wa mir net richteg gesinn, wéi dës a kommend Regierungen dëst wëllen ugoen, fir eng weider Artifizialiséierung vum Buedem, d'Zerschneidung vu Gréngzonen an ëmmer méi Trafick uechter d'Land ze verhënneren. Een Usaz muss sécher sinn, fir de betraffene Regiounen a Gemengen ënner d'Äerm ze gräifen, well och wann op landesplaneresch Instrumenter a Reglementatiounen net ze verzichten ass, dierf een net aus den Ae verléieren, datt d'Schafe vun engem liewenswäerte Kader mat Zougang zu Basisservicer a klenge kulturellen Offeren opwenneg ka sinn, sief et finanziell wéi awer och personell.

Ech denken awer och emol an éischter Linn hei un d'Mobilitéit, déi et ze verbesseren an auszebaue gëllt, an dat net just am rurale Raum, mee besonnesch och do. No 15 Joer Aarbechten un der CFL-Nordstreck, déi systematesch Ënnerbriechunge wärend de Schoulvakanze mat sech bruecht hunn, a mam Zesummefale vum Tunnel Schieburg, wat mat sech bruecht huet, datt iwwerhaapt keen Zuch tëschent Ettelbréck an Wëlwerwolz konnt fueren, si sech sécher ganz vill Leit aus dem Norde ganz ofgeschnidde virkomm. Mee och wann déi Strecken nees op sinn, ass de Busreseau an de rurale Géigenden nërdlech vun Ettelbréck net ugepasst un d'Besoinen. An dat trëfft och op den Osten zou an aner Géigenden, wou kee regionale Service besteet wéi d'AVL oder den TICE. De Bus ass do scheinbar éischter geduecht fir den Noutfall respektiv fir Leit, déi et sech leeschte kënnen, op deen ee Bus am Dag ze waarden. Mee wie kann dat schonn? D'Linne ginn dann nach méi ausgedënnt amplaz den Takt eropzesetzen an d'Offer méi attraktiv ze maachen.

Mam multimodalen Hub zu Ettelbréck kann zumindest am Norden eng Verbesserung erziilt ginn, awer nëmmen, wann och de Verkéier an der Regioun domadder verbessert ka ginn, an net nëmmen d'Aller-Retouren an d'Stad. D'Zil ass et, do, wou et Sënn mécht, e Linnebussystem am 30- oder 15-Minutten-Takt anzeféieren. An do, wou et kee Sënn mécht, gëtt et jo och nach aner Léisungen, wéi zum Beispill en interkommunale Ruffbus mat méi klenge Busser, deen dann och direkt vum Staat matfinanzéiert kéint ginn. D'Leit, déi hir Kanner an d'Nopeschduerf an eng Crèche brénge mussen oder bei den Dokter oder op d'Bank mussen, sollten net op den Auto ugewise sinn.

De Wëlzer Buergermeeschter huet virun e puer Méint gesot, Wolz géif sech zur fënneftgréisster Gemeng am Land entwéckelen. Mee da mussen awer parallell den ëffentlechen Transport, d'Gesondheetsversuergung wéi och d'Grondbedürfnisser an d'Infrastrukturen matwuessen an et muss och gekuckt ginn, wéi dës Gemeng dat da stemme kann.

Här President, wa mir awer d'Gesondheetsversuergung kucken, geet et just an déi aner Richtung. An dat ass eng Zoumuddung fir d'Bevëlkerung am Norden an am Oste vum Land. Och wa mer zu Lëtzebuerg eng relativ dicht Couverture hunn, wat d'Spideeler ugeet, feelt et awer un dezentrale Basisgesondheetsservicer an eisen Dierfer a Quartiere vun de gréissere Stied. Nieft der héich spezialiséierter an technesch opwenneger Medezinn, déi sech haaptsächlech an de Spideeler konzentréiert, brauche mer och eng Médecine d'urgence, déi no bei de Leit ass. Dat wier d'Missioun vun de Maison-médicallen, déi et just op dräi Plazen am Land gëtt am Moment. Dës géifen d'Urgencen an de Spideeler entlaaschten an de Wee fir vill Leit méi kuerz maachen.

Den Oste vum Land huet awer nach ëmmer keng Maison médicale. Zougang zu primäre Gesondheetsservicer an engem Service d'urgence kréien d'Leit aus dem Osten also net direkt sur place. An esou engem Kontext bréngt och e Centre médical wéi deen um Potaschbierg net vill. Well wat hunn d'Leit aus der Regioun vu spezielle Gesondheetsservicer an engem IRM, wa se net emol d'urgence an eng Behandlung bei engem Generalist kënne goen?

De geplangte Virage ambulatoire bezitt sech op eng limitéiert Unzuel u Prestatiounen, déi ausserhalb vum zentrale Spidol a Spidolsantenne kënnen ugebuede ginn. Dialys, onkologesch Behandlungen a kleng Operatiounen an d'Imagerie médicale gehéieren zu deene véier Prestatiounen, déi an Zukunft ambulativ sollen ugebuede ginn. Mee wéi vill där Aktivitéite wierklech gebrauch gi respektiv wéi vill zousätzlech Antennen all Spidol och realistescherweis bräicht a wou genee dës Antenne sollen implantéiert sinn, ass am Moment nach dem Zoufall iwwerlooss.

Iwwerhaapt ass déi ganz Zukunftsplanung vum Gesondheetssecteur eng Navigation à vue. Eng richteg Logik, e kohärenten Zesummenhang tëschent Spidolsplanung an der Entwécklung vun den Aktivitéiten ausserhalb vun de Spideeler, déi sech op déi ambulant Prise en charge vu primäre Gesondheetsprestatioune bezéien, sinn do net ze erkennen.

Misst d'Zil net sinn, den Zougang zu weesentleche Gesondheetsservicer fir jiddereen ze garantéieren? Dat bedeit, dass genee muss analyséiert ginn, op wéi enge Plaze wéi eng Servicer gebraucht ginn. An et bedeit, dass de Wee dohin esou kuerz wéi méiglech soll sinn a beschtefalls och iwwert den ëffentlechen Transport ze realiséiere soll sinn.

Déi geplangt Ëmwandlung vum Wëlzer Spidol an eng reng Dagesklinick wäert zum Beispill bewierken, datt am Éislek déi stationär Behandlungen nach just zu Ettelbréck oder Dikrech méiglech sinn. Et ass awer net kloer, wat zu Ettelbréck am Spidol nach alles méiglech ass a wat net. Déi verschidden Aktivitéite

vum Spidol musse komplementär si mat deenen um Terrain. Eng Gesamtvisioun fir eist Gesondheetswiesen ass batter néideg.

Donieft brauchen d'Leit méi reegelméisseg eng Consultatioun bei engem Generalist, Zänndokter, ORL, Gynekolog oder Psy. Dës Offer wëllen déi Lénk am Kader vun de Gesondheetshaiser erméiglechen. E Gesondheetshaus ass kee liberale Cabinet. Et ass och keng Dokteschgesellschaft. Et ass eng staatlech garantéiert Infrastruktur fir d'Leit aus engem Duerf, engem Quartier, déi op enger Plaz Zougang zu diverse weesentleche Gesondheetsservicer kënne kréien.

Här President, bei de Services de proximité, Post- oder Bankfilialen, ass de Problem nach aneschters gelagert – ech mengen, ech hunn dat och scho gëschter op dëser Plaz gesot. Duerch d'Liberaliséierung vun deene Servicer an déi doduerch entstane Käschtenoptimiséierung sinn an de leschte Jore vill Filialen zougemaach ginn, wat souguer derzou féiert, dass een och an de Stied deelweis wäit no engem Bank- oder Postschalter siche goe muss. Dat ass natierlech en zolitte Problem ginn, mee de Staat hätt awer hei sécher d'Méiglechkeet, dëse Betriber entspriechend Oplagen ze ginn, fir datt de Basisservice och bestoe bleift an och ouni Auto ze erreechen ass. Fir jidderee muss et eigentlech méiglech bleiwen, egal wou e wunnt och ouni Auto esou Basisservicer kënnen ze notzen. Dat gehéiert fir eis an d'Mission de service public mat eran an dës Missioun schléisst déi reng Käschten-Notzen-Iwwerleeung och aus.

Fir eis gehéieren awer och kleng Commercen, Restauranten a Caféen zu de Basisservicer. Si hunn et schwéier a Regioune mat klenger Bevëlkerungsdicht, well se net konkurrenzfäeg sinn duerch ze héich Loyeren oder aner Käschten, déi se net gedeckt kréien, a well awer och parallell Akafszenteren, déi op der Grénger Wiss entstinn, déi nëmme mam Auto erreecht kënne ginn, einfach méi ubidde kënnen.

Hei sinn als éischt d'Gemenge gefrot, fir, wann néideg mat staatlecher Ënnerstëtzung, Lokaler zur Verfügung ze stellen zu engem soziale Loyer – an dëse ka jo och un de Gewënn gekoppelt ginn –, fir u kleng Epicerien a Restauratiounsbetriber ze verlounen, gegeebenefalls gekoppelt u sozial an ökologesch Krittäre wéi d'Regionalitéit a solidarwirtschaftlech Prinzippien, sou eng SIS, also kleng Lokaler a Betriber, déi an der Hand vu Proprietäre sinn, déi sech nach trauen, selbstänneg ze ginn. Dës kleng Lokaler kënne sécherlech och net all Besoinen ofdecken, mee zumindest géif dat awer e Basistissu an enger Uertschaft schafen, ronderëm dee sech aner Aktivitéite kéinte bilden an e soziaalt Liewe kéint erhale bleiwen, an net nëmmen esou Schlofdierfer.

Den duussen Tourismus, bei deem sou iwwerdriwwen, monsterhaft Projete wéi deen um Wämper Séi oder d'Helikopterlandeplaz zu Urspelt keng Chancen hunn, soll och ugestrieft gi mat enger Ouverture fir e Marché vu Sport-, Wander- a Vëlosproduiten. Da missten och d'Naturparken nach vill méi opgewäert ginn, fir dësen Tourismus och unzelackelen.

Alles an allem gesi mir awer net, wéi esou Iddien ëmsetzbar kënne sinn, wann de Staat an d'Gemenge keng méi eng staark Mainmise op d'Planifikatioun vum Terrain huelen. D'Steigerung vun der Attraktivitéit an der Liewensqualitéit vu rurale Géigenden dierf net vun engem Wildwuchs begleet ginn. Dat wier an eisen Ae schiedlech a géif méi Zersiidlung a Versigelung bedeiten. Dofir muss sech beispillsweis iwwerluecht ginn, wéi grouss Flächen aus de Bauperimeteren aus rurale Gemenge kënnen zréckklasséiert ginn, ouni dass awer dës Gemengen e finanzielle Problem kréien, entre autres wat d'Investitiounen an aner wichteg Infrastrukturen ugeet, wéi notamment Waasser, Ofwaasser, Schoulen, Kannerbetreiung, Offallgestioun a sou weider. Dofir muss d'Planifikatioun, déi mir eis virstellen, mat ënnerstëtzende Mesüre vu staatlecher Säit begleet ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An als nächste Riedner ass den Här Marc Goergen ageschriwwen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass gutt, dass mir a reegelméissegen Ofstänn an der Chamber iwwert de ländleche Raum schwätzen. Anerséits gläiche sech d'Inhalter vun dësen Debatte vu Joer zu Joer. Mat dëser Debatt ass et e bësse wéi mat Mammen- oder Pappendag: Et soll een net nëmmen op deem prezisen Dag un d'Mamm oder de Papp denken. Si verdéngen dat nämlech all Dag, an esou ass et och mam ländleche Raum.

Ech wéilt dann hei a menger kuerzer Ried op e puer Aspekter agoen. Zum Wirtschaftswuesstum: De ländleche Raum, jo, brauch Aarbechtsplazen, Commercen, Servicer an e gutt fonctionéierenden ëffentlechen Transport. Mir wëssen, dass ee grad mat méi Teletravail derzou bäidroe kann, dass méi Aktivitéite vun der Stad an de Ballungszentrumen eriwwer an de ländleche Raum verschiibt kënne ginn. Intelligent agesat kann den Homeoffice derzou bäidroen, datt méi Leit sech méi laang doheem an den Dierfer ophalen an net all Dag an d'Stad oder op hir Aarbechtsplaz pilgere mussen. Dat entlaascht engersäit den Trafick op eise Stroossen a féiert derzou, datt méi Leit sech daagsiwwer an den Dierfer ophalen, vläicht och emol do méi konsuméieren an einfach derzou bäidroen, dass aus enger Schlofgemeng erëm eng aktiv Gemeng ka ginn. Et ass eng Win-win-Situatioun fir méi Liewensqualitéit fir jiddereen an der Gemeng.

Eng aner Méiglechkeet, déi dem ländleche Raum an eisen Aen nach hëllefe kann, si lokal Aktivitéitszonen, wou sech Betriber kënnen néierloossen. A firwat net och an de Grenzgemenge grenziwwergräifend Aktivitéitszone schafen, wou ee sech mat den Nopeschgemengen zesummendeet, fir sënnvoll wirtschaftlech Aktivitéiten hei op d'Plaz ze kréien?

Och d'Aféiere vu Gemeinschaftsbüroen ass an eisen Aen eng Méiglechkeet, fir dass d'Leit net bis an d'Ballungszentre fuere mussen, fir eng Aarbecht ze maachen, déi ee mam Laptop oder vun iwwerall aus ka maachen.

Et gëtt also genuch Méiglechkeete fir d'Gemengen, fir flott Projeten an hire Gemengen ëmzesetzen. D'Fro ass natierlech hei déi vun der Finanzéierung. Hei kéint ee mam Staat zesumme kucken, wat méiglech ass ze realiséieren, eventuell souguer an Zesummenaarbecht mat de Patronen.

Dann nach zu de Servicer am ländleche Raum: Et ass utopesch ze mengen, mir kéinten a sämtlechen Uertschaften hei am Land – an dat sinn der bal 600 – alleguerten d'Servicer ubidde wéi an deene gréissere Stied. Trotzdeem kann een dës Servicer a sämtlechen Ecke vum Land no an no ubidden. Mir hunn zum Beispill d'Iddi, fir dat ze realiséiere mat „mobillen Agencen", vereinfacht gesot. Dir kennt dat vu Foodtrucks, hei just eeben, fir Servicer unzebidden. Déi mobill Agencë géife virun allem deene Leit zeguttkommen, déi net digital ënnerwee sinn. De Stand kéint dann all Dag an eng aner Uertschaft fueren, soudass d'Leit eng Uspriechpersoun an eng Plaz hätten. Hei kéint de Staat mat de Gemengen an zum Beispill mat de Banken zesumme kucken, fir dës Offer auszebauen.

Dann nach zur Medezinn am ländleche Raum: Mir erënneren eis och un d'Problemer an eise Klinicken, grad am ländleche Raum. Och hei gëtt d'Offer vun de Servicer ausgedënnt, d'Urgencë sinn net korrekt besat an et feele Basisservicer. E Beispill dofir sinn d'Dokteschcabineten. Mir hunn a verschiddene Beräicher en Doktermangel. Ech hu mer de Weekend de Site pediatres.lu ugekuckt, wou een eng Lëscht vun de Pediatere fënnt. Vu 75 Pediateren hei am Land sinn d'Hallschent um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ugesidelt. Och wa Lëtzebuerg eis Haaptstad ass, zielt si ronn 20 % vun der Landesbevëlkerung. An de fënnef Nordkantoner – just als Vergläich – wunnen zesummen awer 100.000 Awunner, dat sinn och 15 % vun der Landesbevëlkerung. Gläichzäiteg sinn am Norden dofir awer nëmme knapps zéng Kannerdokteren, a vun deene befanne sech der dräi vu véier am Raum Ettelbréck/Dikrech. Dat geet einfach net duer!

Dat eent ass, wéi vill Doktere mir zu Lëtzebuerg hunn, dat anert ass, wéi se sech regional verdeelen. Et kann net sinn, dass ee mat engem kranke Kand vill Kilometere bis an d'Stad oder de Süde muss fueren, fir gehollef ze kréien! Mir Piraten si ganz kloer fir eng Dezentraliséierung vun de medezinnesche Servicer. Et ass falsch, ëmmer ze probéieren, alles op ee Site ze setzen.

Hei proposéiere mir Piraten ganz kloer: Et muss eng Mindestdensitéit un Dokteren an engem Kanton ginn. Bei den Apdikten oder Nottäre schreiwen d'Gesetzer eng maximal Unzuel pro Awunner vir. Firwat net per Gesetz eng Mindestunzuel fir Doktere festleeën? Mir wären och ganz domadder averstanen, wann déi Dokteren, déi bereet sinn, méi wäit wunnen ze goen, dat och finanziell kompenséiert kréichen.

Ech kommen zu mengem leschte Punkt, deem vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht an der Groussregioun. Der Kooperatioun an der Groussregioun sinn u sech keng Limitte gesat, ausser dem politesche Wëllen, fir eppes draus ze maachen. Déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ass fräiwëlleg. Si kann net vun uewen erof diktéiert ginn. Et gëtt eeben nun emol kee grousse „Chef" iwwert d'ganz Groussregioun. Et geschitt entweeder alles fräiwëlleg an der Ekipp oder et geschitt guer näischt.

Allgemeng gëtt net genuch iwwert d'Grenzen eraus geschafft, grad am ländleche Raum. An dobäi gëtt et Beräicher, wou et wierklech Sënn mécht, op d'mannst e reegelméissegen Austausch ze hunn. Et kann een net zesummeschaffen, wann ee sech net kennt, an dat ass de Problem, soubal een iwwert d'Grenz kuckt. Mee dat alles ass kee Grond, fir net emol seng Füler auszestrecken: Wat maacht Dir zum Beispill an der Grenzregioun fir Är Leit vum Drëtten Alter? Wéi managet Dir Äert Veräinsliewen? Wéi vermaart Dir Är lokal a regional Produkter? Solle mir eis net zesummendinn?

Méi Kooperatioun an der Grenzregioun kéint ville vun eisen Noperen hir Problemer léisen, an och eis, grad am ländleche Raum. Mee d'Initiativ muss vun der Politick kommen. An och national kann ee mat der Groussregioun fir Verbesserunge suergen. Och hei ass d'Medezinn erëm e gutt Beispill. Eng reng nationalistesch oder zentralistesch Gesondheetspolitick bréngt eis net weider, wa mer den Accès op d'medezinnesch Versuergung wëlle verbesseren.

Mir Piraten géifen de Wee goen, zesumme mat eisen Nopeschlänner an der Groussregioun Synergien ze schafen. Vu Wäiswampech aus ass ee méi schnell zu St. Vith an der Belsch wéi zu Stroossen, vu Veiane méi schnell zu Bitburg oder vu Berdorf méi schnell zu Tréier. Firwat net e gemeinsame Pool un Dokteren an

un Infirmiere fir d'Grenzregioun am ländleche Raum, bezuelt aus engem gemeinsamen Dëppen an ëmmer fir d'Leit do?

Et gëtt vill ze verbessere fir de ländleche Raum an déi politesch Verantwortlech mussen et nëmme wëllen ugoen, op Gemengenniveau souwéi an de Ministèren. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An eis lescht ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt elo direkt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'DP soll et sech an eisen Uertschaften an Dierfer och an Zukunft gutt liewe loossen. D'Leit solle vun enger héijer Liewensqualitéit profitéiere kënnen, an dat an allen Hinsichten. Ech denken hei un de lokalen Handel, wou een héichwäerteg lokal Produite kritt, un den Accès zu wichtege Basisservicer, grad am Gesondheetsberäich, an u liewenswäert Duerfkären ouni Trafick, mee dofir mat vill Grénge a flotte Plazen, wou ee sech gären ophält.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Besonnesch d'Verkéiersberouegung ass a villen, dacks ländleche Gemengen en akute Sujet. D'Liewen um Land ass fir vill Leit synonym mat Liewensqualitéit, mat Natur virun der Dier, mat Rou, mat Erhuelung. An awer sinn eng ganz Rei Landgemenge geplot mat Duerchgangsverkéier, sief et Camionsverkéier oder de Beruffstrafick.

Als DP si mer der Meenung, dass déi geplangt Ëmgeeungsstroosse séier a kohärent ëmgesat musse ginn, fir déi jeeweileg Uertschaften ze entlaaschten. Et ass mat Sécherheet net d'Wonnerléisung, fir all d'Problemer bei der Mobilitéit ze léisen, zousätzlech Stroossen ze bauen. Dat soe mir och guer net. Mee hei geet et drëms, d'Viraussetzung ze schafe fir Dierfer, déi de Mënsche gehéieren an net vu moies bis owes vum Trafick dominéiert ginn.

Grad an eise Grenzregioune kënnt et dacks entweeder duerch d'Stroossekonfiguratioun wéi zu Iechternach oder duerch Grenzbrécke wéi laanscht d'Sauer an d'Musel wärend de Stousszäiten zu immensem, densen Trafick voire zu gréissere Stauen.

Zu Iechternach ass dorobber reagéiert ginn, andeems eng Entlaaschtungsstrooss gebaut gëtt, déi zu engem bessere Verkéiersfloss soll féieren. D'Aarbechte vum éischten Deel vun dësem Projet sinn de Moment um Lafen a mir hoffen, dass se och no Plang ofgeschloss kënne ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An anere Gemengen am Land ass leider keng Verbesserung vun der Situatioun en vue. Ech denken dobäi am Osten zum Beispill u Gréiwemaacher oder Réimech, déi an de Moies- an Owesstonne ganz staark vum Verkéier belaascht sinn. Och hei musse weider Iwwerleeunge gefouert ginn, wéi den Trafick ronderëm hir Stadkären dirigéiert ka ginn, zousätzlech Opfangparkingen un de Grenze geschaf, mee och déi eng oder aner weider Bréck ka gebaut ginn.

Heibäi muss och un d'Tracéë vum Schwéiertransport geduecht ginn. Do wou dësen nämlech mëtten duerch eis Stied an Dierfer fiert, sinn d'Lärmbelästegung an d'Loftverschmotzung am héchsten.

Fir d'DP sollt den Transitverkéier primär net duerch eis ländlech Stad- an Duerfkären dirigéiert ginn, mee direkt a Richtung Autobunnsreseau. An déi Camionen, déi sech ëmmer nees net un déi virgeschriwwen Transittrajeten halen, musse méi konsequent kontrolléiert, ofgeschreckt a bei Recidivë méi staark bestrooft ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, zur Entwécklung vum ländleche Raum gehéiert och den Ausbau vun enger qualitativ héichwäerteger Gesondheetsversuergung, an dat no bei de Leit. Wann e Familljemember oder ee selwer krank gëtt, da muss een net nëmmen hoffen, nee, et muss ee wëssen, datt ee séier Hëllef fënnt, ouni sech wäit deplacéieren ze mussen. Am Norden an am Oste vum Land ass dat haut awer fir munchereen nach net Realitéit. Wäit Deplacementer sinn do eng Viraussetzung, wann een en Dokter muss gesinn, virun allem ausserhalb vun de Reegelzäiten, bei Urgencen oder wann e Spezialist consultéiert muss ginn.

D'Dezentraliséierung vum Gesondheetssecteur muss dowéinst virugedriwwe ginn. Projete wéi deen um Potaschbierg zu Maacher sollt een net aus ideologesche Grënn d'office ausbremsen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Esou Initiative sinn am Sënn vun enger flächendeckender Gesondheetsversuergung an éischter Linn ze begréissen. Dës sollte konstruktiv begleet a komplementär an eise Gesondheetssystem agefüügt ginn. Den Hospitalier an den Extrahospitalier mussen zesummeschaffen an dierfe sech net als Konkurrenz gesinn. Duerch den Ausbau an d'Färdere vu pluridisziplinäre Gruppepraxe vereinfache mir den Accès zu Dokteren, Gesondheetsberuffler an zu wichtege medezinneschen Ekipementer. Dat ass am Sënn vum Patient.

D'Fuerderung no weidere Maisons médicales am ländleche Raum gouf vu menger Fraktioun schonn e puermol opgeworf. Op dëser Plaz widderhuelen ech dës Fuerderung: Den Osten wéi och den héijen Norde vum Land brauchen eng Maison médicale. Dat erlaabt et, d'Weeër fir Patienten ze verkierzen, wa si ausserhalb vun de Reegelzäiten en Dokter musse gesinn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Bei all dësen Iwwerleeungen zu Gesondheetsstrukturen uechtert d'ganzt Land muss awer ee Facteur besonnesch betruecht ginn, an dat ass de Personalmangel, deen e grousse Problem fir den Ausbau vun der Gesondheetsversuergung am ländleche Raum ass.

Esou gouf d'Iddi vu mengem Fraktiounskolleeg André Bauler a mir, eng Maison médicale pédiatrique am Norden opzebauen, eebe just, fir datt d'Elteren net méi de laange Wee bis an enger Stater Klinick musse maachen, mat genee dësem Argument, dat heescht deem vun dem Personalmangel, bis dato verworf.

Mir mussen deemno méi Dokteren an aner Gesondheetsberuffler hei am Land halen a weiderer an d'Land unzéien. D'Offer un neie Studiegäng fir verschidde medezinnesch Spezialisatioune fir Dokteren, awer och fir Infirmieren ass eng éischt Hürd, déi de Minister Claude Meisch geholl huet. An Zukunft gëllt et, dës Offer auszebauen a weider Spezialiséierungen unzebidden.

Mee mir mussen eise Gesondheetssecteur insgesamt méi attraktiv maachen. Mir brauchen e Virage ambulatoire, dee säin Numm och verdéngt, wou a klenge Strukturen uechtert d'Land verdeelt den Zougang zu medezinneschen Ekipementer verbessert gëtt an och liicht chirurgesch Agréff solle kënnen duerchgefouert ginn. Zesumme mat der Méiglechkeet fir Dokteren, sech a Gesellschaften zesummenzeschléissen, wier dat en Atout fir d'Attraktivitéit vun eisem Gesondheetssecteur. An dovunner géife virop déi ländlech Regioune profitéieren.

Här President, d'DP steet fir e ländleche Raum, wou et sech gutt liewe léisst. D'Verkéiersberouegung an den Accès zu gudde Gesondheetsservicer sinn nëmmen zwee Aspekter, déi dobäi e Rôle spillen. Den André Bauler huet virdrun nach weiderer ugeschwat. Et gëllt, op allen Niveaue weider Efforten ze maachen, fir eise Bierger eng gutt Liewensqualitéit kënnen ze bidden, an dat iwwerall am ganze Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

(Brouhaha)

Sou, elo huet just nach een d'Wuert, an dat ass d'Vizepremier- a Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn: Et ass gutt, ëmmer erëm u verschidde Fakten ze erënneren. Ech géif och gären domadder ufänken. Eist Land Lëtzebuerg ass extreem gewuess an deene leschten zéng Joer, ëm ronn 25 %. Dat gitt Der a ganz Europa net emol annähernd an iergendengem Land sichen. Dat bedeit natierlech eng extreem Pressioun. Dat bedeit Demanden, déi eropginn. Dat bedeit investéieren an Infrastrukturen an an alles, wat mer esou brauchen, fir als Gesellschaft zesummen ze fonctionéieren.

Wann ech dat zréckbriechen op d'Theema IRM, wat eis hei scho ganz vill beschäftegt huet an dësem héijen Haus, da wëll ech drun erënneren, dass dee Besoin un zousätzlechen Apparaten an enger zousätzlecher Offer erkannt ginn ass, an zwar schonn 2019, virun der Pandemie. Do si mer vu 7 Apparaten deemools eropgaangen op 13 Apparaten, déi mer elo 2023 wäerten hunn. Dat ass e Plus vu 6 Stéck, vu 7 op 13, also quasi verduebelt. Mir hunn nach wärend der Pandemie – an ech wëll och un déi erënneren, och do muss een ëmmer erëm drun erënneren, well de Mënsch d'Tendenz huet ze vergiessen –, déi eis ganz vill mobiliséiert huet, trotzdeem ganz vill Reuniounen ofgehalen op engem Gesondheetsdësch, fir eis Gedanken ze maachen, wéi mer méi strukturell kënne virgoen, fir déi Offer méi eropzekréien hei am Land.

Doraus ass de Projet de loi 8009 entstanen, deen et wäert méiglech maachen – an dat ass eis Ambitioun: déi Servicer méi no bei d'Leit ze bréngen –, no engem selwechte Prinzipp, wou mer vun ëffentlecher Hand a qualitativ héichwäertegt Material investéieren, ausserhalb vun de Spidolsmaueren, also méi no bei de Bierger esou Servicer kënnen opzebauen. Wann ech dat – an dat si vill Servicer, déi concernéiert sinn, mee ënner anerem och dee vun der Imagerie –, wann ech dat dorobber projezéieren, wäert dat bedeiten, dass mat dësem Projet de loi nach eng Kéier kënnen eng ganz Unzuel, also 6 zousätzlech esou Sitte bedriwwe ginn. Dat sinn der vill. Da géife mer vun – wou mer 2019 waren – 7 mat deem dote Projet de loi, wéi en ugeduecht ass, ganz kuerzfristeg op 19 kënne kommen. Dat ass vill.

Wourëms geet et? Ben, et geet drëms, eise Leit eng gutt Qualitéit weiderhin ze bidden no deem Modell, dee mir hei am Land kennen. Mir hunn hei d'Gewunnecht, a gutt Material, an neit Material ze investéieren. Mir kennen dat net, dass mer einfach Occasioune kafe ginn, dass mer spueren. Mir spueren net um Patient! Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg nach ni gemaach,

dat hu mer ni gewollt. An eis Ambitioun ass och, an deem Sënn weiderzefueren.

An deem Sënn wäerten och, et ass gesot ginn, aacht nei Mammografe kommen, déi méi effikass sinn. Déi wäerten et erlaben, op deenen eenzelne Spidolssitten – dat ass haut just am CHL méiglech –, och an deenen anere Spideeler direkt eng Biopsie ze maachen. Se sinn zäitspuerend. Och do kënne mer méi Offer en place setzen.

Ech muss also insistéieren, dass et net den Här Gloden ass, dee sech duerchgesat huet mam Potaschbierg. Wann de Potaschbierg haut funktionéiert, dann ass dat, well vusäite vun engem Spidol ganz vill Efforte gemaach gi sinn, och vusäite vun de Verwaltungen. Do si ganz vill Stonnen dropgaangen, fir en Accord ze fannen, fir e Modèle de financement ze fanne par rapport zu engem Apparat, deen net dee klasseschen ass, wéi mir en hei kennen. Et huet ee misse kucke: Wéi berechne mer dat, wann den Apparat schonn e gewëssenen Alter huet? Wéi maache mer dat?

(Interruption)

Mir wollten och sécherstellen – an dofir ass dat net eppes Ideologesches, wat mer einfach ewechgewëscht hunn –, dass deen Apparat, deen ënnert dem Numm, deen an der Antenn vun engem Spidol fonctionéiert, och der Qualitéit entsprécht, déi mir hei gewinnt sinn. Dass e beispillsweis e CE-Label huet, dat ass eppes, wat Iech elementar schéngt, mee esou eppes kann, deemno wéi, Méint brauchen, ier een déi néideg Dokumenter dann zesummenhuet, fir dat och fir eis Leit sécherzestellen.

Da géif ech gären insistéieren, och erëm eng Kéier drun erënneren, wat d'Delaien ugeet: Ech hat Iech hei am Kader vun der Petitioun en Ableck ginn, wéi d'Delaie sinn; déi sinn nach ëmmer net gutt. Ech mengen, mir hunn dat och schonn oft duergestallt. Natierlech gesäit een net den direkten Effet vun deenen zousätzlechen Apparaten, wann een zäitgläich an enger Pandemie ass, well natierlech villes ausgesat ginn ass.

Entre-temps schaffe mer drun, fir eng Method ze fannen. Mir hunn eisem neien Observatoire dat an Optrag ginn, fir Indicateuren ze hunn iwwert d'Delaien, déi vergläichbar sinn. Dat maache si zesumme mat LIH, si maachen dat also ganz wëssenschaftlech begleet op engem héijen Niveau, wou mer an Zukunft wierklech eng Methodologie wäerten hunn, déi et erlabe wäert ze gesinn, wéi laang d'Delaie sinn, mat där mer dat kënne monitoren. Dat hu mer haut net, mir hunn haut ëmmer nëmmen eng Foto, wa mer bei eis privatrechtlech bedriwwe Spideeler froe ginn. Dat sinn net eis Spideeler, mir musse se froen an da gi se eis déi Donnéeën. Dat ass ëmmer nëmmen eng Foto, déi mer hunn. An Zukunft hätte mer gären eng Vue, mir hätte gären eng Method, déi eis erlaabt, genau ze gesinn, wou mer dru sinn.

Mir sinn am internationale Verglach – ech géif och gären drun erënneren, dat ass och schonn oft ervirgestrach ginn hei, mee drun erënneren ass ëmmer gutt – guer net esou schlecht. Mir sinn op aachter Stell mëttlerweil, wat d'Zuel vun den IRMen ugeet, op éischter Stell an Europa, wat d'Scanneren ugeet, a mir sinn an deene leschte Joren ëm véier Plaze geklommen, wëll ech soen. Dat heescht, mir sinn also net amgaangen, méi schlecht ze ginn am internationale Verglach, de Contraire ass de Fall!

Mir schwätzen och ëmmer ganz gäre vun Zuelen. Also, nach eng Kéier, wéi gesot: Lëtzebuerg ass an enger Situatioun mat engem ganz, ganz grousse Bevëlkerungswuesstum, eis Länner ronderëm hu vill, vill manner, vill, vill manner Wuesstum. Kuckt Iech déi Zuelen eng Kéier un! Bei eis kënnt derbäi, dass Non-résidenten, eis Assuréen, déi iwwer eis Grenzen ewech wunnen, de Wee bei eis ëmmer méi oft sichen. Dat geet steeteg erop, ëm 10 % d'Joer!

D'Zuele vun Non-résidenten, souwuel Däitscher, Belsch wéi Fransousen, déi de Wee op Lëtzebuerg fannen, insgesamt a generell bei eis Gesondheetsdéngschtleeschtungen, mee och spezifesch bei d'IRMen, déi geet erop. Ech kann Iech se gäre ginn, well do gëtt jo ëmmer gären d'Beispill geholl vum Lëtzebuerger, deen an d'Ausland geet. Ben, mir hunn d'Zuelen, wie bei eis kënnt. Dat sinn der vill. Däitsch Leit beispillsweis, dat waren der 2019 nach 611, 2021 waren et der schonn 944. A Frankräich ass dat och ëm ronn 30 % eropgaangen. An der Belsch nawell, an do sinn d'Zuelen nach vill méi héich wéi bei Däitschland.

Wat seet eis dat? Dat seet eis, dass eise Gesondheetssystem wuel guer net esou schlecht ass. Deen huet déi Pandemie iwwerstanen an e steet nach, wärend anerer net méi richteg stinn. Well wann d'Leit heihinner komme mat engem wäiten Ufaartswee, dann ass dat net zum Spaass, dann ass et, well se warscheinlech bei sech net méi dat virfannen, wat se soss emol do virfonnt hunn, a si kommen heihinner, wou se Assuréé sinn. Alles dat dréckt natierlech op eise System a schwätzt derfir, dass mer mussen nach weider ausbauen.

Mir hunn – et ass schonn erwäänt ginn – och derfir gesuergt, dass dee Réckstau, dee mer hunn, ka schnell ofgebaut ginn. An dofir géif ech gären alle concernéierten Acteure vun hei aus och nach eng Kéier Merci soe fir dee gudde Wëllen. Mir wäerte Samschdesplagen opmaachen an an abseebarer Zukunft am CHEM och souguer Sonndesplagen, fir zousätzlech Rendez-vouse kënnen ze ginn, dat alles fir schnellstméiglech de Réckstau ofzebauen. Parallell hoffe mer, dass dee Projet de loi schnell op den Instanzewee kënnt, fir dass mer och d'Offer insgesamt wäerten eropkréien.

Da vläicht nach e Wuert zu deem, wat gemaach gëtt, och do si mer aktiv. Dir wësst, dass Lëtzebuerg 2017 schonn eng Kéier en Audit maache gelooss huet iwwert d'Ordonnancen. Et muss ee jo och kucken, wat verschriwwe gëtt. Do gëtt et Recommandatiounen: Wéini soll en IRM gemaach ginn? Wéini soll eng Röntge gemaach ginn? Alles dat gëtt reegelméisseg gekuckt. Mir stoungen 2017 ganz schlecht do. Dat war net alles no de Règles de l'art. Doropshin ass sensibiliséiert ginn, an am Moment leeft nees eng Kéier en Audit. Ech hoffen, dass mer dee virum Summer oder spéitstens fir den Hierscht och virleien hunn, fir dass mer gesinn, ob mer Progrèse gemaach hunn. Well dat, wat mer net wëllen, ass, dass exzessiv verstraalt gëtt, dass d'Leit onnéideg verschriwwe kréien. Och do soll een derfir suergen, dass sech un d'Recommandatioune gehale gëtt. Wéi gesot, zueleméisseg sti mer ganz gutt do, fir d'Röntgen nach ëmmer un éischter Plaz an Europa a fir d'IRMe mëttlerweil op aachter Plaz.

D'Koordinatioun tëscht den Acteuren, fir fräi Plagë kënne méi effizient ze notzen, dat ass och amgaangen, zustanen ze kommen. Do schaffe mer zesumme mat der FHL, dat heescht, d'FHL schafft mat deenen eenzelne Spideeler zesummen. Mir hunn e Phenomeen, dass ganz vill Rendez-vousen och net wouergeholl ginn, e relativ héije Prozentsaz. Dat sinn natierlech verluere Plagen. Do soll eppes en place kommen, fir dass een déi schnell ka benotzen; mee dat hate mer schonn thematiséiert am Kader vun der Petitioun.

Ech géif vläicht och e Wuert zu de Spideeler soen. Et geet net drëms, alles ze zentraliséieren. Et geet virun allem drëm, d'Spezialisatioune beieneenzebréngen, d'Qualitéit och héich ze halen. Och dat si Recommandatiounen, Tendenzen iwwerall an der Welt, dass ee spezialiséiert Leit beieneebréngt, dass een net alles iwwerall mécht, mee wierklech kuckt, fir eng gutt, eng qualitativ héichwäerteg Déngschtleeschtung ze ginn.

Ech géif och gäre preziséieren, dass am Norde keng Better ofgebaut gi sinn. Mir hu rezent e ganz flotte Projet presentéiert, dat ass „Schlasskéier" zu Wolz, wou zwee nei Sitte wäerte kommen. Dat ass engersäits eng Geriatrie, déi am Saint Joseph wäert bleiwen, an eng Poliklinick, donieft e ganz neie medezinneschen Zenter. An do ass keng Demande, déi bei eis virläit, fir och nëmmen een eenzegt Bett ofzebauen! Dat muss iergendwou falsch verstane gi sinn. Ech ginn emol dovunner aus, ech ënnerstelle kengem Mauvaise foi. Ech wëll just kloerstellen: Et gëtt kee Bett ofgestallt, absolutt keng Demande an deem Sënn läit vir! Dat kann een esou net behaapten. Dat ass ganz einfach falsch. Et gëtt och do optimiséiert, et gëtt beieneegeluecht, wat beienee passt.

Dann, fir op d'Apdikten ze schwätzen ze kommen: Och do, natierlech brauche mer méi Apdikten. Mir sinn zu méi Leit, also musse mer eis iwwerleeën: Wéi kënne mer méi Apdikten dohinner kréien an eist Land? Do sinn Aarbechten ugelaf, och scho virun der Kris, och elo lafe se weider. Wou sti mer haut? Mir hunn, Dir wësst et, zwee Typpe vun Apdikten hei am Land. Dat sinn engersäits déi privat Apdikten. Déi ginn zréck op eng Gesetzgeebung vun ëm 1840, eppes dorëmmer. Déi sinn am Fong geholl esou gereegelt, dass se do sinn, wou se sinn, an entweeder kann ee se verierwen oder verkafen – mee déi fonctionéieren net nom Modell vun enger Konzessioun.

Donieft hu mer eis Konzessiounen, wou mer da kënnen ausweiden, wou reegelméisseg Demanden un eis erugedroe ginn a wou mir och vun eis aus an engem Aarbechtsgrupp virun der Pandemie ugefaangen an och elo erëm säit dem Fréijoer opgegraff hunn, ze analyséieren an ze berechnen, wou Zousazapdikte géife Sënn maachen. Do wäerte ganz vill nei Apdikten an nächster Zäit kommen.

Mir hunn, fir Iech e Beispill ze ginn, der rezent fënnef Stéck, déi esou gutt wéi prett sinn oder an der Ausschreiwung zum Deel. Dat ass eng Kéier Reckeng op der Mess, déi wäert op Éileng kommen, mir hu Luerenzweiler, fir déi vu Clausen ass de Perimeter erweidert gi Richtung Kierchbierg, mir hunn d'Stauséigemeng an de Findel, dat heescht, den Aeroport wäert och eng Apdikt kënne kréien. Dat sinn déi fënnef, déi schonn an dréchenen Dicher sinn.

Mir hu vun eis aus elo ganz rezent nach véier zousätzlech Gemengen ugeschriwwen. Déi Courriere sinn nach net ukomm bei deene jeeweilege concernéierte Gemengen, duerfir géif ech hei elo vläicht nach net mentionéieren, wéi eng et sinn, well dat ass eréischt an d'Post gaangen. Mee dat sinn nach eng Kéier véier zousätzlech Gemengen. An da si mer effektiv och nach mat dräi Demandë befaasst, dont d'Demande vu Furen, dat ass eng vun den Demanden. Mir hunn och Diddeleng fir NeiSchmelz – dat ass eng Demande, déi vun 2019 ass – a Leideleng. Dat sinn déi dräi Demanden, déi nach unhänken. An dat ass dat, wou mer haut stinn.

Dann e Wuert zu de Maison-médicallen, déi erwäänt gi sinn: Et ass richteg, dass d'Maison-médicalle wuel vun der Santé en place gesat ginn. Mir hunn och zwou nei Maison-médicallen, eng drëtt nei wäert am Norde kommen. Déi fonctionéieren awer mat fräischaffenden Dokteren, dat si keng staatlech Dokteren. Mir hu keng Staatsmedezinn. Déi fonctionéieren am Reseau mat den Dokteren, d'Dokteren organiséiere sech. A mir haten och schonn éfters hei d'Geleeënheet, eis auszetauschen an …

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kaes kann et net erwaarden, fir Parole après ministre ze froen. Normalerweis léisst een de Minister ...

M. Aly Kaes (CSV) | Ech hunn eng Fro ze stellen ...

(Brouhaha)

Et deet mer leed, mee muss ech waarden, Här President, bis op d'Parole après ministre, wann ech eng Fro hunn?!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Kaes Iech eng Fro stellt?

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Selbstverständlech. Jo! Ass dat u mir oder ...?

M. Aly Kaes (CSV) | Bon, merci fir d'Wuert, Här President. Merci, Madamm Ministesch, datt Der eng Fro erlaabt. Ech wëll Iech ganz éierlech soen: Wann een enttäuscht ass iwwert dat, wat Der grad an der leschter Vergaangenheet gemaach hutt, dann ass et meng Wéinegkeet! Et kann een net ... An Dir wësst ganz gutt, datt et esou ass: Déi Apdikt zu Fure wäert genau esou kënne geneemegt gi wéi déi aner, mee ganz einfach, well do e Protektionismus vum Collège médical ... Nodeem Dir mir formell zougesot hutt, dat ze maachen! An Dir selwer – dobaussen, do baussent der Dier! – hutt gesot: „Jo, ech hat awer net geduecht, datt ..., ech hat awer net geduecht, datt de Collège médical eng negativ Approche hätt, en negativen Avis géif ginn."

Dir sidd d'Ministesch, Madamm! Dir sidd d'Ministesch an Dir huelt d'Decisiounen, net de Collège médical, mee Dir! A mir erfëllen an allen Hisiichten an deem Centre médical, wou véier Generaliste sinn, ...

(Brouhaha)

... véier Generaliste wäerten dra sinn, wou nach e Labo dran ass, wou e Kiné herno dran ass, wou nach aner medezinnesch Beräicher ofgedeckt ginn, mir erfëllen absolutt d'Konditiounen, och vun der Zuel vun de Leit!

M. Dan Kersch (LSAP) | Sidd Der hei op der Gemeng oder sidd Der hei ...?

M. Aly Kaes (CSV) | Et ass just ...

Une voix | Een nom aneren!

M. Aly Kaes (CSV) | Et ass just ... Net een nom aneren! Hei geet et ëm de Patient! An hei, grad Är Spriecherin vun der LSAP huet gesot: „Mir wëllen ..."

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Här Kaes, hutt Der eng Fro?

M. Aly Kaes (CSV) | Ech hunn d'Fro scho gestallt. Ech hunn d'Fro scho gestallt!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Madamm Ministesch.

M. Aly Kaes (CSV) | Grad Är Spriecherin huet och gesot vun Apdikten ... Sot mir nach eng Kéier, wannechgelift – Här President, an elo kënnt nach eng Kéier d'Fro, fir datt och Dir drun erënnert gitt, datt ech eng Fro gestallt hunn –, sot mir ganz einfach, firwat dat net kann akzeptéiert ginn!

(Interruption)

Nee, dat kann net akzeptéiert ginn. Ech kann Iech schonn eng Äntwert ginn: Dat kann net akzeptéiert ginn, ...

(Hilarité)

... well zu Veianen Är Partei de Moment nach um Rudder ass.

(Brouhaha et interruptions)

Et ass en Trauerspill, et ass en Trauerspill sonnergläichen!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Kann ech äntweren?

M. Dan Kersch (LSAP) | Där enger Gemeng eppes ewechhuelen, fir bei senger Gemeng eppes bäizemaachen, ëm méi geet et jo net hei!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kaes. An elo geet d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch. D'Wuert huet elo eleng d'Madamm Gesondheetsministesch!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Nach eng Kéier, wéi gesot, ech hunn déi lescht Serie vun Apdikten, déi ech ugeschwat hunn, an dat sinn dräi Demanden, déi unhängeg sinn. Do ass och déi vu Furen. Dir hutt vu mir keng formell Decisioun. An dësem Land gëtt eng Decisioun schréftlech geholl. Dir hutt eng Demande eraginn. Ech ka gären herno am Detail drop agoen. Mir kënnen dat och elo maachen. Ech wollt awer eigentlech meng Presentatioun fäerdeg maachen, mee ech kann awer gären op Furen agoen, am Detail. Mee dat ass eng Demande, déi nach net beäntwert ass. Ech kann awer gären den Historique vu Fure maachen. Dat kënne mer gäre maachen.

(Interruption)

Ech wollt just vläicht fäerdeg maachen, wann Der erlaabt, e Wuert nach zu der Maison médicale: D'Maison-médicallen, wéi gesot, dat sinn Haiser, déi vum Staat finanzéiert ginn. Mir hunn neier gemaach, och wärend der Pandemie. Et gëtt ëmmer gesot: „Wat hutt Der ausser der Pandemie gemaach? Ben, zum Beispill komplett nei Maison-médicallen opgeriicht. Mee bedriwwe gi se vun de fräischaffenden Dokteren. Déi organiséiere sech ënner sech, fir d'Garden ze maachen. An d'Problematik, déi mer hunn, ass, genuch Dokteren ze fannen, déi bereet sinn, dat ze maachen, déi bereet sinn, déi Garde matzemaachen. Dat ass d'Problematik am Osten, fir am Oste genuch Dokteren ze fannen, déi déi Linne maachen. Dat ass de Problem.

Ech hunn awer héieren, an ech kommen herno drop hin, dass verschidde Leit heibanne fir eng Organisatioun oder Haiser plädéieren, déi staatlech bedriwwe sinn, medezinnesch Haiser. Doriwwer kann ee gäre schwätzen. Ech hunn awer och Froen dozou, well mer net alles kloer ass, wat Der Iech do virstellt.

Mat der Maison médicale pédiatrique ass et d'selwecht. Mir hunn et fäerdegkritt: Et ass eng, déi an der Stad funktionéiert; schwiereg, dat war och ganz schwiereg, fir do déi Auerzäiten auszeweiten, well dat ëmmer vun den Dokteren ... Mir hunn déi Dokteren net agestallt, dat si fräischaffend Dokteren. Déi mussen éischtens emol a genügender Unzuel do sinn. Da musse se bereet si matzemaachen, déi Garden ze maachen. Dat ass d'Problematik. Mee d'Maison médicale pédiatrique am CHL, ...

(Brouhaha)

... déi d'ailleurs bei der Kannerklinick derbäi ass, déi funktionéiert ganz gutt. Ech géif mer wënschen, mir hätte Maison-médicallen och an deenen anere Spideeler. Och do sinn nach Retizenzen, fir dat ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wann ee géif der Madamm Ministesch nolauschteren!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mee nach eng Kéier: D'Problematik, dat sinn d'Doktere selwer. Mir brauchen der a si feelen, si feelen iwwerall! Ech fannen och d'Iddi ganz lackeleg, e Pool ze maachen iwwert d'Grenzen eraus, mee do feele se nach méi wéi bei eis. Wann Der e bësselchen d'Nouvellë lauschtert an Däitschland, wat do lass ass am Gesondheetssystem: Ech mengen, do si Projeten, fir op den digitalen Dokter iwwerzegoen, well se eebe keng fannen. An ech kann Iech soen, ech hunn ëfters schwiereg Diskussiounen, well mir der hei eeben ofwerben, net nëmme Personal, mee och Dokteren. Esou einfach ass et net, wéi et kléngt, fir e Pool iwwert d'Grenz eraus opzestellen.

An d'ailleurs ass och de beschte Beweis dofir, wa mer gesinn, dass ëmmer méi Leit aus der Grenzregioun bei eis kommen. Dann ass dat sécher net, well do d'Dokteren en masse op kuerz Distanzen disponibel sinn. De Contraire ass de Fall.

Ech géif dann och insistéieren, erëm drun erënneren: Wat ass gemaach ginn? Ben, nieft dem Projet de loi fir d'Zenteren auszebauen, nieft de Maison-médicallen an enger ganzer Rei anere Saachen hu mer och de Projet fir d'Dokteschgesellschaften op de Wee ginn. Deen ass an eisen Aen e Facilitateur fir wierklech Zenteren, fir pluridisziplinär zesummenzeschaffen iwwer Land, fir dat ze förderen, fir den Dokteren ze erlaben, sech déi Fraisen ze deelen, vläicht d'Plagë méi wäit opzemaachen. Och do gëtt et Subsiden.

An ech si ganz frou, dass hei souzesoen e politesche Schulterschluss ass, dass mer déi Ënnerstëtzung sollen ausweiten. Ech hoffen, dass dee Schulterschluss och do ass, wann ech dann déi Sue froen, fir dat och dann an d'Luucht ze setzen. Dat kascht eis natierlech Suen, wa mer dat subsidiéieren, an am Moment ass deen Ureiz net héich genuch. Mee ech hunn dat héieren, dass dat hei e breede Wonsch ass. Ech kann dat och gären nach eng Kéier thematiséieren. Ech sinn deen éischten, deen Demandeur ass, fir do méi en héije Budget ze kréien an dat méi héich ze ënnerstëtzen. Dofir merci fir d'Ënnerstëtzung.

Dann effektiv zu der Motioun. Ech hu vu Leit, vun deene Lénken, effektiv och vun de Piraten, déi Iddi héieren, dass mer dat méi organiséieren, dass een eeben net fräie Laf léisst. Et ass gesot ginn, wann ee fräie Laf léisst, da ginn d'Dokteren éischter dohinner, wou och vill Leit sinn. Déi ginn net onbedéngt an de ländleche Raum, wou net den Turnover ass. Dat sinn interessant Iddien.

Ech hunn zu der Motioun allerdéngs och eng Fro, well dat geet jo dann a Richtung ewech vun der Privatiséierung an a Richtung méi Organisatioun, dass mer dat staatlech an d'Hand huelen. Dat wär en Novum hei am Land, iwwer Land, ausserhalb vun de Spideeler. Dofir wär meng Fro un d'Kolleege vun der CSV: Dir frot och fir ze organiséieren, eebe fir do d'Medezinn ze organiséieren, an Ärem leschte Bullet op der zweeter Säit. Ass et och dat, wat Iech do virschwieft? Wat erwaart Der Iech ënner „organiséieren" vusäite vum Staat? Ass dat, dass mer Dokteren astellen, dass mer staatlech Zenteren opmaachen?

Ech hunn e bësselche Schwieregkeeten ze verstoen, wann ech den Discours lauschtere vun der Gesondheetspolitick, wéi ech dat alles op ee Leescht kréien. Soll et goen a Richtung vu méi Organisatioun, vu méi Agrëff a Kontroll vusäite vum Staat am ländleche Raum? Oder sidd Der fir méi Privatiséierung, dat heescht fir méi fräie Laf, wéi mer et haut kennen? Dat sinn zwou ganz verschidde Saachen an ech hunn do e klenge Verständnisproblem.

Ech géif awer vläicht och fir den Aly Kaes nach eng Kéier och hei op den Detail agoen, well de Kontext ass komplex. Ech ginn dat gären zou an ech hunn och näischt do ze verstoppen, an den Aly Kaes weess dat. Am Oktober 2020 si mer befaasst gi mat enger Presentatioun, si mer op Fure geruff ginn, well do e

Centre médical envisagéiert ass – e flotte Projet, wat mir als Santé natierlech begréissen, wa Gemenge medezinnesch Zenteren opmaachen. Am Juli 2021, e bësselche méi spéit, ass den Architekt vu Furen och bei eis virstelleg ginn iwwert e Bréif, an deem e gefrot huet, ob mer e kënne beroden, wéi een esou e medezinneschen Zentrum opbaut. Do hu mer geäntwert: „Do si mir net direkt kompetent, dat ass mat der ITM ze kucken."

Kuerz virdrun awer, am Abrëll 2021, ass e selwechte Projet vun engem anere Buergermeeschter niewendrun ..., do ass och e Centre médical envisagéiert ginn, vu Veianen. Déi sinn och bei eis virstelleg ginn. Dat selwecht, dat heescht, mir hunn do zwou Initiativen, déi allen zwou absolutt begréissenswäert sinn, awer relativ no openeen, wou mir als Santé natierlech näischt dergéint hunn.

D'Komplikatioun kënnt an d'Spill iwwert de Wee vun der Apdikt. An ech géif mech do gären erklären. Mir hunn eng Apdikt zu Veianen, wat eng privat Apdikt ass no deem ale Modell. Déi ass zu Veianen an a priori net enzwousch anescht. Déi kann do verierft ginn, weiderverkaaft ginn. Mir hunn awer eng Demande kritt vu Furen, wou keng Apdikt ass, fir eng nei Konzessioun, also eng zousätzlech nei Konzessioun.

M. Aly Kaes (CSV) | Op Äert Uroden, op Äert Uroden! Vun der Santé, vun deene Leit, déi ...

(Exclamations)

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Also, vu mir sécherlech net, Här Kaes! Elo geet et ... Ech mengen, Dir sidd Meeschter fir Är Demanden, déi Der stellt. Dir hutt eis am November 2020 eng Demande – dat ass jo och legitimm, dat ass jo och absolutt kee Problem – gestallt, fir eng nei Konzessioun do ze kréien. Mir hu parallell eng Demande kritt, eng Demande de renseignement vun der Apdikt vu Veianen, ob et méiglech wär, déi Apdikt ze transferéieren. Doropshi krute mer en Avis juridique vun der Gemeng Veianen, déi eng Interpretatioun huet vum Gesetz, déi seet: „Nee, dat ass kloer, dat ass an der Commune, dat ass net enzwousch anescht. Déi kënnen net réckelen."

Mir hunn entre-temps Avise kritt vum Collège médical, déi alleguerte soen: „Eng Apdikt, jo, eng zweet Apdikt ass schwiereg", an et ass do, wou mer am Moment hänken. Mir hunn eeben en alen Text, dee mécht, dass déi Apdikt vu Veianen net do fort kann, a mir hunn eng nei Demande fir eng Konzessioun, déi an der Beaarbechtung ass. An dofir géif ech mer hei gäre virbehalen, net ze soen, wat déi Decisioun ass, och wann Dir mengt, et ze wëssen. Ech weess et haut net! Ech waarden op dee leschten Avis vu menger Direktioun.

An Dir wësst ganz gutt, dass ech probéiert hunn, Iech beieneenzebréngen, och well mer an där dote Situatioun sinn: zwou Gemengen, déi en Zentrum wëlle maachen, eng Apdikt nom ale Regimm, eng Demande fir eng nei, Avisen, déi soen, déi Regioun, no eise Krittären ... An déi sinn objektiv an dat huet iwwerhaapt näischt mat Parteipolitick ze dinn! Déi Krittären, déi applizéiert gi vum Collège médical, dat si säit Joren exactement déi selwecht, mat Awunnerzuelen, mat Turnover, dee gekuckt gëtt. Mir musse jo kucken, ob eng Apdikt potenziell rentabel ass an d'Strooss hält oder net. Dat si mer amgaangen ze maachen.

Vu datt déi Avisen, déi virleien am Moment, eis soen: „Do sinn zwou Apdikten absolutt net haltbar. Eng ass schonn um Limitt vun deene Krittären, déi mer hunn", hu mer Iech beieneebruecht – an dat war op Beamtenniveau –, fir ze kucken, ob eventuell eppes Gemeinsames do dra wär. Ech hu gesot, ech sinn do fir all Schandtaten oppen, fir e Pilotprojet ze maachen. Dat huet net gefruchtet. A mir sinn am Moment an der Beaarbechtung a mir mussen en Debrief maachen, ob mer nach eng weider Ronn mat Iech dréinen. An da brauch ech deen definitiven Avis vu menger Direktioun zu där Demande, déi Der eraginn hutt, an da wäert Der eng Decisioun kréien, déi motivéiert wäert sinn.

Et ass richteg, mir hu matenee geschwat, natierlech. Dir hutt mech oft op Äre Projet ugeschwat. Jiddweree begréisst, wann d'Gemenge sech aktivéieren. Dat ass dat, wat mer alleguerte wëllen. An et ass och richteg, dass ech effektiv eng falsch Informatioun iwwer Telefon kritt hat, déi ech Iech fälschlecherweis matgedeelt hunn. Dat wäert mech léieren, iwwer Telefon Renseignementer ze froen, wann en Deputéierte mech eppes hei freet, wann ech wéinst eppes anescht hei sinn! Ech hu gesot kritt: „Dat gesäit gutt aus", well jiddwereen dee Projet gutt fonnt huet. Wéi ech awer um Büro ukomm sinn, louch en negativen Avis do vum Collège médical a meng Leit hunn Iech direkt ugeruff, musst Der wuel och fairerweis zouginn, fir Iech matzedeelen, dass dat awer net esou gutt ausgesäit, well deen Avis negativ ass.

Mee wéi gesot, eng Decisioun ass an deem Dossier do nach net geholl. Déi wäert kommen, zäitno, an ech wäert och gesinn, ob mer nach eng Kéier eng Ronn mat Iech dréinen. Mir sinn do gudde Wëllens a wären och bereet, fir effektiv eppes auszeprobéieren. Déi Situatioun mat deenen Apdikten no deem ale Gesetz ass eng net onbedéngt ganz glécklech Situatioun. An och do tausche mer eis mat den Apdikter aus, wéi si dat gesinn – si sinn als Éischt concernéiert –: Kann een do méi large sinn oder net?

Mee dat ass den Dossier, wéi en ausgesäit. Et huet also strictement näischt mat Politick ze dinn, weeder mat Iech, mat Ärer Couleur, nach mat där vu Veianen. Dat ass en Dossier, dee mir sachlech uginn a wou mer kucken, jiddwerengem entgéintzekomme sou gutt, wéi dat geet.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Den Här Kaes fir Parole après ministre – kuerz, wannechgelift!

(Brouhaha)

M. Aly Kaes (CSV) | Madamm, wann Der ee Moment nach hutt, ech wëll och ... Ben, ech sinn eeben en Hitzkopf, dat ass eeben esou. A wann ech iwwerzeegt si vun eppes, dann ass dat nach schlëmmer. An Dir wësst, Dir wësst, datt ech méi wéi Recht hunn, well och vun der Zuel ...,

(Brouhaha)

... och vun der Zuel vun den Awunner kënne mer roueg eng Kéier d'Rechnung maachen: Dann ass dat eng Realitéit! Den Här Kersch huet och nach d'Wuert gefrot, mee elo hunn ech et mol!

(Brouhaha)

Et ass also ganz kloer esou, datt – an Dir hutt et selwer gesot – mir ëmmer méi Grenzgänger hunn, déi op eis Servicer zréckgräifen. Et fiert kee Grenzgänger bei den Apdikter vu Veianen, well do kritt en net eng Parkplaz! Dat ass eng Realitéit! Dat ass einfach en doudegen Aascht, ech muss et esou soen, wéi et ass. Frot d'Leit aus der Regioun, déi soen Iech dat!

Mir hunn ... Wa mer Bettenduerf a Reisduerf huelen, déi souwisou mussen an de Rond-point Bleesbréck fueren, déi hunn et ...

(Interruption)

... genau esou einfach, fir an e Centre médical op Furen ze kommen, mat enger Parkplaz derbäi, wou se nëmme brauchen iwwert d'Strooss ze goen an dann hu se all déi Servicer, déi do ugebuede ginn, ënner engem Daach. Et ass also ganz kloer esou, datt een ... A wa vun der Mobilitéit a vun de kuerze Weeër geschwat gëtt: Ma hei kann ee mam Lift vum Generalist iwwert d'Bluttanalys an d'Apdikt goen, erëm an den Auto goen an heemfueren ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kaes, Parole après ministre limitéiert sech op fënnef Minutten an déi hu mer scho wäit iwwerschratt!

M. Aly Kaes (CSV) | ... a brauch net nach op sechs verschidde Plazen ze fueren, ier een dann all déi Servicer huet. Hei huet eng Gemeng, eng kleng Gemeng, eng ländlech Gemeng de Courage gehat, 4 Milliounen Euro ze investéiere fir de Patient, zum Wuel vum Patient, zum Wuel vum Bierger!

An ech wëll nëmme just nach eppes soen: Dee Centre médical zu Veianen, deen ass dunn an d'Gespréich komm, wéi d'Kolleegen aus der Noperschaft och eng Initiativ geholl hunn, wéi Tandel eng Initiativ geholl huet, fir do eppes ze maachen. Souguer den Dokter vu Veiane seet, datt dat do eng ganz gutt Saach ass a geet vu Veianen zu sengen dach méi eeleren Deeg op Furen, fir a sech dräi jonk Generalisten ze ënnerstëtzen.

(Brouhaha)

Dat ass am Sënn vun der Saach, dat ass am Sënn vum Patient! Madamm Ministesch, Dir braucht just Jo ze soen zu enger Apdikt ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kaes, Dir musst elo zum Schluss kommen!

M. Aly Kaes (CSV) | ... an da si mer absolutt zefridden! Merci!

(Brouhaha et interrruption)

Jo, Dir kënnt roueg rose kucken déisäit, ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo.

M. Aly Kaes (CSV) | ... dat stéiert kee Pond!

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Ech hat nach eng Fro. Ech weess net, ob ech déi hunn däerfe stellen, mat der Organisatioun, wéi dat ze verstoen ass.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Wann Der mer gutt nogelauschtert hutt a menger Ried: Mir si jo elo net fir d'Verstaatlechung vun der Medezinn, mir wëllen, datt méi Dokteschpraxisse kënnen opgoen. An et muss esou kënnen organiséiert ginn, datt déi Praxissen – well dat verbitt Dir haut – kënnen och gréissert Material uschafen, fir eeben dem Patient déi beschtméiglech Soins médicaux ze ginn. Do si mer eis net eens. An dat ass dat, wat dat heescht.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat heescht, „organiséieren", dat bedeit fir Iech, dass mer en Tariff en place setze fir en IRM beispillsweis am Extrahospitalier? Dass mer kloer sinn.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Jo, mee deen Tariff muss dee selwechte jo si wéi an engem ... Ech weess net, wat Dir mat den Tariffer do ... Mir hunn ni gesot, datt déi Leit net solle vun der Krankekeess remboursëiert ginn ...

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Nee, mee dofir soen ech: Dat wat Dir „organiséieren" nennt, dat ass, dass eng Demande misst kommen an der Nomenclature an en Tariff kommen. Da si mer kloer. Nee, ech hat geduecht, Dir géift ...

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Den normal denkende Mënsch dobausse versteet net, firwat een en aneren Tariff soll bei engem liberalen Dokter kréie wéi an der Klinick.

(Brouhaha et interruptions)

D'autant plus, Här Kersch, datt, wann den Dokter den Apparat keeft, dat de Steierzueler näischt kascht!

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo komme mer zréck bei d'Diskussioun.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat ass interessant ...

M. Fernand Etgen, Président | Iwwert d'Motioune befanne mer duerno.

An ech ginn elo d'Wuert weider fir d'Regierung un de Landesplanungsminister, den Här Claude Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Gutt. Also, hei si ganz vill Froe gestallt ginn. Mir hunn als Regierung elo nach 15 Minutten, déi ech da wëll fair opdeelen zwëschent mir an dem Claude Haagen.

Ech sinn de Landesplanungsminister an de Landesplanungsminister huet dräi Naturparken, en huet och eng Konventioun mam Réidener Kanton. A mir investéieren also an de ländleche Raum, eleng a Personal 2,8 Milliounen, an iwwert dat Personal maache mer de Bierger an deene ländleche Raim iwwert d'Naturparke wierklech eng Verbesserung vun hirem Liewen.

Ech hunn hei dann d'Chance, de President vum Naturpark Our ze gesinn, ech mengen, dee kann dat bestätegen. Mir haten an den CSV-Reien de Marco Schank, deen eng ganz aktiv Roll am Naturpark Uewersauer spillt, an de Camille Hoffmann vu Beefort. Also, parteiiwwergräifend schaffe mer gutt zesummen an deenen Naturparken an och am Réidener Kanton.

An ech mengen, dass den André Bauler d'Saach op de Punkt bruecht huet, wéi e gesot huet, ...

Plusieurs voix | A!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | ... dass et besser ginn ass am Clierfer Kanton. Et ass besser ginn am Réidener Kanton. Et ass besser ginn op der Uewersauer an et ass besser ginn op der Our. Vergläicht dach emol d'Situatioun mat där virun 2013! Dës Regierung huet Schoule gebaut, dës Regierung huet den ëffentlechen Transport massiv ausgebaut – ech ginn herno an d'Detailer –, dës Regierung mécht vill méi fir de ländlechen Tourismus, wéi jee gemaach ginn ass!

(Interruption)

A mir verbesseren och aner Servicer. An ech mengen, ech hunn elo leider net d'Zäit, fir Iech am Detail ze soen, wat mer alles am Naturpark Uewersauer, Our an eeben och am Geopark Mëllerdall gemaach hunn. A merci nach eng Kéier, Madamm Gary, dass Der drun erënnert hutt, wat dat fir e formidabele Succès ass fir eis, dass de Mëllerdall elo op der Weltkaart vum Tourismus ass. Dat spieren och d'Tourismusbetriber schonn am Mëllerdall.

Ee Problem ass hei ugeschwat ginn: Wat maache mer – an engem Zäitalter vun der Digitaliséierung an awer och am Zäitalter vum Pommerlach?! Jeff Engelen, wa mer dann emol eeschthaft schwätzen: Dir sot, Wolz hätt Problemer a sengem Zentrum. Jo, mee firwat? Majo, well mer e Risesupermarché am Pommerlach hunn! De Fotograf ass vu Wolz an d'Pommerlach gaangen. De Coiffeur ass vu Wolz an d'Pommerlach gaangen. All, bal all d'Geschäftsleit, déi zu Wolz an der Foussgängerzon ware virun zéng, zwielef Joer, sinn an d'Pommerlach gaangen. A wann Der emol mam Emile Eicher schwätzt, da wësst Der, dass de Problem vum Zentrum vu Clierf natierlech de Supermarché ass, deen elo uewen zu Maarnech ass.

Dat heescht, wa mer wëllen eeschthaft an net poleemesch Äntwerte fannen, da musse mer driwwer diskutéieren, wat eise Rapport ass zwëschent dem Wéi-vill-Supermarchéen-Hunn, op där enger Säit, an deem, wat mer iwwerhaapt nach an eisen Duerf- a Stadkären hunn. An dat ass natierlech e schwéieren Equiliber.

An dann, an ech mengen, d'Madamm Cecchetti huet drop higewisen, berechtegterweis: Mir hunn och de Problem, dass Postservicer, Bankservicer ëmmer méi digital ginn. An natierlech, wat maachen d'Post an d'Spuerkeess? Si ginn och an de Supermarché zu Réiden an net op eng aner Plaz. Dat heescht, mir hu wierklech de Problem, mir hunn ... Ech soen Iech souguer: Den Zentrum vun der Nordstad, deen ass am Cactus zu Angelduerf!

(Interruption par M. Jean-Paul Schaaf)

Majo, Jean-Paul, et ass esou, well wann et reent, dann ass kee bei Dir an der Foussgängerzon, si sinn all beim Namur am ...

(Hilarité)

Et ass d'Realitéit. Dat heescht, ...

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Et ass awer och een zu Ettelbréck ...

(Brouhaha)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | ... mir musse gemeinsam iwwerleeën, wéi mer d'Stadzentren an d'Duerfzentren erëm attraktiv maachen. A mir probéieren elo mam Réidener Kanton an der Kantonalhaaptstad dann, also an deem Anker, nozedenken, wéi mer dann iwwer e Guichet unique staatlech Servicer, kommunal Servicer an och Post- a Bankservicer zesummeleeën, fir iwwerhaapt emol erëm eng Masse critique ze kréien. An ech mengen, dat ass eng konkreet Äntwert, déi mer als Regierung op eng konkreet Demande probéieren ze ginn.

A lieweg Dierfer, dat ass immens wichteg. Mee do gëtt et och Gemengen, déi maachen dat super gutt. Ech war elo zu Bauschelt. Bauschelt huet zu Sir e Café, dee gëtt vun engem Veräi bedriwwen, well se net méi d'Masse critique hate fir e kommerzielle Café. Si hunn e mobille Stand, dee vun der Famille bedriwwe ginn ass (veuillez lire: dee vum Familljeministère ënnerstëtzt ginn ass). Dat heescht, wa mir Gemengen hu mat Buergermeeschteren, déi aktiv sinn, da geschitt och eppes um Terrain, a mir als Regierung ënnerstëtze se.

(Interruption)

Wann ech dann op den ëffentlechen Transport kommen, ech hunn elo grad gekuckt, wéi vill Bussen zu Bruechtebaach de Moie fortgefuer sinn: sechs Bussen innerhalb vun 1 Stonn 20! Eisen ëffentlechen Transport kascht 120 Milliounen. Souguer an der Schwäiz hutt Der net deen Takt, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn an den Dierfer. Dir hutt e Stonnentakt iwwert d'ganz Woch an en Hallefstonnentakt an de Spëtzenzäiten. Dat kascht 120 Milliounen zesumme mam Schoultransport!

An elo kann ee vill kloen, mee ech mengen, wann een iwwert den ëffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg schwätzt, och am ländleche Raum, da muss een awer och fair sinn, wat déi lescht Jore vum François Bausch do opgebaut ginn ass. An natierlech ass an där Reform, déi elo gemaach ginn ass, dat eent an dat anert nach ze optiméieren. An all Dag gëtt mat de Gemenge geschwat – wann ech nach eng Kéier op Bauschelt kann zréckkommen: Mir kucken och, dass do elo e Bus kënnt bis uewen op den Hareler Poteau, well do si bewosst Demanden. Mee mir reagéieren déi ganzen Zäit drop.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | An de Moie war ech op der Schweebecher Bréck, um Park&Ride, vum Réidener Kanton virgeschloen: fënnef Bussen d'Stonn! Mir hu mëttlerweil 80 bis 120 Autoen, déi do stinn, wou d'Leit dee super gudde Service do wouerhuelen.

Dass den Tunnel agebrach ass, duerfir kann de Minister net. Dat, wat de Minister mécht, ass, en Ersatzverkéier organiséieren. Hien hätt och nach méi Bussen, mee en huet net méi Chauffeuren! Also, nach eng Kéier, d'CFL an de Ministère maachen alles, fir dat esou gutt wéi méiglech ze organiséieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | A fir Iech ze weisen, a wéi eng Detailer mer ginn: Mir féieren elo, oder si féieren elo an enger Woch en extrae Busarrêt an hannert der Pattonsbréck, wann s de vun Angelduerf op Ettelbréck kënns, fir dass déi Leit, déi vun House mussen am Moment bis eroffueren, a vu Clierf, bis op Ettelbréck, dass déi do kënnen erausklammen an den Zuch nach kréien. Dat heescht, et gëtt déi ganzen Zäit probéiert, fir deem Misär entgéintzewierken. An ech mengen, natierlech si mer all frou, wann den Tunnel geschwë kann opgoen.

Ruffbus: De Mobilitéitsministère kuckt am Detail an en ass och amgaang ze iwwerleeën, fir do e gréisse Pilotprojet ze maachen. An den Housener Contournement: Ech gesinn Iech elo geschwënn all hannert dem Bändchen! Da gëtt en no 30 Joer Realitéit, an dat ass och de François Bausch, deem een do ka Merci soen.

Plusieurs voix | Très bien!

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha et interruptions)

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | An dann nach vläicht zréck bei d'Muselmetropol, op Gréiwemaacher. Léiwen Här Gloden, Dir sot, d'Regierung soll dach emol „endlech" eppes maachen am Grenzverkéier. Dir selwer sidd Member vum Entwicklungskonzept Oberes Moseltal. Dir selwer wësst, dass mer am Moment scho Garen op der däitscher Säit identifizéiert hunn, wou mer elo Mobilityhubs himaachen. Dir wësst, dass Gespréicher lafen zwëschent der Lëtzebuerger Regierung an der däitscher Regierung an dass mer och iwwert den Interreg déi Projete wäerte finanzéieren. Firwat sot Der et net?! Firwat maacht Der hei, wéi wann net do géif eppes geschéien?

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Also do hutt Der zwar net gutt nogelauschtert, well ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Gloden!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Pardon.

M. Fernand Etgen, Président | Wann ee gär d'Wuert hätt, da freet een et!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Fait personnel. Ech sinn ugeschwat ginn. Kann ech d'Wuert wannechgelift kréien, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Här Turmes, sidd Der d'accord, datt den Här Gloden Iech eng Fro stellt?

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Jo, ech hu se bal provozéiert.

(Hilarité)

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Nee, den Här Turmes huet mer wierklech net nogelauschtert, well ech hu grad bei deem dote Punkt vum grenziwwerschreidende Verkéier gesot, datt d'Regierung ëmmer erëm eppes mécht. Mee mir musse weider zesummeschaffen. Ech hunn net gesot, do gëtt näischt gemaach, Här Turmes. Dir musst nolauschteren, wat den éischte Pouvoir vum Land Iech seet!

(Hilarité et exclamations)

Well ech weess, datt Der reegelméisseg do intervenéiert. Mee Fait ass haut: Mir ginn ënner am Verkéier a mir brauche méi Brécken am grenziwwerschreidende Raum. Déi Gare zu Wellen, hutt Der déi gesinn? Hutt Der gesinn, wéi déi erausgesäit? Do klëmmt keen eraus an et wëll och keen dohinnergoen. Duerfir, leet mer keng Wierder an de Mond, déi ech net gesot hunn!

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire | Gutt, also mir liesen dann herno am Rapport, wéi Der dat am Ufank ausgedréckt hat.

Mir bauen och, an ech mengen, dat wësst Der och, mir sinn amgaang ze kucke fir eng Foussgänger-, Vëlosbréck vun Nëttel eriwwer op Meechtem. Dat heescht, mir maachen haut scho ganz konkreet Projeten, fir eeben de Grenzverkéier ze verbesseren. A mir schaffen och mat der Grenzregioun zesumme beim Wunnengsbau.

A vläicht nach un den Här Goergen: Dir hutt gesot, d'Regierung misst emol endlech eppes Grenziwwerschreidendes maachen. Dat hat ech gëschter hei erklärt: Mir hunn elo siwe Brécken an deem noe Grenzland, am Moment ginn déi Workshoppe gemaach an do sinn all déi Stéchwierder, déi Dir virdru gesot hutt, dat maache mer do. Dat heescht, ech schécken Iech eng Invitatioun op den nächste Workshop an der Péitenger Géigend.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landesplanungsminister. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Landwirtschaftsminister, Minister fir d'Entwécklung vum ländleche Raum a Wäibauminister, den Här Claude Haagen.

Une voix | Wéi vill Zäit ...?

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Zéng Minutten, Dir hutt nach u sech dann alles dat, wat Parole après-ministre war: Dat waren aacht Minutten, néng Minutte bei der Madamm Lenert an et waren dräi, véier Minutten elo beim Här Turmes. Da si mer op 40 Minutten am Ganzen. Da si mer zéng Minutte méi, wéi dat ass, an ech mengen, dann ass dat korrekt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech mengen, dat musse mer an d'Reglement setzen, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Ma nee, et war Parole après ministre, wat hei anescht war. Ech hat genau opgepasst, ech wëll dat betounen. Här Haagen, zéng Minutten.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | O! Merci, Här President. Ech kucken, fir ënnert deenen zéng Minutten ze bleiwen. Ech mengen, d'Diskussiounen iwwert de ländleche Raum sinn hei gutt gefouert ginn. Ech géif och dem Interpellant Merci soe fir déi Diskussioun, och, fir de Sujet op den Ordre du jour ze setzen. Ech géif eis just alleguerte recommandéieren, vläicht déi nächst Kéier déi Interpellatioun net dräi Woche virun de Gemengerotswalen ze maachen.

(Interruption par M. Léon Gloden)

Dat huet näischt ... Ech weess, datt se éischter ugefrot war. Dat ass kee Reproche un Iech. Mee mir wësse jo dann, wéi verschidden Dossieren hei traitéiert ginn.

Une voix | Voilà!

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | An ech probéieren awer, dat an aller Objektivitéit ze kucken, well et e Sujet ass, dee wichteg ass fir d'Gemengen, am Aklang mat de Gemengen, an der Zesummenaarbecht mat de Gemengen, mat de Regiounen an och mat der Regierung, quelle que soit la couleur politique. Ech mengen, dat si mer de Leit dobausse schëlleg, och wann een – an ech weess et, ech komme jo och aus dem Buergermeeschterwiesen – dann e bësse méi empfindlech ass an och ëmmer kuckt, fir seng Projeten iergendwéi ënnerstëtzt ze kréien.

Ech ginn, wéi gesot, net op vill Detailer an. Ech wäert haaptsächlech op Froen äntwerten. Et ass d'Duerfentwécklung ugeschwat ginn, déi ganz wichteg ass. De Ministère hei ass de Ministère vun der Landwirtschaft. Dat ass eleng schonn déi ländlech Entwécklung: „Land-Wirtschaft", et gëtt also gekuckt, wat mer um Land kënne wirtschaften. An dësem Fall ass dat vis-à-vis vun der Agrikultur, vun der Landwirtschaft, d'Sécurité alimentaire. A verschidde Virriedner hunn et gesot: Mir mussen oppassen, datt mer net op eemol bei der Landwirtschaft Akerland ewechhuelen, soudatt mer d'Sécurité alimentaire net méi assuréiert kréien! Och dat ass e Souci vun der Landwirtschaft. An dat ass och e Souci vun de Gemengen an et ass e Souci vun de Leit dobaussen. Dat muss also alles am Aklang sinn. Dofir ënnerschreiwen ech och déi Ausso, datt net iwwerall alles kann ugebuede ginn, well soss kënne mer dat doten net maachen, och par rapport zum Logement net.

An dat bréngt och d'Gemengen, d'Regiounen an och d'Regierung an d'Verantwortung, fir vläicht aner Konzeptiounen ze bréngen. An do si mer jo an den Diskussiounen, am Logement zum Beispill, voll dran.

D'Duerfentwécklung, d'ländlech Entwécklung, de Wäibau. Wäibau, dat heescht, do gëtt de Wäi produzéiert. Do hu mer déi selwecht Diskussioune par rapport zu der Besiidlung an och par rapport zu der Utilisatioun vun der Muselgéigend. An dann natierlech déi ländlech Entwécklung, wou mer haaptsächlech an d'Duerfentwécklung ginn, wat massiv pousséiert gëtt, och vum zoustännege Landwirtschaftsministère, dat awer ëmmer mat de ländleche Gemengen zesummen. An do ass et eeben d'Zil, fir d'Liewensqualitéit ze verbesseren, d'Zesummeliewe vun den Duerfgemeinschaften ze stäerken an och d'Wirtschaft ze diversifizéieren, natierlech am Aklang mat de Gemengen an am Aklang souwuel lokal wéi regional, mat Zoningen. An d'Zoninge sinn och hei ugeschwat ginn. Mir mussen oppassen, wou mer Zoninge setzen – dofir ass och de Plan sectoriel do –, well dat dann erëm au détriment vun der landwirtschaftlecher Produktioun oder vum Wäibau kéint goen.

Een Instrument ass de LEADER, dat heescht, den europäesche LEADER, deen am zoustännege Ministère iwwert d'nohalteg Entwécklung an déi ländlech Entwécklung ganz massiv pousséiert gëtt. Den Här Bauler hat mech gefrot, fir do e puer Zuelen ze kréien. Ech hunn déi natierlech séier nogekuckt:

Bei der Duerfentwécklung am Zäitraum 2014 bis 2022 sinn 28,4 Milliounen Euro investéiert ginn, déi momentan subventionéiert gi sinn, déi och iwwerwise gi sinn. Dat sinn 113 Projeten. Dat sinn 100 kommunal an 13 privat Projeten, Duerfplazen, Muséeën, Kinoen, Kultur, Veräiner, wou mer dat gemaach hunn. An déi Iddi vum LEADER ass jo eeben e Bottom-up, dat heescht, datt d'Bevëlkerung mat de Syndicat-d'initiativen, mat de Gemengen, mat den Associatioune kënne kucken, wat se an hirer ländlecher Gemeng brauchen.

Wa mer elo de LEADER kucken, dann hate mer 157 LEADER-Projete vun 2014 bis 2022, also Stand 31. Dezember d'lescht Joer, an deene fënnef LEADER-Regiounen, wat der och jett sinn. An Dir wësst selwer, datt mer an deene ländleche Gemengen oft do dervu profitéieren, well dann och erëm eng Dynamik kënnt, souwuel bei de Veräiner wéi bei den Awunner – och bei Leit, déi nei bäigezu sinn, dat solle mer net vergiessen – an den Uertschaften, déi dovu ganz begeeschtert sinn.

D'Landwirtschaft, an do kommen ech op verschidde Froen, ass natierlech am ländleche Raum do fir eng nohalteg an och fir eng ëmweltgerecht Produktioun vu Liewensmëttelen an natierlech och fir d'Preservatioun vun der Natur an de Kulturregiounen.

D'Madamm Gary huet mech gefrot zum Glyphosat. Dir wësst, datt par rapport zu der Landwirtschaft Glyphosat jo elo erëm erlaabt ass, dat heescht, datt dee Verbuet iwwer en Arrêt opgehuewe ginn ass an datt eng Etüd an Optrag gi ginn ass un de LIST, fir eeben ze kucken, wat d'Spezifissitéit par rapport zu deem Arrêt ass: Lëtzebuerg par rapport zu där Regioun, wou Lëtzebuerg sech situéiert. Dat ass an der Maach. Ech rechnen dermat, datt dat, kommt, mer soen, am Juni, Juli wäert kommen.

Am Juli wäert och de Rapport vun der EFSA kommen um EU-Plang par rapport zum Glyphosat, well d'Autorisatioun vum Glyphosat, mengen ech, Mëtt Dezember an der EU ausleeft. Déi ass d'lescht Joer verlängert ginn, 2022, fir ee Joer, op 2023. An elo steet an der Diskussioun an der Kommissioun, datt de Glyphosat 2023 erëm fir fënnef Joer verlängert gëtt. An déi Decisiounen, déi wäerte falen a Fonctioun vun deenen Etüden, déi ech elo grad genannt hunn, souwuel um europäesche Plang wéi och um nationale Plang. Well soss komme mer an déi selwecht Situatioun, datt mer um Niveau vum Tribunal oder der Cour administrative dee Verbuet net kënnen oprechterhalen. E muss also esou begrënnt sinn, datt en och wierkt.

Do kann ech Iech also nach net soen, wat déi Decisioune si vun der Regierung, also vun der Regierung par rapport zum Glyphosat, well mer jo déi Etüd ofwaarden. Ech kann Iech awer soen, datt mer, ier de Glyphosat verbuede ginn ass, iwwer Aidë vum Landwirtschaftsministère jo och de Wënzer an de Baueren, dem Uebstbau an och dem Geméisbau gehollef hunn, fir de Glyphosat ze kompenséieren, deenen, déi dat net huelen, déi de Glyphosat net uwennen. Do gëtt et also eng finanziell Entschiedegung. Déi hu mer och actuellement am Agrargesetz an och am PSN (ndlr: Plan stratégique national) iwwert d'Big Movers dran, nach ass et awer vläicht eng finanziell Entschiedegung dann.

Bei de Wënzer – Dir waart op där selwechter Versammlung wéi ech, bei de Privatwënzer, mengen ech, gëschter oder virgëschter –, do kéint een och op de Wee goen, fir fir de Privatwënzer oder am grousse Ganzen de Wäibau sech eng Kéier ze iwwerleeën, ob een dat net an d'AOP mécht. Mee dat ass eng Decisioun vun hinnen, déi wëll ech net ... Dat ass eng Méiglechkeet, mee déi muss dann och gewollt sinn. Ech weess och net, ob déi gedroe gëtt.

An déi mechanesch Onkrautmaschinn, Madamm Modert, do gëtt eeben deen Top-up och bezuelt am neien Agrargesetz. Ech schwätze vun deem neien Agrargesetz par rapport zum Règlement grand-ducal iwwert d'Investissementer, wat elo prett ass. Dat wäert an d'Landwirtschaftskummer goen, an da gëtt dat natierlech och mam Secteur zesumme beschwat. Dat ass och eng Méiglechkeet, fir deem entgéintzewierke par rapport zu der Utilisatioun vum Glyphosat, wa mer dat mat de Maschinne mat subventionéieren.

D'Promotioun vu lokalen a regionale Produiten ass ugeschwat ginn. „Regional, saisonal, sou frësch, sou Lëtzebuerg", dat ass eng Campagne, déi mer haten. Mir hunn d'Campagne AntiGaspi, dat wësst Der. Mir hunn d'Campagne mam Giele Band, fir eeben d'Leit drop opmierksam ze maachen, ëmmer méi lokal, regional an och Bioproduiten ze consomméieren. Mir maachen do déi néideg Publicitéit an och d'Zesummeschaffe mat deene verschiddenen Associatiounen ass do ganz gutt.

D'Modernisatioun vun de Bauerebetriber wollt ech kuerz eng Kéier uschwätzen, well dat d'Kompetitivitéit vun den nohaltege Produktiounsmethoden och fërdert. Wann een investéiert, dann hëlt een déi nei Produktiounsmethoden. Do sinn am Joer 2022 99 Projete mat iwwer 150.000 Euro pro Projet finanzéiert ginn a ronn 400 Projeten ënner 150.000 an der Period vun 2017 bis 2022. Och do hu mer e Renouvellement allkéiers bei den Investissementer. Et ass also net esou, datt do net investéiert gëtt. Do gëtt vill investéiert an do ass och eng gutt Zesummenaarbecht mat de Leit vum Secteur an och mam Ministère selwer.

D'Installatioun vu jonke Baueren, do ginn ech kuerz drop an. Mir hunn 20 nei Installatiounen 2022 a mir haten der 161 iwwert d'Period 2014 bis 2022, déi gefërdert gi sinn. Natierlech hunn och Betriber opgehalen, dat wëll ech och net verheemlechen.

Verschidde Promotioun vun nohaltege Produkter kënnt ëmmer méi am Respekt vum Klima a vun der Ëmwelt. Wa mer dat neit Agrargesetz kucken an och par rapport zum PSN, dann ass et och esou, datt mer déi Agrarëmweltmoossnamen ëmmer méi wäerte férderen, déi zu dem Waasserschutz, dem Erosiouns- an dem Klimaschutz bäidroen, an natierlech och d'Betriber domadder iwwert déi concernéiert Fläche wäerten ënnerstëtzen. Dat Ganzt ass natierlech, fir déi ländlech Regiounen – an da kommen ech op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hunn – attraktiv ze halen, fir d'Awunner selwer an och fir d'Touristen. Dofir ass et och wichteg, datt mer weider an déi dote Mesüren investéieren, dat am Interêt vum ländleche Raum.

Ech ginn elo net op déi aner Froen an, déi gestallt gi si par rapport zu der Mobilitéit, do huet den Här Turmes schonn driwwer geschwat. An iwwert d'medezinnesch Versuergung huet d'Madamm Lenert geschwat.

Vläicht nach zu de Zone-d'activitéen, wat ech nogekuckt hunn: Do ass déi vun Ëlwen, wat ëm 14 Hektar sinn, déi ageweit ginn ass am Oktober 2022. Dann ass d'Zone d'activité régionale Fëschbech bei Clierf, déi, mengen ech, ëm 14 Hektar – wéi et geplangt ass – an d'Luucht geet fir 2026/2027. De PAP/Kommodo ass amgaang gekuckt ze ginn. Zu Noutem gëtt eng regional Zon gemaach mat 14 Hektar op der Décharge pour déchets inertes, wou d'Terrainsproprietéite gewiesselt ginn. An da kënnt Réiden nach mat enger Extensioun vu 6,5 Hektar, déi an der Planifikatioun ass. Dat wäert fir 2026 sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, Dir misst elo zum Schluss kommen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo. Soudatt mer och probéieren, am ländleche Raum mat de Gemengen a Gemengesyndicaten zesummen eeben och déi Optimisatioun hinzekréie par rapport zu der Mobilitéit, par rapport zum Wunnraum a par rapport zu der industrieller voire landwirtschaftlecher Produktioun.

Ee lescht Wuert – ech mengen, dat war och ugeschwat ginn – par rapport zur Digitalisatioun, Glasfaser. Wat interessant ass, mir hunn Home connected an Home passed. Home passed, dat ass, wa ganz einfach d'Glasfaser an der Strooss verluecht ass an nach net un d'Haiser ugeschloss ass. A mir hunn dann Home connected, do sinn d'Haiser schonn ugeschloss. Do wëllt POST Lëtzebuerg bis 2025 90 % a bis 2030 100 % Couverture erreechen, fir dat Ganzt ofzesécheren, soudatt mer dann och iwwert d'Very-high-Capacity-Networks all de Menagë mat engem Gigabyte kënnen dat Digitaalt am ganze Land ubidden. Ech mengen, dat ass och eng Informatioun, déi wichteg ass, d'autant plus, datt dat och beim Teletravail ee wichtege Moyen ass. Och do si mer amgaang drun ze schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen dann elo zum Vott vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Gloden deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gloden als Auteur.

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Merci, Här President. Ech mengen, ech sinn op d'Motioun am Kader vu menger Ried agaangen. Ech stelle fest, opgrond vun deem, wat d'Kolleeginnen an d'Kolleegen zu der Debatt hei bäigedroen hunn, datt besonnesch d'DP am Fong dës Motioun misst matdroen, well mir sinn op der selwechter Linn. An ech soen da Merci fir d'Zoustëmmung vun der DP fir d'CSV-Motioun. Well wa se hei géint déi Motioun stëmmen, da si se net kohärent mat hiren Aussoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

M. Gilles Baum (DP) | Wann Dir probéiert, d'DP op Är Linn ze kréien, Här Gloden, da musst Der ganz al ginn, well dat wäert Iech net geléngen!

Plusieurs voix | O!

M. Léon Gloden (CSV), interpellateur | Da sot Der de Leit net d'Wourecht.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot. Elo fuere mer schéin der Rei no.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, ech mengen, den Här Baum wollt awer méi soe wéi dat do.

(Brouhaha)

E wollt méi soen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat war en Zwëscheruff vum Här Baum.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum war kloer a prezis. Ech hat dat esou interpretéiert.

(Hilarité)

Da kritt den Här Baum d'Wuert fir d'éischt.

M. Gilles Baum (DP) | Ganz kuerz. Ech soen Iech Merci, Här President, dass Der mer d'Wuert gitt. Et war jo en animéierten Debat. Ech wäert Iech elo erklären, Här Gloden, firwat mer déi Motioun hei net matdroen.

Ech ginn hei duerch Är Punkten. Beim zweeten Tiret schreift Der: „à se doter d'une vraie politique en matière d'aménagement du territoire".

Une voix | Voilà!

M. Gilles Baum (DP) | Souwäit ech mech erënneren, hate mer gëschter hei en ausféierlechen Debat. Elo kann een averstane si mat där Politick, déi presentéiert ginn ass, oder net. Mee dass ee seet: „une vraie politique", vun der Terminologie hier gefält dat mer elo net wierklech.

Da frot Der an den nächsten Tireten, dass mer sollen Industriezonen – kommerziell Zonen, artisanal Zonen – an de Zone-ruralle maachen. Anerersäits ass de Creneau jo awer hei, dass eis Landgemenge solle Landgemenge bleiwen. Dofir hätt et fir meng Partei besser dragepasst, wann Der geschriwwen hätt, dass mer eis CDAen, eis Centres de développement et d'attraction, sollte weiderentwéckelen, och um ekonomesche Plang, an net, dass mer elo an all kleng Gemeng probéieren, Industrie- oder artisanal Zonen ze maachen. Ech soen Iech elo, zu Bäerdref oder zu Waldbëlleg kann ech mer dat do net wierklech virstellen an ech wéilt dat och net wierklech do gesinn. Déi Gemengen, déi CDA sinn, dat sinn déi, déi solle wuessen, dat sinn déi, déi sech sollen entwéckelen. An dofir wär déi Termonologie vläicht hei besser dra gewiescht.

Da frot Der „dans les meilleurs délais" – „dans les meilleurs délais" hätt Der dat gär – Ëmgeeungsstroossen an der Nordstad, zu Réimech, zu Iechternach. Awer Dir hutt vergiess, Här Gloden, dann hätt een hei och kënnen d'Stad Gréiwemaacher draschreiwen. An da wëll ech Iech soen, Dir hutt jo e puermol do uewe gesot, et géif näischt gemaach ginn, mee ech wëll Iech soen: De Contournement zu Iechternach, dat ass eng Never-ending-Story, déi huet scho mindestens 50, wann net 60 Joer! Wann een dann awer ëmmer heihinnerkënnt a deenen anere Leit seet, si hätten näischt gemaach, da géif ech Iech awer drun erënneren, dass Är Partei wärend 30 Joer zu Iechternach e Minister gestallt huet. Deen hätt sech jo da kënnen asetzen déizäit fir e Contournement vun Iechternach.

Mme Octavie Modert (CSV) | Dee Contournement, deen elo gemaach gëtt, ass vum Här Wiseler u geplangt ginn. Deen huet déi éischt Aarbechten doranner gemaach!

(Brouhaha)

M. Gilles Baum (DP) | Dann, wou ech ganz mat Iech averstane sinn, dat ass, dass mer eis RGTRs-Reseauen ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen.

M. Gilles Baum (DP) | Den RGTRs-Reseau ass jo reorganiséiert ginn, an esou e Busreseau ze reorganiséieren, dat ass jo näischt, wat een de baguette magique mécht an da fonctionéiert dat super, mee dat si Saachen, déi probéiert ginn. Et komme Linne bäi, et komme vläicht Linnen ewech. Den Här Turmes huet eis och e bësse gesot vun der Cadence. Ech mengen, dat ass e Prozess, deen evolutiv ass an deen een déi ganzen Zäit muss am A behalen.

Dann eppes, wat mer awer ... Ech soen Iech dat éierlech, dat gefält mer awer guer net, dat ass Äre virleschten Tiret, wou Der schreift: „à organiser une vaste offre de soins médicaux de haute qualité dans les zones rurales". Wann Der eis hei schreift: „de haute qualité", dann ass dat jo quasi ënnerstallt, dass mer am

Moment keng gutt Qualitéit oder eng „basse qualité“ an de ländleche Regiounen hätten. An ech wëll dat awer wierklech vun der Hand weisen, well alleguerten eis Leit an de medezinnesche Beruffer, ob se Infirmier, Aide-soignant oder Dokter sinn, an de ländleche Regiounen bestëmmt, an dat weess ech, eng fantastesch, eng wonnerbar an eng extreem engagéiert Aarbecht maachen! An dofir fannen ech dat vun der „haute qualité“ hei net gutt.

An dann Äre leschten Tiret: Jo, et kann een – a besonnesch an der Oppositioun an ech géif et net anescht maachen – alles fuerderen! Dir schreift hei: „de tous les équipements nécessaires afin d'assurer une prise en charge adéquate des patients et un service d'urgence.“ Ech soen Iech et éierlech: Et ass net méiglech!

(Brouhaha et interruption)

Nee, nee, nee! Probéier dat do elo net! Nee, du probéiers dat do ëmmer.

(Interruption)

Et ass einfach net méiglech an ech mengen och net, dass et zilfürend ass, an et ass de Leit Sand an d'A gestreet, wa mer hei soen: „Mir bréngen et fäerdeg, fir Iech iwwerall an all Gemeng alles unzebidden.“ Dat ass einfach net wouer!

Wat ganz wichteg ass, wat d'Madamm Hartmann gesot huet, dat ass, dass mer mussen Efforte maachen, dass mer Dokteren heihinner kréien, dass mer Dokteren ausbilden, dass mer Infirmièren ausbilden. Ech géif Iech recommandéieren – Dir sidd zwar net an der Santéskommissioun, duerfir entschëllegen ech dat –, mee de Rapport Lair nach eng Kéier ze kucken, dee mer 2018 virgestallt kritt hunn. Dat, mengen ech, ass am Gesondheetswiesen dee gréissten Challenge fir déi nächst Joren a Joerzéngten, deen op eis duerkënnt: d'Formatioun an de Rekrutement vun de Leit.

Voilà. Da wéilt ech ofschléisse mat deem, wat den Här Haagen gesot huet: Nom 11. geet et verschiddene Leit besser!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci. Den Här Baum huet elo grad och schonn d'Mobilitéit ugeschnidden, da brauch ech net méi vill drop anzegoen. En huet gesot, d'Mobilitéit „ass e Prozess, deen evolutiv ass“. Wat ech awer hei nach wëll betounen, ass, dass dee ganze Prozess schonn an engem grousse Plang drasteet, nämlech am Plan national de mobilité 2035, deen an zwee Kapitelen agedeelt ass, éischtens dat vun der Haaptstad, den Agglomeratiounen an de rurale Géigenden, wou genee déi heiten Thematik dran ass, wou awer och scho sämtlech Projeten a Pläng ze fanne sinn. Da kann een net maachen, wéi wann een elo nei Efforte misst maachen. Déi Efforte sinn elo schonn zanter zéng Joer gemaach ginn. A mir wäre frou, wann deen nächste Mobilitéitsminister gradesou äifreg géif zur Saach goen, well da kënnt dat Land hei méi séier weider.

Den zweeten Deel vum Plan national de mobilité 2035 ass op d'Multimodalitéit ausgeriicht, wou et drëms geet, Zuch, Bus, Auto a Vëlo gutt openeen ofzestëmmen. An och dat muss am ländleche Raum méiglech sinn. An dofir gräifen all déi Elementer an deem Plang openeen an aneneen. An et ass dat, wat mer all zesumme sollte fuerderen, amplaz eis hei ze verléieren an enger endloser Diskussioun iwwert den Ausbau vun der N7 op véier Spueren, wou jiddweree weess, dass dat bal net realiséierbar ass, mee dass dat, wat gemaach gëtt, genee d'Léisung ass fir den Norden, …

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | … nieft dem Ausbau vum ëffentlechen Transport an der duusser Mobilitéit.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, et ass een nom aneren, och fir Iech.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ech hat mech scho laang gemellt.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Motioun ass ganz interessant. Et sinn och vill Punkten dran, déi eis géife gefalen. Mee et sinn awer och Punkten dra wéi Trëntengerdall, ëmmer méi Contournementen, dann d'véierspuereg N7 – wat hutt Der nach? –, d'Mise à deux voies de la ligne du Nord des CFL, wou d'CFL erkläert huet, dat wär guer net esou einfach. Dofir kënne mer se leider net matstëmmen, well Der awer e bëssen ze vill vermëscht hutt.

Ech verstinn Ären Optimismus, mee esou einfach ass et awer net, mengen ech, alles, wat Der hei drageschriwwen hutt. An do sinn och e puer Saachen, déi eis – jo, mir wëllen d'Ëmwelt schützen – och net géifen esou als Projet gefalen. Dofir wäerte mir eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol wëll ech feststellen, dass déi heiten Interpellatioun eigentlech den Titel hätt sollen droen: „Eng Interpellatioun iwwert d'Diversifizéierung vum Gesondheetssystem.“ Dat anert ass an der Interpellatioun vill méi kuerz komm. Dat just als Virbemierkung.

Just zu den Erklärunge vum Interpellant, wéi si sech d'Organisatioun vun esou „soins médicaux de haute qualité dans les zones rurales“ virstellen. Do huet den Här Gloden gesot, d'Praxisse misste kënnen ageriicht gi mat schwéieren Apparaten. Ech fannen, dass dat eng ganz reduktiv Vue ass vun dem Virage ambulatoire, well niewent de Praxissen, de Gebaier, wou mir der Meenung sinn, dass déi net onbedéngt vu privaten Investisseure musse gestallt ginn, och d'Apparaten net, gehéiert dozou e ganze Koup méi, wouzou awer de Kolleeg Interpellant sech net geäussert huet, wéi zum Beispill:

Bleiwe mer am Rame vun deem solidaresche Gesondheetssystem, deen universell zougänglech ass? Bleiwe mer beim Conventionnement obligatoire oder komme mer op déi Etapp zréck, wou ech mech kann erënneren, dass d'CSV mol an enger Regierung war, déi den Deelkonventionnement wollt maachen? Si mer fir Continuité des soins oder si mer der Meenung, dass an esou Zenteren owes de Schlëssel kann ënnert den Teppech geluecht ginn? Si mer fir déi selwecht Aarbechtskonditiounen an déi selwecht Qualifikatioun fir dat Personal, dat an deenen Zentere schafft? Fir eis eng ganz weesentlech Viraussetzung! Si mer fir de Wildwuchs oder si mer wierklech fir d'Organisatioun, déi och eng gewësse Planung viraussetzt? Si mer fir oder géint d'Kommerzialiséierung vun der Medezinn?

(Brouhaha)

Mir hunn zu all deene Froe ganz kloer Äntwerten: Mir si fir eng Dezentraliséierung, mir si fir eng Medezinn no bei de Leit, mir si fir d'Reduktioun vun de Waardezäiten iwwerall do, wou et noutwendeg ass!

An ech wëll just dann als leschte Saz soen, op déi Boutade, déi den Här Gloden jo gebraucht huet: „30 Joer sozialistesch Gesondheetspolitick“. Ech wëll just soen, dass vun deenen 30 Joer 20 Joer d'CSV derbäi war an ech mech net kann erënneren, dass se jee eng Kéier de Gesondheetsminister beusproocht hätten. Also ware se jiddefalls déizäit ganz zefridde mat der Gesondheetspolitick vun der LSAP.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech hätt just eng kleng Suggestioun un eis Kolleege vun der CSV, an zwar, fir op der zweeter Säit an dem Alinea 10 – dat hunn ech mol gezielt – bei deene Contournementen Nordstad, Réimech, Iechternach nach Käerjeng an Hesper derbäizeschreiwen, ech mengen, dat géif awer derbäigehéieren. Dat wollt ech just als Suggestioun matginn. Dat kënne mer sou maachen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann huet d'Madamm Myriam Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also leider kënne mir eis och net positiv zu dëser Motioun ausloossen, well et ass fir eis wierklech e bëssen e Fourre-tout: Op där enger Säit hätte mer gären e performanten ëffentlechen Transport an dëser Motioun an op där anerer Säit baue mer awer wéi wëll nach Contournementen aus. Dat geet einfach net zesummen! Et muss ee sech wierklech decidéieren, wat ee gär hätt. A wann ee gären e performanten ëffentlechen Transport hätt, steet deen ëmmer am Géigesaz zum Auto. Wann den Auto ëmmer nach méi performant ass wéi den ëffentlechen Transport, huelen d'Leit net den ëffentlechen Transport.

An de Problem vum ëffentlechen Transport – ech mengen, ech verstinn, wat de Minister Turmes wollt soen – ass: En ass awer net gutt, nach ëmmer net! Mir kënnen eis dat hei esou schéischwätzen, wéi mer wëllen, a mir kënnen och esou vill Suen ausginn a soen, wéi vill Sue mer ausginn hunn, mee en ass nach ëmmer net gutt! En ass souguer am Süden nach ëmmer net gutt!

Ech mengen, déi Leit, déi en ëmmer huelen … An heibannen, ech soen dat elo nach eng Kéier, sëtze leider net déi Leit, déi all Dag ëmmer erëm mam ëffentlechen Transport geplot sinn! Ech huelen e vill! Ech huelen e vill an ech kucken och heiansdo, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… wéi een an den Norde kënnt. Dat ass onméiglech, gell! An dofir, mengen ech, muss ee wierklech den ëffentlechen Transport ausbauen. Nei Brécke bauen, bon, vläicht sollt een einfach emol kucken, datt ee manner Autoen huet, déi iwwert déi Brécke fueren. Et muss een eng Kooperatioun hu mat der Grouss-regioun, Dir hutt et gesot.

(Interruption)

Nee, nee, ech schwätze jo net vun Iech, hei geet awer vu méi Brécke rieds. Ech mengen, den Auto ass e Luxus! Mir hu ganz vill Leit, déi hu kee Luxus. Wann Der Iech ëmkuckt – an ech muss elo meng Wierder e bësse weien –, wien an de Busser an an den Zich sëtzt ëm gewëssen Auerzäiten, da sinn dat Leit, déi net de Luxus hunn, en zweeten, en drëtten, e véierten

Auto ze hunn. Déi mussen den ëffentlechen Transport hunn. An duerfir musse mer kucken, datt deen nach méi performant gëtt, an zemools och an deenen heite Regiounen. Dat ass absolutt noutwendeg a wichteg. An duerfir kënne mir dat hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Ech mengen, elo kënne mer zum Vott kommen iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Et feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 22 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Max Hengel), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der ADR-Fraktioun deposéiert ginn ass. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Mäi ganz fläissege Fraktiounskolleeg André Bauler huet sech d'Méi gemaach, fir an d'Déift ze goe vun dëser Motioun an huet eng Recherche gemaach. An den André Bauler huet festgestallt – hei schwätze mer jo vun de Kantonalhaaptstied –, dass an all Kantonalhaaptstad eng Post ass, ausser zu Clierf, well déi ass zu Maarnech, an ausser zu Réimech, well déi ass zu Mondorf. An en huet och festgestallt, dass an all Kantonalhaaptstad eng Spuerkeess ass.

Plusieurs voix | Nee.

M. Gilles Baum (DP) | Da sot mir, a wat fir enger keng ass, wannechgelift.

M. Gilles Roth (CSV) | Majo op der Cap.

M. Gilles Baum (DP) | Ok. Da musse mer dat nach eng Kéier kucken, dann hat en ze séier ...

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Baum (DP) | Jo, esou kann een et natierlech och dréien. Ech wëll just an engem Saz soen, an dat wësst Der alleguerten: Mir schwätzen alleguerten hei uewe vum Digitaliséieren, vun digitale Servicer, an dat ass einfach an der Aarbechtswelt, bei der Post, bei der Spuerkeess a bei all deenen aneren ukomm! Dat ass eng Realitéit. Bon, ech hunn Iech jo elo gesot – ausser dass Der mer elo gesot hutt, et wär keng op der Cap, ausser zu Mamer –, dass an de Kantonalhaaptstied déi Servicer hei ugebuede ginn. Duerfir géif ech mengen, déi heite Motioun wär superfetatoire.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Goergen. Ech wëll jiddereen drun erënneren, datt jidderee seng Riedezäit, den Temps de parole, scho wäit iwerschratt huet. Duerfir ganz kuerz.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, eng ganz kuerz Reaktioun kann ech do och ginn. Also ech verstinn, op wéi ee Punkt dass Der eraus wëllt. Mee ech hat virdrun a menger Ried jo ugedeit, dass mir éischter fir eng mobill Léisung wären oder fir gedeelt Büroen, well et däerf een an där ganzer Diskussioun jo net vergiessen, dass esou Bankagencen och mat Fraise verbonne sinn. An et si jo awer och gewësse Parteien, déi ëmmer direkt jäizen, wann d'Fraisen herno um Kont e bëssen eropgaange sinn; well déi musse jo awer och iergendzwousch dat Geld erëm eranhuelen, wann iergendzwousch eng Agence ass, wou vläicht nëmmen zwee, dräi Leit am Dag kommen. An do ass eng mobill Léisung oder e gedeelte Büro op Rendez-vous eng vill besser Solutioun, wéi wann een elo dee ganzen Dag iwwer eng Bank ophält.

An ech kann Iech soen: Dat ass net nëmmen e Problem vum ländleche Raum! Rodange krut och d'Spuerkeess zougemaach, a mir si jo bestëmmt net de ländleche Raum. Ech verstinn de Problem, mee mir wäerten eis enthalen, well mir éischter fir eng mobill Léisung sinn, fir eng méi flexibel Léisung, wéi fir un de Gebaier do festzehalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. D'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also mir fannen déi hei Motioun ganz sympathesch, well mir deelen dat, datt d'Leit, zemools eeler Leit – a mir hate virdrun eng Heure d'actualité iwwer eeler Leit, ech hunn och eeler Leit, déi ech kennen, déi mer ganz no stinn – mat der Digitaliséierung awer leider Gottes net ëmmer eens ginn. An iergendwann eng Kéier hunn déi och Problemer, mam Auto ze fueren, an da wier et awer ganz gutt, wa se zu Fouss, an enger Stad haaptsächlech, kéinten op eng Bank oder op eng Post goen.

Datt een dat vläicht regruppéiert, dat ass jo eng ganz gutt Iddi. Ech fanne wierklech, datt jo net jiddweree muss säin eegent Gebai a säin eegene Büro an esou hunn an datt een dat kann e bëssen aneschters organiséieren. Mee am Prinzipp si mir awer derfir, datt een eigentlech déi Basisservicer misst kënnen hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 25 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Elisabeth Margue) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Jessie Thill) et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 3

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 3. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Mir hunn hei am drëtten Tiret e Wuert, wat mer net gefält: Si schwätze vun enger „Violatioun vun eiser Verfassung". Bon, ech stelle fest, dass d'ADR d'Verfassung net kennt! Well wann d'ADR d'Verfassung géif kennen, da géif se wëssen, dass am Artikel 62 steet: „La Chambre des Députés représente le pays." A „le pays", dat sinn alleguerten d'Leit, déi am Land wunnen, vun null Joer bis ..., ech weess net, wéi al deen Eelsten ass, ob se d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn oder ob se déi net hunn. Ergo, dat, wat hei ugefouert gëtt, dass just vun deene walberechtegte Leit geschwat gëtt, ça ne tient pas la route, dat ass falsch. An dofir kënne mer déi hei Motioun natierlech och net matdroen.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop zréckkommen, dass mer viru Kuerzem och eng Motioun hate vun der ADR, déi mer debattéiert hunn, wou mer iwwert d'duebel Mandater geschwat hunn a wou gesot ginn ass, mengen ech, effektiv vun enger Majoritéit vun den Deputéierten hei, dass mer dat doten eng Kéier op de Leescht huelen. An dat ass vläicht de Moment, wou mer da musse soen, datt mer dat heiten och mussen op de Leescht huelen. Mee laut Verfassung representéiere mir all Mënsch, deen zu Lëtzebuerg wunnt an net nëmmen déi Walberechtegt. An dofir kënne mer déi heiten natierlech, well se fautive ass, net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Da freet den Här Kartheiser d'Wuert. Ech wëll em awer direkt soen, dass se am Fong hir ganz Riedezäit scho beim Discours vum Här Engelen verbraucht haten, inklusiv déi vun de Motiounen. Awer ganz kuerz.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech mengen, déi aner Parteien och, Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Nee, 13 Minutten 30 hat Dir.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, mee déi aner Parteien hunn och iwwerschratt elo.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, an hirer Riedezäit net.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, mir hunn net iwerschratt, Här Engelen.

M. Fernand Etgen, Président | Déi haten hir Zäit do nach net verbraucht.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, wannechgelift, bleift bei der Wourecht!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech ka kuerz sinn, Här President. Ech wéilt just den Här Baum bieden nozelauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum lauschtert ëmmer no.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt dem Här Baum soen, datt, wann et eng Partei heibanne gëtt, déi d'Verfassung gutt kennt, da si mir et!

(Hilarité générale et brouhaha)

An ech wëll Iech soen, Här Baum, ech wëll Iech soen, Här Baum, mat Ärem Argument, datt all Deputéierten d'Land vertrëtt, da gëtt et e puer Méiglechkeeten. Da kënne mer och d'Walbezierker ganz ofschafen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An da sinn déi ländlech Regiounen eeben net méi genuch vertrueden. An ech wëll Iech soen, an dat ass mäi leschte Saz, well den Här President huet mech opgefuerdert, kuerz ze sinn: Dir sidd en Deputéierten aus dem Osten an Dir plädéiert hei derfir, datt den Osten an dëser Chamber ënnerrepresentéiert ass! Ech géif dat an Ärer Plaz net maachen, dat ass e Feeler!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Här Baum?

M. Gilles Baum (DP) | D'Zuelen, wou sinn d'Zuelen? Et si keng do.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum, pour fait personnel, dat ass erleedegt. Den Här Goergen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat jo och nach Zäit iwwreg. Mee ech brauch just eng hallef Minutt. Mir wäerte se net matstëmmen, well mir éischter d'Iddi hunn, dass mer en eenheetleche Walbezierk am Land bräichten an net elo nach missten iergendzwousch un déi eenzel doktere goen. D'Iwwerleeung vun eis ass ganz einfach, dass een am Land ëmmer déi selwecht Gewiichtung vun enger Stëmm soll hunn, an dofir soll et en eenheetleche Walbezierk sinn, wou all Stëmm dat selwecht wäert ass fir d'Parlament.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da kritt den Här Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir stëmme se och net mat, deelweis aus deene selwechten Argumenter wéi déi, déi den Här Baum elo gesot huet, an och, well mer et net opportun fannen, fënnef Méint virun de Walen elo eng Diskussioun iwwert de Walsystem unzefänken. E Walsystem ass eppes, wou d'Leit musse Vertrauen dran hunn, wat Stabilitéit brauch, an do fänkt ee keng Diskussioun fënnef Méint virun de Walen un.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Ech mengen, da kéime mer elo zum Vott iwert d'Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 52 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 4 voix pour et 53 voix contre.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Félix Eischen), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Elisabeth Margue), Mme Octavie Modert, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mme Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Jessie Thill) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung, där leschter Sitzung virun de Gemengewalen, ukomm.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Déi nächst Sitzunge sinn nom 11. Juni, wou d'Gemengewale sinn, fir den 13., 14. a 15. Juni virgesinn. An ech wënsche jidderengem, dee Kandidat ass bei deene Wale vum 11. Juni, nëmmen dat Bescht.

(La séance publique est levée à 19.08 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Model European Parliament	7579	Fred Keup, Fernand Kartheiser	76
Achat de projets immobiliers privés par l'État	7627	Marc Lies	76
Accompagnement des ménages accueillant les personnes ayant fui l'Ukraine	7630	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	77
Automatisation de la conduite des trains	7631	Jeff Engelen	77
Langues parlées par le personnel du contrôle médical	7632	Jeff Engelen	78
Compensation écologique	7633	Myriam Cecchetti	78
Espionnage du Luxembourg par la Russie à travers la plateforme eSanté	7636	Sven Clement	79
Impôt foncier	7637	Marc Spautz	80
Imagerie médicale	7639	Josée Lorsché, Marc Hansen	80
Préretraite progressive	7640	Marc Spautz, Max Hengel	80
Échangeur Kirchberg	7642	Sven Clement	81
Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel	7643	Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm	81
Réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques	7644	Martine Hansen	81
Assistance judiciaire	7645	Marc Goergen	82
Réduction ponctuelle de la vitesse sur l'A6	7647	Marc Goergen	82
Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel	7648	Gusty Graas, Claude Lamberty	83
Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel	7650	Dan Biancalana, Lydia Mutsch	83
Connexions d'entreprises luxembourgeoises avec la Russie	7651	Marc Spautz, Laurent Mosar, Diane Adehm	83
Recyclage des batteries des voitures électriques	7652	Marc Spautz	83

Contournement de proximité d'Ettelbruck	7653	Carlo Weber	84
Formation spéciale pour secouristes	7656	Sven Clement	84
Utilisation croissante du protoxyde d'azote à des fins euphorisantes	7659	Mars Di Bartolomeo	84
Équipement informatique des élèves de certaines formations en agriculture	7664	Martine Hansen	85
Déploiement du réseau de fibre optique	7666	Francine Closener, Lydia Mutsch	85
Service de garde pédiatrique de l'Hôpital Kirchberg	7669	Gilles Baum, Carole Hartmann	86
Impact de la taxe CO_2	7671	Myriam Cecchetti	86
Marché du carbone	7672	Fernand Kartheiser	87
Fuite de biomasse à la station de biogaz à Beckerich/Hoevelange	7673	Myriam Cecchetti	87
Foyers pour femmes	7674	Nathalie Oberweis	89
Interdiction de l'application TikTok sur les appareils professionnels des institutions européennes	7675	Marc Goergen	89
Service de garde pédiatrique de l'Hôpital Kirchberg	7677	Martine Hansen, Max Hengel, Claude Wiseler	86
Tarifs de rachat du biogaz	7678	Fred Keup	89
Listes des candidats pour les élections communales	7679	Sven Clement, Marc Goergen	90
Maison pour les sportifs luxembourgeois	7680	Nancy Arendt épouse Kemp	90
Règlements grand-ducaux concernant la circulation sur toutes les voies publiques	7681	Fernand Kartheiser	90
Exclusion d'athlètes des Jeux olympiques	7682	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	90
Incidents dans l'espace aérien du Benelux	7683	Mars Di Bartolomeo	91
Gestion des stocks communaux de comprimés d'iodure de potassium du plan d'urgence national « Accident nucléaire »	7684	François Benoy, Jessie Thill	91
Accidents liés à des arbres pourris	7686	Marc Goergen	92
Utilisation des tablettes dans les écoles	7687	Fred Keup	93
Aides financières attribuées à des artistes ukrainiens	7688	Fernand Kartheiser	93
Service de transport Adapto	7689	Léon Gloden	94
Avertissements taxés	7692	Nancy Arendt épouse Kemp	94
Bail à ferme	7693	Martine Hansen	94
Lits d'hôpitaux	7694	Martine Hansen	95
Modernisation des cérémonies civiles de célébration de mariage et de partenariat	7695	François Benoy, Jessie Thill	95
Assurance dépendance	7696	Sven Clement	96
Prestations de la CNS	7697	Sven Clement	97
École nationale pour adultes	7698	Sven Clement	98
Procédure de classement d'un bâtiment	7699	Marc Goergen	98
Réglementations en matière de sécurité et de prévention d'incendie	7701	Pim Knaff	98

Model European Parliament | Question **7579** (09/02/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Wéi een an engem Artikel vu „L'Essentiel" vum 3. Februar 2023 noliese konnt (« Ils ont parlé homosexualité avec leur Premier Ministre »), huet den Här Staatsminister am Kader vum „Model European Parliament", un deem angeeblech méi wéi honnert Lycéesschüler aus zwielef Lycéeën deelgeholl hunn, geschwat.

An deem Zesummenhank hu mir follgend Froen un den Här Staatsminister:

1. Wéi eng Schüler waren op dës Veranstaltung invitéiert? Goufen dës Schüler no gewësse Krittären ausgewielt? Wa jo, no wéi enge Krittären?

2. Wéi vill Politiker ware bei dëser Veranstaltung present? Vu wéi enge Parteien?

3. Wéi eng Politiker goufen op dës Veranstaltung invitéiert, a vu weem? Goufen dës Politiker no gewësse Krittären ausgewielt? Wa jo, no wéi enge Krittären?

Réponse (26/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Vum 1. bis den 3. Februar 2023 huet am Forum Geesseknäppchen déi national Sessioun vum Model European Parliament (LuxMEP 2023) stattfonnt. Dëst Evenement, dat traditionell vum Lycée Aline Mayrisch organiséiert gëtt, riicht sech an éischter Linn u Schoulen aus dem EPAS-Reseau (European Parliament Ambassador School); invitéiert ginn awer och aner interesséiert Schoulen. D'Schüler setzen sech mat der Europapolitick auserneen a simuléieren d'Aarbecht vum Europaparlament.

D'Schüler, déi un dësem Evenement deelhuelen, si gewéinlech déi, déi sech an hire respektive Lycéeën an Optiounen ageschriwwen hunn, an deenen se sech mat politesch relevante Sujete beschäftegen.

Fir de Lien vum Projet zur reeller Politick an der politescher Aktualitéit ze sécheren, invitéiert de Lycée Aline Mayrisch an der Reegel och een oder zwee vun de Lëtzebuerger Vertrieder am Europaparlament; am Joer 2022 waren dëst den Här Christophe Hansen an d'Madamm Isabel Wiseler-Lima, 2023 war dëst den Här Marc Angel (deen déi Woch virdrun zum Vizepresident vum Europaparlament ernannt gouf) an d'Madamm Tilly Metz (déi leider verhënnert war). Donieft huet den Organisateur fir déi lescht zwou Editiounen och Vertrieder aus der Lëtzebuerger Regierung invitéiert, déi e Lien mat der Europapolitick hunn: 2022 den Ausseminister, 2023 de Staatsminister.

Achat de projets immobiliers privés par l'État | Question **7627** (21/02/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

D'Situatioun um Lëtzebuerger Immobiliëmarché bleift ugespaant. Dat zielt net nëmme fir d'Leit op der Sich no enger abordabeler Wunneng, mä och fir Promoteuren. D'Commandebicher gi méi eidel an d'Zuel vun de Baugeneemegunge geet erof. Derbäi kommen héich Energie- a Materialkäschten.

Fir ze verhënneren, datt Promoteuren op hire Projete sëtze bleiwen an Aarbechter an de Chômage falen, huet de Wunnengsbauminister ugekënnegt, dass de Staat gewëllt wier, privat Immobiliëprojeten opzekafen. An deem Sënn géifen aktuell Diskussioune mat verschiddene Promoteure lafen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

1. Wéi eng Projete géifen a Fro kommen, fir vum Staat opkaaft ze ginn?

2. Wéi wäit sinn d'Verhandlunge mat de Promoteuren a konnte schonns Eenegunge fonnt ginn?

3. Wa jo, wat sinn d'Konditioune vun esou enger Eenegung a Bezuch op de Präis pro m^2 (Surface construite brute – SCB)?

Den Här Minister war bis haut net favorabel, fir mat der Privatwirtschaft a Bezuch op d'Promotioun vu Bauprojeten zesummezeschaffen.

4. Opgrond vun der ugespaanter Situatioun um Immobiliëmarché, ass de Minister elo bereet, de privaten Investisseur beim Bau vun abordabele Wunnengen anzebannen?

Réponse (14/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. Wéi ech schonn de 6. Dezember an de 17. Januar an der Chamber konnt duerleeën, gouf et nach ëmmer d'Méiglechkeet, datt de Staat oder ee vun de Promoteur-publicken, de Fonds du logement oder d'SNHBM Wunnengen an der VEFA vu private Promoteuren opkeeft. De Staat keeft an deem Fall Immobilien, fir de Park vun den abordabele Wunnengen ze vergréisseren. Dat ass ouni Fro am Intérêt général.

Et steet also jidderengem fräi, dem Staat zu all Moment de Kaf vu fäerdege Wunnengen, vu Wunnengen an der VEFA oder vun Terrain unzebidden.

Et kënnen awer nëmme fäerdeg Wunnengen oder Wunnengsprojeten an der VEFA opkaaft ginn, déi vu vir era souwuel vun der Programmatioun, der Typologie an de Präisser kompatibel si mam Cahier des charges, deen zënter 3 Joer bei all Demande fir Aides à la pierre bei erschwéngleche Wunnengsprojete gëllt.

Dëse Cahier des charges ass um ëffentlechen Internetsite vum Ministère ënner follgender Adress ze fannen:

https://logement.public.lu/dam-assets/documents/professionnels/cahier_des_charges/20230118-cahier-des-charges.pdf

Op www.logement.lu fannen intresséiert Leit och méi Detailer zur Prozedur vun dësen Acquisitiounen:

https://logement.public.lu/fr/professionnels/acquisitiondelogementsenvefaparletat.html

Ech recommandéieren dofir allen Interessenten, fir sech am Virfeld vun hirer Offer mat dem zoustännege Service am Wunnengsbauministère a Kontakt ze setzen, fir déi néideg Informatiounen an Erklärungen zum Cahier des charges a senger Applikatioun ze kréien.

Den zoustännege Service ass ënnert follgender E-Mail-Adress ze erreechen:

foncier@ml.etat.lu

ad 2. Bei de VEFA-Acquisitiounen (wéi och beim Kaf vu fäerdege Wunnengen) analyséiert de Staat déi Offer, déi him virgeluecht gëtt. D'Verhandlunge gi just um Präis gefouert, insoufern den Objet dem uewe genannte Cahier des charges vun den Aides à la pierre gerecht gëtt.

Fir dës Analys ze maachen, gouf eng Kommissioun am Wunnengsbauministère geschaf, un där och Vertrieder vum Fonds du logement, der SNHBM an dem Finanzministère deelhuelen.

Bei dëser Analys geet et drëms ze kucken, ob den ugebuedenen Objet de Krittären an de Plaffonge vum Cahier des charges gerecht gëtt an dowéinst eng Opportunitéit fir d'Vergréissere vum Park vun ëffentlech abordabele Wunnengen duerstellt.

Déi Analyse lafen am Moment an et ass bis ewell nach kee Contrat de réservation ënnerschriwwe ginn en vue vun engem Kaf vun esou Wunnengen. Ech sinn awer zouversiichtlech, datt dëst an den nächste Woche ka passéieren.

ad 3. Ech verweisen hei op d'Äntwerten op déi viregt Froen a virun allem op de Cahier des charges. De Präis vun esou Wunnengen hänkt natierlech dovunner of, a wéi enger Regioun vum Land déi Wunnenge leien an ob et sech eventuell ëm Wunnengen handelt, déi ënnert déi 10 % erschwéngleche Wunnraum falen nom Artikel 29 vum Gesetz iwwert de kommunalen Amenagement.

Eng pauschal Äntwert ass also net méiglech.

ad 4. Et ass eng perséinlech Interpretatioun vum Här Deputéierten, deen et esou duerstellt, wéi wann ech net favorabel wier, fir mat der Privatwirtschaft a Bezuch op d'Promotioun vu Bauprojeten zesummenzeschaffen. Dat stëmmt awer net.

Et ass jo kloer, datt all Wunneng zu Lëtzebuerg vum Privatsecteur gebaut gëtt. Si ginn an der Reegel vu privaten Architekte geplangt, vun Ingenieursbüroe gepréift a schlussendlech ëmmer vu private Baufirme gebaut. Dat soll och esou bleiwen.

Am Moment investéiert de Staat ronn 200 Milliounen d'Joer an den erschwéngleche Wunnengsbau. Mir hoffen, dat op 300, an esouguer op 500 Milliounen d'Joer ze steigeren. Viru 6 Joer louche mer éischter bei 40–60 Milliounen. De Gros vun dëser hallwer Milliard fléissen an de Privatsecteur fir säi Bäitrag un dem erschwéngleche Wunnengsbau.

Da kënnt dobäi, datt mer mat dem neien Artikel 29 bis via Pacte Logement 2.0 e Mechanismus geschaf hunn, iwwert deen e privaten Entwéckler méi Baurecht kritt, fir erschwéngleche Wunnraum ze schafen. De privaten Entwéckler huet dann d'Méiglechkeet, an der VEFA fir d'ëffentlech Hand mat ze bauen. Iwwert dëse Wee gëtt séchergestallt, datt an neie Quartiere systematesch am ganze Land erschwéngleche Wunnraum entsteet, dee vu privaten Entwéckler mat gebaut ka ginn.

Mir hunn hei also eng Rei zousätzlech Opportunitéite geschaf, fir de Privatsecteur an d'Schafung vun erschwéngleche Wunnraum anzebannen.

Net zulescht gehéiert dozou och dat Konzept vun de Logements pour salariés, dat ech op den Assises du logement den 22. Februar präsentéiert hunn.

Accompagnement des ménages accueillant les personnes ayant fui l'Ukraine | Question **7630** (21/02/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Depuis le début de la guerre en Ukraine, des centaines de ménages au Luxembourg se sont engagés à accueillir des personnes et familles réfugiées dans leur logement privé. Environ un an après le début de l'invasion russe, il n'y a aucun signe de la fin de la guerre.

Selon nos informations, un nombre croissant de familles hôtes, ne pouvant pas s'engager dans la durée, désirent mettre un terme à la cohabitation et que d'autres solutions soient trouvées pour héberger les personnes réfugiées. Par conséquent, les personnes accueillies risquent de se retrouver sans logement. Dans un article de presse récent, une organisation de soutien des personnes ayant fui la guerre en Ukraine constate que le Luxembourg ne dispose pas de stratégie à long terme proposant des solutions durables et que les familles d'accueil ne reçoivent pas assez de soutien.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Combien de personnes ayant fui la guerre en Ukraine sont actuellement accueillies auprès de personnes privées au Luxembourg ? Quel est le nombre de familles hôtes ? Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre de ménages d'accueil désirant mettre un terme à leur engagement voire l'ayant d'ores et déjà terminé ?

2) Quelle procédure est appliquée si un ménage hôte, voire les personnes accueillies, expriment leur souhait de vouloir mette un terme à une cohabitation ? De manière générale, quel est le délai endéans lequel les organisations encadrantes peuvent offrir un nouveau logement aux personnes concernées ?

3) Existe-t-il un suivi régulier et proactif des familles hôtes et des familles accueillies, qui permettrait de détecter des problèmes dans les cohabitations ? Dans l'affirmative, comment se déroule le suivi ? Si des problèmes sont détectés au sein des ménages, quel soutien est offert aux personnes concernées et endéans quel délai ?

4) Monsieur le Ministre compte-t-il renforcer l'accompagnement des personnes privées accueillant les bénéficiaires de protection temporaire, voire mettre en place une stratégie à long terme encadrant le logement des personnes réfugiées au sein des familles d'accueil ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir plus d'informations à cet égard ?

Réponse (21/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) En date du 16 mars 2023, l'Office national de l'accueil (ONA) compte 1.800 dossiers de personnes ayant fui le conflit en Ukraine accueillies auprès de personnes privées au Luxembourg et qui bénéficient des aides matérielles et pécuniaires de l'ONA.

L'ONA ne dispose pas de chiffres sur les familles qui souhaitent mettre fin à leur engagement ; les personnes en informent l'administration rarement à l'avance.

ad 2) À tout moment, les bénéficiaires de protection temporaire (BPT) hébergés en privé peuvent intégrer une structure d'hébergement de protection temporaire (SHPT) de l'ONA (24h/24 et 7j/7). Les personnes peuvent à tout moment se présenter sur le site du primo-accueil au Kirchberg où elles sont accueillies avant d'être relogées vers une SHPT.

ad 3) L'ONA ne fait pas de suivi des familles hôtes directement, mais est en charge du suivi social et de l'encadrement des BPT. Il s'agit d'entretiens réguliers selon le besoin des personnes hébergées en privé.

L'ONA intervient également en cas d'urgence et propose des permanences sociales, respectivement une permanence téléphonique pour les BPT hébergés en privé. Par ailleurs, ceux-ci sont informés des possibilités d'intégrer une structure d'hébergement de l'ONA et reçoivent les informations nécessaires en cas de problèmes avec les familles d'accueil.

ad 4) La protection temporaire, accordée dans une première phase pour une durée initiale d'une année à compter de la date d'activation du mécanisme au niveau européen, donc jusqu'au 4 mars 2023, a été prolongée jusqu'au 4 mars 2024. Ainsi, les BPT qui résident au Luxembourg se verront prolonger leur protection jusqu'au 4 mars 2024.

Dans ce contexte, et afin de soutenir l'élan de solidarité des personnes privées souhaitant accueillir chez eux un BPT, un projet entre l'ONA, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, la Croix-Rouge luxembourgeoise et Caritas Luxembourg, financé par le Fonds européen « Asile, Migration et Intégration » (AMIF), intitulé « Accueil en famille de bénéficiaires de protection temporaire » pour les BPT hébergés en privé, a été mis en place en 2022. Le projet visait à rencontrer des familles d'accueil potentielles pour les préparer et les sensibiliser aux implications quotidiennes de leur engagement. Outre ce volet, le projet visait également à formaliser cet accueil et à mettre en place un suivi des BPT hébergés en privé. Le projet est actuellement en cours d'analyse afin de pouvoir procéder à une 2e phase qui sera plus axée sur l'encadrement des BPT vivant au sein des familles d'accueil.

Automatisation de la conduite des trains | Question **7631** (21/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An engem Interview, deen den 20. Februar ënnert dem Titel „Streben Verfügbarkeit von 98,5 Prozent an" am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht et, datt d'CFL bei der Moderniséierung vun hirem Fuerpark och no an no wëllen op Software fir automatescht Fueren ëmstellen (ATO), déi bis ewell haaptsächlech an de Metroe vu grousse Stied am Ausland agesat gëtt. De Maschinist géif dann zumindest bei den neie Modeller just nach als passiven Acteur an der Kabinn sëtzen, wärend d'Maschinn u sech computergesteiert gëtt. Aktuell beschäftegen d'CFL eng ronn 300 Maschinisten. Duerch d'Automatiséierung vun hirer Tâche gëtt aktuell d'Méiglechkeet vun enger Reduktioun vum Stroumverbrauch ëm 20 Prozent ugeholl.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi sech d'Automatiséierung vun den CFLs-Zich op der Streck mëttelfristeg op dat allgemengt Aarbechtsverhältnis- an d'Konditioune vun de Maschiniste wäert auswierken?

2. Kann den Här Minister eng Opstellung vun den Investitiouns- souwéi de Betribskäschte vun der entspriechender ATO-Software presentéieren a preziséieren, iwwert wéi een Zäitraum dës sech vis-à-vis vum Asaz vun „Humanressourcë" géif amortiséieren? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang garantéieren, datt en eventuelle Käschtendrock duerch de gratis ëffentlechen Transport net um Réck vum Personal ausgedroe gëtt?

3. Kann den Här Minister eng Opstellung vum Energieverbrauch vun der ATO-Software presentéieren a preziséieren, wéi héich d'Nettoreduktioun vis-à-vis vum duerchschnëttleche Verbrauch vun de mënschleche Maschinisten ausfält?

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'CFL equipéieren hir nei Zich vun de Serien 2400 an 2450 mat ATO (Automated Train Operation) vum Niveau 2. Beim Niveau 2 ass den Zuch weiderhi mat engem Lokféierer besat. Den ATO erlaabt dem Lokféierer, automatiséiert vun engem Arrêt op deen nächsten ze fueren. Wärend der automatiséierter Faart iwwerwaacht de Lokféierer d'Conduite. Am Fall vun enger Stéierung vum ATO fiert de Lokféierer selwer den Zuch. Den ATO ass esou konzipéiert, datt dëse System de Lokféierer bei der Duerchféierung vun senger Aarbecht entlaascht. D'Aarbechtsverhältnis an d'Konditioune vun de Lokféierer bleiwen onverännert.

D'Investitiounskäschte vum ATO-Projet leie bei circa 11 Milliounen Euro. Den ATO mam Niveau 2 erlaabt keng Personalaspuerung. D'Ziler vum ATO-Projet sinn: Aspuerung vun Energie/Reduzéierung vum CO_2-Ausstouss, Verbesserung vun der Pünktlechkeet, Verbesserung vun der Sécherheet, Erliichterung vun der Aarbecht vum Lokféierer.

D'CFL schätzen, datt den ATO hinnen erlaabt, fir den Energieverbrauch ëm mindestens 15 % ze reduzéieren.

Langues parlées par le personnel du contrôle médical | Question **7632** (21/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4008 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup vum 30. Juni 2021 schreift d'Madamm Minister: „Fir all d'Beruffer aus dem Gesondheetssecteur, déi ënnert d'Kompetenz vum Gesondheetsministère falen, gesinn déi jeeweileg Gesetzer vir, dass déi concernéiert Lëtzebuergesch verstoe mussen."

Elo ass et awer esou, dass dës Gesetzer oft net agehale ginn an datt déi jeeweileg Persounen net déi dräi administrativ Sprooche vum Land, bzw. op d'mannst zwou vun dësen administrative Sproochen, verstinn. Dat betrëfft och, sou kënnt eis reegelméisseg zu Oueren, Kontrolldoktere vum Contrôle médical (Santé a Sécurité sociale). Hei steet fir déi betraffe Patiente bzw. Salariéen oft vill um Spill, well d'Diagnos vum Contrôle médical iwwer de weidere Verlaf vun hirer Karriär entscheede kann.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Minister an un d'Madamm Minister:

1. Wéi eng Moossname gi geholl, oder wäerten an Zukunft vun der Regierung geholl ginn, fir datt d'Kontrolldoktere vum Contrôle médical sech mat de Salariéen, deenen hir berufflech Zukunft vun hinnen ofhänkt, op d'mannst an zwou vun den dräi Verwaltungssprooche vum Land ënnerhale kënnen? Ass d'Regierung gewëllt, eng Informatiounscampagne ze starten, fir d'Kontrolldokteren iwwer d'Noutwennegkeet vun enger sproochlech problemloser Kommunikatioun mat de betraffene Salariéen opzeklären?

2. Goufen et an deene leschte fënnef Joer Reklamatioune vu Salariéen, déi sech net mat hirem Kontrolldokter verstännege konnten? Wa jo, wéi vill?

Réponse (06/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Den allgemenge Manktem un Doktere mécht leider och net virum Kontrolldéngscht vun der sozialer Sécherheet (CMSS) halt. Dobäi kënnt, dass d'Verdéngschtméiglechkeete fir een Dokter beim Staat vis-à-vis vun engem Dokter am Liberalen, deem säi Revenu iwwert eng Nomenclature assuréiert gëtt, dozou féiert, dass wéineg oder esouguer kee Lëtzebuerger Dokter méi beim CMSS, a global beim Staat, postuléiert. Dësen Ëmstand féiert gären zu enger Sproocheproblematik.

Et ass awer esou, datt am CMSS fir déi auslännesch Doktere beruffsbegleedend Lëtzebuergesch Coursen ugebueden an och gehale ginn.

Ausserdeem ginn déi ze kontrolléierend Persoune vun engem Kontrolldokter gekuckt, bei deem keng Sproochebarrière besteet, souwäit dat organisatoresch méiglech ass. Schlussendlech ass et och vu Fall zu Fall méiglech, een Iwwersetzer (oder eng Begleetpersoun) dobäi ze hunn.

ad 2. Beim CMSS si bis elo keng esou Reklamatiounen erakomm.

Compensation écologique | Question **7633** (21/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles instaure dans son article 17 l'interdiction de détruire ou de détériorer les habitats d'intérêt communautaire ainsi que les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation des espèces a été évalué non favorable. Notamment les habitats d'espèces protégées sont concernés par cette interdiction de destruction ou de détérioration.

L'article 27 de cette loi précise le contexte dans lequel des mesures communément désignées comme mesures compensatoires pour atténuer l'incidence d'un projet, d'un plan ou d'une activité sur des espèces particulièrement protégées et sur leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos, peuvent être prescrites par le ou la ministre.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de mesures compensatoires impliquant des espèces protégées mentionnées dans l'annexe du règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points ont été réalisées ?

2) Quelles espèces figurant dans l'annexe ont été concernées et à quelle fréquence ?

3) Madame la Ministre peut-elle me fournir le détail des habitats concernés par des mesures de compensation ventilé en fonction du nombre d'éco-points total calculé pour la compensation écologique dans les habitats concernés ?

4) Madame la Ministre peut-elle me fournir le nombre de demandeurs de mesures compensatoires ventilé par type de demandeur (personnes physiques, personnes morales, État, communes, autres) ?

5) Quels types de mesures de compensation ont été réalisés ?

Le règlement précité prévoit dans son article 7 que le gestionnaire du pool ou le demandeur de l'autorisation doit soumettre un rapport d'évaluation suite à la réalisation du projet, puis tous les cinq ans.

6) Combien de rapports d'évaluation ont été reçus par votre ministère et pour quel nombre de projets ?

7) Quel est le bilan de Madame la Ministre sur la base de ces évaluations de ces mesures en termes de préservation de la biodiversité et de la conservation des espèces ? Quel type de mesures a été particulièrement bénéfique ? Quel type de mesures a donné de moins bons résultats ? Dans combien de cas une adaptation des mesures de gestion a été nécessaire ?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

L'honorable Députée fait référence à deux articles de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui touchent à la thématique de la compensation écologique. Il s'agit en l'occurrence de l'article 17 qui définit un régime de protection stricte de biotopes protégés, d'habitats d'intérêt communautaire et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire et de l'article 27 qui prévoit la réalisation de mesures d'atténuation anticipées dans le cas où des projets de développement sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur des espèces protégées particulièrement, respectivement leurs sites de reproduction ou aires de repos (« habitats essentiels »).

Alors que la compensation de biotopes et habitats protégés en vertu de l'article 17 est réalisée principalement dans le pool compensatoire national géré par l'Administration de la nature et des forêts, les mesures d'atténuation anticipées, encore appelées mesures CEF (de l'anglais continuous ecological functionality) sont à charge de l'initiateur de la destruction initiale.

Les réponses aux questions distinguent donc entre ces deux régimes compensatoires.

Afin d'éviter et de réduire les impacts sur la nature, l'ordre suivant s'impose dans les réflexions relatives à un projet : 1) Analyse s'il n'y pas d'alternatives d'implantation ou d'alternatives techniques avec moins d'impacts, 2) Limitation des interventions au nécessaire, 3) Compensation ou réalisation de mesures d'atténuation anticipées nécessaires. La conservation de structures végétales existantes est en règle générale à favoriser à leur destruction car les structures végétales existantes (p. ex. des forêts matures sont caractérisées par une plus grande diversité d'habitats que de jeunes plantations) assurent mieux les services écosystémiques que celles nouvellement créées (p. ex. régulation du climat, pollinisation des cultures, production de nourriture et de matériaux). Les mesures de compensation « in situ » au sein des projets de plans d'aménagement particuliers nouveau quartier (PAP NQ) contribuent au maillage écologique intra-urbain, au verdissement de nos localités et à l'amélioration du microclimat.

ad 1) Au total, 411 projets impactant des espèces protégées ont été réalisés depuis le début de la comptabilisation des éco-points dans le registre national. Parmi ces projets, 384 ont détruit des habitats régulièrement utilisés par des espèces d'intérêt communautaire dont l'état de conservation a été évalué défavorable. Pour les 27 projets restants, des habitats essentiels ont été détruits, ce qui a provoqué des mesures CEF.

Par habitats régulièrement utilisés on entend les habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et qui concernent notamment des territoires de chasse d'espèces d'intérêt communautaire. Ces habitats sont fréquentés régulièrement par ces espèces sans pour autant être indispensables à leur survie immédiate. Par habitats essentiels on entend des parties du territoire d'une espèce qui remplissent des fonctions insubstituables à leur survie immédiate, à savoir des sites de reproduction et leurs alentours immédiats, des sites de repos ou d'hibernation. La perte de ces habitats risque d'hypothéquer la survie des individus concernés ou de leur progéniture.

ad 2) Concernant les habitats d'espèces d'intérêt communautaire la Sérotine commune (« Breetflillekefliedermaus »), une chauve-souris, est l'espèce la plus touchée, suivie du Rougequeue à front blanc (« Gaarderoutschwanz ») et du Milan royal (« Roude

Milan »). Le détail de l'ensemble des espèces concernées est repris à la figure 1 ci-dessous.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les 27 projets ayant déclenché des mesures d'atténuation anticipées (CEF) conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 ont détruit des habitats essentiels des espèces suivantes :

– oiseaux : le Bruant jaune (« Gielemännchen »), le Serin cini (« Girrelitz »), la Linotte mélodieuse (« Fluessfénk »), le Milan royal (« Roude Milan »), le Pic vert (« Grénge Spiecht »), la Fauvette grisette (« Heckegraatsch »), le Rossignol philomèle (« Nuechtegailchen »), le Tarier pâtre (« Schwaarzbrëschtchen ») ou le Rougequeue à front blanc (« Gaarderoutschwanz ») ;
– chiroptères : le Grand murin (« Grousst Mausouer »), la Sérotine commune (« Breetflillekefliedermaus »), l'Oreillard commun (« Brongt Laangouer ») ;
– reptiles: le Lézard des murailles (« Mauereidechs »).

ad 3) Jusqu'en décembre 2022, un total de 15.501.791 éco-points a été comptabilisé pour la destruction d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire (HEICs). Les éco-points générés étaient en majorité dus à la destruction d'habitats du Milan royal (« Roude Milan ») qui se trouve dans un état de conservation défavorable. Le détail des éco-points comptabilisés par espèce est renseigné dans la figure 2 ci-dessous.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Le graphique ci-dessous (figure 3) montre le nombre de projets déclenchant une obligation de compensation en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 ventilé par type de requérant ou de secteur d'activité.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) Les projets compensatoires ont visé la restauration et création des habitats suivants :

– arbre isolé indigène, adapté au site ou arbre fruitier,
– groupes et rangées d'arbres indigènes, adaptés au site ou arbre fruitier (BK18)
– vergers plantés récemment,
– lisières et franges herbagères (sans bordures ligneuses, ainsi que prairies en jachère),
– haies des bords de champ de plain-pied ou sur les talus (BK17),
– végétation rudérale persévérante,
– peuplements de feuillus et forêts pionnières (BK13),
– hêtraies du Luzulo-Fagetum (9110),
– hêtraies de l'Asperulo-Fagetum (9130),
– prairies humides du Calthion et divers types de prairies humides extensives (BK10),
– prairies maigres de fauche de basse altitude et pâturage fauché maigre (6510),
– pelouses fleuries, gazon sur du gravier avec des espèces qui confèrent une valeur écologique,
– pentes rocheuses avec végétation chasmophytique (8220),
– cairns et murgiers (BK21),
– herbages extensives – prairies et pâturages avec herbes typiques des prairies.

ad 6) Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, en août 2018, peu de rapports sont parvenus à mes services, rapports parmi lesquels figurent une quinzaine de rapports en lien avec la réalisation de PAP NQ (PAP nouveau quartier) pour lesquels des mesures d'atténuation anticipées ont été imposées en vertu de l'article 27 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et les rapports mentionnés à la question suivante. Le temps écoulé entre l'autorisation et la réalisation et le contrôle des mesures imposées varie beaucoup et dépend e. a. de la réactivité du bénéficiaire de l'autorisation. Ainsi, les rapports ne parviennent que peu à peu à mes services. Plusieurs rapports sont actuellement en cours d'évaluation.

Les rapports de monitoring imposés dans les autorisations en vertu de la loi précitée doivent être réalisés par des personnes agréées à cette fin et doivent être fournis plus fréquemment au début de la réalisation d'une mesure et moins fréquemment par la suite. Le monitoring doit se faire en règle générale sur une période de vingt-cinq ans. Si les mesures réalisées ne respectent pas les mesures imposées ou ne garantissent pas l'objectif visé, les mesures doivent être adaptées. Tel a été le cas trois fois dans le passé sur la quinzaine de rapports susmentionnés.

ad 7) L'obligation de l'évaluation de la bonne réalisation des mesures compensatoires concerne aussi bien les mesures réalisées dans les pools compensatoires que les mesures réalisées par les maîtres d'ouvrage.

Concernant les mesures réalisées dans le pool compensatoire par l'Administration de la nature et des forêts, cinq rapports, faisant état des mesures compensatoires en lien avec quatre projets ont été soumis pour autorisation en vue de leur enregistrement au registre des mesures compensatoires selon les dispositions de l'article 66 de la loi modifiée du 18 juillet 2018. Il s'agit en l'occurrence des projets GG20 – Pettingen, GS18 – Nogemerhaff, OE32 – Neihaff, et VM24 – Turbierg Bous. Ces rapports ont su démontrer, sur base d'inventaires floristiques réalisés par un bureau agréé, la création de biotopes et habitats pour une valeur totale de 6.588.388 éco-points.

Au vu de l'introduction assez récente de ce mécanisme (2018), du nombre limité de rapports introduits et du temps nécessaire pour planifier et mettre en œuvre les mesures, il est actuellement trop tôt pour pouvoir établir un bilan définitif. Je peux néanmoins déjà dire que les mesures d'atténuation anticipées en faveur d'espèces animales protégées particulièrement, à réaliser e. a. en vertu de dispositions européennes, sont les plus critiques en ce qui concerne le succès de la mesure. Malgré de multiples études et expériences faites dans le passé, il n'est en effet jamais garanti à cent pour cent que les animaux réagissent de la manière prévue et substituent leur territoire habituel au profit des nouveaux territoires créés. L'évaluation de mesures de compensation comme les nichoirs artificiels doit également se faire par une appréciation sur plusieurs années. En effet, les animaux n'acceptent peut-être pas encore ces structures lors de la première période de reproduction, mais les acceptent par la suite. Il se peut également qu'après les avoir acceptés, ils les ignorent par la suite car ils ont entre-temps trouvé mieux ailleurs. La création des habitats énoncés à la réponse à la question n° 5, réalisés par mes services en tant que mesures compensatoires, en coopération avec e. a. des syndicats intercommunaux, se déroule bien et sans problèmes majeurs, surtout si la météo coopère. Tel est généralement le cas pour toutes les mesures nécessitant uniquement des agencements de terrain et des plantations.

Espionnage du Luxembourg par la Russie à travers la plateforme eSanté | Question **7636** (21/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Een Artikel op der Website correctiv.org bericht iwwert ee Video, an deem déi zu Lëtzebuerg usässeg Firma Gcore Verbindunge mat der russescher Regierung weist. Am Video wier ze gesinn, dass den deemolege Chef, de Shurygin, dee fir déi russesch Aktivitéite vu Gcore responsabel war, mam russesche Vizepremier Medwedew iwwert eng Ënnerwanderung vu lëtzebuergescher Software diskutéiert. Am Artikel heescht et:

„Eine neue Software für Online-Arztgespräche liefe gut an, sagt Shurygin, sie hätten sie in Luxemburg ‚eingeführt'. Die Runde lacht. Shurygin hatte einen Sprachwitz gemacht, der nur im Russischen funktioniert: ‚Eingeführt' also внедрять ‚vnedryat', ist doppeldeutig. Es kann auch als ‚eindringen' oder ‚unterwandern' verstanden werden. Sie hätten also Luxemburg unterwandert. Medwedew sagt: ‚Ich hoffe im Auftrag des Staates'. Und sie lachen nochmal."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt Gcore den E-Consult fir eSanté (oder liéiert Servicer) entwéckelt huet?

2. Wéi ass séchergestallt, datt d'Gespréicher tëschent Patient an Dokter net vum russesche Staat ofgelauschtert ginn?

3. Wéi eng Garantië ginn et, datt d'Date vun eSanté tatsächlech just zu Lëtzebuerg hebergéiert ginn? Gouf dozou schonns en Audit gemaach?

4. Wéi eng Schrëtt envisagéiert de Ministère als Suite vun dëse Revelatiounen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Beim Ausbroch vun der Covid-19-Pandemie, dat heescht tëscht Mëtt Mäerz an Ufank Abrëll 2020, huet d'Krise-Cellule vun der Lëtzebuerger Regierung d'Agence eSanté domadder beoptraagt, e medezinneschen Teleconsultatiounsdéngscht op d'Been ze stellen, fir esou d'Propagatioun vum Virus an de medezinnesche Cabineten ze limitéieren.

An deem Kontext huet d'Agence eSanté eng dréngend Consultatioun vu verschiddene Firme gemaach, wouraus letztendlech eng Lëtzebuerger Firma, déi zur Lëtzebuerger Wagner-Group (https://wagnergroup.lu/) gehéiert, zréckgehale gouf. Dës Firma, d. h. „Wagner ICT", stellt an hebergéiert den E-Consultatiounsservice op Serveuren, déi hei zu Lëtzebuerg baséiert sinn.

Am Kader vun der Consultatioun an aus Transparenzgrënn huet Wagner-Group deemools uginn, datt si mat anere Firmen zesummeschaffen, deenen hire kommerziellen Ëmfang iwwer Europa ewech geet.

Dëst huet awer keen Impakt op d'Agence eSanté, wat den Hebergement an d'Dateveraarbechtung vum E-Consultatiounsservice betrëfft, déi am Aklang mat der europäescher Dateschutzreegelung (RGPD) souwéi mat der Sécherheetsnorm ISO 27001 sinn.

De Betrib Gcore huet an dësem Kontext eng kommerziell Relatioun mat der Firma Wagner ICT, fir eng technesch Komponent vum Service ze liwweren. Onofhängeg vun dëser kommerzieller Relatioun muss Gcore als Fournisseur vun dëser technescher Komponent déi gesetzlech Obligatioune vum Dateschutzgesetz (RGPD) an der ISO 27001 Norm respektéieren.

ad 2. D'Fluxen tëscht Dokteren a Patienten, déi dësen Teleconsultatiounsdéngscht benotzen, si verschlësselt an den Hebergeur, an dësem Fall d'Firma Wagner ICT, kontrolléiert am Kader vun hirer Sécherheetspolitick 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7, datt d'Systemer net gehackt ginn oder gi sinn. Dës sinn iwweregens Standardprozedure fir sécherzestellen, datt d'Integritéit vum System an de Respekt vun de verschiddenen Norme respektéiert ginn.

Am Hibléck op déi éischt Kommunikatiounen, déi an Däitschland zu dësem Sujet publizéiert goufen, huet d'Agence eSanté hire Fournisseur Wagner ICT gefrot, fir iwwer déi intern bestoend Kontrollmechanismen eraus méi cibléiert ze kontrolléieren, ob d'Integritéit an d'Sécherheet vun den Donnéeën net kompromettéiert goufen.

Aus den Analysen, déi vun de Sécherheetsdéngschter vun der Agence eSanté an deene vum Wagner ICT duerchgefouert goufen, ginn et keng Elementer, déi drop hiweisen, datt dës Integritéit vun den Donnéeë gebrach gi wier.

Ausserdeem huet den interne Service CSIRT vun der Agence eSanté eng Alerte de vigilance un déi concernéiert Haaptacteure gi fir sécherzestellen, datt och déi verschidden Acteuren informéiert sinn an eventuell zousätzlech Analysen oder komplementar méi cibléiert Preventiounsmesuren huelen.

ad 3. Wagner ICT, déi dem Lëtzebuerger Wagner-Group gehéiert, ass een zu Lëtzebuerg agreéierten Hebergeur. Am Kader vu senger Zesummenaarbecht mat der Agence eSanté huet d'Agence, ewéi all Joer, och 2022 eng „Kontroll-Fournisseur" bei Wagner ICT duerchgefouert, déi am Laf vun 2023 nees widderholl gi wäert. Dës Kontroll vun der Agence eSanté ass mat den ISO-27001-Prozedure vun der Agence eSanté verbonnen a gëtt och bei anere Firmen, déi mat der Agence eSanté zesummeschaffen, duerchgefouert.

ad 4. Déi verschidde Mesuren, déi en Place sinn, hu gegraff an och eng cibléiert Analys huet keng Defaillance nogewisen.

Global ginn all méiglech Mesuren en place gesat, fir d'Sécherheet an d'Integritéit vun den Donnéeën a vun de Kommunikatiounsweeër sou wäit ewéi méiglech sécherzestellen. Doriwwer eraus ginn et Protokoller, déi gräifen, wann awer e Sécherheetsrisiko detektéiert gëtt. Dofir sinn och d'Preventiounsmesurë wichteg, gradewéi déi adequat Sécherheetsprotokoller, bei der Agence eSanté ewéi och bei hire Fournisseuren, beispillsweis Firmen, déi mat der Agence eSanté schaffen.

Ewéi bei all IT-System ass et wichteg, kontinuéierlech an d'Sécherheet ze investéieren, d'Personal weiderzebilden an d'Prozesser ze optimiséieren, fir d'Risiken ze minimiséieren. Dofir kritt d'Agence eSanté och entspriechend Mëttelen zur Verfügung gestallt.

Am deem Kontext ass et och wichteg ze präziséieren, datt d'Agence eSanté mat aneren nationalen Acteuren zesummeschafft, déi an der IT-Sécherheet täteg sinn, fir e reegelméissegen Echange ze hunn, fir esou beschtméiglech opgestallt ze sinn.

Impôt foncier | Question **7637** (21/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

De Radio 100,7 huet gemellt, dass d'Gemeng Dikrech de Prozess géint 15 Besëtzer verluer huet, déi géint d'Decisioun geklot haten, d'Grondsteier op eidel stoend Terrainen ze verzwanzegfachen. Op Ufro vum 100,7 huet d'Madamm Inneministesch gesot, si wéilt net géint dat Urteel an Appell goen.

Well och aner Gemengen änlech Mesuren a puncto Grondsteier op eidel stoend Terraine getraff hunn, hunn ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch:

– Gëtt d'Decisioun vun deene Gemengen, déi d'Grondsteier op eidel stoend Terrainen och erhéicht hunn, duerch dëst Urteel annuléiert?

– Wa jo, gedenkt d'Madamm Inneministesch un eng Ännerung vun der aktueller Gesetzgeebung?

Réponse (10/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Urteel vum Verwaltungsgeriicht annuléiert e Reglement vun der Stad Dikrech an huet keen automateschen Effekt op d'Reglementer vun anere Gemengen.

Eng kuerzfristeg Upassung vum Gesetz ass net néideg, well d'Grondsteier mam Gesetzesprojet Nr. 8082 grondleeënd reforméiert gëtt.

Imagerie médicale | Question **7639** (21/02/2023) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Les débats autour des temps d'attente importants pour bénéficier de certains types d'imagerie médicale, en particulier en ce qui concerne la mammographie et l'IRM, ne cessent de réchauffer les esprits.

Or, selon nos informations, l'équipement d'imagerie dans les hôpitaux n'est actuellement pas exploité ni en soirée ni les fins de semaine, à l'exception des urgences. Or une exploitation régulière en soirée et en fin de semaine permettrait d'augmenter d'au moins 20 % les capacités de prise en charge, sans pour autant nécessiter des investissements dans de nouvelles infrastructures et du nouveau matériel.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les précisions suivantes de la part de Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles les équipements d'imagerie médicale en milieu hospitalier ne sont pas ou peu exploités en soirée et en fin de semaine ?

2) Quel serait le besoin en personnel supplémentaire pour faire tourner une unité IRM ou mammographie sur les plages horaires supplémentaires susmentionnées ?

3) Quel serait le coût pour le personnel supplémentaire ?

4) Existe-t-il actuellement des difficultés de recrutement pour le personnel en question ?

Réponse (08/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Les horaires d'ouverture des plateaux médico-techniques des services d'imagerie médicale sont en principe exploités de 07.00 heures jusqu'à 20.00 heures en semaine. Toutefois, les examens réalisés sur les différents équipements dépendent de la disponibilité des médecins spécialistes et du personnel soignant.

L'activité des plateaux médico-techniques est budgétisée dans le cadre du budget biennal que l'établissement hospitalier négocie avec la Caisse nationale de santé. L'enveloppe budgétaire globale relative aux établissements hospitaliers définit le cadre global du financement.

Les horaires d'ouverture du weekend ne sont actuellement pas budgétisés par la CNS. Il est toutefois envisagé dans le cadre d'un projet-pilote de prévoir une ouverture et budgétisation des plateaux IRM des quatre centres hospitaliers le samedi pendant 8 heures afin de pouvoir diminuer les délais d'attente afférents.

ad 2) Une augmentation des horaires d'ouverture des plateaux médico-techniques d'imagerie médicale requiert une budgétisation de l'activité et des ressources nécessaires. En ce qui concerne les équipements IRM, une ouverture de plages horaires supplémentaires requiert une budgétisation avec la CNS. Le cadre des examens de mammographie est plus complexe comme il nécessite également la disponibilité de médecins spécialistes en sénologie afin de réaliser les examens demandés.

ad 3) À titre d'exemple, une budgétisation de plages d'ouverture le samedi pour 8 heures sur plateaux d'IRM des 4 centres hospitaliers représente une augmentation d'activité de 8.000 examens et de 9,7 % par rapport à l'activité annuelle de 2022. Cette activité supplémentaire requiert 7 ETP supplémentaires rémunérés selon les dispositions de la convention collective de travail FHL. Comme les disponibilités et possibilités organisationnelles varient, il est difficile de généraliser le coût global de personnel supplémentaire.

ad 4) Malgré les contraintes existantes tant à Luxembourg que dans les pays limitrophes au niveau du personnel soignant hautement spécialisé, les centres hospitaliers assurent un recrutement nécessaire en fonction des besoins budgétisés. Une autosuffisance au niveau des formations assurées à Luxembourg reste un objectif à atteindre.

Préretraite progressive | Question **7640** (21/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Max Hengel** (CSV)

Laut dem Code du travail kann eng Persoun an de Genoss vun enger Préretraite progressive kommen, wann se mindestens bis zu 3 Joer virun der Pensioun geschafft huet, op d'mannst 57 Joer huet a mindestens 75 % wärend deene leschte 5 Joer geschafft huet.

Eisen Informatiounen no ginn et Fäll, wou Persounen hir Demande fir eng Préretraite progressive refuséiert kruten, well se an deene leschte 5 Joer wärend enger Zäit manner wéi 75 % geschafft hunn an dëst wéinst Raisons familiales. Et ass awer esou, dass dës Persounen, ausser wärend där besoter Zäit, de Rescht vun deene 5 Joer méi wéi 75 % geschafft hunn. Et kéim een also op eng Moyenne vu 75 %, déi se wärend deene leschte 5 Joer geschafft hunn.

De Refus géing sech op den Artikel L. 584-2 baséieren:

« Art. L. 584-2
(1) Le salarié âgé de cinquante-sept ans accomplis au moins, occupé depuis cinq années au moins sur un poste de travail comportant une durée de travail d'au moins soixante-quinze pour cent d'un poste à temps plein, qui accepte une réduction de son temps de travail, peut solliciter le bénéfice de la préretraite progressive dans les conditions et selon les modalités de l'article L. 585-1, à condition d'être occupé dans une entreprise éligible conformément aux dispositions de l'article L. 584-1. (...) »

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi ass den Artikel L. 584-2 vum Code du travail ze interpretéieren? Ginn d'Konditioune strikt gekuckt oder kann d'Moyenne vun deene leschte 5 Joer geholl ginn?

2. Wëssend, datt wärend der Covidpandemie vill Leit gezwonge waren, de Congé pour raisons familiales ze huelen, mengt den Här Minister net, datt et méi fair wier, fir d'Moyenne ze kucken?

3. Kéinten an deem Fall dës Dispositioune vum Code du travail mat engem Accord tëschent dem Employeur an dem Salarié ausser Kraaft gesat ginn?

Réponse (13/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. D'Konditiounen, ënnert deenen eng Préretraite progressive ka vum Aarbechtsminister accordéiert ginn, sinn am Artikel L. 584-2 vum Code du travail opgefouert.

Laut dësem Artikel muss de Salarié:

1. mindestens 57 Joer al sinn;
2. mindestens säit 5 Joer bei enger Entreprise schaffen, déi laut Artikel L. 584-1 eligibel ass fir d'Préretraite progressive, an dat op engem Posten, dee mindestens 75 % vun engem Ganzdagsposten duerstellt;
3. spéitstens um Enn vun senger Preretraite en Urecht op eng lëtzebuergesch virgezunnen Alterspensioun oder op eng lëtzebuergesch Alterspensioun hunn.

Fir an de Genoss vun der Préretraite progressive ze kommen, muss de Salarié also zum Zäitpunkt vum Ufank vun der Préretraite progressive wärend mindestens 5 Joer duerchgoend op engem Poste vu mindestens 75 % ugestallt sinn. Et geet net riets vun enger hypotheetescher Moyenne, wou den Taux d'occupation, iwwert 5 Joer gekuckt, gläich oder méi héich wéi 75 % wier.

ad 2. De Congé pour raisons familiales gëtt accordéiert am Fall, wou e Kand am Stot krank ass, an d'Zuel vun den Deeg, déi e Salarié zegutt huet, hänkt vum Alter vum Kand of. De Fait, dass e Salarié Congé pour raisons familiales geholl huet, huet guer keen Impakt op d'Decisioun, ob eng Préretraite progressive accordéiert gëtt oder net. Dëst erkläert sech doduerch, dass déi Zäit, wou een am Congé pour raisons familiales ass, als regulär Aarbechtszäit ugesi gëtt.

ad 3. Nee, de Code du travail gesäit an deem Kontext d'Méiglechkeet net vir, dass mat engem Accord tëschent dem Employeur an dem Salarié geltend Dispositioune vum Code ausser Kraaft gesat kënne ginn.

Échangeur Kirchberg | Question **7642** (22/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et ass eng Normalitéit, dass zu Lëtzebuerg zu de Spëtzestonnen d'Autobunne saturéiert sinn, grad a Proximitéit vun der Stad. Ee klassescht Beispill ass den Echangeur um Enn vun der A7, fir op de Kierchbierg ze kommen. Hei staut et bal all gudden Dag mueres an et ass ee risegen alldeeglechen Zäitverloscht fir déi Mënschen, déi den Individualverkéier notzen.

Vill Leit béie moies Richtung Kierchbierg an a Richtung A1 Rond-point Iergäertchen of, wärend manner Persounen a Richtung Sennengerbierg/Tréier ofbéien. Op dëser Plaz existéiert ee strukturelle Problem, well op der Bréck vun der A7 nach zwou Fuerspueren no riets féieren, mee dës Spueren sech duerno an eng Spuer Richtung Autobunn an eng Richtung Kierchbierg opdeelen.

Op der Bréck vun der A7 leeft dee meeschten Trafick – also op der rietser a mëttlerer Spuer. Doduerch, dass déi lénk Spuer manner genotzt gëtt, profitéiere verschidde Leit vun der lénker Spuer, fir sech ganz zum Schluss nach virzedrécken, wat zu weidere Ralentissementer féiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng alternativ Stroosseféierung kéint op dëser Plaz um Echangeur zum Asaz kommen, fir d'Virkomme vu Virdrängler ze reduzéieren?

2. Wier et eng méiglech Alternativ, d'Spueren op dëser Plaz wéi um Bild an der Annex anzezeechnen?

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Stroossebauverwaltung ass sech dëser Thematik bewosst.

Esou goufen op dëser Plaz och schonns vu menge Servicer Iwwerleeungen an Etudë gemaach, fir dës Situatioun moies an den Haaptverkéierszäite besser ze reguléieren.

Leider konnt bis elo awer nach net déi richteg Léisung fonnt ginn.

ad 2. Déi vum Här Deputéierte schematesch duergestallten Optioun ass aus geometresche Grënn leider net ëmsetzbar.

Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel | Question **7643** (22/02/2023) de **M. Jean-Marie Halsdorf** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

No Berichter an de Medien hat d'Arméi am Hierscht 2022 en Noutfallmedezinner agestallt, deen sech an der Belsch muss wéinst falsche Covidimpfzertifikater viru Geriicht veräntwerten. Am Mee 2022 wier den Dokter ewell wéinst Fälschung, Bedruch a Steierbedruch zu 2 Joer Prisong op Bewärung verurteelt ginn. Wéi et am Artikel weider heescht, wier den Dokter zanter Dezember net méi fir d'Arméi täteg, an dat, nodeems de Conseil médical op dës Virgeschicht opmierksam gemaach hat.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Verdeedegungsminister stellen:

– Kann d'Regierung confirméieren, dat d'Arméi e Medezinner agestallt hat, deen an der Belsch verurteelt gouf an deen sech nach wéinst aner Virwërf muss viru Geriicht veräntwerten?

– Firwat sinn d'Reprochë géint de Medezinner net direkt bei der Astellung opgefall, mee eréischt no der Interventioun vum Conseil médical?

– Ënner wat fir engem Statut war de Medezinner bei der Arméi agestallt ginn?

Réponse (17/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

An hire Froe bezéien sech déi honorabel Deputéiert op en Artikel, deen den 21. Februar 2023 op wort.lu publizéiert gouf. Deen Artikel enthält eng Rei Feeler a falsch Behaaptungen. De Verdeedegungsminister huet direkt no der Publikatioun dorop reagéiert an eng Stellungnam gemaach. Dës gouf den 22. Februar op wort.lu veröffentlecht.

Contrairement zu de Behaaptunge vum Artikel gouf keen Dokter agestallt – et handelt sech also net ëm e Rekrutement.

D'Arméi verfüügt aktuell iwwert 1 Officier-médecin am Fonctionnairesstatut an 1 Dokter, deen als Employé agestallt ass. Fir d'Aarbecht, déi ufält, ze bewältegen, gräift d'Arméi och op extern Déngschtleeschter (prestataires de services) zeréck.

Am Hierscht 2022 huet d'Arméi eng Ausschreiwung fir e „médecin généraliste – prestataire de service" op jobs.lu a monster.lu veröffentlecht. Dës Sitte sinn net mat govjobs.lu, dem Rekrutementsportal vum öffentlechen Déngscht, ze verwiesselen.

Doropshi krut d'Arméi 7 Kandidaturen. 2 Kandidature goufe verworf wéinst feelender Autorisation d'exercer an 1 Kandidatur gouf zeréckgezunn. Déi 4 reschtlech Kandidature goufen evaluéiert an den Dokter Diagne gouf zeréckbehalen. Säin Dossier huet all déi gefrot Informatiounen, notamment d'Autorisation d'exercer a säin Diplom, enthal. Contrairement zu der Duerstellung am éischten Artikel op wort.lu, war also keng Geneemegungsprozedur vum Collège médical um Lafen, weeder wärend dem Dr. Diagne senger Kandidatur, nach wärend senger Déngschtleeschtung fir d'Arméi. Zu deem Zäitpunkt louch dem Ministère de la Santé näischt géint den Dr. Diagne vir. De positiven Avis vum Collège médical louch scho Jore virun der Kandidatur vir a seng Autorisation d'exercer ass op 2019 datéiert.

Den 22. November huet den Dokter Diagne en Déngschtleeschtungskontrakt (contrat de prestation de service) mat der Arméi ënnerschriwwen. En Aarbechtsverhältnis mam Staat (Fonctionnaire, Employé oder Salarié) stoung zu kengem Moment zur Debatt.

Wärend bei Rekrutementer (Fonctionnaire, Employé oder Salarié) d'Consultatioun vum Casier gesetzlech virgeschriwwen ass, ass dat fir extern Déngschtleeschtungskontrakter vum Staat net de Fall. Säit dësem Joer freet d'Arméi elo och bei all Personne physique, déi fir en Déngschtleeschtungskontrakt kandidéiert, de Casier.

Am Kader vu sengem Déngschtleeschtungskontrakt huet den Dokter den 1. an de 6. Dezember wärend jeeweils 8 Stonne Consultatiounen um Härebierg a Presenz vun engem Infirmier vun der Arméi ginn.

Den 8. Dezember 2023 war den Dokter op der Plaz, wéi d'Arméi gewuer ginn ass, dass den Dr. Diagne am Mee 2022 vum Lécker Geriicht zu enger Peine de probation autonome vun 2 Joer verurteelt gouf an dass aktuell nach e Prozess wéinst Ausstelle vu gefälschte Covidcertificate géint hie leeft. Den Dokter krut direkt dee selwechten Dag matgedeelt, dass d'Arméi mat „effet immédiat" net méi op seng Servicer géif zréckgräifen. E krut den Accès op de Centre militaire gespaart a gouf erausbegleet.

Den Dokter huet den 13. Dezember en Extrait vu sengem belsche Casier eragereecht, op deem déi genannt Verurteelung net ernimmt gëtt. Dëst schéngt op dem Artikel 595 vum belsche Code d'instruction criminelle ze berouen, dee virgesäit, dass gewësse Verurteelungen net am Casier stinn. Deemno wier d'Consultatioun vum belsche Casier, éier de Kontrakt ënnerschriwwe gouf, net opschlossräich gewiescht.

No suergfälteger juristescher Iwwerpréiwung gouf de Kontrakt den 10. Januar 2023 gekënnegt.

Déi medezinnesch Zertifikater, déi den Dokter Diagne wärend deenen dräi Deeg um Härebierg ausgestallt huet, goufen nodréiglech iwwerpréift an et konnte keng Irregularitéite festgestallt ginn.

Réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques | Question **7644** (22/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut der EU-Richtlinn vum 14. Dezember 2016 zur Reduktioun vun den nationalen Emissioune vu bestëmmte Loftschuedstoffer muss all Land en „nationalen Ratgeber für die gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft zur Begrenzung von Ammoniakemissionen" opstellen. Ënner anerem missten am nationale Ratgeber de Stéckstoffmanagement an d'Fidderungsstrategië behandelt ginn. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Ass den nationale Ratgeber, sou wéi an der EU-Richtlinn vun 2016 virgesinn, zu Lëtzebuerg publizéiert ginn?
– Wa jo, wéini?
– Wann nee, firwat net?

2. Wa jo:
– Wat fir Mesurë sinn an dem Dokument zréckbehale ginn?
– Wat ass beim Stéckstoffmanagement a bei de Fidderungsstrategië genau festgehale ginn?

3. Ass de Ratgeber op seng Auswierkungen op d'Reduzéierung vun den Ammoniakemmissiounen evaluéiert ginn?
– Wa jo, wat sinn d'Konklusioune vun dëser Evaluatioun?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. De Guide „Minderung der Ammoniakemissionen in der Landwirtschaft", dee viru Kuerzem (no Consultatioun mam landwirtschaftleche Secteur) konnt fäerdeggestallt ginn, steet aktuell an elektronescher Versioun um Landwirtschaftsportal esou wéi um Ëmweltportal (www.ma.etat.lu a www.emwelt.lu). Dëse Guide gëtt zäitno a gedréckter Versioun un all d'landwirtschaftlech Betriber verschéckt (viraussiichtlech Mëtt Abrëll).

Dat groussherzoglecht Reglement vum 27. Juni 2018, wat d'NEC-Direktiv transposéiert, gëtt déi obligatoresch Theemefelder erëm, déi iwwert de Guide mussen ofgedeckt ginn. Dës Theeme goufen alleguerten am Guide iwwerholl. De Guide enthält Mesurë betreffend d'Fidderung vu landwirtschaftlechen Notzdéieren, Aspuermoossname bei der Konzeptioun vum Stall, d'Lagerung vu Wirtschaftsdünger souwéi och d'Ausbrénge vun Düngemëttel.

ad 2. Vu dass een Opziele vun de genaue Mesuren de Kader vun dëser Fro an hirer Äntwert géing sprengen, verweise mir op déi elektronesch Versioun vum publizéierte Guide.

ad 3. Déi verschidde Mesuren, déi am Guide genannt sinn, goufe schonn zu verschiddene Momenter op d'Reduzéierung vun den Ammoniaksemissiounen evaluéiert. Si hunn all een Effekt. Dat tatsächlecht Reduktiounspotential hänkt dobäi staark vun der Participatioun of. Dofir ass et wichteg, datt de Groussdeel vun de Betriber hir Equipementer, Ställ an Aarbechtweisen upassen.

An de Virbereedungsaarbechte vum NAPCP goufen eng Rei Ofschätzungen iwwert d'Moossnamen, déi och am Guide sinn, gemaach. D'Froestellung war, wat wieren d'Emissioune gewiescht, falls scho verschidde Moossnamen 2020 realiséiert gewiescht wieren.

An deem Kontext géife mir op d'Kapitel 3.3.1 vum Projet de NAPCP verweisen, deen sech aktuell an der Enquête publique befënnt (https://enquetes.public.lu/fr/enquetes/1600/1664.html). Et gesäit een, datt d'Form vun der Ausbréngung dee gréissten Impakt op d'Reduktioun vun den Emissiounen huet.

Déi am Guide recommandéiert Moossnamen erlaben ons – mat eppes Verspéidung – d'Reduktiounszil fir 2020 ze erreechen, mee weider Ustrengunge wäerten néideg sinn, fir d'Reduktiounszil fir 2030 ze erfëllen.

Assistance judiciaire | Question **7645** (22/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

All Bierger-in hei am Land huet d'Recht, d'Justiz anzeschalten, wann e sech enger Ongerechtegkeet ausgesat gesäit. Dëst Recht ass am Artikel 47 vun der europäescher Charta vun de Grond- a Mënscherechter festgehalen an och hei zu Lëtzebuerg an der Gesetzgeebung verankert.

Am Artikel 47 vun der Charta ass iwwerdeems festgehalen, dass de Staat finanziell hëllefe muss, wa Leit net genuch Suen hunn, fir hiert Recht op een Zougang zur Justiz kënne wouerzehuelen. Déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung gesäit heifir d'Assistance judiciaire vir, déi deene Leit zeguttkënnt, déi wéineg Akommes hunn (Artikel 37 (1) vun der Loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat).

An der Realitéit ass et awer oft esou, dass Bierger-innen trotz der Assistance judiciaire keen Zougang zur Justiz hunn, well se de Krittäre vum Gesetz no ze vill Suen hätten, a Wierklechkeet awer näischt op der Säit hunn, fir en Affekot bezuelen ze kënnen. De Gesetzesprojet 7959 soll hei fir Verbesserunge suergen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Fir wéi vill Affäre goufen, opgelëscht no Beräich (Top 10), an de vergaangenen 3 Joer (opgelëscht no Joer) eng Assistance judiciaire ugefrot? Wéi vill Assistancë goufen accordéiert/refuséiert?

2. Wéi vill Suen huet de Staat déi vergaangen 3 Joer fir d'Assistance judiciaire ausginn (opgelëscht no Joer)?

Réponse (17/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Betreffend déi gefroten Statistike muss een tëschent dem Barreau Lëtzebuerg (I) an dem Barreau Dikrech (II) ënnerscheeden:

I. Zuele vum Barreau Lëtzebuerg

Hei drënner sinn déi gefroten Statistike fir d'Joren 2020, 2021 an 2022 betreffend de Barreau Lëtzebuerg opgelëscht. Wat d'Oplëschtung jee no Beräich betrëfft, ass et esou, dass de Barreau Lëtzebuerg dës Statistike just bei den accordéierten Demanden am System opruffe kann. D'Tabellen hei drënner bezéien sech also just op déi Demanden, déi zeréckbehale goufen.

1. Zuele fir d'Joer 2020:

Unzuel un neien Demanden: 4.776
Unzuel un accordéierten Demanden: 4.028
Unzuel u refuséierten Demanden: 399

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

2. Zuele fir d'Joer 2021:

Unzuel un neien Demanden: 5.369
Unzuel un accordéierten Demanden: 4.306
Unzuel u refuséierten Demanden: 400

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

3. Zuele fir d'Joer 2022:

Unzuel un neien Demanden: 6.473
Unzuel un accordéierten Demanden: 5.062
Unzuel u refuséierten Demanden: 301

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

II. Zuele vum Barreau Dikrech

De Barreau Dikrech huet ab September 2021 ugefaang, Statistike jee no Beräich ze erhiewen. De Barreau Dikrech bemierkt, dass et an der Praxis net ëmmer kloer ass, a wéi ee Beräich déi eenzel Demanden ze klasséieren sinn, well déi Demanden hiren Objet net ëmmer kloer uginn.

1. Zuele vum Joer 2020:

Unzuel un traitéierten Demanden: 770

Am Joer 2020 goufen nach keng Statistike jee no Beräich erhuewen.

2. Zuele vum Joer 2021:

Unzuel un traitéierten Demanden: 768

Am Joer 2021 goufen eréischt ab September 2021 Statistike jee no Beräich erhuewen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

3. Zuele vum Joer 2022:

Unzuel un traitéierten Demanden: 841
Unzuel u refuséierten Demanden: 4

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Fir d'Assistance judiciaire huet de Lëtzebuerger Staat an de leschten 3 Joer follgend Zommen ausginn:

– 2020: 6.283.583 €,
– 2021: 7.244.659 €,
– 2022: 7.877.126 € (provisoresche Betrag).

Réduction ponctuelle de la vitesse sur l'A6 | Question **7647** (22/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter 2019 ass d'Vitess op der Areler A6 bis bei d'Sortie Kierchbierg moies zu de Spëtzenzäiten tëschent 6.45 Auer an 9.15 Auer op 90 km/h limitéiert. Dem Mobilitéitsministère no sinn esou iwwert déi lescht véier Joer knapp 10 Prozent manner Accidenter geschitt. Allerdéngs „mierkt een awer och, datt verschidden Automobilisten de System net verstinn an awer laanscht briederen, wann et kuerz geet an dann awer e puer Honnert Meter méi wäit op d'Brems spréngt [sic]", wéi et an engem RTL-Artikel vum Direkter vun der Stroossebauverwaltung heescht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi oft goufen, zënter der Aféierung vun der Vitessreduktioun zu de Spëtzestonnen, Vitesskontrollen op der A6 duerchgefouert?
Wéi vill Kontrolle goufe punktuell (mobill Radaren) tëschent 6.45 Auer an 9.15 Auer gemaach?

2. Wéi vill Protokoller wéinst Geschwindegkeetsiwwerschreidunge gouf et zënter der Aféierung vun dëser Moossnam?
Wéi vill vun deene Protokoller goufen tëschent 6.45 Auer an 9.15 Auer geschriwwen?

Réponse (15/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Am Kader vun hiren alldeegleche Missioune fueren d'Patrulle vun der „Unité de la police de la route" déi genannte Streck, souwuel zu de Spëtzestonne wéi och am normale Verkéiersfloss, a féieren esou preventiv a repressiv mobill Kontrollen aus. Dës ginn awer net spezifesch statistesch erfaasst.

Zu de Spëtzestonnen tëscht 6.45 Auer an 9.15 Auer si statesch Kontrolle mam mobille Radar wéineg zilféierend, well et duerch de staarke Verkéier net zu Geschwindegkeetsiwwerschreidunge komme kann. Och kënnen – a sollen – aus sécherheetsrelevante Grënn net vill zousätzlech statesch Kontrollen op der Autobunn ausgefouert ginn.

ad 2. D'Datebanke vun der Police erlaben et net, eng automatiséiert Recherche duerchzeféieren, déi sech op esou vill Variabele bezitt, wéi se vum honorabelen Deputéierte gefrot ginn. Doduerch kënnen déi gefroten Zuelen a puncto Vitessverstéiss op dësem

bestëmmten Tronçon an engem kuerzen Zäitraum net erausgezu ginn.

Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel | Question **7648** (22/02/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Engem Artikel no, deen haut an enger Lëtzebuerger Dageszeitung publizéiert ginn ass, soll d'Lëtzebuerger Arméi rezent en Urgentiste agestallt hunn, deen an der Belsch wéinst Bedruch virbestrooft – an och wéinst der Fälschung vu Covidzertifikater ugeklot ass.

Am Artikel gëtt präziséiert, dass den Dokter kuerz nom Virstellungsgespréich mam Rekrutéierungsjury – an deem héich Offizéier a Vertrieder vun der Personaldelegatioun sëtzen – seng Aarbecht ugefaangen huet.

Et wier eréischt dem Collège médical bei der Geneemegungsprozedur opgefall, dass den Dokter, deen du schonn aktiv war, an der Belsch virbestrooft an a weider juristesch Enquêtë verwéckelt ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Verdeedegungsminister follgend Froe stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

– Wa jo, wéi konnt et zu dëser Astellung kommen?

– Wéi kënnen esou Situatiounen an Zukunft evitéiert ginn?

Réponse (17/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

Ech verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7643.

Recrutement par l'Armée luxembourgeoise d'un médecin ayant un dossier criminel | Question **7650** (22/02/2023) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Lydia Mutsch** (LSAP)

C'est avec stupéfaction que nous avons appris par la presse la nouvelle selon laquelle un médecin ayant un casier judiciaire a travaillé à court terme pour l'Armée luxembourgeoise. La relation de travail a entre-temps été résiliée.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Quelles sont les procédures d'examen et de sécurité appliquées lors de la procédure de recrutement dans le secteur public ? Dans quelle mesure ces mécanismes de contrôle diffèrent-ils entre les postes administratifs ordinaires et les postes qui se distinguent par une activité liée à la sécurité ? Quels sont les mécanismes de contrôle appliqués lors de la collaboration avec des prestataires externes et lors du recrutement dans l'armée ?

– Comment se fait-il que, lors de la procédure de recrutement, on n'ait pas remarqué que le médecin en question avait un casier judiciaire ? C'est d'autant plus étonnant que le médecin en question a déjà été inculpé de fraude en 2018 et qu'il a même fait les gros titres négatifs des médias belges en 2021.

Réponse (20/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Lors de l'engagement d'une personne auprès de l'État, y compris auprès de l'Armée luxembourgeoise, elle doit fournir un extrait de son casier judiciaire datant de moins de 2 mois.

Un candidat non luxembourgeois ayant une seule nationalité doit fournir un extrait du casier judiciaire de son pays d'origine. En effet, les infractions nationales et internationales sont regroupées dans le casier judiciaire du pays d'origine d'une personne.

Dans le cas d'une personne ayant une double nationalité, il existe plusieurs cas de figure :

– nationalité luxembourgeoise plus nationalité d'un autre État membre de l'Union européenne : il suffit de fournir le casier luxembourgeois ;
– deux nationalités d'États membres de l'Union européenne : il suffit de fournir le casier d'un seul des pays ;
– nationalité d'un État membre de l'Union européenne plus nationalité d'un État hors Union européenne : les casiers des deux pays doivent être fournis ;
– deux nationalités d'États hors Union européenne : les casiers des deux pays doivent être fournis.

Pour ce qui est des procédures suivies par l'Armée luxembourgeoise lors du recours à un prestataire externe, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire 7643. Comme indiqué dans la réponse en question, le casier judiciaire belge ne mentionnait pas de condamnations.

Connexions d'entreprises luxembourgeoises avec la Russie | Question **7651** (23/02/2023) de **M. Marc Spautz | M. Laurent Mosar | Mme Diane Adehm** (CSV)

Laut Medieberichter steet déi lëtzebuergesch Firma Gcore Labs SA am Verdacht, d'EU-Sanktioune géint Russland ënnerlaf ze hunn. Aus den Artikele geet weider ervir, datt et en Zesummenhang tëschent dëser Firma an der Agence eSanté kéint ginn, an zwar am Kader vun der Video-Spriechstonn, déi am Mäerz 2020 vun der CNS agefouert gi war. Déi lëtzebuergesch Entreprise Wagner ICT, déi deemools den Optrag kritt hat, schafft mat der Firma Gcore Labs zesummen, déi och a Russland täteg ass. Et kéint also de Risiko bestoen, datt russesch Behörden Zougang op lëtzebuergesch Patientendate kéinten hunn. Ausserdeem soll et en Ofkommes tëschent der Agence Luxinnovation an der russescher Skolkovo-Stëftung ginn, déi a Russland Start-ups finanzéiert. Gcore soll zanter 2019 um Programm vun der Stëftung deelgeholl hunn. An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Regierung d'Informatiounen aus der Press confirméieren?
– Wa jo, ass d'Sécherheet vun de Patientendaten hei zu Lëtzebuerg garantéiert?

2. Besteet eng Verbindung tëschent der Agence eSanté an der Firma Gcore Labs oder huet et an der Vergaangenheet eng Relatioun ginn?
– Wa jo, wéi gesäit dës Verbindung aus a bis wéini huet se bestanen?

3. Besteet eng Verbindung tëscht der Entreprise Wagner ICT an der Firma Gcore?

4. Wat gouf am Ofkommes vum Februar 2018 tëschent der Agence Luxinnovation an der russescher Skolkovo-Stëftung genee festgehalen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. bis 3. Fir d'Froen 1 bis 3 géife mer déi honorabel Deputéiert op d'Äntwerten an der parlamentarescher Fro N° 7636 verweisen.

ad 4. Dat Ofkommes zu grondleeënde Prinzippie vun enger Zesummenaarbecht, „Memorandum of Understanding on basic principles of cooperation" (MoU), mat der Luxinnovation gouf de 14. Februar 2018 ënnerschriwwen. Et sinn do dra just generell Méiglechkeeten a Prinzippie vun enger eventueller Zesummenaarbecht zeréckbehale ginn. Et ass kee juristesch bindend Element a kee formellt Partenariat festgehale ginn. D'Zil vun deem MoU sollt deemools déi géigesäiteg Ënnerstëtzung bei der Promotioun vun de jeeweilegen Ekosystemer mat hire Start-uppen, Betriber an Talenter sinn. De leschten Echange an deem Zesummenhang war am Abrëll 2020.

Recyclage des batteries des voitures électriques | Question **7652** (23/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Et ass allgemeng bekannt an och wëssenschaftlech beluecht, dass et technesch machbar ass, d'Batterien aus Elektroautoen ze recycléieren. Laut enger Recherche vun der „Süddeutsche Zeitung" (SZ Nr. 41 vum 18. Februar 2023) wier et awer esou, dass d'Technologie bis elo just an enger Testphas ass an de Recycling just a klengem Moossstaf gemaach gëtt. Ausserdeem ass de Krees vun enger Kreeslafwirtschaft punkto Batterië vun E-Autoen net zou, well d'Endprodukt vum Recycling nach net zur Produktioun vun neie Batterië gebraucht gëtt. Dëst stellt eng grouss Erausfuerderung fir d'Zukunft duer, an där bei gläichbleiwender Politick solle majoritär Elektroautoen op eise Stroosse fueren. Gläichzäiteg entstinn och eng Rei Opportunitéiten an eng nei Wirtschaftsfilière.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Minister fir Energie:

– Wéi geet d'Regierung mat der Erausfuerderung ëm, an Zukunft massiv Batterië vun Elektroautoen esou sécher an ëmweltfrëndlech wéi méiglech ze recycléieren?

– Gesäit d'Regierung am Recycling vu Batterië vun Elektroautoen eng potenziell Aktivitéit fir de Lëtzebuerger Industriestanduert, deen haut scho staark vun der Automobilindustrie gepréägt ass?

Réponse (18/04/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

D'Regierung suivéiert d'Entwécklungen am Beräich vun de Batterië fir Elektrogefierer vun no, souwuel wat den Technologiestand ugeet, wéi och wat de wirtschaftspolitesche Kontext ugeet.

D'Obligatioun, fir jiddwer Zort vu Batterien an eng Recyclingsschinn ze féieren, gëtt et schonn elo, dëst ass am Batteriegesetz verankert, dat den 9. Juni 2022 geännert gouf (loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs). Den Artikel 12 vun deem Gesetz leet och kloer fest, datt keng Batterie däerf enger Deponéierung oder enger thermescher Eliminatioun zougefouert ginn.

Fir dat an der Praxis ëmzesetzen, ënnerleien d'Batterien aus den elektreschen Autoen der sougenannter Produzenteverantwortungsfilière (Responsabilité élargie des producteurs). Dat heescht, datt jiddwer Acteur, deen esou eng Batterie op de Lëtzebuerger Marché bréngt, déi ganz Recyclings- respektiv Weiderbenotzungsfilière muss sécherstellen oder organiséieren. Dës Verflichtunge kënnen d'Acteuren individuell iwwert e ministeriellen Agrement erfëllen oder andeems se z. B. Member beim Organisme agréé Ecobatterien ASBL ginn. Dës Dispositioune goufen duerch déi Ännerung vun 2022 vun deem Batteriegesetz verstäerkt.

Et gëtt awer och eng weider Méiglechkeet, mat deene Batterien ëmzegoen, déi dem Offallgesetz no prioritär géigeniwwer dem Recycling ass, an zwar d'Weiderbenotzung. Oft ass et nämlech esou, datt nëmmen eng Zell vun där ganzer Batterie net méi richteg funktionéiert, an duerch hiert Ersetze kann d'Batterie weiderbenotzt ginn. Dëst gëtt och staark vum EU-Reglement iwwert d'Batterië gefuerdert, dat an deenen nächste Méint wäert a Kraaft trieden (Proposal for a Regulation of the European Parliament and the Council concerning batteries and waste batteries, repealing Directive 2006/66/EC and amending Regulation (EU) No 2019/1020).

D'EU-Parlament an de Conseil hu sech op eng Proposition de règlement vum 18. Januar 2023 gëeenegt, déi d'Krittäre fir d'Nohaltegkeet vun neie Batterië souwéi den Ëmgang mat Batterië reguléiere wäert, déi net méi benotzt kënne ginn[1]. Dës Reglementatioun soll d'Direktiv 2006/66/EC ophiewen an dat bestoend Reglement (EU) 2019/1020 ofänneren. Nieft der Produktiounskapazitéit an der Maartaféierung vu Batterien, ginn och d'Erausfuerderunge vum Recyclage a vum Opbau vun enger Kreeslafwirtschaft fir déi betraffe Réistoffer thematiséiert. D'Batterien, och déi vun den elektreschen Autoen, sollen an Zukunft esou gestalt ginn, datt se, wann se net méi fir en Auto kënnen agesat ginn, fir aner Zwecker kënnen opbereet an esou weidergenotzt ginn. Et gëtt och iwwert de sougenannte Batterie-Pass nogeduecht fir méi Transparenz beim Uschafe vu Réistoffer an et ginn nei Prozedure fir d'Maartiwwerwaachung agefouert.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6610 vum 4. August 2022 erkläert, sinn sech d'Europäesch Kommissioun an d'Memberstaate vun der strateegescher Wichtegkeet vun enger europäescher Batterieversuergungskette bewosst a setzen eng Rei Mesuren ëm, fir dësen Zukunftssecteur vun der Industrie ze stäerken.

Am High-Level Meeting vun der European Battery Alliance vum 1. Mäerz 2023[2], un deem sech och Lëtzebuerg bedeelegt huet, gouf de Wëllen, déi europäesch Wäertschöpfungskette weiderzeentwéckelen, nach eng Kéier bekräftegt. De 16. Mäerz gouf vun der Kommissioun dann den "Net Zero Industry Act" proposéiert, wou Batterien als strateegesch "Net Zero"-Technologie opgelëscht sinn, zesumme mam Zil, d'Produktiounskapazitéit bis 2030 op 40 % vun der europäescher Demande ze héijen.[3] Dëst soll ënnert anerem duerch d'Zesummespill vu follgenden Aktiounen erméiglecht ginn:

– e verbesserten Zougang zu finanzielle Moyenen op europäeschem wéi och op nationalem Niveau
– eng kohärent international Handelspolitick a staark weltwäit Partnerschaften.

Eng Rei privat Acteuren zu Lëtzebuerg sinn a verschiddenen Deeler vun der Wäertschöpfungskette vun de Batterien, virop am Beräich vun der Mobilitéit aktiv. Weider gëtt schonn zanter Joren ëffentlech Fuerschung bedriwwen, ënner anerem am Beräich "Life Cycle Assessment" oder an der Materialtechnik.

D'Regierung ënnerstëtzt Initiativen an deem Kader mat all de Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn. Eventuell relevant Acteuren, déi zur Beräicherung vum Ekosystem bäidroe kënnen a complementaire zum bestoenden Ekosystem zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun sinn, ginn am Kader vun de Prospektiouns- a Promotiounsaktivitéite suivéiert.

Contournement de proximité d'Ettelbruck | Question **7653** (23/02/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

De Projet „Contournement de proximité" vun Ettelbréck, deen am nationale Mobilitéitsplang 2035 virgesinn ass, ass am Plan directeur sectoriel „Transports" als Prioritéit 2 agestuuft. Dëse Projet ass eent vun deene 7 sougenannte „Schlësselelementer", deen d'Mobilitéit an der Nordstad nei gestallte wäert. De Contournement wäert fir Verkéiersberouegung an der ganzer Nordstad suergen. Op meng mëndlech Fro am Februar 2022, also virun engem Joer, hat de Minister mir geäntwert, datt d'Stroossebauverwaltung um Avant-projet sommaire vum Ettelbrécker Contournement schafft.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass den Avant-projet sommaire vum Ettelbrécker Contournement well ofgeschloss?

2. Ass mëttlerweil gewosst, a wéi engem Zäitraum de Projet Contournement ka realiséiert ginn?

3. Wéi héich si bis elo d'Ausgabe fir d'Etuden a Realisatioun vun dësem Projet gewiescht? Kann den Här Minister den Objet vun dësen Ausgaben duerleeën?

Réponse (31/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den aktuelle Plan directeur sectoriel „Transports" (PST) ëmfaasst insgesamt 81 Infrastrukturprojete fir den Transport, déi jee no Prioritéit an 3 Stufen aklasséiert sinn. Am Norde gouf d'Prioritéitsuerdnung entspriechend der Entwécklung vun der zukünfteger Nordstad respektiv der geplangter funktioneller Urbaniséierung opgestallt.

Déi 81 Projete si follgendermoossen agedeelt:

– 40 Projeten uechtert d'Land stinn an der Prioritéitsstuf 1, a sollen a méi noer Zukunft ëmgesat ginn. Do sti fir den Norden ënnert anerem follgend Stroossen-infrastrukturen: d'Transversale vu Clierf, d'Securisatioun vun der N7, d'Entlaaschtungsstrooss zu Iechternach, an d'Ëmgeeungsstrooss vun Housen;
– 34 Projete sinn an der Prioritéitsstuf 2 klasséiert. Dorënner fält zum Beispill och d'Ëmgeeungsstrooss vun Ettelbréck;
– 7 Projeten hunn d'Prioritéitsstuf 3, bei deenen d'Planungen nach net verdéift sinn.

Am Joer 2021 gouf am Kader vum Plan national de mobilité 2035 (PNM35) d'Ettelbrécker Ëmgeeungsstrooss nei definéiert. De Projet vun enger klassescher Ëmgeeungsstrooss, déi Ettelbréck wäitleefeg ëmfiert, gouf ersat duerch e Projet vun engem Contournement de proximité, deen net nëmmen d'Agglomeratioun ëmfiert, mee och déi verschidde Quartiere matenee verbënnt.

Esou kann een, obwuel de Contournement de proximité fir Ettelbréck nach a Planung steet, scho soen, datt Waarken, d'Nordspidol an de Lycée an der Avenue Lucien Salentiny mat ugeschloss wäerte ginn. D'Etudë sinn amgaang, mee wéini genau ee Virprojet ka presentéiert ginn, kann am Moment nach net gesot ginn.

ad 2. Et ass am Moment nach net méiglech, e genaue Planning opzestellen, mee wéi schonn an der viregter Fro duergeluecht, ass virgesinn, d'Projeten an der Prioritéitsstuf 2 mëttelfristeg ëmzesetzen.

Well d'Ëmsetzung vun engem Projet vu ville Facteuren ofhänkt, kann ech zu dësem Zäitpunkt keen definitiven Datum fir d'Realisatioun vun der Ettelbrécker Ëmgeeungsstrooss annoncéieren.

ad 3. De Käschtepunkt fir dat gesamt Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad gëtt op ronn 1,2 Milliarden Euro geschat. Eng graff Schätzung vun de Käschte fir d'Ettelbrécker Ëmgeeungsstrooss läit bei iwwer 300 Milliounen Euro.

Formation spéciale pour secouristes | Question **7656** (23/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro Nr. 1800 iwwert d'Unerkennung vun der däitscher Formatioun vum Rettungssanitäter an d'medezinnesch Akten, déi Persoune mat dëser Ausbildung maachen dierfen, sot d'Ministesch 2020:

„Déi aktuell Gesetzgeebung iwwer d'Gesondheetsberuffer zu Lëtzebuerg erlaabt de fräiwëllegen an haaptberuffleche Membere vum CGDIS zu dësem Zäitpunkt net, Akten oder Techniken duerchzeféieren, déi duerch dës Gesetzer gereegelt sinn."

Persoune mat enger Rettungsassistent/Noutfallsanitäter-Ausbildung dierfen zu Lëtzebuerg – anescht wéi an Däitschland – also och an engem Noutfall keng medezinnesch Agréffer maachen oder Medikamenter ginn. Allerdéngs geet aus der Äntwert och ervir, dass sech dat eventuell ännere kéint, well am Kontext vun der Etüd „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg" vun der Madamm Lair zesumme mam CGDIS gepréift géif ginn, ob Ännerunge vum Gesetz sënnvoll kéinte sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wat koum bei den Analyse vun der genannter Etüd an de Gespréicher mam CGDIS eraus?
Sinn Erweiderunge vun de Kompetenze vun de fräiwëllegen an haaptberuffleche Membere vum CGDIS geplangt?

2. 2020 war dem Ministère net bekannt, wéi vill Persoune beim CGDIS eng Formatioun zum Rettungsassistent gemaach hunn. Ass mëttlerweil gewosst, wéi vill Persounen dës Formatioun oder d'Ausbildung zum Noutfallsanitäter gemaach hunn?
Falls jo: Wéi vill Persounen hunn dës Formatiounen (an absolutten Zuelen an a Prozent) gemaach?
Falls nee: Ass d'Ministesch net der Meenung, dass dës Zuele wichteg wieren, fir ze wëssen, wéi vill Persoune bei enger Unerkennung vum Diplom an enger Upassung vum Gesetz direkt um Terrain déi nei Akten duerchféiere kéinten?

Réponse (16/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Op Nofro beim CGDIS kann ech dem Deputéierte matdeelen, dass 52 fräiwëlleg respektiv haaptberuffllech Pompjeeën den Diplom vum Rettungsassistent hunn an 2 Persounen den Diplom vum Noutfallsanitäter. Ech wéilt den Deputéierten awer och op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro Nr. 7586 verweisen, an där et och ëm d'Fro ronderëm d'Unerkennung vun dësen Diplomer an déi zukünfteg Beruffsprofiller mat eventueller zousätzlecher Noutfallkompetenz beim CGDIS geet.

Utilisation croissante du protoxyde d'azote à des fins euphorisantes | Question **7659** (23/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans nos pays voisins l'utilisation croissante du protoxyde d'azote (Lachgas) à des fins euphorisantes,

[1] Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council concerning batteries and waste batteries, repealing Directive 2006/66/EC and amending Regulation (EU) No 2019/1020 [COM/2020/798 final]: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A52020PC0798

[2] 7th High-Level Meeting of the European Battery Alliance main takeaways by the Chair Maroš ŠEFČOVIČ and the Council Presidency: https://single-market-economy.ec.europa.eu/system/files/2023-03/Main%20takeaways_7th%20High-Level%20Meeting%20of%20EBA.pdf

[3] https://single-market-economy.ec.europa.eu/publications/net-zero-industry-act_en

surtout parmi les jeunes, a alerté les autorités compétentes. Le gaz « hilarant », normalement utilisé à des fins médicales pour ses propriétés anesthésiques et analgésiques est aussi utilisé comme gaz de pressurisation dans l'alimentation.

1) Comme ce type de gaz est facile à acquérir, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé si son mésusage à des fins euphorisantes a aussi été observé au Luxembourg.

2) Quelles sont, le cas échéant, les mesures qui ont été prises à l'encontre de ce phénomène hautement préjudiciable pour la santé des utilisateurs ?

Réponse (30/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le protoxyde d'azote, également appelé oxyde nitreux ou encore gaz hilarant, est un gaz incolore utilisé en anesthésie, chirurgie et odontologie comme adjuvant (en mélange avec de l'oxygène) pour ses propriétés anesthésiques et antalgiques. Il est dit « gaz hilarant » car euphorisant à l'inhalation, et est consommé ainsi par certains adolescents et jeunes adultes à titre récréatif pour ses propriétés psychodysleptiques.

Concernant son usage « alimentaire », le gaz est vendu sous forme de cartouches d'acier de forme ovale (pour les siphons à chantilly par exemple) ou de bonbonnes dans les commerces de proximité et sur Internet.

Malgré l'observation d'un certain regain de popularité, à l'image de ce qui s'observe dans beaucoup d'autres pays de l'Union européenne, les informations sur l'usage du protoxyde d'azote par certains jeunes, surtout dans des contextes festifs et récréatifs, dont dispose le Ministère de la Santé, laissent conclure à un usage assez marginal au Luxembourg.

ad 2) La molécule et les cartouches en question font partie des produits psychoactifs suivis par le dispositif de monitoring de nouvelles substances et tendances émergentes de consommation de la Direction de la santé.

Comme le phénomène de l'usage de protoxyde d'azote par certains jeunes n'est pas nouveau, les associations spécialisées œuvrant dans les milieux récréatifs et jeunes sensibilisent les jeunes de façon renforcée sur les effets et risques de l'usage détourné de protoxyde d'azote par les moyens et canaux appropriés et dans leurs interactions avec le public jeune.

L'évolution éventuelle de la prévalence de l'usage de protoxyde d'azote continuera par ailleurs à être surveillée de près, ensemble avec d'autres substances émergentes ou réémergentes, consommées à des fins récréatives.

Équipement informatique des élèves de certaines formations en agriculture | Question **7664** (24/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Digitalisatioun ass Deel vun der Educatioun. Et ass deemno net vun ongefeier, dass an de Lycéeën ëmmer méi Formatiounen ugebuede ginn, bei deenen d'Schüler mat informateschem Material schaffen, mat Tablet (iPad) oder Laptop, sou zum Beispill beim Projet „one2one" vum Ministère.

Bei bestëmmte Formatiounen ass bewosst de Choix geholl ginn, fir mat Laptoppen ze schaffen, well fir de Cours eng Windows-Plattform gebraucht gëtt. Mengen Informatiounen no kruten an de leschte Wochen awer bestëmmte Formatiounen – dorënner och de Beräich vun der Landwirtschaft – Bescheed gesot, dass déi entspriechend Schüler vu kommendem Joer un net méi a Fro géife kommen, fir mat Laptoppen equipéiert ze ginn. Fir déi landwirtschaftlech Formatioune bedeit dat, dass d'Inhalter aus de Programmer net méi kënne vollstänneg ëmgesat ginn, a virun allem, dass d'Ausbildung net méi un d'Entwécklung an d'Ufuerderunge vun der Praxis ugepasst ass.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass bestëmmte Formatiounen an Zukunft net méi fir den Equipement mat Laptoppen a Fro kommen?
– Wa jo, wat ass de Grond fir déi Decisioun?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, dass och am Beräich vun der Landwirtschaft mat sougenannte „Smart Technologies" geschafft gëtt an dass grad dës Schüler via adequat informatescht Material heizou Zougang missten hunn?

3. A wéi wäit ass am Virfeld vun der entspriechender Decisioun zugonschte vun Tabletten iwwerpréift ginn, ob doduerch fir déi betraffe Formatioune respektiv Schüler eventuell Nodeeler bei der Wëssensvermëttlung entstinn?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Educatiounsministère huet am Joer 2018 den nationale Programm „one2one" agefouert. Dëse Programm ass initial an d'Liewe geruff ginn, fir kënnen alle Schülerinnen a Schüler a Klassen aus dem Enseignement secondaire an aus der Formation professionnelle een Tablet zur Verfügung ze stellen, an dëst fir den Unterrecht zäitgerecht gestalten ze kënnen, also eng Méiglechkeet ze schafen, fir ënnerschiddlech digital didaktesch Methoden anzesetzen.

Laptoppe si méi spéit an de „one2one"-Programm opgeholl ginn, dëst am Kader vu verschiddene Formatiounen, wéi zum Beispill de Smart-Technologies-Formatiounen[4] an och den Informatikformatiounen. Eng essenziell Iwwerleeung war an deem Kontext, datt de Schüler sollt autonom déi komplett Administratioun vun sengem Laptop assuréieren, net zulescht, well dëst Bestanddeel vu senger Formatioun sollt sinn.

Schoulen, déi déi concernéiert Formatioun offréieren, kréie weiderhin iwwert de „one2one"-Programm Laptoppe fir hir Klassen zur Verfügung gestallt.

ad 2. All d'Klassen aus dem Enseignement secondaire an der Formation professionnelle kënne mat Tabletten equipéiert ginn. Dës si quasi fir all Besoinen, déi an de Formatiounen opdauchen, adaptéiert.

A spezifesche Formatioune kënnen d'Schülerinnen a Schüler och Laptoppe kréien. Doriwwer eraus huet all Lycée d'Méiglechkeet, sech niewent dem „one2one"-Programm Chariote mat Laptoppen am Kader vun der järlecher Acquisitiounsprozedur unzefroen. Dës Laptoppe kënnen dann an eenzelne Klassen an den Asaz kommen, falls et Momenter gëtt, wou d'Tabletten net genuch Méiglechkeete bidden.

Esou verfüügt jiddereen an de Lëtzebuerger Lycéeën iwwert dat adequat informatescht Material, fir seng Formatioun an de beschtméigleche Konditiounen duerchlafen ze kënnen.

ad 3. Doduerch, datt all Schülerin a Schüler aus dem Enseignement secondaire an der Formation professionnelle mat engem Tablet equipéiert ka ginn an doriwwer eraus d'Lycéeë kënne Laptoppen ufroen, gesäit den Educatiounsministère net, wou do eventuell Nodeeler bei der Wëssensvermëttlung entstoe kéinten.

[4] https://men.public.lu/de/grands-dossiers/formation-professionnelle/smart-technologies.html

Déploiement du réseau de fibre optique | Question **7666** (24/02/2023) de **Mme Francine Closener** | **Mme Lydia Mutsch** (LSAP)

De Koalitiounsaccord 2018–2023 gesäit vir, datt déi besteeënd Lacunnen am Glasfaserreseau opgeschafft ginn, fir datt en Internetaccès duerch Kabeluschloss mat ganz héijer Leeschtung („ultra-haut débit") am ganze Land ugebuede ka ginn. Aktuell, am Februar 2023, ass um Internetsite vun der Post ze liesen, datt iwwert 70 % vun de Menagen zu Lëtzebuerg un de Glasfaserreseau ugebonne sinn. Am Aktiounsplang fir digital Inklusioun (2021) ass ze liesen, dass 12 % vum Land nach net un de Breitbandkabel ugeschloss sinn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un de Minister fir Kommunikatioun a Medie stellen:

– Wéi ass den aktuelle Stand vun der Installatioun vum Glasfaserreseau am Land? Ginn et spezifesch Regioune respektiv Gemengen, déi manner gutt verbonne sinn?

– Wäert d'Zil, dat ganzt Land un de Glasfaserreseau ze verbannen, bis Enn vun der Legislaturperiod realiséiert sinn? Wann net, wat sinn d'Grënn, firwat dëst Objektiv net kann erreecht ginn?

– Bis wéini ass virauszegesinn, datt 100 % vun de Menagen Accès op de Glasfaserreseau hunn?

– Wat ass de Pourcentage vun den Entreprisen, déi aktuell um Glasfaserreseau ugebonne sinn?

Réponse (31/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Fir d'Regierung ass et wichteg, dass souwuel d'privat Stéit wéi och d'Entreprisen eng zukunftsfäeg Connectivitéit zur Verfügung hunn, déi dem Standard vun de „Very High Capacity Networks" (VHCN), also eng Vitess vun 1 Gbps erfëllen. Nieft der Glasfaser gehéieren och de Koaxreseau (DOCSIS 3.x) a 5G Fixed Wireless Access (FWA) zu den Technologien, déi d'VHCN Ufuerderungen (Vitess vun 1 Gbps) erfëllen. Laut de leschten Zuelen aus dem ILR sengem Rapport statistique[5] hu bal 96 % vum Land e VHCN Uschloss – entweeder iwwer Glasfaser oder iwwer Koax – oder esouguer déi zwee. Den Detail zum Ausbau vun deene verschiddenen Technologië fir Reseaue mat „ultra-haut débit" sinn op der Basis vum ILR sengen Donnéeë pro Regioun a Gemeng um Geoportal[6] disponibel.

Wat den Deploiement vun der Glasfaser ubelaangt, ginn et zwou Kennzuelen: Homes Connected an Homes Passed. Bei Homes Passed gëtt gekuckt, ob Glasfaser an der Strooss verluecht ass, an domat en Haushalt an der Strooss am Prinzipp kéint ugeschloss ginn. Esou deckt d'Post praktesch 100 % of, dat heescht all Uertschaften am Land si mat der Glasfaser verbonnen. Bei Homes Connected gëtt bei all Gebai gekuckt, ob et e Glasfaseruschloss huet. Do huet POST Lëtzebuerg wëlles, bis Enn 2025 90 %, a bis 2030 bal 100 % Couverture ze erreechen.

An der Regierung hirer Stratégie ultra-haut débit vun 2021 sinn déi 5 wichtegst Ziler, wat d'Connectivitéit ugeet, resüméiert. Nieft der Disponibilitéit vun héich performanten Uschléss ass et och wichteg, dass d'Konsumente vun de Virdeeler vun dësen neien Technologien tatsächlech profitéieren. Dofir sinn déi éischt Objektiver vun der Regierung hirer Strategie, dass all Stot – onofhängeg vun der finanzieller Situatioun oder vun aneren, z. B. geografesche Contrainten – bis

[5] Rapport statistique ILR : https://assets.ilr.lu/telecom/Documents/ILRLU-1461723625-916.pdf

[6] Relevé géographique du déploiement des réseaux : https://web.ilr.lu/FR/Particuliers/Communications-electroniques/Releve-geographique-du-deploiement-des-reseaux

2025 mol sécher un e Reseau mat Minimum 100 Mbps ugeschloss gëtt.

Een anert Objektiv vun der Strategie gesäit vir, dass och den Ausbau vu VHCN Reseaue weider acceleréiert gëtt. Aktuell si schonn all Verdeelerpunkten (Points of Presence – POP) zu Lëtzebuerg un eng Glasfaser Backbone ugeschloss. Fir dass all Haus, Büro oder Appartement un e VHCN Reseau ugeschloss ka ginn, mussen awer weider Investitiounen an Infrastrukturaarbechten an enker Ofstëmmung mat de Gemengen, mat de Ponts et chaussées a mat de Reseausbedreiwer vu Waasser, Gas an Elektreschem ausgeféiert ginn an deene Regiounen oder op Plazen, déi technesch schwéier ze erreeche sinn oder wou den Uschloss immens deier gëtt. Hei spillt och de „cablage vertical", also besonnesch d'Verkabelung innerhalb vun de Coproprietéiten/vun Appartementshaiser eng wichteg Roll. Och sinn Autorisatiounen oder Koordinatioun vu Chantieren een Aspekt, deen an der Strategie adresséiert gëtt.

Wat d'Entreprisen ugeet, do sinn haut bal 100 % vun den Entreprisen un de Glasfaserreseau ugeschloss; et gi just e puer Fäll, an deenen déi néideg Geneemegunge fir d'Aarbechten nach net erdeelt gi sinn.

En ligne mat den Ziler vun der EU-Kommissioun soll all private Stot an Entreprise bis spéitstens 2030 direkt un en héchst performante Reseau ugeschloss kënne ginn, deen 1 Gbps oder méi erreecht.

Service de garde pédiatrique de l'Hôpital Kirchberg| Question **7669** (24/02/2023) de **M. Gilles Baum** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

La policlinique pédiatrique et les urgences pédiatriques accueillent les enfants entre 0 et 15 ans, 7 jours sur 7 à l'Hôpital au Kirchberg. Ces services existent depuis 2004 et l'équipe est composée de « pédiatres, chirurgiens pédiatriques, psychiatres juvéniles ainsi que d'autres médecins spécialisés ». En 2022, environ 20.000 enfants ayant eu besoin de soins médicaux urgents ont été traités, dont 6.500 ayant reçu des traitements chirurgicaux.

Outre ses activités régulières, le groupe assure également les services d'astreintes pour les enfants malades à la maternité de la Clinique Bohler et à la néonatologie pendant toute l'année.

En 2022, le Ministère de la Santé avait annoncé avoir signé avec la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (« FHL ») une convention garantissant l'indemnisation des gardes et des astreintes du personnel médical. Il nous revient que pour la pédiatrie de proximité de l'HRS-Kirchberg, une seule ligne de garde pour les pédiatres a été retenue. Une ligne de garde pour les chirurgiens pédiatriques fait défaut.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Est-ce que Madame la Ministre estime qu'un service de garde par un seul pédiatre est suffisant, et que les services d'un chirurgien pédiatrique ne sont point requis pendant les heures de garde ?

– À qui devront s'adresser les parents avec leurs enfants gravement malades ou ayant besoin de soins chirurgicaux prochainement, si les gardes par des chirurgiens pédiatriques ne sont plus assurées, et que d'autres hôpitaux, tel la « KannerKlinik », atteignent régulièrement leurs limites ?

– Étant donné les chiffres de patients jeunes aux services impactés, est-ce que le Ministère de la Santé a anticipé les problèmes potentiels de capacité ?

– Comment le Ministère de la Santé veut-il garantir à l'avenir les meilleurs soins possibles aux enfants ayant besoin de soins médicaux urgents ?

Service de garde pédiatrique de l'Hôpital Kirchberg| Question **7677** (27/02/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Wéi aus engem rezente Bréif vu Representante vun der Chirurgie pédiatrique vum Hôpital Kierchbierg un de Chamberpresident ervirgeet, hunn d'Kannerdokteren an d'Kannerchirurge Bedenken hisiichtlech dem Accord aus dem Joer 2022 zu den Dokteschdéngschter tëscht dem Gesondheetsministère an der Fédération des hôpitaux. Aus dësem Accord geet ervir, dass fir d'Pediatrie de proximité vum HRS-Kierchbierg nëmmen nach eng Ligne de garde fir d'Kannerdoktere virgesinn ass a guer keng méi fir d'Kannerchirurgen. Dëst géif heeschen, dass d'Kanner an d'Elteren am Noutfall keng Garantie dofir hätten, dass ee Kannerchirurg bereetsteet, fir hinnen am spezifesche Fall weiderzehëllefen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Sinn d'Representante vun der Chirurgie pédiatrique am Virfeld zu dësen Erneierungen, déi aus dem Accord vun 2022 ervirginn, consultéiert ginn?
• Wa jo, wéi war d'Resonanz aus dem Secteur?

– Wat sinn d'Grënn vun der Regierung, fir just nach eng Ligne de garde fir d'Kannerdoktere virzegesinn a keng méi fir d'Kannerchirurgen?

– Wéi kann d'Regierung garantéieren, dass duerch dës Ännerungen deene klenge Patienten nach ëmmer den néidege medezinnesche Suivi garantéiert gëtt?

– Wat fir Repercussiounen huet dës Entscheedung op de Secteur?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

La loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière retient que les services pédiatriques sont organisés autour de services pédiatriques nationaux et services de pédiatrie de proximité décentralisés. Alors que les services nationaux, tels que notamment pédiatrie spécialisée et chirurgie pédiatrique, sont organisés au sein de la Clinique Pédiatrique du Centre hospitalier de Luxembourg, les autres centres hospitaliers sont dotés d'un service de pédiatrie de proximité.

La prise en charge des enfants se fait au niveau des services d'urgence des centres hospitaliers respectifs. Toutefois, le service des urgences pédiatriques assure une disponibilité 24h/24 et 7j/7. Le règlement grand-ducal du 25 janvier 2019 déterminant les exigences et les normes auxquelles doivent répondre les services hospitaliers d'urgence des hôpitaux et le service hospitalier national d'urgence pédiatrique prévoit que les enfants sont évalués par une infirmière de tri selon l'échelle européenne de tri (5 moins urgent - 1 vital) et dispose que les niveaux de sévérité 3 à 1 sont à réadresser aux services pédiatriques nationaux après une première prise en charge et stabilisation au sein des services d'urgence.

Il découle de ces principes qu'une ligne de garde d'astreinte est assurée au sein du service de chirurgie pédiatrique national.

Dans le cadre de la démarche en vue de l'élaboration d'une solution nationale pour l'indemnisation des gardes sur place et astreintes prestées par les médecins hospitaliers qui est basée sur les dispositions légales et réglementaires applicables, les discussions menées avec les représentants de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD), de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) et des directions générales des quatre centres hospitaliers (CHEM, CHdN, CHL, HRS) ont abouti au périmètre des gardes et astreintes indemnisables découlant des dispositions légales.

Alors que l'indemnisation des lignes d'astreinte n'a été prévue du lundi au vendredi que de 18 heures à 7 heures (pendant treize heures) et le samedi, dimanche et les jours fériés légaux 24 heures sur 24, ce qui correspond à l'indemnisation des astreintes en dehors des heures d'ouverture normales des cabinets médicaux, les représentants de l'AMMD ont quitté la table de négociation.

Dans une volonté de mettre en place le système d'indemnisation dès juin 2022, une convention projet pilote portant organisation d'un système national d'indemnisation pour les gardes sur place et astreintes des médecins hospitaliers a été signée en novembre 2022 entre l'État luxembourgeois et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL), Fédération où tous les hôpitaux sont représentés et leurs conseils médicaux respectifs.

La méthodologie retenue se base sur les textes législatifs et réglementaires applicables et est structurée selon les services hospitaliers autorisés. L'indemnisation des gardes sur place et astreintes prestées dans le cadre de la continuité de services, c'est-à-dire la disponibilité médicale prévue dans les définitions des services hospitaliers à l'annexe 2 de la loi hospitalière et pour le service d'urgence par le règlement grand-ducal du 25 janvier 2019, est visée par ladite convention.

La continuité des soins, principe retenu dans l'article 66 du Code de déontologie médicale : « la continuité des soins aux malades doit être assurée », c'est-à-dire le suivi dans la durée du séjour hospitalier des problèmes de santé d'un patient, n'est pas visée. Les prestations dans le cadre de la continuité des soins ne sont par conséquent pas indemnisées dans le cadre de la présente convention. En effet, elles sont rémunérées par la nomenclature des actes.

Comme le CHL exploite les services nationaux « chirurgie pédiatrique », « pédiatrie spécialisée », « néonatologie intensive » et « urgence pédiatrique » au sein de la Clinique Pédiatrique, le système national d'indemnisation prend en charge les lignes de garde ou d'astreinte de ces services qui ont été définis sur base de la méthodologie expliquée ci-dessus.

Le CHdN, CHEM et les HRS disposent d'une autorisation de service pour le service « pédiatrie de proximité » et selon la convention mentionnée ci-dessus, une ligne d'astreinte est prévue pour ce service hospitalier pour chaque centre hospitalier afin d'indemniser le pédiatre respectif assurant cette ligne d'astreinte.

Le suivi de l'organisation des services urgences, tant pour la prise en charge des patients adultes que pour les enfants, se fait au niveau du groupe de travail urgences qui vient de relancer ses activités post-pandémie. La synthèse des constats relatifs au secteur primaire, aux services d'urgence et l'accès aux services nationaux seront pris en compte dans le cadre de réflexions de planification.

Impact de la taxe CO_2 | Question **7671** (24/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le droit d'accise autonome additionnel dénommé « taxe CO_2 » sur les produits énergétiques a été introduit au 1er janvier 2021. D'abord fixé à 20 € par tonne,

le montant de la taxe est ensuite passé à 25 € en 2022 et à 30 € en 2023.

Le projet de loi sur le budget pour l'exercice 2021 justifiait l'introduction d'une telle taxe par le raisonnement suivant : « [...] la tarification du carbone joue [...] un rôle important dans de nombreux pays et constitue un outil supplémentaire en termes d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. En ce sens, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) adopté par le Gouvernement en conseil en date du 20 mai 2020 a prévu l'introduction d'une taxe CO_2. La "taxe CO_2" sera un outil de plus visant à permettre au Luxembourg d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris. »

Le PNEC précité précise sur ce point : „Luxemburg wird [...] mit der anstehenden Steuerreform einen CO_2-Mindestpreis einführen und diesen im Einklang mit den Zielen des Pariser Klimaabkommens kontinuierlich anpassen." Le prix par tonne de CO_2 émise est ainsi directement mis en relation avec le niveau de l'atténuation des émissions et l'accord de Paris qui prévoit de limiter le réchauffement climatique d'ici 2100 à 1,5° C. Dans ce sens, le montant de la taxe et son impact devraient être réévalués continuellement pour déterminer si le dispositif est effectivement à la hauteur des objectifs en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du Territoire :

1) Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer la contribution de la taxe carbone à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre depuis son introduction ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir évaluer la contribution de la taxe carbone à l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre par rapport aux autres outils auxquels les auteurs du projet de budget pour 2021 ont fait référence ? Dans l'affirmative, sur quelles données se base-t-il ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il commandité ou envisage-t-il de commanditer une étude scientifique pour examiner l'impact spécifique de la taxe CO_2 sur le bilan carbone du Luxembourg ?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Tel qu'illustré dans le bilan définitif des émissions de gaz à effet de serre de l'année 2021 publié le 15 mars 2023, le budget d'émissions à disposition du Luxembourg pour l'année 2021 a été respecté. En légère hausse certes par rapport à 2020 (+5,5 %), année marquée par le confinement lié à la pandémie du Covid-19, les émissions de l'année 2021 se situent nettement (12,7 %) en-dessous du niveau de 2019.

Fin 2020, le Statec avait évalué l'impact de la taxe CO_2 et avait conclu que d'ici 2023 les émissions allaient baisser de 11 % par rapport à une situation sans taxe.

ad 2) Dans le cadre de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), le Statec a été chargé des travaux de modélisation pour élaborer les projections des émissions reflétant les mesures nouvelles et renforcées en matière d'atténuation. Dans ce contexte, la contribution de la taxe CO_2 a été évaluée. Les résultats de cette évaluation ont été intégrés dans l'avant-projet du PNEC révisé, qui fait l'objet d'une consultation publique suite à son adoption par le Conseil de Gouvernement, comme le prévoit la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat.

Les travaux du Statec ont mis en évidence que les objectifs tant énergétiques que climatiques ne sauront être assurés que moyennant une poursuite des majorations annuelles modérées du prix du carbone au même rythme que ces dernières années, à savoir de 5 €/t CO_2. Ainsi, les émissions de gaz à effet de serre seront réduites de près de 58 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2005, tandis qu'un scénario avec une taxe CO_2 plafonnée à 30 €/t permettrait une réduction d'à peine 47 %.

Il est par ailleurs précisé que le Gouvernement maintient que les recettes générées par la taxe CO_2 continueront d'être affectées pour moitié à des mesures de protection du climat et de transition énergétique et pour l'autre moitié à des mesures de compensation sociale pour les ménages à revenus modestes, dont une augmentation de l'allocation de vie chère et un crédit d'impôt intitulé « crédit d'impôt climat ». Pour l'année 2023, le taux de la taxe équivaut à 30 €/t CO_2 avec un crédit d'impôt correspondant de 144 €. Après 2023, le montant du « crédit d'impôt climat » sera fixé chaque année de manière visible pour le citoyen à travers la loi concernant l'impôt sur le revenu et reflétera l'évolution de la taxe CO_2.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la deuxième question, ce travail d'analyse a été confié au Statec.

Marché du carbone | Question **7672** (27/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 29. Juli 2021 ass dat europäescht Reglement (EU) 2021/1119 a Kraaft getrueden. Dëst Reglement gesäit vir, datt bis 2030 d'Kuelendioxidemissioune vun der EU ëm 55 % musse reduzéiert ginn. Fir dëst Zil ze erreechen, ass eng nei Versioun vum EU/ETS-System virgesinn, fir d'Besteierung vu verschiddenen Emissiounen an der EU ze erhéijen. Fir 2027 ass och virgesinn, datt en zweete Kuelestoffmaart (ETS2) fir Heizungen a Gebaier a sougenannt Transportkraaftstoffer, ewéi zum Beispill Diesel a Bensinn, agefouert gëtt. D'Stéit sinn dann och gezwongen, eng zousätzlech CO_2-Steier op Diesel/Bensinn an op Äerdgas oder Masutt ze bezuelen. Fir dëser Präishausse entgéintzewierken, déi duerch d'Aféierung vum ETS-System zustane kënnt, gesäit d'EU vir, e „soziale Klimafong" an Héicht vu 86 Milliarden Euro anzeriichten, deen deenen, déi als Konsequenz vum ETS-System an d'Energieaarmut fale kënnen, hëllefe soll.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. De Polish Economic Institute, a Kooperatioun mat der European Roundtable on Climate Change and Sustainable Transition a Cambridge Econometrics, huet an senger Etüd mam Titel „Costs for households of the inclusion of transport and residential buildings in the EU ETS" festgestallt, datt, duerch d'Aféierung vum ETS-System op Transport a Gebaier, d'Energiekäschten ëm 429 Euro pro europäesche Stot pro Joer an d'Luucht kéinte goen. Kéint d'Regierung an deem Zesummenhang matdeelen, ëm wéi vill d'Energiekäschten zu Lëtzebuerg an d'Luucht ginn, wann hei den neien ETS-System agefouert gëtt? Huet d'Regierung eng Energiepräisdeckelung virgesinn, wann den neien ETS-System zu Lëtzebuerg agefouert gëtt? Wéi sollen d'Stéit kompenséiert ginn a wat mécht d'Regierung, fir géint dee verschäerfte Risiko vun Energieaarmut virzegoen?

2. Kann eis d'Regierung matdeelen, ob a wéi vill Lëtzebuerg an de Social Climate Fund abezilt? Wa jo, wéi vill? Oder soll dee Fong duerch eege Ressourcë vun der Unioun finanzéiert ginn? Wa jo, duerch wéi eng Ressourcë konkreet?

3. Wéi plangt d'Regierung, déi ugekënnegt CO_2-Steier op Transport a Gebaier zu Lëtzebuerg ëmzesetzen? Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Prozent vun der verbrauchter Gesamtenergie zu Lëtzebuerg op privat bzw. ëffentlech Gebaier entfalen? Wéi ginn d'Stéit dovu betraff? Wéi vill muss e Stot un zousätzleche Steiere bezuelen, wann en doheem mat Masutt oder Gas hëtzt?

4. Fir datt d'EU hir Klimaziler erreeche kann, gëtt och d'Unzuel u Verschmotzungszertifikater erofgesat. Kann d'Regierung an deem Zesummenhang matdeelen, wéi déi Lëtzebuerger Ekonomie duerch déi Moossnam betraff ass?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. D'Regierung orientéiert sech bei esou Froe grondsätzlech un den detailléierten Analysen, déi vun offizieller Stell virleien. D'Europäesch Kommissioun koum an hirer Impaktanalys, déi hir legislativ Propositioun fir d'Ausdeenung vum ETS op den Transport an d'Gebaier begleet, zur Konklusioun, datt am Duerchschnëtt d'Ausgabe vun de Stéit, wat d'Energiekäschten ugeet, ëm 0,12 Prozentpunkte vum Haushaltsakommes gesenkt kënne ginn, virausgesat, déi néideg ekonomesch effizient Investitiounen, fir de Verbrauch ze senken, gi gemaach. Mam Social Climate Fund gouf e weidert Instrument geschaf, fir geziilt déi méi vulnerabel Stéit a Mikro-Entreprisë bei dëser Transitioun ze ënnerstëtzen.

Den neien ETS, deen de Stroossentransport, d'Gebaier an déi fossill Brennstoffer a verschiddenen Industrieberäicher couvréiert, viséiert ee CO_2-Präis vu 45 €/t CO_2 ab 2027, wann en a Kraaft trëtt. Et sief bemierkt, datt Lëtzebuerg haut scho mat der CO_2-Tax, déi zanter dem 1.1.2021 a Kraaft ass, eng CO_2-Bepräisung huet. D'Recettë vun dëser CO_2-Tax, déi am Joer 2023 bei 30 €/t CO_2 läit, gi jeeweils zur Hallschent geholl, fir Moossname fir d'Klima- an Energietransitioun ze ënnerstëtze respektiv fir sozial Kompensatiounsmoossnamen en faveur vun de manner bemëttelte Stéit. D'Regierung huet wëlles, dës sozial Redistributioun och an Zukunft weiderzeféieren. Donieft gëtt et eng Rei zousätzlech cibléiert Moossnamen, fir de manner bemëttelte Stéit ënner d'Äerm ze gräifen, wéi zum Beispill en Top-Up vu bis zu 100 % vun de „Klimabonus Wunnen"-Subventiounen.

ad 2. De Social Climate Fund gëtt zum gréissten Deel duerch d'Recetten aus dem neien ETS (Transport a Gebaier) gespeist. D'Memberstaaten droen zur Ëmsetzung vun de Moossname mat hiren eegene budgetäre Moyene bäi.

ad 3. En attendant, datt déi entspriechend Texter am Journal officiel publizéiert ginn, wäert d'Regierung d'Vir- an Nodeeler vun de verschiddenen Optiounen – d'Applikatioun vun dem neien ETS an/oder d'Bäibehale vun der nationaler CO_2-Tax – studéieren.

ad 4. Den europäeschen Emissiounshandelssystem ass en Instrument, dat sech eenheetlech op déi ganz EU applizéiert. Deemno ass net mat enger Distortion de concurrence, déi géint déi Lëtzebuerger Ekonomie géif spillen, ze rechnen. Dobäi kënnt, datt duerch den neie Grenzausgläichsmechanismus (Carbon Border Adjustment Mechanism – CBAM), deen ab 2026 progressiv wäert agefouert ginn, Produkter aus Länner mat manner strenge Klimaschutzoplagen an Zukunft och engem CO_2-Präis wäerten ënnerworf ginn.

Fuite de biomasse à la station de biogaz à Beckerich/Hoevelange | Question **7673** (27/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

En date du 26 février 2023 votre ministère a averti le public d'une fuite importante de biomasse (digestat) sur le site de la station de biogaz à Beckerich/Hoevelange. La biomasse aurait coulé dans un tuyau de la station pour se déverser dans le ruisseau Millebaach, pour rejoindre ensuite la Näerdenerbaach et le ruisseau Pall.

En novembre 2021 un accident similaire mais moins important dans la même station de biogaz avait déjà entrainé la pollution des ruisseaux précités et puis de l'Attert suite à l'absence d'une transmission des alarmes pour alerter un niveau trop élevé de digestat dans les cuves.

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 5400 votre ministère avait précisé les dispositifs de sécurité en place pour éviter ce genre d'accidents et avait également indiqué que l'opportunité de mesures supplémentaires de sécurité serait analysée par votre ministère.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) L'analyse de l'opportunité de mesures de sécurité supplémentaires a-t-elle été menée à bien ? Dans l'affirmative quelles ont été les conclusions de cette analyse ? Des mesures supplémentaires ont-elles été mises en place ?

2) La station de biogaz en question a-t-elle réalisé les travaux nécessaires au niveau de la sécurité suite à cet accident ? Des contrôles à la station ont-ils eu lieu pour vérifier la conformité de la station ? Dans l'affirmative, des défauts ont-ils été constatés lors de ces contrôles ?

3) Le manque de personnel dans les services compétents a-t-il entre-temps pu être redressé ?

Dans la réponse à la question n° 5400 votre ministère avait également communiqué sur l'impact écologique des pollutions sur les cours d'eau concernés. À l'époque votre ministère avait précisé qu'il fallait attendre les analyses réalisées dans le cadre de monitorings biologiques prévus pour 2022 pour connaître l'envergure des pollutions d'un point de vue biologique. De plus une zone Natura 2000 avait été impactée par la pollution survenue en 2021 dont l'envergure n'avait pas été prise en compte par l'Administration de la nature et des forêts (ANF) au moment de la réponse à ma question en décembre 2021.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

4) Un impact écologique dans les cours d'eau, p. ex. un dépérissement de poissons a-t-il déjà pu être constaté suite à la fuite du 26 février ?

5) Une propagation de la pollution vers l'Attert a-t-elle pu être évitée ? Quels dispositifs sont en place pour endiguer la pollution ?

6) Quels ont-été les résultats du monitoring biologique des cours d'eau en question réalisé en 2022 ? Les pollutions survenues en 2021 ont-elles eu un impact négatif durable sur la qualité écologique des cours d'eau ?

7) Les projets de repeuplement mentionnés dans la réponse à la question n° 5400 ont-ils été réalisés ?

8) La qualité écologique et chimique des cours d'eau a-t-elle permis le lancement des projets envisagés par l'Administration de la gestion des eaux (AGE) visant à installer des cages avec des œufs de truites de rivière dans les cours d'eau impactés par les pollutions ?

9) Une évaluation de l'impact des pollutions survenues en 2021 sur l'état écologique de la zone Natura 2000 a-t-elle entre-temps été réalisée par l'ANF ? Dans l'affirmative, quelles conclusions ont pu en être tirées ?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Il y a lieu de préciser que l'incident du 26 février 2023 ne peut pas être assimilé à l'incident du 7 novembre 2021, ni en ce qui concerne son origine ni en ce qui concerne les causes.

En effet, l'incident de novembre 2021 s'est produit au niveau des digesteurs de l'installation. En absence d'une transmission des alarmes pour mettre en garde contre un niveau trop élevé de digestat dans le digesteur, le digestat a débordé des cuves et s'est déversé sur le site de la société et une partie du digestat s'est écoulée le long de la route vers le cours d'eau « Millebach ».

L'incident récent s'est produit au niveau des cuves de stockage final du digestat.

ad 1) L'installation date du début des années 2000, de ce fait l'installation est équipée des systèmes de contrôle et de surveillance d'usage à l'époque. Une analyse des mesures de contrôles et de sécurité supplémentaires a été entamée suite au premier incident et les résultats de cette analyse trouveront leur retombée dans la décision ministérielle issue du dossier introduit par l'exploitant en vue de la mise à jour de ses autorisations et de sa mise en conformité (voir également la réponse à la question suivante).

Dans ce contexte, je tiens à préciser que nonobstant les adaptations spécifiques nécessaires au sein de l'installation de biométhanisation de Beckerich, l'opportunité et la faisabilité des mesures de sécurité supplémentaires n'ont pas seulement été analysées pour ladite installation, mais également pour les autres installations de biométhanisation. Dans une prochaine étape, les mesures de sécurité supplémentaires identifiées seront discutées avec le secteur et une analyse cas par cas sera faite afin de déterminer quelles mesures sont adaptées pour les divers sites.

ad 2) Suivant l'incident du 7 novembre 2021, l'exploitant a mis à jour le système de surveillance du niveau de remplissage des digesteurs de l'installation.

Outre les contrôles lors de l'incident et le contrôle administratif sur dossier, des contrôles ont été réalisés en date du 2 décembre 2021 et du 24 février 2022 par mes services.

Lors de ces contrôles, des non-conformités ont été constatées, y compris des divergences significatives par rapport aux autorisations. L'exploitant a été invité à remédier aux non-conformités constatées et à introduire des dossiers de mise en conformité. Ces dossiers ont été introduits fin 2022 et sont actuellement en cours d'instruction.

Nonobstant ces demandes et indépendamment d'une prescription dans le cadre d'une autorisation individuelle, je tiens à rappeler qu'il est interdit, en vertu de l'article 22, paragraphe 1, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, d'altérer les conditions physiques, chimiques ou biologiques des eaux de surfaces et eaux souterraines. Les mesures de sécurité prescrites sont ainsi complémentaires aux prescriptions et exigences de la loi précitée.

ad 3) En ce qui concerne l'effectif du service compétent auprès de l'Administration de l'environnement le manque de personnel n'a pas pu être redressé. Il s'avère même qu'à la suite de 2 départs en retraite et d'un décès inopiné, l'effectif est actuellement plus réduit. Les démarches nécessaires pour le recrutement pour combler les vacances de poste au sein du service sont en cours.

Le service compétent auprès de l'Administration de la gestion de l'eau n'a jusqu'à présent pas augmenté les effectifs pour le contrôle des installations de biométhanisation. Le service est en cours de développement et les domaines à contrôler, qui sont multiples et diversifiés, sont couverts au fur et à mesure.

À savoir que la création de postes supplémentaires doit se faire via la gestion prévisionnelle des effectifs tout en considérant les autres besoins en personnel de l'administration pour garantir l'assurance de toutes ses missions et, bien évidemment, dans le cadre du nombre de postes accordés via le numerus clausus.

ad 4) Une comparaison des inventaires piscicoles réalisés par l'AGE immédiatement avant et après le passage de la vague de substances polluantes a clairement mis en évidence un déclin de la communauté piscicole à la station du réseau de surveillance du cours d'eau « Pall ». Cette observation était moins accentuée dans l'Attert au niveau de Reichlange, en aval de la confluence de la Pall avec l'Attert, d'une part grâce à l'effet de dilution, d'autre part grâce à l'effet des aérateurs qui ont été placés à cet endroit afin d'assurer l'équilibre en oxygène dans l'Attert.

Vu les résultats des analyses physicochimiques, notamment la teneur importante d'ammonium suite au déversement des substances polluantes, il va de soi que cette pollution a entrainé une dégradation significative au niveau des communautés aquatiques notamment la faune piscicole, qui est très sensible à l'ammoniac, produit de transformation de l'ammonium dans l'eau. Le déversement excessif de digestat lors de l'incident de février 2023 a provoqué des conditions favorables à l'accumulation d'ammoniac d'une part et d'une consommation excessive d'oxygène par activité bactérienne d'autre part ce qui entraîne inévitablement une détérioration des conditions de vie de tous les organismes aquatiques, et le cas échéant un dépérissement de poissons. En effet, un apport trop important de matières organiques, comme du digestat, engendre une activité élevée des bactéries du milieu pour dégrader le surplus en substance organique ; ces bactéries consomment pour ce faire l'oxygène dissous dans l'eau, oxygène qui n'est ainsi plus disponible pour d'autres organismes aquatiques.

De plus, l'effet de colmatage important du cours d'eau par de la matière organique telle que le digestat peut entrainer une perte de la qualité des niches écologiques ou de capacité d'accueil pour certaines espèces. La dégradation de la qualité des habitats aquatiques peut avoir un effet négatif à plus long terme, qui est d'autant plus significatif si le cours d'eau en question est fortement modifié (barrages, berges artificielles, canalisation du cours d'eau, etc.) et sa dynamique fluviale naturelle ainsi perturbée.

ad 5) Les mesures suivantes ont été prises ensemble avec l'exploitant et les autorités sur place le jour de l'incident pour lutter contre la propagation des substances polluantes vers les cours d'eau en aval du déversement, y compris le cours d'eau « Attert » :

– aspiration de la biomasse sur le site et sur la route ;
– épandage de copeaux de bois sur le bord des routes pour absorber la biomasse et freiner sa progression ;
– placement de bottes de paille dans les cours d'eau « Millebach » et « Näerdenerbach » ;
– pompage de l'eau contaminée du cours d'eau « Näerdenerbach » à plusieurs endroits en direction des champs avoisinants.

Malgré ces mesures, il n'a pas été possible d'empêcher la partie majeure du digestat déversé d'atteindre le cours d'eau « Attert » sous une forme diluée.

Suite à l'arrêt du déversement à l'origine de la pollution, la mise en œuvre des mesures susmentionnées a pu être cessée quelques jours après l'incident.

ad 6) L'étude d'évaluation d'impact écologique ordonnée par arrêté ministériel suite aux pollutions de 2021 a conclu qu'il y avait eu un impact immédiat sur la faune piscicole par ce type de pollution dû aux pressions sur l'écosystème aquatique suivantes :

– Une désoxygénation des eaux importante en raison de la suractivité des bactéries pour dégrader l'excès en matière organique. Cette désoxygénation des eaux peut provoquer une mortalité importante de la faune aquatique.
– Une production importante d'ammoniac (NH3). L'ammonium, à pH basique, se transforme, grâce à l'activité bactérienne qui consomme de grandes quantités d'oxygène, en ammoniac, gaz dissous, très toxique pour les poissons.

Par contre, l'étude d'évaluation d'impact, lancée au mois de mai 2022 suivant l'incident de pollution du novembre 2021 n'a révélé aucun impact significatif durable sur les paramètres biologiques. Il y a lieu de noter que les échantillonnages biologiques en vue d'une évaluation de l'état des populations d'organismes aquatiques sont réalisés, pour des raisons de représentativité et de comparabilité, pendant la période du début du printemps jusqu'au début d'automne. Or si une pollution survient en dehors de cette période, p. ex. lors de la période d'hiver (phase à activité métabolique réduite) des analyses biologiques devront être reportées, respectivement répétées au printemps suivant l'incident.

ad 7) Comme indiqué dans la réponse de la question n° 5400, un repeuplement piscicole compensatoire relatif à la perte piscicole (contexte de la pêche) n'a pas été réalisé pour les cours d'eau de surface « Noutemerbaach » et « Näerdenerbaach » pour les raisons déjà expliquées dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée.

Pour le cours d'eau de surface Attert un repeuplement de poissons n'a pas été recommandé dans le cadre de l'évaluation d'impact relative à la perte piscicole. Cependant, afin de compenser la perte de poissons et pour permettre aux locataires de pêche – qui subissent actuellement une perte économique – de reprendre leur activité de pêche, un programme de repeuplement compensatoire est en cours.

D'un point de vue général, il y a lieu de souligner qu'on ne peut pas restituer un biotope qui héberge une multitude d'espèces aquatiques autres que les espèces piscicoles par simple repeuplement de poissons et que ce dernier n'apporte qu'un bénéfice écologique très limité en ce qui concerne la compensation d'une perte écologique après de tels incidents dans des cours d'eau à état écologique déjà dégradé et exposé en permanence à une multitude de pressions, comme tel est le cas des cours « Näerdenerbaach » et « Pall », par exemple.

ad 8) Un repeuplement de truites de rivière issues de la pisciculture de l'État a été réalisé dans le cours d'eau « Nouthemerbaach », vu que les conditions écologiques y étaient favorables au moment du repeuplement. Pour les cours d'eau, pour lesquels un dépérissement total n'a pu être observé et où l'état du cours d'eau est passable, l'Administration de la gestion de l'eau procède, le cas échéant, à des repeuplements uniques supplémentaires suite à des incidents de pollution, en dehors des repeuplements piscicoles prévus par la loi relative à la pêche, sous condition que la pisciculture de l'État dispose d'une quantité suffisante de frai de truites de rivière, quantité qui varie en fonction du succès de reproduction de l'année en question.

D'après la littérature et des observations sur le terrain, il faut toutefois reconnaître le rendement modeste de cette mesure par rapport à son coût : en présence de conditions optimales dans un cours d'eau, le taux de survie de truites à partir d'œufs placés directement dans le milieu naturel est de moins de 10 %

ad 9) Les impacts écologiques se limitant essentiellement au milieu aquatique pour lequel des analyses ont été faites (voir ci-dessus), une évaluation supplémentaire n'a pas été jugée nécessaire.

Foyers pour femmes | Question **7674** (27/02/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Dans votre réponse à ma question parlementaire numéro 7273 du 1er décembre 2022, vous avancez que « en ce qui concerne les femmes ne disposant pas de titre de séjour valide ou en séjour illégal, je tiens à souligner qu'une telle situation est analysée au cas par cas ensemble avec tous les acteurs et ministères concernés ».

J'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes :

– Quels sont vos critères pour traiter ces cas par cas ?

– Quelles sont les différentes solutions que vous identifiez dans ce cas par cas ?

– Est-ce que vous pouvez me confirmer qu'aucune femme notamment en situation de vulnérabilité ne se retrouve exclue des foyers et donc davantage en situation de risque ?

Réponse (15/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Me référant à ma réponse à la question parlementaire n° 7273, je reconfirme que toute personne confrontée à une détresse aiguë, et a fortiori les victimes de violence domestique, est en droit de demander de l'aide au Luxembourg.

En ce qui concerne la prise en charge de victimes de violence domestique ne disposant pas de titre de séjour valide ou étant en séjour illégal, il convient de souligner que ces dernières ont accès aux centres de consultation gérés par les partenaires du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (ci-après « le MEGA »), ainsi que ceux d'autres acteurs de terrain, et peuvent toujours dénoncer les faits auprès de la police.

La décision par rapport à un éventuel hébergement dans un centre d'accueil pour femmes en détresse est toujours prise en concertation avec le gestionnaire du centre et le Ministère des Affaires étrangères et européennes, et notamment la Direction de l'immigration, responsable en matière de décisions par rapport à l'entrée et le séjour de ressortissants de pays tiers.

Une fois que les questions par rapport au séjour ont été clarifiées, la victime de violences domestiques a accès aux structures prenant en charge des victimes de violence domestique ou des femmes en détresse gérées par les partenaires du MEGA.

Des victimes de violence domestique nécessitant une prise en charge urgente peuvent, sur demande d'un gestionnaire conventionné avec le MEGA, bénéficier, de manière exceptionnelle, d'un logement d'urgence temporaire dans un hôtel en cas de surpopulation des foyers existants ou d'une réorientation vers une autre structure pouvant accueillir des personnes en détresse.

Interdiction de l'application TikTok sur les appareils professionnels des institutions européennes | Question **7675** (27/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An enger Pressematdeelung vum 23.02.2023 vun der EU-Kommissioun heescht et:

„Zur Verbesserung der Cybersicherheit hat das Managementkontrollgremium der Kommission beschlossen, die Nutzung der Anwendung TikTok auf dienstlichen Geräten sowie auf persönlichen Geräten, die im Mobilgerätedienst der Kommission registriert sind, auszusetzen. Diese Maßnahme zielt darauf ab, die Kommission vor Cybersicherheitsbedrohungen und Cybermaßnahmen zu schützen, die für Cyberangriffe auf das Unternehmensumfeld der Kommission genutzt werden können. Die Sicherheitsentwicklungen anderer Social-Media-Plattformen werden ebenfalls kontinuierlich überprüft."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Suerge vun der Kommissioun berechtegt sinn an d'TikTok-Applikatioun eng Cybersécherheetsbedrohung duerstelle kann?

2. Plangt d'Regierung en änlecht Verbuet auszeschwätzen oder allgemeng Recommandatioune fir de Public erauszeginn?

Réponse (01/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Digitalisation | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

D'Regierung kann sech am Moment net zu de Suerge vun der Kommissioun prononcéieren, well d'Kommissioun d'Beweeggrënn vun hirer Decisioun net matgedeelt huet. D'Regierung huet iwwert d'Lëtzebuerger permanent Representatioun de 24. Februar bei der EU weider Informatioune bei der Kommissioun heizou gefrot.

Tarifs de rachat du biogaz | Question **7678** (28/02/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Die Sorge über die Zukunft der Biogasanlagen", deen de 27. Februar am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt d'Bedreiwer aktuell staark ënnert deem ze niddregen Aspeisetariff leiden, well si trotz wäit méi héijen Onkäschte keng besser Präisser fir hire Gas erzilen. Zousätzlech kënnen si hir Zousazkäschten, déi als Konsequenz vun der allgemenger Präisdeierecht entstane sinn, awer och net eent zu eent un hir Fournisseure weiderginn. Besonnesch bei der Verwäertung vun ofgelafene Liewensmëttel wieren si dann net méi kompetitiv vis-à-vis vun der auslännescher Konkurrenz. En zousätzlechen Transport vun dëse Liewensmëttel an d'Ausland, fir do verwäert ze ginn, géif allerdéngs am Widdersproch zum regionalen Nohaltegkeetsgedanke vun eise Biogasanlage stoen:

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

– Wéi reagéiert den Här Minister op déi am Artikel thematiséiert Onzoulänglechkeete vun der aktueller Aspeisevergütung? Kéint den Här Minister sech virstellen, dës ze flexibiliséieren, andeems en se entweeder reegelméisseg un d'Entwécklung vun de Betribskäschten an/oder d'Steigerung vu Maartpräisser géif upassen?

Réponse (12/04/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

– Laut dem Règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz gi Biomethananlagen, déi am Anlageregëster agedroe sinn, mat engem Aspeisetariff iwwer 15 Joer ënnerstëtzt. Dësen Tariff ass eng geneemegt Staatsbäihëllef vun der Europäescher Kommissioun. Upassungen am lafende Betrib sinn net ouni Weideres méiglech.

Generell ass bei der Berechnung vun dësen Tariffer eng Inflatioun vun den operative Käschte vun 2 % pro Joer berécksiichtegt ginn. Eng zousätzlech Indexéierung vun den Aspeisetariffer ass momentan net virgesinn.

Wéinst der Präisdeierecht, a fir déi aktuell Hausse vun de Stroum- a Biomasskäschten ofzefiederen, gesäit d'Loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine ab dem 1. Januar 2023 speziell Bäihëllefe fir déi betraffen Anlage vir. Dës Aidë si konform mam europäesche Recht a si speziell un dës Krisenzäit ugepasst. Doriwwer eraus gëtt aktuell mam Wirtschaftsministère gekuckt, fir dësen Anlagen och réckwierkend fir d'Joer 2022 ze hëllefen.

Listes des candidats pour les élections communales | Question **7679** (28/02/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gemengewale sti virun der Dier a queesch duerch d'Land komme politesch motivéiert Bierger zesummen, fir eng Kandidatelëscht an hirer Gemeng ze forméieren.

Vun enger Gemeng goufe mer gewuer, dass d'Kandidaten op enger Lëscht net als Wieler fir dës Lëscht dierften ënnerschreiwen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

– Dierfen d'Kandidaten op enger Lëscht och als Wieler fir dës Lëscht ënnerschreiwen?

Réponse (21/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Fro iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 228 Alinea 1, vum ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003 iwwert d'Presentatioun vun de Kandidatelëschten an de Gemengen, déi nom Proporzsystem wielen. An deene Gemenge kënnen d'Lëschte vu 50 ageschriwwene WielerInne presentéiert ginn.

D'Presidente vun den Haaptwalbüroe vun de „chefs-lieux de circonscription" bei de Chamberwalen hu sech dofir ausgeschwat, fir bei der Praxis aus der Vergaangenheet ze bleiwen, an hu festgehalen, dass déi 50 WielerInnen, déi d'Lëscht presentéieren, net gläichzäiteg KandidatIn op där Lëscht dierfe sinn.

Ech hunn d'Gemenge per Circulaire gebieden, dës Informatioun un de President vun hirem Haaptwalbüro virunzeleeden, fir eng eenheetlech Applikatioun vum Walgesetz ze garantéieren.

Maison pour les sportifs luxembourgeois | Question **7680** (28/02/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An engem rezenten Interview huet den Direkter vum COSL d'Iddi vun engem Haus fir Lëtzebuerger Sportler an der Géigend vun der Coque an d'Spill bruecht, wou si kënnen dra wunnen. Dëse Virschlag wier vun de Sportler selwer komm, well si fir op den Training immens vill Zäit am Auto misste verbréngen, an si bräichten och eng Plaz fir sech zeréckzeéien. Mat sou engem Haus kéint een och vläicht verstäerkt auslännesch Trainingspartner op Lëtzebuerg kréien, ouni datt déi missten an engem Hotel logéiert ginn.

De Sportminister huet sech bereet erklläert, eng Diskussioun zum Theema ze féieren. Hie wier sech awer nach ongewëss, wat d'Plus-value vun sou engem Haus ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Minister stellen:

– Wat hält de Sportminister vun dëser Iddi vum Directeur technique vum COSL respektiv de Sportler?

– Kéint hien sech eng zäitno Diskussioun mat dem COSL virstellen, fir déi verschidden Aspekter vun engem Wunnraum fir Sportler unzeschwätzen?

– Wa jo, wéini kéint sou eng Diskussioun stattfannen?

– Wéini kéint d'Chamber an déi eventuell Pläng mat ageweit ginn?

Réponse (29/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

D'Madamm Deputéierten Nancy Arendt ép. Kemp referéiert sech op eng Iddi, déi den Directeur technique vum COSL viru Kuerzem an engem Interview erwähnt huet, wou et dorëms geet, fir een Haus fir Lëtzebuerger Sportler an der Géigend vun der Coque ze kafen a fräi zur Verfügung ze stellen.

D'Argumenter fir esou een Haus fir Athleete wieren, well si fir op den Training immens vill Zäit an hirem Auto verbréngen missten, well si eng Plaz fir sech zeréckzeéie bräichten, souwéi dann och nach hir auslännesch Trainingspartner net missten an engem Hotel logéiert ginn. Als Sportminister ass ee selbstverständlech oppe fir all innovativ Iddi, déi den Elittesport virubréngen kann.

Esou Haiser fir Athleete gëtt et natierlech méi dacks, dorënner virun allem a Flächestaaten, ewéi beispillsweis an Däitschland oder Frankräich. An dësem Kontext muss een awer korrekterweis och agestoen, datt eist Land weesentlech méi kleng ass an d'Ureesen an d'Coque um Kierchbierg, souwuel iwwert de Stroosseweï och den ÖPNV-Reseau, aus alle Gemengen aus dem Land gutt machbar ass. Als Haaptstad vum Land huet d'Stad Lëtzebuerg och eng Villzuel un ënnerschiddlechen Iwwernuechtungsméiglechkeeten, sou datt de Besoin fir esou eng Infrastruktur fir auslännesch Trainingspartner net onbedéngt ginn ass.

De finanziellen Opwand, fir esou een Haus fir Athleeten ze kafen oder ze bauen, ass bei den héije Logementspräisser zimmlech bedeitend, an dowéinst ass esou ee Projet den Ament keng Prioritéit.

Règlements grand-ducaux concernant la circulation sur toutes les voies publiques | Question **7681** (28/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Vun 1955 bis 2021 goufen no eiser Schätzung 162 Règlements grand-ducaux (RGDen), also zwee Drëttel vun deenen am Ganzen 264 RGDen, déi Vitesslimitatioune betreffen, net dem Staatsrot virgeluecht mat der Begrënnung, si missten an der Urgence geholl ginn. Dëst werft d'Fro op, ob d'Regierung hei déi respektiv legislativ Gesetzer a Prozedure respektéiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi justifiéiert d'Regierung, datt vill RGDen, bei deenen objektiv keng Urgence virlouch, awer ënnert där Prozedur geholl goufen? Probéiert d'Regierung, de Staatsrot systematesch ze ëmgoen?

2. Wéi laang plangt d'Regierung déi RGDen am Viraus, déi si muss am Kader vum Stroosseverkéier huelen? Wann zwee Drëttel vun de Reglementer an deem Domän an der Urgence geholl ginn, weist dat eventuell op e Mangel u Koordinatioun oder Previsioun an dem zoustännege Ministère hin?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Verkéiersreglementer gi geholl, fir de Verkéier op den ëffentleche Stroossen a Plazen ze reegelen, an dat oft am Kader vun der Verkéierssécherheet. Dobäi ass et eng Flicht vu mengem Ministère, fir d'Verkéierssécherheet op de Staatsstroossen ze garantéieren. Ob eng Urgence bei groussherzogleche Reglementer virläit, läit an der Appreciatioun vum Groussherzog. Wat d'Verkéiersreglementer ubelaangt, gëtt d'Urgence oft vun der Regierung invoquéiert, well geféierlech Stroossesituatiounen duerch Verbueter, Restriktiounen, Gebueter respektiv Virfaartsreegele mussen entschäerft ginn. D'Zeréckgräifen op d'Urgence gëtt dann och am Kader vum Avant-projet de règlement grand-ducal vun der Regierung justifizéiert. Dës Virgoensweis minimiséiert d'Warscheinlechkeet, datt et opgrond vun der geféierlecher Stroossesituatioun zu Accidenter mat fatale Konsequenze kënnt.

De Staatsrot ass am Kader vun der legislativer a reglementarescher Prozedur ee consultatiivt Organ. Deementspriechend gesäit den Artikel 95 vun der Verfassung vir, dass de Staatsrot iwwert Gesetzesprojete Stellungname gëtt, haaptsächlech, wat d'Konformitéit vun de virgeschloene Gesetzestexter mat iwwergeuerdente Rechtsnorme betrëfft. Et geet virun allem drëm, eng juristesch Sécherheet ze garantéieren.

Verkéiersreglementer besti gréisstendeels aus standardiséierten Texter, déi op den Dispositioune vum Code de la route opbauen. D'juristesch Sécherheet vu dësen Texter gouf schonns bei viregten Texter vu Verkéiersreglementer vum Staatsrot iwwerpréift, soudatt d'Texter konform sinn. Donieft ass d'Stellungnam vum Staatsrot net bannend an d'Regierung muss deem also net Rechnung droen. D'Regierung huet awer sécher net vir, de Staatsrot ze ëmgoen.

ad 2. Am Fall vun engem Problem vun der Verkéierssécherheet ginn am Reegelfall d'Verkéiersreglementer iwwert d'Urgence geholl.

Esou Situatioune kënnegen sech net am Viraus un, soudatt relativ séier vun den zoustännegen Instanze muss gehandelt ginn. Deementspriechend gëtt op Basis vum Artikel 100 vum Code de la route an enger éischter Phas ee ministeriellt Reglement geholl, dat awer op eng Dauer vun dräi Méint limitéiert ass.

Bei permanente Gefore respektiv därer, déi iwwert ee längeren Zäitraum bestoe bleiwen, muss also dat ministeriellt Reglement duerch e groussherzoglecht Reglement confirméiert ginn. D'Preparatioun an och d'Prozedur fir e groussherzoglecht Reglement dauert awer generell méi laang wéi dräi Méint. Fir an esou Fäll d'Zäitcontrainten ze respektéieren, gëtt d'Urgence invoquéiert.

Dëst kënnt och bei Vitesslimitatioune vir, wann et sech ëm akut Problemer um Stroossereseau handelt.

Exclusion d'athlètes des Jeux olympiques | Question **7682** (28/02/2023) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Schonn nees zirkuléieren am Virfeld vun Olympesche Spiller, déi Kéier vun deenen zu Paräis am Joer 2024, Iddie fir Boykotter oder och vum Ausschloss vu Länner.

Gläichzäiteg wiisst och d'Zuel vun Athleeten, déi un Olympesche Spiller net deelhuele kënnen, well si aus politesche Grënn vun hire respektiven nationalen Daachverbänn gespaart gi sinn.

An dësem Kontext hu mir dës Froen un den Här Sportminister:

1. Huet d'Regierung eng prinzipiell Decisioun, wat de Boykott vu Spiller oder den Ausschloss vun engem

Land vun Olympesche Spiller oder groussen internationale Sportmanifestatiounen ugeet? Ass si der Meenung, datt de Sport soll verbannen an net trennen? Deelt si déi Virstellung vun engem olympesche Waffestëllstand?

2. Vertrëtt d'Regierung, an internationale Gremien am Beräich vum Sport, an deene si vertrueden ass, de Prinzipp vun der Universalitéit vun den Olympesche Spiller an d'Iddi, datt international Sportmanifestatioune sollen dozou déngen, datt d'Länner an d'Leit sech op eng friddlech Manéier treffen a besser kenne léiere sollen?

3. Trëtt d'Regierung dofir an, datt op internationalem Niveau solle Léisunge fir Athleete fonnt ginn, déi aus politesche Grënn vun hiren nationale Sportverbänn gespaart goufen?

Réponse (29/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. Op Initiativ vum Fransous Pierre de Coubertin gouf am Joer 1894 de Comité international olympique gegrënnt. Dem Pierre de Coubertin seng Iddi wor et jo, fir heimat déi national Egoismen ze iwwerwannen a fir eng international Verstännegung anzetrieden. No senger Opfaassung sollt sech „d'Jugend vun der Welt" léiwer a sportleche Competitioune moosse wéi sech um Schluechtfeld bekrichen. Dëst Leitmotiv vum olympesche Fridden ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Regierung selbstverständlech, och wann d'Vergaangenheet gewisen huet, datt den olympesche Fridden dacks net ëmmer agehale ginn ass:

– Ofsoe wärend deenen zwee Weltkricher (also Berlin 1936, Tokio 1940 an Helsinki 1944);
– den Ausschloss vun Däitschland bei de Spiller vun 1920, 1924 an 1948;
– de Mëssbrauch vun de Summerspiller 1936 zu Berlin zu Propagandazwecker vun den Nazien;
– de Boykott vun de Spiller zu Melbourne 1956 vun den Niederlande, Spuenien an der Schwäiz, dëst als Protest géint den Néierschlag vum ungareschen Opstand duerch d'Sowjetunioun;
– d'Attentat op israeelesch Sportler duerch palästinensesch Terroriste bei de Summerspiller 1972 zu München;
– den Amarsch an den Afghanistan duerch sowjetesch Truppen huet zum Boykott vu ville westleche Länner vun de Summerspiller zu Moskau am Joer 1980 gefouert;
– idem ëmgedréint hunn d'Länner aus dem Ostblock 1984 bei den Olympesche Summerspiller zu Los Angeles gefeelt;
– 2022 huet Russland säin Iwwerfall op d'Ukrain de 24.3.2022, also dräi Deeg nom Enn vun den Olympesche Wanterspiller (20.2.2022) an deemno kuerz virun der Eréffnung vun de Wanter-Paralympics (4.3.2022) gemaach.

Den olympesche Fridde gëllt eigentlech ëmmer onmëttelbar virun, wärend an direkt no de Spiller. Dëst ass am Fong eng Kommunikatiounsapproche, fir den olympesche Gedanken ze verbreeden an esou een eethesche Statement ze setzen. Wat dann elo dës méi uewen opgelëscht Boykotter genee bewierkt hunn, ass natierlech schwéier ze soen.

Am rezente Fall vu Russland huet Lëtzebuerg sech allerdéngs der gemeinsamer Erklärung vu 25 EU-Memberstaaten an 10 weidere Staaten, déi sech als Kollektiv vu gläichgesënnten Natioune bezeechnen, ugeschloss. Dës Erklärung ass vu Sportministeren aus 35 verschiddene Länner ënnerschriwwe ginn.

Well de Sport an d'Politick a Russland an a Belarus enk matenee verflecht sinn, ass ee besuergt doriwwer, fir russesch a belarussesch olympesch Athleeten als „Neutraler" bei Competitiounen deelhuelen ze loossen – dëst ass jo d'Bedéngung vum IOC, datt dës Sportler sech net mat hirem Land identifizéieren däerfen. Dëst ass natierlech schwéier ëmsetzbar, well et eng Rei Sportler gëtt, déi finanziell vun hirem Staat ënnerstëtzt ginn. Da ginn awer och déi enk Verbindungen tëschent russeschen Athleeten an dem russesche Militär zerguttst Ulass sech Suergen ze maachen. Dem Kollektiv vu gläichgesënnten Natiounen ass et also zu kengem Moment ëm eng Diskriminéierung eleng opgrond vun der Nationalitéit gaangen. Mee soulaang dës grondleeënd Froe souwéi och keng Kloerheet do ass zu engem ëmsetzbaren „Neutralitéits"-Modell, besteet kee Versteesdemech, fir russesch a belarussesch Athleeten u Wettkämpf zouzeloossen. Déi 35 Länner fuerderen duerfir den IOC op, fir säi Virschlag ze iwwerdenken. Eng weider Feststellung ass, datt Russland a Belarus et selwer an der Hand hu fir ee vollstännege Retour vun hiren Athleeten an déi international Sportgemeinschaft, dëst andeems si deem vun hinnen ugefaangene Krich schnellstens een Enn setzen.

ad 2. Bei dëser Fro muss een drop hiweisen, datt dëst esou net ganz richteg ass mat der Usiicht „Vertrëtt d'Regierung, an internationale Gremien am Beräich vum Sport, an deenen si vertrueden ass [...]".

Beim IOC beispillsweis sinn d'Membere „personnes physiques". Sou sinn dës deemno d'Vertrieder vum IOC an hire jeeweilege Länner an net d'Delegéiert vun hirem Land am IOC, sou wéi an der olympescher Charta virgesinn: « Les membres du CIO représentent et soutiennent les intérêts du CIO et du mouvement olympique dans leur pays et dans les organisations du mouvement olympique au service desquelles ils se trouvent » (Charte olympique 2004, règle 16.1.4, p. 28). Änleches gëllt och fir aner Gremien am Beräich vum Sport, wou een op internationaler Eebene de Vertrieder vu senger nationaler Federatioun ass, an net ee Regierungsvertrieder.

Als Sportminister ënnerstëtzen ech natierlech d'olympesch Beweegung, déi u sech jo d'Zil huet, fir ee Bäitrag fir eng friddlech a besser Welt ze leeschten, dëst andeems d'Jugend mat Hëllef vum Sport Valeure vermëttelt kritt. An all olympescher Sportaart gëtt op all Form vun Diskriminéierung verzicht an si gëtt am Sënn vum olympesche Geescht ausgeübt, d. h. am Mëttelpunkt stinn dat géigesäitegt Verstoen an de Geescht vun der Frëndschaft, der Solidaritéit an dem Fairplay. Déi sportlech Betätegung ass laut Charta vum IOC ee Mënscherecht – all Mënsch muss d'Méiglechkeet hunn, no senge Bedierfnisser Sport kënnen ze dreiwen, mä duerf dat net op Käschte vun anere maachen.

ad 3. Beim Sport sollen am Prinzipp fair a chancëgerecht Competitioune fir méiglechst vill Athleete gewärleescht ginn an den Zougang zu de Sportveranstaltunge fir all Sportler sinn, déi sech no de Reegele vum Sport qualifizéiert hunn. Nëmme sou loossen sech déi interkulturell Méiglechkeete vum Sport ëmsetzen. Der Regierung hir Roll beschränkt sech allerdéngs wéinst der Autonomie vum Sport just op déi politesch Diplomatie. Eppes, wat jo am méi uewe beschriwwene rezente Fall vu Russland a Belarus gemaach gëtt. D'Entscheedungsgewalt läit ëmmer beim IOC oder de jeeweilege Weltverbänn.

Incidents dans l'espace aérien du Benelux | Question **7683** (28/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans une interview récente concernant un éventuel survol d'un ballon suspect de l'espace aérien du Luxembourg, le porte-parole du Ministère de la Défense luxembourgeoise notait : « Chaque année, une vingtaine d'incidents se produisent en moyenne dans l'espace aérien du Benelux. Cela conduit à une dizaine d'interventions d'avions de chasse qui nécessitent quatre véritables interceptions selon la Composante Air belge. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quelle est la nature exacte de ces incidents dans l'espace aérien du Benelux ?

2) Dans combien de cas, et le cas échéant lesquels, l'espace aérien luxembourgeois était-il concerné ?

Réponse (08/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1) Les incidents concernent généralement une perte de communication avec l'aéronef, une mauvaise ou non-identification de l'aéronef ou une dérive, volontaire ou involontaire, de la route de vol prévue. À relever que le 12 novembre 2021, deux bombardiers russes qui étaient entrés dans l'espace aérien de l'OTAN dans la Mer du Nord ont été interceptés et escortés par la Force aérienne belge.

En 2022, il y a eu 17 incidents. Pour l'année en cours, il y a eu cinq incidents.

Ces incidents ont donné lieu à trois interceptions-escortes en 2022 et une interception-escorte en 2023.

ad 2) En 2022, l'espace aérien luxembourgeois était concerné dans trois cas :

– 19 avril 2022 : perte de communication avec les agences de contrôle civil pour un vol au départ de Varsovie (Pologne) et à destination de Madeira (Portugal) ;
– 4 septembre 2022 : perte de communication avec les agences de contrôle civil pour un vol au départ de Jerez (Espagne) et à destination de Cologne (Allemagne) – cet incident a donné lieu à une interception-escorte ;
– 11 septembre 2022 : perte de communication avec les agences de contrôle civil pour un vol militaire au départ de Leipzig (Allemagne) et à destination de Gao (Mali).

En 2023, aucun cas n'est à rapporter dans l'espace aérien luxembourgeois jusqu'à présent.

Gestion des stocks communaux de comprimés d'iodure de potassium du plan d'urgence national « Accident nucléaire » | Question **7684** (28/02/2023) de **M. François Benoy** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Le plan d'urgence « Accident nucléaire » publié sur www.infocrise.lu couvre l'ensemble des situations d'accident nucléaire ou radiologique envisageables, quel que soit leur origine, au Luxembourg ou à l'étranger, et les administrations communales sont mentionnées comme partenaires privilégiés dans l'exécution du plan. Il y a un an, suite à l'agression militaire russe en Ukraine, la prise de contrôle par les troupes russes de la zone interdite autour du réacteur nucléaire explosé en 1986 à Tchernobyl et de l'attaque russe sur la plus grande centrale nucléaire d'Europe dans le sud de l'Ukraine, de nombreuses personnes ont subitement repris conscience que les centrales nucléaires ne posent non seulement un risque « résiduel » en temps de paix, mais surtout aussi un danger transnational en temps de guerre. Force était de constater que, tout comme les citoyens, de nombreux responsables communaux se sont alors rendus compte qu'ils ignoraient l'état voire la localisation de certains de leurs stocks de comprimés d'iode devant servir à approvisionner leur

population en cas de déclenchement du plan d'urgence prémentionné.

Avec la circulaire aux administrations communales n° 4180 du 29 septembre 2022, le Ministère de l'Intérieur a tenu à informer les communes sur la mise en place d'un point de contact « Crise » afin de faciliter l'échange entre les communes et le Ministère de l'Intérieur dans le cadre de l'activation du Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'accident nucléaire. Le ministère a par ailleurs rappelé sa circulaire de 2014 et le rôle des communes, notamment en ce qui concerne la distribution des comprimés d'iode (iodure de potassium).

Ainsi, la circulaire rappelle que le PIU prévoit hors crise une distribution en continu de ces comprimés par les communes aux nouveaux habitants tout comme aux citoyens ayant perdu ou détruit leur blister de comprimés d'iode. En cas d'accident nucléaire respectivement en temps de crise, il est prévu que chaque commune dispose d'un « Plan communal de distribution de comprimés d'iode » prévoyant le dispositif organisationnel. Les communes disposent par contre d'une autonomie complète en ce qui concerne l'organisation et les lieux de distribution.

Dans ce contexte et vu le danger posé notamment par la proximité immédiate des quatre réacteurs de la centrale nucléaire de Cattenom, nous voudrions avoir de Madame la Ministre de l'Intérieur les informations suivantes concernant la gestion des comprimés d'iodure de potassium et les plans communaux de distribution de comprimés d'iode :

1) Le Plan communal de distribution de comprimés d'iode doit-il être adopté par le conseil communal ?

2) Le Plan communal de distribution de comprimés d'iode doit-il être validé par le Ministère de l'Intérieur ?

3) Combien de communes ont déjà mis en place le point de contact « Crise » demandé par le ministère ?

4) Combien de communes disposent actuellement d'un Plan communal de distribution de comprimés d'iode valide ?

5) Existe-t-il des mesures ou procédures d'urgence spécifiques pour les communes luxembourgeoises les plus proches de la centrale nucléaire de Cattenom ?

6) Par quels vecteurs et dans quelles langues est-ce que la communication de crise est prévue en temps normal et en temps de crise aux niveaux du plan d'urgence national « Accident nucléaire » et des plans communaux de distribution des comprimés d'iode ?

7) Madame la Ministre peut-elle confirmer que la limite d'âge recommandée pour la prise des comprimés d'iode en situation de crise est de 45 ans et non pas de 30 ans comme affirmé en date du 27 février 2023 au conseil communal de la Ville de Luxembourg et repris le lendemain par plusieurs médias ?

8) Est-ce qu'il existe des formations pour les fonctionnaires communaux assurant la distribution des comprimés d'iode afin de les doter des connaissances nécessaires pour pouvoir répondre de façon compétente aux questions que posent les citoyens lors de la remise des paquets ? Dans la négative, est-il envisagé d'en organiser et, le cas échéant, dans quel délai ?

9) Quelles sont les recommandations à l'adresse des communes pour la remise des paquets de comprimés d'iode aux citoyens qui ne s'inscrivent pas physiquement au bureau de la population de leur nouvelle commune de résidence, mais par www.guichet.lu ?

Réponse (04/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Le Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'accident nucléaire prévoit une planification de l'évacuation dans un rayon de 15 km et une planification de la mise à l'abri et de l'absorption des comprimés d'iode stable dans un rayon de 25 km à partir de la centrale nucléaire de Cattenom. Pour ce qui concerne plus précisément les comprimés d'iode, il est rappelé que leur prise n'est pas indiquée à partir de l'âge de 45 ans.

Le plan prévoit également de pouvoir élargir les rayons mentionnés en cas de besoin suivant une stratégie générale. Un exemple de cette stratégie générale est la distribution des comprimés d'iode stable dans tout le pays. Afin d'assurer une grande disponibilité de comprimés d'iode en cas d'accident nucléaire, le plan précité prévoit une distribution préalable à la population et, en parallèle, un système de stockage proche des populations, notamment dans les communes et dans les établissements scolaires.

Dans le cadre des travaux du groupe de travail « Communes résilientes » de la plateforme interministérielle pour la réduction des risques de catastrophe, un échange sur le PIU en cas d'accident nucléaire et plus spécifiquement sur le rôle des communes dans le cadre de la distribution des comprimés d'iode a eu lieu en 2022. Suite à cet échange, la circulaire n° 4180 a été diffusée.

Comme soulevé par les honorables Députés, cette circulaire a rappelé les modalités de distribution des comprimés d'iode en temps normal ainsi qu'en temps de crise et la mise en place d'un point de contact générique « crise » entre-temps instauré par 50 communes.

En ce qui concerne le Plan communal de distribution de comprimés d'iode (PCDCI), des réflexions sont menées au niveau du groupe de travail susvisé dans l'objectif d'accompagner les communes dans la mise à jour ou la création de plans communaux de résilience. Il s'agit d'encourager les communes à établir des plans multirisques sur base d'une analyse des risques. Ces plans définiraient ainsi des mesures de prévention, de préparation des services essentiels de la commune et l'organisation des autorités communales en cas d'urgences ou de catastrophes.

Étant donné que certains éléments sont immuables, quelles que soient les circonstances, notamment l'organisation des autorités communales, il est prévu que les mesures préparatoires et nécessaires pour faire face aux différents risques, telle que la distribution de comprimés d'iode en cas d'accident nucléaire ou de masques lors d'une crise sanitaire, soient intégrées dans ce plan de résilience.

Il reviendra au conseil communal de délibérer sur les plans visés, mais ils ne sont soumis à aucune mesure de surveillance administrative relevant du Ministre de l'Intérieur.

Les communes ont été informées de leurs responsabilités en cas d'accident nucléaire et qu'il leur revient d'assurer la distribution des comprimés d'iode. Il y a encore lieu de noter que des instructions précises pour l'utilisation et la prise des comprimés d'iode sont trouvables sur le site www.infocrise.lu. La brochure d'information « Que faire en cas d'alerte nucléaire » y est également disponible en français, allemand, anglais, luxembourgeois et portugais. Des informations supplémentaires peuvent être demandées auprès de la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé.

Le Gouvernement est en mesure d'alerter la population par l'envoi d'un SMS d'alerte zonale, de messages via l'application GouvAlert et en déclenchant le réseau des sirènes, en cas d'accident nucléaire.

Les outils de communication supplémentaires en temps de crise sont le site www.infocrise.lu (disponible en français, allemand et anglais) et le compte Twitter @ infocriseLU. La communication via Twitter a principalement lieu en français, mais certains messages peuvent être traduits en anglais et allemand.

Les informations sont également communiquées aux médias nationaux qui ont un rôle important de relais d'information.

Les éventuelles conférences de presse ont lieu en luxembourgeois, et, dans la mesure du possible, une traduction simultanée en français est proposée.

Accidents liés à des arbres pourris | Question **7686** (01/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An de Medie gouf bericht, dass de 27. Februar 2023 op der N10 bei der Bollenduerfer Bréck en Aascht vun engem Bam op en Auto op der Strooss an e Kand, wat do ze Fouss ënnerwee war, gefall ass. Medieberichter no soll d'Gemeng Bäerdref schonn zënter Méint gewosst hunn, dass de Bam banne faul wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kënnen de Minister oder d'Ministesch bestätegen, dass zënter Méint bekannt war, dass de Bam bannendra faul war?

2. Wiem gehéiert de Bam, vun deem den Aascht ofgebrach ass?

3. Onofhängeg dovu, wiem de Bam gehéiert, firwat hu weeder d'Gemeng Bäerdref nach Ponts et chaussées de betraffene Bam am Interêt vun der ëffentlecher Sécherheet ewechmaache gelooss?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Géigesaz zu deenen an de Medien duergestallte Fakten, war menge Servicer net bekannt, datt op där Plaz eng Gefor géif bestoen. Wa vu menge Servicer am Kader vun hire reegelméissege Kontrolle festgestallt gëtt, datt ee Stroossebam an engem schlechten Zoustand ass, ginn deementspriechend Mesurë geholl, fir d'Gefor duerch de Bam sou séier wéi méiglech ze entschäerfen.

An deem Sënn ass och ze betounen, datt et sech bei dësem Bam ëm kee Stroossebam gehandelt huet.

Déi spezialiséiert „équipe d'élagage des arbres" vun der Stroossebauverwaltung, déi den Ënnerhalt vun de Stroossebeem mécht, konnt dëst also net bemierken.

Nieft dem Ënnerhalt vun der „équipe d'élagage des arbres" ginn och reegelméisseg visuell Kontrolle vun de Cantonnieren am Kader vun hirer „police de la voirie de l'État" gemaach.

Bei dëse Kontrolle gëtt nieft diversen anere Saachen och nom Zoustand vun deenen un d'Strooss ugrenzende Beem gekuckt. Dës Kontroll beinhalt, ënnert anerem, ob de Stamm faul Plazen huet oder och wéi d'Kroun ausgesäit (zum Beispill ob se vill Blieder huet oder net).

Well d'Cantonnieren awer keng Experten an dësem Beräich sinn, gëtt am Fall vun engem Zweiwel den zoustännege Fierschter vun der Naturverwaltung geruff.

Leider konnt bei dësem Bam mam bloussen Ae näischt erkannt ginn.

Zousätzlech ass hei och ze bemierken, datt et sech hei ëm ee Lafbam gehandelt huet (eng Esch), deen am Wanter seng Blieder verléiert. Et konnt een also och net direkt un der Kroun erkennen, datt de Bam krank war.

Aus de genannte Grënn konnte vu menge Servicer keng Moossnamen ergraff ginn.

Am Fall, wou ee Bam vu baussen eng erkennbar faul Plaz huet oder anescht ze erkennen ass, datt de Bam sech an engem schlechten Zoustand befënnt, gëtt den zoustännege Fierschter vun der Naturverwaltung vun de Cantonnieren, déi fir déi Streck responsabel sinn, informéiert. Am Joer 2022 goufen eleng am Dikrecher Arrondissement 165 Ufroen („demande d'abattage d'arbre") vun de Cantonnieren, déi esou ee faule Bam erkenne konnten, gestallt.

ad 2. D'Esch, vun där den Aascht ofgebrach ass, stoung op engem Domän vum Staat.

Allerdéngs stoung dëse Bam net direkt laanscht d'Strooss, mee e bëssen den Hang erop an engem Bestand vu méi wéi 50 % Lafbamaarten, deen deementspriechend als Biotop (BK13) geschützt ass.

ad 3. Wéi schonn an der viregter Fro duergeluecht, war menge Servicer net bekannt, datt de Bam an engem schlechten Zoustand war. An Tëschenzäit ass de Bam natierlech ofgeseet ginn. Erhale gouf just nach 1,50 Meter vum Stamm, deen als Doudholz respektiv Liewensraum fir verschidden Insekten déngt.

De Bam stellt also keng Gefor méi fir d'Foussgänger an d'Automobilisten duer.

Et bleift nach ze soen, datt wéinst der Dréchent, déi elo säit fënnef Joer a Lëtzebuerg besteet, d'Esche vun der „Eschentriebfäulnis" oder dem „Eschentriebsterben" bedrot sinn. Dovu ginn d'Eschen esou geschwächt, datt ee méi heftege Wandstouss duergeet, fir se ëmfalen ze loossen.

Utilisation des tablettes dans les écoles | Question **7687** (01/03/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Mobill Medie gehéieren haut zum Alldag vun de Schüler. Iwwer de Pro a Kontra vun der fréier Medienerzéiung am Unterrecht gëtt et reegelméisseg Diskussiounen. Vill Kannerdoktere si vu gesondheetlechen a psychologeschen Niewewierkungen iwwerzeegt (Kappwéi, ADHS, psychesch Erkrankungen). D'Schüler wieren oft iwwerfuerdert vun de quasi endlosen Informatiounen a Méiglechkeete vun den Apparater. Och d'Argument, datt et wichteg wier, fir d'Kanner sou fréi wéi méiglech un déi digital Technik erunzeféieren, fir datt si sech spéider an enger vollstänneg digitaliséierter Aarbechtswelt zurechtfannen, gesi Gesondheetsexperte kritesch. Oft wier souguer de Géigendeel festzestellen. Jee méi a jee éischter mobill Mediennotzung an der Schoul, desto gréisser d'Warscheinlechkeet, datt d'Kanner mam Liewen a mat den neie Medien net gutt eens géife ginn.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt et fir déi physesch a séilesch Gesondheet vun de Kanner a Jugendleche wichteg wier, de Gebrauch vu mobille Medien an de Schoulen op e strikte Minimum, dee pedagogesch begrënnt muss sinn, ze reduzéieren?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, fir all Form vun net pedagogescher Notzung vun Tabletten an den ëffentleche Schoulen ze verbidde bzw. vun den IT-Servicer blockéieren ze loossen, sou wéi dat, eisen Informatiounen no, elo schonns an de meeschte Privatschoule gehandhaabt gëtt?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Schoul ass eng Plaz, wou Kanner a Jonker op d'Liewe virbereet ginn. Am Kader vun där Missioun ass den Asaz vu Methoden, Outilen a Programmer pedagogesch begrënnt. Well souwuel d'Léierpersonal, wéi och dat edukatiivt Personal an de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend sech absolutt bewosst sinn, datt en exzessive Gebrauch vu Bildschiermmedien net gutt fir d'Entwécklung vum Mensch ass, gëtt heirop och besonnesch opgepasst. Am Schoulalldag suergen d'Enseignanten dofir, datt d'Kanner just fir bestëmmte Léieraktivitéiten op digital Medien zréckgräifen, an zwar do, wou dës Outilen e Virdeel am Léierprozess duerstellen a Méiglechkeete bidden, déi aner pedagogesch Materialien net hunn. Et wier schued, dee Gewënn net ze notzen, mee wéi bei allem ass et eng Fro vun der Doséierung a vum Gläichgewiicht. Dofir gëtt an der Schoul ganz vill Wäert op villfälteg Methode geluecht, op Sport a Beweegung, op kreativ Aktivitéiten an op dat gemeinsaamt Léieren am Grupp.

Et gëtt eng Rei Initiativen, déi souwuel d'Enseignantë wéi och d'Eltere ganz geziilt doriwwer informéieren, wéi si mat de Kanner zesummen dofir suerge kënnen, datt d'Bildschiermzäit sënnvoll a mat Mooss genotzt ka ginn. Dëst ass just ee Volet vu villen, deen z. B. am Kader vum neie Projet Eltereforum.lu, deen den Educatiounsministère viru Kuerzem lancéiert huet, thematiséiert gëtt. D'Elterefore si Plazen, op deenen all d'Eltere sech austauschen, informéieren a begleede loosse kënnen.

Zanter ville Joren hëlleft d'Initiativ BEE SECURE vum Service national de la jeunesse (SNJ) a vum Kanner-Jugendtelefon de Kanner an den Erwuessene mat villen interessante Campagnen, ee verantwortungsvollen Ëmgang mat den digitale Medien ze entwéckelen. An deem Zesummenhang sief och nach eemol un hir Campagne „Les écrans en famille" erënnert. Doriwwer eraus ass d'Equipe vu BEE SECURE d'ganzt Joer iwwer an de Schoulen ënnerwee, fir eng ganz breet Palett vu Sensibiliséierungsaktivitéite am Beräich vun den digitale Medie mat de Schüler vun der Grondschoul an de Lycéeën duerchzeféieren.

ad 2. Neen, esou Iwwerleeunge gëtt et aktuell net, well e generellt Verbidden net de richtege Wee ass, fir Jonker staark ze maachen. Mee d'Schoule maachen sech am Kontext vun hire Profiller natierlech Gedanken, wéi si mat deem héije Mediekonsum ëmgoe sollen. Souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire ass de Gebrauch vu Smartphone an Tablet fir privat Zwecker wärend dem Unterrecht verbueden. An de Schoule gëtt et Ulafstellen, z. B. am SePAS, an och aner lokal Initiativen, fir de Schüler eng Hëllef a punkto Mediekonsum unzebidden. Schlussendlech däerf een net vergiessen, datt d'Schüler och an de Coursë selwer sensibiliséiert ginn, sief et am Kader vun der Aféierung vum Coding an dem Schaffe mam Mediekompass an der Grondschoul oder nach am Cours Digital Sciences am Lycée.

Aides financières attribuées à des artistes ukrainiens | Question **7688** (01/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Wéi een am „Luxemburger Wort" vum 27.2.2023 („Ukraine-Hilfe des Kulturministeriums") noliese kann, huet de Kulturministère eng Direkthëllef vu 35.000 Euro virgesi fir ukrainesch Kënschtler, déi trotz dem Krich an hirem Land bliwwe sinn, ze ënnerstëtzen. Dës Hëllef soll un d'„Ukrainian Cultural Foundatioun" goen. Am Kader vun der Berlinale 2023 huet d'Madamm Kulturminister doriwwer eraus un der Grënnung vum „European Solidarity Fund for Ukrainian Films" deelgeholl, engem Fong, dee mat 1 Million Euro dotéiert ass a vun 13 europäesche Länner gedroe gëtt, dorënner och vum Lëtzebuerger „Fonds national de soutien à la production audiovisuelle".

Wann ee sech am Gesetz vum 22.9.2014 „relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle" iwwer d'Missioune vum FNSPA informéiere wëll, liest een: (...) d'encourager la création cinématographique et audiovisuelle et de promouvoir le développement du secteur de la production audiovisuelle au Grand-Duché de Luxembourg notamment par le biais de subventions, d'aides financières, de subsides, de bourses et de récompenses; (...) d'attribuer les aides financières sélectives à la production audiovisuelle créées par la présente loi.

Iwwer dës „aides financières sélectives" heescht et am Gesetz ausdrécklech: L'aide financière sélective au titre de la présente loi ne peut être accordée qu'à des sociétés de capitaux résidentes et pleinement imposables, qui ont pour objet social principal la production audiovisuelle et qui produisent effectivement des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Op wéi enger legaler Basis ënnerstëtzt de Lëtzebuerger Filmfong ukrainesch Cineasten, déi an hirem Heemechtsland bliwwe sinn a keng Attachë mat Lëtzebuerg hunn?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi mentionéiert Direkthëllef vu 35.000 Euro éischter vum Bausseministère misst deblockéiert ginn?

Réponse (07/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1. De „European Solidarity Fund for Ukrainian Filmmakers", dee vun 13 europäesche Filmfongen an d'Liewe geruff gouf, huet als Missioun, Subsiden u Filmprojeten ze ginn, déi vun ukrainesche Realisatricen oder Realisateure gedroe ginn, an an Zesummenaarbecht mat Filmschaffenden aus mindestens engem vun den 13 Länner, déi un dësem Fong bedeelegt sinn, developpéiert oder postproduzéiert ginn.

De Lëtzebuerger Filmfong participéiert mat engem Apport vu 50.000 Euro un dësem Fong. Dës Contributioun kënnt direkt dem Lëtzebuerger Filmsecteur zegutt, well esou déi Lëtzebuerger Filmschaffend d'Opportunitéit kréien, mat Cineasten aus der Ukrain zesummenzeschaffen, déi eng immens renomméiert an héichwäerteg Filmindustrie hunn, an doriwwer eraus mat der ukrainescher Filmindustrie eng laangfristeg berufflech a wirtschaftlech Relatioun opzebauen, dëst op der Basis vum Chapitre 1 Art. 2 Missioun 1 vum Filmfongsgesetz vun 2014: « d'encourager la création cinématographique et audiovisuelle et de promouvoir le développement du secteur de la production audiovisuelle au Grand-Duché de Luxembourg notamment par le biais de subventions, d'aides financières, de subsides, de bourses et de récompenses ».

Sollt ee vun de Projeten, déi mat engem Subside aus dem Solidaritéitsfong developpéiert goufen, a Produktioun goen, an de Projet deemno zu enger offizieller Koproduktioun tëschent enger Produktiounsgesellschaft vu Lëtzebuerg an enger Produktiounsgesellschaft aus der Ukrain ginn, dann däerf déi bedeelegt Lëtzebuerger Firma eng sougenannten „Aide financière sélective (AFS)" beim Filmfong ufroen, déi dann no de Reegelen, déi am Gesetz vun 2014 an dem zoustännege Règlement grand-ducal fixéiert goufen, behandelt gëtt.

ad 2. Laut dem Arrêté grand-ducal du 22 août 2022 portant constitution des ministères fält d'Politique culturelle internationale an d'Attributioune vum Kulturministère.

Service de transport Adapto | Question **7689** (01/03/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Eisen Informatiounen no kënnt et beim Adapto-Service fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit ëfters zu diverse Problemer. Déi Leit, déi an hirem Alldag op dës spezifesch Transportoffer op Demande ugewise sinn, kommen zum Beispill oft ze spéit op hir Rendez-vousen, well nach aner Clienten ofgeholl musse ginn. Bedéngt duerch dës Verspéidunge kënnen déi Concernéiert hir Rendez-vousen net wouerhuele respektiv mussen se annuléieren, an den Adapto-Service erfëllt säin Déngscht net. Da besteet eng grouss Fluktuatioun vum Fuerpersonal um Adapto-Service, an d'Chauffeure kennen sech oft net gutt aus. Des Weidere kréie Leit am Rollstull net ëmmer gehollef, fir aus dem Bus erauszeklammen. Wann een an der Zentral vum Adapto-Service urifft, geet oft keen drop an et kritt ee weeder Hëllef nach Renseignementer ugebueden.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi vill Fäll vu Verspéidungen duerch den Adapto-Service sinn et am Joer 2022 ginn?
– Wéi eng Méiglechkeeten hunn déi Concernéiert an esou Fäll?

2. Ass virgesinn, dass de Chauffeur vum Adapto-Bus de Leit am Rollstull oder deenen, déi net gutt ze Fouss sinn, aus dem Bus eraushëlleft?

3. Gëtt den Adapto-Service reegelméisseg vum zoustännege Ministère evoluéiert?
– Wa jo, wéi?

4. Wéi garantéiert de Minister, dass déi concernéiert Leit an der Zentral vum Adapto-Service den néidege Support ugebuede kréien?

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Callcenter ass all Dag besat, dëst an der Woch vu 6.45 Auer bis 19.00 Auer a weekends vun 9.00 Auer bis 16.30 Auer. Ausserhalb vun dësen Auerzäiten ass de Service Leetstell disponibel, fir bei Problemer zu Faarten oder Buchunge virunzehëllefen. Am Fall vun enger Verspéidung huet de Client d'Méiglechkeet, sech beim Callcenter iwwert den Openthalt vum Bus ze informéieren. Iwwer d'App kann och genau noverfollegt ginn, wéini de Bus beim Client ukënnt. Fir awer all méiglech Verspéidunge fir op Rendez-vousen ze evitéieren, ass et am séchersten, fir d'Faarte mat der Optioun „Arriver à" ze buchen. Bei dëser Optioun kann de Client déi gewënschten Zäit vun der Arrivée uginn an de Programm kann deementspriechend ausrechnen, wéini de Bus muss beim Client sinn.

D'Unzuel vu Verspéidungen ass de Moment net disponibel.

ad 2. Esou wéi och an de Conditions d'utilisation du service Adapto präziséiert ass, kann de Chauffeur de Leit an de Bus eran- an eraushëllefen. Dës Informatioune fënnt een zesumme mam Umeldeformular op adapto.lu a myguichet.lu. D'Chauffeure kréien ausserdeem déi néideg Formatiounen, fir d'Clienten am Rollstull richteg an de Bus eranzesetzen an unzestrécken.

ad 3. Dovunner ausgoend, datt éischter „evaluéiert" gemengt ass, kann ech bestätegen, dass d'Mataarbechter aus dem Service PMR wéi och dem Callcenter konstant am Echange mat de Busfirme stinn, fir déi aktuell Situatioun vum Service am Bléck ze hunn. Doduerch kann op Virfäll oder Retarde méiglechst schnell reagéiert ginn, andeems dës genau analyséiert ginn. Ausserdeem ginn all schréftlech Reklamatiounen zur Kenntnis geholl a mat an dës Analysen afléisse gelooss, fir de Service esou wéi och de Logiciel kënne beschtméiglech ze verbesseren. Den Notzer vun der mobiller App huet och d'Méiglechkeet, an der App eng Bewäertung ze ginn.

ad 4. Wéi scho beschriwwen, ass de Callcenter, an donieft och de Service vun der Leetstell, all Dag disponibel fir d'Clienten. Iwwer d'App hu souwuel de Chauffeur wéi och de Client selwer d'Méiglechkeet, sech géigesäiteg ënnert enger anonymiséierter Nummer unzeruffen.

Avertissements taxés | Question **7692** (02/03/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 7466 ervirgeet, si fir d'Joer 2022, Enn Februar 2023 21 % vun den Avertissements taxés an der Héicht vun 49 Euro an 29 % an der Héicht vun 145 Euro, nach net bezuelt gewiescht. Ausserdeem steet an der Äntwert geschriwwen, „wann nom Rappell iwwert den duebele Montant dësen AT nach ëmmer net bezuelt gëtt, kann de Parquet eng pauschal Geldbouss zum selwechte Montant ausstellen". Dat wäre fir 2022 da 26.200 Dossieren, nëmmen u Contraventioune mat engem zu Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier, déi un de Parquet weidergeleet gi sinn. Donieft sinn zu Lëtzebuerg am Joer 2022, 40.063 Avertissements taxés u Gefierer, déi am Ausland immatrikuléiert sinn, net bezuelt ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Justizministesch, un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un de Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi vill Prozent vun den Avertissements taxés, déi insgesamt 2022 ausgestallt gi sinn, sinn eréischt no engem Rappell duerch een ageschriwwene Bréif bezuelt ginn?

2. Wéi ee Suivi ass virgesi fir déi 40.063 Avertissements taxés just vun 2022, un am Ausland immatrikuléierte Gefierer, déi bis dato net bezuelt gi sinn?
– Wéi héich ass de gesamte Montant, dee fir am Ausland immatrikuléiert Gefierer opsteet, fir d'Joer 2022?

Réponse (03/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Fir d'Joer 2022 si 74 % vun den insgesamt ausgestallten Avertissements taxés direkt bezuelt ginn. Vun den iwwregbliwwene 26 %, déi e Rappell duerch een ageschriwwene Bréif kritt hunn, sinn 10,9 % nodréiglech beglach ginn.

ad 2. De Parquet decidéiert iwwert de weidere Verlaf vun den Dossieren, déi e vun der Police geschéckt kritt, wéi och iwwert de Suivi vun der „amende forfaitaire", déi net bezuelt gëtt. Dat gëllt souwuel fir déi am Ausland wéi och fir déi zu Lëtzebuerg immatrikuléiert Gefierer.

De gesamte Montant vun den net bezuelten Avertissements taxés fir déi am Ausland immatrikuléiert Gefierer beleeft sech op 1.703.882 Euro fir d'Joer 2022.

Bail à ferme | Question **7693** (02/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'CFL verloune respektiv verpachten iwwert d'Gesellschaft CFL-Immo SA ënner anerem och Terrainen un d'Baueren. Dat landwirtschaftlecht Pachtgesetz gëllt ënner anerem net, wann de Verpiechter de Staat oder eng Gemeng ass.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister an un den Här Mobilitéitsminister stellen:

– Falen Notzungsverträg tëschent engem Bauer an der d'Société anonyme CFL-Immo ënnert d'landwirtschaftlecht Pachtgesetz?

– Laut eisen Informatioune verlaangt d'Société anonyme CFL-Immo eng zousätzlech Feierversécherung, wann se Parzellen un e Bauer verpacht. Kann den Här Minister dat bestätegen? Ass dat fir all d'Flächen de Fall? Ginn déi esou verséchert Risiken net d'office vun der landwirtschaftlecher Betribsversécherung ofgedeckt?

– Laut eisen Informatioune muss de Bauer nieft der Pacht bei Vertragsofschloss eng eemoleg Indemnitéit fir „frais d'instruction du dossier et de rédaction de l'autorisation domaniale" bezuelen. Kann den Här Minister eis dat bestätegen?
• Wa jo – firwat ginn dës zousätzlech Indemnitéite gefrot a wéi gëtt dës Indemnitéit berechent?
• Gëtt dat och vun anere staatleche Verwaltungen esou gehandhaabt?

Réponse (07/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Déi gestallte Froe betreffen d'Verpachtung vu landwirtschaftleche Fläche vum Fonds du rail (FdR), déi dem Staat vum Groussherzogtum Lëtzebuerg gehéieren, an dee vertruede gëtt duerch de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Laut Artikel 1 vum ëmgeännerte Pachtgesetz vum 18. Juni 1982 falen ënnert anerem ländlech Gidder, déi dem Staat gehéieren, net ënnert d'Pachtgesetz, och wa se fir d'Ausübung vun enger landwirtschaftlecher Tätegkeet un e Bauer asw. verlount ginn.

Gemäss dem Gesetz vum 6. Juni 2019 an dem Contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire, deen de 7. Mee 2009 tëschent dem Staat an dem Gestionnaire vum Eisebunnsreseau ënnerschriwwen an duerch de Règlement grand-ducal vum 6. November 2009 approuvéiert gouf, esouwéi gemäss der Convention relative à la gestion des immeubles dépendant de l'infrastructure ferroviaire, déi tëschent dem Staat an der SNCFL den 8. Oktober 2019 ënnerschriwwen an duerch de Règlement grand-ducal vum 16. Mäerz 2020 approuvéiert gouf, gëtt de Staat vun der SNCFL als Gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire assistéiert.

D'SNCFL hirersäits huet der Societéit CFL-Immo SA, gemäss dem Artikel 3 aus der virdrun erwäänter Convention relative à la gestion des immeubles dépendant de l'infrastructure ferroviaire, eng allgemeng Vollmacht ausgestallt betreffend all Handlungen am Zesummenhang mam Ofschloss vun engem Vertrag.

Well de Bailleur de Lëtzebuerger Staat ass an net d'Societéit CFL-Immo SA, fënnt dat landwirtschaftlecht Pachtgesetz keng Uwendung op d'Autorisations domaniales, déi fir dës Terrainen ausgestallt ginn.

Aus dem Artikel 10 vun de Kontrakter (Autorisations domaniales) geet ervir, datt déi betreffend Parzellen tatsächlech verséchert musse ginn, an dëst mat deem kloren Zil, d'Baueren ze schützen: D'Schied, déi duerch een einfachen Heckebrand oder duerch Ëmweltverschmotzung a Proximitéit vun der Eisebunnsinfrastruktur kéinten entstoen, kënnen héich sinn.

Déi betreffend Versécherung gëllt fir all Flächen. Dës Fläche sinn an der Praxis relativ kleng, well se direkt laanscht d'Eisebunnsschinne verlafen.

Et ass net méiglech, dës Risike vun der landwirtschaftlecher Betribsversécherung ofdecken ze loossen, well

dës Versécherung op déi landwirtschaftlech Aktivitéit ausgeriicht ass, déi de Bauer op senge privaten Terrainen oder op deenen Terrainen, fir déi hien e Pachtvertrag ofgeschloss huet, ausüübt, am Géigesaz zu den Terrainen, déi vun der Eisebunnsinfrastruktur ofhänken, déi zum ëffentlechen Eegentum vum Staat gehéieren. Dat heescht, de Staat ass Proprietär vun dëse Flächen, déi néideg si fir d'Erbrénge vum Service public iwwert de Persounentransport iwwert d'Schinn. Dës Critèrë berouen op enger stänneger Jurisprudenz (première application relevée, voir l'arrêt du 20 décembre 2012 de la Cour supérieure de justice, publié à la Pasicrisie, tome 9, page 70 et suivantes).

Beim Ofschloss vum Vertrag muss de Bauer, zousätzlech zum Pachtzëns, eng eemoleg Indemnitéit fir d'„frais d'instruction du dossier et de rédaction de l'autorisation domaniale" bezuelen. Dës Indemnitéit fënnt hiren Ursprong an enger Propositioun vun der Commission de l'infrastructure ferroviaire an hirem Avis vum 9. Abrëll 2003. De leschten Avis zu dësem Sujet ass datéiert op den 11. Abrëll 2006 a gëtt nach ëmmer esou applizéiert.

Déi besoten Indemnitéit gëtt zum engen iwwert den Typ vun Immobilie (Gaart, Akerland, Plaz, Wunneng, Schapp) an zum aneren u senger Fläch definéiert.

Lits d'hôpitaux | Question **7694** (02/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zu Lëtzebuerg wiisst d'Populatioun all Joers ëm méi wéi 10.000 Awunner. Dowéinst gëtt et ënner anerem och ëmmer méi schwéier, an de Klinicken e Bett ze kréien. Eng virausschauend Planung ass duerfir extreem wichteg. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi ass d'Auslaaschtung vun de Better an den eenzele Klinicken am Land?

2. Gëtt et eng Berechnungsmethod fir – an Ofhängegkeet vun der Augmentatioun vun der Populatioun – déi zukünfteg gebrauchte Betterzuel festzeleeën?

3. Wa jo, wéi vill nei Better ginn an den nächsten 10 Joer pro Regioun a pro Klinick gebraucht?
– Sinn dës zousätzlech gebrauchte Better schonn a Planung?
– Op wat fir Critèrë baséiert d'Berechnungsmethod?

4. Wann neen, wéi plangt de Ministère den zukünftege Bedarf resp. wéi wëll e sécherstellen, datt och an Zukunft, mat wuessender Bevëlkerung, d'Gesondheetsversuergung nach ka garantéiert ginn?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Analys vun der Auslaaschtung vun de Better an den eenzelen Établissements hospitaliers am Land limitéiert sech op stationär Better. D'ambulant Better sinn net mat abezunn. D'Berechnung vun der Auslaaschtung vun de Better baséiert op dem Ufank an um Enn vun den Deklaratioune vun all de stationäre Prise-en-chargen[7] un d'Gesondheetskeess (CNS).

D'Auslaaschtung vun de Spidolsbetter vun de leschte Joren ass an der leschter Editioun vun der Carte sanitaire dokumentéiert ginn. Déi follgend Tabell weist d'duerchschnëttlech Auslaaschtung vun de stationäre Better am Joer 2019 (Referenzjoer ouni Covidafloss).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Spidolsgesetz gesäit an der Annex II en Total vun 3.040 Better vir. De Ministère vun der Santé huet 2019 insgesamt eng 2.754 Better autoriséiert fir d'Établissements hospitaliers, déi an der Tabell 1 genannt sinn, an d'CNS huet 2.659 Better budgetiséiert. D'Zuele vun der Auslaaschtung limitéieren sech op d'Assuréë vun der CNS.

An der Moyenne waren 2.113,5 stationär Better an der Nuecht beluecht, wat berouend op der zeréckbehalener Hypothees vun enger duerchschnëttlecher Auslaaschtung vun alle stationäre Better aus allen Établissements hospitaliers am Land vun 79,5 % vun der Beleeung am Joer 2019 entsprécht.

Follgende Graphique weist d'Unzuel vun den ambulanten a stationäre Bettebeleeunge pro Dag am Joer 2019 fir déi 4 Centres hospitaliers.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Evolutioun vun der Bettebeleeung vun de 4 Centres hospitaliers weist eng Zickzackform op mat enger méi niddereger Beleeung de Weekend, a generell manner Aktivitéit am Summer an Enn des Joers.

ad 2. Am Kader vun enger Publikatioun, dem Aperçu N° 13 „Modélisation des coûts prospectifs liés aux soins hospitaliers pris en charge par l'assurance maladie-maternité" huet d'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) eng Modelisatioun vum Besoin un de Soins hospitaliers gemaach.

An dësem Aperçu gouf de Recours vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung am Joer 2019, pro Geschlecht an Alterstranche, op déi verschidde Soins hospitaliers (déi op déi verschidde Kapitele vun der internationaler Klassifikatioun vun de Krankheeten (CIM-10) regroupéiert goufen) analyséiert an, op Basis vun der Projektioun vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung, gouf de Besoin u Soins hospitaliers vun der lëtzebuergescher Bevëlkerung bis 2050 simuléiert.

An deem Kader gouf och eng éischt Projektioun vun de Spidolsbetter op nationalem Niveau gemaach an et sief ze bemierken, dass dës Projektioun net engem eventuelle medezinnesche Fortschrëtt Rechnung dréit, well an dëser Projektioun dovunner ausgaange gëtt, dass d'Prise en charge (Dauer an d'Natur vum Spidolsopenthalt asw.) am Spidol identesch zu där am Joer 2019 bleift. Dës wichteg Facteure sinn awer an enger Projektioun vun den néidege Better an der Zukunft ze berücksichtegen.

D'Projektioun vun der Bevëlkerung pro Alter a Geschlecht ass op nationalem Niveau disponibel, net op regionalem Niveau. De Wuesstem vun der Bevëlkerung an den 3 Spidolsregiounen ass net bekannt, an dofir kann dëse Modell och net spezifesch pro Regioun ugewannt ginn.

ad 3. a 4. De Besoin u Spidolsbetter hänkt net nëmme vum Wuesstem vun der Bevëlkerung of, mee och vun hirer Altersstruktur a vum generelle Gesondheetszoustand. Déi zwee lescht Facteure spillen eng wichteg Roll souwuel bei der Bestëmmung vun de Soins, déi gebraucht ginn, wéi och bei der Dauer vun engem Spidolsopenthalt. Des Weidere muss een nieft der Auslaaschtung vu Better och d'Ursaach vun den Hospitalisatioune souwéi déi administréiert Traitementer analyséieren. Dës Informatioune ginn an der „documentation hospitalière" festgehalen, déi am Spidolsgesetz vun 2018 virgesinn ass.

Et muss een och mat a Betruecht zéien, dass déi konstant Weiderentwécklung vun de medezinneschen a chirurgesche Verfaren zu enger Verkierzung vun de Spidolsopenthalter bäidréit an et souguer méiglech mécht, verschidden Interventiounen ambulant duerchzeféieren.

All déi genannte Facteure gi berücksichtegt, fir déi an Zukunft gebrauchte Betterzuel ze berechnen.

D'Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018[8] gesäit an sengen Artikelen 9 an 11 d'Prozedure fir d'Autorisatioun an och d'Verlängerung vun de Services hospitaliers vir. An deem Kader wäerten déi eenzel Spideeler souwuel d'Dispositioune vum Artikel 10 confirméieren a beleeë mussen a kënnen och eventuell Adaptatioune vun den autoriséierte Better pro Service ufroen. Fir eng Planungssécherheet ze hunn, wäerte Spideeler och déi geplangte Better ufroen, déi si am Kader vun infrastrukturelle Projets d'extension de service proposéieren ze realiséieren.

D'Auswäertung vun der Documentation hospitalière vun 2022, déi am Moment vun der Gesondheetsdirektioun gemaach gëtt, wäert bei den Erneierunge vun den Autorisations d'exploitation vun den eenzelnen Etablissementer, déi am 2. Trimester 2023 ufalen, afléissen.

Dës Adaptatioune wäerten am Prinzipp kënnen am aktuelle Kader vum Minimum a Maximum u Better pro Service hospitalier virgeholl ginn. Bei punktuellem Bedarf wäerten eenzel maximal Betterzuelen adaptéiert ginn iwwert de gesetzleche Wee, fir dem Besoin kënne Rechnung ze droen.

Méi laangfristeg wäerte weiderféierend Projektiounen op Basis vun den Donnéeë vun 2022 vum MISA an MSS an Zesummenaarbecht mat dem Observatoire de la santé, dee bis Enn 2023 d'Carte sanitaire publizéiert, erstallt kënne ginn an d'Berücksichtigung vun den uewe genannte Critèren an der Berechnungsmethod vun de Besoine sécherstellen.

Modernisation des cérémonies civiles de célébration de mariage et de partenariat | Question **7695** (02/03/2023) de **M. François Benoy** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Le mariage et la déclaration de partenariat restent des actes importants dans la vie de couple et les personnes concernées aspirent généralement à une organisation plus personnalisée et moins rigide de la cérémonie civile qui gagne en importance face au déclin de la pratique religieuse. Le Gouvernement avait retenu la modernisation de la base légale afférente dans l'accord de coalition 2018-2023 et suite à l'adoption parlementaire des modifications en mai 2022, des célébrations plus modernes, flexibles et individualisées sont désormais possibles. Ainsi, chaque commune peut déterminer d'autres lieux de célébration des cérémonies civiles que la « traditionnelle » maison communale et offrir un choix aux couples concernés.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quelles communes luxembourgeoises ont déjà profité des nouvelles dispositions légales relatives aux lieux de célébration de mariage et de partenariat en ayant fixé des lieux supplémentaires de célébration des cérémonies civiles ?

2) Quels lieux de célébration – ou alternativement quels types de lieux (château, parc municipal, monument historique, centre culturel, salle des fêtes, édifice religieux désacralisé, stade municipal, ...) – chaque commune concernée a-t-elle désignés ?

3) Est-ce que Madame la Ministre a déjà refusé certains lieux désignés pour non-conformité aux critères légaux ? Dans l'affirmative, de quels lieux ou types de lieux s'agit-il ?

[7] Eng Prise en charge ass stationär, wann de Patient méi laang wéi een Dag an iwwer Nuecht an der Klinick ass. Et goufen all d'Prise-en-chargen abezunn, onofhängeg vun hirem Typ („soins normaux", „soins intensifs", Maternité, Reeducatioun, Palliativfleeg, Laangzäitbetter, ...).

[8] Loi du 8 mars 2018 concernant les établissements hospitaliers et la planification hospitalière

4) Combien de communes offrent actuellement aux couples intéressés la possibilité de célébrer leur mariage ou partenariat en dehors des heures de bureau normales et notamment les samedis ?

5) La Ville d'Esch-sur-Alzette permet l'enregistrement audiovisuel de la célébration voire sa transmission en direct sur esch.tv. Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'autres communes offrant de telles possibilités de communication modernes et utiles de la cérémonie ?

La nouvelle législation permet par ailleurs au bourgmestre de déléguer plus facilement ses fonctions d'officier de l'état civil à un.e autre représentant.e du Collège échevinal ou du conseil communal aux fins de la célébration. Ceci permet à un couple de conférer leur cérémonie de mariage ou de partenariat à un membre particulier du Collège ou du conseil avec lequel ils présentent, par exemple, des liens amicaux.

6) Madame la Ministre a-t-elle prévu d'offrir une formation spécifique aux nouveaux élu.e.s issu.e.s des élections communales du 11 juin 2023 afin de les préparer et soutenir au mieux en vue de la célébration de cérémonies civiles de mariage et de partenariat, tout comme pour la cérémonie particulièrement sensible des funérailles ? Dans l'affirmative, quels seront l'envergure et le contenu de cette formation ?

Réponse (31/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Pour l'heure, 32 communes ont eu recours à l'article 29bis de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et ont, par ce fait, offert à leurs citoyennes et citoyens la possibilité de célébrer leur mariage ou partenariat civil dans un cadre plus individualisé en leur offrant un choix de lieux adaptés et conviviaux autres que la maison communale.

Parmi les lieux précités ont été choisis des centres culturels, des salles de fêtes ou encore des châteaux.

Voici une liste qui reprend les communes qui ont profité des nouvelles dispositions légales avec les lieux choisis par voie de délibération du conseil communal et que j'ai déjà approuvés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Jusqu'à présent, je n'ai pas encore refusé l'approbation de nouveaux lieux de célébration. Il convient d'ajouter que mes services sont à disposition des autorités communales pour les conseiller sur la conformité des lieux potentiels lorsque des doutes quant au respect et à l'application des critères établis par l'article 29 bis sont présents.

Pour ce qui concerne la célébration de mariages et partenariats civils en dehors des heures de bureau et les samedis, je ne dispose pas de données vérifiables sur le nombre de communes qui recourent à ces possibilités. Il en est de même pour ce qui est des célébrations qui sont transmises par voie de moyens de télécommunication, tout en supposant que ceci n'est réalisé qu'avec l'accord des couples célébrant leur union.

Finalement, il n'est pas prévu d'organiser une formation spécifique pour les nouveaux élu-e-s issu-e-s des élections communales du 11 juin 2023 afin de les familiariser avec les pratiques et usages relatifs aux cérémonies civiles. Cependant, des réflexions sur une offre adaptée pour soutenir les élu-e-s dans l'organisation et l'encadrement des cérémonies sont actuellement menées.

Assurance dépendance | Question **7696** (02/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng fleegebedierfteg Persoun kann iwwert d'Assurance dépendance en Aidant informel fir doheem ufroen. Wann eng fleegebedierfteg Persoun den Aidant informel wëll wiesselen, da gëtt dës Persoun vun der Assurance dépendance komplett nei evaluéiert, och wann sech hiren Zoustand an hir Fleegebedierftegkeet net geännert huet. Den Dossier gëtt ganz nei gemaach, d'Persoun muss zum Beispill bei den Dokter goen, fir nei Formulairen ze kréien. D'Assurance dépendance soll beim Traitement vun den Dossieren aktuell e Retard vun ongeféier 5 Méint hunn. Den Aidant informel gëtt awer eréischt unerkannt a kann eréischt an d'Pensiounskeess ugemellt ginn, wann déi fleegebedierfteg Persoun nei evaluéiert ginn ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Kann den Aidant informel réckwierkend an d'Pensiounskeess ugemellt ginn?

2. Wéi laang réckwierkend kann den Aidant informel an d' Pensiounskeess ugemellt ginn?

3. Firwat muss déi fleegebedierfteg Persoun komplett nei evaluéiert ginn, just fir den Aidant informel ze änneren, och wann sech hire gesondheetlechen Zoustand guer net verännert huet?

4. An der Äntwert op d'QP Nr. 7204 huet de Minister ugekënnegt, „datt an noer Zukunft géing gekuckt ginn, fir d'Aidanten nach besser ze encadréieren an och ze entlaaschten. Zu deem Moment wäerten dann och nach eng Kéier déi eenzel Forfaiten analyséiert an eventuell ugepasst ginn."

Weess de Minister antëscht, ob d'Forfaite wäerten un déi vill Präishaussen zënter 2018 ugepasst ginn?
– Wa jo, wéini sollen dës Upassunge kommen?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (05/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den „Aidant informel", ewéi den honorabelen Deputéierten an der parlamentarescher Fro schreift, gouf mat der Reform vun der Fleegeversécherung am Joer 2018 zum formellen Aidant, deen zënterhier kloer definéiert ass an och vun der Administratioun fir d'Evaluatioun an d'Kontroll vun der Fleegeversécherung (AEC) evaluéiert gëtt. Dëst ass wichteg, fir d'Qualitéit vun de Leeschtungen, déi den Aidant muss erbréngen, och ze assuréieren. Dës gesetzlech Upassunge goufen och duerch zousätzlech Mesurë begleet, déi den Aidant a senger Roll sollen ënnerstëtzen.

Den Aidant kann ab dem Datum vun der Notifikatioun vun der Decisioun vun der Gesondheetskeess (CNS) betreffend d'Synthèse de prise en charge bei der Pensiounskeess ugemellt ginn.

ad 2. Laut Artikel 432 vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) gëllt beim Umelle vum Aidant respektiv dem Bezuele vun den doraus resultéierte Cotisatiounen eng applikabel Verjärungsfrist vu 5 Joer.

ad 3. Säit der Reform vun der Fleegeversécherung 2018 sinn am Artikel 350 Paragraph 7 vum CSS d'Konditioune festgeluecht ginn, ënnert deenen eng drëtt Persoun, déi an der Fleeg an Hëllef vum Fleegebedierftegen intervenéiert, kann als „Aidant" unerkannt ginn. Säitdeem schwätzt een duerfir och net méi vun „Aidant informel", mä vun „Aidant" (Fleegepersoun).

D'Gesetz gesäit vir, datt eng Persoun, déi sech reegelméisseg an op d'mannst eemol d'Woch un den Hëllefs- a Fleegeleeschtunge bedeelegt, ënner gewësse Konditiounen als Fleegepersoun unerkannt ka ginn. Bei dëser Fleegepersoun kann et sech ëm eng Persoun handelen, déi der fleegebedierfteger Persoun nosteet, oder soss eng Privatpersoun, déi vun der fleegebedierfteger Persoun agestallt gouf.

Dës Fleegepersoun muss vun der AEC identifizéiert an evaluéiert ginn, fir datt d'Sachleeschtungen, déi vun engem Fleegedéngscht erbruecht ginn, duerch Geldleeschtunge kënnen ersat ginn.

D'Fleegepersoun muss present sinn, wann der AEC hire Referent dem Demandeur seng Besoinen evaluéiert. Der Fleegepersoun hir Fäegkeeten an Disponibilitéiten, fir d'Hëllefs- a Fleegeleeschtunge ganz oder zum Deel ze erbréngen, ginn och evaluéiert. Der AEC hire Referent entscheet opgrond vun dëse Krittären a senge Feststellungen, ob d'Persoun, déi sech un den Hëllefs- a Fleegeleeschtunge bedeelegt, am Sënn vum Gesetz als Fleegepersoun unerkannt ka ginn. Den Demandeur an d'Fleegepersoun mussen eng Informatiounsfiche ausfëllen an ënnerschreiwen. Déi ausgewielte Fleegepersoun engagéiert sech, déi Hëllefs- a Fleegeleeschtungen, déi virgesi sinn, bis déi nächst Evaluatioun ze erbréngen. Hiren Numm steet och op der Synthèse de prise en charge bei der Decisioun.

Dës Evaluatioun vum Aidant ass wichteg fir sécherzestellen, datt den Aidant och déi Leeschtunge kann assuréieren, déi d'fleegebedierfteg Persoun laut Synthèse de prise en charge vun der AEC zegutt huet, och wat d'Qualitéit vun de Leeschtunge selwer ubelaangt.

Wann dës Persoun net als Fleegepersoun ka bestätegt ginn, ginn all d'Leeschtungen als Saach- an net als Geldleeschtunge bewëllegt. Wann dës Persoun als Fleegepersoun unerkannt gëtt, erbréngt se d'Hëllefs- a Fleegeleeschtungen eleng oder an Zesummenaarbecht mat engem Fleegedéngscht (Opdeelung vun de Leeschtungen). Der AEC hire Referent leet fest, ob d'Fleegepersoun amstand ass, all d'Hëllefs- a Fleegeleeschtungen eleng ze erbréngen oder ob se vun engem Fleegedéngscht muss ënnerstëtzt ginn. Wann d'Ënnerstëtzung duerch e Fleegedéngscht néideg ass, dann ass der AEC hire Referent dofir zoustänneg, iwwer d'Opdeelung vun den néidegen Hëllefs- a Fleegeleeschtungen ze entscheeden, fir eng beschtméiglech Prise en charge ze garantéieren.

Wann dës Fleegepersoun net méi disponibel ass, huet déi fleegebedierfteg Persoun d'Méiglechkeet, op e Fleegedéngscht vun hirer Wiel zeréckzegräifen. Falls dës Fleegepersoun duerch eng aner Persoun ersat gëtt, muss festgestallt ginn, ob dës aner Persoun d'Konditiounen erfëllt, fir am Sënn vum Gesetz als Aidant unerkannt ze ginn an ob d'Opdeelung vun den néidegen Hëllefs- a Fleegeleeschtunge muss eventuell adaptéiert ginn, dëst fir déi beschtméiglechst Prise en charge vun der fleegebedierfteger Persoun weider ze garantéieren.

Ob d'Fleegebedierftegkeet vun der betraffener Persoun sech an der Tëschenzäit och geännert huet oder net, kann ee just wëssen, wann een dëst iwwerpréift. Eventuell ass eng Verschlechterung vum Gesondheetszoustand vum Fleegebedierftegen e Grond, firwat den unerkannten Aidant net méi wëllt weider Aidant sinn a sech ersetze léisst, sief et duerch eng aner privat Persoun an/oder e Fleegedéngscht.

An deem Sënn ass et nozevollzéien an noutwendeg, dass d'Fleegesituatioun an hirer Globalitéit nei considéréiert an evaluéiert gëtt an den Dokter eventuell och nei Krankheetselementer um Formulaire R20 vun enger Demande dokumentéiert.

Wat den Délai de traitement vun engem Dossier „Aides et soins" bei der AEC ubelaangt, louch deen an der Moyenne fir d'Joer 2022 bei 68,6 Deeg. Tëschent der Receptioun vun der Demande vun der AEC an dem Rendez-vous vun der Evaluatioun vun der Fleegebedierftegkeet louchen an der Moyenne 59,8 Deeg.

ad 4. Den 9. Juni 2022 huet de Minister fir sozial Sécherheet an d'AEC der Chamberskommissioun fir Aarbecht, Beschäftegung a sozial Sécherheet d'Resultater vun enger Enquête virgestallt, déi och op de Rôle vum Aidant cibléiert war. Am Rapport vun där Chamberskommissiounssëtzung stinn d'Detailer vun de Resultater ewéi och d'Konklusioune mat den Echangen an der Kommissioun dran.[9]

An där Sëtzung vun der Chamberskommissioun huet de Minister fir sozial Sécherheet eng Rei Pisten opgelëscht, déi kéinte kuerzfristeg a mëttel- bis laangfristeg ëmgesat ginn.

Eng Rei Piste cibléieren den Aidant a sinn (Extrait vun der Präsentatioun):

– Formation à l'aidant : adaptation des critères d'attribution pour élargir le nombre d'aidants-bénéficiaires de la formation
– Prestations possibles pendant la nuit – analyse :
• bénéficiaires cibles/aidants
• types d'interventions/gardes de nuit
– Prestations en espèces : analyse d'un ajustement des montants
– Aidants – conciliation vie professionnelle : analyse des expériences à l'étranger (congé spécial aidant, etc.)

D'Upassung bei der Formatioun vum Aidant gouf schonn en place gesat, well dofir keng gesetzlech Änneurungen néideg waren. Hei gëtt bei der Evaluatioun vun der AEC, virun allem, wann eng Persoun fir d'éischte Kéier Aidant gëtt, méi cibléiert op déi méiglech Formatiounen higewisen, beispillsweis verschriwwen. Et steet awer natierlech dem Aidant fräi, dës an Usproch ze huelen. Bei enger Reevaluatioun gëtt dann och méi cibléiert gekuckt, ob weider Formatiounen néideg sinn.

Bei de Leeschtungen iwwer d'Nuecht leeft dëst Joer e Pilotprojet mat engem Fleegedéngscht un. Op Basis vun där Erfarung an Evaluatioun vum Pilotprojet sollen da méi spéit déi néideg legal Upassunge virbereet ginn.

Wat d'Geldleeschtungen ubelaangt, esou ass et geplangt, nach dëst Joer eng Upassung mat de betraffenen Acteuren unzeschwätzen an déi eventuell dann op den Instanzewee ze ginn (Upassung vum Code vun der sozialer Sécherheet).

Weider Moossnamen, fir den Aidant ze entlaaschten, zum Beispill de Congé Aidant, ginn och iwwerpréift a mat de betraffenen Acteuren diskutéiert. Och hei si legal Upassungen néideg.

Prestations de la CNS | Question **7697** (02/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass et bei der CNS virkënnt, dass si Persoune fälschlecherweis Leeschtungen zoukomme léisst, op déi dës aus verschiddene Grënn keen Usproch hunn. Wa si hire Feeler bemierkt, fuerdert si dann innerhalb vun e puer Deeg déi komplett Beträg zréck, soss sträicht si de betraffene Persoune Leeschtungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi oft ass et an deene leschte 5 Joer, opgelëscht pro Joer, virkomm, dass d'CNS eng Decisioun réckwierkend geännert huet?

2. Wéi oft ass et an deene leschte 5 Joer, opgelëscht pro Joer, virkomm, dass d'CNS eng Decisioun réckwierkend geännert huet, well si festgestallt huet, dass si fälschlecherweis Leit Leeschtungen accordéiert huet, déi dës eigentlech net zegutt haten?

3. Eis si Fäll bekannt, wou Persounen innerhalb vun e puer Deeg gréisser Zomme sollten zréckbezuelen, déi si fälschlecherweis accordéiert kruten. Wann si dëser Opfuerderung net nokommen, kréien si Leeschtungen, zum Beispill beim Remboursement vu Rechnungen oder bis zu 50 % vum Kannergeld, dat eigentlech fir den Ënnerhalt vum Kand geduecht ass, gestrach. Beim Steieramt ass et esou, dass all Contribuabel d'Méiglechkeet huet, no enger Besteierung, a virun der Echeance vun dëser Besteierung, duerch eng motivéiert Demande een Délai de paiement ouni Zënsen (Délai de paiement bis zu 4 Méint) oder een Délai de paiement mat reduzéierten Zënsen (Délai de paiement tëschent 5 Méint an 12 Méint: 0,1 Prozent pro Mount, oder Délai de paiement tëschent 13 Méint an 3 Joer: 0,2 Prozent pro Mount) beim Steierbüro unzefroen (Äntwert op d'QP N° 6146). D'Héicht vun den Zënsen, déi pro Mount berechent ginn, hänkt also vun der Lafzäit vum Délai de paiement of. Firwat bitt d'CNS hiren Assuréen net déi selwecht Méiglechkeeten un, amplaz hinne Leeschtungen ze sträichen an si esou an eng prekär Situatioun ze bréngen?

4. Fir géint eng Entscheedung vun der CNS kënne Recours beim Geriicht anzeleeën, brauch eng betraffe Persoun eng sougenannten Décision présidentielle aus der Direktioun vun der CNS. Wéi laang ass aktuell d'Durée de traitement bei den Décisions présidentielles?

5. Wat war op déi lescht 5 Joer gekuckt déi längsten Durée de traitement bei den Décisions présidentielles?

Réponse (05/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. Fir d'éischt ass ze bemierken, datt d'Recalculen net mat méigleche Feeler vun der Gesondheetskeess (CNS) oder der Administratioun fir d'Evaluatioun an d'Kontroll vun der Fleegeversécherung (AEC) zesummenhänken, mee éischter domadder ze dinn hunn, datt d'Donnéeën an d'Informatiounen, op deenen sech d'Decisioun baséiert, entweeder méi spéit revidéiert, ergänzt oder korrigéiert goufen. Dat kann zum Beispill doduerch bedéngt sinn, datt d'Situatioun vun enger Persoun ännert, mee déi Infoen entweeder vun der Persoun selwer oder vun engem Drëtten (Prestataire) eréischt méi spéit eragereecht oder à jour gesat ginn.

E konkreet Beispill ass, wann eng Persoun an der Fleegeversécherung (Beneficiaire) net méi doheem ka gefleegt ginn, wou en Aidant dee Moment d'Actes essentiels de la vie (AEV) geleescht huet, an de Beneficiaire kuerzfristeg an engem Etablissement huet missen ënnerkommen. Doduerch, datt dës Info net direkt disponibel ass, bezéiungsweis dat mat engem Decalage an der Zäit verbonnen ass, kritt de Beneficiaire nach ëmmer déi Geldleeschtung iwwerwisen, mee muss déi da réckwierkend un d'CNS zeréckginn, well fir déi Period d'Saachleeschtungen amplaz vun de Geldleeschtungen an Usproch geholl goufen.

En anert Beispill ass eng Oppositioun par rapport zu enger Decisioun vun der CNS, wou dee Moment op Basis vun neien oder zousätzlechen Infoen d'Evaluatioun an doduerch och d'Decisioun vun der CNS ugepasst gëtt, bezéiungsweis eng nei Decisioun geholl gëtt.

Et ass also net esou, datt d'Decisioun per se falsch ass, mee déi baséiert eeben op deenen Infoen an Donnéeën, déi zu deem Zäitpunkt disponibel sinn. Dës kann och um Niveau vun der Evaluatioun vun der AEC spillen, op deenen sech d'CNS fir hir formell Decisioun baséiert.

Wat elo déi konkreet Froe vum honorabelen Deputéierten ubelaangt, stellen d'Rektifikatiounen ënnert 1 % vun all den traitéierten Dossieren „Aides et soins" duerch d'AEC duer.

Iwwert d'Joren 2019 bis 2022 hunn 83 % vun de Rektifikatioune kee Changement op den Niveau de dépendance gehat. An deene Fäll, wou d'Rektifikatioun en Impakt op den Niveau de dépendance huet, ass dës Ännerung meeschtendeels zugonschte vum Beneficiaire.

D'AEC mécht e Monitoring vun de Rektifikatiounen, déi esouwuel de Requis vun den Hëllefs- a Fleegeleeschtunge kënne betreffen, wéi awer och d'Opdeelung vun de Leeschtungen tëschent dem Aidant an dem Fleegedéngscht oder fondéiert Oppositiounen, nodeems e Recours bei der CNS eragereecht gouf.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Am Allgemenge kréien déi betraffe Persounen eng Demande fir d'Restitutioun vun de Montanten, déi si urspréinglech accordéiert kruten. Falls déi gefrote Restitutioun net stattfënnt, gëtt de Leit e Rappell geschéckt a gegeebenefalls och eng offiziell Notifikatioun.

Beim Beispill vun de Geldleeschtunge gëtt d'Restitutioun bei der betraffener Persoun per Courrier ugefrot. Am Fall, wou no 6 Woche keng Reaktioun op dës Opfuerderung kënnt, gëtt eng Erënnerung erausgeschéckt, iert dono déi aner legal Moyenen, déi ernimmt ginn, a Betruecht gezu ginn.

Et ass och ze erwänen, dass d'CNS de Leit, op hir Demande hin, kann e gestaffelte Plang fir d'Réckbezuelung ubidden.

Am Fall, wou déi betraffe Persoun der Opfuerderung net nokënnt, versicht d'CNS déi fälschlecherweis accordéiert Montanten, de legalen Dispositioune vum Artikel 396 vum Code vun der sozialer Sécherheet no, ze recuperéieren, andeems op Leeschtunge vun der CNS oder aneren Institutioune vun der sozialer Sécherheet zeréckgegraff gëtt.

Wat d'Fleegeversécherung ugeet, gëtt am Fall vun enger Réckbezuelungsufro déi betraffe Persoun per Courrier ugeschriwwen an et gëtt hir systematesch e gestaffelte Réckbezuelungsplang proposéiert.

D'Gesondheetskeess fuerdert och keng Zënse fir esou Réckbezuelungen. Et mussen also just déi Montanten zeréck iwwerwise ginn, déi net geschëlt waren.

Et gëtt also ëmmer probéiert, zesumme mat der betraffener Persoun eng Léisung ze fannen, fir déi Leeschtungen, déi net geschëlt waren, de finanzielle Méiglechkeete vun der betraffener Persoun no zeréckzebezuelen, wann déi Persoun och de Kontakt mat der CNS sicht, bezéiungsweis si de Plang, dee fir d'Réckbezuelung opgestallt gouf, och anhält.

ad 4. a 5. Iwwert d'Joren 2019 bis 2023 sinn 380 Oppositiounen traitéiert ginn, woubäi den Duerchschnëtt vum Gesamttraitement, dat heescht tëschent der Receptioun vun der Oppositioun vun der CNS an der Notifikatioun vun der Decisioun, bei 75,9 Deeg läit. Den Duerchschnëttstraitement vun der AEC, dat heescht tëschent der Receptioun duerch d'AEC an dem Datum vun der Validatioun, läit bei 31,4 Deeg.

Des Weideren ass ze betounen, dass d'Decisiounen der Urgence no prioritär traitéiert ginn. D'Veraarbechtung vun enger Decisioun bréngt d'Noutwendegkeet vu verschiddenen Informatioune mat sech, wat dann och eng Auswierkung op d'Dauer kann hunn.

[9] https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0132/020/264204.pdf

École nationale pour adultes | Question **7698** (02/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Op der ENAD, der École nationale pour adultes, kann eng Persoun en neie Karriärswee aschloen an eng nei schoulesch Formatioun maachen. Wärend der Ausbildung mussen d'Leit nees d'Schoulbänk drécken a gi gläichzäiteg zum Deel schaffen. Fir dës Aarbecht ginn si awer just wéi Schüler bezuelt. Fir vill Leit geet dat awer net duer, well si dacks scho matten am Liewe stinn an nach aner finanziell Verflichtungen hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Gesäit de Minister vir, eng Upassung bei de Gehälter virzehuele fir Leit, déi am Kader vun hirem zweete Karriärswee bei der ENAD ageschriwwe sinn?

2. Kéint de Minister sech virstellen, eventuell eng Zort Bourse mat engem Prêt, änlech wéi et dëst aktuell fir Studente gëtt, och fir d'Schüler vun der ENAD anzeféieren?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et ass richteg, datt déi familiär oder finanziell Situatioun vu verschiddene jonke Leit, déi sech an eng Formatioun an der École nationale pour adultes (ENAD) aschreiwen, dacks méi komplex ass wéi déi vun de Schüler aus engem traditionelle Lycée.

Ënnert den 623 Apprenanten, déi d'ENAD opgeholl huet, fanne sech eng gewëss Unzuel u Jonker, déi keng familiär Ënnerstëtzung méi hunn, déi heiansdo selwer fir eng Famill musse suergen, an eng onstabill Wunnsituatioun hunn.

Fir déi jonk Erwuessen, déi an der ENAD ageschriwwe sinn, gëtt et dräi méiglech finanziell Ënnerstëtzungen, jee no Formatioun, an där si ageschriwwe sinn.

Apprenanten, déi an enger Beruffsausbildung am Kader vun der Erwuessenebildung ageschriwwe sinn

Déi jonk Leit, déi an engem Apprentissage pour adultes sinn, kommen an de Genoss vun der Indemnité d'apprentissage conventionnelle plus engem Complément d'indemnité bis zum Betrag vum onqualifizéierte soziale Mindestloun. Zurzäit maachen 133 jonk Erwuessener eng Beruffsausbildung am Kader vun der Erwuessenebildung.

Fir déi nächst Joren ass et virgesinn, d'Beruffsausbildungen, déi am Kader vun der Erwuessenebildung ugebuede ginn, ze erweideren, besonnesch fir den DAP Agent sociopédagogique.

Apprenanten, déi an der Formatioun vum Éducateur en alternance ageschriwwe sinn

Fir zur Formatioun vum Éducateur en alternance zougelooss ze ginn, mussen déi op d'mannst 21 Joer al jonk Leit en Aarbechtskontrakt vu wéinstens 16 Stonnen d'Woch an engem Beruff aus dem edukativen a soziale Beräich hunn. 131 Apprenantë sinn zurzäit an der Formatioun vum Éducateur en alternance ageschriwwen.

Apprenanten, déi an net beruffsausbildende Formatiounen ageschriwwe sinn

Apprenanten, déi an der ENAD an net beruffsausbildende Formatiounen ageschriwwe sinn, kënnen an de Genoss komme vun der Aide à la formation, der Prime de formation an der Indemnité de formation, sou wéi virgesinn an der Loi du 16 mars 2007 portant création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation.

Fir eligibel ze sinn, däerf de jonken Apprenant (deen op d'mannst 25 Joer al ass) zesumme mat de Persounen, déi Deel si vum Stot, an deem hie lieft, net méi verdénge wéi dat, wat virgesinn ass fir de Revenu minimum d'insertion. Fir kënnen all Mount vun enger Indemnitéit ze profitéieren, muss den Apprenant als Géigeleeschtung un op d'mannst 80 % vun alle Coursen deelgeholl hunn. Am Fall, wou déi erlaabten Absencëquot iwwerschratt gouf, gëtt d'Primm fir de lafende Mount net ausbezuelt. Zurzäit profitéieren 104 Apprenanten, déi an der ENAD ageschriwwe sinn, vun dëser Mesure.

ad 1. an 2. D'Regierung huet keng Erhéijung vun den uewe genannten Indemnitéite virgesinn; dëst gëllt och fir Boursë respektiv Prêten.

Procédure de classement d'un bâtiment | Question **7699** (02/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der Adress 72, Route de Luxembourg zu Dippech (Kadasterparzell 634/2187) stoung ee Gebai, dat zanter 2019 an enger Procédure de classement war. Mindestens zanterdeem wossten d'Proprietäre vun dësem Gebai, dass si Mesures de conservation mussen huelen, fir d'Gebai net zesummefalen ze loossen.

Dozou ass et awer net komm, well de 14. Februar 2023 gouf ugefaangen, dat ganzt Gebai ofzerappen. Effektiv hat de Buergermeeschter vun der Gemeng Dippech de 6. Oktober eng Autorisation de démolition ausgestallt „sous réserve d'autres autorisations ne relevant pas de la compétence de la commune".

Haut ass d'Scheier ganz ofgerappt an den Denkmalschutz vum Gebai existéiert just nach um Pabeier. An der Äntwert op d'Fro N° 7511 hat d'Ministesch geschriwwen:

„Mat der Intentioun trieden d'Effete vum Klassement a Kraaft. Och déi concernéiert Gemeng kritt dës Intentioun a kann hiren Avis dozou ofginn."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wosst d'Ministesch iwwert d'Ofrappaarbechte vun dësem Gebai op Nummer 72, Route de Luxembourg zu Dippech Bescheed?
Falls jo, wéini ass si doriwwer informéiert ginn?
Wéini huet de Kulturministère reagéiert a wat gouf ënnerholl, fir d'Ofrappaarbechten ze verhënneren?

2. Géint wéi een Artikel aus dem Denkmalschutzgesetz huet de Besëtzer vun dësem Terrain verstouss a wéi eng Strofen (Artikelen 115 bis 120) missten an deem Fall applizéiert ginn?

3. Mengen Informatiounen no huet de Proprietär vum Terrain nodréiglech gefrot, fir eng Demande de régularisation beim Kulturministère eranzereechen.
Kann d'Ministesch dëst confirméieren an Detailer iwwert dës Demande de régularisation oppeleeën?
– Wat ass déi legal Basis dovun a wat stellt sou eng Regularisatioun konkreet duer?
– Ass sou eng Demande de régularisation iwwerhaapt am Aklang mat den Dispositions pénales aus dem Denkmalschutzgesetz a kënnen déi Dispositions pénales trotz enger Regularisatioun nach applizéiert ginn?

4. Wéi oft ass et an de vergaangenen 10 Joer virkomm, dass Gebaier, déi an enger Klassementsprozedur waren, trotzdeem beschiedegt, verännert oder ofgerappt goufen?
Wéi oft sinn dës Fäll iwwert eng Demande de régularisation gereegelt ginn?

5. Wéi wäert d'Ministesch op dëse flagrante Fall reagéieren a wéi eng Suite wäert d'Ministesch dësem Fall ginn, fir dass d'Dispositiounen aus dem Denkmalschutzgesetz applizéiert ginn?

Réponse (13/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Ech ginn dovunner aus, datt den honorabelen Deputéierten den ale Schapp mengt, deen nieft engem Wunnhaus op der Adress 72, Route de Luxembourg zu Dippech stoung.

Dëse Schapp war als „construction à conserver" am allgemenge Bebauungsplang (PAG) vun der Gemeng Dippech agedroen. Eng national Protektiounsprozedur gouf net ugefaangen. Op Basis vum Artikel 129 vum neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 muss de Kulturminister awer am Virfeld iwwert all Aarbechten un esou engem kommunal geschützte Gebai informéiert ginn an dëst spéitstens am Moment, wou d'Demande de construction oder de démolition bei der Gemeng agereecht gëtt.

Den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA hat uganks Februar erausfonnt, datt en Ofrappe vum Schapp imminent wier, dat well e baufälleg wier, an datt d'Gemeng Dippech aus deem Gronn engem Ofrappen zougestëmmt hätt.

An engem Bréif vum 10. Februar 2023 huet den Direkter vum INPA de Proprietär op den uewe genannten Artikel 129 opmierksam gemaach.

De 16. Februar 2023 huet de Proprietär per Bréif de Kulturministère informéiert, datt d'Demolitiounsaarbechten déi Woch virdrun ugefaangen hunn an d'Gebai entre-temps ganz ofgerappt wier. Mat dësem Bréif huet de Proprietär d'Kulturministesch net, ewéi den Artikel 129 et virgesäit, virun den Ofrappaarbechten informéiert. An deem Sënn ass et och keng „demande en régularisation", ewéi den honorabelen Deputéierte schreift.

Well den Artikel 117 Punkt 27 vum Denkmalschutzgesetz virgesäit, datt d'Netrespektéiere vum Artikel 129 eng penal Infraktioun ass an heifir och penal Strofe virgesäit, ass de Parquet heiriwwer informéiert ginn.

A seelene Fäll kënnt et bei Gebaier, déi sech an enger Klassementsprozedur befannen, zu Beschiedegungen. An de leschten 10 Joer waren dat 7 Fäll, déi dem INPA (anc. Service des sites et monuments nationaux) bekannt goufen.

Fir datt den INPA bei senge villen Aufgaben och senger Kontrollmissioun vum geschützte Bauierwen nach besser kann nokommen, gëtt d'Personal vun dësem Institut bestänneg opgestockt. An de leschte 5 Joer konnt sech esou d'Equipe op iwwer 40 Leit verduebelen.

Réglementations en matière de sécurité et de prévention d'incendie | Question **7701** (03/03/2023) de **M. Pim Knaff** (DP)

Dans le tissu urbain existant des centres-villes, de nouvelles entraves à l'ouverture de commerces sont souvent apparues au fil des ans en raison de modifications des réglementations en matière de sécurité et de prévention d'incendie. Les bâtiments n'étant plus conformes à la législation en vigueur, les porteurs de projet ne peuvent plus utiliser l'espace commercial sans devoir procéder à des mises aux normes parfois onéreuses.

En raison des modifications législatives et en l'absence des rénovations nécessaires, les surfaces commerciales ou de restauration situées dans le tissu urbain existant perdent de leur attrait et de leur utilité par rapport aux cellules commerciales situées dans les pôles commerciaux nouvellement construits en périphérie.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Les locaux commerciaux situés au rez-de-chaussée des immeubles ne peuvent souvent pas être loués à des commerçants, vu que les propriétaires d'immeubles anciens dans les centres-villes ne sont pas toujours prêts à investir dans la mise en conformité. Souvent, ce sont même les commerçants qui prennent en charge les frais de remise en état afin de trouver un espace commercial adapté. En outre, des réglementations peu claires, voire contradictoires, constituent un obstacle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Les ministres ont-ils le même point de vue à ce sujet ?

– Y a-t-il des réflexions en ce moment au sujet de l'harmonisation des règlements à l'avenir ?

– Est-ce qu'il existe actuellement un point de contact pour se renseigner à l'avance ? Dans la négative, quels sont les travaux qui devraient encore être réalisés à cet égard ?

– Le ministre est-il au courant de la fréquence de ces problèmes par l'entremise de l'ITM ?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Les législations et réglementations en matière de sécurité et de prévention contre les incendies sont déjà anciennes. Pour mémoire, la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés qui détermine la procédure de commodo et incommodo et qui régit les différentes classes d'établissements soumis à autorisation de l'ITM ou du bourgmestre date de 1999 et les prescriptions relatives aux restaurants de plus de 50 couverts et aux commerces de plus de 600 m^2 de surfaces de vente ont été fixées pour les premiers en septembre 2003 et pour les seconds en octobre 1991. Pour ces mêmes établissements dont les seuils seraient inférieurs, la prescription à respecter date de décembre 2018. Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS) fixe les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité et prévention incendie par l'entremise de ces arrêtés d'autorisations.

De plus, la création du CGDIS au 1er juillet 2018 et l'organisation de son service prévention constituent un gage d'application cohérente des mesures de prévention dans tout le pays et avec tous les acteurs. Par ailleurs, nous ne pouvons considérer que les modifications réglementaires en la matière puissent constituer une entrave à l'ouverture de commerces. Au contraire, nous tenons à souligner que les mesures de prévention visent à garantir la pérennité des commerces en cherchant à éviter l'éclosion et la propagation d'un incendie, tout en facilitant simultanément l'évacuation du public et l'intervention des secours. Ainsi, il est aujourd'hui démontré qu'un euro investi en mesures de prévention permet d'économiser 7 euros en mesures de réparations humaines ou matérielles.

En outre, il est important de remarquer que les autorisations délivrées par le MTEESS ne sont, à quelques exceptions près, pas limitées dans le temps. Ceci signifie que si un établissement est conforme à la règlementation applicable au moment de sa mise en exploitation, c'est-à-dire est en possession d'une autorisation du MTEESS et conforme aux conditions imposées, il n'est en règle générale pas obligé de se conformer par la suite à des impositions plus nouvelles en la matière.

Les travaux d'harmonisation ont toujours existé entre l'ITM et le CGDIS (auparavant entre l'ITM et le service incendie et ambulances de la Ville de Luxembourg). Ils ont en effet débuté en 2000, c'est-à-dire à l'issue de la promulgation de la loi précitée du 10 juin 1999 (commodo/incommodo). Ils se poursuivent aujourd'hui sous deux formats différents : un groupe de travail entre l'ITM et le CGDIS visant à la réflexion sur l'élaboration de nouvelles prescriptions tenant notamment compte des évolutions des techniques de construction (bâtiments en bois ou avec matériaux biosourcés, parkings automatiques, installations photovoltaïques, etc.), le second à travers la mise en place de la commission consultative de prévention d'incendie, telle qu'elle est prévue par l'article 104 de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile. Elle regroupe les principaux ministères, administrations et utilisateurs (maîtres d'œuvre et organismes de contrôle) et donne un avis sur toutes les questions relatives à l'application du concept de prévention contre les incendies.

Concernant les points de contact aux fins de renseignements ou encore de conseils, les préventionnistes du CGDIS sont à la disposition des maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre. Les coordonnées des services zonaux de prévention et de planification sont accessibles sur le site Internet du CGDIS (www.112.lu).

Quant à une éventuelle fréquence de problèmes en matière de prévention incendie rencontrés en raison de modifications des conditions d'exploitation du MTEESS, de modifications de la législation, de textes peu clairs ou d'incohérences entre les textes appliqués par l'ITM pour les commerces dans le tissu urbain, relevant du domaine de compétence du MTEESS, aucun élément pouvant laisser soupçonner de tels problèmes n'a été porté à l'attention de l'ITM.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1848

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 51 à 53	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-09	p. 09-83	p. 84-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-09

Séances ..... p. 09-83

51e séance du mardi 13 juin 2023 p. 09-56

52e séance du mercredi 14 juin 2023 p. 57-75

53e séance du jeudi 15 juin 2023 p. 76-83

Questions au Gouvernement ..... p. 84-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
21/09/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Retrouvez les débats parlementaires du temps des Rois Grands-Ducs

Les débats parlementaires de la période de 1842 à 1856, qui fut riche en bouleversements historiques tels que les troubles de 1848 ou encore le coup d'État de 1856, peuvent désormais être lus dans un format digital et gratuit dans le cadre d'un projet de numérisation des travaux de la Chambre des Députés.

« À dix heures et demie du matin, les membres des États nommés par arrêtés de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, en date des 30 octobre 1841 et 5 juin 1842, réunis à l'hôtel du Gouvernement du Grand-Duché, se constituent en assemblée, sous la présidence du Gouverneur ad interim, M. Gaspard-Théodore-Ignace de la Fontaine. » Ainsi commence le compte rendu des séances du 7 juin 1842. Il témoigne d'une époque de laquelle presque 200 ans nous séparent et dont la pratique politique est bien différente de ce qui a lieu de nos jours au sein de l'institution que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Chambre des Députés.

Les comptes rendus historiques ouvrent une fenêtre sur la pensée politique des acteurs de l'époque.

La lecture des documents historiques récemment numérisés permettra aux férus d'histoire et à tous les curieux de se plonger dans une époque dont la compréhension permet de mieux appréhender les origines de notre système politique.

Les règnes des Rois Grands-Ducs Guillaume II (1840–1849) et Guillaume III (1849–1890) sont marqués par de nombreux bouleversements politiques.

La Chambre des Députés a récemment lancé un projet de numérisation des comptes rendus de la période allant de 1816 à 1945. Les fichiers qui font partie de cette première étape contiennent des sessions par année complète, avec une table des matières permettant la navigation dans le document.

Les comptes rendus historiques sont disponibles dans la version en ligne de cet article en scannant le code QR suivant :

Exposition « 1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg »

En 1848, le mouvement révolutionnaire du Printemps des peuples secoua l'Europe et le Luxembourg. Une exposition consacrée à cette période mouvementée est ouverte au public dans les locaux des Archives nationales de Luxembourg jusqu'au 2 décembre 2023. Elle a été organisée avec le concours de la Chambre des Députés.

L'Administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire

De gauche à droite : Mme Sonja Benassutti, M. Marc Scarpellini, M. Laurent Scheeck, M. Benoît Reiter et Mme Manon Hoffmann

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck, a récemment procédé à l'assermentation de M. Marc Scarpellini, qui est affecté à la Cellule scientifique de la Chambre.

L'assermentation a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter, de la responsable du Service secrétariat général, archives et recherche scientifique, Mme Sonja Benassutti, ainsi que de la responsable du Service des ressources humaines, Mme Manon Hoffmann.

À la suite de la révision de la Constitution et son entrée en vigueur au 1er juillet 2023, le Règlement de la Chambre des Députés a été adapté quant au serment que le fonctionnaire prête devant le Secrétaire général ou son délégué et qui prend dorénavant le libellé suivant : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité. »

Depuis le 1er septembre 2023, l'Administration parlementaire compte 161 agents.

Importation des 3TG au sein de l'Union européenne

7787 – Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque

L'objectif du présent projet de loi est la mise en œuvre nationale du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union européenne qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque, dénommé ci-après le règlement (UE) 2017/821, lequel est entré en vigueur le 1er janvier 2021.

Le règlement (UE) 2017/821 vise à endiguer le commerce de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or (communément appelés les 3TG) provenant de zones de conflit ou à haut risque en imposant aux importateurs de l'Union un certain nombre d'obligations.

Les entreprises tombant sous le champ d'application du règlement (UE) 2017/821 sont donc incitées à faire le nécessaire pour que les 3TG importés au Luxembourg ne proviennent pas de zones de conflit. À cet effet, ils doivent par exemple mettre en place une politique relative à la chaîne d'approvisionnement. Ils sont également tenus à identifier et évaluer les risques d'effets néfastes dans leur chaîne d'approvisionnement et à mettre en œuvre une stratégie pour y faire face.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10/03/2021
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

08/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen des avis du Conseil d'État
05/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 503, page 1

Filtrage national des investissements directs étrangers

7885 – Projet de loi portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié

Les investissements directs étrangers (IDE) revêtent une importance majeure pour l'économie mondiale et sont considérés comme l'un des principaux catalyseurs du développement économique. Selon la Commission européenne, l'Union européenne constitue la principale destination d'IDE dans le monde avec des stocks s'élevant à la fin de l'année 2018 à 7.197 milliards d'euros. C'est pourquoi l'Union européenne reconnaît que les IDE constituent l'un des facteurs clefs pour un développement économique et social positif. Conscient des effets bénéfiques sur la croissance, la création d'emplois et l'innovation, le Luxembourg soutient pleinement cette position et attache une importance particulière à un environnement d'investissement ouvert et accueille favorablement les investissements étrangers.

Mais l'apparition de nouveaux types d'investisseurs, tels que des entreprises publiques en lien avec des gouvernements étrangers, a suscité certaines craintes, tant au niveau européen que parmi les États membres, que certains investisseurs n'acquerraient pas une entité pour des raisons purement économiques, mais pour accéder à des technologies, informations, biens ou services essentiels pour la sécurité d'un État. À travers un investissement direct, un investisseur étranger peut notamment obtenir une influence significative sur une entité d'importance stratégique pour l'État dans lequel elle opère et peut ainsi compromettre la sécurité nationale et l'ordre public de cet État. Le non-respect du principe de transparence par des investisseurs étrangers a également renforcé les inquiétudes auprès des principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne, de certains États membres et de la Commission européenne.

Des investissements étrangers dans des secteurs stratégiques tels que la robotique, les infrastructures énergétiques ou (aéro)portuaires ont suscité la crainte que des infrastructures critiques tombent sous le contrôle de gouvernements étrangers.

Face à ces risques, il a été jugé nécessaire que l'Union européenne augmente sa résilience en accompagnant l'ouverture du marché de politiques dynamiques et efficaces afin de protéger les actifs européens essentiels contre les investissements qui portent atteinte aux intérêts légitimes de l'Union ou de ses États membres. À l'occasion de son discours sur l'État de l'Union du 13 septembre 2017, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a ainsi annoncé que la Commission allait proposer « un nouveau cadre de l'UE sur l'examen des investissements » – « investment screening » en anglais.

Le projet de règlement publié en septembre 2017 a été négocié en un temps record, et en avril 2019, le règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, dénommé ci-après le « règlement (UE) 2019/452 » était déjà adopté.

Le règlement repose sur l'article 207 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui porte sur la politique commerciale commune. Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, l'Union européenne dispose de la compétence exclusive en matière d'investissements directs étrangers en vertu de l'article 3, paragraphe 1, point e, du Traité sur l'Union européenne et de l'article 207 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Toutefois, certains États membres avaient déjà mis en place des mécanismes de filtrage nationaux des IDE, et le règlement sous objet n'entend pas conférer plus de compétences à l'Union européenne dans les choix souverains que les États membres sont amenés à faire pour déterminer si un investissement étranger nuit à leurs intérêts stratégiques.

Le règlement (UE) 2019/452 poursuit trois grands objectifs destinés à mieux protéger les infrastructures et technologies critiques de l'Union. En résumé, il permet à un État membre de s'adresser à un autre État membre lorsque ce dernier prévoit d'accueillir ou a accueilli un investissement que le premier juge potentiellement préjudiciable à ses propres intérêts stratégiques.

Le mécanisme de coopération opère une distinction entre les IDE qui sont filtrés par les États membres et ceux qui ne le sont pas. À la différence du mécanisme de coopération pour les IDE filtrés qui prévoit une notification automatique auprès des autres États membres et la Commission, un État membre qui ne filtre pas un investissement donné ne sera pas obligé d'informer les autres qu'un IDE s'opère sur son territoire. Cependant, cet État membre pourra, à tout moment, faire l'objet d'une demande d'informations relative à un IDE prévu ou déjà réalisé depuis moins de quinze mois et il devra, sans retard indu, mettre les informations à la disposition des demandeurs. Dans les deux scénarios, les États membres et la Commission pourront émettre des commentaires et des avis par rapport à un IDE envisagé dans un autre État membre et ce dernier devra en tenir dûment compte. Ils pourront demander des informations relatives à l'investissement ainsi que toute autre information jugée pertinente. Ces demandes d'informations devront être dûment justifiées, limitées aux informations nécessaires pour formuler des commentaires, proportionnées et ne pas représenter une charge excessive pour l'État membre dans lequel l'investissement est opéré ou envisagé.

Enfin, le règlement (UE) 2019/452 offre donc la base légale appropriée pour la mise en place de mécanismes de filtrage nationaux et établit quelques règles de base. Les États membres disposent d'une certaine marge de manœuvre pour calibrer un mécanisme national selon leurs besoins. S'ils s'engagent sur cette voie, ils doivent respecter un certain nombre de dispositions prévues par le règlement. Ainsi ils doivent rendre les règles, procédures et échéanciers y afférents transparents et non discriminatoires envers les pays tiers. Les investisseurs étrangers concernés par le filtrage de leur investissement doivent disposer d'un droit de recours contre la décision d'un État membre. Les États membres doivent également prévoir des mesures anti-contournement, afin d'éviter tout contournement du mécanisme de filtrage ou des décisions de filtrage.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15/09/2021
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

24/04/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
02/05/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
24/04/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 411, page 1

Droit à la déconnexion

7890 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion

Le présent projet de loi vise à modifier le Code du travail en introduisant un dispositif relatif au droit à la déconnexion des salariés en dehors du temps de travail. En effet, jusqu'à présent, le droit luxembourgeois ne règle ce droit que de manière indirecte en imposant notamment le respect des règles protectrices du salarié en matière de durée du travail et d'une obligation générale d'assurer la sécurité et la santé de l'ensemble des salariés. Une nouvelle section 8 est ainsi introduite au livre III, titre premier, chapitre II, du Code du travail, intitulée « Le respect du droit à la déconnexion », prévoyant notamment des sanctions administratives prononcées par le directeur de l'Inspection du travail et des mines. Le droit à la déconnexion est ajouté à la liste des sujets sur lesquels les négociations collectives doivent obligatoirement porter.

Le présent projet de loi reprend dans une large mesure le résultat des travaux tripartites ayant abouti à la publication de l'avis du Conseil économique et social relatif au droit à la déconnexion du 30 avril 2021.

Le présent projet de loi prévoit aussi un décalage uniforme de trois ans pour la mise en vigueur du régime de sanctions pour l'ensemble des employeurs, dont les salariés utilisent des outils numériques à des fins professionnelles.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28/09/2021
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
24/11/2022 Présentation et examen du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles
06/04/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
25/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 28 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 344, page 1

Digitalisation du notariat

7968 – Projet de loi portant modification : 1° du Code civil ; 2° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ; 3° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 4° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés

Le projet de loi n° 7968 vise à transposer la Directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la Directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés et à mettre en place la digitalisation du notariat.

La transposition de la Directive et l'adaptation du cadre légal s'inscrivent dans la stratégie de la Commission européenne d'obtenir un marché unique numérique en Europe, au programme gouvernemental qui prévoit la digitalisation du notariat et à la stratégie de digitalisation à l'échelle nationale, qui tient une place importante dans le plan pour la reprise et la résilience du Grand-Duché de Luxembourg.

L'objectif de la Directive (UE) 2019/1151 est d'établir des règles relatives :

– à la constitution en ligne de certaines sociétés, à savoir celles visées par la Directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 relative à certains aspects du droit des sociétés ;

– à l'immatriculation en ligne des succursales ;

– au dépôt en ligne des actes et informations par les sociétés et les succursales ;

– à un meilleur échange d'informations via le système d'interconnexion des registres de commerce et des sociétés (BRIS) ;

– et à un meilleur accès à l'information sur les sociétés et succursales.

La Directive 2017/1132, telle que modifiée par la Directive 2019/1151, exige non seulement que les actes authentiques pour la constitution de sociétés tombant dans son champ d'application puissent être établis sous format électronique, mais aussi qu'ils puissent être établis à distance. La Directive ne permet la possibilité d'exiger la présence physique de la partie à l'acte de constitution de société que dans des cas précis, comme le soupçon d'une falsification d'identité ou la présence de motifs laissant soupçonner un non-respect des règles visant à garantir que les parties à l'acte aient la capacité juridique nécessaire et le pouvoir de représenter la société ainsi que dans le cas où le versement du capital social comporte un apport en nature.

La Directive se donne également pour but de renforcer le flux d'échanges d'informations entre registres de commerces des États membres via le système d'interconnexion des registres de commerce et des sociétés des États membres (BRIS) et de garantir aux citoyens un meilleur accès à l'information sur les sociétés succursales.

En outre, la Directive instaure des règles spécifiques concernant la constitution en ligne des sociétés de capitaux et laisse le choix aux États membres de la limiter aux seules sociétés à responsabilité limitée.

En droit luxembourgeois, l'article 100-4 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales dispose que « les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions et les sociétés à responsabilité limitée sont, à peine de nullité, formées par des actes notariés spéciaux ». Or, la constitution d'une SA, d'une SARL ou d'une SCA par les recours à un acte authentique sous format électronique et sans comparution physique n'est à ce jour pas possible. C'est pourquoi la transposition de la Directive 2019/1151 requiert la mise en place d'un cadre légal pour les actes authentiques sous format électronique ainsi que la mise en place d'une plateforme d'échange électronique notariale qui s'inscrit dans le cadre de la digitalisation du notariat.

La création d'une base légale pour les actes authentiques sous format électronique et la détermination de règles et conditions que les actes authentiques sous format électronique des notaires doivent respecter requiert une modernisation des dispositions du Code civil relatives à l'acte authentique et une adaptation de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat afin de permettre aux notaires de profiter de moyens technologiques modernes et de pouvoir se conformer aux obligations légales nouvelles, tant sur le plan national que sur le plan européen.

Le projet de loi propose ainsi de :

– créer une base légale pour les actes authentiques sous format électronique ;

– mettre en place une plateforme d'échange électronique notariale ;

– fixer les règles et conditions que les actes authentiques sous format électronique des notaires doivent respecter ;

– modifier le Code civil pour introduire d'une manière générale l'acte authentique sous format électronique ;

– et de modifier la loi notariale pour encadrer légalement les actes authentiques sous format électronique des notaires.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/02/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
16/03/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Echange de vues avec des représentants de la Chambre des Notaires
08/03/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

15/03/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/06/2023
Loi du 7 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 413, page 1

Protection internationale et protection temporaire

8014 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

Le présent projet de loi vise principalement à matérialiser dans la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire les enseignements tirés de deux arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne quant à la sauvegarde des droits des demandeurs de protection internationale. Il s'agit notamment de l'arrêt du 15 mars 2017, rendu dans l'affaire Al Chodor (C-528/15) et l'arrêt du 24 février 2021, rendu dans l'affaire C-673/19.

Premièrement, le projet de loi instaure des critères objectifs sur lesquels sont fondées les raisons de craindre la fuite d'un demandeur d'une protection internationale relevant du champ d'application du règlement Dublin III.

Deuxièmement, le texte vise à ancrer dans la loi qu'un ressortissant de pays tiers bénéficiant d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne ne peut, sous aucune circonstance, faire l'objet d'une décision de retour, impliquant par définition son éloignement hors du territoire de l'espace Schengen.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/05/2022
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
08/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
05/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 445, page 1

Infrastructure ferroviaire

8104 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Le présent projet de loi se compose d'un seul article et a pour objet de compléter la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire par l'ajout de deux projets à la liste des projets d'infrastructure ferroviaire à charge du Fonds du rail. Ainsi, son article unique prévoit d'ajouter ces deux nouveaux projets aux points 41° et 42° de la liste sous l'annexe I de la loi prémentionnée.

Le projet n° 41 prévoit le renouvellement des installations de sécurité sur la Ligne du Nord (Luxembourg–Troisvierges/frontière, Ettelbruck–Diekirch et Kautenbach–Wiltz) avec mise en place d'une version avancée du système de sécurité ETCS niveau 1 et le projet n° 42 prévoit l'aménagement d'un nouveau poste directeur en gare de Bettembourg, qui intégrera également le système de sécurité ETCS.

Le système « ETCS » de contrôle des trains (European Train Control System) est un système de signalisation ferroviaire associé au contrôle de vitesse et se trouve au cœur du système européen de gestion du trafic ferroviaire « ERTMS » (European Rail Traffic Management System) qui a vocation à remplacer les différents systèmes de signalisation ferroviaire nationaux à travers l'Europe par un système unique.

Les coûts totaux de ces deux nouveaux projets se chiffrent à 57,5 millions d'euros pour celui concernant la Ligne du Nord et à 101 millions d'euros pour celui concernant le nouveau poste directeur, respectivement à 158,5 millions d'euros pour les deux projets (montants HTVA avec valeur 924,32 de l'indice semestriel de la construction du 1er octobre 2021). Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant sera adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/11/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
11/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25/05/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/06/2023
Loi du 28 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 406, page 1

Service de transports spécifiques réguliers spécialisés

8124 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés

Le présent projet de loi propose d'autoriser le Gouvernement à conclure des contrats pour l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés pour un montant ne pouvant dépasser 211.850.000 d'euros TTC sur une période maximale de 4 ans (valeur 930,37 au 1er avril 2022 de la moyenne semestrielle des indices des prix à la consommation). Ce montant sera adapté semestriellement aux variations du coût de la vie.

L'envergure financière du marché public visé et des contrats qui en résulteront dépasse largement le seuil légal de 40 millions d'euros. Elle requiert donc une autorisation par une loi spéciale de financement afin de satisfaire à l'article 99 de la Constitution, qui exige une telle loi pour tout engagement financier dépassant le seuil tel que déterminé par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Les services « spécifiques réguliers spécialisés » sont considérés comme des services :

– « spécifiques » au sens de l'article 4, alinéa 1er, point 4°, de la loi du 5 février 2021 sur les transports publics, à savoir des services de transports qui sont complémentaires aux « services réguliers », aux « services réguliers spécialisés » et aux « services à la demande » qui sont effectués moyennant des véhicules spécifiquement équipés, lorsque les autres services ne sont pas accessibles à une personne affectée d'un handicap social, mental ou physique ou d'une affection médicale permanente ; et

– « spécialisés » au sens de l'article 4, alinéa 1er, point 2°, de la même loi car ils sont réservés à des catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/12/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
11/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25/05/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/06/2023
Loi du 28 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 333, page 1

Services de gardiennage auprès de l'ONA

8131 – Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil

Le présent projet de loi porte sur la création d'une loi spéciale pour le financement des services de gardiennage prestés dans les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil (ONA) en raison du dépassement futur du montant de 40 millions d'euros fixé par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le gardiennage constitue un élément indispensable de mise en œuvre du système d'accueil géré par l'ONA en ce qu'il permet d'assurer la sécurité tant des personnes hébergées – au regard notamment de leur vulnérabilité – que des agents de l'ONA, des partenaires et des prestataires de services en contact direct avec le public cible. L'activité de gardiennage assure encore le bon ordre à l'intérieur et dans les alentours immédiats des structures d'hébergement. Il contribue au respect des droits et des valeurs qu'impose le vivre-ensemble dans un logement collectif. Dans ce contexte, les agents de gardiennage assurent une permanence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour accueillir les nouveaux-arrivants, contrôler les accès, tenir un registre des entrées et sorties, surveiller les équipements et installations techniques et veiller au respect du règlement d'ordre interne des structures d'hébergement mis en place par l'ONA. Enfin, le gardiennage permet d'assurer la sécurité des bâtiments administratifs de l'ONA ainsi que du personnel y affecté.

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser un engagement financier de l'État luxembourgeois d'un montant total ne pouvant pas dépasser 190.631.867 euros hors TVA sur une période de 7 ans.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 02/01/2023
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
05/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 428, page 1

Travail dominical

8152 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-6 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à insérer un point 11 à l'article L. 231-6, paragraphe 1er, du Code du travail, afin d'introduire dans le Code du travail une dérogation supplémentaire à l'interdiction du travail dominical, prévue à l'article L. 231-1 du Code du travail, en permettant aux musées de faire travailler leurs salariés les jours de dimanche de minuit à minuit à raison de 8 heures de manière permanente. Par ailleurs, les salariés travaillant le dimanche bénéficient des conditions de rémunération et de repos telles qu'elles sont définies par le Chapitre premier du Titre III du Livre II du Code du travail.

Actuellement, le travail dominical dans les institutions muséales est admis en considérant que ces entités tombent sous la définition d'« entreprise de spectacle public » au sens de l'article L. 231-6, paragraphe 1er, alinéa 1er, point 5, mais cette solution est jugée insatisfaisante, car juridiquement incertaine et pas claire.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09/02/2023
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
06/04/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles
27/04/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 28 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 343, page 1

Élèves à besoins éducatifs spécifiques

8169 – Projet de loi portant : 1° modification a) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ; b) de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires ; c) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; d) de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ; 2° abrogation de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Le présent texte se base sur l'accord signé le 16 novembre 2021 entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'une part, et l'Association luxembourgeoise des éducateurs et éducatrices (ALEE), le Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués (SLEG) et le Syndicat du personnel de l'éducation nationale œuvrant spécifiquement dans l'intérêt des élèves à besoins éducatifs spécifiques (SPEBS), d'autre part. Il tient également compte des résultats d'une évaluation du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques, demandée par la Chambre des Députés lors de l'adoption de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire.

En premier lieu, le projet de loi vise à renforcer la cohérence de la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire. À l'instar du dispositif d'aide déjà en place dans les écoles fondamentales, le présent texte introduit des équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques au niveau des lycées.

Deuxièmement, il procède à une restructuration de l'éducation inclusive afin de simplifier la collaboration entre les différents agents et de créer des synergies entre les dispositifs d'aide et de soutien du système scolaire. Ainsi, chaque lycée se dote d'un département éducatif et psycho-social, qui se compose du service psycho-social et d'accompagnement scolaires, du service socio-éducatif, de l'équipe de soutien pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, de la cellule d'orientation et d'intégration scolaires et, le cas échéant, de l'internat.

Dans un souci de simplification administrative, la composition et les missions des commissions d'inclusion des lycées sont adaptées et la collaboration avec la commission des aménagements raisonnables est renforcée.

Tenant compte des résultats de l'évaluation susmentionnée, le projet de loi entend réduire les délais obligatoires pour la mise en place de mesures de prise en charge et surtout pour la phase de diagnostic.

Au niveau de l'enseignement fondamental, le présent texte introduit le nouveau poste de l'assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques qui soutiendra les instituteurs spécialisés pour enfants à besoins spécifiques et particuliers dans leurs activités quotidiennes.

Par ailleurs, le projet de loi crée une nouvelle administration dénommée « Service national de l'éducation inclusive » (SNEI), dont la mission principale est de promouvoir l'éducation inclusive en veillant au développement du dispositif et à la mise en réseau des différents acteurs intervenant dans le cadre de la prise en charge des élèves.

Finalement, le présent texte introduit la fonction du délégué à la protection des élèves dans les lycées et renforce la participation des enfants aux décisions qui les concernent. Il réalise ainsi les engagements pris par le Gouvernement dans le cadre de ses plans d'action nationaux de mise en œuvre de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 03/03/2023
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
22/02/2023 Présentation du projet de loi Désignation d'un rapporteur
21/04/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
19/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 30 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 401, page 1

Dotation allouée au Grand-Duc

8170 – Projet de loi portant fixation des éléments et montants de la dotation allouée au Grand-Duc, à l'ancien Chef de l'État, au Grand-Duc Héritier, au Régent et au Lieutenant-Représentant et modifiant la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg

Le présent projet de loi vise à fixer le montant ainsi que les modalités applicables à la partie « traitement » de la dotation revenant aux bénéficiaires mentionnés à l'article 54 de la Constitution révisée, par opposition à la partie « frais de fonctionnement » qui elle, est traitée dans la loi budgétaire.

L'indemnité forfaitaire, exprimée en points indiciaires, sera fixée de manière transparente par la loi. La loi budgétaire inscrira la somme correspondante dans le budget de l'État. Le montant est versé par tranches mensuelles d'un douzième aux bénéficiaires.

Le projet de loi prévoit également les modalités si une des personnes visées par l'article 54 précité assure plusieurs fonctions ou si une de ces personnes change de fonctions.

Enfin, la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg est modifiée afin de tenir compte des modifications relatives à la dotation qui résultent des dispositions dans la Constitution révisée.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 07/03/2023
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
24/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/06/2023
Loi du 21 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 322, page 1

Décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve

8174 – Projet de loi portant 1° transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve ; 2° transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation ; 3° modification du Code de procédure pénale ; 4° modification du Nouveau Code de procédure civile ; 5° modification de la loi du 22 juin 2022 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués

Le présent projet de loi poursuit deux objectifs.

Le premier porte sur la transposition de deux décisions-cadre pour les raisons suivantes.

Par la loi du 23 décembre 2022 portant 1° mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et 2° modification de la loi du 1er août 2018 portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 2° modification du Code de procédure pénale ; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale le Grand-Duché de Luxembourg a adapté sa législation aux obligations découlant du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation.

Le règlement précité est intervenu suite aux rapports de mise œuvre établis par la Commission européenne sur les décisions-cadres 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve et 2006/783/JAI du conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation qui ont constaté que le régime existant à l'époque en matière de reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation ne fût pas pleinement efficace bien que le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime figurent parmi les moyens les plus efficaces de lutte contre la criminalité.

Ainsi, le considérant (11) du texte du règlement énonce : « pour garantir la reconnaissance mutuelle effective des décisions de gel et des décisions de confiscation, il convient de mettre en place les règles sur la reconnaissance et l'exécution de ces décisions au moyen d'un acte de l'Union qui soit juridiquement contraignant et directement applicable ».

Concernant l'application du règlement précité, celui-ci prévoit en son considérant (52) que « les dispositions de la décision-cadre 2003/577/JAI ont déjà été remplacées par la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil[1] en ce qui concerne le gel d'éléments de preuve pour les États membres liés par cette directive. Les dispositions de la décision-cadre 2003/577/JAI concernant le gel des biens devraient être remplacées par le présent règlement entre les États membres liés par celle-ci. Le présent règlement devrait également remplacer la décision-cadre 2006/783/JAI entre les États membres liés par celle-ci.

Les dispositions de la décision-cadre 2003/577/JAI concernant le gel des biens ainsi que les dispositions de la décision-cadre 2006/783/JAI devraient dès lors continuer de s'appliquer non seulement entre les États membres qui ne sont pas liés par le présent règlement, mais également entre tout État membre qui n'est pas lié par le présent règlement et tout État membre qui est lié par le présent règlement. »

Toujours suivant le règlement précité et ses considérants (56) et (57), tant l'Irlande que le Danemark ne participent pas à l'adoption du règlement et ne sont pas liés par celui-ci ni soumis à son application.

La question de l'applicabilité au Royaume-Uni ne se pose plus depuis sa sortie de l'Union européenne.

Les décisions-cadre 2003/577/JAI et 2006/783/JAI, abrogées, restent toutefois applicables à l'Irlande et au Danemark et doivent être transposées de ce fait.

Le deuxième objectif du projet de loi porte sur le redressement d'erreurs matérielles dans deux lois votées et publiées récemment.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
07/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Clôture de l'instruction parlementaire selon l'article 73 du Règlement de la Chambre des Députés

Vote en séance publique : 15/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 423, page 1

Communes : formule de serment

8198 – Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ; 3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

L'objet du présent projet de loi est d'adapter la formule du serment prêté par les conseillers communaux et les fonctionnaires avant d'entrer en fonction, par analogie à celle retenue pour les députés et les membres du Gouvernement dans la nouvelle Constitution, dont les dispositions sont applicables à partir du 1er juillet 2023.

Le présent projet de loi s'inscrit ainsi dans l'exécution de l'article 22 de la future Constitution qui dispose qu'« aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi, qui en détermine la formule ».

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 17/04/2023
Rapporteur : M. Dan Biancalana

[1] Directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale (JO L 130 du 1.5.2014, p. 1) transposée en droit luxembourgeois par la loi du 1er août 2018 portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 2° modification du Code de procédure pénale ; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
09/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :
09/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/06/2023
Loi du 28 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 332, page 1

Frais d'énergie des structures d'hébergement

8211 – Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Le projet de loi vise à mettre en œuvre le point 8 de l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, qui concerne la participation de l'État au financement de la hausse des frais d'énergie des structures d'hébergement. Plus précisément, le projet de loi prolonge la participation financière prévue par la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique jusqu'au 31 décembre 2024.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/05/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
25/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 30 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 358, page 1

Crédit d'impôt pour les bénéficiaires du REVIS et du RPGH

8212 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ; 2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Le projet de loi vise à mettre en œuvre le point 14 de l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, qui concerne le maintien de l'équivalent crédit d'impôt pour les bénéficiaires du REVIS et du RPGH jusqu'au 31 décembre 2024.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/05/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
25/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2023
Loi du 30 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 359, page 1

51e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 11
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 11
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 13
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 13
   M. Fernand Etgen, Président
5. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Max Hengel** p. 13
   Exposé : M. Max Hengel
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 13
   Question n° 439 du 13 juin 2023 de M. Marc Spautz relative aux aides financières pour étudiants suivant une formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 13
   M. Marc Spautz | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Question n° 440 du 12 juin 2023 de Mme Cécile Hemmen relative au harcèlement moral et physique entre enfants, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 14
   Mme Cécile Hemmen | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Question n° 441 du 13 juin 2023 de M. Fernand Kartheiser relative aux propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant le Parti républicain (États-Unis), adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes p. 15
   M. Fernand Kartheiser | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Question n° 442 du 13 juin 2023 de Mme Josée Lorsché relative à l'évaluation du modèle des écoles internationales publiques, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 15

Mme Josée Lorsché | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 444 du 13 juin 2023 de M. Carlo Weber relative à l'évolution du marché des stations de contrôle technique, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 16

M. Carlo Weber | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 445 du 13 juin 2023 de Mme Elisabeth Margue relative à la crise du logement, adressée à M. le Ministre du Logement p. 16

Mme Elisabeth Margue | M. Henri Kox, Ministre du Logement

Question n° 443 du 13 juin 2023 de M. Sven Clement relative aux aides pour l'Ukraine suite à la destruction du barrage de Nova Kakhovka, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes p. 17

M. Sven Clement | M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Question n° 446 du 13 juin 2023 de Mme Francine Closener relative à l'accès aux conditions privilégiées pour jeunes sportifs talentueux proposées par le Sportlycée, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 17

Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 447 du 13 juin 2023 de M. Michel Wolter relative au nombre de bulletins nuls lors des élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 18

M. Michel Wolter | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 448 du 13 juin 2023 de M. Fred Keup relative à l'histoire et la littérature luxembourgeoise dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 19

M. Fred Keup | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 449 du 13 juin 2023 de M. Marc Spautz relative à la convention collective chez Cargolux, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 19

M. Marc Spautz | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

7. Dépôt de six propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding p. 20

Exposé : M. Roy Reding

8. 7885 – Projet de loi portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié p. 20

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7885 et dispense du second vote constitutionnel

9. Mots de bienvenue p. 25

M. Fernand Etgen, Président

10. 7787 – Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque p. 25

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Jean Asselborn

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7787 et dispense du second vote constitutionnel

11. 8014 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire p. 29

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Paul Galles | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Jean Asselborn (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, et M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et M. Dan Kersch) | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8014 et dispense du second vote constitutionnel

12. 8131 – Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil p. 33

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt de la motion 1) | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8131 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Wiseler

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

13. Résolution de M. Yves Cruchten relative à la reconnaissance de l'Holodomor en tant que crime à caractère génocidaire p. 39

Dépôt et exposé : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes)

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Vote sur la résolution (adoptée)

14. Résolution de Mme Lydia Mutsch relative au soutien aux volontaires et partisans bélarusses qui luttent pour un Bélarus démocratique et indépendant p. 40

Dépôt et exposé : Mme Lydia Mutsch

Discussion générale : M. Paul Galles | M. Gusty Graas | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | Mme Lydia Mutsch

Vote sur la résolution (adoptée)

15. 7890 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion p. 42

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Discussion générale : M. Marc Spautz (intervention de M. Dan Kersch) (dépôt de la motion 1) | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7890 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur la motion 1 (adoptée)

16. 8152 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-6 du Code du travail p. 46

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : Mme Francine Closener

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8152 et dispense du second vote constitutionnel

17. 8211 – Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique p. 48

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8211 et dispense du second vote constitutionnel

18. 8212 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale p. 49

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | M. Claude Wiseler (parole après ministre) | M. Yves Cruchten (parole après ministre) | Mme Josée Lorsché (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | M. Sven Clement (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Corinne Cahen) | M. Gilles Baum (parole après ministre) | M. Fernand Etgen, Président

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8212 et dispense du second vote constitutionnel

19. 8169 – Projet de loi portant :

1° modification

a) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

b) de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires ;

c) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

d) de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ;

2° abrogation de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers p. 51

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty

Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8169 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Franz Fayot, M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, Ministre | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 13 juin 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8218 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
2° de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 17/05/2023

8220 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 19/05/2023

8221 – Projet de loi portant sur la construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/05/2023

8222 – Projet de loi portant approbation des amendements à la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, adoptés par la trente-deuxième Assemblée des parties le 8 décembre 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 22/05/2023

8223 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire et modifiant :
1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie e communication et d'un fonds de route ;
2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
3. la loi modifiée du 19 juillet concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du Territoire, le 22/05/2023

8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare centrale et Hollerich

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 23/05/2023

7863B – Projet de loi portant suppression du rang de conseiller honoraire et modification de :
1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
3° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24/05/2023

8225 – Projet de loi modifiant le Code du travail aux fins de transposer la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24/05/2023

8226 – Projet de loi portant approbation du deuxième avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'avenant et le protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/05/2023

8227 – Projet de loi portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/05/2023

8228 – Projet de loi portant réforme de l'adoption et modification du Titre VIII. du Livre premier, intitulé « De l'adoption » du Code civil

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31/05/2023

8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 01/06/2023

8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/06/2023

8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/06/2023

8232 – Projet de loi relatif à l'autopartage sur la voie publique et portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/06/2023

8233 – Projet de loi portant modification :
1° de l'article L. 413-4 du Code du travail et
2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

8234 – Projet de loi portant :
1° introduction d'un programme de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et
2° modification du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

8236 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Ghana relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à des services aériens, fait à Alger, le 24 août 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8239 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la république populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8242 – Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/06/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2769 – Demande de pétiton publique : Créer une plateforme numérique accessible via Internet à tout citoyen ayant le droit de vote, afin de recueillir l'avis de ces citoyens sur les lois ou modifications législatives importantes envisagées

Dépôt : M. Christian Isekin, le 16/05/2023

2770 – Demande de pétiton publique : Droit au service bancaire sans frais. Pour l'obligation des banques à proposer une option de compte et de carte totalement gratuite

Dépôt : Mme Olivia Tchala-Sare, le 16/05/2023

2771 – Demande de pétiton publique : Fir d'Schwell fir d'Akzeptanz vun de Petitioune vu 4.500 op 2.000 ze senken

Dépôt : M. Boris Liedtke, le 17/05/2023

2772 – Demande de pétiton publique : Congé parental pour famille d'accueil

Dépôt : Mme Laeticia Monadjemi, le 17/05/2023

2773 – Demande de pétiton publique : Gesetzliches Verbot von aversiven Führungsmitteln bei Hunden, wie z. B. Stachelhalsband, Würgehalsband, Teletakt usw.

Dépôt : M. Steve Arnoldy, le 18/05/2023

2774 – Demande de pétiton publique : Cours de premier secours gratuit et obligatoire à partir de 18 ans pour tous les habitants du Luxembourg

Dépôt : M. Baudouin Schinker, le 20/05/2023

2775 – Demande de pétiton publique : Améliorer la sécurité des habitants du pays en augmentant la présence de la Police grand-ducale

Dépôt : M. Paulo Hernane Jeronimo, le 22/05/2023

2776 – Demande de pétiton publique : UCI Stroossevëlo-Weltmeeschterschaft 20XX Kandidatur

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 22/05/2023

2777 – Demande de pétiton publique : Interdire les véhicules motorisés un dimanche par mois (sauf dérogation)

Dépôt : M. Jean-Marie Bourhis, le 25/05/2023

2778 – Demande de pétiton publique : Reduktioun vun de Walperiode fir Gemengen- a Chamberwalen ëm ee Joer

Dépôt : M. Romain Reiter, le 25/05/2023

2779 – Demande de pétiton publique : Aféiere vum Beruff „Pflegehilfskraft", och „Pflegehelfer/in" genannt

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 26/05/2023

2780 – Demande de pétiton publique : Que chaque Ministre découvre ses revenus, ses biens immobiliers et ses biens mobiliers

Dépôt : M. Patrick Weis, le 29/05/2023

2781 – Demande de pétiton ordinaire : D'Regierung soll déi 3 F-16 kaafen a se der ukrainescher Arméi iwwerloossen.

Dépôt : M. Romain Reiter, le 26/05/2023

2782 – Demande de pétiton publique : Mise en place d'une e-carte permettant le remboursement automatique des frais médicaux

Dépôt : M. Luca Vinti, le 31/05/2023

2783 – Demande de pétiton publique : Trouver une solution légale visant à protéger les acheteurs de maisons en construction contre l'augmentation annuelle de l'indice

Dépôt : M. Bernardo Cerveira, le 31/05/2023

2784 – Demande de pétiton publique : Verbuet vu Single-Use-Plastiksbecheren um ING Marathon! / Um ING Night Marathon erkennt een nach eng Kéier méi genau, wéi vill Plastik nach verbraucht gëtt. Dëse Plastikverbrauch, dee virun allem bei den Drénkstatioune fir d'Leefer entstanen ass, ka ganz einfach verhënnert ginn.

Dépôt : M. Gilles Hoffmann, le 01/06/2023

2785 – Demande de pétiton publique : Taxer les produits agricoles importés

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 01/06/2023

2786 – Demande de pétiton publique : Allocation spéciale supplémentaire et nombre de jours de congé pour raisons familiales jusqu'à leur majorité, pour les enfants atteints de maladies chroniques. Atteint d'une maladie chronique (DT1, allergies avec risque majeur, ...), l'enfant est dans une situation le différenciant aussi subitement que violemment de ses pair(e)s. Le DT1 compte parmi les maladies auto-immunes les plus graves.

Dépôt : M. Amadou Mactar Diallo, le 02/06/2023

2787 – Demande de pétiton publique : Introduction d'un programme de prévention de la dépression dans toutes les écoles secondaires luxembourgeoises et mise en place d'un programme obligatoire qui enseigne aux enfants comment prendre soin d'eux-mêmes et de leur santé mentale

Dépôt : Mme Florence Bonnefoux, le 02/06/2023

2788 – *Demande de pétiton publique : Anpassung der 50-Tage-Regelung für Steuerpflichtige, die nicht in Luxemburg ansässig sind und in Luxemburg den überwiegenden Teil ihrer Einkünfte erzielen*

Dépôt : M. Ralf Pässler, le 02/06/2023

2789 – *Demande de pétiton publique : Éischt-Hëllef-Cours fir de Führerschäin / Cours de premier secours pour l'obtention d'un permis de conduire / Erste-Hilfe-Kursus zur Erlangung einer Fahrerlaubnis / First aid to obtain a driver's license*

Dépôt : M. Eric Ludwig, le 02/06/2023

2790 – Demande de pétiton publique : Congé exceptionnel lors du décès d'un oncle ou d'une tante

Dépôt : M. Christophe Pierre, le 06/06/2023

2791 – Demande de pétiton publique : Plus de devoirs à domicile pour les étudiants préscolaires et secondaires

Dépôt : Mme Tina Magalhães, le 07/06/2023

2792 – Demande de pétiton publique : Pour un service Adapto

Dépôt : Mme Chantal Gibéryen, le 07/06/2023

2793 – Demande de pétiton publique : Suppression impôts (demi-taux global) sur échéance de la pension complémentaire privée 111bis

Dépôt : M. Dany Tana, le 08/06/2023

2794 – Demande de pétiton publique : Réserver une plage/pelouse près du plan d'eau au Lac de la Haute-Sûre pour les visiteurs et leurs chiens

Dépôt : Mme Jeanne Schneider, le 09/06/2023

2795 – Demande de pétiton publique : Augmenter le prix de chèque-service payé par l'État

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 09/06/2023

2796 – Demande de pétiton publique : Augmenter les horaires des bibliothèques publiques pendant les périodes d'examens

Dépôt : Mme Maria Jesus Rodriguez Landrove, le 09/06/2023

2797 – Demande de pétiton publique : Interdiction du réseau social TikTok au Luxembourg

Dépôt : Mme Carla Araújo, le 09/06/2023

2798 – Demande de pétiton publique : Stop au mobbing et au cybermobbing : Agissons pour des écoles bienveillantes et sûres !

Dépôt : Mme Sara Cardoso, le 09/06/2023

2799 – Demande de pétiton publique : À partir de 15 ans, les mineurs doivent être punis de la même manière qu'un adulte.

Dépôt : M. Dylan Da Costa Araujo, le 09/06/2023

2800 – Demande de pétiton publique : Limiter le taux d'intérêt pour les prêts immobiliers à vocation de résidence principale à maximalement 2 % en analogie au prêt étudiant / Dans le but de relancer le secteur de l'immobilier et de la construction et de ne pas mettre en péril l'économie luxembourgeoise dû au manque de logement chronique au Luxembourg

Dépôt : M. José Castro Gonçalves, le 12/06/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Justice ugeet, huet d'Fraktioun vun déi gréng ugefrot, datt d'Madamm Josée Lorsché den Här François Benoy all Kéier fir de Punkt iwwert de Gesetzesprojet 8033 iwwert d'Lutte géint d'Toxikomanie ersetzt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dësem Gesetzesprojet.

Gëtt et iergendwéi aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Max Hengel

Da géif ech d'Wuert un den Här Max Hengel gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Max Hengel (CSV), auteur | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech deposéieren dës Proposition de loi am Numm vum Kolleeg Marc Spautz a vu mir selwer, wou et drëm geet, fir d'Modalitéite fir d'Préretraite progressive unzepassen.

Am Moment ass et esou, datt ee mat 57 Joer kann en Urecht hunn op déi Préretraite progressive, sous condition, datt een an deene leschte fënnef Joer mindestens 75 % geschafft huet. Elo ass et awer zum Beispill esou, datt wärend der Pandemie eng Rei Leit wärend engem Mount oder zwee vläicht manner geschafft hunn, fir op hir Enkelkanner opzepassen, an dee Moment si se net méi eligibel, well se jo dann net déi 75 % geschafft hunn. Duerfir proposéiere mir an eisem Text hei, datt amplaz déi ganz Spann ze kucken, eeben einfach gekuckt gëtt, datt een an der Moyenne 75 % op fënnef Joer geschafft huet. Domadder géif een deene Leit entgéintkommen. An ech mengen, et ass och e solidareschen Akt fir déi Leit, déi wärend der Pandemie hirer Famill gehollef hunn.

8243 – Proposition de loi portant modification de l'article L. 584-2 du Livre V du Code du travail Titre VIII Chapitre IV Préretraite progressive

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung sti véier Minutten zou.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 439 vum Här Marc Spautz un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Studentebäihëllefe fir Studenten, déi eng berufflech Ausbildung maachen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 439 du 13 juin 2023 de M. Marc Spautz relative aux aides financières pour étudiants suivant une formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt et elo grad ënnerstrach, mat de Bourssen: Mir hu jo net nëmmen dat, wat mer am meeschten heibannen ëmmer diskutéieren, dat sinn d'Boursse vun de Studenten, mee d'Gesetz vun de Boursse gesäit och d'Méiglechkeet vir, dass och d'Leit, déi eng berufflech Ausbildung am Ausland maachen, kënnen op Hëllefe vum Ministère de l'Éducation nationale zréckgräifen.

Meng Fro un den Educatiounsminister geet iwwert dee Volet, dass, wann s de eng extra berufflech Ausbildung méchs am Ausland, dass de da solls Hëllefe kréien. An do gëtt et Problemer an enger Sektioun. Déi Sektioun ass déi, wou mer alleguerten ëmmer moies op d'Auer kucken, nämlech bei den Auermécher, wou bekannt ass europawäit, weltwäit, dass net grad déi schlechtst Aueren aus engem Net-EU-Land kommen, mee aus engem Partnerland vun der EU, aus der Schwäiz, déi nawell bekannt ass dofir, exzellent Aueren hierzestellen, an déi och extra Formatiounen ubitt an och Beruffsausbildungen ubitt. An do hu Leit Aidë gefrot am Ministère de l'Éducation nationale an do ass e Refus ausgeschwat gi mat der Begrënnung, et géif och eng transfrontalière Ausbildung ginn an dofir bräicht een net an d'Schwäiz ze goen, fir eng Beruffsausbildung ze maachen.

Ech wollt dofir vum Minister wëssen, ob dat wierklech d'Meenung ass – bei der Attraktivitéit vum Handwierk, déi mer ëmmer erëm méi verlaangen, a wa mer soen, dass mer erëm richteg Auermécher bräichten –, dass dat dee richtege Wee wier, fir ze soen, wa se an d'Ausland ginn oder notamment, wa se wëllen an d'Schwäiz goen, wou awer, mengen ech, d'Aueren doheem sinn, dass déi Leit keng Aidë géife kréien, well d'Begrënnung ass, et géif eng transfrontalière Ausbildung ginn. Mee suivant information vun der ADEM ginn awer weider keng Léierplazen an deem Beruff ugebueden! Duerfir verstinn ech dat eent net mat deem aneren.

An ech wollt just vum Educatiounsminister wëssen, ob et do wierklech net méiglech ass, dass déi Leit och, wéi aner Beruffer, kënnen Aiden dofir kréien.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech dierft normalerweis net onsensibel si fir déi dote Fro, schliisslech sinn ech de Fils vun engem Auermécherméeschter, dee säi Liewe laang houfreg dorobber war, déi Ausbildung gemaach ze hunn.

Ech wëll ënnersträichen, datt mer zwee Weeër hunn, fir Apprentissagen am Ausland ze ënnerstëtzen. Eng Kéier ass et deen: Ech ginn an d'Ausland an ech maache meng Formatioun do. Dacks ass dat eng Formatioun, soe mer emol, déi een éischter als Formation professionnelle supérieure kéint bezeechen, also eng weiderféierend Formatioun. An duerfir hu mer och de Parallelisme gemaach zu den universitäre Bourssen. An do ass et dann, wéi et hei an dësem Fall offensichtlech probéiert ginn ass, fir beim Service de la formation professionnelle vum Ministère de l'Éducation nationale do den Ok ze kréien. An da geet den Dossier zréck an den Héichschoulministère an da gëtt no deene Krittären, wéi se och fir all aner Studente gëllen, do eng Bourse dann och verséiert.

Elo kann et sinn – an ech mengen, datt een dee prezise Fall vläicht eng Kéier dann esou sollt kucken, ech huelen dee ganz gären nach eng Kéier mat –, datt et do aus ënnerschiddleche Grënn eeben net méiglech war fir de Service vun der Formation professionnelle, den Accord ze ginn. Et ka sinn, wéi Dir sot, datt et eng aner Formatioun hei gëtt, zu Lëtzebuerg oder an der Regioun gëtt, an datt gesot gëtt, da sollte mer eis dorobber bezéien. Et kann awer och vläicht sinn, datt dat Institut, déi Schoul, déi dat ugebueden huet, aus iergendengem Grond net eligibel wär do derfir, mee deen Detail misst een do sécherlech kucken.

Et gëtt nämlech och eng zweet Méiglechkeet, fir Apprentissagen am Ausland ze ënnerstëtzen. Dat ass dann awer éischter dat not Ausland, den Apprentissage transfrontalier, wou et an der Reegel esou ass, datt d'Entreprise ganz dacks am Ausland ass respektiv datt et hei zu Lëtzebuerg ass, wou ech mäin Apprentissage maachen, mee datt de Centre de formation am Ausland ass. Dat gëllt awer och eigentlech zimmlech restriktiv fir eng Rei vu Branchen. Do ass et och esou, datt gekuckt gëtt, datt et fir den Aarbechtsmarché interessant ass, datt weider Leit vläicht och

iwwert deen dote Wee hiren Apprentissage kënne maachen, och méi no un de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché erukommen.

An duerfir ass et och esou, datt do d'Chamberen, notamment d'Chambre des Salariés, och hiren Avis dozou musse ginn an datt mer awer och festgestallt hunn, datt déi dote Form vun Apprentissage transfrontalier sech méi enger grousser Beléiftheet erfreet an de leschte Joren, well och ëmmer méi Jonker aus der Groussregioun de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché kucken, hei hir Ausbildung wëlle maachen, awer den éischter theoreeteschen Deel vun hirem Apprentissage dann an hirem Heemechtsland an engem Institut wëlle maachen.

Dat gëtt och finanzéiert iwwer ënnerschiddlech Weeër, jee nodeem, wat fir e Land et ass, well all Land huet säi Modell vun der Beruffsausbildung an duerfir gëtt et och aner Finanzéierungsmechanismen. Et ass awer esou, datt, well deen dote Mechanismus eigentlech méi interessant ginn ass fir vill Apprentien, och déi Budgeten an d'Luucht gaange sinn. Mir hunn elo fir iwwer 600.000 Euro d'Joer fir 2022 notamment och do ënnerstëtzt, wou mer dann en Deel vun de Formatiounen am Ausland matfinanzéieren. Dat geet dann awer net un den Apprenti, dat geet dann un d'Formatiounsinstitut, fir deem seng Käschten dann och do kënne mat ze iwwerhuelen.

Ech géif Iech, Här Spautz, proposéieren: Kommt, mir kucken eng Kéier de Fall vun där Léier als Auermécher, déi da warscheinlech net am Transfrontalier war a wou et éischter dann en anere Grond hat, firwat dee Refus do geschwat ginn ass.

Ech hunn awer och scho recommandéiert, datt mer solle generell driwwer nodenken, Weeër ze fannen, op där enger Säit, fir en Apprentissage oder eng Formation professionnelle supérieure ze definéieren quasi als Weiderféierung vun der Formation professionnelle, vun der dualer Beruffsausbildung, an awer gläichzäiteg och dann ze kucken, fir dee Régime d'aides, dee mer hunn, deen elo nach iwwert den Héichschoulministère geet, dann och an de Service vun der Formation professionnelle eriwwerzehuelen, fir Jonker méi kohärent kënnen ze ënnerstëtzen, wa se och superieur, weiderféierend Formatiounen am Ausland maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Da komme mer zur Fro Nummer 440 vun der Madamm Cécile Hemmen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Mobbing tëschent Kanner. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 440 du 12 juin 2023 de Mme Cécile Hemmen relative au harcèlement moral et physique entre enfants, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci villmools, Här President. Meng Fro riicht sech dann un den Educatiounsminister. Ech hat déi zwee Ministeren ugeschriwwen, well et mer ganz wichteg ass, dat Theema haut de Mëtteg eng Kéier kuerz unzeschwätzen.

An eiser rezenter Aktualitéit, jiddweree weess et nach, ass eis eng schockéierend a ganz brutal Aggressioun vu Jugendleche géint e Jugendleche virun Ae gefouert ginn. Dat Schockéierendst dorunner ass wuel zum engen natierlech d'Brutalitéit vun der Aktioun selwer, an dann awer och nach de Fait, dass dee ganze Video an d'Netz eropgeluede gouf. An och wann de Content esou schnell wéi méiglech erofgeholl ginn ass, sou gëtt et awer Suitte fir d'Affer, moralescher, a vun deene physesche schwätze mer natierlech net, mee déi si selbstverständlech och do!

Ech hat am September 2022 eng Interpellatioun ugefrot iwwert den Harcèlement moral an och iwwert d'Gewalt bei de Kanner an eiser Gesellschaft. A fir doriwwer ze diskutéieren, wäert héchstwarscheinlech elo keng Zäit méi bleiwen. Dofir gesinn ech et awer als meng Aufgab als Politikerin an als Deputéiert, fir haut de Mëtteg dat unzeräissen.

No esou engem Virfall wéi deem, deen elo kierzlech war, sinn natierlech d'Reaktioune vun der Direktioun vun de Schoulen déi, dass esou Verhalen net dierften toleréiert ginn an dass et wäert intern souwéi och extern Konsequenzen no sech zéien. An engem spezielle Fall, deem rezente Fall, huet och e Fussballclub direkt Stellungnam geholl an de Virfall verurteelt.

De Service vun der Protection de la jeunesse vum Parquet souwéi och d'Police hunn alles gemaach fir ze ermëttelen. An et muss een deemno feststellen, dass eigentlech op deem Niveau och alles relativ séier gemaach gouf, dass séier reagéiert gouf.

Här Minister, d'Ëffentlechkeet ass awer allkéiers op en Neits schockéiert an opbruecht a fuerdert vehement, dass eppes geschitt an dass sech eppes eigentlech un deem Status quo ännert. Well esou kann et net weidergoen! D'Konsequenze vun esou Dote sinn einfach fuerchtbar fir d'Affer a kënne ganz laang Sequellen hannerloossen. Et muss also gehandelt ginn.

Eis Gesetzer, méi genee de Code pénal, gesäit jo speziell Dispositioune fir de Schutz vun de Jugendleche vir. An an der Chamber hu mer jo och e Gesetzesprojet virleien, deen de Jugendschutz soll verstäerken an d'Vergoen un de Jugendleche méi haart soll bestrofen.

Här Minister, meng Fro ass eigentlech déi: Wéinst dëser aktueller an erféierender Situatioun wéilt ech Iech gäre froen, wéi de Problem eigentlech an der Schoul thematiséiert gëtt, natierlech op preventivem Plang an awer och op deem Plang, wéi et duerno soll weidergoen, fir d'Opschaffen a fir eise Kanner an hiren Elteren natierlech e Stéck Sécherheet erëmzeginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An d'Wuert geet erëm un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo et ass eng traureg Realitéit, mat där mer do confrontéiert sinn, déi ëmmer méi heefeg gëtt: Gewaltvideoen, déi an de soziale Medien zirkuléieren, déi et schwiereg maachen, souwuel fir d'Sécherheetsautoritéite wéi awer och fir all edukativ Servicer, fir domadder ëmzegoen, dat richteg anzeuerdnen. An ech verstinn d'Entsetze vu ganz ville Leit. Ech verstinn, datt een opgewullt ass, d'Entrüstung vu ville Leit, well wann een déi Biller do gesäit, jo, dat revoltéiert. An ech fannen dat e ganz natierleche Reflex, dee mer alleguerten hunn. A wann Der dee Video vun der leschter Woch uschwätzt, ech mengen, deen ass 300.000-mol gekuckt ginn. Dat war 300.000-mol Entrüstung par rapport zu deene Faiten, déi do, op jidde Fall dee Moment, ze gesi waren.

Dat ass keen Eenzelfall. Leider ass et eng Realitéit, déi ëmmer méi heefeg gëtt. Mir hunn och duerfir am Oktober 2022 eng Instruction ministérielle un d'Schoule ginn, fir nach eng Kéier kloer ze ënnersträichen, wéi een domadder soll ëmgoen: fir d'alleréischt emol, datt déi zoustänneg Justizautoritéiten do direkt informéiert ginn, wann et zu esou Fäll kënnt innerhalb, ausserhalb vun der Schoulenceinte, wann ee Kenntnis dovunner huet, wann een och Kenntnis dovunner huet, datt esou Biller an esou Videoen zirkuléieren. Well och dat ass strofbar, och dat, denken ech, soll poursuivéiert ginn.

Et ass awer och esou, datt mer gekuckt hunn: Wéi kënne mer sensibiliséieren? An do hu mer zanter 2022 zwou ënnerschiddlech Campagnë gehat, fir eeben ze sensibiliséieren zum Theema Mobbing. Ech denken, datt dat net en eemolegen Exercice däerf sinn, mee datt dat e permanenten Exercice muss sinn.

Mir hunn awer haut de Mëtteg och op dem Ordre du jour vun der Chamber ee Gesetz stoen, mat deem ënner anerem och den Child Protection Officer agefouert gëtt, also eng Persoun, eng Instanz an all Institutioun – hei eeben an de Schoulen, mee dat kënnen och aner Institutioune sinn, wou Jonker encadréiert ginn –, un déi och jidderee sech kann direkt wenden, vertrauensvoll hiwenden, fir am Fall vu Mobbing, leider awer och vun anere Realitéiten do kënnen en Ouer ze fannen, eng Hëllef ze fannen an awer och deene Saachen dann eng Suite kënnen ze ginn.

Mir wäerten um Enn vun dësem Mount eng weider Campagne lancéieren, déi mer zesumme mat der Police a mam Parquet ausgeschafft hunn, ënnert dem Motto: „Not sharing is caring", wou et grad drëms geet, hei op dee Phenomeen vun de Gewaltvideoen anzewierken – dee ganz schwiereg ze begräifen ass, deen, denken ech, een a mengem Alter, ee mat menger Liewensrealitéit, mat menger bescheidener Presenz an de soziale Medie schwéier kann novollzéien, wou een Affer an Täter net ëmmer ka richteg auserneenhalen –, a wou et virun allem och drëms geet, datt déi Videoen zirkuléieren. An duerfir wëlle mer do usetzen, datt mer dat Zirkuléieren ënnerbannen, well da gëtt et och herno keen Ureiz méi, fir déi Videoen iwwerhaapt ze produzéieren an online ze stellen an iwwerhaapt, datt et zu Gewaltakten duerfir kënnt.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, an dat ass den Haaptmessage och vun där Campagne „Not sharing is caring", datt ee sech matschëlleg mécht, wann een einfach déi Videoen do deelt, well et mécht ee sech iergendwéi zum Kompliz vun den Auteuren dovunner.

Ech hu virdru gesot, et wär eng Normalitéit ginn – fir eis net, mir sinn allkéiers erschüttert. Mee et ass eng Normalitéit gi fir déi Jonk, well se dat mat enger Selbstverständlechkeet … Dat schockéiert eis jo, datt do Jonker nokucken, wann et zu Gewaltdote kënnt, an net reagéieren, net intervenéieren. Et schockéiert eis, wéi suerglos dat einfach verdeelt gëtt an de soziale Medien, wéi wann et eng Selbstverständlechkeet wär. An dat, mengen ech, muss eis interpelléieren. Do muss d'Schoul derzou bäidroen, fir kloer de Message ze ginn, datt et net normal ass, dat doten ze akzeptéieren, net normal ass, einfach nozekucken, net normal ass, einfach déi Videoen ze deelen!

Mir hunn awer och an der Lescht gemierkt, datt mer eng Beweegung hu vun deene Gewaltdoten aus der Schoul eraus. An d'Beispill vun der leschter Woch weist jo och, datt dat net an der Enceinte vun der Schoul war. Dat war an de Schüler hirer Fräizäit a si waren net ënner Opsiicht do. Wa mer also an der Schoul probéieren, dat méi staark ze encadréieren, hu mer schonn d'Gefill, da verlagert dat sech ausserhalb vum Schoulraum, wou et dann nach eng Kéier manner kontrollabel gëtt. An dat weist awer och nach eng Kéier, datt et net der Schoul hir Aufgab eleng ka sinn, do preventiv virzegoen. Ech denken do virun allem un eis Erwuessener alleguerten, un d'Gesamtgesellschaft, fir de Message ze ginn: Dat doten, dat geet net! Dat doten, dat toleréiere mer net! A jidderee, deen a Kontakt ass mat de Kanner, natierlech

d'Enseignanten an d'Educateuren an der Schoul, mee awer och am Jugendhaus, och am Veräin, och am Sport a selbstverständlech och doheem, all musse mer deen dote Message ginn, soss kréie mer, fäerten ech, deen dote Phenomeen net méi aus der Welt geschaf.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Meisch.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 441 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Aussen- an Europaminister iwwer seng Äusserunge géintiwwer der amerikanescher Republikanescher Partei. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 441 du 13 juin 2023 de M. Fernand Kartheiser relative aux propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant le Parti républicain (États-Unis), adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma villmools merci, Här President. Jo, et ass eng Fro, déi ech dem Här Minister leider net éischter stelle konnt, well duerch seng Funktiounen ass e jo dacks elo net am Haus, wa mir hei déi Froestonnen hunn, wat een och ka verstoen. Mee et ass eng Fro, op déi mer ëmmer erëm ugeschwat gi vun eisen amerikanesche Kolleegen an déi net vergiess ass, well den Här Minister hat am November zejoert op RTL – an dat ass duerno och an der Press relativ vill dann zréckgeholl ginn – déi amerikanesch Republikanesch Partei als „extremistesch" bezeechent.

Elo ass et esou, datt déi amerikanesch Republikaner zu Lëtzebuerg eis kontaktéiert hunn. Ech stinn och am Kontakt mam American Republican National Committee zu Washington, soudatt sech dat interesséiert. Do si Member all amerikanesch Senatoren a Representanten am Representantenhaus, wou déi Republikanesch Partei d'Majoritéit huet.

Et ass also eng Fro, déi och eng Inzidenz op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an den USA huet, an zwar ass et net egal – an eiser Lektür, an ech mengen, an der Lektür vu ville Leit –, wéi e Lëtzebuerger Bausseminister sech géintiwwer dem amerikanesche politesche System äussert.

Elo ass et esou, datt den Här Minister jo der Meenung ass, datt déi amerikanesch Republikanesch Partei a sengen Aen extremistesch ass. An dach ass d'Fro gestallt, ob e mengt, datt en dat a senger Funktioun soll soen, och wann en et vläicht mengt, an ob dat d'Meenung vun der ganzer Lëtzebuerger Regierung ass, well esou eng Ausso gëtt zu Washington notéiert, soss géif ech dat elo hei och net thematiséieren. An ech mengen, et ass et wichteg, datt mir mat deenen zwou grousse Parteien an Amerika, egal wéi eng grad um Rudder ass, exzellent Relatiounen hunn, well dat fir eis vu wichtegem Interessi ass.

Dofir wollt ech den Här Minister bieden, Stellung ze huelen zu sengen Aussoen iwwert déi amerikanesch Republikanesch Partei an och ze soen, ob – egal wéi eng vun deenen zwou Parteien – Lëtzebuerg un exzellente Relatioune mat deenen zwou Parteien interesséiert ass. Et gëtt nun emol Prinzippien an der Diplomatie, déi ze respektéiere sinn. Dozou gehéiert d'Courtoisie, den héiflechen Ëmgang mateneen, an den zweete grousse Prinzipp ass d'Netamëschung a bannenzeg Saache vun anere Staaten. Déi zwee Prinzippie mussen och gëllen, an eisen Aen, an eise Relatioune mat de Vereenegte Staate vun Amerika.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Aussen- an Europaminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci, Här President. Also dat hei ass eng gutt Fro an ech versichen och, eng eenegermoosse gutt Äntwert dorobber ze ginn.

Ech stinn, Här Kartheiser, Här President, dozou, dass d'Wiel vum Donald Trump 2016 d'Welt eigentlech op eng Schinn gesat huet, wou d'Wourecht an d'Ligen, politesch gesinn, absichtlech matenaner, matenaner ..., wou een d'Ënnerscheeder net méi gesinn huet, zweetens, wou de Multilateralismus duerch falsche Patriotismus ausgetosch gouf, drëttens, wou an der Republikanescher Partei, der „Grand Old Party", eeben déi d'Iwwerhand kruten, déi kloer Walresultater – a jidderee ka sech erënneren – net akzeptéiert hunn, se a Fro gestallt hunn, déi de Kongress de 6. Januar gestiermt hunn an déi demokratesch Institutiounen an den USA op een Hoer futti geschloen hätten, ouni dass d'Republikaner majoritär och nëmmen e Millimeter Responsabilitéit iwwerholl hätte fir dës kriminell Akten, wou d'Justiz als „Hexejuegd" ofgestempelt gëtt, nach an de leschten Deeg nach vum Donald Trump, wou zu dësem Moment nach de Kandidat Donald Trump, mat all dëse Verstréckungen, mat all dëse Verfeelungen e Risevirsprong huet, fir fir d'Republikaner de Presidentschaftskandidat ze ginn.

Ee Gléck, dass d'Justiz an Amerika duergehalen huet, well soss eng vun den eelsten Demokratien op der Welt un d'Wackele komm wier! An duerfir sollt, a mengen Aen op jidde Fall, der Welt erspuert bleiwen, dass dëse politesche Chaos sech widderhëlt. D'Demokratie brauch keng Trumpen. Ech hoffen, dass d'Republikaner zu Lëtzebuerg – Dir hutt déi ugeschwat, Här Kartheiser – mat derfir suergen, dass hir Partei net zouléisst, dass den Här Trump nach eng Kéier Presidentschaftskandidat gëtt, fir 2024. Dat, Här President, der Demokratie op der Welt zuléift! An dat muss een net eleng däerfen denken, mee et muss een och haart dat kënne soen!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 442 vun der Madamm Josée Lorsché un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Evaluatioun vum Modell vun den internationale Schoulen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 442 du 13 juin 2023 de Mme Josée Lorsché relative à l'évaluation du modèle des écoles internationales publiques, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Här Minister, fir de Bildungsongläichheeten am Lëtzebuerger Schoulsystem entgéintzewierken an der wuessender Sproochevillfalt vun der Schoulpopulatioun méi gerecht ze ginn, hu mer am Ganze bis elo sechs international ëffentlech Schoulen zu Lëtzebuerg geschafen. Mir hunn dat ëmmer begréisst, well et eis och um Häerz läit, e gerechte Bildungssystem zu Lëtzebuerg ze hunn an der Villfalt gerecht ze ginn.

Am Kader vun enger Interpellatioun zu den internationale Schoulen, déi den 31. Mäerz 2022 hei op Ufro vun der Madamm Closener stattfonnt huet, ass dee Modell breet diskutéiert ginn, ganz konstruktiv, an et gouf och e grousse Konsens notamment op dräi Punkten: Deen éischte war deen, datt d'Politick natierlech d'Bildungsongerechtegkeete prioritär a konsequent muss upaken, zweetens, dass eise ganze Schoulsystem moderniséiert muss ginn, besonnesch eebe grad mam Bléck op d'Sproocheléieren an awer och op déi sproochlech Hürden, mat deene vill Schüler a Schülerinne konfrontéiert sinn. An drëttens ass et drëms gaangen, ze definéieren, wéi eng Stäerkte respektiv wéi eng Schwächten an deem System identifizéiert ginn, fir dass déi néideg Upassunge kënne virgeholl ginn.

Fir déi dräi Punkte kënnen ze realiséieren, brauch een natierlech eng objektiv wëssenschaftlech Evaluatioun vun deenen neien internationale Schoulen, esou wéi et déi och mat den Épreuves standardisées oder mam Bildungsbericht scho fir déi klassesch Schoule gëtt. D'Fuerderung no der Evaluatioun huet sech dann och an enger Motioun niddergeschloen, wou drastoung, datt d'Chamber am Fréijoer 2023 éischt Analyse vum Modell vun den internationale Schoule sollt presentéiert kréien, sou wéi et och am Bildungsbericht vun 2021 recommandéiert gi war.

Nodeems Dir, Här Minister, dësen Timing virun iwwer engem Joer confirméiert hutt oder zumindest net ausgeschloss hutt, wollt ech Iech froen, ob déi Analys mëttlerweil disponibel ass an ob Dir d'Resultater vun den internationalen ëffentleche Schoule virum Summer an der Chamber virstelle kënnt.

Ech denken, dat ass alle Parteie wichteg, fir sech och an hire Walprogrammer zu der Educatioun en toute connaissance de cause dozou kënnen ze positionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: Jo, esou ass et, Madamm Lorsché. D'Uni.lu ass amgaangen, eng Evaluatioun ze maachen. D'Fréijoer dauert nach e puer Deeg – ech mengen, datt mer se net ganz wäerte virleien hunn, laut mengem leschte Kenntnisstand, bis den 21. Juni, mee ech denken awer, virun der Summerpaus vun dësem Haus wäerte mer dat hei kënne maachen, well dat mir och wichteg ass. Wéi mer ganz viller vun eise Politicken, virun allem vun deenen neie Politicken, och wëllen evaluéieren, fir se duerno kënnen ze bewäerten an ze adaptéieren, maache mer dat och mat den internationalen ëffentleche Schoulen, well et e Pilier ass mëttlerweil vun eisem gesamte Schoulsystem, well et awer och eng vun de villen Äntwerten ass, fir eise Schoulsystem méi gerecht ze maachen, wat jo awer den Haaptdefi ass, dee mer zanter Jore probéieren unzegoen.

Ech wëll just nach eng Kéier op d'Schwieregkeet agoe vun där Evaluatioun a firwat et och eng Zäitche gedauert huet. Et sinn nach net esou vill Schülerinnen a Schüler an deem Schoulsystem, vun deene mer och kënne soen, déi hätten ënnen ugefaangen oder wären elo schonn eng Rei vu Joren dodranner, fir dann eng fiabel Evaluatioun kënnen ze maachen. Mir stelle fest, datt der ganz vill ënnen am Primaire ufänken, an do, denken ech, kann een no enger Rei vu Joren eng Evaluatioun maachen an dat och als Evaluatioun vun deene Klassen da gesinn. Am Secondaire sinn der och nach ganz vill, déi hunn hire Primaire am konventionelle System gemaach respektiv kommen och aus anere Länner heihinner, wou een dat dann net onbedéngt esou eent zu eent ka vergläiche mat zum Beispill Schülerinnen a Schüler aus dem konventionelle Secondaire, déi awer do dann en anere Parcours gemaach hunn. Eng Schwieregkeet ass momentan also dee klengen Echantillon, deen een huet vu Schülerinnen a Schüler, fir genau kënnen ze analyséieren.

En aneren Defi ass awer sécherlech och, datt mer jo aner Programmer hunn an deem Schoulsystem, da kënne mer och net déi selwecht Epreuven huele wéi bei den Epreuve-standardiséeën. Do musse mer schonn adaptéiert Epreuven hunn, an dat ass och elo gemaach ginn an entwéckelt ginn. Mee et ass

natierlech dann och en Challenge, fir d'Resultater vun där enger Evaluatioun iwwer Epreuvë mat deene vun dem konventionelle System eent zu eent ze vergläichen, well et einfach jo zum Deel op d'mannst ëm aner Contenuen, ëm aner Kompetenzen do geet.

En aneren Challenge ass och nach – an dat war ee Feedback, dee mir scho kritt hunn –, datt mer natierlech musse kucken, datt mer dat matenee vergläichen, wat vergläichbar ass. A mir wëssen, datt de sozioekonomeschen Hannergrond e ganz staarken Impakt och op den Erfolleg an der Schoulkarriär huet, a wa mer deen natierlech net comparabel hunn an eisem konventionelle Schoulsystem mat deem vun den internationalen ëffentleche Schoulen, da kënne mer och d'Resultater bei Epreuven net eent zu eent matenee vergläichen. Dat kann ee ponderéieren, bei enger klenger Stéckzuel ass dat awer och erëm eng Kéier en Challenge.

Ech ka mech hei gären engagéieren – well et ass deen Timing, deen ech vun der Uni.lu och elo kuerz nach eng Kéier matgedeelt kritt hunn –, datt mer virum Summer dat dote kënne souwuel hei am Haus presentéiere wéi awer och an der Ëffentlechkeet presentéieren. An ech géif dat eigentlech ganz gäre maachen, fir datt eebe vill vun de bildungspoliteschen Debatten och op Basis vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser gefouert ginn, well dann, denken ech, si mer engem Konsens an deem Beräich vill, vill méi no, wéi mer dat soss emol heiansdo sinn.

Ech wëll hei awer wierklech nach eng Kéier soen, datt mer musse kucken, wat fir eng Informatioun op wat fir enger Basis mer hei kréien an ob dat wierklech elo schonn duergeet, fir sech grondleeënd an ofschléissend dovunner e Bild ze maachen. Mee déi Informatiounen, déi ech wäert kréien, déi d'Uni.lu ka liwweren, déi wäert selbstverständlech Dir an de Public och kréien.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Meisch.

Vu datt den Här Fayot nach net do ass fir d'Fro vum Här Sven Clement, géife mer déi Fro iwwersprangen an dann elo direkt zur Fro Nummer 444 vum Här Carlo Weber un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Evolutioun vum Marché vun de Kontrollstatioune kommen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 444 du 13 juin 2023 de M. Carlo Weber relative à l'évolution du marché des stations de contrôle technique, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci, Här President. An engem Presseartikel vum 6. Juni ass ze liesen, datt zu Wolz an der Aktivitéitszon „Salzbaach" eng Kontrollstatioun soll opgoen. An dësem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister Bausch follgend Froe stellen: Fir wéini ass d'Ouverture am Kanton Wolz vun dëser Kontrollstatioun geplangt? Wéi eng Gefierer kënnen op dësem Site kontrolléiert ginn? Sinn nach aner Acteuren, déi den Ament interesséiert si respektiv hiren Agrement ugefrot hunn, fir weider Kontrollstatiounen zu Lëtzebuerg opzemaachen?

Am Kontext Gefierer, wat déi praktesch Fürerschäiprüfung betrëfft: Hei wär jo eigentlech dee passende Site. Gëtt nach driwwer nogeduecht, dës Examen awer zu Wolz ofzehalen? Et wär wichteg fir d'Éislek. Zemools fir déi, déi den Trakterfürerschäi maachen, bedeit dat vill manner Trajet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a Vizepremier, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci dem Här Weber och fir déi Fro. Et ass esou, datt zënter 2016 de Marché vun de Kontrollstatioune liberaliséiert ass. Dat ass net méi eng staatlech Monopolsituatioun, wéi mer se virdru kannt hunn. An et ass esou, datt de Minister natierlech nach muss den Agrement gi fir déijéineg, déi eng Kontrollstatioun wëlle bedreiwen. Do gëtt et dann och kloer Konditiounen. Mir hu jo och eng Gesetzesännerung gemaach. Do steet alles – dat baséiert op enger europäescher Direktiv – genau festgeschriwwen, wat ee muss erfëllen, fir kënnen eng Kontrollstatioun opzemaachen.

Virun der Liberaliséierung hate mer der am ganze Land dräi an entre-temps hu mer der néng a mir hunn dräi verschidde Firmen, déi Kontrollstatioune bedreiwen. Dat ass d'SNCT, et ass d'DEKRA an et ass LU KS. Et ass esou, datt déi den Ament zu Sandweiler, zu Esch, zu Monnerech, zu Biissen an zu Léiweng baséiert sinn. Dat sinn déi vun der SNCT. An dann huet LU KS eng zu Luerenzweiler an eng zu – ee Moment, fir dass ech elo keng Dommheet soen – Gaasperech. Dat ass eng nei, déi se opgemaach hunn. An dann hutt Der nach d'DEKRA, déi sinn zu Bartréng.

A LU KS, déi vun där Dir schwätzt, zu Wolz, wou d'Diskussioun leeft, dat ass eng, wou LU KS anscheinend gesot huet, datt se eng wéilten opmaachen zu „Salzbaach", do wou Der et och gesot hutt. Dozou läit mir am Ministère awer nach keen Dossier vir fir en Agrement. Also dat heescht, do schéngt eng Intentioun ze bestoen, fir do eppes opzemaachen.

Niewebäi bemierkt si souwisou dräi Firmen amgaangen, nach am Land doruechter ze kucken op verschiddene Plazen, wou der nach kënnen opgemaach ginn. Also déi zu Wolz, do schéngt eppes an der Planung ze sinn, mee de Minister huet nach keen Dossier virleie fir en Agrement.

Dat anert ass: Et gëtt awer och nach d'Garagen. Dir wësst, datt och an de Garagë selwer kënnen d'Kontrolle gemaach ginn. Dat gëtt an Zesummenaarbecht da gemaach mat staatlechen Inspekteren, déi da sur place kommen. An dat gëtt awer ganz vill genotzt an et sinn entre-temps immens vill Garagen, déi dat notzen.

Dat heescht, wann Der d'Situatioun vergläicht insgesamt par rapport zu virun 2016, dann ass dat weesentlech besser gi fir de Client vun haut. Och d'Kontrollstatioun selwer – fir déi, déi rezent do waren –: Wann Der dann op Sandweiler bei d'SNCT gitt oder och bei d'DEKRA oder wien och ëmmer, do gitt Der haut dohinner, da gitt Der e Kaffi drénken, do fiert ee mam Auto derduerch. Dir kënnt zwar och, wann Der wëllt, och nach selwer doduerch fueren. Mee dat ass zimmlech relax par rapport zu deem, wéi dat fréier war. Dat heescht, dee Service, deen huet sech immens verbessert.

Dann zu Ärer Fro mat de Fürerschäiner: Nee, dat geet net. Mir wäerten um Fridhaff – dat wäert Der gesinn – en héichmoderne Site opmaachen, wou dat alles ka gemaach ginn. Well et geet drëms, datt mer e Site mussen hunn, wou mer all d'Trainingsméiglechkeete beieneen hunn, wou eng Pist ass. Zum Beispill um Fridhaff gëtt dat gemaach. An dann ass et esou, datt … Well et huet jo kee Wäert, datt mer zu Wolz oder och op anere Plazen esou hallef Saache maachen, wou een dann awer erëm muss op aner Plaze fueren. Also, et gëtt schonn esou organiséiert, datt ee wierklech dann op enger moderner Anlag, op modernen Installatioune wierklech alles ka maachen, an dat mécht och absolutt Sënn.

An de Fridhaff ass awer jo zougänglech trotzdeem, mengen ech, vum Norden hier, iwwerall zimmlech gutt, soudatt mer awer, mengen ech, realistescherweis kënne soen, datt dat ganz sécher keen Nodeel ass. A wann Der da kuckt, wivill där Sitte mer hunn am Land, ass dat awer geografesch equilibréiert verdeelt an deene véier Regiounen am Land, soudatt dat da misst klappen. Bon, an der Zukunft, méi spéit, kann ee sech vläicht nach aner Saachen iwwerleeën, dat ass sécher, mee am Moment ass et op alle Fall just virgesinn um Fridhaff.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Da komme mer zur Fro Nummer 445 vun der Madamm Elisabeth Margue un den Här Wunnengsbauminister iwwert d'Wunnengskris. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 445 du 13 juin 2023 de Mme Elisabeth Margue relative à la crise du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Merci, Här President. Här Minister, mir schwätze schonn eng Zäit vun enger Kris um Logementsmarché, an de Secteur seet, datt déi nach méi schlëmm kéint ginn nom Congé collectif. Effektiv, fir eng Rei Handwierksbetriber ass de Congé collectif eng schwiereg Zäit a si musse sech organiséieren, fir duerno nach Aarbecht ze hunn.

An deem Sënn wär meng Fro un de Minister, awéifern Dir dat géift confirméieren, datt déi Kris sech géif accentuéieren no dem Congé collectif, a wat, wann dat esou ass, d'Regierung wëlles huet, fir do dergéintzewierken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Margue. Den Här Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Merci och fir déi Fro. Et ass effektiv esou, dass d'Baugeneemegunge besonnesch vu Bauprojeten zréckgaange sinn. Dat betrëfft besonnesch déi kleng a mëttelstännesch Betriber, déi ofhängeg sinn natierlech vun de Bauaktivitéiten. Generell kann een zwar net soen, dass an der Baubranche selwer Kris wär. Déif- an Héichbau ginn nach ëmmer weider, well eeben och d'ëffentlech Finanzen oder d'Investitioune ganz héich sinn. Antizyklesch probéiere mer jo, dat ganz héichzehalen.

Iwwregens, wann een d'Analyse kuckt, déi Chifferen, déi elo public gi sinn: D'lescht Joer si mer ëm 2,4 % gewuess, de Wunnengsbau awer ëm 1,2 %. Mee d'ëffentlech Wunnengen – an dat ass wichteg –, d'Wunnengen an der ëffentlecher Hand, déi sinn ëm 5 % an d'Luucht gaangen. Dat heescht, dass eis Wunnengsbaugesellschaften, respektiv och zesumme mat de Gemengen, ganz aktiv kënnen do virugoen.

Mir maachen eis awer och Suergen – dat ass ganz kloer, dat hutt Der hei och ausgedréckt – besonnesch eeben ëm Mëttel- a Klengbetriber. An do si mer och amgaang, drun ze schaffen. Dir wësst, dass mer eng Taskforce an d'Liewe geruff hunn, fir zesummen och mam Secteur ze kucken, wéi eng Propose se eis gemaach hunn, fir déi kënnen ëmzesetzen. Mir wäerten dat och an nächster Zäit a kuerzfristeg arrêtéieren an och mam Secteur dat virstelle respektiv hinne virstellen, an da wäert dat och zäitno presentéiert ginn an da public gemaach ginn.

Wichteg ass eis, dass mer kuerz- a mëttel- oder besser laangfristeg Moossnamen hunn. Kuerzfristeg, fir dass mer d'Aktivitéit dohi kréien, wou mer se

wierklech wëllen hunn, dass déi Handwierksbetriber och Aarbecht kréien. Also brauche mer Moossnamen, déi direkt kënne gräifen. Laangfristeg musse mer eis awer och méi resilient maachen. Ech mengen, mir hunn de PNEC an alles, wat virun der Dier steet, d'Erausfuerderungen am Klima, vill mam Bausecteur zesummen. Dat heescht, mir brauchen eppes fir de Particulier, mir brauchen eppes fir d'Handwierk a mir brauchen awer och d'Gemenge mat am Boot, well si hu jo selwer Aktivitéiten am Wunnengsbau. Ech denken do un energeetesch Sanéierung, och un Hëllefe fir de Particulier, fir kuerzfristeg Moossname kënnen ze entaméieren.

An dofir, hutt nach e bësse Gedold, ech kann elo nach net alles verroden, well mer nach net alles arrêtéiert hunn. Mir sinn awer ganz kuerz virdrun, an dofir gi mer dann och bei de Secteur an da wäerte mer dat spéitstens d'nächst Woch och public maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 443 vum Här Sven Clement un den Här Entwécklungszesummenaarbechtsminister iwwert d'Hëllefen no der Zerstéierung vum Nowa-Kachowka-Staudamm. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 443 du 13 juin 2023 de M. Sven Clement relative aux aides pour l'Ukraine suite à la destruction du barrage de Nova Kakhovka, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch d'Zerstéierung vum Kachowka-Damm si vill Mënschen duerch d'Waassermassen ëm d'Liewe komm, et sinn der vill deplacéiert ginn a virun allem gouf villes zerstéiert op deenen zwou Säite vum Floss.

An deem Kontext huet d'Ukrain – a souwäit ech dat matkritt hunn, och just d'Ukrain –Demandë gestallt, fir international Hëllef ze kréien. Eppes, wat mer awer – erlaabt mer déi perséinlech Nott – e bëssen opstéisst, ass, datt den Occupant et manifestement net fir néideg hält, der Zivillbevëlkerung ze hëllefen.

Mee d'Ukrain huet eng urgent Ufro fir international humanitär Hëllef gestallt, mat ganz kompletten Tabloen, wat sech un Hëllef erwaart gëtt. Et geet vu Waassertanken, also Camions-citernes, iwwer Booter, Rettungswesten an natierlech och Drécheniessen an alles dat, wat een eebe brauch, fir Flüchtlingscampen ëmzesetze respektiv d'Leit um Liewen ze halen.

An dem Zesummenhang mat deem ganzen Desaster ass déi Fro natierlech dann un all Partner, iwwer EU, iwwer NATO a sou weider, natierlech och u Lëtzebuerg erugedroe ginn, huelen ech un. An dofir wollt ech dem Minister d'Froe stellen: Wat fir Hëllefen huet Lëtzebuerg der Ukrain schonn ugebueden an deem Kontext a wat wäerte mer hinnen nach zoukomme loossen? Wat fir Hëllefe loosse vläicht aner Länner esou zoukommen, datt mir guer net méi gebraucht ginn? Well ech mengen, et ass jo och net esou, datt Lëtzebuerg eleng kann déi Kris do léisen, an deementspriechend ass et och ëmmer eng Verhandlungssaach zwëschent eis an eise Partner, fir ze entscheeden, wéi Lëtzebuerg ideal hëllefe kann.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten, den Här Franz Fayot, huet d'Wuert.

(En raison d'un changement de compétence, M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire répond à la place de M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes.)

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Jo, merci dem Sven Clement fir déi Fro hei effektiv en rapport mat der schrecklecher Zerstéierung vun dem Kachowka-Damm an der Ukrain duerch de russeschen Aggresseur. Et ass esou, dass d'Lëtzebuerger Croix-Rouge eng materiell Hëllef vun enger Valeur vun 100.000 Euro zur Verfügung gestallt huet, fir heirop ze reagéieren. Déi Kontributioun gouf och mat Fonge vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht an humanitärer Hëllef ënnerstëtzt. Dat heescht, dat sinn net nëmme Sue vun der Kooperatioun, mee zum Deel – de geneeë Schlëssel hunn ech elo net.

Mat där Kontributioun goufen 200 Tonne Waasser an eng 300 Hygiènekits an och Iesse verdeelt sur place. Doriwwer eraus gëtt et eng Ufro vun der ukrainescher Regierung, fir och cibléiert Material ze kréien. Dat ass net en allgemengen Appell. An do si mer a Kontakt mat der ukrainescher Regierung, mat den Autoritéiten, fir an deem Kontext och weider Hëllef kënnen ze liwweren.

An deem Kontext, mengen ech, sief drun erënnert, dass mer der Ukrain säit Ufank vun där Invasioun schonn iwwer 9 Milliounen Euro un humanitärer Hëllef iwwerginn hunn, dat iwwer UNO-Agencen, ONGen an och iwwert d'Rout Kräiz. Derbäi komme 6 Milliounen u materieller Hëllef wéi Medikamenter, Generateuren, Ambulanzen, Konnexiounsmaterial, gepanzert Ambulanzen an och Busser.

Mir hunn och – well dat ass e risege Problem an der Ukrain – d'ONG HALO Trust mat enger Kontributioun vun 250.000 Euro ënnerstëtzt. Dat ass eng ONG, déi am Deminage aktiv ass. Well dat ass de groussen Challenge och bei der Rekonstruktioun vum Land, dass ee fir d'éischt emol muss deminéieren, natierlech och déi Regiounen, wou een d'Leit da wëll erëm usidelen an enger éischter Phas. Et muss een och soen, dass d'Minnen an de Regioune Mykolajiw a Cherson wierklech och duerch dës Iwwerschwemmungen duerch d'Zerstéierung vum Damm kënnen deplacéiert ginn. Dofir wäerte mer och do kucken, fir deem HALO Trust nach weider Moyenen ze ginn, fir déi Aarbecht beim Deminage weiderzemaachen.

Den zweeten Deel vun der Fro ass, wat aner Länner maachen en rapport mat deem Bombardement vun deem Damm. Bon, et sinn eng Rei EU-Memberstaaten, déi materiell Hëllef liwweren duerch den europäesche Mécanisme de protection civile. Däitschland zum Beispill huet 5.000 Waasserfilteren a 65 Generateuren iwwerginn, Éisträich zwanzeg Waassercontainer an zéng Waasserpompelen, Däitschland a Litauen hunn och Zelter, Better an Decken an d'Ukrain geliwwert, Frankräich huet 10 Milliounen Tonnen (veuillez lire: 10 Tonnen) Hëllefsmaterial zur Verfügung gestallt, ënner anerem Waasserfilteren, Hygiènekits, 500.000 Tabletten, fir Waasser ze filtréieren, a Groussbritannien huet en neien humanitäre Package vu 16 Millioune Pond op d'Bee gestallt, hei spezifesch, fir d'Leit, déi duerch d'Zerstéierung vum Kachowka-Damm betraff sinn, mat Schutzmaterial a Versuergungsmëttel ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot.

Mir kommen zur Fro Nummer 446 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Accès zu de privilegiéierte Konditioune fir talentéiert jonk Athleeten am Sportlycée. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 446 du 13 juin 2023 de Mme Francine Closener relative à l'accès aux conditions privilégiées pour jeunes sportifs talentueux proposées par le Sportlycée, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. D'lescht Joer huet de Sportlycée säin zénggjäregt Bestoe gefeiert. Zéng Joer bitt dëse Lycée also deene jonken talentéierte Sportler privilegiéiert, jo scho bal optimal Konditiounen, fir Schoul an de jeeweilege Sport kënnen ënner een Hutt ze bréngen. Dozou gehéiert ënner anerem, datt am normale Schoulalldag och Trainingsplagë mat ageplangt sinn, datt den Horaire an och den Hausaufgabepensum un d'Besoine vun deene jonke Sportler ugepasst sinn oder och nach e geziilte Suivi proposéiert gëtt, fir datt se sech an deenen zwee Beräicher optimal kënne virbereeden a weiderentwéckelen.

De Sportlycée bitt allerdéngs net alle Schüler, net alle Sportler, déi selwecht Konditiounen, well fir d'Schülerinnen an d'Schüler vum Secondaire général ass no der 5e Schluss. Si mussen dann, egal wéi gutt hir sportlech an och hir schoulesch Performancë sinn, d'Schoul wiesselen, well de Sportlycée keng Generalsklassen no der 5e ubitt. Wuel gëtt et eng Kollaboratioun mam Bouneweeger Lycée, déi anscheinend och ganz gutt funktionéiert, mee de Lycée bitt natierlech nëmmen een Deel vun de Sektiounen a Formatiounen un, soudatt vill vun de Generalsschüler vu 4e un net méi vun deene privilegiéierte Konditioune profitéiere kënnen, wéi de Sportlycée se eebe bitt.

Dofir wéilt ech den Här Educatiounsminister froen, ob weider Efforte geplangt sinn, fir alle Schüler, an och alle Generalsschüler, d'Méiglechkeet ze bidden, vun deene beschtméigleche Bedingungen ze profitéieren, fir hire Sport op engem héijen Niveau ze praktizéieren, zum Beispill duerch eng adaptéiert Offer fir all d'Schüler am Sportlycée oder op d'mannst duerch eng Zesummenaarbecht mat méi Lycéeën, fir datt een dann och all d'Sektioune kann ofdecken.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, effektiv, sou wéi d'Francine Closener hei erkläert huet, ass de Sportlycée den optimale Lycée fir Jonker, déi wëlle souwuel schoulesch wéi awer och sportlech performéieren. An dofir ass et jo eng Kollaboratioun, den eenzege Lycée, deen den Educatiounsministère mat engem anere Ministère – hei de Sportsministère – dann och zesummen dréit, fir wierklech ze kucken, am Esprit vun der Dual Career kënnen deene Jonken e Kader ze bidden, wou béides gutt klappt, ee säin Diplom ka viséieren, duerno och ka weider schaffen, studéiere goen, mee awer och säi sportleche Parcours ka weider ausbauen.

Nun ass de Sportlycée awer och, vun der Infrastruktur hier virun allem emol, limitéiert, an duerfir ass sech viru méi wéi zéng Joer jo och drop gëeenegt ginn, datt ee Klasse vum General a vum Classique huet am Cycle inférieur, mee dann duerno awer fir déi weiderféierend Sektioune just am Classique. Do hu mer och vun deene mëttlerweil awer ville Sektiounen, déi existéieren, der nëmme véier: d'Sektioune B, C, D a G, wou och vill Synergien am Programm kënnen tëschent deenen engen an deenen anere Sektioune gemaach ginn.

Mir wëssen, am General ass d'Bandbreet vu Formatiounen a vu Sektiounen nach eng Kéier vill méi breet. Mir wëssen och, an der Beruffsausbildung ass se nach eng Kéier vill méi breet, soudatt et do eigentlech net méiglech ass, an engem Sportlycée all déi Sektioune kënnen deementspriechend unzebidden. Dofir war jo

och vun Ufank u gesot ginn, datt déi Kollaboratioun do weidergefouert gëtt tëschent dem Sportlycée an dem Lycée technique vu Bouneweg, deen e grousse Lycée technique ass, deen am General eng relativ breet Offer huet, och an der Formation professionelle eng relativ breet Offer huet – ech soen ëmmer „relativ", well se net alles ubidden, dat ass kloer –, datt se an där Kollaboratioun do awer vu villen Avantagen, déi de Sportlycée senge Schülerinnen a Schüler bitt, och kënne profitéieren, wat den Encadrement ubelaangt, wat den Transport hin an hier ubelaangt, wat d'Ënnerstëtzung ubelaangt an de Suivi médical zum Beispill, de Suivi paramédical, de mentalen Training, d'Ernärungsberodung. Alles dat steet eigentlech och de Schülerinnen a Schüler am LTB zur Verfügung.

Mir hunn awer eng Schoullandschaft, déi sech jo weider staark diversifizéiert huet déi lescht Jore mat enger sëllegen neie Sektiounen, déi och heiansdo emol nëmmen an engem oder deem anere Lycée ugebuede ginn. An duerfir ass et awer och esou, datt de Sportlycée doriwwer erauskuckt, iwwert déi Schüler erauskuckt, déi e selwer bei sech huet an dem Cycle inférieur respektiv am Classique, oder och iwwert déi eraus, déi dann zu Bouneweg sinn, mee och éischter individuell, op d'Demande dacks vun den Eltere respektiv och vun enger Federatioun kuckt, e Programm ze adaptéieren, fir datt déi awer esou gutt et geet hir Formatioun kënnen an hirer Schoul weiderféieren, mee awer och vu munchen Avantagen an Accompagnementer, déi de Sportlycée bitt, kënnen esou gutt wéi méiglech profitéieren.

Ech denken, datt dat Ganzt nach eng Kéier eng aner Nues kritt, wann de Sportlycée en neie Site kritt zu Mamer mat méi Capacitéit, méi Klassen, déi méiglech sinn, an domadder och méi Offer op der Plaz méiglech ass, an awer och net nëmmen isoléiert, wéi et haut um INS als eng eenzel Schoul ass, mee dann integréiert an e Campus, wou mer de Lycée Josy Barthel hunn, wou mer awer och eng Europaschoul hunn, wou mer also do och Acteuren hunn, déi souwuel erëm eng Kéier am Enseignement secondaire général, an der Beruffsausbildung, wéi awer och an enger europäescher Offer da kënne Kollaboratiounen ubidden, an datt do eigentlech nach de Rapprochement vun dem Sportlycée a senge Servicer un d'Schülerinnen an d'Schüler vun och anere Parcourse gestäerkt ka ginn, verbessert ka ginn an enger optimaler Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddenen Acteuren.

Mir wëssen, dat dauert nach eng Zäitchen, mee ech kann Iech awer versécheren, datt de Sportlycée haut schonn alles mécht, fir den eenzelnen Demanden esou gutt wéi méiglech Rechnung ze droen. Et gëtt och – an där kennen ech och – Sportlerinnen a Sportler, déi soen: „Jo, de Sportlycée ass gutt, mee ech wëll awer a mengem Lycée och bleiwen, ech wëll mäi Parcours do weidermaachen an ech gleewen dorunner, datt ech béides ka vereenen." An duerfir ass op der Säit vum Sportlycée och eng breet Flexibilitéit am Encadrement entwéckelt ginn déi lescht Joren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 447 vum Här Michel Wolter un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Zuel vun ongültege Walziedele bei de Gemengewalen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 447 du 13 juin 2023 de M. Michel Wolter relative au nombre de bulletins nuls lors des élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „une fois n'est pas coutume", ech sinn net hei een, deen ëfters an der Heure de questions optrëtt, mee et ass awer e Sonnden e Phenomeen, zumindest emol bei eis an der Gemeng, geschitt, deen eng ganz Rei Presidente vu Walbüroen u mech erugedroen hunn. An dat ass déi extraordinär héich Unzuel vun ongültegen Ziedelen, déi net doduerch ze erklären ass, dass d'Leit bewosst en Ziedel ongülteg wollte maachen, mee wou een einfach mierkt, dass d'Leit falsch gestëmmt hunn.

Et sinn dräi Cas-de-figuren, déi mer rapportéiert gi sinn e Sonnden den Owend. Dat ass éischtens, dass eng ganz Rei Leit d'Lëscht gestëmmt hu vun iergendenger Partei an dann nach dem Spëtzekandidat vun där Partei Stëmme ginn hunn.

Den zweete Cas de figure, dee bei eis a verschiddene Büroe ganz staark ausgeprägt war, dat ass, dass d'Leit d'Lëscht gestëmmt hunn a jiddwer Kandidat vun där Lëscht nach eng Stëmm ginn hunn, an zwar wierklech jiddwerengem vun de Kandidaten. Déi hunn also e kloer expriméierte Vott ginn, mee waren awer total niewent dem Gesetz.

An dat Drëtt, wat d'Presidente vun de Büroe mer gesot hunn – ech weess net, ob aner Kolleegen déi selwecht Experienz gemaach hunn –, dat ass, datt se mer gesot hunn, datt se eng relativ héich Unzuel vu jonke Wieler haten, déi erakomm sinn an d'Presidente gefrot hunn, wat se dann elo eigentlech misste maachen.

An déi dräi Phenomeener, déi hu mech interpelléiert, fir mer Froen ze stellen, wéi dat méiglech ass, an eventuell och Suggestiounen ze maachen, wéi een dat aneschters kéint maachen. Well ech mengen, dass et extreem wichteg ass, dass déi Leit, déi näischt wëlle wielen, sech kënnen expriméieren. Ech fannen awer och, dass et extreem wichteg ass, dass déi Leit, déi sech wëllen expriméieren, à même sinn, sech esou ze expriméieren, dass de Vott herno och an den Total vun der Auszielung mat erakënnt.

An dofir hätt ech eigentlech, contrairement zum Reglement, vläicht dräi Proposen oder dräi Pisten, iwwert déi ech nogeduecht hunn a wou ech d'Ministesch wollt froen, ob si sech kéint domat identifizéieren.

Dat Éischt, dat ass, ob een net eng Étude détaillée iwwert de Phenomeen soll maachen, an zwar par rapport zu alle Gemengen am Land, fir ze kucken, ob déi Saachen, déi mir bei eis an der Gemeng gemierkt hunn oder d'Presidente vun de Walbüroen, flächendeckend esou ze gesi sinn.

Dat Zweet, dat ass, datt ech mer wierklech d'Fro stellen, ob een an der Schoul net deene 16-Järegen, an dann nach eng Kéier, wa se 17 sinn, an dann nach eng Kéier, wa se 18 sinn, e Cours sollt ginn, wou een hinne genau erkläert, wéi de Walsystem fonctionéiert, well dat manifestement net méi iwwerall flächendeckend geschitt.

An dat Drëtt, dat ass, ob een net Reflexioune sollt maachen, Coursen unzebidde virun de Walen, wou een de Leit einfach net nëmmen en Trakt schéckt, deen zum Deel och ganz schwéier ze verstoen ass, well eise Walsystem schwiereg ass, mee wou een de Leit „on the spot" duerch neutral Leit einfach erkläre léisst, wéi eise Walsystem fonctionéiert a wat fir eng Méiglechkeete se hunn, fir datt se hir 11, 13, 15 a méi Stëmmen esou kënnen ubréngen, datt dat, wat se gäre gestëmmt hätten, och herno an dem Resultat vun de Wale figuréiert.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci, Här President. Effektiv, den Här Wolter stellt eng pertinent Fro, well eis ass dat doten am Interieur och direkt an d'A gestach. Effektiv sinn et 3.000 ongülteg Walziedele méi, wéi et bei deene leschte Gemengewale waren. A Prozenter ausgedréckt, well ech mengen – dat gëtt e bessere Verglach –, ass de Prozentsaz vun ongültege Walziedele vu 4,48 % vun 2017 elo op 5,19 % eropgaangen.

Ben, eng Hypothees, déi een oft héiert, ass, dass gemengt gëtt, dass et tatsächlech eis auslännesch Matbiergerinnen a Matbierger wären, déi sech beim Wiele verdinn, well se eise System net esou kennen. Allerdéngs géif ech dat gäre relativéieren, well mir hunn eis nämlech ugekuckt, wéi et bei de Landeswalen 2018 war. An do waren et 4,24 % vun alle Walziedelen, an dat ass jo u sech dach net vill méi niddreg wéi eeben de Prozentsaz vun de Gemengewale vun 2017. A mir duerfen net vergiessen, dass bei de Landeswale jo haaptsächlech ..., also just d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger wiele ginn. An trotzdeem, wann een dat dann a Relatioun setzt, mengen ech, ass déi Hypothees net esou ganz richteg, wann oft gemengt gëtt, dass et nëmmen d'Auslännerinnen an d'Auslänner wären.

Bon, dann eng aner Méiglechkeet kéint eventuell sinn, dass Leit an deene Gemengen, wou et méi Stëmmen ze vergi gëtt, sech vläicht méi séier verzielen, sech éischter verdinn. Ech mengen, et ass schonn en Ënnerscheed, ob een hei an der Stad Lëtzebuerg muss 27 Stëmmen ofginn oder a méi klenge Gemengen, wou et da 7 oder 9 Stëmme sinn. Dat kéint e Facteur sinn, wann ee weess, dass effektiv och an der Stad Lëtzebuerg de Prozentsaz vun ongültege Walziedele bei 5,79 % louch, also och däitlech iwwert der Moyenne vum Land.

Bon, fir dee Phenomeen elo ganz genau kënnen ze verstoen an och déi méiglech Hypotheese kënnen am Detail ze préiwen, wat genau déi heefegst Feeler sinn, ... Den Här Wolter huet jo schonn dräi Cas-de-figuren opgezielt. An do sinn ech absolutt bei Iech an ech hunn effektiv scho menge Leit gesot, mir sollten dës Kéier net nëmmen e Relevé maachen, wou mer d'Statistiken opzielen, mee wierklech eng Analys maachen, fir ganz genau ze kucken, wat dann elo déi heefegst Feeler sinn, déi opkommen.

A mir hu jo elo déi 700 giel Säck am Interieur erakritt mat all de Bulletinen. An do wäerten och elo déi ongülteg kontrolléiert ginn, fir eeben ze verstoen: Wat ass den heefegste Feeler, dee virkënnt? Well da kënne mer och – Dir hutt elo schonn e puer Pisten opgezielt – ganz geziilt virgoen a kucken: Ass et méi bei den Éischtwieler – bon, asoufern mer dat erausgefiltert kréien? Ass et, well d'Leit sech effektiv verdi beim Ziele bei deene méi grousse Gemengen, wou méi Stëmme sinn? An da kann een nach méi geziilt Campagnen huelen. Ech mengen, elo si jo ganz vill Campagnen. Ech denken elo un de Familljeministère, also d'Integratioun, och bei deene Jonken, do si scho ganz vill Projete gestart. Mee da kann een, wann ee genau weess, wou de Problem ass, dee Moment nach méi prezis virgoen.

Ech géif awer och nach gäre vun der Geleeënheet profitéieren, wann ech hei schonn an der Chamber sinn, fir ze soen, dass mer insgesamt eng méi déifgräifend Reform vun de Prozedure vun de Gemengewale maachen.

(Interruption)

An ech hat do schonn op der Pressekonferenz zu de Preparative gesot, dass déi Prozedure ganz dréngend missten, ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, et wier gutt, wann et e bësse méi roueg wier!

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | ... ganz dréngend misste reforméiert ginn. Et ass elo déi éischt Kéier, wou ech als Inneministesch déi ganz Organisatioun do materlieft hunn. An déi Prozedure si relativ schwéierfälleg. Se sinn extreem laang. An ech mengen, do ass villes, wat ee ka méi séier ..., wat ee ka verbesseren. A wéi ech och scho gesot hunn: Déi Prozedure sinn net nëmmen aus dem leschte Joerhonnert, mee schonn aus dem virleschte Joerhonnert. An ech mengen, dat ass einfach wichteg, dass mer och hei usetzen.

An dofir nach eng Kéier och e grousse Merci trotzdeem all deene Leit, déi elo gehollef hunn, soudass e Sonnden déi Walen esou gutt iwwert d'Bün gaange sinn. Mee et weist einfach, dass mer hei mussen d'Prozedure straffen, dat weesentlech méi einfach maachen.

An och hei – domadder wëll ech dann och elo ophalen – hu mer och elo e Grupp en place gesat, fir eeben och dee ganze Bilan do ze zéien an och mat ganz konkreete Verbesserungsproposen ze kommen, soudass déi nächst Regierung dee Moment da schonn eng ganz Pist um Dësch leien huet, wéi een dat fir déi nächst Wale ka besser maachen; natierlech och an Ofstëmmung mam Staatsministère, och mat de Gemengen zesummen.

Mee, ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei déi Reform och ustriewen, well ech mengen, et ass jo net eng Saach vun der Parteipolitick, mee et geet jo drëm: Als Demokratinnen an Demokraten ass et eisen Interêt, dass mer och hei e breede Konsens fannen an dass mer och einfach hei mat der Zäit ginn, well, wéi gesot, dat doten ass ..., jo, et ass heiansdo nach e bëssen oldschool. An, ech mengen, Här Wolter, wéi Dir Inneminister waart, war et scho komplizéiert. An d'Prozeduren hunn net geännert, da wësst Der, wéi komplizéiert se haut nach sinn. An, ech mengen, et ass wichteg, dass mer do eng Reform kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 448 vum Här Fred Keup un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'lëtzebuergesch Geschicht a Literatur am Enseignement. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 448 du 13 juin 2023 de M. Fred Keup relative à l'histoire et la littérature luxembourgeoise dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn effektiv eng Fro iwwert d'Lëtzebuerger Literatur a Geschicht am Schoulunterrecht. D'Wëssen ëm déi eege Literatur a Geschicht ass leider hei am Land relativ kleng. An eigentlech gëtt et awer kee Grond derfir, fir déi eege Geschicht a Literatur ze vernoléissegen an der Schoul. An anere Länner ass et eng Selbstverständlechkeet, datt déi national Geschicht a Literatur an de Schoule vermëttelt gëtt, well et ass eeben och d'Funktioun vun der Identitéitsstëftung, vum Zesummesinn a vum Nationalbewosstsinn, wat dozou bäidréit.

Dofir wollt ech de Minister hei konkreet froen, wat dann d'Grënn sinn, firwat bis haut souwuel d'Lëtzebuerger Literatur wéi och d'Lëtzebuerger Geschicht am Schoulunterrecht keng oder eng kleng, éischter marginal Roll spillen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kann déi Aschätzung vum honorabelen Deputéierte Fred Keup net esou deelen, datt d'Lëtzebuerger Literatur a Geschicht an eisem Schoulsystem keng Roll géif spillen. Spéitstens zanter der Aféierung vun engem neie Schoulfach op der Quatrième generell, souwuel am Classique wéi och am Enseignement secondaire général, wou Lëtzebuerger Sprooch, Lëtzebuerger Kultur, Lëtzebuerger Geschicht an och Lëtzebuerger Literatur am Mëttelpunkt vun der Thematik stinn, denken ech, hu mer e Lach geschloss.

Mir hate virdrun d'Lëtzebuergescht just op der Septième, wat, mengen ech, fir d'Sprooch e schwierege Moment war, well Däitsch a Franséisch nach net onbedéngt esou gefestegt waren. Dofir hu mer gesot: „Kommt, mir definéieren en neit Fach a mir leeën et awer och méi wäit erop, datt mer eebe grad och d'Schülerinnen an d'Schüler prett hunn, fir grad Aspekter vun der Sprooch, awer och vun eiser Literatur, vun eiser Geschicht kënne matzevermëttelen."

Mir hunn awer nieft deem Fach, dat awer dann e groussen Deel vun eise Schülerinnen a Schüler jo op jidde Fall emol begéinen am Laf vun hirer Schoulkarriär, och ganz vill aner Initiative geholl, fir Lëtzebuerger Literatur dann och an d'Schoulen ze kréien. An enger Zesummenaarbecht zum Beispill mam Nationale Literaturzentrum an dem SCRIPT hu mer eng ganz Sammlung vun Auteure respektiv vu Stécker, déi mer och weiderginn un d'Enseignanten, fir se an der Schoul och wierklech kënnen anzesetzen.

Et gëtt awer och eng Sammlung vu Lëtzebuerger Literatur fir d'Schoule vum SCRIPT. Mir hunn de „Reenert" nei editéiert, fir och do nach eng Kéier dat Lëtzebuerger Standardwierk awer an d'Schoule kënnen ze bréngen an domadder och kënnen ze schaffen.

Mir hunn e Kanner- a Jugendliteraturpräis geschaffen, wou mer d'Lëtzebuerger Auteuren encouragéieren, un engem Concours och kënnen deelzehuelen, Stécker, Pièces ze schreiwen an da selektionéiert ze ginn an déi natierlech och duerno kënne weider an d'Schoulen ze ginn.

Mir hunn eng Zeitung, eng Kannerzäitschréft lancéiert, „De Piwitsch", déi vun Enseignantë mat Kanner, mat Klasse selwer geschriwwe gëtt an och erëm vun anere Klasse kann agesat ginn a gelies ginn.

Ech denken, datt mer hei eng ganz Bandbreet hu vun Initiativen, fir Lëtzebuerger Literatur an awer och Lëtzebuerger Geschicht méi staark am Schoulalldag an deenen eenzele Coursen – sief dat am Sproochenunterrecht, sief dat am Geschichtsunterrecht oder och an deem nei geschafene Fach – kënnen anzesetzen. Ech hunn awer och opgrond vun enger Diskussioun, déi, mengen ech, viru Kuerzem eng Kéier stattfonnt huet, och d'Programmkommissiounen invitéiert, fir nach emol iwwer hir Bicher, déi um Programm vu Septième bis Première stinn, ze kucken, ob et do net méiglech ass, nach eng Kéier méi Lëtzebuerger Auteuren dann och do mat eranzehuelen. An ech si gespaant op déi Proposen, déi do zréckkommen.

Och wat d'Lëtzebuerger Geschicht ubelaangt, gëtt et eigentlech eng Hellewull vun Initiativen, déi geholl ginn, a wou Dausenden an Dausende Schülerinnen a Schüler ëmmer nees dovunner kënne profitéieren. Ech denken zum Beispill u Studiereesen a fréier Konzentratiounslager. Ech denken awer och un den neie pedagogeschen Zentrum, deen amgaang ass ze entstoen zu Fünfbrunnen. Ech denken un eis Muséeën, déi op si fir Schoulklassen a wou d'Geschicht och ganz konkreet weidervermëttelt gëtt. Ech denken un d'Initiative vum Zentrum fir politesch Bildung, déi och do e gudde Bäitrag geleescht hunn.

Also: Weeder eis Sprooch, nach eis Literatur, nach eis Geschicht kommen an eise Schoulen ze kuerz!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 449 vum Här Marc Spautz un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert de Kollektivvertrag bei der Cargolux. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 449 du 13 juin 2023 de M. Marc Spautz relative à la convention collective chez Cargolux, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei der Cargolux gëtt et e Sozialkonflikt, dee schonn e bësse méi laang undauert an do waren och scho schréftlech Questions parlementaires gefloss tëscht dem Minister fir d'Mobilitéit an den Deputéierten, wou et ëm déi Problemer gaangen ass, déi an deem Kader de Kollektivvertrag betreffen.

An där heiter Geschicht geet et awer ëm eng Fro un de Minister vun dem Travail, well et geet ëm d'Roll vun dem Office national de conciliation. Bei der Cargolux sinn de Moment op der Conciliatioun d'Verhandlungen amgaang, wou och gekuckt gëtt, en Accord ze fannen. Mee ech wëll dem Minister d'Fro stellen. An de Minister selwer weess och, dass déi Aussoe säitens der Cargolux gemaach ginn, dass si zwar elo op der Conciliatioun sëtzen, mee dass si sech net gezwonge gesinn, sech un e Resultat vun der Conciliatioun ze halen.

Ech wollt dozou vum Minister fir d'Aarbecht wëssen, wéi hien dat gesäit. Well reng theoreetesch: Wa bis iwwer eng Non-Conciliation oder iergendee Protokoll geschwat gëtt, eréischt ab deem Moment si Méiglechkeeten do, dass d'Sozialpartner – sief et an dësem Fall d'Gewerkschaften – kéinte reagéieren. Wéi hie sech dozou stellt, dass ee seet am Kader vun enger Non-Conciliatioun, dass dat déi Firma net géif interesséieren. D'autant plus, well jo awer bekannt ass, dass an där Firma, déi Cargolux heescht, ech mengen, den Haaptaktionär och indirekt de Staat ass respektiv aner Verwaltungen, déi dem Staat awer no stinn, déi och do mat dra wieren, ob hien dat och esou gesäit oder ob hien ... Ech weess zwar, dass en zur Neutralitéit forcéiert ass, mee et kann ee sech awer do d'Fro stellen, wat dat soll, wann do déi eng Administratioun där anerer Administratioun esou Aussoe mécht.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Den Här Aarbechtsminister Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci och dem Deputéierte Marc Spautz fir déi Fro, wou e ganz richteg gesot huet, dass jo schonn zwou Questions parlementaires hei beäntwert goufen. An hien huet gesot, dass déi Questions parlementaires vum Mobilitéitsminister beäntwert goufen. Dat ass richteg, mee den Aarbechtsminister war och saiséiert ginn, fir iwwert déi Question-parlementairen ze kucken. Mir hunn déi dann och mat dem Mobilitéitsminister zesumme redigéiert.

Vläicht kuerz de Kader nach eng Kéier. E Gesetz, dat den Office national de conciliation laut dem Code du travail, dem Artikel 163-1., vu Missiounen dann och

huet: En ass dofir do, fir ze probéieren, Litiges collectifs ze léisen, an dat, wann et ëm Aarbechtskonditioune geet. En ass zweetens dofir do, fir Litige-collectiffen ze reegelen, wa se net zu engem Kollektivvertrag oder zu engem Accord collectif virdru gefouert hunn. An da gëtt en nach verschidden Avisen of, wat d'Obligations générales vun de Conventions collectives ugeet, oder „Accords en matière de dialogue social national ou interprofessionnel". Dir wësst, dass mer där och eng ganz Rei hunn.

Déi Litigen, déi virum Office national de la conciliation kënne bruecht ginn, kënnen zwou verschidden Ursaachen hunn oder kënnen op zwou verschidde Saachen zréckgeféiert ginn: éischtens eng Kéier op d'Defense vun de Rechter, déi een de Moment huet, oder wann nei Rechter sollen opgoen. Dat ass ganz dacks eebe bei Revendications salariales. Et ass awer och bei Introductioune vu Primmen oder och Augmentations salariales, oder awer och, wat d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit zum Deel ugeet.

Den honorabelen Deputéierte Spautz huet mech gefrot, wéi et am Moment an der Situatioun ausgesäit. Bon, et muss ee wëssen, dass am Moment d'Conciliatioun jo nach leeft. Si haten dräi Reuniounen. De 7. Juli soll déi nächst Reunioun sinn. An ech krut gesot, dass déi Verhandlunge ganz gutt lafen an dass och nach keng Decisioun do getraff ass.

Dir wësst, d'Conciliatioun – d'Wuert seet et – ass eng Schlichtung. An déi si ganz independant! Déi hunn dat ze maachen, ouni dass do de Minister intervenéiert, wat och ganz richteg ass, a wou ech mech dann och net wäert zu deene Proposen äusseren. Ech fannen et schued, wann do schonn ee vun de Partner, deen an der Conciliatioun ass – an ech soen et nach eng Kéier: et ass eng Schlichtung, wou probéiert gëtt, eng Léisung ze sichen –, seet: „Ech hale mech net drun." Dat géif ech hei schonn emol als schued qualifizéieren.

Nach ass et esou, dass de Minister sech net an d'Aarbecht vum Office national de conciliation wäert amëschen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. Domat si mer um Enn vun der Froestonn ukomm.

7. Dépôt de six propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding

An ech géif elo d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roy Reding fir den Depot vun enger Rei Chamberreglementsännerungen. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Roy Reding (ADR), auteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleegen, en vue vun der Akraafttriedung vun der neier Constitutioun ware mer souwuel an der Institutiounskommissioun wéi och an der Reglementskommissioun fläisseg an hunn e puer Projeten ausgeschafft, déi mer haut kënnen deposéieren. Ech faasse mech ganz kuerz. Dir wäert den Detail jo da kënne liesen.

Dat eent ass eng Modifikatioun iwwert d'Vérification des pouvoirs. Wat do besonnesch nei ass, ass, datt elo e Recours virun der Cour constitutionnelle méiglech ass.

Da kënnt e Changement vun der Reglementatioun, wat d'Disziplinn vun den Deputéierten ugeet, besonnesch och en vue vun deenen Dokumenter, déi mer elo kënne vun der Regierung froen an déi kënnen als confidentiel agestuuft ginn.

Dat Drëtt ass eng Modifikatioun vum Reglement vun der Police vun der Chamber, wou dem President seng Pouvoiren, souwuel vis-à-vis vun de Leit op der Tribün wéi och vis-à-vis vun eisen Invitéë vum Gouvernement, preziséiert ginn.

Da gëtt et e véierten Text, wou ganz vill technesch Upassunge sinn, virun allem well Wierder geännert hunn, well Saachen haut anescht heesche wéi virdrun.

Dann hu mer e fënneften Text iwwert d'Travaux parlementaires.

A schliisslech e sechsten iwwert d'Intérêts financiers an d'Conflits d'intérêts vun den Deputéierten.

All dës Texter wäerten nach virun der Summerpaus hei gestëmmt ginn.

8249 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

8244 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

8247 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés introduisant une série de modifications techniques

8248 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux travaux parlementaires

8246 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la police de la Chambre des Députés

8245 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la discipline

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

8. 7885 – Projet de loi portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié

Deen nächsten Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7885 iwwert d'Aféierung vun engem Filtermechanismus vun direkten auslänneschen Investitiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Wéi Der richteg gesot hutt: Mir stëmmen haut d'Gesetz iwwer auslännesch Direktinvestissementer – op Franséisch „Investissements directs étrangers". Gemengt si selbstverständlech domat Investissementer aus Drëttstaaten, also baussent dem europäesche Wirtschaftsraum.

Déi Investissementer generéiere Wuesstum, schafen Aarbechtsplazen a förderen och d'Innovatioun. D'Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg si jo oppen Ekonomien, déi auslännesch Direktinvestissementer ausdrécklech begréissen. Besonnesch hei am Land leeë mir jo do ganz grousse Wäert drop.

Et gëllt allerdéngs sécherzestellen, dass dës auslännesch Direktinvestissementer reng ekonomesch motivéiert sinn an net riskéieren, d'Europäesch Unioun oder eist Land a problematesch Ofhängegkeeten ze bréngen.

Iwwert déi lescht 15 Joer sinn déi auslännesch Direktinvestitiounen a kritesch Schlësseltechnologien an a strateegesch wichteg Infrastrukturen an der Europäescher Unioun staark an d'Luucht gaangen. Bedenklech gëtt et, wann d'Investissementer vun Entreprisë kommen, déi ëffentlech sinn oder an enker Relatioun zu Regierungen aus Drëttstaate stinn an eventuell eis national Sécherheet kéinten a Gefor bréngen oder och eis Autonomie kéinten a Fro stellen.

E bekannt Beispill ass hei den Hafe vu Piräus, deen 2016 vun enger chineesescher Entreprise opkaaft ginn ass an d'Diskussioun lassgetrëppelt huet iwwert d'Risiken, déi bestinn, wann esou wichteg Verkéiersknïet tëscht Europa an Asien net méi an europäescher Hand sinn.

Entre-temps huet d'Pandemie eis och gewisen, wéi wichteg strateegesch Autonomie a Krisesituatiounen ass. Ganz an dësem Sënn huet de Jean-Claude Juncker als Kommissiounspresident am Hierscht 2017 a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt, en neie Kader auszeschaffen, fir méi Kontroll ze kréien iwwert d'Investissementer, déi an d'Europäesch Unioun erakommen an déi riskéieren – ech soen elo mol –, schiedlech ze sinn. Et sollt e sougenannten „investment screening" agefouert ginn.

Op déi Ukënnegung ass och séier e Reglement komm. Am Abrëll 2019 ass d'Reglement ukomm, dat e Kader setzt, fir d'Investissements directs étrangers an der EU kënnen ze filteren. D'Reglement schaaft e Kader fir e Kooperatiounsmechanismus tëscht de Memberstaaten an et erméiglecht och, datt d'Memberstaaten en nationale Mechanismus fir d'Filtere vun auslänneschen Direktinvestissementer afëieren.

De Kooperatiounsmechanismus gesäit vir, datt e Memberstaat, deen decidéiert, en auslännescht Direktinvestissement ze filteren, automatesch déi aner Memberstaaten an och d'Kommissioun muss doriwwer informéieren. Eng Partie Dispositioune fir den Informatiounsaustausch ginn hei festgeluecht, fir datt ee Memberstaat bei engem aneren Informatiounen zu engem auslänneschen Direktinvestissement ufroe kann. Dëse Kooperatiounsmechanismus gëtt iwwregens am Hierscht vun dësem Joer evaluéiert.

Här President, de Projet de loi 7885, ëm deen et elo hei geet an deen de 15. September 2021 deposéiert ginn ass, setzt also op Basis vum europäesche Reglement en nationale Filtermechanismus fir auslännesch Direktinvestissementer an.

Ier ech awer méi genee op de Projet de loi aginn, wëll ech ernimmen, datt de Kolleeg Claude Wiseler schonns e gutt Joer virdrun, am Juni 2020, eng Proposition de loi mat genee deem selwechten Objet deposéiert huet. Seng Propositioun berifft sech op dat selwecht Reglement an huet dowéinst ganz vill Usätz, déi d'selwecht oder ganz no sinn um Gesetz, dat mir haut stëmmen. An duerfir wéilt ech op dëser Plaz dem Claude Wiseler villmools Merci soe fir seng Beméiungen an déi Diskussiounen, déi mer och doriwwer an der Kommissioun konnte féieren. Säi Wonsch war et, an dësem Dossier virunzekommen. An dat deele mer mat him.

Fir op de Projet de loi zréckzekommen, ass et fir d'éischt wichteg ze wëssen, wéi eng Investissementer

betraff sinn. En Investissement ka gefiltert ginn, wa verschidde Konditiounen erfëllt sinn:

Éischtens, et ass en auslännescht Direktinvestissement. Also et kënnt vu baussent dem europäesche Wirtschaftsraum.

Zweetens, et betrëfft bestëmmt kritesch Aktivitéitsberäicher, déi susceptibel sinn, déi ëffentlech Sécherheet oder déi ëffentlech Uerdnung a Gefor ze bréngen. D'Oplëschtung vun alle Beräicher ass beim Artikel 2 vum Gesetz ze fannen. Zu deene kriteschen Aktivitéitsberäicher zielen zum Beispill den Energie- an den Transportsecteur, d'Kommunikatioun, d'Gesondheet, d'Verdeedegung oder awer och nach d'Cybersécherheet.

Ech betounen hei gär, datt wierklech just Investissementer vun der Économie réelle cibléiert sinn, déi eng Gefor fir déi national Sécherheet duerstellen. De But ass, Investissementer ze verhënneren, déi en anert Zil verfollege wéi dat rengt kommerziellt.

De Filtermechanismus fonctionéiert an dräi Etappen.

Déi éischt Etapp besteet doran, datt en Investor den Ekonomiesminister iwwer säin Investissement notifiéiert, ier en et mécht. Dës Notifikatiounsflicht gëllt nëmmen, wann den auslänneschen Investor duerch dat Investissement iwwer 25 % vun de Stëmmrechter an domadder also d'Kontroll iwwert d'Aktivitéite vun der lëtzebuergescher Entreprise oder Entitéit géif kréien.

Déi zweet Etapp ass d'Kontroll vum Ekonomiesminister. All notifiéiert Investissementer gi Fall fir Fall evaluéiert. Bei dëser Evaluatioun ass zentral, erauszefannen, wat d'Motiv vum Investissement ass an aweiwäit et kéint eng Gefor fir déi ëffentlech Sécherheet oder Uerdnung duerstellen. Et ginn dobäi eng ganz Partie Facteure consideréiert, wéi den Aktivitéitsberäich, d'Struktur vun den Entreprisen, wou déi ekonomesch Aktivitéite stattfannen, den Ursprong vum Finanzement, oder nach den Accès zu kriteschen Informatiounen. Et kann och eng Roll spillen, ob déi Entitéit vun engem anere Staat kontrolléiert gëtt oder de Risiko besteet, datt e Lien zu illegalen Aktivitéite besteet. Den Ekonomiesminister huet dann zwee Méint Zäit, fir eng Decisioun matzedeelen.

Déi drëtt Etapp kënnt nëmmen a Fro, wann en Investissement dann och schlussendlech soll gefiltert ginn. Filtere bedeit konkreet, datt den Ekonomiesminister kann decidéieren, en Investissement ze stoppen oder d'Investissement just ënner bestëmmte Konditiounen ze erlaben.

De Projet de loi gesäit Penalitéiten an Dateschutzreegele vir. A bestëmmte Fäll muss séchergestallt ginn, datt d'Confidentialitéit vun allen Informatiounen assuréiert ass. An eenzele Fäll ass et dofir berechtegt, d'Informatiounsrecht hei anzeschränken. Dat gëllt allerdéngs nëmme fir Informatiounen, déi en Investor net selwer duergeluecht huet.

Am Text, deen deposéiert ginn ass, war virgesinn, datt e Comité interministériel soll déi Evaluatioun vun den Investissementer maachen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Mäerz zejoert awer eng Opposition formelle op dëser Plaz gemaach, well et net konform zu der Verfassung wier, wann e Comité interministériel déi Kompetenze géif zougesprach kréien. Dofir huet de Comité interministériel missen aus dem Gesetz erausgeholl ginn, quitte datt e Comité ministériel da kann duerch en Arrêté grand-ducal awer en place gesat ginn.

De Staatsrot huet eis och drop opmierksam gemaach, datt eng gemeinsam Decisioun vun zwee Ministeren och net konform zu eiser Verfassung wier. Et war nämlech am Ufank geduecht, datt den Ekonomiesminister an de Finanzminister oder d'Finanzministesch eng gemeinsam Decisioun sollten huelen, ob en Investissement gefiltert gëtt oder eeben net. Dofir ass herno decidéiert ginn, dem Minister, dee fir d'Ekonomie zoustänneg ass, déi entspriechend Kompetenz eleng zouzeschreiwen.

Den 13. Februar 2023 goufen entspriechend Regierungsamendementer deposéiert. Kuerz drop, de 14. Mäerz, huet dann de Staatsrot a sengem Avis complémentaire dorobber reagéiert. An dësem Avis sinn déi viregt Opposition-formellen alleguer opgehuewe ginn – allerdéngs sinn och zwou nei Opposition-formellen erëm derbäikomm. Engersäits war et dem Staatsrot no net kloer genuch, ob d'Strofe sech géifen op d'Stëmmrechter bezéien oder nëmmen op dat Investissement, dat derzou féiert, datt ee méi wéi 25 % vun de Stëmmrechter an enger Entreprise oder Entitéit huet. Anerersäits huet de Staatsrot gefrot, datt preziséiert gëtt, wéi eng Kategorië vun Donnéeë gefrot a gespäichert ginn.

De 24. Abrëll ass de Projet an der aussepolitescher Kommissioun an an der Finanzkommissioun virgestallt ginn. An der aussepolitescher Kommissioun ass eis Aarbecht den 2. Mee virugaangen an d'parlamentaresch Amendementer goufen ugeholl, déi dem Staatsrot senge Fuerderunge Rechnung droen.

Schlussendlech wëll ech nach ernimmen, dass eis Kommissioun eng ganz Partie Avisen zum Projet de loi behandelt huet. Dat waren: den Avis vun der ALIA, den Avis vun der ALFI, den Avis vun der Chambre de Commerce an zwee Avise vun der Commission nationale pour la protection des données.

D'Kommissioun huet de Rapport de 7. Juni ugeholl. Nodréiglech sinn eiser Chamberadministratioun nach kleng Erreur-matériellen opgefall am Text, deen d'Kommissioun der Chamber haut proposéiert huet. Do ass direkt d'Prozedur ageleet ginn, fir se ze behiewen. De Staatsrot ass informéiert ginn, an déi Tippfeeler sinn an der Tëschenzäit all redresséiert ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Yves Cruchten.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler ageschriwwen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci. Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporter Yves Cruchten villmools Merci fir säi Rapport a villmools Merci och fir seng léif Wierder.

D'EU a Lëtzebuerg sinn oppen Ekonomien. Auslännesch Investissementer sinn hei zu Lëtzebuerg an an Europa wëllkomm. Se sinn och erwënscht. Dat soll och esou bleiwen! Mee op där anerer Säit dierfe mer awer och net naiv sinn. Mir sinn eng fräi Wirtschaft. An d'Zilsetzung vun eiser Ekonomie ass, datt et an eiser Gesellschaft méi Wuelstand gëtt an datt mer méi Entwécklung kënne maachen. Dat ass awer net fir all Land de Fall.

An deene leschte Jore gesäit ee ganz oft, datt ekonomesch Fakte benotzt ginn, aus anere Grënn wéi just reng ekonomeschen. Verschidden Entreprisen – haaptsächlech aus Drëttstaaten, ëfters staatlech gesteiert – maachen Investissementer an europäesch Firmen, an zwar fir de Contrôle dovunner ze iwwerhuelen, fir u sensibel Informatiounen ze kommen oder och nach fir mëttel- a laangfristeg domat Erpressungsmëttel op aner Länner ze kréien an hir Muecht auszeüben. Hei geet et net ëm Wirtschaft, hei geet et ganz oft ëm eppes aneres, eppes, wat net ekonomesch ass, mee haaptsächlech ëm ekonomesch an ëm politesch Muecht.

Mir gesinn dat ganz oft, wéi op anere Kontinenter verschidde Regierungen esou an de Grëff vun anere Regierunge kommen, datt se net méi independant sinn, fir hir eegen Decisiounen ze huelen. Dofir musse mer eis all Moyen ginn, fir kënnen op esou Situatiounen ze reagéieren.

D'EU huet 2019 en Text vum Conseil a vum Parlament guttgeheescht, wou e Kader gesat gëtt, fir e sougenannte „Filtrage" vun den Investissementer ze maachen. A säitdeem froe mir als CSV och d'Regierung, fir zu Lëtzebuerg esou e Kader anzeféieren. Laang Zäit si mer op daf Ouere gestouss. En fait froe mer dat säit 2018, wéi de fréiere Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, zougelooss huet, datt 24,9 % vun Encevo duerch CSG – China Southern Power Grid – opkaaft ginn.

Mir fannen – déi Zäit an och haut –, datt dat eng strateegesch falsch Decisioun war. Zur selwechter Zäit hu mer gemierkt, datt de Minister Peter Altmaier notamment änlech Tentativë vu solche Firmen op däitsch Energienetzer, wéi 50Hertz, u sech kloer zréckgewisen an empêchéiert huet. An dat selwecht mécht de Minister Habeck och nach haut.

An Europa gesäit een awer, datt awer konsequent esou Iwwername respektiv esou Presenzen a Conseil-d'administratione probéiert gëtt ze realiséieren. Mir hunn zum Beispill an Europa eng ganz Rei Häfen, vun deene chineesesch Firmen zu méi wéi 30 % Proprietär sinn: Genova, Marseille, Valencia, Bilbao, Le Havre, Rotterdam, Antwerpen, de Piräus an esou weider. Et kann ee se alleguer opzielen. An doraus entstinn natierlech eng ganz Rei Dependenzen.

Dofir froe mer säit 2018 esou een Text. Dofir hunn ech och selwer 2020 eng Propositioun gemaach, well aus dem Wirtschaftsministère vun der Regierung näischt komm ass, mat deene selwechten Zilsetzunge wéi déi vun der EU-Kommissioun a wéi déi, déi elo an dësem Text stinn. Mir hunn net verstanen, firwat jorelaang am Fong eng Inaktioun vun der Regierung war. Mir hunn dat laangt Zögeren net verstanen an de Refus vum Minister Schneider, fir esou en Text ze maachen.

16 Méint nom Depot vu menger Proposition de loi, déi ech am Numm vun der CSV gemaach hunn, ass du vum Minister Fayot endlech en Text deposéiert ginn – mat dem Minister Asselborn dobäi, well et en Text war, dee sech och ëm Aussepolitick bekëmmert huet. Mee et geet eis net drëm, wie säin Text elo gestëmmt gëtt oder net. Eis ass et haaptsächlech drëm gaangen, datt mer an deem heiten Dossier en Instrument fir Lëtzebuerg kréien, fir datt mer kënne reagéieren, wann et noutwenneg ass.

Lo soen ech just: Et gëtt awer zwëschent där Propositioun, déi mir gemaach hunn, op der enger Säit, an dem Text, deen elo hei zum Vott virläit, e puer Ënnerscheeder. An ech wëll der dräi nennen.

Dat éischt, dat ass iwwert d'Chaîne de contrôle, déi an eiser Propositioun méi kloer definéiert war. D'Chaîne de contrôle, dat ass, wann eng Firma sech an eng aner Firma akeeft, mee wann déi Firma, déi amgaang ass, anzekafen natierlech och an enger ganzer Chaîne vun anere Firme geréiert gëtt respektiv beherrscht gëtt, kënnen och doduerch indirekt Kontrollsituatiounen entstoen. Dofir hätte mer eis gewënscht, datt déi Chaîne de contrôle méi kloer definéiert wär. Mir hunn déi Propositioun gemaach, déi am franséischen Text stoung. A mir wäre frou gewiescht, wann déi och hei hätt kënnen iwwerholl ginn.

Dee wichtegsten Ënnerscheed, dat ass awer d'Definitioun vun deem, wat mer eng „Influence notable"

nennen. Wéini hues du do wierklech eng Influenz an engem Betrib? Dat gëtt hei op 25 % vun de Parte festgehalen, an dësem Text. Mir waren der Meenung, datt et soll op 10 % vun de Parte festgehale ginn, aus engem ganz einfache Grond: well ee scho mat 10 % vun de Parten an engem Conseil d'administration eng Rei Rechter huet, ee ganz oft domat kann e Member vun engem Conseil d'administration stellen oder un eng ganz Rei Informatioune kommen. D'ailleurs wëll ech soen, datt virun e puer Joer an Däitschland vu 25 % op 10 % aus genau deem dote Grond erofgefuer ginn ass.

An déi drëtt Differenz ass, datt déi Propositioun eng kloer Definitioun virgesinn huet, wéi et am Finanzsecteur sollt gereegelt ginn. Mir hunn nämlech gesot, datt bei den Infrastructures critiques financières den Text vum Filtrage och sollt kënne spillen. Elo hei am Text ass dat, an eisen Aen, weesentlech méi limitéiert, andeem gesot gëtt: just bei „activités de la banque centrale ainsi que les infrastructures et les systèmes d'échange, de paiement et de règlement des instruments financiers", wat weesentlech méi restreint ass. Mir hätten eis déi Definitioun vill méi large gewënscht.

Fir de Rescht si mer d'accord mat deem Text. Mir sinn d'accord mat der Prozedur. Mir sinn d'accord mat der Lëscht, déi hei ugefouert gëtt. Mir sinn och d'accord mat deene Sanktiounen, déi hei virgesi sinn. Mir stëmmen den Text, mir stëmmen e mat e bësse Regret, well mer hätten op verschiddene Punkte wëlle méi wäit goen, mee mir soen awer ganz kloer: Eis Prioritéit ass, datt elo en Text kënnt, datt d'Lëtzebuerger Regierung esou e wichtegt Instrument an de Grapp kritt, fir kënnen ze reagéieren, wann nach esou Tentative-de-reprisë kommen. Mir soen: Bei der nächster Geleeënheet kënne mer deen Text jo och nach verbesseren.

Mir sinn nach wie vor – an domat wëll ech ophalen – och nach eng oppen Ekonomie. Mir wëllen Investissementer hei op Lëtzebuerg, déi sinn erwënscht, mee mir sinn net naiv. Mir gesinn och, wat an der Welt haut virgeet, a mir wëllen eis doweinst déi noutwenneg Instrumenter als Staat ginn, als Natioun ginn, der Regierung ginn, fir kënnen ze reagéieren an deem Fall, wou se et brauch. Well deen Text hei deem entsprécht, wat zu 95 % an där Propositioun, déi ech am Numm vun der CSV gemaach hunn, drasteet, zéien ech och hei ganz offiziell meng Proposition de loi zréck a mir stëmmen dësen Text mat.

Merci.

(La proposition de loi 7578 de M. Claude Wiseler est retirée.)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Et muss een emol direkt virausschécken: Wat wier dëst Land ouni auslännesch Investoren? Wat géif eis Ekonomie duerstellen, wa mer net auslännescht Kapital op Lëtzebuerg an all deene Joerzéngte – muss ee soen – heihinnergezunn hätten? Mir hätte mat Sécherheet vill méi eidel Industriezonen. Grouss Kapitalgesellschafte wéi d'ARBED, haut ArcelorMittal, DuPont, Goodyear et j'en passe, déi wiere mat Sécherheet ni heihinner komm, mee déi hunn awer de Grondstee geluecht, fir datt aus deem Land hei e ganz wuelhabende Staat ginn ass. An net ze vergiessen natierlech och de Finanzsecteur, deen derzou bäigedroen huet, datt mir haut eeben déi staark Ekonomie hunn, déi mir kennen.

Natierlech stellt sech dann an deem Kontext ëmmer d'Fro: „Wéi vill auslännescht Kapital brauche mer och an der Zukunft?", an och: „Muss dat auslännescht Kapital net och vun ausserhalb der EU heihinner kommen?" Et gëtt eng Rei Beispiller, déi dat ganz kloer beleeën. Jo, Lëtzebuerg muss weiderhin déi oppen Ekonomie, déi et eeben ass, och duerstellen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg – et kann ee soen – zënter iwwer 150 Joer eng laang Industriekultur. Dat Land war u sech bal en agraart Land, dat relativ aarm war, huet sech awer haut zu engem héich industrialiséierte Staat entwéckelt, an dat ass och mat Sécherheet gutt esou.

Eis Gesellschaft huet sech och an deene leschte Jore ganz staark verännert. Dat huet natierlech och mat sech bruecht, datt d'Form vun der Kriminalitéit selbstverständlech och eng aner Struktur kritt huet. An d'Sécherheet vun engem Staat gëtt ëmmer méi fragill. Dat mierke mer bal reegelméisseg, wou Uschléi sinn, wou terroristesch Attacke sinn. Glécklecherweis si mir hei zu Lëtzebuerg bis elo nach ëmmer do verschount bliwwen, mee et soll een och net naiv sinn.

Dann hu mir natierlech den Avantage, datt mir an enger Europäescher Unioun sinn – dat kann een net oft genuch soen! –, déi jo zënter 1957 funktionéiert, wou mir awer wierklech kënnen derzou bäidroen, datt mer gemeinsam Initiativen huelen, fir eebe gewësse Sécherheetsfroe kënnen och ze diskutéieren. Ech verweisen hei och op den Artikel 207 vum Traité, deen u sech dofir eng gutt Grondlag gëtt.

Haut stëmme mer e Gesetz, dat eng ganz grouss Wichtegkeet huet: Et geet ëm de Filtrage vun den IDEen. An och do ass, wéi gesot, d'Kooperatioun ënnert deenen eenzele Memberstaate ganz wichteg. E Land wéi Lëtzebuerg ass do einfach ze kleng, huet net déi Moyenen, fir sech selwer kënnen dergéint ze wieren. Natierlech muss ee soen: Mir beweegen eis hei an engem ganz delikate Beräich. Mir mussen och ganz virsichteg do sinn. Ze séier ass och vläicht emol e Betrib zu Onrecht a Verdacht geroden an dofir ass et och, sou wéi dat jo och virgesinn ass, natierlech selbstverständlech, datt e Betrib, wann en accuséiert gëtt, Recoursrechter huet.

Ech wëll dann och hei op de Volet vum Späichere vun den Daten an op d'CNPD ze schwätze kommen, déi och gesot huet, datt déi perséinlech Date virun allem hei musse ganz kloer geschützt ginn. Eng wichteg Roll fält natierlech hei och dem Ekonomiesministère zou, well jo ënner anerem e groussen Deel vun Delaie musse respektéiert ginn, zum Beispill wann en Investisseur eng Prozedur declenchéiert. Dofir menge mer och, datt dee Ministère muss awer och ekipéiert sinn, virun allem och um logistesche Plang, virun allem awer och um Plang vum Personal, fir déi Defie kënnen an Zukunft unzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, u sech ass dee Filtrage jo net direkt obligatoresch. Mir begréissen awer als Demokratesch Partei, datt Lëtzebuerg op dee Wee geet, datt mer esou e Mechanismus hei asetzen. Et däerf een natierlech net vergiessen, datt am Fokus jo och déi vill auslännesch Fonge stinn. A grad eis Ekonomie fonctionéiert jo op Basis vun deene ganz staarke Fongen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Praktesch all d'Secteure vun der Ekonomie si jo hei betraff. Déi si jo och all eenzel am Gesetz opgezielt, dofir brauch een net méi dorobber anzegoen.

Et si jo och eng Rei Barriären agebaut. Ech wëll just op eng hiweisen: Zum Beispill wann en auslänneschen Investisseur, dee 25 % vun de Parten an enger lëtzebuergescher Entreprise huet, kann deen also temporär och säi Walrecht vum Ausseminister entzu kréien. Dat ass natierlech op eng Manéier schonn e gewëssenen Agréff an d'Liberté de commerce, mee op där anerer Säit, wéi gesot, muss och d'Ekonomie, mussen och d'Betriber Bescheed wëssen, datt et awer och ëmmer Grenze gëtt, wéi ee sech u sech no bausse verhält.

Dann hunn d'Ministere jo awer och d'Méiglechkeet, eng Rei Oplagen ze octroyéieren. Iwwerhaapt fält an deem Gesetz hei de Ministeren eng grouss Responsabilitéit zou, mee wéi dat an engem Rechtsstaat awer ganz normal ass, datt awer och ka géint déi administrativ Decisiounen awer och selbstverständlech Recours ageluecht ginn.

Wéi gesot, ech wëll nach eng Kéier hei drop hiweisen, datt et fir eis als Demokratesch Partei awer trotz allem e wichtegt Gesetz ass, a mir stinn och dozou. An ech wëll och ofschléissend dem Rapporter, dem Yves Cruchten, nach eng Kéier Merci soen, fir eis awer gutt an déi komplex Matière agefouert ze hunn, a brénge selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen natierlech och direkt dem Här Cruchten e grousse Merci fir säi ganz detailléierte Rapport, deen hien eis gemaach huet. An och mir soen, dass dëst e ganz wichtege Projet ass, well et eeben drëm geet, eis Ekonomie an eis kritesch Infrastrukture viru potenziell schiedlechen Investissementer kënnen ze schützen.

Et ass elo scho puermol gesot ginn: Mir sinn en oppent Land mat enger oppener Ekonomie, an et läit eigentlech net an eiser DNA, Bremsen oder Kontrollen anzeféieren, wann et ëm Investissementer geet. Mee mir wëssen awer entre-temps, dass och Investissementer kënne getätegt ginn, déi eis kënne schueden, dat eebe besonnesch, wann et ëm kritesch Infrastrukture geet. An der Vergaangenheet war et vill méi einfach, tëscht de Beräicher vun der Ekonomie an der Sécherheet ze ënnerscheeden, mee mam technologesche Fortschrëtt, dee mer elo kennen, do verschwammen déi Linne komplett. An d'Digitaliséierung vu quasi allem an Onmasse vun Datevolumen, déi zesummekommen, dat féiert einfach derzou, dass quasi all Secteur kann och zu engem Sécherheetschallenge ginn.

Mir erënneren eis do u rezent Beispiller aus Däitschland, wou den Hamburger Hafe sollt opkaf ginn, mee och d'Beispill vum Hafe vu Piräus ass elo opgezielt ginn. Natierlech kann een och un Investissementer an eis Energieversuergung denken. Bon, mir hunn elo keng grouss Verdeedegungsindustrie, mee och do an deene Beräicher hunn eis Nopeschlänner Dispositiounen agefouert.

Et geet awer och allgemeng ëm Wirtschaftsspionage, zumindest steet et esou och am Exposé des motifs. Do steet eeben dran, dass et eeben drëm geet, ze verhënneren, dass iwwer en Investissement kënnen Informatiounen acqueréiert ginn. Dës Erkenntnis huet sech u sech relativ schleefend breetgemaach. D'EU huet sech allerdéngs schonn e bësselche méi laang derhannert geklemmt, dass d'Memberlänner sech och déi néideg Moyene ginn, fir dass se e Screening kënne maachen, an 2021 haten effektiv och schonn

zwee Drëttel vun den EU-Memberstaaten esou Dispositioune gesetzlech verankert.

An der Lescht huet och eng Partie Länner, déi scho méi laang esou e Mechanismus hunn, hir Texter adaptéiert. Zum Beispill huet Frankräich de Seuil effektiv erofgesat, ab deem e Filtrage gefrot ass. An Däitschland huet dat selwecht gemaach a se hunn en plus nach prozedural Changementer agefouert, andeems nei Typpe vu Cas de figure derbäigesat gi sinn, virun allem am Beräich vun den neien Technologien. Natierlech gëtt et Änlechkeeten tëscht de jeeweilege Gesetzgeebungen, mee et gëtt och gréisser Ënnerscheeder, zum Beispill um Niveau vun den Delaien, vun de concernéierte Secteuren, vun de Prozeduren a sou weider.

Lëtzebuerg gëtt sech am Fong geholl mam Dag vun haut eréischt d'Méiglechkeet, esou e Screening anzeféieren – den Här Rapporter ass am Detail dorobber agaangen –, a mir sinn effektiv ganz frou, dass mir mat dësem Text elo en éischte wichtege Schratt gemaach hunn, a wäerten deem natierlech och zoustëmmen.

Nichtsdestotrotz wéilt ech och op d'Diskussiounen an der Kommissioun verweisen, wou mer iwwer verschidden Dispositioune vum Text diskutéiert hunn. Dat eent war d'Fro, ob de Bankesecteur hei matviséiert ass oder net. A wat kloer ass, ass, dass effektiv net all Bank zu Lëtzebuerg systeemrelevant ass. Dofir ass de Bankesecteur hei och net komplett matviséiert ginn am Gesetzestext. Et ass awer an der Kommissioun confirméiert ginn, dass den Text et géif hierginn, au cas par cas ze kucken, an am Fall, wou eng systeemrelevant Bank viséiert wier, da kéint intervenéiert ginn.

Mir verstinn natierlech, dass mer eng oppe Finanzplaz hunn an dass et och e Wonsch war, ze evitéieren, hei Signaler auszesenden, dass mer hei wéilte vill méi restriktiv ginn, mee vläicht kéint Dir, Här Ausseminister, eis op deem Punkt nach emol confirméieren, dass mer déi Mainmise en cas de besoin tatsächlech hätten, och wann den Text de Finanzsecteur eigentlech net matviséiert.

An déi aner Iwwerleeung, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, dat war déi vum Seuil vun de 25 %. Dee Seuil geet effektiv duer, wann een déi Fäll viséiert, wou et drëm geet, eng feindlech Übernam ze verhënneren, a mir sinn eis eens, dass dëse Projet de loi haaptsächlech deem dénge soll, nämlech fir kënnen de Contrôle duerch e feindlech gesënnten Acteur ze verhënneren. Et geet net forcement ëm Spionage, mee trotzdeem schwätzt de Projet de loi d'Spionage och un, andeems e festhält, dass verschidden Investissementer just dofir duerchgefouert ginn, fir Accès ze kréien op Technologien, Informatiounen oder essenziell Servicer. An dann ass et effektiv d'Fro, ob déi 25 % duerginn. Hei hu mer gesot kritt, dass bei der Analys vum Terrain keng Entreprisen identifizéiert gi sinn, bei deenen een ex ante eng Participatioun wéilt ausschléissen.

Bon, natierlech ass et verständlech, dass ee versicht, en Equiliber ze behalen. Mee mir hunn an der Kommissioun och gesot kritt, dass mer, wann ee géif gesinn, dass mer eis Betriber mat deem Seuil vu 25 % net genuch geschützt géife kréien, da kéinten doriwwer nodenken, legislativ nozebesseren.

Bon, an der Hoffnung dann, dass mer net deemnächst schonn an déi Situatioun kommen, wou mer eis wënschen, haut e bësselche méi streng gewiescht ze sinn, ginn ech heimadder och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Och merci un den Här Cruchten fir säi wierklech däitleche Rapport. Mir hunn d'Gesetz elo, mengen ech, fënnefmol erkläert kritt. Ech ginn dervun aus, datt jiddereen elo weess, wat drasteet, an ech wäert mech dann op e puer Punkte beschränken.

Deen éischten ass, datt mer selbstverständlech eng oppen Ekonomie wëlle bleiwen. An dat heiten ass och eng richteg Initiativ och an den Ae vun der ADR, fir Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger strateegesch Interesse besser ze protegéieren. Awer déi Bemierkungen, déi ech wollt maachen, sinn déi hei:

Éischtens, mir hunn haut schonn e Problem a verschiddene Beräicher, och beim Staat, datt strateegesch wichteg Secteuren zum Deel och vun auslänneschen Investisseure kontrolléiert ginn. Zum Beispill ass dat bei der Post de Fall. Ech mengen, do hu mer zum Deel elo schonn e Problem a mir musse kucken, wéi mer dat iwwert déi nächst Jore redresséiert kréien.

Eng zweet Bemierkung ass, datt déi Investissementer ... Hei si jo haaptsächlech déi viséiert vu baussent der europäescher Wirtschaftszon. An déi Beispiller, déi mer dacks genannt kréien, si China oder anerer. Dat sinn déi Länner, déi eis anscheinend am meeschte beschäftegen. Mee mir hunn och Partnerlänner vu Lëtzebuerg am nordatlantesche Raum, déi kënnen Investissementer maachen, déi och fir eis strateegesch Bedeitung hunn, zum Beispill am Satellittesecteur oder an aneren, wou mer och musse kucken, wéi mer déi Investissementer strukturéieren a wou wierklech och d'Interessie vun eisem Land leien. Et ass also net ëmmer nëmmen de Bléck a Richtung Osten, dee mer sollten hunn, mee et ass am Interessi vun eiser Ekonomie an och vun der europäescher Ekonomie ganz gutt a ganz interessant, och an aner Himmelsrichtungen ze kucken.

Dat Drëtt ass: Dëst Gesetz betrëfft net nëmmen d'Sécurité publique, mee och den Ordre public. A wann ee vun Ordre public schwätzt, da muss een och Investissementer am A halen, wou et net nëmmen drëm geet, fir eventuell Spionage ze bedreiwen oder Kontroll iwwer aner Betriber ze hunn, mee déi Notioun vum Ordre public geet méi wäit, an et wär dofir och interessant, zum Beispill Investissementer a Spyware oder an änlech Saachen och am An ze behalen. Well och do huet et an deenen Diskussiounen, déi mer haten, heiansdo geheescht, mir hätten net déi néideg legal Instrumenter oder net den néidegen Iwwerbléck iwwer Firmestrukturen zu Lëtzebuerg, fir kënnen ze agéieren. Et ass also hei och vläicht en Usaz méiglech, fir iwwert dëst Gesetz dat ze redresséieren.

Déi nächst Observatioun ass, datt keen Effet suspensif hei virgesinn ass. Dat kann ee bei kriteschen Infrastrukturen hannerfroen. De Seuil vu 25 %, deen diskutéieren ech elo net nach eng Kéier, dat hunn all meng Virriedner gemaach. Mee ech wéilt just soen, datt mir als ADR eis och géifen uschléissen an enger eventueller Reevaluatioun vun deem Seuil.

Mir wéilten awer och iwwert d'Amendë schwätzen. Mir hunn hei Amenden, wéi d'Gesetz et seet, déi sech inspiréieren un der „lutte contre le blanchiment" a „financement du terrorisme". Dat sinn natierlech ganz schwéier Saachen, awer hei ginn déi applizéiert och am Fall vun enger Netobservatioun vun administrative Prozeduren. An och do kann ee sech dann d'Fro vun der Proportionalitéit stellen. Wann et sécher och an dësem Kontext ka Saache ginn, déi solle schwéier bestrooft ginn, muss een awer kucken, datt een dat elo net, wann ee bis esou eppes ageféiert huet wéi d'Notioun vun der „lutte contre le blanchiment" oder dem „financement du terrorisme", op eemol a ville verschiddenen Texter opdaucht, déi net direkt eppes mat deene Crimmen oder incriminéierende Fakten ze dinn huet.

Dann eng lescht Observatioun – an dat hunn och scho Kolleege genannt –: Mir musse kucken, datt de Champ d'application esou cibléiert ass, datt en eisen Interessen notzt an net eisen Interesse schuet; dat besonnesch, fir op Kommentare vun der Chambre de Commerce a vun eiser nationaler Fongenindustrie anzegoen, mee och dat ass schonn hei diskutéiert ginn.

Ënnert der Reserv vun deene Bemierkunge wéilt ech also och den Accord vun der ADR ginn an ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet de loi natierlech matstëmmen, well mir natierlech och der Meenung sinn, dass grouss Infrastrukturen an Acquisitioune sollen enger ëffentlecher Kontroll ënnerleien. An ech wéilt besonnesch dem Här Wiseler seng Remarken deelen an ënnersträichen ënner anerem, dass dee Pourcentage vun där Influence notable eebe sollt u sech méi niddereg sinn, mee och déi aner Remarken zu der Chaîne de contrôle an och der Finanzplaz missten eiser Meenung no enger méi staarker Kontroll ënnerleien.

D'Sécherheet vun eiser kritescher Infrastruktur ass e gudde Grond, dat ze maachen, wat elo an dësem Projet de loi steet, mee mir kënnen eis awer och nach ganz aner wichteg Ursaache virstellen, firwat Staate sollten esou grouss Investitiounen an Acquisitiounen ënnert d'Lupp huelen, ënner anerem zum Beispill ënnert dem Gesiichtspunkt vu sozialen an ekologesche Krittären. D'Auswierkunge vun enger Acquisitioun zum Beispill op d'Aarbechtsplazen oder op d'Salairen oder och nach op d'Klima an d'Ëmwelt wäre fir eis nach eng gutt Ursaach, fir eeben esou Acquisitioune méi staark ënnert d'Lupp ze huelen.

Wéi gesot, fir eis ass dat heiten trotzdeem ganz positiv. Mir géifen natierlech méi wäit goen, mee mir stëmmen dat ganz kloer mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass en zweeschneidegt Schwäert, an dat gouf och well gesot. Engersäits ass et fir eng oppen Ekonomie wéi Lëtzebuerg gradewéi fir Europa wichteg, eis Betriber an hire Knowhow viru Spionage aus dem Ausland ze schützen. Gläichzäiteg wëlle mer jo awer och Investitiounen ulackelen.

Bon, mir wëssen awer och, dass et Acteuren op dëser Welt gëtt, a China ass nëmmen ee fir ze nennen, déi dofir bekannt sinn, datt se et mat deene Welthandelsorganisatiounsreegelen, och ronderëm d'Propriété intellectuelle, net esou genau, net ganz esou genau huelen, wéi mir eis dat u sech géife wënschen. An et gëllt gläichzäiteg ze verhënneren, datt auslännesch Acteure kéinten d'Kontroll iwwer strateegesch wichteg Betriber huelen.

Elo muss ech soen, datt mer awer an der Vergaangenheet reegelméisseg hei zu Lëtzebuerg gesinn hunn,

datt mer och fräihänneg strateegesch wichteg Entreprisen un auslännesch Investisseure ginn hunn. D'Encevo gouf genannt. Ech mengen, dat ass strateegesch wichteg, eise Stroumreseau. D'Cargolux kéint een nennen, wou iwwregens nach ëmmer Landerechter fir en auslänneschen Investor hei zu Lëtzebuerg existéieren, déi e krut, well en deemools an den Deal mat eragaangen ass. En huet seng Parte mëttlerweil verkaf, d'Landerechter awer gehalen, also de Filet gehalen. Da bei de Banke musse mer guer net driwwer schwätzen. Do ware mer ganz frou, datt mer se gerett krute virun auslänneschen Investisseuren. Gläichzäiteg huet dat natierlech e ganze Rateschwanz mat sech bruecht.

Dat heescht, mir wëssen, mir sinn e Land, dat Foreign Direct Investment, wéi dat esou schéin heescht, den FDI, brauch, unzitt, jo heiansdo souguer bewosst siche geet. A gläichzäiteg brauche mer awer Moyenen och an der Politick, fir eis viru feindlechen Interventiounen ze schützen. A wa mer wëssen, datt Direktinvestissementer aleng 2021 ëm 39 % gewuess si weltwäit, da wësse mer, datt et definitiv eppes ass, wou ee muss en An drop halen.

FDIe sinn och gläichzäiteg enk mam Fongesecteur verbonnen, dofir kéint deen dovunner betraff sinn. Et ass awer esou, datt de Risiko an eisen Ae relativ kleng ass, vu datt d'Portefeuillesinvestitiounen erausgeholl sinn.

An dann awer eng lescht Nott vläicht: Mir mussen eis bewosst sinn, datt dat heite vill Manpower wäert brauchen. Dat heiten ass näischt, wou mer einfach nëmmen e puer Checkboxen hunn a wäerte soen: „Dat doten ass gutt." Mir hu gesinn, wéi komplizéiert et ass, fir hannert méi komplexe Firmestrukturen ëmmer déi wierklech Investisseuren ze fannen. An et ass weltwäit mëttlerweil e Sécherheetsrisiko, datt grad a Startuppen „direkt indirekt" investéiert gëtt. Wat mengen ech domadder? Ma datt den direkten Investisseur nach aus engem Land kënnt, wou mer soen: „Majo, dat ass guer kee Problem, deen dote soll bei eis investéieren" – ech denken u London, ech denken un d'USA –, an datt um drëtten, véierten Niveau hannendrun den UBO (ndlr: Ultimate Beneficial Owner), also de Bénéficiaire effectif, op eemol awer e chineesesche Fong, eng chineesesch Entreprise ass, meeschtens eng Staatsentreprise, déi dat nëmme mécht, fir eeben un d'Propriété intellectuelle ze kommen, a guer net un där Firma, um Succès vun där Firma interesséiert ass. An dat ze iwwerpréiwen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat wäert e groussen Effort ginn.

Ech gesinn awer, datt dat heiten e sënnvollen Challenge ass fir unzegoen, an dofir wäerte mir Piraten dat och matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci villmools, Här President. Also, ech géif mengen, dass all Interventiounen hei ganz seriö waren, ganz gutt waren an den Text explizéiert hunn, mee virun allem wëll ech dem Yves Cruchten, dem Rapporter, villmools Merci soen. Et ass net esou evident, fir sech duerch den Text hei ze wullen, an et ass gutt Aarbecht gemaach ginn och an der Kommissioun, fir zu enger Konklusioun ze kommen.

Ech mengen, fir d'éischt ass jo d'Fro vum Signal, dat Lëtzebuerg mat der Adoptioun vun dësem Gesetz wäert ausstralen. Et ass esou, dass mer nämlech an enger Zäit sinn, wou ee muss wëssen – a prett sinn –, dass et Firme gëtt, Investisseure gëtt, déi net nëmme méi liewe vun deem gudden ale „Wandel durch Handel". Dir wësst, dat war d'Wuert vum Egon Bahr zur Zäit vum Willy Brandt, fir d'Ostpolitick ze maachen. Mee mir gesinn, dass ëmmer méi eng Rei virun allem Drëttlänner an de leschte Joren Investitioune gemaach hunn, déi net nëmmen – oder guer net eigentlech – vu kommerziellen Interesse geleet goufen, mee déi deels derzou bäidroen, strateegesch Interesse vun anere Länner ze ënnergruewen.

Et war jo am Hierscht 2017, wou den deemolege President vun der Kommissioun, de Jean-Claude Juncker, fir d'éischt iwwert d'Schafe vun engem europäesche Kader geschwat huet, fir d'Memberlänner bei der Schafung vum internationale Filtermechanismus fir auslännesch Direktinvestitiounen ze encouragéieren, och op dee Wee ze goen. Bis ewell hunn 18 Memberstaaten, wann ech elo richteg informéiert sinn, de Mechanismus schonn ëmgesat, an et sinn der nach fënnef am Prozess. A mir konnten als Lëtzebuerg jo selbstverständlech net dobausse bleiwen. Mir hunn eis missen engagéieren, fir eis besser ze schützen an domadder och esou eis kollektiv Sécherheet besser ze schützen.

Dat ass ëmsou méi wichteg, well jo zanter enger Rei Joren ëmmer méi grouss international Tensiounen den internationalen Handel weesentlech beaflossen, an dat schéngt eréischt unzegoen, do si mer nach guer net op engem Enn. Handel baséiert op Vertrauen tëscht den Natiounen, a keng kommerziell Bezéiung, dat ass kloer, kann nohalteg sinn, wann dëst Vertrauen net do ass. Dofir wäert och elo d'Europäesch Kommissioun – an dat ass gutt – an den nächste Wochen eng Kommunikatioun iwwert d'wirtschaftlech Sécherheet publizéieren, an där se beliicht, wéi d'europäesch Handelspolitick de Sécherheetsinteresse vun der Unioun besser Rechnung kann droen.

Et muss een och ënnersträichen, datt op europäeschem Niveau schonn nei Instrumenter jo geschafe gi sinn, wéi zum Beispill d'Instrument, fir géint wirtschaftlech Zwangsmoossname vun Drëttstaate virzegoen, fir Europa méi resilient ze maachen. Dir wësst, dass et do ee Beispill gëtt – ech brauch dat net am Detail ze explizéieren, Dir wësst dat –: Litauen a China. Do sinn effektiv Zwangsmoossname vu China op Litaue gesat ginn. An elo geet et drëm, mat deem neien Instrument, dat mer schafen an der Europäescher Unioun, dann och kënnen ze konteren, fir dass d'Europäesch Unioun an esou engem Fall och ka Géigemoossname maachen.

Ech wëll och vläicht soen hei: Verschiddener vun Iech hu chineesesch Häfen an Europa ugeschwat. Ben, mir musse wëssen, wou mer do hierkommen. Dat ass jo net d'Schold vun de Chineesen eleng. An der Wirtschaftskris, kann ech mech erënneren, hu sech europäesch Investisseuren immens zeréckgehalen. Ech denken nëmmen un d'Stroumnetz a Portugal. Dat ass vun de Chineesen iwwerholl ginn, an déi ware frou, dass se ee fonnt hunn, fir dat ze iwwerhuelen. Sou ass et och beim Hafe vu Piräus. Et ass net esou, dass iergendwéi een de Chineese gesot huet: „Dir sollt dat elo maachen", mee et ass keen Europäer agesprongen. Ech hoffen, dass mer bäigeléiert hunn an dass mer jo och genuch finanziell Kraaft an Europa hunn, fir dat och selwer kënnen an Zukunft unzegoen.

Gläichzäiteg wëll ech awer och nach ënnersträichen, datt mer beim Ausschaffe vun dësem Projet ëmmer drop Wäert geluecht hunn – an Dir hutt dat och alleguerte gesot –, e Gläichgewiicht tëscht de Sécherheetsinteressen an der traditioneller Oppenheet vun eiser Ekonomie ze fannen. A mir hu jo vun Ufank un och mam Finanzministère a mam Wirtschaftsministère an och – dat ass hei vläicht nach net erwäänt ginn, mee dat muss een och kënne soen – mam Service de renseignement zesummegeschafft, fir dass e Mechanismus op d'Bee gestallt gëtt, deen et de verschiddenen Acteure vum Lëtzebuerger Staat wäert erlaben, konsensuell, konstruktiv zesummenzeschaffen. An d'Zil vun der Zesummenaarbecht wäert sinn, konstruktiv a pragmatesch Léisungen ze fannen, fir eis Sécherheet ze garantéieren, ouni awer d'Attraktivitéit – ganz kloer – vum Standuert Lëtzebuerg a Fro ze stellen. An hei ware souwuel de Staatsministère wéi och de Finanzministère an de Wirtschaftsministère bereet, fir mat eis do zesummenzeschaffen als Ausseministère an dat Beschtméiglecht erauszeschloen.

Ech wëll och dem Här Wiseler selbstverständlech e grousse Merci soen. Hien huet effektiv ganz fréi déi Initiativ, seng Initiativ ergraff gehat. Dir wësst, dass 2019 eréischt d'Reglement komm ass. An déi Denkustéiss, déi hie gemaach huet, ware scho wichteg an nëtzlech, och fir herno richteg zu engem konkreeten Text ze kommen. Bon, hien huet selwer déi Nuancen opgezielt. Ech wëll vläicht der zwou erwänen. Bon, 25 %, 10 %. Mir si bei 25 % elo bliwwen, an ech ginn Iech och hei d'Wuert am Numm vun der Regierung, dass, wann ee gesäit, dass dat ze vill ass, ee kann dat do nobesseren.

An ech wëll och nach eng Kéier e Wuert soen iwwert de Finanzsecteur. Dir wësst, dass mer am Finanzsecteur e Contrôle hunn. A vläicht fir am Detail e puer Wuert driwwer ze soen: Déi systeemrelevant Banken, wat sinn dat fir eng zu Lëtzebuerg? Dat ass d'Spuerkeess – wann ech nach esou däerf soen –, d'Banque et Caisse d'Épargne de l'État, d'Interbank, d'Banque générale BNP Paribas, Clearstream Banking SA an dann RBC Investors Services Bank SA an dann och d'Société générale Luxembourg. Déi si consideréiert als systeemesch Banke bei eis. Do gëtt et e Gesetz vun 1993, dat déi relevant europäesch Direktiven ëmsetzt. Do brauch jiddereen, deen eng méi signifikant Participatioun un enger Bank hëlt, fir d'éischt d'Autorisatioun vun de Bankesurveillancen, also der Europäescher Zentralbank an och da vun der CSSF, déi implizéiert ass, fir dat nozekucken. Ech mengen, souwuel d'Honorabilitéitskrittäre wéi d'Integritéitskrittären a sou weider, déi sinn op där Plaz, wat d'Finanzplaz ugeet, a gudden Hänn, soudass do e gudde Contrôle gemaach gëtt.

Bon, fir ofzeschléisse wëll ech nach ënnersträichen, dass dësen Text de Betriber och déi néideg Rechtssécherheet gëtt, déi se brauchen, fir Lëtzebuerger Investitioune mat Vertrauen duerchzeféieren. D'Ekipp vum Wirtschaftsministère huet schonn elo mat de Preparativen ugefaangen, fir d'Entreprisen an hiren Demarchen ze ënnerstëtze vum éischten Dag un, wou dat Gesetz elo a Kraaft trëtt.

Anerersäits wëll ech och zu Protokoll ginn, dass d'Gesetz et eis wäert erlaben, déijéineg ze sanktionéieren – dat wësst Der, et ass e speziellen Alinea dran –, déi d'Gesetz wëllen ëmgoen, an de Champ d'application vum Gesetz couvréiert eng Rei vu Secteuren a vun Aktivitéiten. An op dëser Basis gesäit en Investisseur am Viraus, ob seng geplangten Investitioun sécherheetsrelevant ass oder net. Et wäert e System vun Notifikatioun op d'Bee gestallt ginn, deen et den Autoritéite wäert erlaben, en Tri ze maachen tëscht Investissementer, déi gefiltert musse ginn, an aneren, déi problemlos sinn, soudass mer, mengen ech, wat d'Ëmsetze vun dësem Reglement ugeet, dat Richtegt maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7885. Den Text steet am Document parlementaire 7885[9].

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt an den Artikele 4, 8, 9 an 11 sechs Trackchanges nach hu missen ewechgeholl ginn. Am Artikel 4 ass et eng „5", déi nach duerchgestrach war. An an den Artikelen 8 an 9 sinn dat jeeweils zwee „s", déi duerchgestrach waren, an am Artikel 11 een „de", deen ënnerstrach war. Mir stëmmen elo iwwer dësen Text ouni dës Trackchanges of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7885 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Claude Wiseler), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Mots de bienvenue

Bevor wir zum nächsten Punkt der Tagesordnung kommen, erlauben Sie mir, unsere Freunde der Vereinigung ehemaliger Mitglieder des Landtags Rheinland-Pfalz zu begrüßen. Seien Sie herzlich willkommen in der Abgeordnetenkammer in Luxemburg!

(Applaudissements)

10. 7787 – Projet de loi relatif à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque

Mir kommen elo zum Projet de loi 7787, der Ëmsetzung vun engem europäesche Reglement, dat Obligatioune fir d'Importateure vun 3TG fixéiert, wann déi aus enger Konfliktzon stamen.

An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Und aus Respekt vor den Kollegen da oben werde ich versuchen, etwas langsamer Luxemburgisch zu sprechen. Vielleicht könnten Sie dann verstehen, um was es heute geht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Zwangsaarbecht, Kanneraarbecht, d'Finanzéiere vun arméierte Gruppen, Geldwäsch, Korruptioun a sëlleg aner kriminell Aktivitéite sti ganz heefeg a Verbindung mat sougenannte Konfliktmineralien. Dofir ass am Mee 2017 um europäeschen Niveau e Reglement zu dëse Konfliktmineralien zustane komm, dat den 1. Januar 2021 a Kraaft getrueden ass. Konkreet geet et hei drëms, sécherzestellen, dass Importateure vu Konfliktmineralien déi international Standarde vun der OECD erfëllen.

Déi betraffen Entreprisë mussen eng Partie Virkéierungen huelen, fir sécherzestellen, datt déi importéiert Konfliktmineralien net aus sougenannte Konfliktzone kommen. Si mussen notamment och eng Liwwerkettepolitick aféieren a ginn derzou ugehalen, d'Risike vun hirer Liwwerketten ze evaluéieren. Entspriechend musse si Strategien en place setzen, fir eventuellen negative Konsequenzen dovunner entgéintzewierken. De Rapport mat dësen Informatioune mussen d'Entreprisen op hirem eegenen Internetsite publizéieren.

Als Konfliktmineralie gëlle véier Mineralien, déi am heefegste mat Gewalt a Verbindung stinn: Dat sinn den Zënn, den Tantal, de Wolfram an d'Äerzer aus dëse Metaller, gradewéi d'Gold. Wéinst hiren englesche Nimm „Tin", „Tungsten", „Tantalum" a „Gold" gëtt am Sproochgebrauch „3TG", „Dräi-TG", gesot. Dës wäertvoll Mineralie ginn net just fir Bijoue benotzt, mee stellen och dacks eng essentiel Komponent duer vun Handyen, Computeren an aneren techneschen Apparater.

D'Zil vum Reglement ass, de Lien tëscht de Mineralien an der illegaler Exploitatioun, den arméierte Konflikter an de Mënscherechtsverletzungen effektiv ze briechen. Et soll och dozou féieren, d'Ausbeutung vu lokale Communautéiten ze stoppen an d'Situatioun vu Minnenaarbechter souwéi déi lokal Entwécklung an de betraffene Regioune laangfristeg ze verbesseren. Dofir brauchen déi zoustänneg Autoritéiten och déi néideg Pouvoiren, fir kënne sécherzestellen, datt Entreprisë sech beim Import vun den 3TG an d'Europäesch Unioun och un d'Reegelen halen.

Do komme mir bei de Projet de loi 7787, deen den 10. Mäerz 2021 deposéiert gouf. Dëse Gesetzesprojet ass fir déi national Ëmsetzung vum europäesche Reglement noutwenneg a betrëfft déi Entreprisen, déi déi 3TG a gewësse Quantitéiten hei a Lëtzebuerg importéieren. Obschonn d'Reglement direkt applikabel ass, sinn eng Partie national Bestëmmungen ze definéieren. Am Gesetzesprojet ginn den Ausseministère an och d'Douane als zoustänneg Autoritéiten designéiert, fir déi néideg Kompetenzen ze kréien, fir Entreprisen, déi 3TG a bestëmmte Quantitéiten importéieren, effektiv ze kontrolléieren. D'Entreprise muss och der Douane all déi noutwenneg Informatioune kënne weisen an zur Verfügung stellen.

Hei wëll ech och gär soen, datt mir an der Kommissioun erklärt kritt hunn, datt den Ausseministère op sengem Internetsite d'Rapporte vun den Entreprisen, an deenen d'Liwwerkettepolitick erklärt ass, wäert verlinken, fir der Zivillgesellschaft an de Konsumenten eng méiglechst gutt Iwwersiicht ze ginn.

De Projet de loi gesäit Mesure-correctiven an och administrativ Sanktioune vir. D'Strofe kënnen tëscht 10.000 an 100.000 Euro leien. Dateschutzdispositioune si selbstverständlech och virgesinn.

De Projet ass de 15. Juli 2022 eng éischt Kéier amendéiert ginn, fir eng Partie Prezisiounen ze maachen, an de Staatsrot huet de Projet de 25. Oktober 2022 aviséiert; do gouf et eng Partie Oppositions formelles. Op enger Rei Plaze ware am Text Formulatiounen, déi net exakt dem europäeschen Text entsprach hu respektiv et waren och bestëmmt Dispositiounen dran, bei deenen de Staatsrot fonnt huet, de Projet de loi wär méi restriktiv. Eis national Legislatioun muss evidenterweis awer mat der europäescher Legislatioun iwwertenanerstëmmen, a fir deem Rechnung ze droen, sinn de 27. Februar vun dësem Joer eng zweet Kéier Amendementer vun der Regierung erabruecht ginn. Kuerz drop, de 14. Mäerz, huet de Staatsrot säin Zousazavis ginn, deen du positiv war. De Projet ass den 8. Mee an der aussepolitescher Kommissioun virgestallt ginn. An der selwechter Sitzung sinn ech Rapporter genannt ginn an de Rapport ass an der Kommissiounssitzung d'lescht Woch, de 5. Juni, ugeholl ginn.

Ech ginn nach gär ganz kuerz op d'Avisen an, déi zu dësem Projet eragereecht goufen. Dat ass als alleréischt emol den Avis vun der Mënscherechtskommissioun vum 9. November 2021. Si geet hei och detailléiert op dat europäescht Reglement an. D'Mënscherechtskommissioun hieft ënner anerem ervir, datt d'Envergure vum Reglement limitéiert ass; engersäits, well et sech op den 3TG beschränkt, an et och aner Metaller a Mineralie gëtt, déi a Verbindung mat Konflikter stinn; anerersäits, well eng Entreprise eréischt vum Reglement betraff ass, wa se eng bestëmmt Mindestquantitéit vun deene Mineralien importéiert. Vu datt et sech ëm e Reglement handelt, hu mir als Lëtzebuerg eng kleng Marge de manoeuvre fir eist nationaalt Gesetz. D'Envergure vum Gesetz, déi betraffe Metaller a Quantitéite sinn eebe vum europäeschen Niveau virgeschriwwen.

Ausserdeem huet d'Mënscherechtskommissioun drop gehalen, datt d'Lëscht vun de betraffenen Importateuren ëffentlech publizéiert gëtt, fir datt d'Autoritéiten, awer och d'Zivillgesellschaft, d'Konsumenten an eventuell souguer betraffen Affer vu Mënscherechtsverletzungen Accès dorop kéinten hunn. Hei verweisen ech nach eng Kéier op déi Säit vum Ausseministère, déi op d'Rapporten zu de Liwwerkette vun de jeeweilegen Entreprisë verlinkt. D'CCDH huet och eng Partie Froe gestallt zu der Datespäicherung an doriwwer, wat geschitt, wann ee sech net un d'Reegelen hält. Zanter dem Avis vun der Mënscherechtskommissioun ass den Text zweemol amendéiert ginn an do sinn dann effektiv och eng Partie Saache kloergestallt ginn.

Da gouf et nach dräi Avise vun der Chambre de Commerce a vun der Dateschutzkommissioun; dee leschten ass eis den 19. Abrëll dëst Joer zougestallt ginn. Fir den Detail verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport.

Alles an allem war dat Gesetz ganz laang ënnerwee, och wa mer eis bei eiser Aarbecht an der

Kommissioun vill Méi ginn hunn, fir keng Zäit ze verléieren. Et ass dofir gutt, dass mer et haut stëmmen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An ech soen lech Merci a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll dem Här Cruchten och Merci soe fir säi Rapport. Mir mengen och, datt et wichteg ass, datt dësen Text gestëmmt gëtt. En ass am Fong en Text, deen an engem ganzen Ensembel vun europäesche Reglementer ... respektiv déi mer hei ëmsetzen, déi fir d'Protektioun respektiv de Contrôle vun Entreprisen, déi Commerce maache mat Länner, wou dat u sech net ubruecht ass a sënnvoll ass, fir dat ënner Kontroll ze kréien, fir et ze suivéieren an et och gegebenefalls ze sanctionéieren. An deem Sënn ass dat Gesetz fir eis och e wichtegt Gesetz a mir wäerten et stëmmen a mir si ganz positiv dozou agestallt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Problematik vum Liwwerkettegesetz, dat gëtt jo scho ganz intensiv déi lescht Joren – net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och virun allem hei zu Lëtzebuerg – diskutéiert. Bon, bis elo hu mir nach keen definitive Konsens an där Problematik fonnt. Mir hu jo awer och eng Plattform hei zu Lëtzebuerg, vun enger Rei Organisatiounen, ech mengen, et sinn der 17, déi sech – dat muss een hei ënnersträichen – mat ganz vill Engagement do asetzen. An et gouf jo och eng Proposition de loi ausgeschafft vun hinnen, déi dann iwwert de Wee vun zwou, nee, net Fraktiounen, dat kann een net soen, mee vun zwou Parteien dann hei deposéiert gouf.

Den Devoir de vigilance ass ouni Zweifel och e wichtegen Aspekt vun der Entwécklungspolitick. Ech mengen, Lëtzebuerg huet sech am Fong geholl ëmmer – net nëmmen um EU-Niveau, mee doriwwer eraus – fir Mënscherechter agesat an och fir e korrekten internationalen Handel. Et läit jo och e Projet de directive vir, fir e Liwwerkettegesetz op deem Niveau zeréckzebehalen. Ech ka mech erënneren, ech mengen, dat muss am November 2021 gewiescht sinn, wéi den zoustännegen EU-Kommissär, den Didier Reynders, hei bei eis war, wéi hie seng Iwwerleeungen hei presentéiert huet, déi am Fong sech ... Et konnt een et novollzéien, mee bis dato ass et nach ëmmer schwiereg gewiescht, fir och op deem Niveau awer ze legiferéieren.

Mir als Demokratesch Partei si selbstverständlech der Meenung, datt verschidden Entreprisen och eng moralesch Verflichtung hunn, datt se wëssen, datt bei der Hierstellung vu verschiddene Produkter eethesch a moralesch Krittäre musse respektéiert ginn. Den Devoir de vigilance ass ouni Zweifel eng wichteg Aufgab, och fir eis Gesellschaft. Besonnesch, wann een aus engem Land kënnt wéi Lëtzebuerg, dat jo awer net onbedéngt déi ganz grouss sozial Problemer huet – woubäi ech dat net wëll minimiséieren, wat awer sech ab und zu bemierkbar mécht –, muss een dann och e Bléck fir déi reell Problematik hunn an et däerf een net nëmme säi Confort gesinn, säi Profitt. An dofir hu mer och déi moralesch Verflichtung, déi Produkter, déi ënner net eetheschen, moralesche Konditiounen hiergestallt ginn, awer och méi kritesch ze gesinn.

Haut hu mer jo e ganz wichtege Projet de loi, wou et ëm gewëss Eedelmetaller geet; a wat virun allem schlëmm ass, ass, datt bei der Hierstellung vun deenen Eedelmetaller eeben och vill Geld natierlech verdéngt gëtt, an dat Geld gëtt oft benotzt, fir zousätzlech Konflikter op der Welt ze provozéieren, an do däerf een op kee Fall dat esou zouloossen! Wéi gesot, meng Partei ass op alle Fall der Meenung, datt déi Prinzippie musse respektéiert gi vun der Moral, vun der Eethik, mee et soll awer virun allem eng Léisung op europäeschem Plang fonnt ginn. Et ass also awer e wichtege Schratt, dee mer haut hei ënnerhuelen, wuel wëssend – an dat ass jo haut duerch e Communiqué och nach bekannt ginn –, datt et immens laang gedauert huet, bis dat hei zustane komm ass. An awer muss een an der Politick och emol dat Positiivt gesinn, a mer kënnen awer haut soen, datt mer awer zumindest op deem laange Wee elo eng wichteg Etapp erreecht hunn.

Här President, Dir Dammen an Hären, natierlech fält der Kontroll an där ganzer Problematik hei eng grouss Roll zou. Ech wëll drop hiweisen, datt awer déi Kontroll nëmme kann duerch ëffentlech Autoritéiten hei garantéiert ginn, wou natierlech och d'Douane eng gewëss Roll ze spillen huet. Et kann net esou sinn, datt net ëffentlech Organisatiounen op eemol och e gewëssent Recht kréien, fir ze kontrolléieren. An et wier och net gutt, wann hei op eemol Betriber géifen un de Pranger gestallt ginn, ouni datt awer hei déi ëffentlech Hand direkt elo konnt hir Practices accuséieren. Et däerf net sinn, datt op eemol verschidden Organisatiounen oder Leit zum Riichter ginn, wat an engem Rechtsstaat net esou virgesinn ass. Mir mussen also dofir e gudden Equiliber fannen zwëschent engersäits ekonomeschen Usprech, anerersäits moralesch-eethesche Verflichtungen. E Betrib muss eng gewëssen Autonomie jo nach kënne behalen. Ech mengen, d'Recht op Liberté de commerce ass nun eeben och an eiser Constitutioun verankert, an dat kann een net esou liichtfankeg op d'Spill setzen.

Här President, Dir Dammen an Hären, zur Konklusioun. Nach eng Kéier soll hei gesot ginn: Et ass an eisen Aen e wichtegt Gesetz, dat mer haut stëmmen, et ass en Ufank. Mir beweegen eis hei an engem ganz delikaten Dossier, dat beweist och schonn déi grouss Zuel vun Avisen. Ech wëll och all deenen Organisatioune Merci soen, déi sech Gedanke gemaach hunn iwwert dee Gesetzesprojet hei an doriwwer eraus och, wéi an Zukunft e Liwwerkettegesetz soll ausgesinn. Mir kënnen natierlech elo haut soen: „Et geet net wäit genuch!" Jo, dat gëllt virun allem um Niveau vun Eedelmetaller, ech denken u Lithium, ech denken u Kobalt, datt och do nach zousätzlech muss legiferéiert ginn. Awer et ass ouni Zweifel haut e wichtege Schrëtt, dee mer ënnerhuelen. Dofir fënnt dat och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei an ech wëll och ofschléissend dem Rapporter, dem Yves Cruchten, nach eng Kéier Merci soe fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci Iech. D'nächst Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci nach eng Kéier un de Rapporter fir säi Rapport, an och mir gesinn deen Text, dee mir haut stëmmen, e bësselchen an engem méi breede Kader, nämlech deem vun eisen europäesche Bestriewungen, fir eebe fir méi Mënscherechter an eise Chaînes de valeur ze suergen, der sougenannter Due Diligence. Ma dat hei ass elo en alleréischte Schrëtt a Richtung vun enger verflichtender Suergfaltsflicht an dofir si mer natierlech och immens frou, deen Text haut endlech kënnen ze stëmmen.

Et ass, wéi gesot, een éischte Schrëtt an déi richteg Richtung, mee do feelt awer nach e ganze Batz hannendrun. Et gëtt nach aner Mineralien, déi hei och kéinten oder sollten drënnerfalen, mee et geet jo am Fong geholl och net just ëm Matière première, et geet ëm all Secteur à risque, och an der Veraarbechtungsoder an der Ernärungsindustrie. Wéi gesot, egal wéi frou mer sinn, dass mer haut elo emol den éischte Schrëtt maachen, wéilte mer awer festhalen, dass dat hei awer elo dräi Éiwegkeete gedauert huet, dass un deem Text hei gedoktert ginn ass, well d'EU-Diskussiounen hunn hei 2014 ugefaangen. 2021 eréischt louch den EU-Reglement um Dësch an zënterhier waart Lëtzebuerg dann eeben och drop, de begleedende Gesetzestext kënnen ze stëmmen.

Mir sinn, wéi gesot, frou, dee klengen Exercice haut kënne mat dësem Vott ofzeschléissen, mee et mécht eis awer wierklech Suergen, wa mer gesinn, wéi lues d'Millen effektiv dréien, wann et drëm geet, d'Rechter vu Mënschen, déi méi wäit ewech vun eis wunnen, ze verdeedegen. Wann een nämlech gesäit, dass et elo effektiv bal zéng Joer gedauert huet, fir en Text fir véier Konfliktmaterialie stëmmen ze kënnen, dann ass et eis wichteg, drop ze pochen, dass mer bei der Mammutaufgab – also am Verglach elo heizou – vun engem méi breeden Devoir de vigilance awer effektiv e gudde Strapp méi séier sollte virukommen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Mee de positive Message ass awer op alle Fall deen hei: Wa mer wëllen, da kréie mer eppes hin, an dat souguer och mat relativ konsequente Strofe fir déijéineg, déi sech net drun halen. A mir kënnen dann nach nëmmen hoffen, dass mer op EU-Niveau elo relativ schnell weiderkommen, fir fir eng méi breet Due Diligence ze suergen.

Et ass och de Volet vun der Transparenz op nationalem Plang ugeschwat ginn. Natierlech, grad och, wa mer wëlle sécherstellen, dass awer och eng Zivillgesellschaft kann hire Rôle spillen, da brauch et eng gewëssen Transparenz, an do geet et eeben och ëm d'Lëscht vun de Betriber, déi hei ugesidelt sinn an déi ënnert dat Reglement falen, dass ee reegelméisseg kann nokucken, wou se dru sinn an ob se hirer Flicht nokommen. An do ass et d'Demande vun der Zivillgesellschaft, dass dës Lëscht soll reegelméisseg publizéiert ginn a mir vertrauen deemno natierlech dann och op d'Annoncë vum Ausseminister, dës Betriber op der Säit vum Ausseministère ze verlinken an déi Lëscht dann och reegelméisseg à jour ze setzen.

An an deem Sënn gi mir natierlech eisen Accord fir dësen Text a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser, deen och scho prett ass. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. A wéi et sech gehéiert, soen ech och dem Rapporteur Merci fir déi Presentatioun vun dësem Text. Ech mengen, och hei kann ech mech op e puer Punkte beschränken, e puer Punkten, fir d'éischt emol, wann Dir mir se erlaabt, vu legistescher Natur. Mir hunn hei also nach eng Kéier e Reglement, dat eigentlech misst eng Direktiv sinn, well soss misste mer net hei vill driwwer schwätzen, well e Reglement ass d'Application directe, an et wär net schlecht, wa mer am europäesche legislative Prozess oder beim Equivalent dovun op europäeschem Niveau géife vun

Direktiv schwätzen, wa mer hei eppes mussen ëmsetzen an der Chamber, a vu Reglement, wou mer eis net musse mat engem Text befaassen, well en eeben d'application directe soll sinn.

Dann, wat hei awer elo déi méi politesch Punkten ugeet, déi mir wëlle maachen, dat sinn der u sech véier. Den éischten ass deen, datt mer hei erëm eng Kéier iwwer Liwwerkette schwätzen, wéi eis Suerg awer déi ass, fir natierlech, jo, déi moralesch Dimensioun – den Här Cruchten huet déi gutt beschriwwen – no vir ze bréngen, datt jiddereen, deen do aktiv ass an deem Secteur, sech enger gewësser moralescher Verantwortung bewosst ass. Mir mussen awer och soen, datt mer d'Entreprisen an hire Méiglechkeeten net däerfen iwwerbelaaschten an datt de Staat amplaz vill vu Strof, vu Publikatioun, vu Kontroll ze schwätzen, villméi vun Hëllef fir d'Entreprisë misst schwätzen, fir datt se kënnen hir Liwwerkette besser ofschätzen, well desto méi kleng eng Entreprise ass oder desto manner international Kontakter se huet, desto méi schwéier ass et fir eng Entreprise, iwwerhaapt dat kënnen ze leeschten, wat awer hei vun hir erwaart gëtt.

Déi ëffentlech Hand huet do aner Méiglechkeeten. Sécher kann een do soen: „Entreprisë kënnen zesummeschaffen, fir esou Informatiounen ze fannen." Awer mir denken, dass een dat net soll iwwerdreiwen, mee den Entreprisen hëllefen, an et ass och fir eis eng Geleeënheet, nach eng Kéier ze soen, datt mer keen nationaalt Liwwerkettegesetz solle maachen, mee datt, wann esou eppes um europäeschen Niveau geschitt, mer eis dann uschléisse sollen. Awer mer sollen net nach d'Liewe vun den Entreprisë méi schwéier maachen, onrealistesch schwéier maachen, iwwerproportional schwéier maachen!

Den zweete Punkt betrëfft d'Ëmsetzung vum Gesetz selwer. Den Här Cruchten hat a sengem Rapport gesot, wéi vill Oppositions formelles do waren. Mir fannen dat net normal, well u sech eng ganz Rei vun Opposition-formellë sech ëm rechtsstaatlech Froe gedréit hunn – Froe vun der Proportionalitéit, Froe vun der Prozedur, Froe vun de Strofen –, an dat ka jo net sinn! Ech mengen, hei muss en Appell un d'Regierung gemaach ginn, datt, wann esou eng Propositioun an e Projet de loi gemaach ginn, een awer dann net bei elementare rechtleche Froe schonn d'Oppositioun vum Staatsrot begéint.

Déi drëtt Consideratioun ass déi vum Mënscherechtsrot, déi mir gär opgräifen, ratione materiae: Do gëtt vum Mënscherechtsrot gesot, do wären eng ganz Rei aner Substanzen, déi géife feelen, wéi de Kobalt, wéi de Lithium, wéi den Nickel, wéi den natierleche Graphit. Där Meenung schléisse mir eis un. Mir mussen dat am A behalen an hei si jo awer och Mënscherechtsverletzungen dokumentéiert, déi mir kennen.

An dat Schlëmmst ass notamment beim Ofbau vum Kobalt, wou mer Kanneraarbecht hunn. De Problem ass – an et kann een et ëmmer nëmme widderhuelen –, datt de Lëtzebuerger Staat hei zwar den Entreprisen aus moralesche Grënn Liwwerkettenobligatiounen operleet, wat mir kënnen novollzéien an zu engem groussen Deel och matdroen, awer do, wou de Staat selwer subventionéiert – subventionéiert! –, also mat Steiersue fërdert, dat heescht, den Import vu Kobalt aus Kanneraarbecht, dat toleréiert en. An do soe mir, dat kann net sinn, datt de Staat dat mécht, well e mécht et en pleine connaissance vun de Faiten, déi ginn och hei net niéiert! Et gëtt ëmmer gesot: „Et kommen dann europäesch Initiativen zesumme mat Schweden oder och mat Südkorea, fir dat ze redresséieren." Déi sinn net do. Mir constatéieren am Ableck, dass de Staat nach ëmmer Kanneraarbecht beim Ofbau vu Kobalt subventionéiert. Mir maachen dat net mat! Et ass net den Objet vun dësem Gesetz, awer mir bedaueren, datt esou Substanze wéi de Kobalt an de Lithium eeben hei feelen.

Eis lescht Bemierkung betrëfft d'Inspektiounen. Do ass d'Douane chargéiert, dat ze maachen. Dat versteet sech, dat ass och nozevollzéien. Do steet am Text, „pendant les heures [de bureau]" soll dat gemaach ginn, dat ass gutt, dat ass ziviliséiert, „dans les locaux des importateurs", also an de Bürosraim zu de Stonnen, wou déi Bürosraim fonctionéieren. Wann ech dat mat deem vergläichen, wat de Baueren zougemutt gëtt, wann déi en Dëppe Glyphosat … Dat ass jo elo erëm legal. Mee wat do ass, dat kann an de private Raim si vun de Baueren doheem, da ka baussent de Fonctionnementszäite vun hirem Bauerebetrib sinn, de jour et de nuit, an dann ass dat komplett disproportionéiert. An och dofir huet d'ADR ëmmer erëm géint Gesetzer gestëmmt, wou géint d'Baueren intrusiv Methode benotzt gi fir u sech relativ kleng Vergeeën, wärend dat hei awer ziviliséiert ofleeft. Ma mir sollen net an anere Beräicher …, och am Ëmweltberäich solle mer op en ziviliséierte Wee goen, wéi en hei ugeduecht gëtt, amplaz ze iwwerdreiwen.

Dat gesot, wäert d'ADR, compte tenu vun där gudder Intentioun an enger grousser Verantwortung, déi awer a ville Beräicher vun dësem Projet läit, en awer och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Dëst europäescht Reglement, dat jo soll de Risiko senken, datt mer gewëss Mineralien aus Konfliktregiounen importéieren, ass schonn 2017 decidéiert ginn a säit dem 1. Januar 2021 a Kraaft. Datt mer elo am Mee 2023 eréischt déi legal Viraussetzunge schafen, fir datt d'Reglement och zu Lëtzebuerg kann applizéiert ginn, seet eiser Meenung no immens vill aus iwwert d'Bereetschaft vun der Regierung, an dëser Problematik virzegoen.

Virop géif ech gär den Här Minister froen, ob e mer ka soen, ob déi betraffe Lëtzebuerger Entreprisen dann 2021 an 2022 dëst Reglement och ëmgesat hunn an ob se och déi Rapporte veröffentlecht hunn, déi rechtlech virgesi sinn.

Här President, mir wäerten dëse Projet de loi natierlech matstëmmen, well et letztendlech e Fortschrëtt ass. Mee et muss ee ganz kloer soen, dass et e minimale Fortschrëtt ass. D'Reglement huet just eng ganz limitéiert Portée, och dat ass hei schonn ugekënnegt ginn:

Éischtens gëllt et just fir e puer ausgesicht Mineralien – Zënn, Tantal, Tungsten a Gold –; zweetens gëllt et just, wann e bestëmmte Seuil bei den Importatiounen erreecht ass, soudatt Importateure vu méi klenge Quantitéite sech net brauchen drun ze halen, mam Risiko, datt probéiert wäert ginn, d'Importatiounen op méi Entitéiten ze verdeelen, fir d'Seuilen ze ënnerlafen; drëttens gëllt et och just fir Importateure vu Réimaterial an net, wann d'Material scho verschafft gouf, a véiertens gëtt och just d'Hierkonft aus Konfliktregioune gekuckt, wärend aner Mënscherechtsverletzungen, wéi zum Beispill Kanneraarbecht, net berücksichtegt ginn.

Dëst si just déi wichtegst Kritickpunkten. Et gëtt anerer, op déi d'Mënscherechtskommissioun an hirem exzellenten Avis agaangen ass. Dëst Reglement aus dem Joer 2017, dat jo eigentlech just eng Reaktioun ass op eng änlech US-amerikanesch Legislatioun, weist awer och, datt den Debat iwwert den Devoir de vigilance an Tëschenzäit dann och endlech virukomm ass. Déi politesch Ambitioun an dem Beräich ass nach laang net do, wou mir se wéilte gesinn, mee se ass mëttlerweil ëmmerhi méi héich wéi 2017. An dat ass och a groussen Deeler de Verdéngscht vun den Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, déi d'Fro vun de Mënscherechter an de Liwwerkette mat ganz vill Energie op d'Agenda bruecht hunn a se och do halen.

Wat d'Ëmsetzung hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, huet Fairtrade Lëtzebuerg gëschter via Communiqué – Dir hutt et vläicht gesinn – e puer Recommandatiounen un d'Regierung geschéckt. Ech fannen déi ganz sënnvoll a wëll se dann och hei nach eng Kéier widderhuelen:

Éischtens soll d'Regierung eng Lëscht opstelle vun den Entreprisen hei zu Lëtzebuerg, déi ënnert dëst Gesetz falen, dat ënner anerem, fir datt d'Zivillgesellschaft den Engagement vun den Entreprisë ka kritesch begleeden, wat jo och hir Roll ass; zweetens mussen d'Iwwerpréiwungskrittären op enger Linn mat de Krittäre vun der OECD an deem Beräich leien an drëttens recommandéiert Fairtrade Lëtzebuerg der Regierung, déi concernéiert Entreprisen och reegelméisseg ze kontrolléieren, fir datt dat Gesetz hei och ëmgesat gëtt.

Iwwregens erënnert d'ONG och drun, datt am Februar 2018 hei an der Chamber eestëmmeg eng Motioun ugeholl gi war, datt de Staat bei de Marché-publicken och soll oppassen, keng Konfliktmineralien ze importéieren. Vläicht kann de Minister och dorop herno nach eng Kéier kuerz agoen, also wou dat drun ass, wéi gesot, d'Kontroll vun de Konflitkmineralien an de Marché-publicken.

Datt d'Entreprisë mussen oppassen, datt hir Produkter a Servicer net op Mënscherechtsverletzunge berouen, misst eigentlech eng absolutt Selbstverständlechkeet sinn, an dofir brauche mir och en nationaalt Liwwerkettegesetz, sou wéi mir et och virun e puer Wochen zesumme mat de Piraten hei proposéiert hunn. An dat ass vun der Zivillgesellschaft ausgeschafft ginn, wéi Dir wësst.

Ech kann also just un d'Regierung appelléieren, politesche Courage ze weisen an zesumme mat eis un deem nationale Gesetz ze schaffen. Wéi Dir wësst, sinn d'Biergerinnen a Bierger am Land majoritär derfir.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzestext gouf schonn am Mäerz 2021 hei an der Chamber deposéiert. Dat ass méi wéi e Joer hier, et ass méi wéi zwee Joer hier, an elo stëmme mer dann doriwwer of. D'EU-Direktiv, op där dësen Text baséiert, déi ass vun 2017. D'Negociatioune fir déi Direktiv, déi hu laang virdrun ugefaangen. Alles an allem, zwëschent dem Ufank vun den Negociatioune bis mir haut hei ofstëmmen, huet et also néng Joer gedauert, fir op dëse Punkt vum Vott hei zu Lëtzebuerg ze kommen.

Ech mengen, dëse Projet weist ganz kloer, wéi laang et kann daueren, fir a puncto Liwwerkette kleng Schrëtt no vir ze maachen. An et weist och ganz kloer, firwat mir Piraten zesumme mat de Kolleeginne vun déi Lénk hei hu missen eng eege Proposition de loi areeche fir en nationaalt Gesetz. Well eng EU-Direktiv, déi vläicht an zwee Méint kënnt, vläicht an zwee Joer, vläicht och iergendwa méi spéit, vill ze laang op sech géif waarde loossen. Wa se da bis gestëmmt wier, kann et nach, wéi an deem heite Fall, schonn nees Joren daueren, bis se an nationaalt Gesetz ëmgesat

gëtt. Fir eis Piraten ass de Schutz vun de Mënscherechter eng Prioritéit an dofir wëlle mer och, dass de Schutz vun de Mënscherechter esou séier wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg ausgebaut gëtt.

D'EU-Direktiv, déi mer haut hoffentlech wäerten hei ëmsetzen, betrëfft nëmme véier Konfliktmineralien. Et geet och net wäit genuch a Saachen Transparenz, well net kloer ass, wien hei zu Lëtzebuerg da wierklech vum Gesetz wäert betraff sinn. An dat alles geet eis am Fong net duer. Et ass eng Drëps op de gliddege Steen.

Ech kann Iech awer elo scho soen: Mir wäerten den Text trotzdeem matstëmmen, well et alt wéinstens e klitzeklenge Schrëtt an déi richteg Richtung ass. Mee fir eis ass ganz kloer, dass en nationaalt Gesetz muss kommen, dat op all de Secteure ka gräifen. Esou eng Propositioun läit der Chamber vir an ech freeë mech, datt mer se schonn dës Woch kënnen an der Kommissioun presentéieren.

Eisen Text gesäit nämlech vir, datt, wann eng Entreprise méi wéi 250 Mataarbechter huet a méi wéi 43 Milliounen Euro am Joer um Bilan mécht, se hir Liwwerkette muss iwwerpréiwen an, wa Mëssbrauch festgestallt gëtt, muss intervenéieren. Och an der Belsch an an Holland leien esou Gesetzespropositioune vir, Gesetzesproposen, déi do mat de Majoritéitsparteien ausgeschafft gi sinn. Mir sollten eis als e Land, dat seng Entwécklungsziler seriö hélt, an, jo, och eent vun deene wéinegen oder dat Eenzegt ass, dat säin 1 % vum RNB un Entwécklungshëllef erreecht, och hei weisen, datt mir als Lëtzebuerg Virreider wëlle sinn.

An et ass awer och ganz kloer, dass esou e Gesetz net nëmmen dorop ofziilt, als Lëtzebuerg eng Funktioun als Virbild ze hunn. Et geet och drëm, eisen Image no baussen, jo, am Ausland, ze verbesseren. Vill ze oft heescht et bei engem Skandal nach ëmmer, datt, ech zitéieren: „eng Firma mat Sëtz zu Lëtzebuerg", Zitatenn, d'Mënscherechter net respektéiert hätt. Eng Handvoll schwaarz Schof loossen eis alleguerten, eis ganz Plaz schlecht ausgesinn. Ee Beispill ass d'NSO, déi de Pegasus-Programm verkaf huet, wou bewisen ass, datt Oppositioneller a Journalisten a Spuenien, zu Athen a Griicheland an an enger ganzer Rëtsch vill méi autokratesche Staaten nach ofgelauschtert goufen. Iwwerall an Europa ass Lëtzebuerg dee Moment mat deene Verbriechen – jo, ech soen, dat si Verbriechen, an et geet net nëmmen duer, e béise Bréif ze schreiwen, och wa mer am Moment net méi Moyenen hunn! – vun der NSO a Verbindung bruecht ginn. An domat muss fir eis Piraten Schluss sinn!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Hoffnung, datt mer esou séier wéi méiglech mat der nächster Regierung kënnen zu enger Ofstëmmung iwwert en nationaalt Gesetz kommen, ginn ech hei awer den Accord fir dee klitzeklenge Schrëtt, dee mer haut wäerte maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An elo huet direkt d'Regierung d'Wuert. Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, also, ech mengen ... Nach eng Kéier: D'Zil vum Reglement ass jo, ze verhënneren, dass mer an onstabille Regiounen duerch den Ofbau – an de Rapporter huet dat ganz, ganz ausféierlech a gutt gemaach – vun Zënn, Wolfram, Tantal a Gold bewaffnet Konflikter, Mënscherechtsverletzungen, Korruptioun a Geldwäsch finanziell matënnerstëtzen. Dat ass d'Zil dovunner an dofir ass d'Suergfaltsflicht, déi den EU-Importateuren duerch dëst Reglement operluecht gouf, an där Hinsicht e wichtegt Instrument. Natierlech, et kann een ëmmer soen, et geet net wäit genuch, mee et ass e Schrëtt awer, mengen ech, dee wäert och markéieren.

D'Reglement ass direkt applikabel an domadder mussen d'Operateuren zënter 2021 schonns all hire Flichten, déi sech aus dem Reglement erginn, nokommen. An ech wëll der Madamm Oberweis soen, dass mer amgaang sinn, Kontrollen ze maache vun 2021 – et ass ëmmer, also, ee Joer hannendrun –, an dass dat leeft an dass mer selbstverständlech och do vill Wäert drop leeën.

Heiansdo gëtt gefrot: „Wéi vill Entreprisen hutt der?" Also, mir schätzen tëscht 5 an 10, mee éischter e wéineg iwwer fënnef, wéi elo zéng. A mir si mat deenen Entreprisë selbstverständlech – wat eis Flicht jo ass – amgaang, och Stéchprouwen ze maachen. Mir hu schonns mat den éischte Kontrollen, wéi ech gesot hunn, ugefaangen a mir mussen natierlech, well mer keng Erfarung doranner hunn, och a Kontakt bleiwe mam Ausland, fir och do déi richteg Linnen ze fannen.

Mat der Adoptioun vun dësem Gesetzesprojet kritt dann den Ausseministère eigentlech déi noutwendeg Pouvoiren, fir d'Ëmsetze vum europäesche Reglement iwwer Konfliktmineralien vollstänneg kënnen ze kontrolléieren. Wéi schonn den Här Cruchten gesot huet, huet de Gesetzesprojet, deen Iech virläit, als Vocatioun, eigentlech déi national zoustänneg Autoritéiten ze nennen, déi prozedural Aspekter vum Iwwerpréiwungsprozess an Informatiounsaustausch ze reegelen an och Sanktioune festzeleeën. Dir gesitt dat jo, dass déi ganz kloer stinn.

Ech wëll och hei nach eng Kéier, wéi virdrun, dem Finanzministère Merci soen, mee virun allem och der Douane, déi eis erlaabt hunn, eppes mat Kapp a Fouss selbstverständlech hinzekréien. D'Reglement huet net zréckbehalen, ech soen dat och hei, datt déi national Autoritéiten eng Lëscht vun den Entreprisen, déi betraff sinn, publizéiere sollen, an dofir ass et och net am Text virgesinn. Et ass ervirzestréichen, dass de Staatsrot, wann Dir gelies hutt, explizitt drun erënnert huet, dass mer net iwwert d'Reglement kënnen erausschéissen a mir keng weider Dispositiounen abaue kënnen, déi verlaangen, datt déi Informatioune vun den Operateure musse public gemaach ginn.

Allerdéngs ass et esou, dass d'Importateure vun de Konfliktmineralien a -metaller hire Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun de Suergfaltsflichten an de Liwwerkette mussen am Internet veréffentlechen. An dës Obligatioun schaaft déi néideg Transparenz, well, fir d'Saach vun den interesséierte Parteien, ONGen zum Beispill, esou einfach wéi méiglech ze maachen, fuerdere mer extra d'Importateuren op, e Link zu hirem éffentleche Rapport ze schécken an deen ass dann op enger ganz spezifescher Internetsäit vum Ausseministère och ze fannen. An dës Säit ass schonn operationell a wäert och komplettéiert ginn, soubal mer déi Rapporten erakréien.

Ech wëll vläicht och nach dem Här Sven Clement soen: Do deele sech d'Meenungen. Also, Lëtzebuerg war dat Land vun deene 27, dat drop gehalen huet, dass mer sollen an Europa eng Direktiv kréien iwwert den Devoir de vigilance. Déi Direktiv ass zu Bréissel deposéiert, an all deene Prozeduren, déi elo natierlech aus enger Direktiv dann eppes Konkreetes maachen, do leeft dat hei. Mir däerfen net soen: „Dat dauert esou laang!" Jo, heiansdo dauert et laang, mee mer wëllen awer den Ënnerscheed nach verstoen tëscht engem nationale Lëtzebuerger Gesetz a Saachen Devoir de vigilance an enger europäescher Direktiv, wou all 27 europäesch Länner sech mussen drun halen.

An dat ass och d'Zil, dat och dës Regierung sech vun Ufank u gesat huet: Mir hunn 2018 an den Text dragesat – dat kënnt Der nokucken –, dass mer hëllefen, fir dass eng europäesch Initiativ op de Wee kënnt – déi ass um Wee –, a wann dat net de Fall wier, dass mer da géifen op eng national Legislatioun iwwergoen. Mir sinn, ech mengen ... Bon, et ass jo un der nächster Regierung, fir dat alles ze tranchéieren – déi nächst Chamber wäert driwwer debattéieren, ganz kloer –, mee et ass kee Land an Europa ..., do ginn heiansdo esou Stécker genannt, Däitschland hätt e Stéck, Holland hätt e Stéck, mee et ass keen eenzegt Land, dat wierklech, wat den Devoir de vigilance ugeet, e kohärent Gesetz huet, dat an Europa misst kënne gëllen, an dass een domadder all dat wëll verhënneren, wat mer och wëlle verhënneren: Kanneraarbechtsprodukter, Zwangsaarbecht an esou weider an nach vill aner Saachen. Dat wëlle mer awer europäesch hikréien.

Ech weess net, et ass esou eng Stëmmung am Land a verschiddene Kreesser, dass een nëmme just kéint hei eppes Guddes maachen, wann een national legiferéiert. Dat ass fir mech ganz nei. Normalerweis soe mer dach, dass mer e globale Problem wéi den Devoir de vigilance nëmmen europäesch an de Gréff kréien! An dorobber géif ech op jidde Fall ..., et ass mäi Rot, dass dës Chamber an déi nächst Chamber an dës Regierung, déi nächst Regierung, och dorunner festhalen a versichen, do eppes Konkreetes erauszekréien.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den Här Sven Clement freet d'Parole après ministre an hie kritt se.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wëll da just nach eng Kéier kuerz en Argument opgräifen, dat de Minister mer elo gesot huet: datt mer als Lëtzebuerg géifen eng Direktiv ofwaarden, déi mer gefuerdert hunn. Jo, ech fannen et och gutt, wa mer eng europäesch Direktiv hunn. Ech géif et nach besser fannen, wa mer et op OECD-Niveau géife léisen. Ech géif et nach besser fannen, wann d'UN sech géif eens ginn an deem heiten Dossier. Mee mir wëssen, datt dat dauert.

An do muss ech da feststellen, dass et hei zu Lëtzebuerg wuel awer Usus ass – an dat war net ..., dach, et war och eng Regierung, wou den Här Asselborn schonn dra war –, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer eng Tendenz hunn, Direktive virzegräifen, wa se Mënscherechter aschränken, nämlech datt mer e Gesetz iwwert d'Vorratsdatenspeicherung gemaach hunn, éier d'Direktiv gestëmmt war, an, wann et drëm geet, Mënscherechter ze schützen, datt mer do soen: „Nee, do musse mer awer op d'Direktiv waarden."

Ech fannen, dat weist genuch. Ech sinn op alle Fall anerer Meenung, ech géif hei soen, mir brauchen en nationaalt Gesetz, wann déi Direktiv ze laang op sech waarde léisst!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir waart op mech, Dir kuckt op mech.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ech hat gemengt, ...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Also, ech wéilt just ee Saz soen: Wa

mer Initiateur sinn, dass sech an der Kommissioun eppes deet, dass eng Initiativ, eng Direktiv, eng Propositioun op den Dësch kënnt, da sollte mer dach dat net doduerch konterkaréieren, dass mer op eemol soen: „Elo maache mir zu Lëtzebuerg emol en nationaalt Gesetz." Ech weess net, wéi mer dat dann och verkaaft kriten.

Mir hunn effektiv mat alle Moyenen, déi mer zur Verfügung haten, den Här Reynders an anerer ugestallt, op dee Wee ze goen. Mir hu souguer dem Här Reynders deen Avis, dee mer gefrot hate vun där Spezialistin, zougestallt. Hie war ganz frou doriwwer, a villes, wat do an deem Avis dran ass, ass an der Direktiv och iwwerholl ginn. An der Direktiv ass et vläicht méiglech, dass a verschiddene Länner dat do ze wäit geet. Et gëtt kaum Länner, wou gesot gëtt: „Dat do geet net wäit genuch." An do musse mer de Konsens fannen an dat ass eng haart Aarbecht, déi muss gemaach ginn, och wat d'Finanzplaz ugeet an esou weider.

Ech si fir alles oppen. Mir hunn hei selbstverständlech eis Interessen, esou wéi all Land Interessen huet, mee ech géif awer elo net de Moment verzweifelen. A wat Dir gesot hutt: „Néng Joer huet et gedauert, bis dat hei ..." Jo, et huet laang gedauert, ech mengen net, dass dat hei géif néng Joer daueren, wann de politesche Wëllen do ass, fir virunzekommen. An dee muss Lëtzebuerg weisen; europäesch, net nëmmen national!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7787 iwwergoen, wann de Computer prett ass. En ass et.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7787 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass elo ofgeschloss.

De Gesetzesprojet 7787 ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydia Mutsch), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8014 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

A vu dass den Här Rapporter haut am Dauerasaz ass, géif ech en direkt bieden, d'Wuert ze ergräifen zum nächste Projet de loi 8014, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert den internationale Schutz.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Net nëmmen de Rapporter ass am Dauerasaz, mee och den Här Minister. Dee Projet de loi, iwwert dee mir elo schwätzen, ass den 30. Mee zejoert deposéiert ginn an en huet als Zil, datt eist Asylgesetz zwee Arrête vum Europäesche Geriichtshaff respektéiert.

Mir maachen hei also punktuell Adaptatiounen, fir mam EU-Recht konform ze ginn. Éischtens gi kloer Krittären agefouert, déi festleeën, wéini ee bei engem Demandeur de protection internationale, bei deem d'Dubliner Reglement applizéiert gëtt, vun engem „risque non négligeable de fuite" ka schwätzen. Ech betounen, datt et hei just ëm Leit geet, déi ënnert de Règlement Dublin III falen.

Wa bei enger Persoun an deem Fall Fluchtgefor besteet, kann et deemno wéi gerechtfäerdegt sinn, si an eng administrativ Retentioun ze setzen, bis datt d'Persoun an den zoustännege Memberstaat kann transferéiert ginn. De Projet de loi gesäit néng Fäll vir, an deenen e Risque non négligeable de fuite kéint bestoen. Dat ass zum Beispill, wann eng Persoun sech an der Vergaangenheet schonn esou engem Transfert entzunn huet, wa se e Pass gefälscht huet oder wann een ugekënnegt huet, sech engem Transfert ze widdersetzen. Mat der Aféierung vun dëse Krittäre gëtt also méi Kloerheet an och Sécherheet geschafen, souwuel fir d'Autoritéite wéi och fir d'Leit selwer.

Den zweete Volet vun dësem Projet betrëfft Persounen aus Drëttstaaten, déi an engem aneren EU-Land Beneficiaire vun enger Protection internationale sinn. Hei gëtt festgehalen, datt si net kënnen opgrond vun enger Décision de retour an e Land baussent Schengen ausgewise ginn. An där Situatioun gräift d'Immigratiounsgesetz. Wann eng Persoun hei zu Lëtzebuerg keen Openthaltsrecht kritt, gëtt si iwwert eng Décision de retour an dat Land zeréckgefouert, wou si da Beneficiaire de protection internationale ass.

Donieft féiert de Projet de loi an, datt en EU-Staatsbierger, deen eng Protection internationale ufreet an eng negativ Decisioun kritt, eng negativ Äntwert kritt, och net ka baussent dem Territoire vun der Europäescher Unioun ausgewise ginn. Um Enn gëtt nach eng Erreur matérielle redresséiert an et gëtt eng Referenz bäigesat, déi bei der Transpositioun vun der sougenannter Qualifikatiounsdirektiv vun 2011 vergiess gi war. Mat dësem Projet de loi ginn also punktuell Prezisioune gemaach. Sou gi mer, wéi gesot, net nëmme konform mat der europäescher Legislatioun, mee mir schafe fir déi eenzel Fäll e bësselche méi Kloerheet.

De Staatsrot an d'Chambre de Commerce hunn de Projet aviséiert a keng Objektioune gemaach. Fir d'Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An éischte Riedner ass den Här Paul Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Och merci dem Rapporter, dem Yves Cruchten, fir säi Rapport, deen en elo iwwert dëst Gesetz gemaach huet. De Projet de loi 8014, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass u sech, wann een et genau hëlt, eigentlech eng technesch Erweiderung vun engem besteeënde System, vun deem Dublin-System, dee mir am Moment hei an Europa hunn. Natierlech ass dat e System, deen am Moment och e bëssen a Fro gestallt ass – och zu Recht –, well d'Asylpolitick vun Europa nei iwwerduecht gëtt, dofir weess een net genau, wat spéiderhin do eng Kéier kënnt; hoffentlech e System, dee besser funktionéiert wéi deen aktuellen.

Mir hate relativ vill Froen an der Kommissioun, déi sinn och alleguerte beäntwert ginn, muss ech wierklech soen. Dat war och wierklech kompetent, wéi dat do beäntwert ginn ass. Ech muss zouginn, ech ginn och – an ech mengen, wann ech dem Rapporter säi Kappnécke richteg interpretéieren – d'Hoffnung net op, dass deen neie System besser gëtt wéi deen aktuellen, dee besteeënden, an dass mer iergendwann eng Kéier an e gerechten Affäresystem kommen, deen och an Europa eng gutt an eng gerecht Verdeelung da bréngt. Mir mussen awer un dësem System schaffen, dee mer de Moment hunn, an en huet eeben eng Rei Faillen, an déi sinn elo eeben duerch déi Urteeler do kloer ginn an déi wëlle mer duerch dëse Gesetzesprojet eraushuelen.

Et gouf eng wichteg Bemierkung vum Staatsrot, nämlech déi, dass mer solle kloermaachen, dass déi Lëscht vun deenen néng Fäll, déi do beschriwwe sinn, exhaustiv ass, dass och näischt derbäi fonnt, erfonnt oder nach iergendwou gesicht gëtt, dass kloer ass, ëm wéi eng néng Fäll et sech handelt. Et gëtt och eng interessant Bemierkung vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot, déi ass och haut elo erakomm, ech hu se elo just eréischt gesinn. Dat ass zum Fall Nummer 8, wou sech déi Fro gestallt huet, wann e Mënsch eng Intentioun ausdréckt duerch e Comportement – déi Fro ass berechtegt –, wie stellt dat Comportement da fest, wien interpretéiert dat? Vläicht kann de Minister eis do e bëssen hëllefen, dat och méi kloer ze kréien, wat dat ass. Ech weess, Här Minister, och Äert Kappnécken bezéiungsweis Är Kappbeweegung ze interpretéieren – dat ass net esou einfach –, mee ech mengen, et ass eng berechtegt Fro vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot. Dass mer do net an iergendeng Willkür géife falen, wat ech eigentlech elo hei am Land eigentlech net fäerten.

Dann ass et kloer, ech mengen, fir eis alleguerten ass et kloer, dass mer wëllen, dass, egal wéi de System elo am Moment ausgesäit, soubal e Mënsch an déi Situatioun hei kënnt, dass et fir eis alleguerte wichteg ass, dass e mënschlech a fair behandelt gëtt. Dat ass eng Grondviraussetzung iwwerhaapt, éier mer iwwert déi heite Saache schwätzen.

An deem Sënn dann och den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dann huet de Gusty Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Migratiounspolitick beschäftegt eis net nëmmen de Moment ganz intensiv, mee déi wäert eis och an den nächste Jore beschäftegen. Et soll ee sech do kengen Illusiounen higinn. Et sinn eng Rei Ursaachen, déi dorop hiweisen, datt mer besonnesch um europäesche Kontinent wäerten nach mat ville Welle vu Migratioun konfrontéiert ginn, an dowéinst ass et och wichteg, dass een e legale Kader schaaft, fir datt déi Leit awer ganz anstänneg an och ëmmer an hirer Dignitéit wäerte behandelt ginn. Ech

mengen, et ass näischt méi schlëmm, wann een heiansdo Biller gesäit, wéi ee mat Flüchtlingen ëmgeet, an et ass och e bëssen ze bedaueren, datt mer um europäeschen Niveau – an den Här Ausseminister weess dat mat Sécherheet vill besser wéi ech – net ëmmer awer eng Eenheet fannen, an déi lescht Deeg hunn dat jo erëm bewisen, wéi schwéier datt et ass, eng gemeinsam Flüchtlingspolitick um europäeschen Niveau ze entwéckelen. Mir wäerten och an Zukunft dat leider esou ze spiere kréien.

Hei ass eng wichteg Adaptatioun vum Gesetz. Op der anerer Säit muss een natierlech och soen: Och e Flüchtling muss wëssen, dass et gewëss Reegelen an engem Rechtsstaat gëtt, dass och déi eenzel Länner dozou verflicht sinn, rechtsstaatlech Prinzippien opzestellen. Ech mengen, datt mer hei e gudde Schrëtt no vir maachen, dat wëll awer net heeschen, datt an Zukunft net nach besser muss legiferéiert ginn. Hei ass e gudden Ufank gemaach, an an deem Sënn wäert ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei ginn, soen awer och nach eng Kéier dem Yves Cruchten Merci fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Madamm Empain d'Wuert. Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. Jo, bon, meng Virriedner hu schonn de Gros gesot: Et ass eng technesch Ännerung, déi hei gemaach gëtt. Elo kann een natierlech vun deem System, an deem mir eis aktuell beweegen, halen, wat ee wëll. En ass net terribel, mee dat ass nun emol de Kader, an deem mir eis de Moment beweegen. Mir schwätzen hei vun enger Adaptatioun, enger Gesetzesännerung, am Kader vun där mer eis konform setze mat deenen Arrête vun der Cour de justice. An an deem Sënn kënne mer dëse Gesetzestext natierlech matdroen, ouni domat e grousse Support fir déi aktuell Praxis auszedrécken.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci. Ech soen och dem Här Cruchten Merci fir deen drëtte Rapport, mengen ech, deen en eis de Mëtte gemaach huet. Ech mengen, et ass och nach net de leschten, wann ech dat richteg gesinn.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Mee ech wollt vläicht hei soen, datt mer an dësem Beräich e puer Saachen hunn, déi eis verbannen an dësem wichtege politesche Beräich, wou mer sinn, awer och Saachen, déi d'Politick vun der ADR trenne vun deem, wat aner Parteien heibanne fuerderen. Wat eis verbënnt, ass déi Suerg ëm d'Mënschlechkeet an de Jo zum Asyl. Dat ass eng grouss zivilisatoresch Errungenschaft. Mir verdeedegen déi, jo. E Mënsch, deen aus politeschen, reliéisen, anere Grënn verfollegt gëtt, muss kënnen Asyl an anere Länner fannen. Dat ass eng Saach, op där mer bestinn an op déi mer mussen a kënnen houfreg sinn.

Mir sinn awer als ADR e bësse méi streng vläicht wéi anerer, well mir bezéien eis op d'Asylrechtskonventioun vun 1951 an notamment den Artikel 2, deen e bësse vergiess gëtt, an dat sinn d'Obligatioune vum Refugié. D'Asylrechtskonventioun 1951 hu mir hei ratifizéiert, se ass also applikabelt Lëtzebuerger Recht. Deen Artikel seet: „Tout réfugié a, à l'égard du pays où il se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation" – l'obligation! – „de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public." Dat ass internationaalt a Lëtzebuerger Recht.

Elo gëtt hei gesot, mir maachen Ausnamen, well et ass u sech dat, wat mer hei sollen ëmsetzen: Wann ee falsch Dokumenter mécht, also eppes, wat am Lëtzebuerger Strofrecht steet, datt een et net däerf maachen, Faux en écriture, „contrefait, falsifié ou établi sous un autre nom que le sien un document d'identité ou de voyage", ...

Mee e Lëtzebuerger, deen dat mécht, mécht sech strofbar. An e Refugié, deen dat mécht, mécht sech strofbar an e verstéisst géint d'Asylrechtskonventioun, verwierkt am Prinzipp säi Recht op Asyl. E kann zréckgeschéckt ginn, e kann zréckgeschéckt ginn!

An hei ... oder och, wann een hei Elementer vu senger Identitéit dissimuléiert. Dat heescht, mir wären hei an engem Cas de figure, wou e Mënsch, dee seet, e wär verfollegt an engem anere Land, an dee mir ophuelen a soen: „Du hues selbstverständlech Schutz, well s du verfollegt gëss", wou mer awer da feststellen, datt e seng Identitéit net seet. Firwat soll e se verstoppen, wann e verfollegt ass? Oder en hëlt, wéi gesot, falsch Pabeieren, e mécht falsch Pabeieren oder e mécht Demanden an e puer Länner an esou weider an esou virun. Dat sinn alles u sech strofbar Saachen, wann den normale Lëtzebuerger oder Resident vun dësem Land se mécht, mee wat dann, wann et en Demandeur de protection internationale ass, op eemol net méi soll gëllen, obschonn d'Asylrechtskonventioun 1951 kloer eng Obligatioun vum Refugié virgesäit, sech un d'Gesetzer an d'Reglementer vun deem Land ze halen, wou en ass.

Mir soen, wéi gesot, Jo zum Asyl, däitlech, kloer Jo. E Mënsch, dee verfollegt ass, dee muss Schutz fannen. Awer e Mënsch, dee verfollegt ass, dee fälscht net seng Identitéit, dee kënnt heihin: „Ech sinn deen an deen, hëlleft mer wannechgelift, ech si verfollegt." Dee fälscht och keng Pabeieren, fir un iergendwellech Avantagen ze kommen, déi him anescht vläicht souguer guer net zoustinn.

An dat ass, mengen ech, de groussen Ënnerscheed tëschent Ärer Asylpolitick an eiser Asylpolitick: Wat eis verbënnt, ass alles, wat humanitär ass, alles, wat mënschlech ass, alles, wat Leit soll hëllefen, déi verfollegt ginn; a wat eis trennt, dat ass déi kloer Absicht, all Mëssbrauch wierklech ze verhënneren. Et gëtt mat eis kee Mëssbrauch vum Asylrecht. Et gëtt keng illegal Immigratioun aus Virwänn, déi net an der Asylrechtskonventioun stinn. Dat alles maache mir net. Mir halen drop, datt déi Leit, déi kommen an déi eis wëllkomm sinn, wa se Schutz brauchen, sech un d'Gesetzer an d'Reglementer vun eisem Land halen an den Ordre public net a Fro stellen, sou wéi et Gesetz ass.

Ech soen lech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Dëst Gesetz wëll jo gewëss objektiv Krittäre festleeën, fir de Risque non négligeable de fuite da festzehalen. Mir stellen awer just fest, dass dës objektiv Krittären net wierklech objektiv sinn an och net prezis sinn. Och de Risque non négligeable de fuite ass eppes relativ Vages. Et misst jo eigentlech – do hu mer eis mam Flüchtlingsrot echangéiert – prezis sinn, mee och dat ass relativ vag a gëtt relativ breet definéiert.

Mir mengen, déi Lëscht, wann een dann esou eng Lëscht wëll maachen, misst relativ prezis exzeptionell Situatiounen zesummefaassen. Dat ass awer hei net de Fall. Hei ginn immens vill Situatiounen opgelëscht an ech wëll kuerz de Flüchtlingsrot zitéieren: „En l'occurrence, nous observons que la liste établie par le Gouvernement recouvre la presque-entièreté des situations dans lesquelles se trouvent les demandeurs à qui l'administration oppose une mesure d'éloignement. Dès lors, grâce à ce texte, la présomption de risque non négligeable de fuite devient quasi systématique et pourrait permettre aux autorités de charactériser l'existence de ce risque presque automatiquement." Dat ass e ganz wichtege Paragraf, dofir hunn ech mer guer net d'Méi ginn, en ze iwwersetzen. Voilà, dat seet eigentlech relativ vill aus.

A wann een elo d'Lëscht kuckt, nee pardon ... voilà, ech hunn dat do elo gesot. Elo dat nächst wär u sech eppes anescht, wat am Gesetz steet, dass eeben dat Gesetz hei de Refugiéen, déi jo relativ vulnerabel sinn, eng méi grouss Sécurité juridique géif ginn. Do stelle si fest, och nach eng Kéier de Flüchtlingsrot, dass et u sech de Contraire ass, dass et u sech de Géigendeel ass an dass d'Demandeuren, d'Flüchtlingen, duerch dës Beispiller, déi relativ vag a flou sinn, u sech méi an e Flou kommen, an eng Onsécherheet, wéi iwwerhaapt an eng Sécherheet, also och do géif een u sech de Contraire vun deem erreechen, wat ee virhuet.

Ech ginn e Beispill, ech zitéieren och nach eng Kéier de Flüchtlingsrot oder respektiv eent vun de Beispiller am Gesetz: „[Le fait de s'être] soustrait, dans un autre État membre, à la détermination de l'État responsable." Voilà, dat ass relativ breet. Wann een dat liest, kann ee soen, dat ass alles interpretéierbar. Et ass immens wichteg ze gesinn, dass dat net prezis ass. Dat mécht d'Dieren op fir e groussen Interpretatiounsspillraum.

An do kënnen immens vill Situatiounen drënnerfalen, ënner anerem eng Situatioun, déi immens oft virkënnt bei Flüchtlingen, an zwar, dass si duerch en anert Land musse flüchten, fir kënnen an dat Land ze flüchten, wou si eeben dann ukommen. Si wunnen eeben an enger Europäescher Unioun, wou aner Länner nieftenee sinn. Dat heescht, dat do ass awer eppes, wat awer relativ interpretéierbar ass a wou wierklech de Risiko immens grouss ass, dass immens vill Leit wäerten agespaart ginn.

An en zweet Beispill wär: „[Le fait d'être déjà] débouté de sa demande dans l'État membre responsable", schonn eng Kéier refuséiert ze kréien. Mee do, och do seet de Flüchtlingsrot: „Firwat geet een dovunner aus, dass automatesch e Risque de fuite do hannendrusteet?" Dat ass eng Suppositioun, dat ass eng Hypothees, déi Dir opstellt an déi absolutt net sou noweisbar ass, an do seet den LFR dann och, also als Erënnerung u sech, dass all Flüchtling, och wann en déboutéiert gëtt, nach eng Kéier d'Recht huet, eng Demande ze stellen op Protektioun, well och seng Situatioun kann evoluéieren.

Dat ass dozou. Ech géif gär nach eng méi prinzipiell Remark maachen; Dir gesitt, dass mir dat wierklech ganz kritesch gesinn, well déi Beispiller, wéi gesot, guer net, guer net objektiv, guer net prezis sinn, mee éischter flou, vag an interpretatiounsbedürfteg sinn an dofir eng immens grouss Onsécherheet matbréngen, an als Konsequenz kënne mat sech bréngen, dass immens vill Leit wäerten am Centre de rétention agespaart ginn. A wéi Dir wësst, hu mir eng prinzipiell ofleenend Haltung par rapport zum Centre de rétention, well mir der Meenung sinn, dass een d'Leit net soll aspären, wa se net kriminell täteg ware respektiv eng kriminell Tätegkeet haten.

An Dir maacht et elo, menger Meenung no, esou wéi ech dat hei liesen – entschëllegt mech derfir – der ADR no, enger ADR, déi gär dovu schwätzt, Leit an „éierlech" an „onéierlech" anzedeelen an déi onéierlech Leit wëllen ze kontrolléiere respektiv aus dem Land erauszehalen, eppes, wat ech ganz fierchterlech fannen an dat och, mengen ech, wierklech, relativ onméiglech ass!

An ech wëll just e puer Zitater ... Jo, ech mengen och wierklech, dass d'Leit do wierklech fir domm verkaaft gi mat esou enger Propos, éierlech Leit vun onéierlechen ze trennen. Mee ech ginn elo just e puer Beispiller vun deene Beispiller, déi hei stinn. Ech liese se kuerz vir: „Si le demandeur s'est précédement soustrait" – d'Wuert „soustrait"! –, „dans un autre État membre [...] ; si le demandeur fait l'objet d'un signalement dans le SIS [...] ; si le demandeur a contrefait, falsifié ou établi sous un autre nom que le sien un document d'identité [...] ; si le demandeur a dissimulé des éléments de son identité [...] ; si le demandeur a exprimé l'intention de ne pas se conformer à une décision".

Wat ech domat wëll soen, firwat ech déi u sech kuerz virliesen, ass: Den Toun an deene Beispiller ass negativ; et ass ganz kloer eng Konnotatioun, dass déi Leit abuséieren, dass déi Leit léien, dass déi Leit vun eisem System profitéieren. A wat ech domat wëll soen, ass: Dir niert den Discours vun der ADR mat esou eppes, an dofir kënne mir déi Logik an deem Discours hei absolutt net matdroen a mir halen natierlech guer näischt dovunner a wäerten et och deemno net matstëmmen!

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Villmools merci, Madamm Oberweis. An den nächsten a leschte Riedner ass scho prett. Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzestext solle jo dann Arrête vum Europäesche Geriichtshaff an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Bon.

Éier ech awer op de Sujet vum Gesetzesprojet per se ze schwätze kommen, wëll ech awer virdrun op eppes agoen, wat mat deem Gesetz hei ganz enk verbonnen ass. An dat ass d'Nouvelle, déi mer e Freide kruten iwwert den Accord vum EU-Conseil par rapport zu enger Verschäerfung vum Migratiounsrecht.

Mir Piraten fannen et immens traureg, datt d'EU-Länner der Meenung sinn, datt ee Leit misst aspären, wa se hei an Europa wëllen Hëllef froen.

Et ass ganz kloer, datt all Mënsch muss d'Recht hunn, fir an engem Land Schutz unzefroen, jo, fir Asyl unzefroen. Sou si mir Piraten net der Meenung, datt dat heescht, datt een d'Leit kann aspären, bis een hallefweegs sécher weess, ob se dann Asyl kréien oder net. Et gëtt keen hallwen Asyl, esou wéi verschidde Leit sech dat virstellen, wou d'Leit dann emol aus der Detentioun erausginn an dann eventuell an dat Land kommen, wou se hi wollten, oder och net, fir dann ze kucken, ob se dann den Accord kréien.

Fir eis geet et net, datt een hei soll eng Zwouklassegesellschaft schafen tëscht deene Leit, déi sécher Hëllef kréien, an deenen, déi u sech individuell zwar d'Recht drop hunn, statistesch gesinn dann awer vläicht keng Hëllef kréien. Jiddereen huet d'Recht – an dat gëllt och hei zu Lëtzebuerg – op eng individuell Bewäertung vu sengen Asyldemanden. A wann déi Bewäertung negativ ausfält, mussen d'Leit, laut EU- an och nationalem Recht, goen, et sief dann, et géif eng Protection subsidiaire ginn, wat jo nach en zweeten Niveau ass. An ech mengen, datt et och wichteg ass, datt mer de Leit all d'rechtlech Méiglechkeete ginn, déi se hunn.

Et geet net, datt mer hei Kanner mat hire Familljen aspären an iergendwelchen Zenteren, well se grad aus engem Land kommen, wou keng héich Probabilitéit besteet, datt se Asyl kréien. Fir eis Piraten ass dat net akzeptabel, a mir fuerdere kloer vun der Regierung, datt se hei eng ganz kloer an humanistesch Positioun hëlt. A mir sollten op alle Fall keng faul Kompromësser mat Länner wéi Ungarn oder Pole maachen. Wann et ëm Mënscherechter geet, gëtt et keng Kompromësser, nee, et gëtt just Mënscherechter. A wéi d'Wuert „Recht" seet, ass dat net negociabel.

Här President, bei deem heiten Text gouf scho vill gesot iwwert déi eenzel Klarifikatiounen, déi déi verschidden Arrête vum Geriichtshaff néideg gemaach hunn. Ech muss Iech éierlech soen: Ech hunn dat Ganzt ugelies. Ech hu probéiert, Kloerheet ze fannen an deene Klarifikatiounen, an ech muss soen, datt ech nach ëmmer net ganz kloer all eenzel Dispositioun verstanen hunn.

An et läit anscheinend net nëmmen u mir, well och d'Zivillgesellschaft huet kloer Problemer, an et ass och ugeklongen a verschiddene Rieden heibannen, datt och aner Kolleeginnen a Kolleegen heibanne Problemer hu mat der Genauegkeet vun deenen Definitiounen, déi hei benotzt goufen. An ech fäerte ganz, datt och deen heiten Text nach eng Kéier viru Geriicht wäert analyséiert a klarifiéiert musse ginn, wat dann erëm zu Amendementer wäert féieren.

Deementspriechend wäerte mir eis enthalen, well Reegele sollten ëmmer universell gestalt ginn a manner arbiträr.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet direkt d'Regierung, den Ausseminister, den Här Jean Asselborn. Dir hutt d'Wuert, Här Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Merci, Här President. Also, ech mengen, den Här Yves Cruchten huet, wéi bei deenen dräi Projete virdrun, explizitt gesot, ëm wat et hei geet. An dat brauch ech net ze widderhuelen.

Ech wëll vläicht awer zwou Saache soen. Also, déi éischt: No deem Conseil, dee mer um Kierchbierg haten, hunn ech direkt mam President Yves Cruchten dat an d'Rei gemaach, a mer sinn deen aneren Dag an d'Kommissioun komm, an ech hunn der Kommissioun, esou gutt ech dat konnt, erkläert, wéi dee Kompromiss do zustane komm ass. A mir kënne leider elo hei net definitiv iwwer Decisioune schwätzen, well mer jo elo an d'Triloguë ginn – also, mir an der Europäescher Unioun, d'Europaparlament mam Conseil –, an da muss ee waarden, wat erauskënnt. Ech sinn och bereet, am September – wéi Dir dat wëllt, wann do Entscheedunge getraff gi sinn – dat och hei ze kucken an der Kommissioun. An ech si selbstverständlech bereet, fir do a ganzer Transparenz mat Iech zesummenzeschaffen.

Allerdéngs musse mer och wëssen, dass déi Saachen, déi net richteg sinn, och wa mer se zéngmol widderhuelen, nach ëmmer falsch sinn. Et bleift esou, dass all Refugié, dee sech an Europa presentéiert, d'Recht huet op eng individuell Analys vu sengem Dossier. An et däerf een net soen, datt, wa se aus deem enge Land oder deem anere Land kommen: „Batsch, se ginn alleguer ofgeleent!" Nee! Alleguerte behale se e Recht op déi individuell Analys vun hirem Dossier.

De Problem ass – ech soen dat nach eng Kéier vläicht hei –, dass zanter 2015 d'Länner am Süde vun Europa déi net enregistréiert hunn. Dat heescht, do si ganz vill Leit, déi sinn iwwert d'Grenz komm an Europa, a si sinn u sech dirigéiert ginn an den Zentrum an an den Norde vun Europa. Déi am Norde vun Europa an déi am Zentrum hu gesot: „Esoulaang wéi dir net d'Leit alleguer enregistréiert, denke mir net drun, Relokalisatioun ze maachen!" An dat ass de Problem, wou mer mam Schwanz ronderëmmer dréien.

Ech sinn absolutt dergéint gewiescht, dass Kanner, Mineuren, solle mat an déi Strukture kommen. Ech hunn dat och gesot, an Dir hutt vläicht héieren, dass mer zu puer Länner – Däitschland, Portugal, Irland a Lëtzebuerg – e Protokoll ofginn hunn, wou mer soen: Mir wëllen an dem Trilogue nach eng Kéier dorobber zréckkommen, dass Kanner net festgehale ginn op de Grenzen, wa se mat hirer Famill kommen. Fir déi Kanner, déi eleng kommen, hu mer dat jo schonn erauskritt. Dat ass dat eent.

Dat zweet, wat mer och verhënnert hunn – zu véier Länner, a vläicht nach e puer anerer derbäi –, ass, dass net de System Ruanda kéint applizéiert ginn. An dat war nobäi. Et si ganz vill ziviliséiert europäesch Länner, déi wollten dat maachen, wat d'Britte maachen, nämlech d'Refugiéen an de Ruanda oder an en anert Land an Afrika ze transferéieren – also souguer nach Suen dofir bezuelen! – an da kucken, dass et weidergeet, fir dass si se solle lass sinn.

Dir misst eng Kéier eng Ronn matmaachen an deem Conseil JAI, da géift Der gesinn, wéi Europa an dëser Fro dividéiert ass a wéi irresponsabel Europa ass doranner. Do gëtt et glécklecherweis nach e puer Länner, déi d'Staang riicht halen, an dat hu mer och verhënnert kritt. Dofir, ëmmer erëm dat nämmlecht an ëmmer erëm dat nämmlecht, dass d'Leit net sollen agespaart ginn, net hei an net do. Jo, mir hunn dat verhënnert do, wou mer e Kompromëss haten, fir dat kënnen ze verhënneren. A wa vu 27 Länner der véier eleng do dergéinthalen, an déi véier hunn et fäerdegbruecht, da soen ech Iech awer, dass déi véier och versicht hunn, hiert Bescht ze ginn! Sou.

Dat zweet ass dat, wat den Här Kartheiser mécht, wat mer absolutt net gefält. Mir hunn an deem Land hei Prozeduren. Wéini kritt een de Statutt, den internationale Statutt? Dee kritt een opgrond vun der Genfer Konventioun. Do gëtt et zwou Schinnen. Déi eng Schinn, dat ass déi administrativ Schinn, an dat anert ass d'Schinn vun der Justiz. An a leschter Instanz decidéiert d'Justiz, ob een d'Recht huet, Protection internationale ze kréien.

An da maacht Dir eppes, Här Kartheiser, wat Dir dacks maacht. Dir schwätzt ëmmer nëmmen esou, dass Dir sot, oder Dir stellt Iech dohinner a sot: „D'Refugiéen hu méi Rechter wéi d'Lëtzebuerger hei zu Lëtzebuerg!" Dat ass total falsch! All Mënsch huet déi nämmlecht Rechter a Flichten hei. A firwat ëmmer dorunner erunzegoen an d'Leit ze diskriminéieren, déi Refugiéé sinn, a soen: „Déi si besser gehalen zu Lëtzebuerg, déi si besser gestallt, si hu méi Rechter wéi déi aner." Och dat ass archi-, archi-falsch! Wann ee kënnt mat Pabeieren, déi gefälscht sinn, kontrolléiert d'Police dat, a selbstverständlech fléisst dat an d'Prozedur an, an da ginn déi néideg Konsequenze gezunn. Sou.

De Problem, dee mer hunn an der Flüchtlingspolitick, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, dat ass deen, dass mer an enger Zäit liewen – dat ass et fréier vläicht net esou ginn **–**, dass mer verschidde Leit, déi ofgeleent sinn, déi net de Statutt kritt hunn, net an hir Länner kënnen zréckschécken, well dat einfach net geet.

Mir kënnen de Moment keen an Afghanistan zréckschécken. Oder géift Dir déi Responsabilitéit iwwerhuelen? Mir kënnen och nach ëmmer keen zréckschécken a Syrien. Och déi Responsabilitéit wéilt ech net mat engem deelen. Dat kënne mer net maachen. An et gëtt där Länner nach. An et gëtt Länner, och am Maghreb, wou dat de Moment net méiglech ass. An déi Leit bleiwen hei.

Beim Irak ass eng Ouverture, wou och scho Leit heemgaange sinn. A mir versichen dann, fir déi, déi net de Statutt kréien an net kënnen zréckgeschéckt ginn – ech maachen dat op alle Fall net, ech hunn et ni gemaach an ech maachen et och weider net –, iwwert den Travail eng Autorisation de séjour ze kréien, fir dass se hiert Liewen, wa se dat kënnen a wëlle maachen, hei maachen.

Dat ass de Problem, awer e fundamentale Problem. An all déi Politicken, och a Frankräich elo, wou gesot gëtt: „Franséischt Recht muss iwwert dem europäesche Recht stoen!“, an déi Länner, déi net akzeptéieren, dass Leit zréckgeholl ginn, déi musse mer iergendwéi an den Eck stellen a kucken, dass mer Mesüren treffen.

(Interruption)

Jo, dann trefft emol Mesüre géint Afghanistan, oder trefft Mesüren de Moment géint Syrien! Dat kënnt Dir jo net maachen. An dofir muss ee kucken, dass een hei dat Bescht erauszitt.

Wat déi Krittären ugeet, déi, mengen ech, d'Madamm Oberweis an och de Paul Galles ugeschwat hunn: Also, mir hunn déi néng Krittären do net erfonnt. Déi sinn alleguerten iwwert déi international Legislatiounen zesummegestallt ginn. An ech sinn total bereet, dass mer eis mam Flüchtlingsrot zesummesetzen, wa si domadder Problemer hunn, fir dass mer eng Kéier kënnen driwwer schwätzen. Mir wëllen net zu Lëtzebuerg – ech weess iwwerhaapt net, wou dat hierkënnt! – Leit doranner diskriminéieren.

Mee mir mussen awer wëssen, dass een net kann an Europa, wann een an dem Land X ofgeleent ass, an d'Land Y goen an do erëm déi nei Prozedur ufänken. An där Leit sinn derbäi. Et si Leit derbäi, déi hunn d'Protektioun an anere Länner a si kommen erëm op Lëtzebuerg froen. Ma da muss Lëtzebuerg dat nämmlecht maache wéi all déi aner 27 Länner an der Europäescher Unioun a soen, dass dat net geet. Voilà!

Sou, fir de Rescht, mengen ech, ass alles gutt.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien! Bravo!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech hat mer dat bal geduecht: Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll vläicht dem Här Minister op e puer Punkten äntwerten.

Den Här Minister huet selwer a senger Ried gesot, datt nach véier Länner an Europa u sech déi Politick vertrieden, déi hie vertrëtt. Ech wëll dat elo einfach nëmme feststellen. Mir haten 2015 eng Situatioun, wou vill méi Länner an déi Richtung gaange sinn, déi den Här Asselborn haut nach vertrëtt. Dat muss een Iech loossen, Här Asselborn: Dir hutt eng gewësse Konstanz an Ärer Iwwerzeegung – dat éiert Iech –, awer déi Konstanz gëtt net vun deenen anere gedeelt.

Mir hunn haut nach eng ganz, ganz kleng Grupp vu Länner – et kann ee se un enger Hand ofzielen –, déi Ärer Positioun nostinn. An d'Tendenz ass no ënnen, net no uewen. Dir nennt ëmmer Polen an Ungarn als Beispill. Et sinn net nëmme Polen an Ungarn, mir hu vill aner Länner – Dir kennt se esou gutt wéi ech –, déi déi do Politick net méi matdroen, an dat heescht, datt mer dat och mussen a Fro stellen, wat mer maachen.

Mir héiere ganz vill Echoen, inklusiv, Här Asselborn, aus dem Ministère, deen Dir féiert, vu Beamten, déi sech fuerchtbar doriwwer opreegen, datt hirer Meenung no – an dat wäert schonn net ganz onbegrënnt sinn! – net genuch gemaach gëtt, fir géint Schleiserbanden an anerer duerchzegräifen. An och aner Reprochen, déi ech elo hei net wëll detailléieren. Mee mir hunn e Problem hei am Land, wou d'Regierung awer schéngt Komportementer vu krimineller Natur méi ze toleréieren, wéi dat an anere Länner de Fall ass. An ech soen Iech, mir als ADR géifen dat iwwerhaapt net toleréieren!

Une voix | Dat kënnt Dir dach net soen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass eeben en Ënnerscheed tëschent Ärer Politick an eiser.

Wat d'Réckféierung vu Leit ugeet, och do zitéiert Dir Länner wéi Afghanistan als Beispill, wou effektiv viru Kuerzem eréischt e Krich war. Mee an anere Länner, do sinn Entwécklungen. An de Grondprinzipp vum internationale Schutz ass ëmmer deen: D'Leit kréien de Schutz, soulaang si e brauchen. Et ass jo keng Immigratioun. Et kann een och net den Asyl zur Immigratiounspolitick ëmfunktionéieren, well et ass eppes aneres. Dofir, mengen ech, misst een och higoen an allkéiers iwwerpréiwen: Brauchen déi Leit, déi en Asyl- oder Schutzstatutt hunn aus engem bestëmmte Land, deen nach? An anere Länner gëtt dat vill méi intensiv gemaach, och bei Länner, wou Dir sot, dat wär net méiglech. An anere Länner gëtt et scho gemaach, och fir déi Staaten, well einfach Evolutiounen do sinn, inklusiv a Syrien, déi e Retour méiglech maachen.

Ech wollt déi Punkte just soen eigentlech, Här Asselborn, fir ze ënnersträichen, wéi gesot, wat ech virdru gesot hunn, wat eis verbënnt a wat eis trennt. Mir sinn extreem korrekt an der Uwendung vum Asyl. Mir wäerten ni als ADR een, dee Schutz brauch, zréckweisen oder an e Land schécken, wou en enger Gefor ausgesat ass. Dat maache mer net, dat verbitt eis all Mënschlechkeet. Awer mir si vill méi streng wéi Dir, fir all Abus ze verhënneren, all Mëssbrauch ze verhënneren, deen hei kéint gemaach ginn.

Dir hutt nach ee Punkt opgeworf, dat ass deen tëscht Lëtzebuerger an Asylanten oder Demandeurs de protection internationale. Ech wëll elo net an eng Diskussioun iwwer Termini agoen, mee de Punkt ass deen heiten: Wa mir dat soen, ass et net, fir Leit ze diskriminéieren, well mir bekennen eis zum Schutzstatutt. Dat ass net d'Fro, wéi gesot. Wa mir dat soen, da froe mer eis: Majo, mir hunn esou vill Leit, déi Dokumenter fälschen – an dofir si jo och déi Geriichtsurteeler do, well dat e Fakt ass –, déi mat falschen Identitéite kommen, déi an e puer Länner froen. Wéi vill Leit sinn da verurteelt wéinst Faux en écriture an esou enger Prozedur? Wéi vill Leit sinn an eise Prisongen dofir? An dofir soe mir: Wann ech e Vertrag fälschen, e Mietvertrag, da maachen ech mech strofbar, ech gi verfollegt vun der Justiz. Wann ech eng Carte d'identité fälschen, maachen ech mech strofbar. Firwat gëllt dat fir déi eng? Firwat gëllt dat net fir déi aner?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Jo, merci, Här President. Also, eppes ganz Schlëmmes, Här Kartheiser, hutt Dir elo gemaach. Dir hutt u mech erugedroen, dass Beamten a mengem Ministère wieren, déi géifen, ech weess net wat, mat kriminelle Banden zesummeschaffen, oder si géifen onmënschlech, oder si géife mengen, dass ech ze vill mënschlech wier oder wéi Dir dat och wëllt dréien, a si géife sech dofir iergeren. Also, ech bieden Iech, dat do entweeder zréckzehuelen oder ze beweisen, wou dat do ass, wierklech ze beweisen, wou dat do ass!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Asselborn, Här Asselborn, ...

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Nee, nee!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, et ass gutt, dann duerno.

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Nee! Sou. Nee, also wierklech, dat mécht een net, dat do!

Une voix | Einfach Ënnerstellungen!

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Ech weess, dass de Moment déi rietsextreem Politick an Europa mat esou Insinuatioune funktionéiert. Ech weess dat. Mee dat do ass grav, dat do loossen ech net esou stoen. Och net vis-à-vis vu menge Beamten, vis-à-vis vun deenen, déi bei eis schaffen. Sou, da leet Der dat op den Dësch, an da kucke mer dat. A wann Dir dat net maacht ... Bon, mir si jo Politiker, mir wëssen, wéi mer mateneen eens ginn.

Dat zweet, wat ech wollt soen, dat ass: Dir hutt deen Trend, an ech soen dat nach eng Kéier, vu vireran d'Flüchtlingen op deen nämmlechten Niveau ze stelle wéi mir. Dir hutt dat elo gemaach mat der Carte d'identité a mam Pass. Wësst Der, wann Der an der Situatioun vun de Syrer oder vun den Afghane sidd, déi Hals iwwer Kapp mussen hiert Land verloossen a versichen, iergendwéi hiert Liewen ze retten, dass se erëm kënne liewen, dass se erëm kënnen ootmen! A si kommen an e Land, a si kommen nëmmen an dat Land, dat ass eeben nun emol esou, duerch Schleiser. Wa keng Schleiser do wären, da kéime se net heihinner. An do gëtt et gutt Schleiser derbäi – ech soen dat emol positiv –, an et gëtt där anerer derbäi.

An da komme se heihinner. Do gëtt et Kanner – ech hunn Iech dat an der Kommissioun schonn e puermol gesot – vun zwielef Joer, déi kräischen, déi wëssen net, wou se sinn. Si si vun engem Camion virun der Dier erausgelooss ginn a si froen da Protection internationale, mam Zil, dass hir Familljе kënnen nokommen. Jugéiert Dir déi? Jugéiert Dir dee Fall? An et sinn der lauter, oder déi meescht vun deenen, déi kommen, kommen aus der Tierkei, well an der Tierkei den Erdoğan gesot huet, wéinstens eng Millioun Syrer missten d'Land verloossen. Eng Millioun! An déi wëllen d'Land dann net verloossen. Firwat? A Syrien kann nach keen zréckgeschéckt ginn. Jiddwereen, dee Flüchtling ass aus Syrien an en Haus do hat, do gewunnt huet, deen huet d'Haus confisquéiert kritt. Dat war virun zwee, dräi Joer, do huet den Assad déi Politick gemaach. Wéi wëllt Der dann dohigoen a soen, en Deel vun de Leit kéint erëm zréck a Syrie geschéckt ginn?

Dofir, huelt mir dat elo net iwwel, mee ech soen Iech just: Heimadder spillt een net! Wann Dir heimadder wëllt ... An Dir sot, Flüchtlingen, oder Flüchtlingspolitick wier ...

Ech ka mech nach un déi Fotoen erënneren, déi Dir gemaach hat. Dat ass elo fënnef Joer hier. Wann Dir zur Flüchtlingspolitick stitt, dann hëlleft, dass mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, en neit Liewen hei opzebauen. An déi Leit hu sech selbstverständlech

och un d'Reegelen ze hale wéi all aneren, deen hei am Land wunnt, egal, wat fir eng Nationalitéit en huet. An dat maache mer an der Flüchtlingspolitick.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Merci dem Här Asselborn. An ech maachen dat, wat meng Flicht ass. Ech ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fait personnel.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Fait personnel?

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, ech wëll Iech just soen, ech applizéieren d'Reglement an nëmmen d'Reglement. Do gëllt, dass jiddwereen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fait personnel.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... dass jiddweree Parole après ministre kritt, an dat hat Dir, an och déi Zäit, déi Der zegutt hutt. An den Här Ausseminister huet dorop geäntwert. An dann applizéieren ech och op där anerer Säit d'Reglement, dat seet, dass kee Riedner méi wéi zweemol an enger Debatt intervenéiert. An ech géif gär gesinn, wou de Fait personnel ass.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, dann zu engem Point d'ordre, Här President. Ech sinn absolutt net mat Ärer Interpretatioun d'accord.

Plusieurs voix | Nee. Nee.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Well den Här Asselborn huet mech elo ugeschwat an huet gesot, ech soll entweeder eppes zréckhuelen oder beweisen. Eng direkt Opfuerderung, da muss ech och kënnen ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also gutt, dofir stinn ech och gerued. Wann Der där Opfuederung vum Här Ausseminister kënnt nokommen, da maacht dat.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma dat maachen ech ganz gär, Här President. Et wonnert mech, dass mer iwwerhaapt hei doriwwer diskutéieren, well ech mengen, et ass ganz evident, dass, wann e Minister en Deputéierten eppes freet, den Deputéierte muss d'Méiglechkeet kréien, dem Minister ze äntwerten. Selbstverständlech! Dofir wonnert mech Är Interpretatioun vum Reglement.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Iwwerliest Äert Reglement, da wonnert dat Iech net méi.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee ech huelen elo d'Wuert, fir dem Här Asselborn dann op dee Punkt ze äntwerten, wou hie mir eng Fro gestallt huet.

Här Asselborn, ech verstinn, datt Dir rose sidd, datt vläicht Beamten aus Ärem Ministère och mat eis Kontakt hunn an eis hir Suerge matdeelen. Awer, Här Asselborn, ech wëll Iech eppes soen, wat Dir als Politiker an als Minister vun der Lëtzebuerger Regierung misst kennen, an dat ass an engem Geriichtsurteel viru kuerzer Zäit confirméiert ginn: Dat ass de Quelleschutz. Dir hutt mech emol net ze froen, wou meng Quelle sinn! Dir hutt keen heibannen ...

(Brouhaha)

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Dir kënnt jo egal wat da behaapten!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt keen Deputéierten heibannen ze froen, wat seng Quelle sinn.

(Brouhaha)

Une voix | Ridicule.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An dat ass nun emol den Deputéierten, deen en absolutt Recht huet, fir déi geheim ze halen. Dat heescht, ech wäert nimools e Mënsch, dee mir eng Informatioun gëtt, ...

Une voix | Ridicule!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Kartheiser, ...

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Dir maacht Accusatioune géint Leit a kënnt se net beweisen. C'est tout!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... och wa se Iech betréfft, Här Asselborn, herno blousstellen oder a Problemer bréngen doduerch, datt ech meng Quelle géif präisginn. En Deputéierte mécht dat net, an en huet d'Recht, et net ze maachen!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir accuséiert Beamten, Dir accuséiert Beamten an Dir hutt keng Beweiser.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift! Ech wëllt just drop hiweisen, dass hei net gefrot ginn ass, fir Quellen op den Dësch ze leeën, mee fir Faiten op den Dësch ze leeën! Näischt aneres huet den Här Ausseminister gefrot. Hien huet hei net gefrot, dass een Denunziantentum mécht! Dat huet en net gemaach. Hien huet just gesot: „Wann Dir Faiten hutt, leet se op den Dësch!" An dat huet näischt mam Informant ze dinn, dat huet just mat de Faiten ze dinn!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Da maacht dat och. Leet se op den Dësch, déi Faiten!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, elo ass d'Debatt definitiv hei eriwwer an déi Leit, déi en cause sinn, déi kënne sech selbstverständlech och wieren.

Domat géif ech zum Vott iwwert de Projet 8014 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8014 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott ass elo direkt lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An de Vott ass elo ofgeschloss.

59 Leit hunn ofgestëmmt, 51-mol Jo, 2 Abstentiounen a 6 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

An ech entschëllege mech, dass meng Stëmm méi haart gouf, mee och e President däerf sech emol wieren, wann Insinuatioune gemaach ginn oder mat duebelem Buedem geschafft gëtt.

12. 8131 – Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil

Voilà, dat gesot, géif ech zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 8131. Do geet et ëm d'Finanzéierung vun de Sécherheetsservicer vun den Heemer a vun den administrative Gebaier vum Office national de l'accueil. An d'Wuert huet, wéi esou oft schonn de Mëtten, den honorabelen Här Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dëse Projet ass ugangs des Joers, nämlech den 2. Januar, deposéiert ginn. Den Hannergrond vun dësem Finanzéierungsgesetz ass, datt mer en Zouwuess vu Refugiéen hunn an de leschte Joren, wéi mer wëssen. Net zulescht sinn zanter dem Ufank vum Krich géint d'Ukrain 17 nei Strukture geschaaft ginn, fir ronn 1.500 Leit kënnen opzehuele beim ONA, dem Office national de l'accueil.

An dësem Gesetzesprojet geet et elo drëms, d'Käschte vum Gardiennage vun de Logementer a vun de Verwaltungsgebaier vum ONA ofzedecken. Mir mussen dat maachen, well mer zejoert schonn d'Barriär vun de 40 Milliounen Euro depasséiert hunn. A wéi mer alleguer wëssen, musse mer vun deem Montant un e Gesetz heibanne stëmmen.

An deem Kader gesäit dëse Projet eng Finanzéierung vu bis zu 190 Milliounen Euro vir, an dat fir en Zäitraum vun 2021 bis 2027. Mir maachen also mat dësem Gesetz eigentlech iwwerhaapt näischt Neies, och net méi Gardiennage, wéi Verschiddener dat scho gemengt hunn, mee mir halen eis un eis Gesetzgeebung, net méi an net manner.

E puer Wuert awer zum Gardiennage: D'Bewaache vun den Heemer ass engersäits dofir do, fir genee deene Leit, déi dacks ënner Liewensgefor aus hirem Land geflücht sinn, e séchert Doheem kënnen ze bidden. Anerersäits mussen och d'Personal an d'Ekipement ofgeséchert ginn. Esou soll eng Struktur garantéiert ginn, an där d'Leit sech kënne sécher fillen. An hei wëll ech ervirsträichen, dass d'Leit an deene Strukture selwer den ausdréckleche Wonsch no Sécherheet hunn, wat nëmme verständlech ass, wann een dacks hiren Historique kennt.

Um Terrain heescht dat, dass d'Agente ronderëm d'Auer, also 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg, nei Leit kënnen ophuelen. Si kontrolléieren awer och d'Zougäng, si féieren e Regëster doriwwer, wie kënnt a wie geet,

a si iwwerwaachen dat technescht Ekipement an deene Gebaier. Si sinn insgesamt fir d'Sécherheet zoustänneg, an dorënner fält zum Beispill och de Brandschutz. An engem Noutfall sinn d'Gardienen do fir d'Evakuatioun vun de Leit. Si stellen och sécher, dass d'Hygiènesstandarden agehale ginn.

Schlussendlech ass et awer och d'Aufgab vum Gardiennage, dass sech bannent de Strukturen un d'Reegele gehale gëtt an am Fall vun engem Konflikt eventuell Mediatioun ka geleescht ginn. Dofir si si iwwregens och speziell forméiert, zum Beispill an der Deeskalatioun, der Evakuatioun, der Brandschutzpreventioun, der Hygiène, techneschen Aspekter, awer och an der Multikulturalitéit, fir do dat néidegt Fangerspëtzegefill ze fannen.

Am Moment zielt den ONA iwwer 70 Strukture mat 7.000 Better, an deenen iwwer 6.000 Leit Schutz kréien. Fir all dat ze verwalten, ass deementspriechend vill Personal néideg. Vun enger gewëssener Gréisst vu Struktur u gëtt e Schlëssel applizéiert vun engem Gardiensposten op 50 Better. Mir schwätzen also vu ronn 700 Aarbechtsplazen. Fir aner Leit, déi an de Flüchtlingsstrukturen intervenéieren, muss de Gardiennage ronderëm d'Auer assuréiert ginn. Fir ee Gardiensposte brauch een dann am Schnëtt fënnef Leit. Dat féiert och derzou, dass d'Käschte vum Gardiennage esou séier an d'Luucht gaange sinn.

Eng Diskussioun, déi an der Kommissiounsëtzung vum 5. Juni opkomm ass an déi mir alleguerten deelen, ass, dass de Gardiennage net op d'Käschte vum sozialen Encadrement geschitt. De sozialen Aspekt vun der Betreiung an déi sozial Betreiung gi parallell virugefouert a souguer ausgebaut. D'Gardienen ersetze keng Educateuren, Iwwersetzer, Psychologen oder Infirmieren an Infirmièren. Dat sinn aner Beruffsgruppen, déi immens wichteg fir d'Wuelbefanne vun de Leit an dëse Strukture sinn. Besonnesch bei vulnerabele Gruppen – sou huet den ONA eis an der Kommissioun erkläert – gëtt op de sozialen Encadrement gesat, fir de Leit an de Strukturen zur Säit ze stoen.

Mir kommen zu den Avisen. Mir hu verschidden Avise kritt zu dësem Gesetz: vun der Chambre de Commerce, dem Syvicol an natierlech och dem Staatsrot.

De 7. Juni hu mer de Rapport an der Kommissioun ugeholl.

Mir waren och als Kommissioun eng Visitt maache vun enger vun de Flüchtlingsstrukturen a mir konnten eis och do mat de Mataarbechter vum ONA austauschen. An och den Här Minister hat sech deen Dag Zäit geholl fir eis. Merci dofir. An erlaabt mer vläicht, och am Numm, mengen ech, vun all Mënsch heibannen, all deene Leit Merci ze soen, déi an deene Strukturen do eng ganz, ganz wäertvoll Aarbecht leeschten. Mir wëssen, dass déi net ëmmer esou einfach ass, wéi ee kéint mengen.

Fir d'Detailer zum Gesetz verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Rapporter.

An den éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Och merci dem Rapporter Yves Cruchten. Zu dësem Projet géif ech gär dräi Aspekter uschwätzen. Deen éischten ass en Aspekt vun technescher Natur: d'Obligatioun, fir e separate Gesetzestext ze maachen, wann d'Engagementer vum Staat iwwer 40 Milliioune bedroen, an dat haaptsächlech och, wann et ëm d'Fonctionnementskäschte geet. Mir fannen, datt evidenterweis d'Chamber muss de Contrôle vun der Regierung exercéieren, wat hir Depensen ugeet. Mir fannen dat normal, datt mer och géifen eng Lëscht vun den Depensë reegelméisseg erakréien. Awer eng Obligatioun, fir eng Loi séparée ze maachen, bréngt an eisen Aen der Kontrollfunktioun vun der Chamber net ganz vill. Et ass juristesch richteg, et ass legal richteg, wat mer maachen, mee ech bezweifelen, datt mer do méi Kontroll kënnen drop exercéieren.

Éischtens ass et esou, dass déi Marchésopdeelungen, esou wéi se hei elo geschitt sinn, mengen ech, en âme et conscience vun de Servicer gemaach gi sinn. Mee ech muss awer trotzdeem soen: Wann ee mir seet, datt tëschent 2024 an 2027 fir de Gardiennage 118.758.459 Euro ausgi ginn, da muss ech soen, da fannen ech dat awer absolutte Quatsch, esou eng Zuel ze avancéieren, well déi kann necessairement net stëmmen! Dat kann a sech och kee berechnen, an zum Contrôle bréngt et eis also näischt.

Dat Zweet, dat ass, datt mer deen Text awer onprezis fannen, well en hei seet, et géifen d'Gardiennageskäschten zréckbezuelt. Am Exposé des motifs geet en awer méi wäit wéi am Text selwer. Dee seet, et wär fir d'Käschte vum Gardiennage an eventuell vum Nettoyage an och eventuell vun der Restauratioun. Och do hätte mer eis am Fong e bësse méi Rigueur am Text gewënscht.

An drëttens: Op eis Fro, ob net nach aner Prestatiounen an deenen Haiser géifen iwwer 40 Milliioune kaschten, krute mer gesot: „Einstweilen net!", mee dat misste mer kucken. Mech géif et wonneren, wann dat net de Fall wär, mee den Här Minister ka jo vläicht nach e puer Wuert doriwwer soen.

Zweetens: Eng inhaltlech Fro – an dat ass am Fong déi weesentlech Fro – ass déi vun der Gestioun vun dësen Haiser. Mir hunn an der Press gelies, mir hunn och eng Visitt gemaach, mir hunn och vill mat deene Leit geschwat, déi am Haus schaffen, respektiv och mat den Awunner, an déi hunn eis ganz kloer e Bild gezeechent, wou ee ka soen, datt et awer eng ganz Rei Gestiounsproblemer an deem Haus do gëtt an an den Haiser, déi vun dem ONA geleet ginn, notamment am Bâtiment T um Kierchbierg.

Vill Partner, sou krute mer gesot, sinn net ënner enger korrekter Koordinatioun, hir Aarbecht ass net ëmmer ganz prezis definéiert. Mir hunn d'Impressioun, datt och net ëmmer jiddwereen am Detail weess, wien da richteg fir wat zoustänneg ass. Et sinn Ofstëmmungsproblemer an d'Kommunikatioun ass och relativ komplizéiert. Dat ass op jidde Fall dat, wat mir erausliesen an -héieren aus deem, wat mer gesot kréien. Et ass éischter hei, hu mer d'Impressioun, eng Verwaltungsapproche, déi do ass, wéi déi noutwendeg, vu Mënschlechkeet geprägt Approche, déi jo awer misst prioritär an esou engem Haus sinn.

A symptomatesch ass och, datt de Gardiennage vum Haus am Fong vill méi kascht wéi déi sozial Aarbecht, déi misst prioritär sinn. Fir eis ass sozial Aarbecht an esou Zenteren déi absolutt Prioritéit. An de Beneficiaire, dee wennt sech jo och un de Sozialaarbechter, deen awer hei an dësem Fall net ëmmer weess, wien hei d'Responsabilitéit huet, an och emol net weess, wat fir eng Decisioun hie kann huelen. Et huet een am Fong d'Impressioun an der Beschreiwung, et géif alles esou am Dräieck funktionéieren: iwwert d'Sozialaarbechter, déi op d'Administratioun mussen zréckgräifen, erëm un d'Persoun selwer, déi concernéiert ass. Dat ass esou eng Dräiecksorganisatioun, déi eis net richteg weiderbréngt.

Fir eis ass kloer, datt déi Gestioun misst an enger Hand sinn, datt ee misst do sinn, deen déi Koordinatioun och mécht an deen d'Philosophie vun deem ganzen Haus präägt. Dofir wär et fir eis sënnvoll, wann een an de Strukturen alles kohärent géif organiséieren, am klassesche Subsidiaritéitsprinzipp, esou wéi dat och am ganze soziale Secteur vum Staat aus gemaach gëtt, wou et eng Associatioun/Organisatioun ass, déi dat Ganzt geréiert an dann och eng uerdentlech Koordinatioun do erabréngt.

Mäin drëtte Gedanken, dat ass dee vum Typ vun de Strukturen. Mir hunn de Bâtiment T gesinn a mir hunn dat och gesot, wéi de Minister bei eis komm ass, fir ze soen, datt de Bâtiment T um Kierchbierg géif ëmfunktionéiert ginn an esou eng Sruktur. Mir hunn du gesot, datt déi Dimensioun, déi déi Struktur hätt, an eisen Aen einfach weesentlech ze grouss wär. Haut wunne bal 1.000 Leit do, an et ass Plaz fir 2.500 Leit. An ech soe ganz kloer: Dat ass an eisen Ae vill ze vill! A mir ginn dervunner aus, datt e Maximum vun 150 Leit soll an esou Haiser sinn, fir se uerdentlech an och mënschlech kënnen ze geréieren.

An e leschte Punkt ass deen, datt et am ganze Secteur strikt Reegele gëtt, wat de Bau an d'Wunninfrastrukturen ugeet. An hei an dësem Fall bei de Gebaier vum ONA ass dat net de Fall. Mir géifen eis wënschen, datt eng Nomenklatur, eng kloer Nomenklatur, vun der ITM géif entwéckelt ginn, déi, esou wéi bei anere Logementsstrukturen an deem Secteur och, géif ganz kloer Reegelen opstellen, wéi déi Haiser kéinten, sollten, missten ausgesinn. Natierlech och, andeem se temporär Ausname géife virgesinn, déi d'Urgence natierlech ëmmer emol ka verlaangen.

Zur Konklusioun géif ech soen: Mir verstinn, datt Rechnunge musse bezuelt ginn an datt esou e Gesetz muss kommen. Mir sinn awer net d'accord, wéi momentan d'Organisatioun an d'Gestioun an deem Typ vu Gebai gemaach gëtt. Mir fuerderen d'Regierung op, déi Gestioun vun dem ONA ze iwwerschaffen an dem soziale Volet en anere Stellewäert ze ginn. A mir fuerderen d'Regierung och op, de Cadre légal fir d'Konditioune vun deenen Haiser méi prezis ze maachen an, wéi gesot, temporär Ausnamen auszeschaffen. A mir fuerderen d'Regierung och op, eng extern Evaluatioun vun der Gestioun a vun der Aarbecht vun dem ONA ze maachen. An an deem Kader ginn ech hei och eng Motioun of, déi déi Fuerderunge freet.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant le nombre croissant de réfugiés et de demandeurs de protection internationale cherchant protection au Grand-Duché ;

– considérant le défi que constituent l'hébergement et la prise en charge des réfugiés et des demandeurs de protection internationale ;

– considérant que, pour la majorité des cas, différents acteurs sont responsables pour la gestion et la sécurité des structures d'hébergement ainsi que pour la prise en charge des réfugiés et des demandeurs de protection internationale ;

– constatant que le système d'accueil actuel mène à une confusion des compétences entre les différents acteurs, ceci au détriment des réfugiés et des demandeurs de protection internationale logés dans les structures d'hébergement,

invite le Gouvernement

– à définir un cadre de gestion et de prise en charge précis, afin de permettre une meilleure coordination entre les différents acteurs œuvrant dans une structure d'accueil de réfugiés ;

– à veiller à regrouper la coordination des différentes tâches aux mains d'un prestataire présent dans l'infrastructure ;

– à définir un nombre maximal pour la capacité d'accueil d'une telle structure (150) afin que la gestion puisse être faite de façon la plus humaine possible ;

– à créer un cadre légal définissant les conditions minimales de salubrité et de sécurité auxquelles doit répondre ce type de structure ;

– à créer un cadre légal définissant les prestations sociales minimales à fournir dans le cadre de ces structures, comme ceci est prévu dans le programme gouvernemental ;

– à faire une évaluation externe des méthodes de travail et de gestion de l'ONA.

(s.) Claude Wiseler, Paul Galles, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech wéilt fir d'éischt eng aleedend Remark maachen: Ech fannen et méi wéi bedauerlech, wa mer iwwer Flüchtlingsfroen diskutéieren heibannen, datt et dann ëmmer erëm eng Partei gëtt, déi keng Geleeënheet ausléisst, fir am Fong geholl d'Flüchtlinge global ze stigmatiséieren. Dat ass net gesond, dat soll een net maachen. A besonnesch als Vertrieder vun enger Lëtzebuerger Chamber, engem Lëtzebuerger Land, wat vill Méiglechkeeten huet, de Flüchtlingen entgéintzekommen, soll een och dee Message no bausse ginn. A wann een da mengt, et misst een awer aner Messagë populariséieren, dann ass dat net ganz glécklech. An dowéinst géif ech schonn d'ADR opfuerderen, vläicht dach awer an der Diskussioun hei e bësse méi sachlech virzegoen.

Dat wëllt natierlech net heeschen, datt et net op sämtlechen Niveaue vun der Gestioun vun der Flüchtlingsproblematik ka Problemer ginn an datt et do net selbstverständlech och Leit gëtt, déi net ëmmer esou d'Reegele respektéieren, wéi dat de Fall misst sinn.

Haut si mer konfrontéiert mat engem Gesetz, wou et ëm de Gardiennage geet. Dat Wuert eleng kéint een natierlech derzou verleeden ze mengen, datt d'Leit missten iwwerwaacht ginn. An hei ass schonn e puermol déi Visitt vum T-Gebai um Kierchbierg ugeschwat ginn, wou ech och d'Chance hat, derbäi ze sinn. Dat war wichteg an dat huet och de Beweis bruecht, datt et interessant ass, datt och emol d'Deputéiert op den Terrain ginn, fir datt se sech wierklech kënnen e Bild maachen, wéi d'Situatioun dobaussen ass.

Et ass evident, datt mer e Service de gardiennage brauchen. Dat ass evident, wa ganz vill Lei aus verschiddene Kulture sinn, déi eng ganz spezifesch Liewensgeschicht hannert sech hunn, déi alles anescht wéi flott ass. Datt do automatesch gewësse Konflikter kënnen entstoen an datt do eng gewësse Surveillance muss sinn, ech mengen, do si mer eis all eens. Wann den Här Wiseler elo hei fuerdert an dat esou duerstellt, wéi wann et net ganz glécklech wier, datt esou vill Leit op där Plaz wunnen, sinn ech ganz mat him d'accord. Mee da géif ech d'CSV awer vläicht froen, wat dann awer d'Alternative sinn. Da frot emol déi – wéi vill sinn et der elo? – 100 Gemengen. Wéi vill Gemenge strecken dann zum Beispill aus, wann et drëm geet, Flüchtlingen op hirem Territoire opzehuelen? Do sinn der awer ganz vill, déi sech dann awer bedeckt halen.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Ech wëll dat elo net parteipolitesch hei duerstellen, dat wär och net richteg an och net objektiv. Mee et ass awer vläicht e bëssen einfach, wann een dann dem Staat virschreift, dee misst derfir suergen, aner Strukturen opzebauen. Dat ass richteg, wéi gesot, mee da mussen och nach aner Institutioune matschaffen.

Zréck zum Gesetz vun haut: Mir kënnen dat selbstverständlech novollzéien. Hei hu mer de Seuil vu 40 Milliounen iwwerschratt. Dann ass et ganz evident, datt d'Chamber soll derzou befrot ginn an datt d'Chamber muss e spezifescht Gesetz stëmmen, fir datt mer en règle si mat eisem Kontabilitéitsgesetz. Dat sinn natierlech u sech a priori vill Gelder, mee et däerf een net vergiessen, datt et hei ëm d'Gestioun vu Leit geet, déi ganz grouss Problemer hunn.

An nach eng Kéier: Et ass wierklech ze bedaueren, ech hunn et virdru scho gesot, datt mer um europäeschen Niveau eeben net déi Eenheet fannen, déi mer missten hunn an der Gestioun vun der Flüchtlingsproblematik. Da géif d'Welt vläicht besser ausgesinn. Mee dat soll awer eis als Lëtzebuerger Land net dervun ofhalen, e Maximum un Efforten ze maachen, fir datt déi Leit awer a gréisster Dignitéit an hirer schwiereger Situatioun an dësem Land – zumindest temporär, oder vläicht definitiv – kënne bleiwen, soudatt fir eis als Demokratesch Partei dat Gesetz hei seng ganz kloer Wichtegkeet huet.

An dowéinst wäerte mir et och matstëmmen. An ech soen och nach eng Kéier dem Yves Cruchten Merci fir seng verschidde Rapporten a ginn, wéi gesot, d'Zoustëmmung vun der DP. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An ech géif dann direkt d'Wuert ginn un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, am Fong geholl handelt et sech ëm en einfacht Finanzéierungsgesetz, mee mir sinn eis awer bewosst, dass et net just en einfacht Finanzéierungsgesetz ass, well duerch den Depot vun dësem Text awer och eng Partie Froen opgeworf gi sinn, déi mer eis virdru vläicht net esou gestallt hunn.

Et geet och an der gesellschaftlecher Debatt drëm, auszeloten, wéi vill Moyene mir als Gesellschaft bereet sinn, engersäits an de Gardiennage, also an d'Kontroll vun de Mënschen, ze investéieren, a wéi vill mir par rapport dozou bereet sinn, an den Encadrement vun de Mënschen ze investéieren. An ee vun de wichtege Messagen, deen een dofir hei direkt muss ginn – oder dee mir och wichteg ass **–**, ass, dass, wa mer hei vun enger Augmentation de budget schwätzen, dat net ass, well et an de Strukturen elo op eemol méi geféierlech gi wier, respektiv et dierf och elo net den Uschäin entstoen, dass et hei drëm geet, geféierlech Mënsche méi mussen ze kontrolléieren.

Et ass net eng Sécherheetssituatioun, déi sech verschlechtert huet, mee dës Augmentatioun am Budget hänkt eeben och dorunner, dass haut méi Strukture bestinn, wéi dat nach viru Joren de Fall war. Mir sinn och d'accord mam Fait, dass een iergendwou och e Gardiennage brauch, a mir sinn eis eens, dass, wann d'Zuel vun de Better an d'Luucht geet, dann d'Besoinen en termes de ressources um Niveau vum Gardiennage och an d'Luucht ginn. De Fait, dass mer elo e Finanzéierungsgesetz brauchen, mécht also am Fong kee groussen Ënnerscheed zur Praxis, wéi mir se eeben elo kennen, ausser eeben dass mir elo och als Legislateur iergendwéi forcéiert gi sinn, eis mat der Fro ausenanerzesetzen, an dass mer eis duerch dëst Gesetz och bewosst gi sinn, wat do effektiv u Moyenen dran investéiert gëtt.

Deementspriechend ass den Depot vun dësem Gesetz souzesoen en Élément déclencheur gewiescht, fir e bësse méi breet driwwer ze schwätzen, wéi eng Moyene mer engersäits, wéi gesot, an de Gardiennage investéieren a wéi vill mir an den Accueil, an den Encadrement investéieren. An do wéilte mir nach eng Kéier drop hiweisen, dass et wichteg ass, do awer e gewëssenen Equiliber hierzestellen. Eiser Meenung no ass et primordial, dass de Verdeelungsschlëssel vum Gardiennage, also wéi vill Gardienen ee pro Persoun huet, par rapport zu dem Verdeelungsschlëssel vu Sozialaarbechter pro Persoun am A behale gëtt, well et eis einfach wichteg ass, kloerzestellen, dass fir eis nach ëmmer den Encadrement vun de Mënsche muss priméieren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Well et eeben den Encadrement ass, dee sécherstellt, dass déi Leit e psychologesche Suivi kréien, dass se sech hei schnell zurecht kënne fannen, dass se Uspriechpersounen hunn, dass se op hirem Parcours an engem neie Land begleet ginn an dass de Grondsteen fir eng schnell Integratioun an eis Gesellschaft ka geluecht ginn.

Mir waren zäitgläich zur Diskussioun, déi mer am Kader zu dësem Projet de loi haten, eeben och am Bâtiment T op Visitt. Mir haten do och e ganz interessanten Echange mam ONA an natierlech si mer och reegelméisseg a Kontakt mam Secteur, mat den Träger, déi hei eng wichteg Aarbecht leeschten, ouni déi mir déi grouss Erausfuerderungen, déi mir bei dem Suivi vun de Leit an eise Strukturen hunn, ganz einfach och net géife packen.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A fir eis ass et eebe wichteg ze betounen, dass genee dës Träger, also d'Caritas an d'Croix-Rouge, hei net dierfe just als Prestataire ugesi ginn, déi eebe just exekutéieren, mee als Organisatiounen, déi schonn ëmmer vill Verantwortung iwwerholl hunn, an dat och, wann et schwéier war.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Verantwortung an Initiativgeescht, an dat an engem Secteur, dee wierklech ganz erausfuerderend ass an deen och net ënnert de schützende Kader vum ASFT-Gesetz fält. Si verdéngen et, als Partner op Aenhéicht an hirer Aarbecht wouergeholl ze ginn. An eis ass et wichteg, dass d'Zesummenaarbecht um Terrain tëscht dem ONA an den Träger gutt leeft an dass déi verschidden Zännrieder gutt anenanergräifen.

Mir héieren awer och d'Stëmmen aus dem Secteur, déi eis drop hiweisen, dass et eng Partie Dysfonctionnementer an der Praxis gëtt. Do geet et och drëm, dass et net ëmmer ganz kloer ze si schéngt, wien a wéi enger Struktur fir wat zoustänneg ass. An der Theorie schéngt et op villes eng Äntwert ze ginn, mee et ass eeben an der Praxis, wou et munchmol scheitert, dass déi Zesummenaarbecht wierklech esou reibungslos kann oflafen. A mir Gréng sinn der Meenung, dass ee muss driwwer nodenken, de ganze System evaluéieren ze loossen, fir sécherzestellen, dass um Niveau vum Qualitéitsmanagement a vun der Zesummenaarbecht eventuell Lacunnen detektéiert kënne ginn an dann natierlech och redresséiert kënne ginn.

A mir sinn der Meenung, dass et an all Zort vun Zesummenaarbecht ëmmer Loft no uewe gëtt, a mir wäerten eis och an Zukunft däitlech do derfir asetzen. Well mir duerchaus verstinn, dass de Gardiennage och gebraucht gëtt, stëmmt eis Fraktioun dëst Gesetz

natierlech mat. Mir huelen awer den Elan ronderëm déi ganz Gestioun an den Accueil vun de Flüchtlinge mat virun, fir eis och weiderhi kënnen an där Fro ze engagéieren.

An domat soen ech Iech e grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech Merci. Ech kann et kuerz maachen, well den Här Cruchten a sengem Exposé, mengen ech, alles gesot huet, wat wierklech wichteg ass. Et sinn 190 Milliounen Euro op sechs Joer, déi mer hei engagéiere fir de Gardiennage. Dat sinn 31 Milliounen d'Joer ongeféier, dat ass natierlech ganz vill Geld fir deen Zweck. Mir gesinn an, datt d'Zuel vun de Strukturen natierlech och duerch déi Dramatik an der Ukrain an déi Leit, déi heihinnerkomm sinn, natierlech och gewuess ass, dat versteet sech.

Trotzdeem wëll ech awer déi Bemierkung widderhuelen, déi ech virdru gemaach hunn: Mir géifen eng aner Asylpolitick féieren, eng aner Politick an deem Beräich, wat natierlech iwwer e gewëssenen Zäitraum dann och zu enger Reduzéierung vun de Käschte géif féieren.

Mee do si mer net. Mir sinn am Ableck an där Politick, déi d'Regierung féiert, an do ass de Besoin hei definéiert vun 190 Milliounen. Mir droen dat mat, well et do, mengen ech, kee vernënftege Wee derlaanscht gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt och nach e grousse Merci un de Rapporter. Ech hat virdru vergiess, Merci ze soen. Nach eng Kéier merci fir all déi Rapporten. A jo, voilà, ech mengen, et gouf elo scho gesot: Et ass effektiv, entre guillemets, „just" e Finanzéierungsgesetz, an deem Sënn näischt wierklech Neies. An ech soen och direkt, dass mir net a Fro stellen, dass een eng gewësse Sécherheet an de Flüchtlingsstrukture brauch an dass e gewëssenen Degré u Gardiennage scho wichteg ass, virun allem an esou Strukture wéi dem Bâtiment T, dee mer besicht hunn, wou 1000 Leit op engem Koup wunnen, wat wierklech net glécklech ass a wou eigentlech keen driwwer glécklech ass.

Mee wat eis awer ganz kloer an dëser Debatt stéiert an och markéiert, sinn déi enorm Zommen, déi awer hei drafléissen, déi awer am Kontrast stinn zu anere Servicer – soe mir emol esou. 120 Milliounen op véier Joer si fir de Gardiennage virgesinn, dat ass wierklech enorm. A wann een dann op der anerer Säit kuckt, zum Beispill d'Integratiounsprojeten, do si mir bei ganz anere Montanten. De Flüchtlingsrot gëtt och a sengem Communiqué vum Mäerz dëst Joer d'Beispill vum CAI a vum PIA, wou annerhallef Millioun virgesinn ass fir d'Joer 2023. Voilà, et soll ee keng Äppel mat Biere vergläichen, an awer, mengen ech, gouf dat elo hei vum Här Wiseler och schonn ugeschwat: Do gëtt et ganz aner Besoinen, woubäi een awer gesäit, dass vill manner grouss Zommen drafléissen. An Dir denkt elo vläicht, et sollt een net vergläichen, mee ech mengen, et geet kloer heiraus ervir, dass de Paquet hei beim Gardiennage ass ..., dass d'Prioritéit dee Paquet ass. Voilà, dat ass de Gardiennage, an dat kënnt hei einfach kloer eraus.

An och wann dat wichteg ass, dat hunn ech scho gesot, mengen ech, ass et wichteg ze ënnersträichen, dass et aner Besoine gëtt, an dat si virun allem awer trotzdeem de psychologesche Suivi – wann ee vu Flüchtlinge schwätzt, weess ee ganz genau, dass dat oft Leit sinn, déi traumatiséiert sinn, schonn eleng wéinst dem Fluchtwee ganz dacks – an och eng sozioedukativ Begleedung, mee virun allem eng gewëss Autonomisatioun vun de Flüchtlingen, woubäi et wierklech zu Lëtzebuerg un allem happert. Mir wësse ganz genau, dass si keen Accès – quasi keen Accès, soe mir emol esou – zum Aarbechtsmaart an zum Logementsmaart hunn. Do sinn eiser Meenung no d'Besoinen, wat dës Populatioun ugeet.

De Projet de loi schwätzt jo witzegerweis vun de „Vulnerabilitéiten" als Rechtfäerdegung fir dëse Gardiennage. Mir mengen awer grad, dass, wann ee vu Vulnerabilitéite schwätzt, ee wierklech ganz aner Besoine gesinn a wouerhuele muss, an ech hunn et grad gesot: éischter e psychologesche Suivi, eng Presenz, voilà, e psychologesche Support, mee awer och virun allem den Accès zum Aarbechtsmaart an zum Logementsmaart an eng proaktiv Ënnerstëtzung vun den Acteuren, fir eeben u Logement, un Aarbecht ze kommen, wat wierklech déi wichtegst Saache sinn, fir hei unzekommen a fir sech kënnen ze entwéckelen, an natierlech, ech hunn et nach net gesot, mee natierlech déi materiell Konditiounen, an deenen déi Leit liewen. Mir hunn et gesinn, wéi mir am Bâtiment T waren – dat ass elo ee Beispill, mee voilà –: D'materiell Konditiounen, an deenen déi Leit liewen, sinn net einfach an hëllefen net, dass et deene Leit gutt geet. Am Géigendeel, et ass zimmlech oppressant, et ass zimmlech ... Ech mengen, mir hunn et all gesinn, et ass net einfach, esou ze liewen!

De Flüchtlingsrot schwätzt dann och vun enger gewësser Deresponsabiliséierung an och hei wëll ech en eng Kéier kuerz zitéieren: „Cette loi suit la logique de la politique du Gouvernement, visant à déresponsabiliser les réfugiés. Ne pouvant travailler que difficilement pendant leur procédure d'asile, qui dure parfois des années, n'ayant pas la possibilité de préparer leurs repas dans la plupart des cas, ne disposant que d'un argent de poche symbolique", ech erënneren drun, dass den Argent de poche 25 Euro de Mount ass, en ass virun zéng Joer erofgefuer gi vun 125 op 25, jo, 25 Euro de Mount, „on leur ôte la possibilité d'être autonomes et actifs dans leur processus d'intégration. Ils sont en outre hébergés dans des structures où l'accès est limité aux seuls habitants, sans possibilité d'avoir des visites", an esou weider. Si ginn an enger Dependance gehalen, et ass hinne quasi onméiglech, sech ze entfalen an unzekommen hei an eisem Land.

En anere Problem, dee mir mat dësem Projet de loi hunn, ass d'Privatiséierung vu wichtegen Tâchen. Eng Rei Tâchë kéinte vu Sozialaarbechter gemaach ginn. Ech hat an enger Question parlementaire nogefrot, wat d'Tâchë vun de Gardiene sinn. Ënner anerem Hygiène, administrativ Aarbecht, Gestion de stock, den Accueil an esou weider, dat kéint eigentlech och vun ... net vun Agent-de-gardiennagë gemaach ginn, well och hei weess een, dass dës dacks vulnerabel Leit, dës dacks traumatiséiert Leit, vläicht och bei Leit mat Uniform awer ... Voilà, vläicht deet hinnen dat net esou gutt, wann där ze vill do sinn. Net just verdénge sech bestëmmt privat Sécherheetsfirmen eng gëllen Nues mat esou Kontrakter, mee en plus ass et problematesch, well alles op d'Sécherheet gesat gëtt, ech hunn et gesot, an net op de sozialen, emotionalen, psychologeschen Encadrement.

An dann ass et fir eis e bësselchen esou wéi mat deem Gesetz vu virdrun, dass den Accent op d'Sécherheet awer ënnerschwelleg de Message vermëttelt, dass an de Flüchtlingsstrukturen e Sécherheetsproblem ass, ënnerschwelleg vermëttelt, dass e Sécherheetsproblem bei de Flüchtlingen och ass. Och wann Dir dat vläicht net esou wëllt, dat ass awer, wat ënnerschwelleg duerchkënnt. Mir hu wierklech Problemer domadder, mir kënnen dës securitaire Approche net deelen.

Voilà, an ech soen Iech Merci dofir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech profitéieren dann och, wat ech virdrun net gemaach hat aus Mangel un Zäit, fir dem Här Yves Cruchten fir all déi vill Rapporten, souwuel mëndlech wéi schréftlech, Merci ze soen. Iergendwéi léise sech jo ëmmer déi nämmlecht Riednerinnen a Riedner e bëssen of, wann et ëm déi nämmlecht Theeme geet. Dat heescht, ech weess, dass et net nëmmen d'Riedeschreiwen ass, mee et ass och d'Rapporteschreiwen, wat nach e bësse méi Aarbecht ass, dofir wierklech e grousse Merci op dëser Plaz ausgedréckt.

Mat dëser Loi spéciale – an dat ass et jo – soll sécher gestallt ginn, datt den ONA den Artikel 99 vun der Verfassung respektéiert, wat d'Käschte fir de Service de gardiennage ugeet. Mir decken heimat engersäits d'Period bis 2023 of, gesinn awer och bis 2027 118 Millioune fir Sécherheetspersonal vir. Wéi vill Leit bis 2027 iwwert dëse Wee awer agestallt wäerte ginn, dat geet net esou ganz kloer aus deem Text ervir. An enger Fro vu mir aus dem Mäerz vun dësem Joer krut ech nämlech gesot, an ech zitéieren: „Dëst wäert vun den Ouverturen a Fermeturë vun de Sitten an den nächste Joren ofhänken", Zitat Enn.

Fir dëst Gesetz hunn awer missen iergendwellech Estimatioune gemaach ginn, soss géif d'Regierung d'Chamber jo net froen, fir 118 Milliounen Euro fir déi nächst véier Joer bereetzestellen. Wéi genau déi ausgesinn, dat schéngt kee wëlle sou genau ze soen. Esou geet Transparenz awer net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an och Här Minister! Transparenz brauch kloer Donnéeën. A mir Piraten verstinn och, datt den ONA weidert Personal brauch. Mir wëlle schliisslech, datt all déi Leit, déi eng Demande de protection maachen an déi de Statutt dann och kréien, hei gutt opgehuewe sinn. Et geet also guer net ëm d'Fro: Brauche mer dat Personal?

Mir sinn awer och der Meenung, datt verschidden Aufgaben, déi haut dem Sécherheetsbeamten ënnerleien, sollten a kéinte vun anerem Personal gemaach ginn. Ech denken un d'Gestioun vu Stocken, d'Bestellung vu Stock, d'Iwwerwaachung vun engem Botzplang – alles Aufgaben, déi laut Äntwert op meng Fro vun dëse Sécherheetsbeamten iwwerholl ginn. Dat schénge fir eis awer net wierklech Aufgabe fir Sécherheetspersonal ze sinn. Et handelt sech heibäi entweder ëm administrativ Tâchen, an déi sollten dann och vun enger Persoun mat deementspriechendem Posten iwwerholl ginn, oder et handelt sech ëm eng Positioun, déi méi Mediateur wéi Sécherheetsbeamten ass. Wann zum Beispill Leit d'Material net respektéieren, de Botzplang net respektéieren, brauch et direkt e Sécherheetsbeamten, fir dat ze maachen, oder géif do net e Médiateur interculturel méi Sënn maachen?

A mir kruten, wéi mir de Bâtiment T kucke waren, natierlech gesot, datt et Problemer mam Rekrutement vum néidege Personal gëtt. Mee datt mer dann déi Lächer mat Sécherheetsbeamte wëllen opfëllen, ass vläicht net déi eenzeg Léisung. Mir Piraten sinn dofir

der Meenung, datt d'Tâchen, déi dës Sécherheetsbeamten haut iwwerhuelen, sollten op de Leescht geholl ginn a wann néideg un anert Personal weidergi ginn. An deem Fall bräichte mer da vläicht manner Gardienen an deenen nächste véier Joer, mee dofir méi Leit mat anere Posten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll awer nach ganz kuerz op den Ausruff vum Yves Cruchten agoen, dee gesot huet, dat wär net esou. Ech erënnere mech ganz gutt, datt, wéi mir am Bâtiment T waren, mer gesot kruten, datt owes, iwwert d'Nuecht keng Mediateuren do wären an datt wärend där Zäit d'Sécherheetsbeamte géife mediéieren. Komescherweis ass dat awer grad dee Moment, wou laut eegenen Aussoe vum ONA déi meescht zwëschemënschlech Konflikter entstinn. Dat heescht, mir hunn eng kokass Situatioun, datt dee Moment, wou déi meescht Konflikter entstinn, déi mannst speziell geschoult Leit do sinn, fir déi Konflikter ze léisen, mee dofir d'Sécherheetsbeamten.

Elo kënnt Dir soen: „Hir Aufgabe ginn net vum Sécherheetspersonal iwwerholl, zumindest net de jure", mee de facto ass et awer esou, dass dann d'Sécherheetspersonal muss derzwëschent goen, wa kee Mediateur disponibel ass. An da kommen ech och dozou, firwat mir eis haut wäerten enthalen: Eis ass heimadder ze vill onkloer an et gëtt ze vill Froen, déi opbleiwen, kee konkreete Plang, wéi mer hei an Zukunft méi Personal rekrutéieren, dat déi Tâchë mécht, déi haut un d'Sécherheetsbeamte geoutsourcet ginn, an dat fanne mir net de richtege Wee.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Immigratiouns- an Asylminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also ech wollt just soen, dass mer hei iwwert de Gardiennage mussen e Gesetz stëmmen – Dir – an dass sech am Fong iwwerhaapt näischt ännert un deenen Ausgaben, déi mer de Moment fir de Gardiennage ausginn hunn. Et ass eenzeg an eleng eng Projektioun bis 2027, a well mer iwwert déi 40 Millioune kommen, musse mer e Gesetz maachen.

Elo wollt ech emol kloer feststelle fir d'éischt: Mir hunn 143 Gardiennageposten – an ech hoffen, dass mer elo alleguer esou éierlech sinn an agesinn, wat e Gardiennageposten ass –, 143 Poste verdeelt op 53 vun de Strukturen. Mir hunn der am Ganze 66, et sinn also 13 méi klenger derbäi, wou mer net de Gardiennage brauchen an där Intensitéit. An ee Gardiennageposte si fënnef Leit – fënnef Leit! Firwat fënnef? Well se jo 24/24 Stonnen do sinn, dat sinn der dräi. Plus Congéen a Krankeschäiner, dat sinn der véier. Plus dann d'Sonndeger an d'Feierdeeg, da kënnt nach een derbäi. Also sinn et fënnef Leit, déi mer brauche fir ee Posten.

Sou, entweeder muss een dat elo akzeptéieren: 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg, dat ass esou vill. A mir brauchen also ee Gardiennageposten op 50 Better – ee Gardiennageposten op 50 Better! Dat ass déi Experienz, déi mer elo hunn aus deene Joren, an deene mer dat elo opgebaut hunn. Dat ass de Minimum, dee mer brauchen.

Da wollt ech Iech soen: Ech weess net, wou Dir un déi 118 Millioune kommt. Et sinn 190 Milliounen, déi mer brauchen! Ech weess net, wien 118 Milliounen an d'Welt elo gesat huet, mee am Text steet 190 Milliounen. Et sinn déi Suen, déi mer brauchen, fir déi Gardiennageservicer ze assuréieren. Ech wëll Iech just soen: Wa mer op verschiddene Plaze keng Gardiene gehat hätte 24/24 Stonnen, da wieren d'Foyeren eis verbrannt oder et wiere grouss Katastrophe geschitt mat Leitungen, Waasserleitungen, déi futtigefuer sinn, wann net permanent Leit do gewiescht wieren, déi op dat Gebai do oppassen.

An dofir, ech sinn elo net hei, fir Iech meng Theorie ze soen, mee ech kann Iech just soen – ech si jo och nëmmen de Minister, mee ech sinn net all Dag sur place –, dass ech mech vill domadder ofginn hunn an de leschte Joren an dass mer och elo virun allem zënter dem leschte Joer, wou mer déi Leit aus der Ukrain hei opgeholl hunn … an ech mengen, do solle mer och houfreg sinn drop: Dat sinn iwwer 5.000 Leit gewiescht, woubäi der och ganz vill – ech mengen, 1.500 ongeféier – an den ONA-Strukture sinn. An do hu mer missen eng parallell Struktur opbauen, parallell zu deem, wat mer haten. An do si mer net froe gaang: Wéi vill Leit passen do eran? Wat seet d'ITM? Wat seet deen hei a wat seet deen do? Mir hu misse kucken, d'Leit ënnerdaach ze kréien. An dofir wëll ech hei emol fir d'alleréischt deene Leit e grousse Merci soen, déi d'Responsabilitéit hunn am ONA. Mee net nëmmen deenen, déi d'Responsabilitéit hunn, mee och deenen, déi am ONA all Dag schaffen, ob se vum Roude Kräiz sinn, ob se vun der Caritas sinn oder vum ONA selwer, déi wierklech e ganz grousst Engagement an eng ganz grouss Flexibilitéit gewisen hunn, fir dat doten ze meeschteren. Sou, dat ass fir mech déi wichtegst Ausso, déi ech haut hei maachen.

All dat anert, dat kucke mer. Den Här Wiseler huet eng Motioun deposéiert. Ech wëll just soen: Wa mer dat elo haut géife stëmme bei enger Capacité d'accueil vun enger Struktur fir 150 Leit, da wéisst ech net, wou ech mat deene bal 1.000 Leit, déi am T-Gebai sinn, géif hifueren. A wa mer d'T-Gebai net hätten, da wéisst ech net, wou mer déi Leit ënnerdaach bruecht hätten. An ech mengen, selbstverständlech ass et méi einfach, wann een 150 Leit ze betreien huet, wéi wann een der iwwer 1.000 ze betreien huet an engem … Ee Gléck, ee Gléck, dass mer dat fonnt hunn, soss hätte mer haut nach Honnerte Leit am Tony Rollman. Dat ass d'Zelt, dat mer um Kierchbierg hunn, dat mer hu missen oprichten, fir d'Leit op jidde Fall emol provisoresch ënnerdaach ze kréien.

An dofir, mir kënnen hei Theorien opstellen, sou gutt … Ech hunn och mat der Caritas a mam Roude Kräiz geschwat, mat der Madamm Jacobs a mat dem Chef vum Roude Kräiz. Mir sinn eis alleguerte bewosst, dass hei eng grouss Flexibilitéit noutwenneg war, soss hätte mer dat do net gepackt. Mee ech hunn ni erausfonnt, dass do elo soll op eemol e Problem sinn ënnert hinnen oder et wéisst een net, wat d'Tâchë wieren. Ech sinn d'accord, ech soen dat direkt, dass mer dat an d'Kommissioun huelen, dass mer kucken, dass – wéi nennt Dir dat? – eng Analys gemaach gëtt, wéi et funktionéiert. Iwwerhaapt kee Problem domadder! Ech mengen, wa mer dat kënne besser maachen, da maache mer et besser.

Mee wannechgelift, loosst eis elo net, no all deem Misär, deen an der Welt geschitt ass … A mir sinn nach als eenzegt Land … oder eent vun den eenzege Länner an Europa – dat huet den Här Kartheiser jo elo grad zouginn –, déi nach Flüchtlingen ophuelen. A ville Länner ass de Schlëssel drop, déi huele keng méi op!

An dofir, mir wëllen dat jo maachen, mee mir wëssen awer och, wéi schwéier et ass – an ech mengen, dat weess jiddwereen –, nei Strukturen opzemaachen a fir nei Strukturen och ze fannen. An dofir soen ech Iech éierlech: Och an den nächsten zwee, dräi Joer gesinn ech net, wéi mer vun engem Dag op deen anere kënnen am T-Gebai eroffuere vun iwwer 1.000 Leit op 150. Dat gesinn ech net, dat ass net machbar. Ech weess net, wou mer … An dass déi Leit alleguer esou onzefridden do sinn. Ech weess net, wou Dir dat hierhuelt. Do gëtt et Problemer, selbstverständlech. Do gëtt et Problemer, wéi et der iwwerall gëtt. Do gëtt et der, déi drénken, et gëtt der, déi fëmmen, et gëtt der, déi aner Saache maachen, an dat musse mer reegelen. Déi Gardienen, déi do sinn, déi sinn net do fir ze schlichten. Dofir hu mer Sozialleit do. Mee mir hunn awer Gardiene sur place 24/24 Stonnen, déi do sinn a kucken, wann et Kaméidi gëtt, dass d'Leit net unenee ginn. An dann ass et un dem Sozial… – wéi heescht dat? –, Assistant social, dem Sozialaarbechter, ze kucken, dass dat erëm an d'Rei geet.

Dofir, wannechgelift, huelt mir dat of. Ech kann dach net viru meng Leit do triede vum ONA an och net virun déi vum Roude Kräiz oder vu Caritas a soen: „Elo paakt dir emol an, elo maache mir hei emol e Screening an da kucke mer emol, wéi dat hei mat lech weidergeet." Esou geet et net, esou geet et net! Dann demotivéieren ech déi Leit, an dat maachen ech net. Dass d'Direktioun vläicht besser ka funktionéieren a verschiddene Saachen oder dat Ganzt vläicht méi zesumme funktionéieren, mee ech soen Iech nach eng Kéier: Ech gesinn net, och wann ech mat der Caritas oder mam Roude Kräiz, mat den Haaptresponsabelen zesummesëtzen, wat alles do géif falsch lafen. Ech weess dat net. Ech gesinn et net. Si soe mir dat och net. Wann dat esou ass, soe si mir dat net. Voilà!

An dofir, Här Wiseler: Ech sinn de leschten, dee sech do dergéint dréckt, dass do eng Analys gemaach gëtt vu kompetenten Instituter – ech weess net, wien dat dann ass, awer Leit, déi eppes dovunner kennen – an dass ee kuckt, wéi een dat kéint an Zukunft besser maachen. Dogéint hunn ech guer näischt, mee all dat anert … Loosst mech elo net hei iwwert den Accueil maximal vun 150 Better … Dat geet net op! Voilà, ech mengen, ech hunn dat meescht gesot, wat ech ze soen hat.

Déi 180 – elo kommen ech och duercheneen –, 190 Milliounen, déi sinn effektiv nëmmen do – an dat hat Dir och gefrot, Här Wiseler –, fir d'Gardienen ze bezuelen. Dat ass de Präis, dee mer musse bezuelen. An dann hat Dir och gefrot, ob aner Saachen nach kéinten hei derbäikommen. Mir kéinten op d'Limitt komme beim Iessen, dass dat och géif dann op eemol un d'Limitt komme vun 10, 11 Milliounen am Joer, an da misste mer och dofir e Gesetz maachen. Ech gesinn: Mir hätte jo ouni d'Russen, ouni de Putin dee Problem do jo guer net. Dann hätte mer net esou vill Leit hei. Mee mer hu se awer hei a mer mussen da kucken, se och ënnerdaach ze kréien an hinnen och z'iessen ze ginn, an dat kascht Geld.

An dofir, ech mengen och elo hei … Ech weess net, wien et scho méi war, ech mengen, et war den Här Clement, dee gesot huet, déi Leit, déi do sëtzen, d'Gardienen, jo, déi kéinte jo Tâchë maachen, andeem se do sinn, wou et einfach ass, ze kontrolléieren, zum Beispill d'Stocken oder esou Saachen, well se jo 24/24 Stonnen do sinn, dass mer net nach aner Leit dofir missten astellen. Déi maache keng Aarbecht vu Sozialaarbechter, mee déi maachen Aarbecht, wat d'Organisatioun ugeet a wat d'Sécherheet an deem Gebai ugeet.

Voilà, merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Immigratiouns- an Asylminister Jean Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8131. Den Text steet am Document parlementaire 8131[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8131 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 36 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 22 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8131 est adopté par 35 voix pour, 2 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun vum Här Wiseler ofstëmmen. Wëll nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Ech mengen, den Här Minister hat jo och seng Bereetschaft erkläert, gären hei verschidden Aspekter vun där Motioun ze diskutéieren, an dofir géif ech proposéieren, dass mer eis an der Kommissioun eng Kéier déi néideg Zäit huelen an iert mer hei doriwwer ofstëmmen, eng Kéier an der Kommissioun doriwwer befannen, well ech mengen, hei géife mer nach déi eng oder aner Saach fannen, déi mer kéinten anescht formuléieren.

M. Fernand Etgen, Président | Dann hat den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Éier se elo an d'Kommissioun verwise gëtt, awer vläicht e puer Gedanken dozou. Ech kann domat liewen, an der Kommissioun nach eng Kéier méi am Detail doriwwer ze diskutéieren. Ech wollt awer vläicht ee Gedanke lassginn, deen ech och a menger Ried ugeschwat hat, an dat ass, wéi vill Leit mir iwwerhaapt an deene Strukturen hunn. D'CSV schreift elo hei vun 150. Ech weess net, wou si un déi Zuel kommen. Ech weess och net, wou mer – den Här Minister huet et och gesot – da mat de bestoende Strukturen higinn.

Ech ka mat allem liewen, wat fir nei Strukturen ass, wa mer e Verdeelschlëssel am Land hunn – dee steet iwwregens net dran. Ech mengen, datt dat eppes ass, wat feelt. Well wann ee seet: „Mir wëlle méi kleng Strukturen", da musse mer och – wien A seet, muss och B soen – gläichzäiteg soen: „Majo, mir hätte gär méi kleng Strukturen, mee da muss och jiddweree méi kleng Strukturen opmaachen an eeben net nëmmen, wéi zum Beispill am Moment, haaptsächlech an der Haaptstad, mee dann haaptsächlech iwwer d'ganzt Land verdeelt."

A gläichzäiteg fannen ech et e bësse kokass, wann een an deem éischte Considerant seet, datt d'Zuel vun de Refugiéë weiderhi klëmmt, an dann hannendru lauter Saache proposéiert, mat där een u sech d'Offer u Logementer fir dës Leit reduzéiere wäert, zumindest à court terme. Dat war e bësse mäin … Méi kleng Strukturen, woubäi mer net wëssen, wou mer se opbauen …

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Ech schwätze vun der Motioun, ech schwätze just zur Motioun, Här Minister. An deementspriechend: Ech kann domadder liewen, dass mer dat an der Kommissioun nach eng Kéier am Fong diskutéieren. Ech mengen, datt et vill Diskussiounsbedarf gëtt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech maachen et ganz kuerz: Eis ass déi Motioun ganz sympathesch. Ech sinn d'ailleurs e bësselchen iwwerrascht, voilà. Ech hänke mech un den Här Clement drun, un dat, wat hie sot, well effektiv déi kleng Strukturen, dat ass dat, wat mer brauchen. 150 ass nach relativ vill, mee voilà. Mir brauche kleng Strukturen, mee da géif ech der CSV och ganz gär soen: Wa mer dat wëlle maachen, da musse mer vläicht op de Wee goen, d'Autonomie communale a Fro ze stellen. Well am Endeffekt geet et och dorëms: Wa mer vu Quote schwätzen, dass all Gemeng hir Responsabilitéit soll huelen, net just an der Flüchtlingsfro, mee och an anere Froen, da kënnt ëmmer erëm d'Autonomie communale op den Dësch. Mir mussen awer iergendwann eng Kéier deen Tabu briechen an iergendwann eng Kéier doriwwer schwätzen. Voilà!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Yes. Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci. Also ech wëll just soen, datt eisen Haaptsouci bei där Motioun hei war, datt mer géifen déi Offer an de sozialen Deel vun der Offer an den eenzelen Haiser verbesseren. D'Reduktioun vun der Zuel vun de Leit, ob dat der elo 50, 150 oder 200 sinn, ass mir am Fong zimmlech egal. Mir hunn der 150 an der Klamer geschriwwen. Wann Der zu anere Konklusioune kommt, dass et 200 soll sinn, dat ass mir och Recht. Mir soe just ganz kloer: Bei esou grousse Strukture wéi 800 a wéi 1000 ass et extreem schwéier an net gerabel.

Ech hunn awer och a menger Introduktioun gesot, Här Minister, datt ech duerchaus verstinn, datt een, wann een an Urgencefäll ass, sou wéi Dir et waart, wéi d'Ukrainer komm sinn, dann och urgent Mesüre muss ergräifen, dat liicht eis alles an, well soss packe mir et jo net. Dat, wat mir hannendru soen, ass: Mir hätten awer gär, datt soll konsequent gekuckt ginn, wéi mer dann, wa mer d'Urgence bis geléist hunn, eng Verdeelung hunn an net eng Struktur, an där dausend Leit sinn, well se elo schonn eng Kéier do ass, dann einfach akzeptéieren an an den nächsten 10, 15 Joer lafe loossen. Well esou geet et jo, wa mer net aktiv no eppes anerem sichen.

Dann déi Opdeelung op déi Gemengen: Mir hunn nach ëmmer gesot a mir soen dat och nach eng Kéier gär, datt mer wierklech der Meenung sinn, datt eng Opdeelung zwëschent de Gemenge soll organiséiert ginn an datt do soll jiddwer Gemeng hir Responsabilitéit huelen. Well wa mir dat net maachen, gi mer et net Meeschter. Dat ass awer net eng Ausso, déi nei vun eis ass. Dat ass eng Ausso, déi mer scho säit Joren – säit Joren! – maachen.

Ech wollt dem Här Asselborn äntweren: Déi 119 Milliounen, wou Dir gesot hutt: „Wéi kommt Dir dann dorop, well et sinn der 190?" Jo, et sinn der 190, mee mir kommen drop, well Dir an Ärem eegenen Text gesot hutt, datt Dir et an zwou Phase maacht an déi zweet Phas géif 119 Millioune kaschten. Dofir hu mer alt vun der zweeter Phas heiansdo geschwat. An Ärem Exposé des motifs, deen ech awer gelies hunn, stinn déi 118.700.000 an ech weess net wat. Den Total ass 190, dat ass mir och bewosst, mee mir hunn hei gär vun der zweeter Phas geschwat, wéi mir déi Zuel do genannt hunn.

Dat waren déi puer Remarken, déi ech dozou ze maachen hat. A selbstverständlech, Här Cruchten, wann Dir mir sot, Dir huelt dat gären an d'Kommissioun, fir doriwwer am Detail eng Kéier ze schwätzen. Dat ass mäi gréisste Wonsch, datt mer eng Kéier seriö kënnen driwwer schwätzen. Ech hale wierklech net drop, datt déi hei ofgestëmmt gëtt. A wa mer doraus kënnen eng Diskussioun maachen, wou mer all déi eenzel Punkten do uschwätzen, da sinn ech selbstverständlech direkt domat d'accord.

An ech soen dem Minister och Merci, datt en och bereet ass, vu senger Säit aus eng Kéier vu baussen déi Aart a Weis, wéi geschafft gëtt an deenen Haiser, duerchliichten ze loossen. Dat ass awer net, datt Dir sollt Äre Leit soen: „Haalt elo mat allem op, mir maachen e Screening." Ech weess jo, datt een dat net ka soen. Dat soll een och net soen. Do si ganz vill Leit, déi ganz vill gutt Aarbecht maachen, mee ech mengen awer, et wär sënnvoll, et géif een hinnen déi Hëllefsstellung ginn, fir eng Kéier d'Aarbechtsaart a - weis ze analyséieren an ze verbesseren. Et ass also an engem positive Geescht, wou mer dat hei gemaach hunn a wou mer et och weiderféieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler.

Ech mengen, da kënne mer iwwert dës Motioun befannen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, d'Kommissioun muss sech mat dëser Motioun befaassen.

(La motion 1 de M. Claude Wiseler est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

Mir kommen elo zum Projet de loi 7890 iwwert d'Aféierung vun engem Dispositif fir den Droit à la déconnexion. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den Här Dan Kersch.

(Concertation interne)

13. Résolution de M. Yves Cruchten relative à la reconnaissance de l'Holodomor en tant que crime à caractère génocidaire

Här Kersch, wann Dir esou léif wiert an Dir hätt nach e bësse Gedold, da géife mer am Fong geholl nach déi zwou Resolutiounen huelen, déi ausgeschafft gi sinn. An da géif ech fir déi éischt Resolutioun dem Här Yves Cruchten d'Wuert ginn. Soulaang wéi och den Här Ausseminister nach hei ass, musse mer dovunner profitéieren.

Dépôt et exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Merci, Här President. Entschëllegt hei dat Duercherneen. Ech probéieren, et och ganz kuerz ze maachen. Mir hunn dëst Joer den trauregen 90. Anniversaire vun der grousser Hongersnout aus de Joren 1932 an 1933 an der Ukrain. Dës tragesch Episod aus der Sowjetzäit gëtt och nach den „Holodomor" genannt. Dat kënnt vun den ukrainesche Wierder „holod", also Honger, a „moriti", ëmbréngen. Et war deemools e geziilt, massenhaft Ëmbrénge vu Millioune vu Mënschen duerch provozéierten Honger. Vun 1928 u kruten d'Baueren an der Ukrain an och an aneren Deeler vun der Sowjetunioun hir Recolte ewechgeholl, fir grouss Stied a Fabricken a Russland ze versuergen, dat Ganzt op Uerder vum Stalin a senge Verbriecher.

Dat huet, wéi gesot, zu Milliounen Hongersdoudege gefouert. Wéi vill genee, do ginn d'Schätzunge vun den Historiker e bëssen ausenaner, mee eleng am Wanter vun 1932 op 1933 solle bis zu 3,5 Millioune Leit erhéngert sinn. Lëtzebuerg huet schonn 2018 bei de Vereenten Natiounen eng Deklaratioun matgedroen eeben zum Holodomor. Och d'EU-Parlament huet zejoert de Massaker duerch de provozéierten Honger an enger Resolutioun thematiséiert. Mir schléissen eis mat dëser Resolutioun deem un a gradewéi a villen anere Parlamenter an Europa an an der Welt erkenne mir och de genozidäre Charakter vum Holodomor un.

Ech wëll hei nach betounen, datt et och eng Demande vusäite vun der Ukrain gëtt, dass mer dësen trauregen a mäerdereschen Episod aus hirer Geschicht unerkennen, a bei rezenten Echangë mat Deputéiertekolleegen aus dem ukrainesche Parlament hu mer och zougesot, dat ze maachen. Dës Resolutioun kritt d'Ënnerstëtzung vun alle Parteien aus dëser Chamber an doriwwer sinn ech immens frou an ech soen och dofir Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

– la Grande Famine de 1932-1933 en Ukraine, connue sous le nom de Holodomor, ayant mené, entre autres, à la mort ciblée de millions d'habitants de l'Ukraine, et dont est responsable le régime politique de l'Union soviétique sous Joseph Staline ;

– la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres traités et instruments relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies ;

– les déclarations conjointes sur les anniversaires de l'Holodomor, adoptées avec l'appui du Grand-Duché de Luxembourg, par l'Assemblée générale des Nations Unies et par la Conférence générale de l'UNESCO ;

– la résolution du Parlement européen du 15 décembre 2022, intitulée « 90 ans après l'Holodomor : reconnaître que le massacre par la famine constitue un génocide »,

reconnaît et condamne avec la plus grande fermeté

– l'Holodomor en tant que crime à caractère génocidaire à l'encontre du peuple ukrainien, dès lors que cette famine artificielle a été planifiée par le régime soviétique totalitaire dans l'intention de détruire un groupe de personnes en infligeant délibérément des conditions de vie menant inexorablement à leur anéantissement physique,

s'engage à poursuivre

– l'hommage à toutes les victimes de l'Holodomor, en particulier aux derniers survivants de cette tragédie et à leurs familles, et à marquer sa solidarité avec le peuple ukrainien qui a souffert de cette tragédie ;

– son soutien politique au souvenir des victimes de l'Holodomor ;

– la promotion en toute occasion d'une perspective critique sur l'Holodomor pour que les leçons de cette page tragique de l'histoire servent d'avertissement pour les générations actuelles et futures ;

– son opposition à tout révisionnisme historique et à toute tentative de réécrire l'histoire tendant à occulter ou à relativiser les crimes de masse commis par le régime soviétique.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Wëll nach een d'Wuert zu dëser ... Den Här Ausseminister. Dann huele mer fir d'éischt den Här Graas. Nee, den Här Wiseler. Da fänke mer mat der normaler Reiefolleg un.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | D'Reiefolleg ass am Fong egal, mee merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hunn net ganz vill zu deem, wat den Här Cruchten gesot huet, derbäizefügen, ausser datt ech him wierklech Merci soe fir déi Initiativ, déi hien hei geholl huet. Wësst Der, et ass an der Lescht ëmmer méi déi Tentatioun, fir Geschichtsverfälschungen ze maachen, fir d'Geschicht esou frësch ze schreiwen, wéi een da mengt, datt se sech besser dobausse géif presentéieren, onofhängeg vun deem, wat d'Realitéit war, onofhängeg vun deem, wat wierklech geschitt ass, aus politesche Grënn, aus politescher Duerstellung. Haut géife mer et, wann et haut gemaach géif, Fakenews nennen, mee hei ass et Fakegeschichtsschreiwung, déi vu verschiddene Länner systematesch, konsequent an als quasiment politescht Instrument gemaach gëtt.

An deem muss ee sech wierklech entgéintstellen, do muss een allkéiers erëm d'Richtegkeet vun de Faite soen, weisen. An datt mer et bei esou eppes, engem Evenement wéi dem Holodomor, haut maachen, bei deem fir eis geschichtlech evident ass, datt dat e genozidäre Charakter huet, a mer hei am Fong nëmmen dat soen, wat en fin de compte d'Realitéit ass, fannen ech eng absolutt Normalitéit. Dofir ass et evident, datt mer déi heite Motioun matstëmmen an 100%eg ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, grad autoritär Staate si jo bekannt dofir, datt si et net esou genee mat der Geschicht huelen. A wat engem immens opfält, ass, datt grad elo de Putin respektiv säi ganze Regimm jo amgaang ass, e bëssen erëm lues a lues de Stalin ze verherrlechen, sech op dem Stalin säi „grousst" Wierken ze beruffen – „grouss" natierlech zwësche Guillemeten. Elo versicht dann och de Putin, säi Vollek drop anzestëmmen, datt et wichteg ass, eeben e grousse Féierer vun enger grousser Natioun ze sinn. An dowéinst ass et gutt, datt esou Resolutiounen hei geholl ginn, dowéinst ass et gutt, datt op Geschichtsverfälschung higewise gëtt.

Well ech wëll drop hiweisen: 1956 war den 20. KPdSU-Parteidag, an do hat kee Geréngere wéi de Chruschtschow am Fong geholl de Stalin demontéiert, dunn ass dee Mythos Stalin praktesch zerstéiert ginn. Ëmsou méi ass et also elo gefëierlech, wann de Putin versicht, deen elo e bësselchen erëm op de Sockel zréckzesetzen.

An och e Parlament wéi mir, sou kleng et och ass, soll awer drop hiweisen, datt dat inakzeptabel ass. D'Geschicht muss esou gesi ginn, wéi se war, an dowéinst ass déi Resolutioun hei och vun enger grousser Wichtegkeet, ëmsou méi, mengen ech, och vis-à-vis vun dem ukrainesche Vollek. Grad an dëser Zäit soll all Gest vis-à-vis vum ukrainesche Vollek gewise ginn, datt mir hir Sympathie hunn, datt mer awer virun allem eis Solidaritéit weisen.

Ech soen dofir ofschléissend dem Yves Cruchten och Merci fir déi Initiativ, déi hie geholl huet, an déi Resolutioun fënnt selbstverständlech d'Ënnerstëtzung vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir den Depot vun dëser Resolutioun, déi u sech jo eng ganz breet, unanime Zoustëmmung fënnt. Et war net ganz einfach, zu engem Text ze kommen, deem mer eis alleguer konnten uschléissen. Ech hätt mer perséinlech heiansdo op verschiddene Punkten eng méi ferm Condamnatioun gewënscht, ech verstinn awer, wéi dat zustane kënnt.

Mir hate virun e puer Wochen um Joresdag vum Ufank vum Holodomor virun der Dier vun der Chamber eng ukrainesch Organisatioun, déi eis gewisen huet, vu wat sech d'ukrainescht Vollek wärend dem Holodomor huet missen ernieren. Wien do mengt, dat wier immens gutt gewiescht, dee konnt sech do selwer eppes Bessere beléiere loossen, konnt schmaachen, wéi et ass, kal – jo, äiskal! – Gromperen z'iessen, Zoppen, déi just mat Bamschuel gekacht goufen, also essentiellement Waasser an e bëssen Holz, muss ee soen, an natierlech och eng Form vu Gromperekichelcher – dat war dann de Clin d'oeil op Lëtzebuerg –, déi gefruer waren, well déi Gromperen net gekacht goufen, mee u sech am Buedem gefréiere gelooss goufen. An ech mengen, dat ass dat, wat d'Kommunistesch Partei deemools mam ukrainesche Vollek gemaach huet. Dat ware genozidär Tendenzen, dat war ganz kloer de Versuch, e Vollek auszerotten, duerch Honger an duerch onwierdeg Liewensëmstänn auszerotten.

Ech mengen, grad an dësen Zäiten, wou d'ukrainescht Vollek ëm seng Existenz, ëm seng Fräiheet, ëm d'Selbstbestëmmung iwwer säin Territoire kämpft, ass et wichteg, un all esou Akten ze erënneren a se och nach eng Kéier do ze condamnéieren, wou et nach net gemaach gouf. An dofir wäerte mir dës Resolutioun mat – et ass elo schlëmm, dat esou ze soen – Freed u sech matstëmmen, well et e wichtegen Akt ass, och vun engem klenge Parlament, fir esou Saachen, esou Zeechen ze setzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Et ass effektiv eng Tragedie, iwwert

déi mer hei schwätzen, an ech wéilt och dem Här Cruchten Merci soe fir seng Efforten, datt mer en Text haut kënnen unhuelen – zesummen. An déi Diskussioun … Ech mengen, et ass e Kapitel vun der Geschicht. Ech wëll och hei verweisen op dat Buch „Famine rouge" vum Anne Applebaum – ech hunn et extra matbruecht, fir et ze weisen –, dat eng gutt Analys vun der Geschicht mécht. An et muss ee kucken, wat et war a wat et net war. Ech wëll dat hei soen, well mer alleguer d'accord sinn, datt mer d'Geschicht net sollen anescht duerstellen, wéi se war.

Also éischtens: An der Sowjetunioun waren déi meescht Agrarregioune betraff. D'Ukrain besonnesch staark, well et eng besonnesch intensiv Agrikultur an der Ukrain gëtt, mee et waren och vill aner Regiounen an der Sowjetunioun vun där Tragedie, enger virsätzlecher Hongersnout, betraff. An d'Zil dovunner war u sech, déi Baueren ze briechen, déi Kulaken, déi sech der Kollektivéierung vun hirem Agrargutt widdersat hunn. Et war also eng kommunistesch Campagne géint eng Partie vun der Populatioun aus ekonomeschen, aus ideologesche Grënn. Dat war déi Famine, „la grande famine", an der Sowjetunioun 1932/1933. Et war net aus nationalen, rasseschen, eetheschen oder reliéise Grënn, et war aus ideologesche Grënn géint d'Baueren. Et war fir d'Kollektivéierung vum Buedem, et war, fir d'Stadbevëlkerung ze ernieren, well d'Kommunisten dem Proletariat an de Stied wollten eng Preferenz ginn géintiwwer der Populatioun um Land, déi se politesch manner gedroen huet wéi de Proletariat an de Stied, an et war eng gewëssen Nout vun der Sowjetunioun, déi mat alle Mëttele probéiert huet, Suen ze fannen, fir d'Auslandsscholde vun der Sowjetunioun ze rembourséieren. Dat ass den historesche Kontext vun där Tragedie.

Et muss een och soen, datt, wann een déi kommunistesch Ideologie kennt, da mécht de Begréff vun der Nationalitéit iwwerhaapt kee Sënn, well de Begréff vun der Nationalitéit war eng bourgeoise Notioun, déi de Kommunismus net wollt, en huet se refuséiert. Dofir ass et och net ze liesen als e Krich vun enger Natioun géint déi aner, well deen an déi Ideologie iwwerhaapt net erapasst. Et ass eng Saach, wou och déi ukrainesch kommunistesch Partei – och déi ukrainesch kommunistesch Partei! – dee Krich géint déi ukrainesch Bauere matgedroen huet, wéi déi kommunistesch Partei a Georgien, déi russesch kommunistesch Partei an anerer an der Sowjetunioun dee Krich géint hir eegen Agrarpopulatioun matgedroen hunn. Dat ass déi historesch Realitéit.

Mir kënnen et also nëmmen duerch déi Tragedie an der Ukrain haut verurteelen – wat mer och maachen, wat mer zesumme maachen –, mee mer sollen net vergiessen, datt och an anere Regioune vun der Sowjetunioun déi Tragedie stattfonnt huet. Et muss een och soen, datt d'Lëtzebuerger Regierung, Här Minister, fir de Joresdag vum Holodomor eng Deklaratioun matënnerstëtzt huet, déi op den Internetsäite vun der Ukrain ze fannen ass an déi genau dat iwwerhëlt, wat ech och elo gesot hunn, dat heescht net eng spezifesch ukrainesch, mee eng Mémoire en l'honneur de toutes les victimes, och an anere Regioune vun der fréierer Sowjetunioun.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | 2013.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gelift?

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | 2013.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. An dat ass richteg esou, dat ass richteg an dat ass déi historesch Wourecht an den Här Wiseler hat et gesot: „Loosst eis net verfälschen, wat geschitt ass." Et ass net eng Lektür, déi mer kënne maachen an den Ae vun haut: Ukrain géint Russland, Russland géint Ukrain. Et ass eng Tragedie aus der sowjetescher Diktatur vum Josef Stalin, dee mir hei all heibanne solidaresch verurteelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

An da ginn ech d'Wuert un den Här Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Merci. Just ee Saz: Also, ech hunn déi Länner opgeschriwwen, déi schonn de Genozid unerkannt hunn. Dat sinn déi dräi baltesch Staaten, Ungarn, Polen, Tschechien, d'Portugisen, Frankräich, Bulgarien, Däitschland. D'EU-Parlament huet et gemaach am Dezember 2022 an den US-Kongress huet et och gemaach. Mir hunn eis effektiv 2013 enger UNO-Deklaratioun ugeschloss zu New York, wou den Holodomor zwar unerkannt, mee keng Scholdzouweisung ausgeschwat ginn ass. An dofir, mengen ech, ass et scho richteg, dass mer elo och derbäi sinn als Lëtzebuerger Chamber – an d'Chamber mécht dat jo, d'Chamber ass déi, déi Genozide kann deklaréieren –, fir den Holodomor als Genozid unzeerkennen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn.

Da kënne mer iwwert dës Resolutioun ofstëmmen.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

14. Résolution de Mme Lydia Mutsch relative au soutien aux volontaires et partisans bélarusses qui luttent pour un Bélarus démocratique et indépendant

Da géif ech d'Wuert un d'Madamm Lydia Mutsch gi fir den Depot vun enger weiderer Resolutioun. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Dépôt et exposé

Mme Lydia Mutsch (LSAP), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Fréijoerssessioun vum NATO-Parlament Enn Mee hei zu Lëtzebuerg huet de Krich an der Ukrain natierlech d'Debaten dominéiert, e Krich, deen och Wäissrussland involvéiert, a Wäissrussland spillt dobäi eng ganz traureg Roll. Parallell kämpfen an deem Land ganz couragéiert Leit fir Fräiheet an Demokratie, a grad si dierfen net vergiess ginn.

Am Kader vun der Sessioun vum NATO-Parlament hat ech den 21. Mee, den Dag vun der Solidaritéit mat de wäissrussesche politesche Prisonéier, als Cheffe de délégation d'Geleeënheet, mat eisem Chamberpresident un enger Entrevue mat der Leederin vun der wäissrussescher Oppositioun, der Madamm Swetlana Tichanowskaja, deelzehuelen. Si kämpft aus dem Exil fir Demokratie an hirem Land. Hire Mann ass ee vun deenen iwwer 1.500 politesche Prisonéier.

An der Bureaussëtzung vum 26. Mee ass op der Grondlag justement vun dëser Entrevue decidéiert ginn, e Groupe d'amitié mat de wäissrusseschen Demokratiekämpfer ze grënnen. Och wann d'Modalitéite vun deem Groupe d'amitié oder Groupe de contact nach mussen am Detail gekläert ginn, vu dass et sech bei den Demokratiekämpfer natierlech net, wéi dat üblech ass, ëm en nationaalt Parlament handelt, sou huet déi Decisioun als solch dach och elo schonn en héije Symbolcharakter.

Nieft der Initiativ vun der Exekutiv vun der Chamber sinn am Kader vum Conseil de l'Europe nach weider Initiative gelaf, fir eis mat de Wäissrussinnen a - russen, déi sech fir Demokratie a Mënscherechter asetzen, ze solidariséieren. Ech wëll hei ënner anerem eng Kontributioun fir de Projet „Renforcer le dialogue politique avec les forces démocratiques du Bélarus" erwähnen, déi op Initiativ vum honorabelen Här Gusty Graas zustane komm ass. An deem Kontext wëll ech och ernimmen, dass den honorabelen Här Paul Galles un enger Missioun deelgeholl huet, där hiren Objektiv et war, fir d'Situatioun vun den exiléierte Wäissrusse besser novollzéien ze kënnen. Dozou wäert hien eis déi nächst Woch e Rapport presentéieren, wat mir ausdrécklech begréissen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Initiativ vun eiser Chamber ugeet, sou wéilt ech proposéieren, eis Positioun an Decisioun an enger Resolutioun festzehalen, déi ech heimat deposéieren. Si dréit d'Ënnerschrëfte vun der Madamm Empain, der Madamm Oberweis, dem Här Galles, dem Här Graas a mir selwer. Wannechgelift.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

– la décision du Bureau du 26 mai 2023 de créer un groupe d'amitié parlementaire avec l'opposition bélarusse ;

– l'adoption des motions de la Chambre des Députés relatives à la situation en Bélarus ;

– l'adoption par le Parlement européen de la résolution concernant les nouvelles répressions à l'encontre du peuple bélarusse du 15 mars 2023 ;

– la contribution volontaire au projet « Renforcer le dialogue politique avec les forces démocratiques du Bélarus » du Conseil de l'Europe ;

– la répression systématique des opposants et les violations des droits humains en Bélarus ;

– les conditions d'arrestation et de détention inhumaines et dégradantes, et en particulier les actes de torture perpétrés sur le sol bélarusse,

condamne avec la plus grande fermeté

– l'implication du Bélarus dans la guerre injustifiée et non provoquée que la Russie mène contre l'Ukraine ;

– les actes de torture et de répression systématique par le régime d'Aliaksandr Loukachenka ;

– la rhétorique belligérante utilisée par le régime de Loukachenka contre l'Ukraine et la diffusion massive de propagande et de désinformation au sujet de la guerre d'agression,

demande

– la libération immédiate de tous les journalistes et prisonniers politiques,

exprime

– son soutien aux volontaires et partisans bélarusses qui luttent pour un Bélarus démocratique et indépendant,

s'engage à

– s'échanger régulièrement avec les forces démocratiques du Bélarus en exil ;

– trouver des moyens d'assurer et de renforcer la coopération avec les défenseurs des droits de l'homme, les médias et la société civile indépendante bélarusse ;

– soutenir le parrainage des prisonniers politiques bélarusses par les députés luxembourgeois afin de donner de la visibilité aux situations personnelles des prisonniers et à la lutte pour la démocratie en Bélarus,

charge

– le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente résolution à la dirigeante des forces démocratiques Sviatlana Tsikhanouskaya.

(s.) Lydia Mutsch, Stéphanie Empain, Paul Galles, Gusty Graas, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Mutsch.

Mme Lydia Mutsch (LSAP), auteure | Wannechgelift. Mat dëser Resolutioun verurteele mir kategoresch d'Implikatioun vu Wäissrussland am Krich an der Ukrain an d'Repressioune vum Regimm a fuerderen d'Befreie vun alle Journalisten a politesche Prisonéier. Mir solidariséieren eis mat all deenen, déi fir en onofhängegt an demokratescht Wäissrussland kämpfen. Zousätzlech gi mer eisem President den Optrag, der Madamm Swetlana Tichanowskaja d'Resolutioun ze iwwerginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet an hoffen op eng ganz breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch.

Wie wëll nach zu dëser Resolutioun d'Wuert ergräifen? Den Här Paul Galles. Den Här Galles huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Villmools merci, Här President, an ech soen der Madamm Mutsch och villmools Merci fir den Depot vun dëser Resolutioun, iwwert déi mir eis immens freeën. Ech freeë mech elo als Member vun eiser Fraktioun an ech freeë mech awer och zugläich als Member vun der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, well mer tatsächlech d'nächst Woch zu Stroossbuerg déi Freed hunn, an der Delegatioun eeben derbäi ze sinn, wann an der Séance plénière do e Rapport virgestallt gëtt, wou ech d'Éier hat, dee virzebereeden an eeben och ze presentéieren, eebe genau iwwert d'Situatioun vun de Belarussen am Exil an alle Länner vum Conseil de l'Europe.

Et ass e Rapport, dee mech eigentlech ..., dee war immens interessant, immens intensiv an d'Madamm Mutsch huet dat scho richteg ugedeit, dass e mech och an eng Missioun gefouert hat a Polen an a Litauen, wou am meeschte Belarussen opgeholl ginn, natierlech wéinst der geografescher Proximitéit. Ech hu gesinn an och gespuert an och gemierkt, dass et eigentlech zwee grouss Grondproblemer gëtt.

Den éischten ass deen: déi gefälscht Walen am Joer 2020. Mir kënnen eis alleguerten erënneren un déi méintelaang Demonstratiounen, Manifestatiounen zu Minsk virun de Walen an och no de Walen. An dat war eppes, wat eis vill ënnert d'Haut gaangen ass. An an deem Kontext ass deemools och de Mann vun der Madamm Tichanowskaja dunn an de Prisong gesat ginn. Si selwer huet kandidéiert an ass dunn eigentlech déi demokratesch gewielt Presidentin vu Belarus ginn, wat dunn natierlech vum Lukaschenko net unerkannt ginn ass. Säitdeem sinn d'Repressioune vill méi schlëmm ginn. Dat war deen ee Grond, woufir eebe ganz vill Belarussen an d'Ausland gaange sinn, also fortgelaf sinn an exiléiert sinn.

An deen zweete Grond, firwat déi Mënschen elo an eng enorm schwiereg Situatioun kommen, ass natierlech, well de Belarus ... oder d'Diktatur, also de Regimm am Belarus, elo Russland ënnerstëtzt an deem Krich, an deem ganz ongerechte Krich géint d'Ukrain an dann eebe genau déi Belarussen, déi eigentlech Affer si vun deem selwechte Regimm, an e puer Länner dann och nach virgeworf kréien, eigentlech déi ze sinn, déi kollaboréieren op der Säit vun dem russeschen Aggressor. Dat mécht et immens schwéier an dofir huet dee Rapport probéiert, eng ganz Rei vu Mesüren, Recommandatiounen ze maachen, wéi ee mat deene Mënschen an den eenzele Länner vum Conseil de l'Europe ka besser ëmgoen.

Dofir begréissen ech ganz ausdrécklech dat, wat hei an dëser Resolutioun och drasteet, wat mir als Parlament duerch eng Resolutioun och kënne maachen: eeben iwwert de Wee vun eisem eegenen Engagement esou e Groupe d'amitié parlementaire ze maachen – an Dir, Här President, hat och schonn do, mengen ech, d'Freed, der Madamm Tichanowskaja dat schonn ze versécheren, dass mer dat maachen –, an dann d'Kooperatioun mat den Défenseurs des droits de l'homme an dann och de Parrainage mat de belarussesche Prisonéier. A wann ech do iergendwéi nach kann hëllefen, do dann iergendwéi nach Kontakter hierzestellen, maachen ech dat ganz gären, well ech do einfach elo d'Chance hat, ganz vill Leit kennen ze léieren, déi doru schaffen.

An deem Sënn eis vollst Ënnerstëtzung a villmools merci nach eng Kéier, Madamm Mutsch, fir dës Resolutioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt och merci un d'Madamm Mutsch fir dës Resolutioun, déi och eng ganz grouss Importenz huet. Erëm eng Kéier: Grad mir, déi u sech déi richteg klassesch Wäerter vun engem Rechtsstaat vertrieden, sollen ëmmer drop hiweisen, wann an anere Staaten Entwécklunge vir sech ginn, déi alles anerem wéi demokratesche Wäerter entspriechen.

D'Situatioun an der Bielorussie ass zënter Jore bekannt. Mir spiere jo och ëmmer méi, datt d'Bielorussie, virun allem iwwert de Wee vum Här Lukaschenko, nach en eenzege Vasall vu Russland ginn ass. A grad dat heescht also ganz kloer, datt der Bielorussie haut u sech e ganz kloert Feindbild vun der Ukrain matginn ass. Mir hu schonn oft a wäerten och an Zukunft leider nach mussen eis mat der Situatioun an der Ukrain hei beschäftegen, an dowéinst ass et och wichteg, datt een iwwert deen heite Wee awer en Zeeche setzt, fir eeben den demokratesche Beweegungen an der Bielorussie eis Ënnerstëtzung ze ginn.

Den Här Paul Galles huet effektiv elo scho richtegerweis, an och d'Madamm Mutsch, drop higewisen – ass et Zoufall oder ass et keen Zoufall? –, mee et erliichtert zumindest net nëmme seng exzellent Aarbecht, déi hien den nächsten Dënschdeg wäert an der Assemblée plénière vum Conseil de l'Europe zu Stroossbuerg presentéieren. Dat ass iwwregens eng Éier fir e Lëtzebuerger Parlamentarier, datt grad e Lëtzebuerger ausgesicht ginn ass, fir dee wichtege Rapport do um Niveau vum Conseil de l'Europe ze presentéieren. Dofir Felicitatioune jiddefalls och vun eiser Fraktioun nach fir déi Nominatioun do!

An datt grad mir als Parlament haut esou eng Resolutioun hei zeréckbehalen, gëtt eis och d'Méiglechkeet, als Lëtzebuerger Delegatioun, déi numeeresch vläicht net déi allergréisst ass, awer en Zeechen ze setzen, datt d'Parlament awer en Ouer huet fir déi ganz Problematik an der Bielorussie. An dowéinst wëll ech och, wéi gesot, der Madamm Mutsch nach eng Kéier e grousse Merci soen. A mir stinn natierlech als DP ganz derhannert.

Vläicht e lescht Wuert nach och iwwert déi Relatiounen – dat steet jo och an der Resolutioun –, déi gegeebenefalls och Lëtzebuerger Parlamentarier mat demokratesche Kräften an deem Land sollen opbauen: Jo, dat ass e wichtegt Zeeche gesat, dat soll net nëmme bei enger Symbolik bleiwen, mee dat soll och konkreet Schrëtt an Zukunft mat sech bréngen. An ech ginn dervun aus, sinn iwwerzeegt, datt den Här Galles, deen entre-temps jo awer do e richteg gutt Netzwierk opgebaut huet, vläicht och kann, fréier oder spéider, dem Parlament och Propose maachen, wéi mir och kënnen iwwert dee Wee weisen, awer och besonnesch vis-à-vis vun der Madamm Tichanowskaja, datt een als Lëtzebuerger Parlament awer gewëllt ass, déi ganz Situatioun net nëmmen am A ze behalen, mee och selwer de Support ze ginn.

Ech hat selwer d'Chance, mat der Madamm Tichanowskaja um Kierchbierg e puer Wuert ze wiesselen, an ech kann dat och hei soen, datt si d'Lëtzebuerger Parlament gelueft huet, datt si eist Land gelueft huet – an Här President, Dir wësst dat nach besser –, dass si och frou ass iwwert deen Asaz, dee mir hei weisen. An dowéinst ass et och gutt, datt mer esou Initiative wéi déi heiten huelen.

An deem Sënn: merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci an ech soen awer och der Madamm Mutsch Merci fir hir Initiativ. Et ass eng Resolutioun, mat där mer elo Bekanntschaft gemaach hunn, déi u sech zwou Saache matenee vermëscht, wann ech et esou däerf soen. Déi eng ass d'Mënscherechtssituatioun a Wäissrussland, an do muss ech soen, do deele mer alleguer déi Suergen ëm d'Mënscherechter. Mir konstatéieren, dass déi Demokratie ausgehiewelt ass, mir konstatéieren d'Verfollgung an den Emprisonnement vun Oppositionellen, vu Gewalt géint Oppositioneller, an alles dat muss ee verurteelen.

Wann also nëmmen dorobber, Mënscherechter an Demokratie, hei insistéiert géif ginn, da géife mir dat mat zwou Hänn ënnerschreiwen a matdroen. Leider ass et awer esou, datt och d'Situatioun an der Ukrain hei mat dran ass, an dat ass ganz problematesch. Do si mer ganz virsiichteg. A firwat si mer virsiichteg? Ma well mer am Ableck eeben net dat hunn, vun deem hei geschwat gëtt. Mir hunn nach keng direkt „implication du Bélarus dans la guerre injustifiée". Et si keng wäissrussesch Truppen, gottseidank, bis elo amarschéiert an der Ukrain. Mir hunn eng relativ Retizenz beim Här Lukaschenko festgestallt, fir dat ze maachen. Hien huet Déngschter als Mediateur offréiert, a mir brauche Mediateuren an deem Konflikt. Wéi den Här Biden a Polen war, hat den Här Biden och Minsk invitéiert, wéi den Här Putin och. Bon, dat ass net zustane komm, mee mir gesinn ëmmer erëm, datt awer déi Politick vu Wäissrussland an deem dote Konflikt net genau déi ass, déi zum Beispill déi russesch ass. Dofir, mengen ech, sollt een hei awer e gewësse Spillraum loossen an dat diplomatesch ausloten, wat méiglech schéngt ze sinn.

Wa mer elo higinn an alles verurteelen, wat dat Land ugeet, mengen ech, datt mer eigentlech kengem e Gefale gemaach hunn an éischter Dieren zoumaachen, déi awer vläicht soss kéinten hëllefen, an Osteuropa Interlocuteuren an Aflossméiglechkeeten a Kompromëssméiglechkeeten ze definéieren, amplaz vu vireran ze verurteelen.

Ech géif Iech also proposéieren, Madamm Mutsch, wann Dir dat wéilt, datt mer dee Saz eraushuelen, datt mer eis op Demokratie a Mënscherechter

konzentréieren a Wäissrussland, wou mer eng Eestëmmegkeet ouni Zweifel hei hunn, a wat déi schrecklech Situatioun vun deem Krich an der Ukrain ugeet, géif ech mengen, datt mer eis eng Kéier mat der Situatioun an dem Rôle vu Wäissrussland géifen auserneesetzen. Dat kënne mir gär an enger Kommissioun maachen, an da kucken, wat eventuell an engem méi breede Kontext … Souwisou lafe ganz vill Initiative vun deenen engen a vun deenen aneren, fir ze kucken, wéi een dee Konflikt kann op en Enn bréngen. Wäissrussland huet do vläicht eng Roll ze spillen, an dofir géif ech elo net mat Verurteelungen operéieren, mee mat Diplomatie an Dialog.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, mir hätte se matënnerschriwwen, d'Resolutioun, wann een eis gefrot hätt. Dovun emol ofgesinn, kann ech all Punkt dovunner ënnerstëtzen. Ech menge souguer, datt den Här Kartheiser hei probéiert, Hoer ze spalten, wann e behaapt, datt Wäissrussland, Belarus, net an de Krich implizéiert gewiescht wär. Et ass nämlech esou, datt russesch Truppen iwwert den Territoire vu Belarus an d'Ukrain agefall sinn an deementspriechend Belarus un deem Effort de guerre vum Wladimir Putin definitiv bedeelegt war, och wa si schlussendlech net eegen Truppen, déi scho mobiliséiert waren, an d'Land geschéckt hunn, dat wuel – sou schéngt et zumindest an esou Open-Source-Intelligence-Kreesser ze heeschen –, well d'Arméi refuséiert huet, dat ze maachen, wat iwwregens och op eng ganz interessant Dynamik an deem Staat Belarus hindeit.

Et ass fir eis ganz kloer, datt politesch Prisonéier net dierfe sinn, datt Journalisten net an de Prisong gehéieren an datt deementspriechend all Regimm, deen dat mécht, muss condamnéiert ginn. Et ass, mengen ech, och richteg, datt d'Chamber hei nach eng Kéier hire Support fir demokratesch Oppositiounsforcen expriméiert. Mir sinn e Parlament, mir sëtzen hei alleguerten zesummen, well mer hei zu Lëtzebuerg en demokratesche System hunn, dee funktionéiert. A wéi séier a wéi nobäi sou eppes kann zesummebriechen, dat gesi mer eebe grad ënner anerem a Belarus. An dofir ass et ganz wichteg, datt mir als Chamber hei e klore Message schécken a soen: „Demokratie ass wichteg!", an deementspriechend och d'demokratesch Oppositiounskräften ënnert der Madamm Tichanowskaja wäerten ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Auteur vun der Resolutioun, d'Madamm Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Als Éischt wéilt ech mech bei de Kolleege vun de Piraten entschëllegen, well wéi ech meng Ronn gedréit hat, do hat ech Iech net direkt gesinn an do herno hat ech vergiess, nach eng Kéier bei Iech laanschtzekommen. Ech freeë mech awer, dass Dir dëser Resolutioun Är Zoustëmmung gitt. Ech mengen, et ass dat, wat zielt.

Ech hätt mech natierlech nach méi gefreet, wa een hätt kënnen unanime iwwert déi heite Resolutioun ofstëmmen. Dat schéngt elo net onbedéngt de Fall ze sinn. Den Här Kartheiser freet, fir dee Saz „implication du Bélarus dans la guerre injustifiée et non provoquée que la Russie mène contre l'Ukraine" ze sträichen. Am Contraire zu deem, wat Dir gesot hutt, steet hei net „l'implication militaire du Belarus", mee eng Implikatioun vum Belarus an deem dote Krich ass awer absolutt net ze leugnen, an dofir si mir der Meenung, dass dee Saz hei soll drableiwen. Do gëtt et e Lien, an dat muss och hei als Lien opgefouert ginn. A mir sinn dowéinst mat Ärer Propositioun net d'accord. Ech bedaueren dat, mee ech mengen, d'Resolutioun wier awer gutt an där Form, wéi se hei presentéiert ginn ass, natierlech idealerweis mat der Ënnerschréft och vun de Piraten. Dat huelen ech dann op mech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Resolutioun kommen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 54 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mme Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

15. 7890 – Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion

Da kënne mer elo zum Gesetz iwwer en Dispositif fir den Droit à la déconnexion kommen, bei deem den Här Dan Kersch de Rapporter ass, deen direkt d'Wuert kritt.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis ganz séier hei am Sall eens, dass et wichteg ass, dass een déi digital Entwécklungen um Aarbechtsmarché an an der Aarbechtswelt am Bléck behält. Et ass warscheinlech och dat, wat d'Regierung derzou beweegt huet, 2018 bei hirem Koalitiounsprogramm en Droit à la déconnexion ze schafen. Effektiv ass et wichteg, esou en Droit à la déconnexion nei an d'Aarbechtsgesetzbuch anzeschreiwen, well esou eng Reegelung a sech haut just indirekt am aktuelle Code de travail drasteet an et wichteg ass, kloer ze definéieren, wéi dat sollt an Zukunft gehandhaabt ginn.

Mir stëmmen also haut iwwer e Gesetz of, dat eng legal Reegelung vum Droit à la déconnexion ausserhalb vun deem, wat een als normal Aarbechtszäit ugesäit, virgesäit. D'Reegelung wäert, wéi ech et virdru gesot hunn, am Code du travail eng eege Plaz fannen, wou et ënnert dem Titel „Le respect du droit à la déconnexion" wäert stoen. Ënner anerem wäert d'ITM nei Rechter kréien. Si wäert kënne Sanktiounen ausschwätzen, wa sech net u verschidde Bestëmmunge vum Gesetz gehale gëtt.

Och sollen – an dat ass wichteg – d'Sozialpartner beim Ausschaffe vun enger entspriechender Reegelung matabezu ginn. Bei de Kollektivvertragsverhandlunge muss obligatoresch an Zukunft den Droit à la déconnexion traitéiert ginn. Do, wou et kee Kollektivvertrag oder en ënnergeuerdenten Accord gëtt, muss eng Reegelung um Niveau vum Betrib fonnt ginn.

De Gesetzesprojet berout op engem Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot vum 30. Abrëll 2021. Deem virausgaange war iwwregens eng Rei vun Diskussiounen um Tripartitt-Niveau, och iwwert den Droit à la déconnexion.

De Gesetzesprojet gesäit dann och nach vir, dass d'Sanktiounsmesüre fir all Employeuren, deenen hir Salariéen digital schaffen, zur selwechter Zäit a Kraaft trieden. Dat wäert no dräi Joer de Fall sinn, onofhängeg dovunner, ob si ënnert engem Kollektivvertrag schaffen oder net.

Ech verstoppen net, dass et genau iwwert déi doten Dispositioun an der Kommissioun Diskussioune gi sinn, wou vill Leit – ech a meng Fraktioun hunn och dozou gehéiert – éischter der Meenung waren, dass et besser gewiescht wär, mir hätte kënnen déi Dispositioun iwwerhuelen, wéi se an der urspréngleche Fassung virgesi war, nämlech dass fir déi Leit, déi an engem Kollektivvertrag sinn, dräi Joer sollt als Delai gëllen a bei deenen anere Betriber ee Joer, sou wéi et och am Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot virgeschloe ginn ass. Aus deene bekannte Grënn, op déi ech duerno nach zréckkommen, war dat net méiglech, soudass et also elo wäert esou sinn, dass et an alle Betriber wäert dräi Joer daueren, bis Sanktioune bei Netbeuechtung vum Gesetz kënnen ausgeschwat ginn.

De Projet de loi ass den 28. September 2021 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Beruffschamberen hiren Avis ginn. Deen éischten Avis hu mer den 19. Oktober 1921 (veuillez lire: den 19. Oktober 2021) vun der Chambre des Salariés kritt. D'Beruffschamber gëtt hiren Accord zum Gesetzesprojet. Den 22. Februar 2022 huet d'Staatsbeamtekummer hiren Accord ginn. Och d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers ginn an hirem gemeinsamen Avis vum 7. Mäerz 2022 den Accord zum Gesetzesprojet. Ech wëll betounen, dass et u sech aussergewéinlech ass, dass d'Chambere praktesch unanime hei engem Gesetz d'Zoustëmmung ginn. Dat kënnt net esou oft vir, mee dat huet eppes dermat ze dinn, dass dat Gesetz hei jo op deem gemeinsamen Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot berout an d'Sozialpartner sech jo am Prinzipp schonn eens waren.

De Staatsrot huet säin Avis den 28. Juni erausginn. An deem Avis waren zwou Opposition-formellë formuléiert. D'Kommissioun huet de 24. November 2022 de Gesetzesprojet presentéiert an do goufen och all déi jeeweileg Avisen, déi ech elo ernimmt hunn, ganz genau examinéiert. De 6. Mäerz 2023 (veuillez lire: De 6. Abrëll 2023) sinn eng Rei vu parlamentareschen Amendementer decidéiert ginn, ënner anerem fir den Opposition-formellë Rechnung ze droen.

A sengem Avis complémentaire vum 16. Mee 2023 huet de Staatsrot seng zwou Opposition-formellen

opgehuewen a säin Accord zum amendéierte Gesetzesprojet ginn. An der Sëtzung vum 25. Mee dëst Joer gouf ech als Rapporter vum Gesetzesprojet designéiert. D'Kommissioun huet de Rapport den 8. Juni guttgeheescht.

Erlaabt mer nach, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och nach den Accord zu dësem Projet de loi vu menger Fraktioun ze ginn, déi frou ass, dass mat dësem Gesetz e weidere Punkt vun hirem Walprogramm realiséiert gëtt.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Merci och un de Rapporter Dan Kersch, dee schonn am Detail op de Projet agaangen ass. Ech wëll och soen, dass ech och zu deene gehéieren, déi där Meenung sinn, dass een hätt missen deen Accord esou ëmsetzen, wéi d'Sozialpartner en ofgemaacht hunn. An ech bedaueren deen Asproch, deen do säitens der héijer Kierperschaft, Staatsrot genannt, komm ass. Ech hat och de Minister deemools an der Kommissioun gefrot, ob – ech wëll dat och hei widderhuelen – een net och d'Méiglechkeet gehat hätt, sech driwwer ewechzesetzen, mee mir wëssen, wat dat alles da fir Konsequenzen hätt kënnen hunn, well ech et och komesch fannen, wa Sozialpartner sech eens gi sinn. An Dir hutt héieren, opgrond vun den Datumen, déi de Rapporter hei genannt huet, wéi séier d'Avise vun de jeeweilege Beruffschamberen do waren an och dass e gemeinsaamt Dokument virgeleeën huet an dass een dat dann nach esou gesäit.

Mee ech mengen, eis Kolleegen aus der Institutiounskommissioun hu jo och dës Woch – oder net dës Woch, mee a leschter Zäit – nees och eng Kéier d'rout Kaart kritt wéinst engem Projet, wou et net gaangen ass, wou och do déi héich Institutioun drop higewisen huet. Dofir si mer alt frou, dass et net nëmme beim Travail ass, mee dass et och anere Kommissioune ka virkommen, wou deementspriechend Oppositioune vum Staatsrot kommen.

Mee ech wollt och ënnersträichen: Och ech sinn ee vun deenen, déi à tout moment net oppassen, wivill Auer et ass, an da schreift een eng SMS, eng WhatsApp oder e Mail. Ech wäert dann och elo probéieren, och wann deejéinege kann de Computer ausmaachen, wann ech amgaang sinn ze schreiwen …

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Dir schreift jo elo gläich der Madamm Cahen keng Maile méi.

M. Marc Spautz (CSV) | Neen. O dach, ech schreiwen hir och nach. O Mamm, wann Dir wéisst, wat mir eis alles schreiwen!

(Exclamations et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Keng Detailer, Här Spautz!

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, well wéi ass virdru gesot ginn? „Dir braucht mech och näischt am Detail ze froen dozou", gell? Do gëtt et och nach en … Jo.

Ech mengen, dass et och dofir gutt ass, dass mer de Leit, de Salariéen, d'Méiglechkeet ginn, dass se dat hunn. Ech wëll awer och drop hiweisen, dass mer, wa mer eng Diskussioun wäerte féieren iwwer Flexibilisséierung an Aarbechtszäit, nach sécherlech wäerten eng Kéier heidrop mussen zréckkommen, well elo am Gesetz steet: vun 20.00 bis 8.00 Auer. Dat sinn zwielef Stonnen. Wa mer eng Kéier eng Diskussioun féieren iwwer eng aner Aarbechtszäitorganisatioun, wäerten dat alles Punkte sinn, déi do och sécherlech nach eng Kéier zur Diskussioun wäerte kommen.

Ech wëll awer och am Numm vun der CSV ënnersträichen, dass mir frou sinn, dass deen dote Problem elo definitiv provisoresch fir dräi Joer – oder an dräi Joer gesi mer, wat domat geschitt ass – geléist ass, well et ass ee vun den Haaptproblemer, dee sech am Teletravail gestallt huet. An ech weess jo och, well ech jo och d'Chance hunn, Member ze sinn, dass mer och an deenen nächste Woche wäerten de Rapport virleien hu vun der Souscommission „Télétravail", wou och am Ufank eng Diskussioun iwwert den Teletravail stattfonnt huet, dass mer dat och hu misse maachen.

Wa mer elo schwätzen iwwer Droit de la déconnexion an alles, iwwer Strofen an alles, wat géif kommen, hu mer och eng Motioun virbereet, wou ech awer muss fairnesshalber soen: Do war e Feeler vu menger Säit dran. Ech hat „deux ans" geschriwwen an et misst „trois ans" sinn, well Dir hutt alleguerte verstanen duerch d'Ausféierunge vum Rapporter, wa mer géifen no zwee Joer schonn eng Kontroll maache fir eppes, wou dee leschten Deel no dräi Joer eréischt géif a Kraaft trieden, dat wier vläicht e bëssen en Non-sens.

An ech sinn och frou, dass sämtlech Fraktiounen, déi heibanne vertruede sinn, d'Majoritéitsfraktiounen an och alleguerten d'Oppositiounsfraktiounen – ech hat se alleguerte fonnt, Madamm Mutsch –, matënnerschriwwen hunn. An ech géif domadder och Iech, Här President, dës Motioun ginn, wou mer soen, dass mer duerno gären eng Evaluatioun hätten iwwer alles dat, wat an der Dekonnexioun stattfonnt huet. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que depuis la pandémie de Covid-19, la mise en place massive du télétravail et l'utilisation permanente des technologies présentent de nombreux avantages pour les salariés tels qu'une meilleure flexibilité, un meilleur équilibre vie professionnelle-vie privée et une réduction des temps de trajet, mais aussi de nombreux riques comme une augmentation du temps de travail ou une fragilisation de la santé mentale et physique ;

– sachant que le surmenage chez les salariés est également susceptible d'avoir des suites néfastes pour les entreprises comme une baisse de productivité et un taux d'absentéisme plus élevé ;

– considérant qu'il est donc essentiel de surveiller la frontière entre vie professionnelle et vie privée des salariés ;

– considérant le projet de loi n° 7890 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion qui est à l'ordre du jour de la séance publique du 13 juin 2023,

invite le Gouvernement

– à prévoir une évaluation du droit à la déconnexion au sein des entreprises trois ans après son application.

(s.) Marc Spautz, Myriam Cecchetti, Sven Clement, Jeff Engelen, Carole Hartmann, Dan Kersch, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | A fir de Rescht géif ech d'Zoustëmmung gi vun der CSV zum Projet 7890 an ech hoffen, dass mer do eppes zu der Work-Life-Balance vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg bäigedroen hunn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Rapporteur villmools merci, dee mer et wéinst sengem ganz explizitte Rapport erméiglecht, vläicht e bësse méi kuerz ze sinn. Den Här Spautz hat et schonn ugeschwat: Den Teletravail huet am Fong eis Aarbechtswelt och e bësse verännert. Duerch d'Digitaliséierung an och wärend der Pandemie huet den Teletravail hei zu Lëtzebuerg staark zougeholl. Obwuel den Teletravail vill Virdeeler bitt, besteet awer och e gewëssene Risk, datt d'Privatliewen an d'Beruffsliewen ze vill aneneen iwwerginn. Et fält net jidderengem liicht, kloer dat eent vun deem aneren ze trennen an och emol ofzeschalten, grad wa villes vun der Aarbecht iwwert den Handy ofleeft. Ënner anerem aus dësem Grond …, net nëmmen, mee och dëst ass ee Grond, firwat dëse Projet de loi ausgeschafft ginn ass, deen e Recht op Dekonnexioun an eise Code du travail aschreift.

An deem Kontext begréisst meng Fraktioun ganz ausdrécklech, datt de Sozialdialog hei respektéiert gouf. Dëse Gesetzestext baséiert op engem Raccord tëschent Sozialpartner souwéi engem Avis vum Conseil économique et social, deen am Virfeld presentéiert gouf.

Mir begréissen och, datt dëst Gesetz de Betriber eng gewëss Flexibilitéit bei der Ëmsetzung vum Recht op Dekonnexioun erlaabt. Ech hu schonn éfters dorobber higewisen, datt rigid Gesetzer de Funktionement vun eise Betriber behënnere kënnen. Ausserdeem – an dat ass eis als Demokratesch Partei ganz wichteg – ass all Betrib anescht a sollt dohier autonom an Zesummenaarbecht mat senge Salariéen iwwer eege Funktionementsprozesser decidéiere kënnen.

De Conseil économique et social huet a sengem Avis och dorobber higewisen – dat ass nach net gesot ginn –, datt d'Sensibiliséierung an d'Formatioun och e wichtege Stellewäert hunn, net nëmme fir d'Aarbecht, nee, eise ganzen Alldag ass ëmmer méi enger permanenter Konnexioun ausgesat. Eisen Ëmgang mat der Digitalisatioun an hiren Outile gëtt dohier och ëmmer méi wichteg. Richteg agesat vereinfacht d'Digitaliséierung eis ganz villes an erméiglecht och d'Flexibiliséierung vun der Aarbecht. Zesumme mam Recht op Dekonnexioun, dat mir heimadder aféieren, garantéiere mir déi gesetzlech Aarbechtszäitlimitten och ausserhalb vum Büro, ouni datt de Funktionement vun eise Betriber onnéideg verkomplizéiert gëtt.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei hunn der schonn e puer dekonnektéiert, wann ech an de Sall kucken – oder zäitweileg. Et ass hiert gutt Recht, géif ech mengen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Här Margue, Dir musst zum Gesetz schwätzen.

(Hilarité)

M. Charles Margue (déi gréng) | Jo, mee ech wollt kucken, dass ech d'Opmierksamkeet kréich fir meng Ried. Merci.

Merci dem Rapporter fir dee gudde Bericht. Den Droit à la déconnexion war bis elo net explizitt an direkt am Aarbechtsrecht virgesinn, wéi et scho gesot ginn

ass, mee ergëtt sech éischter indirekt aus den Dispositiounen iwwert d'Aarbechtszäit a Gesondheet a Sécherheet op der Aarbecht. An eisem Regierungsprogramm ware mer eis eens ginn, de Prinzipp vun der Dekonnexioun an eis Gesetzgeebung anzeschreiwen. Dat maache mer haut an dat ass an deem Sënn gutt elo.

Aus mengem eegene Beruffsliewe kennen ech déi Problematik zënter laange Joren. Si ass parallell gewuess mat der Entwécklung a Verbreedung vun den „Informatiounstechnologien", wéi mer dat virun ongeféier 30 Joer genannt hunn: GSM, duerno Smartphone, 3G, 4G, 5G, vum Computer zum PC, mat engem VPN, alles an der Cloud gespäichert, also disponibel. Vill heibanne kennen d'Geschicht. Déi méi Jonk ënner eis sinn automatesch op den Zuch opgesprongen, wéi e schonns ënnerwee war, an e fiert zimmlech schnell.

Wa mer vun Dekonnexioun schwätzen, dann hu mer iergendwéi ëmmer am Hannerkapp, dass mer en Apparat – oder wéi mer et soss nennen: en Device – ofschalten oder aschalten, ofschalten no a vun der Aarbecht, mee déi Fro gëtt et awer schonns ëmmer a vill méi laang, well et gouf nach ëmmer Leit, déi net vun der Aarbecht wollten oder konnten ofschalten: owes, iwwert de Weekend, an der Vakanz. Mir schwätzen dann – en Term, deen e wéineg fort aus dem Gebrauch ass – vun de „Workaholics", fir déi Aarbecht hiert ganzt Liewe bedeit oder – an dat schléisst sech net aus – déi sech an d'Aarbecht flüchten, verkrauchen, a mengen, domat hir perséinlech privat, familiär Suerge kënnen auszeblenden. Oft geet dat awer mat der Zäit schif aus an et ass eng bekannt Problematik vum Volet „Gesondheet op der Aarbecht", ass also an där Hisiicht och fir Leit op der ITM eng bekannt Geschicht an och fir d'RHen, also d'Personalverwaltungen. Mee, wéi gesot, duerch déi technologesch Entwécklung krut d'Fro vum Ofschaltekënnen, -mussen an -dierfen eng ganz aner Nues.

D'Sozialpartner, et ass scho gesot ginn, hu mat hirem Accord vum 20. Oktober 2020 iwwert den Teletravail, deen eng Obligation générale ginn ass, schonn den Term vum Droit à la déconnexion dunn etabléiert. Dëse Projet de loi ass soumat och eng Illustratioun vun der Performance vun eisem Sozialmodell a vum sozialen Dialog. Dat solle mer ëmmer erëm ënnersträichen.

De Marc Spautz ass drop agaangen, dass mer am Rapport vun der Souskommission „Télétravail", dee mer deemnächst hei diskutéieren, och déi Fro beliicht hunn, well déi zwou Froen enk matenee verflecht sinn, Teletravail an Droit à la déconnexion. Op Basis vun de Viraarbechte vum Conseil économique et social komplettéiere mir haut dann och de Code du travail ëm dës Notioun.

D'Beruffskummere waren dann och schnell an hunn dem Projet zougestëmmt.

D'Gesetz ass gutt a wichteg. Ma nieft deem legale Kader sollte mir awer net ënnerschätzen, datt d'Fro vun der Dekonnexioun och eng vun der Betribskultur an dem Management ass. Aus eegener Erfarung weess ech, dass et net einfach ass, eng Ekipp ze féieren, wou verschidde Perséinlechkeeten a Kulturen zesummentreffen, zum Beispill Franko-Italieener, Franko-Maghrebiner, Däitscher, Spuenier, Franko-Fransouse mat Lëtzebuerger, zimmlech déi selwecht Generatioun. Dat ass spannend, fir dat nozekucken, awer féiert och zu Spannungen, erfuerdert Gescheck, fir dass aus der Villfalt eng flott Ekipp gëtt, wou d'Leit matenee kënnen.

An d'Dekonnexioun, déi ech do erlieft hunn, déi Problematik, war schonn ëmmer eng kriddeleg Fro vun de Charakteren hier, awer och vum Statut, Frontalier oder Resident, ob plein-temps oder temps partiel, vun der Liewenssituatioun hier, ouni oder mat Kanner oder wärend Schwangerschaften, wat och op d'Disponibilitéit am Dag en Afloss huet. Déi eng si moies méi disponibel, déi aner owes oder respektiv owes méi spéit, eng permanent Diskussioun, wou d'Reegelwierk a virun allem Taktgefill gefuerdert sinn – eng subtill Mëschung!

Ech kommen zum Ofschloss. Et besteet also e Besoin, wéi d'Carole Hartmann et gesot huet, vu Sensibilisatioun, Diskussioun innerhalb vun de Firmen, notamment d'Formatioun vun de Chefs d'équipe, well grouss a kleng Cheffen, déi méi vu Kontroll vun hire Mataarbechter gedriwwe si wéi vum Vertrauen a si … Et ass vläicht mënschlech, mee virun allem ass et d'Resultat vun engem falsch verstanene Leeschtungsprinzipp, enger Managementslogik, déi keng ass. Autonomie a Vertrauen an d'Mataarbechter bréngen nach ëmmer e bessert Resultat a maachen d'Mataarbechter net krank.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken dem Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass quasi alles gesot ginn, och vu menge Virriedner. Ech mengen och, d'Aarbecht huet sech déi lescht Joerzéngte verännert, ech mengen d'Aarbechtsverhältnisser. An och an engem Internetzäitalter muss de Salarié d'Recht op Ofschalte kréien, och wann déi nei Kommunikatiounen hie 24 Stonnen op 24 mat beruffleche Kommunikatioune beliwweren. Dann däerf awer kee verlaangen, datt een ëmmer muss déi dauernd iwwerwaachen. Ech mengen, och dat muss sinn, et ass jo mënschlech an et muss een och no der Famill kucken an et brauch ee jo och eng Gesondheet. De Conseil économique et social huet sech och derfir ausgeschwat, dëst Recht an dem Code du travail ze verankeren.

An ech mengen, et ass alles gesot, ech géif dann d'Zoustëmmung gi vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, als Alleréischt dem Rapporter emol e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Meng Virriedner hu scho villes gesot. Op déi Punkte ginn ech dann och net méi an, well do kënne mir eis dermadder ralliéieren.

Et ass sécher e wichtege Fortschrëtt, datt d'Problematik ronderëm d'Recht op Dekonnexioun oder op d'Neterreechbarkeet vun de Salariéë mat dësem Gesetz an d'Aarbechtsrecht ageschriwwe gëtt.

Den Avis vum Conseil économique et social, deen d'Grondlag fir dëse Projet geliwwert huet, weist ganz gutt, wéi sech d'Aarbecht iwwert déi digital Kommunikatiounsmëttele lues a lues an d'Privatliewe kann erafriessen an zu ëmmer méi schwammege Grenzen tëschent Schaffen a Fräizäit ka féieren. D'Beispiller, déi de CES eis beschreift, huet jidderee scho selwer materlieft, sief et als Employé oder als Employeur. Ech mengen, den honorabele Marc Spautz huet et virdru gesot: Mir selwer schreiwen och SMSen a Messagen an eiser Fräizäit an denken oft net drun, datt deen déi aner Säit awer Fräizäit huet, dofir si mir eis net direkt de Konsequenzen dovunner bewosst.

De Privathandy vum Salarié, dee gläichzäiteg vum Employeur als Kontroll- an Iwwerwaachungsmëttel ka genotzt ginn, oder Chatgruppen a Messagingapplikatiounen, wou permanent geschriwwe gëtt a sech Chatte mat Famill oder Frënn nieft de beruffleche Gruppen erëmfannen, sinn e puer anschaulech Beispiller vun enger digitaler Aarbechtswelt, an där sech eppes ganz Grondleeëndes geännert huet: Wann een owes heem geet an de Büro zouspäert, ass d'Aarbecht net eriwwer fir den Dag oder dee Weekend, sou wéi virun 10 oder 20 Joer nach, nee, se kann de Salarié um Heemwee bis heem an d'Stuff oder op de Kichendësch weider verfollegen, well en ëmmer erreechbar ass.

D'Konsequenzen dovu si bekannt: Vill Salariéë kënnen net méi richteg ofschalten, sech also och net méi déi richteg Zäit huelen, fir sech ze erhuelen an hirer fräier Zäit. D'Gefill, ëmmer mussen ze äntweren, just well et technesch méiglech ass, schaaft Performancedrock a Konkurrenzdrock tëschent de Salariéen, deem sech vill Leit net gutt entzéie kënnen. D'Privatliewe leit natierlech dorënner, well en Deel Opmierksamkeet ëmmer erëm nëmme bei der Aarbecht bleift. Stress an Erkrankungen – Burnout –, déi domadder verbonne sinn, huelen zou.

Den CES argumentéiert natierlech richteg, gradewéi och d'Auteure vum Gesetzesprojet, datt déi dote Fäll ouni Recht op Dekonnexioun am Prinzipp och eng Verlängerung vun der Aarbechtszäit duerstellen a soumat géint eng Rëtsch Dispositiounen am Aarbechtsrecht verstoussen.

Esou einfach ass et awer an eisen Aen och net, well d'Fro ronderëm d'Dekonnexioun jo keng isoléiert Thematik ass, geneesou wéi d'Erreechbarkeet mat digitale Mëttelen net aleng stellvertriedend steet fir eng vill méi déifgräifend Verännerung vun der Aarbechtswelt an der Organisatioun op a ronderëm dëser Aarbecht. Sou dierf een zum Beispill net vergiessen, datt genee déi digital Tools och fir ganz vill Salariéen derzou bäidroen, dass hir Aarbecht ëmmer méi klengdeeleg an intensiv gëtt wéinst dëser permanenter Konnexioun, och innerhalb vun de legalen Aarbechtszäiten. An dat huet jo och en Impakt op d'Aarbechtsbelaaschtung an d'Wuelbefanne vun de Salariéen.

Mir begréissen, datt d'Recht op Dekonnexioun elo endlech an d'Aarbechtsrecht ageschriwwe gëtt a fir gutt d'Hallschent vun de Salariéen an Zukunft Géigestand vu Kollektivvertragsverhandlunge soll ginn, a stëmmen dëst Gesetz dann och mat.

Fir Betriber ouni Kollektivvertrag gëllen och Obligatioune fir d'Employeure mat Consultatioune vun der Personaldelegatioun, wann et dann eng gëtt. Do, wou et keng Delegatioun gëtt, leet den Employeur de Regimm da selwer fest, wat awer potenziell net onbedéngt muss besonnesch förderlech si fir d'Salariéen. Dofir weist dëst Gesetz op en Neits, wéi dréngend néideg eng Stäerkung vum Kollektivvertragswiesen ass, fir dass méiglechst staark Bestëmmungen a Saachen Dekonnexioun fir méiglechst vill Salariéen a Betriber agefouert wäerte ginn.

Et wäert dann awer och gläichzäiteg interessant sinn ze gesinn, wéi eng Regimmer d'Gewerkschaften aushandele kënnen a wéi eng sech mat der Zäit och bewären am Interessi vun de Salariéen, déi dann och fir d'Zukunft Erfarunge liwwere kënnen, fir am Interessi vun alle Salariéen den elo geschafene gesetzleche Kader weider ze stäerken an ze entwéckelen. Et gëllt also, dat heiten am A ze halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den

honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie kennt et net? Et wëll een owes just nach séier e Message um Handy kucken an da stellt ee fest, datt een 30 Minutte méi spéit nach ëmmer drop hänkt. Et huet een nämlech nach séier d'Maile gecheckt, et huet een nach eng Ufro aus dem Büro, déi per Chat erakoum, beäntwert, jo, an déi Kalennerufro wollt een awer och net leie loosse bis den Dag drop.

Eis digital Outile sinn am Aarbechtsalldag eng grouss Hëllef, mee se bréngen eis och heiansdo derzou, méi Aarbecht no Feierowend mat heem ze huelen, wéi mer eigentlech geplangt hunn. An do hu mir Deputéiert nach déi grouss Chance, datt mir eis eege Cheffe sinn a ganz eleng derfir responsabel sinn, wéi mir mat eisen Handyen, Laptoppen, Tabletten a soss ëmginn. Vill Leit hunn déi Chance net. Si schaffe fir e Patron oder eng Patronne a mussen dann erreechbar sinn, wann de Superieur et erwaart – zumindest wa si net ëm hiren Job fäerte wëllen.

A verschiddene Beruffer sinn d'Zäiten, an deenen een disponibel muss sinn, well een eventuell geruff kéint ginn, ganz kloer gereegelt. Dofir gëtt et Astreinten, mee net an allen. Hei stellen da vill Aarbechterinnen an Aarbechter sech d'Fro, ob si iwwer hiren Déngschthandy oder aner Moyenen ëmmer erreechbar musse sinn: Wéi séier gëtt erwaart, datt een op e Message äntwert? Zu wéi engen Auerzäiten? Bis wéini an ab wéini muss ee per Telefon, E-Mail oder Chat erreechbar sinn? Wéi ass et, wann een Homeoffice huet? Muss d'Bull am Teamchat déi ganzen Zäit gréng bleiwen oder däerf se och emol giel ginn?

Wann dës Froen net gekläert ginn – an domat mengen ech kloer gekläert –, da kann dat e grousse Stressfacteur duerstellen. Wann een ni sécher ass, ob een elo wierklech eng Zäitchen net erreechbar dierf sinn, an ëmmer fäerte muss, wat da wär, wann een e Message géif verpassen, jo, da kann een net ofschalten. Dat betrëfft d'Zäit doheem, dat betrëfft awer och ëmmer méi d'Mëttespaus, déi am Gesetz kloer verankert ass. Datt dat eng grouss Gefor fir déi mental, awer och kierperlech Gesondheet ass, dat muss ech sécherlech kengem méi erklären.

Mir Piraten ënnerstëtzen dofir de virleiende Projet, dee virgesäit, datt all Patronen a Patronnë mussen e klore Regimm opstellen, aus deem ervirgeet, wéini d'Employéen erreechbar musse sinn a wéini se vun hirem Droit à la déconnexion Gebrauch kënne maachen. Et ass en Text, dee fir all déi Betraffen derzou bäidroe kann, méi Kloerheet ze schafen, wann et drëms geet, den Handy och emol op d'Säit ze leeën an net nach séier dee Message ze beäntwerten.

An Zäiten, an deenen een ëmmer méi vernetzt ass, ass dëst Recht op Netvernetztsinn, d'Recht op Dekonnexioun, vun essentieller Wichtegkeet, an dofir wäerte mir dëse Projet haut natierlech matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Här President, léif Deputéiert, villmools merci emol dem Rapporter fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport an och villmools merci allen Deputéierten, déi hei d'Wuert geholl hunn an déi sech alleguer ganz positiv fir dëst Gesetz ausgeschwat hunn.

Jo, et ass e wichtegt Gesetz. Eis Aarbechtszäite sinn am Code du travail zwar scho gereegelt, an awer stelle mer fest, datt mir mat der Digitaliséierung a spéitstens och säit der Pandemie a spéitstens och säit dem Méiausbau vum Teletravail alleguerte quasi – oder net alleguerten, mee vill Leit – ronderëm d'Auer erreechbar sinn.

Ville Salariéen, deene geet et do wierklech net anescht wéi eis alleguerten heibannen: nach séier eng Mail kucken, nach séier en Dokument fäerdegmaachen, nach séier e puer Uriff maachen. An et ass net, well mer 24 Stonnen op 24, 365 Deeg op 365 ze erreeche sinn, datt dëst och onbedéngt gutt ass.

A vläicht misst ee mol méi dacks d'Lidd vum Tim Bendzko „Nur noch kurz die Welt retten" lauschteren a sech och bëssen Zäit huelen, fir den Text ze lauschteren. An da kann ee sech emol den Text ukucken, fir datt ee sech vläicht erëm op déi méi wichteg Saache ka konzentréieren.

Well et kann een net méi esou gutt ofschalten an et kann een net méi déi Saachen op der Säit loossen an et kënnt een doduerjer och net méi zur Rou, an dat huet en Impakt op eis mental Gesondheet: Et gëtt ëmmer méi Leit mat Burnout, et gëtt ëmmer méi Leit mat Depressiounen. An Däitschland sinn et 10 % vun de Leit, déi eng Depressioun hunn. An de Gebrauch vun den Antidepressiva huet sech an deene leschte 15 Joer verduebelt. Aleng nëmmen dat ass eng Katastroph! Et ass eng Katastroph fir d'Leit, déi an deene Situatioune sinn, et ass awer och e Coût, deen enorm ass. Duerfir ass et derwäert, dass ee sech do Gedanke mécht.

An awer huet et och nach Auswierkungen, en Impakt, op eis Bezéiungen, et huet en Impakt op eis Kanner, et huet en Impakt op dat ganzt gesond Ëmfeld vum Salarié. An nach gëschter um EPSCO-Conseil hei um Kierchbierg war dat och en Theema. Och do war déi mental Gesondheet en Theema. Mir hunn eis alleguerten do vill Gedanken drëm gemaach an och d'Dekonnexioun war do e Sujet. Jo, e Motor, deen iwwerhëtzt, wann en ze vill gefuerdert ass, an e Mënsch, dee brennt aus. Just, datt de Motor eng Saach ass an datt de Mënsch e Liewewiesen ass. An d'Aarbecht, déi dierf net krank maachen.

Ech ginn et net midd, fir ëmmer erëm drop hinzeweisen, fir et ëmmer erëm ze widderhuelen: Eis Salariéen, déi musse geschützt ginn, well ouni d'Salariée gëtt et keng Entreprisen! A mir hätte jo gär, datt d'Entreprisë staark sinn, fir datt se kënne gutt fonctionéieren. E kranke Salarié, dee bréngt awer sengem Betrib näischt, wann en net ka schaffen. E generéiert en plus nach e Coût fir eist Gesondheetswiesen an e setzt och nach säin Ëmfeld an eng méi schwiereg Situatioun.

An duerfir huet dann d'Regierung och decidéiert, den Droit à la déconnexion ze reegelen, an domadder léise mer dann och e Verspriechen aus dem Koalitiounsaccord an. De Code du travail, dee gëtt adaptéiert un déi nei Situatioun. A wéi Der gesitt, evoluéiert dann och hei eist Aarbechtsrecht alt erëm eng Kéier, et passt sech un. An et ass net, wéi verschidde Leit soen, datt et sech iwwerhaapt net géif upassen un d'Gegeebenheeten.

Ech sinn awer och frou, datt dat Gesetz hei an engem Accord tripartite zustane komm ass. Dat ass u sech eng gutt Aart a Weis, wéi ee kann e Gesetzestext maachen. Ech sinn och frou, datt mer eis do konnten eenegen an datt mer eis och eens konnte ginn, fir déi Opposition-formellë vum Staatsrot hei awer esou eliminéiert ze kréien an dann hei en Text kréien, dee mer haut kënnen hei stëmmen a wou de Staatsrot dann och säin Accord duerno ka ginn.

Hei wëll ech awer och soen, datt de Conseil économique et social hei eng staark Basis geluecht hat fir deen heiten Text. Dee konnte mer esou ganz iwwerhuelen, fir en an d'Gesetz ze schreiwen. An ech soen hinnen och e grousse Merci fir déi gutt a flott Zesummenaarbecht. Nodeems den Text deposéiert gouf, hu mer nach e puer Ronne missen dréinen, mee et ass awer elo zu engem gudden Text hei komm.

Et ass e wichtegt Gesetz. An et ass e wichtegt Gesetz net nëmme fir d'Salariéen, wéi virdrun hei gesot gouf, mee et ass och e wichtegt Gesetz fir d'Patronen, well et gëtt deenen och eng gewësse Sécherheet an et gëtt deenen och virun allem gesond a produktiv Salariéen.

Merci fir Är Zoustëmmung a merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Aarbechtsminister Georges Engel Merci. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7890. Den Text steet am Document parlementaire 7890[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7890 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7890 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz) et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun vum Här Marc Spautz befannen.

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

16. 8152 – Projet de loi portant modification de l'article L. 231-6 du Code du travail

Als Nächst hu mer de Projet de loi 8152, eng Ofännerung vum Artikel iwwert d'Sonndesaarbecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An als Rapportrice vun dësem Projet de loi héiere mer elo d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Sonndesaarbecht ass am Prinzipp zu Lëtzebuerg verbueden. Allerdéngs gëtt et eng ganz Rei Ausnamefäll, an deene Sonndesaarbecht ënner gewëssene Bedéngungen erlaabt ass. De Verbuet vun der Sonndesaarbecht geet op d'Joer 1913 zréck, méi genee op d'Gesetz vum 21. August 1913. Schonn deemools goufen Ausnamefäll festgehalen, an deene sonndes ka geschafft ginn.

Fir d'Muséeë gouf awer näischt virgesinn. Allerdéngs sinn d'Muséeën zu Lëtzebuerg wéi och soss iwwerall jo natierlech sonndes op. Dat ass duerch eng Ausnam am Code du travail méiglech, op déi sech d'Muséeë beruffen. An de sougenannten „entreprises de spectacles publics" ass Sonndesaarbecht nämlech erlaabt. Juristesch gesi falen d'Muséeën allerdéngs net zu 100 % an dës Kategorie an doweinst ass eng Upassung am Code du travail néideg.

Mir stëmmen haut also iwwer e Gesetz of, dat d'Sonndesaarbecht an de Muséeën am Code du travail reegelt. Dee respektiven Artikel vum Code du travail gesäit zéng Ausnamepunkte fir, ënnert deene Sonndesaarbecht erlaabt ass. An duerch dëse Projet de loi gëtt nach en eelefte Punkt bei d'Ausname bäigesat, fir datt d'Muséespersonal ka sonndes aacht Stonne laang schaffen.

D'Muséeën hunn eng wichteg Roll an eiser Gesellschaft. Si erhalen a schützen de Räichtum vun eisem kollektive Patrimoine a maachen e fir d'Bierger accessibel. Well d'Leit virun allem natierlech de Weekend Zäit fannen, fir an d'Muséeën ze goen, ass et ëmsou méi wichteg, datt d'Muséeën och sonndes op hunn, fir datt eebe méiglechst vill Leit vun dëser Offer kënne profitéieren.

De Projet de loi ass den 9. Februar 2023 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng ganz Rei vu Beruffschamberen hiren Avis zum Projet ginn. Den éischten Avis ass den 21. Februar vun der Chambre des Métiers komm. D'Beruffschamber gëtt hiren Accord zum Gesetzesprojet a schwätzt sech an hirem Avis fir eng generell Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit aus.

De Staatsrot huet den 28. Februar säin Accord zum Projet ginn. D'Chambre de Commerce huet de 6. Mäerz och hiren Avis zum Projet ginn. Och si gëtt den Accord. D'Beruffschamber gëtt ze bedenken, datt et hirer Usiicht no méi favorabel wier, d'Sonndesaarbecht fir all Secteuren ze erlaben, amplaz mat Ausnamen ze schaffen. D'Chambre des Salariés huet de 16. Mäerz e favorabelen Avis zum Gesetzesprojet ofginn.

D'Kommissioun krut de 6. Abrëll de Gesetzesprojet presentéiert. An där Sëtzung goufen d'Avise vun de Chambres professionnelles a vum Staatsrot examinéiert an de Rapport ass de 27. Abrëll ugeholl a guttgeheescht ginn.

Här President, duerch dëse Gesetzesprojet gëtt also elo eng kloer juristesch Reegelung fir d'Sonndesaarbecht an de Muséeë geschaaft, wat noutwendeg a gutt ass. Och ass et wichteg, datt d'Aarbechtskonditioune vun de Salariéeën, déi sonndes schaffen, net degradéiert oder verwässert ginn. Doweinst gëllen och fir d'Muséesmataarbechter, déi sonndes schaffen, déi jëtzeg Reegelungen aus dem Code du travail.

An aus all dëse Grënn ginn ech hei natierlech och heizou den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Francine Closener villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Francine Closener. Wéi mer déi Diskussioun gefouert hunn iwwert d'Sonndesaarbecht, fir sonndes ze schaffen oder net, hu mäi Kolleeg Aly Kaes an ech eis e bësse méi jonk gefillt. Dat geet nämlech op d'Joer 1988 zréck, wéi hei zu Lëtzebuerg ... D'Madamm Closener hat et schonn ënnerstrach: Schonn 1913 ass déi éischte Kéier hei iwwer e Sonndesaarbechtverbuet geschwat ginn, mee 1988 war hei zu Lëtzebuerg eng grouss Diskussioun, fir an der Industrie iwwerall sonndes ze schaffen, an do ware gréisser Manifestatioune wéinst enger Fabrick, déi sech ronderëm Colmer-Bierg befënnt. An déi Manifestatiounen hu stattfonnt an enger Hal, déi dem Här Schaaf ganz gutt bekannt ass, wou Dausende vu Leit waren, wou et deemools drëm gaangen ass, fir eng Aktioun „I love mäi fräie Sonndeg" ze ënnerstëtzen, an och vun do un d'Gesetz vum 1. August 1988 komm ass, wat och bis elo nach ëmmer Gültegkeet huet. Dofir, wa mer elo iwwer Sonndesaarbecht schwätzen: Sonndesaarbecht ass säit 1913 nach ëmmer en Theema hei zu Lëtzebuerg gewiescht an et wäert sécherlech och nach laang en Theema bleiwen.

Ech mengen, datt et awer wichteg ass, dass mer grad bei de Muséeën an och nach bei ..., dass mer do och driwwer diskutéieren, dass een iwwert déi Reegel vun deene véier Stonne muss erausgoen, dass et muss méiglech sinn, dass och déi Muséeën dann op sinn, wann den Tourist, wann de Lëtzebuerger och d'Méiglechkeet huet, an de Musée ze goen. Et wier nämlech komesch, wann s de géifs soen: „Elo gi mer de Musée kucken", an da stéings de virun der Dier an da wier de Musée zou an et wier net méiglech, dat do ze maachen. Et ass och do wichteg, déi néideg Akzenter ze setzen.

Mee ech mengen, dass een och – an do huet d'Madamm Closener eppes gesot, wat ech ka matënnerstëtzen – eng Kéier muss dat Ganzt op de Leescht huelen an eng Kéier all déi Ausnamebestëmmungen, déi et gëtt, vläicht diskutéieren: Wat muss méi kloer definéiert ginn oder och net? Et geet net nëmmen ëm déi véier Stonnen, mee och dorëm, dass een d'Diskussioune muss féieren: Wat ass noutwendeg a wat ass wichteg, och fir de Lëtzebuerger Standuert? An och: Wat ass wichteg? Mir sinn an enger anerer Kommissioun amgaangen, iwwert d'Attraktivitéit vum Tourismus hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Mir sollten och do déi Diskussioune féieren, an et wier do och wichteg, dat an engem rouege Kader ze maachen an net an iergendenger forcéierter Situatioun. Well meeschtens, wann een ënner Drock eppes mécht, mécht een et net esou gutt, wéi wann och aner Méiglechkeete bestinn. An duerfir sinn ech där Meenung, dass mer do eng Diskussioun sollte féieren.

An ech géif och do de Minister froen ... Ech weess elo net, ob et nach duergeet an dëser Legislaturperiod, well et ass vläicht e bësse kuerz, mee dass een awer fir de Rescht eng Kéier eng Diskussioun doriwwer kéint féieren, fir do Adaptatiounen, déi noutwendeg sinn, kënnen ze maachen. Ech erënneren och un de Santéssecteur: Wann déi op eemol géifen decidéieren, se géife sonndes net schaffen oder den Hëllefssecteur oder d'Restauratioun, da wier dat och eng grouss Schwieregkeet. An duerfir mengen ech, dass een doriwwer eng Kéier misst diskutéieren.

Fir de Rescht wëll ech am Numm vun der CSV den Accord ginn zu dësem Projet de loi an ech hoffen, dass d'Attraktivitéit vun eise Muséeën domadder nach méi grouss gëtt an dass nach méi Leit elo wäerten dohinner kucke goen, wann elo d'Situatioun vum Personal an deem Fall gekläert ass.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Villmools merci, Här President. Ech géif ufänken, andeem ech der Rapportrice villmools Merci soe fir hir zwee Rapporten. Ech mengen, mat deem Gesetzesprojet hei gëtt eng vun de Grozonen, déi et haut nach gëtt, wat d'Sonndesaarbecht ugeet, behuewen, spezifesch wat d'Muséeën ugeet.

Mee wéi awer och mäi Virriedner et scho gesot huet, gëtt et nach aner Secteuren, wou awer am Prinzipp och Sonndesaarbecht geleescht gëtt. Ech wëll just un de Secteur vum Sport erënneren, deen elo nach net ugeschwat ginn ass, och vu mengem Virriedner, eppes, wat mäi Kolleeg, de Claude Lamberty, och schonn e puermol ugeschwat huet, wat haaptsächlech d'Sportstrainere betrëfft, déi op Kompetitiounen awer dacks och sonndes intervenéieren, an et do eigentlech och e Kader misst ginn. Do wenden ech mech souwuel un den Aarbechts- wéi och un de Sportsminister, dee vläicht e Wuert ...

Une voix | Déi kenne sech jo.

Mme Carole Hartmann (DP) | ... – déi sech kennen –, deen och vläicht e Wuert dozou ka soen. Et gëtt awer och nach aner Secteuren an dem Fräizäitberäich, déi och touchéiert sinn, wou mer mussen doriwwer schwätzen, dass et awer sonndes och méiglech muss sinn, och fir d'Attraktivitéit eebe vun deene Sitten, wéi et virdru scho gesot ginn ass, héichzehalen.

Als DP hu mer generell eng e bësse méi liberal Approche, wat och déi Sonndesaarbecht ugeet. Duerfir, bei deem heite Projet fanne mer dat gutt, well och d'Muséeën effektiv sonndes op sinn an déi meeschte Visiteuren och iwwert de Weekend hunn. Duerfir mécht et Sënn, dass eeben och sonndes do geschafft gëtt.

Ech ginn duerfir den Accord vun der Demokratescher Partei. A voilà, mir sinn oppe fir eng méi liberal Vue op d'Sonndesaarbecht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och un d'Rapportrice. D'Aarbechtszäitegeschicht vum Sonndeg ass effektiv eng ganz laang. De Marc Spautz huet op déi Pneuefabrick um Rouscht do higewisen. Ech ka just soen, dass ech mat der clc éiweg ënnerwee war, fir d'Sonndesaarbecht an der Geschäftswelt ze reegelen. Et ass ëmmer schwiereg gewiescht. An ech si frou, dass mer haut hei kënne fir de Secteur vun der Kultur e Projet virleeën, deen d'Balance hält tëschent deene Leit, déi sonndes däerfen, mussen, kënne schaffen, an eise Bierger alleguerten, fir dass mer Kultur kënne genéissen. Et ass eng Fro vun Accès zur Kultur an awer och eng Balance, dass d'Sonndesaarbecht elo net einfach esou fräigeschalt gëtt, wéi wann et en aneren Dag wär. Dat si Kulturen, wéi se déisäit vum Atlantik üblech sinn an och am asiatesche Raum.

Mir si glécklecherweis an där Situatioun, dass mer eng gereegelt Aarbechtszäit hunn, a mir sollen dat och weider bäibehalen. An ech kann och novollzéien, dass all déi Secteure wéi de Sport, deen elo ugeschwat ginn ass, nach sollen och gereegelt ginn an dass mer déi Grozon do net hunn, net dass op eng Kéier Problemer entstinn, och mat enger Assurance accident oder esou weider, well mer hors la loi géife schaffen, ouni et bewosst gemaach ze hunn oder gewollt.

Ech ginn dofir den Accord vun der grénger Fraktioun a merci der Rapportrice nach eng Kéier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An d'Wuert ass elo fir den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Francine Closener fir dëse Rapport. Et ass schréftlech a mëndlech alles gesot ginn. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer eis hei dem Gesetz upassen an do dat kloer reegelen. Well ech mengen, wa mer dat net kloer reegelen, kréie mir ëmmer méi Leit, déi musse sonndes schaffen, an ech mengen, dann ass et kloer, datt dat do esou gereegelt gëtt. Ech mengen, mir hunn et och an eenzelnen … Virun 100 Joer huet kee vu Muséesberuffer geschwat, kee vu Sport an hei an do. A lues a lues komme mer an en Zäitalter eran, wou mer net wäerten derlaansicht kommen, eenzel Beruffer an déi Kategorie hei eranzepassen. Mir mussen nach gesinn, wat do d'Zukunft bréngt. Mee an deem Sënn ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Der Rapportrice emol als Alleréischt e ganz grousse Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, mir ginn hei och den Accord vun eiser Fraktioun.

Mir hunn hei eng vun de Grozonen, et ass scho gesot ginn, elo endlech wierklech gekläert. Mee et sinn der nach do. Et soll een dat alles elo wierklech op de Leescht huelen. Ech mengen, den honorabele Marc Spautz huet et och gesot: Mir sollen dat a Rou diskutéieren. Dat kréie mer souwisou net méi hi virum nächsten Hierscht, dat wier wierklech sportlech. Mee ech mengen, et soll ee sech wierklech déi Zäit huelen a kucken, wat fir eng Beruffer et wierklech gëtt, déi musse sonndes schaffen. Et gëtt där, dat ass ganz, ganz kloer, déi nach an där Grozon sinn, notamment och wat de sportleche Volet ugeet. An da soll een dat wierklech legiferéieren.

Mir sinn zwar net esou liberal wéi d'DP. Mir soen: Dat, wat muss sonndes sinn, soll och op sinn, an dat ass och eng gutt Saach. Ech mengen, mir mussen den Tourismus och fërderen. Mir musse jo kucken, déi ganz Nischen do ze besetzen, an de Leit kloer Konditioune ginn. Mee et gëtt och Saachen, déi net onbedéngt sonndes missten op sinn. Do si mir éischter derfir, datt een awer och soll kucken, datt d'Leit hiert Aarbechtsliewen an hiert Familljeliewen ënnert een Hutt kréien. Ech mengen, mir hu virdrun e Gesetz iwwert d'Dekonnexioun gestëmmt. Fir eis ass et och wichteg, datt awer d'Leit eng gewësse Work-Life-Balance hunn. An duerfir gëllt et, dat hei wierklech ganz kloer ze reegelen.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dat lescht Wuert huet den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Glécklecherweis hunn ech net dat lescht Wuert, de Minister kënnt jo nach!

Merci als Éischt un d'Rapportrice fir de Rapport. Ech mengen, et ass wéi ëmmer e ganz ausféierleche mëndlechen a schréftleche gewiescht, och wann et u sech e ganz kuerzt Gesetz ass, dat just eng Ausnam zousätzlech virgesäit, obwuel, wéi d'Virriedner/innen et gesot hunn, mer u sech eng ganz Rëtsch aner Ausnamen an deene Grozonen hunn, wat d'Sonndesaarbecht ugeet, a virun allem de Sport ass do genannt ginn.

Ech mengen, dass mer eis do wierklech laangfristeg mussen eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer mat all deene Froen, mat all deene Besoinen ëmginn. Esou wéi mer et haut geléist hunn, datt verschidde Betriber kënnen de ganze Sonndeg opmaachen an datt do Sonndesaarbecht och erlaabt ass, well se an enger Zone touristique leien, kann een driwwer schwätzen, ob een op eng Tankstell an an de Supermaché Tourismus maache geet. Dat ass, mengen ech, eng Fro, déi … Haut ass dat d'Ausnam, mat där verschidde Supermarchéen all Sonnden op sinn. An de Supermarché, deen net an enger Zone touristique ass, dee gëtt anescht behandelt. Ech mengen, datt mer do wierklech eng Kéier grondleeënd mussen iwwert d'Sonndeger schwätzen.

An ech mengen, mir hu virdrun iwwert den Droit à la déconnexion geschwat. Esou muss et natierlech och en Droit au repos ginn. An dat gëtt am Moment ënnerwandert mat enger ganzer Rëtsch Grozonen. An ech denken, do sollt ee fundamental an net nëmme mat Plooschteren driwwer schwätzen.

Fir eis ass et kloer: D'Personal an de Muséeë muss och kënne sonndes schaffen, well ënnert der Woch, wann all déi aner Leit schaffen, ass et schwéier, an de Musée ze goen. Dat muss een einfach …

(Interruption par M. Marc Spautz)

Et ass vläicht méi Plaz, Här Spautz, jo.

(Hilarité)

Et steet vläicht kee virum Bild, wann Der dann dee Moment kucke gitt. Mee et ass natierlech wichteg, wa mer Leit wëlle Kultur méi no bréngen an och Familllje wëllen encouragéieren, mat hire Kanner zum Beispill an de Musée ze goen, da mussen d'Muséeë weekends op sinn. A fir dat ze erméiglechen, brauch ee Personal, soss geet et net. An deementspriechend – dat heiten ass jo och mat de Personalvertrieder ofgeschwat – gi mir eisen Accord, fir datt d'Muséeën och an Zukunft kënne legal sonndes operéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet et gesot: Vun zéng Ausnamereegelunge gi mer elo op eelef Ausnamereegelungen. Déi eeleft ass dann déi vun de Muséeën.

Iwwregens, fir dem Här Spautz direkt ze äntweren: Déi aacht, dat ass déi fir alles, wat Secteur de soins an Altersheim an esou weider ass. Duerfir, dat ass hei scho gereegelt. An et gëtt och nach aner Saachen, déi iwwert de Punkt 5, „entreprises de spectacles publics", och kënne gereegelt ginn.

Mee fir et méi kloer ze maachen a fir et hei aus enger Grozon erauszehuelen, hu mer dee Punkt vun de Muséeën nach derbäigesat. Ech stëmme jiddwerengem zou, dass een dat muss nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Et ass ugeschwat ginn: Spektakel, Tourismus an de Sport. Dat ass ganz richteg. Mir haten och do scho Reunioune mat deene richtege Leit zesummen. D'Fro ass déi vun der Definitioun a wéi een et ganz kloer ëmräisst, fir datt een net an engem Secteur touristique, deen eng grouss Fläch kann hunn, alles op huet an op anere Plazen dat dann net op huet.

D'Fro ass awer och déi vum Arbeitsschutz vun de Leit, vun de Salariéen, fir déi ze schützen. Et ass awer och eng Fro vu gesellschaftlechem Liewen. Wëlle mer, dass sonndes muss oder ka souvill geschafft ginn? Oder wëlle mer och vläicht de Rhythmus an der Woch behalen, dee mer elo hunn? Sechs Deeg oder fënnef Deeg schaffen an zwee Deeg éischter fräi hunn? Alles dat ass eng Fro, eng gesellschaftlech Fro. Et ass eng Fro vu Work-Life-Balance, déi mer sécherlech mussen ugoen. Mee fir elo mol dat heiten ze reegelen, hu mer déi Muséeën hei bei déi Ausnamebestëmmunge bäigesat. Ech soe jiddwerengem Merci fir den Accord.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engel.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8152. Den Text steet am Document parlementaire 8152[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8152 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

17. 8211 – Projet de loi modifiant la loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Den nächste Projet de loi ass de Projet de loi 8211 iwwert d'Bäihëllefe fir d'Erhéijung vun den Energiekäschte vu verschiddenen Heemer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporter vun dësem Projet de loi, den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, merci, Här President. Déi zwee Gesetzer, déi elo kommen, dat si Gesetzer, déi Der kennt. Dat sinn d'Verlängerunge vu Gesetzer, déi mer de 16. Dezember (veuillez lire: den 8. Dezember) d'lescht Joer hei gestëmmt haten.

Beim éischte Gesetz geet et drëm, de Punkt 8 aus dem Tripartitt-Accord vum 3. Mäerz dëst Joer ëmzesetzen, dem Accord, dee fonnt gi war tëschent dem OGB-L, dem LCGB, der CGFP, der UEL an der Regierung.

Am Gesetz vum 16. Dezember hate mer festgehalen, dass d'Steigerung vun den Energiepräisser, déi géif zoukommen op d'CIPAen, d'Centres intégrés pour personnes âgées, op d'Maisons de soins, op d'Logements encadrés pour personnes âgées an d'Centres psycho-gériatriques agréés, net sollt un d'Leit weiderfacturéiert ginn, mee dass den Iwwerschoss vun de Käschte géif vum Staat iwwerholl ginn.

Eenzeg d'Präisevolutioun, déi duerch den Index kënnt, kann un d'Leit weiderfacturéiert ginn, mee net d'Deierecht un den Energiepräisser. Déi gëtt gedeckelt an déi gëtt dann och vum Staat iwwerholl.

Dëst Gesetz, dat elo scho leeft, gëtt verlängert bis den 31. Dezember dëst Joer (veuillez lire: bis den 31. Dezember d'nächst Joer), an de Käschtepunkt vun dëser Mesür läit bei 6.609.000 Euro – geschätzt. Dat hänkt natierlech dervun of, wéi d'Evolutioun vun den Energiepräisser dobaussen ass.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi Rapport an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Gilles Baum. An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Une voix | Den Här Roth.

M. Fernand Etgen, Président | O, Här Roth, quel honneur!

(Hilarité)

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci. Mir sinn d'accord.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Très bien, Här Roth. An da geet d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech schléisse mech deem un. Ech ginn och den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An da kënnt d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech ginn den Accord vun deene Gréngen a soen awer och Merci fir de Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Idem, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der Madamm Cecchetti.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Esou einfach geet dat hei awer elo net. Elo hat Dir gemengt, Dir kéint eng hallef Stonn éischter heemgoen. Nee, nee, nee, nee, nee!

Här President, als Alleréischt dem Rapporter emol e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Am Virfeld direkt: Mir stëmmen dëse Projet de loi mat.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass jo eng Adaptatioun vum éischte Gesetz aus dem Dezember vum leschte Joer, wou et drëms goung ze verhënneren, dass déi héich Energiepräisser op d'Hebergementskäschten an Alters- a Fleegeheemer duerchschloen. Mir kritiséieren awer op en Neits, datt d'Präisser an den Heemer vill ze héich sinn.

D'CSL – net mir, mee d'CSL – huet ausgerechent, datt 77 % vun de Fraen an den Altersheemer eng Rent hunn, déi ënnerhalb vun den Hebergementskäschte läit. Hei muss dann de Fonds national de solidarité asprangen. A mir wësse jo, dass dës Hëllef remboursabel ass, wat zum Deel zu ganz ongerechte Situatioune féiert fir d'Nokomme vun de betraffene Leit an eeben an éischter Linn eeler Fraen an den Heemer.

Am Gesetz ass weiderhi virgesinn, datt d'Heembedreiwer vun der Hëllef ausgeschloss ginn, wa se d'Hebergementskäschten an enger vun den zwou Perioden hei am Gesetz eropsetzen, wat jo net méi wéi richteg ass. Dobäi sinn awer – den honorabelen Här Baum huet et gesot – d'Indexupassungen ausgeschloss. An do läit awer e fundamentale Problem. Eng 2,5 %-Erhéijung vun den Hebergementskäschten an den Heemer ass net gerechtfertegt.

D'Hebergementskäschte setze sech nämlech aus vill verschiddene Käschten zesummen, fixer wéi variabeler. D'Léin vun den Ugestalten an den Heemer maachen net 100 % vun den Hebergementskäschten aus. De Präis fir d'Zëmmer muss jo net mam Index eropgoen. Dat ass och bei den normale Mietwunnengen net erlaabt, obwuel do jo nach aner Iwwerleeungen a puncto Rentabilitéit vum Invest matspillen. Eng pauschal Erhéijung vun 2,5 % no enger Indextranche ass also op kee Fall gerechtfertegt. Heibäi handelt et sech also ëm eng verstoppt Erhéijung vun den Tariffer, wat bei méifachen Indextranchen och wierklech abusiv ka sinn.

Besonnesch problematesch gëtt et dann och erëm fir déi 77 % Frae mat Renten, déi méi déif si wéi d'Hebergementskäschten. Déi kréien zwar och hiren Index op hirer Rent, mee vu dass dee Montant méi geréng ass, geet d'Schéier tëschent der Rent an de Käschte vum Hebergement duerch eng pauschal Erhéijung ëm 2,5 % natierlech ëmmer méi auserneen.

Dass d'Energiepräisser also net op d'Hebergementspräisser duerchschloe sollen, ass natierlech ze begréissen. Dass déi grouss Gewënner heibäi awer trotzdeem d'Heembedreiwer sinn, déi engersäits Sue vum Staat kréien, fir parallell awer kënnen d'Präisser ondifferenzéiert mam Index eropzesetzen, ass fir eis net akzeptabel!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir sinn och averstanen.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci fir déi breet Zoustëmmung. Ech wëll awer just eng Kéier kuerz soen, dass dat falsch ass, wat Der gesot hutt, well d'Salairen, wann déi ëm 2,5 % an d'Luucht ginn, da bezilt een eebe mat de Präisser vum Hebergement d'Salairen. An de Staat, deen intervenéiert just an der Assurance dépendance an den Alters- a Fleegeheemer a soss iwwerhaapt net. Déi musse sech alleguer selwer droen.

Dofir villmools merci fir Är breet Zoustëmmung a merci och dem Rapporter fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8211. Den Text steet am Document parlementaire 8211[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8211 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy

Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

18. 8212 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8212 iwwert d'Ausbezuele vum equivalente Crédit d'impôt bis den 31. Dezember 2024 fir REVIS- an RPGH-Beneficiairen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Dir hutt scho bal alles gesot. Mir setze mat dësem Gesetz de Punkt 14 aus dem Tripartitt-Accord vum 3. Mäerz ëm. An et geet effektiv drëm, den Équivalent crédit d'impôt – dat si 84 Euro de Mount – weiderhin auszebezuelen un d'Beneficiairë vum REVIS a vum RPGH, dem Revenu pour personnes gravement handicapées. An dat verlängere mer bis den 31. Dezember dëst Joer (veuillez lire: den 31. Dezember d'nächst Joer).

Käschtepunkt vun där Mesür fir déi Leit, déi de REVIS kréien: 12,6 Milliounen. A fir d'Leit, déi den RPGH kréien: 3,9 Milliounen. Dat si 16,5 Milliounen, déi mer elo mat dësem Gesetz stëmmen. Wann ech elo d'Suen derbäihuelen, déi mer schonn an der leschter Tripartitt deblockéiert haten, da komme mer fir 2023 an 2024 op d'Zomm vu ronn 29 Milliounen Euro, déi mer deene Leit zoukomme loossen, ech mengen, déi et wierklech am schwieregsten hunn an déi d'Suen och wierklech am néidegsten hunn.

Voilà, dat wär et schonn. Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt. An ech wëll awer och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Kéier alleguerten de Kolleegen aus der Kommissioun „Tripartite" e ganz, ganz grousse Merci ze soe fir déi gutt a flott Aart a Weis, wéi mer zesummeschaffen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Mat d'accord.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir sinn och dermat d'accord, an ech schécken dem Här Gilles Baum awer de Merci zréck, dass et effektiv net ëmmer esou einfach ass, wa mer Zäitschwieregkeeten hunn, mee mir schaffe gutt zesummen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Lorsché, sidd Dir och d'accord?

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat selwecht am Gréngen, Här President. Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | An Dir, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Ech schléisse mech un, och un de Merci un den Här Baum. En huet dat méi wéi verdéngt. Mir sinn also och d'accord. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An elo sinn ech gespaant op d'Madamm Myriam Cecchetti.

(Hilarité et exclamations)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Op engem Bee steet et sech schlecht. Dann hëlt ee sech dat zweet Been och nach.

Dem Rapporteur nach emol eng Kéier e grousse Merci fir säi mëndleche wéi och schréftleche Rapport. Och dat heite Gesetz stëmme mir mat, keng Angscht, well et den Equivalent vum Crédit d'impôt verlängert bis Enn 2024.

De Montant vu 84 Euro pro Mount, ëm deen et hei geet, fir d'Leit, déi op de REVIS oder de Revenu fir Mënsche mat Handicap ugewise sinn, ännert natierlech näischt Grondleeëndes un der Situatioun vun de betraffene Leit. Fir e bëssen anstänneg ze liewen, geet et sécher net duer, héchstens fir déi eng oder aner Rechnung vläicht zur Zäit kënnen ze bezuelen. Mee den Drock hëlt dëse Montant kengem vun de betraffene Leit. An dat ass jo och guer net d'Absicht heivunner, soss hätt hei scho laang misse vun der Regierung substanziell nogebessert ginn.

D'Verlängerung vun der Mesür op 2024 werft fir eis awer natierlech d'Fro op, wat duerno kënnt. D'Upassung vun der Steiertabell, déi ab 2024 soll gräifen, hëlleft de Leit mam REVIS oder mam Revenu fir Leit mat Handicap jo net. Fir hir Situatioun an engem vergläichbare Mooss kënnen ze verbesseren, wéi d'Steiertabellenupassung et fir déi meescht aner Leit mécht, muss hei de Bruttomontant méi zolidd eropgesat ginn.

Mir hätten déi Debatt gär gefouert an hunn eis se och erwaart, well wéi Der wësst ass eng Evaluatioun vum REVIS ugekënnegt ginn, déi bis haut awer nach net presentéiert ginn ass. Bei dëser Evaluatioun soll et natierlech ëm all d'Aspekter vum REVIS goen. Mee de Betrag vum REVIS ass awer ganz zentral, well wann d'Leit mam REVIS eng Stabilitéit an Zukunftschancë sollen hunn, da muss de REVIS se finanziell awer och deementspriechend ofsécheren. A wa mir iwwert de REVIS schwätzen, da féiert och kee Wee derlaanscht, eng Debatt iwwert de Mindestloun an déi wuessend prekär Aarbecht zu Lëtzebuerg ze féieren, well béides hänkt zesummen.

Eng gutt Partie Leit verdéngen einfach net genuch, obwuel se 40 Stonnen d'Woch schaffen. Dës Problemer sinn Deeler vun enger seriöer sozialer Schiflag, déi duerch déi wuessend sozial Ongläichheeten, d'Deierecht a klammend Aarmutszuelen ëmmer méi schlëmm gëtt. Mat esou klenge Mesüre wéi deene 84 Euro Steierkreditt ännert sech dorunner awer sécher guer näischt. D'Schéier zwëschent Aarm a Räich geet just nach méi auserneen. D'Mëttelschicht bréckelt ëmmer méi ewech. Onsécherheet, Angscht, Onzefriddenheet, kuerz: De soziale Fridde steet op der Kipp.

A wat dat bedeit, hunn eis d'Gemengewale vum leschte Sonndeg gewisen: D'Leit wielen erëm méi no riets. Dëst ass eng Tendenz, déi oft an esou Situatiounen opkënnt, wann d'Leit sech net un enger Visioun vu sozialem Fortschrëtt kënne festhalen, déi d'Hoffnung op Opbrochstëmmung vermëttelt. Dat ass natierlech och d'Roll vun eis als déi Lénk, dat ze bidden, mee net eleng eis. Mir wäerten awer mat aller Kraaft weider bei de Leit fir eis Iddie kämpfen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mat dësem Gesetzesprojet leeft dann de Steierkreditt fir d'Leit, déi de REVIS oder den RPGH kréien, ab elo erëm weider.

Merci als Éischt un de Gilles Baum fir déi exzellent Zesummenaarbecht an der Tripartitt-Kommissioun, wou et ëm vill Geld och fir d'Leit geet. A genau dorëm geet et hei: D'Leit wäerten elo réckwierkend natierlech dat Geld kréie vun deene leschte Méint, op dat se u sech gewaart hunn. A vill vun hinne wäerte sech doriwwer freeën. Also, wie vun eis géif sech net doriwwer freeën, wann e réckwierkend Geld ausbezuelt kritt?

Mee et huet awer laang gedauert. Fir eis huet et u sech ze laang gedauert. Mir hate schonn am Fréijoer Direkthëllefe gefrot, well mer dervun ausgaange sinn, datt dat heiten dauere géif. Konkreet hate mer eng Léisung a Form vun enger Direkthëllef gefuerdert. D'Leit hätten déi Suen direkt kéinten notzen a bräichten net all Mount drop ze waarden. Grad fir déi Leit, déi mam REVIS oder mam RPGH auskomme mussen, wier dat eng direkt Entlaaschtung anstatt enger retroaktiver Entlaaschtung gewiescht.

De Steierkreditt hei ass natierlech nëmmen eng Drëps op de waarme Stee fir déi Leit, déi wierklech mat engem Minimum mussen auskommen, vun deem, wat se kréien. Duerfir fuerdere mir Piraten weiderhin, datt d'Aiden, wéi eng Allocation de vie chère oder d'Subvention loyer, automatesch un d'Leit ausbezuelt ginn, déi se zegutt hätten. Wa mer d'Donnéeën net hunn, da musse mer d'Donnéeë schafen. Wa mer net wëssen, wéi et geet, da musse mer Weeër schafen, datt et geet.

Mir acceptéieren net, datt hei u sech mam Argument „Mir evitéieren en Déchet fiscal" – dat muss ee sech emol virstellen! – geschafft gëtt, andeems een op Basis vu Leit, déi eppes zegutt hunn, déi awer net

wëssen, wou oder wéi et ufroen, u sech en Déchet fiscal evitéiert. Mir sinn der Meenung, datt dës Regierung, gradewéi déi nächst, eppes dorunner muss änneren a Weeër muss fannen, fir datt déi Leit, déi eppes zegutt hunn, et och automatesch guttgeschriwwe kréien.

Här President, beim Vott vun haut geet et awer just ëm dëse Steierkreditt, an dee gëtt jo automatesch bezuelt. An dofir kann ech och den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci. Merci och fir déi breet Zoustëmmung elo scho fir dëse Gesetzesprojet, deen awer ganz wichteg ass, fir eeben effektiv deenen ze hëllefen, deenen et am mannste gutt geet, déi am mannsten um Enn vum Mount hunn, nämlech deenen, déi de REVIS oder den RPGH kréien, dass déi den Équivalent crédit d'impôt an Zukunft och weider kréien an dass dee verlängert gëtt bis den 31. Dezember 2024.

Just zwou Remarken: Et ass schwiereg, de Leit automatesch eppes ze bezuelen, well d'Situatioun ännert sech vu Joer zu Joer an dat muss ee jo awer dann am A behalen. An dat anert ass: „D'Leit wiele méi riets" – ech huelen un, dass alles, wat net déi Lénk ass, riets ass fir Iech. Mee ech hunn dat net festgestallt de leschte Sonndeg, dass d'Leit hei am Land méi riets gewielt hätten. Do gesitt Der: Dir sot einfach esou pauschal Saachen an da steet dat do am Raum an dann ass dat op eemol d'Wourecht. Also ass dat falsch, wollt ech just eng Kéier soen.

An domadder géif ech elo wëllen …

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

Maacht Äre Mikro un, wann Der Frechheete sot, dann héieren d'Leit dobausse se och!

(Brouhaha)

Also, ech wollt am Fong geholl Iech alleguerte villmools Merci soen, well … ech sinn elo no um Waasser gebaut, mee et ass meng leschte Ried haut hei als Familljeministesch. An et war net ëmmer schéin hei, mee heiansdo awer. Et war och net ëmmer witzeg hei, heiansdo awer. Ech soen Iech op jidde Fall villmools Merci, dass Der déi Seance haut esou laang gezunn hutt, fir dass ech nach wierklech eppes dovunner hunn, …

(Hilarité)

… vu menger leschter Seance als Familljeministesch. Et war mir eng grouss Freed an eng grouss Éier, däerfen hei ze sinn. Duerfir villmools merci Iech all!

Une voix | Très bien!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | An da Parole après la ministre fir de Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. D'Madamm Cahen huet gesot, et wär hir lescht Ried. Ech wëll awer e puer Wuert soen. Ech mengen, Dir waart elo bal zéng Joer an der Regierung, an ech mengen, dat ass eng schéi laang Zäit. Ech weess och, datt dat net ëmmer einfach ass. Dir hutt dat elo an e puer klenge Wierder hei ugeschwat. Mir waren och net ëmmer mateneen d'accord. Mir hunn och vill matenee gestridden hei. Ech wëll awer soen: Dir hutt awer och ëmmer gär matgestridden, …

(Hilarité)

… wann ech dat, wann ech dat richteg gesinn, mat deem Engagement, dat mer vun Iech kennen.

An et ass mer wichteg am Fong, zwou Saachen hei ze soen. Dat Éischt, dat ass: merci fir déi Aarbecht, déi Der gemaach hutt. Ech weess, datt Regierungsaarbecht net ëmmer eng einfach Aarbecht ass, datt et heiansdo wierklech schwiereg ass, datt een och villes perséinlech muss hannendrustelle virun där Responsabilitéit, déi een huet, an datt dat och heiansdo perséinlech villes kascht. Dat ass net ëmmer evident. Dir hutt decidéiert, déi Responsabilitéit ze huelen. Dir hutt dat zéng Joer gemaach, an dofir wëll ech am Numm vun eiser Fraktioun, eiser Partei, Iech e grousse Merci ausdrécken. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Dir triet elo en anert Mandat och un. Dat ass Äre fräie Choix. An dofir wënsche mer Iech ganz einfach bonne Chance!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech ka mer et einfach maachen a mech de Wierder vum Claude Wiseler uschléissen. Och mir wënschen der Madamm Cahen alles Guddes a soen hir Merci, well mir hu si kennegeléiert hei an deenen zéng Joer als eng engagéiert Ministerin, déi agetrueden ass fir hir Iwwerzeegungen a gekämpft huet fir hir Iwwerzeegungen, an dat ass ganz zu hirer Éier. Mir wënschen hir alles Gutts. Mir soen hir net Äddi, well mir sinn iwwerzeegt, dass mer se geschwënn erëmgesinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo, och eisersäits wéilte mir der Madamm Cahen e grousse Respekt ausdrécke fir dat, wat se zéng Joer geleescht huet. Mir wëssen alleguer, dass mer schwéier Zäiten duerchgaange sinn, an der Chamber, mee och dobaussen. Et war wierklech eng schwéier Zäit, déi Pandemie. Et ware schwiereg Diskussiounen, mee si huet sech derduerchgeruddert. Zäitweis ass et méi haart hiergaangen, mee d'Haaptsaach ass, dass mer d'Pandemie zesummen hannert eis kritt hunn an erëm fest op de Bee stinn. Duerfir, Dir hutt och en Deel derzou bäigedroen. All Respekt fir déi vergaangen Zäit an da vill Freed mam neien Job!

Ech weess nach net genee, wat op Iech zoukënnt. Dir hutt et nach net genee erkläert, mee Dir wësst bestëmmt scho méi wéi mir. Mir si gespaant, wéi et weidergeet. Op alle Fall vun eiser Säit aus vill Gléck fir Är Zukunft an der Stad!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An d'Wuert geet weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci. Dat sinn natierlech wichteg Ablécker am Liewe vun engem Politiker oder enger Politikerin, wann een elo wéi d'Madamm Minister muss soen: „Et ass déi lescht Ried op dëser Plaz." An ech verstinn, datt et Iech schwéierfält, fir op d'ADR hei ze verzichten, well mir ëmmer besonnesch vill matenee gestridden hunn. Duerfir wëll ech Iech verspriechen, datt dat am Stater Gemengerot esou virugeet, fir datt Der eis dann awer net esou séier vergiesst.

Iech alles Guddes op Ärem neie Wee, vill Erfolleg am Interessi vun de Bierger, déi Der vertriet an der Stad Lëtzebuerg! A wéi gesot, et bleift eng lieweg Erënnerung u spannend Stonnen, déi mer hei zesumme verbruecht hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och vun eis alles Guddes. Ech wäert Iech erëmgesinn am Gemengerot, mengen ech, an engem anere Kontext, mee voilà. Voilà, mir haten net esou laang Zäit mateneen, mee op jidde Fall alles Guddes. Mir spekuléieren ëmmer nach alleguerten, firwat Der dee Move maacht. Mee voilà, op jidde Fall alles Guddes!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un den Här Gilles Baum.

(Interruption)

Da fir d'éischt den Här Sven Clement. Hie wëllt net ëmmer dee Leschte sinn.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Familljeministesch. Ech mengen, se huet virun de Walen eng Annonce gemaach, an et éiert se, datt se déi Annonce och elo wouer mécht, datt se sech un dat hält, wat se de Wielerinnen a Wieler versprach huet. Vill ze heefeg kréie mer an der Politick virgeworf, mir géifen eppes soen an dann eppes aneres maachen. Ech mengen, et ass ganz wichteg, och dat ervirzehiewen.

Et soll een awer ni „ni" soen. Et soll een ni soen: „Et ass meng lescht Ried heibannen", wann ee vläicht …

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Als Ministesch.

M. Sven Clement (Piraten) | Als Familljeministesch. Dat ass warscheinlech méi probabel. Mee et weess een och do ni, wat d'Zukunft nach bréngt.

Ech freeë mech op alle Fall drop, datt mer eis relativ sécher nach an anere Fonctioune wäerten erëmgesinn, och op eng flott Campagne, déi mer am Hierscht nach ze bestreiden hunn. An ech wollt vläicht soen, datt et an deem Sënn mat Iech als Ministesch ëmmer interessant war, heibannen ze streiden, well Der och ëmmer gutt zréckstreide konnt. An dat ass awer och eppes, wat ee brauch. Et ass nämlech méi einfach ze streiden, wann een zu zwee streit, wéi wann een aleng streit. Vill Gléck bei deenen nächsten Tätegkeeten!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci. Ech géif am Numm vu menger Fraktioun och Merci soen. Mir hunn zéng Joer ganz, ganz flott mat enger ganz engagéierter Familljeministesch zesummegeschafft, fënnef Joer ënnert der Presidence vum Max Hahn a fënnef Joer war ech President.

An ech wëll just nach eng Kéier soen: Ouni elo alleguerten déi Saachen ze nennen, déi mer gemaach hunn, wëll ech awer just ee Projet eraushiewen, an dat ass d'Reform vum Congé parental, wat wierklech fir alleguerten d'Elteren, d'Mammen an och haaptsächlech d'Pappen, eng wierklech, wierklech riseg, riseg Verbesserung war, wat se konnten an der Betreiung vun hire Kanner maachen. Ech kommen net méi an de Genoss vun deem Congé parental. Ech sinn och virdrun net dra komm.

Une voix | Wie weess?

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Mee ech mengen, mee ech mengen ...

Une autre voix | Hei an der Chamber ass nach keen an dee Genoss komm.

M. Gilles Baum (DP) | Maacht Iech keng Gedanken. Mee ech mengen, ech géif Iech Merci soen. Dir waart och als Ministesch ëmmer disponibel, fir an d'Chamber ze kommen. D'Madamm Cahen hat mech de Mëtteg gefrot: „Wat mengs de, um wéi vill Auer muss ech do sinn?" Ech hat gesot: „Komm, ech mengen, esou 17.00 Auer, 17.30 Auer wäert et sinn." Elo ass et 20.00 Auer. Merci fir Är Disponibilitéit. Merci fir Ären Asaz. An ech sinn iwwerzeegt, dass Der mat deem selwechten Asaz Ärt Amt um Knuedler wäert unhuelen.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An erlaabt mir, mech perséinlech deene Mercien alleguer unzeschléissen. A wann ech een Hutt hätt, ech géif e virun der Aarbecht vun der Madamm Cahen ofdinn. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer déi Geleeënheet awer nach dacks kréien. Merci villmools!

(Applaudissements)

A mir mussen awer nach zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8212 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8212[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8212 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Tess Burton) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

19. 8169 – Projet de loi portant :

1° modification

a) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

b) de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires ;

c) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

d) de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ;

2° abrogation de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8169 iwwert d'Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Bedürfnisser. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Also, wien den Ordre du jour festgeluecht hat, deen hat warscheinlech vergiess, dass eigentlech no deem hei Projet nach ze schwätzen elo relativ schwéier ass no deem würdegen Ofschloss, mengen ech, vun der leschter Ried vun der Familljeministesch. Mee ech probéieren dann, dee leschte Projet dann awer och nach ze presentéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet, deen huet als Zil, dass eng Prise en charge fir Kanner mat spezifesche Besoine wärend hirer ganzer Schoulzäit garantéiert ass. Duerch déi Adaptatiounen, déi haut hei virleien, soll eise Bildungssystem nach méi inklusiv an nach méi gerecht ginn, mam Endzil, wéi gesot, dass Kanner mat spezifeschen edukative Besoine verbessert – a besonnesch konstant – méi Méiglechkeete kréien, an der Schoul kënnen ze reusséieren.

Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung sech derzou engagéiert, déi bestoend psychologesch an och sozioedukativ Strukturen a Mesüren an de Schoulen op de Leescht ze huelen an ze verbesseren.

Abee, haut kënnt e weideren Deel vun där Ëmsetzung aus dem Koalitiounsaccord derbäi. Am Ufank vläicht wichteg ze soen, ass, dass am Virfeld vun der Ausaarbechtung vum Gesetz Gespréicher mat concernéierten Acteure gefouert goufen, sief dat mat Enseignanten, sief dat mat Educateuren, mat der Commission nationale d'inclusion, mat den Direktiounen, awer och mat den Elteren an och der Schülervertriedung.

Och d'Reflexiounen aus dem Accord vum 16. November 2021 tëscht dem Ministère an den Educateursassociatioune sinn an de Gesetzestext matagefloss.

Ech lëschten an den nächste Minutte kuerz a knapp déi wichtegst Neierungen op, fir ze skizzéieren, wat alles wäert änneren:

Genee wéi am Fondamental sollen och an de Lycéeë professionell Ekippe fir Schüler mat spezifesche Besoinen, déi sougenannt ESEBen, agefouert ginn. Soumat schafe mir eng besser Kohärenz tëscht der Prise en charge an de Grondschoulen an duerno an de Lycéeën.

Fir d'Zesummenaarbecht tëscht den eenzelnen Acteuren ze stäerken, gëtt an all Lycée en „département éducatif et psycho-social" geschaaft. Dës Entitéit, déi regroupéiert da souwuel de Service psycho-social et d'accompagnement scolaires, de Service socio-éducatif, d'Cellule d'orientation et d'intégration scolaire wéi och dann déi nei ESEBen a jee no Lycée och d'Internat.

An engem drëtte Punkt adaptéiert dëse Projet de loi d'Zesummesetzung an d'Missioune vun de Commissions d'inclusion vun de Lycéeën a stäerkt hir Zesummenaarbecht mat der Commission des aménagements raisonnables.

Fir esou schnell wéi méiglech op déi individuell Besoine vun de Schüler ze reagéieren an hinnen déi néideg Ënnerstëtzung kënnen ze bidden, proposéiert dësen Text ausserdeem, déi administrativ Prozedure ronderëm d'Prise en charge ze vereinfachen. Och d'Phase vum Diagnostic an d'Delaie fir d'Mise en place vun den Hëllefsmesüre sollen heimadder verkierzt ginn.

Des Weidere schaaft dëse Projet de loi d'Fonctioun vum „délégué à la protection des élèves" an de Lycéeën a stäerkt d'Matsproocherecht vun de Kanner a Jugendleche bei wichtegen Decisiounen, déi hire Schoulalldag betreffen.

Um Niveau vun de Grondschoule schaaft dëse Gesetzesprojet den neie Poste vum „assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques". Dësen Assistent soll d'I-EBSen, also d'Enseignanten, déi Kanner mat spezifesche Besoine schoulesch ënnerriichten, bei einfachen Alldagstâchen ënnerstëtzen, wéi zum Beispill de Kanner, déi dat brauchen, beim Un- a beim Ausdoen hëllefen. Ech wëll op dëser Plaz preziséieren, dass dës Assistenten net den Unterrecht am Klassesall aktiv gestalten, mee konkreet do sinn, fir deene Kanner ze hëllefen, d'Alldagserausfuerderungen ze meeschteren, a den Enseignant selwer sech kann op d'Ënnerriichte vun de Kanner konzentréieren.

An engem leschte Punkt schaaft dëse Projet de loi eng nei Administratioun, déi fir d'Promotioun vun der inklusiver Bildung a fir d'Implementéierung vum neie Gesetzeskader soll zoustänneg sinn: de „Service national de l'éducation inclusive".

Komme mer op d'Avise vum Staatsrot an de Kummeren ze schwätzen. Fir den Entworf vun dësem Gesetzesprojet huet den Educatiounsministère vun Ufank un d'Gespréich mat de Gewerkschaften an den Acteure vum Terrain gesicht. Den SEW, den OGB-L an d'APPCA hu sech an hirem Avis immens gefreet iwwert dës Approche an Zesummenaarbecht gewisen. Si begréissen, datt d'Enseignanten an Zukunft méi Ënnerstëtzung bei der Prise en charge vu Schüler mat spezifesche Besoine kréien, notamment duerch d'Kreatioun vun den Assistenten am Fondamental a vun den ESEBen am Secondaire.

Et misst een allerdéngs kucken, datt déi nei Strukturen, wéi zum Beispill den Département éducatif et psycho-social an de Service national de l'éducation inclusive, net just zousätzlech bürokratesch Hürde fir d'Personal mat sech bréngen. Deen nämmlechte Punkt huet och de Conseil supérieur des personnes handicapées a sengem Avis opgeworf.

D'Staatsbeamtekummer begréisst d'Aféierung vum neien Assistent an deem Comité de liaison am Fondamental. Souwuel d'Qualitéit vun der Prise en charge wéi och d'Vernetzung vun den Acteure géifen doduerch verbessert ginn. Si zweifelt allerdéngs dorunner, dass een Diagnostik an engem Delai vu véier Schoulwoche kéint maachen. Hei dernieft freet si och weider Prezisiounen zu der Karriär an de Missioune vun den nei geschaafte Posten.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei haaptsächlech technesch Froen opgeworf, déi awer duerch Amendementer all konnte gekläert an esou och, jo, opgehuewe ginn. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

An ech kann, mengen ech, als Konklusioun soen, dass ech den Owend frou sinn, dass mer mat dësem Gesetzesprojet eisem Zil vun enger inklusiver Bildungslandschaft nach e Stéck méi no komm sinn. Mat den neie Mesüre schafe mir den néidege Kader, fir Kanner mat spezifeschen edukative Besoine fair Chancen op e gudden Ofschloss kënnen ze bidden. Laang Delaien an inkohärent Prozedure schafe mir aus dem Wee an erméiglechen de Schüler doduerch eng schnell, eng effikass an eng duerchgoend Prise en charge vum Ufank bis zum Enn vun hirem Schoulparcours.

Ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Claude Lamberty.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. An direkt och e grousse Merci un de Rapporter fir säin ausféierleche Rapport. Dat ass nämlech och gutt esou, well mat engem Modèle de base ass et schwiereg, hei nach eng Kéier op d'Detailer anzegoen. Mat dësem Gesetz soll elo de psychosozialen an edukativen Encadrement bei de Kanner a Jugendleche verbessert ginn. „D'Inklusioun an d'Wuelbefanne solle verbessert ginn", krute mer de Moien nach eng Kéier erkläert.

An een Deel vun deem, wat an dësem Gesetz dran ass, war och am Prinzipp am Accord festgehale ginn. Mee et ass awer net alles, wat am Accord festgehale ginn ass, och an dësem Projet de loi. A virun allem stéiert et d'Gewerkschaften – an dat wëll ech awer och nach eng Kéier hei soen –, datt dëse Projet de loi u sech eng Urgence kritt huet a bei deem aneren, deen u sech och heimadder gemaach ginn ass, wat d'Tâchen ugeet vun deene Leit, déi schaffen an de Schoulen, an de Kompetenzzentren, keng Urgence ugefrot ginn ass. Dat war net esou ausgemaach. Dat stéisst relativ ville Leit sauer op.

Ech kommen awer nach bei den Inhalt. Sou munches gëtt hei verbessert. Dat begréisse mer och. Ech soen dräi Saachen:

D'ESEBen – et si fierchterlech Nimm –, d'Enseignanten, déi u sech mat den Élèves à besoins spécifiques schaffen, déi kommen och an d'Lycéeën.

Am Lycée gëtt u sech en Délégué à la protection des élèves geschaaft. Datt dat net vu Muttwëll ass, dat huet déi lescht Woch déi Affär vu Mobbing a Gewalt um Schoulwee gewisen, déi an de soziale Medien ze gesi war. Fir eis ass et kloer: Mobbing a Gewalt däerfe keng Plaz an der Schoul hunn! An do musse mer wierklech alles derfir maachen, fir dat ze verhënneren.

Da gëtt et déi nei Funktioun vum A-EBS – erëm eng Kéier esou e Wuert –, vum Assistant vun den Enseignanten, vun den I-EBSen, also vun deem, deen u sech hëlleft d'Kanner undinn, wann d'Kanner vläicht net kënnen iessen, deen hinnen och do hëlleft, wa se Problemer hunn. Dee kënnt direkt an d'Grondschoul, fir do ze hëllefen. Dat ass och eng gutt Saach.

Mee da kommen ech elo scho bei de „Mee" an ech kucken dat e bëssen esou wéi eng Woschuel. Hei war elo de „Gutt" an elo kommen ech bei de „Mee".

Villes ass, wéi gesot, verbessert ginn, mee et sinn nach vill Froen, déi opstinn. An zum Beispill hei bei deem A-EBS: Deen ass agefouert ginn an der Grondschoul, mee net an de Kompetenzzentren. Dat war awer, esou wéi mir dat gesot kritt hunn, een Deel vum Accord. Ech verstinn awer net, datt en net an de Kompetenzzentren agefouert gëtt, well do ganz vill där Kanner sinn, déi do Problemer hunn. An do bräichte mer deen Assistant ganz sécher och.

Dann deen nei geschafene Chef de département am – och erëm eng Kéier en neien Departement – Département éducatif et psycho-social an de Lycéeën, deen ... Also, fréier war dat emol einfach de CePAS, wou alles dra war. Elo sinn do eenzel Ekippen oder getrennt Servicer geschaaft ginn. An iwwert déi Servicer kënnt dee Chef de département.

Fir d'éischt stellt sech d'Fro: Wann ech déi Servicer ganz konkreet trennen, mat ganz konkreeten Aufgaben, weess ech net, ob dat hëllefräich ass, well et muss een de Schüler als Ganzt kucke mat all senge Problemer, an net jiddwereen nëmme säin Deel.

An dann: Dee Chef de département, deen ass am Prinzipp och vu ville Schoule guer net gefrot ginn. Just vum Ministère ass eeben d'Ausso komm: „Dat ass keng Optioun, mee dat ass eng Obligatioun. D'Poste si schonn ausgeschriwwen, et ass awer nach keng Base légale do."

Eng drëtt Bemierkung: Den Délégué à la protection des élèves, ech hu gesot, dat ass gutt, datt deen do ass. Mir brauchen eng Ulafstell fir d'Schüler, fir datt déi och gehollef kréien an och geschützt ginn. Wou ech awer mengen, datt och eppes misst geschéien, dat ass, datt op där anerer Säit d'Schoulen – an do och d'Grondschoul an d'Lycéeën – déi néideg Moyene kréien, fir och disziplinaresch Mesüren ze ergräifen. Wéi gesot, et si Reegelen do. Wann ee sech net un d'Reegelen hält, da musse Konsequenze geschéien. An nëmmen e Schoultourismus vun engem Lycée an deen aneren, dat kann net d'Léisung sinn.

An dann e fënnefte Punkt ... oder e véierte Punkt, eppes, wat fir eis extreem wichteg ass, wat awer e Paradigmewiessel wier – an deen ass leider net hei ugeschwat ginn –, dat ass, datt mer gären an de Grondschoulen, esou änlech wéi an de Lycéeën, eng Équipe multidisciplinaire an der Schoul selwer hätten, mat Educateuren, Psychologen, Assistant social, déi direkt kënnen um Terrain agéieren, an net, wéi et elo ass: heiansdo e bëssen an der Schoul, heiansdo si se an der Direktioun an esou weider. Déi Iwwerleeunge sinn, wéi gesot, leider net gefouert ginn. Dat froen net nëmme mir, mee dat froen alleguer d'Enseignantsgewerkschaften.

A mäi leschte Punkt – nach eng Kéier esou ee Begréff –: de Service national de l'éducation inclusive. Kee gesäit d'Noutwendegkeet an, wa mer d'Avise liesen – wierklech keen! Da freet ee sech: Firwat ass dee Service awer geschaaft ginn?

D'Vertriedung vun de regionalen Direkteren huet do relativ kloer Wierder fonnt. An ech sinn u sech zoufälleg op deen Avis gestouss. Ech hat gefrot an der Kommissioun, ob keng Avisen do wieren. Do krut ech gesot, et wiere just mëndlecher do. Also, hei ass awer op d'mannst ee schréftlechen do. Ech weess net, ob déi aner Collèges des directeurs och ee gemaach hunn. Si soen, datt net nëmmen dee Service iwwerflësseg wär, mee si fäerten och nach, datt d'Prozedure méi schwéierfälleg kéinte ginn.

Als CSV wëlle mer gäre séier Hëllef um Terrain, pragmatesch Léisungen an net nei Servicer. An dofir wäerte mer géint dëse Projet de loi stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all Kanner a Jonker do ofhuelen, wou se stinn, se begleeden, ënnerstëtzen a förderen, wou si et brauchen, an hinnen domadder d'Méiglechkeet ginn, hiert individuellt Potenzial ze entwéckelen: Dat sinn an eisen Aen d'Haaptaufgaben, déi e gudden ëffentleche Schoulsystem erfëlle muss. Et sinn och déi Krittären, un deenen de Schoulsystem sech muss moosse loossen. An dat Mannst, wat ee ka soen, ass, dass an deem Beräich zu Lëtzebuerg awer och nach Verbesserungspotenzial ass.

De Rapport d'évaluation 2022 vum Ministère iwwert d'Prise en charge vun den Enfants à besoins spécifiques huet dat gewisen, wat méi oder manner ëffentlech kritiséiert a beklot gouf: nämlech, dass all concernéiert Acteure ganz vill a ganz engagéiert schaffen a gutt Aarbecht maachen, mee och dass d'Hëllef, déi gebraucht gëtt, ganz dacks net an nach vill méi dacks och net an engem akzeptabelen Delai bei de Kanner a Jonken ukënnt.

Déi verlueren Zäit bedeit méi wéi einfach nëmmen „e bësse méi laang Waardezäit" fir d'Schülerinnen an d'Schüler. Et bedeit och dacks extreem Frustratiounen, déi och kënnen Auswierkungen op hiert Selbstwäertgefill an hiert Wuelbefannen hunn, net ze schwätze vun enger méiglecher Verschlëmmerung vun hirer Problematik a virun allem de Konsequenzen, déi dat fir d'Matschüler an d'Schoulpersonal kann hunn.

Mir deelen dofir d'Zilsetzung vun dësem Projet de loi, deem säi Leitmotiv eng Verbesserung vun der Inklusioun vu Kanner a Jonker mat spezifesche Besoinen ass. Et geet drëms, d'Prise en charge ze verbesseren, an dat koordinéiert, kohärent a kontinuéierlech iwwer hir ganz Schoulkarriär. D'Kanner an déi Jonk mussen déi Hëllef, Ënnerstëtzung a Begleedung kréien, déi si brauchen, fir hire schoulesche Wee mat Erfolleg ze meeschteren.

Eng ganz Rei vun Neierungen, déi dëse Projet de loi bréngt, gesi mer als eng reell Verbesserung:

Mir begréissen zum Beispill, dass d'Inklusiounsmesüren an d'Prise an charge vun de Kanner a Jonken am Fondamental an am Lycée besser openeen ofgestëmmt ginn, gradewéi och d'Tatsaach, dass op ville Plazen d'Prozedure gestrafft an d'Delaien, virun allem am Diagnostic a bei der Mise en place vun de Mesüren, verkierzt ginn, soudass d'Hëllef, déi gebraucht gëtt, an engem räsonabelen Zäitraum och do ukënnt, wou se gebraucht gëtt.

Dat selwecht gëllt och fir d'Zesummenaarbecht tëscht der Commission d'inclusion vun de Lycéeën an der Commission des aménagements raisonnables, déi da soll verstäerkt ginn.

An och déi nei Poste vun den Assistente fir d'Schüler mat spezifesche Besoine kann ee positiv bewäerten, virausgesat dass kloer ass an och séchergestallt gëtt, dass si d'Instituteurs spécialisés an hirer Aarbecht an am Alldag ënnerstëtzen an assistéieren an dass si net um Enn hir Aarbecht maachen. A wa mer vum Personal schwätzen, da muss och séchergestallt ginn, dass d'Leit eng qualitativ héichwäerteg Ausbildung hunn, fir den néidege Bagage ze hunn, fir hiren Alldag gutt ze meeschteren, an dass hir Aarbecht och valoriséiert gëtt.

Net eleng, wat de Risiko vun engem Nivellement vers le bas ugeet, deele mer d'Suerge vun enger Partie Acteuren um Terrain. Si warne virdrun, dass mat den

neien Départements educatifs et psycho-sociaux an de Lycéeën eventuell en administrative Waasserkapp geschafe gëtt. Effektiv ass ze fäerten, dass doduerch och wichteg a scho rar geséint Personalressourcen an d'Bürokratie ginn, déi da leider fir d'Aarbecht um Terrain mat de Jonke feelen. A grad bei där Aarbecht um Terrain mat de Kanner an de Jonken ass et, wou mer déi Ressourcë brauchen.

Et ass ze kucken, wéi d'Ëmsetzung vun dëser Reform an der Praxis wäert ausgesinn an ob een dann och genuch adequat forméiert Personal fënnt, dat disponibel ass, fir dann och e weidere reelle Quantesprong an der Prise en charge vu Kanner a Jonke mat spezifesche Besoinen ze maachen. Et muss garantéiert sinn, dass dëse System reegelméisseg evaluéiert gëtt, fir kënnen ze beurteelen, ob a wéi e fonctionéiert, wou d'Schwaachpunkten eventuell sinn a wou dann och Verbesserungspotenzial ass.

Mëttelfristeg géife mer eis wënschen, dass multidisziplinär Ekippen an all Schoul present sinn, fir d'Kanner och kuerzfristeg optimal kënnen ze ënnerstëtzen an d'Enseignanten, wann néideg, direkt ze entlaaschten. Dëst garantéiert, dass de Klassesall alle Schüler, mat an ouni spezifesch Besoinen, e Kader bitt, an deem si gefërdert kënne ginn.

Doriwwer eraus si mer der Meenung, dass am Fondamental och Psychologen an de Schoulgebaier present solle sinn, fir e reegelméissege Kontakt mat de Schüler opzebauen, fir Beréierungsängscht ofzebauen a proaktiv op d'Kanner duerzegoen.

Dat gesot, wëll ech awer dem Rapporteur fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport Merci soen. An ech ginn natierlech heimadder awer den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi stinn am Fong dräi Grondprinzippien am Mëttelpunkt, déi mir als Gréng voll a ganz ënnerstëtzen – an dat nach ëmmer.

Éischtens de Prinzipp vun der schoulescher Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen, op deen déi meescht Dispositioune vun dësem Projet de loi sech bezéien, dëst och mat der Aféierung vun neien Ënnerstëtzungsgremien, déi de Rapporter Claude Lamberty opgezielt huet. An dofir ginn ech net am Detail drop an. Ech wéilt him awer direkt e grousse Merci ausdrécken.

Den zweete Prinzipp ass dee vum Kanner- a Jugendschutz, deen duerch d'Aféierung vum Délégué à la protection des élèves an de Lycéeën als Ulafstell a Schutzstell agefouert gëtt – wat och wierklech eng gutt Saach ass.

An drëttens geet et ëm de Prinzipp vun der Matbestëmmung vu Kanner a Jonke bei allen Decisiounen, déi se betreffen, wat mer och ëmmer op en Neits gefuerdert hunn.

An dofir si mer der Meenung, datt all Fortschrëtt, deen an deenen dräi Beräicher gemaach gëtt, immens wichteg ass, well en zu der Ëmsetzung vun der Kannerrechtskonventioun an zu der Behënnerterechtskonventioun bäidréit – besser haut wéi muer. Dofir si mer dësem Projet de loi prinzipiell positiv gesënnt.

Fir dem Grondrecht op Inklusioun an Zukunft dann nach méi gerecht ze ginn, féiert – an dat ass och scho gesot ginn – fir d'éischt awer emol kee Wee laanscht e massive Rekrutement vu gutt ausgebiltem Personal mat enger gudder Grondausbildung um Niveau vun der schoulescher Inklusioun. An deem Sënn begréisse mer och, dass do e Masterstudium méiglech gëtt.

Dozou gehéiert awer och eng kloer Definitioun vun den Tâchen a vun de generelle Missioune vun deene Leit, zesumme mat engem Plan de travail, deen definéiert muss ginn an dee sech jo dann och an an engem anere Projet de loi zréckspigelt, dee mer, denken ech, nach virum Summer wäerte stëmmen. Dat ass op alle Fall eis Hoffnung.

Ech wéilt awer och e Wuert zu den Infrastrukture soen, déi och eng bedeitend Roll spillen, wann et ëm Inklusioun geet, awer net oft thematiséiert ginn. Et ass leider esou, datt wéineg iwwer innovativ an inklusiv Raumkonzepter geschwat gëtt, esou wichteg se och sinn. Se limitéiere sech net just op eng gutt Accessibilitéit vun de Gebaier, mee op eng ganz Rei aner Voleten, déi eng Diskussioun wäert sinn – géif ech emol mengen.

Inklusioun ass dann awer och eng Saach vun Terminologie. An deem Sënn begréisse mir als Gréng, datt den Term „besoins particuliers" mat dësem Projet de loi ofgeschaaft gëtt an datt déi méi breet gefächert, inklusiv Notioun vu „besoins éducatifs spécifiques" zréckbehale gëtt, wat och de Comité des droits des personnes handicapées recommandéiert huet.

En anere Punkt ass d'Evaluatioun vun der Inclusion scolaire, déi jo kierzlech vun Iech virgestallt ginn ass an der Kommissioun, e weidere Punkt, op deen ech nach kuerz wéilt agoen. Dëse Projet de loi erhieft notamment den Usproch, e puer punktuell Schwächten ze behiewen, déi am entspriechende Rapport iwwert d'Centres de compétences deemools identifizéiert gi sinn.

Dozou gehéiert an éischter Linn, datt e fixen Delai vu véier Schoulwoche fir den Diagnostic vu Kanner mat spezifesche Besoinen an dëst Gesetz ageschriwwe gëtt. Dat ass eng Suerg, déi um Terrain gedeelt gëtt a wou vill Leit dermat konfrontéiert sinn. Dat ass och deemools ënnerstrach ginn. De Virdeel vun deem fixen Delai besteet ganz kloer do dran, dass d'Personal um Terrain eng Perspektiv kritt, wéini den Diagnostic spéitstens soll virleien a wéini déi néideg Dispositiffen dann och agesat kënne ginn.

Bis elo war et jo esou, datt d'Personal éischter am Däischtere getappt ass a riskéiert huet, d'Motivatioun ze verléieren, fir iwwerhaapt mat de Centres de compétences zesummenzeschaffen, wat och hei an engem ëffentlechen Debat en Theema war. Mir hunn déi Approche natierlech net ënnerstëtzt, mee et war awer eng Tatsaach, dass dat Theema do esou beschriwwe ginn ass.

D'Gefor – an déi wëll ech awer och thematiséieren –, déi sech hannert deem fixen Delai verstoppt, ass déi, datt en einfach net agehale gëtt, sief et wéinst der Komplexitéit vun der Situatioun vum Kand, sengem kierperlechen a mentalen Zoustand a sengem ganze Vecu, deen analyséiert muss ginn – an dat ka laang daueren, do muss ee vläicht kucken, ob net awer verschidden Ausname méiglech sinn, wann et eng komplex Situatioun ass –, sief et dann awer och wéinst dem Mangel u qualifizéiertem Personal, dat fir den Diagnostic zoustänneg ass. Also ee Grond méi, fir d'Ausbildung an de Rekrutement vun héich qualifizéiertem Personal prioritär unzegoen.

E Pluspunkt, deen ech nach wéilt ervirhiewen, ass dann deen, datt d'Commission des aménagements raisonnables an dëst Gesetz integréiert gëtt. Hei geet et jo drëms, dass d'Schüler Däitsch oder Franséisch als Langue véhiculaire an de Questionnairen oder beim Verfaasse vun Texter däerfe benotzen.

Wann ech richteg verstanen hunn, zielt dës Dispositioun allerdéngs just am Enseignement secondaire général. Dir kënnt mech verbesseren, wann ech mech ieren. Sollt dat esou sinn, froe mer eis awer, ob et net besser wier, déi doten Ausnam och an allen Zorte vun Enseignement zouzeloossen, dat heescht, den Aménagement raisonnable um Niveau vun de Sproochen alle Jonken zouzegestoen, déi an de Lycéeën ënnerwee sinn, am Enseignement secondaire. Dat géif d'Chancëgerechtegkeet generell erhéijen, an dat ënner gereegelte Konditiounen.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Ech wëll net op weider Detailer agoen, well d'Zäit eis fortleeft, mee ech mengen, et ass e Projet, deen natierlech evaluéiert ka ginn no zwee Joer, mee generell huet en déi richteg Ausriichtung, well et ëm d'Mënscherechter, ëm d'Kannerrechter an ëm de Jugendschutz geet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, et ass spéit, ech probéieren, et schnell ze maachen, dann ass jiddweree frou. Merci dem Rapporter awer – dat muss sinn, déi kuerz Zäit – fir säi Rapport. An ech fänken un domadder, dass ee muss feststellen, dass d'Gewerkschaften hei guer net zefridde sinn. Si krute versprach, dass dat heite gläichzäiteg mat deem Gesetz géif gestëmmt ginn, wat hir Aarbechtsbedéngunge betrëfft. Dat ass net de Fall, well dat heite gëtt elo virun der Summervakanz gestëmmt an dat anert da warscheinlech duerno. Dann hu mer eng nei Regierung – vläicht, vläicht och net. Op jidde Fall ass dat e Punkt, wou d'Gewerkschafte ganz staark enttäuscht sinn a sech eebe leséiert fillen – fir et emol esou ze soen.

Kuerz zum Inhalt: Et ass sécherlech, soen ech elo mol … Dat, wat mer alles elo hei héieren hunn, dat kléngt ganz gutt. An dat sinn och – da soen ech emol – positiv Saachen. Natierlech solle mer déi Kanner ënnerstëtzen, déi iergendwéi vläicht da gewësse Problemer hunn an net esou matkommen. Alles ganz richteg, alles ganz gutt. Méi Inklusioun etc., dat ënnerschreiwe mir och, dat ass ganz gutt.

Ech froe mech awer dann trotzdeem hei – an dat ass och schonn ugeklongen –, et brauch ee just déi Ofkierzungen alleguer ze liesen: All déi Acteuren, déi geschaaft ginn, déi Posten, déi verschidde Servicer, wou ech mech duerno och froen, well ech war selwer laang genuch an engem Lycée … Dunn hate mer scho ganz vill Leit, déi déi Ofkierzungen, déi et schonn deemools gi sinn, net alleguerte kannt hunn a wéi dat alles do fonctionéiert a wat et alles gëtt.

An et gëtt ëmmer méi komplizéiert. An ech froe mech wierklech, ob dat e Plus ass fir d'Liewen um Terrain. Mee mir sinn hei net um Terrain, mir sinn hei an der Chamber. Mir maachen hei d'Gesetzer, an dat ass Theorie. An dat, wat duerno um Terrain geschitt – op jidde Fall menger Erfarung no –, ass ganz oft eppes ganz aneres. Dat ass d'Praxis. Déi gëtt dann ëmgesat vun deene Leit, déi tatsächlech um Terrain sinn an déi och wëssen, wéi et leeft.

Dat sinn iwwregens och normalerweis déi, déi an de Gewerkschafte sinn. An déi, déi an de Gewerkschafte sinn, sinn also och déi Leit, déi am Fong d'Spezialiste si fir déi Saachen. An et sollt een hinnen also méi nolauschteren. Si haten eng ganz Partie Kritickpunkten. Déi sinn awer net berücksichtegt ginn, soe se. Ech

gleewen hinnen dat och. Firwat sollte se d'Onwourecht soen? Voilà, et gëtt also gefaart hei: administrative Waasserkapp, déi üblech Saachen, déi mer ëmmer méi an der Schoul hunn, an ëmmer manner d'Aarbecht um Terrain. An dat ass deelweis, wéi se soen, dann och eng Verschlechterung, déi do matkënnt.

E Wuert nach: Et ass geschwat gi vum Kannerschutzbeoptraagten. Et ass geschwat gi vun där Mobbinggeschicht, eng ganz schlëmm Saach. Ech wëll hei eng Kéier profitéieren an der Chamber fir ze soen, dass, wann e Fonctionnaire, e Schoulmeeschter oder e Proff an engem Lycée, eng Strofdot feststellt oder e Verdacht op eng Strofdot, da muss en d'Police avertéieren. Ech soen dat hei ganz geziilt, well et sinn der vill, déi ruffen an d'Direktioun un oder bei den CePAS oder wat och ëmmer. Nee, nee, nee! Si sollen direkt d'Police informéieren, fir dass eng Plainte gemaach gëtt – dat musse se als Beamte maachen, de Minister kann dat bestëmmt bestätegten –, an den Direkter duerno avertéieren, natierlech. Mee de Beamten, wann en eppes gesäit, muss d'Police avertéieren, och wann et innerhalb der Schoul ass. An dat hat ech och am Lycée. Da kënnt d'Police och an d'Schoul, ob den Direkter dermat averstanen ass oder net.

An dann nach zwou Saachen, déi elo net ugeschwat gi sinn: Do geet et ëm d'Sprooch. Dir wësst, dat muss ech ëmmer alles kucken. Do ass virgesinn, dass déi, déi an de Klassen „à objectifs spéciaux" a „classes spécialisées" just eng Sprooch vun deenen dräi administrative solle kënnen. Mir sinn ëmmer derfir, dass alleguerten déi Leit, déi beim Staat ugestallt sinn, déi dräi administrativ Sprooche kënnen, well mer eis Dräisproochegkeet verteidegen.

An an engem aneren Artikel vun deem Gesetz vun 2006 – dat ass elo en Detail, do kann ee soen: „Ierbessenzieler", mee soit, ech soen et awer –, do steet: „les trois langues du pays". An ech wëll am Fong soen, dass mer keng „trois langues du pays" hunn. Dat ass eppes, wat oft an den Jobannoncen am „Wort" benotzt gëtt, mee mir hunn am Fong eng „langue du pays". An dofir steet jo an der neier Verfassung, dass d'Sprooch vum Grand-Duché vu Lëtzebuerg Lëtzebuergesch wier. Punkt!

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt dem Rapporteur e grousse Merci fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport vun dësem Omnibusgesetz. Dëse Projet de loi 8169 huet et a sech, wat d'Verhandlunge mat de Gewerkschaften ugeet, well den SEW iergendwann einfach ausgeschloss gouf a just da mat der CGFP weiderverhandelt gouf – wou ee sech seriö Froe stelle muss, wat dann do eigentlech passéiert ass. Mee vläicht kann den Här Minister eis dozou déi néideg Erklärunge ginn. Et gëtt der vläicht.

Der CGFP gouf an de Verhandlunge vun der Säit vum Ministère versprach, dëse Projet de loi zesumme mat dem Gesetz vun den Aarbechtsbedéngunge vum edukative Personal, dem Projet de loi 8163, op d'Agenda vun der Chamber ze setzen. Deem ass awer elo net esou, wéi mir dat haut hei kënne gesinn. An dat wäert och net méi virun der Summervakanz op de Rôle kommen.

Dëse Projet de loi gouf virgezunn an d'Urgence gouf beim Staatsrot evoquéiert, fir datt dësen nach virun der Summervakanz zum Vott komme kéint. Béiss Zongen, awer och en Artikel haut an enger Lëtzebuerger Dageszeitung behaapten, dëst géif wéinst enger bestëmmter Persoun esou gehandhaabt ginn, well déi ab 2025 keng Daseinsberechtegung als Direkter méi hätt, well et keng Ediff méi gëtt. Mat dësem Projet de loi gëtt hei en neien Direkteschposte geschafen, esou datt déi Persoun hire Poste bis 2030 als Direkter garantéiert hätt. Mir als déi Lénk géife jo hoffen, datt dat do alles Gerüchteküche wär. Mee leider fäerte mer, datt deem esou ass, well et jo och an der Zeitung esou nozeliesen ass.

Här President, niewent dësem Fait kënnt dann och nach eng zweet Saach, an zwar datt den Avis vum Conseil supérieur des personnes handicapées eréischt op dëse Rôle gesat gouf, nodeems si selwer dësen Avis den Deputéierte gemailt hunn. Mir hunn eis d'Fro gestallt, ob dat en Oubli war respektiv wou dësen Avis hänkebliwwe war. Well soss muss ee sech d'Fro stellen, ob mir als Deputéiert och ëmmer all Avise kréien, déi erakommen, fir eis Aarbecht kënne seriö ze maachen.

Här President, am Allgemenge gëtt et eng Hellewull Kriticken un dësem Gesetz. Mee eng no där anerer. Fänke mer beim Secondaire un. Hei ginn och elo ESEBen, Équipes de soutien des élèves à besoins particuliers, agesat, geneesou wéi am Fondamental, wat eng super Saach ass, esou wéi och den Délégué à la protection des élèves. Ech mengen, déi honorabel Madamm Hansen huet dat schonn am Detail gesot.

An de Lycéeë kritiséieren den SEW mat der APCCA de Bien-fondé, fir en edukativen a psychosozialen Departement ënnert der Autoritéit vum Sousdirekter ze schafen. Si schwätze souguer vun engem Kontroll- a Surveillanceorgan, dee riskéiert, d'Aarbechtsklima ze vergëften.

Här President, komme mer elo bei de Fondamental, och hei déi eng oder déi aner Kritick vun de Gewerkschaften. An den ursprüngleche Verhandlungen ass anscheinend ni rieds gaange vun engem Posten A-EBS. Deen ass einfach bäigesat ginn, ouni vusäite vum Ministère Récksprooch mat de concernéierte Gewerkschaften ze huelen, wat de Profill vun esou engem Poste soll/muss sinn.

Här President, de Comité de liaison stéisst dem SEW mat der APCCA och sauer erop. Si opposéiere sech formell esou enger Pseudodelegatioun vum Personal. Dës hu just limitéiert Attributiounen, se mussen nämlech alles un hir Direktioun weiderleeden. Si hu weeder Stonnen dofir zegutt, nach Moyenen, mat dem Personal ze kommunizéieren. Se sinn och net géint e Licenciement geschützt oder eng Modifikatioun vun hirem Kontrakt. Dat steet alles an engem Bericht vun der APCCA/SEW ze liesen. Dat kënnt wierklech net vun eis. Also, mir hunn dat geschéckt kritt. Dofir si mer jo frou, fir mat Iech doriwwer och kënnen ze schwätzen an datt mer hei och déi néideg Explikatioune kréien. Ech mengen, dat wäert vläicht verschidde Saache besser erklären a méi kloer maachen. Si si komplett ofhängeg, laut hirer Ausso, vun hiren Direktiounen, voire dem Direkter an dem Sousdirekter.

Här President, et gëtt awer och e Liichtbléck an dësem Projet de loi, an zwar datt am Kader vun dësem Gesetz e Passus drastoe kënnt, datt nieft den Elteren och d'Enseignanten däerfen eng Assurance de conseil an eng Guidance psychologique fir en oder eng Schüler/in ufroen. Hei wär den Term „soutenance" fir d'Gewerkschafte méi appropriéiert gewiescht wéi dee vum „conseil", well eigentlech brauch den Enseignant a bestëmmte Fäll eng Soutenance, an net nëmmen e Conseil. Mee dat ass awer och elo nëmme rengt Gepiddels.

Här President, komme mer elo bei d'Centre-de-compétencen. Vu datt hei am Tâchëgesetz 8163 jo soll gereegelt ginn, wéi d'Schaffzäiten ausgesinn, an datt den Diagnostic och absolutt näischt mat de Schoulvakanze méi ze dinn huet – si schaffe jo anscheinend, no deem neien Tâchëgesetz, da riicht duerch –, kéint een och d'Zäitschinn vum Diagnostic an en Delai vun dräi Méint, ouni d'Vakanzen dann, rechnen. Dat géif et nach méi séier maachen, fir den Enfants à besoins spécifiques ze hëllefen, wat nach ëmmer awer e Problem ass.

Et muss awer och séchergestallt sinn, datt een iwwerhaapt genuch Personal huet, fir déi Aufgaben do an där Zäit kënnen ze stemmen. Och dëst wär anscheinend eréischt mam Projet de loi 8163 definitiv ze reegelen. En anere Bemoll wär och, datt den Dossier vun de Kanner net automatesch weidergeleet gëtt un déi professionell Leit, déi et concernéiert, well dat géif wierklech och an där ganzer Schinn Zäit spueren.

Här President, komme mer elo zur Commission des aménagements raisonnables. Hei steet d'Fro am Raum, wéi déi zwee Kandidat/innen aus dem Secondaire an de Representant vun de Centre-de-compétencen ausgewielt ginn. Vläicht kréie mer och do eng Erklärung derzou, wéi do de Modus vivendi ass an ob et do net och vläicht néideg wär, datt Vertrieder/inne vun de Gewerkschaften dra wären.

Här President, komme mer elo zum SNEI, dem Service national de l'éducation inclusive. Ech si jo schonn am Ufank vu menger Ried op deen Direkteschposten agaangen. Doniewent ass dësen neie Service an eisen Aen e Waasserkapp, och wann en e legale Kader setzt, dee wierklech wichteg ass. Fir déi Strukturen, déi schonn existéieren, wäert dëse vusäite vun de Kompetenzzentre leider als Kontrollorgan ugesi ginn an och leider zimmlech wäit vum Terrain bleiwen.

D'Gefor besteet, datt d'Kompetenzzentre komplett entmachtet ginn an nach just ausféieren, wat den SNEI decidéiert, anstatt selwer kreativ ze ginn an Decisiounen ze fällen am Sënn vum Kand. Dëse funktionéiert och an der Logik vun engem New Public Management a bréngt u sech keng Verbesserungen um Terrain. Au contraire, et muss hei nees alles dokumentéiert an evaluéiert ginn. D'Bürokratie léisst hei och gréissen! Dëst alles hëlt nees vill Zäit ewech, déi de Kanner dann awer net méi zeguttkënnt.

Här President, ech mengen, Dir héiert eraus, wuer eis Rees hiféiert. Mir als déi Lénk kënnen dësem Projet de loi och net zoustëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och dem Claude Lamberty fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Jo, vill Schüler kämpfen hei am Land am Laf vun hirem schoulesche Parcours mat deem engen oder anere Problem – mol méi grav, mol manner grav. Déi manner grav, déi léise sech meeschtens aleng duerch Zäit, duerch e bëssen Effort, duerch den Enthusiasmus, den Engagement vum Léierpersonal a vun de Schülerinnen a Schüler, vun den Eltere selwer op. Mee datt et der och gëtt mat méi grave Problemer, dee Problem ass net nei! Mir wäerten en och warscheinlech ni ganz aus der Welt geschaaft kréien. Dat ass ganz normal.

An et gouf jo och an deene leschte Joren ëmmer nees eppes gemaach, fir datt dëse Schülerinnen a Schüler méi Hëllef soll zoukommen, aner Hëllef, méi cibléiert, mee dacks sinn déi Mesüre guer net oder eréischt vill

méi spéit wéi geplangt um Terrain bei de Kanner a Jonken ukomm, zum Beispill och mam Resultat, datt vill ze vill Jonker d'Schoul ouni Ofschloss verlooss hunn. Well amplaz gehollef ze kréien, goufen dës Jonker dann awer an der Vergaangenheet – Tempi passati, ech schwätzen iwwert d'Vergaangenheet – am Ree stoe gelooss, an dat kann net sinn!

Ob elo dem Minister seng Propos, den Décrochage scolaire domat ze bekämpfen dass een den Alter vun der Schoulflicht an d'Luucht setzt, eng Léisung soll sinn, bezweifelen ech, well et net d'Wuerzel vum Problem bekämpft, mee u sech de Symptom bekämpft. A Problemer kënnen nëmme geléist ginn, wann ee se un der Wuerzel upaakt. An do muss een dann awer och soen: Esou wéi all Problem sinn och all d'Schülerinnen an d'Schüler eenzegaarteg, an dowéinst brauche mer eng enk an op déi jeeweileg Kanner zougeschnidden Hëllef. A jo, dat soll mat deem heite Projet geschéien, an dat liest sech an der Theorie exzellent.

Et gouf och mam Terrain zesummegeschafft, fir dee Projet hei auszeschaffen. Se ware vläicht net Demandeur, mee no allem, wat mer héieren hunn, hu sech d'Gewerkschafte jo och mat an deem Projet hei abruecht an et liest ee jo och hir Handschrëft zu engem groussen Deel eraus.

Trotzdeem stelle sech fir eis Piraten a puer Froen. D'Delaie fir den Diagnostic ze etabléieren, solle méi kuerz ginn. Ech sot, an der Theorie liest sech dat alles exzellent an dat ass och eng gutt Saach. Ob dës méi kuerz Delaien awer an der Realitéit herno agehale kënne ginn, dat muss d'Praxis nach weisen. Ech ginn do emol e Vertrauensvirschoss, datt mer dat hikréien. Mee u sech brauche mer dofir dann och méi Personal, an dat Personal ass jo haut net do. Dat heescht, ech froe mech, wou dat Personal esou séier soll hierkommen.

An da gesi mer et och kritesch, datt elo d'Assistants pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, also d'A-EBSen, da just en Diplom DAP sollen hunn. Ech wëll domat net soen, datt dës Assistenten net och e gudden Job kënne maachen.

(Brouhaha)

Also, léif Kolleeginnen a Kolleegen op der lénker Säit, wann ech Iech langweilen, sot mer et, da maachen ech meng Ried méi kuerz!

Une voix | A, dat ass eng gutt Iddi.

M. Sven Clement (Piraten) | Ok, manifestement interesséiert verschidde Leit heibannen den Debat iwwer Elèves mat schoulesche Problemer net esou ganz, mee bref!

(Brouhaha)

Jo, ech sinn der Meenung, en ... Ech héiere mech bal selwer net, Här Minister, dofir ass et schwéier, meng Wierder ze fannen!

(Interruptions)

Ech wëll net soen, datt déi Assistente mat engem DAP e schlechten Job wäerte maachen. Och do ass e klenge Vertrauensvirschoss ginn. Mir mengen awer, datt héich qualifizéiert a spezialiséiert Personal gebraucht gëtt, fir op spezifesch Problemer kënnen anzegoen. An et soll kee Fräifaartschäi sinn, just well mer d'Leit mat deem héije Bildungsniveau net rekrutéiert kréien, elo Leit mat engem anere Bildungsniveau ze rekrutéieren.

An dann zum Schluss – an dat ass awer haut, mengen ech, op där ganzer rietser Säit vun der Chamber hei, also op der Oppositiounssäit ugeklongen – hu mer awer och Bedenken, datt hei en administrative Waasserkapp geschaaft gëtt. Dëst hu mer an der Vergaangenheet schonn ze oft erlieft. An dës Kanner a Jugendlecher mussen esou séier wéi méiglech gehollef kréien. A wann een do nei administrativ Hürden abaut, da kann dat méi laang daueren, wéi mer u sech wëllen. An duerfir gesi mer dann och d'Schafe vun deem neie Service national de l'éducation inclusive kritesch.

An an deem ganze Kontext ass jo elo mëttlerweil dann och de Moien nach an der Press eng kleng Poleemik entstanen, firwat deen heite Projet als urgent beim Staatsrot, also als politesch Prioritéit beim Staatsrot, deklaréiert gouf an dofir séier behandelt gouf an d'Tâchëgesetz awer net, obwuel do d'Gewerkschaften Demandeur waren. An do gëtt insinuéiert – an ech hoffen, datt de Minister dat widderleeë kann –, datt hei séier nach en neien Direkteschposten hätt misse geschafe ginn. Dat ass nämlech eng ganz ferm ..., jo, u sech ass dat eng ferm Uschëllegung, vun där ech hoffen, datt de Minister déi ka widderleeën, well soss hu mer awer en anere Problem.

Am grousse Ganzen ass dee Projet hei um Pabeier gutt. Ob en et an der Praxis ass, wäerte mer nach gesinn. Mir wäerten op alle Fall eis Zoustëmmung ginn, well mer der Meenung sinn, datt een deem Projet eng Chance muss ginn. An ech hoffen, datt en do ukënnt, wou en hiwëllt, an him net à mi-chemin d'Loft ausgeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, awer och merci all deenen, déi nach – dat sinn der net wéineg – haut den Owend hei bei eis sinn, ausgehalen hunn, effektiv fir e Projet, deen, denken ech, seng Bedeitung huet, seng Wichtegkeet huet, virun allem fir dat eenzelt Kand, déi eenzel Famill, déi betraff ass.

Kanner, déi en extrae Besoin hunn, déi spieren dat nach emol aneschters, wéi wa mir hei an der Chamber theoreetesch Debaten doriwwer féieren, dofir huet dëse Projet seng Bedeitung. An Dir wësst, datt dat heiten e weidere Schratt ass a Richtung vun enger méi inklusiver Schoul, enger méi gerechter Schoul, enger méi mënschlecher Schoul, vläicht och enger Schoul, wou Kanner – an net nëmme si – sech méi wuel kënne spieren. An duerfir sinn déi eenzel Dispositiounen, déi net ëmmer eppes mateneen ze dinn hunn an awer ronderëm déi gesamt Thematik do dréinen, hei zesummegefaasst ginn a bedeiten awer e weidere Schratt a Richtung vun der Inklusioun.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt déi eenzel Dispositiounen, déi an dësem Text stinn, en Deel si vun engem Accord, dee mer mat, jo, där representativer Gewerkschaft fir dee Secteur an och enger Rei vun anere Personalvertriedungen ofgemaach hunn no laangen Diskussiounen. Do waren eng Zäit laang aner Acteuren associéiert. Do si mer awer net weiderkomm a mir hunn eis herno mat deenen, déi eeben d'Méiglechkeet hunn, esou Accorde fir dee Secteur hei ze maachen, dohinnergesat a mir sinn och zu dëse Konklusioune komm.

Mir hunn eis och duerno, wéi den Text redigéiert war, nach eng Kéier breet consultéiert mat alle Schoulpartner, mat deenen ënnerschiddleche ënnerschiddlechen Direktiounen, Fondamental, Secondaire, Kompetenzzentren, awer och do nach eng Kéier mat de Vertrieder vum Personal, mat der nationaler Elterevertriedung, a ganz konkreet um Text nach eng Kéier gekuckt, ob en esou dann och dem Esprit entsprécht. An do ass och nach déi eng oder déi aner Ännerung duerno no deem Consultatiounstour matagefloss.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträichen, datt hei an der Chamber jo dacks – an et berout jo op enger Motioun vun Ärem Haus – gefrot ginn ass, wéi et mat der Evaluatioun vun deem ganze Reformpak ass, dee mer 2017/2018 hei decidéiert hunn, dee mer implementéiert hunn an de leschte Joren a wou mer jo och elo d'Evaluatioun virleien hunn. A munches vun deem, wat do gefuerdert ginn ass, ass och an dësem Gesetz hei mat dran, soudatt et eng logesch Weiderentwécklung vum gesamten Inklusiounsdispositif vun 2017/2018 ass. An ech fannen, datt et richteg Schrëtt sinn, well mer an der Praxis gesinn, datt se noutwendeg sinn.

Ech wëll op eenzel Kriticken hei nach eng Kéier agoen. Ech brauch net déi ganz Virdeeler vun dësem Gesetzesprojet an den eenzelnen Dispositiounen nach emol ze erwänen, well de Claude Lamberty als Rapporteur huet dat ganz ausgibeg gemaach am schréftlechen an am mëndleche Rapport. Dofir e grousse Merci. Mee et sinn eng Rei vu Kriticken hei formuléiert ginn. E gudden Deel baséiert dann op engem Presseartikel vun haut de Moien.

Ech wëll soen, datt d'Gewerkschafte sech dorunner stéieren, datt mer bei engem Projet de loi elo d'Urgence gefrot hunn – oder den Traitement prioritaire vum Staatsrot – a bei deem aneren net. Dat sinn ech déi éischte Kéier de Moie gewuer ginn, wéi ech dat an der Press gelies hunn. D'Gewerkschaften hunn dat bis elo bei eis net manifestéiert. Dat schéngt se e bëssen ze inquietéieren. Mir hunn natierlech och direkt do nogefrot, an ech denken, datt mer et vläicht awer nach hikréien, wann de Staatsrot matspillt, fir dat anert Gesetz och nach kënne virum Summer ze stëmmen. Well ech wëll och soen: Et waren net nëmmen d'Gewerkschaften, déi gären eng Kloerstellung gehat hätte vun der Tâche vum sozioedukative Personal a vum psychosoziale Personal an eise Schoulen. Gradesou war et d'Demande vum Lycée.

A mir wëlle gradesou wéi d'Gewerkschaften, datt mer deen Accord do ëmsetzen a senger Globalitéit, a senger Totalitéit. An duerfir gëtt et hei keen Hannergedanken, fir datt dat eent méi schnell wéi dat anert soll kommen an dat och vläicht guer net méi soll kommen oder eréischt an enger anerer Legislaturperiod an dann nach eng Kéier géif a Fro gestallt ginn.

De Chef de département vum psychosozialen a sozioedukative Personal, wëll ech och nach eng Kéier soen, dat war eng Demande, eng kloer Demande, vun eisen Interlocuteuren, vun deene Leit, vun deenen Dammen an Hären, vun deenen Educatricen, Psychologen an anerem spezialiséiertem Personal, déi an deenen entspriechende Servicer am Lycée schaffen, fir datt ee konkreeten Uspriechpartner do ass, deen d'Aarbechtspläng ka maachen, fir datt och een do ass, dee garantéiert, datt déi Leit, déi fir déi doten Aufgaben agestallt sinn, och genau déi doten Aufgabe wouerhuelen an net ofgezu gi fir aner Aktivitéiten.

Dat si Beispiller, déi mir genannt kritt hunn an deene Verhandlungen a wou ech dermadder d'accord war ze soen: Jo, mir hunn dee ganze Beräich do vum Service socio-éducatif, awer och vum SePAS enorm gestäerkt déi leschte Joren a mir mussen en awer och strukturéiert kréien, fir sécherzestellen, datt en déi Aufgaben och erfëllt, déi en zougewise kritt vun eis, an net genotzt gëtt, fir aner Aufgaben do dann och ze erfëllen.

Ech denken och, datt déi Suerg, déi hei geäussert gouf, wat den Assistant pour enfants à besoins spécifiques ubelaangt, datt deen net no genuch um Terrain wär ... Dach, deen ass um Terrain. Duerfir hu mer e ganz genau rattachéiert un den Instituteur spécialisé pour enfants à besoins spécifiques, eng Schafung, déi mer 2017 gemaach hunn, déi sech bewäert huet. Ech hunn zanterdeem ni héieren, datt dat net eng gutt Iddi war, woubäi sech awer och erausstellt, datt en Enseignant, dee fënnef Joer ..., also en Diplom als Enseignant huet, de Bachelor en sciences de l'éducation oder en Equivalent, dee fënnef Joer Beruffserfarung huet, deen zousätzlech och nach e Master soll hunn oder an der Inklusioun esou eng laang Erfarung, datt en de Changement de carrière ka maachen – dat ass nämlech de Profill vun deenen –, datt mer net fir all Geste, deen an der Inklusioun an der Schoul ze maachen ass, deen dote Profill brauchen an datt et och eebe Geste gëtt vum direkten Encadrement, wa mer an eng Iessenssituatioun kommen, wann et ëm Hygiène geet, wann et vläicht och ëm aner Soine geet, déi ze maache sinn, wou een net dee Profill vum I-EBS brauch, mee wou mer deen heite Profill ganz gutt kënnen asetzen. An ech mengen, datt d'Kombinatioun vun deenen zwee dee richtege Wee ass.

Ech wëll och do nach eng Kéier ënnersträichen, well et jo dacks hei zitéiert gëtt ... Eenzelner beschränke sech jo an hire politeschen Iwwerleeungen dorobber, Avisen a Stellungname vun Enseignantsgewerkschaften ze zitéieren. Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen: Den I-EBS ass an der Schoul a gëtt vun der Schoul selwer geréiert. Den A-EBS ass herno an der Schoul a gëtt vun der Schoul selwer geréiert. Dat ass wouer. Mee an der Schoul – an hei gëtt esou gemaach, wéi wann et déi Ressourcen net géif ginn –, do ginn all Dag Psychologen, Ergotherapeuten, Orthofonisten, Pedagogen a Sozialpedagogen an an aus.

Jo, déi sinn net nëmmen un eng Schoul rattachéiert. Mir hu Schoulen; déi eng hunn 90 Schülerinnen a Schüler, an déi aner hunn der 900. Do kënne mer natierlech net dee selwechten Encadrement vun deenen dote spezialiséierte Kräften assuréieren an enger Schoul vun 90 Kanner wéi an enger Schoul vun 900 Kanner. An duerfir hu mer gesot: Mir reegelen dat an der Regioun ënnert der Direktioun. An natierlech denken ech awer emol, datt déi Leit, déi sech an der Direktioun dorëms këmmeren, esou intelligent sinn, datt se, wann et genuch Besoin gëtt fir e Psycholog an enger Schoul oder fir en Ergotherapeut oder fir en Orthofonist oder e Sozialpedagog, deen natierlech dann och ganz dohinner ginn an net muttwëlleg der e puer hin- an hiertingele loossen an hirer Regioun, soudatt mer eigentlech hei just iwwer eng optimal Allocatioun vun de Ressourcen, vu rare Ressourcen, schwätzen. An ech denken, datt dat am Interessi vun de Kanner ass an och vun all den Enseignanten.

Wat den Delai ubelaangt vum Diagnostic, ass dat eng Diskussioun. Ech versti se, muss ech soen. Ech versti se. Op där enger Säit gëtt gesot: „Hei ass e Kand, dat brauch Hëllef, an da kënne mer net méintelaang waarden, bis déi Hëllef kënnt." Dofir hu mer en Delai elo an d'Gesetz ageschriwwen. An op där anerer Säit verstinn ech awer och déi Spezialisten, déi den Diagnostic mussen assuréieren a soen: „Ech kann a véier Wochen do net alles soen a schreiwen. Ech brauch méi laang, fir eigentlech ze wëssen, wat wierklech de spezifesche Besoin ass a wat fir eng Hëllef deem Kand do wierklech soll zeguttkommen."

Dofir fannen ech, datt déi Kombinatioun, déi mer hei hunn, fir en Delai an der Schoul vu véier Wochen ... an awer, wann et doriwwer eraus muss goen, da kënnt no véier Wochen och eng Hëllef allerspéitstens, wann en éischten Diagnostic gemaach ass. A wann et doriwwer eraus muss goen, dann huet e Kompetenzzenter natierlech och d'Méiglechkeet, den Diagnostic komplett ofzeschléissen an dann déi Hëllef och nach eng Kéier ze ajustéieren, fir ze kucken: Ass et eng vun der regionaler Struktur oder eng vun engem nationale Kompetenzzenter? An dann hu mer béides, mengen ech: e korrekten Diagnostic, well deen ass wichteg, fir de Kanner och richteg kënnen ze hëllefen, an op där anerer Säit awer och eng schnell Hëllef, déi an der Klass Entlaaschtung, beim Kand direkt Entlaaschtung an Hëllef ka bréngen.

Vläicht e puer Saachen nach zur CAR. Also, ech liesen den Text esou an ech hunn en ëmmer esou verstanen, datt deen Dispositif, dee mer do asetzen, fir de ganze Secondaire ass an och fir d'Beruffsausbildung, datt mer hei dat net nëmmen op den Enseignement secondaire général limitéieren, mee dat ass fir de Classique, dat ass fir de General an et ass och déi selwecht Prozedur fir d'Beruffsausbildung. Duerfir weess ech net, wou dat doten hierkënnt.

Eppes fannen ech dann awer schued: datt eppes, wat sech an der Press zesummegesponne gëtt, hei einfach esou weidergefouert gëtt. Ech muss soen, datt, wann et do ëm Leit aus mengem Ministère geet, wou elo ënnerstallt gëtt, hei géif dat Gesetz quasi elo duerchgebaatscht ginn an de Staatsrot wär gedréckt ginn, hei en Avis ze ginn, fir datt déi herno eng Nominatioun kréien, woubäi se déi haut hunn ... A wann ech dat richteg verstanen hunn, leeft déi jo eréischt 2025 souwisou aus an da géif och ech souwisou net als Minister do e Prolongement kënnen dem Grand-Duc – oder d'Regierung dem Grand-Duc – proposéieren, mee mäin Nofollger géif dat da maachen. Well wann ech dat e bësse beieneeleeën, mierken ech eigentlech, datt dat doten net klappt an eigentlech kee Sënn ergëtt. Mee datt dat awer esou iwwerholl gëtt an hei weidergesponne gëtt, dat bedaueren ech och am Interessi vun deene Leit, déi all Dag de Kapp duerhalen, fir déi Aarbecht ze maachen.

Jo, déi gëtt vläicht heiansdo kritiséiert, dat ass wouer, jo, an et ass och esou, datt mer Strukturen an och responsabel Leit an eisem Ministère brauchen, déi déi Aarbecht do maachen. Well wann ech hei emol héieren, wat alles gefuerdert gëtt, da brauch och de Ministère responsabel Leit an de jeeweilege Servicer. Da brauche mer déi Servicer a mir brauchen och do Direkteren, déi genau dat ëmsetzen, mat deene Strukturen drënner, wat mir alleguerten hei als sënnvoll eruechten. Ze mengen, mir féieren hei eng Debatt an da stëmme mer e Gesetz an da géif dat iwwerall vun haut op muer ëmgesat ginn, dat ass dach e bësse vill där Naivitéit, déi, ech fannen, esou e Projet hei net verdéngt huet.

Dofir soen ech deene Merci, déi dat heite matstëmmen, an ech bedaueren, datt d'Zoustëmmung bei esou engem wichtege Sujet, dee wierklech Hëllef fir d'Kanner, hir Elteren a fir d'Enseignantë bréngt, net méi grouss ass wéi eebe just eng Säit hei am Haus.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8169. Den Text steet am Document parlementaire 8169[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8169 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 33 Jo-Stëmme géint 24 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.50 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 57
   M. Fernand Etgen, Président de séance
2. **Motion de M. Jeff Engelen relative à l'abolition de la limitation du droit à l'indemnité pécuniaire de 78 semaines** p. 57
   Exposé : M. Jeff Engelen
   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Dan Kersch | M. Charles Margue | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. Jeff Engelen | M. Dan Kersch
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
   M. Jeff Engelen | M. Dan Kersch
   Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
3. **Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'augmentation de l'indemnité des soldats volontaires de sorte à correspondre au moins au salaire minimum** p. 59
   Exposé : M. Fernand Kartheiser
   Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf
4. **Dépôt d'une motion par M. Jean-Marie Halsdorf** p. 60
   Exposé : M. Jean-Marie Halsdorf
5. **Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'augmentation de l'indemnité des soldats volontaires de sorte à correspondre au moins au salaire minimum (suite)** p. 60
   Discussion générale (suite) et prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Empain | M. François Bausch, Ministre de la Défense | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | M. François Bausch, Ministre de la Défense | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Fernand Kartheiser) | M. Yves Cruchten
   Vote sur la motion (rejetée)
6. **Motion de M. Jean-Marie Halsdorf relative à l'attractivité du service dans l'Armée** p. 62
   Discussion générale : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Goergen | Mme Stéphanie Empain | M. Jean-Marie Halsdorf
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (intervention de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale)
   Discussion générale (suite) : Mme Nathalie Oberweis
   Vote sur la motion modifiée (adoptée)
7. **8104 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire** p. 63
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8104 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8124 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés** p. 64
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8124 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8071 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2021)** p. 66
   Rapport de la Commission des Pétitions : M. Jean-Paul Schaaf
   Débat : M. Jean-Paul Schaaf | M. André Bauler | M. Mars Di Bartolomeo | M. Marc Hansen | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Marc Hansen et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Motion de M. Jeff Engelen relative à l'abolition de la limitation du droit à l'indemnité pécuniaire de 78 semaines

(Motion déposée en séance publique n° 46 du 27 avril 2023 – à consulter au compte rendu n° 16/2022-2023 en page 39)

Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mat der Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Ofschafe vun der gesetzlecher Grenz vun 78 Woche fir d'Leit, déi schwéier krank sinn. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

Exposé

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, obschonns viru Joren den Delai vun de Krankheetswoche vun 52 op 78 Wochen eropgehuewe gouf, muss een haut am Joer 2023 leider feststellen, datt et nach ëmmer Leit gëtt, deenen no 78 Wochen den Ausschloss drot aus der Sozialversécherung, dat ouni Informatioun virdrun, just ee Schreiwes, an dann ass een ausgeschloss.

An da geet de Misär lass. Domat kënnt nieft der Suerg ëm hir Krankheet och nach d'Suerg ëm hir Existenz. Dat ass mënschenonwürdeg. Nieft hirer Krankheet, wat scho grad fir dës Leit net einfach ass, musse si sech och nach mat Prozeduren erëmschloen, wou déi meescht sech net erëmfannen. A wann een dann een Delai verpasst, dann ass een duerch de Kuerf an da gëtt et fir déi betraffe Leit heikel. Da si si op Famill, Frënn oder Noperen ugewisen. An d'Aschalte vun engem Affekot ass fir déi meescht betraffe Leit net ze bezuelen, an dat muss jo och net sinn, wa mer déi Dossieren anescht upaken.

Dat Erophiewe vun 52 Krankheetswochen op 78 Krankheetswoche war vläicht gutt gemengt a war fir Eenzelner och d'Léisung, awer haut muss ee feststellen, datt et nach ëmmer eenzel Fäll gëtt, déi duerch de Raster falen. Onser Meenung no musse mer an deem Beräich ëmdenken. Duerfir dës Motioun.

Mir mussen dës Fäll onser Meenung no anescht upaken an ersetzen duerch e Modell, dee garantéiert, datt schwéier krank Leit entweeder esou laang kënne krankgeschriwwe ginn, bis si nees gesond sinn oder datt iwwer e reegelméissege Monitoring vun hirem Gesondheetszoustand eng aner Reegelung fir si fonnt gëtt, zum Beispill d'temporaire Invaliderent, d'temporaire Altersrent oder och nach aner Iddien.

Natierlech muss dëse gesondheetleche Monitoring iwwert de Contrôle médical vun der Sécurité sociale lafen. Onser Meenung no misst hei e sougenannten „organe de suivi" geschafe ginn, deen op Avis vum Contrôle médical iwwert de weidere Suivi vum Assuré sengem Dossier befënnt, mat dem Zil, datt zu all Moment eng Sozialversécherung an e Revenu bestoe bleift. Dat Agräifen oder Asetze vun deem Organe de suivi kéint geschéien no der 52. Woch vun der Krankmeldung. Dat heescht, anescht ausgedréckt, eng Eenzelfall- oder Eenzelfällpréiwung. Awer wat och ganz wichteg ass: De Patient muss och hei matagebonnen an informéiert ginn, an am beschte fir d'éischt mëndlech an duerno schréftlech.

Dat wier dat, wat mir hei géifen zur Ofstëmmung bréngen, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Also dat, wat den Här Engelen gesot huet, dat kléngt terribel sympathesch an dat ass och esou. Dat ass eng Debatt, déi mer heibanne scho gefouert hunn, wéi et ëm 52 Woche gaangen ass. An déi Kolleegen, déi

opgrond vun hirer Erfarung och schonn an de Joren 2004 an 2005 derbäi waren, déi wëssen, dass et deemools och schonn eng grouss Debatt war, wéi déi 52 Wochen iwwerhaapt agefouert gi sinn, dass dat och deemools schonn zu fermen Diskussiounen an dësem Haus gefouert huet. An dat selwecht war, wéi et vun 52 op 78 Wochen an d'Luucht gaangen ass.

Mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, sech mat deem Sujet ze befaassen, mee ech weess awer net, ob dat elo dee richtege Moment ass, hei am Plenum esou eng Diskussioun ze féieren. An ech perséinlech sinn der Meenung, dass mer dat sollen an der Kommissioun op den Ordre du jour huelen an dann och all Credoen duerchgoen an dass och de Minister vun der sozialer Sécherheet mat den Detailer soll kommen. Well mir haten eng Kéier Detailer kritt, wéi et vun 52 op 78 Wochen an d'Luucht gaangen ass. Perséinlech kenne mer och Fäll, wéi den Här Engelen sécher och, vu Leit, déi Kriibs haten an déi bei deenen 78 Wochen op eemol virun enger onméiglecher Situatioun stoungen.

Mee ech mengen, dass et dofir wichteg ass, dat objektiv ze diskutéieren an der Kommissioun. An ech géif et gutt fannen, wa mer dat géifen an der Kommissioun diskutéieren. Mee wéi gesot, d'Krittären, déi den Här Engelen ugefouert huet, sinn net falsch.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Spautz, well en am Fong an déi nämmlecht Richtung elo geschwat huet wéi dat, wat ech och wollt proposéieren.

Déi Problematik, déi den Här Engelen opgeworf huet, ass mat Sécherheet eng richteg an och eng wichteg, an dat gehéiert och diskutéiert. En huet selwer gesot, dass et schonn eng Kéier zu enger Erhéijung vun 52 op 78 Woche komm ass. Et gëtt awer nach eenzel Fäll, wou dat nach ëmmer net d'Problemer alleguerte léist. Mee ech mengen, et ass fir jiddweree vu Virdeel, wa mer hei net einfach vun eenzelne Fäll schwätzen, mee wa mer konkreet Chiffere kréien.

An duerfir wär et wierklech wichteg, dass och den Här Minister eis vläicht kéint méi genau Chiffere liweren. Dat ka vläicht net haut de Fall sinn, mee wann e se zesummegedroen huet, dass mer dat kënnen an der Kommissioun diskutéieren an dann eventuell och nei legislativ Moossname virschloen.

Wéi gesot, et ass net nëmmen eesäiteg. Mir wëssen, dass d'Ophiewe vun der 78-Woche-Reegel och aner Problematike mat sech brëngt, och am Zesummenhang mam Aarbechtsrecht. Mir hunn e Kënnegungsschutz vu sechs Méint. Wa mer déi 78 Wochen ophiewen, dann ass de Risk ganz grouss, dass d'Leit schonn no sechs Méint entlooss ginn. Och dat ass deemools schonn diskutéiert ginn, wéi et vun 52 op 78 eropgaangen ass.

Et ass also e bësse méi komplizéiert wéi dat, wat elo duergestallt ginn ass. Duerfir proposéieren ech dem Här Engelen, d'Motioun an d'Kommissioun ze huelen an dann opgrond vu Chifferen, opgrond vu konkrete Problematiken ze diskutéieren an dann, le moment venu, och Decisiounen ze huelen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Dann huet den Här Charles Margue d'Wuert gefrot.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wéilt mech och uschléissen un dat, wat d'Virriedner gesot hunn. Ech weess leider aus eegener Erfarung, wat déi Limitt vun 52 Wochen deemools mat sech bruecht huet. D'Verlängerung war e Kompromëss – fir déi, déi derbäi waren. Eis war et awer och deemools kloer, dass et e Kompromëss wier an net d'Léisung vum Problem.

Mëttlerweil hu mer vill Krankheeten, déi sech nach méi chronifizéieren, wou d'Liewen an der Krankheet, mat der Krankheet verlängert ginn ass, méi oder manner schwiereg par rapport och zum Aarbechtsprozess; en Aarbechtsprozess, deen awer och an deene Stonnen, wou e ka geleescht ginn, zu enger Heelung oder zum Wuelbefanne vu Patienten an hirer Famill ka bäidroen: sech geschat fillen, nëtzlech sinn. Also ass et net gedoe mat enger Léisung: „Mir maachen no 78 Wochen de Krunn weider op an dann huet et sech."

Esou einfach ass de Problem net. Duerfir solle mer dat wannechgelift an der Kommissioun studéiere mat Informatiounen, déi mer da kënne kréien, déi dann och zäitgeméiss an ugepasst sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also d'Verlängerung vum Delai vun deenen 52 op déi 78 Méint (veuillez lire: Wochen) war eng Verleeënheetsléisung – ech mengen, et ass och elo hei scho gesot ginn –, déi de Problem fir déi meescht, déi laang a schwéier krank sinn, notamment och eng Kriibserkrankung hunn, net léist, mee se just méi laang an enger onsécherer Situatioun léisst.

Mir verstinn natierlech awer och, wat den Här Kersch gesot huet, datt dat anert och keng Léisung ass, datt se eventuell dann direkt kéinten hir Aarbecht verléieren, wat nach vill méi schlëmm fir déi Leit wier, an dat wier jo ontragbar. Dat kënne mer jo och net zouloossen!

Dofir menge mir eeben, dass dësen Dispositif mat deene Laangzäitkrankeschäiner am Privatsecteur och op alle Fall emol misst mat deem vun der Fonction publique alignéiert ginn, wou d'Period jo och opgrond vun engem Avis vum Kontrolldokter ka verlängert ginn, wou eng Persoun am Krankeschäin ka bleiwen. Dat wier eng Pist, déi ee kéint aschloen. Dat schéngt eis eeben déi beschte Léisung ze sinn, awer et muss een do ze bedenke ginn, datt een dann awer och d'Kontrollmedezinn muss op de Leescht huelen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Do mussen d'Hausdokteren, déi wierklech hir Patienten och am beschte kennen, onbedéngt méi matagebonne ginn, mat deenen zoustännege Spezialisten och, déi d'Leit am beschte kennen, déi betraffe Persoun am beschte kennen, an net, wéi een et haut oft souguer héiert, Decisioune geholl ginn op där doter Plaz, déi contrairement sinn, heiansdo souguer diamétralement opposé sinn, wat einfach immens schlëmm ass fir de Patient, dee sech scho schlecht fillt.

Ech mengen, do muss ee kucken, a wat fir eng Richtung ee geet. An dofir fannen ech och déi bescht Léisung, datt een dat do an der zoustänneger Kommissioun soll am Fong wierklech diskutéiere mat all deene Leit, déi mer brauchen, wéi mer dat och scho bei anere Saache gemaach hunn. An da muss een déi beschtméiglech Léisung fannen, fir deene kranke Leit awer do eng Securitéit ze ginn, déi oft jo schonn à bout sinn. A wa se, mengen ech, awer duerno nach vill Problemer hunn op hirer Aarbechtsplaz, hëlleft dat net, de Geneesungsprozess virunzebréngen.

Voilà, merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann huet nach den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech schléisse mech mengem Noper, dem Marc Spautz, u sech un an ech soen, datt et eng ganz interessant Dispositioun ass, datt mer och am Fong nach eng Kéier mussen driwwer schwätzen, amplaz et elo einfach ze abrogéieren, ouni datt mer eis am Fong Gedanken driwwer maachen, wéi mer déi Leit dann och effikass begleeden.

Et muss ee sech jo awer ëmmer bewosst sinn: Een, deen 78 Woche Krankeschäin op senger Referenzperiod huet, deem einfach nëmmen ze soen: „Ok, mir loossen dat weiderlafen à l'infini", oder eeben och, wéi et an der Motioun proposéiert gëtt, verschidde Pisten ... Mee ech mengen, mir sollten eis do awer dann och eng konkreet Pist ginn, wéi mer do erauskommen.

Dofir géif ech virschloen, datt mer dat an der Kommissioun awer nach eng Kéier diskutéieren an dann, le cas échéant, mat enger ganz konkreeter Propositioun a vläicht och mat engem ganz konkreeten Appell un d'Regierung eruntrieden, fir d'gesetzlech Dispositiounen net nëmmen an engem Aspect, nämlech bei der Abrogatioun vun deenen 78 Wochen, mee insgesamt ze iwwerdenken: Wéi encadréiere mer Leit, déi laang Zäit krank sinn?

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer hei hëllefen, datt mer net stigmatiséieren an datt mer deen Debat dann och ganz oppe féieren, wéi eng Pisten et gëtt. Well et gëtt verschidde Krankheetsbiller, an ech mengen, all Krankheetsbild ass do och individuell ze kucken an et gëtt net eng Léisung fir se alleguerten. Duerfir, mir géifen dat och am léifsten an der Kommissioun maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da géif ech d'Wuert un den Auteur zréckginn, fir hien ze froen, ob en d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Jo, Här President, ech sinn d'accord, fir se an d'Kommissioun ze verweisen, awer nëmmen am Sënn vun der Saach. Well ech mengen, ech hunn elo mol den Datum gekuckt: Déi ass de 27. Abrëll deponéiert ginn. Dat sinn elo sechs Wochen hier. An ech hoffen och, datt se dann an enger vun den nächste Kommissiounssitzungen op den Ordre du jour kënnt, soss sinn ech de Juli erëm hei!

(Hilarité)

An da géif ech dann den Accord ginn, fir se an d'Kommissioun ze verweisen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Da géif ech d'Wuert ginn un de President vun der Kommissioun, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, Dir hutt elo gefrot, wéini ...

Une voix | Et héiert een näischt.

Une autre voix | Mikro!

M. Dan Kersch (LSAP) | Meng Propositioun ass dohinner gaangen, fir ze soen, dass mer an der Kommissioun eng Kéier iwwert dat Theema schwätzen, dass mer soen, dass mer gären eng Rei vu Chifferen hätten, dass mer och kloer definéieren, dass mer herno eng seriö Diskussioun kënnen ..., dass dat soll kloer sinn.

Ech wëll hei a voller Transparenz ..., mir ginn elo net an d'Kommissioun a soen: „Elo hu mer dat doten diskutéiert an elo komme mer den Dag drop an

d'Chamber an d'Plenière zréck an dann ass alles an der Rei." Esou wäert et a kann et net lafen. An dat soll vun Ufank u kloer sinn.

Ech hu kee Problem, an enger nächster Sitzung driwwer ze schwätzen, mee an där Sitzung, do wäerte mer dann definéieren, wat mer alles vun Zuelematerial, wat mer alles vun Informatioune maachen, wat mer alles eventuell och vu Rendez-vouse maache mat Leit, déi hei concernéiert sinn, fir dass mer e seriöen Dossier kënnen ausschaffen. An opgrond vun deem seriöen Dossier gëtt dann d'Regierung opgefuerdert, le cas échéant, eppes ze maachen oder näischt ze maachen.

Ech mengen, esou muss et lafen. Dat ass eng seriö Chambersaarbecht. Alles aneres ass, mengen ech, net seriö an dat bréngt eis och net virun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

Da wëll ech nach dem Här Minister d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. Bon, ech denken, mir wieren alleguerte gutt beroden, an deem heiten Dossier keng Poleemik ze maachen, well dat bréngt eis iwwerhaapt, iwwerhaapt net weider.

Ech schléisse mech deenen Avisen un, déi hei komm sinn, fir dat an der zoustänneger Kommissioun natierlech ze behandelen, well et ass e wichtegt Theema fir déi Leit, déi hei betraff sinn. A wéi oft an Decisiounen, déi mer hei huelen, hu mer ëmmer Härtefäll a mir probéieren, déi Härtefäll dann eeben esou ze absorbéieren, datt déi Leit och vun deem System, ech wëll net soe „profitéieren", mee iwwerhaapt an de Genoss kommen, compte tenu vun hirer gesondheetlecher Verfassung. Dofir sinn ech och ganz gäre bereet, an déi Kommissioun ze kommen.

Ech muss Iech awer soen, wann ech elo déi verschidde Riedner héieren hunn ... Mir sinn dräi an en hallwe Mount, véier Méint virun de Walen. Ech denken, datt jiddwereen dat doten a säi Walprogramm schreift, datt verschidden Iwwerleeungen, wéi een dann do Solutioune kritt, och, denken ech, der Diskussioun herno nom Oktober géife guttdoen, fir dat ze maachen innerhalb vun der Kommissioun.

Ech wollt awer eppes soen: D'Gesetz vun August 2018 huet jo schonn d'Dispositiounen zum Erhale vum Aarbechtskontrakt – ech mengen, et ass mentionéiert ginn – geännert an huet natierlech och d'Reprise progressive, also d'Rentrée progressive agefouert fir déi Leit, déi betraff sinn. Och dat ass gemaach ginn.

Da wëll ech awer och nach soen, datt zur gläicher Zäit och d'Dispositioune vum Reklassement och geännert an ugepasst gi sinn an och um Terrain ugepasst gi si vum Aarbechtsdokter. An de Contrôle médical kuckt haut och alleguerten déi Fäll no, déi zum Schluss vun deenen 78 Woche kommen. Ech kann Iech elo net auswenneg soen, ob dat bei 70 schonn ugeet oder net. An do ginn och Propose gemaach vum Collège médical (veuillez lire: Contrôle médical).

Et ass awer och esou, dass mer Leit hunn, déi net méi schaffe kënne goen, aus wat fir enger Ursaach och ëmmer. An déi kréien natierlech och eng Invalidependsioun ugebuede vum Collège médical (veuillez lire: Contrôle médical), well deen dat jo och constatéiert. Ech wëll awer soen, datt et ëmmer nach un de Leit selwer ass, fir déi unzefroen. An eng vun den ..., ech wëll net soe „Problemer", mee ee Constat ass op jidde Fall, datt d'Leit esou laang wéi méiglech am Krankeschäin bleiwen, ier se d'Invalidependsioun ufroen, wat och hiert gutt Recht ass.

Ech kann Iech och d'Zuelen ... Ech hunn d'Zuelen, well ech déi selwer net wosst, gekuckt elo vu gëschter: An der 76. Woch sinn actuellement sechs Assuréen, an der 77. Woch ...

(Interruption)

... sinn der néng an an der 78. Woch sinn der actuellement 17. Vun all deenen Assuréen hunn déi meescht – hunn déi meescht! – eng Ufro op d'Invalidependsioun gestallt, déi se och accordéiert kruten. Formell leeft awer nach den Aarbechtskontrakt, bis dat uleeft. Dann hunn e puer Leit eng Rent vun der Onfallversécherung kritt. Eng Persoun ass an déi – entre guillemets – „normal" Pensioun gaang an eng Persoun ass an der Prozedur vum Reklassement, soudatt och par rapport zum Contrôle médical och do deen Traitement gemaach gëtt, fir de Leit entgéintzekommen. Nach muss et esou sinn, datt d'Leit se awer och selwer ufroen, aus wat fir enger Ursaach och ëmmer.

Ech gleewen net, datt een einfach virun e Fait accompli gestallt ginn ass. Dee war jo och bei engem Dokter a Behandlung, ass jo och vum Aarbechtsdokter gekuckt ginn a gëtt jo och vum Contrôle médical innerhalb – wann déi Referenzperiod 104 Wochen ass – vun deenen 78 Wochen och kontaktéiert a geholl.

Dofir, ganz gären, fir dat Theema ze erweiteren, mee et ass schonn ugeschwat ginn: Et ass net esou einfach, eng Decisioun ze huelen, well hei och d'Aarbechtsrecht – den Här Kersch huet et gesot – mat deene 6 Méint, mat deene 26 Woche concernéiert ass. Och dat musse mer da mat op de Leescht huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. Da ginn ech d'Wuert nach eng lescht Kéier zréck un den Auteur.

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Merci, Här President. Ech sinn d'accord, fir se mat an d'Kommissioun ze huelen. An den Här Dan Kersch huet mech iwwerzeegt, datt mer dat opgrond vu Fakte solle maachen. An ech mengen, an deem Sënn ginn ech dann den Accord, datt mer dat maachen.

Ech mengen den Här Minister huet jo erfreelecherweis schonn eng Partie Fakte geliwwert. Et sinn net vill Fäll, mee et sinn déi Fäll, déi immens schlëmm sinn. An ech mengen, do musse mer mat aller Seriösitéit a ganz intensiv diskutéieren. An et ass jo och elo net, wéi wann ech elo gesot hätt, et misst muer e Gesetz kommen. Ech weess jo och, datt e Gesetz eng Prozedur brauch a muss op Fakte berouen. An an deem Sënn ginn ech mäin Accord. Ech freeë mech dann op déi Diskussiounen an der Kommissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

Wien d'accord ass, fir dës Motioun ... Den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Nach ee Wuert. Merci, Här Engelen, fir dat Verständnis. Ech wéilt just soen, dass mer muer, sou wéi dat hei am Chamberplenum versprach gi war, eng Visitt beim Contrôle médical hunn. An do kënne mer déi Problematik ouni Problem och uschwätzen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun an d'Chamberskommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert.

(La motion de M. Jeff Engelen est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

3. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'augmentation de l'indemnité des soldats volontaires de sorte à correspondre au moins au salaire minimum

(Motion déposée en séance publique n° 32 du 7 février 2023 – à consulter au compte rendu n° 10/2022-2023 en page 42)

Als zweete Punkt vum Ordre du jour hu mer de Mëtteg d'Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Unhiewe vum Sold vun de Volontairë vun der Arméi op den Niveau vum Mindestloun. Här Fernand Kartheiser, als Auteur vun der Motioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Ech maachen emol d'Pult e bësse méi héich.

(M. Fernand Kartheiser règle la hauteur du pupitre.)

Voilà! Jo, mir haten de 7. Februar hei eng Motioun hannerluecht, an där mer opgefuerdert hunn, datt de Mindestloun och fir d'Zaldote soll gëllen.

Mir waren eigentlech ganz verwonnert, datt dat nach net de Fall ass. Mir haten eng Diskussioun an der Kommissioun vun der Defense an den Här Minister huet eis och eng Nott ginn, déi warscheinlech an dëser Diskussioun dann och zur Sprooch kënnt.

Mir sinn eis alleguer eens, datt d'Zaldote vun der Arméi eng ganz wichteg Aarbecht leeschten. An all Ried, déi da gehal gëtt, seet d'Regierung, wéi houfreg se och dorobber ass – a vollkommen zu Recht.

Et gëtt awer véier Grade bei de Volontairë vun der Arméi. Vun deene véier Graden, Zaldot, Zaldot première classe, Soldat-chef, Premier soldat-chef, ass eigentlech just de Premier soldat-chef, deen héchste vun deene véier Graden, dee bezuelt gëtt um Mindestloun – oder an de Paragë vum Mindestloun –; déi aner dräi leien eiser Meenung no drënner. Dat an engem Kontext, wou d'Arméi Rekrutéierungsschwieregkeeten huet a wou een da géif ganz normal dervun ausgoen, datt de Salaire och en Argument ass, wat soll gekuckt ginn, fir méi Leit an eng bestëmmt Karriär ze kréien, zemools wann déi jo wichteg ass.

Mir sinn och an engem Kontext, wou den Arméisbudget muss eropgoen. D'Regierung seet elo: 1 % vum Bruttonationalprodukt. Si schléisst och net aus, souguer méi eropzegoen. An et verwonnert eis e bëssen, datt déi Sue fir villes ausgi ginn, fir vill grouss Projeten, och dacks prestigiéis Projeten, mee datt de Sold vun den Zaldoten awer esou niddreg läit. Do ass vläicht eng aner Prioritéit néideg.

Mir hunn déi Saach also diskutéiert an der Kommissioun. Dorobberhin krute mer eng Nott vum Minister, mee déi Nott vum Minister stellt eis net zefridden. Well do si ganz vill Saachen elo geschitt an deene Rechnungen, déi sollen den Androck ginn, datt d'Zaldoten iwwert dem Mindestloun bezuelt ginn. An do ass dat eent oder dat anert, wat mer awer emol musse kucken. Well fir eis zielt: Wat ee soll kucken, dat ass de Salaire de base. Et ass jo deen, deen u sech ausmécht, ob een um Mindestloun bezuelt gëtt oder net, also ouni Primmen, déi fir extra Aarbecht ausbezuelt ginn, wéi zum Beispill fir Auslandsmissiounen. Et ass net all Zaldot permanent an enger

Auslandsmissioun. Verschiddener gi guer net dohinner. An et ass eigentlech de Salaire de base, deen deen Abléck muss gekuckt ginn.

Den Här Minister schreift och vun der Prime de démobilisation, mee och déi kritt net jiddereen. Dofir muss ee 36 Méint déngen, ier een déi kritt.

Dann ass et esou, datt an der Arméi bei den Zaldoten eng Gratuité médicale ass. Dat ass esou säit éiweg. Et ass och berechtegt, compte tenu vun der Natur vun där Aarbecht. Mee et ass esou, datt dann eng theoreetesch Cotisatioun hei gerechent gouf, wat dat da géif kaschten. Op de Mindestloun ass dee gerechent ginn, deen d'Zaldoten awer net kréien. Och dat schéngt eis methodologesch net déi richteg Manéier ze sinn.

Da gëtt dervu geschwat, d'Zaldoten hätte méi Congé wéi am Code du travail virgesinn. Dat ass richteg, mee de Code du travail ass eng Saach, mee hei ass d'Referenz jo wuel: Et ass eng staatlech Institutioun, et si Staatsbeamten an Employéë beim Staat. Dann hunn d'Zaldoten och, wat net anormal ass, plus aacht Deeg Jours de compensation. Dofir kréie se awer keng Supplemente fir Nuetsdéngscht, fir Déngscht op Feierdeeg, fir Déngscht op Weekender. Och dat ass aussergewéinlech, déi meescht aner Beruffer hunn dat.

Da ware mer ganz verwonnert, wat an der Nott ze liese war – déi jo derzou déngt, eis ze beweisen, datt d'Zaldoten de Mindestloun verdéngen –: Do war dann eng Tabell derbäi, do liese mer dann drënner: „Les montants de la solde mensuelle moyenne", déi hei gerechent gouf, „indiqués incluent l'allocation de fin d'année rapportée sur douze mois." Dat heescht, fir elo de monatleche Sold oder dat monatlecht Gehalt vun enger Persoun festzestellen, gëtt ewell d'Allocation de fin d'année oder den 13. Mount hei mat agerechent. Ech kennen net vill Beruffer, wou dat de Fall wär. Ech fannen dat och deontologesch net an der Rei, dat ze maachen, well bei anere Beruffer gëtt dat och net gemaach.

Déi Konklusioun, déi een aus dëser Nott kann zéien, dat ass, datt de Ministère sech ganz vill Méi ginn huet, fir ze beweisen, fir ze probéieren ze beweisen, datt d'Zaldoten effektiv de Mindestloun kriten. Awer eis Iwwerzeegung ass: Si kréien en net!

A politesch ass déi Konklusioun, déi mir dorauser zéien, datt eis Motioun komplett justifiéiert bleift. Mir wëllen, datt eis Zaldote besser bezuelt ginn, wat méi Leit vläicht kéint un der Arméi interesséieren, wat nëmme gerecht wär, well mer fundamental der Iwwerzeegung sinn, datt keen, dee schafft, soll ënnert dem Mindestloun bezuelt ginn, besonnesch net, wann en eng geféierlech Aarbecht mécht, eng wichteg Aarbecht fir eist Land. Dofir bekenne mir eis zu eiser Fuerderung a mir wäre frou, wann déi Motioun haut géif eng breet Zoustëmmung an dësem héijen Haus fannen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

An als éischte Riedner huet sech den Här Jean-Marie Halsdorf ageschriwwen.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Effektiv hu mer déi Motioun hei och an eiser Fraktioun diskutéiert, breet diskutéiert. A mir gesinn d'Problematik och vill méi breet. Dat heescht, mir wëllen elo net doriwwer streiden, ob déi Zuele richteg sinn, wat ass a wat net ass.

Mir hätten am léifsten, et géif een, vu dass – wat Dir och schreift – si eng wichteg Aarbecht maachen ... D'Volontairen, effektiv, sinn eng Sail vun eiser Arméi, mee si schaffen zesumme mat den Zaldoten. An duerfir menge mir, et sollt een am Fong geholl de Rekrutement mat consideréieren, d'Attraktivitéit vun der Arméi, an et sollt een och kucken, dass déi Gehälter, déi do sinn, eng Kéier ganz iwwerkuckt ginn. A mir kommen zur Konklusioun, dass am Fong geholl d'Formatioun an der Arméi och nach eng Kéier misst iwwerkuckt ginn. Dat ass och e Stéck fir ze rekrutéieren. Mir kommen zur Konklusioun, dass, wa mer eng Léisung sichen, déi natierlech muss gerecht a fair sinn. A mir kommen zur Konklusioun, dass et nëmmen drëm geet, d'Attraktivitéit an d'Luucht ze setzen.

4. Dépôt d'une motion par M. Jean-Marie Halsdorf

Exposé

Dofir kënne mir leider Är Motioun net stëmmen a mir proposéieren, eng nei Motioun ze deposéieren, déi am Fong geholl méi e breede Brëll undeet an déi Saach mat méi Aspekter kuckt. Well et ass net eleng d'Problematik vum Mindestloun an et huet elo och kee Wäert, dass mer doriwwer streiden. Déi eng soen: „Et ass driwwer", déi aner soen: „Et ass net driwwer." Mir sollte kucken, dass mer Léisunge fannen, déi eis Arméi no vir bréngen a méi attraktiv maachen. An dat ass déi Konklusioun, zu där d'CSV an hirer Diskussioun komm ass.

Duerfir, Här President, deposéieren ech dann dës Motioun.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant les problèmes de recrutement de l'Armée ;

– considérant le rôle important et l'engagement des volontaires au sein de l'Armée ;

– considérant la rémunération assez modeste des volontaires,

invite le Gouvernement

– à faire le nécessaire afin de rendre le service dans l'Armée plus attractif, à la fois pour les soldats de carrière et pour les volontaires ;

– à renforcer le rôle de formation de l'Armée ;

– à revoir les salaires des volontaires en tenant compte de tous les avantages dont ils bénéficient, ceci dans le souci de parvenir à une solution juste et équitable.

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Claude Wiseler.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Halsdorf.

5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'augmentation de l'indemnité des soldats volontaires de sorte à correspondre au moins au salaire minimum (suite)

Dann huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert gefrot.

Discussion générale (suite) et prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Bon, mir haten effektiv an der Plenière schonn eng Kéier driwwer geschwat. Mir haten och an der Kommissiounssëtzung driwwer geschwat. Mir kruten déi Nott elo nach eng Kéier ausgedeelt mat allen Zuelen, an ech mengen, et geet effektiv elo net drëm ze soen: „Mir mengen, dass dat méi ass", oder: „Mir mengen, dass dat manner ass." D'Zuelen, am Fong geholl, déi schwätze fir sech.

Dir hutt och eng Partie Saachen opgezielt, wéi wann déi do mat agerechent gi wieren, wat awer menger Lektür no net de Fall ass. Déi Congésdeeg oder d'Auslandsasätz, déi sinn als zousätzlech Leeschtungen am Fong geholl do opgefouert. Déi sinn net an dee Salaire do mat agerechent ginn. Dat heescht, déi kommen effektiv nach dobäi.

A mir mussen einfach festhalen, dass, wa mer kucken: „Wat ass de Mindestloun?", deen de Moment bei 2.724 an e puer zerquetschten Euro läit, an da kucken, bei wéi vill mer leien all inclus vun deenen zousätzleche Prestatiounen, déi awer en nature kommen, déi awer definitiv mussen derbäigezielt ginn, eeben och zum Beispill d'Sozialleeschtungen. Mir kënnen natierlech och higoen a soen: „Mir bezuelen de Mindestloun", an dann huele mer d'Avantages en nature ewech, mee ech mengen, dann hu mer awer net den Zaldoten e Gefale gemaach an der Arméi och net.

Wat fir eis wichteg ass, dat ass, dass d'Arméi effektiv muss als Employeur attraktiv bleiwen. Dorunner schaffe mer och. Dat ass natierlech, dat ass guer keng Diskussioun. Mir brauchen déi Zaldoten. Mir brauchen déi Zaldoten och, fir eisen zukünftege Missioune gerecht ze ginn. Mee ech mengen awer net, dass et e Wäert huet, elo an Diskussiounen ze verfalen, wou mer de ganze System a Fro stellen, fir dass am Endeffekt den Zaldot manner huet wéi dat, wat en elo kritt, wann een alles zesummerechent. Dofir géife mir proposéieren, dës Motioun ze refuséieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Dann hat den Här Verdeedegungsminister, den Här François Bausch, d'Wuert gefrot.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, Här President, merci. Bon, et ass, wéi et am Liewen oft esou geet: Et kann ee sech esou vill Méi maachen, wéi ee wëllt, et kann een Notten eraschécke mat beluechten Zuelen, a wann déi beluechten Zuelen da verschiddene Leit net gefalen – an deem heite Fall dem Här Kartheiser –, da seet en einfach global: „Mir kontestéieren d'Zuelen", ouni awer ze beleeën, datt se falsch wären.

Bon, ech sinn dat gewinnt, mee mir hunn an der Kommissioun jo scho laang a breet driwwer diskutéiert an ech hu versicht, den Här Kartheiser ze iwwerzeegen, datt en Onrecht huet. An en huet och elo villes opgezielt a senger Ried hei vu Mesüren a gemaach, wéi wa mir déi géife mat arechnen an déi Tabell uewen, wou mer schwätzen iwwert de Sold vum Soldat volontaire, fir ze beweisen, datt de Solde als solches oder de Salaire als solches kloer méi héich ass wéi de Mindestloun.

An all déi Saachen, déi en opgezielt huet, déi stinn och an der Nott dran, awer sinn natierlech net do mat aberechent. Do steet do hannendrun: „autres avantages dont bénéficient les soldats volontaires". Dat heescht, de Congé, déi Primmen, déi sinn do iwwerhaapt net an där Tabell mat agerechent. Déi komme jo nach uewen drop an deem Ganzen. Dat heescht, mir hu Primme quasi fir alles. Wann en Zaldot an en Asaz geet, ob et am Ausland ass oder am Land, soubal et eppes mat enger extraer Gefor ze dinn huet, da gëtt et eng extra Primm dofir. Dat kënnt alles nach hei uewendrop.

Déi Tabell, déi Dir an d'Deputéierte kritt hunn an der Nott, déi uewen ass op der Säit 3 vun der Nott, wou kloer ervirgeet, datt an alle Kategorien ... Mee souwisou wa mer ufänken, soubal mer beim Soldat

première classe sinn, brauche mer och guer net méi driwwer ze schwätzen, da si se souwisou iwwert dem Mindestloun. Mee och souguer den einfachsten Zaldot – dat ass deen, deen an der IB (ndlr: instruction de base) ass an am Ufank vun der Formatioun ass, an der Formatioun ass dee jo nach – läit driwwer, wann Der déi Berechnungen hei kuckt. A wéi gesot, all déi aner extra Avantagen, déi et gëtt, déi hunn ech emol guer net mat a Betracht gezunn.

Mee ech wëll awer och soen, datt deen éischten, de Soldat als solches, deen an der IB ass, deen an der Formatioun ass, jo eigentlech nach an engem CDD ass. Deen ass emol nach net agestallt. Also dat heescht, wa mer elo ufänken ze diskutéieren, datt mer deen iwwert deen doten Niveau mussen hiewen … Dat kann een alles maachen, mee ech soen Iech awer, datt dat wierklech net seriö ass.

An ech ginn dem Här Halsdorf Recht, wann en hei seet: „Dat ass net de Grondproblem bei der Arméi." De Grondproblem ass dat, wat effektiv – ech hunn d'Motioun elo séier gelies – an der CSV hirer Motioun steet. Dat sinn déi Punkten, déi hei opgezielt sinn. An ech muss och soen, déi Motioun … Ech hu kee Problem mat där Motioun. Ech kann dat alles deelen, wat hei steet. Dat ass jo dat, wat mer souwisou amgaange sinn ze maachen iwwert d'Gesetz, iwwer eng ganz Rei aner Gesetzer, déi mer amgaange sinn, nach ze änneren, fir op deen dote Wee ze goen.

Dat heescht, ech hu kee Problem, datt d'Chamber esou eng Motioun unhëlt wéi déi heiten, well dat ass dat, wat en cours ass ze geschéien. Mee dat, wat den Här Kartheiser opwerft, dat huet mat deem doten iwwerhaapt näischt ze dinn an et huet och guer näischt ze di mat der Attraktivitéit vun der Karriär. Och wa mer géife muer soen: „Mir hiewen dann den einfachen Zaldot aus der IB vun 2.724 Euro de Mount op 2.900 Euro", da musst Der net mengen, datt mer dann duerfir muer de Problem an der Arméi geléist hätte mam Rekrutement.

Dat huet näischt domat ze dinn! Dat ass e generelle Problem vun de Karriären, vun deem, wéi d'Arméi opgebaut ass, vu Formatioun, all déi Saachen. An un deene gëtt geschafft. Do sinn och Gesetzer um Instanzewee. Ech hoffe jo, datt mer nach bis d'Summerpaus dat neit Kadergesetz awer gestëmmt kréien. Ech hunn den Avis vum Staatsrot kritt. Bon, et sinn eng Partie, eng déck Partie Opposition-formellen dran. Déi hunn ech mer awer och erwaart.

Firwat? Mir si ware jo, wéi mir d'Gesetz do geschriwwen hunn, zwëschent zwou Verfassungssituatiounen. Déi nei Verfassung ass elo a Kraaft. De Staatsrot hat déi nämmlecht Problematik. De Staatsrot huet sech natierlech beim Avis elo schonn zu 100 % un déi nei Verfassung ugeleent.

Eist Gesetz ass virun zwee Joer deposéiert ginn. Do wousste mer nach guer net, wat herno den Text wär. Mee mir sinn amgaangen, intensiv dorunner ze schaffe mat mengen Ekippen. Ech hoffen, mir wäerten déi Amendementen och relativ séier iwwert de Regierungsrot bei de Staatsrot zréckginn. A meng Hoffnung ass nach ëmmer, datt mer am Juli dat Kadergesetz hei gestëmmt kréien, well dat ass wierklech substanziell, fir d'Situatioun an der Arméi verbessert ze kréien.

Also ënnert dem Stréch: D'Chamber mécht, wéi se wëllt. Ech géif op kee Fall dem Här Kartheiser seng Motioun unhuelen, mee bei der CSV hirer hunn ech perséinlech kee Problem domadder, datt een déi unhëlt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wollten eigentlech och just soen, dass mer dat ënnerstëtzen an och wäerte matdroen, well mer dat nëmmen normal fannen. An ech hunn eigentlech och elo näischt méi dozou bäizefügen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hate jo schonn eng länger Diskussioun an der Kommissioun. An eis Iwwerleeung als Piraten bleift déi selwecht, dass d'Volontairen, den Zaldot, awer immens vill vu senger Liewenszäit am Ufank, grad am Ufank vun der Karriär an d'Arméi investéiert.

An den Här Bausch huet elo eppes gesot, wat vollkomme richteg ass: En huet en CDD, en huet emol keen CDI. E muss sech awer kënne säi Liewen opbauen. Jo, e kann och bei der Arméi schlofen. E muss awer eng Wunneng kafen. E muss awer säi Logement finanzéieren. En huet zwar och Avantagen, dass en eppes ze iesse kritt, mee e muss awer de Rescht vu sengem Liewe finanzéieren.

Fir eis Piraten ass et ganz kloer, dass d'Zaldote musse korrekt bezuelt ginn a vun eis aus och gären iwwert dem Mindestloun, well et ass nämlech déi Liewenszäit, wou een, wann een eebe jonk ass, wann ee sech säi Liewen opbaut, sech fir d'Arméi asetzt an herno eebe keen CDI huet, mee wann een herno no enger Aarbechtsplaz muss siche goen, wou ee vläicht herno keng direkt fënnt, wou een awer gewësse Reserve muss opbauen. Dofir ass dat doten eng Thematik, déi eis wierklech um Häerz läit. An ech hat dat och schonn an der Kommissioun esou ausgefouert.

Mir wäerten d'Motioun awer haut esou net matstëmmen, mee eis enthalen, well d'Zuele vun der ADR net ganz kloer sinn an net … dat hate mer an der Kommissioun schonn eng Kéier laang diskutéiert, dass et eng Interpretatioun ass – nenne mer et emol esou –, déi anescht ass wéi d'Zuele vun der Regierung. An deementspriechend wäerte mer eis haut enthalen, mee mir sinn awer der Meenung, dass d'Zaldote sollte méi bezuelt gi fir dat, wat se an hire jonke Joren u Liewenszäit der Arméi zur Verfügung stellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Minister freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, Här President, ech wéilt awer och nach eng Kéier ënnersträichen, datt et warscheinlech heibanne kee gëtt a scho guer net deen heite Minister, deen der Meenung ass, datt d'Zaldoten net uerdentlech solle bezuelt ginn a virun allem och extra belount gi fir dat, wat se maachen.

Mee nach eng Kéier: Et gëtt niewent dem Salaire de base … an dat ass jo dat, wou een emol muss ufänken, wou ee kuckt: Ass deen um Mindestloun oder ass en net drop? Kloer, deen ass drop. En ass souguer no véier Méint largement driwwer. An da komme jo awer eng ganz Rei extra Avantagen derbäi. Mir kënnen awer och net maachen, wéi wann déi net géifen existéieren! Déi vill Primmen, déi et gëtt, déi maachen immens vill Suen aus. Wann esou en Zaldot an den Asaz geet, hunn déi dat verdéngt, fannen ech; mee dat ass awer pas mal! A mir sinn déi, déi och, wann Der europäesch emol géift vergläichen, de loin am beschte bezuelen.

Duerfir, mir mussen heiansdo awer och e bëssen en Equiliber sichen. Wat méi wichteg ass, mengen ech – an dat ass och dat, wat ech a menger Erfarung iwwert déi lescht fënnef Joer festgestallt hunn –, dat ass, datt déi Leit …, déi komme jo dohinner, entweder fir an der Arméi eng Karriär ze maachen, an da muss d'Karriär, déi se duerno kréien, gutt sinn. Ech mengen, dat ass dat, wat jo och de Geescht hiergëtt vun der Motioun vun der CSV – fannen ech richteg. An da kënnt dat Zweet, dat ass, datt mer deenen, déi net Loscht hunn, an der Arméi ze bleiwen, eng Perspektiv duerno bidden. An do gëtt och geschafft op engem aneren Niveau. An dat ass méi wichteg, och am Sënn, wéi den Här Goergen et seet, datt se natierlech musse kënnen hiert Liewen opbauen, datt se wëssen: „Mir hunn eng Perspektiv duerno." Do si mer eis eens.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, Här President, ech schwätzen elo just zu eiser Motioun, net zu där vun der CSV. Déi diskutéiere mer jo separat, huelen ech un.

Ech wollt soen, datt den … Bon, ech mengen, ech kann elo nëmme feststellen, datt dem Här Minister seng Interpretatioun vu senger Nott an eis ënnerschiddlech sinn, effektiv, well ech mengen, d'Arechne vum 13. Mount an all déi Saachen … Ech géif elo soen, fir datt jidderee se selwer ka kucken a sech eng Meenung maachen, déi ass jo net klassifiéiert, den Här Minister huet bestëmmt näischt dergéint, datt mer se publizéieren op eiser Internetsäit. Da ka jiddereen …

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dir kënnt se am ganze Land verdeelen, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Gelift?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dir kënnt se am ganze Land als Toutes-boîtes verdeelen. Sot just, datt se vu mir kënnt, wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, dat steet jo bestëmmt iergendwou drop, „Direction de la défense". Also, ech sinn dat net, da sidd Dir dat.

Dann dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt och déi Leit, déi an enger Formatioun sinn an der Arméi, déi Rekruten an der Instruction de base, Leit sinn, déi direkt disponibel sinn, wann iergendeng Noutsituatioun ass. Dat sinn net … Déi leeschten och en Déngscht, se sinn eeben an der Ausbildung, mee och déi Leit bei „Vigilnat" an esou weider goufe fir verschidden Aufgaben erugezunn. Wa mer all Mënsch brauchen, ginn och déi Leit an der Ausbildung an der Arméi selbstverständlech beusprocht, zemools wa se schonn e gewëssene Progrès an der Ausbildung gemaach hunn.

Dann ass et natierlech, wa mer dat da kucken, wa mer et e bësse méi wäit wëlle kucken, wéi Verschiddener hei philosophéieren, esou, datt mer dann och sollte vläicht nodenken, fir déi eng oder aner C2 anzeféieren, datt mer och déi Diskussioun féieren, wéi beim Soldat volontaire eventuell och un en C2 ze denken. Da musse mer och doriwwer eng Kéier diskutéieren. Ech wëll elo net soen, datt dat muss allgemeng sinn oder esou, mee och dat ass en Deel vun enger Diskussioun, déi een deen Ableck muss féieren.

Ech géif also proposéieren, Här President, datt mer iwwert dës Motioun ofstëmmen. Ech mengen, et ass eng kloer Fuerderung. Do ka jidderee sech dann dozou bekennen oder net bekennen, datt mer dat publizéieren, wat den Här Minister eis ginn huet. En huet jo näischt dergéint, da kann och all Homme de troupe an der Arméi noliesen, wéi gutt e verdéngt, wann en et bis elo net wousst. An da komme mer dann herno un déi Diskussioun vun der CSV.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ier mer iwwert d'Motioun ofstëmmen, ginn ech nach eng Kéier dem Här Minister d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, Här President, ech … Wann den Här Kartheiser se publizéiert: Wéi gesot, mäin Numm ass net relevant, mee ech wëll, datt se integral publizéiert gëtt, dat wëll ech Iech awer soen, net stéckweis an datt déi herno kommentéiert gëtt. Well da weess ech jo, wat herno geschitt: Da maacht Dir Är Interpretatioun. Dir kënnt Är Interpretatioun maachen, mee ech hätt awer gär, datt Der d'Nott integral publizéiert. Dat ass dat eent.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Integral, Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Gelift? Integral, gutt.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Integral.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat Zweet ass dat, wat Der opgeworf hutt vun enger C2 an esou weider. Ech wëll Iech just soen: Dir musst jo net mengen, datt ech net e Sozialdialog féieren. Et gëtt eng Arméisgewerkschaft an ech hu mat där intensive Kontakt, a souguer ganz gudde Kontakt. An ech hunn an enger virleschter Sëtzung mat deenen ofgemaach, datt, op Basis vun de Karriären, precisement en Aarbechtsgrupp soll agesat ginn. An dee fonctionéiert entre-temps schonn ënner menger Direktioun mat de Gewerkschaften zesummen, fir ze kucken, wat een do eventuell nach ka maachen. Dat ass alles en cours. Dofir hunn ech net misse waarden, bis Dir mer dat hei erkläert.

Dat leeft, mee, wéi gesot, wann Der dat … Rëselt dat net emol esou dohinner, well dat huet och eng gewësse Komplexitéit, ze kucken, datt dat och passt herno. Mee déi Diskussiounen, déi lafe souwisou. Dir rennt do mat där doter Fuerderung och just oppen Dieren an, dofir hunn ech domadder kee Problem. Mee ech fannen awer duerfir, déi aner Motioun vun der CSV, déi gëtt am Fong alles hier an där Hisiicht, wat ee muss do fuerderen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Dann huet nach den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt eigentlech guer net hei intervenéieren, well den Här Minister hei schonn an der Plenière eng Kéier ganz kloer op déi Fuerderung do geäntwert huet. En huet nach eng Nott nogeschéckt, wou am Detail alles erkläert gëtt.

Elo huet en nach eng zweet Kéier hei an der Plenière ganz am Detail drop geäntwert. An ech intervenéieren haut eigentlech, well ech am Fong enttäuscht sinn, dass mer elo hei esou den Uschäi ginn, wéi wann s de, wann s de géifs als Zaldot an d'Arméi goen, hei géifs vum Lëtzebuerger Staat exploitéiert ginn. Dat ass iwwerhaapt net wouer!

Ech fannen, mir hätte sollen iwwert dat diskutéieren, wat den Här Halsdorf a seng Motioun geschriwwen huet, nämlech iwwert d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Arméi. A mir hätten hei eigentlech haut missen no baussen en Appell maachen a soen: „Dat si gutt Aarbechtsplazen. Dat si sécher Aarbechtsplazen. Dat si spannend Aarbechtsplazen. Dat si gutt Karriärsméiglechkeeten, déi en internationaalt Ëmfeld bidden, grouss Erfarungen, déi déi Leit do kënne maachen", an dass mer eigentlech haut hätte solle Reklamm maache fir d'Lëtzebuerger Arméi, amplaz dass mer alles klengrieden an deem Land hei!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun vum Här Kartheiser.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Et muss ee sech op sengem Posten aloggen, fir datt ee ka mat ofstëmmen.

(Hilarité)

De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

6. Motion de M. Jean-Marie Halsdorf relative à l'attractivité du service dans l'Armée

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 60 de ce compte rendu)

Da géife mer nach iwwert d'Motioun, déi vum Här Jean-Marie Halsdorf deposéiert ginn ass, befannen. Den Här Kartheiser freet direkt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech soen der CSV och Merci fir hiren offensichtlechen Interessi un dësem Sujet. Ech wéilt, si hätten en e puer Joer éischter gehat, well wéi Dir mat Verantwortung gedroen hutt als CSV, hutt Der mat derzou bäigedroen, den Droit d'exclusivité an den Droit de priorité vun eisen Zaldoten ofzebauen. Haut kommt Der heihinner als CSV a sot: „Mir mussen iwwert d'Attraktivitéit vun der Arméi diskutéieren."

(Brouhaha)

Dir hutt gehollef, dat wichtegst Instrument, dat Der hat, fir datt Leit an d'Arméi kommen, ofzeschafen! Ech fannen dat hypokritesch.

Dovunner ofgesinn, mir si jo konstruktiv bei der ADR.

(Hilarité)

Voilà. Da stëmme mer et mat.

M. Sven Clement (Piraten) | Bestëmmt zu Beetebuerg.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Well alles, wat Dir hei sot, deele mir. Mir deelen dat, wa mer soen: „à faire le nécessaire", fir datt den Déngscht soll attraktiv sinn, contrairement zu deem, wat Der hei an der Praxis scho gewisen hutt an deene vergaangene Joren, wou Dir de Contraire gemaach hutt. „À renforcer le rôle de formation de l'armée": Selbstverständlech solle mer d'Leit esou gutt wéi méiglech qualifizéieren. An da kënnt awer eppes, dat ass an enger Ambiguitéit – ech soen Iech, wéi mir et interpretéieren, an dofir stëmme mer mat –, da sot Der: „à revoir les salaires des volontaires en tenant compte de tous les avantages." Ma bereet Der eng Koalitioun mam Här Bausch vir – bon, den Här Bausch ass dann net méi an der Regierung, mee mat deene Gréngen? Dat ass dach eng Tournure, déi Iech all Dieren opléisst, fir u sech de Leit net de Mindestloun ze bezuelen. Et ass eigentlech dat.

Mee trotzdeem, mir soen: de Mindestloun ass de Mindestloun plus déi aner Avantagen, wa se an Operatioun ginn, selbstverständlech. Awer mir stëmmen dat hei mat. Mee ech konnt net verschweigen, datt Dir als CSV eng historesch Matverantwortung dofir hutt, datt déi wichtegst Attraktivitéitsargumenter vun der Arméi ofgeschaaft goufen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Déi Motioun vun der CSV vum Här Halsdorf geet jo e bëssen an déi Richtung vun deem, wat ech virdru gesot hunn. Dofir wäerte mir se och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da géif ech d'Wuert ginn un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech soen och Merci dem Här Halsdorf fir den Depot vun dëser Motioun. Bon, den Här Bausch huet scho gesot, dass en u sech guer kee Problem domadder gesäit. Ech hätt just eng kleng Requête, well wann ech de leschte Saz liesen, hunn ech perséinlech e klenge Problem domadder, wann do steet: „ceci dans le souci de parvenir à une solution juste et équitable." Et gëtt e bëssen d'Impressioun, wéi wann et de Moment keng „solution juste" oder „équitable" wier.

A mir ginn awer dervunner aus, och op Basis vun deenen Zuelen, déi mer haut kritt hunn, dass mer net an enger Logik sinn, wou mer soen, dass déi Salairen aktuell net fair wieren. Vun dohier hätt ech eng Preferenz derfir, wann Der domadder d'accord wiert, datt mer einfach géifen deen Deel hannert dem Komma sträichen. Da wär déi Motioun fir eis total ok.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Ech géif direkt d'Wuert un den Auteur ginn, den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), auteur | Ech wollt zwou Saachen dozou soen. Ech hu guer kee Problem domat, mee et geet eis drëm, dass mer eppes fannen, „qui tient la route", wéi een esou schéi seet.

A wat de Vertrieder vun der ADR gesot huet, „ça ne tient pas la route", well hie sot nees eng Kéier … Elo huet en d'Attraktivitéit op den Droit de priorité reduzéiert. Eng Attraktivitéit huet vill Gesiichter, net nëmmen eng, ob en Zaldot Prioritéit huet oder e Volontaire Prioritéit huet oder net. Dat ass een Aspekt. An ech mengen, mir sinn am 21. Joerhonnert ukomm, an do spillen, wann Aarbechtsplaze besat ginn, aner Krittäre wéi nëmmen eleng d'Arméi. Dofir kann ech dat do net novollzéien an ech fannen dat do relativ engstirneg, gradesou engstirneg wéi déi Motioun vu virdrun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Halsdorf.

Da ginn ech d'Wuert un de Verdeedegungsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Ech wollt just dem Här Kartheiser soen, well e mer eppes ënnerstallt huet ... oder net ënnerstallt huet, well en eng Remark gemaach huet doriwwer, wéi ech meng oder menger Partei hir politesch Zukunft géif gesinn.

Ech wëll dem Här Halsdorf soen: Weeder mir heibannen, nach soss ..., also mir heibannen decidéiere ganz sécher net, wéi déi nächst Koalitioun ...

(Brouhaha)

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Net dem Här Halsdorf!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Pardon, entschëllegt. Entschëllegt, pardon, dem Här Kartheiser. Entschëllegt, Här Halsdorf.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Ech wëll der elo d'Dieren net zoumaachen, Fränz.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech war elo esou positiv op Iech agestëmmt, gesitt Der, dass ech Iech scho verwiesselt hunn. Also, den Här Kartheiser, den Här Kartheiser ...

(Hilarité)

Une voix | So elo näischt méi ...!

(Hilarité générale)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech wëll Iech just soen ... Nee, ech wëll ...

(Interruption)

Wéi konnt ech Iech nëmme verwiessele mam Här Kartheiser?

(Hilarité)

Also, ech wëll soen: Den Här Kartheiser huet eng Remark gemaach. En huet sech do Suerge gemaach iwwert déi nächst Constellatiounen, mat wiem mir an d'Regierung wéilte goen. Dat decidéieren net mir heibannen, mee dat decidéieren d'Wielerinnen an d'Wieler den 8. Oktober – éischtens. An zweetens, ech ginn em awer déi Garantie: Ech wäert mech derfir asetzen, datt meng Partei keng Koalitioun mat der ADR mécht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch.

Dann hat nach d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Discussion générale (suite)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien dozou, zu deem leschte Saz!

(Hilarité et interruptions)

Jo, voilà, bon. Nee, just zu der Motioun vun der CSV: Fir eis ass déi relativ flou, virun allem den drëtten Tiret. Fir eis kléngt dat esou, wéi wann een, voilà, kee Mindestloun misst ausbezuelen, well et eng Rei aner Avantagë gëtt. Dat kënne mir esou net matdroen. Merci awer.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen, esou wéi se modifizéiert ginn ass vun der Madamm Empain, well den Auteur domadder d'accord war.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant les problèmes de recrutement de l'Armée ;

– considérant le rôle important et l'engagement des volontaires au sein de l'Armée ;

– considérant la rémunération assez modeste des volontaires,

invite le Gouvernement

– à faire le nécessaire afin de rendre le service dans l'Armée plus attractif, à la fois pour les soldats de carrière et pour les volontaires ;

– à renforcer le rôle de formation de l'Armée ;

– à revoir les salaires des volontaires en tenant compte de tous les avantages dont ils bénéficient.

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Claude Wiseler.

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. 8104 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour, dem Projet de loi 8104, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur an d'Regulatioun vun deem Marché. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Chantal Gary, ass prett fir de Rapport.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, bei dësem Projet de loi, dem 8104, geet et ëm d'Moderniséierung an d'Securiséierung vun eisem Schinnennetz. Reng formal setze mir mat dësem Gesetzesprojet zwee zousätzlech Projeten an Héicht vun insgesamt 158,5 Milliounen Euro op d'Lëscht vun den Infrastrukturprojeten, déi à charge vum Fonds du rail sinn, a ginn als Chamber domadder eisen Accord zum Finanzement vun den entspriechenden Aarbechten.

Dës Lëscht figuréiert als Annex 1 am ofgeännerte Gesetz vum 6. Juni 2019 iwwert d'Gestioun, den Accès an d'Benotze vun der Schinneninfrastruktur an zur Regulatioun vum Marché ferroviaire. An déi zwee nei Projete kommen als 41. an als 42. Projet bei d'Lëscht derbäi.

Beim éischte Projet geet et ëm d'Erneierung vun de Stellwierksanlagen op der Nordstreck. Hei gouf nom Ofschléisse vun der éischter Phas festgestallt, datt den initiale Budget net duergeet. Duerfir stëmme mer haut eng Rallonge fir dëse Projet.

Bei dësem Projet geet et ëm d'Erneierung vu sämtleche Stellwierker op den 78,5 Kilometer vun der Nordstreck, dat heescht vun Ëlwe respektiv der belscher Grenz aus bis an d'Stad. Déi aktuell Stellwierker baséieren nach op enger Technik aus den 80er-Joren a mussen elo ersat, moderniséiert, erneiert an digitaliséiert ginn.

Den Accord de principe fir dëse Projet hat d'Chamber schonn am Dezember 2070 (veuillez lire: am Dezember 2017) bei der Orientéierungsdebatt zu de Grands projets d'infrastructure ginn, wou de Käschtepunkt allerdéngs nach ënnert dem Finanzgesetzseuil vu 40 Millioune louch.

D'Aarbechte beinhalten d'Erneierung vum Kär vum Stellwierk, vun alle Signaler, déi laanscht d'Streck stinn, vun de Gleisfreimeldeanlagen a vum Sécherheetssystem ETCS, dem European Train Control System, wou eng méi avancéiert Versioun installéiert gëtt. Lëtzebuerg ass jo dat eenzegt Land an Europa, wou de Reseau komplett mam ETCS ekipéiert ass. D'Meldeanlag an d'Zuchlenkung ginn och erneiert.

Dëse Projet ass och eng Premiss, fir de Pôle d'échange multimodal zu Ettelbréck kënnen ze realiséieren, geneesou wéi d'Mise en conformité vun der Miercher Gare.

Wat elo hei ganz nei ass: Et gëtt eng innovativ Technik agesat, déi hei zu Lëtzebuerg entwéckelt gouf. Déi Technik besteet aus enger vereinfachter Bausesignaliséierung, dat heescht, déi Signaler, déi bis haut do stinn, gëtt et mat dëser Technik duerno net méi. D'Innovatioun ass also, datt déi nei Signaler vill méi kompakt wäerte sinn, soudatt manner Signaler gebraucht ginn an d'Signaler net méi wéi haut wéi e sougenannte „Chrëschtbeemchen" ausgesinn.

Déi zweet Innovatioun ass, datt beim Stellwierk selwer de Sécherheetssystem, den ETCS, direkt am Stellwierk integréiert ass. Den ETCS-System gouf also un déi besteeënd Infrastruktur opgebaut.

Da gëtt et nach e puer Konnexaarbechten. Et gëtt zum Beispill eng Schnëttstell tëscht dem Stellwierk an dem System ARAMIS. Dat ass de System, fir an Echtzäit d'Dispositioun vun de Fuerpläng ze maachen.

Eng zweet Saach: Et gëtt e Simulator gebraucht. Mam Simulator soll d'Formatioun vun de Fahrdienstleiter gemaach ginn, souwéi d'Formatioun vum Maintenancepersonal. Dat heescht, um Simulator kënnen zum Beispill verschidde Störunge simuléiert ginn, soudatt d'Personal gutt geschuult ass an am Fall, wou effektiv eng Kéier eng Störung ass, séier kann intervenéiert ginn.

Eng drëtt Konnexaarbecht si ganz klassesch Aarbechten, déi et bei all Zort vu Stellwierk gëtt, Génie-civil-Aarbechten zum Beispill.

Zur Realisatioun vum Projet: De 4. Juni 2018 gouf schonns een éischte Marché fir d'Fourniture vun den Installatioune virgesinn. An enger éischter Phas gouf och schonns de südlechen Deel vun der Nordstreck vu Luerenzweiler op Ettelbréck erneiert. Deen ass d'lescht Joer den 20. August a Betrib gaangen. Dat ass also Stand haut.

Déi zweet Phas vum Projet betrëfft elo deen nërdlechen Deel vun der Nordstreck tëscht der Giewelsmillen an Ëlwen. Dësen Deel soll elo dëst an d'nächst Joer ëmgesat ginn, fir dann am September 2024 a Betrib kënnen ze goen. D'Gesamtkäschte ginn awer mëttlerweil op däitlech iwwer 40 Milliounе geschätzt, soudatt fir dësen Deel och eng gesetzlech Autorisatioun néideg ass.

Och gouf eng Reevaluatioun vum Projet gemaach, fir erauszefannen, wat déi genee Grënn waren, datt de Projet méi deier ginn ass. Urspréinglech ware jo just 36,7 Milliounen Euro ugesat.

Dräi Haaptgrënn gëtt et, wisou de Projet de loi da méi deier gëtt.

Den éischte Grond ass op d'Innovatioun zréckzeféieren. D'Berechnunge waren ufanks optimistesch an et ginn tatsächlech 13 Milllioune méi gebraucht.

Den zweete Grond ass, datt duerch déi innovativ Technik nei Funktionalitéiten agefouert kënne ginn. Dat gouf eréischt am Laf vum Projet entdeckt an déi nei Funktionalitéiten erlaben zum Beispill, vum Stellwierk eraus Ralentissementer a Balisen ze schécken, soudatt bannent Minutte reagéiert ka ginn. Déi Funktionalitéite kaschte 6,5 Milliounen Euro.

Den drëtte Grond ass, datt et manner Pause gouf, fir dee Projet ze realiséieren, dat, fir dem Client entgéintzekommen. D'Génie-civil-Entreprisen hu sech also missen nei organiséieren, wat Onkäschte vun ongeféier 800.000 Euro gi sinn.

Ech schwätzen also hei vun engem Montant vu 54,7 Milliounen Euro plus 5 % Imprevuen, da si mer bei engem Montant vun opgeronnt 57,5 Milliounen Euro.

Beim zweete Projet bei dësem Finanzéierungsgesetz geet et ëm en neit Stellwierk zu Beetebuerg. Déi aktuell Stellwierker Beetebuerg-Zentrum, Beetebuerg-Triage an Diddeleng-Usines, alles Stellwierker aus den 80er-Joren, sollen duerch e modernt, digitaalt Stellwierk, wéi rezent eent zu Diddeleng realiséiert gouf, ersat ginn.

Den 13. Oktober 2011 gouf eng Motioun hei an der Chamber gestëmmt, fir déi néideg Etüden ze maachen. Elo soll da mam Projet ugefaange ginn, e ganz wichtege Projet. D'Stellwierk gëtt gebraucht, fir am Hierscht 2026 d'Neibaustreck Lëtzebuerg–Beetebuerg uschléissen ze kënnen.

An och hei schwätze mer vun enger ganzer aler Stellwierktechnik, déi onbedéngt erneiert muss ginn. Engersäits gëtt déi al Technik guer net méi bei deene Jonken enseignéiert an anerersäits ass en neit Stellwierk hei och eng Premiss, fir d'Modernisatioun vum Secteur Voyageurs an dem Secteur Marchandises kënnen ze maachen. Och hei, wéi ech et scho virdru beschriwwen hunn, gëtt den ETCS-System direkt an d'Stellwierk integréiert an d'Zuchlenkung gëtt automatiséiert, wat mat sech bréngt, datt eng besser Pünktlechkeet garantéiert ass.

D'Realisatioun vun dësem Projet ass an dräi gedeelt. Dat Éischt ass d'Erneierung vun den Aussenanlagen. Dat Zweet ass d'Erneierung vum Stellwierk selwer. An dat Drëtt si Konnexaarbechten. An hei kënnt Der och weider Detailer a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Zu de Käschten: Dee gréisste Käschtendeel kënnt och hei vun der Signalisatioun mat 70,6 Milliounen Euro, d'Telekommunikatioun mat 10,7 Milliounen Euro, de Génie civil 9,7 Milliounen Euro an de Génie technique eng hallef Milliioun, plus Imprevue vun 10 %. Da si mer opgeronnt bei 100,1 Milliounen Euro, fir also dräi Stellwierker am Beräich Beetebuerg zu engem neien digitale Stellwierk ze erneieren.

Beim virleiende Projet de loi 8104 geet et deemno, wéi ugangs erwäänt, ëm e Gesamtinvestissement fir béid Projete vun 158,5 Milliounen Euro.

De Rapport vun dësem Projet de loi 8104 ass de 25. Mee eestëmmeg an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dat si wichteg Projeten. D'Madamm Rapportrice huet dat esou am Detail erkläert, mir ginn eis Zoustëmmung derfir, an dofir den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An dann ass et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, dee war seelen esou averstane mam Här Roth wéi dës Kéier. An d'Rapportrice, wéi gesot, huet alles gesot, soudass et fir mech och derbäi bleift, dass ech just hir géif Merci soen a felicitéieren. An ech ginn dann heimat och den Accord vun der Demokratescher Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An da wier et um honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary. Hei geet et ëm d'Modernisëierung op eisem Schinnennetz an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Ech mengen, et ass deem net méi vill bäizefügen. Ech wëll just vläicht soen: Et ass eng Verbesserung vun der Technik op de Stellwierker, op déi haiteg Technik, déi haut existéiert. An ech mengen, dat ass ze begréissen. Dat dréit zur Sécherheet bäi. An duerfir gi mer och eisen Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Also och vun eiser Fraktioun hei aus e grousse Merci un d'Rapportrice fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Hei geet et ëm ganz héich Investissementer am Beräich vun der Effikassitéit an der Securitéit, an duerfir droe mir dat heite mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary, an och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech kann et och kuerz maachen. Ech soen der Madamm Rapportrice Merci fir hire gudde Rapport a selbstverständlech der Chamber fir hir breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Regierung.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8104. Den Text steet am Document parlementaire 8104[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8104 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Max Hengel), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo (par Mme Tess Burton), Mmes Cécile Hemmen, Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8124 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8124 iwwert d'Finanzéierung vu spezielle reegelméissegen Transportservicer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Rapportrice ass och dës Kéier déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, och bei dësem Projet de loi, dem 8124, geet et ëm e Finanzéierungsgesetz am Beräich vum Transport, dës Kéier allerdéngs iwwert d'Strooss.

Et geet ëm d'Exploitatioun vun „transports spécifiques réguliers spécialisés", dem sougenannte „Mobibus" respektiv dem fréiere CAPABS. Dëse Service fält

am Kader vum ëffentlechen Transport an déi e bësse méi komplizéiert Kategorie.

Mam Vott vun dësem Gesetzesprojet erlaabt d'Chamber der Regierung, déi néideg Kontrakter fir d'Exploitatioun vu „services de transports spécifiques réguliers spécialisés" bis zu engem maximale Montant vun 211.850.000 Euro TTC iwwer eng Period vu véier Joer ze maachen, woubäi dëse Montant hallefjäreg un de Coût de la vie ugepasst gëtt.

De Mobibus huet als Aufgab, Persoune mat engem sozialen, mentalen oder physeschen Handicap, Persounen, déi den Transport régulier net benotze kënnen, ze transportéieren. Et geet drëm, fir déi concernéiert Persounen den alldeeglechen Deplacement an d'Schoulen, d'Lycéeën, an d'Centres de compétences, op d'Schaff ze assuréieren.

D'Services de transports spécifiques réguliers spécialisés goufen urspréinglech vum Staat finanzéiert, spéider kuerzzäiteg vun de betraffene Gemengen an Associatiounen an haut si se nees en charge vum Staat. Ab 2015 hu mer vu CAPABS geschwat a säit 2022 heescht dëse Service, wéi schonn ugangs gesot, Mobibus.

Ugangs September, bei der Rentrée, goufen 189 Institutiounen desservéiert. E Mount drop waren et der scho quasi 10 méi. Un den Unzuele vun de Beneficiairë gesäit een, datt se relativ staark an d'Luucht gaange sinn. A Korrelatioun dozou ass de Coût besonnesch fir 2022 weesentlech an d'Luucht gaangen. Säit 2015 bis 2020 war de Budget relativ stabel. 2021 ass en e gudde Krack an d'Luucht gaangen an 2022 ass en nach eemol weesentlech gestigen.

Aktuell gëtt et zwee Exploitanten, déi dëse Service assuréieren, wou d'Kontrakter awer Enn vun dësem Joer auslafen. Duerfir geet et elo drëm, nei Kontrakter auszeschaffen, fir d'Kontinuitéit vun dësem Service ze garantéieren a weider ze amelioriéieren.

De Gros vun den Transporter gëtt majoritairement mat Minibusser mat Plaz fir bis zu néng Leit gefuer. D'Iddi ass et, wéi beim ëffentlechen Transport üblech, méi Leit zesummen am nämmlechte Vehicule ze regruppéieren, woubäi natierlech jidderengem seng spezifesch Besoine respektéiert solle ginn.

Fir d'Rentrée 2022 goufe 4.235 Persoune gezielt, déi vun dësem Service profitéieren. Wuelverstanen ass dat net d'Unzuel vu Leit, déi de Service all Dag an Usproch huelen.

D'Variatiounen tëscht 2021 an 2022 fir dat éischt Semester haten eng Augmentatioun vun 9,63 % am Kilometrage a plus 17 % bei de Käschten. Wann ee weiderhi vun deene plus 17 % ausgeet, gouf eng Estimatioun ausgeschafft, fir d'Käschte vum zweete Semester vun 2022 ze schätzen. No dëser Estimatioun géif de Gesamtkäschtepunkt vun 2022 bei ongeféier 47.344.000 Euro leien an d'Käschte fir d'Joer 2023 bei 49.772.903 Euro.

Wann een also dës Chifferen hëlt, zousätzlech zu enger Durée de marché vu véier Joer ab 2024 ausgeet, geneewéi och vun enger Hypothees vun enger konstanter Progressioun vum Kilometervolume vu plus 2,5 % pro Joer an och vun der Evaluatioun vum Präisindex, sou wéi vum Statec estiméiert, da kënnt een op eng Envergure vum Mobibus-Marché vun 211.850.000 Euro TTC. Weider Detailer fannt Der wéi gewinnt a mengem schréftleche Rapport.

Här President, dëst ass e Projet de loi, dee Mënsche mat engem sozialen, mentalen oder physeschen Handicap, an deemno mat spezielle Besoinen am Mobilitéitsberäich, d'Méiglechkeet gëtt, e gläichberechtegten Zougang zu ëffentlechen Transportleeschtungen ze hunn. Duerfir sinn ech ganz frou, datt de Rapport de 25. Mee dëst Joer an der zoustänneger Kommissioun eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn dann och heimadder den Accord fir déi gréng Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen och hei der Madamm Rapportrice Chantal Gary Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, och nach eng Kéier Merci der Madamm Chantal Gary fir hire komplette Rapport. A selbstverständlech gi mer d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An dann ass et och hei als Nächsten um Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, ech ka mech och do just de Wierder vum Här Roth uschléissen. Mir ginn och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a soen nach eng Kéier der Rapportrice villmools Merci fir déi zwee ganz gutt Rapporten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mat deem heite Finanzéierungsgesetz schafe mer jo d'Méiglechkeet, de Service vu CAPABS, wéi et elo richteg gesot ginn ass, mëttlerweil och als Mobibus ëmgedeeft, ze assuréieren.

Bis elo war et jo nämlech esou, dass e Finanzéierungsgesetz net néideg gewiescht wier, well déi järlech Ausgaben de Seuil vu 40 Milliounen Euro net iwwerschratt hunn.

E Punkt, deen ech am Avis vum Konkurrenzrot nawell ganz interessant fonnt hunn, ass de Fait, dass se drop hiweisen, dass bei den ëffentlechen Ausschreiwungen net de Präis eleng den Entscheedungsfacteur kéint sinn, mee datt sozial Krittären, an dësem Fall vun de Persounen à mobilité réduite, souwéi och d'Aarbechtskonditioune kéinten a Betruecht gezu ginn. Duerfir kënne mer jo wierklech dervun ausgoen, dass mat dem Budget vun iwwer 211 Milliounen, déi mir fir de Service vum Mobibus fir d'Period 2024-2027 zur Verfügung stellen, de Besoine vun de Clientë Rechnung gedroe gëtt.

Sech kënne fräi ze deplacéieren ass een essenzielle Besoin fir all Mënsch, awer besonnesch fir déijéineg, déi duerch Ëmstänn, a souguer onglécklech Ëmstänn an dësem Fall, an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn.

Scho viru knapp zwee Méint hunn ech an der Froestonn op eng Rei Mëssstänn beim Service vum Adapto-Mobibus higewisen, déi mir als Deputéiert zougedroe goufen. Mir waarden elo op d'Resultater vun der Etüd, déi hei amgaangen ass gemaach ze ginn, an duerno misst dann esou séier wéi méiglech nogebessert ginn.

Fir elo soen ech einfach haart an däitlech, dass dëse Service soll kaschten, wat e kascht, Haaptsaach, e funktionéiert!

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | An natierlech gëtt d'LSAP hir Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänken, der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et ass e ganz wichtege soziale Projet, dee mer haut stëmmen am Interessi vun de Betraffenen. An dofir gi mer och den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och vun eis hei der Rapportrice e grousse Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir sinn och als déi Lénk der Meenung, datt dëse ganz wichtege Service eigentlech eng staatlech Aufgab ass an dofir och misst vun ëffentlecher Hand gedroe ginn, soudatt hei alles richteg gemaach gëtt. Ech mengen, hei ginn déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt an dat ass ganz, ganz, ganz wichteg a richteg. Awer genausou, wéi meng Virriednerin et gesot huet, hu mir den Avis vun der Autorité de la concurrence och gutt gelies. A mir sinn hirer Meenung zu deem Gesetz iwwert de Marché public, dat jo virgesäit, datt de Staat eebe kann déi sozial an ekologesch Krittären a seng Ausschreiwungen drasetzen. A mir hoffen, datt dat och gemaach gëtt vum Här Minister.

An dofir, mir ginn awer hei eisen Accord fir dat do ganz, ganz wichtegt Gesetz, well, an dat ass och scho vu menger Virriednerin gesot ginn, et ass immens wichteg, datt déi Leit, déi op de Mobibus ugewise sinn, mobill bleiwe kënnen a sech kënnen deplacéiere vun A op B. An et ass wichteg, datt mer dat Geld drastiechen, wat mer mussen drastiechen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An d'Wuert geet un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Chantal Gary. Och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech kann et hei och kuerz maachen, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir hire Rapport a sämtlechen Deputéierte fir déi unanime Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8124. Den Text steet am Document parlementaire 8124[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8124 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Tess Burton), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8071 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2021)

Mir hunn haut eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2021. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An als Éischt héiere mer den Här Jean-Paul Schaaf als Rapporter vun der Petitiounskommissioun, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix | Très bien!

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng Éier, hei kënnen de Rapport d'activité 2021 vum Ombudsman kuerz virzestellen. Ech soe kuerz, well et kann een net déi iwwer 200 Säiten aus deem Rapport, deen d'Ombudsman gemaach huet, an duerno nach dee Resümmee, dee mer och an der Kommissioun guttgeheescht hunn, hei in extenso virstellen.

Erlaabt mer awer, fir d'éischt am Numm vun der Petitiounskommissioun der Madamm Monti an hirer ganzer Ekipp e ganz häerzleche Merci auszedrécke fir dëse wierklech kompletten an detailléierten Aktivitéitsbericht, dee si eis virgeluecht hunn.

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur | D'Verhältnis vun der Madamm Monti mat der Chamber war och an deem Joer, iwwert dat et hei geet, erëm exzellent. No der ausféierlecher Presentatioun vum Rapport konnte jo all d'Deputéiert och hei Froe stellen a kruten och detailléiert an zefriddestellend Äntwerte vun der Mediatrice.

Merci awer och dem Här Spier vun der Chamberadministratioun a senger Ekipp, déi dëse Prozess ganz enk begleet hunn. An der Presidentin vun eiser Petitiounskommissioun wëll ech Merci soen, der Madamm Arendt, déi sech, esou wéi all déi aner Membere vun der Kommissioun, ganz intensiv mat där do Thematik auserneegesat huet.

A schlussendlech awer e Merci, an deen ass mer wichteg, un all déi aner Chamberskommissiounen, well hir Presidentinnen a Presidente ganz séier déi Deeler aus dem Rapport vum Ombudsman op den Ordre du jour vun hirer Kommissioun gesat hunn, déi eeben hire Ressort betreffen. An do konnten eeben d'Deputéiert, zesumme mat de Beamten a mat de Ministeren, dann zu de respektive Reklamatiounen, déi bei der Ombudsman erakomm sinn zu hirer Kommissioun, Stellung huelen a sech och inhaltlech domadder auserneesetzen.

Ech war bei enger Rei vun deenen Diskussiounen derbäi an ech muss soen, datt ech konnt feststellen, an ech si ganz frou doriwwer, dass ganz seriö doriwwer diskutéiert ginn ass, dass sech wierklech léisungsorientéiert an detailléiert mat den Uleiesse vum Avis vum Ombudsman befaasst ginn ass. Et war eigentlech flott ze gesinn, wéi eescht dat geholl gëtt a wéi seriö sech mat den Awänn vun de Leit zu de Verwaltungsofleef befaasst ginn ass.

Här President, d'Roll vum Ombudsman ass eng ganz wichteg an eiser Gesellschaft.

Engersäits hëlleft den Ombudsman de Bierger, fir sech an der Komplexitéit vun eise Gesetzer an Administratiounen erëmzefannen a gëtt Gewëssheet, dass een am Zweifelsfall net eleng gelooss gëtt vun enger staatlecher administrativer Verwaltungsmaschinn.

Anerersäits hëlleft en awer och den Administratiounen an de Servicer, sech ze optimiséieren an dee beschtméigleche Service fir d'Bierger ze garantéieren. Op deem Punkt muss een ervirhiewen, dass déi meescht Verwaltungen an de leschte Jore scho vill Efforte gemaach hunn an hir Servicer signifikant verbessert hunn, an derfir gesuergt hunn, dass e gudden Zougang zu de Servicer ass, an dass besonnesch an der Zäit vun der Pandemie Déngschtleeschtungen och online méiglech gemaach gi sinn.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Dëst war dann och am Joer 2021 de Fall, wat, ech hunn et elo gesot, ee Joer vun der Pandemie war, een Ëmstand, dee fir keng Administratioun einfach war, wat den Zougang betrëfft.

Mee och fir de Bierger bleift et nach ëmmer schwéier, sech zurechtzefannen an där neier digitaler Welt. Den Ombudsman ënnersträcht duerfir och ëmmer op en Neits, datt et beim Accès zu den ëffentleche Servicer grouss Ongläichheeten tëschent de verschiddenen Administréierte gëtt. Virun allem eis eeler a vulnerabel Bierger hunn am meeschten dorënner gelidden, datt am Joer 2021 vill Guicheten zou waren, et wéineg physesche Kontakt gouf a verschidden Demarchen nëmmen nach iwwert den digitale Wee méiglech waren.

An ech wëll hei och op déi Leit verweisen, déi am Internet net fit sinn, déi kee PC doheem hunn an déi sech mam Handy als eenzeg digital Verbindung erëmklappen. Op deem Wee Formulairen auszefëllen, se ze signéieren an ze mailen, dat ass net ëmmer evident an deels mol net méiglech.

Schliisslech och déijéineg Matbierger, déi benodeelegt liewen an déi isoléiert, administrativ, finanziell, gesondheetlech oder och einfach intellektuell net fit genuch sinn, fir sech sécher genuch ze spiere beim digitalen Zougang.

D'Ombudsman weist an deem Kontext eeben drop hin, dass mer och nach d'Angscht vum transparente Bierger kennen an dass d'Leit riskéieren, eng Demarche net ze maachen, well se dem elektroneschen Datefloss net trauen. An natierlech hu se an enger digitaler Demarche keen, dee se kënne froen, wat mat hiren Donnéeë geschitt, firwat se déi oder déi Informatioun musse ginn. Sou geet dat dann net, an da bleift e gewëssent Mësstrauen.

An net all d'perséinlech Situatioune passen eeben an de Standard vun engem Formulaire. An ouni e Beamten, deen dann Hëllef leescht, fillt ee sech als Demandeur munchmol onsécher an net gutt beroden.

An deem Sënn zitéiert d'Madamm Monti dann och d'Charte des droits fondamentaux vun der Europäescher Unioun, déi ënnersträcht, wéi wichteg et ass, an ech zitéieren, „de multiplier les actions pour garantir un accès libre, gratuit et simplifié aux procédures administratives".

An d'Madamm Monti deelt mat eis am Rapport d'Charte vu Marrakech. Dat ass eng Charte, déi ass den 18. Mee 2022 vun der Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie ugeholl ginn. Dës Charte verdäiwelt net d'Digitalisatioun, mee si weist drop hin, dass net all d'Mënsche fit dofir sinn an dass ëmmer een alternativen Zougangswee zu de Leeschtunge vun den ëffentleche Verwaltunge muss garantéiert sinn. Et ass eng Charte, déi just aacht Artikelen huet, se ass also derwäert, gelies ze ginn. Duerfir hunn ech se och integral an de Rapport iwwerholl.

Här President, ech komme kuerz op d'Zuele vun dësem Rapport ze schwätzen. Ech soen och hei der Madamm Monti Merci, well mir kruten eng Oplëschtung vun den Zuelen och iwwert d'Joren, soudass een eigentlech d'Reklamatiounen och am Verlaf vun de Jore kann analyséieren a kucken.

Doduerjer léisst sech erkennen, dass am Joer 2021 975 Reklamatioune beim Ombudsman agereecht gi sinn. Dës Zuel bleift an deene leschte Jore relativ konstant mat 914 Reklamatiounen d'Joer virdrun, an déi selwecht Zuel, 975 Reklamatiounen, am Joer 2019. Dat weist also, dass d'Institutioun gutt funktionéiert an dobausse bei de Leit och bekannt ass.

Vun 2015 bis 2021 ginn all Joer an der Moyenne 922 Reklamatiounen am Service vum Ombudsman eran. Vun deenen 975 Reklamatiounen am Joer 2021 sinn der 273 als recevabel a begrënnt unerkannt ginn. Dovunner huet d'Ombudsman der 219 kënne léisen a kënnt domat op en Taux de correction global vun 80,2 %. Dësen héijen Taux ass och änlech héich wéi am Coronajoer 2020 mat 81,7 %.

Da wëll ech och direkt hei eng Recommandatioun mengersäits un d'Ombudsman maachen, fir an den zukünftege Rapporten den Taux de correction e bësse méi kloer ze benennen als den Taux de correction vun den traitéierte Reklamatiounen. Et soll ee jo net dobausse verstoen, dass 80,2 % vun den insgesamt 975 Reklamatioune positiv traitéiert an am Interêt vum Demandeur geléist gi wieren.

D'Opschlëssung ergëtt, an dat ass och logesch, Folgendes: 226 Reklamatioune sinn net fondéiert erakomm; 188 waren der um Enn vum Joresexercice nach net ofgeschloss, konnten also net an der Statistik erëmkommen; 151-mol huet de Reklamant selwer sech zréckgezu vu sengem Awand; an 120 waren der net recevabel, fir just do déi Haaptchifferen ze nennen.

Also fir d'Kloerheet duerfir mäi Wonsch, dass een dat an engem nächste Rapport preziséiert, fir dass mer net do iergefouert ginn, oder mir verstinn et an aner Leit vläicht net.

D'Ministèren, bei deenen déi meescht Reklamatiounen erakomm sinn, bleiwen och an der Hitlëscht, wann ech dat esou däerf nennen, déi nämmlecht wéi déi Jore virdrun. Den Ausseministère ass un éischter Stell mat 192 Stéck, duerno de Ministère fir sozial Sécherheet an de Finanzministère an dann de Familljeministère.

Dräi Ministèrë kruten 2020/2021 guer keng Reklamatioune géint hir Decisiounen: Dat waren de

Sportsministère, den Digitalisatiounsministère an de Chancegläichheetsministère.

Et gëtt awer och dräi Ministèren, déi en Taux de correction vun 100 % haten, an dat sinn de Justizministère, de Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche an de Ministère vun der Fonction publique.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir Detailer iwwert déi eenzel Fäll verweisen ech awer op de schréftleche Rapport an ech wëll mech hei nëmmen op e puer Punkte beschränken, vun deenen ech et wichteg fannen, se hei eng Kéier ze benennen, beispillhaft och unzeschwätzen.

Wéi gesot, sinn an all Chamberskommissioun déi respektiv Deeler vun der Madamm Monti hirem Joresrapport thematiséiert ginn. An duerfir e puer Aspekter aus dëse Reuniounen.

An der Logementskommissioun ass driwwer diskutéiert ginn, datt et vill ze laang Delaie gouf, fir Demanden ze traitéiere vu Leit, déi an de Genoss vun enger Subvention de loyer komme wollten. De Ministère hat d'Pandemie an e Manktem u Personal dofir verantwortlech gemaach. Duerch eng Verbesserung vum interne Prozess an duerch d'Astelle vun neiem Personal huet sech d'Waardezäit mëttlerweil signifikativ verbessert.

Änlech wéi bei der Logementskommissioun goung et och bei der Ëmweltkommissioun ëm ze vill laang Delaien, fir Demanden ze traitéieren. Hei ass et ëm d'Primm beim Kaf vun engem Vëlo gaangen, an de Ministère huet versprach, d'Personal zäitno opzestocken.

An der Kommissioun vun der Fonction publique ass diskutéiert an och festgehale ginn, datt den Ombudsman keng Reklamatioun traitéieren dierft, déi sech op en Aarbechtsverhältnis bezitt tëschent enger Administratioun a senge Fonctionnairen oder Employéen. Den Ombudsmann ass fir eng Demande vun engem Administré zoustänneg an net fir intern Konflikter tëschent engem Ugestallten a sengem Patron public.

D'Familljekommissioun ass ënner anerem op ee Fall agaangen, bei deem en Administréierten d'Allocation de vie chère refuséiert krut, dat awer, ouni e Grond fir e Refus genannt ze kréien an och ouni dass d'Recoursméiglechkeeten erkläert gi waren. De Fonds national de solidarité huet sech dem Problem ugeholl, fir d'Voie de recours duerno ëmmer korrekt unzeginn.

Déi éischt Recommandatioun – se dréit d'Nummer 55, mee mir fänken net bei 1 un all Joer, et sinn der jo och an de Jore virdru gewiescht – bezitt sech op d'Modalitéiten, fir eng Allocation de vie chère ze kréien. De Mediateur fënnt et net gutt, datt een eng Demande fir eng Allocation de vie chère nëmmen eng Kéier am Joer stellen dierf, an e plädéiert derfir, datt eng Persoun och eng zweet Demande stellen dierf. Wa sech nämlech d'Liewenssituatioun, d'Zuel vun de Leit am Menage, d'Akommessituatioun an esou weider verschlechteren, da kann ee keng nei Demande areechen am Fall, wou ee schonn eng éischt agereecht hat an déi eventuell refuséiert gi wier.

De Fonds national de solidarité huet sech awer géint dës Recommandatioun ausgeschwat mam Argument, datt een da jidderengem eng Aktualisatioun am Laf vum Joer misst zougestoen, wat en enormen administrativen Agréff an eng enorm Problematik géif mat sech bréngen.

An enger zweeter Recommandatioun geet et ëm eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg schafft a fir Kand a Partner opkënnt, ouni awer mat dësem Kand verwandt ze sinn. Dës Persoun huet fir d'Kand eng Allocation familiale ugefrot a verweigert kritt. Den Ombudsman, oder d'Ombudsman, fir et richteg ze soen, berifft sech hei op d'Decisioun vum Europäesche Geriichtshaff, deen d'Krittären, fir d'Allocation familiale zu Lëtzebuerg ze kréien, als diskriminéierend bezeechent huet. D'Zukunftskeess wëllt awer zu dësem Zäitpunkt nach näischt un hirer Funktiounsweis ännere mam Argument, datt ee muss op de Gesetzesprojet 7828 waarden, dee jo an Ausaarbechtung ass.

An der Educatiounskommissioun ass et drëm gaangen, datt vill Studenten en informatesche Feeler gemaach hunn an doduerjer hir Studentebourse net kruten. Den informatesche Programm konnt ee gleewen dinn, dass d'Demande komplett wier, awer mat enger Confirmatioun vun den Donnéeë goung et net duer, well et huet een och nach mussen den Envoi eemol extra confirméieren a fortschécken.

D'Kommissioun war do awer zefridden no der Diskussioun, datt den Educatiounsministère schonn Ännerungen op der Plattform, iwwer MyGuichet, gemaach huet, soudatt de Problem an Zukunft net méi optrieden dierft, an dass och d'Leit informéiert ginn, wa se eng Demande gemaach hunn, déi net komplett ass.

Duerno ass och nach e Fall opkomm, bei deem zwee Studenten hiren Diplom, dee se am Ausland kruten, hei zu Lëtzebuerg net unerkannt kruten. Si haten awer gemengt, dat wier kee Problem, well si hu während Joren eng Studentebourse vum Staat kritt. De Ministère ass sech dëser Problematik bewosst ginn an e mécht elo Efforten, fir datt déi Krittären harmoniséiert ginn, engersäits, fir den Diplom unerkannt ze kréien an awer anerersäits och, fir dass dat mat der Studentebourse am Aklang gemaach gëtt.

Am Joer 2021 sinn och 97 Reklamatiounen iwwert d'Aarbecht vun de Gemengen agereecht ginn, 21 Dossiere sinn traitéiert ginn an den Taux de correction louch bei deenen 21 bei 85,7 %. Ech ginn elo net nach am Detail op déi eenzel Beispiller an.

An ech wëll och ofschléisse mat deene Beispiller a just nach e puer Konklusiounen zéien.

Ech géif nach eng Kéier gären ënnersträichen, dass et extreem wichteg ass opzepassen, dass mer duerch déi digital Exigenze keng Leit benodeelegen a riskéieren, se an eng prekär Situatioun ze bréngen.

Fir keen auszeschléissen, mussen d'Bierger esou gutt et geet informéiert ginn, an et muss de Bierger ëmmer méiglech bleiwen, eng administrativ Demande ënner physescher Form anzereechen.

Eng zweet Remark, do wëll ech nach eng Kéier un d'Recommandatioun Nummer 51 iwwert d'Kompetenzerweiderung vum Mediateur erënneren. Dat hu mer och am Rapport vun der Kommissioun esou festgehalen, well momentan kann den Ombudsman jo nëmmen intervenéieren, wann et sech ëm e Problem mat enger staatlecher oder kommunaler, also enger ëffentlech-rechtlecher Verwaltung handelt. Hei soll jo awer an der zoustänneger Kommissioun mat der Madamm Monti gekuckt ginn, also an der Institutiounskommissioun, ob den Ombudsman och kéint bei den Établissements de droit privé, déi mat enger ëffentlecher Missioun beoptraagt sinn, agräifen.

Ëm wat geet et do beispillsweis, fir dat méi einfach ze erklären? Wann eng Persoun an enger staatlecher Ariichtung lieft, da ka se sech un den Ombudsman wennen. Lieft si awer an enger privatrechtlecher Institutioun, da kann den Ombudsman keng Reklamatiounen entgéinthuelen, och wann dës Ariichtung eng ëffentlech Aufgab, wéi zum Beispill en Alters- a Fleegeheem, wouerhëlt.

A mengem Rapport hu mer festgehalen, dass d'Petitiounskommissioun och all parlamentaresch Demarchë vun der Institutiounskommissioun ënnerstëtzt, fir d'Diskussioun iwwert dës Recommandatioun Nummer 51 unzefänken.

Ofschléissend der Madamm Monti an all hire Mataarbechter meng grouss Unerkennung fir déi geleeschten Aarbecht. Dir verhëlleft de Leit zu hirem Recht. Dir schenkt hinnen Opmierksamkeet an ënnerstëtzt hir Demande, wann et nëmme méiglech ass.

Op där anerer Säit hëlleft Der awer och dem Staat, de Verwaltungen an de Gemengen, fir sech ze verbesseren, fir Prozeduren a Fro ze stellen a fir den Optrag nach besser ze erfëllen. D'Beamte sinn am Déngscht vun hirer Verwaltung an d'Verwaltung ass am Déngscht vun de Mënschen. Also, am Raccourci: D'Beamte sinn all am Déngscht vun de Mënschen a si suergen derfir, datt d'Leit zu hirem Recht an zu hire Leeschtunge verhollef kréien.

An Dir, Madamm Monti, mat Äre Servicer suergt och derfir, datt mir dat net vergiessen. Duerfir e grousse Merci am Numm vun der ganzer Petitiounskommissioun, vun eis alleguer fir déi Aarbecht a fir déi wichteg Recommandatiounen. Voilà.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur | Ech soen Iech Merci.

Dat do wier den Deel vu mengem Rapport. Wann ech däerf, géif ech nach e puer Wuert wëllen am Numm vun der CSV-Fraktioun hannendrun hänken. Jo? De President wénkt mam Kapp, dann däerf ech. Merci.

Une voix | Très bien!

Débat

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Ech wëll dann nach e puer Sätz hannendrun hänken am Numm vun der CSV-Fraktioun. Fir d'éischt emol och do an eisem Numm e ganz grousse Merci un d'Madamm Ombudsman an déi ganz Ekipp fir deen detailléierte Bericht, an och merci, dass si all Dag do ass fir de Bierger a sech wierklech mat Hänn a mat Féiss asetzt fir d'Rechter vun deene Leit, déi fäerten, datt se net zu hirem Recht komm wieren.

Nieft deene Recommandatiounen, déi ech elo schonn am Numm vun der Petitiounskommissioun formuléiert hat, wier et fir eis och gutt, wann de Mediateur mol méi oft kéint a géif a verschidde Chamberskommissiounen invitéiert ginn, ganz besonnesch dann, wann et ëm Fäll geet, wou den Ombudsman sech autosaiséiert huet.

Effektiv gi jo individuell Demanden un den Ombudsman gereecht. Aus den Diskussiounen – an déi puer Beispiller aus dem Rapport ginn dat jo och zréck – an de parlamentaresche Kommissiounen ergëtt sech awer en anert Bild, an do ergëtt sech, dass hannert deenen individuelle Reklamatiounen awer dacks strukturell Problemer an de verwaltungstechneschen Ofleef sinn oder awer, datt sech legislativ Ännerungen opdrängen.

Dozou och nach e Beispill: Well am Gesetz iwwert de Congé parental steet, datt nieft der Mamm de „père" d'Recht huet op e Congé parental, konnt eng Koppel vun zwou Fraen keng zwee Congé-parentallen ufroen. D'CSV ass op deem Punkt der Meenung, dass dëst op Eltere bezu muss ginn an eng geschlechtsspezifesch Betitelung dofir keng Plaz an esou engem Gesetz soll hunn.

Eng aner Propos, déi mäi Fraktiounskolleeg Paul Galles schonn hei an dësem Haus virun engem Joer gemaach huet, wéi en de Rapport hei presentéiert

huet, ass déi, dass zum Beispill eng Referenzpersoun an den Administratioune kéint geschafe ginn oder eng besser Vernetzung och tëschent de verschiddene Mediateure kéint sinn.

Also, ech hu mer virgeholl, elo hei net all eenzel Reklamatioun a Recommandatioun nach eemol ze paraphraséieren. Schrëftlech läit jo, wéi gesot, alles vir, wat ëmgesat muss ginn, an et ass och intensiv diskutéiert ginn.

Ech wëll awer drun erënneren, dass d'Chamber den 2. Juli 2021, also virun zwee Joer, e Courrier vun der Ombudsman kritt huet, wou d'Madamm Monti explizitt op hir Recommandatioun Nummer 51 – ech hat se virdru genannt – ageet an eng Propos un d'Chamber geriicht huet, fir d'Gesetz vum 22. August 2003 iwwert den Ombudsman ofzeänneren. Do geet et ënner anerem ëm déi Confusioun, déi entsteet tëschent dem Ombudsman an dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlech, oder et geet och nach ëm d'Kompetenzerweiderung, déi mer elo schonn ugeschwat hunn, iwwer privatrechtlech Institutiounen, déi eng Mission de service public erfëllen an duerfir jo och ëffentlech Gelder kréien. An op deem Punkt huet d'Chamber heibannen den 9. Juni 2022, also och virun engem Joer, bei der Diskussioun vum leschte Joresrapport unanime à main levée decidéiert, dass eng Resolutioun vum Deputéiertekolleeg Marc Goergen zum Suivi vun der Recommandatioun Nummer 51 an d'Institutiounskommissioun verwise gouf.

Ech weess elo net, wiem ech d'Fro soll stellen oder wie se ka beäntwerten, ob d'Institutiounskommissioun ewell mat deenen Aarbechten ugefaangen huet. Ech hoffe just, dass mer net all Joer déi Recommandatioun weiderdroe vu Joer zu Joer, ier se dann traitéiert oder ëmgesat gëtt. Mir ënnerstëtze jiddefalls als CSV-Fraktioun d'Diskussiounen zu deene Propose vun der Madamm Monti.

Zum Schluss nach e Wonsch: Déi Charte vu Marrakesch, déi ass am Rapport vun der Ombudsman dran, an ech hunn déi och do kennegeléiert. Elo sinn ech jo awer an enger Gemeng an der Verantwortung, an ech froe mech eigentlech, wie sech kéint drëm këmmeren – vläicht den Här Minister, ech kucke mol riichtaus –, dass dësen dach awer wichtege Gedanke vun der Digitalisatioun an hiren Erausfuerderungen an op wat ee soll bei der konkreeter Ëmsetzung oppassen, awer bei allen ëffentlechen Acteuren och ukënnt, an duerfir och bei de Gemengen, ënner anerem.

Fir kloer ze sinn, kann ech och hei mol just eng Kéier e Beispill ginn. Wann de Raider vun der Gemeng digital dierf sinn an aus Einfachheet d'Gemengen dann higinn a soen: „Ma da setze mer do alles drop, a wa mer e Pabeier aushänken, maache mer nach vläicht e minimale Resümmee dovun!", si mer dann en ligne mat enger Charte vu Marrakesch? Si mer da korrekt? Dat ass eng oppe Fro. Oder wann ech digital mam Handy de Parking bezuele soll an da vläicht d'Horodateuren emol reduzéiert ginn an iergendwann vläicht eng Kéier ofgeschaaft ginn? Sinn ech dann nach en ligne mat enger Charte, déi eis awer recommandéiert, drop opzepassen, dass och d'Leit, déi net esou fit am Digitale sinn, dee selwechten Zougang hunn zu ëffentlechen Déngschtleeschtunge wéi anerer? Just fir einfach esou mol zwee Beispiller ze nennen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend bleift mer nëmmen nach eng Kéier wierklech Merci ze soen, am Numm vun der CSV-Fraktioun – ech hunn et scho gesot –, der Madamm Monti an dem ganzen Team, der Presidentin vun der Petitiounskommissioun, de verschiddene Kommissiounen, de Beamten, Politiker, Verwaltungen, Ministèren an ëffentlechen Ariichtungen, well et huet ee gespuert, och an de parlamentareschen Diskussiounen, dass se wierklech drëm beméit sinn, e gudde Service public ze garantéieren a sech och a Fro ze stellen.

Déi Petitiounen, déi un eis Chamber adresséiert ginn engersäits an de Rapport vum Ombudsman anerersäits, déi sinn zesummegeholl fir mech e bësselche wéi e Seismograf vun de Bierger aus eisem Land. Mir mussen eis als Politiker dofir interesséieren, well et op dëse Plazen ass, wou mer de Bols spiere vun de Leit a wou mer déi Theeme matgedeelt kréien, déi konkreet sinn am Alldag vun de Matbiergerinnen a Matbierger. A mir mussen déi Theemen eeschthuelen, och dann, wa se net an eise Parteiproposen oder an eise Koalitiounsprogrammer stinn.

Och Iech alleguerten e grousse Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci villmools dem Här Schaaf. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Bauler. Här Bauler, wannechgelift.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporter Jean-Paul Schaaf, deen hei scho ganz am Detail de Bericht vum Ombudsman virgestallt huet. Eent soll virop kloer gesot ginn: Den Ombudsman ass eng onverzichtbar Institutioun an eiser Demokratie! Et ass e wierksame Vermëttler. E steet dem Bierger bäi, wann dëse Problemer mat der Verwaltung huet an e léisst net esou liicht lacker, wann en do mol sollt op Granitt stoussen, oder stéisst. Jo, et muss ee soen, wann et den Ombudsman net géif ginn, da misst een en erfannen.

Léif alleguer, wann een de Rapport vum Ombudsman liest, da ginn engem zwou Saachen direkt kloer: Éischtens, et sinn ëmmer nees Problemer a Mësselen op deene verschiddenste Plazen, an zweetens, et brauch een nach ganz dacks den Asaz vum Ombudsman, fir eeben dës Schwieregkeeten aus der Welt ze schafen.

Et kann een der Madamm Monti an hirer fläisseger Ekipp nëmmen e grousst Luef ausspriechen, well si sech wierklech all Dag fir den eenzelne Bierger, déi eenzel Biergerin asetzen, déi konkreet Suergen a Schwieregkeete mat der Verwaltung hunn. Wa Leit schonn op déi verschiddenste Manéiere probéiert hunn, selwer e Problem ze klären, ass den Ombudsman dacks hir lescht Chance, fir zu hirem Recht ze kommen. Den Ombudsman hëlt eeben d'Mënschen an d'Problemer, déi se hunn, eescht, an dat mat vill Engagement.

Wann den Ombudsman aktiv gëtt, muss dat jo och net onbedéngt zum Nodeel vun enger Verwaltung sinn. Den Ombudsman intervenéiert fir de Bierger a stellt och fest, wann dësem iwwerhaapt net Onrecht gedoe gouf, wann also eng Reklamatioun onbegrënnt ass. Oder en dréit zu enger Klärung bäi, déi dem Bierger weist, datt en eeben net onfair behandelt gouf.

Et gëtt awer och déi aner Fäll, déi weisen, datt de Bierger desavantagéiert gouf an datt d'Verwaltung eppes redresséieren, jo, eppes verbessere muss. Den Ombudsmann, dat däerf een och net vergiessen, ass en Organ vun der Chamber an en ass do a senger Vermëttlerroll. Hien ass souzesoen de Bäistand vum Bierger, ier dësen eventuell säi Recht mat Hëllef vun engem Affekot virun engem Geriicht akloe geet.

Ganz dacks gi mir jo selwer als Deputéiert vu besuergten an eventuell och rosene Bierger ugeschwat, wann e Problem mat enger Verwaltung ass. Ech kann Iech soen, datt ech wierklech da ganz frou an dankbar sinn, datt mer déi neutral an onofhängeg Institutioun vum Ombudsman hunn, un déi ech dann déi betraffe Biergerinnen a Bierger ka verweisen, fir eng Klärung erbäizeféieren. Et ka jo net sinn, datt en Deputéierte sech an d'Interna vun enger Verwaltung amëscht. D'Trennung vun de Gewalte verlaangt jo ausdrécklech, datt een dat net mécht. Dofir ass et eebe grad esou wichteg, datt mir dës Ariichtung vum Ombudsman als Organ vum Parlament hunn.

Ech hat et ugedeit, d'Demanden un den Ombudsman bleiwe vum Niveau hier stabel. Tëscht 2018 an 2021 leie mer do op enger Moyenne vun ongefëier 955 Fäll. 2021 koum et bei 80 % vun dëse Fäll zu engem definitiven Ofschloss.

De Bericht vum Ombudsman preziséiert, an dat ass ganz interessant, datt dëse Chiffer gëllt, onofhängeg dovunner, ob eng Ufro Erfolleg hat oder net. Natierlech ass et ëmmer besser, wann een Dossier fir de Bierger positiv ausgeet. Trotz allem muss ee bedenken, dass den Ombudsman och ageschalt gëtt vu Leit, déi dacks iwwerhaapt keng Äntwert vun engem Service kréien, an dëst, obwuel se sech scho méi dacks un den ëffentlechen Déngscht geriicht hunn.

Duerch den Asaz vum Ombudsman ginn d'Verwaltunge mat de Suergen an de Froe vun de Leit konfrontéiert an dës kréien dann esou oder esou eng Äntwert. Dat ass immens vill wäert, well et de Bierger weist: Mir huelen Iech an Är Suergen eescht, mir loossen Iech net am Plang!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an engem éischte Punkt géif ech op de Sujet vun der Digitalisatioun agoen. De Jean-Paul Schaaf huet dat virdrunner och gemaach. Dës gëtt als solch net sonnerlech vum Ombudsman kritiséiert. An trotzdeem weist de Rapport Schwieregkeeten a Barriären an dësem Beräich op, déi een an Zukunft net sollt ausser Uecht loossen.

D'Digitalisatioun, dat seet de Rapport ganz richteg, soll kee Selbstzweck, keng Fin en soi sinn. Wann d'Digitalisatioun gefërdert gëtt, fir eis ëffentlech Servicer an Administratiounen ze entlaaschten an esou méi effizient ze gestalten, soll se awer net als Allheelmëttel an ouni Differenzéierung oder Iwwerleeung agesat ginn, dat eventuell zum Nodeel vun eise Bierger.

Dateschutz ass de Sujet vun dësem Joerzéngt, an et ass effektiv esou, dass nach ganz vill Leit retizent sinn, wann et ëm d'Deele vun hire perséinlechen Date geet. Vill Leit sinn och haut nach keng sougenannt „digital natives". Villes aus dem digitalen an technologesche Beräich ass komplex, an d'Iddi vum glieserne Bierger ass fir si beonrouegend. Mir dierfen also d'Leit net eleng loossen, mee mir mussen en adequaten Dateschutz garantéieren, Wëssen an deem Beräich vermëttelen an och weiderhin Alternativen ubidde fir déi Leit, déi léiwer op analog Léisungen zréckgräifen.

Ganz zu Recht schreift den Ombudsman, ech zitéieren: „La digitalisation ne peut être considérée comme une fin en soi et une alternative doit subsister pour toute personne qui en fait le souhait." An den Ombudsman fiert weider: „En matière de procédure administrative, toute politique de digitalisation menée par un service public doit partant être réfléchie et mise en œuvre dans l'intérêt premier de ses usagers, en ce compris la subsistance d'alternatives à cette politique."

Déi sougenannt „informationell Autodeterminatioun" ass jo elo duerch d'Revisioun vun der Verfassung och fest an der Verfassung, an der Konstitutioun, verankert. A wéi den Ombudsman a sengem Bericht schreift, huet d'Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie, an där och eist Land,

Lëtzebuerg also, Member ass, virun engem Joer déi Charte, déi virdrun och evoquéiert gouf, d'Charte vu Marrakesch, ugeholl, déi de Mënschen de Choix garantéiert, op digital Outilen zréckzegräifen – oder eeben och net. Digital Instrumenter kënnen eng Hëllef sinn, mee besonnesch bei komplizéierten Dossieren ass de perséinleche Kontakt nach ëmmer ganz dacks vu Virdeel.

Wat d'Vermëttlung vu Wëssen ugeet, ginn déi nächst Generatiounen elo schonn a jonkem Alter un informatescht Wëssen an digital Kompetenzen erugefouert. Et gëtt och en nationalen Aktiounsplang fir déi digital Inklusioun, de sougenannten „Digibus", deen uechtert d'Land fiert, fir d'Leit ze beroden. An trotzdeem gëtt sech och derfir agesat, dass mënschlech Interfacë wéi Guicheten an de perséinleche Kontakt net verluer ginn, an dat souwuel op de Gemenge wéi op nationalem Plang. Etlech Dossiere sinn eeben esou komplex, datt ee se net einfach iwwert deen ausschliisslech digitale Wee behandele kann, ma se zesumme beschwätzt an da léist.

Léif alleguer, ee Punkt, dee vum Ombudsman am Rapport kritiséiert gëtt, wat allerdéngs och keng nei Kritick ass, ass d'Relatioun vun de Gemenge mam Bierger an och mam Ombudsman selwer, déi munchmol méi schwiereg ka sinn. Ech perséinlech sinn iwwerrascht, datt et do geleeëntlech un Héiflechkeet an u Versteesdemech géif feelen.

Hei ginn et zum Beispill zwee Fäll. Eemol eng Persoun, déi eng Baugeneemegung vun engem Noper redoutéiert huet. Déi Persoun huet probéiert, d'Affär iwwert d'Gemeng ze klären. Schliisslech ass si souguer bis virun d'Verwaltungsgeriicht gezunn. Eng Reaktioun säitens der Gemeng gouf et allerdéngs keng, bis datt en neie Buergermeeschter an dëser Gemeng de Posten iwwerholl hat.

Dann och d'Affär vun engem Bierger, deen der Gemeng wollt en Deel vu sengem Terrain iwwerloossen. D'Gemeng hätt awer an dësem Kontext drop bestanen, dass dës Persoun d'Nottärskäschte vum Akt géif selwer droen. Wéi de Mediateur ageschalt ginn ass, hätt een op Gemengesäit just probéiert, sech ze rechtfertegen an et wier deels zu onhéifleche Reaktioune komm, an dëst, obwuel keng aner Gemeng am Land esou verfiert, mee d'Nottärskäschten ouni gréisser Diskussioune selwer iwwerhélt.

Dës zwee Fäll weisen op jidde Fall nach eemol, wéi ënnerschiddlech Dossiere kënne sinn, mat deenen den Ombudsman befaasst gëtt, an awer och, wéi deels banal se kënne sinn an datt d'Bierger den Ombudsman souzesoen als lescht Hëllefsstellung kontaktéieren, well hinnen eebe soss kee Moyen, kee Wee bleift.

Här President, Retarde bei Demandë fir Subside suergen ëmmer nees fir Onmutt bei de Leit, besonnesch dann, wann dës Retarden en aussergewéinlecht Ausmooss unhuelen. Genee dat war de Fall bei de Subside fir Elektrovëloen. D'Waardezäiten hu sech do net sielen op aacht bis zwielef Méint belaf.

De Gros vun eis ënnerstëtzt am Kontext vum Klimawandel, denken ech, oder souguer d'Unanimitéit vun eis, d'Promotioun vun der Mobilité douce wéi och vun der Elektromobilitéit an datt d'Elektrovëloe bei de Leit esou gutt ukommen, wat jo déi héich Zuel un Demandë fir Primme weist. Dat ass eigentlech e Grond zur Satisfaktioun. Dëse Succès däerf awer net duerch déi enorm laang Waardezäiten, déi nach bis haut bestinn, gedämpft ginn. An obwuel méi Personal agestallt gouf, schéngt de Problem nach weider ze bestoen, dëst, obwuel just kontrolléiert muss ginn, datt d'Rechnunge gülteg, also net gefälscht sinn.

An der Hoffnung, datt d'Bierger och weider Elektrovëloe kafe wäerten an d'Demandë fir Subside weiderhin net noloosse wäerten, musse mir eng Léisung fir dës Situatioune fannen. „Muss nach weidert Personal rekrutéiert ginn?", freet ee sech. Oder gëtt et Méiglechkeeten, eventuell d'Prozeduren nach méi rapid, méi effizient ze maachen? Dat war jiddefalls eng Fro, déi sech och an der Kommissioun gestallt ginn ass.

Här President, Retarde sinn och beim Logement e Sujet, fir genee ze sinn: d'Retarde bei den Demanden, fir d'Subvention de loyer ze kréien, déi och aacht bis zwielef Méint dauere kënnen. Anescht wéi bei de Primme fir d'Elektrovëloe konnt awer hei d'Ursaach vun de laangen Delaien ausgemaach ginn, identifizéiert ginn: Haaptgrond waren d'Restriktiounen, déi wärend der Pandemie agefouert goufen. Well d'Mataarbechter vum Service des aides au logement hir Aarbecht net am Homeoffice maache konnten a awer duerch d'Alternance um Büro ëmmer just d'Hallschent vun de Leit schaffe konnt, konnten d'Dossieren net esou séier behandelt ginn, wéi dat hätt misse sinn. Gläichzäiteg hu verschidde Mataarbechter de Service, deen an dëser Matière kompetent ass, verlooss, wouduerch de Personalmanktem eeben entstanen ass, deen duerch nei Rekrutementer ausgeglach huet misse ginn.

Positiv ass awer hei unzemierken, datt séier reagéiert gouf, fir d'Retarden nees opzeschaffen. Mataarbechter mat enger méi grousser Erfarung, mat enger méi héijer Anciennetéit, hunn déi eelsten Dossieren iwwerholl, fir nach méi grouss Waardezäiten ze vermeiden.

Ech kann nëmme begréissen, och am Numm vu menger Fraktioun, datt séier Léisungen ëmgesat goufen, déi zu enger däitlecher Verbesserung vun der Situatioun bäigedroen hunn. Dat ass besonnesch bei de Logementshëllefe wichteg, vun deenen dacks eebe ganz vulnerabel Persounen ofhängeg sinn. Trotzdeem stellt sech d'Fro, ob et net méiglech misst sinn, datt och de Service vun den Aides au logement Dossieren am Homeoffice behandele kann.

Zu gudder Lescht géif ech gären op ee Punkt agoen, deen ech scho virun iwwer zéng Joer an enger Ried zum Rapport vum Ombudsman opgegraff hat, nämlech d'Erweiderung vun de Kompetenze vum Ombudsman. De Jean-Paul Schaaf war drop agaangen, mir hunn et och an der Kommissioun nach eng Kéier diskutéiert an et soll jo och nach eng Kéier, le cas échéant, an der Institutiounskommissioun als Punkt behandelt ginn. Jo, dëse Punkt, vun deem ech elo hei schwätzen, ass ëmmer nach aktuell, ass ëmmer nach pertinent, ass ëmmer nach derwäert, diskutéiert ze ginn. Den Ombudsman huet dem Gesetz no d'Méiglechkeet, Reklamatiounen ze behandelen, déi sech op de Fonctionnement vu Staats- a Gemengeverwaltunge wéi och vun den ëffentlechen Etablissementer bezéien. De Staat vertraut awer, wéi mer alleguer wëssen, privaten Acteure sougenannt „missions de service public" un, déi duerfir mat ëffentleche Mëttel finanzéiert ginn, zum Beispill am Kader vun enger Konventioun. Dat ass zum Beispill de Fall am Beräich vum ëffentlechen Transport, bei de Betreiungsstrukture fir Kanner oder fir eeler Matbierger, awer och am Gesondheetssecteur.

Well et sech awer ëm privat Acteuren handelt, huet den Ombudsman keng Berechtegung, fir Reklamatiounen, déi sech un dës Acteure riichten, entgéintzehuelen. Doduerch entstinn Inkohärenzen, well Acteuren, déi grondsätzlech déi nämmlecht Servicer ubidden, net deene selwechte Kontrollen ënnerleien. Dat huet d'Petitiounskommissioun schonn 2018 an hirer Konklusioun zum Rapport vum Ombudsman an der Recommandatioun Nummer 51 festgehalen an op d'Inkohärenzen, déi doduerjer entstinn, higewisen. Dat ass zum Nodeel fir d'Bierger, déi esou net ëmmer zu hirem Recht fannen.

Wou also Konventioune mam Staat ofgeschloss goufen an ëffentlech Gelder fléissen, sollt et méiglech sinn, extern an onofhängeg Kontrollen duerchzeféieren a Plaintë vun de Bierger unzehuelen.

Eng aner Méiglechkeet wier et, falls et net aneschters méiglech wier, sektoriell Mediateuren anzeféieren, wëll heeschen, et géif een zum Beispill e spezifesche Mediateur fir den, disons, Transportsecteur aféieren. Wichteg wier, datt dës Mediateuren iwwert déi selwecht Interventiounsméiglechkeete verfüge kéinte wéi eebe grad den Ombudsmann a sengem jëtzege Champ d'application oder Champ d'activité.

Här President, ech kommen zum Schluss. De Bierger a seng Bedürfnisser musse fir eis ëmmer am Mëttelpunkt stoen. De Staat, d'Gemengen an déi ëffentlech Verwaltunge schaffen a sengem Déngscht. An der Claudia Monti an hirer Ekipp schwätzen ech e grousse Merci aus, well si onermiddlech op eng objektiv an op eng konstruktiv Manéier derzou bäidroen, eis Administratiounen nach méi biergerfrëndlech ze maachen. Si fungéieren als wichtege Partner fir déi Bierger, déi net ëmmer iwwert déi néideg Mëttel verfügen, fir sech eebe Gehéier ze verschafen. Mee si sinn och Partner vun eise Verwaltungen, wann et drëms geet, Mëssverständnisser aus der Welt ze schafen an d'Kommunikatioun mam Bierger ze verbesseren.

Jo, den Ombudsman ass e Vermëttler, dee Problemer aktiv zesumme mat allen Acteuren ugeet an esou, denken ech, zu méi Transparenz an zu méi Gerechtegkeet bäidréit. Dat ass luewenswäert an dat soll och esou bleiwen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Bauler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt schléissen ech mech deene Mercien un d'Ombudsman an hir Ekipp un, fir déi gutt Aarbecht, déi geleescht ginn ass, d'Joer 2021 insgesamt, an ech wëll dem Jean-Paul Schaaf e ganz häerzleche Merci soe fir deen exzellente Rapport, deen dat ganz gutt erëmgëtt, wat een an engem méi laange Rapport vun der Ombudsman erëmfënnt. Net ze vergiessen, déi seriö Aarbecht vun eise Kommissiounen, déi e gudde Suivi vun der Aarbecht vum Ombudsman gemaach hunn an eng Rei vu Verbesserungen och envisagéiert hunn, respektiv e Merci un d'Regierung, déi déi Aarbecht vun der Ombudsman seriö hélt an do, wou et noutwendeg ass, upeekt, fir d'Situatioun vun den Administréierten ze verbesseren.

Unerkennung fir d'Aarbecht vum Ombudsman fanne mer an der Zwëschenzäit och an eiser fundamental revidéierter Verfassung. D'Ombudsman – den Ombudsman oder d'Ombudsman – huet hir Entrée an eist Grondgesetz fonnt, wat d'Bedeitung vun där Institutioun ënnersträicht, déi an der Zwëschenzäit fest ënnert den … Scheewercher ass dat falscht Wuert, mee fest un d'Chamber ugebonnen ass, gradewéi de Centre d'égalité de traitement, gradewéi den OKaJu.

Ech wëll awer hei och direkt soen, dass wann den Ombudsman an der Verfassung verankert ass, dass dat net d'Aarbecht vum CET a vum OKaJu soll manner bewäert maachen, ganz am Contraire. Mir ginn dovun aus, dass den Ombudsman stellvertriedend ass fir all déi Organismen, déi am Interêt vun Erwuessenen a Kanner, Matbierger, schaffen. Dat soll also Symbolcharakter hunn an och doduerch, dass déi

dräi, CET, OKaJu an den Ombudsman, ënnert de Fittiche vun der Chamber sinn, ass dat eng Obligatioun fir eis, fir hinnen och déi beschtméiglech Aarbechtsbedingungen ze garantéieren.

Dat hu mer an der Vergaangenheet och gemaach, doduerch dass mer reegelméisseg d'Moyenen ugepasst hunn, souwuel en personnel wéi och aner Moyenen, an dat och nach ëmmer maachen. Reegelméisseg si mer am Bureau mat Demandë vum Ombudsman konfrontéiert, fir zousätzlecht Personal respektiv gutt forméiert Personal ze kréien. An ech ka mech net erënneren, dass de Bureau bei fondéierten Demandë jee eng Kéier Nee gesot hätt a mengen net, datt e wäert Nee soen.

Et stellt sech d'Fro – an de Jean-Paul Schaaf huet déi opgeworf –, wéi mer mat der Demande vum Ombudsman ëmginn, d'Gesetz iwwert den Ombudsman unzepassen. Ech wëll direkt soen, dass net nëmmen d'Fro vun der Legislatioun vum Ombudsman sech stellt, mee och vun deenen zwee Organismen, deenen zwou Institutiounen, déi och ënnert der Chamber fonctionéieren, dat heescht dem CET an dem OkaJu, a mir si bestrieft, an do gëtt ganz intensiv zesumme mat deenen dräi dru geschafft, fir en Text auszeschaffen.

Dir kënnt Iech virstellen, dass deen Text, wa mir en eleng géife molen, scho laang fäerdeg wär. Mee mir probéieren, dat a Partnerschaft ze maachen an deenen aneren nozelauschteren, fir en Terrain d'entente ze fannen, net nëmme fir een, mee do, wou et Sënn ergëtt, fir déi dräi. Well do gëtt et e Sënn an der Verantwortung vun der Chamber: Wéi ass d'Responsabilitéit vun der Chamber vis-à-vis vun deenen dräi Institutiounen, finanzieller Natur, personeller Natur? Wat sinn d'Kompetenze vun deenen dräi Organismen? A wéi kënne mer dat, wat gemeinsam gemaach ka ginn, zesummeféieren? An do huet jiddweree seng Identitéit an dat ass net ëmmer esou evident, fir jiddwereen ze iwwerzeegen, dass een zu dräi heiansdo méi staark ass wéi dräimol eenzel, ech wëll dat elo mol mat aller Däitlechkeet soen. Do gëtt et dann och nach d'Fro vun de Raimlechkeeten, och do gëtt et keng Identité de vue.

An da gëtt et och Diskussiounen – am Moment zaghaft Diskussiounen –, awéifern een e Mënscherechtskommitee, eng Mënscherechtskommissioun ka méi staark un d'Chamber ubannen. Wat heescht dat, un d'Chamber ubannen? Et ass ganz kloer, Dir wësst dat, dass déi eenzel Organismen net méi vun deem engen oder anere Ministère ofhänken, mee vun der Chamber, vun der éischter Institutioun vun dësem Land, ofhänken. An dat weist och de Stellewäert, dee mer deenen doten Institutioune ginn; dat soll een net vergiessen.

Och ech sinn ongedëlleg, fir déi Texter ze kréien. Do gëtt et engersäits Propositiounen, do gëtt et anersäits Propositioune vun engem anere vun deenen dräi Partner an et gëtt och Iwwerleeungen, déi hei am Haus gefouert ginn. Wann déi Institutiounen ënner eisem Haus fonctionéieren, dann däerf jo och dëst Haus matbestëmmen, wéi déi Zesummenaarbecht soll stattfannen.

Et ass ëmmer einfach gesot: „Allez hopp, aus der Hëft eraus, mir hunn en Text do leien, kommt, mir maachen dat esou, wéi se dat gär hätten!" Villes maache mer esou, wéi eis Partner et gär hätten, mee mir sinn awer zu méi un engem Dësch an och dës Institutioun huet hiert Wuert do matzeschwätzen. Mir sinn awer gudder Déng, dass mer nom Summer e kohärenten Text do leien hunn. Do bleiwen dann d'Froen ze tranchéieren an déi ginn an enger éischter Phas an der Institutiounskommissioun, wann d'Conférence des Présidents eis den Dossier iwwerweist, analyséiert. An dann, wa mer eis eens sinn, mir an och nom Avis vum Staatsrot, da kënnt et hei an de Plenum zréck. Mir maachen also alles, fir en Terrain d'entente ze fannen, deen esou wäit geet wéi nëmme méiglech.

Et ass heiansdo méi einfach ze soen: „Dir hutt an allem Recht", wéi dass ee probéiert, dat Richtegt ze maachen – a mir wëllen hei probéieren, dat Richtegt ze maachen. Also, hei kloer gesot: De Wëlle vun der Chamber ass do, eppes Zesummenhängendes ze maachen an do zesummenzeschaffen, wou et e Sënn ergëtt.

Ech wollt dann, vu dass de Rapport vum Rapporter esou komplett war, net op déi eenzel Kapitelen agoen, mee just nach op zwee oder dräi Punkten, déi mer wichteg schéngen.

Jo, et ass wichteg, dass een d'Kompetenze vun engem Ombudsman revidéiert an ausbaut, do wou et e Sënn gëtt. Ganz kloer e ganz klore Message do: Déi Wagenburgmentalitéit oder dat Silodenken, dat ass hei falsch op der Plaz. Do, wou sech änlech Problemer stellen, do soll den Ombudsman och kënnen erakucken a seng Vermëttlerroll spillen, well déi Vermëttlerroll, déi soll een net ënnerschätzen. Déi Vermëttlerroll ass an eisen Aen enorm wichteg – an de Jean-Paul Schaaf huet dat zu Recht gesot –, net nëmmen am Interêt vun deene Leit, déi bei déi Institutioune kommen, mee och fir déi, ëm déi et geet, also d'Administratiounen, fir aus eventuelle Feeler, wann et da Feeler sinn … Well oft ass et och esou, dass e Filter do ass an eng vun deenen Institutioune gesäit, dass déi Reklamatioun mat gudden Argumenter net berechtegt ass an dann och de Leit kloer seet: „Är Reklamatioun ass net berechtegt", also ass dat och ganz oft am Interêt vun den Administratiounen, dass et déi Institutioun gëtt.

Dann e puer Wuert just iwwert den Afloss vun der Covidepidemie: Ech fannen, dass et ganz gutt ass, ganz wichteg ass, dass den Ombudsman de Fanger op déi Fracture digitale geluecht huet, déi kloer verstäerkt ginn ass duerch d'Restriktiounen, déi et wärend der Covidzäit ginn ass. Aus zwou Ursaachen ass déi Diskussioun enorm wichteg: Éischtens, fir op déi Problemer hinzeweisen, déi wärend der Covidkris bestanen hunn, doduerch, dass eenzel Servicer net méi esou zougänglech waren, wéi se et soss waren a musse sinn; an zweetens, aus der Gefor eraus, dass esou Gewunnechten zur Reegel ginn, well et gëtt jo eng Versuchung ze soen: „Majo, et ass jo och esou gaangen, da musse mer net onbedéngt déi Biergernäh hunn, déi gewënscht ass." Dat wär e katastrophale Feeler, dat wär e ganz grousse Feeler!

Ech mengen, déi Klammer, déi mer gemaach hunn an der Covidzäit, déi muss schnell erëm opgoen, a mir mussen alles maachen, fir dass dee Kontakt zwëschent dem Bierger an den Administratiounen erëm normal gëtt an do, wou et noutwendeg ass, weider verbessert gëtt. Well e Computer kann ni – kann ni! – bei méi komplexe Problemer déi mënschlech Proximitéit ersetzen an d'Méiglechkeet, dat, wat de Problem ass, ze erklären an och gegeebenenfalls richteg dorop ze reagéieren.

Dat geet an déi zwou Richtungen: Dat geet an d'Richtung vun deem, dee reklaméiert, mee et geet awer och an d'Richtung vun deem, dee sech mat der Reklamatioun soll ausernanersetzen. Et ass vill méi einfach, eng Reklamatioun ze klasséieren, wann déi Reklamatioun iwwert de Computer geet, wéi wann ee mat der Reklamatioun physesch konfrontéiert ass. Dat solle mer wëssen, dat ass esou. Et ass villes méi einfach, wann een op de Knäppchen dréckt. Et ass net onbedéngt ëmmer alles besser, wann een op de Knäppchen dréckt, soll een, mengen ech, och am Hannerkapp behalen.

Also, ganz kloer, déi Klammer, déi mer wärend der Covidzäit erlieft hunn, déi solle mer zoumaachen an eis erëm breet opmaache fir de Kontakt mat de Leit.

Mech géif och interesséieren – ech hunn dat vläicht iwwersinn, de Rapporter ka mer dat vläicht soen –, wéi d'Covidkris d'Aarbechte vum Ombudsman impaktéiert huet. Well ech war eigentlech och e bëssen iwwerrascht, dass an enger esou schwiereger Zäit wéi der Covidzäit eigentlech déi Kontakter mam Ombudsman net spronghaft geklomme sinn. Si sinn normal bliwwen, se si souguer vis-à-vis vu Picke méi niddreg ginn. Also, et ass jiddefalls do net ze spieren, dass et zu engem Tsunami vu Kloe komm wier. Et géif mech also interesséieren, wéi déi Covidkris den Ombudsman impaktéiert huet a wéi d'Disponibilitéit vum Ombudsman och an där Period war. Interessant, dat soll elo kleng Insinuatioun sinn, mee et géif mech awer interesséieren, wat fir eng Problemer den Ombudsman respektiv déi aner Institutioune wärend där Zäit kannt hunn.

Dann, ee Punkt, dee mer ganz staark um Häerz läit, dat ass querbeet duerch de Rapport: De Rapport weist drop hin, dass Hëllefen, wou e Recht drop besteet, eigentlech déi bescht Hëllefe wären, wa se och schnell kéinte gi ginn. An do läit den Hues am Peffer, wéi een dat esou schéi seet, ouni Insinuatioun zu där Diskussioun, déi mer de Moien haten.

Mir stelle fest, dass et bei eenzelnen Hëllefen iwwerlaang Waardezäite gëtt, ouni elo ukloend mam Fanger dorop ze weisen, mee dat ass net gutt. A mir stelle fest, dass eng ganz Rei vun Hëllefen, déi gescholt sinn, wou e Recht do ass, net do ukommen, wou se sollen ukommen – well se net gefrot ginn, well Dossieren net komplett sinn oder aneres. An do, mengen ech, musse mer eis d'Geleeënheet ginn, fir eng detailléiert Analys ze maachen iwwer iwwerlaang Waardezäiten, iwwer Hëllefen, déi net do ukommen, wou se sollen, an och iwwer méiglech Automatisme bei eenzelnen Hëllefen nozedenken. Et gëtt där Automatisme bei eenzelnen Hëllefen a bei anere gëtt gesot: „Dat ass net méiglech, well do kéint et zu Abuse kommen." Wa mer ëmmer no den Abuse gekuckt hätten, da géif et eng ganz Rei Leeschtungen an eisem Sozialsystem net ginn.

Ech erënnere just un déi onsäglech Diskussiounen, déi mer sengerzäit haten, wéi mer den RMG agefouert hunn. Hätte mer esou iwwerluecht, da wär et ni zu engem RMG komm. Also: Ganz kloer e Plädoyer, fir dass Hëllefen, déi gescholt sinn a wou e Recht op Hëllefen ass, zäitno ukommen an dass se iwwerhaapt ukommen an dass mer net herno soen: „Jo, mir hate geduecht, et wäre 35.000 Notznießer, mee et hunn der nëmme 6.000 et kritt, et on passe à l'ordre du jour." D'Wichtegkeet vun der Evaluatioun vun der Politique publique, do ass den Ombudsman e wichtege Partner, mee mir selwer – mir selwer! – sinn déi éischt Responsabel, fir eng systematesch Evaluatioun vun den ëffentleche Politicken ze maachen an do nozebesseren, wou et klemmt. Dat ass eis Aufgab.

Et geet net duer, dass mer Gesetzer maachen oder Gesetzer virleeën. Mir mussen och derfir suergen, dass déi Gesetzer gräifen an dass déi Leeschtungen do ukommen, wou mer gär hätten, dass se ukommen. Well wa mer net wéilten, dass se do géifen ukommen, da géife mer déi Gesetzer net maachen, also ass et net de schlechte Wëllen, mee et ass einfach … Et sinn Hürden do, déi mer mussen huelen. Ech nennen hei keng Departementer, well et déi dote Problemer a ganz villen Departementer gëtt. Do, wou ganz vill Hëllefe gi ginn, do sinn et der eebe méi, an an anere sinn et der manner.

Da just nach ee Wuert iwwer Zefriddenheet oder Onzefriddenheet. Bei de Statistike vum Ombudsman

gesäit een net, dass elo hei zu Lëtzebuerg alles géif schiflafen. Wann een … Ech ginn Iech e Beispill, fir dat ze illustréieren: An der Sécurité sociale hu mer an der Zwëschenzäit 935.000 Assuréen a Coassuréen. Den Ombudsman ass an deem doten Departement am Joer 2021 mat 130 Reklamatioune befaasst gewiescht. Zwou Konklusiounen: Entweeder leeft alles net esou schlecht oder et ass net genügend bekannt, dass et esou eng Institutioun wéi den Ombudsman gëtt, dass een, wann ee sech iwwer eppes opreegt a mengt, et hätt ee Recht, och do Hëllef géif kréien. Ech hunn éischter d'Tendenz ze soen, dass et vill vun deem engen ass, dass eise System net allze schlecht ass, an e ganz bëssen och dorun hänkt, dass net jiddereen de Reflex huet, wann e sech ongerecht behandelt fillt, fir bei den Ombudsman ze goen.

Dann zur Konklusioun wëll ech d'Iddi, déi mer ganz léif ass, nach eng Kéier hei formuléieren. Mir gesinn, dass et heiansdo Situatioune gëtt, wou e Mënsch duerch all d'Lächer vun eisem Netz, vun eisem Sozialnetz, fält a laut dem Buschtaf vum Gesetz och zu Recht duerch déi enk Masche vun eisem Sozialnetz fält. Dat ännert awer näischt dorun, dass de gesonde Mënscheverstand engem géif soen: „Ma deen dote Mënsch hätt Recht op eng Entscheedung net nom Buschtaf vum Gesetz, mee nom gesonde Mënschverstand." A meeschtens – ech géif soen an 99,9 % – géif esou eng Eenzelfallentscheedung keng Lawinn vun aneren Eenzelfallentscheedunge provozéieren, mee et wär eigentlech en Eenzelfall, deen net an engem Gesetz ka virgesi ginn, dat d'Reegele fixéiert an net den Drama vun deem enge Mënsch, deen dat erlieft.

Doduerch, dass e Mënsch esou en Drama erlieft, deen net an engem Gesetz virgesinn ass, gëtt den Drama net méi kleng. E géif allerdéngs méi kleng ginn, wa mer eis de Moyen géife ginn, fir op esou en Eenzelfall ze reagéieren, well dat si vun eis, déi d'Gesetzer maachen, ongewollt Eenzel- an Härtefäll.

Dat gesot, géif ech Iech alleguer en häerzleche Merci soen, dass Der mer esou laang nogelauschtert hutt, dem Rapporter nach eng Kéier meng Unerkennung ausdrécken a virun allem dem Ombudsman a senger Ekipp Merci soe fir déi Aarbecht, an dass si vläicht op déi Suggestiounen, déi mir hei op der Tribün maachen, kënne wäerte reagéieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Di Bartolomeo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt wéilt ech och vun der Geleeënheet profitéieren, fir a mengem an am Numm vun der Fraktioun der Madamm Monti an hirer Ekipp e grousse Merci ze soe fir hire Rapport 2021. Merci och fir hiren dagdeeglechen Engagement als onofhängeg Vermëttlerin tëschent de Bierger a Biergerinnen an den ëffentlechte Verwaltungen.

An Zäiten, wou Gesellschafte mat aussergewéinlechen Erausfuerderunge konfrontéiert ginn, spillen d'Valeure wéi Vertrauen a Gerechtegkeet eng ëmsou méi grouss Roll. Den Ombudsman schaaft déi néideg Transparenz a gëtt de Bierger eng Stëmm an eng Plattform fir hir Problemer an Uleies mat staatlechen oder kommunale Verwaltungen. Grad a Krisenzäite musse vulnerabel Gruppe geschützt ginn a muss séchergestallt ginn, datt hir Rechter a Bedürfnisser geséchert ginn. No der Pandemie war dann d'Joer 2022 vun enger Energiekris geprägt, wou den Ombudsman bestëmmt och weider am Krisemodus huet misse schaffen.

Biergerno Verwaltunge wéi den Ombudsman droen zum Erhalt vun eiser Demokratie bäi, andeem se am Sënn vum Wuelbefanne vun der Gesellschaft agéieren, bei der Vermëttlung bei Konflikter hëllefen a soumat Gerechtegkeet förderen an d'Matenee stäerken. An dësem Sënn wéilt ech dann och ervirsträichen, dass 2023 d'Gesetz, wat de Poste vum Ombudsman agefouert huet, 20 Joer feiert. Gläichzäiteg ass et dat Joer, wou déi nei Verfassung, wou och den Ombudsman fest dra verankert ginn ass, a Kraaft trëtt. Dëst ënnersträicht däitlech de wichtege Stellewäert, deen den Ombudsman an eiser Gesellschaft huet.

Dir Dammen an Hären, ech wéilt just kuerz op d'Zuele vun 2021 agoen, well de Rapporter dat a sengem mëndlechen a schréftleche Rapport gemaach huet an och aner Virriedner schonn drop agaange sinn. Heifir soen ech dem Här Schaaf och e grousse Merci, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

D'Gesamtzuel vun de Reklamatiounen, déi vum Bierger beim Ombudsman agereecht goufen, ass vun 914 am Joer 2020 op 975 fir d'Joer 2021 eropgaangen, mat engem Taux de correction vun 80,2 %, wou den Ombudsman an 273 Fäll eng Äntwert respektiv Erklärunge vun de betraffene Verwaltunge krut. Erofgebrach op d'Gemenge kann ee soen, datt d'Unzuel an de leschte Jore relativ konstant bliwwen ass a fir d'Joer 2021 bei 97 Reklamatiounen an den Taux de correction bei 85,7 % bei 21 Interventioune louch.

Leider gëtt bei de Gemenge just d'Unzuel vun de Reklamatioune vun de Jore virdrun opgefouert an net méi den Taux de correction. Dëst ass schued, well besonnesch bei de Gemengen, wou den Ombudsman scho mol ganz kritesch war, wär de Verglach vum Taux de correction vun engem Joer zum aneren awer eng Méiglechkeet, fir ze kucken, ob d'Situatioun sech verbessert huet oder net.

D'Reklamatiounen, déi agereecht goufen, betreffe virun allem Problemer bei der Ufro vu Sozialhëllefen, den État civil, d'Gemengentaxen, d'Aschreiwungen an de Regëster, d'Voirie souwéi generell Prozeduren, déi ze laang daueren.

Bei den ëffentleche Verwaltunge sinn am Ganze 780 Reklamatiounen erakomm an den Taux de correction läit bei 81,5 % vun 222 Interventiounen. Wéi och schonn d'lescht Joer bemierkt, wär et och bei den eenzele Ministèren interessant, wann een am Detail d'Evolutioun vum enge Joer zum anere kéint analyséieren.

Allgemeng stellt ee fest, dass déi meescht Reklamatiounen den Ausseministère mat 192, de Ministère de la Sécurité sociale mat 130, de Finanzministère mat 84 souwéi de Familljeministère mat 73 Reklamatioune betreffen. Ervirzehiewe wär awer och, datt den Ausseministère mat engem Taux de correction vu 94 % op bal all Reklamatioune reagéiert huet. Bei de Konfliktfäll handelt et sech meeschtens ëm laang Waardezäiten, d'Feele vun Informatiounen, d'Verlaange vun engem qualitativ bessere Service, e Manktem u Flexibilitéit an eng ze strikt Applikatioun vu Reglementatiounen.

Allgemeng fält op, datt et grouss Ecarte gëtt tëschent der Unzuel u Reklamatiounen an den Interventiounen. Dat kënnt doduerch, datt nach Dossieren an der Prozedur sinn, Reklamatiounen irrecevabel waren, Reklamatiounen zréckgezu goufen a Reklamatiounen onfondéiert waren. Den Taux de correction gëtt dann och u sech just op déi Reklamatioune gerechent, déi duerno iwwregbleiwen. Aus dësem Grond géif ech d'Propos aus dem Rapport vum Här Schaaf nach eng Kéier ervirhiewen a preziséieren, datt et sech beim Prozentsaz ëm den Taux de correction vun den traitéierten Dossieren – „taux de correction global des dossiers traités" – handelt.

Här President, ech wéilt a menger Ried zum Rapport vun 2021 och op de Punkt vun der Digitaliséierung agoen. Den direkte Kontakt huet bei enger Mediatiounsaarbecht en héije Stellewäert, well vill Verwaltungsprozesser ëmmer méi schréftlech oder digital oflafen a soumat d'Novollzéibarkeet an d'Verständnis fir d'Biergerinnen a Bierger des Ëfteren net ganz kloer sinn. Eng mëndlech Kommunikatioun dréit oft derzou bäi, datt een d'Situatioun respektiv d'Entscheedung vun der Verwaltung besser erkläre kann a soumat besser novollzéibar maache kann. Och Malentendue kënne méi schnell identifizéiert an aus dem Wee geschaf ginn.

Duerch déi sanitär Kris hu sech eng Rei Organisatiouns- an Aarbechtsforme geännert an och an de Verwaltunge goufen eng Rei Prozesser a Servicer digitaliséiert, sief dat, datt Guicheten zougemaach gi sinn, keng physesch Rendez-vouse méi méiglech sinn oder ee just nach per Mail mat engem Kontakt ophuele kann. An hei läit awer och oft e Problem, well net jidderee gläichberechtegt digital konnektéiert ass respektiv net jiddereen déi selwecht digital Kompetenzen huet. Ëffentlech Verwaltunge mussen inklusiv sinn a fir all Mënsch einfach a gratis accessibel sinn. Et dierf keen ausgeschloss ginn!

D'Ombudsman schwätzt an hirem Rapport vun enger „dépersonnalisation des relations entre services publics et usagers". An der Presentatioun vum Rapport 2021 huet si dozou kloer gesot: „Il faut humaniser la machine." Dofir insistéiert d'Madamm Monti och erëm drop, datt jiddereen e gläichberechtegten Accès op d'Verwaltunge muss hunn, dëst onofhängeg vu sengem Accès zu Informatiounstechnologien oder de Kompetenzen, fir Verwaltungsvirgäng digital duerchzeféieren.

An dësem Kontext wéilt ech, grad wéi d'Ombudsman an hirem Rapport, och d'Charte de Marrakech erwänen, déi am Mee 2022 vun de Membere vun der AOMF – Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie – adoptéiert gouf an d'Rechter vun den Notzer vun ëffentlechen Déngschtleeschtungen am Kader vun der Digitaliséierung an de Mëttelpunkt stellt. D'Charta fuerdert en adaptéierte juristesche Kader, deen d'Privatliewe schützt, den Internetzougang garantéiert a virun allem déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft schützt.

Als Gréng begréisse mir natierlech d'Approche, d'Digitaliséierung vun de Verwaltunge weiderzedreiwen, parallell dozou awer Alternativen oprechtzeerhale fir déi Persounen, déi sech, aus welchem Grond och ëmmer, net digital kënne konnektéieren, a gläichzäiteg awer och Méiglechkeeten ze schafen, fir déi digital Kompetenze gradewéi déi digital Accessibilitéit fir jiddereen ze verbesseren.

Dofir wëll ech hei déi national Efforten, déi bei eisen Administratioune gemaach ginn, fir Informatioune verständlech ze kommunizéieren, ervirhiewen. Sou wéi zum Beispill d'Plattform „Zesumme Vereinfachen", déi d'Bierger iwwert de partizipative Wee matabënnt. Et ass awer och wichteg, datt d'politesch Opmierksamkeet net nëmmen op der Fracture digitale, mee och op der Précarité numérique läit, dat heescht, op deene Leit, déi eng digital Konnexioun net méi kënne bezuelen an domadder dës Konnexioun riskéiert, gekappt ze ginn. An enger Welt vun Homeoffice, Homeschooling an ëmmer méi Onlineservicer musse mer Léisunge fannen, datt déi digital Konnexioun och ka garantéiert bleiwen, wa Leit a finanzieller Nout sinn, esou wéi mer dat och beim Gas a beim Elektresche maachen.

Dofir si mer awer och der Meenung, datt een net all Service digitaliséiere kann. Do, wou Fangerspëtzegefill an Empathie verlaangt ass, kann ee kee Computer

dertëschentschalten. Dofir ass et fir eis extreem wichteg, datt all Verwaltung eng Analys mécht, bei wéi enge Servicer d'Digitaliséierung net zilfürend ass a wou et besser ass, an den direkte Kontakt mat de Biergerinnen a Bierger ze trieden, fir déi bestoend Problemer besser a méi schnell léisen ze kënnen.

Här President, den Ombudsman beschäftegt sech awer och mat recurrente Problemer a schafft Recommandatiounen aus. Vun 2004 u bis den 31. Dezember 2021 waren et der am Ganze 56, wouvun der 38 akzeptéiert gi sinn. Dräi nei Recommandatioune sinn am neie Rapport derbäikomm: d'Upasse vum Congé extraordinaire am Fall vun enger Komaternitéit oder Kopaternitéit, d'Flexibiliséierung bei der Demande vun der Allocation de vie chère an den Zougang zur Allocation familiale fir biologesch Kanner vu Frontalieren. Ech wäert elo net am Detail dorop agoen, dat ass alles am Detail am Rapport beschriwwen.

Da wéilt ech awer och nach gären eng Kéier kuerz op d'Recommandatioun Nummer 51 – och eng al Revendicatioun vun déi gréng – zréckkommen, an zwar, datt den Ombudsman och misst kënnen an deene Beräicher aktiv ginn, déi eng Mission de service public hunn a wou d'Servicer mat ëffentleche Gelder ënnerstëtzt ginn, awer privat geréiert ginn. D'Madamm Monti war am Mäerz dëst Joer an d'Petitiounskommissioun komm, wou mer nach eng Kéier am Detail doriwwer diskutéiert hunn a wou mer eis all eens gi sinn, datt déi Revendicatioun soll ëmgesat ginn; dëst steet jo och esou am Rapport vum Här Schaaf. Mir begréissen dofir den aktuelle Reformprojet, deen an der Institutiounskommissioun läit, fir eng Basis ze schafen, fir den Aufgabeberäich vum Ombudsman ze erweideren. Sou wéi de Kolleeg Mars Di Bartolomeo et erkläert huet, mussen do awer nach verschidde Froen tranchéiert ginn, mee si maachen hiert Bescht, fir eppes Koherentes op d'Been ze setzen.

Ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt den Ombudsman eng extreem wichteg Aufgab a Funktioun huet als Vermëttler tëschent de Bierger an de Verwaltungen. D'Zuele weisen eis däitlech, datt den Ombudsman d'Hänn voll ze dinn huet a vill Engagement an Empathie muss fir seng Missioun weisen, fir se gerecht kënnen ëmzesetzen. Dofir der Madamm Ombudsman nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir si an hir ganz Ekipp.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech villmools Merci. Dir Dammen an Dir Häre, wann ech scho beim Merci sinn, net nëmme fir de President, mee da wëll ech och direkt der Madamm Monti an hire Leit Merci soe fir eng ganz, ganz gutt Aarbecht, déi mer jo haut hei diskutéieren, an natierlech och eisem Rapporteur, dem Här Schaaf, dee wierklech am Detail villes explizéiert huet. Dofir hunn ech mir virgeholl, relativ kuerz ze intervenéieren.

Et ass elo esou, datt mer zefridde sinn alleguer iwwert d'Effikassitéit vun den Interventioune vum Ombudsman, also deen Taux de correction. Dat weist, wéi wichteg, wéi nëtzlech déi Institutioun ass. An ech wëll och ënnersträichen, datt eise Virriedner vun der Sozialistescher Partei, den Här Mars Di Bartolomeo, gesot huet, datt déi Institutioun elo en Deel vun der Verfassung ass. Dat ass eppes, wou mir als ADR och ausdrécklech domat d'accord sinn. Dir wësst, datt mer vill Kritiken hate géintiwwer der Verfassung … Ech hat Iech op der falscher Säit gesicht, mee bon, voilà. Ech wëll dat elo net kommentéieren, mee bon. Mee ech wëll Iech awer soen, datt mir dat och ausdrécklech begréissen, datt dat an der Verfassung ass. Dat ass och eng Dispositioun, déi mir als ADR opgeholl hätten.

Elo ass et awer esou, datt mer dräi Institutiounen hunn, déi ënnert der Chamber funktionéieren: den Ombudsman, den OKaJu an de Centre pour l'égalité de traitement. A mir diskutéieren hei ëmmer nëmmen iwwert de Rapport vum Ombudsman. Et ass eis awer wichteg, wierklech wichteg, datt mer och iwwert den OKaJu eng politesch Diskussioun féieren a virun allem och iwwert de CET.

Well de CET, wann Dir do liest, wat do u Bréiwer kënnt, u Kritiken, dat ass bal esou eng Institutioun, déi amgaangen ass, e Lëtzebuerger Tempel vum „Woke" ze ginn. Also dat ass richteg flott, wat een do alles liest. Mir kréie schrecklech vill Kommentaren, Reklamatiounen iwwert déi Bréiwer, iwwert déi Saachen, wou si sech amëschen, Rotschléi, déi si de Leit ginn, Urieden, wéi se d'Leit behandelen, a keen diskutéiert doriwwer.

An dat ass den Nodeel, wa mer Institutiounen ënnert d'Chamber setzen an net bei der Regierung loossen. Et huet och Virdeeler, mee dat hei ass en Nodeel. Mir diskutéieren dat net méi politesch.

Wann e Minister d'Verantwortung fir esou eng Institutioun huet, da soe mer: „Kommt an d'Kommissioun", oder mir diskutéieren an der Plenière, d'Regierung muss sech derfir verantwortlech weisen an dat justifiéieren oder och net. A wann et ënnert der Chamber ass, verschwënnt dat e bëssen esou aus der politescher Debatt. Et soll awer net verschwannen. Mir mussen eis domadder auserneesetzen an dofir musse mer och do higoen an iwwert de CET an den OKaJu Joer fir Joer hei diskutéieren, fir datt mer eis och kënne politesch mat deenen Aktivitéiten auserneesetzen, déi do lafen.

Dann huet den Ombudsman eng ganz wichteg …, an aner Virriedner sinn dorop agaangen, da maachen ech dat méi kuerz, awer well hei geschwat ginn ass iwwert d'Gefore vun der Digitaliséierung – dat ass ganz wichteg –, datt dat depersonaliséiert gëtt, dee perséinleche Kontakt: Mir mussen eis wierklech däers voll bewosst sinn an déi Gefor gëtt jo ëmmer méi staark. D'Digitaliséierung ass jo haut net nëmme méi e Prozess, wéi dat nach virun e puer Joer war, fir Fichieren unzeleeën oder Formularen auszefëllen. Mat der kënschtlecher Intelligenz kritt dat alles nach eng ganz aner Dimensioun, eng ganz aner Vitess, nei Geforen, awer och nei Chancen. An dofir musse mer déi Ausernanersetzung ëmmer permanent féieren, fir datt mer sécher sinn, datt d'Digitaliséierung eng Hëllef ass fir d'Leit a keen ausschléisst. Dofir ëmmer wichteg: déi analog Méiglechkeeten, fir kënnen ze kommunikéieren, déi perséinlech Berodung. A fir d'Regierung huet dat ganz kloer och Konsequenzen, déi se vläicht net gär héiert. Mir wëllen net, ganz kloer net, datt Post- a Bankfilialen zougemaach ginn, well dat dann digitaliséiert gëtt, mee dat mécht d'Uertschafte méi aarm, et hëlt de Leit Kontaktméiglechkeeten. Mir däerfen net nëmmen no ekonomesche Krittäre kucken, mir mussen déi mënschlech Krittäre vill méi no vir stellen, an zumools am Kontakt mat där Problematik vun der Digitaliséierung.

An dat selwecht gëllt fir d'Boergeld. Et kann net sinn, datt mer ëmmer méi Iwwerweisungen a Payconiq an all méiglech Saachen nëmmen nach digital afuerderen, och op Formulare vu Veräiner, vu Gemengen, och vum Staat. Nee, d'Leit musse kënne mat deem legale Bezuelmëttel, wat mer hunn, an dat ass d'Boergeld, an eng Keess goen an do bezuelen, inklusiv bei Staatsverwaltungen. Dat ass fir eis net diskutabel, dat ass eppes, wou mer drop halen. D'Boergeld ass eng wichteg Saach fir Leit, déi net kënnen oder wëllen nëmmen digital ënnerwee sinn, mee et ass e Stéck Fräiheet. An dofir insistéiere mir och op de Gebrauch vum Boergeld.

An, an dat däerf een och net vergiesse bei där ganzer Digitaliséierung, vill Leit hunn och sproochlech Problemer. Mir hunn eng Gesellschaft, wou vill Sprooche benotzt ginn. Fir eis als ADR heescht dat, datt ëmmer Lëtzebuergesch muss als éischt Sprooch benotzt ginn, mee do dernieft all déi aner Sproochen, déi mer hei am Land hunn, fir datt mer net iergendeen ausschléisse ganz einfach, well een der Sprooch net mächteg ass. Dat heescht, dat ass och wichteg, zumools an engem Beräich wéi dem Digitalen, wou d'Englescht schrecklech dominant ass, musse mer och derfir suergen, datt Lëtzebuergesch an aner Sproochen awer kënne kommunikativ benotzt ginn.

Déi Charte vu Marrakesch ass natierlech … – an dofir soen ech dem Här Schaaf Merci, datt hie se an de Rapport opgeholl huet –, dat soll eis all ze denke ginn an, ech mengen, et ass eng gutt Inspiratiounsquell. Mir sollten déi wierklech politesch reflektéieren.

An dann, bei deene Recommandatiounen, do sinn der derbäi, déi deele mer, et sinn der och derbäi, déi mer net deelen. Mir deelen zum Beispill net déi Recommandatioun vun der Madamm Monti iwwert de Congé extraordinaire fir gläichgeschlechtlech Koppelen. D'ADR ass déi Partei heibannen, déi d'Biologie net duerch d'Ideologie ersetzt, déi seet, all Kand huet eng Mamm, all Kand huet e Papp. All Papp ass wichteg fir e Kand, all Mamm ass wichteg fir e Kand. A mir wäerte keen ee Schrëtt setzen, fir dat ze relativéieren oder ofzeschafen, an zwar am Interessi vum Kand an net am Interessi vun iergendenger Ideologie fir Erwuessener.

Mir sinn awer ganz d'accord, wann et drëm geet ze soen, de Staat soll Assistance juridique fir seng Leit an aner Leit, déi Assistance juridique brauchen, vill méi flexibel handhaben. Et ass eng Diskussioun, déi féiere mer – ech weess net – säit gefillt 20 Joer. Ech weess net, ob et méi oder manner ass, mee ëmmer erëm komme mer un dee Problem, datt de Staat fuerchtbar bürokratesch ass, wann et drëm geet, fir d'Assistance juridique ze accordéieren oder net ze accordéieren. Do plädéiere mir fir Generositéit. Dat heescht jo net, datt dat finanziell zu Laaschte vum Staat ass, well wa se net dû ass, wa Verurteelunge kommen, da kann dat natierlech recuperéiert ginn. Mee fir de Leit bäizestoen, virun allem deene Leit, déi beim Staat selwer schaffen – ech denken un d'Polizisten, mee och un aner Leit, déi vläicht an enger Situatioun sinn, wou si déi Assistance juridique brauchen –, dat ass fir eis iwwerhaapt keng Diskussioun. Dat ass keng Diskussioun! Do gëtt een de Leit direkt déi Hëllef. A wann et sech dann herno erausstellt, datt dat net néideg war, datt dat net appropriéiert war a sou weider a sou virun, da soll déi eeben zeréckbezuelt ginn. Mee wann d'Leit Hëllef brauchen, da soll se direkt kommen.

Da sinn och Saachen an deem Rapport, déi eigentlech elo e komescht Liicht op verschidde Praktike geheien an eiser Gesellschaft, an ech denken do un dee flotte Paragraf „refus de transcription d'un duplicata". Gespaant liese mer, wat dat ass. Normalerweis freet ee sech jo: „Wat ass do derhannert?" Et geet ëm e Fürerschäi vun engem Demandeur de protection internationale. An den Demandeur de protection internationale huet dee Fürerschäi verluer gehat an e freet dann a sengem Heemechtsland en Duplicata, an deen ass hei net direkt iwwerschriwwe ginn, well gesot ginn ass: „Majo, du hues hei zu Lëtzebuerg am November 2020 Schutz gefrot an déi Kopie ass

vun 2021." Do freet ee sech als naive Lieser vun där do Geschicht: „Majo, et ass dach interessant. Do ass een, deen eng Protection internationale kritt, dee misst jo am Prinzipp verfollegt ginn a sengem Heemechtsland. Huet hien dann do en Duplicata gefrot mat Adress an Numm a sou weider? E Mënsch, dee verfollegt ass an deem Land."

Interessant Fro. Ech weess et net. Ass e vläicht dohigefuer? Well et kann ee jo och do Vakanz maachen an deem Land, wou ee verfollegt gëtt. Huet hien do en Duplicata kritt a kënnt domadder zréck? Do freet ee sech dach, wéi ass dat do méiglech, datt dat iwwerhaapt ... Also ech gesinn elo de Problem bei der Verwaltung als net esou grouss, mee déi Froen hannendru sinn interessant. Wéi kënnt et zu sou enger Situatioun? An dat ass dann eigentlech déi Fro, déi ee sech muss stellen. Wéi funktionéiert dat do an der Praxis a wéi berechtegt sinn dann esou Demanden? Also et ass einfach eng Fro. Ech kennen de Fall net, mee et ass awer dat Éischt, wat mer afält, wann ech esou eng Geschicht liesen: Wéi kann dat do sinn?

Dann eng ganz richteg Consideratioun, dat ass och déi vun der Komplexitéit vun der Berechnung vu Pensiounen. An dat ass ... Do gëtt dann hei bësse philosophéiert: Soll een Excel-Tabloe maachen oder net a sou weider, fir de Leit ze erlaben, dat selwer nozerechnen? Da gëtt gesot: „Do sinn awer Elementer dran, dat ass vill méi komplizéiert, dat soll een net ... do kënnen da vläicht falsch Resultater kommen."

Mee d'Fro stellt sech awer allgemeng bei den Etablissements publics, zum Beispill, déi zum Deel eege Servicer hunn, fir d'Pensiounen ze berechnen, wou och net ëmmer vläicht genuch Kompetenz do ass. An da muss ee sech froen, de Staat selwer, d'Regierungsadministratioun, soll déi net och deene Leit aus den Etablissements publics zum Beispill zur Verfügung stoen, fir esou Saachen, déi awer wichteg sinn, wéi d'Héicht vun der Pensioun kënnen ze berechnen? Oder ass et iwwerhaapt néideg, datt mer vill verschidden administrativ Entitéiten an deenen Etablissements publics hunn, fir esou Berechnungen ze maachen, oder solle mer dat net zentral beim Staat maachen an der Regierungsverwaltung fir d'Berechnung vun de Pensiounen? Einfach fir eng Verlässlechkeet do ze hunn, well et ass komplizéiert, a wat eis um Häerz läit, dat ass, datt et do keng Mëssverständnisser oder falsch Berechnunge ka ginn.

An dann, fir ofzeschléissen, Här President, déi Fro vun de Kompetenze vum Mediateur. Jo, dat kann een natierlech dauernd kontrolléieren oder kucken, ob et soll erweidert ginn. Do si jo och scho positiv Reflexiounen iwwert deen heite konkreete Fall geféiert ginn. Dat ass och alles an der Rei. Mee dee spezielle Fall, deen hei opgeféiert ass, nämlech déi Interaktioun tëschent Staat a Privat, dat ass effektiv e Feld, do muss ee sech och eng Kéier domat auserneesetzen. Mir maachen dat ganz vill, och Public-private-Partnership a sou weider. An do sinn eng Rei Aspekter, déi een eng Kéier sollt kucken, och d'Finanzkontroll a sou weider. An de Mediateur ass een Aspekt dovunner an do si mir och am Prinzipp ganz positiv agestallt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | Nee!

M. Marc Spautz, Président de séance | A pardon, d'Madamm Oberweis. D'Madamm Oberweis war net do, do hat ech ...

(Interruption)

Déi war schonn ënnerwee, éier se geruff war. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säin exzellente Rapport. An och ech wéilt nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun der Institutioun vum Ombudsman ënnersträichen. Och dës hunn ech d'lescht Joer e bësse besser kennegeléiert, wéi ech de Rapport konnt maachen.

Virop ënnersträicht d'Ombudsman an hirem Rapport d'Wichtegkeet vun enger mënschlecher Presenz hannert de Guicheten am Kontext vun der Digitaliséierung. Mir hate virun e puer Méint hei an der Chamber eng Debatt iwwert d'Digitaliséierung, an där mir, oder net just mir, och op d'digital Exklusioun opmierksam gemaach hunn. Virun allem vulnerabel Mënschen – Mënsche mat enger Behënnerung, eeler Mënschen – riskéieren, bei der digitaler Transitioun op der Streck ze bleiwen. D'Mediatrice schreift, dass d'Digitaliséierung an d'Dematerialiséierung eng Depersonaliséierung vun de Relatiounen tëscht den ëffentleche Servicer an den Usagere mat sech brëngt, si nennt d'Schléissung vu Guicheten, Telefonslinnen, déi net méi funktionéieren, Refuse vu physesche Rendez-vousen, d'Obligatioun, fir Demanden iwwer E-Mail ze maachen an esou weider.

Dës hunn awer Limitten, virun allem fir eeben déi méi schwaach Leit an eiser Gesellschaft. Dës Depersonaliséierung riskéiert, e Verloscht u Rechter a Sozialprestatioune fir dës Mënsche mat sech ze brëngen, well d'Hürden, fir hir Rechter anzefuerderen an ze froen, ëmmer méi héich ginn. E Formulaire oder eng E-Mail ass eeben net dat selwecht wéi eng mënschlech Presenz. Och dofir invitéiert d'Ombudsman, d'Charte vu Marrakesch iwwert d'Protektioun vun de Rechter vun den Usageren ze respektéieren.

Doriwwer eraus wëll ech dozou soen, dass een onofhängeg vun der Digitaliséierung ëmmer erëm an de Relatiounen tëscht Usageren an ëffentleche Servicer eng Distanz oder och e Mangel u Kommunikatioun feststellt. Dës liest een och ënner anerem aus dësem Rapport eraus, mee et ass eppes, wat engem och ëmmer erëm zougedroe gëtt. Onbeäntwert oder onzefriddestellend beäntwert Demanden a Requêten, spéit Äntwerten oder och Äntwerten, déi net op d'Rechter hiweise vum Usager, wéi zum Beispill d'Voie de recours oder d'Delaien. Dat hat d'Mediatrice ënner anerem och am Rapport geschriwwen a si hat dat och mam President vum Fonds national de solidarité ugeschwat, dee sech och dozou bereet erklärt huet, wéi et aus dem Rapport ervirgeet, seng Servicer dorop opmierksam ze maachen, wat definitiv gutt ass. De Manktem u Kommunikatioun a virun allem un empathescher Kommunikatioun ass sécherlech dacks e Problem, a wat eis Administratioune méi wuessen a sech méi digitaliséieren, wat se sécherlech net méi no um Usager wäerte sinn.

D'lescht Joer hat ech hei eng gewëssen administrativ Rigiditéit ugeprangert. Et ass eppes, wat een ëmmer erëm muss feststellen. An och an dësem Rapport gëtt d'Mediatrice d'Beispill vun enger Persoun, déi d'Recht huet op d'Allocation de vie chère, mee dës net kritt. Dës Persoun hat keng Adress, mee dat, well si no enger Expulsioun an hirem Auto huet misse wunnen. Et ass awer esou, dass den Office social hir hätt kënnen eng Adresse de référence ginn, dësen awer der Demande net nogaangen ass. D'Ombudsman argumentéiert, dass déi concernéiert Persoun d'Recht op d'Allocatioun huet, well si noweislech sechs Méint an der Gemeng gewunnt hätt virun der Expulsioun an d'Recht op eng Adresse de référence beim Office social hätt. Si huet och an deem Sënn beim Fonds national de solidarité nogehaakt, mee dësen hat dat refuséiert. Hei bedauert d'Ombudsman, datt d'Hëllefen, déi de Staat virgesäit fir Mënschen an Nout, net an deem Sënn bei de Leit ukommen, an och dat net am Sënn vum Gesetz ass.

Da ginn ech eng Kéier op de Regroupement familial an. Ech hunn u sech elo hei just e puer Beispiller erausgepickt, well mer natierlech net kënnen op alles agoen. Zum Regroupement familial: De Rapport vun der Ombudsman geet dann och nees op de Regroupement familial an, e Punkt, op deen ech och d'lescht Joer agaange sinn. D'Kanner, déi net vu biologescher Ofstamung sinn oder net adoptéiert goufen, ginn an der Procedure fir e Regroupement familial meeschtens refuséiert. Et ass awer esou, dass an anere Länner, besonnesch do, wou Krich herrscht, wéi mer wëssen, dacks Kanner à charge si vun enger Tatta oder engem Monni, wann zum Beispill de Papp oder d'Mamm ëm d'Liewe komm ass.

Där Beispiller hu mer der ganz vill a leider ass et esou, dass se effektiv refuséiert ginn, wat zu fierchterlech dramatesche Situatioune féiert, wou zum Beispill de ganze Regroupement familial op d'Kopp geheit gëtt, well een Erwuessenen déi Kanner, déi à charge sinn, natierlech net wëll eleng am Hierkonftsland loossen an dann eventuell och dobleift. D'Ombudsman schreift och do, dass do, wou eigentlech misst de Regroupement familial priméieren, am Endeffekt dacks eng Zort Dechirement vun der Famill herrscht.

Ech weess, dass dat esou am Gesetz steet. Et ass eng Pratique, voilà, et ass u sech legal, mee mir fannen awer, dass dat absolutt net normal ass. A mir hunn och an deem Sënn d'lescht Joer hei eng Proposition de loi deposéiert, fir dass och dës Kanner, déi à charge sinn, gläich kënne behandelt gi mat deenen anere Kanner vun der Famill – well et gëtt jo verschidden Definitioune vu Familljen – an och kënne vum Regroupement familial profitéieren, an deemno d'Recht op Famill garantéiert ass.

Dann, an der Matière vun homosexuelle Koppelen, déi e Kand hunn, recommandéiert d'Mediatrice, d'Gesetz ze änneren, soudass Komaternitéit a Kopaternitéit zu Lëtzebuerg applikabel ginn, soubal Leit concernéiert sinn, bei deenen d'Nationalitéit dat esou imposéiert. Bei dëser Recommandatioun gi mir mat der Mediatrice, mir wëllen awer méi. D'Komaternitéit an d'Kopaternitéit sollen an der Legislatioun unerkannt ginn an dann och Sozialrechter opgemaach gi wéi de Congé vun den zéng Deeg bei der Gebuert vun engem Kand, an dat soll onofhängeg vu Legislatioune vun anere Länner passéieren. Haut ass et jo esou, dass lesbesch Koppelen zum Beispill mussen de Wee iwwert d'Adoptioun goen, wann d'Partnerin vun der Fra, déi accouchéiert huet, wëll als Elterendeel vum Kand ugesi ginn. Bis elo huet si och kee Recht op de Pappecongé. Bei homosexuelle Koppelen ass et ëmsou méi problematesch, well hei déi béid Elterendeeler d'Kand mussen adoptéieren, fir als Elteren ugesinn ze ginn. Am Fall vun enger Gestation pour autrui hunn och si kee Recht op e Pappecongé, mee just op e limitéierte Congé d'adoption. De Congé de naissance ass domat eng Méiglechkeet, den Usprëch vu Familljemodeller gerecht ze ginn, déi net dem klasseschen zweegeschlechtleche Scheema entspriechen.

Dann zu der Recommandatioun vum Fall vun der Allocation de vie chère, deen och am Rapport steet. Dëse weist immens gutt, wéi kontraproduktiv an deelweis lächerlech d'Krittäre bei der Vergab vu sozialen Transferte sinn. Esou Fäll wéi deen, deen hei am Rapport beschriwwen ass, hu mir och schonn iwwermëttelt kritt, sief et vun de betraffene Leit selwer oder vun Organisatiounen. Doropshin hu mer dat gemaach, wat mer kënnen, nämlech déi zoustänneg Ministesch gefrot, wéi oft esou eppes virkënnt, dass Leit aus dach éischter willkürleche Grënn eng Allocation de vie

chère oder eng Prestatioun net kréien. D'Äntwerten op esou Froe bleiwe relativ dacks auswäichend oder et gëtt och gesot an den Äntwerten op eis Questionparlementairen, dass et déi Informatiounen net géif ginn. E bëssen amüsant, wann net am Fong traureg fanne mir d'Erklärung vum Fonds national de solidarité – wéi et och am Rapport steet –, fir de Leit keng zweet Demande d'Allocation de vie chère zouzegestoen, sou wéi et effektiv a konkreete Fäll geschitt ass. Et heescht, dat wär ze komplex, an et heescht, de Fonds national de solidarité géif dann iwwerfuerdert ginn, wa méi Demandë kéimen. Mee ass dat dann net d'Faillite vun deem System respektiv e System, dee sech selwer eigentlech zerstéiert? Déi ganz Administratioun kascht de Staat warscheinlech méi Sue wéi dat, wat si duerch administrativ Wénkelzich dann eigentlech do aspuert.

Et wär jo vill méi sënnvoll, wann e Stot eng Demande op engem Guichet kéint maachen an zumindest deelweis eng Automaticitéit géif bestoen. Eng Persoun, déi zum Beispill de REVIS kritt, kann d'Allocation de vie chère direkt och mat kréien. Firwat soll do nach eng zousätzlech Demande gemaach ginn, wann den FNS souwisou scho weess, dass déi Persoun, déi Recht op de REVIS huet, och Recht op d'Allocation de vie chère huet?

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Oberweis, An de leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, léif Ombudsman Madamm Monti, fir d'alleréischt och vun eis Piraten e grousse Merci un d'Madamm Monti an hir Ekipp, dass si de Bierger hëllefen, an och un d'Agente beim Staat oder bei de Gemengen, déi ëmmer d'Situatioun beschtméiglech erklären a léisen.

Den Job vum Ombudsman verdéngt Respekt, déi ganz Ekipp verdéngt Respekt, dofir sinn Affäre wéi déi ronderëm d'Schenkung vun engem Trottoir, wou d'Mataarbechter vun der Madamm Monti leider vernannt gi sinn um Telefon vun engem, dee reklaméiere wollt, och net ze akzeptéieren. Mir fuerderen hei en anstännegen Ëmgang mat enger Ekipp, déi e ganz wichtegen Déngscht fir eis Biergerinnen a Bierger leescht. An och Merci dem Jean-Paul Schaaf fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi déi aner Joren och, si mir frou ze gesinn, dass op ville Plaze konstruktiv Léisungen tëscht de Biergerinnen a Bierger an de Verwaltunge konnte fonnt ginn. Mir gesinn hei nach e bësse Verbesserungspotenzial bei dem Sozialversécherungsministère, wou nëmme 66 % vun de Fäll konnte gekläert ginn. Hei ass nach e bësse Loft no uewen. Et sinn all Joer Problemer ronderëm déi selwecht Servicer, wéi zum Beispill d'Unhuele vun engem S2-Formulaire. Mir Piraten fuerderen hei also, dass vum Ministère eng Strategie kënnt, wéi een et an Zukunft wëllt besser maachen.

Här President, d'lescht Joer hat ech op dëser Plaz eng Resolutioun agereecht, fir d'Recommandatioun vum Ombudsman zu den Etablissements de droit privé ëmzesetzen. Fir eis Piraten ass kloer, dass den Ombudsman och dës Entitéiten, déi mat Steiergelder finanzéiert ginn, muss kënne kontrolléieren. D'Recommandatioun ass leider nach net ëmgesat. Dat kënne mir Piraten nëmmen nach eng Kéier fuerderen, dass et ëmgesat gëtt. A sollt dat net de Fall sinn, brénge mir nach bis zur Summerpaus dës Resolutioun nach eng Kéier an d'Plenière fir de Vott, fir dass den Ombudsman hei d'Méiglechkeet kritt, fir och hei am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger ze intervenéieren, falls e Problem ass.

Här President, da ginn et nach Fäll, wou d'Mënschlechkeet méi muss spillen, wéi zum Beispill am Fall, wou d'Leit ze fréi hir Demande fir d'Allocation de vie chère erageschéckt hunn an dofir e Refus kruten. D'Léisung wier eigentlech ganz einfach gewiescht, de Bréif nach e puer Deeg leien ze loossen. D'Leit, déi dëst Geld dréngend brauchen, dierfen net duerch esou kleng Formfeeler verléieren. Dofir si mir Piraten weiderhin derfir, dass Hëllefe wéi Subventiounen um Loyer an Allocation de vie chère automatesch sollten ausbezuelt ginn, fir dass all d'Leit, déi dës Hëllefen zegutt hunn, och kënne vun dëse profitéieren. Net jidderee mécht eng Steiererklärung an net jidderee gëtt mat den administrativen Demarchen, déi fir esou Hëllefen néideg sinn, eens.

Mir sinn och derfir, dass den FNS och mëttes eng Telefonspermanence mécht, fir dass d'Leit direkt un ee kommen, wa se Hëllef brauchen oder Froen hunn. Et sinn ze vill Leit, déi op den FNS ugewise sinn, an do ginn déi dräi Stonnen den Dag, wou een uruffe kann, net guer.

An déi selwecht Richtung geet et dann, wann d'Independante keng Hëllefe wärend Covid kritt hunn, well se bei der CCSS net als Independant deklaréiert waren. Och hei hätt de Mëttelstandsministère misse mat senge Leit méi Flexibilitéit weisen, well ëmmerhin geet et hei ëm Leit, déi wärend Covid hirem Beruff just deelweis oder guer net méi konnten nokommen an déi Hëllefen dréngend gebraucht hätten. Et ass duerch d'Faiten um Terrain och einfach festzestellen, ob een Independant oder Salarié ass an deementspriechend Aiden de Leit da sollen zeguttkommen.

Och krute mir vun der Madamm Ombudsman gesot, dass vill Fäll sinn, wou d'Leit ëmmer erëm Problemer mat der Steierverwaltung haten, déi ganz oft dorop zeréckzeféiere sinn, dass et ënnerschiddlech – ganz fein ausgedréckt – Interpretatioune vum Steierrecht op den eenzele Steierbüroe gëtt. Och nach e Punkt, wou mir als Piraten ganz kloer soen, dass Steierrecht eenheetlech am Land muss interpretéiert ginn an net heiansdo, wéi de Preposé Loscht huet.

Och krute mir hei vun der Madamm Ombudsman gesot, dass vill Fäll sinn, wou Leit erëm Problemer haten an déi Richtung, dass erëm Decisioune geholl gi si vu verschiddene Beamten, déi fir de Mediateur an d'Leit net ëmmer nozevollzéie waren. De Fall vun afghanesche Matbierger, déi kee BPI-Statutt hei am Land kruten, obwuel d'Taliban hiert Land säit dem August 2021 erëm komplett ënner Kontroll hunn, och dat ass fir eis net akzeptabel.

Et ass jo gutt, dass d'Leit net ausgewise ginn, mee ouni Statutt si se dann erëm an engem loftleere Raum a kënne sech kee Liewen hei zu Lëtzebuerg opbauen. Si hu keen Urecht op eng Sozialwunneng, eng Aarbecht oder Sozialleeschtungen. Déi Leit mussen zu all Moment fäerten, gesot ze kréien, dass se misste goen. Si hu keng Garantien, keng Sécherheet, an dat schléit natierlech och op d'mental Gesondheet vu Leit, déi souwisou scho Schreckleches matgemaach hunn. Mir Piraten sinn do also absolutt d'accord mat der Madamm Ombudsman, dass dat net esou ka goen.

Dann huet d'Madamm Ombudsman och gefrot, dass si vum Immigratiounsministère sollen en Tablo kréie mat alle Rechter a Flichten, déi zum jeeweilege Permis de séjour gehéieren. Do wollt ech dann emol nofroen, wou deen Tablo dru wär.

Här President, da weist och dëse Rapport erëm, dass verschidde Prozedure beim Staat ze laang daueren. Et kann net sinn, dass et aacht Méint dauert, bis een d'Geld vun enger Vëlosprimm kritt oder, wéi mir et opgedeckt haten, vun enger Solaranlag. Et kann net sinn, dass ee muss e ganzt Joer waarde fir seng Aides au logement oder Aides au loyer. Et kann net sinn, dass ee fënnef Méint laang ouni Chômage muss iwwerbrécke wéinst engem Problem mat enger Autorisation de séjour. Dat gëllt och fir d'Leit, déi e Recours aleeë géint d'ADEM a wou d'Ausbezuelen da gestoppt gëtt, bis de Recours analyséiert ginn ass. Mat wéi engem Geld sollen déi Leit dann all Mount iwwert d'Ronne kommen?

Hei musse kloer Verbesserungen um Niveau vun der Digitalisatioun kommen, fir d'Mataarbechter beim Staat ze entlaaschten. Déi verschidde Schrëtt an den zoustännege Büroe musse mam Personal zesummen iwwerschafft an digitaliséiert ginn, fir dass och eng gutt Léisung fonnt gëtt, déi um Terrain funktionéiert an déi net iwwer d'Käpp vun de Leit decidéiert ginn ass.

Här President, zum Schluss wëll ech nach op e Fall agoen, dee mech staark bestierzt huet: De Fall vun enger Fra, déi doheem vun hirem Partner geschloen a menacéiert ginn ass, mee dësen net konnt verloossen, well si soss hir Openthaltsgeneemegung verluer hätt. Déi Fra ass bei hirem Partner bliwwen, well d'Alternativ gewiescht wär, dass si ausgewise gi wär. Dat kann dach net sinn! D'Madamm Ombudsman huet jo erreeche kënnen, dass d'Fra net huet misse bei hirem Mann bleiwen. All Fra an all Mann, déi Affer vun haislecher Gewalt sinn, mussen Hëllef ugebuede kréien a mussen eng Wunneng, mat de Kanner inklusiv, fort vun der Gewalt kréien – an dat séier an onkomplizéiert. Mir brauchen dofir Fraenhaiser an Ulafstellen, wou d'Frae gehollef kréien, an net, wéi an deem hei Fall, dass se nach misse Konsequenze fäerten.

Här President, um Enn vu menger Interventioun soen ech nach eng Kéier Merci fir dëse ganz ausféierleche Rapport vun der Madamm Ombudsman. Et ass immens wichteg fir eis, dass mer de Feedback alljoers kréien a mir mussen eis dann als Parlament – an Dir als Regierung – och dëser Saachen unhuelen, Verbesserungen op de Wee bréngen, fir dass déi Saachen dat Joer duerno net nach eng Kéier hei um Riedner-pult mussen erwäänt ginn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. De Minister Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Här President, léif Deputéiert, als Minister, deen zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament, kommen ech ëmmer an déi heiten Debatt. Ech kann net op déi eenzel Dossieren am Detail agoen, mee ech wäert natierlech déi Diskussiounen, Argumenter, déi hei opgefouert sinn, de Kolleegen an der Regierung mathuelen.

Do vläicht awer e puer Constaten, déi ech da mat op de Wee wëll ginn. Deen éischten ass natierlech, dass ech der Madamm Ombudsman, der Madamm Monti, an der ganzer Ekipp Merci soe fir hiren Asaz, deen och net ëmmer einfach ass. Ech géif och dem Rapporteur, dem Jean-Paul Schaaf, derfir Merci soen, dat alles zesummegefaasst ze hunn aus deene verschiddene Kommissiounen an dat och haut de Mëtteg presentéiert ze hunn.

E puer Konklusiounen och zu deenen Zuelen, déi an deene Rapporten dra sinn. Et ass en änleche Constat, deen ech all Joer hei maachen, an dee sech awer all Joer d'selwecht erausstellt. 975 Fäll, déi d'lescht Joer, also am Joer 2021, als Reklamatiounen opgetaucht sinn, do gesäit een, dass et elo net iwwer all déi Joren zu enger Explosioun koum. Well dat, mengen

ech, wär jo dat, wou mer eis wierklech misste Suerge maachen, wann op eemol vun deem enge Joer op dat anert, oder an der Moyenne, déi ee gesäit, grouss Picke géife kommen. Da géif jo vläicht wierklech an deem engen oder anere Ministère eng richteg kromm lafen an do misst een dann emol kucken. Mee wann dat ëmmer op engem änlechen Niveau läit, dann ass dat awer emol op d'mannst aus där Perspektiv eng positiv Saach.

Da wëll ech soen, dass et 780 där Reklamatioune beim Staat gouf. Den Deputéierten Di Bartolomeo huet dat éinescht gesot, a schonn nëmmen eleng een, deen och ernimmt ginn ass, de Ministère vun der Sécurité sociale mat sengen 980.000 Leit, déi do am Fong als Clienten hannendrustiechen, wëll ech eng Kéier soen, an dat sinn och Zuelen, déi mer net zentraliséiert hunn, mee et geet ëm Milliounen a Milliounen Demarchen an alleguer de Ministèren, wou et de Kontakt zwëschent de Betriber an de Leit an op der anerer Säit de Verwaltunge gëtt, a wann ech déi Zuel natierlech dann an de Rapport setzen, déi 780, déi dann hei als Reklamatiounen erauskommen, dann ass dat awer gottseidank just e klengen Deel. Déi soll ee seriö huelen a kucken, ob et do Grënn gëtt, mee par rapport zu där Mass vu Verwaltungsgäng, déi et gëtt, souwuel bei de Gemenge wéi beim Staat, ass dat dann awer schwindend kleng an dat ass dat Positiivt, wat een dorauser kann erausliesen.

Ech maachen dann awer nach eng Kéier de selwechte Constat, deen ech alt emol all déi Joren hei gemaach hunn, an ech kucken eng Kéier kuerz op de President vum Syvicol, well wann der jo 780 beim Staat sinn, sinn déi aner bei de Gemengen. An et gëtt jo dann hei ëmmer en Echange zwëschent de Ministeren, déi politesch responsabel sinn, op der enger Säit, mee et feelt vläicht do den Echange mat de Gemengen direkt oder och de concernéierte Gemengen, fir eeben och op där Plaz déi eng oder aner Replick ze ginn.

An da gëtt iwwert de Rapport vun der Ombudsman hei diskutéiert, mee deen dote Volet ka jo politesch mat der Responsabilitéit, déi drun hänkt, néierens diskutéiert ginn, an do misst ee sech awer och eng Kéier Gedanke maachen – ech mengen, dat war an deene leschte Joren och emol heiansdo de Fall.

Ech géif awer nach e puer Zuele wëlle mat och an d'Diskussioun bréngen, well jo mat deene Fäll, déi hei zitéiert ginn, awer heiansdo verluer geet – well e ganze Mëtteg hei diskutéiert gëtt iwwert déi Fäll, wou et net gutt geet –, dass et bei dem gréissten Deel vun de Fäll awer gutt geet an dass mer awer eng effizient an effikass Verwaltung hunn, souwuel beim Staat wéi bei de Gemengen. Als Fonction-publiques-Minister maache mer och ëmmer e Sondage – deen ass 2002, 2008, 2015 an elo 2022 nach eng Kéier gemaach ginn –, an do kommen awer zum Beispill och Zuelen eraus, dass ronn 88 % vun de Leit zefridde sinn, dass hir Donnéeën och gutt behandelt gi beim Staat, an esouguer 54 % vun de Leit, déi soen och, dass bannent de leschte fënnef Joer eng Amelioratioun vun de Servicer entstanen ass, an ech mengen, dat ass och ganz wichteg, eng Kéier festzehalen.

D'Digitalisatioun läit mer natierlech perséinlech och ganz uewen an do ass, mengen ech, haut de Mëtteg villes vun deem gesot ginn, wat och Deputéierten an ech selwer hei an der Debatt ronderëm d'Inclusion numérique eng Kéier ernimmt hunn, nämlech dass mer ëmmer mussen deen analoge Wee bäibehalen, fir dass d'Leit bei d'Guichete kommen an dass mer natierlech och dee mënschleche Volet vun deenen Diskussiounen net vergiessen.

Dat steet och alles dran an dem Plan d'inclusion numérique an ech wëll zitéieren, dass ech gëschter Moien déi grouss Éier hat, mat dem Grand-Duc de Prix de l'inclusion numérique ze iwwerreechen. Dat ass eng Initiativ, déi och an dem nationale Plang vun der Inclusion numérique drasteet.

Do sinn 250.000 € verdeelt ginn, grad un Associatiounen, déi sech ëm Leit bekëmmeren, déi et vläicht net ëmmer esou einfach hunn, fir mat der Digitalisatioun matzekommen. Gëschter sinn zum Beispill Präisser gaangen un Associatiounen, déi sech ëm eeler Leit bekëmmeren, u Leit, déi sech ëm Autiste bekëmmeren, fir eeben och mat deenen ze kucken, wéi se an där Digitalisatioun kënnen en digitalen Tool hunn. An ech mengen, dat sinn alles déi Initiativen, déi awer gemaach ginn. D'lescht Joer waren 29 Projeten dran, dëst Joer véier. Et si siwe Präisser ginn. D'lescht Joer waren et 150.000 Euro, dëst Joer nach eng Kéier 250.000 Euro, déi doran investéiert ginn; e ganze Koup un Initiativen, déi eebe genee an déi Richtung ginn.

An dann ass hei och e bësse geschwat ginn, den analogen …, ech nennen dat „Kontakt Mënsch mam Mënsch". Abee, jiddweree ka mat sengem Dossier, wann e keng Méiglechkeet huet, fir sech ze konnektéieren, hei an d'Ënneschtgaass kommen – Guichet.lu, do ass dee Guichet –, do kann ee mat sengem Dossier kommen, do kritt ee gehollef, sech ze konnektéieren, an dann ass dee Schrëtt emol scho gemaach. An natierlech gëtt et och an den anere Ministèren Ulafstellen, fir eeben do e Support ze kréien.

Eppes, wat ech awer och zum Schluss ëmmer wëll hei ernimmen, dat ass dee ganz schéine Saz, dee gesot gëtt, éischtens, dass den Taux de correction just op engem bestëmmten Niveau läit, an op där anerer Säit an deem selwechte Kontext jo de gesonde Mënscheverstand, dee soll heiansdo zielen. Mat all Respekt, Dir sidd och op verschiddene Plazen an de Gemengen, an Dir wäert muer hei déi nei Assermentatiounsformule och stëmme fir Beamten a Gemengebeamten; do steet awer och nach ëmmer dran, dass ee sech muss u Gesetzer halen als Beamten! An den Taux de correction, dee kann heiansdo net méi an d'Luucht goen, well eeben och d'Gesetzer heiansdo ganz kloer sinn.

Déi si vläicht net ëmmer an deem Sënn, wéi et an deem Fall hätt kënnen ausgoen. Ech mengen, den Deputéierten …, Dir hutt dat och hei ernimmt, mee mir hunn nach ëmmer en Eed, wou ee sech muss u Gesetzer halen, a sou wäert et warscheinlech ni en Taux de correction vun 100 % an all de Fäll ginn, well mer natierlech och déi Texter hunn. A wann déi misste geännert ginn, da sinn dat aner politesch Debatten, déi och heibanne solle gefouert ginn, an dat ass awer net dem Beamte seng Schold, dee se dann net verännere kann, och wann en den Opruff kritt vun der Ombudsman.

Alles an allem wëll ech och op der heiter Plaz awer nach eppes soen, well et ass gesot ginn: „D'Flexibilitéit an der Zäit vu Covid." Also, ech kann Iech soen: Méi eng grouss Flexibilitéit vu Beamten hunn ech awer néierens gesi wéi an der Zäit vum Covid, wéi déi sech druginn hunn, fir alleguerten de Leit ze hëllefen. An do ass oft ganz, ganz vill Aarbecht gemaach ginn, och zu ganz komeschen Aarbechtszäiten, an dat wëll ech awer och op dëser Plaz eng Kéier ernimmt hunn.

Mir als Regierung si frou, dass et d'Ombudsman gëtt. Mir hunn heiansdo deen een oder aneren Echange mat hir, deen eeben och vun eis dann ass, fir op d'Kompetenzen nach eng Kéier zeréckzeverweisen. Dat gehéiert, mengen ech, och dozou. Dat geschitt jo och heiansdo an de Gemengen. Mir sinn awer frou, dass et déi Servicer gëtt, dass do kann heiansdo drop opmierksam gemaach ginn, wat vläicht net gutt leeft, an dass mer dann och nach eng Kéier hei ëmmer déi Saachen diskutéieren, dat fannen ech och e ganz konstruktive Wee. Well et ass just, andeem een deem aneren nolauschtert, dass een och Saache kann nach weider verbesseren, well mir stinn alleguerte just am Déngscht vum Bierger, an da solle mer dee Service esou gutt wéi méiglech assuréieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir d'Relatioune mam Parlament.

Domadder si mer zum Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.55 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 76
   M. Fernand Etgen, Président | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
2. **Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire** p. 76
   M. Fernand Etgen, Président
3. **8170 – Projet de loi portant fixation des éléments et montants de la dotation allouée au Grand-Duc, à l'ancien Chef de l'État, au Grand-Duc Héritier, au Régent et au Lieutenant-Représentant et modifiant la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg** p. 76
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8170 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à la possibilité de prêter serment dans une des trois langues administratives** p. 79
   M. Fernand Etgen, Président
   Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser (retrait de la résolution) |Mme Nathalie Oberweis
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement
5. **8198 – Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
   2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
   3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 p. 79
   Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana
   Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Claude Lamberty | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Marc Hansen | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8198 et dispense du second vote constitutionnel
6. **7968 – Projet de loi portant modification :**
   1° du Code civil ;
   2° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
   3° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
   4° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,
   en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés p. 81
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7968 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8174 – Projet de loi portant**
   1° transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve ;
   2° transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation ;
   3° modification du Code de procédure pénale ;
   4° modification du Nouveau Code de procédure civile ;
   5° modification de la loi du 22 juin 2022 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués p. 83
   M. Fernand Etgen, Président
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8174 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Marc Hansen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wollt Iech just matdeelen, dass haut de Mëtteg, normalerweis géint 16.00 Auer, den honorabele Member vun dësem Haus, den Här Hahn, wäert an der Regierung vereedegt ginn. Dofir wäert hien elo de Mëtteg net hei sinn. Mee bis 16.00 Auer, wann Der nach Votten hutt, kann ee fir hie matstëmmen. Mee no 16.00 Auer wier ech frou, wa kee méi vun der Demokratescher Partei fir den Här Hahn géif stëmmen, well soss hätte mer e Problem.

(Hilarité)

Voilà, ech wollt déi Noriicht just matdeelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Premierminister, fir déi Informatioun.

2. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an dem Artikel 43 vum Beamtestatutt vun der Chamber gëtt der Madamm Juliette Ludwig, Inspecteur, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vun hirer Funktioun zouerkannt. Häerzlech Felicitatiounen a villmools merci fir Ären Engagement!

(Applaudissements)

3. 8170 – Projet de loi portant fixation des éléments et montants de la dotation allouée au Grand-Duc, à l'ancien Chef de l'État, au Grand-Duc Héritier, au Régent et au Lieutenant-Représentant et modifiant la loi modifiée du 24 mai 1922 ayant pour objet de réglementer à nouveau l'assiette à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire des revenus et biens de la Maison grand-ducale de Luxembourg

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8170 iwwert d'Fixatioun vum Montant vun der Dotatioun vum Grand-Duc, vum fréiere Staatschef, vum Grand-Duc Héritier, dem Regent an dem Lieutenant-Représentant. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi den Här President dat elo just gesot huet: Mam Projet de loi 8170, deen ech Iech am Numm vun eiser Institutiounskommissioun presentéieren, geet et ëm déi praktesch Ëmsetzung vum Artikel 54 vun eiser revidéierter Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft trëtt.

Wann Der déi ursprünglech Dokumenter kuckt, dann ass nach eng aner Referenz, wat d'Artikelen ugeet, gemaach, mee vu dass mer mat dem leschte Kapitel déi nei Uerdnung vun den Artikele virgesinn hunn, ass déi Differenz entstanen. Dee richtegen Artikel ass deen, deen ech Iech elo genannt hunn: den Artikel 54 vun där grondleeënd iwwerschaffter Verfassung.

Deen Artikel hält fest, dass eise Grand-Duc, eise Staatschef, de fréiere Grand-Duc, den Ierfgroussherzog, de Lieutenant-Représentant an en eventuelle Regent d'Recht op eng järlech Dotatioun aus dem Staatsbudget hunn. D'Elementer vun där Dotatioun gi vun dësem Gesetz festgeluecht.

Mat deem selwechten Artikel 54 vun der iwwerschaffter Verfassung kann de Staatschef seng Verwaltung – d'Maison du Grand-Duc –, déi d'Rechtsperséinlechkeet kritt, am ëffentlechen Interêt organiséieren. Wärend de Finanzement vun der Verwaltung vun eisem Staatschef no de järleche Besoinen iwwert de Staatsbudget leeft, reegelt de Projet 8170 ënner anerem d'Héicht an d'Modalitéite vun den Indemnitéite vum Staatschef an deene virdrun erwäänten Amtsinhaber.

De Montant, deen dem Grand-Duc zousteet, laut Artikel 1, läit bei 24.674 Punkte järlech; dat si beim haitegen Indexstand 555.000 Euro. Dat däerf ee sech elo net als eng reng Pai virstellen, mee dee Montant erlaabt et dem Grand-Duc, fir senge representative Flichten – an dat sinn der net wéineg – gerecht ze ginn. Den Ierfgroussherzog, fréiere Staatschef, Lieutenant-Représentant bezéiungsweis Regent hunn Urecht op 10.282 Punkte järlech; dat sinn 229.000 Euro beim Punktwäert 22,273 – dat misst dee vun haut sinn.

Déi Zomme ginn a monatlechen Tranchë verséiert a sinn ugepasst un d'Liewenshaltungskäschten, also en anere System vun der Dotatioun, wou den Index spillt an d'Fraisen, de Käschtepunkt vun der Administratioun, déi, wéi bei aneren Administratiounen, vill méi grouss Fluktuatiounen erfiert duerch de Budget an d'Direktiven, wéi se am Budget festgehale sinn.

Zur Erënnerung: An eiser jëtzeger Verfassung waren zwou verschidden Indemnisatioune virgesinn: d'Liste civile, déi mat 300.000 Goldfrange virgesi war – dat huet näischt méi mat der Realitéit ze dinn an dat ass och net esou applizéiert ginn –, an d'Frais de représentation.

Laut Artikel 2 kann nëmmen eng volljäreg Persoun eng Dotatioun kréien. An ee Beneficiaire däerf, wat logesch ass, just eng eenzeg Dotatioun kréien, och wann e méi wéi eng Fonction huet. Also sinn déi Dotatiounen net cumulable.

Et geet hei drëms, dass eise Staatschef an den Heritier fir hire representative Rôle entschiedegt ginn, dee si en continu ausüben. Mat deem heite Gesetz gëtt also eng Indemnisatioun fixéiert an de Grand-Duc ka sech wärend sengem Règne drop verloossen. An de Budget setzt et just dono ëm.

Et ass also kee fundamentalen neie Moment an de Grand-Duc kritt och keng nei Suen, well och haut stinn dës Sue schonn am votéierte Budget dran. Et ass de Status quo anescht duergestallt. A fir de Steierzueler an de Staatsbudget ännert dës Reform, déi d'Verfassung jo awer virschreift, näischt Weesentleches an der Praxis. Mee et kënnt der geliefter Praxis vill méi no, wéi dat an der bestoender Verfassung beschriwwen ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif dann elo just ganz kuerz op den Avis vum Conseil d'État agoen. Déi héich Kierperschaft bemierkt, dass vill Remarken aus hirem Avis zu der Revisiounsproposition 6030 an dësem Projet iwwerholl ginn, ënner anerem déi iwwert déi periodesch Upassung vun der Dotatioun un déi ekonomesch Fluktuatioun. De Staatsrot huet den originalen éischten Artikel vum Projet als iwwerflësseg consideréiert, well deen Artikel 54 – d'Lëscht mat de méigleche Beneficiairen – tel quel an der Verfassung festgehalen ass, also brauch een et net nach eng Kéier am Gesetz festzehalen.

Zu der Prozedur: Den Depot vum Projet de loi gouf de 7. Mäerz vun dësem Joer duerch de Staatsminister gemaach. De Staatsrot huet säin Avis de 7. Mäerz (veuillez lire: de 16. Mee) ofginn. De Projet ass de 24. Mee an der Kommissioun virgestallt ginn, wou ech och als Rapporter nominéiert gi sinn. An de Rapport ass de 6. Juni an der Kommissioun ugeholl ginn.

Als Konklusioun: Dëse Projet, an d'Neierung, wéi se an der Verfassung virgesinn ass, suergt fir méi Transparenz, gëtt der Realitéit ugepasst an d'Parlament gëtt méi an d'Verantwortung agebonnen.

Ech wëll gläichzäiteg dann och den Accord vu menger Fraktioun, der LSAP, bréngen an ech soen Iech alleguer Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Déi Proposition de loi, déi mer hei stëmmen, ass d'Konsequenz vun der Verfassungsrevisioun.

De Rapporteur ass drop agaangen, datt haut an der nach aktueller Verfassung eeben drasteet, datt de Grand-Duc eng Liste civile kritt mat 300.000 Francs-or. Sou vill Francs-or gëtt et net méi hei! A virun dräi Deeg – dat muss ech awer verzielen, well ech hunn dat léif fonnt – huet eng Persoun mech op der Strooss ugehal. Du sot se: „Här Gloden, déi Liste civile, ass dat nach ëmmer d'Liste de mariage vum Grand-Duc a vun der Grande-Duchesse?"

(Hilarité)

Du sot ech: „Nee, Madamm. Dat ass am Fong dem Grand-Duc seng Pai." An dofir ass et och gutt, well scho vum Terme hier verstinn d'Leit et net, datt mer do en aktuellen Terme huelen.

Dat heescht, ënnert der neier Verfassung kréien de Grand-Duc an de Regent oder den ancien Chef d'État an de Grand-Duc Héritier an de Lieutenant-Représentant am Fong, wéi mer dat am Volleksmond soen, „eng Pai" op där enger Säit an op där anerer Säit eng Dotation annuelle fir de Fonctionnement vun der Institutioun vun der Monarchie.

Deen anere Virdeel ass eeben, datt Transparenz geschaaft gëtt, datt ënnert dem Artikel „Maison du Grand-Duc" am Staatsbudget alles erëmzefannen ass, wat bezuelt gëtt, wat bis haut net esou de Fall war.

An domadder ginn ech den Accord vu menger CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporter e grousse Merci soe fir säin ausféierleche Rapport – déi zwee: mëndlech a schréftlech. Ech fannen, dass deenen näischt méi bäizefügen ass. Ech gi just den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech faasse mech nach méi kuerz wéi mäi Virgänger: merci dem Rapporter, och merci dem Léon Gloden fir déi anschaulech Anekdoten. Ech si frou, dass mer déi Fro elo gekläert hunn, dass et da méi einfach fir d'Leit ass an, ech mengen, och fir eis heibannen.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Och ech wéilt ufänken, wéi den Här Mars Di Bartolomeo, villmools Merci ze soen. Hien huet en Don, fir verschidde Saache ganz lieweg duerzestellen, sou och dat hei. An dofir, mengen ech, ass et flott, fir och eng Kéier iwwert deen Aspekt vun eiser Monarchie ze schwätzen.

Eis parlamentaresch Demokratie a constitutionnel Monarchie ass e ganz moderne System, contrairement zu deem, wat heiansdo gemengt gëtt. Et ass e System, deen enorm staatsrechtlech Virdeeler huet, deen eis eng geschichtlech Dimensioun gëtt, deen eis eng international Visibilitéit gëtt an deen duerch d'Verdéngschter vum Groussherzog a senger Famill, déi een och muss ënnersträichen, och wierklech eng gewëssen Dignitéit op der internationaler Bün gëtt. An dofir gehéiert eis Dankbarkeet och dem Grand-Duc a senger Famill.

Wa mer haut iwwert déi heiten Dispositioun schwätzen, dann ass et mat enger gewëssener Nostalgie. Et ass ëmmer flott, fir Dispositiounen ze liesen, datt 300.000 Goldfrang nach am Spill sinn. Dat ass net méi ganz modern, dat ass richteg. Et war awer och ni e Problem bei der Applikatioun. Elo iwwersetze mer dat an „Euro" an „Index". Gutt, dat si modern Zäiten. Dat ass och eppes, wat d'ADR ka matdroen, mee et ass awer och ëmmer eng geschichtlech Dimensioun derbäi. An déi 300.000 Goldfrang waren einfach eng flott Erënnerung un d'Vergaangenheet an un eng laang Traditioun.

Fir eis ass et kloer, datt et Aspekter gëtt an der Monarchie, déi ee ka moderniséieren. Deen heie gehéiert dozou. Dat ass sécher sënnvoll. An et gëtt anerer, wou mer éischter Traditioun, Kontinuitéit an déi geschichtlech Dimensioun betounen an do ganz, ganz virsiichteg sinn, ier mer iergendeppes wëllen un deenen Dimensiounen änneren.

Dat gesot wäert d'ADR dëst Gesetz matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wär et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mat dësem Projet de loi gëtt d'Dotatioun gereegelt, déi fir déi am Artikel 54 vun der reviséierter Constitutioun genannte Persoune virgesinn ass. Dës Dotatioun versteet sech als Aart Géigeleeschtung fir d'Respektéiere vun de Responsabilitéiten an Obligatiounen, déi mat dem jeeweilege Rôle verbonne sinn, a steet de Beneficiairen dann och zu hirer fräier Verfügung.

Elo emol onofhängeg dovunner, datt mir als déi Lénk natierlech fir eng aner politesch Staatsform sinn, an och onofhängeg vum Montant vun der jeeweileger Dotatioun, iwwert déi een natierlech diskutéiere kann, muss ee bei dësem Gesetz begréissen, datt

Transparenz geschaaft gëtt. Grad do, wou ëffentlech Gelder fléissen, ass dëst onabdingbar!

Ech géif awer nach kuerz gäre profitéieren, ee Gedanken an de Raum ze werfen, deen een am Waringo-Rapport erëmfënnt. An zwar geet ëm d'Fro, wat dann eigentlech géif geschéien, wann ee vun de Beneficiairen déi mat senger Roll verbonne Responsabilitéiten an Obligatiounen op eemol net méi géif respektéieren, also, anescht gesot, wann hien oder hatt senger Géigeleeschtung net méi géif nokommen.

An engem Aarbechtsverhältnis, wéi mir et hautzudaags kennen, géif zum Beispill e Salarié, dee senge Flichten net méi nokënnt, schnell entlooss ginn a sécherlech kee Salaire méi kréien. An dësem Projet de loi fënnt sech elo allerdéngs keng entspriechend Dispositioun, déi virgesäit, datt bei enger Mëssuechtung vun de Responsabilitéiten an Obligatiounen een Deel vun der Dotatioun zréckbehale kéint ginn oder datt alles gestrach kéint ginn.

Aus dem Waringo-Rapport geet allerdéngs ervir, dass dëst an der Belsch beispillsweis anescht gereegelt ass an dass et do Mechanisme gëtt, déi bei esou engem Fall eng Upak fannen.

Natierlech gëtt elo gesot, dass dëst souwisou ni wäert passéieren, mee ech denken awer, dass et ëmmer besser ass, all Zenario virzegesinn, amplaz blann ze vertrauen an duerno mam Fanger am Mond dozestoen. Mir ginn net dovunner aus, datt dat wäert passéieren, mee, ech mengen, et wär gutt virzesuergen.

Mir wäerten dëse Projet de loi net matstëmmen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt de Grand-Duc bezuelt muss ginn, dat steet ausser Fro. Datt seng Famill muss kënne vun eppes liewen, dat ass Deel vun enger constitutionneller Monarchie. Ech hu mech och e bësse schlau gemaach duerch Erëmfroen a vun deene Sue gi jo och zum Beispill Krankekeessbäiträg fir de Rescht vun der Famill bezuelt, fir déi, déi elo net an de Benefiss vun deenen heiten Dispositioune kommen.

Elo stellen ech mer awer eng Fro an dat ass: Virdru war et kloer opgedeelt. Et ass eng Liste civile ginn an et si Frais de représentation ginn. D'Frais de représentation ware fir ze representéieren, fir Ausgaben ofzedecke wéi zum Beispill vun Evenementer. An d'Liste civile war fir den Ënnerhalt vum Grand-Duc respektiv senger Famill. Elo puche mer dat zesummen an een Dëppen a mir soen: „Dee ganze Montant ass steierfräi."

Ech wär der Meenung gewiescht perséinlech, a mir als Piraten wären der Meenung gewiescht, datt een et änlech hätt misse reegelen, wéi et bei der Fonction publique ass, wéi et bei de Ministeren ass, wéi et bei den Deputéierten ass, dass een doriwwer hätt kënne schwätzen: Een Deel, dat ass d'Remuneratioun, an op déi gëtt Steiere bezuelt, an d'Frais de représentation proprement dits, dat si jo Ausgaben, déi ufalen, déi wäre steierfräi gewiescht. Dat wär eng Léisung gewiescht, mat där mir eisen Accord hätte kënne ginn. Esou bleift eis keen anere Wee, wéi eis ze enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, merci, an och fir déi grouss Zoustëmmung hei am Haus. Ech mengen, dat hei ass ee vun de leschte Puzzlestécker vun dëser Verfassung, déi nach musse kommen, an ech mengen, et ass och wichteg, dass déi virum 1. Juli, wou och déi nei Verfassung a Kraaft trëtt, solle gestëmmt ginn. Dofir och dem Rapporter, dem Mars Di Bartolomeo, merci fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Et ass virdru schonn am Fong alles hei gesot gi vum Rapporter. Hien huet vun deenen 300.000 Francs-or geschwat. Ech muss Iech soen, ech hat dat schonn eng Kéier an dësem Haus gesot, mir haten e bëssen eng Verfassung vu Postkutschenzäit, och nach vu Postkutschentermen. Ech ka mer virstellen, dass deemools och mat Francs-or bezuelt ginn ass. Mee déi Postkutsch gëtt et net méi haut an d'Kutschen och iwwerhaapt net méi hei an dëser Stad. An ech si frou, dass mer dat och elo moderniséieren an hei virun allem awer och transparent maachen.

Ech wëll just hei soen, dass dësen Text näischt ännert un deem, wat et bis elo ginn ass. Et ass alles transparent. Dat Eenzegt, wat ass, virdrun … An et ass scho fir 2023 am Budget virgesi gewiescht, dat heescht, et huet och null Impakt op de Budget elo. Well et si jo Leit, déi soen: „Jo, dat ass awer vill", oder: „Dat do ass awer …" Jo, mee hien huet eng Aarbecht! Déi Aarbecht muss och retribuéiert ginn. An de Fonctionnement vun engem Staat brauch och Moyenen, fir kënnen ze schaffen.

Ech wëll och nach just hei betounen – well et muss een den Ënnerscheed maachen tëschent Maison du Grand-Duc, déi jo och no deem Rapport Waringo … An ech insistéieren och hei, an den Här Di Bartolomeo weess dat och ganz genau, dass dat hei och nees eng Etapp ass vun deem, wat den Här Waringo och proposéiert huet: dass een transparent d'Zuele festhält, net negociéieren et cetera an et cetera. Et war de Fall virdrun, dass do och steierfräi Montante waren. Do ass och gekuckt ginn – dat soen ech Iech och ganz éierlech – an Nopesch-Royal-Haiser, wéi dat do och gemaach gëtt. An do sinn och eng Rëtsch Plaze fonnt ginn, wou et eeben och steierfräi ass.

Fir eis ass et wichteg, dass déi Transparenz do ass, dass am Fong d'Pai vum Grand-Duc, wann een dat esou ka soen … Well et ass awer fir déi Aarbecht, déi hie mécht, och eng Pai. Ech mengen, „tout travail mérite salaire"!

An ech muss Iech soen: Mir hunn d'Chance, dass mer och an engem System sinn. Stellt Iech emol vir, mir hätten e System, wou dann zum Beispill de Grand-Duc Héritier oder de fréiere Grand-Duc op eng Kéier näischt méi géife kréien an dann eng Aarbecht misste siche goen.

(Interruption)

Dir musst Iech just virstellen, wéi dat da kéint sinn.

An ech si frou, den Ierfgroussherzog, deen nach de Moie Rendez-vousen empfaangen huet …, an ech ka mech och nach un de Grand-Duc Jean erënneren, deen ëmmer nach ganz, ganz vill Obligatiounen och erfëllt huet, wat hinnen och d'Moyene gëtt, fir dat kënnen ze erfëllen.

Wéi gesot, et ass transparent, wat fir mech immens wichteg ass. Et si verschidde Situatiounen, Här President, muss ech Iech soen, wou et ëmmer esou e bëssen en Hybrid ass tëschent Maison du Grand-Duc an awer och dem Privaten. Et gëtt Situatiounen, wou een eppes Privates hues, wat awer och an d'Fonction fält. An da muss een eeben och au cas par cas kucken. An dofir gëtt et och eeben dee Comité**,** wou och de Staatsministère dra vertrueden ass, fir eebe bei deene Positiounen dann och kënnen ze tranchéieren. Well et sinn awer ëmmer Steiergelder, déi duerno hei am Spill sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premier- a Staatsminister. Parole après ministre fir den Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci. Net Parole après ministre eigentlech, mee ech wollt awer eppes preziséieren.

M. Fernand Etgen, Président | An der Prozedur gëtt et näischt anescht wéi Parole après ministre.

(Hilarité)

Dat misst Dir wëssen, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Nee, ech wollt just informatiounshalber, Här President, wann Der erlaabt, eppes preziséieren: Et ass gesot ginn, dass am Gesetz net eng Sanktioun virgesi wär, wann de Grand-Duc seng Missiounen net géif erfëllen. Ech wëll awer drop hiweisen, dass eis Verfassung awer esou Situatiounen, wou mer hoffen, dass se net virkommen, genee reegelt an den Artikelen 59 a 60 an dass d'Chamber an alle Situatiounen do agebonnen ass. Et ass just déi Prezisioun, déi ech wollt ginn, Här President.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8170. Den Text steet am Document parlementaire 8170[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8170 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à la possibilité de prêter serment dans une des trois langues administratives

(Résolution déposée en séance publique n° 28 du 22 décembre 2022 – à consulter au compte rendu n° 08/2022-2023 en page 65)

Mir kommen elo zur Resolutioun vum Här Fernand Kartheiser, deen d'Chamber opfuerdert, den Deputéierten de Choix tëschent den dräi administrative Sprooche fir d'Eedesformel ze ginn. D'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle huet an hirer Reunioun vum 24. Mee 2023 iwwert dës Resolutioun diskutéiert an, mam Accord vun der Conférence des Présidents, d'Decisioun getraff, den Deputéierten de Choix ze ginn, hiren Eed an enger vun deenen dräi administrative Sproochen ofzeleeën, dëst am Respekt vun der Loi modifiée vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproocheregimm.

An der Praxis wäert de President d'Eedesformel op Franséisch virliesen, sou wéi se am Artikel 67 (4) vun der Verfassung festgehalen ass, an déi de follgende Wuertlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité." Duerno fuerdert dann de President den Deputéierten op, fir seng riets Hand an d'Luucht ze hiewen an entweeder „Je le jure", „Ich schwöre es" oder „Ech schwieren et" ze soen.

Ech ginn elo d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo, deen als President vun der Institutiounskommissioun nach ee Wuert dozou wëllt soen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Dir hutt bal alles gesot. Ech wollt just dem Auteur Merci soen an der gesamter Institutiounskommissioun, well mer hei zu enger wichteger Fro, déi net soll politesch ausgeschluecht ginn, e ganz gudde Konsens fonnt hunn, dee sech och dréit, well en am Respekt vun der Verfassung ass, wéi de President dat richteg ënnerstrach huet.

Den Text vun der Eedesformel gëtt genee geméiss Verfassung gemaach an d'Äntwert vun de jeeweilegen Deputéierte kann op Franséisch, op Lëtzebuergesch oder, wéineg warscheinlech, mee awer och an där drëtter administrativer Sprooch geleescht ginn.

Ech wollt der Conférence des Présidents an eisem President Merci soe fir déi pragmatesch Reegelung, déi, mengen ech, d'Gefill vun eis trëfft, am grousse Respekt vun eiser Verfassung, an dem Auteur och Merci soen, dass hien d'Fro opgeworf huet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Resolutioun.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, merci, Här President. Ech mengen, op déi prozedural Froe si mer elo schonn – Dir, Här President, an den Här Di Bartolomeo – agaangen. Ech wëll mech deem ausdrécklech uschléissen. Mir haten d'Initiativ hei geholl, fir ze proposéieren, datt mer net nëmmen op Franséisch, mee och kënnen op Lëtzebuergesch oder Däitsch vereedegt ginn – eis dräi administrativ Sproochen. Deem ass entsprach ginn an ech wéilt dofir ausdrécklech am Numm och vun der ADR villmools Merci soen. An dass dat och am Konsensus ka geschéien, ass an eisen Aen eng ganz wichteg Entwécklung!

E puer Observatioune vun eiser Säit: Mir hunn elo eng Reegelung am Konsens fonnt, datt mer kënne „Je le jure", „Ech schwieren et" oder „Ich schwöre es" soen. Allerdéngs wär eise Wonsch, datt mer och eng Kéier d'Eedesformel selwer kënnen op Lëtzebuergesch formuléieren. Am Ableck ass eeben d'Situatioun esou, datt se nach op Franséisch virgelies gëtt. Eis wier et wichteg, datt déi Lëtzebuerger Sprooch och nach méi opgewäert géif ginn an déi ganz Eedesformel kéint op Lëtzebuergesch virgedroe ginn.

Eng zweet Bemierkung ass natierlech déi, datt mer eng gewësse Fluktuatioun haten, wou et am Ufank geheescht huet: „nëmme Franséisch a Lëtzebuergesch!" Mir freeën eis, datt an dëser Diskussioun och Däitsch ernimmt gëtt, well dat am Geescht vum Sproochegesetz vun 1984 ass a well mir der Iwwerzeegung sinn, datt och Däitsch an dësem Land eng wichteg Roll weider spillt an datt mer e Gläichgewiicht tëschent Sproochen hunn – en Zesummeliewe vu verschiddene Sproochen, am administrativen an an anere Beräicher, un deem mir awer wëlle festhalen. Dat ass e wichtegen Deel vum Plurilinguismus, wéi mir en an dësem Land liewen!

Eng drëtt Observatioun ass natierlech, datt net jiddereen – an dat ass och eppes, wat mer haut ëmmer erëm, a mat Recht, a Betruecht mussen zéien – sech verbal ausdrécke kann. Ech wëll just e Beispill soen: Mir haten och bei den Europäesche Konservativen am Joer 2017 eng Kandidatin fir d'Presidentschaft vum Europaparlament, déi net schwätze konnt a sech also huet missen op aner Manéiere verständlech maachen.

Wa mer esou e Fall hätten hei am Land mat Leit, déi mat enger Behënnerung konfrontéiert sinn a sech net kënne verbal ausdrécken, dann ass och de Versteesdemech an eisen Diskussioune gewiescht, datt mer déi Flexibilitéit weisen an esou Situatiounen, fir och aner Formen, schrëftlech zum Beispill oder aner Formen, vun der Vereedegung zouzeloossen. Och dat, mengen ech, ass eng wichteg positiv a mënschlech Manéier, fir mat deene Situatiounen ëmzegoen.

Mir sinn als ADR ganz frou iwwert dee Konsensus, dee mir haut hei constatéieren. Mir huele gär déi Propositioun un, wéi och den Här President se virgedroen huet. An dowéinst zéien ech déi Resolutioun, déi mir hei den 21. Dezember 2022 dem héijen Haus virgeluecht hunn, zréck.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

(La résolution de M. Fernand Kartheiser est retirée.)

Déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis ass nach agedroen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech hunn näischt weider dozou ze soen, ausser dass dat fir eis ganz an der Rei ass. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Zu deem Sujet ass, mengen ech, näischt ze soen. An der Conférence des Présidents ware mir jo och an den Diskussioune mat derbäi a mir koume jo, mengen ech, alleguer zu deem Konsens, obwuel mer jo elo net direkt an deem Beräich implizéiert sinn, wat hei an der Chamber ze geschéien huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Marc Hansen. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

5. 8198 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;

3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8198 iwwert d'Eedesformel fir d'Staats- a Gemengebeamten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 17. Abrëll vun dësem Joer hunn d'Madamm Inneminister an den Här Minister vun der Fonction publique gemeinsam e Projet de loi deposéiert, deen de Wuertlaut vum Eed festleet, dee Staatsbeamten a Gemengebeamte respektiv Gemengeconseillere mussen ofleeën, éier si hir Funktioun unhuelen.

Dëst Gesetz steet am Zesummenhang mat eiser nei iwwerschaffter Verfassung a soll zäitgläich den 1. Juli 2023 a Kraaft trieden. Bei den Aarbechte un der Verfassungsreform war am Revisiounsprojet 7700 initial virgesinn, wéi bis elo, dës Formule an der Verfassung selwer stoen ze loossen. Gestrach gi sollt just d'Referenz op de Grand-Duc, well d'Auteure vun der Verfassungsreform ënnersträiche wollten, dass d'Staats- an d'Gemengebeamten un éischter Stell dem Rechtsstaat verflicht sinn an net dem Staatschef.

De Staatsrot hat drop opmierksam gemaach, datt et net koherent war mat enger anerer Dispositioun oder Formule, datt den Eed iwwert d'Gesetz soll festgeluecht ginn. An de Resolutiounsprojet gouf opgrond vun dëse Remarken amendéiert. D'Auteure vun der Verfassungsreform waren effektiv der Meenung, dass de Wuertlaut vum Eed net misst an der Verfassung stoen, mee dass dat iwwer e Gesetz kéint festgeluecht ginn. An der nei iwwerschaffter Versioun steet am Artikel 31bis (veuillez lire: am Artikel 22): „Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi, qui en détermine la formule."

De Projet de loi also, deen also hei virläit, huet als Objet, fir dës Formule an d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert den allgemenge Staatsbeamtestatutt anzeschreiwen, genausou wéi och an d'Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert de Gemengebeamtestatutt an an d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 fir d'Vereedegung vun de Gemengeconseilleren. An de Wuertlaut vun der Formule ass also da follgenden: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

De Staatsrot huet de Projet de loi de 16. Mee aviséiert. En huet eng Propos gemaach, déi d'Entrée en vigueur vum Gesetz betrëfft, déi och déi zwou Chamberskommissiounen ugeholl hunn. Aviséiert gouf de Projet och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an och vum Syvicol. Si hunn alle béid hir Zoustëmmung zu dësem Projet ginn, ouni speziell Remarken ze maachen.

Den 9. Juni krute souwuel d'Interieurskommissioun wéi och d'Kommissioun vun der Fonction publique an enger Jointe de Projet vun den zwee zoustännege Ministere presentéiert, d'Avise goufen och gekuckt. An där selwechter Sëtzung gouf de Rapporter designéiert an och de Rapport gouf majoritär ugeholl bei enger Enthalung.

Voilà, ech mengen, dat war de Rapport zu dësem kuerze Projet de loi. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech dem Rapporter villmools Merci soe fir säin detailléierten an prezise Rapport. Dat erlaabt et mir, fir ganz séier just kuerz ze soen: Vu dass mir selbstverständlech d'Verfassung matdroen, wäerte mir och deen heite Projet de loi matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Jo, ech kann et ganz kuerz maachen. De Rapport, mengen ech, war prezis, souwuel dee mëndleche wéi de schréftlechen. Ech soen dem Dan Biancalana e grousse Merci. An d'DP-Fraktioun wäert dat hei natierlech och matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. An da geet d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Déi gréng Fraktioun schléisst sech deem un, dem Luef un de Rapporter Dan Biancalana an dem Accord zu dësem Projet de loi, deen natierlech wichteg ass, fir d'Verfassung dann och liefbar ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann ass et um Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An der neier Verfassung gëtt de Groussherzog am Eed leider ofgeschaaft. Dat ass eppes, wat eis net gefält. Et geet zréck op eng Idee vun der CSV, vun der DP, vun der LSAP a vun de Gréngen am Kader vun der neier Verfassung.

Déi nei Verfassung, déi sollt am Ufank engem Referendum ënnerluecht ginn, wou d'Leit hätte kënnen ofstëmmen. Dat war versprach gi bei de Walen 2018, jiddwereen huet sech op e Referendum ageriicht. Duerno ass et net zu engem Referendum komm, en ass ofgeblose ginn. Leider! Dat hei wär e gudde Punkt gewiescht, fir driwwer ofzestëmmen.

An ech mengen, dass ganz vill Leit hei ganz staark um Groussherzog hänken an och un där Eedesformel, ganz vill Staatsbeamten an Zaldoten. Et muss ee wëssen, dass déi Eedesformel do op de Groussherzog bal 200 Joer existéiert huet; 200 Joer, wou Staatsbeamten, Zaldoten, Ministeren, Deputéiert, Gemengeréit an esou weider hiren Eed zu Lëtzebuerg op de Groussherzog geleescht hunn, an dat gëtt elo ofgeschaaft!

Mir dierfen och net vergiessen, dass am Zweete Weltkrich Lëtzebuerger hiert Liewe gelooss hunn, well si den Eed op d'Groussherzogin geleescht haten an net den neien däitschen Eed wollte leeschten. Ech froe mech bei deem ganzen hei: firwat? Firwat maache mer dat? Ech gesi kee wierkleche Grond, fir de Grand-Duc aus der Eedesformel erauszehuelen. Wiem bréngt dat eppes? Wat mécht dat fir e Sënn?

Mir wäerten hei dergéint stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, dem Rapporter emol e grousse Merci fir säin exzellente Rapport. Ech mengen, mir brauchen och net vill ze soen. Et ass eng neutral Formuléierung, dat doten. Déi ass änlech, wéi mir se an eiser alternativer Verfassung och proposéiert haten. Dofir stëmme mir deem zou. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Dan Biancalana fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Jo, Här President, ech si frou, dass vill Leit där heiter Saach hir Zoustëmmung ginn.

Ech wëll awer just dem Här Keup soen, dass ech hie grad enttäusche muss, mee haut stëmmt hien nach näischt of, wat d'Zaldoten ugeet. Et ass nämlech esou, dass den Zaldoten hire Serment an dem Arméisgesetz gereegelt ass an der Police hire Serment am Policegesetz. Dat huet iwwerhaapt näischt heimadder ze dinn. Do ass de Grand-Duc nach ëmmer dran. A wann dat eng Kéier soll geännert ginn, wat natierlech och iergendeng Kéier muss an d'Diskussioun kommen, da kënnt och en neit Arméisgesetz an och e Policegesetz, well do steet de Grand-Duc dran.

Dofir, mengen ech, wär et vläicht och net schlecht, dass, wann een an der Kommissioun ass, een déi Froen och géif do stellen a sech als Deputéierten och fir dat interesséieren, wat een heihinner ofstëmme kënnt.

Mee op dëser Plaz stëmme mer et of fir d'Staatsbeamten, déi alleguerten ënnert deem Statutt virgesi sinn. An do fale se net onbedéngt alleguerten drënner, well der nach spezifesch Sermenten hunn. Dat ass constutionnel den Ament och nach ëmmer méiglech, well et do keng Porte-à-faux-Situatioun gëtt mat der Constitutioun. Dat heescht, et ass en anere Vott, dee mer haut huelen, an ech si frou, dass mer deen och op déi Aart a Weis maachen.

Ech schwätzen haut och am Numm vun der Innenministesch, well dat hei och fir d'Gemengebeamten zielt.

An dofir merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht Marc Hansen. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech hunn dem Här Keup gutt nogelauschtert, ech mengen, e bësse besser wéi den Här Hansen, well den Här Keup huet just gesot, wéi et an der Vergaangenheet war. Hien huet gesot, datt esou vill Beamten, Gemengeconseilleren, Zaldoten a vill anerer am Laf vun eiser Geschicht op de Groussherzog vereedegt gi sinn an datt dowéinst, och aus där historescher Dimensioun ganz vill Leit sech mat deem Eed verbonne fillen.

Ech mengen, datt e Minister vun der Fonction publique och den Ënnerscheed misst maachen zwëschent engem Eed an enger Promesse solennelle, well wat d'Zaldote maachen, ass eng Promesse solennelle a keng Vereedegung, Här Minister. Och Dir kéint dat wëssen.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Sou, elo wëll ech just eppes soen: Éischtens sinn ech paff, dass den Här Kartheiser muss opstoen, fir hei den Här Keup ze verteidegen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | An da wëll ech Iech just eppes soen, Här Kartheiser: Wa mer schonn amgaang sinn, liesen ech Iech gär dat vir, wat am Policegesetz steet. Dat ass keng Promesse solennelle, well do steet nämlech: „le serment suivant", an da kënnt de Serment. Also ass et keng Promesse solennelle! An dat steet souwuel am Policegesetz wéi am Arméisgesetz. Do steet zweemol: „prêteront le serment suivant". Sou vill zu där Prezisioun, an ech wollt Iech déi nach eng Kéier maachen. A wann den Här Keup eppes ze soen huet, mengen ech, kann hien och selwer opstoen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President. Et gëtt en Ënnerscheed bei de Volontairë vun der Arméi, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… well d'Volontairë vun der Arméi maachen eng Promesse solennelle, Här Minister, an d'Kaderen an der Force publique, déi leeschten en Eed. Jo, do gëtt et Ënnerscheeder. An ech géif Iech bieden, och géintiwwer den Deputéierten ëmmer mat Respekt ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dorop dierf den Här Minister nach eng Kéier äntweren.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | An et gëtt och en Ënnerscheed zwëschent engem Volontaire de l'armée an engem Zaldot, Här Kartheiser.

Une voix | O mei, o mei.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Di Bartolomeo huet nach d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, mat deem Gesetz hei maache mer just genee dat selwecht, wat de Grand-Duc mécht. De Grand-Duc schwiert bei der Amtsaféierung op eis Verfassung. An ech mengen, dat ass gutt esou. An et ass och gutt esou, dass dat alleguer déi, déi vun der Verfassung gebonne sinn, d'selwecht maachen. Also gesinn ech hei näischt Dramatesches. Ech gesi just, dass dat enger moderner Staatsform gerecht gëtt, wou eist Grondgesetz dat Wichtegst ass, wat eis bënnt an zesummenhält.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo, fir déi zousätzlech Prezisioun. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8198. Den Text steet am Document parlementaire 8198[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8198 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei véier Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert,

MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7968 – Projet de loi portant modification :

1° du Code civil ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés

Mir kommen elo zum Projet de loi 7968 iwwert d'Notze vun digitalen Instrumenter a Prozesser am Gesellschaftsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: en Agréff an d'Gesellschaftsrecht; konkreet geet et ëm d'Digitalisatioun vum Notariat. Ech rapportéieren an där Hisiicht e weidert Gesetz, fir eis Justizdéngschter ze moderniséieren, wéi gesot, dës Kéier am Zesummespill mam Notariat.

De Projet 7968 ass de 15. Februar 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert ginn. De 16. Mäerz war en an der Jusitzkommissioun an de Rapporter gouf bestëmmt. An där Sitzung waren och Vertrieder vun der Notaireskummer fir en Échange de vues, dee ganz nëtzlech war, wou si eis hir Besoine gesot hunn a wou mer en Abléck kruten, wéi dat funktionéiere soll a wäert.

Den Avis vum Staatsrot krute mer de 7. Februar 2023 an d'Kommissioun huet sech den 8. Mäerz dermat befaasst. De 15. Mäerz hu mer dunn Amendements parlementaires vun der Justizkommissioun ugeholl an op den Instanzewee geschéckt. An de Staatsrot huet dunn och erëm ganz schnell de 7. Abrëll säin Avis complémentaire ginn. Mir hunn deen den 10. Mee an der Kommissioun analyséiert a konnte feststellen, dass de Staatsrot gréng Luucht ginn huet zum Projet. De 24. Mee hu mer eis nach eng Kéier kuerz mam Projet befaasst, soudass mer de Rapport déi lescht Woch, de 7. Juni, konnten unhuelen.

Ëm wat geet et? Ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2019/1151, déi d'Direktiv 2017/1132 ofännert, wou et ëm d'Benotze geet vun „outils et processus numériques" am Gesellschaftsrecht, a fir d'Digitalisatioun am Notariat anzeféieren.

Dës Direktiv ass ze gesinn am Kontext vun der Strategie vun der EU-Kommissioun fir en digitaliséierten EU-Bannemaart. Dëst Gesetz reit sech och an de Regierungsprogramm an, wou d'Digitalisatioun vum Notariat virgesinn ass.

Hei d'Objektiver vun der Direktiv: d'Schafen en ligne vu gewësse Gesellschaften, d'Immatrikulatioun en ligne vu Succursallen, den Dépôt en ligne vun Akten an Informatiounen iwwer Gesellschaften a Succursallen, e besseren Austausch duerch den Interconnex-System vun den Handels- a Gesellschaftsregësteren an e besseren Accès zu Informatiounen iwwert d'Gesellschaften an hir Succursallen.

Et geet net just drëms, dass mer en Akt online kënnen deposéieren, mee och, dass dës Akten op Distanz kënnen erstallt ginn.

De Gesetzesprojet gesäit deemno Follgendes vir: d'Schafe vun enger Base légale pour les actes authentiques sous format électronique. Hei ginn och d'Reegelen an d'Konditioune gekläert, déi musse respektéiert ginn. Am Code civil gëtt d'Notioun vum „Acte authentique" ageféiert. D'Schafe vun enger elektronescher Austauschplattform ënner a mat den Notairen. An deem Sënn gëtt d'Notariatsgesetz ugepasst, notamment wat dës Froen ugeet: d'Zertifikatioun vun den Ënnerschréften, eng Identifikatioun op Distanz, d'Erstelle vum Akt op Distanz, wou entweeder keng vun de Parteie present ass oder just déi eng oder déi aner.

Mee den Notaire kann da fräi entscheeden, wéi een Typ vun elektronescher Ënnerschréft hie verlaangt respektiv wéi eng Pièce hien zur Justifikatioun verlaangt, well hien nach ëmmer d'Verantwortung huet vum Akt, deen erstallt gëtt. Wann en Notaire nämlech de Verdacht huet, dass déi elektronesch Ënnerschréft kéint gefälscht oder usurpéiert sinn, da kann hien eng physesch Presenz verlaange vun där Partei oder allgemeng refuséieren, en elektroneschen Akt ze maachen. Dat ass also seng Verantwortung a säin Ermiessensspillraum.

D'Ënnerschréft vun den Akte muss an engem Format sinn, dat dem Règlement eIDAS entsprécht. All elektronesch Akte gi weider a Pabeierversioun, an dat ass och erëm interessant, archivéiert, mat der Mentioun „acte authentique électronique". An de Sigel an d'Ënnerschréft vum Notaire mussen drop sinn. Mir fueren hei also zweespuereg.

Wat ass déi elektronesch Austauschplattform vum Notariat a wéi ass se ze benotzen, déi elo mat Hëllef vum CTIE erstallt gëtt? Et geet drëms, en eenheetlecht an homogeent Format vun den Akten ze hunn. De Gebrauch vun dëser Plattform ass obligatoresch – obligatoresch! – fir d'Notairen an et ass en Austauschkanal mam Enregistrement, ënner anerem. Déi Plattform erméiglecht eeben den Notairen, geséchert Actes authentiques ze erstelle mat den elektroneschen Ënnerschréfte vun de Parteien. Iwwert déi Plattform kritt den Notaire och déi néideg Informatiounen, déi hie brauch, vun den ëffentlechen Organismen an Déngschter. An iwwert d'Plattform schéckt hien un déi selwecht Partner seng Informatioune mat den Ännerungen zréck.

E puer Wuert zu de kommerzielle Gesellschaften an dem RCS: D'Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert de Registre de commerce gëtt ugepasst. All Lëtzebuerger Succursall, an dat sinn der jett, kritt eng eegen Immatrikulatiounsnummer, an et geet hei ëm eng administrativ Moossnam, fir kënnen all Succursall eendeiteg ze identifizéieren. D'Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'Gesellschafte gëtt ugepasst am Sënn vun der Direktiv 2019/1151. SAen, SARLen an SCAen – Sociétés en commandite par actions – kënne konstituéiert ginn duerch en elektroneschen Akt, eeben ouni eng noutwendeg physesch Presenz. D'Chambre des Notaires bitt do och gratis Ënnerstëtzung mat Statuts types un, déi een einfach fir seng Besoinen upasse kann.

D'Avisen: Mir kruten Avisen, ausser deene vum Staatsrot, vun der Handwierkerkummer, zweemol vun der Handelskummer, dem Conseil de la concurrence, dem Bezierksgeriicht aus der Stad, der Cour supérieure de justice an zweemol och vun der Chambre des Notaires, déi den Dossier natierlech ganz intensiv suivéiert huet. Déi Avise waren all positiv, wat d'Zilsetzung vum Gesetz ugeet, an déi juristesch Remarken hunn erlaabt, et däitlech ze verbesseren an ëmsetzbar ze maachen. Merci dofir.

Domat sinn ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport. D'Detailer fannt Dir am schréftlechen. Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue an als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Zum Deel ass et en technesche Projet, awer e Projet, dee wichteg ass, well mer am Fong d'„Paperless Justice" och elo hei am Notariat aféieren, wou et eebe méiglech ass, d'Akten, an de Rapporter ass dorop agaangen, ënner Forme électronique kënnen ze maachen.

Ech wéilt awer drop hiweisen: Et gëtt eng wichteg Exceptioun, déi een net kann ënner Forme électronique maachen, wou een eng Kéier a sengem Liewen, jiddwereen eng Kéier a sengem Liewen, dermat konfrontéiert gëtt, dat ass d'Testament. D'Testament muss weiderhin op der Hand gemaach ginn oder beim Notaire getippt ginn.

Wa mer soen, datt an Zukunft Notairesakte kënne sous forme électronique gemaach ginn, wat heescht dat konkreet? Dat heescht konkreet, datt ech entweeder bei den Notaire ginn a mat menger Signature électronique ënnerschreiwen, esou wéi den Notaire och, oder datt ech mech eeben net méi brauch bei den Notaire ze deplacéieren an dat dann à distance muss kënne gemaach ginn.

Vu datt d'Notairen, wéi vill aner Beruffer, sensibel Date geréieren, ass et och ganz wichteg, datt eng elektronesch Plattform kreéiert gëtt, déi securiséiert ass, well den Notaire muss sech jo mat de Verwaltunge wéi Enregistrement, Kadaster an esou virun kënnen austauschen, fir un déi néideg Informatiounen ze kommen, fir zum Beispill e Kafakt kënne virzebereeden.

Da wéilt ech och nach drop hiweisen, an et ass schued, datt dat héchstwarscheinlech dann an dëser Legislaturperiod net méi hei zum Vott kënnt: Mir brauche méi e modernt Notairesgesetz, wou méi Notairesplazen am Land kreéiert ginn! Mir sinn

nach ëmmer bei der Zuel, soen ech, praktesch vum Mëttelalter, obwuel eis Populatioun wiisst. D'Notairë brauchen och nei Forme vun Associatiounen, e bëssen esou, wéi dat bei den Affekoten ass. A mir bedaueren, datt bei dësem Punkt d'Regierung net virukënnt.

Mee zu dësem Projet de loi gëtt d'CSV-Fraktioun hiren Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An dann ass et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir d'alleréischt dem Rapporter, dem Charles Margue, e grousse Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Punkte sinn alleguer ugeschnidde ginn, mee ech wollt awer zu deem engen oder aneren nach Bemierkunge maachen.

Mam Projet de loi, deen haut virläit, gëtt, wéi mer schonn héieren hunn, d'Direktiv vum Europaparlament a vum -rot vum 20. Juni 2019 iwwert den Asaz vun digitalen Outilen a Prozesser am Gesellschaftsrecht an iwwert d'Digitaliséierung vum Notariat transposéiert. Esou sollen zum Beispill verschidde Kategorië vu Gesellschaften iwwert den digitale Wee konstituéiert ginn, si sollen hir Succursallen immatrikuléieren, Akten oder Informatiounen deposéiere kënnen.

Mir maachen heimat e wichtege Schratt Richtung Moderniséierung vum Notariat, andeem mir et den Notairen erméiglechen, fir aus den haitegen technologesche Méiglechkeete vollen Notzen ze zéien.

D'Ëmsetzung vum Gesetz ass natierlech och vu groussem Notze fir d'Clientë vun den Notairesetüden. Domat gëtt d'Attraktivitéit vun der Plaz gefërdert an et huet zudeem d'Potenzial, eis e Virsprong ze gi par rapport zu der Konkurrenz.

D'DP begréisst, dass mir mat dësem Gesetz méi wäit ginn, wéi d'EU-Direktiv et eigentlech virgesäit. Eigentlech soe mer ëmmer: „la directive, rien que la directive!" Mee hei ass et éischter e positive Schrëtt, dee mir maachen, andeems net nëmme bei den SARL-en, mee och bei weideren Typpe vu Gesellschaften, wéi zum Beispill der Société en commandite simple oder enger Société civile, d'Méiglechkeet vun enger Constitution en ligne gebuede gëtt. Geneesou ass dat neit Gesetz manner restriktiv wéi d'EU-Direktiv, wann et ëm d'Handhabe vun den Notairesakten op elektronesch Aart a Weis geet.

Positiv ass och, dass dat neit Gesetz net nëmme fuerdert, datt d'Actes authentiques fir d'Grënnung vu Societéiten, déi dem Gesetz ënnerleien, elektronesch getätegt kënne ginn, mee och, datt dëst à distance méiglech ass, also ouni physesch Presenz virum Notaire, dat, a mir hunn et héieren, awer nëmmen ënner bestëmmte Bedingungen.

Des Weidere si mir frou, dass mat deem Gesetz de grenziwerschreidenden Zougang zu Informatiounen iwwer Gesellschaften a Succursallen an der Europäescher Unioun erliichtert gëtt an den Austausch vun Informatiounen tëschent de Commerceregëstere vun de Memberstaate verbessert gëtt via den Interconnexiounssystem BRIS.

D'DP-Fraktioun begréisst d'Moderniséierung vun der Gesetzgeebung an d'Adaptatioun un déi aktuell Gegeebenheeten. Ech schléissen dann of a ginn heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop soen ech dem Rapporter Charles Margue Merci fir säi gudden detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport.

Et ass e puermol ugeklongen, mir transposéieren hei eng Direktiv a schafen, wéi gesot, dann de legale Kader, deen awer och schonn d'Regierungsparteien an hirem Koalitiounsaccord 2018 festgehalen haten. Also ass et scho säit enger ganzer Rei Joren ugeduecht, d'Notariat hei zu Lëtzebuerg substanziell ze moderniséieren, an deem droe mer haut och deementspriechend Rechnung an huelen am Fong d'Notariat an déi digital Ära mat eran. An ech mengen, dat dréit sécherlech zum Fortschrëtt, zum technologesche Fortschrëtt, bäi, souwuel fir d'Notairë wéi natierlech och fir hiert Personal, hir Clercen.

Natierlech wësse mer, datt hei e Kader geschafe gëtt, deen och eng juristesch Sécherheet muss mat sech bréngen, fir dass déi net a Gefor gesat gëtt, d'Akten, déi effektiv dresséiert ginn iwwert d'Transkriptioun vun dëser Direktiv. A mir hunn et jo héieren, do gi mer e bësse méi wäit. Et gëtt deem natierlech och Rechnung gedroen.

Déi elektronesch Austauschplattform, ech mengen, hei gëtt alleguer den Acteuren d'Méiglechkeet geschaaft, fir iwwert déi ze transitéieren. Mee am Allgemenge kann een d'Digitalisatioun och als wichtege Schratt fir eis Gesellschaft gesinn, fir eng méi modern a benotzerfrëndlech Gesellschaft. Souwuel elo am administrative wéi am juristesche Beräich, mengen ech, ass dat heiten eng Approche, déi eng ganz Rei Virdeeler mat sech bréngt. Mee duerch déi Plattform, déi geschafe gëtt, kann natierlech den Notaire awer och weider Rotschléi ginn an natierlech och traditionell duerch de Prozess begleeden. An ech mengen, dass dat och grad bei dësem Novum net onwichteg ass vis-à-vis vun de Clienten.

Et gëtt also op eng alternativ a modern Léisung gesat an déi gëtt och ugebueden. Awer natierlech ass den Deplacement an den Notairesbüro nach ëmmer méiglech, dat soll een awer och hei deementspriechend soen. Wann een hei also nach ëmmer traditionell den Akt wëllt ënnerschreiwen, kann een dat och maachen, nieft der Digitalisatioun. Mee virop ginn, mengen ech, hei am Fong méi einfach, effikass a schnell Methode geschaaft. An dat reit sech jo och an an déi ganz Efforte vun der Paperless Justice.

Wann een de Projet de loi 7968 kuckt, wou och probéiert gëtt, de Code civil ze moderniséieren, wou een och eng Lag wäert schafen a puncto Digitalisatioun, mengen ech, ass dat e weideren Aspekt, deen hei a Betruecht ze huelen ass. A vun deem Standpunkt aus kann ech vun dëser Plaz aus och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Och fir d'éischt emol dem Här Margue e grousse Merci. Et ass sielen, et gëtt vläicht an den nächste Méint ëmmer nach méi sielen, datt mer kënnen engem grénge Kolleeg Recht ginn. Dat maache mer haut ganz gär. An ech soen Iech villmools Merci fir deen interessante Rapport.

Net nëmmen Dir, mee och eng Rei vun anere Kolleegen hu mat engem héije Grad vun Eruditioun iwwert déi nei Méiglechkeete geschwat. Heiansdo ass et gutt, wann een um Dag X net dat vergësst, wat een um X – 1 gesot huet. Gëschter hu mer hei all iwwer d'Vir- an Nodeeler vun der Digitaliséierung geschwat. Och den Här Dan Biancalana huet dat e bëssen en ellipse elo matdiskutéiert, datt mer ëmmer nach d'Bedeitung vum analogen, klassesche Wee musse mat am A behalen an datt mer keng Méiglechkeeten an där Hisiicht zoumaachen. Dat maache mer mat dësem Gesetz net, dofir droe mir dat als ADR och ganz gär mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, merci dem Charles Margue. Alles, wat zu méi Digitaliséierung féiert, gefält eis Piraten, dofir droe mer dat hei och mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci Iech alleguerte fir déi breet Zoustëmmung, merci natierlech dem Charles Margue fir säi ganz ausféierleche Rapport. Hien huet alleguerten d'Detailer hei vun deem Projet gutt duergeluecht, soudass ech dat net nach eemol brauch ze maachen.

Dat hei ass effektiv eng Vereinfachung, souwuel fir d'Notairë wéi och fir d'Bierger, déi awer encadréiert ass, wou et Ausname gëtt, ech mengen, dat ass och ugeklongen, well déi natierlech och wichteg sinn a wou et wierklech drëms geet, jiddwerengem d'Liewe méi einfach ze maachen.

Ech wollt och nach bemierken, dass d'Chambre des Notaires och Modeller vu Statute wäert gratis zur Verfügung stellen, fir eeben d'Gesellschaften nach besser bei der Grënnung ze ënnerstëtzen.

Dann ass och ugeklonge beim Här Gloden d'Fro vun der Reform vum Notariat. Dir wësst dat, et ass e Projet de loi, deen op den Instanzewee geschéckt ginn ass viru fënnef Joer, dee vum Staatsrot extreem negativ aviséiert gi war, wouropshin ech och Diskussiounen opgeholl hat mat der Chambre des Notaires. Du koum d'Pandemie dertëschent, déi eis do wierklech ausgebremst huet. Ech hunn duerno d'Diskussiounen erëm opgeholl, mee ech muss Iech soen, dass ech bis elo net op e gréngen Zweig komm si mat der Chambre des Notaires.

Dir hutt elo gesot, mir sollten et esou maache wéi bei den Affekoten. Ech sinn och do ganz mat Iech d'accord. Dat ass awer op alle Fall net déi lescht Positioun, déi ech vun der Chambre des Notaires an eiser Reuniioune mat op de Wee krut, well si sech wuel eng Associatioun kéinte virstellen, awer ënner ganz restriktive Konditiounen, an ech awer do e bëssen e Problem domadder hätt, wann elo d'Notairen zum Beispill selwer géifen decidéieren, wéi e Candidat notaire da kéint Notaire ginn, andeems e sech da mat engem besteeënden Notaire associéiert. Dofir si mer op deem Punkt à ce stade net weiderkomm.

Da wësst Der och, wat elo d'Zuel ubelaangt vun den Notairen, dass mer am Moment an enger schwiereger Phas sinn, wat de ganze Bausecteur ugeet, wat natierlech och eng Repercussioun op d'Notairesakten huet, eppes, wat d'Notairen och wierklech spieren. Mir hu schonn eng Analys gemaach, och am Echange mat den Notairen, wou kéinten Notairesposte bäigesat ginn. Si hunn awer extreem Reserven, dat elo grad dës Zäit ze maachen.

Dofir muss och net d'Gesetz geännert ginn, dat kann iwwer e Règlement grand-ducal geännert ginn. De

Règlement grand-ducal ass och prett. Soubal d'Situatioun sech e bësse calméiert huet, kann deen och op den Instanzewee goen, dass nach dräi Notairë bäikéimen, awer mat allkéiers engem Delai, enger Period eeben tëschent deenen neie Kreatiounen, fir dass d'Leit sech kënnen aliewen.

Mee wann Dir mat den Notairë schwätzt – Dir kennt der jo och, Här Gloden –, dann héiert Der warscheinlech, dass d'Situatioun do am Moment vläicht net esou ass, dass ee soll en neien Notaire, dee jo dann an eng Etüd kënnt, déi nach guer net besteet, wou een alles muss vun null opbauen, op de Marché schécken. Dofir hu mer dat à ce stade „on hold" gehalen. Mee dat ass awer prett a kann dann, wann d'Situatioun sech e bësse stabiliséiert huet oder erëm e bësse méi positiv ass, och op den Instanzewee goen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7968. Den Text steet am Document parlementaire 7968[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7968 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8174 – Projet de loi portant

1° transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve ;

2° transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation ;

3° modification du Code de procédure pénale ;

4° modification du Nouveau Code de procédure civile ;

5° modification de la loi du 22 juin 2022 portant sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués

De leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 8174, d'Ëmsetzung vun zwou Décision-cadren iwwert d'géigesäiteg Unerkennung vun Decisiounen a puncto Afréieren a Konfiskatioun vu Verméigen.

D'Justizkommissioun huet mam Accord unanime vun der Conférence des Présidents decidéiert, den Artikel 73 vum Chambersreglement ze applizéieren an iwwert de Projet ouni Rapport an ouni Debatt ofzestëmmen. Well keen Deputéierte bis virun der Sitzung eng Oppositioun formuléiert huet, esou wéi et am Artikel 73 (6) vun eisem Reglement virgesinn ass, kënne mer deemno direkt zum Vott vun dësem Projet de loi kommen.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8174. Den Text steet am Document parlementaire 8174[0].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8174 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen zu dem Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 27., 28. an 29. Juni virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.01 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Mammographes	7582	Mars Di Bartolomeo	84
Situation des bénévoles assurant le service ambulancier	7628	Marc Hansen, Jessie Thill	84
Participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques 2024	7629	Stéphanie Empain, Josée Lorsché	85
Pénurie de personnel dans le secteur de la santé	7634	Mars Di Bartolomeo	85
Contournement des sanctions contre la Russie	7635	Sven Clement	86
Règlement européen sur les cryptomonnaies (MiCA)	7638	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	86
Taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables	7641	François Benoy	86
Intelligence artificielle	7646	Marc Spautz, Diane Adehm	87
Impact du changement climatique sur l'agriculture	7649	André Bauler	88
Horaire de la ligne RGTR 134	7654	André Bauler	89
Participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques 2024	7655	Nancy Arendt épouse Kemp	89
Directive concernant des nouvelles techniques génétiques	7657	Mars Di Bartolomeo	89
Fonctionnement des commissions des loyers intercommunales	7658	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	90
Livraisons d'armes à l'Ukraine	7660	Nathalie Oberweis	90
Simplification administrative	7661	Yves Cruchten	91
Taux de suivi selon le type de cancer	7662	Mars Di Bartolomeo	93
Imposition des cryptomonnaies	7663	Laurent Mosar	94
Accessibilité des numéros d'urgence 112 et 113 depuis l'étranger	7667	Léon Gloden, Max Hengel	94
Fermeture partielle du CR359	7670	André Bauler	95
Formation des futurs policiers	7676	Dan Biancalana	95
Politique européenne d'immigration	7685	Mars Di Bartolomeo	95
Porte-à-porte électoral	7690	Sven Clement	96
Lignes de bus desservant les zones industrielles	7691	Carlo Weber, Dan Biancalana	96
Prêt à taux zéro pour couvrir les coûts de réparation du sinistre	7702	Diane Adehm	96
Attaques de « phishing »	7703	Roy Reding	97
Tarifs de rachat du biogaz	7704	Martine Hansen, Léon Gloden, Max Hengel	97
Résiliation d'une convention dans le cadre du Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool	7705	Marc Hansen, Josée Lorsché	97
Règlement communal concernant les voies étatiques	8284 urgente	Sven Clement, Marc Goergen	98
Vote dans le cadre du « Chat Control »	8287 urgente	Sven Clement	99
Panneaux d'affichage électoraux mis à disposition par les administrations communales	8313 urgente	Jeff Engelen	99

Mammographes | Question **7582** (10/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Fédération des hôpitaux du Luxembourg (FHL) vient de publier dans la presse un appel d'offres concernant l'achat de mammographes numériques de dernière génération. Il s'agit d'une démarche commune, réalisée par la FHL pour les quatre centres hospitaliers du pays, à savoir le Centre Hospitalier Émile Mayrisch, le Centre hospitalier de Luxembourg, les Hôpitaux Robert Schuman et le Centre Hospitalier du Nord.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Combien de mammographes est-il prévu d'acquérir dans le cadre de cet appel d'offres ?

– Dans quelle mesure ces appareils sont-ils destinés à remplacer des appareils existants respectivement est-il prévu d'augmenter le nombre d'appareils disponibles ?

– Quels sont les avantages de ces appareils de dernière génération par rapport à ceux qui sont en service actuellement ?

– Dans quelle mesure ces mammographes numériques permettront-ils de réduire les délais d'attente pour réaliser une mammographie ? Est-il prévu d'étendre les plages d'horaire pour réaliser ce type d'examens ?

– Quelles sont les raisons pour lesquelles une extension des plages horaires pour les équipements tels que les IRM et les mammographes n'a pas été réalisée ?

Réponse (13/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Huit appareils de mammographie pourront être acquis auprès de la société General Electric Health Care, suite au résultat d'un marché public clôturé le 8 mai 2023. Ceci permettra de remplacer les sept appareils existants et d'augmenter le nombre d'appareils à deux pour le Centre Hospitalier du Nord qui n'en dispose que d'un seul actuellement. Une formation à l'utilisation du nouvel équipement pour le personnel médical et technique est prévue en septembre. La Commission permanente des hôpitaux (CPH) avisera fin juin 2023 les demandes de modification des services hospitaliers nécessaires afin d'installer les équipements. Dépendant d'éventuelles modifications de locaux nécessaires, l'installation des nouveaux équipements pourra se faire plus ou moins rapidement dans les mois à venir. Il est estimé que tous les nouveaux appareils seront installés et fonctionnels pour la fin de l'année au plus tard.

Les appareils nouvellement acquis permettront la réalisation de clichés de tomosynthèse, c'est-à-dire une analyse des seins se rapprochant du 3-D. Ceci permettra notamment :

– d'améliorer par une procédure technique supplémentaire la probabilité de détection des cancers dans certaines circonstances (pour les mammographies d'interprétation difficile),

– d'améliorer la précision du diagnostic (différence mieux appréciable entre les images bénignes et les images suspectes pour mammographies d'interprétation difficile).

Chaque centre hospitalier disposera dorénavant sur l'un des deux appareils l'équipement qui permettra de réaliser des biopsies stéréotaxiques, celles-ci étant actuellement uniquement réalisables sur l'équipement national « prone table ». En cas de lésion nécessitant un prélèvement sous stéréotaxie, l'ensemble du bilan pourra être réalisé sur site décentralisé par centre hospitalier. Ceci diminuera les délais de rendez-vous pour l'équipement « prone table » qui pourra ainsi être réservé en fonction des spécificités des patientes et sur demande des radiologues.

À l'instar des appareils IRM (Imagerie par résonnance magnétique), les plages horaires de fonctionnement des équipements de mammographie peuvent potentiellement être adaptées, ceci est cependant indépendant du type d'appareils et dépend largement de la disponibilité des assistants techniques médicaux (ATM) et des radiologues. Ce point, notamment l'ouverture des plages le samedi, est en discussion entre toutes les parties prenantes, en l'occurrence les hôpitaux, les représentants des spécialités médicales impliquées, la Caisse nationale de santé ainsi que le Ministère de la Santé et la Direction de la santé.

Situation des bénévoles assurant le service ambulancier | Question **7628** (21/02/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Un des objectifs du Plan national d'organisation des secours (PNOS), défini dans la loi modifiée du 27 mars 2018, est de garantir à la population une arrivée des secours en moins de 15 minutes pour au moins 90 % des opérations de secours aux personnes, d'incendie et de sauvetage. En ce qui concerne les interventions

en ambulance, ceci impliquera donc une amélioration d'au moins 12 points de pourcentage par rapport à la situation de base (pré-PNOS), où seuls 78 % des interventions remplissaient l'objectif des 15 minutes.

Actuellement, le « Service ambulancier » souffrirait de sous-effectifs dans certains centres. Selon nos informations, le nombre de bénévoles présent.e.s ne suffirait parfois qu'à assurer l'opérationnalité de la moitié des ambulances disponibles dans un centre donné, tel que par exemple dans la région de Pétange et de Differdange. Des ambulanciers bénévoles se soucieraient de plus en plus d'une situation anxiogène où il faudrait choisir entre deux interventions parallèles en raison du manque de personnel permettant d'envoyer également la seconde ambulance.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Combien d'ambulances opérationnelles sont disponibles dans les différents centres d'intervention du pays et combien d'équipes assurent quotidiennement le service ambulancier à travers le pays ?

2) Quels facteurs expliquent le cas échéant la différence entre le nombre d'ambulances et le nombre d'équipes ?

3) Quel est le degré d'opérabilité du service ambulancier pour chacun des CIS concernés ?

4) Combien de personnes ont suivi la formation « SAP1 » (participer au service ambulance comme stagiaire) et la formation « SAP2 » (ambulancier) respectivement en 2019, 2020, 2021 et 2022 ?

5) Quelles mesures est-ce que Madame la Ministre entend prendre pour recruter davantage de personnes – aussi bien des professionnels que des bénévoles – en vue de garantir et d'améliorer le service ambulancier ?

Réponse (28/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Étant donné que les chiffres demandés par les députés peuvent fortement varier, voire quotidiennement, il n'est pas possible de donner une réponse précise à toutes les questions qui relèvent d'ailleurs de la conduite opérationnelle du CGDIS et non de la compétence du Ministère de l'Intérieur.

Néanmoins, je tiens à vous informer que la mise en œuvre du Plan national d'organisation des secours (PNOS) implique un potentiel opérationnel journalier pour les ambulances qui varie entre 30 et 37 véhicules.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

L'annexe II du PNOS décrit l'état des lieux capacitaire et opérationnel des différents centres d'incendie et de secours.

Il ressort encore du PNOS que 17 centres d'incendie et de secours (CIS) effectuent plus de 3 opérations de secours par jour (tableau 3.2.1.2-1, p. 182-183). Les chiffres actualisés donnent la situation suivante pour l'année 2023 (situation au 20 mars) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Concernant la formation, les rapports d'activité du CGDIS révèlent les chiffres suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le Ministère de l'Intérieur poursuivra résolument son engagement pour permettre au CGDIS la réalisation des objectifs fixés dans le PNOS qui prévoit notamment le recrutement de pompiers volontaires et professionnels supplémentaires.

Participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques 2024 | Question **7629** (21/02/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

Suite à la guerre d'agression illégale, non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine depuis le 24 février 2022, la participation des athlètes russes et biélorusses à de nombreux événements sportifs a été interdite. Toutefois, le Comité international olympique (CIO) envisage désormais d'autoriser une participation russe et biélorusse aux Jeux olympiques d'été de 2024. Jusqu'à présent, ce projet a suscité une forte opposition de la part de nombreux pays et les autorités ukrainiennes affirment vouloir boycotter les jeux d'été en cas de participation russe.

Dans une résolution du 15 février 2023, le Parlement européen condamne cette récente décision du CIO d'autoriser les athlètes russes et biélorusses à participer sous drapeau neutre aux qualifications pour les Jeux olympiques de Paris de 2024 et invite les États membres et la communauté internationale à faire pression sur le CIO pour qu'il renonce à cette décision et adopte une position similaire pour tout autre événement sportif, culturel ou scientifique.

Le Grand-Duché du Luxembourg étant représenté au sein du IOC, je vous prie, Messieurs les Ministres des Sports et des Affaires étrangères et européennes, de nous faire part des renseignements suivants :

– Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir davantage d'informations sur le positionnement du Gouvernement luxembourgeois concernant le sujet susmentionné ?

Réponse (24/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Il convient de rappeler tout d'abord que les membres du CIO sont des personnes physiques. Ce sont les représentants du CIO dans leurs pays respectifs et non les délégués de leur pays au sein du CIO, comme le stipule la Charte olympique : « Les membres du CIO représentent et soutiennent les intérêts du CIO et du Mouvement olympique dans leur pays et dans les organisations du Mouvement olympique au service desquelles ils se trouvent. » (Charte olympique 2004, Règle 16.1.4, p. 28)

Le Luxembourg s'est associé à la position commune du groupe collectif de nations (signataires sont les ministres des sports de 35 pays différents), qui s'est réuni le vendredi 10 février 2023. Ce groupe collectif des nations a estimé qu'étant donné qu'il n'y a pas eu de changement dans la situation concernant l'agression russe contre l'Ukraine, et dans un impératif d'équité et de solidarité envers les athlètes ukrainiens dont les installations ont été détruites et qui ont dû quitter leur pays, il n'y a aucune raison pratique de s'éloigner du régime d'exclusion des athlètes russes et biélorusses fixé par le CIO dans sa déclaration du 28 février 2022. Il a été également noté que, par ses choix, ses actions et son agression militaire contre un État souverain et indépendant, la Russie a rompu la trêve olympique, soutenue en permanence par l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1993.

Quant à l'option d'autoriser les athlètes russes et biélorusses à concourir en tant que personnes « neutres », sous réserve qu'ils ne représentent clairement pas leur État, le groupe collectif des nations estime que le manque de clarté et de détails concrets sur un modèle de « neutralité » réalisable s'oppose à une telle proposition.

Pénurie de personnel dans le secteur de la santé | Question **7634** (21/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Spéitstens säit dem Rapport „Lair" vun 2019 besteet keen Zweiwel méi, datt Lëtzebuerg e Manktem u Fleegepersonal huet. Dofir ass et wichteg, jonk Leit, déi motivéiert sinn, fir dës Beruffer ze ergräifen, aktiv ze begleeden an op Ursaachen anzewierken, déi zum Ausscheeden aus hirer Ausbildung féieren.

Ech géif an deem Sënn gäre vum Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend souwéi fir Héichschoul wëssen:

1. Wéi vill jonk Leit hunn an deene leschte 5 Joer eng Formatioun am Beräich vun der Fleeg – wéi Aide-soignant, Infirmier oder Infirmier spécialisé – ugefaangen? Wéi vill hunn d'Formatioun ofgeschloss?

2. Wéi vill Leit kruten d'lescht Joer een Noexamen?

3. Wéi vill Leit hunn d'lescht Joer den Exame respektiv den Noexamen net gepackt?

4. Wéi vill Zäit vergeet generell tëschent dem Verschécke vun de Resultater an den Noexamen?

5. Wéi vill Leit sinn opgrond vun ongenügende Leeschtungen an de Sproochen ausgescheet?

6. A wéi enge Formatioune gëtt et déi gréisste Mësserfollegsquot?

7. Wat ass ënnerholl ginn, fir Kandidaten, déi aus dësen Ausbildungsweeër ausgescheet sinn, ze recuperéieren?

Réponse (22/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech erlabe mir, fir d'éischt op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4557 vun den honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo a Francine Closener ze verweisen, an där och schonn eng Rei vun Informatiounen iwwer d'Evolutioun vun den Aschreiwungen an d'Erfollegsquoten an deene verschiddene Formatiounen am Gesondheetsberäich, wéi se vum Lycée technique pour professions de santé (LTPS) ugebuede ginn, zesummegedroe goufen.

ad 1. Den Tableau hei drënner gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel u Schüler a Studenten, déi sech an de leschte fënnef Joer fir d'éischt an enger Formatioun am Beräich vun der Fleeg ageschriwwen hunn, sief et um Niveau vun der Formation professionnelle, um Niveau vum Enseignement secondaire général oder um Niveau vum BTS (brevet de technicien supérieur):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Den Tableau hei drënner gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel un Diplomer, déi an de leschte fënnef Joer an deene verschiddene Formatiounen ausgestallt goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. an 3. D'Formatioun vun den Aide-soignanten ass no engem modulairë System op Basis vu Kompetenzen organiséiert. Hei si keng Noexame virgesinn. Schüler musse 75 % vun de Modülle packen, fir ze avancéieren.

Och um Niveau vun de BTS-Formatiounen existéiert d'Notioun vum „Noexamen" net. Et handelt sech ëm Héichschoulformatiounen, déi ebenfalls nom modulairë System funktionéieren. Dat heescht konkreet, datt, wann e Student an engem Cours eng

ongenügend final Nott kritt, déi innerhalb vum concernéierte Modüll net ka kompenséiert ginn, hie sech an den 18 Méint dono weiderhi kann den Epreuven an deem Cours stellen, fir esou seng Nott ze verbesseren. Um Enn vun deem Delai ass et déi lescht final Nott, déi de Student krut, déi definitiv zielt. Et sief nach bemierkt, datt nom Delai vun den 18 Méint d'Studente souguer eng Reinscriptioun an de Programm kënnen ufroen.

Wat dann d'Formatioun vum Infirmier am Enseignement secondaire général betrëfft, sou waren zum Schluss vum leschte Schouljoer nach 173 Schüler op der 2GSI ageschriwwen; 39 Schüler haten Noexamen, dovunner 3 Noexamen am Däitschen, 6 am Franséischen, 2 am Engleschen.

Am leschte Schouljoer waren 152 Kandidate fir de Premièresexamen ageschriwwen. Vun dëse Kandidaten hunn der 78 den Examen direkt gepackt, 45 haten en Noexamen; 24 hunn dëse gepackt. Insgesamt hunn also 50 Kandidaten den Examen net gepackt. An de Sprooche gouf et 12 Noexamen, 3 am Däitschen, 2 am Franséischen, woubäi 1 fakultativ war, a 7 am Engleschen, woubäi der 3 fakultativ waren.

ad 4. Allgemeng ginn d'Schüler direkt no de Conseils de classe Mëtt Juli per Courrier postal iwwert hir schoulesch Resultater informéiert. Op dësem Wee gi si dann och gewuer, ob si en Noexamen hunn. Op der 1re kréien d'Schüler hiert Resultat Enn Juni iwwert en elektronesche Moyen, de sougenannten Eduboard, matgedeelt. D'Noexame fannen ab dem 15. September statt, soudatt d'Schüler eppes méi wéi zwee Méint Zäit hunn, fir sech drop ze preparéieren.

Op de BTS-Klasse kréien d'Studente spéitstens zwee Deeg nom Jury des examens hir Resultater per Post matgedeelt.

ad 5. Ech verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 3. An de BTS-Formatioune sti keng Sproochecoursen um Programm.

ad 6. Op der 2GSI louch den Taux d'échec bei 30,1 %, op der 1GSI bei 32,9 %.

Um Niveau vun de BTS-Formatioune kënnen opgrond vum uewe beschriwwene modulairë System, verbonne mat der Méiglechkeet vun enger Reinscriptioun vum Student, ouni deen néidege Recul keng wierklech probant Mësserfollegsquoten ermëttelt ginn.

ad 7. Schüler, déi aus dësen Ausbildungsweeër ausgescheet sinn, an dëst aus ville verschiddenen Ursaachen, déi net nëmme mat de Resultater zesummenhänken, gi vun de Membere vum SePAS vum LTPS begleet, déi dem Schüler mat Berodung zur Säit stinn, fir seng weider schoulesch Carrière ze plangen.

Den LTPS bitt Passerellen un tëscht den Ausbildunge vum Infirmier an dem Aide-soignant oder dem Assistant en pharmacie. Vun dëse Passerellen, déi iweregens och an déi aner Richtung funktionéieren, profitéieren all Joer eng ganz Rei vu Schüler.

Ze bemierken ass och nach, datt d'Schüler sech heiansdo a schwierege perséinleche Situatiounen erëmfannen, an deenen den LTPS hinne proposéiert, ee Joer ze pausen, an duerno d'Ausbildung erëm unzefänken, sief et an der Formation initiale oder am Apprentissage adulte.

Contournement des sanctions contre la Russie | Question **7635** (21/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Een Artikel op der Website correctiv.org bericht, dass eng zu Lëtzebuerg usässeg Firma matgewierkt huet, fir medial Inhalter vum verbuedene russesche Sender Russia Today ze verbreeden. D'Verbreede vun Informatioune vum Sender Russia Today ass duerch d'Sanktioune vun der Europäescher Unioun zënter Mäerz 2022 verbueden.

Am Artikel heescht et konkreet:

Da Gcore in Luxemburg sitzt, sind dort die Behörden zuständig. Allgemein ist die Sache klar: Auch eine Firma, die Server für die schnellere Verbreitung bietet, dürfte Russia Today nicht helfen, heißt es vom luxemburgischen Staatsministerium. „Von den aktuellen EU-Sanktionen sind sie ebenfalls betroffen. So wie es bei Hosting-Diensten oder Broadcast-Diensten der Fall ist, dürfen auch CDN's die Verbreitung solcher Inhalte weder ermöglichen noch in irgendeiner Art und Weise unterstützen." Die Strafe liege bei einem Verstoß bei bis zu 5 Jahren Haft oder 250.000 Euro Bußgeld. Allerdings: Im Falle von Reitenbach und seiner Firma Gcore ist bis heute nichts passiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Kann de Staatsminister den zitéierte Wuertlaut vun der Äntwert vum Ministère souwéi d'Veracitéit vun den Informatiounen aus dem Artikel konfirméieren?

2. Huet de Premierminister, am Wësse vun dësen Informatiounen, spéitstens no der Prise de contact vun de Journalisten, eng Denonciatioun beim Parquet gemaach?
Wa jo, op Basis vu wéi engem Gesetzesartikel?
Wann nee, firwat net?

Réponse (21/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

De Sujet ass schonn an enger anerer parlamentarescher Fro beäntwert ginn, mir bieden den honorabelen Deputéierten sech op d'parlamentaresch Fro N° 7623 ze referéieren.

Règlement européen sur les cryptomonnaies (MiCA) | Question **7638** (21/02/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'adoption définitive du règlement européen sur les cryptomonnaies (MiCA) par le Parlement européen vient d'être reportée une nouvelle fois. Or, depuis la faillite de FTX, troisième plus importante plateforme d'échange de monnaies virtuelles au monde, cette réglementation est plus importante que jamais. Son but est d'harmoniser les législations nationales dans l'UE et de renforcer la protection des consommateurs.

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances :

– Comment notre pays se prépare-t-il à cette réglementation ?

– Quels en sont les éléments clés ?

– Quelle est l'importance des cryptomonnaies au Luxembourg ?

– Quel est l'impact énergétique de cette technologie ?

– Le Gouvernement envisage-t-il une campagne d'information et de sensibilisation surtout auprès des jeunes sur les risques de ce type d'investissements hautement spéculatif ?

Réponse (21/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Le règlement sur les marchés de crypto-actifs (Regulation on Markets in Crypto Assets ou MiCA), auquel les honorables Députés font référence, sera adopté formellement après la mise au point, y compris la traduction, par les juristes-linguistes du texte approuvé par le Conseil et le Parlement européen. Cette procédure est en cours de finalisation.

Le règlement MiCA fournira un cadre légal spécifique pour la réglementation et la surveillance des émetteurs et des prestataires de services de crypto-actifs en vue de protéger les investisseurs particuliers et de préserver la stabilité du secteur financier. Son champ d'application couvrira les crypto-actifs qui ne sont pas régis par des actes législatifs de l'Union européenne relatifs aux services financiers. Le Luxembourg salue le règlement MiCA dans la négociation duquel il a largement contribué, et veille à assurer sa mise en œuvre rapide au niveau national. En raison du caractère transfrontalier des échanges de crypto-actifs, le Luxembourg a encouragé la mise en place d'une réglementation harmonisée à l'échelle de l'UE qui favorisera l'innovation, tout en assurant un niveau élevé de protection des investisseurs particuliers.

Dans l'attente de telles règles européennes, le Luxembourg a fait office de pionnier dans la surveillance de plateformes de négociation de crypto-actifs en application du cadre légal existant relatif aux services financiers. Au plan législatif, une importance toute particulière a été accordée à la technologie sous-jacente aux crypto-actifs, à savoir la technologie des registres distribués (Distributed Ledger Technology ou DLT).

La consommation d'énergie de la technologie des chaînes de bloc utilisée dans le cadre de l'émission de crypto-actifs dépend principalement du protocole de consensus choisi. Le moyen utilisé pour produire cette énergie est à son tour déterminant pour évaluer l'impact environnemental de la technologie appliquée.

Le Luxembourg salue à cet égard que le règlement MiCA prescrit aux émetteurs de crypto-actifs de déclarer des informations concernant leur empreinte environnementale et à la Commission européenne de fournir un rapport circonstancié sur les répercussions climatiques des crypto-actifs dans un délai de deux ans.

Aucune personne établie au Luxembourg ou fournissant des services au Luxembourg ne peut prester des services d'actifs virtuels sans être enregistrée auprès de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

La CSSF met également les investisseurs particuliers régulièrement en garde contre les risques potentiels liés aux cryptomonnaies moyennant la publication d'avertissements publics. Par ailleurs, il importe de préparer les jeunes à l'environnement financier de plus en plus complexe. Dans le cadre de la mise à jour de la stratégie nationale en matière d'éducation financière, il est examiné dans quelle mesure un accent particulier pourra être mis sur les différents aspects de la finance numérique, dont les crypto-actifs, et les risques y liés.

Taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables | Question **7641** (21/02/2023) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Le Gouvernement a introduit un taux réduit au niveau de la taxe d'abonnement pour les fonds qui investissent dans des activités durables. Plus précisément, il s'agit des activités désignées comme étant durables par la taxonomie européenne, hors le gaz fossile et le nucléaire.

Selon les informations fournies au sein de la Commission des Finances et du Budget à la Chambre des Député.e.s, le nombre de fonds profitant de ce taux réduit est actuellement très limité.

Notons que la transition du secteur financier vers des investissements conformes aux objectifs climatiques de l'Accord de Paris est considérée indispensable par tous les experts afin d'atteindre lesdits objectifs et combattre la crise climatique.

Je voudrais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Combien de fonds d'investissement profitent désormais de la taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables ?

2) Comment Madame la Ministre s'explique-t-elle que jusqu'à présent, peu de fonds ont recours à cet instrument ?

3) Comment Madame la Ministre veut-elle faire en sorte qu'à l'avenir, plus de fonds utilisent cet instrument, investissant alors une part plus élevée de leurs actifs dans des activités durables ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle d'autres nouvelles pistes concrètes pour inciter les fonds d'investissement de la place financière luxembourgeoise à passer à des investissements conformes aux objectifs climatiques de l'Accord de Paris ? Dans l'affirmative, quelles sont ces nouvelles mesures envisagées et endéans quel délai envisage-t-elle les mettre en œuvre ?

Réponse (24/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert sur la taxe d'abonnement à taux réduit pour investissements durables.

À ce jour, un fonds bénéficie de ce taux réduit. Il convient cependant de noter que ce régime de taxe d'abonnement réduite a été introduit en janvier 2021, donc avant l'entrée en vigueur d'éléments clés du cadre européen tels que la SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation) et des actes délégués de la taxonomie européenne. Ceci relève d'un choix délibéré afin d'accompagner et de soutenir la transition en amont, en introduisant une réduction ciblée de la taxe d'abonnement.

En effet, le cadre réglementaire européen dans le domaine de la finance durable est encore aujourd'hui en pleine évolution et le marché est en train de s'adapter à ce nouveau cadre.

En particulier, il est important de rappeler que la taxonomie elle-même est encore en phase de développement. À ce jour, seuls deux des six objectifs environnementaux de la taxonomie sont finalisés (à savoir l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique). Les travaux sont toujours en cours pour les quatre objectifs restants (concernant l'eau, l'économie circulaire, la pollution et la biodiversité). Ceci signifie qu'à ce stade uniquement les actifs investis dans l'atténuation du changement climatique et dans l'adaptation au changement climatique peuvent être éligibles à cette mesure de réduction de la taxe d'abonnement. Or, ce sont avant tout des fonds alternatifs qui investissent dans de tels actifs, sachant que ces derniers bénéficient déjà d'un taux réduit de la taxe d'abonnement.

De plus, les interactions entre la taxonomie et la SFDR sont nombreuses : les articles 5 et 6 du règlement taxonomie[1] définissent les informations à publier par les produits financiers, dont les fonds d'investissement, visés par les articles 8 et 9 du règlement SFDR[2].

L'article 27 du règlement taxonomie précise que ces produits financiers doivent publier ces informations à compter du 1er janvier 2022 en ce qui concerne les objectifs environnementaux visés à l'article 9, points a) et b), c'est-à-dire uniquement l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique à ce jour.

L'article 25 du règlement taxonomie modifie le règlement SFDR notamment afin de préciser comment ces produits financiers vont devoir publier les informations en question. Cet article stipule en particulier que les autorités européennes de surveillance (AES) doivent élaborer des projets de normes techniques réglementaires (Regulatory Technical Standards ou RTS) afin de détailler le contenu et la présentation des informations à publier.

Cet exercice a pris un certain retard et la Commission a décidé de regrouper 13 RTS dans un seul règlement délégué (UE 2022/1288)[3] détaillant notamment le contenu et la présentation des informations à publier et qui n'est applicable que depuis le 1er janvier 2023.

Suite à la décision de l'UE d'inclure le gaz fossile et l'énergie nucléaire dans la taxonomie européenne, les autorités européennes de surveillance (AES) ont élaboré et publié en septembre 2022 le rapport final sur les normes techniques réglementaires. Ces normes concernent le contenu et la présentation des informations à fournir dans les documents précontractuels, sur les sites web et dans les rapports périodiques concernant l'exposition des produits financiers aux investissements dans les activités récemment incluses dans la taxonomie[4]. Sur base de ce rapport final des AES, la Commission européenne a adopté des amendements au règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission européenne déterminant les normes techniques réglementaires pour le SFDR, le 31 octobre 2022. Ce nouveau règlement délégué a été publié au journal officiel le 17 février 2023.[5]

Les amendements impliquent que les acteurs des marchés financiers doivent divulguer des informations sur le fait que le produit financier investit ou non dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxonomie de l'UE.

Il convient également de rappeler que suite à cette inclusion, la loi luxembourgeoise a été amendée afin d'exclure les investissements concernant le gaz naturel et le nucléaire de l'avantage fiscal qu'est la taxe d'abonnement réduite pour fonds d'investissements, ce qui réduit davantage le champ d'éligibilité. Si le choix d'exclure le nucléaire et le gaz du taux réduit de la taxe d'abonnement a en principe ajouté une charge de déclaration supplémentaire pour les fonds souhaitant demander une réduction, les nouvelles normes techniques réglementaires qui viennent d'être adoptées contribueront certainement à y remédier.

Alors que le secteur financier fait dorénavant de plus en plus de déclarations quant à la durabilité des investissements et des produits, le régime de transparence des entreprises pour le reste de l'économie dans laquelle les fonds sont investis (Corporate Sustainability Reporting Directive ou CSRD) n'est pas encore entièrement en place afin de fournir les informations non financières dont ont besoin les acteurs financiers sous la SFDR. Il en va de même pour les divulgations conformes à la taxonomie.

Le secteur financier est donc en train d'adapter ses produits d'investissement à un cadre réglementaire qui continue d'évoluer et dont les normes techniques essentielles à la mise en œuvre pratique par les acteurs du marché financier n'ont été clarifiées que récemment. Au fur et à mesure que le cadre européen est mis en œuvre et que de plus en plus d'entreprises de l'économie réelle publient des informations sur l'impact social et environnemental de leurs activités, on peut s'attendre à ce que davantage d'investissements s'efforceront à respecter les critères et le reporting de durabilité des initiatives mentionnées ci-dessus et, de ce fait, à ce que davantage de fonds d'investissement profiteront de la taxe d'abonnement réduite dans un avenir proche.

Finalement, et même si le taux d'imposition réduit envoie un message important à l'industrie, la fiscalité n'est qu'un facteur parmi d'autres pour encourager les investissements dans des activités liées à la taxonomie. D'après l'étude du Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) « Sustainable Finance in Luxembourg : A quantitative and qualitative overview », les fonds ESG domiciliés au Luxembourg ont enregistré un total d'actifs de 2,2 milliards d'euros à la fin du mois de juin 2022.

Ces actifs sous gestion des fonds ESG représenteraient environ 54,6 % de l'ensemble des actifs des fonds OPCVM du pays, qui ont dépassé 4,0 milliards d'euros à la même période. En termes de nombre de fonds, les fonds ESG correspondent à 4.022 des 9.656 fonds de l'échantillon. Même si cette analyse se limite au secteur des fonds d'investissement, les résultats sont concluants et prometteurs quant à la tendance à la hausse des investissements durables.

Avec la réduction de la taxe d'abonnement que le Gouvernement a déjà mis en place, les initiatives réglementaires de l'UE et la prise de conscience accrue que les investissements durables ne vont pas nécessairement de pair avec un choix entre rendement et impact positif, les investisseurs auront davantage d'incitations à orienter leurs investissements vers des produits durables. De ce fait, des incitatifs supplémentaires pour encourager les fonds d'investissement à passer à plus d'investissements durables ne semblent actuellement pas nécessaires.

Intelligence artificielle | Question **7646** (22/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Zënter „ChatGPT" vum amerikanesche Startup „OpenAI" eng Partie Exame vun engem Droit-Studium an den USA gepackt huet, ass déi sougenannte kënschtlech Intelligenz mat hire méiglechen Auswierkungen op den Alldag vun de Leit och zu Lëtzebuerg en Theema.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Digitalisatioun riichten:

– Wéi positionéiert sech d'Regierung par rapport zu sougenannte kënschtlechen Intelligenzen?

– Ass d'Regierung der Meenung, dass eng Reguléierung vun der kënschtlecher Intelligenz noutwenneg ass?
• Wa jo, wéi wëll d'Regierung sou eng Reguléierung ugoen?
• Wann net, firwat net?

[1] Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088

[2] Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers

[3] Règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission du 6 avril 2022 complétant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation détaillant le contenu et la présentation des informations relatives au principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » et précisant le contenu, les méthodes et la présentation pour les informations relatives aux indicateurs de durabilité et aux incidences négatives en matière de durabilité ainsi que le contenu et la présentation des informations relatives à la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales et d'objectifs d'investissement durable dans les documents précontractuels, sur les sites internet et dans les rapports périodiques

[4] jc_2022_42_-_final_report_on_sfdr_amendments_for_nuclear_and_gas_activities.pdf (europa.eu)

[5] Règlement délégué (UE) 2023/363 de la Commission du 31 octobre 2022 modifiant et rectifiant les normes techniques de réglementation définies dans le règlement délégué (UE) 2022/1288 en ce qui concerne le contenu et la présentation des informations à publier dans les documents précontractuels et les rapports périodiques relatifs à des produits financiers qui investissent dans des activités économiques durables sur le plan environnemental

Réponse (22/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias

D'Regierung ënnerstëtzt bei den Negociatioune vum AI Act d'Propose vun der Europäescher Kommissioun an huet bei der aktueller Orientation générale am Conseil de l'UE engem éischte Kompromësstext vun de Memberstaaten zougestëmmt.

D'kënschtlech Intelligenz (KI) ass e breede Sammelbegréff, deen Technologië betréfft, déi ganz vill verschidden Aktivitéiten impaktéiere kënnen, sief dat gesellschaftlecher wéi och wirtschaftlecher Natur. Dës Technologien hu vill Potenzial, souwuel am negative wéi am positive Sënn. Et ass der Regierung wichteg, déi richteg Balance tëscht Risken an Opportunitéiten ze fannen.

Den AI Act huet eng Approche, déi op der Risiko-Ofschätzung baséiert. Konkreet heescht dat, dass d'EU sech dorop eenegt, verschidden Utilisatioune vun der AI-Technologie ze verbidden, notamment déi Gebräich, déi a Kontradiktioun mat eisen europäesche Wäerter stinn. Zur nämmlechter Zäit ginn Utilisatiounen, déi e ganz groussen Impakt op d'Bierger kënnen hunn, mat den néidege Sécherheetsgarantien erlaabt, zum Beispill am Gesondheetsberäich awer och am Rekrutement.

KI-Applikatiounen, déi just en niddrege Risiko fir d'Bierger bedeiten, ginn deementspriechend ganz liicht reguléiert, esou, datt d'Innovatioun an der EU net gebremst gëtt. An deem Sënn bitt den AI Act net just eng Approche vum Verbuet, mee och vun der Innovatiounsfuerderung duerch verschidden Instrumenter, déi eng eethesch onbedenklech KI-Entwécklung an der EU ënnerstëtzen.

Der Regierung ass et wichteg, dëse Sujet esou ze behandelen, datt de Bierger e bewossten Ëmgang mat dësen ëmmer méi komplexen Technologië kann hunn, a sech de méigleche Gefore bewosst gëtt.

De Premierminister huet d'strateegesch Visioun hisiichtlech der biergerzentréierter kënschtlecher Intelligenz zu Lëtzebuerg schonn 2019 presentéiert. Fir den Asaz vun der KI an der ëffentlecher Verwaltung ze förderen, gëtt am Kader vun der Initiative AI4Gov all Joer en Appel à projets lancéiert, fir innovativ Projete mat Hëllef vu kënschtlecher Intelligenz an de Verwaltungen ëmzesetzen.

Impact du changement climatique sur l'agriculture | Question **7649** (22/02/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Klimawandel ass ee grave Probleem, deen all Acteure vun eiser Land- a Forstwirtschaft betréfft souwéi och d'Gäertnereien an d'Uebstbaueren. Ëmmer méi Betriber leiden ënnert de Konsequenze vun dréchene Summeren oder dem Staarkreen, dee ganz Recolten a kierzester Zäit zerstéiere kann.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an dem Här Bildungsminister folgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Formatioune ginn de Moment de professionellen Acteuren ugebueden, fir sech besser dësen Erausfuerderunge kënnen ze stellen? Wee sinn déi privilegéiert Partner, déi Konferenzen a Weiderbildungen ubidden?

2. Op wéi eng Manéier gëtt d'Thematik vun der Klimakris momentan an der Akerbauschoul behandelt, fir esou d'Schülerinnen an d'Schüler op déi domat verbonnen Defie beschtméiglech virzebereeden? Wat sinn do d'Schwéierpunkten an der theoreetescher a praktescher Ausbildung?

3. A wat fir engem Mooss droen d'Weiderbildunge fir d'Enseignanten dëser Problematik Rechnung? Wéi intensiv sinn dës mëttlerweil besicht?

Réponse (22/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Fir déi berufflech Weiderbildung an der Landwirtschaft, am Wäin- a Gaardebau ze förderen, ënnerstëtzt de Landwirtschaftsministère d'Organisatioun an d'Duerchféierung vu Coursen, Konferenzen an Demo-Versich mat finanzielle Bäihëllefen (Artikel 38 vum aktuellen Agrargesetz). D'Landwirtschaftskummer huet eng gesetzlech verankert Koordinatiounsroll, ermëttelt de Bedarf am Secteur an erstellt järlech een Aktiounsplang. Zousätzlech agreéiert Partner sinn: Bio-Lëtzebuerg an den MBR-Lëtzebuerg, déi den Acteuren aus dem Secteur bei der Organisatioun vu Moossnamen zum Wëssenstransfer zur Säit stinn.

Donieft ënnerstëtzt de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung, ënnert der Moossnam vun der Innovatioun a Fuerschung, eng ganz Panoplie vu Projeten, déi de Secteur méi resilient géigeniwwer dem Klimawandel an Zukunft maachen. Reegelméisseg gëtt en Opruff fir d'Areeche vu Fuerschungsprojeten organiséiert. Zeréckbehale Projeten decken ee breet Theemefeld of, vun der Upassung vu Beweedungszäiten ënnert dem Klimawandel, dem Teste vun Alternativkulturen, déi besser mat deenen zukünftege Bedéngungeni déi bis elo genotzten Zorten, an dem Teste vu verschiddene Beaarbechtungsformen um Feld an hiren Impakt ënnert ënnerschiddleche Klimawandelbedéngungen. Resultater vun dëse villfältege Projete ginn de Proffe vum Lycée technique agricole (LTA) reegelméisseg virgestallt, a si sinn och dacks aktiv u verschiddene Projete bedeelegt. Weider Partner sinn an de Projeten, déi de Klimawandel betreffen: de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), d'Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg (IBLA), d'Landwirtschaftskummer a beispillsweis d'CONVIS. Dës Acteuren assuréieren och, datt d'Wëssen, wat an de Projete gewonne gëtt, un de Secteur weidergi gëtt.

Och am Lëtzebuerger Wäibau ass den Impakt vum Klimawandel zanter 2019 Objet vu verschiddene Fuerschungsprojeten. Den Institut viti-vinicole organiséiert ausserdeem a reegelméissegen Ofstänn Virträg zu dësem Theema am Kader vum Lëtzebuerger Wäibaudag oder a separaten Informatiounsveranstaltungen. D'Theeme betreffen d'Wiel vum richtege Planzungsmaterial (Ënnerlag, Riefzort), den optimalen Zäitpunkt fir d'Drauwelies, Bewässerungssystemer, den Impakt op d'Typizitéit vun eise Wäiner a vum Cremant an de Monitoring vun invasive Schädlingen. Experten oder Partner sinn d'Fuerscher vum LIST, Beroder vum Institut viti-vinicole, Experte vun diverse Versuchs- a Fuerschungsinstituter oder spezialiséierte Firmaen aus Däitschland a Frankräich.

Um Landwirtschaftsportal (https://agriculture.public.lu/de/beihilfen/beihilfen-bis-2022/innovation-forschung.html) fënnt een zu alle vum Landwirtschaftsministère subventionéierte Forschungsprojeten detailléiert Informatiounen.

Och den LTA ass an dësem Beräich reegelméisseg aktiv, dëst am Kader vun enger ganzer Rei vu Projeten, bei deenen d'Thematik vun der Upassung un d'Klimaveränneru ugeschwat gëtt. An Zesummenaarbecht mat senge Partner organiséiert den LTA zum Beispill sougenannt „OnFarmShowen", zu deenen d'Baueren an aner Acteuren aus dem Milieu professionnel agelued ginn. Donieft ass souwuel bei den Demo-Felder wéi bei den Zorteversich d'Upassung un de Klimawandel en Theema.

De CNFPC Ettelbréck (Centre national de formation professionnelle), zanter Joren e wichtegen Acteur am Beräich vun der professioneller Weiderbildung, integréiert a senge Coursen, déi am Kader vun der Recommandatioun N16 vun der AAA (R16 Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Garten- und Weinbau – Empfehlungen zur Unfallverhütung) organiséiert ginn, d'Problematik vum Klimawandel an de Bëscher:

FW-MS1	Bases du travail avec la tronçonneuse et travailler en sécurité sur le bois couché au sol
FW-MS2	Abattage d'arbres et façonnage du bois en sécurité
FW-RW	Travailler en sécurité sur le treuil de débardage
FW-FLK	Travailler en sécurité avec la grue de chargement à bois
MS	Travailler en sécurité avec la tronçonneuse lors d'activités non forestières
FS	Travailler en sécurité avec la débroussailleuse
HS	Travailler en sécurité avec le taille-haies
SKT	Travaux en toute sécurité lors de l'élagage d'arbres sur cordes
SKT-MS	Travaux en toute sécurité lors de l'élagage d'arbres sur cordes avec tronçonneuse

ad 2. An der Akerbauschoul gëtt de Sujet vum Klimawandel an der Nohaltegkeet an alle Klassen thematiséiert: Zanter dësem Schouljoer huet all Klass, nieft dem Klassendelegéierten, och e Klima- an Ëmweltdelegéierten. Dës Iddi ass entstanen am Kader vum Projet d'établissement „Let's Take Action", bei deem déi ganz Schoulcommunautéit sech intensiv mam Theema Nohaltegkeet a Klimawandel beschäftegt.

Donieft ass den Nohaltegkeetsgrupp schonn zanter Joren an dësem Beräich aktiv, an organiséiert eemol am Joer déi sougenannt „Future Days", op deenen Aktivitéiten a Workshoppen zum Theema Nohaltegkeet a Klimawandel ugebuede ginn.

Klimawandel an Nohaltegkeet sinn a quasi alle Modulle vun der professioneller Ausbildung fest verankert.

Am Beräich vun de landwirtschaftleche Formatioune gëtt beim Technicien agricole an de Modulle BENAB (produire de façon durable) an NATGE (respecter l'environnement dans le cadre de l'entreprise) gradewéi beim DAP Landwirt am Module BETNA (Betrieb nachhaltig bewirtschaften) ee besonneschen Akzent op dës Thematik geluecht. Mee och an deenen anere Modullen ass de Klimawandel en ëmmer méi wichtegt Theema, well en en direkten Afloss op zukünfteg Produktiounsweisen an - techniken esouwéi och op de Planzeschutz huet.

Wéi schonn uewe gesot, ergänze Grénglandversich, Zorteversich a produktiounstechnesch Versich d'Angebot, fir d'Schülerinnen an d'Schüler sou gutt wéi méiglech op déi zukünfteg Erausfuerderungen a puncto Klimakris virzebereeden.

Och am Beräich vum Gaardebau ass d'Thematik vum Klimawandel zanter Joren en Theema.

Am Landschaftsgaardebau fënnt duerch de Klimawandel eng Ännerung am Planzesortiment statt. Aus deem Grond hunn d'Schülerinnen an d'Schüler aus dem Gaardebau scho viru Joren e sougenannte Klimabaumpfad ugeluecht; dëst ass bis elo deen eenzegen zu Lëtzebuerg. Am Kader vun der Expo LUGA25 (Luxembourg Urban Garden 2025) sinn d'Schülerinnen an d'Schüler amgaang, och an der Stad Lëtzebuerg

esou e Klimabaumpfad unzeleeën. Si ginn dobäi vun engem international unerkannten Expert ënnerriicht.

Och am Beräich vum Geméisbau sinn de Klimawandel an déi domat verbonne Problemer e grousst Theema, dat esouwuel wéinst ëmmer méi heefege Klimaextreemer (Iwwerschwemmungen engersäits, grouss Dréchenten anerersäits) wéi och doduerch, datt d'Produktiounsperiode vun eenzelnen Aarte sech verschibe wäerten an och nei Planzeschutzproblemer optauche wäerten.

Am Beräich vun der Sektioun Environnement naturel kënnt een zanter Laangem net méi laanscht d'Thematik vum Klimawandel: An de Bëscher sinn déi direkt an indirekt Konsequenze vum Klimawandel déi lescht Joren esou staark ginn, datt se och Netfachleit an d'A falen. Eng konkreet Aktivitéit an deem Beräich ass zum Beispill den Niderbierg (e Bësch zu Bettenduerf, deen den LTA opgrond vun enger Konventioun mat der Administration de la nature et des forêts bewirtschaft), wou d'Schülerinen, d'Schüler an d'Enseignantë vun der Sektioun Environnement naturel mat de Bamschoulgäertner zesummeschaffen, fir eenheemesch Eechen opzezéien, déi d'Fichten an deem Bësch ersetze sollen, fir de Bësch méi klimaresilient ze maachen.

D'Thematik vun der Klimaresilienz ass deemno an alle professionellen Ausbildunge gradeweí och op der Sektioun Sciences naturelles an op den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général erëmzefannen.

ad 3. Am Schouljoer 2021/2022 huet den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) ronderëm de Sujet vum Développement durable 111 Weiderbildungen organiséiert, un deenen 2.222 Enseignanten deelgeholl hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dobäi goufe ganz ënnerschiddlech Sujete behandelt; et siefen hei e puer Beispiller vu Formatiounen zitéiert: „Ressourcen- a Klimaschounung an der Schoul", „Nachhaltigkeit, Ressourcen und Co. – Was steckt dahinter?", „Von der Abfallwirtschaft zur Circular Economy", „Der naturnahe, essbare Schulhof – Anbau von Bio-Obst und Gemüse an unserer Schule", „In Verbindung mit Natur und Wald", „Bildungsort Bauernhof", „Bodentiere im Wald: spielerisch die Welt der Kleintiere entdecken und kennenlernen", „Essbare Wildkräuter", „Kraft der Bäume", „Klimakrise und Klimabildung – Wie Schulen auf den Klimawandel reagieren können", „La planète entre nos mains – Éducation au développement durable (EDD), Objectifs de développement durable (ODD)", „Nachhaltigkeit und Umweltbildung mal anders: Digitale Methoden, Spiele, Simulationen und Beispiele", „De Bësch am Fréijoer".

Horaire de la ligne RGTR 134 | Question **7654** (23/02/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Awunner vu Bierden an Ëmgéigend hunn zënter Méint Problemer mat de Verbindunge Bus-Zuch-Bus fir an d'Stad. Et gouf den Awunner aus der Regioun Eschduerf–Heischent–Buerschent–Bierden an Aussiicht gestallt, datt sech bei de Changementer am Bus- an Zuchplang vun Dezember eppes géif änneren.

All Dag fiert de Bus vun der Linn 134 Richtung Eschduerf de betraffene Leit, besonnesch de Schülerinnen a Schüler, déi aus der Stad kommen, zu Ettelbréck op der Gare virun der Nues ewech, well d'Zäit, fir vum Zuch op de Bus ëmzeklammen, einfach ze kuerz ass. Dat selwecht gëllt och ëmgedréit – de Problem besteet natierlech zu all Stonn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Firwat ass et am Dezember net zu deenen Upassungen am Zäitplang komm, déi vu ville Säite gefrot a matgedeelt goufen an zu enger spierbarer Verbesserung fir déi betraffe Leit gefouert hätten?

2. Ass den Här Minister bereet, fir sou séier wéi méiglech op den zoustännege Plazen ze intervenéiere fir deen dote Mëssel, deen zu vill Onmutt féiert, aus der Welt ze schafen?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Horairen tëschent der Zuchstreck Lëtzebuerg–Ettelbréck an der RGTR-Linn 134 Richtung Eschduerf sinn elo esou ofgestëmmt, datt den Usager eng Iwwergangszäit vu +-10 Minutten huet, fir vum Zuch op de Bus ëmzeklammen. Sollt den Zuch aus der Stad Verspéidung hunn, kann de Bus vun der Linn 134bis zu 10 Minutten um Quai waarden. No deenen 10 Minutte muss de Bus seng Faart awer fueren.

Richtung Stad ass den Iwwergang tëschent Bus an Zuch och mat enger räsonabeler Iwwergangszäit ageplangt, esou datt deen Uschloss och an déi Richtung misst klappen.

Duerch verschidden Ëmstänn (Accident, Stau, Pannen asw.) wäerte weiderhi Korrespondenzen tëschent de verschiddene Linnen net kënnen assuréiert ginn.

ad 2. Reegelméisseg gëtt en Austausch tëschent de verschiddenen Operateure gemaach, fir esou Virfäll op e Minimum ze reduzéieren. Permanent ginn Iwwerwaachungs- a Kontrollaarbechten an de verschiddene Leetstellen duerchgefouert, fir kënnen d'Korrespondenzen op de Reseauen ze assuréieren.

Participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux olympiques 2024 | Question **7655** (23/02/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Nodeems d'EU-Parlament de 15. Februar an enger Resolutioun d'Politick vum IOC vis-à-vis vun enger eventueller Participatioun vu russeschen a wäissrusseschen Athleeten un den Olympesche Spiller condamnéiert huet, hunn de Méinde 34 Natiounen, dorënner Däitschland, Frankräich, d'USA a Groussbritanien den Drock op den IOC weider erhéicht an eng Erklärung vum IOC gefuerdert, wat „d'Russland-Fro" an „d'Neutralitéit vun de russeschen a wäissrusseschen Athleete" genau bedeit, bzw. wat dorënner ze verstoen ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Minister fir Sport stellen:

– Gedenkt d'Regierung, sech der Erklärung vun de 34 Natiounen, déi vun der brittescher Regierung veröffentlecht gouf, unzeschléissen?

Réponse (22/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

Lëtzebuerg huet sech der gemeinsamer Erklärung vum kollektive Grupp vun Natiounen ugeschloss, deen um Freideg, den 10. Februar 2023 zesummekomm ass. Dës Erklärung ass vu Sportministeren aus 35 verschiddene Länner ënnerschriwwe ginn.

Wann de Sport an d'Politick a Russland an a Belarus enk matenee verflecht sinn, ass ee besuergt doriwwer, fir russesch a belarussesch olympesch Athleeten als „Neutraler" bei Competitiounen deelhuelen ze loossen – dëst ass jo d'Bedingung vum IOC, datt dës Sportler sech net mat hirem Land identifizéieren däerfen. Dëst ass natierlech schwéier ëmsetzbar, well se finanziell vun hirem Staat ënnerstëtzt ginn. Da ginn awer och déi enk Verbindungen tëschent russeschen Athleeten an dem russesche Militär zerguttst Ulass, sech Suergen ze maachen. Dem kollektive Grupp ass et also zu kengem Moment ëm eng Diskriminéierung eleng opgrond vun der Nationalitéit gaangen. Mee soulaang dës grondleeënd Froe souwéi och keng Kloerheet do sinn zu engem ëmsetzbaren „Neutralitéits"-Modell, besteet kee Versteesdemech, fir russesch a belarussesch Athleeten u Wettkämpf zouzeloossen. Déi 35 Länner fuerderen duerfir den IOC op, fir säi Virschlag ze iwwerdenken. Eng weider Feststellung ass, datt Russland a Belarus et selwer an der Hand hu fir ee vollstännege Retour vun hiren Athleeten an déi international Sportgemeinschaft, dëst andeems si deem vun hinnen ugefaangene Krich schnellstent een Enn setzen.

Directive concernant des nouvelles techniques génétiques | Question **7657** (23/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Cour européenne de justice vient de rendre un arrêt précisant que les organismes obtenus par mutagénèse aléatoire in vitro sont exclus du champ d'application de la directive 2001/2018 encadrant l'usage des OGM (affaire C-688/21). Ces nouvelles techniques permettent de modifier le génome d'une plante de façon ciblée.

D'autre part, la Commission de l'Union européenne est en train de préparer une nouvelle directive concernant ces nouvelles techniques génétiques.

Entre-temps, 50 ONG issues de 17 pays européens et appuyées par 420.000 signataires ont exigé de la Commission européenne de réglementer la nouvelle génération des OGM de la même manière que la première.

1) Étant donné leur attitude traditionnellement restrictive vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés, j'aimerais savoir des membres du Gouvernement quelle est leur position face aux projets de la Commission de l'UE et suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE.

2) Quelles seront, le cas échéant, les conséquences de ce jugement et des nouvelles initiatives européennes pour le Luxembourg ?

Réponse (22/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à l'arrêt de la Cour européenne de justice précisant que les organismes obtenus par mutagénèse aléatoire in vitro sont exclus du champ d'application de la directive 2001/2018 encadrant l'usage des OGM (affaire C-688/21). Ces nouvelles techniques permettent de modifier le génome d'une plante de façon ciblée. D'autre part, l'honorable Député évoque le fait que la Commission de l'Union européenne est en train de préparer une nouvelle directive concernant ces nouvelles techniques génétiques.

L'honorable Député demande, étant donné leur attitude traditionnellement restrictive vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés, quelle est la position des membres du Gouvernement face aux projets de la Commission de l'UE et suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE.

La Cour de justice de l'Union européenne vient de rendre début février 2023 un arrêt (C-688/21) concernant la mutagenèse aléatoire qui conclut que les organismes obtenus par l'application in vitro d'une technique de mutagenèse aléatoire qui a été traditionnellement utilisée pour diverses applications in vivo et dont

la sécurité est avérée depuis longtemps au regard de ces applications, sont exclus du champ d'application de la directive 2001/18/CE relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement.

La mutagenèse est le processus d'apparition d'une mutation génétique. Une mutation est définie comme un changement soudain et héréditaire du matériel génétique ne résultant pas d'une recombinaison ou d'une ségrégation. Elle peut être naturelle ou artificielle, aléatoire ou dirigée.

Depuis 1930, l'agronomie applique en sélection végétale la mutagenèse aléatoire pour créer de nouvelles variétés. Les graines/plants sont alors exposées à des agents mutagènes physiques (radiation) et/ou chimiques. Ces techniques ne ciblent pas de gènes spécifiques mais peuvent modifier le génome d'un organisme aléatoirement. De cette façon, plusieurs milliers de mutations sont générées aléatoirement et réparties sur l'ensemble du génome des plantes. Actuellement plus que 3.400 variétés de plantes cultivées ont été obtenues par mutation aléatoire[6]. Ces dernières (fruits, légumes, céréales) sont consommées quotidiennement et ne sont pas soumises aux directives européennes concernant les procédures d'autorisation et d'étiquetage des OGM.

L'arrêt C-688/21 confirme donc que ces techniques de mutagenèse aléatoire traditionnellement utilisées garantissent le même niveau de sécurité qu'elles soient utilisées in vitro ou in vivo.

Par contre, un autre arrêt de la Cour européenne de justice (C-528/16), datant de 2016, a conclu que la mutagenèse dirigée est à considérer comme modification génétique et est soumise aux mêmes obligations concernant les procédures d'autorisation et d'étiquetage que les OGM conventionnels dans l'UE.

La mutagenèse dirigée induit une ou plusieurs mutations ciblées moyennant un ensemble de techniques permettant d'insérer, remplacer, inhiber ou retirer un ou plusieurs morceaux d'ADN d'un génome, de façon précise et volontaire. Elle réduit le risque de mutations parallèles non désirées. La plus connue de ces techniques d'édition du génome est le CRISPR, encore appelé « ciseaux génétiques ».

Contrairement aux OGM classiques, obtenus par transgenèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Même en effectuant un séquençage complet de l'ADN de l'organisme modifié, il est impossible de déterminer si la modification est d'origine aléatoire ou dirigée. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle et de façon dirigée par des techniques de modification génétique. Ceci cause donc un souci majeur aux autorités compétentes des États membres de l'Union européenne et des laboratoires de référence, car ils ne disposent d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes. Voilà pourquoi la Commission européenne envisage une modification du cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

En ce qui concerne la proposition relative à la problématique de la mutagenèse dirigée suite à l'arrêt C-528/16, la consultation des parties prenantes par la Commission européenne n'est pas finalisée. Le Gouvernement a fourni à la Commission européenne les données scientifiques à sa disposition lors de l'étude d'impact. Une proposition législative est attendue pour juin 2023. Dans son évaluation de la proposition législative, le Gouvernement s'assurera de veiller au principe de précaution quant à l'utilisation d'organismes issus de la mutagenèse dirigée. À l'instar, le Gouvernement garde une position critique quant à ces techniques novatrices vu l'incertitude des séquelles à long terme sur la biodiversité et l'environnement naturel.

ad 2) L'arrêt C-688/21 concernant la mutagenèse aléatoire n'a pas d'impact sur les pratiques agricoles au Luxembourg et ne modifie pas la position du Gouvernement à ce sujet.

Les produits issus de la mutagenèse dirigée sont soumis au Luxembourg aux critères établis par la réglementation européenne comme l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (C-528/16) le prévoit.

[6] Mutant Variety Database: https://nucleus.iaea.org/sites/mvd/SitePages/Home.aspx

Fonctionnement des commissions des loyers intercommunales | Question **7658** (23/02/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 1892 du 18 février 2019 Madame la Ministre des Affaires intérieures et Monsieur le Ministre du Logement ont indiqué que seulement 5 des 12 commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants ont pu être constituées dans les délais prévus par la loi, faute de proposition de candidats en nombre suffisant par les communes concernées.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

1) Les douze commissions des loyers prévues par la loi ont-elles entre-temps pu être constituées ? Dans l'affirmative, continuent-elles de fonctionner et sont-elles en mesure de se réunir pour traiter les affaires qui leur sont adressées ?

2) Combien de fois les différentes commissions des loyers intercommunales se sont-elles réunies depuis leur constitution suite aux élections communales de 2017 ?

3) Combien de demandes de règlement de litige ont pu être traitées par les commissions des loyers intercommunales depuis 2017 ?

4) Combien de fois le requérant a-t-il directement saisi le juge de paix pour les cas où la commission des loyers compétente n'a pas pu siéger respectivement n'a pas pu donner suite à la requête dans un délai de trois mois ?

Réponse (29/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1) Suite aux élections du 6 mars 2018 pour la désignation des assesseurs effectifs et suppléants des commissions des loyers et aux élections complémentaires du 7 août 2020, organisées par le Ministère de l'Intérieur conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, 9 des 12 commissions des loyers intercommunales ont eu suffisamment de membres élus afin de pouvoir siéger. Or, les communes des cantons de Wiltz et de Vianden n'avaient pas proposé de candidats pour les 2 postes d'assesseurs nécessaires pour le fonctionnement de leur commission des loyers.

Suite au décès de l'assesseur locataire fin 2021 et à défaut d'assesseur locataire suppléant proposé, la commission des loyers du canton de Clervaux ne peut pas siéger pour le moment. Par conséquent, à l'heure actuelle, 8 des 12 commissions des loyers intercommunales sont composées de façon à pouvoir siéger.

ad 2) Depuis les dernières élections communales du 8 octobre 2017, il y a eu 14 réunions de 7 commissions des loyers intercommunales (1x Capellen, 1x Echternach, 2x Esch-sur-Alzette, 2x Grevenmacher, 4x Mersch, 1x Redange, 3x Remich).

ad 3) Depuis les dernières élections communales du 8 octobre 2017, 20 sur un total de 27 affaires transmises via les collèges des bourgmestre et échevins concernés ont pu être traitées par les commissions des loyers intercommunales territorialement compétentes.

7 affaires (dont 6 concernaient la période avant les élections complémentaires du 7 août 2020) n'ont pas pu être traitées en raison de la vacance d'au moins un poste d'assesseur de la commission des loyers. Depuis les élections complémentaires du 7 août 2020, uniquement 1 affaire sur un total de 14 n'a pas pu être traitée en raison de la vacance d'un poste d'assesseur dont le titulaire est décédé juste avant le traitement de l'affaire.

ad 4) Sans disposer de statistiques spécifiques concernant cette problématique, les justices de paix ont retracé les données suivantes.

En ce qui concerne la Justice de paix de Luxembourg, un justiciable a directement saisi un juge de paix de Luxembourg à la fin de l'année 2019 dans un cas où la commission des loyers compétente n'a pas pu siéger.

La Justice de paix de Diekirch n'a eu à connaître que d'une seule affaire où la demande en fixation du loyer a été directement portée devant le juge de paix. Cette affaire, introduite par requête déposée le 8 novembre 2017, a donné lieu à un jugement rendu le 3 mai 2018.

Devant la Justice de paix d'Esch-sur-Alzette, aucune demande n'a été introduite dans le cadre de laquelle la commission des loyers compétente n'a pas pu siéger ou n'a pas pu donner suite à la requête dans un délai de trois mois.

Livraisons d'armes à l'Ukraine | Question **7660** (23/02/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, le Gouvernement s'efforce à faire parvenir une aide militaire aux forces armées ukrainiennes, principalement sous forme de livraisons de matériel militaire. À cet effet, deux personnes ont été chargées au sein du Ministère de la Défense d'acquérir du matériel militaire sur le marché international.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quelle est la valeur totale des livraisons de matériel militaire que le Luxembourg a fait parvenir à l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe en février 2022 ? Pouvez-vous me donner une liste exhaustive de ce matériel ?

2) Quel est le budget réservé pour l'année 2023 à l'achat de matériel militaire au profit de l'Ukraine ?

3) Quels principes ou directives encadrent l'achat de matériel militaire au profit de l'Ukraine, concernant notamment le choix du matériel et le choix des fournisseurs ?

4) Quel est le montant total d'aide humanitaire, d'aide civile ou d'aide budgétaire accordé à l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe en février 2022 ?

5) Pourquoi le Gouvernement a-t-il fait le choix de faire parvenir l'aide militaire à l'Ukraine essentiellement sous forme de livraisons de matériel plutôt que sous la forme d'aides financières directes ?

Réponse (23/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) La valeur totale des livraisons luxembourgeoises de matériel militaire entre février 2022 et le 17 mars 2023 est de 74,4 millions d'euros. La liste des matériels livrés se trouve ci-après. Des commandes supplémentaires pour une valeur approximative de 25 millions d'euros sont en cours.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Après une analyse du budget de la défense 2023 et une réévaluation des priorités au sein des projets en cours, la Direction de la défense a identifié 71 millions d'euros qui peuvent être libérés pour l'acquisition d'équipement militaire au profit de l'Ukraine.

ad 3) La Direction de la défense ne procure que des équipements et matériels dont le besoin a été exprimé et confirmé par les autorités ukrainiennes.

La Direction de la défense se concentre sur l'acquisition d'équipements militaires disponibles à court terme.

La livraison de matériel militaire à l'Ukraine est directement coordonnée avec les autorités ukrainiennes et nos alliés au sein du International Donor Coordination Center (IDCC). Les mécanismes d'échanges en place assurent en permanence que les équipements achetés correspondent à des besoins opérationnels des forces ukrainiennes.

La Direction de la défense a recours aux fournisseurs habituels de l'Armée luxembourgeoise et à des fournisseurs travaillant de manière régulière avec des armées alliées au sein de l'OTAN et de l'UE.

ad 4) Depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, la coopération luxembourgeoise a apporté des contributions financières à ses partenaires humanitaires en Ukraine pour une valeur d'environ 8,25 millions d'euros. Il s'agit des contributions fournies dans le cadre des partenariats avec les agences onusiennes, le CICR et la FICR, ainsi que des contributions à des ONG humanitaires.

S'y ajoute un soutien en nature, notamment la mise à disposition de matériel de communication et la fourniture de services de connectivité de la part de la coopération luxembourgeoise, ainsi que des dons de matériel médical de la part du Ministère de la Santé et de matériel de lutte contre les incendies de la part du CGDIS pour une valeur approximative de 4 millions d'euros. La liste de l'aide humanitaire fournie se trouve ci-dessous.

En date du 1er mars 2023 ont été affectées/dépensées :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Outre les contributions figurant dans le tableau ci-dessus, le Luxembourg a également fait don, dans le contexte de l'initiative EU Solidarity Lanes, de 8 autobus fournis par l'entreprise Voyages Emile Weber à l'Ukraine, grâce à l'appui logistique fourni par la Commission européenne dans le cadre du Mécanisme européen de protection civile.

En réponse à une demande d'assistance d'Europol visant à fournir des équipements tactiques d'hiver aux unités mobiles de la Police nationale ukrainienne travaillant sur le terrain, la Police grand-ducale a remis, pour une valeur non quantifiable, 409 gants d'intervention, 106 vestes Gore-Tex camouflées, 178 pantalons Gore-Tex camouflés, 10 vestes d'hiver, 8 guêtres, 5 tentes, 15 sacs de couchage, 6 tapis de sol et 5 sacs à dos à la Police nationale ukrainienne.

Finalement, l'Université du Luxembourg a décidé d'exempter les candidats et les étudiants en provenance d'Ukraine des frais de candidature, voire des frais d'inscription.

La coopération luxembourgeoise continue de suivre la situation humanitaire en Ukraine et de renforcer l'aide humanitaire en fonction des besoins sur le terrain dans le cadre d'une approche coordonnée avec les acteurs clés.

ad 5) Il était impératif après le début de la nouvelle agression russe contre l'Ukraine de lui faire parvenir aussi rapidement que possible du matériel. Le Gouvernement ukrainien a ensuite fait des appels pour lui livrer du matériel et a régulièrement transmis des listes avec du matériel dont les forces armées ukrainiennes avaient besoin. La Direction de la défense s'est alignée sur les demandes ukrainiennes en essayant d'acquérir le matériel demandé, dans les limites du budget de la défense.

Simplification administrative | Question **7661** (23/02/2023) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Depuis plusieurs années, le Gouvernement luxembourgeois a fait de la simplification administrative une priorité, à laquelle est dédiée un chapitre entier de l'accord de coalition de 2018.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Réforme administrative :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés dans le cadre de l'accord de coalition en matière de simplification administrative ?

– Quelles sont les retombées de ces réalisations en matière de gain d'efficience ou facilité d'utilisation ?

– Quels sont les projets à venir prochainement ?

Réponse (24/03/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Réforme administrative

S'appuyant sur les avancées technologiques et sur la participation citoyenne, le Ministère de la Digitalisation a inscrit ses efforts de réforme et de simplification administratives dans la continuité de l'engagement gouvernemental pour offrir un cadre simple et prévisible aux citoyens et aux entreprises dans leurs relations avec l'État. Le Ministère de la Digitalisation a ainsi lancé toute une série de projets.

Le ministère a lancé le Portail national des enquêtes publiques (www.enquetes-publiques.lu) qui permet aux citoyens de s'informer au sujet des enquêtes publiques en cours, des avis officiels y relatifs ou bien un guide explicatif des procédures administratives. Mais au-delà de cet aspect purement informationnel, le portail est surtout une porte d'entrée numérique alternative pour les citoyens qui désirent déposer leurs contributions directement par voie électronique, sans devoir se déplacer en mairie. Les contraintes de déplacement et d'heures d'ouverture sont ainsi abolies.

Cette simplification administrative pour les citoyens est accompagnée d'une simplification substantielle pour les services publics qui sont les gestionnaires de ces enquêtes publiques.

Le ministère propose également aux citoyens une plateforme dédiée à la simplification administrative participative « Zesumme Vereinfachen » (www.zesumme-vereinfachen.lu). Par cette plateforme, d'un côté, les citoyens sont appelés à proposer des idées spontanées de simplification de la bureaucratie administrative et, de l'autre côté, les services publics peuvent proposer des projets de toute sorte et faire appel aux contributions des citoyens pour les évaluer, les amender et les faire évoluer selon les besoins et les attentes des utilisateurs.

Concrètement, la plateforme permet à ses utilisateurs notamment de contribuer activement en soumettant des contributions ou propositions autour des sujets liés à la simplification administrative et de s'informer de la suite donnée aux projets. Ils peuvent également voter et commenter les suggestions des autres utilisateurs, participer à des enquêtes et des sondages et même participer à des ateliers cocréatifs virtuels ou en présentiel.

Fin 2022, la plateforme comptait plus de 2.000 utilisateurs. Depuis son lancement, huit projets ont été implémentés, dont un projet récurrent permettant de recueillir des retours et suggestions de la part des utilisateurs en relation avec le portail MyGuichet.lu.

Le but du Ministère de la Digitalisation est également de créer une communauté de simplification administrative au sein de l'État. Ainsi, un premier « Simplify Day » a été organisé. Cette première journée dédiée à la simplification administrative portait le titre « La simplification administrative : initiatives, outils et mieux légiférer ».

L'événement avait pour objectif de permettre aux agents de l'État de découvrir et de comprendre les différents aspects de la simplification administrative.

En outre, le Simplify Day a permis de donner un aperçu des nouvelles méthodes de conception de l'administration publique et des finalités qu'elle poursuit (amélioration de la qualité de service, accompagnement du changement, développement de l'administration numérique, ...). Enfin, le Simplify Day proposait aux participants de contribuer à l'élaboration de nouveaux services publics, de réfléchir à des améliorations et d'appréhender les enjeux de simplification administrative dans le cadre de la transformation de l'administration.

Cette journée est vouée à se répéter chaque année en séance plénière, mais sera poursuivie en petits groupes d'agents étatiques intéressés par des mesures de simplification administrative. Ces groupes seront appelés à se réunir à une plus grande fréquence afin de faire avancer les réflexions autour de la thématique du changement et de la simplification.

Les résultats de ces réflexions et des contributions via la plateforme « Zesumme Vereinfachen » viendront alimenter le développement continu de la plateforme sécurisée MyGuichet.lu. Au fil des années, celle-ci a été enrichie de nouvelles fonctionnalités facilitant la vie aux citoyens et aux entreprises. Qu'il s'agisse de modules numériques pour la prise de rendez-vous auprès d'administrations ou bien de l'application mobile GouvCheck permettant de vérifier l'authenticité et la validité de documents officiels, pour ne citer que ceux-là, MyGuichet.lu a fortement développé ses services aux citoyens et aux entreprises.

Ces développements permettent aujourd'hui notamment l'accomplissement de démarches administratives digitales de bout en bout telles que la demande d'un permis de pêche ou bien d'un casier judiciaire auprès des autorités compétentes. Ceux qui font le choix de passer par la voie numérique, n'ont plus à bouger de chez eux pour faire la demande ou bien payer des frais éventuels. Ils reçoivent ensuite ledit document dans leur espace privé et sécurisé sur MyGuichet.lu.

Il en va de même pour les étudiants qui font une demande d'aide financière via MyGuichet.lu. Grâce à l'intégration de la technologie Blockchain, la communica-

tion entre acteurs publics et privés (ici les banques) est facilitée et chaque partie a accès à la même information actualisée, sûre et sécurisée. Ce projet est une illustration parfaite de la manière dont une nouvelle technologie peut être mise au profit des citoyens.

C'est dans cette optique que le Ministère de la Digitalisation encourage la digitalisation et l'innovation au sein du secteur public en promouvant des technologies telles que la blockchain, l'intelligence artificielle, et toute autre technologie pouvant répondre à ces critères.

L'objectif est d'inciter les administrations à faire usage de ces technologies innovantes pour développer de nouvelles méthodes et analyses aux problématiques existantes, d'augmenter l'efficacité du traitement des données et, ainsi, améliorer leurs services et leurs procédures des appels à projets pour l'intelligence artificielle.

L'initiative AI4Gov est née de cette volonté. Depuis 2019, le comité AI4Gov lance des appels à projets annuels à l'attention du secteur public. Si le projet proposé est sélectionné, l'administration profite d'un accompagnement technique avec comme objectif d'aboutir à un prototype fonctionnel exploitable par les agents de l'administration ou le grand public.

En 2021, une grande avancée pour les services numériques en ligne a été le lancement de l'application mobile MyGuichet.lu. Cette application propose aux citoyens d'accéder à leur espace privé dans MyGuichet.lu en utilisant leur smartphone ou leur tablette. Dans une société où sont de plus en plus nombreux ceux qui disposent d'un smartphone, ce nouveau moyen d'accès à MyGuichet.lu est une concrétisation majeure de l'engagement énoncé dans la Gouvernance électronique 2021-2025 d'offrir aux citoyens une accessibilité « cross-média » des services publics numériques. Il s'agit d'un pas essentiel vers une modernisation des services publics numériques.

L'application permet, par exemple, d'ajouter des documents à une démarche administrative en cours en les photographiant simplement avec son smartphone. La photo est alors transformée automatiquement en format PDF et intégrée instantanément à la démarche en cours, sans devoir utiliser, par exemple, un scanner, et sans étapes intermédiaires compliquées pour l'utilisateur. Les démarches administratives possibles en passant par l'application présentent l'avantage du préremplissage de données qui augmente de façon conséquente la rapidité d'exécution d'une demande de la part d'un utilisateur. Il lui est également aisé de consulter le statut de toutes ses démarches en cours sur son smartphone ou sa tablette.

Au fil du temps, le nombre de démarches possibles sur MyGuichet.lu croît inexorablement. Le CTIE assiste les ministères et les administrations dans cette transition numérique. La récente dématérialisation de la déclaration d'impôt, projet réalisé en partenariat avec l'Administration des contributions directes (ACD), est un exemple de la transformation digitale de l'État luxembourgeois et des avantages qui peuvent en découler pour les citoyens.

Ainsi, depuis février 2022, un assistant électronique MyGuichet.lu guide le citoyen à travers les différentes étapes de sa déclaration. Les avantages de cet assistant par rapport au traditionnel formulaire PDF, sont multiples.

– Il s'adapte à la situation du citoyen : les questions sont posées en fonction des réponses données aux questions précédentes.
– Il affiche des info-bulles donnant des renseignements supplémentaires à différents endroits.
– Les informations renseignées dans certains champs sont reportées automatiquement.
– Il propose une liste claire des pièces justificatives à la fin de la démarche en fonction des informations renseignées.

Enfin, les systèmes « back-office » des autorités compétentes ont été adaptés afin de permettre la transmission automatique des déclarations d'impôts ainsi que leur traitement numérisé et automatisé. Grâce à ces développements, le traitement des déclarations a pu être accéléré de manière considérable.

Un autre projet phare de la digitalisation des relations de l'administration publique avec ses administrés a pu être déployé en 2021 : la digitalisation et la mise à disposition électronique des fiches de retenue d'impôt via MyGuichet.lu. Les fiches sont mises à disposition des employeurs sous format PDF et sous format XML. La mise à disposition électronique de ces fiches de retenue d'impôt ainsi que des autres courriers de l'Administration des contributions directes (certains bulletins de l'impôt, bulletins de fixation des avances trimestrielles, décomptes à la suite des bulletins d'impôts) est une facilitation immense dans les relations entre l'ACD et les citoyens.

Les actions de simplification administrative du Ministère de la Digitalisation se sont également matérialisées dans le domaine législatif. Il a notamment proposé un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés le 7 juillet 2021, relatif à l'identification des personnes physiques. Par cette loi, le Luxembourg appliquait en droit luxembourgeois le règlement 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation.

La modification majeure de cette loi en termes de simplification administrative concerne le fait que les informations concernant la résidence habituelle du détenteur de la carte ne font dorénavant plus partie des données de la carte d'identité. Ainsi, le détenteur de la carte ne doit plus faire une nouvelle demande de carte à chaque changement d'adresse. Au total, 24 % des demandes pour une nouvelle carte d'identité étaient faites pour cette raison. Il résulte donc de cette modification une réduction considérable du nombre de démarches administratives, ce qui simplifie la vie des citoyens, mais également celle des administrations communales.

Le ministère a également déposé le 27 octobre 2022 le projet de loi n° 8089 relatif à la signature électronique des actes en matière administrative et portant modification de la loi du 25 juillet 2015 relative à l'archivage électronique. Ce texte introduit la possibilité d'apposer une signature électronique ou un cachet électronique sur les actes en matière administrative et en fixe les conditions nécessaires. L'objectif est de faciliter et d'accélérer la transmission des actes en matière administrative, tant entre le Gouvernement et les différentes administrations et services de l'État, qu'entre les services étatiques et les administrés.

Le ministère entend également mêler législation et nouvelles technologies dans un projet en cours auprès du GovTech Lab, accélérateur de l'innovation au sein de l'État. En effet, au travers de l'appel à solutions du GovTech Lab intitulé « Simplify Legi », le ministère a pour but de développer une solution technologique d'intelligence artificielle permettant l'identification de démarches administratives ainsi que leur complexité dans des textes législatifs. Une telle solution permettra aux entités instigatrices de nouveaux textes légaux d'effectuer une analyse des cadres réglementaires existants et d'ainsi éviter toute forme d'incohérence et de doublons éventuels. Ce travail d'analyse s'en verra simplifié et accéléré.

Les projets du GovTech Lab dans leur globalité comportent tous des aspects de simplification administrative au sens large. L'appel à solutions « Virtual Meeting Room » pour créer une solution de visioconférence sécurisée implantée directement dans les espaces privés de MyGuichet.lu, le « Mandat numérique » pour permettre à des proches de réaliser des démarches administratives en lieu et place d'un citoyen moins aguerri d'un point de vue digital en sont deux exemples de projets actuellement en cours dont le potentiel au niveau de la simplification administrative, mais également de l'inclusion numérique, est manifeste.

Le Ministère de la Digitalisation a également sous sa responsabilité la promotion du cadre national d'interopérabilité (NIF). Le Conseil de Gouvernement a adopté le 1er mars 2019 le NIF qui est destiné à permettre aux organismes du secteur public du Grand-Duché de Luxembourg qui tombent sous son champ d'application, d'atteindre un plus haut niveau d'interopérabilité.

Dans le cadre du NIF, plusieurs actions ont été intégrées au sein du catalogue des produits qui servent à la simplification administrative. Parmi celles-ci, on peut citer l'eIDAS Node.

L'eIDAS Node du Luxembourg est un service central mis en place par le CTIE qui permet aux utilisateurs d'eID étrangères, notifiées dans le cadre du règlement UE n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, de s'authentifier dans le cadre des démarches administratives et des services en ligne proposés au Luxembourg et notamment sur MyGuichet.lu. Ceci est une simplification administrative dite « cross-border ».

Pour finir, la Cellule de facilitation urbanisme et environnement (CFUE) du Ministère de la Digitalisation joue également un rôle important dans le cadre de la simplification administrative.

La CFUE facilite en effet des processus de planification urbaine pour le compte de promoteurs publics. Elle poursuit son objectif de faciliter les échanges administratifs en rapport avec les procédures d'autorisation instituées au niveau de l'État par les principales lois et règlements dans les domaines de l'urbanisme, de l'énergie, de l'aménagement du territoire, du logement et de l'environnement.

Les activités de la CFUE ont trait au suivi, à la coordination et à la facilitation des processus de planification à l'initiative de maîtres d'ouvrage œuvrant en tant que promoteur public. Celles-ci se sont traduites notamment par la gestion et l'encadrement de cellules de travail dédiées au suivi des processus de planification, par l'organisation de comités de coordination relatifs à la conduite de projets d'aménagement sur des sites désignés par le plan directeur sectoriel « Logement », ou encore à travers la coordination de comités de pilotage englobant tous les ministères et administrations concernés.

L'honorable Député m'a interrogé dans le contexte des priorités fixées dans l'accord de coalition de 2018. Cependant, il convient de mettre en avant que la crise sanitaire due au Covid-19 n'était pas prévisible et a sollicité des initiatives et investissements particuliers. Les agents du ministère et du CTIE ont redoublé d'efforts pour fournir et simplifier au maximum les démarches essentielles pour les citoyens à ce moment très difficile.

Je citerais à titre d'exemple la mise en ligne en plusieurs langues dès le début de la crise des informa-

tions à destination des citoyens et entreprises concernant les différentes mesures d'aides mises en œuvre par les ministères (chômage partiel, aides financières d'urgence, etc.).

Nous avons également fourni les documents et formulaires en ligne en relation avec le dépistage du Covid-19 ainsi que de la stratégie de vaccination (demandes de rendez-vous, invitations, etc.). Il s'agit d'éléments qui se sont avérés fondamentaux dans cette période de crise.

Je citerais également l'application mobile CovidCheck.lu disponible dès le premier jour de l'entrée en vigueur des certificats Covid numériques de l'Union européenne. Le Luxembourg était prêt alors que nombre d'autres pays ont encore mis des semaines avant de présenter une application semblable. CovidCheck.lu, qui permet de vérifier l'authenticité et la validité des certificats Covid suivant les règles en place au Luxembourg, a ensuite évolué à plusieurs reprises pour permettre aux utilisateurs de vérifier si leur certificat était également valable dans certains autres pays qui avaient également publié leurs propres règles.

En quelques mois, cette application a connu plusieurs développements, souvent en un temps record. Nos concitoyens ont toujours pu compter sur une application qui était à jour et qui a permis de retrouver un semblant de normalité dans une période très difficile.

Les projets énumérés dans ce document ne sont qu'un mince échantillon de tout ce qui a été entrepris depuis 2019 dans le contexte de la simplification administrative. L'énumération de tous les projets du ministère et du CTIE liés de près ou de loin à ce sujet sont présentés chaque année dans le rapport d'activité publié sur le site du Gouvernement et mis à la disposition des honorables Députés.

Taux de suivi selon le type de cancer | Question **7662** (23/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Grâce à une meilleure détection précoce et à l'évolution positive des traitements, les taux de rémission au cancer ainsi que les taux de survie à cette maladie sont en nette progression.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé comment les taux de survie selon les différents types de cancers ont évolué au Luxembourg.

2) Quels sont les projets phares visant l'excellence de la prise en charge des cancers au Luxembourg ?

3) Dans quelle mesure la détection précoce et la prise en charge des cancers ont souffert pendant la crise du Covid-19 ?

4) Quelles sont les mesures qui ont été entamées pour combler d'éventuels retards dans la prise en charge ?

Réponse (24/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Au Luxembourg, il revient au Registre national du cancer (RNC) de collecter les informations permettant de produire les données relatives aux taux de survie. Cependant, ces données font à ce jour défaut parce que le RNC ne dispose pas encore du recul nécessaire afin d'établir les taux en question. En général, le calcul des survies se fait à 1 an, 3 ans et 5 ans après le diagnostic.

Le RNC prévoit cependant de publier prochainement les taux de survie pour les cancers du sein. Les taux de survie pour d'autres types de cancers suivront par la suite.

ad 2) Le second Plan national cancer (PNC2), lancé en décembre 2020, prévoit plusieurs projets d'envergure visant notamment l'excellence de la prise en charge des cancers au Luxembourg :

– Colive Cancer : il s'agit d'une étude nationale sur la perception du parcours de santé pour un cancer au Luxembourg où les patients sont interrogés sur leur prise en charge et où une évaluation est faite par la suite. Selon le PNC2, cette étude sera renouvelée tous les 4 ans et servira d'outil d'évaluation de la performance.
– Le Dossier oncologique partagé : il s'agit d'un projet destiné aux professionnels de santé, principalement au sein des établissements hospitaliers. L'objectif consiste à améliorer la continuité et la sécurité des soins dans le cadre du parcours de soins des patients atteints d'un cancer.
– Le Centre national de recherche translationnelle sur le cancer (NCTCR) et la Collection nationale cancer (NCC) : la mise en place du NCTCR a pour objectif de promouvoir la recherche translationnelle sur le cancer dans le but d'avoir un impact direct pour les patients et la société en général. Le NCTCR fera le lien entre la recherche fondamentale et la recherche clinique jusqu'au lit du patient. La constitution d'une banque d'échantillons biologiques et de données cliniques destinée à la recherche sur le cancer (NCC) est un élément essentiel pour l'ensemble des acteurs.
– L'implémentation d'un circuit performant de diagnostic génétique : le PNC2 prévoit de soutenir les moyens à mettre en œuvre pour la mise en place de la génétique moléculaire, en particulier les diagnostics et la prise en charge des cancers génétiques.
– Le développement de la prise en charge oncopédiatrique et oncogériatrique : l'évaluation et le renforcement de la filière oncopédiatrique sont mis en avant par le PNC2. En parallèle, le PNC2 prévoit de structurer un projet autour de la prise en charge spécifique des patients âgés atteints d'un cancer.

Dans ce contexte, il s'agit également de mettre en avant les actions de l'Institut national du cancer (INC) :

– Le développement et la standardisation des bonnes pratiques de dépistage et de traitement se poursuivent à travers l'élaboration et la mise à jour régulière des référentiels et des parcours nationaux proposés par l'INC. En 2022, l'INC a poursuivi et finalisé ses travaux sur deux référentiels (cancer colorectal et cancer du poumon). De plus, l'INC a entamé les travaux de révision de deux référentiels (cancer du sein et cancer de la prostate).
– La labellisation des services de cancérologie des établissements hospitaliers contribue à la standardisation des normes de qualité et à l'amélioration continue de la qualité des soins à l'attention des patients atteints d'un cancer au Luxembourg. Il existe actuellement deux centres d'oncologie labellisés au Luxembourg, à savoir pour les cancers du sein et de la prostate. La labellisation des centres pour d'autres pathologies par les hôpitaux est en cours de discussion. En 2022, l'INC a poursuivi les travaux sur l'adaptation des critères de labellisation au niveau national en élaborant des tableaux d'équivalence des professions médicales et paramédicales.
– Afin d'assurer la meilleure prise en charge possible des patients atteints d'un cancer, des réunions de concertation pluridisciplinaire (RCP) hospitalières pour les cancers fréquents sont organisées dans les hôpitaux. Pour les cancers rares ainsi que pour les situations dites complexes, des RCP nationales avec la participation d'experts internationaux sont organisées par l'INC.
– En 2022, l'INC a ainsi organisé un total de 56 séances de RCP nationales. 344 cas ont été présentés et discutés au cours de ces RCP. Cela représente une augmentation d'environ 4 % par rapport à 2021.
– Il est prévu, à partir de 2023, de mettre en place une RCP nationale pour le cancer du pancréas. La nécessité d'une RCP dédiée aux tumeurs (neuro)endocrines est en discussion.

Au niveau du Centre de coordination des dépistages organisés des cancers, la Direction de la santé travaille par ailleurs à améliorer ses programmes de dépistage existants, notamment en révisant régulièrement les méthodes de dépistage utilisées, les technologies disponibles ou encore les populations cibles recommandées.

Actuellement, une étude est également menée afin d'analyser l'éventuelle mise en place de nouveaux programmes de dépistages organisés tel que l'a recommandé en 2022 la Commission européenne.

ad 3) Le rapport de l'OCDE sur l'évaluation des réponses à la crise Covid-19 du Luxembourg pose la conclusion suivante[7] :

« 4.3.3. Le dépistage et le traitement des cancers ont subi des retards en 2020. Le dépistage organisé de certains cancers a été perturbé par le confinement au Luxembourg. Sur l'ensemble de l'année, le nombre de dépistage du cancer du sein a reculé de 7 % en 2020 par rapport à l'année 2019. C'est à l'occasion du premier confinement que la chute du nombre de dépistage est la plus importante (graphique 4.7). La sortie du premier confinement s'est accompagnée d'un retour de l'activité avec un rebond du nombre de dépistage du cancer du sein au mois de juin 2020. De la même manière, le nombre de tests de dépistage du cancer du col de l'utérus chez les femmes a diminué de 6 % sur l'ensemble de l'année 2020 par rapport à l'année 2019.

Au total, et sur base des données du Laboratoire national de la santé concernant le nombre mensuel de diagnostics pathologiques de tumeurs malignes en 2019 et 2020, la Fondation Cancer estime à environ 10 % les cancers attendus qui n'ont pas été décelés et les interventions chirurgicales qui n'ont pas été effectuées en 2020 (Mittelbronn, 2021[21]).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le traitement des cancers a également subi des retards, avec une forte diminution du nombre d'interventions carcinologiques. Le nombre de mastectomies a par exemple fortement chuté pendant le premier confinement, puis a progressivement retrouvé des niveaux proches à 2019. Depuis septembre 2020, le niveau d'activité est remonté au-dessus de celui enregistré en 2019 sur la même période (graphique 4.8). »

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les données d'activité de l'année 2021, complétées par les données du RNC, permettront d'apprécier de manière plus précise les conséquences indirectes de la pandémie sur le diagnostic et le traitement des cancers au Luxembourg. Par ailleurs, ces chiffres seront plus concluants une fois que des données similaires seront également disponibles au niveau européen afin de permettre une comparaison entre les différents pays européens, ce qui fait actuellement encore défaut.

Concernant les travaux menés par le Centre de coordination des dépistages organisés des cancers, le dépistage pendant la crise liée au Covid-19 s'est présenté comme suit :

– Concernant le dépistage du cancer du sein, le Programme mammographie a été mis à l'arrêt du 17/03/2020 au 03/05/2020 à cause de la crise Covid-19. Cela a

[7] https://www.oecd.org/fr/sante/evaluation-des-reponses-au-covid-19-du-luxembourg-c9358848-fr.htm

donc eu un fort impact sur la participation et bien que nous ayons pu observer un rebond de participation sur les mois qui ont suivi la fin des confinements, cela aura forcément retardé certaines détections et donc certains diagnostics.
– Concernant le programme de dépistage du cancer colorectal, il était à l'arrêt en mai 2019 et aurait dû pouvoir reprendre mais là encore, la crise sanitaire a été la cause d'un décalage non négligeable de la reprise du programme dans sa version permanente en janvier 2021 seulement. Cependant il n'existe pas de donnée connue sur l'impact de la Covid-19 sur ce dépistage.

Il convient cependant de noter que de manière générale, le taux de dépistage/traitements des cancers a chuté dans de nombreux pays et que le Luxembourg ne constitue pas un cas isolé. Ainsi, la publication Panorama de la Santé 2021 : les indicateurs de l'OCDE posent notamment le constat suivant :

« Au début de la pandémie, de nombreux systèmes de santé ont donné la priorité aux besoins urgents, et les programmes de dépistage du cancer ont été suspendus (OCDE, 2021[6]). De nombreuses femmes ont également reporté la sollicitation de soins de santé afin de réduire le risque de transmission du Covid-19, ce qui a engendré une baisse du recours au dépistage du cancer du sein dans de nombreux pays de l'OCDE (voir chapitre 2, « L'incidence du Covid-19 sur la santé », et Graphique 6.32). Ces changements vont ralentir la progression vers un diagnostic plus précoce réalisée dans les pays de l'OCDE ayant adopté des programmes de dépistage du cancer du sein (OCDE, 2013-[43]), des programmes qui ont engendré un passage de la proportion de femmes en âge d'être dépistées bénéficiant d'une mammographie de 57,3 % en 2009 à 61,7 % en 2019. »[8]

ad 4) Plusieurs actions ont été mises en place pour prévenir et lutter contre les retards éventuels :

– Le conseil scientifique du domaine de la santé a émis plusieurs recommandations ayant pour but de maintenir un accès aux soins à tous les patients pendant la pandémie. Ces recommandations ont notamment porté sur :
• les critères d'hospitalisation afin de maintenir des lits disponibles[9],
• les critères de réalisation d'imagerie afin de laisser des plages disponibles pour tous les patients[10],
• les critères de priorisation afin de garantir une équité d'accès aux soins[11].
– La Caisse nationale de santé a financé pendant la phase aiguë de l'épidémie Covid-19, dans les hôpitaux, de nombreux postes de professionnels médicaux (FC45) et de professionnels de santé (CDI Covid) afin de garantir le meilleur accès possible aux soins.

Imposition des cryptomonnaies | Question **7663** (24/02/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon une étude réalisée par le courtier de cryptomonnaies français HelloSafe et relayée par le site internet de « Paperjam » le 23 février 2023, un détenteur au Luxembourg de cryptomonnaies pendant plus de six mois qui réalise ensuite une plus-value sur ses devises n'est pas imposé. Toutefois, un mineur de devise ou une personne considérée comme spéculateur devra s'acquitter d'une taxation qui varie entre 22 % et 25 %. Selon HelloSafe, notre pays se trouve parmi les pays les moins inconvenants, même si le taux d'imposition n'est pas de 0 % comme tel est le cas dans six pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, qui elle applique un taux zéro pour des gains inférieurs à 600 euros par an pour des cryptomonnaies détenues depuis plus d'un an.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre peut-elle me confirmer que le Luxembourg applique un taux d'imposition zéro pour les plus-values sur les cryptomonnaies détenues de plus de six mois et d'un taux entre 22 % et 25 % sur des plus-values jugées spéculatives ?

– Comment le Gouvernement entend-il se positionner par rapport aux pratiques fiscales des autres pays de l'Union européenne, dans un contexte de concurrence et de compétitivité fiscale ?

Réponse (27/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

De prime abord, il semble opportun de souligner que la question soulevée par l'honorable Député sur le traitement fiscal des cryptomonnaies a déjà été traitée en détail dans les réponses aux questions parlementaires n° 4821 du 14 septembre 2021, n° 5579 du 24 février 2022 et n° 6218 du 17 juin 2022.

Les revenus générés par une monnaie virtuelle ne sont imposables que s'ils rentrent dans une des catégories de revenus énumérées à l'article 10 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (« LIR »). En l'occurrence, les revenus réalisés dans le cadre de la cession d'une monnaie virtuelle n'entrent en compte que lorsqu'ils relèvent des catégories de revenus du bénéfice commercial ou des revenus nets divers.

– Lorsque lesdits revenus constituent un bénéfice commercial au sens de l'article 14 LIR, leur imposition est effectuée suivant les règles régissant cette catégorie de revenus. Aucune distinction n'est à opérer suivant la durée de détention de la monnaie virtuelle. Si le contribuable est une personne physique, l'imposition est à effectuer en tenant compte du tarif applicable aux personnes physiques prévu par l'article 118 LIR. Si le contribuable est un organisme à caractère collectif, l'imposition est à effectuer en tenant compte des taux prévus à l'article 174 LIR.

– Lorsque les revenus réalisés dans le cadre de la cession d'une monnaie virtuelle ne relèvent pas de la catégorie du bénéfice commercial, il convient de distinguer suivant la durée de détention de la monnaie virtuelle :

1. Lorsque l'intervalle entre l'acquisition de la monnaie virtuelle et la réalisation ne dépasse pas une période de six mois, tout bénéfice réalisé dans le cadre de la cession constitue un bénéfice de spéculation au sens de l'article 99bis LIR. Si le contribuable est une personne physique, l'imposition est à effectuer en tenant compte du tarif applicable aux personnes physiques prévu par l'article 118 LIR. Les bénéfices de spéculation ne sont cependant pas imposables lorsque le bénéfice total réalisé pendant l'année civile est inférieur à 500 euros.
2. Lorsque l'intervalle entre l'acquisition de la monnaie virtuelle et la réalisation est supérieur à une période de six mois, le bénéfice réalisé dans le cadre de la cession ne constitue pas un revenu imposable.

L'affirmation, contenue dans la première question par rapport aux revenus réalisés dans le cadre de la cession de la monnaie virtuelle, suivant laquelle le Luxembourg appliquerait « un taux d'imposition de zéro pour les plus-values sur les cryptomonnaies détenues de plus de six mois et d'un taux entre 22 % et 25 % sur des plus-values jugées spéculatives », ne peut dès lors être confirmée dans sa généralité, eu égard aux développements ci-avant.

À l'instar de la grande majorité des États membres de l'Union européenne, le Gouvernement priorise une approche vigilante en matière de cryptomonnaies et n'envisage pas de proposer des changements législatifs en ce qui concerne la fiscalité y applicable.

Accessibilité des numéros d'urgence 112 et 113 depuis l'étranger | Question **7667** (24/02/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Max Hengel** (CSV)

Eisen Informatiounen no kann een net aus dem Ausland op déi Lëtzebuerger Noutruffnummer 112 uruffen. Hei e konkreete Fall, fir de Sujet ze illustréieren:

Eng eeler Fra geet an hirem Doheem zu Lëtzebuerg zesummen. Hire Fils, e Lëtzebuerger Resident, gëtt direkt vun enger Persoun, déi dobäi ass, kontaktéiert. De Mann ass zu deem Moment am Ausland a probéiert vun do aus, de Lëtzebuerger Noutruff 112 unzeruffen, fir senger Mamm Hëllef zoukommen ze loossen. Dat geet awer net, well den 112 net iwwer 00352 112 ze erreechen ass.

Eng vergläichbar Situatioun bitt sech eisen Informatiounen no och deene Leit, déi am Grenzgebitt wunnen an deenen hiren Handy sech mam belschen, däitschen oder franséische Reseau connectéiert huet: Et ass dann net méiglech, den 112 unzeruffen. Dat selwecht gëllt anscheinend fir modern Iwwerwaachungssystemer, déi via Handy Alarm schloen, wann et am Haus oder am Appartement brennt oder wann een abrécht. Wann een dee Moment am Ausland ass, kënnt een net un de Lëtzebuerger Noutruff.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Inneminister riichten:

– Kann d'Madamm Inneminister confirméieren, dass de Lëtzebuerger Noutruff 112 net aus dem Ausland ze erreechen ass?
• Wa jo, wéi laang ass déi Situatioun scho bekannt, wat sinn d'Grënn dofir a firwat ass näischt ënnerholl ginn, fir den Noutruff 112 – a wuel och de Police-Noutruff 113 – aus dem Ausland accessibel ze maachen?

– Wéi eng Moossname wëll d'Madamm Inneminister huelen, fir um Niveau vun der Erreechbarkeet nozebesseren an a wéi engem Zäitraum soll dat geschéien?

Réponse (28/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Souwuel am Festnetz wéi am mobille Reseau gëtt en Uruff op déi europäesch Noutruffnummer 112 a ganz Europa ëmmer op déi nootsten Noutruffzentral geleet, fir sécherzestellen, datt eng Persoun am Noutfall och déi lokal zoustänneg Rettungsdéngschter erreecht a sou séier wéi méiglech gehollef ka kréien. Et sief och drun erënnert, datt Lëtzebuerg eent vun de wéinege Länner mat just enger eenzeger Noutruffzentral ass. An anere Länner, wéi z. B. Däitschland, wou et dacks méi Noutruffzentrale gëtt, wär et fir d'Bierger onméiglech ze wëssen, op wéi eng Nummer si uruffe missten.

Den Uruff op eng auslännesch Noutruffzentral iwwert d'Lännervirwal ass blockéiert, well et fir d'Bierger am Noutfall wichteg ass, déi europäesch Nummer 112 ze wielen, ouni sech onnéideg Gedanke mussen ze maachen. Dës Reegel gëllt säit der Aféierung vun der europäescher Nummer 112 an den 90er-Joren.

[8] https://www.oecd-ilibrary.org/sites/6c7260bffr/index.html?itemId=/content/component/6c7260bf-fr
[9] https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications/covid-19/criteres-hospitalisation-covid-19.html
[10] https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications/covid-19/priorisation-des-prises-en-charges-non-covid-pendant-la-pandemie.html
[11] https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications

D'Situatioun, déi vun den Deputéierte geschildert gëtt, ass éischter eng Ausnam. An alle Fäll ass et ëmmer besser, wann eng Persoun, déi Hëllef brauch, selwer, oder en Zeien, dee bei där Persoun ass, op den 112 urifft, an net eng Persoun, déi net sur place ass an där eventuell wichteg Informatiounen zur geneeër Situatiounsbeschreiwung feelen. Am Éischt-Hëllef-Cours gëtt dat och sou vermëttelt.

Wann een emol am Lëtzebuerger Grenzgebitt mam Handy z. B. op der däitscher Noutruffzentral erauskënnt, gëtt den Noutruff, wéinst der intensiver Zesummenaarbecht vun de Leitstellen, direkt richteg weidergeleet, sou dass och direkt op all Noutruff adäquat reagéiert ka ginn.

D'Police-Noutruffnummer 113 ass eng national Noutruffnummer. déi net direkt aus dem Ausland iwwer Telefon ze erreechen ass. Si gëllt exklusiv fir Noutruffappeller um nationalen Territoire fir ze garantéieren, dass d'Erreechbarkeet vum nationalen Noutruff assuréiert ass. D'Police envisagéiert aus sécherheetsrelevante Grënn net, d'Erreechbarkeet vun engem nationalen Noutruff aus dem Ausland zouzeloossen.

Et gëtt deemno aktuell keen Ulass, fir eppes um aktuelle Fonctionnement ze änneren.

Fermeture partielle du CR359 | Question **7670** (24/02/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Viru Kuerzem ass e Stéck vum CR359 tëscht der Laduno zu Ierpeldeng-Sauer an dem Rond-point bei Ettelbréck hallef gespaart ginn. Dat féiert dozou, datt vill Automobilisten, déi vun Ettelbréck an d'Angelduerfer Industriezon wëllen, duerch d'Porte des Ardennes (N27) an d'Wunnstrooss Rue Laduno fueren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Firwat gouf decidéiert, fir Bussen am CR359 stationéieren ze loossen? Wéi laang soll dat daueren? Huet dat mam Bau vum Tunnel op der Ettelbrécker Gare ze dinn?

2. Firwat gëtt net de fräien Terrain vun den CFL beim Garage Leweck genotzt, fir d'Bussen do waarden ze dinn?

3. Wéi vill Busse fueren all Dag vun dëser Plaz (CR359) aus fort a wéi gesäit hire Circuit aus?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et gouf entscheet, fir d'Busse virleefeg um CR359 stationéieren ze loossen, well op der Busgare, Quai 1 op der Ettelbrécker Gare, wou d'Chauffere virdrun ëmmer stationéiert hunn, den Ament wéinst dem Bau vum Tunnel tatsächlech keng Plaz méi zur Verfügung ass.

D'Iwwergangsléisung an der Rue du Viaduc (CR359) wäert dann och bestoe bleiwe bis datt d'Aarbechten um Tunnel ofgeschloss sinn.

ad 2. Op dem vum Här Deputéierte genannten Areal ass effektiv virgesinn, en definitive Parking fir d'Bussen ze amenagéieren. Deemno gëtt am Moment de Projet vu Waardeplaze studéiert a gläichzäiteg lafen d'Verhandlungen, fir déi néideg Grondstécker unzeschafen.

ad 3. Et handelt sech bei dëse Plaze wéi uganks erwäänt ëm reng Waardeplaze fir Busser, dës sinn awer net ekipéiert fir Passagéier eran- oder erauszeloossen a ginn och net am Horaire hannerluecht. Am Fuerplang vun de Buslinne sinn um Terminus ëmmer Wendezäite virgesinn, tëscht der Arrivée vun enger Faart an dem Depart vun der nächster. Dës Wendezäite sinn noutwenneg fir ee stabille Reseau ze garantéieren. Ausserdeem kënnt et zu Waardezäiten, wann ee Bus d'Linn wiesselt oder d'Personal eng Paus mécht. Laut de Kontrakter tëschent dem Staat an de Busbetriber ass et dem Busbetrib fräigestallt, wéi hie mat dëse Waardezäiten ëmgeet. Waardeplaze fir Busser miniméiere Leerfaarten duerch d'Uertschaft respektiv d'Zouparke vun dësen a stabiliséieren den Horaire vun de Busser. Deemno probéiere meng Servicer, wou et nëmme geet, genuch Plaz zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Busse propper waarde kënnen.

Formation des futurs policiers | Question **7676** (27/02/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans le contexte du plan de recrutement extraordinaire pluriannuel, la Police grand-ducale recrute massivement depuis quelques années. Pour répondre aux exigences actuelles, une nouvelle École de police a été inaugurée en 2021 au Findel. Prochainement, 200 policiers formés à cette école intégreront les rangs de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Compte tenu de l'évolution du nombre de policiers-stagiaires ces dernières années, combien de nouveaux enseignants ont dû être recrutés pour en assurer la formation à l'École de police ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les moyens que la police s'est donnée pour assurer la formation des nombreux stagiaires ? Quelle est la place qu'occupe la lutte contre la cybercriminalité dans la formation des policiers-stagiaires ?

3) La qualité de la formation policière a-t-elle pu être assurée depuis la réduction de la période de stage et l'augmentation significative du nombre de policiers-stagiaires ? L'esprit de corps des policiers a-t-il souffert depuis ?

Réponse (29/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Depuis le 1er janvier 2019, le personnel suivant a pu être recruté à titre de renfort au sein de l'École de police afin de prendre en charge les recrutements extraordinaires de policiers :

Au niveau du personnel policier
– 18 renforts ont pu être attribués à l'École de police ;
– 13 postes ont été créés au niveau des formateurs, toutes matières théoriques et pratiques confondues (1re année de stage) ;
– 5 policiers ont été mis en place en vue de la création de la nouvelle cellule d'encadrement des stagiaires en phase d'initiation pratique respectivement période d'observation pratique (2e année de stage).

Au niveau du cadre civil
– 1 conseillère pédagogique pour encadrer et accompagner les formateurs de l'École de police au niveau pédagogique, méthodique et didactique.

Plusieurs renforts en personnel technique, informatique et administratif ont été réalisés afin de répondre aux besoins administratifs et logistiques supplémentaires engendrés par le nombre important de stagiaires.

ad 2) Au niveau des moyens et investissements au profit de l'École de police, et afin de disposer d'infrastructures adéquates pour accueillir le nombre important de fonctionnaires-stagiaires, l'École de police a été transférée dans un bâtiment entièrement rénové au Findel. Cette infrastructure a été modernisée d'un point de vue de la consommation énergétique et le matériel didactique a été entièrement digitalisé. À noter dans ce contexte que depuis deux ans, tous les fonctionnaires-stagiaires se voient attribuer une tablette électronique, mettant ainsi à disposition l'ensemble de la documentation scolaire sous forme digitale. Un nouveau hall sportif sur le site même de l'École de police au Findel sera très prochainement inauguré.

La cybercriminalité est traitée dans le cadre du module « Police judiciaire » du programme de formation des futurs policiers.

ad 3) La période de stage n'a pas été réduite, car elle affiche toujours une durée de deux ans répartis dorénavant en une phase de formation policière théorique et pratique de 1.350 heures, subdivisée en 9 modules, effectuée à l'École de police et en une phase d'initiation pratique dans les unités de police en deuxième année. Lors de cette deuxième phase, les fonctionnaires-stagiaires évoluent pendant trois périodes de quatre mois en unités de police administrative et judiciaire, leur permettant d'apprendre le métier de policier sur le terrain en développant leurs compétences pratiques aussi bien au sein de commissariats à trois et à deux roulements ainsi qu'au sein du Service de police judiciaire et ce sous la supervision et l'accompagnement de tuteurs spécialement formés.

L'esprit de cohésion a été et restera toujours un des piliers de la formation professionnelle des futurs policiers.

Politique européenne d'immigration | Question **7685** (28/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Lors du Conseil européen du 9 février 2023, les dirigeants européens ont adopté la position la plus stricte de ces dernières années en matière d'immigration. Le communiqué final affirme que l'UE utilisera en la matière « comme levier toutes les politiques, tous les instruments et tous les outils pertinents de l'UE, y compris la diplomatie, le développement, le commerce et les visas, ainsi que l'immigration légale ». De plus, dans le but de renforcer l'action extérieure et assurer un contrôle plus efficace des frontières extérieures, le Conseil « demande à la Commission de mobiliser immédiatement des fonds et des moyens substantiels de l'UE pour aider les États membres à renforcer les capacités et les infrastructures de protection des frontières, les moyens de surveillance, y compris aérienne, et les équipements ». Dans cet esprit le Chancelier autrichien a revendiqué des murs et des clôtures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à la revendication de certains dirigeants européens de mettre en place des barrières physiques telles que des murs et des clôtures dans la croyance de protéger ainsi l'UE ?

2) Quels types de capacités et d'infrastructures seraient financés ?

3) Selon Monsieur le Ministre, à quel point le financement du renforcement des capacités et des infrastructures de protection des frontières et des moyens de surveillance contribuerait à une réponse européenne humaniste à la question d'immigration ?

4) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre sur l'avancement du Pacte sur l'asile et migration sous les présidences française et tchèque, dont les travaux devraient se clôturer avant la fin de la législature ?

Réponse (27/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) En effet, à l'occasion du Conseil européen du 9 février dernier, plusieurs dirigeants ont insisté pour avoir des éléments de langage dans les conclusions qui permettraient de financer des barrières physiques

telles que des murs et des clôtures avec le budget de l'Union européenne. La Commission européenne et plusieurs autres États membres, dont le Luxembourg, ont adopté une position plus prudente et nuancée à cet égard. Des barrières physiques contribuent notamment à séparer des communautés transfrontalières, ce qui va à l'encontre de l'esprit d'intégration du projet européen.

Il n'y a donc pas eu de consensus au Conseil européen, les conclusions adoptées se limitent de demander « à la Commission de mobiliser immédiatement des fonds et des moyens substantiels de l'Union européenne pour aider les États membres à renforcer les capacités et les infrastructures de protection des frontières, les moyens de surveillance, y compris aérienne, et les équipements ». Il n'y est pas question de barrières physiques et de murs, ce qui préserve une large marge d'appréciation dans le chef de la Commission européenne.

À noter que le Luxembourg a insisté avec succès, tout au long du processus préparatoire ainsi qu'au Conseil européen même, pour une référence dans le texte de conclusions au respect du droit international et à la protection de droits fondamentaux en matière de politique migratoire.

ad 2) Les types de capacités et d'infrastructures pouvant être financés par le budget de l'Union européenne sont définis dans le règlement 2021/1148 du 7 juillet 2021 établissant l'Instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas. Son objectif spécifique dans le contexte de la gestion des frontières est « de soutenir une gestion européenne intégrée efficace des frontières aux frontières extérieures [...] pour faciliter les franchissements légitimes des frontières, prévenir et détecter l'immigration clandestine et la criminalité transfrontière et gérer efficacement les flux migratoires ». Par rapport au titre spécifique des infrastructures, les annexes précisent que l'instrument apporte en particulier un soutien « aux infrastructures, bâtiments, systèmes et services nécessaires aux points de passage frontaliers et pour la surveillance des frontières entre les points de passage frontaliers ». Ce langage confirme la marge discrétionnaire attribuée à la Commission européenne.

Il convient aussi de noter le considérant 24 du règlement 2021/1148 qui stipule que « le présent instrument ne devrait pas financer de nouveaux bâtiments et infrastructures permanents aux frontières intérieures où les contrôles n'ont pas encore été levés ».

ad 3) Le financement du renforcement des capacités et des infrastructures de protection des frontières extérieures contribue à la surveillance des frontières et à maintenir un accès ordonné sur le territoire de l'Union européenne. Ce sont les procédures qui s'appliquent aux frontières extérieures qui doivent garantir une réponse européenne humaine à la migration.

L'agence « Frontex » soutient les États membres dans la gestion des frontières extérieures. Son mandat précise que le respect des droits fondamentaux est un élément global de la gestion européenne intégrée des frontières. L'agence dispose désormais de 46 observateurs des droits fondamentaux, qui sont déployés dans les opérations de Frontex ainsi que dans le centre des opérations au siège de l'agence. Ceci assure un suivi permanent des actions des effectifs de l'agence et des garde-frontières et garde-côtes des États membres avec lesquels l'agence coopère.

ad 4) Le Luxembourg soutient pleinement une réforme globale de la politique de l'Union européenne en matière d'asile et de migration ; il nous faut une solution structurelle et nous devons être ambitieux. Il est nécessaire que la présidence suédoise maintienne un rythme qui puisse nous mettre en position de pouvoir clôturer les travaux interinstitutionnels avant la fin de la législature.

Porte-à-porte électoral | Question **7690** (01/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et ass politesche Gruppéierunge verbueden, fir bei d'Leit schellen ze goen a se iwwert d'Walen ze informéieren, also ee „porte-à-porte" ze maachen. Dëst Verbuet ass am Artikel 95 vum Walgesetz festgehalen:

« Est puni d'une amende de 500 à 5.000 euros celui qui, sous prétexte d'indemnité de voyage ou de séjour, a donné, offert ou promis aux électeurs une somme d'argent ou des valeurs ou avantages quelconques. [...] Est encore puni de la même peine quiconque, en tout temps et dans un but électoral, a visité ou fait visiter à domicile un ou plusieurs électeurs. »

Mir hu festgestallt, dass eng Partei hei am Land esou ee „porte-à-porte" organiséiert. Op der Facebook-Säit „Our City, Our Votes/Notre Ville, Nos Votes" fënnt een doriwwer e gesponserte Post. An engem Artikel vum 20. Januar op delano.lu seet dës Partei ganz oppen, firwat si esou eng Campagne maachen (https://delano.lu/article/dei-lenk-go-door-to-door-to-si).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Fält den „door to door campaigning", sou wéi en am Post presentéiert gëtt, ënnert d'Verbuet, wéi et am Artikel 95 vum Walgesetz definéiert ass?

Falls jo, wat gedenkt d'Ministesch an dëser Situatioun ze ënnerhuelen?

2. An enger Bréifäntwert, déi eis virläit, schreiwen d'Initiateure vun der Door-to-door-Campagne, dass d'Verbuet vum „porte à porte" net am Aklang mat der neier Verfassung wier (Artikel 27 a 37). Zitat:

« Nous estimons qu'au regard de ces dispositions, l'art. 95 de la loi électorale de 2003 ne manquerait pas d'être déclaré inconstitutionnel par la Cour constitutionnelle en cas de litige à ce sujet, dans la mesure où il viole le contenu essentiel des libertés publiques consenties aux partis politiques, constitue une mesure non nécessaire dans une société démocratique, ne répond à aucun intérêt général, ne protège aucun droit et, même si tel était le cas, serait de nature totalement disproportionnée par rapport à l'éventuel but poursuivi.

Inwiefern deelt d'Ministesch dës Aschätzung?

Réponse (23/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Et läit net an der Zoustännegkeet vun der Regierung ze jugéieren, ob de „porte-à-porte", esou wéi en am Artikel vum 20. Januar 2023 ugeschwat gouf, géint d'Verbuet vum Artikel 95 Alinea 4 vum Walgesetz verstéisst. Dëst ass eleng d'Kompetenz vun der Justiz an notamment dem Parquet, deen iwwer e méigleche Verstouss géint d'Gesetz an d'Opportunitéit vun de Poursuitten entscheet. Eng Stellungnam vun der Regierung géif géint de konstitutionelle Prinzipp vun der Gewaltentrennung verstoussen.

ad 2. Et ass ausser Fro, dass d'Ëmstänn, déi deemools bei der Adoptioun vum Artikel 95 Alinea 4 vum Walgesetz (urspréinglech den Artikel 236 vum Gesetz vum 31. Juli 1924) bestan hunn, evoluéiert hunn. Dat gesot, bleift d'Fro vun der Verfassungsméissegkeet vun enger legaler Dispositioun eng exklusiv Kompetenz vun der Justiz. Méi präzis gëtt dës Fro nëmmen am Kader vun enger prejudizieller Fro vum Verfassungsgeriicht tranchéiert. Och hei géif eng Stellungnam vun der Regierung géint de konstitutionelle Prinzipp vun der Gewaltentrennung verstoussen.

Lignes de bus desservant les zones industrielles | Question **7691** (01/03/2023) de **M. Carlo Weber** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Ugangs Dezember 2022 huet de Mobilitéitsministère an engem Communiqué matgedeelt, datt sechs Buslinne Richtung Industriezonen, nämlech d'Linnen 93U, 94U, 21U, 92U, 16U a 17U, sollten ab dem 13. Februar 2023 ofgeschaaft ginn. Wéi et awer den 1. Mäerz, ganz erfreelech, an der Press ze liese war, sollten all dës Linnen ausser d'Linn 17U (Clierf–Housen–Stolzebuerg/SEO) viraussiichtlech bäibehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Ass dës Decisioun op neien Zielungen zeréckzefëieren oder ginn et dofir och aner Grënn? Falls dës Decisioun op neien Zielungen zeréckzefëieren ass, kéint den Här Minister ons unhand vun engem Tablo déi viregt Zielunge mat deenen neien duerleeën?

– Wéi eng Alternative gi fir déi suppriméiert Linn 17U en place gesat?

– Ass bis ewell gewosst bis wéini déi aner fënnef Linne bäibehale ginn? Gëtt et mëttelfristeg e Konzept, fir dës betraffe Linnen duerch aner Transportméiglechkeeten ze ersetzen?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäerten Deputéierten Dan Biancalana a Carlo Weber hu Froe gestallt zu den RGTR-Buslinnen a Richtung Industriezonen, nämlech d'Linnen 93U, 94U, 21U, 92U, 16U a 17U.

Effektiv sollten dës Linne fir den 13. Februar 2023 agestallt ginn. Am Virfeld goufen et Reunioune mat de Gewerkschaften an de Betriber aus de betraffenen Industriezonen, fir dës Decisiounen ze erklären. Wärend dëse Reunioune gouf festgehalen, dass déi Linne just dann eréischt agestallt ginn, wann et Alternativen am RGTR-Reseau gëtt respektiv wann et ganz kloer ervirgeet, dass et keng Demande gëtt. Allgemeng ass et d'Zil vum Transportdepartement a vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP), fir ee Reseau unzebidden, deen d'Industriezone besser bedéngt.

D'ATP huet nach zousätzlech Comptagen duerchgefouert, déi awer net zu neie Resultater gefouert hunn. Wat d'Linn 17U betrëfft, ass keng Alternativ gesicht ginn, well do guer keng Demande bestanen huet.

Déi aner Linne bleiwe bestoe bis eng Alternativ, fir d'Demande opzefänken, en place ass. Am Prinzipp ass däitlech ginn, dass virun allem d'Verbindung aus der Nordstad an d'Industriezonen ausgebaut muss ginn. Esou laang wäerten d'Linnen an hirer aktueller Form bestoe bleiwen.

Prêt à taux zéro pour couvrir les coûts de réparation du sinistre | Question **7702** (03/03/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Suite aux intempéries survenues en été 2016, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé la possibilité pour les sinistrés de souscrire à un prêt à taux zéro auprès d'une banque luxembourgeoise pour couvrir les coûts de réparation du sinistre. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2256, Monsieur le Premier Ministre avait précisé que « les particuliers qui ne seront pas éligibles aux aides sociales du Ministère de la Famille pourront demander, sous certaines conditions, auprès des banques participantes un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 50.000 euros par unité d'habitation endommagée. Les intérêts pris en charge par l'État seront

également financés par le biais de la même ligne budgétaire du Ministère de la Famille. » À l'époque, le Premier Ministre avait aussi déclaré qu'il n'était pas encore en mesure de chiffrer le coût de cette aide.

Étant donné que plusieurs années ont passé depuis ces événements, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Combien de ménages ont obtenu un prêt à taux zéro suite aux intempéries de 2016 ?

2) Quelles banques ont proposé ces crédits aux ménages sinistrés ?

3) Quel a été l'impact budgétaire de cette mesure ?

Réponse (08/03/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Deux ménages ont obtenu un prêt à taux zéro suite aux inondations du 22 juillet 2016.

ad 2) Une convention relative au prêt « catastrophe naturelle » à taux zéro a été conclue avec deux banques, à savoir la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et la Banque BCP.

ad 3) Le coût total de cette mesure s'élève au 7 mars 2023 à 4.763,45 €. Un des deux prêts accordés est venu à échéance en octobre 2019. L'autre prêt viendra à échéance en octobre 2026, la durée maximale du prêt étant de 10 ans.

Attaques de « phishing » | Question **7703** (03/03/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

Et ass mir zu Ouere komm, datt et an de leschten Deeg eng extreem héich Unzuel u ganz sophistiquéierte „Phishing"-Attacke gouf. D'Verbraucher goufen heibäi – deels mat enger Ofsenderadress, déi „richteg" war, deels mat Uriff iwwert Telefonsnummeren, déi effektiv deenen entspriechenden Institutioune gehéieren – kontaktéiert. Besonnesch betraff ware mengen Informatiounen no LuxTrust, BCEE, BIL a POST.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Huet d'Madamm Finanzminister Kenntnes iwwert d'Schied, déi duerch dës Attacke bei Bankclienten entstane sinn? Handelt et sech, wéi een héiert, ëm substanziell Zommen, déi hei detournéiert goufen?

2. Huet d'Post als „Provider" vun @pt.lu-Adresse Kenntnes vun dëse Mëssbräich? Wat ënnerhëlt d'Post, fir esou Attacken ze ënnerbannen? Wéi vill Schued ass POST-Clienten duerch dës Attacken entstanen?

3. Huet d'Police Kenntnes iwwert dës Welle vu Phishing a wat ass geplangt, fir dogéint virzegoen? Ginn et Erkenntnesser, vu wéi enge Länner dës Attacken ausginn?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

D'Police huet säit Ufank November 2022 Kenntnis iwwert déi an der parlamentarescher Fro ernimmte Phishing-Attacken. Ënnert Leedung vum Parquet huet d'Police judiciaire eng Enquête lafen.

Déi concernéiert Banken an aner Servicer sinn och iwwert d'Attacken a Kenntnis gesat ginn an hunn intern Schrëtt ënnerholl, fir hir Clienten ze warnen an d'Sécherheetsmesuren ze verschäerfen. Identifizéiert Phishing-Säite gi schnellstméiglech analyséiert an et ginn déi néideg Demarche gemaach, fir dës vum Netz ze huelen a sou weider Affer ze evitéieren. D'Bevëlkerung ass direkt iwwert de Pressebüro vun der Police via Social Media an och déi geschriwwe Press iwwert dës Phishing-Well informéiert ginn. Dës Warnunge si reegelméisseg widderholl ginn, well d'Attack weiderhin undauert.

POST stellt och fest, dass de Phenomeen vum Phishing hei zu Lëtzebuerg, wéi och weltwäit, zouhëlt. Et ginn ëmmer méi dacks Telefonsnummeren oder URLe „gespooft", dat heescht, et gëtt dem Empfänger fälschlecherweis suggeréiert, dass hie vun där ugewisener Telefonsnummer oder Internetadress kontaktéiert gi wär. Den Hacker, deen an esou Fäll Identifianten usurpéiert, ass awer selwer guer net Client bei POST Lëtzebuerg.

Fir deem entgéintzewierken an hir Clientë beschtméiglech ze protegéieren, setzt POST Lëtzebuerg zanter Joren op eng automatesch Detektioun vun Attacken, déi hire Reseau benotzen oder ugräifen. Déi dofir benotzten Algorithmen, déi op „machine learning" berouen an op verschidden Niveauen Zougréffer blockéieren, passen sech stänneg un.

Generell kann ee keng genau Chifferen iwwer den eventuelle Schued oder d'Verloschter, déi duerch Phishing-Attacke verursaacht ginn, erstellen, well nëmmen dann Zuele kënnen erhuewe ginn, wann de Konsument d'Initiativ hëlt, fir esou Forme vu Bedruch un d'Police oder seng Bank ze mellen.

De Wirtschaftsministère huet scho virun 20 Joer ugefaangen, an d'Cybersécherheet ze investéieren. Sou ass securitymadein.lu, d'Cybersécherheet-Agence fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft a Gemengen entstanen, gradewéi den Nofollger dovun, d'Luxembourg House of Cybersecurity (LHC) an e ganze Cybersecuritéit-Ekosystem huet sech dorëm entwéckelt. Der Erfarung vum LHC no stelle Phishing-Evenementer ongefeier en Drëttel vun den observéierte Cyber-Ugréffer duer.

D'House of Cybersecurity gëtt, soubal nei Welle vu Phishing erkannt ginn, eng Warnung iwwer déi sozial Netzwierker eraus an och um nationale Portal www.cybersecurity.lu, gradewéi a senger Newsletter „CyberAware". Um nationale Cybersecuritéit-Portal www.cybersecurity.lu fënnt ee vill Informatiounen a Recommandatiounen zum Phishing souwuel fir d'Entreprise wéi fir d'Bierger. SPAMBEE, eng gemeinsam Initiativ vu BEE SECURE, der CNPD an dem National Cybersecurity Competence Center Luxembourg (NC3), erlaabt et, verdächteg E-Mailen analyséieren ze loossen, fir festzestellen ob et sech ëm Spam oder Phishing handelt.

Déi grouss Lëtzebuerger Banke si sech generell iwwer d'Risiken, déi d'Cyberkriminalitéit fir hir Clienten duerstellt, bewosst. Zënter Joren hu si Sensibiliséierungscampagnen individuell, awer och an Zesummenaarbecht mat der Bankenassociatioun ABBL, ëmgesat. Dëst virun allem och am Kader vu Campagnë vun Autoritéite wéi Europol. Iwwert déi leschte Joren huet d'ABBL och zesumme mat hire Memberen hir Sensibiliséierungs- a Präventiounsefforten an Zesummenaarbecht mat den nationale Cybersecurity-Acteure weidergefouert.

D'Moyene, fir dës Attacken ze bekämpfen, ginn och am Cybersecurity-Aarbechtsgrupp vun der ABBL diskutéiert, zu där déi grouss lokal Banke gehéieren, mee och Luxtrust. Am Kader vun dësem Forum gi Best Practices ausgetosch.

D'ABBL gouf och am Februar 2023 vun hire Membere mandatéiert, d'Efforte vun der Bankeplaz an dësem Beräich an Zesummenaarbecht mat alle lokalen Acteuren, inklusiv dem House of Cybersecurity, ze koordinéieren. Eng éischt Reuniouun huet zu der Schafung vun enger engagéierter Taskforce gefouert, déi op follgenden Niveauen agéiere soll:

– nei Zorte vu Phishing ze identifizéieren;
– taktesch Aktiounen, fir Phishing-Attacken ze ënnerbannen;
– strukturell Aktiounen (Formatioun, Sensibiliséierungscampagnen, Tester, Infrastrukturverbesserung, Leeschtungsindikatoren, Kommunikatioun).

Tarifs de rachat du biogaz | Question **7704** (03/03/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Léon Gloden** | **M. Max Hengel** (CSV)

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Zukunft vun de Biogasanlagen zu Lëtzebuerg maachen sech besonnesch d'Bedreiwer vun den Anlagen, déi Biomethan an d'Netz aspeisen, Suergen. Wéi am Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 25. Februar 2023 nozeliesen ass, hunn déi Anlage Schwieregkeeten, hir Käschten ze decken, well hir Matière première an hir Energiekäschte méi deier goufen, awer de Präis, deen si fir de Biogas kréien, net ugepasst gouf.

Well d'Regierung sech d'Zil gesat huet, d'Produktioun vun nohaltegem Biogas an Zukunft nach auszebauen a well eng national Produktioun an Zäite vun Energiekris besonnesch wichteg ass, wéilt ech follgend Fro un den Här Minister fir Energie stellen:

– Huet d'Regierung geplangt, d'Käschtestruktur vun de Biogasanlagen ze analyséieren an d'Tarifikatioun vun der Gasaspeisung unzepassen?

Réponse (12/04/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Am Joer 2020 huet de Ministère fir Energie a Landesplanung eng wirtschaftlech Analys vun deenen dräi bestoende Biomethananlagen duerchgefouert. D'Resultater vun dëser Analys sinn als Basis genotzt ginn, fir am Kader vun der nationaler Biogasstrategie d'Tariffer fir de Biomethan ze iwwerschaffen.

Am Kader vun der nationaler Biogasstrategie ass et virgesinn, nei Tariffer fir nei Anlagen, e Residualtariff fir al Anlagen an och e Güllebonus fir Biomethananlagen anzeféieren. Doriwwer eraus ass et och geplangt, de Biomethananlagen no dem Enn vun hirem Kontrakt d'Méiglechkeet vun enger Erneierung ze ginn.

Wéi an der Äntwert vum Minister fir Energie, Claude Turmes op d'parlamentaresch Fro N° 7678 vum éierewäerten Deputéierte Fred Keup erkläert, si vum Wirtschaftsministère speziell Hëllefe fir Biomethananlage virgesi ginn, fir am Joer 2023 d'Hausse vun de Stroum- a Biomasskäschten ofzefiederen.

Doriwwer eraus gëtt aktuell mam Wirtschaftsministère gekuckt, fir dësen Anlagen och réckwierkend fir d'Joer 2022 ze hëllefen.

Résiliation d'une convention dans le cadre du Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool | Question **7705** (03/03/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

En 2020, le Gouvernement a mis en place le premier Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage d'alcool (PALMA). Les principaux objectifs du PALMA sont de réduire de manière significative le mésusage de l'alcool et ses méfaits au Luxembourg, ainsi que de créer des environnements favorables permettant à la population d'adopter des comportements sains et raisonnables face à l'alcool.

Dans cet ordre d'idées, le Ministère de la Santé a établi en 2022 une convention avec les Hôpitaux Robert Schuman (HRS), attribuant entre autres à ces derniers la mission de sensibiliser sur la filière d'addictologie, de la promouvoir et de l'organiser, de coordonner la

prise en charge des patient.e.s nécessitant des soins en addictologie, ainsi que d'offrir aux patient.e.s un projet thérapeutique individuel.

Selon nos informations, le Ministère de la Santé a récemment résilié la précitée convention avec les HRS, notamment en raison d'une diminution du budget alloué au PALMA et d'une réallocation des fonds disponibles pour la mise en œuvre du plan.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que la convention précitée a été résiliée ? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour la résiliation de la convention ?

2) Le budget prévisionnel du PALMA avait prévu une augmentation de la dotation budgétaire pour l'année 2023 par rapport à l'année 2022. Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les raisons de la réduction du budget du PALMA en 2023 par rapport à 2022 ? La réduction budgétaire reflète-t-elle un changement de priorité en matière de lutte contre le mésusage de l'alcool ?

3) D'autres conventions établies dans le contexte du PALMA seront-elles également résiliées ou ont-elles d'ores et déjà été résiliées ? Quels sont plus précisément les domaines du PALMA qui sont affectés par la réduction budgétaire ?

4) Quelles sont les priorités que Madame la Ministre compte mettre en œuvre afin de réduire le mésusage d'alcool dans les années à venir ?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool (PALMA), adopté par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 24 janvier 2020, ainsi que le budget y alloué, est géré par la division de la médecine préventive du pôle de « médecine préventive et santé des populations » de la Direction de la santé. Comme pendant les années 2020 à 2022 les ressources humaines de la Direction de la santé étaient engagées presqu'exclusivement dans la lutte contre la pandémie, une partie du budget alloué au PALMA a été investie dans des conventions avec des partenaires externes, pour assurer, malgré la crise sanitaire, une continuité des travaux d'implémentation sur ce plan national.

Ainsi, une convention a été conclue pour l'année 2022 avec les Hôpitaux Robert Schuman (HRS), afin de promouvoir et d'organiser une filière d'addictologie.

Comme actuellement la situation sanitaire s'est stabilisée, la division de la médecine préventive peut se concentrer de nouveau sur sa mission primaire, et le recours à des prestataires externes est moins nécessaire.

L'importance de la filière d'addictologie, pour la prise en charge des patients, ainsi que de la nécessité d'une offre de projet thérapeutique individuel restent cependant des priorités pour le Ministère de la Santé. Pour cette raison, des solutions de financement additionnelles au PALMA ont été recherchées afin de garantir une nouvelle convention avec les HRS pour l'année 2023.

ad 2) S'il est vrai que les plans nationaux comportent des prévisions budgétaires pluriannuelles, il convient cependant de rappeler que les budgets de l'État réellement attribués se négocient de façon annuelle entre administrations et Inspection générale des finances. Ces négociations tiennent évidemment compte des retards d'implémentation des plans nationaux, dus à la pandémie, et peuvent donc impliquer des modifications des montants initialement prévus pour une année déterminée.

Ceci ne reflète en rien un changement de priorités en santé publique, mais constitue simplement une mise en œuvre retardée et qui se prolongera dans le temps.

ad 3) Comme il s'agit de conventions limitées à la durée d'une année calendaire, on ne peut pas parler de résiliation car ces conventions se terminent normalement fin décembre de l'année pour laquelle elles ont été conclues.

Une seule convention annuelle avec un prestataire externe mise en place pour la durée de l'année 2022 n'a pas été reconduite. Dans ce cas précis, les activités de prévention sous-traitées en 2022 ont été reprises et seront de nouveau assurées en interne par la division de la médecine préventive.

ad 4) Les priorités pour 2023 et 2024 seront évidemment de rattraper les retards pris par le PALMA dus à la pandémie Covid-19. En cas de besoin, une prolongation dans la durée du PALMA pourra être demandée au Conseil de Gouvernement au-delà de 2024, afin de garantir l'implémentation complète du plan.

Ainsi le PALMA prévoit notamment un renforcement du cadre légal de la vente des boissons alcoolisées. D'un point de vue information de la population, des pages web sur le portail sante.lu mettront en évidence des informations essentielles sur l'addiction et regrouperont :

– une cartographie de l'ensemble des offres de soins et d'accompagnement pour les personnes présentant un mésusage de l'alcool
– des recommandations et guides de mise en œuvre pour professionnels
– des actualités en matière d'alcool
– l'avancement des travaux du PALMA
– des outils, publications et campagnes
– des projets en cours
– l'épidémiologie (statistiques, études, ...) au Luxembourg
– des outils de dépistage en ligne.

Un point particulier sera mis sur le développement d'un comportement responsable des jeunes faces à l'alcool, et sur une intervention de santé publique précoce chez les jeunes présentant une consommation à risque. Une comparaison avec des initiatives mises en place par d'autres pays dans le domaine de l'addiction des jeunes est en cours.

Il est également prévu de lancer une nouvelle campagne sur le « low risk drinking » et d'intégrer le dépistage précoce dans les soins de santé primaires à travers un projet pilote.

Pour plus de détails, l'entièreté du PALMA est consultable sur le portail sante.lu.

Règlement communal concernant les voies étatiques | Question urgente **8284** (05/09/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Eng Rei Gemenge wéi Ettelbréck, Schëffleng oder Monnerech hu Reglementer geholl, déi d'Staatsstroosse betreffen. Dës Reglementer gëlle méi wéi 72 Stonnen, also méi wéi et soss am Kader vun engem Gemengereglement de Fall ass, wat d'Staatsstroosse mat betrëfft.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Huet de Minister de genannte Gemengen hir Reglementer acceptéiert?

2. Am Fall wou d'Äntwert op déi éischt Fro nee ass, kënnen d'Gemenge via Policereglement Decisioune par rapport zu Staatsstroossen huelen ouni den Accord vum Ministère fir ëffentlech Aarbechten?
– Wa jo, wéi laang sinn dës gülteg?
– Wann nee, wäert de Minister bei de betraffene Gemengen intervenéieren?

3. Wat fir eng Influenz huet eng Absence vun enger Approbatioun vum Minister op dës Gemengereglementer?

Réponse (11/09/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéierte stellen sech Froen iwwer Gemengereglementer. Aus der Fro geet awer net kloer ervir, ëm wéi eng Zort vu Reglementer et sech dobäi handelt.

Wat den üblechen Oflaf bei Verkéiersreglementer betrëfft, gëlle laut Artikel 5 vum ofgeännerte Strooseverkéiersgesetz vum 14. Februar 1955 follgend Reegelen. Esou ass et un de Gemengen, souwuel déi kommunal wéi och déi staatlech (Nationalstroossen a „chemins repris") Stroossen innerhalb vun den Uertschaften an engem Gemengeverkéiersreglement ze reglementéieren. Ausserhalb vun den Uertschafte ginn d'Bestëmmungen duerch e groussherzoglecht Reglement festgehalen.

Aus der Fro geet och net ervir, ob et sech ëm Stroossen handelt, déi innerhalb oder ausserhalb vun den Uertschafte leien, an et ass natierlech och net méiglech ze soen, ob Verkéiersreglementer approuvéiert goufen oder net, ouni ze wëssen ëm wéi eng et sech handelt respektiv wéi eng Stroosse betraff sinn.

Wat déi üblech Prozedur ugeet, ass et esou, dass déi ministeriell Approbatioun vun de Gemengereglementer nëmmen déi definitiv oder temporär Verkéiersreglementer betrëfft, déi vun der reglementarescher Autoritéit vun der Gemeng, dat heescht dem Gemengerot, gestëmmt goufen.

Op Gemengenniveau kënnen awer och Verkéiersreegelen (och hei souwuel op Staats- wéi och op Gemengestroossen inneruerts) vum Schäfferot diktéiert ginn, déi dann direkt rechtskräfteg sinn an déi d'Regierung net als Éischt approuvéiere muss. D'Bestëmmungen dierfen allerdéngs net méi wéi 72 Stonnen daueren.

Dozou bleift ze soen, dass Gemengeverkéiersreglementer vum Gemengerot, déi net als Éischt souwuel vum Minister fir Strooseverkéier wéi vum Inneminister approuvéiert goufen, oder Reglementer vum Schäfferot, déi méi wéi 72 Stonnen daueren, net gesetzeskonform sinn a soumat net oder net méi a Kraaft sinn.

Sollt et sech bei der parlamentarescher Fro awer ëm d'Ophänke vu Walplakater handelen, esou wéi kierzlech a verschiddene Medien thematiséiert, ass et richteg, datt d'Ophänke vun dëse Plakater laanscht Staatsstroossen duerch eng „permission de voirie" vum Minister fir ëffentlech Aarbechten autoriséiert gëtt. Dës Autorisatioun leet Bedéngungen am Sënn vun der Verkéierssécherheet fest, haaptsächlech wat d'Visibilitéit vun de Verkéiersbenotzer ubelaangt, wéi zum Beispill op Héicht vu Kräizunge respektiv Rondelen. D'Anhale vun dëse Bedéngunge gëtt vun der Stroossebauverwaltung kontrolléiert an d'Parteie ginn och kontaktéiert, am Fall wou d'Plakater net sollte konform sinn.

Policereglementer, wéi an der zweeter Fro vun den honorabelen Deputéierten ugedeit, falen awer net ënnert mäin Zoustännegkeetsberäich a menger Funktioun als Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Dofir kann ech déi Reglementer och net approuvéieren an

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

och net bei de Gemengen intervenéieren. Well ech fir d'Policereglementer also net zoustänneg sinn, huet d'Feele vu menger Approbatioun och keng Influenz op dës Zort vu Gemengereglementer.

Onofhängeg vun all deem, sinn ech der Meenung, dass angesichts der Dimensioun, déi dat Ganzt ageholl huet, an Zukunft ee sech muss d'Fro stellen, ob et net soll ganz ënnerbonne gi fir Plakater op Luuchtepottoen ze hänken.

Vote dans le cadre du « Chat Control » | Question urgente **8287** (05/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Enn September kommen d'Ministeren aus den EU-Länner am Rot fir Justiz a bannenzeg Sécherheet (Justice and Home Affairs Council) zesummen. Op der Agenda soll ënner anerem e Vott iwwert déi europäesch Pläng zur Chatkontroll stoen. D'Propos fir eng „Regulatioun laying down rules to prevent and combat child sexual abuse" ass héich ëmstridden, well se d'Privatsphär vun all Mënsch am Internet ugräift.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi ee Minister wäert Lëtzebuerg Enn September am Rot vertrieden?

2. Wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung aktuell an dësem Dossier a wéi wäert Lëtzebuerg Enn des Mounts ofstëmmen?

Réponse (11/09/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Consultatiounen iwwer dës Fro sinn nach um Lafen, sou dass nach keng definitiv Decisioun virläit.

ad 2. Der Regierung hir Positioun zu dësem geplangten EU-Reglement ass an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7956 vum 3. Mee 2023 ugefouert.

Et sief awer bemierkt, dass d'Negociatiounen an den Aarbechtsgruppen nach um Lafe sinn an dass et aus deem Grond nach net bekannt ass, wéi déi genee Mouture vum Text, mat deem de Conseil wäert befaasst ginn, wäert ausgesinn.

Panneaux d'affichage électoraux mis à disposition par les administrations communales | Question urgente **8313** (13/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Gemenge stellen de Parteien am Kader vum Walkampf op eenzelen, offizielle Plazen ausgewise Panneaue bereet, wou all d'Parteien hir Plakater mat de Kandidate kënnen ophänken, fir dës de Leit virzestellen. Esou wéi et mir zougedroe gouf, huet d'Gemeng Ëlwen manner entspriechend Panneauen opgestallt ewéi Parteie mat Lëschten am Bezierk Norde fir d'Chamberswalen untrieden. Eenzel Parteie konnten hir Lëschten ënnert deenen Ëmstänn net aushänken.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Banneminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Banneminister dës Virgäng bekannt? Falls jo, gesäit si doran net eng Verzerrung vun der demokratescher Kompetitioun, well eenzel Parteien sech dem Wieler guer net, oder just mat Verspéidung kënne presentéieren?

2. Falls déi feelend Panneauen op e kuerzfristege Materialmangel zeréckzeféiere sinn, well méi Parteien ugetruede sinn, wéi urspréinglech ze erwaarde war, gesäit d'Madamm Minister dann eng Méiglechkeet, fir deene betraffene Gemenge kuerzfristeg aus Bestänn vum Staat ënnert d'Äerm ze gräifen?

Réponse (15/09/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert d'Unzuel vun de Panneauen, déi d'Gemeng Ëlwen zur Verfügung stellt, fir Walplakater ze affichéieren.

D'Gemeng Ëlwen huet mech driwwer informéiert, dass hire Service technique an Tëschenzäit zousätzlech Panneauen installéiert huet, sou dass all Lëscht hir Walplakater kann affichéieren.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1848

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 54 à 56	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-12	p. 13-78	p. 78-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-12

Séances ..... p. 13-78

54e séance du mardi 27 juin 2023 p. 13-31

55e séance du mercredi 28 juin 2023 p. 31-54

56e séance du mercredi 28 juin 2023 p. 54-78

Questions au Gouvernement ..... p. 78-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
02/10/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Visite du Premier Ministre de la République de Slovénie

Deux petits États avec des objectifs similaires

Le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie visent tous les deux à renforcer l'Union européenne et à promouvoir la paix en Europe. Il s'agit là de deux objectifs communs relevés par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, à l'occasion de la visite d'une délégation de la République de Slovénie menée par son Premier Ministre, M. Robert Golob, le 12 septembre 2023 à la Chambre.

En juin 2023, la République de Slovénie a été élue en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2024–2025. Dans ce contexte, elle se concentrera surtout sur le changement climatique et la promotion de la paix en Ukraine, a expliqué le Premier Ministre slovène à l'adresse des parlementaires luxembourgeois qui se sont intéressés aux priorités de la Slovénie.

Saisir toute opportunité de paix

Depuis le début de la guerre d'agression russe en Ukraine, tant le Luxembourg que la Slovénie ont exprimé leur solidarité envers les Ukrainiens. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, s'est renseigné sur l'état d'esprit actuel de la population slovène concernant la guerre en Ukraine.

Selon les explications du Premier Ministre, deux revendications peuvent surtout être identifiées : celle d'une paix immédiate et celle d'une paix juste en Ukraine. Un sentiment partagé par M. Golob, qui a affirmé que la guerre ne devrait pas s'éterniser. Il a par ailleurs souligné que la Slovénie vise à saisir toute opportunité pour faciliter la paix.

Les principaux défis de la Slovénie

En ce qui concerne les défis principaux du nouveau Gouvernement slovène, le Premier Ministre a cité en premier lieu les actions à mener pour répondre au changement climatique. Les inondations récentes en Slovénie auraient montré qu'aucun pays n'est à l'abri des répercussions du changement climatique. Par ailleurs, la régulation du système national de santé et la maîtrise de l'inflation figurent parmi les défis à relever.

Face à ses interlocuteurs luxembourgeois, le Premier Ministre slovène a souligné qu'il apprécie les échanges directs entre petits États, puisqu'ils peuvent mener à de nouvelles idées et solutions. « Les petites idées entraînent souvent des changements importants », a-t-il conclu, en se référant à la visite de la ville de Schengen effectuée la veille par la délégation slovène.

Une délégation de la République de Slovénie, conduite par son Premier Ministre, M. Robert Golob (9e à gauche), a été reçue à l'Hôtel de la Chambre.

Journée internationale de la démocratie

Plus de participation des jeunes !

Les jeunes sont régulièrement conviés à faire part de leurs idées et revendications aux députés.

La journée internationale de la démocratie, initiative de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui est célébrée chaque année le 15 septembre, a été placée cette année sous le signe du renforcement des moyens d'action des enfants et des jeunes.

« Il nous faut élargir la participation effective des jeunes aux processus de prise de décision à tous les niveaux », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, à l'occasion de l'édition 2023 de la journée qui est fêtée depuis 2007. Au Grand-Duché, la participation citoyenne est prévue par la Constitution et elle vise aussi les jeunes : les pétitions publiques peuvent être introduites dès l'âge de 15 ans. Les propositions motivées aux fins de légiférer (PML) peuvent être introduites par les jeunes électeurs dès qu'ils ont atteint l'âge de 18 ans.

Les opportunités de participation pour les jeunes à la Chambre

Le Parlement luxembourgeois ouvre régulièrement ses portes aux enfants et aux jeunes. Il accueille ainsi chaque année des élèves qui participent au « Zuch vun der Demokratie » (Train de la démocratie) et qui discutent leurs revendications avec des parlementaires. Il en est de même pour les jeunes du « Jugendparlament » (Parlament des Jeunes) qui sont conviés une fois par an par la Chambre des Députés afin de présenter leurs résolutions. En outre, les participants au « Jugendkonvent » sont accueillis tous les ans à la Chambre des Députés dans le cadre d'un échange sur des thèmes d'actualité avec les députés.

Des classes scolaires ou d'autres groupes de jeunes peuvent visiter le Parlement, sur rendez-vous, tout au long de l'année.

Les activités pédagogiques

Une collaboration spécifiquement axée sur les besoins et les intérêts des jeunes a par ailleurs été mise en place avec le « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB). En période scolaire, le ZpB propose par exemple un atelier à la Chambre pour des groupes de jeunes au sujet du travail parlementaire et de la démocratie au Luxembourg. La Chambre et le ZpB ont également réalisé plusieurs vidéos éducatives en coopération avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

Refonte du droit centenaire des associations et fondations

6054 – Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations

Déposé en 2009, le projet de loi n° 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations entend procéder à une refonte du droit centenaire des associations et fondations afin de préciser, adapter et simplifier les dispositions existantes tout en abandonnant les dispositions qui ne présentaient plus d'utilité.

Les principaux changements proposés sont de :

– simplifier les formalités ;

– accroître la sécurité juridique des structures ;

– développer la transparence et la cohérence dans les règles de fonctionnement ;

– innover par de nouveaux mécanismes permettant de répondre aux contraintes que rencontrent certaines associations ou fondations en cas de recherche de nouvelles compétences ou d'optimisation de la gestion.

Le projet de loi a été amendé à deux reprises en prenant en compte tous les avis émis par les organes consultatifs, chambres professionnelles ou d'initiative propre. Il s'inscrit également dans le contexte des dernières évolutions au niveau des Recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), qui constituent le standard international en la matière en prenant en particulier en considération les exigences formulées dans la Recommandation spéciale VIII concernant les organismes à but non lucratif ainsi que dans la note interprétative y relative.

En substance, le projet de loi propose des modifications sur les points suivants :

1) Un allègement des procédures administratives

Le projet de loi prévoit de simplifier considérablement les procédures administratives relatives à la constitution et à la gestion des associations.

Ainsi, l'obligation de déposer annuellement une liste des membres de l'association au RCS est supprimée. Il suffira à l'avenir de tenir une liste actualisée des membres au siège de l'association.

L'obligation de mentionner les coordonnées des administrateurs de fondations dans les statuts est supprimée.

De même, la procédure d'homologation par le Tribunal des modifications statutaires ou de la procédure de dissolution de l'association est supprimée.

Les règles de gouvernance sont assouplies par la possibilité de tenir des assemblées générales à distance, entre autres. Il importe dans ce contexte de souligner que la tenue d'assemblées générales à l'étranger, pratique courante dans le monde des fédérations sportives internationales dont certaines ont leur siège au Luxembourg, sera admissible selon le nouveau régime.

2) Un régime comptable sur mesure

Le régime comptable proposé adopte une approche différenciée et proportionnée au niveau des obligations en catégorisant les associations selon leur taille. Trois catégories d'associations sont proposées, à savoir :

– la catégorie des « petites associations » ;

– la catégorie des « associations moyennes » ; et

– la catégorie des « grandes associations », y inclus les associations reconnues d'utilité publique.

Quant aux critères retenus afin de permettre une catégorisation des associations, il est proposé de retenir les critères objectifs utilisés pour la catégorisation des entreprises commerciales en adaptant ceux-ci aux activités des associations. Ainsi, les trois critères retenus sont les suivants :

– le nombre des membres du personnel employé à plein temps et en moyenne au cours de l'exercice ;

– le total des revenus ; et

– le total des actifs en fin d'exercice.

Pour les fondations, le régime comptable proposé correspond en substance au régime comptable applicable aux associations rangées dans la catégorie des « grandes associations » et quelle que soit leur taille.

3) Des nouveaux outils de restructuration

Le cadre légal pour la restructuration d'associations ou fondations par les mécanismes de la transformation et de la fusion est adapté.

En effet, au cours de leur existence, les associations et fondations peuvent rencontrer de nouvelles situations ou contraintes auxquelles elles ne peuvent que difficilement faire face avec les outils à leur disposition dans la loi de 1928, les obligeant ainsi parfois à procéder à une dissolution volontaire. Afin de répondre à cette demande, les mécanismes de restructuration suivants sont introduits :

Concernant les associations :

– Transformation d'une association ou association reconnue d'utilité publique en une fondation sans donner lieu à dissolution et en n'entraînant aucun changement dans la personnalité juridique de l'association qui subsiste sous une autre forme.

– Transformation d'une association ou association reconnue d'utilité publique en une société d'impact sociétal (SIS) composée à 100 % de parts d'impact sans donner lieu à dissolution et en n'entraînant aucun changement dans la personnalité juridique de l'association qui subsiste sous une autre forme.

– Fusion par absorption ou par constitution d'une nouvelle association entre associations (reconnues d'utilité publique ou pas) impliquant une dissolution sans liquidation de l'association apporteuse.

Concernant les fondations :

– Transformation d'une fondation en une association reconnue d'utilité publique sans donner lieu à dissolution et en n'entraînant aucun changement dans la personnalité juridique de la fondation qui subsiste sous une autre forme.

– Transformation d'une fondation en une société d'impact sociétal (SIS) composée à 100 % de parts d'impact sans donner lieu à dissolution et en n'entraînant aucun changement dans la personnalité juridique de la fondation qui subsiste sous une autre forme.

– Fusion par absorption ou par constitution d'une nouvelle fondation entre fondations impliquant une dissolution sans liquidation de la fondation apporteuse.

Sur le plan fiscal, il est également important de souligner que les différents cas de figure peuvent se présenter en ce qui concerne les opérations de restructuration (transformation, fusion, changement du statut fiscal, etc.). En pratique, ces opérations de restructuration peuvent soit n'engendrer aucune conséquence fiscale (neutralité fiscale), soit des conséquences fiscales d'une envergure non négligeable. En effet, la transformation d'une association sans but lucratif en une société d'impact sociétal peut entraîner des conséquences importantes sur le plan fiscal, notamment en présence de biens immeubles, lorsque le contribuable assujetti à l'impôt adopte le statut d'un organisme exempt d'impôt.

Dans ce cas de figure, les plus-values latentes sont mises à découvert. Ce qui précède s'applique également lors de l'affectation du patrimoine d'une association sans but lucratif assujettie à l'impôt à une société d'impact sociétal ou à une fondation exempte d'impôts. En effet, un bénéfice de liquidation est déclenché dans ce cas précis. Le passage d'un organisme exonéré à un organisme non exonéré peut apporter, en principe, des conséquences fiscales non négligeables pour le contribuable. Dès lors, il convient de relever que le traitement fiscal de chaque établissement d'utilité publique ou d'une autre fondation, ainsi que d'une association sans but lucratif ayant leur siège statutaire ou leur administration centrale sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg est à apprécier au cas par cas sur la base d'informations concrètes, précises et détaillées.

4) Adaptation de la dotation initiale d'une fondation au contexte économique

Si la philosophie inhérente à la loi de 1928 était que la fondation devait réaliser ses activités essentiellement à l'aide des revenus provenant de la dotation initiale et des capitaux recueillis par la suite, cette approche est devenue difficile à maintenir alors que le tissu économique a considérablement évolué au cours des dix dernières années.

Le projet de loi propose, d'une part, d'abaisser la dotation initiale prévue dans le projet de loi initial et, d'autre part, d'adresser la situation où l'actif net de la fondation descendrait en dessous d'un seuil minimum.

Ainsi, il est tout d'abord proposé d'abaisser le montant de la dotation initiale de 250.000 euros à 100.000 euros. Il est bien entendu loisible pour une fondation de prévoir un montant plus élevé. Ensuite, une nouveauté du texte consiste à permettre à une fondation de consommer son patrimoine. Néanmoins, cette consommation du patrimoine ne sera admissible qu'à la condition que l'actif net de la fondation ne devienne inférieur à 50.000 euros.

En effet, il est proposé de prévoir qu'au cas où l'actif net passerait sous ce seuil de 50.000 euros, le conseil d'administration devra prendre une décision sur la continuité de la fondation, à savoir dissoudre et liquider la fondation ou ramener le montant de l'actif net de la fondation à concurrence de 50.000 euros.

5) La procédure de dissolution administrative sans liquidation

Afin que le Registre de commerce (« RCS ») puisse renseigner des informations exactes et actuelles sur les associations et fondations immatriculées, il est indispensable de disposer de données à jour auprès de ce dernier.

Afin de s'assurer du respect par les associations et fondations de leurs obligations en matière de dépôt et de publicité auprès du RCS, le projet d'amendements gouvernementaux propose de permettre au gestionnaire du RCS de pouvoir procéder à un exercice de mise à jour des données des associations et fondations immatriculées au RCS selon une procédure bien définie et qui prévoit les voies de recours nécessaires en la matière.

Ainsi, il est proposé que cette procédure soit mise en œuvre sur initiative du LBR sur base du constat de deux critères objectifs cumulatifs :

– l'absence de mise à jour ou de confirmation de la non-nécessité de mise à jour des données dans un délai de six mois ; et

– l'absence de tout dépôt dans le dossier de l'association ou de la fondation auprès du RCS depuis au moins 5 ans.

Aussi, des efforts considérables seront déployés pour encourager les associations et fondations à transmettre leurs données dans le délai imparti, c'est-à-dire 6 mois après réception de la demande de mise à jour. Cet exercice sera gratuit et modelé de manière à simplifier le plus possible la procédure de réponse en prévoyant que les destinataires du courrier reçoivent la possibilité de transmettre leur réponse via internet ou même via guichet d'assistance au RCS qui sera exceptionnellement offert dans ce contexte. À défaut de répondre dans ce délai, sera déclenchée une procédure de dissolution administrative d'une association ou fondation sans ouverture d'une liquidation judiciaire.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10/06/2009
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

13/07/2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi amendé
29/03/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
19/04/2023	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
26/04/2023	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
07/06/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 592, page 1

Projets importants d'intérêt européen commun

7930 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun

Depuis quelques années, les États membres de l'Union européenne, généralement avec l'appui de la Commission européenne, prennent l'initiative de lancer des projets importants d'intérêt européen commun, ci-après PIIEC, dans des filières stratégiques, comme celles de la microélectronique et des batteries.

Ces projets de grande envergure regroupent des entreprises et des financements provenant de différents États membres. Leur objectif est double :

– rattraper le retard technologique que l'Union européenne accuse dans certains domaines en renforçant les chaînes de valeur perçues comme stratégiques ;

– atteindre des objectifs européens communs ambitieux, figurant par exemple dans le Pacte vert pour l'Europe, la stratégie numérique, la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe ou encore « Next Generation EU ».

Compte tenu des initiatives actuelles – comme celles portant sur l'infrastructure et les services cloud de nouvelle génération ou encore sur l'hydrogène – et à venir, le Luxembourg veut se donner un cadre légal qui lui permet de soutenir des entreprises nationales participant à un PIIEC.

Si seule la Commission européenne décide in fine si le projet individuel porté par une entreprise luxembourgeoise contribue à la réalisation du PIIEC, le présent projet de loi vise, d'une part, à identifier les meilleurs projets grâce à un appel à projets thématiques qui est ouvert à l'ensemble des acteurs établis sur le territoire national et, d'autre part, à cofinancer ceux-ci.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 13/12/2021
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :

02/03/2023	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'un amendement parlementaire
25/05/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 7 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 372, page 1

Cannabis récréatif

8033 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Le projet de loi n° 8033 constitue la première étape dans l'instauration d'un nouveau concept global concernant le cannabis récréatif. Dans une approche de réduction des risques et de la prévention de la criminalité, le projet de loi suit deux axes principaux.

Premièrement, il est envisagé de légaliser la culture domestique du cannabis. La cultivation de quatre plantes de cannabis par communauté domestique sera autorisée, à condition qu'elle soit effectuée par une personne majeure. La culture est autorisée exclusivement à partir de semences dont l'étiquetage doit mentionner le producteur, le nombre de semences ainsi qu'un avertissement sanitaire. En corollaire, la consommation personnelle dans la sphère privée sera autorisée. La consommation devant des mineurs d'âge est interdite. Le lieu de la culture doit être soit le domicile ou la résidence habituelle et les plantes ne doivent pas être visibles depuis la voie publique. En cas de non-respect des dispositions légales, des sanctions pénales s'appliquent.

Parallèlement, il est proposé de décorrectionnaliser les sanctions pénales pour les petites quantités de cannabis sur la voie publique. Une procédure pénale allégée est introduite pour les personnes majeures, dont la détention et la possession en public, de même que le transport et l'acquisition n'excède pas les trois grammes de cannabis. La consommation en public reste interdite. L'amende pénale, est réduite à 25 à 500 euros et la possibilité de décerner un avertissement taxé d'un montant de 145 euros est introduite, si et seulement si le seuil des 3 grammes n'est pas excédé. Au-dessus du seuil de 3 grammes, des peines délictuelles s'imposent et le recours à l'avertissement taxé est exclu, un procès-verbal ordinaire sera alors dressé et transmis au parquet.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 22/06/2022
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

15/06/2022	Présentation de l'avant-projet de loi
28/04/2023	Présentation des amendements gouvernementaux
14/06/2023	Désignation d'un rapporteur Examen des avis du Conseil d'État
21/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

28/04/2023	Présentation des amendements gouvernementaux

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 10 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 408, page 1

Droit d'enquête de la Chambre des Députés

8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

La proposition de loi sous rubrique entend modifier la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires afin de tenir compte de l'article 81 de la Constitution

révisée, et plus particulièrement de son alinéa 2, qui prévoit l'institution d'une commission d'enquête à la demande d'un tiers des députés. Selon la loi du 17 janvier 2023 portant révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution, l'article 81 de la Constitution est libellé comme suit :

« La Chambre des Députés a le droit d'enquête. La loi règle l'exercice de ce droit. Une commission d'enquête doit être instituée si un tiers au moins des députés le demande. »

Toutes les autres précisions et les modalités sont donc laissées au domaine de la loi. La loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires doit dès lors être adaptée afin de tenir compte de la nouvelle Constitution qui entrera en vigueur au 1er juillet 2023.

La présente proposition de loi tient également compte de différentes problématiques rencontrées en pratique par certaines commissions d'enquête. Certains droits sont renforcés, notamment pour les personnes entendues ou les députés ne partageant pas tout ou partie des conclusions de la commission d'enquête.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden, M. Charles Margue et M. Roy Reding, Députés, le 29/06/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

24/10/2022	Adoption d'un amendement parlementaire
15/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
27/06/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 337, page 1

Propositions motivées aux fins de légiférer

8037 – Proposition de loi relative aux propositions motivées aux fins de légiférer

Les propositions motivées aux fins de légiférer ont été introduites dans la Constitution par la loi du 17 janvier 2023 portant révision des chapitres IV et Vbis de la Constitution.

Le nouvel article 79 de la Constitution révisée qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2023 dispose en effet :

« La Chambre des Députés se prononce en séance publique sur les propositions motivées aux fins de légiférer, présentées par cent vingt-cinq et soutenues par douze mille cinq cents électeurs au moins. La loi règle l'exercice de ce droit d'initiative législative. »

L'idée d'introduire un tel instrument dans notre législation remonte au programme gouvernemental de 1999. En 2004, le projet de loi n° 5132 relative à l'initiative populaire en matière législative et au référendum visait à introduire dans notre système politique l'idée de l'initiative populaire. Or, dans son avis du 12 octobre 2004 (documents parlementaires 5132 et 3762), le Conseil d'État s'y était opposé au motif que « toute initiative populaire en matière législative nécessite la modification préalable de la Constitution ».

Par la suite, la Chambre des Députés avait tenu en suspens le projet de loi relative à l'initiative populaire en matière législative en exprimant le souhait d'établir la base constitutionnelle permettant l'adoption de ce dispositif. Dans ce sens, une disposition relative à l'initiative populaire a été insérée dans la proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution (document parlementaire 6030/00). À la suite du vote d'un amendement parlementaire (document parlementaire 6030/14), la formule « initiative populaire » a été abandonnée au profit de l'expression « proposition motivée aux fins de légiférer ».

Dans le cadre du processus de réforme « par bloc » du texte fondamental, les auteurs de la proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution ont proposé d'inscrire la proposition motivée aux fins de légiférer à l'article 79.

Conformément au nouvel article 79 de la Constitution, la présente proposition de loi vise à fournir le cadre légal des propositions motivées aux fins de légiférer.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden, M. Charles Margue et M. Roy Reding, Députés, le 29/06/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

24/10/2022	Adoption d'un amendement parlementaire
04/05/2023	Présentation des maquettes du futur site Internet public
10/05/2023	Présentation et examen de la proposition de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20/06/2023	Adoption d'un amendement parlementaire
27/06/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 338, page 1

Remplacement de longue durée d'un huissier de justice

8056 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ; 2° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Le projet de loi n° 8056 vise à apporter plusieurs modifications législatives à deux lois distinctes, à savoir la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice et celle, modifiée, du 10 août 1991 sur la profession d'avocat. Les modifications apportées à la loi concernant l'organisation du service des huissiers de justice visent notamment à « rendre plus flexible le remplacement de longue durée d'un huissier de justice ». Tandis que les modifications apportées à la loi concernant la profession d'avocat, touchent essentiellement aux dispositions relatives aux sanctions disciplinaires, à celles relatives aux pouvoirs du bâtonnier, à celles relatives au fonctionnement du Conseil disciplinaire et administratif ainsi que du Conseil disciplinaire et administratif d'appel, et, enfin, prévoient la création d'une liste VII pour les avocats provenant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

1) Modification de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

Le projet de loi apporte une modification mineure à la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice afin de rendre plus flexible le remplacement de longue durée d'un huissier de justice. Pour des remplacements de plus de trois mois, l'huissier de justice peut dorénavant être remplacé soit par un huissier suppléant, soit par un huissier titulaire.

2) Modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

En général, la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat s'est avérée, depuis plus de trente ans, comme un instrument juridique qui a fait ses preuves et qui continue à réglementer cette profession qui, dans ces dernières trois décennies, a connu un développement considérable, tant au niveau de ses effectifs qu'au niveau de son fonctionnement. Cependant, compte tenu de cette évolution continue, il est nécessaire de revoir certaines de ses dispositions afin de maintenir leur efficacité respectivement les adapter aux exigences de l'actualité.

Par conséquent, dans une première étape, il est proposé de concrétiser à travers le présent projet de loi, différentes modifications ponctuelles de la loi :

– les dispositions relatives aux sanctions disciplinaires ;

– les dispositions relatives aux pouvoirs du bâtonnier ;

– les dispositions relatives au fonctionnement du Conseil disciplinaire et administratif ;

– et la création d'une liste VII pour les avocats provenant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

2.1) Dispositions relatives aux sanctions disciplinaires

Concernant des adaptations au niveau des dispositions applicables en matière disciplinaire, il est proposé de maintenir le principe de l'imprescriptibilité de l'action disciplinaire et d'introduire dans le cadre du présent projet de loi le « casier des avocats ». Concrètement, il s'agit d'un registre tenu auprès de chaque barreau, dans lequel les différentes sanctions disciplinaires, de nature quelconque, prononcées à l'égard de ses membres sont inscrites. Ce registre permet au Conseil de l'ordre et au bâtonnier de suivre l'évolution et l'honorabilité d'un avocat tout au long de son inscription auprès d'un barreau de Luxembourg. Le projet de loi prévoit que toutes les peines soient mentionnées dans ce registre, qui ne sera pas accessible au public. L'avocat

concerné peut avoir accès, sur demande, aux informations de ce registre. Il est également proposé de préciser que les instances ordinales (à savoir le Conseil de l'Ordre, le Conseil disciplinaire et administratif ainsi que le Conseil disciplinaire et administratif d'appel) peuvent solliciter un extrait du registre pour les mettre en mesure de mieux pouvoir apprécier quelle sanction il convient de prononcer à l'encontre d'un avocat faisant l'objet de poursuites disciplinaires.

En ce qui concerne la prescription des sanctions disciplinaires, il est proposé de prévoir que certaines sanctions disciplinaires mineures qui ont fait l'objet d'une inscription dans le nouveau registre précité sont effacées automatiquement au bout d'un certain temps. Les sanctions disciplinaires mineures, à savoir l'avertissement, la réprimande et l'amende inférieure à 1.000 euros en matière ordinale et l'avertissement, le blâme, et la déclaration publique en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme seront effacées après une période de cinq ans à compter du moment où elles auront acquis autorité de chose décidée.

Pour les attributions du Conseil de l'ordre en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, le projet de loi prévoit que pour les sanctions de moindre gravité, le Conseil de l'ordre peut prononcer seul cette sanction. Cette adaptation sera plus rapide et sera également dans l'intérêt de l'avocat qui verra la procédure aboutir dans des délais rapprochés.

Le projet de loi prévoit également que les avocats qui ont fait l'objet d'une mesure d'interdiction à vie peuvent demander leur réinscription à l'un des barreaux après une période de dix ans et à condition que des circonstances exceptionnelles, qui seront appréciées par le Conseil de l'ordre, le justifient.

Concernant les avocats ayant fait l'objet d'une mesure de suspension, il est proposé qu'ils puissent réintroduire, en cas de décision négative, une nouvelle demande après un nouveau délai de six ans.

En ce qui concerne les amendes qui peuvent être infligées aux avocats en matière disciplinaire, il est nécessaire d'actualiser leurs montants afin de les rendre plus dissuasifs. Il est proposé de façon générale de relever le seuil des amendes qui sont actuellement limitées entre 500 et 20.000 euros. Outre le fait que ces seuils sont restés inchangés depuis 1999, il y a lieu de corriger une disproportion flagrante entre les amendes qui peuvent être prononcées en matière ordinale et celles qui peuvent être prononcées en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Il est proposé de relever le seuil minimal de l'amende à 1.000 euros et le seuil maximal de l'amende à 100.000 euros.

Dans le cadre du sursis de la peine de suspension ainsi que de la possible révocation du sursis, le point de départ du délai de cinq ans n'est pas toujours précis et peut donner lieu à des divergences de vues. C'est pourquoi le projet de loi propose, pour des raisons de sécurité juridique, d'adapter le texte et de prévoir comme point de départ le prononcé de la première peine. Il incombera au barreau compétent de vérifier s'il y a une révocation éventuelle du sursis qui est entré en jeu, et ce sur base des inscriptions éventuelles qui figureront dans le futur registre des sanctions disciplinaires qu'il est proposé de créer avec le présent projet de loi.

2.2) Dispositions relatives aux pouvoirs du bâtonnier

Le projet de loi entend également restructurer et modifier la loi en donnant plus de pouvoir au bâtonnier. En pratique, il s'est avéré que le bâtonnier a besoin de plus en plus de pouvoir pour prendre des mesures urgentes lorsque les circonstances le justifient. Parmi les mesures que le bâtonnier doit pouvoir prendre, il est proposé de lui permettre d'interdire à un avocat, pour une durée de trois mois, toute fréquentation des cours et tribunaux, avec la possibilité pour le Conseil de l'ordre, après avoir procédé à l'audition de l'avocat visé par cette interdiction, de proroger cette mesure. Chaque avocat qui fait l'objet de telles mesures provisoires a la possibilité de les attaquer devant le Conseil disciplinaire et administratif et, en cas d'appel, devant le Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

Plus généralement encore, il est proposé de prévoir que le bâtonnier a compétence pour prendre toute mesure conservatoire qui s'avère nécessaire pour éviter un préjudice pour des tiers respectivement une atteinte à l'honneur de l'Ordre des avocats.

2.3) Dispositions relatives au fonctionnement du Conseil disciplinaire et administratif (CDA), ainsi que le Conseil disciplinaire et administratif d'appel (CDAA)

Le projet de loi entend augmenter le nombre de membres du Conseil disciplinaire et administratif de cinq à neuf avocats ainsi que le nombre des membres suppléants de quatre à huit. Cette augmentation considérable est due au fait que le contentieux disciplinaire ne cesse d'augmenter au fil du temps et qu'il connaîtra certainement encore une hausse importante dans le futur dès que l'assistance judiciaire partielle sera mise en place. Cette mesure permettra également d'éviter des conflits d'intérêts éventuels.

Dans un souci de cohérence, le projet de loi modifie aussi la composition du Conseil disciplinaire et administratif d'appel. Afin d'aligner le nombre des membres suppléants sur le nombre des membres effectifs, il est également prévu de nommer deux magistrats suppléants de chaque juridiction ainsi que trois assesseurs-avocats suppléants dont un inscrit au barreau de Diekirch. Il siège au nombre de trois dans un magistrat de la Cour d'appel, un magistrat de la Cour administrative et un assesseur-avocat. La composition du Conseil disciplinaire et administratif d'appel est arrêtée pour chaque affaire par son président ou en cas d'empêchement par son vice-président. Le Conseil disciplinaire et administratif d'appel est présidé par le magistrat le plus ancien en rang de la Cour d'appel. Le vice-président est le magistrat de la Cour d'appel le second plus ancien en rang

2.4) Création d'une nouvelle liste VII

Le projet de loi crée une liste VII pour les avocats provenant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord souhaitant s'installer au Grand-Duché de Luxembourg en utilisant leur titre d'origine (« advocate », « barrister » ou « solicitor ») et souhaitant fournir aux particuliers des « services juridiques désignés ».

L'Accord de commerce et de coopération (« Trade and Cooperation Agreement ») conclu entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, en date du 24 décembre 2020, prévoit que chaque partie à cet accord doit « autoriser un avocat de l'autre Partie à fournir sur son territoire des services juridiques désignés sous son titre professionnel d'origine » et que différentes conditions sont prévues pour le cas où l'une des parties prévoyait dans son ordre juridique une condition d'enregistrement sur son territoire pour fournir les « services juridiques désignés ». Les activités professionnelles des avocats concernés se limitent à l'activité consistant à fournir des conseils juridiques, et ce uniquement dans la matière du droit international public (à l'exception du droit de l'Union européenne) ainsi que dans la matière du droit de la juridiction d'origine (en l'occurrence soit le droit de l'Angleterre, soit le droit de l'Écosse, soit le droit du Pays de Galles ou soit le droit de l'Irlande du Nord. Ils ne bénéficient pas des compétences exclusives comme notamment la représentation d'une partie devant les cours et tribunaux du Grand-Duché.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

23/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Echange de vues avec des représentants de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg
24/05/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/06/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 335, page 1

Préemballages non revêtus du symbole « e »

8061 – Projet de loi portant sur les préemballages non revêtus du symbole « e » et la vente en vrac dans le secteur de la métrologie légale

Une des attributions de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) est la vérification de toutes sortes de préemballages sur le marché luxembourgeois (denrées alimentaires, boissons, cosmétiques, produits de nettoyage, etc.).

Le présent projet de loi se situe dans ce contexte et a un double objet :

– créer un cadre légal pour les préemballages non revêtus du symbole « e ». Jusqu'à présent, en ce qui concerne la mise sur le marché de préemballages non revêtus du symbole « e » sur le territoire national, il n'existe aucune réglementation spécifique. Ce vide juridique contrarie les fabricants nationaux qui sont à la recherche d'un cadre réglementaire explicite afin d'avoir des consignes précises quant à la confection de leurs préemballages en cas de non-recours au symbole « e » ;

– introduire des dispositions spécifiques concernant les produits prépesés et les produits en vrac afin d'assurer un échange commercial au juste prix. Les dispositions prises sont complémentaires à celles qui sont déjà contenues au Code de la consommation, qui vise surtout l'indication des prix.

Le dispositif projeté renforcera donc la sécurité juridique – tant pour le consommateur que pour le fabricant national.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/08/2022
Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
23/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
25/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 7 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 370, page 1

Création de l'Institut national de l'activité physique et des sports

8090 – Projet de loi portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports

Le présent projet de loi vise à convertir l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ci-après « ENEPS ») en Institut national de l'activité physique et des sports (ci-après « INAPS »). Les missions de l'INAPS seront ainsi modernisées et élargies par rapport à celles de l'ENEPS afin de donner à l'institut nouvellement créé les moyens permettant de tenir compte des besoins croissants de la société en matière d'activité physique et de sports, notamment en raison du fléau de la sédentarité, et de contrecarrer ainsi la progression des maladies dites de civilisation qui en résultent.

Ainsi, la vision de l'INAPS s'est dessinée autour de trois axes :

1) amélioration et élargissement de l'offre de formations en fonction des besoins de la société et du mouvement sportif sur base du système LTAD[1] ;

2) promotion des compétences de l'enseignement des activités physiques, motrices et sportives au cours de la formation initiale et continue ;

3) réalisation d'études approfondies sur les métiers du sport en vue d'une réglementation des formations y relatives.

L'objectif est de faire de l'INAPS :

– un institut concepteur et prestataire de formations visant le développement des compétences des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes de l'activité physique et des sports ;

– un centre de compétences et de ressources en matière d'activité physique et de sports au service du mouvement sportif et de la société entière ;

– un catalyseur de développement et de réglementation des formations des métiers du sport.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 03/11/2022
Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
06/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
16/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
20/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 589, page 1

[1] « Long Term Athlete Development »

Digitalisation des procédures judiciaires

8109 – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; 2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 3° la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ; en vue du renforcement des effectifs de la justice administrative et de la numérisation des procédures urgentes devant le tribunal administratif

Le projet de loi n° 8109 s'inscrit dans une optique de la digitalisation des procédures judiciaires et met en œuvre un premier élément de la procédure administrative électronique qui fait partie du projet « paperless justice – JUPAL », à savoir l'application dite « JANGA ». Il s'agit de « conférer une base légale à un essai limité à une procédure déterminée, ce qui explique que la portée de la présente réforme est nécessairement limitée dans son champ d'application et est incomplète dans sa portée ; il s'agit en effet d'une première étape permettant de mieux progresser par la suite dans cette ambitieuse réforme. »

Le projet de loi modifie également la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, qui ajoute aux attributions des Conseils de l'ordre des deux barreaux celle de certifier les espaces professionnels électroniques des avocats nécessaires à la connexion aux plateformes d'échanges sécurisées avec les juridictions. Il vise aussi l'augmentation des effectifs des juridictions administratives pour tenir compte de l'augmentation de la masse du contentieux de leur compétence et la prise en compte de la nouvelle procédure de nomination des magistrats suite à la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats qui entrera en vigueur le 1er juillet 2023.

En général, le projet « paperless justice » a pour but de dématérialiser la communication et les échanges entre tous les acteurs, internes ou externes, de la justice du Grand-Duché du Luxembourg. Le programme ambitionne de créer un portail de référence et de déployer, sur une période pluriannuelle, un ensemble d'initiatives visant à réduire les échanges non digitalisés dans l'ensemble des procédures et échanges judiciaires. En total, il inclut treize projets :

1) JUPAL – projet d'accompagnement ;

2) JANGA – plateforme d'échange et de traitement des affaires du tribunal administratif ;

3) JUPSA – projet de dématérialisation des procédures de saisie-arrêt sur salaire ;

4) JUCHA – plateforme d'échange et de stockage de la chaîne pénale permettant le suivi au quotidien des affaires en matière pénale, la gestion des mandats d'arrêt européens et la gestion des affaires CRI ;

5) JUBOX – projet de mise en place des outils numériques adaptés aux professionnels de la justice pour faciliter et encourager le traitement des dossiers judiciaires de façon électronique ;

6) JUSIG – plateforme de services de confiance (p. ex. signature électronique) ;

7) MJMDL – projet d'amélioration et de simplification des procédures ;

8) JUCIV – plateforme d'échange et de stockage de la chaîne civile ;

9) JUMDJ – projet de mise à disposition de la jurisprudence (réalisé depuis 2020) ;

10) JUPOD – projet de dématérialisation des procédures d'ordonnances de paiement auprès des trois justices de paix et des deux tribunaux d'arrondissement ;

11) MJECI – plateforme de communication externe des instances judiciaires ;

12) AVECI – plateforme de communication des avocats ;

13) CIARC – projet d'archivage du CTIE et des archives nationales.

Dans le cadre d'un projet pilote élaboré en concertation avec les barreaux de Luxembourg et de Diekirch et le tribunal administratif, il a été décidé de réaliser dans une toute première étape la numérisation des procédures urgentes, comme le sursis à exécution et la mesure de sauvegarde qui sont prévus aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, procédures mieux connues sous la dénomination de « référé administratif ». Une fois que le projet pilote aura permis de dresser les premières conclusions avec les adaptations techniques qui s'ensuivront, la numérisation sera étendue à la procédure au fond, c'est-à-dire à l'ensemble des échanges avec les juridictions administratives. Le projet de loi doit être vu dans l'optique d'une généralisation à moyen terme de la dématérialisation de l'ensemble des échanges devant les juridictions administratives. Cette approche prudente et par étapes est néanmoins nécessaire au vu de la complexité technique de la matière, de l'ampleur de la réforme et du changement des mentalités qui doit l'accompagner. Les expériences faites et les conclusions tirées de ce projet pilote permettront de mieux préparer la réforme dans son intégralité.

Les modifications apportées à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif visent à centraliser les dispositions modificatives de la législation portant modification des juridictions administratives et :

– créent un deuxième poste de vice-président (grade M6) auprès de la Cour administrative à partir du 16 septembre 2025 afin d'améliorer les perspectives de carrière au sein de la Cour administrative. La Cour administrative disposera donc d'un effet

légal de sept magistrats, c'est-à-dire un président, deux vice-présidents, deux premiers conseillers et deux conseillers ;

– introduisent la nomination de tous les magistrats de l'ordre administratif par le Grand-Duc sur proposition du Conseil national de la justice, régie par la disposition de la section du chapitre 2 de la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats à partir du 1er juillet 2023. Cette procédure de nomination sera applicable tant aux membres effectifs qu'aux membres suppléants des deux juridictions de l'ordre administratif ;

– prévoient le renforcement conséquent du tribunal administratif par la création d'onze postes supplémentaires de magistrat sur une période de trois années judiciaires afin de solutionner le problème d'encombrement du tribunal administratif. Pendant cette période, l'effectif légal du tribunal administratif passera de dix-huit postes à vingt-neuf postes. Cette modification a également pour objectif d'améliorer les perspectives de carrière au sein du tribunal administratif en proposant une classification différente au niveau des nouveaux postes, accompagnée d'une réforme du système de recrutement, qui fera l'objet d'un projet de loi séparé :

• pour l'année judiciaire 2023-2024, il y aura un nouveau poste de premier vice-président, un nouveau poste de vice-président et un nouveau poste de premier juge ;

• pour l'année judiciaire 2024-2025, il y aura un nouveau poste de premier vice-président, un nouveau poste de vice-président, un nouveau poste de premier juge et un nouveau poste de juge ;

• pour l'année judiciaire 2025-2026, il y aura un nouveau poste de premier vice-président, deux nouveaux postes de vice-président et un nouveau poste de premier juge ;

• à la fin de la période de référence, le tribunal administratif disposera d'un effectif légal de vingt-neuf postes de magistrats, c'est-à-dire un président, quatre premiers vice-présidents, huit vice-présidents, huit premiers juges et huit juges.

– augmentent le nombre de chambres auprès du tribunal administratif de quatre à sept sur une période de trois années judiciaires. Avec onze nouveaux magistrats, il sera possible de créer trois nouvelles chambres. En ce qui concerne la présidence des sept chambres du tribunal administratif, quatre chambres seront présidées par un premier vice-président et trois chambres par un vice-président. Cinq vice-présidents n'auront donc pas la qualité de président de chambre. Pour mener à bien le projet de désencombrement du tribunal administratif, l'augmentation du nombre de magistrats et de chambres devra être accompagnée par un changement des procédures de travail au sein de cette juridiction, comme la mise en place de chambres spécialisées auprès du tribunal administratif et une remise en question des méthodes de travail internes. Le renforcement des effectifs du tribunal administratif sera conditionné par la possibilité de créer des chambres spécialisées pour certains types de contentieux. Le tribunal administratif déterminera tous les ans le nombre de chambres spécialisées et leur domaine de spécialisation. Ces chambres seront composées de magistrats spécialisés et recrutés dans cette spécialité. La mise en place d'une chambre spécialisée en matière d'asile et d'immigration ainsi que d'une chambre spécialisée en matière fiscale permettent une évacuation plus rapide des affaires par les magistrats du tribunal administratif et un retour au délai raisonnable. L'urbanisme se prête également à la constitution d'une chambre spécialisée ;

– insèrent deux greffes séparés au niveau des juridictions de l'ordre administratif ;

– et introduisent une règle particulière, mise en place concernant l'effet suspensif d'une requête, pour la matière spécifique des hypothèses sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

La future loi entrera en vigueur le 16 septembre 2023, premier jour de l'année judiciaire 2023-2024. Concernant la nouvelle procédure de nomination dans la magistrature qui entrera en vigueur le 1er juillet 2023, l'abrogation de l'actuelle procédure de nomination des magistrats de l'ordre administratif sortira ses effets de manière rétroactive à cette date.

Le nouvel article 12bis dans la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives prévoit la transmission électronique des procédures urgentes, à savoir le recours tendant à l'obtention d'un effet suspensif ou d'une mesure de sauvegarde au greffe du tribunal par voie électronique moyennant téléchargement sur la plateforme d'échanges sécurisées. Dans une première étape du processus de dématérialisation des procédures devant les juridictions administratives il est proposé de commencer avec les procédures qui sont les plus simples en procédure administrative contentieuse. La requête fait dans ce cas l'objet d'une signature électronique.

Concernant la requête introductive, les pièces à l'appui du recours sont également transmises par voie électronique, joint par un relevé des pièces qui énumère l'ensemble des pièces invoquées par le demandeur. S'il existe des pièces qui ne sont pas susceptibles d'être numérisées ou confidentielles, il subsiste la possibilité de déposer de telles pièces en version papier au greffe du tribunal. Les notes de plaidoiries éventuelles sont transmises par voie électronique. Concernant le calcul des délais pour les différents recours, la date de réception est la date indiquée sur le bordereau de transmission généré par la plateforme après le dépôt de l'affaire au greffe. La procédure proposée est comparable avec un dépôt non digitalisé d'une requête, qui est normalement tamponnée et enregistrée par le greffe après vérification sommaire des documents déposés. Le téléchargement sur la plateforme d'échanges sécurisés peut avoir lieu 24 heures sur 24 alors que la plateforme est toujours active. Après le téléchargement et la délivrance du premier bordereau, le greffe vérifie si les données sont bien mentionnées et enrôle le dossier. Un second bordereau de transmission est généré par la plateforme après accord du greffe. L'émission du bordereau de transmission attestera la date de dépôt du recours nécessaire pour la vérification du respect d'éventuels délais de recours ou autres. Le référé administratif n'est formellement pas soumis au respect de délais de recours. Le greffe du tribunal notifie aux avocats et au délégué du Gouvernement l'ordonnance et les informe par message électronique de l'ordonnance. Toute communication faite par le greffe par courrier électronique à l'avocat destinataire s'opère exclusivement par le biais des adresses professionnelles des avocats mises à disposition par les barreaux.

L'article II de la loi sous projet modifie l'article 18 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat et traite les attributions du Conseil de l'ordre des avocats, en ajoutant à l'attribution du Conseil de l'ordre de tenir le tableau des avocats, celle de certifier les espaces professionnels électroniques des avocats nécessaires à la connexion aux plateformes d'échanges sécurisés avec les juridictions. Avant la première utilisation de la plateforme d'échange sécurisé, l'avocat va demander la création de son espace professionnel électronique, qui sera transmise au Conseil de l'ordre pour certification, qui consiste en la vérification de l'identité et la qualité de l'avocat.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01/12/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

22/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
19/04/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/05/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 457, page 1

Accord bilatéral avec la Principauté d'Andorre en termes de permis de conduire

8119 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg, le 22 mars 2022

Le présent projet de loi vise à ratifier l'accord bilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg en date du 22 mars 2022.

Ce projet s'inscrit dans la liste d'accords du Grand-Duché en matière de reconnaissance mutuelle des permis de conduire. En effet, le Luxembourg a déjà des accords similaires, pour la plupart sous forme de « Memorandum of understanding », avec Hong Kong, les Émirats Arabes Unis ou encore la Grande-Bretagne à la suite du Brexit.

Bien que le Grand-Duché reconnaisse les permis de conduire tiers à l'Espace économique européen sur son territoire afin de les transcrire en permis de conduire luxembourgeois si le pays émetteur est partie contractante de la Convention sur la circulation routière signée à Genève, le 19 septembre 1949 ou de la Convention sur la circulation routière, signée à Vienne, le 8 novembre 1968, force est de constater que bon nombre de pays ne reconnaissent pas le permis de conduire luxembourgeois sur leur territoire, même si leurs permis son reconnus par le Grand-Duché.

Afin de transcrire son permis de conduire en permis de conduire luxembourgeois, le requérant dispose d'un délai de 12 mois à partir de son arrivée au Grand-Duché.

En ce qui concerne la Principauté d'Andorre, celle-ci n'est actuellement pas signataire d'une des deux conventions précitées. Partant, les permis de conduire de la Principauté ne sont pas éligibles à pour la transcription au Luxembourg.

Par le présent accord, qui règle notamment les principes d'une transcription, la reconnaissance mutuelle des permis de conduire des deux pays sera introduite.

Partant, il sera possible à l'avenir de faire transcrire un permis de conduire de la Principauté d'Andorre en permis de conduire luxembourgeois et vice-versa.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16/12/2022
Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
15/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 492, page 1

Réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau

8122 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau et modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Le projet de loi a pour objet la réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) afin de lui conférer plus de flexibilité organisationnelle par rapport au cadre institué par la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création de l'Administration de la gestion de l'eau.

En effet, un audit externe réalisé pour le compte du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a relevé un manque de flexibilité organisationnelle au sein de l'AGE.

Jusqu'à présent, l'organisation de l'administration était régie par la loi précitée du 28 mai 2004, qui précise entre autres le détail de l'organisation de l'administration. Le présent projet de loi abroge ladite loi et instaure un cadre plus souple.

En effet, la loi du 25 mars 2015 modifiant la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que le directeur est responsable de la mise en œuvre de la gestion par objectifs dans son administration et que le directeur établit le programme de travail et l'organigramme de l'administration, ces deux éléments étant par la suite soumis à l'approbation du ministre du ressort. Ainsi, ces éléments ne doivent plus être détaillés dans la loi portant réorganisation de l'AGE.

Le cadre existant précise les attributions de chaque division de l'administration, à savoir les attributions spécifiques de la direction, de la division de l'hydrologie, de la division de la protection des eaux, de la division des eaux souterraines et des eaux potables, ainsi que de la division du laboratoire. Au fil des années, les missions et attributions de l'administration ont évolué et de nouveaux services ont été créés qui ne sont pas mentionnés dans la loi du 28 mai 2004. En outre, la structure verticale mise en place par cette loi n'est pas en mesure de tenir compte de la complexité des missions actuelles de l'administration, cette dernière nécessitant une organisation de plus en plus transversale et axée sur des équipes interdisciplinaires.

Afin d'assurer une flexibilité suffisante pour pouvoir adapter le cas échéant l'organisation de l'administration à des besoins nouveaux, le projet de loi n'énumère pas les attributions spécifiques de chaque division et service, mais ne liste que les différentes catégories d'attributions de l'administration sans toutefois décliner ces attributions.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 21/12/2022
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
24/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
26/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 468, page 1

Réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts

8123 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts

Le projet de loi a pour objet la réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) afin de lui conférer plus de flexibilité organisationnelle par rapport au cadre institué par la loi modifiée du 5 juin 2009 ayant pour objet la création d'une Administration de la nature et des forêts.

En effet, un audit externe réalisé pour le compte du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a relevé un manque de souplesse organisationnelle au sein de l'administration.

Jusqu'à présent, l'organisation de l'administration était régie par la loi précitée du 5 juin 2009, cette dernière précisant entre autres le détail de l'organisation de l'administration. Le projet de loi abroge ladite loi et instaure un cadre plus souple.

En effet, la loi du 25 mars 2015 modifiant la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que le directeur est responsable de la mise en œuvre de la gestion par objectifs dans son administration et que le directeur établit le programme de travail et l'organigramme de l'administration, ces deux éléments étant par la suite soumis à l'approbation du ministre du ressort. Ainsi, ces éléments ne doivent plus être détaillés dans la loi portant réorganisation de l'ANF.

Le cadre existant précise le détail de l'organisation de l'administration et de ses différents services, à savoir la direction, le service de la nature, le service des forêts et les arrondissements. Au fil des années, les missions et attributions de l'administration ont évolué et de nouveaux services ont été créés, comme par exemple le service des autorisations et le service compensation, qui ne sont pas mentionnés dans la loi susmentionnée. En outre, la structure verticale mise en place par la loi n'est pas en mesure de tenir compte de la complexité des missions actuelles de l'administration, cette dernière nécessitant une organisation de plus en plus transversale et axée sur des équipes interdisciplinaires.

Afin d'assurer une flexibilité suffisante pour pouvoir adapter le cas échéant l'organisation de l'administration à des besoins nouveaux, le projet de loi n'énumère plus les attributions spécifiques de chaque service, mais ne liste que les différentes catégories d'attributions de l'ANF.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 22/12/2022
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
24/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
21/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 469, page 1

Centre sportif à Belval

8135 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un centre sportif à Belval, et à l'aménagement des alentours

Ce projet de loi de 3 articles vise à autoriser le Gouvernement à faire procéder sur le site de Belval-Ouest à la construction et à l'équipement d'un nouveau Centre sportif, y inclus l'aménagement des alentours, pour un montant maximal de 114,32 millions d'euros toutes taxes comprises (Indice 1003,76 au 1er avril 2022) avec une adaptation semestrielle en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction. La construction du bâtiment, y compris son équipement et l'aménagement des alentours, sont réalisés par le Fonds Belval et à charge des crédits mis à la disposition de ce dernier dans les conditions et suivant les modalités prévues à l'article 3 de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest. Ce nouveau complexe d'infrastructures sportives répondra aux besoins des établissements scolaires et universitaires y implantés.

L'autorisation du législateur pour procéder aux travaux précités est requise en vertu de l'article 99, cinquième phrase, de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 10/01/2023
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
08/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
15/06/2023 Continuation des travaux
22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 449, page 1

Droit de vote pour les majeurs en tutelle

8150 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le projet de loi vise à modifier la loi électorale modifiée du 18 février 2003 afin de conférer le droit de vote aux majeurs en tutelle aux élections communales ainsi que pour les élections législatives et européennes.

Les modifications permettent de se conformer à l'article 29 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH). Celle-ci prévoit que les États parties doivent veiller à ce que les personnes en situation de handicap puissent jouir de leurs droits politiques et les exercer sur la base de l'égalité avec les autres, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis, notamment qu'elles aient le droit et la possibilité de voter et d'être élues.

En outre, le projet de loi tient compte de la récente révision constitutionnelle qui ne prévoit plus une exclusion d'office des personnes en tutelle.

Les modifications visées par le projet de loi portent principalement sur :

– l'instauration du droit de vote aux élections communales, législatives et européennes pour les majeurs placés sous tutelle, ceci tout en prévoyant un mécanisme d'excuse automatique ;

– l'introduction des logos des partis politiques sur les bulletins de vote ;

– l'élargissement de la possibilité de se faire accompagner dans la cabine de vote aux majeurs en tutelle et aux électeurs soufffrant d'un déficient mental.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 09/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
06/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 339, page 1

Luxembourg Cyber Defence Cloud

8167 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'opération et la maintenance d'environnements cloud spécialisés, dénommés « Luxembourg Cyber Defence Cloud », ainsi que ses composantes et services connexes

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir le « Luxembourg Cyber Defence Cloud » (LCDC) et à en financer l'exploitation, la maintenance, l'opération et la gestion.

L'informatique en nuage ou « cloud computing » est la fourniture de ressources et services informatiques à la demande via un réseau de serveurs distants. La stratégie de cyberdéfense nécessite une infrastructure informatique évolutive, fiable, performante et sécurisée. Outre les objectifs à long terme de cette stratégie, le Luxembourg doit pouvoir répondre à ses engagements au niveau international (OTAN et UE) et doit aussi pouvoir répondre de façon adéquate aux défis de la transformation digitale croissante au niveau des Défenses des États membres de l'OTAN et de l'UE, ainsi que des agences OTAN et UE, et auprès des acteurs étatiques nationaux. Cette digitalisation fait augmenter les besoins de ressources informatiques qui doivent en plus satisfaire en matière de défense à des conditions spécifiques de sécurité.

Le LCDC se traduira par des environnements cloud privés et hautement sécurisés de la défense luxembourgeoise qui permettent le stockage et le traitement de données.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 02/03/2023
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
06/03/2023 Présentation du projet de loi
11/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 427, page 1

Protection des données à caractère personnel

8179 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Le paquet européen de protection des données personnelles se compose d'un règlement, applicable depuis le 25 mai 2018, qui fixe le cadre général de la protection des données (RGPD), ainsi que la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données. Ce nouveau cadre légal établit un régime unique de protection des données en Europe.

S'agissant du premier instrument qui adopte une approche globale en matière de protection des données dans le domaine répressif, la directive « Police-Justice » a été transposé en droit luxembourgeois par la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

La directive précitée s'applique dès lors aux traitements nationaux et transfrontières de données à caractère personnel effectués par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution des sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces.

La Commission européenne a procédé à un réexamen, en vertu de l'article 62, paragraphe 6, de la directive (UE) 2016/860 en matière de protection des données dans le domaine répressif, ayant abouti à une communication du 24 juin 2020 intitulée « Marche à suivre en ce qui concerne la mise en conformité de l'acquis de l'ancien troisième pilier avec les règles en matière de protection des données ». Dans le cadre de cette finalité, la Commission a réexaminé les actes juridiques adoptés par l'Union, qui règlementent le traitement par les autorités compétentes à des fins répressives, afin d'évaluer la nécessité de les mettre en conformité avec la directive.

Au total, la Commission a recensé 26 actes juridiques de l'Union relevant de l'exercice de réexamen. Sur ces 26 actes, la Commission est parvenue à la conclusion que 16 d'entre eux ne doivent pas être modifiés, alors que 10 d'entre eux devront être modifiés, dont entre autres la décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête.

Cette dernière précise les conditions de création d'une équipe commune d'enquête et contient une disposition spécifique relative au traitement d'informations pouvant contenir des données à caractère personnel obtenues par un membre ou un membre détaché d'une équipe commune d'enquête, prévoyant que ces informations peuvent être utilisées à d'autres fins, pour autant que cela ait été convenu par les États membres qui ont créé l'équipe.

Par conséquent, la Commission a proposé une modification ciblée de la décision-cadre 2002/465/JAI par le biais de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel. C'est d'ailleurs dans ce contexte que s'insère le présent projet de loi, qui vise à transposer la directive précitée et à modifier par conséquent la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête.

La loi du 21 mars 2006 « vise [ainsi] à créer un cadre légal pour la constitution d'une équipe commune d'enquête et à transposer ainsi le contenu de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête.[2] » Depuis cette loi, le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'un instrument juridiquement contraignant qui permet de créer des équipes communes afin de lutter contre la criminalité internationale.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/03/2023

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
14/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Clôture de l'instruction parlementaire selon l'article 73 du Règlement de la Chambre des Députés

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 446, page 1

[2] Projet de loi n° 5412 sur les équipes communes d'enquête : https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/084/389/038838.pdf

Vérification des pouvoirs des élus à la Chambre des Députés

8181 – Proposition de loi portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

La proposition de loi modifie la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle. Plus précisément, ces modifications visent principalement à mettre en œuvre les dispositions de l'article 67, paragraphe 3, de la Constitution révisée qui prévoit un recours contre les décisions de la Chambre des Députés en ce qui concerne la vérification des pouvoirs des élus à la Chambre des Députés.

La procédure de recours est introduite dans la loi électorale. Cette dernière prévoit des délais relativement brefs.

Une procédure analogue est également prévue pour les décisions de la Chambre des Députés relatives aux élections européennes.

Enfin, il est profité de cette proposition de loi pour faire certaines adaptations qui deviennent nécessaires en conséquence de la révision constitutionnelle.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Léon Gloden, M. Charles Margue et M. Sven Clement, Députés, le 23/03/2023
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
25/04/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation de la proposition de loi
24/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
15/06/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 340, page 1

Cité Militaire à Diekirch

8197 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables et d'un bâtiment à usage mixte du projet « Cité Militaire » à Diekirch

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer au financement du développement de logements abordables du projet « Cité Militaire », sis à Diekirch et déclaré d'intérêt général, et de la construction d'un bâtiment à usage mixte accueillant différentes fonctions publiques ainsi que des logements pour l'Armée luxembourgeoise.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 06/04/2023
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :
21/04/2023 Présentation et examen du projet de loi
15/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
16/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 448, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 13
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 13
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 14
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Hommage à M. Max Hahn** p. 15
   M. Fernand Etgen, Président
5. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés** p. 15
   M. Fernand Etgen, Président | Mme Barbara Agostino
   Discours de début de mandat : Mme Barbara Agostino
6. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 16
   M. Fernand Etgen, Président
7. **Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales** p. 16
   M. Fernand Etgen, Président
8. **8197 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables et d'un bâtiment à usage mixte du projet « Cité militaire » à Diekirch** p. 16
   Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
   Discussion générale : M. Marc Lies | M. Frank Colabianchi | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8197 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Motion de M. Léon Gloden relative à la présentation d'un projet de loi qui évite toute discrimination des fonctionnaires du cadre policier du groupe de traitement C1 qui disposent du diplôme requis pour accéder par reclassement au groupe de traitement B1** p. 19
   Exposé : M. Léon Gloden
   Discussion générale : Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
   Vote sur la motion (rejetée)
10. **8090 – Projet de loi portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports** p. 21
    Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen
    Discussion générale : M. Georges Mischo | M. Claude Lamberty (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
    Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8090 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8135 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un centre sportif à Belval, et à l'aménagement des alentours** p. 25
    Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary (interventions de M. Fernand Etgen, Président, M. Dan Kersch et M. Mars Di Bartolomeo)
    Discussion générale : M. Georges Mischo | M. Claude Lamberty | M. Carlo Weber | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Georges Mischo (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8135 et dispense du second vote constitutionnel
12. **8119 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg, le 22 mars 2022** p. 28
    Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Jessie Thill
    Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8119 et dispense du second vote constitutionnel
13. **8167 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'opération et la maintenance d'environnements cloud spécialisés, dénommés « Luxembourg Cyber Defence Cloud », ainsi que ses composantes et services connexes** p. 28
    Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Fernand Kartheiser)
    Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8167 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Marc Hansen, M. Henri Kox, M. Georges Engel et M. Max Hahn, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 27 juin 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8243 – Proposition de loi portant modification de l'article L. 584-2 du Livre V du Code du travail
Titre VIII Chapitre IV Préretraite progressive

Dépôt : M. Max Hengel, Député, M. Marc Spautz, Député, le 13/06/2023

8244 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8245 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la discipline

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8246 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la police de la Chambre des Députés

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8247 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés introduisant une série de modifications techniques

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8248 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux travaux parlementaires

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8249 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 13/06/2023

8250 – Projet de loi concernant le comptage divisionnaire et la répartition des coûts de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 14/06/2023

8251 – Projet de loi portant création d'un Observatoire digital de la mobilité

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19/06/2023

8252 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 22/06/2023

8253 – Projet de loi relative aux fiches d'hébergement et portant :
1° modification de loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
2° modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ; et
3° abrogation de la loi modifiée du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre du Tourisme, le 22/06/2023

8254 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;
2° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;
3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 22/06/2023

8255 – Projet de loi portant modification du Code de la consommation

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 27/06/2023

8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/06/2023

8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/06/2023

8232 – Projet de loi relatif à l'autopartage sur la voie publique et portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/06/2023

8233 – Projet de loi portant modification :
1° de l'article L.413-4 du Code du travail et
2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

8234 – Projet de loi portant :
1° introduction d'un programme de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et
2° modification du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

8236 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Ghana relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à des services aériens, fait à Alger, le 24 août 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8239 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la république populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

8242 – Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 12/06/2023

3) Le projet de loi et la proposition de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

7641 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 30/07/2020

Retrait du rôle des affaires : 19/06/2023

7578 – Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg

Dépôt : M. Claude Wiseler, Député, le 07/05/2020

Retrait du rôle des affaires : 13/06/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2801 – Demande de pétition publique : Si votre enfant se comporte comme une brute, vous devrez payer une amende

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 13/06/2023

2802 – Demande de pétition publique : Fir e permanente Maart an der Stad ze kréien

Dépôt : M. Gilles Marson, le 14/06/2023

2803 – Demande de pétition publique : Helmpflicht op eise Stroossen

Dépôt : M. Sven Backes, le 14/06/2023

2804 – Demande de pétition publique : Annulation des avances d'impôts sur salaire et restructuration de la déclaration d'impôts

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 14/06/2023

2805 – Demande de pétition publique : Adaptation du taux d'impôt sur le salaire des ministres en adaptant le taux d'impôt de 50 % à 100 % comme cela se fait pour tous les citoyens du Luxembourg qui travaillent

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 14/06/2023

2806 – Demande de pétition publique : Vote aux élections législatives, communales et aux referendums moyennant un dispositif d'authentification electronique reconnu par l'État

Dépôt : M. Christian Hary, le 14/06/2023

2807 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'introduction de pauses obligatoires après une heure de travail assis et avant chaque réunion consécutive

Dépôt : M. Babak Rabbanipour Esfahani, le 14/06/2023

2808 – Demande de pétition publique : Autorisation d'amener son chien dans les lieux de travail

Dépôt : Mme Mona Duarte, le 15/06/2023

2809 – Demande de pétition publique : Gesondheetsberuffler solle besser bezuelt ginn (Aide-soignant)

Dépôt : M. Bryan Jaeger, le 16/06/2023

2810 – Demande de pétition publique : Actes supplémentaires pour l'assurance dépendance

Dépôt : M. Adrien Weirig, le 18/06/2023

2811 – Demande de pétition publique : Hausaufgaben

Dépôt : Mme Ariane Cane, le 20/06/2023

2812 – Demande de pétition publique : Supprimer les sections première classe dans les trains nationaux

Dépôt : M. Dermot Crowley, le 21/06/2023

2813 – Demande de pétition publique : Klimaanlag an alle Klassen

Dépôt : M. Semin Alic, le 22/06/2023

2814 – Demande de pétition publique : Ayant le Permis Moto AM, hausser un peu de puissance, puisque c'est dangereux de rouler à deux avec 15 km/h en montant une colline, on ne tient pas trop bien l'équilibre, pendant 2 ans / Au lieu du permis A100/A1 donc à partir de 18 ans avec 8 heures de pratique passer de suite sur A2 avec au moins 50 KW un an et 7 heures de cours pratique

Dépôt : M. Patrick Weis, le 26/06/2023

2815 – Demande de pétition publique : Cependant réduire les puissances à max. 125 KW la puissance du permis B au lieu de lâcher les jeunes conducteurs avec bruit et 300 a 500 CV pendant 2 ans / Ceci sauverait la vie de beaucoup de jeunes.

Dépôt : M. Patrick Weis, le 26/06/2023

2816 – Demande de pétition publique : Protection de l'environnement : interdire les vols d'avion de moins de 2 heures au départ de Luxembourg

Dépôt : M. Allal Boussata, le 26/06/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Op Ufro vun der zoustänneger Kommissioun gëtt proposéiert, fir beim Projet de loi 8119, deen de Mëtten um Ordre du

jour steet, e Modèle de base sans débat amplaz vun engem Basismodell virzegesinn.

Wat den Ordre du jour vun der Sitzung vun en Donneschdeg de Moien ugeet, gëtt vun der zoustänneger Kommissioun proposéiert, déi sechs Reglementsofännerungen zesummen an enger Diskussioun ze behandelen. D'Rapporteuren hu jeeweils zéng Minutten zegutt an déi gemeinsam Diskussioun ass zweemol e Basismodell.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungsvirschléi averstanen an hëlt deen esou ofgeännerten Ordre du jour un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Hommage à M. Max Hahn

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, éier mer elo eng nei Deputéiert vereedegen, soe mer nach deem Kolleeg Merci, dee mir elo aus engem anere Bléckwénkel kucken. No bal zéng Joer an der Chamber huet de Max Hahn seng Plaz dohanne lénks an der éischter Rei opginn, fir e puer Meter méi wäit an déi zweet Rei – haut sëtzt en an der éischter Rei – sëtzen ze goen. De 15. Juni ass hien als neie Familljeminister vereedegt ginn.

De Max Hahn ass zënter 2005 Member an der DP. 2013 ass hie fir déi éischte Kéier am Süden an d'Chamber gewielt ginn an 2018 gouf hien erëmgewielt. Als President vun der Familljekommissioun kennt den DP-Politiker schonn d'Dossieren, déi als Familljeminister op hien zoukommen. Mee de geléierten Ingenieur ass och e Spezialist a Saachen erneierbar Energien, Mobilitéit, Klima, Naturschutz a Logement an huet sech an deenen zoustännege Kommissiounen als Vizepresident engagéiert.

De Max Hahn hat och d'Éier, Rapporter vum Budget vun 2023 ze sinn, eng Missioun, déi him sécherlech an Erënnerung wäert bleiwen. Ënnert dem Motto „Besser zesummeliewen" ware seng Schwéierpunkte bei sengem Rapport deemools déi sozial Kohäsioun an de Kampf géint d'Aarmut. Déi sozial Hëllefen, déi do sinn, missten och do ukommen, wou se gebraucht ginn, an dofir missten d'Leit besser informéiert ginn, zum Beispill iwwert den digitalen Office social, wou d'Leit direkt gewuer ginn, wéi eng Hëllefe si zegutt hunn. Och fir eng besser Inklusioun vun de Senioren hat den deemolegen Deputéierte sech ausgeschwat.

De Max Hahn ass also beschtens opgestallt fir seng Missioun am Familljeministère. De fréiere Beruffspompjee kennt sech och ganz gutt am Zivillschutz aus an huet och e gutt Gespier fir d'Benevolat, wat him och a sengen neie Funktiounen zeguttkënnt. Eis Gesellschaft ka just funktionéieren, wa se an alle Beräicher op Benevolle kann zréckgräifen.

Mir wäerten déi flott Visitte vermëssen, déi de Max Hahn mat sengem siameeseschen Zwilling hei an der Chamber fir de Public gemaach huet …

(Hilarité)

… a wou den Duo vill Fangerspëtzegefill gewisen huet. Geneesou vill Fangerspëtzegefill an och vill Satisfaktioun wënsche mir dem Max Hahn bei sengen neien Aufgaben an der Regierung.

(Applaudissements)

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci. Villmools merci.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

M. Fernand Etgen, Président | Mir huelen haut de Mëtten en neie Member an d'Chamber op. Esou wéi mer virdrun héieren hunn, ass duerch den Arrêté grand-ducal vum 15. Juni 2023 den Här Max Hahn zum Regierungsmember ernannt ginn. Domat ass säin Deputéiertemandat fräi ginn.

Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der DP aus dem Walbezierk Süden derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

Duerch Arrêté grand-ducal vum 5. Januar 2022 huet den Här Pierre Gramegna seng éierbar Demissioun als Regierungsmember vum Grand-Duc accordéiert kritt. Laut dem Artikel 54 (3) vun der Verfassung gëtt den Deputéierten, deen an d'Regierung geruff gëtt an domat säin Deputéiertemandat nidderleet, als éischte Suppleant op der Lëscht, op där hie gewielt gouf, ageschriwwen, wann hien net méi Regierungsmember ass. Deemno ass den Här Pierre Gramegna den éischte Suppleant. Hien huet matgedeelt, datt hien op dëst Mandat verzicht.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass deen nächste Suppleant d'Madamm Barbara Agostino, déi d'Mandat ugeholl huet. Et gouf weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Barbara Agostino virum 23. Juni 2023 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Pièce ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, datt si Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet, e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt si am Grand-Duché lieft, souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert si, datt si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwert d'Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Barbara Agostino huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Barbara Agostino hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofrechtlech duerch eng Verurteelung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piècen, datt d'Madamm Barbara Agostino d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Aritkelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesatz virgesi sinn, d'Madamm Barbara Agostino vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Barbara Agostino sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst wannechgelift d'Madamm Barbara Agostino erakommen.

Madamm Barbara Agostino, sou wéi d'Chamber et viru Kuerzem decidéiert huet, hutt Dir d'Méiglechkeet, den Eed an enger vun deenen dräi Amtssproochen ze leeschten.

Ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee follgende Wuertlaut huet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État." Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: „Je le jure", „Ech schwieren et" oder „Ich schwöre es".

Mme Barbara Agostino (DP) | Ech schwieren.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

(Applaudissements)

Madamm Agostino, ech ginn Iech elo d'Wuert.

Discours de début de mandat

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wéi meng Eltere viru 60 Joer aus Italien op Lëtzebuerg komm sinn, hätte si wuel net am Dram dorunner geduecht, datt hiert Meedchen eemol hei um Krautmaart géif sëtzen. Politick war ni e grousst Theema bei eis ronderëm de Familljendësch. Mäi Papp a meng Mamm hunn haart geschafft, fir datt hiert Meedchen et emol besser hätt. An ech mengen, datt ech si net enttäuscht hunn; ech hoffen et op alle Fall.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Och wa meng Mamm vun Ufank u selwer geschafft huet an d'Gläichberechtegung bei eis doheem ni e Problem war – d'ailleurs haten an hunn d'Fraen nach ëmmer d'Soe bei eis doheem –, …

(Hilarité)

… hunn ech laang Zäit gemengt, dass d'Politick fir mech als Fra net accessibel wier, datt d'Politick fir Männer aus gewëssene Kreeser a vun engem gewëssenen Alter reservéiert wier. Ech hu mech awer nawell fréi fir d'Politick interesséiert a mech virun 18 Joer bei deene Grénge engagéiert. No an no hunn ech awer gemierkt, dass d'Politick vun der DP géif besser zu mengen Iwwerzeegunge passen.

(Hilarité, brouhaha et interruptions)

Bei de leschte Chamberwale sinn ech dunn éischtgewielte Fra op der DP-Lëscht am Süde ginn, wat mech immens frou gemaach huet. Gradesou houfreg sinn ech iwwer d'Ofschneide vu menger Partei bei de rezente Gemengewalen zu Péiteng, wou d'DP hire Score bal verduebelt huet! Péiteng, déi fënnefgréisst Gemeng am Land, gëtt a mengen Aen ze dacks vergiess. A wéi nennen ech se ëmmer: „la commune des oubliettes" – dat wëll ech an Zukunft änneren.

Här President, meng politesch Schwéierpunkte fir d'Zukunft si ganz kloer. D'Educatioun vun eise Kanner läit mir dobäi besonnesch um Häerz. Als Educatrice an duerno als Léierin hunn ech eng gewëssen Experienz kënne sammelen, ier ech mech mat enger éischter Crèche selbstänneg gemaach hunn. Educatioun bedeit net nëmme Wësse weiderginn, mee virun allem sozial Kompetenzen an Zesummeliewen ze vermëttelen. D'Kanner an déi Jugendlech sollen doheem an an der Schoul all déi Fäegkeete matkréien, déi si duerno brauchen, fir hiren eegene Wee kënnen ze goen. D'Schoul soll eng Plaz fir ze wuesse sinn, eng Plaz fir staark Kanner.

Wie Schoul seet, seet och Chancëgerechtegkeet fir all Kand, egal vu wou et kënnt a wéi et heescht. Mir mussen endlech eraus aus deem Cercle vicieux, an deem d'Hierkonft, d'Mammesprooch oder de Portmonni vun den Elteren doriwwer entscheeden, wéi vill Chancen e Kand an der Schoul huet fir ze reusséieren.

Déi lescht Jore gouf villes an deem Beräich beweegt. Ënnert dem Bildungsminister Claude Meisch gouf villes verbessert. D'Chancëgerechtegkeet ass zum Leetfuedem vun der Bildungspolitick ginn, mais il reste du pain sur la planche. Ech wëll mech op alle Fall derfir asetzen, dass eis Kanner an de Schoule beschtméiglech op hir Zukunft preparéiert ginn.

En anere Sujet, dee mir um Häerz läit, ass eng dezent Wunneng fir jiddereen. Et dierf net sinn, dass eng Koppel, déi schafft, bal d'Hallschent vun hirem Akommes fir de Loyer oder op d'Schold vun der Wunneng respektiv vum Haus bezuele muss. Als Member vun der Logementskommissioun wäert ech dësen Dossier genee suivéieren. Et ass mat dee gréisste Problem, dee mir am Land hunn. Dank menger Erfarung wäert ech hei kënne matschaffen. Dofir sinn ech ëmsou méi frou, fir elo kënnen an der Kommissioun matunzepaken.

Ech wäert den neie Familljeminister Max Hahn och an der Ëmwelt- a Klimakommissioun vun der Chamber ersetzen. Dat ass e Beräich, deen dem Max schonn ëmmer um Häerz louch, an deen hie vill Energie gestach huet. Ech wäert mech mat deem nämmlechten Asaz an Engagement an déi Dossiere knéien; et ass nämlech fënnef vir zwielef! De Klimawandel ass déi gréisst Erausfuerderung fir d'Mënschen op der ganzer Welt.

Ech wëll mech och derfir asetzen, dass Lëtzebuerg sech un d'Ziler vum Paräisser Klimaofkommes hält. Klima- an Ëmweltschutz sinn eng absolutt Prioritéit. Et geet hei ëm d'Zukunft vun den nächste Generatiounen, et geet ëm eis Kanner a Kandskanner. Mir hunn d'Flicht an d'Verantwortung, hinnen e liewenwäerte Planéit ze hannerloossen, dat ass och eng Fro vu Gerechtegkeet. A just als Independante wëll ech an deem Kontext ervirhiewen, datt mer net dierfen de Feeler maachen, Ëmwelt- a Wirtschaftspolitick géinteneen auszespillen. Nee! Mir brauchen eis Natur an awer och performant Betriber, déi d'Grondlag vun eisem Räichtum bilden.

Iwwregens wollt ech als Kand ëmmer Mecanicienne ginn, e Beruffschoix, mat deem meng Mamm awer net averstane war – och wann ech duerno nawell al Autoe restauréiert hunn, an dat maachen ech haut nach. An ech sinn nach ëmmer begeeschtert vun der Mobilitéit. An och, wann ech leider d'Vitess gär hunn, sinn ech mer bewosst, dass mer besonnesch an der Mobilitéit en Ëmdenke brauchen. Et ass gutt, dass d'Enn vum Verbrennungsmotor ëmmer méi no kënnt. Hei dierf et keng Exceptioune ginn. Déi elektresch Mobilitéit ass d'Zukunft an hei muss d'Infrastruktur progressiv augeweit ginn, esou dass d'Transitioun gelénge kann. Och dierfe mir déi Leit net vergiessen, déi manner gutt gestallt sinn. Mir musse si mathuelen an net ausschléissen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech weess, dass ech nach vill léiere muss, zum Beispill d'Finess vum alldeegleche Fonctionnement vun der Chamber. Warscheinlech muss ech och vill, vill léieren, e wéineg méi Gedold ze hunn.

(Brouhaha)

Mee ech kann Iech a menge Wielerinnen a Wieler versécheren, dass ech ëmmer ech selwer wäert bleiwen a mech éierlech engagéiere wäert. Dofir wäert ech och net zécken, fir de Mond opzedinn, wann ech eng Decisioun ongerecht fannen oder eng Mesür net novollzéie kann. Ech fonctionéieren iwwregens ganz nom Prinzipp: „Love it, change it or leave it."

(Brouhaha)

Ech war Educatrice, Léierin, dunn hat ech iwwer 20 Crèchen. Zanter méi Kuerzem sinn ech Foraine. An elo wëll ech mech fir eng sozial, liberal a gerecht Politick asetzen, eng Gesellschaft schafen, an där jidderee seng Plaz fanne kann – wann e sech natierlech och drugëtt.

Schliisslech wëll ech op dëser Plaz dem Tilly Merci soen, dass hatt ëmmer u mech gegleeft huet, och wann ech heiansdo alles a Fro stellen. Dem Corinne och e léiwe Merci, dass hatt mech ëmmer déi richteg Momenter encouragéiert huet. Menger Famill merci, well ouni si wier ech net hei. An de Bonjour an en décke Merci do uewe menge Frëndinnen, a besonnesch Fussballsfrëndinnen, déi de Wee haut heihi fonnt hunn.

Der DP-Fraktioun sinn ech dankbar fir de Support an de leschten Deeg an ech wënschen och dem Max Hahn vill Succès a senger neier Fonctioun. Zesumme mat menge Fraktiounskolleege setze mir eis fir eng Gesellschaft an, déi oppen ass fir jiddereen. Eis sozialliberal Valeure sinn de Kär vun eisem gerechten an tolerante Lëtzebuerg, fir dat mir schaffen.

Esou, genuch geschwat, a lass! Ech freeë mech, mat Iech zesummen ze debattéieren an eppes fir eist Land ze beweegen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Agostino. Mir wënschen Iech all vill Freed a Satisfaktioun an Ärer neier Funktioun.

6. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Gusty Graas.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt den Här Frank Colabianchi den Här Max Hahn.

An der Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications erstetzt d'Madamm Barbara Agostino d'Madamm Carole Hartmann.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn fir de Volet „Sécurité intérieure".

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Max Hahn.

A schliisslech an der Commission du Logement ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn an d'Madamm Lydie Polfer ersetzt den Här Frank Colabianchi.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass follgend Ännerung agaangen: An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Claude Lamberty als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. 8197 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables et d'un bâtiment à usage mixte du projet « Cité militaire » à Diekirch

Den nächst Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8197 iwwer d'staatlech Finanzéierung vun abordabele Wunnengen a vun engem Gebai vum Projet „Cité militaire" zu Dikrech. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut e Finanzéierungsprojet vir, deen et wäert erméiglechen, weider abordabel Wunnengen ze bauen, dat Ganzt am Norde vun eisem Ländchen, nämlech zu Dikrech.

D'Cité militaire dréit den Numm dank hirer Geschicht, wëssend, datt fréier do Wunnenge fir den Härebierg waren an och Leit vun der Arméi do gewunnt hunn. Et waren och Verwaltungsgebaier, déi och nach haut benotzt ginn. Hei huet den ëffentleche Promoteur SNHBM zesumme mat der Stad Dikrech probéiert, en harmonesche stättesche Projet auszeschaffen. Wichteg war, den ëffentleche Raum fir d'Leit opzemaachen an accessibel ze maachen an de Parking maximal ze reduzéieren, natierlech do, wou et gëeegent ass.

Et ass och en innovative Parking an deem Sënn, wou d'Gemeng sech och bereet erklärt huet – wat ganz interessant ass –, d'Gestioun ze iwwerhuelen. Innovativ, well et ass gekuckt ginn zwëschent Leit, déi wierklech do wunnen, an deenen, déi op Dikrech schaffe ginn, zu wéi engen Auerzäite wien do wäert present sinn, fir eeben eng intelligent Gestioun vun deem Ganzen ze maachen.

Wéi scho virdru gesot: D'Zil vum Gesetzesprojet ass et, der Regierung ze erméiglechen, sech um Finanzéierungsprojet finanziell ze bedeelegen, fir eeben abordabel Wunnenge kënnen ze bauen.

Dëse Projet vun der Cité militaire, déi vum ëffentleche Promoteur SNHBM, der Société nationale des habitations à bon marché, gebaut wäert ginn, ass e Projet, deen och de Bau vun engem Gebai à usage mixte virgesäit, mat notamment verschiddenen ëffentleche Fonctioune souwéi ënner anerem Wunnenge fir

d'Lëtzebuerger Arméi. Insgesamt hu mer hei 184 nei Wunnenge fir ongefeier 420 nei Awunner.

Ech komme kuerz zu de Finanzéierungsaspekter vun dësem Projet. De Projet besteet aus ronn 17.000 Quadratmeter Wunnfläch, wouvunner 91 % fir d'subventionéiert Locatioun virgesi sinn an 9 % fir de subventionéierte Verkaf. Subventionéiert oder eeben net subventionéiert Wunnenge wäerten enger Rei vun identesche Konditiounen ënnerleien. Engersäits muss de Keefer e Maximum vun Akommes respektéieren. Déi betraffe Wunnenge gi mat enger Emphyteos vun 99 Joer verkaf. Wärend der Dauer vun der Emphyteos huet déi ëffentlech Hand zu all Moment e Réckkafrecht op deene Wunnengen. Dat wieren u sech déi dräi wichtegst Konditiounen.

D'Zil ass et, déi Wunnengen, déi vun der ëffentlecher Hand natierlech gebaut ginn – nach eng Kéier: subventionéiert oder net subventionéiert –, fir eng länger Zäit an der Abordabilitéit natierlech ze halen.

(Brouhaha)

De geplangte Locatiouns- a Verkafsverdeelungsschlëssel … Et deet mer leed, mee ech kréie mech wierklech net konzentréiert, well et ass e bësse Kaméidi.

(Interruption)

Ech héiere mech selwer net. Et deet mer wierklech leed.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Ahmedova, Dir hutt Recht. An ech hoffen, datt déi aner dat och alleguer esou gesinn!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci. De geplangte Locatiouns- a Verkafsverdeelungsschlëssel spigelt de politesche Wëllen, fir méi bezuelbar Wunnengen ze bauen, besonnesch Mietwunnengen, an op deem Wee am Aklang mam Regierungsprogramm 2018–2023 ze sinn. Ech brauch et wuel net ze widderhuelen, mee d'Zil vun der aktueller Logementspolitick ass et, massiv bezuelbar, ëffentlech an nohalteg Wunnengen ze bauen.

Zréck zu de Käschte vum Projet: Bei der Cité militaire belafe sech d'Participatiounskäschte vum Staat fir d'Schafe vu bezuelbare Wunnengen op insgesamt 52 Milliounen Euro. De Staat bedeelegt sech natierlech och un dem Bau vum Bâtiment à usage mixte an hei sinn 137 Millioune virgesinn. Fir d'Detailer, wéi déi Milliounen opgedeelt ginn, verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport, wou en explizitten Tablo virläit, wou een dat alles kann nokucken an norechnen. De Projet gëtt a verschiddene Phasen duerchgefouert a gëtt 2031 fäerdeg.

Ech wollt Iech awer och e puer Virdeeler vun deem Projet virliesen. De Projet respektéiert de kommunalen a staatleche Wëllen, fir nei, dynamesch an attraktiv Wunnquartieren ze schafen. De PAP vun der Cité militaire ass opgebaut op dem Prinzipp vun der nohalteger Entwécklung a profitéiert vun der Proximitéit vum ëffentlechen Transport, vun ëffentleche schouleschen Infrastrukturen a weidere Servicer a Gréngflächen.

Den Duerchgangstrafick am Quartier ass limitéiert. Gefierer, Vëloen a Foussgänger deele sech hei eng Spuer, déi och en Treffpunkt soll si vun deene verschiddenen Acteuren. An dofir ass och d'Vitess hei op 20 km/h reduzéiert. An anere Wierder ass dat natierlech e Shared Space.

Dës bewosst Approche gouf entwéckelt, fir den Autosverkéier ze limitéieren an e séchert Foussgängergebitt ze bidde plus natierlech gläichzäiteg de sozialen Austausch ze förderen. De Quartier zeechent sech duerch eng innovativ Approche vum Parkraummanagement aus. All Parkplaz a Vëlosplaz, sief dat privat oder ëffentlech, sinn an engem gemeinsame Parking gesammelt, an engem gemeinsame Gebai.

Den Amenagement vun den ëffentleche Plaze leeft am Fong ronderëm zwou Haaptachsen of: Déi eng ass an nordsüdlech Richtung orientéiert an déi zweet Achs a Richtung Sauer.

Kuerz zu den Avisen an da sinn ech bal duerch: Also, zu deem Moment, wou mer och de Rapport an der Kommissioun ugeholl hunn, louche keng weider Avise vir, ausser natierlech deem vum Staatsrot, an deen hat keng weider Observatiounen zu dësem Gesetzesprojet. En attendant krute mer awer nach den Avis vun der Chambre de Commerce an natierlech begréisst si de Projet, mat enger klenger Remark, déi mer sécherlech alleguerten deelen: Dat ass, datt et eeben net séier genuch geet.

Dat alles gesot, ginn ech selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies ageschriwwen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, direkt am Viraus Merci fir hiren ausféierleche Rapport, an deem se eis e bëssen iwwert d'Technicitéit vun dësem Projet dann och bericht huet.

D'Cité militaire, déi an deenen nächste Joren da soll revitaliséiert ginn, bon, ech mengen, wat do och wichteg ervirzehiewen ass: datt e gesonden, propperen Urbanismus do wäert bestoen, dat heescht, datt d'Proximitéit zum ëffentlechen Transport assuréiert ass, datt ëffentlech Infrastrukturen a Schoulinfrastrukturen à proximité sinn an datt natierlech och eng Partie Gréngfläche ronderëm sinn, soudatt een och dovu kann ausgoen, datt eng gutt Qualité de vie hei op dëser Plaz wäert sinn.

Dee ganze Quartier wäert esou amenagéiert ginn, mat enger grousser Garage am Sous-sol, dat effektiv uewen am Quartier selwer eng Zone de rencontre wäert ëmgesat ginn, soudatt d'Qualité de vie fir déi Leit, déi do an Zukunft wäerte wunnen, wierklech groussgeschriwwe wäert ginn.

Bon, ech mengen, e Bemoll, deen och schonn d'Rapportrice gesot huet, dat ass dann effektiv de Phasage, vu datt d'Aarbechten awer hei da praktesch iwwer néng Joer ginn. Dat huet sécherlech och eng Erklärung. Dat huet ze di mat den Infrastrukture respektiv mat dem Bâtiment mixte respektiv deenen administrative Gebailechkeeten, déi nach do sinn, déi fir d'éischt op enger anerer Plaz musse geschafe ginn, fir dann dëst Gebai kënnen ofzerappen. Initial war och ugeduecht, fir déi Gebailechkeete vun der Arméi ze sanéieren, mee à la fin du compte ass awer festgehale ginn, datt dat sollt, och aus energeetesche Grënn, dann demoléiert ginn an nei opgebaut ginn, wat da vun der SNHBM soll assuréiert ginn.

Hei eng kleng Kritick awer och vun eiser Säit aus: Et ass e Projet, dee ronn 50.000 Meterkaree beinhalt, zwee Drëttel vun dësem Projet ginn awer zréck op de Bâtiment mixte. Datt eng ëffentlech Wunnengsbaugesellschaft wéi beispillsweis d'SNHBM dann och hei nach mat bäigeholl gëtt, fir en administratiivt Gebai, dat fir d'Arméi gebaut gëtt, wou notamment awer och 60 Wunnenge gebaut ginn … Mir gesi schonn, datt d'Promoteurs publics praktesch um leschte Lach päifen, ob dat d'SNHBM ass, ob dat de Fonds du logement ass, an duerfir wär et hei effektiv méi opportun gewiescht, dat Ganzt iwwer Marché public dann eventuell un e privaten Entrepreneur, e Constructeur ze ginn, fir datt dann éischtens emol d'Privatwirtschaft …

Ben, ech mengen, hautzudaags gesi mer jo, wéi d'Situatioun ass: Mir wëssen net, wéi d'Situatioun um Enn vun dësem Joer ass, ob do net deen een oder aneren Entrepreneur oder Handwierksbetrib an Enkpäss wäert kommen. Duerfir wär et hei sécherlech méi opportun gewiescht, dat iwwer e Marché public un en Entrepreneur oder Promoteur kënnen ze ginn, fir dann dee Moment och d'Promoteurs publics, wann et ëm den ëffentleche Wunnengsbau geet, ze entlaaschten. Dat ass hei leider net virgesinn.

Wat de Projet en tant que tel ugeet, mengen ech, mat enger Densificatioun vun 90 Wunnengen op den Hektar ass dat schonn eenegermoossen dense. Et gouf och im Nachhinein bei dem Bâtiment mixte nodensifiéiert, wat, mengen ech, och eng gutt Approche ass, fir esou vill wéi méiglech Surface construite brute eeben op e Bruttobauterrain kënnen ze bauen. Dofir mengen ech, datt dëse Ratio wierklech gutt a wierklech gelongen ass. Ech hat et virdru scho gesot, datt sécherlech eng gutt Qualité de vie do wäert entstoen, vu datt eng ganz Partie ëffentlech Servicer an awer och Commerces de proximité an der Noperschaft sinn.

Wat de Käschtepunkt ugeet, do kann een och soen, datt de Ratio bei 3.817 Euro de Meterkaree Surface construite brute op 190 Millioune gerechent an der Rei ass. Et gëtt aner Projeten, déi och an der Lescht diskutéiert gi sinn, wou de Präis pro Surface construite brute definitiv demesuré ass, awer hei kann ee wierklech soen, datt dee Präis räsonabel ass.

Vläicht nach e lescht Wuert zu deem, wat d'Wunnengen ugeet, respektiv och, ënnert wat fir enger Form se ëmgesat sollte ginn: 91 % Locatioun fanne mir definitiv eppes ze héich fir eng sozial Mixitéit. Fir déi ze assuréieren, wär sécherlech en anere Ratio, ëm 60 % Locatioun a 40 % Vente, vläicht méi interessant bei esou engem Projet ëmzesetzen. Dofir, ech mengen, mir hunn dat an der Vergaangenheet ëmmer gesot, bei all Projet: Wann et ëm en neie PAP respektiv ëm en neie Projet de construction och fir Logement abordable geet, sollt ee wierklech kucken, datt eeben déi Mixitéit och assuréiert gëtt an och soll assuréiert bleiwen. Wéi gesot, mat 91 % ass dat vläicht e bëssen ze héich.

Dofir, an deem Sënn merci fir Äert Nolauschteren. An ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Villmools Merci, Här Lies. An da wär et um honorabelen Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, fir d'alleréischt e ganz décke Merci un d'Rapportrice fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, wat mir dann och erlaabt, mech relativ kuerz kënnen ze halen.

Op alle Fall si mir als DP ganz, ganz frou, dass mer haut de Vott betreffend de Finanzement vun dësem Wunnprojet „Cité militaire" zu Dikrech huelen, esou dass mir och d'Kreatioun vun dann am Ganzen 184 Wunnenge fir ronn 420 Awunner bis 2031 a Phasen erméiglechen, dëst um fréieren Areal vu ronn 2 Hektar an zu engem Käschtepunkt vu liicht iwwer 190 Milliounen.

Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, d'Regierung huet d'lescht Woch e Mesürepak vun 150 Milliounen Euro fir de Bausecteur presentéiert, deen engersäits

Aarbechtsplazen ofséchere soll an anererséits weider Wunnengen iwwert déi nächst Méint a Jore schafe soll, Wunnengen, déi ganz, ganz sécher batter néideg sinn. Et ass kloer, dass mer zesummen d'Offer weider an d'Luucht dreiwe mussen an esou duerch déi ëffentlech Hand, duerch de Staat an d'Gemengen, mee och duerch d'Privatpromoteuren, méi séier an eng gréisser Unzuel u bezuelbarem Wunnraum schafe mussen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wichteg ze ernimmen ass, dass nieft de Wunnengen, déi iwwer d'SNHBM op de Marché kommen, och ee Gebai mixte realiséiert gëtt, an deem 60 Wunnenge fir d'Arméi virgesi sinn. Och verschidde Verwaltunge wäerten dann hei eng Plaz fannen. Ganz no beim nationalen a kommunale Wëllen, fir nei, dynamesch an attraktiv Wunnquartieren ze schafen, entsprécht dëse PAP „Cité militaire" zu 100 % dem Prinzipp vun der Nohaltegkeet. Dëse Wunnprojet wäert vun enger noer a gudder ëffentlecher Verkéiersubannung, wéi mäi Kolleeg Marc Lies dat eeben och elo gesot huet, an ëffentleche schouleschen Infrastrukture profitéieren. Donieft sinn divers ëffentlech Servicer an eng flott Gréngzon a ganz noer Noperschaft.

Wat de Verkéier ugeet, gëtt e sougenannte Shared Space konzipéiert, dee festhält, dass d'Autoen, d'Vëloen an d'Foussgänger sech d'Strooss deelen an d'Geschwindegkeet op 20 km/h begrenzt gëtt. Dëst Konzept soll den Autosverkéier reduzéieren an eng méi sécher Mobilitéit fir d'Awunner erméiglechen, ganz nom Prinzipp vum Mateneen an am géigesäitege Respekt, wou déi sougenannt „Staark" am Stroosseverkéier, also déi Motoriséiert, am Respekt deene „Schwaachen" am Verkéier begéinen.

Net ze vergiessen – a komescherweis steet dat net am Rapport an och a kengem Avis –: Duerch déi limitéiert Vitess bréngt e Shared Space virun allem awer méi Rou an e Quartier eran. Dëst ass en Aspekt, dee ganz oft vergiess gëtt an dach fir d'Leit vu grousser Bedeitung ass a staark appreciéiert gëtt. D'Leit kommen am Shared Space zesummen, sief et op flott amenagéierte Plazen oder souguer op Terrassen, a sinn domat carrement Deel vum Stroossebild.

Des Weideren ass ze begréissen, dass de ganze Wunnquartier exzellent un divers Foussgängerweeër Richtung Zentrum vun Dikrech a laanscht d'Sauer ugebonne gëtt. An et muss een och onbedéngt ervirhiewen, dass dëse Wunnquartier eng innovativ Approche zur Parkingsproblematik duerstellt. Déi ganz Unzuel vu Parkplaze vun de jeeweilege Wunnkomplexer gëtt an engem eenzege grousse Parking regruppéiert. Donieft ginn an dësem Parking och déi ëffentlech Parkplazen, och fir d'Vëloen, integréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Realisatioun vun esou engem Projet wéi dësem schléit natierlech an d'Käschten, wéi et jo och am Avis vun der Chambre de Commerce ervirgehuewe gëtt. Ouni Zweifel sinn dës Investissementer awer net vu Muttwëll. Ganz am Géigendeel, si musse sinn! De Staat ass amgaangen, seng Hausaufgaben am Beräich vun der Offer u Logementer ze maachen, och – an do si mer eis alleguerten heibannen eens – wann dat de Moment nach net duergeet. Ech behaapten awer a soen, dass mer um richtege Wee sinn a méi a virun allem méi schnell Wunnenge realiséiert ginn.

An deem Sënn ginn ech heimat den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Colabianchi. An d'Wuert geet un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, a merci och der Rapportrice fir hire ganz gudde Rapport, deen esou komplett war, dass een net méi groussaarteg muss drop agoen. Als LSAP si mir ëmmer frou, hei Finanzéierungsgesetzer ze stëmmen, déi d'Zil hunn, neien abordabele Wunnraum ze schafen, an dat heiten ass eent vun deenen. Mir hunn där an dëser Legislaturperiod jo schonn eng Partie gestëmmt. Ech erënneren un Diddeleng, ech erënneren u Wolz, ech erënneren och un Elmen. Dat heiten ass e weidert.

Mee ech schléisse mech awer och all deenen un, déi bei dëser Geleeënheet och ëmmer drop hiweisen, wéi laang et dauert, bis mer esou Saache realiséiert hunn – an hei ass erëm esou e Fall. Et ass dacks esou, dass mer hei an der Chamber Projete stëmmen als Kommissioun, an et wäert net déi nächst Chamberskommissioun sinn, och net déi iwwernächst, mee warscheinlech déi iwwer-iwwernächst, déi dann invitéiert gëtt op d'Aweiung. An dat ass eppes, wat vill Leit dobaussen net kënne verstoen. Och wann et ëmmer fir alles Ursaache gëtt, dat kann een net, dat däerf een net bausse vir loossen. Ech menge just, fir déi Wunnengskris hei zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien, musse mer einfach a ville Beräicher e gudde Krack méi séier ginn.

Mee selbstverständlech ginn ech hei den Accord zu deem dote Projet. Deen ass gutt a mir sollen deen esou séier wéi méiglech realiséieren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass ëmmer ze begréissen, wa Wunnenge gebaut ginn, méi speziell an dësen Zäite vu Manktem u Wunnengen. An ech hoffen och an ech drécken de Wonsch aus, datt dës och moderat viru gehale ginn, och verlount ginn. An ech mengen, hei ass e Projet mixte, wou och nach Geschäfter oder aner Saachen, Verwaltungen, drakommen, wou awer och d'Arméi en Doheem soll kréien, an dofir wär et gutt, wann déi Wunnengen och viru moderat op finanzieller Basis géife gehale ginn.

Ech soen Iech Merci an ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och der Rapportrice nach eng Kéier merci fir hire ganz exzellente Rapport. Mir stëmmen dëse Projet natierlech mat a begréisse virun allem, dass néng vun zéng Wunnengen an d'Location abordable solle goen, also e Stéck méi, wéi dat bei vergaangene Projete vun der SNHBM de Fall war. De Minister kann eis vläicht doriwwer opklären, awéifern dat och e Choix ass vun der SNHBM, déi jo laut Ausso vun hirem Direkter Problemer huet, fir nach Keefer fir hir Logementen ze fannen, an dat opgrond vun de Präisser an de klammenden Zënsen, oder ob dëse Choix en anere Grond huet.

Mir mengen och, dass de Projet landesplaneresch immens sënnvoll ass, well Leit abordabele Wunnraum gebuede kréie sollen op enger vun de prioritär ze entwéckelnde Plazen hei am Land, also an der Nordstad, no bei ëffentlechen Infrastrukturen.

Een eenzege gemeinsame Parking fanne mir och besser, wéi vill Parkplazen uechter de Quartier ze bauen. Vläicht muss een och ophalen, dëse System als innovativ ze bezeechnen, well et kléngt ëmmer sou exklusiv an entsprécht jo och net méi der Realitéit. Net all Haus brauch jo onbedéngt zwou Parkplazen, ech mengen, do musse mer onbedéngt dovunner fortkommen. Zu Lëtzebuerg gëtt et dat och schonn op anere Plazen. An am Ausland gëtt et dat natierlech och scho vill méi wäit, virun allem an de Stied natierlech.

Mir ginn awer och ze bedenken, dass mer hei elo iwwer 134 abordabel Logementer, 134 abordabel Wunnenge schwätzen, déi iwwert déi nächst aacht Joer entstinn. Dat ass e klenge Projet. Dat soll elo net de Projet schmäleren, mee bei engem Manktem vun 10.000 a méi abordabele Wunnenge sollt eis dat awer emol weisen, a wéi enge Gréisstenuerdnunge mir missten hei schaffen an a wéi enge Gréisstenuerdnunge mir eigentlech och e Manktem un abordabelem Wunnraum hunn, dee mer onbedéngt an de Gréff ze kréien hunn.

Dee Mesürepak, deen d'Regierung viru Kuerzem virgestallt huet a virgeluecht huet, fir dogéint unzekommen, ass an eisen Aen zimmlech mickreg, wat dëse Manktem ugeet. Esou proposéiert jo zum Beispill d'Regierung, datt elo Projete bis zu 60 Milliounе keen extrat Gesetz méi brauchen, fir d'Prozeduren eeben ze acceleréieren. De legislative Volet vun dësem Gesetz hei huet awer zum Beispill just dräi Méint gebraucht. Also huet et net dorunner geleeën, dass do e Problem ass. Dat ass also net entscheedend. Mir fannen dat also relativ lächerlech, fir dat op deem Wee unzegoen, a mengen och net, dass dat wierklech een – wéi soll ech soen? –, en Outil ass, fir déi Kris an de Gréff ze kréien am Endeffekt.

A mir mengen och, dass et wichteg ass, d'Projete weiderhin duerch d'Parlament goen ze loossen, fir dass se och eng gewësse Visibilitéit kréien. Et misst opgehale gi mat deene falsche respektiv kosmeetesche Léisungen, wéi dat eeben och elo hei da proposéiert gouf. Ech schwätzen net vun dësem Gesetz, mee vun dem Mesürepak, deen elo op de Wee ginn ass.

Mir fannen et richteg, dass de Staat Projeten an der VEFA opkeeft, wéi dat jo och elo gemaach gouf, an och versicht, déi zu beschtméigleche Konditiounen opzekafen, well et geet jo finalement ëm d'ëffentlech Gelder. Dat muss nach méi gemaach ginn. Et muss kaaft ginn, et muss gebaut ginn, et muss renovéiert ginn. An de Staat an d'Gemenge musse wierklech no vir goen an et selwer maachen, anstatt dass Appeller un d'Gemengen erausginn a riets a lénks e puer Subventiounen un d'Stéit vergi ginn an der Hoffnung, dass eppes geschitt. Firwat net och elo Baulücken, déi riskéieren ze entstoen, iwwer ëffentlech Projeten opfänken?

Ënnert dem Strëch, wéi gesot: Mir begréissen dëse Projet natierlech. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Ahmedova fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Hei geet et ëm abordabele Wunnraum an natierlech si mir Piraten domat averstanen a wäerten och eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Erlaabt mer, dass ech och nach eng Kéier kuerz d'Wuert ergräifen, vu dass eng Rei Froe gestallt goufen. Sou erlaabt dat mer et, och eenzel dorop ze äntwerten. Fir d'éischt natierlech e Merci un

d'Rapportrice fir dee ganz ausféierleche mëndleche Rapport hei, natierlech och fir de schréftlechen. An da kann ech schonn direkt op déi eenzel Punkten agoen.

Den Här Cruchten huet et gesot, et reit sech an an eng Serie vu Projet-d'enverguren, déi mer hei gestëmmt hunn. Dëst ass de sechsten an deene leschte Joren. Wéini hu mer ugefaangen? Elmen, de Projet de loi Elmen vum PAP 1 ass 2020 gestëmmt ginn, an du sinn déi successiv Projete komm. Haut, wéi gesot, de sechsten. Zwee kommen der nach no, sécherlech. Hoffentlech kann ech déi nach deposéieren. Dat ass Elmen 2 an Izeger Knupp. An da wäerte mer op zwee vläicht kënne verzichten, well mer jo am Kader vun de Mesüre vun der Taskforce d'Envergure vu 40 op 60 Milliounen an d'Luucht gesat hunn.

Dat alles zesummen, déi zéng Projeten zesumme wäerten eng Envergure vun 3.300 Wunnengen an – net schlecht – vun 1,5 Milliarden hunn, déi mer dann als dës Regierung, zesumme mat Iech hei an der Chamber, investéiert hunn.

Et gräift esou lues, dass mer an d'Locatiounswunnengen investéieren. D'lescht Joer ass de Stock vun ëffentleche Locatiounswunnengen ëm 5 % an d'Luucht gaangen. Dat heescht, wa mer zesummen eng Schëpp uleeën, da gi mer och an déi richteg Richtung.

Vläicht zu deene puer Remarken, déi gesot gi sinn. Dat Éischt ass, dass mer hei niewent Wunnengen, abordabele Wunnengen, och Wunnenge fir d'Militär schafen, awer och e Verwaltungsgebai. Et muss ee soen, dass am Laf vun der Iwwerschaffung vun dësem Projet éischtens d'Densitéit an d'Luucht gesat gouf an zweetens vill méi Fläch an d'Administratioun gaangen ass. A wann ech den Här Lies virdru richteg verstanen hunn, musse mer iwwerleeën, ob eng SNHBM esou Projeten an Zukunft nach soll iwwerhuelen, wëssend, dass hei awer hir Erfarung derzou bäigedroen huet, dass mer méi dense konnte bauen, méi Wunnenge konnte bauen an awer och méi Wunnengen oder méi Fläch fir d'Verwaltung kënnen huelen.

(Brouhaha)

Zukünfteg, mengen ech, sinn ech och net onbedéngt derfir, dass eng SNHBM oder e Fonds du logement …

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Dat ass eng gutt Iddi. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu ganz vill gutt Iddien.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | O, exzellent!

(Hilarité)

Ma d'Verwaltungsgebai ass sécherlech op där Plaz ganz wichteg.

An da kann ech och direkt op déi Längt agoen. Den Här Cruchten huet gesot, dass et laang dauert. Natierlech, dat hei ass e Verwaltungsgebai, wou nach ganz vill Aktivitéiten dra sinn. Et waren och Gebaier, déi elo ofgerappt ginn, déi sinn amgaang ofgerappt ze ginn. Mir hu jo eng Iwwergangsléisung gesicht, fir déi Gebaier, wa se nach notzbar waren, och direkt kënnen ze notzen. Dofir, innerhalb vun engem Joer, oder dat lescht Joer bis elo Enn dëses Mounts konnte Flüchtlingen aus der Ukrain do eng Zäitche wunnen, an dat ass dee Raum, dee mer do konnten notzen. Elo muss natierlech sanéiert ginn, dat hëlt seng Zäit an Usproch. An dat wär och bei engem privaten Investisseur esou de Fall gewiescht, well et ass matzen an engem Stadkär.

Hei ass ganz vill mat Privaten zesummegeschafft ginn, och do eng Äntwert vläicht op den Här Lies. Éischtens, et ass privat entwéckelt ginn an all d'Ausschreiwungen, alles, wat do gebaut gëtt, si Privater, déi dat natierlech nom Kader vun dem Ausschreiwungsgesetz och wäerte realiséieren.

De Wunnquartier un der Sauer mat 124 bezuelbare Wunnengen ass ideal op där Plaz. A wa mer elo déi Fro vun der Locatioun kucken: D'Gesetz erlaabt eis et elo, op eng Héicht vun 90 % Locatiounswunnengen ze goen. Wou mer dann herno landen, muss nach gekuckt ginn. Dir musst och de Projet allkéiers eenzel am ganzen Environnement kucken. Et ass net deen eenzege Projet, dee gekuckt gëtt, mee: A wéi ee Quartier wäert dee Projet kommen? Wéi ass do d'Locatiounssituatioun? Soudass mer iwwerall do Offer schafen, wou a sech net genuch Offer ass. An hei ass dat ideal gewielt ginn.

Vläicht nach e puer Wuert zu dem Projet selwer. Hei mierkt een, wann een eng exzellent Zesummenaarbecht mat enger Gemeng mécht, dass flott Saache kënnen erauskommen. D'Madamm Oberweis hat gesot vun de Parkingen, dass dat keng Innovatioun wier. Mee ech mengen, mir gesinn awer oft, dass do awer nach Retizenz ass, fir Parkingsraum ze reduzéieren. An hei si mer jo mat der Gemeng, mat der Stad Dikrech, zesummen op eng Léisung komm, wou si selwer da gesot hunn: „Hei, mir maachen dann d'Gestioun als Gemeng vun deem Parking, soudass am Dag déi Leit kënnen do parken, déi do schaffen, an owes déi Leit do kënne parken, déi do wunnen."

Domadder reduzéiere mer de Parkraum, an den ëffentleche Raum, deen uewendriwwer entsteet, gëtt fir déi zougänglech, déi a sech dann an deene Wunnenge wunnen. An et ass dat jo déi nei konzeptuell Entwécklung, déi mer an de Stied musse sichen. Dofir sinn ech frou, dass hei exzellent zesumme geschafft ginn ass, e puer Verwaltungen zesumme mat der Stad Dikrech. An et weist, dass an anere Gemengen änlech Projeten änlech kënnen no vir bruecht ginn. Dofir kann ech hei nëmme jidderengem Merci soen, deen hei matgehollef huet.

Vläicht nach e Wuert zu de Käschten. Ech war e bëssen iwwerrascht, wéi ech den Avis vun der Chambre de Commerce gelies hunn, well se gesot hunn, dee gesamte Montant vun 190 Millioune géif an de bezuelbare Wunnengsbau goen. Dat ass net esou, et muss een dat differenzéieren. An hei sinn et eeben 53 Milliounen, déi da reng fir bezuelbare Wunnraum ze schafe sinn, an déi aner – et ass scho gesot ginn – 137 Millioune sinn da fir d'Verwaltungsgebai an d'Wunnenge fir d'Arméi.

Ech mengen, domadder hätt ech alles gesot. Nach eng Kéier villmools merci. Eng gutt Zesummenaarbecht, Densificatioun an engem Beräich, wou mer méi kënne maachen, de Logement pro Hektar, et ass gesot ginn, 90 an engem stättesche Beräich, et ass dat, wat mer ustriewe mussen. Mir hunn ëffentlech Mobilitéit direkt virun der Dier. Et ass e flotte Quartier an eng gutt Zesummenaarbecht. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech hunn dem Här Minister gutt nogelauschtert, mee ech mengen awer nach net d'Äntwert gehéiert ze hunn op dem Här Engelen seng Fro iwwert d'Héicht vum Loyer. Well ech mengen, d'Cité militaire soll jo awer no do bei der Kasär sinn, a fir datt d'Militär och do ka wunnen, muss et en ugepasste Loyer sinn, soss huet et jo an deem Sënn kee Wäert.

Dofir wollt ech den Här Minister froen, ob en do mat de Gewerkschaften iergendwéi a Kontakt ass, fir awer ze kucken, datt déi Cité militaire och ka fir deen Zweck benotzt ginn, wéi den Numm et undeit.

Ech soen Iech Merci.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Dat wäert och an der Realitéit esou passéieren. Schonn eleng déi Wunnengen, déi 124, déi am Logement abordable sinn, déi ginn nom Akommes gekuckt, an d'Militär wäert sech deementspriechend och upassen. Dat heescht, et gëtt en abordabele Loyer, dee korrespondéiert zu deem Akommes vun deene Leit, déi do wunnen. Fir eis ass dat d'Gesetz, dat mer amgaang si mam Logement abordable ze fisseléieren, do wäerte mer och deemnächst nach Amendementer maachen. Et ass dat d'Iddi, déi derhannertstécht, an d'Arméi wäert sech deem upassen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Preziounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8197. Den Text steet am Document parlementaire 8197[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8197 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

9. Motion de M. Léon Gloden relative à la présentation d'un projet de loi qui évite toute discrimination des fonctionnaires du cadre policier du groupe de traitement C1 qui disposent du diplôme requis pour accéder par reclassement au groupe de traitement B1

(Motion déposée en séance publique n° 49 du 16 mai 2023 – à consulter au compte rendu n° 17/2022-2023 en page 9)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt d'Motioun vum Här Léon Gloden iwwer e Gesetzesprojet, deen d'Diskriminatioun vun de Fonctionnairë vun der Police, déi am Traitementsgrupp C1 sinn an den néidegen Diplom hu fir an den Traitementsgrupp B1, verhënnert. An ech géif dann direkt d'Wuert un den Här Léon Gloden als Auteur vun der Motioun ginn.

Exposé

M. Léon Gloden (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech hat eng Motioun hei deponéiert, wéi de President richteg resüméiert huet, fir datt déi Léit, déi en Diplôme de fin d'études secondaires hunn, also d'Treizième oder d'Première, kënnen automatesch vum C1 an de B1 eropklammen. Wéi ech virun e puer Wochen d'Motioun hei deponéiert hat, hunn ech dat och explizéiert. Am Gesetz vun 2018 gëtt et keng Base légale fir dee Reclassement automatique. An Zwëschenzäit hu mer eng ganz Rei Urteeler, notamment en Arrêt vum Verfassungsgeriicht vum 9. Dezember 2022 a vun der Cour administrative vum 2. Mee 2023, wou kloer draus erausgeet, datt dee Reklassement muss automatesch sinn. „De plano" steet am Urteel, dat heescht automatesch.

Nodeems ech déi Motioun hei deponéiert hunn, huet d'Regierung en Accord mat der Policegewerkschaft gemaach, deen awer dëser Jurisprudenz net ganz Rechnung dréit, well eeben net deen Effet automatique spillt. Si hunn an deem Accord eng Rei weider Konditioune virgesinn: Datt een zwielef Joer Ancienneté muss hunn, an et muss een och nach eng Aarbecht schreiwen. Dat ass konträr zum Urteel vum Verfassungsgeriicht an zum Urteel vun der Cour administrative.

A fir et dann direkt ze soen, Här Minister: Ech erhale meng Motioun oprecht an ech wäert och der CSV-Fraktioun soen, datt déi Motioun soll gestëmmt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain agedroen.

Discussion générale

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och dem Här Gloden an der CSV-Fraktioun, dass se sech esou intensiv mat dësem Sujet befaassen. Bon, de Sujet ...

(Interruption par M. Léon Gloden)

Watgelift?

(Interruption par M. Léon Gloden)

Jo, dat sot Der ëmmer. D'Karriären an der Police sinn effektiv e Sujet, deen eis schonn eng Zäitche beschäftegt, an d'Basis vun der Diskussioun, déi mer haut féieren, ass jo am Fong geholl och d'Policegesetz vun 2018, wourobber den aktuelle System opgebaut ass. An dat war eeben och en Accord, dee sengerzäit mat der Gewerkschaft ausgeschafft ginn ass.

Bon, ech ginn elo net méi op d'Detailer vun der Fro an, dat huet den Här Gloden jo hei elo gemaach an och d'lescht Kéier beim Depot vun der Motioun scho gemaach. Dat ass och eng Revendicatioun vun der ADESP, déi eréischt no 2018 gegrënnt ginn ass. An ech mengen, hei gëtt et awer och bezüglech deem Arrêt vun der Cour constitutionnelle e puer Divergenzen an der Interpretatioun. Den Arrêt seet jo am Fong just, dass et eng Inkohärenz gëtt am Artikel 94 vum Policegesetz, an dësen handelt vun de Mechanismen an der Voie expresse an eeben net vum Reklassement.

Dir hutt et gesot, Här Gloden, mam rezenten Accord, dee mat der CGFP an der SNPGL fonnt ginn ass, ass eeben eng Léisung fonnt ginn, déi de Problem och zäitno wäert behiewen. Dësen Accord gesäit, wéi Dir et och gesot hutt, kee Reclassement d'office vir, mee e gesäit eebe vir, dass d'Beamte mat Diplom net méi d'selwecht behandelt gi wéi d'Beamten ouni Diplom. An deem Sënn dréit e ganz wuel dem Arrêt vun der Cour constitutionnelle Rechnung. An ech wollt just nach eng Kéier bemierken, well mir haten dat – et ass scho méi laang hier – och an der Kommissioun thematiséiert: Et war dës Regierung, déi sech derfir agesat huet, dass vun den ursprünglech ugepeilte 413 Polizisten haut (veuillez lire: dass haut net nëmmen, wéi ursprünglech ugepeilt, 413 Polizisten, mee) effektiv schonn iwwer 1.400 Poliziste konnten an de B1 wiesselen!

Wéi gesot, dësen Accord ass och op enger AG extraordinaire vun der SNPGL mat enger ganz, ganz grousser Majoritéit ugeholl ginn. Den deementspriechende Gesetzestext, deen ass, hunn ech mer soe gelooss, an der Maach, wäert elo schnell op den Instanzewee goen. An deemno, wann ech mer dann Är Motioun méi am Detail ukucken: D'Regierung ass u sech ganz wuel op de Wee gaange vun engem Gros vun deem, wat an Ärer Motioun steet. Et ass eebe just de Punkt vum Reclassement d'office, wou sech d'Demarche vun der Regierung vun där vun der Motioun ënnerscheet.

Deementspriechend géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun à ce stade eeben ofzeleenen an drop ze waarden, dass den entspriechende Gesetzestext bei eis an d'Kommissioun kënnt. An ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech wëll och der CSV, dem Här Gloden, Merci soe fir den Depot vun dëser Motioun. Et ass fir eis selbstverständlech a mir hunn eis ëmmer derfir agesat, dass déi Reklassementsgeschicht muss konstruktiv a séier geléist ginn. Dat ass evident. Ech hu mech och gefreet, Här Gloden, erlaabt mer déi Remark, datt d'CSV déi Kéier séier war: Si war nëmmen ee Joer hannert der ADR déi Kéier, well mir hu schonn eng Proposition de loi an deem Sënn de 7. Juni 2022 gemaach! A mir hunn eis awer gefreet, datt Der schonn am Mee 2023 och kommt, fir e Projet de loi da vun der Regierung ze froen.

D'Madamm Empain seet, dee wär an der Maach. Gutt, ech mengen, dat kann een esou gesinn, mee dat ass awer ... Et ass jo schéin, wann endlech e Projet de loi vun der Regierung kënnt, mee dat ganzt Geschleefs all déi Joren, déi ganz Manéier, wéi déi concernéiert Leit behandelt goufen, datt iwwerhaapt déi Geriichtsprozesser néideg waren, dat ass dach en Aarmutszeechen, wéi eigentlech hei d'Regierung mat deene Leit aus der Police oder mat der Polizei ëmgaangen ass. Dat ass e reellen an akute Problem fir ganz vill Leit gewiescht. An dann dee Wee op d'Verwaltungsgeriicht, op d'Verfassungsgeriicht, an dann dat Geschleefs bei der Ëmsetzung, déi hallefhäerzeg Ëmsetzung! An elo soll dann endlech e Projet de loi kommen, a mir wëssen nach net, wéini! Bei anere Saachen huet d'Regierung jo décken Drock gemaach, grouss Prioritéite gesat. Wann et ëm d'Poliziste geet, gesi mer dat leider net.

Mir kéinten elo als ADR soen – an den Här Gloden als Jurist versteet bestëmmt, wéi ech dat mengen –: Non bis in idem, mir fänken elo net un, zweemol dat selwecht ze maachen. Wann d'ADR eng Propostion de loi gemaach huet, brauche mer keng Opfuerderung vun der CSV fir eppes anescht. Mee eis geet et hei ëm d'Saach an e politescht Signal setze mer: Jo, mir hu schonn eng Proposition de loi gemaach, mee mir wäerten alles ënnerstëtzen, och de Virschlag vun der CSV, dee soll dorobber hinzilen, fir endlech de Leit an der Police dat zeguttzehalen, wat se och wierklech verdéngt hunn, wat hinnen zousteet. An dat ass dee Reklassement.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

Den Här Minister Henri Kox freet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Merci, Här President. Et ass scho villes gesot ginn, besonnesch och vun der Madamm Empain. Ech wollt just nach eppes bäifügen, nämlech dat, wat d'Cour administrative gesot huet. Si huet nämlech net gesot, mir missten en automatesche Reklassement afëieren, mee si huet gesot – an dat war de Litige u sech –, dass déi Voie expresse eng Inkohärenz hat tëschent deenen engen, déi en Diplom haten, an deenen aneren, déi keen Diplom haten. An doropshi sot d'Cour administrative: „Hallo, Dir musst eppes änneren, well soss ass déi ganz Voie expresse net méi existent!" Dat ass den Artikel 94 vum Policegesetz, an et ass och deen, dee mer dann hei ugepaakt hunn an zesummen, wéi gesot, mat de Gewerkschaften ausgehandelt hunn, fir eebe ganz séier jiddwerengem déi Méiglechkeet ze ginn, vun der C-Karriär an d'B-Karriär ze kommen.

Iwwregens, an dat huet d'Madamm Empain och scho gesot, dëser Regierung war dru geleeën dès le départ, wéi dat Gesetz ëmgesat gouf viru fënnef Joer, ville Polizisten d'Méiglechkeet ze ginn, fir dee Wiessel kënnen ze maachen. Well deemools war festgehale ginn, dass der just maximal 500, oder 413 – d'Zuel ass scho genannt ginn, well ech déi scho gefrot gi sinn – nëmmen dierften an de B1 kommen. Wat hu mer gemaach? Ma mir hunn allkéiers, wa mer eng Well erëm opgeholl hunn, de Krittär vun den 20 % gekuckt, no deem mer dann der Carrière inférieure den Zougang ginn, fir kënnen d'Berechtegung ze hunn, deen Examen, déi Aarbecht ze maachen, an domadder de Wee opgemaach, fir dass déi Polizistinnen a Polizisten an déi Karriär kommen. Wéi gesot, haut sinn et der scho 1.400.

A mir huelen elo zwee Triichteren, sou wéi d'Geriicht och gesot huet: „Dir musst eng Ännerung maachen an ënnerschiddlech behandelen!" Mir maachen elo zwee Triichteren, wou mer jeeweils 20 % dès le départ vun där Kategorie ënnendrënner huelen. Hei gi mer dervun aus, dass an den nächste Joren, an zwee, dräi Joer, praktesch all déi Poliziste kënnen dee Wee maache vun der C-Karriär an eng B-Karriär. Dat heescht, da si mer bei 2.000 Polizisten, déi haut en honorabele Karriärsusproch hunn an och kréien an deen och wäerten am Alldag ëmsetzen. Dofir soen ech da Merci, fir wann déi Motioun hei net sollt ugeholl ginn, dass mer op deem richtege Wee ...

A! Wéini gëtt deposéiert? Majo, déi lescht Ännerunge sinn derbäi. Et ass elo den übleche Prozess innerhalb vun der Regierung, dee leeft, an dat wäert deemnächst, an den nächsten zwou Wochen, kënnen deposéiert ginn. An iwwregens, en Deel vun deem Accord ass och an d'Gesetz vun der Arméi gefloss, soudass et hei eng breet Zoustëmmung och vis-à-vis vun de Gewerkschafte gouf, fir dat heiten esou unzepaken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Henri Kox.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 30 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

10. 8090 – Projet de loi portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports et modifiant la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports

Mir kommen elo zum Projet de loi 8090 iwwert d'Ëmbenennung vun der École nationale de l'éducation physique et des sports, der ENEPS, souwéi d'Moderniséierung an d'Erweiderunge vun hire Missiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Et ass mer och eng grouss Freed, Iech de Rapport ze presentéiere vum Gesetzesprojet 8090 iwwert den INAPS, den Institut national de l'activité physique et des sports. Voilà, wéi gesot, dat ass d'Ofkierzung INAPS.

De Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, ass e fundamentale Baustee vun der nationaler Politick am Sport a soll do aushëllefen, wou eebe just d'ENEPS – dat ass d'École nationale de l'éducation physique et des sports – den Erwaardungen an de Besoine vun der Gesellschaft net méi nokomm ass. Grad wéi eng gesond Ernärung gehéieren de Sport an och d'Beweegung zu engem gesonde Liewensstil. Domadder soen ech Iech näischt Neits. Mee den INAPS, dee soll derzou bäidroen, dass wéinstens eng Stonn kierperlech Aktivitéit pro Dag vun all Mënsch gemaach soll ginn. An deem soll een elo hei am Land gerecht ginn.

Dëse Projet de loi ass den 3. November 2022 vum Sportsminister an der Chamber deposéiert ginn. D'Sportskommissioun huet de Projet mat all sengen Annexen dunn den 10. November 2022 kritt. Ouni dass ech elo op all Detail vum Projet aginn – Dir wäert dat am schréftleche Rapport natierlech erëmfannen –, ass et wichteg, op déi erweidert an déi nei Missioune vum INAPS par rapport zu der ENEPS anzegoen.

D'ENEPS, ech widderhuelen et, dat ass d'École nationale de l'éducation physique et des sports, soll nom Koalitiounsaccord an en Institut weiderentwéckelt ginn. An déi Transitioun ass néideg, wann een d'publizéiert Zuele vun der OMS, also vun der Weltgesondheetsorganisatioun, kuckt, aus deenen ervirgeet, dass ëmmerhin 80 % vun den ageschoulte Jugendlechen déi schonn erwäänt Recommandatioune fir Sport a Beweegung net erfëllen.

D'Transitioun vun enger École nationale an en Institut féiert zu enger Erweiderung vun de Missiounen. Dobäi kritt den INAPS da follgend Missiounen: fir unzefänken d'Ausbildung an d'Entwécklung vun de Kompetenze vun den techneschen an administrative Kaderen, wouzou och d'Ausbildung vun den Trainere gehéiert, déi dëst beruffs- oder awer studiebegleedend maachen, woubäi dëst och schonn eng fréier Missioun vun der ENEPS war, déi heimat bäibehale gëtt.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Eng nei Missioun ass d'Entwécklung an d'Organisatioun vu Formatioune fir d'Stäerkung an och d'Promotioun vun de pedagogesche Kompetenzen an der Schoul am Beräich vun der Beweegung an dem Sport. Dës Formatioune gi fir d'Schoulpersonal am Fondamental a fir d'Educateuren organiséiert, mam Zil, den Encadrement an de Schoulen an och de SEA-Strukturen am Beräich vum Sport an der Beweegung ze verbesseren. D'Kollaboratioune mam IFEN, mam SCRIPT, mam SNJ, mam LTPES souwéi mat der Uni Lëtzebuerg solle bäibehalen an och ausgebaut ginn.

Eng weider nei Missioun ass, datt den INAPS soll derzou bäidroen, d'Beruffer am Sportsmilieu ze entwéckelen, an och hei nees nei Formatioune mat entwéckele soll. De schouleschen Niveau, deen hei viséiert ass, ass de Secondaire an den Héichschoulberäich. Et ass net vun der Hand ze weisen, datt den Aarbechtsmarché Demandeur ass fir qualifizéiert Personal am Secteur vum Sport.

Eng immens wichteg nei Missioun ass, datt den INAPS de Sportsfederatioune soll mat Rot an Dot zur Säit stoen, mee net nëmmen hinnen, mee och de Ministèren, Administratiounen an de Gemengen. D'Institut soll si alleguerten dobäi ënnerstëtzen, d'Konzepter, déi am Sport entwéckelt ginn, ëmzesetzen an deelweis och mat ze koordinéieren.

Eng erweidert Missioun ass déi vum Sammelen, Produzéieren, Geréieren an dem Verdeele vun didaktéschem, pedagogeschem souwéi och wëssenschaftlechem an techneschem Material am Beräich vun der kierperlecher Beweegung an dem Sport. Dëst Material soll bei de Formatiounen och benotzt ginn. Bei der ENEPS war déi Missioun op d'Zesummestellen an d'Gestioun vun didaktescher Dokumentatioun an och der Ausrëschtung limitéiert.

Wat den Auteure vun dësem Projet wichteg war, ass, dass déi national Unerkennung vu lëtzebuergeschen an och auslänneschen Diplomer am Secteur vum Sport och vum INAPS weidergefouert gëtt, esou wéi dat an der Vergaangenheet bei der ENEPS och schonn de Fall war.

Weiderhi soll den INAPS national an och international Initiativen ënnerstëtzen, initiéieren, koordinéieren an ëmsetzen, déi am Beräich vu senge Missioune leien. An deem Sënn gëtt de Kooperatiounsgedanke gestäerkt, fir zesumme mat anere méi Impakt ze kréien an esou déi iwwergeuerdent Ziler vum INAPS, nämlech d'Qualitéitsentwécklung am Sport, méi effizient an och besser ze erreechen.

Nieft de Missiounen enthält de Projet weider Dispositiounen. Zum Beispill gesäit den Artikel 3 vir, datt d'Formatiounen, déi fir d'Federatioune gehale ginn, mat engem Staatsbrevet sanktionéiert ginn an et ausserdeem och méiglech ass, dass den INAPS vu sech aus och Brevete vergëtt. Den Artikel gesäit do vir, datt all Demande fir eng Formatioun vum Mouvement sportif muss un den INAPS direkt adresséiert ginn.

Am Kader vun de Brevete gëtt et en elektronesche Regëster, wou d'Breveten an och d'Staatsbrevete souwéi d'Homologatioune vun Diplomer an och déi unerkannt Dispense gespäichert solle ginn. An dëse Regëster ass ënnert der Responsabilitéit vum Sportsminister. An dësem Artikel 5 war am Ufank en zweete Paragraf virgesinn, wou d'Durée de conservation am Regëster vun de perséinlechen Donnéeën e Liewe laang sollt kënne sinn. Duerch eng Opposition formelle vum Staatsrot ass dee Paragraf awer gestrach ginn.

Weider ass am Projet festgehalen, datt den INAPS vun engem Direkter geleet gëtt, dee vum Grand-Duc noméiert gëtt an deen op d'mannst zënter fënnef Joer an der Carrière supérieure vum Staat ass.

Wichteg ass den Artikel 9, dee virgesäit, datt eng consultatif Kommissioun nieft dem INAPS geschaaft gëtt, fir Recommandatiounen an Avisen zu de Missioune vum INAPS un de Sportsminister ze adresséieren. Virun allem soll dës Kommissioun de Minister berode bei Froen, déi mat de Missioune vum INAPS ze dinn hunn. D'Zesummestellung vun der Kommissioun soll nach per Règlement grand-ducal gereegelt ginn.

Am véierte Kapitel vum Projet hu mer nach d'finanziell Dispositiounen, wou ënner anerem och festgehale gëtt, datt d'Formatioune vum INAPS vun de Kandidate bezuelt ginn an datt d'Frais d'inscription vum Formatiounsniveau vun all Kandidat ofhänken, awer net iwwer 60 Euro Index 100 kënne goen.

Aus dem leschte Kapitel ass nach wichteg ervirzehiewen, datt d'Fonctionnairen an och d'Staatsemployéë vun der ENEPS an den INAPS mat eriwwergeholl ginn an hire Statut och do halen. Hei muss also kee sech Gedanke maachen.

Zum Schluss maachen ech Iech nach e kuerze chronologesche Resümmee vun den Avisen, déi bei eis erakomm sinn. Als Éischt ass dat den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den 12. Dezember 2022, déi sech mam Numm INAPS schwéier deet, dee liicht mam Numm INAP ze verwiesselen ass. Ausserdeem freet si, dass nëmme Persoune mat engem Masterofschloss sollen Accès op den Direkteschposte vum INAPS kréien.

Duerno ass den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données de 17. Februar dëst Joer erakomm. Hei geet si op d'Aspekter vum Dateschutz an a bemierkt ënner anerem, datt si net genuch Prezisiounen iwwert d'Kategorië vu Persoune fënnt, deenen hir perséinlech Date vum neie Regëster behandelt ginn.

De Staatsrot huet säin Avis de 25. Abrëll eraginn. Déi héich Kierperschaft stéisst sech nieft der Dauer vum Hale vun de perséinlechen Daten, wéi virdru schonn erwäänt, virun allem och un der Formulatioun vun dësem Passage, well doduerch kee kloren Ënnerscheed méi tëscht deenen eenzelne perséinlechen Donnéeën erauskënnt.

Als leschten Acteur huet de COSL säin Avis den 10. Mee eragereecht. Den Olympesche Kommitee huet verschidde Remarken, och wa si de Projet begréissen. Zum enge wëlle si méi prezis definéiert hunn, wéi d'Responsabilitéiten an och d'Rollen tëscht dem INAPS an hinne gereegelt sinn. Zum anere soll en onofhängegt Institut amplaz vun enger Verwaltung

geschaaft ginn. Si wéilten e méi aktive Rôle an der Kommissioun kënnen hunn.

Léif Kolleegen, Här President, léif Kolleeginnen och, d'Transitioun vun der ENEPS op den INAPS ass genee dee Schrëtt, deen eis Sportswelt brauch. Pedagogesch a professionell nobesseren an déi besteeënd Missiounen erweideren, fir de Besoinen an der kierperlecher Aktivitéit an dem Sport gerecht ze ginn, ass e ganz néidegen a kruziale Schrëtt, fir dass de Sport säi gesamtgesellschaftlecht Potenzial ka spillen.

D'LSAP begréisst natierlech dëse Gesetzesprojet a gëtt heimadder och hiren Accord. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Cécile Hemmen.

D'Wuert geet elo un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir als CSV begréissen et, datt mer haut iwwert den Institut national de l'activité physique et des sports, kuerz INAPS, kënnen ofstëmmen. Ech mengen, elo huet jiddweree matkritt, wat INAPS heescht. D'Madamm Rapportrice huet et scho gesot an et wäert bestëmmt nach déi eng oder aner Kéier kommen.

D'Zilsetzunge vum INAPS goufe par rapport zu der ENEPS moderniséiert an erweidert, fir esou dem Institut méi Ressourcen ze ginn, fir dem Besoin an der Gesellschaft nozekommen. De Sport ass a bleift e wichtege Pilier, fir déi physesch a gläichzäiteg mental Gesondheet vun de Leit kënnen ze garantéieren a Gesellschaftskrankheeten, an där gëtt et der ëmmer méi, beschtméiglech ze bekämpfen. Den INAPS als Centre de compétences ass en extreem wichtegt Instrument fir d'Entwécklung vun der Qualitéit am Sport hei zu Lëtzebuerg. Et gëllt, de Sport, vum Fräizäit- an Hobbysport bis hin zum Héichleeschtungssport, zesumme mat all de verschiddenen Acteure virunzedreiwen.

Zu de Missioune vum INAPS: D'Formatioun bleift e wichtegt Element an d'Kärkompetenz vum INAPS. An nëmme wa mer et endlech fäerdegbréngen, d'Beruffer am Sport hei zu Lëtzebuerg anescht ze valoriséieren, wéi dat bis elo de Fall war, erreeche mer mat der Professionalisatioun, déi mer virun e puer Méint hei an enger Motioun gefuerdert hunn, och eng Erhéijung vun der Qualitéit vun deem, wat um Terrain leeft. Hei kann den INAPS zu engem elementar wichtegen Instrument ginn: den INAPS als Kompetenzzenter, deen deene verschiddene Federatiounen, Ministèren, Administratiounen an och Gemengen zur Verfügung steet, mam Zil, zesumme séier an effikass Konzepter ze entwéckelen an ëmzesetzen, déi zu engem aktiven a sportleche Liewenszil inspiréieren a féieren.

Ech wëll op dëser Plaz och d'Wichtegkeet vun didakteschem Material fir nohalteg Formatiounspolitick opmierksam maachen, och fir Blended Learning duerch d'Digitaliséierung vun didakteschem Material ze erméiglechen.

An der Kommissioun gouf och iwwer e BTS am Beräich vum Sportmanagement geschwat. Wou ass do de Projet drun? Sinn do schonn Neel mat Käpp gemaach ginn? Oder aneschters gefrot: Ass eng Decisioun gefall, wat fir e Lycée dat wäert ubidden? A wa jo, ab wat fir engem Schoujoer?

Et ass kruzial, dass méiglechst vill Leit vun de Kompetenzen aus dem INAPS kënne profitéieren an der ongesonder Liewensweis vun eiser Gesellschaft kënnen entgéintwierken. Zum Beispill gouf net méi spéit wéi gëschter eng Etüd an der Fachzäitschrëft „The Lancet" publizéiert, déi beschreift, dass am Joer 2050 viraussiichtlech all sechste Mënsch op der Welt Diabetes kéint hunn, wat enger Verduebelung par rapport zu haut entsprécht.

Aner erschreckend Zuelen: 18 % sinn atteint d'obésisté an 30 % leiden ënner kardiovaskuläre Krankheeten. Laut der WHO respektéieren 80 % vun den Adolescents scolarisés – 85 % Meedercher a 78 % Jongen – déi aktuell Recommandatioun vun enger Stonn Sport am Dag net. Well et ass och kloer a wëssenschaftlech bewisen, dass eng Activité physique déi kognitiv Weiderentwécklung a Sozialisatioun däitlech verbessert.

Dofir schéngt et eis als CSV evident, dass dat néidegt Personal plus de Budget aus der Fiche financière och zur Verfügung gestallt musse ginn, fir dass den INAPS dës grouss a wichteg Aufgabe meeschtere kann. Et däerf op kee Fall op der falscher Plaz gespuert ginn an de Sport däerf net, wéi esou dacks, als Affer vun anere wichtege Projete mat Grimmele getréischt ginn. Wa mer wierklech de Sport heibannen eescht huelen, da brauche mer méi wéi nëmme Grimmelen. Da brauche mer mindestens en zolidd Pond Brout, an dat am beschte mat ville gesonde Kären.

Mir als CSV fuerderen dofir weider Investissementer an de Sport hei zu Lëtzebuerg. An ech bleiwe bei menger Ausso vun der leschter Kéier: Net 1 %, mee 2 % vum Staatsbudget sollt d'Zil sinn, fir an d'Gesondheet vun de Leit ze investéieren!

Ech ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen der Rapportrice villmools Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci och dem Direkter vun der INAPS (veuillez lire: vun der ENEPS) a weider bonne Chance.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. Da wär et um honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Här President, ech wäert elo net soen, mir sollen 3 % an de Sport ginn, mee ech ginn dem Här Mischo awer an deem Sënn scho Recht, dass méi Moyenen an de Sport musse kommen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Do si mer wäit ewech!

M. Claude Lamberty (DP) | Do si mer, mengen ech, an den éischten zéng Sekonne schonn alleguerten heibannen eens.

Här President, eigentlech wollt ech ufänken an der Rapportrice – an dat wäert ech och elo maachen – e grousse Merci soe fir hire schréftlechen an och ganz gudde mëndleche Rapport. Dofir merci der Madamm Cécile Hemmen. Dat erlaabt mer awer eigentlech och, quasi direkt op e puer Remarken iwwerzegoen, an ech muss net an den Detail vum Projet agoen.

Wa Reformen an der Sportspolitick, an dat vun der klengstméiglecher Beweegungserzéiung bei klenge Kanner bis hin zum Elittesport, ustinn, dann ass dat eigentlech eppes, wat mir als Demokratesch Partei ëmmer wëlle begréissen. Mam Gesetzesprojet, dee mer haut de Mëtteg stëmmen, maache mer e bedeitende Schrëtt an déi richteg Richtung, wat souwuel d'Förderung, d'Qualitéit, d'Demande, awer och wat d'Vue op de Sport insgesamt hei am Land ugeet.

Ech verroden näischt Neits: Mir brauche gutt opgestallt Veräiner, mir brauche gutt opgestallt Federatiounen, mir brauchen awer och gutt forméiert Leit um Terrain, déi an de Gemengen, an de Veräiner, an de Federatiounen aktiv sinn. A mir brauchen eng Plaz, wou sech drëm gekëmmert gëtt a wou d'Koordinatioun zesummeleeft, fir dass déi Leit an déi Kompetenzen, déi si brauchen, am Endeffekt och genau do ukommen, wou se gebraucht ginn. Dofir ass et och absolutt richteg, dass mer aus der ENEPS den INAPS maachen.

D'ENEPS huet hiren Déngscht déi lescht Joren, Joerzéngte gutt gemaach. Mee genausou wéi d'Erausfuerderungen dagdeeglech quasi wuessen an och zum Deel ganz anerer gi sinn iwwert d'Zäit, sou ass et wichteg, Reformen anzeleeden, déi op dës Erausfuerderunge ganz konkreet a passend Äntwerte kënne ginn. Aus enger Schoul, déi grouss Meritten hat an der Sportgestaltung hei am Land – et war eng École nationale de l'éducation physique et des sports –, gëtt also elo e Kompetenz- an awer och e Ressourcenzenter, deen als Zil huet, d'Qualitéit an d'Offer am Beräich vu Beweegung a Sport ze verbesseren.

Et ass mer op dëser Plaz wichteg ze ënnersträichen, dass d'Sportspolitick eng bedeitend gesellschaftspolitesch Roll an der Perceptioun vun der Demokratescher Partei spillt. De Sport stäerkt déi sozial Kohäsioun vun eiser Gesellschaft doduerch, Wäerter wéi Toleranz a Gerechtegkeet ze vermëttelen, Leit aus verschiddene Kulturen a sozialen Hannergrënn zesummenzebréngen an eng zentral Roll och an der Integratioun a Beweegung vu jonke Leit ze spillen.

De Sport stellt awer och ouni Zweifel d'Basis fir e gesond Liewen duer. Dofir ass et wichteg, och haut nach eng Kéier ze widderhuelen: All Euro, dee mer an de Sport investéieren, ass en Invest an d'Gesondheet vun der ganzer Gesellschaft!

Ganz wichteg fir d'DP ass, dass mer an der klenger Lëtzebuerger Sportswelt mat allen Acteuren, déi mer hunn – an dozou zielen ech elo och ganz bewosst den COSL als extreem wichtege Partner –, eeben zesummeschaffen, fir gemeinsam Ziler ze entwéckelen an duerno och ze erreechen. D'Expertis aus dem Comité olympique zesumme mat de Spezialiste vum Terrain – eise Federatiounen, eise Veräiner –, geneesou wéi d'Strukturreform um Niveau vum INAPS kënnen derzou féieren, dass mer eis Sportspolitick am Land insgesamt wäerte kënne stäerken.

Dofir ass et fir eis als Demokratesch Partei och esou wichteg, dass op kee Fall dierf eng Konkurrenzsituatioun entstoen, mee en Zesummeschaffen am Sënn vun der Entwécklung vum Lëtzebuerger Sport. Reegelméisseg Treffen, fir zesummen ze koordinéieren, sinn an eisen Aen dofir extreem wichteg.

Här President, als DP begréisse mer ausdrécklech déi verschidde Changementer, déi den INAPS am Verglach zu der ENEPS mat sech bréngt. Ech denken hei ënner anerem un: den Developpement vun de Kompetenzen duerch Formatiounen, wat dat technescht an och dat administratiivt Personal ugeet; d'Ëmsetzung vum Konzept „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport", och duerch d'Zesummenaarbecht mat verschiddenen ëffentlechen a privaten Acteuren; d'Berodung an d'Ënnerstëtzung fir interesséiert Ministèren a Gemenge wéi och fir déi ganz Gesellschaft, déi Projeten am Zesummenhang mat kierperlecher Aktivitéit a Sport hunn; d'Entwécklung vun der „kierperlecher Alphabetisséierung"; d'Ausschaffen an d'Reglementatioun vu Formatioune fir Sportsberuffer.

Här President, d'Zäit leeft fort, dofir kommen ech zum Schluss. De Beweegungsmangel féiert zu Iwwergewiicht, zu net genuch kierperlecher Fitness bis hin zu manner Leeschtungsfäegkeet an ass natierlech am Laf vun der Zäit responsabel fir eng ganz Rei vu Krankheeten. Dofir sinn all méiglech Moyenen – an ech ënnersträichen: „all méiglech Moyenen" – vun der Politick ze mobiliséieren, fir dass sech beweegt gëtt! Eigentlech eng Grondform vu Sportspolitick an eng primordial

wichteg Preventiounsmesür an der Gesondheetspolitick vun eisem Land!

An deem Sënn wäert dëse Vott an déi deementspriechend Erweiderung vun den Aufgabe vun dem INAPS mat all sengen neie Kompetenzen iwwer kierperlech Aktivitéit a Sport am Déngscht vun der ganzer Gesellschaft dem Lëtzebuerger Sport och zeguttkommen!

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Et ass kloer, dass och mir Gréng dëse Projet de loi ënnerstëtzen, well e geduecht ass, fir dat wäit gefächert Gebitt vum Sport a vun der Beweegung an der Gesellschaft ze förderen, der Entwécklung vum Sportssecteur Rechnung ze droen an awer och nei Erausfuerderungen unzegoen, ugefaange bei de Formatiounen. Domat mengen ech virun allem emol den Ausbau vun de Formatiounen am Beräich vum Encadrement vu Sportlerinnen a Sportler, mee och vu Kanner a Jonken, an den Opbau vun neie Kompetenzen an deem Beräich.

Hei wëll ech virun allem begréissen, dass d'Formatioun zum Éducateur en pédagogie des activités socio-sportives agefouert gëtt. Dëse Profill gëtt et schonn an anere Länner an ech denken an ech sinn och iwwerzeegt, datt dee Beruff och zu Lëtzebuerg eng grouss Plus-value wäert duerstellen an deem gesamte Bildungssecteur.

Dës Formatioun, déi jo am LTPES ugebuede wäert ginn, ass net un de Leeschtungssport gebonnen. Villméi stäerkt se déi wichteg sozial an erzéieresch Fonctioun vum Sport als Motor vun der perséinlecher Entwécklung, vun der Integratioun a vum sozialen Zesummenhalt scho bei deene Jéngsten. Gläichzäiteg bitt dës Formatioun awer och sportbegeeschterte Jonken, déi am edukative Beräich wëlle schaffen, eng ganz interessant berufflech Perspektiv. An dat begréisse mer wierklech ausdrécklech, Här Minister.

Eng zweet grouss Plus-value vun dësem Projet de loi gesi mer an der Stäerkung vun de Veräiner an de Federatiounen duerch eng besser Formatioun vun den techneschen an administrative Kaderen, natierlech ënnert der Konditioun, datt genuch Benevoller zur Verfügung stinn a bereet sinn, d'Formatioun nieft hirer berufflecher Aktivitéit och ze maachen, well et ass jo net esou, dass am Sportssecteur jiddwereen haaptberufflech ënnerwee ass. Déi meescht, déi do ënnerwee sinn, si Benevoller, an dofir ass et an deem Sënn och wichteg a weiderhin néideg, de Benevolat am Sport ze ënnerstëtzen an ze stäerken. Dat wäert e groussen Defi bleiwen.

En drëtte Punkt, deen ech am Kontext vun dësem Projet de loi ganz wichteg fannen, betrëfft d'Zesummenaarbecht vum zukünftegen INAPS mat de Federatiounen, den ëffentleche Partner, der Uni, de Schoulen, den Héichschoulen a besonnesch dann awer och de Gemengen, déi vum INAPS berode kënne ginn. Well wat d'Förderung vun der Beweegung an der Gesellschaft ugeet, spillen d'Gemengen an eisen Aen eng ganz grouss Roll, an déi soll net ënnerschätzt ginn. Dofir si mer frou, datt d'Roll vun de Gemengen an der Lescht méi thematiséiert gëtt.

Et ass nämlech un de Gemengen, hir urban Entwécklung esou auszeriichten, datt d'Beweegung am ëffentleche Raum net ze kuerz kënnt a genuch Plaz fënnt. An ech denken hei net just un déi traditionell Fitnessparcoursen, déi mer all kennen, oder Fräizäitzonen, wou Mënsche sech beweegen, ech denken och net just u Spillplaze fir Kanner. Ech denken éischter un déi innovativ urban Fräiraim fir net organiséierte Sport, Spill a Beweegung, déi d'Mënsche vun alle Generatiounen zesummebréngen an d'Beweegung op déi villfältegst Manéieren attraktiv an ofwiesslungsräich maachen, dëst virun allem um Hannergrond vun der Warnung vun der WHO, datt d'Mënschen, virun allem déi Jonk an d'Kanner, sech net genuch beweegen; et ass oft genuch ënnerstrach ginn.

Et gëtt gesot, weltwäit gëtt sech net emol eng Stonn an der Moyenne beweegt. Mee ech mengen, och zu Lëtzebuerg hu mer méi Beweegung néideg. Datt de Beweegungsmangel eng vun den Haaptursaache fir Obesitéit, kardiovaskulär Krankheeten, Diabetes, orthopedesch Problemer an Haltungsschied ass, ass keng nei Erkenntnis. Dat ass scho jorelaang erkannt. An et ass och net nei, datt de Beweegungsmangel als Zivilisatiounskrankheet bezeechent gëtt, mat engersäits grave gesondheetleche Konsequenzen op d'Liewe vum Eenzelnen an anerersäits awer och héije Käschte fir eise Gesondheets- a Sozialsystem.

Dir Dammen an Dir Hären, an awer, wéilt ech fir ofzeschléisse virun enger gewëssener Schwaarzmolerei warnen, well och wa vill Beweegungsmangel an eiser Gesellschaft en Theema ass a vill dovu geschwat gëtt, däerfe mer awer net vergiessen, datt Dausende Kanner a Jonker an eise Sportsveräiner mat Begeeschterung Sport dreiwen. An dat soll een ëmmer erëm ënnerstréichen, fir de Sport och emol positiv duerzestellen.

Net alle Kanner geet et dobäi ëm grouss Leeschtungen. Et geet hinnen ëm d'Beweegung an ëm d'Freed, déi se dobäi empfannen. An ech sinn iwwerzeegt: Dës Kanner a Jonker liwweren de Beweis, datt Beweegung e Grondbedürfnis ass, wat d'Selbstännegkeet, d'Selbstbewosstsäin an d'Gesondheet stäerkt, wat d'Wuelbefanne steigert a Frëndschafte schaaft. Dës Kanner liwweren de Beweis, datt d'Welt vun de Kanner a Jonken eigentlech eng Beweegungswelt misst sinn.

Mat dësem Projet de loi laude mer déi Revolutioun sécher net an a mir änneren och just zwee Buschtawen: Am Numm vun der Institutioun ENEPS komme mer zu INAPS. Mir droen duerch déi nei Missiounen, déi d'Institutioun kritt, awer massiv zu der Stäerkung vun der Beweegungs- a Sportswelt bäi. An dofir gi mer ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun a mir soen der Rapportrice Cécile Hemmen natierlech e grousse Merci fir hiren extensiven a gudde Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass scho villes gesot ginn. Et ass ëmmer wichteg, datt ee sech der Zäit upasst an der Realitéit Rechnung dréit. Esou ass et och am Sport an och a villen anere Beräicher. Elo si mer haut hei zesummekomm, fir aus der ENEPS, déi bis elo ëmmerhi joerzéngtelaang fonctionéiert huet, en INAPS ze maachen. Dat ass am Fong geholl: Vun der Sportsschoul gi mer elo eriwwer zu méi Aktivitéiten am Sport, wat ëmmer ze begréissen ass.

Een nationaalt Institut gouf elo gegrënnt oder gëtt an d'Liewe geruff, mat erweiderte Missiounen, wat ze begréissen ass. Mee et muss een awer och op där anerer Säit dann oppassen, datt een net op där anerer Säit och uneckt, wann ee riets a lénks déi eng oder aner Kompetenz erweidert. Duerfir wëll ech eng kleng Remark hei opgräifen, an zwar: De COSL begréisst zwar staark de Wëlle vun den ëffentlechen Autoritéiten, fir dem Sport zousätzlech Mëttelen a virun allem en Zenter vu Kompetenzen a Ressourcen zur Verfügung ze stellen, e stellt awer och fest, datt et néideg ass, d'Rollen an d'Verantwortung vun INAPS a COSL kloer ze definéieren.

Dofir hunn ech och an deem Sënn eng Fro un den Här Minister: Wéi sinn d'Krittären tëschent deenen zwee Organer, fir dat ze differenzéieren? Well, ech mengen, et muss een och kloer Kompetenzen an deem Beräich schafen.

An dann zum Schluss wéilt ech nach soen: All Euro, dee mer an de Sport investéieren, dee brauche mer herno manner an d'Gesondheet ze investéieren. Duerfir begréisse mer all Euro, deen an de Sport kënnt. Ech bréngen duerfir d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och e grousse Merci der Rapportrice. Mir stëmmen d'Schafung vum INAPS mat, well et sech dobäi ëm e wichtege Pilier bei der Ëmsetzung vun der Strategie „Lëtzebuerg lieft Sport" handelt a mir déi an hire groussen Zich interessant fannen. Et ass evident, dass Sport a kierperlech Betätegung am Allgemenge fir den Eenzelen, mee och fir d'Gesellschaft als Ganzt immens wichteg sinn. Et ass jo och kee Geheimnis, dass d'Wuelbefannen an d'Gesondheet domadder verbessert ginn an déi kierperlech a mental Resilienz och vun all Eenzelem sech zesumme mam Sport an der Kooperatioun, der Solidaritéit, der Entraide vermëttelen an och stäerken. Mir kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen.

Dass den INAPS elo eeben och als Missioun kritt, méi dodrop ze schaffen, fir Formatiounen an Offeren ze entwéckelen, déi d'Inklusioun an den Zougang zum Sport fir all Liewensabschnitter a besonnesch ab dem jonken Alter solle förderen, geet fir eis natierlech an déi richteg Richtung. Wéi mer virun e puer Méint op dëser Plaz wärend enger Debatt iwwert d'Sportsstrategie och scho soten, si Sport a kierperlech Betätegung awer och kee Wonnermëttel an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi ongläich gëtt. Wann d'OMS feststellt, dass ëmmer manner Sport gemaach gëtt, besonnesch bei deene Jonken, mat alle kierperlechen a mentale Problemer, déi domadder verbonne sinn, dann huet d'Entwécklung jo och eng sozial Dimensioun.

Mir géifen et wichteg fannen, wann an dësem Zesummenhang méi staark dru géif geduecht ginn, dass och Kanner a Leit am Allgemengen aus sozial defavoriséierte Klassen an der Gesellschaft d'Méiglechkeet, fir Sport ze maachen, méi notzen a méi notze kënnen. Wann Donnéeën iwwert dës Problematik feelen, da wier et an eisen Aen un der Zäit, fir dat wëssenschaftlech opzeschaffen.

Kierzlech huet e Kannerdokter op enger Konferenz vun der Caritas zum Theema Aarmut a Gesondheet ënnerstrach, awéiwäit Kanner aus sozialekonomesch benodeelegte Milieuen un Iwwergewiicht an domat verbonnene Krankheete leiden. Do kann een dann och un d'Aarbechtszäitverkierzung denken oder och besser Aarbechtsbedéngungen, sprëch Mindestlounerhéijung fir d'Elteren, Erhéijung vum REVIS och eventuell. Well wann d'Eltere sech nämlech u sech musse vrecktschaffen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, fir hire Loyer ze bezuelen, fir hire Prêt ze bezuelen, a keng Zäit hunn, keen Espace hunn, fir hir Kanner lénks a riets an déi verschidden Aktivitéiten ze kutschéieren, dann hunn

d'Kanner effektiv och net déi Méiglechkeet wéi anerer eventuell, fir kënnen u sportlechen Aktivitéiten deelzehuelen.

Et geet also iwwert d'Kanner eraus. Mir schwätzen dann och iwwert den Elteren hiren Espace, fir kënnen dee Kader ze setze fir hir Kanner. Do geet sensibiliséieren net duer. D'Eltere mussen déi konkreet Méiglechkeeten, also materiell Bedéngunge kréien, fir eebe kënnen dee Sputt, deen Espace ze hunn, fir hire Kanner déi Konditiounen u sech ze erlaben.

Eng aner Bedéngung, fir dass Sport ka gemaach ginn, ass natierlech d'Verfügbarkeet vun deene passenden Infrastrukture fir de Breedesport. Ech denken un éischter Stell och u Schwämmen, vun deenen et der definitiv net genuch an eisem Land gëtt. Net fir näischt gi vill Schoulklassen nëmmen all zweet Woch schwammen. Vill grouss Gemengen hu guer keng. Anerer, wéi Esch, hu just eng, an och keng oppen. D'Stad Lëtzebuerg huet och keng oppe Schwämm.

Et gëtt jo och dee wonnerbare Site vun der Gantebeensmillen, dee jo privatiséiert ginn ass, deen zwar um Site oder um Territoire vun der Gemeng Hesper ass, mee do kéint ee jo vläicht iergendwann eng Kéier un eng Grenzbegradegung mat der Gemeng Lëtzebuerg denken an da kéint d'Gemeng Lëtzebuerg jo vläicht dee Site entwéckelen. Mee do muss een da mat der Buergermeeschtesch respektiv mat de Buergermeeschtere schwätzen.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An als leschte Riedner steet den honorabelen Här Sven Clement prett.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt soen ech dem Cécile Hemmen Merci fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Jo, de Sport! Jidderee vun eis huet mindestens eemol a sengem Liewe schonn eng Kéier héieren, wéi wichteg Sport fir de Mënsch ass.

Une voix | Nee, dat ass nei.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hunn Iech elo net gesot: „Jidderee vun eis huet eng Kéier Sport gemaach", well ech si mer net honnertprozenteg sécher, datt dat géif zoutreffen. Mee jidderee vun eis huet awer schonn dovun héieren, datt et wichteg ass. An trotzdeem ass et an eiser Gesellschaft och esou, datt vill ze vill Leit sech net genuch beweegen. Vu Sport, zum Beispill an engem Grupp oder an de Veräiner, schwätze mer do nach guer net, do schwätze mer mol scho just vun akutem Beweegungsmangel.

Zum Beweegungsmangel geselle sech dann ëmmer méi Vollekskrankheete wéi Iwwergewiicht, Häerzkreeslaferkrankungen oder Diabetes. An et geet net duer, just op medezinneschem Niveau op dës Evolutiounen ze reagéieren. Do ass d'Beweegung – a jo, de Sport – e wichtege Schlëssel, fir géint dës Evolutioune virzegoen. Dowéinst gëllt et hei, méiglechst fréi unzesetzen, also scho bei de Kanner.

Elo kann e Mënsch sech natierlech och eleng beweegen, mee mir mussen och do usetzen, wou d'Mënsche sech ophalen. Bei de Kanner sinn dat d'Schoule respektiv d'Betreiungsstrukturen, wou se vill Stonne pro Dag ënnerwee sinn. Et geet awer net duer, fir einfach de Sport oder d'Beweegung op de Stonneplang ze schreiwen. Nee, d'Personal, dat dës Aktivitéite mat de Kanner mécht, muss entspriechend qualifizéiert sinn. An do komme mer da bei dëst Gesetz.

Hei spillt nämlech dann och d'Entwécklung vu motoresche Fäegkeeten eng Roll. Et ass also net egal, wéi ee sech beweegt. Huelt dat elo net als Appell, Iech einfach net ze beweegen, well Der Angscht hutt, Iech falsch ze beweegen, mee huelt et als Appell, wann Der Iech beweegt, Iech de préférence richteg ze beweegen!

Dat gëllt dann net nëmme fir d'Personal an de Betreiungsstrukturen an an der Schoul, dat jo souwisou scho staatlech forméiert gëtt, mee och d'Veräiner an d'Federatioune sinn drop ugewisen, fir gutt Personal, zum Beispill Traineren, ze fannen. Dozou gehéieren dann natierlech och Lizenzen a Formatiounen. Well nëmmen esou kënne mer sécherstellen, datt d'Qualitéit vun der Offer, déi mer wëllen, och stëmmt. An dat féiert dann och erëm bei den INAPS.

Aus der École nationale de l'éducation physique et des sports, der ENEPS, wéi se haut nach heescht, gëtt dann den Institut national de l'activité physique et des sports. Et soll hei awer net just ëm dee Wiessel vum Numm goen, mee och d'Aktivitéite sollen ausgebaut ginn. A genau dat kënne mer nëmme begréissen: datt d'Aktivitéiten ausgebaut ginn. Wéi schonn uewe gesot, brauche mer qualifizéiert Personal an eng entspriechend Offer u Formatiounen, fir dann och déi Traineren ze forméieren. „Train the trainers", kann ee bal soen.

Eng weider wichteg Missioun vum INAPS ass den nationale Register vun de Breveten an den nationalen Homologatioune respektiv den accordéierten Dispensen. Dat ass insofern wichteg, datt dat jo an eng ganz Rëtsch vun anere Projete respektiv Aktivitéite vum Staat eraspillt, wou haut scho Federatioune respektiv déi eenzel Sportveräiner mat zum Beispill dem Qualité+ (ndlr: subside Qualité+ pour clubs sportifs affiliés auprès d'une fédération sportive agréée) mam Staat ze dinn hunn.

Fir eis huet dann de Projet – an do ralliéieren ech mech dem COSL – just ee klenge Bemoll, well mir gesinn et och kritesch, datt eng finanziell Participatioun fir eng Formatioun am Ausland just da méiglech ass, wann et hei am Land keng identesch oder zumindest an Deeler identesch Formatioun vum INAPS gëtt. Wéi dat genau an der Praxis herno ëmgesat gëtt, wéi komplizéiert dat gëtt nozeweisen, datt hei eng Formatioun net identesch ass oder deelidentesch ass, dat ass eng Fro, déi ech mer haut stellen, wou ech och dem INAPS wëll d'Chance ginn ze weisen, datt dat kee bürokratesche Waasserkapp gëtt, mee datt een do relativ einfach Léisungen am Sënn vun den Trainerinnen an Trainer fënnt, well déi hu jo och deelweis net ëmmer de ganze Curriculum direkt bei Hand.

Natierlech ass et aus enger Rei Grënn favorabel, wa méiglechst vill Formatiounen hei ugebuede ginn. Dofir sollte mer och probéieren, eis Offer souwäit et geet auszebauen. Mee mir sollten de Leit um Terrain och de Choix loossen, wéi eng Formatioun fir si spezifesch am beschte passt. An och e méi groussen an internationale Kader kann hei duerchaus nei Iddien oder Perspektive bidden. Mir sollten eis deem also net verschléissen.

Trotz deem klenge Bemoll gesi mer ganz vill positiv Punkten a ginn deementspriechend och eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sportsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e grousse Merci dem Cécile Hemmen fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Dann e grousse Merci un Iech alleguerten heibannen, well wann ech richteg nogelauschtert hunn, da wäert dat heiten eng Eestëmmegkeet gi bei dësem Gesetz.

All Fraktioun huet dësem Projet zougestëmmt. An dat ass och gutt esou, well national an international Etüden hu beluecht, wéi dramatesch d'Situatioun awer ass. An et ass net iwwerdriwwen, dass ee seet, dass de Sport- an de Beweegungsmangel d'Epidemie vum 21. Joerhonnert ass. An dat wäert kuerz-, mëttel- a laangfristeg awer eng ganz Rei Konsequenzen op eis mental a physesch Gesondheet hunn, et wäert Konsequenzen op eis Gesondheetskeess an op eise Gesondheetssystem hunn. Et gëtt also héich Zäit, dass mir als Land verstäerkt an d'Entwécklung vum Sport investéieren an der Sports- a Beweegungspolitick déi Prioritéit ginn, déi se brauch, fir deem entgéintzewierken.

Ech héieren heibannen dacks – an dat war an deene leschten Debatten allkéiers de Fall –, datt all Mënsch sech heibannen eens ass, dass muss méi an de Sport investéiert ginn. Ech wëll, dass mer deene Wierder dann och „Taten folgen lassen", wéi een dann esou op Däitsch seet, dass mer eis dann och allkéiers un dat, wat mer hei gesot hunn, erënneren an dat dann an deene richtege Momenter och kënnen ëmsetzen. Well Sport a Beweegung, dat kann enorm vill Positives an eiser Gesellschaft bewierken – an der mentaler an der physescher Gesondheet natierlech, awer och um Niveau vum Zesummeliewen a vun der Vermëttlung vu Wäerter, déi fir eis Gesellschaft wichteg sinn.

An dësem Sënn stellt den „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport", dee mer zesumme mam COSL lancéiert hunn, e ganzheetlecht Sportskonzept fir Lëtzebuerg duer an huet dann natierlech och eng ganz Rei vu Schnëttstellen: mat Bildung, mat Kandheet, mat Jugend, mat Senioren, mat Fräizäit, mat Inklusioun, mat Integratioun a mat Gesondheet. An de Sport schléit do Brécken tëscht de Mënsche vun ënnerschiddlecher sozialer a kulturell er Hierkonft an hëlleft, Virurteeler ofzebauen, Minoritéiten ze integréieren a Wäerter ze vermëttelen.

Do brauche mer alleguer d'Acteuren. An – virdrun huet d'Josée Lorsché et gesot – jo, och d'Gemenge sinn do e ganz wichtegen Acteur, net nëmme wat d'Infrastrukturen ugeet, mee alles: dat normaalt Beweegen, déi normal Amenagementer vun enger Gemeng, woufir d'Gemengen zoustänneg sinn.

An de Sven Clement huet et gesot: Jo, et ass net egal, wéi ee sech beweegt. An der falscher Intensitéit a mat engem iwwerdriwwene Volume ka Sport och schiedlech sinn oder negativ Konsequenzen op eis Gesondheet hunn. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer en uerdentleche Kader schafen, well Sport kann och ausgrenzen, Sport kann diskriminéieren, a wann e pedagogesch schlecht enseignéiert ass, kann en och zu engem negative Selbstbild vun de Kanner, Jugendlechen oder Erwuessene bäidroen.

A genau dofir – genau dofir! – schafe mer haut deen Institut, dee sech op allen Eebene fir d'Qualitéitsentwécklung am Lëtzebuerger Sport wäert asetzen an deen zesumme mat den Acteuren am Sport, den Dirigenten, den Traineren, de Sportsproffen, den Enseignanten an den Educateuren an natierlech och den Elteren, esou agéiert, dass d'gesellschaftlecht an d'gesondheetlecht Potenzial vu Sport a Beweegung voll zur Geltung kommen.

Den INAPS – an ech soen elo net, wéi e ganz ausgeschwat heescht – wäert also d'Missioun hunn, d'Sportsfederatiounen, d'Gemengen, d'Verwaltungen an d'Ministèren ze beroden a si ze ënnerstëtzen, wann et drëms geet, qualitativ héichwäerteg Konzepter a Programmer am Beräich vum Sport an der Beweegung auszeschaffen an dës duerno dann och ëmzesetzen. Et ass an deem Sënn eng Ulafstell fir déi genannte

Partner, als ee Kompetenz- a Ressourcenzenter eebe fir Sport a Beweegung. Dat erlaabt et dann och de multiplen Acteuren an eiser Gesellschaft, fir méi séier a méi effikass Programmer a Konzepter a Kohärenz mat der Sportsphilosophie „Lëtzebuerg lieft Sport" ze erstellen an och unzebidden.

An zesumme mat den Hiewelen, déi de Sportsministère duerch seng Subsiden an der Hand huet, fir zum Beispill Sportsinfrastrukturen ze realiséieren oder d'Astellung vu Personal ze förderen, sinn ech dovun iwwerzeegt, dass entscheedend Akzenter an der Sportsentwécklung hei gesat kënne ginn, ouni datt d'Autonomie an de Fonctionnement vun de Federatiounen a Fro gestallt ginn.

Ech ginn och dervun aus – an den Här Clement huet et gesot –: Jo, déi Ausbildungen, déi net hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, déi kann een dann am Ausland maachen. Ech mengen, datt do d'Experience vun där nächster Zäit eis wäert déi richteg Renseignementer ginn. Ech fannen et awer richteg, dass mer fir d'éischt kucken, wat mer hei zu Lëtzebuerg kënnen ubidden, an dass mer net duerch d'ganz Welt solle reesen, wann et eng Formatioun gëtt, déi s de och hei zu Lëtzebuerg kéints maachen. Mee ech mengen, dass d'Experience an den nächste Wochen a Méint eis do wäert hëllefen.

Nieft der Berodung fënnt d'Qualitéitsentwécklung awer och duerch d'Formatioune vun deenen eenzelnen Acteure statt. Den INAPS ass fir d'Trainerausbildung och hei déi richteg Plaz, fir dann och d'Cadres administratifs, déi dann och den Dirigeants vun de Strukturen am Sport responsabel sinn, déi richteg Plaz (veuillez lire: Den INAPS ass grad ewéi fir d'Trainerausbildung dann och déi richteg Plaz fir d'Formatioun vun de Cadres administratifs, déi dann och als Dirigeants vun de Strukturen am Sport responsabel sinn). Den INAPS ënnerstëtzt als Kompetenzzenter déi verschidden Institutioune vun der Éducation nationale an der Héichschoul, fir am Beräich Sport a Beweegung d'Entwécklung vun de Formatioune séier an effizient opzebauen an och ëmzesetzen.

An hei géif ech da gär op d'Fro vum Här Mischo agoen, wat de BTS Sportmanagement ugeet. Ech sinn net bei all deenen Diskussiounen, well dat jo och en Deel Educatioun ass, mat derbäi. Ech weess, datt et do awer Diskussioune gëtt. Mee menges Wëssens ass do nach keng definitiv Decisioun gefall. An ech sinn iwwerzeegt, wann déi Decisioun bis gefall ass, dass Der dat dann och direkt matgedeelt kritt.

Eng ganz wichteg nei Missioun ass natierlech och dann d'Definitioun an d'Entwécklung vun de Beruffer am Sport a fir och hir Formatiounen ze ënnerstëtzen, fir dass de Secteur vum Sport sech hei zu Lëtzebuerg och qualitativ héichwäerteg professionaliséieren an entwéckele kann. Dir wësst, ech si wierklech der Meenung, dass et hei net laanscht eng op d'mannst emol deelweis Professionalisatioun geet, an dat besonnesch am Federatiouns- an am Veräinssport.

Fir dass d'Zesummenaarbecht INAPS a Federatioun optimal klappt an esou d'Qualitéitsentwécklung vun der Offer an de Veräiner Hand an Hand zesumme promouvéiert ka ginn, mussen d'Strukture vun de Federatiounen natierlech och gestäerkt ginn. A fir de Federatiounen an deem Sënn eng Handlungsméiglechkeet ze ginn, hu mir zum Beispill de Poste vum Chargé de développement et de formation geschaf. Fir déi Formatioune kann een also eng finanziell Ënnerstëtzung vum Sportsministère ufroen. An duerch eng enk Zesummenaarbecht mam INAPS kënnen hir Besoinen a puncto Beruffsprofiller quantitativ a qualitativ opgeschafft ginn, fir esou de Secteur vum Sport nohalteg ze professionaliséieren. Dat muss natierlech dann och an der Zukunft weider gefërdert ginn.

Den Invest an dësen Institut huet natierlech eng gewëssen Envergure – ech wëll déi och net klengspillen –, souwuel wat de Budget wéi och wat d'Personalkäschten ugeet. Mee deen Invest an d'Qualitéitsentwécklung gëtt awer dréngend gebraucht. Ech hu virdru gesot: Mir kënnen net nëmmen dovunner schwätzen, mee mir mussen och do Suen investéieren. Déi Moyene brauche mer onbedéngt. Ech sinn iwwerzeegt, dass den INAPS vill derzou bäidroe wäert, dass de Sport an d'Beweegung sech hei zu Lëtzebuerg qualitativ wäerten héichwäerteg entwéckelen an datt de Beweegungsmangel gesamtgesellschaftlech an alle Liewensofschnëtter, vu Kleng bis Grouss, wäert kënne bekämpft ginn.

Dann nach d'Äntwert op eng Fro vum Här Lamberty: Natierlech hu mir reegelméisseg Kontakt mam COSL. Et ass jo evident, dass mer dat reegelméisseg maachen. Mee natierlech ass et och kloer fir eis, dass eng Administratioun vum Sportsministère och hir eege Missioune muss hunn an och hir eegen Daseinsberechtegung an och hir eege Politick – wann ech dat emol kann esou soen – muss kënne verfollegen. An dat wäerten déi och maachen. Ab September 2023 wäerten dann och d'Sportseducateuren hir Ausbildung kréien. Dir wësst, dass mer dee Projet do och scho virgestallt hunn.

Da war nach eng lescht Fro vun der Madamm Oberweis, oder et ware Remarken, wat déi sozial Mesüren ugeet. Ech kann Iech do nëmme Recht ginn, wat déi sozial Mesüren ugeet, dass, wa mer d'Leit stäerken, fir datt se kënne mat hire Kanner Sport maachen, dass dat alles eng richteg Saach ass. An deenen nächsten Deeg wäerte mer och hei de Fënnefjoresplang, wat d'Sportsinfrastrukturen ugeet, kënne stëmmen. 135 Milliounen wäerten do an deenen nächste fënnef Joer dann investéiert ginn. Ech mengen, dass et wichteg ass, datt mer déi richteg Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg dann och hunn.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8090. Den Text steet am Document parlementaire 8090[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8090 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8090 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 8135 – Projet de loi relative à la construction et à l'équipement d'un centre sportif à Belval, et à l'aménagement des alentours

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8135 iwwert de Bau vun engem neie Sportszentrum um Belval. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, am Projet de loi 8135 geet et ëm e Finanzéierungsgesetz fir de Bau vun engem Sportkomplex inklusiv sengen Alentouren um Belval. De virleiende Projet soll d'Regierung also ermächtegen, um Site Belval-Ouest en neie Sportzentrum fir e Maximalmontant vun 114,32 Milliounen TTC ze bauen, an dëst wéi üblech mat enger semestrieller Adaptatioun vum maximale Käschtepunkt en fonction vun der Variatioun vum Baupräisindex. D'Konstruktioun vum Gebai, d'Ekipement souwéi den Amenagement vun den Alentoure gi vum Fonds Belval realiséiert.

D'Implantatioun an d'Konstruktioun vun dësem Centre sportif hu sech an éischter Linn duerch de Besoin u Sportinfrastrukturen, deen duerch d'Uni Lëtzebuerg souwéi weider schoulesch Etablissementer an der Géigend entstanen ass, erginn. De Sportkomplex wäert haaptsächlech fir d'Lycéeën an d'Grondschoulen aus der Regioun souwéi fir d'Uni Lëtzebuerg zur Verfügung stoen. Allerdéngs kënne fräi Plagen och vun de Federatiounen, de Sportsveräiner oder fir Trainerformatiounen an Usproch geholl ginn.

(Brouhaha)

De Programme de construction gouf zesumme vum Educatiounsministère, …

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen nach eng Kéier de selwechten Appell: Et wier gutt, wann et esou wier, datt d'Madamm Gary dierft am haartste schwätzen.

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci.

De Sportkomplex wäert haaptsächlech fir d'Lycéeën an d'Grondschoulen aus der Regioun souwéi fir d'Uni Lëtzebuerg zur Verfügung stoen. Allerdéngs kënne fräi Plagë vun de Federatiounen, de Sportsveräiner oder fir Trainerformatiounen an Usproch geholl ginn. De Programme de construction gouf zesumme vum Educatiounsministère, dem Ministère fir Enseignement supérieur et de la Recherche an dem

Sportsministère elaboréiert. Dëse Centre sportif um Belval wäert en Enseignement de qualité um Niveau vun der Éducation sportive garantéieren an, wéi gesot, dem Sportsbesoin vum Terrain gerecht ginn.

Follgend Infrastrukture sinn hei geplangt:

– e Centre de natation mat enger Schwämm, Vestiären a Logistik. Hei kommen dräi Basenge vu 25 op 15 Meter, woubäi der zwee e mobille Buedem hunn,

– e Centre pédagogique mat enger Hal vun 30 op 27 Meter, Stockageraim an engem separaten Enseignementssall,

– e Centre multisports mat enger grousser Hal vu 27 op 60 Meter, déi a sechs Unitéiten deelbar ass, engem Muskulatiounsraum, engem Arts-martiaux-Sall, Squash, Klammen an natierlech och de Vestiäre mat Duschen a verschiddene Logistik- respektiv Stockageraimlechkeeten,

– eng Entréeshal mat Accueil, Garderob, Local informatique, Infirmerie a Sanitaires

– an eng Administratioun mat siwe Büroen, engem Reuniounssall, engem Local informatique, enger Kitchenette, Archiv- a Kopieraum, Sanitaires an engem Botzraum.

D'Surface nette vun dësem ganze Komplex bedréit 10.923 m². Derbäi kommen dann awer nach e Souterrainparking vu ronn 8.500 m² genee wéi och e grousse Sportsterrain vun 100 op 50 Meter an zwee Outdoor-Multisportsterraine souwéi dräi Beachvolleyballterrainen an e Fitness- an Joggingsparcours mat nach eng Kéier 8.250 m² Nettofläch, wat dann zesumme mat weidere klenge Strukturen an de Gréngflächen en Total vu bal 20.000 m² Nettobausseflächmécht.

(Brouhaha)

Här President, ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, wannechgelift!

(Exclamations)

Madamm Gary, Dir däerft weiderfueren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also dat do, dat war elo wierklech deplacéiert!

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Dir waart déi ganzen Zäit amgaang, hei ronderëmzetrëppelen, Här ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Hei sinn awer nach ni Nimm genannt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma dat ass, fir dass mer eisen Ordre du jour kënnen anhale muer!

M. Dan Kersch (LSAP) | Hei sinn nach ni esou Nimm genannt ginn, Här President!

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, den Terrain, wou de Sportzentrum soll gebaut ginn, befënnt sech am Parc Belval, engem Espace paysager, deen als Erhuelungs- an Entspanungsraum konzipéiert gouf an d'Wunnvéierele Belval-Nord a -Süd mam Quartier mixte Square Mile verbënnt.

Dann zur Accessibilitéit: D'Lokalisatioun vum Centre sportif garantéiert eng gutt Accessibilitéit un den ëffentlechen Transport. D'Zuchgare souwéi zwee weider Busarrête befanne sech am 500-Meter-Rayon. Da wäert d'Linn vum séieren Tram, dee geplangt ass, och hei fueren an e weidere Schoulbusarrêt kënnt derbäi, soudatt och d'Accessibilitéit fir de Schoultransport garantéiert ass. En plus ass de Vël'Ok-Reseau och hei konnektéiert an d'Avenue du Blues, déi parallell zu de Schinne verleeft, garantéiert den Accès fir de motoriséierten Individualverkéier.

Dann, fir nach kuerz op d'Architektur anzegoen: D'Haaptkonzept vum Centre sportif spigelt d'Volontéit zréck, fir e beschtméiglech a säin Environnement ze integréieren, soudatt et mat senger Couverture paysagère quasi no enger Verlängerung vum Parc Belval ausgesäit. Den Daach vum Gebai, deen aus lauter verschiddene begréngte Fläche besteet, ass och gréisstendeels zougänglech fir de Public a bitt flott Point-de-vuen.

Déi exakt Opdeelung vun de verschiddene Säll an Halen, vun den Outdoorterraine souwéi déi weider detailléiert Prezisiounen zu der Opdeelung kënnt Der, wéi gewinnt, a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Wéi ech virdru scho beschriwwen hunn, soll dëse Sportkomplex a säin Ëmfeld mat afléissen. Fir d'Konzept vun engem Landschaftsgebai ze stäerken, ass d'Enveloppe extérieure haaptsächlech vun enger Holzverkleedung bedeckt a mat Mineralwoll-Dämmpannoe wärmeisoléiert. De Projet ass des Weidere virbildlech, wat d'Nohaltegkeetskrittären ugeet. D'Daachfläche sollen zum ganz groussen Deel begréngt an zum Deel och mat Straich a Beem beplanzt ginn a begeebar sinn. A mat enge 450 Pannoe soll d'Notzung vun der Sonnenenergie trotzdeem net ze kuerz kommen.

Och bei de Baumaterialie gëtt e besonnesche Fokus op Nohaltegkeet a speziell och op Zirkularitéit geluecht an ëmmerhi 70 % vun de Materialie fir de Bau kënne spéider recycléiert ginn a just 5 % missten op d'Decharge. Et ass direkt bei der Planung op eng Reduktioun vun den CO_2-Emissioune vum Bau opgepasst ginn, wat zu engem Aspuernis vun direkt schonn 20 % par rapport zur Standardbauweis gefouert huet. Insgesamt geet de Projet dofir och, wat Heizen, Killen a generellen Energiebedarf ugeet, däitlech iwwert d'Mindestufuerderunge vum Energiepass eraus. An och d'Gesondheetsaspekter vun de Baumaterialie sinn eng weider Prioritéit bei dësem Projet.

An als lescht flott Beispill, ouni elo hei alles opzezielen: Den Drénkwaasserbedarf konnt an der Planung ëm 15 % reduzéiert ginn an d'Ultrafiltratiounstechnik fir de Waassertraitement vun der Piscine erlaabt carrement en Aspuernis vu 40 % par rapport zu engem normalen Traitement. De Staat respektiv de Fonds Belval an dësem Fall gëtt senger Virbildfunktioun also absolutt gerecht.

Här President, mat dësem Sportzentrum, also dësem Projet de loi, stëmme mer deemno e ganz innovativen, nohaltegen an héichwäertege Sportinfrastrukturprojet. Hei ginn enorm vill verschidde Sportméiglechkeete fir Jonker gebueden, dat indoor an och outdoor. Dem Besoin um Terrain gëtt Rechnung gedroen an doriwwer eraus ginn nach vill weider Offere geschaf.

Ech si ganz frou, datt de Rapport den 22. Juni dëst Joer, d'lescht Woch also, an der zoustänneger Kommissioun eestëmmeg ugeholl ginn ass, an ech hoffen, datt mer dann och de Mëtten eestëmmeg wäerten ofstëmmen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo ageschriwwen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci der Rapportrice fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. De Centre sportif um Belval ass keng nei Errungenschaft, mee leider en Trauerspill an eng Odyssee. 2011 ass de Lycée Bel-Val opgaangen an 2013 scho sollt de Centre sportif um Belval seng Dieren opmaachen, an dat huet net nëmmen d'Sportsproffe vum Lycée Bel-Val gefreet. Mee leider ass et näischt ginn.

Et huet elo zéng Joer gedauert, bis de Projet de loi an d'Chamber komm ass. Dat ass traureg, einfach traureg fir de Sport, awer och fir alleguerten déi Sportbegeeschtert. D'Schülerinnen an d'Schüler vum Lycée Bel-Val hu misse jorelaang op Monnerech kutschéiert ginn, fir iwwerhaapt kënne schwammen ze goen. Et ass net nëmmen eng Verschwendung vun Zäit an de Coursen, mee och eng Verschwendung vu Suen. Mee och d'Formatioun vun de Studentinnen a Studenten, déi Sport am Fondamental wëllen enseignéieren, huet dorënner gelidden, well déi méi wéi néideg Sportinfrastrukture bis haut gefeelt hunn an nach ëmmer feelen.

Datt d'Architektin vum Fonds Belval d'Konzeptioun vum Centre sportif iwwerholl huet an de Sportsministère just säin Avis gefrot ginn ass, ass fir mech, oder fir eis, net seriö. Firwat si keng Veräiner oder Federatioune gefrot ginn? Zum Gléck konnt de fréiere Commissaire aux sports sech duerchsetze bei der Fuerderung no dräi 25-Meter-Basengen. Dat war déi richteg didaktesch Decisioun. Elo bleift just ze hoffen, datt de Fonds Belval flexibel genuch ass, fir souwuel de Lycée Bel-Val wéi och d'Studentinnen an d'Studente vun der Uni, awer och d'Veräiner vu Suessem an Esch an der Ëmgéigend vun de Sportinfrastrukture profitéieren ze loossen.

Doraus ergëtt sech eng Fro: Wie gëtt iwwerhaapt Bedreiwer vun deem ganze Centre sportif? Soll dat de Fonds Belval sinn oder soll dat nach en anere sinn? Plage-horairë fir de Sport an de Sporthalen, awer och an de Schwämmen, gëtt et, mengen ech, ni genuch, dat ass virdrun am Projet de loi och schonn erauskomm.

Mir ënnerstëtzen als CSV trotz deem enorme Retard de Centre sportif um Belval, mee mir halen en A op d'Entwécklung a virun allem awer och op d'Notzung vun dësen neie Sportinfrastrukturen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Jo, villmools merci, Här President. An och als Alleréischt e grousse Merci der Rapportrice, dem Chantal Gary, fir dëse Rapport. Et ass schued, dass de Sportsminister erausgaangen ass, well dat hei huet ganz vill mat Sportspolitick am Land ze dinn a mir hunn, wéi den Här Mischo gesot huet, virdrun driwwer geschwat, wat mer strukturell alles kënnen duerch dee Projet virdru verbesseren.

Ech soen awer och ganz kloer: Mir brauchen an Zukunft weider Investitiounen och an d'Sportinfrastrukturen, well ouni Sportinfrastrukture kann och déi bescht Sportspolitick näischt erreechen. Dofir sinn esou Projete wéi deen hei absolutt ze begréissen. Ob dat elo e bësse méi laang gedauert huet? Ech kann Iech als Escher Buergermeeschter verstoen, dass Der dat esou gesitt. Mee natierlech si mer trotzdeem frou, dass mer dat haut kënnen esou ofstëmmen, well déi Sportinfrastrukturen, déi gi gebraucht, notamment wann ee bedenkt, dass de Schoulsport, och d'Federatiounen an och déi lokal Klibb sollen dovu kënne profitéieren. Dat ass de Wee. Eis Populatioun ass um wuessen. Wa mer gär hätten, dass mer eng gesond Sportspolitick kënnen ëmsetzen, brauche mer d'Infrastrukturen.

An dofir ginn ech heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et um honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, merci der Rapportrice, dem Chantal Gary, fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mat dësem Finanzéierungsgesetz iwwer 114 Milliounen Euro erméigleche mer dem Fonds Belval, de Sportzenter um Belval ze realiséieren, dee laang op sech waarde gelooss huet. Mat der Konzeptioun vum Projet, dee mer an der Kommissioun presentéiert kruten, gëtt een de Besoine vun der Uni Lëtzebuerg, de Schoulen a Lycéeën aus der Regioun souwéi de Sportveräiner gerecht.

Op enger Gesamtsurface vu 50.000 m² entsteet hei en eenzegaartege moderne Sportkomplex. Et gëtt fir jiddereen eppes am sportleche Beräich ugebueden: am Schwammsportzentrum iwwer fënnef Unitéiten, zwou dovu mat engem beweeglechen Hubbuedem, deen et erméiglecht, fir divers Aktivitéiten unzebidden, am Multisportszentrum zéng Sportsäll plus eng Kletterwand, an den Anlage baussen ee grousse syntheeteschen Terrain, zwee Multisportsterrainen, dräi Beachvolleyballterrainen an e Fitness- an Joggingsparcours mat Beleuchtung. Insgesamt schwätze mer hei vun engem moderne Sportkomplex, wou nieft der Schoulorganisatioun déi fräi Plagë reservéiert gi fir Sportveräiner an d'Sportfederatiounen.

Wat d'Accessibilitéit an d'Mobilitéit betrëfft, fanne mer op dësem Site eng wichteg Ubannung un den ëffentlechen Transport. Zuch- a Busarrêt befanne sech an engem Rayon vu 500 Meter. Et ass och geplangt, datt deen zukünftege séieren Tram och dëse Site desservéiert. Mobilité douce: Vëlosweeër a Vëlosstatioune sollen och eng praktesch Verbindung ginn zu de Quartiere ronderëm.

Deen neie Sportkomplex ass och e Beispill, datt de Staat selwer beim Bau vun neie Projete mam gudde Beispill virgeet an d'Nohaltegkeet am Kär vu senge Projeten integréiert. Et ass impressionnant, datt beim Bau vun dësem Projet op nohalteg Baumaterialien zréckgegraff gëtt, wou Stand haut 70 % recycléierbar sinn. Dozou wäerte mat 450 hybride Solarpannoen a Fotovoltaik e groussen Deel vum Energieverbrauch vun dëse Gebailechkeete kënne gedeckt ginn.

Ofschléissend soen ech jidderengem e grousse Merci, deen un dësem Projet matgeplangt a bis elo matgeschafft huet, a ginn heizou natierlech den Accord vu menger Partei, der LSAP-Fraktioun, a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Merci wëll ech och der Rapportrice soe fir de Rapport. An ech wëll och direkt soen, dass mir dat heiten natierlech matstëmmen, well mir brauchen natierlech hei am Land ëmmer méi gutt Sportsinfrastrukturen, souwuel Schwämme wéi och Sportshale wéi och Fussballsterrainen a soss Terraine fir dobaussen. Mir hunn eng Populatioun, déi ëmmer méi wiisst an noutgedronge brauche mer also och déi néideg Infrastrukturen, fir dass d'Leit hire Sport kënne maachen. Grad hei si mer jo och an der Gemeng Suessem an der Gemeng Esch, wou et jo och zum Beispill u Fussballsterraine feelt fir déi verschidde Veräiner.

Wa mer vu Veräiner schwätzen, dierf een awer och net vergiessen, dass mer hei am Land och en anere Problem hunn. Dat heescht, et geet net nëmmen drëms, fir d'Infrastruktur auszebauen, mee mir hunn och hei am Land proportionell zur Bevëlkerung ëmmer manner Veräiner. Et sinn all Joers ëmmer erëm Fussballsveräiner, déi verschwannen, an och am Basket an am Handball kommen der ganz rar bäi. Dat heescht, et ass éischter eng Tendenz fir manner Veräiner pro Awunner, an dat ass och eppes, wat eis sollt Suerge maachen.

Duerfir ass et ganz wichteg, d'Veräiner ze ënnerstëtzen. A grad hei bei dësem Projet mengen ech, dass ee misst de Veräiner do wierklech ganz staark entgéintkommen, fir dass si déi Infrastrukturen esou gutt wéi méiglech an esou einfach wéi méiglech kënne benotzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech soen hei just vun eiser Fraktioun aus: Endlech! Endlech! Et ass gesot ginn, et ass e Projet, dee scho ganz, ganz laang op sech waarde léisst an deen dréngend gebraucht gëtt. An e läit iwwregens op Suessemer Terrain an net op Escher Terrain. Dat wëll ech just nach hei preziséieren.

An d'Veräiner brauchen effektiv déi do Plazen, mee och d'Schoulen. Mir hunn net genuch Schwämmen – et ass alles scho gesot ginn –, mir hunn net genuch Terrainen. An deen heite Projet ass wierklech e flotte Projet. Et ass en nohaltege Projet. Ech mengen, et ass wierklech e Projet, dee sech weise léisst, an e muss elo esou séier wéi méiglech realiséiert ginn, fir datt d'Leit och dovunner kënne profitéieren.

Dofir vun eis aus natierlech den Accord an e grousse Merci un d'Rapportrice fir en exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och mir wäerten dës wichteg Sportsinfrastruktur fir de Süde matstëmmen.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech wëll fir d'éischt Merci soen, Här President, fir déi unanime Zoustëmmung fir dëse Projet. An ech wëll just op eng Remark agoen, déi vum Buergermeeschter vun Esch gemaach ginn ass, wou e sot, dass dat esou laang gedauert huet. An ech weess nach net esou richteg, op wat en domadder eraus wollt. Ech kann em just soen, mäi Ministère, an och de Fonds Belval an deem hei Fall, deen hei jo baut, dee baut dat Ganzt. A wat e baut, dat hänkt dovun of, wat déijéineg, déi gären eppes gebaut hätten, gären dran hätten.

Donc, wéi séier mir ukommen, hänkt natierlech vun Emprisëproblematiken of oder vläicht och nach aneren, oder heiansdo och Autorisatiounsproblematiken. Hei war dat awer net de Fall, wëll ech direkt soen. Mee et hänkt awer och dovun of, datt déi eenzel Acteure sech mussen eens ginn. An deem heite Fall sinn et der jo zwee, déi eis soen, wat dann de Programm ass. A wann déi Programmer dauernd ënneren an esou weider, da brauch dat seng Zäit.

Dat huet natierlech och domat ze dinn, dass verschidde Besoinen ëmmer erëm geännert hunn an där Regioun do par rapport zu Lycéeën, déi bäikomm sinn, déi gebaut gi sinn, vergréissert gi sinn. Dat heescht, mir hunn natierlech och en immensen Drock op eisem Schoulwiesen. Dat ass sécherlech ee Grond, firwat dann dauernd d'Programmer ëmmer erëm ënneren. Mee ech wëll dat awer hei ënnersträichen: Et ass net, well de Fonds Belval net éischter hätt wëllen ufänke mat bauen, datt dat net méi séier gebaut ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister. Parole après ministre fir den Här Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Merci, Här President. Ech weess, wien d'Decisioun geholl hat, dass dat soll zréckgedréckt ginn. Mee dat ass och elo egal. Mee Dir hutt mir net meng Fro beäntwert, wie Bedreiwer vum Centre sportif soll ginn.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, also et ass jo esou, datt alles wat ... Hei si jo och gemëscht Utilisatiounen. Et ass d'Uni zum Deel, déi matmécht, et si Lycéeën. Ech ginn emol dovun aus, datt et de Fonds Belval ass. Mee wann et de Fonds Belval net ass herno, da wär et éischter e Lycée, deen et mécht, dee Lycée, dee betraff ass. Mee mir huelen net en Drëtten, dat ass ganz sécher. Dat géif jo kee Sënn maachen an dat maache mer och néierens souwisou. Ech ginn emol a priori dovunner aus, ech mengen, dat Sënnvollst wär hei, wann de Fonds Belval selwer och responsabel wär fir d'Exploitatioun vun deem Ganzen, wat a sech och keng Schwieregkeeten herno wäert ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Minister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8135. Den Text steet am Document parlementaire 8135[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8135 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8135 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 8119 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg, le 22 mars 2022

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 8119, en Accord mat Andorra iwwert déi géigesäiteg Unerkennung an den Austausch vu Fürerschäiner. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vun der Madamm Rapportrice ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Mam Projet de loi 8119, deen de 16. Dezember 2022 vum Ausseminister Jang Asselborn deposéiert gouf, ratifizéiere mer de bilateralen Accord, deen den 22. Mäerz 2022 ënnerschriwwe gouf tëschent onsem Grand-Duché an der Principauté Andorra iwwert déi géigesäiteg Unerkennung an den Austausch vun den nationale Fürerschäiner.

Haut schonn huet Lëtzebuerg änlech Memorandums of Understanding mat Hongkong, den Arabeschen Emirater an och Groussbritannie säit dem Brexit. Fürerschäiner aus Länner aus dem Europäesche Wirtschaftsraum ginn hei zu Lëtzebuerg unerkannt, wann dës Länner d'Konventioun vu Genf vun 1949 iwwert d'Circulation routière oder déi vu Wien aus dem Joer 1968 iwwert de Strooseverkéier ënnerschriwwen hunn. Ëmgedréint ass dat awer net ëmmer de Fall.

Fir hire Fürerschäin an e lëtzebuergesche Fürerschäin ëmschreiwen ze loossen, huet eng Persoun zwielef Méint Zäit no hirer Arrivée zu Lëtzebuerg.

Andorra huet awer keng vun deenen zwou viregte Konventiounen ënnerschriwwen, duerfir kënnen d'Permisen och net einfach transkribéiert ginn. Mat dësem Accord awer ginn d'Reegele vun dëser Transkriptioun festgehalen an et gëtt déi géigesäiteg Unerkennung vun de Fürerschäiner vun den zwee Länner agefouert.

De Staatsrot hat keng Observatiounen zum Projet de loi an d'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis dëse Projet de loi.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, datt de Projet de 15. Juni 2023 an der Kommissioun virgestallt an examinéiert gouf an ech selwer zur Rapportrice bestëmmt gouf. De schréftleche Rapport, op deen ech och fir weider Detailer verweisen, hu mer den 22. Juni 2023 eestëmmeg ugeholl. A wéi vun dem Här President scho gesot gouf: Well et eng grouss unanime Zoustëmmung gouf, ass dunn decidéiert ginn, dass et keen Debat géif ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools Merci, Madamm Rapportrice Jessie Thill.

D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Ech soen der Madamm Thill Merci fir den exzellente Rapport an och fir d'Zoustëmmung, huelen ech un, vun der Chamber.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8119. Den Text steet am Document parlementaire 8119[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8119 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 8167 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'opération et la maintenance d'environnements cloud spécialisés, dénommés « Luxembourg Cyber Defence Cloud », ainsi que ses composantes et services connexes

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8167 iwwert d'Finanzéierung, den Ënnerhalt an d'Gestioun vun der Luxembourg Cyber Defence Cloud. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, mir hunn haut erëm e Finanzéierungsgesetz an der Defense virleien. An nodeems mer rezent e Projet gestëmmt hunn, wou et ëm de Satellitteberäich gaangen ass …

(Brouhaha)

Et ass iergendwéi haut, ech weess net, iergendeppes an der Loft, d'Leit hunn en enorme Besoin, ze kommunizéieren ënnerteneen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir lauschteren no.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Dir lauschtert ëmmer no. Jo, et ass …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | All Wuert!

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Voilà, nodeems mer rezent e Projet gestëmmt hunn, wou et ëm de Satellitteberäich gaangen ass, stëmme mer haut e Projet aus dem Beräich Cyber. Mir hu jo eng Spacestrategie a mir hunn eis och 2021 parallell dozou eng Cyberstrategie ginn. An dëst Dokument stécht dann och de Kader of fir d'Evolutioun vun der lëtzebuergescher Defense am Beräich vun der Cyberverdeedegung. De Projet vun haut, dee mer haut wäerte stëmmen, reit sech also an dës Cyberstrategie an a stellt nieft der „Cyber Range", déi schonn en place ass, en zweete Projet duer, fir dës Strategie mat Liewen ze fëllen.

Wat sinn elo déi grouss Ziler vun dësem Projet op laang Siicht? Et geet drëm, eis Defense ze cybersecuriséieren an domadder Virreider an der EU an an der NATO ze ginn. An et geet natierlech och drëm, eis eng Expertis opzebauen an deem Beräich, déi mer dann och kënnen un eis Partner weiderginn. Natierlech geet et och drëm, eis konform ze setze mat den Ufuerderungen, déi mer op internationalem Niveau imposéiert kréien. A mir mussen natierlech och eng Äntwert op déi digital Transformatioun fannen, déi sech extreem schnell entwéckelt. Munchmol brauch een och extreem staark Rechecapacitéiten, zum Beispill bei Analyse vu Cyberattacken, an och do kann déi Cloud hëllefen, well se dat eebe bidde kann.

Wéi sech dat elo genau an der Praxis deklinéiert, dat ass eng ganz technesch informatesch Geschicht. Ech wäert versichen, dat an einfache Wierder eng Kéier plus/minus erëmzeginn. Et handelt sech hei ëm eng net ëffentlech Cloud, déi zu Lëtzebuerg hebergéiert ass an déi d'Méiglechkeet bitt, héich sensibel a klassifizéiert Donnéeën ze stockéieren an och ze traitéieren. Privat Clouds sinn net iwwert den Internet erreechbar, hir Leitunge sinn dedizéiert fir den Endnotzer reservéiert, soudass keen aneren dorobber zréckgräife kann. Hir Stockage- a Rechecapacitéite sinn evolutiv, kënne sech also enger zukünfteger Demande dann och upassen. An als logistesch Ënnerstëtzung bei dësem Projet hu mer och hei op d'NSPA zréckgegraff, déi souwuel um Niveau vun der Acquisitioun, der Implementéierung wéi och der Exploitatioun wäert agéieren.

D'Luxembourg Cyber Defence Cloud wäert haaptsächlech Projeten hebergéieren, déi zur Resilienz vu Lëtzebuerg bäidroen, also am Beräich vun de kriteschen Infrastrukturen, déi duerch Cybermenacen och bedrot sinn, déi zum kollektiven Effort de défense bäidroen oder déi eis strateegesch Objektiver an der Lëtzebuerger Defense stäerke wäerten. Fir dat mat e puer Beispiller ze ënnerleeën: Hei kéinten zum Beispill informatesch Solutioune fir de Stockage vun numeeresche Preuven exploitéiert ginn. Et kënnen awer och Plattformen hebergéiert ginn, déi international, also gemeinsam exploitéiert ginn, zum Beispill am Kader vu multilateralen Acquisitiounsprojeten. Awer och de Stockage respektiv den Traitement vu sensibele Satellittebiller wär zum Beispill méiglech.

Domadder bréngt dës Cloud fir eng ganz Rëtsch vun nationalen an internationalen Acteuren eng Plus-value, wouduerch si hei eng On-Demand-Léisung ugebuede kréien an net selwer mussen eppes Eegenes an dësem héich technologiséierte Beräich opbauen. De Beneficiaire brauch sech also net mat der Komplexitéit vun der Gestioun ze beschäftegen a ka sech ganz op déi Servicer konzentréieren, déi en hei dann hebergéiert kritt. D'Killung fir d'Waasser an de Stroumverbrauch kënnen hei dann och mutualiséiert ginn. Gréng Technologien, grénge Stroum sinn dann och garantéiert.

Wat gesäit dëse Projet de loi elo konkreet vir? Wéi gesot, et ass e Finanzéierungsgesetz, dat et der Regierung erlaabt, d'Acquisitioun an d'Exploitatioun vun dësem Projet ze lancéieren. Mat abegraff am Calcul vun de Käschte sinn d'Exploitatioun, d'Maintenance an d'Operatioun an d'Gestioun. Net mat abegraff sinn d'Gestiounskäschte vun den Environnementer, déi de Partner zur Verfügung gestallt ginn, an och d'Interkonnexiounen zu de Sitte vun de Partner sinn net mat abegraff. Dës zousätzlech Käschte wäerten ëmmer à charge vun de jeeweilege Beneficiairë sinn an d'Detailer dovunner ginn och dann ëmmer an de verschiddenen Accords techniques gereegelt.

Mir autoriséieren dann haut mat dësem Vott e Projet, deen e Maximum vun 250.360.323 Euro hors TVA dierf kaschten, dëst iwwer en Zäitraum vun zwielef Joer, also vun 2024 bis 2035, an dës Käschte lafen iwwert de Fonds d'équipement militaire. D'Käschten deele sech wéi follgt op: Et sinn d'Käschte fir d'Infrastruktur, wéi Serveren a Reseauen, dat sinn 127 Milliounen Euro; Projeten, déi mer schonn identifizéiert hunn, fir an dëser Cloud hebergéiert ze ginn, dat si ronn bal 43 Milliounen Euro; Services connexes fir 22 Milliounen Euro an dann och nach de Finanzement vun enger Cloud fir d'NSPA, dat sinn nach eemol 58 Milliounen Euro.

Wat d'Aarbechten an der Kommissioun ubelaangt: Also de Projet, deen ass den 2. Mäerz 2023 an der Chamber deposéiert ginn. Mir hunn en de 6. Mäerz eng éischte Kéier an der Kommissioun presentéiert kritt. De Conseil d'État huet säin Avis den 31. Mäerz ofginn an hat keng Remarken ze formuléieren, an de Rapport gouf soumat den 22. Juni ugeholl.

Mir gesinn an Zäite wéi dësen natierlech de Besoin, fir Projeten am Cyberberäich op d'Been ze setzen. Mir sinn numol keng Insel. Mir mussen eis konform setze mat de Realitéiten um Terrain a mat dësem Projet, dee kloer och multilateral ugeduecht ass, maache mer eng sënnvoll Kontributioun, net just fir eist Land, mee fir eis Partner allgemeng. An natierlech och mam Bléck op déi ganz Diskussioune ronderëm den Effort de défense si mer heimat och en ligne mat eisem Engagement, fir eis och finanziell méi anzebréngen, dëst awer a sënnvolle Projeten, wou mir eis als klengt Land och sënnvoll kënne matabréngen a wou mir och eng Plus-value schafe kënnen, wou mer och eng Expertis virzeweisen hunn.

Last but not least hëlleft eis dëse Projet och, Lëtzebuerg als Standuert fir dëse Beräich Cyber verstäerkt an d'Fënster ze stellen an domadder och Talenter unzezéien. Dat sinn alles Argumenter, déi fir dëse Projet schwätzen an an deem Sënn ginn ech heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Rapportrice huet e ganz ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport gemaach. Deem ass näischt bäizefügen. An ech kann och soen, mir wäerten dëse Projet, wou mer 250 Milliounen iwwer zwielef Joer ouni TVA investéieren, ënnerstëtzen.

E läit an der Strategie, déi definéiert ginn ass vu Cyber a vu Space. Déi leschte Kéier virun de Walen hate mer e Spaceprojet hei, do war et schif ausgaangen. Ech hunn awer dës Kéier dat Gefill net, dass et esou geet. Ech mengen, deen hei Projet gesäit besser aus a mir wäerten deen dann och ënnerstëtzen, wéi mer dat an deem Beräich bis elo gemaach hunn, ëmmer ënnerstëtzt hunn.

Mir mussen natierlech kucken, wéi mer déi ganz Personalfroen do geléist kréien, dat gëtt net einfach, d'Personalerausfuerderungen – du brauchs hei Informatiker, ech mengen, d'Rapportrice huet dat och schonn ugeschwat. Ech hoffen, dass mer déi Leit fannen an dass déi Rechnung, déi mer hei maachen, dann och opgeet.

Also wéi gesot, mer stëmmen dee Projet a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, eist Liewe gëtt ëmmer méi dominéiert vun der Informatik. Dat bréngt natierlech och gewësse Gefore mat sech. Dat erliewe mir selwer och hei an der Chamber. Mir wëssen, wat dat fir Konsequenzen huet, wann et zu Panne kënnt. An dowéinst ass et evident, datt ëmmer mussen Upassunge gemaach ginn, fir datt natierlech esou mann wéi méiglech virun allem confidentiel Donnéeën no bausse kënnen duerchdréngen.

Cyberdefense, dat ass en Term, deen eis vläicht viru Joren nach net esou geleefeg war, deen awer elo ëmmer méi eng grouss Bedeitung kritt. Et kann ee scho bal soen, dat ass e bëssen eng nei Form vu Krich, an do muss een natierlech och ouni Zweifel gewappnet si fir d'Zukunft. De franséische Militärministère, deen definéiert d'Cyberdefense als „ensemble des mesures techniques et non techniques permettant à un État de défendre dans le cyberspace les systèmes d'information jugés essentiels".

Ech mengen, eist Land huet sech zu Recht an deene leschte Jore besonnesch op deem Niveau ganz staark entwéckelt. Net nëmmen, datt mer jo en extrae Ministère kreéiert hunn, mir hunn doriwwer eraus eng Strategie entwéckelt, soudatt Lëtzebuerg, wéi gesot, an deem Beräich ganz kloer Spëtzereider entre-temps ginn ass. Mir hunn entre-temps och e performanten Datenzenter opgeriicht.

Jiddefalls, mat dësem Projet beweist Lëtzebuerg ganz kloer, datt et déi modern Erausfuerderunge wëllt unhuelen, datt et sech wëllt do eng Image de marque ginn, an dat ass och richteg esou. An ech mengen, mir kënne jo och schonn ouni Zweifel op eng gewëssen Experienz an deem Domän zréckgräifen.

Et kann ee sech natierlech virstellen, datt deen neien Datenzenter, et ass virdrun hei schonn ugeschnidde ginn, och ganz vill Energie brauch. Duerfir ass et interessant gewuer ze ginn, datt natierlech versicht gëtt, esou vill wéi méiglech op gréng Energie ze setzen, an datt och een Zenter kreéiert gëtt an net e puer Succursallen – oder Antennen, wéi een dat och ëmmer wëllt nennen –, well dat warscheinlech nach zu engem zousätzlechen Energieverbrauch gefouert hätt.

Wa mer elo iwwert de Käschtepunkt schwätzen, 250 Milliounen, jo, da kléngt dat a priori no enger héijer Depense. Mee et muss een dat jo awer anescht interpretéieren: Dat ass iwwer eng Zäitspan vun zwielef Joer, dat mécht also plus ou moins 29 (veuillez lire: 21) Milliounen d'Joer. Dat soll et eis jiddefalls als Land wäert sinn, fir an deem Beräich ze investéieren.

Ech mengen, och hei gëtt kloer bewisen, datt et richteg war viru Joerzéngten, och déi fréier NAMSA, haut NSPA, op Capellen ze kréien. Dat ass eng wichteg Agence, déi natierlech och derzou bäidréit, datt mer um Niveau vun der Defense kënnen um internationalen Niveau eng ganz wichteg Roll spillen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei och nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, a meng Partei steet ganz kloer dozou, datt Lëtzebuerg muss seng international Verflichtungen erfëllen, besonnesch och um Niveau vun der NATO. Mir gesi jo grad elo an dësem Moment, datt d'NATO u sech eng gewësse Renaissance erlieft. All déi, déi nach viru Jore gemengt hunn, d'NATO wier gehierdout, mir bräichten eng NATO net méi, déi wäerte jo enges Bessere beléiert gi sinn. Just au contraire, mir brauchen an Zukunft nach vill méi eng staark NATO. An dann ass et wichteg, datt och e klengt Land wéi Lëtzebuerg säi Beitrag do liwwert.

Da si mer natierlech ganz séier och bei der Diskussioun ëm eise Beitrag um Niveau vun der NATO, dee jo de Moment bei plus ou moins 0,7 % läit. Do brauche mer eis net onbedéngt ze bretzen domadder. Et ass also nach Sputt no uewen. Och dee Projet hei ass also do wichteg. Dee reit sech do an, fir eise Partner ze weisen, datt Lëtzebuerg op ass, fir nach méi ze investéieren. An ech soen dat och ganz däitlech hei: Et ass zwar elo virgesinn, datt mer op plus ou moins 1 % solle kommen, mee dat soll awer net onbedéngt eist Endzil sinn. Mir sollen awer roueg driwwer nodenken, ob mer net eng Kéier fréier oder spéider kënnen iwwert dee Prozentsaz erausgoen, wuel wëssend, datt een natierlech eise PIB net onbedéngt ka gläichsetze mat dem PIB vun anere Länner.

Dat gesot, ass dat heiten awer e wichtege Projet, dee mer selbstverständlech als Demokratesch Partei voll ënnerstëtzen. Ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir der Madamm Empain Merci ze soen, datt si trotz där ganz spezifescher a komplizéierter Matière et awer fäerdegbruecht huet, datt och esou ee wéi ech alles verstanen huet.

An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der DP. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet haut scho mat déi modernst a sécherst Datenzenteren a ganz Europa. Wa mer awer dës Positioun wëllen halen a weider ausbauen, da musse mer och weider an dee Beräich investéieren.

Eis national Sécherheet an eis Verdeedegung dierfe sech awer net just op de physesche Raum beschränken. Am digitalen Zäitalter ass et evident, dass mer och am digitale Raum, also am Cyberspace, gutt opgestallt musse sinn, fir kënne matzehalen a fir virun allem och de Fonctionnement vun eisem Land, d'Resilienz vun eiser Ekonomie an d'Interête vun eise Biergerinnen a Bierger ze schützen.

Ech wëll hei betounen, dass Cybersécherheet eis alleguerten eppes ugeet. Schonn haut gi ganz vill vun eise perséinlechen Donnéeë stockéiert, digital gespäichert,

wat natierlech zu enger ganzer Rei vu Vulnerabilitéite ka féieren. An eisen Nopeschlänner gouf et, fir just dat als Beispill ze nennen, scho Cyberattacken op Klinicken, déi dunn eng ganz Zäit net fonctionéiere konnten an natierlech och Beanträchtegunge kannt hunn.

Mam Investissement an d'Luxembourg Cyber Defence Cloud, kuerz LCDC, maache mer e weideren an an eisen Ae wichtege Schratt, fir eis Cybersécherheet ze verbesseren, a virun allem och, fir eis Capacitéiten an deem Beräich ze erweideren. D'LCDC wäert haaptsächlech genotzt ginn, fir eis méi kritesch national Infrastrukture géint Cyberattacken ze schützen an eis Resilienz ze verbesseren. A gläichzäiteg maache mer, wéi och scho mäi Virriedner et gesot huet, eng ganz wichteg Kontributioun am Partenariat mat der EU an am Partenariat mat der NATO, notamment an de Beräicher vun der Cyberdefensepolitick vun der NATO oder am Beräich vun der Sécherheetsstrategie vun der EU an der Cyberkriminalitéit.

Ech wëll ofschléissend der Rapportrice e grousse Merci soen. Si huet eis et natierlech erlaabt, dass mir konnte kuerz sinn, well si ganz ausféierlech an hirem Rapport war. An ech wéilt och ofschléissend den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet mat op de Wee ginn a Merci soen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt och der Madamm Empain Merci soen. A mat där Begeeschterung, wéi si de Projet hei presentéiert huet, wéi mer dat vun där grénger Säit bei Rüstungsprojeten ëmmer gewinnt sinn, kënne mir och net Nee soen a mir wäerten dat hei och matstëmmen.

Just véier Bemierkungen awer vläicht, wat de Projet selwer ugeet, iwwert de Fong. D'Cybersécherheet, ech mengen, d'Madamm Mutsch huet jo och elo grad nach eng Kéier doriwwer geschwat, do si mer eis alleguer eens: Et ass hautzudaags an eisen Zäite guer net méiglech fir e Staat, deen Aspekt net wierklech héichzehalen. An dofir ass dat hei effektiv eng Kontributioun. Aner Kolleegen hunn och scho geschwat iwwert dee méi internationale Kader, an deem sech dës Initiativ beweegt. An och dat fanne mir wichteg. An dofir ass et, wat de Fong ugeet, eppes, wat mir op jidde Fall begréissen.

Wat de Budget ugeet, do ass dat heiten en Investissement vu ronn 250 Milliounen, dat sinn 21 Milliounen d'Joer. Dat ass compte tenu vun der Natur vum Projet a vun der Wichtegkeet vum Projet an eisen Aen ze vertrieden. Dat ass eppes, wou mer kënne soen, datt dat eng sënnvoll Kontributioun zu engem Effort de défense ass, an och do hu mer dowéinst keng Bedenken. 250 Milliounen, wéi gesot, mee dat ass iwwer zwielef Joer verdeelt an dat schéngt eis räsonabel, d'autant plus, datt mer ënner groussem Drock stinn, fir den Effort de défense vu Lëtzebuerg ze héijen. An dat heiten ass eng gutt Manéier, fir dozou bäizedroen.

Mir hunn awer och zwou Froen un den Här Minister. An déi éischt Fro ass: Wat ass eigentlech déi national Notzung vun deem, wat mer maachen? Mir hunn hei eng Rei Iddien héieren an der Debatt bis elo, wéi dat soll genotzt ginn, dat steet allerdéngs esou net am Rapport. Am Rapport liese mer e Saz, deen ass e bësse schwéier ze verstoen. Do steet, déi Luxembourg Cyber Defence Cloud „LCDC pourra stocker des données classifiées (OTAN, UE et", an dann: „éventuellement aussi des données nationales) et non-classifiées." Wat heescht dat? Wat kënne mer wierklech? Wat ass geplangt? Gëtt et e Konzept, wéi dat hei national soll genotzt ginn, wou eisen direkten Avantage ass? Oder ass dat eppes, wou vu virera gesot gëtt: „Bon, mir maachen hei eppes a mir iwwerloossen et eise Partner an Alliéierten, fir déi Capacitéiten ze notzen"?

Mee dat Wuert „eventuell" interpelléiert eis awer. Wa mer schonn déi Suen ausginn an esou eng Infrastruktur schafen, denke mer, muss e Konzept do sinn, wéi dat och national ka genotzt ginn, ëmsou méi, well och Virriedner op déi aktuell Geforen an deem Beräich opmierksam gemaach hunn.

Déi nächst Fro betrëfft dann déi finanziell Participatioun, déi Lëtzebuerg do mécht. Do ass och eng Partie, wat mer als „politique de siège" kéinte bezeechnen am Interessi vun der NATO Support and Procurement Agency, déi op der Cap ass, Nofollger vun der NAMSA, déi mer nach vu Kand u kannt hunn. Hei sinn 58,8 (veuillez lire: 58,5) Milliounen am Rapport genannt, déi mer do u sech fir d'Besoine vun der NSPA virgesinn. A meng Fro ass do: Wéi gëtt dat bei der NATO ugerechent?

Well et gëtt jo u sech e separate Finanzéierungsschlëssel fir gemeinsam Infrastrukture vun der NATO. Gëtt dat doriwwer elo ugerechent, als eis Kontributioun am Verdeelerschlëssel vun der NATO selwer, well dat ass jo eppes, wat enger NATO-Agentur direkt zeguttkënnt, oder gëtt dat op eisen nationalen Effort de défense ugerechent? Dat heescht, wat ass effektiv – ausser vläicht engem Gest am Kader vun enger Politique de siège – eigentlech déi Manéier, wéi dat agencéiert ass, fir eis dat do urechnen ze loossen am Kader vun deene Berechnungen am Effort de défense?

Dat gesot, ass dat hei eppes, wat mer als eng sënnvoll Initiativ gesinn, an d'ADR wäert dat och matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Empain fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Als digital Partei ass dat heiten natierlech eppes, wat eis ganz gutt gefält. Hautzudaags ginn d'Konflikter oft informatesch gefouert an do musse mir eis als Lëtzebuerg gutt opstellen.

Ech hat och d'Diskussioun ugestouss an der Kommissioun, dass, wa mer esou eppes uginn, een och un d'Informatiker muss denken, well dat ass ee vun de Problemer, dass mer hei am Land leider ze wéineg Informatiker hunn. A wa mer der hunn, gi se meeschtens och nach a privat Entreprisë schaffen, well déi kënnen nun emol e bessere Salaire bezuelen, wéi dat beim Staat de Fall ass. Mir haten déi Diskussioun jo och an der Kommissioun. Dat ass eeben eppes, wat een am A muss behalen, grad wann een esou Projeten ugeet, a virun allem, wann een d'Projeten an Zukunft nach wëllt ausbauen.

Dat selwecht ass och bei de Satellitten, déi alleguerten Informatiker brauchen, fir se kënnen ze bedreiwen. Dat ass sécherlech eng vun de gréissten Erausfuerderungen. An och mir Piraten sti ganz kloer zur NATO, mee fir eisen NATO-Verflichtungen nozekommen, musse mer och un d'Informatiker hei am Land denken, well hautzudaags ass dat u sech déi modern Arméi. An do musse mer an der Educatioun ganz kloer eng Schëpp bäileeën, fir dass mer an Zukunft net do stinn a keng Informatiker hunn, déi herno kënnen alleguer déi dote Systemer bedreiwen.

A mir wäerten och haut deen dote Projet matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President, fir d'Wuert a merci och der Madamm Rapportrice fir hire Rapport an dass mer hei Unanimitéit kréien. Dat ass wichteg bei deem heite Projet, well dat heiten, d'Cybersécherheet, de Cyberberäich, dat ass ee vun deene ganz weesentleche Beräicher, déi international definéiert gi sinn als wichteg fir d'Verdeedegung an déi national respektiv déi europäesch oder transatlantesch Sécherheet. Et ass an der Europäescher Unioun e wichtege Beräich an der Defense, mee och an der NATO ass et ee vun de Schlësselberäicher, deen elo och nach eng Kéier zu Vilnius wäert confirméiert ginn.

A well mer dat wossten a well mer och wossten, datt mir do vill Potenzial hunn, fir vu Lëtzebuerg aus kënnen e flotte Bäitrag ze leeschten, deen eis och als Lëtzebuerg am internationale Kontext eng grouss Visibilitéit gëtt, hu mer direkt scho virun e puer Joer decidéiert, déi Cyberstrategie ze entwéckelen. Dir kënnt Iech erënneren, déi hu mer och an der Kommissioun virgestallt, dat ass elo schonn eng Rei Joren hier.

An dat Zweet, wat mer do gemaach hunn – dat war dunn den éischte Schratt am Fong am Kader vun där Strategie, nodeem mer natierlech eng Ekipp opgebaut haten an der Defense –, dat war déi „Cyber Range". Wat ass elo déi „Cyber Range"? Nach eng Kéier zum Rappell: Dat ass am Fong en Trainingsschéissstand am Cyberberäich, wann een et esou wëllt huelen, wou wierklech kann trainéiert ginn, wéi ee ka Cyberugréff ofwieren an esou weider. An déi gëtt entre-temps och vill genotzt. Mir hate schonn Exercicer, och internationaler, déi do gemaach gi sinn. Also do si mer e gudde Schratt gaangen.

Dat hei ass elo deen nächste Schratt, dat ass, fir déi sécher „Cyber Cloud" opzebauen, wou mer eeben haaptsächlech, ënner anerem, klassifizéiert Dokumenter kënne stockéieren a wou och kënne kloer Slotte virgesi sinn, datt just deen Accès huet, dee selwer dat wëllt dropsetzen. Dat geet vu wéi een iwwerhaapt do kann erakommen iwwer eng spezifesch Leitung bis zu dem Accès, wann ee wéilt an den Datacenter eragoen. Dat ass alles ënner NATO-Standard ofgeséchert, dofir ass dat scho wichteg.

Dann ass et esou, wat d'Personal ubelaangt, do wäerte mer sécher nach deen een oder anere mussen astellen, esougutt bei der Arméi wéi och an dem Ministère. Mee do sinn der schonn eng Rei agestallt ginn. Mee vu datt mer hei eng intensiv Zesummenaarbecht mat der NSPA maachen, gräife mer vill zréck op d'Kompetenzen, déi do sinn, dat heescht, vill Saachen, personalméisseg gesinn, kréie mer vun der NSPA zur Verfügung gestallt. An duerfir ass et och esou – den Här Kartheiser huet gefrot, wéi mer dat unerkannt kréien, wat mer do iwwerhaapt investéieren –, dat kréie mer kloer als nationalen Effort de défense unerkannt. Also dat kënne mer gëlle loossen, dat heescht, dee ganze Montant, deen Der hei an der Enveloppe dran hutt, kréie mer ugerechent als e Beitrag am Kader vun der Berechnung vum nationalen Effort de défense.

Da wëll ech och soen, datt hei vläicht e bëssen e Mëssverständnis gewiescht ass bei eenzelne Leit: Mir bauen net selwer en neien Datacenter op. Mir hosten hei bei engem Datacenter. An Dir musst verstoen, aus Sécherheetsgrënn wëlle mer guer net soen, wou dat ass. Et ginn der och warscheinlech méi, mee bon, ech mengen, dat ass elo egal. Et geet drëms, datt dat

muss ofgeséchert gemaach ginn, an duerfir soll een och elo méiglechst net vill doriwwer schwätzen, wou dat genau ass. Et geet jo drëms ze evitéieren, datt probéiert gëtt, awer Attacken dorobber ze maachen.

Duerfir, dat Ganzt leeft natierlech an Zesummenaarbecht mat Partner, déi eeben deen néidegen Know-how hunn. An et ass, wéi gesot, eng grouss Demande do. Ech hu bei eise Partnerlänner ganz, ganz vill Interessi gesinn, also mir hu scho ganz vill Demandë virleien, soudatt se bereet sinn, mat eis zesummenzeschaffen.

An den Här Kartheiser freet jo no, well do steet „peut" (veuillez lire: well do steet „pourra éventuellement") och fir national Besoine gebraucht ginn: Et gëtt ganz sécher fir national Besoinen gebraucht. D'Arméi wäert ganz sécher och kënnen drop zréckgräifen, mee och aner Entitéite vum Staat, wa se dat brauchen, kënnen dat maachen. Also, ech mengen, et ass schonn à double usage.

Natierlech gëtt dat bei Wäitem net dee gréissten Deel, well ech mengen, dat, wat mer hei opbauen, do musst Der wëssen, datt dat, wat mir do wäerte maachen, och wa mer vill maachen, nach ëmmer ganz bescheiden ass par rapport zu deem, wat mer wäerten opbauen. Also, de groussen Deel vun de Suen, déi mer ausginn, ass natierlech, fir mat de Partner zesummen dat zur Verfügung ze stellen an dat dann natierlech och unerkannt ze kréien. Mee selbstverständlech kënne mer et och national notzen, wa mer dat bauen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8167. Den Text steet am Document parlementaire 8167[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8167 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8167 est adopté par 57 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispense vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.38 heures.)

55e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 32
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Changement de composition d'une commission** p. 32
   M. Fernand Etgen, Président
3. **6054 – Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations** p. 32
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1) | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis (interventions de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et M. Sven Clement) | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Laurent Mosar) | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 6054 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Sven Clement | M. Charles Margue | M. Laurent Mosar | M. Dan Kersch | Mme Nathalie Oberweis | M. Roy Reding | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
4. **Ordre du jour** p. 43
   M. Fernand Etgen, Président
5. **8033 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie** p. 43
   Rapport de la Commission de la Justice : Mme Josée Lorsché
   Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Pim Knaff (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice) | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | M. Claude Wiseler (interventions de Mme Stéphanie Empain et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gilles Roth) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson
   Mme Nancy Arendt épouse Kemp
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8033 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : Mme Sam Tanson, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Changement de composition d'une commission

Wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ugeet, proposéiert d'DP-Fraktioun, datt an der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense d'Madamm Barbara Agostino den Här Max Hahn och fir de Volet „Défense" ersetzt.

Gëtt et iergendwéi aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. 6054 – Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations

Op eisem Ordre du jour vun de Moie steet de Projet de loi 6054 iwwert d'Refonte vum Droit centenaire vun den Associatiounen a Fondatiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, et ass esou wäit. Den Här President huet et gesot: Et geet ëm d'Reform vun enger Loi centenaire. Prezis heescht dat op Franséisch „Projet de loi sur les associations sans but lucratif et les fondations".

Mir hunn de Rapport an der Justizkommissioun majoritär de 14. Juni ugeholl, also 14 Joer nom Depot vum Projet de loi 6054 vum deemolege Justizminister Luc Frieden, genee war dat den 10. Juni, also viru ronn 14 Joer.

Bis 2010 koumen dunn eng Rei Avisen eran. Siwe waren et der. 2019 huet dunn d'CNPD aviséiert. Mee Stullgang krut de Projet eréischt 2021 mat der Nominatioun vum Rapporter den 13. Juli an der Justizkommissioun a virun allem de 26. Juli mam formellen Depot vun de Regierungsamendementer, virgeluecht duerch d'Justizministesch Sam Tanson. Duerch déi Amendementer gouf, loosse mer et soen, de Projet staark – fir net ze soe ganz – iwwerschafft, a virun allem kréien elo d'Veräiner weesentlech manner Oplagen, wéi et am initiale Projet aus dem Joer 2009 virgesi war. Also manner Oplagen. D'Zäit bréngt also eppes mat sech: dass et manner komplizéiert gëtt fir eis Veräiner. Dat ware jo grouss Ängschten. 2009 konnt kaum ee sech virstellen, wat eng RGPD-Direktiv géif mat sech bréngen. An digital war deemools och nach net ze gesinn, wou mer haut géife stoen. Déi digital Revolutioun huet an deene 14 Joer villes grondleeënd verännert.

De Juli 2021 d'Regierungsamendementer, annerhalleft Joer duerno, de 7. Februar den Avis vum Staatsrot. Et war also nach ze packen, fir de Projet an dëser Legislatur ze stëmmen. Ech stinn haut hei. Den 29. Mäerz, den 19. a 26. Abrëll hu mer dunn an der Justizkommissioun weider um Projet geschafft an op Basis vum Avis vum Staatsrot hu mer parlamentaresch Amendementer ugeholl. Dat war den 10. Mee. Den Avis complémentaire vum Staatsrot krute mer de 26. Mee, dee mer de 7. Juni analyséiert hunn. De Rapport war du fäerdeg de 14. Juni, wéi gesot, a gouf majoritär an der Kommissioun ugeholl.

Erlaabt mer direkt hei e Merci un den Daniel Ruppert a seng Ekipp am Ministère, un d'Kolleegen aus der Kommissioun fir déi gutt Diskussiounen an un de Staatsrot, deen all d'Ressourcë mobiliséiert huet, fir schnell ze aviséieren an dëse leschte Wochen a Méint.

14 Avise krute mer op Basis vun de Regierungsamendementer vun 2021 eran, plus 3 vum Staatsrot. Merci och all deene Leit, déi dorunner geschafft hunn an de Beruffskummeren, an och de Leit aus der Zivillgesellschaft. Ech mengen domadder d'ONGen an d'Federatiounen.

Bei dësem Projet de loi konnt ee sech e Bild maache vun der Diversitéit vun eisem Veräinsliewen, eiser Veräinslandschaft. Zu dësem Gesetz gëtt et 26 Documents parlementaires, déi um Site vun der Chamber ze fanne sinn. Am schréftleche Rapport vun 119 Säite fannt Der den Text vum Gesetz mat de Commentaires des articles an e Resümmee vun den Avisen.

Ech versichen elo, an deem mëndleche Rapport eng Iwwersiicht ze ginn, wéi eist Veräinsliewen ab haut gesetzlech encadréiert soll ginn.

An der Kommissioun huet d'Ministesch eis och gesot, dass virum Akraafttrieden d'Servicer vum Ministère eng Informatiounscampagne a Richtung vun de Veräiner wäerte maachen. Dat heescht, jiddwereen, deen an engem Veräin täteg ass, brauch sech elo net ze stressen, dass en am Summer alles misst en règle setzen. Nee, e gëtt doriwwer ganz genee informéiert a begleet.

„Le projet de loi entend procéder à une refonte du droit centenaire des associations et fondations." Et geet drëms, déi aktuell Dispositiounen unzepassen an ze vereinfachen – ze vereinfachen, dat ass mer wichteg ze soen! – an déi onnëtzlech respektiv net méi zäitgeméiss Dispositiounen ofzeschafen.

Déi grouss Achsen, op deenen de Projet de loi Changementer proposéiert, sinn déi hei:

D'Vereinfachung vun de Formalitéiten. Ech insistéieren drop: Vereinfachung!

Kloer Kontabilitéitsreegelen. Et gëtt Kontabilitéitsreegelen, mee se sinn elo méi kloer gestalt, wie wat ze maachen huet. Domadder kréie mer eng rechtlech Sécherheet vun de Strukturen.

Transparenz a Kohärenz vun de Fonctionnementsreegele gi weiderentwéckelt.

An dann innovéiere mir bei de Mechanismen, fir den ASBLen a Fondatiounen ze hëllefen, fir eens ze ginn, wa se hir Kompetenzen a Gestioun änneren.

An da wëll ech ënnersträichen, dass déi ganz Reform – an dowéinst ass et och wichteg, dass mer se elo ofschléissen – e Schrëtt ass, fir dass Lëtzebuerg eng Gesetzgeebung kritt fir eis Veräiner a Stëftungen, déi GAFI-konform ass, dat heescht, den internationale Standarden entsprécht.

Déi gutt Noriicht ass jo déi, déi mer d'lescht Woch kruten, dass de GAFI-Rapport eis eng gutt Nott gëtt. „Luxembourg has reached a high level of technical compliance with the FATF's requirements and its AML/CFT regime is delivering good results." Esou liese mer, nodeems d'Plenière vum GAFI dee finalen Evaluatiounsrapport fir Lëtzebuerg guttgeheescht huet.

Et ass mer wichteg, dat haut kënnen hei bei Geleeënheet vun dësem Gesetzesprojet ze soen. Et ass e weidere Baustee vun dëser Koalitioun, fir d'Plaz Lëtzebuerg gutt a verantwortlech opzestellen, notamment dass Vehikele wéi Veräiner a Stëftungen net kënne mëssbraucht gi fir Blanchiment, Korruptioun a Finanzement vum Terrorismus.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Den definitive Rapport vum GAFI kréie mer am September. Alle bedeelegte Leit, déi an de leschte Joren dorunner geschafft hunn, och vun dëser Plaz hei en décke Merci.

E puer Punkte wëll ech kuerz ënnersträichen.

Zur Definitioun: Wat ass eng ASBL? Eng ASBL ass eng Associatioun, déi keng industriell a kommerziell Operatioune mécht, oder – oder! – net als Zil huet, fir hire Memberen e materielle Benefiss ze ginn. Et muss minimum zwee Leit ginn, fir eng ASBL ze grënnen, sou heescht et am Artikel 1. D'ASBL ass constituéiert vum éischten Dag un, wou se am RCS immatrikuléiert gouf, am Registre de commerce – wichteg ze soen –, „sans que cette immatriculation n'emporte présomption de commercialité." Dat kéint mëssverständlech verstane ginn, wann een d'Abreviatioun vum RCS liest. D'Zilsetzung muss kloer definéiert sinn, gradewéi d'Aktiounen, déi ënnerholl ginn, fir déi ze erreechen. A wéi schonns gesot, d'ASBL muss eng Substance réelle zu Lëtzebuerg hunn. Den Detail vu Rechter a Flichten a wie Member ass, gëtt an de Statutte gereegelt. Esou heescht et am Artikel 3. An all ASBL huet zwee Decisiounsorganer, de Conseil d'administration mat engem Minimum vun dräi Leit an d'Generalversammlung, d'AG. Esou heescht et am Artikel 4.

„Ça coule de source", mee et ass wichteg ze soen: All Convocatiounen a Courrier kënnen och elo elektronesch gemaach ginn. Dat war bis elo net ëmmer de Fall. Mir haten Disposition-transitoirë gestëmmt während dem Covid, mee elo ass et gesetzlech.

Iwwregens kann de Regëster vun de Memberen och elektronesch geféiert ginn, et brauch een net verstëbste Lëschten an iergendengem Dossier op engem Späicher ze hunn.

Membere kënne souwuel Personnes physiques gradewéi Personnes morales sinn.

Zu de Vereinfachunge vun den administrative Prozeduren heescht et, d'Obligatioun, all Joer d'Lëscht vun de Membere vun der Associatioun am RCS ze deposéieren, fält ewech. An de Statutte vun de Stëftunge brauchen d'Coordonnéeë vun den Administrateuren net méi opgeféiert ze ginn. An d'Prozedur gouf gestrach, wou et ëm d'Homologatioun bei Statuttenännerungen oder d'Dissolutioun goung.

D'Gouvernancereegele gi vereinfacht, wéi mer villes via Gesetzesännerunge méiglech gemaach hunn, zum Beispill, dass d'Generalversammlungen elo och op Distanz méiglech sinn an net nëmme kënnen esou convoquéiert ginn.

Ech ënnersträichen och elo hei, well dat war bis zum Schluss eng grouss Suerg, dass den neie Regimm erlaabt, dass d'Generalversammlunge vun internationale Sportsfederatiounen an och Federatiounen aus anere Beräicher, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg hunn, kënnen am Ausland ofgehale ginn.

E Beispill: Wann de Kongress turnusgeméiss am Ausland ass oder eng Sportsmeeschterschaft ofwiesselend a verschiddene Länner ass, ka bei deene Geleeënheeten och déi statutaresch virgesinne Generalversammlung ofgehale ginn. Dat ass also méiglech. Dat war e grousse Souci bei den ONGen a bei den internationale Federatioune mat Sëtz zu Lëtzebuerg.

Mer schafen en ugepasste Régime comptable, ugepasst un d'Gréisst vun der Associatioun, dofir gëtt et

an Zukunft dräi Kategorien, wie wonnert et: déi kleng, déi mëttelgrouss an déi grouss. Bei deene grousse gehéieren och déi derzou, fir déi d'Utilité publique unerkannt gouf.

Krittäre fir déi verschidde Kategorië sinn d'Zuel vun den Employéen, den Total vum Akommes an den Total vum Aktiv um Enn vum Exercice. Fir d'Stëftunge gëllt en gros de Régime comptable vun de groussen Associatiounen, onofhängeg vun hirer Gréisst.

D'Reegele fir d'Kontabilitéit orientéiere sech um Artikel 9 vum Code de commerce a proposéieren, dass mat der Gréisst vun der Associatioun och d'Komplexitéit an déi domadder gewënschten Transparenz vun de Finanzen eropgesat gëtt. Wien eng kleng ASBL huet, brauch also net e Bilan ze maache wéi déi grouss oder wéi en et a sengem Betrib méiglecherweis gewinnt ass.

All ASBL muss eng Kontabilitéit féieren, an déi muss innerhalb vu sechs Méint an der AG approuvéiert ginn an d'Konte musse publizéiert gi wéi bis elo.

Wéi e Régime comptable ass dann elo fir meng ASBL erfuerdert? Wéi gesot, dräi Kategorië gesäit d'Gesetz vir. Déi kleng, an dat sinn déi allermeescht, sinn déi, déi net zwee vun dëse Krittären depasséieren iwwer zwee Joer gesinn. Dat ass e wéineg komplizéiert formuléiert, mee ganz kloer ass et awer. Dat sinn déi kleng, déi hu manner wéi dräi Salariéen, also manner wéi dräi Équivalents temps plein, si hu bis zu 50.000 Euro Akommes, an en Aktiv um Enn vum Exercice, wéi gesot, vu bis zu 100.000 Euro. Fir dës kleng ASBLe geet eng vereinfacht Konta duer mat de Recetten an den Depensen, Avoiren an der Keess, Avoiren op der Bank, d'Unzuel vun de Memberen an de Prozentsaz vun den Transferten an aner EU-Länner respektiv a Länner ausserhalb vun der EU.

Et wäert och e Règlement grand-ducal gi mat engem Schema, wéi d'Recetten an d'Depensen opgelëscht solle ginn. A wann ech hei drop hiweise mat den Transferten ausserhalb vun der EU, dann ass dat och fir eng Partie ASBLen, déi am Beräich vun der Kooperatioun täteg sinn an Zommen an Drëttlänner transferéieren.

Da komme mer zu de mëttelgroussen ASBLen. Dat sinn déi, déi net zwee vun dëse Krittären, iwwer zwee Joer gesinn, depasséieren, déi also net méi wéi 15 Salariéen, also 15 Équivalents temps plein, hunn – dat ass schonn eng Entreprise –, déi bis zu enger Millioun Akommes kënnen hunn, déi en Aktiv bis zu 3 Milliounen hunn. Mee hei muss dann eng Kontabilitéit ugeluecht ginn, „conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double", mat Pertes et profits an engem Bilan. Och hei gëtt et am Règlement grand-ducal e Schema, fir dës Konten ze presentéieren.

An dann all déi aner. All déi aner, dat sinn déi grouss ASBLen. Si depasséiere wärend zwee Joer hannereneen op d'mannst zwee vun dräi Krittären. Dir gesitt, ech kommen ëmmer op zwee Joer hannereneen, well bei enger ASBL kann et emol sinn, dass an engem Exercice op eng Kéier méi oder manner Leit beschäftegt waren, den Akommes aus iergendengem konjunkturelle Grond méi héich war, se fält awer duerfir net immediatement vun enger Kategorie an déi aner. Dat gëtt iwwer zwee Joer gestreckt.

Si, déi grouss ASBLen, mussen, wéi gesot, eng Konta hunn, déi konform ass zum Régime comptable vun de Betriber, Artikel 47 vum Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert den RCS an d'Konta an d'Konte vun den Entreprisen. Och hei ass de Règlement grand-ducal däitlech, wéi dës Konten ze presentéiere sinn. A virun allem mussen déi grouss ASBLen dann och hir Konte vun engem Reviseur kontrolléiere loossen.

Wat sinn dann elo déi nei Restrukturatiounsméiglechkeete fir d'Associatiounen a Stëftungen? D'Gesetz vun 1928 féiert a ville Fäll vu Restrukturatiounen de Moment just via eng fräiwëlleg Opléisung, fir eng ugepasste Struktur ze schafen. Et ass nun emol e Fait, dass et am Liewe vun Associatiounen a Stëftungen nei Situatioune gëtt, wou sech nei muss opgestallt ginn.

Dat neit Gesetz léisst och elo follgend Restrukturatiounsméiglechkeeten zou, esou fir d'Associatiounen dës:

Eng Association, d'utilité publique oder net, kann elo zu enger Stëftung transforméiert ginn ouni Opléisung an ouni Veränneruung vun der Personnalité juridique.

Eng Associatioun, d'utilité publique oder net, kann och elo zu enger SIS ginn, enger Société d'impact sociétal, och ouni Opléisung a Veränneruung vun der Personnalité juridique.

Eng nei Associatioun kann direkt geschaaft ginn duerch Fusioun oder Absorptioun vun aneren, ouni dass eng Liquidatioun prealablement muss gemaach ginn.

Erlaabt mer e puer Wuert zu de Stëftungen, Titre 3, ab dem Artikel 40. All Personne physique ou morale kann eng Stëftung grënnen, déi via Arrêté grand-ducal muss unerkannt ginn, fir d'Personnalité juridique als Fondatioun ze kréien op Basis vun hire Statutten.

Fir als Stëftung unerkannt ze ginn, si follgend Krittäre virgesinn: D'Zilsetzung – an dat ass absolutt wichteg, och an enger GAFI-Perspektiv –, d'Zilsetzung muss den Intérêt général hunn, muss en Intérêt général also hunn, also am Sënn vum Allgemengwuel sinn, sief et, ech zielen op: op philanthropeschem, sozialem, reliéisem, wëssenschaftlechem, artisteschem, kulturellem, pedagogeschem, sportlechem, therapeuteschem oder medico-sozialem, touristeschem, ëmwelt- oder déiereschützeresche Plang oder um Plang vun de Mënscherechter, wann déi promouvéiert gi sollen. Dat muss d'Zilsetzung sinn, fir kënnen eng Stëftung ze grënnen. An et muss sech ëm eng kontinuéierlech permanent Aktivitéit handelen, also net e „one shot"-Evenement, fir eng Stëftung ze grënnen.

À la base mussen 100.000 Euro en numéraire abezuelt ginn. Eng Stëftung huet weeder Memberen nach Associéen. Och wéi bei den ASBLen ass eng Substance réelle zu Lëtzebuerg gefuerdert. Also keng Coquille vide zu Lëtzebuerg hei opbauen. Dat geet net fir Stëftungen. An et muss e CA do sinn, e Verwaltungsrot mat minimum dräi Administrateuren. Déi fonctionéiere kollegial, an, wichteg, hiert Mandat üben déi Leit gratis aus.

Natierlech kënnen all Courrieren och per Voie électronique gemaach ginn. D'Konta muss, wéi gesot, en partie double gemaach ginn, an d'Konte musse vun engem Reviseur kontrolléiert ginn. Dëst zu de Stëftungen.

Wat d'Stëftungen ugeet, ass och Follgendes méiglech. Eng Stëftung kann ëmgewandelt ginn an eng ASBL, ouni iwwert de Wee vun der Opléisung ze goen an ouni d'Personnalité juridique ze changéieren. Idem, fir eng SIS ze schafen. An op direktem Wee sinn och Fusiounen oder Absorptioune méiglech.

Ze soen ass awer, dass esou Restrukturatiounen a puncto Steiere kënnen hir Konsequenzen hunn, jee nodeem. Entweeder sinn esou Restrukturatioune fiskalesch neutral, oder se hu grouss Auswierkungen, wann Der aus enger ASBL eng SIS maacht. Wann zum Beispill Gebailechkeeten am Spill sinn, da kommen nämlech Plus-valuen zudag. Also, all d'Situatiounen, déi kënnen optrieden, musse vu Fall zu Fall gekuckt ginn.

D'1928er Gesetz huet virgesinn, dass d'Revenue vun enger Stëftung missten aus hirer initialer Dotatioun kommen. Dat si mer gewinnt. Eng Stëftung, do huet e gudde Mënsch, e Wohltäter, esou vill Milliounen hannerluecht an dann huet mat de Revenue vun deem Kapital d'Stëftung fonctionéiert. Esou eng Dispositioun ass awer net méi ganz zäitgeméiss, zemools wann ee gesäit, wéi d'Wirtschaft fonctionéiert zënter zéng Joer.

De Gesetzesprojet vun haut huet dann och déi initial geplangten Dotatioun vun 250.000 Euro minimum op 100.000 erofgesat. Natierlech dierf dee Betrag och méi héich sinn. Nei am Text ass awer och, dass en Deel vun der Dotatioun ka verbraucht ginn, mee et muss ëmmer en Actif net vu 50.000 Euro bestoe bleiwen. A wann dee méi kleng gëtt, muss entweeder frëscht Geld fléissen oder d'Stëftung gëtt opgeléist.

An da féiert d'Gesetz eng administrativ Opléisung an. Et ass nämlech indispensabel, dass den RCS e Fichier huet, wou d'Informatiounen aktualiséiert ginn, reegelméisseg. Esou ass am Text virgesinn, dass de Gestionnaire vum RCS dierf d'Mise-à-joure vun den Informatiounen iwwert d'Associatiounen a Stëftunge maachen, mat enger preziser Prozedur, wou et natierlech och méiglech ass, e Recours ze maachen.

Et ass den LBR (ndlr: Luxembourg Business Registers), deen dës Initiativ kann huelen, op Basis vun den zwee follgende Krittären, an déi mussen allen zwee erfëllt sinn: Wann d'Informatioun net bannent sechs Méint à jour gesat ginn ass respektiv gemellt gëtt, dass sech näischt ännere wäert, oder wann am Dossier vun der Associatioun respektiv vun der Stëftung keen Depot an de leschte fënnef Joer oder méi war. Dat heescht, Dir gesitt, Dir gitt net direkt muer gehaangen, mee do gëtt et och nach Delaien.

D'Associatiounen an d'Stëftunge ginn elo staark motivéiert, sech innerhalb vu sechs Méint à jour ze setzen, dat heescht, sechs Méint, nodeems si dozou opgefuerdert goufen. Dëst gëtt elo gratis an onkomplizéiert gehandhaabt. D'Äntwerte kënnen nämlech via Internet oder mat Hëllef vum Guichet d'assistance vum RCS erleedegt ginn. Wa keng Äntwert innerhalb vun deem Delai kënnt, da gëtt eng administrativ Opléisung virgeholl, ouni dass eng Liquidation judiciaire opgemaach gëtt.

Ech kommen zu den Avisen. Entschëllegt, dass ech e wéineg méi laang rapportéieren, mee de Projet huet et verdéngt.

Ech ginn elo just kuerz op déi Avisen an, déi no de Regierungsamendementer agereecht goufen, an net op déi, déi mer kruten, nodeems de Rapport ugeholl war. Do krute mer der nämlech och nach véier oder fënnef.

Den Institut des réviseurs d'entreprises huet no engem Plan comptable normalisé gefrot, wéi a Frankräich oder an der Belsch, eng Fro vun Transparenz och am Kontext GAFI. A wat d'Liquidatioun vun Associatiounen a Stëftungen ugeet, analog zu de Sociétés commerciales – mir wäerten och nach zréckkommen hoffentlech mat deem Gesetz dozou –, froe se sech, ob de Liquidateur net misst e Reviseur sinn. Den Avis vum Ordre des experts-comptables geet an déi selwecht Richtung.

D'Salariatskummer begréisst ausdrécklech d'Regierungsamendementer, well se op vill vun hire Froen a Remarken eng Äntwert ginn. Notamment ass si frou iwwert d'Definitioun vun der ASBL, wou déi zwou Konditiounen, déi ech opgelëscht hunn, net kumulativ mussen erfëllt sinn: keng kommerziell an industriell Aktivitéiten oder och kee materielle Benefiss fir d'Memberen ustriewen. An d'Salariatskummer begréisst d'Opdeelung an dräi Kategorien an déi proportionéiert Ufuerderungen, wat d'Konta ugeet.

D'Handelskummer par contre begréisst d'Vereinfachungen, déi fir si awer net wäit genuch ginn – Stéchwuert: Simplification administrative –, liese mer do an deem Avis e puermol. Mee si stellt sech weider d'Fro, wat d'Associatioune betrëfft, déi kommerziell Aktivitéiten hunn, an, eng al Fro, an direkter Konkurrenz stinn zu kommerziellen Entreprisen, n'est-ce pas?

D'Handwierkerkummer begréisst eng Rei Aktualisatiounen, mee stéisst sech weider um Fait, dass eebe verschidden Associatioune geschäftlech ënnerwee wieren an esou dem Handel an Handwierk Konkurrenz maachen, ëmsou méi, wou se net déi selwecht Contrainten hu bei de Steieren an am Droit d'établissement.

An dann ass déi selwecht Remark, dass d'Charge administrative géif ze grouss bleiwen. D'Handelskummer stellt grondleeënd a Fro, dass elo d'Veräinsliewe misst nei gereegelt ginn am Kontext vum Blanchiment an dem Finanzement vum Terrorismus, well hinnen nach keen esou e kriminelle Fall bekannt wier. Pardon, dat war d'Handwierkerkummer, déi dat gesot huet.

D'Staatsbeamtekummer seet, dass de Projet sech um belschen Text inspiréiert an net genuch dem Lëtzebuerger Kontext géif entspriechen. Weider beklot se den administrativen Opwand fir d'ASBLen a seet, dass déi dräi Kategorien net ugepasst wieren, gradwéi d'Restriktiounen, wat d'Kontabilitéit ugeet. D'Kummer ass averstanen, dass am Kontext GAFI eng komplett Reglementatioun en matière comptable néideg ass a gerechtfertegt ass, mee stellt a Fro, ob dat ubruecht ass fir déi kleng lokal Associatiounen. D'Iwwerwaachungskrittäre fir déi net professionell Associatioune misste méi liicht si wéi déi fir déi professionell, seet d'Staatsbeamtekummer och nach.

De Staatsrot, a sengem Avis vum 7. Februar 2023, „prend acte des avis critiques", wat d'Konta an d'Finanzkontroll ugeet a stellt fest, dass d'Regierungsamendementer deene Kriticke Rechnung gedroen hu mat der Aféierung vun enger Rei Krittären – ech widderhuele mech –: d'Zuel vun den Employéen, d'Akommes an den Aktiv.

De Staatsrot begréisst evidemment och, dass eng Rei vu senge Remarke berücksichtegt goufen, mee et waren nach Oppositions formelles do, déi mer aus dem Wee geschaaft hunn duerch déi Amendements parlementaires. Wéi gesot, mir kruten de 26. Mee Gréng Luucht vum Staatsrot.

Zum Avis vum Mouvement écologique, dee freet, dass d'Problematik an den Encouragement vum Benevolat an dësen Text sollen ageschriwwe ginn, wëll ech just soen, dass d'Fro vum Benevolat net Objet vun dësem Gesetz ass, och wann et eng berechtegt Suerg a Fro ass.

Op d'Avise vun de Sportsfederatiounen an der Fédération des jardins familiaux sinn ech schonns agaangen. Si hu gefaart, dass dat neit Gesetz et géif schwiereg oder onméiglech maachen, fir hire Sëtz weider zu Lëtzebuerg ze hunn, wann d'AGen oder d'Aktivitéiten am Ausland sinn. Dat ass schlussendlech net esou an et ass just verlaangt, dass zu Lëtzebuerg, ech widderhuele mech och, déi Substance réelle ass, souwuel u Leit, déi do schaffen, wéi vun der Aktivitéit, awer keng Exklusivitéit ass gefuerdert.

Voilà. Ech hunn et gesot: Ech kommen zum Schluss. Fënnef Avise sinn no der Adoptioun vum Rapport erageréecht ginn. Se sinn awer och nozeliesen am Dossier parlementaire um Site vun der Chamber.

Ech hunn elo dës Punkten ervirgestrach, fir Iech an de Leit, déi eis de Moien nolauschteren, de Kader ze ginn, wéi an Zukunft eist Veräins- a Stëftungsliewen zu Lëtzebuerg opgebaut ass.

D'Gesetz huet 78 Artikelen, ënnerdeelt an 10 Titren an x Kapitelen, wou alles am Detail gereegelt ass, deen Detail, deen ech Iech awer elo dann hei erspueren.

Ech sinn heimat um Schluss an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ufänke wëll ech och mat engem ganz, ganz grousse Merci un eise Président-rapporteur, deen hei eng Herkulesaufgab bewältegt huet, andeems en e ganz komplexen an detailléierte Projet awer op déi wichtegst Elementer limitéiert huet. En huet dat an enger klorer Sprooch formuléiert, soudatt ech och ka weesentlech méi kuerz a mengen Ausféierungen zu dësem Projet de loi sinn.

De Rapporter huet higewisen op déi laang Entsteeungsgeschicht vun dësem Projet, deen effektiv 2009 mat engem Projet de loi vum Luc Frieden ugefaangen huet an deen dunn aus Grënn, déi een och vläicht bis an den Detail net kennt, eigentlech ganz laang an engem Tirang geschlof huet, an dee schlussendlech, an de Rapporter huet et virdrun ënnerstrach, 2021 erëm ugefaangen huet, zu fréschem Liewen erwächt ze ginn, wann ech dat esou ka soen, an dee mer dann haut och zu engem glécklechen Enn bréngen.

Ech wëll fir d'éischt emol op d'Noutwendegkeet vun engem neien ASBL-Gesetz hiweisen. Déi Noutwendegkeet huet schonn 2009 bestanen an déi besteet natierlech haut nach vill méi, wann ee weess, datt mer an enger anerer Welt liewen, och haut d'ASBLen zum Deel mat anere Realitéite konfrontéiert sinn a mer haaptsächlech, an d'Justizministesch, hoffen ech, wäert eis vläicht och herno e puer Wuert dozou soen, ënner Surveillance vum GAFI stinn, an och de GAFI, mengen ech, huet jo och genau gekuckt, wat mer an dësem Projet de loi géifen zréckbehalen.

Ech maachen och do kuerz eng Klammer op. Ech hu gesinn a gelies, datt dee Rapport vum GAFI jo anscheinend net allze vill schlecht ausgefall ass, wat mir natierlech expressement och hei begréissen. Et ass wichteg fir d'Land, et ass wichteg fir seng Finanzplaz, datt mer do net op enger Lëscht gelant sinn. Mir kenne weider nach keng Detailer. Ech géif mer wënschen, datt vläicht d'Madamm Justizministesch nach virum Enn vun der Legislaturperiod zumindest eng Kéier kéint vläicht d'Commission de la Justice e bëssen informéieren iwwert dat, wat dobäi erauskomm ass.

Ech wëll dann zum Projet selwer kommen. Wéi gesot, ech ka mech do relativ kuerz faassen, well de Charles Margue dat relativ extensiv hei virbruecht huet. Dëse Projet de loi huet effektiv eng ganz Rei ganz positiv Punkten, déi mir natierlech extreem an ausdrécklech begréissen. Hien huet schonn drop higewisen: Hei kënnt et zu enger administrativer Vereinfachung op enger ganzer Rei vu Punkten, notamment, wat d'Publikatioun betrëfft vu Membersléschten, vu Bilanen, vu Budgeten. Dat geet also sécherlech an déi richteg Richtung an dat wäert och ville Leit, déi an deenen ASBLe schaffen, trotzdeem hiert Liewe méi einfach maachen.

Da kommen trotzdeem hei och eng ganz Rei vu wichtege Punkten, wat d'Kontroll vu Konte betrëfft. Ech denken do haaptsächlech un déi vill méi grouss ASBLen. Do ass et wichteg, datt déi kontrolléiert ginn, datt och déi Konten approuvéiert ginn. Dat ass also sécherlech eppes, wat mir hei nëmme kënne begréissen.

Dann en drëtten, ganz weesentleche Punkt fir eis, dat ass, datt déi bal, kann ech soen, onsäglech Prozedur vun der Liquidation judiciaire do duerch eng Dissolution administrative ersat gëtt. Och dat ass e ganz positiven Aspekt vun dësem Gesetz.

Ech wëll och nach op en anere Punkt opmierksam maachen, wat de Besëtz vun Immobilie betrëfft. Och do gi mer an eng Richtung, déi weesentlech méi pragmatesch a realistesch ass wéi dat, wat mer bis elo haten.

Dat sinn also alles ganz positiv Elementer, déi mir an dësem Gesetz begréissen. Allerdéngs kommen ech awer och op déi Punkten, wou mer net ganz zefridde sinn, wat hei am Gesetz festgeschriwwe ginn ass oder éischter net festgeschriwwen ass. An do hu mer haaptsächlech zwee Kritickpunkten, op déi ech awer wëll agoen.

Deen éischte Kritickpunkt ass och scho vum Kolleeg Charles Margue kuerz ugeschnidde ginn, dee fënnt een och an enger ganzer Rei vun Avisen zréck. Dat ass déi Situatioun, datt eng Rei ASBLe kommerziell Aktivitéite bedreiwen a sech do net un déi selwecht Konditioune mussen hale wéi kommerziell Societéiten an Entreprisen.

Do gëtt et notamment substanziell Ënnerscheeder, wat den den Droit d'établissement betrëfft. Et gëtt och steierlech grouss Ënnerscheeder. An dat ass trotzdeem eng Aart vu Concurrence déloyale, déi fir déi Leit, déi an deene kommerziellen Entreprisë schaffen, domadder och hiert Liewe verdéngen, awer heiansdo net einfach ass. An do gëtt et jo awer och de Prinzipp vun der Gläichheet souwuel vun de Personne-physiquë wéi vun de Personne-moralle virum Gesetz. An dat ass hei op enger ganzer Rei vu Punkten net erfëllt. An duerfir deele mir och déi Bedenken, déi do geäussert gi sinn. An ech weess, datt och ee Moment do anscheinend an der Diskussioun war, e separat Gesetz ze maachen, dat effektiv d'ASBLe betrëfft, déi esou kommerziell Aktivitéite maachen.

Mir géifen eis op jidde Fall wënschen, Madamm Justizministesch, mee dat wäert sécherlech an dëser Legislaturperiod net méi geschéien, datt dann eventuell eng nächst Regierung, wien och ëmmer doranner vertrueden ass, sech awer eng Kéier deem Punkt do unhëlt, well dat ass wierklech eppes, wat net einfach esou ka virugoen. An ech kéint Iech elo ganz vill Beispiller gi vun esou ASBLen.

Ech wëll och direkt hei soen, datt déi ASBLen do eng wäertvoll Aarbecht maachen. Et geet also iwwerhaapt net drëm, datt mer déi ASBLen net brauchen, nach, mengen ech, muss een awer kucken, datt do trotzdeem eng Ugläichung kënnt vun de Konditiounen. An dofir ass dat, wéi gesot, och e substanzielle Kritickpunkt, dee mir par rapport zu dësem Projet de loi hunn.

Dann en zweeten, an dat ass eigentlech e bësselchen d'Kontradiktioun vun dësem Projet de loi, deen op där enger Säit eng Simplification administrative mécht, op där anerer Säit awer erëm eng Rei vun zousätzleche Formalitéiten den ASBLen an haaptsächlech hire ganz villen engagéierten a wäertvolle Mataarbechter imposéiert. An ech denken hei ganz besonnesch un déi kleng ASBLen.

Mir begréissen, datt hei eng Differenciatioun gemaach ginn ass zwëschent verschiddene Gréisste vun ASBLen, mee trotzdeem stelle mer awer fest, datt et natierlech besonnesch déi kleng sinn, déi ganz vill

Problemer hunn, fir ëmmer hiren Obligatiounen do nozekommen. An ech muss soen, datt net duerch dëst Gesetz eleng, mee och duerch en anert Gesetz, dat mer warscheinlech an deenen nächsten zwou, dräi Wochen och nach wäerte stëmmen, den RBE, trotzdeem erëm eng Rei vun zousätzleche Formalitéite wäerte kommen. Do kommen och Sanktiounen – ech wëll net op dee Punkt elo agoen, dat wäert ech maachen, wa mer iwwert dee Projet schwätzen –, Sanktiounen, déi dann och wäerten déi Leit, déi an ASBLe schaffen, le cas échéant, betreffen, wa se sech dann net 100%eg un déi Oplage vum RBE-Gesetz halen.

Dat ass also eppes, wat eis, wéi gesot, vill manner gutt gefält hei an deem Gesetz. A mir hätten eigentlech léiwer gehat, do wären e bësselche manner Obligatiounen a Contraintë festgeschriwwe ginn, notamment fir ganz kleng ASBLen, well et ass emol net nëmmen déi Méiaarbecht, déi ville Leit Suerge mécht, mee dat ass och en zousätzleche Käschtepunkt, deen zum Deel op déi ASBLen do zoukënnt.

Dann, Här President, an dat wäert dann och mäi leschte Punkt sinn, deen awer net onweesentlech ass: Mir schwätzen haut iwwert d'ASBLen. D'ASBLe géifen awer net fonctionéieren ouni déi Dausende vun engagéierte Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi déi ASBLen iwwerhaapt um Liewen erhalen. An ech mengen, mir alleguerten, oder déi allermeescht vun eis, sinn och iergendwéi an ASBLen aktiv. A mer wëssen, wéi haart heiansdo déi Aarbecht vun deene Leit ass, déi och net ëmmer déi richteg Unerkennung an eiser Gesellschaft an haaptsächlech och d'Unerkennung vum Staat kréien.

Ech weess elo, datt ech geäntwert kréien, an de Rapporter huet dat virdru scho gesot, datt dat elo net den Objet vun dësem Gesetz ass. Ech stellen awer och fest, datt net ganz vill geschitt ass an deene leschte Méint a Jore vun dëser Regierung, wat d'Ënnerstëtzung vun deenen Dausende vu Fräiwëllege betrëfft an den Associatiounen. An Dir kritt, wéi mir och alleguerten, vill exzellent Avise vun den Associatiounen, déi sech zum Deel och hei an den Avise vun deenen Associatiounen erëmfannen, wou eng ganz Rei vu gudde Propositioune gemaach ginn, wéi een eng besser Unerkennung vun deem Benevolat kéint kréien. Do gëtt et Modeller. Ech huelen dee belsche Modell, wou een zum Beispill, wann een eng Indemnitéit kritt, déi déi reell Fraisen duerstellt, déi een huet, wann een an enger ASBL schafft, déi ka steierlech ofsetzen.

An anere Länner gëtt et Modellen, wat zum Beispill d'sozial Protektioun vun deene Leit betrëfft, och d'Assurancen. Et si ganz vill Associatiounen, wat mer eigentlech kënnen ënnerstëtzen, déi sech erëm géife virstellen, datt een ee Conseil supérieur du bénévolat géif en place setzen. Do sinn also ganz vill ganz gutt Iddien, déi an eiser Gesellschaft a bei deenen Associatioune bestinn. A mir regrettéieren e bëssen, datt do wierklech net schrecklech vill an deene leschte Méint a Jore passéiert ass.

An duerfir wäert ech och hei am Numm vun alle Fraktiounen aus der Oppositioun eng gemeinsam Motioun deposéieren, wou mir nach eng Kéier froen, datt wierklech gekuckt gëtt, wéi een déi extreem wäertvoll Aarbecht, wéi gesot, vun deene ganz, ganz ville Mënschen an den ASBLen awer besser kann unerkennen. Ech ginn och hei, oder mir ginn och hei an der Motioun eng Rei vu Pisten a mir froen dann och, datt effektiv d'Regierung déi Pisten do analyséiert. An dat wäert dann, wéi gesot, sécherlech och fir déi nächst Regierung sinn, an déi kritt dann, wann Der déi Motioun do stëmmt, och schonn eng nächst Hausaufgab.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech Iech soen, datt mir eis ganz laang driwwer beroden hunn als CSV-Fraktioun, ob mer dann elo dëse Projet de loi géife stëmmen oder net.

Ech hunn Iech gesot, et sinn eng Rei vu ganz positiven Elementer dran, et sinn awer och eng Rei vu Kritcken, déi ech elo hei virbruecht hunn.

En résumé si mer awer zu der Konklusioun komm, datt déi positiv Elementer iwwerweien. An dofir brénge ech Iech dann och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet an ech soen Iech Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant le projet de loi n° 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations qui est à l'ordre du jour de la séance publique du 28 juin 2023 et dont l'objectif est de procéder à une refonte du droit des associations et fondations pour préciser, adapter et simplifier les dispositions existantes ;

– considérant qu'il est important de saisir l'occasion du contexte du projet de loi n° 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations pour soutenir la promotion du bénévolat ;

– considérant que le bénévolat dans le monde associatif devrait être davantage valorisé ;

– rappelant que certaines études sur le bénévolat ont déjà été conduites, notamment pour formuler des recommandations pour sa promotion et valorisation ;

– considérant que le Conseil supérieur du bénévolat, qui avait été créé en 2002 par le Gouvernement, devrait être remis en activité avec des représentants actifs qui veulent s'engager pour le bénévolat ;

– considérant que le bénévolat devrait être couvert par la protection sociale, notamment en cas d'accident ;

– constatant qu'en Belgique, certaines indemnités octroyées à des bénévoles (par exemple les indemnités de défraiement pour les frais réels) ne sont pas imposées,

invite le Gouvernement

– à analyser les pistes pour faire bénéficier les bénévoles d'une protection sociale et de certains allègements fiscaux, et explorer toute autre piste qui serait susceptible de promouvoir et valoriser le bénévolat.

(s.) Laurent Mosar, Marc Goergen, Elisabeth Margue, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ASBLen an d'Fondatiounen hunn eng immens wichteg Roll an eiser Gesellschaft. Ech denken un de Sport, un d'Musek, d'Kultur, awer och ONGen, déi hiren Deel an eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen hunn.

Wann et ëm de Stellewäert vum Sport, der Musek, der Kultur an den ONGen an eisem Alldag geet, dann ass et kloer, dass ASBLen a Fondatiounen, déi oft d'Struktur an dëse Beräicher stellen, och en adaptéierte Kader brauchen. D'Gesetz, dat aktuell en vigueur ass, ass à la base vun 1928, also bal 100 Joer al.

Wann ee bedenkt, wéi sech eis Welt verännert huet, ass et evident, dass esou e wichtegt Gesetz och un déi haiteg Zäit muss ugepasst ginn. Dowéinst begréissen ech och am Numm vun der Demokratescher Partei, dass haut dëse Gesetzesprojet zum Vott virläit, deen den ASBLen a Fondatiounen en neien, moderne Kader gëtt.

D'Zil vun der Legislatioun ass et, en zolitte Kader ze schafen, an deem d'ASBLen an d'Fondatioune schaffe kënnen, deen notamment bestëmmt, wéi se opgestallt a strukturéiert sinn, wéi se Donen unhuelen an deelweis ofsetze kënnen a wat déi verschidde Responsabilitéite sinn.

De Projet de loi ziilt drop of, Upassungen a Prezisiounen ze maachen, wou néideg, ze vereinfachen, wou méiglech, an Dispositiounen ze sträichen, wa se net méi uwendbar sinn. Dank de Prezisiounen an Ännerungen aus dësem Gesetzesprojet ginn d'Sécurité juridique an d'Transparenz gestäerkt. An enger Rei Aspekter geet den Text konkreet op d'Fuerderungen aus de concernéierte Secteuren an. An deem Sënn ass de Projet och zweemol amendéiert ginn, fir de verschiddenen Avise Rechnung ze droen.

Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Dat war e bëssen Aarbecht. Ech mengen, Dir hutt jo och e bësse méi Zäit gebraucht, mee déi 25 Avisen ze resüméieren an d'parlamentaresch Aarbecht, do war och vill dozou ze soen.

Ech kann och selwer wéinst der Envergure vun dem Projet selbstverständlech net op alles agoen, mir ass et awer wichteg, e puer Punkten ervirzehiewen, déi mir och schonn an de Kommissiounssitzungen ugeschwat hunn. Ech ginn dobäi, d'selwecht wéi och de Rapporteur et haaptsächlech gemaach huet, vun den Amendements gouvernementaux aus, déi vun der aktueller Regierung am Juli 2021 geholl goufen. An dësen Amendementer sinn e puer Dispositiounen an de Projet de loi komm, déi dozou dénge sollten, dass et keng reng Bréifkëschtenassociatiounen oder Bréifkëschtefondatiounen zu Lëtzebuerg sollt ginn.

Et gouf virgesinn, dass d'Aktivitéite vu Lëtzebuerger ASBLen a Fondatiounen „de manière substantielle" missten zu Lëtzebuerg exerzéiert ginn, dass d'Reunioune vun de Conseils d'administration missten zu Lëtzebuerg stattfannen an och d'Assemblée-généralen hei am Land missten organiséiert ginn.

Och wann d'Objektiv vun dësen Amendementer richteg war, nämlech fir den Ancrage vun dësen Associatiounen a Fondatiounen hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren, sou hunn dës Amendementer awer d'Organisatioun an de Fonctionnement vun enger Rei vu bestoenden Associatiounen a Fro gestallt.

Ech selwer hat dowéinst an der Justizkommissioun d'Situatioun vun europäesche Sportsfederatiounen ugeschwat, wou ech als Beispill déi Europäesch Dëschtennisunioun an d'Confédération européenne d'escrime genannt hat, déi aktuell hei zu Lëtzebuerg ugesidelt sinn. D'Europäesch Fechtfederatioun huet selwer och en Avis eraginn. Anerer haten d'Situatioun vun den ONGen ugeschwat a mir kruten zum Beispill och nach en Avis vun der Fédération internationale des jardins familiaux.

All dës Federatiounen hunn hire Sëtz an hir alldeeglech Aktivitéiten zu Lëtzebuerg, mee si organiséieren och international Manifestatiounen a Kompetitioune respektiv hu Reuniounen a virun allem Kongresser am Prinzipp parallell zu Manifestatiounen a Kompetitiounen am Ausland. Dës Federatioune profitéieren dann nämlech dovunner, fir hir Assemblée générale ofzehalen, wann all d'Memberen aus verschiddene Länner beienee sinn.

Déi genannten Amendementer, déi den Ancrage zu Lëtzebuerg ënnersträiche wollten, hunn dohier bei dëse Federatioune fir eng gewëssen Onrou gesuergt. Fir si ass et net machbar, dass all Evenementer, Tournoien, Championnater, Kongresser missten zu Lëtzebuerg ofgehale ginn. An et wier och net am Sënn vum Sport an den anere concernéierte Beräicher, wann

dës Federatiounen als Konsequenz vun esou Oplage missten hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ganz ophalen.

Ech sinn dowéinst frou, dass dës Bedenken op oppen Ouere getraff sinn, soudass eng Rei Amendementer an deem Sënn ugeholl konnte ginn.

Den Ancrage mat Lëtzebuerg gëtt elo am Text assuréiert, andeems d'Aktivitéite vun den ASBLe gradewéi de Fondatiounen eng Substance réelle mussen zu Lëtzebuerg hunn, ouni dass d'Reunioune vun dem Conseil d'administration oder d'Assemblée générale d'office mussen zu Lëtzebuerg stattfannen. Domat si mer och en ligne mat dem Ancrage réel, Ancrage certain zu Lëtzebuerg, dee vun der Cour administrative an engem rezenten Arrêt vun 2022 exigéiert gouf. Mat dem administrative Personal, dat fir déi ugeschwaten international an europäesch Federatiounen a Büroen zu Lëtzebuerg schafft, ass hir Substance réelle, also hiren Ancrage zu Lëtzebuerg nogewisen, soudass dës ASBLen och weiderhin ënnert dem neie Gesetz kënne bestoe bleiwen.

En zweete Punkt, deen ech och an der Kommissioun kuerz ugeschwat hunn, sinn déi nei Kontabilitéitsreegele fir ASBLen. Ee vun den affichéierten Ziler vum Projet ass et jo, d'administrativ Vereinfachung virunzebréngen. An enger ganzer Rei Punkte geléngt dat och. Fir verschidden ASBLe wäerten d'Kontabilitéitsreegelen awer méi contraignant ginn, virun allem well elo och extern Kontrolle vun der Kontabilitéit bei gréisseren ASBLe musse gemaach ginn. Dës si mat héije Käschte verbonnen. Zu deem kënnt, dass dëse Contrôle muss vun engem Réviseur d'entreprise gemaach ginn, Experts-comptables goufen hei ausgeschloss. Och dat ass eng zousätzlech Aschränkung.

An deem Kontext begréisse mir awer, dass de finalen Text dräi verschidde Kategorië vun ASBLen definéiert mat verschiddene Reegelen, déi der Gréisst vun der ASBL an hire Konten ugepasst sinn. Eng ganz Rei Acteure fuerderen awer weider, dass d'Revenu-seuile vun den eenzelne Kategorië gehuewe ginn. Esou kann aktuell zum Beispill eng ASBL ab 50.000 Euro Revenu schonn als mëttelgrouss gëllen. Hei muss ee bedenken, dass een dëse Montant relativ séier an engem Joer iwwerschratt huet. Fir dann direkt nach weidere Reegelen ze ënnerleien, ass eng zousätzlech Belaaschtung fir déi concernéiert Associatiounen.

Wat d'Finanzen ugeet, ass d'Zil awer kloer. Et geet drëm, dass eng Kontroll do ass, wat och gutt ass, an dass Abusen evitéiert gi respektiv dass géint esou Abusen och ka virgaange ginn. Dobäi musse mer an eisen Aen ëmmer awer och de Proportionalitéitsprinzipp am A behalen.

En drëtte Punkt, deen ech nach uschwätze wëll, ass d'Kreatioun vun enger Fondatioun am Kader vun enger Ierfschaft. Eng Fondatioun kann nämlech iwwer en Testament geschaf ginn. De Projet gesäit vir, dass eng Fondatioun muss mat 100.000 Euro cash dotéiert ginn, fir gegrënnt ze ginn. Dozou hunn ech an der Kommissioun d'Fro opgeworf, ob d'Startkapital vun enger Fondatioun net awer kéint ënner 100.000 Euro Liquiditéit leien, wann zum Beispill an enger Ierfschaft och eng oder méi Immobilie mat abegraff wieren, déi méi wéi 100.000 Euro wäert wären.

Et huet mir am Ufank gelunge geschéngt, dass, wann am Kader vun enger Ierfschaft vu wäit iwwer 100.000 Euro Patrimoine eng Fondatioun soll gegrënnt ginn, dat net geschéie kann, well net genuch Liquiditéit disponibel ass. Eng zousätzlech Fro war dann, wat an deem Fall mam Patrimoine geschéie géif an ob en Notaire misst en Don un esou eng Fondatioun autoriséieren.

Mir kruten an der Kommissioun erklärt, dass eng Immobilie net als Ersatz fir déi Zomm vun 100.000 Euro gëllt, well et d'Zil ass, d'Fonctionnement vun der Fondatioun vum éischten Dag un ze garantéieren. Et wier net d'Zil vun enger Fondatioun, fir e Patrimoine ze accumuléieren, mee et geet drëm, d'Cause vun der Fondatioun no vir ze bréngen. Dat ass och duerchaus richteg.

Doriwwer eraus krute mir erklärt, dass d'Grënnung vun enger Fondatioun iwwer eng Ierfschaft selten ass an dass an deem Fall normalerweis en Affekot oder en Notaire ëm Rot gefrot gëtt, deen dann iwwerpréiwe soll, dass déi 100.000 Euro op engem Bankkonto blockéiert sinn.

Wann dat net de Fall ass, da wäert d'Fondatioun net kënne geschaf ginn an d'Ierfschaft gëtt dem Droit commun no ofgewéckelt.

Menger Meenung no ass déi Konditioun vun den 100.000 Euro awer relativ restriktiv, zemools wann ee bedenkt, dass et jo eng ganz Rei Wäertinstrumenter gëtt, déi dach relativ liquid sinn, an dass eng Persoun, déi bereet ass, op Basis vun hirer Ierfschaft eng Fondatioun ze grënnen, net onbedéngt deen Opwand op sech huele wëll, fir zu Liefzäiten dës Zomm opzedreiwen. Schlussendlech kann et aus reng finanzieller Siicht Sënn maachen, de Patrimoine esou strukturéiert ze loossen an net fréizäiteg en Deel ze verkafen.

Mir begréissen awer, dass d'Zomm vun 250.000 Euro initial am viregten Text op 100.000 Euro erofgesat gouf, wat schonn e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung ass. En dréit der ekonomescher Realitéit vun haut Rechnung an allegéiert esou och d'Konditiounen, fir eng Fondatioun ze grënnen.

Ofschléissend sinn ech frou, datt dat bal 100 Joer aalt Gesetz mat dësem Projet de loi iwwerschafft gëtt. Et waren eng ganz Rei Dispositiounen einfach net méi zäitgemëiss. Dank den Amendementer gouf enger ganzer Rei Umierkunge Rechnung gedroen. An der Praxis wäert sech weisen, wéi déi nei Reegele sech effektiv op d'Federatiouns- a Veräinsliewen an och op d'Fondatiounen auswierke wäerten.

D'Associatiounen an d'Fondatioune spillen eng wichteg Roll an eiser Gesellschaft an et ass eis Aufgab, derfir ze suergen, datt si en zolitte legale Kader fir hir Aktivitéiten hunn. An Zukunft wäert sech weisen, wéi eng Evolutiounen nach op eis duerkommen, wou nach vläicht nogebessert muss ginn, an da wäert dat och gemaach ginn.

Ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, fir d'éischt emol e ganz grousse Merci un de Rapporter Charles Margue fir dee ganz detailléierte mëndleche Rapport, de schréftleche Rapport natierlech och. Dat erméiglecht mer et, fir mäi Bäitrag hei vill méi kuerz ze halen, desto méi, wou ech mech och bei ganz villen Aussoe kann u meng Virriedner uschléissen.

Wien ASBL seet, denkt u Benevolat an domadder den Asaz vun all deene Leit, déi hiert Wëssen an hir Zäit hiergi fir eng Cause oder eng Organisatioun.

D'Benevolat ass eng fräiwëlleg Decisioun, déi um perséinleche Wonsch berout, fir eppes Guddes ze maachen, en Akt vu bedingungsloser Nächsteléift. Eng ASBL ass déi juristesch Struktur, déi genee déi Leit regruppéiert, déi an engem gemeinsamen Interessi schaffen. Et ass ze begréissen, dass et bei dësem Gesetz drëms geet, déi aktuell gesetzlech Dispositiounen iwwert d'ASBLen an och d'Fondatiounen ze vereinfachen an un déi aktuell Besoinen ze aktualiséieren an natierlech ze preziséieren.

No laangen Aarbechten, déi mam Depot vum initialen Text 2009 ugefaangen hunn – et ass elo schonn e puermol drop higewise ginn – an iwwer eng Souskommissioun vun der Justizkommissioun laang weidergefouert gi sinn, kënne mir haut de Gesetzesprojet 6054, deen eng Reform vun den ASBLen a Fondatiounen ëmsetze soll, endlech ofstëmmen.

Zousätzlech setze mir awer och de Koalitiounsaccord vun 2018 weider ëm, an deem mir eis verflicht haten, fir d'Gesetzeslag bei den ASBLen an de Fondatiounen ze vereinfachen a fir eng zousätzlech Transparenz ze schafen, fir de gudde Fonctionnement vun dëse Strukturen ze garantéieren.

Dës zwou Personnalités juridiques ginn allebéid vum Gesetz vun 1928 regéiert, dat déi leschte Kéier 2017 à jour gesat ginn ass. An dëst war awer nëmmen eng punktuell Modifikatioun, déi et erméiglecht huet, fir d'ASBLen, déi en ëffentlechen Interêt verfollegen, kënnen als ASBL d'utilité publique unzeerkennen. Kleng Upassunge ginn net duer. Duerfir stëmme mir haut iwwer eng grouss Reform of.

Bei esou engem ale Gesetz war et un der Zäit, ganz, ganz villes unzegoen, besonnesch wann ee bedenkt, datt d'ASBLen an d'Fondatioune sech weiderentwéckele mussen, fir den aktuelle Besoine mat vereinfachte Prozeduren a Grënnungen nozekommen.

Zousätzlech ass awer d'juristesch Sécherheet fir dës Strukturen am Text eng Haaptinnovatioun. Et ass méiglech, datt eng ASBL oder eng Fondatioun sech restrukturéiert, ouni sech mussen opzeléisen, well et kann ëmmer emol nees zu neie Situatiounen oder Erausfuerderunge kommen, un déi sech d'Struktur muss upassen. Duerch déi verstäerkte Sécherheet hu si méi Fräiraum, sech esou opzestellen, wéi et hinnen och am beschte passt.

Ee Punkt ass d'Transparenz, och an dësem Text. Dëse gesäit dowéinst en neie Régime comptable vir, deen d'Associatiounen an dräi Kategorien deelt. An an deem Kontext ass d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publiques der Meenung, datt awer och déi nei Kontabilitéit e ganz groussen Opwand fir d'Associatiounen duerstellt, wéinst de Publikatiounen an och dem Contrôle vun de Konten. Dat muss sech natierlech duerno och an der Praxis weisen.

Déi gewënschten Transparenz kënnt iwwregens aus der aachter Recommandatioun vum GAFI – et ass schonn haut de Moien drop higewise ginn –, dee verlaangt, dass all Land déi néideg legal Dispositiounen hëlt, fir ze verhënneren, datt zum Beispill d'Finanzéierung vum Terrorismus oder och soss iwwer nonprofitabel Organisatioune méiglech ass. Lëtzebuerg ass awer och virdrun net inaktiv bliwwen an huet zum Beispill mam Gesetz vun 2019 iwwert den RBE – Registre des bénéficiaires effectifs – festgehalen, datt ganz vill Entreprisen esouwéi och ASBLe mussen hir effektiv Beneficiairen an dee Register androen.

Eng kleng Klammer dozou. All dës Beméiungen hunn als Resultat, datt de GAFI bei senger aktuellster Visitt zu Lëtzebuerg mat eis zefridde war a Lëtzebuerg wuel net méi wéi nach virun e puer Joer respektiv vun 2010 bis 2012 op der groer Lëscht vum GAFI lant. Elo si mir just nach op de finale Rapport gespaant a wat fir Verbesserungsvirschléi de GAFI nach fir eis huet.

Zréck awer zu eisem Projet. Eng Innovatioun ass d'Procédure de dissolution administrative sans liquidation, déi mat dësem Text och elo fir d'ASBLen an

d'Fondatioune méiglech ass. D'Prozedur ass 2022 gestëmmt ginn an ass den 1. Februar 2023 a Kraaft getrueden, soudass mir déi hei kënnen iwwerhuelen.

Dës Prozedur ass virun allem wichteg, fir datt de Societéitsregëster, den RCS, ëmmer à jour ass an net nach sougenannten eidel Strukture mat sech schleeft. Eng ASBL kann also ouni grouss Liquidatiounsprozedur opgeléist ginn, wa se net méi hir Donnéeën an de leschte sechs Méint à jour gesat huet oder wa si zanter fënnef Joer keen Dossier méi beim RCS deposéiert huet. Fir den RCS ass dëst immens effikass, well den administrativen Opwand, d'Associatiounen opzefuerderen, hir Donnéeën an engem gewëssenen Delai ze liwweren, ass riseg.

Stéchwuert: administrativen Opwand. E grousse Punkt vun dësem Gesetzestext ass d'Vereinfachung vum administrativen Opwand an der Charge fir d'Associatiounen an d'Fondatiounen. Déi kleng an och déi mëttel Strukturen, also déi net personell a finanziell am beschten opgestallt sinn, sinn déijéineg, déi am meeschten ënnert dem Anhale vun dëse strenge Konditioune gelidden hunn. A genee hinne soll een entgéintkommen.

D'Vereinfachung soll bei der Constitutioun souwéi um Niveau vun der Gestioun geschéien. D'Konditiounen, déi mussen erfëllt ginn, gi méi labber gemaach, fir esou den Associatioune vill Drock ewechzehuelen an eng Constitutioun ze erméiglechen.

Esou wéi d'Chambre des Salariés et an hirem Avis seet: Ze vill Obligatioune riskéieren, d'Liewe vun den ASBLen ze zerstéieren. Dat ass genee dat, wat jo awer soll verhënnert ginn.

Dësem Problem si sech vill vun den Acteure bewosst, déi Avisen zu dësem Text ofginn hunn. Esou kënnt aus engem gemeinsamen Avis vu verschiddenen Organisatiounen, wéi zum Beispill der Agence du bénévolat, vun 2009 eraus, datt vill Associatiounen zum Beispill mat Interpretatiouns- an Iwwersetzungskäschten ze kämpfen hunn. Duerch dee wichtege Rôle, deen d'ASBLen an och d'Fondatiounen am interkulturellen Dialog anhuelen, misst een hinnen dobäi awer onbedéngt hëllefen.

Dëst Zil verfollegt de virleienden Text vehement. Zum Beispill ass d'Flicht, alljoers eng Lëscht vun de Membere vun enger ASBL beim RCS ze deposéieren, suppriméiert ginn. Elo geet et duer, datt d'Associatioun eng aktualiséiert Lëscht vun hire Membere bei hirem offizielle Sëtz hält. Esou ass eng Kontroll nach méiglech, ouni datt ee vun de Verantwortlechen déi ganz technesch an administrativ Prozedur beim RCS ofschléisse muss.

Net nëmme si vill Chargen awer einfach vun der Zäit hir opwenneg, et ginn och ganz vill informatesch Erausfuerderungen, déi net jiddweree meeschtere kann, besonnesch well vill ASBLe jo mat Benevolle funktionéieren, déi wuel ganz vill Kompetenzen hunn, mee wou den Zäitopwand et einfach net méi hiergëtt.

Zum Theema Benevolat hu vill Associatiounen eng staark Meenung. Zum Beispill seet d'Chambre des Métiers an hirem zousätzlechen Avis vun 2022, dass dat benevollt Engagement soll promouvéiert an net duerch zousätzlech Obligatiounen an der Kontabilitéit zum Beispill decouragéiert ginn, besonnesch well dës Obligatiounen demesuréiert wiere par rapport zu de finanziellen Aktivitéiten, déi verschidde Strukturen hunn.

Als LSAP sti mir fir e staarkt Benevolat an eiser Gesellschaft. Persounen, déi sech bedingungslos engagéieren, sollen all Ënnerstëtzung kréien, déi si brauchen. Eis Gesellschaft brauch esou Leit, an dat ëmmer méi. Hinne gëllt eise volle Respekt.

Aus all dëse Grënn, déi ech elo opgezielt hunn, kann ech a wäert ech a wëll ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, och ech soen am Numm vun der ADR dem Charles „Herkules" Margue Merci fir säi Rapport. Et war wierklech eng Herkulesaarbecht, wéi de Laurent Mosar dat richteg genannt huet. An erlaabt mer einfach nëmmen, mech op déi wéineg positiv an déi ganz vill negativ Punkte vun dësem Text ze fokusséieren.

Dat Alleréischt ass de positive Punkt, datt déi Lëscht vun de Memberen elo net méi muss deposéiert ginn. Dat war souwisou och an der Praxis net méi de Fall. Dat war en désuétude gefall. Kee Mënsch huet dat méi gemaach. Elo also muss just nach déi Memberslëscht gehale ginn, an dat gëtt jo souwisou gemaach. Ech mengen, all Veräi weess, wie seng Membere sinn, an huet iergendwou an engem Tirang oder an engem Excel-Sheet d'Lëscht vun de Memberen.

Da wollt ech och ervirsträichen, wéi wichteg datt et ass, datt d'Zivillgesellschaft sech heiansdo amëscht. Ech muss éierlech soen, datt ech virun dësem Text nach net wousst, datt et eng Fédération internationale des jardins familiaux géif ginn. Mee datt déi Leit sech da mellen a soen: „Hallo, Dir maacht eis d'Liewen onméiglech mat deem Text do", genau wéi och d'Fechtfederatioun dat gemaach huet, dat fannen ech immens gutt a wichteg an dat sollte vläicht méi oft concernéiert Leit, concernéiert Firmen, concernéiert Veräiner maachen, wann Texter kommen, déi an der Praxis ganz einfach net uwendbar sinn, ouni hir Existenz ze gefäerden. Well genau dat wier geschitt. Déi dote Confederatioune wier et hei am Land net méi ginn, wann déi sech net gemellt hätten an net gottseidank op se gehéiert gi wär.

Da mäi gréissten negative Punkt, an do fokusséieren ech mech op dat Finanziellt, dat ass, wat hei kleng ASBL genannt gëtt. Also déi ganz kleng ASBLen, déi manner wéi 50.000 Euro Revenu hunn an 100.000 Euro Avoir respektiv dräi Leit schaffen hunn, déi kënne virun eng normal Comptabilité de caisse maachen, esou wéi mer et haut kennen a wéi et an all Veräin, an all Duerfveräi gutt funktionéiert. De Caissier bezilt seng Facturen, en dreift seng Cotisatiounen an. Um Enn vum Joer virun der Assemblée générale setzt e sech zesumme mat sengen zwee oder méi Keessereviseuren. Et gëtt gekuckt, datt dee Mann oder déi Fra hir Aarbecht propper gemaach huet. An der Assemblée ginn d'Keessereviseuren d'Decharge, d'Assemblée générale gëtt d'Decharge an domadder ass et gehalen.

Dat ass an Zukunft net méi esou. Souguer déi ganz kleng mussen an Zukunft uginn „le pourcentage des transferts de fonds vers les autres pays de l'Union européenne [...] et en dehors de l'Union européenne". Firwat? Firwat muss en, allez, de klengste Veräin, de Spuerveräin, deen an Däitschland Nappe bestellt fir seng Joresversammlung, firwat muss deen elo do e Prozentsaz uginn, wéi vill Prozent vun hirem Ëmsaz dat Joer an Däitschland gefloss sinn? Et ass absurd.

An dann, wat heescht hei kleng? Ganz vill Duerfmuseken hu méi Recettë wéi 50.000 Euro d'Joer. Ganz vill Futtballveräiner hu wäit méi Recetten, kleng Duerfveräiner hu vill méi Recettë wéi 50.000. Avoiren 100.000. Ma e Museksveräin, deen huet Instrumenter. Ech hunn der selwer genuch a mengem Liewe gesponsort, fir ze wëssen, wat dat kascht. All normal Musek, déi gutt funktionéiert, huet méi Avoire wéi 100.000 Euro. Déi Leit, déi mussen an Zukunft eng voll Comptabilité commerciale maachen en partie double.

Elo gëtt hei geschwat vum Benevolat, d'Benevolle gi gelueft. Ma wou soll dann e Benevollen eng Comptabilité commerciale kënne féieren, à moins datt e Kontabel ass. Dat heescht, à moins datt ech als Veräin elo e Kontabel fannen, dee seng Zäit gratis hiergëtt, fir déi dote Kontabilitéit ze féieren, muss ech een engagéieren. A léif Kolleegen, dat kascht Geld. Dat kascht Geld, wat da feelt fir dem Veräi seng eigentlech Aktivitéit, fir seng Musek, fir säi Futtball, fir säi wat och ëmmer. Ass dat richteg? Firwat déi absolutt minimaalst Krittären do vu 50.000 an 100.000? Hätt een do net kënnen eppes méi Räsonabeles maachen? Datt e groussen, e ganz grousse Veräi muss auditéiert Bilanen hunn, domadder ass all Mënsch d'accord. Ech mengen, wa Millioune gedréint ginn, natierlech brauchs de en auditéierte Bilan. D'ailleurs brauchen déi Veräiner dat souwisou en vertu vun hiren Obligations internationales.

E grousse Futtballveräin, deen eng UEFA-Lizenz huet, muss souwisou haut scho vun engem Reviseur auditéiert Bilanen hunn. Dat ass esou. Dogéint huet och kee Mënsch eppes. Mee hei geet et ëm déi Mëttelschicht an et geet ëm déi ganz Kleng, déi strize gedoe ginn, an et geet ëm déi ganz grouss Mëttelschicht hei vu klenge Veräiner, déi Dir hei mëttel nennt an déi an Zukunft Obligatiounen operluecht kréien, déi net méi normal sinn. An eleng dat ass schonn e Grond, fir géint dat Gesetz hei ze stëmmen.

Da wollt ech awer och nach op eppes agoen, wat de Laurent Mosar gesot huet iwwert d'kommerziell Aktivitéiten a wat mer, éierlech gesot, Angscht mécht. Selbstverständlech ass eng ASBL jo net do, fir kommerziell Aktivitéiten ze hunn. All ASBL huet awer d'office kommerziell Aktivitéiten. Si verkeeft Wirschtercher. Dat ass Horeca. Jo verlaange mer dann elo, datt déi Veräiner een hunn, deen déi Qualifikatioun huet an Zukunft? Soll dat d'Zil sinn?

E Veräi keeft a verkeeft Merchandising. Brauche se dann elo eng Autorisation de commerce duerfir an der Vue, wéi den Här Mosar se hei duerstellt? Also dat mécht mir Angscht, wann dat dote soll d'Zukunft si vum Veräinsliewen.

Mir sollten d'Veräinsliewe vereinfachen, mir sollten et méiglech maachen an net nach méi Steng an de Wee leeën. An da schlussendlech den RBE, just well en hei vun all Mënsch ugeschwat ginn ass, quitte datt dat heite jo elo net ëm den RBE geet. Dir kënnt Iech erënnere virun e puer Méint, wéi d'Police bei d'Leit heem schelle gaangen ass: „Dir hutt Ären RBE, Äre Registre des bénéficiaires économiques nach net agereecht!" Iergendwellech kleng, mini kleng ASBLen, ONGen, déi dat effektiv net gemaach haten. A wat ass en RBE? Bénéficiaire économique. Sinn ech Bénéficiaire économique vu mengem Veräin, just well ech eng Charge hunn am Kommitee? Et ass dach absurd. Dee System ass absurd. Et gëtt kee Bénéficiaire économique an enger richteger ASBL. An dat ass déi Richtung, wou mer sollte goen. Dat wier Simplificatioun, dat wier de Veräiner ënnert d'Äerm gegraff.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. An och e grousse Merci un de Rapporter, de Charles Margue. Ech gesinn e grad net.

Jo, dëst Gesetz soll, wéi et scho gesot ginn ass, eng Rei Saache méi kloerstellen. An dat huet et och. Zum Beispill déi Geschicht mam Dateschutz a mat dem Depot vun de Membersléschten, dat war jo och scho längst iwwerfälleg.

Mee och d'Dispositiounen zu den AGen, wann de Quorum net erfëllt ass, sinn elo relativ kloer, geneesou wéi d'Kontabilitéitsreegelen, jee no deenen dräi verschiddene Kategorien. An dat ass ganz kloer ze begréissen.

Fir eis an eiser Liesaart, well, ech mengen, jiddwereen huet jo eng aner Liesaart vun dësem Gesetz, vun all de Gesetzer eigentlech, ass et awer leider och esou, dass villes an dësem Gesetz net esou positiv ass, wéi mir et gehofft haten a wéi och den Associatiounssecteur sech et erwaart hat. Mir hu bewosst dëst Gesetz aus der Perspektiv vun enger klenger ASBL, wéi et der sëlleger zu Lëtzebuerg gëtt, gelies. Ech kucken op déi konkreet Auswierkunge vun den Dispositiounen op den Alldag vun enger klenger ASBL.

Lëtzebuerg huet, an dat ass gutt, vill ASBLen, déi sech fir verschidde Causen engagéieren. Eis Gesellschaft lieft vun der Villfalt vun den Associatiounen, wou Jonker a manner Jonker sech engagéieren, esou zesummefannen a Solidaritéit liewen. Esou bilt sech en Zesummegehéieregkeetsgefill an esou bilde sech Solidaritéitsnetzwierker. Esou integréiere sech och Mënschen an eis Gesellschaft.

Dat ass jo och dat, wat mer wëllen: aktiv Bierger a Biergerinnen. Dat gehéiert och zu enger gesonder Demokratie derzou, dass jidderee sech kann abréngen, eppes beweegen oder d'Gefill huet, eppes kënnen ze beweegen.

Mir hunn d'Impressioun, dass dat mat dësem Gesetz méi schwéier gëtt. Et kann ee wuel mat dësem Gesetz nach ëmmer zu zwee eng ASBL opmaachen, mee villes schéngt eis, éischtens, flou an onkloer – duerfir wäert ech och eng Rei Froe stellen – an, zweetens, méi schwéierfälleg ze gi fir virun allem méi kleng ASBLen.

Ech wëll dofir e puer Beispiller ginn, wéi sech dës nei Bestëmmunge ganz konkreet op d'Alldagsliewe vun enger ASBL auswierken. An ech fänken un zum Beispill mat dem Artikel 1, mengen ech. Do steet … Ech hunn dat elo hei stoen. Am Artikel 1 steet jo, dass eng ASBL sech net, dat huet de Charles Margue virdru gesot, net „opérations industrielles ou commerciales, ou qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel". Mee da steet am Artikel 40 bei de Fondatiounen u sech net den „ou", mee den „et". An do hätt ech ganz gäre verstanen, firwat et do zwou verschidde Reegele gëtt bei den ASBLen a bei de Fondatiounen, firwat et eng Kéier den „ou" an op där anerer Säit den „et" u sech ass. Deen Ënnerscheed hätt ech ganz gären nach eng Kéier verstanen. Dat ass awer elo éischter en Detail. Ech fänken trotzdeem domadder un, well dat u sech deen éischten Artikel war.

Am Artikel 3 da steet zum Beispill, et misst een eng „description précise du but" an d'Statutte schreiwen. Do ass dann d'Fro, déi ech och vu Leit aus dem ASBL-Secteur opgedroe krut, wat da genau eng „description précise" bedeit. Eiser Meenung no ënnerläit och dat engem gewëssenen Interpretatiounsspillraum.

Och steet am Artikel 3: „Les activités de l'association doivent avoir une substance réelle au Grand-Duché de Luxembourg." Wat genee déi „substance réelle" bedeit, ass eis och net ganz kloer. Dee Saz, dass d'Aktivitéiten „de manière substantielle" zu Lëtzebuerg sollte sinn, war jo, nodeems Acteure wéi d'Salariatskummer u sech nogefrot haten, erausgeholl ginn. Well wéi sollt eng Entwécklungs-ONG dann zum Beispill hir Aarbecht kënne maachen, wann d'Aktivitéiten „de manière substantielle" zu Lëtzebuerg sollte sinn?

Mee dëse Saz hei – „les activités de l'association doivent avoir une substance réelle au Luxembourg" – ass eiser Meenung no awer och relativ schwammeg a bitt och do Sputt fir Interpretatiounsspillraum. Dësen Interpretatiounsspillraum ass an eisen Ae geféierlech, well wie weess, wéi eng Parteien an Zukunft um Pouvoir sinn, déi mat verschiddenen ONGen, notamment Entwécklungs-ONGen oder Mënscherechts-ONGe vläicht net esou frou sinn a wéi déi dëst Gesetz da liesen. Dofir wäre mer ganz frou, deen Term „de manière substantielle" erkläert ze kréien.

Et ass natierlech begréissenswäert, dass där Remark vun der CSL Rechnung gedroe ginn ass an dës iergerlech Formulatiounen erausgeholl gi sinn, genee wéi d'Formulatioun och, dass d'„association devra exercer ses activités propres à titre principal". Och déi Formulatioun ass erausgeholl ginn, well, wéi d'CSL geschriwwen hat, kann een d'Aktivitéiten net vum Finanzement vun dësen Aktivitéiten trennen. Also och dat ass ganz kloer ze begréissen.

Dann ass et eis net ganz kloer, wat den Artikel 12 Paragraf 3 prezis bedeit. Do steet: „Les statuts peuvent prévoir que les membres qui participent à l'assemblée générale par visioconférence […], sont réputés présents." Bedeit dat elo, dass déi ASBLen hir Statutte mussen änneren, fir esou eng Participatioun via Visio ze erlaben? Do steet jo „peuvent prévoir". Ass et elo eng Necessitéit, dass d'Statutten dat virgesinn, fir dass dat méiglech ass? Oder ass et eng Méiglechkeet, wéi gesot? Ech wier frou, wann och dat kéint kuerz preziséiert ginn duerno.

Och zum Artikel 12 Paragraf 2: „Tout membre qui en fait la demande doit recevoir dans un délai de quatre jours et gratuitement un exemplaire du projet de budget, des documents comptables …"

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Jo, Madamm Minister?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Fir dass ech Är Froe wéinstens opschreiwe kann, …

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | … kéint Der Ären Tempo e bëssen drosselen?

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Well mir hunn déi meescht Froen effektiv an der Kommissioun en long et en large diskutéiert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Beäntwert, jo.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mee et wier … Fir dass ech Iech och kann op alles äntweren, muss ech Zäit hunn, se opzeschreiwen.

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An der Rei.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Et deet mer leed. Ech war … Wéi gesot, ech sinn net Member an der Justizkommissioun. Dofir konnt ech net ëmmer do sinn. Dat deet mer wierklech leed. Mee voilà, vu dass ech et gäre géif mat op de Wee huelen, stellen ech …

Also wéi gesot, et ass den Artikel 12 Paragraf 2. Och do ass just d'Fro – se ass wierklech ganz prezis an et ass en Detail, mee voilà, et misst een et awer vläicht trotzdeem eng Kéier soen –: Deen Delai vun deene véier Deeg, ass dee virun der AG oder op der AG oder no der AG? Déi véier Deeg, déi een Zäit huet, fir déi Dokumenter de Memberen ze liwweren.

Aner Dispositioune bréngen zwar eventuell méi Kloerheet an den Alldag vun den Associatiounen, mee schränken awer och de Spillraum vu virun allem klenge vu Benevolle gedriwwenen ASBLen an. Zum Beispill am Artikel 13 liest een, dass op enger AG: „Des résolutions ne peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément et à la condition qu'elles soient adoptées à l'unanimité des membres présents ou représentés à l'assemblée générale."

Et freet ee sech, ob esou eng Dispositioun wierklech néideg ass – ëmmer nach eng Kéier aus der Perspektiv vun enger klenger ASBL. Dës Resolutioun misst also à l'unanimité geholl ginn. Ech froe mech, firwat. Eng ASBL, déi spontan op enger AG eng Resolutioun wéilt huelen, kann dat also just maachen, wann d'Statutten et virgesinn. Da muss een och nach drun denken, dës Statutten esou ëmzeschreiwen.

Iwwerhaapt liest een uechtert dëst Gesetz, dass relativ vill Detailer an de Statutte musse virgesi ginn, wou een – och nach eng Kéier, wéi gesot, aus dem Bléckwénkel vun enger klenger ASBL, déi vu Benevolle bedriwwe gëtt – sech däers awer och wierklech da muss bewosst sinn.

Här President, mir ginn d'Impressioun net lass, dass dëst Gesetz geschriwwe gouf mam Bléck op grouss ASBLen a Fondatiounen, an net mam Bléck op kleng ASBLen, déi vu Benevolle bedriwwe ginn. Et gëtt eigentlech hei e Modell vu groussen a professionaliséierten ASBLen op déi kleng iwwerholl.

Mir sinn eis net sécher, ob dat gutt ass, well de bürokratesch-administrativen Opwand net kleng ass, dee vläicht vu professionaliséierte Strukture kéint geleescht ginn, mee vläicht net vu Benevollen. Mir mengen och, dass domadder de Benevolat eventuell awer gebremst gëtt, a gesinn et och net esou, wéi de Rapporter et virdru gesot huet, dass déi zwee getrennt sinn. Also hei ass awer an eisen Aen e Gesetz, dat en Impakt op d'Benevolat huet.

Villes ass do och erëm net kloer fir eis. Zum Beispill am Artikel 7 Paragraf 4: „La délégation de la gestion journalière est subordonnée à l'autorisation préalable" vun der AG. Bei där Formulatioun kann ee sech froen, ob et elo d'AG ass, déi Leit muss astellen – Artikel 7 Paragraf 4. Et wier deemno interessant, och op dës Fro eng Erklärung ze kréien, well fir eis ass et net kloer, ob elo, wéi gesot, d'AG ee muss astellen oder, wann en CA zum Beispill d'Gestioun vun engem Projet un e benevolle Member vun engem CA delegéiert, esou wéi dat sech oft an de klengen ASBLe mécht, ob da muss d'AG dat autoriséieren. Also, et kann een et wierklech op verschidden Aart a Weise liesen. Dëse Paragraf ass fir eis onkloer an onsécher; wéi gesot, nach ëmmer am Hibléck vun enger klenger ASBL.

Idem am Artikel 6. Am éischte Paragraf steet: „Le conseil d'administration se réunit sur avis de convocation envoyé aux administrateurs par voie postale ou électronique au moins huit jours avant la tenue de la réunion." An den Ordre du jour muss derbäi sinn.

De CA ka sech also nëmmen nach treffen, wann aacht Deeg virdrun eng Convocatioun mam Ordre du jour erausgaangen ass. Dat ass och nees fir vill kleng „méi aktivistesch" ASBLe ganz kloer eng Brems, fir kënne spontan ze schaffen, fir kënnen op eng Aktualitéit ze reagéieren, fir sech och kënnen ze gesinn, wann e Problem ass. Virun allem kleng ASBLen, déi vill um Réck vu Benevolle maachen, gi gehemmt, well si wéineg oder keng Permanenten hunn. A wat wier, wann den Ordre du jour da méi spéit géif kommen? Wat wier dorunner esou schlëmm?

Urgencë gëtt et ëmmer erëm, virun allem an de Mënscherechts- an Entwécklungsprojeten, wann zum Beispill déi israeelesch Besatzungsarméi nees an engem Flüchtlingscamps intervenéiert, wou eng lëtzebuergesch ONGD e Projet huet an d'Populatioun dovunner dann terroriséiert ass an och d'Aktivitéiten doduerjer gebremst ginn. Kann den CA sech dann net méi spontan zesummentreffen, fir iwwert dës Urgence ze schwätzen?

Dat sinn awer esou ganz konkreet Beispiller, déi scho geschitt sinn an déi eventuell och an Zukunft nees wäerte passéieren. Oder och e Projet, dee mat enger anerer Entwécklungs-ONG zesummeschafft, wou dann Aktivisten – Mënscherechts- oder Ëmweltrechtsaktivisten – a Gefor sinn, wéi et ëmmer erëm virkënnt: Wann och do de CA sech wëllt d'urgence treffen, fir iwwert déi Situatioun um Terrain ze schwätzen, ass och dat erëm eventuell net méiglech. D'Fro ass gestallt.

Den Artikel 6 Paragraf 5 seet dann dëst: D'Decisioune vum CA „peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit dans des cas exceptionnels dûment justifiés, si les statuts l'autorisent".

Also, den CA kann deemno fir, éischtens, exceptionnel Fäll „dûment justifiés", an, zweetens, nëmmen, wann d'Statutten et erlaben – do sinn ech nees bei deem, wat ech virdru gesot hunn: d'Statutte mussen immens vill Detailer virgesinn –, drëttens, iwwert de schréftleche Wee eng Decisioun huelen, mee, véiertens, nëmmen, wa se unanime ass. Dat sinn immens vill Bedingungen, déi an eisen Aen immens schwéierfälleg si fir en CA, fir kënne spontan an eventuell an enger Urgence ze schaffen.

A wat ass dann, wann e Member net erreechbar ass par voie écrite, fir esou eng Decisioun unanime ze huelen an engem Urgencefall? Wéi gëllt dann d'Unanimitéit? Ass d'Unanimitéit just fir déi, déi äntweren? Oder gëllt déi fir all d'Memberen, déi eventuell dann och net äntweren? Voilà, et ass e bëssen d'Fro, wat dann dee Moment d'Unanimitéit ass.

Da bleift och nach eng Fro zum Artikel 77, wou et ëm den Intervall geet – den Intervall vun deene 24 Méint. Wat ass genee gemengt mam Intervall? Sinn domat déi 24 Méint gemengt, déi eng ASBL Zäit huet, fir hir Statutten unzepassen, oder d'Zäit, déi d'ASBL sech hëlt an deene 24 Méint, fir hir Statutten unzepassen? Well et ka jo sinn, dass se manner wéi 24 Méint brauch. Och dat bräicht eng Klarifikatioun, fir eis zumindest an och fir eng Rei Leit vum ASBL-Secteur, wou et net kloer ass, wéini d'Gesetz dann a Kraaft trëtt – respektiv no 24 Méint oder no der Zäit, bis d'Statutte geännert sinn. Ech kann och nach eng Kéier do nopreziséieren.

Zum Schluss muss ech soen, dass eng Rei Saache schwammeg sinn an an eisen Aen Interpretatiounsspillraum loossen, an eeben och da geféierlech sinn. Well d'Nullitéit vun enger Associatioun ka geschwat ginn, wa verschidde Konditiounen net erfëllt sinn, wéi zum Beispill d'Description précise du but oder d'Substance réelle. Vu dass dës Begréffer fir eis schwammeg sinn, léisst dat Interpretatiounsspillraum a kann an Zukunft vläicht awer geféierlech dann och ginn.

Da wëll ech nach op eng aner … Nee waart, ech iwwersprangen deen dote Punkt elo, well ech net méi vill Zäit hunn. Ënnert dem Strëch wëll ech da just gär soen: Och wann e puer …

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Hunn ech herno eng Stonn Zäit fir ze äntweren op all déi Froen, Här President? Oder wéi kënne mer dat maachen?

(Interruption par M. Charles Margue)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech kann och herno bei Iech kommen.

M. Sven Clement (Piraten) | Maacht Iech keng Suergen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech kann och bei Iech kommen herno. Et si fënnef Punkten, wann ech mech elo genau erënneren. Ech kann och gären herno nach eng Kéier bei Iech kommen.

(Interruption par M. Charles Margue)

Ënnert dem Strëch an och wann e puer ganz positiv Punkten an dësem Gesetz sinn, gesi mir wierklech fir déi kleng ASBLen hei schwéierfälleg an zum Deel onnéideg Dispositiounen, déi den Alldag wierklech méi komplizéiert maachen. Mir fäerten, dass domadder Bierger a Biergerinne gehënnert ginn, sech ze engagéieren an ASBLen ze grënnen.

Doriwwer eraus ass et an eisen Aen eng verpasste Chance, fir de Benevolat wierklech ze förderen, an am Géigendeel gëtt en eventuell gebremst. Ech erënneren u Fuerderunge vum Mouvement écologique an aneren ASBLen, fir de Benevolat ze favoriséieren an och e Congé vum Benevolat anzeféieren, deen net koum. An eng Maison des associations, déi och scho laang gefuerdert gëtt vun Associatioune wéi dem Méco an och dem Cercle, ass och hei net virgesinn, woubäi och dat hätt kënne genotzt ginn, fir eeben och den ASBL-Secteur an de Benevolat – déi een net kann trennen a mengen Aen – ze favoriséieren.

Merci villmools.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

(Interruption par M. Charles Margue)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

(Interruption par M. Charles Margue)

Den Här Goergen huet d'Wuert, an net méi de Rapporter.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter … Da geet et erëm e bësse méi roueg zou. Merci dem Rapporter fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an och fir déi gutt Fläissaarbecht an der Kommissioun, wou mer alleguerten a sech déi Froen, déi elo opgeworf gi sinn, schonn eng Kéier beäntwert haten.

Plusieurs voix | Genau!

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci och alleguerten de Leit, déi an enger ASBL täteg sinn, sief et am Kommitee oder Member, well et ass wichteg fir eis Gesellschaft, dass d'Veräiner um Liewe sinn an dass vill Veräiner, déi e sozialen Zweck erfëllen, hiren Déngscht kënne maachen. Dofir musse se attraktiv bleiwen. A mat dësem Gesetz schaaft een e Kader, dee sécherlech e bësse méi limitéiert ass – do kommen ech herno nach drop zréck –, deen awer richteg ass, fir eis Veräiner an d'ASBLen ze moderniséieren.

Well och do muss ee soen, dass een net méi ka schaffe wéi virun 30, 40 Joer, an hautzudaags duerch d'Digitaliséierung och sécherlech aner Weeër erfuerderlech gi sinn, grad wat och de Blanchiment an d'Geldwäsch ugeet. Déi Leit, déi de Moie scho fläisseg zum Beispill de Reporter.lu gelies hunn, déi hu matkritt, dass et do esou e Fall zum Beispill ginn ass, wou iwwer eng ASBL mat zwee russeschen Oligarche mat Memberskaarte vu 7.500 Euro an esou weider alles – kommt, mir soen et emol – optiméiert ginn ass. Ech soen dat elo ënnert der Reserv vun deem, wat ech do gelies hunn: „optiméiert ginn ass". An et ass genau dat heite Gesetz, wat esou eppes net méi wäert erméiglechen.

Dat heescht, déi Abusen ass et ginn. Natierlech ass et 0,1 %, wou déi Abuse waren, mee et sinn awer déi Abusen, déi ee muss verhënneren. Et sinn déi Abusen, wou ee muss virgesinn, dass dat net méi geschitt. Et ass sécherlech net de klenge Spuerveräin, deen erwäänt ginn ass, oder d'Musek, déi op esou Abuse setzt oder wou iergend e Problem war. Nee, et sinn eeben nun emol déi aner ASBLen, déi herno net als Stëftung/Fondatioun – an, ech mengen, dat steet och am Artikel; gerechterweis soen ech dat och – unerkannt gi sinn, well eeben och do gutt drop opgepasst ginn ass, dass déi ASBLe keng Magouillen dreiwen.

Jo, mir hunn och an der Kommissioun länger diskutéiert iwwert d'Montanten, iwwer „wéi vill Personal?". Ech war och President vun enger Musek, wou mir elo iwwert déi 50.000 an déi 100.000 kommen. Déi Musek gëtt et elo iwwer 100 Joer. Dann huet een eppes Gewëssenes ugespuert, hëlt een d'Instrumenter derbäi, jo …

Op där anerer Säit muss ech awer och soen, aus dem Gemengeliewen – an déi Fro hunn ech mer scho méi oft gestallt –, wann ee ganz realistesch kuckt, ass och keng wierklech Kontroll do. Et geet een owes op eng Generalversammlung. Do kritt een dann de Rapport vu wivill Thüringer verkaaft gi sinn an alles schnell gewisen. Am Endeffekt ass awer net wierklech eng Kontroll do. Wann déi Veräiner wierklech méi wéi 50.000 Ëmsaz hunn oder déi 100.000 Avoiren – dat war bis elo net wierklech schnell do –, dann ass geklappt ginn an da war et fäerdeg.

Wann do iergend eng schwaarz Keess oder eppes war, da war net ëmmer wierklech d'Kontroll do. An dofir ass dëst Gesetz awer elo de richtege Wee, dass mer soen: Ab engem gewëssenen Ëmsaz, wou et interessant géif ginn, dass een do awer och duebel Kontrollen aféiert. Et ass net, fir dass déi Veräiner solle klenggehale ginn, mee am Contraire: Et ass och do fir d'Transparenz, fir dass d'Membere kënnen do déi Transparenz kucken.

Ech sinn och frou, dass dee Punkt vun de Membersléschte verbessert ginn ass. Mir hate jo och do e Gesetzestext eraginn. Deen ass elo hei mat eragefloss. Mee bekanntlech wéinst dem Dateschutz hate mir Piraten scho gesot, dass d'Membersléschten net méi solle public sinn. Well mir gesinn net an, dass engem seng Daten, wann een an enger Musek spillt oder wann een an engem Fussball ass, dass déi iergendzwousch sollte public consultabel sinn.

Dofir hu mer scho méi fréi gesot: Déi Membersléschte musse mam Dateschutz konform opbewaart ginn – an dat ass an dësem Gesetz erëmzefannen –, andeems se just dierfen um Siège vun der ASBL consultéiert ginn. A se dierfen och net erausgoen! Dat ass ee vun de wichtege Punkten. Well et ka jo net sinn – Dir hutt Veräiner, déi hu 5.000, 6.000 Memberen, dat ass e Risendatesatz –, dass dee public iwwerall ënnerwee ass.

Déi aner Fro, déi mer nach opwerfen, dat ass awer eng Fro, déi scho länger am Raum steet. Dat ass de Statutt vun de Parteien. Et gëtt gewësse Parteien, déi ënnert den ASBLe fonctionéieren, anerer fonctionéieren an esou engem e bësse loftleere Raum. Dat ass och en Theema, deem mer eis eng Kéier mussen unhuelen, wa mer iwwert d'ASBLe schwätzen: wéi mer an Zukunft mat de Parteien ëmginn.

(Interruptions)

Well eenzel Parteien, déi eng ASBL sinn, déi sinn och elo betraff hei vun deem Gesetz. Dat heescht, fir déi huet dat och gewëssen Auswierkungen. Do musse mer eng Kéier kucken, wéi e Statutt mer de Parteie ginn. Well wann déi eng eng ASBL sinn, déi aner sinn esou e bëssen e loftleere Raum, wou iergendwéi sech eppes …

(Interruption par M. Charles Margue)

Jo, Dir wësst, wat ech mengen. Dat ass e bëssen: Se sinn do, aus Traditioun se si se do, mee sinn awer net ganz kloer gereegelt.

Op där anerer Säit dann d'ASBLen. Do musse mer eis och eng Kéier an der Justizkommissioun vläicht zesummesetzen, wéi een dat kloer reegelt. Well, wéi ech elo grad gesot hunn: Verschiddener si betraff hei vun deenen neien ASBLs-Reglementer, anerer net.

Dann, wéi an den Avise geschriwwen: Jo, et gëtt ASBLen, déi … ech erkennen dat och un. Huele mer bei eis an der Gemeng de CIGL. Dee mécht eng wonnerbar Aarbecht, mee a sech mécht en awer och als ASBL eng Aart a Weis Commerce, wou de Gäertner am Duerf da vläicht manner Clientë kritt.

Dat ass an den Avisen ugeklongen. Dat ass och en Theema, dat ee politesch eng Kéier muss opwerfen, well déi kënnen aner Tariffer, aner Präisser maachen, aner Konditiounen. An dann huele se, obwuel se eng ganz nobel Cause hunn, awer den Handwierksbetriber am Duerf e puer Clienten ewech. An dat ass eeben … Si mer do schonn am Commerce? Si mer do nach am …? Et ass déi Vermëschung, déi herno immens schwiereg ass.

Dann zum leschte Punkt. Wa mer iwwert d'ASBLe schwätzen, muss een och eng Kéier – dat ass zwar elo éischter fir d'Finanzministesch – driwwer schwätzen, wéini dass déi Donen ofsetzbar sinn. Well mir Piraten denken, dass den aktuelle System och net wierklech, soe mer, transparent a gerecht ass.

Huele mer elo einfach de Fall: Ech wëll menger Musek e Stéck stëften. Stëften ech menger Musek zu Rolleng dat Stéck, setzen ech et net steierlech of. Loossen ech et iwwert d'UGDA lafen, dann ass et steierlech ofsetzbar. Dat ass einfach e Fall, dee mer haut an enger moderner Legislatur missten anescht reegelen.

Ech weess, et ass fir d'Finanzministesch, mee et gehéiert awer fir mech och zu den ASBLen, well d'ASBLe liewen nun emol och vun Donen. An dass een do en anere Wee ka fannen. Well et ka jo net sinn, dass een iwwer ee muss uewe fueren, deen natierlech den Agrement kritt huet – an ech ginn Iech do Recht, dass dat muss streng kontrolléiert sinn –, deen en dann awer weidergëtt, dat heescht, am Endeffekt awer dee selwechte Wee géif huelen, wéi wann ech direkt menger Musek am Duerf et géif spenden. An deementspriechend, dass een och eng Kéier iwwert dat Theema diskutéiert.

Mir wäerten haut eisen Accord ginn, well dëst Gesetz d'ASBLe moderniséiert an och de Veräiner méi Transparenz schaaft. An et ass eeben dat dee Punkt, wou mir Piraten Wäert drop leeën, dass mer géint Geldwäsch sinn an dass mer fir méi Transparenz sinn an, wann do Problemer sinn, dass déi och kloer wäerten opgedeckt ginn. A mir freeën eis natierlech, dass d'Memberslëschten elo dateschutzkonform sinn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, e schéine gudde Moien. Bon, dass ech dat Wichtegst net vergiessen: Villmools merci dem Rapporter Charles Margue fir seng Aarbecht, och de Mataarbechter vun der Chamber an der Fraktioun hannendrun, an natierlech – wou si se? Do uewen! – dem Daniel Ruppert a senger Ekipp aus dem Justizministère.

Et ass elo ee Moment gesot ginn: „Hei ass en Text, deen ass elo 2021 erëm eng Kéier aus dem Tirang geholl ginn." Esou einfach ass dat jo net! D'Amendemente si wuel vun 2021, mee do ass awer eng extreem Viraarbecht geleescht ginn op Basis vun deem Text, deen 2009 op den Instanzewee gaang ass an dee fir ganz, ganz, ganz vill Commentairen an Avise gesuergt hat, déi natierlech ageschafft gi sinn a wou mer eis doropshi wierklech vill Gedanke gemaach hunn, wéi mer deenen Avise kënne Rechnung droen, wéi mer kënnen den Ufuerderunge vum GAFI Rechnung droen a wéi mer kënnen den ASBL-Secteur zu Lëtzebuerg esou reglementéieren, dass et engersäits absolutt méiglech ass fir d'ASBLen ze fonctionéieren, an anersäits – dat, wat elo vu ville vun Iech schonn ugeklongen ass – och eng gewësse Kontroll awer existéiert.

Well – an dat schénge Verschiddener vun Iech heibannen ze vergiessen – et geet hei awer ëm Entité-juridiquen, et geet ëm Responsabilitéitsfroen, et geet ëm Suen, déi hin an hier ginn, et geet ëm Decisiounen, déi geholl ginn! An do ass e Minimum vu Gouvernancereegelen, géif ech mengen, och ubruecht, wann een an enger Gesellschaft, egal ënner wéi enger Form, zesumme wëll schaffen.

Mir hunn dëse Reformprozess mat engem kloren Objektiv entaméiert: de Fonctionnement vun den Associatiounen a Fondatiounen ze moderniséieren, ze vereinfachen an d'Transparenz ze stäerken. D'Moderniséierung vun eiser Gesetzgeebung ass entscheedend, fir d'Evolutioun vun eiser Gesellschaft an d'Dynamik vun eisen ASBLen a Fondatiounen ze ënnerstëtzen.

Dës Organisatioune spillen eng weesentlech Roll am Liewe vun eise Gemeinschaften, andeems se éierbar Wäerter wéi Solidaritéit, Kooperatioun a Biergerbedeelegung förderen.

A jo, et ass vill vu Benevolat geschwat ginn. An dat ass eppes, wat mir perséinlech och extreem wichteg ass. An déi vun Iech, déi suivéieren, wat ech am Kultursecteur gemaach hunn, déi wëssen och, dass ech do, wou ech kompetent si fir de Benevolat – dat heescht, de Benevolat am Kultursecteur; well d'Attributioun Benevolat ënnerläit dem Familljeministère, dofir kann ech och zu villem, wat hei gesot ginn ass, iwwerhaapt net Positioun huelen –, dass ech do meng Aarbecht gemaach hunn.

Mir hunn de Congé culturel nees agefouert. Mir hunn en ausgeweit, fir dass och d'Benevollen aus de Veräiner kënne vun engem Congé culturel profitéieren. Dat ass eng Stäerkung, déi ee ka maachen, dass een deen Engagement, deen et gëtt, op d'mannst zum Deel honoréiert.

Fir de Rescht: Déi grouss Linne vum Benevolat kënnen net iwwert dat heite Gesetz gereegelt ginn an och net iwwer e Gesetz vum Justizministère, well et ganz einfach net a menge Kompetenze läit.

Ech ginn nach eng Kéier kuerz, well et extreem wichteg ass, op verschidde vun deenen Ännerungen elo hei an. An eppes frustréiert mech elo no der Interventioun vun der Madamm Oberweis: Ech versti jo och, dass een als klenge Grupp net kann an all Kommissioun derbäi sinn, mee wann engem en Text esou wichteg ass, da kann ee vläicht dat arrangéieren, dass een da bei deenen Diskussiounen derbäi ass. Dir sidd jo och heiansdo schonn awer an der Justizkommissioun gewiescht, bei aneren Diskussiounen.

An ech fannen et elo relativ schwiereg, fir net ze soen onméiglech, an deem Tempo, wou Der elo d'Froen debitéiert hutt, wou ech iergendwann eng Kéier net méi nokomm si mat schreiwen … Ech hunn Iech nach eng Kéier gefrot, méi lues ze maachen – et ass trotzdeem net opgaangen, fir alles emol nëmmen nidderzeschreiwen, sief dann och nach ze kontrolléieren, wat Är Fro ass, an d'Äntwert dorobber aus dem Text ze sichen. Dass mer déi Diskussioun elo hei am Plenum féieren an net an der Kommissioun gefouert hunn, well et sinn extreem technesch Froen, déi Der opgeworf hutt, wou et mer elo wierklech net méiglech ass, am Detail dorobber anzegoen.

Dat Eenzegt, wat ech Iech awer wëll soen, dat ass – dat hunn ech elo virdrun ugangs gesot –: Et ass absolutt normal, wann ee sech zu puer zesummendeet, fir eng Entitéit ze grënnen, dass ee sech d'Reegele vum Zesummeliewe gëtt. Dat maache mer iwwerall am gesellschaftleche Liewen! Dat ass net eng Fro vu Contrainte, dat ass eng Fro vun Organisatioun, vu Responsabilitéit, a fir dass jiddwereen och weess, wéi de Fonctionnement ass.

Déi Statutten, déi kënne verschidde Saache virgesinn – ech ginn d'Beispill vun de Visiokonferenzen, fir Reuniounen ofzehalen. Dat gouf et bis elo iwwerhaapt net. Elo kënnt d'Méiglechkeet, dass een dat an d'Statutten draschreift. Dat heescht, dat ass eng Verbesserung vun dem Liewe vun dem Veräin. Mee natierlech: Et muss een et virgesinn.

Dass een e gewëssenen Delai huet, fir Dokumenter ze kréien, ass hei zum Beispill an der Chamber och eng absolutt Normalitéit, ass och normal am Fonctionnement vun engem Veräin. Wann ee soll eppes kucken, muss een eng Virlafzäit hunn, fir dat ze kucken. Dass ee wichteg Decisiounen an engem Verwaltungsrot net vun haut op muer hëlt, mee dass een eng Virlafzäit muss hunn, fir dee Verwaltungsrot anzeberuffen, ass, mengen ech, och an engem Veräinsliewen absolutt normal.

A wann dat net gemaach gëtt an herno Decisioune geholl ginn, wou d'Leit net Zäit hunn, fir sech domadder ausernanerzesetzen, da schaaft dat oft vill Problemer. A mir hu méi wéi eng Geriichtsaffär, wou och do Leit esou Decisioune contestéieren.

D'Délégation journalière ass e Begréff, deen absolutt gängeg ass an dem Fonctionnement vun Entitéiten. Do geet et drëm, dass awer déi Entitéit, déi d'Gesellschaft ausmécht, déi de Veräin ausmécht, dass déi decidéiert, wien am Alldag zoustänneg ass, fir dee Veräin ze geréieren. Heiansdo gëtt et och keng esou eng Persoun, well et wierklech just op puerem Benevolat baséiert.

Dat sinn elo e puer Äntwerten. De Rescht kënne mer gär herno nach kucken, wann ech dann Är Froe ka kréien, wou ech, wéi gesot, elo net d'Zäit hat, se emol nëmmen opzeschreiwen.

Da vläicht awer e puer Mechanismen, déi mer elo hei duerch dësen Text aféieren, déi erliichteren.

Ech sinn awer frou, dass déi meescht vun Iech och honoréieren an och gesinn, dass mer hei wierklech probéieren, de Veräiner entgéintzekommen. Mir simplifiéieren d'Demarchë fir d'Grënnung an d'Gestioun vun den ASBLen a Fondatiounen. Den Depot um Handelsregëster vun der Memberslëscht vun enger ASBL gëtt ofgeschaaft.

Elo kann ee soen: „Dat ass souwisou net méi gemaach ginn." Entschëllegt, et war bis elo eng Obligation légale, fir et ze maache mat alle Konsequenzen hannendrun! Elo kann een natierlech och soen: „D'Obligation-légalle si mer egal." Mir si se et net! Dofir ass et wierklech net onweesentlech, dass een dat ofschaaft. Den Här Goergen hat jo scho gesot, si hätten och schonn eng Proposition de loi an deem Sënn gemaach. Déi hu mer elo hei matverschafft.

De Projet gesäit vir, dass eng ASBL just nach eng aktuell Lëscht vun hire Memberen op hirem Sëtz féiere muss. D'Homologatiounsprozedur virum Geriicht, déi am Kader vu Statuttenännerungen oder der Opléisung vun enger ASBL ënner verschiddene Konditiounen néideg ass, gëtt ofgeschaaft. Dës Mesüren erlaben et den ASBLen, sech méi op hir Haaptaktivitéiten ze konzentréieren.

An d'Gouvernancereegele gi gelackert duerch deen heiten Text, soudass et mam Akraafttriede vum Gesetz méiglech ass, eeben Assemblées- oder Verwaltungsrotreuniounen och à distance ofzehalen. Eppes, wéi gesot, wat bis elo net méiglech war, sauf eeben d'Exceptiounen zu Covidzäiten.

Dann: De Once-Only-Prinzipp gëtt agefouert, dass d'Fondatiounen net méi järlech en Exemplaire vun hire Konten un de Justizministère schécke mussen, an dës just nach um Handelsregëster musse schlussendlech deposéiert ginn.

Am Kader vum Allgemengnëtzdemandë vun ASBLen oder der Approbatioun vu Liberalitéiten ass et och net méi noutwendeg, déi schonn um RCS deposéiert Dokumenter nach eng Kéier un de Justizministère weiderzeleeden.

Mir hate vill Diskussiounen iwwert déi Fro vun der Substance réelle. Ech wollt do och nach eng Kéier un eng Jurisprudenz vun der Cour administrative erënneren, déi seet, dass et duergeet, wann de Siège do ass. Mee et muss schonn eng Relatioun mat Lëtzebuerg do sinn; notamment e Sekretariat, dat dann zu Lëtzebuerg gefouert gëtt. Soudass dat och net dee ganze Beräich, deen am Internationalen täteg ass, hei limitéiert oder empêchéiert.

Mir haten och ganz vill rieds, an den Här Goergen huet et och scho gesot, iwwert kommerziell Aktivitéiten. Elo kann een natierlech soen: „Mir verbidden all Zort vu kommerziellen Aktivitéite fir d'ASBLen." Mee dann, Här Mosar, dann hätt ech Iech awer eréischt héieren!

(Interruption)

Well dann hätte mer hei gesot kritt, dass d'Veräiner alleguerten net méi kéinte fonctionéieren, well déi Recetten, déi erakommen, déi kommen – zemools bei de Museksveräiner oder de Sportsveräiner – meeschtens doduerjer eran, dass een eng Buvette huet, dass ee Gedrénks verkeeft. Dat heescht, dat sinn awer kommerziell Aktivitéiten. An dat ass jo grad d'Komplexitéit bei där heiter Fro! Dat ass ze soen: „Wou fänkt se dann un, d'kommerziell Aktivitéit? Wéini ass se a Konkurrenz mat enger anerer Aktivitéit, déi reng kommerziell ass? A wéini ass se dat net?"

Duerfir … An Dir hutt jo och gesot, dass mer vill driwwer diskutéiert hätten. Mir hunn eis déi Froen natierlech gestallt. Mir hunn dat souguer erop- an erofdiskutéiert. Mee eng gangbar Léisung ass extreem schwiereg hei ze fannen, déi net herno mécht, dass d'ASBLen och nach kënnen en Deel vun hire Recetten doduerch verléieren, wann een hinnen dat da géif ënnersoen.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Mee Dir hutt eng Fro.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Tanson, erlaabt Der, datt den Här Mosar Iech eng Fro stellt?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Natierlech!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci der Madamm Minister. Ech wëll fir d'éischt awer eppes richtegstellen: Ech hunn net gesot … Ech hunn au contraire hei laang ausgefouert, wéi wichteg datt déi Aktivitéite wieren. Dat, wat ech suggeréiert hunn, dat ass, ob een net misst e speziellt Gesetz maachen, fir justement déi ASBLe mat deenen Aktivitéiten ze reglementéieren.

An ech weess, datt dat och ee Moment eng Iddi war. An dofir nach eng Kéier meng Fro: Wann Dir da vläicht och nach eng Kéier an enger nächster Regierung, wat awer kee weess, Responsabilitéit hätt, wäert Dir da bereet, och op de Wee ze goe vun esou engem Spezialgesetz? Dat ass meng Propositioun an och meng Fro.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech mengen net, dass dat d'Äntwert ass op déi Problematik, déi sech stellt, well u sech hunn extreem vill vun den ASBLen eng kommerziell Aktivitéit. An da komme mer genau an déi Däiwelskichen, déi vill vun Iech jo awer wëllen evitéieren, wou een déi Grenzen do muss zéien a wou een dann och muss Konsequenzen dorauser zéien.

A wann elo virdru geschwat ginn ass vun deene sëllege Recetten, déi déi vill Veräiner hätten – déi kommen, wéi gesot, virun allem, well Gedrénks verkaaft gëtt, aus Buvetten an esou weider. Dat heescht, dat ass eng Problematik, wou ech perséinlech net der Meenung sinn, dass een dat duerch e separat Gesetz géif iergendwéi an de Gréff kënne kréien. Mee mir hu jo och alternatif Forme vu Societéiten, déi sech kënnen zesummendoen, déi eeben déi Bréck schloen, a wou mer jo och hei d'Vereinfachung maachen, fir vun engem op deen aneren eriwwerzekommen tëschent de Veräiner an der Société commerciale. Ech mengen, dass dat éischter de Wee ass, dee mer weider sollen ënnerstëtzen.

Ech kommen awer och nach zum Kontabilitéitsregimm. An ech si ganz frou, Här Mosar, wa mer scho beieneen an der Diskussioun sinn: Dir hat ganz gutt ugefaang an dunn hunn ech geduecht: „Wuer féiert dat do elo hin?" An dunn hutt Der erëm d'Kéier krut, wéi Der du gesot hutt, d'Gesetz hätt awer méi positiv Punkte wéi negativer.

(Hilarité)

Well u sech, Dir hat jo dräi Haaptkritickpunkten. Dat eent ass dat mam Benevolat. Wéi gesot, dat ass net de Kader vun deem heiten Text. Dat anert ass dat, wat mer elo grad diskutéiert hunn. An dann hutt Der iwwert de Kontabilitéitsregimm geschwat.

Wann ech awer kucken, de Projet, wéi en deposéiert ginn ass vu mengem Vir-vir-Virgänger – een Här, dee mer mëttlerweil erëm vill gesinn, den Här Frieden, fir en net ze nennen –, deen huet u sech méi Chargë virgesi gehat fir d'ASBLen, wéi dat, wat mer elo an dësem Text hei maachen. An dofir sinn ech ganz frou, dass Der awer zum Schluss kommt, dass schlussendlech deen heiten Text awer ganz vill Erliichterunge virgesäit, an net den Text net matstëmmt.

Et sinn dräi Kategorië vun Associatiounen, wou mer eng Nuance maachen tëscht deenen dräi mat ënnerschiddlechen Obligatiounen. Natierlech ass et eppes, wou ee kann driwwer diskutéieren: „Ass de Seuil ze niddreg, ze héich?" Mat der Inflatioun wäert dat erëm en aneren Impakt hunn. Dat kann ee jo och zu all Moment erëm upassen.

Ech muss awer soen: Et sinn dräi Kittären. An dovunner mussen der zwee cumulativ erfëllt sinn, fir datt een iwwerhaapt an déi Kategorie vun der klenger ASBL fält. Et ass also net esou, dass ee mat engem Revenu vu 50.000 Euro – dee muss ee sech awer och emol erschaffen! – dann d'office do drënnerfält.

Et muss een dann och nach 100.000 Euro Activ hunn. Et ass elo geschwat gi vun de Museksinstrumenter. Do muss ee jo och nach den Amortissement do matbäirechnen. Ech hu selwer laang Saxofon an der Bouneweger Musek gespillt. Dat Instrument war net fuschnei, mat deem ech do gespillt hunn. Dat heescht, dat hat sécherlech net méi d'Valeur d'acquisition dee Moment, wou een dat da géif kucken. An – an dat ass eng Konditioun, déi muss awer fir d'éischt emol nach erfëllt ginn! –: Et mussen dräi Salariéen à plein temps, also „équivalent plein temps", an där Associatioun och schaffen.

Dat heescht, mir hunn elo wierklech probéiert, eng differenzéiert a proportional Approche, wat d'Kontabilitéit ugeet, anzeféieren, soudatt d'Obligatioune fir d'Associatioune par rapport zum Projet vun 2009 vereinfacht gi sinn.

Och d'Fondatioune profitéiere vun engem Kontabilitéitsregimm, deen un hir Natur ugepasst ginn ass. Och hei ass vun deem Seuil rieds gaange vun 100.000 Euro, dee mer elo hei an d'Gesetz aschreiwen. Et muss ee jo awer scho wëssen, eng Fondatioun, dat ass eppes, wat awer eng gewëssen Envergure huet, se gëtt och autoriséiert duerch e Prozess iwwert de Justizministère, Konditioune mussen erfëllt ginn. An et gëtt jo och aner Weeër, fir dohinner ze kommen. Wann een déi dote Konditiounen net erfëllt, da kann ee jo als ASBL no dräi Joer d'Utilité publique ufroen. An, Här Goergen, déi gëtt beim Justizministère ugefrot, mee et gëtt natierlech d'Informatioun beim Finanzministère gefrot, ob d'Konditiounen erfëllt sinn. An do muss och d'Aktivitéit eng gewëssen Envergure hunn, e gewëssenen nationalen Impakt hunn, fir dass dat unerkannt gëtt.

Ech wollt awer och nach drop opmierksam maachen, et gëtt och nach am kulturelle Beräich de Focuna (ndlr: Fonds culturel national), iwwert deen een och kann Donen esou organiséieren.

Ech gesinn, dass d'Zäit mer fortleeft. Ech wollt vläicht nach e Wuert soen zu dem GAFI. Dat huet elo nëmme bedéngt eppes heimat ze dinn. Mee natierlech war och een Usporn, fir mat deem heiten Text weiderzekommen, dass d'Recommandatioun 8 vum GAFI eebe virgesäit, dass een eng Stäerkung vun der Vigilance vun den Obligatioune vun den ASBLen a Fondatiounen a senger Legislatioun virgesäit. Et waren och scho Länner virdrun, déi grad wéinst deem dote Punkt eng extreem Vulnerabilitéit haten an dowéinst net gutt ofgeschnidden hunn.

Ech kann Iech leider haut net méi soe wéi dat, wat mer d'lescht Woch kommunikéiert hunn. Mee Dir hutt gefrot, Här Mosar, dass mer nach virum Enn vun der Legislaturperiod d'Chamber doriwwer informéieren. Dat wäert absolutt méiglech sinn. Et ass elo nach dee Prozess amgaangen, wou nach eng Kéier de Rapport bei de Memberen zirkuléiert, wou dann nach eng Kéier kann op eppes opmierksam gemaach ginn. A mir missten Iech awer kënnen am September genau Detailer ginn, wéi mer elo genau ofgeschnidden hunn, wat d'Recommandatioune sinn a wéi ee muss déi nächst Jore weiderschaffen.

Ech hu bestëmmt elo lauter Saache vergiess, mee mir hunn nach e puer Projeten de Moien. Duerfir soen ech Iech alleguerten e ganz grousse Merci fir déi Diskussioun. An deenen, déi matgeschafft hunn, och nach eng Kéier merci, dass mer dat heiten elo konnte maachen an esou eist Veräinsliewen awer konnte professionaliséieren an an dëst Joerhonnert matkréien.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech wollt just der Madamm Ministesch soen, dass ech si net wollt rose maachen, an och net den Här Margue. Ech wollt kee rose maachen. Mee ech weess net, ob ee sech ka virstellen, ausser d'Piraten vläicht, wéi et ass, zu zwee ze sinn! Et ass wierklech vill. Ech sinn net Member an der Justizkommissiouun, ech kann also net ëmmer do sinn. Et ass wierklech materiell onméiglech, iwwerall ze sinn an all Dossier ze suivéieren.

Et ass wouer, dass et mer wichteg ass, mee mir sinn immens vill Saache wichteg. Ech wëll mech just domat erklären, ech wollt kee rose maachen. Et deet mer leed, dass ech eng Rei Froe gestallt hunn. Et waren der fënnef genau. Ech komme gär bei Iech dohinner, ech hu mer se nach eng Kéier opgeschriwwen, ech komme gär domat bei Iech.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Oberweis. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6054. Den Text steet am Document parlementaire 6054[27].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6054 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer nach zum Vott iwwert d'Motioun, déi vum Här Mosar deposéiert ginn ass. Wie wëllt zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Marc ..., nee den Här Sven Clement. Et gesäit een ni, wéi een Aarm eraushänkt.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. De Marc huet jo och déi heite Motioun matënnerschriwwen. Mir wäerte se och ënnerstëtzen. Et ass vläicht just eppes, wat nach wichteg ze soen ass. Mir hunn haut schonn eng Circulaire 18 (4) vun der Steierverwaltung, déi et erméiglecht, fir Revenuen, déi een aus engem Benevolat kritt, oder Fraisen, déi een do huet, an Héicht vu 5.000 Euro iwwer Frais d'obtention forfaitaire ofzesetzen, esoudatt een op deenen éischte 5.000 Euro zum Beispill e steierlechen Incentive huet.

Wat awer definitiv e grousse Problem ass, dat ass d'Protection sociale. Mir hunn haut de Problem, datt mer ganz vill Leit hunn, déi eebe vläicht net nëmmen an engem Benevolat aktiv sinn, mee déi a verschiddenen aktiv sinn an natierlech néierens e volle Kontrakt kréien, an natierlech iwwerall e bëssen esou an engem Vide juridique hänken. An och déi musse mer mëttelfristeg iergendwéi encadréiert kréien, ob dat elo den Dirigent vu Museken ass, deen all Owend an enger anerer Musek dirigéiert, ob dat e Sportstrainer ass, dee vläicht nach a verschiddene Veräiner aktiv ass oder op verschiddenen Niveauen. Dat ass alles e bëssen e Vide. Ech weess, datt dat elo net de Justizministère ass, deen dat eleng wäert léisen. Ech mengen awer, datt mer generell, wa mer eng Stratégie de bénévolat hunn, eis och déi Outile musse ginn, fir dee Benevolat ze encadréieren.

Et deet mer leed, datt dat elo an deem heiten Debat zur Sprooch kënnt, mee et betrëfft nun emol och d'ASBLen, an dofir **...** Mir wäerten op alle Fall dat heite matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci fir d'Wuert. Also, et ass jo, mengen ech, elo aus den Debatten an de Stellungname kloer ervirgaangen, dass déi Motioun hei am Projet de loi 6054, esou sympathesch wéi se ass, am Usazpunkt näischt elo de Moien hei derzou bäidréit.

Ech mengen, dobäi si mer an enger ... Et ass multisektoriell, an d'Ministesch huet gesot, wat am Kader vun hire Befugnisser alles an d'Weeër geleet ginn ass, Congé sportif, culturel an esou weider. Dat heescht, dass do massiv Ënnerstëtzung komm ass, wou et méiglech ass.

Mir sinn an enger Prewalcampagne, mir wäerten alleguerten an eise Programmer munches zum Benevolat draschreiwen. Elo nach e Gouvernement zu iergendwelleche gréisseren Debatten hei erauszefuerderen ass, éischtens, net realistesch an, zweetens, soll dat kënne geschéien an enger nächster Mandatur mat engem Debat, deen d'Benevolat verdéngt an all déi Leit, déi Der elo gesot hutt, déi sollen ënnerstëtzt ginn, déi an der Gesellschaft Positioun huelen.

Asoufern géif ech roden, déi Motioun hei an dësem Moment net matofzestëmmen, net positiv ze bewäerten. Wann den Här Mosar, deen à l'initiative ass, se wëllt oprechterhalen, dann ass dat seng Fro. Mee aus där do Iwwerleeung eraus wär ech frou, wann hien dat kéint anescht gesinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Den Auteur vun der Motioun huet d'Wuert gefrot, den Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Nach eng Kéier, déi Motioun huet vläicht net direkt eppes mam ASBLs-Gesetz ze dinn. Et huet awer mat deene ganz, ganz ville Leit ze dinn, déi an den ASBLe schaffen. An ech mengen, souwisou huet all Deputéierten à tout moment d'Recht, eng Motioun zu egal wat fir engem Sujet eranzebréngen, soudatt ech mengen, datt do iwwerhaapt keng Diskussioun ass, datt iwwert dës Motioun hei kann diskutéiert an och herno ofgestëmmt ginn.

Ech muss Iech soen, ech fannen, ech hunn zu engem Deel dem Här Margue säi Räsonement kënnen novollzéien, mee awer net seng Konklusioun. Ech hunn et d'ailleurs och virdru gesot, datt natierlech dës Motioun, mat deene Pisten, déi hei geschildert sinn, sécherlech net méi vun dëser Regierung wäert ëmgesat ginn.

Mee ech wëll Iech awer ganz kloer soen, ech weess elo net, wéi dat fir d'Kolleege vun deenen anere Fraktiounen hei vun der Oppositioun ass: Déi Virstellungen, déi mir hei hunn, dat sinn och déi, déi mir an de Walen an an de Programmer wäerte vertrieden. An dofir stëmme mir fir déi dote Motioun.

Wann Dir do elo aner Virstellungen hutt an net déi, da musst Der do dergéint stëmmen. Eis Positioun dozou ass op jidde Fall kloer.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet den Här Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt soen, dass ech souwuel d'Argumentatioun wéi och d'Konklusioune vum Här Margue zu 100 % deelen. Ech wollt e just drop opmierksam maachen, dass de Congé sportif net an de Kompetenzberäich vun der Madamm Tanson gehéiert, mee an de Kompetenzberäich vum Här Engel.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir droen dës Motioun mat. Mir gesinn, dass dat Gesetz, dat mer elo grad gestëmmt hunn, wuel en Impakt op de Benevolat huet, och wann dat net esou wëllt gesi ginn. Mir gesinn dat schonn esou, virun allem, well d'Gesetz awer e gewëssenen administrativen Opwand mat sech bréngt fir Benevoller. An dofir soll een d'Konditioune kreéieren, fir dass d'Leit sech kënne benevoll engagéieren.

Also, mir gesinn dat schonn esou, an dofir droe mir dat heiten och mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen, mir ënnerstëtze se. Et gëtt wierklech Zäit, datt do Beweegung an d'Saach kënnt an datt Neel mat Käpp gemaach gi fir déi Benevoll.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An ech mengen, et gëtt elo Zäit, datt mer iwwert d'Motioun ofstëmmen. Nee, den Här Sven Clement freet nach d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, pardon, ech muss awer nach eppes soen, well déi Argumenter, déi elo grad vun der Majoritéitssäit hei virbruecht ginn, datt heibanne just nach soll iwwer Motiounen ofgestëmmt ginn, déi an de Kompetenzberäich fale vun deem Minister, dee grad do ass, dat muss ech awer fermement rejetéieren.

Et kann net op där enger Säit erwaart gi vun den Oppositiounsparteien, wat mer haut jo gesinn hunn, datt mer an all Texter eis aschaffen, datt mer an allen Texter gutt sinn, datt mer kënnen zu allen Texter dann och Viraarbecht leeschten, a gläichzäiteg, wann e Regierungsmember heibannen ass, da schwätzt dee Regierungsmember fir d'ganz Regierung. Da kann deen

nach ëmmer soen: „Mir als Regierung fannen dat net gutt." Mee datt mer soen, et géif just nach iwwer Motiounen ofgestëmmt, esou wéi d'Majoritéit dat elo uklénge gelooss huet, déi kloer an de Kompetenzberäich vu Ministere falen, déi grad uwiesend sinn, dat ass keng gutt parlamentaresch Aarbecht! An dat wëll ech awer ganz kloer gesot hunn, datt ech mech deem net kann uschléissen. An deementspriechend wäerte mir op alle Fall weider bei eisem Vott bleiwen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Da komme mer elo zum Vott iwwert dës Motioun**.**

Vote sur la motion 1

Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf) et Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

4. Ordre du jour

Ier mer elo zum nächste Projet de loi kommen, wëll ech soen, datt proposéiert gëtt, datt mer just dee Punkt de Moien nach evakuéieren. Da wäert dat ongeféier bis 13.00 Auer daueren. Da géife mer Mëttespaus maache bis 14.30 an da géife mer dann duerno mat deenen anere Punkte vum Ordre du jour virufueren.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

5. 8033 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 8033 iwwert de Cannabis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert kritt de Rapporter vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, no laange Jore vu Repressioun a Verbuet betriede mer mat dësem Projet de loi Neiland an der Lëtzebuerger Drogepolitick an erlabe souwuel den Ubau wéi och de Konsum vu Cannabis am Privatberäich ënner gewësse Konditiounen, op déi ech nach wäert zréckkommen.

(Brouhaha)

Här President, et ass Rumouers am Sall.

M. Fernand Etgen, Président | Dat kenne mer vu gëschter. Ech widderhuelen eng Kéier, datt et immens schwéier ass, wann een hei uewe steet an et muss ee schwätzen an et gëtt op alle Borde geschwat. Dat ass net esou einfach, besonnesch wann d'Sitzunge méi laang daueren. Fir dann déi néideg Attentioun ze hunn, dat ass immens schwéier.

Also, ech bieden ëm méi Andacht!

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President.

De Projet de loi, deen ech dann elo virstellen, berout op der fundamentaler Feststellung, datt d'Repressiouns- an d'Verbuetspolitick aus de leschte Joerzéngten en Echec war, en Echec an deem Sënn, datt souwuel de Konsum wéi och den illegale Verkaf vu Cannabis um Schwaarzmaart floréiert huet an trotz Repressioun an trotz Verbuet net erofgaangen ass, mee erop.

Mëttlerweil ass de Cannabis fir net medezinnesch Zwecker, dat heescht, de rekreative Cannabis, déi meescht consomméiert illegal Drog iwwerhaapt zu Lëtzebuerg, gradewéi och an anere Länner.

Mat dësem Projet de loi kuckt d'Regierung där Realitéit an d'Aen a setzt op d'Eegeverantwortung vun den erwuessene Konsumenten amplaz op Repressioun, asoufern et sech ëm kleng Quantitéite vu manner wéi dräi Gramm handelt.

Wéi d'Regierung et an der Vergaangenheet reegelméisseg ënnerstrach huet, geet et dobäi ganz sécher net drëms, de Cannabis ze verharmlosen, ze banaliséieren oder ze promouvéieren, wat säi Konsum betrëfft. Et geet der Regierung, a virun allem der Justizministesch Sam Tanson, mat dësem Projet de loi eenzeg an eleng drëms, géint d'Drogekriminalitéit, géint deen domat verbonnene Mënschenhandel an aner kriminell Aktivitéiten a géint de Verkaf vu Cannabis um Schwaarzmaart virzegoen, an zwar doduerch, datt den Eegenubau dem Schwaarzmaart Clienten entzitt.

Enk domat verbonnen ass d'Recht vun de Konsumenten op Gesondheetsschutz duerch eng gutt Qualitéit vum Produit, déi och mat dësem Projet de loi ka garantéiert ginn. Datt d'Qualitéit vum Cannabis a sengen Derivéen um Schwaarzmaart ze wënschen iwwreg léisst duerch Veronrengegungen, duerch bäigemëscht Substanzen a Streckungen, an dass dee Konsum méi gesondheetsschiedlech ass wéi de Konsum vu Cannabis a gudder Qualitéit, ass ganz einfach eng Tatsaach, déi net méi bewise muss ginn. An och dat ass e wichtegt Argument vun der Regierung, fir dësen éischte Schratt a Richtung Legaliséierung ze maachen an domat och en Deel vum Koalitiounsaccord ëmzesetzen, an dëst am Sënn vun der Santé publique.

An engem zweete Schrëtt soll duerno eng staatlech kontrolléiert Produktiounskette mat engem staatlech kontrolléierte Verkaf entwéckelt ginn, dëst innerhalb vun engem Konzept, dat am Virfeld a Form vun engem Eckpunktepabeier mat der Europäescher Kommissioun wäert diskutéiert ginn an dat der Chamber schonn an enger Commissioun jointe a graffen Zich virgestallt ginn ass.

Well dëst Konzept, dat duerno an e Projet de loi soll afléissen, net Objet vun dësem Projet de loi ass, ginn ech net weider dorop an, an ech wëll natierlech och den Decisioune vun der follgender Regierung net virgräifen, well et wäert jo déi nächst Regierung sinn, déi iwwert d'Suitte vun deem Konzept wäert decidéieren.

Egal wéi déi nächst Regierung zesummegesat ass, schonn haut besteet e grousse Konsens, datt parallell zu dësem Projet de loi an zum Konzept, dat entwéckelt gëtt, op Sensibiliséierung an Informatioun gesat muss ginn. Et ass dat, wat déi aktuell Regierung mécht, mam Zil, d'Allgemengheet, a besonnesch déi Jonk an d'Kanner, iwwert d'Gesondheetsrisike vum Cannabiskonsum opzeklären an ze schützen, mat hannendrun enger geziilter Begleedung vu gefäerdeten oder betraffene Jonken.

Aus Grënn vu Kanner- a Jugendschutz ass a bleift et deemno verbueden, Cannabis u Mannerjäreger weiderzereechen, Cannabis viru Jonken ze consomméieren oder Cannabis als Mannerjäreger selwer unzebauen.

Domat sinn ech bei de wichtegsten Dispositioune vun dësem Projet de loi ukomm, déi ech op dëser Plaz kuerz wéilt resüméieren. Wéi am Ufank gesot, gëtt den Ubau vu Cannabis exklusiv am Privatberäich erlaabt, dëst ënnert der Konditioun, datt d'Zuel vun de Planze sech maximal op véier pro Communauté domestique limitéiert.

Ënnert esou enger Communauté domestique versteet een déijéineg Persounen, déi zesummen an engem Foyer liewen an iwwer ee gemeinsame Budget verfügen, esou wéi de Staatsrot et proposéiert huet.

Wat den Ubau vun de Planzen ugeet, esou muss dee vun erwuessene Mënschen ausgefouert ginn. Den Ubau muss op Basis vu Cannabis-Som erfollegen, deem säin Etiquetage déi néideg Informatiounen iwwert den Hiersteller oder de Produzent, den Ziichter an iwwert d'Zuel vun de Semencë muss enthalen an doriwwer eraus eng sanitär Warnung iwwert d'Risike vum Konsum.

Déi erlaabt Consommatioun gëtt hirersäits op grousséjäreg Persounen an op de Privatberäich limitéiert, wéi ech et scho gesot hunn. Dat ass déi Plaz, wou eng Persoun ugemellt ass oder wou se geméinlech wunnt.

Wichteg ass och ze wëssen, datt Cannabisplanzen net vum ëffentleche Raum oder vun anere Proprietéiten hier visibel däerfe sinn. Et ass deemno net erlaabt, op Plazen unzebauen, laanscht déi Foussgänger ënnerwee sinn oder wou d'Noperen e Bléck kënnen drop geheien.

Parallell zu dësen Dispositioune kënnt et zu enger Rei Ännerungen um Niveau vun de Sanktiounen, déi mam Besëtz a Konsum vu klenge Quantitéite vu Cannabis am ëffentleche Raum verbonne sinn. Eng wichteg Ännerung bezitt sech op d'Detentioun, de Besëtz, den Transport an d'Aquisitioun vu manner wéi 3 Gramm Cannabis am ëffentleche Raum. Se besteet doran, datt et zu enger Dekorrektionaliséierung kënnt, dat heescht, datt eng betraffe Persoun net méi viru Geriicht ka kommen. D'Amende gëtt hirersäits op 25 bis 500 Euro erofgesat, an d'Méiglechkeet vun engem Avertissement taxé vun 145 Euro gëtt agefouert, wuel wëssend, datt et sech hei eenzeg an eleng ëm eng Quantitéit vu manner wéi 3 Gramm muss handelen.

Handelt et sech ëm eng Quantitéit vun iwwer 3 Gramm, da gëtt déi betraffe Persoun mat engem Drogendealer assimiléiert. De Recours op en Avertissement taxé ass an deem Fall ausgeschloss. D'Affär gëtt mat engem Procès-verbal sanktionéiert a fir méiglech penal Suitten un de Parquet weidergereecht.

Fir sämtlech Detailer a puncto Sanktiounen, Delaien a Prozedure verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, dee säiteweis Dispositiounen dozou enthält. Zäitlech gesinn ass et net méiglech, déi alleguer hei virzestellen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kéim bei d'Avisen, déi zu dësem Projet de loi eragereecht gi sinn, ugefaange bei deenen zwee Avise vum Staatsrot. Deen éischte staamt vum 14. Mäerz 2023, den Avis complémentaire vum 26. Juni (veuillez lire: vum 26. Mee) 2023.

Am initialen Text huet déi héich Kierperschaft sech un e puer Formulatioune gestouss, déi eng Opposition formelle mat sech bruecht hunn, esou zum Beispill bei der méi kniwweleger Definitioun vun der Communauté domestique, wou d'Kommissioun déi Textpropos iwwerholl huet, déi ech virdrun erkläert hunn: Zesummen an engem Foyer wunnen an iwwer e gemeinsame Budget verfügen.

Doriwwer eraus huet de Staatsrot no Prezisioune verlaangt, wat d'Ofgrenzung vum Privatberäich par rapport zum Terrain adjacent ugeet. An net zulescht huet den Text mussen ugepasst ginn, wat de Konsum vu Cannabis viru Mineure respektiv déi penal Sanktiounen ugeet.

De Staatsrot huet sech dann awer och d'Méi gemaach, an dat wëll ech ënnersträichen, d'Systemer an d'Reegelen ze presentéieren a sengem Avis, déi an anere Länner am Beräich vum Cannabiskonsum an -ubau en place sinn. An dat huet e ganz am Detail gemaach. Interessant ass déi Recherche virun allem fir déi Leit, déi sech fir d'Theema interesséieren. An ech géif Iech dofir invitéieren, den Avis vum Staatsrot ze liesen, well e wierklech déi Systemer all presentéiert, déi international scho längst en place sinn an déi weisen, dass mer hei keen Alleingang maachen am internationale Kontext.

Zousätzlech Avise koumen dann der Rei no vum Collège médical, vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg, vum Parquet vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg, vum ieweschte Geriichtshaff, vum Parquet général, vum Tribunal d'arrondissement vun Dikrech, vum Parquet vum Tribunal d'arrondissement Dikrech, vun der Chambre de Commerce a schlussendlech nach en Avis vum Parquet vum Stater Bezierksgeriicht mat engem Avis complémentaire, deen nogereecht ginn ass, wéi mäi schréftleche Rapport scho finaliséiert war.

Well deen Avis net méi am Rapport konnt opgefouert ginn, si mer eis an der Kommissioun eens ginn, datt ech a mengem mëndleche Rapport haut kuerz drop aginn.

Virdru sief awer nach bemierkt, datt de Collège médical sech a sengem Avis natierlech méi op déi gesondheetlech Volete konzentréiert huet. Virun allem huet en op déi schiedlech Auswierkungen higewisen, déi vu Planze mat héijem THC-Gehalt ausginn, déi a sougenannten Indoor-Growboxe geziicht kënne ginn.

An deem Kontext huet de Collège médical no méi Informatiounen am Etiquetage verlaangt an huet dann och seng Bedenken ugemellt, wat d'Konditioune vum Ubau an d'Surveillance vun der Consommatioun am ëffentleche Raum ugeet.

D'Chambre de Commerce huet hirersäits bedauert, datt de Projet de loi keng Justifikatioun an Terme vu Santé publique enthält an huet eng Rei Froen opgeworf, wat déi international Konventiounen ugeet an d'Konformitéit dozou. Prinzipiell huet d'Chambre de Commerce sech awer mam Projet d'accord gewisen.

Déi juristesch Autoritéiten hu sech evidenterweis mat de juristesche Voleten auserneegesat. An hire jeeweilegen Avisen – dat waren der jo eng Hellewull – hu se eng ganz Rei Froen opgeworf, wat d'Konformitéit vun dësem Projet de loi mat den internationale Konventiounen an déi konkreet Ëmsetzung vum Projet de loi ugeet. D'Detailer dozou fannt Der och am schréftleche Rapport.

Bleift, wéi gesot, nach den Avis complémentaire vum Parquet vum Stater Bezierksgeriicht, deen den 22. Juni 2023 nogereecht ginn ass. An deem Avis widderhëlt de genannte Parquet seng Iwwerleeungen aus dem éischten Avis vum Oktober 2022, wat d'Communauté domestique an d'Plaz vun der Uplanzung betrëfft. Des Weidere weist en op d'Komplexitéit vum Projet de loi hin, wat d'Strofen ugeet an och op de Risiko vun de juristeschen Insecuritéite bei der Applikatioun vum Gesetz.

En anere Punkt, deen an dësem Avis complémentaire opgeworf ginn ass, bezitt sech op d'Enquêten um Niveau vum Trafick vu Cannabis a vun der organiséierter Kriminalitéit. An deem Kontext gëtt am Avis gefuerdert, datt d'Mëttelen, déi et erlaben, Enquêten duerchzeféieren, verstäerkt solle ginn.

Schlussendlech beschäftegt den Avis sech mat der Definitioun vun de Stupefianten a méi speziell der Definitioun vum Cannabis a weist op d'Risiken hin, déi sech hannert der Legaliséierung respektiv enger méiglecher Banaliséierung vum Ubau an der Consommatioun am Privatberäich verstoppen.

Wéi gesot, d'Positioun vun der Regierung hunn ech am Ufank erkläert a kommen net drop zréck. D'Regierung gesäit et an Terme vu Santé publique a Schutz vum Konsument.

Bleift nach ze soen, datt dëse Projet de loi e längere Wee hannert sech huet no allen Diskussiounen, déi scho jorelaang gefouert gi sinn. Deposéiert gouf en den 22. Juni 2022, also virun eppes iwwer engem Joer, vun der Justizministesch Sam Tanson. Den éischten Avis vum Staatsrot koum de 14. Mäerz 2023, also aacht Méint méi spéit, a säin Avis complémentaire de 26. Mee 2023. De 14. Juni vun dësem Joer hat ech dann d'Éier, zur Rapportrice ernannt ze ginn, an den 22. Juni (veuillez lire: den 21. Juni) huet d'Justizkommissioun mäi Rapport mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl.

Dat gesot, ginn ech schonn direkt den Accord vun der grénger Fraktioun a wéilt och nach de Responsabele vum Ministère e grousse Merci ausdrécke fir hir kompetent Berodung a Begleedung an der Kommissioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt der Madamm Lorsché Merci soe fir e ganz prezisen an och, muss ech soen, ganz objektive Rapport.

Well dëse Gesetzesprojet, dee kéint een eigentlech iwwerschreiwen: „Und der Berg gebar eine Maus", an dat ouni Nout an eigentlech och ouni Demande vun de Leit, ausser vläicht aus den eegene Reien.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An dat och nach an der Hetz, well elo just dëse Projet virgezu gëtt, …

(Interruption)

… och ouni globaalt Konzept. Well an dem Regierungsprogramm, Dir Dammen an Dir Hären, huet dat nach ganz aneschters geklongen. Do war vun enger ganzer Cannabisliwwerkette rieds, déi awer elo net kënnt.

Den Här Staatsminister, deen huet 2018 nach gesot: „Mir huelen de Marché aus den däischteren Ecken eraus a protegéieren domat déi Leit, déi Cannabis consomméieren." An da sollt et parallell zu der Legaliséierung och nach Sensibiliséierungscampagnë ginn.

Dat Gesetz, dat mer haut hei hunn, dat gouf ëmmerhi vun dräi Ministeren op enger Pressekonferenz virgestallt. D'Madamm Lenert, déi sot do, datt d'Risike vum Konsum mat dësem Gesetz erofginn. Et wier eng Approche de santé publique. Si schwätzt vun engem juristeschen Experiment. D'Madamm Tanson, déi sot, datt d'Drogekriminalitéit erofgeet, wat déi Jonk beschützt. An den Här Meisch seet, datt d'Leit méi responsabiliséiert gi fir hir eege Gesondheet. An de President vun der Justizkommissioun, den Här Charles Margue, dee schwätzt op enger anerer Plaz vun der Ambitioun vun dëser Koalitioun, fir dësen Text nach virun de Chamberswalen ze stëmmen.

Abee, mir géifen eis ganz éierlech dës Ambitioun éischter op anere Plaze wënsche wéi grad beim Cannabis, an ech mengen, ganz vill Leit am Land och. A mir fannen et ganz besonnesch, wéi ee sech eng eigentlech falsch Decisioun ka schéirieden!

Här President, zum Gesetz selwer. Mir mengen, datt weeder déi politesch nach déi gesondheetlech oder juristesch Zilsetzungen hei erreecht ginn. A mir stinn domadder net eleng, well, d'Madamm Rapportrice huet et gesot, et gëtt eng ganz Hellewull vu kriteschen Avisen, vum Parquet, vun den Tribunaler, vun dem Staatsrot iwwert de Collège médical an anerer, soudass dat hei fir eis éischter e Windowdressing ass oder eng typesch Doftmark vu Blo, Rout a Gréng.

Mee der Rei no. Fir d'éischt déi politesch Ziler vu méi Sécherheet an engem bessere Jugendschutz. Mir mengen, datt mat dësem Gesetz d'Kriminalitéit éischter erop- wéi erofgeet. An de Parquet schwätzt a sengem leschten Avis, an d'Madamm Rapportrice ass och dorobber agaangen, éischter vu mafiöse Reseauen, déi kéinten op Lëtzebuerg kommen. Firwat?

D'Drogegesetz vun 1973, dat war kloer, well et eng ganz Rei vu Begréffer iwwerholl huet, déi an internationale Konventiounen, notamment den UNO-Konventiounen, festgeschriwwe waren. Hei kommen awer elo eng Hellewull vun neien an onklore Bestëmmungen derbäi, déi zweedeiteg an oft, wéi de Staatsrot et souguer seet, kontradiktoresch sinn. Well e Grondprinzipp vum Strofrecht ass eigentlech deen, dass d'Texter musse kloer sinn, soss hu mir juristesch Onsécherheet, an am Zweifelsfall muss de Riichter dann ëmmer am Interessi vun dem Beschëllegten tranchéieren. An de Parquet, dee geet och a sengem Avis ausdrécklech dorobber an. Hie schwätzt vu mafiöse Reseauen, déi kéinten op Lëtzebuerg kommen. An ech zitéieren: „Le projet risque certainement de rendre les enquêtes en matière de trafic de cannabis plus ardues en mettant les enquêteurs face à plusieurs procédures disparates. D'un autre côté", schreift de Parquet, „il risque d'attirer les réseaux mafieux qui tentent à s'infiltrer dans les pays optant pour une certaine libéralisation en matière de stupéfiants et dépourvus des moyens juridiques pour contrecarrer l'influence de ces réseaux."

Mir menge weider, datt mat dësem Gesetz och de Jugendschutz net gestäerkt gëtt. Am Géigendeel! Mir ginn hei e kloert Signal un eis jonk Leit, datt et am Fong net esou wëll ass, eppes ze fëmmen.

Ech kommen herno nach am Detail dorobber zréck. An datt mer da wëlle parallell grouss Sensibiliséierungscampagnë schalten, do stëmmen éierlech gesot

d'Dote mat de Wierder net iwwereneen. An dat ass grad bei jonke Leit fatal.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An dësen Androck, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt och mat Fakte vun den zoustännegen UNO-Autoritéite confirméiert. Ech zitéieren aus engem Rapport vum OICS (ndlr: Organe international de contrôle des stupéfiants), deen eigentlech d'Aen am Numm vun der UNO soll iwwert d'Drogen halen.

„Il semble", steet an deem Rapport vum Joer 2022, also deen ass net vun anno Tubak, „que la légalisation du cannabis se traduise par une consommation accrue", schreift d'UNO, „en particulier chez les jeunes, et une moindre perception du risque encouru."

Une voix | Voilà!

M. Gilles Roth (CSV) | Dann zur Gesondheet. D'Gesetz huet jo och e gesondheetlechen Usaz a wëllt den Drogekonsum reduzéieren an domadder och déi ëffentlech Gesondheet stäerken. An dat soen déi allermeeschte Stëmmen am Ausland, datt dat schifgeet. Alle virop och do nach eng Kéier den OICS-Rapport: „La légalisation de l'usage non médical du cannabis fait croître la consommation et les problèmes de santé, sans réduire l'activité criminelle." Domat ass eigentlech alles an engem Saz gesot.

An dann zu der juristescher Analys, déi och net vill besser ass. De Gesetzesprojet huet, fir et ze vereinfachen, eigentlech dräi Haaptpunkten.

Éischtens, ech kann als Erwuessenen elo stroffräi doheem véier Planze Cannabis an enger sougenannter „Hauscommunautéit" uplanzen an de Cannabis och do stroffräi consomméieren. D'Cannabisplanzen dierfen awer net vu bausse siichtbar sinn.

Zweetens, consomméieren ech Cannabis op all anerer Plaz oder ginn ech mat manner wéi dräi Gramm – manner wéi dräi Gramm, dat ass net näischt! – erwëscht, da kréien ech eng Geldbouss vu 25 bis 500 Euro. Wann ech awer dann direkt e Protokoll, dat heescht, e sougenannten „avertissement taxé" – dat ass dat selwecht, wéi wann ech ze schnell fueren – vun 145 Euro bezuelen, dann ass alles ok.

An drëttens, bei méi wéi dräi Gramm kréien ech eng maximal Prisongsstrof vu sechs Méint an/oder eng Geldstrof vu maximal 2.500 Euro.

Zu der Legalisatioun vun deene véier Planze Cannabis um Balcon. Wann et iwwerhaapt sollt zu enger Kontroll kommen, wäert de Fräisproch „au bénéfice du doute" wuel d'Reegel ginn. Fräisproch „au bénéfice du doute", dat ass „im Zweifel für den Angeklagten". Dat seet an engem Avis souguer de Parquet mat Verweis op d'Rechtsprinzippien an d'Rechtsspriechung vun eisem Cassatiounsgeriicht. E Strofgesetz, ech soen et nach eng Kéier, muss kloer verständlech a previsibel sinn! Näischt ass hei de Fall.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass eng sougenannte „communauté domestique" mat engem gemeinsame Budget, also eng Hauscommunautéit mat engem gemeinsame Budget? Wat heescht dat, wa méi Leit ënner engem Dag wunnen, mee mat getrennte Budgeten? Wien ass an esou enger Communauté domestique iwwerhaapt da strofrechtlech responsabel, wann ech net véier, mee fënnef Planzen um Balcon hunn?

Wéi ass et an enger Famill, wou erwuesse Kanner doheem wunnen, awer eng eege Pai hunn, an de pensionéierte Papp oder Bop, dee sëtzt do ze fëmmen? Wéi soll séchergestallt ginn, jo, wéi soll séchergestallt ginn, dass mannerjäreg – an dat fannen ech dramatesch! – Kanner net iertemlecherweis un de Cannabis knabbere ginn? An UNO-Rapporten – UNO-Rapporten! – weisen op Problemer an den USA an a Kanada hin, wou souguer Kanner dru gestuerwe sinn.

(Interruption)

Jo. Wat heescht an der Praxis konkreet, ...

(Brouhaha)

... wat heescht an der Praxis konkreet, d'Planzen dierften net vun der Voirie publique (veuillez lire: Voie publique) aus visibel sinn? Well jee no Kierpergréisst, Dir Dammen an Dir Hären, vum Polizist, deen dat soll kucken, gesäit deen een eppes an deen aneren, deen e bësse manner héich gewuess ass, dee gesäit do näischt.

(Interruption)

Wéi soll dann déi Kontroll iwwerhaapt an der Praxis geschéien? Also, ech stelle mer vir, do ...

(Interruption)

... do kënnt e Polizist, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet e Verdacht, dee klappt seng Leeder eraus, klëmmt erop, hëlt d'Spektiv, kuckt, ...

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth (CSV) | ... zielt: een, zwee, dräi, véier, fënnef. „A, elo", seet en, ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

... „elo hunn ech en!" An dann, Här Kersch, da kënnt en an e geet schellen. Jo, an da kritt en net opgemaach. Muss en dann en Durchsuchungsbefehl hunn? Oder seet en: „Et ass e flagrant délit!"? A wéi verhält et sech do mat der Protection du domicile?

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat ass net ze kontrolléieren! Dat ass dramatesch, dat do.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat si konstitutionell, rechtlech Problemer. Well, éierlech gesot, Dir hutt elo gelaacht, mee et sinn eeler Affekoten, ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat ass iwwerhaapt net fir ze laachen!

M. Gilles Roth (CSV) | ... ech soen net „wäiss Männer", well dat ass jo scho bal diskriminéierend, déi kënne sech nach gutt erënneren. Wësst Der, wéi deemools den Adultère war, also d'Friemgoen, wéi dat nach eng Strofdot war? Da sinn d'Polizisten eragaangen an dann hu se gekuckt a getaascht am Bett. Dat ass kee Witz! Dann hu se festgestallt: „Es war noch Bettwärme vorhanden: demnach lag Ehebruch vor!" Dat hei gëtt dee selwechten Zinglabumm.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum gemeinsame Budget. Wéi wëllt Der da feststellen, ob e gemeinsame Budget do ass oder net? Ginn dann d'Supermarchésrechnunge kontrolléiert, ob elo jiddwereen, deen an deem Haus wunnt, zu deem Budget bäigedroen huet?

Dir hutt elo gelaacht. Mee dat Ganzt, wat ech elo gesot hunn, dat sinn net Suppositiounen, mee dat sinn och eescht Argumenter, déi ënner anerem vun den Avisen, an Dir hutt se gelies, vum Parquet a vun den Tribunaler opgeworf goufen. Well, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Staatsanwaltschaft schonn net emol an der Theorie weess, wéi dat do soll applizéiert ginn, ma wéi sollen dann d'Polizisten, déi mat der Aufgab betraut sinn, fir d'Gesetz opzeweisen an unzeweisen an ze kontrolléieren, dat da maachen? Kréien déi Polizisten dann eng Fibel mat Gebrauchsanweisungen? „Handbuch zur Ermittlung der Cannabistäter!" Ech géif souguer soen: „Folklorebuch in drei Teilen. Die Polizei bittet um Ihre Mithilfe."

Zweete Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mat manner wéi dräi Gramm Cannabis op der Strooss oder soss enzwousch erwëscht ginn, da kommen ech mat enger Geldbouss vu 25 bis 500 Euro – 25 bis 500 Euro! – dervun. Ech kann awer och e sougenannte „Protokoll", en „AT", kréien, wéi wann ech am Verkéier eigentlech ze séier gefuer wär. Blouss, bis dass et dozou kënnt, muss d'Police jo emol feststellen, dass ech manner wéi dräi Gramm Cannabis kaaft hunn oder bei mir hunn. De Parquet werft dës Fro och op, wéi een dat an der Praxis handhaabt. Lafen dann an Zukunft d'Poliziste mat enger Wo ronderëm? A wéi stelle se fest, dass ech consomméiert hunn? Riche se dat? An der Reegel, dat ass och an den Avise vum Parquet festgehalen, kann een dat nämlech nëmmen duerch eng Bluttprouf konkreet feststellen. Dat heescht, am Konkreete geet de Polizist dann hi mat senger Wo, sicht, hëlt de presuméierten Täter mat an d'Bluttprouf – well dat muss e maachen –, an da bezilt de Konsument, wann déi ganz Prozedur fäerdeg ass. Da seet en: „Hei kriss de 145 Euro!" An da fiert e gemittlech stroffräi erëm heem. Dat ass dat heite Gesetz!

Mir bekloen eis ëmmer, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer net genuch Polizisten hätten an eis Geriichter iwwerlaf wieren. An da féiere mer dat dote mat deem doten Zinglabumm an.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Drëtte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären: Bei méi wéi dräi Gramm Cannabis kann ech maximal sechs Méint Prisong an/oder eng Geldstrof bis maximal 2.500 Euro kréien. Wann ech Cannabis u Mannerjäreger verkafen, da kann d'Geldstrof bis 25.000 Euro eropgoen.

Bis elo stoungen heirop – dat kënnt Der an dem aktuelle Gesetz noliesen, dat elo nach a Kraaft ass – eng Prisongsstrof vu fënnef bis zéng Joer an eng Geldstrof vun 1.250 bis 1.250.000 Euro. Dat ass ganz éierlech gesot eng geféierlech Verharmlosung vum Drogeverkaf u Mannerjäreger!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Richteg!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | E gehéieregen Ënnerscheed tëschent dem Usproch vu Schutz vu Mannerjäreger am Handelen an der Praxis. An eis Justizministesch, déi ëmmer gäre vun hirem Interessi vum Kand schwätzt, an do läit se och richteg, gehäit hei, muss ech soen, aus ideologesche Grënn genau déi Maximm iwwer Bord.

A wa mer scho beim Droit sinn, Madamm, virum Hannergrond vun der europäescher an internationaler Rechtslag ass et och net besser. Ganz au contraire, hei ass et souguer nach méi schlëmm. Well mir hunn zwee europäesch Texter a mir hunn dräi international Konventiounen. Dat ass d'Kaderkonventioun vun der Europäescher Unioun vun 2004, dat ass den Traité vu Schengen – den Traité vu Schengen! – an dat sinn, wéi gesot, déi sougenannten UNO-Drogekonventiounen.

A fir et kloer ze soen, d'Gesetz hei steet mat enger ganz grousser Warscheinlechkeet souguer a Kontradiktioun mat deenen internationale Konventiounen.

An dat ass och d'Konklusioun vun dem Staatsrot, an ech liesen dat: „En conclusion, et tout en reconnaissant que la doctrine n'est pas unanime en la matière, le Conseil d'État estime que, en procédant de la sorte, les auteurs du projet de loi risquent de s'exposer à la critique, au niveau international notamment, d'une possible non-confirmité de la législation envisagée avec le droit international."

Well déi UNO-Konventiounen, déi gesi ganz kloer vir: „La culture, la production et la détention de stupéfiants constituent des infractions punissables lorsqu'elles sont commises intentionnellement." A fir dass et kloer ass,

seet de Staatsrot och, dass déi Konventioune „s'imposent au Luxembourg, à la fois en tant qu'État membre de l'Union européenne et en tant qu'État partie ayant signé, approuvé et ratifié les conventions internationales en question." An da kënnt de Conseil d'État just zur Konklusioun, dass et wuel keng Sanktioune gëtt, wann ech dat mëssuechten.

Da wéilt ech och nach op e Punkt agoen, dass, wat de Konsum ubelaangt, den Aspect santé an d'Metastudien och ënnersicht goufen. An ech liesen Iech dorauser vir: „Studien mit einem längeren Beobachtungszeitraum [zeigen], dass der Cannabiskonsum dort schneller gestiegen ist, wo Cannabis für Freizeitzwecke legal ist." Punkt 1. Punkt 2: Et gëtt eng „Zunahme an Notaufnahmen für akute und chronische, cannabisbezogene Probleme bei Erwachsenen". Punkt 3: „Durch die Legalisierung erhöht sich für Jugendliche [...] die subjektive Verfügbarkeit von Cannabis."

Doriwwer eraus wäert och, Dir Dammen an Dir Hären, de Schwaarzmaart net verschwannen. Et ass och e Risiko vun engem Drogentourismus. An ech verweisen do nach eng Kéier op d'Convention de Schengen mat alleguer de méigleche Sanktiounen, déi mir och kéinten zu Lëtzebuerg riskéieren, dass eventuell d'Grenzen erëm zou kéinte gemaach ginn an dass och weiderhin de Cannabis als Astigsdrog ugesi gëtt. An d'Kriminalitéit wäert dobäi net erofgoen.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Fir d'CSV ass et kloer: Mir striewe weiderhin eng gemeinsam europäesch Léisung un. An déi ass mat dësem Gesetz net ginn. Am Géigendeel: Si gëtt ëmmer méi schwiereg. Dës Léisung muss virun allem mat eisen Nopeschlänner ofgeschwat ginn, soss riskéiere mer en Drogentourismus op Lëtzebuerg, mat alle Konsequenze fir eist Land. Mir refuséieren op jidde Fall als CSV eng Legaliséierung vum Cannabis am Alleingang, déi och nach géint internationaalt Recht verstéisst. Dovun ofgesi refuséiere mir och Gesetzer, déi méi Rechtsonsécherheete schafen, wéi se der léisen. A virun allem refuséiere mir och eng Verharmlosung vun dem Cannabis.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | D'Madamm Lenert, eis Gesondheetsministesch, déi huet gesot, et wier en Experiment.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Jo, dat mécht een net mat Kanner!

M. Gilles Roth (CSV) | En Experiment, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e Versuch, e Versuch mat eiser Gesondheet a virun allem mat der Gesondheet vu jonke Leit. An dobäi soe bal all Etüden, ...

(Interruption)

... dass bis 25 Joer de Cannabiskonsum ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Eng Katastroph ass dat do!

M. Gilles Roth (CSV) | ... ka bleiwend Schied och am Gehier hannerloossen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth (CSV) | An d'Laangzäitfollge sinn net ofzegesinn.

Et ass och e juristesche Versuch, deen och nach schifgaangen ass an och nach Rechtsonsécherheet wäert produzéieren.

Et ass zu gudder Lescht e politesche Versuch, vläicht och eng ideologesch Versuchung, fir véier Méint virun de Walen nach déi eege Basis ze bedéngen oder virun aus Torschlusspanik ze liwweren.

Plusieurs voix | Très bien!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth (CSV) | Mee fir dëse Versuch, fir dëst Experiment, ass de Sujet fir eis ze eescht a sinn d'Gefore fir eis Gesondheet, fir d'Sécherheet a virun allem de Rechtsstaat ze grouss.

Dëst Gesetz gehéiert eigentlech zu deene Gesetzer, déi eist Land a seng Leit definitiv net brauchen, well se se och emol net gefrot hunn. Et probéiert een, wéi de Cannabis och, eigentlech positiv Illusiounen ze produzéieren, an dësem Fall keng neurologescher, mee politescher. Mee och déi si geféierlech, well et ass e Gesetz, dat Land a Leit kloer ka schueden, an dat op ville Pläng.

Aus all dësen Ursaache wäerte mir géint dëst Gesetz stëmmen, och fir de klore Message ze ginn, dass Cannabis net harmlos ass, scho guer net fir eis jonk Leit. Eist Land a seng Leit brauchen haut villes an dëser Kris, awer sécher keng nei legaliséiert Drog!

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ganz richteg! Super geschwat! Net ze gleewen, datt keng Mamm a kee Papp déi aner Säit dergéint stëmmt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Voilà, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat klenge Schrëtt woe mer eis un en neien Ëmgang mam Cannabis erun. 2001 krut Cannabis déi éischte Kéier en eegene rechtleche Statutt mat manner strenge Strofe fir de perséinleche Besëtz an d'Consommatioun – also 2001 war dat.

2018 huet déi lescht Regierung den Asaz vu medezinneschem Cannabis erlaabt, fir Patiente mat schwéiere chroneschen Erkrankungen oder déi, déi ënner Kriibs oder Multipler Skleros leiden, ze behandelen.

Haut gi mer nach ee Schrëtt weider. Mam Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, erlabe mir et Erwuessenen, bis zu véier Cannabisplanze bei sech doheem fir den Eegekonsum unzebauen. Consomméiert dierf dann och just doheem ginn. Op ëffentleche Plaze bleift de Konsum weiderhi verbueden.

Ausserdeem reduzéiere mir d'Héicht vun de Strofen, wann een ënner 3 Gramm Cannabis an der Ëffentlechkeet bei sech dréit. Amplaz vun 251 bis 2.500 Euro falen elo just nach Amendë vu 25 bis 500 Euro un.

Op déi weider Detailer vum Text muss ech net agoen, dat huet d'Josée Lorsché mat hirem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport jo scho gemaach. Dofir op dëser Plaz e grousse Merci.

Ech wëll meng Zäit notzen, fir ze ënnersträichen, firwat mir op dëse Wee vun engem méi oppenen Ëmgang mam Cannabis wëlle goen. Mir si jo net dat eenzegt Land, dat op dëse Wee geet: Uruguay, Kanada a verschidden US-Bundesstaaten hunn op verschidden Aart a Weisen de Cannabis schonn zënter Längerem legaliséiert. Malta ass dat éischt europäescht Land, dat de Cannabis am Dezember 2021 legaliséiert huet. Och Däitschland schafft un engem Konzept.

Dësen Ëmschwong ass keen Zoufall. Do ass engersäits e Constat, datt d'Repressiounspolitick vun de leschte Joerzéngte kee Succès hat. Den Drogekonsum geet weider kontinuéierlech an d'Luucht. An dat ass och net verwonnerlech: Droge gëtt et praktesch esou laang wéi d'Mënschheet. Wann et an der Steenzäit nach meeschtens Champignone waren, da gräifen d'Leit haut ëmmer méi och heefeg op syntheetesch Drogen zréck.

D'Mënsche sichen no deem Rauschgefill aus ganz ënnerschiddleche Grënn a probéieren dofir allméiglech Substanzen aus. A fir un Drogen ze kommen, huele se och a Kaf, illegal Weeër ze notzen. De Verkaf vun Drogen ass esou zu engem vun deene lukratiivste Geschäfter weltwäit ginn, dat sech net ënnerbanne léisst. Kriminell Bande fannen ëmmer nees nei Weeër, fir Drogen ze schmuggelen. Der Kreativitéit sinn do keng Grenze gesat.

A Cannabis bleift déi mat Ofstand am meeschte consomméiert Drog hei am Land. 2019, dat lescht Joer, fir dat zouverlässeg Donnéeë verfügbar sinn, hunn 23,3 % vun de 15- bis 64-Järegen uginn, datt si scho Cannabis konsuméiert hunn. Et ass och déi Drog, vun där quantitativ am meeschte vun der Police oder der Douane confisquéiert gouf, nämlech iwwer 370 Kilo eleng 2019. Op zweeter Plaz läit den Heroin mat 6,4 Kilogramm.

Op dëser Plaz wëll ech kuerz umierken, datt meng Fraktiounskolleegin Carole Hartmann genee déi selwecht Zuelen an hirer Ried 2021 genannt huet, wou eng Interpellatioun zum Cannabis um Ordre du jour vun der Chamber stoung. An et ass ëmmer nach 2019 dat aktuellst Joer, fir dat Donnéeë virleien. Wa mir d'Drogesituatioun hei am Land awer effikass suivéiere wëllen, och am Kader vun dësem Projet de loi, deen awer trotz allem e Paradigmewiessel an eiser Drogepolitick duerstellt, da brauche mir onbedéngt rezent Zuele vum Terrain. Wéi solle mir soss an Zukunft reagéieren, wa mir net wëssen, wat d'Auswierkungen um Terrain sinn?

Här President, nieft dem Versoe vun der Repressiounspolitick besteet beim Konsum vun illegalen Drogen anerersäits och en eeschthafte Risiko, senger Gesondheet ze schueden. Natierlech sinn Drogen ëmmer schiedlech. Och en exzessive Konsum vun Alkohol oder Zigarette mécht krank a kann déidlech sinn. Mee well illegal Substanze kenge Qualitéitskontrollen ënnerleien, gi se extreem oft gestreckt oder esou manipuléiert, datt se nach méi süchteg maachen. Alkohol an Zigaretten ënnerleie genee dowéinst strenge Qualitéitskontrollen. An der Türkei zum Beispill ass Béier wéinst extreem héije Steieren zum Luxusproduit ginn. Vill Türke besuerge sech elo Alkohol um Schwaarzmaart. Deen ass awer heiansdo mat Methanol gestreckt – mat oft déidlechem Ausgang.

Als Konsument kann een dat beim Kaf vum Schwaarzmaart selbstverständlech net wëssen. Och am Cannabis, deen een op der Strooss ze kafe kritt, ass meeschtens méi wéi déi reng Hanfplanz dran. Wann ee Chance huet, ass et mat normalem Tubak gestreckt. Wann ee Pech huet, dann inhaléiert ee Schungcrème, Wuess oder Hoerspray. De Schued um eegene Kierper ka mat Gras vum Schwaarzmaart ëm e Villfaches méi héich sinn, wéi wann d'Méiglechkeet besteet, d'Qualitéit ze kontrolléieren, sou wéi dat bei den akzeptéierten Alldagsdrogen Alkohol an Zigaretten eeben och de Fall ass.

Dëse Gesetzesprojet huet domadder virun allem d'Zil, fir méi Sécherheet ze suergen. Andeems mir et erwuessene Residenten erlaben, fir den eegene Gebrauch Cannabis unzeplanzen, verréngere mir de Konsum vun illegalem Cannabis um Schwaarzmaart. An dat gëtt ëmmer méi relevant, well den THC-Taux um Schwaarzmaart an de leschte Joren extreem an d'Luucht gaangen ass. Wou den Taux 2010 nach bei 10 bis 11 % THC louch, goufe scho vereenzelt Prouwe confisquéiert mat engem Taux vun iwwer 50 %. Da ka schonn e gerénge Konsum fuerchtbar Auswierkungen op d'Gesondheet hunn, souwuel psychesch wéi och kierperlech.

Och syntheetesch Cannabinoiden tauchen ëmmer méi heefeg op a kënnen duerch hir héich Konzentratioun zu Hospitalisatioune féieren. Rezent huet eise Fraktiounspresident, de Gilles Baum, genee zu esou engem syntheetesche Cannabinoid eng Question parlementaire gestallt. Déi Produite sinn nämlech esou nei, datt se offiziell net als illegal Drog gëllen. Esou fale se duerch de Raster a kënnen da legal a Butteker verkaaft ginn, bis se eeben op déi offiziell Lëscht vun den illegalen Drogen opgeholl ginn. Mee kaum ass dat geschitt, ass déi nächst Drog schonn opgetaucht. Mir lafen der Saach hëlleflos hannendrun.

Wa mir de Leit awer elo d'Méiglechkeet ginn, hir eege Cannabisplanzen unzebauen, da brauche si net op syntheetesch Stoffer zréckzegräifen oder op de Schwaarzmaart a setze sech esou net méi dem kriminelle Milieu aus. Ausserdeem schränke mir esou den illegalen Handel an – wat och eis Police entlaascht – a reduzéieren d'Profitter vun der organiséierter Kriminalitéit.

Här President, ech wëll awer kloer ënnersträichen, dass dëst Gesetz eng éischt Etapp hin zu enger méi moderner Drogepolitick ass. Eis Ambitioune leien awer méi héich. D'Zil ass, an Zukunft eng komplett Produktiouns- a Verkafsketten am Land opzebauen, déi vum Staat reglementéiert a kontrolléiert gëtt. Op 14 staatleche Verkafspunkte sollen d'Residenten dann ab 18 Joer bis zu 30 Gramm Cannabis de Mount kafe kënnen. Fir dohinner ze kommen, gëllt et awer elo mol, dës Etapp erfollegräich ofzeschléissen.

An eng méi oppen Drogepolitick muss onbedéngt aktiv begleet ginn, mat Hëllef vu Sensibiliséierung a Preventiounsmesüren. Dowéinst begréissen ech et ausdrécklech, datt ënnert der Leedung vum Claude Meisch de Schutz vun eise Kanner ganz uewen op der Prioritéitelëscht steet, well de Konsum vu Cannabis e Risiko ass a bleift. Cannabis ass keng Banalitéit!

D'Wierkung vum Cannabis ass vu ville Facteuren ofhängeg, zum Beispill vun der Manéier fir ze konsuméieren, vun der Dosis respektiv vum Taux vum THC, wéi och vun der Persoun selwer an hiren Erwaardungen zur Zäit vum Konsum. Amplaz vun engem High kann ee ganz séier an e schlechten Tripp falen. Dat geet oft Hand an Hand mat Schwindel, Otemproblemer, Häerzklappen an Halluzinatiounen. Och psychotesch Symptomer sinn eng Méiglechkeet, virun allem wann ee schonn am jonken Alter ufänkt mat consommëieren oder eng geneetesch Veranlagung huet.

Och hei gëllt awer, dass de Risk, esou psychotesch Symptomer ze entwéckelen, méi héich ass, wat den THC-Taux am Cannabis méi héich ass. Do spillt d'Qualitéitskontroll nees eng wichteg Roll, fir dës Risiken ze minimiséieren an déi gréisstméiglech Sécherheet ze bidden.

Mee all dës Risike si kee Grond, fir de méi oppenen Ëmgang mam Cannabis ze verdäiwelen. Legal Droge wéi Alkohol an Zigaretten, jo souguer Zocker a Koffein, kënnen negativ op eis Gesondheet wierken, virop dann, wann ee beim Konsum keng Mooss kennt.

A wann ee sech d'Auswierkunge vum Alkohol ukuckt, dann ass et am Fong verwonnerlech, firwat de Cannabis als illegal agestuuft gëtt, den Alkohol awer net.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | De Virdeel vum Alkohol ass, datt en an eiser Gesellschaft kulturell ganz déif verankert ass, an dat, obwuel an Europa bis zu 3,3 Milliounë Mënschen am Joer opgrond vum Alkoholkonsum hiert Liewe verléieren. A 25 % vun alle Stroossenaccidenter sinn op Alkohol zréckzeféieren.

Doudeger no Cannabiskonsum sinn do dergéint extreem sielen. An Zukunft kéint déi Zuel eventuell eropgoen, well den THC-Taux eeben ëmmer méi héich ausfält, e wierklech pertinente Grond, den Handel vum Schwaarzmaart ze ënnerbannen an d'Qualitéit vum Cannabis ze kontrolléieren.

Mat dësem Vergläich wëll ech awer op kee Fall soen, datt Alkohol verbuede soll ginn – obwuel d'Héijung vum Mindestalter vu 16 op 18 Joer eng gutt Decisioun war. E Verbuet vum Alkohol hätt, wéi ech et schonn ugedeit hunn, nëmmen negativ Konsequenzen: e Schwaarzmaart mat gepanschte Produiten, déi d'Gesondheet vun de Leit schonn no eemolegem Konsum eeschthaft a Gefor brénge géifen.

All Drog, op legal oder illegal, soll een am beschte guer net oder op d'mannst op eng responsabel Manéier consomméieren. An dowéinst musse mer mat der Preventioun esou fréi wéi méiglech ufänken an Tabue briechen. En oppenen Dialog mat deene Jonken iwwert dës Risiken ass dowéinst enorm wichteg. De Curriculum am Fondamental an am Secondaire wäert esou am Kader vun enger Pilotphas adaptéiert ginn. De SCRIPT schafft jo dofir scho grad e puer Modüllen aus, déi schonn ab der Rentrée 2023/2024 integréiert wäerte ginn.

Am Lycée gëtt d'Suchtpreventioun gestäerkt, engersäits duerch d'Mise en place vun engem Suchtkoordinator an alle Lycéeën, anerersäits duerch e Guide zur Suchtpreventioun, en Aarbechtsoutil fir d'Interventioun bei Fäll vun Drogekonsum oder -handel an de Schoulgebaier.

Zousätzlech wäert an Zesummenaarbecht mam Centre national de prévention des addictions de Sujet vum Cannabis mat 13 Projeten an de Jugendhaiser thematiséiert an dat edukatiivt Personal forméiert ginn.

Mee och bei der erwuessener Bevëlkerung wäert e besonnescht Aemierk op d'Preventioun geluecht ginn. Ënner anerem wäert eng Laangzäitstrategie ausgeschafft ginn, déi d'Zil huet, d'„Konsumkompetenze" vun de Bierger ze stäerken. Iwwer eng Hotline, déi am Oktober 2022 agefouert gouf, wéi och e WhatsApp-Service, deen zanter Abrëll 2023 existéiert, kënne Froen zum Sujet Cannabis gestallt ginn.

An d'Gesetz leet jo och ganz kloer fest, datt, och wann et erlaabt ass, Cannabis bei sech doheem unzebauen, d'Mineuren op kee Fall Zougang zu der Drog dierfe kréien. Do mussen d'Eltere respektiv de legalen Tuteur onbedéngt Responsabilitéit iwwerhuelen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Bonne Chance!

M. Pim Knaff (DP) | Et léisst ee jo och seng Kanner net einfach esou un de Schaf mam Alkohol oder un de Waffeschaf, deen een doheem huet.

Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir dëst Gesetz haut stëmmen, soll dat net heeschen, datt mir den Drogekonsum hei am Land op déi liicht Schëller huelen. Mir hunn 2020 en nationalen Drogenaktiounsplang lancéiert, dee bis 2024 leeft. Haaptzil vun dësem Aktiounsplang ass et, zu engem bessere Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet, der ëffentlecher Sécherheet an der sozialer Kohäsioun bäizedroen. Dat huet sech net geännert.

Dëst Gesetz reit sech villméi an dëse Gedankegang mat an. Mir wëllen zu enger besserer ëffentlecher Gesondheet a Sécherheet bäidroen. Dofir musse mer de Schwaarzmaart ënnerbannen. A wien eppes doheem ubaue kann, dee brauch net op den illegale Marché zréckzegräifen. An et ass et och wichteg, dass mir an enger zweeter Etapp méi wäit ginn, fir all déi Leit, déi doheem selwer näischt ubaue wëllen oder kënnen – sief et well d'Wunneng ze kleng ass, d'Energiekäschten ze deier oder den Opwand ze grouss. Et huet eeben net jiddwereen e gréngen Daum.

Meng Fraktioun begréisst dowéinst och d'Annonce vun der zweeter Etapp, déi ech virdru schonn ugeschwat hunn, 14 staatlech Verkafspunkten, wou just Residentë Cannabis kafe kënnen, souwéi eng komplett Produktiouns- a Verkafsketten am Land ze etabléieren. Wa mir esou eng Produktiounsketten hei am Land opgebaut kriten, déi genuch Quantitéite produzéiert, da wier et och vu Virdeel fir de medezinnesche Cannabis. Do si mir nämlech nach vill ze vill ofhängeg vum Ausland an eventuelle Liwwerengpäss ausgesat.

Här President, Repressioun eleng ass keng Léisung. Mir brauchen eng méi liberal Approche, déi Hand an Hand mat Sensibiliséierung a Preventiounsmesüre geet. Dann erreeche mir och d'Zil vu manner Risike fir d'Gesondheet, manner Kriminalitéit a méi Sécherheet.

Ech ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mat deem Projet, dee mer haut hei stëmmen, stëmme mer och den éischten Deel vun der Cannabislegaliséierung, wou mer deen dann och ëmsetzen, a mir leeën am Fong hei den éischte Baustee fir eng modern Drogepolitick, fir en aneren, fir méi en oppenen Ëmgang mat Cannabiskonsum.

Ech mengen, d'LSAP hat dat 2018 an hirem Walprogramm drastoen an duerno huet och d'Regierung et an de Koalitiounsaccord mat iwwerholl. De ganze Projet konnt leider coronabedéngt net ëmgesat ginn. Dofir ass et awer, mengen ech, eis wichteg gewiescht, hei ganz kloer en éischte Bausteen ze leeën, ëmzesetzen an awer och un engem zweete weiderzeschaffen.

An ech mengen, et ass schonn e puermol ugeschwat ginn, dass elo an all Haushalt, an all Communauté domestique bis zu véier Cannabisplanze kënnen effektiv ugebaut ginn, dass et am private Kader méiglech ass an dass et bei a viru Mannerjärege verbuede bleift. D'Rapportrice ass am Detail drop agaangen. An ech wéilt hir och vun dëser Plaz hei Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

Et muss een awer och soen, wann ee méi wäit aushëlt: Undeitunge vun der Legaliséierung, déi gouf et awer och schonn am Koalitiounsaccord vun 2013 – éischt Bausteng. An ech mengen, datt dat och weidergedriwwe gouf. Et gouf och Visitte vum deemolege Gesondheets- a Justizminister a Kanada, fir sech do un enger kompletter Legaliséierung och ze inspiréieren, well Kanada dat eenzegt Land ass, dat déi och deementspriechend huet. Et sinn awer och Länner wéi Uruguay souwéi verschidden amerikanesch Staaten natierlech och op dee Wee gaangen, an och europäesch Länner, wéi notamment Portugal, eent vun den éischte Länner, dat och de Konsum vu Cannabis entkriminaliséiert huet.

De Problem, dee vill Länner hunn a wéinst deem nach vill Länner net op de Wee vun der kompletter Legaliséierung gaange sinn, bon, sinn – an et ass och e puermol hei ugeschwat ginn – déi dräi international Traitéen, wéi och d'Convention unique sur les stupéfiants vun 1961, déi ënnerschriwwe gi sinn an déi och natierlech de Konsum op de medezinnesche Cannabis reduzéieren.

A laut dem OICS, dem Organe international de contrôle des stupéfiants, géif eng komplett Legaliséierung

och géint déi international Konventioune goen, déi natierlech och Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet. Juristesch ass et also eng schwiereg Fro an effektiv gëllt et och, dës nach um europäeschen Niveau ze klären, esou wéi eis Regierung dat och schonn op e puer Plazen ënnerstrach huet.

Duerch dës Problemer ass eng komplett Legaliséierung also direkt net méiglech, an duerfir fänke mer och, mengen ech, an dëser wichteger Etapp haut u mam Erlaben effektiv vu Planzen am private Beräich souwéi och dem Konsum am private Beräich. Also och, mengen ech, hei en neien Ëmgang, wéi ech ugangs gesot hunn, mam Konsum ronderëm de Cannabis.

D'Aarbechten un der Reform sinn natierlech weidergaangen. An ech mengen, niewent dem éischten Deel kënnt jo nach den zweeten Deel, deen ënnert dem Lead vun der Santé ass. Mee virop einfach d'Fro: Firwat geet een nei Weeër an der Drogepolitick? Wat sinn och do d'Bestriewungen? Ech mengen, 2018 ass jo och de Wee gaange ginn, Cannabis zu medezinneschen Zwecker ze erlaben. An et besteet eeben och d'Bestriewen, nach e Schratt méi wäit ze goen. Dat maache mer och deementspriechend haut.

Mee virun allem huet sech erausgestallt, dass d'Verbuetspolitick ronderëm de Konsum vun Drogen, vu Cannabis, d'Leit bis elo net ofgehalen huet, et ze consomméieren. Sécher – an déi vill kritesch Avise ronderëm dëse Projet de loi hunn et gewisen –: E Verbuet tout court, deen awer déi erwënscht Resultater, an dat säit Joerzéngten, net erreecht, ass jo vläicht da méi einfach ze handhabe wéi eng Ouverture ënner Konditiounen um gesondheetspoliteschen an och um juristesche Plang, esou wéi mer dat och mat dësem Gesetz haut hei maachen. Fakt ass, dass eng reng prohibitionistesch an eng reng repressiv Approche bis dato hir Friichten net gedroen huet. Et bleift also ganz kloer hei – an dat muss ee soen – bei engem Echec.

Ech kann awer och verstoen, datt ville Leit, déi sech virstellen, datt Cannabis eng gesellschaftlech Normalitéit, eng gesellschaftlech Realitéit gëtt, dat Angscht mécht. An ech mengen, och do soll een an der Diskussioun an och am Dialog bleiwen an och weider op Preventioun deementspriechend setzen. Mee de renge Verbuet huet, den Zuelen no, also näischt um Konsum geännert am Sënn vun engem renge Réckgang. Et ass weider consomméiert ginn, et sinn deelweis och effektiv Alternativen am Ausland gesicht ginn oder och heemlech an onkontrolléiert gesicht ginn an de Konsument ass permanent am Kontakt mam kriminelle Milieu, well e sech effektiv dat Ganzt um Schwaarzmaart muss beschafen.

Also, et ass wichteg, den Accès zu der Substanz am Fong ze reguléieren, fir och effektiv eng propper Qualitéit ze hunn, eng propper Substanz deementspriechend ze hunn an net nach aner Saachen erëmzefannen am Cannabis, wou effektiv gestreckt an och gemëscht gëtt. An ech mengen, dofir ass et och wichteg, dann och e Qualitéitssigel deementspriechend ze hunn.

A puncto Repressioun, ech wëll nach eng Kéier drop zréckkommen: D'Effikassitéit vum Verbuet vum Cannabis zu Lëtzebuerg ass effektiv net deen, deen ee sech erhoffe kann, an dat weisen och ganz kloer d'Zuelen. Do goufe jo op enger Pressekonferenz an och am Rapport, deen dëst Joer publizéiert gouf, kloer Zuele vum Joer 2019 gewisen: 23,3 % Lëtzebuerger tëschent 15 a 64 Joer hunn op d'mannst eemol an hirem Liewe Cannabis consomméiert. Bei deene 15- bis 34-Järegen ass déi Unzuel bei 32,7 %. Bei deene 25- bis 34-Järege bei 36 %, also do am heefegsten, also eng ganz héich Prevalenz.

An dobäi ass awer och festzestellen, dass grad eeben iwwert d'Provisioun um Schwaarzmaart d'Konzentratioun vum THC am Cannabis, dee verkaf gouf, immens gestigen ass. Dat ass eeben de Risiko um Niveau vum Schwaarzmaart. Do weisen d'Zuelen: 2006 war den THC-Gehalt bei 7,4 %, 2020 bei 14,5 % an 2021 bei 19,6 %. Also dat weist, dass déi Progressioun um Schwaarzmaart duerch de Verbuet ganz grouss Risike bewaart fir d'Gesondheet.

Et ass awer am Fong eng Approche, déi een ännere muss, an dat maache mer och mam Gesetz, dat mer haut stëmmen. D'Repressioun aleng bréngt et also net. Et ass besser, och op de Wee vun der Preventioun ze goen, vun der Regularisatioun an och vun der Responsabilisatioun vum Bierger, an awer och engem gesonden an effektiv opgekläerten Ëmgang domadder, mat den Drogen, an, ech mengen, och dem Bierger iwwert deen dote Wee och méi Verantwortung ze ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Här President, déi virgesi Legaliséierung dréit awer – an dat ass e puermol hei ugeklongen – net zu enger Verharmlosung bäi, well weider d'Opklärung am Vierdergrond steet, ronderëm déi gesondheetlech Aspekter, och weider ronderëm déi juristesch Aspekter, awer och de Jugendschutz. An domadder erreecht een alles, vill vill méi op alle Fall, wéi mat rengen Tabuen. An ech mengen, do wäert och sécherlech de Gesondheetsministère, wéi awer och de cnapa, e ganz kloren an och wichtege Rôle hei spillen.

Lëtzebuerg ass awer och keng Insel. Do gesäit ee schonn, dass déi Diskussiounen, déi hei zu Lëtzebuerg gefouert goufen, och Auswierkungen hunn op eis Nopeschlänner. Däitschland ënnert der Ampelkoalitioun iwwerleet sech, ob se de private Menagen net effektiv dräi Planzen unzeziichten erlabe sollen. Ech mengen, dat weist, dass och Lëtzebuerg do deementspriechend inspiréiere kann.

An den zweete Volet natierlech – an dat ass och e puermol hei ugeklongen –: och déi staatlech kontrolléiert Produktiounskette vu 14 Verkafspunkte queesch duerch d'Land. Ech mengen, och dat bréngt en zousätzleche Qualitéitssigel deementspriechend mat.

Wat een op alle Fall festhale kann, ass, dass d'Drogepolitick bis elo net effikass war duerch de Verbuet an effektiv och, datt et net zu der gewënschter Besserung am Drogekonsum komm ass. An iwwerall an Europa – dofir sot ech och virdrun: „Lëtzebuerg ass keng Insel" – stellen d'Länner sech déi nämmlecht Froe ronderëm d'Legaliséierung oder d'Illegaliséierung vum Cannabis. Länner wéi d'Schwäiz, Malta, Holland an effektiv Däitschland beschäftege sech de Moment aktiv mat dëser Fro, fir och hir Situatioun, hire Status quo ze änneren.

2001 hu mer jo schonn en éischten Usaz gemaach, wéi mer ugefaangen hunn, den Ënnerscheed tëschent dem Cannabis an och aneren Drogen ze maachen, well am Gesetz vun 2001 den Ënnerscheed an de Strofe beim Drogekonsum jee no Substanz jo och gemaach ginn ass an och do de Cannabis en anere Statutt kritt huet.

Mir wëssen awer och, dass am Verglach zu deenen aneren Drogen, déi consomméiert ginn, Cannabis effektiv déi Drog ass, déi am onschiedlechsten ass. Mee natierlech bréngt se och Schied mat sech an do ass et och wichteg, weider ronderëm d'Preventioun héichzehalen.

Et ass also net vun der Hand ze weisen, dass mer déi lescht 50 Joer duerch de Verbuet effektiv de Konsum net wéi gewënscht an de Grëff kritt hunn, besonnesch bei deene Jonken, an ze laang huet sech och näischt geännert. Au contraire: Et huet sech souguer verschlechtert an et muss een och emol iwwer Alternativen zu enger total repressiver Politick nodenken an déi och effektiv ëmsetzen – an dat maache mer och haut –, an der Drogepolitick ëmdenken an de Bierger och duerch eng preventiv a reguléiert Politick deementspriechend ewech vum Schwaarzmaart huelen. Also, en einfache „Weiter so!" ass sécherlech keng Léisung.

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Et ass wichteg, de Bierger e gesonden, koordinéierten a progressiven Ëmgang mat Drogen ze erméiglechen an och allgemeng fir de Konsum ze responsabiliséieren, well Repressioun aleng ass net d'Léisung. A ech mengen, och déi Akzenter, déi gesat ginn am Drogenaktiounsplang, dovunner och de Bestanddeel Akzenter ze setzen, Elementer ze setzen um sozialen, juristeschen a gesondheetleche Plang, ass déi richteg Richtung.

An dofir ginn ech och hei deementspriechend den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dës éischt Delegaliséierung (veuillez lire: Legaliséierung) vum Cannabis. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann als nächste Riedner den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat – ginn d'Mikroen, jo? – engem grousse Merci un d'Madamm Lorsché fir hiren Exposé. Si huet eis dat wonnerbar presentéiert. An ech kann Iech soen: Mir ware ganz verwonnert, wéi mer dee Projet de loi hei als Éischt gesinn hunn, well mir si guer net gewinnt, datt vun Ärer Säit emol eppes erlaabt gëtt. Mir si gewinnt, datt vill verbuede gëtt vun deene Gréngen. Elo gëtt emol eppes erlaabt.

(Interruption)

An dat huet eis terribel verwonnert.

Une voix | Dat kann dach net sinn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wëllt Der mer schonn eng Fro stellen, Madamm?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Wat fir eng Verbueter mengt Der dann, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, d'Aschränkung vun der Meenungsfräiheet, d'Ausléisung (veuillez lire: d'Ofléisung) vun den Heizungen, de Verbuet vum Verbrennungsmotor ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Wou ass dat da wannechgelift? Dir schwätzt vun Däitschland oder vun Europa, Här Kartheiser.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo. Är Impfflicht, déi Der am Tirang hutt, fir de Leit mat enger Impfflicht do ze déngen, ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Näischt geschitt!

M. Fernand Kartheiser (ADR) |... an nach vill aner Saache méi. Mee ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech stelle fest, dass Der keen ee Beispill hutt, wou mer iergendeppes verbueden hunn, dat Der hei weist!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, kommt ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Elo ass et emol u mir, Madamm Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also, ech wierdegen Är Begeeschterung an Ären Interessi u menger Ried, mee loosst mech emol wannechgelift schwätzen, well Dir sidd vläicht verwonnert iwwert dat, wat ech elo soen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... an elo huet just den Här Kartheiser d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! Villmools merci. Gutt, also mir sinn also confrontéiert mat engem Projet hei vun der Regierung, deen de Konsum vum sougenannte „rekreative Cannabis" soll erlaben. Mir hunn eis natierlech vill Gedanken doriwwer gemaach, an Dir wäert Iech vläicht wonneren, mee mir gesinn eng Rei vu positive Punkten an där Initiativ – absolutt! Well et ass esou, datt einfach dat, wat Der hei wëllt erlaben, an eisem Land scho wäit verbreet ass. Et muss een einfach dee Realismus hunn, fir dat ze gesinn. A mir wëlle realistesch mat der Drogeproblematik ëmgoen.

Et ass och esou, datt de Cannabis zënter 2001 schonn en anere gesetzleche Statutt huet wéi aner Drogen hei am Land. An et ass sécher gutt, datt déi Leit, déi elo scho Planzen doheem hunn – an dat sinn der eng ettlech – aus der Rechtsonsécherheet erauskommen an heimadder eng Rechtssécherheet kréien. Et ass also dat Element vum Realismus, dat mer positiv bewäerten.

Eppes Zweetes, wat mer wëlle positiv gesinn, ass, datt effektiv eng Méiglechkeet besteet, datt de Recours op de Schwaarzmaart liicht ofhëlt duerch dat hei, well eng bestëmmte Kategorie vu méi verantwortungsvolle Konsumente vläicht elo seet: „Ech huele mer déi Planzen doheem. Ech hunn eng Qualitéitskontroll. Ech brauch mech dann net méi iwwer aner Weeër ze approvisionéieren." Och dat ass am Prinzipp e positive Punkt.

An ech wëll och ënnersträichen, datt mer als Partei dacks eng ganz liberal Approche hunn an datt mer eis effektiv ëmmer froen: Wéi wäit däerf de Staat iwwerhaapt an d'Privatliewen, och an den Domicile vun erwuessene Leit iwwerhaapt agräifen, do Restriktiounen a Reegele fixéieren? Och dat ass e permanent Spannungsverhältnis tëschent der Fräiheet vum Mënsch an dem staatlechen Agréff an dem Intérêt public, an dem Interêt vun der Santé publique an esou weider. Mee an deem Spannungsverhältnis soe mer, ass et scho gutt, wann erwuesse Leit an Eegeverantwortung méi Fräiheete kréien, wéi dat vläicht bis elo de Fall ass.

Dat si Saachen, déi mer unerkennen, och wann een iwwert d'Ëmsetzung ka streiden: Firwat véier Planzen? Firwat net dräi? Firwat net fënnef? Mee de Prinzipp, de Prinzipp ass awer eppes, wat mer u sech guttheeschen, well mer d'Fräiheet vun de Mënsche wëllen esou héich wéi méiglech halen. An aus deene Grënn droe mer dat hei och zum Deel mat. Dir wäert dat och gesinn, mir droen dat hei mat, awer ouni Begeeschterung a mat ganz villen Aschränkungen. Loosst mech dat och ganz kloer soen!

Dir kritt nämlech vun eis keng ongedeelt Zoustëmmung, well mir ganz kloer gesinn, wou d'Gefore leien. An ech mengen, e Virriedner hat dat scho gesot: D'Avisen zu deem Gesetz waren am grousse Ganze ganz negativ – a mat groussem Recht! De Collège médical selbstverständlech aus medezinnesche Grënn, eis juristesch Instanzen hu vollkommen zu Recht op d'feelend Definitiounen, schlecht Definitiounen higewisen. Mir wëssen alleguer, datt d'Loi pénale d'Interprétation stricte ass an datt et dofir extreem wichteg ass, datt dat alles soll kloer sinn, wat awer hei net kloer ass. Mir kommen a Contradictioun mat eisen eegene Gesetzer vun 1973. Och dat ass scho gesot ginn.

Mir mussen oppassen an der Drogepolitick, datt mer keng Verharmlosung maachen, an dat heiten ass e bëssen och e Risiko an déi Richtung, well e Konzept feelt, dat dat heite sollt begleeden. Et ass einfach e séier gemaachent Gesetz, well Der e Walverspriechen elo nach wëllt aléisen, wéinstens zum Deel, virun de Walen. Et ass iwwert de Knéi gebrach. Well wann een esou Gesetzer mécht, fir eng verantwortungsvoll Drogepolitick unzedenken oder ëmzesetzen, da muss een dat encadréieren. Et muss wierklech eng Opklärung sinn, datt och de Cannabis kann eng Astigsdrog sinn, datt e ka bei verschiddene Leit mat Predispositiounen, iwwerméissegem Konsum, Konsum an ze vill jonke Joren zu Psychose féieren. An et ass och e Problem am Kader vun der Verkéierssécherheet, wou mer hei eng Problematik erëmfannen, wéi mer se och scho beim Konsum vun Alkohol an esou weider, Medikamenter zum Deel, och kennen.

Alles dat gehéiert zu enger verantwortungsvoller Opklärungscampagne, zu engem Encadrement vun esou enger Initiativ, wéi Der se eis hei proposéiert, déi awer feelt. Mir huelen hei eng Liberaliséierungsinitiativ, mee ouni dat, wat awer ronderëm misst existéieren.

Mir froen eis och: Wéi eng Konsequenzen huet dat op d'Familljen, wann déi eng derfir sinn, déi aner net? Komme mer hei zu enger Delatiounskultur, wann eng Kéier sechs Planzen doheem sinn oder siwen? Alles dat froe mer eis a mir wësse ganz gutt, datt dat, wat hei gesot gëtt, net kontrolléierbar ass a warscheinlech och net ëmzesetzen. Datt kee Konsum viru Mannerjärege soll sinn an engem Menage, wéi soll dat kontrolléiert ginn? Wéi ass dat glafwierdeg duerzestellen? Dat kënne mir eis net virstellen, datt dat do soll observéiert ginn.

Mir wëssen och, datt den Effekt ..., och wa mer eis erhoffen, wéi Dir et gesot hutt, datt vläicht e gewëssenen Effekt op de Schwaarzmaart do ass. Mee d'Erfarungen an deene Länner, wou liberaliséiert ginn ass, weisen an eng aner Richtung. Et gëtt ëmmer e Schwaarzmaart, och bei der Drogeliberaliséierung, well een d'Saache ka méi einfach kréien eventuell, méi bëlleg, voilà, et gëtt einfach méi héich Konzentratioune wéi dat, wat legal erlaabt ass. Et gëtt ëmmer Ursaachen, et gëtt ëmmer Méiglechkeete fir déi kriminell Energie. A wann Der déi Avise liest, wat d'Parqueten an déi juristesch Autoritéiten eis soen, da weise se ganz däitlech, datt mer de Risiko lafen, éischter méi Kriminalitéit hei an d'Land ze kréie wéi manner.

Mir wëlle keng Signalwierkung. Och wa mer op de Wee gi vun enger Liberaliséierung, heescht dat net, datt de Staat dat gutt fënnt oder datt dat soll encouragéiert ginn. Och dat gehéiert zu enger Campagne, déi ee ka maachen. Et huet Virdeeler, méi eng liberal Approche ze hunn, mee dee Virdeel ass net ze verwiessele mat enger Verharmlosung oder mat enger Signalwierkung, datt et, well et jo net esou verbueden ass, wéi et war, u sech eng gutt Saach ass, eppes, wat ee soll maachen oder probéieren – ganz am Géigendeel!

Dir hat virdrun – an do ass et mer awer wierklech een Ableck schwindeleg ginn – an deem Gesetz, dat mer hei virdrun diskutéiert hunn, Madamm Minister, gesot, déi legal Obligatioune wären Iech wichteg. Dat war am ASBL-Gesetz. Mee dat ass anscheinend eng aner Welt wéi den Droit international public, well hei violéiert d'Regierung ganz kloer dräi international UNO-Konventiounen, déi Gesetz sinn hei zu Lëtzebuerg, déi mir ratifizéiert hunn an déi eis u sech dat verbidden, wat hei gemaach gëtt. Do gëtt et dann Ausnamediskussiounen. Dat wär experimentell oder dat wär à des fins scientifiques, hu mer héieren. Wou ass hei d'Wëssenschaft? Maacht Der net de Geck mat de Leit? Maacht der net de Geck mat der Wëssenschaft?

Ech soen Iech: International Konventiounen, och wa keng Strof do ass, do gëtt et eng Reegel. Déi musse bona fide erfëllt ginn – bona fide, ouni Hannergedanken, ouni de Wonsch ze ëmgoen! An och wat ënnerschriwwen ass, emol wann et nach net ratifizéiert ass, bënnt Staaten a si musse sech drun halen. Dat hutt Der schonn net respektéiert bei Ärem Gesetz iwwert d'Responsabilité civile en matière nucléaire (veuillez lire: Responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire). De Broch vum internationale Recht ass Method bei dëser Regierung! Et ass net déi éischte Kéier. Dir maacht et ëmmer nees. Dir maacht et bei den Drogekonventiounen, Dir maacht et am nukleare Beräich, a mir wëllen dat net. Mir wëllen dat net! Mir wëllen, datt mir als Lëtzebuerg dat internationaalt Recht respektéieren, well mir fuerderen dat och vun anere mat Recht an.

Dann, wësst Der, déi europäesch Dimensioun: Elo ass dat hei en éischte Schrëtt. Gutt, zu deem hu mer gesot, datt mer dat zum Deel kënnen novollzéien an och déi puer Virdeeler, déi existéieren, och wëllen unerkennen. Dat maache mer och. Mee mir wëllen net an eng Situatioun kommen, wou Lëtzebuerg seng Reputatioun a seng Kredibilitéit ënner europäesche Partner doduerch op d'Spill setzt, datt mer hei en Tourismus generéieren, deen eis a Contradictioun zu europäesche Konventiounen an a Schwieregkeete mat eisen Nopeschlänner féiert. Eis Reputatioun als Land sollte mer och am A behalen.

Wat mir gär hätten, dat ass sécher ... Jo, mir kënnen innovativ an der Drogepolitick sinn, jo, mir musse Verantwortung weisen, mir mussen d'Fräiheet vun de Leit respektéieren. Alles dat ass richteg. Mir kënnen och bei aneren Drogen iwwerleeën, bei deenen, déi nach vill méi schlëmm sinn, wéi mer kënne vläicht besser un esou Problemer erugoen. Dat musse mer och, well mir gesi jo dee Misär all Dag, deen duerch den Drogekonsum verursaacht gëtt. An datt mer do politesch verantwortlech mussen driwwer nodenken, wat vläicht e bessere Wee ass oder wéi mer kënnen anescht do erugoen, ass eng Selbstverständlechkeet.

Mee mir wëllen Opklärung. Mir wëllen och Fuerschung, fir do ze hëllefen, wou et néideg ass am medezinnesche Beräich. Mir wëllen eng anstänneg politesch a medial Begleedung vun deene Saachen. Mir wëllen an de Schoule present sinn, op Risiken opmierksam maachen, eng richteg Reflexioun op eethesche Krittären, op verantwortungsvolle Krittären, a keng Duebelmoral, keen Ëmgoe vun internationalen Obligatioune vun eisem Land.

An eng europäesch Léisung wär an esou enger Problematik wéi där heiter sécher déi richteg, well mer einfach net wëllen a Schwieregkeete mat eisen Nopeschstaate kommen, well mer hei innovéieren, ouni ze iwwerleeën.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech gesinn, d'Madamm Oberweis ass schonn ënnerwee. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och merci der Rapportrice fir hiren exzellente Rapport ganz am Detail. Villmools merci dofir.

Virop gesot, mir droen dëse Projet mat. Mee mir gesinn en awer och relativ erniichtert, well mir fäerten, dass an nächster Zukunft de Cannabis wuel weider beim Dealer awer och ze fannen ass. Dat heescht, de Cannabis, deen op der Strooss verkaaft gëtt, bleift zum Deel onkontrolléiert an an den Hänn vun enger organiséierter Kriminalitéit.

De Cannabis wäert nach ëmmer illegal iwwert d'Grenze geschmuggelt ginn a seng Substanzen ëmmer nach mat toxesche Mëttel opgeputscht sinn. An et wäerten och ëmmer nach Leit mat Cannabis dealen, souguer vläicht ëmmer méi, wann d'Leit mat enger normaler Aarbecht hei zu Lëtzebuerg ëmmer manner d'Enner um Enn vum Mount zesummekréien, wat elo näischt mat deem heite Gesetz an deem Sënn ze dinn huet. An deem Fall wäerten eis Prisongen dann och an Zukunft gutt gefëllt bleiwen. Schliisslech sinn déi meescht Prisongsstrofe jo och op illegalem Drogenhandel ausgeschwat.

Här President, mir wëssen, datt d'Drogeconsommatioun klëmmt – iwwerall, weltwäit an och zu Lëtzebuerg – an datt de Cannabis hei zu Lëtzebuerg déi meescht consomméiert illegal Drog ass. Cannabis aus net kontrolléiertem Ubau, Cannabis mat engem extreem héijen THC-Wäert, kuerz gesot, schlechten a potenziell geféierleche Cannabis, jo dat ass e Problem, e soziale Problem, mee virun allem och eng Erausfuerderung fir d'Santé mentale.

Här President, d'Cannabislegaliséierung, sou wéi d'Regierungsparteien et an hirem Koalitiounsaccord festgehalen hunn, stoung am Ufank am Zeeche vun der Santé publique. Et sollt e Paradigmewiessel sinn an der Drogepolitick. Hei géif een endlech brieche mat der Repressioun an der Kriminaliséierung vun den Drogekonsumenten an hiren Dealer. Et wollt een deemools der organiséierter Kriminalitéit de Buedem ënnert de Féiss ewechzéien, hire Business sabotéieren, de Schwaarzmaart ausbludden an de klengen Dealer aner Zukunftsperspektive bidden, an engem gereegelten Aarbechtskader eventuell. Eng Cannabislegaliséierung hätt bedeit, dass Cannabis hei zu Lëtzebuerg ugeplanzt hätt kënne ginn, dass dësen Ubau vum Staat kontrolléiert a labelliséiert gi wier, dass d'Endprodukt och nach emol getest an zertifiéiert kéint ginn an de Verkaf an den Zougang op spezialiséierte Plazen ënner Opsiicht vu staatlechen Organer hätt kënne kloer gereegelt sinn an och, wien den Zougang zu dëse Produiten hätt dierfen hunn.

Et ass bekannt, dass besonnesch Jugendlecher vu 15 bis 16 Joer ufälleg si fir de Cannabiskonsum. An deem Sënn si si ënnert den aktuelle Konditiounen och staarke Gesondheetsrisikoen, och dat ass scho gesot ginn, ausgesat. Eng Legaliséierung vum Cannabis an eng op Jonker ausgeriichte Sensibiliséierungscampagne ronderëm de Konsum vun Droge wieren also och elo haut hei déi richteg Approche, fir deene Gesondheetsrisiken entgéintzewierken. An ech géif soen, net just eng Sensibiliséierungscampagne, mee och Fuerschung, huet grad den Här Kartheiser och ugedeit, ass immens wichteg, well och do gëtt et ëmmer erëm Studien, déi awer an déi eng an an déi aner Richtung ginn, an et ass net ëmmer ganz kloer, wéi en Impakt dat heite wierklech elo hätt. Also d'Begleedung vum Projet wär warscheinlech immens, immens wichteg.

Här President, ech schwätze bewosst am Conditionnel, well wéineg vun deem, wat sämtlech Regierungsparteien an hire Walprogrammer iwwert d'Cannabislegaliséierung geschriwwen hunn, ass dann elo wierklech an dësem Gesamtkonzept ëmgesat ginn. Schonn am Oktober 2021 ass d'Regierung zréckgeruddert. Et wier méi komplizéiert, wéi geduecht, virun allem juristesch gesinn. An trotzdeem bréngen aner Länner et awer iergendwéi fäerdeg, iwwert dëse Komplikatiounen ze stoen oder se iergendwéi ze léisen.

Et ass eng Saach vu politeschem Courage an eisen Aen, esou Projeten och unzegoen. Dat ass an eisen Aen net onbedéngt d'Stäerkt vun dëser Regierung, op jidde Fall net, wann et ëm Projete geet, bei deenen d'kollektiv iwwert den eenzelnen Interessie stinn an domadder um Establishment oder der gesellschaftlecher Uerdnung gerëselt gëtt. De gratis éffentlechen Transport ass an deem Sënn vläicht eng vun deene leschten ambitiéise politeschen Decisiounen, déi dës Regierung elo an der leschter Zäit ëmgesat huet, wou dee kollektiven Interessi iwwert dem Eenzelinteressi steet. Et geet elo iwwert dëse Projet eraus. Mee nach eemol: Dat ass fir eis dat, wat mir och gesinn.

Här President, mat dësem Projet de loi stinn den Interessi vum Eenzelnen, wéi ech grad gesot hunn, an d'Eegeresponsabilitéit alt erëm virun der kollektiver Verantwortung an dem Wuelbefanne vun der ganzer Gesellschaft. Esou versti mir et, wann den Ubau an d'Consommatioun vum Cannabis nëmmen am private Kader erlaabt ginn. An deem Fall läit och d'Responsabilitéit fir d'Gesondheet beim Konsument selwer. Eng kloer Reegelung fir d'Hierkonft vum Som gradewéi de maximalen THC-Gehalt vun de Planzen, dee fir den Eegegebrauch kann zielen, stinn net esou kloer am Gesetz. Et ass absurd, dass Cannabiskären a -planze mussen importéiert ginn, amplaz den Ubau an d'Produktioun hei am Land ze ënnerstëtzen, esou wéi dat u sech virgesi war. Dat gëllt och fir de Cannabis médicinal an d'CBD-Produkter, déi zu Lëtzebuerg majoritär fir deiert Geld importéiert ginn. An de Gros dovunner kënnt net aus fräiem Ubau, mee gëtt Indoor hiergestallt, wou den CO_2-Ofdrock immens grouss ass.

Här President, dass dëse Gesetzesprojet eng wichteg Etapp fir déi allgemeng Legaliséierung vum Cannabis wier, gesi mir e wéineg aneschters. Eng Legaliséierung vum Eegekonsum an Ubau am streng limitéierte private Kader huet eiser Meenung no näischt mat enger ambitiéiser Drogepolitick ze dinn. Et ass vläicht eng Faveur oder en Amusement fir e puer Hobbygäertner, Bildungsbiergertum oder och Hedonisten, vill Leit, déi souwisou net riskéieren, vun der Police ugehalen ze ginn, wa se Cannabis op der Strooss consomméieren, vill Leit och, déi net diskriminéiert gi vun hirem familiären, berufflechen oder schoulesche Ëmfeld, wa se Cannabis consomméieren.

Här President, mir gesinn dat, wat d'Regierung säit 2018 fäerdegbruecht huet am Dossier Cannabislegaliséierung, also relativ erniichtert. Domat kënne mir awer och liewen. Wéi gesot, mir droen dëse Projet mat, mee verkaaft en net als Etapp zu enger effektiver Legaliséierung vum Cannabis, well déi steet nach an de Stären.

Villmools merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, mir schwätzen haut iwwer ee Schrëtt, net iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis, wéi mir eis se als Piraten gewënscht hätten, mee et ass ee ganz klenge Schrëtt an déi richteg Richtung.

Well wann een eng Reaktioun ka ginn och op d'Virriedner, et ass nun emol e Constat: Deen, dee fëmme wëll, dee fëmmt. An de Konsum ass haut schonn esou do. Mir kënnen e schéischwätzen, mir kënne stonnelaang driwwer debattéieren, mee et ass nun emol haut e Fakt, dass de Cannabis konsuméiert gëtt, an et ass och eis Responsabilitéit als Politick, wann ee feststellt, dass de Cannabis eeben am Alldag ukomm ass an een et iwwer repressiv Gesetzer net hikritt, en ze verhënneren, dass ee muss higoen, en anere Wee ze goen.

Grad wann ee beim Cannabis vun enger softer Drog kann ausgoen, déi am meeschte Problemer bis elo doduerch ausgeléist huet, dass ee se eeben net um legale Wee konnt kafen, mee dass een huet misse mat engem Dealer an, soe mer, Commerce goen, fir dass deen dann e Produit verkaf huet, deen och emol net clean war.

Dat ass awer elo net, wéi verschidde Virriedner gesot hunn, dass doduerjer, wat haut gestëmmt wäert ginn, d'Dealer, soe mer mol, aarbechtslos géife ginn. Am Contraire. Déi meescht Konsumente wäerte leider net d'Méiglechkeet hunn, doheem eng Planz unzesetzen, nenne mer et emol esou, well et muss jo och d'ganz Famill dann averstane sinn, wann een doheem op eemol seng Plantage vu véier Planzen ufänkt. Ech ka mer dat virstellen, dass dat – an ech maache laang Jugendaarbecht –, dass dat schwiereg doheem ass, fir sengen Elteren ze verklickeren: „Jo, ech hu meng 18 Joer, wou kann ech dann elo meng Planzen hisetzen?"

Dat heescht, fir eis Piraten wäert dat doten de Problem vun den Dealer net léisen. D'Dealer wäerte weiderhi leider bestoe bleiwen. Well eist Zil war et, fir déi Dealer vum Marché ze kréien, déi déi onpropper Droge verkafen. Dir dierft net vergiessen: Dir fänkt beim Cannabis u beim Dealer an da lant Der herno bei enger méi schwéierer Drog, well deen Iech nach eppes drënner gemixt huet oder eppes aneres wollt verkafen. An do huet de Courage gefeelt vun dëser Regierung, fir dat unzepaken, well de Courage feelt, fir de Cannabis richteg ze legaliséieren, esou wéi mir Piraten et gäre gehat hätten.

Mir hunn eis virgestallt, dass een dat ka ganz legal kafen, kontrolléiert, dass een eng gutt Matière kritt, dass de Gesondheetsrisiko doduerch erofgeet an ee guer net a Kontakt mam Dealer kënnt. Leider huet dee Courage bei dëser Regierung gefeelt.

An ech hunn nach eng Kéier extra de Koalitiounsaccord erausgedréckt, wou Der ganz grouss geschriwwen hat, Dir géift op „achat, possession, consommation", alles goen. Bon, nix ass. Elo gëtt et eng emol net soft Legaliséierung. Et ass einfach iergendeppes emol dohinner gemaach, wat …

An do ginn ech de Virriedner och vun der CSV Recht, dass et net kontrolléierbar ass. Dat ass nämlech de Problem. Just mir kritiséieren an eng aner Richtung. Mir kritiséieren, dass Der et hätt solle méi legaliséieren, dass een et herno soll an engem gudde Kader kënne kafe wéi Zigaretten zum Beispill, dass Der dat kéint esou kafen an doduerjer eng Kontroll hätt. Well wat Der elo maacht, wäert a sech ganz schwéier ginn, souwuel fir eis Police wéi fir d'Konsumente wéi fir d'Familljememberen. Wat äntwert Der Äre Kanner dann elo, wann déi soen: „Hues de doheem iergendzwousch Plaz, ech géif mer gäre véier Planzen dohinnersetzen?" Oder ëmgedréint. Är Eltere wëlle se setzen, wat äntweren d'Kanner dann? Da soen déi an der Schoul: „O hei, mir hunn doheem véier nei Planze kritt."

(Hilarité)

Et ass e bëssen dat Äre Problem. Dir hutt hei eng Limitatioun agesat, déi awer herno net fir jiddereen ëmsetzbar ass. Déi aner ass, ech hat dat an der Kommissioun opgeworf: Wou kritt Der Är Planzen an Äre Som hier? Ech krut do als Äntwert: „Hei zu Lëtzebuerg kritt

een deen herno awer net ze kafen." Dat ass e bëssen de Problem. Da musst Der en am Internet bestellen, da geet dat hin an hier. An dann, wat bestellt Der? Bestellt Der de Som oder hutt Der scho kleng Planzen, déi Der geliwwert kritt? Dat sinn alles déi Froen, déi sech herno stellen.

Mir hätten eigentlech de Wee gäre gehat, dass dat vill méi oppen ass.

(Interruption)

Jo, ech soen dat elo éierlech – ech wëll elo keen Numm soen –, esou e grousse Baumaart, dass een do kann dohinnergoen an et keeft ee säi Som an da kann ee säi Cannabis planzen ouni Risiko, dass een och net muss fäerten, dass iergendwéi eng Kéier d'Police schellt, well vläicht fënnef Planzen doheem komm sinn. Ech mengen, jiddereen, dee Gäertner ass, weess, dass heiansdo vläicht eng Planz bäikënnt, an dann ass een direkt kriminell.

Well déi aner Fro ass jo: Wéi grouss däerfen déi Planze ginn? Dat ass jo déi aner Geschicht beim Cannabis. Wéi grouss däerfen déi Planze ginn? Herno hutt Der Planzen, Verschiddener, déi kënne bis zu dräi, véier Meter ginn. Jo gutt, wann Der der do véier kënnt huelen, da kënnt Der eng grouss Famill doheem hunn. Dat ass deen anere Problem.

Dat heescht, Dir hutt a sech mat Ärer softer, falscher Legaliséierung elo méi Problemer geschaaft, wéi wann Der einfach gesot hätt: „Mir erkennen de Problem. Mir si modern. Mir ginn an eng gerecht Léisung, dass mer soen, mir maachen et op, et gëtt eng ganz kloer Vente, déi gereegelt ass, déi op spezielle Lieue stattfënnt an och de Konsum." Ma firwat dann net op Caféë goen, wou een einfach ka säi Cannabis konsuméieren? An anere Länner fonctionéiert dat ouni Problem. Firwat hu mir dat net zu Lëtzebuerg gemaach? Elo muss ee sech dann iergendzwousch seng Plaz sichen, wou een de Konsum ka maachen, ouni dass een ee gesäit. Et däerf een nëmme seng 3 Gramm ... Bon ech si frou, dass een elo 3 Gramm däerf mathuelen. Ech stelle mer et awer ganz schwiereg vir, wéi de Polizist dat herno soll ëmsetzen. A stellt Iech emol vir, Dir hutt och nach grad Är Planz doheem geschnidden an Dir hutt herno 3,1 Gramm dobäi. O Mamm, da kënnt d'Blo Luucht.

Dat ass e bëssen de Problem, deen Der geschaf hutt. Dir hätt einfach solle soen: „Et däerf een et mathuelen", awer net déi soft ..., wësst Der? Dir hutt elo näischt Richteges gemaach an näischt Falsches. Einfach esou, ech maachen einfach iergendeppes, well ech hat jo am Koalitiounsaccord nach eppes stoen an ech muss jo elo drun denken, den 8. Oktober kënnt eng Echeance, vläicht muss ech meng Leit dann nach iergendwéi bei Laun halen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee ech kann Iech eppes soen: Och déi, déi Cannabis fëmmen, déi wäerten elo net glécklech gi mat Ärer softer, falscher Legaliséierung, déi Der hei gemaach hutt, well dat dote wäert hinne méi Problemer herno schafen, wéi Der der eigentlech wollt léisen.

Hätt Der de Courage gehat als Regierung, fir endlech de Cannabis richteg ze legaliséieren, wéi mir Piraten et gefrot haten, da wär et eng super Affär gewiescht.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Georgen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. D'Regierung seet: „Dëst Gesetz ass déi éischt Etapp um Wee vun enger genereller Legaliséierung." De Gilles Roth huet virdrun erkläert, wat eis Meenung iwwert deen éischte Schrëtt ass, deen haut um Ordre du jour steet, datt mer dee Schrëtt doniewent fannen, datt mer fannen, datt et e Schrëtt an déi falsch Richtung ass.

Mee ech wëll awer e puer Wuert och iwwert deen zweete Schrëtt soen, deen eis virun e puer Woche virgestallt ginn ass, elo, véier Méint virun de Walen. Véier Méint virun de Wale kënnt ee mat engem Projet pilote, deen net méi kann ëmgesat ginn – déi nächst Regierung soll also kucken, wéi en ëmgesat gëtt – a wou och nach keen Text do ass. Dat seet mir just, datt an dësem Fall nach schnell huet missen eppes iwwert de Knéi gebrach ginn, just fir ze soen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... datt mer mussen eppes maachen, well et am Koalitiounsprogramm steet a well mer et dann einfach wëllen am Bilan virweisen, net méi an net manner.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Mir fannen dat irresponsabel an zumindest onprofessionell.

Mir fannen awer och, datt dat an der Santé an deene leschte Wochen a Méint d'Reegel ginn ass. Kuckt emol, wat mer nach alles an der Gesondheetspolitick elo mussen d'urgence an deenen nächsten zwou, dräi Wochen ëmsetzen: d'Gesetz iwwert d'Gesondheetsberuffer elo an deenen nächsten Deeg, den Ambulatoire, d'Dokteschpraxen an dann, wat mer ugekënnegt kruten an deene leschten zwee, dräi Deeg, eng Rei grouss Projeten an der Informatik, wou alles frësch gemaach soll ginn. Dat elo ze annoncéieren, véier Méint virun de Walen, ... Eng Centrale nationale d'achat gëtt dann elo presentéiert. E Plan national de santé krute mer de Moie presentéiert, véier Méint virun de Walen; just blannen Aktivismus an eisen Aen.

(Interruption)

Et ass villes an deem leschte Moment virgestallt ginn. Et ass wéineg gemaach ginn. An dat, wat soll gemaach ginn, dat gëtt an der Hetz gemaach am leschte Moment an iwwert de Knéi gebrach.

(Interruption)

Zu dëser Etapp, also zu där zweeter Etapp, déi hannert dësem Projet nach soll kommen, wëll ech dat hei soen: Et gëtt eng Rei Argumenter fir eng Legaliséierung vum Cannabis gebraucht: d'Kontroll iwwert de Marché, déi ee soll domadder kréien, en Trafick, deen ënnerbonne soll ginn, well Verkafsweeër legal gemaach ginn a soumat der Kriminalitéit entgéintgewierkt gëtt, verbonne mam Argument, datt d'Qualitéitskontroll ka gemaach ginn a garantéiert ginn, an domat séchergestallt ginn, datt Jugendlecher manner geféierlech Stoffer géife kréien.

Ech soen Iech, mir kënne mat deenen Zilsetzungen d'accord sinn. Mir kënnen och déi Argumenter esouguer verstoen. Mee mir mengen, datt dëse Projet, an haaptsächlech dee Projet, esou wéi mer en elo gesinn an där zweeter Etapp, dës Zilsetzungen net erreecht. Au contraire, mir sinn iwwerzeegt, datt d'Konsequenze vun dësem an deem nächste Projet genau an d'contraire Richtung gi wéi déi Zilsetzungen, déi Der enoncéiert hutt.

Dee gréisste Problem nämlech, dee mer hunn, an dee wichtegsten an eisen Aen, wierklech dee wichtegsten, dat ass de Schutz vun de Jugendlechen a vun hirer Gesondheet.

Datt de Cannabiskonsum bei Jugendleche bis 21, souguer bis 25, soen eng Rei Spezialisten, wou déi kierperlech Entwécklung nach net ofgeschloss ass, kann dramatesch Konsequenzen hunn, ass, mengen ech, momentan vu kengem, vu kengem bestridden. An d'Regierung huet selwer an hirer Etüd iwwert d'Gesondheet vu Schülerinnen a Schüler zu Lëtzebuerg 2018 dat hei geschriwwen – ech liesen Iech et gär vir, well et einfach esou kloer an däitlech ass –: „Beim Gebrauch von Cannabis kann es zu funktionsgestörtem Verhalten und Wahrnehmungsstörungen kommen, zum Beispiel zu Euphorie, Enthemmung, Angst, paranoiden Vorstellungen sowie Einschränkungen der Reaktionszeit und der Urteilsfähigkeit. Dies kann unter anderem das Risiko von Unfällen erhöhen. Darüber hinaus ist Cannabisabhängigkeit ein Risikofaktor für psychische Erkrankungen, wie etwa Angststörungen und bipolare Störungen. Zudem wird Cannabis mit sozialen Problemen in Verbindung gebracht, wie einer geringeren schulischen Leistung und dem Konsum anderer Drogen. Als besonders schädlich gilt der Konsum, wenn er früh in der Jugend beginnt, hoch dosiert ist und regelmäßig fortgesetzt wird."

Dat sinn net ech, deen dat seet. Dat ass d'Regierung selwer, déi dee Rapport erausbruecht huet.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

Och d'Legaliséierung vum Cannabis ... Da loosst mech emol d'Räsonement weiderféieren. Och d'Legaliséierung vum Cannabis dréit a sech kloer an däitlech, wann ech op d'Enquêten an d'Rapporte vun der UNO lauschteren, wann ech déi Enquêten an déi Rapporte liesen, dozou bäi, datt méi Cannabiskonsum bei Jugendlechen domat no der UNO relativ kloer ass.

Ech zitéieren hei de Communiqué vun der UNO, 9. Mäerz 2023, deen am Fong déi Rapporten, déi gemaach gi sinn, resüméiert: „Selon les auteurs du rapport, l'effet le plus préoccupant de la légalisation du cannabis réside dans l'accroissement probable de la consommation, en particulier chez les jeunes. Aux États-Unis, il a été démontré que les adolescents et les jeunes adultes consomment beaucoup plus de cannabis dans les États où il a été légalisé." Dat soen net mir, dat soen d'UNO-Berichter.

An nach weider, selwechte Rapport: „Les rapporteurs notent que dans toutes les juridictions qui ont opté pour la légalisation, les problèmes de santé liés au cannabis ont augmenté." Net mir soen et, d'UNO seet et.

An da geet et net duer, fir ze soe bei Jugendlechen: „Mir verbidden et bei Jugendleche bis 18 Joer." Dat, muss ech soen, ass en Argument, dat der Realitéit net standhält. Dat hunn nämlech all déi aner Länner, déi et legaliséiert hunn, oder déi meescht, och gemaach, mat deem Resultat, wat d'UNO virdru beschriwwen huet. A wéi wëllt Der Jugendlechen dann erklären, datt et elo fir jiddwereen erlaabt ass, datt de Staat dat och nach deelweis ënnerstëtzt, mee hinnen dann hannendru soen: „Mee Dir dierft et awer elo sécherlech net méi huelen."

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat maache mer beim Alkohol dach och!

M. Claude Wiseler (CSV) | Et geet net duer, ze soen, datt mer elo Preventiounscampagnë maachen.

(Interruption)

Wat ass dann d'Logik vun de Preventiounscampagnen, déi elo gemaach ginn ...

M. Fernand Etgen, Président | Et huet just een heibannen d'Wuert, an dat ass de Moment den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President.

Wat ass d'Logik, fir ze soen: „Mir maachen elo verstäerkte Preventiounscampagnen, wa mer déi Legaliséierung hei aféieren"? Meng Fro ass ganz einfach:

Mee firwat hutt Der déi verstäerkte Preventiounscampagnen dann net schonn d'lescht Joer, d'virlescht Joer oder virun dräi oder véier Joer gemaach, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... wa se noutwendeg waren? De Problem war jo awer bekannt.

Des Weidere weisen déi UNO-Etüden, datt den illicitte Marché nach ëmmer weiderlieft, och wann eng Legaliséierung do ass – dat war jo eng vun den Zilsetzungen –, haaptsächlech fir Jugendlecher, déi sech net kënnen um legale Marché approvisionéieren, déi sech net kënnen um legale Marché approvisionéieren, also an Zukunft och nach weider um illegale Marché bleiwen. Wat hu mer da geschafft, wa mer dat maachen?

Dee selwechten UNO-Communiqué seet kloer, an ech zitéieren, well ech dat net wëll just vun eis aus hei soen, mee well och auslännesch Referenze kloer soen: „Les données suggèrent que la légalisation n'a pas contribué à dissuader les jeunes de consommer du cannabis, et que les marchés illicites persistent. Les données montrent que l'offre illégale se maintient à des niveaux élevés dans toutes les juridictions de légalisation, atteignant 40 % au Canada, près de 50 % en Uruguay et même 75 % en Californie."

Dat ass kloer an däitlech! Keng vun deenen Zilsetzungen, déi Der Iech hei setzt, ginn, zumindest an deem Projet an der zweeter Etapp, erreecht. A Lëtzebuerg wëllt et awer maachen.

En anert Argument, dat ass, datt mer jo wëssen, datt d'Legaliséierung vum Cannabis am Fong géint d'UNO-Konventioune verstéisst. Dofir gëtt dann elo gewielt, en experimentelle Pilotprojet ze maache mat enger Evaluatioun, wou een dann eventuell kuckt: Wann dat net esou geet, wéi ee wëllt, da kann ee jo eppes anescht maachen, et ofschafen – wéi och ëmmer. Mir wëssen awer, datt dat jo d'Realitéit net ass.

Mir hunn d'Impressioun, datt hei just de Formule vum Pilotprojet benotzt gëtt, fir d'UNO-Konventiounen ze contournéieren – en experimentelle Projet, deen een iwwert d'ganzt Land mécht, wou een eng ganz Chaîne en place setzt, wou duerno Aarbechtsplazen dovunner ofhänken. Do wësst Der, wéi schwiereg et ass, dat erëm ze änneren, fir dat erëm ëmzedréinen, wann een dann och negativ Konklusiounen hätt.

Dofir soe mer just: Hei gëtt op eng onprofessionell Aart a Weis virgaangen. An et gëtt probéiert, déi Konventioune ganz einfach ze contournéieren.

Mir stinn als CSV nach wie vor hannert der Legaliséierung fir medezinnesch Zwecker. Dat ass net a Fro gestallt. Mee wann d'Regierung och nach zéng aner Argumenter ufléiert – fir d'CSV ass et kloer: Soulaang déi Froen iwwert de Schutz vun de Jugendlechen an hirer Gesondheet net nëmmen net geléist, mee och nach an der Konsequenz bei dësen Texter verschlechtert ginn, kënne mer a kengem Fall esou engem Projet zoustëmmen, weeder an der éischter nach an der zweeter Etapp!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Super!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, schéine gudde Mëtten alleguerten.

Une voix | Gudde Mëtten!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mëtten, voilà! Ech si frou, dass mer haut kënnen heiriwwer diskutéieren, och wann, wéi erwaart, déi Diskussiounen alles aneschters wéi roueg oflafen.

Ech wollt awer vläicht e kuerze Schratt no hanne maachen. Mir hunn e Gesetz am Moment, en Drogegesetz, dat ass vun 1973. Mat heescht, mir, genau wéi eng sëllegen aner Länner, verfollegen elo säit 50 Joer eng Drogepolitick, déi drop ausgeluecht ass, déi ze kriminaliséieren, déi d'Droge consomméieren, an déi ze kriminaliséieren – zu Recht –, déi d'Droge verkafen.

Wat constatéiere mer?

Hunn de Konsum an d'Vente vun Drogen ofgeholl an deene leschte 50 Joer, peu importe d'Regierung, déi um Pouvoir war, sief et hei oder an anere Länner? An d'Äntwert ass: Nee!

Huet d'Qualitéit vun den Droge sech verbessert an deene leschte 50 Joer mat deem dote System? An d'Äntwert ass: Nee!

Si manner Jugendlecher a Kontakt mat Droge komm an deene leschte 50 Joer? D'Äntwert ass och do: Nee!

Hu mer e Problem vu Chaînen, vu Mënschenhandel uechtert d'Welt, wou Leit exploitéiert ginn, fir Drogen unzeplanzen, fir Drogen ze verkafen, fir Drogen hierzestellen, fir Droge vun A op Z ze bréngen? Och do hu mer e Riseproblem, deen haut nach ëmmer besteet.

Dat heescht, d'Konklusioun ass déi – an dat ass jo net déi just vun der Lëtzebuerger Regierung oder déi vun eise Parteimemberen, wéi dat elo vläicht hei ugeklongen ass –, dass deen dote Wee, fir mat den Drogen ëmzegoen, en absolutten Echec ass.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et fonctionéiert net! An dat kënne mer elo schéierieden, mir kënnen dergéint sinn, mir kënne Verbueter ausschwätzen. Et fonctionéiert net! An duerfir muss ee sech trauen, aner Weeër ze probéieren.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | A mir sinn net eleng op deem dote Wee. An natierlech kann een elo all eenzelt Wuert vun engem Text auserneeplécken, et kann een iwwer alles diskutéieren, wat mer elo hei proposéiert hunn, mee et muss een awer no Solutioune sichen. An dat ass eigentlech dat, wat mer wëlle maachen, souwuel mat der éischter Etapp, wéi och mat der zweeter. An ech wollt awer nach eng Kéier notéieren, dass mer hei eigentlech just iwwert déi éischt Etapp ofstëmmen, an net iwwert déi zweet. Mee dat ass awer dee Wee, dee mer wëlle goe fir ze probéieren: Wéi kënne mer aner Weeër goen?

Da stelle mer fest, dass d'Konsumenten, wa se um Schwaarzmaart ënnerwee sinn, engem extreem héije Risk ausgesat sinn – an och bei Drogen, wou dat vläicht fréier net esou de Fall war: beim Cannabis. Si gi gestreckt mat anere Substanzen, déi all déi Problemer, déi virdrun opgezielt gi sinn, déi de Cannabis ka mat sech bréngen, absolutt verstäerken. Et weess een net, wéi ee Grad vun THC de Cannabis huet, deen een um Schwaarzmaart keeft. A virun allem: Et ass een a Kontakt mat Leit, déi kriminell Filièrë bedreiwen!

Elo kann een dat alles ignoréieren! Elo kann een einfach soen: „Mir maache weider wéi bis elo. Et huet jo bis elo fonctionéiert", och wann et net fonctionéiert huet, „an duerfir wëlle mer net eis trauen, en anere Wee ze goen." Mir – dës Regierung –, mir sinn der Meenung, dass mer dat net kënne maachen, dass mer mussen aner Weeër sichen an dass mer mussen aner Solutioune sichen, well déi Solutiounen, déi déi lescht 50 Joer hei benotzt gi sinn, einfach net fonctionéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dann ass nach en anert Element, wou et mech awer och wonnert bei verschiddene Leit, déi dann ëmmer fir d'Fräiheet vum Eenzelnen astinn. An duerfir hu mer hei probéiert, en Equiliber ze fannen tëschent, op där enger Säit, eeben net eppes ze verharmlosen ... Wa mer eppes wéilte verharmlosen, da géife mer soen: „Et ass ganz egal, mir brauche kee Kader. Jiddweree soll Cannabis consomméieren, uplanzen, domat maachen, op wat e Loscht huet."

Dat maache mer hei net! Mir hunn eis Reegele ginn. Et gëtt gesot: „Et gëtt doheem consomméiert." Et gëtt gesot: „Et däerfe just véier Planze pro Stot sinn." Natierlech hätte mer dee „pro Stot" kënnen erausloossen, mee da wier et net „véier Planze pro Stot", da wier et „véier Planze pro erwuesse Persoun". A wat Der méi erwuesse Persounen an engem Stot hutt, wat Der natierlech méi Planzen hutt! An da wiert Der relativ séier op vläicht 16, 20 Planzen, déi Der doheem kéint hunn. Vläicht hätt Der dat léiwer gehat. Ech sinn der Meenung, dass et besser ass, dass mer dat net gemaach hunn!

Firwat soe mer: „Et däerf net vun dobausse visibel sinn"? Mee dass een eebe grad och erëm seet: „Et huet näischt am ëffentleche Raum verluer", dass een och grad seet: „Et geet net drëm, dass een elo op eemol bei en aneren eppes plécke geet, mee dass een et awer am Privaten hält". Well dat heiten ass eng Fro vu Fräiheet, vu perséinlecher Fräiheet, wat een doheem – bei sech doheem! – eleng dierf maachen.

An do ass jo och dat ... Ech wëll just ... Natierlech huet de Staatsrot Froen opgeworf a sengem Avis. Mee fir d'éischt emol: Et ass keng Opposition formelle op där internationaler Fro, well se och nämlech dat ervirsträichen, wat mer och scho mat Iech hei schonn diskutéiert hunn: dass déi Analys guer net esou eendeiteg ass. Et gëtt d'ailleurs och Jurisprudenzen, notamment an Italien, déi soen, dass d'Fräiheet vum Eenzelnen, wou een doheem – an engem geuerdnete Kader bei sech doheem – ka Planzen uplanzen, eeben och iwwert déi international Konventioune prevaléiert.

An ech sinn natierlech och ëmmer erëm frou ze héieren, wéi wichteg déi international Konventiounen – sprëch: also och déi europäesch Texter – enger ADR zum Beispill sinn. Ech wäert mer dat dann och verhale fir zukünfteg Diskussiounen.

(Interruptions)

Wat awer ass: Mir hunn hei eng éischt Etapp. Jo, mir hätten extreem gär eng zweet Etapp nach hannendrugehaang. An dat – dat ass jo och elo ugeklongen – huet och näischt mat Manko u Courage ze dinn. Soss hätte mer jo net déi zweet Etapp proposéiert.

Et ass d'ailleurs och – fir dat nach kloerzestellen, et ass zwar en Detail –: Dat, wat mer zu dräi Ministerinnen a Ministere presentéiert hunn, dat ass dës zweet Etapp! Deen heite Projet de loi hunn ech eleng presentéiert, an d'ailleurs och net, wéi dat och vläicht ugeklongen ass, virun dräi Wochen, mee: Virun iwwer engem Joer ass en deposéiert ginn.

A mir sinn eeben elo um Enn vum legislative Prozess. Dat heescht, et ass och näischt, wat iwwert de Knéi gebrach ginn ass, fir elo nach séier kënnen eppes ze stëmmen. Annerhalleft Joer virun dem Enn vun der Legislaturperiod ass deen Text hei op den Instanzewee gaangen. Wann dat iwwert de Knéi gebrach ass oder wann dat just nach ass, fir eppes ze maache kuerz virun de Walen, da froen ech mech awer, wéi

mer dat heiten aschätzen an och d'Aarbecht hei an der Chamber dann aschätzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Domat hu mer de Projet pilote gemengt, dee virgestallt ginn ass.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, nee, nee! Nee, ech schwätze vun der Interventioun vun deem éischte Riedner vun haut, deen dat doten och scho gesot hat.

Dann zu dem Punkt: „Et huet kee Mënsch dat do gefrot." Entschëllegt! Ech souz hei nach a menger Fonctioun als Deputéiert bei enger Petitioun, wou et ëm d'Legaliséierung vum Cannabis gaangen ass! Déi Petitioun – ech hunn et elo virdrun nach eng Kéier séier nogekuckt – ass vun iwwer 7.000 Leit deemools ënnerschriwwe ginn.

Dat heescht, fir elo ze behaapten, et géife just – wat d'ailleurs och eng speziell Behaaptung ass – Saache gemaach gi wéinst Membere vu Parteien, fannen ech e bëssen ...

(Interruption)

... eng Frechheet vis-à-vis vun deene Leit, déi sech fir deen dote Punkt agesat hunn, scho Joren.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Déi Communautéit existéiert! Si ass reellement do. Mir hu se och hei scho gehéiert. An natierlech wär ech och frou gewiescht, deenen Demandë voll Rechnung ze droen, mat engem Konzept, dat vun A bis Z eebe géif fonctionéieren. Un deem Konzept ass elo eng Rei Jore geschafft ginn.

Do dertëschent louch – ech weess, et gëtt gäre vergiess, wann et drëms geet, ze kritiséieren –, mee do louch eng Pandemie dotëschent, wou e Gesondheetsministère awer wierklech all seng Ressourcen, an nach méi, dorobber gesat huet, fir déi Pandemie ze bewältegen. Déi huet eis laang alleguerte beschäftegt. An dass dee Moment net op deem Text geschafft ginn ass, dat schéngt mer awer och evident – d'autant plus, wa mer jo elo gesot kréien, et géif jo awer vill méi wichteg Texter gi wéi deen heiten. Dofir kann ech déi dote Kritick och net am Raum stoe loossen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mir hunn dat Konzept. Et existéiert. Natierlech mécht eng nächst Regierung domadder, wat se fir richteg hält. Natierlech kann eng nächst Regierung fannen, dass déi Drogepolitick vun de leschte 50 Joer déi richteg war. Natierlech kann een dovunner ausgoen, dass e Schwaarzmaart weider um Liewen ze halen, de Konsument negativer Qualitéit auszesetzen dee richtege Wee ass. Mir sinn net der Meenung, datt dat dee richtege Wee ass!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nach e Wuert zu de Mineuren. Also, et gëtt esou vill och do erëm ze soen. Ech kucken eng Kéier hei op meng Riednerzäit. Ech fannen et scho speziell ze behaapten, dat hei wär elo eng Verherrlechung vun eppes, well et ass och immens kontradiktoresch. Op där enger Säit sot Der eis: „Et ass Wischiwaschi. Et geet net wäit genuch. Et ass guer näischt." Op där anerer Säit sot Der eis: „Et ass eng Verherrlechung vun eppes."

(Interruption)

Et ass eng éischt Etapp! Et ass e klore Kader. An et geet eebe grad drëm, dee Kader ze accompagnéiere mat der Warnung, dass et net anodin ass. Nach eng Kéier: Wann et anodin wier, da géife mer net esou e Kader ronderëm bauen. Da géife mer soen: „Maacht alleguerten, wat Der wëllt."

An ob Der dat wëllt héieren oder net: D'Mineure consomméieren haut scho Cannabis! An dat ass net gutt! Dat ass eng Katastroph fir hir Gesondheet. Deemno wéi et sech auswierkt, kann dat dramatesch Konsequenzen op d'Liewen dono hunn.

An duerfir – de Pim Knaff huet et jo schonn opgezielt –: Um Niveau vum Educatiounsministère sinn eng Hellewull u Mesüren, déi net eréischt säit gëschter existéieren, mee déi natierlech ëmmer weider musse verstäerkt ginn, fir eis Jonk ze stäerken! Well dat ass deen eenzege Wee! Et ass net duerch e Verbuet vu Cannabis, wou mer déi Jonk gestäerkt kréien a wou mer déi Jonk ewechgehale kréie vum Cannabis, oder och vum Alkohol d'ailleurs!

Et ass doduerch, dass mer staark Perséinlechkeeten aus hinne maachen, dass se kënne bewosst eng Decisioun huelen, dass se net matgerappt ginn an deen doten negative Strudel an dass se kënnen Nee soen zu Drogen, awer och zu Alkohol! Well vill vun deem, wat hei gesot ginn ass, dat kann een eent zu eent op den Alkohol bezéien!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An ech soen net, mir sollten den Alkohol verbidden. Loin de là! Mee ech fannen awer, dass et eng hypokritesch Attitüd ass, fir op där enger Säit eppes ze hunn, wat esou an eisem Alldag verankert ass, wou mer wëssen, dass ganz vill problematesche Konsum an eiser Gesellschaft ass, an d'ailleurs och bei de Mineuren, an da bei eppes anerem, wat och negativ Konsequenzen, och virun allem fir Mineuren, huet, ze maachen, wéi wann elo géif d'Welt ënnergoen, wann een elo däerf doheem véier Planzen hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Zu der Utilisatioun virun de Mineuren: Do ass et jo d'selwecht wéi mat anere Saachen, an och „doheem un de Cannabis knabbere goen".

(Interruptions)

Ech weess net, wéi dat bei Iech ass, mee et gëtt jo lauter Substanzen an engem Menage, déi net fir kleng Kanner geduecht sinn an net fir Kanner geduecht sinn!

(Interruption)

Vum staarken Alkohol iwwer Produite fir ze botzen gëtt et eng sëllege Produiten, wou den Erwuessenen alles muss maachen, dass d'Kanner weeder dru knabbere ginn nach et ausdrénke ginn. An, ech mengen, den Historique bei den Urgencë weist, dass dat leider heiansdo awer passéiert. Mee dat ass genausou hei d'Responsabilitéit vun den Elteren, wéi dat bei anere schiedleche Produiten ass, déi doheem sinn.

Dat selwecht gëllt fir d'Zesummeliewen doheem. Et ass gesot ginn: „Jo, mee wat maache mer dann elo, wann deen ee wëllt eppes uplanzen, an deen aneren ass do dergéint?" Mee déi selwecht Fro stellt sech vun der Dekoratioun dobannen, iwwer „wat gëtt giess a wat gëtt gekacht?" bis hin zu sëllegen aneren ...

M. Gilles Roth (CSV) | Kache steet awer net ënner Strof!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et steet jo och net ënner Strof, ob Der Iech eens gitt oder net, ob véier Planzen doheem sinn. Et ass gesot ginn: „Dat do ass e Problem, well da muss ee sech och nach eens ginn, wann deen ee wëll an deen anere wëll net." Déi Fro stellt sech am Zesummeliewe konstant bei engem doheem – konstant!

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

(Interruptions)

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An dat heiten ass eeben eppes, wou ee sech zesummen als Famill, als Menage muss eens ginn: Wëlle mer dat oder wëlle mer dat doten net?

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Voilà! Ech mengen, et kann een alles zerrieden. Ech verstinn och, dass een hei Problemer domadder huet. An ech verstinn och ganz éierlech d'Leit, déi Angscht hunn! Dat ass mir ... Ech hu Respekt do virdrun. Mee et geet hei eeben drëm, dass mer et deene Leit, déi consommëieren – an de Konsum ass reell, et ass déi illegal Substanz, déi am meeschten zu Lëtzebuerg consommëiert gëtt –, erlaben, dat ënner uerdentleche Konditiounen ze maachen, net méi an net manner.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir den Här Gilles Roth, an duerno den Här Marc Goergen.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hunn elo d'Madamm Justizminister héieren. Si ass op villes agaang. Villes deelen ech net, well et fir mech awer en Ënnerscheed ass, ob ee sech eens ass, wat ee kacht, oder oneens ass, wat ee kacht. Mee wann ee sech net eens ass, ob ee fënnef Planze géint d'Rechtsbestëmmungen uplanzt oder net, dat ass eppes aneres, well da spillen nämlech Strofbestëmmungen.

A wa mer bei de Strofbestëmmunge sinn, Madamm Tanson, da wier ech frou, op déi Fro, déi ech gestallt hunn, ...: Wann de Polizist dann elo entdeckt, dass do fënnef Planzen op engem Balcon sinn: Wat muss e maachen, fir kënnen an déi Wunneng ze goen, oder kann e guer net eragoe wéinst der Inviolabilité vum Domicile?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Da vläicht direkt den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech wollt nach kuerz op d'Petitioun hei kommen an der Parole après ministre, well wann et déi selwecht ass, déi Dir erausgesicht hutt, mat 7.000 an eppes, do stoung ganz kloer „Legalisierung des Cannabis mittels Coffeeshops", ...

(Interruption)

... mat 5 Gramm a mat 500 Gramm. Dat ass awer null, wat Der elo gemaach hutt!

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass null ... An Dir hutt vun der Petitioun, dovunner null erfëllt! Dat heescht, Dir kënnt Iech net op déi Petitioun beruffen. Dat ass nämlech de Problem, dee mir dermat hunn: dass Der hei net wäit genuch gaange sidd an deem ganzen Theema. Well d'Petitioun huet eppes ganz aneres gefrot an ech mengen, och d'Gesellschaft freet dobaussen eppes aneres.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da ginn ech d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo. Also, zu dëser leschter: Ech hunn dat jo och gesot. Ech hu gesot, ech wier frou gewiescht, wa mer deem komplett hätte kënne Rechnung droen. Mee ech hunn drop geäntwert, op déi Fro, dass gesot gëtt: „Et ass kee Mënsch, deen dat dote wëll. Et ass kee Mënsch, deen

dat dote freet.“ Ech mengen, dass dat net richteg ass. Well dat do huet gewisen, dass vill Leit eng aner Politick, en aneren Ëmgang mat den Droge wéilten hunn.

Déi aner Fro hate mer och schonn an der Justizkommissioun diskutéiert. Do spillt déi nei, déi selwecht Reegel vun der Procédure pénale. Wann e Flagrant délit besteet, da spillen d'Reegelen, wou ee ka bei een eragoen, wann de Strofsaz héich genuch ass, fir kënne bei een eranzegoen. Mee da muss awer de Flagrant délit erfëllt sinn!

(Interruptions)

M. Gilles Roth (CSV) | Wann eng Planz do steet an et sinn der fënnef, entschëllegt, amplaz véier. Ass dann e Flagrant délit do oder net?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ma da muss een dat jo emol nach gesinn.

(Interruption)

Da muss een emol ... Dat ass jo net ...

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ma nee! Ma, de Polizist weess jo net, wivill Planzen dann dee Moment bei engem doheem sinn!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8033. Den Text steet am Document parlementaire 8033[12].

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Et sinn der nawell vill net do déi aner Säit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8033 et dispense du second vote constitutionnel

M. Fernand Etgen, Président | D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 38 Jo-Stëmme géint 22 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino (par M. Gilles Baum), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par Mme Carole Hartmann), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

M. Fernand Kartheiser.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An ech mengen, elo si mer hongereg.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.39 heures.)

56e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 55
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8150 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003** p. 55
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Guy Arendt
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Léon Gloden et M. Gilles Roth) | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Gilles Roth | Mme Simone Beissel | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Sven Clement (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8150 et dispense du second vote constitutionnel
3. **8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires** p. 58
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8036
4. **8037 – Proposition de loi relative aux propositions motivées aux fins de légiférer** p. 61
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo
   Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Simone Beissel | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Dan Kersch et M. Yves Cruchten) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement
   Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8037 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires (suite)** p. 64
   Dispense du second vote constitutionnel
6. **8181 – Proposition de loi portant modification :**
   1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
   2° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle p. 64
   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement
   Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8181 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8056 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
   2° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 66
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8056 et dispense du second vote constitutionnel

8. **8109 – Projet de loi portant modification de :**
1° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
3° la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;
en vue du renforcement des effectifs de la justice administrative et de la numérisation des procédures urgentes devant le tribunal administratif **p. 68**
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (interventions de M. François Benoy et Mme Martine Hansen)
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8109 et dispense du second vote constitutionnel

9. **8179 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel** **p. 69**
M. Fernand Etgen, Président
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8179 et dispense du second vote constitutionnel

10. **Question élargie n° 189 de M. Laurent Mosar au sujet du baromètre de l'économie de la Chambre de Commerce** **p. 70**
M. Laurent Mosar | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Franz Fayot

11. **7930 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun** **p. 72**
Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7930 et dispense du second vote constitutionnel

12. **8061 – Projet de loi portant sur les préemballages non revêtus du symbole « e » et la vente en vrac dans le secteur de la métrologie légale** **p. 74**
Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Carlo Weber
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8061 et dispense du second vote constitutionnel

13. **8122 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau et modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau**
8123 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts **p. 75**
Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sur le projet de loi 8122 : Mme Stéphanie Empain
Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sur le projet de loi 8123 : Mme Stéphanie Empain
Discussion générale : Mme Martine Hansen | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8122 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8123 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, M. Franz Fayot et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre | Nee, Här President.

2. 8150 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8150, eng Ofännerung vum Walgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mat dem Projet de loi, deen ech Iech haut elo virstellen, gëtt d'Walgesetz vum 18. Februar 2003 ofgeännert, ënner anerem fir Erwuessenen, déi ënner Tutelle stinn, d'Walrecht ze ginn.

Ab dem 1. Juli vun dësem Joer ass d'Gesetz vum 17. Januar 2023 a Kraaft, dat d'Kapitele IV a Vbis vun eiser Verfassung revidéiert. Bis elo stoung an der Verfassung, dass volljäreg Persounen ënner Tutelle vum Walrecht automatesch ausgeschloss sinn. Dëst wäert sech an Zukunft elo änneren. Déi nei Gesetzgeebung verzicht op den automateschen Ausschloss vum Walrecht fir Leit ënner Tutelle. Par konter erlaabt den neien Artikel 64 vun der Verfassung et dem Gesetzgeeber, Dispositioune virzegesinn, dass d'Walrecht an d'Eligibilitéit kënnen an eenzele Fäll fir Leit ënner Tutelle verbuede ginn – ech betounen: an eenzele Fäll. D'Decisioun, fir esou e Verbuet auszespriechen, ënnerläit allerdéngs der Kontroll vum Juge des tutelles, deen all Fall individuell ënnersicht, éier eng Entscheedung getraff gëtt.

Wat mat deem neien Artikel 64 vun der Verfassung och erreecht gëtt, ass d'Konformitéit zum Artikel 29 vun der Konventioun vun de Vereenten Natiounen iwwert d'Rechter vun de Persoune mat engem Handicap an d'Konformitéit zu hirem fakultative Protokoll. Iwwregens huet Lëtzebuerg déi Konventioun 2011 ratifizéiert. Et gouf dunn entscheet, d'Dispositioune vun der Konventioun progressiv unzewennen an ëmzesetzen, mat Hëllef vun engem Nationalen Aktiounsplang iwwert d'Ëmsetzung vun der UN-Behënnerterechtskonventioun 2019–2024.

Mam Text, deen haut virläit, soll d'Konformitéit mam Artikel 29 vun der Konventioun erreecht ginn, a wéi schonns gesot, andeems d'Walrecht vu Persoune mat engem Handicap erhale bleift an d'Walverbuet fir Erwuessener ënner Tutelle an der Verfassung an am Walgesetz ofgeschaaft gëtt.

En anere Punkt am Projet de loi sinn d'Sanktiounen, wann een net wiele geet. D'Walrecht gesäit nach ëmmer esou Sanktioune vir.

Fir ze verhënneren, dass dat vu Persounen ënner Tutelle nei erworbent Walrecht zum Nodeel fir déi Leit gëtt, ass virgesinn, dass si automatesch entschëllegt sinn, wa si net wiele ginn. Si kënnen also wiele goen, et gëtt awer keng negativ Konsequenze fir si, wa si dat net maachen.

Wichteg ze soen ass och, dass de Gesetzestext kohärent ass, andeems e volljärege Leit ënner Tutelle erlaabt, wielen ze goe bei de kommunalen, legislativen an europäesche Walen.

De Gesetzestext gesäit och vir, dass déi sougenannt vulnerabel Persoune sech kënnen um Dag vun de Wale bis an d'Walkabinn begleede loossen. Mat där Dispositioun wäerten an Zukunft och volljäreg Persounen ënner Tutelle a Wieler, déi e mentalen Defizit hunn, sech an d'Walkabinn begleede kënne loossen. Dëst ass eng Moossnam aus dem schonn erwäänten nationalen Aktiounsplang, déi soumat ëmgesat gëtt. Ech wëll awer nach ervirhiewen, dass déi Begleetpersoun net onbedéngt e Wieler muss sinn.

Eng weider Ännerung am Walgesetz ass, dass d'Bierger net méi wäerten d'Méiglechkeet hunn, eng Kopie

vun der Lëscht mat de Reklamatiounen, wat d'Kandidatelëschte betrëfft, unzefroen. Heibäi geet et drëms, de Schutz vun de perséinlechen Donnéeë vun de Leit, déi Reklamatiounen agereecht hunn, ze stäerken. Allerdéngs hu se Asiicht drop, a jiddwereen huet Asiicht drop, mee kann net eng Kopie dovunner froen.

Nach eng weider Ännerung am Walgesetz ass, dass d'Logoe vun de politesche Parteien, déi een hunn, an Zukunft um Walziedel opgezeechent sinn. Dëst wäert bei den nationale Walen an den europäesche Walen de Fall sinn. Dës Mesür ergëtt sech och aus dem nationalen Aktiounsplang. D'Zil ass, de Walziedel esou lieserlech wéi méiglech ze maachen. Et soll fir Persoune mat mentaler oder physescher Defizienz esou einfach wéi méiglech sinn, de Walziedel auszefëllen. Ze bemierken ass, dass dës Mesür momentan nach net bei de kommunale Wale gëllt, aus dem Grond, dass politesch Parteien oder Gruppementer net onbedéngt e Logo hunn. En anere Grond ass, dass d'Parteilogoen nëmmen a Proporzgemenge méiglech wieren.

Ech géif dann och nach kuerz op d'Avisen agoen, déi zu dësem Projet de loi virleien. De Staatsrot huet a sengem Avis zwou Opposition-formellë virgeluecht. Bei der éischter ass et ëm d'Informatiounen iwwert d'Mise sous tutelle gaangen, déi un de Schäffen- a Gemengerot geschéckt gi vun der Gemeng, an där d'Persoun, déi sous tutelle ass, ugemellt ass. Bei der zweeter Opposition formelle goung et ëm Kohärenzproblemer. D'Logoe vu politesche Parteie souwuel wéi och vu Gruppementer vu Kandidate sollen um Walziedel ze gesi sinn. Déi béid Opposition-formellë goufen opgehuewen, nodeems Ajustementer um Gesetzestext gemaach goufen.

De Centre pour l'égalité de traitement huet ugemierkt, dass een de Logo vun de politesche Parteien och hätt kënne bei de Gemengewalen op de Walziedel dropginn, fir e méi liicht lieserlech ze maachen. E stellt och d'Noutwendegkeet vum Mécanisme d'excuse automatique a Fro.

De Conseil supérieur des personnes handicapées ass der Meenung, dass d'Exklusioun vun de Wale vun de Persoune sous tutelle zanter 1982 et justifizéiert a quasi imposéiert, e Mécanisme d'excuse automatique anzeféieren. E bemierkt, dass net nëmmen d'Logoe vun de politesche Parteien um Walziedel néideg sinn, mee och d'Benotzung vun einfacher Sprooch bei allen Aspekter vun de Walen.

Dat zu de verschiddenen Avisen. Fir weider Explikatioune kënnt Der Iech op mäi schréftleche Rapport beruffen. An ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn elo schonn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Text.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt Merci.

An d'Wuert ass direkt fir den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Erlaabt mer, direkt dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Här President, dat hei ass e kuerze Projet, mee e wichtege Projet, well et e kloert Zeeche fir d'Inklusioun ass. Et si Leit, déi leider vläicht e Bobbo hunn, an et ass wichteg, deenen awer d'Méiglechkeet ze ginn, dat wichtegst Recht, wat mer hunn an enger Demokratie, kënne wouerzehuelen a wielen ze goen.

Leider gëtt et um europäesche Kontinent nach ëmmer Länner, wou dat net esou garantéiert ass, an dofir ass dat och e wichtege Message an et ass och e wichtege Schrëtt, deen eeben elo gemaach gëtt duerch déi nei Verfassung, déi och den 1. ..., déi de Samschdeg a Kraaft trëtt. Et ass e wichtege Message hei vum éischte Pouvoir och no baussen, an duerfir steet d'CSV och honnertprozenteg hannert dësem Projet de loi.

Mir sinn och eent vun deene seelene Länner bis elo, déi de Logo vun de Parteien net op de Bulletins de vote hunn. Wann een d'Noriichten dobausse gesäit, an anere Länner, do gesäit een ëmmer grouss de Logo. Do wier just meng Fro un de Premierminster, ob de Logo faarweg ass op deene Bulletinen oder ob de Logo schwaarzwäiss ass. Mir als CSV hätten eng Preferenz derfir, datt e faarweg wier, well d'Leit sech einfach mat de Faarwen och vun deene jeeweilege Parteien identifizéieren.

Dëst gesot, merci nach eng Kéier a mir ginn den den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. No deem exzellente Rapport vum Kolleeg Guy Arendt an och der Interventioun vum Léon Gloden ass quasi alles gesot. Mir ënnerstëtzen deen heite Projet de loi voll a ganz, well et d'Rechter vun de Leit, déi ënner Tutelle sinn, déi schonn eng ganz Rei vu Rechter ewechgeholl kruten, stäerkt, besonnesch dass se kënne gewielt ginn a wielen. Wat d'Logoen ugeet: kee Problem. Wat d'Fuerwen ugeet, géif ech mengen, dass een dann Interêt hätt, d'Fuerwen net ze oft ze wiesselen, well dann ass den Erëmerkennungswäert net esou grouss.

(Hilarité)

Dat gesot, Här President, merci alle Kolleegen ...

M. Léon Gloden (CSV) | Léiwer d'Faarwe wiesselen, wéi wann d'Memberen d'Parteie wiesselen.

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wësst Der, wësst Der, do si mer eis erëm eng Kéier eens. Wann ech déi Nouvellë vu Monnerech héieren, da gëtt et Leit, déi de Verrot gär hunn, awer de Verréider net.

Une voix | Schwätzt zum Theema, Här Di Bartolomeo!

(Exclamations et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Mir schwätzen hei vum Projet de loi 8150 an net vu Monnerech, an domadder ginn ech d'Wuert weider un de honorabelen Här Charles Margue.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat war ze vill nom Mëttegiessen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, ech hunn de Message verstanen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci dem Guy Arendt fir de Rapport. Mir hunn an der Institutiounskommissioun jo dëslescht driwwer geschwat. Als Gréng si mir wierklech frou – mir wiesselen d'Faarf wierklech net oft –, fir kënnen hei e Projet ze maachen, wou d'Inklusioun groussgeschriwwe gëtt. All Mënsch huet d'Recht, huet och d'Walrecht. Et ass e Grondrecht, wat bis elo iergendwéi aus wéi engen Ursaachen och ëmmer net esou beuecht ginn ass.

Ech sinn och frou, dass eng Personne de confiance ka mat eragoen, déi net onbedéngt muss e Wieler sinn. Dat ass alles gutt. An ech hu just bedauert och an der Diskussioun, wat d'Logoen ugeet, dass mer fir d'Gemengewalen nach net esou wäit waren. Selwer plädéieren ech derfir, dass och an de Majorzgemenge Logoe sollten derbäikommen, well mir hunn et gesi viru 14 Deeg: all déi verstoppt Lëschten, déi sech do hanner eenzelen Nimm verstoppen. Et wär gutt, fir dass jiddweree géif erkennen, wien zu wiem géif gehéieren. Ech hunn déi Erfarung och kënne maachen, wéi ech elo vill mat Walmissioune mat der OSZE ënnerwee war, an do ass ganz oft och de Logo als Widdererkennungszeeche kloer op de Walziedele schonn derbäi. Et ass keen Novum, mee et wär eng gutt Saach, wa mer dat kéinte maachen.

Merci an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Här Arendt e grousse Merci. Ech mengen, et ass wierklech eng Saach – an d'Virriedner hunn et alleguer betount – vun Inklusioun a wou mir kënnen houfreg sinn, wa mer hei zu Lëtzebuerg Schrëtt an déi dote Richtung maachen. Mir hunn dofir och, well et jo awer eng Problematik ass, déi eis alleguer um Häerz läit, déi Avise genee gekuckt, och vun deene Gruppen, déi sech besonnesch fir d'Rechter vun deene behënnerte Leit asetzen, an et ass eis opgefall, datt deen een oder anere Kommentar drop higewisen huet, datt eventuell kéint e Widdersproch bestoen tëschent der neier Verfassung an der Behënnerterechtskonventioun, déi mer jo hei ratifizéiert haten. Ech mengen, den Här Arendt hat rappeléiert, datt dat 2011 war.

Mir wäerten op jidde Fall déi Saach weider kucken, well ech mengen, wann dat wierklech esou sollt sinn – mir wäerten déi Analys sécher maachen –, da musse mer eventuell nobesseren, Ech mengen, et kann net sinn, datt mer zwou Konventiounen ... oder eng Konventioun hei ratifizéieren a gläichzäiteg eng Verfassung adoptéieren, déi awer dann am Widdersproch géifen zuenee stoen. Dofir musse mer dat iwwerpréiwen. Mir wäerten dat maachen.

Dat gesot, d'Ënnerstëtzung vun der ADR a villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, mir begréissen och ausdrécklech dëse Projet de loi, dee jo da virgesäit, dass Leit, déi ënner Tutelle sinn, net méi ausgeschloss si vum aktiven a vum passive Walrecht. Esou eng automatesch Exklusioun, wéi se bis elo existéiert huet, ass jo contraire zu der Convention des Nations Unies vun den Droits vun de Personne-handicapéeën an och dem fakultative Protokoll souwéi der Rechtspriechung vun der Cour européenne des droits de l'homme, déi virgesinn, datt eng Exklusioun eeben nëmmen no enger individueller Analys vun der jeeweileger Persoun a Betruecht ka gezu ginn.

Mir begréissen dofir ausdrécklech dëse Projet de loi an als lénk Partei maache mir eis jo staark fir eng méi staark politesch Participatioun, méi staark Inklusioun a Gläichberechtegung. Dofir si mir jo och fir d'Walrecht fir Leit ab 16 Joer an och fir Netlëtzebuerger an dësem Land an droen ausdrécklech dat heiten och mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da steet den Här Sven Clement prett.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wierklech e grousse Merci un de Guy Arendt, deen hei e gudde mëndlechen a schréftleche Rapport presentéiere konnt. Zu deem heite Projet kann een als Éischt emol soen: endlech! Endlech e längst iwwerfällege Schrëtt

an déi richteg Richtung! Well mat deem aktuelle Walgesetz hu Leit, déi ënner enger Tutelle stinn, net dierfe wiele goen, an dat ass en absolutten No-Go.

Dës Leit goufen einfach vum Wielen ausgeschloss, wat manifestement eng Diskriminéierung ass, an dat kann een och net anescht nennen oder schéischwätzen. An doweinst gëtt et héich Zäit, datt mer och dëse Membere vun eiser Gesellschaft d'Méiglechkeet ginn, fir eebe wielen ze goen. Well och Persounen, déi ënner enger Tutelle stinn oder déi zum Beispill e mentalen Handicap hunn, gehéieren zu eiser Gesellschaft derzou a solle genausou dorunner deel kënnen huele wéi all déi aner Leit och. An och wann een e mentale Problem huet oder ënner enger Tutelle steet, soll ee kënne wiele goen, well net all mentale Problem bedeit, datt een net bewosst an enger Walkabinn ka seng eegen Entscheedung treffen oder fir sech iwerleeën, wéi eng Partei oder Persoun an deemjéinege sengen Ae seng Interessien am beschte vertrëtt.

Mir begréissen et dann och doriwwer eraus, datt d'Logoe vun de Parteien dierfen op de Walziedelen ofgebilt ginn. Dëst mécht et de Leit – an zwar net nëmme Leit mat Handicap, mee jiddwerengem – méi einfach, d'Parteien erëmzeerkennen, an dréit zu enger besserer Visibilitéit bäi.

Ech hu virdru vun engem Schrëtt an déi richteg Richtung geschwat, mee mir sinn nach net do ukomm, wou mir als Land missten hikommen, well fir d'Piraten gehéieren nach aner Aspekter zu engem inklusive Walrecht. Mir mussen zum Beispill och iwwert d'Visibilitéit an d'Accessibilitéit vun eise Walbüroen – fänke mer domadder un –, mee och vun eise Walziedele schwätzen. D'Lisibilitéit dovunner léisst heiansdo ze wënschen iwwereg a wann ech verschidde Walkabinne kucken, wäert et – a mir gesinn alleguer d'Walziedele virun eis – en Challenge ginn, ob déi alleguerten ëmmer do op den Dësch passen. Och dat, d'Maniabilitéit, d'Accessibilitéit, och d'Lisibilitéit vun deene Walziedele missten an eisen Ae kloer nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Ee Punkt wëll ech dann awer nach umierken, och wann et net direkt mam Walgesetz ze dinn huet, mee mat der Tutelle: Mir brauchen endlech e modernt Gesetz. Schued, datt d'Madamm Tanson, déi de ganze Moie hei bei eis war, dat elo net héiert, mee mir brauchen e modernt Tutellesgesetz, well dat aktuellt Gesetz ass absolutt net méi ugepasst a muss endlech verbessert ginn, an dat esou séier wéi méiglech! An ech verstinn net, wéi mer dodrobber déi lescht zéng Joer net weiderkomm sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech hu mech noageschriwwen. Selbstverständlech huet de Léon Gloden d'Positioun vun der CSV duergeluecht, mee ech stelle mer éierlech gesot d'Fro, ob net un der Zäit wier, fir erëm eng Kéier iwwert de sougenannte „Vote électronique" nozedenken.

Dir wësst, dass mer de Covid haten an dass do an der Digitalisatioun och am Kontakt mat de Verwaltunge immens grouss Progrèse gemaach goufen. An den Här Wolter hat virun zwou Wochen d'Fro opgeworf vis-à-vis vun der Madamm Bofferding vun deene villen ongültege Walziedelen. An ech menge ganz éierlech, dass, wann d'Leit d'Méiglechkeet hätten, zumindest déi, déi an d'Kabinn géife goen – dat heescht net déi vill, déi de Vote par correspondance maachen –, d'Walziedele auszefëllen op Ecranen ..., well d'Leit gi jo och, wa se op eng Bank ginn, fir Suen, e Retrait ze maachen, e Code an a si drécken an op dem Ecran, wat fir eng Schäiner datt se wëllen ..., ob een net sollt eng Kéier e Pilotprojet starten, fir dat an enger nächster Walperiod ze préiwen.

Dat hätt eng Rei vun Avantagen. Éischtens, dass, mengen ech, déi vill ongülteg Walziedelen, géifen ecartéiert ginn, well een nëmme kéint säi Walziedel validéieren, wann een e gülteg ausgefëllt huet an net d'Partei gestëmmt an – ech weess net – zwou Stëmmen dem Spëtzekandidat ginn huet, wat awer vill de Fall war. A virun allem wier dat Walresultat awer da méi séier do, wéi dass d'Kandidaten an anerer missten aacht oder méi Stonne waarden, fir ze kucken, wat hannen erauskomm ass. Also, ech géif déi Suggestioun maachen.

Ech weess, dat ka jo elo net à l'immédiat geschéien, mee dass een dat fir eng nächst Walperiod awer kéint préiwen, en vue och notamment vun den informatesche Fortschrëtter, déi et gëtt. An ech mengen, déi Systemer, déi wäre securitéitsméisseg esou assuréiert, dass dat ouni Problem kéint oflafen.

Une voix | Ech si ganz domat d'accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An dann huet d'Madamm Simone Beissel d'Wuert gefrot.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Ganz kuerz, ech mengen, dat, wat de Gilles Roth hei seet, dat ass ganz interessant an dat ass no de Gemengewalen erëm eng Kéier thematiséiert ginn. Ech hunn awer e grousse Souci. Quitte dass déi 3.000 Bulletinen do nul waren a gesot ginn ass: „Et ass erëm eng Kéier falsch ofgestëmmt ginn", dass een do de Problem duerch d'Validatioun kéint verhënneren, hu mer awer e Monsterproblem vu Securitéit. An ech soen Iech dat: Mir haten e Méindeg eng grouss Cyberattack op d'Gemeng Lëtzebuerg, wou se d'City of Luxembourg ..., wou se wollten u sech d'Ausseministerkonferenz stiermen an do hu se „commune of Luxembourg" mat der „city of Luxembourg" verwiesselt, mee peu importe, de ganze System louch lam.

An da musse mer awer Systemer fannen, wa mer dat dote maachen, momentan an dësen Zäiten, dass keen eis de System lamleet, well et ass bewisen, dass d'Securitéitsstuf vum gudden ale System nach de Moment absolutt iwwer allem ass, par rapport zu alle Systemer.

Ech si mat allem d'accord – mee roueg a sachlech! An da musse mer och fir d'éischt d'Securitéit an d'Rei kréien an da kënne mer och kucken, dass mer op Elektronik kommen. Ech mengen, domat si mer all d'accord, mee schéin der Rei no, an an dësen Zäiten ass dat doten effektiv en heikelt Theema, well mir hunn e Méindeg héieren, wat et ass, wann alles lamläit.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Beissel. Dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wosst net, datt den Här Roth mat där Propos géif kommen, soss hätt ech nach direkt a menger Ried drop reagéiert. Also, fir eis Piraten ass et ganz kloer esou, datt Aidë fir ze wiele kee Problem duerstellen. Wat awer ganz kloer ass, ass, datt et keen Onlinesystem däerf sinn. Et muss offline stattfannen an et muss eng Pabeierstrace vum Vott ginn, déi och déi Persoun, déi ofstëmmt, ka verifizéieren, éier se se an d'Urn pucht. Mir kënnen eis ganz gutt e Modell virstelle mat Écran tactile, wou ee ka säi Walziedel ausfëllen, wou et och Basisverifikatioune gëtt, wou een drop higewise gëtt, wann ee grad amgaang wär, eppes ze wielen, wat net geet.

Wat een awer ganz kloer muss soen, ass, datt déi Resultater a) net online däerfen sinn, soudatt eng Hackerattack vu baussen ausgeschloss ass, an et gläichzäiteg och ganz kloer muss esou sinn, datt et eng Tracabilitéit gëtt vun deem Vott, deen duerno nach ëmmer kann ausgezielt ginn um Pabeier.

Well einfach nëmmen engem Computerchip ze vertrauen ... Dir wësst et, ech kommen e bëssen aus dem Metier, ech vertraue Computere ganz vill, mee ech hu vun deene wichtegste Saachen awer och Pabeierbackuppen, an dat huet seng Grënn. A grad bei Walen, wat awer kruzial wichteg ass, muss ee sécherstellen, datt eng Wiel, déi een um Ecran mécht, och herno genau esou kontabiliséiert gëtt, an dat geet just doriwwer, datt een och eng Pabeierstrace herno huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Fir d'éischt dem Här Arendt merci fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Dir hutt et virdrun och scho gesot: Et geet hei ëm Inklusioun. Verschidde Leit soen: „Endlech!" Ech wëll just drun erënneren, dass en Deputéierten, wann en esou presséiert ass, och Proposition-de-loie ka maachen. Dat ass awer just ...

(Interruption)

Et ass eng Fakultéit, just fir drun ze erënneren, mee et ass ëmmer gutt, fir hei Saachen esou theatralesch ze fuerderen. Ech si frou, dass dat op jidde Fall geschitt.

(Interruption)

Ech wëll dem Här Gloden just Bescheed soen, dass de Logo vun der CSV wäert blo, wäiss an orange sinn op den nächste Walziedelen, mat e bësse schwaarz. Et gëtt och e mofe mat schwaarz, et gëtt och gréng mat hellgréng, et gëtt rout mat wäiss an et gëtt blo mat engem rouden Tëppelchen an et gëtt och e schwaarze mat engem klenge rouden Eck an ech weess net, wat nach alles ass. Mee dat heescht, dass se och faarweg wäerten drop sinn. Et geet jo och drëm, fir hei Saachen ze facilitéieren.

Zum Vote électronique, Här President, wëll ech Iech soen, dass et verschidde Länner gëtt, déi Experienze gemaach hunn, déi et agefouert hunn, déi et nees ewechgeholl hunn. En anert Land, Estland, do kann ee souguer de Vote par correspondance online maachen. Dat sinn och Méiglechkeeten, déi et do gëtt. Ech sinn net hermeetesch zu all Decisioun, mee Dir verstitt, datt mer an dräi Méint Chamberswalen hunn, an ech ka mech och net engagéieren, wat eng nächst Regierung wëll maachen. Ech kann Iech just garantéieren, dass hautdesdaags dat Digitaalt zum Alldag gehéiert. Et gëtt Risiken, sou wéi d'Madamm Beissel och gesot huet. Dat heescht, et muss just sécher sinn, net dass mer e Bug hunn an dass herno Dausenden an Dausenden an Zéngdausende vu Stëmmen op eng Kéier verschwannen.

Mir wëssen, dass mer e System hu vun der Walkabinn, wou mam Crayon ... Ech wëll Iech just drun erënneren, dass dat och nach Diskussioune vu verschidde Leit waren, firwat e Crayon géif benotzt ginn an net e Bic. Ech trauen deene Leit an de Walbüroen, déi déi doten Aarbecht maachen. Et géif d'Aarbecht facilitéieren, wann d'Leit an enger Walkabinn de Choix kéinten hunn. Dat kann ee jo dann aloggen, ob een dann en digitale Vott oder dee manuelle Vott wëll hunn. Ech sinn op jidde Fall net hermeetesch dozou, mee Dir verstitt, datt ech mech net engagéiere ka fir eng nächst Regierung. Ech soen op jidde Fall der Chamber Merci, dass dat

heiten, sou wéi den Här Clement gesot huet, endlech och geschitt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister. Parole après ministre fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech wëll just eppes kloerstellen, Här President. Als President vun der Commission de vérification des pouvoirs hu mer 2018 eng ganz Rëtsch Problemer bemierkt am Waloflaf, och an de Prozeduren, eebe well Saachen deelweis falsch ausgefëllt goufen, falsch gestempelt ginn, net gestempelt ginn, net ënnerschriwwe ginn. Déi ganz Prozedur ass nach relativ almoudesch, a mir hu bei de Gemengewale gesinn, datt et zu Interpretatiounsdifferenze féiert. Mir gesinn et och elo warscheinlech erëm.

Mir hunn deemools als Chamber, als Institutioun, de Staatsministère als Institutioun kontaktéiert, fir ze kucken, wéi eng Léisungen ee kéint an e Projet de loi oder eng Proposition de loi maachen. Dat ass elo bal fënnef Joer hier a mir sinn deemools higehale gi mam Argument, de Staatsministère géif souwisou mat enger Reform vum Walgesetz kommen. Mir hunn haut de Moie beim ASBLs-Gesetz gesinn, datt Proposition-deloien, déi vun der Oppositioun deposéiert ginn – och viru fënnef Joer – elo einfach kommentarlos iwwerholl ginn an da schlussendlech net emol eise Projet agebaut gouf, formell, mee einfach ignoréiert gëtt. Dofir, jo, et ass all Deputéierte säi Recht, eng Proposition de loi ze maachen. Et ass awer net esou, datt en dat ëmmer probéiert ze abuséieren. A wann de Staatsministère seet: „Mir schaffen un enger Reform", da wëlle mir konstruktiv heibannen als Chamber dodrunner matschaffen. Mee ech stelle fest, datt op ganz ville Punkten awer dat, wat an den Avise vun 2018 an 2019 steet, net gemaach gouf. Ech sinn awer frou, datt dat heite Gesetz gemaach gouf.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8150. Den Text steet am Document parlementaire 8150[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8150 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat … Nee, en ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8150 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

Als zweete Punkt um Ordre du jour kënnt d'Proposition de loi 8036, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Enquêtëkommissioun. An de Rapporter, den honorabelen Här Charles Margue, huet direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Charles Margue (déi gréng), coauteur-rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam zweete Vott vum neie Verfassungstext Enn vum leschte Joer, deen elo an der Nuecht vun e Freideg op e Samschdeg wäert a Kraaft trieden, war dës wichteg Reform kengesweegs scho fäerdeg. Mir haten eis d'Wuert ginn, dass mer eis géife virum 1. Juli eens ginn, fir dat ze reegelen. Dat ass elo geschitt an hei ass d'Gesetzpropos vun de Mëtteg.

Parallell zur Finalisatioun vun de véier Kapitelbléck hate mer an der Institutiounskommissioun och schonns ugefaangen, déi vun den neien Dispositioun betraffe Gesetzestexter op de Leescht ze huelen, fir se zäitno, dat heescht méiglechst virum Akraafttriede vun der neier Verfassung, nach kënnen unzepassen.

Déi elo grad gestëmmte Proposition de loi 8150 zum Walrecht am Fall vun enger Tutelle war de Mëtteg déi éischt Propositioun an deem Verfassungsreformkontext, an ech hunn ech elo d'Éier an d'Aufgab, Iech als Rapporter eng weider Proposition de loi, d'Nummer 8036 iwwert d'parlamentaresch Enquêtëkommissioun, virzestellen.

Fir der neier Verfassungsdispositioun gerecht ze ginn an hiren Exercice ze encadréieren an nach e puer weider punktuell Froen ze klären, déi sech bei de leschte Commissions d'enquête gestallt hunn … Pardon …

(M. Charles Margue consulte ses notes.)

Hei hat ee recto verso gedréckt, da kann et schifgoen.

(Hilarité)

Voilà, zweet Säit uewen. Dat ass dann déi zweet vun insgesamt véier verfassungsrelevante Propositions de loi, déi mer haut de Mëtteg elo um Ordre du jour hunn an déi mer awer och nach, wéi gesot, virum 1. Juli evakuéiert kréien.

Wärend den nach aktuelle Verfassungsartikel just kuerz festhält, dass d'Chamber den Droit d'enquête huet, mee all weider Detailer dem Gesetz iwwerléist, preziséiert den neie Verfassungsartikel 81 elo de Seuil, fir esou eng Kommissioun anzesetzen. Ech hunn dat selwer hei rapportéiert: „La Chambre des Députés a le droit d'enquête. La loi règle l'exercice de ce droit. Une commission d'enquête doit être instituée si un tiers au moins des députés le demande."

Mat dëser Proposition de loi adaptéiere mer deemno dat besteeënd Gesetz iwwert d'Enquêtes parlementaires, wat d'Gesetz vum 27. Februar 2011 ass iwwert d'Enquêtëkommissioun, wéi gesot, mat deem duebelen Objektiv: fir der neier Verfassungsdispositioun gerecht ze ginn an hiren Exercice ze encadréieren an nach e puer weider punktuell Froen ze klären, déi sech an de leschte Commissions d'enquête gestallt hunn.

D'parlamentaresch Enquêtëkommissioun ass en essentiell wichtegt Instrument vun der Chamber, fir d'Aarbecht vun der Regierung ze kontrolléieren. De Seuil, deen néideg war, fir se anzesetzen, war bis elo d'Majoritéit vun den Deputéierten. Den neie minoritäre Seuil vu just 20 Deputéierten oder méi wäert deemnächst d'Asetze vun esou Kommissiounen däitlech méi einfach maachen, an et kann een dervun ausgoen, datt hir Unzuel iwwert déi nächst Legislaturperioden dierft klammen.

Och dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt mir mat der virleiender Propos de Kader fir de Gebrauch an den Oflaf vun esou Enquetëkommissioune méiglechst kloer an detailléiert reegelen an dass d'Rechter, d'Flichten an d'Responsabilitéite fir all d'Bedeelegt kloer sinn.

Bei de Viraarbechten huet d'Cellule scientifique vun der Chamber eis drop higewisen, datt et zanter 1945 wuel just fënnef esou Enquetëkommissioune vum Lëtzebuerger Parlement gi sinn, eng Partie vun Iech wësse besser, vu wat ech schwätzen. Et gouf der zwou an den 1980er-Joren, eng an den 1990er-Joren, eng an den 2000er-Joren an déi lescht, dat ass elo schonn iwwer zéng Joer hier, datt war 2012.

Et ass deemno zu Lëtzebuerg bis ewell eng éischter rar an aussergewéinlech Praxis. Dat ass awer bei Wäitem net iwwerall esou. Bei eise franséischen Noperen huet d'Assemblée nationale zum Beispill eleng an der viregter Legislatur 2012 bis 2017 ganzer 16 esou Enquêtëkommissiounen agesat.

Dat ass allerdéngs net de Modell, dee mer elo hei als Institutiounskommissioun ustriewen, well och scho weesentlech manner Enquêtëkommissiounen eis ronn zéng mol méi kleng Chamber an eis op vill Fachkommissioune verdeelt 60 Deputéierter géife ganz séier un Zäit- a Capacitéitslimtte bréngen.

De Commentaire d'article zur Verfassungsännerung huet de Sënn an Zweck esou beschriwwen: „Une commission d'enquête a pour objet de recueillir des éléments d'information afin d'éclaircir une situation ou thématique spécifique afin d'aboutir à une meilleure compréhension de la problématique, d'explorer d'éventuelles questions de responsabilité, d'en pouvoir tirer des conclusions et d'adopter le cas échéant des recommandations visant à améliorer l'action publique."

Wat sinn elo déi konkreet Ännerungen um Gesetz vum 27. Februar 2011? Et gëtt méi kloer definéiert, wéi eng Enquêtëkommissioun kann ugefrot an agesat ginn, wéi hir Missioun definéiert gëtt, wéi laang se schaffe kann – am Prinzipp sechs Méint –, wéi hiert Mandat kann ëm dräi Méint verlängert ginn, wéi hir Missioun ka modifizéiert ginn, wéini hir Missioun op en Enn geet, zum Beispill bei Walen, wéi eventuell Avis minoritaires traitéiert ginn a wéini en Tëscherapport noutwendeg ass.

Et gëtt och eng Karenzzäit vun zwielef Méint agefouert, bannent där nei Enquetëkommissioune mat der identescher Missioun, déi grad cloturéiert gouf, net kënne frësch lancéiert ginn. An et gëtt och festgehalen, datt ab sechs Méint virun den nächste Wale keng nei Commission d'enquête méi dierf lancéiert ginn.

An da ginn och nach d'Rechter vun de Persounen, déi gehéiert ginn, méi kloer am Gesetz definéiert. Esou

muss zum Beispill de Verbatim vun esou Unhéierungen de Persounen zougänglech sinn, mee dierf net geännert ginn. Observatioune vun de betraffene Leit zu hiren am Verbatim fixéierten Aussoe sinn awer méiglech.

D'Regierung hätt et laut hirer Stellungnam begréisst, wann d'Institutiounskommissioun nach e puer zousätzlech Leitplanken a Garde-foue fir den Exercice vum Droit d'enquête agefouert hätt. Sou hat d'Regierung et gefrot. Den Awänn vum Staatsrot konnt awer iwwerall Rechnung gedroe ginn, soudatt d'Institutiounskommissioun de schréftleche Rapport zu dëser Proposition de loi nach gëschter in extremis konnt unhuelen an den Text deemno mam Akraafttriede vun der neier Verfassung prett ass.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och den Accord fir déi gréng Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An d'Wuert huet den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV), coauteur | Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An den Debatten iwwert déi nei Verfassung si mer ausféierlech op dës grouss Ännerung agaangen. Et ass souzesoen eng vun den Haaptännerungen, och ëmmer erëm an der Ligne de mire, datt eeben déi nei Verfassung d'Pouvoire vun der Chamber, vum Parlament, vis-à-vis vun der Regierung stäerkt. An dofir hu mer eis notamment inspiréiert bei eisen däitsche Kolleegen oder beim Europäesche Parlament, fir de Seuil vun dem Quorum fir eng Enquetëkommissioun ze decidéieren, en erofzesetze vun enger Majoritéit op 20 Deputéierter. Ech mengen, d'Argumenter leien op der Hand.

Zweetens – an dat ass jo och ee vun de Fil-rougë vun der neier Verfassung – hu mer probéiert, bei allen Institutiounen och d'Fonctionnementsreegelen ze preziséieren, an de Rapporter ass eeben och hei drop agaangen. Well bei esou enger wichteger Commission d'enquête – well et ass jo awer en ausseruerdentlecht Instrument – muss et kloer sinn, wat een däerf maachen, wat een net däerf maachen, wat d'Delaie sinn, wéi d'Delaie kënne verlängert ginn.

Ech wëll et och op dëser Plaz nach eng Kéier soen – ech sinn do e gebrandmarkt Kand, well ech de Pech oder d'Chance hat, eebe schonn eng Kéier an esou enger Enquêtëkommissioun ze siegéieren –: Et ass en aussergewéinlecht Instrument. Et muss net, mee et kann natierlech zu der Responsabilitéit vun enger Regierung féieren, egal wat fir eng Partei um Pouvoir an der Koalitioun ass. Et ass en Instrument, wat souzesoen „nohalteg" declenchéiert muss ginn. Mee wann et declenchéiert gëtt, da muss d'Chamber och hir Roll ausfëllen a se muss och déi néideg Pouvoiren hunn, fir kënnen déi Enquête esou ze féieren, datt se dann och zu engem Resultat kënnt. D'Resultat ass e Rapport, an opgrond vun deem Rapport mussen dann, jo oder neen, politesch Decisioune geholl ginn.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools Här Gloden, an da wier et um honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Häre Ministeren, am Kader vun der leschter Verfassungsrevisioun hu mir den Droit d'enquête reforméiert, ech mengen, dat ass elo schonn e puermol ugeklongen, Dir hutt et scho matkritt.

Bis elo war eng absolutt Majoritéit noutwendeg, fir eng Enquêtëkommissioun anzeberuffen, an elo gesäit den Artikel 81 vun eiser Verfassung vir, datt op Demande vun engem Drëttel vun den Deputéierten eng Enquêtëkommissioun agesat ka ginn.

Orientéiert gouf sech souwuel um däitsche Grondgesetz wéi um Traité zum Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. Dës Upassung gouf virgeholl, well eng Majoritéitsregierung mat den ale Reegelen d'Méiglechkeet hat, eng Enquêtëkommissioun ze verhënneren. Duerch d'Een-Drëttel-Ufuerderung stäerke mer d'Kontrollfunktioun vun der Chamber a vun der Oppositioun.

Fir ze vermeiden, datt eng Enquêtëkommissioun zu alle méigleche Sujeten ugefrot gëtt a privat Interêten Iwwerhand huelen, leeë mir d'Konditioun fest, datt esou eng Ënnersichung sech just op Froe vun ëffentlechem Interesse bezéien dierf. D'Aarbechte vun enger Enquête dierfen ausserdeem d'Dauer vu sechs Méint net iwwerschreiden. Eenzeg Ausnam ass eng eemoleg Verlängerung vun dräi Méint, déi vun der Chamber op Basis vun enger Resolutioun accordéiert ka ginn. Esou eng Limitt ass sënnvoll, fir datt d'Aarbechten effikass oflafen, ouni onnéideg an d'Längt gezunn ze ginn. Ausserdeem dierfen zum selwechten Objet keng weider Enquêten innerhalb vun de leschten zwielef Méint nom Enn vun der leschter Missioun ugefrot ginn, dëst natierlech fir ze vermeiden, dass sech ze oft mat engem eenzelne Sujet beschäftegt gëtt. Doduerjer feele Ressourcen, fir aner wichteg parlamentarecht Aarbechten ze verrichten.

E leschte Punkt, op deen ech agoe wëll, ass d'Dispositioun, datt sechs Méint virun de legislative Wale keng Enquêtëkommissioun méi kann agesat ginn, D'Begrënnung ass esou einfach wéi evident: Sechs Méint virun de Walen ass et kaum méiglech, genuch Zäit fir d'Missioun ze hunn an d'Aarbechte gutt ze verriichten. Um Enn vun enger Legislatur gëtt d'Kommissioun opgeléist, well jo och net méi zwéngenderweis déi selwecht Deputéiert an der nächster Legislaturperiod derbäi sinn. D'Aarbecht no de Walen nees nei ze organiséieren ass op d'mannst schwiereg, wann net souguer bal onméiglech.

Éischter nach géif ouni dës Limitt d'Institutioun vun enger neier Kommissioun blockéiert ginn, well d'Limitt vun den zwielef Méint, déi ech virdrun ugeschwat hunn, deen Ament gräife géif. Eventuell hätt ee kënnen iwwerleeën, fir weider Limitte festzeleeën, wéi se an anere Länner existéieren, fir d'Kontinuitéit vum Staat souwéi de Schutz vu wichtege Geheimnisser oder vun Drëttpersounen, déi net direkt der politescher Kontroll ënnerleien, ze garantéieren.

A Frankräich gëtt et zum Beispill eng Limitt, wéi vill Enquêtëkommissioune vun enger politescher Partei wärend enger uerdentlecher Sëtzungsperiod ugefrot kënne ginn. An och de Rapporter vun enger Enquêtëkommissioun huet bei eise franséischen Nopere bestëmmte Pouvoirs d'enquête, déi déi aner Memberen net hunn.

Aner Limitte bezéie sech konkreet dorobber, wat ënnert déi Ënnersichungsbefugnisser fält oder wéi eng Dokumenter oder Dossiere musse bereetgestallt ginn a wéi eng net.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Proposition de loi ass net fuerchtbar laang an och net fuerchtbar komplizéiert, mee si ass wichteg, well mir mat hir net nëmmen eis Verfassungsrevisioun berücksichtegen, mee och d'Chamber an hirer Funktioun als Kontrollorgan vun der Regierung stäerken – an dat ass jo an eiser neier Verfassung oder ofgeännerter Verfassung e roude Fuedem. Gläichzäiteg baue mir och gewësse Garde-fouen an, déi en eventuell abusiven Ëmgang mam Droit d'enquête verhënneren. Ob mir an Zukunft weider Garde-fouen abaue mussen – e puer hunn ech der elo grad schonn opgelëscht –, wäert sech mat der Zäit weisen. Op alle Fall schafe mir eng méi grouss Transparenz.

Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet, gradwéi ech och deene Leit Merci soen, déi heirunner geschafft hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An da wär et um honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), coauteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass richteg, wéi dat scho vun de Virriedner gesot ginn ass, dass d'Stäerkung vun eisem Parlament wéi e roude Fuedem duerch deen neie Verfassungstext geet. Et gëtt eng Rei vu Beispiller, déi dat illustréieren.

Éischtens emol kënnt eist eegent Reglement op méi fest Féiss stoen, d'Fundament vum Reglement gëtt gefestegt. D'Recht op Informatiounen, déi mer vun der Regierung froen, gëtt gestäerkt. Eis Roll bei Vertrauens- a Mësstrauensvotte gëtt gereegelt, an hei ass e weidert schaarft Instrument, wann ech dat esou däerf soen, dat derbäikënnt. D'Asetze vun enger Commission d'enquête gëtt vereinfacht. De Blockage vun enger Majoritéit vun 31 géint eng Oppositioun vun 29 als méiglechen Zenario gëtt erausgeholl.

Mee, opgepasst – an ech ënnersträichen dat, well och an der ganzer Diskussioun ëmmer erëm esou affirméiert ginn ass, och vun de Kolleege Corapportere vun der Verfassung –: Déi Commission d'enquête, déi mer elo erliichteren, ass net automatesch eng Chambre d'accusation vun enger Regierung. Wa mer dat systematesch wëllen hunn, da mëssbrauche mer dat heiten Instrument. Dat heiten Instrument kann duerchaus och gebraucht ginn, fir Fact Finding a komplexen Dossieren ze maachen, kann duerchaus derzou gebraucht ginn, fir Verbesserungen an der Politick, an eiser Politick och, erbäizeféieren. An et ass kloer – et ass virdru gesot ginn –: Mir sinn e klengt Parlament. Mir kënnen net eng Inflatioun vun Ënnersuchungskommissiounen, Enquêtëkommissiounen, stemmen. An et gëllt och hei de Prinzipp: „Trop de commissions d'enquête tuent la commission d'enquête." Dofir, e schaarft Instrument, mee mat deem ee virsiichteg an intelligent soll ëmgoen.

Wat, mengen ech, wichteg ass, nach ze ënnersträichen, dat ass, dass zwar, wann déi Ramenbedingungen erfëllt si ronderëm déi Commission d'enquête, déi Commission d'enquête vun 20 Leit hei an der Chamber agesat muss ginn – also, wa se d'Ramenbedingungen erfëllt –, mee dass awer d'Zesummesetzung vun där Kommissioun no de Reegele vun den normale Kommissiounen geschitt. Ech fannen, dass hei eng remarkabel Aarbecht vun der Institutiounskommissioun geleescht ginn ass an dass déi Echangen, déi mer hate mat der Regierung, an déi Echangen, déi mer hate mam Conseil d'État, derzou bäigedroen hunn, dës Proposition de loi, dëst Instrument, weider ze verbesseren.

An ech wëll alle Kolleegen e grousse Merci soen, dass se dat traditionellt Majoritéit-Oppositiouns-Denken a -Verhalen an den Eck gestallt hunn an den Interêt vun eiser Institutioun an de Vierdergrond gestallt hunn. Dat ass déi richteg Attitüd bei esou engem Projet wéi deem heiten. Dofir merci Iech all a mir maachen dat Bescht aus dem neien Instrument, dat mer hei an d'Hand kréien a mir wäerten dat och verantwortungsvoll gebrauchen. Domat soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, dat heiten ass och eppes, wou mer eis eens sinn, an dat ass och ganz gutt esou, well verschidde vu menge Virriedner hunn op d'Bedeitung vun dëser neier Méiglechkeet higewisen.

Effektiv schwätze mer hei vun enger Stäerkung vum Parlament, wat mir och begréisse bei aller Kritick, déi mer géintiwwer der neier Verfassung och kënnen hunn, mee dat heiten ass ouni Zweifel eng vun de ganz gudden Neierungen, mat där mer och wäerte selbstverständlech mat vill Verantwortung ëmgoen. An den Här Arendt huet a sengen Erklärungen och mat Recht drop higewisen, datt mer och e bësse musse kucken, wéi sech dat Instrument bewäert, wéi et sech entwéckelt – e bëssen „the proof of the pudding is in the eating". Mir kucken, wéi dat elo geet, an dann, wa mer da mussen nobesseren oder preziséieren, da maache mer dat.

Mee ech géif de Gedanken e bësse méi wäit spannen, deen den Här Mars Di Bartolomeo elo a senger Interventioun gesot huet, an och aner Virriedner, den Här Gloden: Mir schwätzen hei net nëmme vun enger Stäerkung vum Parlament, et geet u sech ëm eng Stäerkung vun der Oppositioun. Ech mengen, fir dat ganz kloer ze soen, ass et sécher d'Institutioun als Ganzt, déi gestäerkt gëtt. Mee et ass virun allem och déi Méiglechkeet vun 20 Deputéierten, déi hei net eng Majoritéit duerstellen, fir dat ze froen, an dat muss och da kënnen duerchgesat ginn, datt dat net ka blockéiert ginn, mee datt dann esou eng Kommissioun och agesat gëtt.

Ech wëll just drun erënneren: Mir haten an dëser Legislaturperiod e puermol eng Diskussioun ëm déi méiglech Asetzung vun enger Ënnersichungskommissioun. Mir haten dat … An den Nofollge vun der Covidkris hate mer esou eng Diskussioun, ech mengen, mir haten esou eng bei der SuperDrecksKëscht. Mir haten also och hei rezent nach Beispiller, wou dee Wonsch opkomm ass, wou e sech awer net duerchgesat huet. An et ass einfach, fir ze ënnersträichen, datt d'Opportunitéit vun esou enger Kommissioun awer erëm reegelméisseg hei am Parlament zur Sprooch kënnt an datt mer eis opgrond vun deenen Erfarungen aus de leschte Jore wäerte mussen drop ariichten, datt d'Warscheinlechkeet, datt an der nächster Legislaturperiod schonn esou eppes ka kommen, relativ héich ass. Mir mussen eis also dorobber virbereeden.

Wéi gesot, mir als ADR begréissen dat, well mer gär hätten, datt eng gutt Demokratie op enger staarker Oppositioun opbaut a mir wäerten dëst och dann ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci och, Här President. Merci och dem Rapporter fir säin exzellente Rapport. Jo, déi lescht Enquêtëkommissioun zu Lëtzebuerg war viru gutt zéng Joer am Kader vun der SREL-Affär. Säit der Koalitioun tëscht DP, LSAP an déi gréng, déi ugekënnegt haten, „d'Fënstere grouss opzemaachen, fir frësche Wand eranzeloossen", gouf also allkéiers e bëssen op d'Brems gedréckt, wann d'Oppositioun eng Enquêtëkommissioun gefuerdert huet. Ech erënnere mech beispillsweis un d'Demande fir eng Enquêtëkommissioun am Kontext vum Projet LUXEOSys oder och d'Affär SuperDrecksKëscht.

Vu datt eebe bis zur Revisioun vun der Verfassung eng Majoritéit vun 31 Deputéierten duergaangen ass, fir esou eng Demande ze refuséieren, waren der Oppositioun allkéiers d'Hänn relativ gebonnen. A genee dofir, also aus dem Bléckwénkel vum Contrôle parlementaire vun der Oppositioun, ass et absolutt ze begréissen, datt elo gläich nëmmen nach 20 Deputéierter gebraucht ginn, fir eng Enquêtëkommissioun ze lancéieren. Ech denken, hei kann een also roueg vun enger wierklecher Stäerkung vun der Oppositioun schwätzen, wéi den Här Kartheiser et och grad gesot huet. An deem Kontext begréissen ech och, datt de Saz „Une modification ultérieure de cette mission nécessite une résolution de la Chambre des Députés" am Text, wéi mir en haut votéieren, gestrach gouf.

Ech hat meng Bedenken och an der Kommissioun an a menger Ried zum entspriechenden Deel vun der Verfassungsrevisioun geäussert, wéi ech sot, datt et kontradiktoresch wier, op der enger Säit 20 Deputéierten d'Recht ze ginn, eng Enquêtëkommissioun ze lancéieren, an dann awer ze erlaben, datt eng Majoritéit duerno d'Missioun vun der Enquêtëkommissioun ännere kéint. Eng Kolleegin vun der DP hat deemools gemengt, et misst een awer e bësse Vertrauen hunn, mee ech muss éierlech soen, dass mir an dësem Fall d'Approche vum Conseil d'État besser gefält, deen einfach gekuckt huet, ob den Text konform zur Verfassung ass, an dat war en ënnert dëser Form eeben net.

Dofir begréisse mir, déi Lénk, ausdrécklech, datt elo kloer am Text steet, dass d'Faits à la base de l'enquête esouwéi d'Missioun vun der Enquêtëkommissioun déi sinn, déi an der initialer Demande dann och stinn.

Ech luewen dann och de Conseil d'État dës Kéier fir seng gutt Aarbecht a mir begréissen dësen Text an ënnerstëtzen en natierlech. Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporter fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Et war jo en Text, deen awer fir e bëssen Diskussiounen och an der Kommissioun gesuergt huet, an ech mengen, datt déi ganz gutt am schréftleche Rapport erëmgi gi sinn. Am Mëndleche geet ee jo éischter op den Text wéi op d'Diskussiounen an, mee ech mengen, mir haten eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kommissioun, a mir hunn och, mengen ech, zesumme Léisunge fonnt, fir souwuel dat, wat de Staatsrot ugemierkt huet, zum Deel aus der Welt ze schafen, zum Deel awer och ganz kloer, dat mat eriwwerzehuelen.

Wéi wichteg dës Proposition de loi ass, dierft jidderengem heibanne méi wéi bewosst sinn a warscheinlech deem, deen elo grad vis-à-vis vu mer sëtzt, dem Premier, ëmsou méi, well et ass hie jo, deen och virun zéng Joer an där leschter Enquêtëkommissioun involvéiert war, déi et hei zu Lëtzebuerg gouf.

Une voix | An de SREL.

M. Sven Clement (Piraten) | Duerch eng Enquêtëkommissioun an duerch e klore gesetzleche Kader gi mer der Chamber e wichtegen Outil. Mir stäerken domadder d'Institutioun a mir ginn eis en neien Outil am Kampf géint d'Politickverdrossenheet. Kee Mënsch steet iwwert dem Gesetz, och net d'Politiker an d'Politikerinnen. Wann en Abus de pouvoir sollt virkommen, da muss dat déi entspriechend Konsequenzen hunn. D'Chamber kann dann och an Zukunft déi entspriechend Enquêtë méi einfach lancéieren.

Zudeem ginn déi eenzel Schrëtt a Modalitéite festgehalen an, ech mengen, och do ass et e grousse Worf no vir par rapport zum aktuelle Gesetz, wat dat awer méi rudimentär ëmfaasst huet. Virun allem och d'Méiglechkeet, datt d'Minoritéitsmeenungen, d'Minoritéitskonklusiounen, herno kënnen am Rapport vun enger Enquêtëkommissioun festgehale ginn, ass an eisen Aen e wichtegen Outil, deen et virdrun net gouf an dee mer heimadder schafen, well et erlaabt eng méi nuancéiert Duerstellung vun der Situatioun. Dat ass eppes, wat béidsäiteg schafft. Et ass net eppes, wat just der Oppositioun zegutt kënnt, dat kënnt natierlech och dem Kontrolléierten zegutt, well et erlaabt, an Zukunft méi nuancéiert Rapporten ze ginn, déi eeben net nëmme schwaarzwäiss musse sinn, méi déi eebe kënnen e puer Facetten ofbilden.

An och domadder stäerke mer d'Vertraue vu de Biergerinnen a Bierger an eis politesch Institutioun, well mir dierfen och net mengen, datt Politickverdrossenheet e Randphenomeen ass. Et gëllt, et eescht ze huelen. An dës Politickverdrossenheet kënnt ënner anerem haut dohier, datt vill d'Leit d'Gefill hunn, datt sech Politiker alles erlabe kënnen. Dat ass weeder de Fall, nach dierft et de Fall sinn.

An domadder ginn ech den Accord vun de Piraten. Ech soen Iech alleguerte Merci fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun op deem heiten Text. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, merci. Dem Här Margue och merci vun onser Säit. Et ass, wéi gesot, eng Proposition de loi. De Prinzipp ass, dass mer eis aus Proposition-de-loien och eraushalen, mee erlaabt mer just hei och … Ech hunn et scho virdru bei dem viregten Text gesot: An dräi Méint si Walen. Dat dote gëtt en Instrument fir eng nächst Regierung, mee, sou wéi de Mars Di Bartolomeo an aner Orateuren hei gesot hunn: Et ass Responsabilitéit. Et ass keng Chambre de mise en accusation. Et geet net drëms, fir ëffentlech Prozesser ze maachen, wou herno näischt erauskënnt, well soss geet et just drëms, een au pilori ze stellen, och wann ee weess, dass näischt drun ass.

An hei ass en Instrument, wat do ass, wa politesch Saache solle verbessert ginn, wa Saache mussen traitéiert ginn, wa Saache musse bekannt gemaach ginn, analyséiert ginn. An et ass just dee Message, deen ech ginn als fréiere Member och vun dëser Chamber: Et soll net en Instrument de politique politicienne sinn, mee et soll en Instrument sinn, fir och weiderzekommen, fir Transparenz ze schafen, an eeben och, sou wéi den Här Clement elo just gesot huet, fir dass net d'Gefill kënnt vun enger Politickverdrossenheet, déi och dann ze verstoen ass, well een da probéiert, een deen aneren ze decken. Nee, dat heiten hëlleft – an ech wëll soen – net nëmmen der Oppositioun, et hëlleft der Institutioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer d'Proposition de loi 8036. Den Text steet am Document parlementaire 8036[6].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8036

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon

Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

4. 8037 – Proposition de loi relative aux propositions motivées aux fins de légiférer

Mir kommen elo zur Proposition de loi 8037 iwwert d'Biergerinitiativen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), coauteur-rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat der Proposition de loi 8037 setze mer eng vun deene wichtegen Erneierunge vun eiser iwwerschaffter Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft trëtt, an d'Praxis ëm. Domat wäert déi aktiv Bedeelegung vum Bierger um legislative Prozess erweidert ginn.

D'Verfassungskapitel iwwert d'Chamber an de Staatsrot gesäit am neien Artikel 79 Follgendes vir: „La Chambre des Députés se prononce en séance publique sur des propositions motivées aux fins de légiférer, présentées par cent vingt-cinq et soutenues par douze mille cinq cents électeurs au moins. La loi règle l'exercice de ce droit d'initiative législative." Dat geschitt elo mat dëser Proposition de loi.

D'Iddi hannert dësem Instrument fir d'Biergerbedeelegung geet bis op de Regierungsprogramm vun 1999 zréck. 2004 sollt de Projet de loi 5132 schonn esou en Instrument an eis Legislatioun afügen. De Staatsrot huet sech awer deemools opposéiert. D'Chamber war du gewëllt, dës Neierung an der Verfassung ze berücksichtegen – dat ass geschitt an haut gi mer an d'Praxis iwwer.

Nom Avis vum Conseil d'État zu der Proposition de loi 8037, deen eng Rei vun Oppositions formelles enthalen huet, huet d'Institutiounskommissioun deenen Awänn vum Staatsrot Rechnung gedroen an no deenen Adaptatioune wäert den Oflaf vun dëser Initativ follgendermoosse lafen: Fir eng Proposition de loi duerch de Bierger kënnen ze presentéieren, brauch et 125 Leit, déi esou eng Propositioun abréngen, an et brauch 12.500 Leit, déi se ënnerstëtzen. Déi béid Gruppe musse Wieler bei de Legislativwale sinn.

Déi Virschléi beschränke sech op normal Gesetzer, kënnen also keng Revisioun vun der Verfassung viséieren. Et kënne Virschléi fir en neit Gesetz sinn oder fir d'Ännerung vu bestoende Gesetzer respektiv fir e Gesetz ofzeschafen. Et kënne keng Gesetzesprojeten oder -propositioune modifizéiert ginn, déi schonn am legislative Prozess sinn. D'Proposen hunn déi nämmlecht Form wéi eng Proposition de loi, si mussen op Franséisch verfaasst sinn. Eng Propositioun, déi refuséiert ginn ass, dierf net mam nämmlechten oder quasi nämmlechten Objet innerhalb vun engem Joer nei abruecht ginn.

Den Depot kann elektronesch gemaach ginn. Mir hunn dofir en extrae Site op eisem allgemenge Chambersite ageriicht, deen den 1. Juli mat der Akraaftsetzung vun der Verfassung online geet. Déi kënnen iwwert den elektronesche Wee respektiv iwwert de Pabeierwee – awer net vermëscht – abruecht ginn. All Wieler muss säin Numm, Virnumm, seng Identifikatiounsnummer, seng Mail-Adress fir den elektroneschen Depot respektiv seng Adress, wann et iwwer Pabeier geet, uginn. D'Identitéit vun deenen 125 Wieler, déi de Virschlag presentéieren, gëtt vun der Chamber kontrolléiert souwéi och hir Aschreiwung op de Wielerlëschten. Do kënne mer op d'Hëllef vum Centre des technologies de l'information vum Staat zielen, fir och déi néideg Confidentialitéit ze sécheren.

D'Presidentekonferenz kontrolléiert an den dräi Méint nom Depot d'Anhale vun den Depotskonditiounen. Wann d'Presidentekonferenz d'Propos als recevabel ugesäit, da ka se net méi zeréckgezu ginn. Wann d'Konditiounen net erfëllt sinn, da gëtt se hifälleg. Déi Proposen, déi d'Konditiounen erfëllen, ginn um speziell ageriichte Chambersite publizéiert an ab deem Dag vun der Publikatioun kënnen och d'Ënnerschrëfte gesammelt ginn.

Déi recevabel Propos muss d'Ënnerstëtzung vu wéinstens 12.500 Wieler kréien, dat an engem Delai vu véier Wochen ab dem Moment, wou d'Collecte vun de Signaturen ugaangen ass. D'Ënnerstëtzung kann och do elektronesch oder op Pabeier gemaach ginn, net vermëscht. Jidderee vun de Wieler muss säin Numm an erëm eng Kéier all déi Donnéeën, déi virdru verlaangt sinn, uginn. Och hei kontrolléiert d'Chamber d'Richtegkeet vun den Donnéeë vun de Signatairë, souwéi hir Aschreiwung op de Wielerlëschten. Am Fall vum Netrespekt vun de Konditioune gëtt d'Prozedur clôturéiert. Ass alles an der Rei, schreift d'Conférence des Présidents den Debat iwwer d'Propos op den Ordre du jour vun enger nächster ëffentlecher Sëtzung. D'Conférence des Présidents ka virum Debat Proposen un eng parlamentarech Kommissioun weiderginn, fir dass dës zousätzlech Erläuterunge vun den 125 Wieler kritt, déi d'Propos presentéiert hunn. Et kënnen awer net déi 125 an d'Kommissioun kommen, mee eng Delegatioun vu maximal fënnef Leit.

D'Chamber prononcéiert sech mat enger Majoritéit vun de Stëmme fir oder géint d'Fortsetze vun der parlamentarescher Prozedur bei där Propos. Wann de Vott positiv ass, da gëtt d'Propos un eng parlamentaresch Kommissioun geschéckt, déi sech dann am Fong mat der Propos ausenanersetzt a se beaarbecht. Den Examen au fond mécht sech no der Prozedur, wéi se fir d'Propositions de loi am Chambersreglement virgesinn ass. En negative Vott an der Plenière clôturéiert déi ganz Prozedur. Kënnt et dann zum Schluss zu engem positive Vott an der Plenière, jo, da gëtt déi Propositioun vun de Bierger zu engem reegelrechte Gesetz.

D'Avisen, ugefaange beim Conseil d'État, der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an der Dateschutzkommissioun, kënnt Dir an eisem schréftleche Rapport noliesen.

D'Institutiounskommissioun stoung geschlossen zu dëser Propositioun an ech ginn hei bei dëser Geleeënheet dann och direkt den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech alleguer Merci. A merci virun allem fir déi ganz positiv Zesummenaarbecht an der Institutiounskommissioun a wéi och bei anere Saachen déi gutt Zesummenaarbecht mat der Reglementskommissioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

An da wier et um éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV), coauteur | Merci, Här President. Dem Rapporteur merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an – et ass och ugeklongen – och merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Institutiounskommissioun.

Hei ass e weidere wichtege Schrëtt zu enger breeder Biergerbedeelegung. Dat war och ee vun de Haaptpunkten an der neier Verfassung; d'Corapportere sinn an der Debatt iwwert dee Punkt schonn op dem Riednerpult heirobber agaangen. De Rapporteur huet hei d'Detailer vun der Prozedur virbruecht, dofir brauch ech elo net méi an d'Detailer hei eranzegoen.

Wat awer wichteg ass: Et ass en zousätzlecht Instrument niewent dem Petitiounsinstrument, niewent dem Instrument vun enger Consultatioun – et ersetzt awer natierlech net d'Chamber. Mir sinn den éischte Pouvoir vum Land a mir hunn d'Verantwortung, fir déi Gesetzer ze stëmmen oder net ze stëmmen, wéi mer dat dann an eisen Aarbechte mengen. Et muss een och wëssen, datt dëst Instrument vill méi wäit geet wéi zum Beispill eng Petitioun, an och d'Responsabilitéit vun deene Leit, déi dëst Instrument declenchéieren ass och vill méi grouss, well am Fong gi se eng Propos eran hei an d'Chamber, déi dann de Processus législatif duerchleeft wéi eng Proposition de loi oder e Projet de loi, ni moins mee och ni plus. Dofir wollt ech dat hei nach eng Kéier ënnersträichen, well ech mengen, dat ass dobausse vläicht net esou wouergeholl ginn.

Da weist och dëse Punkt, dëst zousätzlecht Instrument: Wann een eppes juristesch decidéiert, muss een och genau wëssen, wat déi verschidden Etappen hannendru sinn, déi ee muss duerchlafen, well mine de rien hu mer laang missen eis Gedanke maachen, wéi mer dat praktesch ëmsetzen. An do war et wichteg, datt mer de Backup haten hei vun der Chamberverwaltung an och vun externe Conseilleren, fir dat eeben och kënnen iwwert den informatesche Wee visuell kloer dohinner ze stellen, net ze komplizéiert ze maachen, fir datt d'Leit net scho virun engem Bierg stinn, éier se d'Instrument wëllen a kënnen declenchéieren. Dat war den Defi, nodeem mer d'Verfassung gestëmmt hunn, fir dat en route ze setzen.

An dofir nach eng Kéier merci fir déi gutt Zesummenaarbecht op dësem Punkt an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP), coauteure | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, virop och mäin häerzleche Merci un de President-Rapporteur Mars Di Bartolomeo fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an, wéi gesot, ech hänke mech drun

un dat, wat de Léon Gloden gesot huet: Merci alleguerten deenen, déi esou gutt an der Verfassungskommissioun wéi och an der Verwaltung matgeholl hunn, fir dann awer hei aus der kniwweleger Problematik en Text erauszeschaffen, dee fir all Mënsch tragbar ass.

Ech erënneren Iech drun, dass mir am Exercice 2021–2022 eleng vum Juli bis zum Juli 428 ëffentlech Petitiounen hei erakritt hunn, an dem Joer virdrun nëmmen 271. An dat heescht, en gros huet et sech praktesch verduebelt. Ech mengen, dat weist den Interesse vun eise Bierger dobaussen, fir hei d'Gesellschaft matzegestalten a fir sech och anzebréngen, fir e bestëmmte Problem ze léisen.

Am Koalitiounsvertrag vun 2018–2023 hat d'Regierung ganz kloer gesot, dass se eebe gär géif d'demokratesch Participatioun förderen an notamment eeben duerch d'Mise en place vun der Biergerinitiativ a Saache Legislatioun. An et ass schonn ugeklongen: Am Kader vun eiser rezenter Verfassungsrevisioun gouf dann d'Initiativrecht duerch den Artikel 79 consacréiert. Ech ginn net méi op den Text an, well de Mars Di Bartolomeo e jo scho virgelies huet. De leschte Saz, deen ass awer wichteg, et ass eebe just, dass: „La loi règle l'exercice de ce droit d'initiative législative", an dat maache mer duerch den Text vun haut de Mëtteg. Mir setzen also eise Grondtext vun der Verfassung elo a Musek ë. Op d'Detailer vun den Dispositioune ginn ech net méi an, well, wéi gesot, déi sinn an dem schréftleche Rapport ganz festgehalen an och am Text.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass awer fir mech en historesche Moment hei! Wéi gesot, nom Prinzipp, dee mer jo an der Verfassung festgehalen hunn, kreéiere mer duerch d'Gesetz, wou mer dat elo ëmsetze wëllen, eng drëtt Source législative. Joerhonnertelaang ass iwwerall an de Systemer … an net nëmmen zu Lëtzebuerg – Dir wësst, mir hänken um belschen an um franséische System –, sinn et ëmmer nëmmen zwou Voië ginn. Dat heescht, de System vun de Projets de loi, deen eebe vu Regierungssäit erakënnt, an dann d'Proposition de loi, déi vun den Deputéierten erakënnt, an elo kréien d'Bierger en Initiativrecht, fir matzebestëmmen. Mir hunn et zwar streng regléiert, well mir hunn awer ëmmer de Souci, wa mer dat kreéieren; „Il faut que l'ordre reste dans la boutique."

125 Wieler, dat heescht Lëtzebuerger, déi op de Wallëschten ageschriwwe sinn, kënnen d'Propositioun erabréngen, entweeder elektronesch oder awer op klassesch Manéier op Pabeier. Mir hunn dat extra gemaach, well mer wëllen all Mënsch mathuelen, independamment vu sengem Alter. Et ass net all Mënsch mat den elektroneschen Technologien esou bekannt oder awer en huet einfach eng Preferenz fir Pabeier an et geet jo drëm, fir esou breet wéi méiglech do ze schaffen, dofir hu mer do déi zwee Weeër virgesinn.

De Mars Di Bartolomeo huet awer scho kloer gesot: Vun engem gemëschte System, hybrid also, zwëschen Elektronik an analog, hu mer ofgesinn, well d'Erfarungswäerter eis weisen, dass et net méiglech ass, dee Moment herno genau ze verifizéieren an ze validéieren, wien do wat eraginn huet.

Nodeems dës Biergerinitiativ da fir recevabel erkläert ginn ass – de Mars Di Bartolomeo huet d'Detailer ginn eeben iwwert d'Recevabilitéit –, geet et jo dann drëm, fir an deene véier Wochen 12.500 Stëmmen ze sammelen. A mir waren do e bëssen an der Analogie zu eisem Petitiounssystem, do brauch et der 4.500, a mat der Voie électronique huet sech jo awer oft gewisen, dass dat méiglech ass. An 12.500 a véier Wochen, dat musse mer elo kucken, mee normalerweis ass dat awer technesch machbar an an deem Moment misst déi Biergerinitiativ ouni Problem kënnen hiert Resultat erreechen. Insgesamt ass et wichteg, déi Participatioun esou accessibel ze maache wéi méiglech.

Et ass scho gesot ginn: Et gëtt en neien Internetsite, deen ass elo vum 1. Juli un operationell. Et geet fir d'éischt mat der franséischer Versioun, da kënnt spéider déi lëtzebuergesch an déi däitsch, an et ass och nach ugeduecht, vu dass mer a Momenter jo awer e komplizéierte Vocabulaire hei gebrauchen, dass och nach e System vu Leichter Sprache op de Site gesat gëtt, fir dass all Mënsch dat gutt versteet.

Här President, wa mer wëllen d'Leit alleguer mathuelen an d'Accessibilitéit maache vu partizipativer Demokratie, geet et awer niewent der renger technescher Accessibilitéit och dodrëm, dass een d'Leit bilt, dass d'politesch Bildung Loscht mécht, fir matzemaachen, Loscht mécht, eis Gesellschaft matzegestalten. An Dir wësst vläicht, dass e Plan d'action national de la jeunesse 2017–2020 opgestallt ginn ass an do ass, niewent der Transition vers l'emploi an dem Logement als zwee Pilieren, als drëtte Pilier eebe just d'Participation démocratique oder d'Démocratie participative virgesinn. Well politesch Bildung mécht net nëmme Loscht a mécht Kenntnis, et mécht aus eise Kanner mëndeg, mee och kritesch Bierger, déi dann à même sinn, fir iwwer esou e Wee hir Iddien an hir Propositiounen no deem neie System hei eranzebréngen a matzehëllefen, eis Gesellschaft virunzebréngen an eist Land esou performant wéi méiglech mat sengem System, mat sengen Institutiounen ze gestalten. Dat si mer elo amgaang, hei ze maachen.

Nach eng Kéier merci un all d'Mënschen, déi gehollef hunn, an ech gi mat grousser Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An da wär et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), coauteur | Jo, ech wëll och dem Mars Di Bartolomeo Merci soen, a virun allem widderhuelen ech dat, wat elo gesot ginn ass iwwert d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi mer an der Institutiounskommissioun haten, fir dësen Dossier an och déi zwee virdrun an dee leschten, deen ech nach wäert presentéieren.

Et ass dat, wat de Premier virdru gesot huet: Et geet hei net drëm, eng – wéi soll ech soen? – Parteipolitick ze maachen, mee einfach, d'Institutiounen ze stäerken. Et ass och hei dës Propositioun, déi op e Virschlag, ganz initial, zréckgeet, wou d'Leit gehéiert gi sinn, wéi mer am Kader vun der Verfassungsreform ënnerwee waren an dat ass scho laang hier. Bei „Är Virschléi" ass gekuckt ginn, dass d'Biergerbedeelegung kéint gestäerkt ginn an dat geschitt mat deem heite Fall. Et ass scho gesot ginn: Et ass eng Weiderentwécklung vun deem, wat mer bis ewell bei de Petitiounen hunn. Mee bei de Petitioune gesi mer och eng gewëssen Entwécklung, wat der der Petitiounskommissioun de Moment immens Aarbecht mécht, well all méiglech Froe mat ënnerschiddlechem Gewiicht do opkommen.

Hei hu mer elo en Instrument geschaaft, wat fir d'Leit sënnvoll ass an och fir Gruppementer, déi dobaussen ënnerwee sinn an déi am Fong frou wären, Gesetzesproposen eranreechen ze kënnen a se dann esou wäit auszeschaffen, dass hir Membere se och kéinten ënnerschreiwen, plus aner Leit. Ech wëll och drop hiweisen, dass dat Ganzt wéi … Et mécht een e Gesetz jo net … „Ça ne coule pas de source", dat muss ee jo kënnen, a wéi d'Virriedner drop higewisen hunn, hu mer eis elo drop gëeenegt, dass d'Chamberverwaltung via dee Site, awer och soss, uspriechbar ass, dass net wéinst Formfeeler oder Prozedurfeeler oder fënnef Ënnerschréften, déi da géife feelen, den Instrumentarium géif blockéiert ginn.

Neen, d'Verwaltung vun der Chamber steet deene Leit, déi esou eng Initiativ wëllen erareechen, zur Verfügung an zur Hëllef, och wat d'Formulatioun ugeet. An duerno hu mer decidéiert, dass mer an eng Richtung entgéintkommen, wou d'gesetzgeeberesch Aarbecht dann der Chamber hir ass. An dofir hu mer jo gesot, dass mer de Wee aschloen, wann et bis an der jeeweileger Kommissioun och fir jiddwereen an där Kommissioun recevabel ass, da gi mer de parlamentaresche Wee an da loosse mer d'Chamberprozedur lafen. Da gëtt de Staatsrot en Avis gefrot an och all déi aner Corps constitués, déi hir Avise solle ginn. Et ass also hei eng Balance tëschent engersäits der Initiativ vun de Leit dobaussen, déi sech kënnen zesummendinn, an der Verantwortung, déi mir als Chamber huelen, definitiv, fir e Gesetzesprojet, eng gewëssen Initiativ, kënnen op e gutt Enn ze féieren.

Ech soen Iech Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass vläicht gutt, datt mer eng Kéier, wa mer hei d'Geleeënheet hunn, e bëssen e Bléck op d'Biergerbedeelegung werfen. Dat ass e ganz moderne Konzept. Mir freeën eis driwwer, well mir als ADR souwisou fir eng direkt Demokratie stinn. An direkt Demokratie heescht fir eis un éischter Plaz: de Referendum!

Plusieurs voix | A!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech gesinn, dat fënnt hei direkt spontan Zoustëmmung.

(Hilarité)

Dat ass och ganz gutt, well ech wëll Iech soen, datt wa mer haut iwwer Biergerbedeelegung nodenken a gesinn, wat geschitt, dann hu mer net vill Grond, zefridden ze sinn. Mir hunn zum Beispill erlieft an deene leschte Joren, datt esou biergerkonsultativ Réit gegrënnt gi sinn, och hei am Ëmfeld vun eiser politescher Aarbecht, an datt mer awer gesinn hunn, datt déi Leit op eng bestëmmt Manéier – vläicht duerch Zoufall, vläicht net duerch Zoufall – selektionéiert a guidéiert goufen an hirer Aarbecht. A wéi duerch Zoufall koume Resultater eraus, déi awer an d'Regierungspolitick – oder an déi eng oder aner Partei an der Regierung – ganz gutt passen.

Dat ass fir eis e Problem, well mir wëllen net, datt d'Biergerbedeelegung mëssbraucht gëtt, fir se esou ze politiséieren, esou ze guidéieren, esou ze selektionéieren, datt se bestëmmt politesch Zwecker soll erfëllen. Et ass esou, datt mir ënner Biergerbedeelegung dat verstinn, wéi et soll sinn: D'Vollek decidéiert souverän, mir als hir Mandataren erfëllen hire Wëllen. Dat ass e Grondusaz, dee mir hunn.

Elo hu mer hei en neit Instrument fir Biergerbedeelegung, dat ass déi Initiative citoyenne, eng legislatif Prozedur, eng nei. Och dat begréisse mer. Mir wëssen net, wéi dacks et wäert benotzt ginn, well och elo ass et jo schonn esou, datt, wa wierklech eng grouss Zuel – an hei schwätze mer jo vun iwwer 12.000 Leit –, wann dee Wonsch an der Gesellschaft present war, fir eng Initiativ ze huelen, huet sech bis elo, mengen ech, ëmmer en Deputéierte fonnt, deen eng Proposition de loi gemaach hätt, déi dem Wonsch vun iwwer 12.000 Leit

an der Gesellschaft entsprach hätt. Ech ka mer bal net virstellen, datt heibanne keng Sensibilitéit vertruede wär, fir esou eng gutt Iddi – oder op alle Fall eng Iddi, déi vill Zousproch fënnt –, opzegräifen an déi hei dem héijen Haus virzeleeën.

Mir mussen also emol kucken, wéi dat an der Praxis sech elo entwéckelt a wéi mer domat ëmginn, mee mir als ADR, jo, ëmmer konsequent Biergerbedeelegung, jo, mir kënnen dat hei matdroen.

An elo loosst mech awer eng Reflexioun hei féieren, déi Der bestëmmt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, alleguer kënnt genausou spontan novollzéie wéi dat, wat ech Iech virdru gesot hunn. Mir hunn hei e Seuil vun 12.500 Leit, wou all Mënsch heibanne seet: „Jo, bei 12.500 Leit musse mir aktiv ginn, mir mussen dat eescht huelen, mir mussen déi Initiative citoyenne hei an d'Plenière huelen, hei diskutéieren, hei ofstëmmen, hei behandelen." 12.500 Leit: Mir hate wärend der Verfassungsdebatt eng Petitioun, d'Nummer 2007, déi huet a kierzester Zäit – a kierzester Zäit! – méi wéi 18.000 Ënnerschréfte kritt; se ass ignoréiert ginn! D'Leit hunn e Referendum gefrot, deen Dir heibannen de Leit versprach hutt. Duerno krut der 18.000 Ënnerschréften op eng Petitioun an Dir hutt et ignoréiert – 18.000 Ënnerschréften ignoréiert! –, well et Iech net an Är Affär gepasst huet! Awer hei sot Der: „12.500 Ënnerschréften, dat ass esou vill, dat musse mer eescht huelen."

Dat ass eng Kontradiktioun, déi mir als ADR net akzeptéieren. Wann Der 18.000 – an dat ass méi wéi 12.500 –, wann Der dat net eescht huelt, wéi grouss ass Är Kredibilitéit dann an anere Beräicher? Déi ass net grouss!

Wann Dir Biergerbedeelegung wëllt, ma dann huelt Iech dach emol e Beispill un der Schwäiz: Ëmgerechent wäre mer dann ongeféier bei 3.000 Leit, wann déi e Referendum froen. Da solle mer de Referendum aféieren, et ass dat, wat mir soen: Kommt, mir maache méi direkt Demokratie! Kommt, mir ginn de Leit hei am Land ze decidéieren, wat an hiren Ae wierklech soll gemaach ginn! Mir hunn et 2015 gemaach, dräi Mol, an haut mierke mer leider schonn, datt déi eng oder aner Partei erëm d'Konklusioune vum Referendum 2015 wëll a Fro stellen. Och dat ass e Wee, dee mir net matginn.

Wéi gesot, d'ADR huet hei eng kloer Positioun, eng kredibel Positioun, eng, déi sech kloer zur direkter Demokratie bekennt, an alles, wat mer hei maachen a Richtung Biergerbedeelegung, kënne mer matmaachen – awer, wannechgelift, wann et Iech éierlech gemengt ass!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gär, gär.

M. Dan Kersch (LSAP) | Zu der kredibeler Positioun vun der ADR: Dir hutt virdrun e Chiffer genannt vun esou vill Ënnerschréften, déi gesammelt gi waren. Ech wollt just nach eng Kéier nofroen, d'ADR hat jo och eng Ënnerschréftesammlung lancéiert: Wivill Ënnerschréften hat Dir da kritt fir dee Referendum, vun deem Dir schwätzt?

Une voix | 436!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hunn hei ...

La même voix | 436!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Jo, jo. Kuckt emol, den Här Kersch ... Et ass ganz gutt, datt hien dat hei virbréngt, well mir hu wierklech ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

Nee, nee. Nee, loosst mech schwätzen, Här Kersch, loosst mech schwätzen, well ech hunn Iech nogelauschtert! Et ass sou üüblech: Deen ee schwätzt an da schwätzt deen aneren. Een nom aneren, wësst Der?

Gutt, et ass elo sou ...

M. Fernand Etgen, Président | Een nom aneren, mee den Här Kersch hat eng prezis Fro gestallt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, majo. Jo, dann däerf ech jo drop äntwerten. Well et ass eng vun deene Saachen ... Wësst Der, et gëtt an der Politick jo esou Ablécker, déi een heiansdo schwéier fënnt, an et gëtt anerer, wou een immens houfreg ass op dat, wat ee mécht. Dat ass esou. Et huet ee schwéier Ablécker, et huet ee gutt Ablécker. An dee wierklech gudden Ableck, mengen ech, wou mir – ech perséinlech a meng Kolleegen an der ADR bestëmmt och –, eis immens gutt drun erënneren an houfreg sinn op eis Aarbecht, dat ass, datt mer wärend der ganzer Verfassungsdebatt alles gemaach hunn, wat legal méiglech war, fir de Leit dat Recht ze ginn, wat hinne versprach war, nämlech de Referendum.

Mir hunn allkéiers déi Prozeduren ageleet. Mir wousste, dass et hoffnungslos wier, mee mir hunn alles gemaach vun eiser Säit, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, e Referendum ze kréien, souwuel hei an der Chamber iwwert d'Ënnerschréfte vun Deputéierten ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

Mir wëssen, datt et hoffnungslos ... Dat wousste mer. Mee mir hunn all prozedural Méiglechkeete geholl, fir et ze maachen.

D'Leit dobaussen – net mir, d'Leit dobaussen – hunn déi Méiglechkeet gehat, beim Premierminister eng Prozedur anzeleede fir d'Referendumsprozedur. Dat ware keng ADR-Initiativen, Här Kersch, dat ware Bierger.

(Interruptions)

Dat ware Bierger, déi onofhängeg ... Mir hunn esouguer gutt drop Uecht ginn ... Mir hu gutt drop Uecht ginn, datt et net ka vermëscht ginn. Mir hu ganz gutt drop Uecht ginn, fir datt eebe keen eis dee Virworf ka maachen, ...

(Brouhaha et interruptions)

... deen Dir haut probéiert, hei ze konstruéieren. Mir hunn dat net politiséiert ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, Dir musst zur Äntwert kommen.

Une voix | Gitt dach eng Äntwert!

M. Dan Kersch (LSAP) | Gitt zur Äntwert!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma, ech ginn dem Här Kersch grad déi Äntwert.

(Interruptions diverses)

Une voix | Mir hu se schonn. Mir hu se schonn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hu ganz gutt drop Uecht ginn, datt déi Leit, déi déi Prozedur aleeden, datt dat keng Leit vun der ADR sinn an déi hunn déi Prozedur beim Här Premierminister véiermol ageleet a mir sinn ...

Une voix | Dir hutt se véiermol ageleet!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... deene Leit immens dankbar, fir dee Courage, dee se gewisen hunn, well si goufen an de Medien zum Deel mat Numm genannt, zum Deel ugeklot, eppes ze maachen, wat net legitimm wär. Mee et ass e Verfassungsrecht, dat déi Leit benotzt hunn, fir beim Premierminister déi Prozedur anzeleeden. Allkéiers, véiermol, bei deene verschiddenen Deeler, net op ADR-Initiativ, mee an Ausübung vu Verfassungsrechter – a si goufen net gutt behandelt. An ech soen haut: Dat ware couragéiert Leit a mir sinn hinnen dankbar, well si hunn eppes gemaach fir d'Demokratie an eisem Land, si hu sech géint en Trend gestallt, fir d'Bierger an hire Rechter hei ze bekräftegen. Dat war exzellent!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt zwar elo laang geschwat, fir eis net ze soen, dass d'ADR-Aktioun genau 486 Ënnerschréfte krut.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et gouf keng ADR-Aktioun!

M. Yves Cruchten (LSAP) | 436!

M. Dan Kersch (LSAP) | 436.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, Président | Elo hu mer d'Änwert. Da kënne mer der Madamm Oberweis d'Wuert ginn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir den exzellente Rapport.

Jo, déi direkt Demokratie stellt sech nieft déi representativ Demokratie, a mir brauchen déi direkt Demokratie, well iwwert si sech verschidde Fuerderungen a Formuléierungen artikuléiere kënnen, déi an enger reng representativer Demokratie wéi hei, also an engem reng representative Kader, iwwersinn, iwwerhéiert oder ignoréiert gi wieren. Ouni dës Méiglechkeet riskéiert eng Demokratie, vulnerabel an ugräifbar ze ginn. Aus dësem Bléckwénkel begréisse mer natierlech dës Proposition de loi a mir droe se och mat.

Fir datt déi direkt Demokratie awer elo hir Wierkung entfale kann, ass et wichteg, datt d'Prozedure vun de virgesinnenen Instrumenter effektiv sinn. An eebe genee dëst ass e Kritickpunkt vum Text, wéi en haut zum Vott steet. Nom virgeschloene Mechanismus brauch een also op d'mannst 125 Persounen, déi Lëtzebuerger sinn, an op d'mannst 18 Joer hunn, fir d'Propositioun ze deposéieren. An ass d'Proposition recevabel, da start eng Period vu véier Wochen, wou op d'mannst 12.500 Persounen, déi och Lëtzebuerger sinn an op d'mannst 18 Joer sollen hunn, d'Propositioun ënnerschreiwe sollen. Fir eis ass dat quasi onméiglech.

Ass dës Etapp erfëllt – wa se erfëllt ass –, da kënnt d'Propositioun op den Ordre du jour vun enger Séance publique an d'Chamber votéiert mat enger Majoritéit vun de Stëmmen, ob d'parlamentaresch Aarbecht weidergoe soll oder net. Soen also 31 Deputéiert nee, dann ass d'Prozedur, déi all déi opgezielte Krittären erfëllt huet, einfach vum Dësch.

Mir gesinn, dee Mechanimus ass also net immens bindend. Aus dem Bléckwénkel vun den Initiatoren vun esou enger Biergerinitiativ, déi vill Aarbecht an Zäit investéiert hunn, muss dat nawell zimmlech demotivéierend sinn. Et muss ee bedenken, dass si schliisslech innerhalb vu véier Wochen – och hei wollt ee jo net an der Kommissioun d'Period op sechs Woche verlängeren, wat ech ënner anerem proposéiert hat – d'Ënnerstëtzung vun dausende Wieler/inne gesammelt hunn, wat net näischt ass.

An da kann eeben einfach d'Majoritéit déi ganz Aarbecht clôturéieren, ouni dass d'Initiatoren iergendeng Méiglechkeet hunn, d'Iddi nach méi breet ze diskutéieren. An dobäi soll grad Demotivatioun an Desinteressi um politesche Geschéien net den Effekt vun direkter Demokratie sinn. Fir eis geet direkt Demokratie aneschters: An eiser alternativer

Verfassung, déi ech och hei laang a breet proposéiert a presentéiert hunn, hu mir beispillsweis och d'Méiglechkeet vun enger Initiative citoyenne virgesinn, mam Ënnerscheed, dass eis Prozedur méi Méiglechkeeten a méi Etappen u sech ëmfaasst.

Konkreet gesinn huet se also maximal dräi Etappen. An der éischter Etapp brauch et e Comité citoyen. Dëse Comité muss d'Signaturë vun op d'mannst 0,5 % vun de Biergerinnen a Bierger kréien, déi op de Wallëschten ageschriwwen sinn. Ass dëst erreecht, seet och hei d'Chamber Jo oder Nee zu enger Ausschaffung vun enger Proposition de loi. Elo kënnt awer de groussen Ënnerscheed zu der Versioun, déi mer haut stëmmen: Bei eis ass d'Prozedur nämlech dann net automatesch fäerdeg, wann d'Chamber et refuséiert. Seet d'Chamber nämlech Nee, dann huet de Comité, deen d'Proposition deposéiert huet, nämlech nach eng Kéier sechs Méint, fir d'Signature vun dës Kéier 2,5 % vun de Wieler a Wielerinnen ze sammelen. Erreeche se och dëse Seuil, dann ass et nees un der Chamber, fir Jo oder Nee ze soen. Seet d'Chamber nach eng Kéier Nee, da bleift d'Méiglechkeet vun engem Referendum.

Eis Propositioun probéiert also ze vermeiden, datt eng Propositioun, déi e gewëssen Zousproch an der Bevëlkerung kritt an déi immens vill Méi an Investissement vu Bierger a Biergerinne kascht huet, net einfach esou hei an der representativer Demokratie ka clôturéiert an ignoréiert ginn.

Wéi scho gesot, mir droen dësen Text trotzdeem mat, och wann en eis net wäit genuch geet, well mir fir méi politesch Participatioun, fir méi gelieft Demokratie stinn. Och wann dat fir eis net genuch Stäerkung vun Demokratie ass, droe mer en nawell mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt dann dem Mars Di Bartolomeo e grousse Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir liewe bekanntlech an enger Demokratie a wëlle Biergerbedeelegung; dat ass och nëmme richteg esou. Vill ze laang haten d'Biergerinnen an d'Bierger keng direkt Méiglechkeet, fir sech an d'Chamber anzebréngen. Dat huet sech geännert mat de Petitiounen, mat der Strukturéierung vun de Petitiounen, déi laang Joren en onstrukturéierten Outil waren. An dat ännert sech och heimadder nach eng Kéier, an zwar op e strukturéierte Wee, eeben net e Wee, wou een ee muss kennen, deen ee kennt, fir eppes ze maachen, mee wou een eeben och kann als Citoyen lambda, ouni politesch vernetzt ze sinn, seng Uleiesse bis an d'Plenière bréngen.

Dozou gehéiert fir d'Piraten nämlech och, datt jidderee kann eng Proposition de loi deposéieren an eeben net nëmmen déi, déi souwisou scho vernetzt sinn an eeben en Deputéierte vläicht och esou gutt kennen, datt en den Text direkt géif fir si iwwerhuelen. A mir Pirate sinn derfir, datt mer dat hei strukturéieren. Mir fannen et grondsätzlech eng gutt Iddi.

An ech muss dann och soen, ech verstinn iergendwéi net déi Kritick virdrun, datt d'Biergerbedeelegung déi lescht Joren ëmmer nëmmen am Interêt vun der Regierung gewiescht wier. Wann ech mer d'Konklusioune vum Klima-Biergerrot ukucken, da sinn déi vill méi wäit gaangen, wéi dat fir d'Regierung an d'Majoritéitsparteie confortabel war.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) An dat muss een einfach konstatéieren. Ob een da mat deene Meenungen averstanen ass oder net, dat ass nach eng aner Saach, mee et muss een awer éierlech mat sech selwer bleiwen a soen, datt et net esou ass, datt d'Biergerbedeelegung ëmmer nëmmen am Interêt vun der Regierung stattfonnt huet.

Zu deem heite Projet: D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet an hirem Avis bemängelt, datt et ze vill Hürde géif ginn, soudass et de Leit duerch Seuilen, Delaien an eng aner Rei vu Modalitéiten – an d'Madamm Beissel huet virdru vun dem Refus vun hybride Sammelaktiounen zum Beispill geschwat – extreem schwéier gemaach gëtt an an der Praxis deen heien Outil warscheinlech net immens vill genotzt wäert ginn.

Ech wëll och hei ganz kloer soen: Ech bedaueren, datt mer net en hybride Wee fonnt hunn. Ech bleiwen der Meenung, datt dat machbar gewiescht wier, ech hunn awer och konstatéiert, datt an der Kommissioun, wou ech kee Stëmmrecht hunn, keng Majoritéit ze fanne gewiescht wär, déi meng Proposition de loi oder meng Amendementer an deem Sënn vun ausserhalb vun de stëmmberechtegte Memberen ugeholl hätt. Bon, si hu mat där Kritick also och net ganz Onrecht an zumindest bei mir oppen Dieren agerannt, mee et ass eis och bewosst, dass et gewëssen Hürde brauch. Mir hätten der anerer virgesinn. Och do, ech ka mech awer mat deem ufrënnen, wat mer elo als éischte Schrëtt hunn.

D'Aarbecht vun der Chamber ass immens wichteg a mir gesinn eleng dës Woch, wéi vill Texter mer an enger Woch kënnen heiansdo traitéieren. Dofir ass et och wichteg, datt mer net mat schonn 100 Ënnerschréfte mat enger Proposition de loi befaasst ginn. Dat heescht, e gewëssene Seuil ass do ganz räsonabel. Nichtsdestotrotz sollte mer eis selwer d'Wuert ginn, datt mer eis an der nächster Legislaturperiod nach eng Kéier deen Outil hei ukucken, éierlech mat eis selwer evaluéieren, wéi gutt en ugeholl gouf a wéi vill Propositionen et bis an d'Chamber dann och gepackt hunn. Well wann do d'Resultat duerno Null oder Eent ass, da sollt ee sech vläicht d'Fro stellen, ob een net nach eng Kéier muss iwwer déi Seuilen hei nodenken.

Bis dohinner gi mer deem Outil eng Chance, mir hoffen, datt e breet genotzt gëtt, datt ganz interessant Propositiounen aus der Populatioun hei an d'Chamber gedroe ginn, an deementspriechend kënne mir eisen Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

An da kritt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Jo, Här President ...

M. Fernand Etgen, Président | De Minister, zoustänneg fir d'Relatioune mam Parlament, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Ech mengen, vu dass dat eng Proposition de loi ass, wëlle mir eis net ze vill als Regierung hei amëschen. Mir haten en Avis gemaach am Oktober 2022. Déi heite Regierung, déi wëll eebe Biergerbedeelegung liewen. Si huet dat a ville Biergerréit scho gewisen an ech mengen, et wär hei bal eng Frechheet vis-à-vis vun deene Leit, ze soen, déi géife sech guidéieren oder dierängele loossen. Ech mengen, déi Leit, déi kommen dohinner an déi schwätze schonn eppes mat, déi sinn erwuessen an déi hunn dat an de leschte Joren och gemaach. An dat hei ass e weidert Instrument, fir um legislative Wee aktiv ze ginn. An dofir fanne mir dat natierlech och eng gutt Saach, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer d'Proposition de loi 8037. Den Text steet am Document parlementaire 8037[11].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8037 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. Et ass nach e bëssen Duerchzuch heibannen.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir hate geduecht, d'Regierung géif méi laang schwätzen, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Octavie Modert), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz et Serge Wilmes ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8036 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Dann hat ech virdru vergiess ze froe bei der Proposition de loi 8036: Freet d'Chamber och do d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

6. 8181 – Proposition de loi portant modification :

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

2° de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Proposition de loi 8181 iwwer d'Aféierung vun engem Recours géint d'Decisioune vun der Chamber am Kader vun der Vérification des pouvoirs. Et sief drop higewisen, datt eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dëser Proposition de loi, den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Charles Margue (déi gréng), coauteur-rapporteur | Hei sinn ech schonn erëm, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President. Mat dem Akraaftriede vun der neier Verfassung an der Nuecht vun e Freideg op e Samschdeg wäerte mer als Deputéiert endlech net méi gläichzäiteg fir d'Validatioun vum Chamberresultat a fir den Traitement vun de Reklamatioune géint dës Validatioun zoustänneg sinn.

Dat ass ee vu ville Punkten, wou et néideg war, eis Lëtzebuerger Verfassung relativ zäitno un déi modern Rechtsstaatprinzippien unzepassen an dofir hu mer d'lescht Joer bei der Revisioun mat grousser Majoritéit an der Verfassung festgeschriwwen, dass an Zukunft all formale Recours géint d'Validatioun vun de Walresultater iwwert d'Verfassungsgeriicht soll lafen an datt d'Chamber domat net méi Gefor leeft, bei Reklamatioune Juge et partie ze sinn.

Duerch den neie Verfassungsartikel 67 mam onofhängege Rekursrecht géint eng politesch Validatioun vu Walresultater virum Verfassungsgeriicht ass eis Validatiounsprozedur dann och elo konform mam Code de bonne conduite en matière électorale vum Conseil de l'Europe an der Jurisprudenz vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff. Mat der neier Verfassung bleiwen déi Neigewielten nach ëmmer fir déi initial Validatioun vun den eegene Pouvoiren zoustänneg, mee all betraffe Persounen hunn elo en onofhängegt an en individuellt Rekursrecht virum Verfassungsgeriicht géint d'Validatioun vun de Walen duerch d'Chamber.

De Sënn an Zweck vun dëser Propositioun 8181 ass et deemno an éischter Linn, fir dëst neit Rekursrecht inklusiv passender Prozedur am Gesetz auszeformuléieren. Dobäi betrëfft de Recours laut Verfassung net just d'Chamberdecisioun zur Validation des pouvoirs direkt no de Walen, mee och all d'Chamberdecisiounen, déi eventuell en cours de mandat d'Optriede vun enger Inkompatibilitéit oder enger Ineligibilitéit feststellen, well et kënnen Informatiounen en cours de mandat emol optrieden, déi net gewosst sinn, wa mer d'Wale validéieren.

Déi virleiend Gesetzpropositioun hält ënner anerem fest: Esou e Recours muss bannent dräi Deeg no der Notifikatioun vun der Decisioun vun der Chamber par dépôt de requête beim Greffe vum Verfassungsgeriicht agereecht ginn. Dëst Rekursrecht kënnt nëmmen a Fro fir déi selwer betraffe Persoun. Et kann also net en Tiers, en Drëtte sinn, deen do Recours aleet. De Recours ass och suspensif an et ass eng ganz schnell Prozedur.

Fir ze vermeiden, dass esou e Recours iwwer länger Zäit déi valid respektiv komplett Kompositioun vun der Chamber géif verhënneren oder bei knappe Majoritéite souguer de politesche Betrib interferéiert, fixéiert déi virleiend Propos eng pezis Procédure accélérée: D'Partie muss spéitstens zéng Deeg nom Depot vun der Requête gehéiert ginn an d'Cour muss spéitstens de véierte Schaffdag duerno zu hirem Arrêt kommen. Dësen Arrêt gëtt an enger ëffentlecher Sitzung ugeholl a muss bannent 30 Deeg um Internetsite vun der Justice publizéiert ginn.

Un zweeter Stell ännert d'Propostion de loi awer och nach aner Punkten, déi keng direkt Konsequenz vun dem neie Verfassungsartikel 67 sinn. Déi éischt zousätzlech Ännerung féiert an deem Sënn par analogie zu de Chamberwalen och e Rekursrecht mat Bezuch op d'Europawalen an. Heibäi geet et awer net ëm d'Vérification des pouvoirs, well dat ass an dësem Fall keng national, mee eng europäesch Kompetenz. D'Rekursrecht limitéiert sech an dësem Fall just op d'Decisoun zur Feststellung vun enger Inkompatibilitéit oder enger Ineligibilitéit bei de gewielte Kandidatinnen a Kandidate fir d'EU-Parlament oder bei zu Lëtzebuerg gewielte Membere vum EU-Parlament, Kandidate par rapport zu eiser nationaler Legislatioun. D'Recoursprozedur ass heibäi identesch, wéi déi virdru beschriwwen.

Un drëtter Stell gëtt et dann och nach e puer kleng punktuell Ännerungen am Walgesetz, déi zwar mat der Verfassungsännerung ze dinn hunn, mee näicht mam Rekursrecht. Dobäi geet et zum Beispill ëm Upassungen, nodeems d'Verfassung keng Dissolutioun vun der Chamber méi zouléisst, also och keng parlamentaresch Sessioune méi kennt.

Un der véierter a leschter Stell modifizéiert dës Propos nieft dem Walgesetz vun 2003 och nach d'Gesetz iwwer d'Organisatioun vun der Cour constitutionnelle vun 1997. Fir dëst zousätzlech Rekursrecht, wat net explizitt an der Verfassung virgesinn ass, am Gesetz ze verankeren. A well d'Verfassung par konter virgesäit, datt d'Missioune vun der Cour constitutionnelle just per Gesetz an dann och just mat enger Majorité qualifiée kënnen ageféiert ginn, bedeit dat, datt mir elo fir d'Adoptioun vun dëser Gesetzespropos, wéi de President et gesot huet, eng Zweedrëttelmajoritéit brauchen, wou d'Procuratiounen net erlaabt sinn.

Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue Merci a ginn d'Wuert un den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV), coauteur | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporter ass dorobber agaangen, dass e wichtege Punkt d'ailleurs ass – ech ka mech erënneren, datt dat och ëmmer e groussen Dadda vum Alex Bodry war –, datt d'Chamber net juge et partie ass.

Ech muss just op engem Punkt de Rapporter kuerz verbesseren. Hien huet gesot: „D'Chamber validéiert net méi d'Wal." Dat ass net ganz richteg. Mir validéieren d'Wal, mee et ass elo e Recours géint déi Validatioun méiglech bei der Cour constitutionnelle. Virdru war dee Recours jo net virgesi beim Verfassungsgeriicht.

An et ass och wichteg, wann esou e Recours kënnt, datt dat eeben an engem kuerzen Delai ofleeft. Duerfir hu mer och da speziell Delaien elo hei virgesi par rapport zu deenen normalen Delaien, déi virum Verfassungsgeriicht gëllen. De Recours ass och suspensif – och eng wichteg Informatioun.

Här President, erlaabt mer awer och, kuerz op eng Problematik anzegoen, déi mer an an der Institutiounskommissioun an och an der Reglementskommissioun undiskutéiert hunn. Dat ass d'Problematik oder de Punkt vun den Inkompatibilitéiten. Mir hunn déi an der Verfassung – an der aler Verfassung si se gereegelt, an an der neier Verfassung si se och gereegelt. Elo stoung an der aler Verfassung nach e Saz derbäi, datt zousätzlech Inkompatibilitéite kéinten am Kader vun de Chamberwalen duerch e Gesetz ajoutéiert ginn. Dëse Bout de phrase stoung och ganz laang an der Proposition de loi, sou wéi se vum Paul-Henri Meyers deponéiert ginn ass. Dee Bout de phrase ass – et muss een einfach transparent soen – erausgeholl ginn op Suggestioun no 2015 vum Staatsrot an och vun Iwwerleeunge vun der Regierung. Leider ass net dodru geduecht ginn, datt am Walgesetz och nach eng Inkompatibilitéit steet. Net eng Inkompatibilitéit duerch d'Funktioun, mee eng Inkompatibilitéit baséierend op dem Lien de parenté: Fra, Mann oder Gesëschter zum Beispill kënnen net zesummen an der Chamber sëtzen opgrond vun deem Gesetz. Elo trëtt déi nei Verfassung e Samschdeg a Kraaft an déi Inkompatibilitéit aus deem Gesetz steet elo net an der neier Verfassung.

Et geet elo net hei drëm: Wien dat hätt misse gesinn? Mir hunn iwwert dee Punkt geschwat a ganz … an der Oppenheet an der Kommissioun. A fir d'CSV – an ech denken, och fir d'Kolleeginnen a Kolleege vun deenen anere Parteien heibannen – ass et ganz kloer: An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg kann et net sinn, datt Institutioune gouvernéiert gi vu „Familljeclanen", entre guillemets.

Dofir ware mer eis eens – bon, et kann een et net juristesch verhënneren –, datt gekuckt gëtt, datt dat net de Fall wäert sinn. Sollt et de Fall sinn, musse mer d'Verfassung op deem Punkt nobesseren. A gréissere Länner ass dat méiglech. Dat bescht, dat bekannst Beispill ass an Däitschland mat de Vogel-Bridder, wou deen enge bei der CDU an deen anere bei der SPD war an déi zesummen am Bundestag souzen.

Mee mir als CSV sinn der Meenung: An engem klenge Land ass et net gutt, datt bei 60 Deputéiert op eemol e gewëssene Prozentsaz Familljerot hei sëtzt. Dat wier net am Sënn vun enger Demokratie. Familljeclanen hunn d'Mëttelalter beherrscht, awer net méi am 21. Joerhonnert.

Merci, ech ginn den Accord vu menger Partei dozou.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech géif op alle Fall dës Kéier net vergiessen, dem Charles Margue Merci ze soe fir säi Rapport. Ech hat et virdru vergiess, ech entschëllege mech dofir. Meng Virriedner hunn am Fong alles gesot. De Rapport war ganz komplett. De Léon Gloden huet eng Partie Punkten opgeworf, mat deenen ech och ka liewen, meng Partei och ka liewen. Dofir géif ech einfach den Accord gi vun der DP zu dësem Projet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), coauteur | Merci, Här President. Merci dem Rapporter. Merci och fir déi exzellent Diskussiounen, déi mer an der Institutiounskommissioun haten. Dat hei ass reelle Fortschrëtt, well dat Recoursrecht ganz kloer gereegelt gëtt, och wéini dass et suspensiv ass, wéini dass et net suspensiv ass. An de Léon Gloden huet op eng Problematik higewisen, déi duerch d'Sträichen oder d'Ewechfale vun engem Artikel entstanen ass. Ech mengen, et ass eng momentan Situatioun, déi net hei vun eis gewollt war. Ech wëll och soen, dass an der zoustänneger Kommissioun e ganz grousse Konsens do war, dass esou „Familljeclanen", wéi de Léon Gloden sech ausgedréckt huet, dass dat net eis Absicht wär. An ech

mengen, wann et ee Punkt gëtt an där neier Verfassung – eng Verfassung, déi gëtt net méi geschriwwe fir 175 Joer –, deen eis opfält, wou ee muss nobesseren, da fält engem keen Zack aus der Kroun, wa mer dat musse maachen.

En attendant gleewen ech alle Kolleegen, déi an der Institutiounskommissioun sinn, dass esou Situatioune vun hinnen net gewollt sinn, an do gouf et eng ganz grouss Unanimitéit an eiser Institutiounskommissioun.

Dat gesot, soen ech Merci an ech bréngen den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Charles Margue. Mir kënnen dat hei selbstverständlech och matdroen. Mir hunn e bëssen e Regret bei där Saach hei. Dat ass, datt mer d'Verfassungsgeriicht net nach méi kënne stäerken. Et wär eise Wonsch gewiescht als ADR an der Verfassungsdiskussioun, fir dem Verfassungsgeriicht nach vill méi Rechter ze ginn an notamment och de Bierger d'Recht ze ginn, fir direkt kënnen un d'Verfassungsgeriicht erunzetrieden. An anere Länner ass dat de Fall. Mir hätten eis gewënscht, datt dat och hei kéint de Fall sinn, a mir wäerten och weiderhin derfir antrieden, datt mer dat enges Daags hei am Land och kréien.

Dat gesot, wëll ech just soen, datt déi Observatiounen, déi elo gemaach goufen, och vum Här Gloden, och eis Zoustëmmung kënne fannen. A mir ginn och selbstverständlech den Accord hei zu dëser Propositioun. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci och vun eiser Säit un de Rapporter nach eng Kéier. Jo, mir droen dat heiten natierlech och mat, an et ass scho grad gesot ginn: Mir wëlle keng Familljeclanen heibannen. Mee da géif ech awer och soen: Mir wëlle keng aner Clanen. Do kann een och u ganz aner Saachen denken. Mir wëllen eng gewësse Villfalt heibannen hunn, sou wéi et an der Gesellschaft ass. Dann denken ech erëm un den Droit de vote. Dann denken ech och drun, dass mer hei awer gewësse sozioekonomesch Schichten hunn, déi méi representéiert sinn, wéi se an der Gesellschaft representéiert sinn.

(Interruption)

Also, et muss een awer och an deem Kontext ... Et kann een aushuelen a soen: Déi Diversitéit, déi et an der Gesellschaft gëtt, gëtt et net onbedéngt an der Chamber.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten), coauteur | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter Charles Margue. Ech mengen, mir sinn eis deem Problem bewosst, deen elo e bëssen entstanen ass, deen e bësse malgré nous entstanen ass, datt ... Et ass u sech eng Dispositioun, wou et Unanimitéit an der Chamberskommissioun gouf, fir ze soen: Mir wëllen u sech keng Familljen ... oder zumindest keng direkt Familljemembere gläichzäiteg an der Chamber sëtzen hunn, well mer awer e relativ klengt Parlament sinn. Doriwwer ware mer eis alleguerte politesch eens. Et ass eeben elo duerch formell Reegelen, datt dat dann awer méiglech gëtt. Mir hunn eis dann och alleguerte jo e bëssen an d'Ae gekuckt a gesot: Et ass net dat, wat mer wëllen!

Bon, elo kann ech awer der Madamm Oberweis zum Beispill soen, datt hire Papp dann awer elo an Zukunft erëm dierft an d'Chamber kommen, wann en nach eng Kéier wéilt matgoen, a si gläichzäiteg och hei dierft sëtzen. Idem bei ganz anere Leit, déi heibannen och familiär an der nämmlechter Partei oder och deelweis parteiiwwergräifend engagéiert sinn. An dat géif vläicht och fir déi eng oder aner interessant Konstellatioun suergen. Et ass awer net dat – an dat wëll ech nach eng Kéier soen –, wat mir als Legislateur, wat mir heibannen och an der Kommissioun eis u sech als Zil gesat hunn, a mir wäerten och, sou wéi ech d'Kommissioun verstanen hunn, nach eng Kéier op déi heiten Dispositioun um Verfassungsniveau mussen zréckkommen. Dat wäert awer net méi dës Legislatur a sécher net virun dëse Wale geschéien.

An dofir, mat all deenen aneren Ännerungen, op déi mer am Detail agaange sinn, si mer averstanen, an ech ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Jo, Här President, d'Regierung an d'Chamber hunn, mengen ech, am Ufank ganz gutt hei enk zesummegeschafft an och zesummen decidéiert, dass dat hei eng Proposition de loi sollt ginn.

Dofir wëll ech och elo net méi laang iwwert de Contenu schwätzen an Iech natierlech elo de Vott loossen, fir selwer doriwwer ze decidéieren, wéi et dann heimadder virunzegoen huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Marc Hansen.

Da kënne mer elo zum Vott kommen iwwert d'Propositioun 8181. Den Text steet am Document parlementaire 8181[6].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8181 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 52 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf et Marc Spautz ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann et M. Claude Lamberty ;

Mmes Simone Asselborn-Bintz, Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8056 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

2° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Mir kommen elo zum Projet de loi 8056, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Dierwiechter an d'Affekoten. De Rapporter ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Ech hunn elo d'Charge, fir e weidert Gesetz am Justizwiesen ze rapportéieren. Et geet ëm d'Dierwiechter an d'Affekoten, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Den 8056 gouf den 28. Juli 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert an de Projet huet just zwee Artikelen. Den 23. November war en an der Justizkommissioun an de Rapporter gouf bestëmmt. An där Sitzung waren och Vertrieder vum Barreau fir e Meenungsaustausch.

Den Avis vum Staatsrot krute mer de 14. Mäerz 2023 an d'Kommissioun huet sech de 24. Mee dermat befaasst, Amendements parlementaires ugeholl an déi op den Instanzewee geschéckt. De Staatsrot huet du ganz schnell de 6. Juni säin Avis complémentaire ginn. Mir hunn deen an der Justizkommissioun de 14. Juni analyséiert a konnte feststellen, dass de Staatsrot eis Gréng Luucht ginn huet an d'Oppositions formelles opgehuewe goufen dank den Amendementer. Den 21. Juni hu mer dunn elo de Rapport ugeholl.

Mir kruten nieft den zwee Avise vum Staatsrot aacht Avisen, notamment vun den Dierwiechter a vum Barreau, déi de Projet begréisst hunn, an déi aner sechs ware vun de Justizautoritéiten: Friddensriichter vun Esch, Dikrech an der Stad, der Cour supérieure, dem Parquet général – alleguerte positiv, déi zwee lescht mat Suggestiounen, wat d'Besetzung ugeet vum Gremium, fir d'Disziplinarinstanze bei den Affekoten ze besetzen.

Ëm wat geet et? Mir maache Modifikatiounen am Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert d'Dierwiechter an am Gesetz vum 10. August 1991 iwwert den Affekoteberuff. Bei den Dierwiechter geet et notamment dorëm, an der Organisatioun eppes virzegesinn, fir Dierwiechter ze ersetzen, déi wärend enger laanger Zäit mussen ersat ginn. Konkreet: Wann en Dierwiechter méi laang wéi dräi Méint ausfält, kann e vun engem aneren Dierwiechter oder engem Dierwiechtersuppleant ersat ginn. Dat zu den Dierwiechter.

Zu den Affekoten: Do geet et ëm Disziplinarsanktiounen, ëm d'Pouvoire vum Bâtonnier, de Fonctionnement vum CDA – CDA, Conseil disciplinaire et administratif – an zousätzlech hu mer dann och vun dësem Gesetzesprojet profitéiert, fir eng Lëscht VII anzefeiere bei den Affekoten, déi aus Nordirland, aus dem Vereenegte Kinnekräich Groussbritannie kommen, fir dass déi zu Lëtzebuerg dierfen net Affekot sinn, mee „conseils juridiques, [...] uniquement dans la matière du droit international public (à l'exception

du droit de l'Union européenne)", dass se déi däerfe prestéieren. Dëst ass virgesi gewiescht am Kader vun engem Agreement, wat vum 24. Dezember 2020 ass. Wann Der Iech nach kënnt erënneren, dat war den Trade and Cooperation Agreement tëscht England – enfin Groussbritannien – an der EU.

Et gëtt elo um Barreau e Casier des avocats geschaf, deen net ëffentlech ass – also et ka kee kucke goen do –, mee wou all d'Sanktiounen opgelëscht sinn, déi géint den Affekot verhaange goufen am Kader vu senger Beruffskarriär. Souwuel de Conseil de l'ordre wéi de CDA, d'Appellinstanz, kënnen Ableck an dee Casier kréien. Kleng Sanktiounen – op Franséisch „sanctions mineures" – ginn no fënnef Joer gestrach. Bei méi klenge Verfeelungen am Kader vun der Lutte géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus kann de Conseil de l'ordre och direkt sanctionéieren, an domat geet dat schnell iwwert d'Bün.

Déi Affekoten, géint déi eng Radiation à vie gesprach gouf, kënnen no zéng Joer froen, erëm opgeholl ze ginn, wann aussergewéinlech Ëmstänn virleien.

D'Amenden, déi gesprach kënne gi géint d'Affekoten, déi ware wierklech net méi ugepasst ginn zënter 1999. Elo kënne se tëschent 1.000 an 100.000 Euro leien a sollen deemno méi dissuasiv si wéi bis elo, wou de Maximum bei 20.000 Euro louch.

De Bâtonnier kritt méi ze soen, méi Pouvoiren, fir en urgence kënnen anzegräifen, wann et néideg ass. Zum Beispill kann en Affekot vum Bâtonnier verbuede kréien, wärend dräi Méint e Fouss an e Geriicht ze setzen. Verlängert kann dës Mesür gi mam Accord vum Conseil de l'ordre, nodeems den Affekot gehéiert gouf.

De CDA, de Conseil disciplinaire et administratif – mir hu méi Affekoten, donc och méi Affären –, gëtt opgestockt vu fënnef op néng Affekoten an och d'Zuel vun de Suppleanten – wéi gesot, noutwenneg, well méi Affäre virleien.

An et gëtt eng Appellinstanz geschaf, de Conseil disciplinaire et administratif d'appel. Dee setzt sech zesummen net aus Affekoten, mee aus zwee Magistraten aus der Cour d'appel, zwee vun der Cour administrative an dann och als Assesseuren dräi Affekote vun der Lëscht I vum Tableau vun den Affekoten.

Weider Detailer iwwert de Fonctionnement vun dësen Instanze stinn am Gesetz an a mengem schréftleche Rapport. Avis aux amateurs fir déi, déi méi wëllen doriwwer gewuer ginn a se wëlle wëssen. Ech sinn heimat um Schluss, ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue Merci a ginn d'Wuert un den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci nach eng Kéier dem Rapporteur och fir dëse schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporteur ass op d'Detailer vun dësem Projet de loi agaangen. Et geet ëm zwou Kategorië vum Justizsystem. Dat engt sinn d'Dierwiechter. Et ass elo méiglech, datt och eeben en Huissier suppléant (veuillez lire: en Huissier titulaire) kann en Dierwiechter ersetzen, wann e méi laang wéi dräi Méint absent ass. Bei den Affekote kommen eng ganz Rei Ännerungen, de Rapporteur Charles Margue ass dorobber agaangen. An ech ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An d'Wuert geet weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, fir d'éischt, fir datt ech et net erëm eng Kéier vergiessen, dem Charles Margue e grousse Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. A wéi de Rapporter vun dësem Gesetzestext et schonn erkläert huet, gesäit dëse Projet de loi eng Partie Ännerungen un zwee Gesetzer aus der Justice vir. Engersäits um modifizéierte Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert de Service vun den Huissieren an anerersäits um modifizéierte Gesetz vum 10. August 1991 iwwert de Beruff vum Affekot.

Den Artikel 1 vun dësem Gesetz vereinfacht d'Laangzäitremplacementer bei den Huissieren. Den Artikel 2 adaptéiert eng Rei Dispositiounen iwwert de Fonctionnement vum Conseil disciplinaire et administratif, d'Sanctions disciplinaires fir d'Affekoten, d'Pouvoire vum Bâtonnier an den Droit d'exercice fir d'Affekoten aus Groussbritannien an Nordirland, déi sougenannt Lëscht VII.

Wat den éischten Artikel betrëfft, begréissen ech, datt ... oder mir als DP begréissen, datt Laangzäitremplacementer bei den Huissieren an Zukunft net méi just vun engem Suppleant, mee och vun engem Huissier titulaire kënne gemaach ginn, souguer aus der eegener Etüd. Och wann et zimmlech selte virkënnt, datt en Huissier fir méi wéi dräi Méint muss ersat ginn, sou ass et wichteg, datt mir d'Kontinuitéit vun dësem Service zu all Zäit kënne garantéieren. Ech denken do zum Beispill un de Fall vun enger laanger Krankheet – wat een natierlech kengem wënscht, mee dat kann alt emol virkommen – oder engem Congé de maternité, wou schnell en Ersatz fir déi betraffe Persoun muss fonnt ginn.

Dës kleng Gesetzesännerung ass virun allem interessant fir Huissieren, déi an enger Etüd zesummeschaffen, well een hei an Zukunft net méi op e Suppleant vu bausse muss zeréckgräifen, mee de Remplacement ganz einfach vun engem Associé kann assuréiert ginn. Dës Ouverture entsprécht och genee der Demande vun der Chambre des huissiers, déi sech méi Spillraum an deem Sënn gewënscht huet.

Wat den Artikel 2 vun dësem Gesetzesprojet betrëfft, begréisse mir an der DP virun allem, datt mir de Conseil disciplinaire et administratif mat zousätzlechem Personal opstocken. An de leschte Joren ass d'Unzuel un Disziplinarfäll bei den Affekoten hei zu Lëtzebuerg konstant an d'Luucht gaangen, leider, mee wat ënner anerem och dorunner läit, datt mir ëmmer méi Affekoten hei am Land schaffen hunn.

Duerch dësen Trend riskéiere mir allerdéngs, datt de Conseil iergendwa mat senger Aarbecht iwwerlaascht gëtt an et zu Engpäss beim Traitement vun den Dossiere kënnt, wat och net gutt ass fir d'Saach. Ech sinn dofir frou, datt mir mat dësem Projet de loi véier nei Posten a véier nei Suppleanten am Conseil schafen.

Och d'Erweiderung vum Pouvoir d'injonction vun de Bâtonniere kann ech nëmme guttheeschen, well mir doduerch urgent Schutzmoossname méi schnell kënnen treffen. Ech wëll op dëser Plaz dorun erënneren, datt mir mat dëser Ännerung net just Persoune viru Geriicht souwéi d'Éier an d'Beruffsbild vun den Affekote stäerken, mee och de Schutz vun den Affekote selwer.

Här President, de Rescht, géif ech soen, ass vun de Virriedner scho gesot ginn an, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, a merci och dem Här Margue fir säin ausféierleche Rapport. Ech kann d'Zoustëmmung vun der LSAP ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech Merci. An ech soe virun allem eisem Rapporter, dem Charles Margue, villmools Merci, dee sech haut nach manner wéi soss ka bekloen, datt hien net genuch Aarbecht hätt. Well ech mengen, mir erliewen hien haut dacks am Asaz, an e grousse Merci dofir. Hien huet eis iwwerzeegt mat allem, wat hie gesot huet. Mir droen deen heie Projet selbstverständlech och gär mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci och. Ech si ganz kuerz: Mir ënnerstëtzen dat hei och a soen och Merci dem Rapporter. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue, an och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci villmools Iech alleguer. Merci och dem Rapporter fir seng gutt Aarbecht hei an Iech fir d'Zoustëmmung. Dee Projet – Dir sidd am Detail dorobber agaangen, ech maachen dat elo net méi – ass a ville Reunioune mam Barreau zesummen ausgeschafft ginn an dofir kann ech mech nëmmen ëmsou méi freeën, dass Der alleguerten och heimadder averstane sidd. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8056. Den Text steet am Document parlementaire 8056[12].

Ech wollt awer nach drop hiweisen, datt am Artikel 1 véier Trackchanges nach hu missen ewechgeholl ginn. Beim éischte Paragraf waren d'Opzielungen a), b) an c) nach ënnerstrach a beim Paragraf 7 war bei der Opzielung 2bis) de „bis" nach ënnerstrach. Mir stëmmen elo iwwert den Text ouni dës Trackchanges of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8056 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann,

MM. Pim Knaff (par Mme Barbara Agostino), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton (par Mme Francine Closener), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8109 – Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

3° la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

en vue du renforcement des effectifs de la justice administrative et de la numérisation des procédures urgentes devant le tribunal administratif

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8109 iwwert d'Ëmsetzung vum Projet „Paperless Justice" am Kader vun der Digitalisatioun vun de Geriichtsprozeduren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass – wéi kéint et anescht sinn? – den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass de leschte Rapport, wann ech richteg informéiert sinn, fir haut bei mir. E weidert Gesetz rapportéiere mer am Kader vum Digitaliséierungsprozess vun der Justiz, e Projet, deen och „Paperless Justice" genannt gëtt.

De Projet de loi 8109 gouf den 1. Dezember 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert. Den 22. Mäerz war en an der Justizkommissioun an de Rapporter gouf bestëmmt. Den Avis vum Staatsrot krute mer den 31. Mäerz dëst Joer an d'Kommissioun huet sech den 19. Abrëll dermat befaasst an e puer Amendementer ugeholl an op den Instanzewee geschéckt. De 16. Mee huet de Staatsrot säin Zousazavis ginn. Mir hunn deen an der Justizkommissioun de 24. Mee analyséiert a konnte feststellen, dass de Staatsrot Gréng Luucht ginn huet zum Projet. De Rapport hu mer de 14. Juni dunn ugeholl.

Dëse Gesetzesprojet concernéiert d'Digitalisatioun vun administrative Prozeduren an der Justiz am Kader vum Projet „Paperless Justice", och JUPAL genannt. Heimat setze mir eng éischt Etapp vun dëser Reform ëm a schafen dofir eng legal Basis. Et ass en Ufank, eng Base légale gëtt geschaaft fir alles, wat nach nokënnt, net just an dësem Gesetz.

Zousätzlech gëtt duerch dëse Gesetzestext derfir gesuergt, datt d'Conseils de l'ordre vun den zwee Barreauen zousätzlech Attributiounen zougedeelt kënne kréien, nämlech d'Zertifizéiere vun elektroneschen „espaces professionnels" vun den Affekoten, fir sech op den Austauschplattforme kënnen unzemellen. Ausserdeem gëtt eng Basis geschaaft, fir weider Leit am administrative Beräich anzestellen.

D'Zil ass et, d'Kommunikatioun an den Austausch ënnert deene verschiddenen Acteuren am Justizberäich zu Lëtzebuerg, intern an extern, ze dematerialiséieren, also pabeierfräi ze maachen. Och gëtt e Referenzportal geschaaft, wou en Ensembel vun Initiativen dran ass, deen als Zil huet, Echangen a Form vu Pabeier step by step ze reduzéieren – also net vun haut op muer. Dëse Programm besteet am Ganzen aus 13 Projeten, déi parallell lafen an och ëmgesat ginn.

Kuerz zum Kontext: Am Kader vun engem Pilotprojet, deen an Ofstëmmung mat den zwee Barreauen an dem Verwaltungsgeriicht an d'Liewe geruff ginn ass, gouf decidéiert, an enger éischter Etapp d'Numerisëierung vun urgenten a méi einfache Prozeduren, dat heescht „sursis à exécution" a „mesure de sauvegarde", an d'Weeër ze leeden, fir esou unzefänken. All d'Modalitéiten an d'Programmatioun vum Pilotprojet sinn aktuell esou wäit avancéiert, datt et elo un der Zäit ass, déi gesetzlech Basis fir d'Ëmsetzung ze schafen.

An dann am Kader vun der mëttelfristeger Verallgemengerung vun der Digitalisatioun vun allen Echangë vun de Verwaltungsgeriichter ass ze ënnersträichen, datt et wichteg ass, dës Prozedur no an no, étape par étape, unzegoen, well et geet ëm eng immens technesch komplex Matière. Et ass eng grouss Reform, déi och e Mentalitéitswandel mat sech bréngt oder besser gesot e Mentalitéitswandel erfuerdert.

Och bei der Requête introductive sollen all Dokumenter elektronesch vermëttelt ginn. Bei Dokumenter, déi confidentiel sinn oder schwéier digitaliséiert kënne ginn, besteet trotz allem nach ëmmer d'Méiglechkeet, et a Pabeierform beim Greffe ze deposéieren.

Bei den Delaie gëllt ëmmer den Datum vum Depot op der Plattform an et leeft d'selwecht of wéi a Pabeierform. Den Dag huet 24 Stonnen an deem Fall. Den Telechargement ka 24/24 Stonne gemaach ginn. Nom Erofluede checkt de Greffe d'Donnéeën a kreéiert en Dossier.

De Conseil de l'ordre huet d'Aufgab, derfir ze suergen, datt den Tablo mat der Lëscht vun den Affekoten, déi zertifizéiert sinn, à jour gehale gëtt. Dat ass och erëm wichteg, fir dass een zouverlässeg weess, wien zertifizéierten a wien net zertifizéierten Affekot ass.

Virun der éischter Notzung vun der Plattform muss all Affekot – all Affekot! – säin „espace professionnel électronique" offiziell ufroen. D'Demande gëtt da weidergeleet virun de Conseil de l'ordre, fir d'Zertifikatioun, also d'Identitéit, ze kontrolléieren.

De Projet de loi ännert dann och eng Rei Punkten a Relatioun mat der Organisatioun vun de Verwaltungsgeriichter. E puer nei Elementer:

Et gëtt en zweete Posten als Vizepresident beim Verwaltungsgeriicht geschaf, awer dëst ab dem 16. September 2025.

D'Nominatioun vun alle Magistrate gëtt vum Grand-Duc op der Basis vun der Propositioun vum Nationale Justizrot gemaach gëtt, deen och vun e Samschdeg op e Sonndeg da wäert a Kraaft trieden.

Den Tribunal administratif – lauschtert gutt! – kritt eelef nei Posten derbäi fir eng begrenzt Period vun dräi Joer. D'Unzuel gëtt also vun 18 op 29 erhéicht. Domat sollen och d'Karriärsperspektive beim Tribunal administratif gläichzäiteg opgewäert ginn.

D'Unzuel vun de Kummere beim Tribunal administratif gëtt erhéicht vu véier op siwe fir eng Period vun dräi Joer. Hei si mer ënnerwee, fir eng Partie Retarde kënnen opzeschaffen.

D'Verwaltungsgeriicht kritt och d'Méiglechkeet, spezialiséiert Kummeren ze schafe fir verschidden Typpe vu Contentieuxen. Dës ginn all Joer nei determinéiert. D'Viraussetzung ass, dass d'Magistraten an deem betraffene Beräich – eng grouss Problematik hei zu Lëtzebuerg – spezialiséiert sinn. Zum Beispill soll eng Kummer geschaf ginn, déi op Immigratioun spezialiséiert ass, fir ënner anerem Affäre méi schnell evakuéieren ze kënnen an an der néideger Kohärenz vun der Jurisprudenz.

Dëst neit Gesetz wäert de 16. September 2023 a Kraaft trieden, dëst Joer also, also den éischten Dag vum Geriichtsjoer 2023/2024. Dës nei Prozedur zur Nominéierung an der Magistratur, déi trëtt, wéi gesot, den 1. Juli a Kraaft.

Avise krute mer, ausser deene vum Staatsrot, vun der Cour administrative a vum Barreau aus der Stad. Generell gouf an den Avise festgehalen, datt eng Digitaliséierung vun de Prozeduren indispensabel fir d'Zukunft ass a follgendermoossen e Schratt an déi richteg Richtung. D'Avise waren all positiv, wat d'Zilsetzung vum Gesetz ugeet, an déi juristesch Remarken hunn et erlaabt, den Text ze verbesseren. Merci dofir! Domat sinn ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport.

Wéi gesot, Detailer sinn am schréftlechen an ech ginn, ier ech et vergiessen, den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren. Voilà!

Plusieurs voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Dat war dee leschte fir haut.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Charel!

M. Fernand Etgen, Président | An da kritt d'Wuert – och eng lescht Kéier fir haut – den Här Léon Gloden.

Plusieurs voix | O!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et wees een ni!

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Dëse Projet de loi huet zwee wichteg Eckpunkten. Den éischten Eckpunkt ass och ëmmer erëm eng Fuerderung vun der CSV gewiescht, dat ass d'„Paperless Justice". Peu à peu komme mer dohinner, Schrëtt fir Schrëtt. „Mühsam ernährt sich das Einhörn... Eichhörnchen", ...

(Hilarité)

... mee mir kommen dohin. Ech ginn net ze vill dorobber an, well ech sinn elo net de grousse Spezialist vun der „Paperless Justice".

Den zweeten Eckpunkt – an deen ass gradesou wichteg –, dat ass d'Opstockung net nëmmen op der enger Säit vun de Magistrate bei de Juridictions administratives, mee och d'Opstockung vun de Chambere vun de Juridictions administratives, an dat geschitt net hauruck, mee dat geschitt iwwert déi nächst zwee, dräi Joer. An dobausse sinn d'Leit sech och vläicht net ëmmer bewosst: Den Tribunal administratif huet ganz vill

Kompetenzen. En ass zum Beispill zoustänneg fir dat, wat d'Leit dobaussen am meeschte kennen: fir PAP, PAG, Autorisations de construire. Si sinn zoustänneg fir den Droit de l'immigration. Si sinn zoustänneg fir Konkurrenzrecht, eng Matière, déi sech ëmmer méi developpéiert. Si sinn zoustänneg fir den Droit des marchés publics. Si sinn zoustänneg fir d'Fiskalitéit.

Dat sinn alles hautzudaags héich spezialiséiert Matièren. A verschiddene Matièrë musse ganz rapid Decisioune falen, wéi zum Beispill am Fall vun engem Titre de séjour, Immigratioun. Do kann een net zwee Joer waarden, bis déi Decisioun gefall ass. Och zum Beispill am Konkurrenzrecht: Wat Der do méi laang waart, wat déi Situatioun sech jo méi amplifiéiert. Och bei de Baugeneemegungen: Natierlech, deen, deen e Recours mécht, hätt gär esou schnell wéi méiglech eng Decisioun. A mir hunn haut vill iwwer déi nei Verfassung geschwat. Mir hunn an der neier Verfassung och den Délai raisonnable bei de Juridictiounen drastoen.

An dofir ass et extreem wichteg, datt mer souwuel d'Zuel vun de Magistraten opstocken an eeben och elo d'Méiglechkeet ginn, datt Chambres spécialisées kënne geschaf gi bei de Juridictions administratives, fir eeben datt an där Chamber sech just mat deene Sujeten oder mat deem Domaine de droit kann auserneegesat ginn. Well et ass eng Utopie ze mengen – dat war viru 40 Joer vläicht richteg –, et ass haut utopesch ze mengen, datt een als Jurist, als Riichter, als Affekot all Droitsmatièrë ka kennen. Mir ginn ëmmer méi an eng Spezialisatioun. Wat am Beruff vun den Affekote richteg ass, ass och richteg fir de Beruff vum Riichter, an dofir gëtt d'CSV-Fraktioun hei den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Här Margue fir säi Rapport. Fir eis ass deen heite Gesetzesprojet ganz wichteg, well en eeben d'„Paperless Justice" lues a lues erabréngt, an dat hei ass, wéi gesot, den éischte Schrëtt, deen awer net onwichteg ass.

De Léon Gloden huet och higewisen op d'Opstockung vun der Zuel vun de Riichter an der Zuel vun de Kummeren. Wann ech bedenken, ech sinn elo gewuer ginn, dass an der Cour administrative d'appel verschidde Saachen, Affären op den Abrëll 2005 fixéiert gi sinn, dat heescht jo, dass wierklech do en Nachholbedarf ass an dass et wierklech ganz drëngend ass, dass do opgestockt gëtt. Ech hoffen, dass déi néideg Kandidate sech stellen, fir dohinner kënnen agestallt ze ginn, wann d'Posten ausgeschriwwe ginn, an ech ginn awer fir de Rescht den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Arendt. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An nach eng Kéier merci dem Här Margue fir deen dote Rapport an déi vill aner Rapporten, déi hien eis haut gemaach huet. A selbstverständlech ginn ech den Accord och vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Och nach eng Kéier e Merci un den Här Margue. Ech mengen, déi Saach vum Verwaltungsgeriicht, déi ass wierklech ... Dat kann een net genuch ënnersträichen, wéi wichteg dat ass, well et ass engersäits jo am Interessi vum Justiciable – do si mer eis jo eens –, mee et ass och interessant fir eis Ekonomie, well d'Justiz a wéi d'Justiz funktionéiert, och wéi séier se funktionéiert, net nëmmen hir Qualitéit, mee och d'Delaien, dat sinn alles Standuertvirdeeler. Dat muss een einfach och esou gesinn, datt et fir vill Entreprisë wichteg ass, datt, wa se Problemer hunn, se sech kënnen op e Justizapparat verloossen, dee séier schafft an op guddem Niveau schafft.

Dofir ass dat heiten och eppes, ënner villen aneren Ursaachen, wat mir nëmme kënnen ënnerstëtzen, well, wéi gesot, souwuel fir de Justiciable wéi och am Gesamtinteressi vun eisem Land ass dat hei e ganz gudde Projet a mir droen e mat Freed mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue. An och mir droen et mat.

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President, fir dëse Projet och nach ..., wou dann och vill Zoustëmmung ass. Et war jo haut insgesamt éischter gutt gaangen, vläicht net bei all Text, mee ech si wierklech ganz frou iwwert deen heite Projet an och frou, dass jiddwereen d'Necessitéit dovunner gesäit.

Dat eent ass d'Digitaliséierung vun eiser Justice. Jo, ob et elo Einhörner oder Kaweechelcher sinn, ...

(Hilarité)

... et ass effektiv eppes, wat laang dauert. Mee Dir wësst och – mir hunn dat jo scho méi wéi eng Kéier och an der Chamberskommissioun diskutéiert –: Et geet par étapes. Fir d'éischt huet de System op der Basis missen opgebaut ginn, éier de System kann no baussen och fonctionéieren. An dat hei ass elo wierklech den éischte visibelen Deel vun der digitaler Justice no baussen, wou d'Affekote kënnen hei och hir Prozeduren digital handhaben. Et ass eng Testphas, an ech si ganz frou, dass d'Verwaltungsgeriicht och bereet war, mat op deen dote Wee ze goen, genau wéi och déi Affekoten, déi vill matgeschafft hunn, déi Etüden, déi eebe vill Contentieux administratif maachen, fir dass dat heiten iwwerhaapt méiglech ass.

Ech hu mer de System ugekuckt. Et ass ganz interessant, wéi dat funktionéiert. Et wäert villes méi liicht maachen an et ass eeben d'Dier opgemaach zu der Justice, wéi mer se an e puer Joer wäerten insgesamt an eisem System hunn, wou ee ganz villes just nach vum Büro aus kann héichlueden an dat dann och en temps réel um Geriicht ukënnt.

Dat anert, wat awer och extreem, extreem wichteg ass – an déi vun Iech, déi och schonn Echangen hate mam Verwaltungsgeriicht, déi wëssen dat –: Hei an der Chamber sinn iwwert déi lescht Jore konstant nei Kompetenze bäikomm fir d'Verwaltungsgeriicht. Et ass awer net am gläiche Mooss beim Personal opgestockt ginn an et si Matièren, déi ëmmer méi komplex ginn – et ass schonn ugeklongen –, sief et bei de Steierfroen, mee et ass och zum Beispill extreem vill Urbanismus dobäi, d'Asylfroen. Dat sinn alles ganz schwiereg Dossieren, wou et wierklech gutt ass, wann et Magistrate sinn, déi héich spezialiséiert sinn. An duerfir eeben och – no Récksprooch natierlech, no Diskussioune mat dem Verwaltungsgeriicht – elo mol déi Propos, fir och déi spezialiséiert Chamberen anzeféieren, an eeben dann déi Schafung hei vun eelef Riichterposten um Verwaltungsgeriicht. Dat ass e ganz wichtege Schrëtt fir d'Stäerkung vun dëser Institutioun.

Ech soen Iech Merci fir Är breet Zoustëmmung an ech sinn iwwerzeegt, dass se och um Verwaltungsgeriicht ganz frou sinn doriwwer, dass dat hei konnt esou gutt gestëmmt ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8109. Den Text steet am Document parlementaire 8109[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8109 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8179 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8179, d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert de Schutz vu perséinlechen Donnéeën. D'Justizkommissioun huet mam Accord unanime vun der Conférence des présidents decidéiert, den

Artikel 73 vum Chambersreglement ze applizéieren an iwwert de Projet ouni Rapport an ouni Debatt ofzestëmmen.

Well keen Deputéierte bis virun der Sitzung eng Oppositioun formuléiert huet, esou wéi et am Artikel 73 (6) vun eisem Chambersreglement virgesinn ass, kënne mer direkt zum Vott vun dësem Projet de loi kommen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8179. Den Text steet am Document parlementaire 8179[0].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8179 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Francine Closener), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Question élargie n° 189 de M. Laurent Mosar au sujet du baromètre de l'économie de la Chambre de Commerce

Mir kommen elo zu der erweiderter Fro Nummer 189 vum Här Laurent Mosar iwwert de Wirtschaftsbarometer vun der Chambre de Commerce. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President et gesot huet, zeechent de Wirtschaftsbarometer vun der Chambre de Commerce e relativ düüstert Bild, wat d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen ugeet. Do schéngt manifestement d'Vertraue vu ville Chef-d'entreprisen, awer och vu villen Investisseuren net méi dat allergréisst ze sinn. An dat, wat relativ bedenklech ass: Laut der Chambre de Commerce géifen eng ganz Rei vun internationalen Entreprise, awer och mëttelgrouss Strukturen doriwwer nodenken, fir hir Aktivitéiten ausserhalb vu Lëtzebuerg ze verlageren. Notamment gëtt do gesot, datt eng ganz Rei Family-Officë géifen doriwwer nodenken, hir Aktivitéit ze verlageren. An déi lescht Informatioun kann ech selwer och bestätegen, well mer eng Rei Leit, déi an deem Secteur aktiv sinn, gesot hunn, wa bis den Oktober näischt géif geschéien, géife se wierklech ganz seriéis iwwerleeën, ob se nach kéinte bei eis am Land bleiwen.

Wann een dann esou noliest an deem Barometer, da gesäit een, datt do déi üblech Problemer opgelëscht sinn. Ganz kuerz nach eng Kéier: Logement; Steieren; Talent Attraction; héich Energiepräisser; héich Zënsen, déi natierlech och d'Betriber fir hir Kreditter musse bezuelen; net genuch Disponibilitéit vun Terrainen an Aktivitéitszonen a sou wieder a sou virun. A sech keng nei Problemer. Ech erënneren och drun, datt mer virun enger Rei vu Wochen eng Interpellatioun dozou haten, wou och déi dote Punkten eigentlech am Fong hei diskutéiert gi sinn.

Wann een dann awer virufiert – an dat ass eigentlech e Klassement, wat mer nach vill méi ze denke gëtt –, do ass virun e puer Deeg dat sougenannte World Competitiveness Yearbook erauskomm – dat ass ee vun de renommëiertste Barometeren international –, a wann een do kuckt, do fält Lëtzebuerg op déi 20. Plaz zréck. Déi 20. Plaz, dat ass déi schlechtst an zéng Joer. A wann een dann e bësselchen och méi an den Detail vun deem doten Index kënnt, da konstatéiert een zum Beispill, wat d'Performance économique vu Lëtzebuerg ugeet, do ware mer nach am Joer 2022, also d'lescht Joer, op der 1. Plaz, do si mer elo op déi 38. Plaz – vun der 1. op déi 38. Plaz zréckgefall.

A wann een do och e bësselche méi an den Detail geet, an dat ass eppes, wat mir am meeschte Suerge mécht, dat ass, dass mer net nëmme siwe Plaze verluer hunn, mee datt mer hei immens Terrain verluer hu par rapport zu Ekonomien, wou mer ëmmer no dru waren. Ech nennen hei d'Schwäiz, ech nennen Irland, ech nennen Holland, ech nenne Singapur a Schweden.

A mir sinn och elo entre-temps iwwerholl gi vu Länner wéi der Belsch, Island, Saudiarabien, der Tschechescher Republick an Australien. A fir och direkt klipp a kloer hei ze soen, datt et net e Problem ass um Niveau vun der Europäescher Unioun: Dat kompetitiivst Land op der Welt ass Dänemark virun Irland, der Schwäiz, Singapur an Holland, dat heescht, eng ganz Rei vu Länner, déi och an der Europäescher Unioun sinn.

Ech wëll dofir eng Rei vu Froen un de Wirtschaftsminister stellen. Fir d'éischt: Wéi ass d'Analys natierlech vum Här Wirtschaftsminister par rapport zu all deene Constaten? Wat sinn d'Mesüren, déi d'Regierung eventuell denkt, nach kuerzfristeg ze huelen, fir awer d'Kompetitivitéit vun eisem Land an eisen Entreprisen ze verbesseren? Wat kënnt vu konkreete Proposen eventuell nach um Niveau vun der Talent Attraction? Et géif mech och interesséieren, wat nach vu Mesüren am Logement um Niveau vun der Transition énergétique, och wat do d'Hëllefen betrëfft, wat do alles eventuell nach virgesinn ass.

An ech soen dem Minister schonn am Viraus Merci fir seng Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Och merci dem Laurent Mosar fir dës Question élargie. Dat gëtt mer effektiv och d'Occasioun, fir de Punkt ze maache vun der aktueller Situatioun vun der Ekonomie.

De Barometer vun der Chambre de Commerce ass effektiv ëmmer e wichtegen Indicateur, deen elo, mengen ech, a senger aachter Editioun war. Ech war d'lescht Joer ëm dës Zäit och selwer dobäi, wéi de Barometer virgestallt ginn ass. An et ass effektiv gewosst, dass mer fir de Moment net an enger ganz gudder wirtschaftlecher Situatioun sinn. D'Zäite sinn net immens roseg, d'Konjunktur ass europawäit schwaach. Mir hunn ëmmerhin nach eng liicht Croissance hei bei eis fir dëst Joer an och eng Previsioun vu Croissance fir dat nächst Joer. An anere Länner, an eisen Nopeschlänner, notamment an Däitschland ass schonn eng liicht Rezessioun. An och den Investmentklima bei de Stéit an och bei den Entreprisen ass fir de Moment effektiv net gutt an engem Ëmfeld vun héijen Zënsen. Dat ass kee gutt Ëmfeld, fir Investissementer ze encouragéieren. Dat dauert leider alle Previsiounen no och bei eis nach un.

Et gëtt gesot, dass d'Europäesch Zentralbank, contrairement zu deem, wat an Amerika elo geschitt, nach mat hirer zimmlech restriktiver Geldpolitick wäert weiderfueren, och nach zweemol wäert eropgoe mat hirem Leitzëns an och nach héchstwarscheinlech bis 2025 net wäert domadder erofgoen.

Et ass also eng Geldpolitick, déi och an enger gewësser Hisiicht wierkt. Ech mengen, et geet jo drëm, fir d'Inflatioun erofzekréien, dat klappt jo och. Ech mengen, et gesäit een, iwwerall an Europa geet d'Inflatioun erof, néierens esou staark wéi bei eis hei zu Lëtzebuerg, dat huet natierlech och mat deene Mesüren ze dinn, déi mer geholl hunn am Beräich vun der Deckelung vun den Energiepräisser am Kader vun der Tripartitt. Alles dat huet gewierkt an huet mat sech bruecht, dass mer heizuland eng niddereg Inflatioun hunn, wat, mengen ech, och e Facteur ass, deen awer trotzdeem och dat wirtschaftlecht Ëmfeld e bësse méi positiv duerstellt, wéi dat och an anere Länner de Fall ass. Mee effektiv, et ass esou, dass d'Inflatioun erofgeet, awer och leider d'Aktivitéit erofgeet. D'Aktivitéit gëtt gebremst, an dat ass och bei eis perceptibel duerch all d'Secteuren.

Et ass also net erstaunlech, dass den Haaptindicateur vum Barometer vun der Chambre de Commerce elo och zréckgeet. Et gesäit een och, dass dee Barometer, wann een dat iwwert d'Zäit kuckt, parallell verleeft zu deene verschiddene Krisen, déi mer duerchlaf hunn. Virun der Pandemie, dat heescht 2019, war dee Barometer op ongeféier 63 Punkten. En ass du wärend der Pandemie, um héchste Punkt vun der Pandemie erofgaangen op 45 Punkten. En hat dunn e staarke Rebond direkt duerno, 2021, op 62 Punkten, dat heescht, rëm ongeféier op den Niveau pré-pandemie. An elo si mer ëm zéng Punkten erofgaangen, elo si mer bei 52,3 Punkten. Dat huet natierlech alles ze di mat deene Krisen, déi mer och säithier elo erliewen: d'Energiekris, virdru Liwwerenkpäss, natierlech dee schreckleche Krich an der Ukrain, dee ganz villes op de Kapp gehäit huet. An alles dat ass natierlech dat Ëmfeld, wat mer elo hunn a wat mat sech bréngt, dass effektiv d'Konfienz fir de Moment net déi allerbescht ass. Dat ass eis, mengen ech, all bewosst, dat ass och keen Ëmfeld, wat elo spezifesch ass fir Lëtzebuerg. Dat ass dat Ëmfeld, wat mer insgesamt an Europa hunn.

Mir steieren do dergéint, notamment mat eise finanziellen Aiden. Dat hu mer och ëmmer erëm hei an der Chamber, wou mer déi Gesetzer stëmmen, fir déi finanziell Aiden unzepassen, ze erneieren en fonction

vum europäesche Kader, dee jo och déi ganz Zäit kontinuéierlech evoluéiert, an dat wäerte mer och virun der Summerpaus elo dëst Joer nach eng Kéier maachen. Do wäerte mer nach eng Kéier hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Energiehëllefe verlängeren. Ech mengen, dat ass, ech géif soen, déi immediat Hëllef, déi mer eisen Entreprisë ginn, fir an dëser Situatioun besser iwwert d'Ronnen ze kommen. An ech mengen och, dass dat déi Politick ass, déi mer gemaach hunn elo säit dräi Joer, fir an deene Krisenzäiten eisen Entreprisen zur Säit ze stoen.

Mir hunn dat wärend der Pandemie gemaach. Ech kommen elo net méi an dem Detail drop zréck. Dir kennt all déi Mesüren, déi geholl gi sinn iwwert de Chômage partiel, iwwert d'Aiden, iwwer Garantien, awer dann och elo méi rezent an den Tripartitt-Accorden, wou allkéiers och Mesüren derbäi waren, fir den Entreprisen ënnert d'Äerm ze gräifen an – ech hunn et gesot – och fir ze kucken, dass mer awer eng niddreg Inflatioun hei bei eis zu Land hunn. Et si ganz vill Suen an de Grapp geholl ginn, fir och eis Entreprisen ze ënnerstëtzen. An ech mengen och wierklech, dass besonnesch déi Mesüre vum Chômage partiel och mat sech bruecht huet, dass de Rebond bei eis oder d'Resilienz vun eiser Ekonomie och direkt no der Pandemie besser war wéi a villen anere Länner, an dat explizéiert och de Klassement vum IMD-Kompetenz-Benchmark, op deen ech duerno nach kuerz, ganz kuerz wäert och zréckkommen. Do ass en Effet mécanique, deen och do matspillt.

Bon, ech mengen, et muss een déi Barometeren dann och awer ëmmer e bësse méi am Detail kucke wéi elo reng nëmme just deen Haaptindicateur. A wann een dat kuckt, da gesäit een, dass och net alles do schwaarz oder wäiss ass. Et gesäit een do, dass 20 % vun den Entreprisë fir d'Joren 2023 an 2024 net envisagéieren, fir weider ze investéieren. Mee et sinn awer och nach 37 % vun de befrote Betriber, déi envisagéieren, an d'Modernisatioun vun hiren Ekippementer ze investéieren. A souguer 7 %, déi iwwer eng nei Implantatioun oder eng nei Aktivitéit nodenken.

Et gesäit een och, dass 9 % vun den Entreprisë soen, dass se Schwieregkeeten hunn, fir un nei Kreditter ze kommen. Mee déi grouss Majoritéit, nämlech 73 %, soen, dass se keng Problemer hunn, fir Kreditter ze kréien. An och wann Der den Outlook kuckt, deen d'Entreprisen hunn, d'Perspective d'avenir, da gesäit een effektiv, dass déi iwwert déi sechs nächst Méint net gutt sinn, awer méi à long terme déi meescht, déi grouss Majoritéit vun den Entreprisen och zouversiichtlech sinn oder confiant sinn, dass se an Zukunft positiv wäerten evoluéieren. Dofir mengen ech, muss een ëmmer déi Barometeren … Ech mengen, mat allem Respekt fir den Exercice, an dat ass e gudde Barometer, do si méi wéi 600 Entreprisen, déi do befrot ginn a consultéiert ginn. Et muss een dat awer och ëmmer am Kontext vun der Gesamtsituatioun kucken.

An ech mengen, hei muss ee soen, dass mer … Ech mengen, do muss een dann och e Bléck geheien op zum Beispill d'Aarbechtsplazen, déi mer zu Lëtzebuerg schafen. Mir hunn am Joer 2022 e Plus vun 3,5 % Aarbechtsplazen, op ee Joer gekuckt, enregistréiert. 3,5 % an engem Joer, wou mer an enger déiwer Kris waren: eng Energiekris, e Kontext vun engem Krich an Europa, mat all deenen Disruptiounen, déi dat mat sech bruecht huet. An ech mengen, dat weist awer, och dat ass e wichtegen Indicateur, fir ze weisen, dass mer weiderhin eng resilient, eng performant Ekonomie hunn, déi nach Aarbechtsplaze schaaft. An och dëst Joer, obwuel den Emploi sech manner dynamesch entwéckelt, hu mer ëmmerhin nach e Plus vun 2,5 % beim Emploi, déi virausgesot si fir dëst Joer. An och fir 2024 hu mer eng Perspektiv op e Plus vun 2 % bei den Aarbechtsplazen.

Ech mengen, och dat léisst sech alles weisen, och wann een dat am Verglach kuckt zu eisen Nopeschlänner an och am Verglach zu ganz Europa. Dofir sinn ech der Meenung, dass dat heiten elo wierklech keng déifgräifend Vertrauenskris ass an eiser Ekonomie. Mir hunn och e Chômage, deen ëmmer nach relativ niddreg ass, dee bei 5,1 % läit dëst Joer. Dat ass och eppes, wat sech weise léisst. An och bei den neie Betriber hu mer eng Tendenz, déi an d'Luucht geet. Mir hunn iwwert déi lescht dräi an en halleft Joer zum Beispill Prospektioun gemaach an engem schwieregen Ëmfeld, wou mer wärend bal zwee Joer net konnte reesen, mee wou mer awer trotzdeem gesinn, dass zum Beispill bei den Tech-Entreprisen, eng Luxinnovation an och de Wirtschaftsministère konnte 55 nei Entreprisen hei an d'Land bréngen. An ech mengen, dat ass och e gutt Resultat. Déi kommen aus Nordamerika, déi kommen aus Asien, Länner wéi Südkorea, Japan, Israel an och aner Länner aus Europa. An do ass wierklech och eng Dynamik an deem Secteur. Ech hunn dat viru Kuerzem nach zu Paräis gesi bei VivaTech, wou e groussen Interêt ass och fir Lëtzebuerg a wou mer jo och elo eng Feuille de route publiéiert hunn, fir och nach méi Startuppen an Tech-Entreprisen hei bei eis ze kréien.

Här President, ech gesinn, ech sinn hei amgaang, e bëssen ze depasséieren, dofir maachen ech et elo kuerz. Just fir ze soen, dass och nach aner Entreprisen, notamment am Beräich vun der Industrie duerchaus vill zu Lëtzebuerg investéieren. Dir hutt eng Guardian, déi an en neien Uewen investéiert huet. Dir hutt eng ArcelorMittal, déi méi wéi 100 Milliounen Euro an hir verschidde Lëtzebuerger Standuerter investéiert. Dir hutt Entreprisë wéi Euro-Composites, DuPont, Cebi, déi och weiderhin nach ausbauen, déi investéieren, a mir hunn eng ganz Rei aner Entreprisen, déi nach an der Pipeline sinn an déi interesséiert sinn, op Lëtzebuerg ze kommen. Ech mengen, och dat sinn am Fong Indicateuren, déi mer awer trotzdeem an deem schwieregen Ëmfeld ganz, ganz kloer eng Konfienz ginn, dass mer hei zu Lëtzebuerg weiderhin nach e kompetitiivt an e gutt Ëmfeld hunn.

Nach ee Wuert, Här President, zu deem Indicateur vum IMD, wann Dir erlaabt. Ech mengen, dat ass effektiv … Do hu mer dëst Joer notamment bei der Performance économique eng Partie Plaze verluer. Dat explizéiert sech awer doduerch, dass mer 2020 am Fong wéineg zréckgaange sinn. Do hate mer just e Recul vun 0,8 %, wou déi aner Länner alleguerten ëm 5 % voire plus agebrach sinn a mir waren dunn och 2021 am Fong an engem änleche Rhythmus. Mee 2022, wou aner Länner e ganz staarke Rebond haten, eng ganz staark Performance, ware mir u sech méi schwaach an eiser Croissance vum PIB, wat explizéiert, dass een dann natierlech ofstierzt. Mee dat ass en fait e mechaneschen Effet, deen awer e bëssen hei verfälscht ass, an dat gesäit also, mengen ech, méi schlecht aus, wéi et a Realitéit ass.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Dann nach eng Zousazfro vum Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci dem Wirtschaftsminister fir all déi Explikatiounen. Ech deelen och seng Analys, déi e vum internationale wirtschaftlechen Ëmfeld mécht. Allerdéngs, an ech mengen, do si mer eis och eens, Här Wirtschaftsminister, all déi Punkten, déi Der elo hei opgezielt hutt, déi héich Zënslaascht fir vill Betriber, de Krich an der Ukrain, déi héich Energiepräisser, dat si Problemer, mat deene mer alleguerte konfrontéiert sinn, dat si jo elo keng reng lëtzebuergesch Problemer.

Dat, wat mech awer e bësselche stéiert, an déi Fro wollt ech och nach eng Kéier stellen, well Der net dorobber geäntwert hutt: Wann ech awer elo kucken, ech huelen nach eng Kéier deen IMD-Index do, do stellen ech fest, datt ënnert deene fënnef kompetitiivste Länner an der Welt dräi Memberlänner aus der Europäescher Unioun sinn. Dat éischt Land ass Dänemark, dann Irland, d'Tschechesch Republick, hannendru kënnt och nach d'Belsch, dat sinn also Länner, déi genau déi selwecht Situatioun hu wéi mir. Firwat sinn déi Länner dann nach weesentlech méi kompetitiv wéi mir? Ech mengen, do gëtt et eng Rei vu Grënn an ee Grond ass sécherlech, datt déi am Moment e weesentlech méi attraktiivt steierlecht Ëmfeld hunn. Ech huelen och nëmmen dat Beispill vun Irland, mir hunn dat och schonn e puermol hei constatéiert, och déi Part vu Fongen, déi mer an deene leschte Jore verluer hu par rapport zu Irland, hunn och eppes mat deem steierlechen Ëmfeld ze dinn. Dat kann engem elo gefalen oder net gefalen. Dat anert, wou mir einfach manner attraktiv si wéi déi dote Länner, ass de ganze Volet vun der Talent Attraction, an dofir mengen ech awer, ausserhalb vun deenen internationalen Ursaachen, wou ech Är Positioun deelen, ginn et awer och strikt lokaler. An do kënne mer eis staark verbesseren an do wollt ech awer nach eng Kéier d'Fro stellen, wéi Der dann erkläert, datt zum Beispill e Land wéi Dänemark oder och Irland esou vill besser an deenen Indexen do sti wéi mir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, Här Mosar, ech mengen, Dir wësst, deen Index, dat ass e compositen Index, do kommen eng ganz Rei Saachen dra wéi den Effort an der Recherche, wéi och de Logement, d'Infrastrukturen, d'Ëmfeld allgemeng. Ech mengen, dass d'Steierëmfeld, an et sinn och aner Klassementer, déi dat weisen … Haut feelt ganz villen Entreprisen, an ech gesinn dat och, wann ech mat hinne schwätzen … Ech gi jo vill Entreprisë besichen an ech gi mat villen Entreprisen op Wirtschaftsmissiounen. D'Compétition fiscale ass haut net méi den Haaptfacteur. A verschiddene Klassementer daucht dat op fënnefter oder sechster Plaz op. Et ass vläicht méi e Facteur bei der Finanzplaz par rapport zu der, soe mer, reeller Ekonomie, mee et ass bei Wäitem, bei Leiwen net deen eenzegen an a mengen Aen net méi den Haaptfacteur.

Et gëtt iwwerall eenegermoossen eng änlech Fiskalitéit. Mir kréien och deemnächst eng Minimumfiskalitéit fir Multinationallen op 15 %. Ech mengen, dat ass en Ëmfeld, wat sech lues a lues awer iergendwéi apendelt op engem gewëssenen Niveau. Par contre, ech mengen, wou mer kënnen Efforte maachen a wou mer mussen Efforte maachen: Mir hunn eng Ekonomie, déi ëmmer méi rechercheintensiv gëtt. Mir setzen op Segmenter, déi eng ganz héich Valeur ajoutée hunn, dat heescht, eis Recherche, eis R&D kënne mer sécherlech nach méi an d'Luucht setzen.

Mir wëssen och, dass de Logement ëmmer méi zu engem Kompetitivitéitsfacteur gëtt an eiser Defaveur. Dat heescht, och do musse mer drugoen. Dat hu mer gemaach. D'lescht Woch hu mer e Mesürepak annoncéiert, och haaptsächlech fir de Constructiounssecteur, dee jo enk domat zesummenhänkt. Ech mengen, och do musse mer dru schaffen. A mir mussen natierlech och bei den Talenter …, do hutt Der Recht, dat ass och e Kompetitivitéitsfacteur. An do hu mer eng Strategie, eng Feuille de route Talent Attraction, déi bei mir am Wirtschaftsministère pilotéiert gëtt, wou eng ganz Rei aner Haiser mat dra sinn. Mir

hunn och viru Kuerzem e Rapport kritt vun der OECD iwwer Skills, dee mer och amgaang sinn ëmzesetzen. An do musse mer dru schaffen, effektiv, engersäits fir Talenter unzezéien duerch zum Beispill verschidde jo och steierlech Ureizer, notamment bei de Startuppen, awer och doduerch, dass mer an eisen eegenen Educatiounssystem investéieren, fir déi Talenter och ze forméieren, déi mer brauchen an eiser Ekonomie, an och fir Talenter vu baussen, héichspezialiséiert Talenter insbesonnesch an den ITC, insbesonnesch an den technologesche Secteuren an an der Recherche, heihinner ze bréngen. An do schaffe mer drun, dat ass Work in progress an da sinn ech iwwerzeegt, dass mer och hei dee gewësse Retard, wann een esou wëll – et muss een dat och ponderéieren an deem ganzen Indice –, dann och rattrapéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

11. 7930 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun

Mir kommen elo zum Projet de loi Nummer 7930 iwwert d'Aféiere vun engem Hëllefsprogramm, dee wichteg Projete vun europäeschem Interesse soll förderen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet, deen ech Iech elo virstellen, geet et ëm déi sougenannt IPCEI, Important Projects of Common European Intrest, also ëm wichteg Projete vu gemeinsamem europäeschem Interêt.

Et handelt sech dobäi ëm en europäesche Mechanisme, fir d'Innovatioun a strateegesch wichtegen Industrien ze promovéieren duerch transnational europäesch Projeten. Et handelt sech net ëm en europäesche Finanzprogramm, mee dee Mechanisme hei autoriséiert d'Memberstaaten, fir Initiativen ze finanzéieren, déi iwwert dat erausginn, wat déi europäesch Reglementatioun a puncto Aides d'État virgesäit.

D'Entreprisen, déi dobäi wëlle matmaachen, mussen ënner anerem beweisen, datt et e Projet vun technologeschem Leadership ass an et muss och eng Kooperatioun natierlech gi mat aneren europäesche Leaderen an deem Secteur, mam Zil, fir eeben déi ganz Chaîne de valeur an Europa ze developpéieren. Et geet hei natierlech drëm, fir Europa fit ze maache fir déi grouss Erausfuerderunge vun eiser Zäit, ëm d'Energietransitioun, d'Digitaliséierung, d'Klima, dorëm, de Retard ofzebauen, deen déi europäesch Industrie hei par rapport zu anere Länner awer nach huet, beispillsweis a puncto Produktioun vu Waasserstoff, vu Batterien, vu Microchippen, vu Cloud-Servicer oder Projeten am Beräich vun der Santé.

De Fait, dass hei déi europäesch Zesummenaarbecht promovéiert gëtt, huet direkt e puer Virdeeler. Éischtens kënne mer, wéi gesot, zesummen den technologesche Retard vun der EU behiewen. Duerch déi Zesummenaarbecht gëtt d'EU méi resilient, méi staark, méi wettbewerbsfäeg, manner ofhängeg. Zweetens wäerten déi gemeinsam Projeten derzou bäidroen, d'EU-Objektiver vu Green Deal an Next-Generation-EU anzehalen, voire d'EU-CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, de Klimawandel ze bekämpfen. An drëttens, a sécherlech net zulescht, schafen esou grouss Projete selbstverständlech wichteg Aarbechtsplazen an droen zum Wuelstand bäi.

Gutt duerchgefouert, sinn dës IPCEI also eng Chance fir d'EU an och fir Lëtzebuerg. Et läit natierlech an eiser Verantwortung, fir ze garantéieren, datt déi Projeten och eng gesellschaftlech Plus-value hunn an datt negativ Auswierkungen op déi sozial Gerechtegkeet oder d'Ëmwelt minim bleiwen.

Inspiréiert gouf sech bei dësem Projet de loi un enger Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun vun 2014, déi virun zwee Joer nach emol aktualiséiert gouf, iwwert d'Krittären op Basis vun deenen d'EU-Kommissioun decidéiert, ob dee respektive Projet sech als IPCEI qualifizéiert an ob de Finanzement kompatibel ass mat der Reglementatioun iwwert d'Staatshëllefen.

Mat dësem Gesetzesprojet ginn déi national Betriber, déi un esou engem wichtege Projet vu gemeinsamem europäeschem Interêt deelhuele wëllen, ënnerstëtzt. Et geet drëm, iwwert de Moyen vun engem oppenen Appel à projet déi bescht Projeten ze identifizéieren an ze kofinanzéieren.

Dës Hëllefen ënnerscheede sech natierlech vun anere Subventiounen. Et geet, wéi gesot, net drëm, fir Betriber, déi finanziell Problemer hunn, ënnert d'Äerm ze gräifen, mee am Géigendeel ginn eeben déi Entreprisen ënnerstëtzt, déi sech bei deene wichtegen europäesche Projeten engagéiere wëllen.

Hei huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet schonn Intressi u Projete gewise, déi d'Cloud-Infrastruktur an d'Cyber Security verbessere sollen. Virun engem Joer huet Lëtzebuerg sech och fir e Projet am Beräich vun der Santé engagéiert, deen zum Zil huet, déi medezinnesch Technologien a Produiten no der Covid-Pandemie ze verbesseren.

Dëse Gesetzesprojet schreift virun allem den Effet incitatif grouss. Dat heescht, et soll virun allem eeben drëm goen, nei Projeten ze encouragéieren, fir datt Lëtzebuerg a ganz allgemeng Europa an Zukunft besser opgestallt sinn. Dës Base légale ass also wichteg, fir datt mer prett sinn, wa sech Geleeënheete fir eis Betriber erginn, quitte datt den administrativen Opwand fir d'PMEen natierlech hei considerabel ass an och ganz decourageant ka sinn.

Zu den Avisen: D'Chambre de Commerce begréisst de Projet de loi, si erënnert awer och drun, dass et um Enn d'Europäesch Kommissioun ass, déi driwwer decidéiert, ob d'Hëllefe fir d'Entreprisë konform mam Bannemaart sinn. An hirem zweeten Avis begréisst d'Chambre de Commerce d'Amendementer, déi geholl goufen.

De Staatsrot kritiséiert a sengem éischten Avis, datt de Projet ze breet ausgeluecht war an den zoustännege Ministeren ze vill Spillraum ginn hätt, dowéinst goufen et dräi Oppositions formelles. Eng véiert Opposition formelle huet den Artikel 11 betraff, well et hei zu Widdersprech am Bezuch op d'staatlech Hëllefe komm ass, wat zu enger Insécurité juridique gefouert hätt. A sengem zweeten Avis stellt de Staatsrot fest, datt mat den Amendementer vun der Kommissioun d'Bedenke vu virdru gekläert goufen. Par conter gëtt awer nei Kritick formuléiert um Terme „entre autres", dee fir ze vill Onkloerheet géif suergen. D'Kommissioun huet och hei de Bedenke vum Staatsrot Rechnung gedroen an deen Deel gestrach.

Voilà, fir méi Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Francine Closener villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci och un d'Madamm Closener fir deen exzellenten, kuerzen, awer prägnante Rapport. Ech kann och direkt soen, datt mer dee Projet hei wäerte matdroen. Dee Projet – an dat ass elo erkläert ginn – geet a sech vun enger méi intensiver europäescher Kooperatiounspolitick aus, wat a sech eng gutt Saach ass.

Ech soen Iech awer och direkt, datt ech perséinlech um Meerwäert vun esou engem Projet zweiwelen, well ech mech wierklech froen, wéi vill Entreprisen hei bei eis am Land dann iwwerhaapt jee wäerten an d'Situatioun kommen, fir an esou enger internationaler Kooperatioun matzemaachen a fir dann och an de Genoss vun den Hëllefen ze kommen.

An erlaabt mer dofir och, vun dëser Geleeënheet ze profitéieren, fir trotzdeem e puer Wuert ze soen iwwert déi aktuell Politick um Niveau vun der EU, notamment wat déi nohalteg Energië betrëfft. Wann ee sech esou e bësselchen ëmhéiert – an ech hunn elo nach just virdrun e längeren Artikel an engem däitsche Medium gelies, wou se wierklech feststellen, datt ëmmer méi däitsch Betriber, notamment an deem dote Beräich nohalteg Energien, net nëmmen Däitschland verloossen, mee d'gesamt Europäesch Unioun Richtung haaptsächlech Vereenegt Staaten delokaliséieren, zum Deel och an Asien ginn –, muss ech mer wierklech d'Fro stellen, ob déi Politick, déi am Moment um Niveau vu Bréissel gemaach gëtt, déi richteg ass, fir kompetitiv ze sinn um Niveau notamment vun der Transition énergétique.

An ech froe mech, ob d'Politick vun den USA net weesentlech méi effizient ass, fir esou Entreprisen unzezéien. D'Amerikaner setzen op komplett Technologieoppenheet, d'Amerikaner setzen op massiv Steiererliichterunge fir Entreprisen. Zu Bréissel gi mer éischter an eng Richtung vu Subventiounen. Mir hunn nach ëmmer e Konkurrenzrecht – an ech weess, datt den Här Fayot dat d'selwecht gesäit –, wat absolutt net méi an déi aktuell Gegeebenheete passt. Ech muss Iech einfach soen: Ech sinn am Moment net ganz optimistesch, wat déi europäesch Politick betrëfft, an ech hoffen, datt mer net an der Europäescher Unioun an deenen nächste Méint a Jore wäerten eng ganz grouss Delokalisatiounswell gesinn, déi dann och leider Gottes kéint Lëtzebuerg betreffen.

Dat gesot, ginn ech awer hei den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Och vun eiser Säit aus gi mir den Accord zu dësem wichtege Projet. Ech wollt och vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Madamm Rapporteur Merci ze soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht. Mir als Demokratesch Partei ënnerstëtzen natierlech dëse Projet ganz staark a mat Iwwerzeegung, well – wéi mer alleguer wëssen – mir liewen an enger Welt vum Ëmbroch, engem energeeteschen Ëmbroch, engem Ëmbroch op ville Pläng, och op infrastrukturelle Pläng, an et ass natierlech an deem do Kontext wichteg, datt d'Länner erkennen, datt et sech lount, zesummenzeschaffen. Wann een zesummeschafft, da kann ee vun deem aneren – am gudde Sënn vum Wuert – profitéieren, vu sengem Wëssen, sengem Knowhow. Do kënnt et also zu positiven Effekter. Ech wier also emol a priori optimistesch, wat deen heite

Projet ugeet. Et muss een et jiddefalls preparéieren a probéieren, soudatt et zu enger Kooperatioun ka kommen, enger Kooperatioun, déi hoffentlech fructueuse ass.

Ech verstinn dem Här Mosar seng Bedenken a seng Kriticken. Et bleift ofzewaarde mat engem gewëssene Recul an der Zäit, deen ee sech awer muss ginn, ob dat, wat hie fäert, och an deem Mooss wäert antrieden. Dat ass elo u sech schwéier ze soen. Mee et ass richteg, et kéint ee jiddefalls dervunner ausgoen, datt net alles gléckt, wat mer eis vläicht elo hei virhuelen. Tatsaach ass awer, dass mer a gewëssene Beräicher en notabele Retard hunn, a strateegesche Beräicher, wou mer och a Konkurrrenz sti mat anere Kontinenter, anere Länner, déi mindestens esou fortschrëttlech si wéi mir, an dofir ass déi Zesummenaarbecht eeben enorm wichteg.

Bref, mir sollten deem Projet hei eng Chance ginn, an domadder och deene Betriber, déi sech hei wëllen ..., also deene Lëtzebuerger Betriber, déi sech hei an dësem Kader wëlle mat investéieren.

Dat gesot, ginn ech nach emol den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An als nächste Riedner steet déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova prett.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wierklech immens villes scho gesot ginn. Ech wollt awer just kuerz reagéieren, mee fir d'alleréischt e grousse Merci natierlech un d'Rapportrice fir de schrëftlechen, awer och fir de mëndleche Rapport. A jo, mir hunn e ganz kloert Zil: Mir wëllen eis Ekonomie nohalteg weiderentwéckelen, mam Zil natierlech, 2050 klimaneutral ze sinn an d'Äerderwiermung, just wann et méiglech ass, op 1,5 Grad ze limitéieren. Dat bedeit natierlech: méi Innovatioun, manner Ressourcëverbrauch, méi erneierbar Energien, méi Économie circulaire, an ech kéint nach weiderfueren, mee dat ass elo net direkt de Sujet vun dësem Gesetzesprojet.

Fir dës Transitioun hinzekréien, kënne mir natierlech net just national denken, mee mir mussen international denken, an an dësem Fall natierlech europäesch – d'Stéchwuert ass hei „EU Green Deal". Genau dorëms geet et bei dësem Gesetzesprojet, nämlech dass mir d'Innovatiounskräfte vun onsen Entreprisë grenziwwergräifend notzen an och zesummebréngen. Dës Strategie ass eng eenzegaarteg Geleeënheet, kann ee bal soen, fir méi staark eis Wirtschaft an eis Gesellschaft ze transforméieren an e Europa opzebauen, vun deem jidderee profitéiert.

Europa ass um Wee, fir bis 2050 den éischte klimaneutrale Kontinent ze ginn. Dat bedeit natierlech, net méi Zäregasen ze produzéieren, wéi eis natierlech Ökosystemer kënnen absorbéieren. Et ass dofir wichteg, weider an ëmweltfrëndlech Technologien ze investéieren, fir méi ëffentlechen Transport a méi nohalteg Gefierer ze entwéckelen, mee natierlech och Gebaier an ëffentlech Plaze méi nohalteg a méi effizient opzebauen. Dat bedeit virun allem och, nei Technologië virunzedreiwen, an dofir ass déi digital Transitioun och e wichtege Schratt, fir zum Beispill och Smart Cities virunzebréngen. Och d'kënschtlech Intelligenz kann, wa se richteg agesat gëtt, eis hëllefen, verschidde Problemer unzegoen an och zum Beispill ënner anerem d'Gesondheetsversuergung an den Transport ze verbesseren.

Natierlech gëllt et, dësen Hëllefsregimm elo adequat ze bewerben an och zäitno ze evaluéieren an déi aktuell Enveloppe budgétaire wann néideg natierlech no uewen unzepassen. Mat dësem Gesetzesprojet schafe mir den néidege legale Kader fir eng europäesch Zesummenaarbecht op dësem Punkt, awer och op weidere Punkten.

Dat gesot, ginn ech selbstverständlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun a merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da wär et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Madamm Closener, déi eis de Projet ganz gutt erkläert huet, ëm wat et wierklech geet hei. Et si jo déi Hëllefen an déi Hëllefsméiglechkeeten, déi hei anescht organiséiert ginn, fir technologesch Retarden an aner Saache kënne besser unzepake mat enger Zesummenaarbecht op europäeschem Plang. Alles dat ass gutt, mir ënnerstëtzen dat mat.

Déi Suergen, déi den Här Mosar elo virbruecht huet mat der Delokalisatioun, déi sinn natierlech absolutt justifiéiert. Mir hunn dat scho laang hei ugeschwat an der Chamber, net ëmmer si mer op grousst Versteesdemech gefall, awer et ass einfach esou, datt dat essenziell och mat eiser Energieversuergung ze dinn huet an Europa. Wa mir hei Energie véier- bis siwemol méi deier – d'Fedil hat eis souguer geschriwwe bis zéngmol méi deier – bezuele wéi an den USA, jo, da si mir einfach net kompetitiv a vill Entreprisë riskéieren, Europa ze verloossen. Dat ass einfach esou.

Wa mer also Energiepolitick soen a mir wëlle realistesch sinn a mir wëllen d'Interessie vun eiser Ekonomie berücksichtegen – wat mir eigentlech wëllen och als ADR, awer net mir eleng, ech sinn iwwerzeegt, d'Kolleegen deelen dat hei alleguer –, da brauche mer genuch Energie, bëlleg Energie, steierbar Energie. Dat sinn déi Krittären, déi mer mussen hunn, well soss renne mer wierklech an eng Situatioun, déi eis riskéiert, extreem Problemer hei an Europa ze verursaachen. Mir sinn um Wee dohinner, dofir kann ech och net mat deene Kolleegen d'accord sinn, déi soen: „Mir kënnen nach waarden a kucken, wat geschitt." Nee, mir mussen elo kucken, datt mer déi Weiche richteg stellen, déi eis et erlaben, eis Industrie an Europa ze behalen, wa méiglech de Standuert Lëtzebuerg an de Standuert Europa weider auszebauen an ze kucken, datt mer och eng gewëssen Autonomie a verschiddene Beräicher kréien, déi eis an der Covidkris gefeelt huet.

Also, Industriepolitick, Energiepolitick, dat ass näischt, wat mer kënnen op déi liicht Schëller huelen, näischt, wou mer kënne waarden. Et ass eng Verflichtung, déi mer direkt mussen opgräifen. Ech gesinn dee Projet vun haut och e bëssen als e klengen Deel, eng kleng Kontributioun zu engem Effort, fir an Europa eis industriell Landschaft ze stäerken.

An deem Sënn begréisse mer dat natierlech a mir stëmmen et mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och un d'Rapportrice fir de wierklech gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mat deem heite Gesetz setze mer jo dann e Mechanismus ëm, deen u sech Europa eis erméiglecht. An ech mengen, wann een eng Méiglechkeet kritt, fir Betriber a verschiddene Secteuren, déi besonnesch innovativ sinn, zousätzlech ze förderen, ma da wäre mer u sech – op gutt Lëtzebuergesch gesot – domm, wa mer et net géife maachen. An deementspriechend ass dat heiten dann och e wichtege Gesetzesprojet, datt mer eeben déi Förderung benotzen, fir lëtzebuergesche Firmen eng Zousazchance ze ginn, en zousätzleche wierklechen Ureiz ze ginn, hei zu Lëtzebuerg och nach eng Kéier ze innovéieren an ze investéieren. Well dat ass, mengen ech, d'Zil derhannert, datt aus deenen Investitiounen natierlech nei Aarbechtsplazen an och nei innovativ Produiten entstinn.

Datt dat natierlech elo d'Digitalisatioun, den Transport, d'Santé an d'Energie viséiert, ass eppes, wat, mengen ech, och mam Zäitgeescht anhiergeet, an dat ass, wou mer am meeschten innovativ Betriber brauchen.

Fir eis Piraten ass et ganz kloer: Wa mer innovativ Betriber kënnen ënnerstëtzen, da solle mer et maachen, an dofir fënnt dëse Projet natierlech och eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, merci virop dem Francine Closener fir säi ganz gudde Rapport, et war ganz komplett, deen dann och erlaabt, mech ganz kuerz ze faassen. Dat hei ass effektiv e wichtege Projet, wou mer en Instrument ëmsetzen, mat deem strateegesch europäesch Projete kënne realiséiert ginn. Et ass, mengen ech, e Kand vun der Pandemie an effektiv och vun deem Europäesche Green Deal, vun där Iddi, dass mer eis als Europäer musse méi autonom maachen, dass mer musse méi resilient ginn, manner ofhängeg och a strateegesche Beräicher vun Drëttstaaten, vu Regiounen, déi mer ganz wéineg kontrolléieren, an dofir ass dat heiten e wichtegt Instrument fir esou paneuropäech Projeten. An et ass gutt, dass mer dofir elo eng Base légale hunn.

Et ass och gesot ginn: Mir hunn eng Partie vun deenen IPCEI, wou mer scho matmaachen am Beräich vum Cloud, am Beräich vun der Cybersecuritéit, Gaia-X, wou mer och Chef de file sinn am Beräich vun der Santé, wou mer eng relativ wichteg Roll spillen, an och am Beräich vum Hydrogène.

Den Enjeu hei bei dësen IPCEI – an ech mengen, dat ass och vu verschiddene Riedner ugeschwat ginn –, ass, dass mer och hei eis Plaz fannen als klengt Land an och mat eise Betriber, déi och all Kleng- a Mëttelbetriber sinn, och mat eise Startuppen. Déi mussen hei eng Méiglechkeet hunn, fir bei deenen IPCEI do matzemaachen. An dat ass eppes, wat ech och reegelméisseg um europäeschen Niveau soen a bei menge Kolleegen an der Filière „Compétitivité", dass mer mussen hei Suerg droen, dass dat hei net just eppes ass fir déi grouss Länner, déi grouss Länner mat hire groussen Entreprisen. Déi IPCEI, muss ee soen, sinn effektiv zimmlech bürokratesch, dat heescht, do muss ee vill Pabeieren ausfëllen, vill Formulairen, an dat ass net ganz favorabel eebe fir kleng Länner an och fir kleng Entreprisen, souguer wann ee se ënnerstëtzt iwwer eng Luxinnovation oder iwwert d'Servicer vum Wirtschaftsministère.

An dat ass eng Suerg, déi ech schonn e puermol och der Kommissioun gesot hunn, dass et hei wierklech esou muss sinn, dass all Land och muss kënne matmaache bei deenen IPCEI. A mir hunn Entreprisen an all deene Beräicher, sief et am Beräich vun den erneierbaren Energien, sief et am Beräich vum Tech, sief et am Beräich vum Transport, vun der Santé natierlech, déi hei kënnen eng Valeur ajoutée hunn an esou engem IPCEI, mee et muss méiglech sinn, dass se hei kënnen an der Mesür vun hire Méiglechkeeten – well dat si kleng Entreprisen – matmaachen

an dass déi Projeten dann och akzeptéiert gi vun der Kommissioun. Dat ass effektiv eng Reserv an dat wäerte mer och weiderhi ganz staark um Radar behalen.

Ech wollt och kuerz agoen op dat, wat de Laurent Mosar sot, wou en effektiv e puer Iwwerleeunge gemaach huet iwwert déi aktuell Politick vun Europa am Beräich vun den Erneierbaren, am Beräich vun deem Defi vun der Dekarbonisatioun. Et ass richteg, dass mer do eng Politick ... Mir hu jo am Fong eis decidéiert, fir eis och als Europäer d'Moyenen ze ginn, fir déi Industrien ze entwéckelen, déi mer brauchen, fir erneierbar Energie, fir de ganze Beräich vun der Dekarbonisatioun, dat, wat een insgesamt Cleantech nennt am englesche Slang, fir dat och auszebauen, och als Reaktioun op dat, wat d'Amerikaner gemaach hu mat hirem Inflation Reduction Act, deen näischt mat Inflation ze dinn huet, mee deen awer ganz vill ze dinn huet mat der Capacitéit, fir bei sech doheem eng ganz staark Industrie an deem Beräich opzebauen, well se erkannt hunn, dass dat d'Industrie vun der Zukunft schlechthin ass. Mir hunn en Enjeu weltwäit, fir eis Klimaziler ze erreechen, fir mat den Emissiounen erofzegoen, a mir mussen déi Industrie opbauen a mir musse se schnell opbauen.

Den IRA huet eng ganz Rei Instrumenter. Den Net Zero Industry Act, den Europäer hir Äntwert, huet och eng ganz Rei Instrumenter, déi do virgesi sinn. Et kann een der Meenung sinn, dass dat net wäit genuch geet an net staark genuch ass. Et sinn natierlech nach aner strateegesch Instrumenter wéi de Critical Raw Materials Act, deen och an deem Beräich kënnt. Mir hunn aner Instrumenter wéi de CBAM, d'„Carbon-Leakage-aux-frontières-Instrument", un deem mer amgaang sinn ze schaffen. Dat heescht, do kommen och Saachen, fir eis Industrie hei an Europa ze verankeren an och fir hinnen et ze erlaben, sech hei auszebauen.

Ech mengen, eppes, wat een awer och hei muss gesinn, dat ass, dass et sécher an enger gewëssener Hinsicht eng Konkurrenz gëtt, mee dass et awer och ganz vill Komplementaritéit gëtt. An ech soen dat, well ech virun net allze laanger Zäit och op der Westküst an Amerika war, zu San Francisco, zu L.A., wou och ganz vill vun deenen Entreprisë sëtzen a wou och Investmentfonge sëtzen, déi an déi Entreprisen do investéieren. An et gëtt ganz oft gesinn an Amerika, dass am Fong de Marché fir déi Entreprisen net just Amerika ass oder net just Europa, mee dass mer u sech do e bëssen e gemeinsame Marché hunn an dass mer am Fong ganz änlech Ziler poursuivéieren an am Fong duerchaus och kënnen Entreprisë gemeinsam entwéckelen, déi dann e Standbeen hunn an Europa, zu Lëtzebuerg zum Beispill, an och dann an Amerika sëtze mat engem Deel vun hirer Produktioun oder mat engem Deel vun hirer Recherche.

An ech mengen, dat ass effektiv dat, wat och wäert geschéien, an dat gesäit een och scho bei eis. Mir hunn eng Partie Betriber an deem Cleantech-Beräich, an dem Beräich vun den erneierbaren Energien, vun der Dekarbonisatioun, déi hei formidabel Saache maachen, wéi eng Entreprise SolarCleano. Déi kennt Der vläicht, déi hu Roboteren, fir Solarpanelen ze botzen. Mir hunn eng aner, Circu Li-ion, déi kënne vun deene Lithiumbatterien d'Liewensdauer verlängeren, déi och iwwerall gebraucht ginn an der Elektromobilitéit. An dat sinn Entreprisen, déi international par nature sinn, an déi kënnen duerno hei zu Lëtzebuerg sëtzen an déi kënnen och duerchaus an Amerika sëtzen.

Dat heescht, ech mengen, dofir muss een dat net just duerch de Brëll vun der Konkurrenz gesinn – hei oder dohannen –, mee och heiansdo, mengen ech, vermeert an deem Kontext, wou mer dra sinn, an enger gewëssener Komplementaritéit. Dat ass, mengen ech, e bëssen deen Trend, deen ech gesinn, wou et och higeet. An dann, mengen ech, ass effektiv déi Politick, déi mer maachen als Europäer wäert ..., wa mer natierlech elo fäerdegbréngen, do och déi néideg Mëttelen dropzeleeën, finanziell eis och déi néideg Mëttelen ze ginn an eiser Aidëpolitick, fir déi Innovatioun do ze ënnerstëtzen, dann, mengen ech, kënne mer och do eis Objektiver erreechen.

Ech mengen, dat geet op alle Fall an déi richteg Richtung. Et ass e bëssen eng Saach vun Tempo a vun Dimensioun a vu Scale, wéi ee seet, déi hei muss stëmmen. Mee ech si positiv, dass mer dat och zesumme fäerdegbréngen.

Ech soen op alle Fall Merci fir déi awer breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Wéi gesot, e wichtegt Instrument an där europäescher Politick an och fir dat hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7930. Den Text steet am Document parlementaire 7930[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7930 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Laurent Mosar), M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 8061 – Projet de loi portant sur les préemballages non revêtus du symbole « e » et la vente en vrac dans le secteur de la métrologie légale

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8061 iwwert d'Emballagen, déi keen „e"-Symbol droen. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 8061, engem klenge Projet, ergänze mer d'Reglementatioun ronderëm d'Preemballagen, déi kee Symbol „e" hunn, a mir definéieren d'Vente en vrac.

Bei de Preemballagen handelt et sech ëm e fäerdeg ofgefëllten a verpaakte Produit. D'Zeechen „e" steet fir d'Quantité estimée vun engem bestëmmte Produit a senger Verpackung. Ass d'Zeechen drop, dann heescht dat, dass d'Quantitéit mat europäesch unerkannten Instrumenter gemooss ginn ass. Déi Nominéierung (veuillez lire: Déi Norméierung) a Standardiséierung mécht et méi einfach, d'Produkt innerhalb vun der EU ze verkafen. Et gëtt awer keng Verflichtung, fir d'Zeechen ze benotzen. Am Moment ass awer net gereegelt, wat geschitt, wann d'Zeechen „e" net op der Verpackung drop ass. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt dofir definéiert, wéi eng Ufuerderungen e fäerdeg ofgepaakte Produit anhale muss a wou d'Toleranzgrenze beim Inhalt leien.

Dee selwechten Exercice gëtt dann och fir d'Vente en vrac gemaach, fir déi Produiten also, déi net verpaakt sinn an déi op d'Gewiicht verkaaft ginn. Och hei ass et wichteg, dass déi richteg Instrumenter genotzt ginn, fir dass d'Gewiicht transparent a prezis definéiert ka ginn. Dat ass och néideg, fir de Konsument ze schützen.

Komme mer zu den Avisen: D'Chambre de Commerce begréisst, dass mat dësem Gesetzesprojet e legale Kader fir d'Preemballagen an d'Vente en vrac gesat gëtt. Si bedauert awer, dass et keng Schätzung fir de budgetären Impakt op d'Recettë vum ILNAS gëtt.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis eng Opposition formelle ausgeschwat. Am urspréngleche Projet war nämlech virgesinn, eng legal Basis fir e Règlement grand-ducal ze schafen, an deem dann d'Konditioune fir d'Vente en vrac an d'Preemballagë sollte gekläert ginn. De Staatsrot huet richteg drop higewisen, datt dësen normative Kader duerch e Gesetz muss gestëmmt ginn. D'Kommissioun huet deem Rechnung gedroen, a souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Staatsrot hunn d'Amendementer approuvéiert. Merci dofir!

Den 23. Mäerz 2023 gouf ech als Rapporter designéiert. Merci och dofir! A fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

An der Kommissioun gouf et dann och eng unanime Zoustëmmung, dass et keen Debat zu dësem Projet de loi brauch ze ginn. Ech soen Iech Merci fir d'Matschaffen un dësem Projet a Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Rapporter Carlo Weber villmools Merci a froen d'Regierung, ob se wëllt e Wuert dozou soen.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Nee, Här President. Merci fir de Rapport a fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8061. Den Text steet am Document parlementaire 8061[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8061 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 8122 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau et modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

8123 – Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8122 iwwert d'Restrukturatioun vun der Administration de la gestion de l'eau an de Projet de loi 8123 iwwert d'Restrukturatioun vun der Administration de la nature et des forêts. Déi gemeinsam Riedezäit ass no zwee Basismodeller festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dëse Projets de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sur le projet de loi 8122

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ok, mir maachen dat elo hei ganz nei. Ech hunn tatsächlech vergiess, mäi Rapport ze printen, mee ech hunn e Laptop.

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Ministesch, ech freeë mech, de mëndleche Rapport vun direkt zwee Projets de loi haut kënnen ze maachen. Et ass eng Kéier de Rapport 8122 an eng Kéier de Rapport 8123, wou et ëm d'Reorganisatioun vun der AGE, also der Administration de la gestion de l'eau, an ëm d'Reorganisatioun vun der Administration de la nature et des forêts, also d'ANF, geet.

En gros geet et drëm, béid Administratioune méi effikass ...

(Brouhaha)

Bon, en gros geet et drëm, béid Administratioune méi effikass ze gestalten. Ech ginn natierlech op den Detail vum Rapport an. Ech wäert versichen, d'Gemeinsamkeete vun deenen zwee Gesetzestexter zesummen ze erklären, an do gëtt et zwou kleng Dispositiounen, déi déi zwee Gesetzestexter da vuneneen ënnerscheeden, dorobber wäert ech dann och agoen.

Also, wat den éischte Gesetzestext 8122 iwwert d'AGE ubelaangt, do ass 2020 en Audit gemaach ginn. An eng vun de groussen Erkenntnisser, déi do erauskomm sinn, dat ass, dass et un enger organisatorescher Flexibilitéit mangelt. Déi véier Divisounen – also dat sinn d'Divisioun vun der Hydrologie, vun der Protection des eaux, vun den Eaux souterraines a vun den Eaux potables a vum Laboratoire –, sou wéi am Gesetz vun 2004 virgesinn, déi sinn historesch gewuess a sinn aus Servicer vun anere Ministèren oder Administratiounen zesummegefouert ginn. Si sinn awer net méi de Besoine vun haut ugepasst.

Wat mer haut brauchen an eisen Administratiounen, ass, dass mer net méi weider u Strukture festhalen, déi Silosdenke favoriséieren. Mir mussen e Maximum u Kommunikatioun kënnen assuréieren tëscht de Servicer an, wou et méiglech ass, natierlech dann och Synergië schafen. Duerfir ass et wichteg, dass mer e Kader stiechen, deen transversaalt Schaffen ënnerstëtzt.

Ausserdeem bäisst sech déi aktuell Struktur mam Gesetz vun 2015 iwwert de Statutt vun de Fonctionnairen. Dëst Gesetz vun 2015 gesäit nämlech vir, dass den Direkter oder d'Direktesch responsabel ass fir d'Exekutioun vun der Gestioun vun enger Administratioun. Deementspriechend wier et dann och un him oder hir, fir den Organigramm an d'Aarbechtsorganisatioun vun deenen Administratiounen auszestellen, déi dann och vum zoustännege Minister géif validéiert ginn. De fixe Kader, dee mer awer elo hunn, léisst dat bis elo net zou, obwuel entre-temps nei Servicer geschafe gi sinn, déi bis elo net am Gesetz festgehale sinn.

Wat gesäit de Projet de loi also elo vir? E gesäit vir, d'Gesetz vun 2004 ze vereinfachen, méi flexibel ze gestalten. Dofir gëtt an Zukunft dervun ofgesinn, am Gesetzestext déi spezifesch Attributioune vun all Service oder Divisioun festzeschreiwen. Domadder gëtt dann och séchergestallt, dass d'Administratioun flexibel bleift, fir sech neien Ufuerderungen oder neien Domänen unzepassen.

Och gëtt da séchergestallt, dass am Text d'Unzuel vu Fonctionnairen an der Administratioun net méi no uewe limitéiert ass – wat natierlech net heescht, dass elo illimitéiert kann agestallt ginn, well d'Personaldecken ultimement elo all Joer via Loi budgétaire festgehale gëtt.

Den Text schaaft och en zweeten Directeur-adjoints-Posten, fir dem Fait Rechnung ze droen, dass d'Missiounen an d'Ressourcë vun der Administratioun staark an d'Luucht gaange sinn iwwert d'Joren. Hei wollt ech drop hiweisen, dass dat dee Punkt ass, dee spezifesch fir dëse Projet de loi ass an deen also net fir den Text vun der ANF gëllt, well déi haut schonn zwee Sousdirekteren huet.

Dann zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Projet de loi ass den 21. Dezember 2022 deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 16. Mee ofginn. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics louch den 23. Februar vir an dee vun der Chambre de Commerce den 30. Mäerz. De 24. Mee hu mer de Projet an der Kommissioun analyséiert an de Rapport hu mer elo de 26. Juni ugeholl.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sur le projet de loi 8123

Da kommen ech zum zweete Gesetzestext, wéi gesot, deem vun der ANF, 8123. Hei si mer a genau der selwechter Demarche vun engem Audit, dee gemaach ginn ass, an do verweisen ech da wierklech op déi genee Ausféierunge vum viregte Projet de loi. Logescherweis si mer dann hei och zu de selwechte Konklusioune komm, an dëse Projet de loi verfollegt also en gros dat selwecht Zil.

Bei dësem Projet de loi gëtt et awer och ee Punkt, dee spezifesch fir dësen Text ass. Dat ass dee vun den Dispositiounen, wat de Port d'armes vun den Agenten ubelaangt. Den Text, dee mer haut elo stëmmen, dee preziséiert, dass d'Benotze vun der Waff autoriséiert ass fir d'Erléise vu blesséierten Déieren, d'Erschéisse vun invasiven Déierenaarten an a Fäll vu legitimmer Defense.

An och hei zu den Aarbechten an der Kommissioun: Hei ass den Text den Dag drop, den 22. Dezember 2022, deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 16. Mee ofginn, an deem e sech allerdéngs net averstane gewisen huet mat den Dispositiounen, wéi se formuléiert ware ronderëm de Port d'armes. Den Avis complémentaire vum Conseil d'État hu mer den 20. Juni kritt. Mir sinn doropshin der Propositioun vum Conseil d'État nokomm, wat d'Notioun vun der „légitime défense" ubelaangt, soudass déi Fro dunn och gekläert war. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés public louch den 23. Februar vir, dee vun der Chambre de Commerce och den 30. Mäerz an da krute mer nach den 8. Mee en Avis vun der Association des universitaires au service de l'Administration de la nature et des forêts. Dat alles hu mer de 24. Mee an der Kommissioun analyséiert an de Rapport hu mer och wéi deen aneren elo de 26. Juni ugeholl.

Der Komplettheet halber wéilt ech awer och nach drop agoen, dass mer an der Kommissioun nach d'Diskussioun hate bei dësen zwee Projets de loi, wat d'Qualifikatiounen oder den Ofschloss vun den Direktiounsposten ubelaangt. Den Text, dee gesäit vir, dass een e Master oder en Equivalent muss hunn, fir eligibel ze si fir esou e Posten. An do huet deen een oder deen anere Member an der Kommissioun d'Fro opgeworf, ob et net awer sënnvoll gewiescht wier festzehalen, dass déijéineg Persoun sollt eng Ausbildung an deem Beräich hunn, wou se herno och da Responsabilitéit iwwerhëlt, fir ze evitéieren, dass zum Beispill e Metteur en scène ka Member vun der Direktioun ginn.

Hei ass awer ze soen, dass et hei virun allem wichteg war, sech wierklech déi néideg Flexibilitéit ze loosen, well et och emol Leit gëtt, déi zwar net onbedéngt deen Diplom hunn an trotzdeem kéinte fir dee Posten a Fro kommen, well se laang Beruffserfarung hunn, déi si dofir qualifizéiert. Oder et gëtt och Leit, déi aner Qualifikatiounen hu fir esou en Direktiounsposten, déi och emol kënne gebraucht ginn. Ech denken do zum Beispill u Qualifikatiounen am Managementberäich oder am Statistikberäich – vläicht kann d'Madamm Ministesch eis herno och nach aner Beräicher soen –, well mëttlerweil eeben an esou groussen

Administratiounen och aner Kenntnisser kënne gefrot si wéi forcement just aus deem spezifesche Secteur. Fir sech déi néideg Flexibilitéit also ze halen, ass den Text hei oppe formuléiert ginn.

Wéi gesot, déi zwee Texter leie ganz no beieneen, mat deenen zwou Spezifissitéiten, déi ech opgezielt hunn: d'AGE, déi en zweete Sousdirekter kritt, an d'ANF, wou de Port d'armes gereegelt gëtt.

Da wéilt ech just zum Schluss preziséieren, dass mer nieft dësen zwou Administratioune jo och nach eng drëtt Administratioun hunn, nämlech d'Administration de l'environnement. An déi Reorganisatioun, déi mer elo hei virhuele fir d'AGE an d'ANF, déi refletéiert dann och d'Reorganisatioun, déi schonn 2016 an der Administration de l'environnement duerchgefouert ginn ass.

Zum Schluss: Voilà, ech mengen, mir waren eis alleguerten eens, mir brauche performant Administratiounen, déi hire Missiounen och kënnen nokommen. Ma grad am Environnement an am Klimaberäich schwätze mer vun engem Beräich, wou de Klimawandel an de Biodiversitéitsverloscht eis wierklech op eng alarmant Aart a Weis virun Aen halen, dass mer wëssenschaftlech an evidenzbaséiert musse schaffen, wa mer wierklech schnell wëlle weiderkommen. An dat fonctionéiert awer just, wa mer interdisziplinär schaffen, a genee dat gëllt eeben och fir eis Administratiounen.

Natierlech si mir Gréng derfir, dass dës Administratiounen deementspriechend gestäerkt ginn, an domadder gi mir natierlech dann och den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Ech soen Iech villmools Merci fir dat konstruktiivt Matschaffen a fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Och villmools merci der Madamm Rapportrice fir den ausféierleche Rapport. Ech ka mech och ganz kuerz halen. Mir sinn och fir eng méi effikass Verwaltung – oder fir méi effikass Verwaltungen. Als CSV si mer awer och der Meenung, datt Direktioune vun enger Verwaltung och mussen e gewëssent Fachwëssen hunn iwwert dat, wou se u sech herno decidéieren.

E bëssen iwwerspëtzt gesot: D'Direktioun vun der Forstverwaltung, mengen ech, muss eng Buch vun enger Eech oder vun engem Dännebam ënnerscheede kënnen oder se muss zumindest eppes iwwer nohalteg Bëschwirtschaft kennen. Vill betraffe Leit dobaussen hunn nämlech d'Gefill, datt ganz vill Leit iwwer si decidéieren, iwwer hire Beruff decidéieren, déi u sech net esou vill Anung dovunner hu wéi si selwer, an dat ass net gutt an da ginn och vill Saachen net akzeptéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mat dësem Gesetz ass hei ass d'Dier ganz grouss opgemaach ginn ... Ech mengen, d'Madamm Rapportrice huet gesot, et kéinten och Statistiker agestallt ginn. Jo, et kéinten och Statistiker agestallt ginn, ech mengen awer net, datt déi hei op der richteger Plaz wären. Zumindest misst an der Direktioun Fachwëssen do sinn. Et gëtt just e Master gefrot, an den Avis vun den Universitaires au service de l'Administration de la nature et des forêts huet dat am Prinzipp ganz kloer beschriwwen. Si hu geschriwwen: „L'administration de la nature et des forêts est une administration technique dépendant du ministère ayant l'environnement dans ses attributions. Dès lors une connaissance spécifique notamment dans le domaine de la gestion de l'environnement naturel au sens large est une condition sine qua non pour diriger cette administration."

A si hunn och eng Propos gemaach, an ech fannen déi Propos wär richteg gutt gewiescht, wa mer déi hätte kënnen iwwerhuelen an deenen zwee Gesetzer. Hei ass eeben elo d'Propos vun der Forstverwaltung: „Pour être nommés par le Grand-Duc aux fonctions de directeur respectivement de directeur adjoint, [...] les candidats doivent être détenteurs d'un diplôme de master reconnu en sciences naturelles, ou d'un diplôme de master et d'une expérience reconnue en sciences naturelles", an: „Au moins un des fonctionnaires A1 de la direction (directeur ou adjoint) devra avoir une spécialisation dans le domaine de la sylviculture." Well deem Ganzen hei awer net Rechnung gedroe ginn ass, wäerte mer eis bei dësen zwee Projet-de-loien enthalen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den nächste Riedner ass schonn ënnerwee. Den Här Gusty Graas huet elo direkt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Waasserverwaltung ass jo u sech nach eng relativ nei Verwaltung. Déi datéiert vum Joer 2004. Ech ka mech nach ganz gutt erënneren, wéi déi hei kreéiert ginn ass. An zwar hate mer do och e puer Diskussiounen, well se nämlech am Interieur ugesidelt gi war. Dat war ënnert der CSV/DP-Koalitioun. Bon, eng Partei huet awer éischter drop gehalen, dass se sollt am Interieur ugesidelt ginn. Dat huet net jidderengem gefall, ënner anerem mir och net, mee bon. De qualitativen Aspekt soll ouni Zweifel priméieren, wa mer vum Waasser schwätzen, net de quantitativen, also ass et ganz evident, datt eng Waasserverwaltung an den Environnement gehéiert. Dat ass jo dunn och mam Regierungswiessel 2013 geschitt an dat ass och richteg esou.

Ech mengen, de Waasserschutz ass ouni Zweifel eng ganz wichteg Missioun. Mir sollen do och ganz éierlech sinn: Mir hunn nach vill Aufgabe virun eis. Wa mer zum Beispill d'Qualitéit vun eise Gewässer huelen, dann ass déi net onbedéngt berauschend – fir net méi ze soen. Mir hunn nach eng ganz Rei Defiziter. Mir hu praktesch keng Baach méi, kee Floss méi, wou ee ka vun enger akzeptabeler Qualitéit schwätzen. Mir wëssen, datt eis Kläranlagen zum gudden Deel nach Nachholbedarf hunn – Stéchwuert véiert Klärstuf –, wou jo zwar ganz vill Iwwerleeunge gemaach ginn, wou och d'Pläng amgaang sinn, ausgeschafft ze ginn. An dat ass och gutt esou, dat ass och richteg esou, mir mussen awer do nach ganz vill investéieren. Leider kommen nach ëmmer vill ze vill Friemstoffer an eis Gewässer.

Da kënnt natierlech de Phenomeen vum Klimawiessel och derbäi, deen eng ganz Rei nei Problemer mat sech bréngt. Duerfir ass et och elo gutt, datt mer déi Waasserverwaltung elo u sech straffen, datt mer hir Missiounen nach méi kloer definéieren, dann d'Recht op Kontrollen, wat méi spezifiéiert gëtt. Effektiv, d'Kontrolle sinn extreem wichteg. Besonnesch wann et eng Pollution accidentelle ass oder eng Pollution diffuse, ass et vu grousser Importenz, datt esou séier wéi méiglech um Terrain och do reagéiert gëtt. Natierlech wësse mer, datt déi Verwaltung an och déi, iwwert déi mer herno nach schwätzen, Personalmangel hunn – doriwwer eraus natierlech och nach aner Verwaltungen. Et ass also wichteg, dass se beschtméiglech opgestallt ginn.

Bon, ech kommen natierlech dann och net derlaanscht, fir eng Remark ze maachen iwwert déi Qualifikatioun, déi virausgesat gëtt, fir den Direkter respektiv déi zwee Sousdirekteren, wou do jo just e Master gefuerdert gëtt. Ech muss soen, datt dat awer trotzdeem – an d'Rapportrice huet et jo gesot – zu Diskussioune gefouert huet. An ech fannen et och net schrecklech glécklech, datt mer do einfach nëmme vun engem Master schwätzen. Dat heescht, theoreetesch kann also och en Theolog oder e Museker Direkter vun der Waasserverwaltung ginn, woubäi ech guer näischt, Här Galles, géint en Theolog soen oder géint e Museker, mee ech bleiwen awer och der Meenung, datt awer soll eng Fachkenntnis hei virausgesat ginn. Ech hoffe jiddefalls, wa mer de Choix musse maache vun engem Direkter respektiv engem Sousdirekter, datt do awer ganz kloer Krittären dee Moment awer festgehale ginn. Et wier vläicht awer e bësse méi glécklech gewiescht, wa mer dat och am Gesetz esou zréckbehalen hätten.

Wat och gutt ass, ass, datt och elo effektiv keng Limitt fir d'Personal gesat gëtt, well, wéi gesot, déi zwou Verwaltungen ouni Zweifel nach mussen opgestockt ginn. De Conseil d'État hat eng Iddi do proposéiert, déi fannen ech net onbedéngt ganz glécklech. En huet gemengt, datt ee kéint vläicht eng ganz Verwaltung maachen, wou een déi dräi Aspekter géif zesummesetzen. Ech géif dat keng gutt Iddi fannen. Ech fannen et och richteg, datt mer nach wie vor dräi verschidde Verwaltungen ënnert dem Ministère de l'Environnement lafen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wat elo déi nei – bon, déi nei? –, jo, déi reorganiséiert Natur- a Forstverwaltung ubelaangt, och do kann een änlech Remarke maachen. Ech mengen, et ass och gutt, datt en Audit gemaach ginn ass. Et ass gutt, wann emol eng Kéier vu baussen een analyséiert, wéi eppes fonctionéiert. Do si vläicht éischter Schwaachstellen, déi opfalen, wéi wann dat awer Leit vu banne maachen. Et ass wéi bei der Waasserverwaltung jo och bei der Forstverwaltung an Naturverwaltung, datt do eeben nei Aufgaben derbäikommen. Ech mengen, och um Niveau vum Naturschutz stelle sech extreem grouss Erausfuerderungen an den nächste Joren. Mir wëssen, datt och do ganz vill Problemer bestinn, Stéchwuert Biodiversitéit, déi jo ouni Zweifel net onbedéngt zougeholl huet, mee éischter nach ofgeholl huet.

Mir wëssen och, datt mer um Niveau vun der Gestioun vun de Bëscher nach Problemer hunn, dofir waarde mer jo och op dat neit Bëschgesetz, wat jo misst och eng Verbesserung da mat sech bréngen. Och hei, wéi gesot, nach eng Kéier déi selwecht Remark, wat eeben d'Qualifikatioun vum Direkter a vun deenen zwee Sousdirekteren ubelaangt. An och hei wëll ech op den Avis vun UNF, also den Universitären an der Natur- a Forstverwaltung, hiweisen.

Vläicht zum Schluss nach eng kuerz Remark och zum Artikel 7, wou et jo ëm de Besëtz vun de Waffe geet. Och dat ass jo elo hei méi explizitt erkläert, wat och ganz wichteg ass, well et u sech jo dann net dierft zu enger Feelinterpretatioun féieren. Wéi gesot, mat deem eenzege klenge Bemoll do ass d'DP awer mat deenen zwee Gesetzesprojeten hei d'accord, an ech soen awer och ofschléissend der Rapportrice nach Merci fir hir verschidde Rapporten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Wuert direkt d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wäert mech wierklech ganz kuerz halen. Ech

wéilt awer fir d'éischt emol der Rapportrice e ganz grousse Merci soe fir hire Rapport. An da wollt ech eigentlech just soen, dass mir als LSAP komplett hannert der bürokratescher an der administrativer Vereinfachung stinn, déi dës zwee Gesetzer eigentlech mat sech bréngen. Duerfir ginn ech dann och den Accord mat Iwwerzeegung vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup.

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | U mir?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A, ech hunn hei „Här Fred Keup" stoen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Et war elo e bësse méi schnell gaangen. Et wäert och bei mir schnell goen. Och mir si fir effikass Verwaltungen, a bei dësen zwou Verwaltungen ass dat sécherlech mat dësem Projet och hei eng gutt Iddi. Allerdéngs kann ech mech deem uschléissen, wat virdrun och hei d'CSV gesot huet: Et ass net logesch, dass een net dervu profitéiert, fir hei an d'Gesetz dranzeschreiwen, plus/minus awer a wéi eng Richtung e Master soll goe fir déi Leit, déi an den Direktioune vun deene Verwaltunge wäerte vertruede sinn.

Mir hate schonn emol virun enger Zäitchen eppes Änleches. Ech mengen, deemools ass et gaangen ëm d'Direktioun an der Hotelsschoul, wann ech mech net ieren. An ech fannen, mir sollten dorop oppassen, dass déi Leit, déi beim Staat an den Direktioune sinn, och eppes vun deem Fach kenne respektiv eppes studéiert hunn, wat mat deem Theema ze dinn huet, ëm dat se sech këmmeren. Ech mengen, ech war och Proff an engem Lycée an ech hätt net gär gehat, wann ech en Direkter gehat hätt, dee wierklech ni Schoul gehalen hätt an eeben och net selwer Proff gewiescht wier.

Duerfir wäerte mer eis bei dësem Gesetz enthalen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dann … Ech hunn zwar d'Madamm Oberweis net hei stoen, mee si kuckt mech esou, wéi wa se eppes wéilt soen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, effektiv. Also, meng Kolleegin, d'Myriam, ass net méi do, mee ech sollt eppes fir si soen, an zwar, dass mer de Projet matstëmmen. Ech hätt just eng, zwou Remarken. Dofir, ech hale mech ganz kuerz. Mir bedaueren effektiv, dass an der Lescht oft privat Auditsentreprisen d'Reformvirschléi de facto mat ausschaffen, a mir mengen, fir d'Zukunft wär et eigentlech méi sënnvoll fir den Erfolleg vun esou Restrukturatiounen, wann d'Fonctionnairen an d'Employéen u sech selwer matschwätze kéinten an d'Reformvirschléi och kéinte mat ausschaffen, eventuell souguer mam Input vun Externen, déi mat der respektiver Verwaltung och zesummeschaffen. Et si jo och déi, déi hir Servicer a Besoinen och am beschte kennen an als Éischt feststellen, dass e legale Kader net méi den Erausfuerderunge gewuess ass.

Trotzdeem stëmme mir dat heiten natierlech mat. Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. An dann ass de leschte Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Stéphanie Empain fir de gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och mir sinn averstanen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An dann huet d'Wuert d'Madamm Ëmweltministesch.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci fir dës Geleeënheet, nach eng Kéier kuerz op déi Projet-de-loien anzegoen. D'Zil – an et ass schonn eng Kéier ugeklongen – vu béide Gesetzer ass et, dësen zwou Verwaltungen à l'image vum 2016er Gesetz vun der Ëmweltverwaltung e méi flexibele Kader ze ginn, e Kader, an deem souwuel d'Waasserverwaltung wéi och d'Naturverwaltung hir Missioune méi effizient an zur Zefriddenheet vun der Allgemengheet kënnen erfëllen.

Dir wësst et, mir si mat dräi planetäre Krise konfrontéiert als Gesellschaft, dat ass d'Klimakris, d'Biodiversitéitskris, awer och d'Pollutiouns- a Ressourcëkris. Doraus ergëtt sech – an net nëmmen dorauser – eng immens Theemevillfalt, déi mer musse kënne bewältegen, engersäits mat staarken Ekippen an eisem Ministère, mee awer och an deenen dräi Verwaltungen. An déi Theemevillfalt an och dee Kontext evoluéiert. Do gëtt et eng gewëssen Dynamik, souwuel um internationale Plang wéi och um europäesche Plang, an dofir brauche mer och déi Flexibilitéit. Dat hunn ech och aus eegener Erfarung a mengen néng Joer bei der Ëmweltverwaltung ganz kloer matkritt.

Wéi schonn ugeklongen ass, hu mer konform zum Regierungsprogramm Audite gemaach fir déi zwou Verwaltungen, dat war 2020, och à l'image vun deem, wat deemools gemaach ginn ass bei der Ëmweltverwaltung. An ech kann awer och hei verschidde Leit berouegen: Wann esou Audite gemaach ginn, ginn à la fois natierlech Leit befrot aus der Gesellschaft, Acteuren, déi wichteg sinn an déi vill mat deene Verwaltungen ze dinn hunn – dat heescht, dat ass net am stillen Kämmerlein gemaach ginn, an natierlech gi bei der Reorganisatioun duerno a bei der Ausschaffung vun deene Gesetzestexter och d'Ekippe vun deenen eenzele Verwaltunge mat implizéiert. Dat ass och ganz wichteg. Eng Verwaltung kann net funktioniere mat enger Top-down-Approche eleng, dat ass evident.

Voilà, mir brauchen also eng méi flexibel Grondlag, déi och da komplementär ass zum Beamtestatuttsgesetz, dat jo och säit 2015 ganz kloer Virgabe gëtt. Dat heescht, mir konnten och déi Gesetzer, déi wierklech déi eenzel Verwaltungen nach definéieren, souzesoen entschlacken an op dat Weesentlecht reduzéieren. Et ass kloer, dass säit dem Gesetz vun 2015 iwwert de Beamtestatutt d'Verantwortung bei der Direktioun läit, fir den Aarbechtsprogramm opzestellen, awer och den Organigramm, déi duerno vun der Ministesch oder vum Minister da validéiert ginn. Dat ass ganz kloer esou, an et ass och wierklech do, wou ech géif soen, wou d'Musek spillt.

Wéi gesot, mir hunn eis Erfarung gemaach mam Gesetz vun 2016 vun der Ëmweltverwaltung. Och do krute mer gutt Feedbacken, och vun dobaussen, vun der Gesellschaft, dass dat relativ gutt funktionéiert, an och vun deene Leit, déi do schaffen, dass dat wierklech vill Avantagë bruecht huet an och eng gewësse Flexibilitéit an eng Agilitéit par rapport zum Kontext. Fréier goufen do nei Ekippe gegrënnt mat all neier Thematik, déi erubruecht ginn un eng Verwaltung. Elo hu mer d'Verwaltung esou opgestallt, dass do am Fong Beruffssparte beienee sinn, dat heescht, dass een do flexibel ass par rapport zu der Evolutioun vun den Thematiken.

An da gëtt et och nach d'Spezialgesetzer wéi zum Beispill d'Naturschutzgesetz, d'Bëschgesetz, d'Juegdgesetz a sou wieder, wou och nach ganz konkreet, spezifesch thematesch Verwaltungsaufgaben drastinn. Déi brauch een net ze widderhuelen an engem Verwaltungsgesetz.

Ech wëll elo nach eng Kéier op déi Saach mat den Diplomer agoen. Wéi gesot, d'Iddi war och, dass mer eng Kohärenz an eng gewëssen Harmonie an déi dräi Gesetzesgrondlage vun eisen dräi Verwaltunge bréngen. An et ass esou, dass weeder am Gesetzestext vun der Waasserverwaltung, nach am Gesetzestext vun der Ëmweltverwaltung eng Prezisioun zum Diplom drasteet, ausser dass et muss e Master sinn. An ech kann Iech berouegen – an Dir wësst dat –, dass mer do weeder e Museker, nach eng Theolog, nach e Metteur en scène bis elo agestallt hunn.

Ech war ganz vill beschäftegt mat dem Rekrutement vun Direktiounsmemberen an dësem Joer a mir hunn do bei der Ëmweltverwaltung zwee Physiker an ee Cheemiker a bei der AGE zwee Chemiker elo u Bord, mat deene mer ganz zefridde sinn a wou mer eis och wierklech ganz vill Méi ginn hu beim Rekrutement, an dat ass sécher eng Suerg, déi och bei mir am Ministère gedeelt gëtt, wou mer wierklech ganz gutt drop oppassen. Dat wäert och an Zukunft esou sinn, well et ass nëmmen esou, wéi och déi Aufgaben – dat si breet Aufgaben, déi mer do hu bei alle Verwaltungen, an och wierklech ganz wichteg Aufgaben – kënne konkreet ëmgesat ginn.

Ech hunn awer meng Erfarung och gemaach als Member vun enger Direktioun, dass et och guttdeet, wann een do méi verschidden Disziplinne beieneebréngt. Déi Interdiszplinaritéit, dat ass elo keng Lubie, dat ass wierklech eppes Wichteges. An et gesäit een och bei Verwaltungen, déi – soen ech emol – vun hirem Effectif hier och wuessen, dass do eng zolidd Basis am Public Management och kann en Avantage hunn. Dat heescht, wann een do eng Ekipp huet, wou souwuel Naturwëssenschaftler dra sinn … Wann een dräi Memberen huet, da kann et och ganz gutt sinn, wann do zousätzlech Leit dra sinn, déi aner Kenntnisser mat sech bréngen. Wichteg ass, dass do Erfarung matkënnt, wéi ee mat Leit ëmgeet, wéi een och mat Acteuren dobaussen ëmgeet, wéi ee Gesetzestexter pragmatesch ëmsetzt, an och déi Erfarunge kann een an aneren Disziplinne wéi an der Naturwëssenschaft mat sech bréngen. An dofir kann et och emol interessant sinn, e Jurist u Bord ze hunn oder eeben, wéi gesot, een, dee sech am Management spezialiséiert huet, well dat ass definitiv eng ganz wichteg Aufgab.

Voilà, ech mengen, et si scho ganz vill Saachen och gesot ginn iwwert d'Spezifissitéiten, och vum Waffegesetz. Ech mengen, ech ginn elo méi op d'Waffendroen …, dofir ginn ech elo net nach eng Kéier hei drop an.

Wéi geet et elo weider an deenen zwou Verwaltungen? Déi zwou Verwaltungen hu sech e Programme de travail ginn. Dat ass wierklech do, wou wierklech eeben halt véier Joer genau gekuckt gëtt, wéi eng Aufgabe mussen ëmgesat ginn a mat wéi engen Detailer. Dat heescht, dat ass wierklech den – soen ech emol – Réckstrang vun deenen … Dat leeft. D'ANF huet sech och en neien Organigramm ginn an d'AGE ass amgaang, sech do en neien ze ginn. Dat heescht, do geschéien och grad nach ganz vill Saachen. D'AGE waart do och elo natierlech op dëst Gesetz, fir dat elo nach eng Kéier ze peaufinéieren.

Dat heescht, déi Gesetzer hunn hir Wichtegkeet, an ech soen Iech alleguer Merci fir Är positiv an Är konstruktiv Remarken an der Rapportrice ganz speziell fir dës Presentatioun. Merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Da komme mer elo fir d'éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8122. Dat ass dee vun der Waasserverwaltung. Den Text steet am Document parlementaire 8122[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8122 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 35 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8123. Dat ass deen iwwert d'Natur- a Bëschverwaltung. Den Text steet am Document parlementaire 8123[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8123 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer och hei elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass och mat 35 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Laurent Mosar), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.12 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Devis pour des analyses de biologie médicale non inscrites dans la nomenclature	7536	Sven Clement	79
Cours de natation à l'École de police	7580	Nancy Arendt épouse Kemp	79
Nouvelle version du projet de contournement de Bascharage	7706	Myriam Cecchetti	79
« Science Center » à Differdange	7707	Diane Adehm, Martine Hansen	80
Contournement de Bascharage	7708	Fernand Kartheiser, Fred Keup	81
Pont de Wormeldange	7709	Octavie Modert, Léon Gloden, Max Hengel	81
Compensation fiscale du Luxembourg en faveur des régions frontalières	7710	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82
Hausse des loyers par le Fonds du logement	7711	Martine Hansen	82
Travail en prison	7712	Nathalie Oberweis	82
Comité des élèves	7713	Fred Keup	83
Protection de la jeunesse	7714	Léon Gloden, Octavie Modert	83
Disparition de deux militants écologistes au Mexique et lien potentiel à une entreprise ayant son siège à Luxembourg	7715	Stéphanie Empain, Charles Margue	84
Autorisation d'exercer la profession de médecin	7716	Sven Clement	84
Centre socio-éducatif de l'État	7717	Octavie Modert, Léon Gloden, Max Hengel	84
Groupe cardiologique du Centre Hospitalier du Nord	7718	Martine Hansen	85
Centre socio-éducatif de l'État	7719	Fred Keup	85
Luxembourg Science Center	7720	Sven Clement	85
Luxembourg Science Center	7721	Sven Clement	86
Luxembourg Science Center	7722	Sven Clement	86
Luxembourg Science Center	7723	Sven Clement	86
Sabotage du gazoduc Nord Stream	7724	Fernand Kartheiser	87
Prise en charge des transports en taxi en cas de traitement médical	7725	Max Hengel	87
Cours de premiers secours en milieu scolaire	7726	Cécile Hemmen	87

Protection civile transfrontalière	7727	Fred Keup	88
Réorganisation du transport scolaire	7728	Martine Hansen	88
Problèmes du transport scolaire liés aux conditions climatiques du 8 mars 2023	7729	Martine Hansen	89
Taxes communales	7731	Léon Gloden	89
Conseil national des programmes	7732	Martine Hansen	89
Prêt Climat à taux zéro	7733	Martine Hansen	90
Impôt foncier	7734	Marc Goergen	90
Réseau social chinois TikTok sur les appareils professionnels	7735	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	90
Expulsions d'élèves	7736	Fred Keup	90
Épreuves communes dans l'enseignement fondamental	7737	Martine Hansen	91
Rond-point à Sandweiler	7738	Marc Lies	91
Contrôles du Fonds national de solidarité	7739	Marc Goergen	91
Taxe canine	7740	Marc Goergen	92
Respect du couloir de secours	7742	Mars Di Bartolomeo	92
Quatrième dose du vaccin contre la Covid-19	7743	Jeff Engelen	92
Situation au Haut-Karabakh	7744	Sven Clement	93
Investissements privés dans des cabinets médicaux	7745	Sven Clement	93
Tiers payant social	7746	Sven Clement	93
Compte épargne-temps auprès des CFL	7747	Marc Goergen	94
Impôt sur le revenu	7748	Sven Clement	94
Étude sur le port du masque	7749	Jeff Engelen	95
Fonctionnement du service mobibus	7750	Max Hahn, Claude Lamberty	95
Accélération des procédures dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables	7751	Max Hahn, Claude Lamberty	96
Impact de la loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA)	7752	Marc Spautz	97
Transport des prisonniers	7753	Marc Goergen	97
Énergie atomique	7754	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	97
Indépendance de la presse	7756	Diane Adehm, Laurent Mosar	97
Règlement grand-ducal relatif au contrôle des exportations	8288 urgente	Gilles Roth, Laurent Mosar	98

Devis pour des analyses de biologie médicale non inscrites dans la nomenclature | Question **7536** (31/01/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Doktere kënnen Ordonnancë fir Analysen am Labo verschreiwen, déi net vun der CNS remboursséiert ginn. An deem Fall hätt de Labo laut Artikel 12 vun der Konventioun tëscht der Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales an der CNS d'Flicht, fir de Patient iwwert d'zousätzlech Käschten ze informéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi muss dës Estimatioun vum Coût global formuléiert sinn? Geet eng verbal Estimatioun duer oder muss de Patient dës schréftlech kréien?

2. Am Fall wou de Patient oder d'Patientin net iwwert dës zousätzlech Käschten informéiert gi wier, u wie misst en sech wenden?

3. Wat gëtt am Fall gemaach, wou de Prestataire keng schréftlech Tracen huet, déi beweisen, dass en eng Estimatioun ginn huet?

4. Wéi vill esou Litigë sinn aus de vergaangenen 10 Joer bekannt?

Réponse (02/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Dispositiounen am Artikel 12 vun der Konventioun tëschent der Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales (FLLAM) an der nationaler Gesondheetskeess (CNS) gesinn d'Prozedur vir, déi muss agehale ginn, wann d'Ordonnance vun engem Dokter eng Labosanalys virgesäit, déi just zu engem Deel oder guer net vun der Krankeversécherung ofgedeckt ass.

Laut dësen Dispositiounen ass et um Assuré, de Laboratoire no enger Schätzung vun de Gesamtkäschte fir déi verschriwwen Analysen ze froen. Op Basis vun dëser Ufro ass de Laboratoire verflicht, d'Schätzung vun de Gesamtkäschte matzedeelen an déi betraffe Persoun iwwer d'Modalitéite vun der Prise en charge ze informéieren. Den Artikel 12 beseet allerdéngs net, ob dës Informatioun muss schréftlech oder mëndlech matgedeelt ginn. Den Assuré kann awer natierlech froen, fir et schréftlech matgedeelt ze kréien.

ad 2. Am Fall, wou den Assuré eng Rechnung vum Laboratoire kritt, ouni virdrun iwwer d'Schätzung vun de Gesamtkäschten, déi net vun der Krankeversécherung ofgedeckt sinn, informéiert ginn ze sinn, huet hie follgend Méiglechkeeten:

– d'Rechnung beim Laboratoire ze contestéieren an am Fall vun enger Prozedur, fir d'Suen erëmzekréien, d'Begrënnung vun der Rechnung no allgemengem Recht virun den Zivillgeriichter unzefechten;
– d'Fakten, déi méiglecherweis eng Violatioun vun de konventionellen Dispositiounen noweisen, dem Service „Lutte contre les abus et la fraude" vun der CNS matzedeelen, deen dann eventuell kann d'Commission de surveillance op Basis vum Artikel 73 vum Code vun der sozialer Sécherheet saiséieren;
– sech un de Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé wenden, dee mat den zwou Parteie ka verhandelen, fir eng Léisung ze fannen;
– sech un de Service national du médiateur de la consommation wenden.

ad 3. Laut den Dispositioune vun der Konventioun FLLAM-CNS läit d'Beweislaascht beim Laboratoire, deen de Beweis am Aklang mam allgemenge Recht muss virleeën.

ad 4. Zanter 2017 hat de Service „Lutte contre les abus et la fraude" vun der CNS an der Moyenne een Dossier pro Joer an deem Zesummenhang.

Cours de natation à l'École de police | Question **7580** (09/02/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Eisen Informatiounen no fannen zënter geraimeger Zäit keng Schwammcoursë méi an der Policeschoul statt, an dat, obwuel dës Coursen ëmmer feste Bestanddeel vun der physescher Ausbildung vun engem Polizist waren. Dat selwecht gëllt fir de Rettungsbrevet, dee gebraucht gëtt, wann een an d'Waasser gefall ass a misst gerett ginn. Och dësen ass net méi Deel vun der Ausbildung.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass aktuell weeder Schwammcoursen, nach de Rettungsbrevet am Waasser, um Ausbildungsprogramm vun der Policeschoul stinn?
Wa jo, firwat?

2. Wa jo, ass ugeduecht, dës Coursen nees an de Programm opzehuelen?

3. Wann nee, wat sinn d'Ursaachen dofir, dass dës Coursen net méi ugebuede ginn?

Réponse (06/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 3. Aktuell sti keng Schwammcoursen an och kee Rettungsbrevet am Waasser um Programm vun der Ausbildung vun de Policestagiairen. An der aktueller Ausbildung vun de ville Stagiairen, déi dank dem Recrutement renforcé an der Police sinn, läit den Akzent op de Matièren, déi dem Stagiaire et erlaben, op d'Missiounen an d'Kärkompetenze vum Polizist virbereet ze ginn. Zudeem misst d'Police, fir sou Coursen ze assuréieren, extern Schwamminfrastrukture lounen an ee groussen Zäitopwand, fir d'Trajeten aus der Schoul an d'Schwämmen an nees zréck anzeféieren, a Kaf huelen.

ad 2. An der aktueller Situatioun vum Recrutement renforcé an dem Agencement vun der Formatioun op 1 Joer an der Schoul an 1 Joer um Terrain, wäerten dës Coursen net ugebuede ginn.

Nouvelle version du projet de contournement de Bascharage | Question **7706** (03/03/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Madame et Monsieur les Ministres ont communiqué le 2 mars 2023 au sujet de la présentation aux collèges échevinaux de Sanem et de Bascharage d'une nouvelle version du projet de contournement de Bascharage. Selon ce nouveau projet, le tracé passerait du côté de Sanem, longerait le Bobësch et passerait en dessous de la zone Natura 2000 par un tunnel débutant avant le site d'une société de travaux publics pour ressortir à hauteur des zones d'activité de Bascharage. Selon les ministres, il s'agirait « de réduire considérablement l'impact sur les zones de loisirs et sur la zone protégée Natura 2000 ». Des études supplémentaires sont annoncées.

Selon ma compréhension, les annonces publiques de Madame et Monsieur les Ministres font que nous sommes de toute évidence devant un tout nouveau projet, notamment parce que l'ajout d'une nouvelle variante n'a pas encore été soumise à une étude d'impact environnemental. Le communiqué officiel mentionne entre autres qu'il ne s'agit plus « seulement d'une route supplémentaire, mais que les localités situées aux alentours de la nouvelle infrastructure puissent également apaiser durablement leurs centres-villes » et qu'il s'agit « d'apaiser le trafic des localités de Sanem, Bascharage et Niederkorn, d'améliorer l'accessibilité de la zone d'activité nationale, d'éviter que la route nationale N5 soit conçue comme un axe radial d'entrée en ville de Luxembourg, de protéger le Bobësch, la zone Natura 2000 ainsi que la zone de détente des deux localités de Sanem et Bascharage ». Incontestablement, ces éléments diffèrent de façon substantielle du projet initial.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

1) Quel sera l'impact de ce nouveau projet sur la procédure APS-APD concernant le contournement de Bascharage qui est actuellement en cours et qui a débuté en 2016 ?

2) Quel sera l'impact de ce nouveau projet sur la loi du 21 août 2018 relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage, justifiée entre autres par des valeurs NO_x de 80 mg/m^3 ?

3) Ne pensez-vous pas nécessaire de recommencer à zéro toute la procédure, en commençant par une nouvelle étude d'impact environnemental à présenter à un débat de consultation publique selon les dispositions d'Aarhus ?

Dans le contexte du même projet de contournement, j'aimerais encore poser les questions suivantes :

4) Quel sera le sort de l'autorisation « passage à faune » donnée par la Ministre de l'Environnement le 19 novembre 2020 et qui a été contestée par l'initiative citoyenne BIGS et des habitants concernés devant le tribunal administratif ? Cette autorisation ne deviendrait-elle pas obsolète d'après les nouveaux plans présentés ?

5) Pourquoi l'autorisation susmentionnée est-elle toujours présentée comme applicable, alors que, même au vu des plans originaires du PNM présentés au printemps 2022, prévoyant à côté du tracé à travers le Bobësch et la zone Natura un rond-point devant la gare de Bascharage, un abaissement conséquent du CR110 pourtant à la base du projet « passage à faune » n'aurait plus été nécessaire ?

Aussi, en décembre 2022, le Ministère des Travaux publics a fait procéder, sous l'abri de l'autorisation susmentionnée et avec l'appui du moins tacite du Ministère de l'Environnement, à l'enlèvement de 4 arbres anciens à potentiel d'habitats de chiroptères, afin de déplacer à cet endroit une conduite de gaz dans l'intérêt de la mise en service d'un four supplémentaire pour une usine locale au mois de février.

Au vu de ce qui précède, je voudrais encore poser la question suivante :

6) Où en sont ces travaux de conduite à gaz ? Est-ce que le four de l'usine en question a été entre-temps installé et mis en service ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

En parallèle aux études de l'avant-projet détaillé, des réflexions ont été menées afin de vérifier si un tracé alternatif avec un impact considérablement moindre pour la zone Natura 2000 et le « Bobësch » pourrait être identifié.

Suite à un avis juridique, le Gouvernement va réévaluer dans les prochaines semaines et mois la situation avant d'entamer les prochaines étapes de la procédure d'autorisation concernant le contournement.

ad 1) et 3) Nos services travaillent actuellement intensément sur le projet de contournement de Bascharage ainsi que sur un échéancier correspondant qui permettront de garantir aux habitants de la région non seulement un apaisement du trafic, mais également de conserver aux mieux les espaces naturels avoisinants.

Afin de garantir la participation effective du public au processus décisionnel, tout nouveau projet entraînerait une nouvelle procédure avec consultation du public.

ad 2) La valeur limite de la directive 2008/50/CE – transposée par règlement grand-ducal du 29 avril 2011 portant application de la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe – excédée en 2016, est de 40 µg NO_x/m^3 sur une année civile, donc nettement inférieure à celle avancée par l'honorable Députée. Les émissions en oxydes d'azote (NO_x) sont en baisse à Bascharage, tout comme dans le reste du pays. Il est renvoyé à la campagne de 2022 de l'Administration de l'environnement, dont le rapport complet est disponible sur https://environnement.public.lu/fr/actualites/2023/04/resultats-de-la-campagne-de-mesurage-de-dioxyde-dazote-n02-de-2022.html.

Une adaptation de la loi précitée sera proposée si une telle s'avèrerait nécessaire.

ad 4) et 5) L'autorisation en question a été demandée afin de construire un passage à faune enjambant le chemin repris CR110 et de relier ainsi le « Bobësch » au « Zämerbësch » pour assurer la continuité écologique entre ces forêts. L'autorisation tient également compte du gabarit nécessaire pour y aménager une voie cyclable sécurisée et séparée du trafic routier dans la montée entre la gare de Bascharage/Sanem et la route d'Esch au sud du « Bobësch ».

Une autorisation pour un projet reste valable jusqu'à ce qu'elle devient caduque. Il va de soi que disposer d'une autorisation ne contraint pas à réaliser le projet en question et que toute adaptation du projet devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

ad 6) Actuellement, la pénurie de matériaux entraîne des retards dans la livraison des éléments à installer. À ce sujet, les responsables de l'usine ont fait savoir que la mise en service du nouveau four accuse également un retard par rapport aux objectifs initiaux.

« Science Center » à Differdange | Question **7707** (06/03/2023) de **Mme Diane Adehm** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut engem rezente Presseartikel huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend d'Finanzinspektioun ageschalt fir ze klären, a wéi wäit de Science Center zu Déifferdeng op engem Firmegeflecht baséiert, dat ronderëm säin Direkter opgebaut ass respektiv op dës Persoun zougeschnidden ass.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

Spezifesch zu dem beschriwwene Firmegeflecht:

– Zu wéi engem Moment gouf et déi éischt Verdachtsmomenter a Bezuch op d'Gouvernance vum Science Center respektiv d'Firmegeflecht hannendrun?

– Wouranner hunn déi Opfällegkeete bestanen?

– Wéi huet de Ministère reagéiert a wie gouf doriwwer informéiert?

– Wéi eng laangfristeg Moossname si geplangt, fir d'Gouvernance vum Science Center ze verbesseren?

– A wéi wäit hunn déi aktuell Zweiwelen un der Gouvernance en Impakt op de Betrib vum Science Center an op déi zukünfteg Finanzbäihëllefen?

Ganz allgemeng zu der Relatioun tëschent dem Science Center an dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend:

– Besteet eng Prozedur, iwwer déi de Ministère d'Notzung vun de Finanzbäihëllefe fir de Science Center kontrolléiert?
• Wa jo, wéi ginn déi Kontrolle praktesch ëmgesat a vu wiem ginn se duerchgefouert?
• Wann net, firwat net?

– Wien ass responsabel fir d'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot vum Science Center?
• Wien nennt d'Leit op déi respektiv Posten?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech soen den honorabelen Deputéierte Merci fir hir parlamentaresch Fro, déi et erlaabt, eng Rei vu Kloerstellungen a Bezuch op de Luxembourg Science Center ze maachen.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) huet zwou Zorte vu Konventioune mat der ASBL Luxembourg Science Center – Groussgasmaschinn (LSC). Donieft finanzéiert de Science Center sech duerch aner ëffentlech a privat Gelder an huet och Recetten duerch de Verkaf vun Entréesticketen.

Déi éischt Konventioun betrëfft d'Aktivitéite vum LSC. Hei contribuéiert de MENJE zum Finanzement vum Science Center mat enger finanzieller Ënnerstëtzung. Bei der zweeter Zort vu Konventioune finanzéiert den Educatiounsministère d'Acquisitioun vun den Experimentalstatiounen, déi am Science Center gewise ginn.

Den Educatiounsministère huet am Fall vu béide Konventiounen an deene vergaangene Joren déi Prozeduren a Kontrollen applizéiert, déi am Fall vun enger Collaboratioun mat enger ASBL am Kader vun enger Konventioun virgesi sinn.

Am Kader vun de Statiounen, déi gebaut goufen, huet de MENJE am Virfeld en Devis vun de Käschte kritt a virum Ausbezuelen am Detail d'Opschlësselung vun den Depensë fir all Statiounen iwwerpréift. D'Depensë louchen dobäi am Kader vun deem, wat fir vergläichbar Installatioune facturéiert ginn ass. Insgesamt goufen 90 Statioune bezuelt mat engem Gesamtmontant vu 5.464.452 EUR tëschent de Joren 2016 an 2022.

Am Kader vun der Konventioun, déi d'Aktivitéite vum LSC ofdeckt, huet d'ASBL all Joer d'Decompten erageregecht, déi iwwerpréift gi sinn. De Finanzement louch am Joer 2022 bei 2.862.500 EUR; an dësem Budget sinn 63 % Personalkäschten abegraff.

Um Niveau vum Contrôle vun de Finanze vum LSC kann zeréckbehale ginn, datt d'Depensë vun der ASBL dokumentéiert waren, vun der ASBL justifiéiert goufen an am Verglach mat aneren Aktivitéiten net exageréiert waren.

Parallell dozou huet sech d'Zesummenaarbecht mat der ASBL allerdéngs als schwiereg erwisen, well et an der Gestioun un Transparenz a Professionalismus gefeelt huet. Den LSC huet sech iwwert d'Jore reegelméisseg net un d'Prozedure gehalen, an ass da vun de Servicer vum Educatiounsministère an dem Contrôle financier vum Finanzministère dorop higewise ginn.

Dëst Verhalen huet den Educatiounsministère uganks 2022 dozou beweegt, fir a Gespréicher mat dem LSC iwwert déi zukünfteg Gouvernance vum LSC ze trieden. Konkreet ass et dem MENJE dorëms gaangen, am Fall vun engem bedeitende staatlechen Investissement an d'Infrastruktur vum LSC, och déi staatlech Kontroll iwwer d'Aktivitéite sécherzestellen. Och gouf iwwer aner Rechtsforme fir d'ASBL Luxembourg Science Center – Groussgasmaschinn geschwat.

Am September 2022 ass den Educatiounsministère vun engem Member vum Conseil d'administration vum LSC confidentiel kontaktéiert ginn, dee follgend Virwërf erhuewen huet:

– De President vun der ASBL géing sech e Salaire als Direkter vum LSC ausbezuele loossen, iwwer deen de Verwaltungsrot net am Bild war.
– De President géing eng ontransparent Finanzgestioun maachen.
– D'Propriétés intellectuelles vun de Statiounen an Aktivitéite vum LSC géinge weiderhi bei där Societéit leien. Domat wier den LSC strukturell a laangfristeg un déi Societéit gebonnen.
– De Conseil vun der ASBL wier just marginal an de Fonctionnement vun der ASBL agebonnen a wier net genuch um courant, wat grouss Decisiounen ugeet. D'Membere vun der ASBL géinge praktesch exklusiv aus Persoune bestoen, déi an engem Ofhängegkeetsverhältnis zu dem President vun der ASBL géinge stoen.

Déi erhuewe Virwërf leien um Niveau vun der Gouvernance vun der ASBL a vun der Notzung duerch d'ASBL vun de Ressourcen, déi vun der ëffentlecher Hand zur Verfügung gestallt gi sinn. Béid Elementer ënnerleien der direkter Verantwortung vum Verwaltungsrot vun der ASBL.

Béid Elementer entzéien sech allerdéngs och de Prozeduren, déi et beim Staat gëtt fir de Contrôle vun Aktivitéiten, déi am Kader vu Konventioune finanzéiert ginn.

Aus dësem Grond huet den Educatiounsministère de Membere vum Verwaltungsrot vum LSC den 10. September 2022 matgedeelt, datt eng weider Zesummenaarbecht nëmmen ënnert follgende Konditioune méiglech wier:

– Keen Interessenskonflikt méi um Niveau vum President vum Verwaltungsrot.
– Opléise vun de Relatiounen tëscht dem Science Center an der Societéit, déi dem President vum Verwaltungsrot gehéiert.
– Kloerstellen, datt d'Propriétés intellectuelles vun de Konzepter a Statioune beim Science Center leien.
– Presenz vum Staat an der Gouvernancestruktur vum Science Center.

De Verwaltungsrot huet sech kuerz duerno schréftlech un de Ministère adresséiert an e Konstrukt proposéiert, an deem d'ASBL de Besëtzer vun der Societéit gi wier, ouni datt béid Strukturen zesummegefouert gi wieren, an ouni datt den Interessenskonflikt vum President vum Verwaltungsrot vum LSC opgeléist gi wier.

De Ministère huet op en Neits ënnerstrach, datt kloer an transparent Strukture sollte geschafe ginn an huet, fir Kloerheet an den Dossier ze kréien, d'Finanzinspektioun via de Finanzministère ageschalt. Enn Dezember ass d'Demande erausgaang, fir déi aktuell Struktur vum LSC ze analyséieren a Propositiounen zu der zukünfteger Gouvernance ze maachen. Déi Analys ass den Ament nach amgaang.

Op Basis vun där Analys wäert de Ministère dann decidéieren, ob a wéi eng Moossnamen ze ergräife sinn.

Contournement de Bascharage | Question **7708** (06/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Fred Keup** (ADR)

Den Här Mobilitéitsminister huet viru Kuerzem eng nei Variant fir de Käerjenger Contournement an d'Gespréich bruecht, obschonn d'Aarbechten un där Strooss, wéi si an engem Gesetz vum 17. Juli 2018 decidéiert goufen, elo geschwë sollten ufänken. Dobäi ass déi Iddi vun engem Tunnel nees opgegraff ginn, déi mir nach den 3. November 2020 an der Question parlementaire 3089 virgeschloen haten. Et war eist Uleies, fir d'Naturschutzgebitt duerch de Bau vun engem Tunnel ze schounen. Den Här Mobilitéitsminister hat dat awer a senger Äntwert op déi Fro refuséiert: „De 17. Juli 2018 huet d'Chamber mat 56 Jo-Stëmmen, also mat ganz breeder Majoritéit, d'Finanzéierungsgesetz fir de Contournement vu Käerjeng gestëmmt. Do virdru sinn iwwer 10 Joer laang vun zwee verschiddene Ministere vill Variante studéiert ginn, dorënner och eng Null-Variant, an e Bierg vun Etüde produzéiert ginn. Et goufen och vill Biergerversammlungen organiséiert an d'Gemenge konnten hir Doleancen duerch hir Avisen abréngen. Et gëtt keen neie Moment, an de Minister waart, sou wéi e verflicht ass, wann den éischte Pouvoir e Gesetz gestëmmt huet, fir dee Contournement och elo ëmzesetzen." Et sief nach ënnerstrach, datt, aus Grënn vum Naturschutz, d'ADR dat Gesetz vun 2018 net mat gestëmmt hat. Et ass awer onëmstridden, datt déi ugespaant Verkéierssituatioun zu Käerjeng eng séier Léisung brauch.

Datt déi Iddi vun engem Tunnel elo vun der Säit vun der Regierung an d'Spill bruecht gëtt, werft eng Rei Froen op, déi mir dann och dem Här Verkéiersminister wéilte stellen:

1. Doduerch, datt d'Regierung elo eng Tunnelvariant fir de Käerjenger Contournement proposéiert, riskéiert dee Projet, grouss Retarden ze kréien. Wéi gesäit deen neien Zäitplang vun der Regierung aus? Gëtt en neit Gesetz op den Instanzewee bruecht? Wat geschitt mat deene Virbereedungsaarbechten, déi bis elo geleescht goufen?

2. Goufen Terraine fir den aktuelle Projet kaf? Wat geschitt mat deenen Terrainen?

3. Wéi eng Konsequenzen huet deen neie Projet op d'Parksituatioun op der Käerjenger Gare? Ass nach dru geduecht, fir do e Park&Ride opzeriichten?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Fro froen déi Hären Deputéiert Informatiounen iwwer de Käerjenger Contournement.

Zum Zäitpunkt vun Ärer leschter parlamentarescher Ufro zu dësem Theema virun zwee an en halleft Joer gouf et keng nei Momenter. Dëst huet sech awer an de leschten 8 Méint geännert.

Et läit ee juristeschen Avis vir, deen d'Regierung invitéiert, d'Situatioun nei ze beurteelen, éier d'Geneemegungsprozedur vum Contournement ofgeschloss gëtt. Genee dat wäert elo an den nächste Wochen a Méint geschéien.

Dobäi gëtt ee Groussdeel vun den Terrainen, déi bis elo kaaft goufen, och fir am Fall vun enger neier Variant brauchbar.

Den aktuelle Stand vun den Etudë fir eng Alternativ zum aktuellen Tracé léisst et nach net zou, fir iwwert Retarden, Baukäschten oder den Uschloss un de P&R um Arrêt Bascharage-Sanem ze schwätzen.

Meng Servicer schaffe momentan intensiv um Projet Contournement vu Bascharage, souwéi un engem entspriechenden Zäitplang, deen den Awunner aus der Regioun net just eng zousätzlech Strooss an eng Verkéiersberouegung, mee och ee méiglechst intakte Bësch garantéiert.

Pont de Wormeldange | Question **7709** (06/03/2023) de **Mme Octavie Modert** | **M. Léon Gloden** | **M. Max Hengel** (CSV)

D'Wuermerbréck tëscht Wëncher a Wuermer a Richtung Lëtzebuerg ass zënter leschtem Mëttwoch gespaart. Dofir wäiche vill Frontalieren op d'Wellenerbréck aus oder probéieren, iwwert d'Josef-Schnuch-Strooss vu Wellen op Gréiwemaacher ze fueren. Dëst féiert zu onmoossege Réckstauen a Richtung Gréiwemaacher. Och d'Schoulbusse vun Temmels a Wellen a Richtung Nëttel an aner Linnebusse si betraff, a musse pro Faart mat iwwer 30 Minutte Verspéidung rechnen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi gedenkt d'Regierung d'Kooperatioun an d'Koordinatioun mat eisen däitschen Noperen ze verbesseren?

2. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir dësem Stau entgéintzewierken? Kéinten do och Hiweisschëlder op Lëtzebuerger Säit opgestallt ginn?

3. Firwat informéiert d'Regierung d'Leit net konsequent driwwer, dass d'Strooss tëscht Onsdorf an Tawer no laangen Aarbechten rëm op ass, an als Auswäichméiglechkeet dénge kann?

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Kader vun den Aarbechten un der Wuermer Grenzbréck ass d'Verkéierskonzept an enker Kooperatioun mat den däitschen Autoritéite vum Landesbetrieb Mobilität (LBM) Trier analyséiert a festgehale ginn.

Hei gouf sech gemeinsam op déi bescht Léisung am Sënn vun der Sécherheet vun alle Betraffene gëeenegt, soudass ee schonn haut vun enger gudder Kooperatioun tëscht deenen zwou Säite ka schwätzen.

ad 2. De Stau entsteet haaptsächlech zu den Haaptverkéierszäiten an de Moiesstonnen a Richtung Lëtzebuerg.

Aus deem Grond sinn och Hiweis- an Deviatiounsschëlder, op Basis vun dem analyséierte Konzept, op der däitscher Säit opgeriicht ginn.

Well déi zréckbehale Léisung awer zu bedeitende Komplikatiounen am Verkéier gefouert huet, hunn den LBM Trier an d'Stroossebauverwaltung nei Optiounen analyséiert, fir de Verkéiersfloss, haaptsächlech an den Haaptstousszäiten, ze optiméieren.

Zënter dem Méindeg, 27. Mäerz 2023, ass d'Wuermer Grenzbréck dowéinst all Dag ab 6.00 Auer moies fir 4 Stonnen a Richtung Lëtzebuerg befuerbar an ab 10.00 Auer a Richtung Däitschland. Just wärend der Ëmstellung vu der Signalisatioun (wann d'Fuerrichtung ëmgedréint gëtt), mussen d'Grenzbréck an déi ugrenzend Stroossen an déi zwou Richtunge fir ongeféier 10 bis 15 Minutte gespaart ginn.

ad 3. Meng Servicer sinn territorial net kompetent fir d'Berichterstattung vu de Verkéiersreegelungen am noe Grenzgebitt (op der däitscher Säit).

Compensation fiscale du Luxembourg en faveur des régions frontalières | Question **7710** (06/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Plusieurs élus lorrains et allemands viennent de signer une tribune pour réclamer une « compensation fiscale pérenne » du Luxembourg à ses voisins et plus particulièrement en faveur des régions frontalières. Selon eux, notre pays devrait verser plusieurs centaines de millions d'euros par an.

Cette compensation se justifierait selon les auteurs par la présence de 53.000 travailleurs allemands et 117.000 travailleurs français sur le marché de l'emploi luxembourgeois, et la retenue d'impôt sur les traitements et salaires qui reviendrait entièrement à notre pays.

Il est fait en outre référence à la compensation entre le Luxembourg et la Belgique dite « compensation Martelange » ainsi qu'aux accords entre la France et la Suisse (Genève). Sans être nouvelle, cette initiative se veut être plus pressante et plus détaillée que celles qui ont précédé.

Le Gouvernement luxembourgeois a traditionnellement répondu à ces revendications en se référant aux projets de codéveloppement et de cofinancement d'infrastructures utiles pour les frontaliers.

Dans l'intérêt de la cohésion sociale au sein des entreprises et d'un échange basé sur les faits, les soussignés voudraient savoir de Monsieur le Premier Ministre, respectivement des départements ministériels compétents :

1) Quels sont les projets de codéveloppement et de cofinancement actuellement en cours entre le Luxembourg et les régions frontalières française, allemande et le cas échéant, belge ?

2) Quelle est la part des travailleurs frontaliers français et allemands dans le produit de l'impôt sur les salaires et quel est le pourcentage de ces travailleurs qui ne paient pas d'impôts ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un état des lieux détaillé et actualisé sur tous les éléments de l'échange transfrontalier incluant notamment le très fort engagement de l'État luxembourgeois en matière de sécurité sociale s'impose et permettrait d'éviter une discussion tronquée et unilatérale ?

Réponse (07/04/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Corinne Cahen,** Ministre à la Grande Région | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) En ce qui concerne le transport public routier par bus, le Luxembourg finance et exploite 33 lignes transfrontalières vers la France, la Belgique et l'Allemagne. Celles-ci sont complétées par une ligne de Luxembourg vers Bitbourg qui est cofinancée entre le Luxembourg et l'opérateur allemand et par 4 lignes du TEC qui sont organisées, financées et exploitées par le versant belge.

Le coût total du financement supporté par le Luxembourg pour l'exploitation des lignes de bus transfrontalières est de 56 millions d'euros par an (soit 27, 11 et 18 millions pour les lignes circulant vers la France, la Belgique et l'Allemagne).

Pour ce qui concerne le volet ferroviaire :

– Le protocole d'accord de 2018 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France et son avenant de 2021 prévoient une série de projets ferroviaires sur le sillon lorrain entre Metz et la frontière luxembourgeoise. Le Grand-Duché de Luxembourg cofinance à hauteur de 50 % (ce qui équivaut à 220 millions d'euros) une optimisation des blocs de ligne, un renforcement de l'alimentation caténaire, la restructuration du plan des voies de la gare de Thionville, la suppression des passages à niveau et l'allongement des quais des gares entre Metz et la frontière afin de pouvoir circuler avec des trains de 250 mètres de long. Le programme prévoit également la construction d'un sas fret à l'entrée du triage de Bettembourg-Dudelange et qui va s'étendre sur quelques kilomètres côté français.

Ces projets permettront de garantir à terme une circulation jusqu'à dix trains par heure et par direction en heure de pointe. Afin d'augmenter la robustesse de cette cadence, le protocole et son avenant prévoient également le cofinancement du système de conduite semi-autonome (Automatic Train Operations, ATO) pour l'infrastructure au sol. Au niveau des équipements connexes, le protocole prévoit également la construction de P+R au niveau de certaines gares principales comme Thionville, mais aussi Longwy, et la construction d'un atelier de maintenance pour les rames circulant vers le Luxembourg depuis Metz.

– Pour les projets de cofinancement avec l'Allemagne, le Grand-Duché de Luxembourg cofinance (pour un montant de 8 millions d'euros) la réactivation de la ligne ferroviaire « Weststrecke » pour le contournement ouest de Trêves.
– Pour nos relations avec la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg participe indirectement à une étude de potentiel réalisée par la SNCB et les CFL afin de définir les besoins futurs en offres ferroviaires sur les lignes Luxembourg–Bruxelles et Luxembourg–Liège. Cette étude permettra aussi bien de définir les besoins en liaisons transfrontalières longue distance que le besoin en services régionaux pour les travailleurs frontaliers. Une attention particulière sera mise sur la nécessité en P+R le long de ces lignes ferroviaires.

Pour ce qui concerne le volet routier :

– Outre la promotion du transport par rail, le protocole d'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française prévoit la contribution du Luxembourg à la promotion des transports en commun routiers et la pratique du covoiturage sur l'axe autoroutier Metz–Luxembourg. Le montant de cette contribution, qui se traduit par la mise en place de plateformes de covoiturage, la mise en œuvre d'un programme de parkings de regroupement à destination des covoitureurs ainsi que de parc relais et de gares routières, est fixé à 10 millions d'euros.

ad 2) Sur base des certificats salaire (ECSP) collectés en 2022 par l'Administration des contributions directes pour l'année fiscale 2021, la représentativité des frontaliers français et allemands par rapport au total de la Retenue sur les traitements et salaires (RTS) ainsi que la proportion de ces salariés ayant un impôt nul ou négatif peuvent être établies comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il est à noter que ces chiffres recensent exclusivement les salariés (hors pensionnés). De même, les emplois occupés par les contribuables ne constituent pas nécessairement des équivalents temps plein. L'impôt retenu pris en considération s'entend avec application du crédit d'impôt pour salariés et du crédit d'impôt salaire social minimum.

ad 3) Les flux financiers regroupent – au moins – trois grandes catégories de dépenses et/ou non-recettes : les droits et acquis ; les mises à disposition et les projets de codéveloppement. Un échange régulier au sujet du codéveloppement structurel et financier a lieu au sein du Comité interministériel pour la coopération transfrontalière (CICT). Ce sujet est également évoqué dans le cadre des instances de coopération intergouvernementales avec les pays voisins. Un état des lieux précis et exhaustif des échanges frontaliers en termes de flux financiers entre le Luxembourg et les pays limitrophes se heurte à certaines limites méthodologiques qui ne permettent pas d'avancer de chiffre global qui puisse rendre compte des interconnexions, financières et structurelles, au sein de la région.

Hausse des loyers par le Fonds du logement | Question **7711** (06/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut mengen Informatioune krute verschidde privat Leit, déi Garagen a Gebailechkeete vum Fonds du logement lounen, de Loyer vun de Parkplazen an enger Kéier ëm méi wéi 90 % an d'Luucht gesat, ouni de reelle Grond fir dës Erhéijung matgedeelt ze kréien.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

– Kann den Här Minister dës Haussë bestätegen?

– Firwat sinn d'Loyere vun de Garagen esou staark gehéicht ginn?

Réponse (17/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Jo, de Wunnengsbauminister ka bestätegen, dass et Haussë gouf.

Betreffend d'Haussë vun de Loyere vun de Garagen ass ze bemierken, dass 2020 eng nei Grille tarifaire vum Conseil d'administration validéiert ginn ass, an där d'Tariffer un de Marché ugepasst goufen, a säitdeem gëtt déi Grille no a no ëmgesat.

Opgrond vun enger Analys vum Marché huet de Fonds du logement festgestallt, dass d'Loyere vun de Parkplaze substanziell méi niddereg si wéi déi vum Privatmarché. Dëst ass och doru geschëllt, datt iwwer Jore keng Präisadaptatioune gemaacht gi sinn an oft net emol en Index applizéiert gi war.

Et sief drun erënnert, dass dem Fonds du logement seng Haaptmissioun doranner besteet, abordabel Mietwunnengen ze schafen.

An deem Sënn erfëllt de Fonds du logement weiderhi komplett säi Rôle, fir de Stéit an der Prekaritéit ze hëllefen.

Travail en prison | Question **7712** (06/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Les règles pénitentiaires européennes du Conseil de l'Europe prévoient, entre autres, que le travail en prison doit, dans la mesure du possible, améliorer la capacité du.de la détenu.e à se préparer à sa vie après sa sortie de prison.

Les États membres sont donc instamment encouragés à offrir du travail aux détenus.es, y compris une formation professionnelle, et à veiller à ce que l'organisation et les méthodes de travail dans les prisons soient aussi proches que possible de celles du travail similaire en dehors des prisons, afin de préparer les personnes concernées aux conditions de la vie professionnelle normale.

Il est souligné que le travail des détenus.es doit être rémunéré de manière équitable dans tous les cas.

De même, conformément aux règles pénitentiaires européennes du Conseil de l'Europe, les détenus.es qui travaillent doivent, dans la mesure du possible, être affiliés.es au régime national de sécurité sociale.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) En vertu de quel règlement grand-ducal l'article 27, paragraphe 2 de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire est-il exécuté ?

2) En vertu de quelle base légale et selon quelle méthode le salaire horaire d'un.e détenu.e qui travaille est-il actuellement calculé ?

3) Est-ce qu'il est actuellement prévu d'ajuster la rémunération du.de la détenu.e qui travaille, en particulier compte tenu de l'augmentation du coût de la vie ?

4) Quel est l'impact actuel de l'augmentation du coût de la vie sur les prix des produits vendus en prison ? Les produits sont-ils actuellement vendus avec une marge bénéficiaire par rapport au prix d'achat et, si oui, à combien s'élève-t-elle ?

5) De manière générale, quelles sont les mesures actuellement prévues pour éviter la pauvreté en prison et ne pas compromettre ainsi l'objectif de contribuer au processus d'insertion sociale des détenus.es en leur fournissant un travail ?

6) Est-ce qu'il y a actuellement des échanges avec d'autres ministères sur la question de savoir comment permettre aux détenus.es qui travaillent de cotiser à la Caisse de pension ? Si oui, à quel stade en est cet échange ?

Réponse (29/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Afin de compléter la réforme pénitentiaire opérée, au niveau législatif, par la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire et par la loi du 20 juillet 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ; 2° le Code pénal ; 3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et 4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, divers projets de règlements grand-ducaux ont été introduits dans la procédure réglementaire, dont notamment le projet de règlement grand-ducal portant organisation des régimes internes des centres pénitentiaires. Le sujet du travail et de la rémunération des détenus est réglé par les dispositions des articles 61 à 67 du chapitre IV de ce projet de règlement grand-ducal qui, à l'heure actuelle, est toujours en l'attente de l'avis du Conseil d'État.

ad 2) En attendant l'entrée en vigueur du projet de règlement grand-ducal mentionné à la réponse à la première question, les dispositions réglementaires du régime d'avant la réforme pénitentiaire sont toujours d'application, de sorte que le salaire des détenus est actuellement réglé par les dispositions de l'article 300 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, qui sera abrogé et remplacé par le futur règlement grand-ducal portant organisation des régimes internes des centres pénitentiaires.

Le taux horaire auquel un détenu peut actuellement prétendre dépend du palier de rémunération dans lequel il se trouve. En principe, chaque détenu commence au palier 1 et est augmenté d'un palier tous les trois mois, le maximum étant le palier 7. Un détenu qui dispose de diplômes le qualifiant pour une tâche particulière peut être admis à commencer son activité dans un palier plus élevé. Un déclassement ne peut intervenir qu'à raison d'un palier par mois. La fixation du palier se fait par décision du responsable de l'atelier ou par le coordinateur du service du travail, formation et enseignement des détenus, selon le palier concerné.

ad 3) Les paliers actuels fixant la rémunération des détenus seront révisés vers le haut dès l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal mentionné ci-dessus. Dans l'immédiat, le pécule de base journalier auquel chaque détenu peut prétendre a été augmenté de 25 % avec effet au 1er janvier 2023 de 2,0 à 2,50 euros.

ad 4) Les prix de vente des produits disponibles pour les détenus à la cantine sont frappés par l'effet de l'inflation de la même manière que les produits en vente partout dans le commerce. Pour l'ensemble des articles proposés aux détenus, aucune marge bénéficiaire n'est ajoutée au prix de vente.

ad 5) D'abord, comme déjà mentionné par la réponse à la troisième question, le pécule de base journalier auquel chaque détenu a droit pour garder en bon état ses effets personnels et vestimentaires a été augmenté au 1er janvier 2023.

Ensuite, pour réduire, respectivement supprimer certaines dépenses des détenus liées au séjour en prison, chaque détenu du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff bénéficie gratuitement de l'accès à la télévision et d'un réfrigérateur. Cette gratuité sera également introduite au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig sous peu.

En outre, chaque détenu du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig a droit à un poste de travail rémunéré, dans les limites du travail disponible. Concernant le travail au Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 7503 du 24 janvier 2023. De façon générale, l'administration pénitentiaire met tout en œuvre afin de pouvoir offrir un maximum de postes aux prévenus.

Par ailleurs, il est rappelé que la participation des détenus à des mesures de formation ou d'éducation ouvrent droit à une rétribution financière au même titre que les postes de travail.

ad 6) Concernant la question de la sécurité sociale des détenus, il est renvoyé à la réponse du 19 août 2022 à la question parlementaire n° 6493, de laquelle il résulte que, au vu de la complexité de la question, elle est toujours en cours d'analyse avec les instances compétentes.

Comité des élèves | Question **7713** (06/03/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 23. August 2021 hat den Här Staatsminister e Projet vun engem groussherzogleche Reglement un de Staatsrot geschéckt, deen d'Aarbecht vun de Schülerkommiteeë soll encadréieren an notamment all Schülerkommitee, gestaffelt no der Gréisst vun der Schoul, soll en eenheetleche Budget zoudeelen. A senger urspréngleche Fassung sollt dësen Text no sengem deemolegen Artikel 23 fir d'Rentrée 2021/22 a Kraaft trieden. Vu datt den Text zu deem Zäitpunkt awer nach um Instanzewee war, war dat net de Fall, idem fir dat aktuellt Schouljoer.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister matdeelen, ob an a wéi engem Delai den uewen zitéierten Text fir d'Rentrée am September a Kraaft trëtt, datt déi Responsabel um Terrain iwwert eng kloer Perspektiv verfügen, fir sech drop astellen ze kënnen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den 23. August 2021 gouf de Projet vum Règlement grand-ducal un de Staatsrot geschéckt. Opgrond vum Staatsrot sengem Avis vum 18. Januar 2022 a verschiddene Consultatioune mat de Vertrieder vun de Schüler an aneren Experten am Beräich vun der Schülerbedeelegung ass den Text ugepasst an op en Neits de 6. Juli 2022 deposéiert ginn. No engem zweeten Avis vum Staatsrot sinn nach lescht Upassunge virgeholl ginn, soudatt den neie Règlement grand-ducal elo am Laf vum Mount Abrëll 2023 am Journal officiel wäert publizéiert ginn.

Protection de la jeunesse | Question **7714** (06/03/2023) de **M. Léon Gloden** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

De Jugendschutz an d'Jugendstrofrecht zu Lëtzebuerg gesäit, am Kader vun eventuelle Strofdoten, eng Rei Schutzmesurë fir Jonker vir. Sou zum Beispill, wann de genauen Alter vun engem Jonken, deen net zu Lëtzebuerg registréiert ass, muss gekläert ginn. Am Fall vu berechtegten Zweiwel un der Ausso zum eegenen Alter kann d'Police eng Röntge vum Handgelenk virgesinn, fir dat ze iwwerpréiwen. An der Praxis gesäit d'Gesetz vum 10. August 1992 zur Protection de la jeunesse vir, dass de Jonken dat ka refuséieren. D'Police muss dann op eng eventuell Ordonnance vum Parquet waarden, fir dës Röntgen ze maachen. Falls et sech net ëm e Mineur handelt, spillt eng aner gesetzlech Basis am Kader vum Strofrecht. Doriwwer eraus feelt et an der Unisec zu Dräibuer un néidege Plazen, fir jugendlech Stroftäter ënnerzebréngen, wouropshin dës dann oftmools an eng vun den oppene Strukture vum CSEE placéiert ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi kéint d'Kooperatioun vu potentielle jonke Stroftäter mat der Police encouragéiert ginn?

2. Wéi kéint d'Police am Zweiwelsfall méi séier den Alter vun engem Jonken iwwerpréiwen?

3. Wéi oft kënnt et vir, dass Jonker aus den oppene Strukture vum CSEE, wou se placéiert gi sinn, fortlafen?
– Wéi oft handelt et sech dobäi ëm Jonker, déi eigentlech an der Unisec hätte solle placéiert ginn?
– Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir dat ze verhënneren?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Hei sief op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro N° 6534 vum 22. Juli 2022 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup verwisen, an där d'Preventiounsaarbecht an d'Jugendaarbecht vun der Police ausféierlech beschriwwe ginn.

ad 2. D'Röntge vum Handgelenk wäert an de meeschte Fäll de séierste Moyen bleiwen, fir am Zweiwelsfall den Alter vu Jonken, déi net zu Lëtzebuerg enregistréiert sinn, ze iwwerpréiwen. All aner Recherche an Ufro am Ausland, virausgesat et kennt een d'Referenzland, dauert méi laang.

ad 3. Et sief drop higewisen, datt d'Police grandducale keng Zuelen iwwert Jonker, déi aus oppene Strukture fortgelaf sinn, féiert.

Als oppe Struktur vun der Kanner- a Familljenhëllef ass de Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), wéi all aner Struktur aus dësem Beräich, vu Fuguë betraff.

Generell gëtt tëschent zwou Zorte vu Fuguen ënnerscheet. Engersäits kënnt et vir, datt Jonker fir e puer Deeg aus dem CSEE fortlafen. Dës Fuguë stelle bal

ëmmer Versich vun deene Jonken duer, fir konkreet perséinlech oder familiär Problemer ze léisen. No e puer Deeg kommen déi Jonk selwer a fräiwëlleg nees zeréck an de CSEE.

Bei der zweeter Kategorie vu Fuguen handelt et sech ëm ganz laang Absencen aus dem CSEE, bei deenen déi Jonk net plangen, erëm zeréckzekommen. Dëst kënnt vir, wa Jugendlecher sech net op d'Prise en charge am CSEE kënnen oder wëllen aloossen. Deelweis handelt et sech bei dëse Jonken ëm Jugendlech, déi ouni Begleedung aus dem Ausland op Lëtzebuerg komm sinn a vu virera geplangt haten, weider an een anert Land ze reesen. Déi zweet Kategorie vu Fuguen ass allerdéngs ganz seelen. Iwwert déi genau Unzuel vu Fuguë féiert de CSEE keng Statistiken.

– D'Statistiken, déi vun der Justiz gefouert ginn, erlaben et net, dës Donnéeë kënnen unzeginn.

– Fuguë vu Jugendlechen aus Strukture vum Jugendschutz sinn, wéi an der Fro 3 erkläert, eng Realitéit, déi sech aus dem schwierege Kontext ergëtt, an deem déi Jugendlech sech befannen. Dofir gëtt et an deene Fäll keng allgemenggülteg Léisung, mee et ass eng Fro vun der pädagogescher Prise en charge. Am CSEE entwéckelt een sech permanent weider, fir beschtméiglech op déi Realitéit kënnen ze reagéieren, sief et duerch Formation continue oder Supervisioun.

Disparition de deux militants écologistes au Mexique et lien potentiel à une entreprise ayant son siège à Luxembourg | Question **7715** (06/03/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Le 15 janvier 2023, le représentant de la communauté indigène Aquila Antonio Díaz Valencia et l'avocat Ricardo Arturo Lagunes Gasca ont été portés disparus le long de la frontière entre les États de Colima et Michoacán. La disparition a été signalée après une réunion ayant comme sujet le non-respect par une entreprise sidérurgique d'Amérique latine des accords relatifs à leur mine de Las Encinas.

Par la suite, des experts de l'ONU ont exigé le 20 février 2023 des réponses sur le sort de ces deux défenseurs des droits humains disparus et ont exhorté le Gouvernement du Mexique à enquêter sur leur disparition. Sachant que l'entreprise concernée a son siège à Luxembourg, Messieurs les Ministres ont adressé fin janvier un courrier demandant des explications à celle-ci.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres de l'Économie et des Affaires étrangères et européennes :

– Messieurs les Ministres ont-ils reçu depuis lors une réponse de ladite société à leur lettre concernant la disparition d'Antonio Díaz Valencia et Ricardo Arturo Lagunes Gasca ?

– Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous communiquer le contenu de cette réponse ?

– Dans la négative, quelles seront les prochaines démarches entreprises par Messieurs les Ministres ?

Réponse (30/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Dans leur lettre conjointe, les ministères des Affaires étrangères et de l'Économie ont en effet exprimé leur grande préoccupation quant au sort de M. Diaz Valencia et M. Lagunes Casca. En rappelant les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de l'ONU ainsi que les Principes directeurs de l'OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises – notamment en ce qui concerne la responsabilité des entreprises de prévenir ou atténuer les impacts négatifs sur les droits de l'homme qui sont directement liés à leurs opérations, produits ou services par leurs relations commerciales – les deux ministères ont demandé à l'entreprise d'aider les autorités locales à faire toute la lumière sur ces allégations très graves ainsi que d'indiquer les actions qu'elle a prises pour y répondre.

L'entreprise en question a répondu vers la mi-février en rejetant formellement toute spéculation selon laquelle Ternium ou sa filiale Las Encinas auraient eu un quelconque lien et a fortiori une quelconque implication avec les événements qui ont conduit à la disparition de M. Diaz Valencia et M. Lagunes Casca. L'entreprise précise vouloir continuer à coopérer pleinement avec les autorités mexicaines dans le cadre des enquêtes en cours et rappelle, dans sa lettre, son engagement pour les droits humains, notamment à travers son Code de conduite interne et des projets concrets sur place.

Le Ministère de l'Économie aussi bien que le Ministère des Affaires étrangères et européennes ont suivi cette affaire depuis le début, y ayant été sensibilisés par des ONG ainsi que par un courrier de la part des Nations Unies à ce sujet. La disparition des deux défenseurs des droits humains a également été soulevée lors d'une rencontre entre le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et européennes et la Vice-Ministre des Affaires étrangères du Mexique. Toutefois, il convient de rappeler que ce n'est pas le rôle des ministres de s'exprimer au sujet d'une entreprise mise en cause ou de se positionner à ce stade sur le fond de l'affaire, alors que des enquêtes locales semblent être en cours.

Le PCN (Point de contact national) luxembourgeois pour la conduite responsable des entreprises, bien qu'il n'ait pas été saisi d'une plainte, a également suivi d'emblée cette affaire en contactant son homologue mexicain, qui n'a cependant pas pu apporter d'éléments pour le moment. En tout état de cause, suivant les règles de l'OCDE il appartiendrait au PCN mexicain de traiter une telle plainte, compte tenu du caractère exclusivement local, mexicain, de cette affaire.

Autorisation d'exercer la profession de médecin | Question **7716** (07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

No de Revelatioune ronderëm eng Rei Dokteren, déi am Ausland verurteelt waren an d'Autorisation d'exercer verluer haten, ass bekannt ginn, datt dës Dokteren zum Deel weider zu Lëtzebuerg hire Beruff ausübe géifen, opgrond vun enger vum Ministère ausgestallten Autorisatioun. Gläichzäiteg schéngt et esou, wéi wann de Ministère dës Autorisatiounen nëmme mat vill Retard, wann iwwerhaapt, géif annuléieren, dëst obwuel dës Dokteren am EU-Ausland rechtskräfteg verurteelt goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. A wéi vill Fäll, opgeschlësselt no Joer a Grond, huet de Ministère zanter 2018 eng Autorisation d'exercer oferkannt?

2. Wéi laang dauert esou eng Prozedur an der Moyenne?

3. Ass d'Madamm Ministesch zefridde mat dëse Prozeduren? Falls nee, wat géif si proposéieren ze änneren?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Opschlësselung no Joer, wou eng Autorisation d'exercer huet missen oferkannt ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. + 3. Laut dem Artikel 15 vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer Medezinner, Zännmedezinner a Veterinärmedezinner, kann eng Suspensioun oder de Retrait vun enger Autorisation d'exercer gemaach ginn, wann den Dokter déi gesetzlech Konditiounen, fir eng Autorisatioun ze kréien, net méi erfëllt. De Minister, deen d'Gesondheet a sengen Attributiounen huet, hëlt déi Decisioun, nodeems en den Avis vum Collège médical gefrot huet.[1]

Ënner anerem gesäit den Artikel 16 (2) vum vir zitéierte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 eng Prozedur vir, wou de Minister, deen d'Gesondheet a sengen Attributiounen huet, mat direktem Effekt kann eng Autorisation d'exercer oferkennen, dëst virleefeg a fir eng Dauer vu maximal 3 Méint.

De Gesondheetsministère kann net präzis op d'Fro äntweren, wéi laang déi beschriwwe Prozedur dauert, well dat vun engem Dossier zum anere variéiert. Dat hänkt z. B. och dovun of, ob de concernéierten Dokter zu deem Zäitpunkt nach op eisem Territoire exerzéiert oder net respektiv erreecht ka ginn. Wann dat de Fall ass, kënnt nach eng Convocatioun beim Collège médical dobäi.

An der Reegel, wann dem Gesondheetsministère bis eng rechtskräfteg an definitiv Verurteelung aus engem aneren EU-Memberstaat virläit, kann déi gesetzlech Prozedur awer kuerzfristeg ofgewéckelt ginn.

Fir datt sou eng rechtskräfteg an definitiv Verurteelung dem Gesondheetsministère sou schnell wéi méiglech bekannt ass an dono eppes zu Lëtzebuerg ënnerholl ka ginn, ass et wichteg, datt déi europäesch Austauschplattform „IMI" (Système d'information du marché intérieur) einwandfrei fonctionéiert. Dës Plattform verfüügt iwwert en Outil „IMI-Alerte". Am Fall vun enger Verurteelung oder enger Aktivitéit, déi méiglecherweis e Risiko fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de Patienten duerstellt, kann dëst iwwert den Alarmmechanismus vum Memberstaat, wou den Dokter praktizéiert, un d'Memberstate vun der EU notifiéiert ginn.

D'Servicer vum Gesondheetsministère verfollegen dës Notifikatiounen a sinn och an den Aarbechtsgruppen op europäeschem Plang vertrueden, fir d'Evolutioune vun der Plattform „IMI" ze suivéieren.

Centre socio-éducatif de l'État | Question **7717** (07/03/2023) de **Mme Octavie Modert** | **M. Léon Gloden** | **M. Max Hengel** (CSV)

Den 29. Mäerz 2022 ass, an enger gemeinsamer Reunioun vun der Justizkommissioun an der Educatiounskommissioun zu de Gesetzprojeten zum Jugendschutz an dem Jugendstrofrecht, iwwert ee méiglechen Ausbau vum Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) diskutéiert ginn. An deem Kader hunn déi zoustänneg Ministeren erkläert, d'Strukture wëllen ze verklengeren an ze dezentraliséieren, fir sou ee besseren Encadrement vun de Jonken ze garantéieren. Aktuell ass de CSEE opgedeelt op dräi Sitten (Dräibuer, Schraasseg a Buerglënster), déi alleguer quasi ausgelaascht sinn. De 6. Mäerz 2023 huet den Direkter vum CSEE dann an engem RTL-Interview confirméiert, dass d'Sitten zu Schraasseg oder Dräibuer kéinten ausgebaut ginn. Wéi den Direkter och sot, kënnt et ëmmer nach vir,

[1] Loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire, article 18

datt duerch de Plazmangel an der Unisec, Jonker op Schraasseg an de Prisong kommen. Dofir ass an der zoustänneger Kommissiounssëtzung am Mäerz 2022 gesot ginn, d'Unisec zu Dräibuer soll ausgebaut ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Huet d'Regierung déi am Mäerz virgestallte Strategie vu méi klengen, dezentrale Sitte vum CSEE opginn?
– Wa jo, firwat?

2. Sollen um Site zu Dräibuer an Zukunft weiderhi CSEE an Unisec bestoen, oder awer just d'Unisec?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Regierung hält un hirem laangfristegen Entwécklungsprozess, fir d'Strukture vum Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) ze verklengeren an ze dezentraliséieren, fest. En dezentralen Encadrement erlaabt eng méi intensiv Prise en charge vun de Jonken a klenge Gruppen.

Fir säin Entwécklungsprozess ze garantéieren, sicht de CSEE weiderhin no kuerz- a laangfristegen infrastrukturelle Léisungen.

ad 2. D'Aussoen, déi den 29. Mäerz 2022 an der gemeinsamer Reunioun vun der Justizkommissioun an der Educatiounskommissioun zu de Gesetzprojeten zum Jugendschutz an dem Jugendstrofrecht, iwwert ee méiglechen Ausbau vum CSEE gemaach gi sinn, gëllen nach ëmmer. Et huet sech näischt un der Approche, fir een zukünftege Centre pénitentiaire zu Dräibuer unzesidelen an de CSEE ze dezentraliséieren, geännert.

Groupe cardiologique du Centre Hospitalier du Nord | Question **7718** (07/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den 23. November 2022 huet d'Gesondheetsministesch doriwwer informéiert, dass en Accord mat de Kardiologe vum Groupe cardiologique fonnt ginn ass, dass hir Aktivitéiten am Centre Hospitalier du Nord via Konventioun bis Enn Mäerz 2023 assuréiert sinn.

Des Weideren huet d'Gesondheetsministesch matgedeelt, dass Neiastellunge lafe géingen an dass an deem Kader Plazen ausgeschriwwe gi wiere vum Centre Hospitalier du Nord.

An deem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Ass eng Verlängerung vun der Konventioun mat de Kardiologen iwwert den Datum vun Enn Mäerz 2023 virgesinn?

– Si mëttlerweil nei Kardiologen am Centre Hospitalier du Nord agestallt ginn?
• Wa jo, wéi vill Kardiologe sinn agestallt ginn?
• Wann dat net de Fall ass, wat fir Konsequenzen huet dëst op de Fonctionnement vun der Kardiologie am Centre Hospitalier du Nord?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Nodeems een neie Kardiolog am Dezember agreéiert gouf an zënter Januar am CHdN schafft, huet de Verwaltungsrot a senger Reunioun am Mäerz dräi weider Kardiologen agreéiert.

Domadder sinn ab Abrëll 2023 véier Kardiologen an engem neie Grupp zesummen, fir d'Kardiologie-Aktivitéit am CHdN ze assuréieren. Doriwwer eraus hunn dovunner dräi Kardiologen och eng Spezialisatioun an der interventioneller Kardiologie.

Nodeems den Agrement vun den Doktere vum ale Groupe cardiologique resiliéiert ginn ass an si net méi am CHdN agreéiert sinn, wäerten d'Konditioune fir een Agrement am INCCI vun eenzelnen Dokteren net méi erfëllt sinn. Et opläit dem Verwaltungsrot vum INCCI, fir eventuell Decisiounen dozou ze huelen.

Eng Zesummenaarbecht mat den interventionelle Kardiologen am INCCI ass duerch den neie Grupp vun Doktere weiderhin assuréiert an d'Prozedure vum Transfert an der Prise en charge vum Patient si kloer.

Centre socio-éducatif de l'État | Question **7719** (07/03/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), deen sech ëm Jugendlecher këmmert, déi dacks mam Gesetz a Konflikt geroden, verdeelt sech mëttlerweil op dräi Sitten am Land. Engersäits ass gewosst, datt dës Strukturen iwwerfëllt sinn an um Limitt schaffen.

Doriwwer eraus wier – eisen Informatiounen no – d'Situatioun an der Unisec katastrophal, vill Jugendlecher géife maachen, wat se wëllen, an dat quasi ouni Konsequenzen. Donieft heescht et, datt der Police an der Justiz d'Hänn gebonne wieren.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Justizministesch gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Jugendlechen, déi an de Strukture vum CSEE ënnerbruecht sinn, si bis dato nach net mam Gesetz a Konflikt geroden?

2. An engem Zeitungsartikel heescht et, den Direkter vum CSEE hätt sech esou geäussert, datt mat Bléck op d'Nationalitéite vun de Jonken an de Strukturen d'Verdeelung esou wier wéi an der Gesellschaft. Eisen Informatiounen no stëmmt dat net. Kann d'Madamm Minister mir soen, wéi eng Nationalitéiten – an och opgeschlësselt no dem jeeweilege Prozentsaz vun deenen eenzelen Nationalitéiten – an deene Strukture vertruede sinn?

3. Wéi dacks gouf d'Police am Joer 2022 op Dräibuer an d'Strukture vum CSEE souwéi an d'Strukture vun der Unisec geruff? Wat waren – opgeschlësselt no de jeeweilegen Asätz – d'Grënn, firwat d'Police geruff gouf?

4. Wéi dacks gouf d'Police vum 01.01.2023 bis elo op Dräibuer an d'Strukture vum CSEE souwéi an d'Strukture vun der Unisec geruff? Wat waren – opgeschlësselt no de jeeweilegen Asätz – d'Grënn, firwat d'Police geruff gouf?

5. Wéi dacks goufe Policebeamten zënter dem Ufank vun 2022 bis elo vu Jugendlechen an de Strukture vun der Unisec a vum CSEE ugegraff?

6. Laut eisen Informatioune géifen an der Unisec Drogen zirkuléieren. Wéi dacks sinn am Joer 2022 Droge konfiszéiert oder saiséiert ginn? Wéi dacks si säit 2023 Droge konfiszéiert oder saiséiert ginn?

7. Am Hibléck op déi – eisen Informatiounen no – katastrophal Situatioun an der Unisec: Wéi eng Verbesserungen envisagéiert d'Madamm Ministesch?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, e genaue Prozentsaz auszerechnen.

D'Majoritéit vun de Pensionnaires, déi 2022 am stationäre Beräich vum CSEE betreit gi sinn, haten op d'mannst eemol ee Verhalen un den Dag geluecht, deen dem Gesetz no enger Infraktioun entsprach huet. Et sief preziséiert, datt e Verstouss géint e Gesetz net onbedéngt de Grond ass, firwat e Jugendlechen am CSEE ënnerkënnt.

ad 2. Et ergëtt sech follgend Opdeelung vun den Nationalitéite vun de Pensionnaires, déi op d'mannst een Dag am Laf vum Joer 2022 am CSEE am stationäre Beräich opgeholl goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. bis 6. Mir verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5972 vum 22. Abrëll 2022 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup an op d'parlamentaresch Fro Nr. 7479 vum 17. Januar 2023 vun den honorabelen Deputéierten Octavie Modert a Léon Gloden.

D'Datebanke vun der Police erméiglechen et net, eng automatiséiert Recherche op d'Virfäll, déi sech exklusiv op d'Strukture vum CSEE oder der Unisec bezéien, ze maachen. Bei dëser automatiséierter Recherche géifen all Policeinterventiounen an all Virfäll, déi ronderëm respektiv an der Lokalitéit Dräibuer geschitt wären, ugewise ginn.

ad 7. Wann d'Gesetzesprojeten Nr. 7991 iwwert d'Aféiere vun engem Jugendstrofrecht an Nr. 7994 iwwert d'Assistance, d'Ënnerstëtzung an de Schutz vu Kanner, jonken Erwuessenen a Familljen, gestëmmt sinn, wäert d'Unisec en tant que tel net méi existéieren. Amplaz ass et virgesinn, eng adequat a spezialiséiert Struktur fir stroffälleg Jugendlecher ze bauen.

Luxembourg Science Center | Question **7720** (07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufanks Mäerz huet d'Onlineplattform reporter.lu iwwert Mëssstänn bei deem mat mindestens 21 Milliounen Euro subventionéierte Science Center geschriwwen. Dës Mëssstänn goufe vun direkt e puer Quellen ervirbruecht an och un eis si Persounen erugetrueden, déi zumindest Deeler aus dëse Revelatioune confirméiert hunn. Rieds geet vu Verstéiss géint d'Néierloossungsrecht, opaquë Finanzstrukturen, déi un d'Konstrukt vun der Superdreckskëscht erënneren, an e Gerant, dee Suen hin an hir réckelt, wéi et e grad arrangéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Kann de Minister confirméieren, datt GGM 11 SARL de 6. Mäerz keng gülteg Autorisation d'établissement hat?

2. Hat GGM 11 SARL de Ministère, wéi den Artikel 29 vum Gesetz iwwert d'Autorisation d'établissement et virgesäit, innerhalb vun 1 Mount iwwert den Doud vum Gérant technique informéiert?

3. Gouf GGM 11 SARL duerno eng temporär Autorisatioun, wéi am Artikel 29 virgesinn, ausgestallt?
Wa jo, gouf dës verlängert a wa jo, wéini?
Wann nee, zanter wéini ass d'Firma ouni Autorisation d'établissement?

4. Huet de Ministère déi am Gesetz virgesinnen Demarchen declenchéiert?

Réponse (11/04/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Societéit GGM 11 SARL huet säit dem 27.8.2022 keng Autorisation d'établissement méi. Et ass nom Doud vum Gerant keng Informatioun vun der

Societéit un d'Direktioun vum Mëttelstand erugedroe ginn. Deemno gouf och keng temporär Autorisatioun ausgestallt.

Luxembourg Science Center | Question **7721** (07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufanks Mäerz huet d'Onlineplattform reporter.lu iwwert Mëssstänn bei deem mat mindestens 21 Milliounen Euro subventionéierte Science Center geschriwwen. Dës Mëssstänn goufe vun direkt e puer Quellen ervirbruecht an och un eis si Persounen erugetrueden, déi zumindest Deeler aus dëse Revelatioune confirméiert hunn. Rieds geet vu Verstéiss géint d'Néierloossungsrecht, opaquë Finanzstrukturen, déi un d'Konstrukt vun der Superdreckskëscht erënneren, an e Gerant, dee Suen hin an hier réckelt, wéi et e grad arrangéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi een op myguichet.lu nokucke kann, huet d'Firma keng gülteg Autorisation d'établissement. Huet e Procureur d'État sech mat der Affär saiséiert, wéi den Artikel 40 vum Gesetz iwwert d'Autorisation d'établissement et virgesäit?

2. Wéi schätzt d'Ministesch et an, datt eng Persoun Member vum Verwaltungsrot ass, déi vun der CSSF d'Honorabilitéit oferkannt krut?

3. Ass et am Aklang mam Statut vun der Gemengennëtzegkeet, wa 15 vun 30 Memberen an engem Veräi fir deem säi gréisste Fournisseur schaffen an 10 weiderer fir de Veräi selwer, an domadder de Fournisseur de facto iwwert d'Zesummesetzung vum CA entscheede kann?

4. Ass et fir de Gerant vun enger gemengennëtzeger ASBL ubruecht, fir nieft enger Pai um Niveau tëscht engem Staatssekretär an engem Minister och nach eng Pai vun där hirem gréisste Fournisseur ze kréien? Gesäit d'Madamm Ministesch do kee potenziellen Interessekonflikt?

5. Ass et fir ee Gerant vun enger gemengennëtzeger ASBL ubruecht, fir generéis Speeserechnungen unzeheefen an dës vun engem Fournisseur vun dëser ASBL bezuelen ze loossen?

Réponse (12/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Pressestell vun der Justiz huet kierzlech op Nofro vun engem Reporter präziséiert, dass eng Enquête préliminaire vum Procureur d'État ordonéiert ginn ass.

ad 2. Am Gesetz vum 21. Abrëll 1928 iwwer ASBLen a Fondatiounen ass kee Contrôle d'honorabilité virgesinn, deemno kann an deem Zesummenhang keng Aschätzung gemaach ginn.

Esou eng Kontroll soll awer fir d'Zukunft am Kader vum Gesetzentworf 6054 virgesi ginn, souwuel fir ASBLe mat Gemengennëtzegkeetsstatut wéi fir Fondatiounen.

ad 3. bis 5. Et gëtt am Gesetz vun 1928 nëmmen eng Dispositioun iwwer de Statut vun der Gemengennëtzegkeet, nämlech den Artikel 26-2, deem säi Wuertlaut ass:

« Les associations sans but lucratif qui poursuivent un but d'intérêt général à caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique, social, sportif ou touristique peuvent être reconnues d'utilité publique par arrêté grand-ducal. »

Eng ASBL mat Gemengennëtzegkeetsstatut ënnersteet deemno deenen nämmlechte Reegele wéi eng einfach ASBL, an do gëtt et am Gesetz keng Dispositioun, déi eng Limitatioun virgesäit, wat d'Memberen ugeet.

Administrateure mussen hiert Mandat am Sënn vun der ASBL ausféieren, mee hei muss och erwäänt ginn, datt et am Gesetz vun 1928 keng spezifesch Dispositiounen iwwer Interessekonflikter gëtt.

Et ass awer virgesinn, dëst am Kader vum Gesetzentworf N° 6054 iwwer ASBLen a Fondatiounen ze änneren. Am Artikel 67 vum Gesetzentworf ass nämlech virgesinn:

« Seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement, les dirigeants de l'association ou de la fondation, de droit ou de fait, qui de mauvaise foi,

– auront fait des biens ou du crédit de l'association ou de la fondation un usage qu'ils savaient contraire à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une entité dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement ;

– auront fait des pouvoirs qu'ils possédaient ou des voix dont ils disposaient, en cette qualité, un usage qu'ils savaient contraire aux intérêts de l'association ou de la fondation à des fins personnelles ou pour favoriser une autre entité dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement. »

Wat d'Äntwert op d'Fro Nummer 5 ugeet, d'Frais de mission, déi de MENJE beim LSC iwwerholl huet, louchen all Joer bei nëmme ronn 10.000 Euro. D'Virwërf, déi an der Press erhuewe goufen, kann de MENJE weeder confirméieren nach dementéieren. De Rapport vun der IGF soll Kloerheet doriwwer bréngen, wéi d'Finanzflëss tëscht der ASBL an der Societéit waren.

Luxembourg Science Center | Question **7722** (07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufanks Mäerz huet d'Onlineplattform reporter.lu iwwert Mëssstänn bei deem mat mindestens 21 Milliounen Euro subventionéierte Science Center geschriwwen. Dës Mëssstänn goufe vun direkt e puer Quellen ervirbruecht an och un eis si Persounen erugetrueden, déi zumindest Deeler aus dëse Revelatioune confirméiert hunn. Rieds geet vu Verstéiss géint d'Néierloossungsrecht, opaquë Finanzstrukturen, déi un d'Konstrukt vun der Superdreckskëscht erënneren, an e Gerant, dee Suen hin an hir réckelt, wéi et e grad arrangéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kann de Ministère confirméieren, datt Patenter, déi am Kader vum Science Center erschafe goufen, exklusiv bei dëser ASBL leien?
– Falls nee, wéi eng Patenter gëtt et a wien hält dës?
– Falls nee, gouf et Paiementer tëscht dem Veräin an enger Firma (z. B. GGM 11 oder IP Finance II) fir dës Patenter? Eventuell och indirekt bei den Akafspräisser?
– Falls jo, goufen dës Patenter remuneréiert, wann z. B. GGM 11 dës genotzt huet, fir eppes ze bauen oder ëmzesetzen?

2. Kann de Ministère versécheren, datt et keng intern Dokumenter vun deem Veräi gëtt, deen sech quasi exklusiv duerch staatlech Subventiounen um Liewen hält, deen eng eenzeg Privatfirma strukturell bevirdeelegt?

3. Gouf dem Ministère d'Offer gemaach, fir d'Firma GGM 11 SARL opzekafen? Wa jo, zu wéi engem Präis?

4. Ass et fir e Gerant vun enger gemengnëtzeger ASBL ubruecht, fir generéis Speeserechnungen unzeheefen an dës vun engem Fournisseur vun dëser ASBL bezuelen ze loossen?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) ka confirméieren, datt bei den Experimentéierstatiounen, déi d'ASBL Luxembourg Science Center (LSC) iwwer den Educatiounsministère finanzéiert kritt huet, d'Konzeptioun an den Developpement integréierte Bestanddeel waren. Domadder leien d'intellektuell Proprietéit an d'Notzungsrechter fir déi Statioune beim LSC.

Op Nofro krut de MENJE an enger Reunioun Enn November 2022 vum Verwaltungsrot vum LSC versécheert, datt d'Rechter vun der Propriété intellectuelle beim LSC géife leien.

ad 2. De MENJE kann dëst net versécheren, well et eng Decisioun vum Verwaltungsrot vun der ASBL ass, u wien d'ASBL sech strukturell oder laangfristeg bënnt. De MENJE huet awer zanter September 2022 kloer gemaach, datt esou eng strukturell Ofhängegkeet vun enger kommerzieller Struktur riskéiert, d'Entwécklung vum LSC ze gefäerden, an zu enger Ontransparenz um Niveau vun der Gouvernance féiert. Aus dëse Grënn fuerdert de MENJE eng aner Form vu Gouvernance, déi dës Risiken evitéiert.

ad 3. De MENJE huet bis elo keng esou eng Offer gemaach kritt.

ad 4. D'Frais de mission, déi de MENJE beim LSC iwerholl huet, louchen all Joer bei nëmme ronn 10.000 Euro. D'Virwërf, déi an der Press erhuewe goufen, kann de MENJE weeder confirméieren nach dementéieren. De Rapport vun der IGF soll Kloerheet doriwwer bréngen, wéi d'Finanzflëss tëscht der ASBL an der Societéit waren. Wéi schonn ënner dem Punkt 2) beschriwwen, ass d'Positioun vum MENJE awer, datt eng strukturell Ofhängegkeet vum LSC par rapport zu enger kommerzieller Societéit net acceptabel ass.

Luxembourg Science Center | Question **7723** (07/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufanks Mäerz huet d'Onlineplattform reporter.lu iwwert Mëssstänn bei deem mat mindestens 21 Milliounen Euro subventionéierte Science Center geschriwwen. Dës Mëssstänn goufe vun direkt e puer Quellen ervirbruecht, an och un eis si Persounen erugetrueden, déi zumindest Deeler aus dëse Revelatioune confirméiert hunn. Rieds geet vu Verstéiss géint d'Néierloossungsrecht, opaquë Finanzstrukturen, déi un d'Konstrukt vun der Superdreckskëscht erënneren, an e Gerant, dee Suen hin an hir réckelt, wéi et e grad arrangéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, ëffentlech Aarbechten a Finanzen dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt Associatiounen, déi iwwert 50 % vun hire Recettë vum Staat kréien, sech och missten un d'Gesetzer vun de Marchés publics halen? Sachant, datt d'Gesetz vum 8. Abrëll 2018 en „organisme de droit public" definéiert als:

« tout organisme présentant toutes les caractéristiques suivantes :

i. il a été créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial ;
ii. il est doté de la personnalité juridique ; et
iii. soit il est financé majoritairement par l'État, les communes ou par d'autres organismes de droit public, soit sa gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit son organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'État, les communes ou d'autres organismes de droit public. »

2. Wien ass responsabel fir d'Kontroll vu Verstéiss géint d'Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'Marchés publics? Wat sinn d'Konsequenze fir ee Veräi wéi de Science Center, wann dësen d'Dispositiounen net respektéiert?

Réponse (11/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An dëser Fro gëtt de Punkt d) vum Artikel 2 vum Gesetz vun de Marchés publics vum 8. Abrëll 2018 zitéiert, deen definéiert, ënnert wat fir enge Konditiounen en Organismus als Organisme de droit public gëllt, deen d'Marchés-publics-Gesetz muss applizéieren. Déi dräi Konditioune musse kumulativ erfëllt ginn. Et geet also net duer, fir zum Beispill just ze analyséieren, ob den Organismus méi ewéi zu 50 % vum Staat finanzéiert gëtt.

De Luxembourg Science Center ass en Organisme de droit privé a fält domadder net ënnert d'Bestëmmunge vum Artikel 2.

ad 2. De Minister fir ëffentlech Aarbechten ass kompetent fir d'Legislatioun vun de Marchés publics, mee huet keng Kompetenz fir d'Kontroll vu Verstéiss géint d'Gesetz vum 8. Abrëll 2018. D'Soumissiounskommissioun, déi beim Ministère fir ëffentlech Aarbechten instituéiert ass, ass och bis elo net mat engem Dossier betreffend de Science Center befaasst ginn.

Prinzipiell ka jiddereen, deen sech geschiedegt fillt a mengt, d'Marchés-publics-Gesetz hätt missen applizéiert gi respektiv wier falsch applizéiert ginn, viru Geriicht kloen.

Sabotage du gazoduc Nord Stream | Question **7724** (07/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Aktuell lafen e puer Enquêten zu der Fro, wien d'Nord-Stream-Pipeline sabotéiert an der Energieversuergung vun Europa domat schwéiere Schued zougefüügt huet. Dat ass besonnesch an Däitschland, Schweden, Russland an Dänemark de Fall.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Gesäit d'Regierung vir, fir sech um internationalen Niveau fir eng Haftung vum verantwortleche Staat oder vun deene Staaten anzesetzen, déi un där Sabotageaktioun bedeelegt waren? Wär et net méi ewéi richteg, wann déi schëlleg Staaten déi sabotéiert Pipelinen nees missten op hir Käschte reparéieren an datt déi duerch dat Attentat direkt oder indirekt geschiedegt Staaten an Entreprisë géife komplett indemniséiert ginn?

Réponse (10/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Zu dësem Zäitpunkt gëtt et nëmme Spekulatiounen, wie fir d'Sabotageaktioun vun der Nord-Stream-Pipeline schëlleg ass. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7146 vum 9. November 2022 geschriwwen, waart d'Lëtzebuerger Regierung op d'Resultater vun den Enquêten, déi amgaange sinn. Et wäert duerno un éischter Stell un de geschiedegte Staaten an Entreprisë sinn, d'Justiz ze saisiéieren, an un der Justiz ze decidéieren, ob, a wéi héich, déi leséiert Partien indemniséiert ginn.

Prise en charge des transports en taxi en cas de traitement médical | Question **7725** (08/03/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

Eng verséchert Persoun huet am Fall vun engem Traitement, dat wärend enger Zäit muss widderholl ginn (wéi z. B. Chimiotherapie, Radiotherapie an Dialys), en Taxitransport zegutt, dee vun der CNS iwwerholl gëtt, ënnert der Viraussetzung, datt dës Persoun eng Ordonnance médicale vum Dokter, deen en charge vum Traitement ass, virweise kann.

Esou wéi een um Site vun der Gesondheetskeess kann noliesen, géif d'Prise en charge vun de Käschte baséieren op:

– engem Mindestbetrag vu 6,56 € pro Trajet;
– engem Kilometerbetrag vun 1,64 € pro Kilometer fir Eenzeltrajeten;
– 0,82 € pro Kilometer fir een Trajet, wou och e Retour vun der transportéierter Persoun abegraff ass;
– 0,28 € pro Minutt fir d'Waardezäit.

Des Weidere kann een awer och liesen, dass um Enn oft nach Fraisen op de Patient duerkommen, déi dëse muss selwer droen: « Pour les transports en taxi, il reste souvent des frais à charge de l'assuré. Renseignez-vous à l'avance des tarifs appliqués par l'entreprise de transport. »

Vu datt et hei ëm essenziell Traitementer am Kader vun der Gesondheetsversuergung geet, wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Deelt den Här Minister d'Opfaassung, datt et hei ëm wichteg Traitementer am Kader vun der Gesondheetsversuergung geet an datt et evident ass, datt an esou Fäll egal wéi de ganze Montant vun der CNS muss iwwerholl ginn, an esou keng zousätzlech Fraise vum Patient mussen iwwerholl ginn?

– Wëssend, datt besonnesch Patienten aus dem ländleche Raum dacks méi e wäite Wee hunn, fir an e Spidol ze kommen, oder einfach gewësse Patiente méi op en Taxitransport ugewise si wéi anerer, mengt den Här Minister net och, datt ee keen dierf bei der Gesondheetsversuergung benodeelegen?

Réponse (09/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Wéi schonn a villen aneren Äntwerten op parlamentaresch Froen erkläert gouf, wéi zum Beispill Nr. 5667, Nr. 5215, Nr. 5219, Nr. 5355 an Nr. 5667, ginn d'Ambulanzdéngschter fir net urgent (secondaire) Transporter vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societéiten, vun Etablissementer fir d'ëffentlech Nëtzlechkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert. Den Zougang zum Beruff gëtt duerch d'Gesetz vum 2. September 2011[2] gereegelt. Dëst Gesetz fält net ënner d'Kompetenze vum Gesondheetsministère an och net ënner déi vum Ministère fir sozial Sécherheet.

Déi betreffend Ministërë sinn sech der aktueller Situatioun bewosst an de Gesondheetsministère huet aus dësem Grond, an Zesummenaarbecht mat anere Ministèren, e Gesetzes-Avant-projet op den Instanzewee ginn.

Et ass och virgesinn, datt d'Tariffer an deem Beräich nei verhandelt ginn, esoubal déi nei Gesetzgeebung a Kraaft trëtt. De Gesetzesprojet gesäit nämlech déi néideg Krittären a Konditioune vir, fir do Upassunge virzehuelen. D'Gesondheetskeess kann awer eréischt mat den Negociatiounen ufänken, wann de gesetzleche Kader bis gereegelt ass.

D'Gesondheetskeess ka sech also just op déi aktuell statutaresch Dispositioune vun der Gesondheetskeess an op bestoend Gesetzer a Reglementer baséieren.

Cours de premiers secours en milieu scolaire | Question **7726** (08/03/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

An enger méi oder manner graver Noutsituatioun ass et ganz wichteg, elementar Kenntnisser ze hunn a Saachen Éischt Hëllef. Éischt-Hëllef-Coursen, déi sech un Erwuessener riichten, si gemengerhand gutt besicht. D'Fro stellt sech awer, wéi et bei Kanner a Jugendlecher ausgesäit. D'Kanner, ob grouss oder kleng, kënne mat enger Noutsituatioun konfrontéiert sinn, sief am Schoul- , Fräizäit- oder Sportsmilieu. Bei de Jugendleche kënnt nach den Nuetsmillieu derbäi a ganz kloer duerno d'Eventualitéit, fir Nouthëllef ze leeschten am Fall vun engem Accident op de Stroossen.

An deem Zesummenhang stellen ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg e Wee, iwwert dee Kanner a Jugendlecher en Éischt-Hëllef-Cours maache kënnen? Wéi vill Kanner a Jugendlecher ginn hei zu Lëtzebuerg momentan iwwer esou Coursen erreecht?

2. Ginn Éischt-Hëllef-Coursen an de Schoule recommandéiert oder sinn se souguer als Aktivitéit fest virgeschriwwen? Wa jo, wéi vill Schoule maache mat an a wéi enge Fächer ginn se thematiséiert? Ass ugeduecht, fir Éischt-Hëllef-Coursen iwwerall unzebidde respektiv obligatoresch an de Schoulprogramm afléissen ze loossen?

3. Wéi eng Formatioun a Saachen Éischt Hëllef muss d'Personal vu Jugendhaiser hunn?

Réponse (20/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. an 2. De Plan d'études vum Enseignement fondamental gesäit d'Aktivitéit vun engem Éischt-Hëllef-Cours net systematesch vir. Allerdéngs ginn d'Kanner ënner anerem am Kader vun de Fächer Découverte du monde, Éveil aux sciences, les sciences humaines et naturelles a Vie et société souwéi och bei der Entwécklung vun den transversale Kompetenzen ëmmer erëm un de Sujet vun der Sécherheet erugefouert. Et handelt sech heibäi haaptsächlech ëm eng preventiv Approche, bei där et an éischter Linn dorëms geet, geféierlech Situatiounen ze evitéieren an éischt Unzeeche vu gesondheetleche Problemer eeschtzehuelen. Am Kontext vun der Éischter Hëllef léieren d'Kanner beispillsweis, datt et wichteg ass, engem Blesséierten ze hëllefen, a si kréien déi entspriechend Telefonsnummere vun der Police an der Ambulanz vermëttelt, fir datt si wëssen, wéi si an enger Noutsituatioun reagéiere sollen an u wie si sech wende kënnen. Spezifesch kënnen déi pedagogesch Equippen dobäi op d'Buch „Erste Hilfe – für Kinder von Kindern" zréckgräifen.

[2] Loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales qui ne relève pas de la compétence du Ministère de la Santé et du Ministère de la Sécurité sociale

Éischt-Hëllef-Coursë sinn och am Enseignement secondaire net als Aktivitéit virgeschriwwen. Op fräiwëlleger Basis ginn an 29 vun 43 ëffentlechen a private Lycéeën Éischt-Hëllef-Coursen ugebueden. Et leien allerdéngs keng Angaben iwwert d'Zuel vun de Participantë vir. An deem Zesummenhank sief nach präziséiert, datt zanter 2018 a sämtleche Lycéeë Reanimatiounscoursë fir all Schüler stattfannen, dëst an engem Zweejoresrhythmus an a Kollaboratioun mam Luxembourg Resuscitation Council (LRC).

Op der Internetsäit hey.snj.lu fënnt ee vill Formatiounen, déi vu verschiddene Prestatairë fir Jonker tëschent 16 an 30 Joer ugebuede ginn, dorënner och Éischt-Hëllef-Coursen. Dës Coursë gi gratis, a reegelméissegen Ofstänn an a verschiddene Sproochen offréiert, fir e méiglech breede Publikum vu jonke Mënschen ze erreechen.

De CGDIS bitt reegelméisseg an iwwert dat ganzt Joer verdeelt gratis Éischt-Hëllef-Coursen an de Gemengen un. Den Arrêté ministériel du 3 mars 2022 arrêtant le programme et le contenu des formations dispensées par l'Institut national de formation des secours du CGDIS gesäit vir, datt ee mindestens 12 Joer al muss sinn, fir un engem Éischt-Hëllef-Cours dierfen deelzehuelen.

Am Joer 2022 huet de CGDIS 423 där gratis Coursen ugebueden, un deene 7.985 Participanten deelgeholl hunn.

Niewent dem CGDIS bidden och 54 agreéiert Organismes formateurs en matière de secours Éischt-Hëllef-Coursen un. Ënnert dësen Organisme sinn der och eng Partie am Beräich vun der Jugendaarbecht aktiv.

Am Kader vun der Preparatioun op den aktiven Déngscht beim CGDIS ass den Éischt-Hëllef-Cours och an der Ausbildung vun de Jugendpompjeeë virgesinn.

Op Ufro hi vun de jeeweilege Schouldirektiounen organiséiert de CGDIS och reegelméisseg Éischt-Hëllef-Coursen a Schoulen un. Wéint dem Mindestalter ass dat awer éischter an de Lycéeën de Fall wéi an der Grondschoul. Nieft dem CGDIS sinn och an de Schoulen d'Organismes formateurs an deem Beräich aktiv, wéi zum Beispill d'Rout Kräiz.

ad 3. Den Artikel L.312-4 vum Code du travail seet am éischte Paragraf:

« (1) L'employeur doit :
1. prendre en matière de premiers secours, de lutte contre l'incendie et d'évacuation des salariés, les mesures nécessaires, adaptées à la nature des activités et à la taille de l'entreprise et/ou de l'établissement, et compte tenu d'autres personnes présentes, et
2. organiser des relations nécessaires avec des services extérieurs, notamment en matière de premiers secours, d'assistance médicale d'urgence, de sauvetage et de lutte contre l'incendie. »

An de Konventiounen, déi mat de Jugendhaiser, de Gemengen an dem Stat ënnerschriwwe ginn, gëtt follgend Oplag festgehalen:

« L'organisme gestionnaire veille à ce que le personnel encadrant participe à des séminaires de premier secours dont les connaissances sont à mettre à jour tous les 5 ans [...]. »

Protection civile transfrontalière | Question **7727** (08/03/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

An de leschte Joren huet sech d'Zuel vu Virfäll mat iwwernationaler Relevanz (z. B. Covidpandemie, Iwwerschwemmungen) geheeft. Lëtzebuerg huet awer schonn an de Joerzéngte virdru mat sengen Nopeschlänner eng ganz Rei vun Accorde signéiert, déi eng géigesäiteg Hëllef um Niveau vun de Rettungsdéngschter virgesinn:

1. Loi du 6 juin 1976 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de protection civile, signée à Bruxelles le 23 juillet 1970 (Mém. A 1976, p. 672)

2. Loi du 29 avril 1980 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves, signée à Luxembourg le 2 mars 1978 (Mém. A 1980, p. 794).

3. Arrangement administratif entre le Ministre de l'Intérieur du Grand-Duché de Luxembourg et le Ministre fédéral de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'application de la convention du 2 mars 1978 conclue entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves.

4. Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur l'assistance mutuelle entre les services d'incendie et de secours luxembourgeois et français signé le 10 décembre 1962 et publié le 7 février 1963.

5. Accord par échange de lettres du 12/09/1988 modifiant et complétant l'accord du 10/12/1962 sur l'assistance mutuelle entre les services d'incendie et de secours luxembourgeois et français.

6. Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, signé le 11 avril 1980.

7. Loi du 22 avril 1999 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de protection civile, fait à Luxembourg le 13 mai 1993 (Mém. A 1999, p. 1167).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Banneminister:

1. Wéi oft huet säit Akraafttriede vun de genannten Ofkommes Lëtzebuerg Hëllef bei sengen Nopeschlänner ugefrot, a wéi oft hunn d'Nopeschlänner Hëllef bei eis ugefrot?

2. Wéi oft huet de CGDIS 2022 Ënnerstëtzung bei den Nopeschlänner ugefrot? Wéi oft ass Lëtzebuerg d'lescht Joer gefrot ginn?

3. Wéi oft war d'lescht Joer d'Air Rescue am Grenzgebitt am Asaz? Wéi vill Helikopteren aus Däitschland, Frankräich an der Belsch waren d'lescht Joer op eisem Territoire am Asaz?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Eng vollstänneg Lëscht vun de bilateralen Hëllefsasätz zënter dem Akraafttriede vun den eenzelen Ofkommes kann net erstallt ginn, well dës Asätz virun der Kreatioun vum CGDIS net zentral dokumentéiert gi sinn. Déi follgend Oplëschtung weist awer, dass et reegelméisseg zu enger enker Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner kënnt:

Interventiounen zu Lëtzebuerg mat auslännescher Participatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Interventiounen am Ausland mat Lëtzebuerger Participatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Am Joer 2022 huet Lëtzebuerg insgesamt 64-mol op Asazmoyenen aus Däitschland a Frankräich zeréckgegraff. Dëst waren 29 gemeinsam Asätz vun de Pompjeeën aus Bäerdref a Bollendorf (DE), 7 Asätz, bei deenen e SAMU intervenéiert ass, an 28 Asätz, bei deenen eng oder méi Ambulanzen intervenéiert sinn.

Am nämmlechte Joer si bei insgesamt 132 Asätz am Ausland Lëtzebuerger Ekippen intervenéiert, dovun 42-mol a Frankräich, 89-mol an Däitschland an eemol an der Belsch.

A Frankräich waren d'Interventiounen haaptsächlech an der Gemeng Volmerange-les-Mines an op der Autobunn A31 a Richtung Thionville, déi souwuel vun de Lëtzebuerger Asazkräften, wéi deene vum Service départemental d'incendie et de secours aus dem Departement vun der Moselle (SDIS 57) couvréiert gëtt. An Däitschland waren d'Asätz virun allem an den Dierfer, déi am direkte Grenzgebitt laanscht d'Musel an d'Sauer leien.

ad 3. D'Helikopteren LAR 1 an 2 vun der Luxembourg Air Rescue (LAR) stinn dem CGDIS zur Verfügung a ginn iwwert déi Lëtzebuerger Noutruffzentral CSU-112 alarméiert. Den LAR 3, deen um Findel stationéiert ass, gëtt vun der Leitstelle Trier alarméiert an intervenéiert am Saarland an a Rheinland-Pfalz. Béid Bundeslänner hunn e Kontrakt mat der LAR. Wéi oft den LAR 3 an Däitschland intervenéiert ass, ass weeder mir nach dem CGDIS bekannt. De CGDIS fir säin Deel konnt am Joer 2022 5-mol op den LAR 3 zeréckgräifen, dëst am Kader vun engem bilateralen Accord tëscht Lëtzebuerg a Rheinland-Pfalz.

Réorganisation du transport scolaire | Question **7728** (08/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Administration des transports publics huet matdeele gelooss, dass duerch d'Reorganisatioun vum RGTR-Busreseau, de Schoultransport vun de Schüler aus dem Enseignement fondamental komplett getrennt ginn ass vum reguläre Service vum RGTR. D'Exploitatioun vum Schoultransport ass deemno net méi Deel vun de Kontrakter tëscht dem Ministère an dem RGTR. Doduerch ënnerläit den Transport vun de Grondschüler vun der Schoulrentrée 2023/24 un der Kompetenz vun de Gemengen. De Ministère kënnt deemno och net méi fir de Finanzement an d'Organisatioun vun den entspriechende Schoulbuslinnen op. Dëst féiert zu Méikäschte fir d'Gemengen, an dat virun allem fir déi Gemengen am ländleche Raum, wou méi Schoulbusse musse fueren a méi grouss Distanzen zeréckgeluecht musse ginn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wéi begrënnt d'Regierung dës Decisioun?

– Gedenkt d'Regierung deene Gemengen, déi Probleemer bei der Organisatioun oder beim Finanzement vum Schoultransport hunn, Hëllefen unzebidden?
• Wa jo, a wéi enger Form?
• Wann net, firwat net?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäert Deputéiert huet Froen zum Schoultransport, dee vu mengem Ministère organiséiert gëtt.

Wat d'Kompetenze vum Staat a vun de Gemengen am Beräich Transport betrëfft, sou sinn déi am Gesetz

vum 5. Februar 2021 iwwer den ëffentlechen Transport definéiert. Allgemeng ginn d'Schoulbusser fir d'Grondschoule vun de Gemenge finanzéiert an organiséiert. Deen Transport war nach ëmmer eng Gemengekompetenz, well en normalerweis innerhalb vum Territoire vun enger Gemeng stattfënnt. Et gouf e puer Ausnamen, déi historesch am Kader vu Gemengefusioune vum Staat begleet goufen, well et do parallell och eng RGTR-Offer gouf.

D'Exploitatioun vum regulären RGTR-Reseau ass effektiv vum Schoultransport getrennt ginn. Déi béid Reseaue goufen, esou wéi déi europäesch Reglementatioun et virschreift, ëffentlech ausgeschriwwen. De Finanzement dovunner baséiert jeeweils op engem Finanzéierungsgesetz, wouranner och begrënnt ass, wisou déi Entscheedungen esou geholl goufen.

An de leschte Joren ass nämlech déi Komplementaritéit awer verluer gaangen, esou dass d'Organisatioun an d'Finanzéierung vun de Linne fir den RGTR eng Zousazleeschtung duerstellt. Doduerch kënnt d'Trennung vum RGTR an dem Schoultransport. Zudeem hunn d'Ufuerderungen un e Schoultransport fir de Fondamental sech an de leschte Jore verännert, sou dass de Reegelverkéier dat net kann ofdecken.

Aus deene Grënn gëtt et kee Grond méi, e puer vereenzelt Gemengen anescht ze betruechten ewéi de Rescht vun de Gemengen am Land, déi selwer fir hire Schoultransport opkommen.

De Staat iwwerhëlt awer de Schoultransport vu Grondschoulen, déi als „International School" fonctionéieren. Deen Transport geet och ëmmer iwwer Gemengegrenzen eraus.

Fir méi Detailer erlaben ech mer, op den Exposé des motifs vum Gesetzesprojet 8062 ze verweisen.

D'Verwaltung fir den ëffentlechen Transport steet de Gemengen zur Verfügung bei Froen zur Organisatioun vu Schoullinnen. Et si keng Hëllefe bei der Finanzéierung vu Schoullinne fir Schüler aus de Grondschoule virgesinn.

Problèmes du transport scolaire liés aux conditions climatiques du 8 mars 2023 | Question **7729** (08/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

MeteoLux hat fir haut Mëttwoch, den 8. Mäerz, eng Alerte jaune erausginn. Grouss Deeler vum Land waren dann och moies fréi vum „Schnéichaos" betraff. Accidenter, Gefierer am Gruef an aner Perturbatiounen am Beruffsverkéier waren d'Konsequenz. D'Schüler an de Schoulbetrib waren och dovu betraff.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Gouf et Perturbatioune beim Schülertransport, eventuell souguer Incidente mat Schoulbussen, souwuel wat d'Grondschoul ugeet wéi och den Enseignement secondaire? Wa jo, wéi vill Schüler waren dovu betraff?

2. Wat sinn d'Konditiounen, fir d'Schoul opgrond vun enger Alerte vu MeteoLux ofzesoen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Fir d'éischt sief preziséiert, datt de Schnéi, deen den 8. Mäerz erofgaang ass, déi eenzel Regiounen aus dem Lëtzebuerger Land zu ënnerschiddlechen Zäite getraff huet.

Am Éislek konnten d'Stroosse schonn an der Nuecht geraumt ginn, a ware moies trotz de wanterleche Konditioune befuerbar. Am Zentrum an am Süde vum Land ass de Schnéi méi spéit gefall, sou datt et zu Perturbatiounen am Beruffsverkéier koum.

Nofroen hunn erginn, datt et ongeféier an der Hallschecht vun de Regionaldirektiounen a vun de Lycéeë Retarden am Schoultrafick gouf.

Fir de Perturbatiounen esouwuel am reguläre Linneverkéier wéi och am Schoultransport um Niveau vun der Kommunikatioun entgéintzewierken, goufen ab 8.00 Auer mueres all d'FIA-Panneauen (Fahrgastinformationsanzeiger) beschrëft mam Message: „Perturbations sur tout le réseau, en raison des conditions météorologiques".

Wéi vill Schüler genee betraff ware vun de Retarden, kann och de Mobilitéitsministère net chiffréieren. An der Leetstell vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport, déi ë. a. de Schoultransport iwwerwaacht, koumen dee Muere ronn 900 Uriff a Funken eran, géint ca. 30 op engem normalen Dag. Am Callcenter koumen 869 Uriff un, do läit d'Moyenne am Normale bei 502.

Eng Distinctioun tëschent Schoultransport an aneren Transporter gëtt net gemaach.

Konkreet gemellten Tëschefäll mat Schoulbuslinne vum RGTR gouf et:

– zu Mutfert, wou de Bus am Hang houng;
– zu Jonglënster, wou de Verkéier wéinst engem Accident blockéiert war.

ad 2. An der Instruction ministérielle souwuel fir den Enseignement fondamental wéi fir den Enseignement secondaire ass dozou festgehal:

« La décision de dispenser les élèves de la fréquentation des cours est prise la veille ou tôt le matin, après concertation avec la Police grand-ducale sur les conditions routières et météorologiques.

Le ministère informe les médias et les acteurs clés des écoles dans les meilleurs délais. Cette communication se fait par le biais de "AlarmTILT", outil de communication d'urgence que le ministère a mis en place pour alerter simultanément un grand nombre de personnes par SMS et par courriel. »

Am Fall vu lokal begrenzten Intemperië läit d'Decisioun, den Unterrecht ofzesoen, bei de Gemengeresponsabele respektiv den Direktere vun de Lycéeën. Dee Moment muss och ee Service d'accueil organiséiert ginn.

Vu de Retour vun de Regionaldirektiounen an de Lycéesdirektioune begréissen ech et, datt sämtlech Acteuren den 8. Mäerz 2023 déi néideg Efforte gemaach hunn, fir datt d'Beschoulung vun de Kanner konnt stattfannen.

Taxes communales | Question **7731** (08/03/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Aktuell befaasst sech d'Bezierksgeriicht zu Dikrech mat enger Affär, wou eng Infrastrukturtax fir eng Baugeneemegung an der Gemeng Wäiswampech net verrechent ginn ass. Eng Derogatioun zum Taxereglement hätt missen am Gemengerot guttgeheescht ginn. An Zwëschenzäit ass d'Tax verrechent ginn.

Dëst Urteel kéint och nach Auswierkungen op aner Taxen an anere Gemengen hunn. All Gemeng huet eng ganz Panoplie un Taxe fir déi verschiddenste Voleten, wou och ëmmer rëm Exceptioune gefrot ginn. Beispillsweis gëtt et Taxe fir Parkingen – fir speziell Eventer fir e gudden Zweck kéinten dës ausnamsweis vun enger Gemeng erlooss ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

– Wéi eng Auswierkunge kann dës Affär op déi generell Taxen am Gemengesecteur hunn?

– Kënne fir speziell Eventer (fir e gudden Zweck oder fir eng ëffentlech Institutioun) d'Taxen, wéi beispillsweis déi vun de Parkingen, erlooss ginn? Oder muss dofir allkéiers de Gemengerot sollicitéiert ginn, wann esou eng Exceptioun net explizitt am Reglement virgesinn ass?

Réponse (21/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den Deputéierten informéiert sech iwwer eventuell Auswierkunge vun enger Affär, mat där sech d'Bezierksgeriicht zu Dikrech befaasst a bei där eng Infrastrukturtax fir eng Baugeneemegung net verrechent ginn ass. Zu de Konsequenzen an Auswierkunge kann eréischt Positioun geholl ginn, nodeems en Urteel geholl ginn ass.

Steieren an Taxe mussen am Viraus vum Gemengerot guttgeheescht ginn, dat opgrond vun der Verfassung an dem Gemengegesetz. Déi nämmlecht Exigenz gëllt selbstverständlech och fir d'Exemptiounen an Ausnamen zu de Gemengesteieren. Den aktuellen Artikel 99 vun der Verfassung seet nämlech « aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil communal ». Steieren, Taxen an Exemptiounen, déi de Gemengerot gestëmmt huet, musse vum Schäfferot an der Gemengeverwaltung exekutéiert ginn.

Conseil national des programmes | Question **7732** (09/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Dans sa réponse du 28 juin 2022 à la question parlementaire n° 6198, Monsieur le Ministre avait écrit que le Conseil national des programmes n'aurait pas encore été instauré. Comme raisons il avait évoqué « un processus de consultation très large » pour « préparer la réforme du plan d'études à l'horizon de l'an 2025 » ainsi que la mise en suspens de la mise en place du Conseil national des programmes en attendant la conclusion des réflexions du Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN) quant au fonctionnement futur et des missions de ce nouvel organe.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– La mise en place du Conseil national des programmes est-elle toujours en suspens?
• Dans l'affirmative, pour quelle raison l'instauration du Conseil national des programmes est-elle toujours retardée et pour quand est-elle enfin prévue ?
• Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la mise en place de cet organe ?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Comme expliqué dans ma réponse du 28 juin 2022 à la question parlementaire n° 6198, le Conseil national des programmes n'a pas encore été instauré et ce pour les mêmes raisons y évoquées. Le Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN) n'a pas encore abouti ses discussions quant à son fonctionnement futur et ses missions.

Par conséquent, le Conseil national des programmes ne sera pas instauré avant la fin de la législature en cours.

Prêt Climat à taux zéro | Question **7733** (09/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Eng vun de staatleche Bäihëllefe fir erneierbar Energien an energeetesch Sanéierunge war de sougenannte Klimaprêt zu engem Taux zéro. Fir dëse Klimaprêt ze kréien, huet een als Éischt misse mat engem Energieberoder ee Moossnamekatalog opstellen an Offeren anhuelen, déi vum Guichet unique vun de Wunnengsbaubäihëllefen hu misse bewëllegt ginn, bevir ee bei enger konventionéierter Bank de Klimaprêt zu engem Taux zéro zougesot krut.

Laut mengen Informatioune gëtt et Leit, déi vun der Verwaltung een Accord de principe op hirem Dossier kruten, am Endeffekt de Klimaprêt zu engem Taux zéro awer refuséiert kruten, well an der Tëschenzäit, wou den Dossier an der Prozedur war, déi betreffend legal Dispositiounen abrogéiert gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Huet d'Regierung Kenntnis vun dëse Fäll?

– Wéi vill Leit si betraff a kruten iwwert dëse Wee de Klimaprêt zu engem Taux zéro refuséiert?

– Wéi gedenkt Regierung, dëse Leit elo ze hëllefen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Fir vum Klimaprêt à taux zéro kënnen ze profitéieren, huet den Demandeur missen am Virfeld net nëmmen de prinzipiellen Accord fir säi Projet vun der Ëmweltverwaltung kritt hunn, mee zousätzlech dozou och de prinzipiellen Accord vum Wunnengsbauminister.

Laut de Bestëmmunge vum ofgeschaafte Gesetz vun 2016 huet de Montant vum Klimaprêt à taux zéro missen de Frais éligibles, sou wéi se vun der Ëmweltverwaltung unhand vun den Devise konnten zréckbehale ginn, entspriechen.

De prinzipiellen Accord vum Wunnengsbauminister konnt also nëmmen op Basis vun den Informatiounen aus dem Dossier vun der Ëmweltverwaltung ausgestallt ginn. De prinzipiellen Accord vum Wunnengsbauminister huet deemno bestätegt, dass d'Konditioune fir de Klimaprêt à taux zéro erfëllt waren a en huet preziséiert, wat fir eng Zomm konnt a Form vun esou engem Prêt bei enger Bank geléint ginn.

Mam Gesetz vum 8. Juni 2022 ass d'Legislatioun vum Klimaprêt reforméiert ginn, an et gouf an de Mesures transitoires vun deem Gesetz festgehalen, dass déi Stéit, déi nach ënnert dem Gesetz vun 2016 e Klimaprêt à taux zéro bewëllegt kruten, weiderhi kënne vun där Hëllef profitéieren. Opgrond vum Gesetz vum 8. Juni 2022 kënnen awer keng nei Klimaprêten à taux zéro méi bewëllegt ginn, well dofir déi gesetzlech Basis feelt.

Insgesamt louchen zu deem Zäitpunkt, wou dat neit Gesetz a Kraaft getrueden ass, zwee Dossiere vir, wou d'Ufro fir de Klimaprêt à taux zéro wuel nach virun der Mise en vigueur vum Gesetz vum 8. Juni 2022 eragereecht gouf, mee bis zu deem Datum de Ministère fir Wunnengsbau nach net säi prinzipiellen Accord ausgestallt hat.

Deene betraffenen Demandeure gouf dorobber matgedeelt, datt et de Klimaprêt à taux zéro net méi gëtt an hir Demande dofir och net méi zréckbehale ka ginn, onofhängeg dovunner, ob si d'Konditioun vum Klimaprêt à taux zéro iwwerhaapt erfëllen oder net.

Béid Demandeure goufen och op den neie Regime higewisen, dee virgesäit, datt eng Zënssubventioun fir e Kreditt bis zu 100.000 Euro an der Héicht vun 1,5 % kann ausbezuelt ginn. Ausserdeem gëtt den Avantage vum Klimaprêt à taux zéro duerch de méi generéise Klima-Topup, deen an der Reform vum Projet de loi 7938 iwwert déi individuell Wunnengsbäihëllefen, méi ewéi ausgeglach.

Impôt foncier | Question **7734** (09/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am „Wort" konnt een am Artikel „So geht es den Gemeinden finanziell im Wahljahr" eng Grafik zur Grondsteier fir d'Joer 2021 fannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch eis Donnéeë ginn, wéi vill Akommes all Gemeng 2020 hat duerch d'Grondsteier (opgeschlësselt no Gemeng)?

2. Kann d'Ministesch eis Donnéeë ginn, wéi vill Akommes all Gemeng 2021 hat duerch d'Grondsteier (opgeschlësselt no Gemeng)?

3. Kann d'Ministesch eis Donnéeë ginn, wéi vill Akommes all Gemeng 2022 hat duerch d'Grondsteier (opgeschlësselt no Gemeng)?

Réponse (10/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Fir d'éischt wëll ech den Deputéierten op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7438 verweisen, wou d'Recettë vun der Grondsteier no Gemeng opgelëscht waren.

D'Donnéeë fir d'Joer 2022 kënne fréistens nom 30. Juni 2023 kommunizéiert ginn, well d'Gemengen opgrond vum Artikel 161 vum Gemengegesetz bis deen Dag Zäit hunn, fir hir Konten op den Inneministère ze schécken.

Réseau social chinois TikTok sur les appareils professionnels | Question **7735** (09/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Après la Commission européenne, le Parlement européen a décidé à son tour d'interdire le réseau social chinois TikTok sur les appareils professionnels de l'institution, ceci en indiquant des inquiétudes en matière de sécurité des données. En Belgique, le Gouvernement wallon envisage une mesure similaire.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique quelle est la position du Conseil des Ministres de l'UE et la position du Gouvernement luxembourgeois concernant leurs administrations.

– Quelles sont les directives du Gouvernement luxembourgeois concernant l'utilisation des réseaux sociaux en général sur les appareils professionnels ?

Réponse (27/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Digitalisation, Ministre des Communications et des Médias | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Au niveau européen, les États membres font leurs analyses individuellement. Le Gouvernement luxembourgeois a sollicité de la part de la Commission européenne des informations supplémentaires concernant les raisons sur lesquelles la Commission a basé sa décision de suspendre l'utilisation de TikTok sur les appareils de son personnel. Plusieurs États membres se sont joints à cet appel adressé à la Commission.

À ce stade, le Gouvernement continue à suivre de près les réflexions et inquiétudes en matière de sécurité des données au sujet de l'application TikTok.

En ce qui concerne les appareils professionnels, le Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État ainsi que la Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ne recommande l'utilisation de services en ligne commerciaux qu'avec précaution et retenue.

Expulsions d'élèves | Question **7736** (09/03/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

A menger parlamentarescher Fro Nr. 6834 vum 13. September 2022 wollt ech vum Här Minister wëssen, wéi vill Schüler wärend dem Schouljoer 2021/22 pro Lycée verwise goufen an a wéi eng Lycéeë si opgeholl goufen. Den Här Minister schreift a senger Äntwert: „D'Zuel vun de Schoulverweiser pro Lycée gradewéi d'Nimm vun de Lycéeën, déi dës Schüler ophuelen, si Renseignementer, déi aus Dateschutzgrënn net kënne kommunikéiert ginn, well de Risiko besteet, datt e Schüler op déi Manéier kéint identifizéiert ginn."

An deem Zesummenhank wollt ech beim Här Schoulminister nofroen:

1. Op wéi ee Passus aus dem Dateschutzgesetz vun 2018 berifft sech den Här Minister bei senger Äntwert? Kann den Här Minister preziséieren, wat seng Weigerung, op meng Fro ze äntweren, mat Dateschutz ze dinn huet?

2. Wéi vill Schüler goufe wärend dem Schouljoer 2021/22 pro Lycée verwisen?

3. Wéi vill Schüler goufen insgesamt tëscht 2012 an 2022 vun hirer Schoul verwisen, opgedeelt no Joer a Lycée?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Zesummenhang mam Dateschutz wëll ech fir d'éischt op eng legal Dispositioun hiweisen, déi sech net am Dateschutzgesetz vun 2018, mee am Gesetz vum 18. Mäerz 2013 (Loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements des données concernant les élèves) fënnt.

Laut Artikel 3 Paragraph 1 vun deem Gesetz ass d'Erhiewe vun Daten zu Studienzwecker duerchaus erlaabt, muss awer konform sinn zu den Dispositioune vum Artikel 8, deen ënnert anerem preziséiert:

« Le traitement ou la communication à des tiers, à l'aide de procédés informatisés ou non, de données concernant les élèves à des fins d'analyses et de recherches statistiques ne peut se faire que moyennant des données dépersonnalisées afin que celles-ci ne permettent pas l'identification des personnes auxquelles elles s'appliquent. »

An engem klenge Land wéi Lëtzebuerg besteet genau déi Gefor: nämlech datt d'Veröffentlechung vun der Zuel vu Schoulverweiser pro Lycée géif dozou féieren, datt eenzel Schüler kéinten identifizéiert ginn.

Den Intérêt supérieur vum Kand, d'Recht op de Schutz vum Privatliewen, gradewéi de besonnesche Schutz, deen de Mannerjärege laut Jugendschutzgesetz zousteet, plädéieren also derfir, d'Zuel vun de Verweiser pro Lycée net ze veröffentlechen.

ad 2. an 3. De follgenden Tableau weist d'Zuel vun de Schoulverweiser pro Joer säit dem Schouljoer 2012/2013; aus den uewe genannte Grënn handelt et sech ëm d'Gesamtzuel vun de Schoulverweiser, an net ëm d'Zuele pro Lycée. Fir déi dräi éischt Schouljore vun dëser Period konnte 4 Schoule keng Angabe méi

maachen; et ass also unzehuelen, datt d'Zuelen (*) fir déi dräi Joer a Wierklechkeet méi héich leien.

Et sief och nach preziséiert, datt am selwechten Zäitraum d'Schülerzuel am Enseignement secondaire vu 36.687 op 41.860 geklomm ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Épreuves communes dans l'enseignement fondamental | Question **7737** (09/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Bei den Épreuves communes an der Grondschoul ass mengen Informatiounen no dëst Joer keng Session de rattrapage virgesinn. Am Kloertext heescht dat, dass Kanner, déi – aus wéi engem Grond och ëmmer – net un den Épreuves communes kënnen deelhuelen, ouni déi entspriechend Resultater orientéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister confirméieren, dass bei den Épreuves communes an der Grondschoul keng Session de rattrapage virgesinn ass an déi Kanner, déi net kënnen drun deelhuelen, ouni déi entspriechend Resultater orientéiert ginn?

– Wa jo, op wéi enger Basis ass dës Decisioun geholl ginn?

– Wéi ass d'Absence vun enger Rattrapage-Méiglechkeet kompatibel mat der Iddi vun der Chancëgläichheet am ëffentleche Schoulsystem?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Virop ass nach eemol ze betounen, datt d'Épreuves communes, déi am Kader vun der Orientatiounsprozedur am Cycle 4.2 duerchgefouert ginn, keng Exame sinn, mee just en Deel vun engem breet ugeluechte Prozess, deen iwwert zwee Joer leeft. Et kann och kee bei den Épreuves communes duerchfalen, well kee minimale Seuil de réussite definéiert ass.

Den Artikel 26 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental hält déi Elementer fest, déi als Basis fir eng gemeinsam Entscheedung déngen, déi d'Elteren um Enn vum Cycle 4.2 zesumme mat den Enseignanten huelen, a wou et eenzeg an eleng drëms geet ze kucken, wat dee beschte Wee fir d'Kand ass:

1. D'Aarbechte vum Schüler, déi am Laf vum Cycle 4 zesummekommen, sollen en Opschloss iwwert seng Léierfortschrëtter, wéi och seng Interessen, Wënsch an Ambitioune ginn;

2. D'Resultater vun de formativen an zertifikativen Evaluatiounsmomenter, déi dem Schüler seng Léierfortschrëtter erëmspigelen;

3. D'Resultater vun den Épreuves communes, déi vum Ministère op nationalem Plang organiséiert ginn. Si weisen, wou de Schüler mat senge Leeschtungen am Verglach zur nationaler Moyenne steet a wéi sech seng Kompetenzen entwéckelt hu par rapport zu de Kompetenzniveauen, déi um Enn vum Cycle 4 sollen erreecht sinn;

4. D'Informatiounen, déi de Psycholog gesammelt huet, wann d'Elteren ëm dës Ënnerstëtzung gebieden hunn.

Et ass richteg, datt d'Instruktioun, déi wéi zanter 2020 all Joer och dëst Joer un d'Titulairë vum Cycle 4.2 erausgaangen ass, war, datt keng Séance de rattrapage géif ugebuede ginn. Dës Decisioun ass deemools geholl ginn, well et déi national Moyenne verfälscht, wa vill Kanner d'Epreuve noschreiwen an eventuell doduerch schonns Elementer vun der Epreuve kennen. Et gouf nämlech och virdrun ni eng separat Sessioun mat separaten Epreuven. Schüler, déi den Dag vun enger Epreuve gefeelt hunn, hunn déi selwecht Epreuve nogeschriwwen, wann se erëm an der Schoul waren.

Fir also ze verhënneren, datt déi Kanner, déi d'Epreuve e puer Deeg méi spéit noschreiwen an doduerch eventuell e Virdeel kéinten hu par rapport zu deenen, déi se den offiziellen Dag geschriwwen hunn, an de Verglach vun de Resultater vun deenen zwou Gruppen deemno net ganz fair wier, gouf dës Decisioun virun dräi Joer geholl. Well et, wéi gesot, keen Examen ass a keng rechneresch Gewiichtung vun deene véier uewe genannten Elementer gemaach gëtt, entsteet och keen Nodeel fir e Schüler, deen déi eng oder aner Epreuve net konnt matmaachen.

Rond-point à Sandweiler | Question **7738** (10/03/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

Virun e puer Deeg konnt een an der Press liesen, datt verschidden Upassungs- respektiv Marquage-Aarbechte virum Rond-point Sandweiler a Richtung Sandweiler oder Conter solle gemaach ginn, fir de Réckstau a Richtung Iergäertchen ze reduzéieren. Dës Moossnam ass eng gutt a sënnvoll Äntwert op e Problem, deen sech iwwert Méint gestallt huet.

Fir d'Fluiditéit a Richtung Sandweiler, Conter an Izeg nach weider ze verbesseren, hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

– Ass et net méiglech, den Accès iwwert de Val de Scheid a Richtung vum Scheedhaff nees fir de mobiliséierte Verkéier opzemaachen, mä just a Richtung vum Scheedhaff?

– Ass et net méiglech, op der Spuer kommend vum Scheedhaff a Richtung vum amerikanesche Kierfecht dës Spuer fir de Vëlo ze reservéieren an eng Securisatioun an der Mëtt vun der Strooss ëmzesetzen?

De Réckstau aus der ZAC Weiergewan zu Conter, dem Contournement zu Sandweiler a Richtung vum Rond-point Sandweiler gëtt ëmmer méi laang, well dëse Rond-point och nom Ëmbau net optimal fonctionéiert. Et ass festzestellen, datt verschidde Chauffeure mat der Verkéiersféierung net richteg eens ginn. Am Kader vun den Ëmbauaarbechten ass gesot ginn, datt och an dësem Rond-point eventuell Ampelanlage géifen opgestallt ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Fro un den Här Minister riichten:

– Envisagéiert d'Administration des ponts et chaussées nach ëmmer d'Optioun, fir eng Ampelanlag an dësem Rond-point opzestellen, fir eng geuerdent Prioriséierung ze erlaben?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi den Här Deputéierte richteg duergeluecht huet, gouf Ufank Mäerz de Marquage vum Rond-point Schaffner (Iergäertchen) a Richtung Rond-point Sandweiler ugepasst. Dës Moossname weise bis dato ee positiven Impakt op d'Fluiditéit op dëser Streck an och op de Rond-point Schaffner u sech.

Dëst huet zur Folleg, datt d'Réckstauen sech an der Owesspëtzt net méi an dem Verhältnis opbauen ewéi virdrun.

Weider Mesurë sinn op där Achs momentan net geplangt an et ass och net virgesinn, déi aktuell Situatioun um CR234 (Val du Scheid) laanscht den amerikanesche Kierfecht réckgängeg ze maache respektiv ze änneren.

Wat elo d'Optioun vun enger zousätzlecher Ampelanlag am Rond-point Sandweiler ugeet, sou ass et richteg, datt am Kader vum Projet Gainen a Sockele fir e potentiellen Ausbau mat Ampelanlag realiséiert gi sinn.

Eng Ampelanlag hätt awer an der Moiesspëtzt keen Impakt op d'Fluiditéit a Richtung Stad. Bedéngt duerch de groussen Zoustroum aus deenen zwou Richtungen (Conter an Ëmgeeungsstrooss Sandweiler), géif een duerch esou eng Ampelanlag just reegelen, wéi de Réckstau sech op déi verschidde Stroossen, déi un de Rond-point uschléissen, verdeelt (Sandweiler, Ëmgeeungsstrooss Sandweiler a Conter).

Fir déi aner Fluxe gëtt et keng Problemer, op déi eng Ampelanlag kéint reagéieren.

Contrôles du Fonds national de solidarité | Question **7739** (10/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De FNS huet ee Service de répression des fraudes, an deem eng kleng Unzuel u Beamte schaffen. Dës Beamten ënnersichen, ob d'Persounen, déi de REVIS oder de RPGH kréien, dësen och an deem Montant zegutt hunn. Fir dëst ze kontrolléieren, kënnen Hausbesich gemaach ginn. 1.486 Mol koum et, laut Rapport vum FNS, d'lescht Joer zu Hauskontrollen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi oft ass an deene leschte 5 Joer eng Kontroll bei enger Persoun doheem duerch de FNS gemaach ginn (opgeschlësselt no Joer)?

2. Wat sinn d'Schrëtt bei esou enger Kontroll?

3. Wat gëtt gemaach am Fall, wou eng Persoun net doheem unzetreffen ass?

4. Kënnt et vir, dass de FNS dee Moment, wou déi betraffe Persoun net doheem ass, dann d'Familljememberen opsicht?
Wa jo, wat sinn d'Schrëtt vun dëser Demarche?
Wa jo, wéi gëtt an dësem Fall den Dateschutz vun de medezinneschen Donnéeë garantéiert?

Réponse (30/03/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. De FNS mécht zwou Zorte vun Enquêtes à domicile. Déi éischt Kategorie vun esou Visitte fannen am Kader vun de Conditions d'octroi vum REVIS statt a ginn an der Reegel duerch d'Assistants sociaux vum FNS duerchgeféiert. Bei deene Visitte geet et awer meeschtens dorëms, fir Onkloerheeten, déi am Dossier bestinn oder Informatiounen, déi ze iwwerpréiwe sinn, op der Plaz mat de betraffene Leit ze klären. An der Zuel, déi den Här Deputéierten a senger Fro nennt, sinn och d'Enquêtë vun den Assistants sociaux mat abegraff.

Déi zweet Kategorie vun Enquêtë ginn duerch de Service „Répressions des fraudes" (SRF) duerchgefouert. Et geet och do dorëms fir ze kucken, ob d'Conditions d'octroi vum REVIS erfëllt sinn, mee hei gëtt et awer schonn Hiweiser, datt eventuell eng Fraude besteet, dat heescht, datt de Beneficiaire vun der Prestatioun dem FNS wëssentlech verschidden Donnéeë virenthält oder verstoppt. D'lescht Joer huet dee Service 575 Kontrolle gemaach.

Zuel vun Enquêten a Kontrolle vum SRF, déi an de leschte 5 Joer gemaach gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Déi zwee Beamte vum Service SRF maache sech als éischt ee Bild vun der Situatioun baussent der Wunneng vun der betraffener Persoun (Bréifkëschten, Schell). Wa si déi betraffe Persoun untreffen, stelle si sech vir a weisen sech mat enger Carte de légitimation aus. Eng Visitt vun der Wunneng gëtt just mam Accord vun der Persoun gemaach. Et fënnt ee Gespréich statt, wou Froe gestallt ginn, fir d'Conditions d'octroi ze iwwerpréiwen.

ad 3. Wann eng Persoun net doheem unzetreffen ass, huet de Service verschidde Méiglechkeete fir virzegoen. D'Beamte probéieren z. B., d'Persoun telefonesch ze erreechen, si loossen een Avis de passage mat enger Telefonsnummer, wou d'Persoun sech ka mellen, maache mat der Persoun per Courrier ee Rendez-vous aus oder ginn nach eng zweete Kéier op d'Plaz.

ad 4. Wann eng Persoun net unzetreffen ass, gi keng Familljememberen opgesicht. Et kënnt vir, dass méi Memberen aus enger Famill een Dossier beim FNS hunn an déi dee selwechten Dag eng Visitt vun de Beamte vum FNS kréien. D'Enquêtë vum FNS ginn am Prinzipp opgrond vun der geographescher Lag organiséiert. De Service SRF traitéiert keng medezinnesch Donnéeën am Kader vun de Kontrollen doheem.

Taxe canine | Question **7740** (10/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Hondsgesetz vum 9. Mee 2008 gesäit vir, dass all Gemeng eng Hondssteier vu mindestens 10 Euro muss froen (Artikel 6 vum Gesetz).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi héich war d'Hondssteier an den eenzele Gemengen am Joer 2022?

2. Wéi vill Recetten hunn déi eenzel Gemengen 2022 mat der Hondssteier ageholl?

Réponse (07/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Héicht vun der Hondssteier an den eenzele Gemengen am Joer 2022. Den Detail dozou ass an der Annex zu där heiten Äntwert ze fannen.

Well d'Gemengen opgrond vum Artikel 161 vum Gemengegesetz bis den 30. Juni 2023 Zäit hunn, dem Inneministère hir Konte matzedeelen, kann ech d'Fro vum Deputéierten iwwert d'Recetten, déi eenzel Gemengen 2022 mat der Hondssteier ageholl hunn, à ce stade nach net beäntweren.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Respect du couloir de secours | Question **7742** (10/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En cas d'accident grave, les services de secours doivent prendre en charge le plus rapidement les victimes. La question du temps peut être vitale. Or, l'agence wallonne pour la sécurité routière vient de faire un bilan sur le respect, respectivement non-respect, du couloir de secours et du principe dit de la « tirette » en cas d'embouteillages sur les routes belges.

Il ressort de cette enquête que près de 20 pour cent des usagers de la route ne se sentent pas obligés de respecter le couloir de secours alors que la moitié ne sait pas quand ils sont censés laisser le passage aux véhicules de secours.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si son département dispose de données sur le respect du couloir de secours, ancré dans notre Code de la route, respectivement sur le respect du principe de la « tirette » sur nos routes.

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les usagers de la route sont suffisamment informés sur les situations dans lesquelles les deux principes s'imposent ?

3) Quelles sont les initiatives pour mieux faire connaître ces principes ?

4) Est-ce que des contrôles ciblés ont été organisés ?

5) Quel est, le cas échéant, le nombre de conducteurs qui ont été verbalisés pour des infractions afférentes ?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) et 2) L'Administration des ponts et chaussées ne dispose pas de données relatives au respect des principes précités. Néanmoins, depuis l'introduction du principe du « système tirette » au Code de la route en 2012, tous les rabattements de voie sur la voirie normale ont en principe été dotés d'une signalisation d'information sur le principe de la « tirette » afin d'expliquer de manière simple et concise cette disposition.

En ce qui concerne le principe du couloir de secours, la situation est comparable.

Même si aucune donnée sur le sujet n'est disponible au sein de mes services, les expériences récoltées ces dernières années montrent que le principe du couloir de secours est assez bien ancré dans le comportement des usagers de la route, avec des différences régionales en ce qui concerne les frontaliers.

Afin d'informer le grand public sur les mesures à prendre en cas de bouchons, la majorité des véhicules d'intervention autoroutiers de l'Administration des ponts et chaussées, de l'Administration des services de secours ainsi que ceux de la Police grand-ducale ont été équipés début 2016 d'autocollants sur la vitre arrière rappelant le concept du couloir de secours.

De plus, 50.000 dépliants d'information ont été distribués par les partenaires de la campagne, des affiches ont été apposées sur 45 panneaux routiers et des annonces ont été faites dans la presse. La campagne a également été affichée sur les « full back » de 15 bus du réseau RGTR.

En 2018, une deuxième campagne a été lancée avec l'ajout de calicots sur des lieux stratégiques des ponts autoroutiers. Il en est de même pour les autocollants apposés sur les véhicules du Corps grand-ducal d'incendie et de secours et de l'Administration des ponts et chaussées.

ad 3) La relance d'une campagne d'information serait une initiative envisageable pour mieux faire connaître ces principes.

ad 4) Dans le cadre des contrôles journaliers qui incombent à l'ensemble des unités de la Police grand-ducale, l'une des missions policières consiste également à faire respecter le principe du couloir de secours en cas d'embouteillages ainsi que le respect du principe de la « tirette », ceci pour tous les lieux où ces principes sont applicables.

ad 5) Selon les bases de données de la Police grand-ducale, trois personnes ont été verbalisées pour le non-respect du couloir de secours en 2021, une personne en 2022 et personne en 2023 jusqu'au 20 mars inclus.

En ce qui concerne le principe de la « tirette », personne n'a été verbalisé pour ce type d'infraction ces trois dernières années.

Quatrième dose du vaccin contre la Covid-19 | Question **7743** (10/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Hierscht zejoert huet d'Santé fir bestëmmte Persounegruppen eng zweet Boosterimpfung recommandéiert. Dës zousätzlech Dosis wär, der Santé no, fir all Leit, déi iwwer 60 Joer al sinn a vulnerabel Persounen tëscht 12 an 59 Joer. D'Recommandatioun fir eng 4. Dosis goung och u schwanger Fraen an d'Personal aus dem Gesondheetssecteur.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi vill Leit krute bis elo en zweete Booster respektiv eng véiert Covidimpfung?

2. Wéi grouss ass den Interessi fir esou eng véiert Impfung bei deenen ugeschriwwene Persounen?

3. Gëtt et scho Bestriewunge fir eng fënneft Impfung (drëtte Booster)?

Réponse (27/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

D'Gesondheetsdirektioun baséiert hir Impfrecommandatiounen op den Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI).

De CSMI huet sech de 26. September 2022 mam Theema vum Rappell mat engem Omicron-adaptéierte Vaccin beschäftegt[3]. De CSMI huet sech net fir eng systematesch Weiderimpfung vun der ganzer Bevëlkerung ausgeschwat, mee dass prioritär Leit iwwert 60 Joer a Leit mat Virerkrankungen een zweete Rappell solle kréien. De CSMI sot och an deem Moment, dass vulnerabel Leit, déi schonns een zweete Rappell (d. h. 4. Impfung) mat engem Vaccin monovalent (d. h. ouni Omicron) kruten, sech net direkt eng weider Kéier mat engem Vaccin bivalent (d. h. Omicron-adaptéiert) missten impfe loossen.

De CSMI huet awer de 6. Mäerz 2023 säin Avis nach emol iwwerschafft, baséierend op neien Donnéeën, a recommandéiert elo, dass Leit, déi eng staark Immunosuppressioun hunn a schonns 4 Injektioune kruten, elo nach eng weider Injektioun mat engem Omicron-adaptéierte Vaccin kënne kréien[4].

De Gesondheetsministère recommandéiert ganz staark eng 4. Impfung fir all Leit vu 60 Joer un, a fir Leit vum Alter vun 12 Joer un, déi vulnerabel sinn duerch eng Virerkrankung, eng Immunodepressioun, eng Schwangerschaft oder déi am Gesondheets- oder Fleegesecteur schaffen.

Leit ënnert 60 Joer (d. h. zwëschent 12 an 59 Joer) ouni Virerkrankung kënnen sech awer och op fräiwëlleger Basis eng 4. Kéier impfe loossen. Am Zweifelsfall soll d'Persoun sech un hiren Hausdokter wennen, deen d'Vulnerabilitéit vun der eenzeler Persoun an de Besoin fir eng weider Impfung individuell ka bestëmmen.

Am Tableau ass d'Situatioun vun der Unzuel un zweete Rappellen op de 15. Mäerz 2023 opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

[3] Recommandation du CSMI concernant une 2e dose de rappel de vaccin contre la Covid-19 (mise à jour du 26 septembre 2022). Document accessible sur sante.lu

[4] Recommandation du CSMI concernant une 2e dose de rappel de vaccin contre la Covid-19 (2e mise à jour du 6 mars 2023). Document accessible sur sante.lu

Aus dem Tableau kann een erausliesen, dass den Appell zum zweete Rappell besonnesch bei den eelere Leit wouergeholl gouf.

Situation au Haut-Karabakh | Question **7744** (10/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De 5. Mäerz koum et am Latschin-Korridor zu engem Tëschefall tëscht aserbaidjanesche Spezialunitéiten, Unitéiten aus Armenien a russesche Blohelmer. Heibäi hu 5 Mënschen hiert Liewe gelooss. Dësen Tëschefall ass eng weider Eskalatioun tëscht Armenien an dem Aserbaidjan.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister een Tëschefall tëscht aserbaidjanesche Spezialunitéiten, Unitéiten aus Armenien a russesche Blohelmer de 5. Mäerz 2023 bekannt?

2. Wéi evaluéiert de Minister dësen Tëschefall? Dëst och en vue vun der Decisioun vum ICJ vum 22. Februar 2023 zum Latschin-Korridor?

3. Wat ass d'Reaktioun vun der EU an der NATO? Dëst och en vue vum Waffestëllstand vum November 2020? Ass de Minister der Meenung, dass dës Reaktioun duergeet?

4. Gëtt d'Decisioun vum 22. Februar vum ICJ nach respektéiert an den Ae vum Minister? Wann nee, wat fir Konsequenzen erginn sech heiraus?

5. Wéi steet Lëtzebuerg zur Demande vun Armenien, fir op internationalem Niveau weider net arméiert Experten an d'Regioun vum Latschin-Korridor ze schécken, fir d'Situatioun hei ze iwwerpréiwen?

6. Wéi ënnerstëtzt Lëtzebuerg Armenien an dësen Zäiten a wéi eng weider Hëllefe si geplangt? Wéi eng Positioun huet de Minister hei a senger leschter Rees an Armenien geholl?

7. Wat fir weider Sanktiounen envisagéiert Lëtzebuerg, op EU- an NATO-Niveau virzebréngen, sollt Decisioun vum ICJ zum Latschin-Korridor net respektéiert gi sinn a ginn?

Réponse (04/04/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Dem Ausseminister ass en déidlechen Tëschefall am Biergkarabach tëscht aserbaidjaneschen Zaldoten an engem armeenesche Gefier bekannt.

ad 2. Den Ausseminister bleift weiderhin, wat d'Situatioun am Latschin-Korridor ugeet, opmierksam. Et ass wichteg, dass den Aserbaidjan déi verbindlech Ordonnance vum Internationale Geriichtshaff ëmsetzt, andeems en den ongestéierte Verkéier vu Mënschen, Gefierer a Gidder duerch de Latschin-Korridor sécherstellt.

ad 3. D'EU ass weiderhin engagéiert, fir den Dialog tëscht Armenien an dem Aserbaidjan ze förderen a béid Säiten dobäi ze ënnerstëtzen, een nohaltege Fridden ze erreechen. De 25. Mäerz 2023 huet de President vum Europäesche Conseil, Charles Michel, a senger Roll als neutrale Mediateur, sech fir d'lescht mam President vum Aserbaidjan a mam Premierminister vun Armenien ënnerhalen an dee Moment seng Besuergnis bezüglech der undauernder Kris beim Latschin-Korridor geäussert.

D'NATO spillt keng direkt Roll an de Verhandlunge fir eng Léisung vum Biergkarabach-Konflikt.

ad 4. D'Ordonnance vum Internationale Geriichtshaff ass eréischt vollstänneg ëmgesat, wann den ongestéierte Verkéier vu Mënschen, Gefierer a Gidder duerch de Latschin-Korridor séchergestallt ass.

ad 5. E Kontingent vun der Russescher Federatioun ass am Biergkarabach a beim Latschin-Korridor stationéiert fir sécherzestellen, dass de Waffestëllstand vun November 2020 vu béide Säite respektéiert gëtt. Momentan ass um internationalen Niveau keng aner Missioun, fir d'Situatioun am Latschin-Korridor ze iwwerpréiwen, virgesinn.

ad 6. Den Ausseminister ënnerstëtzt Armenien, andeems hien sech perséinlech op Yerevan deplacéiert huet. Den Ausseminister huet an Armenien säin Appell un d'aserbaidjanesch Autoritéite widderholl, d'Beweegungsfräiheet a béid Richtunge vum Latschin-Korridor ze erméiglechen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'EU-Missioun an Armenien (EUMA) a bedeelegt sech aktiv dorunner duerch den Asaz vun engem Policekommissär.

ad 7. D'Roll vun der EU besteet am Moment doran, als neutralen an zouverlässege Vermëttler eng nohalteg Friddensléisung tëscht Armenien an Aserbaidjan hëllefen ze fannen. An deem Kontext ass d'Aféierung vun EU-Sanktiounen net virgesinn.

D'NATO hëlt keng Sanktiounen.

Investissements privés dans des cabinets médicaux | Question **7745** (10/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Vergaangenheet huet den IRM um Potaschbierg ëmmer nees fir Gespréich gesuergt. De Ministère wollt d'Notzung vun IRMen a private Praxen net geneemegen, mam Argument, dass ee privaten Investisseuren op dës Aart a Weis net wéilt d'Dier opmaachen, fir aus der Gesondheet vun de Leit Kapital ze schloen. D'Situatioun gouf schlussendlech geléist, andeems de CHL den IRM aus der Praxis als Antenn zum eigentleche Spidol iwwerholl huet.

Un eis gouf elo erugedroen, dass et a verschiddene Gemengen Zänndoktercabineten ënnert der Form vu Sociétés commerciales soll ginn, déi privaten Investisseuren (zum Beispill fréieren Immobilienagenten) gehéieren. D'Investisseure stellen d'Dokteren an a ginn hinnen och d'Materialien an d'Geräter fir hir Aarbecht. Am Géigenzuch mussen d'Dokteren dacks bis zu 50 Prozent vun de Suen, déi si verdéngen, un hir Patronen (also d'Investisseuren) oftrieden. Zu den Apparater, déi d'Dokteren zur Verfügung gestallt kréien, sollen och Röntgenapparater gehéieren. Fir d'Uschafung vun dëse Geräter brauch een awer eng Autorisatioun vum Gesondheetsministère. Well an de genannte Praxen de Proprietär vum Röntgenapparat net den Zänndokter selwer ass, misst also an den Demandes d'autorisation vun de Röntgenapparater en aneren Numm stoe wéi dee vum Dokter.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass et hei am Land Cabinete gëtt, déi privaten Investisseuren an net den Doktere selwer gehéieren? Wa jo, wéi vill esou Cabinete gëtt et an a wat fir Gemenge sinn dës lokaliséiert?

2. Am Fall, wou d'Äntwert op d'Fro 1 „Jo" ass: Wéi ass et méiglech, dass privat Investisseuren, déi selwer keng Doktere sinn, Cabinets médicaux kënnen opmaachen an eng Autorisatioun fir medezinnesch Geräter kréien? Wat ass hei d'Base légale a wéi eng Prozedure mussen duerchlaf ginn?

3. Vill vun den Dokteren aus de genannte Cabinete sollen ënnert engem sougenannte „contrat de collaboratioun" dacks aus dem Ausland op Lëtzebuerg gelackelt an ënnert schlechte Konditiounen ugestallt ginn. Gëtt et eng legal Basis, déi esou Kontrakter reegelt an d'Doktere virun Ausbeutung schützt?
– Wa jo, wéi eng?
– Wann nee, wéi kann et sinn, dass et scho Cabinete gëtt, déi ënnert esou engem Regime funktionéieren?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. an 2. De Gesondheetsministère kann net formell bestätegen, datt et hei am Land Cabinete gëtt, déi privaten Investisseuren an net Doktere selwer gehéieren. De gesetzleche professionelle Regëster beinhalt exklusiv d'Donnéeë vun deene Persounen, déi op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer Medezinner, Zännmedezinner a Veterinärmedezinner, eng Autorisatioun kritt hunn, d'Medezinn ze exerzéieren. Laut geltendem Recht ass et och deene Persounen, déi eng Autorisation d'exercer op Basis vum precitéierte Gesetz hunn, virbehal, e Cabinet médical ze exploitéieren. D'Gesetz verbitt awer net, fir Infrastrukturen an Equipementer zur Verfügung ze stellen. Nëmmen en autoriséierten Dokter däerf och medezinnesch Equipementer an Apparater exploitéieren.

D'Autorisatiounsprozedur, fir duerfen z. B. ee Röntgegerät ze bedreiwen, ass am Straleschutzgesetz vum 28. Mee 2019 an den Artikele 44–46 festgeluecht. Fir kënnen dës Autorisatioun ze kréien, muss den Demandeur, an der Reegel de Proprietaire vum Röntgenapparat, eng Rei vun Noweiser bréngen, déi am groussherzogleche Reglement vum 1. August 2019 an den Artikelen 19 an 20 beschriwwe sinn.

Déi juristesch Form vum Etablissement, dat d'Demande stellt, ass net definéiert am Straleschutzgesetz. Am Fall vun den Zänndoktercabinete muss de Chef vum Etablissement deemno net selwer Zänndokter sinn. Wann de Chef vum Etablissement net déi néideg Qualifikatiounen huet, muss en iwwer qualifizéiert an autoriséiert Personal verfügen. D'Responsabilitéit fir de Straleschutz an de Respekt vum Straleschutzgesetz opläit ëmmer dem Chef vum Etablissement, onofhängeg dovunner, ob et ee Familljebetrib, e privaten Doktercabinet, ee Spidol oder soss e Betrib ass.

ad 3. Et gëtt keng legal Basis, déi Kontrakter zwëschent Dokteren an Netdoktere reegelt. Allerdéngs ass de Partage d'honoraires gesetzlech (Artikel 32 vum precitéierten ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983) wéi och deontologesch verbueden. Wa sou e „contrat de collaboration" awer z. B. just als Zweck huet, fir engem Dokter Infrastrukturen an/oder Equipementer zu Verfügung ze stelle géint e Loyer, ass dat weeder gesetzlech nach deontologesch verbueden.

Tiers payant social | Question **7746** (10/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Persoune mat geréngem Akommes kënnen ënnert bestëmmte Konditioune vum Tiers payant social profitéieren. An deem Fall ginn hir Rechnunge beim Dokter an Zänndokter direkt vun der CNS iwwerholl an d'Sue mussen net virgestreckt ginn. Déi Betraffe kréien dofir speziell Etiketten, déi si beim Dokter kënnen ofginn an déi op hir Rechnunge gepecht ginn. Esou etikettéiert Rechnunge kënnen da vun den Dokteren un d'CNS geschéckt ginn, wou d'Rechnungen da beglach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn iwwert dëse Wee an de leschte 5 Joer vum Tiers payant social Gebrauch gemaach?

2. Sinn d'Dokteren obligéiert, d'Etikette vum Tiers payant social unzehuelen oder kënne si eng Behandlung refuséieren, wann de Patient seet, hie wéilt vum Tiers payant social Gebrauch maachen?

3. Wéi laang huet et an der Moyenne pro Mount an de leschten zwee Joer gedauert, bis d'Dokteren hir Rechnunge rembourséiert kruten?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2018 hu 4.757 Versécherter vum Tiers payant social (TPS) Gebrauch gemaach an am Joer 2022 waren et der 6.226. Dëst entsprécht enger Hausse vun 30,9 % op 5 Joer. Op de Joren 2018 bis 2022 hu pro Joer ongeféier 0,6 % vun alle Krankeversécherten op den TPS zeréckgegraff. D'Majoritéit vun de Leeschtungen, déi iwwert den TPS bezuelt gi sinn, betrëfft Behandlunge vu Generalisten a Spezialisten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Den Artikel 24 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet beseet, dass « La prise en charge directe est encore accordée en cas d'indigence de la personne protégée dûment documentée par une attestation établie par l'office social en charge, suivant les modalités déterminées par les dispositions statutaires et conventionnelles. »

Laut dem Artikel 3 vun der Kaderkonventioun vum 28. Dezember 2012 tëschent dem Staat an der Gesondheetskeess, applizéiert den TPS sech op d'Prestatiounen, déi an der Nomenclature vun den Dokteren an den Zänndoktere virgesi sinn, ënnert der Viraussetzung, dass déi legal Dispositiounen, déi a Kraaft sinn, respektéiert ginn.

Fir d'Doktere beseet den Artikel 60 Punkt 1) Buschtaf f) vun der ëmgeännerter Konventioun vum 13. Dezember 1993 tëscht der Gesondheetskeess an der AMMD (Association des médecins et médecins-dentistes) Follgendes:

« La procédure de paiement direct par l'assurance maladie, dite procédure du tiers payant, est appliquée dans les cas limitativement énumérés ci-après :

1) Pour les honoraires correspondant aux prestations énumérées ci-dessous :
[...]
f) les prestations mises en compte conformément à l'article 67bis de la présente convention à une personne bénéficiaire du tiers payant social. »

Et ass ze präziséieren, datt de besoten Artikel vun der Konventioun en Ënnerscheed tëscht dem Tiers payant obligatoire an dem Tiers payant facultatif mécht an dass den Tiers payant social dem Tiers payant obligatoire ënnerläit.

Den Artikel 67bis Paragraph 1 vun der Konventioun tëscht der CNS an der AMMD beseet dass « Le mode de prise en charge directe prévu à l'article 24 alinéa 2 du Code de la sécurité sociale dont le bénéfice peut être accordé à une personne sur décision d'un office social après application des législations et réglementations organisant l'aide sociale est désigné sous la terminologie "tiers payant social".

Lorsque le médecin visé par la présente convention est amené à dispenser des soins à une personne disposant d'une attestation de tiers payant social et d'une étiquette, documents qui doivent correspondre aux modèles prévus dans le cahier des charges visé à l'article 18 de la présente convention, il met en compte les honoraires afférents directement à la Caisse nationale de santé, sous réserve de ce qui suit :
[...]. »

Et geet also ervir, dass d'Doktere souwéi d'Zänndokteren de System vum TPS bei de Persounen, déi d'Attestatioun vum TPS souwéi d'Etikett vum Office social virweisen, mussen uwenden, soubal dës zougestëmmt hunn, d'Persoun ze behandelen.

ad 3. Am Prinzipp ginn d'Rechnungen, déi am TPS viséiert a net contestéiert gi sinn, eemol pro Mount vun der Gesondheetskeess ausbezuelt.

Am Kader vun der Digitalisatioun wäert et awer an der Zukunft technesch méiglech sinn, direkt déi Montanten, déi geschëlt sinn, méi séier ze iwwerweisen. Et ass nämlech virgesinn, den TPS an de PID an der Zukunft technesch openeen ofzestëmmen. Doduerch kéint dann de Beneficiaire vum TPS eng komplett Prise en charge kréien an den Dokter géif dee Moment direkt seng Sue kréien. Deen Deel, deen dann iwwer den Office social bezuelt gëtt, gëtt ewéi elo och dann un d'CNS iwwerwisen, déi dëse Montant jo virgestreckt huet.

Compte épargne-temps auprès des CFL | Question **7747** (10/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Zäitspuerkont (CET) ass geschaf ginn, fir souwuel de Betriber wéi och den Employéë méi Flexibilitéit unzebidden. Een Employé ka sech, op Demande, geleeschten Iwwerstonnen opschreiwe loossen, fir se duerno als Congésdeeg kënnen erëmzekréien. Och bei den CFL gouf de CET duerch d'Circulaire N° 13 iwwert den OG13 den 1. Januar 2022 fir d'Agente vum Cadre permanent agefouert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Gëtt den Zäitspuerkont fir dat gesamt Personal vun den CFL ugewannt oder existéieren nach Posten, wou en aktuell nach net ugewannt gëtt?
Falls en nach net iwwerall ugewannt gëtt, bei wéi enge Posten ass dëst de Fall, a wéi ass dës Differenzéierung tëschent de Beamten ze rechtfäerdegen? Ass dës ënnerschiddlech Behandlung am OG13 virgesinn?

2. Wéini wäerten all d'CFL-Beamten de CET effektiv notze kënnen?

Réponse (30/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Prinzipp vum „compte épargne-temps" ass am Artikel 13bis vum Statut du personnel des Chemins de fer luxembourgeois festgehal a gëllt domat fir all statutareschen Eisebunner.

En ass op den 1.1.2022 agefouert ginn als Instrument vu Flexibilitéit, souwuel fir d'Mataarbechter wéi och fir de Betrib (z. B. a Chantiersphase mat reduzéiertem Fuerplang).

(Règlement grand-ducal du 18 mars 2022)

« Art. 13bis. Un règlement interne à prendre, après que la délégation centrale du personnel y aura donné son avis, déterminera les conditions et modalités à respecter en vue de pouvoir bénéficier d'un compte épargne-temps qui permet aux agents de constituer et de reporter des droits à congé rémunéré, ainsi que de les liquider ultérieurement en temps utile. »

Een internt Reglement, den Ordre général n° 13 (relatif au régime des congés des agents du cadre permanent) definéiert déi praktesch Uwennung vun dësem „compte épargne-temps" an ass de Bestëmmunge vun de Staatsbeamten ugepasst.

Well et op den CFL beim operative Personal betriebsbedéngt ënnerschiddlech Aarbechtsorganisatiounsforme gëtt wéi beim administrative Personal, ass den Detail vun der spezifescher Ëmsetzung um Niveau vun de jeeweilegen Aktivitéitsberäicher fixéiert.

Een Ënnerscheed ass z. B., datt Mataarbechter aus dem operative Beräich deels no „roulement" oder „tableau de service" mat festen Zäite schaffen, an d'Schichte vun engem Planungsbüro festgeluecht ginn.

Dëst am Géigesaz zu de Mataarbechter am Horaire mobile, déi hir Aarbechtszäite gréisstendeels selwer a flexibel kënne geréieren.

Am operative Beräich gëtt et och Situatiounen, wou de Planungsbüro zesumme mat de Mataarbechter kuckt, fir ale Congé (vun de Jore virdrun) oder Iwwerstonnen anzesetzen, wann zum Beispill Leit mussen duerch gréisser Chantieren doheembleiwen, well dee Moment einfach manner Personal gebraucht gëtt. Dëst ass eng Praxis, déi bis lo ëmmer gutt funktionéiert huet.

No der Aféierung an engem 1. Bilan iwwert de Fonctionnement mam CET ass de Wonsch opkomm, präzis Richtlinnen nidderzeschreiwen, ënner wéi enge Konditiounen den Employeur kann Zougréff op de CET huelen. Dës Richtlinne sinn d'CFL amgaang mat hire Sozialpartner auszeschaffen.

Impôt sur le revenu | Question **7748** (10/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Conseil économique et social huet den 18. Januar 2022 eng Analys vun de Steieren zu Lëtzebuerg verëffentlecht (Analyse des données fiscales au Luxembourg 2021).

Op der Säit 101 vum Avis ass den Tableau N° 33 opgefouert mam Titel „Distribution des ménages selon les classes de revenu imposable et des impôts payés de l'année d'imposition 2018". Den Tableau weist, wéi vill Akommessteier d'Stéit an deene verschiddene Steieran Akommesklassen am Joer 2018 bezuelt hunn.

An deem Tableau ass ze erkennen, dass déi Stéit hei am Land, déi een Akommes tëschent 0 an 10.000 € hunn, insgesamt 1.206.644,21 € u Steieren un de Staat bezuelt hätten. Nom aktuelle Barème bezilt een awer eréischt ab 11.450 € an der Steierklass 1 Steieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Huet de Finanzministère ee méi rezenten Tableau wéi dee vun 2018 a kann deen an der Äntwert op dës Fro präsentéiert ginn?

2. Kann de Finanzministère den nämmlechten Tableau op Tranchë vun 1.000 € opschlëssele bis zu engem Akommes vun 20.000 €?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Laut dem aktuelle Steierbarème bezilt een an der Steierklass 1 Steieren ab engem versteierbare Joresakommes vun 11.265 Euro. An der Distribution des ménages aus dem Avis CES 2021 gëtt an der Akommestranche tëscht 0 an 10.000 Euro awer e positive Montant u Steieren ausgewise bei de Leit, déi hei am Land wunnen.

Dëst läit haaptsächlech dorunner, dass Leit, déi net Vollzäit zu Lëtzebuerg geschafft hunn, an dëser Statistik mat Leit gemëscht ginn, déi eng voll Tâche hunn. Vu datt d'Distribution des ménages eng Statistik ass, déi op dem versteierbare Joresakommes baséiert, kann duerch d'Berécksiichtege vu monatleche Gehälter an der respektiver Steier dës Statistik falsch interpretéiert ginn.

An der Tranche tëscht 0 an 10.000 Euro fënnt een haaptsächlech déi Leit, déi en zäitlechen Aarbechtskontrakt hunn, deen op e puer Méint am Joer limitéiert ass (wou jeeweils déi monatlech Lounsteier applizéiert gëtt), oder och déi Leit, déi net Vollzäit schaffen, an dohier jeeweils op d'Joer gesinn e klengt Akommes hunn. D'Steierverwaltung huet net alleguer d'Informatiounen, wéi zum Beispill de Krittär vun der Vollzäit, a kann dofir och keen annualiséiert Akommes fir dës Statistik héichrechnen.

Als leschte Punkt kann een nach erwänen, dass a besoter Statistik de Steierkreditt fir Leit, déi de Mindestloun verdéngen (CISSM), net mat verschafft ass.

Heidrënner fannt Dir ee méi rezenten Tableau vun der Distribution des ménages mat den Donnéeën aus dem Joer 2021, deen och eng méi detailléiert Opschlësselung vun den ënneschten Akommestranchen ausweist.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Étude sur le port du masque | Question **7749** (10/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Eng rezent Etüd vum renomméierte Fuerschungsnetzwierk Cochrane ass zur Konklusioun komm, dass Masken am Kampf géint de Coronavirus „wéineg bis guer näischt" notzen. D'Fuerscher hunn dofir net manner wéi 78 Etüden ënnert d'Lupp geholl, dorënner Aarbechten iwwert den Influenza-Virus an iwwer de Sars-CoV-2-Virus. D'Fuerscher sinn zur Konklusioun komm, dass d'Droe vun de Masken an der Populatioun héchstens ee „ganz klengen oder esouguer iwwerhaapt keen" Afloss op d'Verbreedung vu Krankheete wéi d'Gripp oder de Coronavirus huet. Ob Masken iwwerhaapt kënnen eng Schutzfunktioun hunn, muss dréngend weider ënnersicht ginn, esou d'Auteuren.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi reagéiert d'Santé op d'Konklusioune vun der Cochrane-Etüd iwwert d'Droe vun de Masken?

2. Vu dass den Notze vun de Maske méi wéi jee a Fro gestallt ass („wéineg bis guer näischt"), wär et dowéinst net opportun, fir d'Maskeflicht am Gesondheets- a Fleegesecteur falen ze loossen?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Analys vun der Cochrane Library limitéiert sech net ausschliisslech op Masken, mee betrëfft eng ganz Rei physesch Interventiounen, fir d'Verbreedung vun Otemweesinfektiounen ze ënnerbannen oder ze limitéieren.[5] Et handelt sech bei der Analys ëm eng „mise à jour" vun enger éischter Analys vun 2020. Dëst Dokument huet awer eng Rei Limitatiounen, déi et schwéier maachen, fir kloer, eendeiteg Konklusiounen ze zéien, besonnesch betreffend d'Moossname wärend der Covid-19-Pandemie.

Éischtens goufe just 6 vun den 78 Etüde wärend der Covid-19-Pandemie gemaach. De Gros vun den Etüde betrëfft aner Otemweesinfektiounen an et ass dofir schwiereg, Konklusiounen ze zéien, wat de Covid-19 ugeet.

Zweetens analyséiert de Cochrane-Grupp hei zesummen esouwuel Etüden, wou d'Masken (an aner Preventiounsmesuren) konsequent a richteg benotzt goufen, wéi Etüden, wou d'Benotzung ganz onreegelméisseg war (Zitat aus der Analys: „Adherence with interventions was low in many studies"). Wann een d'Masken net konsequent a korrekt benotzt, geet d'Effikassitéit natierlech dramatesch erof.

Fir d'Effikassitéit vun enger Mesure (wéi d'Masken) formell ze beweisen, muss een d'Etüd als eng sougenannte „controlled randomized study" maachen. Dëst ass awer schwiereg an der Praxis ëmzesetzen. Wann een dat wëllt an engem „kontrolléierte" Kontext maachen, bleift eigentlech nëmmen d'Spidol, wou een déi ganzen Zäit d'korrekt Benotze vun de Masken duerch d'Personal kann iwwerwaachen. An deem Kontext vum Spidol ass et awer quasi onméiglech, eethesch gesinn, eng randomiséierte Vergläichsgrupp („control group") ze hunn, déi keng Masken undeet, well een et op der Plaz mat vulnerabelen oder héich vulnerabele Persounen ze dinn huet, an déi kengem onnéidege Risiko däerf aussetzen. Et feelt also un dëse „randomized control trials", fir eng kloer Decisioun ze huelen, ob Masken dann elo wierksam sinn oder net.

Drëttens gi bei der Cochrane-Analys all Typpe vu Masken zesummen evaluéiert. Et ass awer gewosst, dass eng normal chirurgesch Mask wäit manner effikass ass wéi z. B. eng FFP2-Mask, wann et drëm geet, e Virus ze blockéieren. Leider ass bei der ganzer Analys keng eenzeg Etüd derbäi, déi an enger randomiséierter a kontrolléierter Situatioun FFP2-Masken evaluéiert.

Schlussendlech war d'Maskendroe generell an den Etüde kombinéiert mat anere Preventiounsmoossnamen, wat et onméiglech mécht, de separaten Effekt vun de Masken ze moossen.

Et sief des Weideren erwäänt, dass säit dem 1. Abrëll 2023 keng Maskeflicht méi am Gesondheets- a Fleegesecteur besteet, wat awer net op eventuell Konklusiounen aus dëser oder aneren Analysen zréckzeféieren ass, mee mat der aktueller epidemiologescher Situatioun zesummenhänkt.

Fonctionnement du service mobibus | Question **7750** (13/03/2023) de **M. Max Hahn** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Am September 2022 gouf et eng ganz Partie Problemer beim Mobibus, dem Transport vu Persoune mat enger Behënnerung. De Grond heifir war haaptsächlech d'Aféierung vun enger neier informateschen Plattform, fir d'Trajeten ze organiséieren.

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 6895 vum 26. September 2022 huet den Här Minister geschriwwen, dass entspriechend Mesurë geholl goufen, fir de Verspéidungen an de Komplikatiounen entgéintzewierken.

Allerdéngs ass eis zu Ouere komm, dass et aktuell nach ëmmer eng Partie Schwieregkeete géif ginn. Sou géifen d'Fuerzäite reegelméisseg changéieren an et géif dacks zu Verspéidunge komme respektiv de Bus kéim ze frëi, soudass d'Leit e verpassen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

– Wat sinn d'Grënn dofir, dass et weiderhi Problemer beim Mobibus gëtt?

– Wéi vill Reklamatioune kruten d'Servicer vum Här Minister an deem Zesummenhang vu Januar bis Mäerz 2023?

– Wéi wëll de Mobilitéitsminister an Zukunft e beschtméigleche Service fir Persoune mat enger Behënnerung garantéieren?

– Ass an deem Kader virgesinn, weider Personal anzestellen?

Réponse (13/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäerten Deputéierten hu Froen zum aktuelle Fonctionnement vum Mobibus, dem Transport vu Persoune mat enger Behënnerung; an ob et do aktuell nach ëmmer Schwieregkeete géif ginn. Et gëtt op reegelméisseg Changementer vu Fuerzäite verwisen an op Verspéidunge respektiv dass de Bus ze frëi kéim.

Och wa vill vun deene Schwieregkeeten, déi bei der Aféierung vum neie Logiciel am Summer 2022 a virun allem bei der Rentrée opkoumen, an der Tëschenzäit behuewe goufen, kann ech awer bestätegen, dass de Service nach net zu 100 % zefriddestellend ass.

Verspéidungen oder Situatiounen, wou de Bus ze frëi kënnt, hänken allerdéngs och vill mat der Verkéierslag zesummen, op déi ee kuerzfristeg kaum Afloss huet.

Dëst Theema an och d'Grënn vun de Verspéidungen an aner Problemer goufe schonn am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 6895 vum éierewäerten Deputéierte Max Hahn erläutert, déi ech den 10. Oktober 2022 beäntwert hunn, oder och an der Fro N° 6965, déi den 8. November 2022 beäntwert gouf. Et sief och drun erënnert, datt déi grouss Investissementer vun der Regierung an d'Infrastrukturen an d'Moyene vum ëffentlechen Transport och dem spezifesche Behënnertentransport mëttel- a laangfristeg zeguttkommen.

Des Weidere kënnt ëmmer nees d'Problematik op, datt et sech zwar beim Mobibus ëm e reegelméissege Service handelt, awer datt d'Faarten, déi d'Kompetenzzentren oder déi aner desservéiert Strukture fir hir Beneficiairen ufroen, méi individualiséiert ginn an an der Praxis relativ dacks geännert ginn. Dës Gestioun gëtt an der Verwaltung fir ëffentlechen Transport gemaach, déi déi virprogramméiert Faarten also muss upassen. D'Ännerunge betreffen haaptsächlech déi geplangten Auerzäiten, d'Adress vum Beneficiaire (Depart an/oder Arrivée), souwéi déi programméiert Deeg.

Als Beispill, tëschent dem 9. Januar 2023 an dem 8. Februar 2023, d. h. innerhalb vun engem Mount, si 459 Ufroe fir Ännerunge gezielt ginn. Vill Ännerungen hunn en Impakt op d'Horairë vun anere Beneficiairen, déi mam selwechte Bus gefouert ginn. Eng Ännerungsufro ka fir een oder méi Beneficiairen, an och fir eng oder méi Faarten oder Deeg sinn. All Ufro muss eenzel a manuell beaarbecht ginn, fir se am Logiciel unzepassen, wat Zäit kascht an eng méiglech Quell vu Feeler ass, zum Beispill beim Androen, bei der Ausféierung, wann de falsche Bus agesat gëtt oder de Chauffer d'Ännerung net mierkt.

Ech profitéieren och fir drop hinzeweisen, dass allgemeng de Volume vun de Mobibus-Servicer 2022 immens zougeholl huet. Och dat zitt noutgedronge méi Aarbecht a potentiell méi Feelerquellen a Reklamatioune mat sech. Sou huet de Budget 2022 schlussendlech mat 46.781.488,74 € zu Buch geschloen (8.384.847 km), géintiwwer 39.826.507,92 € (7.649.340 km) am Joer 2021 a relativ konstante 35–36 Milliioune vun 2015–2020.

Wat d'Zuel vu Reklamatioune betrëfft, sou si vum 1 Januar bis den 13. Mäerz 2023 insgesamt 311 sougenannte „Fiches incident" vun de Strukturen erageréecht ginn.

[5] Physical interventions to interrupt or reduce the spread of respiratory viruses (Review)

Fir an Zukunft e beschtméigleche Service fir Persoune mat enger Behënnerung unzebidden, hunn ech rezent eng Etude an Optrag ginn, fir zesumme mat der Verwaltung fir ëffentlechen Transport an de concernéierten Instanzen déi verschidde Problematike vum Mobibus ze analyséieren. Des Weidere gëtt intensiv mam Fournisseur vum Logiciel geschafft, fir déi reschtlech bestoend Problemer nach ze behiewen an déi néideg Funktionalitéite weiderzeentwéckelen.

An der Tëschenzäit goufen duerch Personalchangementer innerhalb vun der ATP d'Ressourcen am Service Transports PMR an d'Luucht gesat. D'Resultater vun der Etude wäerten och Léisungsvirschléi a Recommandatioune beinhalten, wat d'Exekutioun vum Service an déi néideg Ressourcë betrëfft.

Accélération des procédures dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables | Question **7751** (13/03/2023) de **M. Max Hahn** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Als Reaktioun op de Krich an der Ukrain an opgrond vun den héijen Energiepräisser, déi doduerch bedéngt sinn, huet de Rot vun der Europäescher Unioun den 22. Dezember 2022 e Reglement ugeholl, dat den Ausbau vun den erneierbaren Energien däitlech beschleunege soll.

Zu deem Zweck ginn d'Prozeduren op kommunalem Niveau fir eng bestëmmten Zäit adaptéiert, andeems konkreet zäitlech Virgabe fir d'Ausstelle vu Baugeneemegunge virgi ginn. D'Gemengen hunn deemno zukünfteg ee Mount Zäit, fir eng Baugeneemegung fir eng PV-Anlag ze ginn, falls dee Mount iwwerschratt ass, gëllt de Prinzipp vum Accord tacite, d. h. d'Demande ass automatesch accordéiert.

Beim Ausbau vun den erneierbaren Energië sinn allerdéngs och déi staatlech Verwaltunge betraff, fir Autorisatiounen ze ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Efforten huet d'Regierung bis elo ënnerholl, fir d'Prozeduren am Kader vum Ausbau vun den erneierbaren Energië konkreet ze beschleunegen?

2. Kann d'Regierung soen, wou dat gréisst Potenzial fir eng Beschleunegung vun de Prozedure besteet?

3. Falls net, huet d'Regierung wëlles, eng detailléiert Analys vun alle Prozeduren um Niveau vun de staatleche Verwaltungen ze maache fir erauszefannen, wéi eng Prozedure beschleunegt kënne ginn?

4. Gesäit d'Regierung vir, bei verschiddene Prozeduren am Kader vum Ausbau vun den erneierbaren Energien de Prinzipp vum Accord tacite anzeféieren? Wa jo, wéi eng Prozedure wieren dat?

5. Huet d'Regierung wëlles, sech eng Maximaldauer ze ginn, z. B. 6 Méint fir all déi néideg Autorisatiounen, fir z. B. e Projet vun enger Wandanlag auszestellen?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Opgrond vum europäesche Reglement N° 2022/2577 vum Conseil vum 22. Dezember 2022 gëtt fir eng Dauer vun 18 Méint en europawäite Kader gesat mam Zil, déi erneierbar Energië méi séier ze deployéieren, andeems et fir verschidde Fäll maximal Delaie gëtt (tëscht 1 a 6 Méint). An deem Delai mussen déi kompetent Autoritéiten eng Decisioun huele fir de Bau, de Repowering an de Betrib vun Anlagen, déi Energie aus erneierbare Quellen hierstellen (dozou gehéieren och d'Wärmepompelen, d'Energiespäicheranlagen op der selwechter Plaz an den Netzuschloss).

Am Detail gesäit dat europäescht Reglement 2022/2577 Follgendes vir:

– dass den Delai fir Fotovoltaikanlage mat enger Leeschtung ënner 50 kW op ee Mount limitéiert ass. Am Fall, wou d'Gemeng an deem Delai keng Decisioun matgedeelt huet, gëtt et den Accord tacite;
– bei den Anlagen iwwer 50 kW ass deen Delai 3 Méint;
– bei Wärmepompele gëllt en Delai vun engem Mount, ausser bei geothermesche Wärmepompelen, wou en Delai vun 3 Méint gëllt;
– bei Repoweringsprojeten ass deen Delai 6 Méint. Dësen Delai ëmfaasst ausserdeem d'EIE-Prozedur (Évaluation des incidences sur l'environnement).

Déi Delaie lafen eréischt un, wann eng Demande komplett ass, d. h. wann all déi néideg Informatioune fir eng fondéiert Decisioun virleien.

Déi Delaie gëlle fir alleguerten d'Geneemegungsprozedure fir de Bau, de Repowering an de Betrib vun Anlage fir d'Energiehierstellung aus erneierbare Quellen, inkl. Wärmepompelen, Energiespäicheranlagen op der selwechter Plaz an den erfuerderlechen Netzuschloss. Dozou gehéieren also net nëmme Geneemegungen am Ëmweltberäich, mee och z. B. Baugeneemegungen.

ad 1. Wann d'Demande direkt all néideg Informatiounen enthält, ass d'Dauer vun der Entrée vun der Demande bis zur Decisioun natierlech vill méi kleng, wéi wann eng Demande presentéiert gëtt, an där vun Ufank u vill Informatioune feelen, besonnesch wann et Informatioune sinn, fir déi fir d'éischt e Monitoring oder eng Etüd vun engem agreéierte Bureau muss gemaach ginn. Des Weidere gëtt bei verschiddene Prozeduren och eng ëffentlech Consultatioun organiséiert, déi och eng gewëssen Zäit an Usproch hëlt.

Fir dem Demandeur ze hëllefen, eng komplett Demande oder e komplett EIE-Dokument ze presentéieren, stellt den Ëmweltministère verschidden Outilen zur Verfügung, wéi z. B. e Guide fir d'Kaméidi-Etüden oder e Leitfade fir virgezunnen Ausgläichsmoossnamen. E Guide fir d'Erstelle vun Etüden iwwert d'Fliedermais soll nach dëst Joer publizéiert ginn, e weidere Guide fir d'Erstelle vun Etüden zum Vulleschutz ass geplangt. Déi Dokumenter wéi weider Informatiounen dozou fënnt een z. B. op www.emwelt.lu oder op www.guichet.public.lu.

Des Weideren huet d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung eng Gesetzännerung deposéiert, duerch déi d'Installatioun vun enger Fotovoltaikanlag op bestoende landwirtschaftleche Betriber an der Gréngzon guer keng Autorisatioun méi brauch; dat geet däitlech méi wäit wéi dat, wat déi europäesch Reglementatioun virgesäit. Fotovoltaikanlagen ausserhalb vun der Gréngzon brauchen iwwregens haut och scho keng Ëmweltgeneemegung. Dovun ofgesinn ass den Delai, an deem een d'Naturschutzgeneemegung fir d'Fotovoltaikanlagen op bestoende Gebaier an der Gréngzon kritt, haut an der Praxis schonn däitlech ënnert den 3 Méint, déi dat europäescht Reglement virgëtt.

Wat d'Beschleunegung vun de Geneemegungsprozesser vu Fotovoltaikanlagen op Gebaier innerhalb vum PAG betrëfft, sou ass nieft de virgenannten temporäre Reegele vum europäesche Reglement ugeduecht, verschidde Recommandatioune fir d'Gemengen auszeschaffen, fir méi einfach an eenheetlech Reegelen am Kader vun de Bautereglementer ze promouvéieren. Sou kéint de Staat de Gemengen zukünfteg recommandéieren, fir datt z. B. am Fall vu bestoende Gebaier, déi net a geschützte Gebidder leien, Fotovoltaikanlagen ouni Baugeneemegung oder Déclaration de travaux opgeriicht kéinte ginn, dëst a Form vun enger Iwwerschaffung vum Règlement-type des bâtisses.

An deem Kontext ass och nach ze bemierken, dass den 11. Januar 2023 d'Circulaire N° 4217 un d'Gemenge geschéckt ginn ass, fir si drop opmierksam ze maachen, dass d'europäescht Reglement virgesäit, dass d'Ausstelle vun enger Baugeneemegung fir erneierbar Energien an Zukunft bestëmmten Delaien ënnerläit.

Deemno kréien d'Gemenge recommandéiert, dass si d'Baugeneemegunge fir Solarenergieinstallatiounen, colokaliséiert Energiestockageinstallatiounen a geothermesch Wärmepompelen innerhalb vun 3 Méint ausstellen. Et handelt sech heibäi ëm eng Recommandatioun.

Falls et sech awer ëm eng Installatioun handelt, déi eng Kapazitéit vu manner wéi 50 kW huet oder ëm eng klassesch Wärmepompel, dann ass virgesinn, dass den Demandeur vun der Baugeneemegung en Accord tacite kritt, falls en no engem Mount keng Äntwert vun der Gemeng kritt.

ad 2. Am Projet vun der Mise à jour vum nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) gëtt et Iwwerleeungen, fir och an der Zukunft weider ze kucken, fir d'Prozesser vun de Geneemegungen ze vereinfachen oder ze beschleunegen, dozou gehéiert och hir Digitalisatioun an d'plazeweis Vereinfachung vu Reglementer a Gesetzer. Fir déi dräi Aspekter musse legislativ Texter ugepasst ginn. Et gëllt e Wee ze fannen, deen der Urgence vum Klimaschutz Rechnung dréit, ouni awer de Schutz vun der Populatioun, der Biodiversitéit an eisen natierleche Ressourcen ze vernoléissegen.

E wichtegen Aspekt ass, datt d'Projetsentwéckler genee aschätze kënnen, wéi eng Etüde gefrot ginn, sou datt si alles zäitlech gutt openeen ofstëmme kënnen. An deem Sënn ass nieft den uewe genannte Guiden och e generelle Guide geplangt, fir d'Projetsentwéckler nach besser duerch d'Prozedure begleeden ze kënnen.

ad 3. Am Kader vum PNEC, deen den 31. Mäerz 2023 vum Regierungsrot ugeholl gouf, wäerte genee déi Froen analyséiert ginn. Et gouf awer net op de PNEC gewaart, fir déi éischt Mesuren ze lancéieren, wéi dat Beispill uewendriwwer weist. Nieft der Analys, ob een d'Autorisatiounsobligatioun kann ewechloossen oder duerch eppes aneres ersetzen, gëtt och no Weeër gesicht, fir déi Dossiere virrangeg ze behandelen.

E Beispill dofir gëtt et a Finnland, wou d'Regierung decidéiert huet, dass eng Demande fir Projeten, déi fir d'ekologesch Transitioun wichteg sinn, vun 2023–2026 an de Geneemegungsprozedure prioritär ze behandele sinn. Fir dat kënnen ze maachen, brauch een natierlech zousätzlecht Personal, fir dass den Traitement vun aneren Dossieren doduerch kee Retard kritt. Fir déi Länner, déi, am Géigesaz zu Lëtzebuerg, am Moment keng Delaien hunn oder Delaien hunn, déi iwwert deene vum europäesche Reglement leien, kënnt dat Reglement elo scho faktesch enger Priorisëierung gläich.

ad 4. En Accord tacite gouf vum europäesche Reglement N° 2022/2577 just fir Geneemegungsprozedure fir d'Installatioun vu Solarenergieanlagen, inkl. d'Eegeversuergung, mat enger Kapazitéit vun héchstens 50 kW agefouert, fir déi Fäll, an deenen déi zoustänneg Autoritéiten net innerhalb vun engem Mount eng Decisioun geholl hätten.

Eng individuell Appreciatioun vun anere Projeten ass wichteg, well d'Impakter ofhängeg vum Projetstyp a vu sengem Emplacement sinn. Wat den Emplacement

ugeet, sinn z. B. d'Kaméidi- a Schiedimpakter op Wunngebidder, d'Grondwaassersituatioun an d'Presenz vu geschützten Aarten, souwéi d'Sécherheet vun der Noperschaft, individuell ze kucken. Wat de Projet ugeet, ass och d'Sécherheet an d'Gesondheet vum Personal vun deenen Anlagen individuell ze kucken. Den Impakt vun de Projete ka bei hirer Konstruktioun oder Exploitatioun (oder bei béidem) ufalen. Dofir ass et wichteg, dass an enger Geneemegung d'Reegelen am Virfeld festgehale ginn, fir eng nohalteg Entwécklung ze assuréieren.

De generaliséierten Accord tacite ass iwwregens wéinst den individuell ganz ënnerschiddlechen Impakter, déi Projete kënnen hunn, aktuell och net bei der Revisioun vun der Direktiv iwwert d'erneierbar Energië virgesinn.

Am Kontext vum PNEC wäert awer natierlech och déi Méiglechkeet ënnersicht ginn. Sou en Accord tacite erfuerdert awer ëmmer nach, dass een eng Demande fir déi Projete muss areechen. D'Regierung favoriséiert fir Fäll mat previsibelem Impakt, déi also manner individuell musse bewäert ginn, awer de Wee, déi Projete guer kenger Autorisatiounsprozedur méi ze ënnerwerfen oder dës duerch aner, manner opwenneg legislativ Obligatiounen ze ersetzen.

ad 5. An deenen eenzelne Prozedure gëtt et schonn Delaien. Eng eenheetlech Maximaldauer festzeleeën ass net ugeduecht, well d'Envergure an d'Auswierkunge vun eenzelne Projeten an d'Bewäertungskrittäre jee no concernéierter Legislatioun ganz ënnerschiddlech sinn. Der Regierung ass betreffend Autorisatioune fir Projeten am Zesummenhang mat erneierbaren Energië keng staatlech Prozedur bekannt, bei där d'Decisioun net innerhalb vu 6 Méint misst geholl ginn.

Impact de la loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA) | Question **7752** (13/03/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Mam „Inflation Reduction Act" investéieren d'USA 370 Milliarden Dollar un Aiden an hiren Industriestanduert. Gekoppelt u Steiererliichterungen hunn dës Mesuren als Konsequenz, dass europäesch Industriebetriber massiv an d'USA investéieren an Deeler vun hirer Produktioun aus Europa an Amerika verlageren. Dës Verlagerung huet och een Impakt op Lëtzebuerger Industriebetriber, déi Zouliwwerer a Cliente vun dëse Betriber sinn.

Dowéinst wollt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Wat ënnerhëlt déi europäesch Unioun, fir dësem Trend entgéintzesteieren?

– Wéi eng Positioun vertrëtt déi Lëtzebuerger Regierung zu Bréissel, wann et dorëm geet, d'Delokalisatioun vun der Industrie ze verhënneren?

– Wat ënnerhëlt déi Lëtzebuerger Regierung, fir Industriebetriber zu Lëtzebuerg ze halen?

Réponse (07/04/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Schonn den 10. Mäerz 2023 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7588 vum 13. Februar 2023 vum Deputéierte Laurent Mosar zum Inflation Reduction Act (IRA) ass erklärt ginn, dass den IRA an engem méi breede Kontext ze gesinn ass an sech déi Vereenegt Staate vun Amerika eréischt elo, mam IRA, déi néideg Mëttele ginn, fir d'Klimaziler vun de Paräisser Accorde vun 2015 ëmzesetzen.

Am IRA si wéi schonn erwäänt Klausele virgesinn, déi de Reegele vun der Welthandelsorganisatioun (OMC) net entspriechen, an eng Taskforce ass opgestallt ginn, fir deem entgéintzewierken.

Déi 370 Milliarden Euro vum IRA sinn, wéi an der viregter Äntwert erklärt, ze vergläiche mat de Bäihëllefen an Héicht vu 672 Milliarden Euro, déi vun der EU fir d'Memberstaate fir den Zäitraum 2022 bis 2023 geneemegt goufen.

De „Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age" ass doriwwer eraus déi europäesch Äntwert op den IRA. Fir weider Detailer verweisen ech erëm op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7588, déi dës Thematik grëndlech analyséiert an zu der Konklusioun kënnt, dass déi europäesch an national Moossname wäerten derfir suergen, dass déi europäesch Industrie laangfristeg kompetitiv bleift. Och a menger Äntwert an der Chamber op dem Deputéierte Laurent Mosar seng Interpellatioun zu de Perspektive fir d'Lëtzebuerger Ekonomie sinn ech drop agaangen, wat de Wirtschaftsministère ënnerhëlt, fir d'Lëtzebuerger Industrie ze ënnerstëtzen a weiderzeentwéckelen.

Transport des prisonniers | Question **7753** (13/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Artikelen 39 a 44 vum Code de la route lëschten d'Kategorië vun Autoen op, déi mat spezielle sonoren Anlagen a bloe Luuchten däerfen equipéiert ginn. Dorënner falen, ouni Iwwerraschung, d'Gefierer vun der groussherzoglecher Police. Wéi de Minister an der Äntwert op meng Fro N° 1360 aus dem Joer 2019 schreift:

„Wéini, an ënner wat fir Bedéngungen dës Luuchten awer elo agesat kënne ginn, ass kloer am Code de la route beschriwwen, an zwar an den Artikelen 2 an 139. Sou beseet d'Definitioun vum Service urgent (Art. 2, Punkt 5.10. vum Code de la route), wéini d'blo Luuchten däerfen agesat ginn."

Am Stroosseverkéier gesäit een heiansdo d'Autoe vum Gefaangenentransport mat bloe Luuchte fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

– A wéi enge Situatiounen ass de Chauffeur vum Gefaangenentransport an enger Urgence an dierf mat bloe Luuchten an der Sireen fueren?

Réponse (11/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

– De „Service urgent" ass am Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (tel que modifié) definéiert:

« Art. 2 pt. 5.10.
Service urgent : tout déplacement en véhicule qui requiert une intervention urgente pour sauver des vies humaines, pour prévenir des atteintes à l'intégrité physique de personnes, pour sauvegarder des biens, pour assurer la sûreté et la sécurité publiques et pour maintenir l'ordre public ; les déplacements en véhicules de la Police grand-ducale utilisés en service de protection, de maintien de l'ordre, de recherche d'auteur d'infraction ou d'infraction ainsi que les déplacements en véhicules des douanes utilisés en service de recherche d'auteur d'infraction ou d'infraction sont assimilés au service urgent. »

Soubal den Deplacement dëser Definitioun entsprécht, kann dat entspriechend Gefier am Service urgent gesteiert ginn. De Chauffer vum Gefaangenentransport kann zu all Moment an eng Situatioun kommen, wou en Deplacement am Service urgent ubruecht ass, souwuel an der Missioun vum Gefaangenentransport wéi och duerch eng aner Missioun. Fir all Transport gëtt individuell bewäert, ob eng potentiell Gefor virläit.

Énergie atomique | Question **7754** (13/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La France vient de lancer une initiative visant à renforcer la coopération européenne au niveau de l'énergie atomique. Cette nouvelle alliance de 11 pays pronucléaires en Europe s'engage à développer de nouvelles installations nucléaires. La Belgique, initialement réticente, a pris la décision de rejoindre ce « club des 11 » d'abord sous le statut d'observateur, ensuite définitivement. L'Allemagne et l'Espagne, selon nos informations, ne veulent pas rejoindre cette alliance.

1) Dès lors, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à ce mouvement.

2) Une alliance similaire visant à renforcer une transition énergétique en Europe vers les énergies renouvelables ne s'impose-t-elle pas ?

Réponse (06/04/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) et 2) Le Luxembourg a pris note de l'initiative lancée par la France au sujet de la promotion de l'énergie nucléaire en Europe.

Le Gouvernement considère que l'énergie nucléaire n'est ni sûre, ni durable, ni compétitive et que la durée de construction des réacteurs disqualifie cette technologie pour apporter une réponse à l'urgence climatique dans les années à venir. Le Gouvernement mène au niveau européen une politique opposée au développement de l'énergie nucléaire et il est dès lors évident qu'il n'a pas l'intention de rejoindre cette alliance.

En effet, le Gouvernement défend la transition énergétique en Europe vers les énergies renouvelables par différents moyens, y inclus dans le contexte de la Directive sur les énergies renouvelables (RED). Le dernier exemple en date est un courrier adressé le 16 mars 2023 à la Commission européenne et à la Présidence du Conseil de l'UE, avec l'Autriche, le Danemark, l'Allemagne, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne. Ce courrier reconnaît le libre choix des États membres à décider de leur mix énergétique national, tout en rappelant qu'un système basé intégralement sur les énergies renouvelables est la seule option durable en vue de l'atteinte de la neutralité climatique en 2050. En marge de la réunion des ministres de l'Énergie à Bruxelles le 28 mars 2023, le Ministre Claude Turmes a participé à une réunion des « amis des énergies renouvelables » en présence des représentants de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Irlande, de la Lettonie, des Pays-Bas, du Portugal et de la Commission européenne.

D'autre part, avec ces mêmes partenaires, le Gouvernement s'est mobilisé contre la reconnaissance de l'énergie nucléaire comme une source d'énergie durable dans de nombreux textes européens, comme la feuille de route pour la diplomatie énergétique et climatique. Le Luxembourg soutient également le recours intenté par l'Autriche devant le tribunal de l'UE portant sur l'annulation du règlement délégué (UE) 2022/1214 qui, entre autres, prévoit des critères d'examen technique pour les activités économiques liées à l'énergie nucléaire, et qui, in fine, permet de classer l'énergie nucléaire, dans certaines conditions, parmi les technologies éligibles dans le contexte des activités économiques durables.

Indépendance de la presse | Question **7756** (14/03/2023) de **Mme Diane Adehm** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

En Allemagne se pose actuellement la question de savoir si la modération d'évènements par des journalistes mandatés par des institutions porte attente à l'indépendance de la presse. La discussion a été déclenchée par le cas de la présentatrice de journal télévisé Linda Zervakis. Le chancelier allemand Olaf Scholz l'aurait en effet engagée pour une interview qu'il lui a accordée en juin 2022 et pour laquelle elle a été rémunérée. L'interview en question a par ailleurs reçu un écho médiatique négatif pour son contenu peu critique.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Quelle est son appréciation de la situation ?

– Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois engage également des journalistes pour la modération de certains évènements ?
• Dans l'affirmative, sous quelles conditions ces journalistes sont-ils engagés ?
• Dans l'affirmative, pour combien d'évènements et à quelle fréquence le Gouvernement a-t-il fait appel à des journalistes depuis 2018 ?
• Dans l'affirmative, quelle rémunération ces journalistes perçoivent-ils ?
• Est-ce que cela ne pose pas la question de l'indépendance de la presse ?

Réponse (18/04/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

Depuis 2018 ont été identifiés 18 évènements organisés par un ministère ou une administration modérés par des journalistes professionnels aux frais de l'organisateur.

La rémunération se situe entre 700 et 2.500 euros par prestation.

Les obligations légales définies par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ne s'opposent pas à ce que des journalistes professionnels prestent des activités de modération d'évènements tant que les activités journalistiques représentent leurs activités professionnelles principales ou régulières. Par ailleurs, la Constitution garantit l'exercice de la liberté du commerce, sauf les restrictions déterminées par la loi.

Le Code de déontologie du Conseil de presse, basé sur la loi modifiée sur la liberté d'expression dans les médias et le principe de l'autorégulation de la profession, dispose que les journalistes professionnels s'engagent à n'accepter aucun avantage qui pourrait limiter leur indépendance professionnelle ou l'expression de leur propre opinion.

Règlement grand-ducal relatif au contrôle des exportations | Question urgente **8288** (06/09/2023) de **M. Gilles Roth** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le règlement grand-ducal du 7 août 2023 vient de modifier l'annexe 1 du règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, dont le but est de contenir l'ensemble des dispositions nécessaires à exécuter les mesures restrictives décidées par l'Union européenne contre les pays dits « sous sanctions ».

Ce règlement grand-ducal du 7 août 2023 modifie fondamentalement l'approche choisie par le législateur luxembourgeois dans la loi du 27 juin 2018 en ce qui concerne les prérogatives nationales des États membres de prendre les mesures qu'ils estiment nécessaires à la protection des intérêts essentiels de leur sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre.

Il semble, à la lecture de la plateforme RespectUs, spécialisée dans les questions de contrôle à l'exportation, que ce règlement grand-ducal du 7 août 2023 soulève des questions importantes et, par la modification de l'approche choisie, pourrait remettre en cause l'exécution au Grand-Duché en bonne et due forme des mesures restrictives décidées au niveau politique par le Conseil de l'Union européenne et, par conséquent, affecter la sécurité intérieure et extérieure de notre pays.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Pourquoi le règlement grand-ducal du 7 août 2023 a-t-il été adopté sans demander l'avis du Conseil d'État et sans attendre l'avis de la Chambre de Commerce ? Quelles sont les raisons d'urgence invoquées dans le rapport motivé du ministre initiateur pour se dispenser de l'avis de la Haute Corporation ? Y avait-il réellement une urgence à réglementer sans prendre cet avis, sachant que le règlement grand-ducal du 14 décembre 2018, qu'il a fallu modifier en urgence en août 2023, était auparavant resté inchangé pendant plus de trois ans, depuis le 24 juillet 2020, date de sa dernière modification ?

2) Quelles sont les raisons du changement introduit par le règlement grand-ducal du 7 août 2023 qui consiste à supprimer toute mesure nationale précise dans le domaine du commerce d'armes et à ne laisser dorénavant qu'une référence à la décision du Conseil, sans indication d'articles ? Cette façon de procéder constitue-t-elle une application complète des décisions prises au sein du Conseil dans le domaine de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), qui n'ont pas d'effet direct sur le territoire des États membres de l'Union européenne car s'adressant uniquement aux États, et ne sont en elles-mêmes pas contraignantes pour les personnes physiques et morales concernées ?

3) Est-ce que le règlement grand-ducal du 7 août 2023 respecte l'article 20 (2) de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations qui indique que le « règlement grand-ducal détermine laquelle des mesures visées à l'article 19 s'applique » ? S'agissant de restrictions à la liberté du commerce et assorties de dispositions répressives fortes, les dispositions nationales en question ne devraient-elles pas contenir, comme sous l'empire des versions publiées avant l'avènement du règlement grand-ducal du 7 août 2023, une formulation précise, concrète et circonstanciée des mesures restrictives ?

4) Quelles sont les conséquences pour les entreprises luxembourgeoises exportatrices de biens sensibles de ce changement, alors qu'il leur est beaucoup plus difficile de déterminer, en l'absence de dispositions précises, ce qui est permis et ce qui est défendu par le droit applicable et de se tenir continuellement au courant des modifications fréquentes des décisions du Conseil au sujet des sanctions applicables à l'égard d'un pays concerné ? Pourquoi le site guichet.lu pour l'explication des mesures restrictives à l'encontre des pays à sanctions n'a-t-il plus été mis à jour depuis le 15 janvier 2020 et pourquoi n'y a-t-il aucun lien vers la décision du Conseil pour la plupart des pays sous mesures restrictives ?

5) Comment les acteurs économiques doivent-ils interpréter les décisions du Conseil en matière de mesures restrictives qui emploient les termes généraux « armements et de matériel connexe de tous types, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles » ? Comment se situent tels produits par rapport à la définition contenue à l'article 22 de la loi du 27 juin 2018 des produits liés à la défense ?

6) Les dispositions répressives à l'encontre des entreprises violant les règles du contrôle à l'exportation gardent-elles leur effet répressif, au vu de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle qui exige de définir les infractions en termes suffisamment clairs et de préciser le degré de répression pour en exclure l'arbitraire et permettre aux intéressés de mesurer exactement la nature et le type des agissements sanctionnables ?

7) Pourquoi le règlement grand-ducal du 7 août 2023, en ce qui concerne l'Iran, fait-il référence à la décision 2011/235/PESC (qui ne contient aucune disposition en matière d'exportations ou de courtage d'armes en direction de l'Iran) et, au contraire, ne cite pas la décision 2010/413/PESC ? À défaut de renvoi vers la décision 2010/413/PESC, le règlement grand-ducal du 7 août 2023 n'a-t-il pas pour effet de ne plus contenir des restrictions en matière d'exportation ou de courtage d'armes vers l'Iran ? Cette manière respecte-t-elle la décision politique du Conseil du 26 juillet 2010 (2010/413/PESC) qui prévoit une interdiction du commerce d'armes avec ce pays, assortie d'exceptions ?

8) Pourquoi le règlement grand-ducal du 7 août 2023 ne reprend-il aucun renvoi à la décision 2023/1532, ni au règlement 2023/1529, du Conseil du 20 juillet 2023 concernant des mesures restrictives en raison du soutien militaire de l'Iran à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui interdisent l'exportation vers l'Iran des composants utilisés dans la fabrication des UAV en raison de leur possible utilisation par la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine ?

9) Pourquoi le règlement grand-ducal du 7 août 2023, en ce qui concerne l'Ukraine, fait-il référence au règlement (UE) 269/2014 et à la décision 2014/145/PESC du Conseil du 17 mars 2014 (qui comportent exclusivement un blocage de fonds de personnes listées, et aucune mesure restrictive dans le domaine du commerce), et, au contraire, ne reprend plus de référence au règlement 692/2014 (comportant les mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol) ? Faut-il en conclure que le règlement grand-ducal du 7 août 2023 a pour effet de supprimer les mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol, traitant de l'importation de biens originaires de la Crimée et de Sébastopol et de l'exportation de biens spécifiques vers ces territoires, et toute possibilité de peines en cas de violation de ces mesures restrictives ?

10) Pourquoi les auteurs du règlement grand-ducal du 7 août 2023 n'ont-ils pas choisi d'actualiser l'article 10 (1) qui contient encore des références au règlement (CE) n° 428/2009, alors que ce règlement se trouve abrogé et remplacé par le règlement (UE) 2021/821 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021, entré en vigueur le 9 septembre 2021, soit depuis bientôt deux ans ? Pourquoi les annexes 17 et 18 n'ont-elles pas été modifiées pour les remettre en conformité avec les dispositions correspondantes du règlement (UE) 2021/821 et pour faire état des autorisations générales de l'Union EU007 et EU008 (cryptage) ?

Réponse (15/09/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Il convient d'emblée de rappeler que les règlements européens s'appliquent directement au sein de l'Union européenne dès leur publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Dans le cadre du règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, avant la modification par le règlement grand-ducal du 7 août

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

2023, toute modification apportée aux règlements et décisions concernant les dispositions du contrôle à l'exportation prises au niveau de l'Union européenne, et même si ces règlements et décisions européens sont d'application directe, engendrait des modifications de l'annexe I du règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations afin d'adapter la législation nationale.

En effet, en vertu de l'article 20, paragraphe 1er, de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations, les mesures d'exécution nécessaires à la mise en œuvre des mesures restrictives se font par voie de règlement grand-ducal, en l'occurrence le règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, tel que modifié. L'annexe 1 du règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations reprend ces mesures restrictives.

Depuis 2022, au vu du rythme très accéléré des mesures restrictives relatives à la Fédération de Russie, des mises à jour fréquentes étaient devenues nécessaires entrainant une charge administrative importante des autorités compétentes. Pour assurer plus de transparence et une meilleure sécurité juridique, tout en réduisant la charge administrative des autorités, il s'est avéré utile de modifier cette façon de procéder.

Il a été décidé d'adopter la méthode initialement proposée lors de l'élaboration du projet de règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 portant exécution de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations, qui contenait, en son annexe I, exclusivement des renvois aux règlements et décisions européens en matière de mesures restrictives. Il devient ainsi superflu de devoir procéder à une modification de l'annexe I du règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, pour chaque modification intervenue au niveau européen des mesures restrictives.

Le Conseil d'État, qui avait d'ailleurs été saisi à l'époque en date du 4 janvier 2018 du projet de règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, a rendu en date du 29 mai 2018 son avis (n° CE : 52.637), dans lequel il n'exprimait que des observations d'ordre légistique par rapport à cette façon de procéder.

En ce qui concerne les différentes questions soulevées par les honorables Députés par rapport aux renvois, il convient de souligner que les services compétents contrôlent régulièrement l'exactitude des renvois.

Le renvoi à la décision 2010/413/PESC du Conseil du 26 juillet 2010 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la position commune 2007/140/PESC sera intégré dans la prochaine modification du règlement grand-ducal.

La décision (PESC) 2023/1532 du Conseil du 20 juillet 2023 concernant des mesures restrictives en raison du soutien militaire de l'Iran à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, ainsi que le règlement (UE) 2023/1529 du Conseil du 20 juillet 2023 concernant des mesures restrictives en raison du soutien militaire de l'Iran à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine n'étaient pas encore publiés au Journal officiel de l'Union européenne lors de l'adoption par le Conseil de Gouvernement du projet du règlement grand-ducal du 7 août 2023 modifiant le règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, tel que modifié. Ils seront donc également intégrés lors de la prochaine modification du règlement grand-ducal.

Les renvois aux décisions et règlements européens concernant la Fédération de Russie, ainsi que l'Ukraine, seront également intégrés lors de la modification du règlement grand-ducal du 7 août 2023 modifiant le règlement grand-ducal du 14 décembre 2018 relatif au contrôle des exportations, pour tenir compte des dernières modifications au niveau européen, bien qu'il convienne de rappeler de nouveau que les règlements européens s'appliquent directement au sein de l'Union européenne dès leur publication au Journal officiel de l'Union européenne. La mise à jour en question poursuit donc un objectif de transparence.

En outre, l'OCEIT (Office du contrôle des exportations, importations et du transit) se tient à disposition des entreprises concernées ou impactées par cette législation pour leur apporter tous les renseignements nécessaires et assure une sensibilisation des entreprises éventuellement impactées, notamment par le biais de sa newsletter et en participant à des évènements.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 57 et 58	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-06	p. 07-48	p. 48-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-06

Séances ..... p. 07-48

57e séance du jeudi 29 juin 2023 p. 07-28

58e séance du jeudi 29 juin 2023 p. 28-48

Questions au Gouvernement ..... p. 48-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
12/10/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

400 pétitions enregistrées lors de la session 2022-2023

Le nombre de citoyens ayant déposé une pétition est resté plutôt stable au cours de la session actuelle par rapport à la session précédente. Voici un des constats dressés lors de la conférence de presse, le 13 septembre 2023, tirant le bilan des travaux de la Commission des Pétitions pour la session 2022-2023.

400 pétitions ont été enregistrées jusqu'au 11 septembre 2023, dont 372 pétitions publiques et 28 pétitions ordinaires. Lors des 13 débats publics, dont trois étaient issus de la session précédente, pétitionnaires, parlementaires et ministres se sont rencontrés pour discuter de vive voix des revendications des pétitionnaires.

Les thématiques de pétition les plus populaires

Parmi les thématiques soulevées dans les pétitions figurent le travail et l'emploi (18,1 %), la mobilité (17,6 %), les finances et les impôts (8,3 %), la société et la famille (7,9 %), la santé (7,4 %), l'environnement (6,9 %), le logement (6 %) et l'éducation (5,6 %). La Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, a expliqué que bon nombre de sujets abordés dans les différentes catégories touchent à la situation financière des citoyens.

La pétition – un outil démocratique indispensable

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et la Présidente de la Commission des Pétitions étaient d'accord quant au fait que l'opportunité de pouvoir déposer une pétition renforce la démocratie parlementaire au Grand-Duché. Le travail à la Chambre serait ainsi plus démocratique et plus transparent, ont-ils souligné. Selon Mme Arendt, les pétitions constituent un instrument permettant aux députés de mieux appréhender les préoccupations des citoyens.

Lors de la législature 2018-2023, 1.743 pétitions ont été enregistrées au total. Les statistiques montrent que le nombre de dépôts a connu une nette hausse suite à la mise en place du site Internet dédié aux pétitions (www.petitiounen.lu).

La pétition n'est cependant pas un nouvel outil. Le Président de la Chambre des Députés a rappelé qu'elle s'est vu conférer un rôle important dès la première constitution libérale datant de 1848, puisqu'on y retrouvait le droit de pétition individuel. « Les citoyens ont continuellement soumis des pétitions à l'Assemblée des États, le prédécesseur du Parlement actuel », a expliqué M. Etgen.

La Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, a dressé un bilan des travaux de la Commission des Pétitions, conjointement avec le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen.

Demandes de pétition publique déposées entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2023

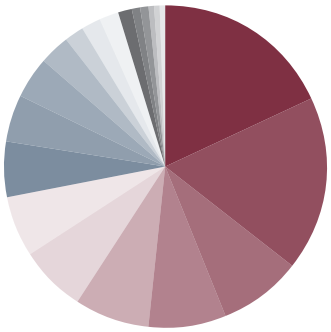

Demandes de pétition publique déposées entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2022

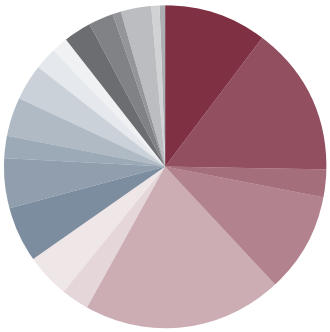

Demandes de pétition publique déposées depuis 2014

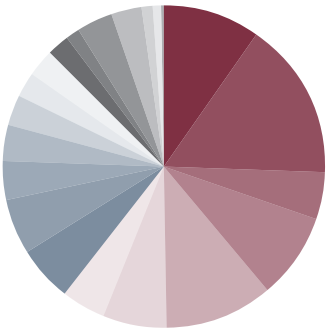

Retrouvez les détails dans le document de presse :

Veuillez noter qu'en l'absence d'une méthodologie uniforme, cette ventilation ne peut donner qu'un aperçu général des thématiques des demandes de pétition publique déposées et ne saura servir à des analyses détaillées.

- Travail & Emploi
- Mobilité
- Finances & Impôts
- Société & Famille
- Santé
- Environnement
- Logement
- Education & Enseignement
- Institutions & Démocratie
- Justice
- Sécurité sociale
- International
- IT, Médias & Communications
- Commerce & Économie
- Protection des animaux
- Sécurité
- Divers
- Langue & Nationalité
- Culture & Culte
- Agriculture & Alimentation
- Travaux publics

L'Administration parlementaire recrute :

- **un administrateur de commissions parlementaires (m/f/d), sous le régime du fonctionnaire-stagiaire**
- **un administrateur en relations européennes et internationales (m/f/d), sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration)**
- **un ingénieur analyste des incidents de sécurité (m/f/d), sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration)**

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi

Cadres de l'administration gouvernementale

8067 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale en raison de la proposition de révision des Chapitres Ier, II, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution.

Cette révision constitutionnelle aura notamment pour conséquence que l'actuel article 76 de la Constitution disparaîtra. C'est sur base de cet article que sont nommés les conseillers qui sont adjoints au Gouvernement, c'est-à-dire les administrateurs généraux, les premiers conseillers de Gouvernement, les conseillers de Gouvernement 1re classe, les conseillers de Gouvernement et les conseillers de Gouvernement adjoints. L'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet 1857 portant organisation du Gouvernement grand-ducal ainsi que l'arrêté grand-ducal modifié du 14 janvier 1974 relatif aux Conseillers qui sont adjoints au Gouvernement, disparaîtront également, sous leur forme actuelle, à cette date.

Étant donné ces faits, il est nécessaire de donner aux « conseillers qui sont adjoints au Gouvernement » leur assise dans le cadre du personnel de l'Administration gouvernementale, en y adaptant, tel que proposé par le présent projet de loi, certaines dispositions de la loi précitée du 31 mars 1958. Concernant le nombre limite des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement, celui-ci sera désormais fixé dans la loi et augmenté de 126 à 150. Les modifications prévues par le présent texte doivent s'appliquer à partir du moment où la révision constitutionnelle entrera en vigueur.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 25/08/2022
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :

09/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 336, page 1

Service de l'intégration et de l'accueil scolaires

8069 – Projet de loi relative à l'accueil, à l'orientation, à l'intégration, à l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés et à la création du Service de l'intégration et de l'accueil scolaires et modifiant : 1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ; 2° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi introduit une base légale pour la prise en charge holistique et différenciée des élèves étrangers qui viennent s'installer au Luxembourg. Il vise à clairement réglementer les différentes étapes et mesures en faveur de l'intégration scolaire des élèves nouvellement arrivés dans l'enseignement public luxembourgeois, afin de leur garantir un accueil, une orientation, un soutien pour une intégration et un accompagnement scolaires équitables, tout en minimisant l'impact de leurs origines socioculturelles sur le parcours scolaire entamé.

Dans cet objectif, le projet de loi porte création d'un guichet unique pour la prise en charge des élèves issus de familles nouvellement arrivées au Luxembourg : le Service de l'intégration et de l'accueil scolaires (SIA). Ce guichet unique fournit aux parents et élèves des informations sur l'offre scolaire luxembourgeoise ainsi que sur l'éducation non formelle et les mesures d'aide, d'assistance, d'aménagement et d'accompagnement scolaires.

Le SIA propose aux personnes investies de l'autorité parentale ou à l'élève majeur un projet d'accueil, qui établit le parcours scolaire le plus approprié pour l'élève et définit les éventuelles mesures d'aide ou d'adaptation à prendre dans le quotidien scolaire.

Le projet d'accueil est un document conçu en collaboration avec l'école, le centre de compétences ou le lycée que l'élève fréquente et se base sur les aspirations, les besoins, les acquis et le savoir-faire de l'élève ainsi que sur le projet de vie de ses parents. Le projet d'accueil accompagne l'élève jusqu'à la fin de sa phase d'intégration.

En plus de la prise en charge individuelle, le SIA propose un suivi étroit de l'élève pendant deux années. Les performances en classe et le progrès de l'élève sont régulièrement évalués en fonction de son projet d'accueil afin de garantir le bon déroulement de sa phase d'intégration. Le projet d'accueil peut ainsi être adapté à tout moment pour assurer un soutien optimal à l'élève.

En tant que service ressource, le SIA appuie les écoles, les lycées et les centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée dans leur mission d'intégration des élèves nouvellement arrivés et facilite la mise en réseau au niveau national des professionnels de l'accueil et de l'intégration scolaires.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 02/09/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

21/10/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
11/11/2022	Continuation des travaux
21/04/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
19/05/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 424, page 1

Exercice et revalorisation de certaines professions de santé

8108 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé en l'adaptant aux conclusions de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 4 juin 2021 (arrêt n° 00166). Dans cet arrêt, la Cour constitutionnelle a déclaré non conforme à la Constitution les dispositions des articles 1er et 7 de la loi précitée du 26 mars 1992. Cette loi fixe notamment les conditions générales d'accès et les attributions de certaines professions de santé.

Pour la Cour constitutionnelle, la précision requise pour définir les mesures d'exécution fait défaut dans la loi précitée, ces mesures étant reprises dans des règlements grand-ducaux. En principe, l'inconstitutionnalité aurait dû rendre inapplicables les dispositions de l'article 7 de la loi précitée du 26 mars 1992 avec effet immédiat. Mais cela aurait eu pour conséquence de rendre inapplicables les règlements grand-ducaux concernant les professions de santé visées par la loi. Ces règlements grand-ducaux fixent, entre autres, les attributions et les conditions générales d'accès aux professions de santé en question. Par conséquent, la Cour constitutionnelle a décidé de reporter la déclaration d'inconstitutionnalité au 30 juin 2023, afin de permettre au législateur de remédier à la situation.

Le projet de loi sous rubrique a dès lors pour but d'ancrer dans la loi précitée du 26 mars 1992 les dispositions qui se trouvent actuellement dans différents règlements grand-ducaux, ceci au moyen d'annexes intégrées dans ladite loi.

Il s'agit des professions de santé suivantes :

1) infirmier ;

2) infirmier en anesthésie et réanimation ;

3) infirmier en pédiatrie ;

4) infirmier psychiatrique ;

5) infirmier gradué ;

6) sage-femme ;

7) aide-soignant ;

8) assistant technique médical ;

9) laborantin ;

10) assistant d'hygiène sociale ;

11) assistant social ;

12) pédagogue curatif ;

13) diététicien ;

14) ergothérapeute ;
15) rééducateur en psychomotricité ;
16) masseur ;
17) masseur-kinésithérapeute ;
18) ostéopathe ;
19) orthophoniste ;
20) orthoptiste ;
21) podologue.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29/11/2022
Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
13/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
21/06/2023 Examen des avis du Conseil d'État
Présentation des amendements gouvernementaux
27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 29 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 334, page 1

Régime d'aide en faveur des micro-entreprises

8115 – Projet de loi instituant un régime d'aide en faveur de la primo-création d'entreprise

Le présent projet de loi a pour objet d'instituer un régime d'aide en faveur des micro-entreprises des secteurs du commerce et de l'artisanat. L'objectif est d'encourager l'esprit entrepreneurial, de promouvoir la nouvelle création d'entreprises et d'assurer un soutien aux entreprises soumises à une autorisation d'établissement en vertu de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant ainsi qu'à certaines professions libérales.

Les entreprises éligibles sont nouvellement créées, détiennent leur autorisation d'établissement depuis 6 mois au plus et leur dirigeant aura suivi une formation sur la gestion d'entreprise sous forme d'un programme d'accompagnement organisé ou reconnu par les chambres professionnelles. Elles pourront se voir accorder des subventions mensuelles forfaitaires non remboursables de 2.000 euros sur une période de six mois – un montant qui leur servira à surmonter les problèmes de liquidité auxquels elles sont souvent confrontées durant les premiers mois d'activité.

L'aide instaurée constituera une aide de minimis et sera ainsi exemptée de la notification à la Commission européenne.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08/12/2022
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
14/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
08/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
08/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 5 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 360, page 1

Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain

8188 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie

Le présent projet de loi vise principalement à créer un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » qui se substituera à l'association sans but lucratif au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, le « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public, son conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

En outre, le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu en vue de faire figurer l'établissement public à créer par le présent projet de loi ainsi que ceux à créer par les projets de loi 8189, 8190, 8191 et 8192 parmi les organismes bénéficiant d'un régime fiscal dérogatoire au droit commun en application des articles 11, alinéa 2, des projets de loi susvisés.

Finalement, il est visé à modifier la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie afin d'instaurer la possibilité dans le chef du Fonds culturel national de recevoir des dons en espèces ou en nature pour le compte des établissements publics sous la tutelle du ministre ayant la Culture dans ses attributions.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :
16/03/2023 Présentation de l'avant-projet de loi
22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 418, page 1

Musée d'art moderne Grand-Duc Jean

8189 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean »

Le présent projet de loi vise à créer un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean » qui se substituera à la fondation au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, le « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public, son conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :
16/03/2023 Présentation de l'avant-projet de loi
22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 417, page 1

Espace culturel des Rotondes

8190 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes »

Le présent projet de loi vise à créer un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes » qui se substituera à l'association sans but lucratif au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, l'« Espace culturel des Rotondes » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public, son conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :
16/03/2023 Présentation de l'avant-projet de loi
22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 416, page 1

Théâtre national du Luxembourg

8191 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg »

Le présent projet de loi vise à créer un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg » qui se substituera à l'association sans but lucratif au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, le « Théâtre national du Luxembourg » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public, son conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :
16/03/2023 Présentation de l'avant-projet de loi
22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 415, page 1

TROIS C-L – Maison pour la danse

8192 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « TROIS C-L – Maison pour la danse »

Le présent projet de loi vise à créer un établissement public nommé « TROIS C-L – Maison pour la danse » qui se substituera à l'association sans but lucratif au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, le « TROIS C-L – Maison pour la danse » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :
16/03/2023 Présentation de l'avant-projet de loi
22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 414, page 1

Mesures décidées lors du troisième accord tripartite

8195 – Projet de loi portant modification 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Le présent projet de loi a pour objet de créer la base légale pour certaines des mesures décidées lors du troisième accord tripartite en modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, ainsi que la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers.

Les modifications portent principalement sur :

– l'introduction d'un crédit d'impôt conjoncture (CIC) pour indépendants, salariés et pensionnés, étant donné l'absence d'une pareille mesure tarifaire pour l'année 2023 et l'expiration du crédit d'impôt énergie au 31 mars 2023 ;

– une exemption supplémentaire des revenus nets réalisés grâce à la location d'un logement à travers un organisme œuvrant dans la gestion locative sociale, destinée à renforcer l'attrait de la location sociale. L'exemption passera d'une part de cinquante pour cent actuellement à une part de soixante-quinze pour cent dès l'année d'imposition 2023 ;

– l'introduction d'un crédit d'impôt complémentaire (CI-CO_2) aux crédits d'impôt spécifiques pour indépendants, salariés et pensionnés en vue de la compensation sociale de la taxe carbone. Il est proposé d'introduire ce crédit d'impôt à partir de l'année d'imposition 2024 ;

– la modification du tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de façon linéaire à l'inflation, à raison de deux tranches indiciaires et demie (c.-à-d. 6,376 %), à partir de l'année 2024 ;

– la prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 de la subvention du prix du gasoil utilisé comme combustible et la subvention pour le gaz de pétrole liquéfié (propane en vrac ménager). La subvention de 0,15 euro par litre de gasoil utilisé comme combustible de même que de 0,20 euro par kilogramme de gaz de pétrole liquéfié utilisé comme combustible est donc prolongée d'un an. En même temps, le calcul de l'avance à payer aux opérateurs respectifs ne se fait plus sur base des volumes mensuels des produits pétroliers qui ont été mis à la consommation en 2021, mais sur base des volumes mensuels des produits pétroliers qui ont été mis à la consommation au cours de l'année qui précède l'année d'application de la réduction du prix de vente.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/04/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
21/04/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
20/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 5 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 357, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 07

   M. Fernand Etgen, Président

2. **8069 – Projet de loi relative à l'accueil, à l'orientation, à l'intégration, à l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés et à la création du Service de l'intégration et de l'accueil scolaires et modifiant :**

   1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

   2° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 07

   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

   Discussion générale : M. Max Hengel (dépôt de la motion 1) | Mme Francine Closener | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup (interventions de M. Fernand Etgen, Président, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Josée Lorsché et M. Dan Kersch) | M. Mars Di Bartolomeo (parole pour fait personnel) (interventions de M. Fred Keup et Mme Josée Lorsché) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8069 et dispense du second vote constitutionnel

   Motion 1 : M. Gilles Baum

   Vote sur la motion 1 (adoptée)

3. **8108 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé** p. 15

   Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen

   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

   Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8108 et dispense du second vote constitutionnel

4. **8067 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale** p. 20

   Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas

   Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Dan Biancalana | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

   Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8067 et dispense du second vote constitutionnel

5. **8182 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au droit de requérir de la part du Gouvernement des informations et des documents**

   8244 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

   8245 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la discipline

   8246 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la police de la Chambre des Députés

   8247 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés introduisant une série de modifications techniques

   8248 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux travaux parlementaires

   8249 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts p. 21

   Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8182 : M. Roy Reding

   Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8244 : M. Léon Gloden

   Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8245 : M. André Bauler

   Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8246 : M. Roy Reding

   Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8247 : M. Mars Di Bartolomeo

   Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8248 : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Marc Spautz)

   Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8249 : Mme Josée Lorsché

   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | M. Roy Reding | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8182

   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8244

   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8245

   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8246

   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8247

   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8248

   Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8249

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Première Ministre ; M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 8069 – Projet de loi relative à l'accueil, à l'orientation, à l'intégration, à l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés et à la création du Service de l'intégration et de l'accueil scolaires et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

2° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Moien u mam Projet de loi 8069 iwwert d'Aféiere vun engem Integratiouns- an Empfangsservice an de Schoulen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Wann een hei uewe steet an et ass ee Rapporter vun engem Gesetz, da kënnt et emol vir, dass ee mengt, säi Gesetz, dat wier elo wierklech dat allerwichtegst. An ech muss Iech soen: Dat Gesetz, iwwert dat mer elo schwätzen, ass mir ganz, ganz wichteg. Et läit mir um Häerz, well et geet ëm d'Integratioun vun den auslännesche Kanner an eisem Schoulsystem. Et ass en Theema, wat ech an all deene Joren, wou ech am Beruff war, matgemaach hunn, doriwwer kéint ech stonnelaang mat Iech debattéieren. Ech wäert dat awer elo net maachen, ech wäert probéieren, mech

kuerzzefaassen, well mer dës Woch scho vill um Programm haten an och weiderhin nach vill um Programm hunn.

Säit dem Enn vum 19. Joerhonnert ass d'Immigratioun, also de Fait, dass Leit op Lëtzebuerg wunne kommen, dass Leit op Lëtzebuerg schaffe kommen, e soziologescht Element aus eiser Geschicht. D'Aschoulung vun den auslännesche Kanner ass ganz enk verbonne mat der Geschicht vun dem Lëtzebuerger Schoulsystem, dee sech stänneg enger ëmmer méi grousser internationaler Diversitéit upasse muss.

Obschonn och schonn an der Vergaangenheet eng ganz Rei Mesüren a konkreet Moossname geholl gi sinn, fir d'Integratioun vun den auslännesche Kanner an eise Schoulen ze vereinfachen an ze verbesseren, waren der vill vun deene Mesüren net reglementéiert. Erlaabt mer op dëser Plaz awer e klenge geschichtleche Réckbléck:

Wéi gesot, Lëtzebuerg war ab dem Enn vum 19. Joerhonnert en Immigratiounsland. A lues a lues, mat der Zäit ass et e Land ginn, wou Leit aus aller Häre Länner beieneen an niewentenee gewunnt, gelieft a geschafft hunn. Ab de 50er- a 60er-Jore bis zum Pëtrolsschock 1973 huet virun allem d'Siderurgie e ganz groussen Deel vun eisem Räichtum ausgemaach an natierlech och en Deel Main-d'oeuvre gebraucht.

Eis ekonomesch Entwécklung ass also Hand an Hand gaange mam Fait, dass Leit aus dem Ausland bei eis schaffe komm sinn, well mer eebe Main-d'oeuvre an der Siderurgie, awer och an der Landwirtschaft gebraucht hunn. Méi spéit hu mer déi Leit gebraucht am Finanzwiesen, am Bau, wou mer wëssen, dass déi meescht Leit aus Portugal kommen.

Säit der Stolkris an de 70er-Joren hunn déi successiv Regierunge probéiert, d'Land op dem ekonomesche Plang méi breet, méi diversifizéiert opzestellen, fir net nëmme vun engem Secteur ofhängeg ze sinn. Nieft dem Bankesecteur an der Industrie gëtt hautdesdaags och vill op Hightech an op Recherche gesat. An och do, och an deene Beräicher brauche mer den Knowhow, brauche mer d'Kompetenze vu Leit, déi aus dem Ausland kommen.

Mir wëssen alleguer, dass an enger éischter Phas Familljen aus Italien op Lëtzebuerg schaffe komm sinn an och hir Kanner mat an d'Schoule bruecht hunn. A verschiddener vun deene Kanner oder souguer Kandskanner sëtze souguer haut bei eis an der Chamber.

(Interruption)

No der Revolutioun a Portugal koume vill portugisesch Familljе mat hire Kanner op Lëtzebuerg wunnen a schaffen. An et däerf een net vergiessen, dass och mat den europäeschen Institutiounen um Kierchberg vill aner europäesch Natiounen de Wee an eist Land fonnt hunn an och zum Deel an eise Schoulsystem.

De Balkankrich Enn den 90er-Joren huet eis virun eng nei Erausfuerderung gestallt, well vill Familljе mat hire Kanner aus Exjugoslawie bei eis wunne komm sinn. An och de massiven Afflux vu Leit aus Syrien, dem Irak an dem Afghanistan ab 2015 huet eise Schoulsystem virun nei Defie gestallt, well mir hei am Land mat deene Sprooche vun de Leit aus deene Länner, déi ech elo opgezielt hunn, awer net esou familiariséiert sinn, wéi mer et mëttlerweil zu Lëtzebuerg mat der italieenescher Sprooch a besonnesch mat der portugisescher Sprooch sinn. Vill vun de Leit aus deene Länner, déi ech elo opgezielt hunn, kennen eist Alphabet net a waren och vläicht ni an enger Schoul.

Mir wëssen alleguer: Mam Ufank vum Krich an der Ukrain si weider Leit mat hire Kanner, weider Flüchtlingen op Lëtzebuerg komm. An och si wëlle mer esou gutt wéi et geet an eis Gesellschaft integréieren. An dat geet natierlech am beschten iwwert d'Schoul.

Dat si vill Defien, déi ganz vill Asaz verlaangen. An ech wëll op dëser Plaz emol eng Kéier allen Enseignanten an awer och allen Educateuren an Educatricen e grousse Merci soen, déi sech ëm dës Kanner en particulier, awer, ech mengen, ëm all eis Kanner an der Schoul ganz gutt bekëmmeren. De Lëtzebuerger Schoulsystem spillt nämlech eng zentral Roll, fir deene jonke Mënschen eng fair Chance ze ginn, fir sech hei am Land ze integréieren, fir sech hei am Land eppes opzebauen a fir hei am Land ze reusséieren.

Am Joer 2022 huet Lëtzebuerg 645.000 Awunner gezielt, dovunner 47 % ouni Lëtzebuerger Pass. Déi meescht auslännesch Matbierger kommen aus Portugal, Frankräich, Italien, der Belsch an Däitschland. Ronn 4.000 Kanner a Jugendlecher kommen all Joer mat hiren Elteren op Lëtzebuerg an integréiere sech hei an eise Lëtzebuerger Schoulsystem.

Och wann d'Regierunge säit der Kreatioun vun den éischte Classes d'accueil an de 60er-Jore vill Efforten am Beräich vun der Integratioun ënnerholl hunn, sou muss een awer feststellen, dass d'Orientéierung vun den auslännesche Schüler haut nach vill ze oft au cas par cas, also ouni strukturéiert Demarche, geléist gëtt. Déi responsabel Acteure konnte bis ewell relativ fräi entscheeden, a wéi eng Klass d'Kand orientéiert ginn ass a wéi eng Zort Ënnerstëtzung et kritt huet.

Dobäi wësse mer mëttlerweil awer, dass eng ganzheetlech, eng holistesch Prise en charge vun den Élèves primo-arrivants ausschlaggeebend ass fir hir schoulesch Reussite. Virun allem den Iwwergang vun der Grondschoul an de Secondaire oder d'Transitioun vun enger Integratiounsklass an eng regulär Klass erfuerderen eng intensiv Begleedung duerch professionell Acteuren.

E Wuert nach iwwer eis Sproochesituatioun hei am Land: Déi aktiv Populatioun – dat heescht, do sinn och déi Leit dran, eis Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen – besteet haaptsächlech aus Leit, deenen hir Mammesprooch net Lëtzebuergesch ass. 78 % vun de Leit op der Schaff schwätze Franséisch an d'Aarbechtsëmfeld gëtt ëmmer méi multilingue. 25 % vun de Leit musse souguer véier Sprooche beherrschen. Déi englesch Sprooch ass mëttlerweil predominant am Bankewiesen an an der Ekonomie. Sou geet et aus den Zuele vum Statec ervir. De Phenomeen vun der Globalisatioun mécht aus eisem Land eng Plaque tournante vun der linguistescher a kulturelle Diversitéit.

Mee dës Villfalt un Nationalitéiten, Sproochen a Kulture stellt eis Schoul natierlech oft viru grouss Defien! Ass eise Schoulsystem gutt opgestallt, fir alleguerten déi nei Leit ze empfänken? A kënne mer deene Kanner, kënne mer deene Jonke fair Chancen op e gudden Diplom an eng gutt Ausbildung ginn? Genau mat dëser Fro huet sech den drëtten Nationale Bildungsbericht befaasst, deen d'Uni Lëtzebuerg zesumme mam SCRIPT am Joer 2021 virgestallt huet. Et wollt een ënner anerem erausfannen, wéi een Afloss d'Schoul op d'Entwécklung vun de sozialen Inegalitéiten hei am Land huet an ob et eventuell Schwächten an eisem Schoulsystem gëtt.

D'Resultater vun dëser Analys hu kloer gewisen, dass de sproochlechen an de sozioekonomesche Kontext vun de Schüler haut nach ëmmer en entscheedenden Afloss op de schoulesche Parcours vun deene Jonken huet. D'Performance vun de Schüler, déi weeder Lëtzebuergesch nach Däitsch doheem schwätzen an déi aus sozial méi benodeelegte Familljе stamen, huet sech ausserdeem par rapport zum leschte Bildungsbericht vun 2018 net verbessert, si huet sech verschlechtert. Wat speziell d'Compréhension écrite am Däitschen ubelaangt, hu sech d'Resultater vun de Kanner, déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen oder aus ekonomesch méi aiséierte Familljе kommen, iwwert déi dräi lescht Joer verbessert, wärend sech d'Performance vu Kanner aus méi einfache Verhältnisser verschlechtert huet.

Den drëtte Bildungsbericht weist deemno ganz kloer, dass mer niewent de besteeënde Mesüren a Strukturen nach zousätzlech Moossname mussen ergräifen, fir géint d'Inegalitéiten an der Schoul virzegoen.

Mir däerfen net vergiessen, dass Familljen, déi nei op Lëtzebuerg kommen, mat enger ganzer Rei vun diversen Defie confrontéiert sinn. Dat ass emol d'Sich no enger Wunneng, d'Sich no enger Aarbecht, vläicht de Kaf vu Miwwelen, vun engem Auto, eng ganz Rei administrativ Demarchen an natierlech den Encadrement an d'Aschoulung vun hire Kanner.

Vill Eltere fille sech heiansdo iwwerfuerdert an hunn net déi néideg Zäit, fir sech e Gesamtbild ze maachen iwwert dat, wat de Lëtzebuerger Schoulsystem unzebidden huet. De Choix fält da meeschtens op déi Schoul a Betreiungsstruktur, déi am nooste bei der Wunneng oder der Aarbecht vun den Eltere läit, an net op déi Struktur, déi vläicht am beschten op d'Besoinen, d'Kompetenzen an d'Wënsch vum Kand ageet.

Fir den Eltere bei dëser wichteger Entscheedung ënnert d'Äerm ze gräifen an hire Kanner déi beschtméiglech Bildungschancen ze bidden, hunn d'Auteure vum Bildungsbericht zu der Kreatioun vun engem Service ressource am Beräich Accueil an Integratioun opgeruff. A genee dat, genee esou eng Struktur setze mer elo mat dësem Gesetzesprojet en place.

Fir déi Kolleegen an déi Kolleeginnen, déi sech fir d'Thematik vun der Integratioun interesséieren an och e bësse fir den historesche Kontext: Déi kënnen dat ganz gären am Exposé des motifs noliesen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mam virleiende Projet de loi schafe mer eng legal Basis fir eng holistesch an differenzéiert Prise en charge vun alle Kanner, déi nei an eist Land kommen. Heimat ginn déi verschidden Etappen a Moossname fir eng gelonge schoulesch Integratioun an déi verschidde Lëtzebuerger Schoulen, sief dat de Fondamental, sief dat de Lycée oder sief dat d'Centres de compétences, reglementéiert, fir de Kanner en adequaten Accueil, eng richteg Orientéierung an déi passend Ënnerstëtzung fir hir Integratioun an eis Schoul unzebidden. D'Zil heivunner ass et, den Impakt vun de soziokulturellen Originne vun de Kanner op hire schoulesche Parcours zu Lëtzebuerg esou gutt et geet ze miniméieren.

Mat dësem Projet de loi schafe mer e Guichet unique fir den Empfang an d'Prise en charge vun alle Kanner, deenen hir Famill nei an d'Land kënnt: de Service de l'intégration et de l'accueil scolaires, kuerz SIA genannt. Dëse Guichet bitt den Elteren an hire Kanner all Informatiounen iwwert d'Offere vum Lëtzebuerger Schoulsystem souwéi iwwert déi nonformal Bildung gradewéi d'Hëllefsmoossnamen, déi een am Lëtzebuerger Schoulsystem ka kréien. Unhand vu verschiddenen Tester an Entretienen erstellt de SIA en Dossier iwwert déi individuell Situatioun vum Kand, dat natierlech am Accord mat de Leit, déi d'Autorité parentale ausüben – dat si jo meeschtens d'Elteren –, oder et kann awer och emol sinn, dass mer e grousssjärege Schüler do derbäi hunn.

No der Kreatioun vun dësem Dossier bitt de SIA den Elteren an de Schüler e Projet d'accueil un, deen de beschtgëeegente Schoulparcours fir d'Kand oder de Jonke festleet an eventuell Hëllefsmesüren am Alldag ubitt. An deem Kader kënnen zum Beispill Cours

d'appui a vereenzelte Fächer, d'Participatioun un engem Cours d'accueil oder d'Aschoulung an enger Classe d'intégration pour élèves nouvellement arrivés proposéiert ginn.

Dëse Projet d'accueil ass en Dokument, wat zesumme mat der Schoul ausgeschafft gëtt, dem Lycée oder dem Centre de compétences, wou d'Kand oder dee Jonken higeet, a baséiert sech op seng Interessen, seng Besoinen, dat, wat e scho weess a wat e scho kann, seng Kompetenzen, awer och op dat, wat d'Eltere mengen, wat dat Bescht fir hiert Kand wär. Dëse Projet begleet d'Kand an de Jugendleche bis zum Enn vun der Integratiounsphas, déi maximal zwee Joer dauert. Spéitstens nom Enn vun dëser Phas soll d'Kand ouni weider Mesüren an eng regulär Schoulklass kënne goen.

Wichteg ze erwänen ass, dass d'Orientéierungs- an Hëllefsmesüre vun dësem Projet de loi fakultativ sinn. D'Eltere respektiv de volljärege Schüler kënne fräi wielen, ob si dovunner Gebrauch maache wëllen oder net. Ausserdeem kann de Projet d'accueil aus dem Dossier vum Schüler zu all Moment opgeléist ginn. An ëmgedréint besteet och d'Recht op eng Prise en charge an e Projet d'accueil. Wärend zwee Joer, wou d'Kand am Land ass, kann deen nach ugefuerdert ginn, wann en net direkt gemaach ginn ass.

Niewent enger individueller Prise en charge proposéiert de SIA och eng enk Begleedung wärend den éischten zwee Joer. Dat wat d'Kand an der Schoul bäiléiert, gëtt reegelméisseg a sengem Projet d'accueil evaluéiert, fir dass d'Kand sech gutt an eisem Schoulsystem integréiere kann an dass et progresséiere kann. Dëse Projet d'accueil kann zu all Moment ugepasst ginn, fir dem Kand déi optimal Ënnerstëtzung unzebidden an zoukommen ze loossen.

Als neie Service begleet de SIA souwuel d'Schoulen am Fondamental an am Secondaire wéi och d'Centres de compétences an hirer Missioun, fir d'Kanner optimal an eise Schoulen ze integréieren, a baut e Reseau vu Professionellen am Beräich Accueil a schoulesch Integratioun op.

(Interruption)

De SIA soll d'Schoulen och bei der Promotioun vun der Interkulturalitéit ënnerstëtzen, dat zum Beispill bei der Organisatioun vu pedagogesche Projeten an am Kader vun der Mediatioun. Innerhalb vum SIA gëtt et e Conseil consultatif, deen als Aufgab huet, d'Entwécklungen an d'Besoinen am Beräich Accueil an Integratioun ze suivéieren.

Zu gudder Lescht wëll ech nach kuerz op d'Avise vum Staatsrot, der ASTI an der Staatsbeamtekummer agoen.

Souwuel d'ASTI wéi d'Staatsbeamtekummer begréissen d'Aféierung vum neie SIA a sinn der Meenung, dass dëse Service eng reell Plus-value fir den Accueil an d'Integratioun vun auslännesche Schüler duerstellt. Si begréissen, dass Familljen, déi nei op Lëtzebuerg kommen, an Zukunft vun Ufank un eng enk Begleedung proposéiert kréien an iwwert de vaste Choix vun eiser Bildungslandschaft informéiert ginn.

D'ASTI lueft ausserdeem, dass déi nei Approche zu méi Bildungsgerechtegkeet an eise Schoule féiert an dass d'Eltere méi Responsabilitéit iwwert de schoulesche Prozess (veuillez lire: de schoulesche Parcours) vun hirem Kand kréien. D'Staatsbeamtekummer begréisst dann och nach, dass d'Integratiounsperiod vun de Schüler op zwee Joer limitéiert ass, mam Zil, déi Jonk esou schnell wéi méiglech an den normale Schoulsystem ze integréieren.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Opposition-formellen, déi mer no den Amendementer vum Educatiounsministère nees opgehuewen hunn.

Wéi gesot, fir weider Detailer verweisen ech op de Rapport. An ech wéilt op dëser Plaz awer ganz gären dem Här Reding an dem Här Assua e grousse Merci soen, déi eis wärend der ganzer Zäit, wou mer un deem Projet hei geschafft hunn, begleet hunn. E grousse Merci hinnen!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn haut wierklech houfreg, Rapporter vun dësem wichtege Gesetz däerfen ze sinn, mat deem mir eis ëffentlech Schoulen an eis Lycéeën nach méi kulturell a sozial gerecht maachen. Mat faire Start- a Bildungschancë garantéiere mir, dass all Kand an all Jonken zu Lëtzebuerg an der Schoul ka reusséieren, egal wat seng Originne sinn an egal wat fir eng Sproochen dass en doheem schwätzt. Déi nei strukturéiert an holistesch Approche am Beräich vum Accueil an der Integratioun erlaabt eis, dem Schüler mat engem Migratiounshannergrond eng méi konsequent Ënnerstëtzung, eng méi passend Orientéierung an e méi individuelle Suivi ze offréieren.

Ech soen Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt, an ech ginn zu dësem Moment och schonn den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gilles Baum.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Ech sinn e bësse méi grouss wéi den Här Baum, dofir muss ech d'Pult e bëssen eropmaachen.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, merci dem honorabele Gilles Baum fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Dat mécht engem et duerno scho méi einfach, da kann een awer esou munches ewechloossen. E war effektiv ganz, ganz ausféierlech.

Ech wëll awer och den Auteure vum Projet de loi, esou wéi en deposéiert gouf, villmools Merci soen, well, den Här Baum huet et och gesot, am Exposé des motifs ass wierklech e ganz ausféierlechen Historique vu 60 Joer Educatiounspolitick, verbonne mat deem groussen Challenge vun der Integratioun vu Kanner a Jonken, déi eréischt kierzlech hei am Land ukomm sinn. Ech wëll awer och en ofschléissende Merci un de Claude Feyereisen aus der Fraktioun schécke fir seng Ënnerstëtzung beim Ausschaffe vu menger Ried.

Ech mengen, jidderee vun eis huet am Laf vu senger schoulescher Karriär Kanner begéint, déi eréischt kierzlech hei am Land ukomm waren an der Sprooch net mächteg waren. Ech war Mëtt den 80er-Joren an der Primärschoul. Et ass och een op der Tribün, deen ech och do an där Zäit begéint hunn: den Här Reding. An ech hat och e Kolleeg an der Klass, deen eréischt kierzlech mat sengen Elteren aus Portugal ukomm war. Weeder hien nach seng Elteren hunn eis Sprooch geschwat a si hu se souguer och emol net verstanen. A vun dohier war de schoulesche Parcours vu virera schonn net ganz einfach.

Wéi an deene meeschte Fäll hunn och deemools seng Elteren allen zwee de ganzen Dag misse schaffen, fir eng Chance ze hunn, am Grand-Duché Fouss ze faassen. An domat war weider keen do, deen hie konnt encadréieren an deen him bei den Hausaufgabe konnt hëllefen. Hien ass ëfters emol mat bei eis heemkomm a mir hu probéiert, zesummen Hausaufgaben ze maachen, woubäi et dann am Ufank awer och guer net einfach war mat der Kommunikatioun, well mat siwe Joer war mäi Portugisesch och elo net esou ganz fléissend.

(Hilarité)

D'Konsequenz war, datt mäi Kolleeg am Schoulsystem duerchgereecht ginn ass, obwuel et e mega kompetenten a clevere Bouf war. Et ass immens schued. Ech kann Iech awer berouegen: Hien huet duerno säi Wee fonnt an och säi Wee gemaach an et ass haut e glécklechen an zefriddene Mënsch. Hien hätt awer wuel nach ganz aner Méiglechkeete gehat, wann de Schoulsystem hie besser hätt kënnen opfänken.

Dowéinst ass d'Zil vum Projet de loi, iwwert dee mir haut hei diskutéieren, richteg a wichteg, zemools wann ee weess, datt all Joer 2.000 nei Schüler an der Grondschoul ukommen an 2.000 weiderer am Secondaire. Nei Schüler selbstverständlech, déi eréischt rezent hei am Land ukomm sinn; op déi ganz Detailer ass de Gilles Baum jo och a sengem Rapport agaangen, soudatt ech dat net muss maachen. En huet och weider Detailer erzielt, mee ech wëll awer just e puer Punkten nach eng Kéier eraussträichen.

Ech mengen, mat deem Gesetz hei gëtt eng legal Basis fir d'Accueilmesüre fir d'Élèves nouvellement arrivés geschaaft. Et gëtt e Service de l'intégration et de l'accueil scolaires, SIA, geschaaft, deen dem Educatiounsministère ënnersteet, an et gëtt eng Prise en charge systématique fir d'Élèves nouvellement arrivés agefouert. De SIA proposéiert de Schüler, déi frësch am Land ukomm sinn, Moossnamen an de Beräicher vum Accueil, der Orientatioun, der Integratioun an der Begleedung an der Schoul. All Schüler kritt eeben och en individuelle Projet d'accueil, deen en appropriéierte schoulesche Parcours soll opzeechnen an deen och eventuell Hëllefe virgesäit am Schoulalldag. Donieft bitt de SIA och eng Prise en charge individuelle mat engem noe Suivi.

Déi concernéiert Schüler kënnen dann zwee Joer vun dëse Mesüre profitéieren, fir da fit ze sinn, fir am Schoulsystem eens ze ginn. An dëst ass e ganz wichtege Punkt, dofir deposéieren ech dann och eng Motioun heizou. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le système éducatif luxembourgeois est marqué par l'hétérogénéité sociale, linguistique et culturelle de ses élèves ;

– considérant qu'annuellement quelque 4.000 enfants, adolescents et jeunes adultes intègrent le système éducatif luxembourgeois au cours de leur parcours scolaire ;

– considérant que le projet de loi vise à améliorer et à systématiser les mesures d'accueil et d'intégration scolaires ;

– constatant que le suivi de tout élève « nouvellement arrivé » – d'après la définition du projet de loi – dans les écoles et lycées est assuré pendant deux ans,

invite le Gouvernement

– à procéder, dans un délai de trois ans

• à une évaluation globale du dispositif pour l'accueil et l'intégration scolaires des élèves « nouvellement arrivés » ;

• à une évaluation spécifique du niveau d'intégration qu'ont atteint les élèves « nouvellement arrivés » un an après la fin de leur prise en charge,

– à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation du dispositif afin d'améliorer la prise en charge des élèves concernés.

(s.) Max Hengel, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hengel.

M. Max Hengel (CSV) | Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass wierklech bal de kruziale Punkt vun dësem Projet. Dofir deposéieren ech eeben déi Motioun fir ze soen, datt mer sollten no dräi Joer eng Evaluatioun maachen, well da sinn d'Schüler jo zwee Joer duerch d'Mesüre gelaf a si waren ee Joer am System dran, soudatt een an dräi Joer kéint gesinn, wéi fruchtbar et ass, an noutfalls eebe kéint upassen. Well ech mengen, et kléngt um Pabeier gutt a mir wäerten de Projet och matstëmmen, mee et ass eis awer och wichteg, datt da wierklech gekuckt gëtt, ob déi Mesüren och wierklech gräifen oder ob ee muss upassen. An ech wär frou, wann déi Motioun da géif eng breet Ënnerstëtzung kréien.

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | De SIA gëtt doriwwer eraus, fir nach eng Kéier drop zréckzekommen, och e Service ressource fir d'Grondschoulen, d'Lycéeën an d'Kompetenzzenteren. A laut den Auteure vum Projet ass de SIA och eng Reaktioun op ganz vill Recommandatiounen, déi vu bannen a vu bausse komm sinn, wat nach wichteg wär, wat eng richteg Förderung wär fir eise Schoulsystem.

De Staatsrot war an engem éischten Avis e bësse méi kritesch. En huet eng Rei Remarke gemaach an och Opposition-formellen, notamment wat d'Definitioun vum „élève nouvellement arrivé" ass. Doropshi gouf et eng ganz Rei vun Amendementer, soudatt de Staatsrot a sengem zweeten Avis keng Oppositioun méi hat.

De Gilles Baum ass och schonn op den Avis vun der ASTI agaangen, déi generell zefridden ass, well den Accueil eebe vun deene Schüler via Gesetz strukturéiert gereegelt gëtt, Lëtzebuerg sech och domadder selwer als ...

(Interruption)

... Immigratiounsland gesäit an de Projet de loi d'Interkulturalitéit als een zentraalt Element vun eisem Schoulsystem gesäit. D'ASTI bedauert awer, datt eeben de Succès vum Accueil a vun der Integratioun vun dëse Schüler ofhängeg ass vum Engagement vu villen Acteuren, Enseignanten, Lycéesdirekteren, Elteren, Gemengen.

An dësem Kader wëll ech och wierklech nach eng Kéier drop agoen – den Här Baum huet et och gemaach –: Et ass an der Vergaangenheet scho ganz vill ganz gutt Aarbecht geleescht ginn. D'Leit um Terrain hu ganz vill geschafft fir ze probéieren, déi Schüler wierklech gutt mat duerchzehuelen. An dofir wëll ech hinne Merci soen.

Sou, ech mengen, ech kann elo relativ gutt ofkierzen, well meng Zäit ass och schonn souwäit ofgelaf. Ech hat zwar nach d'Motioun, dat heescht, ech hunn nach e bësse Wach.

Ech wëll nach op ee Punkt agoen, wat den Här Baum och gesot huet: Am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics seet si sech averstanen, datt déi Integratiounsperiod vum Schüler maximum zwee Joer soll daueren, freet sech awer zäitgläich, ob et duergeet. Dat heescht, och dat ass erëm eng Kéier en Argument fir eis Motioun, fir ze soen: Kommt, mir kontrolléieren et, ob et och wierklech duergeet. Am Noutfall passe mer dat dann un.

Ofschléissend soen ech Iech da Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech muss mech awer entschëllegen, datt ech relativ séier elo fort muss – wann nach Remarken zur Motioun kommen, wäert d'Madamm Hansen dofir fir eis Fraktioun Stellung bezéien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter Gilles Baum fir seng ausféierlech Explikatiounen. Bildungspolitick muss den Usproch hunn, fir Chancëgerechtegkeet ze schafen. Zeg Etüde weisen awer, datt dat zu Lëtzebuerg trotz allen Efforten net respektiv nach net de Fall ass. A grad Schülerinnen a Schüler mat auslänneschen Originnen hu ganz dacks méi Schwieregkeeten an der Schoul wéi Lëtzebuerger Kanner. Zwee Drëttel vun de Kanner, déi haut ageschoult ginn, schwätze kee Lëtzebuergesch doheem. A wann d'Kanner och nach aus engem defavoriséierte Milieu kommen, sinn déi schoulesch Schwieregkeete virprogramméiert.

Eis Méisproochegkeet ass eisen Atout a mir mussen alles drusetzen, fir se ze erhalen. Dat bedeit awer, datt mer u ganz ville Schrauwe mussen dréinen, fir der Hyperdiversitéit vun eiser Schülerpopulatioun Rechnung ze droen, zemools well déi Diversitéit jo éischter nach zou- wéi ofhuele wäert. De Schoulsystem kann also net beim Status quo bleiwen.

An de leschten zéng Joer huet d'Regierung d'Bildungsoffer considerabel ausgeweit mam Zil, wa méiglech alle Kanner a Jonken e Bildungswee unzebidden, dee bei se passt. Ech denken un d'Europaschoulen, natierlech, déi jo ganz vill Zoulaf hunn. Wann ech richteg verstanen hunn, ass d'Evaluatioun vum Unterrecht virum Enn vun der Summervakanz awer net disponibel, wat natierlech schued wier.

Vill Familljen, déi nei an d'Land kommen, wëssen awer net gutt Bescheed, wéi déi schoulesch Offer ausgesäit. Ganz ofgesi vun deenen neien agreéierten Europaschoulen ass déi ganz Offer jo och wierklech net einfach ze verstoen, mat all deenen neie Sektiounen zum Beispill, mat den ënnerschiddleche Perspektiven a Méiglechkeeten. Och d'Lëtzebuerger Elteren a Schüler hu schonn heiansdo Problemer, fir dat alles ze verstoen.

Dofir spillt fir eis als LSAP d'Orientéierung eng zentral Roll, fir d'Kanner an hir Familljen individuell begleeden ze kënnen. An dofir begréisse mer natierlech dëse Gesetzesprojet! Dat ass kloer. Déi nei Administratioun SIA soll d'Prise en charge vun alle Schülerinnen a Schüler, déi nei an d'Land kommen, verbesseren. Si gëtt restrukturéiert. Mee och déi individuell Betreiung an Orientéierung soll also opgewäert ginn. Dat begréisse mer zu 100 %.

Mam Projet d'accueil kritt déi individuell Begleedung e klore Kader. Et ass och positiv ze bewäerten, datt déi verschidde concernéiert Acteuren – Elteren, Enseignanten, sozioedukatiivt Personal – an d'Prozedur matagebonne ginn. Och de Guichet unique ass ganz kloer eng gutt Saach. Woubäi natierlech och schonn eng Maison de l'orientation existéiert, déi an de leschte Jore jo och vill Moyene krut, och opgestockt gouf. Fonctionéieren déi zwou Strukturen, also d'Maison de l'orientation an de Guichet unique vun dem SIA, mateneen? Wa jo, wéi gesäit dat konkreet aus? Dat géif eis interesséieren.

Dann ass natierlech all Initiativ, all Gesetz nëmmen esou gutt wéi d'Ressourcen, déi fir d'Ëmsetzung zur Verfügung gestallt ginn. Gëtt et där genuch? Mir kenne jo d'Problemer vun der Penurie am Enseignement an och am sozioedukative Beräich. Ass de Secondaire ekipéiert?

D'Begleedung soll – an dat ass schonn e puermol ugeschwat ginn – just zwee Joer daueren. Wat geschitt duerno? Wat geschitt, wann e Kand aus ënnerschiddlechen Ursaache méi laang brauch an nach net prett ass fir eng normal Klass, fir den normalen Unterrecht?

An dann nach eemol zréck zu den Europaschoulen, wou den Observatoire de la qualité scolaire jo festgestallt huet, datt d'Kanner, déi do opgeholl ginn, e relativ héije sozioekonomesche Status hunn. Wéi wëllt de Ministère sécherstellen, datt déi Schoulen och an Zukunft fir all Kanner accessibel sinn a bleiwen – aus alle Gesellschaftsschichten? Sinn d'Critères d'admission transparent genuch? A wat ass mat der Beruffsausbildung? Déi gëtt et do jo nach net. Ass dat awer ugeduecht?

Här President, d'LSAP begréisst, datt an dësem Gesetz verankert gëtt, datt all schoulflichtegt Kand, dat an d'Land kënnt, e Recht op d'Mesures d'accueil et d'intégration scolaires kritt. Dat ass absolutt néideg. Dat ass ganz am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet, déi fir meng Partei eng Prioritéit ass!

E staarke Staat huet d'Flicht, all Kand optimal Viraussetzunge fir eng erfollegräich schoulesch Karriär a berufflech Perspektiven ze bidden, egal wou et hierkënnt! Dofir musse mer d'Kanner do ofhuelen, wou se sinn. Mat dësem Projet maache mer also e grousse Schratt, e wichtege Schratt an déi richteg Richtung a mir sollen eis awer eeben och nach intensiv dermat beschäftegen, wat no deenen zwee Joer soll geschéien, wann d'Kanner net esou fonctionéieren, wéi de System et wëllt oder d'Gesetz et virschreift.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. Da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Rapporter Gilles Baum huet den Historique vun der Immigratioun schéi beschriwwen. Am Laf vum 20. Joerhonnert virun allem ass Lëtzebuerg zu der Heemecht vu ville Mënschen aus der ganzer Welt ginn an dorop kënne mer houfreg sinn.

Eis grouss Diversitéit beräichert jo net just eise gesellschaftlechen Alldag an eis Ekonomie, mee och d'Kultur, de Sport, d'Veräinsliewe bis hin zur Noperschaft. A wann de Max Hengel hei erzielt, dass en Hausaufgabenhëllef ginn huet fir portugisesch Kanner, kann ech och aus menger Kandheet erzielen. Mir hu bei italieenesche Leit gewunnt. An ech hu scho mat aacht Joer geléiert, wéi een deene kann zur Säit stoen, véier klenge Kanner, fir datt se an der Schoul reusséieren. An dat sinn Erënnerungen, déi een ni vergësst.

Déi grouss Diversitéit weist sech natierlech och an eise Schoulen. Si stellt eise Schoulsystem zanter Joerzéngte viru grouss Erausfuerderungen a si spigelt sech natierlech och an de Gesetzer zréck, déi mer an der Lescht hei gestëmmt hunn. An dat waren der eng Hellewull. Se si ganz oft op d'Diversitéit ausgeriicht an op den Ëmgang mat eise Primo-arrivanten an all Defien, déi domat verbonne sinn. Esou och dëse Projet de loi, an deem et jo prioritär drëms geet, de schouleschen Accueil an déi schoulesch Orientéierung vun deene 4.000 Kanner a Jonken – dat sinn der vill –, déi Joer fir Joer nei op Lëtzebuerg kommen, ze verbesseren.

Dat ass ganz sécher net vu Muttwëll, well och wann all immigréiert Kand a Jonke bis haut eng Plaz an eise Schoule fonnt hunn, sou waren d'Qualitéit an den Oflaf vum Accueil éischter dem Zoufall iwwerlooss. Virun allem huet d'Orientatioun vun immigréierte schoulflichtege Kanner a Jonken dovun ofgehaangen, wéi staark eenzel Gemengeservicer um Accueil

vu Flüchtlingsfamillje bedeelegt gi sinn a wéi grouss hiren Informatiounsstand war. Ech denke virun allem un d'Schoulservicer vun de Gemengen, well et sinn normalerweis si, bis haut, déi d'Orientéierung vu Primo-arrivanten an déi eng oder aner Grondschoul vun der Gemeng zum gudden Deel zesumme mat den Direktiounen, zesumme mam Schäfferot a mat de Schoulkommiteeën ofschwätzen, allerdéngs ouni déi néideg Informatiounen ze hunn, wat de kulturellen a sproochlechen Hannergrond vun deene Kanner betrëfft an och ouni hiren individuelle Fërderbedarf ze kennen.

Am Secondaire gëtt et zwar eng Maison de l'orientation, déi d'Schülerinnen an d'Schüler soll orientéieren, wéi den Numm et seet, mee och hir feelt et bis haut u klore Prozeduren a Missiounen, wat d'Integratioun vu jonke Flüchtlingen an den Enseignement secondaire ugeet respektiv och den Iwwergang vum Primaire – vum Fondamental, wéi mer haut soen – an de Secondaire.

Mat der Kreatioun vum Service de l'orientation et d'accueil scolaires ginn déi ganz Orientéierung an den Accueil net méi dem Zoufall iwwerlooss an dozou gehéieren och déi ganz Ënnerstëtzungsmoossnamen, déi hei organiséiert ginn. D'Moossnamen an d'Prozeduren, mee och d'Zesummenaarbecht mat Schoulen an Direktioune sinn eng gutt Saach. Déi ginn och strukturéiert, ganz kloer, a si kréien och eng legal Basis, woumat se dann e feste Pilier vun eisem System ginn.

Dës harmoniséiert Approche ass an eisen Aen och ganz am Sënn vun der Égalité de traitement vun alle Kanner a Jonken, déi nei an d'Land kommen a vun enger eenheetlecher a gläichberechtegter Ënnerstëtzung kënne profitéieren, onofhängeg dovun, a wéi enger Gemeng se opgeholl ginn oder wunnen.

Datt d'Integratiounsperiod, déi och elo schonn e puermol ernimmt ginn ass, sech op zwee Joer soll limitéieren, fanne mer ganz richteg, well wat e Kand méi séier am reguläre System beschoult ka ginn, wat säi Grondrecht op Inklusioun besser respektéiert gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Zil muss et jo sinn, d'Diversitéit zur Normalitéit ze maachen. A fir déi Normalitéit ze erreechen, ass et wichteg, den immigréierte Kanner esou fréi wéi méiglech d'Chance, mee och d'Sécherheet ze ginn, voll a ganz derzouzegehéieren, amplaz datt se sech awer e bësse wéi e Spezialfall fillen, dee regelméissegen Evaluatioune muss ausgesat ginn, esou wichteg wéi se am Ufank och sinn.

Fir datt dëst Grondrecht vun de Kanner a Jonken op Inklusioun ouni Wenn und Aber Realitéit ka ginn, brauche mer allerdéngs net just e Service de l'orientation et de l'accueil scolaires mat all de Missiounen, déi dëse Service kritt, mee virun allem brauche mer e Schoulsystem mat engagéiertem a kompetentem Personal, dat weess, wat Inklusioun an der Praxis bedeit.

Doriwwer eraus brauche mer Schoule mat gudden Aarbechtskonditiounen, an déi kënnen nëmme garantéiert ginn, wa genuch kompetent Personal um Terrain an de Reegelklasse schafft. Genuch Personal erlaabt et nämlech, e geziilten individuellen Encadrement vun de Flüchtlingskanner op d'Been ze stellen, ouni datt dës Kanner aus hirer Klassegemeinschaft oder souguer aus hirer Wunngéigend isoléiert musse ginn. Si musse ganz einfach derzougehéieren, wéi ech gesot hunn, an dofir solle staatlech Klasse fir immigréiert Kanner déi absolutt Ausnam bleiwen, esou wichteg wéi se och a gewëssene Fäll sinn. Mir haten de Fall vum Krich an der Ukrain, wou et net anescht gaangen ass. Dat stelle mer guer net a Fro.

Dir Dammen an Dir Hären, Inklusioun a Bildungsgerechtegkeet, dat ass de Geescht vun dësem Projet de loi an et wäert och eng vun de gréissten Erausfuerderungen an der Bildungspolitick vun der Zukunft bleiwen. Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun ganz gären a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci och un de Rapporter, de Gilles Baum, fir säi Rapport. Mir hunn effektiv hei am Land d'Hallschent vun den Awunner, déi Ausländer sinn. Mir hunn eng immens, immens staark Immigratioun gehat. Oft gëtt da geschwat vun demografeschem Wandel, mee wien „demografesche Wandel" seet, dee mengt am Fong am Endeffekt dat, wat een och „eng massiv Immigratioun", „eng Massenimmigratioun" kann nennen, an déi féiert zu deene Problemer, déi mer hunn. An déi Problemer sinn elo grad ugeschwat ginn. Hei ass gesot ginn, datt Diversitéit bedeit Erausfuerderung. Dat heescht am Fong esou vill wéi: Diversitéit ass e Problem. An ech soen dat direkt hei: Wann een e Choix huet tëscht Diversitéit an Integratioun, da wielen ech ganz sécher d'Integratioun op déi laang Dauer, well dat de Kanner an der Gesellschaft an eis alleguerten zeguttkënnt.

Mir hunn elo hei effektiv onwarscheinlech Zuelen, déi och genannt gi sinn: alljoers 2.000 Schüler, déi an d'Schoul kommen an déi net hei gebuer sinn, mee déi aus dem Ausland nei op Lëtzebuerg kommen, am Alter vun 10, 12, 14, 15 Joer. 2.000 allkéiers an d'Primärschoul, all Joer, 2.000 an de Lycée, all Joer. Dat ass enorm!

An ech stelle mer einfach och d'Fro emol eng Kéier – do si vläicht Leit, déi gezwonge sinn heihinnerzekommen, woubäi ech net weess, wou mir Lëtzebuerg jee eng Kéier ee gezwongen hätten, op Lëtzebuerg ze kommen –, mee ech stellen awer emol d'Fro einfach esou an de Raum: Ass dat räsonabel, wann ee mat Kanner, déi an der Schoul sinn, 10, 12, 14 Joer hunn – do ass et jo schonn oft schwiereg genuch, wann een d'Gemeng wiesselt, fir en neit Ëmfeld opzebauen –, ass et do räsonabel, an en anert Land wunnen ze goen? Ech mengen, jiddwereen, deen hei Kanner huet, dee weess dat. A wann een elo einfach zu engem géif soen: „Hei, ma da géi emol a Pole wunnen an da kucks de, dass de do eens gëss!", dat ass ganz, ganz, ganz schwéier!

(Brouhaha)

An ech stelle mer einfach déi Fro, ob een déi Leit net soll eng Kéier wierklech och emol opklären: „Hei zu Lëtzebuerg sinn d'Reegelen esou. A Lëtzebuerg ass villes net einfach", dat ass och gesot ginn, „et ass schwiereg, Logementer ze fannen, et ass schwiereg, eventuell eng Aarbecht ze fannen. Mir hunn eng Sproochesituatioun, déi extreem komplex ass. Iwwerleet Iech gutt, ier Der heihinnerkommt, …

(Interruption par M. Dan Kersch)

… ob dat wierklech dat ass, wat Der wëllt!"

M. Fernand Etgen, Président | Här Keup, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Fred Keup (ADR) | Duerno wannechgelift. Jo, merci, Här President, dat maache mer duerno!

Dat ass awer eng Fro, déi een eng Kéier muss stellen. Et gëtt jo kee gezwongen, heihinnerzekommen. Elo sinn awer Leit, déi kommen heihinner, dat ass d'Realitéit.

M. Fernand Etgen, Président | Här Keup, dierf den Här Kersch Iech eng Fro stellen?

M. Fred Keup (ADR) | Ech hu gesot: Duerno!

M. Fernand Etgen, Président | Ok.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | En aneren Toun, wannechgelift!

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat hutt Der gëschter och scho gesot zum President. Mee mat Iech huet jo keen elo geschwat!

(Exclamations)

Voilà! Ech mengen, dat ass awer ganz …

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Keup huet elo d'Wuert. An de Moment huet elo soss keen d'Wuert wéi den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass net un Iech elo hei, fir mech zurechtzeweisen. Dir sidd net President. Dir sidd hei normalen Deputéierten an der Chamber.

Une voix | Jo, jo, jo.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Här Keup, Dir hutt am Fong geholl net deenen aneren Deputéierten ze soen, wat se ze maachen hunn a wat se net ze maachen hunn!

M. Fred Keup (ADR) | Si hu mech provozéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Dat ass eng Missioun, déi ass dem President iwwerlooss.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Ënnerstellunge kënnt Der och si loossen!

M. Fred Keup (ADR) | Wat gelift?!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Dir hutt dat net gär, wann een eng aner Meenung huet wéi Dir!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Nee, nee …

M. Fred Keup (ADR) | Mee ok, ech maachen awer elo weider. Ech hunn Iech och net ënnerbrach, dann ënnerbriecht Dir déi aner Leit och net!

Sou, ech kommen heirop zréck. Ech mengen, et ass ganz einfach esou, dass dee Problem do ass, dass immens vill Leit an eise Schoulsystem kommen, an déi hunn et effektiv net einfach. Duerfir fannen ech dëse Projet och am Grond gutt fir ze soen, hei, mir mussen deenen iergendwéi ënnert d'Äerm gräifen, mir mussen déi besser informéieren, fir dass se sech esou gutt wéi méiglech hei zurechtfannen.

Et muss een awer och eng Kéier kucken, wéi d'Integratioun hei am Land fonctionéiert oder fonctionéiert huet, och iwwert déi lescht 100 Joer. Gréisstendeels ass dat eebe geschitt dank der Schoul, wou d'Leit zesummekommen, wou d'Kanner zesummekommen, wou se zesummen d'Sprooche geléiert hunn, eis Dräisproochegkeet, wou se zesumme Lëtzebuergesch geléiert hunn. An dat ass och gréisstendeels geschitt!

An och ganz vill Kanner vun Auslänner – an ech kennen der selwer och a menger Famill, déi am Fall sinn, a jiddweree kennt der, an hei sinn der och an der Chamber, déi am Fall sinn –, ganz vill hunn dat ouni Problem gemaach. Si krute gehollef. Si ware fläisseg. Si wollte Leeschtung bréngen. Si haten de Wëllen. Si kruten och vun den Eltere gehollef. Och wann déi emol näischt verstanen hunn, och do ass et Fäll ginn, wou een de Kanner konnt hëllefen. An dat huet geklappt. Duerfir wieren ech mech och hei dergéint, fir dat ëmmer einfach esou dohinnerzestellen, wéi wa

Kanner vun Auslänner hei automatesch géife benodeelegt ginn. Dat stëmmt esou net!

An et huet geklappt dann drëttens och dank dem Wëlle vun de Lëtzebuerger, déi higaange sinn an déi Méiglechkeete ginn hunn, fir sech hei ze integréieren an der Schoul an och ronderëm. Mir mussen eis awer ëmmer bewosst sinn, dass Integratioun en iwwergenerationelle Prozess ass an dass et normalerweis eréischt an der zweeter Generatioun ass, wou dat seng Friichte richteg dréit.

Mir hunn hei, wéi gesot, immens vill Zouwanderung an eise Schoulen. An Däitschland gëtt emol heiansdo gesot, dass, wann een an enger Klass iwwer 30 % Kanner huet, déi Netmammesproochler sinn, déi aus der Migratioun kommen, iwwer 30 %, dass dann den Niveau drastesch erofgeet, och fir déi aner Kanner. Dat ass iwwregens eppes, wann Der hei d'Léierpersonal frot, wat déi Iech och kënne bestätegen.

Et ass also e grondsätzleche Problem a wa mer déi staark Zouwanderung net gebremst kréien, da wäerte mer an der Schoul och weiderhin déi Problemer hunn an da wäerte mer hannendrulafe mat esou Projete wéi deen heiten, déi net ëmmer ganz gutt sinn.

Ech war jo kuerz ënnerbrach ginn, ech mengen, ech hunn nach e bëssen Zäit.

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | Dann ass ëmmer gesot ginn: „déi gerecht Schoul". Jo, „gerecht Schoul" heescht gerecht, mee wat mer maachen am Moment, ass net gerecht! Ech erënneren drun: An deenen Europaschoule léieren d'Kanner manner Sproochen. Ech erënneren drun: An den Europaschoule maachen d'Kanner hir Première e Joer éischter, scho mat 18 Joer. Si mussen e Joer manner an d'Schoul goen. Dat ass alles net gerecht!

A wa mer wëllen eppes maachen, da musse mer och d'Schoul méi iwwersiichtlech maachen, de Schoulsystem. Da musse mer d'Zensuren erëm méi iwwersiichtlech maachen. An da musse mer déi Zersplitterung vun eisem Schoulsystem stoppen.

An elo kënnt awer den Haaptpunkt, firwat mer hei mussen dergéint stëmmen, och wann an deem Projet hei ganz vill Saache sinn, déi effektiv ganz gutt sinn. Mee eppes kënne mer net akzeptéieren, an dat ass déi Situatioun, déi och d'Staatsbeamtekummer an hirem Avis ugeschwat huet: Do geet et ëm d'Sprooch vun deene Leit, déi an deem SIA duerno sollen ugestallt sinn, an do gëtt verlaangt, dass se just eng Sprooch vun deenen dräi administrative Sprooche kënnen an deelweis dat souguer ... Et steet souguer en Niveau derbäi: B2. B2, wat elo wierklech net den Topp ass! Dat heescht, eng Sprooch vun deenen dräi an déi och nach net ganz gutt. Dat ass einfach eppes, wat mer net kënnen akzeptéieren. Mir soen ëmmer: Een, dee fir de Staat hei zu Lëtzebuerg schafft, een dee vum Staat bezuelt gëtt, dee soll och déi dräi administrativ Sprooche kënnen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da kritt den Här Kersch d'Wuert an duerno d'Madamm Lorsché, fir Iech nach eng Fro ze stellen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt den Här Keup froen – et huet e bëssen esou geklongen, wéi wann eng ganz Rei Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, sech dat vläicht besser sollten iwwerleeën, well se wierklech misste wëssen, dass hir Kanner eventuell hei an der Schoul géife Problemer kréien –: Kënnt Der Iech virstellen, Här Keup, dass eng ganz Rei Leit, déi déi Decisioun huelen, fir hei op Lëtzebuerg ze kommen, dat net maachen einfach aus Spaass un der Freed, mee dass se dat maachen, well se ënner anerem hire Kanner wëllen nei Perspektive bidden?

Une voix | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | An ech weess, vu wat ech schwätzen. Meng Mamm ass och ganz jonk aus Italien hei op Lëtzebuerg komm. De Problem fir si, fir sech hei ze integréieren, dat war net onbedéngt de Fait, dass se an der Schoul Problemer begéint hätt. Mee de Problem, dee se hat, dat war, dass se vill Leit begéint huet, déi déi nämmlecht Theorië vertrueden hu wéi Dir, a wou se gespuert huet, dass se hei net wëllkomm war. Dat ass de Problem, an net dat, wat Dir hei beschriwwen hutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

M. Fred Keup (ADR) | Ech weess elo net, wou d'Fro ass, mee ech géif Iech awer drop äntwerten.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn Iech gefrot, ob Der Iech vläicht kënnt virstellen, dass dat esou ass!

M. Fred Keup (ADR) | Maja, lauschtert, mee dann, dann ... Ech soen Iech dat och. Ech fannen, dass dat doten e bëssen eng Ënnerstellung ass, fir ze soen: „Déi huet Leit begéint wéi Dir", ech fannen, dat ass net an der Rei! Meng Fra ..., also hir Elteren, meng Schwéierelteren, déi sinn och aus Italie komm. Mäi Schwéierpapp ass mat enger Wallis zu Stengefort op der Gare ukomm aus Sardinien, mat 16 Joer, an en ass hei schaffe gaangen. Also ech kennen déi Situatioun do ganz gutt.

Déi Leit, déi ware ganz fläisseg, d'Kanner, déi hunn alleguer hir Schoul gemaach, obwuel d'Elteren d'Sproochen net konnten. Dat war alles net einfach. Duerfir, dat ass guer net de Punkt, deen Dir hei uschwätzt, deen ech wëll soen. Ech mengen, dass ganz villes eebe grad richteg gelaf ass a mir sollen d'Saachen net méi schlechtrieden, wéi se sinn.

Mee de Fakt ass awer och: Wann Der an en anert Land migréiert, da musst Der Iech awer e bëssen informéieren. An dat geet eeben net esou einfach! An et kann ee sech net virstellen, einfach esou op Lëtzebuerg ze komme vun iergendwou hier an dann hei alles esou à la carte gemaach ze kréien. Dat fonctionéiert jo néierens!

M. Fernand Etgen, Président | An da kritt d'Madamm Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech stelle keng Fro, mee ech wëll eng Richtegstellung hei maachen. Den Här Keup huet mir an de Mond geluecht, ech hätt vun engem „Problem" geschwat, wéi ech gesot hunn, et wär en Defi, fir déi Kanner an de Schoulen opzehuelen. Ech hunn a menger ganzer Ried betount, dass mer deen Defi wëlle positiv ugoen, dass et eng Toleranz ass, déi mer wëlle liewen, eng Oppenheet, eng Wäertschätzung, an dass mer d'Grondrechter vun deene Kanner mussen a wëlle respektéieren am Sënn vun der Inklusioun.

An dat ass net e Problem, mee dat ass e Wäert, dee mer an eiser Gesellschaft liewe sollen, am beschten alleguer mateneen, well nëmmen zesumme kréie mer déi Inklusioun hin. An duerfir bedauere mir ganz staark, dass hei aner Stëmmen ze héiere sinn, déi dat do awer nach mat engem Problem gläichstellen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Prezisioun.

M. Fred Keup (ADR) | Wann ech nach kann ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee, et war keng Fro.

M. Fred Keup (ADR) | Ech si jo awer genannt ginn!

M. Fernand Etgen, Président | Eng Fro huet vläicht nach den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Fred Keup (ADR) | Dann äntwerten ech dann.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, éischter e Fait personnel, Här President. Et ass ganz richteg, dass deen Eenzegen, deen d'Diskussiounen hei dirigéiert, Dir sidd, Här President. Dat ass kloer wéi Bullettszopp. Nach ass et esou, dass mer hei zu 60 sëtzen an dass mer duerchaus, jiddwereen Eenzelnen, eis Meenung kënnen ausdrécken iwwert den Ëmgangstoun, deen hei an der Chamber gëllt. An ech verbidde mer esou en aggressiven Toun! Ech sinn net e Chrëschtkëndchen, dat weess ech, mee esou, dat Aggressiivt an der Stëmm, dat seet och eppes aus, Här Keup! Ech wär frou, wann Der doru géift schaffen!

M. Fred Keup (ADR) | O!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wär ganz frou, wann Der doru géift schaffen. An dann nach an eegener Saach: Migratioun war ëmmer eng Chance a keng Gefor fir Lëtzebuerg!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et war ëmmer en Donnant-donnant an et sinn der derbäi gewiescht, déi, jo, drënner gelidden hunn. An un eis ass et, dass den Equiliber esou gutt ewéi méiglech ass. Mir als Land hunn ëmmer dru gewonnen an et ass och wichteg, dass déi, déi bei eis kommen, déi ganz Jonk, wou et schwiereg ass, an och déi, déi hei schaffen, sech erëmfannen an dass se an der Zäit genee déi selwecht Chancen hu wéi mir alleguer. Ech wollt dat just gesot hunn an aller Kollegialitéit hei, déi mer hei solle gëlle loossen.

Villmools merci, Här President, fir d'Wuert.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Well den Här Keup indirekt ugeschwat ginn ass, kritt en nach eng Kéier kuerz d'Wuert zréck.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech géif dem Här Di Bartolomeo an aller Kollegialitéit dann och äntwerten, dass ech et, bon – wéi soll ech soen? –, e bësse witzeg fannen, wann e sech driwwer opreegt, iwwert d'Aggressivitéit an der Stëmm. Well ech mengen, den Här Di Bartolomeo ass jo awer och, wéi e lo selwer sot, kee „Chrëschtkëndchen" – och wéi gëschter. An ech mengen, dat mécht Iech jo och aus an ech kennen Iech jo och scho laang, scho laang suivéieren ech Iech hei an der Chamber. An ech kann Iech och versécheren, dass ech am jonken Alter, mat 15, 16 Joer, e ganz grousse Fan war vun där direkter an heiansdo haarder Sprooch, déi Der ëmmer hei an der Chamber bruecht huet. Voilà, dat wollt ech Iech och soen.

Dat anert nach kuerz: „Diversitéit", hat Der gesot, „ass eng Erausfuerderung", ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Do hutt Der Iech an der Partei geiert!

M. Fred Keup (ADR) | ... ech hunn interpretéiert: „Problem". Voilà. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Leet mir dat net an de Mond!

M. Fernand Etgen, Président | An ech mengen, elo kënne mer d'Dezibel erëm erofsetzen. An ech ginn elo d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, virun engem Joer gouf dëse Projet deposéiert an huet direkt fir Onrou gesuergt. Mir hunn eis dee Moment och mat enger Vertriedung vun de Leit getraff, déi am

Secteur vum Accueil an der Integratioun scho ganz laang schaffen.

Mat dësem Projet de loi schaaft den Educatiounsminister en neie Service, dee sech ëm d'Integratioun an den Accueil an der Schoul vu Kanner a Jonke këmmert, déi nei zougewandert sinn. Dobäi gëtt et scho Servicer, déi an deem Beräich ganz aktiv sinn. D'Personal an deene Servicer gëtt sech vill Méi. Si fille sech awer virun de Kapp gestouss mam neie Gesetz, well se weeder consultéiert gi sinn, nach gi si am Gesetzesprojet richteg erwäänt, esou wéi wann et hir Aarbecht net géif ginn. Virun allem gëtt déi geleescht Aarbecht einfach net geschätzt. Dat ass op alle Fall hir Impressioun.

Här President, et ass jo net esou, wéi wann elo eréischt dru geduecht gi wier, e Service an eng Systematik opzestellen fir d'Prise en charge vu jonke Primo-arrivanten an eisem Schoulsystem. De Principe de l'égalité ass ginn duerch eng cibléiert Scolarisatioun, fir de Schüler e beschtméiglechen Iwwergang an eng Reegelklass ze erméiglechen. D'Prise en charge systématique fir de Secteur DPI gëtt et schonn, well am Fondamental gëtt et säit Joerzéngten Accueilsklassen an Accueilscoursen, déi de Schüler/innen hëllefen, eis Sproochen ze léieren. D'Classe-d'attachen hunn d'Zil, d'Schüler/innen aus den Accueilsklassen an de regulären Unterrecht opzehuelen, wou si dann awer an hirem Rhythmus kënnen hiert Wëssen an hir Sproochekenntnisser opschaffen, éier se an de Secondaire iwwerginn.

Fir den Enseignement secondaire gëtt et dann d'CASNA säit 2005, Cellule d'accueil scolaire, déi sech innerhalb vum SECAM, dem Service de scolarisation des enfants étrangers, ëm d'Aschreiwung, d'Orientéierung an de Suivi vun de sougenannte (veuillez lire: vun den zougewanderte) Schüler/inne këmmert. De SECAM ass e Service ressource, deen d'Generaldirektioun vum Enseignement secondaire iwwert d'Unzuel un nei zougewanderte Schüler/innen informéiert an eng Ufro fir nei Klassen opzemaache stellt.

Här President, dës Optioune sinn essentiel fir d'Integratioun oder besser gesot d'Inklusioun vun zougewanderte Kanner an eis Schoul an an eis Gesellschaft. Déi spillen eng zentral Roll am Kampf géint den Décrochage scolaire an déi schoulesch Ongläichheeten, well dës Kanner vu vireran net de Bagage hunn, fir am lëtzebuergesche Schoulsystem a senger Méisproochegkeet eens ze ginn. Schlëmm genuch ass et, dass och d'Kanner, déi hei am Land gebuer sinn, scheinbar och net am Lëtzebuerger Schoulsystem eens ginn. Mee dat ass e ganz aneren Debat.

Här President, a ville Gemenge feelt et awer u Schoulraum – et ass och scho gesot ginn – an u Personal, wat schlussendlech kann derzou féieren, dass net genuch Accueilsklassen ugebuede kënne ginn. Mee voilà, grondsätzlech stousse mer ëmmer erëm zréck op d'Problematik vum Manktum u Schoulpersonal a Schoulraum. A soulaang de Ministère dëse Problem net an de Gréff kritt, wäerten déi zukünfteg demografesch Entwécklungen an d'Verantwortungen, déi drunhänken, an d'Besoine vun enger ëmmer méi grousser an diverser Schoullandschaft eis iwwert de Kapp wuessen.

Här President, ech gesinn néierens an dësem Gesetz eng Verweisung op d'Cellule d'accueil an de SECAM. De Médiateur scolaire huet ëmmer erëm bedauert, dass d'Cellule d'accueil an de SECAM keng gesetzlech Basis hunn, d'CASNA huet nach ëmmer keng legal Basis. An dat wäert sech och mat dësem Gesetz net änneren, well dëst Gesetz virgesäit, einfach eng nei Instanz ze grënnen, fir en gros déi selwecht Aarbecht ze maache wéi déi bestoend Servicer. Dëse Service ass de SIA, de Service de l'intégration de l'accueil scolaires.

Et ass also wierklech esou ze verstoen, wéi wann all déi Jore virdrun zu Lëtzebuerg Kanner a Jonker, déi nei zougewandert sinn, ni systematesch hätte kënnen an d'Schoul integréiert ginn. Dat ass awer definitiv net de Fall! Zu Lëtzebuerg gëtt et d'ailleurs den Zougang zu der Educatioun als fundamentaalt grousst Grondrecht plus d'Schoulflicht. Domat misst déi systematesch Aschreiwung an eisem Schoulsystem fir all schoulflichteg an net schoulflichteg jonk Persoun aus der rezenter Zouwanderung sous-entendu sinn.

Dem Minister no géif et keng spezifesch Instanz ginn, déi den Accueil vun auslännesche Schüler/innen zentral koordinéiert a systematesch an d'Hand hëlt. Et géif keng systematesch Analys vun de Fäegkeeten a Besoine vun de Schüler/inne gemaach ginn, opgrond vun deenen e Projet d'accueil kéint ausgeschafft ginn, deen dem Schüler an der Schülerin quasi op d'Mooss geschnidde géif ginn, fir se esou gutt wéi méiglech kënnen ze orientéieren. Den neie Service, deen dëst Gesetz an d'Liewe rifft, soll d'Lycéeën an d'Schoulen doranner ënnerstëtzen, wat jo eng gutt Saach ass.

Här President, awer hei ignoréiert de Minister déi Aarbecht, déi scho geleescht ginn ass vun den Acteuren, déi sech säit Joren ëm den Accueil këmmeren. An dësem Secteur schaffe plus/minus 60 Leit. D'Fro ass: Firwat soll dee Secteur net einfach déi gesetzlech Basis an d'Moyene kréien, déi e brauch, fir anstänneg kënnen ze schaffen?

Am Introtext vun dësem Gesetz steet d'ailleurs, ech zitéieren: „Bien que les tâches du Service de la scolarisation des enfants étrangers aient été définies au sein du Ministère de l'Éducation nationale, on se doit de constater qu'il s'agit d'une mise à disposition de moyens modestes face à l'envergure des défis." Dat heescht an anere Wierder, déi bestoend Servicer si bis elo vernoléissegt ginn, an d'Äntwert op dëse Problem ass d'Schafung an d'Finanzéierung vun engem neie Service. Firwat et einfach maachen, wann et komplizéiert geet?!

De Minister bräicht eigentlech den Accueil net ze harmoniséieren. Hie misst sech prioritär ëm d'Harmoniséierung vun eisem komplett zerstéckelten – leider zerstéckelten – Bildungssystem këmmeren. Zu Lëtzebuerg gläicht d'Bildungsoffer ëmmer méi engem Rayon am Supermarché: l'embarras du choix! D'Stratifikatioun vum Bildungssystem féiert awer net – entgéint deem, wat mantraméisseg no bausse kommunizéiert gëtt – zu méi Bildungsgerechtegkeet. Am Géigendeel: Wien de System nämlech net kennt – an dat ass wierklech e grousse Problem –, dee kënnt do leider am schlechtsten ewech. An dat si leider oft déi Leit, un déi mer net kommen.

Mee, wéi scho gesot: Wat bréngt esou vill Choix, wann een net ka wierklech effikass ginn, an dat net duerch eng net existéierend Qualitéit vun der Offer, mee einfach duerch e Manktum u Personal, u Ressourcen an u Schoulraim?

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol merci dem Gilles Baum fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Wann eppes kloer ass, dann dat: Lëtzebuerg ass e Migratiounsland. All Joer kommen Dausende Leit nei op Lëtzebuerg, dorënner och ganz vill Familllje mat Kanner. Datt dës Kanner an eng Schoul musse goen, ass nëmmen normal. Et gëtt eng Schoulflicht a virun allem ass et och wichteg, datt d'Schoul en integrative Facteur an hirem Liewen ass.

Wat liicht kléngt, dat ass et dann awer net ëmmer esou ganz an der Realitéit. Do gëtt et Sproochebarriären, Problemer mam Schreiwen, zum Beispill wa Kanner mat engem aneren Alphabet opgewuess si respektiv och scho schreiwen a liese geléiert hu mat engem aneren Alphabet, an nach villes méi. Ech schwätzen net emol nëmme vu vu riets no lénks oder vu vun uewen no ënnen, mee tatsächlech vun anere Buschtawen. Dat ass net einfach! An dës Problemer suergen derfir, datt eng Rei Kanner Problemer hunn, sech an de Lëtzebuerger Schoulsystem anzeglidderen.

Et gëtt mëttlerweil zwar speziell Accueilsklassen, mee dës stinn net iwwerall zur Verfügung. An och do musse mer usetzen. Mir mussen dës Kanner beschtméiglech encadréieren an hinne sou gutt wéi méiglech hëllefen, hire Wee am Lëtzebuerger Schoulsystem ze fannen, well déi meescht – an dat wësse mer och –, déi op Lëtzebuerg kommen, bleiwen och zu Lëtzebuerg.

Certes, an deene leschte Joren huet sech d'Migratioun e bësse geännert, doduerjer, datt haaptsächlech aus dem engleschsproochege Raum Leit fir méi kuerz Missiounen op Lëtzebuerg kommen, mee d'Migratioun zu Lëtzebuerg, dat waren traditionell Leit, déi op Lëtzebuerg komm sinn, fir mat eis zesummen de Räichtum vun dësem Land ze bauen. An deementspriechend bleiwen och hir Kanner hei zu Lëtzebuerg an et ass der Schoul hir Aufgab, dës Kanner beschtméiglech ze preparéieren, fir duerno an enger Gesellschaft hir Plaz ze fannen, wou se bäikoumen, mee wou se definitiv derzougehéieren. A genau dat soll mat dësem Projet de loi gemaach ginn.

Wéi scho viru Kuerzem beim Projet de loi 8169 si mer och hei der Meenung, datt de Projet an der Theorie gutt kléngt. Vill Persounen, déi nei op Lëtzebuerg kommen, hu Schwieregkeete mam System, dat hunn ech erkläert, an hu virun allem och Problemer, sech zurechtzefannen. Hei ginn eng gutt Orientatioun an Informatioun einfach indispensabel, fir datt d'Elteren zesumme mat hire Kanner dee fir si beschte Wee an engem dach ëmmer méi komplexe Schoulsystem fannen, fir datt se déi passend Schoul zum Beispill fannen, déi passend Orientéierung fannen, wëssen, wéi eng Hëllefe se an Usproch kënnen huelen.

Dofir ass et och zum Beispill fir eis positiv, datt elo deen Dossier entsteet, well een domat de Kanner och eng Aart vu roudem Fuedem gëtt, un deem se sech orientéiere kënne fir hire schoulesche Parcours. Natierlech ass och fir d'Schoule selwer deen Dossier ganz wichteg, well en hinne beim Accueil vun den neie Schülerinnen a Schüler awer wäertvoll Informatioune liwwert an domadder hëlleft.

Wat an der Theorie gutt kléngt, muss sech an der Praxis awer bewären, well et gëtt e Risiko, datt een hei zousätzlech administrativ Chargë generéiert. Wann ee béis wär, géif ee vun engem „administrative Waasserkapp" schwätzen, vun deem mer hoffen, datt deen net entsteet.

Mir sinn der fester Iwwerzeegung, datt hei d'Intentioun immens gutt ass. Mir sinn der Meenung, datt deen heite Projet wierklech d'Ambitioun huet, datt d'Hëllef do ukënnt, wou se gebraucht gëtt. An dofir sollte mer och dem Personal um Terrain, wat dat heiten herno ëmsetze muss, dat Vertrauen haut entgéintbréngen, datt et dat genau esou ëmsetzt, wéi d'Ambitioun an d'Intentioun vun deem Projet ass. Mir ginn also jiddwerengem an där ganzer Chaîne hei haut e Vertrauensvirschoss, datt déi gutt Intentiounen do ukommen, wou se dréngend gebraucht ginn.

Wéi also beim Projet de loi 8169 wäerte mer och deen heite Projet matstëmmen. Mir ginn, wéi ech et sot,

jiddwerengem, dee bedeelegt ass, vun der Regierung bis zu de Leit, déi dat heiten um Terrain ëmsetzen, e Vertrauensvirschoss an hoffen, datt de Projet an der Realitéit dat hält, wat en an der Theorie verspréicht.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e ganz grousse Merci fir d'alleréischt emol un de Gilles Baum, deen net nëmmen hei op d'Detailer vun dësem Gesetzesprojet agaangen ass, wat d'Schafung vun deem Service d'intégration et d'accueil scolaires alles bedeit a wéi d'Prozesser an d'Prozeduren duerno nei wäerte strukturéiert ginn, mee deen eis eigentlech och nach en interessanten Historique geliwwert huet vu Lëtzebuerg, vun eisem Land, vun engem Emigratiounsland hin zu engem Immigratiounsland, wat natierlech d'Noutwendegkeet mat sech bruecht huet, datt eis Schoule sech och där doter Erausfuerderung unhuelen: nämlech e Schoulsystem opzebauen, deen zu engem Immigratiounsland passt, wou mer eis eebe besser kënnen op déi ganz ënnerschiddlech Situatioune vun de Kanner, déi bei eis kommen, astellen an hinnen och fair Chancë fir eng gutt Bildung an e gudden Ofschloss kënne garantéieren.

D'Zuele sinn e puermol genannt ginn: 4.000 Schülerinnen a Schüler am Joer, déi hir Scolaritéit an engem anere Land ugefaangen hunn, heiansdo nach a fréie Joren, heiansdo awer och schonn am Jugendalter, déi bei eis kommen an déi mer hei mussen integréieren an eis Schoulen, an eise gesamte Schoulsystem. Dat mécht knapp 4 % aus.

Elo seet een, 4 %, dat ass vläicht net vill, mee, Dir Dammen an Dir Hären, 4 % pro Joer, dat sinn der an zwee Joer 8 %, dat sinn an dräi Joer 12 %, dat sinn a véier Joer 16 %, well all Joer 4.000 Schülerinnen a Schüler op en Neits vu bausse bei eis kommen. An dat ass eng grouss Erausfuerderung, där mer eis haut probéiert hunn, esou gutt wéi méiglech ze stellen, och schonn an deene leschte Joren, mee wou mer awer gesinn hunn, datt dach e wichtegt Puzzlestéck gefeelt huet.

Dir wësst, datt mer eng ganz Rei vun Initiative geholl hunn, fir eis schoulesch Offer och de Kompetenzen, de Sproochen an de Biografië vun de Schülerinnen a Schüler, déi vu bausse bei eis kommen, besser unzepassen, datt mer eis schoulesch Offer diversifizéiert hunn. An ech denken, datt dee Prozess net op en Enn ka sinn, mee datt sech d'Fro awer och stellt: Wéi brénge mer – an déi ass haut och e puermol hei zu Recht gestallt ginn – de richtege Schüler dann och bei déi richteg Offer? Well aneschters klappt et jo net.

An dat ass d'Käraufgab vun deem nei gegrënnte Service, dem Service d'intégration et d'accueil scolaires, wou mer kloer Prozeduren definéieren, wou mer vun der Analys – Wat fir eng Kompetenze bréngt dee Schüler do mat? Wat ass seng Biografie? Wou gouf en a wéi gouf en alphabetiséiert? – bis awer och zu engem Projet, deen developpéiert gëtt, wat fir e Parcours e ka maache bei eis an de Schoulen, a bis zu enger Orientatioun, fir och an där richteger Schoul respektiv an der richteger Formatioun unzekommen, alles maachen, wéi awer dann och, an dat ass jo e puermol hei gesot ginn, e Suivi maachen.

Well wa mer bis elo … Effektiv hu mer am Ministère e Service, de SECAM, dee sech dorëms gekëmmert huet. Fir ze kucken, datt mer fir déi Schülerinnen a Schüler, déi bei eis komm sinn, eng Plaz an enger Schoul fannen, musse mer jo fir d'alleréischt awer och sécherstellen, datt mer Prozeduren hunn, fir datt mer déi richteg Plaz och fannen, an datt mer awer och gläichzäiteg kucken, datt déi richteg Plazen och an ausräichendem Mooss geschafe ginn, mee datt mer awer och de Kontakt net ofbriechen dee Moment, wann de Schüler an enger Schoul ukomm ass, an datt mer kucken, datt dat, wat mer eis an esou engem Projet virgeholl hunn, nämlech datt e gutt accrochéiert an enger Schoul an an enger Formatioun, dann awer och iwwert déi zwee Joer do reusséiert. A wann et net reusséiert, musse mer kucken, datt mer dann och vläicht eng Reorientatioun kënne virhuelen, datt mer d'Ursaachen erausfannen: Firwat si mer net do ukomm, wou mer zesummen eigentlech hiwollten?

Ech denken, Här President, datt de SIA nach eng weider Aufgab huet, déi extreem wichteg wäert ginn iwwert déi nächst Joren, nämlech och de Ministère, de Minister an d'Chamber ze beroden iwwert d'Entwécklungsnoutwendegkeet vun eisem Schoulsystem. Wa mer soen, mir hu verschidden Offeren, well mer verschidde Schülerinnen a Schüler hunn, dann ass a bleift et en Challenge, datt mer déi jeeweileg Offeren och deementspriechend ausbauen, déi och méi gefrot wäerte ginn.

Wann ech nach eng Kéier soen: 4.000 Schülerinnen a Schüler pro Joer, déi bei eis kommen, da rechent dat emol eng Kéier, wéi vill Schoulen dat dann eigentlech esou ausmécht, déi dann och pro Joer deementspriechend missten opgoen, respektiv wéi vill Klasse missten opgemaach ginn. Dann ass et och en Challenge, fir eise Schoulsystem deem Besoin no unzepassen. An dat kënne mer jo eréischt erausfannen, wa mer wierklech och eng genau Analys maache vum eenzelne Schüler, wou en eigentlech hi soll goen, an dann och herno kënnen erausfanne fir si alleguerten, wat fir eng Offer mer dann a wat fir enger Quantitéit do brauchen.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir Offeren, déi mer haut nach net an deem Mooss entwéckelt hunn; d'Beruffsausbildung an internationale Klassen ass erwäänt ginn. Et gëtt der ëmmer méi. Mir mussen awer sécherlech weider dorunner schaffen an do den Equiliber fannen tëschent deene Sproochekompetenzen, déi d'Schüler matbréngen, wou se och kënne reusséieren, an awer och duerno de Beruffsperspektiven an där jeeweileger Branche zu Lëtzebuerg.

Ech denken och, datt mer – an do si mer jo amgaangen – eisen traditionelle Schoulsystem musse weider iwwerdenken, datt deen och hei en Acteur bleift, fir Kanner vu bausse gutt kënnen ze integréieren, an datt mer dat net nëmmen internationalen ëffentleche Schoulen als Aufgab ginn. Aneschters geet et jo net, well e groussen Deel vun eise Kanner … Et ass eigentlech net méi d'Ausnam, datt an enger Klass Kanner sinn, déi e Migratiounshannergrond hunn, et ass eigentlech d'Reegel. An duerfir muss eisen traditionelle Schoulsystem sech natierlech och do weiderentwéckelen.

Vläicht e puer kuerz Äntwerten, Här President, nach op Froen, déi gestallt goufen. Eng Prezisioun: De SIA gëtt geschafen iwwer e Gesetz an iwwerhëlt domadder natierlech alles dat, wat virdrun am SECAM gemaach ginn ass. An domadder schafe mer dem SECAM, deen elo en aneren Numm kritt, dee méi Missioune kritt, dee méi kloer Prozedure kritt, eng gesetzlech Basis. Et ass also net, datt hei iergendwéi eppes géif elo verkümmere gelooss ginn an niewendru kéim eppes ganz Neies. Nee, dat gëtt natierlech voll a ganz integréiert. Déi Leit, déi ech gesinn hu bei der Ausschaffung vun deem Gesetzesprojet hei, dat sinn déi Leit, déi bis elo responsabel gewiescht sinn am SECAM, an dat geet hei eent an dat anert iwwer.

Mir hunn och an de leschten dräi Joer, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, fir eis prett ze maachen, fir déi nei Prozeduren do kënnen och wierklech ze erfëllen, fir datt mer net nëmmen herno e Gesetz hunn, wou eppes drasteet, wat e Recht ass fir déi Kanner, déi kommen, mee datt mer dat och kënne schëlleren am Ministère, 30 Poste geschafen um Niveau vum SECAM, fir prett ze sinn. A mir hunn no dëse Prozesser, no dëse Prozeduren, wéi se hei beschriwwe sinn, eigentlech och schonn an der Ukrain-Kris – wann een esou ka soen – fonctionéiert, fir de ganzen Oflaf och eng Kéier ze testen an ze kucken, ob dat och ka fonctionéieren am Fall vun engem groussen a massiven Afflux. A mir sinn eigentlech frou gewiescht, datt mer dee Service schonn deementspriechend verbreedert haten an och aneschters geschafft hunn dann dee Moment, fir deem och kënne gerecht ze ginn.

De SIA – och dat vläicht nach eng Verständnisfro, déi gestallt gouf – ass en Deel vun der MO. D'MO, d'Maison de l'orientation, ass jo net e Service fir sech, wou alles an engem eenheetleche Service ass, mee et ass e Service, deen d'Koordinatioun mécht vu ganz villen anere Servicer. An natierlech ass de SIA och en Deel vun der MO, sou wéi de SECAM elo en Deel vun der MO war, d'selwecht wéi awer zum Beispill d'Studenteberodung vum Héichschoulministère och en Deel vun der MO ass a ganz vill aner Servicer aus mengem Ministère och dann do regruppéiert sinn. An d'MO selwer, d'Maison de l'orientation, ass e Service de coordination, fir do eng gemeinsam Offer, eng gemeinsam Informatiounsstell ze hu fir Jonker an awer och fir Erwuessener.

Ech kann Iech soen, datt d'Evaluatioun vun den ëffentlechen europäesche Schoule wäert d'nächst Woch kënne presentéiert ginn. An Dir sot mir – bei Ärem gefëllte Kalenner allerdéngs an och bei mengem –, wéini mer eis dann do beieneesetzen. Dat kënne mer sécherlech nach virun der Summerpaus maachen, fir eng Kéier mat der Universitéit doriwwer ze kucken.

Et ass zu Recht hei drop higewise ginn, d'selwecht wéi am Bildungsbericht – an ech denken, an der Evaluatioun geschitt dat och nach eng Kéier –, datt mer feststellen, datt mer an den ëffentlechen internationale Schoulen en anere sozioekonomeschen Hannergrond an der Moyenne hu wéi generell. An dat fuerdert eis nach eng Kéier eraus fir ze kucken, datt all Kand och d'Chance huet, kënnen dohinner ze kommen, wann et da sënnvoll ass, wann et dann indiquéiert ass. A wa mer eis elo nëmmen zum Beispill bei deene Kanner, déi vu bausse bei eis kommen, drop baséieren, datt d'Elteren déi dote Recherche maachen a sech da bei der Schoul mellen, da riskéiere mer natierlech, datt mer net de Queerschnëtt vun der gesamter Schoulpopulatioun herno da wäerte representéiert hunn, mee just déi Kanner vun deenen Elteren, déi sech wierklech da schonn am Virfeld, souguer éier se an d'Land kommen, do informéiert hunn a sécher waren: Ech kréien eng Plaz an där doter Schoul. Dat ass nach eng Kéier e staarkt Argument eigentlech, fir de SIA ze schafen an déi Prozedur, datt eigentlech all Kand och gekuckt gëtt, orientéiert gëtt an dann herno wa méiglech bei där Schoul och ënnerdaach kënnt, wou d'Chancen am beschte sinn, datt et seng Plaz wäert an eisem gesamte System fannen.

D'Fro ass gestallt ginn: „Zwee Joer, geet dat duer?" Ech denken, dertëschent ass jo och d'Optioun emol, datt et eng Reevaluatioun ka ginn an eng Reorientatioun. Et muss een net onbedéngt zwee Joer waarde fir festzestellen: „Dat Kand, dat accrochéiert do net", an: „Mir haten eis vläicht geiert", an: „Et ass vläicht enzwousch aneschters besser", oder: „Mir mussen nach eng Kéier nei ufänken."

Ech denken awer och, mir däerfen hei net de Reflex hunn, fir ze soen, et gëtt elo e Service, deen eng gesetzlech Basis huet, deen dat doten alles mécht, an d'Schoul brauch sech net weider a Fro ze stellen, fir méi integrativ, méi inklusiv och ze schaffen. Et muss hei eng Transitiounsphas sinn, wou dee Service déi Begleedung do mécht, och emol eng Kéier kann eng Reorientatioun proposéieren, mee d'Schoul muss awer den Haaptdeel nach ëmmer vun den Efforte selwer maachen an och natierlech iergendwann eng Kéier eegestänneg do kënnen iwwerhuelen.

Ech wëll ofschléissend, Här President, ganz einfach nach all deene Leit Merci soen, déi bis elo déi Aufgab do gemaach hunn, am SECAM, op villen anere Plazen, och a ville Classe-d'accueillen, a ville Grondschoulen, a ville Lycéeë sech där doter Aufgab ugeholl hunn, prioritär ugeholl hunn, fir Schülerinnen a Schüler vu baussen opzehuelen, an déi dat mat enorm vill Häerzblutt gemaach hunn an och musse weider maachen. Well et ass eng gesamtgesellschaftlech Aufgab, déi natierlech vum Schoulsystem muss wouergeholl ginn, déi vun all Enseignant, all Educateur muss wouergeholl ginn, déi vun den Eltere muss wouergeholl ginn, mee déi awer och – esou wéi de Max Hengel et gesot huet, d'Josée Lorsché et gesot huet – vun eis alleguerten eenzel do en Effort verlaangt, do, wou mer am Kontakt si mat Mënschen, déi vu bausse bei eis komm sinn, fir se och heiansdo mat op de Wee ze huelen, fir hir Plaz an eiser Gesellschaft ze fannen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8069. Den Text steet am Document parlementaire 8069[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8069 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Wann ee wëllt mat ofstëmmen, da muss ee sech och op sengem Posten aloggen, ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen an null Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Martine Hansen), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 8108 iwwert d'Revalorisatioun vu verschiddene Gesondheetsberuffer.

Plusieurs voix | D'Motioun!

M. Fernand Etgen, Président | A jo, pardon. Ech sinn ëmmer ze schnell.

Motion 1

Mir mussen nach zur Motioun kommen, déi vum Här Max Hengel deposéiert ginn ass. An den Här Gilles Baum freet direkt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci dem Max Hengel an de Kolleege vun der CSV fir dës Motioun. Ech fannen dat ganz gutt. Mir hunn dat dote jo scho bei anere Projet-deloien och gemaach, dass mer gesot hunn: „Kommt, mir maachen eng Evaluatioun no dräi Joer." Dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum.

Ech mengen, da kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

3. 8108 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Da komme mer zum Projet de loi 8108 iwwert d'Revalorisatioun vu verschiddene Gesondheetsberuffer. An d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen, ass scho prett.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Dir hutt et bestëmmt schonn un der Längt an un der Komplexitéit vum schréftleche Rapport gesinn, dass dëse Gesetzesprojet net där einfachster een ass. Et war eng richteg Fläissaarbecht noutwendeg an duerfir sinn ech desto méi frou, dass dësen Text elo hei am Plenum virleie kann, well et bei dësem Gesetzesprojet esou war, dass d'Zäit géint eis gespillt huet. Dësen Text ass relativ technesch an den Enjeu ass ganz grouss.

Et geet dorëms, dass d'legal Basis, déi d'Attributiounen an den Accès zu enge ronn 20 Gesondheetsberuffer reegelt, bestoe bleift. Dir fannt d'Lëscht mat de Beruffer, déi betraff sinn, am schréftleche Rapport. An hei si just e puer vun deene geleefegste Beruffer, déi betraff sinn: Dat wieren den Infirmier, den Aide-soignant oder awer och d'Hiewamm.

Mee fänke mer vu vir un. De 4. Juni 2021 huet d'Verfassungsgeriicht en Urteel betreffend d'Gesetz vun 1992 iwwert den Exercice an d'Attributioune vun enger Rei Gesondheetsberuffer geschwat. Laut deem Urteel vum Verfassungsgeriicht ass et net mat eiser Verfassung kompatibel, dass d'Attributioune vun dëse ronn 20 Beruffer a groussherzogleche Reglementer niddergeschriwwe sinn. Si mussen och am Gesetz verankert sinn. Wann dann d'Urteel direkt a Kraaft getruede wier, hätt dat awer zur Konsequenz gehat, dass déi Bestëmmungen, wéi zum Beispill, wéi eng Ausbildung dass ee brauch, fir verschidde Beruffer auszeüben, net méi gülteg gewiescht wieren. Dat selwecht gëllt fir d'Attributiounen. Dat heescht, wat déi verschidde Gesondheetsberuffler maachen dierfen a wat net, wier net méi reglementéiert gewiescht.

Fir e Vide juridique ze verhënneren, huet d'Geriicht en Delai vun zwee Joer virgesinn, fir dës Situatioun ze redresséieren. An dësen Delai ass dann elo op den 30. Juni 2023 gesat ginn, an dat ass jo bekanntlech muer. Wann dëse Projet elo haut gestëmmt gëtt, wouvun ech ausginn, muss de Staatsrot nach seng Dispens vum zweete Vott ginn an da gëtt den Text publizéiert. Mee mir krute verséchert, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dass dat klappe géif, fir dass den Text matzäit a Kraaft triede kann.

Firwat ass et dann elo eigentlech zum Schluss esou enk ginn? Ben, dofir gëtt et direkt e puer Ursaachen. Ech mengen, et ass jo jiddwerengem kloer, dass de Santésministère 2021, wéi dëst Urteel geholl ginn ass, nach ëmmer staark mat de Pandemiemesüre beschäftegt war.

Da muss een och wëssen, dass d'Regierung zum Deel zweegleiseg gefuer ass. Et ass nämlech eng gréisser Reform vun den Attributioune vun de Gesondheetsberuffer virgesinn. Mee dat ass eng ganz laangwiereg Aufgab, déi och nach muss mam Terrain ofgekläert ginn. A vu de gewaltegen Aarbechtsopwand vun esou enger genereller Reform an och der Zäitlimitt, déi vum Verwaltungsgeriicht gesat ginn ass, ass dunn decidéiert ginn, déi zwee Projeten ze trennen an hei – tëschent Guillemeten – „just" déi besteeënd Attributiounen an d'Gesetz ze verankeren, dat eeben, fir de Vide juridique ze verhënneren.

A senger éischter Versioun vun dësem Projet hat de Ministère virgesinn, e gewëssenen Toilettage vun den Texter ze maachen, fir se unzepassen. Et muss ee wëssen, dass all déi groussherzoglech Reglementer net eenheetlech sinn, loin de là. Deen eelsten ass aus dem Joer 1969 an dee rezentsten ass grad eréischt e puer Joer al. Esou Upassungen hätten et erlaabt, den Text méi lieserlech ze maachen a verschidde Prozeduren ze harmoniséieren. Mee doduerch ass et awer och zu Ännerungen an den Texter komm.

Dat huet de Staatsrot a sengem éischten Avis, deen op de 16. Mee 2023 datéiert ass, bemängelt. Wann et zu Ännerunge kënnt bei Beruffer, déi reglementéiert sinn, da muss, sou gesäit et e rezent Gesetz vum 2. November 2021 vir, en Examen de proportionnalité gemaach ginn. An dovunner ware laut Avis vum Staatsrot aacht Beruffer concernéiert. Ouni esou en Examen de proportionnalité hätt de Staatsrot seng Dispens vum zweete Vott net kënne ginn. Hien huet dunn a sengem Avis geroden, vu den Zäitdrock, déi original Texter vun de groussherzogleche Reglementer méiglechst getrei an d'Gesetz ze iwwerhuelen. Well d'Zäit awer géint eis gespillt huet, ass dat och gemaach ginn. An dräi Fäll konnt dunn awer en Examen de proportionnalité gemaach ginn. Dëst war de Fall fir de Pédagogue curatif – hei war et esou, dass nach kee Règlement grand-ducal bestanen huet –, fir den Infirmier en anesthésie et réanimation a fir den Assistant technique médical de chirurgie.

De Staatsrot huet niewent dëser genereller Observatioun och nach eng Rei aner Oppositions formelles a sengem éischten Avis ausgeschwat, déi awer konnten duerch Amendementer vun der Regierung opgehuewe ginn. A sengem Avis complémentaire, dee mer d'lescht Woch kruten, waren nach véier Oppositions formelles dran, wou de Staatsrot awer Textpropositioune gemaach huet, déi vun der Kommissioun du konnten iwwerholl ginn, dëst well et sech haaptsächlech einfach ëm Iertemer gehandelt huet, wou eenzel Attributiounen, déi urspréinglech am Projet stoungen, an den Amendementer net mat iwwerholl gi waren.

De Rapport ass dunn den Dënschdeg vun der Santéskommissioun ugeholl ginn. Dofir och hei nach eemol e ganz grousse Merci, awer wierklech e waarme Merci un d'Sekretärin vun der Chamberskommissioun, d'Madamm Patricia Pommerell. Si huet et méiglech gemaach, dass alles an deem dach ganz kuerzen Delai konnt esou modifizéiert gi wéi vum Staatsrot gefrot. An am selwechten Otemzuch géif ech dann och e grousse Merci un den LSAP-Attaché Nicolas Anen gi fir seng wäertvoll Kontributioun.

Zréck bei de Projet: Am Gesetzesprojet ass dann och den Alinea gestrach ginn, dee virgesinn huet, dass nei Gesondheetsberuffer kënne per groussherzoglecht Reglement geschafe ginn. Deemno mussen nei Beruffer an Zukunft ëmmer duerch en neit Gesetz agefouert ginn, dëst fir dem Urteel vum Verwaltungsgeriicht Rechnung ze droen.

Nach ee Saz zum Beruff vum Assistant senior: Dee Beruff ass viru ronn 30 Joer an d'Gesetz integréiert ginn, allerdéngs ass nach ni e groussherzoglecht Reglement dofir ausgeschafft ginn, dat d'Bestëmmunge vun dësem Beruff reglementéiert. Et ass e Beruff, deen um Verschwannen ass. Zum Zäitpunkt, wéi dëse Gesetzesprojet ausgeschafft ginn ass, hate just nach 17 Leit eng entspriechend Autorisation d'exercer, dovunner ass déi lescht am Joer 1995 vergi ginn. Urspréinglech war virgesinn, dëse Beruff och nach weider an der Lëscht vun de Gesondheetsberuffer ze féieren, allerdéngs ouni Bestëmmungen, well et jo kee Règlement grand-ducal gouf, deen een hätt kënnen an d'Gesetz iwwerhuelen, an och ouni d'Méiglechkeet, nei Autorisatioune fir dëse Beruff ze verginn.

Allerdéngs huet de Staatsrot sech a sengem éischten Avis géint dës Solutioun ausgeschwat. Et gouf argumentéiert, dass d'Bestëmmunge vun de Gesondheetsberuffer mussen am Gesetz stoen an dass dat och fir de Beruff vum Assistant senior gëllt. Vu d'Zäit, déi et gebraucht hätt, fir nei Bestëmmungen auszeschaffen an och zousätzlech den Examen de proportionnalité ze maachen, huet d'Regierung proposéiert, dëse Beruff net méi am Gesetz vun 1992 ze féieren. Dëst wier den Opwand net wäert gewiescht, well et jo, wéi gesot, e Beruff ass, deen um verschwannen ass. Mee déi Leit, déi haut nach dëse Beruff ausüben, kënnen dat selbstverständlech awer weider maachen, bis dass se an d'Pensioun ginn. De Staatsrot huet sech mat dëser Solutioun averstane gewisen. An dat ass och d'Erklärung, firwat den Assistant senior elo net méi an der Lëscht vun de Gesondheetsberuffer am Gesetz vun 1992 wäert geféiert ginn.

Am schréftleche Rapport fannt Dir och jeeweils e Resümmee vun den Avise vum Collège médical, vun der Associatioun vun den Orthofonisten, vun der Salariatskummer a vum Conseil supérieur de certaines professions de santé. Aus dësen Avise geet generell ervir, dass déi verschidde Beruffsgruppen op een Iwwerschaffe vun den Attributioune vun de Gesondheetsberuffer waarden.

Mee wéi gesot, dat wäert dann den Objet vun engem aneren, spéidere Gesetzesprojet sinn. Dofir nach eng Kéier den Hiweis, dass et mer wierklech wichteg ass, dass ee soll drun denken, dass mer déi zwee Gesetzer hei net solle verwiesselen an déi zwee Gesetzer och wannechgelift net solle matenee vermëschen.

Ech soen Iech e grousse Merci fir d'Nolauschteren a ginn och schonns den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Cécile Hemmen villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un d'Madamm Rapportrice fir hire schréftlechen an och hire mëndleche Rapport. Ech wëll just bei hirem mëndleche Rapport un eppes erënneren. Si huet Recht, et ass d'Gesetz vun 1992, wou d'Cour constitutionnelle en Urteel geholl huet, awer dat duerch d'Verfassungsännerung vun 2014. Vun 1992 bis 2014 war dat komplett an der Legalitéit an et ass eréischt duerch d'Verfassungsännerung vun den Artikelen 11 (5), 11 (6) an 32 vun der Verfassung vun 2014, wou dat an d'Illegalitéit komm ass. Just fir dat och eng Kéier ze soen, net dass een och kéint de Verdacht hunn, dass säit 1992 dat alles net richteg gewiescht wär. Just déi Remark zu hirem Rapport.

156 Säiten huet de Rapport, mat villen Erklärungen, mat villen Avisen, déi do derbäi sinn. An ech wëll direkt virewech soen, an d'Madamm Rapportrice huet elo e puermol drop higewisen, dass een den Ënnerscheed muss maachen zwëschent enger Gesamtreform an deem, wat hei geschitt ass, fir ze kucken, eng Legaliséierung ze kréien opgrond vun deem Urteel, dat do ass.

Dat wat eis – an ech hunn et och an der Kommissioun gesot gëschter Moien – e bësse seet, dass et awer elo wierklech iwwert de Knéi gebrach ginn ass: D'Urteel ass komm de 4. Juni 2021 an et war kloer, dass bis den 30. Juni 2023, an dat ass menges Wëssens iwwermuer (veuillez lire: menges Wëssens muer), misst en neit Gesetz do sinn. An ech gi jo och dovun aus, dass elo de Staatsrot nach séier wäert d'Dispens gi vun allem, fir dass et dann och wierklech kann den nächste Samschdeg – jo, de Samschdeg ass den 1. Juli – a Kraaft trieden, well soss géife mer do hänken ouni eng legal Basis vun all deem, wat do ass.

An et ass dat, wat eis e bësse stéiert, dass elo zum Schluss – an ech kann dat deem nëmme bäifügen, wat d'Madamm Rapportrice gesot huet –, dass elo vun Dezember bis elo Vollgas gi ginn ass an och am Conseil d'État mat Vollgas dru geschafft ginn ass, fir dass mer awer matzäiten nach eng Kéier de Wee zréck an d'Legalitéit fannen. Mir hätte léiwer gehat, mir hätten do méi laang kënnen driwwer schwätzen an diskutéieren a mir hätten och dat, wat am Koalitiounsaccord vun 2018 steet, dass do eng komplett nei Reform géif kommen, dass dat komm wier. 2018 war net 2020 an och net 2021, mee et war 2018 scho festgehale ginn, dass déi Reformen an deenen eenzelne Beruffer géife kommen.

D'Madamm Rapportrice huet och op déi eenzel Beruffer higewisen, wou déi Reglementer komm sinn. Et muss een och nach eng Kéier ervirsträichen: de Problem mat de Kinéen an de Masseuren. Och dat ass eppes, wat hei eng Upassung kritt. Et si verschidde Beruffer, déi eng Upassung kréien, an et sinn aner Beruffer, déi nach ëmmer keng Upassung fannen.

Ech wëll awer och dodrun erënneren, do gëtt et jo nach d'Directive européenne 2005/36, déi och op allegueren déi Gesondheetsberuffer hiweist, déi do international gereegelt ginn, an dass et och dofir awer wierklech noutwendeg wier. An ech géif och do en Appell maachen un déi jëtzeg an och – et ass jo vläicht déi selwecht – un déi nächst Gesondheetsministesch, dass een dat dann awer och ganz séier op de Wee hëlt no de Walen, well et ass wichteg, dass mer en attraktive Gesondheetssecteur behalen an dass mer och do d'Attraktivitéit behalen, fir dass déi Leit de Beruff erléieren. A mir hu wärend der Pandemie geklappt an hinne felicitéiert fir alles, wat se géife maachen. Mee wat d'Attraktivitéit vun de Beruffer ubelaangt, wier et och wichteg, dass dann ..., mee d'Madamm Rapportrice hat dat jo gesot, dat wier en anere Projet de loi, mee dass deen awer och da séier kënnt, well mir stinn do viru Problemer am Gesondheetssecteur, wat d'Personal ubelaangt!

Awer mir net eleng – ech wëll dat awer och fairnesshalber soen –: Eise gréisste Wirtschaftspartner, deen net wäit vun der Musel ewech läit, ech mengen, e läit déi aner Säit op der Musel, deen hunn dee selwechte Problem. An do huet net méi spéit wéi den 11. Juni den ..., net de Gesondheetsminister, mee den Aarbechtsminister aus Däitschland gesot, dass et bal net méi méiglech wier, nach all d'Fleegefachkräfteposte kënnen an Däitschland ze besetzen an dass si elo drop ugewise wieren, iwwer Europa erauszegoen, fir Leit sichen ze goen, fir deem Besoin, deen do ass an deem Secteur, och nozekommen. An ech mengen, dass et och wichteg ass an dass et hei zu Lëtzebuerg net aneschters wäert sinn. Mee mir misste vläicht och emol alles drusetzen, fir dass mer a) déi Leit behalen, déi déi Beruffer geléiert hunn, well och do gëtt et eng relativ grouss Ausstigsklausel (veuillez lire: Ausstigsquot).

Ech hat eng Question parlementaire gestallt an ech hunn elo gëschter do och schonn Äntwerten drop kritt, wou Leit, déi dee Beruff geléiert hunn, op eemol net méi wëlle weiderfueren, well och d'Aarbechtskonditiounen – ech betounen: d'Aarbechtskonditiounen – net ëmmer déi attraktiivst sinn. An et sinn och Leit heibannen, déi e Partner hu respektiv Kanner hunn, déi déi Beruffer erléiert hunn, an déi wëssen do ganz gutt, vu wat ech schwätzen. An dofir mengen ech, dass et elo net duergeet, dat hei konform ze maachen, mee dass mer och duerno deen nächste Step musse maachen, fir dass souwuel an der Educatioun wéi och an der Héichschoul déi Ännerunge gemaach ginn, fir dass dee Beruff erëm attraktiv gëtt, fir dass mer wierklech och eise Santéssecteur kënnen deementspriechend attraktiv maachen.

An ech wëll zum Schluss soen, d'CSV gëtt trotzdeem d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz, well et wichteg ass, dass mer e legale Kader hunn, deen och ab nächstem Samschdeg legal ka fonctionéieren. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Den Arrêt vun der Cour constitutionnelle hat jo derzou gefouert, datt d'Gesetz vun 1992 iwwert déi verschidde Gesondheetsberuffer huet missen ëmgeännert ginn. D'Regléierung vun den Osteopathen hat jo och zu deem Urteel am Joer 2021 gefouert. Dat beweist awer och, muss een direkt hei ënnersträichen, datt mer e gutt fonctionéierende Rechtsstaat hunn, an dat ass och nëmme luewenswäert.

Wann et ee Beräich gëtt an der Politick, deen eis ëmmer erëm muss interpelléieren, dann ass et jo awer virun allem natierlech d'Gesondheetspolitick. De Moment hu mer, d'Rapportrice huet dat jo gesot, 20 Beruffer, déi duerch Reglement festgehale goufen. Et war e bëssen erstaunlech, datt zum Beispill e Beruff

wéi den Heilpedagog bis elo nach net duerch e Règlement grand-ducal gereegelt war. Et däerf een awer net vergiessen, datt dat jo och e ganz wichtege Beruff awer ass.

Mat dësem Gesetz ginn dann awer och quasi, kann ee soen, zwee Beruffer ofgeschaaft, wat och munches erklärt: den Assistant senior an den Assistant d'hygiène sociale. Eppes ass ganz kloer, déi medezinnesch Beruffer hunn an deene leschte Joren enorm evoluéiert. Dat huet natierlech och seng Ursaachen, engersäits duerch déi permanent Entwécklung vun der Medezinn – glécklecherweis, muss ee soen. Awer och d'Gesellschaft huet sech natierlech verännert. Ech mengen, fréier war et evident, datt an engem Haus vläicht zwou, dräi Generatiounen zesummegewunnt hunn. Wann haut an engem Haushalt méi wéi zwou Generatiounen zesumme sinn, ass dat schonn eppes méi Aussergewéinleches. Dat brëngt natierlech dann awer och mat sech, datt eeben nei Strukture musse geschafe ginn, wou d'Leit och am Alter kënne versuergt ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt zum Beispill 2017 14 % vun de Leit iwwer 65 Joer al waren, a bis 2050 gëtt estiméiert, datt dee Prozentsaz schonn op 24 % eropgeet. Dat brëngt also mat sech, datt dee ganze Beräich nach muss ganz aneschters encadréiert ginn an datt och d'Betreiungsstrukturen nach musse verbessert ginn. Och d'Ëmfeld vun de Patienten u sech huet sech verännert. Ech mengen, fréier ass et eng Rei Operatioune ginn, déi konnten nëmmen um stationären Niveau gemaach ginn. Haut huet een dat awer scho vill méi um ambulanten. Och do gesäit een also déi grouss Differenz, déi sech do lues a lues erausgestallt huet.

De weesentleche Punkt vun dësem Gesetz ass natierlech och dee sougenannten Examen de proportionnalité. Do gëtt dee jo och vum EU-Recht verlaangt, fir eebe verschidde Beruffer ze reglementéieren, wann déi deelweis och ageschränkt solle ginn. Do muss een natierlech och soen, dat ass keen einfachen Exercice, besonnesch wann et sech ëm liberal Beruffer handelt, datt do de Legislateur u sech awer gewësse Grenze setzt. Et muss een also ëmmer eng gewësse Balance och do fannen.

De Moment hu mer der jo dräi do am Gesetz. De Staatsrot hat jo och gesot, datt nach misst nogereecht ginn, wat weider Examens de proportionnalité ubelaangt. An dowéinst huet dat Gesetz jo hei dann och zousätzlech nach e gewëssene Retard kritt.

Jo, et kéint een iwwert dee Retard hei elo vill diskutéieren, mee d'Haaptsaach ass, datt mer haut déi dréngend Upassung awer elo fäerdegbrëngen, well, wéi et och virdru scho gesot ginn ass, spéitstens iwwermuer muss dat awer dann och gemaach sinn.

Eppes muss een awer hei elo schonn ënnersträichen: Eng nächst Regierung kritt do eng wichteg Aufgab ze maachen. An zwar muss sech méi grondleeënd dann och Gedanke gemaach ginn: Wéi soll de Gesondheetssystem vu muer ausgesinn? Mir musse wëssen, datt déi medezinnesch Beruffer, de Fleegesecteur, an de Marc Spautz huet dat och schonn hei gesot, vill méi attraktiv mussen duergestallt ginn. Dat heescht, net nëmmen de legislative Kader muss stëmmen, mee och d'Sensibiliséierungscampagnë musse gemaach ginn, fir datt mer zousätzlech Leit awer rekrutéiert kréien op allen Niveauen, wat d'Fleeg ubelaangt. Ech wëll och drun erënneren, dass zum Beispill bis 2030 40 % vun den Infirmieren an Infirmièren an d'Pensioun ginn. Och dat kann eis viru ganz grouss Problemer bréngen.

D'Formatioun, evident an deem Beräich, spillt eng ganz wichteg Roll. Dowéinst si mer och frou als Demokratesch Partei, datt och elo um Niveau vun der Uni nei Ausbildungsméiglechkeeten ugebuede ginn. Ech denken zum Beispill un de Bachelor fir d'Infirmièren. Dat ass jo och op där gudder Schinn.

An deem ganze Kontext muss een natierlech och op de Rapport Lair erëm eng Kéier hei ze schwätze kommen, dee jo 2019 virgeluecht gouf. An do ass ganz kloer ënnerstrach ginn, datt eise Gesondheetssystem viru groussen Erausfuerderunge steet. Ech wëll awer och hei betounen: Mir sollen net an de Feeler verfalen, elo eise Gesondheetssystem dohinnerzestellen, wéi wann en ze vill Faillen hätt, wéi wann en net gutt wär. Nee, jiddwereen, deen e bëssen iwwert d'Grenz geet an och e bësse méi wäit iwwert d'Grenz geet, dee spiert awer ganz séier, dee mierkt ganz séier, datt mir hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer d'Chance hunn, trotzdeem e gudde Gesondheetssystem ze hunn, obwuel natierlech eng Rei Upassunge musse gemaach ginn.

Ech wëll och do kuerz zitéieren aus dem Rapport Lair: „Mais la situation de dépendance du système de santé luxembourgeois est telle et le risque de grave pénurie important, que cela nécessite plus qu'un simple plan d'action. Elle devrait être déclarée ‚cause nationale' afin d'être considérée par plusieurs ministères." Ech mengen, dat seet kloer aus, wat u sech muss op eis zoukommen a wat mer och mussen natierlech deementspriechend bewältegen.

Déi Covidkris huet natierlech och munches hei ënner Beweis gestallt, a virun allem awer och, datt mer ugewise sinn op ganz vill Fleegepersonal, dat net hei zu Lëtzebuerg wunnt. An och däers musse mer eis bewosst si fir d'Zukunft, wa mer gär eise Gesondheetssystem nach wëlle verbesseren. Dat ass och d'Ursaach – et muss een dat awer hei soen –, firwat natierlech net konnt op eenzelen Dossiere vläicht méi intensiv geschafft ginn. Mir wëssen et jo hoergenee – an den eternelle Rapporter heibanne weess dat nach vill besser –, datt mer do awer ganz staark engagéiert waren an deene leschte Joren. An ech mengen awer och kënnen hei ze soen, datt mer dat awer och gutt gemeeschtert hunn.

Voilà, wéi gesot, onofhängeg vun deem klenge Bemoll, datt dat Gesetz eeben hei elo huet misse relativ séier iwwert d'Bün goen: Haaptsaach, et ass gemaach ginn! D'Demokratesch Partei steet och dohannert, selbstverständlech natierlech och mat dem Opruff, datt mer mussen awer spéitstens, wann eng nei Regierung steet, dat heiten erëm op de Leescht huelen an dann, wéi gesot, déi néideg Mesüren huelen, fir datt de Gesondheetssystem hei zu Lëtzebuerg nach wie vor op engem héijen Niveau ka fonctionéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci un d'Cécile Hemmen fir déi detailléiert Aarbecht am schréftlechen a mëndleche Rapport. Dëst erlaabt et mir, net mussen op déi technesch Detailer anzegoen.

Wéi d'Rapportrice et erklärt huet, geet et an dësem Projet de loi haaptsächlech drëm, d'Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Revaloriséierung vu verschiddene Gesondheetsberuffer konform ze setzen zum Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 4. Juni 2021, dee befonnt hat, datt d'Artikelen 1 a 7 vum Gesetz net konform zu der Constitutioun sinn, well d'Conditions générales d'accès an d'Attributioune vun de Professions de santé net am Gesetz stinn, mee iwwer groussherzoglecht Reglement gereegelt ginn.

Mam Stéchdatum vum 30. Juni 2023, dee vun der Cour constitutionnelle fixéiert ginn ass, hu mer et deemno esou just fäerdegbruecht, fir mat dësem Projet de loi iwwert d'Zillinn ze kommen, ouni den Exercice vu verschiddene Gesondheetsberuffer a Gefor ze bréngen.

Dir Dammen an Hären, datt mer dëst Gesetz mam Titel „Revaloriséierung vu verschiddene Gesondheetsberuffer" iwwerschaffen, ass eng perfekt Geleeënheet, fir dorobber hinzeweisen, datt mer och bei der Bekämpfung vun der Penurie vun den Aarbechtskräften d'Zillinn mussen erreechen. Do si mer awer nach e gutt Stéck dovunner ewech. Dofir wéilt ech nieft de constitutionnelle Problemer vum Gesetz vun 1992 gären op d'Urgence agoen, fir dëst Gesetz de Realitéiten um Terrain unzepassen.

Mir wësse scho laang, datt mer d'Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer musse verbesseren. Spéitstens zanter dem Rapport Lair, deen 2019 presentéiert ginn ass, ass et eng Evidenz. Duerfir ass et wichteg, datt mer méi konsequent un der Ëmsetzung vun de Recommandatioune schaffen, fir datt all dës Beruffer hir Mission de santé publique kënne korrekt ausüben.

Am Koalitiounsaccord steet, datt eng generell Analys a gegeebenefalls eng Opwäertung vu verschiddene Gesondheetsberuffer soll gemaach ginn, fir eis un aner EU-Länner unzepassen. déi gréng sinn der Meenung, datt dëst méi wéi jee néideg ass. Et soll jo elo parallell och dorunner geschafft ginn.

Besonnesch am Secteur vun der Fleeg existéiert eng grouss Middegkeet – scho virum Covid, mee dësen huet de Phenomeen nach verstäerkt. Duerfir denke vill Leit doriwwer no, aus dem Beruff erauszeklammen. Laut der „LetzCare"-Studie vun der ANIL, déi am Oktober 2022 presentéiert ginn ass, hunn 78 % vun de Befrote schonn eemol doriwwer nogeduecht, de Fleegeberuff ze verloossen, an dorënner een Drëttel ëmmer oder oft. Dëst ass erschreckend a muss onbedéngt geännert ginn.

Une voix | Très bien!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

M. Marc Hansen (déi gréng) | Duerfir musse mer Léisunge fannen, fir engersäits d'Aarbechtsëmfeld ze verbesseren, fir d'Leit am Beruff ze halen, an anerersäits méi Leit an d'Formatioun zu Lëtzebuerg ze kréien an déi Leit, déi an d'Ausland studéiere ginn, och erëm op Lëtzebuerg zréckzekréien.

Positiv ass, datt deemnächst d'Bachelorformatioune fir Infirmieren, d'Infirmiers spécialisés, d'Hiewammen an d'Assistants techniques de radiologie op der Uni Lëtzebuerg ufänken, well déi ginn dréngend gebraucht. Dat ass e wichtege Baustee géint d'Penurie bei de Gesondheetsberuffer, déi vun ëmmer méi Personal aus dem Ausland muss kompenséiert ginn.

E wichtege Punkt, fir dëser Penurie entgéintzewierken, ass awer och d'Revaloriséierung vun de Gesondheetsberuffer. Parallell muss awer och u Brécke geduecht ginn, fir vun engem Beruff an deen aneren ze kommen, respektiv dorunner, Karriärsméiglechkeeten ze schafen, fir de Leit Zukunftsperspektiven ze ginn. Duerfir ass e globalen Ausbildungs- a Formatiounsplang fir all d'Gesondheetsberuffer, deen net just all eenzelne Beruff considéréiert, mee se och mateneen denkt, dréngend néideg, an dat mat engem besonneschen Akzent op deene Beruffer, wou d'Penurie am heefegsten ass oder wou d'Besoinen an der Zukunft wäerte klammen. Dat implizéiert natierlech och, datt d'Attributioune vun de verschiddene Gesondheetsberuffer mussen iwwerschafft ginn.

Am Resümmee kann ee soen, datt eigentlech déi ganz Beruffsketten aus dem Gesondheetssecteur muss analyséiert ginn an all d'Formatiounen esou musse reorganiséiert ginn, datt méi kompetent a méi effikass kann am Team zesummegeschafft ginn. Mat enger Reform vun de Studien, enger Erhéijung vun

den Ausbildungsplazen an enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune ginn déi verschidde Beruffer dann och méi attraktiv fir déi Jonk.

Här President, et ass wichteg, datt mer mat dësem Projet de loi d'Mise en conformité nom Arrêt vun der Cour constitutionnelle garantéieren. Mir mussen awer och feststellen, datt mer mat dësem Gesetz d'Gesondheetsberuffer net dem Terrain upassen a fir d'Zukunft opstellen. Et besteet deemno weiderhin eng Urgence, dat iwwer 30 Joer aalt Gesetz ze adaptéieren, déi verschidde Beruffer opzewäerten an och hir Attributiounen esou ze definéieren, datt déi verschidde Gesondheetsberuffer effizient an effikass kënne matenee schaffen. Déi verschidde Gesondheetsberuffer waarden drop, dat gesäit een och, wann een d'Avisen zu dësem Projet de loi liest.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Cécile Hemmen fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, vu menge Virriedner ass dat meescht gesot ginn, duerfir wëll ech mech haut hei relativ méi kuerz faassen.

Dëst Gesetz schaaft am Fong geholl, wann een et esou wëllt soen, Rechtssécherheet, wat allerdéngs op Drock vun engem Geriichtsurteel berout. Et dierft domadder munches méi kloer sinn, mee ob elo alles kloer a korrekt ass, dat musse mer ofwaarden, dat musse mer gesinn an der Zukunft. Et ass jo hei am Fong geholl, wéi et och scho vu menge Virriedner gesot ginn ass, prioritär méi en techneschen Dossier, fir dem Geriichtsurteel Rechnung ze droen.

Mir kommen net derlaanscht, fir eis Gesondheetsberuffer, déi jo permanent vun 1992 bis haut gestige sinn ... An de Besoin gëtt jo ëmmer méi grouss a leider Gottes hu mer ëmmer manner Personal. Fir deem entgéintzewierken, komme mer net laanscht eng Gesamtreform an och do musse mer kucken, wéi mer dat upassen. Do ass ganz sécher nach ganz vill „pain sur la planche", wéi se soen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. An d'Madamm Oberweis ass scho prett a kritt och direkt d'Wuert. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. E grousse Merci och der Madamm Rapportrice an all deenen, virun allem och der Madamm Pommerell, déi un dësem Projet de loi matgeschafft hunn. An ech wëll och direkt soen, dass mer dëst Gesetz matdroen.

Ech muss awer soen, dass dat, wat mer elo hei virleien hunn, sengem Titel net gerecht gëtt, am Verglach zu deem, wat annoncéiert ass, an zu deem, wat mer brauchen. Effektiv dréit dëse Projet häerzlech wéineg zu der Revaloriséierung vun deene verschiddene Gesondheetsberuffer bäi. Eigentlech ass dat, wat am Exposé des motifs behaapt gëtt, e bësselchen e Witz.

Här President, nee, dëse Projet de loi bréngt keng substanziell Verbesserunge fir de Stand vu verschiddene Gesondheetsberuffer mat sech an et handelt sech hei net ëm déifgräifend Ännerunge par rapport zum fréiere Gesetz. Hei geet et net ëm d'Häerzstéck vun der geplangter Reform vun de Gesondheetsberuffer, déi eis säit Jore versprach gëtt. Dat hei ass just e Formalitéitegesetz, wou d'Reglementatioune vu Gesondheetsberuffer, wéi zum Beispill den Osteopathen, den neie Standarden ugepasst ginn a verschidde Kontradiktioune mam europäesche Rechtskader korrigéiert ginn.

Den Ulass vun dësem Gesetzesprojet ass virop, aus der Verfassungswiddregkeet erauszekommen, an dat ass drénglech a justifiéiert effektiv, firwat dëst Gesetz esou schnell huet misse kommen.

Hei ass dann och keen Usproch erauszeliesen op radikal Ännerungen, déi mer brauchen, déi néideg sinn, fir d'Gesondheetsberuffer opzewäerten an attraktiv ze maache respektiv fir géint d'Penurie u medezinneschem a Fleegepersonal unzekämpfen. An dat ass dramatesch, well säit Joren héiere mer vun den Acteuren um Terrain wéi zum Beispill der ANIL, dass hir Leit iwwerschafft sinn an drun denken opzehalen. Dat heescht, net nëmmen hu mer eng Penurie, mee en plus wéinst der Charge an och zum Deel der grousser administrativer Charge denken der vill drun, de Beruff ze verloossen. Mir wësse wuel, et ass virdru gesot gi vun der Madamm Rapportrice, dass dat soll kommen, mee mir froen eis, wéini.

Här President, dëse Gesetzesprojet ass eng Uneneereiung vun Annexen, iwwer 200 Säite bal, déi eenzel Gesondheetsberuffer mat all hire Missiounen, Attributiounen, Conditions d'accès oplëschten. Hei wier an der Terminologie gebotzt ginn, deelweis esou gutt, dass op eemol Beruffer wéi den Assistant d'hygiène sociale sollte verschwannen, éier se dann nees an enger amendéierter Fassung am Gesetz optauchen. An dat ass och gutt esou, well et ëmmer nach Leit gëtt, déi concernéiert sinn, déi ënnert deem Statutt schaffen an och wëlle schaffen. An deem Fall ass den Avis vum Conseil supérieur de certaines professions de santé respektéiert ginn.

Här President, et ass schued, dass dëse Projet de loi net méi substanziell Ännerungen an d'Richtung vun enger wierklecher Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer mat sech bréngt. Hei geet et leider net ëm d'Formatiounen, d'Rekrutementsstrategien, d'Aarbechtskonditiounen oder d'Gehälter, net ëm Moossnamen, déi och laangfristeg kéinten zu enger Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer bäidroen. Mir wëssen, firwat. Covid gëtt ëmmer erëm genannt an aner Erklärungen, firwat dat elo net komm ass. Mir kréien awer gesot, et wär amgaangen, dru geschafft ze ginn, vun enger zweegleiseger Aarbecht ass geschwat ginn.

Da géif ech ganz gären och froen, wou dann déi Aarbechten dru si fir déi Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer, respektiv déi Reform, déi néideg ass, wou déi drun ass, sachant dass d'Wale geschwë sinn, mee d'Aarbechte wäerte jo awer amgaange sinn, wéi eis gesot gouf. Kann d'Ministesch vläicht kuerz drop agoen, wou déi Aarbechten dann dru sinn?

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass de Sven Clement an e kritt och direkt d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol ass kloer: D'Geriichtsurteeler mussen ëmgesat ginn, ob eis den Timing passt oder net. Dat ass ëmmer esou, wann ee verléiert, da passt engem den Timing seelen, mee nichtsdestotrotz musse se ëmgesat ginn. A mir packen dat heite jo elo esou tout juste nach.

Et ass vill vum Assistant d'hygiène sociale geschwat ginn, datt et där nach 17 gëtt mat Autorisation d'exercer. Et ass schued, eng dovunner ass am Moment rouend, well déi Persoun ass Minister gi säitdeem, an et kënnen also am Moment tatsächlech just 16 Leit dat exercéieren. Ech fannen dat ... De Georges Engel schwätzt eis ëmmer dovun, wat fir e schéine Beruff dat ass, och wann et en net méi wierklech gëtt.

Bon, et gouf schonn dovu geschwat: D'Chance fir déi grouss Reform gouf hei e bësse verpasst. Ech mengen, dat war och zäitleche Contraintë geschëllt, ech wëll dofir do elo net nach weider drop erëmreiden. An ech mengen, mir kënne ganz frou sinn, datt mer zesumme mam Staatsrot mat all deenen Allez-retouren elo en Text hikruten, deen d'Spuer hält an deen dann och d'gesetzlech Dispositioune respektéiert.

Ech wëll dofir och nach eng Kéier der Rapportrice e grousse Merci soen, fir déi 156 Säite Rapport net nëmmen am Schréftlechen, mee och am Mëndlechen dann nach eng Kéier presentéiert ze hunn.

Mee nieft all deene Mercien, nieft all deem Positiven – an ech kann Iech soen, mir wäerten dem Gesetz eis Zoustëmmung ginn – wëll ech awer eng Remark iwwert d'Prozedur maachen:

D'Chamber huet e Gesetz gestëmmt, wat den 2. November 2021 a Kraaft getrueden ass, an dat ass d'Gesetz iwwert den Examen de proportionnalité bei verschiddene Beruffer. Dat Gesetz gesäit u sech vir, datt, wa verschidde Beruffsgruppe betraff sinn, en Examen de proportionnalité schonn um Niveau vum Avantprojet de loi muss gemaach ginn. Dësen Text, dësen Examen muss dann och public sinn, fir datt sech déi betraffe Beruffsgruppen an aner Stakeholdere kënnen dorunner inspiréieren an dat an hir Stellungname matafléisse loossen. Dat heescht, se missten ëffentlech an domadder publizéiert sinn. Elo constatéieren ech awer, datt se zumindest net bei der Chamber publizéiert goufen an och sécher net beim Depot virlouchen, zumindest net der Chamber virlouchen, well anescht kann ee sech dee ganzen Hin an Hier zwëschent Staatsrot, Regierung an deelweis och Chamber net erklären.

Den 29. November 2022, also ee Joer, nodeem dat Gesetz a Kraaft getruede war, gouf deen heite Projet de loi deposéiert. Du louch en e bëssen do, an dräi Méint méi spéit, de 6. Februar, huet de Staatsrot schonn déi éischte Kéier no deem Examen de proportionnalité gefrot a krut dunn och en Transmis vun der Regierung. Ech gesinn de Minister fir d'Relatioun mam Parlament hei viru mer sëtzen. Deen huet déi Bréiwer jo zum Deel och un d'Chamber weidergeleet, dofir wësse mer déi Timeline och mëttlerweil. An zwou Wochen, dräi Wochen drop, den 28. Februar, huet de Staatsrot du gesot: „Moment, dat doten ass net alles. Dir hutt net dee ganzen Examen de proportionnalité geliwwert." Dunn huet et e Mount gedauert an an där Zäit huet dunn de Gesondheetsministère dem Staatsrot geäntwert, do wäre keng weider Beruffer betraff, de Staatsrot géif do eng falsch Lektür maachen, wat dunn den Dag drop derzou gefouert huet, datt d'Chamber dunn och déi Dokumenter krut, soudatt mer eis en eegent Bild konnte maachen.

De Staatsrot huet sech dunn nach eng Kéier annerhallwe Mount Zäit geholl, fir säin Avis ze schreiwen, a seet dunn a sengem Avis de 16. Abrëll (veuillez lire: de 16. Mee): „Dach, hei si Beruffer betraff", a mir hu schonn iwwert den Assistant senior ënner anerem geschwat, „wou misst awer en Examen de proportionnalité gemaach ginn." Bon, vu d'Contrainte-temporellen hu mer dat dunn duerch Amendementer geléist. Mir hunn also u sech déi Opposition-formellen, déi do gestanen hunn, doduerjer geléist, datt mer dat no hanne

pousséiert hunn, datt mer déi ganz Prozedur vun deem Examen de proportionnalité och no hanne pousséiert hunn. Mee mir hunn et net aus der Welt geschaaft, well déi nämmlecht Froe stelle sech och an Zukunft nach.

Dat heescht, hei hu mer e Gesetz, wat hätt misse beim Depot vum Gesetz nach respektéiert ginn a wou d'Regierung sech et awer e bëssen einfach gemaach huet a souguer huet missen zweemol vum Staatsrot rappeléiert ginn. An ech mengen, dat ass eppes, wat an der Prozedur ... Mir wëssen alleguerten, heiansdo muss et séier goen, mee ech verstinn, datt och Beamten net ëmmer kënnen 100 % perfekt eppes liwweren. Mee ech géif mer awer wënschen, datt mer, wa mer an Zukunft a reglementéierte Beruffsgruppe sinn, awer wéinstens déi Gesetzer vun Ufank u géife respektéieren, déi mer eis selwer ginn hunn.

An da vläicht déi lescht Fro un d'Madamm Ministesch zu deem Examen de proportionnalité: Ech wollt just froen, wou d'Veröffentlechung vun deem Examen de proportionnalité ass, wéi en am Gesetz vum 2. November 2021 virgesinn ass. Well wann deen Examen soll ëffentlech sinn ... Ech weess, datt mir en an der Chamber als Transmis kruten, ech hu mech awer gehitt, dee mat iergendengem aneren ausserhalb vun der Chamber ze deelen, well mir kruten deen iwwert de Courrier interne. An ech hunn haut nach eng Kéier gekuckt: En ass net publizéiert ginn am Dossier parlementaire. Deementspriechend gouf et warscheinlech keng Instructiounen, do ze publizéieren. Dofir wollt ech just froen: Läit de Feeler bei der Chamber? Hätte mir dat däerfen, kënnen, solle publizéieren? Oder hätt de Ministère dat missen enzwousch anescht publizéieren? Dat ass eng Fro, op déi ech bis elo keng Äntwert hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dat war dee leschte Riedner. Domat ass d'Discussion générale ofgeschloss.

An d'Wuert huet direkt d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Paulette Lenert. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Här President, merci fir d'Wuert. Virop e ganz grousse Merci un d'Rapportrice, awer och un all déi Leit, déi un deem heite Projet matgeschafft hunn op allen Eebenen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et ass schonn ervirkomm: Et ass eng Mammutaufgab gewiescht. Eppes, wat einfach geklongen huet, eppes vun engem Reglement eriwwerzehuelen an d'Gesetz, huet sech entpuppt als e ganz komplizéierten Exercice. Dat gesitt Der um Volume vun dësem Projet, deen, wéi et och schonn a verschiddene Rieden ënnerstrach ginn ass, absolutt net den Usproch huet, déi grouss Reform vun de Gesondheetsberuffer ze maachen.

Ech géif awer och gären direkt ervirsträichen, dass mir elo net ofwaarde bis d'Wale fir weiderzeschaffen. Genau de Géigendeel ass de Fall. Déi Aarbechte sinn ugelaf am Fong geholl no der Etüd Lair. Direkt ufangs 2020 sinn Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff ginn, fir, sou wéi dat versprach gi war, sämtlech Beruffer de fond en comble ze iwwerschaffen. Dat sinn opwänneg Aarbechten, déi mir net aus der Distanz eraus maachen, mee mam Terrain zesummen. Dat heescht, dat fuerdert ganz vill participatiivt Schaffen. An déi Aarbechte sinn, wéi ech et hei an dëser Enceinte, mengen ech, net brauch ze rappeléieren, natierlech brutal ënnerbrach ginn duerch d'Pandemie, wou mer aner Prioritéiten haten. Mee si si lafend weidergaangen.

Zu engem gewëssenen Zäitpunkt a wëssend, dass mer déi Deadline vum 30. Juni am Raum hunn, hu mer missen e Plang B ausschaffen, well mer gesinn hunn, vu d'Envergure vun deenen Aarbechten, wa mer dat wëlle seriö maachen a Beruff fir Beruff adaptéieren un d'Usprëch vun haut, an dat an enger gesonder Zesummenaarbecht mat de Leit vum Terrain, dass dat nimools kéint opgoen. An dunn ass u sech dee richtegen Tsunami bei eis ausgebrach, well mer déi eng Aarbechte weiderlafe gelooss hunn an trotzdeem parallell eeben un deem heite Projet geschafft hunn, fir déi gesetzlech Basis an dréchen Dicher ze kréien, mat dach awer engem gewëssenen Opwand.

Dat war guer net esou einfach, well déi Reglementer haten net eng eenheetlech Struktur. Dat war net esou, dass een einfach Copy-Paste konnt maachen. Et war ganz opwänneg. Dat heescht, do si mer parallell amgangen, an déi Aarbechte fir de Rescht vun deene Gesondheetsberuffer, déi lafen natierlech weider. Mir hunn och do mat Prioritéite geschafft. Dir wësst, dass nei Studiegäng ugefaangen hunn, de Bachelor am Infirmiersberuff – fir deen ze nennen. Do hu mer prioritär drop geschafft natierlech, well mir hu missen och Input gi fir déi Studiegäng, déi hu missen erstallt ginn.

Mir hunn elo ongeféier e gudden Drëttel vun de Gesondheetsberuffer, wou mer schonn déi éischt Phas hannert eis hunn, wou mer mat den Acteuren zesummen eng Virstellung hunn, wéi déi nei Kompetenze sollen ausgesinn. Dat leeft dann duerno weider a legislativ Aarbecht, mee déi Aarbechte sinn zu kengem Moment ënnerbrach gewiescht, ausser an der Ufangsphas natierlech duerch d'Pandemie. Si lafe weider a wäerten och weiderlafe bis déi lescht Woch op alle Fall, wou ech am Amt wäert sinn, an duerno, do ginn ech dervun aus, och. Ech kann haut net soen, ob nach eppes wäert kënnen deposéiert ginn oder net. Et si komplex Aufgaben. Ech ka just versécheren, dass d'Aarbechte weiderginn.

Et ass och richteg, dass vill Hin an Hier war. An do géif ech och ganz gären eng Lanz fir meng Leit briechen: Ech hunn déifste Respekt fir si, si stinn nach ëmmer. Mir hu kleng Ekippen. Mir hunn e legislative Bagage ze evakuéiere gehat an deene leschte fënnef Joer, wéi de Santésministère en nach ni ze stäipen hat. An och si stounge wärend der Pandemie mat un der Front. Eis Leit waren net déi, déi vun deene vläicht méi angeneeme Saache vun engem Lockdown konnte profitéiere wärend der Pandemie. Et ass fortlafend geschafft ginn an, jo, mir sinn alleguerte midd an, jo, et geschéie Feeler.

Et ass net deen eenzege Projet, un deem geschafft gëtt. Mir si parallell op op d'mannst enger Dose Chantiere present, mat enger ganz intensiver parlamentarescher Aarbecht och ëmmer, wou déi selwecht kleng Ekipp op alle Fronten ëmmer erëm muss moies am Garde-à-vous stoen, an dat mécht se. An ech sinn haut op alle Fall ganz frou an dankbar, dass mer déi Deadline konnten halen. Et ass dat, wat zielt. Mir hunn eng Deadline gehat, a wa mer haut hei sinn, dann ass dat u sech de Beweis, dass et opgaangen ass. Dat war eist Zil an ech si ganz frou, dass mer dat konnten halen.

Fir de Rescht ass et extreem wichteg fir d'Attraktivitéit vun de Beruffer, dass mer se wäerten adaptéieren. Mee et ass awer genausou wichteg, dass mer eis déi néideg Zäit och dofir huelen an déi Concertatiounen hu mat den Acteure vum Terrain. Et si ganz vill Ufuerderungen un de Gesondheetssecteur, déi kommen, an do ass et natierlech wichteg, dass déi eenzel Beruffer een op deen aneren ofgestëmmt sinn. Et ass scho gesot ginn, do gëtt et deels ganz al Texter, méi rezenter. Dat ass eng komplex Aufgab an do solle mer dat schnell an zügeg maachen, awer trotzdeem net iwwert de Knéi briechen. Dat ass op alle Fall mäi Plädoyer dofir, well dat muss sëtze fir d'Zukunft. Et ass d'Basis vu Formatiounskursussen, déi mussen ugepasst ginn hannendrun, an do muss ee sech einfach déi néideg Zäit huelen.

An ech mengen, mir mussen eis alleguerten agestoen, dass mer nun eeben emol ausgebremst gi sinn an dëser Legislaturperiod. Ech kréien ëmmer gesot: „Dat ass en Joker, deen ëmmer erëm gespillt gëtt." Ech kann ëmmer nëmmen erëm betounen, dass et eng Realitéit fir eis ass. Mir sinn net nëmmen hannendra gerode mat deem, wat virgesi war, mee mir hunn och nei Aufgabe kritt. Mir schaffen um Pandemiegesetz. Mir hunn Evaluatioune gehat, déi an eisem Haus gelaf sinn. Mir haten en extreem staarke Bagage. An dofir: Iech alleguerten e grousse Merci fir d'Verständnis!

Ech weess, dass dat heiten eng enorm Strapaz war och am Beräich vun der Chamber, fir dee Rapport zustanen ze kréien. Letztendlech solle mer alleguerten zesumme frou sinn, dass mer et gepackt hunn, well e Lach an deem dote Beräich wär net gutt gewiescht. Dat hätt bedeit, dass keng Geneemegunge méi hätte kënnen ausgestallt ginn. Dat ass scho ganz dramatesch. Dat ass och eppes, wat mer an deem Sënn net kannt hunn hei zu Lëtzebuerg. Et ass jo och déi éischte Kéier, wou esou en Delai gesat ginn ass vun der Cour constitutionnelle. Dat ass schonn eng ganz, ganz grouss Erausfuerderung, wann ee weess, do ass e Stéchdatum, wou d'Gesetzer net méi wäerten do sinn. Dat hu mer esou net kannt.

Ech weess aus menger aler Beruffserfarung um Geriicht, dass ganz oft Prozesser nach jorelaang geféiert gi sinn, ëmmer erëm, ëmmer erëm, bis dann endlech d'Base-légallen adaptéiert gi sinn. Dat heite gëtt deen néidegen Drock, dat kann ech Iech confirméieren. An ech kann Iech nëmme Merci soen op alle Fall fir déi vill Efforten an Iech bestätegen, dass eis Aarbechten op Héichtoure wäerte weiderlafen op deem doten Dossier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8108. Den Text steet am Document parlementaire 8108[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8108 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile

Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8067 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet Nummer 8067 iwwert d'Upassung vun der Organisatioun vun de Féierungsplazen an der Regierungsverwaltung. An de Rapporter dofir ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Iwwermuer ass e wichtegen Dag fir eist Land: Dann trëtt déi nei Verfassung a Kraaft. An d'Chamber huet jo och derzou opgeruff, fir dat mat engem feierlechen Akt ze zelebréieren, wat och eng gutt Saach ass. Déi nei Verfassung huet selbstverständlech och en Impakt op de Fonctionnement vun eisem Staat, och op d'Organisatioun vum Kader vun der Regierungsverwaltung. Déi baséiert jo de Moment um ofgeännerte Gesetz vum 31. Mäerz 1958. Dat muss allerdéngs elo ofgeännert gi wéinst der Revisioun vun enger Rei vu Kapitelen aus der Constitutioun. Dat sinn d'Kapitelen I, II, III, V, VII, IX, X, XI an XII.

Dës Revisioun bréngt dann och mat sech, datt den Artikel 76 vun der Constitutioun suppriméiert gëtt. An op Basis vun deem Artikel sinn awer bis elo dann ëmmer d'Conseillere vun der Regierung genannt ginn. Wa mer vu Conseillere schwätzen, heescht dat Generaladministrateuren, Premiers conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement première classe a Conseillers de Gouvernement adjoints.

Domadder verschwannen dann awer och den Arrêté royal grand-ducal vum 9. Juli 1957 (veuillez lire: vum 9. Juli 1857) iwwert d'Organisatioun vun der groussherzoglecher Regierung wéi och den Arrêté grand-ducal vum 14. Januar 1974 iwwert d'Conseillere vun der Regierung.

D'Konsequenz ass dann eeben elo, datt d'Conseillers de Gouvernement am Kaderpersonal vun der Regierungsverwaltung verankert ginn. An dowéinst mussen dann eeben och elo verschidden Dispositioune vum ofgeännerte Gesetz vum 31. Mäerz 1958 adaptéiert ginn. Ënner anerem gëtt d'Zuel vun de Conseilleren elo vun 126 op 150 eropgesat, dat, fir datt d'Regierung iwwer eng gewësse Marge verfüügt, fir, wéi gesot, gewëssen Upassungen ze maachen.

Da soll een och direkt hei ënnersträichen, datt déi Änneruge selbstverständlech och schonn den 1. Juli a Kraaft trieden, deen Dag also, wou och déi nei Verfassung en vigueur ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi gouf de 25. August 2022 vum Minister vun der Fonction publique, dem Här Marc Hansen, deposéiert. A senger Sëtzung vum 9. Juni 2023 gouf de President vun der Kommissioun vun der Fonction publique zum Rapporter genannt an de Rapport gouf den 22. Juni och ugeholl.

Vläicht och nach e kuerzt Wuert iwwert déi eenzel Avisen, fir d'éischt ugefaange mat deem vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: Deen datéiert op de 17. November 2022. Am Fong ass d'Chamber mat dësem Gesetzesprojet d'accord. Si ass och dermat d'accord, datt d'Limittzuel vun de Conseilleren eropgesat gëtt iwwer Gesetz an dat net méi muss iwwer en Arrêté grand-ducal geschéien.

Dann zum Avis vum Conseil d'État vum 16. Mee: Do huet de Conseil d'État fir d'éischt emol drun erënnert, datt déi Conseillers de Gouvernement jo Fonctionnairë sinn, och wann et verschidden Derogatiounen natierlech nach gëtt, wat den Accès an déi Karriär ubelaangt. An déi Karriäre si jo och am ofgeännerte Gesetz vum 25. Mäerz 2015 festgehalen.

De Conseil d'État erënnert dann awer och drun, datt d'Limittzuel vun de Conseilleren an der Vergaangenheet der Regierung u sech net d'Recht ginn huet, nei Posten ze schaffen, mee datt dat eebe just konnt op Basis vum Numerus clausus geschéien, dee jo alljoers am Budgetsgesetz festgehale ginn ass.

Dunn huet de Conseil d'État och nach eng Textännerung proposéiert, wann d'Regierung wéilt Posten ausserhalb vum Numerus clausus stëmmen, an d'Kommissioun huet déi selbstverständlech och ugeholl, fir eeben och eng gewësse Flexibilitéit da kënnen ze garantéieren.

Dann huet de Conseil d'État awer och nach ënnerstrach, datt d'Decisiounen, wat d'Organisatioun vun der Regierung ubelaangt, net vum zoustännege Minister kënne geholl ginn, mee – wat och normal ass – datt dat do misst eng Decisioun vun der ganzer Regierung sinn. An do hat de Conseil d'État och eng Opposition formelle ugedreet a selbstverständlech hu mer dat dann och ugepasst.

Voilà, dat war et am Fong schonn alles zu deem Projet de loi hei. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, géif Iech och bieden, deem Projet hei Är Zoustëmmung ze ginn, a maachen dat am Numm vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Gusty Graas villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Virop wéilt ech och dem Rapporter Gusty Graas villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech soen direkt, dass d'CSV deen heite Gesetzesprojet matdréit, well fir eis ass et wichteg, dass eng Regierung dës Méiglechkeet huet.

Ech wëll awer trotzdeem nach e puer Wuert zum Avis vun der Chambre des fonctionnaires soen. Et ass richteg, dass d'Chambre des fonctionnaires mat deem heite Projet de loi d'accord ass, mee si huet awer och verschidde Punkte bemängelt. Si seet zum Beispill, dass hei mat dëser Dispositioun Leit an d'Fonction publique genannt ginn, déi net onbedéngt d'Konditioune mussen erfëllen, fir kënnen op déi dote Poste genannt ze ginn. An dann nennt se eeben d'Sproochen, d'Diplomer, déi Leit musse keen Examen, also kee Concours maachen, kee Stage, keen Examen de fin de stage an esou weider. An als CSV versti mir déi heite Bedenke vun der Chambre des fonctionnaires. Och wann ee selwer Staatsbeamten ass, da kuckt een dat vläicht och e bëssen aus enger anerer Perspektiv.

Mir soen als CSV, dass een an Zukunft eng Kéier soll iwwer genee dës Kriticke vun der Chambre des fonctionnaires kucken an dass een undenke soll, fir zumindest eng Formation de base fir déi dote Leit ze maachen, an dass ee vläicht awer iergendwou kéint eng Sproocheklausel aféieren, well et ass net onwichteg, dass déi Leit, déi do agestallt ginn, awer verschidde Sproochen, zumindest bis zu engem gewëssenen Niveau, beherrschen.

Voilà, dat gesot, ginn ech heimadder nach eng Kéier den Accord vun der CSV a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Adehm. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporter Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. Da geet d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci och vun eiser Säit. A mir ginn natierlech och den Accord, mat engem Merci un de Rapporter fir deen interessante Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Graas, deen eis dat hei presentéiert huet. Mir musse soen, bei eis ass déi Saach hei awer e bësse méi kontrovers ugesinn, well mir hunn hei e System, wou mer elo 150 politesch Nominatioune sollen erlaben a wou awer – och d'Madamm Adehm huet sech scho bezunn op d'Kriticke vun der Chambre des fonctionnaires – einfach an deene politeschen Nominatiounen déi Qualitéitskrittären, Sproochekrittäre feelen. Dat schaaft natierlech an den Ae vun de Staatsbeamte Gerechtegkeetsfroen an et schaaft Froen zum Beispill iwwer eppes, wat eis ganz wichteg ass, nämlech datt déi Fonction publique soll Lëtzebuergesch schwätzen. Eiser Meenung no soll déi lëtzebuergesch Fonction publique Lëtzebuergesch schwätzen.

Wat awer eisen Haaptpunkt ass – an dat wëll ech hei ganz kloer soen –, dat ass, datt mir e ganz anere System wëllen. Mir verstinn, datt eng Regierung soll d'Méiglechkeet hunn, Leit vun hirem Vertrauen ze nomméieren op héich Funktiounen, fir Ministeren ze beroden oder wéi och ëmmer. Bon, dat versti mer, obscho mer och der Meenung sinn, datt normalerweis déi normal Fonction publique déi Funktioun och kéint erfëllen. Mee gutt, et ass e politescht Element derbäi a Ministere sollen déi Méiglechkeet hunn, Leit vun hirem Vertrauen an hirem Ëmfeld ze nomméieren.

Mee da muss een awer och esou konsequent si fir ze soen: Et kann ee jo awer net vun deem nächste Minister oder vun deenen anere Beamten erwaarden, datt déi dat selwecht Vertrauen an déi Leit hunn, déi eng politesch Nominatioun vun enger bestëmmter Regierung kruten. An dofir soe mir, mir sinn eis konsequent: Dir kënnt déi Leit nenne fir déi Zäit, wou Dir an der Regierung sidd, a wann Dir net méi an der Regierung sidd, da mussen déi Leit, déi politesch nomméiert goufen, ouni deen normale Prozess ze maachen, fir Beamten ze ginn – eng Selektioun, hiren Examen an esou weider, hir Konditiounen, déi se erfëllt hunn –, da mussen déi mat der Regierung deen Ableck goen.

Datt do eng Nominatioun op éiweg geschitt opgrond vu politesche Krittäre laanscht déi normal Krittären, dat wëlle mir net!

Also, wie politesch nomméiert gëtt an deen … Ok, d'Regierung soll dat Recht hunn, obscho mer net begeeschtert sinn dovunner, mee si kann et maachen. Mee mir mussen eis konsequent sinn: Déi Leit, déi politesch mat enger Regierung kommen, mussen och politesch mat där Regierung nees goen! An da kann déi nächst Regierung aner Leit vun hirem Vertrauen nennen ënnert deene selwechte Konditiounen.

Doniewent gëtt et awer d'Fonction publique, déi soll politesch neutral sinn. An dat ënnersträiche mer ëmmer erëm: An der Ausübung vun hirem Déngscht ass déi politesch Neutralitéit vun der Fonction publique absolutt ze garantéieren. A wéi gesot, ob déi normal Fonction publique oder déi politesch nomméiert Leit, an eisen Ae muss jiddereen, dee fir de Lëtzebuerger Staat schafft, och kënne Lëtzebuergesch schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Dem Rapporteur emol als Alleréischt e grousse Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Also, et ass scho ganz villes gesot ginn. Mir stëmmen och dee Projet de loi do mat als déi Lénk.

Ech mengen, déi Remarken, déi hei gesot goufen iwwert den Avis vun der Fonction publique deele mer och zum Deel, mee et ass awer immens wichteg, datt déi Karriäre vun de Conseillers de Gouvernement an dat Gesetz do ageschriwwe ginn, an et ass och immens wichteg, dat ass och scho gesot ginn, datt d'Ministeren eebe wierklech Leit vun hirem Vertraue kënne matbréngen an datt dat alles riicht ofleeft.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Jo, och mir Piraten sinn e bëssen hin- an hiergerass, wann ee politesch Beroder mat an de Ministère bréngt. Mir kennen den aktuelle System. An dat heiten ass elo, fir deen ze encadréieren, eng gutt Moossnam, dofir wäerte mer et och matstëmmen.

Mir sinn awer och der Meenung, dass, wann eng Regierung wiesselt, et méi Méiglechkeete sollt ginn, fir da seng vertraute Leit op déi Posten ze nennen. Mir verstinn awer och ganz kloer, dass déi Leit, déi virdru genannt gi sinn, mussen eng Garantie hu fir d'Zukunft, well soss kréie mer keng gutt Leit, déi wëlle Conseiller ginn. Wa se de Risiko lafen, dass, wann herno hire Minister géif ofgewielt ginn, si keng Aarbechtsplaz méi hunn a keng Zukunft méi hunn, dat ass och e Wee, dee mer net kënnen aschloen.

Dofir ass dat heiten esou en Ofweie vu verschiddenen Argumenter. An dofir wäerte mir et haut matstëmmen, well hei e klore Kader gemaach gëtt. Mee et muss een awer eng Kéier d'Diskussioun féieren, wéi ee mat de Beroder vun de Ministeren, déi agestallt ginn, am Groussen ëmgeet an hir Zukunft awer an engems ofséchert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Fonction publique Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Merci fir déi verschidden Informatiounen, déi hei gedeelt goufen, och vun dem Rapporter, dem Gusty Graas, deen dat perfekt resüméiert huet. Vläicht just ee Wuert: Also, hei ass guer näischt Neits amgaang ze geschéien! Hei gëtt elo e bësse gemaach, wéi wann e ganz neie System erfonnt géif ginn. Dee System bleift tel quel bestoen, wéi et e fréier gouf schonn zanter Éiwegkeeten. An et ass eeben elo just, well den Artikel 76 an der Constitutioun ofgeschaaft ginn ass, dass hei huet missen e Gesetz gemaach ginn, fir dat doten erëm ze encadréieren.

at heescht, alles wat elo gesot ginn ass, wéi déi Krittäre sinn, dass déi elo op eemol anescht géife ginn, dat ass guer net de Fall. Dat Eenzegt, wat nach ajustéiert gëtt, dat ass d'Zuel vun de Conseilleren. Den Ament sinn der 126 autoriséiert, wéi mer bis elo gefuer sinn. A vun deenen 126 autoriséierte sinn 90,7 ETPen, déi besat sinn. Dat heescht, et ass och elo net, dass déi autoriséiert vun där heiter Regierung alleguerte gebraucht gi wären – fir dat och emol eng Kéier ze soen.

Et brauch also och keen Angscht ze hunn, dass et elo op eemol vun deenen 90,7 op 150 nach géif goen. Déi Zuel ass elo just dragesat ginn, fir och eng gewësse Planungssécherheet ze hu fir déi nächst Regierungen, fir dass do net all zwou Minutten en neit Gesetz muss gestëmmt ginn. A fir de Rescht huet iwwerhaapt näischt an dem ganzen Dispositif vun de Staatsbeamte geännert.

A vläicht nach ee Schlusswuert, fir Iech dat och eng Kéier ze soen: Mat menge Conseiller-de-Gouvernementen, déi bei mir sinn, schwätzen ech all Dag Lëtzebuergesch. Maacht Iech also net ze vill Suergen ëm Problemer, déi iwwerhaapt keng sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8067. Ech wollt Iech drop hiweisen, datt am Artikel 5 Paragraf 2 en Zeilewiessel no dem Doppelpunkt feelt. Mir stëmmen elo iwwert den Text mat dësem Zeilewiessel of. Den Text steet am Document parlementaire 8067[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8067 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes et Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8182 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au droit de requérir de la part du Gouvernement des informations et des documents

8244 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

8245 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la discipline

8246 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la police de la Chambre des Députés

8247 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés introduisant une série de modifications techniques

8248 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux travaux parlementaires

8249 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Als leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Moie stinn d'Ännerungsvirschléi vum Chambersreglement 8182, 8244, 8247, 8248, eng Rei Adaptatiounen no der Revisioun vun der Constitutioun, souwéi d'Ännerungsvirschléi 8245 an 8246 iwwert d'Discipline parlementaire, souwéi den 8249 iwwert de Code de conduite. D'Riedezäit ass no zwee Basismodeller festgeluecht a mat zéng Minutte pro Rapporter. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8182, den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8182

M. Roy Reding (ADR), rapporteur | Jo, merci, Här President. Ech si ganz houfreg, haut kënnen déi siwen

Texter als President vun der Reglementskommissioun hei virzebréngen. Ech wollt de Fläiss an och déi kollegial Zesummenaarbecht souwuel an der Reglementskommissioun wéi och mat de Kolleege vun der Institutiounskommissioun ervirsträichen an och déi vun eise Mataarbechter, mengem Sekretär Benoît Reiter an dem Mars Di Bartolomeo senger Sekretärin Carole Closener, och déi vum Max Agnes, Isabelle Barra a wie soss nach alles gehollef huet. Och eis Cellule scientifique huet eng Hand ugepaakt a verschidden Notte verfaasst. Alles dat ass an engem extreem konstruktiven, positive Geescht geschitt. An all eis Rapporten, déi elo kommen – et sinn der siwen un der Zuel –, sinn och unanime ugeholl ginn an der Reglementskommissioun.

Mir hunn eis derfir decidéiert, datt vun deene siwen Texter elo de Rapport gemaach gëtt an duerno dann eng Riedezäit ass fir déi, déi nach wëllen eppes dozou soen op Basis vun zwee Basismodeller, dat heescht déi zéng Minutten.

Komme mer elo konkreet zum Text 8182. Dat ass deen typeschen Text, deen huet misse kommen, well d'Constitutioun eebe geännert huet. An eist Reglement muss necessairement d'Constitutioun refletéieren. An der Constitutioun steet elo: „requérir" – also d'Chamber huet d'Recht – „[de] requérir de la part du Gouvernement tous informations et documents." Dat ass e ganz schéine Prinzipp, deen do enoncéiert gëtt. Mir hunn deen awer missen a Musek ëmsetzen, nämlech: Wéi soll d'Chamber deen dote Pouvoir, dee se nei kritt oder deen elo richteg verankert ass, constitutionnel ausüben? Wat sinn d'Moyenen? Wéi geet et? Wat ass d'Prozedur? Wat geschitt dermat, wann déi Dokumenter bis an der Chamber sinn? Wéi ass et mat confidentiellen Dokumenter an esou weider an esou fort?

Wéi hu mer dat geléist? Mir hunn et asoufern geléist, datt mer gesot hunn: All Deputéierte kann individuell eng Ufro maache fir en Dokument oder fir eng Informatioun. Mee selbstverständlech kann och eng Kommissioun déi Ufro maachen oder d'Chamber als solch mat enger Motioun. Mee all eenzelnen Deputéierten huet dat dote Recht à titre individuel, dat ass ganz wichteg.

Den Deputéierten, deen dat doten ufreet oder déi Kommissioun oder d'Chamber als solch, muss natierlech esou prezis wéi méiglech soen, wat se gären hätt. Et soll net zu deene berüümte „fishing expeditions" kënne kommen. Et soll ee scho mat där gréisstméiglecher Prezisioun soen: „Dat an dat Dokument oder déi an déi Informatioun sollicitéieren ech vun der Regierung."

Well elo där Dokumenter kënnen derbäi sinn, déi confidentiel sinn, hu mer an eisem Text dat elo esou formuléiert, datt mer u sech der Conférence des Présidents déi gréisstméiglech Fräiheet ginn, fir d'Modalitéite festzeleeën. Wann d'Chambre des Présidents (veuillez lire: d'Conférence des Présidents) also wëll, da ka se soen: „Ma Dir dierft eng Fotokopie maachen. Oder Dir kritt d'Kopie geschéckt mat PDF, och vun engem confidentiellen Dokument." Si kann awer och soen: „Nee", an da gräift déi méi restriktiv Reegel, déi mer virgesinn hunn, nämlech datt dann d'Dokumenter kënnen agesi ginn, mee et däerf een nëmmen Notize maachen. Et gëtt ënner Ëmstänn eng Salle de lecture. Et kann awer och dat Dokument gekuckt ginn en huis clos an der Kommissioun. Alles dat sinn déi normal Prozeduren.

Mee, wéi gesot, d'Conférence des Présidents huet ëmmer de Pouvoir ze soen: „An dësem Fall si mer der Meenung, datt dat net néideg ass."

Da seet d'Reglement och elo ganz kloer, datt all Deputéierten, deen Informatioune kritt, muss d'Confidentialitéit, wann et da confidentiel Dokumenter sinn, bewaren, an net nëmmen déi Zäit, wou en Deputéierten ass, mee och – wat eis alleguerten iergendwann eng Kéier blitt – wa mer net méi Deputéierte sinn, musse mer déi Confidentialitéit waren.

Dann hu mer gesot, wann elo an esou engem Dokument e Fait constatéiert gëtt – mir nennen dat am Reglement „des faits susceptibles d'être contraires au droit", dat ass also net nëmme strofrechtlech, dat kann och zivillrechtlech sinn –, also eng Contraritéit zum Droit, da mécht den Deputéierten dovun eng Informatioun un de President vun der Chamber an deelt deem dat mat.

Deen informéiert dann d'Conférence des Présidents iwwert dat, wat ëm do matgedeelt ginn ass an déi decidéiert dann, „le cas échéant, [...] de saisir les instances juridictionnelles". Dat heescht, et ass dann am Pouvoir vun der Conférence, fir dat dann ze decidéieren, ob oder ob net eppes muss virugeleet ginn, zum Beispill un de Parquet. Jee nodeem, wat fir eng Faiten do entdeckt ginn, kënnen och de Premierminister an de Minister vun der Relatioun mam Parlament geruff gi vum Chamberspresident respektiv vun der Conférence.

Da war nach eng Diskussioun, déi wierklech derwäert ass, ernimmt ze ginn, an dat ass déi Fro: Muss een als Corps constitué e Fait denoncéieren, wann een dovunner Kenntnis huet? An déi Diskussioun ass jo schonn ëfters gefouert ginn, notamment och an der CSV an enger net allze rezenter Vergaangenheet. Ech war ëmmer der Meenung – an ech bleiwen där Meenung –, datt een Deputéierten net e Corps constitué ass. D'Chamber ass e Corps constitué, d'Chamber als solch ass e Corps constitué.

Et gëtt och eng Jurisprudenz vum Tribunal d'arrondissement vum 29. Mäerz 2012. Déi ass veröffentlecht ginn am Bulletin d'informations juridiques. Mir Juristen nennen deen de BIJ, an zwar an der Nummer 1 vun 2014. An do gëtt klipp a kloer vum Tribunal festgehalen: „Une fonction [...] ne saurait [...] constituer un ‚corps constitué' si elle est exercée par une [...] personne physique, agissant individuellement."

Fir awer elo déi Affär ee fir allemol ze reegelen, hu mer decidéiert, datt de President vun der Institutiounskommissioun an ech selwer gemeinsam de Conseil d'État chargéieren, wéi mer dat elo kënnen no där neier Constitutioun, an do en Avis froen iwwert d'Tragweit vun deem doten Artikel vum Code de procédure pénale. Dat ass den Artikel 23 (2). Dat wäerte mer dann och maachen, soubal wéi d'Constitutioun en vigueur ass, dat heescht incessamment sous peu d'nächst Woch, an da si mer gespaant, wat de Conseil d'État eis wäert dozou soen.

Voilà. Dat war mäi Rapport vum 8182. Wéi gesot, elo komme sechs weider Rapporten an da kann all Fraktioun driwwer diskutéieren, wa se mengt, et géif nach Diskussiounsbedarf bestoen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8244, den honorabelen Här Léon Gloden.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8244

M. Léon Gloden (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Wéi de President vun der Règlementskommissioun et ugedeit huet, ass dat hei och en exécution vun der neier Verfassung. Den 13. Juni ass déi Propositioun iwwert d'Vérification des pouvoirs deponéiert ginn. Mir hunn an der Règlementskommissioun doriwwer den 20. Juni diskutéiert an de Rapport ass ugeholl ginn an der Reunioun vum 26. Juni.

Ëm wat geet et hei? Dräi Haaptpunkten:

Den éischte Punkt ass, datt mer de Recours bei der Cour constitutionnelle géint d'Decisioun vun der Chamber am Kader vun de Chamberswalen aféieren. Mir hate gëschter hei de Projet de loi, de Gesetzesprojet, gestëmmt, fir der Cour constitutionnelle déi Pouvoiren ze ginn an och d'Prozedur ze detailléieren. Dat muss natierlech och hei am Reglement refletéiert ginn.

Den zweete Punkt ass, datt deen neie Serment och an d'Chambersreglement geholl gëtt, esou wéi e festgehale ginn ass.

An den drëtte Punkt ass och, datt mer déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi da gewielt ginn an d'Chamber, och responsabiliséieren.

Haut steet schonn am Artikel 200 vum Chambersreglement: Wann ee Kandidat war fir d'Europawalen an et gëtt ee gewielt, da muss ee selwer déi néideg Mesüren huelen, fir enger eventueller Incompatibilitéit en Enn ze setzen. A mir huelen déi selwecht Dispositioun elo fir dann nach d'Chambersdeputéiert, wann ech dat esou däerf soen, dat heescht, jiddwereen hei an dësem Haus muss selwer dann déi Mesüren huelen, wann e mengt, et wier eng Incompatibilitéit duerch säi Mandat, datt en där Incompatibilitéit entweeder an déi eng oder an déi aner Richtung en Enn setzt.

Dat sinn déi dräi Haaptännerungen, déi duerch dës Propositioun am Reglement agefouert ginn, an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8245, an dat ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8245

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, d'parlamentaresch Disziplinn ass am Kapitel 9 vum Chambersreglement gereegelt. Festgehale sinn hei ënner anerem d'Sanktiounen, déi géint en Deputéierten no engem Feelverhalen ausgeschwat kënne ginn, an d'Prozeduren, wéi dës Sanktiounen decidéiert ginn.

Haut leeë mer nei Sanktioune fest, fir de konkreete Fall, wou en Deputéierte vertraulech Dokumenter oder Informatiounen, déi d'Regierung un d'Chamber weidergeleet huet, ëffentlech mécht. Dës Ännerung huet en direkte Lien mam neie Kapitel iwwert d'Recht vun der Chamber, Informatiounen an Dokumenter bei der Regierung unzefroen.

Am Kader vun dëser Upassung notze mer och d'Geleeënheet, fir d'Kapitel iwwert déi parlamentaresch Disziplinn allgemeng ze iwwerschaffen an eng vereinfacht Uwendung vun den Dispositiounen ze erlaben. Et ginn dofir verschidden Onkloerheete verbessert. Et gëtt sech u verschiddene Reegelen aus dem Ausland inspiréiert an och d'Jurisprudenz vum Europäesche Geriicht fir Mënscherechter gëtt berücksichtegt. Et sief op dëser Plaz nach ugemierkt, datt dës Proposition de modification op Basis vun engem Text vun der Cellule scientifique vun eisem Parlament ausgeschafft gouf.

Mir ënnerdeelen d'Kapitelen an dräi Subdivisiounen:

Do wieren, éischtens, d'Disziplinarmoossnamen, déi direkt an enger Sëtzung oder an enger Reunioun vun

engem Organ, enger Kommissioun oder enger Delegatioun geholl kënne ginn.

An där zweeter Ënnerdeelung stinn déi méi schwéier Sanktiounen, déi a posteriori vun der Presidentekonferenz ausgeschwat ginn.

An drëttens féiere mer eng Prozedur vum interne Recours an. En Deputéierte kritt also d'Méiglechkeet, virum Bureau géint d'Decisioun zu enger Sanktioun virzegoen.

Ech ginn op déi dräi Ënnerdeelungen elo am Detail an. Mir féieren eng nei Sanktioun an, déi direkt wärend enger Sëtzung oder Reunioun ausgeschwat ka ginn, déi einfach Manung, einfach an deem Sënn, datt d'Behuele vun engem Deputéierten zwar eng Manung néideg mécht, mee net d'Aschreiwung an de Procès verbal verdéngt.

En Deputéierte kann och eng zweet Kéier zur Uerdnung geruff ginn a je nodeem, wéi grav d'Feelverhale war, kann et dann och an de Procès verbal opgeholl ginn. Fir genee ze sinn, leeë mer dës Sanktioun just formell am Reglement fest. Tatsächlech kënnt se nämlech schonn haut ëmmer nees an den Asaz a gehéiert dacks zum Chambersalldag.

Här President, nieft dëser einfacher Manung kënnen de Chamberspresident souwéi d'Presidente vu Kommissiounen, Delegatiounen oder anere Chambersorganer, wéi zum Beispill dem Bureau oder der Presidentekonferenz, genee wéi hiren Ersatz, nach weider Sanktiounen direkt wärend enger Sëtzung oder Reunioun entscheeden. Do wier emol d'Méiglechkeet, engem Deputéierten d'Wuert bis zum Enn vun der Sëtzung oder Reunioun ze entzéien, wann en duerch säi Behuelen den Oflaf vun enger Sëtzung weider stéiert oder et zu enger Widderhuelung vum Feelverhale kënnt. Anescht wéi dat bis elo de Fall war, gëtt dës Moossnam net beim zweeten, mee eréischt beim drëtten Appel à l'ordre virgesinn.

Des Weidere gesäit d'Chambersreglement och d'Ënnerbriechung vun der Sëtzung vir. Dës Suspensioun maache mer elo méi flexibel. Bis elo huet eng Ënnerbriechung obligatoresch eng Dauer vun enger Stonn gehat. Vun elo u ka se just nach 10 oder 30 Minutte laang sinn oder bis zu 2 Stonnen daueren, ofhängeg ass dat vun der Intensitéit vun der Onrou hei am Plenum.

Eng weider nei Sanktioun, déi sech um Europäesche Parlament inspiréiert, ass d'Méiglechkeet vum Chamberpresident, d'Interventioun vun engem Deputéierten aus dem Compte rendu oder aus dem Videoarchiv sträichen ze loossen, wann dësen d'Wuert net hat oder seng Riedezäit iwwerzunn huet. Dës Sanktioun muss awer nach vun der Presidentekonferenz guttgeheescht ginn, spéitstens aacht Deeg, nodeems se geholl gouf, oder, wann d'Conférence wärend där Period net zesummekënnt, wärend hirer nächster Sëtzung.

Éier ech elo op d'Sanktiounen a posteriori aginn, wëll ech nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, wat fir e Feelverhale sanktionéiert ka ginn:

Éischtens: d'Stéierung vun der parlamentarescher Uerdnung oder vun den Aarbechten an enger ëffentlecher Sëtzung oder an enger Kommissiounsreunioun.

Zweetens: gewalttätegt Verhalen innerhalb vun de Gebaier vun der Chamber oder Opruff zur Gewalt.

Drëttens: Beleidegungen, d'Vernennen oder d'Bedroung vun der Chamber hirem President, engem Member, engem Regierungsmember wärend enger ëffentlecher Sëtzung oder an anere Lokaler vum Parlament et cetera.

Véiertens – an dat kënnt elo nei derbäi –: de Verstouss géint d'Berodungsgeheimnis oder géint d'Vertraulechkeet vun Dokumenter, Informatiounen oder Protokoller, déi d'Regierung der Chamber weiderleet.

Sanktiounen a posteriori gi vun der Conférence des Présidents decidéiert. Saiséiert gi kann d'Conférence des Présidents an deem Fall vun all de Persounen, déi direkt wärend enger Sëtzung oder Reuniouneng Sanktioun kënne verginn an déi ech scho virdrunner opgezielt hunn.

Mee d'Conférence des Présidents ass och an anere Situatioune kompetent. Esou ka si vun engem Member, dee sech geschiedegt oder als Affer vun engem Feelverhale fillt, saiséiert ginn.

Och wann de Chamberpresident sech selwer enges Feelverhalens schëlleg mécht, ass si dat kompetent Organ, fir eng Sanktioun ze decidéieren. De Chamberpresident dierf an deem Fall natierlech net bei der Sëtzung derbäi sinn, wa säin eegene Fall diskutéiert gëtt, mee muss sech vun engem Deputéierten ersetze loossen.

An all deene Situatiounen huet d'Conférence des Présidents dräi Méint Zäit, fir eng Decisioun ze huelen. Éier eng Entscheedung geholl gëtt, huet de sanktionéierten Deputéierten d'Recht, seng Perspektiv, säi Point de vue, schréftlech oder seng Erklärungen der Presidentekonferenz mëndlech matzedeelen. Nei ass och d'Méiglechkeet fir Deputéierter, sech an dëser Situatioun vun engem anere Member assistéieren ze loossen. Dës Modifikatioun ass vun de Reegele vum Europäesche Parlament wéi och vum Europäesche Geriicht fir Mënscherechter inspiréiert.

D'Presidentekonferenz huet dann och d'Kompetenz, fir follgend Sanktioun ze verhänken:

Éischtens, e Verweis.

Zweetens, d'Suspensioun vun engem oder méi Mandater, déi en Deputéierten an der Chamber huet, fir eng Dauer vu maximal sechs Méint.

Drëttens, de Verbuet, Rapporter genannt ze gi fir eng Dauer vu maximal sechs Méint.

Véiertens, de Verbuet, un enger offizieller Delegatioun vun der Chamber deelzehuelen, och fir maximal sechs Méint.

Fënneftens, den Entzuch vun engem Véierel, engem Drëttel oder der Hallschent vun der parlamentarescher Indemnitéit, déi en Deputéierten zegutt huet, fir maximal zwee Méint.

Sechstens, de Verweis mat zäitweilegem Ausschloss tëschent 2 an 30 Deeg. Dës Sanktioun ka moduléiert ginn, dat heescht, se ka sech op all oder just op en Deel vun de parlamentareschen Aktivitéite beschränken, ausser bei engem Feelverhalen am Kader vun enger Delegatioun. Do ka sech den Ausschloss just op d'Delegatiounsaarbechte bezéien. An den Deputéierte behält och ëmmer d'Recht, un Ofstëmmungen deelzehuelen. Bei dëser Sanktioun kënnt et zu enger klenger Upassung. Wärend de Verweis mat zäitweilegem Ausschloss bis elo vun enger absolutter Majoritéit decidéiert gouf, ënnerläit dës Decisioun elo der Kompetenz vun der Conférence des Présidents. Dës Ännerung mécht d'Voie de recours interne méiglech, op déi ech geschwënn nach agoe wäert.

Zu gudder Lescht gëtt nach eng siwent Sanktioun agefouert, nämlech d'Aschränkung vum Recht op Accès zu Informatiounen, Dokumenter, déi vertraulech, also confidentiel sinn. Och hei läit de Maximum bei sechs Méint. Dës Sanktioun kann awer net isoléiert verhaange ginn, mee muss ëmmer zesumme mat enger anerer Sanktioun verbonne ginn.

Zum Schluss wëll ech nach eng ganz wichteg an déifgräifend Ännerung opgräifen, déi mir un eisem Chamberreglement virhuelen. Wéi elo grad schonn ugeschwat, féiere mer dann déi sougenannt Voie de recours interne an. Esou en interne Recours ass vum Europäesche Geriicht fir Mënscherechter virgesinn. Eenzeg Konditioun ass et, d'Wierksamkeet ze garantéieren, dat heescht, d'Voie de recours muss accessibel sinn a si muss et dem Betraffenen erlaben, Afloss op seng Situatioun ze huelen.

Den Deputéierten huet dräi Deeg Zäit, fir Recours beim Bureau anzeleeën. De Bureau setzt sengersäits eng Souskommissioun aus fënnef Memberen zesummen ënner Ausschloss vun de Membere vun der Presidentekonferenz. Dës Souskommissioun muss dann innerhalb vun aacht Deeg eng Decisioun huelen. Si kann d'Sanktiounen annuléieren, bestätegen oder änneren.

Här President, léif alleguer, fir e gudden Oflaf an der Chamber an eng konstruktiv Zesummenaarbecht tëschent den Deputéierten an och der Regierung ze erméiglechen, ass et wichteg, op en etofféiert a kohärent Chambersreglement zréckgräifen ze kënnen, dat déi parlamentaresch Disziplinn kloer definéiert. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer an deem Sënn wichteg Verbesserungen an Upassungen um Kapitel 9 vun eisem Chambersreglement virgeholl hunn.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun, soe Merci fir d'Opmierksamkeet a wëll awer och nach eng Kéier en häerzleche Merci adresséieren un all d'Membere vun der Règlementskommissioun, der Institutiounekommissioun, der Cellule scientifique, déi heibäi ganz wichteg Apporte geliwwert hunn, gehollef hunn, an awer och un den Här Benoît Reiter, deen eis bei der Redaktioun vun dëse schréftleche Rapporten eng gutt Hand mat ugepaakt huet. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler.

D'Wuert huet elo de Rapporter vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8246, den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8246

M. Roy Reding (ADR), auteur-rapporteur | Jo, merci, Här President. Wéi esou oft, wann een un engem Text schafft – an duerfir sinn ech frou, datt elo den André Bauler deen Text elo grad virgestallt huet –, da mierkt een, datt op eemol och an engem aneren Text misste Saache geännert ginn. Mir hu geschafft op deem Text iwwert d'Discipline parlementaire, deen den André elo en long et en large duergeluecht huet – Felicitatiounen dofir! –, an dobäi ass eis opgefall, datt mer ganz vill géife schwätzen iwwert d'Disziplinn vun den Deputéierten, mee net esou iwwert d'Disziplinn vun anere Leit, déi sech kënnen an deem Haus hei befannen. Dat sinn d'parlamentaresch Mataarbechter, dat sinn d'Leit, déi op den Tribüne sëtzen, dat sinn awer och d'Membere vun der Regierung. An do ware mer der Meenung, mir sollten och do legiferéieren an d'Saachen e bësse méi kloer maachen.

Fir d'alleréischt emol klipp a kloer: Mir hunn als Chamber zesummen hei d'Hausrecht, d'Deputéiert exercéieren hei d'Hausrecht. Du bass Meeschter doheem, wann s de zu engem sees: „Géi wannechgelift heem, ech mengen et gëtt Zäit." Dann huet deen ze goen. Dat Hausrecht gëtt hei exercéiert vum President am Numm vun der Chamber. Mir leeë fest, datt keen däerf an dës Enceinte erakommen, wann en net dozou klipp a kloer autoriséiert ass. Wärend enger

Seance däerfen d'Deputéiert jo net de gudden Deroulement vun den Aarbechten ënnerbriechen oder stéieren. Dat däerfen och d'Membere vun der Regierung net. Och dat soe mer elo hei kloer an däitlech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR), auteur-rapporteur | Mir Deputéiert si jo da soumis aux dispositions disciplinaires, déi virdru genannt goufen. Wéi gesäit et dann elo aus mat de Membere vun der Regierung? An do soe mer elo an eisem Reglement, datt de President all Member vun der Regierung „qui porte atteinte au bon déroulement de la séance" kann zur Uerdnung ruffen.

Wann eng Recidive kënnt, da kann de President d'Seance suspendéieren an de Premierminister saiséieren, dee jo sou gesinn den direkte Chef ass vum Member vun der Regierung. E kann och béides maachen. E kann decidéieren, souwuel d'Seance ze suspendéieren wéi och de Premierminister anzeschalten.

Falls e Member vun der Regierung sech dann nach weider géif dernieftbehuelen, da kann et jee no der Gravitéit vum Komportement zu engem neie Rappel à l'ordre mat Inscription au procès-verbal an Entzéie vum Wuert kommen – eng ganz wichteg Dispositioun!

Mir widderhuelen, wat och schonn an deem ale Reglement stoung, datt déi Leit, déi op der Tribün eis Gäscht sinn, sech sollen uerdentlech behuelen a keng Signes d'approbation an och keng Signes vun Desapprobation solle vu sech ginn – „d'improbation" nenne mer dat.

An da kënnt de wichtegste Punkt: Wenn alle anderen Stricke reißen, wann en Deputéierten, e Member vun der Regierung, en Agent vun eiser Administratioun oder e Visiteur op der Tribün oder all aner Persoun – dat ka jo och e Journalist sinn, deen d'Recht hat, hei ze sinn, dee Fotoe mécht, e Fotograf et cetera – sech dann nach ëmmer net gëtt, da kann e sur-le-champ op Uerder vum President manu militari duerch d'Administration parlementaire oder d'Police grand-ducale virun d'Dier gesat ginn a le cas échéant de Justizautoritéiten ausgeliwwert ginn. Mir hunn hei profitéiert, fir den alen Term „garde de service", déi et dann de facto net méi gëtt, ze ersetzen duerch den Term „police grand-ducale".

Voilà, souwäit zu dësen Ännerungen. Vu datt et elo mäi leschte Rapport ass als President vun der Reglementskommissioun, wollt ech Iech nach eng Kéier – ech weess, ech widderhuele mech, mee nach eng Kéier – Merci soe fir déi extreem kollegial a sympathesch Zesummenaarbecht, déi mer an där Kommissioun haten, an och dem Gast Gibéryen, dem Jeff Engelen an dem Fernand Kartheiser, déi mer deemools, viru fënnef Joer, d'Vertraue geschenkt hunn, fir esou eng wichteg parlamentaresch Kommissioun am Numm vun der ADR däerfen ze féieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

D'Wuert huet elo de Rapporter vum Ännerungsvirschlag 8247, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, deen direkt drop dann och kann de Rapport maache vum Virschlag 8248. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8247

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, bei deenen zwou Propositions de changement du Règlement geet et ëm méi eng dréche Matière. Et geet ëm méi technesch Adaptatiounen, an ech wäert probéieren, esou kloer an esou kuerz wéi méiglech derduerchzegoen, ouni awer ze vergiessen, mech un dee grousse Merci, dee vum Kolleeg Reding an deenen anere Rapporteren un eis kleng Ekipp an eiser Verwaltung geet, unzeschléissen.

Hei ass eng exzellent Aarbecht geleescht ginn, zesumme mat der Cellule scientifique, deene Leit, déi eis Piloten oder Kopiloten an deenen zwou Kommissioune sinn, net ze vergiessen d'Conférence des Présidents, déi ëmmer ganz schnell och Äntwerte ginn huet, wann et noutwendeg war. Hei ass schnell, effikass an exzellent geschafft ginn, dofir merci, merci Iech alleguer!

Bon, hei gëtt et eng Rei vun Ännerungen, déi an eisem Reglement noutwendeg sinn opgrond vun deenen Dispositioune vun der Verfassung, vun de Verfassungstexter, déi iwwermuer a Kraaft trieden. Ouni laangt Ëmgeréits an ouni am Detail op d'Kommissiounssëtzungen anzegoen – dat ass virdru scho gemaach ginn –, wëll ech just bei der Proposition de modification du Règlement 8247 op d'Haaptännerungen agoen.

Et gi verschidde Wierder an Tournuren adaptéiert. Sou ass zum Beispill am Reglement elo rieds vu „Procuratioun" amplaz vun „Delegatioun" – Procuratioun elo am neie Reglement, fir ze soen, dass en Deputéierte fir en aneren Deputéierten, dee grad net am Sall ass, matofstëmmt.

An enger Rei vun Dispositiounen ass elo och net méi rieds vu „vote par appel nominal", mee vu „vote nominal". Mir stëmme jo scho méi laang namentlech iwwer Vote électronique of, mee ouni dass mir all Numm opruffen. Dat ass scho gängeg Praxis an dat hu mer dann eeben elo an den Texter drastoen.

Mir mussen och eng Rei vu Renvoien op d'Verfassung am Reglement änneren, well mir jo d'Verfassungsartikele renummeréiert hunn.

Nei ass och an der Verfassung, dass et elo d'Regierung ass, déi d'Projets de loi an der Chamber deposéiert, an net méi de Grand-Duc duerch en Arrêté de dépôt. Och déi Ännerung hu mer elo an eisem Reglement gemaach.

Eng aner Ännerung, déi d'Verfassung mécht, ass um Niveau vun de Majoritéitsverhältnisser. D'Verfassung behält elo zréck, dass d'Decisiounen, d'Resolutiounen an d'Motiounen am Prinzipp majoritär geholl ginn an net méi wéi bis elo mat absolutter Majoritéit. Et geet also elo duer, méi Votten derfir ze hu wéi dergéint. Et ass net méi néideg, dass ee méi wéi d'Hallschecht vun de Stëmmen zesummenhuet, fir eng Decisioun kënnen duerchzekréien. Eist Reglement gouf an deem Sënn ugepasst an an enger Rei vun Artikele gouf dofir d'Wuert „absolue" erausgeholl. D'Verfassung behält och eng Rei vu qualifizéierte Majoritéiten zréck an och am Gesetz kann eng qualifizéiert Majoritéit gefrot sinn. An och deem gëtt elo am Reglement Rechnung gedroen.

En anere Punkt, op deem mer eis ëmgewinne mussen, ass de Fait, dass et keng Sessioune méi wäert ginn. D'Legislatur geet also an Zukunft ouni formell Ënnerbriechung vum Dag vun der éischter Assermentatioun vun der neier Chamber bis den drëtten Dënschden no de Legislativwalen riicht virun. Mir mussen dofir d'Reglement op e puer Punkten änneren, fir deem Rechnung ze droen.

Zwou konkreet Froen hu sech an deem Kontext gestallt. Engersäits: Wat geschitt den 1. Juli mat der Sessioun, déi elo leeft? An anerersäits: Brauche mer an Zukunft iwwerhaapt nach eng Rentrée parlementaire den zweeten Dënschden am Oktober, wa souwisou kloer ass, dass d'Chambersaarbechten ouni formell Ënnerbriechung riicht virufueren an net méi déi eng Sessioun vum Grand-Duc zougemaach an déi aner nei Sessioun opgemaach gëtt? Dëst si Froen, déi also reng d'Fonctionnement vum Parlament uginn. An do ass d'Chamber jo eleng determinant, fir Decisiounen ze huelen.

D'Conférence des Présidents huet an hirer Sëtzung vum 2. Februar ganz kloer Äntwerte ginn:

D'Sessioun 2022/2023, déi elo amgaang ass, soll normal virulafe bis de 24. Oktober, dat heescht, bis deen Dag, wou déi nei Chamber no de Chamberswale fir d'éischt zesummekënnt. An ab der neier Legislatur hu mer da keng Sessioune méi. Aus Organisatiounsgrënn ass dat effektiv méi einfach.

Wat d'Rentrée parlementaire ugeet, do huet d'Conférence des Présidents proposéiert an decidéiert, dass se soll bäibehale ginn. Eis Rentrée parlementaire bleift deemno e feste solennelle Rendez-vous an eisem Kalenner, an zwar, wéi gewinnt, den zweeten Dënschden am Oktober. Wat jo awer net empêchéiert, dass d'Chamber och scho méi fréi erëm kéint zesummekommen, wann dat noutwendeg ass.

Eng lescht Ännerung, op déi ech nach wéilt kuerz agoen, ass de Fait, dass elo souwuel de Bureau wéi d'Conférence des Présidents laut dem neien Text kënnen hir Aarbechte mat all hiren Attributioune viruféieren, bis déi nei Chamber zesummekënnt. Och dat ass eng wichteg Ännerung, well bis elo war et just esou, dass de Bureau no de Walen, bis d'Chamber zesummekënnt, just konnt Affaires courantes evakuéieren. An d'Conférence des Présidents konnt an där selwechter Period nëmme verschidden Avise ginn.

Wéi gesot, mat den Ännerungen, déi dës Proposition de modification brëngt, kënne béid Organer normal viruschaffen, bis déi nei Chamber d'Relève iwwerholl huet.

Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat ech Iech elo alles opgezielt hunn, dat sinn déi Haaptännerungen, déi eis Proposition de modification mécht. Den Detail kënnt Der, wéi ëmmer, am schréftleche Rapport noliesen.

Ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn dann, wann de President et erlaabt, direkt zu deem aneren Text iwwer. Dat ass d'Proposition de modification vum Reglement, déi den Numero 8248 dréit.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8248

Hei hunn déi Ännerungen net direkt oder net alleguer direkt eppes mat dem Akraafttriede vun de Verfassungsrevisiounen ze dinn. Mee et sinn eis am Laf vun deenen Aarbechten, déi mer zesumme mat deenen zwou Kommissiounen haten, eng Rei vu Punkten opgefall, wou mer gutt géifen doen, wa mer vun dëser Geleeënheet géife profitéieren, fir och déi ze adaptéieren.

Fir d'éischt e puer Wuert zu den Aarbechte vun der Kommissioun, déi, wéi gesot, effikass zesummegeschafft huet a sech op e gudde Brain Trust konnt verloossen.

D'Haaptännerung, déi dës Proposition de modification vum Chambersreglement mat sech brëngt, betrëfft den Ordre du jour vun den ëffentleche Sëtzungen. Bis elo huet eist Reglement engersäits vun „Ordre du jour" an anerersäits vun „Ordre des travaux" geschwat. Mir hunn dat elo vereenheetlecht, an et ass just nach rieds vun „Ordre du jour". Direkt e puer Iwwerschréften an Artikelen hu missen dowéinst geännert ginn.

Et ass och esou, dass d'Verfassung virgesäit, dass fir all Decisioun – also och fir d'Decisioun fir d'Adoptioun oder d'Ofännerung vun eisem Ordre du jour – d'Hallschent vun den Deputéierte muss am Sall sinn, fir awer kënne mat den Aarbechten an den ëffentleche Sëtzungen unzefänken, och wa manner wéi d'Hallschecht vun den Deputéierten hei ass, hu mer elo festgehal, dass an dësem Fall den Ordre du jour deen ass, deen d'Conférence des Présidents proposéiert huet.

Dat schléisst awer net aus, dass den Ordre du jour trotzdeem ka geännert ginn, wann eebe méi wéi d'Hallschecht vun den Deputéierte present ass. A mir hunn och vun der Geleeënheet profitéiert, fir an d'Reglement ze schreiwen, dass een Deputéierten eleng kann eng Ännerung vum Ordre du jour ufroen, quitte dass natierlech d'Decisioun selwer, fir den Ordre du jour ze änneren, muss majoritär geholl ginn.

Eng weider Ännerung vum Reglement betrëfft d'Enquêtëkommissioun an déi nei Propositions motivées aux fins de légiférer: déi legislativ Initiativ vun de Bierger, déi virgesinn ass, oder, aneschters gesot, d'Initiative citoyenne.

Dir erënnert Iech drun, dass mer gëschter Mëtteg jo iwwer zwou Propositions de loi ofgestëmmt hunn zu deene Sujeten. An déi Propositions de loi ginn eng Rei Pisten, wéi béides fonctionéiert. D'Kommissioun wollt awer och béides am Reglement ernimmen, well fir de Moment kennt d'Reglement weeder d'Enquêtëkommissioun nach d'Initiative citoyenne – wat jo normal ass, well déi Initiative citoyenne eréischt geschaaft gëtt. Wann een net weess, dass et déi zwee Gesetzer gëtt, da kéint en net aviséierte Lieser mengen, datt d'Chamber béides net huet. An dat wollte mer evitéieren.

A just nach als klenge Rappell, wat d'Enquêtëkommissioun ugeet: D'Verfassung seet wuel, dass esou eng Enquêtëkommissioun muss agesat ginn, wa méi wéi 20 Deputéierter dat froen, mee et sinn déi normal Reegelen, déi sech applizéieren, wat de Fonctionnement vun der Kommissioun ugeet. Dat heescht zum Beispill, d'Designatioun vun der Presidence vun der Kommissioun oder och vum Rapporter. A soss Decisioune ginn all majoritär geholl, esou wéi dat och bei anere Kommissiounen de Fall ass.

Aner kleng Ännerunge vum Reglement, déi dës Proposition de modification mécht, betreffen ënner anerem d'Procès-verballe vun de Kommissiounsreunioune respektiv vun den ëffentleche Sëtzungen, wou mir d'Reegelen am Reglement op d'Praxis alignéiert hunn.

Dat selwecht gëllt fir d'Kommunikatioun vun den Aarbechtsdokumenter un d'Sensibilités politques: An der Praxis kréie si natierlech scho laang all Dokumenter. Mee dat gëtt och elo festgehalen am Reglement.

A mir hunn och den Diskussiounsforum fir d'Pétitions publiques gestrach aus eisem Reglement, well en an der Praxis schonn eng Zäit laang net méi besteet an och kaum utiliséiert gouf.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi bei mengem viregte Rapport hunn ech elo probéiert, Iech déi kleng Ännerungen hei méi no ze bréngen. An ech wollt gläichzäiteg dann den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ...

(Interruption par M. Marc Spautz)

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Di Bartolomeo Merci fir déi zwee Rapporten.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Euh?

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert huet elo ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ech mengen, den Här Spautz hätt de Fanger gehuewen, Här President.

M. Marc Spautz (CSV) | Oder soll ech duerno, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass, wéi Dir wëllt, Här Spautz. Fuert duer!

(Interruption)

Fuert duer!

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, ech wollt eng Fro stellen un den Här Di Bartolomeo wéinst der Propositioun 8248, där vun de Kommissiounen. Ech wollt just froen, ob dann an Zukunft dat net méi virkënnt, wat elo muer de Moie geschitt: dass gläichzäiteg e President gewielt gëtt, e Projet vu 66 Millioune virgestallt gëtt, e Rapporter genannt gëtt an e Rapport ugeholl gëtt. Ech mengen, dass et e bësse komesch ass, dat alles an enger Kommissiounssëtzung beieneen ze maachen. Et misst een awer och do kënne soen, dass do och eng Iwwerleeungszäit misst vorhande sinn. Oder ass dat och elo alles nom 1. Juli méiglech?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Also, Här Spautz, dat steet elo net an deenen Texter hei dran, mee ech mengen, do sollt de gesonde Mënscheverstand spillen.

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ech wëll mech dem Här Rapporter uschléissen: Et ass net déi gutt an déi fein Schaffensaart a -weis.

An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8249, déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8249

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, bei mir gëtt et weesentlech méi kuerz.

D'Modifikatioune vum Chambersreglement, déi ech heimat virstellen, bezéie sech haaptsächlech op eisen Transparenzregëster an op eise Code de déontologie, déi an der Vergaangenheet jo ëfters am Gespréich waren. Den Text gouf vun der Reglementskommissioun an Zesummenaarbecht mat der Institutiounskommissioun ausgeschafft, nodeems de Chamberbureau eng entspriechend schréftlech Propositioun virgeluecht hat.

Méi speziell geet et drëms, béid Texter der Realitéit unzepassen an de Problemer, déi sech an der Praxis stellen – haaptsächlech –, Rechnung ze droen. Sou gëtt den Artikel 178bis (2) vum Chambersreglement ergänzt, andeems d'Oplëschtung vun den Institutiounen an Organisatiounen, déi net ënnert den Transparenzregëster a seng Bestëmmunge falen, preziséiert gëtt. Zum Beispill sinn dat déi staatlech, national an auslännesch Institutiounen, souwéi ëffentlech europäesch oder international Organisatiounen.

An dëser Ofännerung ginn dann och nach e puer deontologesch Reegelen adaptéiert. Den Artikel 2 gesäit an Zukunft vir, datt all Korruptiounstentative denoncéiert gëtt. Doriwwer eraus beseet de Code de déontologie mat der virleiender Modifikatioun, datt kleng Bürosartikelen oder Begréissungskaddoen, déi keng oder eng niddreg Valeur hunn, net als Kaddoen ugesi ginn an doduerch och net mussen deklaréiert ginn. Dozou gehéiere beispillsweis Artikelen, déi den Deputéierte wärend Deplacementer, Veranstaltungen oder bei diplomatesche Representatioune fir d'neit Joer oder bei offizielle Veranstaltungen iwwerreecht oder zur Verfügung gestallt ginn, wéi zum Beispill Bicken, Bläistëfter, Notizbléck, Informatiounsbroschüren an esou weider an esou fort.

Dat selwecht gëllt dann och fir Iessen a Gedrénks, wou d'Deputéiert offiziell invitéiert ginn an op der Plaz en Iessen zou sech huelen. An dësem Kontext ass et dann awer wichteg ze betounen, datt och an dësem Fall d'Entgéinthuele vun engem Objet oder méi Objeten, deenen hir Valeur iwwer 150 Euro läit, verbueden ass a bleift.

Schlussendlech ass dann nach ervirzehiewen, datt d'Bestëmmungen an d'Prozeduren adaptéiert goufen, nodeems d'Artikelen an eisem Règlement iwwert d'Disziplinn duerch d'Ofännerungspropositioun 8245 vum Chambersreglement ofgeännert goufen.

Den Text, iwwert dee mer dann elo haut ofstëmmen, ass den 13. Juni 2023 vum Här Roy Reding deposéiert ginn a vun der Conférence des Présidents un d'Règlementskommissioun weidergereecht ginn. Den 20. Juni 2023 huet d'Règlementskommissioun den Text analyséiert a mech dann zur Rapportrice vun dëser Ofännerung designéiert. De 26. Juni ass de Projet de Rapport eestëmmeg ugeholl ginn a pënktlech mam Akraafttriede vun der neier Verfassung wäert dann och dës Modifikatioun vum Règlement a Kraaft trieden.

An och ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir e Merci auszedrécken, e Merci dem President vun der Règlementskommissioun, dem Roy Reding, fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kommissioun. Et ass wierklech kollegial ofgelaf, an d'Resultat, dat mer haut zesumme virgestallt hunn, léisst sech jo och weisen.

Merci. An domat ginn ech och den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché.

Da kéime mer elo zur Diskussioun vun deene verschiddenen Ännerungsvirschléi en bloc. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Et ass alles vun de Kolleege Rapportere gesot ginn an allen Ausféierungen. An ech ginn den Accord vu menger CSV-Fraktioun zu all dëse Projeten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. Dann huet den Här Guy Arendt sech ageschriwwen.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Ech schléisse mech am Fong de Wierder vum Léon Gloden un. Et ass alles gesot ginn. Et war effektiv eng exzellent Zesummenaarbecht, déi mer haten. Mir haten net ëmmer déi selwecht Meenung, mee mir hunn dann ëmmer versicht, de richtege Wee ze fannen, fir propper Texter ze kréien. Ech sinn och elo frou, datt mer déi alleguerte kënnen unhuelen. An ech géif och den Accord ginn zu all den Texter vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | Merci, Här President. Ech schléisse mech de Wierder vu mengen zwee Virriedner un a bréngen den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir all déi Modifikatiounen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding – Här Di Bartolomeo. Ech war erëm eng Kéier ze schnell.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn elo d'Wuert un de President vun der Reglementskommissioun, den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR), auteur-rapporteur | Ech hu keng Strof verdéngt. Jo, Här President, ech perséinlech stëmmen all déi Texter selbstverständlech mat. Mee mäi Fraktiounskolleeg Fernand Kartheiser huet e Problem mat engem vun den Texter. Wéi Der Iech kënnt virstellen, ass et dee vun der Eedesformel, wou mer ganz einfach eng divergent juristesch Vue hunn op d'Saachen.

Ech mengen, wéi mir zur Constitutioun stinn, wësst Der. Dat brauche mer net ze widderhuelen. Mee et ass awer elo d'Constitutioun. An ech denken, all d'Texter, déi duerno kommen, sief et Règlement oder siefen et Gesetzer, mussen där Constitutioun Rechnung droen an déi Constitutioun esou, wéi se ass, refletéieren, quitte datt ee spéider eng Kéier wéilt déi Constitutioun änneren.

Voilà. Dofir géif ech mengen, de Fernand kéint vläicht seng Bedenken äusseren, ech perséinlech stëmme sämtlech Texter.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Villmools merci, Här President. Eigentlech ass déi Divergenz net juristesch, well mir haten déi Diskussioun jo schonn d'lescht Woch hei, wou mer eis Eedesformel fir, mengen ech, d'Gemengebeamten ugepasst hunn. A selbstverständlech mussen d'Gesetzer an och d'Reglement vun der Chamber konform zur Constitutioun sinn. Also formaljuristesch deelen ech dem Roy Reding seng Analys komplett.

Trotzdeem wäert ech den 8244 net matstëmmen. Mäi Kolleeg Fred Keup och net. Wat de Jeff ugeet, weess ech elo net. Mee de Punkt ass ganz einfach deen hei. Et ass eng ...

(Hilarité et interruptions)

Nee, et ass eng ganz perséinlech ... Ech mengen, et ass wierklech net, fir elo hei de Geck dermat ze maachen. Ech mengen, ech si bis elo siwemol vereedegt ginn a mengem Liewen. A siwemol hunn ech gesot: „Je jure fidélité au Grand-Duc." An déi alleréischt Kéier „Je promets fidélité au Grand-Duc" an duerno sechsmol „Je jure fidélité au Grand-Duc".

Ech sinn dat och. Dat, wat ech siwemol geschwuer hunn, maachen ech och. A fir mech bezitt sech déi Trei zur Monarchie och op d'Eedesformel. An ech wäert keen Text matstëmmen, wou déi Relatioun zur Monarchie geschwächt gëtt a wou jo elo an Zukunft, wa mer hei nei Deputéierten hunn, einfach déi Referenz op d'Monarchie ewechfält. Ech kann dat net. Ech hu siwemol geschwuer, der Monarchie trei ze sinn, a fir mech bezitt sech dat och op d'Eedesformel an dofir wäert ech dësen Text net matstëmmen. Awer formaljuristesch ginn ech selbstverständlech dem Roy Reding an all deenen anere Kolleege Recht, déi dat matstëmmen: Eist Reglement muss konform zur Constitutioun sinn. Awer fir mech packen ech deen do Schrëtt net aus reng perséinleche Grënn. An ech bieden Iech, dat ze verstoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir schwätze jo elo zum Règlement. Da froen ech mech och grad, a wat fir enger Prozedur mer elo grad ware vun der Reiefolleg vun de Riedner. Mee dat emol just dohigestallt.

Als Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportere vun deenen Texter. Et sinn eng ganz Rëtsch Texter an et war sécherlech och an der Kommissioun net ëmmer ganz einfach, do zu engem Konsens ze fannen. Mir hunn et herno fäerdegbruecht, datt mer eis awer iwerall eens goufen.

Et sinn eng ganz Rei Ännerungen an d'Rapporteren hunn déi elo grad in extenso virgestallt. Ech ginn also just op wierklech e puer eenzel Aspekter an an et ass och wichteg, datt mer déi haut stëmmen, wann e Samsden dann déi nei Constitutioun och schonn a Kraaft trëtt.

Ech hunn et op dëser Plaz schonn eng Kéier gesot: D'Chamber an hir Deputéiert brauche kloer Reegelen. Net nëmme kloer, mee se mussen och transparent a verständlech sinn, well nëmmen esou kënne mer gutt fonctionéieren, an nëmme wann d'Chamber gutt fonctionéiert, kënne mer alleguerte gutt zesummeschaffen. An dëst, wa mer soen „zesummeschaffen", dann ass dat als Institutioun, a mir alleguerte si jo en Deel vun enger gréisserer Institutioun am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger hei am Land.

Iwwer verschidden Inhalter gouf dës Woch schonn op anere Plaze geschwat, zum Beispill iwwert d'Vérification des pouvoirs. Ech probéieren dofir, dat net nach eng Kéier am Detail opzewerfen.

Ech wëll awer op zwou Saachen agoen: Dat Éischt ass den Accès op Informatioune fir d'Deputéiert. Duerch den Arrêt, deen ech erkämpft hu viru Geriicht, gouf den Deputéiertenaccès zwar schonn zënter enger gewësser Zäitchen accordéiert, d'Verankerung dovunner an der Verfassung an och nach eng Kéier duerch dës Upassung vum Reglement waren awer e wichtege Schrëtt, fir d'Rechter op Informatioune vun eis alleguerten ze stäerken. An dat ass wichteg fir eng transparent Aarbecht vun den Deputéierten hei an der Chamber an e richtege Contrôle vun der Action gouvernementale.

An ech fannen et ëmsou méi schlëmm, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Regierung, déi sech schonn eng Kéier um Verwaltungsgeriicht eng bluddeg Nues geholl huet, andeems se behaapt huet, datt d'Chamber en Tiers par rapport à l'État wär an dat vum héchste Verwaltungsgeriicht ëm d'Ouere geschloe krut, elo schonn nees a mengem neie Recours wéinst den Impfkontrakter erëm argumentéiert, en Deputéierte wär en Tiers par rapport à l'État.

Ech hoffen, an ech kann Iech elo scho verspriechen, datt ech déi nämmlecht Demanden, wou ech am Moment ënnert där aler Verfassung an ënnert där aler Rechtsbasis kloen, och direkt den 1. Juli – Här President, Dir kënnt Iech schonn op mäi Courrier freeën – nach eng Kéier déi nämmlecht Demande ënnert der neier Verfassung wäert maachen. An ech wäert och drop bestoen, datt déi zwou Prozedure gläichzäiteg oprechterhale ginn!

Mir sollen alleguerten am Interêt vum Land, vun de Biergerinnen a Bierger hei zu Lëtzebuerg schaffen. An dozou gehéiert op béide Säite vun dësem Haus d'Kontroll vun der Regierung. Wann eppes schifgeet, da si mir u sech déi, déi un d'politesch Verantwortung mussen appelléieren. Da si mir déi, déi musse kontrolléieren, ob politesch Verantwortung geholl gouf. Dat heescht net, datt mer Hexejuegte maachen. Dat heescht net, datt mer zu Hexeverbrennunge kommen. Dann heescht et, datt mer konkreet de Fanger do an d'Wonn leeën, wou eppes schifgeet, parteiiwwergräifend. A wann eppes schifgeet, da solle mer dat och kënnen denoncéieren. A fir datt mer et kënnen denoncéieren, musse mer den Accès zu den Informatiounen hunn, an dofir freeën ech mech ganz staark doriwwer, datt mer dat haut nach eng Kéier mat den Ännerungen am Règlement besser verankeren.

Déi zweet Modifikatioun, jo, dat ass de Registre de transparence an iwwert d'Intérêts financiers an d'Conflits d'intérêts. Och hei ass et wichteg, de Biergerinnen a Bierger dobausse kloer ze signaliséieren, datt déi vun hinne gewielte Vertriederinnen a Vertrieder sech un eng Rei Reegele mussen halen. An ech kann et hei ganz kloer soen: D'Chamber huet strikt Reegelen a mir kréien näischt remboursëiert, wat net direkt en ligne mat eisem Mandat steet!

Au contraire zu Regierungsmembere gëtt et hei keng zousätzlech Remboursementer fir Iessen oder Verkëstegungen. D'Chamber remboursëiert emol heiansdo den Taxi vun A op B, a fir de Rescht kréie mer eis Indemnitéit, déi am Gesetz kloer gereegelt ass. Et gëtt also heibanne wéineg Potenzial fir Abus. An ech mengen, datt sech aner Institutioune vu Lëtzebuerg och e Bild, jo, e Beispill un der Chamber kéinten huelen.

Ech stelle fest, datt mer mat deenen heiten Ännerungen hoffentlech dat Vertrauen an d'Institutioun Chamber nach eng Kéier stäerke kënnen. Mir gesinn, wa mer d'Sondagë kucken, datt d'Vertrauen an d'Institutiounen insgesamt sech net verbessert. An et ass un eis, fir exemplaresch ze sinn. Et ass un eis, fir kloer op Interessekonflikter hinzeweisen, en amont, an net eréischt vun anere mat der Nues drop gestouss ze ginn.

Dat gesot, mengen ech, datt et gutt ass, datt mer déi heiten Ännerunge maachen, och wann ech perséinlech aus Transparenzgrënn méi wäit géif goen. Ech weess awer, datt ech domadder eng minoritär Positioun vertrieden. Dat ass an enger Demokratie heiansdo esou, datt een eng minoritär Positioun vertrëtt. Ech géif mer awer wënschen, datt mer an deenen nächste Joren net do stoebleiwen, wou mer haut sinn, mee datt mer wierklech dru schaffen, d'Chamber nach méi transparent ze maachen, eis Aarbecht doduerch och an eng besser Luucht ze setzen an deementspriechend och all Doute aus dem Wee ze raumen. Dat gëtt nämlech vun eis alleguerten heibannen erwaart an deem musse mir och da Rechnung droen.

Ech kéint elo nach iwwer all déi technesch Detailer schwätzen. Ech erspueren Iech dat, dat hunn d'Rapportere virdrun exzellent gemaach, an ech kann Iech den Accord vun de Piraten zu alle Projete matdeelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert déi verschiddenen Ännerungsvirschléi. Mir fänken u mam Ännerungsvirschlag 8182.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8182

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Ännerungsvirschlag ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Änne-rungsvirschlag 8244. Den Text steet am Document parlementaire 8244[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8244

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par pro-curation. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Änneru ngsvirschlag ass mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser).

Da komme mer zum Änneru ngsvirschlag Nummer 8245. Den Text steet am Document parlementaire 8245[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8245

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par pro-curation. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Änneru ngsvirschlag ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Änne-rungsvirschlag 8247. Den Text steet am Document parlementaire 8247[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8247

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par pro-curation. De Vott ass ofgeschloss.

Den Änneru ngsvirschlag 8247 ass och eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da kéime mer zum Änneru ngsvirschlag 8246. Den Text steet am Document parlementaire 8246[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8246

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par pro-curation. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Änneru ngsvirschlag ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da komme mer zum Änneru ngsvirschlag 8248. Den Text steet am Document parlementaire 8248[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8248

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par pro-curation.

Den Änneru ngsvirschlag 8248 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert den Änne-rungsvirschlag Nummer 8249. Den Text steet am Do-cument parlementaire 8249[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8249

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Änneru ngsvirschlag 8249 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Et ass 12.08 Auer. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.08 heures.)

58e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 29**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8195 – Projet de loi portant modification**
   1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   2° de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers **p. 29**
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum
   Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de M. Sven Clement) (dépôt de la motion 1) | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Guy Arendt, M. Dan Kersch et M. Yves Cruchten) | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Fernand Kartheiser) | M. Sven Clement | M. Gilles Baum (intervention de M. Sven Clement)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8195 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Sven Clement | M. Gilles Roth | Mme Myriam Cecchetti | M. Gilles Roth | M. Gilles Baum
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
3. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Aly Kaes** **p. 38**
   Exposé : M. Aly Kaes
4. **8115 – Projet de loi instituant un régime d'aide en faveur de la primo-création d'entreprise** **p. 38**
   Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel
   Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Tess Burton | Mme Carole Hartmann | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | M. Sven Clement (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8115 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8188 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie
   8189 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean »
   8190 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes »
   8191 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg »
   8192 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « TROIS C-L – Maison pour la Danse » **p. 42**
   Rapports de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard
   Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8188
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8189
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8190
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8191
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8192
   Dispense du second vote constitutionnel des projets de loi 8188, 8189, 8190, 8191 et 8192

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson, M. Lex Delles et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 8195 – Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8195, eng Ofännerung vun der Akommessteier an d'Aféiere vun enger finanzieller Kompensatioun, déi de Verkafspräis vu bestëmmte Pëtrolsproduite soll reduzéieren. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. A merci och alle Kolleegen, déi schonn heibanne sinn. Mat dësem Projet de loi setze mer weider Mesüren ëm, déi am Kader vun der drëtter Tripartitt dëst Joer tëscht der Regierung, de Gewerkschafte CGFP, LCGB an OBG-L an och de Patronatsvertrieder vun der UEL ënnerschriwwe goufen. Et war dëst Joer, den Accord vum 3. Mäerz.

D'Regierung an d'Sozialpartner hu sech op e ganze Pak u Mesüren, de Solidaritéitspak 3.0, gëeenegt, fir den Inflatiounsschock am Joer 2024 ofzefiederen an de Stéit an och de Betriber weider ënnert d'Äerm ze gräifen. Ënnert dëse Mesüre sinn och Mesüren am Steierberäich, nämlech d'Ofännerung vum Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert den Impôt sur le revenu, méi genau den Titre 1er iwwert d'Akommessteier vun de physesche Persounen.

Verschidde Mesüre gräifen ab dem 1. Januar 2024. Et geet do ëm déi lineär Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun an Héicht vun 2,5 Indextranchen, also genau 6,376 %, souwéi engem weidere Crédit d'impôt fir Independanten, Salariéen a Pensionnairen, fir d'Taxe carbone, d'CO_2-Steier, ofzefiederen.

Aner Mesüre gräifen awer réckwierkend op den 1. Januar vun dësem Joer. Do handelt et sech ëm de Crédit d'impôt conjoncture, deen awer och just fir d'Joer 2023 gëllt, an awer och eng Upassung vum Steierfräibetrag vu Leit, déi hir Wunneng oder hir Wunnengen engem Organismus zur Verfügung stellen, deen an der Location sociale schafft, aktiv ass. De Crédit d'impôt gëtt ausgerechent geméiss enger Upassung vun zwou Indextranchen, also 5,063 %; dëst, fir der Upassung vum 1. Januar 2024 virzegräifen, well eng Upassung vun der Steiertabell am Steierjoer selwer net méiglech ass.

D'Erhéijung vum Steierfräibetrag op Wunnengen, déi an d'Location sociale ginn, vu 50 op 75 % wäert eiser Meenung no weider Leit motivéieren, hir Wunneng oder hir Wunnengen zur Verfügung ze stellen, an erhéicht esou d'Zuel vu Wunnengen, vun abordabele Wunnenge fir Leit mat engem méi klengen Akommes.

Bei dësem Gesetz gëtt et och e Règlement grand-ducal fir d'Erhéijung vum Plaffong vun de Scholdzënse vun 2.000 op 3.000 Euro pro Persoun op der Wunneng vum Proprietär. Dat heescht, op der éischter Wunneng, op der Haaptwunneng, ass dat virgesinn.

Wat d'Erhéijung vum Seuil vun 10 op 30 kWp ugeet, wat d'Exploitatioun vu Fotovoltaikanlage betrëfft, op där ee Sue verdéngt, déi also och ze versteiere sinn, gëtt dat iwwer Voie circulaire vum Direkter vun der Steierverwaltung gereegelt.

Niewent de Steiermesüre ginn och nach Mesüren aus dem Solidaritéitspak 2.0 verlängert bis den 31. Dezember 2024, fir d'Inflatioun ofzebremsen. Et handelt sech hei ëm d'Subventioun fir de Masutt, deen doheem gebraucht gëtt fir ze hëtzen, an awer och de Gaz de pétrole liquéfié, de Propangas, deen an de Privatstéit gebraucht gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, hei hëlt de Staat nach eng Kéier ganz vill Suen an de Grapp. An erlaabt mer dofir, nach méi an den Detail vun deene verschiddene Mesüren ze goen an Iech awer och e puer Beispiller ze nennen, wat dat do am Portmonni vun de Leit ausmécht.

D'Upassung vun der Steiertabell ëm zwou an eng hallef Indextranchen op den 1. Januar 2024, wat eng Entlaaschtung vu 6,376 % ausmécht, schléit d'nächst Joer mat 300 Milliounen zu Buch. De Crédit d'impôt conjoncture, wat den Equivalent ass vun zwou Indextranchen, mécht dëst Joer ronn 255 Milliounen aus.

E puer konkreet Beispiller, wéi Der se kënnt um Site vum Finanzministère erëmfannen, wollt ech Iech hei elo zum Beschte ginn.

Eng Famill mat zwee Kanner, Steierklass 2: De Papp verdéngt 5.500 Euro brutto, d'Mamm verdéngt der 4.000 brutto. Si hunn e Prêt um Haus. Si kënnen also véiermol 3.000 Euro ofsetzen an net, wéi bis elo, véiermol 2.000 Euro. Dëst Joer bezuelen déi Leit, bezilt dee Stot, 2.460 Euro Steiere manner an d'nächst Joer sinn et der 2.580.

Eng Famill mat engem Kand, wou ee vun de Partner schaffe geet; loosse mer soen, en hätt 100.000 Euro brutto an der Steierklass 2. D'Famill huet och e Prêt um Haus. Si kënnen also dräimol 3.000 Euro ofsetzen. Dat sinn 9.000 Euro an net, wéi bis elo, 6.000 Euro. Dëst Joer bezuele se 1.590 Euro Steiere manner an d'nächst Joer sinn et 2.025 Euro Steiere manner.

Eng Famill mat engem Kand – a mir huelen elo e Beispill, wou kee Prêt op engem Haus ass –, och an der Steierklass 2: Kommt, mir soen, de Papp verdéngt 3.750 Euro brutto an d'Mamm verdéngt der 3.000 brutto. Dëst Joer bezuele se 620 Euro Steiere manner, d'nächst Joer 645.

E Jonggesell an der Steierklass 1 mat engem Brutto vu 5.000 Euro de Mount: Dëst Joer ass et eng Entlaaschtung vu 525 Euro an d'nächst Joer 705.

E Jonggesell, ouni Kanner, Steierklass 1 natierlech, mat 3.000 Euro brutto: Dëst Joer ass et eng Entlaaschtung vun 245 Euro an d'nächst Joer 285.

An der Steierklass 1a, eng Persoun mat engem Kand à charge; kommt, mir huelen e Beispill vu 50.000 Euro brutto: Fir 2023 ass et eng steierlech Entlaaschtung vu 450 Euro an d'nächst Joer 755.

An e lescht Beispill, fir den Tablo ze komplettéieren: Eng Koppel Pensionnairen an der Steierklass 2 mat enger Rent vu 70.000 Euro brutto d'Joer, do ass et dëst Joer eng Entlaaschtung vu 525 Euro an d'nächst Joer 555.

Wéi gesot, déi Beispiller do kënnt Der nosiche goen, déi stinn um Internetsite vum Finanzministère.

Dir gesitt, mat dëse Mesüren, déi geholl gi sinn an der Tripartitt Nummer 3, am Solidaritéitspak 3.0, kënnt d'Politick net nëmmen enger Rei Fuerderunge vun de Gewerkschaften no, mee si kënnt och enger Rei Fuerderungen no vun de Parteien, déi heibanne sëtzen an déi no enger partieller Upassung vum Barème un d'Inflatioun gefrot hunn. Wéi gesot, ech widderhuelen: Et sinn d'nächst Joer 2,5 Indextranchen, un déi de Steierbarème ugepasst gëtt. Dat si 6,376 % an dat ass eng Entlaaschtung vu ronn 300 Milliounen.

Erlaabt mer awer och ofschléissend, op déi aner Mesüren anzegoen an och déi Mesüren ze chiffréieren. D'Erhéijung vum Steierfräibetrag fir déi Leit, déi hir Wunneng un eng Instanz ginn, déi am soziale Wunnengsbau täteg ass: De Steierfräibetrag geet jo vu 50 op 75 Milliounen (veuillez lire: vu 50 op 75 %) erop an den Déchet fiscal fir de Staat beleeft sech hei op 5 Milliounen. D'Subventioun um Masutt fir ze heizen, dat heescht déi 15 Cent pro Liter, dat schléit mat 33 Milliounen Euro zu Buch. An d'Subventioun um Propangas fir Haiser, déi 20 Cent pro Kilo, dat beleeft sech nach eng Kéier op 2 Milliounen. D'Erhéijung vum Crédit d'impôt, fir d'CO_2-Steier ofzefiederen, d'Erhéijung vu 50 %, dat heescht vu 96 Euro op 144 Euro, dat wäert de Staat 20 Milliounen Euro kaschten.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo probéiert, Iech esou e komplett Bild wéi méiglech ze ginn, esou vill Informatioune wéi méiglech, an all aner Informatiounen, déi fannt Der natierlech am schréftleche Rapport. Merci wollt ech Iech soen, haaptsächlech de Kolleegen Deputéierten aus der Tripartitts-Kommissioun. Mir hunn nach e puer Gesetzer, déi ënnerwee sinn. Mir sinn nach net fäerdeg, mee ech wollt Iech Merci soe fir déi flott a fair Aart a Weis, wéi mer hei kënnen zesummeschaffen am Interêt vun alle Leit hei am Land an am Interêt vum Land natierlech och. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Gilles Baum.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt awer, dem President vun der Finanzkommissioun an dem Rapporter vun der Tripartitt-Kommissioun, dem Gilles Baum, villmools Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. An ech wëll him virun allem Merci soen, dass an esou engem sensibelen Domän wéi dëser Ëmsetzung vun den Tripartitt-Mesüren de Gilles Baum eng ganz objektiv Approche huet, wou d'Oppositioun dann och hir Awänn an hir Bemierkunge ka maachen. An dofir wëll ech dem Gilles Baum villmools Merci soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi dësen Tripartitt-Accord virgestallt gouf ugangs Mäerz, do hate mer eng Debatt hei an der Chamber. Ech hunn dunn dierfen am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass mir géifen deen Tripartitt-Accord ënnerstëtzen. Firwat? Mee well mir zum Lëtzebuerger Sozialmodell stinn a well mer och zu den Tripartitt-Moossname stinn. An dat maache mir och als Oppositiounspartei e puer Méint virun de Walen.

Mir hunn awer gradesou däitlech gesot gehat, dass mer, och wa mer den Accord vu Senningen géife gutt heeschen, natierlech géife kucken, keng Kaz am Sak ze kafen a wéi déi eenzel Moossnamen, déi ënnert de Sozialpartner ofgemaach waren, och géifen herno an de Gesetzestexter hiren Néierschlag fannen.

Mir fannen och richteg, dass een d'Leit hei steierlech – zumindest zum Deel – entlaascht, a mir droen dat och ausdrécklech mat, well mer der Meenung sinn, dass déi Stéiererliichterungen an déi richteg Richtung ginn, well grad elo de groussen Deel vun de Leit, a

besonnesch d'Mëttelschicht, muss steierlech entlaascht ginn, fir eebe méi Kafkraaft ze kréien. Dat ass eppes, wat mer net eréischt haut, mee wat mer scho viru méi wéi zwee Joer ëmmer nees erëm gefuerdert hunn.

Ech muss ganz éierlech soen: Dat, wat mer e bësse bedaueren, dat ass, dass déi Tripartitt-Moossnamen, besonnesch dat, wat d'Steiererliichterungen ubelaangt, eigentlech zustane komm sinn, loosse mer soen, engersäits duerch den Drock vun de Gewerkschaften, anerersäits awer och – an dat schreiwe mer eis dann e bëssen zou – duerch den Drock vun der CSV an och vun där enger oder anerer Majoritéitspartei. Ech wëll dat ausdrécklech soen: Et waren och d'Sozialisten, déi ëmmer gesot hunn – zu Recht! –, dass ee misst déi breet Mëttelschicht entlaaschten, virun allem opgrond vun der Präisdeierecht, awer virun allem och opgrond, an ech kommen herno nach dodrobber zeréck, vun där Zënsexplosioun, déi natierlech bei héijen Immobiliekreditter bei ville Stéit hiren décken Néierschlag fënnt.

Ech muss eigentlech soen, quitte dass mer et begréissen, mee dass awer eng gewëss Kehrtwende bei der Regierung komm ass, wéi deen Tripartitt-Accord ugangs Mäerz zustan komm ass. Well ech ka mech nach ganz gutt erënneren, am Juli d'lescht Joer, dunn hu mer och an engem Rapport, wou den André Bauler an ech selwer d'Chance haten, Rapporter ze sinn, iwwer Steiermoossnamen hei diskutéiert. Dat war eng objektiv Debatt. Jiddwereen huet seng Propositiounen duergeluecht. An ech weess awer och, dass eis du gesot gouf, notamment aus dem Mond vun der Finanzministesch, dass linear Upassunge vun der Steiertabell net sozial selektiv wären.

Mir hunn dat deemools net akzeptéiert, well mer nämlech der Meenung sinn, dass eise Barème awer eng gewëss sozial Selektivitéit huet. Firwat? Mee well breet Schëllere méi droen an een, wat ee méi verdéngt, natierlech séier op héije marginale Steiersätz ass.

Ech muss och soen, d'Finanzministesch, déi huet nach, wéi se hei hire Budget presentéiert huet, gesot: „Fir Steiererliichterungen ass kee Sputt, well dat ass finanzpoliteschen Harakiri." Si huet souguer 14 Deeg, ier den Accord tripartite zustane komm ass, gesot, et wier irresponsabel – Madamm, dat hutt Dir gesot –, fir elo Steiererliichterungen ze maachen.

An dunn op eemol huet se gesot: „Mee mir hunn awer elo Sputt." An de Sputt, Dir Dammen an Dir Hären, dat war net, dass op eemol d'Staatseinnamen explodéiert waren. De Sputt war deemools net, dass si alleguerten déi Konsumausgaben an déi Investitiounsausgabe vum Staat ënner Kontroll haten. Mee de Sputt war deen: „Mir hunn elo manner Defizit."

Ech soen Iech ganz éierlech: Fir eis gesäit Previsibilitéit awer e bëssen aneschters aus. Well wann ee sechs Wochen, nodeem iwwer e Budget ofgestëmmt ginn ass, seet, engersäits: „Mir si bei finanzpoliteschem Harakiri, et ass irresponsabel", a sechs Wochen duerno seet een: „Elo hu mer den néidege Sputt", da muss ech soen, mat allem Respekt, Madamm Ministesch – an ech hu grousse Respekt vis-à-vis vun Iech, mat Äre ganze Beamten a Kohorte vu Steierbeamten –, dass een op sechs Woche muss awer e bësse méi Previsibilitéit an der Aschätzung vun den éffentleche Finanzen – dat si souwuel d'Recettë wéi och d'Depensen – hunn.

Den zweete Punkt ass deen, dass natierlech d'Leit elo steierlech entlaascht ginn, jo. Mee et muss een awer anerersäits och soen, dass zënter 2017, wéi déi lescht grouss Steierreform war, bis 2023 ganzer aacht Indextranchen erfale wäerte sinn. Bis um Enn vum Joer wäerte ganzer aacht Indextranchen erfale sinn, déi bis haut – bis haut! – net steierlech berücksichtegt sinn. Dat ass eng Steiererhéijung! Wann een net d'Steiertabell un d'Inflatioun upasst, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat eng Steiererhéijung. Ob een dat schéiriede wëll oder net, dat ass ganz einfach esou! An d'Leit spieren et besonnesch elo an hirem Portmonni. An déi aacht Indextranchen, déi hunn och dem Staat noweislech iwwer 2 Milliarden Euro méi Steieren erabruecht. Dat heescht, d'Leit hunn 2 Milliarden Euro virfinanzéiert a si kréien elo op d'Joer 2023 iwwert de Wee vun de Steierkreditter zweemol 120 Milliounen, sprich 240 Milliounen, dovunner zréck, also eppes méi wéi en Zéngtel.

Richteg ass och, dass elo … Dat ass och vläicht elektorale Windowdressing, well normalerweis, wann een d'Steiertabell adaptéiert, da mécht een dat an engem Budget fir dat Joer duerno. Bon, Dir decidéiert dat elo als Koalitioun, fir dat dëst Joer ze maachen. Nächst Joer soll och nach eng Kéier eng linear Adaptatioun vun der Steiertabell ëm 2,5 Tranchë kommen – droe mir selbstverständlech mat. Fakt ass awer, dass d'Leit entlaascht ginn, jo, mee se gi manner entlaascht wéi dat, wat se kritt hätten, wann ëmmer der Steierinflatioun oder Inflatioun um Niveau vun der Steiertabell Rechnung gedroe gi wär. Dat heescht, ënnert dem Strëch hunn d'Leit dat, wat se elo zréckkréien, scho largement virfinanzéiert.

A mir sinn der Meenung, dass déi Politique d'attente, bis dass den Drock komm ass, besonnesch a Krisenzäiten eng falsch Approche ass, well a Krisenzäiten, wou d'Leit net nëmme mat enger Präisdeierecht konfrontéiert sinn, mee wou d'Leit och nach mat steigenden Immobiliekreditter konfrontéiert sinn, fanne mir dat eng falsch Approche. Grad da muss een de Leit méi Kafkraaft ginn!

Ech wëll drun erënneren, dass an enger CSV/LSAP-Koalitioun ab dem Joer 2009 och ënner verschiddene Kriticke gesot gouf – deemools war dat den Ausgang vun der Finanzkris –: „Mir ginn de Leit elo méi Kafkraaft an herno sollt dat da recuperéiert ginn."

Fakt ass, dass, wann een de Leit net emol kann en Inflatiounsausgläich vun der Steiertabell ginn, dat e strukturelle Problem ass. An net méi spéit wéi virgëscht – e Méindeg war et – huet de Conseil national des finances publiques dat och ënnerstrach. Also, et kann een elo de Leit ziele vu Covid, et kann een de Leit ziele vun Tripartitt-Moossnamen, mee den CNFP, also de Conseil national des finances publiques – an net, wéi ech eng Kéier gesot hat, den CNFPC, dat ass de Centre de formation professionnelle continue –, deen huet ganz kloer gesot: Et ass e strukturelle Problem, well onofhängeg vun deenen Ënnerstëtzungsmoossname sinn einfach d'Depensë vum Staat méi séier gewues wéi d'Recetten iwwert déi lescht Joren!

Ech kommen dann zu den Avise vun den eenzelne Beruffskammeren. Déi ginn och, muss ech soen, exzellent op déi eenzel Steiermoossname ganz am Detail an a si ënnermolen dat och mat Rechebeispiller.

D'Salariatskummer, déi seet däitlech par rapport zu dem Steierkreditt, dee sech applizéiert fir d'Joer 2023, dass d'Leit eigentlech do manner kréie wéi dat, wat se kritt hätten, wann am Dezember – woufir mir plädéiert haten –, zumindest an Etappen, eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun normal geschitt wier. Firwat? Well nämlech hei d'Leit zwar e Steierkreditt kréie fir d'Akommessteier, mee si kréie keen zum Beispill fir d'Solidaritéitssteier.

An d'Salariatskummer gëtt och ee Beispill, an ech kommen herno op déi Rechebeispiller zréck, déi de Rapporteur virginn huet. Nämlech seet d'Salariatskummer: Wann ëmmer der Inflatioun Rechnung gedroe gi wier zënter 2017 bis elo, dann hätt eng Persoun an der Steierklass 1 – an dat ass awer substanziell – mat engem Akommes vu 5.000 Euro brutto – ech widderhuelen: brutto! – haut 140 Euro netto méi de Mount, sprich 1.680 Euro netto méi an der Pai. Mat dem Steierkreditt, sou wéi Dir en elo applizéiert, huet déi selwecht Persoun net 140 Euro netto, mee ronn 50 Euro netto de Mount méi. A wann ech dat op e Joer rechnen, dann huet déi nach ëmmer e Verloscht vu méi wéi 1.000 Euro netto, wéi wann et eng Gesamtinflatiounsberengegung vun der Steiertabell wier.

An da kommen ech zu deem, wat de Rapporter elo gesot huet. En huet eng Rei vu Rechebeispiller ginn. Faktesch ass dat net ze widderleeën, ech wëll dat ganz kloer soen. Ech wëll awer och soen, Här Baum: De Gros vun deene Steiererliichterungen, déi Dir genannt hutt a wou Der dann iwwer 1.000 Euro kommt, mat wat hunn déi ze dinn? Ma déi hu ganz einfach dermat ze dinn, dass de Plaffong fir d'Ofsetze vun de Scholdzënsen op den Immobiliekreditter bei engem Eegenheem ëm 50 % an d'Luucht geet. A mat deene Rechebeispiller an deene Paien oder Revenuen, déi Dir a Verglach gesat hutt, soen ech Iech, dass eng ganz Rei vu Leit mat zwee Kanner iwwerhaapt net op déi Plaffongen do kommen.

Well den Här Kaes, deen ëmmer mat zwee Féiss um Buedem als Norddeputéierte steet, deen huet gesot: „Majo, e seet awer net, wéi vill d'Leit méi un Zënse musse bezuelen." Well kuckt emol, een, deen en Appartement … Elo schwätzt Dir vun 1 Milliioun, mee ech weess awer, ronderëm d'Stad hutt Dir awer net vill Appartementer, déi manner wéi 1 Milliioun kaschten, obwuel d'Präisser vläicht liicht erofginn. Wann een awer elo, fir et ronn ze maachen, e Kreditt vun 1 Milliioun huet, an dat ass bei jonke Leit, déi sinn oft am Ufank vun dem Kreditt, dat heescht, si mussen nach op déi voll Zomm rembourséieren, dann hat deen, fir et do och ronn ze maachen, virun engem Joer nach 20.000 Euro Zënsen ze bezuelen. Deen huet elo 50.000 Euro – also 30.000 Euro méi Zënsen – ze bezuelen.

Dofir, mat allem Respekt fir déi Rechebeispiller, déi Der gitt, ech mengen, et däerf een d'Realitéit och net verkennen! Dat, wat d'Leit iwwer d'Steiertabell reng kréien, ass bei dem Spëtzeverdénger maximum 54 Euro netto de Mount.

Déi zweet Moossnam, dat sinn déi 75 Euro (veuillez lire: déi 75 %) steierfräi beim Loyer, wann ech mäin Appartement oder meng Wunneng un d'Gestion sociale locative verginn, dat heescht, wann ech eigentlech enger Institutioun dat ginn, déi herno déi Wunneng weidervermit oder Leit drasetzt, déi manner bemëttelt sinn. Mir fannen dat eng gutt Moossnam, mir ënnerstëtzen dat ausdrécklech. A mir haten eis kuerzgeschloss an der Fraktioun, mir sinn der Meenung, well mer dat hei eng gutt Moossnam fannen, dass een dat och sollt ausdeenen, wann eng Persoun hir Wunneng, en Appartement oder en Haus, géif un eng Gemeng verlounen.

Ech explizéiere mech: Dir wësst, dass d'Gemenge gehale sinn am Kontext vum Pacte Logement 2.0, sou vill Sozialwunnengen ze maachen. Ech hunn och gelies, queesch duerch d'Parteien – also, ech wëll do net d'Sozialisten … Keen huet de Monopol vun der Sozialpolitick, weeder d'CSV nach d'DP nach déi gréng, mee iwwerall an de Gemenge gesäit een, dass awer en Effort – an d'Madamm Closener gëtt zu Mamer Logementsschäffen –, dass do e Wëlle besteet …

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth (CSV) | Hunn ech Iech elo eppes verroden?

(Interruptions et hilarité)

Ënner anerem, ënner anerem.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Här Roth, wouhier wësst Dir dat dann elo schonn?

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wollt dann awer soen … Nee, ganz seriö, Dir wësst ganz genee, mat SNHBM a mat Fonds du Logement, mat allen Efforten a gutt gemengten Efforten, déi se maachen, sief dat Elmen, Wëltgebond, Wunne mat der Wooltz oder zu Diddeleng, dass déi et net fäerdegbréngen, déi néideg Wunnengen ze schafen, déi et brauch, fir eebe Leit, déi sech dat net kënne leeschten, en Daach iwwer dem Kapp ze assuréieren. Also mussen d'Gemengen asprangen.

Ech soen Iech dat awer gradesou riichteraus, dass ganz vill Gemengen, vläicht mat Ausnam vun der Stad Lëtzebuerg, och nach eventuell – ech soen: nëmmen eventuell! – d'Stad Esch, net déi néideg Ressourcen hunn, souwuel finanzméisseg wéi och virun allem den techneschen Knowhow, fir do iwwer Joren zeg Wunnengen a Wunnengen ze bauen, a virun allem kuerzfristeg ze bauen, mat de Liwwerenkpäss, déi mer nach ëmmer hunn, mat dem Manque de Main-d'oeuvre, déi een op dem Bau huet.

An dofir géif ech proposéieren, dass een och déi Moossnam do op déi Gemengen ausweit, wann eng Gemeng zum Beispill seet: „Ma ech loune bei Iech eng Wunneng, ech loune bei Iech en Appartement, ech loune bei Iech en Haus, an ech setzen do Leit, déi de Krittäre vun dem Logement social entspriechen."

Also, ech muss Iech ganz éierlech soen: Dee Loyer, deen d'Gemeng da bezilt, a wann deejéinege Proprietär 75 % Exemptioun huet, dat stéiert eis net. Firwat? Mee dann huet emol zumindest déi Gemeng eng weider Sozialwunneng a si huet se virun allem kuerzfristeg. An ech erlabe mer, ech weess, dass Dir dat als Majoritéitsparteien net gär héiert – „on ne gouverne pas par des motions" –, mee ech erlabe mer trotzdeem, Här President, Iech dann eng Motioun an deem Sënn ze iwwerreechen, an ech wier frou, wann déi trotz alle parteipoliteschen Obstakele géif hir Zoustëmmung fannen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant le paquet de mesures de l'accord du Comité de coordination tripartite du 7 mars 2023 ;

– constatant que cet accord prévoit une augmentation de l'exonération fiscale des loyers perçus de logements mises à disposition de la gestion locative sociale,

invite le Gouvernement

– à étendre cette exonération fiscale des revenus locatifs nets également au cas où des logements appartenant à des propriétaires privés sont directement loués à des communes sans devoir passer par des organismes conventionnés exerçant la gestion locative sociale.

(s.) Gilles Roth, Félix Eischen, Aly Kaes, Georges Mischo, Marc Spautz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | An dann drëttens, Här President, Dir Dammen an Dir Häre: Mir begréissen och selbstverständlech, ech hunn dat elo incidemment gesot, d'Upassung vum Plaffong vun der Ofsetzung vun de Scholdzënsen op dem Eegenheem. Dir hat proposéiert, dat op 50 % an d'Luucht ze setzen. Mir hunn – d'Madamm Margue, den Här Lies an ech selwer – eng Proposition de loi deposéiert, mengen ech, am Februar, also virun der Tripartitt, wou mer proposéiert haten, dee Plaffong einfach ze verduebelen. Mir sinn och der Meenung, wann d'Zënse vun 2 %, loosse mer soen, als Duerchschnëtt, op 5 % an d'Luucht ginn, dass een deem och zumindest steierlech misst Rechnung droen, mee selbstverständlech leeë mer elo net nach eng drop. Mir hunn eis Proposition de loi deposéiert, Dir hutt Är gemaach. Ech soen Iech ganz éierlech: Dat kascht 45 Milliounen Euro; wann och an deem Sënn 20 Millioune vun der Staatskeess dropgeluecht gi wären, dat wär och nach keen Drama fir den Equiliber vum Budget oder Netequiliber vum Budget gewiescht.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zum Schluss. Mir begréissen dëse Gesetzesprojet, well e fir Entlaaschtungen, déi mir besonnesch fir d'Mëttelschicht als CSV mëttel- a laangfristeg gefuerdert hunn …, dass déi zu engem Deel, zu engem geréngen Deel, erfëllt ginn. Ech widderhuelen awer nach eng Kéier: Aacht Indextranchë sinn zënterhier erfall. Mat dësem Gesetz gëtt dëst Joer der zwou Rechnung gedroen. Dat geet an eisen Aen net duer. Firwat? Well et wichteg ass, an ech schléissen domadder, dass e Land wéi Lëtzebuerg mat enger oppener Ekonomie a virun allem enger internationaler Communautéit, wat eng Chance ass, muss op d'Cohésion sociale pochen.

Mir hunn net wéi aner Länner lauter ganz aarm Leit a lauter ganz räich Leit, mee et däerf een awer net vergiessen, dass ee vu fënnef mëttlerweil zu Lëtzebuerg ënnert dem Aarmutsrisiko lieft, dass eng Persoun vu sechs – an et ass dat, wat dramatesch ass –, déi schafft, déi géint Loun a Gehalt schaffe geet, ënnert dem Seuil de pauvreté lieft. An dofir si mir der Meenung, dass ee muss verstäerkt un d'Mëttelschicht denken, dass ee muss verstäerkt déi Leit steierlech an och anerwäerts ënnerstëtzen, déi et besonnesch an dëse Krisenzäiten dréngend néideg hunn.

Mir sinn der Meenung, dass dee Schrëtt mat dësem Gesetzesprojet nach net erfëllt gëtt, mee et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. An dofir stëmme mir als CSV-Fraktioun dësem Gesetzesprojet zou. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befannen haut iwwert e wichtegt Gesetz, iwwert e ganz gutt Gesetz. Wichteg ass dëst Gesetz, well et d'Kafkraaft vun de Stéit wäert stäerken. A gutt ass dëst Gesetz, well et resultéiert eigentlech aus engem intakte Sozialdialog, deen eis sozial Kohäsioun ofséchert.

An éischter Linn kënnt mat dësem Gesetz ganz séier méi Kafkraaft bei de schaffende Leit un. Mir féieren, wat schonn am Detail vum Rapporter Gilles Baum explizéiert ginn ass, e Konjunktursteierkreditt an, deen eng Adaptatioun un d'Inflatioun ëm zwou Indextranchë vum Steierbarème mécht.

Ech hunn och schonn am Mäerz hei op dem Riednerpult gesot, datt dëse Steierkreditt fir d'LSAP kee Walkaddo ass. Mir gesinn als LSAP, wat eis Staatsrecetten ubelaangt, virun allem an de leschten dräi Joer eng ganz staark Tendenz, dass d'Personnes physiques, d'Privatpersounen, ëmmer méi e groussen Undeel muse bäidroen zum generelle Steierakommes. Op der Säit vun den direkte Steieren ass d'Lounsteier eleng am previsibele Kont 2022 op de Budget 2023 ëm 16 % an d'Luucht gaangen. An absolutten Zuelen ass et eng Progressioun vun 830 Milliounen Euro laut dem leschte Budgetsdokument. Dass dës Tendenz net einfach esou konnt weidergoen, dat ass scho méi laang d'Iwwerzeegung och vun der LSAP, an et ass ënner anerem och de Beméiunge vun der LSAP ze verdanken, dass déi geplangt Entlaaschtung vun de schaffende Leit och zustane ka kommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Well mer eng eenzeg grouss Steierreform an dëser Legislatur net konnte maachen, hat ech bei de Budgetsdebatten nach emol ënnerstrach, datt mir als LSAP bereet sinn, dëst an Etappen ze maachen, soubal déi ëffentlech Finanzen dat hierginn. A mir hate gefuerdert, datt eng Upassung misst kommen, wann déi ëffentlech Finanzen et géifen erlaben.

Mir hu mam Budget eng Partie Steiermoossnamen ugeholl an d'Madamm Finanzminister hat eis hei zougesot, wa sech d'Méiglechkeet fir eng Steierentlaaschtung am Laf vum Joer ergëtt, datt d'Regierung déi dann och géif maachen. An ech muss soen: Heimadder hält d'Regierung hiert Wuert!

Wéi och d'Chambre des Salariés an hirem Avis richtegerweis feststellt, wiisst de Steierkreditt haaptsächlech bis zu engem Joresakommes vu 60.000 Euro brutto. Duerno wiisst e méi lues weider a kënnt op e Plaffong bei engem Joresakommes vun 179.000 Euro. Et ass also probéiert ginn, nawell eng liicht Komponent vu sozialer Selektivitéit eranzekréien. Aus eiser Siicht ass dat net verkéiert, well mir eis musse bewosst sinn, dass eis Budgetsmëttelen awer net onbegrenzt sinn an et Akommeskategorië gëtt, déi manner op Steiererliichterungen ugewise si wéi anerer.

D'Chambre des Salariés weist och richtegerweis dorobber hin, dass d'Steierklass 1a déi ass, déi par rapport zu enger regulärer Upassung vum Steierbarème mam Konjunktursteierkreditt fir all Akommeskategorië liicht manner gutt ewechkënnt. Fairerweis muss een heizou soen, dass d'Instrument vum Steierkreditt a senger Logik an a senger Funktiounsweis eppes komplett anneres ass wéi eise Steiersystem mat deene verschiddene Steierklassen.

Nach ass et esou, dass mir beim Konjunktursteierkreditt ganz, ganz no un d'Adaptatioun vum Barème ëm zwou Indextranchen erukommen an dass souwuel an der Steierklass 1 wéi och an der Steierklass 2 d'Leit mat niddrege Gehälter allkéiers esouguer e bësse besser ewechkomme mam Konjunktursteierkreditt, wéi wa mer eng Adaptatioun vum Barème gemaach hätten.

Da sief awer och dorun erënnert, dass mir net méi spéit wéi beim leschte Budget am Dezember eng konsequent Revalorisatioun vum Crédit d'impôt monoparental fäerdegbruecht hunn. Als LSAP si mir der Meenung, dass mer de Crédit d'impôt monoparental all Legislaturperiod eng Kéier missten op de Leescht huelen a gegeebenefalls och revaloriséiere sollten.

Laangfristeg gesi wäerte mir awer nëmmen eng definitiv Léisung fir déi dote Froe fannen, wa mir mat der néideger Rou kënnen dee berüümt-berüchtegte Barème unique aféieren. Dësen eenzege Barème soll derzou féieren, dass d'Steierlaascht vun de Biergerinnen a Bierger net méi ännert, just well de Persounestand ännert. Am 21. Joerhonnert brauch et en neutrale Steiersystem par rapport zum Liewen an zur Liewensplanung vun de Biergerinnen a Bierger.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech erënneren drun, datt mir als LSAP zejoert eng konkreet Propos fir e Barème unique op den Dësch geluecht hunn. Do ass bestëmmt nach genuch dorunner ze feilen, mee dës Propos huet awer de Meritt ze existéieren a si bitt eng Grondlag dozou, fir endlech vun deem theoreetesche Gepoters doriwwer hin zu enger konkreeter Diskussioun ze kommen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mam Gesetz kënnt da fir d'nächst Joer eng richteg Adaptatioun vum Steierbarème un d'Inflatioun an Héicht vun 2,5 Indextranchen. An dës Adaptatioun bedeit 300 Milliounen Euro méi Kafkraaft fir d'Stéit hei am Land! Ech sinn iwwerzeegt, dass et déi richteg Decisioun ass, dës Adaptatioun ze maachen, an zwar grad elo!

Wéi ech d'éinescht scho gesot hunn, ass d'LSAP net eréischt zanter gëschter der Meenung, dass déi sougenannt kal Progressioun duerch d'Netadaptéiere vum Barème iwwer eng länger Zäit politesch zu enger Erosioun vum sozialen Zesummenhalt féiere kann, an dat zumools, wann déi schaffend Leit op eemol den Androck kréien, dass si d'Mëllechkou sinn. Eng komplett Adaptatioun vum Barème ëm sämtlech Indextranchen, déi zanter der leschter Steierreform komm sinn, kann awer net d'Äntwert vun der Politick sinn. Op alle Fall ka se net d'Änwert si vun all deene politesche Parteien, déi méi sozial Gerechtegkeet hei am Land wëllen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An d'Chambre des Salariés – wann ech och net mat allem averstane sinn – seet awer an hirem Avis zum Deel genee dat. Ech liesen et eng Kéier vir: „Par ailleurs, il convient de garder à l'esprit l'urgence de plus en plus accrue d'une réforme d'ampleur de la fiscalité des personnes physiques afin de pouvoir notamment : défiscaliser le salaire social minimum ; aplatir le « Mëttelstandsbockel » ; imposer davantage les très hauts revenus ; rééquilibrer la charge fiscale entre revenus du travail et du capital, mais aussi entre personnes physiques et personnes morales."

D'LSAP ass och der Meenung, dass een sech et net dierf ze vill einfach maachen, andeem ee bei enger Adaptatioun vum Barème un d'Inflatioun stoe bleift. En e bësse méi groussen intellektuellen Effort, e bësse méi Kreativitéit, vläicht och e bësse méi Fangerspëtzegefill fir eng gerecht Verdeelung vum Räichtum, dat si mir de Biergerinnen a Bierger hei am Land awer schëlleg!

Virun allem kënnt bei enger integraler Adaptatioun vum Barème, déi de Lëtzebuerger Staat bal 1 Milliard Euro kaschte géif, just Gegrimmels bei deene Stéit un, déi eng steierlech Entlaaschtung am meeschte brauchen, awer et kéim vill bei deenen un, déi dës Entlaaschtung net esou dréngend géife brauchen. Dofir ass déi Adaptatioun ëm 2,5 Indextranchen e gudde Kompromëss, deen eis an der nächster Legislaturperiod nach e bësse Sputt wäert loossen, egal, wien dann um Rudder ass, fir aner Piste vu steierlecher Entlaaschtung ze sichen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An dësem Gesetzestext ass awer nach eng weider wichteg Ännerung um Niveau vun de Steieren. Ech schwätze vun der Aart a Weis, wéi mer d'CO_2-Steier sozial offiederen. 2021, bei der Aféierung vun der CO_2-Steier, hu mir de reguläre Steierkreditt vun de Salariéen, den Independanten an an de Pensionnairen ëm bis zu 96 Euro d'Joer revaloriséiert. Mir hunn an der Konsequenz vum Statec attestéiert kritt, dass mir mat dëser Revalorisatioun deenen ënneschte 40 % vun de Stéit hei am Land an der Moyenne d'CO_2-Steier eigentlech integral kompenséieren.

Mir begréissen als LSAP natierlech, dass mir d'nächst Joer e separaten CO_2-Steierkreditt aféieren. Esou gëtt déi sozial Kompensatioun vun der CO_2-Steier méi transparent, méi visibel a besser novollzéibar fir d'Biergerinnen an d'Bierger. Bei engem Bruttoakommes vu 40.000 Euro kritt deen eenzelne Bierger dann och d'nächst Joer 48 Euro méi mam separaten CO_2-Steierkreditt, wéi dat nach dëst Joer de Fall ass.

Fir d'LSAP steet fest, dass mir an eise Beméiunge géint de Klimawandel net dierfen noloossen. Fir eis als LSAP ass et awer och gradesou kloer, dass mer de finanziell méi vulnerabele Stéit mussen hëllefen, wann déi Joerhonnertaufgab vun der ekologescher Transitioun eis soll geléngen. D'LSAP hält drop, dass d'Hallschent vun de Recetten aus der CO_2-Steier musse geholl ginn, fir sozial Begleetmoossnamen ze finanzéieren. A fir de fréiere Finanzminister Pierre Gramegna aus senger Budgetsried vun 2020 ze zitéieren: „Et geet bei der CO_2-Steier net drëms, eng nei Recette ze schafen."

Un dëser Astellung huet sech fir eis absolutt näischt geännert. Wann d'Recetten aus der CO_2-Steier eropginn, da kënne mir eis Investissementer an déi ekologesch Transitioun engersäits an an eis Sozialpolitick anerersäits weider ausbauen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir sinn als LSAP am Fong der Meenung, dass ee systematesch bei all Erhéijung vun der CO_2-Steier och parallell den CO_2-Steierkreditt no uewe misst upassen. Och hei si mir en ligne mat den Aussoen, déi am Avis vun der Chambre des Salariés stinn.

Mam Gesetzestext wäerte mir d'Revenuen um Loyer, déi am Kader vun enger Gestion locative sociale entstinn, zu 75 % steierfräi maachen. Dës Mesür wäert eis Logementskris ganz sécher net léisen, mee se ass awer e wichtege Gest, fir d'Gestion locative sociale méi attraktiv ze maachen. Well dës Proprietäre jo net den nämmlechte Loyer bezuelt kréien, wéi se eventuell um fräie Maart kéinten erakréien, mécht dës punktuell Mesür definitiv Sënn.

Ech hunn elo schonn zéng Minutte geschwat an ech hunn am Fong lauter Steiermoossnamen ernimmt a se aus eiser Perspektiv beliicht. Dëst ass just e Constat, dee sech eigentlech un all déi Leit riicht, déi dëser Majoritéit virgeheien, si hätt um steierleche Plang déi lescht fënnef Joer näischt gemaach. An ech wëll elo kee groussen an exhaustiven Historique maachen, mee vun A wéi „Amortissement accéléré", iwwer C wéi „CO_2-Steier", iwwer R wéi „Régime des impatriés", bis T wéi „Taux de TVA réduit" ass awer an deene leschte Joren esou munches geschitt, an ech hat virdrun nach aner Beispiller genannt.

Et huet een et vläicht manner virun Aen, well all dës Mesüren eeben net an engem grousse Coup komm sinn, mee iwwert déi ganz Legislaturperiod verdeelt ëmgesat goufen, meeschtens am Kader vum Budgetsgesetz. Dat ännert awer näischt drun um Fait, dass d'Mesüre geholl gi sinn an dass si hiren Effekt haten a konnten a kënnen entfalen.

Mir hu méi wéi eng Kéier de Steierkreditt als Instrument genotzt, fir Adaptatiounen ze maachen. An ech sinn der Meenung, dass dëst Instrument, wat mer jo och elo erëm haut notzen, sech iwwert déi lescht Jore bewäert huet. De Steierkreditt huet eis et erméiglecht, e ganz gudde Kompromëss ze fannen tëscht Rapiditéit op där enger Säit an awer och Selektivitéit op där anerer Säit.

Et ginn niewebäi mat dësem Gesetzestext och nach Subventioune vum Masutt respektiv dem flëssege Propangas ëm e weidert Joer verlängert, wat och eng wichteg Mesür ass, soubal et dobaussen erëm méi kal wäert ginn. Verlängerunge vu bestoende Moossname si politesch keng Sensatioun, däers sinn ech mer komplett bewosst, mee hir Verlängerung iwwert dëst Joer bleift awer fir vill Stéit hei am Land ganz wichteg.

Natierlech huet dëse Gesetzestext och e finanziellen Impakt, deen net ze negligéieren ass: 255 Milliounen Euro dëst Joer fir de Konjunktursteierkreditt, 300 Milliounen Euro d'nächst Joer fir d'Adaptatioun un d'Inflatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranchen, 45 Milliounen Euro fir den erhéichte Plaffong beim Ofschreiwe vun den Zënse vun engem Prêt um eegene Logement, 20 Milliounen Euro manner Recettë wéinst dem CO_2-Steierkreditt oder 35 Milliounen Euro fir déi staatlech Subventioun vum Masutt a Propangas sinn natierlech zesummegeholl eng schéi Staang Geld.

Och d'LSAP ass sech bewosst, dass een all Frang ëmmer nëmmen eemol kann ausginn. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass een all Frang och nëmme fir Ziler bereetstellt, déi fir d'Gesellschaft als Ganzes e Sënn erginn. Dat ass mat dësem Gesetz definitiv de Fall. Mir ginn de Stéit déi néideg Kafkraaft, an dëst a schwieregen Zäiten, wou een den indirekten Effekt vun héijen Energiepräisser op sämtlech Wueren esou richteg ze spiere kritt. Mir droe mat dësem Gesetz zum Erhalt vum soziale Fridden hei am Land bäi a mir suergen derfir, dass déi ekologesch Transitioun och déi néideg Akzeptanz bei de Leit fënnt, déi se onbedéngt brauch, well déi ekologesch Transitioun muss e kollektiven Effort sinn.

Natierlech gëtt et Organisatiounen, déi traditionell ganz virsiichteg, jo, ech géif souguer soen, vläicht extreem virsiichteg sinn. Am Oktober zejoert huet den deemolege President vun der Chambre de Commerce, den Här Luc Frieden, op der Antenn vun RTL gesot, de Lëtzebuerger Staat kéint sech keng Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun leeschten.

(Interruption)

Sou wéi ech dat matkritt hunn, ass dem Luc Frieden seng Meenung dozou, fir de Moment op alle Fall, schonn erëm eng aner, an hie verlaangt elo Steiererliichterunge fir jiddwereen.

(Interruptions et brouhaha)

Esou séier, wéi verschidde Leit hir Meenung änneren, ännert sech déi finanziell Situatioun vum Lëtzebuerger Staat natierlech net. Mee a Krisenzäite muss ee Rou behalen an et muss een eng kontrazyklesch Finanzpolitick bedreiwen, a genee dat huet dës Majoritéit gemaach – d'ailleurs och, wëll ech soen, déi Majoritéite virdrun: keng oniwwerluechte Schnellschëss, mee mat Rou a mat Seriö Moossnamen ausschaffen, déi wierken.

Et ass net vun näischt komm, dass Lëtzebuerg schonn um Enn vum zweeten Trimester 2021 erëm seng Wirtschaftskraaft vu virun der Pandemie ëm 3 % iwwerschratt hat, an dat an engem Moment, wou de Rescht vun der Eurozon awer nach 3 % ënnert dem Niveau vu virun der Pandemie louch. Wann een iwwerall de Routstëft usetze géif, da bräicht ee sech och herno net ze wonneren, wa kee Kraut méi iergendwou géif wuessen. Mee mat der LSAP an der Verantwortung maache mir esou Feeler net!

Här President, mir hunn déi lescht Jore sozial, ekonomesch, politesch a sécher och emotional ustrengend Zäiten erlieft, mir alleguer. Ech wëll net soen, dass mir ëmmer alles richteg gemaach hunn, mee wa mir ronderëm eis kucken, mengen ech, kënnen ze behaapten, dass mir villes besser gemaach hu wéi anerer. Dat doten ass awer net eleng der Regierung hire Verdéngscht, mee och de Biergerinnen a Bierger hiren eegene Meritt. A Krisenzäite kënnt et dorobber un, dass mir eis alleguerten als e Pëselstéck vun engem Ganzen, als eng Gemeinschaft verstinn. Dat war, ass a bleift eng Stäerkt vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger!

Mir sinn zesummegeréckelt a mir si solidaresch. Mir hunn als klengt Land kee wierklech groussen Afloss

op dat, wat an der Ukrain oder op anere Plazen an der Welt geschitt. Mee mir hunn Afloss dorop, wéi mir hei am Land mat de Konsequenzen dovunner ëmginn. Ech wënsche mir – wéi Dir sécher alleguerten heibannen –, dass och erëm eng Kéier méi roueg Zäite kommen. Bis dohinner loosse mir awer an eisem Effort net no a reagéieren dann, wann et néideg ass.

Meng Fraktioun stëmmt dëst Gesetz mat grousser Iwwerzeegung mat. Ech soen dem Rapporter Gilles Baum e grousse Merci fir säi Rapport an Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien! Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Yves Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Elo kritt Der awer direkt e Kompliment, Här Cruchten! Ech ka villes ënnerschreiwen, wat Dir hei gesot hutt, a meng Ried wäert och ganz genee an déi selwecht Richtung goen.

(Interruption)

Dir wäert Iech wonneren …

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nom Ofschloss vum drëtten Tripartittaccord innerhalb vun engem eenzege Joer soen ech Follgendes op dëser Plaz: Den Tritpartittaccord ass dee richtege Kompromiss zu engem Moment, wou d'Onsécherheet weiderhin héich ass. Munchmol huet een d'Gefill, datt d'Onsécherheet awer nach net jiddwerengem bewosst ass oder war. Op alle Fall si mer nach ëmmer an enger Kris, an dat musse mer eis ëmmer virun Aen halen!

Haut, wou mer weider Mesure-pharë vun deem Accord, dem Solidaritéitspak 3.0, ëmsetzen, ginn ech a mengen Aussoen nach e Stéck méi wäit. Ech woen ze behaapten, datt d'Moossnamen aus dem Accord mëttlerweil fir vill Sécherheet gesuergt hunn zu Lëtzebuerg, well se gutt iwwerluecht waren, a si wäerten de Biergerinnen a Bierger fir déi nächst Méint a Joren nach eng zousätzlech Sécherheet bidden; eng zousätzlech Sécherheet, well mer op der enger Säit d'Präisdeierecht weiderhi bremsen an op der anerer Säit wichteg Moossnamen ëmsetzen, fir déi grouss Krise geziilt unzegoen, déi mer kennen – Stéchwuert Klima, Energie a Logement, wou eleng am Logement mat eleng 360 Milliounen am Fonds spécial fir 2023 e Riseneffort gemaach gëtt. Ech erënneren drun: 2017 stoung dee Montant bei just 40 Milliounen. Et kann een also net behaapten, dass do net genuch investéiert gëtt. Natierlech baut een en Haus net vun engem Dag op deen aneren.

Wat de positiven Effet vun den Tripartittmoossnamen op d'Präisdeierecht betrëfft, sou wéilt ech un eng Äntwert vum Energieminister Claude Turmes op eng rezent parlamentaresch Fro vum Mars Di Bartolomeo erënneren. Dora weist de Minister unhand vun Zuelen op, also faktebaséiert, dass déi sëlleg Moossnamen derzou gefouert hunn, datt Lëtzebuerg, am Verglach zu den Nopeschlänner, dat Land ass, wou d'Stroum- an d'Gaspräisser am niddregste sinn. Bezilt en duerchschnëttleche Menage an der Belsch am Moment iwwer 1.600 Euro fir säi Stroumverbrauch am Joer, sou ass et zu Lëtzebuerg manner wéi d'Hallschent, an zwar 788 Euro, ëmmer op der selwechter Moyenne berechent, op där vun 3.500 kWh am Joer. A wärend e Stot an Däitschland, Frankräich, an der Belsch duerchschnëttlech iwwer 2.000 Euro am Joer fir säi Gasverbrauch muss ausginn, sinn et zu Lëtzebuerg bis zu 700 Euro manner. Hei gi mer aus vun enger Moyenne vu 17.000 kWh am Joer, oder 1.545 m³; dat ass also vergläichbar.

Wëssend, dass d'Liewenskäschten zu Lëtzebuerg ausserguéinlech héich sinn, zum Deel och méi héich wéi an anere Länner, kann een dës Situatioun trotz allem net schéirieden. Et muss een awer unerkennen, dass d'Efforten um Niveau vun de Gas- a Stroumpräisser sech gelount hunn. Déi genannten Zuele weisen awer och, datt déi decidéiert Moossnamen – an eeben notamment d'Stroum- an d'Gaspräisbrems, déi mat de Gesetzer vum Claude Turmes dann déi reng legal Basis kritt huet – wierken, an dofir si mer op der richteger Schinn. An d'Zuele weisen och, datt eis Regierung, anescht wéi d'Regierunge vun anere Länner, eis Populatioun virun der Inflatioun, der Präisdeierecht, beschützt huet.

Ech kommen zu verschiddene Moossnamen. E Wuert zu der Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun an zum Steierkreditt als zentral Elementer vun der Diskussioun: Mat der partieller Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun ab dem Januar 2024 an dem Steierkreditt „Conjoncture" fir dëst Joer gi mer mat dësem Projet de loi nach e Schratt méi wäit wéi virdrun – wéi an deene leschte Gesetzestexter och –, andeems mer d'Leit zousätzlech nach emol steierlech entlaaschten. Dës Approche ass eiser Meenung no sënnvoll a richteg a si besteet net aus enger integraler Upassung. Mir hunn déi och net gefrot a mir si frou, dass mer se och net realiséieren.

Bei enger integraler Upassung géife proportional gesinn nämlech virun allem Stéit mat ganz héijem Revenu nach méi wäit vun der Moossnam profitéiere wéi déi niddereg a mëttel Revenuen; dat kann a Krisenzäiten net d'Zil sinn. D'Zil muss et sinn, déi sozial Selektivitéit net aus den Aen ze verléieren a virun allem net elo. An dat ass och e gudde Grond, firwat mer d'Energieprimm verlängert hunn a en CO_2-Steierkreditt aféieren, vun deem den Yves Cruchten elo och geschwat huet. D'CO_2-Steier muss op där anerer Säit sozial ausgeglach ginn.

Doriwwer eraus stellt sech dann awer nach déi méi fundamental Fro, ob eng integral Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun finanziell iwwerhaapt ëmsetzbar wier, ouni d'Staatsfinanze laangfristeg a Gefor ze bréngen. Dat ganz sécher net, wa mer bei der Staatsschold um maximalen Taux vun 30 % vum PIB festhale wëllen, ouni op wichteg Zukunftsinvestissementer ze verzichten. Op déi ze verzichten, dat maache mir ganz sécher net, soulaang wéi mer eppes ze soen hunn, well se si ganz einfach onëmgänglech!

Den zweete Punkt, den zousätzleche Steierkreditt, den CO_2-Steierkreditt, dee jo enk mat der Klimapolitick verbonnen ass, wéilt ech dann och nach kuerz kommentéieren, dat ass jo elo en eegestännegen CO_2-Steierkreditt. Heimat schafe mer en adequat Instrument, fir d'Erhéjung vum CO_2-Präis sozial ofzefiederen, wéi ech virdru scho gesot hunn. D'Hausse vum Steierkreditt geet Joer fir Joer mat der Hausse vum CO_2-Präis Hand an Hand a wäert Stéit mat niddregem a mëttlerem Akommes finanziell entlaaschten – also grad dat, wat eist Zil ass: eng cibléiert Politick. Dat entsprécht dem Grondprinzipp awer och, datt d'Energietransitioun nëmme gelénge kann, wa se sozial gerecht gestalt gëtt.

Ech kommen zum Logement, wou mer mat dësem Projet de loi en zousätzleche steierlechen Avantage fir d'Gestion locative sociale schafe vu 50 % op 75 %. Mat dësem Projet de loi gi jo d'Revenue vun der Locatioun, vun der GLS, an Zukunft nach manner besteiert wéi an der Vergaangenheet, ech hunn et gesot. Dat ass en zousätzlechen Incentive, fir datt d'Proprietären hir Wunneng iwwer eng konventionéiert Agence zu bezuelbare Präisser verlounen. Dësen Avantage ass an deem Sënn gerechtfäertegt, datt de Locatiounsrevenu bei enger GLS vun Ufank u méi niddreg ass. A grad an engem Moment, wou d'Loyere klammen, ass dës Moossnam, déi schonn an der grousser Steierdebatt proposéiert ginn ass vun eis, ganz sënnvoll.

Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Debatt wéilt ech awer och kuerz den Ausbléck maachen op d'Steierreform, déi nieft de kuerzfristege Moossname méi laangfristeg ausgeriicht muss ginn. Jo, mam Tripartitt-Accord setze mer richteg a wichteg Moossnamen ëm, och wat déi partiell Upassung vun der Steiertabell ugeet. Et ass awer och kloer, datt déi Upassung net de Schlussstréch vun der Steierreform ka bedeiten, déi weiderhin aussteet. D'Grënn, firwat mer se net ëmgesat hunn an dëser Legislatur, si bekannt, an et ass vill driwwer diskutéiert ginn. Déi nächst Regierung kënnt awer net derlaanscht a muss se zur absolutter Prioritéit maachen.

An deem Kontext kann ee sech et natierlech einfach maachen a schonn haut verspriechen, et géing een d'Steiere generell fir jiddwereen erofsetzen. Dat kléngt jo wierklech villverspriechend. Een, deen dat awer wëlles huet, muss och erklären, wéi eng global Steierreduktioun iwwerhaapt finanzéiert soll ginn. Déi Rechnung geet just op, wann ee gläichzäiteg d'Ausgabe kierzt, an dorënner leiden dann un éischter Stell grad déi Investitiounen, déi mer am néidegste brauchen: Investitiounen an de Logement, an d'Energietransitioun, an déi sozial Sécherheet, an d'Gesondheet, an d'Mobilitéit.

Als Gréng, Dir Dammen an Dir Hären, si mir der Meenung, datt déi Investitiounen onbedéngt oprechterhale musse bleiwen, sou wéi ech et virdru scho gesot hunn, well se d'Zukunft vum Land a senge Biergerinnen a Bierger ofsécheren. A mir sinn och der Meenung, datt de Staat och weiderhi responsabel muss sinn, fir d'Entreprisë beim Ëmstig op erneierbar Energië finanziell ze ënnerstëtzen, och no der Kris, an donieft muss en e solidaresche Gesondheets- a Sozialsystem weiderhin ofséchere kënnen. Dat alles gëtt et net zum Nulltariff. Ouni der Steierreform wëlle virzegräifen, wëll ech aus all deene Grënn schonn haut betounen, datt et bei där Reform net däerf drëms goen, d'Recettë vum Staat duerch oncibléiert Steiererliichterunge massiv ze schrumpfen, well d'Allgemengheet ass déi, déi d'Affer dovu gëtt!

De Staat muss och an den nächste Joren an d'Allgemengwuel an an d'Zukunft vun eisem Land investéieren a brauch dofir déi néideg Mëttelen. Et ass kloer, dass mer eng Reform brauchen, mee mir brauchen eng Reform, déi zu méi Gerechtegkeet am Steiersystem féiert, wat och d'Besteierung vum Kapital versus der Aarbecht ugeet. De Räichtum muss méi gerecht verdeelt ginn a mir brauchen eng Reform, déi d'Investitiounen an d'Klimaneutralitéit massiv begënschtegt an de Schutz vun eisem Planéit héichhält. Mir brauche keng Reform, déi aus ondifferenzéierte Steiererliichterunge besteet, well déi Sue feelen dann op wichtege Plazen.

Dat gesot, ginn ech den Accord zu dësem Gesetz, och wann ech e bëssen ausgeholl hunn. Mee ech mengen, kuerz viru Schluss vun der Legislatur war dat mer awer nach eng Kéier wichteg ze ënnersträichen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | E grousse Merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech de Mëtten hei um 14.00 Auer erakomm sinn, hätt ech net geduecht, datt mer elo Walkampf hei maachen

a Walkampfrieden halen. An notamment no der Interventioun, ...

(Interruption)

... no der Interventioun vun eisem sozialistesche Kolleeg, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... muss ech feststellen, datt mer anscheinend awer hei elo op engem Walkampfnomëtteg sinn. An do muss ech awer eise sozialistesche Frënn soen, datt si awer anscheinend eng Perceptioun vun de Realitéiten hei am Land hunn, déi awer wäit, wäit ewech ass vun deem, wat all déi aner hei am Land soen. Déi aner, wann Dir de Leit nolauschtert, de Chef-d'entreprisen zum Beispill, déi verléieren d'Vertrauen an dat, wat hei am Land u Politick gemaach gëtt, wat an eiser Politick gemaach gëtt!

De Chômage huet eng Tendenz no uewen, d'Staatsschold explodéiert, den Defizit geet an d'Luucht, d'Inflation sous-jacente, déi geet an d'Luucht, d'Bürokratie explodéiert. Eis Betriber leiden ënnert deem Goldplating, wa mer do d'Direktiven iwwersetzen; elo bei de Lanceurs d'alerte a bei de Liwwerkette sinn do Saache geplangt. Dat ass eigentlech den Zoustand, wou mer sinn. De Pensiounsfong gëtt dru gehënnert, a produktiv Secteuren ze investéieren.

(Interruption)

D'Investissementer ginn erof, mir hu kee groussen Industrieprojet hei an de leschte Joren am Land kënnen ulackelen; just e puer Stéchwierder. An den Triple-A, dee gëtt a Gefor bruecht, well eeben hei eng ganz Rei Parteie soen: „Et ass jo net esou schlëmm, wa mer iwwert déi 30 % Verscholdung vum Bruttoinlandsprodukt ewechginn."

A souguer d'CSV, souguer d'Kolleege vun der CSV, hunn ech elo wéini gelies, hu schonn eng schwammeg Formuléierung, wou se soen, 30 %, dat wären ëm déi 30 %, bis d'Scholde missten do agegrenzt ginn. Mir soen als ADR: „Et bleift ënner 30 %" – Här Kersch, Dir braucht déi Fro net ze stellen –, ënner 30 % ass eis Attitüd. Dat ass d'Realitéit vum Land: Mir liewen an enger ekonomesch ganz, ganz wackeleger Situatioun a mat Ärer Politick, déi hei d'Regierungskoalitioun mécht, gëtt et kee Fatz besser. Dir bréngt dat Land hei ekonomesch a Gefor! A mir hunn et schonn dacks gesot: D'ADR hätt gär eng Regierung vun der ekonomescher Vernonft. An dozou sti mir op jidde Fall zur Verfügung. Ech weess, dat gefält Iech net, mee dat ass esou!

An dann hu mer och hei Saachen héieren, och vun eise sozialistesche Kolleegen, wéi zum Beispill: „Jo, d'Steier däerf net vum Persounestand ofhängeg sinn, mir brauchen de Barème unique", an esou weider, „d'Steierreform". Jo, dat ass Är Iwwerzeegung, ech respektéieren déi. Mee loosse mer de Leit dach soen, wat dat heescht: Dir wëllt d'Famill steierlech ofschafen. D'Famill ass eppes, wat Iech offensichtlech stéiert. Dat ass eng Kärzell vun der Gesellschaft, ...

(Interruption)

... eng Plaz, wou eng Famill eng Autonomie géintiwwer dem Staat muss hunn. Mir protegéieren d'Famill, mir privilegéieren d'Famill, och steierlech, a mir schafen d'Famill net of duerch eng soi-disant Gläichheet vum Persounestand, déi eigentlech dach nëmmen dat viséiert, eppes, wat Iech stéiert, e Gesellschaftsmodell, deen Dir net méi wëllt, ofzeschafen. A wa mir ...

M. Fernand Etgen, Présdent | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, wann ech fäerdeg sinn. Wann ech fäerdeg sinn, Här President, well ech sinn elo grad esou schéin amgaang, ech wëll mer do net ...

(Exclamations)

Dir wëllt dann ...

(Interruptions)

Da wëll ech awer och ...

(Interruptions)

Jo. Nee, ech wëll dat net vergiessen, Här Baum. Elo kommen ech zu Iech, ech wollt Iech Merci soen.

(Exclamations)

Dir hutt dat esou schéi presentéiert an dofir stëmme mer dat och mat, well Dir eng wonnerbar Presentatioun gemaach hutt a well mir och um Sozialdialog hänken. Mir hu vun Ufank u gesot, datt mir déi Moossname vun der Tripartitt wäerte matdroen. Et ass en Zeeche vu sozialer Verantwortung hei am Land, souwuel vum Patronat wéi vun de Gewerkschaften, eng wonnerbar Saach, dee Lëtzebuerger Modell, deen eis elo och besonnesch a Krisenzäite vill hëlleft, e Garant vum soziale Fridden. Mir droen dëst selbstverständlech mat.

Awer mir musse wëssen, dass mer u sech eng Verlagerung hei am Land vun der Inflatioun vum private Konsument op de Staat maachen. Et ass dat, wat mer maachen. An dat maache mer och zesummen. Ech mengen, et muss een et just en connaissance de cause esou soen, wéi et ass: Mir kënnen eis dat och net éiweg leeschten, well mer eebe mussen oppassen op eisen Triple-A am Interessi vun eiser Ekonomie. Dat heescht, mir kommen do an eng Situatioun, wou mer déi Politick, déi mer elo maachen, déi mer am Konsensus maachen, déi mer och gär maachen, net méi kënne finanzéieren. An dat ass eppes, wou mer mussen drun denken. Dat heescht, et huet kee Wäert, elo grouss Versprieche fir déi nächst Legislaturperiod ze maachen, mir mussen einfach kucken, wéi e finanzielle Spillraum deen Abléck existéiert, an dann och kucken, wéi mer verantwortungsvoll kënnen domadder ëmgoen.

Ech wëll awer vläicht, ier ech op zwou oder dräi Moossnamen hei méi konkreet ze schwätze kommen, nach eng Kéier den Hannergrond beliichte vun där ganzer Kris, an där mer sinn. Ech mengen, den Här Cruchten hat gesot, dat wären déi extreem héich Energiepräisser, an ech wëll dofir nach eng Kéier kuerz den Hannergrond beliichten. Mir hunn déi Situatioun duerch de Krich an der Ukrain, datt mer an eng Situatioun komm sinn, wou eeben d'Energiepräisser explodéieren, wou mer hei an Europa, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee hei an Europa, Energiepräisser hunn – an dat huet d'Fedil eis gesot an hiren Zeitungen, a verschiddenen Interventiounen –, wou dräi, véier verschidde Betriber, wou verschidde Betriber bis zéngmol sou deier musse komparativ bezuele wéi d'Konkurrenz an den USA.

Mir hunn eng Delokalisatioun vu Betriber aus Europa. Mir hunn eng amerikanesch Politick, déi bewosst probéiert, Betriber unzezéien, a mir wëssen och, datt mer op där dote Schinn net kënne virufueren, well et de gesamteuropäeschen Interessien, eisen ekonomeschen Interessien, schuet. Mir kënnen och déi Politick net virumaachen.

Elo loosst mech Iech eppes soen, do kënnt Dir erëm Äert Talent vun e bësse méi Temperament oder esou och weisen: Mir haten hei als ADR am Kontext vun der Ukrain vun Ufank u gesot, vun Ufank un, mir bräichte Mediatioun, mir bräichte Friddensverhandlungen. A mir sinn hei ugegraff gi vun alle Bänken, well mer dat gesot hunn. De Moien hunn ech gelies an der Zeitung, wéi Dir och alleguer, datt den Här Bettel dat och elo seet. Gitt Dir dann elo och bei den Här Bettel a sot: „Wat maacht Dir do?"

Une voix | Mir hunn dat nach ëmmer gesot!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt et nach ëmmer gesot? Ech spillen Iech dee Film vir. Mir setzen op eisen Internetsite, wat Dir gesot hutt. Elo huet den Här Bettel ...

M. Guy Arendt (DP) | Fir ze verhandelen, muss een zu zwee sinn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Elo huet den Här Bettel gesot, en hätt gär Verhandlungen. An ech froen Iech: Gitt Dir dann elo alleguer, wou Dir eis hei kritiséiert hutt, wéi mer dat hei gesot hunn, bei den Här Bettel a sot zu him: „Wat geet dech un, fir hei ze soen: ‚Hei, mir hätte gär Verhandlungen'?"

(Interruptions)

Maacht Dir dat?

(Coups de cloche de la présidence)

Et wär vill besser gewiescht, mir hätten dat direkt gemaach! D'Ukrain hätt haut eng ganz aner Ausgangspositioun, wéi si se haut huet.

Une voix | Jo, et géif se net méi ginn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An dat Zweet, wat ech Iech wëll soen ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, mir mussen elo erëm probéieren, zu deem gewinnten, méi berouegten Toun ze kommen. Alleguer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà, ech schwätzen elo roueg. Dat Zweet, wat ech Iech wëll soen an deem Kontext, dat betrëfft d'Sanktiounen. D'Sanktiounen, déi eebe just zu deenen héijen Energiepräisser féieren a wou mir gesot hunn – a mir sinn och hei extreem kritiséiert ginn dofir –, datt dat och eng Politick ass, wou ëmgaange gëtt.

Den eelefte Pak, deen d'Europäesch Unioun elo d'lescht Woch ugeholl huet, do ass et just drëm gaangen, d'Méiglechkeeten ze verhënneren, fir d'Sanktiounen ze ëmgoen. Dat weist, datt se net wierken! An d'Amerikaner hunn eis virun dräi Woche gesot, datt de Level, also den Niveau, un Importer vun elektroneschem Material a Russland um Virkrichsniveau ukomm ass. Just, fir Iech dat ze rappeléieren, well mir hunn dat hei als ADR gesot, mir goufen ugegraff vun alle Bänken, well mer dat gesot hunn, wat sech haut an an deene leschte Wochen einfach realiséiert huet. Ech wëll Iech dat soen, well Dir kënnt dat an Ärer Reflexioun vläicht mat abauen. Déi Kritick, déi mir hei kritt hunn, déi war net berechtegt!

Elo wëll ech awer och hei soen: Déi Moossnamen, déi hei konkreet proposéiert ginn, wéi d'Gestion locative sociale, dat begréisse mir ausdrécklech – ausdrécklech! – an och déi Upassung un d'Steiertabell. Dat ass eng laang Fuerderung, déi mer hei bruecht haten, nach virun de Kolleege vun der CSV. Mir sinn zwar ganz frou, datt déi se opgegraff hunn – ganz frou! –, awer nach ënnerscheede mir eis vun de Kolleege vun der CSV doduerch, datt mir soen: Et brauch en automatesche Mechanimus vun der Upassung. Well déi kal Progressioun, wann een d'Steiertabell net un d'Inflatioun upasst, ass einfach nëmmen eng Steiererhéijung ouni Sanktioun vum Parlament, fir dat ze maachen. Et ass eng permanent verstoppt Steiererhéijung op Käschte vun de Leit hei am Land – a mir wëllen dat net! Mir hunn et vun Ufank net gewollt an dofir verlaange mer och déi automatesch Upassung un d'Steiertabell.

Wann eng Regierung wëll d'Steieren erhéijen, da soll se de Courage hunn, fir dat ze soen, heihinnerzekommen an ze soen: „Mir géife gär d'Steierlaascht erhéijen." An da gëtt doriwwer ofgestëmmt an dann ass dat transparent an demokratesch. Déi kal Progressioun ass weeder transparent nach demokratesch a se ass

ongerecht. A mir wëlle se net an dofir ënnerstëtze mer déi … Ech mengen, d'Chambre des Salariés oder esou hat dat och gesot. Déi hu gesot, dat misst automatesch ugepasst ginn.

Dann nach e Gedanken zu der CO_2-Steier: Dir wësst, dass mir se net wëlle kompenséieren – mir wëlle se ofschafen, einfach ofschafen! Mir brauchen déi Steier net a mir wëlle se och dowéinst net kompenséieren. Natierlech, sou laang et se gëtt, ass et gutt, datt se kompenséiert gëtt, mee dat ass net dee Wee, dee mir géife proposéieren. Da brauche mer och hei net driwwer ze streiden, ob dat 16 % oder Gott weess wat sinn. Bei eis wär déi Steier einfach inexistent.

Ech soen Iech Merci, d'ADR dréit dat hei mat.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Dann hat een awer nach eng Fro gestallt. Fir d'éischt den Här Kersch an dann den Här Cruchten.

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir d'éischt emol, Här Kartheiser: Dir kënnt kenger Partei hei am Sall verbidde bäizeléieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Pardon, ech hat Iech akustesch net héieren. Wat kann ech net verbidden?

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kënnt kenger Partei verbidde bäizeléieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A nee.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann en CSV-Spëtzekandidat fréier mol gemengt huet, d'Staatsschold dierft héchstens 20 % sinn, an haut seet 29 %, 30 % oder 31 % – dat ass net d'Fro, mee et ass déi ekonomesch Realitéit, déi hannendrusteet –, dann deelt d'LSAP déi Aschätzung zu 100 %, dat hu mir nach ëmmer gesot. Wéi gesot, loosst jiddwereen evoluéieren, sou wéi hien dat … Mee déi konkreet Fro, déi ech Iech wollt stellen: Dir hat vun der Famill geschwat an eis ënnerstallt, mir wéilten d'Famill ofschafen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, steierlech.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dofir wëll ech Iech froen: Gehéiert eng Famill, wou zwee Männer mat engem adoptéierte Kand zesummeliewen, gehéiert dat zur Famill an Ärer Definitioun oder net? Oder zwou Fraen, déi zesummeliewen, ass dat an Ären Aen och eng Famill? A wann d'Äntwert op déi Fro, déi ech elo gestallt hunn, „jo" ass, da missten no Ärer Logik jo déi Familljen an der Steierklass 2 besteiert ginn. Ass dat Är Meenung oder ass dat Är Meenung net?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här Kersch, Dir waart net an der Chamber, ech mengen, Dir waart warscheinlech nach an der Regierung, wéi mer déi ganz Problematik iwwert de Mariage homosexuel an esou weider diskutéiert haten. Ech wéilt Iech drun erënneren, datt mir do net derfir sinn. Mir hunn awer Modeller, well et gëtt einfach Liewenssituatiounen, wou zum Beispill e bestuete Mann oder eng bestuete Fra herno a sengem oder an hirem Liewen en homosexuellen Partner, eng lesbesch Partnerin huet, ne? Dat kënnt einfach vir, a mir hu jo gesot, wann do schonn e Kand mat an der Bezéiung ass, dann ass dat selbstverständlech. Och fir eis muss e Statutt fir den neie Partner fonnt ginn, well dat Kand muss da kënnen an engem familiären Zesummenhang liewen.

Dat heescht, et ass net e klore Jo oder e kloren Nee. Wou mir awer e klore Jo – oder e kloren Nee – soen, dat ass bei der Procréation médicalement assistée avec tiers donneur a bei der GPA. Do soe mir Nee, well dat ass näischt anescht wéi den Handel mat Kanner, an dat wëlle mer net. Dat soen och international Konventiounen, datt mer dat net wëllen, dat seet d'Kannerrechtskonventioun, a mir halen eis do un dat internationaalt Recht, Här Kersch. A mir wäre frou, wann Dir dat och géift maachen.

Huet soss nach iergendee Kolleeg, mengen ech, Här President …?

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Cruchten hat nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll den Här Kartheiser eigentlech just berouegen, dass kee Mënsch – a virun allem och net d'LSAP – wëll d'Famill ofschafen. Mir gesinn d'Famill als dat, wat se ass. Dat ass eng Gemeinschaft, wou Mënschen zesummeliewen, wou jiddwer Eenzelne säi Raum kritt, fir ze wuessen, wou jiddweree säi Raum kritt, fir sech ze entfalen. Famill, dat ass virun allem Gebuergenheet, Famill, dat ass och ganz dacks Léift a ganz ville verschiddene Formen, déi déi Léift kann unhuelen, wéi den Här Kersch et elo just bemierkt huet. Famill, dat ass fir eis awer keng Steiergemeinschaft, an dofir gehéiert d'Famill fir eis och an den État civil an net an de Code fiscal.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat war keng Fro, mee ech sinn Iech awer dankbar, datt Der d'Wichtegkeet vun der Famill ënnerstrach hutt, Här Cruchten. Ech géif Iech vläicht äntwerten, datt mer mam éischten Deel vun Ären Ausféierunge glécklech sinn. A beim zweete soe mer: Mee steierlech soll d'Famill och begënschtegt ginn.

Sou, villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci. An elo gi mer dem nächsten ageschriwwene Riedner d'Wuert an dat ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol dem Rapporter e ganz grousse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. A virewech soen ech och direkt, fir datt keng Diskussiounen opkommen: Mir stëmmen dat do natierlech mat.

Plusieurs voix | A!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Awer et gëtt e puer Kritickpunkten. Säit der Steierreform vun 2017 si siwen Indextranchë fälleg ginn. Siwemol ass de Salaire ëm 2,5 % geklommen. A well d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst ginn ass a gëtt, ass et gläichzäiteg siwemol zu enger verstoppter Steiererhéijung komm. Et muss ee soen, dass déi sougenannt kal Progressioun eng ganz flott Saach ass fir d'Regierung. Wärend fënnef Joer kann een nämlech déi verstoppte Steiererhéijungen an d'Keess stiechen, ouni datt vill Leit et matkréien, an am fënnefte Joer gëtt een dann en Deel vun deem Geld a Form vun enger Steierreform un d'Wieler zeréck. Dat léisst keen Onmutt opkommen a suergt fir allgemeng Zefriddenheet, besonnesch virun de Walen.

An dëser Legislaturperiod war den traditionelle Walkaddo awer bal an d'Waasser gefall. Déi sëlleg Krisen hunn d'Staatskeess uerdentlech geplëmmt an déi grouss ugekënnegt Steierreform huet missen ënnerwee ofgeblose ginn. Schlussendlech huet et jo dann awer nach geklappt mam Walkaddo a Form vun dësem Steierkreditt, dee sech um nächste Paiziedel wäert bemierkbar maachen.

Här President, nodeems am Joer 2022 virun allem an d'Kompetitivitéit oder, besser gesot, an d'Profitabilitéit vun den Entreprisen investéiert gouf, gëtt elo mat der Ëmsetzung vum drëtten Tripartittaccord an d'Kafkraaft vun de Leit investéiert. Mir begréissen dat a wäerten dëse Projet de loi, wéi ech et och scho gesot hunn, dofir och matstëmmen. D'Adaptatioun vun der Steiertabell un d'Inflatioun ass eng Fuerderung vun de Gewerkschaften an et ass och eng Fuerderung vun Déi Lénk. Mat deem haitege Projet de loi gëtt se ab dem Januar eemoleg ëmgesat an Héicht vun 2,5 Tranchen. Dat ass wuelgemierkt just eng partiell Adaptatioun, well, wéi ech agangs scho gesot hunn, siwen Tranchen erfall si säit 2017 a viraussiichtlech Enn des Joers nach eng weider Tranche wäert ufalen.

D'CSL huet d'Beispill ausgerechent vun engem Steierzueler an der Klass 1 mat 5.000 Euro brutto pro Mount. Géif d'Steiertabell un déi aacht Tranchen ugepasst ginn, géif dëse Steierzueler d'nächst Joer 1.654 Euro manner Steiere bezuele wéi mat dëser Upassung ëm 2,5 Tranchen. Et gesäit een also, datt et an dëser Diskussioun net just ëm en Täschegeld geet, mee ëm substanziell Montanten. Mir plädéieren dofir och fir eng automatesch Upassung, déi jo 2013 ofgeschaf gouf.

Wat de Steierkreditt ugeet, muss ee bedaueren, datt op en Neits Leit aus der Steierklass 1a schlecht ewechkommen. Ech versti jo och, datt et technesch net esou einfach ass, de Steierkreditt esou ze berechnen, datt bei all Situatioun duerno dat erauskënnt, wat am Tripartittaccord festgehale gouf, mee speziell bei der Steierklass 1a hätt een awer kënnen oppassen a sech eng afale loossen, well heimadder gëtt dat Gefill vu Steierongerechtegkeet, dat ganz vill Mënschen awer an dëser Steierklass elo schonn hunn – an zumools d'Monoparentalen hunn dat –, nach eng Kéier zousätzlech ënnerstrach.

Här President, wat dëse Projet de loi net mécht – an dat kann een net genuch betounen –, dat ass, eppes un der struktureller Steierongerechtegkeet an dësem Land ze änneren. E gesäit eng Baisse vun der Besteierung an all Akommeskategorie vir, ouni iergendeppes un der grondsätzlecher Verdeelung vun der Steierlaascht ze änneren.

Mir si jo net déi Eenzeg, déi dat soen. Déi ënnescht Akommeskategorië bezuelen ze vill Steieren an déi ganz héich Akommeskategorien net genuch. Déi Leit, déi all Dag haart schaffe fir e Salaire, mat deem se grad sou iwwert d'Ronne kommen, sinn d'Mëllechkéi vun der Natioun, wärend uewen eraus, virun allem wéinst der niddreger Besteierung vun de Kapitalerträg, eise Steiersystem regressiv ass.

Wa mer net wëllen, dass dës Gesellschaft auserneebrécht, da muss do ganz grondsätzlech ëmgeduecht ginn. Déi nächst Regierung muss eng strukturell Steierreform an Ugréff huelen, déi fir méi Gerechtegkeet suergt – net eng Steierreform, wou jiddweree manner Steiere bezilt an dann duerno de Staat quasi muss ofgerappt ginn, fir den Defizit ze decken, mee eng Steierreform, déi ëmverdeelt, déi de Räichtum méi besteiert an d'Aarbecht manner. Déi, déi et hunn, kënnen och méi bezuelen, an déi, déi et net hunn, déi mussen einfach méi gehollef kréien an ënnert d'Äerm gegraff kréien.

Här President, ech wëll nach e puer Saache soen zu deenen anere Mesüren, déi an dësem Gesetzesprojet enthale sinn.

Datt de Steierkreditt, fir d'CO_2-Tax ze kompenséieren, elo als eegestännege Steierkreditt konzipéiert gëtt, begréisse mir ausdrécklech. Dat vereinfacht nämlech déi politesch Diskussiounen enorm. Ech wëll awer domadder betounen, datt fir eis de Montant vun deem Steierkreditt net duergeet, fir d'CO_2-Steier ze kompenséieren, oder net mat der Erhéijung, déi elo fir d'nächst Joer virgesinn ass. Et ass eng politesch Fro, op där mir ganz sensibel eebe sinn, well déi ënnescht Akommesklasse si proportional vun där Steier do nees am meeschte betraff. Net nëmmen, well dës

Tax par rapport zu hirem Akommes einfach méi en héije Prozentsaz ausmécht, mee virun allem och, well se dëser CO_2-Steier einfach manner kënnen aus dem Wee goen.

Wie sech um Cents en isoléiert Haus mat Wärmepompel ka leeschten an um Kierchbierg schafft, dee brauch net vill CO_2-Steieren ze bezuelen. Mee een, deen zu Péiteng an enger schlecht isoléierter Wunneng mat enger Masuttsheizung wunnt an um 4.00 Auer an der Nuecht muss um Findel op der Schicht sinn, dee kann der CO_2-Steier net aus dem Wee goen. An dee gëtt einfach just massiv ofgestrooft, ouni dofir ze kënnen.

Dës Zort vu Klimapolitick, déi op deem sozialen A komplett blann ass, wäert net funktionéieren! Dir rennt domadder an eng Mauer, well Dir d'Leit géint de Klimaschutz ophetzt a se an d'Äerm vu méi rietse Parteien dreift!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech si schockéiert.

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech kann domadder liewen.

(Hilarité et interruptions)

Dann nach just e puer Wierder zu de Logementsmesüren: D'Erhéijung vun der Exoneratioun vun de Loyersrevenuen op 75 %, wann ee seng Wunneng oder säin Haus iwwer eng Location sociale verlount, droe mir mat. Wéi et schéngt, sinn déi 50 % Exoneratioun jo nach net duergaangen, fir datt genuch Leit hir Objeten op dës Aart a Weis verlounen. Mir halen d'Gestion locative sociale fir eng immens gutt Saach, och well et derzou féiert, datt manner Objete verkaaft ginn an um Locatiounsmarché einfach bleiwen.

Ech wëll awer och just gesot hunn, dass dës Mesür virun allem dowéinst néideg ass, well mer et einfach als Staat net fäerdegbréngen, selwer genuch sozialen an abordabele Wunenngsraum ze schafen an derfir ze suergen, datt et däers ëmmer méi gëtt.

Wéi Der vläicht eraushéiert, si mer net grad esou enthusiastesch par rapport zu dësem Projet de loi wéi all eis Virriedner a -riednerinnen. Mee wéi jo schonn am Ufank gesot, wäerte mer dëst awer matstëmmen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Text, dat hu meng Vierriedner/inne gesot, setzt d'Regierung dann eent vun de Kärstécker – et kéint ee scho bal soen ee vun de „Filetsstécker" – vum Tripartitt-Accord 3.0 ëm. Dofir Merci un de Rapporter fir den ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Et geet bekanntlecherweis ëm d'Upassung vun der Steiertabell, en neie Steierkreditt, d'Upassung vum Plaffong vun den Zënsen, fir mol nëmmen déi ze nennen, a mir kéinten nach weiderfueren.

Et ass awer elo scho geschwë véier Méint hier, dass den Tripartitt-Accord 3.0 geschriwwe ginn ass. An et gëtt héich Zäit, datt mer dat hei ëmsetzen! D'Leit hei am Land, an a ganz Europa, leiden zanter elo scho bal annerhallwem Joer ënnert de Konsequenze vun engem Ugréffskrich vu Russland, deen duerch näischt ze justifiéieren ass! Si leiden ënnert der Inflatioun, den héijen Zënsen, jo, an den Energiepräisser. An elo kommen Hëllefen, mee si kommen och spéit!

Här President, d'Piraten hunn an hirer Pressekonferenz am Mäerz scho Kriticken um leschten Tripartitt-Accord virbruecht a selwer gerecht Léisunge fir haut a muer presentéiert, fir d'Steiergelder méi gerecht un d'Leit am Land ze verdeelen. Well d'Rechnung geet net op! Dat ass eisen éischte Constat, deen ee bei der Analys vum drëtten Tripartitt-Accord maache muss.

D'Rechnung geet net op, well d'Regierung déi reell Käschte vun alle Moossnamen net erwäänt huet, déi wäerte finanzéiert ginn. Op déi 500 Milliounen, déi fir d'Upassung vum Steierbarème geplangt sinn, kommen nämlech 180 Milliounen drop fir d'Iwwerhuele vun de Käschte vun enger Indextranche, déi d'Regierung am zweeten Tripartitt-Accord scho versprach hat. An dës soll jo am drëtten Trimester plus/minus fälleg ginn a bis Enn Januar vum Staat iwwerholl ginn.

Hat d'Regierung nach am Dezember d'lescht Joer, an dat gouf haut schonn eng Kéier gesot, haart geruff, datt ee kee finanzpoliteschen, ech zitéieren, „Harakiri" wéilt maachen, esou deit den Ubléck vun den aktuellen Zuelen éischter op e luest Ausbludde vun eise Staatskeessen hin. Do kann dann och net driwwer ewechtäuschen, datt mer strukturell a systematesch eis Recetten ënnerschätzen an eis Depensen iwwerschätzen.

Iwwer zwee Joer gekuckt wëllt dës Regierung iwwer 1,5 Milliarden Euro ausginn. Déi wëlle se ausginn … De CNFP seet awer och ganz kloer, et gëtt ëmmer vun deene Mesüre geschwat, mee mir iwwerschätzen och ganz heefeg déi Ausgaben. Dat heescht, ech si wierklech gespaant, wou mer herno landen!

Engersäits kann et e gudde Batz méi sinn, wann een all d'Mesüren aus all den Tripartitt-Accorden zesummerechent, anerersäits kann et sinn, dass mer guer net alles ausginn. An déi Ongewëssheet, Madamm Finanzministesch, deet mech awer als Legislativ heibannen e bëssen zweiwelen, well u sech erwaarden ech mer, wa mer mat Zuele konfrontéiert ginn, déi en Impakt op de Budget hunn, datt mer do eng besser Plangbarkeet dovunner hunn.

An ech soen dat net mat engem liichten Häerz. Ech soen dat einfach aus deem Grond, well mer e Méinden déi Presentatioun hate vum CNFP, deen eis gesot huet, datt déi Iwwerschätzung vun den Depensen an déi Ënnerschätzung vun de Recetten – an do schwätze mer vu 500 Milliounen Euro d'Joer! –, datt dat u sech net vu gëschter ass. Dat ass net dës Regierung, déi dat gemaach huet. Dat ass strukturell zënter 1996!

Dat heescht, déi lescht bal 30 Joer goufen der Chamber u sech ëmmer erëm Zuele virgeluecht, déi sech um Enn vum Joer ëm ronn 500 Milliounen falsch duergestallt hunn. Elo kann ee soen: „De Budget ass déi lescht Jore gewuess an doduerjer mécht dat prozentual manner aus." Bon, fir mech, ech géif mer wierklech wënschen, datt d'Rechnung opgeet, an ech géif mer wënschen, datt mer déi Rechnung och kéinten iwwerpréiwen.

(Interruption)

An dat bréngt mech dann zu enger zweeter Kritick: D'Steiermoossname sinn esou, wéi se hei sinn, net ganz gerecht. Op de Kapp gekuckt, kënnt en Elengerzéiende méi schlecht ewech wéi eng Famill mat zwee Kanner. Dat weisen och d'Zuelen, déi de Ministère selwer publizéiert huet. An dëst obwuel déi Elengerzéiend deem héchsten Aarmutsrisiko hei am Land ausgesat sinn!

Wann ee weess, datt d'Ofschafe vun der Steierklass 1a fir déi Elengerzéiend nëmme ronn 140 Milliounen – dat war aus eisem Steierdebat – Euro kaschte géif, dann huet d'Regierung an dësem Moment versot, well dat wären 10 % vun dem Gesamtbudget hei gewiescht, fir direkt! An, ech mengen, do hätt een eng Direktmoossnam kënne maachen!

D'Monoparentalle sinn also bei dësem Steierkreditt definitiv erëm ënnert de Verléierer. A mir maache souguer strukturell d'Schéier zwëschent de bestuetene Koppelen an den Elengerzéiende méi grouss. An dat kënne mir Piraten esou net einfach nëmmen hinhuelen! Dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hunn ech dat hei awer musse mat enger gewëssener Vehemenz soen. An ech wäert mech och drunhalen, datt mer dee Gap do zoukréien, well et muss e gerechte Steiersystem ginn! Et brauch e System, wou mer net d'Differenz maache bei dem État civil, fir den État fiscal ze bestëmmen.

Den 20. Mäerz hu mir Piraten dofir Alternative presentéiert. Mir hu konkreet proposéiert, wat ee mat deene 500 Milliounen, déi elo an deem heite Package sinn, konkreet kéint maachen. Mir hu kloer gefuerdert, datt eng gerecht Léisung wier, wann d'Direkthëllef pro Persoun gestaffelt no Joresakommes misst kommen, fir datt d'Leit direkt méi Geld am Portmonni hätten an net iwwer d'Joer gekuckt. D'Leit hätten déi Suen direkt kënnen notzen a bräichten net dorop ze waarden, datt se mat den eenzele Steierkreditter all Mount no an no kommen.

Ech si scho frou, an dat wëll ech och soen, datt mer hei wéinstens bei engem Steierkreditt sinn, deen direkt op der Steierkaart applizéiert gëtt. Am Ufank war och do nach e bëssen en Doute, e Flou, well dat net ganz kloer war, ob dat elo eppes wär, wat iwwer d'Steiererklärung oder iwwer den Decompte géif kommen oder direkt op der Steierkaart. Ech si ganz frou, datt mer et hei zumindest iwwer d'Steierkaart maachen, ech weisen awer drop hin, datt dat heescht, datt déi Suen iwwert déi nächst Méint drëppelcherweis de Leit zeguttkommen an net, wéi mir dat proposéiert haten, an engem Coup.

Am gläichen Zuch hu mer proposéiert, keng Ënnerscheeder tëschent de Leit an de Steierklassen ze maachen, mee nëmmen Ënnerscheeder opgrond vum Akommes, fir d'Leit esou méi gläich, méi gerecht ze behandelen.

Här President, den 20. Oktober d'lescht Joer no dem Premier senger Ried zur Lag vun der Natioun hate mir Pirate scho proposéiert, den Undeel vun den Zënsen ze verduebelen, déi ee bei senger Steiererklärung fir eng Wunneng oder en Haus, wou ee selwer dra wunnt, dierft ofsetzen. Amplaz vun de vun eis schonn am Oktober proposéierten 100 % geet d'Regierung nëmmen op de Wee vu 50 %, dëst, obwuel sech de Leetzëns eleng zanter dem Ënnerschreiwe vum Tripartitts-Accord vun 2,5 % op 4 % erhéicht huet. Wéi mer eis Hëllef proposéiert hunn – an ech erënneren drun: Eis Hëllef wier duebel esou vill, wéi d'Regierung elo proposéiert –, wéi mir eis Hëllef proposéiert hunn am Oktober, war de Leetzëns nach bei 1,25 %; mir sinn elo bei 4 % – dat ass eng Verdräifachung!

Mee d'Zënsen, déi een op der Bank kritt huet, waren och du schonns dräimol sou héich wéi dat, wat de Leetzëns ass. Well de Leetzëns, dat wësse mer alleguerten, ass net dat, mat deem ee léine geet. Dat ass dat, wat d'Banken ënnertenee bezuelen, dat ass dat, wat se kréien, wa se Geld bei d'Zentralbank droen. Wat mir als Konsumenten u Prête musse bezuelen, ass ëmmer méi héich; et muss jo eng gewëss Marge do sinn.

Amplaz also proaktiv ze sinn, huet d'Regierung spéit an nëmmen deelweis reagéiert. Besëtzer vun enger Wunneng oder engem Haus, déi ganz oder deelweis e variabelen Taux hunn, sinn an de leschte Méint ferm an d'Struewele komm. Hinne muss richteg gehollef ginn! An eisen Immobiliëmarché leit, wa weider Immobilien op de Marché kommen, well d'Leit d'Mensualitéiten einfach net méi packen. An et muss ee kloer soen: Och

déi Mesür, däers si mer eis bewosst, gräift eréischt mat der Steiererklärung a gräift eréischt, wann d'Steiererklärung och gemaach an ofgerechent ass. Dat heescht, och dat wär net eng direkt Mesür gewiescht, mee et hätt awer zumindest de Leit eng gewëss Planungsécherheet ginn.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Dat wichtegst Stéck vun engem groussen Hëllefspak huet d'Regierung awer net mat beim Tripartittsaccord 3.0 decidéiert. Si nennt et zwar Solidaritéitspak 3.0, mee eng wierklech solidaresch a gerecht Steierreform, déi op individuell Besteierung setzt, huet se net dra verpak. Als gerecht Léisung fir muer wäerten d'Pirate sech weider fir dës Steierreform asetzen. D'Steierklasse mussen ofgeschaf ginn an duerch eng individuell Besteierung ersat ginn, déi de wierkleche Liewenssituatioune vun de Leit Rechnung dréit! D'Steierbarèmë mussen ugepasst ginn, fir datt de Mindestloun och um Pabeier steierfräi ass, fir d'Leit eréischt ab deem Moment Akommessteier bezuelen ze loossen, wou et doriwwer erausgeet.

D'CO_2-Steier, déi aktuell nëmmen de Konsum bestrooft, muss duerch e Klimabonus erweidert ginn, fir d'Leit ze motivéieren, um Klimaschutz deelzehuelen, andeems de Verzicht op onnéidege Konsum belount gëtt. Jo, dat sinn déi Mesüren, déi de Leit laangfristeg géifen hëllefen, duerch dës Multikrisen ze kommen an déi eist Land géifen am Kampf géint de Klimawandel weider no vir bréngen!

Elo soen ech Iech awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Dat heiten ass zumindest eng kleng Drëps. An dofir wäerten d'Piraten dat awer matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Den Här Baum wëllt Iech nach eng Fro stellen, Här Clement.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Nee, nee, Här Clement, et ass keng Fro. Et ass just: Dir hutt virdru gesot, et hätt laang geschleeft. Ech wollt Iech just soen: Den Accord ass ënnerschriwwe ginn den 3. Mäerz, d'Gesetz ass deposéiert ginn de 5. Abrëll, dat war an der Ouschtervakanz. Den 21. hate mer d'Presentatioun an der Kommissioun, du war et beim Staatsrot a soubal, wéi den Avis vum Staatsrot zréck war – dat war, waart, ech kucken eng Kéier, hei hunn ech et stoen, den 13., do ass den Avis vum Staatsrot komm, den 13. dëse Mount –, den 22., hu mer de Rapport gestëmmt an haut ass et an der Chamber.

Ech fannen, dass mer wéi an allen aneren Dossieren hei esou séier geschafft hunn, wéi mer konnten. Mir waren och hei tributaire vum Staatsrot. Mengt net, ech wär net méi wéi eng Kéier gefrot ginn: „Wéini kënnt dat do? Wéini kënnt dat do endlech?" Wéi gesot, ech si frou, dass mer, mengen ech, haut hei e ganz grousse Konsens hunn. Mee, wéi gesot, fir ze soen, mir hätten et hei schleefe gelooss, dat fannen ech net ganz gerecht.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | An ech muss dorobber just äntweren, dass ech net gesot hunn, mir als Chamber hätten et schleefe gelooss. Ech hu constatéiert, datt véier Méint fir déi Leit, déi betraff sinn – an Dir hutt warscheinlech déi nämmlecht Temoignagen héiere wéi mir alleguerten heibannen –, eng laang Zäit waren. Dat ass nun emol esou, wann een eppes hautdesdaags an den Zäite vu soziale Medien annoncéiert, datt d'Leit sech och erwaarden, datt et ab muer a Kraaft trëtt. An et ass eeben net esou, datt et deemools wéi beim Fall vun der Berliner Mauer geet, datt dat ëmmer esou séier geet, dat muss een dann och erklären.

Ech wëll awer och ganz konkreet soen, datt ech beim Steierkreditt och kritiséiert hunn, datt en eeben net als Direkthëllef, wéi mir dat proposéiert hunn, ausbezuelt gëtt, wou et elo nach méi séier gehollef hätt, mee datt en eeben elo pro rata mat all Pai de Leit eebe proratiséiert zeguttkënnt. Mir haten do eng méi séier Léisung proposéiert, mee dat ass eeben, wann een an der Oppositioun ass, dann huet een heiansdo och minoritär Iddien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d' Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert. Och vu menger Säit aus dem Rapporteur e ganz grousse Merci fir d'Presentatioun vu sengem Rapport an och dem Detail zu den eenzele Mesüren. Ech mengen och, dass mir an Dir hei wierklech gutt geschafft hunn.

Mir setzen hei den drëtten Tripartittsaccord, oder en Deel dovunner, nach weider ëm, dee jo och bewisen huet, dass de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg wierklech gutt fonctionéiert. Ech freeë mech, dass mir iwwert dëse Wee d'Kafkraaft vun de Leit och weider stäerke kënnen. Ech mengen, dat ass wierklech an Zäite wéi haut extreem wichteg. Déi Entlaaschtung kënnt da via d'Upassung vum Barème. D'Tranchë ginn no uewen ugepasst an der Héicht vun 2,5 Indextranchen oder ronn 6,4 %. Dës Modifikatioun bedeit, dass d'Leit da manner séier an déi méi héich Tranchë falen.

Well dës Mesür awer eréischt ab dem Steierjoer 2024 méiglech ass, féiere mir dann eeben dëst Joer de Crédit d'impôt conjoncture an, deen ass da réckwierkend op den 1. Januar dëst Joer. E gëtt berechent, wéi wann et dëst Joer eng Upassung vun der Steiertabell an der Héicht vun zwou Indextranchë géif ginn.

Ech maachen eng Klammer op: Ech verstinn, dass Verschiddener heibannen eng komplett Upassung vum Barème gefrot hunn an och nach weider froen. Och verschidden aner Mesüre sollte verduebelt ginn. Ech mengen, do sidd Dir awer net ganz kredibel, wann Der dann zur selwechter Zäit sot a repetéiert, dass den Defizit an d'Dette vill ze héich sinn; an den CNFP-Rapport, dee gëtt dann och zitéiert. Ech mengen, mir mussen och an enger Kris weider responsabel agéieren. D'Regierung huet verschidde ganz cibléiert Mesüre geholl, an dat, fir déi Leit ze ënnerstëtzen, déi et am meeschte brauchen – dat sinn déi vulnerabel Stéit –, op där anerer Säit, fir déi Entreprisen och cibléiert ze ënnerstëtzen, déi mat den héijen Energieskäschten da Problemer haten.

An dann hu mer effektiv och manner cibléiert Mesüre geholl. A firwat hu mer déi geholl? Majo, well mer wëllen d'Inflatioun bekämpfen. An ech mengen, d'Resultat läit um Dësch. Mir hunn déi niddregst Inflatioun an Europa an och dat hëlleft de Leit an och dat hëlleft den Entreprisen! Hei hu mer wierklech gemaach, wat mer konnten.

Mir wäerten dann och den zousätzleche Steierkreditt fir déi sozial Kompensatioun vun der méi héijer CO_2-Steier elo separat ausweisen, an dat dann ab 2024.

Mir hunn an deem Kader och de Steierfräibetrag vu Loyersrecettë bei der Gestion locative sociale op 75 % eropgesat. Dës Mesür hëlleft op der Offersäit, wat, mengen ech, wierklech, am Kontext, wou mer haut sinn, och ganz wichteg ass. An déi Mesür zielt dann och ab dësem Joer.

An da gëtt mat dësem Gesetz och d'Subventioun vum Masutt an dem LPG bis Enn 2024 verlängert.

Ech freeë mech natierlech och iwwert déi verschidden Avise vun de Chambres professionnelles. Allgemeng stelle mer hei fest, dass déi eis Texter ganz positiv aviséieren. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce begréissen d'Mesüren aus dësem Gesetzesprojet. D'Chambre des Salariés an d'Chambres des Fonctionnaires et Employés publics freeë sech och iwwert d'Upassung vum Steierbarème, mee si hätte gäre méi gehat.

Wéi gesot: Ech verstinn dat, mee eng komplett Upassung elo ass net méiglech! Dofir ass effektiv de Sputt net do. Dat ass a bleift eebe wouer.

De Statec: Ech mengen, deem seng Statistike suivéiere mer natierlech och. Mir gesinn, dass de Wuesstem manner héich ass. Ech hu scho gesot: D'Inflatioun ass um niddregsten Niveau vun der Unioun. Ech mengen, dat musse mer natierlech och ganz no suivéieren. Mee de Statec huet seng Previsiounen och ganz oft musse revidéieren. Dat ass eeben esou an enger Kris. Do ass d'Previsibilitéit leider limitéiert.

Et hu Verschiddener vun Iech heibannen och vun enger Steierreform geschwat. Also, ech sinn deen Éischten, deen Iech hei wëll soen: „Absolutt, dat bleift eng Prioritéit." An ech hoffen natierlech och, dass ech an der Zukunft un enger Steierreform kann eng Hand mat upaken.

Ech wëll dann zum Schluss wierklech der Chamber Merci soen, dass Dir déi Texter hei esou séier aviséiert hutt. Ech freeë mech och wierklech op déi ganz breet Zoustëmmung an dësem Haus.

D'Mesüren, dat muss ech wierklech ënnersträichen, bréngen eng ganz kloer an eng nohalteg Entlaaschtung fir d'Leit. A vu dass mer ëmmer esou vill Negatives trotzdeem liesen an ëmmer héieren, wëll ech hei vläicht just op enger positiver Nott och ophalen, wann Der erlaabt, Här President, fir op de Communiqué vun der Lëtzebuerger Zentralbank hinzeweisen, deen de Moie publizéiert gouf. Do geet et ëm eng Enquête de conjoncture vun de Consommateuren. An hei gesi mer eng weider Progressioun an der Confiance vun de Consommateuren. An, ech mengen, dat ass wierklech eng ganz gutt Nouvelle!

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8195.

Ech wollt Iech drop hiweisen, dass an den Artikele 6, 7, 8 nach e puer Trackchanges hu missen ewechgeholl ginn. Am Artikel 6, Paragraf 3, beim b) war den „l" vu „la" nach duerchgestrach. Am Artikel 7 beim éischte Paragraf beim a) waren nach zwee „s" bei „les termes" duerchgestrach, beim b) war nach ee Punkt duerchgestrach a beim Punkt c) waren d'Opzielungen i) an ii) nach ënnerstrach. A schliisslech beim Artikel 8, beim b), dem zweeten Tiret, war zum Schluss ee Stréchpunkt nach ënnerstrach. Mir stëmmen elo iwwert den Text ouni dës Trackchanges of.

Den Text steet am Document parlementaire 8195[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8195 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Motion 1

Da musse mer elo nach zum Vott vun der Motioun kommen, déi den Här Roth deposéiert huet. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Déi Motioun ass eis am Kär ganz sympathesch.

Ech wollt just d'Fro stellen, wéi sech d'CSV-Fraktioun duerno d'Verdeelung vun deene Wunnenge géif virstellen. Well et ass esou: D'AIS, d'Agence-immobilière-sociallen, déi si jo mam Familljeministère konventionéiert. An do gëtt et eng gewësse Gouvernance, wéi déi Wunnengen dann och vergi ginn, och no gewëssene Krittären. An ech fäerten e bëssen, wa mer dat komplett opmaache fir eis 100 Gemengen, datt een do vläicht e bëssen och ënnerschiddlech Behandlunge kéint kréien an deenen eenzelne Gemengen. An dofir wollt ech einfach froen, wéi Der Iech dat virstellt.

Mee am Kär ass se eis sympathesch an en fonction dovunner kënne mer se da matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da géif ech direkt d'Wuert un den Här Roth ginn.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, déi Fro vum Här Clement ass och berechtegt. Mee Dir wësst, dass et zënter 2012 eigentlech eng Reform vun den Office-socialle gëtt an dass déi Office-sociallе kënnen ouni Problem, ob se elo fir eng oder méi Gemengen zoustänneg sinn, déi Verdeelung vun deene Wunnenge virhuelen no Krittären, déi an den eenzele Gemengen, selbstverständlech no de Critères sociaux, festgeluecht sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech hunn och eng Fro, well eis ass déi Motioun och ganz sympathesch a mir géife se och matstëmmen. Ech hu just d'Fro: Souwäit ech jo weess, beim AIS, wann d'Leit hir Haiser oder hir Appartementer iwwert dee Wee verloune loossen, ass jo och de Loyer gedeckelt. Wéi gesitt Dir dat hei vir? Soll dat esou änlech funktionéieren, well soss géife mer jo awer vläicht riskéieren, datt d'Gemenge Wucherloyere misste bezuelen an dat erëm iwwert d'ëffentlech Hand misst bezuelt ginn? Dat ass meng eenzeg Fro, déi ech hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth direkt fir d'Änwert.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech mengen, déi Fro ass och berechtegt, mee mir hunn dat jo am Kontext vun der Uleenung oder Erweiderung vun deem System, wéi et elo bei der Gestion locative sociale, der GLS, ass; déi selwecht Krittären, och mat der Deckelung vun dem Loyer, selbstverständlech. Et kann net sinn, dass d'Leit hiert Appartement zu dem normale Marchéspräis géinge verlounen a si géifen da 75 % Exemptioun vun hire Rentréeë vum Loyer kréien.

D'Schlëssselung vun de Krittäre muss déi selwecht sinn, wéi wann ech der Gestion locative sociale dat ginn. Mee et gëtt en zousätzlechen Ureiz, well, ech soen Iech och ganz éierlech, net all Mënsch weess ... Et si jo oft, loosse mer d'Saach soen, eeler Leit, déi nach Appartementer hunn, wou se soen: „O, ech wëll mech elo net méi do mat Loyeren an ech weess net soss Problemer erëmwälzen", déi soen: „Ech ginn dat där Gestion locative sociale." An eng Gemeng ass nun emol, loosse mer soen, ganz éierlech, heiansdo méi no zu de Bierger wéi sou eng ASBL.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, alleguerten déi heibannen, déi an de Gemengen aktiv sinn, an dat sinn der ganz vill, déi wëssen, dass eng Gemeng emol kann an d'Situatioun kommen, wou se Leit muss relogéieren, séier logéieren, dass Leit kommen, déi aus der Wunneng eraus mussen. A wann een dann d'Méiglechkeet huet, fir bei enger Privatpersoun dann entweeder eng Wunneng kënnen ze lounen, en Haus kënnen ze lounen, da weess ech, dass ganz vill Gemengen dat nawell gär maachen.

Ech muss Iech soen: Ech fannen déi Propos hei, déi gemaach ginn ass, ganz sënnvoll. Ech fannen déi ganz gutt. Ech mengen, d'Detailer misst een eng Kéier festhale mat Sécherheet an der Finanzkommissioun, mee ech géif menger Fraktioun op alle Fall proposéieren, dat heite matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum.

Kënne mer iwwer dës Motioun dann à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Aly Kaes

Da géif ech d'Wuert un den Här Aly Kaes gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Aly Kaes (CSV), auteur | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et handelt sech hei ëm eng Proposition de loi, wou et drëm geet, bei eisen Ingénieur-directeure respektiv eisen Direkteren an hiren Adjointen, déi an den interkommunale Syndikater täteg sinn, a ganz besonnesch an deene méi technesche Syndikater täteg sinn, déi all Dag musse reagéieren op déi Besoinen, déi sech stellen, déi awer leider Gottes net de Cadre légal hunn, fir ganz dacks konform zu eiser Gesetzgeebung ze reagéieren, fir eeben dat Gesetz iwwert d'interkommunal Syndikater dohigeeënd ze änneren, fir datt et méiglech ass, datt déi Leit och kënnen déi schwéier Missioun erfëllen, déi si hunn, déi se exzellent wouerhuelen, mee wou si leider Gottes ëmmer erëm an enger Grozon si respektiv souguer liicht an der Inegalitéit heiansdo sinn, fir kënnen de Betrib adequat ze féieren. Fir dat ze änneren, wollt ech eeben dës Proposition de loi deposéieren.

8261 – Proposition de loi 1. portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes et 2. portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

M. Gilles Roth (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes.

M. Aly Kaes (CSV), auteur | Merci.

4. 8115 – Projet de loi instituant un régime d'aide en faveur de la primo-création d'entreprise

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8115 iwwert d'Aféiere vu Bäihëllefe fir Mikroentreprisë vum Geschäfts- an Handwierkssecteur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Projet de loi 8115 gëtt eng nei Hëllef geschaf fir Mikroentreprisen am Secteur vum Handel a vum Handwierk. Schonn a senger Ried zur Lag vun der Natioun vum 12. Oktober 2021 hat de Premierminister d'Annonce gemaach, dass dës Hëllef fir Mikroentreprisen, wéi een et nennt, Aide primo-créateur, soll geschafe ginn. An haut gëtt dës Annonce vun der Regierung Realitéit.

Wat versti mer ënner enger Mikroentreprise? Ma et ass eng Entreprise, déi manner wéi zéng Leit huet an e Chiffre d'affaires annuel, dee manner ass wéi 2 Milliounen Euro. D'Zil vun der Aide primo-créateur, ass op der enger Säit eeben, den Entrepreneursgeescht ze förderen, an op der anerer Säit och, fir nei Betriber mat neien Aktivitéiten ze förderen.

Wat sinn d'Konditiounen? Fir dass eng Mikroentreprise an de Genoss vun dësen Aidë komme kann, muss se follgend Konditiounen erfëllen – et sinn der u sech véier un der Zuel –: Si muss éischtens nei gegrënnt gi sinn, dat heescht, si muss eng Autorité d'établissement hunn, déi manner wéi sechs Méint al ass. Zweetens muss den Dirigeant d'entreprise eng beschleunegt Formatioun matgemaach hunn a Gestion d'entreprise, fir eebe just d'Chancë vun den nei gegrënnten Entreprisë maximal an d'Luucht ze schrauwen a Saache vu gudder Gestioun. Drëttens: Et kann een awer eng Dispens kréie vun dëser Formatioun, an zwar wann een entweeder en Unisdiplom huet a Gestion d'entreprise oder awer wann een e Brevet de maîtrise huet oder awer wann een en auslänneschen Diplom huet, deem seng Equivalenz zum Brevet de maîtrise hei zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt. A véiertens: D'Entreprise muss de Beweis féieren, dass se e Lokal zur Verfügung huet fir hir Aktivitéiten, dee getrennt ass vun hirer eegener Wunneng.

Här President, wéi geet dat dann elo konkreet? De Betrib, deen eligibel ass, kritt elo wärend enger Period vu bis zu sechs Méint pro Mount e Subsid vun 2.000 Euro, also dee kann e kréien. Dat heescht, do ass e Gesamtbetrag da virgesi pro Entreprise vun 12.000 €.

Wat ass d'Justificatioun? Mir wëssen alleguerten, dass d'Betriber, wa se sech op d'Bee stellen, ganz um Ufank e Koup vu Käschte musse stemmen. Dat heescht, dat geet vun Notaireskäschten iwwer Loyeren, Ekippement bis hin zu Material, Stroum an esou weider. Mir wëssen awer och, dass et mat Momenter e puer Méint dauert, bis déi éischt Clientë kommen oder bis déi éischt Revenue generéiert ginn. An et ass eebe just fir dës Ufankskäschten op d'mannst zum Deel ze couvréieren, wou déi nei Aiden hei ausgeschafft gi sinn, fir deem Genre Entreprisen ze hëllefen.

Här President, déi nei Hëllef kann awer och cumuléiert gi mat aneren Hëllefen, déi mer scho virdrun ageféiert hunn hei an dësem Haus. Dat heescht, et dierf e Maximalbetrag net iwwertratt ginn, dee schonn am Gesetz vum 20. Dezember 2019 iwwert de Regimm vun den Aiden de minimis virgesinn ass. Dëse Betrag, deen huet e Maximum vun 200.000 Euro, limitéiert op dräi Joer. A wann een dodrënner bleift, da brauch dat och der Europäescher Kommissioun vu Bréissel net matgedeelt ze ginn. D'Gesetz gesäit weider Krittäre vir, jee nodeems ob de Grënner eng Eenzelpersoun ass oder awer ob do verschidden Associéë viséiert si mat deem neie Gesetz.

Zur Prozedur: Wann een eng Demande eragëtt – déi musst Der schréftlech eraginn un den zoustännege Ministère, wat de Classes-moyennes-Ministère ass –, dann huet den zoustännege Minister en Delai vun engem Mount fir ze äntweren, dat heescht fir déi Demande ze traitéieren. Elo eppes ganz Spannendes: Wann an engem Mount keng Äntwert zu där Demande komm ass, da gëtt dat ugesi wéi eng positiv Äntwert. Dat heescht, dann huet den Demandeur d'Recht op de Subsid. An ech weisen dorop hin, well dat u sech e Paradigmewiessel ass, well ganz oft an anere Secteuren, le silence vaut refus. Hei ass et: Le silence accord.

Zum Käschtepunkt gëtt gerechent, dass déi nei Aiden hei zesummen ongeféier e Käschtepunkt hu vun enger Millioun Euro.

Här President, ech erënneren och drun, dass schonn aner Hëllefe virgesi si fir eebe Mikroentreprisen, Kleng- a Mëttelbetriber am Commerce an am Handwierk, an dat, fir Investitiounen ze förderen. Dat ass d'Gesetz vum 9. August 2018 iwwert de Régime d'aides en faveur vu klengen a mëttleren Entreprisen. Dat just zur Erënnerung. An dann hu mer och schonn e Gesetz geholl, fir nach jonke Betriber och ënnert d'Äerm ze gräifen.

Zu den Avisen: Dir wësst, bei all deene Projete kréie mer ëmmer eng ganz Serie vun Avisen, hei natierlech och. Den éischten Avis ass dee vun der Chambre de Commerce, also der Handelskummer. Déi weist sech erfreet, déi begréisst dës nei Hëllefen a si seet, dat wär extreem wichteg fir d'Attraktivitéit vum Secteur a fir Promotioun fir Lëtzebuerg ze maachen eebe just a Saache Grënnung vun neien Entreprisë mat neien Aktivitéiten. Si begréisst et och, dass d'Beruffskummeren agebonne gi sinn, eebe just fir d'Grënner ze informéieren an ze ënnerstëtzen. An drëttens begréisst se natierlech de kuerzen Delai vun engem Mount, an deem muss geäntwert ginn, wann eng Demande erakënnt.

D'Chambre des Métiers – et geet an déi selwecht Richtung – begréisst och déi nei Aiden eeben am Intressi vun der Ënnerstëtzung vun dëse Mikroentreprisen. D'Chambre des Salariés ass och ganz positiv. Si begréisst d'Mesüren a si begréisst haaptsächlech d'Kopplung vun der Finanzéierung un der néideg Formatioun, well se seet, dat ass en exzellente Wee, fir eeben d'Reussite vun dëse Mikroentreprisë beschtméiglechst ze garantéieren.

Dann hu mer de Staatsrot. De Staatsrot hat am Ufank zwou Opposition-formellë gemaach. Dat ass ëmmer do, wou si ganz streng sinn. Bei där éischter Opposition formelle ass gaangen ëm de Pouvoir discrétionnaire vum Minister, fir d'Zréckbezuele vun de Gelder ze fuerderen, wann iergendwéi eppes schifgelaf ass oder, wéi gesot, déi Entreprise net d'Konditiounen erfëllt huet oder aner Saachen net befollegt huet. A bei där anerer, der zweeter Opposition formelle, ass et ëm d'Disproportionalitéit vun der Mesure de remboursement selwer gaangen. Mir hunn als Chamberskommissioun dee Moment parlamentaresch Amendementer geholl a wéi déi bis eragaange sinn an de Staatsrot, huet de Staatsrot seng Opposition-formellë levéiert an den Accord ginn zum Text.

Da koum nach en Avis era vum Conseil de la concurrence, vun der Konkurrenzautoritéit, déi just seet, ob eventuell a puncto Exigencë vun den Akommesse vun de Grënner an och déi Konditioun vun deem Lokal, dat muss do sinn niewent der Wunneng, ob een dat net kéint bësse manner streng maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn elo schonn duerch mat dem Rapport. Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp häerzlech Merci ze soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, mee och alleguer de Membere vun der Classes-moyennes-Kommissioun, déi ganz konstruktiv an aktiv matgeschafft hunn, dann eisem Sekretär, dem Dan Schmit, vun dem Sekretariat vun der Classes-moyennes-Kommissioun, awer och dem Olivia Welsch vun der DP-Fraktioun. Et war e Genoss, fir zesummenzeschaffen, mir hunn dat schnell hikritt, an dofir soen ech Iech fir de Moment emol en häerzleche Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Rapportrice Simone Beissel villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Félix Eischen.

Discussion générale

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President, merci och der Madamm Beissel fir hire gudde Rapport, dee ganz komplett an ausféierlech war. Jo, fir d'CSV sinn d'Mikro-, d'Kleng- a Mëttelbetriber d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft a vun der Beschäftegung an eisem Land. Dofir begréisse mir all Beméiungen, fir dës Betriber ze ënnerstëtzen.

All Betrib huet eng Kéier kleng ugefaangen. Bei verschiddenen ass dat méi laang hier, bei aneren ass et méi rezent, mee fir dass eis Wirtschaft weiderdréint, brauche mer Leit; Leit, déi sech trauen, e Betrib am Handwierk oder am Commerce ze grënnen an an dësem hiert Kënnen an hiren Asaz anzebréngen an dann och dee Betrib opzebauen. Mir wëssen alleguer, wéi schwiereg et hautzudaags ass, unzekommen, sief et duerch héich Käschten, héije Loyer, den Accès u Kreditter, an oft sinn déi éischt Méint entscheedend fir den Erfolleg vun engem Betrib.

Dowéinst begréisse mir et ausdrécklech, dass mat dësem Projet de loi eng staatlech Hëllef geschaf gëtt, fir deene Leit, déi hiren éischte Betrib grënnen, ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir begréissen och, dass dëse Projet de loi ausdrécklech festhält, dass de Ministère muss den Demandeuren – d'Madamm Beissel huet et elo grad gesot – bannent engem Mount eng Äntwert liwweren, ob si dës Hëllef kréien, a wann elo keng Äntwert op eng Demande mat engem kompletten Dossier virläit, dës Demande dann automatesch approuvéiert gëtt; dat fanne mir ganz gutt, dat ass eng gutt Saach a sollt och e Virbild sinn.

Mir schléissen eis an deem Punkt den Avise vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce un. Mir fannen et och gutt, dass eng Konditioun, fir dës Hëllef ze kréien, d'Beleeë vun engem Cours iwwer d'Gestion d'entreprise bei enger Beruffschamber ass. Dës Konditioun fält ewech, wann de Firmegrënner entweeder en Unisdiplom, eng Meeschterprüfung oder säin auslänneschen Equivalent virleeë kann. Dës ass eng wichteg Mesür, fir den Taux d'échec e wéineg erofzekréien a fir vermeidbare Feeler virzebeugen.

De Projet de loi gesäit och vir, dass dës Aidë sechs Méint gräife mat Tranchë vun 2.000 Euro pro Mount, also engem Maximum vun 12.000 Euro. D'Chambre de Commerce ass der Meenung, et hätt een d'Ausbezuele vun der Hëllef e bësse méi flexibel kënne gestalten, fir dass grad an den éischten ee bis zwee Méint méi ausbezuelt kéint ginn, wann d'Suen eeben am meeschte gebrauch ginn. Dat gesi mir och esou an hätten eis do e bësse méi Flexibilitéit säitens vum Ministère erwaart.

Alles an allem ass dës Aide awer eng wichteg Ënnerstëtzung fir den Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg an d'CSV stëmmt natierlech dësem Projet de loi zou. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Eischen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech natierlech och der Madamm Beissel villmools Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Mat dësem Gesetzesprojet ënnerstëtze mer Leit, déi de Schrëtt an d'Selbstständegkeet woen an eng nei Entreprise grënnen. Si kréie wärend sechs Méint eng finanziell Starthëllef an der Héicht vun 2.000 Euro.

Mir förderе mat dëser Hëllef den Entrepreneursgeescht hei bei eis am Land a virun allem awer och d'Innovatioun, well et oft déi nei kleng Entreprisë sinn, déi nei Iddien ëmsetze wëllen. Dëst dréit zur wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land bäi an och zu der Attraktivitéit vun eisem Land. Nei Entreprisë schafen awer och nei Aarbechtsplazen an dofir ass et wichteg, dass mir derbäi hëllefen, dass nei Entreprisen de Wee packen, sech ze etabléieren, ze wuessen an erfollegräich ze sinn.

Här President, ech wëll nach eng Kéier op dräi Punkten agoen, déi eis an dësem Gesetz ganz wichteg sinn. D'Subventioune ginn nämlech direkt all Mount ausbezuelt a si mussen net rembourséiert ginn. Déi finanziell Ënnerstëtzung ass un eng Formatioun vun der Gestion d'entreprise gebonnen. Domadder steigere mer d'Warscheinlechkeet, dass déi nei gegrënnt Entreprisë reusséiere wäerten a mir bannen déi professionell Beruffskummeren och mat an.

An en anere weidere wichtege Punkt fir eis ass deen, dass de Ministère innerhalb vun engem Mount d'Demande muss traitéieren, dat gëtt nämlech deene nei gegrënnte Betriber eng gewësse Planungssécherheet. Wann een de Schrëtt an d'Selbstständegkeet wot, dann ass dat e Schrëtt, dee virun allem am Ufank vill Onsécherheete mat sech bréngt. Et ass e Sprong an d'kaalt Waasser. An och, wann ee sech vill renseignéiert a gutt virbereet huet, gëtt et ëmmer Imprevuen, déi engem séier wuertwiertlech de Stréch duerch d'Rechnung maache kënnen. Dofir ass et wichteg, e finanzielle Puffer, e Rettungsreef ze hunn, deen een iwwer Waasser hält, bis eeben d'Entreprise sech fräigeschwommen huet.

Dëse Projet ass also eng gutt Saach, dofir kann ech hei nëmmen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn dacks gesot, dass Efforte musse gemaach ginn, fir den Entrepreneursgeescht ze stäerken an de Leit Loscht ze ginn, sech als Entrepreneur ze lancéieren. Mat dësem Gesetz gi mir deenen, déi sech wëllen trauen, en direkten Incentive, andeems mir si wärend der Ulafphas, déi dacks méi schwéier ass, finanziell ënnerstëtzen. E Betrib brauch nämlech oft Zäit, bis en eng stabill Clientsbasis opgebaut huet a reegelméisseg Revenuen erakritt, mat deenen hie seng Käschten decke kann.

Zil vun dësem Gesetz ass awer net nëmmen, de Primo-créateure ze hëllefen, den ekonomesche Risiko ofzefiederen. Mir ginn hinnen och eng Sécherheet, wa si eventuell e Salariatsverhältnis opléisen, fir sech an d'Selbstännegkeet ze trauen. Mir ënnerstëtze soumat och d'Independanten, déi heimat eng Ofsécherung kréien.

Et goufe scho vill Initiative lancéiert, fir den Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen an ze förderen. Ze erwänen ass zum Beispill de Projet „Sustainable Entrepreneurial Schools" vum SCRIPT an dem Mëttelstandsministère, un deem Dausende Schüler deelgeholl hunn zanter senger Kreatioun 2016/2017. Dobäi ginn Atelieren, Mini-Stagen, Konferenzen a Visitte mat externe Partner organiséiert. Ech denken awer och un de Projet „Mini-Entreprises", dee säit Joren an de Lycéeën ënnert dem Lead vun der Jonk Entrepreneuren ASBL ganz vill Succès huet a vun der Regierung ënnerstëtzt gëtt, e Projet, deen den Entrepreneursgeescht bei jonke Schüler stimuléiert an hinnen d'Responsabilitéit iwwert eng kleng Firma gëtt.

D'Regierung huet och rezent eng Roadmap zur Förderung vum Startup-Ekosystem ausgeschafft. Zil vun där ambitiéiser a participativer Roadmap ass, Lëtzebuerg als en éischtklassege Standuert ze positionéiere fir Grënner, déi innovativ Projeten entwéckelen, fir Investoren an aner Playeren aus dem Startup-Ekosystem. Dobäi kënnt de Projet de loi iwwert den Droit d'établissement, deen deemnächst op dëser Plaz soll gestëmmt ginn. Dëse wäert derzou bäidroen, de Prinzipp vun der zweeter Chance fir Entrepreneuren ze stäerken. Wann een eemol Faillite gemaach huet a sech nach eng Kéier nei lancéiere wëll, kann een hei dann eng zweet Chance kréien.

Fir Primo-créateure spillen och d'Netzwierk, de Mentoring an eng Ulafstell, wou ee sech iwwer d'Prozedure vun der Betribsgrënnung kann informéieren, an esou wieder eng wichteg Roll. Hei leeschte Luxinnovation an d'Handelskummer mam House of Startups an dem House of Entrepreneurship zanter ville Joren eng ganz wichteg Aarbecht.

Dir Dammen an Dir Hären, wat de Projet de loi ugeet, ass et gutt, dass d'Primo-créateuren eng Subvention en capital kréien, bei där si sech keng Suerge maache mussen, dës bis zu engem Stéchdatum erëm zeréckzebezuelen. D'Prozedur fir d'Demande vun der Hëllef ass och effikass, well en Demandeur séier eng Äntwert kritt, ob en d'finanziell Hëllef wäert kréien oder net. D'Äntwert vum Ministère muss jo och an engem Mount kommen, soss gëtt de Prinzipp „Silence vaut accord" ugewant – e Prinzipp, deen iwwregens och anere Prozeduren zu manner Delaie féiere kéint.

D'DP begréisst och d'Koppelung vun der finanzieller Hëllef un eng Formatioun iwwer d'Geschäftsleedung. Dëst ka sécherstellen, d'Probabilitéit vun der Reussite vun engem Projet, deen d'Aide primo-créateur kritt, ze vergréisseren. Duerch eng geziilt Ënnerstëtzung stäerke mir de Primo-créateuren hir Chancen, erfollegräich ze ginn a mat hirem Betrib zu der wirtschaftlecher Entwécklung vum Land bäizedroen. Dëse Projet de loi ass deemno am Sënn vum Entrepreneursgeescht an am Sënn vun eiser Ekonomie.

Ech ginn deemno mat Freed den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et un der Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass wierklech schonn immens villes gesot gi vu menge Virriedner. Fir d'alleréischt, fir dass ech et och natierlech net vergiessen, der Madamm Beissel e ganz grousse Merci fir de schréftlechen an natierlech mëndleche Rapport.

A jo, wat ech am Fong wollt soen, ass: De Choix ze maachen, en eegene Projet an eng eege Firma ze lancéieren, ass sécherlech net einfach an et verlaangt och e gewëssene Courage, de Courage, sech ouni vill Garantien eppes kënnen opzebauen an och datt ee kann natierlech seng eegen Iddie verkafen. Et bedeit, kënne säin eegene Chef ze sinn, mee et bedeit awer och, kënnen iergendwéini eng Kéier, wann et gutt geet, de Chef vun anere Leit ze sinn. Den Entrepreneuriat ass wichteg fir eis Gesellschaft. Dat si Leit, déi sech net nëmme selwer natierlech wëllen opbauen a privat hoffentlech wëllen erfëllen, mee dat si Leit, déi nëtzlech si fir eis Gesellschaft, eis Ekonomie an den Aarbechtsmarché. Natierlech sinn dat och Leit, déi interessant sinn an eng Plus-value wäerte si fir déi potenziell Clienten.

Fir eis war et schonn ëmmer wichteg, deene Jonken oder souguer déi deene manner Jonken hiren Entrepreneuriatsgeescht ze encouragéieren a si ze ënnerstëtzen, sech ze lancéieren a sech esou weider fir berufflech Méiglechkeeten ze interesséieren.

E konkreet Beispill hei wier och zum Beispill de Lycée Ermesinde zu Miersch, well ech fannen, et feelt e bëssen an eisem Schoulsystem … Also op jidde Fall, dee Moment, wéi ech an der Schoul war, ass guer net vun Independantë geschwat ginn an den État d'esprit, fir iergendwéini eng Kéier Independant ze sinn, war guer net um Programm. An dofir ass et wichteg an dofir geet dëse Lycée mat engem gudde Beispill vir, fir dat – d'Mini-Entreprisen – och scho ganz fréi an de Schoulprogramm anzeschreiwen, fir datt d'Schüler schonn emol d'Gefill kréien, wat et heescht, säin eegene Chef ze sinn a selwer ze kucken: Wéi maachen ech dat, wéi bauen ech dat op, fir e klenge Revenu ze kréien, fir datt dat Ganzt rullt?

Voilà, da schléissen ech dës Klamer zou, mee et war mer wichteg, dat ze soen, well fir déi Jonk wier dat natierlech net oninteressant, schonn esou eng gewëssen Erfarung ze maachen, bevir si am aktive Liewe kënne täteg sinn.

Mir Gréng …

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci. Mir Gréng hu schonn oft gesot: Wann ee wëll d'Independance opwäerten, dann ass et wichteg, deene Leit méi Sécherheet ze ginn an domadder de Statutt méi attraktiv ze maachen. A mat dësem Gesetzesprojet encouragéiere mir iwwert de Wee vun enger Primm d'Kreatioun vun de Mini-Entreprisen an domadder droe mer natierlech derzou bäi, datt d'Handwierk opgewäert gëtt an opgebaut gëtt. Mir begréisse bei dësem Gesetzesprojet de Wonsch natierlech vun der Regierung, den Entrepreneuriatsgeescht duerch Hëllefen a Subventiounen ze ënnerstëtzen an ze encouragéieren.

Weider ass dëse Projet interessant, well d'Subventiounen och un eng Formatioun gekoppelt sinn. Esou soll séchergestallt ginn am Fong, datt déi nei Entrepreneuren déi beschtméiglech Basis hunn, also de beschtméigleche Start souzesoen, fir hir Iddi ze realiséieren an eng Reussite dorauser ze maachen, datt do natierlech iwwer eng Formatioun klassesch Feeler kënne vermeit ginn an datt een natierlech béis Iwwerraschungen, déi ee vläicht am Ufank esou net um Radar huet, kann aus dem Wee raumen. Sech ze bilden an iwwerhaapt dës Opportunitéit ze hunn, ass vill wäert an ass och immens wichteg. Dofir ass et an eisen Aen immens interessant, dës Demande fir Subventiounen un dat gekoppelt ze hunn, a mir hoffen natierlech, datt dat Ganzt wäert fir all Entreprise zum Erfolleg féieren.

Et ass wichteg, iwwert dëse Wee d'Attraktivitéit och vun eisem Land ze stäerken. Déi administrativ Hürde si beschtméiglech opgehuewe ginn duerch eng Simplification administrative a mir begréissen natierlech, datt d'Regierung sech hei maximum ee Mount gëtt, fir op all Demande kënnen ze reagéieren.

Dat alles gesot, kéint ee mat engem Saz dat Ganzt resüméieren: Mat dësem Gesetzesprojet förderе mir den Entrepreneuriatsgeescht an ënnerstëtzen op eng ganz aktiv Aart a Weis d'Kreatioun vun den neie Betriber.

Dat gesot, merci natierlech fir d'Nolauschteren. An net ze vergiessen: Ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Ech ka mech wierklech kuerzfaassen, well et ass an dësem Gesetz näischt gesot ginn, wat mir net géinge mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Souwuel d'Ënnerstëtzung vum Entrepreneuriat, vun neien Entreprisen an esou weider an esou virun ass eppes, wat eiser Linn komplett entsprécht. Dofir gi mir gär eisen Accord. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also als Alleréischt emol e grousse Merci der Rapportrice fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Also mir droen dat hei natierlech selbstverständlech mat, well et ass jo och scho gesot ginn, dëse Projet de loi cibléiert wierklech déi kleng Entreprisen, déi kleng Commercen, déi kleng Artisanaten, an do ass et schonn immens, immens schwéier. An et geet net nëmmen duer, datt mir soen: „Trau dech! Maach et!", mee hei kréie se wierklech finanziell gehollef. An all Respekt dofir an e grousse Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och fir de ganz gudden an ausféierleche Rapport. Ech ginn elo net méi op d'Montanten an op d'Delaien an, wéi laang et déi Aidë ginn; déi 12.000 Euro a sechs Méint si bekannt.

Mir fannen et generell gutt, datt et de Start an d'Entrepreneuriat soll facilitéieren. Mir Piraten fannen et awer schued, datt d'Aidë bis elo mol just fir d'Secteure vum Commerce a vum Handwierk gëllen – dat hate mer och an der Kommissioun thematiséiert –, et gi sécher nach aner Secteuren, wou et kéint interessant sinn. Ech verstinn och d'Argumentatioun, firwat dat elo sou gemaach ass, well et deelweis aner Aidë ginn. Ech géif mer do heiansdo e Streamlining wënschen, dat géif et de Leit och e bësse méi einfach maachen, si op déi richteg Plaz ze guidéieren. Dat hu mer schonn oft diskutéiert, Här Minister. Ech mengen, mir sinn eis do am Kär eens, et ass just un der Ëmsetzung, wou et heiansdo happert.

Ech hunn awer e puer Punkten, déi ech trotzdeem wollt uschwätzen, déi hei nach net gesot goufen. Dat eent, dat ass: Ech fannen et e bësse komesch, datt een op d'mannst zwee Verstéiss géint de Verbuet vum Travail clandestin a sengem Casier muss stoen hunn, ier ee fir dës Hëllef net méi eligibel ass. Fir eis ass kloer – a mir hätten do och eis Ënnerstëtzung ginn –, datt een direkt ab der éischter Verurteelung wéinst Ausbeutung vu Persounen ouni Openthaltsrecht säi Recht op dës Aidë verwierkt hätt. Et gi Grënn, mir hätten awer och eis Ënnerstëtzung wierklech gi fir ab der éischter Verurteelung. Mir hätten eis hei also kloer fir eng méi streng Clause entscheet a mir denken, datt dat hei och eventuell spéider nach eng Kéier kéint fir eng blöd Situatioun an der Ëffentlechkeet suergen, wann dann iergendwann eng Kéier eng Firma an deem Fall wier oder eng Persoun an deem Fall wier an dat géif an der Press thematiséiert ginn.

Och fanne mer et schued, datt Leit, déi hire Betrib bei sech doheem wëlle lancéieren, hei keng Chance hunn, vun deenen 12.000 Euro ze profitéieren. Well och wa si sech d'Loyerskäschte spueren, heescht dat nach laang net, datt hire Business an deene sechs Méint esou grouss ass, datt se kéinte vun hirem Geschäft liewen. En Handwierker zum Beispill, dee bei d'Leit heem Reparature maache geet, huet och net onbedéngt de Besoin vun engem eegene Geschäft oder vun engem eegene Lokal, well hien ass jo déi ganz Zäit dobaussen ënnerwee an huet deementspriechend vläicht just d'Käschte vun enger Camionnette ze droen. Och hei wiere mer also mat méi largë Reegelen averstane gewiescht. Och do, wien de schréftleche Rapport liest, gesäit och e bëssen d'Erklärungen derfir. Ech fannen trotzdeem, datt et enger Oppositiounspartei zoustoen däerf, drop hinzeweisen, datt se dat anescht gesäit.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, doduerch datt d'Regierung an hirer Fiche financière just vun 83 Beneficiairen am Joer ausgeet, mengen ech, ass jiddwerengem heibanne bewosst, datt dat heiten eng Hëllef ass, déi laang net fir all Entrepreneur oder all Entrepreneuse geduecht ass. Et ass eng Hëllef, déi enger ganz cibléierter Grupp vu Leit wäert zegutt-kommen, a fir eis wär en Opmaachen op méi Grouss definitiv wënschenswäert a mir hoffen, datt mer an der Evaluatioun vun deem heite Projet dann och an déi Richtung wäerte goen. Et ass en éischte richtege Schrëtt an dofir gi mer eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, loosst mech fir unzefänken der Rapportrice villmools Merci soe fir de schréftlechen an de mëndleche Rapport. Ech wëll net nach eng Kéier op alleguer d'Detailer vum Gesetz agoen. Et ass zwar schonn alles gesot ginn, mee net vu jiddwerengem gesot ginn, ech wëll och net alles nach eng Kéier widderhuelen.

Ech wëll just nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass et e ganz wichtege Volet ass, deen hei ëmgesat gëtt, eebe grad fir d'Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen. Wa mer soen: „Trau dech!", da musse mer dat hei och kënne maachen. Wa mer soen: „Trau dech!", a wa mer wëllen, dass d'Leit e Geescht vum Entrepreneuriat wëlle weiderféieren, dann ass dat hei de richtege Wee, fir dohinnerzegoen. Well et ass grad um Ufank bei der Kreatioun vun enger Entreprise, an ech mengen, d'Madamm Burton huet et gesot, wou, wann ee sech wëll lancéieren, ganz oft verschidde Käschten op een duerkommen, mat deenen een net direkt gerechent huet.

Hei geet et also ëm sechsmol 2.000 Euro an dofir ass et och extra gemaach ginn, dass et net eng eenzel Aide ass, bei där einfach nëmmen 12.000 Euro geholl ginn, déi direkt ausgeschott ginn, nee, hei geet et drëm, eebe grad déi Suen iwwer sechs Méint ze strecken, gekoppelt un eng Formatioun vun der Gestion d'entreprise.

Den Här Clement huet kritiséiert, dass et muss un e Lokal gebonne sinn. Mee verschidde Garde-foue muss een awer hei abauen. Et kann ee jo net einfach soen: „Majo, da komm, da frees de eng Autorisatioun an da kriss de mol wärend sechs Méint 2.000 Euro iwwerwisen an no sechs Méint méchs de erëm zou." Nee! Mir brauche Substanz. A wa mer vu Substanz schwätzen, hu mer dat och a ganz villen aneren Texter, wou mer Aiden ausbezuelen, wou mer froen, dass reellement eng Substanz do ass, fir kënne vun Aiden ze profitéieren. Dat Beispill, dat genannt ginn ass, de Schräiner oder de Schlässer, dee sech an d'Camionnette setzt a vu lénks no riets fiert, dat ass eng ganz léif Iddi, mee an der Realitéit hunn ech nach kee begéint, gëtt et och net hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt och do ëmmer eng Substanz.

Wa mer dat dote soen, dass ee muss e Lokal hunn, an et steet och extra am Text dran, dass et en anert Lokal muss si wéi den Domicile, ass dat, fir ze evitéieren, dass een hei en Independantstatutt kreéiert, nëmme fir vun deenen 12.000 Euro iwwer sechs Méint kënnen ze profitéieren. Et seet een zum Beispill, et gëtt ee Formatiounen. Formatiounen ass och eng Activité commerciale, wou een eng Autorisation d'établissement bei eis kritt, wou een dann, wann een einfach nëmme géing iergendzwousch hifueren, ouni dass ee Méikäschten huet, vun där Aide hei ka profitéieren.

Eis geet et hei drëm, fir d'Promotioun ze maache vun der neier Kreatioun vu Betriber. Eis geet et hei drëm, den Independant ze ënnerstëtzen. Eis geet et hei drëm, fir eebe grad de Geescht vum Entrepreneuriat ze stäerken, andeem ech mech trauen, andeem ech mech lancéieren a wou ech meng Aarbecht virdrun … Well dat ass och eng weider Konditioun: Ech däerf kee Revenu méi hunn. Dat heescht, ech muss op menger Plaz virdru gekënnegt hunn, fir kënnen hei vun dëser Aide ze profitéieren, fir dass ech eebe grad, wann ech ufänken, dann net ouni näischt dostinn, mee ech kréien hei da wärend sechs Méint déi 2.000 Euro.

Et war nach eng kleng Kritick komm iwwert d'Visibilitéit vu verschiddenen Aiden. Dofir hu mer verschidde Voleten, notamment d'House of Entrepreneurship, dat eebe grad dee Guidage och soll maache vun deene Leit, wéi eng Aidë se kënne kréien; d'House of Entrepreneurship, de One-Stop-Shop, fir kënnen dohinnerzegoen, fir iwwert déi verschidden Aiden informéiert ze ginn an eebe grad déi heiten. An ech mengen, et ass an den Avisen, souwuel vun der Chambre de Commerce wéi vun der Chambre des Métiers, nach eng Kéier ënnerstrach ginn, dass mer och ganz enk mat deenen zwou zesummeschaffen, fir Promotioun heifir ze maachen an dass se och wierklech do ukënnt, wou se soll ukommen.

Neanmoins muss ech awer soen, dass et eng Panoplie vun Aidë gëtt hei zu Lëtzebuerg, vun deene Betriber kënne profitéieren, sief et an der Energie, Environnement, Classes moyennes oder Innovatiounsaiden. An do ass et wichteg, dass mer do och eng Kéier e ganz propperen Tablo maachen, deen een net nëmmen am House of Entrepreneurship kritt, mee dass een do iwwer e ganz einfache Klicksystem an de System vun engem Entonnoir kann déi verschidden Aidë fannen. Mee hei, wéi gesot, e ganz wichtege Volet, fir d'Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier wierklech kloermaachen: Ech menge schonn, datt et och Leit ginn, déi sech selbstänneg maachen, ouni datt se en eegent Lokal hunn. Et gi Leit, déi am Evenementiel schaffen, an dat sinn net alles faux Indépendants. Dat sinn der, déi definitiv och Käschten engagéieren. A mir hunn elo hei an deem heite Gesetz gesot: „Mir knëppen et un e Lokal." Dat verstinn ech. Ech perséinlech sinn awer weiderhin der Meenung, datt een et och hätt kënnen un en anere Garde-fou knëppe wéi zum Beispill d'Presentatioun vun engem Leasingskontrakt fir eng Camionette. Dat wär genau deen nämmlechte Garde-fou gewiescht.

An ze behaapten, datt een, dee sech elo als Gäertner selbstänneg mécht an ufänkt mat klengen Aarbechten oder als Homme à tout faire – wat och Entrepreneuriat ass mat Substanz, well et hëlleft de Leit, déi déi Hëllef brauchen, déi dee Service brauchen … Dee mécht net einfach no sechs Méint zou! An ech mengen, do hätt een och aner Garde-foue kënnen abauen.

Ech weess, datt dat heiten e wichtegen éischte Schrëtt ass, an dofir gi mer och eis Zoustëmmung. Mee ech bleiwen awer fest der Meenung, datt dat – sech un e Lokal ze bannen – an eisen Aen ze limitativ ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet direkt zréck un den Här Mëttelstandsminister … Nee, dat ass net de Fall. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8115. Den Text steet am Document parlementaire 8115[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8115 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei enger Nee-Stëmm ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8115 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi,

Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8188 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie

8189 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean »

8190 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes »

8191 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg »

8192 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « TROIS C-L – Maison pour la Danse »

Beim leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut geet et ëm d'Projets de loi 8188, 8189, 8190, 8191 an 8192 iwwert d'Schafung vun enger Rei vun Établissements publics. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt d'Madamm Rapportrice vun dëse Projet-de-loien an dat ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. An de kommende Minutte stellen ech Iech fënnef Kulturinstitutioune vir, déi jeeweils de Statut vum Établissement public solle kréien. Sou géife se zu enger Personne morale de droit public ginn an duerch hiert jeeweilegt Gesetz ginn hiren Objet, hir Missioun, hiert Fonctionnement, de Siège an natierlech och de Ministère de tutelle fixéiert an dat ass natierlech an dësem Fall de Kulturministère.

Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen Iech elo mol déi fënnef Kulturinstitutioune kuerz vir. Ech ginn dervunner aus, dass mer se alleguerte scho besicht hunn, a falls ee vun Iech dat nach net sollt gemaach hunn, da géif ech Iech dat natierlech wäermstens recommandéieren.

Ech fänken u mam Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain. De Casino, dee sech hei an der Stad befënnt, huet näischt mat engem Spillcasino ze dinn. Den Numm geet zréck op eng Zäit, wou een d'Renconter an den Echange mam Begréff „Casino" associéiert huet, an dat gëllt och an dësem Fall nach haut fir eise Casino. Et ass eng Plaz fir all Forme vun zäitgenëssescher Konscht, mee virun allem, fir sech do ronderëm ze begéinen, fir sech auszetauschen – e richtege „Forum" also. 2021 koum de Casino Display derbäi, eng Plaz, wou d'Konschtvermëttlung hir Plaz hat, an doduerjer e Raum fir d'Recherche a fir d'Experimentatioun genausou wéi eng Résidence d'artistes. Haut stellt de Casino op nationalem wéi op internationalem Plang eng Referenz duer an huet eng Ekipp vu 15,25 ETP an e järleche Budget vu bal 2,7 Milliounen.

Déi nächst Institutioun ass de Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, kuerz de Mudam. D'Iddi ronderëm d'Schafe vun enger international rayonnéierender Konschtinstutioun geet zréck an d'90er-Joren. 1998 huet déi deemoleg Regierung d'Fondation Musée d'art moderne Grand-Duc Jean gegrënnt, déi de Bau an d'Konzeptioun vum neie Musée verantwort huet. Dat bekannt Gebai vum Architekt Ieoh Ming Pei ass entre-temps aus dem Landschaftsbild vum Kierchberg a vun der ganzer Stad net ewechzedenken an de Mudam assuréiert haut eng enorm wichteg national Missioun fir d'Kollektioun, d'Konservatioun an d'Presentatioun vun zäitgenëssecher Konscht, déi, wéi gesot, an d'ganz Welt ausstraalt.

Vum Kierchbierg eriwwer an de Bouneweg-Garer Quartier, wou d'Rotonden direkt nieft de Schinnen zu engem kulturellen, mee virun allem och zu engem soziale Mëttelpunkt gi sinn. Nom Succès vum Kulturjoer 2007 hunn de Kulturministère an d'Stad Lëtzebuerg zesumme gekuckt, fir d'Aktivitéiten an d'Dynamik vum Kulturjoer ze perenniséieren. Wärend d'Rotonden zu Bouneweg a Stand gesat goufen, huet de CarréRotondes an der Rue de l'Aciérie en interessante Provisorium erschloss, deen awer dunn 2015 mat der Aweiung vun der Rotonde 1 eriwwergoung. Säitdeem gëtt et hei nieft der renovéierter an natierlech denkmalgeschützer Rotonde 1 e flotte Parvis, eng Container- an eng Holzstruktur. D'Rotonde 2 ass nach an hirem Originalzoustand, mee hei wäert deemnächst e Chantier ufänken, fir dës Rotonde och nach ganz bespillen ze kënnen. D'Rotondë sinn e Lieu de création et d'innovation, wou nei Kënschtler/innen a Konschtrichtungen zesumme mat engem breede Public hir Plaz sollen hunn.

Ech kommen dann elo eriwwer bei den Théâtre national du Luxembourg, kuerz den TNL. Och hei huet d'Kulturhaaptstad vun 1995 hir Spueren hannerlooss, an dat maassgeeblech bei de Kulturschafenden aus der Theaterzeen, déi doropshin eng ASBL gegrënnt hunn, fir den Arts du spectacle zu Lëtzebuerg eng fest Adress an Ulafstell ze ginn. Mat der fréierer Forge an der Lonkecher Strooss huet de Staat 2001 eng ideal Plaz kaaft, an där bis haut ëm déi 375 Spektakele konnte stattfannen. Och vernetzt den TNL a säin Ekosystem Acteuren aus der Kulturwelt iwwert d'national Grenzen eraus. Haut ass den TNL nieft de stätteschen Theateren, de regionale Kulturzenteren an den onofhängegen Theateren en nationale Pilier an der Theaterwelt, dee ronderëm seng lokal Kreatiounen, seng international Koproduktiounen, Nowuessförderung a Kulturaktiounen definitiv e Service vun nationaler Relevanz ubitt.

Last but not least den TROIS C-L, an dee befënnt sech an der Banannefabrik. 1994 hëlt de Kulturministère d'Initiativ, fir eng Association „Théâtre dansé et muet" unzestiwwelen, déi d'choreografiéiert Konscht zu Lëtzebuerg soll promouvéieren. D'Entwécklung huet hire Wee geholl a säit 2004 kenne mer den Numm „TROIS C-L", dee sech zënterhier ëmmer weider professionaliséiert huet a mat der Banannefabrik zu Bouneweg och eng Struktur fonnt huet, an där geschafft, geprouft an opgefouert ka ginn. D'Dynamik vum Danzsecteur zu Lëtzebuerg schwätzt Bänn an op ganz villen auslännesche Büne sinn ons Dänzer a Choreografe present. De Besoin fir eng méi grouss Struktur gëtt ëmmer méi däitlech an et steet eng Perspektiv am Raum: déi vum Developpement vun enger Maison de la Danse fir all Danzformen an Expressiounen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann ee sech d'Fro stellen: Wéisou en Établissement public? An dofir gëtt et direkt e puer Argumenter: Bis op den Théâtre national du Luxembourg sinn alleguerten d'Institutiounen d'Suite vun enger staatlecher Demande respektiv enger Initiativ. Se si maassgeeblech impaktéiert gi vun den zwee Kulturjoren 1995 an 2007, déi ganz sécher en enormen Elan an d'Schafung vu kulturelle Lieue respektiv Institutioune mat sech bruecht hunn. Alle fënnef Institutiounen erfëllen haut schonn de Charakter vun engem Service public an hir Aktivitéiten an Offere riichte sech un eng breet Ëffentlechkeet. Bei sämtlechen Institutiounen ass och haut schonn de Staat mat verschiddene Vertrieder am Conseil d'administration vertrueden.

An och a puncto Finanzement kënnt d'Majoritéit vun de finanzielle Mëttelen aus staatlecher Hand. Heizou huet och d'Cour des comptes schonn an hirem Rapport vun 2008 eng ganz däitlech Recommandatioun fir d'Ëmwandlung vu bisheerege parastaatlechen ASBLen an Établissement-publicken ausgeschwat. Mat der Struktur vum Établissement public kann nämlech och de Rechnungshaff d'Strukturen an Zukunft reegelméisseg kontrolléieren.

Net zulescht bekennt sech de Staat mat dëse Gesetzer zur Wichtegkeet an der Positioun vun de fënnef Institutioune fir eist Land. Si ginn an engem Gesetz verankert, d'Gestioun an d'Gouvernance gi weider professionaliséiert an d'Missioun vum Service public gëtt ënnerstrach.

All Établissement public huet, wéi d'Kadergesetz dat virgesäit, e Conseil d'administration, deen aus staatleche Vertrieder/innen zesummegesat gëtt. Just am Fall vun de Rotonden handelt et sech ausserdeem och ëm Vertrieder/inne vun der Stad Lëtzebuerg.

De Kulturministère huet déi fënnef Avant-projet-de-loien den 30. Mäerz 2023 deposéiert. Mir hu se schonn, a weiser Voraussicht, de 16. Mäerz virgestallt kritt a mir kruten d'Avise vum Staatsrot de 6. Juni 2023. D'Chambre de Commerce huet hir Avisen de 16. Mee eragereecht, wou se eng Rei vu punktuelle Froen a Remarken zur Organisatioun zum Ausdrock bruecht huet, awer d'Projete soss guttgeheescht huet. Den 22. Juni hu mer d'Avise vum Staatsrot diskutéiert an hei kann ech och rapportéieren, dass keng Oppositions formelles dra waren, de Staatsrot just beim Projet zu de Rotonden eng punktuell Remark zur Organisatioun vum Conseil d'administration hat, där d'Kommissioun Rechnung gedroen huet. Mir hunn d'Rapporte vun de Gesetzer de 27. Juni 2023 an der Kommissioun ugeholl.

Här President, mam Vott vun de fënnef Gesetzestexter wäert sech am Alldag vun de Visiteuren, dem Personal, der Gesellschaft vis-à-vis vun de fënnef Kulturinstitutiounen eigentlech net ganz vill änneren. D'Ëmwandlung an en Établissement public ass eng logesch Suite

am Werdegang vun dëse Strukturen an en ligne mat hirer nationaler kulturpolitescher Missioun. Gläichzäiteg dierf een d'Symbolik an d'Wichtegkeet heivun net ënnerschätzen. Mir verankeren den TROIS C-L, den Théâtre national, de Mudam, de Casino an d'Rotonden am Gesetz. Mir perenniséiere se a bekennen eis als Staat an als Gesellschaft zur Wichtegkeet vun dëse Kulturinstitutiounen.

Här President, well dëst déi lescht Ried fir dës Legislaturperiod an der Kultur wäert sinn, erlaben ech mer, ganz kuerz Merci ze soen un de Kultursecteur, deen ech an de leschte fënnef Joer vun enger anerer Säit dierft kenne léieren an dee sech an de leschte fënnef Joer a villen Hisiichten nei erfonnt a weiderentwéckelt huet, un de Kulturministère mat sengen devouéierte Beamten an natierlech och un d'Madamm Closener an den Här Louis, déi d'Sekretariat vun der Kulturkommissioun wonnerbar assuréiert hunn, den Här Ben Zenner aus der grénger Fraktioun, u meng Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kulturkommissioun, déi d'Presidence vun enger jonker an onerfuerener Kommissiounspresidentin ëmmer ganz agreabel, léierräich a kolleegial gestalt hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | An net zulescht un d'Ministesch Sam Tanson. Sou hu mer de Moien op de Kulturassisen héieren, dass si mat groussem perséinlechen Asaz d'Kulturpolitick zu Lëtzebuerg weiderbruecht huet an dobäi och ëmmer present an der Chamberskommissioun war.

Ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun fir déi fënnef Projet-de-loien an soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Djuna Bernard.

An éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll gläich do uschléissen, wou eis Rapporterin a Presidentin Djuna Bernard opgehalen huet, a mech hire villen a richtege Mercien uschléissen un all déi Leit, déi an eiser Kommissioun matgeschafft hunn a fir eis Kommissioun geschafft hunn. An Iech, Madamm Presidentin, och merci fir déi Aart a Weis, wéi Dir presidéiert hutt. An natierlech och merci haut fir déi fënnef Rapporten oder fir déi Rapporten zu de fënnef Gesetzer, déi Der gemaach hutt.

D'Kultur ass extreem wichteg, si gëtt net ëmmer genuch wouergeholl, si däerf och net nom Covid net méi bemierkt ginn. An dofir ass et och ëmmer erëm wichteg, datt mer vill an der Kommissioun zesumme schaffen an datt mer dat och heiansdo hei op der Tribün maache kënnen. Merci nach eng Kéier fir Äre Rapport, merci Iech alleguer (ndlr: op der Tribün) an Iech alleguer (ndlr: op der Majoritéitssäit). An der Madamm Minister souwisou, déi war an all deene Mercie mat dran.

D'Kultur dréit individuell zu Perséinlechkeetsentwécklung an -opbau bäi, bewosst oder onbewosst. A Wäerter, Normen an Identitéitsbildung gi kollektiv och staark duerch d'Kultur beaflosst. D'Kulturvermëttlung a kulturell Bildung sinn also och e Stéck ëffentlechen Optrag, deen eng Missioun ass vun de Kulturhaiser niewent hirer wichteger Missioun vu Promotioun a Weiderentwécklung vun de künstleresch Schaffenden.

Déi fënnef Kulturhaiser, ëm déi et haut geet, déi hunn ëmmer schonn dës Missiounen erfëllt an et sinn alles méi wéi confirméiert Kulturinstitutiounen. Hir Ëmwandlung vun ASBL zu Établissement public ass dofir net vu Muttwëll, louch och alt schonn emol an der Loft viru Joren. Datt et net éischter dozou komm ass, hat ënnerschiddlech Ursaachen. Haut ass et de Fall an et passt bei déi Haiser, sachant allerdéngs, datt de Mudam schonn eng Stëftung war, déi Fro stellt sech hei also e bëssen anescht.

De Casino – Forum d'art contemporain an der Ënneschtgaass hat mat als éischte schonn, an endlech, Lëtzebuerg op déi international an natierlech national zäitgenëssesch Konschtkaart gesat. En huet och mat der „Lady Rosa" eng éischt wichteg, deels hefteg Auseinanersetzung zu Lëtzebuerg mat der zäitgenëssescher Kreatioun bruecht. Et war fréier an der Ried, en als Établissement public anzesetzen, zwëschenduerch war de Casino awer frou mat sengem bestoenden, méi klenge Kommitee. D'Zesummeféierung an eng Hand mam Mudam ass och ëmmer erëm nees opgeworf ginn, war awer keng gutt Iddi; déi zwee Haiser sinn dofir ze ënnerschiddlech. En huet leschtens – an dat huet d'Rapporterin och scho gesot – de „Beim Engel" derbäikritt, fir als Casino Display ze geréieren. Wéi, Madamm Minister, geet et do virun an Zukunft? Net wéinst dem neie Gesetz, mee mat de Projeten, déi do kommen, a mat der Ëffnung och no baussen?

En zweet Etablissement, dat hei viséiert ass, ass de Mudam. Deen huet Lëtzebuerg definitiv op Weltniveau gehuewen an der zäitgenëssescher Konscht a Kreatioun an op där Weltkaart verankert. D'Promotioun fir d'Lëtzebuerger visuell Artiste war dem Mudam vun Ufank un ëmmer scho wichteg. Rivalitéiten am Verwaltungsrot, fälschlecherweis, hu bestanen, wat seng Ausriichtung ugaang ass, mee ech ka mer keng aner virstelle fir de Mudam an et huet kee Wäert, datt mir iergendeng Auer wëllen zréckdréien an op modern Konscht géife kommen, wou mir net matgespillt hunn an der Zäit, mee mer kënne bei der zäitgenëssescher Konscht a Kreatioun matspillen. Do si mer derbäi an dat solle mer och ervirhiewen.

Elo gëtt de Mudam vun enger Fondatioun, vun enger Stëftung, zu engem Établissement public. Dat wäert am prakteschen Alldagsbetrib allerdéngs wuel net ganz vill änneren, well esou ënnerschiddlech ass deen Deel dovunner elo net. Aner Punkte sinn dovu vläicht minimal méi betraff.

En drëtt Gesetz betrëfft d'Rotonden. Ech mengen, un hir Ankerroll am Kulturjoer 2007 kënne mir eis nach alleguer erënneren, mat ënner anerem grousse Landesausstellunge wéi d'Sophie Calle, mat der Triennale Jeune Création, mat de Congés annulés, déi et nach ëmmer gëtt. An datt d'Rotonden iwwer 2007 eraus weiderbestoe sollten, ech mengen, dat war evident. Dat hunn ech mam Colette Flesch als Stater Kulturschäffen am Summer 2007 op der Terrass vum Exit07 ausgemaach, zwëschent Staat a Stad, zwëschent Kulturministère a Stad Lëtzebuerg. De Carré Rotondes als Prefiguratiouns-ASBL ass dorauser ervirgaangen, et konnt nëmmen eng ASBL also sinn. 2015 ass et zréckgaangen an d'Rotonden, virdru konnt et keen Établissement public ginn.

Hir Akzenter, mengen ech, si ganz wichteg gewiescht an hunn e Stéck zougemaach, wat nach gefeelt huet hei, mat Activités éducatives, enger pedagogescher Programmatioun mat engem Akzent op jonkem Publikum, op neie kulturelle Expressiounen an insolitter Programméierung. 2015 ass et also an déi éischt Rotonde zréckgaangen. Wéi ass elo d'Zukunft vun der zweeter Rotonde? Mat hirer Rehabilitéierung ausgangs 2021 sollt en Avant-projet sommaire do sinn. D'Madamm Minister kann eis bestëmmt soen, wéi et elo doranner steet a wéi a wéini et mat der zweeter Rotonde virugeet.

E véiert Etablissement ass den TROIS C-L, deen 2003 oder 2004 staatlech initiéiert ginn ass, elo consolidéiert gëtt. An dat ass déi Referenzplaz fir zäitgenësseschen Danz a Choreografie hei am Land. Et ass e kulturellen Hub mat Residencen an engem ganz groussen internationalen Netzwierk, wou en extreem, extreem vill gemaach huet fir d'Inklusioun an d'Promotioun vun der hiseger Zeen. 2011 ass d'Bananne-fabrik, dem TROIS C-L an dem CPCA säin Doheem, fäerdeg renovéiert an ageweit ginn, mat den Acteuren, dem Claude Wiseler als Bauteschäffen a mir selwer.

De leschten Etablissement, deen hei viséiert ass, dat ass den TNL, den Théâtre national du Luxembourg. Et ass sécher dee Projet haut mat manner staatlecher Initiatioun, mee mat villen engagéierten Theatermacheren, déi dat op d'Bee wollte setzen. Hei ass extreem vill Pionéieraarbecht gemaach gi fir eng nei Programméierung niewent den zwee grousse stätteschen Theateren, déi et natierlech virdru scho gi sinn. En huet ganz vill Lëtzebuerger Schauspiller mat der internationaler Zeen verbonnen a vernetzt, huet mat eegenen Inzenéierungen erausgestach wéi 2004 seng Eegekreatioun vun „Hamlet". An och hei gëtt elo aus enger ASBL, wou et vläicht nach méi evident war, datt et am Ufank eng ASBL war, en Établissement public.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Net all Haus kann oder wëll an en ëffentlecht respektiv parastaatlecht Organ ëmgewandelt ginn. Pragmatismus bei der Grënnung, net staatleche Betrib an Optrag, statuttaresch Flexibilitéit, d'Gréisst vun der Associatioun, Marché-publics-Gesetzgeebung an esou weider kënnen do Grënn sinn. Déi fënnef Haiser, vun deene mer haut hei schwätzen an iwwert déi mer haut entscheeden, déi kréien elo als Établissement public eng legal Assise an do ass och en Deel aner Reegelen ze bedenken. Déi Gestioun an Organisatioun ass och an de Kulturbetriber wichteg, a wichteg ass ganz besonnesch, datt si kënschtleresch Fräiheet an hirem Schaffen hunn a behalen.

Elo kann ee sech natierlech froen: Wéi eng Krittäre sinn do, fir aus enger ASBL en Établissement public ze maachen? D'Rapporterin huet der opgezielt gehat – et stinn der och dräi jeeweils am Exposé des motifs –, mee wéi eng iwwert déi dräi eraus zielen, fir eventuell zukünfteg Associatiounen oder Organismen dann och als ASBL eriwwer an en eventuelle Statutt vun Établissement public ze féieren? Oder aneschters ausgedréckt: Gesitt Dir nach aner Haiser, déi do eng Kéier kéinten an der Rei stoen, Madamm Minister, oder ass et dat hei, bei deem et bleift?

Et kann ee sech natierlech och froen, ob et net nach aner Forme gëtt wéi Établissement-publicken oder awer ASBLen, och wa mer gëschter dat neit Gesetz hate vun ASBLen a Stëftungen. Et gëtt a Frankräich EPICen (ndlr: Établissements publics à caractère industriel et commercial); dat ass natierlech och en Établissement public, awer e bëssen aner Formen. Et gëtt och GIEen; firwat net GICen als Groupements d'intérêt culturel? Wären dat Saachen, déi besser ugepasst wären? Dat ass vläicht och eng Kéier eng Iwwerleeung wäert, eventuell.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt ëffentlech Haiser, déi Établissement-publicke sinn, ëffentlech-rechtlech Haiser, an der Kultur och als Missioun hunn, niewent deenen, déi ech scho genannt hunn, hir staatlech Dotatioun zum Deel ëmzeverdeelen hin zu den Artisten an deenen hir Liewensgrondlag ze stäerken. D'Positioun vun de Künstler a Kulturschaffenden ze festegen, ass domadder och eng ganz, ganz wichteg Aufgab, fir si ze förderen. Hir Promotioun am In- an Ausland ze maachen, gehéiert selbstverständlech do derzou.

Et ass net, datt, wann een en Établissement public géif ginn, een domat e Selbstzweck erfëllt hätt, dat ass ganz kloer. Dat ass och net dat, wat si wëllen hunn a wëlle maachen, do kënne mer sécher sinn. Dat däerf et och net sinn. An dofir hunn ech grousst Vertrauen doranner, datt, ob an där aler oder där neier Form, déi Haiser, ëm déi et haut geet, hir wichteg Roll an der Kulturzeen zu Lëtzebuerg weider wäerte spillen. Si sinn elo selwer gefestegt ginn, si wäerten och d'Positioun vun de Künstler a Kulturschaffende weider festegen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, et ass un Iech.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Virop wollt ech der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche Bericht zu deene fënnef Gesetzesprojeten, déi haut um Ordre du jour stinn. Jo, et geet ëmmer ëm déi selwecht Saach. Mir kommen e bëssen, hunn ech zu der Madamm Asselborn-Bintz gesot, an de Widderhuelungsmodus. Jo, d'Schafe vun engem Établissement public fir fënnef scho méi laang bestoend Kulturhaiser an Institutiounen ass haut de Sujet.

Mir als Demokratesch Partei begréissen dat. Mir begréissen, datt et mat dësem Projet – oder mat dëse Projeten – eng eenheetlech juristesch Form fir de Casino, den Nationalen Theater vu Lëtzebuerg, de Mudam, d'Haus vum Danz an de Carré Rotondes gëtt. Mir sinn der Meenung, dass dëse gesetzleche Kader net nëmme méi zäitgeméiss ass, ma och eng kloer Struktur an och eventuell méi Transparenz mat sech bréngt. Dat alles war bis elo net esou ganz kohärent, dat duerch d'Tatsaach, datt mer et zum Beispill mat dem Statutt vun enger ASBL oder enger Fondatioun ze dinn haten, jee no Haus. Dës Haiser an Institutioune ginn all vum Staat – dat ass elo virdru och schonn e puermol gesot ginn – subventionéiert, also mat ëffentleche Gelder majoritär bezuelt, an esou hu se an Zukunft mat dëse Projet-de-loien alleguer déi selwecht juristesch Basis.

D'Cour des comptes, de Rechnungshaff, ass der Meenung, datt dës Ännerung fir d'Transparenz vun de Finanze sënnvoll, jo, noutwendeg ass. Sou schreift d'Cour des comptes an hirem Bericht aus dem Joer 2008, datt ASBLe wéi de Casino an de Carré Rotondes d'Rechtsform vun enger ëffentlecher Institutioun sollte kréien – natierlech mat der néideger Flexibilitéit, fir d'Erwaardunge vum jeeweilege Public ze erfëllen.

Här President, loosst mech ganz kuerz op déi eenzel Haiser agoen, fir dës Argumenter, déi fir dës Ëmwandlung an ëffentlech Institutioune schwätzen, ze beliichten. Wat d'Rotondë betrëfft, kann een umierken, datt een Drëttel vun hirer Dotatioun vun der Stad Lëtzebuerg kënnt, de Rescht kënnt vum Staat. Och déi aner ginn, wéi scho gesot, majoritär vum Staat finanzéiert. Huele mer nach eventuell d'Beispill vum Mudam. Als Fondatioun ass de Mudam ëmmer, dat ass och an der Kommissioun ënnerstrach ginn, als eng Aart Privatinstitutioun gekuckt ginn, déi en awer a Wierklechkeet net war an net ass. De Mudam ass eng Institutioun, déi eebe vum Staat finanzéiert gëtt. Dat dierft also mat dësem entspriechende gesetzleche Kader méi kloer ginn.

Jo, och d'Haus vum Danz ass scho jorelaang en Theema, dat manner wéinst der juristescher Struktur, mee éischter well déi bestoend Raimlechkeete bis haut de Bedürfnisser vun dëser Konscht net ugepasst sinn. D'Aarbechte fir d'Schafe vun neie Säll sinn zwar amgaangen, ma et huet een awer dacks aus der Zeen eng gewëss Ongedold matgedeelt kritt. Mir erwaarden eis jiddefalls, dass der Danzzeen hei zu Lëtzebuerg infrastrukturell ka gehollef ginn. En neit Gesetz, en neie gesetzleche Kader ass gutt, ma et muss sech natierlech och eppes um Terrain konkreet doen. Mir sinn awer zouversiichtlech, datt sech do eppes ka verbesseren.

Léif alleguer, Dir frot Iech och bestëmmt, firwat en eenzelt Gesetz fir all eenzelt Etablissement noutwendeg ass. Et ass effektiv besser, datt all Haus, all Institut, säin eegent – säi spezifescht – Gesetz huet, fir eeben och eng kloer Visibilitéit no baussen ze hunn. Sollten eventuell och zousätzlech Missioune fir en Institut derbäikommen, da kann een direkt an dat spezifescht Gesetz eragoen an eeben dorunner eppes änneren.

Och am Kulturentwécklungsplang 2018–2028 steet an der Recommandatioun – ech mengen, et ass d'Recommandatioun Nummer 12 –, et sollt een iwwerleeën, d'Rechtsformen an d'Funktioun vun den institutionelle Kulturorganisatiounen ze iwwerdenken. Sou gesäit de KEP vir, datt Haiser an Institutiounen, déi souwisou schonn ëffentlech Missiounen iwwerhuelen, zu engem groussen Deel net nëmmen en nationalen, ma och en internationale Public unzéien, och de juristesche Kader eebe vun enger ëffentlecher Institutioun solle kréien.

Doriwwer eraus ass et jo sou, datt all fënnef Haiser elo scho jorelaang zu engem groussen Deel vum Staat finanzéiert ginn, an dofir gesäit d'DP de Sënn fir dës Ännerung an domadder de gesetzleche Kader op alle Fall an. Well och schonn haut an de jeeweilege Verwaltungsréit Membere vum Staat vertruede sinn, versteet een also duerchaus de Besoin, fir aus de Kulturhaiser Établissements publics ze maachen.

Domat wier vun eiser Säit alles gesot an dofir ginn ech dann och direkt den Accord vun eiser Fraktioun zu dëse fënnef Gesetzestexter. Der jonker Presidentin vun der Kulturkommissioun, déi dat fënnef Joer laang gutt a mat vill Gentillesse gemaacht huet, wollt ech nach eng Kéier en extrae Merci soen an da soen ech och Iech Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Bauler. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Wannechgelift.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, Kultur ass e wichtege Bestanddeel vun enger demokratescher a pluralistescher Gesellschaft. Si dréit weesentlech zur Meenungsfräiheet an doriwwer eraus zum intellektuelle Räichtum vun eisem Land bäi. Dir Dammen an Dir Hären, dëst hunn ech schonn op anere Plaze méi dacks gesot an ech fannen et och wichteg, dat ëmmer erëm ze widderhuelen; dat ass net nëmmen en eidele Saz, mee dat ass fir mech eng ganz wichteg Ausso: Ouni Konscht a Kultur si mer en aarmt Land! An ech mengen, dat kann heibanne jiddweree mat ënnerschreiwen. An eis Kulturinstitutioune gehéieren ouni Zweifel och do derzou!

An deene fënnef Projet-de-loien, déi mer dann elo hei virleien hunn, schwätze mer iwwer fënnef Kulturinstitutiounen, déi u sech net méi aus eiser kultureller Landschaft ewechzedenke sinn: de Casino, de Mudam, d'Rotonden, den Théâtre national an den TROIS C-L.

Andeems dës fënnef Institutiounen en Établissement public ginn, kréie se domat eng stabill gesetzlech Grondlag, eng eege Personnal... – sou, lo schwätzen ech e bësse méi lues, dann tuddelen ech och net –, ...

(Interruptions)

... eng eege Personnalité juridique, eng Professionaliséierung an och eng méi effikass Gestioun, ënnerstëtzt vun enger staatlecher finanzieller Participatioun.

Dëse Changement hin zu engem Établissement public schreift sech an d'Beméiunge vun deene leschte Joren an, de Kultursecteur ze professionaliséieren. De Statutt vun engem Établissement public festegt och nach eng Kéier déi artistesch a kulturell Onofhängegkeet vun de jeeweilege Kulturinstitutiounen.

Als LSAP ass et an dësem Kontext och wichteg, dass de Conseil d'administration equilibréiert zesummegesat ass. Et ergëtt sech vum selwen, dass Vertrieder a Vertriederinnen aus dem Ministère am Conseil sinn. Gradesou selbstverständlech ass et an eisen Aen awer och, dass Persounen aus der Kulturzeen am Conseil erëmzefanne sinn.

Vu dass vun elo u Schwaarz op Wäiss festgehalen ass, dass d'Vertrieder a Vertriederinne vun dem Ministère vun hirer Funktioun am Staatsdéngscht net de jeeweilegen Établissement public kontrolléieren oder Paiementer en faveur vum Etablissement accordéieren dierfen, dierft de Risk vun der staatlecher Surveillance aus dem Wee geraumt sinn.

Och elo schonns hunn déi concernéiert Kulturinstitutiounen alleguer Missiounen an Aktivitéiten erfëllt, déi ganz no un engem Service public stoungen. An deem Kontext muss een natierlech och an der nächster Legislaturperiod kucken, ob et net nach aner kulturell Acteure gëtt, déi eng wichteg Missioun um nationale Plang erfëllen an dëser Missioun enventuell och nach bësser kéinten nokommen, wa se dann eeben en Établissement public wären. Ech denken do beispillsweis un de Centre national fir Industriekultur, awer net nëmmen deen; et gëtt sécherlech nach anerer.

Dës Gesetzer sinn dann awer och eng Suite vun der Recommandatioun Nummer 12 vum Kulturentwécklungsplang, wou mer jo de Moie vun der Kulturministesch zu Iechternach e ganz interessante Bilan virgestallt kritt hunn. Wéi och meng Virriedner gesot hunn – a virun allem och d'Rapportrice Djuna Bernard, där ech och heimadder Merci soe fir hire ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport –, gëtt elo d'Tutelle vun der Ministesch an d'Gesetz ageschriwwen. Verschidden Decisioune mussen dann awer och eng Approbatioun vum Ministère kréien sou wéi d'Investissementsprogrammer, d'Astellen oder Licenciéiere vun Direkteren oder nach zum Beispill déi generell Politick vun der Institutioun. De Conseil de Gouvernement muss dann och d'Konten an Emprunten approuvéieren an d'Institutioune gi vun der Cour des comptes kontrolléiert.

Ech kéint elo nach ganz vill a ganz laang iwwert déi eenzel Institutioune schwätzen – dat ass jo och scho ganz vill gemaach ginn, et ass awer wichteg, verschidde Saachen nach emol ze widderhuelen –: de Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, dee jo säit dem Kulturjoer 1995 besteet an deen déi zäitgenëssesch Konscht promouvéiert; de Mudam, deen och an den 90er-Jore gegrënnt ginn ass an iwwer eis Grenzen eraus duerch seng Architektur an awer och duerch seng Programmatioun erausstécht; den Espace culturel des Rotondes, dee jo och op e Kulturjoer zréckzeféieren ass an zwar op dat vun 2007, deen en Uert fir d'Kreatioun ass an de Beräicher Theater, Musek, Arts plastiques, digital a visuell Konscht an och op Participatioun setzt, fir ganz Jonker an och nach manner Jonker; den TNL, dee jo dann och no 1995 vum Frank Hoffmann gegrënnt ginn ass a sech virun allem eeben der Theaterkonscht consacréiert, an zum Schluss dann den TROIS C-L – Maison pour la Danse, déi jo aus dem „Théâtre dansé et muet" entstanen ass, wou d'Kreatioun um nationalen an internationale Plang steet ronderëm den Danz a mam Danz.

Ech denken awer, dass et dat Allerbescht ass – an dat, mengen ech, huet d'Madamm Presidentin vun der Kulturkomissioun och scho gesot –, wa jiddereen,

wann dat nach net de Fall war, dës an déi aner Kulturinstitutioune besiche geet a sech op der Plaz vun hiren Offeren iwwerzeege léisst. Dat ass dat Bescht, wat ee ka maachen!

Et brauch eis Kulturinstitutiounen an hirer Gesamtheet, fir méiglechst breet all kulturell Disziplinnen an all kulturell Goûten ofzedecken. Et ass keng Institutioun méi oder manner wäert wéi eng aner, well et kënnt op se alleguerten un. Dofir ass d'Komplementaritéit an d'Kollaboratioun tëscht den Institutiounen och esou wichteg!

Et ass och esou wäertvoll, och mat Kanner a Jugendleche Konscht a Kultur ze genéissen. Dat dréit zu enger wichteger Bildung bäi, déi Kanner a Jonken hëlleft, hir Perséinlechkeet ze bilden an ze entwéckelen. D'Konscht ass a bleift e wonnerbare Vecteur, fir eis Wäerter vun Toleranz an Oppenheet ze affirméieren. De Gao Xingjian, Schréftsteller a Literaturnobelpräisträger, huet an engem bekannte Buch gesot: „La culture n'est pas un luxe, c'est une nécessité."

(Interruption)

Ofschléissend wëll ech dann all de Mataarbechter an de ville Benevollen, déi an der Konscht an an eise Konschtinstitutiounen täteg sinn, Merci soe fir hiren onermiddlechen Asaz an Engagement am Sënn vun der Konscht an der Kultur.

Ech profitéieren dann och haut hei dervun, der Presidentin Merci ze soen. Ech war net déi fënnef Joer derbäi, mee déi lescht dräi Joer derbäi. Et war wierklech eng flott Kommissioun, wou mer vill flott, interessant Gespréicher haten, och Visitten haten. Mir hunn eis ganz gutt ausgetosch. Dat heescht: der Presidentin, de Sekretären, all eise Memberen an och der Ministesch en décke Merci fir déi wäertvoll Aarbecht, déi mer am Sënn vun der Kultur gemaach hunn.

An da ginn ech natierlech selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dës Gesetzer an ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, Konscht ass et jo och, net alles ze widderhuelen, wat scho gesot ginn ass, a sech sou kuerz ze faasse wéi méiglech. Ech probéieren, dat dann och hei ze maachen.

Ech wëll awer un dräi Saachen erënneren, déi dës Konschtpolitick an der leschter Zäit e bësse gepréägt huet.

Dat Éischt ass dat, wat an d'Verfassung ageschriwwe ginn ass. Do ass ageschriwwe ginn: „en Accès op d'Kultur", a leider net: „d'Fräiheet vun der Kultur" – wat mer bedaueren.

Dat Zweet, wat ech wëll uschwätzen, dat ass, dass mer vum Ministère en Deontologiekodex haten, deen dach awer eng politesch Richtung ugëtt, wou mer awer der Meenung sinn, dass de Ministère an de Staat sech sollen, wat den Inhalt ugeet, eraushalen aus alle méigleche Kulturinstitutiounen, an och vum Inhalt hier.

An déi drëtt Saach dann, wou ee sech Froe ka stellen, dat ass dat, wouriwwer mer elo hei haut decidéiere sollen – an dat ass och dat, wat een och e bëssen héiert aus verschiddene Kreesser –: Ass et net e bëssen och d'Richtung vun enger Verstaatlechung vun de kulturellen Institutiounen hei am Land? An ass dat wierklech gutt? Kritt de Staat doduerch nach eng méi staark Emprise op d'Kultur hei am Land?

Ech mengen, dass et allgemeng wichteg ass, dass d'Kultur eng Distanz huet zum Staat, zur Politick, besonnesch zur Regierung. Et ass, wéi dat och scho gesot ginn ass: D'Kultur ka kritesch sinn. D'Kultur muss och guer net tolerant sinn oder oppe sinn. Dat verlaangt keen. Si ka fräi sinn a si soll kritesch sinn. An d'Zil ass natierlech, dass mer eng Kultur hunn, déi sou wäit wéi méiglech onofhängeg ass an doduerch och fräi ass.

(Interruption)

Elo wësse mer awer natierlech alleguerten, dass hei am Land warscheinlech ganz, ganz wéineg Kënschtler wierklech kënne finanziell onofhängeg vum Staat oder vu soss Hëllefe liewen. A bei den Institutiounen ass et jo d'selwecht. Dat heescht, et ass e bëssen en Dilemma, wann ee seet: „Mir hätte gär eng onofhängeg Kultur, déi keng Sue kritt", well se eeben dann net kann existéieren. Mee dat wier vläicht d'Zil. An et ass, mengen ech, duerfir, wou mer eis och wëllen asetzen: dass esou wäit wéi méiglech eeben d'Kultur vun der Politick Distanz hält.

Wat awer elo hei ..., wou ech mech elo gefrot hunn, och wéi mer hei sollen ofstëmmen, dat ass: Ech hätt elo gär hei haut héieren, wat dann elo wierklech de Grond ass fir déi heite Saach, dass déi ASBLen zu engem Établissement public ginn. Et sinn och Grënn genannt ginn. Ech muss Iech awer leider soen: Déi hu mech elo net wierklech iwwerzeegt.

(Interruption)

An dat heescht, ech weess net wierklech, wat de Grond ass. An dofir géif ech hei och virschloen – dat mécht der Kaz jo och kee Bockel –, dass mer eis géifen enthalen. Ech wëll awer nach zum Schluss preziséieren, dass mer absolutt handelen am Interessi vun der Kultur an och fir d'Fräiheet vun der Kultur. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabele Fred Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Wannechgelift, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och ech schléisse mech de Merci-Wierder un un eis Presidentin, un d'Ministesch natierlech och an all hir Leit, déi laang heidru geschafft hunn, an och un eis Kommissiounssekretärin, effektiv, déi och hei mat dru geschafft huet.

Jo, mat dëse fënnef Gesetzer ginn dann de Mudam, de Casino, den TNL, den TROIS C-L an d'Rotonden zu Etablissement-publicken. Dës fënnef wichteg Kulturinstitutioune ware bis elo entweeder Fondatiounen oder ASBLen. Si hunn also ënner engem privatrechtleche Statutt funktionéiert, an dat obwuel hire Finanzement quasi exklusiv duerch ëffentlech Gelder geschitt ass.

An et gëtt och endlech dem Rapport ..., pardon, ech hunn e Saz iwwersprongen.

(Hilarité)

D'Kulturministesch huet jo dann och heimadder u sech e Punkt – de Punkt 12 – vum Kulturentwécklungsplang ëmgesat. An en plus, wat nach derbäikënnt, ass jo, dass endlech dem Rapport vun der Cour des comptes iwwert déi parastaatlech ASBLe Rechnung gedroe gouf. Well dëse Rapport, dee vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ugefrot gouf, huet 2008 scho gesot, dass ASBLe wéi de Casino oder d'Rotondë missten zu Etablissement-publicke gemaach ginn, well hire Finanzement bal ausschliisslech ëffentlech ass, well d'Conseil-d'administratione vun dësen ASBLe souwisou scho besat si wéi déi vun engem Établissement public a well se och wichteg Missions de service public am Beräich vun der Kultur erfëllen.

Här President, d'Cour des comptes hat deemools geschriwwen, dass de Choix vun enger ASBL nozevollzéie war, fir esou Kulturinstitutiounen ze lancéieren an duerch eng Transitiounsphas ze féieren, déi am Fall vun de Rotonden zum Beispill mam Bezéie vun de Gebaier zu Bouneweg an de Rotonden eeben opgehalen huet. Déi Transitiounsphase sinn natierlech och fir déi aner Kulturinstitutioune scho laang ofgeschloss. Den TROIS C-L, den TNL an de Casino si Mëtt den 90er-Jore gegrënnt gi ronderëm d'Europäesch Kulturhaaptstad 1995. Dat si bal 30 Joer hier. D'Rotondë sinn 2007 fir d'Kulturhaaptstad entstanen, de Mudam huet seng Dieren 2006 opgemaach. Et ass also héich Zäit ginn a mir begréissen, dass endlech Neel mat Käpp gemaach gi sinn.

Et huet nämlech eng Rei vun net onwichtege Virdeeler, dass dës fënnef Institutiounen elo zu Établissement-publicke gemaach ginn. Deen éischten ass vläicht dee vun der finanzieller Transparenz – en ass schonn ugedeit ginn. Établissement-publicke gi jo vun der Cour des comptes kontrolléiert, wat jo och normal ass, well se mat ëffentleche Gelder fonctionéieren. Wat mat deene Gelder, déi an dës Institutioune gestach ginn, geschitt, gëtt dann eeben an aller Transparenz nogekuckt.

Deen zweete grousse Virdeel ass dee vun der finanzieller Perennitéit. Eeëmoleg ASBLe mussen elo net méi fäerten, dass si hir Konventiounen no ënne revidéiert kréien, an hunn also eng méi grouss finanziell Sécherheet a Planungsméiglechkeet, fir hir wichteg ëffentlech Funktioun auszefëllen. An dës Sécherheet gëllt natierlech och fir all déi Leit, déi do schaffen.

Da gëtt och gesetzlech festgehalen, dass de Staat gutt representéiert ass an deene CAen. Dës Kulturhaiser ginn also wierklech institutionaliséiert, wéi sech dat gehéiert, wann een eng wichteg ëffentlech Missioun erfëllt.

Här President, e weidere wichtege Grond, ofgesi vun der finanzieller Transparenz a Sécherheet, sinn u sech d'Salaires- an d'Aarbechtsbedéngungen. Am Kultursecteur schaffen nämlech vill héich qualifizéiert Leit, déi hir Missioun mat Enthusiasmus ausfëllen, mee net onbedéngt esou bezuelt ginn, wéi dat eigentlech misst sinn. Dat ännert sech dann och elo mat dësem Gesetz, an och dat begréisse mir ausdrécklech.

Aus deem, wat ech elo gesot hunn, geet natierlech kloer ervir, dass mir dëst Gesetz matstëmmen – oder éischter dës Gesetzer matstëmmen. Bei déi Lénk stoung dës Fuerderung un éischter Stell am Kulturwalprogramm 2018. D'Salariéë gewannen, d'Kultur gewënnt, well d'Influenz vum private Sektor och méi kleng gëtt an d'Kultur esou net einfach zu engem banale Bien de consommation degradéiert gëtt. Ech hoffen, dass ech konnt den Här Fred Keup iwwerzeege mat dëse Virdeeler, wann en net schonn iwwerzeegt war. Mir begréissen dëst Gesetz. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als éischt emol merci un d'Rapportrice fir net nëmmen ee Rapport, mee fënnef Rapporten, a gläichzäiteg souwuel schréftlech wéi mëndlech. Datt et déi lescht sinn, mécht natierlech dat Ganzt ëmmer e bësse méi emouvant, mee ech mengen, datt et warscheinlech net déi allerlescht sinn, déi aus Ärer Fieder hei an der Chamber wäerte presentéiert ginn.

Mat deene fënnef Projets de loi, déi och sequentiel numerotéiert sinn, sollen da verschidde kulturell Ariichtunge jeeweils zu engem Établissement public

ginn. An ech kann Iech direkt soen: Mir wäerten net nëmmen eemol Jo soen haut, mir soen direkt fënnefmol Jo, well et mécht och einfach Sënn. Meng Virriednerinnen hunn et gesot: Et ass eppes, wat net nëmme vun de Parteie gefuerdert gouf, et ass och eppes, wat vum Secteur gefrot war, an et ass och eppes, wat vun der Cour des comptes recommandéiert gouf, an dat scho viru fënnef Joer.

Mir gesi jo och an anere Secteuren, wat geschitt, wann een ASBLen huet, déi zu 100 % vum Staat subventionéiert ginn a gläichzäiteg nach aner Verflechtungen hunn. Ech zitéieren do just den Educatiounssecteur mam Science Center an dräibuschtawege Firmen, déi do hannendrunhänken. Ouni wëllen an den Detail ze goen: Et ass wichteg, datt an alle staatlech subventionéierte Secteuren Transparenz herrscht. Et muss Transparenz herrschen, wou d'Suen higinn, et muss awer och eng Autonomie herrschen, datt Konscht a Kultur sech kënne selwer entwéckelen. Et soll net zu enger Amëschung duerch d'Politick kommen an deementspriechend ass en Établissement public, änlech wéi dat beim 100,7 de Fall ass, änlech wéi dat bei aneren Organismen de Fall ass, déi bescht Rechtsform, well et eis einfach eng gewëssen Onofhängegkeet garantéiert. Et garantéiert eng Sécherheet fir déi Leit, déi do schaffen, an et garantéiert natierlech och, datt déi Suen, déi se kréien, räsonabel a virun allem transparent verwalt ginn.

Deementspriechend wëll ech Iech net weider langweile mat den techneschen Detailer, déi ganz gutt presentéiert goufen. Also, ech kéint elo nach hei op dräi Säiten de Rapport nach eng Kéier maachen. Ech erspueren Iech dat. Ech kann Iech soen: Ech si ganz frou, datt dat heiten trotzdeem, obwuel et vläicht e bësse méi laang gedauert huet, wéi deen een oder anere sech dat erwaart hat, elo haut nach d'Luucht gesäit, datt mer déi Projeten iwwert d'Zillinn kréien, an dofir ginn ech eisen Accord an ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Clement. Domadder wier d'Lëscht vun den Orateure vun den Deputéierten ofgeschloss.

An ech ginn der Madamm Minister d'Wuert. Wannechgelift, Madamm Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, schéine gudde Mëtten. Ech sinn natierlech frou, Iech kënnen um Enn vun dëser Legislaturperiod nach weider fënnef Gesetzesprojeten an der Kultur ze ënnerbreeden, wou eeben déi fënnef nei Établissement-publicke geschafe ginn.

Dir hutt scho vill iwwert déi eenzel Haiser geschwat, erlaabt mer, nach eng Kéier e bëssen zréckzekommen och op de Kader vun deem Ganzen, d'autant plus well haut e bëssen deen Dag ass. De Moien hate mer d'Kulturassisen, déi véiert Kulturassisen generell – mir hu jo och ëmmer erëm sektorieller. An dat war och d'Occasioun, de Bilan ze zéie vun der éischter Hallschent vum Kulturentwécklungsplang, dee jo d'Zäit 2018 bis 2028 couvréiert, deen och nach op meng Virgänger, de Guy Arendt an de Xavier Bettel, zréckgëtt, déi dee beim Jo Kox an Optrag ginn haten, an dee mer elo als Kompass hate fir ëmzesetzen iwwert déi lescht fënnef Joer an deen – dat hu mer och de Moien deene vun Iech, déi derbäi waren, och gesot – bis elo zu 60 % ëmgesat ass.

Et läit dëser Regierung extreem um Häerz, dass souwuel Kulturschafender wéi och Kulturinstitutiounen e beschtméigleche Kader virfannen, fir hir kënschtleresch Aktivitéite kënnen auszeüben. An dësem Sënn hat Der jo schonn an dëser Legislaturperiod, de 6. Dezember, an dësem Plenum iwwert de sougenannte Kënschtlerstatutt hei eng nei Reform gestëmmt an och d'Gesetz iwwert d'Kulturinstituter – e bëssen de Pendant dann zu den Établissements publics um Niveau Verwaltung. Déi virleiend Gesetzesentwërf, déi d'Ëmwandlung vun der Forme juridique vun der ASBL respektiv der Fondatioun an déi vum Établissement public vun am Ganze fënnef Kulturhaiser zum Zil hunn, reie sech also an dës Efforten an, fir e besseren institutionelle Kader an der Kultur ze schafen.

Och steet eeben an deem faméise KEP, dee jo zesumme mam Secteur ausgeschafft gouf – dat ass d'Recommandatioun 12 –: „mener une réflexion sur les formes juridiques et le fonctionnement des institutions culturelles (État, communes, secteur conventionné, secteur non-conventionné)", an e stellt kloer eeben d'Fro vun der Gouvernance vun de Kulturhaiser, déi eng Konventioun mam Ministère hunn, déi eng national Envergure hunn an déi och Gebailechkeeten hunn, déi dem Staat gehéieren, an deene se schaffen an de Public empfänken.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dir hutt och schonn alleguerten – oder vill vun Iech – vun der Recommandatioun vun der Cour des comptes geschwat, déi eeben och déi Konklusioun gezunn hat, wat de Casino an d'Rotonden ubelaangt. An et ass jo no Argumenter gefrot ginn. D'Cour des comptes gëtt jo hei gären zitéiert, wa se een arrangéiert; ech sinn der Meenung, et kann een dat net just au choix kucken: „Si le recours à la forme juridique de l'ASBL a pu se justifier à l'époque de sa création, le Casino est devenu au fil du temps un organisme semblable à d'autres établissements culturels." Dat war, wéi gesot, schonn 2008. „Dès lors, la Cour est d'avis que le Casino devrait à l'avenir revêtir la forme juridique de l'établissement public sans pour autant perdre la flexibilité requise pour satisfaire les attentes du public." An dass en Établissement public och ka ganz flexibel sinn, dat beweisen déi bestoend Établissement-publicke wéi d'Rockhal oder och nach Neimënster.

Op d'Grënn, d'Motiver, firwat d'Rechtsform vun engem Établissement public bei deene fënnef Haiser méi adaptéiert ass wéi de Statutt vun der ASBL oder der Fondatioun, ginn ech dann och nach eng Kéier kuerz an.

Fir d'éischt emol den institutionelle Volet: Et handelt sech bei denee fënnef Haiser ëm Kulturinstitutiounen, déi laut hire Statutten an de Konventiounen, déi se mat dem Staat an der Gemeng ofgeschloss hunn, haut schonn als privatrechtlech Veräiner oder Fondatioune Missiounen an Aktivitéiten ausüben, déi dem Service public zouzerechne sinn, also am allgemengen Interessi vun der Bevëlkerung sinn, dat op d'mannst emol fir déi Mënschen, déi der Meenung sinn, dass d'Kultur am allgemengen Interessi vun der Bevëlkerung ausgeüübt gëtt. Dir wësst, dass ech absolutt zu deene gehéieren.

Den organisatoresche Volet, do setzt sech de Verwaltungsrot vun den ASBLen oder der Stëftung och elo schonn zu groussen Deeler aus Vertrieder, déi vum Staat oder bei de Rotonden och der Stad Lëtzebuerg genannt sinn, zesummen.

Beim finanzielle Volet ass et esou, datt e Groussdeel vun de finanzielle Mëttele vun den Institutioune sech aus enger järlecher finanzieller Subventioun vum Staat, a bei de Rotonden eeben der Stad Lëtzebuerg, zesummesetzen. Dës Subventioun eleng mécht tëschent 80 % an 90 % vum Budget vun den Établissements publics aus. Zesumme mat den Établissements publics, déi schonn existéieren – eebe Kultur | lx, Neimënster, d'Philharmonie, d'Rockhal –, wäerten déi fënnef nei Haiser bal 30 % vum Budget vum Kulturministère ausmaachen.

D'Merkmaler vun deenen Haiser – et kënnt jo och nach dat mat de Gebailechkeeten derbäi, dat hunn ech Iech scho gesot –: Déi hiewe sech däitlech of vun aneren ASBLen, déi mer am Secteur hunn. D'Madamm Modert huet d'Fro gestallt, ob elo nach aner ASBLen a Fro kéimen. De Moment elo direkt gesinn ech keng, mee ech ka mer awer virstellen, en fonction vun der Evolutioun vun deenen engen oder aneren, dass sech déi Fro hei an e puer Joer nach eng Kéier wäert stellen. Mee do muss ee vläicht nach e bësse waarden op d'Evolutioun vun deenen eenzelen Haiser, déi sech gebilt hunn an der Lescht oder déi nach an der Maach sinn.

Si gehéieren och zu deene bekanntsten, gréissten a beschtbesichte Kulturinstitutioune vum Land. An et handelt sech ëm Institutiounen aus deenen ënnerschiddlechste Konschtsparten. Zwou vun hinnen, de Mudam an de Casino, sinn der zäitgenëssescher Konscht gewidmet, hunn awer ganz ënnerschiddlech Approchen. Dat eent ass e Musée mat enger Kollektioun, déi mëttlerweil eng international Unerkennung huet. De Casino ass éischter eng Konschthal – pardon, Esch –, déi 1995 als Provisorium gegrënnt gi war an déi awer och haut net méi ewechzedenken ass, déi eng ganz grouss Plaz wierklech der aktueller Kreatioun araumt, an och ganz intensiv der nationaler aktueller Kreatioun mat reegelméisseg och Ausstellunge vu Lëtzebuerger Artisten.

Do war och d'Fro gestallt gi vun der Madamm Modert iwwert den Display. Dat fonctionéiert ganz gutt. Vläicht e gudden Exempel vum Fonctionéieren: Dir wësst, dass et en Deel ..., also et ass eng Residenz virgesinn, wou en Artist kann hi wunne komme wärend enger Zäit a schaffe kommen. Deen éischten, deen do war, dat war den Andrea Mancini. Dat ass deen, deen elo och ausgewielt ginn ass, fir Lëtzebuerg ze vertriede bei der nächster Biennale vu Venedeg, soudass de Casino do eng ganz gutt Nues hat bei deem éischte Choix. Am Moment ass et d'Océane Muller, dat do ass. An et ass och eng Institutioun, déi der Recherche gewidmet ass, dem Echange mat de Konschtschoulen aus der Groussregioun.

Dann natierlech den Théâtre national, deen e bëssen eng aner Entsteeungsgeschicht huet; ech gesinn de Frank Hoffmann do uewen op der Tribün, an hien huet dat wierklech 1996 mat e puer Gläichgesënnten opgebaut, huet sech den „national" einfach emol ënnert den Nol gerappt an zurecht deen Theater wierklech och zu engem extreem positive Lieu de création gemaach, wou vill probéiert gëtt, wou och Jonker eng Chance kréien, wou hie selwer och oft seng Fangeren am Spill huet. Et ass ëmmer erëm eng Freed, den zäitgenësseschen Theater an den Théâtre national kucken ze kommen, wou och mat Jonke geschafft gëtt, mat Kanner, mat Jugendlechen. Et ass eng formidabel Initiativ. An ech si ganz frou, dass och dee Projet elo kann als Établissement public evoluéieren.

Dann natierlech d'Rotonden, déi och erëm aus der Dynamik vum Kulturjoer entstane sinn, wéi de Casino. Mir hunn elo virdru vun der Madamm Modert do nach e puer Detailer kritt, wéi dat alles gaangen ass, mee och do gesäit een, wéi eng Institutioun evoluéiere kann, sech dem Zäitgeescht kann upassen, an et ass extreem flott. Ech si jo vläicht e bësse befaangen, well ech net ganz wäit dovun ewech wunnen, mee ze gesinn, wéi eng Plaz dee Lieu am Quartier ageholl huet, wéi eng Plaz dee Lieu vis-à-vis vun de Kanner an de Jonken ageholl huet, mat och Kreatiounsaart a -weisen a Kultursparten, wou een elo net direkt drun denkt, wéi den Zirkus oder d'Märercher ... Et gëtt och vill ronderëm déi digital Konscht gemaach, soudass si ëmmer erëm nei Weeër sichen, nei Moyene sichen, fir de Public méi breet opzestellen a fir eng nach besser Transmissioun ze maachen. An et ass wierklech de grousse Fokus op Kannerspektakelen, déi net aus der Kulturzeen méi ewechzedenke sinn.

An net wäit ewech, eng aner Bouneweger Institutioun – ech versprriechen Iech, et huet näischt mat hirem Lieu de résidence ze dinn –, dat ass natierlech och den TROIS C-L an der schéiner Banannefabrik. Entstanen 1994 als „Théâtre dansé et muet" huet e sech a well 30 Joer zum Centre névralgique vum zäitgenëssesche Danz developpéiert. An och dës Institutioun huet extreem vill derzou bäigedroen, dass den Danz haut zu Lëtzebuerg déi Positioun huet, déi en huet, si huet vill Dänzer op enger Professionaliséierung begleet, soudass Lëtzebuerg eng fest Plaz an der internationaler Danzzeen huet. An och hei hoffen ech, dass mer duerch d'Kreatioun vum Établissement public dës Institutioun op nach méi sécher Féiss kënne stellen.

Fir eng sëllege vun dësen Haiser goufe scho virun etleche Joren Avant-projet-de-loien ausgeschafft, d'Madamm Modert hat dat och scho gesot – et sollt ni zu engem fäerdege Gesetz kommen. An natierlech hate mer vill Diskussioune mat deenen eenzelen Haiser iwwert d'Avantagen, d'Desavantagen – de Steph Meyers huet dat de Moien och nach eng Kéier bei den Assisë rappeléiert – a si hu sech alleguer d'Fro gestallt: „Ass et opportun? Solle mer et maachen? Wat sinn déi positiv an déi negativ Aspekter?" A mir hunn am Dialog d'Decisioun geholl, dës Haiser eeben elo duerch déi Gesetzer, iwwert déi Dir haut ofstëmmt, ze perenniséieren. An ech fannen dat eng extreem positiv Saach.

Vläicht nach just kuerz …

A jo, Dir hat nach d'Fro gestallt iwwert d'Rotonden, de Chantier; och wierklech en ambitiéise Projet, déi zweet Rotonde, déi elo restauréiert gëtt, ëmgebaut gëtt, fir kënnen de Rotonden och méi Plaz an aner Espacen zur Verfügung ze stellen. An dee Chantier soll Enn nächst Joer ugoen, da sinn d'Rotondë fir zwee, dräi Joer zou. Dat ass en neien Defi fir si, wou si da probéiere wäerten, sech op anere Plazen och néierzeloossen. Mee dat wäert och nach zur Perennisatioun an zur Expansioun vun deem Établissement public absolutt bäidroen.

Wat mer awer ganz wichteg ass ze ënnersträichen, well dat hei awer bei enger Interventioun esou iergendwéi duerchgeschéngt huet, wéi wann et elo hei drëms géing goen, d'kënschtleresch Fräiheet anzeschränken: Ech fannen dat grad vun där Säit natierlech eng interessant Ënnerstellung, wann ee weess, dass grad riets-konservativ Parteien uechter Europa ëmmer nees derfir suergen, dass d'Konschtfräiheet ageschränkt gëtt, sief et well Budgete gekierzt ginn, well Ausstellungen, Kënschtler a Fro gestallt ginn, well se net dat representéieren, wat déi riets-konservativ populistesch Parteie sech virstellen, dowéinst fannen ech dat natierlech en interessante Virworf. Mee vläicht misst ee rappeléieren, wat am Artikel 1 drasteet vun deene Gesetzer, déi Der stëmmt: „L'établissement […] bénéficie de la liberté artistique." An dorëms geet et!

Hei ass just den institutionelle Kader, hei gi Suen zur Verfügung gestallt, hei gëtt verwaltungstechnesch alles méiglech gemaach, dass déi Haiser sech kënne fräi entfalen, alles maachen, fir eng oppen, fräi Gesellschaft ze representéieren, fir ze picken, wou et wéideet, fir esou oppen an divers ze sinn, wéi se dat Loscht hunn ze sinn. An et geet mat Sécherheet net drëm, dass de Ministère oder iergendeen hinne virschreift, wat se solle maachen oder net solle maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | An dat selwecht gëllt d'ailleurs fir de Code de déontologie. Och do steet expressis verbis dran, dass d'Liberté artistique vun deene konventionéierten oder fräiwëllege Signatairen – fräiwëlleg an deem Sënn, dass se keng Konventioun mat eis hunn, dat heescht, déi sech vu sech aus un eis adresséiert hunn, fir dee Code de déontologie ze ënnerschreiwen –, 123 un der Zuel à ce jour, dass d'Fräiheet vun der Konscht, vun der Kultur vun deenen Haiser, d'Liberté artistique, net a Fro gestallt ass.

Dës Gesetzer sollen, wéi gesot, den 1. Januar a Kraaft trieden. Bis dohinner bleift also nach e bëssen Aarbecht um administrative Plang. Ech soen Iech jiddwerfalls e ganz grousse Merci fir déi grouss, breet Zoustëmmung fir d'Stäerkung vun der Lëtzebuerger Kulturzeen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Kulturministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun deene verschiddene Projeten.

Da fänke mer u mam Projet de loi 8188. Den Text steet am Document parlementaire 8188[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8188

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8188 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Da kéime mer bei de Projet de loi 8189. Den Text steet am Document parlementaire 8189[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8189

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dëse Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8190. Den Text steet am Document parlementaire 8190[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8190

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8190 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8191. Den Text steet am Document parlementaire 8191[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8191

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8191 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth,

Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8192. Den Text steet am Document parlementaire 8192[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8192

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8192 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Elisabeth Margue), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Dispense du second vote constitutionnel des projets de loi 8188, 8189, 8190, 8191 et 8192

Freet d'Chamber d'Dispens vun deene Projet-de-loien, vum 8188, vum 8189, vum 8190, vum 8191 a vum 8192?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer awer elo um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 4., 5. a 6. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.15 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Bilan d'application de la loi sur la protection des animaux	7597	Jeff Engelen	50
Autorisations de la CNS	7755	Martine Hansen, Max Hengel	50
ChatGPT et protection des données	7757	Diane Adehm, Laurent Mosar	51
Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire	7758	Sven Clement	51
Promotion de l'enseignement précoce	7759	Sven Clement	52
Aide humanitaire pour la Turquie et la Syrie	7760	Nathalie Oberweis	52
Arrêt n° 00177 du 3 mars 2023 de la Cour constitutionnelle concernant la loi sur l'organisation militaire	7761	Claude Lamberty, Gusty Graas	53
Bilan de l'immigration 2022	7762	Claude Wiseler, Marc Spautz, Paul Galles	53
Informations concernant l'accès aux structures d'accueil	7763	Nathalie Oberweis	53
Commissions consultatives communales d'intégration et Conseil national pour étrangers	7764	Nathalie Oberweis	54
Contrôles de vitesse dans les zones 30	7765	André Bauler, Claude Lamberty	55
Gardiennage des sites de l'ONA	7766	Sven Clement	56
Augmentation des prix de certains produits alimentaires	7767	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	56
Contrôle de camions	7768	Mars Di Bartolomeo	56
Activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi	7769	Sven Clement	57
Flux migratoires	7770	Charles Margue	57
REVIS en fonction de la communauté domestique	7771	Nathalie Oberweis	58
Campagne « Zesumme spueren, zesummenhalen »	7772	Marc Goergen	58
Incident sur la « Nordstreck »	7773	Carlo Weber	58
Consommation de médicaments psychotropes par des enfants et adolescents	7774	Max Hengel	59
Archéologie préventive introduite avec la loi relative au patrimoine culturel	7775	Marc Lies, Martine Hansen	59
Facturation de la consommation d'eau par les communes	7776	Marc Goergen	60
Centre de données de Google à Bissen	7777	Laurent Mosar	61
Compte épargne-temps (CET) auprès de l'armée	7778	Marc Goergen	61
Clauses abusives en droit de la consommation	7779	Sven Clement	61
Mobilité transfrontalière en matière de logement	7780	Mars Di Bartolomeo	61
Actes notariés	7781	Elisabeth Margue, Marc Lies	62
État de protection du patrimoine culturel	7782	Djuna Bernard, François Benoy	63
Classes d'efficacité énergétique	7783	Laurent Mosar	65
Protection de la vie privée	7784	Sven Clement	65
Prolongation de l'indemnité de chômage	7785	Sven Clement	65
Mesures de sécurité dans le cadre de la ligne ferroviaire du Nord	7786	André Bauler	66
Projet de construction d'un nouveau bâtiment pour l'École de Commerce et de Gestion (ECG)	7787	Martine Hansen	66

Difficultés du Credit Suisse	7788	Sven Clement, Marc Goergen	66
Accès à un ordinateur pour les détenus	7789	Marc Goergen	67
Rapports psychiatriques en relation avec la délivrance d'un permis de conduire	7790	Sven Clement	68
Statistique concernant le placement des enfants dans les crèches	7791	Sven Clement	68
Capacités de la ligne RGTR 303 entre Trèves et Kirchberg	7792	Sven Clement	68
Accouchements au Luxembourg	7793	Josée Lorsché, Marc Hansen, Charles Margue	69
Parking Saint-Esprit	7794	Carole Hartmann, Claude Lamberty	69
Pont Grande-Duchesse Charlotte	7795	Jeff Engelen	69
Trafic ferroviaire dans le nord du pays	7796	Jeff Engelen	69
Passerelle unique informatique « API-PNR Gateway »	7797	Sven Clement	70
Rénovation du pont « Hammerel » à Bettembourg	7798	Elisabeth Margue	70
Assurance de responsabilité civile des constructeurs	7799	Cécile Hemmen	71
Dommages liés à la vaccination contre la Covid-19	7800	Marc Spautz	71
Bons à la consommation dans le cadre de l'inscription des résidents étrangers sur les listes électorales	7801	Marc Goergen	71
Travail de l'organisation non gouvernementale « Eng oppen Hand fir Malawi »	7802	Gusty Graas	72
Extension de la centrale nucléaire de Cattenom	7803	Gusty Graas, Max Hahn	72
Facturation électronique obligatoire	7804	Laurent Mosar	72
Production et distribution du cannabis	7805	Martine Hansen	73
Logements pour étudiants	7807	André Bauler, Gilles Baum	73
Diplôme d'aptitude professionnelle inclusion	7809	Martine Hansen	74
Suppression du passage à niveau PN7	7810	Gusty Graas, Max Hahn	74
« Independent Police Complaints Authorities' Network » (IPCAN)	7811	Emile Eicher	75
Bracelet électronique	7812	Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth	75
Toilettes pour chauffeurs de bus	7813	Marc Goergen	75
Nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie	7814	Martine Hansen, Marc Lies	75
Musée Thillenvogtei	7816	Carlo Weber, Tess Burton	76
Recours dit collectif	7817	Marc Spautz	76
Piste cyclable 35	7818	Max Hahn, Frank Colabianchi	76
Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports	7819	Jeff Engelen	77
Amortissement pour usure lors de la location de biens immobiliers	7820	François Benoy	77
Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique	7821	Myriam Cecchetti	78
Plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC)	7822	Simone Asselborn-Bintz	78
Compagnies de bus étrangères	7823	Marc Goergen	78
Stratégie « green health » dans le secteur de la santé et des soins	7824	Marc Hansen, Josée Lorsché	78
Station d'épuration à Bech	7825	Francine Closener	79
Phénomène du « littering »	7827	André Bauler, Claude Lamberty	80
Possibilité pour les cardiologues du Centre Hospitalier du Nord d'effectuer des coronarographies à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle	7828	Martine Hansen	80
Évolution des nappes phréatiques	7829	André Bauler, Gusty Graas	80
Lecteur automatique de plaques d'immatriculation	7830	Dan Biancalana, Lydia Mutsch	81
Mendicité	7831	Nathalie Oberweis	81
Pénurie d'Aspégic	7832	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	82
Signalement d'une atteinte aux règles de protection des données	7833	Sven Clement	82
Difficultés linguistiques observées lors de la scolarisation	7834	Martine Hansen	82
Factures pour « rendez-vous non observé »	7836	Sven Clement	82
Promotion des médicaments génériques	7837	Gusty Graas	82
Éducation financière	7838	Laurent Mosar	83
Déplacement du centre de décisions RTL Belux&Cie vers la Belgique	7839	Diane Adehm, Laurent Mosar	84
Centre d'incendie et de secours commun de Bettembourg et Dudelange	7840	Gusty Graas, Max Hahn	84
Agents municipaux et sanctions administratives	7841	Georges Mischo	84
Nouveaux lieux pour les mariages	7842	Georges Mischo	85
TGV entre Metz et Luxembourg	7843	Myriam Cecchetti	85
Effets secondaires du vaccin contre la Covid-19	7844	Fernand Kartheiser	85
Convention d'Istanbul concernant la lutte contre les violences à l'encontre des femmes et des filles	7845	Fernand Kartheiser	85
Événements avec des hommes d'État étrangers pendant la campagne électorale	7846	Marc Goergen	86
Gouvernance du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI)	7848	Marc Hansen, Jessie Thill	86
Fonds pour la protection de l'environnement	7849	Marc Lies	87
Rénovation énergétique de bâtiments classés	7850	Sven Clement	87
Contrôle automatisé des passeports à l'Aéroport de Luxembourg	7851	Elisabeth Margue	87
Perturbations des lignes ferroviaires entre le Luxembourg et la France liées aux grèves contre la réforme des retraites en France	7853	Elisabeth Margue	88
Situation des ingénieurs-directeurs et des ingénieurs-directeurs adjoints des syndicats communaux	7854	Aly Kaes	88
Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale	7855	Dan Biancalana	89
Contrôles dans les crèches, maisons relais et foyers de jour	7856	Simone Asselborn-Bintz	89
Subventions pour pompes à chaleur aérothermique	7857	Max Hahn, Claude Lamberty	90
Travail à temps partiel	7858	Carole Hartmann	90
Mesures disciplinaires et protection contre le licenciement dans la fonction publique	7859	Dan Biancalana	90

Situation du SAMU dans la région Wiltz	7860	Stéphanie Empain, Marc Hansen	91
Baisse du nombre de cancers détectés pendant la crise de la Covid-19	7861	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	91
Organisation de l'examen du permis de conduire dans le nord du pays	7862	André Bauler	92
Montants de pension versés pour le mois d'avril 2023	7863	Myriam Cecchetti	92
Financement du terrorisme au Luxembourg	7864	Léon Gloden, Laurent Mosar	93
« Mammerent »	7865	Marc Spautz	93
Chargés de cours dans l'enseignement fondamental	7866	Fred Keup	93
Logiciels espions au Luxembourg	7867	Sven Clement	94
Application « E-Bichelchen »	7868	Sven Clement	95
Stockage et transport de dioxyde de carbone	7869	Myriam Cecchetti	96
Personnel du CGDIS	7870	Sven Clement	97
Scanner thoracique dans le cadre de la Covid-19	7872	Martine Hansen	97
Systèmes de chauffage dans les bâtiments étatiques	7873	Myriam Cecchetti	97
Évolution de la consommation de gaz naturel au Luxembourg	7874	Fred Keup	98
Droit à l'avortement	7875	Gusty Graas	98
Aide militaire à l'Ukraine	7878	Fernand Kartheiser	98
Vote dans le cadre du « Chat Control »	8350 urgente	Sven Clement	99

Bilan d'application de la loi sur la protection des animaux | Question **7597** (14/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zanter 2018 ass elo dat aktuellt Déiereschutzgesetz a Kraaft. An deem Kontext wär et intressant, en éischte Bilan ze zéie vun der Aarbecht vun all deene Leit, déi Dag fir Dag um Terrain schaffen, fir d'Wuel vun den Déiere sécherzestellen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wéi ass de Service vum Landwirtschaftsministère allgemeng opgebaut, fir d'Wuel vun den Déiere sécherzestellen? Wéi vill Persoune schaffen an dësem Service a wéi gesäit hiren Aarbechtsalldag aus?

2. Wéi vill Verstéiss am Hibléck op d'Déierewuel goufen zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2018 detektéiert? Bei wéi ville vun deene Verstéiss huet et sech ëm Notzdéiere gehandelt a bei wéi ville Verstéiss ëm Hausdéieren? Vu wéi enger Natur waren dës Verstéiss? Wéi goufen dës Verstéiss der Justiz signaléiert a wéi goufen se bestrooft?

3. Am Hibléck op d'Déierewuel bleift an eenzelen, schwéiere Fäll leider nëmmen nach d'Méiglechkeet, en Déier ze euthanaséieren, fir et esou vu senger Péng ze erléisen. Huet den Här Minister Informatiounen doriwwer, wéi vill Notzdéieren zënter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2018 hu missen euthanaséiert ginn?

Réponse (15/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Am Landwirtschaftsministère fält d'Déierewuel ënnert d'Kompetenz vun der Divisioun vun der Déieregesondheet an dem Déierewuel vun der Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA). De Moment si 6 Veterinärsinspekteren all Dag am Asaz, fir d'Déieregesondheet an d'Déierewuel ze kontrolléieren an, wann néideg, den Déieren ze hëllefen. Dozou gehéieren ë. a. Routineskontrollen op de Betriber, mee awer och Kontrollen op Betriber oder bei private Leit opgrond vu Plainten.

Zousätzlech gesäit d'Déiereschutzgesetz eng ganz Rei Autorisatioune vir, engersäits fir bestëmmten Déierenaarten, woufir een eng Autorisatioun fir d'Haltung brauch, an anerersäits och fir eng ganz Partie Aktivitéite mat Déiere wéi z. B. den Handel, d'Zuucht vu bestëmmten Aarten a Pensiounen, fir der nëmmen e puer ze nennen (Art. 6 (2) vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018). Och fir dës Autorisatioune sinn d'Veterinärsinspekteren um Terrain ënnerwee, fir d'Anhalung vun de gesetzleche Bestëmmungen ze kontrolléieren. Vun deene 6 Veterinärsinspektere këmmert een sech a Vollzäit an déi aner an Deelzäit ëm d'Déierewuel, wouzou net nëmme Kontrollen um Terrain, mee och aner z. B. administrativ Chargë gehéieren oder och d'Kontroll vum Déierewuel vun de Versuchsdéieren. An de Schluechthaiser gëtt d'Déierewuel all Dag vun 3 Veterinärsinspekteren a Vollzäit kontrolléiert. D'ALVA wäert och dëst Joer nach e weidere Veterinärsinspekter astellen, deen sech exklusiv ëm den Déiereschutz bekëmmert.

ad 2. Zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2018 goufen 272 Verstéiss gemellt. Dovu waren d'Notzdéieren a 65 % vun de Fäll betraff an d'Hausdéieren a 35 %. Et handelt sech haaptsächlech ëm Verstéiss betreffend een adaptéierte Logement, adaptéiert Fudder an och d'Houffleeg. Jee no der Gravitéit vum Verstouss kréien d'Proprietären d'Méiglechkeet, sech innerhalb vun enger Frist konform ze setzen. Wann dat net de Fall ass oder de Verstouss méi gravéierend ass, gëtt d'Affär un de Parquet virugeleet.

62 Dossiere goufen zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2018 um Parquet opgemaach.

Bei 49 Dossieren handelt et sech ëm Hausdéieren, bei 8 ëm Notzdéieren a bei 5 Dossieren ëm wëll Déieren.

Bei 28 Dossieren handelt et sech ëm Déierequälerei, bei 29 ëm d'Ënnerloosse vun enger adequater Ernärung, Gedrénks, Soinen oder d'Ënnerbréngung an enger Behausung, déi net de physiologeschen an ethologesche Besoine vum Déier entsprécht. 5 Dossiere concernéieren d'Hale vu Spezies, déi net op der Lëscht vun autoriséierten Déiere stinn.

An de meeschte Fäll goufen d'Verstéiss vu Privatpersounen der Police oder de Justizautoritéite gemellt. An anere Fäll hu Policebeamte selwer d'Faite constatéiert, oder d'Police an d'Justizautoritéite goufe vu Veterinairen, dem Landwirtschaftsministère, der Veterinairesinspektioun oder der Naturverwaltung informéiert. Am Kader vun dësen Dossiere goufe 76 Ranner, 75 Hinger, 42 Kanéngercher, 31 verschidden Zorte Villercher, 11 Hënn, 10 Inten, 7 Dinden, 3 Päerd, 3 Geessen an 1 Kaz saiséiert.

Vun den 62 Dossiere goufen der 34 ouni Suitte klasséiert aus diverse Grënn, z. B. well Verwarnungen un déi concernéiert Persounen ausgestallt goufen, eng geréng Beanträchtegung vum Ordre public oder ongenügend Beweiser virlouchen, den Auteur onbekannt war oder d'Situatioun sech regulariséiert huet, oder de Proprietär d'Déier renoncéiert huet.

An 21 Dossiere goufe follgend Urteeler gesprach: 2 Fräisprëch, 4 Verurteelungen zu Prisongsstrofe mat Geldstrofen a 15 Verurteelungen zu Geldstrofen. Am Kader vun dëse Verurteelunge goufen des Weidere Confisquatioune vu 15 Hënn, 10 Spannen, enger Kaz an enger Rei Schlaangen a Skorpiounen, souwéi 11 Verbueter, Déieren ze halen ausgesprach.

A 7 Dossiere gëtt aktuell nach enquêtéiert.

ad 3. An absolutten Zuele goufe vun 2018 bis haut 13.674 Notzdéieren (Ranner a Schwäin) euthanaséiert. D'Käschte vun dësen Euthanasien, déi vu Veterinären duerchgefouert ginn, gi vum Staat iwwerholl.

Autorisations de la CNS | Question **7755** (13/03/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

Am Januar 2022 hate mir Iech an enger mëndlecher Fro op ee Fall vun engem Patient higewisen, deen d'urgence misst am Ausland operéiert ginn, d'Sue fir dës Operatioun awer selwer huet misse virstrecken, well d'Autorisatioun vun der CNS net matzäit virlouch. Den Här Minister fir sozial Sécherheet hat deemools geäntwert, dass et sech an dësem Fall ëm eng Urgence handelt an esou eng Demande an deem Fall misst méi séier traitéiert ginn. An de soziale Medien ass ze liesen, dass deen nämmlechte Patient wéinst enger Komplikatioun nees muss dréngend am Ausland operéiert ginn, an nees an der Situatioun ass, Geld am Beräich vun Dausenden Euro musse virzestrecken, fir dass dës dréngend noutwendeg Operatioun stattfënnt. Dëse konkreete Fall werft eiser Meenung no vill Froen op, wéi d'Autorisatioun fir een dréngenden operativen Agréff am Ausland vun der CNS gehandhaabt gëtt. Dëst zemools fir Patienten, déi d'Moyenen net hunn, d'Sue fir eng Operatioun virzestrecken.

Dowéinst wollte mir follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass dëse konkreete Fall keen Eenzelfall ass?

2. Kann den Här Minister eis soen, ob schonns Operatiounen ofgesot goufen, well déi néideg Autorisatioun net virlouch?

3. Wat sinn aktuell d'Delaien, fir eng Autorisatioun vun der CNS fir een dréngenden operativen Agréff am Ausland ze kréien?

4. Wat soll gemaach ginn, fir am Fall vun Urgencen d'Autorisatioun méi séier kënnen ze ginn?

5. Ass den Här Minister der Meenung, dass de System vun den Autorisatioune fir dréngend Operatiounen am Ausland muss iwwerschafft ginn?

6. Ass den Här Minister der Meenung, den zoustännege Service op der CNS misst personell opgestockt ginn?

Réponse (17/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

D'europäescht Reglement 883/2004 betreffend d'Koordinatioun vun de Systemer vun der sozialer Sécherheet gesäit d'Reegelen an d'Konditioune vir, fir d'Prise en charge bei engem Traitement am Ausland ze assuréieren. Konkreet gëtt bei enger Autorisatioun fir eng Auslandsiwwerweisung en S2-Formular vun der zoustänneger Institutioun, an dësem Fall vun der Gesondheetskeess (CNS), ausgestallt.

D'Statute vun der CNS gesi méi am Detail d'Prozedur vir, fir kënnen eng Autorisatioun ausgestallt ze kréien. D'Dispositiounen iwwert d'Prestatiounen am Ausland sinn och op den 1. Dezember 2022 ugepasst ginn, fir d'Prozedur fir eng Auslandsiwwerweisung ze vereinfachen.

Des Weidere gëtt och aktuell de Formular „Demande d'autorisatioun d'un transfert à l'étranger" iwwerschafft, fir dësen ze optimiséieren.

ad 1. Allgemeng fonctionéieren d'Auslandsiwwerweisungen am Moment ganz gutt. A ganz seelene Fäll, déi ganz spezifesch sinn a wou eventuell kéinte Problemer optrieden, gëtt déi betraffe Persoun informéiert.

Am Fall, dee vum honorabelen Deputéierte mentionéiert gëtt, gouf och e Formular ausgestallt, fir eng Prise en charge ze assuréieren.

ad 2. Dem Service „Transfert à l'étranger" vun der CNS sinn eenzel Fäll bekannt, wou geplangt Operatiounen am Ausland hu misse reportéiert ginn, well déi néideg prealabel Autorisatioun vun der CNS net virlouch.

Dëst ass emol virkomm, well en Datum fir eng Interventioun scho fixéiert gouf, obwuel déi néideg Autorisatioun nach net ausgestallt gouf. Dëst kann awer och eng Rei aner Grënn hunn, zum Beispill, datt d'Ufro net richteg gestallt gouf oder net komplett war oder datt, iert d'Prozedur den 1. Dezember 2022 vereinfacht gouf, zousätzlech medezinnesch Prezisioune gefrot goufen etc.

Zënter datt d'Prozedur op den 1. Dezember 2022 ugepasst gouf, ass d'Prozedur méi séier ginn, wann all Info direkt virläit, dat heescht, de Formular och komplett ausgefëllt gouf.

ad 3. Am Fall vun engem dréngenden operativen Agréff am Ausland gëtt d'Autorisatioun vun der CNS esou séier wéi méiglech ausgestallt, woubäi déi néideg Demande och muss zäitno un d'CNS geschéckt ginn. An esou engem Fall ass et wichteg, datt den Dokter schnellstméiglech d'Demande direkt un d'CNS virugëtt, fir dass déi prealabel Autorisatioun sou séier wéi méiglech kann ausgestallt ginn.

Hei ass och ze präziséieren, datt bei enger Urgence den Datum vun der Demande oft den Dag vun der Prise en charge am Ausland selwer ass, oder 1–2 Deeg no der Auslandsiwwerweisung un d'CNS geschéckt gëtt. Obwuel d'Ufro prinzipiell muss virun der Auslandsiwwerweisung gestallt ginn, spillt dat bei enger Urgence natierlech net.

ad 4. Demandë fir d'Autorisatioun fir eng Behandlung am Ausland mussen direkt vun den Dokteren un d'CNS geschéckt ginn. Ab deem Moment, wou d'Demandë bei der CNS ukommen, a wann se da richteg ausgefëllt si laut den Dispositioune vum Artikel 27 vun de Statute vun der CNS an och all Pièce virläit, ginn se ganz séier ausgestallt, fir eeben d'Prise en charge ze assuréieren.

ad 5. D'Prozedur vun de Prestatiounen am Ausland gouf op den 1. Dezember 2022 vereinfacht. Hei ass och virgesinn, eng intern Evaluatioun ze maachen, fir ze kucken, ewéi d'Situatioun evoluéiert huet. Doriwwer eraus ass et virgesinn, de Formular ze vereinfachen a méi spéit komplett ze digitaliséieren. Dëst géif d'Ausstellung vun der Autorisatioun weider beschleunegen.

ad 6. Aktuell huet de Service „Transfert à l'étranger" vun der CNS genuch Personal, fir d'Demandë fir eng Auslandsiwwerweisung ze traitéieren.

Global gouf de Personalkader vun der CNS am August 2021 fir d'Joren 2021–2025 ugepasst. Reegelméisseg gëtt gekuckt, ob eng weider Upassung néideg ass, wat fir all Institutioun vun der sozialer Sécherheet gëllt. Gläichzäiteg wäerten och d'Digitalisatiounsefforten d'Prozedure vereinfachen a beschleunegen, fir datt d'Assuréë méi séier op d'Leeschtungen, déi se zegutt hunn, kënnen zeréckgräifen an och, fir datt d'Prestatairen administrativ entlaascht ginn.

ChatGPT et protection des données | Question **7757** (14/03/2023) de **Mme Diane Adehm** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

ChatGPT est un chatbot développé par l'entreprise américaine OpenAI, que l'on peut décrire comme un outil conversationnel établi sur la base de l'intelligence artificielle. Son mode de fonctionnement repose sur le « deep learning », c'est-à-dire le traitement en masse de données pour améliorer les réponses et rendre le système de plus en plus intelligent. ChatGPT peut être utilisé pour une multitude de tâches – de la rédaction d'un article à la résolution d'une équation en passant par l'écriture d'un code informatique. Cet outil trouve également son application dans le monde du travail, puisqu'il peut être utilisé pour produire des diapositives ou répondre à des e-mails.

De plus en plus d'acteurs attirent cependant l'attention sur les possibles violations du Règlement général sur la protection des données (RGPD) liées à l'utilisation de ChatGPT. Les données confidentielles que les employés d'une entreprise sont susceptibles de copier-coller dans ChatGPT pourraient être réutilisées par le logiciel pour la formulation d'une réponse future pour un autre utilisateur. D'après un sujet publié sur paperjam.lu, intitulé « La double menace de ChatGPT pour les secrets d'entreprise », les données sensibles représentent 11 % de ce que les employés collent dans ChatGPT.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

– Comment est-ce que Monsieur le Ministre évalue le potentiel d'un outil comme ChatGPT ?

– Quelle est son appréciation de la situation par rapport à la protection des données personnelles ?

– Est-ce que le Gouvernement a émis des recommandations ou établi une stratégie par rapport à l'utilisation de ChatGPT dans ses services ? Dans la négative, est-ce que le Gouvernement compte émettre des recommandations ?

Réponse (17/04/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

Pour illustrer l'étendue des capacités de ChatGPT, j'ai demandé à l'outil de répondre en 200 mots à votre question concernant l'appréciation de son potentiel. Voici la réponse proposée par ChatGPT :

« ChatGPT est un modèle de langage très avancé qui a été formé sur une quantité massive de données textuelles, ce qui lui permet de générer des réponses cohérentes et pertinentes à une grande variété de questions et de sujets. En tant que tel, son potentiel est très vaste et peut être utilisé dans de nombreux domaines, tels que :

1) Assistance clientèle : ChatGPT peut être utilisé pour fournir une assistance clientèle personnalisée et rapide, en répondant aux questions des clients sur les produits et services.

2) Éducation : ChatGPT peut être utilisé pour fournir des réponses rapides et précises aux étudiants, en répondant à leurs questions et en leur fournissant des explications supplémentaires.

3) Santé : ChatGPT peut être utilisé pour fournir des conseils de santé personnalisés aux patients, en répondant à leurs questions sur les symptômes, les traitements et les médicaments.

4) Recherche : ChatGPT peut être utilisé pour aider les chercheurs à trouver des informations pertinentes et à formuler des hypothèses.

5) Création de contenu : ChatGPT peut être utilisé pour générer des articles, des résumés et des descriptions de produits, pour aider les rédacteurs à gagner du temps et à augmenter leur productivité.

Dans l'ensemble, le potentiel de ChatGPT est immense et il peut être utilisé pour résoudre un large éventail de problèmes dans de nombreux domaines différents. »

Cependant, comme vous n'avez pas demandé une réponse générée par ChatGPT, voici mes propres réflexions à ce sujet.

Le potentiel de ChatGPT est tout à fait spectaculaire et incalculable à l'heure actuelle au vu de la rapidité à laquelle l'outil évolue. Ce que certains qualifient déjà de « tsunami numérique » n'en est qu'à ses débuts et son évolution promet d'être fulgurante et d'apporter des bouleversements dans tous les domaines : à l'école, au travail, dans notre vie de tous les jours …

En fait, à l'instar de toute nouvelle technologie qui change nos habitudes, une bonne maîtrise de l'outil et une parfaite connaissance de ses possibilités et de ses limites sont indispensables. D'une manière générale, ChatGPT soulève un nombre de questions auxquelles il convient de répondre de manière réfléchie et concertée.

La protection des données est à juste titre une des questions fondamentales qu'il faut régler de manière claire, tout comme les questions concernant l'éthique dans l'interaction homme-machine et les normes qu'il s'agit de mettre en place lorsqu'il est question de ChatGPT ou bien d'intelligence artificielle en général.

Tout comme cela a déjà été énoncé à la Chambre des Députés au mois de mars lors d'une question élargie, il faut sensibiliser aux opportunités que présente ChatGPT, mais à ses risques également.

L'utilisation de ChatGPT fait l'objet de réflexions au sein des autorités compétentes, tout en gardant un œil sur l'évolution au niveau européen. À l'heure actuelle, ces considérations n'ont abouti à aucune sorte de recommandation. Il y a lieu d'appréhender ces questions avec le même calme et la même sérénité qu'on le fait pour toute autre forme de nouvelle technologie.

Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire | Question **7758** (14/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Question parlementaire N° 7315 hunn ech Froen zu den Iwwerstonnen am Secondaire gestallt. An der Äntwert krut ech d'Formel, mat där d'Indemnitéite gerechent ginn. Mir gouf zougedroen, dass dës Formel awer net bei der École nationale de l'éducation

physique et des sports (ENEPS) ugewannt géif ginn, mee dass do mat enger anerer Formel géif geschafft ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

– Kann de Minister bestätegen, dass bei der ENEPS eng aner Formel ugewannt gëtt, fir d'Indemnitéite fir Iwwerstonnen ze berechnen?
• Wa jo, wéi ass dës Formel, firwat ass se aneschters an zënter wéini gëtt se ugewannt?

Réponse (18/04/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

Zënter der Grënnung vun der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) am Joer 1984 gëtt op Sportsproffen zeréckgegraff, fir de Funktionement vun der ENEPS ze assuréieren. Dës Proffe ginn entweeder an d'ENEPS detachéiert oder dechargéiert a schaffe bei der ENEPS an engem administrative Kader.

Dësen administrative Kader ass identesch wéi dee vun engem klassesche Staatsbeamten. Iwwerstonne ginn deemno via de Compte épargne-temps comptabiliséiert.

Och wann d'ENEPS keng Iwwerstonnen ausbezilt, gëtt zënter 2001 follgend Formel ugewannt, fir den Tariff vun de Sportsproffen an Dokteren auszerechnen, wa si als Chargé de cours fir d'ENEPS täteg sinn:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice :100) x (1:22) x (1:52)

D'Tariffer fir d'Chargé de cours gi via eng Decisioun vum Regierungsrot festgeluecht, sou wéi et am Kadergesetz vun der ENEPS virgesinn ass. De Regierungsrot huet a senger Decisioun vum 21. Dezember 2001 déi validéiert.

Zukünfteg wäerten d'Tariffer awer an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn. De Gesetzesprojet N° 8090, deen aus der ENEPS den INAPS, also den Institut national de l'activité physique et des sports, schaaft, ass den 3. November 2022 déposéiert ginn. Parallell hunn d'Aarbechten un engem Projet de règlement grand-ducal ugefaangen, deen déi applikabel Tariffer festleet. Dësen ass den 22. Mäerz am Regierungsrot ugeholl ginn, fir dass en zäitgläich mam neie Gesetz géif a Kraaft trieden.

Promotion de l'enseignement précoce | Question **7759** (14/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Vill Kanner hei am Land ginn a verschiddene Betreiungsstrukturen ënnerbruecht, zum Beispill an enger Crèche oder enger Maison relais. De Staat iwwerhëlt iwwert d'Chèque-service-accueilen eng finanziell Participatioun fir d'Crèchen, wou d'Eltere bis zu 20 Stonnen d'Woch zegutt hunn am Kader vum Programme d'éducation plurilingue. Fir d'Maison-relaisen iwwerhëlt de Staat déi ganz finanziell Participatioun, bis op d'Schoulvakanzen, wou d'Elteren dann ee klengen Deel selwer musse bezuelen.

Donieft gëtt et nach den Enseignement précoce, wou d'Kanner net als „enfants scolarisés" ugesi ginn. Kanner, déi nëmmen hallef Deeg an de Precoce ginn, hunn nach 10 Stonnen d'Woch am Kader vum Programme d'éducation plurilingue zegutt. Wann se awer ganz an de Precoce ginn, hu si am Kader vun der „éducation plurilingue" keen Urecht op eng staatlech Hëllef zegutt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt den Enseignement précoce bei dëser Reegelung net wéi d'Crèchen an d'Maison-relaise behandelt?

2. Huet de Minister wëlles, den Enseignement précoce ze förderen an de Kanner vun 3 Joer déi selwecht Chancen op eng méisprooche Bildung ze erméiglechen?
– Wa jo, wisou kréien déi Elteren, deenen hir Kanner Vollzäit an de Precoce ginn, dann net déi selwecht Hëllef?
– Wann nee, firwat net?

3. Firwat gëtt den Enseignement précoce net méi als Alternativ zu den dacks iwwerfëllte Crèchë gefërdert?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et sief nach eemol drun erënnert, datt den Enseignement précoce iwwert d'Schoulgesetz definéiert ass an datt de Programm vun der Éducation plurilingue iwwert d'Jugendgesetz gereegelt ass. All Crèche, déi eng finanziell Ënnerstëtzung vum Staat via de Chèque-service accueil (CSA) wëll froen, muss de Programm vun der Éducation plurilingue ëmsetzen an d'Konditioune vum Programm erfëllen. Och wann dës Strukturen engem ënnerschiddleche Kader ënnerstinn, esou ass esouwuel de Programm vun der fréikandlecher Sproocheférderung wéi och de finanzielle Kader mateneen ofgestëmmt.

A béide Bildungsofferen (Precoce an SEA) ass op eng spilleresch Manéier eng sproochlech Förderung vun zwou vun eise Landessproochen, Lëtzebuergesch a Franséisch, mat virgesinn, wéi och eng Valorisatioun vun der Mammesprooch, déi d'Kanner matbréngen. Am Precoce steet d'Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch am Vierdergrond, nieft enger Initiatioun an déi franséisch Sprooch an der Valorisatioun vun de Sproochen, déi d'Kanner matbréngen.

Wat déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat ugeet, esou ass et wichteg ervirzehiewen, datt keng vun deenen zwou Méiglechkeeten (Precoce oder SEA) e finanziellen Avantage oder Desavantage fir d'Eltere mat sech bréngt. Déi 20 Gratisstonnen am Kontext vum Programm vun der Éducation plurilingue entsprieche méi oder wéineger der selwechter Unzuel u Gratisstonnen, déi d'Elteren zegutt hunn am Fall, wou e Kand Vollzäit an der Éducation précoce ageschriwwen ass. E Kand, dat nëmmen hallef Deeg an de Precoce geet, huet deementspriechend och just 10 Gratisstonnen am SEA zegutt an déi aner Betreiungsstonnen, déi nach geschëlt sinn, ginn dann nom Barème vum CSA factureiert.

D'Eltere vun engem dräijärege Kand hunn deemno de Choix a kënne jee no Besoin selwer decidéieren, ob si hiert Kand wëllen an d'Éducation précoce aschreiwen oder léiwer an eng Crèche (SEA), oder eventuell op eng kombinéiert Bildungsoffer (Precoce an SEA) wëllen zeréckgräifen.

ad 2. Kanner vun dräi Joer hunn deemno déi selwecht Chancen op eng méisprooche Bildungsoffer garantéiert, onofhängeg dovunner, ob se an de Precoce ginn oder an den SEA. Wat déi 20 Gratisstonnen am SEA ubelaangt, esou entspriechen dës Gratisstonnen (20 St/W x 46 Wochen = 920 Stonnen/Joer) méi oder manner der Unzuel u Stonnen am Fall, wou e Kand Vollzäit am Precoce (26 St/W x 36 Wochen = 936 Stonnen/Joer) ageschriwwen ass.

ad 3. D'Éducation précoce an d'Crèchë ginn zu gläichem Mooss gefërdert an et ass den Elteren iwwerlooss, en fonction vun hire Besoinen an de lokale Méiglechkeeten ze decidéieren, a wéi eng Bildungsstruktur si hiert Kand wëllen aschreiwen.

Aide humanitaire pour la Turquie et la Syrie | Question **7760** (14/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Une série de séismes survenus à partir du 6 février 2023 à proximité de la frontière entre la Syrie et la Turquie ont provoqué une sérieuse catastrophe humanitaire dans ces deux pays. Les besoins en matière d'aide ont été importants et de nombreux acteurs internationaux ont envoyé des aides financières, du matériel et des moyens d'assistance vers les régions sinistrées.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Pouvez-vous me détailler l'apport en matière d'aide humanitaire que l'État luxembourgeois a fait parvenir à la Turquie et à la Syrie dans le cadre des séismes récents ? Merci de préciser la nature de l'apport, la destination finale et les canaux d'acheminement.

Dans ce même contexte, j'aimerais encore poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense :

2) Est-ce que des demandes ont été adressées à Monsieur le Ministre concernant l'emploi de l'avion de transport militaire A400m dans le cadre de l'aide humaznitaire pour la Turquie et la Syrie ? Est-ce que l'avion a été déployé dans ce contexte et si oui, pouvez-vous me donner des détails sur les missions ?

Réponse (07/04/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1) Suite à la demande officielle d'assistance internationale de la Turquie, le Luxembourg a reçu des requêtes via différents canaux, notamment via son réseau diplomatique, le mécanisme de protection civile de l'Union européenne, les Nations Unies et le réseau de l'International Humanitarian Partnership (« IHP »).

Sur demande du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (« OCHA ») et dans le cadre d'IHP, en date des 7 et 9 février 2023, deux membres du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires (Humanitarian Intervention Team, « HIT ») du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), dont un expert en technologies de l'information et de la communication ainsi qu'un expert en support logistique sont partis vers la zone sinistrée par le tremblement de terre. Leur mission fut le soutien de l'équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes des Nations Unies. Ce personnel a été remplacé par deux autres experts en date du 20 février 2023. Le soutien luxembourgeois dans ce contexte est prévu d'être maintenu jusque fin mars 2023.

En ce qui concerne la plateforme de communication par satellite emergency.lu, deux systèmes ont été envoyés avec l'équipe du HIT, un jour seulement après le séisme. Un premier est opérationnel au centre de coordination des unités internationales à Hatay, le deuxième restera en réserve pour une éventuelle opération de l'ETC (Emergency Telecommunications Cluster). Sur demande de BFAST (Belgium First Aid and Support Team), un troisième système était déployé à l'hôpital de campagne mis en place par la Belgique à Kirikhan. Fin février, un total de 300 GB de données a été transféré par les systèmes emergency.lu en question.

Également dans le cadre du partenariat emergency.lu, en date du 10 février 2023, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes, en collaboration avec Luxembourg Air Ambulance, avait offert une capacité d'évacuation médicale aérienne pour opérer à l'intérieur de la Turquie. Cette offre n'a cependant pas été retenue par les autorités turques.

Dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne, la candidature d'un membre du HIT pour faire partie du Union Civil Protection Team a été retenue par le Emergency Response and Coordination Center de la Commission européenne. Cet expert est parti en Turquie le 11 février 2023 pour une mission de trois semaines en tant qu'expert logistique de l'UE à Gaziantep.

En ce qui concerne les articles et matériels de secours, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire a décidé d'acquérir 12 générateurs d'électricité, 8.000 sacs de couchage hivernaux et 2.000 kits d'hygiène. La valeur de cette contribution est de 500.000 euros.

236 palettes d'articles de consommables médicaux, tels que des masques chirurgicaux, compresses, seringues etc., d'une valeur totale de 250.000 euros ont été mises à disposition par le Ministère de la Santé et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (« FHL »). Le Rehazenter a offert du matériel médical additionnel dont le transport vers les zones sinistrées est actuellement en cours.

En outre, l'entreprise luxembourgeoise B Medical Systems, fabricant et distributeur mondial de dispositifs médicaux de qualité, a fait un don de 50 boîtes de transport pour des médicaments et des perfusions sanguines d'une valeur approximative de 65.000 euros.

Aussi, un deuxième don d'équipement médical (ventilateurs, défibrillateurs, moniteurs) de la FHL a récemment été accepté par la Turquie. Le transport de ces équipements est actuellement organisé par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire. Dans le cadre de l'étroite collaboration avec l'ambassade de Turquie au Luxembourg, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire a également pris en charge les frais de transport pour 220 palettes de dons en nature qui ont été collectés par l'ambassade.

Ces donations ont été déployées par le biais de deux vols charter opérés par la compagnie nationale de fret Cargolux et cofinancés par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire et l'Union européenne.

La livraison du matériel médical vers la base militaire d'Incirlik (Adana) a été effectuée en date du 22 février 2023.

Le second vol a été effectué le 1er mars 2023. Ont ainsi été envoyés les 12 générateurs, 8.000 sacs de couchage, 2.000 kits d'hygiène, le matériel offert par B Medical Systems ainsi que 160 palettes de l'ambassade de Turquie au Luxembourg.

Des transports additionnels par camion sont en phase de planification.

La collecte et l'envoi du matériel d'urgence ont été coordonnés par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, en lien étroit avec l'ambassade du Luxembourg à Ankara, et ont été réalisés en collaboration avec plusieurs acteurs luxembourgeois, à savoir le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et des acteurs du secteur privé.

L'ensemble du matériel acheminé en Turquie peut être chiffré à 1.218.500 EUR.

En outre, le Luxembourg a fait une contribution à hauteur de 500.000 EUR total à la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (« FICR ») en soutien à ses appels d'urgence pour la Turquie et pour la Syrie. D'après l'appréciation de la FICR, la répartition de ces fonds se fera en principe comme suit : 60 % pour la Turquie et 40 % pour la Syrie.

Le Luxembourg a également affecté 430.000 EUR à des projets d'urgence des ONG humanitaires luxembourgeoises Handicap International Luxembourg, Care in Luxembourg et la Fondation Caritas. Ces dernières interviennent principalement en Syrie pour répondre aux besoins les plus urgents des personnes touchées par les tremblements de terre en fournissant notamment de l'assistance alimentaire, des abris et du chauffage, ainsi que de l'aide médicale.

Finalement, le Luxembourg a fait une contribution de 500.000 EUR au Fonds humanitaire transfrontalier pour la Syrie, le « Syria Cross-Border Humanitarian Fund », qui est géré par OCHA. La contribution permet de soutenir les efforts humanitaires de réhabilitation et de résilience en Syrie et en Turquie. Le fonds achemine les contributions financières des donateurs aux ONG locales à travers une procédure de sélection et de suivi rigoureuse.

ad 2) Les missions de transport aérien de la Défense luxembourgeoise sont coordonnées à travers le « European Air Transport Command (EATC) » qui fonctionne selon le principe du « Pooling and sharing ». L'EATC répartit les missions de transport en fonction de la disponibilité des avions de ses nations membres et veille à ce que les missions de transport respectives soient exécutées avec les avions de transport les mieux adaptés. Cela implique qu'il n'y a pas nécessairement de lien direct entre la nation qui demande une mission de transport et la nationalité de l'avion qui l'exécute. Les avions A400M de l'unité belgo-luxembourgeoise ainsi que les avions A330 MRTT de la « Multinational MRTT Fleet » (MMF), dont le Luxembourg est également membre, opèrent sous le commandement de l'EATC.

Dans le cadre de l'aide humanitaire pour la Turquie et la Syrie, les A400M de l'unité belgo-luxembourgeoise se sont rendus à dix reprises en Turquie pour acheminer des secours en provenance de différentes nations et pour transporter du personnel humanitaire. L'avion luxembourgeois a été utilisé deux fois à cette fin et sur cinq vols il y avait 1 à 2 membres d'équipage luxembourgeois à bord.

Arrêt n° 00177 du 3 mars 2023 de la Cour constitutionnelle concernant la loi sur l'organisation militaire | Question **7761** (14/03/2023) de **M. Claude Lamberty** | **M. Gusty Graas** (DP)

Am rezenten Arrêt Nr. 00177 vum 3. Mäerz 2023 vun der Cour constitutionnelle gëtt festgehalen, dass den Art. 20 aus dem Arméisgesetz vum 23. Juli 1952 géint den Art. 96 vun der Verfassung verstéisst. Op Basis vum Artikel 95ter vun eiser Verfassung ass den Art. 20 no der Publikatioun vum Arrêt deemno net méi applikabel a verfassungswiddreg.

An deem Kader wollte mir dem Verdeedegungsminister a Minister fir déi bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wéi wëll de Minister op dëst Urteel reagéieren?

2. Wat fir eng Repercussiounen huet dëst Urteel op de Rekrutement vun de fräiwëllegen Zaldoten?

3. Wat fir Auswierkungen huet dëst Urteel op d'Bezuele vum Solde vun de fräiwëllegen Zaldoten, sachant datt déi Payementer hir gesetzlech Basis och am viséierten Artikel 20 hunn?

4. Wat fir eng Bedeitung huet dëst Urteel am Kontext vum neien Arméisgesetz, dat um Instanzewee ass? Mussen hei nei Adaptatioune gemaach ginn?

5. Ass d'Police direkt oder indirekt vun dësem Urteel betraff?

Réponse (07/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. bis 3. De Verdeedegungsminister huet dëst Urteel zur Kenntnis geholl a waart op d'Urteel vum Verwaltungsgeriicht an där Affär, op dat der Cour constitutionnelle hiert Urteel zréckgeet.

ad 4. Wéi am Exposé des motifs vum neien Arméisgesetz (projet de loi 7880) erkläert, dréit dësen Text engem viregten Urteel vun der Cour constitutionnelle, wou och schonn d'Netanhale vun den Artikelen 32 a 96 vun der Verfassung festgestallt gouf, Rechnung. Eent vun den erkläerten Ziler vum neie Gesetz ass, der Rechtsonsécherheet vum Arméisgesetz vun 1952 en Enn ze setzen.

ad 5. D'Police ass net vum Urteel vun der Cour constitutionnelle betraff, well den Artikel 96 vun der Verfassung vun der „force armée" schwätzt an doduerch eleng d'Arméi betrëfft.

Bilan de l'immigration 2022 | Question **7762** (14/03/2023) de **M. Claude Wiseler** | **M. Marc Spautz** | **M. Paul Galles** (CSV)

Viru Kuerzem huet de Minister fir Immigratioun an Asyl de Bilan zu dësem Sujet fir d'Joer 2022 virgestallt. Aus dem Bilan geet ervir, dass d'Demandë fir Asyl erëm méi staark klammen an dass Lëtzebuerg esou lues u seng Grenze stéisst. Sou sinn ons national Opfangstrukturen zum Beispill zu 94,9 % fir d'DPI bzw. zu 90,5 % fir BPT gefëllt. Leider ginn aus dem Bilan e puer Zuelen net ervir, zum Beispill, wou d'Asylbewerber ënnerbruecht sinn.

Am dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här Minister fir Immigratioun an Asyl stellen:

1. Kann d'Regierung oplëschten, wéi vill Flüchtlingen (differenzéiert no hirem Statut) um Territoire vun all Gemeng hei am Land an de jeeweilege Strukturen ënnerbruecht sinn?

2. Kann d'Regierung d'Flüchtlingskapazitéiten (z. B. den Taux d'occupation vun de Strukturen) vun all Gemeng uginn, souwuel kuerzfristeg, wéi och laangfristeg?

Réponse (17/04/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. An der Tabell, d'Zuel vun de Persounen no hirem Statut, déi an de Strukture vum ONA an de verschiddene Gemengen ënnerbruecht sinn (Donnéeë vun Enn Mäerz 2023).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. An der Tabell déi aktuell Hebergementskapazitéite vum ONA opgeschlësselt no Gemeng. Den Taux d'occupation net vum Reseau läit bei 94,9 % (Enn Mäerz 2023):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Informations concernant l'accès aux structures d'accueil | Question **7763** (14/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Dans une interview radio diffusée le 14 mars 2023, Monsieur le Directeur général de Caritas Luxembourg a exprimé un certain mécontentement en ce qui concerne la gestion des centres d'hébergement pour

demandeurs de protection internationale par l'Office national de l'accueil (ONA).

Dans ce contexte, Monsieur le Directeur général a notamment fait l'affirmation suivante : „D'Leit musse sech aschreiwen, wann se erakommen, a wann se erausginn, mussen se och dat erëm beim Gardiennage mellen. Dat gëllt d'ailleurs fir d'Beneficiairen an och fir eis Mataarbechter. Kierzlech krute mer zougestach, dass dann elo och nach d'ONA de Gardiennage gefrot huet, fir datt e soll doriwwer informéiert ginn, wa mir kommen a wa mir ginn. Mir fannen dat dann e bësselche komesch, datt, wann ee partnerschaftlech Relatiounen huet, da muss ee jo net iwwert en Drëtte fueren, fir gewuer ze ginn, wann deen een oder deen aneren am Haus ass."

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Pouvez-vous me confirmer que l'ONA demande au gardiennage des structures d'accueil de noter toutes les entrées et sorties dans les centres d'accueil ? Est-ce que cela concerne toutes les personnes sans exception ou seulement certaines catégories de personnes ? Dans ce dernier cas, merci de spécifier les catégories en question.

2) Pouvez-vous me confirmer que des informations sur les entrées et les sorties sont accessibles à l'ONA ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'expliquer quel usage l'ONA fait de ces informations ? Toujours dans l'affirmative, est-ce qu'il s'agit d'un accès généralisé ou d'un accès sur demande et est-ce que cet accès est compatible avec les règles concernant la protection des données ?

3) Est-ce qu'il y a eu un changement de politique ou de pratique récent de l'ONA concernant la collecte et l'accès aux informations sur les entrées et les sorties dans les structures d'accueil ? Si oui, pouvez-vous m'en donner les détails et m'en expliquer les raisons ?

4) Pouvez-vous me donner une énumération détaillée et complète des tâches demandées par l'ONA aux prestataires du gardiennage des centres d'accueil ? Merci de distinguer entre les tâches fixées de manière contractuelle et d'éventuelles exigences ou demandes supplémentaires.

Réponse (17/04/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) Afin d'assurer la sécurité des personnes hébergées dans les structures ainsi que du personnel y travaillant, notamment en cas d'incendie et lors d'une évacuation générale d'une structure d'hébergement, un concept de sécurité est établi par le CGDIS – en fonction de la taille de la structure – qui est également avisé par la Police grand-ducale.

Ainsi, et dans un souci de protection, l'ONA demande effectivement au service de gardiennage de noter sans exception toutes les entrées et sorties des structures d'hébergement.

ad 2) L'ONA a accès à toutes les données relatives aux structures d'hébergement y compris les entrées et sorties. Ces données sont seules consultables par les agents qui doivent pouvoir y accéder dans le cadre de leur mission de service public et ceci dans le respect du Règlement général sur la protection des données.

ad 3) Pour pouvoir accéder à une structure d'hébergement, toute personne doit se présenter auprès de la loge du gardien en service, que ce soient les personnes logées, le personnel régulier, les intervenants ponctuels ou encore les visiteurs. Depuis le 15 février 2023, une nouvelle procédure d'accès a été mise en place et est en cours d'évaluation, afin de faciliter l'accès des personnes logées et du personnel permanent pour ainsi garantir un travail plus efficient au niveau de la loge et une sécurité plus efficace pour l'ensemble des intervenants sur les sites.

ad 4) Les tâches du personnel de sécurité/gardiennage comprennent les domaines suivants :

– Accueil et contrôle d'accès (accueil des nouveaux résidents et attribution des chambres, liste de toutes les entrées et sorties, accès au parking, etc.)
– Administration de la structure d'hébergement (respect du règlement intérieur, gestion des stocks, etc.)
– Contrôle technique (surveillance de toutes les installations techniques, suivi des travaux de maintenance, etc.)
– Sécurité (test quotidien de tous les dispositifs de sécurité, test des issues de secours, médiation en cas de conflit, etc.)
– Hygiène (suivi des plans de nettoyage, respect des mesures sanitaires, etc.)
– Administratif (mise à jour des registres des résidents, rédaction des rapports quotidiens ainsi que des rapports spéciaux si besoin, commande de marchandises, etc.)

Commissions consultatives communales d'intégration et Conseil national pour étrangers | Question **7764** (14/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration spécifie en son article 7 que la commission se réunit au moins 4 fois par an.

Par conséquent, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l' Intégration :

1) Comme votre ministère est destinataire des procès-verbaux, veuillez m'indiquer combien de CCCI ont satisfait aux 4 réunions annuelles dans les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022.

L'article 7 du règlement grand-ducal stipule que « L'avis de la commission est demandé par le conseil communal sur :

– les mesures d'accueil et d'intégration dans la commune ;
– la sensibilisation des étrangers en vue de leur participation aux élections communales ;
– les règlements d'utilisation des infrastructures sportives et culturelles de la commune. »

Par conséquent, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre :

2) Veuillez svp m'indiquer pour les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 le nombre de CCCI qui ont été sollicitées pour un avis sur au moins un des sujets.

Le CNE actuel ne semble pas avoir donné satisfaction. Par conséquent, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre :

3) Combien d'avis ont été demandés au CNE par le Gouvernement pendant les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022.
Quelle était la dotation budgétaire du CNE au fil de ces années ?

4) Quelles conclusions tirez-vous pour les CCCI et pour le CNE quant à leur fonctionnement et leurs moyens, quant à la transparence de leurs travaux et quant aux moyens de communication vers le public ?

Réponse (03/04/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Les commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) ont été largement impactées dans leur fonctionnement pendant les dernières années. Vu la pandémie Covid et ses répercussions et restrictions en matière de rassemblement, les CCCI n'ont pas pu satisfaire aux obligations prévues par le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011.

En 2020, il s'est avéré nécessaire de dresser un bilan objectif et approfondi de la législation en vigueur par rapport aux commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) et de la faisabilité de sa mise en œuvre. Ce bilan a été dressé par un consultant externe au ministère, ensemble avec les CCCI. Plusieurs propositions d'amélioration ont été formulées par les CCCI dont notamment la nécessité d'obtenir plus de flexibilité en matière de tenue des réunions, d'enlever l'obligation de transmettre les procès-verbaux des réunions au ministre et d'être avisé par le Collège des bourgmestre et échevins sur les sujets correspondant au vivre ensemble. L'étude sur le fonctionnement et sur les besoins des CCCI est disponible sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région : https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/le-ministere/attributions/integration/niveau-communal/ccci.html.

Afin de répondre aux constats de l'étude, l'accompagnement des communes et des CCCI a été renforcé à plusieurs niveaux, à savoir :

– soutien dans le cadre du « Pakt vum Zesummeliewen » par 5 conseillers à l'intégration
– conseil et expertise par le Département de l'intégration et par ses partenaires conventionnés à savoir le CEFIS, le CLAE et l'ASTI
– soutien financier pour des projets d'intégration locale et de vivre-ensemble interculturel
– mise en réseau et échange de bonnes pratiques par l'organisation à intervalles réguliers de séances d'informations, du Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local (GRESIL) et du réseau des chargés à l'intégration
– soutien dans l'élaboration d'un guide du citoyen
– soutien dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation « Je peux voter »

Par tous ces moyens, les relations directes entre les CCCI et le ministère ont été renforcées faisant en sorte que le ministère a une meilleure vue d'ensemble des travaux des CCCI et des besoins de terrain sans devoir avoir recours à l'ensemble des rapports des CCCI.

ad 2) Le ministère ne dispose pas d'informations relatives au nombre de CCCI qui ont été sollicitées par les communes pour un avis sur au moins un des sujets en lien avec l'intégration. Les modalités de fonctionnement entre une CCCI et sa commune est du domaine de l'autonomie communale.

ad 3) Depuis les élections du CNE en 2017, le Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a officiellement saisi le CNE à 8 reprises avec 15 avis reçus, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a officiellement saisi le CNE à 1 reprise, avec 1 avis reçu et le Ministre des Affaires étrangères et européennes a officiellement saisi le CNE à 2 reprises, avec 1 avis reçu et 1 avis en préparation. Ci-dessous le détail des avis :

– Saisine du 30 janvier 2018 par le MIFA : avis sur le Plan d'action national d'intégration ;
pas de délai de réponse ; avis du CNE reçu le 13 mars 2018
– Saisine du 25 février 2019 par le MIFA : avis sur la révision du CNE ;
délai de réponse fixé au 21 avril 2019 ; avis du CNE reçu le 14 juin 2019

– Saisine du 18 février 2021 par le MIFA :
• avis sur les actuels programmes d'intégration ;
• avis sur la composition et le rôle des CCCI ;
• avis sur le rôle des associations en matière d'intégration ;
• avis sur le développement futur du CNE ;
délai de réponse septembre 2021 ; avis CNE reçu le 28 septembre 2021
– Saisine du 22 septembre 2021 par le MIFA : avis sur la loi électorale des élections communales ;
délai de réponse fixé à mi-novembre 2021 ; avis reçu le 12 novembre 2021
– Saisine du septembre et octobre 2021 par le MENJE : projet de loi sur l'accueil, l'orientation, l'intégration et l'accompagnement scolaire des élèves nouvellement arrivés ;
délai de réponse janvier/mars 2022 ; avis CNE reçu le 4 mars 2022
– Saisine du 18 janvier 2022 par le MIFA : avis concernant les recommandations issues de l'étude de l'OCDE sur le fonctionnement du système d'intégration et ses acteurs au Grand-Duché de Luxembourg
délai de réponse juin 2022 ;
8 avis reçus dans le cadre de cette saisine :
• avis reçu le 26 avril 2022 sur le logement ;
• avis reçu le 26 avril 2022 sur le cyberharcèlement ;
• avis reçu le 15 juillet 2022 sur l'accès à l'emploi ;
• avis reçu le 4 août 2022 concernant les implications fiscales et sociales du télétravail ;
• avis reçu le 4 août 2022 portant sur la question des réfugiés ;
• avis reçu le 19 décembre 2022 sur l'intégration des étudiants de l'Université du Luxembourg ;
• avis reçu le 19 décembre 2022 relatif à la loi sur l'accueil, l'orientation, l'intégration et l'accompagnement scolaire des élèves nouvellement arrivés ;
• avis du CNE reçu le 25 janvier 2023 sur le coût de la vie
– Saisine du 17 novembre 2022 par le MAEE : avis sur la prise de position du Gouvernement (PL modifiant la loi modifiée du 29 août du 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration) ;
délai de réponse : dans les meilleurs délais ; avis en préparation
– Saisine du 23 novembre 2022 par le MAEE : projet de RGD modifiant le RGD modifié du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;
délai de réponse : dans les meilleurs délais ; avis du CNE reçu le 28 mars 2023.

Par ailleurs, par courrier du 26 octobre 2020, le Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a demandé à tous les membres du CNE de participer à la consultation sur la réforme de la loi sur l'intégration et de remettre leur avis au ministère. 12 membres du CNE ont donné suite à cette invitation ; ces avis sont consultables sur le site Internet du ministère.

Enfin, depuis les élections de 2017, le CNE a transmis 10 avis/propositions supplémentaires par auto-saisine au Ministère de tutelle :

– 27 juin 2018 : avis sur le projet de loi n° 7231 relatif à la promotion du luxembourgeois ;
– 20 décembre 2018 : avis sur le Brexit ;
– 3 avril 2019 : avis sur le télétravail des frontaliers ;
– 12 juillet 2019 : recommandation sur la traduction des questions parlementaires rédigées en langue luxembourgeoise, en langue française voire anglaise ;
– 30 mars 2020 : note sur le Covid-19 « solidarité à toute épreuve » ;
– 6 mai 2020 : proposition relative au déconfinement dans l'éducation ;
– 22 mai 2020 : proposition concernant les remises migratoires vers les pays à revenu faible ;
– 22 mai 2020 : proposition relative au déconfinement dans l'éducation ;
– 27 mai 2020 : déclaration concernant la communauté chinoise ;
– 18 mai 2021 : avis sur le test Covid-19 : voucher pour test gratuit.

ad 4) Avec le projet de loi n° 8155 relatif au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, il est prévu de réformer la législation, y compris celle en matière des CCCI et du CNE, pour répondre aux besoins changeants de la société. Ce projet de loi est basé sur les consultations et les études suivantes :

– avis du Conseil économique et social de 2014 sur la politique d'intégration au Luxembourg ;
– étude commanditée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région à Deloitte intitulée « Analyse de la mise en œuvre de la législation en vigueur concernant les CCCI » (2020) ;
– près de quatre-vingts avis adressés par les communes et les acteurs de la société civile au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région sur demande explicite du ministre afin d'alimenter la rédaction du projet de loi (2020) ;
– débat de consultation sur l'intégration à la Chambre des Députés (2021) ;
– compte rendu coordonné des quatre focus groups organisés (2021) ;
– rapport de synthèse de la consultation des offices sociaux sur l'intégration des résidents dans la société luxembourgeoise (2021) ;
– étude de l'OCDE intitulée « Vers un parcours d'intégration réussi – le fonctionnement du système d'intégration et ses acteurs au Grand-Duché de Luxembourg » (2021) ;
– étude réalisée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en collaboration avec le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) et le Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales (CEFIS) intitulée « Le racisme et les discriminations ethno-raciales au Luxembourg » (2022) ;
– étude réalisée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en collaboration avec Inspiring More Sustainability (IMS) intitulée « État des lieux des formations et initiatives à l'interculturalité au Luxembourg » (2022).
Tous les documents de référence sont disponibles sur le site : https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/le-ministere/attributions/integration/etudes.html.

Le projet de loi n° 8155 vise à créer un conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel qui participe à la mise en œuvre du vivre-ensemble interculturel. Il vient remplacer l'actuel comité interministériel à l'intégration et le Conseil national pour étrangers. Il est composé de représentants de l'État, de la société civile et des communes. L'accent est mis sur les communes ce qui se justifie par le fait que les barrières au vivre-ensemble sont le plus souvent identifiées au niveau local et les spécificités de chaque région et commune doivent être transmises au niveau national pour garantir une stratégie nationale cohérente. Sur base des consultations, la composition du Conseil supérieur n'est plus basée sur les nationalités. Toutefois, il est prévu que le Conseil supérieur peut inviter un expert ou un groupe d'experts d'un domaine spécifique aux réunions.

Au niveau communal, les commissions communales du vivre-ensemble interculturel viennent remplacer les commissions consultatives communales d'intégration actuelles. Elles ont notamment pour missions d'identifier les priorités et d'éventuels obstacles rencontrés dans le domaine du vivre-ensemble interculturel au niveau communal, d'assister la commune dans le développement et la mise en œuvre des mesures et activités favorisant le vivre-ensemble interculturel au niveau communal et de promouvoir l'accès à l'information, la participation citoyenne et la vie associative. Les membres des commissions communales peuvent se présenter aux élections pour devenir représentants des communes au Conseil supérieur. Ce sont également les membres des commissions qui élisent les représentants communaux au Conseil supérieur. Les travailleurs transfrontaliers peuvent être membre dans la commission communale de la commune dans laquelle ils travaillent.

Le projet de loi prévoit également un soutien financier conséquent aux frais d'un coordinateur pacte communal ainsi que des subventions qui permettront de renforcer la communication et la sensibilisation dans le domaine du vivre-ensemble interculturel.

Jusqu'à présent, le CNE a disposé d'un budget pour couvrir ses frais de fonctionnement, budget qui a augmenté de 15.000 € par année pour les années 2018 et 2019, à 20.000 € en 2020 et à 30.000 € par année pour les années 2021 et 2022. En termes de transparence et de communication, la crise sanitaire a certainement rendu le travail des CCCI et du CNE difficile, mais les efforts ont tout de même été renforcés au cours des dernières années. À titre d'exemple, les deux acteurs ont participé activement à la campagne « je peux voter » du ministère afin d'informer les résidents non luxembourgeois de leur droit de vote aux prochaines élections communales. De nombreux ateliers d'échange d'idées ont également pu être mis en place dans certaines communes dans le cadre du « Pakt vum Zesummeliewen ». Enfin, le CNE a également organisé une série de communications, de débats et de conférences.

Contrôles de vitesse dans les zones 30 | Question **7765** (14/03/2023) de **M. André Bauler** | **M. Claude Lamberty** (DP)

No deem schlëmmen Ongléck am Neiduerf stellen sech eng Rei Froen, ënner anerem déi vun de Kontrolle vun der Police an den Tempo-30-Zonen. Et ass eis nämlech zu Ouere komm, datt d'Police net déi Mëttel an déi Zäit huet, fir méi dacks a reegelméisseg d'Vitess an dëse Beräicher ze kontrolléieren.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

– Wéi dacks an a wéi engen Uertschafte goufen zanter 2020 Kontrollen an den Tempo-30-Zonen duerchgefouert? Gëtt et speziell Plazen, déi méi dacks kontrolléiert goufen oder hu misse ginn?

– Wéi vill Avertissements taxés goufen an dësen Zonen insgesamt ausgestallt? Wéi vill Délits de grande vitesse goufen an deem Kontext festgestallt?

– Wéi dacks si Kontrollen duerchgefouert ginn, well et säitens de Buergermeeschteren an de Privatleit Reklamatioune gouf?

Réponse (11/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Am Kader vun hiren alldeegleche Missiounen an Iwwerwaachungen am Stroosseverkéier iwwerpréift d'Police, dass d'Dispositioune vum „Code de la route" um nationalen Territoire respektéiert ginn, dorënner falen dann och d'Tempo-30 Zonen. Allerdéngs ginn dës spezifesch Kontrollen net onbedéngt separat esou agedroen, an et ass dofir net méiglech, dëst statistesch ze erfaassen.

Dës Kontrolle baséieren op der Analys vun de lokale Pläng vun der „surveillance et contrôle de la circulation", déi souwuel repressiv wéi och präventiv sinn,

an orientéieren sech ënnert anerem un de Besoine vun de Gemengen. Heibäi gi Reklamatioune vun de Gemengen, Buergermeeschteren a Bierger considéréiert.

Heidrënner ass eng Tabell mat der Unzuel vun den Avertissements taxés, déi sech op d'Tempo-30-Zone bezéie vun 2020 bis 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Eis Datebanken erlaben eis et net, eng automatiséiert Recherche, déi sech spezifesch op d'Infraktioun „délits de grande vitesse" an Tempo-30-Zone bezitt, duerchzeféieren, well et bei där Infraktioun juristesch net relevant ass, ab wéi enger maximal autoriséierter Vitess een am Délit ass.

Gardiennage des sites de l'ONA | Question **7766** (14/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun der Gestioun vun de Foyere schaffen nieft Educateuren an Assistants sociaux och Gardiene fir den ONA.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gardiene ginn am Schnëtt bei engem Site vum ONA agesat?

2. Op wéi engem Foyer ginn déi meescht Gardienen agesat a wéi vill Persoune sinn et? Op wéi engem déi mannsten a wéi vill Persoune sinn et?

3. Wéi vill Gardiene solle bis 2024 bäikommen?

4. Wéi vill Gardiene solle bis 2027 bäikommen?

5. Wat sinn d'Aufgabe vun de Gardiene bei de Foyeren?

6. Op wéi vill Sitten huet d'ONA Persounen ënnerbruecht an op wéi vill vun dëse Sitte gi Gardienen agesat?

Réponse (17/04/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. Et sinn aktuell 150 Gardienen op 53 vu 66 Sitte verdeelt (dat ass eng Moyenne vun 2,27 Gardiene fir all Site).

ad 2. D'Zuel vun de Gardienen ass proportional zu der Gréisst, Kapazitéit a Komplexitéit vum Site:

– Déi meescht Gardiene ginn agesat an der Struktur „Kirchberg 90" mat 16 Gardiene fir Stand haut 900 Leit.
– 15 Ënnerkonftstrukturen hu guer keng Gardienen.

ad 3. Dëst wäert vun den Ouverturen a Fermeturë vun de Sitten an den nächste Joren ofhänken. An der Reegel probéiert den ONA fir all Struktur, wou op d'mannst 30 Persounen ënnerbruecht sinn, e Gardien um Site ze hunn. Ab 100 Persoune soll en zweete Gardien derbäikommen. Dëse Schlëssel hänkt allerdéngs och dervun of, wéi d'Gebaier konfiguréiert sinn (wéi vill Personal een z. B. fir eng Evakuatioun brauch) a wéi vulnerabel d'Persoune sinn, déi do ënnerbruecht sinn.

ad 4. Idem Äntwert 3.

ad 5. D'Aufgabe vun de Gardienen enthale follgend Beräicher:

– Receptioun an Zougangskontroll (den Accueil vun neien Awunner an Zouweisung op hir Zëmmeren, Lëscht vun all Entréeën a Sortien an de Strukturen, Verwaltung vum Zougang op de Parking asw.)
– Administratioun vun der Ënnerkonftstruktur (Anhale vum Règlement d'ordre intérieur, Gestioun vu verschiddene Stocken asw.)
– Technesch Kontrollen (Iwwerwaachung vun allen techneschen Installatiounen, Suivi vu Maintenance-Aarbechten asw.)
– Sécherheet (deeglech Tester vun all de Sécherheetsgeräter, Iwwerpréiwung vun Noutausgäng, Mediatioun am Fall vun engem Konflikt asw.)
– Hygiène (Iwwerwaachung a Suivi vu Botzpläng, Konformitéit mat sanitäre Moossnamen asw.)
– Administrativ (Aktualiséierung vun Awunnerregisteren, Ausschaffe vun deegleche Berichter, Bestellung vu Wueren asw.)

ad 6. Aktuell huet den ONA 66 Ënnerkonftstrukturen an et ginn op 53 Sitte Gardienen agesat.

Augmentation des prix de certains produits alimentaires | Question **7767** (14/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Tout en saluant les mesures prises par le Gouvernement en accord avec les partenaires sociaux dans le cadre des réunions tripartites et votées par la Chambre des Députés pour protéger les ménages contre l'inflation et plus précisément l'explosion des prix de l'énergie, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

– Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer une augmentation sensible des prix de certains produits alimentaires au Luxembourg atteignant jusqu'à 11 pour cent au cours des derniers mois ?

– Quels sont les produits les plus touchés par cette forte augmentation ?

– Quelle est la marge de manœuvre dont dispose le Gouvernement pour agir sur les prix des produits de première nécessité suite à l'abolition du contrôle des prix et plus précisément en matière de plafonnement de ces prix tel qu'envisagé dans nos pays voisins ?

– Les restrictions territoriales d'offre exacerbent-elles le renchérissement des produits alimentaires au Luxembourg ?

– Ne serait-il pas utile de se donner les moyens de vérifier l'évolution des marges et partant la justification de l'augmentation des prix ?

Réponse (18/04/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

Comme l'indique le Statec dans le « Conjoncture Flash » de mars 2023, en février 2023, l'inflation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées au Luxembourg a dépassé un record historique avec +13 % sur un an, donc par rapport à février 2022, contribuant à un peu plus d'un tiers de l'inflation totale (4,3 %). Parmi les augmentations les plus marquées, on retrouve les graisses et huiles, les légumes et les produits laitiers et œufs.

Les résultats détaillés de l'Indice des prix à la consommation national (IPCN) sont disponibles sur le portail des statistiques, sous le thème Économie et prix, notamment dans l'indicateur à court terme A1 qui permet de suivre l'Indice des prix à la consommation national (IPCN).

(https://statistiques.public.lu/fr/themes/economie-finances/dossier-indice-prix-inflation.html)

La loi luxembourgeoise sur la concurrence prévoyait un mécanisme général permettant au Gouvernement de fixer des prix maxima en présence d'une crise. Le caractère général de l'article relatif à la fixation des prix a été épinglé par le Conseil d'État comme contraire à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle et se trouve dès lors en cours de révision. Le Gouvernement attend depuis fin 2022 l'adoption d'un avis complémentaire par le Conseil d'État. Cela dit, le Gouvernement peut à tout moment proposer la fixation de prix, à titre sectoriel, à travers l'adoption de projets de loi – à l'instar de ce qui s'est fait dans le secteur énergétique.

Le Gouvernement ne dispose pas d'indications pointant vers une amplification de la problématique du renchérissement des produits alimentaires au Luxembourg à cause de la persistance de restrictions territoriales de l'offre. De manière plus générale, le Gouvernement poursuit ses efforts de sensibilisation par rapport aux institutions européennes en vue de créer un cadre juridique européen visant à abolir les restrictions territoriales non justifiées.

Les marges relèvent du secret d'affaires des entreprises et ne peuvent donc faire l'objet de telles vérifications.

Contrôle de camions | Question **7768** (14/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Lors d'une récente opération conjointe dans le Benelux menée par les services d'inspection routière belge, néerlandais et luxembourgeois il est ressorti que sur 60 camions contrôlés, 26 ont été enregistrés en infraction. Cette information a été publiée par le Secrétariat général de l'Union Benelux.

Les contrôles effectués ciblaient spécifiquement le respect des temps de conduite et de repos ainsi que l'utilisation correcte du tachygraphe (appareil électronique intégré au véhicule et enregistrant les temps de conduite et de repos du chauffeur, la vitesse du véhicule, la distance parcourue et les irrégularités).

Au total, 41 infractions ont été constatées. Cette action a été menée par le service public fédéral « Mobilité et transports » en Belgique, l'Inspection de l'environnement et des transports (ILT) aux Pays-Bas et l'Administration des douanes et accises au Luxembourg.

Des équipes comprenant des inspecteurs des trois pays ont effectué des contrôles à Kruibeke et Lamain en Belgique, à Venlo aux Pays-Bas et à Sterpenich, à la frontière luxembourgeoise.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances combien de camions ont été contrôlés à la frontière belgo-luxembourgeoise.

– Combien étaient en infraction et quelle était la nature des infractions ?

– Comme presque la moitié des camions contrôlés dans les trois pays étaient en infraction est-il prévu de répéter régulièrement ces contrôles ?

– Quelles ont été les sanctions contre ces infractions ?

– Est-ce que les entreprises opérant les camions en infraction seront poursuivies elles aussi ?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Dans le cadre de l'opération conjointe récente Benelux à laquelle fait référence l'honorable Député dans sa question parlementaire, les services compétents et spécialisés en matière de contrôles des poids-lourds de l'Administration des douanes et accises ont procédé à un contrôle intégré de dix-neuf véhicules à la frontière belgo-luxembourgeoise.

Vingt-six différentes infractions ont été constatées en relation avec douze des dix-neuf véhicules qui ont été contrôlés.

Les infractions qui ont été constatées peuvent être regroupées dans les cinq catégories reprises ci-dessous :

– défaut d'avoir payé le droit d'usage ou de disposer d'une exemption du droit d'usage (Eurovignette) ;
– défaut d'exhiber les documents de bord ;
– chargement pouvant constituer un danger pour les personnes, causer des dommages aux propriétés, traîner sur la voie publique ou y tomber (Arrimage) ;
– non-respect du temps de conduite et de repos ;
– dépassement de la largeur maximale autorisée d'un véhicule routier en circulation.

Les services compétents et spécialisés en matière de contrôles des poids-lourds de l'Administration des douanes et accises font régulièrement des contrôles sur le territoire national, dont, entre autres, à la frontière de Sterpenich. De plus, ils participent régulièrement à des actions conjointes, qui sont organisées dans le cadre du Benelux.

Les agents de l'Administration des douanes et accises ont émis vingt-six avertissements taxés pour les 26 infractions qui ont été constatées.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le montant total des avertissements ainsi émis s'élève à 6.732 €.

Afin d'offrir une meilleure vue globale, le tableau ci-dessous met en relation les différentes infractions constatées pour les 12 véhicules, tout en indiquant le montant des avertissements taxés à payer pour les infractions respectives :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dans le cadre du contrôle visé par la question parlementaire, la totalité des avertissements taxés ont été payés sans délais et sur place, de sorte qu'aucune autre procédure pénale ne s'en suivra.

Activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi | Question **7769** (14/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 1. August 2019 ass ee Gesetz a Kraaft getrueden, mat deem eng „activité d'assistance" agefouert gouf. Dës Activité d'assistance soll Mënsche mat enger Behënnerung oder déi sech an engem externe Reklassement befannen, zeguttkommen. D'Moossnam huet d'Zil, « d'encadrer et de promouvoir l'inclusion des salariés handicapés et des salariés en reclassement externe sur le marché du travail ordinaire par un accompagnement adapté aux besoins du salarié handicapé [...] ».

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn zënter der Aféierung vum Gesetz eng Demande fir eng Activité d'assistance gemaach?
Wéi vill Demandë goufen accordéiert?

2. Wéi vill Persounen, déi eng Activité d'assistance accordéiert kruten, hunn hiren Aarbechtsposte bis haut behalen?

3. Wéi eng Informatiounscampagnë goufe vum Ministère iwwert d'Activité d'assistance geschalt an op wéi enge Medien ass dëst geschitt?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Zënter der Aféierung vum Gesetz ass leider nach keng Activité d'assistance à l'inclusion gemaach ginn. Et si bis haut nach keng Demandë fir eng Assistance à l'inclusion gemaach ginn.

ad 2. Vu datt nach keng Activité d'assistance à l'inclusion bis haut accordéiert gouf, gëtt et fir den Ament keng Zuele vun de Persounen, déi vun enger Activité d'assistance à l'inclusion profitéiere konnten an hiren Aarbechtsposte behalen hunn.

ad 3. Zesumme mam Aarbechtsministère a mat der ADEM huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun 2019 eng Informatiounscampagne lancéiert.

2022 gouf eng weider Publicitéit an engem Katalog gemaach, wou Formatiounen am Beräich „Handicap" ugebuede ginn.

Déi lescht Sensibiliséierungsaktioun gouf an der Reuniouun vum 8. Dezember 2022 vum Comité pour la charte de la diversité zu Bartreng ënnerholl. Op d'Demande vum Comité huet de Ministère fir Famill an Integratioun zesumme mat der ADEM, de Membere vum Comité de projet vun der Assistance à l'inclusion presentéiert. Zu de Membere vum Comité zielen, ënnert anerem, grouss Entreprisen, ewéi Deutsche Bank, PwC, Linklaters, RBC Investor&Treasury Services, Sodexo, HSBC Luxembourg an d'Associatioun IMS Luxembourg.

D'Zil vun der Presentatioun war, d'Entreprisen iwwert de Projet vun der Assistance à l'inclusion ze informéieren an och ze motivéieren, bei engem Projet-pilote matzemaachen.

Do dernieft huet de Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an enker Zesummenaarbecht mat der ADEM iwwert d'Joer 2023 weider Aktioune geplangt, fir kontinuéierlech ze sensibiliséieren:

– Realisatioun an Diffusioun vun enger Broschür, déi déi agreéiert Assistente virstellt;
– iwwerschaffte Presentatioun vun der Assistance à l'inclusion um Site vun der ADEM;
– systematesch Kommunikatioun un d'Employeuren, déi eng Persoun mat Behënnerung astellen;
– Offer fir d'Employeuren, fir d'Mesuren an d'Entreprisë virstellen ze goen;
– Kommunikatioun iwwert d'Mesuren a Kollaboratioun mat deene jeeweilege Federatiounen, Chambres professionnelles a Gewerkschaften;
– och am Kader vun der Journée handicap et reclassement professionnel, den 19. Mee 2023, gëtt d'Activité d'assistance à l'inclusion nach eemol presentéiert.

Flux migratoires | Question **7770** (14/03/2023) de **M. Charles Margue** (déi gréng)

Le Luxembourg connaît des flux migratoires conséquents depuis de longues années. Cependant, peu d'informations sont disponibles sur la durée de séjour de personnes arrivant au Luxembourg.

Le solde migratoire (le nombre des arrivées déduit du nombre des départs) des dernières années correspond à peu près à la moitié du chiffre des arrivants. Le solde migratoire est donc un indicateur, certes très utile, mais il ne renseigne pas sur le profil des personnes quittant le Luxembourg.

L'émigration constitue néanmoins une dimension à considérer dans le cadre des politiques à mener pour favoriser la cohésion sociale et la culture du vivre-ensemble en général, et plus particulièrement dans le cadre des travaux parlementaires en cours, notamment du projet de loi relatif au vivre-ensemble interculturel.

Je me permets de poser les questions suivantes dans ce contexte à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Parmi les personnes qui arrivent au Luxembourg comme résident.e.s régulie.è.r.e.s, combien séjournent encore au Luxembourg au bout de 1, 2, 3, 4, 5 et plus de 5 ans ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir plus d'informations sur les caractéristiques démographiques (âge, sexe, nationalité et durée de séjour) des personnes ayant quitté le Luxembourg par année d'émigration ?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur les pays dans lesquels les personnes quittant le Luxembourg émigrent ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir la proportion des personnes retournant dans le pays où elles ont résidé avant de venir au Luxembourg, ainsi que celle des personnes émigrant dans un autre pays ?

Réponse (07/04/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Le Statec prévoit de diffuser au cours de l'année 2023 une publication concernant les statistiques sur les migrations et en relation avec le recensement de la population de 2021, les données figurant ci-après seront donc encore développées.

Ci-dessous le tableau 1 concernant l'année de départ des émigrants en fonction de l'année d'immigration. Les données sur les migrations de l'année 2022 sont en cours de finalisation et ne peuvent donc pas encore être prises en compte. Dans ces statistiques migratoires calculées par le Statec, les personnes arrivant et quittant le Luxembourg au cours d'une même année ne sont pas prises en compte afin de respecter le Règlement européen sur les statistiques migratoires.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le Statec constate que sur les personnes ayant immigré vers le Luxembourg entre 2016 et 2018, environ 13,5 % ont quitté le pays l'année suivante. Pour ces mêmes années, environ 26 % ont quitté le Luxembourg endéans 3 ans.

Pour les personnes ayant migré en 2019, la situation est différente et probablement due à l'impact de la crise du Covid-19 en 2020 et 2021. Parmi les immigrants arrivés en 2019, près de 20 % ont quitté le Luxembourg en 2020, donc l'année suivant leur immigration. Près de 13 % de ces migrants ont quitté le Luxembourg en 2021. 32 % des immigrants de l'année 2019 ont donc quitté le pays endéans 2 ans, soit environ 12 points de pourcentage de plus par rapport à la période 2016-2018.

Les caractéristiques des émigrés varient peu, comme le montre le tableau 2 ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Si l'âge moyen de l'ensemble des émigrants entre 2016 et 2019 est de 33,5 ans, ceux quittant le Luxembourg endéans les 3 années sont plus jeunes. Parmi les émigrants, la part des femmes est généralement plus faible que celle des hommes. Quant aux nationalités de ces émigrés, le top 3 est toujours composé des Français, des Portugais et des Italiens. À noter également que la durée de séjour est relativement stable et ne varie guère au cours du temps.

Pour leur nouveau pays de résidence, les émigrants ayant quitté le Luxembourg en 2021 optent le plus souvent pour un des trois pays limitrophes au Luxembourg : la France (26,2 %), l'Allemagne (16,7 %) et la Belgique (12,7 %). La part de ces trois pays est plus

élevée pour les émigrants de nationalité luxembourgeoise : Allemagne (41,4 %), France (20,6 %) et Belgique (13,9 %). Ces observations sont également vraies pour les années antérieures.

Le Statec ne dispose pas des informations nécessaires pour calculer la proportion des personnes retournant dans le pays où elles ont résidé avant de venir au Luxembourg ou émigrant dans un autre pays.

REVIS en fonction de la communauté domestique | Question **7771** (15/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

La notion de la communauté domestique est définie de la manière suivante : « Une communauté domestique est constituée de toutes les personnes qui résident dans le cadre d'un foyer commun, qui disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir des preuves matérielles qu'elles résident ailleurs. »

Par conséquent, c'est bien le budget commun qui est le critère définissant la communauté domestique – et non pas la communauté domestique qui prouve qu'il y a un budget commun.

Pourtant, force est de constater que jusqu'à présent le FNS semble présupposer que ceux ou celles qui habitent ensemble sous un même toit partagent un budget commun. Mais toujours selon la définition, le lien devrait aller dans l'autre sens.

Aujourd'hui encore, cette présupposition a comme conséquence qu'après un an de « recueil par pitié », les cohabitants doivent se séparer s'ils/elles veulent continuer d'avoir droit au REVIS. Cette disposition crée évidemment des situations dramatiques dans un contexte de crise du logement. Des personnes perdent leur logement, risquent de ne plus retrouver de logement adéquat et risquent de perdre leur droit au REVIS.

De plus vous n'êtes pas sans savoir que les foyers pour réfugiés sont à moitié occupés par des bénéficiaires de protection internationale qui eux pourraient quitter le foyer mais ne trouvent guère un logement sur le marché.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Êtes-vous d'accord pour dire que si le budget commun est le facteur déterminant la communauté domestique, il ne faudrait pas présupposer que chaque cohabitation a d'office un budget commun ?

2) Si vous êtes d'accord, pourriez-vous envisager un changement de cette pratique de présupposer un budget commun ?

3) Madame la Ministre, pourriez-vous envisager la possibilité pour les requérants de déclarer sur l'honneur l'absence d'un budget commun de la communauté domestique ?

Le « recueil par pitié » qui permet à une personne de continuer de jouir du droit au REVIS pendant douze mois a été introduit pour permettre à des personnes bénéficiaires du REVIS de vivre en cohabitation.

4) N'êtes-vous pas d'avis que cette clause de 12 mois pourrait être prolongée au vu du fait que le marché du logement n'offre tout simplement aucune perspective à la majorité des personnes qui dépendent du REVIS et que douze mois représentent une échéance trop courte pour trouver un logement adéquat sur le marché ?

Réponse (30/03/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Pour répondre à la question de l'honorable Députée, il y a tout d'abord lieu de relever que l'article 4 (1) de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (REVIS) établit une présomption par rapport à laquelle la preuve du contraire peut être rapportée.

L'article 4 (1) de la loi précitée prévoit précisément ce qui suit :

(1) Sont présumées former une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun, dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir les preuves matérielles qu'elles résident ailleurs.

Un règlement grand-ducal précise les preuves matérielles à fournir relatives à la situation de logement et au paiement des frais y relatifs, la durée sur laquelle doivent porter ces preuves, sans qu'elle ne puisse être inférieure à six mois, ainsi que les modalités pratiques d'application.

En ce qui concerne la première question, il y a par conséquent lieu de rappeler que le budget commun n'est pas le seul facteur déterminant la communauté domestique. En effet, pour établir la communauté domestique, le FNS se base sur un faisceau d'éléments dont notamment celui que les personnes vivent dans un foyer commun, qu'elles partagent les frais de la vie courante et qu'elles ne peuvent rapporter aucune preuve que tel n'est pas le cas.

Une telle preuve peut être rapportée si par exemple les personnes concernées documentent qu'elles habitent dans des unités de logement distinctes ou qu'elles disposent, dans une unité de logement déterminée, de lieux d'habitation distincts.

D'une façon générale, le FNS essaie d'interpréter les dispositions de la loi d'une façon large afin de prendre en compte les diverses situations de logement.

ad 2) L'honorable Députée est au courant que d'après une motion de la Chambre des Députés du 10 juillet 2018, le Gouvernement procédera à une révision du dispositif REVIS après une période de trois années. Cette étude sera achevée dans les prochains mois. Le Gouvernement se basera sur les conclusions de cette étude pour entamer les changements éventuels de la loi sur le REVIS.

ad 3) Lors de leur demande, les requérants sont obligés de donner toutes les indications au FNS afin que celui-ci puisse déterminer le calcul de la prestation. Le FNS est de son côté chargé de vérifier si les conditions de la loi sont remplies. La forme des déclarations des requérants ne dispense pas le FNS d'effectuer les vérifications en conformité avec la loi.

ad 4) Il est renvoyé à l'évaluation du dispositif REVIS citée à propos de la réponse à la question 2.

Campagne « Zesumme spueren, zesummenhalen » | Question **7772** (15/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zanter e puer Méint ginn an de Gemengen am Land Energiespuersette verdeelt. Dës Sette ginn am Kader vun der Campagne „Zesumme spueren, zesummenhalen" mat Enovos un all intresséiert Haushalter verdeelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun den Energiespuersette si bestallt ginn?

2. Wat war de Käschtepunkt heivunner?
Huet Enovos hei een Deel vun de Käschten iwwerholl?

3. Wéi vill Sette konnte verdeelt ginn?

4. Wat geschitt mat deene Setten, déi iwweregbliwwe sinn?

5. Gouf et eng ëffentlech Ausschreiwung fir d'Energiespuersetten?
Wa jo, wéi vill Entreprisen hu sech gemellt?
Wann nee, firwat net?

6. Vu dass net all Haushalt wäert kënne mat all Deel vum Set eppes ufänken, firwat gouf net virgesinn, dass d'Leit déi Saachen, déi se net brauchen, an der Gemeng loossen?
Gesäit de Minister an, dass esou hätte kënne Ressourcen agespuert ginn an d'Leit responsabiliséiert gi wieren, par rapport zu dësem Ressourcëverbrauch?

Réponse (12/04/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Enovos huet wéi all Gas- a Stroumfournisseur nom ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummaart eng Verflichtung, fir am Kader vum Mécanisme d'obligation en matière d'efficacité énergétique en effizienten Ëmgang vun der Energie ze ënnerstëtzen a ganz konkreet Energieaspuerungen ze realiséieren.

Am Kontext vum Energiespuere gëtt et bei Enovos ënnert dem Programm „enoprime" eng ganz Rei vu konkreeten Aktiounen a Mesuren am Beräich Energiespueren, déi sech un d'Industrie, d'PMEen an d'Privatleit adresséieren: Zum Beispill ginn Ingenieuren a Betriber a schaffen individuell Energiespuerprogrammer fir déi Betriber aus.

Enovos huet am Kader vun der Energiekris och eng Energiespuercampagne lancéiert, „Let's Save Energy Now" (https://www.lets-save-energy.lu/fr/), fir seng Clientë fir d'Energiespueren ze sensibiliséieren an heibäi ze ënnerstëtzen.

Wat Privatstéit betrëfft, sou verdeelt Enovos aktuell iwwer 50.000 Energiespuersetten. Dës Initiativ gëtt integral vun Enovos gedroen a finanzéiert. Fir ze vermeiden, datt onnéideg vill Energiespuersette kaf ginn, huet Enovos den Akaf un den Erfolleg vun der Aktioun gekoppelt. Esou goufen d'Energiespuersette final a 4 Lousen akaaft, woubäi dat lescht Lous opgrond vun enger europäescher Ausschreiwung war. Et maachen 73 Gemenge bei dëser Aktioun mat an et deit sech un, dass alleguer d'Sette wäerte verdeelt kënne ginn.

Bei der richteger Benotzung vu sou engem Energiespuerset kann ee 4-Persoune-Stot an engem Joer säin Energieverbrauch ëm bis zu 3.700 kWh reduzéieren an 59.000 l Waasser spueren. Nieft dem Energiespuere kann duerch dës Aktioun also och ee wichtege Bäitrag, fir Waasser ze spueren, geleescht ginn.

Weider Detailer kann een ënnert follgendem Link fannen: https://www.enoblog.lu/fr/enostories/kits-deconomie-denergie-gratuits-denoprimes/.

Incident sur la « Nordstreck » | Question **7773** (15/03/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

An engem Pressecommuniqué vum 14. Mäerz 2023 vun de CFL heescht et, datt den Tracé tëschent Ettelbréck–Kautebaach a Kautebaach–Wooltz op der Linn 10, déi sougenannt „Nordstreck", wéinst schlechte Wiederkonditioune bis op Weideres gespaart ass. Wéi an der Matdeelung ze liesen ass, wier dës Entscheedung op eng onstabill Fielswand op der Héicht vu Bierden zeréckzeféieren.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Kann den Här Minister ons méi Detailer iwwert d'Ursaache vun dësem Problem matdeelen?

– Wéi eng Aarbechte mussen ënnerholl ginn a wéi laang wäert dës Linn viraussiichtlech zoubleiwen?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op der betraffener Fielswand iwwert enger Geröllkummer an der Héicht vu Bierden waren zum Zäitpunkt vun der Detektioun vum instabille Fielsblock präventiv Stabilisatiounsaarbechten amgaange realiséiert ze ginn. Schlecht Wiederkonditioune si warscheinlech d'Ursaach vun der Degradatioun vun der Situatioun. Well e weidere Fielsrutsch net konnt ausgeschloss ginn, bis d'Stabilisatiounsaarbechte fäerdeg sinn, huet missen den Zuchtrafick bis zum Ofschloss vun den Aarbechten ënnerbrach ginn.

D'Expertis, déi vun engem externen Expert realiséiert gouf, huet et erlaabt, eng ugepasst Aarbechtsmethod ze definéieren a follgend Stabilisatiounsmoossname festzeleeën: Buere vu 440 Ankere mat enger Längt bis 8 Meter, Ubrénge vu 5.000 m² Grillage (fir klengt Gestengs) an 1.000 m² Metallnetzer. D'Interventioun gëtt vun enger externer, spezialiséierter Firma wärend sechs Wochen duerchgefouert. D'Aarbechte ginn op zwou Schichte realiséiert; eng Nuetsinterventioun ass aus Sécherheetsgrënn net méiglech. Et ass virgesinn, dësen Abschnitt vun der Streck erëm den 8. Mee a Betrib ze huelen.

Consommation de médicaments psychotropes par des enfants et adolescents | Question **7774** (15/03/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

An engem Rapport vum franséischen Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) warnt dëse virun enger Hausse vu psychotropesche Medikamenter (Medikamenter, déi d'Aktivitéit vum Gehier veränneren) bei Kanner tëscht 6–17 Joer. Vill ze vill Medikamenter géinge verschriwwe ginn, an dës wieren och nach dobäi oft ze vill staark doséiert. An deem Sënn hätt d'Consommatioun vun esou Medikamenter bei Kanner sech verduebelt an deene leschten 10 Joer. 5 % vun der franséischer pediatrescher Bevëlkerung wier betraff, also 1 Kand vun 20.

Laut der franséischer Assurance maladie, wier tëscht 2010 an 2021 de Konsum vu psychotropesche Medikamenter wéi Antidepresseure bei Kanner ëm 179 % eropgaangen, bei Psychostimulante géing ee bei 148 % leien, bei antipsychotesche bei 114 % an hypnotesche Medikamenter bei 35 %. Et kënnt een zur Conclusioun, datt d'Medikamenter ëmmer méi fréi verschriwwe ginn.

Des Weidere géif een am Rapport vum HCFEA zur Conclusioun kommen, dass eng grouss Partie vu Kanner a Jonker, déi schonns Unzeeche vun enger psychescher Krankheet uweisen an eng fréi Betreiung bräichten, net prioritär behandelt géinge gi mam Resultat, datt hiren Zoustand sech verschlechtert.

De Rapport vum HCFEA kënnt weiderhin op d'Resultat, datt e groussen Deel vun de Prescriptioune vun de Medikamenter net fir Kanner bestëmmt wieren.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann een zu Lëtzebuerg och eng Hausse vun de Prescriptioune vu psychotropeschen, antipsychoteschen an hypnotesche Medikamenter an och vu Psychostimulante bei Kanner a Jugendleche feststellen? Wa jo, ëm wéi vill Prozent sinn dës an d'Luucht gaangen?

2. Kann een des Weidere feststellen, datt Dose vun dëse Medikamenter oft ze héich si fir d'Kanner?

3. Kann d'Regierung Zuelen nennen, wéi vill Kanner a Jugendlech esou Medikamenter verschriwwe kréien/kruten?

4. Wéi gi Case vu Kanner a Jugendlecher, déi Zeeche vun enger psychescher Krankheet opweisen, geréiert? Wat sinn d'Waardezäite fir eng Behandlung an der Moyenne?

5. Kann een hei zu Lëtzebuerg och feststellen, datt Medikamenter u Kanner a Jugendlecher verschriwwe ginn, déi net fir dës bestëmmt sinn? Wa jo, wat sinn hei d'Zuelen? Wat wëll d'Regierung ënnerhuelen, fir eis Kanner a Jugendlecher viru Medikamenter, déi net fir si bestëmmt sinn, ze schützen?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Unzuel un Ordonnancë fir verschidden Aarte vu psychotropesche Medikamenter, déi vun der Krankeversécherung fir Kanner a Jugendlecher am Alter vu 6 bis 17 Joer iwwerholl goufen, mat deenen d'Assuréë vun der Lëtzebuerger Krankeversécherung an eng Apdikt zu Lëtzebuerg gaange sinn, fir déi respektiv Medikamenter ze kafen, beispillsweis en Erwuessenen (haaptsächlech Elteren) fir e Kand. D'Donnéeën erlaben et net unzeginn, iwwert wéi een Zäitraum déi respektiv Medikamenter verschriwwe goufen. Dowéinst léisst eng Baisse vun der Unzuel un Ordonnancen, wéi se fir 2013 bis 2022 festgestallt gëtt, net direkt op eng Baisse an der Consommatioun vun de respektive Medikamenter schléissen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. D'Ermiesse vun der Dos läit an der Responsabilitéit vum Medezinner, deen d'Medikament verschreift.

Et muss ënnerscheet ginn tëschent Medezinner, déi eng allgemeng Ausbildung hunn a solchen, déi am pediatreschen, pedopsychiatreschen, souwéi neuropediatresche Beräich spezialiséiert sinn.

Sou besti fir dat nämmlecht Medikament bei ënnerschiddleche psycheschen/psychiatresche Krankheetsbiller ënnerschiddlech Dosagen, deemno wéi en Zil mam Medikament wëll erreecht ginn. Dofir musse mer virsiichteg sinn, wa mer vun ze héijen Dosagë schwätzen, well dës bei verschiddene Krankheetsbiller noutwenneg sinn.

D'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheetsdirektioun ass dofir zoustänneg, d'Dossiere vun de Medikamenter ze analyséieren, an de Gesondheetsministère stellt d'AMM (autorisation de mise sur le marché) aus. Dëst geschitt op Basis vun engem RCP-Dossier (résumés des caractéristiques du produit), an deem Dosagen a Posologië virgeschriwwe si fir déi verschidde Patientegruppen. E Medikament dierft deemno och just an de Limitte vun deem RCP verschriwwen a benotzt ginn.

Et leie keng Zuelen vir, ob a wéi vill Medikamenter an ze héijen Dose bei Kanner verschriwwe géife ginn.

ad 3. Den Tableau 2 weist d'Unzuel un Assuréen am Alter vu 6 bis 17 Joer, fir déi op d'mannst eng Aart vu psychotropesche Medikamenter vun der Krankeversécherung remboursëiert gouf. Et goufe just Assuréë vun der Lëtzebuerger Krankeversécherung gezielt, déi an eng Apdikt zu Lëtzebuerg gaange sinn, fir déi respektiv Medikamenter ze kafen.

Am Joer 2022 hunn 3,6 % vun all den Assuréen am Alter vu 6 bis 17 Joer psychotropesch Medikamenter an enger Apdikt zu Lëtzebuerg kaf. Am Verglach heizou waren et am Joer 2013 nach 3,9 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Et läit an der Autorité parentale ze decidéieren, wéi se mat den Zeeche vun enger psychescher Krankheet, déi se selwer erhieft, oder op déi se vun Externen, heefeg vum Schoulsecteur, opmierksam gemaach gëtt, ëmgoe wëllt. Sou wende se sech entweeder u psychologesch Servicer vun der Educatioun oder vun der Aide à l'enfance, oder consultéieren éischter am Santésberäich hire Kanner- oder Hausdokter, oder wenden sech u Medezinner, déi am Beräich vun der psychescher/psychiatrescher Krankheet kompetent sinn, am liberale Secteur oder am Spidol mat enger multidisziplinärer, fachspezialiséierter Ekipp. Niewent enger direkter Prise en charge am Urgencëservice fir dringend Fäll gëtt et am liberale Secteur eng Waardezäit, déi vun e puer Woche bis zu e puer Méint goe kann, jee no Dréngleschkeet vum Fall.

ad 5. Engersäits läit d'Verschreiwung vu Medikamenter am Ermiessen an der Verantwortung vum Medezinner, wou all Abus prinzipiell beim Collège médical kéint gemellt ginn.

Weiderhi gesäit d'Gesetz vum 24. Juli 2014 vir, dat d'Rechter an d'Obligatioune vum Patient (bei Mannerjäregen d'Persounen, déi mat der Autorité parentale investéiert sinn) legiferéiert, datt eng gréisser Kohärenz an eng gréisser Transparenz tëschent dem Patient (d'Persounen, déi mat der Autorité parentale an dëser Situatioun investéiert sinn) an de Prestatairen aus dem Gesondheetsberäich besteet.

Et leie keng Zuele vir, ob a wéi vill Medikamenter an net adequaten Dose bei Kanner a Jugendleche verschriwwe géife ginn.

Archéologie préventive introduite avec la loi relative au patrimoine culturel | Question **7775** (15/03/2023) de **M. Marc Lies** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Mam neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 ass de Prinzipp vun der preventiver Archeologie agefouert ginn. Duerch dëse Prinzipp musse Bauprojeten, déi an enger Zone d'observation archéologique léien, ënner verschiddene Konditiounen, am Virfeld beim Kulturministère agereecht ginn, fir dass se enger Évaluation archéologique ënnerzu ginn. Duerch dës archeologesch Evaluatiounsprozedur soll dem Bauhär eng méi grouss Previsibilitéit am Kontext vun den ustoenden Aarbechte gi ginn.

Ee Joer nom Akraafttriede vun dësem Gesetz sinn d'Konditiounen, fir dës Dispositioune korrekt ze applizéieren, leider nach ëmmer net erfëllt.

Laut eisen Informatioune gëtt et fir de Moment net genuch agreéiert Leit um Terrain, déi dës archeologesch Sondagen duerfen duerchfeieren. Fir den Agrement ze kréien, géif et 3 Méint daueren. Déi Tatsaachen droen derzou bäi, dass verschidde Projeten an hirer Ëmsetzung gebremst ginn, wat an Zäite vu steigende Baukäschten och e finanziellen Impakt op Bauprojeten huet.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Wunnengsbauminister stellen:

– Ass sech d'Regierung der uewe genannter Problematik bewosst?

– Wéi wëll d'Regierung dergéint virgoen?

– Ass d'Regierung bereet, den Agrement, fir archeologesch Evaluatioune kënnen ze maachen, ze vereinfachen an ze beschleunegen?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Mam Artikel 9 vum Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 gouf de ministeriellen Agrement agefouert, dee privat archeologesch Operateuren accordéiert musse kréien, fir archeologesch Ënnersichungen zu Lëtzebuerg kënnen ze maachen. An dësen Agremente gi bei all Demande déi verschidde Spezialitéite vun den Archeologe preziséiert, wéi zum Beispill „diagnostesch Sondéierungen, preventiv archeologesch Gruewungen am ländlechen oder/an urbane Gebidder". Dozou ginn d'Qualifikatiounen en fonction vun de chronologeschkulturellen Epochen a Spezialisatiounen (zum Beispill „Bau- oder Grafarcheologie, Archeozoologie an esou weider) definéiert. D'Demandë fir den Agrement gi vum Institut national de recherches archéologiques (INRA) iwwerpréift. All Agrement gëtt fir eng Dauer vun héchstens dräi Joer accordéiert a muss spéitstens dräi Méint virum Oflaf erneiert ginn.

Wat d'Dauer vum Traitement vun enger Demande d'agrément ugeet, gesäit den Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 9. Mäerz 2022 en Delai vu maximal dräi Méint vir (ab deem Moment, wou den Dossier komplett ass). Tatsächlech dauert den internen Traitement vun esou Demanden awer am Schnëtt just 10 Schaffdeeg, an net dräi Méint, esou wéi déi honorabel Deputéiert dat an hirer parlamentarescher Ufro behaapten. Vu datt e séieren Accord vun engem Agrement am Interessi vun den dräi betraffenen Acteuren ass (Bauhär, Archeolog a Staat), huet den INRA zanter Mäerz 2022 en dediéierte Conseil d'agrément souwéi eng standardiséiert Prozedur en place gesat, fir esou séier an esou prezis wéi méiglech d'Demandë kënnen ze evakuéieren.

Déi 10 Schaffdeeg, an deenen den INRA am Schnëtt senger Obligatioun nokënnt, fir de bien-fondé vun engem Agrement ze iwwerpréiwen, schéngen eis duerchaus verhältnisméisseg ze si par rapport zu den dräi Méint, déi am reglementaire Kader virgesi sinn, sou datt d'Fro vun enger Beschleunegung vun dëser Prozedur eis net opportun schéngt. Och d'Informatiounen, déi am Kader vun enger Demande d'Agrement am Artikel 1 vum uewe genannte Règlement grand-ducal gefrot ginn, sinn duerchaus räsonabel an dierfte fir déi archeologesch Operateure keng administrativ Hürden duerstellen, esou datt eng Vereinfachung vun der Prozedur och schwéier envisageabel ass.

Bis dato hunn aacht Entreprisen eng offiziell Demande d'agrément agereecht. 2022 krute sechs archeologesch Bedreiwer en Agrement an 2023 zwee weider Operateuren. D'Lëscht vun den agreéierten archeologeschen Operateure kann online consultéiert ginn a gëtt reegelméisseg aktualiséiert.[1]

Et sief dann och ze ënnersträichen, datt d'Augmentatioun vun den agreéierte privaten archeologeschen Operateure vun dëser Regierung gewënscht ass a gefërdert gëtt, engersäits, fir der ëmmer méi grousser Demande säitens de Bauhäre gerecht ze ginn, an anersäits, fir eng gesond Konkurrenz ze schafen, mat equilibréierte Präisser an ouni Monopol.

Den INRA huet an dësem Sënn och schonn zwee Informatiounsdeeg op nationalem an europäeschem Niveau organiséiert, déi sech un déi interesséiert archeologesch Operateure geriicht hunn, fir se op dës nei Marchés de Service ze sensibiliséieren an se ze invitéieren, esou séier wéi méiglech en Agrement unzefroen.

[1] https://cnra.lu/fr/amenagement/demarches/MC-Liste_des_operateurs_archeologiques_agrees-20230411.pdf

Facturation de la consommation d'eau par les communes | Question **7776** (15/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gemenge bidden hire Bierger:inne verschidde Servicer un, déi zum Deel mussen iwwert d'Taxe matfinanzéiert ginn. Dorënner falen, zum Beispill, d'Benotze vun de Poubellen, d'Consommatioun vum Waasser an d'Gestioun vum Ofwaasser. D'Héicht vun den Taxen ass am Taxereglement vun der Gemeng festgehalen. D'Gemeng schéckt dem Konsument dann eng Ofrechnung fir d'Benotze vun de Servicer.

An der Gemeng Péiteng ass et bei der Ofrechnung vum Waasser esou, dass de Proprietär vun der Wunneng d'Rechnung zougestallt kritt, egal ob hien/si selwer dra wunnt oder se un ee Locataire verlount. De Schäfferot vun der Gemeng hat nämlech de 27. Abrëll 2016 d'Decisioun geholl, dass ab dem 1. Oktober 2016 d'Méiglechkeet, fir d'Waasserrechnungen un d'Locatairen ze adresséieren, net méi ugewannt gëtt. Zënterdeem ginn d'Waasserrechnungen nëmmen nach un de Proprietär adresséiert. D'Gemeng Péiteng huet dëst Virgoen den 8. Mäerz 2023, op eng schréftlech Fro vum Gemengeconseiller Christian Welter hin, bestätegt. D'Gemeng erkläert ausserdeem, dass an der Vergaangenheet vill ze vill Locatairen hir Waasserrechnung net bezuelt hätten a si doweinst elo d'Rechnungen nach just un de Proprietär adresséiert.

D'Gemeng hëlt als legal Basis fir dëst Virgoen dat modifizéiert Waasserreglement vun der Gemeng Péiteng vum 24. Juni 1973, Artikel 22, wou drasteet:

„Der Eigentümer von Gebäuden oder Grundstücken, die an die öffentliche Wasserleitung angeschlossen sind, ist für die Zahlung der fälligen Wassertaxen zuständig. Die Wassergebühren können jedoch auch, aufgrund einer schriftlichen Übereinkunft zwischen Eigentümer und Mieter, direkt den Mietern in Rechnung gestellt werden. Ein Exemplar dieses Abkommens ist der Gemeindeverwaltung zuzustellen. Haftbar für die Entrichtung der Taxen bleibt jedoch der Eigentümer, sollte der Mieter die fälligen Zahlungen nicht entrichten."

Den Erklärunge vun der Gemeng no, wier et haut och net méi méiglech, fir d'Rechnung vum Waasser a vum Ofwaasser direkt un de Locataire auszestellen. An anere Gemengen ass et, mengen Informatiounen no, wuel awer méiglech, fir d'Facturatioun direkt op de Locataire auszestellen, esou wéi dat och fréier an der Gemeng Péiteng de Fall war. Grad well et sech beim Waassercompteur ëm een individuelle Compteur handelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. A wéi engen anere Gemengen hei am Land gëtt d'Facturatioun vum Waasser eenzeg an eleng un de Proprietär ausgestallt?

2. Ass et legal, fir ee Gemengereglement sou ëmzeänneren, wéi zu Péiteng, dass net méi de Locataire als Consommateur, mee de Proprietär vun der Wunneng d'Waasserrechnung zougestallt kritt, obwuel dësen, am Fall vun enger Locatioun, weeder de Consommateur vum Waasser ass, nach iergend en Afloss op d'Consommatioun vu sengem Locataire kann hunn?

3. Ass et iwwerhaapt am Aklang mat der aktueller Gesetzgeebung, dass eng Gemeng engem Proprietär eng Waasserrechnung zoustellt, obwuel d'Wunneng en individuelle Compteur huet an de Locataire offiziell bei der Gemeng ugemellt an deklaréiert ass?

4. Steet et enger Gemeng zou, fir iwwert de Wee vun enger Waasserrechnung dem Proprietär Informatiounen iwwert de Waasserverbrauch vu sengem Locataire zoukommen ze loossen an ass dës Virgoensweis am Aklang zum Dateschutz?

5. Ass d'Virgoensweis zu Péiteng och legal a proportional am Hibléck op de Fait, dass eng Gemeng spéitstens no der Umeldung genee weess, wien de Locataire ass, wéi vill Persounen am Stot wunnen, an deemno all Informatiounen huet, fir de Locataire eng individuell a personaliséiert Rechnung auszestellen?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Rechnunge fir d'Waassertaxen, déi eenzeg an eleng un de Proprietär ausgestallt géife ginn.

Mir hu bis elo keng Kenntnis vun Taxereglementer, déi sou Dispositiounen agefouert sollen hunn. D'Gemenge sinn autonom am Erstelle vun hiren Taxereglementer, ënner anerem mussen d'Waassergesetz an d'Gesetz iwwert de Bail à loyer awer respektéiert ginn.

D'Bail-à-loyer-Gesetz vum 21. September 2006 gesäit am Artikel 5 vir, dass „le bailleur ne peut mettre à charge du locataire que les montants qu'il justifie avoir déboursés lui-même pour le compte du locataire". D'Gesetz erlaabt an dësem Fall, dass de Proprietär d'Chargen an domadder och d'Waassertaxen un de Locataire weiderverrechent, déi de Proprietär an enger éischter Phas selwer bezuelt hätt. Wéi d'Chargë bezuelt ginn, kënnen d'Parteien och opgrond vum kontraktuelle Fräiheetsprinzipp am Kontrakt bestëmmen.

Den aktuellen Artikel 22 vum Péitenger Waasserreglement gesäit awer vir, dass bei der Presentatioun vun engem Contrat de bail d'Péitenger Gemeng d'Waasserrechnung direkt un de Locataire, an domat och de konkreete Benotzer, schéckt. Am Kader vun enger „contredits"-Prozedur huet de Friddensriichter an engem Jugement vum 25. Januar 2021 entscheet, dass „en cas de non-paiement de la taxe d'eau par le locataire, l'administration communale de Pétange peut se retourner contre le propriétaire de l'immeuble compte tenu du fait que l'article 22 précité du règlement communal prévoit que c'est le propriétaire qui est responsable du paiement de la taxe d'eau en cas de non-paiement par le locataire"[2]. D'Uwendung vun dësem Artikel ass also vun der Jurisprudenz guttgeheescht ginn, an et gouf och kee Verstouss zum Waassergesetz festgestallt. Wichteg ass, dass d'Waasserpräisser käschtendeckend sinn, wat och vun der Waasserverwaltung (AGE) opgrond vum Artikel 33 vum Waassergesetz iwwerpréift gëtt.

D'Facturatioun un de Proprietär op Basis vum Waasserverbrauch vum Locataire ass eng Dateveraarbechtung am Sënn vum Règlement général sur la protection des données (RGPD). Fir all Dateveraarbechtung muss eng Gemeng och eng Base légale hunn. An dësem Kontext geet et ëm Recouvrementsprozedure vu Gemengentaxen, déi ënner anerem am Kapitel 3 vum Gemengegesetz virgesi sinn an der Gemeng domat eng gesetzlech Basis ginn, fir Traitementer duerchzeféieren. Hei muss d'Gemeng ënner anerem d'Grondprinzippie vum Dateschutz, déi am Artikel 5 vum RGPD opgelëscht ginn, respektéieren. De Respekt vun dëse Prinzippie muss d'Gemeng, als Responsable du traitement,

[2] Jugement du 25 janvier 2021, Juge de paix, Rép. fiscal n° 220/21.

opgrond vum Accountability-Prinzipp och beweise kënnen. Dat bedeit, datt d'Gemeng ënner anerem d'Rechtméissegkeet vun der Dateveraarbechtung, d'Limitatioun vun den Zwecker an d'Minimisatioun vun den Donnéeë berücksichtege muss. Ausserdeem gëtt d'Kontroll vum RGPD a senge Prinzippie vun der Commission nationale pour la protection des données (CNPD) assuréiert.

Centre de données de Google à Bissen | Question **7777** (16/03/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans un post posté sur le réseau social professionnel LinkedIn, Monsieur le Premier Ministre s'est félicité ce mercredi 15 mars 2023 d'une entrevue fructueuse avec l'entreprise américaine Google en écrivant (traduit de l'anglais) : « Je suis heureux que Google confirme son engagement envers le Luxembourg et envisage d'investir dans des équipes de commercialisation basées à Luxembourg pour établir des centres d'excellence dans l'intelligence artificielle, la cybersécurité et d'autres technologies de pointe. » Le Gouvernement a par ailleurs annoncé via communiqué un « projet de Google au Luxembourg dans le domaine du Cloud, de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle ».

Je me permets de rappeler que Google est également au centre des discussions depuis plusieurs années pour son projet d'un centre de données à Bissen. Jusqu'à présent, le projet en question semblait être au point mort.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre a discuté du projet d'un centre de données à Bissen avec les représentants de Google ?
– Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut me dire où en sont les plans de l'entreprise américaine ?
– Dans la négative, pourquoi est-ce que Monsieur le Premier Ministre n'a pas jugé nécessaire d'aborder le sujet ?

2) Est-ce que le projet annoncé ce mercredi 15 mars 2023 est à voir en relation avec le projet d'un centre de données à Bissen ?

3) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut déjà donner de plus amples informations sur le projet annoncé via communiqué ? Quand est-ce que ce projet verra le jour ? Est-ce que ce projet est lié à la création de nouveaux postes de travail ? Est-ce que le montant des investissements a été annoncé par Google ?

Réponse (23/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1) Oui, en effet, le projet du centre de données a été brièvement discuté lors des entretiens avec les représentants de Google. La situation concernant les terrains à Bissen reste inchangée dans le sens que d'un point de vue légal, le projet pourrait être entamé à court terme. Cependant, la situation économique en général, l'inflation et surtout la pression sur les prix de l'énergie en Europe font que de manière générale certaines entreprises ont ralenti les projets d'investissement de grande ampleur et Google ne fait pas exception.

ad 2) Le projet de créer une offre dans le domaine du « cloud souverain » est une initiative du Gouvernement qui s'inscrit dans la stratégie économique à l'horizon 2025 du Gouvernement ainsi que dans l'objectif d'accélérer la digitalisation de l'économie au profit de la société et de contribuer à une économie des données durable et de confiance. La coopération entre LuxConnect et Proximus pour le lancement, l'exploitation et la commercialisation de la solution est un très bon exemple de coopération belgo-luxembourgeoise et n'est pas en relation avec le projet d'un centre de données de Google à Bissen.

ad 3) Les deux entreprises, Proximus et LuxConnect, ont signé un accord sur la création d'une filiale commune qui sera basée au Luxembourg. Cette nouvelle entreprise aura comme objet de proposer des services cloud sur base d'une technologie ultra performante et déconnectée, opérée par des experts basés au Luxembourg et la plateforme sera hébergée dans des centres de données de LuxConnect au Luxembourg.

Il est prévu que la plateforme soit opérationnelle fin 2023.

Compte épargne-temps (CET) auprès de l'armée | Question **7778** (16/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Zäitspuerkont (CET) ass geschaf ginn, fir souwuel de Betriber wéi och den Employéë méi Flexibilitéit unzebidden. Een Employé ka sech, op Demande, geleeschten Iwwerstonnen opschreiwe loossen, fir se duerno als Congésdeeg kënnen erëmzekréien. Dës Moossnam ass ee Mehrwäert fir d'Employéë vun engem Betrib a steigert d'Attraktivitéit vum Patron.

Ugesiichts, dass d'Arméi an enker Konkurrenz mat anere Verwaltungen a Firme steet, fir Personal ze rekrutéieren, wier d'Implementéierung vum CET bei der Arméi eng Iddi, fir d'Attraktivitéit vum Beruff ze erhéijen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung an ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt dem Zaldot seng Aarbechtszäit enregistréiert?

2. Ass dësen Enregistrement konform mat der EU-Direktiv 2003/88 an dem Arrêt du 14 mai 2019 (C-55/18) vun der CJUE?

3. Firwat huet de fräiwëllegen Zaldot kee Recht op de CET?
Ass bei der Arméi geplangt, dorunner eppes ze änneren?

4. Sinn d'Zaldoten déi eenzeg Karriär beim Staat, déi kee CET hunn?

5. Gëtt et eng aner Form oder ee Relevé, iwwert déi den Zaldot seng geleeschten Iwwerstonnen opgeschriwwe kritt?
Falls jo, ënnert wéi enger Form, a wat ass d'Begrënnung, dass dat esou gehandhaabt gëtt?
Falls ee Relevé existéiert, op wéi enger legaler Basis fousst dësen?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

ad 1., 3. a 5. Den Zaldot huet e kontraktuell zäitlech limitéiert Engagement bei der Arméi. An der limitéierter Zäit vu sengem Engagement soll den Zaldot an éischter Linn um Terrain sinn, fir militäresch Aufgaben ze erfëllen a sech op Asätz virzebereeden.

Den Zaldot ass kee Staatsbeamten an d'Zaldote falen och net an de Champ d'application vum Gesetz vum 1. August 2018, dat de CET am ëffentlechen Déngscht agefouert huet.

Dem Zaldot säi Régime de travail ass aktuell duerch den Accord relatif au temps de travail et de repos dans l'armée vum 12. Juli 2019 gereegelt. Dësen Accord gesäit weeder d'Applikatioun nach d'Aféiere vum CET fir d'Zaldote vir.

Dem Zaldot seng normal Aarbechtszäit gëtt, wéi den Artikel 4 vum Accord et virgesäit, iwwert e Programme d'instruction gereegelt. D'Aarbechtszäit gëtt mëttels engem Relevé enregistréiert. Am Fall, wou de Programme d'instruction méi wéi 40 Stonne pro Woch virgesäit, kritt den Zaldot eng Recuperatioun am Relevé agedroen.

Nieft den normalen Aarbechtszäiten, hunn d'Zaldoten och Aktivitéiten, déi zu der Préparation opérationnelle gehéieren an duerch den Artikel 10 vum Accord vum 12. Juli 2019 gereegelt sinn. An deem Fall kritt den Zaldot eng Compensation en nature.

Et gëtt e puer Ausnamen, wou Zaldoten an engem Service schaffen, wou se net vun 8.00 bis 12.00 an 13.00 bis 17.00 Auer schaffen. An deene Fäll gëtt hir Presenz via Personalmanagementsoftware (Interflex) kontrolléiert. An deenen anere Fäll gëtt d'Presenz vum Kader op der Plaz kontrolléiert.

ad 2. Jo.

ad 4. An der Magistratur gëtt et och kee CET.

Clauses abusives en droit de la consommation | Question **7779** (16/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eise Code de la consommation gesäit am Fall vu Clauses pénales abusives keng kloer legal Obligatioun vir. Esou si scho Fäll viru Gericht tranchéiert ginn, wou d'Riichtere Clauses abusives festgestallt hunn, d'Strof fir de Consommateur awer net annuléiert, mee nëmme reduzéiert hunn. Dëst ass laut Konsumenteschutz awer net am Sënn vum Arrêt vum 30. Mee 2013 vun der CJUE.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi huet de Konsumenteschutzministère op d'Analys vun der ULC reagéiert?

2. Ass de Ministère och der Meenung, dass d'nationaalt Gesetz zu de Clauses pénales abusives net konform ass zum EU-Recht, esou wéi ausgedréckt am Avis vun der CJUE?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

De Ministère fir Konsumenteschutz steet reegelméisseg am Kontakt mat senge Partner, déi am Beräich vum Konsumenteschutz aktiv sinn, ënnert anerem mat der Union luxembourgeoise des consommateurs, fir sech mat hinnen auszetauschen an zesummen no Verbesserungsvirschléi zum Wuel vum Konsument ze sichen an entspriechend Léisungen ëmzesetzen.

Am Kontext vun de Clauses pénales abusives ass ze betounen, dass zanter der Aféierung zu Lëtzebuerg vun der Direktiv 1993/13/CEE weeder déi europäesch Kommissioun nach den Europäesche Geriichtshaff déi lëtzebuergesch Transpositioun op dësem Punkt kritiséiert hunn.

De Ministère verfollegt den Dossier vu ganz no an huet eng Etude an d'Weeër geleet, fir d'Pertinenz vun de bestoende Reegelen ënnert Betruecht vun de rezenten Entwécklungen ze analyséieren.

Mobilité transfrontalière en matière de logement | Question **7780** (16/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

À la question parlementaire suivante :

« Il est un fait que la mobilité transfrontalière en matière de logement a tendance à augmenter. C'est ainsi qu'un nombre non négligeable de ressortissants luxembourgeois choisissent une résidence dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement si son ministère dispose d'un état des lieux sur ce phénomène et quelles sont le cas échéant les raisons principales du changement de résidence.

– Quels sont le cas échéant les avantages/désavantages d'un tel choix ? »

Monsieur le Ministre a fourni la réponse suivante :

« Le Ministère du Logement ne dispose pas de données sur les flux migratoires de ressortissants luxembourgeois dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges autres que celles disponibles via le portail du Statec. »

Tout en remerciant Monsieur le Ministre pour sa réponse, j'aimerais l'informer que malgré des recherches intensives, je n'ai pu trouver de telles données via le portail du Statec. En effet, le Statec ne dispose que de données sur les personnes qui vivent au Luxembourg.

– Devant ces lacunes, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il n'estime pas que le phénomène des flux migratoires de ressortissants luxembourgeois vers les régions frontalières allemandes, françaises et belges mériterait une analyse sur base de statistiques réellement existantes.

Réponse (12/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Les raisons multiples et diverses pourquoi des ressortissants luxembourgeois choisissent une résidence dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges méritent certes des analyses plus approfondies.

Tel est également le cas d'autres sujets ayant trait à la question du logement et dont je me permets de dresser ici une liste non exhaustive :

– Comment faire en sorte que le secteur privé de l'immobilier développe davantage de logements répondant à la capacité de financement des ménages à revenu moyen au Luxembourg ?
– Quelle est la part de la rente foncière dans le développement des prix de l'immobilier au Luxembourg au cours des vingt dernières années ?
– Quelle est l'évolution des caractéristiques socio-économiques des primo-acquéreurs au Luxembourg au cours des vingt dernières années ?
– Comment minimiser l'impact du développement de nouveaux logements sur le réchauffement climatique ?
– Comment assurer le vivre-ensemble dans des quartiers citadins qui se densifient ?
– Quelle est la surface habitable par tête d'habitant en moyenne et selon les régions et les catégories d'âge ou de situations socio-économiques au Luxembourg ? Comment ces moyennes se comparent-elles avec les moyennes des pays limitrophes ?
– Quelle serait la surface habitable par tête d'habitant utile et nécessaire pour réussir les défis du développement durable ?
– Quel est l'imaginaire du logement abordable préféré pour les jeunes, les 60+, les familles ? Comment cet imaginaire a-t-il évolué depuis les années 80 ? Est-ce que le stock des logements du pays correspond à cet imaginaire ?
– Comment mobiliser les potentiels résidentiels pour mieux utiliser les surfaces d'habitation disponibles au Luxembourg tout en renforçant la résilience économique des ménages ?
– Quel impact présente un impôt de mobilisation du potentiel foncier sur la disposition des propriétaires de développer leur réserve foncière destinée à l'habitat ? Quelle corrélation entre le niveau du taux de l'imposition et le développement de logements ?
– Comment assurer que l'impôt de mobilisation du potentiel foncier pour le développement du logement n'ait pas d'impact négatif sur l'évolution des prix tout en assurant un développement résidentiel conforme au PDAT ?
– Quel impact présente un impôt sur les logements non occupés sur la disposition des propriétaires de mettre ces logements en location ? Quel serait l'impact d'une offre plus étoffée de la Gestion locative sociale sur la mobilisation de logements non occupés ?
– Comment évaluer l'impact de la masse monétaire (M3) sur l'évolution des prix de l'immobilier en Europe ?
– Pourquoi les bénéficiaires potentiels de la subvention de loyer ne profitent pas davantage des aides à la location mises en place par le Gouvernement ?
– Quel est le taux de recours aux autres aides individuelles en matière d'accès à la propriété ?
– Comment évaluer plus précisément les coûts de la mise en œuvre d'une Gestion locative sociale pour son acteur ?
– Comment améliorer la productivité du secteur de la construction alors que celui-ci est en baisse constante ? Comment assurer que le secteur de la construction devient précurseur dans l'usage de matières de construction renouvelables ?
– Comment promouvoir l'économie circulaire dans la construction ?
– Comme faire en sorte que les responsables politiques communaux accueillent plus ouvertement le développement de logement abordable dans leurs communes, notamment sur les anciennes friches industrielles ?
– Comment définir la mixité sociale ? Est-ce qu'il existe une « mixité sociale saine » ?
– Y a-t-il des critères de mixité sociale à mettre en œuvre au niveau du développement urbain ?
– Quels sont les facteurs psychiques, économiques, sociaux et culturels de fragilisation des ménages à revenus faibles ?
– Quels sont les facteurs psychiques, économiques, sociaux et culturels de fragilisation des ménages à revenus élevés ?
– Quels liens entre diversité des habitants d'une résidence et résilience du vivre ensemble ?
– Quel accompagnement est nécessaire et utile pour mener à bien le vivre-ensemble d'une communauté résidentielle présentant une grande diversité économique, sociale et culturelle ?
– Quel accompagnement est nécessaire et utile pour mener à bien le vivre-ensemble d'une communauté de quartier présentant une grande diversité économique, sociale et culturelle ?
– Quel impact revient à la mixité scolaire sur le bon vivre-ensemble au sein d'un quartier ?
– Comment définir la « gentrification » ? Dans quels quartiers des grandes localités du Luxembourg peut-on constater une « gentrification » ?
– Comment réussir la transition énergétique en matière de logement dans les quartiers populaires ? Comment identifier des quartiers populaires au Luxembourg ?
– Quelles améliorations sont nécessaires pour faire du dispositif des commissions de loyer une instance de médiation efficace en amont de la justice de paix ?
– Quelle est l'évolution de la taille des entreprises actives dans le développement du logement ?

Actes notariés | Question **7781** (16/03/2023) de **Mme Elisabeth Margue** | **M. Marc Lies** (CSV)

Les achats d'un bien immobilier se font par un acte notarié devant un notaire établi au Luxembourg. Les données concernant les acheteurs et les vendeurs ainsi que les biens achetés sont dès lors mentionnées aux termes d'un acte authentique. Les personnes physiques achetant un bien immobilier à des fins d'habitation personnelle peuvent par ailleurs bénéficier du crédit d'impôt « Bëllegen Akt » prévu par la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation. Le bénéfice de cet avantage fiscal est également mentionné aux termes de l'acte authentique.

Une analyse de ces données devrait permettre de mieux appréhender les problèmes qui se posent actuellement sur le marché de l'immobilier.

Nous souhaiterions dans ce contexte interroger Madame le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre du Logement s'ils sont en possession des données suivantes concernant les 5 dernières années :

– le nombre d'actes authentiques passés à des fins d'habitation personnelle ainsi que le nombre d'actes passés à des fins d'investissement ;
– le nombre d'acheteurs qui sont des personnes physiques et le nombre d'acheteurs qui sont des personnes morales (pour une maison/appartement ainsi qu'un terrain) ;
– la nationalité des personnes physiques respectivement le lieu d'établissement des personnes morales ayant acheté des biens immobiliers.

Réponse (18/04/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Parmi les actes notariés de ventes et de ventes en état futur d'achèvement enregistrés au cours des cinq dernières années, la répartition est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il est précisé qu'aucun indicateur de recherche ne permet à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA de filtrer les actes passés « à des fins d'habitation personnelle » et « à des fins d'investissement ». Les chiffres fournis se limitent ainsi aux actes de ventes enregistrés contenant une demande de crédit d'impôt (« Bëllegen Akt ») ou une clause de revente.

La répartition entre personnes physiques et personnes morales pour les actes notariés de ventes et de ventes en état futur d'achèvement enregistrés se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ne dispose pas des données permettant de déterminer ni la nationalité des personnes physiques, ni le lieu d'établissement des personnes morales ayant acheté des biens immobiliers.

Enfin, notons que l'Observatoire de l'habitat mobilise, depuis 2007, des données de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, elles-mêmes issues des actes notariés découlant d'achats immobiliers au Luxembourg, pour ses analyses sur les prix immobiliers. À la demande du Ministère du Logement, l'Administration de l'enregistrement et des domaines a récemment fourni à l'Observatoire de l'habitat des informations additionnelles sur ce type de transactions pour la période 2016-2022. L'Observatoire est en train

de réaliser une analyse granulaire de ces données qui sera finalisée prochainement. Cette analyse permettra notamment de fournir davantage d'informations sur les acquéreurs ainsi que sur certaines de leurs caractéristiques, telles que leur lieu de résidence. La publication des résultats est attendue sous forme de note de l'Observatoire de l'habitat au mois de mai.

État de protection du patrimoine culturel | Question **7782** (16/03/2023) de **Mme Djuna Bernard** | **M. François Benoy** (déi gréng)

À l'heure actuelle, il s'est déjà écoulé plus d'un an depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel. Comme il a été souligné lors du débat parlementaire dans le cadre de l'adoption du projet de loi en question, l'efficacité de la protection du patrimoine culturel ne découle point de la simple existence d'un cadre législatif, mais plutôt d'une mise en œuvre conséquente et transparente.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Culture :

1) Quel est, à ce jour, l'état de protection du patrimoine culturel au Luxembourg ?

2) De manière générale, quel est le bilan de la première année d'application du nouveau cadre législatif ?

3) Quels sont, à court et à moyen terme, les principaux défis en matière de protection du patrimoine culturel ?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Patrimoine archéologique

La mise en œuvre de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel (ci-après « la loi ») a permis de moderniser le cadre législatif concernant, entre autres, la protection du patrimoine archéologique qui était jusqu'alors régi par les anciennes lois de 1966 et 1983 devenues obsolètes et inadaptées aux enjeux sociétaux du XXIe siècle.

En effet, la loi introduit le principe « d'archéologie préventive », suivant lequel l'évaluation archéologique s'effectue avant l'aménagement des terrains permettant d'assurer, dans des délais appropriés, la détection, la documentation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés. Le but de l'archéologie préventive est d'offrir aux aménageurs une plus grande prévisibilité et sécurité dans le cadre de leurs travaux (maîtrise des calendriers et des coûts financiers).

D'ailleurs l'INRA veille à sensibiliser les interlocuteurs publics et privés concernés par ce changement de paradigme qu'est la « consultation en amont » de tous les acteurs. Cette approche permet de participer ensemble aux politiques de planification respectant les intérêts des aménageurs et ceux de la ressource archéologique à documenter avant destruction ou protection.

Dans ce cadre, il est essentiel d'informer les aménageurs, de sorte que toutes les informations concernant la nouvelle loi peuvent être trouvées dans la brochure Patrimoine culturel – un guide pratique. Dans ce contexte le CTIE apporte son support pour la mise en ligne prochaine de la nouvelle version du site web de l'INRA et la mise à jour du site guichet.lu avec toutes les informations nécessaires.

Aussi, pour garantir une bonne mise en œuvre de la loi, un 8e institut culturel de l'État a été créé : l'Institut national de recherches archéologiques (ci-après « INRA », anc. Centre national de recherche archéologique) qui comprend de nouveaux services, en particulier :

– le service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire, et
– le service de l'inventaire, de la cartographie et de la zone d'observation archéologique.

Intensifiant les pratiques mises en place les années précédentes, ces services ont concentré prioritairement leurs activités sur les développements d'applications informatisées pour améliorer les délais de gestion des données patrimoniales et de traitement des demandes d'évaluation de projets d'aménagement du territoire. Alors que la loi prévoit un délai maximum d'un mois, les délais d'instruction sont actuellement inférieurs à 15 jours.

Concernant les volumes des demandes, depuis 2019, l'INRA a instruit 2.659 dossiers pour lesquels ont été délivrées 1.523 levées de contrainte directes et 1.104 prescriptions de diagnostic (sondages, prospections, suivis). Suite à ces évaluations, 33 fouilles préventives ont été prescrites, soit 1,25 % des dossiers soumis. L'INRA a également traité plus d'une cinquantaine de demandes relatives aux projets EIE, SUP, auxquelles s'ajoutent les conseils auprès de cabinets d'études et des services techniques communaux.

Concernant les pronostics organisationnels, les projets de construction situés dans la zone d'observation archéologique devant dorénavant, dans les conditions prévues par la loi, être soumis à évaluation auprès de l'INRA, les demandes vont continuer à augmenter. Afin d'être en capacité de gérer cette croissance de flux, l'INRA met progressivement en place les moyens opérationnels adaptés (procédures, ressource humaine, équipement logistique).

L'inventaire du patrimoine archéologique via la base de données patrimoniales numérisées de l'INRA, appelée LARIS, est quotidiennement employée et alimentée par ses services. À ce jour, plus de 8.600 sites archéologiques ont été saisis et géoréférencés. Toutefois, il demeure encore à encoder pendant plusieurs années les données qui avaient été inventoriées manuellement au siècle dernier.

Dans le cadre de la mise en œuvre du principe de l'archéologie préventive, l'INRA a finalisé une première version informatisée de la « Zone d'observation archéologique » (ci-après « ZOA »). Basée sur l'inventaire du patrimoine archéologique, la ZOA est l'instrument-clé alors qu'elle indique, ensemble avec les conditions inscrites dans la loi, quels terrains devront faire l'objet d'une demande d'évaluation avant d'être soumis à une autorisation de construire ou de démolir. Conformément à la loi, la ZOA a fait l'objet d'une enquête publique de février à mars 2023 par le biais d'un assistant électronique, ainsi que par voie postale traditionnelle. L'INRA ayant finalisé et m'ayant transmis la version 1.0 de la ZOA, le Conseil de Gouvernement et le Conseil d'État seront prochainement saisis par mes soins pour arrêter le projet de délimitation de la ZOA par voie d'un règlement grand-ducal. Pour l'avenir, la ZOA étant un document évolutif, les données patrimoniales continuent d'être analysées et saisies par un service et des agents spécialement dédiés pour permettre une mise à jour régulière de ce nouvel instrument-clé.

L'INRA supervise annuellement entre 40 et 50 fouilles. Pour ce faire cinq services archéologiques spécialisés par période assurent la gestion administrative, technique et scientifique des opérations les concernant, allant du terrain jusqu'aux recherches post-fouilles en laboratoire et à leurs publications.

Sur le terrain, les investigations archéologiques préventives sont effectuées par des opérateurs archéologiques spécialisés qui doivent préalablement être agréés. À ce jour, 8 opérateurs privés ont reçu un agrément. Afin de pouvoir répondre à la demande croissante et de voir s'équilibrer par voie de concurrence les prix de ces nouveaux marchés, il est à espérer l'essor d'autres opérateurs à l'échelle nationale. Facteur économique non négligeable, la loi génère la création d'emplois alliant secteur culturel et travaux publics. Ces cinq dernières années, ce sont plus de 150 emplois fixes (CDI) qui ont été créés dans le secteur privé spécialisé en archéologie.

Il est rare que des sites archéologiques fouillés soient conservés et classés. Par contre, à défaut de protéger in situ le patrimoine archéologique à l'issue d'une fouille, il est nécessaire d'assurer, d'une part, sa documentation scientifique avant la destruction irréversible des structures archéologiques dégagées, ainsi que, d'autre part, la conservation pérenne du mobilier archéologique mis au jour.

Pour permettre à l'INRA de relever les nouveaux défis et missions de la nouvelle loi, il est à souligner que depuis 2019, l'effectif en personnel de cette institution a doublé, passant de 20 à 40 agents apportant une nouvelle dynamique qu'il faut continuer à entretenir.

Finalement, l'INRA veille à sensibiliser le public (journées porte-ouverte, expositions temporaires, conférences, publications), ce dernier étant de plus en plus intéressé et curieux sur l'histoire de ses origines. L'INRA entretient en particulier des contacts étroits avec les associations d'archéologie en soutenant et en encourageant les recherches des prospecteurs amateurs. Connaissant très bien leur terroir, ces bénévoles passionnés contribuent à l'actualisation des inventaires archéologiques et participent à la protection des sites situés notamment en milieu forestier. Dans ce cadre, qui comprend aussi les utilisateurs de détecteurs de métaux, sont délivrées annuellement sur base de critères scientifiques une trentaine d'autorisations concernant l'utilisation de détecteurs, activités qu'il est important d'encadrer pour éviter des pillages de sites archéologiques (revente d'objets sur le marché noir) et des accidents (présence non négligeable d'engins explosifs de la Seconde Guerre mondiale).

Patrimoine architectural

Avec la mise en place de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, la dynamique, telle que développée au cours des dernières années en matière de protection et de conservation du patrimoine architectural a pu être intensifiée. En effet, depuis début 2019, 723 immeubles ont été ajoutés à la liste des objets bénéficiant d'une protection nationale, portant à 2.189 le nombre total de ces objets. Ainsi, en quatre ans, ce nombre a pu progresser de plus d'un tiers, alors que ces protections sont possibles depuis 1927.

L'inventaire du patrimoine architectural, déjà entamé de manière cohérente avant la loi, a pu obtenir une véritable assise légale, avec des critères légaux clairement définis. À ce jour, sept communes ont été entièrement inventoriées et pour deux communes toutes les protections sont en place. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, l'inventaire du patrimoine architectural de la commune de Mersch a pu entre autres être achevé et la « nouvelle » procédure de classement prévue par la loi avec l'enquête publique a pu être entamée une première fois, cela entre janvier et mars 2023. Cette enquête publique a comme objectif d'informer le public ainsi que les propriétaires concernés sur la proposition de classement des immeubles figurant à l'inventaire du patrimoine architectural de la commune concernée et d'obtenir d'éventuelles contributions. Par le seul déclenchement de l'enquête publique, tous les 189 objets inventoriés dans la commune de Mersch connaissent déjà une protection provisoire telle que

prévue par la loi. Les 29 contributions obtenues par l'enquête publique sont actuellement examinées par l'INPA. La prochaine étape sera la saisine du Conseil de Gouvernement et du Conseil d'État, afin de pouvoir mettre en place les protections définitives.

Pour les communes de Helperknapp, Lintgen, Lorentzweiler et Kehlen, les inventaires sont au point d'être achevés et des enquêtes publiques vont être lancées en 2023. Les inventaires des communes de Remich, Colmar-Berg et Useldange vont être poursuivis, respectivement entamés sous peu.

Parallèlement à ces protections du patrimoine architectural de communes entières, 186 procédures relatives à des protections ponctuelles sont actuellement en cours. Elles ont été entamées suite à la demande de propriétaires d'immeubles, sinon de tiers, d'associations ou de la Commission pour le patrimoine culturel.

À côté des protections nationales à mettre en place par l'État, les responsables communaux ont gardé leurs prérogatives en vue de faire bénéficier leur patrimoine architectural d'une protection communale via leurs plans d'aménagement généraux (PAG). Conseillés en la matière par l'Institut national pour le patrimoine architectural – INPA (anc. Service des sites et monuments nationaux), 18.911 des 26.615 objets repérés en 80 communes y ont été protégés valablement au cours des dernières années. Il est à espérer que les attributions communales en la matière soient encore mieux déployées par les responsables sur place, afin que la protection physique des immeubles et celle, juridique de leurs propriétaires, soient bien assurées au niveau local. De surcroît, des aides financières du ministère et des conseils en restauration de l'INPA peuvent être dispensés à ces propriétaires. Actuellement, 1.387 dossiers de suivi et de financement sont en cours, cela pour 530 immeubles protégés par les communes et 426 immeubles bénéficiant d'une protection nationale.

Un des principaux défis est à l'heure actuelle le renforcement des équipes chargées de l'inventaire scientifique du patrimoine architectural et du suivi adéquat de ce dernier. Depuis 2019, les équipes ont été doublées, car il va sans dire que la protection accélérée, cohérente et conséquente du patrimoine architectural ainsi que sa bonne prise en charge ne pourront se faire qu'avec des ressources humaines suffisantes et spécialisées en la matière.

Enfin, comme la sensibilisation du public pour le patrimoine culturel, surtout des jeunes, est primordiale, un service didactique est créé auprès de l'INPA. Avec la mise à disposition d'un nouveau siège pour cet institut en 2027, ce service pourra s'y élargir et recevoir e. a. un grand public pour des manifestations diverses. Il a été décidé d'attribuer à cet institut culturel de l'État un lieu en phase avec son développement et ses attributions. Ainsi, les bâtiments ayant jadis servi le Laboratoire national de santé au Verluerekascht à Luxembourg-ville sont actuellement en réfection et un grand projet d'aménagement y est réalisé au profit de l'INPA.

Patrimoine mobilier

Au Luxembourg, la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel vient combler les lacunes juridiques en matière de protection du patrimoine culturel mobilier. Désormais, cette loi prévoit :

– procédure de classement claire (droit d'initiative) ;
– cadre légal pour le régime de circulation des biens culturels ;
– cadre légal pour les garanties d'État et garanties de restitution.

La loi met en place une procédure de classement claire, qui permet d'identifier les biens culturels d'importance nationale et de les protéger contre les dégradations, la destruction ou la vente. Cette procédure permet également à tout citoyen de proposer un bien pour être classé en tant que patrimoine culturel national, renforçant ainsi la participation de la société civile dans la protection de leur patrimoine.

En outre, la loi introduit un cadre légal pour le régime de circulation des biens culturels en se référant aux réglementations européennes, ce qui permet de réglementer davantage l'importation et l'exportation de ces biens, afin d'éviter leur trafic illicite.

De même, la loi a introduit un cadre légal pour les garanties d'État et de restitution. La première permet aux musées d'obtenir une garantie suffisante pour les prêteurs d'œuvres d'art, ce qui leur permet d'organiser des expositions en toute sécurité. La garantie de restitution vise à protéger les biens culturels en cas de conflits ou d'autres situations où leur propriété serait remise en cause.

Deux commissions ont été créées pour traiter les demandes de classement des biens culturels et demandes de circulation de biens culturels. Ces commissions sont chargées d'examiner les demandes et de rendre un avis sur leur faisabilité. Cette procédure garantit une évaluation impartiale des demandes de classement, ainsi que de la circulation des biens culturels.

Enfin, un budget a été alloué pour financer les restaurations des biens classés comme patrimoine culturel. Cette mesure importante permet de garantir la conservation des biens culturels classés comme patrimoine national. Les demandeurs des subventions pour la restauration des biens classés peuvent bénéficier de subventions allant jusqu'à 50 % du coût total des restaurations.

En conclusion, la loi renforce la protection du patrimoine culturel mobilier dans le pays. Les mesures prises témoignent de l'engagement du Luxembourg à préserver son patrimoine culturel pour les générations futures, en assurant leur conservation et leur mise en valeur.

En général, la première année d'application du nouveau cadre législatif a été marquée par la mise en place de plusieurs procédures visant à assurer la bonne exécution de la loi.

Une procédure interne entre le Ministère de la Culture et le Ministère des Finances a été établie afin de traiter les dossiers de garanties d'État, ce qui a permis une gestion plus rapide et efficace des demandes.

En 2022, le Ministère de la Culture a pu traiter :

– 5 demandes de garantie d'État ;
– 2 demandes de garantie de restitution ;
– 7 demandes de licence d'exportation, et
– 6 demandes de classement de biens culturels comme patrimoine culturel national.

Aussi, un groupe d'experts en histoire de l'art provenant de différents instituts sous la tutelle du Ministère de la Culture est chargé de l'élaboration des critères de classement pour les biens culturels mobiliers qui seront publiés.

Actuellement, environ une centaine de biens culturels sont classés comme patrimoine culturel national dont une majorité de biens meubles faisant partie d'édifices religieux. Le Ministère de la Culture entend établir un inventaire de ces biens meubles classés, alors qu'il fait défaut actuellement (les églises étant classées « avec leur mobilier » sans autre précision).

Par ailleurs, le ministère entend renforcer le département du patrimoine culturel par le recrutement d'un historien de l'art afin de poursuivre ses efforts de protection du patrimoine mobilier.

Patrimoine immatériel

La loi relative au patrimoine culturel confère un cadre légal à la procédure d'inscription d'un élément sur l'inventaire national du patrimoine immatériel. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, les éléments du patrimoine immatériel du Bärbelendag et du Klibbere goen ont été inscrits sur l'inventaire national, ce qui porte ainsi à 15 le nombre d'éléments y répertoriés.

Par ailleurs, le Luxembourg a depuis participé à quatre candidatures multinationales pour inscrire des éléments du patrimoine immatériel national sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco :

– la transhumance, déplacement saisonnier de troupeaux ;
– l'irrigation traditionnelle en Europe : connaissance, technique et organisation ;
– d'Hiewanskonscht – la maïeutique ;
– l'art de la construction en pierre sèche.

En exécution de l'article 105 de ladite loi, qui prévoit que le Ministre de la Culture prend toute mesure propre à assurer la sauvegarde, la reconnaissance, le respect et la mise en valeur du patrimoine immatériel dans la société, une nouvelle dotation est dédiée à la sauvegarde du patrimoine immatériel dans le budget du ministère, et de nombreuses actions de sensibilisation et de promotion ont été réalisées, sont en cours ou prévues à cet effet, dont notamment :

– la réalisation de clips vidéo IKI-Clip fir Jonker, en collaboration avec le SCRIPT et le CNA au sujet des éléments inscrits sur l'inventaire national du patrimoine culturel ;
– le projet IKI Oral History, en collaboration avec le CNA : début d'une série d'interviews filmés des principaux acteurs historiques du patrimoine culturel immatériel à Luxembourg ;
– le projet IKI Social Media visant à sensibiliser le public à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel via les médias sociaux ;
– des échanges réguliers entre les communautés porteuses des éléments inscrits sur l'inventaire national et la Ministre de la Culture.

Il convient par ailleurs de mentionner les Journées européennes du patrimoine culturel qui, pour leur édition 2023, seront axées sur la thématique « Living heritage », et contribueront donc à la promotion de ce volet du patrimoine culturel.

Parmi les défis majeurs qui se présentent aujourd'hui aux pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire de communautés, groupes ou individus faisant partie du patrimoine immatériel, figure la mobilisation et la fidélisation de la jeune relève. En effet, contrairement aux immeubles, vestiges ou meubles faisant partie du patrimoine culturel du Luxembourg, les éléments du patrimoine immatériel existent et persistent essentiellement à travers la transmission de génération en génération. La sensibilisation de la jeunesse figure ainsi parmi les priorités du Ministère de la Culture en matière de promotion de notre patrimoine immatériel.

C'est justement dans cette fragilité que les éléments du patrimoine culturel découvrent leur potentiel d'impacter positivement notre environnement et de fournir des réponses aux défis sociétaux d'aujourd'hui. Ainsi, la moitié des éléments inscrits sur l'inventaire national consiste en des pratiques qui se caractérisent par leur durabilité et leur impact favorable sur la nature, tels que le savoir-faire traditionnel de la construction en pierre sèche ou l'abissage (Fléizen), l'irrigation traditionnelle des prairies. Finalement, le patrimoine immatériel reste un important facteur de cohésion sociale qui nous procure un sentiment d'identité et de

continuité, établissant un lien entre notre passé et, à travers le présent, notre futur.

Classes d'efficacité énergétique | Question **7783** (16/03/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'EU-Parlament huet sech kierzlech fir méi streng Ufuerderungen an der Energieeffizienz vu Gebaier ausgeschwat. D'EU-Kommissioun huet virgeschloen, eenheetlech Effizienzklassen a ganz Europa anzeféieren, déi den Energieverbrauch erëmginn. Dorunner gemooss sollen dann als éischt déi Immobilië moderniséiert a besser isoléiert ginn, déi an der Energieeffizienz am Moment am schlechtsten ofschneiden. Dës Decisioun ass am Kader vum European Green Deal ze gesinn, deen d'Klimaneutralitéit bis 2050 viséiert.

Laut EU-Kommissioun solle bis 2033 all Gebaier eng mëttel Effizienzklass erreechen an domadder an Zukunft manner Energie verbrauchen. Ab 2028 sollen all Neibaute beim CO_2-Ausstouss als Null-Emissiounsgebaier gebaut ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Wunnengsbauminister stellen:

1. Wéi ass Positioun vun der Regierung zu den neie Propositioune vu der EU-Kommissioun?

2. Muss doduerch eis Gesetzgeebung iwwert d'Energieeffizienz respektiv d'Performance énergétique vun de Gebaier verschäerft ginn?

3. Wéi vill Gebailechkeete wiere vun dëse Mesuren zu Lëtzebuerg betraff?

4. Ass d'Regierung bereet, d'Primmen, fir Gebaier ze renovéieren an ze sanéieren, substanziell no uewen unzepassen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. Laut dem leschten definitive Bilan fir d'Joer 2021[3] maachen d'Gebaier ronn 20,4 % vun den nationalen Zäregasemissiounen aus. Am Secteur vun de Gebaier gouf d'Klimazil am Joer 2021 ëm 10 % iwwerschratt an et gëllt also an dësem Beräich, national weider Efforten ze maachen. Um Niveau vun Europa maachen d'Gebaier 36 % vun den energiebedéngten Zäregasemissiounen aus. D'Regierung begréisst dofir déi méi streng Ufuerderungen op europäeschem Plang un d'Energieeffizienz vu Gebaier, wéi d'EU-Kommissioun se virgeschloen huet am Kader vun hirer Propos fir eng nei Direktiv zur Energieeffizienz vun de Gebaier[4]. Dës Propos befënnt sech de Moment nach an der Prozedur an et gëtt deemno nach keen definitiven Text.

D'Haaptzil vun Effizienzklassen ass et, eng Vergläichbarkeet ze schafen, esou dass ënnerschiddlech Gebaier kënne matenee verglach ginn. Een Energiepass fir ee Wunngebai zu Lëtzebuerg enthält dräi Effizienzklassen: d'Classe de performance énergétique, d'Classe d'isolation thermique an d'Classe de performance environnementale. Dës dräi Klassen erlaben et, verschidde Gebaier mateneen ze vergläiche bezüglech hirer Notzung vun erneierbaren Energien, der Qualitéit vun hirer Isolatioun respektiv de jeweilege CO_2-Emissiounen, déi mat der Notzung vum Gebai verbonne sinn.

D'Regierung wäert déi aktuell Effizienzklassen esou weiderféieren, dass Energiepäss och an Zukunft vergläichbar bleiwen. Esoubal deen definitiven Text vun der Direktiv publizéiert ass, wäert d'Regierung analyséieren, wéi déi proposéiert europäesch Klassen an de bestoenden nationale System integréiert ginn.

Wat elo d'Ufuerderung un d'Energieeffizienz vun de Gebaier betrëfft, onofhängeg vun de Klassen, esou hu mir zu Lëtzebuerg bei neie Gebaier haut schonn ee ganz ambitiéise Standard. Säit dem 1.1.2023 ass hei eng Loft-Waasser-Wärmepompel d'Referenztechnik[5], esou dass nei Gebaier net nëmme gutt isoléiert sinn, mee och mat enger Heizung equipéiert ginn, déi net mat fossille Brennstoffer bedriwwe gëtt. Hei si mir also scho ganz no un engem Null-Emissiounsgebai. Et gëllt elo virun allem, d'Energieeffizienz vun de bestoende Gebaier ze verbesseren, esou wéi dat am nationalen Energie- a Klimaplang[6] an an der laangfristeger Renovéierungsstrategie[7] virgesinn ass.

ad 2. D'Gesetzgeebung zur Energieeffizienz vun de Gebaier gëtt reegelméisseg adaptéiert, fir d'Ufuerderungen unzepassen am Kader vun der nationaler Strategie am Beräich vun der Energieeffizienz a vun der Reduktioun vun den Zäregasemissiounen. Am Moment kann een nach net konkreet soen, wéi d'Ufuerderunge vun der proposéierter Direktiv zur Energieeffizienz vun de Gebaier wäerten am Detail ëmgesat ginn. Et lafen awer schonn Analysen zu entspriechende Moossnamen am Kader vum Avant-projet de mise à jour vum nationalen Energie- a Klimaplang, deen d'Regierung de 17. Abrëll presentéiert huet.

ad 3. Déi gefroten Zuele kënnen eréischt ermëttelt ginn, wann den definitiven Text vun der Direktiv zur Energieeffizienz vun de Gebaier virläit a soumat déi genee Critèrë feststinn.

ad 4. D'Regierung huet déi finanziell Hëllefe fir d'energeetesch Renovatioun vu Wunngebaier schonn am Kader vum Solidaritéitspak 2.0 substanziell erhéicht a wäert dëst Instrument och weider cibléiert asetze mam Zil, déi national Energie- a Klimaziler ze erreechen.

Hei si virun allem déi staatlech Klimabonus-Hëllefen ervirzehiewen, déi energeetesch Renovatiounsaarbechten (och mat nohaltege Materialien) ënnerstëtzen, souwéi d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen an den Ersatz vun Heizungsanlagen, déi mat fossille Brennstoffer bedriwwe ginn, duerch Heizungsanlagen, déi op Basis vun erneierbaren Energiequelle bedriwwe ginn, woubäi och Hybridléisungen ënnerstëtzt ginn.

Dës staatlech Hëllefe kënnen oft mat Hëllefe vun der Gemeng (gemengespezifesch) an Hëllefe vun de Stroum- a Gasliwweranten am Kader vum Obligatiounsmechanismus fir d'Energieeffizienz kombinéiert ginn; een Iwwerbléck zu deene verschiddene kombinéierbaren Hëllefe gëtt den Aidë-Simulator vun der Klima-Agence (https://aides.klima-agence.lu/).

Donieft gëtt et nach den „amortissement accéléré" fir energeetesch Renovatiounsaarbechte fir Proprietairen, déi hir Wunneng(en) verlounen an déi domat ee weideren Incitatif hunn, fir esou Aarbechten duerchzeféieren, vun deenen dann d'Locatairen duerch ee méi niddregen Energieverbrauch an deemno méi niddereg Energiekäschte profitéieren.

Protection de la vie privée | Question **7784** (16/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Obwuel d'Recht op Privatsphär an d'Recht op eng reegelkonform automatiséiert Veraarbechtung vu persounebezunnenen Daten duerch eng ganz Rei national an europäesch Texter geschützt ginn, kënnt et ëmmer nees vir, dass Persounen sech an dësem Domaine an hire Rechter verletzt fillen, well et nach Gesetzeslücke gëtt oder d'Technologie méi séier virugeet wéi d'Legislatioun.

Rezent huet sech eng Persoun bei eis gemellt, déi sech an hirem Recht op Privatsphär gestéiert gefillt huet, well een, dee bei si op Besuch komm war, ongefrot Fotoe vun de banneschte Raim vun hirem Doheem gemaach an dës Fotoen un Drëtter weiderginn huet. Op de Fotoe waren nëmme Géigestänn a keng Persounen ze gesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

– Ass et richteg, dass et aktuell keng gesetzlech Protektioun virun Handlunge wéi där genannter gëtt, well d'Gesetz iwwert de Schutz vum Privatliewen dëse Fall net ofdeckt an och d'Recht op d'eegent Bild net ka gëlteg gemaach ginn, well déi betraffe Persoun net op de Fotoen drop ass?
• Falls jo: Gëtt et Pläng, dës Gesetzeslück zouzemaache fir ze verhënneren, dass Fotoen aus de private Raim kënne genotzt ginn, fir Persounen ënner Drock ze setzen, falls op de Biller Saachen ze gesi sinn, déi fir déi Concernéiert onangeneem sinn?
• Falls nee: Ëm wéi eng gesetzlech Basis handelt et sech?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Déi genannten Handlunge sinn net vum Gesetz iwwert de Schutz vum Privatliewen ofgedeckt an och d'Recht op d'eegent Bild spillt net, wann déi betraffe Persoun net selwer op de Fotoen ze erkennen ass.

Et ass net virgesinn, eng spezifesch gesetzlech Protektioun fir esou Fäll anzeféieren. Et ass den Ament awer schonn duerchaus méiglech, eng zivillrechtlech Aktioun op Basis vun den Artikelen 1382 an 1383 vum Code civil anzeleeden, am Fall wou eng betraffe Persoun e Schued duerch esou eng Handlung erlidden hätt.

Prolongation de l'indemnité de chômage | Question **7785** (16/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Och wann an der Lescht d'Chômagezuelen erfreelecherweis zeréckginn, gëtt et nach Dausende Leit, déi dovu betraff sinn an op näischt méi waarden, wéi op eng nei Aarbechtsplaz. All Chômeur ass en Eenzelfall a sollt och als solche gekuckt a behandelt ginn, och wann dat enger grousser Verwaltung net ëmmer liicht fält.

Mir ass e Fall zu Ouere komm, zu deem ech dem Här Aarbechtsminister gär géif e puer Froe stellen.

2022 koum e Chômeur an de Genoss vun enger OTI, déi Enn Dezember 2022 ausgelaf ass an aus techneschadministrative Grënn net verlängert konnt ginn. Säin éischten Dossier bei der ADEM ass bis ufanks Februar 2023 gelaf. Hie krut d'Bestätegung, dass en duerno weider Chômage zegutt hätt, mee dass dofir een neien Dossier misst opgemaach ginn. Bis den 2. Dossier opgemaach ass, wäert de Chômage fir dësen 2. Dossier allerdéngs net ausbezuelt ginn. Et kënnt also zu enger Situatioun, wou d'Persoun Chômage accordéiert kritt, op dëst Geld awer muss Wochen oder souguer Méint waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

[3] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2023/03-mars/15-bilan-emissions.html
[4] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/HIS/?uri=CELEX:-52021PC0802
[5] Règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments (http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2021/06/09/a439/jo)
[6] https://environnement.public.lu/fr/actualites/2020/05/pnec.html
[7] https://energy.ec.europa.eu/system/files/2020-06/lu_ltrs_2020_0.pdf

1. Wann et kloer ass, datt engem Demandeur d'emploi indemnisé säi Chômage verlängert gëtt, firwat muss da gewaart ginn, datt den 1. Dossier zou ass, éier en 2. Dossier opgemaach gëtt?

2. Wéi ka verhënnert ginn, datt déi betraffe Leit an e Lach fale bzw. en akute finanziellen Enkpass riskéieren ze kréien?

3. Wéi laang ass normalerweis den Delai am Fall vun enger Verlängerung vum Chômage, éier d'Indemnisatiounsprozedur erëm uleeft? Wat ass an den Ae vum Minister een akzeptabelen Delai?

Réponse (17/04/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Effektiv ass et zurzäit aus informatesche Grënn net méiglech, 2 Versioune gläichzäiteg ze bezuelen, well de Risiko besteet, dass de ganze Paiement blockéiert gëtt. Dofir leet d'ADEM aktuell déi nei Versioun eréischt un, nodeems déi éischt Versioun ausbezuelt ass. Allerdéngs huet d'ADEM och schonn en eenzele Paiement duerchgerechent an dorop eng Avance bezuelt, déi da mat der neier Versioun verrechent gouf.

D'ADEM ass sech dëser Problematik bewosst. Duerch d'Implementatioun vun der Plattform eADEM (a priori ab Mëtt 2024) wäert dës Contrainte an Zukunft net méi existéieren.

ad 2. Bis elo hat d'ADEM an deem Kader zwee Paiementer am Mount. Wann awer gesi gëtt, dass d'Leit wierklech net déi zwou Woche kënnen ofwaarden, besteet d'Méiglechkeet, eng Avance ze bezuelen, éier de monatlechen Dekont berechent a bezuelt gëtt.

Ab Abrëll 2023 féiert d'ADEM 3 Paiementer am Mount an – dee Moment gëtt de 5. Schaffdag, den 10. Schaffdag an den drëttleschte Schaffdag bezuelt. Esou sinn d'Delaien tëscht de Paiementer manner laang, a fäerdeg Dossiere kënne méi séier bezuelt ginn.

ad 3. Wann déi initial Period vum Chômage am Mount M ausleeft, gëtt déi entspriechend Indemnitéit Ufank vum Mount M+1 ausbezuelt, an dann eréischt kann d'Verlängerung vum Chômage traitéiert ginn. Den éischten Deel vun der Verlängerungsperiod (Rescht vum Mount M) gëtt dann Enn vum Mount M+1 ausbezuelt.

Deemno kann den Delai zwëschent dem leschte Paiement vum Schluss vun der initialer Period vum Chômage an dem éischte Paiement vum Ufank vun der Verlängerungsperiod vum Chômage, bis 1 Mount sinn.

Den neie System eADEM wäert d'Berechne vun der Verlängerungsperiod vum Chômage virgesinn, nach éier déi lescht Period vun der initialer Chômageperiod ausbezuelt ginn ass – dëst, fir keen Delai méi beim Ausbezuele vun den Indemnitéiten am Fall vun enger Verlängerung ze hunn.

Mesures de sécurité dans le cadre de la ligne ferroviaire du Nord | Question **7786** (16/03/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Nodeems sech Fielsen iwwer dem Tunnel vu Bierden lassgeléist hunn, stellt sech op en Neits d'Fro vun der Sécherheet op der CFL-Nordstreck. D'CFL hunn an de leschte Joren eng Rei Stabiliséierungsmoossnamen duerchgefouert, fir esou kritesch Incidenten ze vermeiden.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Kann den Här Minister e Bilan vun dëse Moossnamen zéien?

– Wéi dacks gi Kontrollen op der Nordstreck duerchgefouert, fir d'Wierksamkeet vun de Stabilisatiounsmoossnamen ze iwwerpréiwen an dës eventuell auszebauen?

– Sinn an noer Zukunft nach weider Infrastrukturmoossnamen an deem Sënn virgesinn?

– A wat fir engem Mooss ass d'Zweegleisegkeet op der Nordstreck fir den Här Minister eng Optioun, déi een ëmsetze kéint?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'CFL plangen a realiséieren d'Aarbechte fir d'Ofséchere vun de Fielswänn laanscht d'Eisebunnsstrecken no enger proaktiver Approche. Déi ronn 13 Kilometer Fielswänn um nationalen Eisebunnsreseau goufen a 4 Drénglechkeetsniveauen ënnerdeelt, woubäi déi 3 éischt ganz ofgeschafft goufen an dee 4. amgaangen ass. Ronn 95 % vun de Fielswänn, déi virgesi goufen, si scho stabiliséiert. All Joer gi ronn 1,2 Milliounen Euro an der Moyenne investéiert, fir dës Moossnamen ze realiséieren.

D'Kontrolle gi wéi follegt duerchgefouert:

– eemol järlech vum Chef de district op zweegleisegen Abschnitter;
– all 2 Joer vum Chef de district op eegleisegen Abschnitter;
– zweemol järlech vum Chef de brigade;
– zweemol järlech vum engem Surveillant environnement;
– wärend dem Wanter, wann d'Vegetatioun vu spezialiséierten Aarbechter zeréckgeschnidde gëtt, ginn déi bestoend Stabilisatiounsmoossname mat inspizéiert.

Fir d'Joer 2023 si 7 kleng Fielswänn vum Niveau 4 geplangt, geséchert ze ginn. Dës Aarbechte sinn och schonn zum Deel ugefaange ginn.

E Projet fir den zweegleisegen Ausbau vun der Nordstreck, oder, méi generell, e Projet fir d'Moderniséierung vun der Nordstreck, ass e Projet, dee laangfristeg ze betruechten ass, an deen de Gestionnaire vun der Infrastruktur a säin Etudëprogramm integréiert huet.

Projet de construction d'un nouveau bâtiment pour l'École de Commerce et de Gestion (ECG) | Question **7787** (17/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Beim Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État den 30. November 2021 an der Chamber sot deemools d'Rapportrice:

„Beim zéngte Projet geet et ëm den ECG, dee sech jo och um Campus Geesseknäppche befënnt a wou d'Lokalitéiten net méi dem aktuelle Besoin vum Lycée entspriechen. Den ECG huet nei Missiounen a weider Formatioune ginn hei offréiert, wéi zum Beispill e Bachelor an der Kontabilitéit a Fiskalitéit. Den Ament huet de Lycée eng Capacitéit vu 508 Schüler a Schülerinnen, mee e brauch an Zukunft genuch Plaz, fir 1.192 Schülerinnen a Schüler plus zousätzlecht Personal ze accueilléieren. Duerfir gesäit dëse Projet vir, dem ECG um Kierchbierg – um Site vum alen IST – en neit Doheem ze schafen, soudatt den ECG an d'Uni um nämmlechte Site implantéiert wären."

Mengen Informatiounen no ass de „programme de construction" vun der „Commission d'analyse critique" fir dat neit ECG-Gebai um Kierchbierg scho fäerdeg, mee den erausgesichten Terrain gëtt aktuell nach ëmmer vun der Uni Lëtzebuerg genotzt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. A wéi enger Phas ass de Projet fir en neit ECG-Gebai?

2. Wéi gesäit den Zäitplang fir de Bau vum neien ECG-Gebai aus?

Réponse (20/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Op Basis vum „programme de construction", deen 2020 vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend opgestallt ginn ass, gouf vu menge Servicer gepréift, wéi den neien ECG kéint op de Site um Kierchbierg passen, deen haut nach ganz vun der Universitéit Lëtzebuerg genotzt gëtt.

ad 2. Opgrond vun den ënnerschiddlechen Ufuerderungen un de Site an den Ofstëmmungen, déi an dësem Kontext nach mat der Universitéit Lëtzebuerg amgaange sinn, léisst sech zu dësem Moment nach keen Zäitplang fir de Bau vum neien ECG-Gebai festleeën.

Difficultés du Credit Suisse | Question **7788** (17/03/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der internationaler Press ass ze liesen, dass de Credit Suisse an eng finanziell Schiflag geroden ass a muss, wéi et schéngt, staatlech gerett ginn. D'Bank huet sech dofir bei der Schwäizer Nationalbank 50 Milliarde Franke geléint fir liquid ze bleiwen.

Bei der Pleite vun der Silicon Valley Bank (SVB) ass vun der Finanzministesch gesot ginn, dass et kee Risiko fir eis Bankeplaz gëtt, well de Modell vun der SVB en anere war, et onkloer war, ob et iwwerhaapt lëtzebuergesch Clientë gëtt an och de Lien mat de Banken, déi hei present sinn, net wierklech grouss ass.

De Credit Suisse ass och hei am Land aktiv an de Fall schéngt fir eist Land méi relevant ze si wéi bei der SVB, well de Bankemodell ass net ee komplett aneren an et besti vill Verbindunge mat Lëtzebuerg. De Credit Suisse ass och als Member op der Lëscht A vun der ABBL opgelëscht.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Kann d'Finanzministesch Positioun zur aktueller Situatioun bezéien?

2. Wéi eng Verbindungen huet de Credit Suisse mat der Lëtzebuerger Wirtschaft?

3. Mat wéi engen Auswierkunge muss ee rechnen?

4. Wéi wäert d'Regierung d'Leit an d'Marchéen informéiere fir ze verhënneren, dass Panik entsteet?

Réponse (07/04/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Am Kontext vun de rezenten Evolutioune vun der Situatioun vum Bankegrupp Credit Suisse stellen déi honorabel Deputéiert Froen am Zesummenhang mat Lëtzebuerg.

Wéi am ëffentlech zougängleche Register vun der CSSF-Websäit ersiichtbar, ass de Bankegrupp Credit Suisse zu Lëtzebuerg mat verschiddenen Entitéite vertrueden an ass a verschiddene Finanzsparte vum Lëtzebuerger Finanzsecteur aktiv. De Bankegrupp huet, ënnert anerem, zu Lëtzebuerg Lizenze fir Bankenaktivitéiten an d'Gestioun vun Investmentfongen auszeüben, a setzt och Investmentfongen zu Lëtzebuerg op.

Doriwwer eraus läit et net un der Lëtzebuerger Regierung, sech méi prezis iwwert d'Geschäftsaktivitéite vun engem Acteur aus dem Privatsecteur ze prononcéieren.

Déi genannten Aktivitéiten ënnerleien der Iwwerwaachung vun der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a si gemäss nationalen an europäesche Reegelwierker reglementéiert.

Dës europäesch Reegelwierker sinn iwwert dat lescht Joerzéngt, notamment als Reaktioun op d'Bankekris vun 2007/2008, weiderentwéckelt ginn an d'Finanzacteuren an Europa an zu Lëtzebuerg si mëttlerweil vill besser opgestallt wat hir Kapital- a Liquiditéitsausstattung ugeet wéi an der Vergaangenheet.

Mat der Reprise vum Credit Suisse duerch d'UBS hunn d'Schwäizer Autoritéiten eng stabill a schnell Léisung fonnt.

Accès à un ordinateur pour les détenus | Question **7789** (17/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wärend Covid-19 haten d'Detenuen zu Schraasseg Accès zu Computeren, fir kënne mat hire Familljen ze skypen. Dëst war dee Moment néideg, well d'Visitte verbuede gi waren, fir d'Ausbreedung vum Virus ze verhënneren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Hunn d'Persounen an de Prisongen zu Schraasseg, Giwenech an um Uerschterhaff Accès zu Computere mat Internet?
– Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen dierfen si dëse benotzen?
– Handelt et sech ëm WiFi oder Ethernet?
– Wann nee, firwat net?

2. An de verschiddene Strukture gi laut Site vun der Administration pénitentiaire Formatiounen ugebueden.
– Ëm wéi eng Formatiounen handelt et sech heibäi?
– A wéi enger Reegelméissegkeet ginn dës organiséiert?
– Wéi vill Detenue maachen hei alljoers mat?
– Wat fir Konditioune muss een erfëllen, fir un de Formatiounen deelzehuelen?

Réponse (12/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Am Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff (CPU) hunn d'Detenuen am Régime de vie en communauté och no der Covid-19-Pandemie weiderhin Accès zu Computere mat Internet, an dat am Kader vun enger Videokonferenz via Teams, déi am Service accueil visiteurs stattfënnt. D'Detenuen am Régime de vie en communauté kënne bis zu véiermol 45 Minutten am Mount Videokonferenz ufroen, heibäi ginn d'Videokonferenze mam Affekot net matgezielt. Den Accès zum Internet fir Teams-Sëtzungen ass iwwer en Ethernetuschloss garantéiert.

Am Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig (CPL), genee wéi am CPU, kënnen d'Detenuen och via Teams kommunizéieren. Een aneren Internetaccès ass aus Sécherheetsgrënn net méiglech.

Am Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) sinn d'Klassesäll mat Computeren equipéiert, déi och mam Internet duerch eng Ethernetlinn verbonne sinn, wou den Accès duerch d'Enseignantë kontrolléiert gëtt. D'Detenuen hunn och Accès op den Internet iwwer e WiFi-Router (LanCom), dee mat engem Filter, wat den Inhalt ubelaangt, equipéiert ass. Fir déi Detenuen, déi net un enger schoulescher Aktivitéit deelhuelen, steet eng Born mat Accès un den Internet am Schoultrakt zur Verfügung. Hei ass den Accès duerch eng Ethernetverbindung garantéiert an et gëtt eebenfalls en Inhaltsfilter applizéiert.

Wat de CPG betrëfft, muss nach drop higewise ginn, dass dee Prisong jo no engem hallef-oppene Regime fonctionéiert, sou dass de Besoin fir Visitten iwwer Videokonferenz net sou grouss ass, well d'Visitten am Prinzipp duerch déi sougenannte „sorties temporaires" vun den Detenue stattfannen.

ad 2.
– Formatiounen a Coursen, déi ugebuede ginn:

Wat de CPU ubelaangt, sou ginn déi vum Service de la formation des adultes (SFA) vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse organiséiert.

D'Formatioun vun den Detenue baséiert op zwee Pilieren:

• De Basiscours adresséiert sech un Alphabetiséierungsufänger an der franséischer Sprooch an u Persounen, déi an der däitscher oder franséischer Sprooch alphabetiséiert goufen, an déi hir Basiskompetenzen (liesen, schreiwen, rechnen, navigéieren an enger sech digitaliséierender Welt) verbessere wëllen.
• Preparatioun vum Enseignement secondaire général, wou de Fokus op en Enseignement duerch Modulle geluecht gëtt, virun allem an de Coursen „Allux" (Däitsch mat lëtzebuergesche Konnotatiounen), Franséisch, Allgemengbildung (Geographie, Moral, Informatik a Wëssenschaften) a Mathematik. An noer Zukunft ass och geplangt, Englesch ze ënnerriichten. Den Enseignement duerch Modullen erlaabt et, de gesamte Profill vun der Persoun ze berécksiichtegen an u säi Rhythmus ze adaptéieren. No der Clôture a bei der Reussite vun engem Modüll kritt d'Persoun eng Zensur, déi si iwwert hir Kompetenzen informéiert.

Formatiounscoursë ginn ëmmer zu zwee oder dräi gläichzäiteg ofgehalen, mat allkéiers fënnef Detenuen. All d'Coursen, an deemno all Léiergrupp, sinn an Duebelstonnen organiséiert, dat heescht 1h40 hannerteneen. An all Léiergrupp kann en Enseignant maximal dräi Matièrë gläichzäiteg enseignéieren.

Am CPL gëtt et als éischt mol Coursen, déi vum Service enseignement et formation des détenus (SEF) ugebuede ginn. Als schoulesch Offer gëtt et hei:

• Basisschoulungen: Alphabetisatioun, elementar Lies-, Schreif- a Rechecapacitéiten;
• Den zweete Bildungswee: haaptsächlech fir den Niveau vun enger 5e ES ze erreechen, mee dat gëtt awer och fir aner Niveauen ugebueden, wann eng Demande besteet;
• Coursen, déi vun allgemengem Intressi sinn: z. B. am Konschtberäich, de Geeschteswëssenschaften, den Naturwëssenschaften, oder och nach, wat den Enseignement de la citoyenneté ubelaangt.

Et gëtt dann awer och, nieft der Offer vum SEF, nach eng Offer fir spezifesch Formatiounen, déi vum Service travail et formation (SFT) ugebuede ginn. Hei geet et virun allem ëm eng Aarbechtssécherheetsformatioun mat prakteschen Übungen.

Et ass och esou, dass all Detenu, deen an engem Atelier vum CPL schafft, sech seng erschaffte Kompetenzen neutral zertifiéiere ka loossen, dat heescht, ouni dass et direkt erkennbar ass, dass déi Formatioun an engem Prisong gemaach gouf, wat e wichtegen Aspekt ass, wann déi Persoun duerno um éischten Aarbechtsmaart eng Plaz sicht.

– Wat d'Reegelméissegkeet vun deene Formatiounen a Coursë betrëfft:

D'Schoulcoursë ginn op der Basis vun hallwen Trimesteren, Trimesteren oder Semesteren ugebueden, an et gëtt awer och méi kuerz Offeren. D'Aschreiwunge kënnen sech iwwer dat ganzt Schouljoer erstrecken.

D'Formatiounen, déi vum Service formation et travail ugebuede ginn, fannen normalerweis am Kader vun engem Plan volontaire d'insertion (PVI) statt. Wann en Detenu kee PVI wëll agoen, kann en trotzdeem nach ëmmer eng Demande un de Chef d'atelier maache fir eng Participatioun, a fir seng erschaffte Kompetenzen trotzdeem zertifiéiert ze kréien.

Fir an der SFT-Formatioun matzemaachen, muss en Detenu als éischt eng Formation initiale à la sécurité au travail matmaachen. Fir d'Kompetenzen zertifiéiert ze kréien, muss den Detenu reegelméisseg op der Aarbecht erschéngen.

Och am CPG gëtt et zwee Pilieren, wéi am CPL:

• Basisschoulungen: Alphabetisatioun, elementar Lies-, Schreif- a Rechecapacitéiten;
• Praktesch Formatiounen.

D'Schoulcoursë ginn op der Basis vun hallwen Trimesteren, Trimesteren oder Semesteren ugebueden, et gëtt och méi kuerz Offeren. Bei deene Formatiounen, déi vun externe Formateuren ugebuede ginn, handelt et sech normalerweis ëm de Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC), an déi Formatioune ginn ugebueden, wa genuch Kandidaten sech ageschriwwen hunn. D'Aschreiwunge kënnen sech iwwer dat ganzt Schouljoer erstrecken.

– Wat d'Participatioun vun den Detenuen un deene Coursen a Formatioune betrëfft:

Wat de CPU betrëfft, sief rappeléiert, dass deen eréischt de 5. Dezember 2022 a Betrib gaangen ass. Duerno si progressiv Detenuen aus dem CPL an de CPU transferéiert ginn, wou et der aktuell ëm déi 240 sinn. Et muss fir de CPU och berücksichtegt ginn, dass et sech bei deem Prisong ëm eng sougenannte „maison d'arrêt" handelt, wou am Prinzipp nëmmen Untersuchungshaft exekutéiert gëtt, an d'Detenue sou an der Reegel och ëmmer nëmmen eng kuerz Zäit do sinn, wat gewësse Contraintë mat sech bréngt. Dofir gëtt et am CPU och keng Ateliere wéi am CPL an am CPG, an dofir sinn och d'Aarbechtsplazen am CPU méi rar. Op där anerer Säit dréit dann awer déi schoulesch Offer am CPU där Tatsaach Rechnung.

Op den 21. Mäerz 2023 hunn 48 Detenuen u Formatiounen a Coursen deelgeholl, an 38 Detenue stinn nach op der Waardelëscht. Nom Modüll „Franséisch" an der Preparatioun vum Enseignement secondaire général ass de Basiscours vun der däitscher Sprooch dee Cours, deen am meeschte besicht gëtt. Aktuell ënnerriichte siwen Enseignantë mat enger Tâche vun 12 respektiv sechs Stonne pro Woch am CPU. Zousätzlech ass e Rekrutement vu weideren Enseignantë geplangt, fir d'Offer vun de Formatiounen an de Coursen ze erhéijen. Dofir ass virgesinn, fir dräi Enseignantë fir weider 36 Stonne pro Woch anzestellen, wat no der Ouschtervakanz soll ulafen.

Am CPL presentéiert sech d'Participatioun vun den Detenuen un de SEF-Formatiounen esou:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am Joer 2022 hunn och 10 Detenuen un engem Opfrëschungscours iwwer de Code de la route deelgeholl, a säit September 2022 hunn erëm sechs Detenuen sech fir dee Cours ageschriwwen.

Bei de STF-Coursen am CPL presentéiert sech d'Unzuel vun Detenuen, déi an Ateliere schaffen an eng Zertifikatioun vun hire Kompetenzen ufroen, esou:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am CPG presentéieren sech d'Zuele vun der Participatioun vun den Detenuen un deene verschiddene Coursen a Formatiounen esou:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

50 Detenuen hunn un enger Formatioun „Sich no Aarbecht" an „Erstelle vun engem CV" am Schouljoer 2021/2022 deelgeholl, fir de selwechte Cours waren et der am Schouljoer 2022/2023 och erëm 50. Am Joer 2022 hunn och 13 Detenuen un engem Opfrëschungscours iwwer de Code de la route deelgeholl, säit September 2022 hunn erëm 12 Detenuen sech dofir ageschriwwen.

– Wat d'Konditioune betrëfft, fir un deene Formatiounen a Coursen deelzehuelen:

Eng schoulesch oder berufflech Minimalausbildung ass net verlaangt, an all Detenu, deen am Régime de vie en communauté ass, kann un all Cours oder Formatioun deelhuelen. Déi endgülteg Aschreiwung hänkt vum Accord vun der Direktioun, vum Zäitpunkt, un deem d'Formatioun stattfënnt, a vun der Unzuel vun ageschriwwene Kandidaten of. Fir déi Formatiounen, déi vum CNFPC ugebuede ginn, ass e Certificat d'aptitude médicale verlaangt.

Rapports psychiatriques en relation avec la délivrance d'un permis de conduire | Question **7790** (17/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 7494 hat ech mech iwwert psychiatresch Rapporten, fir e Führerschäin ze kréien, renseignéiert. An der Äntwert op meng Froen erkläert de Minister, dass een „Dokter aus der Commission médicale, am Kader vun engem Führerschäinsdossier, e rezente psychiatresche Rapport freet, deen am Detail attestéiert, dass et bei der betraffener Persoun keng medezinnesch Konterindicatioune gëtt, fir mat engem motoriséierte Gefier op der Strooss kënnen ze fueren".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wat sinn dem Mobilitéitsministère seng Sourcen, fir esou Rapporte bei verschiddene Persounen ze froen?

2. Op wat fir enger legaler Basis baséiert d'Virgoe vum Mobilitéitsministère?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat de psychiatresche Rapporten, déi am Kader vu Führerschäinsdossiere vun der Commission médicale gefrot kënne ginn.

Den Dokter vun der Commission médicale kann et fir néideg halen, fir e psychiatresche Rapport vun enger Persoun ze froen, wann Informatioune virleien, datt eng Persoun net déi minimal medezinnesch Krittären erfëllt, fir kënnen e Gefier op der ëffentlecher Strooss ze fueren. D'Source vun dësen Informatioune ka verschiddener Natur sinn. Dat kënne Rapporte vun der Police, Informatiounen aus dem Certificat médical, déi vum Hausdokter vun der betreffender Persoun ausgestallt goufen, genee esou wéi Informatiounen, déi aus Urteeler ervirginn, sinn.

D'Aufgabe vun dëser Commission médicale fënnt een an den Artikele 77 an 90 vum groussherzoglechen Arrêt vum 23. November 1955 iwwer de Stroosseverkéier (Code de la route). Esou steet an dësen : « Afin d'examiner les personnes souffrant d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver leurs aptitudes ou capacités de conduire un véhicule automoteur [...] il est institué une Commission médicale. » [...] « La commission se prononce sur les inaptitudes ou incapacités permanentes ou temporaires d'ordre physique ou psychomental [...] en se basant sur le résultat de son examen médical ainsi que sur les rapports d'expertise fournis par les médecins-experts [...]. (Art. 90). « Sur avis de la Commission médicale prévue à l'article 90, le titulaire d'un permis de conduire peut de même être obligé par le ministre à se soumettre à un examen médical, s'il existe des doutes sur ses aptitudes ou capacités de conduire. » « Troubles mentaux : Si l'intéressé est atteint de troubles psychiques dus à des maladies, traumatismes ou opérations du système nerveux central ou de retard mental évident, ou s'il souffre de troubles psychologiques graves, le permis de conduire n'est délivré ou renouvelé que sur avis motivé de la Commission médicale. Il en est de même pour les candidats présentant des troubles comportementaux graves dus à la sénescence ou des troubles majeurs de la capacité de jugement, du comportement ou de l'adaptation liés à la personnalité. » (Art. 77).

Et sief an dësem Zesummenhang awer och nach dorops higewisen, datt Lëtzebuerg opgrond vun den Dispositioune vun der Annex 3 („Normes minimales concernant l'aptitude physique et mentale à la conduite d'un véhicule à moteur") vun der europäescher Führerschäinsdirektiv (2006/126) dozou verflicht ass sécherzestellen, datt all Persoun, déi e Führerschäin ausgestallt kritt, déi medezinnesch Krittären aus dëser Direktiv och erfëllt. D'Punkten 13.1 an 13.2 ginn heibäi speziell op mental Krankheeten an.

Statistique concernant le placement des enfants dans les crèches | Question **7791** (17/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 9. Mäerz ass op rtl.lu en Artikel mat der follgender Iwwerschrëft verëffentlecht ginn: „Kleng Kanner gi statistesch gesi manner a réischt méi spéit an d'Crèche". Dora gi vum Minister eng ganz Rei vun Zuelen dozou genannt, wéi vill Kanner ab wéi engem Alter a fir wéi vill Stonnen den Dag an enger Crèche placéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

– Kann de Minister d'Zuelen, op déi en sech am uewe genannten Artikel bezitt, virleeën?

Réponse (24/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Kleng Kanner ënner engem Joer sinn hautdesdaags an der Moyenne méi al, wa si eng Crèche besichen. Zanter der Reform vum Congé parental am Joer 2016 ass d'Altersmoyenne vun de klenge Kanner an enger Crèche eropgaangen. Am Joer 2016 louch d'Altersmoyenne vun de klenge Kanner bei 8,7 Méint. Hautdesdaags läit d'Altersmoyenne bei 9,2 Méint[8].

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op d'Woch gesinn, verbrénge kleng Kanner ënner engem Joer an der Moyenne manner Stonnen an enger Crèche wéi nach virun e puer Joer. D'Unzuel u Stonnen ass am éischte Liewensjoer réckleefeg. Am Joer 2012 ware kleng Kanner ënnert engem Joer an der Moyenne 33 Stonnen d'Woch an enger Crèche ageschriwwen. Hautdesdaags si kleng Kanner ënnert engem Joer an der Moyenne just nach 28 Stonnen d'Woch ageschriwwen.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Unzuel u Stonnen, wou kleng Kanner ënner engem Joer 40 Stonnen d'Woch oder nach méi laang an enger Crèche verbréngen, ass zanter dem Joer 2012 ëm 50 % erofgaangen.

(Graphique et tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Undeel u klenge Kanner ënner engem Joer, déi eng Crèche besichen, ass zanter der Reform vum Congé parental erofgaangen. Am Joer 2017 hu 27 % vun de Kanner ënner engem Joer eng Crèche besicht. Hautdesdaags sinn et just nach 24 % vun de klenge Kanner ënnert engem Joer, déi an enger Crèche ageschriwwe sinn.

Famillje mat Kanner iwwert engem Joer gräife verstäerkt op d'Offer vun enger Crèche zeréck. Hautdesdaags sinn 71 % vun de Kanner am Alter tëschent 1–2 Joer an enger Crèche ageschriwwen, an 79 % vun de Kanner am Alter tëschent 2–3 Joer.

Capacités de la ligne RGTR 303 entre Trèves et Kirchberg | Question **7792** (17/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass op der Linn 303, enger grenziwwergräifender Linn tëschent Tréier an dem Kierchbierg, d'Busser an de leschte Woche voll besat sinn. Grad zu de Spëtzenzäiten, wou vill Grenzgänger eriwwer op Lëtzebuerg kommen, géif et knapps nach Stéiplazen am Bus ginn.

Um Fuerplang gesäit een, dass tëschent 5.55 Auer an 8.55 Auer eng 13 Busser de Wee op Lëtzebuerg fueren, woubäi och Doppeldeckerbusser ënnerwee sinn. Wann esou ee Bus an der Moyenne 70 Sëtzplazen huet, bedeit dat, dass an deenen 3 Stonne ronn 910 Persounen op Lëtzebuerg transportéiert ginn.

Obwuel et erfreelech ass, dass sou vill Leit de Bus notzen, muss een dach bedenken, dass dës Buslinn zu engem Deel iwwert d'Autobunn fiert.

D'Tatsaach, dass Passagéier am Bus musse stoen, ass puncto Verkéierssécherheet bedenklech. Wann de Bus eng Kéier eng Vollbremsung op der Autobunn muss maachen, kéint dat fir d'Passagéier, déi keng Sëtzplaz hunn, schlecht ausgoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Passagéier huelen d'Linn 303 am Schnëtt wärend de Spëtzenzäiten?

2. Wëssen de Minister a seng Servicer doriwwer Bescheed, dass op dëser Buslinn, trotz 13 Busser, Passagéier keng Sëtzplaz am Bus virfannen?

3. Wäert de Minister den Takt vun dëser Buslinn, ugesiichts vun der héijer Demande, erhéijen? Falls jo, wéi vill Busser solle bäikommen a wéini kéint dëst fréistens geschéien?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte berifft sech drop, datt him zougedroe gi wier, an de leschte Woche wieren d'Benotzerzuele vun de Busse besonnesch an de Spëtzenzäiten esou gutt, datt et knapps nach Plazen am Bus géif ginn.

ad 1. D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport huet eng Analys vun der automatescher Fahrgastzählung tëschent dem 30. Januar an 13. Mäerz 2023 gemaach.

[8] All d'Zuelen an dëser Äntwert baséieren op den Donnéeë vum Facturatiounssystem Chèque-service accueil.

Vu datt nach net grad all Bus mat engem automateschem Zieler ausgerüst ass, sinn net all Dag all Faarte gezielt.

Bei de Faarten, déi en Zieler hunn, koum follgend Resultat eraus:

Op der Linn 303 fueren an der Moyenne tëschent dem Kierchbierg an Tréier 32 Léit. De Maximum, dee konnt iwwer ermëttelt ginn, ware 75 Léit, de Minimum 6 Léit. Richtung Tréier – Kierchbierg fueren an der Moyenne 28 Léit mat, maximal goufen hei 86 Persounen op enger Faart gezielt, den déifste Wäert waren op dëser Richtung 3 Léit. Insgesamt kann ee soen, dass dës Linn ganz gutt nogefrot gëtt. D'Nofro variéiert staark tëschent der Spëtzestonn moies an owes, wat d'Richtung betrëfft.

ad 2. D'Linn gëtt mat Doppeldeckerbussen assuréiert, déi mindestens 90 Sëtzplazen hunn. D'Zielunge weisen drop hin, datt d'Linn 303 Moies Richtung Lëtzebuerg a Mëttes Richtung Tréier geleeëntlech Kapazitéitsproblemer huet.

ad 3. Fir der Demande besonnesch an de Spëtzestonne gerecht ze ginn, gëtt den Takt vun der Linn fir den nächste Fuerplangwiessel am September ugepasst. Et ass eng zousätzlech Faart moies Richtung Lëtzebuerg an eng weider mëttes Richtung Tréier geplangt.

Accouchements au Luxembourg | Question **7793** (17/03/2023) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Dans le contexte des discussions sur l'organisation des hôpitaux, et notamment des maternités et des conditions d'accouchement au Luxembourg, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous indiquer le nombre d'accouchements annuels, ventilés par mois et par maternité depuis 2010 ? Combien de naissances ont eu lieu en-dehors des maternités ?

2) Les naissances peuvent-elles être ventilées par chiffres par année et par jour de semaine depuis 2010 ?

3) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils décomposer cette évolution selon les différentes maternités du Grand-Duché, en vue de définir la répartition des accouchements sur les différents établissements hospitaliers par jour de semaine ?

4) Quelle est la répartition des modes d'accouchement depuis 2015 dans les différentes maternités au Luxembourg par jour de semaine, à savoir accouchement par voie basse ou accouchement par césarienne, voire par d'autres modes tels que forceps et autres ?

5) Quelle est la répartition entre les accouchements déclenchés et accouchements non déclenchés dans les différentes maternités au Luxembourg par jour de semaine depuis 2015 ?

6) Quel est le taux d'accouchements ayant eu lieu sous péridurale dans les différentes maternités au Luxembourg par jour de semaine depuis 2015 ?

7) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous informer sur le nombre d'accouchements au Luxembourg en fonction des différentes tranches horaires, à savoir : 00.00 à 06.00 heures / 06.00 à 08.00 heures / 08.00 à 14.00 heures / 14.00 à 18.00 heures / 18.00 à 20.00 heures / 20.00 à 24.00 heures, ventilé par maternité depuis 2015 afin de pouvoir analyser l'évolution de la charge de travail dans les salles d'accouchement au fil de la journée ?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Afin de garantir une meilleure lisibilité des données mentionnées dans les tableaux ci-dessous, il y a lieu de donner quelques définitions quant aux différents termes utilisés.

– Accouchement
L'accouchement est lié à la maman. Il n'y a qu'un accouchement par maman, quel que soit le nombre de bébés.

– Naissance
La naissance est liée au bébé. Il peut y avoir plusieurs naissances par accouchement lors d'une grossesse multiple. Un accouchement de jumeaux équivaut à 2 naissances, un accouchement de triplés à 3 naissances.

– Césarienne
• La césarienne I ou césarienne primaire est la césarienne entreprise avant un début du travail spontané ou induit, qu'elle ait été programmée au préalable ou non programmée, c'est-à-dire d'urgence.
• La césarienne II ou césarienne secondaire est la césarienne faisant suite à un début de travail spontané ou un début de travail induit mais il ne s'agit pas nécessairement d'une césarienne faite dans l'urgence.

Les points 1 à 6 de ce rapport sont présentés sur les accouchements. Le point 7, quant à lui, est présenté sur les naissances (créneaux des heures de naissance des bébés).

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Parking Saint-Esprit | Question **7794** (17/03/2023) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Claude Lamberty** (DP)

D'Renovatiounsaarbechten um Helleg-Geescht-Parking an der Stad sinn zënter enger Rei Méint ofgeschloss. Allerdéngs ass de Parking zënterhier net wéi virgesi fir d'Ëffentlechkeet owes a wärend dem Weekend opgaang.

Et ass eis zu Ouere komm, dass de Grond heifir dee wier, dass bis elo nach ëmmer keng Ausschreiwung, fir en Exploitant vum Parking ze fannen, gemaach ginn ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Huet d'Administration des bâtiments publics schonn eng Ausschreiwung fir d'Exploitatioun vum Helleg-Geescht-Parking gemaach?

2. Wa jo, wéini ass dës Ausschreiwung veröffentlecht ginn? Gouf et scho Soumissiounen? Bis wéini ass geplangt, en Exploitant ze designéieren?

3. Wann net, wat sinn d'Grënn heifir?

4. Wéi steet den Här Minister dozou, de Parking op d'mannst fir d'Mataarbechter aus der Cité judiciaire, fir Leit, déi e Rendez-vous um Geriicht hunn, grad ewéi fir hir Affekoten a Begleeder opzemaachen?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Ausschreiwungsdossier ass finaliséiert an d'Ausschreiwungsprozedur ass amgaangen.

ad 2. an 3. Fir d'Exploitatioun vum Parking gëtt et eng eenzeg Soumissioun. D'Ausschreiwung gouf den 1. Abrëll 2023 veröffentlecht. Et ass virgesinn, fir am September een neien Exploitant designéieren ze kënnen op Basis vum Resultat vun der Ausschreiwung.

ad 4. De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte kann heirop keng Äntwert ginn a verweist un d'Direktioun „Administration et domaines" vum Finanzministère. Dës Direktioun fält net an de Kompetenzberäich vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten.

Pont Grande-Duchesse Charlotte | Question **7795** (17/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zënter enger gewësser Zäit scho ginn Aarbechten un der Rouder Bréck virgeholl, besonnesch um Fouss gëtt geschafft.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Vu wéi enger Natur sinn déi Aarbechten, déi de Moment grad un der Rouder Bréck – besonnesch och um Fouss – virgeholl ginn?

2. Wéi laang wäerten dës Aarbechte viraussiichtlech nach undaueren a wäerten dës Aarbechten zu iergendengem Zäitpunkt en Impakt op de Verkéier hunn?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Usträicheraarbechten un der Rouder Bréck sinn ofgeschloss.

Aktuell ginn nach säitens dem Eecher Bierg d'Gerüster, déi fir den Ustrach gebraucht goufen, demontéiert an d'Bëtonsfundamenter um Fouss sanéiert.

ad 2. D'Gerüster sinn amgaangen, demontéiert ze ginn, dofir ass och de Boulevard Paul Eyschen nach bis Ënn Abrëll fir de Verkéier gespaart.

D'Sanéierungsaarbechten um Bëton si wiederofhängeg, kënnen awer viraussiichtlech am Fréijoer ofgeschloss ginn. D'Gerüst um Fouss vun der Rouder Bréck gëtt dann uschléissend och demontéiert.

Fir dës Aarbechten duerchzeféieren, gëtt ausserhalb vum Beruffsverkéier eng Spuer vun der Côte d'Eich fir ongefeier fënnef Deeg gespaart.

Trafic ferroviaire dans le nord du pays | Question **7796** (17/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Leit am Norde vum Land, déi op den Zuch ugewise sinn, sinn de Moment mat enger katastrophaler Situatioun konfrontéiert – et fueren elo iwwerhaapt keng Zich méi an d'Éislek. D'Bauaarbechten am Tunnel Schieburg hunn eng Verspéidung vu minimum sechs Wochen an doduerch, datt sech bei Bierden eng Fielsformatioun geléist huet, ass elo och nach d'Streck Ettelbréck–Kautebaach komplett blockéiert. An enger Pressekonferenz, déi vun de CFL de 16. Mäerz ofgehale gouf, heescht et iwwerdeems, datt schonn de leschte Summer festgestallt gouf, datt bei där betreffender Fielsformatioun bei Bierden e gréissere Problem géif bestoen. An deem Kontext stellen sech dann awer eng ganz Rei Froen, wat déi laangfristeg Planung vum Zuchverkéier am Éislek ugeet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi ass et méiglech, datt, wa schon de leschte Summer bekannt war, datt bei där betreffender Fielsformatioun bei Bierden e gréissere Problem war, net scho präventiv un deem Problem geschafft gouf, fir esou kënnen déi Situatioun ze verhënneren, déi mir elo hunn?

2. Firwat gouf elo eréischt kommunizéiert, datt d'Aarbechten um Tunnel Schieburg sech minimum ëm

sechs Woche verspéiden? War dës Informatioun dann net scho virdru gewosst?

3. Wéini ass – realistesch gesinn – domat ze rechnen, datt den Zuchverkéier am Éislek nees integral funktionéiert?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Kader vun Entretiensaarbechten un der Geröllkummer am Agang vum Tunnel Bierden, gouf am Summer 2022 eng Fielsformatioun detektéiert, déi eng potenziell Gefor kéint duerstellen. D'Expertis huet erginn, datt hei keen imminente Risk bestoe géif, mee eng präventiv Befestegung ubruecht wier. Dës Aarbechte goufen du programméiert an am Januar 2023 ugefaangen. Et ass dervun auszegoen, dass schlecht Wiederkonditiounen d'Lag verschlëmmert hunn an et dunn zu dem bekannte Fielsrutsch koum.

Am Tunnel Schieburg waren den 13. Februar 2023 déi virgesinnen Injektioune fäerdeg an et ass ugefaange ginn, am Tunnel d'Effikassitéit vun dësen Aarbechten ze kontrolléieren. Heibäi huet misse festgestallt ginn, dass zousätzlech Injektiounen noutwendeg sinn. Dës waren eréischt de 16. Mäerz 2023 fäerdeg. Eng Kommunikatioun virun dësem Datum hätt keng nei Elementer bruecht. An dësem Kontext verweisen d'CFL op hir Pressekonferenz vum 23. Mäerz 2023, wou de Stand vun den Aarbechten zu deem Zäitpunkt erkläert gouf.

Den Zuchverkéier tëschent Ettelbréck a Kautebaach respektiv Kautebaach a Wooltz wäert den 8. Mee 2023 erëm opgeholl kënne ginn. Bedéngt duerch d'Imprevuen, mat deene bei der aktueller Phas vun den Aarbechten am Tunnel Schieburg muss gerechent ginn, ka fir de Streckendeel Kautebaach–Clierf nach keen Datum genannt ginn.

Passerelle unique informatique « API-PNR Gateway » | Question **7797** (20/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 8. Mee 2019 huet de Minister fir bannenzeg Sécherheet d'Statute vun engem Groupement d'intérêt économique (GIE) mam Numm „Agence luxembourgeoise pour la promotion d'une interface unifiée en matière d'échange de données passagers dans le domaine de la sécurité" ënnerschriwwen. D'Zil vum GIE war et, eng Passerelle unique informatique, genannt „API-PNR Gateway", op d'Been ze stellen, déi et erlabe soll, API-Daten („Advanced Passenger Information") a PNR-Daten („Passenger Name Record"), déi beim Fluchverkéier erhuewe ginn, méi einfach ze traitéieren a weiderzeleeden. D'Plattform sollt zu Lëtzebuerg genotzt ginn, mee och un aner Staate verkaf gi bei Interessi.

Och op EU-Niveau gëtt un esou Systemer geschafft. An zwou rezenten EU-Propose fir d'Harmoniséierung vun der Sammlung an der Iwwermëttlung vun API-Daten (COM(2022)731 a COM(2022)729) geet dovu riets, dass d'eu-LISA (European Union Agency for the Operational Management of Large-Scale IT Systems in the Area of Freedom, Security and Justice) fir d'Memberstaate soll d'Entwécklung, den Hosting an d'technesch Verwaltung vun engem Router fir d'Iwwermëttlung vun API-Daten iwwerhuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten um Gateway drun?
Ass de System schonn operationell?
Falls jo, a wéi enge Länner?

2. Wéi vill huet de Staat, dee 75 % vun de Parte vum GIE hält, an d'Entwécklung vum API-PNR Gateway investéiert?

3. Awéifern ënnerscheet sech dee vun der EU geplangte System vum Lëtzebuerger Gateway?

4. Wäert de gemeinsamen europäesche Router dee vum GIE entwéckelte Gateway iwwerflësseg maachen?

Réponse (24/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Den 20. August 2018 ass de Gateway, deen et erlaabt, d'API- an d'PNR-Donnéeë vun de Fluchgesellschaften zentral a gebündelt un d'Police weiderzeschécken, a Betrib gaangen. Säitdeem gouf et um Gateway verschidde Verbesserungen an Evolutiounen.

Lëtzebuerg ass als eenzegt Land um Gateway connectéiert. Verschidden Negociatioune mat anere Länner sinn nach net zu engem Ofschloss komm. De GIE bedreift och eng Plattform fir Fluchgesellschaften, déi am Beräich „Business Aviation" täteg sinn. 36 Fluchgesellschafte sinn un de Gateway ugebonnen.

ad 2. De gesamten Invest vun de Joren 2017–2020 beleeft sech op 582.660 €. 289.860 € si vum Lëtzebuerger Staat komm, de Rescht ass duerch europäesch Gelder couvréiert ginn.

Säit 2020 gëtt all Joer e Marché mat PAXGOV GIE gemaach. Säit 2020 sinn d'Käschte vun dësem Marché an der Héicht vu 75 % vun der EU kofinanzéiert.

ad 3. Am Moment ginn zwou Propose vun der Europäescher Kommissioun fir d'Kollekten an den Transfert vun API-Donnéeën am Aarbechtsgrupp „Working Party on JHA Information Exchange" (IXIM) vum Europäesche Rot diskutéiert.

Réischt nom Trilog mam Europaparlament wäert eng stabel Versioun vum Text existéieren, unhand vun där ee ka gesinn, ob a wéi wäit sech déi verschidde Systemer ënnerscheeden.

ad 4. De gemeinsamen europäesche Router wäert mëttelfristeg (bis 2030) de Gateway vum GIE net kënnen ersetzen. En fonction vun den Decisiounen, déi den europäesche Legislateur hëlt, wäert de Gateway vum PAXGOV och nach no 2030 néideg bleiwen.

Rénovation du pont « Hammerel » à Bettembourg | Question **7798** (20/03/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Wéi an engem rezenten RTL-Artikel vum 17. Mäerz 2023 ze liesen ass, soll zu der Zäit, wou d'Olympesch Summerspiller 2024 zu Paräis stattfannen, keen TGV op der Streck Lëtzebuerg–Paräis circuléieren. De „Pont Hammerel", iwwert der Beetebuerger Gare, muss ersat ginn, an dofir gëtt an der Summervakanz 2024, während véier Wochen, dës Bréck ofgerappt an duerch eng nei Constructioun ersat. Laut CFL-Informatioune gouf et keen anert Zäitfënster fir dëse Chantier, well d'Mobilitéit vun de Beruffspendler fir d'CFL Prioritéit virum Confort vun Olympia-Touristen huet. Den Zuchverkéier op de Strecke Stad–Beetebuerg, Beetebuerg–Esch, Beetebuerg–Diddeleng a Beetebuerg–Diddenuewe wäert also während engem knappe Mount net funktionéieren.

Fir d'Ponts et chaussées wier et eng Alternativ gewiescht, fir de „Pont Hammerel" eréischt 2025 ze erneieren, zäitgläich mat engem aneren CFL-Chantier op der Beetebuerger Gare.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Hätt net eng Méiglechkeet bestanen, dëse Chantier an engem Zäitraum ze ënnerhuelen, wou weeder Beruffspendler nach Touristen iwwerproportional impaktéiert gewiescht wieren?

– Wéi héich ass déi geschätzten Unzuel u Leit, déi vun dësem Chantier am Summer 2024 impaktéiert sinn?

– Firwat wëll d'Regierung déi 2 Chantieren zu Beetebuerg net zäitgläich am Joer 2025 ënnerhuelen?

– Wéi gesinn déi konkreet Alternativen aus, déi dee Moment den ëffentleche Persouneverkéier op de genannte Strecken ersetzen?
• Mat wéi héijen Zäitverloschter mussen d'Leit rechnen?
• Kéint een einfachen Zuch, amplaz vun engem TGV, iwwert d'Ligne 70 (Péiteng) ëmgeleet ginn? Wann net, firwat?

Réponse (19/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Well d'Schoulvakanzen zu Lëtzebuerg sech mat deene vun der Lorraine vum 16. Juli 2024 bis den 2. September 2024 iwwerlageren, ass dat déi Period, wou den Impakt op d'Beruffspendler am klengsten ass.

Wärend den Aarbechten um „Pont Hammerel" wäerten all déi Persounenzich, déi normalerweis duerch d'Gare Beetebuerg fueren, duerch Bussen ersat ginn. Dëst ass bei engem Chantier vu sou enger Envergure ausschliisslech an enger Schoulvakanz méiglech, well wärend der Schoulzäit vill Bussen am Schülertransport agesat sinn, an dofir net genuch Bussen a Chaufferen disponibel sinn, fir ee funktionéierende Busersatzdéngscht ze garantéieren. D'CFL sinn also op Schoulvakanze begrenzt, fir esou Chantieren duerchzeféieren.

Am Summer 2024 sinn nieft den Aarbechten um „Pont Hammerel" och nach aner Chantieren um Lëtzebuerger Schinnereseau geplangt, wou Zich duerch Bussen ersat ginn. Dës Chantiere kënnen net gläichzäiteg mat deem zu Beetebuerg stattfannen, well d'Ressourcen un Ersatzbussen a Buschauffere genau wéi d'Plazverhältnisser an der Busgare zu Lëtzebuerg begrenzt sinn. Dofir huet d'Summervakanz 2024 missen an 2 Perioden opgedeelt ginn. Fir dass d'Ëmsteigméiglechkeeten um Knuet Beetebuerg a Richtung Diddeleng an Esch-Uelzecht dee Moment, wou d'Summervakanz an der Lorraine eriwwer ass, erëm funktionéieren, gouf decidéiert, d'Aarbechten um „Pont Hammerel" an déi éischt Period vun der Vakanz (Mëtt Juli bis Mëtt August) ze leeën.

Aktuell kann ee vu ± 25.500 Clientë pro Dag ausgoen, déi hei wäerten impaktéiert sinn, dovunner 13.000 Richtung Frankräich (dovun ± 850 Clienten TGV).

Déi genannte Méiglechkeet ass ënnersicht ginn an ass aus de follgende Grënn leider net machbar:

Déi zwee Chantiere „Pont Hammerel" an „Aarbechten en vue vum Uschloss vun der neier Streck Lëtzebuerg–Beetebuerg" iwwerlagere sech deelweis an der Gare Beetebuerg, soudass ee gläichzäitegt Schaffen net kompatibel mat Aarbechtssécherheet an -technik ass.

Dowéinst ass och entscheet ginn, fir de Chantier vum Neibau vum „Pont Hammerel" esou schnell ewéi méiglech ze realiséieren, fir dem uschléissenden Ëmbau vun der Beetebuerger Gare net am Wee ze stoen.

Des Weideren erméiglechen d'Plazverhältnisser op der Gare Beetebuerg et net, dat néidegt Baumaterial an déi néideg Maschinne fir déi 2 Chantiere gläichzäiteg ënnerzebréngen.

Et gëtt op de genannte Streckenofschnëtter, déi duerch de Chantier impaktéiert sinn, ee Schinnenersatzverkéier mat Bussen organiséiert.

Ofgeleet aus de leschten Erfarungswäerter wäert ee mat enger Reeszäitverlängerung vun ongeféier 35 Minutte rechne mussen. Natierlech gëtt awer probéiert,

den Impakt an den Zäitverloscht esou kleng eléi méiglech ze halen.

Een einfachen Zuch, deen iwwer d'Linn 70 op Thionville fiert, brauch 85 Minutte Fuerzäit. Den Ersatzbus tëscht Lëtzebuerg an Thionville wier bei ongeféier 50 Minutte Fuerzäit däitlech méi séier. Aus dësem Grond ass decidéiert ginn, dass sou eng Léisung net interessant ass, méi am Detail ze studéieren. Dass dës Spezialzich dann nach eng negativ Auswierkung op de regulären nationalen Trafic hätten, ass ee weideren Nodeel vun där Iddi.

Assurance de responsabilité civile des constructeurs | Question **7799** (20/03/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Au Luxembourg, il n'existe pas d'assurance obligatoire pour les constructeurs dans le domaine du logement. Ils ont néanmoins une responsabilité légale vis-à-vis de l'acheteur pendant les dix ans qui suivent la réception des travaux. Il s'agit d'une part de la garantie décennale qui couvre les vices affectant le gros ouvrage et d'autre part de la garantie biennale qui est appliquée pour les vices affectant les menus ouvrages.

Or, en cas de faillite d'un constructeur non assuré, l'acheteur d'un logement n'a en pratique que très peu de chances d'être indemnisé. En France, les constructeurs ont l'obligation de souscrire une assurance de responsabilité civile décennale qui garantit la réparation des dommages qui apparaissent après la réception des travaux.

– Monsieur le Ministre du Logement est-il d'avis qu'il serait opportun d'introduire une telle obligation au Luxembourg ?

Réponse (24/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Les responsabilités biennale et décennale instituées par les articles 1792 et 2270 du Code civil s'appliquent lorsqu'un propriétaire d'un bâtiment est confronté à un vice de construction touchant le gros ouvrage ou le petit ouvrage après la réception de celui-ci. Ainsi, les architectes, entrepreneurs et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage sont présumés responsables des vices.

Toute personne confrontée à un vice de construction doit dénoncer celui-ci dans les plus brefs délais au vendeur ou au constructeur afin que ce dernier constate contradictoirement les vices. Le constat d'un vice de construction peut se faire à l'amiable, par l'intermédiaire d'un huissier de justice, par voie d'expertise ou par expertise judiciaire.

Si aucun accord amiable n'a pu être trouvé avec le vendeur ou le constructeur, il reste au propriétaire la voie judiciaire. Si les dégâts constatés ont une valeur inférieure à 15.000 euros, la justice de paix est compétente. Si les dégâts constatés ont une valeur supérieure à 15.000 euros, l'action en réparation doit être introduite par le biais d'un avocat à la cour devant le tribunal d'arrondissement.

De nombreux corps de métier s'assurent contre le risque de mise en œuvre de ces deux garanties biennale et décennale en contractant une assurance de garantie décennale ou biennale auprès d'une compagnie d'assurances. Une telle assurance n'est cependant pas obligatoire. En effet, elle induit en règle générale un coût non négligeable du fait de la couverture du risque lui-même et du fait que les assurances acceptent de couvrir les responsabilités biennale et décennale que pour des chantiers et travaux qui ont été contrôlés. Il s'entend qu'une compagnie d'assurance souhaite vérifier par un contrôleur technique – expert en bâtiments – que les ouvrages couverts ont été réalisés suivant les règles de l'art.

L'application des responsabilités biennale et décennale au Luxembourg présente un certain nombre de désavantages dont notamment ceux mentionnés par la députée concernant les faillites. Dès lors, la question d'une révision des dispositions légales en matière de garantie décennale se justifie.

Il y a cependant lieu de considérer également les désavantages du système français qui laisse aux compagnies d'assurances le soin de prendre en charge les problèmes auxquels sont confrontés les propriétaires privés souvent dépourvus des moyens nécessaires pour faire valoir leurs droits. En effet, face à une obligation de s'assurer pour le maître d'ouvrage et pour laquelle celui-ci doit payer, le législateur devrait alors prévoir une obligation d'assurer pour le secteur des compagnies d'assurances et de prendre en charge effectivement les dommages. En effet, le propriétaire de l'ouvrage assuré et victime du dommage n'intervient pas directement dans les relations contractuelles relatives à une assurance décennale obligatoire.

Dommages liés à la vaccination contre la Covid-19 | Question **7800** (21/03/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An Däitschland sinn Impfschied, ervirgeruff durch d'Injektioune géint de Covid-19-Virus, zënter e puer Deeg an der Aktualitéit. Dat, well den däitsche Gesondheetsminister e Programm presentéiert huet, deen op all déi Leit ausgeriicht ass, déi schwéier gesondheetlech Schied duerch d'Impfung erlidden hunn an deenen elo soll gehollef ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister riichten:

– Sinn zu Lëtzebuerg Fäll vun nogewisene schwéiere gesondheetleche Schied duerch eng Covid-19-Impfung bekannt?

Am Fall vun der Existenz vun esou Fäll stelle sech eng Partie weider Froen:

– Wouranner bestinn dës Impfschied respektiv wéi eng gesondheetlech Aschränkungen hunn dës Leit?

– Ëm wéi vill Fäll handelt et sech genau?

– Wéi al sinn déi betraffe Leit?

– Ass e spezielle Programm virgesi fir déi betraffe Leit?
• Wa jo, wat gesäit dee Programm am Detail vir a vu wéini u soll en a Kraaft trieden?
• Wann net, wéi gedenkt d'Regierung an Zukunft mat de betraffene Leit an hire Problemer ëmzegoen?

– Ganz allgemeng, awéiwäit plangt d'Regierung, d'Covid-19-Pandemie an hir Konsequenzen op d'Populatioun an hirer ganzer Breet opzeschaffen?

Réponse (20/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Aktuell hunn, bei iwwert 1.402.000 geimpften Dosen, 40 Persounen Niewewierkunge gemellt, déi zu längere Symptomer oder Gesondheetsproblemer gefouert hunn. Déi gemellte Symptomer si verschidden. E puer Leit melle Péng an de Muskelen oder Gelenker, dorënner zwee Fäll vu enger Verschlëmmerung vu Symptomer vun enger virbekannter rheumatoider Arthritis, an eng Kapsulitis vun der Schëller vum geimpften Aarm. Fir anerer ass et eng Verschlechterung vum allgemengen Zoustand, eng länger Middegkeet oder neurologesch Stéierunge wéi Kappwéi, Schwindel, persistenten Tinnitus oder Parästhesië vun den Extremitéiten, dorënner ee Fall vun Neuropathie. E puer Patiente signaléieren Häerzproblemer wéi Arrhythmie oder Hypertensioun, a visuell Stéierungen.

Den Alter vun de Leit, déi laangwiereg Effekter gemellt hunn, ass ganz variabel a geet vun 30 bis 90 Joer, mat engem Duerchschnëttsalter vun 48 Joer.

Déi betraffe Leit kréie spezifesch Behandlunge fir hir Problemer am normale Gesondheetssystem, an dës Behandlunge ginn natierlech vun der Gesondheetskeess iwwerholl am Kader vun den übleche Konditiounen.

Falls et zu permanente Schied kënnt, kann déi betreffend Persoun eng Entschiedegung beim Gesondheetsministère ufroen, baséiert op d'Gesetz vum 4. Juli 2000 „relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations". An dësem Fall gëtt dann een onofhängegen Expert genannt, deen d'Ausmooss vun de bleiwende Schied evaluéiert an de kausale Lien mat der Impfung feststellt. Dëst ass dann d'Basis, fir de Montant vun der Entschiedegung festzeleeën.

Wat d'Fro vun der allgemenger Opschaffung vun der Pandemie betrëfft, verweist d'Regierung op de Rapport vun der OECD „Evaluation of Luxembourg's Covid-19 response: learning from the crisis to increase resilience" als éischte Schrëtt, a wäert sech iwwert eventuell komplementar Evaluatiounen am Kader vum ëffentlechen Debat iwwert d'Petitioun 2489, de 7. Juni an der Chamber, positionéieren.

Bons à la consommation dans le cadre de l'inscription des résidents étrangers sur les listes électorales | Question **7801** (21/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 11. Juni si Gemengewalen, wou all d'Bierger:innen hei am Land vun hirem Walrecht dierfe Gebrauch maachen. Dofir lafen aktuell verschidde Campagnen, fir d'Bierger:innen, déi kee lëtzebuergesche Pass hunn, ze iwwerzeegen, sech op de Wielerlëschten anzeschreiwen. Déi meeschte Campagnë sinn éischter neutral, mee et existéiere verschidden Approchen, déi warscheinlech op der Limitt vun der Legalitéit verlafen.

Esou bidden déi politesch Verantwortlech ronderëm de Schäfferot vun der Gemeng Péiteng de Leit, am Géigenzuch dofir, dass si sech op d'Wielerlëschten aschreiwen, ee „bon à la consommation" un. An engem weidere Schrëtt huet eng Partei, déi am Schäfferot vertrueden ass, Videoe vun den nei ageschriwwene Wieler opgeholl a Publicitéit mat dëse Videoen op de Social-Media-Plattforme vun hirer Partei gemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Weess d'Regierung, a wéi engen anere Gemengen d'Leit ee Kaddo kruten, ënnert der Bedéngung, dass si sech op d'Wielerlëschten aschreiwen?

2. Dierf eng Persoun, Organisatioun oder Institutioun enger Persoun eng Géigeleeschtung ubidden, fir se ze motivéieren, sech op d'Wielerlëschten anzeschreiwen?

3. Ass dëse Kaddo am Aklang mat den Artikele 94 bis 96 vum Walgesetz, notamment dem Artikel 95, wou drasteet: „La même peine est appliquée à ceux qui, à l'occasion d'une élection, ont donné, offert ou promis aux électeurs des comestibles ou des boissons."?

4. Zweiwelt d'Regierung un der politescher Neutralitéit vun dëser Aktioun?

Réponse (20/04/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Neen, bis haut sinn der Regierung keng weider sou Fäll bekannt.

ad 2. an 3. Den Artikel 95 Alinea 1 an 2 vum ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003 seet Follgendes:

„Est puni d'une amende de 500 à 5.000 euros celui qui, sous prétexte d'indemnité de voyage ou de séjour, a donné, offert ou promis aux électeurs une somme d'argent ou des valeurs ou avantages quelconques.

La même peine est appliquée à ceux qui, à l'occasion d'une élection, ont donné, offert ou promis aux électeurs des comestibles ou des boissons."

D'Froe vum honorabelen Deputéierte kënnen net mat Sécherheet pauschal mat Jo oder Nee beäntwert ginn, well alles vun der jeeweileger Situatioun an de konkreete Faiten ofhänkt. Et läit des Weideren net an der Zoustännegkeet vun der Regierung, ze jugéieren, ob eng Strofdot am eenzelne Fall virläit oder net. Dëst ass eleng d'Kompetenz vun der Justiz an notamment dem Parquet.

ad 4. Et läit net an der Kompetenz vun der Regierung, sech zu dëser Fro ze äusseren.

Travail de l'organisation non gouvernementale « Eng oppen Hand fir Malawi » | Question **7802** (21/03/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

L'organisation non gouvernementale « Eng oppen Hand fir Malawi » a été créée en 1989, et depuis soutient des projets en faveur de la population autour de l'Hôpital St Gabriel à Namitete au Malawi. Le but de l'ONG est avant tout de garantir une prise en charge médicale à la population, et un accès pour tous à des services fondamentaux de santé et hospitaliers.

Selon un reportage de RTL Radio Lëtzebuerg ce 20 mars 2023, les sœurs de la Clinique Sainte Zithe Luxembourg, auraient été actives à l'Hôpital St Gabriel depuis environ 65 ans. D'après les nouvelles, le nouvel évêque de Lilongwe aurait par contre soudainement mis un terme à la coopération avec les sœurs en date du 31 janvier 2023. Une explication quant à la rupture avec la congrégation n'aurait à ce jour pas été fournie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Est-ce que le Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire a connaissance des raisons pour lesquelles les sœurs luxembourgeoises ont dû abandonner leurs activités au sein de l'Hôpital St Gabriel ?

2) Selon le rapport de RTL Radio Lëtzebuerg, plus de 80 % des équipements et médicaments de l'hôpital auraient été financés par la congrégation luxembourgeoise. Quid de ces fonds financiers et matériels ?

3) Sachant que le ministère soutient l'ONG depuis 2017, comment, le cas échéant, Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir fournir de l'aide sur place à long terme ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre est informé si d'autres ONG sur place sont impactées ?

Réponse (24/04/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) D'après les informations du ministère, les sœurs ont été contraintes de quitter précipitamment le Malawi et de retourner au Luxembourg pour des raisons de sécurité. Le ministère a eu des échanges avec l'ONGD Eng oppen Hand fir Malawi dès leur retour au Luxembourg, qui a fait rapport des raisons pour lesquelles les sœurs luxembourgeoises ont dû se retirer de la région de Namitete au Malawi.

ad 2) Les fonds financiers et matériels principalement investis par la congrégation luxembourgeoise dans l'Hôpital Saint Gabriel au cours des dernières années, notamment, des équipements hospitaliers, resteront selon les informations communiquées par l'ONGD de la propriété de l'hôpital dont il importe d'assurer qu'il puisse continuer à fonctionner au bénéfice de la population locale.

ad 3) Le ministère soutient l'ONGD Eng oppen Hand fir Malawi depuis de nombreuses années et continuera à appuyer les ONGD luxembourgeoises actives au Malawi, y inclus l'ONGD Eng oppen Hand fir Malawi. L'ONGD Eng oppen Hand fir Malawi a exprimé sa volonté de vouloir continuer à fournir de l'aide aux populations vulnérables du Malawi et est actuellement en train d'explorer les opportunités de travailler avec un autre partenaire.

ad 4) Deux autres ONGD luxembourgeoises sont actives au Malawi. Ces ONGD n'ont pas été impactées étant donné qu'elles y interviennent à travers d'autres partenaires et dans d'autres régions du Malawi.

Extension de la centrale nucléaire de Cattenom | Question **7803** (21/03/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

Tel qu'il a été relayé récemment dans la presse écrite, le maire de Cattenom aurait lancé la candidature de sa commune pour accueillir la construction de deux des six nouveaux réacteurs EPR annoncés par le Président de la République française.

Dans ce cadre nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Gouvernement est-il en contact avec la commune de Cattenom à ce sujet ? Quelle est la position du Gouvernement en la matière ?

2) Selon Messieurs les Ministres, quelle est la probabilité qu'une extension de la centrale nucléaire de Cattenom se produise effectivement ?

3) Y a-t-il des projets énergétiques basés sur les énergies renouvelables conjoints avec la France actuellement en cours d'élaboration ?

4) Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il fournir des précisions quant à ces projets ?

5) Dans la négative, est-il prévu de lancer des projets énergétiques basés sur les énergies renouvelables conjoints avec notre voisin français dans l'optique d'encourager par ce biais la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom ?

Réponse (07/04/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Conformément à sa position antinucléaire, le Gouvernement fait régulièrement part de son opposition au recours à l'énergie nucléaire au Gouvernement français. Il s'oppose donc également aux projets EPR2 et tout particulièrement à leur implantation éventuelle sur le site de Cattenom.

ad 2) À ce stade le Gouvernement ne dispose pas d'informations à cet égard. Cependant, le Gouvernement suit avec beaucoup d'attention les discussions en France. Lors de la réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire tenue en juin 2022, la partie luxembourgeoise a interpellé les représentants de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à propos d'une telle éventualité, et reçu la réponse qu'aucune demande d'autorisation de création de réacteurs EPR2 n'a été déposée auprès de l'ASN à ce stade. Le Gouvernement reste néanmoins vigilant et ne tardera pas à intervenir auprès du Gouvernement français si cela s'impose.

ad 3) à 5) Alors qu'un projet commun de promotion des énergies renouvelables dans la région frontalière a été proposé aux autorités françaises, ces discussions n'ont pas abouti et actuellement, il n'y a pas de projets de coopération dans le domaine des énergies renouvelables avec la France. Il convient de noter dans ce contexte que la France n'a que récemment décidé de renforcer le développement des énergies renouvelables.

Toutefois, il est à noter que le fournisseur d'énergie avec participation étatique Enovos est en train d'élargir ses activités vers le Grand-Est et a mis en place une équipe de développement de projets d'énergies renouvelables.

Facturation électronique obligatoire | Question **7804** (21/03/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans un sujet publié sur luxtimes.lu, « E-invoice deadline looms for thousands of small companies », il est question de l'obligation de facturation électronique pour les entreprises, ce qui avait été voté fin 2021 à la Chambre des Députés. Il avait été décidé que le Gouvernement ne puisse qu'accepter les factures envoyées ou qui peuvent être payées par voie électronique – l'objectif étant d'accélérer la digitalisation de l'économie du pays.

Bien que cet objectif soit louable, il semble – d'après l'article de presse – que de nombreuses entreprises ne soient pas encore prêtes pour ce changement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) De quelle manière est-ce que le Gouvernement a informé les entreprises concernées des changements induits par cette obligation de facturation électronique ?

2) Est-ce que le Gouvernement a noté une augmentation des demandes de subsides visant à accélérer la digitalisation des entreprises ?

Réponse (25/04/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes | **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

ad 1) L'obligation de facturer électroniquement dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession engendre des adaptations organisationnelles et informatiques auprès de nombreux opérateurs économiques et auprès des organismes du secteur public. Pour accompagner et soutenir cette évolution au cours des 2 dernières années et même déjà avant l'adoption de la loi de 2021, toute une panoplie de mesures ont été prises :

Tout d'abord, les opérateurs économiques, et notamment les petites et moyennes entreprises, ont été informés, sensibilisés et formés par le Ministère de la Digitalisation dès 2021 :

– au cours d'une trentaine de conférences, workshops ou webinaires, organisés par la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers ou d'autres acteurs à destination de leurs adhérents, ou bien directement par le Ministère de la Digitalisation (plus de 40 webinaires ont été organisés par le Ministère de la Digitalisation à destination de ces parties prenantes où elles ont pu poser leurs questions et obtenir des réponses en direct) ;
– via des formations régulièrement organisées par la House of Training sur base d'une formation initiale dispensée par le ministère.

Parmi ces évènements, nous pouvons notamment citer la conférence FIT4Tenders sur la facturation électronique du 27 avril 2021 ou le « E-Invoicing Symposium » du 21 février 2023. Ce dernier événement a été organisé par la Chambre de Commerce en collaboration avec le Ministère de la Digitalisation et la Chambre des Métiers. Au cours de cette journée, plus de 500 participants sont venus s'informer au sujet de la facturation électronique au Luxembourg.

De plus, nous avons informé les opérateurs économiques par écrit en collaboration avec la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce : une première fois en mars 2022, une deuxième fois en septembre 2022 et une troisième fois en décembre 2022. Rien qu'en décembre 2022, plus de 50.000 entreprises ont été informées par écrit.

Au-delà de ces communications ponctuelles et de masse, le ministère et ses partenaires continuent à envoyer régulièrement des informations sur la facturation électronique et les événements y relatifs par e-mail aux différentes parties prenantes.

Le ministère et ses partenaires ont également mis en place des helpdesks téléphoniques afin de répondre aux questions concrètes des parties prenantes. Ces helpdesks connaissent une forte affluence et des milliers d'interactions, d'échanges et de réunions bilatérales ont eu lieu dans ce contexte pour informer, conseiller et assister.

Depuis décembre 2021, un dossier détaillé dédié à la facturation électronique est publié et mis à jour régulièrement sur le site du Ministère de la Digitalisation. Ce dossier fournit des explications sur le cadre légal, sur les concepts clés, sur les solutions techniques, sur le réseau de livraison Peppol et sur tous les autres éléments importants dans le contexte. La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ont aussi, de leur côté, mis en place depuis longtemps des pages web dédiées au sujet de la facturation électronique.

Le Ministère de la Digitalisation et ses partenaires ont également lancé le 3 décembre 2022 le portail Internet www.e-facturation.lu. Il s'agit d'un portail fédérateur en trois langues qui offre une porte d'entrée unique vers tous les contenus web déjà en ligne et énoncés précédemment. Sont publiés les liens vers des dossiers, des informations pratiques et des FAQ, des vidéos et des tutoriels ainsi qu'un agenda avec la liste des conférences, webinaires et évènements relatifs à la facturation électronique. Enfin, les intéressés y trouvent également les coordonnés du ministère et de ses partenaires et des différents helpdesks.

Le 27 février 2023, le Ministère de la Digitalisation, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ont fait le point sur les éléments essentiels de la facturation électronique lors d'une conférence de presse conjointe. Ce fut une nouvelle occasion de rappeler l'existence des helpdesks existants des différents partenaires ainsi que de toutes les sources d'information et actions de sensibilisation mises à disposition des opérateurs économiques.

Lors de la conférence de presse, les différents partenaires n'ont pas manqué de souligner l'exemplarité de la collaboration qui a été instituée entre le ministère et les chambres professionnelles.

Le Ministère de la Digitalisation a en outre lancé une campagne de sensibilisation cross-média en janvier 2023. Les informations ont ainsi été relayées dans la presse écrite et digitale, ainsi que sur les réseaux sociaux. Des vidéos explicatives sont venues s'ajouter récemment à la panoplie de supports de communication en place.

ad 2) Les « SME Packages – Digital » permettent l'implémentation d'un outil digital pour une meilleure communication en ligne avec les clients et une meilleure gestion de l'entreprise (marketing digital, gestion et facturation électronique).

Depuis mars 2022, un « SME Packages – Digital » dédié à la facturation électronique est disponible aux PME luxembourgeoises disposant d'une autorisation d'établissement. Ce package permet un accompagnement spécifique par un expert pour implémenter un système ERP avec un module pour la facturation électronique dans les entreprises. Après l'implémentation de l'outil, l'entreprise reçoit une subvention forfaitaire de 5.000 euros de la Direction générale des classes moyennes du Ministère de l'Économie pour un projet d'envergure entre 6.650 euros HTVA et 25.000 euros HTVA.

En 2022, 181 SME Packages Digital ont été réalisés dont 4 relatifs à la facturation électronique. En 2023, 87 packages ont déjà été réalisés ; 35 SME Packages Digital relatifs à la facturation électronique ont déjà été ou sont en cours d'être implémentés.

Les entreprises n'émettant pas beaucoup de factures pour le marché public peuvent se référer à MyGuichet pour saisir et transmettre leurs factures sans devoir installer un système de facturation électronique dans leurs entreprises.

Production et distribution du cannabis | Question **7805** (21/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Regierung huet ugekënnegt, datt den Ubau vu Cannabis zu medezinneschen Zwecker hei am Land soll erlaabt ginn. D'Gesondheetsministesch an de Landwirtschaftsminister haten an deem Kontext fir Enn 2022 eng juristesch Etude ugekënnegt, wou d'Konditiounen an d'Krittäre fir d'Produzente solle gekläert ginn an op der Basis vun där dat entspriechend Gesetz soll ausgeschafft ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Konnt déi ugekënnegt juristesch Etude an Tëschenzäit finaliséiert ginn?

2. Wa jo, wat sinn d'Conclusioune vun der Etude?

3. Wéi eng Krittäre sinn zréckbehale ginn?

4. Wéi sollen d'Veraarbechtung an d'Vermaartung vum medezinnesche Cannabis organiséiert ginn?

5. U wien däerfen d'Produzente verkafen?

6. Wéi gesäit déi zäitlech Ëmsetzung aus?

Réponse (24/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. bis 5. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 6381 vum 21. Juni 2022 vun der honorabeler Deputéierter Madamm Martine Hansen geschriwwen, wäerten op Basis vun der Analyse juridique Äntwerten op eng ganz Rei Froen, ewéi z. B. déi vun de Konditiounen an och den Auswalkrittäre vun de Produzente fonnt ginn.

Dëse Prozess gouf nach net integral ofgeschloss. Déi juristesch Analyse juridique ass amgaangen, finaliséiert ze ginn, an d'Conclusiounen dovu wäerten an en zukünftegen Avant-projet de loi afléissen.

ad 6. Den Avant-projet de loi soll nach virun dem Enn vun dëser Legislatur am Regierungsrot presentéiert ginn.

Logements pour étudiants | Question **7807** (21/03/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

L'accès au logement n'est certes pas chose facile pour les étudiant(e)s fréquentant l'Université du Luxembourg. En effet, la capacité des logements situés à Esch-Belval, à Luxembourg et ailleurs semble être largement dépassée. Il n'est donc pas surprenant que maint(e)s étudiant(e)s éprouvent de sérieuses difficultés à trouver un hébergement adéquat.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quel est actuellement le nombre de logements gérés par l'Université du Luxembourg ? L'université projette-t-elle, ensemble avec l'État et/ou le Fonds Belval, d'agrandir son parc de logements ? Comment ce parc a-t-il évolué ces dernières années ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il présenter succinctement d'éventuels projets en cours ?

2) Dans quelle mesure le Ministère du Logement a-t-il créé et crée-t-il des logements pour jeunes qui poursuivent des études supérieures et/ou universitaires ? Quelle a été leur évolution ces dernières années ?

3) Monsieur le Ministre du Logement pourrait-il nous informer sur les échanges qu'il aurait eu et avec le rectorat de l'université et avec les milieux estudiantins afin d'augmenter l'offre de logements en ce domaine ?

Réponse (24/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Pour répondre aux questions soulevées par les honorables Députés André Bauler et Gilles Baum au sujet du logement étudiant à l'Université du Luxembourg, nous nous permettons de renvoyer à notre réponse à la question parlementaire n° 6094.

Nous tenons néanmoins à apporter les précisions suivantes.

L'université propose actuellement 990 logements en 31 résidences ce qui permet de loger environ 1/6 des étudiants. Avec cette capacité, l'Université du Luxembourg se situe dans une bonne moyenne internationale. Tous les logements sont pris à l'heure actuelle et il y a chaque année une liste d'attente.

Le nombre d'unités dans le parc de logements pour étudiants géré par l'université est passé de 1.091 en l'année académique 2018-2019 à 985 en 2021-2022, avec un taux d'occupation qui varie entre 96,4 % et 99,7 %.

Le nombre de chambres disponibles à l'université par rapport au nombre total d'étudiants (bachelor, master et PhD) se situait entre 19,9 % en 2018-2019 et 16,2 % en 2021-2022. Ce pourcentage reste très proche de la moyenne européenne de 18 %.

La raison de la baisse du nombre de logements est notamment la fermeture temporaire de la grande résidence « Les Dominicaines » à Luxembourg-ville pour des raisons sanitaires nécessitant des travaux de rénovation. Les appels d'offre sont en préparation et une réouverture est envisagée en 2024.

D'autres résidences plus petites gérées par l'université ont été fermées temporairement ou définitivement pour raison de sécurité ou parce que leurs propriétaires souhaitent les utiliser à d'autres fins.

Actuellement, 575 chambres bénéficient d'aides à la pierre via le Fonds spécial de soutien au développement du logement mis en place par le Ministère du

Logement et font l'objet d'une convention à cet égard. De ces chambres, 482 ont été réalisées sur initiative de promoteurs privés. Les subventions pour ces projets sont versées annuellement, de telle façon que ces projets resteront à l'inventaire du fonds spécial pour la totalité de la période prévue dans la convention.

Ces logements ont été conventionnés comme suit :

– 30 logements en 2010 ;
– 442 logements en 2014 ;
– 55 logements en 2016 ;
– 9 logements en 2017 ;
– 38 logements en 2019.

De nouveaux projets de construction sont en cours de préparation :

– le projet « Porte de France » à Belval, avec 140 unités de logement, devrait ouvrir en 2027 ;
– des discussions sont en cours avec les CFL pour la construction d'une résidence d'environ 124 unités au centre-ville d'Esch-sur-Alzette ;
– un nombre limité d'unités est en discussion à proximité du campus de Kirchberg ;
– la reprise de 20 logements actuellement gérés par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) à Belval est également prévue.

En plus de la future résidence « Porte de France » planifiée à Esch-Belval, d'autres projets sont en cours d'être étudiés, mais n'ont toutefois pas encore été validés.

Certains de ces projets feront également l'objet d'un conventionnement par le Fonds spécial de soutien au développement du logement.

Diplôme d'aptitude professionnelle inclusion | Question **7809** (22/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéi den Här Minister de 17. Mäerz ugekënnegt huet, wäerten de Lycée du Nord Wiltz, de Lycée Bel-Val an de Lycée technique de Bonnevoie vun der kommender Rentrée un en Diplôme d'aptitude professionnelle am Beräich vun der Inclusioun (DAP Inclusion) proposéieren. Mat deem Ofschloss soll een am formalen, awer och am nonformale Bildungsberäich kënne schaffen.

Op dëser Plaz sief dann un d'Äntwert vum Här Minister vum 2. September 2022 op d'parlamentaresch Fro Nummer 6452 erënnert, an där hien zum DAP Éducation – deen op der Rentréespressekonferenz den 13. September 2021 ugekënnegt an den 3. Mee 2022 méi genau presentéiert gouf – Follgendes schreift: „[…] Deemno kéint en Agent socio-pédagogique mat engem DAP Éducation duerchaus och bei der Prise en charge vu Schüler duerch e Kompetenzzenter matschaffen. D'Formatioun vum DAP Auxiliaire de vie gëtt am Moment och reforméiert a spezialiséiert op Personnes à besoins spécifiques. […]"

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi gëtt d'Beruffsbild vum DAP Inclusion definéiert?

2. Wéi ass déi nei Formatioun DAP Inclusion par rapport zum DAP Éducation ze gesinn?

3. Ass d'Formatioun vum DAP Auxiliaire de vie an der Tëschenzäit reforméiert ginn?
– Wa jo, wéi ass dës Formatioun am Detail ausgeriicht?
– Wann net, firwat net a bis wéini soll d'Reform émgesat sinn?

4. Wéi ginn déi dräi genannte Formatioune vuneneen ofgegrenzt?

5. Wéi gëtt d'Orientatioun vun de Schüler a Bezuch op déi dräi Beruffsbiller organiséiert?

Réponse (24/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Agent d'inclusion ass eng pädagogesch Fachkraaft, déi Mënsche mat spezifesche Bedierfnisser am Alldag pädagogesch begleet. Dëst kann a verschiddene Beräicher de Fall sinn, wéi zum Beispill a Strukture vun der formaler an nonformaler Bildung, an Institutiounen, wou Mënsche mat Behënnerung liewen oder schaffen, mee awer och am Kontext vun der perséinlecher Assistenz.

ad 2. Den Agent socio-pédagogique ass eng pädagogesch Fachkraaft, déi virun allem bei der Betreiung vu Gruppe vu Kanner a Jugendlechen a Strukture vum Service d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) matschafft oder a Wunnheemer, Internater oder bei professionelle Fleegefamillje kann agestallt ginn.

Am Kontext vun der Inclusioun ass et awer och wichteg, datt en Deel vum pädagogesche Personal dorop spezialiséiert ass, Kanner a Jugendlecher mat spezifesche Bedierfnisser méi individuell ze betreien, an hei wäert den Agent d'inclusion matschaffen.

ad 3. D'Formatioun vum DAP Auxiliaire de vie wäert vum September 2023 un net méi ugebuede ginn.

D'Schülerinnen an d'Schüler hunn d'Méiglechkeet, sech elo fir déi zwee nei DAPen anzeschreiwen, déi méi spezialiséiert op déi pädagogesch Aarbecht mat de Kanner respektiv de Mënsche mat spezifesche Bedierfnisser sinn.

Schülerinnen a Schüler, déi wëllen am Beräich vum Soin schaffen, gi bei den DAP Aide-soignant orientéiert, well deen d'Fachkraaft fir fleegeresch Betreiung ass.

ad 4. Schülerinnen a Schüler, déi d'Konditiounen erfëllen, fir den DAP Catégorie A ze maachen, wäerte vun der Cellule d'orientation an de Schoule begleet gi fir erauszefannen, mat wéi enger Zilgrupp si léiwer wëlle schaffen. An dësem Kontext spillen och d'Orientatiounsstagen am Cycle inférieur eng wichteg Roll, well déi Jonk hei d'Méiglechkeet hunn, déi verschidden Aarbechtsfelder kennen ze léieren.

ad 5. Ausserdeem sinn d'Schülerinnen an d'Schüler an hir Elteren häerzlech agelueden, nach bis de 26. Abrëll op d'Schoulfoire YEP ze kommen, well se och do d'Méiglechkeet hunn, déi verschidde Beruffsausbildungen an néng verschidde Welte méi genau kennen ze léieren. Do sinn natierlech och den DAP Inclusion, den DAP Éducation souwei den DAP Aide-soignant vertrueden.

Suppression du passage à niveau PN7 | Question **7810** (22/03/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

Il nous revient qu'après plus de dix ans de fermeture du passage à niveau PN7, les travaux relatifs à sa suppression devraient démarrer prochainement.

Dans ce cadre, il serait désormais prévu d'installer un bollard afin d'éviter une augmentation de la circulation routière dans le quartier résidentiel de Merl, en particulier aux heures de pointe.

De ce fait, le nombre d'usagers potentiels serait limité considérablement, à moins que le projet en question ne s'inscrive dans un concept plus large de promotion de la mobilité douce, créant des liaisons séparées du trafic motorisé vers les localités et pistes cyclables en proximité.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quel est le coût prévisionnel global de la suppression du PN7 ? Quel est le montant déjà engagé ?

– De quelle manière la promotion de la mobilité douce est-elle prise en compte dans le cadre de ce projet ?

– Est-il notamment prévu de créer une liaison sécurisée pour cyclistes et piétons entre la rue des Celtes et le quartier « Schléiwenhaff » ?

– Dans la négative, et au vu du nombre d'usagers potentiels alors restreint, Monsieur le Ministre est-il d'avis que les dépenses liées au projet en question seraient justifiées ?

Réponse (20/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

La situation actuelle au niveau du passage à niveau PN7 fut réalisée il y a 10 ans déjà et les coûts y relatifs avaient été intégrés à l'époque au projet de la mise à double voie de la ligne ferroviaire Luxembourg–Pétange.

Concernant la réalisation de l'ouvrage souterrain et de la route, seules des études d'une valeur d'environ 500.000 € ont été attribuées jusqu'à ce jour. Comme les études actuelles furent relancées après l'acquisition des emprises par l'État et sont toujours en cours, les CFL ne disposent pas encore d'un devis actuel des travaux.

La piste cyclable nationale PC1 existante fait la liaison entre la rue des Celtes et Leudelange respectivement le quartier « Schléiwenhaff ». Dans le cadre du projet de suppression du PN7, il n'est pas prévu de créer un nouvel itinéraire pour la PC1.

Néanmoins, l'ouvrage souterrain et la route d'accès planifiés permettent une utilisation mixte avec une intégration de la voie cyclable au niveau de la chaussée et séparée de la voie routière par un simple marquage au sol ou par un trottoir piéton. Ce sujet sera discuté avec les autorités compétentes.

Le projet de suppression du PN7 s'inscrit dans la stratégie d'amélioration de la sécurité des circulations ferroviaire, routière et piétonnière poursuivie par l'État et les CFL. Lors d'une suppression de passage à niveau, les CFL s'engagent à rétablir les liaisons de circulations y relatives.

Dans le cas présent, les deux lignes ferroviaires Luxembourg–Pétange et Luxembourg–Kleinbettingen et les autoroutes A4 et A6, au nord de la Croix de Cessange, créent une enclave incluant entre autres une zone industrielle avec quelques commerces et une ferme. L'accès à cette zone était jadis garanti par les deux passages à niveau PN7 et PN77 de la ligne Pétange-Luxembourg, respectivement de la ligne Luxembourg–Kleinbettingen. Depuis la fermeture du PN7, l'accès dans cette zone ne peut se faire que par le seul PN77 à Merl.

Actuellement, les services de secours perdent du temps précieux si les barrières du PN77 à Merl sont baissées au moment de leur intervention dans cette enclave. En plus, tout incident ou problème technique sur les installations du PN77 constitue un blocage incontournable aux secouristes. Il importe aux CFL de pouvoir enfin éliminer cette situation malencontreuse par la réalisation du projet prévu au PN7, c'est-à-dire la mise en place d'un accès confortable pour le passage d'un camion pompiers ou tout autre véhicule de secours.

Par ailleurs, la réouverture de l'accès routier à la rue des Celtes en venant de Leudelange constitue le prérequis à une suppression ultérieure du PN77 à Merl. La suppression ultérieure du PN77 supprimera définitivement l'utilisation de la rue des Celtes comme chemin attrayant du trafic de transit.

« Independent Police Complaints Authorities' Network » (IPCAN) | Question **7811** (22/03/2023) de **M. Emile Eicher** (CSV)

Den Independent Police Complaints Authorities' Network (IPCAN) ass een informellen internationale Reseau, deen d'Echangen an d'Kooperatioun tëscht externen onofhängegen nationalen Autoritéiten, déi d'Police an engem Land kontrolléieren, vereinfacht. Et handelt sech heibäi ëm een Netz vu Länner, déi hir Kontrollautoritéite vun der Police op internationalem Plang a Saache Mënscherechter a Beruffseethik matenee vergläichen a sech iwwer „Best Practices" austauschen. Zu Lëtzebuerg ass d'Inspection générale de la police (IPG) zoustänneg fir de Contrôle vun der Police. Eis Nopeschlänner, d'Belsch a Frankräich sinn och Deel vum IPCAN, deen a reegelméissegen Ofstänn vergläichend Etudë publizéiert, Lëtzebuerg awer net.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär follgend Froe stellen:

– Firwat ass Lëtzebuerg kee Member vum IPCAN?
• Gedenkt d'Regierung, dat ze änneren? Wa jo, wéini?

– Wéi eng Virdeeler gesäit d'Regierung an engem internationale Verglach vun eiser Inspection générale de la police (IPG)?
• A wéi eng Nodeeler kéint dat mat sech bréngen?

Réponse (25/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Am Géigesaz zu deenen Instanzen, déi d'IPCAN bilden, ass d'IGP weeder eng onofhängeg administrativ Autoritéit, nach en Organ, dat vum Parlament ofhänkt, wat béides fundamental Critèrë sinn, fir Member vun der IPCAN ze sinn.

Bei eise belschen a franséischen Nopere sinn de „Comité P" an den „Défenseur des droits" Member vun der IPCAN, mä net d'Inspection générale de la police fédérale et locale (AIG) an d'Inspection générale de la police nationale (IGPN) oder d'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN). De Comité P steet am Déngscht vum belsche Parlament. Den Défenseurs des droits ass eng Autorité administrative indépendante, déi vun der Verfassung consacréiert ass, déi och zoustänneg ass fir aner Beräicher wéi bannenzeg Sécherheet. Déi belsch AIG oder déi franséisch IGGN sinn Deeler vun der exekutiver Muecht an doduerch de Moment net eligibel, fir Member vun der IPCAN ze sinn, grad ewéi eis IGP.

D'IGP ass Member vun der Plattform European Partners Against Corruption (EPAC) an dem European contact-point network against corruption (EACN). Dee Forum, deen iwwer 90 Institutiounen zielt, besteet säit 2004 an deckt net nëmmen d'Preventioun vun der Korruptioun (ACA), mä och d'Kontroll op d'Polizeikräften (POB) of.

2016 war d'IGP an aner Membere vun der EPAC/EACN engagéiert, fir e Guide auszeschaffen, deen et erlaabt, d'Effikassitéit an d'Effektivitéit vun de Kontrollorganer vun de „forces de l'ordre" ze evaluéieren. Dëse Guide d'évaluation de l'efficacité et de l'effectivité des organes de contrôle des forces de l'ordre ass dat selwecht Joer hei zu Lëtzebuerg presentéiert a validéiert ginn.

D'IGP ass a bleift en aktive Member an der EPAC/EACN a kann esou weider mat de leschten Developpementer am Beräich vun der Policeopsiicht evoluéieren. Et besteet ausserdeem zënter der Schafung vun der IGP ee bilateralen Austausch vun Experienze mat änlechen Institutiounen am Ausland. All dës Aktivitéite gi vun der Regierung ënnerstëtzt.

Bracelet électronique | Question **7812** (22/03/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** | **M. Gilles Roth** (CSV)

Zu Lëtzebuerg gëtt et gewësse Konditiounen, déi mussen erfëllt sinn, fir dass eng Persoun an Untersuchungshaft komme ka bis zur Condamnatioun. Dëst bréngt mat sech, dass mir zu Lëtzebuerg eng héich Unzuel u Leit an der Untersuchungshaft hunn. Eng Alternativ zur Untersuchungshaft kéint d'elektronesch Foussfessel duerstellen.

Aus der Äntwert op d'Question parlementaire N° 2198 vun der CSV geet ervir, dass den Untersuchungsriichter bis dato den Artikel 107 leschten Alinea vum Code de procédure pénale nach net applizéiert huet. Dësen Artikel erméiglecht dem Untersuchungsriichter, eng Persoun, déi ënnert d'Obligatioune vum Artikel 107 Alinea 2 Punkt 1, 2 an 3 fält, iwwert eng Foussfessel ze iwwerwaachen. De Bilan aus der „Legislatioun" vun der elektronescher Iwwerwaachung am Kader vu Condamnatioune war laut Regierung tëscht 2015 an 2020 duerchaus positiv. A verschiddene Fäll hunn déi Condamnéiert duerch dës Mesure net missen an de Prisong goen oder konnten éischter erauskommen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Persoune sëtzen zu Lëtzebuerg aktuell an Untersuchungshaft?

2. Wisou applizéieren d'Untersuchungsriichter den Artikel 107 leschten Alinea vum Code de procédure pénale an der Praxis net?

3. Ass d'Regierung gewëllt, déi entspriechend Gesetzer ze adaptéieren, fir den Untersuchungsriichter méi Moyenen am Kader vun Alternativen zur Untersuchungshaft ze ginn?
– Wa jo, wéi a wéini?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Aktuell (Stand 04.04.2023) sëtzen am Ganzen 287 Persounen an Untersuchungshaft, dovunner:

– 238 Untersuchungshäftlingen am Prisong um Uerschterhaff,
– 35 männlech Untersuchungshäftlingen a 14 weiblech Untersuchungshäftlingen am Prisong zu Schraasseg.

ad 2. D'Analys vun der Opportunitéit, eng elektronesch Foussfessel unzeuerdnen, ënnerläit der exklusiver Kompetenz vun de Justizautoritéiten a kann opgrond vun der Gewaltentrennung net vun der Regierung kommentéiert ginn.

ad 3. Nieft der elektronescher Foussfessel verfügen d'Untersuchungsriichter schonn iwwert eng Panoplie vu Mesuren, déi si am Kader vun engem Contrôle judiciaire als Alternativ zur Untersuchungshaft unuerdne kënnen, dovunner zum Beispill e Kontaktverbuet zu all Persoun, déi den Untersuchungsriichter designéiert, de Verbuet, de lëtzebuergeschen Territoire ze verloossen oder op verschidde Plazen ze goen, d'Obligatioun, sech reegelméisseg bei der Police ze presentéieren oder en Traitement ze suivéieren.

Toilettes pour chauffeurs de bus | Question **7813** (22/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Dem Busverkéier kënnt eng Schlësselroll beim ëffentlechen Transport an eisem Land zou. Heibäi däerfe mir net nëmmen u Fuerpläng, u Bus-Couloiren an un d'Fuermaterial denken, mee virun allem un d'Chauffeuren:innen, déi eng grouss Verantwortung, vill Virsiicht a Gedold fir hir alldeeglech Aufgabe musse matbréngen.

Och si musse reegelméisseg Paus maachen. Heiansdo sinn déi Pausen éischter kuerz, mee si kënnen och emol méi wéi eng Stonn daueren. D'Bussen däerfen net egal wou stoe bleiwen an do, wou se kënne stoe bleiwe fir d'Paus, misst et ee Minimum un Infrastrukture ginn: getrennt Toiletten, eng Méiglechkeet, fir sech d'Hänn ze wäschen a sech ze sëtzen a vläicht am Idealfall och nach an engem raisonnabelen Ëmkrees eng Plaz, wou een e Kaffi drénken oder eppes iesse kéint.

Leider si mir vun esou enger Situatioun zimmlech wäit ewech. Ee Beispill: zu Ettelbréck op der Gare ass de Quai 1 gespaart. Dat war bis viru Kuerzem awer d'Pausplaz vun de Buschauffeuren:innen. Hei hate si d'Méiglechkeet, op d'Toilette ze goen an e Kaffi ze drénken oder esouguer eppes Klenges iessen ze goen. Elo mussen déi Pausen zu Ierpeldeng gemaach ginn, laanscht der Eisebunn. Hei si keng Toiletten, hei ass kee Café, kee Bäcker, guer näischt. An dëst ass just ee Beispill. Dëse Problem stellt sech och op villen anere Plazen uechtert Land.

Grad de Mangel un ëffentlechen Toiletten, déi einfach a séier fir d'Chauffer:innen ze erreeche sinn, stellt ee grousse Problem duer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Firwat ass et net méiglech, op de strategesch wichtege Plazen Toilettë fir d'Chauffer:innen opzestellen?

2. Kënnen d'Paus- a Raschtplazen net esou erausgesicht ginn, datt se e Minimum vu Komfort an Infrastruktur bidden?

3. Wann et Ausname gëtt, z. B. duerch e Chantier oder eng Naturkatastroph, ass et dann net méiglech, op d'mannst e puer mobill Toiletten opzestellen?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Infrastrukture vun de Bushaltestelle falen ënnert d'Gemengekompetenzen. Iwwer Circulairë ginn d'Gemengen alljoers drun erënnert, datt de Mobilitéitsministère Kreditter huet, déi dozou destinéiert sinn, d'Gemenge mat engem Subsid ze ënnerstëtzen, wann se eng sanitär Anlag op engem Terminus vun enger RGTR-Buslinn ariichten.

Op all neie Pôle d'échange ginn déi néideg Infrastrukture fir Fuerpersonal gebaut. Esou ass fir de Pôle d'échange op der Cloche d'Or virgesinn, net just Toiletten, mee och eng Kichen an en Openthaltsraum fir d'Fuerpersonal ze bauen. Dëst soll bis Enn des Joers fäerdeggestallt sinn.

ad 2. Et ënnerläit der Kompetenz an der Responsabilitéit vum Busbetrib, fir d'Zäiten an d'Plazen anzeplangen, wou d'Fuerpersonal ka Paus maachen.

ad 3. Esou Zenarie missten ënnersicht ginn, allerdéngs dierft dat net esou einfach ginn; eleng fir den RGTR geréiere meng Servicer iwwer 800 Chantiere pro Joer, a bei Naturkatastrophen ass et schwéier virauszesoen, wat d'Prioritéite sinn oder ob déi betraffe Plazen iwwerhaapt accessibel sinn.

Nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie | Question **7814** (22/03/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Lies** (CSV)

Le projet, qui a été lancé fin 2015 sous forme de PPP (public-private partnership), prévoyait une mise en service du nouveau bâtiment pour la rentrée en

septembre 2021. En date du 16 novembre 2018 la procédure d'appel d'offres du « projet PPP » a été annulée.

Dans la réponse commune des ministres François Bausch et Claude Meisch à la question parlementaire n° 4019 du 24 août 2018 de la députée Madame Claudine Konsbruck, les ministres ont souligné leurs convictions que la construction d'un nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie demeure une priorité absolue.

Suite à cette annulation l'Administration des bâtiments publics a reçu la mission de réaliser le nouveau bâtiment sous forme « classique ».

Monsieur le Ministre des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse peuvent-ils fournir des informations quant à la construction d'un nouveau bâtiment pour les besoins du LTB ?

1) Quelle est la situation actuelle du projet ?

2) Quelles dates sont prévues pour :
– le dépôt du projet de loi pour le financement de ce projet,
– le début du chantier,
– la mise en service du nouveau bâtiment ?

3) Quelle fonction aura le bâtiment actuel ?

Réponse (25/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) L'avant-projet définitif étant terminé, le document du projet de loi est en élaboration. Les dossiers pour l'obtention des autorisations sont en train d'être finalisés.

ad 2)
– Le dépôt du projet de loi y relatif est prévu pour l'été 2023.

– Les travaux de viabilisation du site peuvent débuter prévisiblement mi-2024 et les travaux de construction proprement dits fin 2024/début 2025, à condition que la loi de financement ait été votée.

– La mise en service prévisionnelle du bâtiment est actuellement prévue pour septembre 2029.

ad 3) Actuellement, le Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) est implanté sur différents sites, dont le CNFPC Esch-sur-Alzette aux sites Sommet, Belval, Terres Rouges et à Strassen et le CNFPC Ettelbruck à Ettelbruck et à Colmar-Berg. Dans l'intérêt de compléter l'offre du CNFPC au centre du pays, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse élabore un programme des besoins permettant l'implantation d'un nouveau CNFPC dans l'actuel bâtiment du LTB.

Musée Thillenvogtei | Question **7816** (23/03/2023) de **M. Carlo Weber** | **Mme Tess Burton** (LSAP)

De Musée Thillenvogtei bréngt de Visiteuren d'Liewensweis am ländleche Raum an d'Handwierk ëm d'Joer 1900 méi no. Fir Schoulklasse bitt de Musée schoulesch Aktivitéiten un, bei deenen och d'Nohaltegkeet vun eiser haiteger Liewensweis hannerfrot gëtt. D'Geschicht vum Musée reecht bis 1991 zeréck, wéi eng Privatpersoun decidéiert hat, hir Sammlung vu Géigestänn aus der Zäit ëm 1900 dem Public zougänglech ze maachen. Am Ufank nach op engem Haff zu Wal. 2014 ass de Musée an de Bauerenhaff Grisius zu Randschelt geplënnert.

De Proprietär huet sech dozou entscheet, d'Gebai ze verkafen. D'Gemeng Wal ass den natierlechen éischten Uspriechpartner gewiescht. D'Gespréicher sinn Ufank 2021 opgeholl ginn. Am Dezember 2022 – esou ass et an der Press ze liesen – wier een sech prinzipiell eens ginn, lescht Detailer wieren nach ze klären an de Compromis wier nach net ënnerschriwwen.

Mëttlerweil gouf och am Regierungsrot decidéiert, datt de Staat 50 Prozent bäileet. Esoubal de Kaf duerch d'Gemeng duerch ass, wäert kënnen eng Konventioun mam Kulturministère ausgeschafft ginn. De Kaf vun der Thillenvogtei duerch d'Gemeng ass wichteg, fir de Projet Randschelt ze schützen. D'Duerf ass als Site protégé klasséiert.

An deem Kontext wéilte mir dem Här Minister fir Mëttelstand a fir Tourismus gäre follgend Froe stellen:

– Wéi stellt sech den Här Minister d'Zukunft vum Musée Thillenvogtei vir?

– Wéi soll déi Konventioun mam Ministère ausgesinn, a wäert se et erméiglechen, dass d'Equipe vum Musée an Zukunft méi eng grouss berufflech Sécherheet wäert hunn?

Réponse (24/04/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme

Wéi déi honorabel Deputéiert richteg bemierken, hélt de Musée Thillenvogtei zu Randschelt seng Visiteure mat op eng faszinant Rees duerch d'Zäit, fir d'Liewen an d'Aarbecht um Land an am ländleche Raum an de leschte Joerhonnerten ze entdecken an dréit esou aktiv dozou bäi, eise ländlechen, kulturellen an historesche Patrimoine ze schützen an an d'Vitrinn ze stellen – dëst ass och eng vun de Prioritéite vun eiser nationaler Tourismusstrategie.

Fir déi genee Visioun vum zukünftege Musée Thillenvogtei auszedäitschen, sinn d'Gemeng Wal an d'ASBL „Musée Thillenvogtei Randschelt" zoustänneg. Ech sinn effektiv der Meenung, dass de Musée Thillenvogtei zu Randschelt – dat klengsten Duerf zu Lëtzebuerg – e grousst Potential huet, fir zu enger eenzegaarteger touristescher Attraktioun am Weste vu Lëtzebuerg ze ginn, genau wéi och en Hub fir de „Slow Tourism", dee jo eng Prioritéit vun der regionaler Tourismusstrategie ass.

D'Regierung huet an deem Kontext am Regierungsrot vum 25. November eng Modifikatioun vum Règlement grand-ducal modifié du 1er août 2018 établissant le programme d'équipement de l'infrastructure touristique op de Wee bruecht. Konkreet bedeit dëst, dass d'Generaldirektioun vum Tourismus sech, am Kader vum Plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique, mat bis zu maximal 50 % um Kafpräis vun der Thillenvogtei bedeelege wäert.

Mat dësen Investissementer kënnen déi um Site proposéiert Aktivitéite fir d'Zukunft perenniséiert an déi touristesch Offer vun der Thillenvogtei zu Randschelt nach weider ausgebaut ginn.

Eng Konventioun tëscht der ASBL Musée Thillenvogtei Randschelt an dem Ministère fir Kultur ass opgestallt ginn a soll deemnächst ënnerschriwwe ginn. Mat dëser Konventioun bedeelegt sech de Ministère fir Kultur ab dem Joer 2023 un de Fonctionnementskäschten an ënnerstëtzt de Musée Thillenvogtei a sengen alldeeglechen Aufgaben.

Recours dit collectif | Question **7817** (23/03/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Aux termes d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 21 mars 2023, il a été décidé que « l'acheteur d'un véhicule à moteur équipé d'un dispositif d'invalidation illicite bénéficie d'un droit à réparation de la part du constructeur automobile lorsque ledit dispositif a causé un dommage à cet acheteur ».

Cette décision peut avoir des incidences sur le Luxembourg, notamment pour les consommateurs luxembourgeois qui ont subi un dommage suite à l'achat d'un véhicule équipé d'un dispositif d'invalidation interdit.

À ce jour, un recours dit collectif par ces consommateurs n'est pas possible, alors que la directive européenne 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs n'a toujours pas été transposée en droit national malgré le délai de transposition du 25 décembre 2022.

Les consommateurs luxembourgeois n'ont dès lors pas la possibilité de défendre collectivement leurs intérêts à l'encontre d'un constructeur automobile pour avoir réparation de leurs préjudices subis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

– Comment le Gouvernement entend-il garantir la protection des intérêts collectifs des consommateurs luxembourgeois à défaut pour ces derniers de pouvoir profiter de la procédure du recours dit collectif prévu par la susdite directive européenne ?

Réponse (20/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

Le projet de loi 7650[9] (amendé) transposant la directive 2020/1828 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE a été déposé[10] en date du 26/01/2022. Il a vocation d'introduire en droit luxembourgeois de la consommation une nouvelle procédure d'actions collectives, dite « le recours collectif », qui facilitera l'exercice des droits des consommateurs sans créer de nouveaux droits quant au fond.

Or, bien que le délai de la transposition de ladite directive ait été fixé au 25 décembre 2022, son entrée en vigueur ne se fera que le 25 juin 2023, c'est-à-dire que les transpositions dans les différents États membres ne seront applicables qu'aux actions collectives intentées à partir du 25 juin 2023.

Les dispositions législatives luxembourgeoises actuelles en matière d'action en cessation voire interdiction restent entre-temps d'application. À savoir qu'il sera possible d'intenter un recours collectif après introduction de la nouvelle procédure même si la cause du préjudice subi par une pluralité de consommateurs s'est produite avant son entrée en vigueur, sans préjudice du respect des délais de prescription applicables au litige.

Piste cyclable 35 | Question **7818** (23/03/2023) de **M. Max Hahn** | **M. Frank Colabianchi** (DP)

Déi national Vëlospist PC35 soll an Zukunft eng Verbindung vun der Käerjenger-Suessemer Gare, iwwer Dippech an d'Dippecher Gare, bis op Bartreng an an d'Stad schafen. A senger Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2407 vum 17. Juni 2020 hat den Här Minister geschriwwen, dass zu deem Moment verschidden Avant-projeten amgaange wieren ausgeschafft ze ginn, notamment wat d'Ënnerféierung vun der N5 op der Héicht vun der Gréiwelsbarrière an d'Opdroe vu engem feste Belag am Bësch tëscht Dippech a Bartreng betrëfft.

[9] Dossier législatif : www.chd.lu/fr/dossier/7650
[10] https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0127/146/255460.pdf

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Wou sinn déi verschidden Aarbechten um PC35 drun?

– Wéini wäerten déi éischt Ofschnëtter vum PC35 fir d'Ëffentlechkeet kënnen opgoen?

– Wéini sollen alleguer d'Aarbechten op der ganzer Längt vum PC35 ofgeschloss sinn?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op der Streck vum zukünftegen nationale Vëloswee PC35 gëtt zu dësem Moment un zwee Projete geschafft. Den éischten ass de Projet vun der Ënnerféierung op der Gréiwelsser Barrière, an den zweete Projet verleeft vun der Gréiwelsser Barrière bis op d'Dippecher Gare, wou den Uschloss un d'Vëlospist laanscht d'Ëmgeeungsstrooss vun der Dippecher Gare realiséiert gëtt.

Betreffend den Ofschnëtt duerch de Bësch tëscht der Gréiwelsser Barrière an der Dippecher Gare ass et sou, datt engersäits déi entspriechend Ëmweltgeneemegung nach net virläit an anerersäits nach een Echange vun Terraine muss ofgeschloss ginn.

Wann dës Elementer bis gekläert sinn, kënnen déi néideg Ausschreiwungsdokumenter virbereet an déi ëffentlech Ausschreiwung lancéiert ginn, éier mat den Aarbechte kann ugefaange ginn.

D'Ausschreiwung vum Projet vun der Ënnerféierung op der Gréiwelsser Barrière kann och eréischt ausgeschriwwe ginn, wann déi néideg Terraine virleien.

Opgrond vun deenen hei genannte Grënn ass et mir zu dësem Moment net méiglech, een Datum, wéini méiglech Ofschnëtter respektiv den Ofschloss vum integrale Projet ze erwaarden ass, unzekënnegen. Et sief awer drop higewisen, datt meng Servicer mat allen zoustännegen Autoritéiten a Kontakt stinn, fir an dësem Projet sou séier wéi méiglech virunzekommen.

Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports | Question **7819** (24/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Laut dem rezent publizéierten Aktivitéitsbericht vum Sportministère vum Joer 2022 huet d'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) d'lescht Joer nieft hirem eegene Personal 254 Chargé-de-coursen, 11 Professeren a 87 extern Experten, also insgesamt 352 extern Mataarbechter beschäftegt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Wéi genau ginn d'Chargé-de-coursë vun der ENEPS bezuelt?

2. Verschidde Chargé-de-coursë sollen no der Iwwerstonnereegelung am Enseignement secondaire laut Règlement grand-ducal vum 24.7.2007 bezuelt ginn. Kann den Här Minister dat confirméieren?

3. Wann net, no wéi enger Formule ginn dës Chargé-de-coursen da bezuelt an op wéi ee Règlement grand-ducal gëtt sech hei beruff?

4. Wéi géif an dësem Kontext de genaue Stonneloun bei engem fiktive Beispill vu 5.000 Euro Bruttoloun ausgesinn?

5. Wéi erkläert sech den Här Minister dësen Ënnerscheed?

6. No wéi enger Reegelung an no wéi engen aarbechtstechnesche Bestëmmunge ginn déi aner extern Mataarbechter vum ENEPS bezuelt bzw. agestallt?

7. Wéi gëtt an dësem Fall de Stonneloun berechent?

Réponse (24/04/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. D'Chargé-de-coursë gi pro Unité de formation vu 50 Minutte bezuelt. D'Bezuelung gëtt en fonction vun hirem Statut (Statsbeamten oder Tiers) iwwert ee jeeweileg separate Budgetsartikel gemaach.

ad 2. Dëst kann net confirméiert ginn.

ad 3. D'Tariffer ginn aktuell iwwert eng Decisioun vum Regierungsrot festgeluecht, sou wéi et am Kadergesetz vun der ENEPS virgesinn ass. De Regierungsrot huet sech a senger Decisioun vum 21. Dezember 2001 un där deemools applizéierter Formel vun der Éducation nationale fir Iwwerstonnen inspiréiert, fir se fir d'ENEPS fir d'Sportsproffen an d'Dokteren ze iwwerhuelen.

D'Formel, déi zënter 2001 ugewannt gëtt, ass follgend:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice : 100) x (1:22) x (1:52)

Bei de Sportsproffen zielt also d'Anciennetéit an de Punktwäert, fir den Tariff auszerechnen. D'Doktere ginn entspriechend dem leschten Echelon vun der Carrière E7 an dem Punktwäert bezuelt.

Fir alleguer déi aner Chargé-de-coursen ass den Tariff 60 EUR brutto pro Unité de formation.

Zukünfteg wäerten d'Tariffer awer an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn. De Gesetzesprojet N° 8090, deen aus der ENEPS den INAPS, also den Institut national de l'activité physique et des sports schaaft, ass den 3. November 2022 an der Chamber deposéiert ginn. Parallell hunn d'Aarbechten un engem Projet de règlement grand-ducal ugefaangen, deen déi applikabel Tariffer fixéiert. Dësen ass den 22. Mäerz am Regierungsrot ugeholl ginn, fir dass en zäitgläich mam neie Gesetz géif a Kraaft trieden.

Besoten Text gesäit vir, dass d'Tariffer zukünfteg ofhängeg vun der Qualifikatioun vum Chargé de cours tëscht 60 EUR an 110 EUR brutto pro Unité de formation leien.

ad 4. Bei engem fiktive Bruttoloun vu 5.000 Euro, wat ongeféier 225 Punkten (points indiciaires) entsprécht, wier de Bruttotariff fir 1 Unité de formation vu 50 Minutte 40,36 Euro. D'Carrière vun deene concernéierte Chargé-de-coursë variéiert jee no Anciennetéit tëschent 340 a 560 Punkten.

ad 5. D'Variatioun vum Tariff ass ofhängeg vun der Qualifikatioun vum Chargé de cours. Am aktuellen Text sinn ausserdeem verschidden Tariffer index- an anciennetéitsgebonnen an anerer net.

Am uewe genannten neie Projet de règlement grand-ducal sinn alleguer d'Tariffer indexgebonnen a vun der Qualifikatioun vum Chargé de cours ofhängeg. Déi aktuell uewe genannte Formel wäert net méi ugewannt ginn an d'Tariffer wäerten entspriechend och net méi anciennetéitsgebonne sinn.

ad 6. Extern Mataarbechter, dorënner d'Sportsproffen, mee och aner Experten an hiren Domainer, schaffe mat der ENEPS Formatiounen oder Konzepter aus, geneesou wéi didaktescht Material, dat an de Formatioune benotzt gëtt. Bei de Proffe kann d'Zesummenaarbecht och iwwert de Wee vun Dechargen oder Detachementer vum MENJE lafen.

Et kann och sinn, dass eng punktuell Assistenz vun aneren nationalen (z. B. Sportpsychologen, Ernierungsberoder, national technesch Direktere vun de Sportverbänn asw.) oder auslänneschen Experten néideg ass, fir an engem spezifeschen Domaine d'Kompetenz hei am Land aus- oder opzebauen. Déi ginn dann, opgrond vun hire Qualifikatiounen, ausgewielt. Et handelt sech heibäi net ëm intern Mataarbechter vun der ENEPS, mee ëm Prestataires de service.

ad 7. Aktuell ginn dës extern Mataarbechter vun der ENEPS via eng „convention de prestation de services" bezuelt. Den Tariff, deen hei applizéiert gëtt, ass 60 Euro brutto pro Stonn. Zukünfteg wäert dësen Tariff och am uewe genannte Règlement grand-ducal fixéiert ginn.

Amortissement pour usure lors de la location de biens immobiliers | Question **7820** (24/03/2023) de **M. François Benoy** (déi gréng)

La législation fiscale permet de porter en déduction des revenus locatifs bruts l'amortissement pour usure. Celui-ci est calculé sur la base du prix d'acquisition ou de revient de l'immeuble. Le taux d'amortissement est aujourd'hui généralement de 2 %. Jusqu'à l'année 2020 incluse, en ce qui concernait les immeubles bâtis, acquis ou constitués il y a moins de 6 ans, ce taux correspondait à 6 %, dénommé aussi « amortissement accéléré ». Depuis 2021, le taux de l'amortissement accéléré a été ramené à 4 % et le critère de la durée de 6 à 5 ans.

Notons que seul le bâti est destiné à être amorti et non le terrain, sachant que le terrain n'est pas sujet à dépréciation dans le temps. Or, lors de l'achat d'un bien immobilier, il arrive que l'acte notarié ne spécifie ni la valeur du terrain ni celle de l'immeuble, mais seulement le prix global. Dans ces cas, la circulaire LIR n° 106/2 du 7 février 2000 stipule que « sauf situation spéciale (situation géographique particulière, petit immeuble érigé sur un grand terrain, etc.), il est permis d'évaluer la quote-part du terrain à vingt pour cent du prix d'acquisition global ».

Il ressort de la réponse à ma question parlementaire n° 4731 du 23 juillet 2021, qu'en effet, dans les cas où le prix du terrain n'est pas connu, ce qui est généralement le cas lorsque l'immeuble a été acquis dans un état déjà construit, le fonctionnaire procédant à l'estimation, prenant en compte les circonstances importantes permettant d'influer le montant à estimer, peut recourir à une évaluation forfaitaire du prix du terrain à 20 % du prix d'acquisition global.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Quel a été le déchet fiscal annuel de l'amortissement pour usure et de l'amortissement accéléré depuis la réforme entrée en vigueur en 2021 ?

2) Quel est le nombre de contribuables ayant profité de la disposition de l'amortissement pour usure en 2021 voire en 2022 ? Combien de contribuables ont profité de la disposition de l'amortissement accéléré ? Si Madame la Ministre ne possède pas de chiffres précis, peut-elle fournir une estimation ?

3) Dans combien de cas l'Administration des contributions directes procède-t-elle à une évaluation forfaitaire du prix du terrain à 20 % lors de la définition de la base pour le calcul de l'amortissement pour usure ? Si Madame la Ministre ne possède pas de chiffres précis, peut-elle fournir une estimation ?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'Administration des contributions directes ne dispose pas de chiffres précis permettant une analyse détaillée du déchet fiscal du système d'amortissement pour usure respectivement du système d'amortissement accéléré puisque le détail de l'annexe 190, dont fait partie

l'amortissement, n'est pas saisi informatiquement. En effet, seuls les revenus nets sont enregistrés dans le système informatique lors du traitement des déclarations d'impôts. À défaut de données saisies informatiquement, il n'est pas possible non plus, à ce stade, de déterminer ni le nombre exact de contribuables ayant profité de la disposition de l'amortissement soit pour usure soit accéléré, ni de déterminer dans combien de cas, une évaluation forfaitaire du prix du terrain a été appliquée.

Par ailleurs, beaucoup de facteurs viennent influencer le calcul du déchet fiscal, tels que le nombre de constructions de logement à des fins locatives, le prix ainsi que la surface de ces derniers.

Ceci étant dit un certain nombre d'estimations ont été établies dans le cadre des dernières révisions de l'amortissement accéléré ainsi que de la question parlementaire n° 3069 du 30 octobre 2020 de l'honorable Député Yves Cruchten.

Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique | Question **7821** (27/03/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Lors de la deuxième KlimaExpo Madame la Ministre a fait savoir que la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique aurait « … réuni une première fois, également à la KlimaExpo, toutes les parties prenantes à échelle nationale – à savoir les organisations et chambres professionnelles patronales, les investisseurs, les organisations de la société civile, la jeunesse, les organisations salariales, les représentants communaux et gouvernementaux ainsi que toute une série d'observateurs issus d'organisations et d'institutions liées ».

La plateforme en question a été créée par la loi sur le climat du 15 décembre 2020 et devrait entre autres émettre des recommandations dans le cadre de la mise à jour du PNEC dont la date butoir est fixée au 30 juin 2023.

Cette même loi prévoit que les membres de la plateforme climat sont nommés par le Gouvernement en conseil pour une durée de 5 ans. Or, à ma connaissance, ces nominations n'ont jusqu'ici pas été officialisées par un arrêté ministériel.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Le Gouvernement en conseil a-t-il nommé les membres de la plateforme climat tel que prévu par la loi du 15 décembre 2020 ?

2) Dans l'affirmative, par quelle voie cette nomination a-t-elle été faite ?

3) Dans l'affirmative encore, quels sont les membres de la plateforme susmentionnée ?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) La composition de la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique a été arrêtée par le Conseil de Gouvernement. C'est ainsi que la plateforme climat regroupe les parties prenantes suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Il est renvoyé à la réponse à la première question.

ad 3) Il est renvoyé à la réponse à la première question.

Plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC) | Question **7822** (27/03/2023) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

Un sinistre dans une bibliothèque ou dans un lieu d'archives est un événement imprévisible et inattendu susceptible de perturber la vie quotidienne du personnel et des usagers. Surtout, un sinistre risque de nuire de manière irréversible aux collections.

La mise en place d'un plan de sauvegarde des collections dans un établissement a pour but de prévoir les différents risques de sinistres encourus par les collections et de préparer à l'avance les interventions permettant d'atténuer les effets dévastateurs en cas de sinistre.

En France, le Plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC) est un document opérationnel, à disposition du personnel des établissements patrimoniaux et des services de secours, qui comprend des mesures de prévention, de prévision opérationnelle, d'intervention et de rétablissement.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Culture et de Madame la Ministre de l'Intérieur :

– Existe-t-il au Luxembourg un document opérationnel mis à disposition notamment des bibliothécaires et archivistes ?

– Dans la négative, le Gouvernement entend-il mettre en œuvre un tel plan de sauvegarde ? Dans quel laps de temps un tel plan de sauvegarde sera-t-il finalisé ?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Un plan de gestion de crise pour l'ensemble des instituts culturels de l'État est en train d'être réalisé par le Ministère de la Culture, en collaboration étroite avec la Direction de la sécurité civile du Ministère de l'Intérieur et le CGDIS. Le plan prévoit l'identification des risques éventuels qui menacent chaque institut culturel, son personnel, ses visiteurs et ses collections. Il développe les mesures préventives à prendre pour réduire autant que possible la réalisation de ces risques ainsi que l'aggravation de leurs conséquences, tout en prévoyant les mécanismes à déclencher au moment de l'incident, respectivement les mesures à prendre après que l'incident s'est produit.

Comme il s'agit d'un projet ambitieux impliquant de nombreux acteurs issus autant des secteurs culturels que des corps de secours, une date pour la finalisation du projet ne peut pas encore être avancée à ce stade. À noter toutefois que la nature d'un tel plan exige qu'il soit continuellement adapté aux réalités du terrain et ne pourra donc jamais être considéré comme définitif.

Parallèlement à ce plan de gestion, il convient de mentionner que les instituts culturels de l'État qui tombent dans le champ d'application de la présente question parlementaire œuvrent de leur côté à la prévention d'incendies et la sauvegarde des fonds documentaires en cas de sinistre :

– À part la mise en place de procédures internes et l'acquisition de matériel de secours, les Archives nationales ont élaboré des plans d'intervention avec les services de secours, ceci notamment lors de la mise en conformité en 2014. Il va sans dire que le nouveau bâtiment des ANLux qui est en voie de construction à Esch-Belval répond à toutes les normes et exigences en vigueur en ce qui concerne la sécurité des dépôts et, par conséquent, des fonds et collections.
– La Bibliothèque nationale a notifié les priorités de ses collections qui devront être sauvées en cas d'urgence. En outre, des lignes directrices ont été élaborées en collaboration avec le CGDIS. Les règles de sécurité ont également été déterminées avec le CGDIS, et le nouveau bâtiment répond aux exigences les plus récentes. En outre, du matériel de secours a été acquis et mis en place sur chaque étage des dépôts. Deux exercices d'évacuation ont lieu chaque année.
– Le Centre national de littérature est en train d'établir, en collaboration avec le CGDIS, un plan de sauvegarde spécifique des fonds d'archives, objets et livres qu'il abrite. Dans ce contexte, des chaînes de communication et des règles de sécurité ont été établies.

Par ailleurs, la participation de la part des Archives nationales au développement de l'outil international d'apprentissage en ligne « Préparation aux situations d'urgence » (www.bestandserhaltung.eu) a donné naissance à une ressource importante d'informations dont peuvent profiter tous les bibliothécaires et archivistes du Luxembourg pour la mise en place d'une prévention d'urgences dans leurs institutions respectives.

Compagnies de bus étrangères | Question **7823** (27/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Chamberssitzung vum 22. Mäerz hat de Mobilitéitsminister gesot, dass et aktuell immens schwéier wier, fir Busfirmen hei am Land ze fannen, fir de Schinneverkéier am Norde vum Land ze ersetzen, wärend d'Tunnelaarbechten am Schieburg-Tunnel weiderginn. Dem Minister no sicht de Ministère dofir schonn no Busfirmen an der Groussregioun.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busfirmen aus der Groussregioun oder aus anere Länner fueren hei am Land regulär oder temporär Buslinnen?

2. Ginn d'Buschauffere vun dësen Entreprisen och no lëtzebuergesche Standarde bezuelt?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aktuell huet de Lëtzebuerger Stat kee Kontrakt mat enger Busfirma aus der Groussregioun oder anere Länner, déi regulär oder temporär Buslinne fueren. All grenziwwerschreidend Buslinnen, déi am RGTR-Reseau gefuer ginn, gi vu Lëtzebuerger Busfirme bedriwwen.

Et existéieren e puer regulär Buslinne vun auslännesche Busfirmen a Richtung Lëtzebuerg, déi net am RGTR-Reseau sinn. Dës Linne gi vun dräi Busbetriber aus Däitschland, vun engem Exploitant aus der Belsch a vun enger Firma aus Frankräich gefuer. Dës Informatioune bestinn, well opgrond vum europäesche Reglement 1073/2009 grenziwwerschreidend Buslinne geneemegungsflichteg sinn an dofir en Echange tëschent de jeeweilegen Autoritéite besteet, an d'Informatiounen zu de d'Linne ginn och um Site mobiliteit.lu an der Rubrick vun de Fuerpläng verëffentlecht.

ad 2. Dat entzitt sech menger Kenntnis.

Stratégie « green health » dans le secteur de la santé et des soins | Question **7824** (28/03/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

En date du 8 juillet 2022, lors de la 67e réunion consultative des associations germanophones des médecins, regroupant celles de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse, du Luxembourg, du Tyrol du Sud et du Liechtenstein, un communiqué conjoint a été diffusé dans lequel les chambres médicales des pays en question

reconnaissent l'urgence sanitaire causée par le réchauffement climatique menant à des canicules, des inondations, des maladies infectieuses, la pollution de l'air, etc.

Les chambres médicales soulignent également la responsabilité du secteur médical en tant qu'acteur du changement, étant donné qu'il s'agit d'un secteur qui consomme une grande quantité de ressources et produit une quantité importante de déchets. Elles appellent le secteur médical à adopter un mode de fonctionnement plus durable et demande que les gouvernements participent financièrement à ce mouvement de transition. Cette initiative rejoint les idées propagées par le concept du « green health » qui consiste à promouvoir la pensée du développement durable dans le secteur de la santé.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Une analyse des potentiels d'amélioration a-t-elle été réalisée pour le secteur de la santé et des soins en tenant notamment compte de l'économie d'énergies, des flux de matériaux, des alternatives écoresponsables et autres ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ?

2) Quels sont les objectifs de réduction des émissions de CO_2 du secteur de santé et des soins et quel est le niveau de réduction déjà atteint ?

3) Quels sont les autres projets « green health » actuellement en cours dans le secteur de santé et des soins au Luxembourg ?

4) De quelle manière le Ministère de la Santé promeut et soutient-il les initiatives promouvant la « green health » ? Quelles sont les aides financières actuellement accessibles au secteur de la santé afin de soutenir la transition vers un mode de fonctionnement plus durable et écoresponsable ?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Un premier rapport analysant l'empreinte climatique du secteur de la santé, établi par « Health Care Without Harm » (HCWH), en collaboration avec la firme de consulting ARUP, a été publié en septembre 2019.

Ce rapport se veut le premier d'une série de rapports sur la recherche et les politiques que HCWH et ses partenaires ont pour ambition de réaliser au cours des trois prochaines années. Le rapport ambitionne de définir l'empreinte climatique des systèmes de santé et exposera les grandes lignes d'un ensemble d'actions que le secteur pourra mettre en place pour être conforme aux objectifs de l'Accord de Paris tout en atteignant ses buts en matière de santé.

ad 2) Le « Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) » et la loi relative au climat fixent comme objectif intermédiaire en 2030 une réduction de 55 % par rapport aux niveaux de 2005 des émissions attribuées au Luxembourg au titre du règlement (UE) 2018/84220.[11]

Dans le rapport susmentionné, les résultats sur l'empreinte climatique du secteur de la santé sont publiés au niveau mondial, européen et luxembourgeois.

Pour le Luxembourg en particulier, ce rapport relate une empreinte climatique du secteur de la santé à 3,7 % de l'empreinte nationale (données 2014), ce qui est en dessous du 4,7 % pour l'Union européenne et du 4,4 % au niveau mondial.

ad 3) Le Ministère de la Santé soutient d'une part les maîtres d'ouvrages de projets de construction hospitalière à réaliser un audit et une certification de construction durable à établir par la société allemande Deutsche Gesellschaft für Nachhaltiges Bauen (DGNB), visant notamment à mettre en place des infrastructures, installations techniques et un fonctionnement organisationnel futur selon des critères contribuant à l'optimisation énergétique des bâtiments réalisés.

Par ailleurs, les centres hospitaliers du Grand-Duché (CHdN, CHEM, CHL et les HRS), ainsi que les services de soins à domicile du territoire sont certifiés par l'écolabel « SDK fir Betriber », dont l'action en termes de gestion des déchets s'inscrit dans une démarche durable et soucieuse de la protection de l'environnement.

Dans le cadre de leur exploitation courante, les établissements hospitaliers visent à assurer leur approvisionnement en énergies auprès des fournisseurs respectifs par le biais d'énergies renouvelables (ex. Grénge Stroum).

La mise en œuvre de techniques de double réseau d'eaux usées, permettant un traitement ciblé des eaux avec des concentrations élevées de résidus pharmaceutiques, ainsi que l'épuration y relative est également prévue pour les nouvelles constructions hospitalières.

Des installations de récupération d'énergie ou de valorisation d'énergies renouvelables telle que la photovoltaïque sont réalisées par les établissements en fonction des possibilités techniques des sites et bâtiments exploités.

ad 4) Dans le cadre de la planification et de la réalisation de projets de construction de nouvelles infrastructures et en fonction des mesures retenues, le subventionnement est soutenu dans le cadre de la mise en œuvre des projets respectifs.

D'autre part, grâce aux lignes directrices fonctionnelles élaborées avec les acteurs du terrain, les experts du ministère et de la Direction de la santé, et validées par la commission permanente pour le secteur hospitalier afin d'encadrer et d'harmoniser la planification des projets de construction/modernisation/extension des établissements hospitaliers élaborées par les maîtres d'ouvrage, différents aspects médicaux-fonctionnels y sont repris, permettant d'améliorer les performances environnementales des établissements hospitaliers.

Le financement des projets susmentionnés s'inscrit dans le cadre de l'approche hôpitaux verts et de l'engagement durable (« Sustainable Bonds »). Le « Sustainable Bonds » suit les « Green Bond Principles (GBP) », les « Social Bond Principles (SBP) » et les « Sustainability Bond Guidelines (SBG) » ainsi que les « EU Green Bond Standards (EU-GBS) ».

Ainsi un certain nombre de projets subventionnés à raison de 80 % par le fonds pour le financement des infrastructures hospitalières fait partie du périmètre de l'obligation souveraine durable de 1,5 milliard d'euros émis par l'État luxembourgeois en septembre 2020.

Il s'agit notamment de la construction du nouveau bâtiment centre du CHL, de la construction du Südspidol en remplacement des trois sites actuels du CHEM, ainsi que de la construction du nouveau bâtiment des Hôpitaux Robert Schuman sur le site de la ZithaKlinik (E-Bau).

D'une durée de 12 ans, cet emprunt a été coté à la Bourse de Luxembourg et constitue la première émission d'un État européen exclusivement dédiée aux instruments financiers verts, sociaux ou durables. Le Luxembourg contribue ainsi à accélérer le développement de ce nouveau segment et de consolider davantage la position de sa place financière, une référence internationale dans le soutien à la transition vers un avenir plus durable.

[11] Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, « Stratégie nationale à long terme en matière d'action climat "Vers la neutralité climatique en 2050" », p. 12, Octobre 2021

Station d'épuration à Bech | Question **7825** (28/03/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

An der Gemeng Bech gëtt scho méi wéi 10 Joer un enger neier Kläranlag geplangt. No villem Hin an Hier ass am Laf vum Joer 2020 – zesumme mat de Responsabele vun der Ëmweltverwaltung, der Administration de la gestion des eaux (AGE), der Natur- a Bëschverwaltung an dem Ofwaassersyndicat SIDEST – ee Projet ausgeschafft ginn, dee fir all Parteien „geneemegungsfäeg" war.

Dësen neie Projet ass vum 28. August bis de 14. September 2020 an d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur gaangen, an de Schäfferot vun der Gemeng Bech huet de Projet – nodeems all Reklamante gehéiert goufen – den 9. Oktober 2020 nees zeréck un d'ITM an un d'Ëmweltverwaltung geschéckt.

D'Inspection du travail et des mines huet den 21. Januar 2021 den „Arrêté du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire" un d'Gemeng Bech weidergeleet (Geneemegung vum Aarbechtsminister fir d'Exploitatioun vun der neier Kläranlag zu Bech duerch den Ofwaassersyndikat SIDEST).

Am Artikel 9. - 4. a) vum Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'„établissements classés" steet, dass op eng Geneemegung vun enger „Autorité" innerhalb vun 45 Deeg eng Decisioun erfollege misst, nodeems den Dossier zeréck un d'Verwaltunge gaangen ass.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Ursaach, datt nach ëmmer keng Geneemegung säitens dem Direkter vun der AGE bzw. der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung virläit?

2. Sinn d'Reklamante géint de Projet d'Ursaach, dass sech net un d'Gesetz gehale ginn ass an den Delai vu 45 Deeg net agehale gouf?

Obwuel d'Uertschaft Bech ganz lues gewuess ass, sinn an de leschte Joren eng ganz Rei Haiser a Wunnenge geneemegt a realiséiert ginn, a weider Geneemegunge vu PAPe bzw. Haiser an den Neibaugebidder stinn an noer Zukunft nach un.

D'Ofwaasser vun all dëse Wunnenge bzw. Haiser soll an der bestoender Kläranlag gekläert ginn. Déi Kläranlag, déi haut scho keng Reservekapazitéite méi huet, riskéiert dann awer, d'Sauerbaach ze belaaschten.

Dofir wëll ech follgend Froe stellen:

3. Wéi gesäit de Planning vun der neier Kläranlag aus, a fir wéini kann d'Gemeng Bech bzw. den Ofwaassersyndicat SIDEST mat enger Betribsgeneemegung rechnen?

4. A wéini kann eng éischt Soumissioun fir den Neibau vun enger neier Kläranlag zu Bech lancéiert ginn?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Kommodosgeneemegung ass den 28. Abrëll 2023 erdeelt ginn.

Ee kompletten Dossier fir eng Geneemegung op Basis vum Waassergesetz läit der Waasserverwaltung (AGE) aktuell nach net vir. D'AGE ass domat en attente vun Informatiounen, déi si am August 2020 nogefrot hat.

ad 2. Leider erlaben et déi personell Ressourcë vu menge Verwaltungen net, ëmmer an all Dossier, déi virgeschriwwen Delaien anzehalen. Dëst ass onofhängeg dovunner, ob Observatiounen eragereecht goufen oder net.

ad 3. Wéi uewe gesot, läit eng Geneemegung nom Kommodosgesetz vir an eng Geneemegung nom Waassergesetz steet wéinst feelenden Informatiounen nach aus. Den Timing vun där Geneemegung hänkt dofir dovunner of, wéini déi nach feelend Informatioune virleien.

ad 4. Et ass de Bauhär, deen d'Initiativ hëlt an domadder den Zäitpunkt decidéiert, fir eng Soumissioun ze lancéieren. Well esou Anlage substanziell Hëllefen aus dem Waasserfong kënne kréien, gëtt d'Soumissioun an der Reegel eréischt gemaach, wann den Accord fir déi Hëllefe virläit. Et ass des Weidere recommandéiert, dat eréischt ze maachen, wann een alleguerte seng Geneemegungen huet – et si jo nach anerer wéi déi zwou virdru genannten erfuerderlech – dëst fir ze evitéieren, dass d'Soumissiounsënnerlagen net dem geneemegte Projet géifen entspriechen an doduerch Zousazkäschten oder -aarbechte géifen entstoen.

Phénomène du « littering » | Question **7827** (29/03/2023) de **M. André Bauler** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Les grandes actions de nettoyage organisées tous les ans par les communes les plus diverses du pays – ensemble avec des citoyens bénévoles – révèlent à merveille que le phénomène du littering pose régulièrement problème, surtout le long des routes. En effet, certaines gens n'hésitent pas à jeter leurs ordures et déchets dans la nature. Pire encore, les dépôts sauvages de matières inertes et de déchets ménagers font légion. Dans la plupart des cas, il s'avère difficile, voire impossible de détecter les auteurs de ces dépôts.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre de délits environnementaux qui ont été détectés et enregistrés depuis 2018 dans les différentes régions du pays par la police ? La pandémie a-t-elle accéléré ce phénomène ?

2) Quels sont les types de délits qu'il faut distinguer couramment ?

3) Dans combien de cas les auteurs de ces délits ont-ils pu être identifiés ?

4) Quelles ont été les sanctions appliquées par les autorités policières et judiciaires en la matière ?

Réponse (04/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2022 huit-cent quatre-vingt-six (886) délits environnementaux commis dans les différentes régions ont été enregistrés dans les bases de données de la police. Par délits environnementaux, nous comprenons des infractions passibles de sanctions pénales.

En 2018, quarante (40) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, soixante et un (61) dans la région Sud-Ouest, six (6) dans la région Capitale et trente-sept (37) dans la région Centre-Est.

En 2019, quarante-quatre (44) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, cinquante-neuf (59) dans la région Sud-Ouest, cinq (5) dans la région Capitale et vingt-huit (28) dans la région Centre-Est.

En 2020, cent un (101) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, cinquante et un (51) dans la région Sud-Ouest, onze (11) dans la région Capitale et soixante-trois (63) dans la région Centre-Est.

En 2021, soixante-cinq (65) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, quarante-deux (42) dans la région Sud-Ouest, deux (2) dans la région Capitale et vingt-cinq (25) dans la région Centre-Est.

En 2022, cent quarante-huit (148) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, quarante-neuf (49) dans la région Sud-Ouest, neuf (9) dans la région Capitale et quarante (40) dans la région Centre-Est.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Les chiffres susvisés constatent essentiellement des infractions aux articles 42 et 47 de la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets. Ces dispositions sanctionnent l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée de déchets, le terme « déchet » étant défini comme « toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ». Les peines sont aggravées lorsqu'il s'agit de déchets dangereux tels que repris à l'annexe V de la loi du 21 mars 2012.

La Police grand-ducale répertorie le plus souvent l'élimination illégale de déchets dans ses bases de données.

Ces dernières ne permettent pas de faire une recherche automatisée, voire de distinguer entre les différents délits environnementaux. La constellation de données « délit à l'environnement/type de délit à l'environnement » n'est pas considérée dans les relevés statistiques.

ad 3) Ci-dessous le taux d'élucidation des enquêtes de la police en ce qui concerne les délits environnementaux relevés pour les années 2018 jusqu'à 2022 inclus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) La loi du 21 mars 2012 prévoit une peine d'amende entre 25 euros et 1.000 euros pour l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée de déchets ordinaires et une peine d'emprisonnement de 8 jours à 1 mois et/ou une amende de 251 euros à 100.000 euros pour l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée de déchets dangereux.

Le juge peut en outre ordonner la confiscation des engins et instruments dont les contrevenants se sont servis, ainsi que des véhicules utilisés pour commettre l'infraction.

Le juge peut également ordonner le rétablissement des lieux dans leur état antérieur aux frais des contrevenants.

Possibilité pour les cardiologues du Centre Hospitalier du Nord d'effectuer des coronarographies à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle | Question **7828** (29/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zanter dem Hierscht ass bekannt, datt et am Centre Hospitalier du Nord e personelle Problem um Niveau vun der Kardiologie gëtt. A menger parlamentarescher Fro 7718 vum 7. Mäerz wollt ech ë. a. wëssen, ob d'Konventioun mat de Kardiologen iwwert den 31. Mäerz eraus verlängert gouf. Eisen Informatiounen no soll nom 1. Abrëll kee Kardiolog vun Ettelbréck respektiv aus dem ganzen Norden, nach d'Méiglechkeet hunn, fir am nationalen Häerzzentrum INCCI Koronarografien duerchzeféieren. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Kënnt Dir eis Informatioune confirméieren, datt kee Kardiolog vun Ettelbréck respektiv aus dem Norden nom 1. Abrëll d'Méiglechkeet huet, fir eng Koronarografie am INCCI ze maachen?
• Wa jo, aus wat fir Ursaachen ass dat net méi méiglech?
• Wa jo, wien huet dës Decisioun geholl?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Nodeems een neie Kardiolog am Dezember agreéiert gouf an zënter Januar am CHdN schafft, huet de Verwaltungsrot a senger Reunioun am Mäerz dräi weider Kardiologen agreéiert.

Domadder sinn ab Abrëll 2023 véier Kardiologen an engem neie Grupp zesummen, fir d'Kardiologie-Aktivitéit am CHdN ze assuréieren. Doriwwer eraus hunn dovunner dräi Kardiologen och eng Spezialisatioun an der interventioneller Kardiologie.

Nodeems den Agrement vun den Doktere vum ale Groupe cardiologique resiliéiert ginn ass an si net méi am CHdN agreéiert sinn, wäerten d'Konditioune fir een Agrement am INCCI vun eenzelnen Dokteren net méi erfëllt sinn. Et opläit dem Verwaltungsrot vum INCCI, fir eventuell Decisiounen dozou ze huelen.

Eng Zesummenaarbecht mat den interventionelle Kardiologen am INCCI ass duerch den neie Grupp vun Doktere weiderhin assuréiert an d'Prozedure vum Transfert an der Prise en charge vum Patient si kloer.

Évolution des nappes phréatiques | Question **7829** (29/03/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Dans certaines régions de l'Europe, les déficits en eaux pluviales durant cet hiver risquent de conduire à une sécheresse aiguë et à des goulets d'étranglement en matière d'approvisionnement en eau potable dès ce printemps.

Au Luxembourg, l'on a dû constater que les eaux pluviales ont été sensiblement déficitaires au cours du mois de février. Ces déficits semblent avoir été compensés, du moins en partie, en mars.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Comment la nappe phréatique a-t-elle évolué au fil des derniers mois ? Comment les eaux pluviales ont-elles évolué depuis janvier 2022 ?

2) Quel est le coût moyen d'un mètre cube d'eau potable au Luxembourg ? Quelle est la commune qui applique le prix le plus élevé ? Quelle est celle qui applique le prix le moins élevé ?

3) Est-il possible de dresser un tableau comparatif indiquant les différents prix d'eau potable par commune tout en précisant le coût de traitement par mètre cube ?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) La recharge de la nappe d'eau souterraine a essentiellement lieu pendant la période hivernale située entre les mois d'octobre à mars. Le début et la fin de cette période de recharge peuvent varier annuellement en fonction du degré de saturation des sols en eau en automne ainsi qu'en fonction de la durée de la période de végétation. Les aquifères du Luxembourg ont la caractéristique d'être assez profonds (au-delà de

60 mètres en moyenne pour le Grès de Luxembourg d'où proviennent 75 % des eaux souterraines utilisées pour l'eau potable). De ce fait, les temps de transferts de l'eau de pluie vers l'eau souterraine sont de plusieurs mois à quelques années, et les effets de la pluviométrie depuis l'été 2022 ne sont pas encore mesurables de manière significative dans les sources d'eau souterraine. Suivant les mesures les plus récentes réalisées par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE), les débits des sources situées dans l'aquifère du Grès de Luxembourg sont comparables aux années précédentes.

Cependant, localement, le débit de certaines sources, particulièrement réactives aux précipitations, comme c'est notamment le cas pour l'aquifère du Muschelkalk, se retrouvait fin 2022 parmi les plus bas jamais mesurés depuis les vingt dernières années.

En ce qui concerne les prévisions du développement de ces débits, il est à noter que les conditions météorologiques en 2022 étaient défavorables pour la recharge des eaux souterraines.

Le déficit de recharge des eaux souterraines entre octobre 2022 et mars 2023 est ainsi estimé de l'ordre de 30 % en dessous de la moyenne. Ceci s'explique par un début tardif de la recharge dû à un degré de saturation très bas des sols en eau en automne 2022, suite à la sécheresse estivale, ainsi que par un déficit prononcé des précipitations en février 2023. L'évolution de la situation est suivie de manière continue par l'AGE. En cas d'un risque de pénurie, des procédures d'intervention au niveau des fournisseurs d'eau potable sont existantes.

ad 2) et 3) Un tableau comparatif indiquant les différents prix d'eau potable par commune sur base des informations disponibles est annexé.

Les coûts de traitement peuvent varier sensiblement selon la nature de la ressource et de la nature du traitement. À titre indicatif, les coûts d'investissement et d'entretien pour des infrastructures de traitement de produits phytopharmaceutiques au niveau de l'eau souterraine varient dans un ordre de grandeur de 0,3 à 0,7 euro par 1.000 litres d'eau distribuée. Il est à remarquer que des mesures de précaution d'une contamination de l'eau, comme la délimitation de zones de protection et la mise en place de mesures adéquates dans ces zones, sont beaucoup moins onéreuses qu'un traitement curatif des eaux chargées en contaminants. Beaucoup d'eaux souterraines ne nécessitent pas de traitement, voire seulement une désinfection, alors qu'une eau de surface nécessite tout comme des eaux souterraines chargées de contaminants des traitements plus complexes et coûteux. Les coûts varient en fonction du type de polluants à traiter, ainsi que du contexte local (composition de l'eau à traiter, débits à traiter, localisation du captage, ...).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Lecteur automatique de plaques d'immatriculation | Question **7830** (29/03/2023) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Lydia Mutsch** (LSAP)

En 2021, 3.106 cambriolages ou tentatives de cambriolage ont eu lieu. Cependant, seuls 493 cambriolages ont été élucidés cette année-là. Selon les chiffres de la Police grand-ducale, une caractéristique géographique des cambriolages est la proximité aux grands axes routiers (voir « chiffres de la délinquance en 2021 » de la Police grand-ducale). Il nous est revenu que de nombreux cambrioleurs fuient le lieu du crime en voiture. Étant donné que le nombre de cambriolages élucidés est assez modeste, la question se pose de savoir comment augmenter au mieux le taux d'élucidation.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelles mesures ont été prises jusqu'à présent pour lutter contre les cambriolages et augmenter le taux d'élucidation ? Quelles mesures supplémentaires sont envisagées pour l'avenir ?

– Dans de nombreux pays, les autorités policières ont recours à des caméras appelées ANPR (Automatic Number Plate Recognition) respectivement LAPI (Lecteur automatique de plaques d'immatriculation) pour traquer les criminels. Les caméras LAPI photographient en temps réel les plaques d'immatriculation et les comparent aux bases de données des autorités policières. Le cas échéant, la police est immédiatement avertie. Ce système permet d'identifier rapidement des automobiles suspects. À cet égard, est-il prévu de doter la Police grand-ducale d'un système de caméras LAPI ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les mesures qui devraient être prises pour mettre en œuvre un système LAPI ? Est-ce que les caméras actuellement en service seraient adaptées pour un tel système ?

Réponse (24/04/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Il y a d'abord lieu de préciser que les cambriolages élucidés en 2021 n'ont pas nécessairement été perpétrés la même année. Le chiffre de 493 ne saurait donc renseigner sur le taux d'élucidation des cambriolages commis en 2021. Or, même en faisant ce raccourci incorrect, par souci d'avoir un ordre de grandeur, le taux d'élucidation de 15,9 % n'a rien à envier aux résultats obtenus dans nos pays voisins (selon des sources sur Internet entre 10 et 16 %).

En la matière, les taux d'élucidation sont généralement faibles, ce qui s'explique par la grande masse de faits commis en partie par des auteurs multirécidivistes, locaux et internationaux, et l'absence quasi généralisée de lien entre les auteurs et leurs victimes en amont des faits. La charge de la preuve incombe aux forces de l'ordre qui doivent établir la présence du suspect dans les lieux au moment des faits. Si l'auteur n'est pas appréhendé en flagrant crime, l'exploitation des traces relevées sur le lieu d'infraction reste souvent la piste la plus prometteuse pour confronter un cambrioleur.

Pour cette raison, il a été décidé de faire intervenir de manière systématique la police technique en cas de cambriolages dans des immeubles d'habitation ou autres.

L'identification définitive de l'auteur sur base de traces peut prendre quelques années en fonction des données disponibles.

La police priorise les enquêtes actuelles sur des séries en cours afin d'augmenter les chances d'appréhender en flagrance ou sur mandat des auteurs actifs et d'éviter ainsi d'autres victimes. Ce choix n'a certes peu d'effet sur le taux d'élucidation en général, vu la masse des cambriolages, mais permet néanmoins de réduire le nombre de cambriolages, si la police réussit à freiner l'activité d'auteurs en série actifs.

La recherche proactive des auteurs actifs sur le terrain, sur base des éléments d'enquête et des informations provenant de la population générale, est une piste à exploiter davantage.

Il n'est actuellement pas prévu de se doter de systèmes ANPR et LAPI.

La mise en place d'un dispositif ANPR nécessiterait d'abord la création d'une base légale. L'utilisation du dispositif ANPR devrait être conforme aux dispositions de la protection des données. Le cadre légal doit préciser les finalités, les données personnelles collectées dans la base de données, les traitements qui en sont faits, les personnes habilitées à consulter les données, les durées de conservation des données, choix entre dispositif fixe ou mobile, etc.

L'implémentation d'un dispositif ANPR nécessiterait également des formations de la Police grand-ducale à l'utilisation de l'équipement. Il faudrait en plus déterminer les emplacements des dispositifs fixes et l'usage de dispositifs mobiles, identifier du matériel qui répond aux exigences techniques et logistiques, ce qui en somme ne peut se faire à court ou moyen terme, si toutefois l'on venait à décider d'implémenter un tel système.

Mendicité | Question **7831** (29/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Lors des débats au conseil communal de la Ville de Luxembourg au sujet d'une modification de son règlement général de police, la bourgmestre de la Ville de Luxembourg a fait référence à l'article 563, point 6, du Code pénal.

Il convient de préciser que l'article 563, point 6, du Code pénal contient une note de bas de page et que celle-ci renvoie à l'article 157, point 2, de la loi du 29 août 2008 qui dispose qu'« (à) l'article 563 du Code pénal, le point 6 du deuxième alinéa est supprimé ».

En ce sens, il est mentionné qu'il s'agit vraisemblablement d'une erreur de formulation car il n'a jamais existé d'alinéa 2 à l'article 563 du Code pénal.

En outre, il se dégage des travaux préparatoires de la loi que le législateur voulait en réalité non pas abolir le point 6 de l'alinéa 2, mais l'alinéa 2 du point 6, et que les autorités judiciaires considèrent que le point 6 a été abrogé dans son intégralité.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Pouvez-vous confirmer que le point 6 de l'article 563 du Code pénal a été abrogé dans son intégralité, comme le considèrent les autorités judiciaires, et que la mendicité simple n'est plus une infraction dans le Code pénal ?

2) Est-il prévu de modifier l'article 563, point 6, du Code pénal afin de tenir compte de cette erreur de formulation et d'éviter tout malentendu à l'avenir ?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) La loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose qu'à « l'article 563 du Code pénal, le point 6 du deuxième alinéa est supprimé ».

Or comme il est spécifié dans une note de bas de page dans le Code pénal « il s'agit vraisemblablement d'une erreur de formulation car il n'a jamais existé d'alinéa 2 à l'article 563. Il se dégage des travaux préparatoires de la loi que le législateur voulait en réalité non pas abolir le point 6 de l'alinéa 2, mais l'alinéa 2 du point 6. »

Le commentaire des articles de la loi susmentionnée explique en effet que « les références à la reconduite à la frontière des étrangers prévues aux articles 346 et 563 du Code pénal sont supprimées, alors qu'elles ne cadrent plus avec la terminologie et l'esprit de la nouvelle loi ».

Cette référence à la reconduite à la frontière se retrouvait en 2008 à l'alinéa 2 du point 6 de l'article 563 du Code pénal.

Cependant, comme le précise la note de bas de page précitée, « les autorités judiciaires considèrent que le point 6 a été abrogé dans son intégralité ».

Rappelons également que l'interdiction de la mendicité simple risque d'être contraire à la Convention européenne des droits de l'homme.

ad 2) Pour l'instant aucune modification n'est projetée, mais une adaptation pourrait être envisagée dans le cadre d'une révision du Code pénal.

Pénurie d'Aspégic | Question **7832** (29/03/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt et am Moment nëmmen nach ganz begrenzt Reserve vun Aspégic IV. Dëst Medikament ass awer z. B. am Fall vun engem Häerzinfarkt als Éischttherapie enorm wichteg.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Kënnt Dir eis Informatioune confirméieren, datt d'Medikament Aspégic IV nëmmen nach begrenzt disponibel ass?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn fir d'Rupture de stock?
• Wa jo, gëtt et Alternativpräparater, déi bei akute kardiovaskuläre Problemer an der Reanimatioun kënnen agesat ginn?
• Wa jo, wéini gëtt d'Medikament viraussiichtlech nees op Lëtzebuerg geliwwert?

Réponse (27/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Zënter Ufank 2022 ass et zu Lëtzebuerg effektiv zu Liwwerungsenkpäss vun Aspégic IV wéinst engem Produktiounsproblem komm.

An enger éischter Phas konnten dës Enkpäss an de Spideeler duerch alternativ disponibel Produite kompenséiert ginn.

Ufank 2023 goufen dunn och Liwwerungsenkpäss bei den Alternativproduite festgestallt.

D'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Direction de la santé ass säit Mäerz 2023 beméit, Léisungen ze fannen a konnt d'Liwwerunge vun Alternativproduiten elo mol bis Enn August 2023 ofsécheren.

Aktuell gëtt et deemno kee Manktem méi un Aspégic IV zu Lëtzebuerg. De Gesondheetsministère suivéiert dësen Dossier awer och weiderhi vu ganz no an ass och zouversiichtlech, fir d'Liwwerunge bis 2024 kënne sécherzestellen.

Signalement d'une atteinte aux règles de protection des données | Question **7833** (29/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Déi national an europäesch Gesetzgeebung gesäit vir, dass Persounen sech bei enger nationaler Entitéit beschwéiere kënnen, wann hir Rechter am Beräich vun de si betreffende persounebezunnenen Date verletzt goufen. Bei eis am Land ass et d'CNPD, déi sech ëm dës Doleancë këmmert.

Niewent selwer betraffene Persoune kënnen awer och Aussestoender Problemer beim Dateschutz opdecken. Allerdéngs ass d'Recevabilitéit vun enger Reklamatioun bei der CNPD awer ënnert anerem dovun ofhängeg, ob deen, wou reklaméiert, selwer vum Dateschutzproblem betraff ass. Deckt eng Persoun e Problem op an engem Beräich, wou hir eegen Daten net traitéiert ginn, ass d'CNPD ënnert der aktueller Gesetzgeebung also net zoustänneg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. U wie kënne sech Persounen aktuell wenden, déi en Dateschutzproblem melle wëllen, deen hir eegen Daten net betrëfft?
Falls et esou eng Kontaktstell gëtt: Ass dës Entitéit gesetzlech verflicht, dës Reklamatioun ze traitéieren?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, fir d'Kompetenze vun der CNPD auszewäiten, fir zentraliséiert op enger Plaz all Aarte vu Meldungen iwwer Dateschutzproblemer ze traitéieren?

Réponse (26/04/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

D'CNPD deelt d'Aschätzung vum honorabelen Deputéierten net: Wann d'CNPD eng Reklamatioun vun engem Aussestoende kritt, deen net selwer vum Dateschutzproblem betraff ass, da kann dat als Signalement betruecht ginn, an dofir gesäit sech d'CNPD fir zoustänneg un.

D'CNPD hëlt tatsächlech och Signalementer un, an traitéiert déi wéi eng Reklamatioun fir erauszefannen, ob et opportun ass, d'Traitement vun deem Signalement ze poursuivéieren. An deem Sënn applizéiert d'CNPD den Artikel 6 vun der Procédure relative aux réclamations[12]. „En fonction de la gravité et de l'impact sur les personnes concernées des faits signalés" decidéiert de Collège vun der CNPD, wat gemaacht gëtt.

Datt d'CNPD zoustänneg ass, ergëtt sech aus dem Artikel 37 vum Gesetz vum 1. August 2018 „portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données", dee beseet: „La CNPD peut intervenir de sa propre initiative…", fir eng Enquête opzemaachen. Dës eegen Initiativ baséiert allerdéngs entweeder op engem Signalement oder op der Volontéit, fir an engem spezifesche Secteur eng spezifesch Problematik ze kontrolléieren.

D'CNPD kann also als allgemeng Kontaktstell fir d'Meldung vun Dateschutzproblemer ugesi ginn.

Difficultés linguistiques observées lors de la scolarisation | Question **7834** (29/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut den Aussoe vu Vertrieder vum Observatoire national de la qualité scolaire (ONQS) an der parlamentarescher Educatiounskommissioun vum 29. Mäerz gi bei ronn engem Véierel vun de Kanner bei der Scolarisatioun Réckstänn an/oder aner Problemer am Sproocheberäich festgestallt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Fro un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister d'Entwécklung vun der Unzuel vu Kanner mat de beschriwwene Problemer vun 2013 bis elo dokumentéieren, opgeschlësselt no Joer?

Réponse (02/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Erkenntnisser, déi mir mam systemateschen Depistage duerch de Centre de logopédie konnte gewannen, ginn an déi selwecht Richtung wéi d'Analyse vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS). Et kann ee bei ca. 20 % vun de Schüler am Cycle 1 Réckstänn an aner Problemer am Sproocheberäich observéieren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Net heidrënner fale Kanner, déi nach Problemer am Lëtzebuergeschen hunn, obschonn se hir Éischtsprooch gutt schwätzen, Kanner, déi isoléiert Problemer am Beräich Artikulatioun hunn (z. B. lispelen oder phonologesch Prozesser) a Kanner, déi tuddelen oder e Mutismus opweisen.

Eng Analys vun deenen Zuelen erméiglecht, eng relativ Konstanz ze observéieren. Et muss een awer och wëssen, dass den Diagnostic déi lescht Joren evoluéiert huet, an deem Sënn, datt d'Norme vu Sproochentwécklungstester respektiv evozéierte Sproochanalysen ugepasst goufen.

Doriwwer eraus weess een aus der Fuerschung, datt „troubles du développement du langage" (ugebuer) méi oder wéineger konstant bleiwen (6–8 % vun enger Populatioun), 1–2 % heivunner hunn eng staark ausgeprägte Stéierung, an datt „difficultés du développement du langage" (Schwieregkeeten) an der Sproochentwécklung zouhuelen, v. a. opgrond vun dacks komplexe méisproochege Milieuen.

Am Cycle 1 läit e grousse Fokus op der sproochlecher Bildung vun de Schüler, opbauend op der lëtzebuergescher an der franséischer Sprooch, an der Valoriséierung vun de Sproochen, déi d'Kanner matbréngen. D'Kanner gi vun hirem Enseignant ënnerstëtzt an entwéckelen hir sproochlech Kompetenzen an Alldagssituatiounen, am Fräispill oder a geplangten Aktivitéiten.

Factures pour « rendez-vous non observé » | Question **7836** (29/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Fall wou een säin Doktesch-Rendez-vous net matzäiten oder guer net ofseet, kann een Dokter eng Rechnung ausstellen. Dës Rechnung gëtt net vun der CNS iwwerholl.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Rechnunge goufen an deene leschte 5 Joer un d'CNS geschéckt, wou ee „rendez-vous non observé" facturéiert ginn ass?

2. Huet d'CNS Estimatiounen, wéi oft esou Facturen am Joer ausgestallt ginn?

Réponse (02/05/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Unzuel u Rechnunge fir e „rendez-vous non observé", deen den Assuréë vun der lëtzebuergescher Krankeversécherung zwëschent 2018 an 2022 facturéiert gouf. Wann d'Rechnunge vun den Assuréen net bei der CNS erageschéckt goufen, sinn dës net am Tableau 1 beinhalt.

Am Joer 2018 goufen 1.536 esou Rechnungen un d'CNS geschéckt an an der Datebank encodéiert, an 2022 waren et der 1.367. Dëst entsprécht enger Baisse vun 13,3 % op 5 Joer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. D'CNS huet déi gefroten Donnéeën net.

Promotion des médicaments génériques | Question **7837** (29/03/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

[12] https://cnpd.public.lu/fr/legislation/droit-lux/Reglements-CNPD.html

Depuis des mois, des ruptures de stock se produisent régulièrement pour différents médicaments. Ainsi, des médicaments pour le traitement du diabète ont été touchés, tout comme des sirops contre la toux pour les enfants. En moyenne, huit médicaments sont en rupture de stock chaque jour au Luxembourg.

Une amélioration de la situation pourrait être obtenue par un recours accru aux médicaments génériques. En 2019, les médicaments génériques ne représentaient que 6 % au Luxembourg. La moyenne de l'OCDE était de 24 %.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que le Luxembourg, comme tous nos voisins, a besoin d'une politique de promotion des médicaments génériques ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

– Actuellement, seuls deux groupes de médicaments sont légalement substituables. Madame la Ministre serait-elle prête à autoriser d'autres groupes de médicaments pour la substitution ? Dans l'affirmative, quels groupes prendrait-elle en considération ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

– Madame la Ministre estime-t-elle qu'il faudrait mettre en place des incitations pour que les médecins utilisent une dénomination commune internationale lorsqu'ils prescrivent des médicaments ? Cela permettrait aux pharmaciens d'avoir une plus grande flexibilité dans la substitution des médicaments. Dans la négative, pour quelles raisons Madame la Ministre ne soutiendrait-elle pas l'utilisation d'une dénomination commune internationale des médicaments ?

– Dans la question parlementaire n° 0922 de juillet 2019, l'idée d'une réserve nationale stratégique de médicaments a été soulevée. Dans sa réponse, le Ministre de la Santé de l'époque a écrit que le Luxembourg était ouvert à une telle idée et que les premières mesures avaient déjà été prises pour la mettre en œuvre. Où en sont actuellement les travaux relatifs à une telle réserve nationale ? Quels médicaments seraient placés dans une telle réserve nationale ?

– Lors de la distribution de médicaments, les grossistes-répartiteurs sont tenus de garantir un stock de médicaments pour un mois. Madame la Ministre, combien de fois les grossistes-répartiteurs n'ont-ils pas pu respecter cette obligation en raison de pénuries dans la production de médicaments ? Des amendes sont-elles infligées dans de tels cas ? Dans l'affirmative, combien d'amendes ont été infligées au cours des cinq dernières années ?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Le marché des médicaments est actuellement marqué par d'importantes tensions d'approvisionnement entraînant des problèmes de disponibilité pour le patient. La Caisse nationale de santé est d'avis qu'en cas d'indisponibilité notifiée, la substitution par un médicament générique sans l'accord préalable du médecin prescripteur devrait être autorisée au pharmacien afin de lui donner plus de moyens pour assurer la continuité du traitement prescrit.

Les prérequis sont :

– une source fiable sur l'état de disponibilité des médicaments,
– la définition d'une liste de médicaments pour lesquels une substitution est interdite sans l'accord préalable du prescripteur, par exemple les médicaments à marge thérapeutique étroite, et
– la mise à disposition de ces informations aux prescripteurs et aux pharmaciens.

Si l'on considère également le potentiel d'économies qui peut être réalisé avec des génériques, le bénéfice de leur utilisation pourrait être double.

Toutefois, compte tenu du fait qu'une grande majorité des médicaments et de leurs structures de prix sont d'origine belge et que le législateur belge exerce une forte pression sur le prix des médicaments remboursés par l'assurance maladie qui ne sont plus sous brevet, le potentiel d'économies évoqué doit être nuancé.

Une analyse montre que dans le cadre actuel, seuls les groupes de médicaments pour lesquels les médicaments princeps ne sont pas remboursés en Belgique présentent encore un potentiel d'économies significatif (par exemple, le traitement médicamenteux de la maladie d'Alzheimer).

La promotion de la prescription en DCI (dénomination commune internationale) pourra être un facilitateur respectivement amplificateur par rapport aux deux sujets précités. Si le prescripteur sait quel médicament est en rupture de stock et quel médicament n'est pas limité en substitution, il pourra prescrire directement en DCI et ainsi faire abstraction des différentes spécialités et conditionnements de médicaments contenant la même substance active, au même dosage et pour la même voie d'administration.

Le pharmacien délivrera alors le médicament le moins coûteux inscrit sur la liste positive qui correspond à ces spécifications en ayant ainsi peut-être plus d'options en cas d'indisponibilité.

Le ministère et la Direction de la santé ont bien progressé, ensemble avec les acteurs du terrain FHL/COPAS, dans l'élaboration d'un concept pour une centrale d'achat commune au niveau national. Une des missions envisagées pour cette centrale d'achat pourrait être l'établissement et la gestion de stocks nationaux de médicaments critiques. La liste précise des médicaments sera définie dès la création effective de la centrale d'achat.

Le Ministère de la Santé ne dispose pas de statistiques sur le non-respect des grossistes-répartiteurs de la garantie d'un stock mensuel de médicaments. Il convient de préciser que les grossistes-répartiteurs sont eux-mêmes dépendants des livraisons à partir de fournisseurs étrangers et aucune amende n'a été infligée au cours des cinq dernières années.

Éducation financière | Question **7838** (29/03/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Les conclusions d'une enquête qui avait été initiée par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et la Fondation ABBL pour l'éducation financière et réalisée par ILReS, sur lesquelles la CSSF et l'ABBL ont communiqué récemment, ont contribué à faire le constat suivant : le niveau de culture financière est insuffisant au Luxembourg. La tranche d'âge des moins de 30 ans semble être particulièrement concernée par ce niveau de culture financière insuffisant – le score se situe par ailleurs en dessous de la moyenne de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Ce sont des résultats qui semblent étonnants, quand on sait l'importance de la place financière pour l'économie du Luxembourg. D'après la presse, l'ILReS voit un lien avec le contexte économique du pays qui serait « propice à une certaine désinvolture » dans la gestion budgétaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Comment est-ce que le Gouvernement évalue ces résultats ?

– De quelle manière est-ce que la culture financière au sein de la population pourrait être améliorée ?

– Compte tenu du contexte économique actuel, globalement de plus en plus difficile à appréhender, est-ce qu'il n'est pas d'autant plus important d'intégrer davantage la culture financière dans les programmes scolaires ?
• Dans l'affirmative, quelles nouvelles actions pourraient voir le jour ?
• Dans la négative, pourquoi ne pas accorder plus d'importance à la culture financière ?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

Les résultats de l'étude sur la culture financière des résidents du Luxembourg auxquels l'honorable Député fait référence dans sa question parlementaire mettent en évidence la nécessité de poursuivre et de renforcer les efforts déployés en matière d'éducation financière auprès de l'ensemble de la population.

Au cours des dernières années, des acteurs publics et privés ont pris des initiatives au Luxembourg en vue de consolider les connaissances financières des consommateurs, de promouvoir un comportement financier responsable et de préparer les jeunes, le plus tôt possible, à l'environnement économique de plus en plus complexe.

Le portail letzfin.lu recense les différentes campagnes de sensibilisation et initiatives en matière d'éducation financière qui existent à ce jour et met à la disposition des consommateurs des informations financières fondamentales ainsi que des outils pratiques afin de transmettre des connaissances de base dans les domaines financiers les plus courants.

Par ailleurs, les consommateurs peuvent s'informer et trouver assistance auprès de l'Union luxembourgeoise des consommateurs et du Centre européen des consommateurs, qui s'engagent avec le Ministère de la Protection des consommateurs pour les outiller au mieux comme consommateurs avisés.

Dans le cadre de la mise à jour de la stratégie nationale de 2017 en matière d'éducation financière, un groupe de travail ad hoc présidé par la Fondation ABBL pour l'éducation financière et regroupant des représentants du Ministère des Finances, du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et du Ministère de la Protection des consommateurs ainsi que de la CSSF, de l'ACA et de l'ALFI a entamé les travaux en vue d'actualiser les initiatives proposées, y compris en ce qui concerne les nouveaux produits financiers et la finance numérique, et de développer de nouvelles activités au niveau scolaire et extrascolaire visant à promouvoir la culture financière des citoyens de tous âges.

Au cours des dernières années, le MENJE a par ailleurs œuvré dans trois directions : intégration de l'éducation financière tant dans les activités extrascolaires que dans les curriculums scolaires ; création de nouvelles formations dans le domaine financier ; formation des enseignants.

Afin de garantir l'inclusion socio-économique, le MENJE a mis en place un programme pédagogique destiné à

tous les élèves. Cette offre a pour but de renforcer la position du consommateur dans le circuit économique et d'améliorer l'employabilité et la capacité d'insertion professionnelle des futurs salariés. Le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques (SCRIPT) du MENJE et le Ministère de l'Économie ont lancé à partir de l'année scolaire 2020-2021 un ensemble d'activités extrascolaires visant la promotion de l'entrepreneuriat durable dans les lycées. La qualité des activités proposées (adéquation au groupe cible, neutralité et qualité pédagogique) est garantie grâce à l'encadrement assuré par le SCRIPT. Depuis 2019, 17 lycées avec quelque 17.000 élèves ont rejoint ce projet intitulé Sustainable Entrepreneurial Schools et des centaines d'activités ont été organisées avec 19 partenaires externes : ateliers, mini-stages, simulations, conférences, concours, visites, etc.

L'éducation financière constitue un des nombreux sujets d'émancipation qui méritent d'être abordés en classe. Parallèlement aux offres extrascolaires, l'introduction de l'éducation financière dans le curriculum des classes inférieures de l'enseignement secondaire, et plus particulièrement, dans celui des classes de la voie de préparation est souhaitable. Des pistes ont été tracées lors d'entrevues avec des représentants du monde de la finance et le MENJE est prêt à intégrer des offres de workshops visant l'éducation financière dans les cours de formation générale de ces classes.

Vu la forte demande en personnel qualifié dans le secteur financier, de nouvelles formations du domaine économique et social ont été initiées ces dernières années.

Longtemps délaissée dans l'enseignement secondaire classique, la culture de l'entrepreneuriat est actuellement développée : un cycle de spécialisation axé sur les compétences entrepreneuriales, managériales, commerciales, sur le marketing et sur la gestion financière est en train de s'ajouter à l'offre de formation traditionnelle. Une nouvelle section entrepreneuriat, finance et marketing a vu le jour. Cette nouvelle formation complète l'offre de la section sciences économiques – mathématiques et de la section sciences humaines et sociales. Elle prépare les élèves aux exigences d'un monde professionnel en mutation, changements dus notamment aux progrès technologiques, à une digitalisation accrue et à de nouvelles logiques du marché.

Dans l'enseignement secondaire général, la section finance a été mise en place à la rentrée 2020. Dans des cours d'économie numérique, d'économie financière, de comptabilité sectorielle ou d'analyse financière, les élèves acquièrent des connaissances et des compétences répondant à de réels besoins sur le marché du travail. Le cours de gestion de portefeuille vise à stimuler la curiosité de l'élève à travers la constitution et la gestion d'un portefeuille de titres fictif. Les projets réalisés dans ce contexte permettent à l'élève d'acquérir une autonomie d'apprentissage progressive. On retrouve par ailleurs dans les curriculums de la section gestion et dans ceux de la section sciences sociales, divers aspects de culture financière.

En général, l'évolution de la situation économique et sociale amène les enseignants à repenser les contenus de différentes matières enseignées tant à l'école fondamentale que dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire. Étant donné que certains aspects de la culture financière ne sont guère traités dans les manuels de sciences économiques et sociales de l'enseignement secondaire luxembourgeois, des supports de cours adaptés au marché luxembourgeois sont actuellement élaborés par des groupes de travail encadrés par le SCRIPT.

Finalement, on observe une prise de conscience auprès des enseignants. Étant donné que la situation économique actuelle (inflation, hausse des taux d'intérêts directeurs) risque d'avoir un impact négatif sur la situation financière de beaucoup de ménages, surtout les personnes à faible revenu, ils se montrent très motivés pour aborder des aspects de l'économie financière tant auprès des élèves de l'enseignement fondamental que des élèves de l'enseignement secondaire. En témoignent les inscriptions à des formations spécifiques offertes par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) dans le contexte de l'éducation financière.

Le développement d'activités, de cours et de formations favorisant la culture financière a donc bien avancé au cours des dernières années et le MENJE veillera à consolider ces efforts en fonction des nécessités.

Déplacement du centre de décisions RTL Belux&Cie vers la Belgique | Question **7839** (29/03/2023) de **Mme Diane Adehm** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 23 mars 2023, le Gouvernement annonçait via communiqué que la société luxembourgeoise RTL Belux&Cie SA déplace son centre de décisions du Luxembourg vers la Belgique. Ce déplacement intervient alors que les belges DPG Media et le groupe Rossel sont devenus chacun actionnaire à 50 % de RTL Belux&Cie SA le 1er avril 2022. RTL Belux était titulaire de concessions délivrées par le Gouvernement luxembourgeois pour la fourniture des services de radiodiffusion télévisuelle RTL TVi, Club RTL et Plug RTL.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Quelle est son appréciation de la situation ?

– Il est précisé dans le communiqué du Gouvernement que Broadcasting Center Europe (BCE), qui fait partie de RTL Group, reste le prestataire de services pour le nouvel éditeur de sorte que ce déplacement du centre de décisions vers la Belgique est sans impact sur le contrat qui ira jusqu'à son terme. Quelles sont les conditions du contrat qui lie BCE et RTL Group à RTL Belux précisément ? Est-ce que le contrat avec BCE sera renouvelé à son issue ?

– De manière plus générale, tenant compte également que le « Luxemburger Wort » appartient désormais au groupe multimédia belge Mediahuis, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le paysage médiatique luxembourgeois s'érode peu à peu ? Comment aller à l'encontre de cette tendance ?

Réponse (16/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

Le ministre ne saurait se prononcer sur un contrat de droit privé entre deux sociétés commerciales. Pour ce qui est de la question d'ordre plus général sur la situation du paysage médiatique au Luxembourg, il y a lieu de souligner que le Gouvernement a, au cours de cette législature, procédé à une réforme substantielle du régime d'aide à la presse, permettant non seulement d'augmenter le nombre de bénéficiaires, mais également le montant alloué aux différents éditeurs. Qui plus est, de nouvelles conventions ont été conclues avec RTL, le Média de service public et Radio ARA, permettant à ces médias de pleinement développer leurs activités, ceci au bénéfice des citoyens du Luxembourg. En substance, la présence de 19 publications journalistiques imprimées ou en ligne (bénéficiaires de l'aide à la presse), 17 chaînes de radio et 6 chaînes TV (4 locales et 2 nationales, visant un public résidant, sans compter l'offre des administrations communales), témoigne d'une offre médiatique luxembourgeoise très dynamique et variée ainsi que de la volonté du Gouvernement à soutenir le journalisme professionnel au Grand-Duché.

Centre d'incendie et de secours commun de Bettembourg et Dudelange | Question **7840** (30/03/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

Wéi gëschter an enger Dageszeitung ze liese war, gëtt et zënter dräi Joer keen neie Moment, wat d'Kreatioun vun engem gemeinsame Centre d'incendie et de secours (CIS) vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng betrëfft. Schonn am Mäerz 2020 hate mir den ëmstriddene Site vum neie CIS an der Industriezon „Riedgen" an enger parlamentarescher Ufro opgegraff.

An deem Kontext si mir gewuer ginn, dass sech am Beetebuerger Corps Froen iwwert d'Funktiounsfäegkeet an d'Zukunft vun hirem Corps gestallt ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Kann d'Madamm Inneministesch d'Informatioune confirméieren, dass et keen neie Moment an dësem Dossier gëtt?

– Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

– Ass d'Madamm Inneministesch nach ëmmer vun der Kreatioun vun dësem gemeinsame CIS iwwerzeegt?

– Wa jo, wat ass d'Madamm Inneministesch gewëllt ze ënnerhuelen, fir dëse Projet weiderzedreiwen ouni déi geplangte Fusioun vu béide Corpsen ze hypothekéieren?

– Wann neen, wat sinn d'Alternativen, dass béid Corpsen och an Zukunft funktiounsfäeg bleiwen?

Réponse (19/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Als éischt wëll ech déi zwee Deputéiert drun erënneren, dass de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) en eegestännegen an onofhängegen Établissement public ass, deen opgrond vum Artikel 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet eng eege Personnalité juridique huet a finanziell an administrativ autonom ass.

Ech kann den Deputéierten aus deem Grond just soen, dass de Projet vun engem gemeinsamen Asazzenter fir d'Corpse Beetebuerg an Diddeleng an der Industriezon „Riedgen" mengem Wëssen no vum CGDIS net a Fro gestallt gëtt an nach ëmmer realiséiert wäert ginn. Iwwert de genaue Stand vun den Demarchë vum Projet hunn ech keng Kenntnis.

Ech sinn awer fest dovun iwwerzeegt, dass de CGDIS kee vu senge Corpse jee wäert „hypothekéieren".

Agents municipaux et sanctions administratives | Question **7841** (30/03/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

D'Gesetz zu den Agents municipaux an de Sanctions administratives vum 27. Juli 2022 ass säit dem 1. Januar 2023 a Kraaft. Mat dësem Gesetz solle virun allem d'Kompetenze vun den Agenten um kommunalen Niveau erweidert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Wéi vill Gemengen hunn dës Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux schonn ëmgesat an am Gemengerot ofstëmme gelooss?

– A wéi ville Gemengen ass dat uewe genannte Gesetz schonn en vigueur?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Den Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Gesetz zu de Sanctions administratives vum 27. Juli 2022 a freet, wéi vill Gemengen et schonn ëmgesat hunn.

Bis haut huet eng Gemeng de Service de proximité agefouert, wärend zwou Gemengen d'Sanctions administratives an hir Polizeireglementer iwwerholl hunn.

Dat uewe genannte Gesetz ass, sou wéi och all aner Gesetzer, am ganze Grand-Duché a Kraaft.

Nouveaux lieux pour les mariages | Question **7842** (30/03/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Duerch d'Gesetz vum 8. Juni 2022 kënnen d'Gemengeréit verschidde Lieuen definéieren, fir de feierlechen Acte vun engem Mariage oder engem Partenariat ausserhalb vum Gemengenhaus ze feieren. Dës mussen am Gemengerot gestëmmt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Wéi vill Gemengen hunn dës Lieue schonn definéiert an um Ministère agereecht?

– Wéi vill Lieue sinn dat an der Moyenne pro Gemeng?

– Wéi vill Gebaier ginn do opgelëscht, déi net vun der jeeweileger Gemeng geréiert ginn a wou den Accord vum jeeweilege Besëtzer/Exploitant néideg ass?

– Wéi grouss sinn dës Gemengen (Awunnerzuel)?

Réponse (19/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Moderniséierung vun den zivillen Zeremonien (bestueden oder pacsen) ass duerch eng Upassung vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 méiglech gemaach ginn. D'Erneierung besteet doran, dass d'Zeremonien net méi just an der Gemeng stattfanne mussen, mee och op aneren, vum Gemengerot ausgewielte Plazen, ofgehal kënne ginn.

Opgrond vun den Deliberatiounen, déi mir aktuell virleien, gehéieren déi Gebailechkeeten entweeder der Gemeng oder dem Staat, an entspriechen all de Konditioune vum Gesetz.

Heidrënner eng aktuell Lëscht[13] vun de Gemengen, déi den Artikel, deen d'Moderniséierung vun den zivillen Zeremonien erlaabt, applizéieren an domat hiren AwunnerInne méi Plazen ubidden, op deene Bestietnesser a Pacse gefeiert kënne ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir d'Fro 4 verweisen ech den Deputéierten op de Portail des statistiques vum Statec.

TGV entre Metz et Luxembourg | Question **7843** (30/03/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Monsieur le Ministre n'est pas sans savoir que les trains TER entre Metz et Luxembourg sont généralement saturés ou même surchargés aux heures de pointe. Par contre, aux mêmes horaires, les TGV entre Paris et Luxembourg circulent souvent avec très peu de voyageurs sur le tronçon Metz–Luxembourg.

Dans ce contexte, l'Association des voyageurs du TER Metz–Luxembourg (AVTERML) demande d'autoriser l'emprunt des TGV Paris–Metz–Luxembourg pour les abonnés TER sur le trajet Metz–Luxembourg (et retour) sous condition de réservation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre soutient la proposition d'autoriser l'emprunt des TGV Paris–Metz–Luxembourg pour les abonnés TER sur le trajet Metz–Luxembourg (et retour) sous condition de réservation ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à intervenir dans ce sens auprès de la SNCF ?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les trains à grande vitesse qui circulent entre Luxembourg et Metz sont exploités et commercialisés exclusivement par la SNCF en autonomie commerciale. En conséquence, c'est uniquement la SNCF qui fixe les conditions tarifaires applicables à bord de ces trains et qui peut décider d'accorder l'accès à ces trains également pour les clients du TER se déplaçant sur l'axe Luxembourg et Metz.

Effets secondaires du vaccin contre la Covid-19 | Question **7844** (30/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Nom Vertrag tëscht verschiddene Pharmafirmen, engersäits, an der EU-Kommissioun, anerersäits, (SANTE/2020/C3/043), ass de Staat fir all Zort vun Niewewierkungen, wat d'Covidimpfung ugeet, haftbar. Et ass bekannt, datt bei der Covidimpfung mat variabeler statistescher Heefegkeet verschidden Niewewierkungen opgetratt sinn, déi vu „ganz schwaach" bis „ganz staark" ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat sinn zu Lëtzebuerg déi genee Prozeduren, fir en Impfschued ze mellen an eventuell eng Entschiedegung vum Staat ze kréien? Kann all Betraffenen esou eng Prozedur selwer beim Gesondheetsministère ufroen oder muss dat ëmmer iwwer en Dokter goen?

2. Huet d'Regierung vir, z. B. iwwer MyGuichet.lu, eng iwwersiichtlech Onlineprozedur ze entwéckelen? Gëtt et um Site vum Gesondheetsministère fäerdeg Formulare fir déi Betraffen? Wann nee, firwat net?

3. Wéi laang brauch de Staat, bis eng Entschiedegung decidéiert a bezuelt gëtt? Wéi eng Recoursméiglechkeeten hu Leit, déi eng negativ Decisioun kruten?

Réponse (27/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. D'Gesetz vum 4. Juli 2000 iwwer d'Verantwortung vum Staat bei Impfunge gesäit vir, datt de Staat fir de Schued opkënnt, wann eng Impfung, déi duerch eng gesetzlech oder reglementaresch Bestëmmung virgeschriwwen oder vum Staat recommandéiert ass, den Doud vun der geimpfter Persoun verursaacht oder zu enger permanenter kierperlecher Onfäegkeet féiert. D'Verantwortung vum Staat besteet niewent den Aktiounen, déi gemäss dem „droit commun" ausgeübt kënne ginn, souwäit de Schued net duerch Leeschtunge vun der sozialer Sécherheet kompenséiert ass.

D'Ufro op Entschiedegung muss bannent enger Period vun 30 Joer no der Impfung schréftlech per Bréif vun der geimpfter Persoun selwer oder, wann dës mannerjäreg ass, vun de rechtleche Vertrieder beim Gesondheetsministère agereecht ginn. Am Fall vum Doud vun der geimpfter Persoun ass d'Ufro vu hiren Ierwen anzereechen.

Follgend Dokumenter mussen der Ufro bäigeluecht ginn:

– e Beweis vun den Impfungen, z. B. Impfzertifikater,
– medezinnesch Berichter, déi den definitive Kierperschued, deen déi geimpfte Persoun erlidden huet, beleeën,
– e medezinneschen Zertifikat, deen den definitive Kierperschued oder den Doud als Suite vun der Impfung attestéiert.

Fir ze bewäerten, ob den definitive Kierperschued oder den Doud vun der geimpfter Persoun op d'Impfung zeréckzeféieren ass, beoptraagt de Gesondheetsministère eng Expertis bei engem medezinneschen Expert.

Wann d'Expertis ergëtt, dass déi recommandéiert Impfung zu enger permanenter kierperlecher Onfäegkeet bei der geimpfter Persoun gefouert huet oder den Doud vun der geimpfter Persoun verursaacht huet, kritt déi geimpfte Persoun oder, wann dës verstuerwen ass, hir Ierwen, eng Entschiedegung.

Nëmmen den Doud oder dauerhaft Konsequenzen, déi zu enger permanenter kierperlecher Onfäegkeet, féieren, d. h. déi irreversibel sinn, kënnen opgrond vum uewe genannte Gesetz vum 4. Juli 2000 entschiedegt ginn. Üblech Niewewierkungen no enger Impfung, wéi z. B. Rötung, Schwellung oder Verhärtung/Härtheet op der Injektiounsplaz, Kappwéi, Muskelschmerzen, Féiwer, eng temporaire Onfäegkeet, si keng definitiv Schied, déi vum Staat op Basis vum Gesetz vum 4. Juli 2000 entschiedegt kënne ginn.

ad 2. De Gesondheetsministère gesäit vir, e Formulaire fir d'Demande op Entschiedegung vun Impfschied mat den Informatiounen iwwert d'Prozedur, wéi dës Fäll ënnersicht ginn, auszeschaffen an déi Informatiounen op sante.lu ze publizéieren.

Fir weider Informatioune kënnen d'Leit sech och un den Informatiouns- a Mediatiounsservice am Gesondheetsberäich wenden.

ad 3. Vun deem Moment un, wou eng Persoun eng Ufro op Entschiedegung stellt, ass d'Dauer vun der Prozedur variabel an hänkt virun allem dovun of, wéi séier den Dossier mat den néidege medezinneschen an administrativen Dokumenter completéiert gëtt, a wéi séier déi néideg Expertise realiséiert kënne ginn. Dëst hänkt och vun der Disponibilitéit vun de respektiven Experten of. Des Weidere mussen d'Kierperschied vun de betraffene Leit konsolidéiert sinn, fir kënnen eng permanent kierperlech Onfäegkeet festzestellen an de Grad vun dëser kierperlecher Onfäegkeet ze evaluéieren.

Wann d'Expertis ergëtt, dass de Schued net duerch d'Impfung entstan ass an d'Verantwortung vum Staat net zeréckbehal gëtt, kënnen d'Leit e Recours géint d'Decisioun vum Staat maachen oder op déi üblech Prozeduren aus dem „droit commun" zeréckgräifen (eventuell Responsabilitéit vum Produzent vun der Impfung oder vum Prestataire, deen d'Impfung gemaach huet).

Convention d'Istanbul concernant la lutte contre les violences à l'encontre des femmes et des filles | Question **7845** (30/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 3. Juli 2018 huet d'Chamber d'Istanbul-Konventioun vum Europarot zur Preventioun a Bekämpfung vu Gewalt géint Fraen a géint haislech Gewalt ratifizéiert. Dës Konventioun verflicht d'Ënnerzeechnerstaaten dozou, Moossnamen ze ergräifen, déi d'Affer schützen, an déi presuméiert Täter ze sanktionéieren.

[13] Par rapport zu menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7695

Um Site vu violence.lu erkläert d'Regierung, wat se alles ënnerhëlt, fir d'Istanbul-Konventioun ëmzesetzen.

Wéi een awer an enger Pressematdeelung vun DAVIA (Domestic Abuse and Violence International Alliance), enger internationaler Organisatioun, déi sech derfir asetzt, datt ë. a. d'Istanbul-Konventioun am Sënn vun der Famill ëmgesat gëtt, noliese kann, komme just 3 % vun de Fongen, déi zur Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun agesat ginn, och wierklech den Affer zou: „Many billions of euros have been allocated to addressing the domestic violence issue over the past decade. For example, the European Union pledged 500 million euros in 2017, and France allocated an additional 360 million euros. But a recent report from Spain [https://gaceta.es/espana/la-abogada-yobana-carril-el-feminismo-es-hoy-un-gran-negocio-20230308-1658/] reveals that only 3 % of these funds are going to help abused persons, while 97% ends up supporting the operational expenses of feminist organizations."

(https://endtodv.org/pr/istanbul-convention-an-ineffective-and-expensive-exercise-in-blind-faith/)

An der selwechter Pressematdeelung schreift d'Organisatioun: „Fortunately, high-quality research is being conducted across the continent. These studies show that men and women are equally likely to be perpetrators of domestic violence, and women are more likely to engage in making false allegations."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gläichstellungsminister:

1. Wéi vill Fongen huet Lëtzebuerg säit 2018 insgesamt am Hibléck op d'Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun agesat? Wéi vill Prozent vun dëse Sue sinn direkt un d'Affer vun haislecher Gewalt gaangen?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zur Ausso, datt Männer méi oft wéi Frae falsch beschëllegt ginn? Leien der Madamm Minister Statistike vir, déi dës Ausso confirméiere bzw. widderleeën?

Réponse (20/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Zanter der Ratifizéierung vun der Istanbul-Konventioun den 3. Juli 2018 ënnerstëtzt d'Regierung d'Ëmsetzung vu verschiddene Moossnamen, fir Fraen, Kanner a Männer besser géint haislech Gewalt an aner Forme vu geschlechterbaséierter Gewalt ze schützen. D'Istanbul-Konventioun ass eis Richtlinn, fir den nationalen Dispositif ze stäerken a weider auszebauen.

Op Basis vun der éischter Evaluatiounsvisitt vum „Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO)" vum Europarot vum 24.–27. Oktober 2022 gëtt en éischte Bilan iwwert d'Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun zu Lëtzebuerg gemaach. De Bericht dovu sollt an der zweeter Hallschent vum Joer ofgeschloss sinn.

Mäi Ministère investéiert säit 2018 tëschent 61 % an 69 % vu sengem globale Budget an de Kampf géint haislech Gewalt an de Mënschenhandel. Dës Fonge ginn direkt un eis konventionéiert Partner, déi responsabel si fir d'Prise en charge an d'Betreiung vu Fraen a Männer, déi Affer vu Gewalt sinn.

D'Zuele par rapport zur Entwécklung vun der haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg fannt Dir am järleche Bericht vum „Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence" an ënnert dem Volet „violence domestique" vum Observatoire de l'égalité. Dës Statistiken dokumentéieren d'Situatioun vun der haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg.

Événements avec des hommes d'État étrangers pendant la campagne électorale | Question **7846** (30/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Virfeld vun de Chamberwalen 2018 hat de Premier de franséische President Macron, den deemolege belsche Premier Michel an den hollännesche Premier Rutte op Lëtzebuerg invitéiert. Mam franséische President gouf de 6. September 2018 dann och een Evenement an der Philharmonie organiséiert. De franséische President grad ewéi de Premier gehéieren der Fraktioun vun de liberale Parteien an der EU un.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Plangt de Premier, och dëst Joer erëm een Evenement mam franséische President ze organiséieren?
– Wa jo, wéini soll dëst stattfannen a wat soll de Sujet vun dësem Evenement sinn?

2. Kann de Premier garantéieren, dass Evenementer mat auslännesche Staatsvertrieder net fir Walkampfzwecker genotzt wäerte ginn?

Réponse (05/04/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

D'Regierung kommunikéiert, wéi üblech, iwwert offiziell Visitten, soubal déi definitiv confirméiert sinn a plangt hiren internationalen Agenda entspriechend den Interête vum Land.

Gouvernance du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) | Question **7848** (31/03/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Le syndicat de communes SIGI, fondé en 1982 par uniquement trois communes, englobe entre-temps toutes les communes luxembourgeoises à l'exception de la ville de Luxembourg et fournit entre autres des produits et services à quelque 60 syndicats intercommunaux, 30 offices sociaux et plus de 500 crèches et maisons relais. Le SIGI s'est donc transformé endéans 40 ans en un acteur à portée nationale et est devenu un partenaire essentiel voire indispensable pour les communes quant à leur fonctionnement et la qualité de leurs services aux citoyens, notamment en ce qui concerne la dématérialisation et la digitalisation des procédures administratives.

Malgré diverses accusations et des informations plutôt concrètes sur certains dysfonctionnements, harcèlements, irrégularités financières et de gestion, l'absence d'un contrôle politique et financier efficace, des courriers anonymes et des critiques syndicales croissantes, force est de constater que les structures organisationnelles en place, tout comme le contrôle par les délégué.e.s des communes membres, n'ont pas permis une gestion efficace depuis 2017 et même avant. Ainsi, la véracité des reproches n'a pas pu être analysée de façon approfondie et la gouvernance tant stratégique qu'opérationnelle du SIGI faisait défaut.

Désormais, le syndicat a annoncé vouloir lancer un plan de redressement qui s'étendrait néanmoins jusqu'en 2028. Or, l'envergure des manquements relevés par les trois audits indépendants ayant évalué la gestion du personnel, la gestion financière et la satisfaction des clients du SIGI, soulève des questions concernant la capacité même des organes de gouvernance et de contrôle du SIGI à mettre en œuvre une réforme urgente. En l'absence de changements personnels plus larges se pose par ailleurs une question sur l'utilité d'un contrôle de tutelle renforcé voire d'une coopération plus systématique avec les services de l'État et notamment le CTIE.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Le Ministre de la Digitalisation ayant déjà suggéré lors des festivités du 40e anniversaire du SIGI en avril 2022, un « rapprochement très étroit entre le CTIE et le SIGI » avant d'y ajouter, dans sa lettre du 23 mars 2023 aux communes membres, l'idée d'une intégration des activités et des équipes du SIGI dans le CTIE, Madame la Ministre soutient-elle cette idée ?

2) Madame la Ministre prévoit-elle de proposer, au-delà du cas spécifique du SIGI, des mesures visant à garantir un contrôle ministériel renforcé des syndicats et à améliorer la gouvernance interne des syndicats de communes sur base des manquements et lacunes identifiées au sein du SIGI ?

3) Le Gouvernement ne devrait-il pas insister sur l'importance d'une certaine expertise en matière de gouvernance et de contrôle au sein des organes de syndicats ? Dans l'affirmative, le Ministère de l'Intérieur a-t-il prévu d'offrir des formations ciblées à l'attention des élus et délégués communaux siégeant au sein des syndicats de communes, en collaboration avec le Syvicol ?

4) Compte tenu du fait que les représentants des communes ne sont que rarement des experts en informatique, ne serait-il pas judicieux que le SIGI mette en place un groupe de coordination permanent mettant en réseau tous les responsables IT des communes membres voire de tous ses clients publics, afin de pouvoir mieux répondre aux besoins informatiques des communes ?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1) La définition de la stratégie de digitalisation du secteur communal en général, et l'orientation future des activités du SIGI en particulier, relèvent en premier lieu des communes qui organisent le fonctionnement de leurs administrations et leurs processus de travail en toute autonomie. Dans sa réponse au courrier récent du Ministre délégué à la Digitalisation, adressé à l'ensemble des communes, la 2e Vice-présidente du SIGI considère « qu'une intégration du SIGI dans le CTIE [...] n'est pas dans l'intérêt des communes, alors que les missions des deux entités et les besoins de leurs clients ne sont guère comparables », tout en insistant sur l'importance d'un strict respect de l'autonomie communale.

En tant que Ministre de l'Intérieur, je soutiens pleinement la volonté exprimée dans ce même courrier de développer une collaboration technique et administrative renforcée entre le SIGI et le CTIE. La recherche de coopérations et de synergies est souhaitable lorsqu'elle permet de dégager une valeur ajoutée pour le citoyen. Les communes et les entités y assimilées peuvent compter sur le soutien du Ministère de l'Intérieur pour les épauler dans ce processus.

ad 2) Au regard des nouveaux défis auxquels les entités du secteur communal font face, dont les syndicats de communes, je constate que le cadre juridique actuel n'est plus adéquat et mérite d'être adapté aux besoins et au dynamisme du secteur communal. Quant au SIGI, il me revient que l'organisation et la gestion internes sont en cours d'être revues afin d'améliorer la gouvernance en tirant les bonnes conclusions des rapports d'audit réalisés. Par ailleurs, j'ai prévu de rencontrer les nouveaux acteurs du SIGI prochainement afin de les soutenir dans leurs démarches.

ad 3) Une bonne gouvernance et un contrôle efficace au sein des administrations du secteur communal, notamment des syndicats de communes, sont en premier lieu garantis par un dispositif législatif et réglementaire ainsi que par des procédures internes appropriées. Il est clair que tant les élu-e-s que les agent-e-s, chacun-e en ce qui le/la concerne, devraient être bien

informé-e-s, y compris par le biais de formations, du cadre légal et réglementaire applicable. Le Ministère de l'Intérieur participe à la mise sur pied des formations pour nouveaux élu-e-s qui seront organisés par le Syvicol après les élections communales et qui couvriront aussi les questions de gouvernance et de contrôle.

ad 4) Il appartient aux communes et au SIGI de se prononcer sur la mise en place d'un groupe de coordination tel que proposé par les député-e-s.

Fonds pour la protection de l'environnement | Question **7849** (31/03/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

Déi verschidde biologesch Statiounen an awer och aner Organisatiounen hei am Land kréie fir hir Aarbechten a Projeten am Sënn vum Natur-, Klima- an Ëmweltschutz Sue vum Staat a Form vu Subventiounen iwwer de Wee vum Ëmweltfong ausbezuelt. Dofir gëtt et och Konventiounen tëschent dem Ëmweltministère an deene jeeweilegen Organisatiounen. Laut mengen Informatioune kënnt de Staat sengen Obligatiounen zanter enger gewësser Zäit net méi no an d'Sue ginn net méi ausbezuelt. Scheinbar hätt d'Inspection générale des finances (IGF) dës Payementer refuséiert.

Doduerch riskéieren déi concernéiert Syndikater an Organisatiounen, Liquidatiounsproblemer ze kréien an hir Projeten am Beräich Ëmwelt-, Klima- an Naturschutz net duerchzéien ze kënnen. Vertrieder vu verschiddene Syndikater an Organisatiounen hunn och schonn eng Entrevue um Ëmweltministère ugefrot, fir iwwert dës Problemer an déi jeeweileg Konventioune kënnen ze diskutéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch, un d'Madamm Ëmweltministesch an un d'Madamm Finanzministesch stellen:

– Kënnen si dës Informatioune confirméieren? Wa jo – aus wéi enge Grënn ginn dës Payementer net méi duerchgefouert?

– Wat gedenkt d'Regierung hei ze ënnerhuelen? Bis wéini sollen déi genannte Sue bezuelt ginn?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Direktioun vun der Finanzkontroll (DCF) huet opgrond vun hire Kompetenze festgestallt, datt d'Aart a Weis, wéi déi jeeweileg Organisatiounen a Gemengesyndikater am Kader vun hire Konventioune mam Staat an de Beräicher Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung hiren Dekont um Niveau vun de Personalkäschte presentéiert hunn, net konform zum Budgetsgesetz vum 8. Juni 1999 war, besonnesch zum Artikel 81, dee präziséiert, datt d'Beneficiairen, déi eng finanziell Hëllef kréien, d'Notzung vun dëser Hëllef justifiéiere mussen. D'Konventioune goufe souwuel iwwert den Ëmweltschutzfong (Fonds pour la protection de l'environnement), de Klima- an Energiefong (Fonds climat et énergie) souwéi iwwert de Budget vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung finanzéiert.

Aus deem Grond si verschidde Paiementer suspendéiert ginn.

De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet doropshin, a Consultatioun mat der DCF, der Finanzinspektioun (IGF) an dem Inneministère, ënner anerem d'Konventiounen ugepasst a Richtlinnen ausgeschafft, fir d'Consignë vun der DCF an d'Obligatioune vun de Beneficiairë laut dem Budgetsgesetz ze präziséieren.

D'Problemer a Léisungsvirschléi, déi festgestallt goufen, sinn de jeeweilegen Organisatiounen a Gemengesyndikater erkläert ginn. Des Weideren huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung finanztechnesch Ënnerstëtzung zur Verfügung gestallt.

Déi Zommen, déi nach ausstinn, ginn iwwert d'Budgetsgesetz op den nächsten Exercice iwwerdroen a kënne réischt dann ausbezuelt ginn, wann déi eenzel Organisatiounen a Gemengesyndikater een Dekont agereecht hunn, dee konform zum Budgetsgesetz ass.

Doduerch, datt dës nei Approche vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, am Kader vun de staatleche Subventiounen, vun der DCF, der IGF a vum Inneministère validéiert gouf, sollt dëse Problem an Zukunft net méi entstoen.

Rénovation énergétique de bâtiments classés | Question **7850** (31/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Aktuell lafen d'Aarbechten un engem nationalen Inventaire vum Patrimoine. Well dëse Projet nach net ofgeschloss ass, si vill Gebaier zum aktuellen Zäitpunkt nach just um kommunalen Niveau geschützt. D'Patrimoinesgesetz vum 25.2.2022 gesäit awer vir, dass all Persoun, där hiert Haus zum Patrimoine communal gehéiert, viru Renovatiounsaarbechten eng ministeriell Geneemegung muss ufroen. Esou soll garantéiert ginn, dass, wärend den Inventaire gemaach gëtt, kee Patrimoine méi ka verluer goen. Gëtt eng Demande fir Aarbechte gemaach, déi der Aschätzung vum Ministère no zu enger Zerstéierung oder Beschiedegung vum Patrimoine féiere kéinten, huet d'Ministesch d'Méiglechkeet, d'Gebai innerhalb vun 3 Méint virzäiteg um nationalen Niveau klasséieren ze loossen.

D'Energie- an d'Klimakris motivéiere vill Leit, energeetesch Renovatioune virzehuelen, an esou ass et net verwonnerlech, dass och vill Besëtzer vu klasséierten Haiser sech Gedanken doriwwer maachen, wéi si d'Energieklass vun hirem Haus verbessere kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Klimaschutz an Energieaspuerunge sinn an den aktuellen Zäiten zentral, mee gläichzäiteg verfollegt d'Regierung och dat wichtegt Zil, de Lëtzebuerger Patrimoine ze erhalen. No wéi enge Krittären entscheet d'Ministesch, ob eng energeetesch Renovatioun un engem op kommunalem Niveau geschützte Gebai erlaabt gëtt oder net?

2. Wéi eng Facteure kënnen dozou féieren, dass Isolatiounsaarbechten un enger Fassad vun engem op kommunalem Niveau geschützte Gebai keng Geneemegung kréien?

3. U wie kann eng Persoun sech wenden, bzw. wéi a wou ka si a Recours goen, wa si keng Geneemegung fir eng Renovatiounsaarbecht un hirem op kommunalem Niveau geschützten Haus vun der Ministesch krut an der Meenung ass, dass dës Entscheedung net gerechtfäerdegt ass?

Réponse (21/04/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Energiespueren, Klimaschutz an Denkmalschutz däerfen sech net géigesäiteg an de Féiss stoen a sollen Hand an Hand goen. Dofir huet den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA (anc. Service des sites et monuments nationaux) – scho virun iwwer 10 Joer Richtlinnen[14] ausgeschafft a permanent weiderentwéckelt, déi Weeër uginn, wéi een en Haus thermesch verbessere kann, ouni säin Denkmalwäert ze zerstéieren. Am Kader vun de Journées européennes du patrimoine 2022, huet de Kulturministère zesumme mam INPA an der Klima-Agence eng Broschür mam Titel Patrimoine et développement durable[15] erausginn, an där och gewise gëtt, wéi ee Klima- an Denkmalschutz beieneebrénge kann.

Bei ville Restauratiounsaarbechten, déi den INPA begleet, ass dat en Theema an et gëtt ëmmer mat de Proprietären zesummen no de beschte Léisunge gesicht.

Vu datt et wëssenschaftlech erstallt ass, datt wéineg Hëtzt duerch al Maueren entwëscht, ass eng komplett Isolatioun am Bestand meeschtens net noutwenneg a gewënscht. Eng Bannendämmung ass dacks déi gutt Léisung, fir net baussen den historesche Botz, d'Encadrementer vun den Ouverturen oder soss Dekoratiounselementer ze verléieren. Och ass et wichteg, „no ënnen" an „no uewen" ze isoléieren an dem Haus en adequaten Hëtzsystem ze ginn.

Zesumme mat der Klima-Agence an der Stad Déifferdeng huet den INPA eng Kommunikatioun entwéckelt, fir de Leit ze weisen, wéi ee bei enger ganzer Rei kommunal geschützten Haiser zu Déifferdeng mat dësem Theema ëmgoe kann. Well et sech ëm Gebaier aus selwechte Gattungen handelt (Aarbechterkolonien a Reienhaiser, gebaut am Ufank vum 20. Joerhonnert), konnten eenheetlech Moossnamen definéiert ginn, déi dem Public de 24. Abrëll virgestallt wäerte ginn.

Wann e Proprietär vun engem kommunal geschützte Gebai thermesch Verbesserunge wëll ëmsetzen, déi dem historesche Bestand ze vill zousetzen, virun allem duerch eng Baussenisolatioun, an dofir net vum INPA konnte guttgeheescht ginn, da bleift dem Kulturminister, deen iwwert de Projet muss offiziell informéiert ginn, d`Méiglechkeet, d'Haus national ze klasséieren, fir esou e gréissere Schued um gebauten Ierwen ze verhënneren. Géint dës Entscheedung kann de Proprietär viru Geriicht kloen.

Contrôle automatisé des passeports à l'Aéroport de Luxembourg | Question **7851** (31/03/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

De 26. Juli 2018 ass um Flughafe Findel d'automatesch Passkontroll agefouert ginn. Doduerch kënnen d'Passagéier, déi aus Länner ausserhalb vum Schenge-Raum an- oder ausreesen, hire Pass selwer scannen. D'Investitiounen an dës Technologie hunn sech am Joer 2018 op eng Zomm vun 3,65 Milliounen Euro belaf, wouvun 2,35 Milliounen Euro vum Flughafebedreiwer iwwerholl gi sinn, a ronn 1,3 Milliounen Euro vum Lëtzebuerger Staat gedroe gi sinn. An der Praxis sinn dës automatiséiert Passkontrollen oft net operabel. D'Borne bleiwen zou an d'Passkontroll gëtt manuell vun engem Mataarbechter iwwerholl. Dëst kascht net nëmmen Zäit, mee et muss och ee Mataarbechter disponibel sinn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Kann d'Regierung déi uewe genannte Feststellunge bestätegen?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir, dass dës automatiséiert Passkontrolle reegelméisseg zou sinn?
• Wa jo, wat ënnerhëlt d'Regierung, fir de Problem ze behiewen?

[14] https://inpa.public.lu/dam-assets/fr/publications/patrimoine-efficience-nerg-tique.pdf

[15] https://mc.gouvernement.lu/fr/publications/guide-manuel/minist-culture/brochure-patrimoine-culturel-developpement-jdp2022.html

Réponse (02/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

De 26. Juli 2018 goufen 10 sougenannten „Automated Border Control"-Guicheten (ABC-Gates) um Flughafen a Betrib geholl, jeeweils 5 fir d'An- respektiv d'Ausrees.

D'ABC-Gates kommen an de Gebrauch fir Passagéier:

– déi sech mussen, gemäß Schenge-Reegelwierk[16], enger Grenzkontroll ënnerzéien, also déi Passagéier, déi de Schenge-Raum verloossen oder betrieden;
– déi d'Nationalitéit vun engem Land hunn aus dem Schenge-Raum;
– déi iwwert e biometresche Pass verfügen. Den Accès fir Identitéitskaarten ass blockéiert ginn, well aktuell nach net all d'Identitéitskaarten d'biometresch Donnéeën enthalen. Gemäß engem europäesche Reglement muss all Land bis den 3. August 2031 senge Bierger eng biometresch Identitéitskaart ausgestallt hunn[17]. Progressiv wäerten d'ABC-Gates also fir d'Identitéitskaarten opgemaach ginn.
– Déi volljäreg sinn. Aus Grënn vum Jugendschutz an an Ofsprooch mam Parquet ass zeréckbehale ginn, dass keng Kanner dierfen d'ABC-Gates notzen. Dat gëtt am Ausland majoritär och esou gehandhaabt. D'ABC-Gate erlaabt zum Beispill net, d'Verbindung tëschent engem Erwuessenen an engem Kand ze maachen. Dës Konditioun zitt mat sech, dass bei Vakanzeflich ausserhalb vum Schenge-Raum (Ägypten, Tunesien etc.) d'Familljen d'ABC-Gates net kënnen notzen.

Den Undeel vun de Käschte vun den ABC-Gates vum Staat beleeft sech effektiv op 1.256.193,41 €. Allerdéngs sinn dovun 924.368,75 € vum Internal Security Fund agefloss, duerch e Cofinancement vun der Europäescher Unioun. De Lëtzebuerger Staat huet deemno iwwert de Policebudget just nach 331.824,66 € bäigesteiert.

Duerch follgend Grënn huet Lëtzebuerg momentan just begrenzte Méiglechkeeten, fir d'ABC-Gates verstäerkt ze notzen.

– Brexit: Duerch de Brexit ass et legal net méi méiglech, dass Passagéier mat brittescher Nationalitéit duerch d'ABC-Gates ginn. 2019 hunn nach 70.356 Passagéier mat brittescher Nationalitéit d'ABC-Gates konnten notzen.
– Entry/Exit-System: D'Europäesch Unioun huet sech en neie System ginn, fir d'Entréeën an d'Sortië vun Drëttstaatler an de Schenge-Raum ze erfaassen[18]. Déi informatesch Entwécklung vum Zentralsystem a vun der nationaler Komponent sinn amgaang. Viraussiichtlech wäert den EES 2024 a Betrib goen. Wann dat bis de Fall ass, da kënnen Drëttstaatler bei hirer 2. Arees an de Schenge-Raum d'ABC-Gates benotzen. Doduerch wäerten d'ABC-Gates erëm bedeitend méi benotzt ginn, notamment vun de brittesche Passagéier.
– Advanced Passenger Information (API)[19]: Fir all Extra-Schenge-Vol gesinn d'Polizisten um Flughafen am Viraus verschidden Informatiounen iwwert d'Passagéier, dovun och d'Nationalitéit. Wann op engem Fluch wéineg Passagéier sinn, déi susceptibel sinn, fir duerch den ABC-Gate ze goen, da gëtt dovun ofgesinn, fir dës ze aktivéieren, an et gëtt en zousätzleche manuelle Guichet opgemaach. Dat selwecht gëllt, wann d'Poliziste mierken, dass vill Vakanzeflich erausginn. Doduerch, dass vill Familljen dobäi sinn, huet et da kee Wäert, d'ABC-Gates opzemaachen.
– Wéi all technesch Ariichtung mussen d'ABC-Gates reegelméisseg enger Revisioun, enger Reparatur oder engem Update ënnerzu ginn. Wouduerch se da mussen zougemaach ginn.
– D'Flughafepolice (Unité de police à l'aéroport) gëtt bis 2025 mat 15 weidere Poliziste verstäerkt. Doduerch wäert et machbar sinn, fir méi Guicheten opzemaachen a parallell och d'ABC-Gates ze besetzen.
– Wou d'ABC-Gates agefouert goufen, sinn „Assistente" vum Flughafebedreiwer agesat ginn, fir d'Passagéier ze sensibiliséieren an ze ënnerstëtzen. Domat si gutt Erfarunge gemaach ginn, an esou Aktioune kéinten an Zukunft eventuell widderholl ginn.

[16] Notamment de Règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen).
[17] Règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation.
[18] Règlement (UE) 2017/2226 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2017 portant création d'un système d'entrée/de sortie (EES) pour enregistrer les données relatives aux entrées, aux sorties et aux refus d'entrée concernant les ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures des États membres et portant détermination des conditions d'accès à l'EES à des fins répressives, et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et les règlements (CE) n° 767/2008 et (UE) n° 1077/2011.
[19] Directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers, ëmgesat an nationaalt Recht duerch: Loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation et l'immigration.

Perturbations des lignes ferroviaires entre le Luxembourg et la France liées aux grèves contre la réforme des retraites en France | Question **7853** (31/03/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Dans le cadre du mouvement de protestation contre la réforme des retraites en France et des grèves y liées, le trafic sur les lignes ferroviaires entre le Luxembourg et la France est depuis un certain temps régulièrement perturbé. Sur l'axe Nancy–Luxembourg, de nombreux trains ont enregistré des retards respectivement ont été supprimés. Cela affecte fortement l'ensemble des transports publics dans la région transfrontalière et notamment les frontaliers se rendant au Luxembourg en transport public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Combien de passagers arrivant au Luxembourg sont actuellement concernés par les retards respectivement annulations dus aux grèves en France ?

– Quels efforts le Gouvernement déploie-t-il afin d'assurer que les transports publics dans la région transfrontalière fonctionnent normalement malgré les grèves actuelles en France ?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les grèves en France impactent le trafic ferroviaire de la ligne 90 (Luxembourg–Bettembourg–Thionville–Metz), ainsi que de la ligne 70 (Luxembourg–Rodange–Longwy) sur le tronçon entre Rodange et Longwy.

La ligne 90 est utilisée par plus de 12.000 clients par jour et le tronçon frontalier de la ligne 70 par environ 850 clients par jour.

Au cours des trois premiers mois de l'année 2023, 1.480 trains de la ligne 90 et 93 trains de la ligne 70 ont été supprimés à la suite de la grève. À ceux-ci s'ajoutent encore 84 TGV vers Paris et 40 TGV vers le sud de la France.

Vu l'importance de l'impact sur l'offre ferroviaire, les CFL n'ont pas les moyens pour un éventuel remplacement des trains annulés de la SNCF. En plus, comme la grève affecte aussi les postes directeurs, même les trains CFL vers la France peuvent être concernés par la grève.

Les CFL informent les clients en temps réel via tous leurs canaux (Internet, app mobile, affichage en gare, call center, centre d'accueil) sur les trains qui circulent respectivement ceux impactés par la grève, ainsi que sur d'éventuelles alternatives (p. ex. par le réseau RGTR) qui existent.

Situation des ingénieurs-directeurs et des ingénieurs-directeurs adjoints des syndicats communaux | Question **7854** (31/03/2023) de **M. Aly Kaes** (CSV)

D'Problematik vun den Ingénieurs-directeurs an den Ingénieurs-directeurs adjoints vun den industrielle Gemengesyndikater ass schonns an dësem Haus thematiséiert ginn, ënnert anerem duerch meng QP élargie vum 3. Mee 2021. Et gouf duerno den 12. Mee 2021 eng Aktualitéitsdebatt an der Chamber am Kontext vun der Reform vum Gemengegesetz.

Quasi all d'Parteie si vun der ALID, der Associatioun vun den Ingénieurs-directeurs, a Kenntnis gesat ginn. De Syvicol an d'FGFC si mam Problem befaasst. All Acteur ass sech bewosst, datt eng kloer juristesch Basis fir d'Funktioun vum Direkter an dëse wichtege Syndikater, déi essentiel a kritesch Infrastrukture betreien, muss geschafe ginn, an dëst net nëmme säit der Diskussioun iwwert de SIGI. Den Dossier ass Iech säit 2019 bekannt.

Mëttlerweil ass een sech eens, an dat ass och de richtege Wee, d'Syndikatsgesetz an net d'Gemengegesetz ze reforméieren. Mengen Informatiounen no hutt Dir säit Méint detailléiert Propose vun der ALID um Dësch, déi sech un d'Gesetz vum CGDIS (Loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours) an am Besonneschen un d'Artikele 16 an 20 uleenen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir den Interieur dës Froe stellen:

– Wéi kënnt Dir veräntwerten, datt déi genannte Gemengefonctionnairen ouni den noutwennege juristesche Schutz am Alldag musse schaffen?

– Firwat kënnt dësen Dossier net virun, wann dach e komplette Konsens besteet an d'Texter aus engem erproufte Gesetz stamen?

– A wat fir engem Delai presentéiert Dir der Chamber de Projet de loi?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Ingénieurs-directeurs an de Gemengesyndikater, déi als Beamten agestallt sinn, ënnerleien deem selwechte juristesche Schutz wéi all aner Beamten am Gemengesecteur, an zwar un éischter Stell deem, deen duerch dat modifizéiert Gesetz vum 24. Dezember 1985, dat de Statut vum Gemengebeamte fixéiert, garantéiert ass. Donieft definéiert dat modifizéiert Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 d'Attributioune vun de Gemengenorganer, präziséiert d'Entscheedungen, déi vun dësen Organer getraff ginn, an delimitéiert d'Responsabilitéite vun de politesche Mandatairen am Verhältnis zu den Agentinnen an Agenten, déi an de Verwaltunge schaffen.

Eng Erkenntnis, déi op ville Plazen am Gemengesecteur gemaach gëtt, ass, dass déi aktuell gesetzlech Dispositiounen, déi d'Organisatioun vun de Gemengeverwaltungen an déi kommunal Decisiounsprozesser reegelen, an engem dynameschen Ëmfeld sinn, dat permanent wiesselt an dowéinst eng séier Reaktivitéit verlaangt, an dacks den Erausfuerderunge vun haut net ëmmer ugepasst sinn.

Ech deelen dës Erkenntnis an och d'Aschätzung, dass d'Gemengesyndikater, déi en industriellen Objet hunn, heivunner besonnesch betraff sinn. All

Verbesserungsvirschlag ass wëllkomm, wéi ë. a. déi, déi d'Association luxembourgeoise des ingénieurs-directeurs et ingénieurs-directeurs adjoints des syndicats de communes (ALID) virgeluecht huet. Mir musse fir eng méiglech Reform awer och sécherstellen, datt se mat de constitutionnellen a gesetzlechen Dispositiounen, déi de Fonctionnement vum Gemengesecteur definéieren, vereenbar sinn.

Ech erlabe mer, an dësem Kontext drop hinzeweisen, dass ech selwer e Virschlag ausgeschafft hat, deen eng kohärent Äntwert op dës Erausfuerderungen duergestallt an eng méi déifgräifend Reform vun de Gemengeverwaltunge mat sech bruecht hätt. Dës Propos war enk un den Organisatiounsmodell vun de staatleche Verwaltungen an Établissements publics ugeleent. Bis elo gëtt et awer am Secteur keng däitlech Bereetschaft, fir dëse Wee anzeschloen, och net, wann een dësen neie Modell just um Niveau vun de Syndikater applizéiere géif.

Legislativ Modifikatiounen – sief et um Niveau vum Gemengen- oder Syndikatsgesetz – brauchen engersäits e breede politesche Konsens, anerersäits muss dofir gesuergt ginn, dass eng nei Relatioun tëschent dem politeschen an dem administrativen Niveau, z. B. iwwert d'Aféierung vun neie Prozesser, kloer an transparent gereegelt ass, fir all juristesch Onkloerheet bei der Verdeelung vu Kompetenzen a Responsabilitéiten ze vermeiden. Déi rezent Aktualitéit huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, dass d'Organisatioun an d'Gestioun vun de Verwaltungen am Secteur op enger gudder Gouvernance baséiert, mat efficacë Kontrollmechanismen. All nei Propose mussen dowéinst och aus dëser Optik op de Préifstand geholl ginn.

Ech kann awer versécheren, dass ech weiderhin am Dialog bleiwen, net nëmme mat de concernéierten Acteuren, mä mam ganze Gemengesecteur, fir no Äntwerten ze sichen, an dat getrei dem Motto „Matenee fir eng modern Gemeng".

Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale | Question **7855** (31/03/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La réforme de la Police grand-ducale a introduit de nouvelles carrières (A2 et B1) dans la police par le biais de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale[20]. Ainsi, le groupe de traitement B1 a été créé pour le cadre policier. Cette valorisation du cadre policier a eu un impact positif sur le recrutement de nouveaux agents. Par conséquent, la majorité des nouveaux agents de police est issue du groupe de traitement B1. Dans le cadre des réformes de 2015, le groupe de traitement A2 a été instauré d'une manière générale dans la structure des carrières pour les détenteurs d'un bachelor. Par la suite, la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale a prévu l'introduction du groupe de traitement A2 pour le cadre policier.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) La loi modifiée du 18 juillet 2018 a ouvert la voie à la création de postes dans le groupe de traitement A2 auprès de la Police grand-ducale. En effet, des postes faisant partie du groupe de traitement A2 ont été créés dans le cadre civil. Cependant, aucun poste faisant partie du groupe de traitement A2 n'a été créé dans le cadre policier. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons ?

2) L'article 73 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 prévoit la possibilité d'avancer d'un groupe de traitement à un groupe de traitement supérieur. Il serait ainsi possible de passer du groupe de traitement B1 au groupe de traitement A2 et du groupe de traitement A2 au groupe de traitement A1. Est-ce que, par le passé, des policiers du groupe de traitement B1 ont pu passer au groupe de traitement supérieur ? Dans l'affirmative, combien d'agents du groupe de traitement B1 ont pu accéder au groupe de traitement A1 au cours des cinq dernières années ?

Réponse (02/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) La loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit la création de groupes de traitement policier A2 et B1. À ce stade, l'implémentation échelonnée des divers aspects de la réforme 2018 qui est toujours en cours, et notamment la transposition du groupe de traitement B1, sont considérées comme étant prioritaires. Il y a aussi lieu d'adapter la formation aux besoins du nouveau groupe de traitement A2 et de définir le rôle des futurs policiers A2.

ad 2) L'article 73 de la loi modifiée du 18 juillet prévoit certes la possibilité d'avancer d'un groupe de traitement à un groupe de traitement supérieur. Mais l'article 74 de la même loi stipule également que le nombre maximum de membres du cadre policier pouvant changer de leur groupe de traitement vers un groupe de traitement immédiatement supérieur est fixé à vingt pour cent de l'effectif total du groupe de traitement dont le membre du cadre policier souhaite faire partie. Vu que le cadre policier A2 n'est, à l'heure actuelle, pas encore transposé, le nombre de membres pouvant changer du groupe de traitement B1 policier vers le groupe de traitement policier A2 via une carrière ouverte prévue à l'article 73 est de zéro.

Contrôles dans les crèches, maisons relais et foyers de jour | Question **7856** (31/03/2023) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

Viru Kuerzem war an der geschriwwener Press iwwert verschidde Mëssstänn an engem private Crèchegrupp ze liesen. Hei geet vun Netanhale vum Betreiungsschlëssel an der virgeschriwwener Gréisst vun de Raimlechkeete rieds. Et handelt sech ëm e private Gestionnaire, deen iwwert en Agrement mam Educatiounsministère verfüügt. Deementspriechend huet den zoustännege Service vum Ministère d'Recht, onugekënnegt Kontrollen duerchzeféieren.

An dësem Zesummenhang stellen ech gär dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froen:

1. Wéi vill Kontrollen huet de Ministère an de leschte 5 Joer bei der Demande oder der Erneierung vun engem Agrement duerchgefouert? Gëtt et Fäll, wou bei der Demande oder der Erneierung op eng Kontroll verzicht gëtt? Wa jo, firwat?

2. Wéi vill onugekënnegt Kontrollen huet de Ministère an de leschte 5 Joer bei agrementéierte Services d'éducation et d'accueil (SEA) duerchgefouert? Ass et méiglech, dës Zuelen no Crèche, Maison relais an Dagesfoyer opzelëschten?

3. Wéi vill onugekënnegt Kontrolle ginn an der Reegel pro Joer pro agrementéiert Institutioun duerchgefouert? Gëtt et hei Ënnerscheeder tëschent Crèche, Maison relais an Dagesfoyer? Gëtt et hei Ënnerscheeder tëschent Institutioune mat privaten an ëffentleche Gestionnairen?

4. Wat motivéiert de Ministère, op zousätzlech onugekënnegt Kontrollen zeréckzegräifen?

5. Wat sinn d'Suitten, wa bei enger Kontroll festgestallt gëtt, datt eng agrementéiert SEA respektiv Crèche net mat de Virschrëfte vum Agrement konform ass?

Réponse (02/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Bei enger neier Demande an och bei der Erneierung vun engem Agrement (bedéngt duerch eng Veränneerung vun der Bildungsoffer) fir eng Crèche oder méi generell fir e Bildungs- a Betreiungsservice (SEA) ginn am Prinzipp ëmmer Kontrollen duerchgefouert. Iwwert déi lescht fënnef Joer si 638 nei Demanden traitéiert an accordéiert ginn. Iwwert d'Zuel vun den Erneierunge ginn am Moment keng Statistike gefouert.

Zousätzlech zu den administrative Kontrollen um Niveau vum Dossier sinn am Kader vun den neien Agrementsdemanden an der Erneierung vum Agrement eng ronn 1.000 Visitte vun de Betreiungsstrukturen an de leschte fënnef Joer gemaach ginn.

ad 2. An de leschte fënnef Joer sinn am Secteur ronn 335 onugekënnegt Kontrolle gemaach ginn. Dës Kontrollen ëmfaassen esouwuel reng administrativ Kontrolle wéi och Inspektiounen, d. h. Kontrollen ouni Umeldung sur place.

Et ass ze bemierken, datt et an de Joren 2020 an 2021 wéinst der Fermeture vun de Strukturen opgrond vun der Pandemie mat Momenter net méiglech war, fir verschidde Kontrollen duerchzeféieren.

Eng Opschlësselung tëschent Crèchen a Maison-relaisen oder Dagesfoyeren ass momentan net méiglech. Et sief och drop higewisen, datt d'Maison-relaisen an d'Dagesfoyeren (Foyers de jour) deene selwechten Agrementsbedéngungen ënnerstinn, an zwar deene vun engem SEA fir Schoulkanner.

ad 3. Déi onugekënnegt Kontrolle ginn dann duerchgefouert, wann eng oder méi Plaintë virleien, oder op Initiativ vum Ministère, wann de Verdacht op Mëssstänn besteet. Et gëtt also keng festgeluechten Zuel pro Joer, mee et variéiert vu Joer zu Joer. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7334 kann een noliesen, datt an de leschte fënnef Joer 60 kommerziell Strukture méi wéi eng Kéier kontrolléiert goufen. Et si pro Struktur bis zu siwe Kontrollen duerchgefouert ginn.

D'Konditiounen, déi de Gestionnaire vun engem SEA muss respektéieren, sinn iwwert de Reegeltext vun 2013 festgeluecht. Et bestinn ënnerschiddlech Konditiounen tëschent engem SEA fir kleng Kanner an engem SEA fir Schoulkanner, mee d'Konditioune si fir all Träger identesch, onofhängeg vum Statut vum Gestionnaire.

ad 4. Onugemellt Kontrollen erméiglechen, zu all Moment eng Bestandsopnam ze maachen, a sinn eng Ergänzung zu den ugekënnegte Visitten an de Kontrollen, déi am Kader vun der Agrementsdemande an der Erneierung vun engem Agrement duerchgefouert ginn.

ad 5. Esouwuel d'Gesetz iwwert den Agrement (Loi ASFT) wéi och d'Jugendgesetz gesi Prozedure vir am Fall, wou en SEA net konform ass zum Gesetz.

[20] Loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et portant abrogation : 1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; 2. le code d'instruction criminelle ; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ; 2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police.

Am Fall, wou eng Netkonformitéit zum Gesetz festgestallt gëtt, gëtt am Prinzipp en Delai accordéiert, bannent deem de Gestionnaire beleeë muss, datt hien sech konforméiert huet. Hien huet och d'Méiglechkeet, innerhalb vun dësem Delai gehéiert ze ginn, fir seng Erklärunge matzedeelen. Dës Informatioune musse bei enger méiglecher Decisioun mat betruecht ginn. D'Ausnam zu dëser Reegel ass de Fall, wou d'Kanner enger direkter Gefor ausgesat sinn. An dësem Fall kann de Minister direkt reagéieren an eng Decisioun huelen.

Jee no Situatioun schafft de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend enk mat anere staatlechen Instanzen, wéi zum Beispill der ITM, der Inspection sanitaire, der Sécurité alimentaire an och dem Parquet zesummen.

Méiglech Suitten um Niveau vum Agrement sinn eng Reduktioun vun der Kapazitéit oder de Retrait vum Agrement.

Um Niveau vum Chèque-service accueil sinn eng Suspensioun, de Retrait an och e Remboursement als méiglech Konsequenze virgesinn.

D'Zil vun de Sanktiounen ass et virrangeg, de Gestionnaire dozou ze beweegen, sech ze konforméieren, soudatt d'Kanner an deene beschtméigleche Konditiounen encadréiert ginn.

Subventions pour pompes à chaleur aérothermique | Question **7857** (31/03/2023) de **M. Max Hahn** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Et ass eis zu Ouere komm, dass den Ëmweltministère bis ewell nach keng Subventioun am Kader vum Klimabonus-Programm fir d'Installatioun vun enger Loft-Wärmepompel accordéiert an ausbezuelt huet. De Grond heifir wier, dass et aktuell um Marché bal keng Wärmepompel gëtt, déi déi jeeweileg Kaméidigrenzwäerter (≤5 kW: 48 dB(A); 5–12 kW: 51 dB(A); >12 kW: 55 dB(A)) anhält.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dës Informatioune bestätegen?

2. Falls net, wéi vill Demandë sinn an de leschten dräi Joer pro Joer erakomm? Wéi vill goufen der accordéiert? Wéi vill goufen der ausbezuelt?

3. No wéi enge Krittäre sinn dës Grenzwäerter festgeluecht ginn?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Mam groussherzogleche Reglement vum 7. Abrëll 2022 goufen eng éischte Kéier Kaméidisgrenzwäerter fir Loft-Wärmepompelen, déi subventionéiert ginn, agefouert, dëst, fir esouwuel d'Bewunner vum Gebai, zu deem d'Wärmepompel gehéiert, wéi och déi direkt Nopere beschtméiglech viru Kaméidi ze schützen. Et fënnt ee mëttlerweil um Marché eng ganz Rei vu Geräter, déi dës Grenzwäerter anhalen. Donieft läscht dat modifizéiert Reglement vum 7. Abrëll 2022 zwou zousätzlech Optiounen op:

(1) Fir Anlagen, déi dës Wäerter net vu sech aus anhalen, besteet d'Méiglechkeet, duerch d'Installéiere vun enger Schallhauf ënnert déi gefuerdert Limitt ze kommen an esou eligibel fir de Subsid ze ginn.

(2) Alternativ zum Erfëlle vun de Limitte fir maximal Schallleeschtungspeegele kann een och an de Genoss vun engem Subsid kommen, wann ee kann noweisen, datt 40 dB(A) op der Grenz zum Noper net iwwerschratt ginn. Mat Hëllef vum Schallrechner léisst sech d'Kaméidisbelaaschtung a Funktioun vum Emplacement vun der Anlag par rapport zum Nopeschterrain ausrechnen. De Schallrechner fir Lëtzebuerg ass um Internetsite www.schallrechner.lu disponibel.

Anlagen, déi fir den Noper eng Kaméidisbelästegung sinn, ginn net gefërdert.

ad 2. An deene leschten dräi Joer si souwuel Demandë fir Subside fir Wärmepompelen, déi ënnert d'Reglement vun 2017 wéi därer, déi ënnert d'Reglement vun 2022 falen, erakomm. Déi follgend Tableauen illustréieren déi entspriechend Zuelen. Am Reglement vun 2017 sinn zirka 80 % vun den Demandë Loft/Waasser-Wärmepompelen. Fir den neie Regimm ass et nach ze fréi, fir e Prozentsaz ze nennen. Well am neie Regimm elo och Wärmepompelen a bestoende Gebaier gefërdert ginn, wäert den Undeel vu Loft/Waasser-Wärmepompelen éischter méi héich leien.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. D'Kaméidigrenzwäerter an déi aner Dispositiounen aus dem modifizéierte Reglement vum 7. Abrëll 2022 goufen esou ausgeluecht, datt esouwuel d'Bewunner vum Gebai, zu deem d'Wärmepompel gehéiert, wéi och déi direkt Nopere beschtméiglech viru Kaméidi geschützt ginn. Et gouf dobäi och séchergestallt, datt an alle Leeschtungsklasse Wärmepompele fir de Subsid eligibel sinn. Dës Dispositioune goufen och an Zesummenaarbecht mat den Acteuren aus dem Secteur definéiert.

Travail à temps partiel | Question **7858** (31/03/2023) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Les travailleurs souhaitent un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Ils ont donc de plus en plus souvent recours à des contrats de travail à temps partiel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Messieurs les Ministres, combien de contrats de travail à temps partiel ont été conclus au cours des dix dernières années ? Concernant le secteur privé, Monsieur le Ministre du Travail pourrait-il articuler les contrats de travail à temps partiel également par secteur d'activité ?

2) Au cours des dix dernières années, quel a été le nombre d'heures de travail hebdomadaires des contrats de travail à temps partiel, également ventilé par secteur d'activité ?

3) Monsieur le Ministre du Travail estime-t-il que le cadre légal devrait permettre une plus grande flexibilité en matière de travail à temps partiel ? Afin de pouvoir réagir à des circonstances exceptionnelles ou à des interventions d'urgence, par exemple dans l'industrie ou l'artisanat, le droit du travail ne pourrait-il permettre de dépasser la limite des 40 heures hebdomadaires pour le travail à temps partiel ? Une telle adaptation ne serait-elle pas particulièrement judicieuse pour les contrats de 35 à 38 heures par semaine ?

Réponse (04/05/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) et 2) Définition du travail à temps partiel retenu (secteur privé) : Une personne est considérée comme travaillant à temps partiel si le nombre d'heures de travail contractuel est inférieur ou égal à 90 % du nombre d'heures correspondant à un temps plein (en moyenne 173 heures/mois). Ce seuil de 90 % correspond à celui appliqué dans l'enquête communautaire sur la structure des salaires.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les tableaux qui suivent illustrent la situation et l'évolution des services à temps partiel au cours des 10 dernières années (fonction publique étatique).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En considérant les 4 secteurs majeurs de la fonction publique étatique, la situation se présente comme décrit ci-dessous.

– Administration générale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Éducation

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Force publique

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Justice

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En ne considérant que les agents de l'État en service à temps partiel, la moyenne du nombre d'heures travaillées, ventilée par secteur d'activité, se présente tel qu'illustré par le tableau ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire souligne qu'à l'heure actuelle, les salariés peuvent déjà avoir recours à des contrats de travail à temps partiel. D'ailleurs, le projet de loi n° 8016 concernant la directive « Work Life Balance » donne une ouverture supplémentaire.

En ce qui concerne la flexibilité dans le monde du travail, il faut cependant veiller à garder un équilibre entre les besoins du salarié et ceux de l'entreprise. Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire juge d'ailleurs aussi que le choix de travailler 35 ou 38 heures par semaine est un choix bien réfléchi, et que ce choix individuel est à respecter.

Il y a lieu de souligner que, dans le cadre des négociations de contrats collectifs, il est possible de trouver une série de solutions adaptées aux différents secteurs et entreprises. Dans ce contexte, il est à soulever que la loi du 23 décembre 2016 concernant l'organisation du temps de travail et plus spécifiquement le plan d'organisation du travail (POT) accorde une certaine flexibilité. Entre autres, les articles L. 211-18, 211-19, 211-20 et 211-21 permettent une certaine flexibilité en ce qui concerne le temps du travail.

Mesures disciplinaires et protection contre le licenciement dans la fonction publique | Question **7859** (31/03/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

L'effectif de la fonction publique est composé de différents types d'agents. Environ un tiers des agents travaillent sous le statut d'employé de l'État. Moins de 10 % des effectifs sont des salariés de l'État et le reste des agents travaillent sous le statut du fonctionnaire de l'État. Les trois statuts d'emplois diffèrent sur de nombreux points. Ainsi, les mesures disciplinaires et la

protection contre le licenciement diffèrent d'un statut à l'autre.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Le contrat de travail d'un employé de l'État peut être résilié à l'initiative de l'employeur au cours des dix premières années lorsque l'employé « ne répond pas aux attentes » ou pour des raisons dûment motivées. Les conditions de protection contre le licenciement ne s'améliorent qu'après dix ans de service. Qu'est-ce qui justifie cette condition de dix ans ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de réduire cette période ?

– Un agent qui manque à ses devoirs exposés dans le statut peut subir une sanction disciplinaire, et l'application éventuelle d'une sanction pénale. Comme décrit ci-dessus, le contrat de travail d'un employé de l'État dont l'ancienneté est inférieure à dix ans peut être résilié relativement facilement. Un employé de l'État ayant une ancienneté d'au moins dix ans est soumis à une procédure disciplinaire comparable à celle applicable aux fonctionnaires et passe généralement par quatre phases. La première phase est l'enquête préalable, suivie de l'instruction devant le commissaire du Gouvernement ou son adjoint, puis de la décision du conseil de discipline et se termine par l'application de la décision. Le Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire (CGID) est une autorité indépendante qui exerce ses pouvoirs d'instruction à charge et à décharge de l'agent poursuivi. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les employés de l'État devraient pouvoir disposer des mêmes modalités que les fonctionnaires de l'État en matière de régime disciplinaire ?

Réponse (10/05/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Les agents du secteur étatique peuvent être recrutés sous trois régimes différents (fonctionnaires, employés et salariés de l'État), qui comprennent, d'un côté, des règles identiques et similaires et, de l'autre côté, des règles différentes et spécifiques à chaque régime. En effet, il existe bien des différences juridiques entre les trois régimes tout au long de la vie professionnelle des agents, en commençant par les procédures de recrutement et en terminant avec les régimes de pension.

En ce qui concerne plus particulièrement le régime disciplinaire des employés de l'État, je voudrais informer l'honorable Député qu'en 2012, le Gouvernement de l'époque avait déposé plusieurs projets de loi relatifs aux réformes dans la fonction publique qui sont devenus les différentes lois du 25 mars 2015. Dans ce contexte, le projet de loi n° 6465 prévoyait notamment de ramener le délai au bout duquel le régime disciplinaire des fonctionnaires de l'État commence à s'appliquer aux employés de l'État de dix ans à trois ans.

En juillet 2014, à la suite de l'avis du Conseil d'État du 21 janvier 2014, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative de la Chambre des Députés avait amendé le projet de loi en question pour revenir au délai de dix ans, en le commentant comme suit : « L'amendement en question est destiné à rétablir tout d'abord la situation actuelle de l'employé au niveau de la résiliabilité de son contrat de travail. En effet, le projet initial avait envisagé d'aligner cette disposition sur la situation du fonctionnaire nommé après une période de stage de trois années, ceci en prévoyant la non-résiliabilité du contrat de l'employé trois années depuis l'entrée en vigueur du contrat à durée indéterminée au lieu de dix années. Or, dans le souci de maintenir une différence plus nette entre les deux statuts du fonctionnaire et de l'employé et dans la mesure où les dispositions actuelles n'ont pas donné lieu à des contestations, il a été jugé opportun de conserver les critères fixés par l'article 7 de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État, tout en abolissant la condition d'âge de 35 ans jugée discriminatoire. »

Actuellement, il n'est pas prévu de modifier ce dispositif.

Ceci étant, l'accord salarial du 9 décembre 2022 stipule qu'un « groupe de travail sera institué au cours de l'année 2023 pour analyser le droit disciplinaire en vue d'y apporter d'éventuelles améliorations ». Les questions soulevées par l'honorable Député seront sans doute abordées dans ce contexte entre partenaires sociaux.

Finalement, et pour éviter d'éventuels malentendus quant à la qualité des décisions prises en la matière, je voudrais encore apporter les quelques explications ci-après.

L'autorité qui envisage de prendre une décision de résiliation du contrat de travail d'un employé de l'État doit appliquer la procédure administrative non contentieuse, dont le but est notamment de connaître la position de l'agent par rapport aux reproches formulées et de pouvoir prendre ainsi une décision motivée, objective et proportionnée. À noter aussi qu'une telle décision peut faire l'objet d'un recours en réformation auprès des juridictions administratives et que si ces dernières arrivent à la conclusion que la résiliation n'est pas justifiée, l'agent en question est réintégré comme si la résiliation n'avait pas eu lieu.

Situation du SAMU dans la région Wiltz | Question **7860** (31/03/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Le Plan national d'organisation des secours (PNOS) vise à garantir une arrivée des secours en moins de 15 minutes pour au moins 90 % des opérations de secours aux personnes, d'incendie et de sauvetage à l'horizon 2025. Selon le dernier rapport annuel, le Service d'aide médicale urgente (SAMU) a dû intervenir environ 8.000 fois en 2021. Ce service intervient lors de situations d'urgences médicales ou de détresse vitale nécessitant une prise en charge immédiate, ensemble avec les équipes des ambulances, et fonctionne 24h/24h depuis ses centres d'Esch-sur-Alzette, d'Ettelbruck, de Hesperange, du Findel et de Luxembourg.

Selon nos informations, parvenant de membres des services de secours régionaux, les contraintes liées à la topographie et à la voirie ne permettraient actuellement pas au SAMU d'Ettelbruck de garantir l'objectif d'une arrivée des secours en moins de 15 minutes pour la région de Wiltz. Pour pouvoir atteindre cet objectif, il serait nécessaire d'implanter une antenne du SAMU dans la région de Wiltz.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce que l'option d'une mise en place d'une antenne du SAMU au sein de la région de Wiltz a déjà été analysée ?

2) Dans la négative, Madame la Ministre entend-elle insister auprès du CGDIS pour que cette option soit étudiée ?

3) Dans l'affirmative, les conclusions s'opposent-elles à la création d'une antenne du SAMU à Wiltz ou dans sa région ? Ces conclusions restent-elles encore valables pour l'année 2023 voire pour l'horizon 2025 ?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Je tiens tout d'abord à préciser que le délai fixé dans le Plan national d'organisation des secours (PNOS) pour intervenir en moins de 15 minutes dans 90 à 95 pour cent des cas n'est pas applicable aux moyens d'appui au secours d'urgence aux personnes, dont les antennes mobiles du Service d'aide médicale urgente (SAMU) (cf. PNOS p. 232). Le délai d'intervention est calculé pour les moyens de primo-intervention, à savoir les First Responder et ambulances (cf. PNOS p. 287).

Ensuite, je tiens à souligner que la couverture du pays en moyens SAMU a été nettement améliorée depuis la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) avec la mise en service de 2 bases SAMU supplémentaires (cf. PNOS p. 290 et 291). Ainsi, la mise en œuvre d'un hélicoptère de sauvetage avec un équipage dédié à partir de l'Aéroport de Luxembourg a permis une optimisation de la couverture, notamment dans le nord et l'est du pays. Je rappelle qu'en cas d'indisponibilité de l'hélicoptère en raison de mauvaises conditions météorologiques, l'équipage est régulièrement prépositionné au centre d'incendie et de secours de Wiltz.

Toute amélioration supplémentaire de l'efficience de toute la chaîne de secours à personne, y inclus du SAMU, fait l'objet d'un projet dédié dans le cadre de la mise en œuvre du PNOS et concerne l'ensemble du pays.

Baisse du nombre de cancers détectés pendant la crise de la Covid-19 | Question **7861** (03/04/2023) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Wärend der Covidsituatioun war den normale Fonctionnement vun eise Spideeler staark ageschränkt. Besonnesch wärend dem Lockdown gouf et dacks verpasst, d'Fréierkennung an d'Behandlung vu verschiddene Kriibserkrankungen ze assuréieren. Zu Lëtzebuerg geet d'Fondation Cancer esouguer dovun aus, datt duerch déi uewe beschriwwen Ëmstänn ronn 10 Prozent vun de Kriibserkrankungen net fréizäiteg erkannt goufe respektiv, datt dës net chirurgesch behandelt goufen. Fir de Patient bedeit dat, dass d'Heelungschancë fir déi jeeweileg Kriibserkrankung substanziell ofhuelen.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Huet d'Regierung Zuelen an/oder Statistiken, wéi vill Kriibserkrankungen duerch d'Covidsituatioun an de Lockdown net fréizäiteg erkannt konnte ginn? Huet d'Regierung Zuelen a Statistiken, wéi vill fir déi jeeweileg Kriibserkrankung noutwenneg chirurgesch Agréffer duerch d'Covidsituatioun an de Lockdown net konnten duerchgefouert ginn?

2. Huet d'Regierung an deem Kontext och Zuelen an/oder Statistiken, a wéi engem Mooss d'Heelungschancë fir Patienten, wou eng Kriibserkrankung net fréi genuch diagnostizéiert gouf respektiv wou e chirurgeschen Agréff net fréizäiteg duerchgefouert gouf, ofgeholl hunn?

3. Huet d'Regierung an deem Kontext och Zuelen an/oder Statistiken, wéi dacks déidlech Suitten duerch déi net duerchgefouert Fréierkennung respektiv duerch déi net duerchgefouert chirurgesch Agréffer provozéiert goufen?

4. Wou läit an den Ae vun der Regierung d'Responsabilitéit fir dës Ëmstänn, déi jo a ville Fäll fir de Patient déidlech Suitten haten? Misst d'Regierung net och hei betraffe Leit finanziell entschiedegen, well déi Situatioun jo eng direkt Konsequenz vun hire politeschen Decisioune war?

Réponse (27/04/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

D'Regierung verweist op d'Äntwert vum 23. Mäerz 2023 op d'parlamentaresch Fro Nummer 7662 vum honorabelen Deputéierten Här Mars Di Bartolomeo, deen déi selwecht Thematik uschwätzt.

Et ass aktuell ze fréi, fir weider Analysen ze maachen, besonnesch wat d'medezinnesch Suitte vun eventuelle Retarde sinn, well dës eng gewëssen Zäit brauche fir opzetrieden.

Wéi schonns an der éischter parlamentarescher Fro gesot, ass et den nationale Kriibsregëster, deen dës Donnéeë suivéiert a wäert an Zukunft Statistiken iwwert d'eventuell Konsequenze vun der Covid-19-Pandemie publizéieren.

Organisation de l'examen du permis de conduire dans le nord du pays | Question **7862** (03/04/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Zanter Joerzéngte ginn d'Führerschäinsexamen an der Nordspëtzt vum Land zu Wolz an an der direkter Ëmgéigend ofgehalen. Dat erspuert deene Jonken aus de Kantone Wolz a Clierf wäit Weeër bis an d'Nordstad. Elo soll et awer an noer Zukunft sou sinn, datt dës Exame just nach am Kanton Dikrech sollen ofgehale ginn.

Well d'Schülerinnen an d'Schüler beschtméiglech op hir praktesch Prüfung virbereet solle ginn, missten si da meeschtens am Raum Nordstad mat der Autoschoul trainéieren. Fir déi Jonk aus dem Éislek an dem Réidener Kanton bedeit dat awer een enormen Zäitopwand, well se dacks 40 bis 50 Kilometer fuere mussen, bis datt si zu Dikrech oder Ettelbréck ukomm sinn; kaum ze schwätze vum zousätzlechen Trafick deen doduerjer entsteet.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Stëmmt et, datt d'Exame fir de Führerschäin am Nordbezierk an Zukunft nëmmen nach an der Nordstad ofgehale solle ginn?

– Wa jo, ass den Här Minister net bereet, fir dës Entscheedung am Sënn vun der Dezentraliséierung a vu manner Ressourcëverbrauch ze iwwerdenken?

– Ass et méiglech, fir zesumme mat der Stad Wolz nei Raimlechkeeten ze sichen, déi et erlaben, dës praktesch Exame weiderhin an der Ardennenhaaptstad ze organiséieren?

Réponse (19/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Kader vun der Organisatioun vun de praktesche Führerschäinsexamen am Norde vum Land a speziell an der Stad Wolz.

Grondsätzlech ass an dësem Kontext ze soen, datt e Führerschäin net regional beschränkt ass. Wann eng Persoun duerch e prakteschen Exame kann noweisen, datt si ka mat engem Auto am Stroosseverkéier deelhuelen, esou dierf dës Persoun, wann si den Exame gepackt huet, op sämtlechen ëffentleche Stroossen am In- an Ausland fueren. Deemno muss bei der Preparatioun op e prakteschen Exame mat enger Fahrschoul séchergestallt ginn, datt dës Persoun och tatsächlech an alle Situatiounen hiert Gefier an och de Code de la route beherrscht. Dëst ass onofhängeg dovunner, ob eng Persoun ganz am Norden oder ganz am Süde vum Land fiert, a bedeit och net, datt eng Persoun bei all Fahrstonn spezifesch Strecken an enger Regioun offuere soll, wou potenziell kéint den Examen ofgehale ginn. Méi wichteg ass et, datt dës Persoun sämtlech Zorte vu Stroosse kenne léiert an dës optimal beherrscht a weess, wéi een sech ze verhalen huet.

Wat den Exame selwer ugeet, esou ass et och oft esou, datt d'Kandidaten nach virun dem Examen eng Fahrstonn hunn an deemno selwer a Begleedung vum Fahrlehrer bis op d'Plaz fueren, wou dësen ofgehale gëtt, wat an dësem Zesummenhang dann och kee verluerenen Trajet duerstellt. Déi aner Regioune vum Land hunn zwee Examenssitten zur Verfügung (Sandweiler an Esch-Uelzecht), an do huet et sech erausgestallt, dass dat fir d'Kandidaten aus dem Süden, Osten, Westen an Zentrum kee Problem duerstellt, och wa Verschiddener wäit vum Examenszenter wunnen. An dësem Zesummenhang sief dann och nach eng Kéier op d'Äntwerten op d'Question parlementaire élargie N° 182 verwisen, wou och analyséiert gouf, wéi gutt déi verschidde Sitte vun der SNCA am Land mat der neier Opdeelung ze erreeche sinn.

Wat de Site vum Fridhaff ubelaangt, esou ass dësen am Sënn vun enger nationaler Dezentraliséierung vun den Aktivitéite vun der SNCA gebaut ginn a regruppéiert dofir och all Servicer vun der SNCA op enger zentraler Plaz am Norden, wat dem gesamte Ressourcëverbrauch entgéintkënnt. D'Führerschäinsexame fir den Norde ginn all um neie Site vun der SNCA um Fridhaff ofgehalen, esoubal dësen operationell ass. De Site Wolz souwéi déi vun Angelduerf an Dikrech ginn dann dono och zougemaach. Momentan hält d'SNCA an der Moyenne 16 Kategorie-B a BE-Exame pro Woch zu Wolz of. Dat ass net ëmmer genuch, fir een Examinateur fir zwee Deeg voll ze beschäftegen. Organisatoresch ass et och méi komplizéiert, ee klengen Examenszenter optimal ze besetzen, wann d'Unzuel vun den Examen esou kleng ass wéi zu Wolz, an do déi ofgesoten Examensplagen net kënne vun enger anerer Fahrschoul benotzt ginn, well net genuch Kandidaten do sinn.

Deemno ass et am Moment zu Wolz och just méiglech, d'Exame fir den Autosführerschäin souwéi fir d'Autosremorque ze maachen. Sämtlech aner Führerschäiner kënnen am Moment guer net zu Wolz ugebuede ginn, well d'Infrastruktur och net adäquat ass, wat beispillsweis den Übungsterrain ubelaangt. Um Fridhaff wäerte sämtlech Examenskategorië kënnen ugebuede ginn.

Zousätzlech dozou ass nach ze vermierken, dass d'Examen, déi hiren Depart zu Wolz huelen, oft net alles ofdecke kënnen, wat am Artikel 4 vum Règlement grand-ducal du 17 mai 2004 sur les matières des examens en vue de l'obtention d'un permis de conduire recommandéiert ass. D'Aptitude vum Kandidat, fir op der Autobunn ze fueren, kann zum Beispill zu Wolz net iwwerpréift ginn, well do keng Autobunn ass. Wann d'Examen elo fir den Norden all um Fridhaff gefuer ginn, kann am Norden och alles, wat am Règlement grand-ducal recommandéiert ass, iwwerpréift ginn an esou och séchergestallt ginn, datt d'Examen eenheetlech fir sämtlech Regiounen aus dem Land ofgehale kënne ginn.

Aus den uewe beschriwwene Grënn ass et net geplangt, weiderhin Departe vu prakteschen Examen zu Wolz ze hunn, mee dës op engem Site am Norde vum Land ze regruppéieren. Am konkreete Fall um zukünftege Site Fridhaff vun der SNCA.

Montants de pension versés pour le mois d'avril 2023 | Question **7863** (03/04/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Selon des témoignages de personnes concernées, les montants de pension versés par la CNAP pour le mois d'avril 2023 seraient largement inférieurs aux montants versés pour le mois de mars 2023.

Même si l'expiration du crédit d'impôt énergie peut expliquer une légère baisse des pensions les plus basses du fait que ce crédit d'impôt avait surcompensé la perte de pouvoir d'achat due au report de la tranche indiciaire de 2022, la baisse des montants qui m'a été communiquée dépasse largement cette envergure.

De plus, des personnes retraitées témoignent d'augmentations des montants cotisés pour l'assurance maladie et l'assurance dépendance qui dépasseraient largement les taux de cotisation fixés par la loi, à savoir 2,8 % pour l'assurance maladie et 1,4 % pour l'assurance dépendance.

En espérant qu'il doit sûrement s'agir d'une erreur de calcul de la part de la CNAP je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'une erreur de calcul s'est effectivement produite lors de la détermination des montants de pension pour le mois d'avril 2023 ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment cette erreur de calcul a pu se produire et combien de personnes en sont concernées ?

3) Dans la négative à la première question, comment s'explique la baisse sensible des montants notamment pour les personnes bénéficiaires de pensions basses ?

4) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que toutes les personnes concernées auront droit à un recalcul et un remboursement des montants retenus de trop ?

Réponse (17/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Contrairement à ce qui est avancé par l'honorable Députée dans sa question parlementaire, les calculs des pensions du mois d'avril 2023 effectués par la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) sont corrects. Aucune erreur de calcul n'a été détectée lors de la détermination des montants de pension pour le mois d'avril 2023.

Les « différences » au niveau des montants dus s'expliquent par plusieurs facteurs, y compris par les situations personnelles qui sont à la base des calculs.

En effet, plusieurs facteurs peuvent avoir influencé les pensions du mois d'avril 2023, notamment :

– l'application de l'article 230 du Code de la sécurité sociale qui prévoit un recalcul avec effet au 1er avril de la pension de vieillesse anticipée, de la pension d'invalidité ou de la pension de survie en cas de concours avec un revenu professionnel ou un revenu de remplacement ;
– l'application de la nouvelle cote indiciaire de 921,40 points ;
– la fin du crédit d'impôt énergie (CIE), remplacé par le crédit d'impôt conjoncture (CIC) qui sera applicable rétroactivement au 1er janvier 2023 ;
– un changement de situation personnelle ayant un impact sur la classe d'imposition.

Concernant le CIE, cette mesure était dès le départ limitée dans le temps et son échéance était donc connue depuis sa mise en application. La fin de cette mesure – qui sera remplacée par le « crédit d'impôt conjoncture » avec effet rétroactif au 1er janvier 2023 – peut en effet expliquer une différence au niveau des montants des pensions les plus basses tel qu'expliqué dans le communiqué du Ministère de la Sécurité sociale du 29 mars 2023 : https://mss.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2023%2B03-mars%2B29-adaptations-pensions-avril.html.

D'autres adaptations des montants nets versés peuvent également résulter de variations du taux d'imposition,

notamment dues à un changement de la classe d'imposition, ou d'un autre élément (p. ex. crédit d'impôt) signalé à la CNAP par l'Administration des contributions directes.

Quant aux taux de cotisations légales appliqués sur les pensions, il y a lieu de préciser que pour les bénéficiaires d'une pension personnelle et d'une pension de survie auprès de la CNAP, le total des cotisations sociales – et d'ailleurs des impôts – dû pour les deux pensions est mis en compte intégralement sur une seule pension, en principe la pension personnelle. Il y a donc lieu de comparer le montant des cotisations dues à l'intégralité du montant combiné des pensions et non d'une seule pension.

En conclusion, les dispositions légales, plus précisément en ce qui concerne les taux des cotisations sociales, ont été correctement appliquées par la CNAP.

Financement du terrorisme au Luxembourg | Question **7864** (04/04/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Wéi RTL den 3. Abrëll gemellt huet, gouf et „rezent" am Süde vum Land Perquisitioune wéinst Finanzéiere vun Terrorismus. An engem Communiqué huet de Parquet matgedeelt, datt d'Sektioun „antiterrorisme" vun der Police judiciaire Perquisitioune bei 4 Leit doheem gemaach hätt. Dës gi verdächtegt, enger weiderer Persoun, déi vu sech behaapt, enger terroristescher Beweegung unzegehéieren, Fongen zoukomme gelooss ze hunn. D'Enquête leeft nach. Zwee Leit wieren an Untersuchungshaft gesat ginn. Eng drëtt Persoun steet ënner Contrôle judiciaire. Déi dräi Verdächteg sinn inculpéiert wéinst Finanzement vun Terrorismus.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister stellen:

1. Wéi schätzt den Här Premier- a Staatsminister déi uewe genannten Enquête mat Perquisitioun am Süde vum Land sécherheetspolitesch an?

2. Kann den Här Premier- a Staatsminister eis soen, ob et sech hei ëm Eenzelfäll handelt, oder ass de Problem vum Finanzement vum Terrorismus ee Phenomeen, deen am Moment un Envergure gewënnt?

3. Kann den Här Premier- a Staatsminister eis doriwwer eraus iwwer déi allgemeng terroristesch Bedroung hei am Land informéieren? Ass dës Gefor a leschter Zäit éischter méi grouss oder méi kleng ginn? Wat gedenkt d'Regierung, heigéint politesch ze ënnerhuelen?

Réponse (04/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

D'Justizautoritéite confirméieren de Communiqué de presse, deen no de Perquisitiounen am Süde vum Land wéinst Finanzéiere vun Terrorismus gemaach ginn ass. Wéi am Communiqué vum Parquet scho matgedeelt gouf, leeft aktuell eng Enquête wéinst Finanzement vun Terrorismus. Zum jëtzegen Zäitpunkt kann een awer net dovun ausgoen, dass et sech heibäi ëm ee Phenomeen handelt, deen un Envergure gewënnt.

D'Lag vun der Bedroung am Beräich Terrorismus a gewaltbereeten Extremismus gëtt vum Koordinéierungsgrupp fir d'Lutte géint den Terrorismus reegelméisseg analyséiert, dëst opgrond vun der Evaluatioun vun der Geforelag duerch den SRE, zesumme mat de verschiddenen zoustännegen nationalen Acteuren. Lëtzebuerg ass momentan mat engem Niveau de menace 2 konfrontéiert, wat bedeit, datt een et, mat Bléck op d'Sécherheetssituatioun am internationale Kontext, mat enger reeller mee abstrakter Menace ze dinn hunn, an deem Sënn, datt eis Sécherheetsservicer keng Informatiounen iwwert eng konkreet Menace fir eng Cible op eisem Territoire hunn. Déi zoustänneg Autoritéite wäerten d'Evolutioun vun der Situatioun kontinuéierlech suivéieren an analyséieren.

« Mammerent » | Question **7865** (04/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Mengen Informatiounen no wier de Montant, deen am Kader vun der Mammerent vum Fonds national de solidarité (FNS) ausbezuelt gëtt, dëse Mount e gutt Stéck manner héich ewéi de Mount virdrun.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Aus wéi engem Grond ass de Betrag vun der Mammerent dëse Mount méi niddereg?

– Huet dëst eppes mam Auslafe vum Steierkreditt ze dinn?

– Wa jo, wier et net noutwendeg, d'Leit doriwwer ze informéieren?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Wéi den Här Deputéierten et richteg indiquéiert huet, ass de Betrag vun der Mammerent wéinst dem Auslafe vum Crédit impôt énergie (CIE) méi niddereg fir de Mount Abrëll 2023 wéi fir de Mount Mäerz 2023. Et ass awer ze bemierken, datt d'Mammerent och wéinst engem anere Facteur kann änneren (Changement vum Taux d'impôt), mee am Prinzipp ass déi Reduktioun vun der Mammerent am Abrëll op d'Ofschafung vum CIE zréckzeféieren.

De Fonds national de solidarité (FNS) huet och säin Internetsite diesbezüglech aktualiséiert, fir de Leit déi néideg Informatiounen zougänglech ze maachen.

Chargés de cours dans l'enseignement fondamental | Question **7866** (04/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi een an engem Artikel vum „Tageblatt" vum 30. Mäerz 2023 („Unmoralisch bis illegal") noliese konnt, gëtt et hei am Land Chargé-de-coursen, déi scho säit zwanzeg Joer am Lëtzebuerger Schoulsystem aktiv sinn, ouni jeemools e CDI ënnerschriwwen ze hunn. Dat verstéisst zwar a priori net géint de Code du travail, wou et am Art. L. 122-5 Paragraf 3 heescht:

« Par dérogation aux dispositions du présent article, peuvent être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée totale dépassant vingt-quatre mois, sans être considérés comme contrats de travail à durée indéterminée, les contrats de travail à durée déterminée conclus [...] entre l'État ou la commune, d'une part, et le chargé de direction d'une classe de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire, le chargé d'éducation des lycées, l'agent socio-éducatif d'une administration ou service dépendant du département de l'éducation nationale, le chargé de cours du service de la formation des adultes, le chargé de cours du service de la formation professionnelle et le chargé de cours du Centre de langues Luxembourg, le chargé de cours des instituts et services de l'Éducation différenciée et le chargé de cours du Centre de logopédie d'autre part [...]. »

D'Verfassungsgeriicht huet awer an engem Urteel vun 2006 festgehalen, dass dëse Passage aus dem Code du travail géint d'Lëtzebuerger Verfassung verstéisst mam Argument, datt laut Verfassung all d'Lëtzebuerger virum Gesetz gläich sinn (Art. 11). De Ministère huet sech allerdéngs bis elo ni un dëst Urteel vum Verfassungsgeriicht gehalen, ënner dem Virwand, datt d'Urteeler vun dëser héijer Kierperschaft bis zum Gesetz vum 15. Mee 2020 iwwer d'Reform vum Verfassungsartikel 95 net bindend waren.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. An der neier Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft triede wäert, steet am Artikel 112 (8): « Les dispositions des lois déclarées non conformes à la Constitution par un arrêt de la Cour constitutionnelle cessent d'avoir un effet juridique le lendemain de la publication de cet arrêt dans les formes prévues pour la loi, à moins que la Cour constitutionnelle n'ait ordonné un autre délai. » Wäert d'Regierung am Hibléck op dëse Passus an der neier Verfassung d'Urteel vum Verfassungsgeriicht aus dem Joer 2006 an deem Sënn respektéieren, datt all Chargé de cours vum 1. Juli un no enger bestëmmter, kloer festgesater Frist e CDI kritt? Wann nee, mat wéi engen Argumenter wäert d'Regierung déi jëtzeg Praxis am Zesummenhang mat den Aarbechtskontrakter vun de Chargé-de-coursë fortsetzen?

2. Am selwechten Artikel vum „Tageblatt" heescht et: „Schlimmer sei jedoch, dass auch Personen ohne Arbeitsvertrag vor eine Schulklasse gestellt werden. [...] In den Internationalen Schulen kommt es regelmäßig vor, dass viele Lehrkräfte über mehrere Monate nicht krankenversichert seien und kein Gehalt erhalten, weil die Arbeitspapiere nicht fertig sind." Kann den Här Minister dës Ausso confirméieren? Wa jo, leien dem Här Minister Zuele vir, wéi vill Chargé-de-coursen am Ablack ouni Aarbechtskontrakt hei am Land Schoul halen?

Réponse (16/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass richteg, datt déi nei Verfassung an hirem Artikel 112 (8) virgesäit, datt déi legal Dispositiounen, déi duerch en Urteel vun der Cour constitutionnelle eng Verfassungswiddregkeet presentéieren, den Dag no der Publikatioun keng juristesch Effekter méi virweisen. Den Artikel L. 122-5 Paragraph 3 Punkt 4 vum Code du travail, agefouert vun der Loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, baséiert um Artikel 17 vun der Loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

D'Verfassungsgeriicht huet an engem Urteel vum 20. Oktober 2006 festgehalen, datt den Artikel 17 vun der Loi modifiée du 5 juillet 1991 portant dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail géint den Artikel 10bis vun der Verfassung verstéisst. An der Suite koum et zu enger Rektifikatioun vum Artikel L. 122-5 Paragraph 3 Punkt 4, duerch en neit Gesetz vum 22. Dezember 2006; also posterieurement zum Urteel vum Verfassungsgeriicht.

En l'état actuel betrëfft d'Urteel vun Oktober 2006 de fréieren Artikel 17. En Urteel, dat d'Verfassungskonformitéit respektiv d'Verfassungswiddregkeet vum neie Contenu vum Artikel L. 122-5 constatéiert, sou wéi en zanter Dezember 2006 en vigueur ass, gëtt et also net.

D'Verfassungskonformitéit kann nëmme vum Verfassungsgeriicht festgestallt ginn. Et steet der Regierung net zou, sech engem Geriicht ze substituéieren. Den aktuellen Artikel L. 122-5 ass e legal gestëmmten Artikel, dee ganz regulär déi legislativ Prozedur duerchlaf huet an als solche muss vun der Regierung applizéiert ginn.

ad 2. Et ass falsch ze behaapten, datt verschidden Enseignanten ouni Aarbechtsvertrag Schoul halen. All Chargé de cours huet en Aarbechtsvertrag. Ouni sou e Vertrag dierf keen Agent beim Staat ufänken ze schaffen. Allerdéngs kann eréischt eng Pai vum Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ausbezuelt ginn, wann d'Dossiere komplett sinn; also net nëmmen de Vertrag ënnerschriwwen ass, mee och all déi administrativ Pabeieren un déi zoustänneg Administratioun transferéiert goufen. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend huet do net ëmmer Afloss op den zäitlechen Oflaf, dëst hänkt och dacks vun externe Facteuren of (Reaktivitéit vun den Agenten, déi néideg Dokumenter ofzeginn).

Logiciels espions au Luxembourg | Question **7867** (05/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

DG Justice and Consumers vun der Europäescher Kommissioun huet ee Bréif un d'Memberlänner geschéckt zum Theema „use of spyware in or by Member States". An dësem Kontext goufe Saache gefrot wéi:

„1. For what purpose is the use of spyware permitted under national law:
a. criminal law enforcement?
b. national security?
c. any other purpose (please specify)?
2. Please list all authorities which are permitted by national law to use or authorise the use of spyware."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

– Kann d'Ministesch mir d'Äntwerten, déi Lëtzebuerg der EU-Kommissioun am Kader vun dësem Bréif zoukomme gelooss huet, ginn?

Réponse (02/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

D'Regierung huet der Europäescher Kommissioun follgend Äntwerten op hire Questionnaire ginn:

« 1. For what purpose is the use of spyware permitted under national law:
a. criminal law enforcement?

L'article 88-1 du Code de procédure pénale accorde le pouvoir au juge d'instruction d'ordonner, dans des circonstances exceptionnelles, pour des infractions graves et sous un contrôle très strict, l'utilisation de moyens techniques,
1° de surveillance et du contrôle des télécommunications ainsi que de la correspondance postale ;
2° de la sonorisation et de la fixation d'images de certains lieux ou véhicules ;
3° de la captation de données informatiques.

Les mesures prévues à l'endroit de l'article 88-1 du Code de procédure pénale ne peuvent être ordonnées par le juge d'instruction uniquement et exclusivement dans le cadre de faits d'une gravité particulière emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement, et à l'encontre de personnes poursuivies pour des actes de terrorisme et de financement de terrorisme ainsi que pour des crimes et délits contre la sûreté de l'État.

b. national security?

Oui – veuillez vous référer à la réponse à la question 3.

c. any other purpose (please specify)?
/

2. Please list all authorities which are permitted by national law to use or authorise the use of spyware.

a) La police grand-ducale après ordonnance du juge d'instruction conformément à l'article 88-1 du Code de procédure pénale.
b) Le Service de renseignement de l'État en vertu de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État[21].

3. If your reply to question 1 b) is affirmative, please specify:

a. the definition of national security or the criteria used to define the scope of national security;
b. the relevant legislation that governs the processing of data for national security purposes;
c. which bodies supervise the use of spyware by public authorities (e. g. internal oversight within national security authorities; external oversight by administrative bodies, independent authorities, courts or the national parliament, etc.).

La loi précitée du 5 juillet 2016 définit clairement la mission du Service de renseignement de l'État (SRE) et délimite également de manière précise le contexte dans lequel celle-ci pourra s'exercer : la présence d'une menace ou d'un risque de menace pour la sécurité nationale, à savoir une activité susceptible de mettre en cause l'indépendance et la souveraineté de l'État, la sécurité et le fonctionnement des institutions, les droits fondamentaux et les libertés publiques, la sécurité des personnes et des biens, le potentiel scientifique et technique ou les intérêts économiques du Grand-Duché de Luxembourg. Le champ d'application de cette mission s'étend aussi à la sécurité des États étrangers ou des organisations internationales et supranationales avec lesquelles le Luxembourg a signé des accords.

La loi précise la nature des menaces potentielles pour la sécurité nationale :

– espionnage et ingérence ;
– extrémisme à propension violente ;
– terrorisme ;
– prolifération d'armes de destruction massive ou de produits liés à la défense et des technologies afférentes ;
– crime organisé et cybermenace dans la mesure où ils se trouvent liés à l'une des menaces précédentes.

Il importe de souligner que la loi précitée exclut explicitement de la mission du SRE toute surveillance politique interne.

Par ailleurs, pour garantir une sécurité juridique aussi bien aux citoyens qu'aux professionnels du renseignement, le SRE est soumis à un contrôle à quatre niveaux, dont trois se situent en amont (niveau politique, niveau administratif et autorités judicaires) et un a posteriori (au niveau parlementaire).

4. What are the conditions for the use of spyware under question 1 a), 1 b) and 1 c)? Please explain the type of safeguards that exist under national law (e. g. whether there is a limit on what data can be accessed, on the duration of the measure, on the personal scope, etc.).

ad 1. a)

L'article 88-2 du Code de procédure pénale vise à délimiter le cadre dans lequel le juge d'instruction peut ordonner une des mesures prévues par l'article 88-1 précité.

Les mesures prévues à l'endroit de l'article 88-1 du Code de procédure pénale ne peuvent être ordonnées par le juge d'instruction uniquement et exclusivement dans le cadre de faits d'une gravité particulière emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement, et, s'agissant de la sonorisation et de la fixation d'images des lieux et véhicules visés à l'article 88-1, paragraphe 2, et de la captation de données informatiques, à l'encontre de personnes poursuivies pour des actes de terrorisme et de financement de terrorisme ainsi que pour des crimes et délits contre la sûreté de l'État.

En ce qui concerne la sonorisation et de la fixation d'images des lieux et véhicules visés à l'article 88-1, paragraphe 2, précité, et de la captation de données informatiques, en tout ou en partie, il doit s'agir d'un ou de plusieurs des faits énumérés ci-après :

« a) crimes et délits contre la sûreté de l'État au sens des articles 101 à 123 du Code pénal ;
b) actes de terrorisme et de financement de terrorisme au sens des articles 135-1 à 135-6, 135-9 et 135-11 à 135-16 du Code pénal ;
2° que des faits déterminés rendent la personne à surveiller suspecte, soit d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé, soit de recevoir ou de transmettre des informations destinées à l'inculpé ou au suspect ou qui proviennent de lui ;
3° que les moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce. »

L'article poursuit que « (3) La décision du juge d'instruction est écrite et contient, sous peine de nullité, les mentions suivantes :

1° la motivation spéciale d'après les éléments de l'espèce et par référence aux conditions indiquées au paragraphe 2 ;
2° le nom ou, s'il n'est pas connu, une description aussi précise que possible de la ou des personnes visées par les mesures ordonnées ;
3° la manière dont les mesures seront exécutées ;
4° la période durant laquelle les mesures pourront être exécutées au regard des dispositions du paragraphe 4 ;
5° le nom et la qualité de l'officier de police judiciaire qui procède à l'exécution de l'enquête. »

L'article 88-2, paragraphe 4, délimite le champ d'application temporel desdites mesures en imposant qu'elles doivent être levées dès qu'elles ne sont plus nécessaires. Elles cessent de plein droit un mois à compter de la date de l'ordonnance. Elles peuvent toutefois être prorogées chaque fois pour un mois, sans que la durée totale puisse dépasser un an, par ordonnance motivée du juge d'instruction, approuvée par le président de la chambre du conseil de la Cour d'appel qui statue dans les deux jours de la réception de l'ordonnance, le procureur général d'État entendu en ses conclusions.

La mesure ne peut, à peine de nullité, être ordonnée à l'égard d'un inculpé après son premier interrogatoire par le juge d'instruction et celle ordonnée antérieurement cesse ses effets de plein droit à cette date (article 88-2, paragraphe 5).

L'article 88-2, paragraphe 6, interdit, sous peine de nullité, d'ordonner les mesures précitées à l'égard d'une personne liée par le secret professionnel au sens de l'article 458 du Code pénal, à moins qu'elle ne soit elle-même suspecte d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé.

Conformément à l'article 88-2, paragraphe 6, alinéa 3, « la mise en place du dispositif technique mentionné aux paragraphes 2 et 3 de l'article 88-1 ne peut, à peine de nullité, être réalisée dans les locaux utilisés à des fins professionnelles, le domicile ou ses dépendances au sens des articles 479, 480 et 481 du Code pénal ou le véhicule d'un avocat, d'un médecin, d'un journaliste professionnel ou d'un éditeur, ces deux derniers

[21] https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2016/07/05/n8/jo

termes compris au sens défini par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, ou concerner les systèmes automatisés de traitement de données se trouvant dans ces lieux ».

L'article 88-4 précise encore que « les enregistrements des télécommunications, conversation, images ou données informatiques et les correspondances postales interceptées sont détruits, à la diligence du procureur d'État ou du procureur général d'État, à l'expiration du délai de prescription de l'action publique. En cas de décision d'acquittement, ils sont détruits immédiatement après que la décision est coulée en force de chose jugée. En cas de condamnation, ils ne sont pas détruits. »

ad 1. b)

La mise en œuvre des moyens et mesures de recherche prévus aux articles 7(1), 7(2) et 8 (1)c de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État est soumise à des conditions strictes et à des critères précis. La mise en œuvre doit être conforme à trois principes essentiels, qui sont la légitimité, la proportionnalité et la subsidiarité. Cette démarche vise à allier professionnalisme dans la prévention de menace à un haut niveau de protection de l'individu et de sa sphère privée.

Les mesures doivent ainsi viser des personnes physiques ou morales, identifiées ou identifiables.

La surveillance et le contrôle des télécommunications (article 7(1) de la Loi SRE) est limitée à un délai de 3 mois à compter du jour où elle a été ordonnée par le Comité ministériel, après assentiment de la commission spéciale de magistrats, sur demande écrite du directeur du SRE. Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions de forme et de fond.

La mesure cesse également en cas de transmission du dossier au procureur d'État compétent dans les limites des faits communiqués.

La mesure de repérage des données relatives au trafic, y compris l'identification des correspondants, et de toutes les formes de communication, ou à la localisation de l'origine ou de la destination de ces communications (article 7(2) de la Loi SRE) est limitée à une période maximale de 6 mois précédant ou suivant la date à laquelle elle a été ordonnée par le Comité ministériel, après assentiment de la commission spéciale de magistrats, sur demande écrite du directeur du SRE.

Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions de forme et de fond.

La mesure d'interception à la source visée à l'article 8(1)c de la Loi SRE obéit aux mêmes principes précités, et est soumise aux conditions cumulatives suivantes :

– Les moyens et mesures de recherche dont dispose le SRE en vertu des articles 5, 6 et 7 s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spécifiques de l'espèce.
– Il s'agit d'un ou plusieurs faits qui revêtent un degré de gravité caractérisé.
– Les faits ont trait soit à des activités d'espionnage, soit à des activités de prolifération d'armes de destruction massive ou de produits liés à la défense et de technologies y afférentes, soit à des activités de terrorisme.

La mesure permet d'accéder au(x) système(s) informatique(s) susceptible(s) d'être utilisé(s) par une personne ou plusieurs personnes visées par les moyens et mesures de recherche, afin de

– rechercher de manière ciblée des renseignements nécessaires à l'exécution d'une des missions définies au premier alinéa ou de
– surveiller et contrôler des communications dont l'interception technique n'est pas possible moyennant les réseaux normaux de télécommunication et à ce titre y installer un dispositif technique ou informatique non permanent d'une durée n'excédant pas le délai de trois mois.

Les moyens et mesures de recherche susvisés sont ordonnés par le Comité ministériel sur demande écrite du directeur du SRE et après l'assentiment de la commission spéciale selon la procédure inscrite à l'article 7.

5. Please specify if the use of spyware for purposes under question 1 a), 1 b) and 1 c) requires prior authorisation by a court or an independent administrative authority. If yes, please explain:

a. the circumstances where prior authorisation is required and any criteria allowing the authorisation to be issued;
b. which court or independent administrative authority provides the authorisation;
c. whether the court or the independent administrative authority has access to all information relating to the request for prior authorisation.

ad 1. a)

Veuillez vous référer aux réponses aux questions 1. a) et 4.

ad 1. b)

Les moyens et mesures de recherche prévus aux articles 7-8 de la loi précitée du 5 juillet 2016 sont ordonnés par le Comité ministériel du renseignement, composé de membres du Gouvernement, sur demande écrite du directeur du SRE et après l'assentiment d'une commission spéciale composée de magistrats, à savoir le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative et le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

6. Are there any transparency requirements with respect to the use of spyware (e. g. reporting obligations to Parliament or oversight bodies on the use of spyware, public reporting on statistics, etc.)? Please specify the transparency requirements under question 1 a), 1 b) and 1 c).

La mesure de la captation de données informatiques ne peut être ordonnée uniquement dans l'exercice des missions de protection de la sécurité nationale et de la sûreté de l'État et dans le dans le cadre d'un dispositif de contrôle strictement réglementé.

Il importe également de rappeler que la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale s'applique également à la Police grand-ducale.

Les activités du Service de renseignement de l'État sont soumises au contrôle d'une commission de contrôle parlementaire. La commission de contrôle parlementaire est informée d'office tous les six mois des mesures de surveillance et de contrôle des communications ordonnées par le comité ministériel du renseignement, à la demande du SRE.

7. Please specify:

a. whether there is any requirement to notify the concerned individual(s), once there is no longer a risk to national security;
b. what remedies are available to an individual who was subject to surveillance by means of spyware (e. g. judicial redress, administrative redress such as lodging a complaint to ombudspersons or oversight bodies);
c. whether the administrative or judicial remedy examines the lawfulness of such a measure including whether the purposes specified in question 1 were invoked legitimately.

Conformément à l'article 88-4, paragraphe 6, du Code de procédure pénale, « [l]a personne surveillée par un moyen technique au sens de l'article 88-1, paragraphe 1er, [...] sont, pour autant qu'ils n'ont pas la qualité d'inculpé ou de partie civile, informés par le juge d'instruction de la mesure ordonnée ainsi que de leur droit de former un recours en nullité sur base et dans les conditions de l'article 126 au moment de la dernière inculpation intervenue dans l'instruction préparatoire en question ou, lorsque l'instruction préparatoire est clôturée par le juge d'instruction sans inculpation, au moment de cette clôture. »

Puis, le paragraphe 7 de l'article 88-4 du Code de procédure pénale permet au procureur d'État de « former appel dans tous les cas des ordonnances du juge d'instruction conformément à l'article 133 ».

Concernant le SRE, l'autorité de contrôle instituée par l'article 3 de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données est compétente pour contrôler et vérifier le respect par le SRE des dispositions légales, en vertu de l'article 39 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

L'article 13 de la loi précitée règle le droit d'accès par la personne concernée. Ainsi cette personne a le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées. Selon l'article 14, le responsable du traitement peut néanmoins limiter, entièrement ou partiellement, le droit d'accès de la personne concernée, notamment afin de protéger la sécurité nationale. En outre, la personne concernée a le droit de demander la rectification ou l'effacement des données à caractère personnel relatives à elle, ainsi que la limitation du traitement de ces données (art. 15) en cas d'inexactitude de données, ou de violations de dispositions légales inhérentes à la protection des données personnelles, ou de respect d'une obligation légale pour le responsable de traitement.

En vertu de l'article 16, les droits de la personne concernée peuvent être exercés par l'intermédiaire de l'autorité de contrôle compétente, à savoir la Commission de nationale pour la protection des données (CNPD). »

Application « E-Bichelchen » | Question **7868** (05/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi een am Reporter.lu-Artikel „Family business im Bildungsministerium" konnt liesen, gouf et nawell eng Rei Ongereimtheete bei der Entwécklung vun der E-Bichelchen-App. Esou steet de Verdacht vu Vetternwirtschaft am Raum.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Am Artikel gëtt den Entwéckler vun der App, de Loris Wilwert, un, dass d'„Konzeptausarbeitung der Web-App bereits im Vorfeld von einer anderen Firma durchgeführt [wurde]".
Wéi eng aner Firma war dëst? Krut déi 2. Firma, déi eng Offer eraginn hat, och Zougang zu dësen Informatiounen?

2. Wéi ee Service hat d'initial Konzeptausaarbechtung an Optrag ginn?

3. Wéi vill Geld ass un dës éischt Firma bezuelt gi fir hir Aarbecht?

4. Och am Artikel ze liesen ass:
„Da die Abteilung von der Existenz von Apporix wusste, habe man anschließend Loris Wilwert gebeten, ein Angebot einzureichen, so das Ministerium gegenüber Reporter.lu."
Ass et üblech, dass den Educatiounsministère Firme freet, fir Offeren anzereechen? Wa jo, a wat fir Kontexter gëtt dëst gemaach an unhand vu wéi enge Kritäre gëtt entscheet, u wéi eng Firmen een eruntrëtt an u wéi eng net?

5. Wéini gouf d'Konzept fir d'E-Bichelchen initial opgestallt an duerch wien?

6. Ass den Terrain (Lycées- oder Grondschouldirektiounen) bei der Ausschaffung vum Konzept mat abezu ginn? Wa jo, a wéi enger Form a wéi oft?

7. Weider ass am Artikel vu Reporter.lu ze liesen:
„Auf Vorschlag der Abteilung für Berufsausbildung des Ministeriums wurde Apporix für die Erstellung einer Web-Applikation ausgesucht."
Wéi koum den Educatiounsministère dozou, d'Firma Apporix eng éischte Kéier ze engagéieren?

8. Wéi héich war den Ënnerscheed tëscht der Offer vun Apporix an der 2. Firma, déi net zréckbehale ginn ass?

9. Wéi a wéini ass den Educatiounsministère déi éischte Kéier op Apporix oder op d'Persoun vun hirem Gerant opmierksam ginn?

10. Wéi vill huet d'Entwécklung vum E-Bichelchen am Endeffekt kascht?

11. Wéi vill huet d'Prozedur vum Insourcing, bei där de Gerant vun Apporix wärend 6 Méint als externe Mataarbechter beim CGIE agestallt gouf, de Staat kascht?

12. Weess de Minister mëttlerweil, firwat de CGIE-Direkter säi Cabinet net iwwert d'Verbindung tëscht sengem Stellvertrieder an der Firma Apporix opgeklärt huet? Wat fir Konsequenzen ergi sech heiraus?

13. Huet de Minister, nodeems en iwwert d'Prozedure beim E-Bichelchen informéiert ginn ass, Ableck an aner Opträg, déi de CGIE geréiert, gefrot? Wa jo, wéi eng?

14. Ënnerhält de Ministère aktuell nach Geschäfts- an/oder Aarbechtsbezéiunge mam Gerant vun Apporix oder der Firma?

15. Haten och aner Servicer vum Ministère Kontakt mam Gerant vun Apporix? Wa jo, a wéi engem Kontext?

Réponse (16/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Eng Rei vu Froe vum honorabelen Deputéierte betreffen d'Applikatioun eduCarnet. Am Joer 2019 huet de Service de la formation professionnelle (SFP) zesumme mat de Beruffskummeren decidéiert, e Cahier des charges auszeschaffen, fir de Carnet d'apprentissage ze digitaliséieren. D'Firma WILDmotion huet d'Konzept ausgeschafft, dëst am Optrag vum SFP fir e Budget vun 10.296 € TTC. Der Firma WILDmotion war et aus verschiddene firmeninterne Grënn awer net méi méiglech, dëse Projet weiderzeentwéckelen. De CGIE huet dorophi missen innerhalb vu kuerzer Zäit en Developpeur fannen, deen esouwuel zäitlech disponibel wier, wéi och de budgetäre Kader kéint anhalen. Fir d'Entwécklung vun dem eduCarnet waren an der Gestioun vum Projet ronn 50.000 € virgesinn. De CGIE ass op eng Rei vu kommerziellen Acteuren zougaangen, déi awer uginn hunn, den zäitlechen a finanzielle Kader net kéinten anzehalen. Dem CGIE säi Choix ass finalement op d'Firma Apporix gefall, déi d'Entwécklung vun der App eduCarnet op Basis vum Cahier des charges iwwerholl huet fir e Budget vu 50.808 € HTVA.

Generell ass et esou, datt d'Softwareentwécklung vum Educatiounsministère der Kompetenz vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) ënnerläit, deen dofir eng Division études et développements huet. Am Fall, wou keng intern Ressourcë vum CGIE disponibel sinn oder de CGIE keng IT-Kompetenzen an engem bestëmmten Domaine huet, ass et üblech, wann och seelen, datt op eng extern Firma zeréckgegraff gëtt; sou och bei der Entwécklung vum eduCarnet. D'Krittäre sinn heibäi de Präis, d'Kompetenz an d'Disponibilitéit, dëst am Respekt zum Marchés-publics-Gesetz.

Wat d'Entwécklung vum E-Bichelchen ubelaangt, esou gouf déi initial Konzeptaarbecht Mëtt Mee 2022 vum CGIE an d'Weeër geleet. Eng éischt Versioun vum Konzept vum E-Bichelche gouf Mëtt Juni 2022 de Grondschouldirektioune presentéiert. Doropshi gouf en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, deen de Projet bis haut reegelméisseg begleet. Bis haut huet dësen Aarbechtsgrupp sech dräimol getraff, weider Reunioune si geplangt. An deem Grupp vertruede sinn d'DG Enseignement fondamental an d'DG Enfance, d'Direktioune vum EF, de CGIE, d'Gewerkschaft SNE an d'SEA-Strukturen.

Déi reng Entwécklungskäschte vum E-Bichelchen hu sech am Joer 2022 op 46.104 € HTVA belaf. Am Joer 2023 si fir d'Phas vum Insourcing an der Begleedung vum Projet 46.560 € HTVA a Rechnung gestallt ginn. No dem Ofschloss vun dëser Iwwergangsphas ënnerhält den Educatiounsministère keng Relatioune méi mat der uewe genannter Firma.

De Grond, firwat de CGIE-Direkter op de Wee vum Outsourcing gaangen ass, ass, datt am CGIE keng intern Entwéckler iwwer d'Summervakanz disponibel waren. Dofir huet den Direkter d'urgence no enger Léisung gesicht, dëst eenzeg an eleng am Interêt vum Ministère a vum Projet. Vu d'Disponibilitéit, d'Erfarung an de kompetitive Präis, huet de CGIE-Direkter dësen Optrag un Apporix verginn, dëst am Aklang vum Marchés-publics-Gesetz. Weider huet de CGIE-Direkter hei zu kengem Moment en Interessekonflikt gesinn, well de Stellvertrieder vum CGIE-Direkter zu kengem Moment an den Entscheedungsprozess mat agebonne war.

Stockage et transport de dioxyde de carbone | Question **7869** (05/04/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le Danemark a récemment inauguré un site de stockage de dioxyde de carbone à 1.800 mètres sous la Mer du Nord. La particularité de ce site est sa capacité à stocker du CO_2 venu de loin, notamment de la Belgique et, à l'avenir, le CO_2 émis par l'industrie des régions de l'ouest et du sud-ouest de l'Allemagne. Des projets comparables sont en cours de développement dans d'autres pays riverains de la Mer du Nord dont la Norvège.

Dans ce contexte, l'opérateur du réseau gazier belge développe actuellement un grand Hub à Zeebruges reliant la Belgique à la Norvège pour transporter le CO_2 capté chez les émetteurs vers des lieux de stockage. Ce même opérateur a également lancé la construction d'un réseau de transport de CO_2 en Belgique et signé un partenariat pour la création d'un corridor pour transporter le CO_2 capturé sur des sites industriels du sud de l'Allemagne jusqu'à Zeebruges afin de l'exporter vers des sites de stockage en Mer du Nord.

Le Gouvernement luxembourgeois appelle à renoncer à ces technologies de capture et de stockage de carbone (à l'exception des puits forestiers et agricoles) et annonce dans le PNEC (2020-2030) de continuer « … à encourager la Commission européenne à adopter une stratégie fiable et globale dans le cadre de l'objectif d'émissions nettes nulles en Europe d'ici 2050 au plus tard et à opter pour une politique de renonciation en ce qui concerne la promotion de l'énergie nucléaire, du charbon, du fracking (fracturation hydraulique) et de la capture et du stockage du dioxyde de carbone. »

Vu l'impact écologique peu évalué de ce type de solution et considérant l'interconnexion importante voire l'intégration du marché gazier luxembourgeois avec le réseau belge, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre est-il en échange avec les autorités belges concernant la création d'un réseau de transport et de terminalling du CO_2 ?

2) Monsieur le Ministre est-il en mesure de me dire si le réseau en élaboration reposera sur des infrastructures de transport présentes au Luxembourg notamment pour le transport du CO_2 en provenance de l'Allemagne du Sud ?

3) Est-il envisagé de construire des infrastructures y relatives sur le territoire luxembourgeois ? Le Luxembourg respectivement l'opérateur des réseaux gaziers luxembourgeois pourraient-ils être contraints à contribuer au financement de cette infrastructure de transport ?

4) Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu des échanges avec des représentants de l'industrie luxembourgoise en vue d'un accès aux sites de stockage de CO_2 développés en Mer du Nord ?

5) Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport au processus de ratification de l'amendement au Protocole de Londres visant à permettre l'exportation offshore de CO_2 pour un enfouissement sous la mer ? Est-il opposé à un assentiment de cet amendement par le Luxembourg ?

6) Le Gouvernement maintient-il sa position critique par rapport aux technologies de captage et de stockage de CO_2 et s'engage-t-il à y renoncer à l'avenir ?

Réponse (16/05/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Dans le cadre d'échanges bilatéraux entre les ministères belge et luxembourgeois en charge de l'énergie et des gestionnaires de réseau de transport de gaz naturel belge (Fluxys) et luxembourgeois (Creos) concernant le développement d'un réseau européen de l'hydrogène connectant le Luxembourg au réseau belge planifié, Fluxys et le ministère fédéral belge ont informé à plusieurs reprises leurs contreparties de la planification parallèle d'infrastructure hydrogène avec une infrastructure CO_2. Ces informations ont également été véhiculées lors de travaux au niveau du groupe de travail hydrogène du Benelux et au cours du programme de travail SG4 « hydrogène » du Forum pentalatéral de l'énergie. Dans une réunion récente de ce forum dédié à l'infrastructure hydrogène, Fluxys a réitéré ses plans de continuer leurs travaux en relation avec une infrastructure de transport de CO_2. Sous le lien suivant – https://www.fluxys.com/en/energy-transition/hydrogen-carbon-infrastructure/carbon_preparing-to-build-the-network Fluxys donne plus de détails sur leur projet.

ad 2) Des informations publiquement disponibles, on peut déduire que le projet de Fluxys se trouve dans

une phase de manifestation à intérêt qui se concentre sur le territoire belge. Bien que le projet, dans une phase ultérieure, se propose de prévoir également des interconnexions vers ses pays voisins, y inclus le Luxembourg, aucune démarche concrète n'a été entreprise à ce jour. Il semble donc être précoce de pouvoir répondre si un tel réseau reposerait sur des infrastructures de transport présentes au Luxembourg.

ad 3) Pour les raisons évoquées à la réponse à la question précédente, il semble donc être précoce de pouvoir répondre s'il est envisagé de construire des infrastructures y relatives sur le territoire luxembourgeois.

ad 4) Dans le cadre d'une étude sur la décarbonation de l'industrie qui a été menée en 2022 pour identifier les potentiels de décarbonation existants et futurs afin de s'aligner sur les ambitions visant la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard, lors d'échanges organisés avec différents acteurs, le côté industrie avait fait référence au potentiel théorique existant, mais sans indication d'un intérêt précis.

ad 5) Le Luxembourg favorisera une approche de coopération et de concertation au niveau européen.

ad 6) Alors qu'il maintient sa position critique par rapport aux approches qui misent uniquement sur la séquestration géologique du CO_2, le Gouvernement reconnait le rôle potentiel du captage et de la valorisation du dioxyde de carbone pour accélérer la décarbonation. C'est pourquoi des références au captage et à utilisation de carbone ont été intégrées dans l'avant-projet du PNEC, notamment pour ce qui est de l'analyse du besoin, du potentiel et de la faisabilité technico-économique des technologies de « carbon capture and utilisation (CCU) » respectivement de « direct air capture (DAC) » (mesure n° 522 de l'avant-projet du PNEC).

Dans ce contexte, il y a lieu de renouveler la position critique du Gouvernement par rapport au stockage géologique. Rappelons aussi que le stockage de CO_2 est interdit au Grand-Duché de Luxembourg (loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone).

Personnel du CGDIS | Question **7870** (06/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De CGDIS stellt sech zesummen aus fräiwëllegen an haaptberuffleche Pompjeeën. Heibäi sollen déi Haaptberufflech hëllefen, fir den Déngscht vum CGDIS ronderëm d'Auer kënnen ze garantéieren. Hei si CISen opgelëscht, déi méi wéi 3 Asätz den Dag fueren.

Wann een sech d'Zuelen aus dem PNOS an aus der Äntwert vun der Inneministesch op d'parlamentaresch Fro N° 7628 méi genee ukuckt, dann erkennt een, a wéi engen Zenteren (CIS) d'Asazzuelen an d'Luucht gaange sinn an a wéi engen Zenteren d'Zuel u professionelle Pompjeeën erop- oder erofgaangen ass. Esou weisen d'Zuelen, dass an deene meeschten Zenteren d'Zuel vun den Asätz an d'Luucht gaangen ass a just an den Zentere Beetebuerg a Käerjeng-Péiteng se liicht erofgaange sinn.

Kuckt ee parallell dozou d'Entwécklung vun de Beruffspompjeeën iwwert deen Zäitraum, esou ass festzestellen, dass an allen Zenteren d'Unzuel un haaptberuffleche Pompjeeën eropgaangen ass, mat Ausnam vum CIS Beetebuerg, dee vun 9 op 0 professionell Pompjeeën erofgaangen ass, oder Käerjeng-Péiteng, wou et keng Änneruing gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi huet d'Besetzung vun den Déngschtlëschten op den Ambulanze vun 2018 op 2022 an de jeeweilegen Zentere variéiert, opgelëscht no fräiwëllegen a beruffleche Pompjeeën?
Ass d'Variatioun vun den Asazzuelen duerch eng Verschibung vun de professionelle Pompjeeën ze erkläre respektiv duerch manner/méi besate Gefierer?

2. Betreffend de CIS Beetebuerg:
– Wéi kann et sinn, dass en Asazzenter, deen 2018 déi sechstmeeschten Asätz am Land hat, keng Beruffspompjeeë méi huet, déi am CIS affektéiert sinn, an hei den Déngscht besetzen?
– Firwat gouf d'Entscheedung getraff, fir vun 9 op 0 Beruffspompjeeën erofzegoen a fir d'Beruffspompjeeën tëscht Diddeleng a Beetebuerg opzedeelen?
– Am CIS Beetebuerg schafft een Zenterchef haaptberufflech an d'professionell Pompjeeë vum CIS Diddeleng stinn dem CIS Beetebuerg zur Verfügung. Wéi ass d'Personal hei opgedeelt? Wéi vill professionell Pompjeeë si jeeweils pro Dag zu Diddeleng oder zu Beetebuerg? Wéi ass dës Opdeelung begrënnt?

3. Wéi ass et ze erklären, dass Zenteren, déi iwwer 5 Asätz den Dag fueren, net op d'Ënnerstëtzung vu Beruffspompjeeë kënnen zeréckgräifen, wärend Zentere mat manner Asätz den Dag hei eng professionell Ënnerstëtzung kréien?

Réponse (05/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Affektatioun vum Personal an déi eenzel Asazzentere läit ganz aleng an der Kompetenz vum CGDIS.

Scanner thoracique dans le cadre de la Covid-19 | Question **7872** (06/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Eisen Informatiounen no ginn zanter dem Enn vun de Covidrestriktiounen am Fall vun enger Infektioun a verschiddene Klinicke keng Scannere vun de Longe méi gemaach, bis de Patient en negativen Test virweise kann. Dat wier och de Fall, wann den Hausdokter bei engem méi schwéiere Verlaf e Scanner ordonéiert a wann eng Urgence virläit.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Kënnt Dir eis Informatioune confirméieren, datt an eenzele Klinicke keng Scannere méi gemaach ginn, bis de Patient en negativen Test virweise kann?
• Wa jo, wéi ass dës Mesure begrënnt?
• Wa jo, wat solle Risikopatiente maachen, wou den Hausdokter Scanneropname brauch fir auszeschléissen, datt d'Longen ugegraff sinn?

Réponse (15/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Dem Gesondheetsministère leie keng Informatiounen an deem Sënn vir an d'Spideeler confirméieren, dass et keng Restriktioune wéi beschriwwe gëtt a keng negativ Tester vun de Patiente gefrot ginn, fir e Scanner gemaach ze kréien. Och vusäite vum Gesondheetsministère gëtt et keng Virgaben an deem Sënn. Jee no gesondheetlecher Situatioun vum Patient kann et awer sinn, dass eng Mask muss gedroe ginn. Am Prinzipp entscheet den Dokter, zesumme mam Radiolog an en fonction vun de Symptomer vum Patient, wéi eng Examen opportun sinn.

Systèmes de chauffage dans les bâtiments étatiques | Question **7873** (06/04/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Depuis le 1er janvier 2023, les nouveaux biens immobiliers construits ne sont plus équipés de chauffage à gaz. Les nouvelles constructions sont prioritairement équipées de pompes à chaleur tandis que pour les bâtiments plus anciens Monsieur le Ministre préconise des systèmes de chauffage hybride, utilisant des solutions écologiques la plupart du temps et n'employant le gaz ou le mazout qu'en cas de non-viabilité des autres sources d'énergie.

Or, le parc de bâtiments publics représente également une consommation d'énergie importante et en partie fossile.

Partant je voudrais poser à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire des questions à propos des systèmes de chauffage actuellement en place dans le parc immobilier étatique ainsi que des initiatives prévues en vue d'un remplacement des systèmes de chauffage au gaz et au mazout :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de bâtiments étatiques (ministères, administrations, établissements publics, etc.) toujours équipés d'un système de chauffage au gaz ou au mazout sur la totalité du parc immobilier étatique ?

2) Quelle est la proportion annuelle voire mensuelle des énergies fossiles dans la consommation énergétique totale pour le chauffage des bâtiments étatiques ?

3) De quand date le dernier système de chauffage au gaz et au mazout installé dans un bâtiment étatique nouvellement construit ?

4) Quels systèmes de chauffage écologiques sont mis en place dans les bâtiments étatiques nouvellement construits ?

5) Existe-t-il une stratégie de remplacement des systèmes de chauffage dans les bâtiments étatiques anciens respectivement de mise en place de systèmes écologiques complémentaires afin de réduire la consommation d'énergies fossiles dans les bâtiments publics ?

6) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des indications sur les échéances prévues pour le remplacement de ces chauffages et sur les types de chauffage écologique à prévoir ?

Réponse (30/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) À l'heure actuelle, le patrimoine de l'Administration des bâtiments publics comprend environ 1.600 bâtiments, dont elle assure l'entretien et la maintenance, à l'exception de quelque 180 maisons d'habitation conventionnées et gérées par la Fondation pour l'accès au logement. Pour ces dernières, l'administration ne dispose pas de données actuelles.

En ce qui concerne les bâtiments sous gestion technique de l'administration, certains sont raccordés à une même chaufferie ou réseau de chauffage, de sorte qu'environ 760 bâtiments sont alimentés directement par 510 chaufferies au gaz, environ 305 bâtiments par 200 chaufferies au mazout, alors que quelque 140 bâtiments sont raccordés à des réseaux de chauffage urbain fonctionnant au gaz et environ 65 à des réseaux de chauffage urbain à base d'énergies renouvelables avec un appoint au gaz. Les autres bâtiments sont chauffés au bois, à l'aide de systèmes de pompes à chaleur ou d'électricité ou ne sont pas équipés d'installation de chauffage.

ad 2) Étant donné que les frais relatifs aux consommations énergétiques sont pris en charge directement par

les occupants des bâtiments, l'Administration des bâtiments publics ne dispose pas des données requises.

ad 3) La construction la plus récente de l'administration, chauffée par une installation fonctionnant majoritairement au gaz, est le Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff à Sanem. Il dispose également de collecteurs solaires thermiques.

Le dernier système de chauffage fonctionnant au mazout dans un bâtiment nouvellement construit a été mis en service en 2011 sur le site du Service national de la jeunesse à Larochette.

ad 4) De manière générale, toute nouvelle construction de l'Administration des bâtiments publics est équipée d'un système de pompes à chaleur. Des besoins d'appoint en haute température, comme, par exemple, pour la production d'eau chaude sanitaire, peuvent être assurés par une pompe à chaleur haute température ou une chaudière au bois.

Avec le règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments, une pompe à chaleur a été introduite avec effet au 1er janvier 2023 comme installation de chauffage de référence, c.-à-d. que pour toute nouvelle construction pour laquelle une autorisation de construire est demandée depuis le 1er janvier 2023, un chauffage à base d'énergie fossile n'est plus autorisable.

ad 5) Afin de réduire la consommation d'énergies fossiles au minimum, la stratégie de l'Administration des bâtiments publics consiste à assainir énergétiquement en priorité les bâtiments les plus énergivores avec un remplacement systématique du système de chauffage existant par un système de chauffage écologique.

En outre, pour les bâtiments de moindre taille, les chaufferies, fonctionnant sur base d'énergies fossiles et arrivant à leur fin de vie, sont remplacées dans la mesure du possible par des systèmes à base d'énergies renouvelables. Dans des cas exceptionnels, le système mis en place peut nécessiter un appoint de chauffage à base d'énergies fossiles.

À noter que dans le cadre de la révision de la directive européenne sur l'efficacité énergétique (EED – Energy Efficiency Directive) attendue pour 2023, il y aura une obligation de rénovation pour certaines catégories de bâtiments du secteur public, tel que décrit dans la mesure n° 303 de l'avant-projet de mise à jour du PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat), tel que présenté en date du 17 avril 2023, voir https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2023/04-avril/17-pnec.html.

ad 6) Sur base des nouvelles réglementations européennes, l'Administration des bâtiments publics va mettre en œuvre un plan de remplacement des chaudières fossiles.

Évolution de la consommation de gaz naturel au Luxembourg | Question **7874** (06/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Joer 2021 goufen zu Lëtzebuerg 8.078 GWh Gas verbraucht, wouvunner 31 Prozent op déi privat Stéit, 62 Prozent op d'Industrie a sechs Prozent op d'Stroumproduktioun entfall sinn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi héich de Gasverbrauch zu Lëtzebuerg 2022 insgesamt louch? Falls et zu enger Reduktioun géintiwwer 2021 koum, kann den Här Minister da matdeelen, wéi déi entspriechend Aspuerunge sech op déi eenzel Secteure verdeelen?

2. Falls de Gasverbrauch an der Industrie erofgaangen ass, kann den Här Minister preziséieren, wéi wäit dës Aspuerungen op technologesche Fortschrëtt zeréckzeféiere sinn a wéi wäit d'Betriber d'Produktioun agestallt hunn, well et net méi rentabel ass?

3. Kann den Här Minister am Sënn vun der Fro virdrun elaboréieren, ob hien en allgemenge Réckgang vun der Industrieproduktioun als éischter virdeel- oder nodeeleg fir d'Lëtzebuerger Land bewäert?

Réponse (15/05/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Am Joer 2022 war de Gasverbrauch vum Land 6.782 GWh[22]. Par rapport zum Joer virdru gouf domadder 21,45 % manner Gas consomméiert. D'Verdeelung vun dëser Aspuerung op déi verschidde Secteuren ass wéi follgend:

– Clients résidentiels : -21,36 %
– Clients professionnels (< 280 GWh/an) : -2,56 %
– Clients professionnels (> 280 GWh/an) : -46,98 %
– Production électricité/cogénération : -34,7 %

ad 2. Obwuel et eng Reduktioun vu -46,98 % am Gasverbrauch am industrielle Secteur gouf (2022 par rapport zu 2021), ass de PIB am Industriesecteur laut dem Statec am véierten Trimester 2022 am Verglach mam Joer virdrun nëmmen ëm 6,3 % zréckgaangen. Dës am Verglach mat der Gasconsommatioun relativ kleng Reduktioun weist dorop hin, dass industriell Acteuren d'Zäit fir temporär Maintenanceaarbechten a strukturell Energieeffizienzmoossname genotzt hunn, an dat ouni eng direkt negativ Korrelatioun mat der Valeur ajoutée.

ad 3. D'Industrie ass e wichtegen Acteur hei zu Lëtzebuerg, an de Réckgang vun der Industrieproduktioun ass negativ ze bewäerten. Gläichzäiteg ass d'Entkopplung vun der industrieller Produktivitéit vun Energieconsommatioun – oder an anere Wieder eng verbessert Energieeffizienz vun der Industrie – eng positiv an noutwenneg Entwécklung. Fir Betriber, an zemools déi energieintensiv Betriber an dëser Situatioun ze ënnerstëtzen, hu mir als Regierung a Kollaboratioun mat de verschiddenen Acteuren hei zu Lëtzebuerg, eng Rei Hëllefe lancéiert, fir Betriber bei hirer Energietransitioun ze ënnerstëtze respektiv direkt Hëllefen unzebidde fir Betriber, déi mat extreemen Energiekäschte belaascht sinn. D'kierzlech virgestallt Mise à jour vum Plan national intégré en matière d'énergie et de climat beinhalt doriwwer eraus verschidde Mesuren, fir d'Industrie och mëttel- bis laangfristeg weider op dësem Wee ze halen, notamment duerch Investitiounen am Beräich vun der Energieeffizienz an technologesch Léisungen op der Basis vun erneierbaren Energien an am Sënn vun enger Kreeslafwirtschaft.

Droit à l'avortement | Question **7875** (07/04/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Le droit à l'avortement – et donc à l'autodétermination physique – de nombreuses femmes est restreint dans plusieurs pays.

En guise de contre-mouvement, d'autres États veulent étendre ce droit ou l'inscrire dans la Constitution

Le Ministère de la Santé a évoqué des discussions en vue d'une révision du droit à l'avortement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quand le groupe de travail prévu pour réviser le droit à l'avortement se réunira-t-il ?

2) Quels acteurs feront partie de ce groupe de travail ?

3) Quels points seront discutés et quand les travaux du groupe de travail devraient-ils être terminés ?

4) Madame la Ministre pense-t-elle qu'une réforme du droit à l'avortement sera mise en œuvre avant la fin de la législature ?

5) Un groupe de travail sur l'établissement de statistiques avait également été annoncé l'année dernière. Ce groupe de travail a-t-il été constitué ? À partir de quand le Ministère de la Santé publiera-t-il des statistiques sur les interruptions de grossesse au Luxembourg ?

Réponse (05/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Dans le cadre de l'évaluation de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse, il est primordial de procéder à un inventoriage de ladite loi.

Cette analyse devra être entreprise par un groupe de travail, qui se réunira pour la première fois avant la fin du mois de mai, participera à cette analyse en vue de pouvoir dégager des éléments permettant, le cas échéant, d'adapter la loi précitée. Cette analyse portera également sur les législations applicables en matière d'IVG dans nos pays voisins et limitrophes.

ad 2) Le groupe de travail est composé par des représentants des entités suivantes :

– Ministère de la Santé
– Direction de la santé
– Ministère de la Justice
– Collège médical
– Conseil supérieur de certaines professions de santé
– Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique
– Planning familial

ad 3) Il est renvoyé à la réponse sous 1.

ad 4) La réforme se fera à la lumière des réflexions du groupe de travail susmentionné, mais dans les meilleurs délais.

ad 5) Le groupe de travail auquel se réfère l'honorable Député n'a pas encore été constitué.

Aide militaire à l'Ukraine | Question **7878** (11/04/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 28. Mäerz 2023 war am „Politico" ze liesen, datt EU-Länner, déi d'Ukrain mat militärescher Hëllef ënnerstëtzt hunn, duerch d'EPF (d'„European Peace Facility") een Deel vun hiren Depensë solle finanziell remboursséiert kréien. D'EPF ass e gemeinsame Fong, zu deem d'Memberstaaten, jee no Gréisst vun hirer Ekonomie, bäidroen. Offiziell erhalen all Länner prozentual den nämmlechte Remboursement, nämlech ronn 84 Prozent vum präisleche Wäert, dee si u militärescher Hëllef un d'Ukrain geschéckt hunn. Et gouf sech awer net gëeenegt, wéi de Wäert vun dem Equipement berechent sollt ginn. Doduerch hunn offiziell 6 Länner hire Remboursement unhand vum Wäert vun nei agekaaftem Equipement berechent amplaz no dem Wäert vun der eigentlecher militärescher Hëllef. Dem EEAS (European External Action Service) no huet Finnland 100 % Prozent vum nei agekaaften Equipement gefuerdert, Lettland 99 % , Litauen 93 % , Estland 91 % , Frankräich 71 % a Schweden 26 %.

[22] ILR (2023) : Chiffres clés du marché du gaz naturel

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verdeedegungsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat ass de gesamte Wäert un der militärescher Hëllef, déi Lëtzebuerg bis elo un d'Ukrain geschéckt oder fest zougesot huet?

2. Wéi vill Suen dreet Lëtzebuerg zu der EPF bäi?

3. Huet Lëtzebuerg e Remboursement ugefrot? Wa jo, wéi vill huet Lëtzebuerg gefuerdert? Wéi huet Lëtzebuerg déi Zomm berechent?

4. Krut Lëtzebuerg e Remboursement an, wa jo, wéi vill? Zu wéi engen Zwecker ginn déi rembourséiert Sue benotzt?

Réponse (21/04/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1. De Gesamtwäert beleeft sech aktuell op 104 Milliounen Euro, wouvu fir 83 Milliounen Euro bis elo un d'Ukrain geliwwert goufen.

ad 2. D'Facilité européenne pour la paix (FEP) ass insgesamt mat 7,98 Milliarden Euro fir d'Period 2021–2027 dotéiert (en initiale Budget vun 5,692 Milliarden Euro plus en Zousaz vun 2,278 Milliarden Euro). Déi Lëtzebuerger Kontributioun gëtt no engem Schlëssel, deen um Bruttonationalakommes baséiert, berechent, deen aktuell bei 0,37 % läit. Aktuell huet Lëtzebuerg 5.345.540 Euro abezuelt.

ad 3. a 4. Lëtzebuerg huet kee Remboursement ugefrot, well d'Moyene vun der FEP begrenzt sinn, wärend Lëtzebuerg gäre wëll den Effort de défense erhéijen. Sou stinn insgesamt méi Suen zur Verfügung, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen an esou zu der gesamteuropäescher Sécherheet bäizedroen.

Vote dans le cadre du « Chat Control » | Question urgente **8350** (26/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 8287 wollt ech wëssen, wéi d'Lëtzebuerger Regierung zur sougenannter Chatkontroll steet. Déi europäesch Pläng zur Chatkontroll, déi an der Propos mam Titel „Regulatioun laying down rules to prevent and combat child sexual abuse" virkommen, sinn héich ëmstridden, well se d'Privatsphär vun all Mënsch am Internet ugräifen. Leider wosst d'Regierung zum Zäitpunkt vu menger éischter Fro nach net, wéi ee Minister fir Lëtzebuerg wäert um Vott deelhuelen a wéi gestëmmt wäert ginn.

Rezent ass elo awer e Protokoll geleakt ginn, an deem steet, dass Lëtzebuerg gesot hätt, dass am Regierungsrot vum 15.9. eng Positioun géif ausgeschafft ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Koum de Regierungsrot effektiv de 15.9. zesummen, fir sech mat der Fro vun der Chatkontroll ze befaassen?

2. Wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung aktuell an dësem Dossier?
Ënnerstëtzt Lëtzebuerg déi aktuell EU-Propos oder gi konkreet Ännerunge proposéiert?
Falls jo, ëm wéi eng Ännerungen handelt et sech?

3. Weess d'Regierung mëttlerweil, wéi ee Vertrieder fir Lëtzebuerg am Rot ofstëmme wäert?

Réponse (02/10/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Justizministesch huet effektiv am Regierungsrot vum 15.9. de Regierungsrot iwwer den aktuelle Stand vum EU-Reglement vun der Kommissioun, fir géint sexuell Gewalt géint Kanner am Internet virzegoen, informéiert.

ad 2. D'Regierung kann dat geplangt Reglement a senger aktueller Mouture net matdroen a wäert sech weider fir Modifikatioune vum Text asetzen, fir dass en Equiliber tëschent de verschiddene Grondrechter garantéiert ass.

An deem Kontext hat, wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7956 erwäänt, de Justizministère mat de Justizministeren aus Däitschland, Éisträich, Liechtenstein an der Schwäiz eng Deklaratioun ënnerschriwwen, an där d'Wichtegkeet vun der Noutwennegkeet an der Proportionalitéit vum Agréff an d'Mënscherechter an de Bedarf u Prezisioun am Text ënnerstrach ass.

Esou wéi et de Service juridique vum EU-Conseil a sengem Avis vum bezüglech der Legalitéit vun der sougenannter „Chatkontroll" recommandéiert, setzt sech d'Regierung fir eng méi cibléiert Detektioun vu pedopornographeschem Material a Grooming an, fir eng generell Iwwerwaachung ze vermeiden.

ad 3. Vu dass dat geplangte Reglement vun der Dagesuerdnung vum Rot vum 28. September erofgeholl ginn ass, well och aner Memberstaaten den Text aktuell net matdroe kënnen, läit nach keng Decisioun an deem Sënn vir.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 59 et 60	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-07	p. 07-62	p. 62-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-07

Séances ..... p. 07-62

59e séance du mardi 4 juillet 2023 p. 07-39

60e séance du mercredi 5 juillet 2023 p. 39-62

Questions au Gouvernement ..... p. 62-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
23/10/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Rencontre avec les ambassadeurs résidents

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a rencontré le 27 septembre 2023 les membres du corps diplomatique du Luxembourg. Ce rendez-vous annuel, qui a eu lieu pour la quatorzième fois, témoigne des relations étroites que le Parlement luxembourgeois entretient avec des pays aussi divers que les États-Unis, la Chine, la Grande-Bretagne, l'Ukraine et les partenaires européens.

Le Président de la Chambre a rappelé que l'histoire nous montre que le Grand-Duché doit son existence non seulement au respect du droit international, mais également au fait d'entretenir d'excellentes relations diplomatiques avec des pays tiers.

Un des objectifs de cette rencontre est de présenter aux membres du corps diplomatique la diversité du Grand-Duché. Cette année, les ambassadeurs ont eu l'occasion de découvrir le Musée de l'Ardoise à Haut-Martelange ainsi que différentes activités et projets en relation avec la transition écologique du canton de Redange.

Le Président de la Chambre des Députés entouré des membres du corps diplomatique du Luxembourg devant le Musée de l'Ardoise à Haut-Martelange

Une distinction ukrainienne pour le Président de la Chambre

La Chambre des Députés soutient très activement l'Ukraine depuis le début de la guerre d'agression russe. Dans ce contexte, le Président du Parlement luxembourgeois, M. Fernand Etgen, s'est vu attribuer l'Ordre du Prince Iaroslav le Sage de la République ukrainienne le 27 septembre 2023 par Mme Natalia Anoshyna, chargée d'affaires de l'ambassade ukrainienne auprès du Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, qui a remis l'ordre à M. Etgen au nom du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky.

L'Ordre du Prince Iaroslav le Sage est décerné pour des services distingués rendus à l'État et à la nation ukrainienne depuis 1995. Le Président de la Chambre a reçu l'ordre de 2e classe qui est destiné aux présidents de parlement ou chefs de Gouvernement.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. Mme Anet Pino Rivero, Ambassadrice de la République de Cuba

... S. E. Mme Dr Heike Peitsch, Ambassadrice de la République fédérale d'Allemagne

... S. E. M. Jouko Leinonen, Ambassadeur de la République de Finlande

... S. E. Mme Jean McDonald, Ambassadrice d'Irlande

Congé sportif

7955 – Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports ; 2° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport ; 3° la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Le présent projet de loi tend à réformer les dispositions relatives au congé sportif pour les adapter à l'évolution du temps et rendre leur rédaction plus cohérente afin d'éviter à l'avenir toute question d'interprétations, et ce dans l'intérêt d'une plus grande sécurité juridique.

Ainsi, le présent projet de loi fixe le congé sportif dans ses éléments essentiels et dans ses conditions d'octroi. Il vise à élargir le cercle des bénéficiaires potentiels du congé sportif en y ajoutant notamment les sportifs licenciés dans un club affilié à une fédération sportive agréée, les accompagnants, les bénévoles des fédérations et clubs sportifs, de même que les personnes suivant une formation auprès de l'École nationale de l'éducation physique et des sports. Honorer le bénévolat et l'engagement au sein des clubs et fédérations ainsi que faciliter la préparation sportive en vue de compétitions sont ainsi des objectifs poursuivis par ce projet de loi.

En outre, le texte vise à adapter certaines autres dispositions de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, comme la notion de sportif d'élite ou encore la création de la base légale en vue de l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation fédéraux.

La loi précitée du 3 août 2005 est encore modifiée en ce qui concerne le contrôle médico-sportif afin de créer une base légale nécessaire en vue de l'agrément des médecins assurant les examens médico-sportifs et l'indemnisation du personnel auxiliaire et afin de pourvoir au remplacement du médecin responsable du contrôle médico-sportif.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 19/01/2022
Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

06/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des avis du Conseil d'État
	Présentation des amendements gouvernementaux
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
08/06/2023	Adoption d'un amendement parlementaire
20/06/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
30/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 467, page 1

Enseignement supérieur luxembourgeois

8079 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ; 3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ; 4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

Le présent projet de loi a pour objet principal, plus d'une décennie après l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur (ci-après « loi de 2009 »), de procéder, sur base des expériences gagnées depuis lors et comme prévu par le programme gouvernemental 2018-2023, à une révision du cadre général de l'enseignement supérieur luxembourgeois ainsi que des dispositions relatives à deux de ses composantes, en l'occurrence aux programmes d'études menant au brevet de technicien supérieur (ci-après « BTS ») et aux programmes d'études accrédités offerts par des établissements d'enseignement supérieur spécialisés.

Pour assurer la cohérence au niveau de la législation relative aux différentes composantes de l'enseignement supérieur luxembourgeois, il s'est avéré opportun d'aligner, mutatis mutandis, certaines définitions et dispositions relatives aux programmes d'études menant au BTS et aux programmes d'études accrédités offerts par les établissements d'enseignement supérieur spécialisés accrédités sur celles de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg (ci-après « loi de l'Université de 2018 »). Il s'agit notamment de définitions et de dispositions relatives à l'organisation et la mise en œuvre des programmes d'études.

Par le présent projet de loi est fixé le cadre commun en termes d'organisation et de mise en œuvre et, par là, les principes de base auxquels doit satisfaire tout programme d'études menant au BTS et tout programme d'études menant au grade de Bachelor ou de Master, offert par un établissement d'enseignement supérieur spécialisé. Il vient ainsi compléter, par analogie, le cadre fixé par la loi de l'Université de 2018 pour ce qui est des programmes d'études offerts par l'Université du Luxembourg.

Une telle approche permet de garantir que le mode de fonctionnement de chaque programme reconnu comme faisant partie d'un cycle d'études du système d'enseignement supérieur luxembourgeois soit identique et comparable quant aux grands principes de base, ce qui contribue en fin de compte à renforcer la cohérence du système d'enseignement supérieur luxembourgeois et à assurer durablement la reconnaissance internationale des titres et grades délivrés dans le cadre de ce dispositif.

Sont désormais considérés et reconnus comme faisant partie du système d'enseignement supérieur luxembourgeois :

– les programmes d'études menant aux grades de Bachelor, de Master, de docteur et de docteur en médecine, offerts par l'Université du Luxembourg et organisés par la loi de l'université de 2018 ;

– les programmes d'études accrédités menant au BTS, offerts par des lycées publics et des écoles privées appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois ;

– les programmes d'études accrédités menant aux grades de Bachelor et de Master et offerts par des établissements d'enseignement supérieur spécialisés, accrédités à cet effet.

En principe est ainsi maintenu le triptyque tel qu'il se présente actuellement en pratique, mais des précisions et des modifications ponctuelles sont introduites au niveau du texte législatif.

Les prestataires susceptibles d'offrir des programmes d'études menant au BTS sont désormais définis de manière précise, en l'occurrence les lycées publics et les écoles privées appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois peuvent organiser des programmes menant au BTS.

Quant aux programmes d'études offerts par les établissements d'enseignement supérieur spécialisés accrédités à cet effet, leur offre est ciblée sur des programmes relevant du premier et du deuxième cycle d'études, c'est-à-dire sur des programmes menant aux grades de Bachelor et de Master.

Le présent projet de loi comporte également des dispositions visant à protéger des dénominations comme « université », « établissement d'enseignement supérieur spécialisé », « professeur d'université/professeur de l'enseignement supérieur spécialisé » ainsi que les noms des titres et grades conférés à l'issue des programmes d'études reconnus comme faisant partie du dispositif de l'enseignement supérieur national. Il s'agit de protéger ainsi les intérêts légitimes des étudiants fréquentant ces établissements et se voyant délivrer les titres et grades en question. En même temps, il importe d'empêcher, autant que possible, la pratique de plus en plus fréquente de la publicité trompeuse consistant à offrir par exemple des formations dénommées « Bachelor » ou « Master », qui ne sont pourtant nullement reconnues, ni par le Luxembourg, ni par un autre État, comme relevant de l'enseignement supérieur.

Additionnellement, le présent projet de loi apporte des adaptations ponctuelles au Code du travail, à la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, la loi de l'Université de 2018 et la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg. Ces modifications découlent essentiellement de la refonte proposée de la loi de 2009, qui est abrogée par la présente loi en projet.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 07/10/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

09/12/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19/05/2023	Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires

03/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 470, page 1

Douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives

8130 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives

En vue de développer et de promouvoir la pratique du sport, le présent projet de loi a pour objet de mettre en place un douzième programme quinquennal d'équipement sportif s'étendant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Il a été jugé opportun d'apporter un certain nombre d'adaptations au douzième programme quinquennal par rapport aux programmes quinquennaux précédents.

Ainsi, le projet de loi définit la notion de projet à intérêt régional en précisant que l'utilisation d'un tel projet doit couvrir la population d'au moins deux communes. Un projet à intérêt national est un projet dont l'utilisation est réservée prioritairement à un usage par les fédérations sportives agréées au Grand-Duché de Luxembourg.

Sont désormais considérés comme projets de grande envergure les seuls projets dont le coût total, hors taxes, dépasse 2 millions d'euros. Ce seuil est uniformisé et s'applique aussi bien aux projets de réalisation de nouvelles infrastructures sportives qu'aux projets de rénovation ou de réaménagement d'une infrastructure sportive existante. Seuls les projets de grande envergure sont arrêtés par voie de règlement grand-ducal et sont couverts par l'enveloppe globale du douzième programme quinquennal. Le montant de cette enveloppe est fixé à 135 millions d'euros. S'y ajoutent des dotations annuelles supplémentaires afin de financer les projets de réalisation et de rénovation d'infrastructures sportives qui ne remplissent pas le critère de grande envergure, ainsi que les zones de motricité dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants d'une superficie d'au moins 100 m^2.

Le présent projet entend fixer des limites pour tout type d'infrastructure selon un système de modulation afin de mieux cadrer les montants subsidiables au titre sportif. Le détail de cette modulation et les montants maximaux seront arrêtés par règlement grand-ducal.

Les taux de subventionnement maximaux sont de 35 pour cent, voire de 50 pour cent pour les projets à intérêt régional et de 70 pour cent pour les projets à intérêt national. Un taux supérieur peut être décidé par le Conseil de Gouvernement pour les projets d'infrastructures destinés à être utilisés exclusivement dans un intérêt national.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 30/12/2022
Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
24/01/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
16/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
24/05/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 481, page 1

Acquisition par l'État de la moitié de l'immeuble K22

8154 – Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg-Kirchberg

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'acquisition par l'État pour un montant de 273,5 millions d'euros de la moitié d'un immeuble en construction nommé K22 sis 12 Avenue J-F. Kennedy dans le quartier Kirchberg à Luxembourg.

Dans l'optique de maintenir sa présence au Grand-Duché de Luxembourg, ArcelorMittal construit un bâtiment qui servira de siège social mondial pour la société. La construction de l'immeuble est confiée à la société ArcelorMittal Kirchberg Real Estate Sàrl, qui a obtenu, pour le compte de l'indivision, l'autorisation de bâtir et les autorisations d'exploitations nécessaires. L'acquisition de la moitié du Bâtiment K22 et de la moitié du droit de superficie se fait aux coûts de construction réels à livre ouvert, sans marge pour ArcelorMittal Kirchberg Real Estate. Il est prévu que l'immeuble s'étende sur 21 niveaux avec un total de 60.700 m^2 de surface constructible brute (SCB), surface à laquelle s'ajoutent 18.000 m^2 en sous-sol. La hauteur de l'immeuble est de 79 mètres.

S'agissant d'un immeuble en construction, le budget prévisionnel d'environ 273,5 millions d'euros comporte une réserve de 10 % pour imprévus. Il est donc probable que le montant autorisé par la loi ne soit en fin de compte pas atteint.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 15/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
06/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
08/06/2023 Réponse à une question soulevée au cours de la réunion du 6 mars 2023
26/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
06/03/2023 Présentation et examen du projet de loi

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 440, page 1

Formation d'assistant d'accompagnement au quotidien

8203 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le présent projet de loi entend modifier l'article 7 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle en vue de la création d'une nouvelle formation dénommée « assistant d'accompagnement au quotidien ».

Rappelons qu'en principe, les formations menant au certificat de capacité professionnelle (CCP) ont une durée de trois ans. La loi du 12 juillet 2019 portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ; 3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a réduit la durée de la formation « cordonnier-réparateur » à deux ans. Suite à la demande des chambres professionnelles, la loi du 14 août 2020 portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a ajouté quatre formations menant au certificat de capacité professionnelle à la liste des formations qui ont une durée de deux ans, à savoir le serveur de restaurant, le cuisinier, le commis de vente et l'aide-ménagère. Le présent projet de loi vise à compléter cette liste par la nouvelle formation d'« assistant d'accompagnement au quotidien ».

Le contenu de la nouvelle formation, offerte à partir de l'année scolaire 2023-2024 sous forme concomitante, est basé sur le plan de formation de l'aide socio-familiale, réalisée en cours d'emploi dans un volume de 336 heures. Le programme de la nouvelle formation prévoit un volume de 576 heures en formation initiale.

Une durée de deux ans est jugée suffisante pour permette aux apprentis de se former dans les trois domaines d'activité suivants :

– relation d'aide professionnalisée (aide en relation avec les tâches de soin simple) ;

– relation éducative (accompagnement quotidien des destinataires)

– relation de service (aide en relation avec les tâches ménagères).

À la fin de leur formation dans l'établissement scolaire et dans l'organisme de formation, les apprentis auront développé leurs compétences et seront aptes à occuper une tâche dans les domaines d'activité de la formation suivie.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/04/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

26/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 437, page 1

Prolongation de mesures de l'accord tripartite

8210 – Projet de loi portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant : 1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ; 2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ; 3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ; 4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ; 5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain

Le projet de loi a comme objectif de prolonger des mesures visant à atténuer les effets négatifs de la crise sur les marchés de l'énergie suite à la guerre d'invasion déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, décidées par l'accord tripartite, et d'élargir le champ des bénéficiaires de certaines de ces mesures.

Les mesures concernées par le prolongement jusqu'au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

– contribution étatique au mécanisme de compensation afin de stabiliser le prix de l'électricité ;

– stabilisation du prix de gaz pour certains clients (prise en charge des frais de réseau et limitation du prix de gaz naturel) ;

– limitation de la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;

– limitation de la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;

– limitation de la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 10/05/2023
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :

16/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 441, page 1

Acquisition de surfaces au sein de l'immeuble « Twist »

8214 – Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'acquisition par l'État de certaines parties de l'immeuble « Twist » à Belvaux au prix de 62.595.000 euros.

Il s'agit des parties suivantes :

– une surface de bureaux de 8.984 m^2 bruts située aux niveaux Mezzanine et 1er à 5^e étages du bâtiment Bloc A ;

– une surface de services administratifs de 506 m^2 bruts située au rez-de-chaussée du bâtiment Bloc B2 ;

– une surface d'archives de 70 m^2 bruts située aux niveaux -1 à -3 du bâtiment Bloc Sous-sol A-B-C ;

– 163 emplacements de parking situés au niveaux -1 à -3 du bâtiment Bloc Sous-sol A-B-C.

Ces lieux ont fait l'objet d'un contrat de bail signé le 21 mars 2021 par l'État. Le contrat de bail confère à l'État une option d'achat ferme et irrévocable portant sur l'ensemble des lieux loués, option qui pourra être exercée endéans les 6 mois suivant la date d'entrée dans les lieux loués.

Les lieux sont destinés à la relocation des services de l'Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg (Statec). Une partie du rez-de-chaussée sera attribuée à la Maison de la santé.

À l'heure qu'il est, l'immeuble est en construction et la livraison du bâtiment est prévue pour mars 2024.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 11/05/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

15/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26/06/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 439, page 1

Convention de non double imposition avec la Roumanie

8226 – Projet de loi portant approbation du deuxième Avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du deuxième avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg le 4 octobre 2011 et fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022 (ci-après « deuxième Avenant »).

Le deuxième Avenant a pour but de remplacer l'article 25 de la Convention précisant les méthodes pour éliminer les doubles impositions. Il propose dans son article 1er, d'une part, l'ajout d'un nouveau sous-paragraphe afin d'éviter une potentielle double non-imposition en ce qui concerne le Luxembourg et, d'autre part, contrairement à la Convention actuellement en vigueur, que la méthode de l'imputation soit appliquée par la Roumanie afin d'éviter la double imposition des revenus de source luxembourgeoise.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/05/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

05/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26/06/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 5 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 586, page 1

Adaptation de la loi Covid

8252 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi vise à apporter des adaptations à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Le 5 mai 2023, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la fin de la Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale. Partant, il convient de supprimer le terme « pandémie » dans l'intitulé et en différents endroits de la loi précitée du 17 juillet 2020. Au lieu, il est proposé de se rapporter à la maladie Covid-19.

Étant donné que le règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats Covid-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat Covid numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de Covid-19, tel que modifié, n'est applicable que jusqu'au 30 juin 2023 et que les articles 3bis à 3quinquies de la loi précitée du 17 juillet 2020 s'y réfèrent expressément, il est prévu d'abroger les dispositions légales afférentes.

Malgré la fin de la pandémie, la lutte contre la maladie Covid-19 n'est pas finie pour autant, d'où la proposition de maintenir certaines mesures de la loi précitée du 17 juillet 2020. Ainsi, afin de ne pas mettre les personnes amenées à porter un masque en porte à faux avec la loi pénale, et plus particulièrement avec l'article 563, point 10°, du Code pénal (« Vermummungsverbot »), l'article 4 de la loi précitée du 17 juillet 2020 continue à autoriser explicitement le port du masque dans les lieux qui y sont limitativement énumérés. En outre, l'article 10bis prévoit toujours la vaccination contre la Covid-19 dans les officines ouvertes au public.

Enfin, les États membres de l'Union européenne ont été invités à continuer à émettre des certificats à l'instar des certificats Covid numériques de l'UE après la date du 30 juin 2023. Il est, partant, prévu de maintenir la base de données relative aux vaccinations contre la Covid-19 administrées au Luxembourg ainsi que l'infrastructure technique qui est en place depuis 2021, ceci notamment afin de permettre aux personnes qui en font la demande d'obtenir une attestation de vaccination. De même, il sera toujours possible aux laboratoires d'analyses médicales d'émettre des attestations pour les personnes testées négatives ou positives.

Il est prévu de proroger la loi précitée du 17 juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 22/06/2023
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
27/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 438, page 1

59e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 08
M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 09
M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser** p. 09
Exposé : M. Fernand Kartheiser
5. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser** p. 09
Exposé : M. Fernand Kartheiser
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 10

Question n° 452 du 4 juillet 2023 de M. Max Hengel relative à la hausse de la consommation de cocaïne et de la consommation de mélanges respectivement de cocktails contenant de la cocaïne, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 10
M. Max Hengel | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Question n° 453 du 4 juillet 2023 de M. André Bauler relative à l'ostéodensitométrie, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 10
M. André Bauler | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Question n° 454 du 4 juillet 2023 de M. Jeff Engelen relative à la chute mortelle au Mullerthal, adressée à M. le Ministre du Tourisme p. 10
M. Jeff Engelen | M. Lex Delles, Ministre du Tourisme

Question n° 455 du 3 juillet 2023 de M. Carlo Weber relative aux conséquences du déboisement en février près du Schumannseck, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 11
M. Carlo Weber | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Question n° 457 du 3 juillet 2023 de Mme Djuna Bernard relative à l'accompagnement coordonné du monde associatif et de ses bénévoles dans le cadre de la réforme des associations sans but lucratif, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 11
Mme Djuna Bernard | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n° 456 du 4 juillet 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative aux convocations pour les élections communales 2023, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 12
Mme Myriam Cecchetti | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 458 du 4 juillet 2023 de M. Laurent Mosar relative au Google Data Center, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 12
M. Laurent Mosar | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (intervention de M. Laurent Mosar)

Question n° 459 du 30 juin 2023 de M. Gusty Graas relative à l'accord entre le Luxembourg et le Danemark sur les transferts statistiques d'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 13
M. Gusty Graas | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Question n° 460 du 4 juillet 2023 de M. Sven Clement relative au directives européennes, adressée à Mme la Ministre des Finances p. 14
M. Sven Clement | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Question n° 461 du 4 juillet 2023 de M. Aly Kaes relative à l'imposition des permanences assurées via télétravail par les travailleurs frontaliers, adressée à Mme la Ministre des Finances p. 14
M. Aly Kaes | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Question n° 462 du 4 juillet 2023 de Mme Nathalie Oberweis relative au plan d'action contre le racisme, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 15

Mme Nathalie Oberweis | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

7. **8210 – Projet de loi portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant :**
1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ;
2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ;
3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;
4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;
5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain p. 15
Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché
Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum (intervention de Mme Josée Lorsché) | M. Yves Cruchten (interventions de M. Gilles Roth et M. Sven Clement) | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. Marc Spautz (dépôt de la motion 1)
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8210 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : Mme Josée Lorsché | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Spautz | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Josée Lorsché | M. Sven Clement | M. le Ministre Claude Turmes | M. Marc Spautz (intervention de M. Fernand Etgen, Président) | M. le Ministre Claude Turmes
Vote sur la motion 1 (rejetée)

8. **7955 – Projet de loi modifiant :**
1° la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports ;
2° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport ;
3° la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail p. 20
Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen
Discussion générale : M. Georges Mischo (dépôt de la motion 1) | M. Claude Lamberty | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7955 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Georges Mischo | M. Sven Clement | Mme Cécile Hemmen (interventions de Mme Simone Asselborn-Bintz et M. Georges Mischo) | M. Georges Mischo | Mme Cécile Hemmen | M. Gilles Roth | M. Dan Kersch
Vote sur la motion 1 (rejetée)

9. **8130 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives** p. 27
Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen
Discussion générale : M. Max Hengel | M. Claude Lamberty | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8130 et dispense du second vote constitutionnel

10. **Question élargie n° 192 de M. Sven Clement relative au stock de cannabis médical** p. 34
M. Sven Clement | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

11. **8252 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19** p. 34
Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gilles Baum | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis (parole pour fait personnel) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel)
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8252 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Première Ministre ; M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, M. Max Hahn, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Max Hahn, Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der lëschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8256 – Projet de règlement grand-ducal modifiant
1° le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité ;
2° le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz ;
3° le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables ;
4° le règlement grand-ducal du 23 décembre 2022 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables ;
5° le règlement grand-ducal du 23 décembre 2022 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 28/06/2023

8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023

8258 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023

8259 – Projet de de loi modifiant, aux fins de déterminer la procédure devant les juridictions en matière de sécurité sociale,
1° le Code de la sécurité sociale ;
2° le Code du travail ;
3° la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité ;
4° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension ;
5° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
6° la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;
7° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 29/06/2023

8260 – Projet de de loi portant dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale en relation avec l'accord

entre le gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 29/06/2023

8262 – Projet de loi relative à la construction d'une École européenne agréée à Junglinster

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023

8263 – Projet de loi relative aux mesures de confortement du barrage du lac de la Haute-Sûre (OA1158/OA1159/OA1455/OA1166)

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023

8264 – Projet de loi relative à la construction d'une auberge de jeunesse et d'une structure administrative multifonctionnelle au pôle multimodal à Ettelbruck

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023

8265 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29/06/2023

8266 – Projet de loi portant modification
1° du chapitre II du titre III du Livre II du Code du travail et
2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 30/06/2023

8267 – Projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive (UE) 2022/431 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2022 portant modification de la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03/07/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2817 – Demande de pétition publique : Une loi pour réglementer l'accès des candidats sur les listes citoyennes

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 27/06/2023

2818 – Demande de pétition publique : Intégration et remboursement des soins chiropratiques dans la couverture de l'assurance maladie au Luxembourg : „Un pas vers un avenir plus sain"

Dépôt : M. Lars Thybaert Mogensen, le 27/06/2023

2819 – Demande de pétition publique : Dashcam

Dépôt : Mme Linda Klaes, le 28/06/2023

2820 – Demande de pétition publique : Carafes d'eau gratuites dans les restaurants

Dépôt : Mme Sophie Faber, le 29/06/2023

2821 – Demande de pétition publique : Wahlpflicht ofschafen

Dépôt : M. Fernand Pott, le 29/06/2023

2822 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité au quartier gare comme la rue de Strasbourg, rue Mil Neuf Cents etc. Plus de caméras

Dépôt : Mme Vera Vidal De Sousa, 29/06/2023

2823 – Demande de pétition publique : Pour améliorer les conditions d'hygiène et de santé des chauffeurs de bus, chaque arrêt considéré comme terminus doit disposer d'une toilette, disponible 24h sur 24 et 7 jours sur 7

Dépôt : M. Patrick De Jesus Dos Santos, le 29/06/2023

2824 – Demande de pétition publique : Eropstufe vun der Aide-soignante vum C3 op C4

Dépôt : Mme Joy Bahr, le 29/06/2023

2825 – Demande de pétition publique : Maulwurf

Dépôt : M. Patrick Weis, le 01/07/2023

2826 – Demande de pétition publique : Rendre les rapports des assistantes sociales du SCAS à transmettre au juge transparents – à la portée des familles concernées et signés par elles dans l'intérêt de tous

Dépôt : Mme Estelle Massé, le 01/07/2023

2827 – Demande de pétition publique : En avion, accepter les chiens en cabine, peu importe la taille. Pouvoir acheter un siège à son chien

Dépôt : Mme Tania Dos Santos, le 03/07/2023

2828 – Demande de pétition publique : Einführung von Negativstimmen im luxemburgischen Wahlsystem – Mittel zur Darstellung des Wählerwillens

Dépôt : Mme Michèle Nadine Kremer, le 03/07/2023

2829 – Demande de pétition publique : Augmenter la sécurité de tous les utilisateurs des pistes cyclables

Dépôt : M. Bernard Vidali, le 03/07/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschleit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Da géif ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun an den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Här President, villmools merci. Ech wéilt dann ufänken, wéi Dir et och gesot hutt, mat der Resolutioun. Mir hu festgestallt, datt d'Chamber eigentlech ëmmer méi heefeg konfrontéiert gëtt mat der Demande vu verschiddenen Associatiounen oder Lobbyen, fir sech zu enger bestëmmter Cause ze bekennen. An dat soll zum Beispill doduerch geschéien, datt de Logo vun der Chamber ugepasst gëtt, datt Fändele sollen opgehaange ginn oder och aner Methode fir e gewëssent Bekenntnis, zum Beispill d'Beliichtung vun der Fassad. Mir denken, datt d'Chamber eng wichteg Institutioun vum Staat ass an datt staatlech Institutioune vun hire Gebailechkeeten an iwwerhaapt vun hirer Funktioun hier sollten neutral sinn.

Ech mengen, eis politesch Ënnerscheeder, déi droe mer am Kader vun enger Institutioun aus, awer d'Institutioun selwer muss ganz kloer neutral erschéngen an och neutral sinn. An dofir denke mir, datt mer an Zukunft op esou Aktioune solle verzichten, fir ganz kloer ze ënnersträichen, datt d'Institutioune vum Staat politesch neutral sinn.

Ech däerf Iech dat iwwerreechen, Här President.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– ëmmer méi heefeg Lobbyen, Organisatiounen oder Mouvementer un d'Chamber eruntrieden a verlaangen, datt si sech éffentlech zu enger bestëmmter Cause bekennt oder déi op d'mannst ënnerstëtzt;

– d'Chamber deem ëmmer méi heefeg nokënnt, zum Beispill duerch d'Beliichte vun hirer Fassad oder de Pavoisement vun engem theemespezifesche Fändel an en theemespezifescht Upasse vun hirem offizielle Logo,

ass sech bewosst, datt

– si eng wichteg Institutioun vum Staat ass;

– staatlech Institutiounen an hire Gebailechkeeten, Optrëtter a Logoe bei esou Fuerderungen Neutralitéit behale mussen;

– esou Aktiounen dozou féieren, datt eng Selektioun gemaach gëtt, wat vun offizieller Säit ënnerstëtzt gëtt, a wat net;

– esou eng Selektioun politesch problematesch ass an och behënnerlech fir d'Aarbecht an der Chamber ass;

– der Chamber hir Neutralitéit net a Fro gestallt ginn däerf an hir eigentlech Funktioun an Aufgaben net däerfen duerch eng eventuell Parteilechkeet ënnergruewe ginn,

decidéiert, datt

– d'Chamber als Institutioun an Zukunft op esou Aktioune verzicht, fir déi néideg neutral Haltung ze behalen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Da kéim ech zur Proposition de loi. Déi Proposition de loi, déi ech Iech dann haut wéilt virleeën, dat ass eng, déi betrëfft d'Prostitutioun hei am Land. Dir wësst, datt mer ëmmer erëm, och hei zu Lëtzebuerg, ganz laangjäreg Diskussiounen haten iwwer d'Prostitutioun a wéi ee soll mat deem Phenomeen ëmgoen. Do gëtt et verschidde Modellen: Et gëtt e prohibitive Modell; et gëtt eng Penaliséierung vun de Prostituéierten; et gëtt och dee sougenannte „Schweedesche Modell", deen d'Clientë soll penaliséieren; et gëtt och de méi liberalen Usaz, datt Prostitutioun einfach soll erlaabt sinn. An Däitschland zum Beispill ass dat de Wee an et ass och e bëssen de Wee, dee mir Iech heimadder wëlle proposéieren.

Mir wëllen, datt d'Prostitutioun zu enger Profession indépendante gëtt. Dat huet dee Virdeel, villes aus der Clandestinitéit erauszehuelen an deene Persounen, déi sech prostituéieren, och e Status ze ginn, inklusiv der Méiglechkeet vun enger Krankeversécherung, zum Beispill, oder och datt, wa se mat engem Partner zesummeliewen, deen net als Proxenète consideréiert gëtt, soudatt och déi Persounen d'Méiglechkeet hunn, e Familljeliewen opzebauen, ouni iergendwéi legal Risiken deen Ableck anzegoen.

Mir denken och, datt zum Beispill de Comité Prostitution, deen et gëtt, och soll mat deene Leit schwätzen éischter wéi iwwert d'Leit, dofir wëlle mer, datt och déi Prostituéiert doranner vertruede sinn. Et geet also drëm an dësem Gesetz, de Statutt vun dem Prostituéierten nei ze definéieren an dovunner hänkt natierlech och of ..., de Proxenète, den Zuhälter, dee muss natierlech deen Ableck och nei definéiert ginn.

Et ass fir eis ganz kloer, datt mer hei vun enger fräiwëlleger Prostitutioun vun erwuessene Mënsche schwätzen. Mir schwätzen hei net vun Zwangsprostitutioun, vu Prostitutioun vu Mannerjäregen oder vun der Prostitutioun, wou Persounen, déi an enger Ofhängegkeet sinn, an enger Drogenofhängegkeet zum Beispill ...; et ass fir eis ganz kloer, datt d'Prostitutioun vu Mannerjärege muss verbuede bleiwen, datt eng Zwangsprostitutioun muss streng verfollegt ginn an datt mer, wa Leit an enger Ofhängegkeetssituatioun sinn, mussen alles maachen, wat mer kënnen, fir deene Leit ze hëllefen a se och eventuell aus der Prostitutioun kënnen erauszeféieren! Et ass also en neien Usaz, dee mer Iech hei proposéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

8268 – Proposition de loi légalisant la prostitution en tant qu'activité professionnelle indépendante

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Den Deputéierten huet zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Als Éischt hu mer Fro Nummer 452 vum Här Max Hengel un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Hausse vum Kokainkonsum. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 452 du 4 juillet 2023 de M. Max Hengel relative à la hausse de la consommation de cocaïne et de la consommation de mélanges respectivement de cocktails contenant de la cocaïne, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, d'Direktioun vun der Santé huet de Rapport RELIS 2022, dat heescht „Réseau luxembourgeois d'information sur les stupéfiants et les toxicomanies", mam vollen Titel „sur l'état du phénomène des drogues et des toxicomanies, qui dresse un état des lieux de l'usage de drogues d'acquisition illicite et de ses corolaires au Luxembourg", publizéiert an do gëtt et eng beonrouegend Entwécklung, zu där ech dach e puer Froe wéilt stellen. De Constat aus dem Rapport ass ganz kuerz de Follgenden: Et gëtt manner Iwwerdosen, awer gläichzäiteg eng Hausse bei der Consommatioun vu Kokain an et gëtt och méi eng héich Demande fir Traitementer fir Kokainofhängeger.

Dofir ganz kuerz meng Fro un d'Madamm Minister: Ass bekannt, wéi vill Kokainofhängeger aktuell insgesamt bekannt sinn? Wéi vill Doudeger gouf et an de leschte Joren am Zesummenhang mat Kokain? Wéi vill Kokainkonsumente sinn aktuell an engem Traitement? A wéi erkläert sech d'Regierung d'Hausse beim Kokain respektiv vun de Kokain-Cocktailer, wa gläichzäiteg de Konsum vun Opioiden insgesamt erofgeet? A wéi gedenkt d'Regierung, eventuell dergéint virzegoen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hengel. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Effektiv, ech kann déi Tendenzen nëmme confirméieren. Mir hunn dat engersäits am leschte Rapport gesinn, dem Rapport vun 2022, mee och an eisen Antennen um Terrain souzesoen. Op de Konsumplazen, wou de superviséierte Konsum ass, gesi mer an héiere mer, dass ëmmer méi eriwwergeswitcht gëtt op Kokain an op Kokain-Cocktailen, wat zu erheebleche Schwieregkeete féiert. D'Demandë fir d'Traitementer sinn deementspriechend och eropgaangen. Mir verschäerfen natierlech d'Sensibiliséierung.

D'Problematik beim Kokain ass, dass et net wéi bei Heroin Substitutiounsprogrammer gëtt. Dat gëtt et nach net, do gëtt dru geschafft, mee et ass scho vill méi erheeblech vun de Konsequenzen an och d'Panoplie ass manner grouss, fir de Leit eeben entgéintzekommen, déi wëllen eraus. Am Plan national santé mentale, deen elo an den nächste 14 Deeg wäert finaliséiert ginn, wäerten Usätz kommen, fir verstäerkt nach um Terrain present ze sinn. Ënner anerem wäert eisen DUCK-Programm – dat ass dee Programm, dee mer hunn, fir op Eventer an esou weider bei de Leit hir Drogen entgéintzehuelen, ze analyséieren; dat huet ganz vill Succès, do kréie mer eng gutt Vue dorop, wat zirkuléiert, dat ass ganz gutt ugeholl entre-temps – verstäerkt ginn an natierlech och déi Presenz iwwer Land. Ech mengen, et ass vun enger Sucht-Ambulanz rieds, dat wäert sech erëmfannen. Ech wëll dem Plang awer elo net virgräifen, ier e ganz presentéiert gëtt.

Mir wäerten donieft am Kader generell vun der Drogepreventiounsaarbecht verstäerkt op d'Ofwaasseranalysen zeréckgräifen. Och do hu mer éischt Resultater gehat; dat wäert generaliséiert ginn, dat soll jo och de Projet Cannabis begleeden. Mir hunn u sech d'Chance, iwwert déi Zesummenaarbecht mam LNS hei am Land eng ganz gutt Vue ze kréien; dat kann ee ganz granular strécken, wou ee Quartier fir Quartier ka gesinn, wat wou an den Ofwässer ass, an et ass op alle Fall meng Ambitioun, dat weiderzeféieren, ze institutionaliséieren, soudass mer hei zu Lëtzebuerg wierklech eng ganz genau Vue kréie vun deem, wat leeft.

Et ass u sech eise beschten Indicateur, dee mer kënnen hunn iwwert d'Enquêten eraus, fir ze gesinn, wéi eng Quantitéite wou consomméiert ginn, zu wéi engen Auerzäiten zum Beispill. Do gesäit ee bei deenen éischten Etüden, déi gemaach gi sinn, ganz kloer, zu wéi engen Auerzäiten u wéi engen Deeg an der Woch wou verstäerkt Konsum ass. An dat ass eppes, wou op alle Fall a mengen Ae muss dran investéiert ginn an Zukunft. Mir hunn d'Chance, do eng ganz granular national Vue ze kréien, dat kombinéiert mat enger méi staarker Presenz um Terrain, an ech denken, dass mer um Wee vun der Opklärung och nach villes kënne maachen. Wann d'Leit sech bis bewosst ginn, wat si do zou sech huelen, iwwerleeë se vläicht e bësselche méi virdrun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo bei d'Fro Nummer 453 vum Här André Bauler un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Knachendichtmiessung. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 453 du 4 juillet 2023 de M. André Bauler relative à l'ostéodensitométrie, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. D'ZithaKlinik ass de Moment déi eenzeg Spidolstruktur, an där et e Service gëtt, dee sech nennt „ostéodensitométrie", also e Service, wéi Dir et richteg gesot hutt, Här President, deen d'Densitéit vun de Knache moosse kann. All d'Patienten, déi betraff sinn, mussen op dës Plaz fueren, fir dësen Déngscht geleescht ze kréien. Fir d'Leit aus dem ländleche Raum bedeit dat awer ganz dacks e wäite Wee an dofir drängt sech d'Fro op, ob et net wierklech sënnvoll wier, dëse Service op enger zweeter Plaz unzebidden. Aus enger dezentraler Perspektiv eraus wier sécherlech de Centre Hospitalier du Nord en ideale Site dofir, entweeder zu Wolz oder zu Ettelbréck.

Aus deem Grond wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend dräi Froe stellen: Wéi huet sech dëse Service, deen d'Densitéit vun de Knache miesst, an de leschte Joren entwéckelt? Da wollt ech froen, ob d'Madamm Ministesch drun denkt, en zweete Standuert an dësem Kontext an enger anerer Klinick opzemaachen. Gëtt et schonn an dësem Sënn Iwwerleeungen? An drëttens wollt ech froen, ob de Centre Hospitalier du Nord an deem Sënn och kéint berücksichtegt ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Wuert huet nach eng Kéier d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President, a merci och fir dës Fro. Den Osteodensitometer ass ee vun deenen Instrumenter, déi national gereegelt sinn. Do hu mer am Moment effektiv een zu dësem Zäitpunkt. Den normale Werdegang ass, dass op der Basis vun där neier Carte sanitaire hospitalière, déi jo virun e puer Joer ageféiert ginn ass, Joer fir Joer ajustéiert gëtt, wat d'Besoine sinn. Dësen Exercice ass fälleg elo iwwert d'Fréijoer. Mir sinn elo schonn am Gespréich mat deenen eenzelne Spideeler, fir dass se hir Demanden eraginn. Dat funktionéiert esou, dass d'Spideeler hir Demanden eraginn an da kucke mer opgrond vun der Carte sanitaire, wou Besoine sinn.

Mir haten eng Exceptioun effektiv gemaach fir de PET-Scan, dee mer fréizäiteg elo eropgesat hunn, well eng ganz grouss Demande do ass. Mir wollten dat awer elo net ufänken, well wa mer aus der Schinn erausgi vum järlechen Evaluéieren opgrond vun der Carte sanitaire, dann hale mer net méi op, well eng Demande no där anerer kënnt. Mee mir wëssen, dass d'Delaien hei effektiv grouss sinn. Ech ginn dervunner aus, dass dat ganz warscheinlech ass, dass nach en zousätzleche wäert kommen, mee mir maachen dat am Kader vum normalen Exercice. Dofir hu mer eis jo déi Carte sanitaire ginn, wou op eng ganz strukturéiert Aart a Weis d'Donnéeën erfaasst gi vun de Spideeler, wou mer eng Vue dorop kréien, wat wou benotzt gëtt. An do ass deen nächste Moment am Fréijoer d'nächst Joer.

Ech weess, dass schonn Interessi vun e puer Spideeler ass, fir nach en Zousazapparat ze kréien. Deem ass kee Mënsch verschloss, wann dee Besoin sech bestätegt, a bei deem doten Apparat ginn ech dervun aus, dass dat de Fall wäert sinn. Da wäert dat och sécherlech eropgesat ginn, awer am Kader vun eiser normaler Prozedur, déi mer eis hei och iwwert dëst Haus ginn hunn, fir dat an enger Reegelméissegkeet ze maachen an opgrond vun enger handfester Dokumentatioun. Op alle Fall, déi Demanden, déi wäerten erakommen. Ech hu schonn héieren, dass Interessi ass, fir een ze maachen. Se sinn net eleng, an dat kënnt alles elo beieneen an da gëtt dat zesummen evaluéiert.

Da géif ech Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 454 vum Här Jeff Engelen un den Här Tourismusminister iwwert den déidlechen Ofstuerz am Mëllerdall. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 454 du 4 juillet 2023 de M. Jeff Engelen relative à la chute mortelle au Mullerthal, adressée à M. le Ministre du Tourisme

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet ëm den déidlechen Tëschefall vun e Sonndeg zu Bäerdrëf, wou e Bouf

vun néng Joer vun enger Aussiichtsplattform an eng Schlucht gefall ass, wat mer alleguer bedaueren, a vun hei aus sprieche mer der Famill eist häerzlecht Bäileed aus.

Um betraffene Site, genannt „Däiwelsinsel", stellt sech elo d'Fro, ob dee genuch securiséiert war. Mir stellen eis och d'Fro, ob d'Sécherheet bei änlechen touristesche Sitten am Mëllerdall grouss genuch geschriwwe gëtt. Missten net op esou geféierleche Plazen – speziell am Mëllerdall, mee et gëtt der ganz sécher am Land och nach eng ganz Rei änlecher – Schëlder mat Warnhinweiser opgestallt ginn? Zu Bäerdrëf war leider op der betraffener Plaz keen esou e Schëld ubruecht. Duerfir wollte mer vum Tourismusminister wëssen, wat eeben elo hei géif ënnerholl ginn, fir dat wäitestens ze verhënneren. Et geet jo hei ëm d'touristesch Renommée fir eist Land, mee och dorëm, Mënscheliewen ze retten. Ech mengen, do soll eis all Initiativ wäertvoll sinn. An an deem Sënn géif ech dem Här Minister Merci soe fir seng Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. Den Här Tourismusminister Lex Delles huet d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Merci villmools fir déi Fro. Loosst mech fir d'éischt der Famill an den Hannerbliwwene mäin häerzlecht Bäileed ausdrécken. Mir sinn natierlech alleguerten, mengen ech, déif betraff duerch dee schlëmmen Accident, deen do geschitt ass, deen zum Doud vun deem Kand gefouert huet, an ech mengen, mir fillen alleguerte mat der Famill.

Mir selwer wëssen net méi wéi dat, wat aus de Medien ze wëssen ass. Et ass esou, dass eng Enquête amgaangen ass, an dofir ass et och schwéier, zu dësem Moment nach méi ze kommentéieren, wat op deem Site selwer do geschitt ass a wéi et och zu deem trageschen Accident komm ass.

Zum Site selwer kënne mer als Generaldirektioun vum Tourismus net vill soen, well mer weeder Exploitant, nach Proprietär vun deem Site sinn. E Mataarbechter vun der Generaldirektioun hat och de Moie Kontakt mat der Gemeng an natierlech ënnerstëtze mer all Aktioun, déi zu der Securisatioun vun esou engem Site ka bäidroen, falls dat gewollt a falls et néideg ass op esou Sitten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Delles.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 455 vum Här Carlo Weber un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Konsequenze vum Ofholzen am Februar beim Schumannseck. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 455 du 3 juillet 2023 de M. Carlo Weber relative aux conséquences du déboisement en février près du Schumannseck, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci, Här President. Um Schumannseck bei Wolz gouf de leschte Wanter an engem Bësch e gréissere Kalschlag duerchgefouert ouni eng Geneemegung vun der Naturschutzverwaltung. Doropshi goufen ufanks Februar d'Holz an eng grouss vollbeluede Camionsremork beschlagnaamt an e routwäisst Bändche ronderëmgezunn, dat Ganzt op engem fréiere Parking vun de Ponts et chaussées un der Haaptstrooss, der N15, vu Bitscht op de Schumannseck erop. Fënnef Méint duerno steet d'Camionsremork vollgelueden nach ëmmer op där Plaz an d'Holzstämm leien och nach ëmmer ronderëm – mëttlerweil e Schandfleck. An doduerch, datt leider och probéiert gëtt, elo hei illegal Müll ofzelueden, gëtt d'Situatioun praktesch all Woch schlëmmer.

D'Froen un d'Madamm Ministesch: Gëtt et heizou néi Informatioune betreffend Camionsremork an Holz? Wéi geet et virun op dësem Site? A wa geschitt elo op där Parzell selwer, wou ofgeholzt gouf?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann ech et vläicht scho méi oft an dësem Haus hei gesot hunn, ass et wichteg, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass et eise Bëscher net gutt geet. Se leide wéi aner Planzen, awer och Déieren a Mënschen ënnert de Klima- an de Wiederchangementer. An an der Konsequenz dovunner gi se schwaach, eis Bëscher, an och ufälleg fir Krankheeten an och Schädlinge wéi zum Beispill de Borkenkäfer.

Fir eise Bësch kënne besser ze schützen, ass an der Chamber e Bëschgesetz an de finalen Zich an dat gëtt och e wichtegt neit Instrument fir de Schutz vun eise Bëscher. Et ass awer net esou, wéi wa mer am Moment keng Instrumenter hätten, fir eise Bësch ze schützen. D'Naturschutzgesetz gesäit ënner anerem Reegele vir, wéi zum Beispill d'Kompensatioun vu verluerener Bëschfläch am Fall vu Projete vun ëffentlechem Interessi, fir déi muss Bësch ewechgemaach ginn, oder Kalschlag vu Beem op enger Fläch vun iwwer 50 Ar vum selwechte Proprietär.

Déi normal Bëschgestioun mat hire punktuellen oder cibléierten Agréffer, déi dem Bësch awer a senger Gesamtheet net schueden, well ëmmer nees Holz nowiisst, ass am Naturschutzgesetz awer net viséiert. Sou muss e Proprietär, dee wëll iwwer 50 Ar Bësch op ee Schlag ewechmaachen, eng Geneemegung dofir ufroen. En dierf dat doten dann och eréischt maachen, wann en dann déi Geneemegung och huet, well esou e Kalschlag huet natierlech Konsequenze fir de Buedem, fir d'Waasser an awer och fir den Nopeschbësch an och negativen Afloss dorobber. An ouni esou eng Geneemegung esou e Kalschlag ze maachen, ass och penal strofbar. Dat seet eis haut och schonn d'Naturschutzgesetz.

Hautzudaags ginn awer bedauerlecherweis vill esou Demandë virgeluecht, an der Reegel och geneemegt, einfach well ganz vill Beem vum Borkenkäfer befall sinn an et soll verhënnert ginn, dass dee sech weider ausbreet, well dat wierklech enorme Schued mat sech bréngt, net nëmmen ekologeschen, mee och wirtschaftlechen. An no engem Kalschlag, enger Coupe rase, muss een – dat gesäit d'Naturschutzgesetz esou vir – innerhalb vun dräi Joer, nodeems d'Ëmhaen ugefaangen huet, derfir suergen, dass erëm gläichwäerteg Planzen op déi Plaz stoe kommen, dat entweeder iwwer eng natierlech Successioun oder duerch ënnerstëtzend Moossname wéi Uplanzungen, wat am Moment natierlech net einfach ass, wann et esou dréchen ass. Dofir soll een dat och wa méiglech evitéieren. E Kalschlag vu gesondem Bësch gëtt an der Reegel net geneemegt, a scho guer net vun enger Fläch vu bal zwee Hektar.

An elo zu deem Artikel op RTL am Februar 2022. Et ass esou, wéi et och schonn do gesot gi war: Et huet een, ouni eng Geneemegung ze hunn, jee ugefrot ze hunn an och ze hunn, eng grouss Fläch vu gesondem Bësch – dat ass eis Aschätzung – ofgeholzt. An dëst gouf och richtegerweis dem Parquet vu mengem Service matgedeelt, et war deenen opgefall. An d'Aarbechten, fir déi gehae Beem erëm ewechzehuelen – dat, wat eeben den … de Schued war scho gemaach –, goufe vum Untersuchungsriichter gestoppt. Et ass also deemno eng Affär, déi am Moment beim Parquet suivéiert gëtt, an dofir kann ech Iech elo net soen, wat genau d'Suitten dovunner wäerte sinn. Et ass och de Parquet, deen decidéiert, ob Saachen, déi elo do stinn, däerfen ewechgeraumt ginn oder net.

Voilà, dat war am Fong dat, wat ech dozou ka soen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Fir déi nächst Fro bräichte mer d'Inneministesch, déi awer nach net do ass. Da komme mer elo mol zur Fro Nummer 457 vun der Madamm Djuna Bernand un den Här Minister fir Famill an Integratioun iwwert d'koordinéiert Begleedung vun de Veräiner an hire Benevollen am Kader vun der Reform vun den ASBLen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 457 du 3 juillet 2023 de Mme Djuna Bernard relative à l'accompagnement coordonné du monde associatif et de ses bénévoles dans le cadre de la réforme des associations sans but lucratif, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. De Benevolat fënnt sech a ganz verschiddene Gesellschaftssparten erëm: am Sport, an der Kultur, an der Jugend, an der Kooperatioun an a villen aneren. An natierlech ass et och deementspriechend normal, dass déi verschidde Ministèren, déi déi jeeweileg Theeme couvréieren, och den Uspriechpartner si fir benevoll Associatiounen, ob se elo konventionéiert sinn oder Subside kréien oder einfach e Ministère de tutelle als Uspriechpartner brauchen.

Gläichzäiteg hu mer awer e Ministère – an dat ass och Ären, Här Familljeminister –, ass de Ministère vum Benevolat och derfir zoustänneg, a mir hu jo och en Deel dovunner am Koalitiounsaccord stoen. An ech fannen et wichteg, dass mer eis eng concertéiert Approche ronderëm de Benevolat zu Lëtzebuerg ginn. Dat gouf och scho bewisen op vergaangene Plaze wéi op den Assisen, wéi och an Etüden, déi gemaach goufen. Mir hu jo och eng Agence du bénévolat. An elo hunn ech mech gefrot, ob mam neien ASBLs-Gesetz, wou awer eng Rei Erausfuerderungen op d'Veräiner duerkommen, ob do och un déi Benevoll geduecht gëtt, déi awer oft Verantwortung an den ASBLen iwwerhuelen, déi déi droen an op déi natierlech eng ganz Rei Ännerungen duerkommen.

An do wier meng Fro un Iech, Här Minister, ob et eng koordinéiert Approche vum Tutellesministère vum Benevolat zesumme mat anere Ministèrë gëtt. Ech hu mer soe gelooss, dass eenzel Ministèren Initiativen iwwerholl hunn, wéi Webinairen oder Notten erauszeginn, fir einfach dat Gesetz a seng Implikatioune besser ze erklären. Ass ugeduecht, eng Circulaire erauszegi vun Iech un déi aner Ministèren oder mécht d'Agence du bénévolat eppes dozou, wou se beispillsweis an enger Formatioun wierklech mam Public cible vun de Benevollen, och zu enger Auerzäit, déi déi Benevoll arrangéiert, einfach eng Offer ubréngt, fir dëst Gesetz, wat awer, mengen ech, eng wichteg nei Mesür ass fir d'ASBLen, besser ze vermëttelen an ze erklären?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. De Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn, huet d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Sou, ech géif ganz gären domat ufänken, der Madamm Bernard Merci ze soe fir dës ganz pertinent Fro. Ech mengen, dat Gesetz, dat den 28. Juni – also et ass nach net ganz laang hier – hei an dësem Haus gestëmmt ginn ass, dat huet ganz sécher Implikatiounen

op d'Associatiounen, virun allem op déi Associatiounen, mat deenen d'Ministèren Dag fir Dag zesummeschaffen. Dofir ass et eis ganz wichteg, dass all déi Associatiounen déi néideg Informatiounen iwwert dat neit Gesetz och kréien a virun allem seng Implikatiounen och op d'Fonctionnement vun den Associatiounen. Den Artikel 77, zum Beispill, aus dem besote Gesetz hält jo fest, dass d'Associatiounen hir Statutte an engem Delai vu 24 Méint musse konform setzen zu deem Gesetz, dat dann den 28. Juni gestëmmt ginn ass.

Natierlech stelle sech hei eng ganz Partie Froe fir déi sëllege Benevollen, déi an den ASBLen aktiv sinn, ganz vill Froen, an do ass et wichteg, dass, jo, de Familljen- an Integratiounsministère als Ministère de tutelle, an dat hutt Der richteg gesot, vum Benevolat dann och ka Ried an Äntwert stoen op déi vill Froen, déi sech awer hei bestëmmt nach wäerte stellen; vläicht net direkt, mee iwwert déi ganz Period bis dohinner. An do wëll de Familljen- an Integratiounsministère natierlech sensibiliséieren an dann och Informatiounen iwwert déi verschiddenst Kanäl diffuséieren.

D'Agence du bénévolat, Dir hutt se richtegerweis ugeschwat, ass hei e ganz, ganz wichtege Partner, wann et dorëms geet ze informéieren, ze sensibiliséieren. D'lescht Woch nach hate mer eng ganz, ganz flott Assise du bénévolat organiséiert vun der Agence, wou ganz vill Acteuren – bal 200 – op der Plaz waren. An d'Agence du bénévolat ass iwwert déi lescht Méint vill méi breet opgestallt ginn, soudass si all Theemeberäicher an deemno och all Typpe vun Associatioune mat ofdecke kënnen. An dofir si si den natierleche Partner, wann et hei drëms geet ze sensibiliséieren. An natierlech wäert de Familljeministère sech och mat all den anere Ministèren – dat war jo eng aner Fro vun Iech – concertéieren, fir esou d'Associatiounen iwwert d'Changementer, déi dat neit Gesetz eebe mat sech brëngt, ze informéieren. Dëst kann zum Beispill iwwer e Webinaire, en Tutorial, FAQen an eventuell och Informatiounsversammlunge gemaach ginn.

De CLAE, wëll ech awer och nach vläicht hei ënnersträichen, deen all d'Associatioune begleet, déi aus der Immigratioun entstane sinn, wäert en zweete Partner sinn, fir sécherzestellen, dass och déi Associatiounen erreecht ginn. Natierlech ass hei och ugeduecht, dass souwuel d'Agence du bénévolat wéi och de CLAE éischtens op Froe wäerte kënnen äntweren an zweetens och déi néideg Informatiounen op hire respektiven Internetsäite kënnen zur Verfügung stellen. Da ginn et nach vill Associatiounen, déi am konventionéierte Secteur aktiv sinn, also a Beräicher, déi ënnert d'ASFT-Gesetz falen. An och do wäert et e Sujet sinn am Kader vun der Commission d'harmonisation, wou dat mam Secteur wäert diskutéiert ginn.

Ech denken, ech hätt Är Froen all beäntwert, an da géing ech Iech nach eng Kéier villmools Merci soe fir den Interessi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn.

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 456 vun der Madamm Myriam Cecchetti un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Convocatioune fir d'Gemengewalen. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 456 du 4 juillet 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative aux convocations pour les élections communales 2023, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. No de Gemengewalen ass eis Escher Sektioun vun déi Lénk vun enger ganzer Rei vu Bierger/innen ugeschwat ginn, déi alleguer den nämmlechte Problem haten an déi sech och ënnerenee concertéiert hunn.

Dës Wieler/innen, vill jonk Student/innen, déi sech als auslännesch Bierger/innen och op eis Wallëschten nei ageschriwwen haten, hu keng Convocatioun geschéckt kritt, fir wielen ze goen. D'Aschreiwungsprozedur ass bei hinnen awer gutt verlaf, dat heescht, si haten iwwerhaapt kee Problem. A wéi si sech awer un d'Escher Gemeng un déi zoustänneg Büroe gewant hunn, fir hinnen ze soen, datt si keng Convocatioun kritt hätten an datt si sech awer gär géifen aschreiwen, fir kënne wielen ze goen, hunn déi hinnen einfach geäntwert, dat géif net goen, dat wier ze spéit, si hätten eeben elo Pech.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Inneministesch follgend Fro stellen: Ob dës Informatiounen, déi dëse Wieler kommunizéiert goufen, korrekt sinn, ob dat wierklech esou ass, datt, wann ee keng Convocatioun kritt, een dann och d'Recht net huet, sech nach noaschreiwen ze loossen, respektiv d'Recht net huet, mat senger Carte d'identité oder sengem Pass dohinzegoen an awer wielen ze goen. A wann dat net de Fall ass, wéilt ech gäre wëssen, ob d'Madamm Ministesch bereet wär, eng Enquête och vläicht bei anere Gemengen ze lancéieren, ob a wéi vill esou falsch Informatiounen divulgéiert goufen, ob déi Leit, déi do schaffen, dat einfach net besser woussten – da misst een do eng Formatioun maachen –, a wéi vill Wieler/inne keng Convocatioun kruten an och aus wellecher Ursaach déi keng Convocatioun kruten, ob dat en technesche Problem war oder wou dee Problem louch. An ech wéilt och gäre wëssen, ob d'Madamm Ministesch bereet wier, eng Enquête ze lancéieren iwwert d'Ursaache vun den Absenzen, well et si jo ganz vill Leit dës Kéier net wiele gaangen – hu se vläicht déi nämmlecht Informatioune kritt, datt se net dierfte goen oder aus wéi engen Ursaachen och ëmmer? –, datt een dat géif bei deenen zoustännege President/innen nofroen. An zu gudder Lescht, ob si da bereet wier, all déi Chifferen ze publizéieren, fir datt mer och do vill méi Informatiounen hätten.

Ech soen Iech villmools Merci am Virfeld fir d'Äntwerten an och fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Nun, Här President, ech hu keng Kenntnis zu deene Virgäng op der Escher Gemeng am Kader vun de Gemengewale vum 11. Juni. A vu dass fir de Moment och keng aner Faite bekannt sinn eebe wéi déi, déi Dir elo grad hei erkläert hutt iwwer Esch, sinn ech disposéiert, fir eng Prise de position bei der Gemeng unzefroen. Dat ass déi gängeg Prozedur, déi mer maachen, wa mer mat Faite konfrontéiert sinn, fir dee Moment da bei der Gemeng nozefroen, fir hei ganz konkreet ze iwwerpréiwen, wat dann eeben am Virfeld vun de Gemengewale geschitt ass.

Wann d'Madamm Cecchetti awer elo eng direkt Äntwert wéilt hunn, ëmmerhi sëtzt si net allze wäit vum Escher Buergermeeschter ewech, sou géif ech si encouragéieren, direkt d'Gespréich mat him ze sichen a vläicht op eng méi on... oder wéi soll ech soen, méi eng pragmatesch Manéier nozefroen, wat da ganz genau do virgefall ass, wat et mat där Saach op sech huet, da geet dat heiansdo och vill méi séier. Mee à defaut vun deenen anere Faite gesinn ech elo net direkt an, dass mer missten eng Enquête iwwert d'ganzt Land maachen, elo bei alle Gemengen nofroen, wéi gesot, well eis elo keng aner Fäll bekannt sinn. Ech weisen awer dorop hin, an dat hunn ech och schonn an der leschter Froestonn erkläert, dass mer bei eis am Interieur elo en Aarbechtsgrupp agesat hunn, dee sech genau mat de verschiddene Proceduren, mat den Ofleef vun de Gemengewale beschäftegt. Do si mer schonn amgaang, eng ganz Partie ze sammelen. Net méi spéit wéi haut hu mer erëm festgestallt, dass nach, jo, al Proceduren, Delaien am Gesetz stinn, déi eis net onbedéngt ëmmer an eiser deeglecher Aarbecht weiderbréngen.

Fir do nach eng Kéier drop ze äntweren, dass mer amgaang sinn, dat alles ze iwwerpréiwen, fir dann eebe gegeebenenfalls déi nächst Gemengewalen 2029 schonn déi gesetzlech Adaptatioun ze hunn an op deene verschiddene Punkte kënnen nozebesseren. An, wéi gesot, alles, wat mer kënnen analyséieren a wou mer kënnen eng Analys maachen, dat maache mer och, fir eeben herno da kënnen do déi Verbesserungen ze kréien.

Fir mech ass awer kloer – an dat ass dee Punkt, deen Der zum Schluss och nach eng Kéier ugeschwat hutt –: Wat ass, wa Leit keng Convocatioun kritt hunn?

Ben, de Punkt ass, wann d'Leit op de Wielerlëschten ageschriwwe sinn, da si se ageschriwwen. Dat ass jo mol dat Éischt. Dat heescht, si erfëlle jo dee Moment och d'Konditiounen, fir dierfe wielen ze goen, an da solle si natierlech vun hirem Recht kënne Gebrauch maachen.

Wann awer ee keng Convocatioun elo kritt huet respektiv se ze spéit komm ass, dat hu mer och ëmmer erëm an eisen Informatioune gesot, kënnen d'Leit duerchaus – an et sinn och Leit, déi dat gemaach hunn – mat hirer Carte d'identité, mat hirem Pass, mat hirem Titre de séjour dee Moment dohinnergoen an dierfen awer un de Wale participéieren. Dat ass och deemools an eise Circulairen, an eisen Ofleef nach eng Kéier ganz kloer duergestallt ginn. Wichteg ass, dass d'Gemengen an och d'Walbüroen eeben de Wielerinnen a Wieler an de gesetzleche Limitten erméiglechen, vun hirem Walrecht kënne Gebrauch ze maachen, och, wann eeben eng Convocatioun méi spéit sollt ukomm sinn.

Wéi gesot, fir de Rescht si mer amgaangen, dat alles ze iwwerpréiwen. Mee wéi gesot, aner Gemenge si bis elo net un eis erugedroe ginn, dass do och solle Feeler gewiescht sinn, soudass ech elo an deem Fall keng Enquête wëll maachen. Mee wichteg ass, dass mer d'Gesetz op deene weesentleche Punkte wäerten upasse goen an natierlech dann och do nobesseren, wou et néideg ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 458 vum Här Laurent Mosar un de Wirtschaftsminister iwwert de Google-Datazenter.

– Question n° 458 du 4 juillet 2023 de M. Laurent Mosar relative au Google Data Center, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, Merci, Här President. De Google-Datazenter ass eng Never-ending-Story, déi leider Gottes, fäerten ech, keen Happy End wäert kréien. Et waren an de leschten Deeg a Wochen eng Rei widderspréchlech Aussoe vu Ministeren aus der groussherzoglecher Regierung dozou ze héieren.

Ech wollt eigentlech just nach eng Kéier op eppes opmierksam maachen, wat, mengen ech, d'Regierung an och de Wirtschaftsminister wëssen: datt et en MoU gëtt, dee jo beseet, datt bis Ufank, Mëtt 2024 – dat ass also an engem knappe Joer – muss eng Bautegeneemung do gefrot sinn an och accordéiert sinn. Wann net, da spillt d'Virkafsrecht vum Staat, fir déi

35 Hektar erëm zréckzekafen. Ech wollt vum Minister de Mëtte wëssen: Wat ass de leschte Stand par rapport zu Google? Sinn iergendwellech Demarchen do gemaach ginn, notamment um Niveau vum Environnement, wou d'ailleurs nach eng ganz Rei do stinn? An dann, sollt dat näischt mat deem Projet Google ginn, huet d'Regierung do schonn iergendwellech Virstellungen, wat mat deene 35 Hektar Terrain soll geschéien, wou de Staat e Virkafsrecht huet?

Ech soen Iech scho Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. De Wirtschaftsminister Fanz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, Här President, merci dem Laurent Mosar fir seng Fro. Hien ass jo een, dee sech scho säit Laangem ganz vill fir deen Dossier do interesséiert. Wann ee säin Numm agëtt bei Google mam Stéchwuert „Datenzentrum Google a Bissen", da kritt een an enger hallwer Sekonn 247 Treffer. Dat weist seng Perseverance an deem Dossier.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här Minister!

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Wat kann ech dozou soen? Ech mengen, ech ka just soen, dass d'Regierung weiderhi beméit ass an och alles mécht, fir datt sech dee Projet realiséiert, och wann den Datenzenter zu Biissen effektiv keng Prioritéit méi fir Google a senger globaler Planifikatioun fir Europa schéngt duerzestellen. Dat huet de Premier de leschte Mäerz no senger Visitt an den USA gesot, nodeems hie Google besiche war.

Méi konkreet Aussoe vu Google zum Projet vu Biissen hu mer bis haut net vun hinne kritt. Ech mengen, den Historique, dee kennt Der, do muss ech net laang drop agoen. Et war e jorelaaange Prozess, dee gemaach gouf vun enger Ëmweltorganisatioun géint d'Ofännerung vum PAG vun der Gemeng Biissen, bis den Investisseur op deem Punkt du Recht krut. Mir haten duerno eng Pandemie, e Krich, dat huet d'Saach och net méi einfach gemaach, an och nach ëmmer ganz héich Energiepräisser – dat ass jo och net grad e gudde Facteur fir en Datenzentrum, deen energieintensiv ass – an och elo den Impakt vun der eventueller Wirtschaftskris op d'Evolutioun vun der Demande an dem Transfert vun Donnéeën iwwer Internet, och dat spillt en sa défaveur.

Dat sinn alles Facteuren. Et ass awer esou, dass mer natierlech och e Lien behale mat Google, fir datt deen Acteur sech weider fir Lëtzebuerg interesséiert. Ech hat och nach e Gespréich mat hinnen am Kader vun der ICT Spring. Konkreet e Projet, deen elo wäert realiséiert ginn, dat ass, dass Google wäert eng Presenz zu Lëtzebuerg opbaue via eng dekonnektéiert, souverän Cloud. Dat ass och fir Google den éischte Projet vun deem Genre, dass se mat engem Land esou eng souverän, dekonnektéiert Cloud maachen, déi net op enger amerikanescher Plattform ass, mee déi wierklech zu Lëtzebuerg lokaliséiert ass a wou et och kee rechtleche Réckgrëff gëtt vun hinnen. Aus all deene Grënn, déi mer kennen, ass dat eng wichteg Securitéit. Dat ass e Projet, deen zwëschent Google an och mam belschen Acteur Proximus a LuxConnect gemaach gëtt, fir hinnen d'Technologie zur Verfügung ze stellen, fir vu Lëtzebuerg aus kommerziell Cloudservicer unzebidden, e Projet, un deem Google och ganz staark interesséiert ass.

Wat elo, wéi gesot, dee Projet vu Google ugeet, wat den Datenzentrum ugeet zu Biissen, do loosse si sech weider d'Optiounen op. Dir hutt et gesot, dat ass nach méiglech bis 2024. Et gëtt awer natierlech, wat d'Zäit méi avancéiert, sécher ëmmer manner probabel, well do hänken natierlech nach eng Partie Prüfungen drun, Ëmweltprüfungen an anerer, déi musse gemaach ginn. Wéi gesot, fir de Moment hale si sech do ganz bedeckt an et gëtt elo och do fir de Moment net wierklech en neien Ament an deem Dossier.

Voilà, ech mengen, dat ass dat, wat ech Iech zu dësem Zäitpunkt kann dozou soen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 459 vum Här Gusty Graas un den Här Energieminister iwwert den Accord tëschent Lëtzebuerg an Dänemark a puncto Transfert vun Energiestatistiken. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 459 du 30 juin 2023 de M. Gusty Graas relative à l'accord entre le Luxembourg et le Danemark sur les transferts statistiques d'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass ouni Zweifel eng vun deene wichtegste Prioritéiten, fir géint de Klimawandel unzkämpfen. Mir setzen hei zu Lëtzebuerg jo virun allem do op Wandmillen, fir eebe méi klimaneutrale Stroum ze produzéieren. A selbstverständlech kënne mer ni hei zu Lëtzebuerg autark ginn; déi Illusioun sollt een op alle Fall net verbreeden.

Am Oktober 2022 war jo dunn en Accord mat Dänemark ënnerschriwwe ginn, datt mir sollten do kënne Wandmille vun eis mat dran investéieren. Mir kréichen dann tëscht 33 a 66 Milliounen Euro fir déi Period 2021 bis 2025 ugerechent. D'Chamber huet deen Accord jo och hei guttgeheescht am Februar. Elo huet een allerdéngs an de leschten Deeg an der Press d'Matdeelung kritt, datt u sech verschidde Retarde géifen entstoen, well anscheinend – wéi gesot, ech benotze bewosst de Conditionnel – dann awer d'Rentabilitéit vun deem Projet do géif a Fro gestallt ginn.

Dowéinst meng fënnef Froen un den Här Energieminister:

Kann en dat confirméieren, wat an de leschten Deeg an der Press zirkuléiert ass?

Zweetens: Firwat gëtt dat elo eréischt festgestallt, datt anscheinend dann déi Rentabilitéit net soll garantéiert sinn? Ech mengen, de Projet ass jo awer net vun haut a vu gëschter.

Drëttens: Wéi eng Léisung kann een dann am Fong geholl elo virgesinn, fir dann awer de Projet sou séier wéi méiglech kënnen ëmzesetzen?

An da véiertens: Huet dëse Retard och e gewëssenen Impakt op déi Ofmaachung, déi mer gemaach hu respektiv op den Transfert vun erneierbaren Energien?

An nach eng lescht Fro: Wéi gesäit aus mat der Ëmsetzung vun anere Projeten, déi op Basis vun dësem Accord getraff goufen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gudde Mëtteg, Här President, gudde Mëtteg, léif Kolleegen aus der Regierung, a gudde Mëtteg, léif Deputéiert. Et ass effektiv esou, dass d'lescht Woch e Mëttwoch fir d'éischt an der dänescher Press e Pressecommuniqué opgedaucht ass an duerno ass am „Spiegel" e bëssen e räissereschen Titel gewiescht iwwer eng ëmstridden Insel, déi net dierft gebaut ginn. Gutt. Dorosphin hunn ech derfir gesuergt, datt ech en Donneschdegmoien e längert Gespréich konnt hu mam dänesche Minister, an ech kann Iech elo de Contenu vun deem Gespréich dann erëmginn.

Also, et ass esou: Dänemark huet zwee grouss Projete fir Offshore-Wand auszebauen. Deen een ass an der Ostsee an do gëtt d'Logistik vu Bornholm aus gemaach, a Bornholm ass eng Insel, déi et scho gëtt. Do ass dann en Hafen, do komme Kabelen zesummen, do stinn Traffoen, do kommen eventuell och Waasserstoffanlagen.

An deen zweete grousse Projet ass an der Nordsee, wäit draussen am Mier – 60, 70 Kilometer eraus. An do war déi éischt Iddi vun der dänescher Regierung, fir eng Insel ze bauen op enger Plaz, déi awer 30, 40 Meter déif ass a wou et och eng gewësse Stréimung gëtt. Déi dänesch Energieagentur, déi huet iwwert déi lescht Méint am Detail geschafft un deem Projet a si stelle sech elo eigentlech zwou Froen. Déi eng ass: Mécht et méi Sënn, déi Insel quasi fest ze bauen oder se op Stelzen ze maachen? Ech erkläre mech: D'Belsch mécht och eng Energieinsel virun der belscher Küst, an déi belsch Insel, déi gëtt quasi op Pottoe gebaut, fir eeben dann … Do kommen zum Beispill d'Kabele vun den Anlagen zesummen an dann hutt Der grouss Traffostatiounen, déi stinn op de Stelzen. D'Hollänner maachen e ganz grousse Waasserstoffprojet an der Nordsee, wou dann och den Electrolyseur op Stelzen am Mier steet. Dat heescht, déi stelle sech elo d'Fro, ob se de Projet net kënnen doduerch optiméieren, datt se, amplaz eng fest Insel ze bauen, eeben da géife verschidden Infrastrukturen op Stelze setzen an dann do ronderëm déi 10.000, 12.000 Megawatt Offshorewand maachen. Dat heescht, de Minister … Dat ass déi eng Fro, déi se sech stellen.

Déi zweet Fro ass: D'Däne wollten e sougenannte „Public-private-Partnership" maachen. Dat heescht, si wollten, en Deel vun der Insel wier staatlech an deen anere géif vu privaten Investore finanzéiert ginn. Déi belsch Energieinsel, déi gëtt vum belschen Netzbedreiwer organiséiert an och gebaut an och finanzéiert. An d'Däne froe sech mëttlerweil, ob de Risiko – a wie seet Risiko, dee seet och méi héich Kapitalkäschten –, ob hire Businessmodell vum Private-public-Partnership net finanztechnesch méi ongënschteg wier wéi dat, wat d'Belsch elo maachen, wou eeben den Netzbedreiwer quasi alles plangt an dann natierlech privat Firmen déi Insel bauen. Et ass net de belsche Staat an och net de belschen Netzbedreiwer, deen d'Insel baut.

Dat heescht, d'Dänen – an do war de Minister och ganz formell –, Dänemark wäert am ganz grousse Stil an der Nordsee Offshorewand maachen. Si froe sech just … Déi Fro, déi si sech stellen, ass d'Optiméierung vun der Infrastruktur, déi et géif erlaben, dann déi 10.000, 12.000 Megawatt ze maachen. Dat heescht, vun dohier ass de Projet nach ëmmer „up and running". Mir kréie méi Detailer vun den Dänen Enn des Joers.

Deen zweeten Aspekt iwwert déi Kooperatioun, déi mir hu mat Dänemark: Déi statistesch Transferten, déi mir an dëse Jore kréie bis 2025, déi kommen aus Projeten, déi souwisou scho stinn an Dänemark. Dat, wat mir mat den Dänen ofgemaach hunn, ass eeben, dass se déi Revenuen, déi mir hinne bezuelen, och huelen, fir dann eeben zukünfteg Projeten ze maache wéi déi heiten Energieinsel, ënnert där Form oder ënnert där Form. Dat heescht, vun dohier, de Projet leeft weider a mir sinn a ganz enkem Kontakt. De Moien hunn ech nach e Mail kritt vum Lëtzebuerger Ambassadeur, deen zu Kopenhagen ass, deen och nach eng Kéier elo e Rendez-vous gefrot hat, an eigentlech déi Informatiounen, déi ech kritt hunn, déi sinn do bestätegt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 447 vum Här Sven Clement un d'Madamm Finanzministesch iwwert d'europäesch Direktiven. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 460 du 4 juillet 2023 de M. Sven Clement relative au directives européennes, adressée à Mme la Ministre des Finances

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass jo esou, datt mer op europäeschem Plang engersäits d'ATAD-3-Direktiv hunn, déi en Impakt wäert op Lëtzebuerg hunn, a gläichzäiteg awer och op OECD-Niveau iwwer BEPS, zweete Pillar schwätzen. An allen zwou, no allen Aussoen, déi ee souwuel vum Finanzministère héiert, wa mer an de Kommissiounssëtzungen doriwwer schwätzen, wéi och vum Secteur dobaussen, awer och, wann een einfach driwwer nodenkt, wäerten en Impakt hunn op d'lëtzebuergesch Finanzplaz. Ech mengen, et sinn zwee Texter, déi Impakt op d'lëtzebuergesch Finanzplaz wäerten hunn, déi insgesamt Impakt op d'Finanzplaze wäerten hunn, an do stellt sech natierlech d'Fro: Wat fir en Impakt? An ech mengen, dat ass eng Fro, déi elo an deene leschte Wochen a Méint ëmmer erëm gestallt gouf an déi och u sech, säit déi Texter virleie respektiv säit iwwert déi Texter geschwat gëtt, ëmmer erëm opgeworf gëtt.

Et ass esou, datt d'OCDE schonn an der Vergaangenheet och Lëtzebuerg drop higewisen huet, datt mer u sech keng Impaktstudie zum Theema ATAD-3-Direktiv an hirem Impakt gemaach hätten, an dofir wollt ech d'Madamm Ministesch froen: Sachant, datt et déi zwee grouss Texter gëtt, huet d'Regierung well Studien zu deenen Impakter an Optrag ginn? Wa jo, wou sinn déi Studien? Sinn déi schonn ëffentlech? Si se schonn ofgeschloss? A wann nee, mengt d'Madamm Ministesch net, datt et, vu de Poids vun eiser Finanzplaz an och den Impakt vun dësen Direktiven, deen awer do potenziell kéint erauskommen, net vläicht sënnvoll wär, esou eng Impaktstudie ze maachen an ze kucken, datt mer awer kéinten op festen oder zumindest op méi belaaschtbaren Zuelen diskutéiere wéi just op eisem Bauchgefill.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes huet d'Wuert.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Sou, gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, an och léif Regierungskolleegen. Merci fir dës Fro iwwert déi sougenannt „Unshell-Directive" a Pilier 2. Ech kann direkt soen: Nee, et si keng esou Impaktstudie gemaach ginn. Et muss een déi zwee Dossieren awer och e bësse separat kucken.

Unshell oder ATAD-3, dat ass eng Proposition de directive, déi gëtt haut um techneschen Niveau nach verhandelt. A mir wëssen, dass keng Direktiv esou ugeholl gëtt, wéi se proposéiert gëtt. Dat ass e ganz laange Wee bis dohinner. Ech hunn dat och vun Ufank u gesot an ech mengen, et ass hei schonn e puermol ugeschwat ginn: Mir hunn do ganz, ganz grouss Bedenken, wat dës Propositioun ugeet. Mir wëssen, dass den Impakt op d'SOPARFIen an dann och op d'Steierrecettë potentiel ka ganz grouss ginn, a fir dat ze wëssen, brauche mer keng Etüd. Mir hunn intern Experten, mir hunn och eng Steierverwaltung dofir.

Ech hunn dat och mat de Kommissären ugeschwat zu Bréissel à plusieurs reprises, well ech trotzdeem mengen ze wëssen, dass den Impakt op Lëtzebuerg effektiv disproportionéiert ass, och wat elo zum Beispill aner Länner ugeet. Mir wëlle keng Empty Shells hei protegéieren, mir brauche Substanz zu Lëtzebuerg. Wann ee SOPARFIen net méi ka benotzen, fir legitimm Fongen, Strukturen en place ze setzen, da verloossen esou Strukturen och d'EU. Dat ass net gutt fir d'EU an dat ass definitiv net gutt fir Lëtzebuerg. Ech hunn och probéiert, dat de Kommissären ze erklären. Elo Studien ze maachen iwwer en Text, deen am Fong a permanenter Evolutioun ass, schéngt mir net wierklech zilfürend ze sinn. A fir d'Verhandlunge si mir mat eisen Experten an och mat der Steierverwaltung gutt opgestallt.

Wat de Pilier 2 ugeet, dat ass e bëssen eng aner Saach. D'OECD-Reform, ech mengen, do ware ganz vill Länner dru bedeelegt. Hei geet et ëm d'Minimal- oder Minimumsteier. Dat hu mir vun Ufank un ënnerstëtzt. Do ass natierlech elo och eng Direktiv um europäeschen Niveau. Déi muss ëmgesat gi bis Enn des Joers. Den Text ass och drop an drun, der Chamber soumettéiert ze ginn, da kënnt Dir dat kucken.

Natierlech ass et net méiglech, de konkreeten Impakt dodrop ze rechnen. Dat ass also ganz, ganz schwéier, well wierklech genau ze gesinn, wat fir en Impakt dat op d'Attraktivitéit respektiv op d'Steierrecetten huet, ass ganz schwéier, well et hei e ganze Koup Variabele gëtt. Déi éischt Variabel ass zum Beispill d'Verhale vun de Betriber, vun de Contribuabelen: Wéi reagéieren déi dodrop an deene verschiddene Länner? Dat weess haut keen. D'Aféierung och vun neien Tauxen, wat d'Besteierung ugeet an deene verschiddene Länner. Et weess keen. Déi eng setze vläicht erop, déi aner missten erof..., respektiv déi eng missten erofsetzen, déi aner wëllen en eropsetzen. Dat wäert och en Impakt hunn. Dat weess keen, dat ka kee wierklech elo soen.

Ech bemierken och, dass et aner Krittäre gëtt, déi Länner attraktiv maachen, wéi elo just d'Besteierung. Do ass eng rezent Etüd vun enger Big Four, déi d'Besteierung elo op Plaz 6 setzt an hirer Etüd. Also et ass net onbedéngt déi éischt Saach, déi e Land kann attraktiv maachen. Do gëtt et verschidden Assessments. D'OCDE huet en Assessment gemaach, do ass d'Forschett esou grouss, dass se am Fong net ganz utile ass, wéi vill negativen Impakt dat op Lëtzebuerg hätt.

Et gëtt aner Etüden, y compris vum IMF, mee och vum European Tax Observatory, déi e positiven Impakt fir Lëtzebuerg berechnen. Dat heescht, mir hu von bis, a fir elo do an deem Sënn eng Etüd ze bezuelen, déi eis dat selwecht seet – vu bis –, mengen ech, wär net e gudde Gebrauch vu Sue vun eise Steierzueler, well eeben d'Verhale vum Contribuabel an och vun de Länner schwéier ze anticipéieren ass.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 461 vum Här Aly Kaes un d'Madamm Finanzministesch iwwert d'Besteierung vun de Permanencen, déi vun de Frontalieren am Teletravail geleescht ginn. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 461 du 4 juillet 2023 de M. Aly Kaes relative à l'imposition des permanences assurées via télétravail par les travailleurs frontaliers, adressée à Mme la Ministre des Finances

M. Aly Kaes (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm, Dir Hären aus der Regierung, hei geet et a sech ëm zwou Saachen. Engersäits gëtt et eng ganz Rei Frontalieren, déi schaffen a Betriber, wou se als Aufgab hunn, och Anlagen fernzeiwwerwaachen, an da kënnt et vir, datt se nëmmen zwou, dräi Minutten op hirem Laptop schaffen, fir déi Iwwerwaachung ze assuréieren, fir eventuell, souguer iwwer Laptop, kuerz Interventiounen ze maachen. An dat féiert dann, zumindest laut menger Informatioun, derzou, datt dat a sech als ganzen Dag gerechent gëtt, wat natierlech derzou féiert op där anerer Säit, datt mer ganz séier, sou gutt bei de Belsch wéi bei de Fransousen, iwwert deem Seuil sinn, wou d'Besteierung hei zu Lëtzebuerg ass, mee wou d'Besteierung dann eeben an deem Land, wou se wunnen, geschitt.

Dat selwecht gëllt fir déi Leit, déi a sech doheem musse sinn an zur Verfügung musse stoen an dofir och entschiedegt ginn iwwer eng Astreinte. Déi kréie jo Suen, mee déi si jo dee Moment a sech an hirem Wunnland a kréie Suen, fir an hirem Wunnland present ze sinn, wa Probleemer an hirem Betrib respektiv op esou Anlage sinn, an dat féiert dann och derzou, datt eventuell déi Astreinten, dat Geld do ab engem bestëmmte Moment net méi hei zu Lëtzebuerg besteiert gëtt, mee an de respektive Länner besteiert gëtt.

An dofir meng Froen. Dat ass éischtens: Wéi gëtt dat gehandhaabt? Ass et richteg, datt een, wann een nëmmen zwou, dräi Minutten op dem Laptop schafft, dann e ganzen Dag ugerechent kritt? An a wat fir enger Form a wéi ginn déi Sue besteiert, déi ee fir eng Permanence kritt?

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An d'Wuert geet nach eng Kéier un d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Voilà, merci fir dës Fro. Also, d'Steierkonventiounen, déi Lëtzebuerg mat den Nopeschlänner huet, bestëmmen dann effektiv och d'Reegelen, wat d'Besteierungsrecht ugeet. Är Fro geet iwwert d'Besteierung vu Permanencen, déi dann och d'Frontaliere via den Teletravail assuréieren. Also, eng Permanence, déi muss assuréiert ginn, ass am Fong net anescht ze consideréiere wéi all aner Zort vun Aarbecht. Deemno ass de Revenu, deen duerch eng Permanence dann entsteet, dann och d'selwecht steierlech ze traitéiere wéi all anert Aarbechtsakommes.

Fir e Frontalier heescht dat dann, dass d'Aarbechtsakommes do besteiert gëtt, wou d'Aarbecht ausgeübt gëtt. D'Seuils de tolérance, déi dann natierlech an eise Konventioune mat eisen dräi Nopeschlänner drastinn, erlaben et engem Frontalier, eng bestëmmt Unzuel vun Deeg seng Aarbecht punktuell dann och ausserhalb vu sengem normalen Aarbechtsstaat ze maachen, ouni a sengem Wunnstaat dann eebe besteiert ze ginn.

Fir eng Permanence, déi da vun engem Frontalier via den Teletravail ausgeübt gëtt, also ausserhalb vu sengem normalen Aarbechtsstaat, gëllen déi selwecht Reegele wéi fir eng aner Aarbecht, déi via den Teletravail ausgeübt gëtt. Dat ass eeben, well eng Persoun, déi eng Permanence assuréiert, all Moment muss disponibel sinn. Do geet et elo net op e puer Minutten un, dat muss scho méi wéi e puer Minutte sinn. Dofir gëtt se och remuneréiert, sou wéi wa se hir normal Aktivitéit dann och géif exercéieren.

Konkreet heescht dat also: Wann e Frontalier an engem Steierjoer bis zu 34 Deeg – wéi mer wëssen – fir déi zwee Nopeschlänner a bis zu 19 Deeg fir Däitschland a sengem Wunnstaat aktiv ass, sief et duerch normalen Teletravail, Permanencen oder Geschäftsreesen oder Formatioun, da bleift d'Besteierung zu Lëtzebuerg. Wann de Cumul vun dësen Aktivitéiten oder d'Unzuel u Permanencen déi Seuilen dann iwwerschreit, da sinn all d'Revenuen, déi deenen Deeg dann entspriechen, déi ausserhalb vu Lëtzebuerg geschafft ginn, am Wunnstaat ze besteieren. Voilà, also et kënnt net op e puer Minutten un, mee dat gëtt effektiv esou behandelt. Dat ass esou an dat ass esou iwwert d'Konventioune festgehalen.

Ech profitéieren awer da vun dëser Geleeënheet, fir Iech ze informéieren, dass ech dann och am Prinzipp – wa mer scho vun Teletravail a vun den Deeg, déi ech mentionéiert hunn, och schwätzen – dës Woch nach op Berlin fléien. Ech wäert do e Rendez-vous hu mat mengem Homolog, dem Christian Lindner, an eis Steierkonventioun wäert dann och do um Ordre du jour sinn an ech kann Iech versécheren, dass mer do wierklech gutt an déi richteg Richtung geschafft hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 462 vun der Madamm Nathalie Oberweis un den Här Minister fir Famill an Integratioun iwwert den Aktiounsplang géint de Rassismus. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 462 du 4 juillet 2023 de Mme Nathalie Oberweis relative au plan d'action contre le racisme, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Här Minister, Rassismus ass keng Meenung; Rassismus ass eng Krankheet, eng gesellschaftlech Krankheet. Wëllen en Ënnerscheed ze maachen tëscht de Mënschen opgrond vun hirer Hautfaarf, vun hirer Relioun, vun der Nationalitéit, vun de Pabeieren, deen Ënnerscheed ze maachen oder och eng Hierarchie ze maachen tëscht de Mënschen opgrond vun dëse Krittären, ass ganz kloer e Problem an ass verankert an eiser – eiser Meenung no – kapitalistescher, ausbeuterescher Gesellschaft an Ausdrock vun enger kranker Gesellschaft, nach eng Kéier.

Déi mannst vun eis heibannen, mengen ech, kënne wierklech novollzéien, wat raciséiert Mënsche matgemaach hunn an hirem Liewen, well de Rassismus an all d'Detailer vum Liewen agräift: an d'Aarbechtssich, an d'Wunnengssich a sou weider. Dofir ass et wichteg, en ambitiéise Plan d'action ze hu géint de Rassismus, an d'Regierung ass amgaangen am Moment, e Plan d'action auszeschaffen, wéi mer wëssen. D'UNO recommandéiert, vun Ufank un e kloren, ambitiéise Budget ze hunn am Kampf géint de Rassismus.

Dofir hätt ech eng Rei Froen, ënner anerem: Wou ass d'Ausaarbechtung vun dësem Plan d'action drun? Wäert de Plan d'action fäerdeg si fir Enn des Joers, sou wéi et virgesinn ass? Ass de Ministère de la Famille ënnerstëtzt gi vun anere Ministèren an der Ausaarbechtung vun dësem Plan d'action? A wéi eng Ressourcen hutt Der op dës Ausaarbechtung gesat? An och, wou d'Ausaarbechtung am Moment wierklech drun ass a wat de Budget och ganz kloer ass vun deem Plan d'action. Well nëmmen en ambitiéise Budget kann Iech och wierklech d'Moyene ginn, fir géint de Rassismus ze kämpfen. An dann och nach ganz wichteg: Wéi eng Evaluatioun, wéi e Suivi ass virgesi vun dësem Plan d'action? Well ouni e Suivi, ouni eng Evaluatioun bréngt de beschte Plan d'action näischt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. De Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn, huet d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci der Madamm Oberweis fir dës Fro. Jo, de Familljen- an Integratiounsministère ass amgaangen, den nationalen Aktiounsplang géint Rassismus a Rassendiskriminéierung auszeschaffen. D'Ausschaffe geschitt iwwregens zesumme mat den ëffentlechen Acteuren, an do gehéieren natierlech d'Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, déi dës Gruppen an hirer Heterogeneritéit representéieren, derzou. An den Aktiounsplang soll – an dat ass nach ëmmer d'Zil – fir Enn des Jores finaliséiert sinn.

Dir hutt mech gefrot, wéi d'Preparatiounen oflafen. Mat der Ënnerstëtzung vum Familljen- an Integratiounsministère mécht den Educatiounsministère de Moment Consultatioune mat engem ganz grousse Panel un Haaptacteuren aus dem Educatiounsberäich, fir zesumme konkreet Aktiounen auszeschaffen, déi an de Beräich Educatioun vum neie PAN (ndlr: Plan d'action national d'intégration) afléissen. Den Aarbechtsministère sengersäits ass amgaangen, Konsultatiounen ze preparéiere fir de Beräich Aarbecht vum zukünftege PAN. An d'Aktiounen, déi an d'Diskussioun vum Volet Logement eraginn, déi sinn och aktuell an der Ausaarbechtung.

Firwat zielen ech Iech dës dräi op? Vläicht erënnert Der Iech drun, wéi mer d'Presentatioun hate vun der ganz breet opgestallter Etüd, do waren et haaptsächlech dës dräi Beräicher – ech ernimme se gär nach eng Kéier: Educatioun, Aarbecht an de Logement –, wou et nach am meeschten Nohuelbedarf ginn ass, fir et elo mol léif auszedrécken. An dës dräi Beräicher goufen dofir prioritär identifizéiert opgrond vun där Etüd, déi dann d'lescht Joer publizéiert gouf.

Dann hutt Der nach gefrot, wéi et bei de Ressourcë fir d'Ausschaffe vum Aktiounsplang ausgesäit. Lëtzebuerg fänkt do sécher net bei null un, wat de Beräich vum Rassismus an der Diskriminatioun ugeet. Et si scho Mesüren an de Beräicher vun der Fuerschung, der Formatioun, der Sensibiliséierung, der Legislatioun an der Mainstream-Politick geholl ginn. De Familljen- an Integratiounsministère huet sech och selwer méi Ressourcë ginn. Et ass eng Persoun agestallt ginn, déi sech ganz konkreet just ëm d'Ausschaffen an d'Ëmsetzung vun dësem nationalen Aktiounsplang wäert këmmeren an dofir zoustänneg ass.

Et ass och eng ganz flott interministeriell Zesummenaarbecht. Et ass och esou, dass am Educatiouns-, am Aarbechts- an am Logementsministère sougenannt „focal points" gëtt, dat heescht Uspriechpartner, déi dann direkt wëssen, ëm wat et geet, dass een do net nach laang muss hin an hier mailen oder telefonéieren, déi hiren Deel dann eeben zu deenen dräi Volete vum zukünftege PAN, déi ech virdru scho genannt hunn – Bildung, Wunneng an Aarbecht –, wäerte bäidroen. Ausserdeem gëtt et Experten, déi Konsultatioune virbereeden a moderéieren.

Dir hutt no Moyene gefrot an no Budgeten. Dat ass eng Fro, déi een haut leider net beäntwere kann. Ech soen Iech firwat: Well ee jo nach net weess, wat an de PAN erakënnt. Dat heescht, et soll ee sech net elo schonn Dieren zoumaachen opgrond vu Budgeten, et soll een éischter soen: „Wat brauche mer?" An da muss ee sech déi néideg Budgete ginn opgrond vun deem, wat den nationalen Aktiounsplang virgesäit. Ech denken zum Beispill u Sensibilisatiounscampagnen. Dat ass jo och eppes, wat d'Etüd eis gewisen huet, dass et ganz vill Saache gëtt, dass de Rassismus hei zu Lëtzebuerg ass, mee dass et en anere Rassismus ass, wéi dat vläicht nach virun 10 oder 20 Joer de Fall war, wou et drëms geet, ze sensibiliséieren: Wat ass dann alles Rassismus? Och Mikroaggressiounen an deem dote Beräich, déi d'Leit ganz haart treffen, fir eeben och do ze sensibiliséieren an d'Leit einfach vläicht opzekläre: Wat ass vläicht wierklech net esou ubruecht a wat kënnt net gutt u bei deene betraffene Leit? Selbstverständlech, an eleng duerch dat Bewosstsinn, dass een dat einfach eng Kéier matkritt, an do si Sensibiliséierungscampagnen natierlech sécherlech och eng vun de Pisten, deenen ee muss nogoen.

Suivi an Evaluatioun, dat ass eppes, ech mengen, dat probéiere mer bei all eisen Aktiounspläng mat anzebréngen, well et einfach ganz wichteg ass, sech Ziler ze setze mat den Acteure vum Terrain. An déi Ziler sollt ee scho mat genau de selwechten Acteure vum Terrain ..., natierlech och begleet vun den néidegen Experte vu bausse vläicht och nach derbäi, déi eng richteg Analys vu bausse maachen, do soll ee sech begleede loossen an da soll een do natierlech och kucken: Wat hu mer eis virgeholl gehat? A wat hu mer dovun erreecht? A wat hu mer nach net erreecht? An da brauch och do kengem en Zack aus der Kroun ze falen.

An et si bestëmmt och aner Beräicher oder nei Froen, déi en cours de route ukommen. Et ass net, wa mer elo Enn 2023 en neien Aktiounsplang hunn, dass dat dat finaalt Dokument ass. Dat muss e liewegt Dokument sinn, e liewegen nationalen Aktiounsplang, wou, wéi gesot, d'Acteure vum Terrain eng ganz, ganz wichteg Roll ze spillen hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn.

7. 8210 – Projet de loi portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant :

1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ;

2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ;

3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;

4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;

5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain

Den nächste Punkt um Odre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8210 iwwer d'Bäihëllefen am Kader vun der Kris um Energiemaart. An ech ginn d'Wuert direkt un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi 8210, deen ech heimat virstellen, geet et drëms, eng Rei Moossnamen, déi am Kader vum Tripartitt-Accord decidéiert goufen, bis Enn 2024 ze verlängeren.

Bekanntlech hunn d'Konsequenze vum Krich an der Ukrain op d'Energiepräisser, mee och d'Previsioune vum Statec vun Ufank 2023 derzou gefouert, datt am Mäerz 2023 en drëtte Solidaritéitspak mat zousätzleche Moossnamen decidéiert ginn ass. D'Zil vun der Regierung war et deemools a bleift et och bei dësem Projet de loi, souwuel d'Menagë wéi d'Entreprisen opgrond vun de steigende Präisser finanziell ze ënnerstëtzen an d'Präisdeierecht ze bremsen. Pour rappel ginn ech Iech e klengen Iwwerbléck iwwert déi eenzel Moossnamen, déi ech schonn eemol am Detail virgestallt hu bei den eenzele Gesetzer aus der Vergaangenheet an déi dës Kéier a Form vun engem

sougenannten Omnibusgesetz zesummegefaasst ginn a verlängert ginn.

Déi éischt Dispositioun betrëfft de Stroumpräis. De Stroumpräis gëtt fir all Client residentiel mat engem järleche Verbrauch vun ënner 25 MWh um Niveau vun 2022 gehalen. Déi staatlech Contributioun beleeft sech hei op maximal 225 Milliounen Euro am Kompensatiounsmechanismus fir d'Joer 2024. Well dëse Montant iwwert de 40 Millioune läit, déi am Artikel 80 vum Budgetsgesetz virgesi sinn, muss e separat Finanzéierungsgesetz adoptéiert ginn – dat hu mer och déi lescht Kéier scho gemaach. D'Depensen, déi et erlaben, de Stroumpräis ze stabiliséieren, lafen och elo nees iwwert de Klima- an Energiefong.

Déi zweet Dispositioun, déi bis 2024 stabiliséiert gëtt, déi zweet Subventioun, betrëfft de Gaspräis, deen och betraff ass. De Präis gëtt stabiliséiert, éischtens, andeems de Staat d'Netzkäschte fir d'Ennclienten iwwerhélt, och weiderhin, an zweetens, andeems de Präis weiderhin op 15 % par rapport zum Duerchschnëttspräis vu September 2022 gedeckelt gëtt. Déi Deckelung geschitt doduerch, datt d'Fournisseuren d'Méikäschte vum Staat rembourséiert kréien, dëst op Basis vu kloer definéierte Prozeduren, déi am Gesetz verankert sinn an déi ech och déi lescht Kéier virgestallt hunn. Nei an dësem Projet de loi ass, datt och d'Clientë mat engem Compteur vun der Kategorie 3, dat heescht, dem Typ G65 oder méi respektiv mat enger Capacitéit vun iwwer 650 kW vun der Bäihëllef profitéiere kënnen. D'Konditioun, fir vun dëser staatlecher Contributioun kënnen ze profitéieren, ass, datt d'Wunnunitéiten op d'mannst 60 % vum Gebai anhuelen.

Ech kommen zu den Holzpellets, déi och vun dësem Projet de loi betraff sinn. D'Aidë fir d'Menagen, déi hir Wunneng mat Holzpellets heizen, gi verlängert, andeems dräi weider Tranchen agefouert ginn, wou dann och zousätzlech Aschreiwungsdemandë vum Fournisseur verlaangt ginn – also, déi ginn hei an dësem Fall net verlaangt, just wann nei Fournisseuren derbäikommen. D'Subventioun fir de Client beleeft sech op 35 % mat engem Plaffong vun 200 Euro pro Tonn a betrëfft weiderhin nëmmen d'Pellets, déi mat engem Camion um Lëtzebuerger Territoire ugeliwwert ginn – auslännesch Fournisseure bleiwen natierlech och erlaabt. D'Avancë fir de Fournisseur ginn op der Basis vun den agereechten Donnéeë vun den Decomptë vun 2023 gemaach. Et bleift natierlech och weiderhi méiglech, wéi gesot, sech als neie Fournisseur an de Regëster anzeschreiwen.

De véierte Punkt betrëfft d'elektresch Bornen am ëffentleche Raum, déi och schonn eemol Objet vun enger Subventioun gi waren. Méi speziell gesäit de Gesetzestext vir, datt den Datum fir d'Limitatioun vun de Stroumpräisser op den ëffentleche Bornen zu Lëtzebuerg ugepasst gëtt, déi direkt vum Fournisseur dann un de Bornen applizéiert gëtt. D'Reduktioun vum Präis, déi um variabele Präis pro kWh applizéiert gëtt, beleeft sech hei op maximal 50 Cents pro kWh. De Maximalpräis, deen de Client op der Borne bezuele muss an deen an engem Règlement grand-ducal festgehale gouf, läit bei 33 Cent pro kWh.

Eng lescht Subventioun, déi verlängert gëtt, betrëfft d'Wärmenetzer. Hei ass et esou, datt d'Subventioun fir d'Clienten, déi un e Wärmenetz ugeschloss sinn, ... dass fir déi de Präis weiderhin op ongeféier 15 % iwwert dem verrechenten Duerchschnëttspräis vu September limitéiert gëtt. Aus Kohärenzgrënn zu de Bäihëllefe vum Gaspräis wäerten och d'Clientë mat enger Leeschtung vun iwwer 650 kW vum Subside profitéiere kënnen. Och hei ass d'Konditioun, dass 60 % vun den Unitéiten am Gebai aus Wunnunitéite bestinn.

Sou vill zu den eenzele Moossnamen, déi am Gesetz verankert sinn. Fir komplett a korrekt ze sinn an den Diskussiounen, déi an der Tripartitts-Kommissioun gefouert goufen, Rechnung ze droen, ass mir nach wichteg ze ënnersträichen, datt d'Kommissioun de 16. Juni 2023 en Echange mam Regulateur ILR hat. Bekanntlech ass den ILR als Regulateur derfir zoustänneg, déi geschäftlech Aktivitéite vun de Fournisseuren um Niveau vum Gasmarché ze kontrolléieren, virun allem, wat hir Politick vum Akaf a vun der Vente vum Gas betrëfft.

D'Membere vun der Kommissioun wollte méi prezis vum ILR als Controlleur wëssen, ob a wéi séchergestallt gëtt, datt déi dräi Lëtzebuerger Gasfournisseuren, déi mer och an der Kommissioun empfaangen hunn, net duerch d'Moossnam vum staatleche Gaspräisdeckel profitéiere kënnen an en zousätzleche potenzielle Benefiss duerch déi staatlech Subventioun géife realiséieren, wat jo net d'Zil vun de Bäihëllefe ka sinn. Ech mengen, Dir hutt näischt dergéint, datt ech dat hei betounen.

Well eng detailléiert Analys vun de Benefisser vun de Fournisseuren nëmme méiglech ass, wann déi verschidden Donnéeën a Chiffere virleien, an den Delai fir d'Dekonte fir d'Joer 2022 eréischt den 30. Juni 2023 war, gouf an der Kommissioun decidéiert, datt den ILR der Chamber seng Resultater Mëtt Juli vun dësem Joer zoukomme léisst a se an der Tripartitt-Kommissioun da méi prezis virstellt. Mëtt September soll den ILR dann eng detailléiert Analys vun de realiséierte Margë vun deenen eenzelne Gasfournisseure presentéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen nach kuerz zu den Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen a séier resüméiert sinn.

A sengem Avis vum 26. Mee 2023 huet de Staatsrot just e puer generell Remarke formuléiert, déi d'Lisibilitéit an d'Verständnis vum Text betraff hunn.

D'Chambre des Salariés huet de 15. Juni en Avis eraginn an huet sech mat dësem Projet de loi d'accord gewisen. Si huet betount, datt se all Moossnam ënnerstëtzt, déi geduecht ass, fir d'Kafkraaft vun de Menagen ze stäerken.

De Projet de loi war den 10. Mee 2023 vum Energieminister Claude Turmes deposéiert ginn an de 16. Juni an der Tripartitt-Kommissioun virgestallt ginn, nodeems de Staatsrot da säin Avis ofginn hat. An der Kommissioun vum 22. Juni huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Domat wär ech dann um Enn ukomm vun der Virstellung a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wëll och der Rapportrice Merci soen, och virun allem fir dee mëndleche Complement, dee se gemaach huet, well Dir wësst, hei geet et ëm en dräistellege Milliouneberäich. D'CSV ass selbstverständlech – dat hu mer déi éischt Kéier och gesot – fir déi Bezuschussung fir d'Privatstéit, well jiddweree vun eis huet Rechnunge kritt an der Lescht a vill Bierger dobaussen och. An Dir wësst, dass trotz där Bezuschussung déi Rechnunge substanziell sinn, well d'Leit hunn dat jo net nëmmen ze bezuelen, wat de Stroum, wat de Gas ubelaangt, mee se hunn och nach méi héich Prêten ze bezuelen a si hunn och nach d'Inflatioun virun allem op de Liewensmëttelen ze bezuelen, dat muss een also am Kapp hunn.

Dee Punkt, deen eis awer beweegt, an wou mer, soen ech ganz éierlech, awer net wëlle bis de Juli musse waarden, Mëtt Juli, dat ass, dass mer eng Transparenz wëllen. A mir wëllen déi als CSV-Fraktioun, an ech mengen, d'Chamber insgesamt wär gutt beduecht, wa se séchergestallt hätt, ier se d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz gëtt, wou et, wéi gesot, iwwer e Betrag geet, deen am dräistellege Milliouneberäich ass, wéi d'Benefissentwécklung notamment vun dem Grupp Encevo ass a wat d'Inzidenz ass vun der Bezuschussung, déi de Staat mécht, fir de Gaspräisdeckel ze assuréieren, op de Benefiss vun deem Grupp, a virun allem dat, wat dem Gas zouzeféieren ass. An do muss ech ganz éierlech soen, ech hunn et e bëssen onzoulänglech fonnt, wéi mir insistéiert hunn – an ech soe ganz éierlech, mir waren net als CSV déi eenzeg, déi drop insistéiert hunn an der zoustänneger Kommissioun –, wou no enger hallwer Stonn dann op eemol d'Äntwert koum vum Minister: „Jo, Dir kënnt dat jo an de Bilane vun der betreffender Gesellschaft nokucken."

Mir sinn hei d'Volleksvertrieder an d'Volleksvertrieder an d'Vertriedung vum Lëtzebuerger Vollek hunn e Recht drop, gewuer ze ginn, ier se iwwer en dräistellege Milliouneberäich ofstëmmen, wat déi Benefissentwécklung ass vun dem Grupp Encevo a virun allem dat, wat dem Gas zouzeféieren ass. Ech explizéiere mech och: Et ass jo net, wéi wann dat hei eng anonym Gesellschaft wier, wou de Staat keng Lienen huet. De Staat huet Administrateuren dran, de Staat huet en eegene Regierungskommissär dran an ech mengen, déi Zuele gehéieren hei an de Public. D'autant plus, an ech schléissen domadder, well jo ee Fournisseur ass ..., niewent dem méi klenge Fournisseur, deen zu Miersch ass, gëtt et e grousse Fournisseur, dee fir de Süden zoustänneg ass, an do sinn d'Gemengen Aktionär. An Dir wësst, an do maachen ech kee Geheimnisverrot, dass eis vun deene Verantwortleche vu SUDenergie gesot ginn ass, dass si derfir Suerg gedroen hunn, compte tenu vun där Bezuschussung, déi de Staat gëtt, dass si gesot hunn: „Mir fueren de Benefiss erof." A si hunn eis do confirméiert, dass dee Benefiss op e Minimum reduzéiert gouf. An ech mengen, et ass elo un der Zäit, Här Energieminister, fir der Chamber hei Kloerheet ze schafen. Dir triet ëmmer an als Eenzelpersoun, wat och richteg ass, an als Partei fir Transparenz, a mir hätte gären, dass déi Transparenz och hei virun dësem Vott ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetz, wat haut virläit, ginn eng Rei Energiehëllefe fir Privatpersounen a Betriber ugepasst bis den 31. Dezember vum nächste Joer. D'Zil vun deene Moossnamen ass et natierlech, d'Energiekäschten, an domadder d'Inflatioun weiderhin am Grëff ze halen. Zugläich ginn e puer punktuell Upassunge gemaach, baséierend op den duerch Erfarung gewonnenen Erkenntnisser.

Ech widderhuelen et eng Kéier – d'Madamm Lorsché huet et zwar gesot, ech maachen et eng Kéier am Schnellduerchlaf –, déi verschidden Aiden, déi verlängert ginn: Dat ass d'Benotzung vum Gasnetz an d'Consommatioun vum Gas, et sinn och d'Pellets, déi doheem an der Pelletsheizung gebrauch ginn, et ass d'Opluede vun den Elektroautoen op ëffentleche Statiounen an d'Akafe vun Hëtzt, déi duerch

Fernwärmenetzer kënnt, an et ass awer och d'Stabiliséierung vum Stroumpräis.

Mir begréissen natierlech, dass dës Energiehëllefen net nëmme verlängert ginn, mee och ugepasst ginn an nach méi cibléiert deenen hëllefen, déi et am meeschte brauchen. Et soll kee vergiess ginn an d'Stéit ginn hei massiv entlaascht. Massiv – wann ech soe „massiv entlaascht", da mécht de Staat awer hei nach eng Kéier en Effort an Héicht vu 525 Milliounen Euro an investéiert fir d'Verlängerung an d'Adaptatioun vun dëse Mesüren an dësem Gesetz.

D'Strategie hannert den Hëllefe fir d'Betriber a fir d'Stéit bleift – an dat kann een net oft genuch widderhuelen –, fir d'Inflatioun am Grëff ze halen. D'Investissementer, déi déi dräi Solidaritéitspäck an der Tripartitt beschloss hunn, hu bis elo ganz kloer och hir Friichte gedroen. D'Energiepräisser si spierbar erofgaange par rapport zum leschte Joer a mir hu gesinn, dass d'Inflatioun och lues a lues zréckgaangen ass. Virun engem Joer am Mee louch se nach bei 9,1 %, am Joer 2022 global bei 6 % an dëst Joer am Mee läit se just bei 2 %, soumat hu mer déi niddregst Inflatioun an Europa a mir leie wäit ënnert dem EU-Duerchschnëtt vu 7,1 %. Ech mengen, dat do beweist ganz kloer, dass déi Mesüren, déi beschloss gi sinn an den Tripartitten, awer och déi Suen, déi de Staat an de Grapp geholl huet, wierklech op der richteger Plaz ukomm sinn an och deen Effet hunn, dee mer gehofft haten, dass se géifen hunn.

An deem Sënn géif ech den Accord gi vun der DP-Fraktioun, net awer ouni der Rapportrice, menger sympathescher Kolleegin Josée Lorsché, …

Plusieurs voix | Oo!

M. Gilles Baum (DP) | … Merci ze soe fir hiren extensive Rapport.

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Wat eng Éier.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da wär et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An och ech géif gär der charmanter Rapportrice villmools Merci soe fir …

(Brouhaha)

… hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

Une voix | Also dat ass eng Diskriminatioun.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Also ech wollt just de Kolleeg Gilles Baum nach toppen, hat ech him versprach beim Laanschtgoen.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat ass eng Diskriminatioun.

M. Sven Clement (Piraten) | Hei fléien dem Cupid seng Feiler.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wéilt awer och direkt am Ufank déi ganz Spannung aus der Diskussioun eraushuelen a soen, dass mir als LSAP deem Gesetz hei wäerte mat grousser a voller Iwwerzeegung zoustëmmen.

Et ginn nämlech ganz vill gutt Grënn, fir dëst Gesetz ze stëmmen. Virun allem hunn déi Mesüren, déi mer mat dësem Gesetz wäerte verlängeren, sech an deene leschte Méint als dat bescht Instrument erwisen, fir de soziale Fridden hei am Land ze sécheren an de Stéit hei zu Lëtzebuerg elementar Suergen ewechzehuelen. Dës Mesüre sinn nämlech d'Resultat vun engem funktionéierende Sozialdialog, dee, wéi sou dacks, an onstabillen Zäiten e bësse méi Stabilitéit bréngt. Dofir gëtt et an eisen Aen och keng Alternativ zu de Mesüren aus dësem Gesetz.

Mat der Stabiliséierung vum Stroumpräis an dem Plafonnement vum Gaspräis hu mir sozial Tensiounen an eng Accumulatioun vun Indextranchë verhënnere kënnen. Well villes ëmmer ganz séier vergiess gëtt, wéilt ech just nach eng Kéier un d'Zuele vum Statec erënneren. Wa mir eleng beim Gas kee Plafonnement gemaach hätten, da wier 2022 de Gaspräis ëm 92 % geklommen. Dëst Joer wier en dann nach eng Kéier ëm een Drëttel gewuess. All Gasrechnung wier also domadder zwee an en halleft Mol sou héich wéi nach virun zwee Joer. Eleng dës Hausse beim Gaspräis hätt an engem zweeten Tour och de Stroumpräis no uewe gezunn an esou, de Berechnunge vum Statec no, bis zu sechs Indextranchë bannent zwee Joer ausgeléist.

Wéi vill Entreprisen hätten dat net gepackt? Wéi vill Stéit hätte missen am Wanter trotz kalen Temperaturen hir Heizung erofdréinen? Mir wëssen et net an ech mengen, et ass och besser esou. Wat mer awer wëssen: De Käschtepunkt vun esou engem Zenario wier vill méi héich wéi d'Enveloppe vu 480 Milliounen, déi mir beispillsweis fir de Plafonnement vum Gaspräis an de Grapp huelen.

A Krisenzäite besteet d'Konscht vun enger gudder Politick doranner, derfir ze suergen, dass d'Biergerinnen a Bierger gradewéi d'Ekonomie d'Repercussiounen esou mann wéi méiglech ze spiere kréien. Genee dat ass eis och am Verglach mam Ausland bis elo gutt gegléckt. Mir komplettéieren a prezisiére mat dësem Gesetz déi bestoend Moossnamen. Net ze vergiessen: d'Verlängerung vun der staatlecher Contributioun an Héicht vu 50 Cent pro Kilowattstonn bei den Elektrobornen.

E Wuert nach zu deem, wat den Här Roth gesot huet virdrun, wou e komplett Recht huet a wou mer eis och, mengen ech, an der Kommissioun alleguerten eens waren: Et kann net sinn, dass mir als Staat 480 Milliounen an de Grapp huelen an d'Fournisseure subventionéieren. Da musse mer och op där anerer Säit wëssen: Wéi sinn do d'Benefisser a wéi sinn do och d'Margen? An ech hunn nach eng Kéier nogelies – d'Madamm Rapportrice hat et gesot, mee et steet och schwaarz op wäiss am Rapport geschriwwen –, dass mer Mëtt Juli do en éischte Rendez-vous hunn, fir d'Bilanen ze kucke vun den Entreprisen, an dann am September och eng detailléiert Analys wäerte geliwwert kréie vun de Margë vun deenen Entreprisen. Ech fannen dat absolutt gerechtfäerdegt a gutt, dass mer dat maachen.

Wéi gesot, ech hat schonn d'Spannung erausgeholl: D'LSAP wäert dësem Gesetz zoustëmmen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dee Projet, dee mer haut hei diskutéieren, ass e Projet géint d'Inflatioun. Et ass och deen eenzege Grond, firwat ech net bei der Inflatioun u Komplimenter fir d'Madamm Lorsché matmaachen: Et géif dem Geescht vum Gesetz widderspriechen. Mee och vun eiser Säit aus e grousse Merci un deen exzellente Rapport.

Elo déi Diskussioun, déi mer hei féieren, do muss ee soen: All d'Virriedner hu gesot, datt dat heiten eppes ass, wat déi privat Stéit entlaascht. Dat ass richteg. Mir droen dat mat. Dat ass och esou an der Tripartitt diskutéiert ginn. Et muss een allerdéngs wëssen: Wat déi negativ Säit dovunner ass, dat ass d'Verlagerung vun der Inflatioun op de Staatsbudget. A mir haten dat hei schonn e puermol gesot, dat kënne mer net éiweg esou virumaachen, an dat musse mer einfach wëssen.

Dat heiten ass elo eng Verlängerung, déi geet bis an dat nächst Joer eran. Dat ass och gutt, mee trotzdeem muss et awer och eng Alternativ ginn. Den Här Cruchten hat eis elo gesot, et géif keng ginn. Et gëtt scho wuel eng, an dat ass d'Hoffnung trotzdeem op e Fridden an Osteuropa, deen eis et géif erlaben, och all déi ekonomesch Parameteren, an deene mer operéieren, an och eis budgetär Margen auszeloten, fir déi eventuell ganz nei kënnen opzestellen. Dat wär op jidde Fall eng Hoffnung, déi mir hätten.

Dat gesot, 525 Milliounen ass natierlech en enorme Betrag, awer d'ADR stëmmt dat mat, well et zu dëser Zäit déi richteg an noutwendeg Moossnam am Interessi vun de Leit ass. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert elo un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, de brutalen Ugréffskrich vum russesche Regimm an der Ukrain huet säit mëttlerweil 16 Méint ganz aschneidend Konsequenzen op d'Präisser vu villen elementare Produkter. Nieft der Explosioun vun de Präisser vun enger ganzer Rei Basiswueren an der Alimentatioun, déi ville Leit all Woch beim Akaf wéideet, ass et natierlech och d'Energie, déi sech staark verdeiert huet.

Här President, et ass déi staark Ofhängegkeet vu russeschen Importer bei Gas an och zum Deel beim Pëtrol, gekoppelt un eng vill ze kleng Eegeproduktioun un Energie, an éischter Linn natierlech bei den Erneierbaren, mee och d'Vernoléissegung vun den Energieaspuerungen iwwert déi lescht Joren, déi eis hei an Europa an och zu Lëtzebuerg an dës Situatioun gefouert hunn. Dës Gesamtsituatioun kënnt eis haut deier ze stoen: Insgesamt 525 Milliounen Euro sollen d'Stabilitéitsmoossname fir d'Energiepräisser virausiichtlech bis 2024 kaschten.

Här President, mir gesinn och kuerzfristeg keng Alternativ fir dës Subventiounen, déi de Staat hei mécht, well se derzou bäidroen, dass net nach méi Leit wéi aktuell schonn de Fall Problemer kréien, fir hir Energierechnungen ze bezuelen. D'Verlängerung vun dëse Mesüre bis Enn 2024 ass och novollzéibar an noutwenneg, well eis soss – Stand haut – d'nächst Joer spronghaft klammend Energiepräisser kéinte bléien. Dofir stëmme mir dëst Gesetz och mat a soen der Rapportrice och e grousse Merci.

Här President, och d'Ausweitung op Stéit, déi an engem Gebai mat Compteur fir méi en héije Verbrauch leien, also oft Koproprietéite mat villen Unitéiten, hale mir fir sënnvoll. Mir stellen eis hei konkreet bei dëser Mesür awer e puer Froen, virun allem déi vun der Situatioun vu Locataires. Vu dass jo déi Hëllefen, fir d'Präisser ze limitéieren, op eng Demande écrite hin eréischt gräife kënnen, froe mir eis, ob a Gebaier mat virun allem Locataires, besonnesch och, wann et just ee Proprietär gëtt, déi Hëllef wierklech ukënnt. Mir mengen, dass hei eng Obligatioun hätt missen agebaut ginn, fir dass de Proprietär respektiv de Syndic der Demande vun de Locataires no dësen Hëllefen nokomme misst. Dofir stellt sech d'Fro, ob an awéifern dës Stéit an esou Gebaier iwwerhaapt doriwwer informéiert ginn, dass se potenziell betraff si vun dëser Hëllef. Vläicht kann eis den Här Energieminister jo doriwwer opklären.

Här President, doriwwer eraus bleiwe mir awer bei eiser méi grondleeënder Kritick, wat d'Ausriichtung vun der Energiepolitick zu Lëtzebuerg an am europäesche Bannemarché ugeet. D'Realitéit ass jo déi heiten: Mat den ëffentleche Gelder, déi elo d'Präisser fir residentiel Clienten – an iwwer aner Gesetzer och zum Deel

fir Entreprisen – solle stabill halen, finanzéiere mir eng Feelkonstruktioun am europäeschen Energiemarché. Dëst geet evident, wann ee sech d'Zustanekomme vum Stroumpräis ukuckt, deen nom Order-of-Merit-System vun der deierster Produktiounsunitéit am ganze Reseau bestëmmt gëtt. Vu dass déi Unitéit am Reegelfall e Gaskraaftwierk ass a mer jo grad beim Gas déi zolidd Haussen haten, erkläert sech doduerch dann och den Derapage vum europäesche Stroumpräis, deen d'Staaten aktuell ganz deier ze stoe kënnt.

Duerch dës Konstruktioun vum Stroummarché ass de Präis immens volatill an e reflektéiert och fir déi allermeescht Produzenten d'Produktiounskäschten net, déi däitlech ënnert dem Maartpräis leien. Dofir entsti jo dann och déi héich Profitter bei den Entreprisen an deem Secteur, wat mer jo ganz zu Recht och an der Kommissioun hei an der Chamber schonn diskutéiert hunn. En europäescht Reglement gesäit jo d'Konfiskatioun vun dëse Windfall Profits vir. Dat ass och nëmme richteg, mee et ass awer erëm e weidert Gedokters un engem dysfonctionnelle System. E System, dee bis elo d'ailleurs och guer net d'Entwécklung vun erneierbaren Energië bewierkt huet, geneesou wéineg, wéi en déi néideg Energieaspuerungen ugekuerbelt hätt. Well och do sinn et ëffentlech Ausgaben iwwer Aspeisetarifer, laangfristeg Verträg oder Appels d'offre, déi fir méi Solar- a Wandparkanlagen eigentlech gesuergt hunn.

Här President, fir et op de Punkt ze bréngen: Investitiounen an nei Energieproduktioun an an d'Netzer, mee och de Stockage oder den Equilibrage vum Netz brauche Previsibilitéit a Stabilitéit fir d'Notzer an d'Produzente vun der Energie. De Marché ka béides net liwweren, dofir erfannen d'Staaten ëmmer nei Instrumenter, fir déi Previsibilitéit a Stabilitéit vu baussen eranzedroen. Fir eis ass et kloer, datt d'Energie aus dëser renger Konkurrenzlogik am Marché eraus muss a se an eng méi staark reglementéiert ëffentlech a kooperativ Bunn muss geleet ginn. Dëst géif och d'Schafung vun enger Tariffstruktur erméiglechen, déi d'Recht op Energie ofséchert, awer gläichzäiteg d'Verbëtze vun Energie méi deier kéint maachen. Esou eng Erugoensweis hätt och grad an der aktuell schwiereger Situatioun derfir gesuergt, datt net all Energieverbrauch gläich staark géif subventionéiert ginn; eppes, wat mir aus sozialer a klimapolitescher Siicht als ganz problematesch empfannen.

Ech soen Iech awer Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et elo um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz ... A merci och un d'Rapportrice fir den exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass alles gesot, wat gemaach gëtt mam Gesetz. Mir verlängeren Aiden, mir verlängere Saachen, déi am Tripartitt-Accord entscheet goufen, an dat bis Enn 2024.

Mir Piraten hunn awer och heibanne méi wéi eng Kéier kritiséiert, datt dës Präisdeckele fir Elektresch a Gas ze héich an net sozial cibléiert sinn, well d'Regierung mécht domadder keng Sozialpolitick. Hei gëtt emol wierklech mat der Strenz ..., also u sech ass et schonn net méi d'Strenz, et ass schonn de Pompjeesschlauch, mat deem een hei eng Kéier iwwer all d'Stéit geet: ob een elo seng 80-Quadratmeter-Zweezëmmerwunneng muss hëtzen oder eng Villa mat 500 Quadratmeter a sengem Pool. Mir bezuelen d'Hëtze vum Kannerzëmmer geneesou wéi d'Hëtze vun der Sauna oder dem Indoor-Swimmingpool. Den Deckel vu 25.000 Kilowattstonnen d'Joer geet duer, fir e 24-Stonnen-Haushalt (veuillez lire: fir e 24-Persounen-Haushalt) mat Stroum ze versuergen. Dat hate mer heibanne schonn e puermol virgerechent.

Ech verstinn, datt mer elo nach weider opmaachen aus deem Grond, datt mer jo déi Méifamilljenhaiser haten, déi zum Deel net propper ofgedeckt waren. Mee wann ech elo einfach déi 25.000 Kilowattstonnen d'Joer, déi mer hei maximal berücksichtegen, kucken, da kann e Véier-Persounen-Haushalt domadder all Dag eng Sauna bedreiwen an en ass nach ëmmer ënnert de Seuilen. Dat ass null sozial selektiv. An deem Sënn ass de Präisdeckel dann och net effikass. En hëlleft net deene Richtegen an e gaukelt de Leit vir, datt de Klimawandel aktuell net esou e wichtegt Theema wär.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da steet een awer virun engem Dilemma. Prinzipiell fënnt een, datt dat heiten déi falsch Approche ass. Et fënnt een awer och eethesch, datt ee grad déi Leit, déi et am dréngendste brauchen, net dierf am Kale sëtze loossen. An da kënnt een zu deenen Dilemmaen, déi mir Politiker kennen. Et huet ee Bauchwéi, et seet een: U sech deelen ech net d'Approche vun der Regierung, déi hei gewielt gëtt. Et kann een awer och net aus Prinzippiereiderei géint eppes stëmmen, wat, och wann et zum Deel deene Falschen zegutt kënnt, awer och zum Deel deene Richtegen zegutt kënnt. An dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäerte mer, wéi d'Virgängerprojeten, mat Bauchwéi deen heite Projet dann awer matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Den Här Clement huet elo vun Dilemma geschwat, an ech mengen, an deem Projet hei ass et, wéi hie seet: Mir hëllefen deenen enge Leit a fir aner Leit hu mer awer nach ëmmer keng Léisung fonnt. An ech hu bei dësem Projet, also mir, och e klengen Dilemma. An dat ass, wéi d'Madamm Lorsché dat esou exzellent a performant erkläert huet, ...

(Exclamations)

... beim Punkt 3, dat ass dee vun de Pellets. An ech kommen ...

(Interruptions et hilarité)

An ech kommen nach eng Kéier dorop zeréck.

Si huet hei ënnerstrach, dass bei de Pellets ëmmer nëmmen dat zielt, wat en vrac ugeliwwert gëtt. An den Här Minister weess, mat wat ech elo kommen, well mir haten och schonn an der Kommissioun – elo net bei der Verlängerung, mee ganz am Ufank – driwwer rieds: Et sinn awer och Leit, déi aneschters beliwwert ginn, an et sinn och Leit, déi aneschters heizen an och Pellets hunn an déi waren awer an der gudder Absicht, och si géifen eppes maachen, fir op aner Energiequellen zréckzegräife wéi Gas an Elektresch oder Masutt, an déi kréien elo näischt.

An dofir wollt ech eng Motioun deposéieren, wou mer soen, dass mer och deene Leit eng Hëllef missten zoukomme loossen an dass mer och nach eng Kéier dat Ganzt missten op de Leescht huelen a kucken, a wat fir enger Form dat ass, dass een net einfach kann – ob et elo bei deenen engen d'Strenz oder bei deenen aneren de Pompjeesschlauch ass – dat verdeelen, och dat schéngt eis evident ze sinn, mee dass mer awer och deene Leit hëllefen, well et ginn där méi, wéi ee mengt, déi ëmgeschalt hunn, awer Pellets de Moment aneschters hierkréien. An dofir géif ech mer erlaben, Här President, Iech dës Motioun mat fënnef Ënnerschréften ze iwwerreechen.

Villmools merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;

– rappelant que l'État accorde une participation financière directe de maximum 200 € à l'approvisionnement en granulés de bois en vrac pour le chauffage primaire des bâtiments comprenant au moins une unité d'habitation situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ;

– constatant que seules les livraisons en vrac de granulés de bois effectuées par camion-citerne sont éligibles pour le versement de la compensation financière ;

– constatant que ce critère très restrictif exclut du dispositif tous les fournisseurs de granulés de bois qui livrent leurs clients autrement respectivement exclut les clients qui ne peuvent être livrés en vrac et en camion ;

– déplorant que les contributions étatiques ne visent pas les granulés de bois livrés sous une autre forme (sacs/palettes ou big bags) ;

– estimant cette situation discriminatoire tant pour les clients que pour les fournisseurs,

invite le Gouvernement

– à faire bénéficier tous les gens de la contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés quelle que soit la forme de la livraison c'est-à-dire en vrac, en sac, en palettes, en big bags ou autres ;

– à adapter le dispositif en question.

(s.) Marc Spautz, Max Hengel, Aly Kaes, Georges Mischo, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Rebonjour, Här President. Léif Deputéiert, dat, wat mer hei decidéieren, ass effektiv en zolitte Pak Suen aus dem Budget, mee et ass eng noutwenneg Moossnam an ech sinn och houfreg, dass mer dat als Regierung zesumme mat de Sozialpartner an der Tripartitt decidéiert hunn.

Wat maache mer hei? An engem Ëmfeld vun engem brutalen Iwwerfallskrich vu Russland op d'Ukrain, dee jo eigentlech d'Ursaach, den Ausschlag ass vun deenen Turbulenzen, déi mer duerno um Energiemarché gesinn hunn, hëllefe mer de Leit zu Lëtzebuerg, Sécherheet ze hunn, a mir hëllefen och, den Index ze reduzéieren, also d'Inflatioun, dass mer déi niddreg halen.

Vläicht nach eng Kéier am Detail d'Mesüren: Beim Gas ass et net nëmmen dee Gaspräisdeckel, mee mir finanzéieren och sämtlech Käschten um Gasnetz, an dat sinn e puer Dausend Euro fir Leit, déi vill Gas verbrauchen. Beim Stroum stabiliséiere mer de Präis. De Klimafong exekutéiert dat, mee de Klimafong kritt d'Suen aus dem ordinäre Budget, fir dat ze exekutéieren. Mir hunn d'Holzpellets, mir hunn d'Wärmenetzer, wou mer jo och ... Eng ganz Rei Leit kréien hir Wäermt iwwert d'Wärmenetzer. A fir logesch ze si mat de Subventioune beim Stroum, maache mer och e Gest op de Borne vum Chargy; also net nëmme vum Chargy a vum SuperChargy, mee vun alle Bornen, déi hei am Land sinn a wou d'Bedreiwer wëlleg sinn, do matzemaachen.

Mir hunn et fäerdegbruecht, schnell ze agéieren, onbürokratesch ze agéieren an elo hei mat deem, wat mer haut stëmmen, verlängere mer déi Mesüre bis Enn 2024, wat natierlech eise Leit an engem Moment, wou d'Taux-d'intérêten héich sinn, wou se héich Fraisen hunn an anere Beräicher, wierklech massiv hëlleft. An ech si wierklech houfreg, dass mer dat esou hikritt hunn. Bei der Inflatioun hu mir den niddregsten Taux d'inflation an der Europäescher Unioun an ech mengen, dat weist einfach, wéi effikass déi heite Mesüre sinn. Mir hunn et och duerch déi heite Mesüre fäerdegbruecht, dass mer am Moment déi gënschtegst Stroum- a Gaspräisser hunn. Ech ginn Iech vläicht nach eng Kéier déi Zuelen: 3.500 kWh Stroum kaschten hei zu Lëtzebuerg 788 Euro, an der Belsch ass et dat Duebelt, a Frankräich ass et 840 an an Däitschland ass et 1.600. Dat heescht, mir si weesentlech méi gënschteg duerch eis Mesüren am Moment wéi eis Nopeschlänner. A beim Gas: zu Lëtzebuerg 1.680 bei engem Duerchschnëttsverbrauch vu 17.000 kWh, 1.680 zu Lëtzebuerg, 2.200 an der Belsch, 2.000 a Frankräich, 2.400 an Däitschland. Ech mengen, do gesitt Der einfach, wéi massiv déi Hëllefen hei eise Leit hëllefen.

An trotzdeem hu mer et fäerdegbruecht, trotz deene gënschtege Gas- a Stroumpräisser hu mer et fäerdegbruecht, méi wéi 20 % Gas dëse Wanter ze spueren. Mir hu jo virgeworf kritt vu verschiddene Säiten, dat géife mer net fäerdegbréngen. Mir hunn et fäerdegbruecht a mir hunn et och fäerdegbruecht, dass mer de Stroum reduzéiert hunn, a mir hunn et fäerdegbruecht, am drëtte Joer noeneen eis CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. An dat weist, dass dat hei eng richteg Moossnam war: Massiv de Leit hëllefen a dann hëllefen, se iwwer Spuercampagne mat ze incitéieren.

Vläicht zu de Pellets. Ech mengen, et ass esou, wa mir Mesüre maachen aus dem Staatsbudget, musse mer tant soit peu eng Méiglechkeet hu fir ze kontrolléieren. Wann ech Holzpelletssäck ginn, ass dat net méiglech. Ech mengen, mir musse jo och eis Moossname mat der Inspection des finances verhandelen, an do war e ganz kloren Nee an ech kann deen Nee och novollzéien.

Wat déi Fro elo ugeet, déi mer seriö kucken: Hunn eis Fournisseuren dat korrekt ëmgesat? Do ass et esou, dass d'Fournisseuren iwwer Avancë funktionéiert hunn. Dat war och wichteg, fir dass se keng Enkpäss hu bei der Liquiditéit. Si hunn elo missen den 1. Juli hir detailléiert Zuelen eraginn a mir hu jo an der Kommissioun ofgemaach, an dat kann een och …, dat kënnt och am Rapport, dass eebe „comme convenu lors de la réunion de la commission spéciale", de 16. Juni, „l'ILR s'engage à présenter pour la mi-juillet les bénéfices réalisés par les différents fournisseurs de gaz pour la fourniture de gaz naturel à leurs clients." An dat kann een net aus dem Bilan erausliesen. An dat zweet ass: „Pour la mi-septembre", wa se dann Zäit hätten, fir an den Detail ze goen, „l'ILR est tenu de présenter une analyse détaillée des marges réalisées par les différents fournisseurs de gaz naturel dans leurs activités de vente de gaz naturel à leurs clients." Dat heescht, mir hunn am Gesetz dem ILR de Mandat ginn, fir dat seriö ze kontrolléieren. Den ILR huet eréischt den 1. Juli déi detailléiert Ofrechnunge kritt vun de Fournisseuren.

Si maachen elo schnell eeben eng éischt Analys, fir dass mer en éischt Bild kréie vun de graffe Gewënner an deem Secteur, an da wäerte mer am September mam ILR senger Hëllef méi Detailer kréien. Mir ass et och wichteg, dass kee Fournisseur an deem Beräich Schmu gemaach huet, mee mir mussen awer dem ILR Zäit ginn elo nom 1. Juli, wou hien iwwerhaapt all déi Donnéeë kritt huet, fir dat seriö kënnen ze analyséieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 8210. Den Text steet am Document parlementaire 8210[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8210 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8210 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Martine Hansen), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach zum Vott vun der Motioun kommen, déi vum Här Spautz deposéiert ginn ass. Wëllt een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Jo, villmools merci. Ech war jo och Rapportrice vum Gesetz iwwer d'Holzpellets an ech weess, dass do an der Kommissioun, wéi den Här Minister dat och elo gesot huet, ënnerstrach ginn ass, dass just déi do Form vu Camions-citernes ënnert d'gesetzlech Bestëmmung géif falen, well déi kontrolléierbar ass. Ech kann elo net all Detailer vun der Kontroll hei bréngen, mee de Ministère des Finances war formell an déi Responsabel soten, just déi do Form vu Livraison wär richteg kontrolléierbar, déi aner net. An ech vertrauen awer deenen Aussoen, soss géif ech emol dervun ausgoen, dass déi och drënnergefall wären. Vun dohier ass dat do gepréift ginn an dofir kënne mer dës Motioun net unhuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also et ass jo ganz kloer, datt déi Leit, déi esou eng Heizung hunn an a Big Bags beliwwert ginn, zum Beispill, datt déi jo Rechnunge gestallt kréien an datt deementspriechend retraçabel ass, wéi eng Quantitéit Pellets déi Haushalter geliwwert kruten. An ech mengen, hei hu mer elo e Präisdeckel, dat ass kloer, dat fonctionéiert gutt an deene reglementéierte Beräicher, mee ech denken, datt dat, wat den Här Spautz hei freet, datt een eeben eng Contribution étatique och fir déi Leit mécht, déi och anescht beliwwert ginn, datt déi vläicht net en amont ka funktionéieren, datt déi vläicht net zäitgläich mat der Liwwerung ka geschéien, dat kann ech novollzéien. Ech kann awer net novollzéien, datt et onméiglech sollt sinn, dëse Leit direkt ze hëllefen, andeems een zum Beispill ex post géint Presentatioun vu Facturë géif eng gewësse Subventioun ausbezuelen, an dofir wäerte mir och dës Motioun hei matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also ech ka mech mengem Virriedner just uschléissen. An ech ka mech ganz gutt erënneren, dass mer deemools an der Kommissioun, an der zoustänneger Kommissioun, déi do Diskussioun och schonn haten an datt mer deemools och scho gesot hunn: „Dat kann net sinn, dat ass awer eng Diskriminéierung!" An datt awer do einfach gesot ginn ass: „Et war scho schwéier genuch", wat ech och verstinn – et war wierklech schwéier, deen heiten Dossier ze ficeléieren –, mee et kann awer net sinn, well et esou schwéier ass, datt Leit, déi eebe wierklech keen anere Moyen hunn, wéi eebe mat Big Baggen oder a Säck beliwwert ze ginn, datt déi awer dann de Schued do mussen droen. An do misst ee wierklech awer kucken, inwéifern een déi dote Leit awer och hei iwwert den nämmlechte Leescht kéint zéien, an ech kéint mer jo virstellen, datt dat der elo net enorm, enorm vill sinn. Mee do misst een awer, wéi mäi Virriedner gesot huet, eebe vläicht da soen, si missten duerno eng Rechnung presentéieren an duerno géife se dat iergendwéi zeréckkréien. Mee et kann net sinn, datt do zwou verschidde Moosse sinn. A mir stëmmen dat hei och mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll mech fir d'éischt nach eng Kéier bei der honorabeler Chamber entschëllege fir d'grammatesch Feeler, mee et war e bësse séier gaangen; dat wëll ech fir d'éischt soen.

An zweetens wëll ech awer nach eng Kéier op dat zeréckkommen – den Här Clement huet et gesot, d'Madamm Cecchetti huet et gesot –: Et muss een awer och d'Méiglechkeet ginn. Ech hunn dat deemools och verstanen, wéi d'Finanzinspektioun respektiv de Finanzminister dat erklärt huet, dass, wéi et séier huet musse goen, do eng Reegelung huet misse kommen. Mee et muss een awer elo och kënne kucken, dass do Leit Holzhackschnëtzelheizungen agebaut hunn, wéi nach kee Mënsch iwwer Camions-citernes geschwat huet, an och déi aner Méiglechkeeten dee Moment net bei hiren Haiser hunn. An et ass just dat, wat ech wëll soen. An dofir hunn ech jo och gesot, dat muss net déi do sinn, mee dass d'Regierung soll kucken, dass mer Moyene schafen, fir och deene Leit kënnen ze hëllefen.

De Ministère weess jo, wéi vill Pelletsheizunge mer hei am Land …, ech ginn dervun aus, dass de Ministère et weess. Den Här Minister seet elo schonn Nee, mee mir musse jo awer wëssen, wéi vill Leit eng Pelletsheizung hunn, an dass Leit, déi kënnen noweisen, dass se eng Pelletsheizung hunn, dann awer och op eng Hëllef kënnen zréckgräifen, genausou wéi alleguerten déi aner,

déi Energie kréien. An dat ass d'Absicht, déi mer mat dëser Motioun bezweckt hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Den Här Energieminister.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, mir hu keen Inventaire, wou mer all Pelletsheizungen dran hunn. Mir hunn déi Pelletsheizungen, déi eventuell iergend eng Kéier am Environnement eng Aide kritt hunn. Et ass och esou: Haut stëmme mer dat Gesetz ... Gutt, ech mengen, mëttlerweil sinn d'Holzpellets ..., de Präis ass wierklech vill gefall. Dat heescht, ech mengen, wat mer kënne maachen, an do kann ech mech och perséinlech engagéieren, dat ass, dass mer de Marché suivéieren, a wa fir dat nächst Joer elo, also wann d'Präisser nach eng Kéier wierklech géife staark steige vun den Holzpellets, dass ee sech dat dann nach eng Kéier kann iwwerleeën.

Mee d'Holzpellets, déi haten en extreeme Pic ganz am Ufank an déi sinn elo gefall an ech mengen, mir hunn iwwert déi Moossnamen, déi mer hei onbürokratesch zesumme mat de Fournisseuren ... – déi mat de Camionen –, do hu mer dat schnell an onbürokratesch gemaach. Gutt, an dat, woufir ech mech kann engagéieren, ass ... Menger Meenung no ass de Problem bei den Holzpellets elo, well d'Präisser gefall sinn, géif ech elo soen, existéiert manner elo a mir kënne kucken, wann dat senger Liewen nach eng Kéier géif eng Flambée ginn, mee an dësem Pak ass et elo net dran. A mir kënne jo elo net dëse Pak verschiben, well dat ass, ech mengen, da brauch ech eng ganz aner gesetzlech Basis. Iwwert déi gesetzlech Basis, déi hei ass, ass dat guer net ze maachen. An nach eng Kéier: Mir wëssen och net, wéi vill Leit dat sinn, an am Moment ass déi Saach och ..., also d'Holzpelletspräisser si gefall.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Villmools merci. Ech wollt och nach drop hiweisen, et kann een hei net soen: „Et brauch een nëmmen eng Dispositioun an d'Gesetz bäizeschreiwen." Dat funktionéiert net, well dat ganzt Gesetz esou opgebaut ass, wéi den Här Turmes elo gesot huet. D'Fournisseure kréie Subsiden op Basis vun engem Decompte, d'Fournisseure mussen an engem Regëster stoen, gi kontrolléiert. Et gëtt ganz genee gekuckt, wat se geliwwert hunn a wat net. A wann een en anere Mechanismus aféiert, wou d'Clienten direkt rembourséiert ginn, da musse mer eng ganz nei gesetzlech Basis schafen. Dat mécht een net hei mat enger Motioun, wou ee seet: „Ännert einfach ee Saz, da funktionéiert et!" Da muss een de ganze Marché analyséieren an en neit Gesetz schafen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann huet nach eng Kéier den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Merci, Här President. Ech wëll just op eppes agoen, well ech mengen, datt entweeder de Minister dat net weess an dofir d'Chamber elo falsch informéiert huet oder anescht eis hei wëll gleewen dinn, datt de Ministère – oder d'Regierung, besser gesot – net wéisst, wéi eng Heizungen installéiert sinn. Ech verweisen dorobber, dass all Heizung, déi op Basis vun Holz heizt, muss bei der Installatioun ofgeholl ginn, an e Regëster agedroe gëtt an och all zwee Joer muss kontrolléiert ginn op hir Emissiounen an dass och déi Emissiounswäerter un den Environnement musse gemellt ginn.

Dat heescht, ech kann et net gëlle loossen, datt heibannen den Energieminister, dee certes näischt mat dem Environnementsminister direkt gemeinsam huet, ausser vläicht d'Parteikaart ..., wëll ech awer kloerstellen, datt all Heizung, déi op Basis vun Holz hëtzt, all zwee Joer muss kontrolléiert ginn. Dat heescht, ech ginn dovunner aus, datt et e Regëster gëtt – ech si mer souguer relativ sécher, datt et dee Regëster gëtt –, wou all Heizung, déi op Basis vu Pellets heizt, enregistréiert ass, well se wéinst den Emissiounswäerter muss all zwee Joer kontrolléiert ginn.

Dat heescht, et wär méiglech, ganz kloer och erauszefannen, wéi vill Pelletheizungen et zu Lëtzebuerg gëtt, an da kann ee jo och mat de Fournisseure ganz einfach erausfannen, wéi vill Pelletsheizunge beliwwert goufen an den Delta dovunner – jo, dat hu mer an der Primärschoul scho geléiert – wär dann d'Zuel vun den Heizungen, déi anescht beliwwert ginn. An da wéisste mer ganz séier, wéi vill der dovunner betraff sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, da kënnt ... Nee, den Här Turmes nach eng Kéier.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gutt, also ech kann dat do nach eng Kéier nokucken. Wéi mir d'Mesür gemaach hunn, do hu mir an der Ëmweltverwaltung nogefrot an déi hunn zu eis gesot, et géif keng perfekt Lëscht ginn. Si hu wuel ..., also, si hunn Zuelen, mee si hunn eis keng Garantie ginn, dass déi Zuelen wierklech ..., well do ass jo och d'Pelletsheizung, déi eventuell virun enger gewëssener Zäit agebaut ginn ass. Gutt.

Alles dat, wat Der hei diskutéiert, léist net de Problem vun der IGF mat der Kontroll.

Well Dir kënnt och Rechnungen eraschécken an dann hutt Der awer vill méi Holzpellets kaf, wéi Der bei Iech gebraucht hutt, an Dir hutt déi aner zu Tréier um Maart verkaf oder zu Baaschtnech. Dat heescht, et ass net ..., also d'IGF ass do ganz kloer an den Inspecteur financier: Hei geet et och ëm d'Kontroll vu Sue vum Staat. An do hu mer keng Léisung – leider!

Une voix | De Masutt.

M. Fernand Etgen, Président | Da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt just nach op eppes zréckkommen: Mir hunn hei net gesot, mir géifen dat Gesetz net stëmmen. Ech wëll drun erënneren, wat mäin honorabele Fraktiounschef am Ufank gesot huet. En huet Froe gestallt an huet gesot, mir géifen deem Gesetz d'Zoustëmmung ginn. Well hei sinn elo verschidden Äusserunge komm, wéi wa mir hei a Fro gestallt hätten, d'Gesetz ze stëmmen. Well mir hunn et gestëmmt, well et ass scho gestëmmt, wann ech et richteg an Erënnerung hunn, mat 57 Stëmmen – huet de President gesot, wann ech gutt nogelauschtert hunn. Ech hu just gesot ...

M. Fernand Etgen, Président | 58.

M. Marc Spautz (CSV) | Wéi vill?

Une voix | 58.

M. Marc Spautz (CSV) | 58, pardon. Ech hat mech dann elo ëm ee geiert, pardon. Mee de Punkt ass, dass mer hei mat der Motioun soen: Mir hätte gär, dass eppes geschitt och fir déi Leit. A wann de Minister seet, e géif eppes maachen ... Ech hätt gär méi e grousst Engagement vum Minister, dass mer eppes maachen, fir och deene Leit kënnen ze hëllefen. A wa mer jo opgrond vun där Analys, wéi den Här Clement elo gesot huet, feststellen, wéi vill et der sinn, da wësse mer jo och, wat de Käschtepunkt ass. Ech hätt gär, dass mer och deene Leit eng Hëllef zoukomme loossen an net grad déi, déi scho fréi ugefaangen hunn, ëmzestellen a wech vu fossille Brennstoffer ze goen, elo strofen an där ganzer Geschicht. Dat ass de But vun där Motioun, net méi an net manner.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Ech mengen, elo kënne mer ... Nee, den Här Turmes nach eng Kéier.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Lauschtert, also mir deet dat och wéi, dass mer do fir eenzel Leit, virun allem déi, déi ganz fréi schonn och déi Iddi haten: „Ech wëll ewech vun de fossillen Energien", keng Léisung hunn. Ech sinn och bereet, dass mer eng vun deenen nächste Kommissiounssitzungen dann eng Kéier notzen. Ech kucken elo nach eng Kéier no, wéi detailléiert dann déi Lëschte sinn am Environnement vun deene Pellets, an ech kucken och nach eng Kéier de Präis no, an da maache mer einfach nach eng Kéier eng sereine Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun, wann dat fir Iech en akzeptabelt Angebot ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zum Vott vun der Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 26 Jo-Stëmme géint 30 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

8. 7955 – Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports ;
2° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport ;
3° la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7955 iwwert de Congé sportif. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. De Gesetzesprojet iwwert de Congé sportif gëtt scho ganz laang erwaart vun der Sportswelt. Et ass laang a mat ganz villen Acteuren dru geschafft ginn an haut kënne mer dann endlech doriwwer ofstëmmen. Ech wéilt awer gläich virewechhuelen, dass d'Gesetz eréischt ab dem 1. Januar 2024 a Kraaft triede wäert.

Et geet an dësem Text drëms, verschidden Dispositiounen ze reforméieren an un d'Evolutioun vun der Zäit unzepassen. Des Weidere soll alles méi verständlech redigéiert ginn, fir Interpretatiounsdivergenzen aus dem Wee ze goen, an dat och am Sënn vun enger besserer Sécurité juridique.

Inhaltlech geet et awer och ëm d'Erweiderung vum Krees vun de Beneficiairen, also vun all deenen, déi de Congé sportif ufroe kënnen. Immens wichteg ass, dass d'Benevoll drënnerfalen, déi eng Valoriséierung vun hirer Aarbecht an de sëllege Sportsklibb a Federatioune kréien. „Honorer le bénévolat et l'engagement au sein des clubs et fédérations", esou steet et am Objet vum Gesetz, an déi benevoll Engagementer si jo sonner Zweifel eng Stäip bei der Virbereedung vun de Kompetitiounen, déi ee jo bal net méi ewechdenke kann.

Dëse Projet ass den 19. Januar 2022 vum Sportsminister deposéiert ginn. En ass den 3. Februar 2022 an d'Sportskommissioun komm. De Staatsrot huet säin Avis, den éischten Avis, den 28. Juni 2022 ginn. An d'Chamber huet doropshin de 6. Abrëll 2023 Regierungsamendementer an der Kommissioun ugeholl. Doropshin huet de Staatsrot säi complementairen Avis de 16. Mee erausginn. Ech sinn dunn de 6. Juni vun dësem Joer als Rapportrice designéiert ginn. Den 20. Juni koum den zweete complementairen Avis vum Staatsrot ënnert d'Lupp. An de Rapport ass dunn den 30. Juni an der Sportskommissioun ugeholl ginn.

Ech hunn et gesot: Et ass ganz vill consultéiert ginn, fir dëst Gesetz beschtméiglech auszeschaffen, an ech wäert aus Zäitgrënn elo net op déi verschidden Avisen am Detail agoen. Mee ech wéilt Iech awer net virenthalen, wie sech alles geäussert huet: zum Beispill d'Chambre des Fonctionnaires et Employés, d'Commission nationale pour la protection des données, d'Chambre des Métiers, de COSL, de Syvicol, d'Chambre de Commerce mat engem éischten Avis an duerno da mat engem Avis complémentaire, deen allerdéngs elo eréischt den 3. Juli fir d'Membere vun der Kommissioun zougänglech gemaach gouf an dofir och leider net a mengem schréftleche Rapport konnt mentionéiert ginn.

Erlaabt mer awer dann, vläicht kuerz op deen Avis anzegoen, den éischten Avis, an och op den Avis complémentaire. Do weist d'Chambre de Commerce drop hin, dass si e Problem huet mat der Unzuel u Congéstonnen am Hibléck op d'Kompetitivitéit vun engem Betrib. Och missten nach aarbechtsrechtlech Froe gekläert ginn. Bei der Congésufro si si géint den Delai vun engem Mount, dee fir den Employeur virgesinn ass, an deem hie kéint äntweren, a wéilten am léifsten zwee Méint virgesinn. Voilà, wéi gesot, wann Der interesséiert sidd um Detail vu sämtlechen Avisen, dann invitéieren ech Iech häerzlech, dat a mengem schréftleche Rapport nozeliesen.

Dir erlaabt, dass ech elo virun allem op déi gréisst Neierungen an dësem Gesetz aginn. De Gesetzestext, dee gesäit eng Indemnitéit vir, déi net méi wéi 18 Euro, Indice 100, d'Stonn ka sinn, fir technesch Kaderen an och d'Begleetpersonal vun de Federatiounen, déi bei de verschiddene sportlechen Aktivitéiten, wéi zum Beispill Kompetitiounen oder Trainingen, intervenéieren. Déi nämmlecht Entschiedegung géllt fir d'medezinnescht Personal, dat déi jonk Talenter individuell suivéiert.

D'Medico-Kontrolle kënne weiderhin a bestëmmten Zenteren organiséiert ginn an awer och an eenzelne private Praxen. D'Kontroll gëtt vun agreéierten Dokteren duerchgefouert, déi dësen Agrement vum Sportsminister ausgestallt kréien. De Staat kënnt fir d'Fraise vum Medico op.

Well et vill Diskussioune gouf zum Pouvoir vum Minister, fir de Status vum Elittesportler ze accordéieren, gouf e Konsens fonnt, datt nëmmen d'Athleeten, deenen hir sportlech Qualifikatioun och vum COSL oder vum LPC, also dem Luxembourg Paralympic Committee, unerkannt gëtt, kënnen Elittesportler sinn. Deemno war och esou déi Opposition formelle opgehuewen.

Wie kann dann elo e Sportscongé ufroen? Do gëtt et eng ganz Lëscht:

D'Sportler, déi de Grand-Duché bei enger internationaler Kompetitioun representéieren an en Deel vum COSL oder dem LPC sinn an de Congé fir hir Preparatiounen notze kënnen.

Sportler, déi en olympesche Projet hunn, ee fir d'olympesch Qualifikatioun, e Projet mat Perspektiven, en Elitteprojet oder e paralympesche Projet.

D'Sportler, déi bei engem Klub lizenzéiert sinn an déi sech fir d'Deelhuelen un enger internationaler Kompetitioun preparéieren. Bis elo war et just fir d'national Selektioun virgesinn.

Lizenzéiert Sportler, déi un enger internationaler Kompetitioun deelhuelen an de gemeinsamen Accord vum COSL oder LPC an dem Sportsminister hunn. An dës Kategorie falen déi Sportler, déi net déi aner Konditiounen erfëllen.

D'Riichteren an d'Arbitteren, déi vun der internationaler Sportsfederatioun ausgewielt gi sinn, fir un enger internationaler Kompetitioun oder Formatioun deelzehuelen.

Den administrative Kader, also d'Verwaltungsrotmembere vun enger Federatioun, dem COSL oder dem LPC, oder d'Comitésmembere vun engem Klub, déi sech ëm déi deeglech Gestioun këmmeren.

D'Encadranten, also d'Persounen, déi ausgewielt goufen, zum Beispill vum COSL, fir d'Sportler bei internationale Kompetitiounen oder souguer an der Preparatioun ze begleeden.

D'Benevollen, déi vun enger Federatioun, engem Klub, dem COSL oder dem LPC designéiert goufen, fir un enger internationaler Manifestatioun hei am Land am Asaz ze sinn.

Déi technesch Kaderen, déi och wéi d'administrativ Kaderen ausgewielt ginn, fir d'Sportler international ze begleeden. Heizou gehéieren zum Beispill d'Kinéen.

An zum Schluss dann och nach déi Persounen, déi un enger Formatioun vun der ENEPS deelhuelen oder enger Formatioun, déi als solch vum Sportsminister unerkannt gëtt.

Eng Neierung ass och, datt eng Persoun muss sechs Méint an der Sécurité sociale zu Lëtzebuerg affiliéiert sinn, fir kënnen de Congé unzefroen. Dat limitéiert de Congé also op déi Persounen, déi ënnert dat nationaalt Aarbechtsrecht falen.

Den Text gesäit eng maximal Limitt bei der Unzuel vun de Sportler vir, déi kënnen de Congé huelen en vue vun enger internationaler Kompetitioun.

Wat interessant ass, ass, dass d'Unzuel vun de Congésdeeg jee no Kategorie vu Persounen och variéiert. Am Moment ass de Basis-Sportscongé op zwielef Deeg pro Joer limitéiert, am neien Text ass fir all Kategorie eng ugepasst Unzuel vun Deeg festgehalen, mat engem Maximum vun 90 Deeg fir e Sportler mat engem olympesche respektiv paralympesche Projet oder engem Projet fir eng olympesch Qualifikatioun mam COSL oder LPC. Déi klengst Unzuel – fënnef Deeg deemno – huet déi Persoun zegutt, déi un enger Formatioun deelhëlt, déi vun der ENEPS organiséiert gëtt oder déi als solch vum Sportsminister unerkannt gëtt.

D'Dauer vum Sportscongé steet am Pro rata zu der Dauer vun der järlecher Aarbechtszäit, déi och erëm a Relatioun steet mam järleche reguläre Congé. Fir Congé ze kréien, muss eng Demande vun der Sportsfederatioun, engem affiliéierte Klub, dem COSL oder dem LPC gemaach ginn. Den Employeur muss säi favorabelen Avis natierlech och dozou ginn.

Schlussendlech kritt den Ugestallten aus dem Secteur public weiderhi seng Pai an e behält natierlech och all d'Rechter vun der Funktioun, déi hien ausüübt. Fir déi Secteuren, déi net public sinn, do kritt den Ugestallten och weiderhi seng Pai an e behält seng Rechter. Säin Employeur kritt e Remboursement pro Dag accordéiertem Congé, deen op e Véierfacht vum net qualifizéierte Mindestloun plafonéiert ass.

Här President, léif alleguer, et wär wierklech nach ganz vill ze soen. Ech kéint wierklech nach an den Detail goen, mee ech schléissen elo of, andeems ech rappeléieren, dass mer d'Engagement vun de Benevollen onbedéngt mussen honoréieren, wa mir d'Sportswelt wëlle fërderen. Fir d'LSAP ass dat eng vun de Prioritéiten an dofir wäert meng Fraktioun dëst Gesetz och voll ënnerstëtzen. Deemno ginn ech heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Cécile Hemmen.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wollt ech der Rapportrice villmools Merci soe fir hiren detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir als CSV begréissen et, datt mer haut iwwer eng Reform vun de Sportgesetzer a virun allem dem Congé sportif kënnen ofstëmmen. Dës Reform ass, an eisen Aen, duerch déi rezent Entwécklungen am nationalen, awer och am internationale Sport néideg ginn. De Sport an eisem Land, mee eeben och a ganz Europa, huet sech déi lescht Joren ëmmer méi an ëmmer méi séier professionaliséiert. Et ginn ëmmer méi professionell Sportlerinnen a Sportler, eeben och méi international Kompetitiounen a Ligaen, soudass och ëmmer méi Ekippen d'Méiglechkeet hunn, d'Méiglechkeet kréien, sech op europäesche Kompetitioune mat anere Sportlerinnen a Sportler respektiv Ekippen ze moossen.

Dëst ass och extreem wichteg, fir dass eis Sportler sech kënne stänneg weiderentwéckelen an esou de Sport och weiderhin e wichtege Pilier vun eiser Gesellschaft bleift. Zum Beispill konnten déi lescht Saison souwuel d'Basketdamme vum BBC Gréngewald wéi och d'Damme vum T71 Diddeleng un internationale Matcher deelhuelen. D'Spillerinnen an d'Betreier konnten awer net vum Congé sportif profitéieren, well dësen net fir Ekippesportaarte virgesinn ass. Dat soll sech jo ënner anerem änneren an dat ass och gutt esou. Dofir ass et elo richteg a wichteg, dass mer haut iwwert den neie Congé sportif ofstëmmen an dëst Gesetz esou séier wéi méiglech och ëmgesat gëtt, fir ze verhënneren, dass mer am internationale Vergläich weider hannert der Musek lafen.

Mir als CSV sinn also mat der Zilsetzung vun dësem Gesetz, déi do ass, de Congé sportif opzemaachen, soudass Sportlerinnen a Sportler, awer och Soigneuren, Traineren an aner betreiend Personal kënne vum Congé sportif profitéieren, méi wéi d'accord. Mir begréissen heibäi virun allem och, dass Benevoller kënne vum Congé sportif profitéieren. Mir wëssen alleguer, dass hir Aarbecht an Ënnerstëtzung

essenziell sinn, fir dass sech d'Kanner an déi Jugendlech weiderhi fir de Sport interesséieren a laangfristeg engagéieren.

Mir begréissen och, dass den Text elo méi kloer ass, fir esou eng méi grouss Sécurité juridique ze kréien. Zulescht si mer och mat den neien Definitioune vum Elittesportler averstanen a virun allem domadder, dass den COSL a seng Federatiounen hei dat lescht Wuert behalen. Dat selwecht gëllt och fir d'Reform vum Contrôle médico-sportif.

Mir hunn awer als CSV och Problemer mat dësem Text. Mir sinn, genee wéi de Syvicol, net domat averstanen, dass elo d'Gemengen, d'CFL oder aner parastaatlech Organisatiounen de Congé sportif net méi solle remboursséiert kréien, am Géigesaz zum Secteur privé. Dat Element ass och hei relativ nei, well et gouf eréischt an engem Amendement vum 6. Abrëll 2023 an dëse Gesetzestext bäigefüügt. Et war also am Ufank net esou virgesinn. Ech froe mech also, firwat dann elo op eemol aus engem Secteur étatique e Secteur public gëtt a firwat dann elo just nach de Secteur privé e Recht op Remboursement huet an net de Secteur public. Vläicht kann de Minister hei nach weider Explikatioune gi wéi just déi, déi am Commentaire des articles stinn.

Mir schléissen eis dofir der Fuerderung vum Syvicol un, déi déi ass, dass d'Employeure vum Secteur public de Congé sportif geneesou remboursséiert kréien, wéi dat am Secteur privé virgesinn ass. Aus de genannte Grënn an nom Ofweie vum „pour et contre" stëmme mir dat Gesetz am Sënn vum Sport zu Lëtzebuerg mat, mee mir proposéieren awer, eng Motioun ze stëmmen, wou d'Fraise vum Congé sportif allgemeng chiffréiert ginn an dass d'Gemengen dës Käschten net musse bezuelen, mee déi Ausgabe vum Staat iwerholl ginn. Dofir ginn ech Iech dann och, Här President, eng Motioun vun der CSV-Fraktioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– saluant que le projet de loi 7955 tend à réformer les dispositions relatives au congé sportif pour les adapter à l'évolution du temps et d'augmenter le nombre maximal de jours de congé sportif à accorder à certaines catégories de sportifs ;

– rappelant que le présent projet a des implications financières directes pour le secteur communal et que d'après l'article 15-5 les employeurs du secteur communal perdent leur droit à une indemnité compensatoire,

invite le Gouvernement

– à évaluer les frais du congé sportif pour les communes et à reconsidérer ces coûts dans le cadre d'une réforme ultérieure des finances communales ;

– à considérer que les frais du congé sportif restent à charge de l'État.

(s.) Georges Mischo, Myriam Cecchetti, Max Hengel, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | An da soen ech Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Sport ass extreem villfälteg. Vu Jonk bis manner Jonk, vu Leeschtungssport bis Breedesport, vu Beweegungserzéiung bis hin zur Gesondheetspreventioun, vu federale Strukturen a Veräiner bis hin zu Infrastrukturen, vu gutt forméierten Trainer bis Projeten, déi d'Leit begleeden an hirer Beweegung, vun Nationalekipp bis hin zu Talentförderung. An, jo, och de Benevolat, deen am Sport eng wichteg, jo, eng ganz wichteg Roll anhëlt.

De Benevolat wäert och an Zukunft eng indispensabel Roll am Lëtzebuerger Sport anhuelen. Leider, an dat ass Fakt, gouf et iwwert déi lescht Joren e Réckgang am Benevolat. Dat ass en allgemengen an och bedauerlechen Trend an eiser haiteger Gesellschaft, deen ouni Zweifel awer, leider Gottes, och am Sport festzestellen ass. Deem gëllt et, entgéintzewierken an den Terrain ze stäerken.

Mam Vott vun dësem Gesetz maache mer haut e Schrëtt an déi Richtung, andeems mer d'Dispositioune vum Congé sportif reforméieren, fir se engersäits un déi aktuell nei Bedürfnisser um Terrain unzepassen an anerersäits d'Formuléierung och méi koherent ze maachen. Et handelt sech ëm eng wichteg an och eng ganz néideg Reform, déi um Terrain säit enger ganzer Rei Joren a Méint erwaart gëtt. Déi aktuell Reglementatioun ass schonn eng ganz Zäit un hir Grenze gestouss, et gëtt aktuell ganz oft keng kloer Äntwerte méi op d'Erausfuerderunge vun haut. Dofir ass et gutt a gläichzäiteg Zäit ginn, dass mer haut kënnen Neel mat Käpp maachen.

Här President, ech wëll op dëser Plaz der Madamm Rapportrice, dem Cécile Hemmen, Merci soe fir hire schrëftlechen an och detailléierte mëndleche Rapport, dee mer grad presentéiert kruten. Dëst erlaabt mir et, mech dann och méi kuerz ze faassen.

Ob Europameeschterschaften, Weltmeeschterschaften, Olympiaden, ob am Eenzelsport oder am Teamsport, eis Spëtzesportler bréngen et ëmmer erëm fäerdeg, och als kleng Natioun ëmmer nees Weltklasse Leeschtungen ofzeruffen an domadder de rout-wäiss-bloe Fändel an der Welt ze representéieren. Dat ass Nation Branding par excellence. Mam Vott vun den neien Dispositioune vum Congé sportif wäerte genau dës Ekippen, Athleeten, awer och zum Beispill Arbitteren zukünfteg nach besser Dispositioune virfannen, fir hirem Sport beschtméiglech nozegoen a Spëtzeleeschtungen op der Weltbün fir Lëtzebuerg ze realiséieren.

An ech wéilt op dëser Plaz awer och op de Benevolat agoen, e Sujet, dee mir ëmmer um Häerz läit. Et ass evident, dass de Sport, genee wéi vill aner Beräicher zu Lëtzebuerg, ouni Benevoller net kéint funktionéieren. Mir alleguerte mussen eis bewosst sinn, wat all Dag am Sport hei am Land Organisatoresches geleescht gëtt, dat quasi fulltime am Benevolat. Souwuel administrativ Demarchë vun alle Säiten, déi ëmmer méi erausfuerderend ginn, wéi awer och juristesch Froen, déi ëmmer méi optauchen, an déi finanziell Besoine vun de Klibb, déi wuessen, maachen aus dem flotten Niewebäi-am-Heemechtsklub-Hëllefen op eemol fir déi Benevoll am Veräin eng Aufgab, déi méi wéi usprochsvoll gëtt.

Jo, et ass an eiser aller Interessi, dass d'Veräiner sou ënnerstëtzt ginn, dass se net riskéieren, hir Aktivitéite mussen anzestellen, oder op eemol verschwannen. Dëst wär ouni Zweifel aus sportlecher Siicht, awer och aus Siicht vum Zesummeliewen an eise Gemengen, an eisen Dierfer a Stied eng riseg Katastroph. Dofir mussen déi ronn 20.000 Benevoller am Land och an Zukunft valoriséiert a weider ënnerstëtzt ginn. An ech hunn dat Beispill schonn oft gesot: Deen Dag, wou kee méi an engem Verband, an enger Federatioun do ass, fir e Spillplang kënnen ze erstellen, gëtt et um Weekend och a kenger Sportaart méi e Championnatsmatch.

A genau dofir musse mer als Politick reagéieren, sou wéi haut mat der Reform vum Congé sportif. Et ass en éischte wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, fir d'Benevolat ze stäerken an em och ze hëllefen.

Och wann een direkt muss kloerstellen: D'Reform vum Congé sportif ass eng immens wichteg Stäip! De Congé sportif eleng kann d'Benevolatskris, an där mir als Gesellschaft drastiechen, allerdéngs net léisen, mee en dréit derzou bäi, eng Rei Saachen ze erliichteren a ganz kloer och ze verbesseren.

Kuerz nach e Wuert zum méi pragmateschen Deel vun der Reform. Wichteg schéngt eis als Demokratesch Partei, dass d'Kommunikatioun ronderëm d'Reform ganz grouss geschriwwe gëtt. Fir dass déi sëlleg Verbesserungen um Terrain och ukommen, musse mer derfir suergen, dass d'Informatioun vum neie Congé sportif och bei de Leit aus de Federatiounen, aus de Veräiner, aus de Sportaarten alleguer ukommen. Vläicht souguer, als Iddi, kéint een eng digital Tabell aféieren, wou e Recht op Congé sportif iwwersiichtlech ze gesinn ass.

Eng zweet Remark: Doduerch, dass ee fir e Congé sportif och kann e Refus vum Patron kréien, ass, mengen ech, den Dialog an d'Kommunikatioun tëscht Sportler, Patron, betraffenem Klub oder Federatioun e ganz wichtegt Element, dat och ganz grouss muss geschriwwe ginn. Flexibilitéit an der Aarbechtswelt, ouni dass Sportler oder Patron drënner leiden, ass d'Zil. An dat Zil ass oft mat vill Fangerspëtzegefill, mat Dialog an oppener Kommunikatioun ze erreechen. Da profitéieren am Endeffekt nämlech de Sportler, de Sport an de betraffene Patron dovun.

An eng allerlescht Remark, well d'Zäit ass mer elo just fortgelaf, vläicht nach eng Kéier ze iwwerpréiwen: Et ass mer nämlech gesot ginn, wann een op den europäeschen Institutioune schafft, da kéint dat emol zu enger Problematik féieren. Do kënne mer awer nach eng Kéier am Detail driwwer schwätzen – wéi gesot, d'Zäit ass elo schonn ofgelaf – par rapport zu der Umeldung vu sechs Méint, déi ee muss hunn.

Dat gesot, e ganz positiivt Gesetz, wat mer hei stëmmen, wat um Terrain wäert gutt ukommen, an ech ginn heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer virun allem begréisse bei dësem Projet, ass déi vernetzten Approche. Well hannert där Handvoll Sportler, déi dobausse glänzen, steet e ganz zolitten Ënnerbau. An ouni deen Ënnerbau géife warscheinlech net esou vill Elittesportler, Ekippesportler, déi un internationale Wettbewerber kënnen deelhuelen, ënnen erauskommen. Dofir, mengen ech, ass et enorm wichteg, dass mer déi breet Palett, déi de Sport duerstellt, an déi Fundamenter, op déi de Sport sech ka verloossen, an dësem Reformgesetz berücksichtegen.

Eng vun deene grousse Plus-valuen – an ech soen dofir der Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, e grousse Merci fir dee komplette Rapport an dofir, dass se och op déi Wichtegkeet vun deem Element vum Gesetz higewisen huet – ass d'Plus-value fir de Benevolat. De Benevolat, deen net ëmmer esou gesi gëtt, deen am Hannergrond schafft, dee sech net ze schued ass, fir hannert der Bar ze stoe respektiv fir déi knaschteg Wäsch ze wäschen – fir dat emol esou plastesch auszedrécken –, fir Kanner hin- an hierzeféieren, fir dass se op den Training kommen. Dee Benevolat ass enorm wichteg fir de Sport an och fir de Succès am Sport.

An deem Gesetz ass et och enorm wichteg, dass déi Leit, zum gudden Deel Benevollen, déi sech an de Sportsveräiner engagéieren, ab 01.01.2024 Urecht op dee Congé sportif hunn. Och sinn ab dem 01.01.2024 Sportler an hir Begleeder, deenen hir Veräiner an enger Coupe d'Europe respektiv an aneren héichkarätege Wettbewerber matspillen, eligibel a kënne Congé sportif ufroen.

Dann ass elo de ganzen Arsenal vum Congé sportif nei ordonéiert ginn, am Sënn vun der Rechtssécherheet an ugeleent un de Congé culturel, dee schonn duerch d'Gesetz vum 6. Januar 2023 agefouert ginn ass. Sou gëtt et kloer Bestëmmunge fir jiddwereen a keng Interpretatiounsdivergenzen. Wichteg ass de Projet, deen am Sport dréngend erwaart gëtt, well en och méi transparent ass an d'Zuel vun den Deeg un déi jeeweileg Notznéisser an engem Gesetz sinn an net ëmmer erëm punktuell am Regierungsrot geännert ginn, a kee richteg weess, wéi de jeeweilege Stand der Dinge ass.

D'Gesetz gesäit dann och Anti-Cumul-Bestëmmunge vir, déi awer bei ieweschte Kategorië méi flexibel sinn. De Congé sportif riicht sech ganz kloer un déi Leit, déi ënnert eise Code du travail falen. Och wann doduerch vläicht deen een oder aneren ewechfält, schéngt et awer normal ze sinn, dass een, fir e Congé extraordinaire kënnen ze kréien, e Lien mam Lëtzebuerger Aarbechtsmarché muss hunn.

Dat gesot, bleift eng kleng Weermutsdrëps, mee wou de Minister eis sécher ganz pertinent Erklärunge ka ginn: Mir hätten eis alleguer gewënscht, dass dee Congé sportif scho muer hätt kënnen effektiv si respektiv iwwermuer. Sou ass eng kleng Karenzzäit agebaut bis den 1. Januar 2024. Ech ginn emol dervun aus, dass dat fir d'Preparatiounsaarbechte geduecht ass.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet, an d'Madamm Hemmen huet schonn den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn, dofir brauch ech dat net méi ze maachen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Och vun eiser Säit e grousse Merci un d'Madamm Hemmen fir hiren ausféierleche Rapport. Et ass kloer, dass och déi gréng Fraktioun dëse Projet de loi ënnerstëtzt.

Et kann ee jo soen: En huet eng gewëss Änlechkeet mam rezente Gesetz vum Congé culturel, wat den 06.01. hei gestëmmt ginn ass, mam Ënnerscheed, dass dee ganz ofgeschaf gi war an de Congé sportif awer nach ëmmer iwwerlieft hat. Dat ass just eng kleng Nott op der Säit.

Op alle Fall ass et wichteg, dass de Congé sportif gradwéi de Congé culturel der Entwécklung ugepasst gëtt an de Besoine vum Secteur gerecht gëtt, allem virop vum Benevolat, wou net nëmme Besoine bestinn, mee wou och muss d'Zil erreecht ginn, dass de Benevolat unerkannt gëtt a motivéiert gëtt, well e Veräin, deen ouni Benevoller funktionéiert, funktionéiert net laang. An dofir e grousse Merci fir dës Decisioun, déi mer dann och warscheinlech all zesummen huelen.

Dat heescht jo, dass net nëmmen d'Sportlerinnen an d'Sportler an Zukunft kënne vum Congé sportif profitéieren, mee och déi Responsabel vun de Veräiner an aner wichteg Mënschen, déi an deem Secteur ënnerwee sinn an déi ganz Veräinswelt bis hin zu de Federatioune kënne stäerken an ënnerstëtzen an de Fonctionnement verbesseren.

Et ass am Projet de loi och rieds gaangen iwwert de Medico, dee jo hei den Agrement kritt, wou do steet, dass d'Doktere mussen en Agrement hunn. Dat ass natierlech wichteg. Ech wéilt awer an deem Kontext zwou Froen opwerfen: De Medico betrëfft jo am Fong 41 Sportdisziplinnen an der Kategorie A, dat sinn der eng ganz Rei. D'Kanner ab siwe Joer musse sech reegelméisseg enger Kontroll ënnerzéien, dat geet awer da bis den Alter vu 50 Joer, wou ee sech ëmmer erëm ka froen, wisou Mënschen, déi beispillsweis e Marathon lafe mat 60 an och nach Kompetitioune maachen iwwer 50 Joer, net per se och mussen an de Medico goen. Se sinn eigentlech opgeruff, bei e Sportsdokter ze goen, mee wa se et net maachen, ass et och kee Problem. Oder eeben eng Organisatioun wéi de Marathon an der Stad, do gëtt da gesot: „Jo, den Organisator muss en Zertifikat froen." E muss och net, wann en dann Argumenter huet, fir et net ze maachen. Ech mengen, et wär awer scho wichteg, den Alter ab 50 besser medezinnesch ofzedecken, virun allem, wann et ëm ganz héich belaaschtend Aktivitéite geet. Ech hunn de Marathon genannt, mee et gëtt der nach. An do denken ech, wann d'Leit méi laang Sport dreiwen a méi laang Kompetitioun maachen, misst een och den Alter vum Medico eng Kéier iwwerpréiwen.

Da bei d'Kanner, déi jo ab siwe bei de Medico musse goen, wa se an e Veräi ginn. Do falen d'Kanner eigentlech an deem Alter ënner dräi Kategorië vu medezinnesche Kontrollen, wou een awer och vläicht eng Kéier misst kucken, wéi een déi besser vernetzt. Déi dräi Kontrollen, déi ech elo mengen, dat ass éischtens dann de Pediater, dee sech souwisou als Referenzdokter ëm d'Kanner këmmert vu Klengem un, vu Gebuert un, wou se och reegelméisseg zeréckginn; den zweeten Dokter ass de Schouldokter, deen och e gewëssene Suivi vun de Kanner hirer Entwécklung mécht; an den drëtten ass dann de Medico, am Fall, wou se Sport dreiwen, deen dann awer erëm zu engem groussen Deel dat selwecht kontrolléiert wéi dat, wat déi aner zwee Doktere scho gekuckt hunn, sief et, wat d'Haltung ubelaangt, d'Schankegerüst oder d'Häerz, wat jo awer primordial ass, wann ee Sport wëll dreiwen.

An dohier déi zweet Fro, déi ech an deem Kontext wéilt stellen: Sidd Der net der Meenung, Här Minister, dass ee virun allem bei Kanner vläicht e bësse méi eng grouss Vernetzung hikréie kéint, dass beispillsweis e Referenzdokter geholl gëtt, wéi de Pediater notamment, deen d'Kanner awer ganz gutt kennt, dee gläichzäiteg kéint e Certificat ausstellen, dass e Kand apte ass, Sport ze dreiwen? Dann hätte mer dee groussen Drock op d'Medico-Servicer net méi esou, net esou staark. An an engems wëll ech hei nach op d'Penurie vun den Dokteren hiweisen, déi och nach de Medico mussen ofdecken, net an hirer Praxis sinn. An an deem Sënn menge mir, dass eng besser Vernetzung, virun allem bei Kanner, sech awer hei opdrängt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir unzefänke wëll ech der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass villes gesot am Detail, dofir kënne mir eis e bësse méi kuerzfaassen. Dëse Gesetzesprojet féiert am Fong geholl en erweidert Konzept an zum Congé sportif, wat u sech gutt ass, a villes gëtt och heimat méi kloergestallt, speziell och fir aner Leit, déi de Sport ronderëm begleeden, wat wichteg ass.

Ech mengen, et muss een de Sport begleeden, dat ass e wichtegt Phenomeen, dee mer haut an der Gesellschaft hunn, well de Sportler eleng kann hautzudaags net méi eleng iwwerliewen. E brauch Ënnerstëtzung vun alle Säiten an ech mengen, mer mussen do mam Fortschrëtt a mat der Zäit goen, soss komme mer hannendran a mer verléieren d'Schlappen.

Dëst hëlleft och dem Sport, sech um Liewen ze halen an en och méi attraktiv ze maachen. Mee wat een och muss soen: E verdéngt och, datt en e gudden Deel vum PIB duerstellt vum Land. Och dat soll een net vergiessen. An zweetens: Déi sozial Dimensioun vum Sport ass net ze ënnerschätzen a verdéngt doweinst d'Ënnerstëtzung duerch d'ëffentlech Hand. Duerfir begréisse mer dëst Gesetz a wäerten deem och zoustëmmen.

Erlaabt mer just vläicht, eng Remark aus dem Avis vum COSL zu dësem Gesetz opzegräifen. Si bedaueren, datt si net am Virfeld vun dësem Gesetz kontaktéiert gi sinn, wat mir am Fong geholl och net gutt fannen. Et sollt ee bei all Gesetz, onser Meenung no, déi direkt Betraffen no Méiglechkeet abannen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Et ass net ëmmer méiglech, mee et wier awer dacks méiglech. Dat géif vläicht an der gesetzlecher Prozedur dat eent oder anert vereinfachen oder méi séier maachen.

Ech hat et virdru gesot: Mir begréissen dëst Gesetz, wou jo am Fong geholl déi eenzel Règlement-granducalle vu bis elo agepak goufen an ee Gesetz – ënner anerem, et kommen nach Saachen derbäi –, an et gouf jo am Fong geholl erweidert op d'Benevolat am Sport. Ech mengen, dat ronderëm ass och wichteg.

Erlaabt mer vläicht, op ee Punkt anzegoen, deen ech wëll besonnesch ervirsträichen: Dat ass déi Saach vum Trainerdiplom. Och heifir kann ee jo elo dovunner profitéieren, well et muss ee jo wëssen: Wéini gëtt ee konfrontéiert mam Trainerdiplom? Dat ass, wann de Veräin ee freet: „Ma méchs de den Trainerdiplom no?" Dat ass schéin a gutt. Mee dann ass dat jo nieft dem Berufflechen an dann huet ee jo och dacks schonn en Engagement am Veräin an dann ass dat e bëssen eng Situatioun, déi ongläcklech ass, wann een nach nieft deenen zwou Saachen, engersäits dem Beruff an anerersäits dem Trainer, dann nach muss fir d'Ausféierung um Terrain en Diplom maachen, an dat ass heiansdo schwiereg. An duerfir begréisse mer dat speziell, datt hei d'Trainere kënnen en Diplom op deem Wee maachen.

Dat féiert eis derzou, datt mer gutt a qualifizéiert Traineren an Zukunft hunn. Et gëtt jo och ëmmer méi gefrot a fir dem Sport entgéintzekommen. Mir denken do jo och un de Subside qualité+, wou dat jo och ëmmer gefrot ass. An et war ëmmer e bëssen en Handicap an de Veräiner fir deen een oder deen aneren Aktiven, fir sech an déi Richtung ze engagéieren. Et war net ëmmer einfach, well et ware jo déi zwou Saachen, déi ech gesot hunn.

An deem Sënn begréisse mer dëst Gesetz an ech wäert d'Zoustëmmung brénge vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An dann ass et elo un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, der Rapportrice och e grousse Merci vun eiser Säit fir hire Rapport. Mir stëmmen dëst Gesetz mat, well et eng Ausweidung vun de Congészäite fir d'Sportler a Sportlerinnen an déi ënnerstëtzend Persoune bedeit a soumat och eng Stäerkung vum Benevolat.

D'Verlängerung vun de Congészäite fir déi verschidde Kategorië vu Persounen ënnerstëtze mir prinzipiell, och wa mir eis natierlech froen, sou wéi d'CHFEP an hirem Avis, op wéi enge Krittären dës Congésdeeg festgeluecht goufen.

Donieft begréisse mir och, dass beim Contrôle médico-sportif an der Zukunft derfir gesuergt gëtt, dass d'Leit, déi den Doktere bei den administrativen an organisatoreschen Aarbechte ronderëm dës Kontrollen hëllefen, bezuelt solle ginn. Vu dass dës Kontroll jo obligatoresch ass fir d'Sportler an d'Sportlerinne mat Lizenz a vum Staat organiséiert gëtt, ass et jo och nëmme richteg, dass dat keng reng benevoll Aktivitéit ka sinn an och soumat soll bezuelt ginn.

Allgemeng si mir hei an engem Kader vu Spezialcongéen. Déi Congéen hunn – wéi den Numm et jo scho seet – d'Vocatioun, fir u Partikularitéiten ugepasst ze sinn, sief et am Kulturberäich, hei elo am Sportberäich, sief et am familiäre Beräich, wou et ëm d'Kanner geet, sief et och a soss anere soziale Beräicher, wou jo e Projet de loi och ënnerwee ass, deen eng Form vu „Congé social light" fir de Privatsecteur aféiert. Et ass schonn opfälleg, dass an de leschte Joren eng Partie vun dëse Congéen erweidert oder soss ugepasst goufen, dass och nei Congéé geschaaft goufen.

Dëst äntwert natierlech op d'Besoine vun de Leit, déi mierken, dass d'Liewen ëmmer méi komplex gëtt, dass Schaffen net alles an dass een ëmmer méi Zäit brauch och fir aner Aktivitéiten, fir eng gewësse Balance ze fannen, an dass dës Aktivitéite justement dacks net vereinbar sinn mat engem 40-oder-méi-Stonnen-Job.

Mir mengen dowéinst och – ech kommen erëm domadder –, dass eng generell Verkierzung vun der Aarbechtszäit wierklech néideg ass, fir déi benevoll Engagementer, mee och aner Besoinen an Aktivitéiten, déi d'Liewen nun emol mat sech bréngen, déi déi néideg Zäit a Flexibilitéite brauchen, an Aklang ze bréngen.

Villmools merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och un d'Rapportrice fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. De Congé sportif ass net nei. Et gouf virdru schonn den Artikel 15 am Sportsgesetz an et wäert an Zukunft net méi een Artikel 15 ginn, mee et wäerten d'Artikele 15–1bis ginn. Et gouf a gëtt en also schonn zënter enger Zäitchen, an dat ass am Prinzipp och eng ganz gutt Saach.

Et ass net evident, säi Beruffsliewen an de Sport op engem gewëssenen Niveau ënner een Hutt ze kréien. Mam Congé sportif gouf dowéinst e wichtege Moyen geschafen, fir de Leit hei ënnert d'Äerm ze gräifen.

Problematesch ass beim aktuelle Modell vum Congé sportif awer, datt de legale Kader net iwwerall kloer gereegelt war. Dacks war den Accord fir de Congé sportif op eng – soe mer et awer – gutt Relatioun mat sengem Patron ugewisen, well soss konnt et deen net ginn. Dës Onkloerheete sollen also elo mat dësem Gesetz aus der Welt geschaf ginn an de Congé sportif e festen an och detailléierte gesetzleche Kader kréien. A mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen.

Mir mussen de Sport hei am Land esou gutt ënnerstëtzen, wéi et nëmme geet, an dat vun alle Säiten, och oder eebe grad vu politescher Säit aus. Well nëmme wa mer de concernéierte Persounen, sief et de Sportlerinnen a Sportler selwer oder de Persounen, déi se encadréieren, de beschtméigleche Kader ginn, kënnen dës och hir voll Leeschtung, jo, hiert vollt Potenzial ausschëpfen. An dat kënnt net nëmmen der Lëtzebuerger Sportswelt zegutt, mee et ass och op dem internationalen Niveau ganz wichteg.

Déi Nott – vläicht kuerz awer, fir anzegoen op dat, wat och d'Motioun vun der CSV thematiséiert – ass jo, datt et elo bei de Gemengen a Syndikater, jo, beim ganze Secteur public – an ech hunn d'Definitioun vum Secteur public aus dem Gesetz gekuckt, déi ass nach nawell ganz large – eebe kee Remboursement méi gëtt.

Si mer nach bei de Gemengen a Syndikater ganz kloer am Secteur public, wat ech och verstinn, sou fänke mer dann un, wa mer och nach d'Spuerkeess oder d'Post drënnerfale loossen, awer e bëssen an enger schizophreener Haltung vun der Regierung ..., well mer, wa mer Question-parlementairen zu deene stellen, ëmmer erëm gesot kréien, dat wären awer Établissement-public-autonommen, déi hei awer elo gesot kréien, datt se de Congé sportif, wa se deen da musse ginn, net méi rembourséiert kréien.

Ech fannen et prinzipiell gutt, datt mer et aschränken. Ech denken awer, datt mer och net ëmhikommen, wéi d'CSV dat an der Motioun fuerdert, an engem Joer oder an zwee eng kloer Evaluatioun ze maachen, wat dat an de Budgete vun deene jeeweilegen Etablissementer, Syndikater, Gemengen an anere Strukturen, déi parastaatlech kënne sinn an ënnert d'Definitioun vum Secteur public vum neie Gesetz elo falen, ausmécht. Ech wäert herno nach kuerz méi am Detail zur Motioun schwätzen.

Da wëll ech awer nach kuerz op dat agoen, wat d'Madamm Lorsché gesot huet zum Medico. Dat ass keng nei Fuerderung. Dat ass keng nei Fuerderung, datt et grad Kanner bei hirer éischter Lizenz méi einfach gemaach muss ginn oder méi einfach gemaach soll ginn, fir dee Médico sportif ze kréien. Mir wëssen alleguerten, datt am véierten Trimester vum Joer d'Medicoen am meeschte gefrot ginn.

Dat läit natierlech och dorunner, datt eise Sportler ... Ech hunn och emol schonn derzougehéiert, datt ech ëmmer eréischt um Enn vum Joer dru geduecht hunn, datt awer elo, wann ech net virum 1. Januar mäi Medico géif maachen, datt da meng Lizenz géif verfalen, soudatt am leschten Trimester forcement ëmmer eng méi héich Demande ass. Dat coincidéiert awer blöderweis ganz heefeg domadder, wann déi nei Kanner an de Sportsveräiner hir éischt Lizenz froen. Well, dat ass numol dem Schouljoer gescholt, de 15. September geet d'Schoul erëm un an da gi se eng, zwou Wochen op den Training an dann ass et schonn Oktober an da wëlle se eng Lizenz kréien, fir dann och kënne mat op de Match ze goen. A jo, do sinn d'Medicoen dann iwwerlaf mat all deenen eeleren – manner jonken, soe mer et mol esou – Sportlerinnen a Sportler, déi, wéi ech, et heiansdo schleefe gelooss hunn, fir am Januar oder am Februar scho bei de Medico ze goen. Dat féiert dann dozou, dass et zu engem Engouement kënnt an ech mengen, et wär wierklech gutt, wa mer hei endlech géifen eng Léisung fannen. Datt dat net an deem heite Gesetz gemaach gouf, kann ech novollzéien, et sollt een et awer net op Sankt Nimmerlein verschiben.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sportsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, merci direkt der Rapportrice fir hire ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Virun e puer Méint hate mer hei an der Chamber e generellen Debat iwwer de Sport an och iwwert d'Beweegung, a mir waren eis alleguerten eens, dass d'Land verstäerkt an d'Entwécklung vum Sport misst investéieren. An hei geet et ëm eng proaktiv Sportspolitick.

Dat, wat mer haut hei diskutéieren, dat ass een Element dovunner. A mir wëssen alleguerten, datt am Lëtzebuerger Sport de Benevolat eng immens wichteg Roll spillt. Et ass net einfach, e Veräi mat Liewen ze fëllen, a mir wëssen och, dass d'Gestioun ganz dacks an den Hänn vun e puer wéinege Benevolle läit. Et ass eng enorm Aarbecht, déi si am Déngscht vum Sport maachen an am Déngscht vun eiser ganzer Gesellschaft, an ech mengen, et sollt een hinnen och eng Kéier e ganz grousse Merci vun hei aus soen.

An eiser haiteger Zäit ginn d'Ufuerderungen un d'Sportsveräiner och ëmmer méi grouss an de Facteur Zäit, deen d'Leit hunn, fir sech benevoll ze engagéieren, dee geet ëmmer méi zeréck. Mir mussen déi Benevollen, déi sech engagéieren, also ënnerstëtzen, soudass de Veräin och weiderhi seng gesellschaftlech, seng gesellschaftspolitesch Roll ka spillen.

An ech hat et scho gesot an deem Debat, deen ech virdrun ugeschwat hunn: Am Joer 2022, do waren 20 % vun der Bevëlkerung an engem Veräin aktiv, 2002 waren et der nach 26 %. A wann een d'Zuele vu virun 20 Joer kuckt, gesäit een, datt et 2002 nach 1.534 Sportsveräiner gouf an dass et der 2022 just nach 1.311 sinn, an dat bei engem Bevëlkerungswuesstem vu quasi 200.000 Leit. Et kann een also vun engem staarke Veräinsréckgang schwätzen, wat zum Deel och sécherlech op de Réckgang vum Benevolat zeréckzeféieren ass. An dat sinn natierlech ganz grouss Erausfuerderungen a genau dowéinst ass dëse Gesetzesprojet ... An et ass virdru wivill Mol gesot ginn an ech wéilt och all de Riedner, déi virdrun hei d'Wuert geholl hunn, e grousse Merci soe fir déi konstruktiv Aart a Weis, wéi se un dëse Projet erugaange sinn.

Et ass dofir extreem wichteg, dass mer dëse Gesetzesprojet haut stëmmen, well e betréfft och – a ganz vill – deen Acteur, deen een op kee Fall hei dierf vergiessen, nämlech d'Sportsveräiner. An eent vun den Haaptziler, vun de groussen Haaptziler vum Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, ass och natierlech dann d'Förderung vum Benevolat.

An hei wéilt ech eng Klammer maachen: Och wa mer dat Gesetz hei stëmmen, da brauche mer nach ëmmer e benevolat Engagement. Dat heiten heescht net, dass jiddweree fir all Stonn, déi en an engem Veräi mécht, Congé kritt, fir all Stonn, déi en an engem Veräi schafft, fräigestallt gëtt. Nee, dat ass net de Fall, mir brauchen nach ëmmer e grousst Stéck vum Benevolat, mee dat hei ass eng Hëllef, en Appui an och eng Wäertschätzung vun deene Leit, déi sech benevoll engagéieren.

Jo, de Congé sportif, et ass virdru scho gesot ginn, ass zu Lëtzebuerg scho säit 1976 verankert, wou en haaptsächlech fir d'Elittesportler geduecht war. Zanterdeems gouf et e puer Upassunge vum Reglement a Regierungsréitbeschléss, fir d'Unzuel vun deenen accordéierten Deeg unzepassen, mee eng komplett Revue vum Gesetz gouf et bis elo nach net. An d'Analys vun deem bestoende Gesetz an eng Upassung vum Gesetz duerch d'Weiderentwécklung vum Sport am Laf vun der Zäit ass och am Koalitiounsaccord virgesinn. An dëst Gesetz mécht déi ganz Diskussioun elo an déi ganz Fro vum Congé sportif méi verständlech, méi kloer a gëtt eis méi eng Rechtssécherheet.

Dir Dammen an Dir Häre, nieft de Konditoune vum Congé sportif sinn och nach dräi aner wichteg Punkten hei an dësem Gesetz dran. Mir schafen hei eng Base légale fir d'Indemnisatioun vun den Intervenanten an de Centres de formation fédéraux. Ganz wichteg ass, dass mer hei déi Base légale kréien; déi gouf jo och scho vill diskutéiert. Zweetens – an dorop kommen ech herno nach zeréck –: de Contrôle vum Médico sportif. Och hei gëtt eng Base légale geschaf, fir d'Indemnisatioun vum Personnel administratif an de verschiddene Centres médico-sportifs, déi bis ewell iwwert d'Decisioun vum Regierungsrot fixéiert goufen a wou dann eeben elo eng Base légale fixéiert gëtt. An et gëtt och eng Upassung un d'Realitéit, dass an dem Service médico-sportif am Sportsministère och elo e responsabelen Dokter en Ersatz huet, fir dass do ofgeséchert ass, dass ëmmer een Dokter do ass an och Decisiounen huelen dierf, fir datt d'Dossieren net leie bleiwen. Dat sinn och zwee wichteg Punkte fir d'Rechtssécherheet vun all den implizéierte Leit.

An dann, nach eng aner wichteg Ännerung ass déi vun der Definitioun vum Sportif d'élite, wou nieft dem COSL och elo den LPC, de Luxembourg Paralympic Comittee, mat erageholl gëtt. Dat ass selbstverständlech an et ass am Kader vun deene groussen Diskussiounen, déi mer och heibanne féieren iwwer Integratioun, dass den LPC déi selwecht Méiglechkeet kritt, fir senge Sportler esou e Statutt vum Elitesportler hei kënnen ze ginn, an dat no hire Krittären, an déi concernéiert Sportler dann och an dem ganze volle Mooss vun de selwechte Virdeeler kënne profitéiere wéi d'Elittesportler vum COSL. Fir eis ass dat eng Selbstverständlechkeet, an ech hunn héieren, heibanne fir jiddwereen och.

Wat elo de Congé sportif selwer ugeet, sou ginn d'Kategorië vun deenen, déi Zougrëff drop kënne kréien, erweidert an et kommen der och neier derbäi. Ech ginn elo net op all Kategorie eenzel an, mee ech wéilt awer e puer hei ervirhiewen, zum Beispill de „sportif licencié auprès d'un club afin de participer à des compétitions internationales officielles pour clubs et cadres techniques désignés par le club pour accompagnement". Dat ass eng Fuerderung, déi scho ganz laang gestallt gëtt vum Sportsmillieu an déi fënnt hei eis Zoustëmmung, well et grad op Veräinsniveau engem grousse Besoin entgéintkënnt, deen do déi Ënnerstëtzung brauch, gradesou wéi och an Zukunft e Benevolle vu senger Federatioun oder am Veräin, dee bei der Organisatioun vun enger Manifestatioun dobäi ass, och elo de Congé sportif ka kréien.

Dat ass och e wichtege Punkt, well an de leschte Joren och ëmmer erëm festgestallt gouf, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, Leit ze fannen, eebe grad, fir och esou grouss Manifestatiounen ze organiséieren.

An d'lescht Woch hu mer hei e Gesetz gestëmmt, wou aus der ENEPS d'INAPS ginn ass, also wou mer schonn do e grousse Wäert op d'Formatioun geluecht hunn. An och hei ass et wichteg, dass mer, wa mer wëllen eng Qualitéitsentwécklung am Sport kréien, op Formatioun setzen. An de Congé sportif fir d'Formatioun riicht sech souwuel un d'Trainere wéi och un d'Dirigeantë vu Veräiner. Et ass virdrun och hei gesot gi vun den Traineren, datt dat wichteg ass, dass mer do Formatiounen ubidden, mee den INAPS, dee wäert och Formatioune fir Cadres administratifs oder Dirigeantë vu Veräiner a vu Federatiounen ubidden. An och dat ass extreem wichteg, well d'Ufuerderungen do ëmmer méi héich ginn an dofir de Congé sportif hei fir déi ganz sécherlech wëllkomm ass.

Et ass mer och wichteg, dass dëse Projet heibanne vu jiddwerengem ënnerstëtzt gëtt, well en an déi richteg Richtung geet, fir de Sport am Allgemengen ze ënnerstëtzen an och virunzedreiwen, an dat geet och net zum Nullkäschtepunkt. An do ware mer eis jo och heibanne viru Méint eens, well mer eestëmmeg eng Motioun hei gestëmmt hunn, déi d'Regierung opfuerdert, déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir de Benevolat an de Sport ze förderen, an hei ass dann och een Deel dovunner.

Dat hei ass eng Unerkennung, déi enorm wichteg ass fir dat Engagement vun deene Leit, déi sech am Sport bis elo engagéiert hunn. Ech mengen och, dass et wichteg ass, dass een dat Gesetz hei reegelméisseg evaluéiert, déi éischt Kéier dann eeben no engem Joer. Dat solle mer maachen.

Ech géif vläicht op déi puer Froen agoen, déi nach gestallt goufen, ënner anerem déi vum Georges Mischo, wat dann och zu enger Motioun hei gefouert huet, déi mer dann herno wäerten ofstëmmen. Also, mir hunn eis hei genau un dat gehalen, wat dës Chamber virun e puer Wochen gestëmmt huet mam Congé culturel. Do huet déi Chamber hei sech u genau dat gehalen, also genau dat selwecht ofgestëmmt wéi dat, wat mer hei an eisem Gesetz hunn. An an deem Avis vun deem Gesetz war de Syvicol och domadder d'accord, an hei war en et net, well e gesot huet: „Jo bei der Kultur, do hu mer dee regionale Volet mat dran, an hei hätte mer nëmmen den internationale Volet beim Sport."

Ech gesinn dat e bëssen anescht, zumools well elo och dat Gesetz hei erméiglecht, datt de Benevolat an och d'Leit vun de Veräiner kënne vun dësem Congé profitéieren. An da muss ee soen, mir gesinn dat beim nächste Gesetz, dat mer elo wäerten haut, hoffen ech, dann och stëmmen. Och bei den Infrastrukturen ass de Ministère de Gemenge ganz, ganz staark entgéintkomm. Ech wäert e Beispill do nennen, wou ee gesäit, wéi vill d'Gemengen do kënne méi u Subside kréien, soudass ech mengen, dass dat schonn en Engagement ass och vun de Gemengen da fir de Sport. Gradesou wësst Der, datt mer d'Coordinateur-sportiffen hunn. Och dat ass en Engagement vum Staat envers vun de Gemengen, soudass ech mengen, dass d'Gemengen hei och deen Deel kënne mat iwwerhuelen.

Zu der Fro vum Här Lamberty: Jo, de Listing an den Dialog mam Patron, dat ass extreem wichteg. Mir wäerten och, fir de Federatiounen ze erklären, wéi dee Projet, wéi dat Gesetz hei ass, eng Séance d'information am September maachen, fir eeben de ganze Kader nach eng Kéier ze setzen. Et ass net evident, duerch all déi eenzel Punkten do ze gesinn. A wat d'EU-Institutiounen ugeet, bon, ech mengen, do wäre mer awer esou flexibel, fir dat awer kënnen ze managen. Effektiv kéint do e Problem entstoen, mee mir gesinn da le cas échéant, wéi sech dat da wäert weisen.

Jo, firwat trëtt et eréischt den 1. Januar en vigueur? Bon, de Congé gëtt pro Kalennerjoer gerechent, dat ass ee Grond. Fir dat dann ze proratiséieren, do muss een e Computerprogramm hunn, fir dat kënnen uerdentlech ze rechnen, well dat gëtt jo da fir all Eenzelnen immens schwéier. Da musse mer dat … Wéi gesot, dat gëtt wierklech eng schwiereg Rechung. Dee Computerprogramm hu mer awer nach net an dee kréie mer eréischt fir d'nächst Joer, soudass dat dat zweet Argument war, fir dee Congé hei eréischt den 1. Januar ulafen ze loossen. Da musse mer eist Personal jo och duerfir forméieren. Dat ass jo och net esou evident, fir déi Fichen alleguer opzestellen a sou weider. Mir wëllen och nach eng uerdentlech Kommunikatioun maachen, soudass dat fir eis du méi einfach an och am Ganze besser war, fir dat den 1. Januar 2024 ulafen ze loossen.

Wat de Medico ugeet: Jo, et gëtt net méi esou vill Leit, déi iwwer 50 nach Kompetitioune maachen, mee et gëtt der awer nach. Ech wëll dat net ofstreiden, mee effektiv musse mer eis där Saach eng Kéier unhuelen, eng ganz Reform vum Medico maachen. Déi meescht, déi awer iwwer 50 nach Sport maachen, maachen dat jo ganz dacks ouni Lizenz an déi sinn natierlech da fir sech selwer zoustänneg. Et sinn der vill, déi lafe ginn, déi net onbedéngt eng Lizenz hunn. Mee et ass awer kloer: Mir mussen dat doten nach eng Kéier kucken. D'Fro ass effektiv, firwat dat bei 50 Joer op eemol opgehalen huet, grad deen Alter, wou et vläicht am schwieregsten oder am geféierlechsten ass. An Dir hutt eppes ugeschwat: Déi dräi Dokteren – de Pediater, de Schouldokter an de Medico – mussen effektiv méi zesummeschaffen. Mir wëllen do och eng Reform maache vum Médico-sportif. Mir mussen do eng besser Vernetzung hikréien.

Voilà, e leschte Saz: Dir Dammen an Dir Hären, haut, mengen ech, ass wierklech e gudden Dag fir de Lëtzebuerger Sport, fir d'Spëtzesportler, fir d'Amateursportler a fir d'Benevoll. Déi kënne sech de 4. Juli 2023 am Kalenner ukräizen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7955. Den Text steet am Document parlementaire 7955[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7955 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer elo nach zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun, déi den Här Georges Mischo ofginn hat. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Auteur, den Här Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Sportminister fir d'Explikatioune respektiv d'Argument. Ouni elo wëllen der Kultur ze no trieden ze wëllen, géif ech awer trotzdeem mengen, dass am Sportsecteur nach méi Leit engagéiert sinn a nach méi vum Congé sportif wéi vum Congé culturel profitéieren. Mee ech hu jo och an der Motioun geschriwwen, dass een dat elo mol soll evaluéieren. Wann ech hei niewendru mäi Frënd Serge Wilmes kucke mat der Stad Lëtzebuerg, déi wäerten awer, mengen ech, och genau wéi d'Stad Esch oder Déifferdeng oder Diddeleng, richteg grouss Montante kréien, well do ganz vill Leit eebe beim Congé sportif wäerten dervu profitéieren, wat se natierlech och verdéngt hunn. Mee ech géif awer mengen, dass een dat eng Kéier kéint chiffréieren an eventuell duerno Adaptatioune maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mischo. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn et virdru gesot: Ech mengen net, datt sech hei nëmmen däerf op eng Evaluatioun vun de Gemengen a vun de Syndikater limitéiert ginn, mee datt et u sech eng Fro ass, déi de ganze Secteur public, wéi en am Gesetz elo definéiert ass, betrëfft. Dat heiten ass eis e bëssen ze restriktiv vun der Evaluatioun hier.

Ech verstinn de Gedankegang. Ech fannen dat och zum Deel sympatesch. Ech muss mech awer bei der heite Motioun herno enthalen, well se fir mech einfach net dat Zil u sech erreecht, wat mer wéilten ereechen, nämlech de ganze Secteur public ze evaluéieren, y inclus d'Établissement-publicken, op déi ech virdrun a menger Ried agaange sinn. An dann d'Fro: „à considérer que les frais [...] restent à charge de l'État" – ech mengen, dat elo schonn ze froen, ouni datt mer de reellen Impakt kennen, entsprécht net deem, wat mer u sech och an der Kommissioun disktuéiert hunn. An deementspriechend géif ech dat awer och elo zu dësem Zäitpunkt op alle Fall net kënnen direkt matstëmmen, ouni de Montant ze kennen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech géif awer vläicht emol den Här Mischo wëlle froen, wat e sech do geduecht huet beim „dans le cadre d'une réforme ultérieure des finances communales". Ech weess net, ob Dir elo méi wësst wéi mir, dass do nach eng Reform vun de Gemengefinanze soll kommen. Ech mengen, mir hate jo elo eréischt ... Dir hutt hei „ultérieure" stoen. Dat ass fir mech eppes, wat elo nach komme wäert. Bon, dofir, dat hunn ech elo net richteg verstan.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Et steet am Walprogramm.

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Jo. Zum ... Ech weess elo net, ob dat an Ärem Walprogramm vläicht steet?

M. Georges Mischo (CSV) | Den 8. Oktober sinn erëm Walen, gellt?

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Op alle Fall, dat ass eppes, wat mech elo e bëssen interpelléiert huet an Ärem éischten Invite. Fir de Rescht, mengen ech, huet de Minister jo schonn drop higewisen, wat et eigentlech beinhalt, wann och Sportler an enger Gemeng sinn, dass dat jo awer och eng Plus-value ass fir d'Gemeng, dass d'Gemeng och hiren Deel derzou soll bäidroen, grad wéi de Staat et och mécht, soudass ech, ouni elo nach weider op Argumenter anzegoen, mech wierklech deem wéilt uschléissen, wat de Minister gesot huet an, wéi gesot, wierklech wëll zréckbehalen, dass et eng Plus-value ass, dass d'Gemeng hir Responsabilitéit soll huelen. A wéi gesot, dat mat de Gemengefinanzen, déi Reform do, interpelléiert mech, soudass ech och menger Fraktioun géif proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

Merci.

M. Dan Kersch (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert un den Auteur, de Georges Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Jo, also der Madamm Hemmen kann ech soen: Den 8. Oktober si jo nach eng Kéier Walen, mee ech géif awer trotzdeem mengen, dass esou e Gesetz wéi dat heiten ëmmer erëm kann evoluéieren an awer erëm kann adaptéiert ginn, a wann een da Schwächte fënnt, dass een dat awer nach eventuell ka korrigéieren. Dofir ass déi Motioun eebe geduecht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mischo. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Jo, ech wollt just einfach fir mäi Verständnis ... Also ech mengen, eng Evaluatioun ass jo ëmmer eppes, wat ee ka begréissen. Ech hunn hei ganz spezifesch vun de Gemengefinanze geschwat a vun där Reform, also déi Dir hei am éischten Invite dran hutt, also „dans le cadre d'une réforme ultérieure des finances communales". Also duerfir, et ass méi doranner, wou ech elo d'Onverständnis vu menger Säit aus gesinn; also d'Mëssverständnis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass effektiv eng Reform vun de Gemengefinanze gemaach ginn. Mee Madamm Hemmen, ech mengen, et si jo eng ganz Rei vu Kommunalpolitiker hei, a spéitstens wann déi den nächste Budget maachen, da gesi se, dass dat vill méi enk gëtt wéi an der Vergaangenheet. Well et sinn eng ganz Rei vun neie Missiounen, déi op d'Gemenge duerkommen. Et gëtt gesot, d'Gemenge sollen an de Logement investéieren, et gëtt gesot, d'Gemenge sollen d'Fraise vum CGDIS iwwerhuelen. Wann ech gesinn, et sinn 51 Projeten, déi beim CGDIS ustinn, déi solle queesch duerch d'Land amenagéiert ginn. Wéi mengt Der dann, dass déi kleng Gemengen dat do kéinte stemmen?

An da si mer der Meenung, dass och besonnesch dem ländleche Raum sollt méi Rechnung gedroe ginn an dass déi grouss Fläche vun deene ländleche Gemengen och sollte berücksichtegt ginn an enger zukünfteger Reform. Grad wéi een och muss kucken, dass déi Gemengen, déi nach Industriezonen hunn an déi absolutt näischt méi vun enger Industrie um Niveau vun hirer Gemengerecette hunn ..., well do gëtt net méi ganz vill verdeelt. Also et gëtt keen Ureiz méi an der besteeënder Gemengefinanzreform, fir vill Industrië respektiv vill aner Betriber bei sech opzehuelen. An ech mengen, dass ee mat alle positiven Aspekter – et si jo och eng ganz Rei vu positiven Aspekter an där Gemengefinanzreform do gewiescht – awer net d'Aen elo muss zoumaachen: „Mir hunn elo eng Kéier hei dat Richtegt erfonnt an dofir däerf ni méi eppes geännert ze ginn."

An ech mengen, egal wien an deenen nächste fënnef Joer Verantwortung op der enger oder op der anerer Säit oder do (ndlr: op Regierungssäit) dréit, dee soll net d'Aen zoumaachen, fir sech enger gerechter Gemengefinanzreform ze stellen, fir dass all Bierger, ech widderhuelen, all Bierger, egal a wat fir enger Regioun dass e wunnt – well et ass net méi all Bierger am Land, deen et sech ka leeschten ze decidéieren, ob en elo an der Stad, an dem Speckgürtel vun der Stad oder am Norden oder op anere Plaze wunnt –, do déi selwecht Grondversuergung kritt, sief dat Schoul, sief dat Soziales, sief dat och aner kulturell oder sportlech Infrastrukturen. An dofir drängt sech dat an eisen Aen op.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An elo kritt d'Wuert: den honorabelen Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech fannen et schonn erstaunlech, dass mer bei enger Diskussioun iwwert de Congé sportif elo op eemol bei de Gemengefinanze landen. Ech mengen, do muss een et wierklech wäit hierhuelen, nach méi, wann een déi Beispiller héiert, déi den Här Mischo genannt huet: D'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, d'Stad Diddeleng, déi elo grouss Problemer géife kréien, fir sech do un de Käschte vum Congé sportif vun deene Leit, déi bei hinne schaffen, ze bedeelegen.

Ech wëll just drun erënneren, dass dem Här Mischo seng Gemeng, an ënner anerem och d'Gemeng Diddeleng, wou de Buergermeeschter hei sëtzt, zwee vun de grousse Gewënner ware vun der Gemengefinanzreform. An ech wëll drun erënneren, dass d'Stad Lëtzebuerg menge leschten Informatiounen no Reserven huet vun 1,3 Milliarden. Ech mengen, da kéint se sech ...

(Interruption)

Ech mengen, da kéint se sech ...

(Interruption et hilarité)

... et och an Zukunft erlaben, derfir ze suergen, dass si géifen d'Käschte fir déi Leit, déi bei hinne schaffen an eventuell vum Congé sportif kéinte profitéieren, iwwerhuelen.

Dann huet den Här Roth eppes Richteges gesot: Natierlech muss een ëmmer iwwer alles diskutéiere kënnen an et muss een och kënne Reformen, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, eng Kéier a Fro stellen. Ech wëll just soen, dass duerch d'Gemengefinanzreform insgesamt ronn 100 Millioune pro Joer méi bei d'Gemenge fléissen, wéi dat virdrun de Fall war. Alleguerten déi Problemer, déi eventuell an eenzele Gemenge kënnen entstoen, déi Der opgezielt hutt, déi wären nach vill méi dramatesch, wa mer déi Gemengefinanzreform do net gemaach hätten. An dat wësst Der och alleguerten.

An dann, wann ech elo nolauschteren, héieren ech jo e bëssen aus dem CSV-Walprogramm, dee kënnt, eraus, dass Der dat warscheinlech da wäert an de Walprogramm schreiwen, dass Der eng weider Reform vun de Gemengefinanze wëllt maachen. Ech hoffen, dass Der dat dann och genau wäert libelléieren, wéi Der dat wëllt maachen. Well bei deene verschiddenen an differenzéierten Interêten, déi bei Iech an der Fraktioun sinn, wënschen ech Iech bonne Chance bei deem doten Exercice.

Ech hunn et eng Kéier misse matmaachen, wéi vill Interêten dass ee muss zesummebréngen, fir iwwerhaapt esou eng Gemengereform ze maachen. Ech kann Iech soen, Här Roth, ech hunn och festgestallt, dass meng Virgänger ëmmer vun enger Gemengefinanzreform geschwat hunn, mee ni eng fäerdegbruecht hunn. Ech mat menge Leit am Ministère, wou ech deemools Verantwortung hat, mir hunn zumindest eng fäerdegbruecht, an déi meescht Gemenge sinn dobäi Gewënner, an dat wësst Der och ganz genau. Dofir, wannechgelift, sidd e bësse méi bescheiden, wann Der iwwert dat Theema do schwätzt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

Vote sur la motion 1

Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 23 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

9. 8130 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 8130 iwwert d'Subventioun vum zwielefte Fënnefjoresprogramm vun de sportlechen Ekippementer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Jo, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, ech dierf Iech dann haut de Rapport vum zwielefte Fënnefjoresplang maachen, an dat, well jo den eelefte Fënnefjoresplang den 31. Dezember 2022 ausgelaf ass. Dofir musse mer dann haut en neie stëmmen.

Dëse Plang ass och eng logesch Suite vun dem viregten a soll och d'national Planung an de Sportsinfrastrukture vun de leschte 50 Joer weiderféieren. Mat dësem Projet soll ëmmerhin eng Zomm vu ronn 135 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt ginn. Sou sollten déi nächst fënnef Joer, also bis den 31. Dezember 2027, de Bau vun neie souwéi d'Renovatioun an d'Modernisatioun vu bestoenden Infrastrukturen erméiglecht ginn.

Zur Erënnerung: Am Budgetsgesetz vun 1967 sinn d'Fënnefjorespläng festgehale ginn ënnert der Bezeechnung „Fonds d'équipement sportif national". An och wann dëst Gesetz virgesinn hat, datt dës Pläng sech sollten op 20 Joer limitéieren, ass dëst duerch de Besoin an d'Entwécklungen an der Sportswelt natierlech net méiglech. D'Populatioun vum Sport, professionell oder net, déi sech regional, national a virun allem och international immens duerchgesat a verbreet huet, brauch deen Investissement a soll deen och zougesprach kréien.

Generell kann ee soen, datt d'Fënnefjorespläng sech deem upasse mussen, wat d'Sportswelt brauch. Mir sinn eis alleguerten eens, dass de Sport e wichtege Bestanddeel vun engem gesonde Liewensstil ass, deen an enger gesonder a vitaler Gesellschaft sollt den A an den O sinn. D'kierperlech Aktivitéit muss also eng onëmgänglech Komponent am alldeegleche Liewe ginn, geneesou wéi d'Aarbecht, d'Ausrouen an och d'Fräizäit.

Fir dat Zil ze erreechen, muss een de Sportler an de Sportbegeeschterten och ubidde kënnen, wat si fir hir reegelméisseg Beweegung brauchen. Et muss Ofwiesslung do sinn, et muss och Offer do sinn, verbonne mat Loisir: De gudde Mix mécht et aus. Esou muss een och bannen a baussen eppes virgesinn an dat néidegt Ekippement muss ugepasst ginn. Alles dat huet natierlech e finanziellen Impakt, an dofir ass dann och eng déck Enveloppe virgesinn.

Den 30. Dezember 2022 ass dëst Gesetz vum Sportsminister Georges Engel deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis de 25. Abrëll 2023 eraginn, éier d'Kommissioun de 16. Mee den Avis analyséiert huet an och entspriechend Amendementer adaptéiert huet. Doropshin huet de Staatsrot opgrond vun engem Avis complémentaire den 13. Juni säin Avis eraginn, a schlussendlech huet d'Kommissioun deen Avis an och den Avis vum COSL, deen de 26 Juni erakoum, analyséiert. De Gesetzesprojet ass den 30. Juni an der Sportskommissioun ugeholl ginn.

Dëse Plang ënnerscheet sech vu senge Virgänger, well sech an der Sportswelt esou munches gedoen huet. Um professionelle Plang ass vill geschitt an de leschte Joren, an deem gëtt elo Rechnung gedroen. D'Populatioun hëlt zou an et ass wierklech ze begréissen, dass et méi a méi Demandë gëtt, fir sech sportlech ze aktivéieren. Deemno ginn Infrastrukturen an Ekippementer méi wéi jee gebraucht. 120 Millioune waren et am eelefte Fënnefjoresplang, a virun zéng Joer waren et 100 Milliounen. Et geet deemno konstant an d'Luucht, wat beweist, dass d'Planung sech der Evolutioun vun der Gesellschaft upasst.

Déi finanziell Subventioune ginn de Realisateuren, also den eenzele Bauhäre vun de verschiddene Projeten, accordéiert. Dat kënnen d'Gemenge sinn, d'Gemengesyndikater, d'Sportsorganisatiounen, déi gegeebenefalls sech och mat engem private Promoteur kënnen associéieren. D'Interventiounen aus dem Privatmarché sinn iwwregens wëllkomm, well si méi Erfarung mat komplexe kommerzielle Strukturen hunn, déi ee gutt mam Sport verbanne kann. Bei esou kollaborative Projete kommen Iddien an och Erfarungswäerter aus verschiddene Welten zesummen, fir eppes Flottes auszeschaffen.

Wichteg ze verhale bei de Konditiounen, fir esou eng Subventioun ze kréien, ass, dass ee Sportsprojet muss op engem Terrain gebaut ginn oder an engem Gebai amenagéiert ginn, déi deem Bauhär och gehéieren.

Hëllef bedeit awer och d'Anhale vun Obligatiounen. Do gesäit den Artikel 10 vir, ënner anerem, dass ee Bauhär alles maache muss, fir dat gutt Fonctionnement, den Entretien an eng gutt Iwwerwaachung vun den Infrastrukturen ze garantéieren. D'Gemengen an d'Gemengesyndikater mussen zousätzlech nach d'Infrastrukture prioritär fir Schüler wärend de Schoulstonnen opmaachen.

Dëse Fënnefjoresplang dréint sech, genee wéi dee virdrun, jo ëm déi sportlech Infrastrukturen. An hei gëtt kloer en Ënnerscheed tëschent de Projete vu klengem an deene vu groussem Ausmooss gemaach. Déi vu groussem Aussmooss iwwerschreiden ee Montant vun 12 Milliounen Euro (veuillez lire: vun 2 Milliounen Euro) hors taxes a mussen duerch e groussherzoglecht Reglement festgehale ginn. De Seuil vun 2 Milliounen ass uniformiséiert an applizéiert sech op déi nei wéi och op déi bestoend Strukturen. Fir déi grouss Envergureprojete vu regionalem an nationalem Interêt muss och eng Commission interdépartementale fir sportlech Ekippementer hiren Avis ofginn, éier de Projet ka realiséiert ginn, esou wéi et am Artikel 3 festgehalen ass.

Planifikatioun vun neie Strukturen ass déi eng Saach, mee doriwwer eraus sollen déi bestoend Strukture moderniséiert a renovéiert ginn. Déi staatlech Hëllefe fléissen also och an den Erhalt. Dat, wat déi lescht Jore lokal opgebaut ginn ass, soll an däerf deemno net verschwannen. Och hei gëtt et en Ënnerscheed tëschent de Projeten, wou eng kleng Renovatioun ufält, an deenen, wou Aarbechten a méi engem groussen Ëmfang ufalen. Wéi bei den neie Strukturen ass de Plaffong bei 2 Milliounen ugesat an et muss e groussherzoglecht Reglement alles festhalen.

Den Nowuess gëtt an dësem Fënnefjoresplang awer och net vergiess. D'SEAe (ndlr: Services d'éducation et d'accueil) musse weider amenagéiert ginn. Hei gëtt den eelefte Fënnefjoresplang weidergefouert, fir d'Beweegungszonen auszebauen. Nei Infrastrukturen an och d'Erhale vun de bestoende Substanze sinn, nieft der Schafung vun de Beweegungszonen, déi dräi scho genannt Haaptziler vum virleiende Gesetzesprojet 8130.

Et ass mer elo wichteg, op dat anzegoen, wat wierklech nei ass par rapport zum eelefte Plang.

D'Texter ginn eng éischte Kéier zesummegeféiert. Dat heescht, datt d'Autorisatiounsgesetz dës Kéier d'Modalitéite virgesäit, fir de Plang ëmzesetzen, wat soss ëmmer an engem Reglement stoung.

An dësem Plang ass dorops opgepasst ginn, dass een uniformiséiert Terme benotzt, wat d'Verständnis bei der Lektür natierlech vill méi einfach mécht.

Op Projete vu grousser Envergure sinn ech virdru schonn ze schwätze komm – ech wëll awer drun erënneren, dass dës net esou an de leschte Pläng festgehale waren.

D'Subventioune sinn iwwregens nach ëmmer gestaffelt. Fir déi regional Projete kann den Taux bis zu 50 % sinn, déi de Staat bäisteiert. De Minimum läit bei 35 %. Fir en nationale Projet läit d'Subventioun bei 70 %, wat duerch den nationalen Interêt jo novollzéibar ass. Dës Kategorie vu Projeten ass de sportleche Federatioune virbehalen. An de Staat kann och hei eng Ausnam maachen an d'Subventiounen allongéieren. Esou e Beschloss ka geholl ginn, wann et evident ass, dass eist Land dës Infrastruktur och onbedéngt brauch an, wann déi eege Moyene vun der Federatioun oder der Gemeng net duerginn, fir d'Käschten ze stemmen.

Et ass och wichteg ze verhalen, dass d'staatlech Subventioune cumulabel sinn. Dat heescht, dass se och mat aneren ëffentlechen Aidë kombinéiert kënne ginn. Zum Beispill gi vill Schwämmen och vum Tourismusministère subventionéiert. Hei gräift de Staat de Gemengen deemno kräfteg ënnert d'Äerm an erméiglecht et hinnen, esou wäit wéi méiglech, alles am Sport ze realiséieren, wat si sech virgeholl hunn.

D'Depensë ginn elo déi éischt Kéier an engem Modulatiounssystem festgehalen. Fir all Typ vun Infrastruktur gëtt eng Limitt gesat, fir dass all Partei bei de Subsiden och e besseren Duerchbléck huet. Am eelefte Plang war just fir verschidden Infrastrukturen e Plaffong festgehale ginn. Dat war zum Beispill de Fall fir Multisports-Halen, zoue Schwämmen, Mini-Stadien oder och Beweegungszonen. Fir all aneren Typ war näischt virgesinn.

Elo gesäit den Text e Plaffong fir de „Sportsdeel" fir all Projet vir.

Eng finanziell Hëllef gëtt op Basis vun de Baupräisser, den Honorairen, den Assurancen an den Taxen – an dëst alles zesummen au prorata mat der Vocatioun vum Projet.

Eng wichteg Ännerung gëtt et bei den Ausschléissunge fir d'Berechne vun de Subventiounen. An de viregte Pläng waren d'Buvetten an d'Tribünen ëmmer ausgeschloss. An elo kann een eng Buvette matconsideréieren, wa se net reng kommerziell bedriwwe gëtt. Et sinn awer nach ëmmer ausgeschloss: d'Acquisitioune vun Terrainen oder Immeublen, souwéi d'Demolitiounskäschten – ausser et si bestoend Strukturen –, dann och Gebailechkeeten, déi exklusiv fir Wunnenge geduecht sinn oder déi fir kommerziell Zwecker exploitéiert ginn.

Am Artikel 8 ass da ganz kloer de Prinzipp vum Remboursement vun der Subventioun festgehalen. Een, deen de Projet opgëtt, deen ee Projet ophält oder engem aneren iwwergëtt oder och nach de Projet fundamental verännert, éier den Delai vun 20 Joer ofgelaf ass, muss d'Subventioun un de Staat zréckginn. Et gëllt ze verhënneren, dass ee sech mat Steiergelder beräichert, ouni dat ze realiséieren, wat een eigentlech versprach huet.

Ob se ganz muss zréckbezuelt ginn oder net, hänkt dann erëm vun der Envergure vum Projet a vun der Dauer vu senger Benotzung of. Dat heescht, dass eng Infrastruktur vu grousser Envergure eng Periode de service vun 20 Joer muss hunn, a fir déi aner Strukturen, déi de Krittär net erfëllen, ass et eng Dauer vun zéng Joer. De Sportsminister huet iwwregens d'Méiglechkeet, eng Dispens ze ginn, falls d'Infrastruktur duerch eng Force majeure zerstéiert gi wier.

D'Prozedure ginn an de grousse Linne vum viregte Plang iwwerholl. Verschidde kleng Adaptatioune sollen dem Maître d'ouvrage méi Rigueur a senger Aarbecht ginn.

Zum Rescht vum Projet bleift ze erwänen, dass d'Staatsgelder, fir dëse Projet ëmzesetzen, aus dem Fonds d'équipement sportif national kommen, dee mat Budgetsdotatioune gespeist gëtt.

Nach vläicht e puer Wuert zu den Avisen.

De Comité olympique huet sech a sengem Avis vum 26. Juni 2023 ganz favorabel zu dësem zwielefte Fënnefjoresplang ausgeschwat. Et gëtt insistéiert op d'Wichtegkeet vum Weiderféiere vun de Fënnefjorespläng. Et gëtt och higewisen op de Manktem u Sportsinfrastrukturen a verschiddene Géigende vum Land, souwéi och bei verschiddene Sportaarten. D'Pläng solle weider ëmgesat a weidergefouert ginn, fir d'Sportsentwécklung nëmmen net schleefen ze loossen.

De COSL begréisst, dass d'Buvetten an d'Tribünen elo kënne subventionéiert ginn. Si bemierken awer datt, doduerch, datt déi Projete vu groussem Ausmooss mussen iwwer e groussherzoglecht Reglement festgehale ginn, wuel déi ganz Prozedur méi lues an och méi schwéierfälleg kéint ginn.

Donieft begréisse si, datt d'sportlech Infrastrukture sech op dat Néidegst limitéieren, an ënnersträichen d'Wichtegkeet vun der energeetescher an ekologescher Performance vun all Gebailechkeet.

Ausserdeem soll een och verstäerkt op regional Sportinfrastrukture setze par rapport zu de lokalen. Hei verweise si op den nationale Beachvolley-Terrain zu Biissen an den nationalen Tenniszentrum zu Esch, déi laang an der Diskussioun waren an néideg sinn, fir op där enger Säit de Manktem u Méiglechkeete fir Volleyball ze spillen ze behiewen, an op där anerer Säit dem Tennis e würdegen Zentrum mat den néidege Standarden zur Verfügung ze stellen.

Bei de regionale Projete weise si sech zefridde mat deem, wat an der Planung ass, wéi zum Beispill dem nationale Sportszentrum zu Iechternach, dem Sportskomplex um Mierscher Bierg an dem Sportszentrum zu Stengefort. Déi Projete ginn alleguer a Regiounen ëmgesat, wou e gewësse Manktum un Infrastrukture säit Laangem festgestallt ginn ass.

Et misst een och d'Gestioun vun de Sportzentre verbesseren, fir esou verschidde Problemer ze behiewen, wéi zum Beispill de Manktum u Personal, fir den Encadrement oder fir d'Surveillance vun engem Zentrum oder vun de Sportskomplexer ze assuréieren. Esou kéint een dës Komplexer an Halen iwwer de Weekend an och d'Feierdeeg weider benotzen. Bei all deenen Ariichtunge sollt een awer de Gratiszougang fir d'Sportsfederatiounen an d'Associatiounen net vergiessen.

Den Avis vum Staatsrot vum 25. Abrëll 2023 enthält verschidden Opposition-formellen, op déi ech elo net am Detail aginn. Doriwwer ass vill an enger Kommissiounssëtzung, de 24. Mee, geschwat ginn. Et si gutt Amendementer ausgeschafft ginn, soudass de Staatsrot a sengem zousätzlechen Avis alleguerten d'Oppositioune konnt ophiewen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, Här Minister, ech wéilt ofschléissen an Iech nach eng Kéier soen, dass d'LSAP Verfechter ass an och Vertrieder vun enger verbesserter Sportswelt hei zu Lëtzebuerg, an an deem Sënn wäert meng Fraktioun dëst Gesetz och voll ënnerstëtzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Rapportrice Cécile Hemmen.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee Sport mécht, soll ee genuch drénken. Bei enger Ried iwwer Sportinfrastrukturen dierf een also och e bëssen drénken. D'Madamm Hemmen huet … Merci fir Äre ganz flotten a komplette souwuel mëndleche wéi schréftleche Rapport. Dir hutt eng besser Konditioun wéi ech, Dir hutt emol net missen drénke wärend Ärem Riedmarathon.

Sou. Ech wëll et direkt virewechhuelen: Mir als CSV, mir begréissen, datt mer haut iwwert den zwielefte Fënnefjoresplang fir de Sportsecteur kënnen ofstëmmen. Dëse Programme quinquennal d'infrastructures sportives huet eng laang Traditioun. Dee leschte Programm ass jo Enn leschte Joers ausgelaf an dofir ass et elo richteg a wichteg, datt mer haut iwwer en neie Plang ofstëmmen.

D'Zilsetzung vu de Fënnefjorespläng am Sport huet och net grouss geännert. De Sport ass a bleift e wichtege Pilier vun eisem Land a mir begréissen, datt d'Regierung dësem Wee trei bleift. Dobäi muss souwuel Wäert op de Breedesport geluecht ginn, gradesou op de Leeschtungssport, awer och de Schoulsport dierf net vergiess ginn. Ech ginn elo net op den Effet bénéfique vum Sport an, ech mengen, dat ass an der Vergaangenheet souwuel a Riede wéi a Froen hei genuch gemaach ginn, do si mer eis all der Saach bewosst.

Wat ass nei? D'Madamm Hemmen huet och gesot: 135 Milliounen Euro sinn am neie Sportsplang fir 35 Projeten déi nächst fënnef Joer virgesinn. Par rapport zum leschte Plang, dee bei 120 Millioune fir 36 Projete louch, ass dat also eng kleng Augmentatioun. An am neie Plang bedeelegt sech de Staat da jee no Envergure mat 35 % bis 50 % oder souguer 70 % – wann et en nationale Projet ass – un de Käschte vun de Sportinfrastrukturen. Och d'Dauer, wéi laang se genotzt ginn, spillt eng Roll.

Mir begréissen et, datt nieft de Sportinfrastrukture selwer elo och aner Strukturen, déi indirekt bezéiungsweis direkt eppes mam Sport ze dinn hunn, wéi zum Beispill d'Tribünen oder d'Buvetten, kënne vun den Aidë profitéieren. De Sportminister an ech, mir hu bestëmmt schonn den een oder anere flotte Moment zu Zolwer oder zu Stadbriedemes an der Buvette vun enger Basketshal verbruecht an dofir weess een, dass dat net nëmmen e ganz conviviale Moment ass, mee datt dat och e wichtege Moment ass fir d'Veräiner, well domadder ënnerstëtzt een och de Benevolat. Wann d'Leit laang an enger Buvette hänkebleiwen, da gëtt domadder d'Keess vum Veräi gefëllt. Et si ganz vill …

Une voix | Merci fir Ären Engagement!

M. Max Hengel (CSV) | Dat waren net nëmme mir zwee! Ech mengen, dat ass … Wann d'Veräiner déi Méiglechkeeten hunn, dann, wéi gesot, hëlleft een domadder all deene Benevollen, déi vill Stonnen an hire Veräiner schaffen, an domadder ginn déi och ënnerstëtzt.

Gradesou hëllefräich ass et och a mengen Aen, datt zum Beispill nach Reuniounssäll oder och Büroe subventionéiert ginn, well, ech mengen, mir sinn eis bewosst, eis Veräiner sinn zwar ASBLen, mee wann ee kuckt, wourëms et geet a wéi vill Finanze se geréiere mussen, sinn et kleng bis mëttelgrouss Entreprisen, an déi brauchen och eng Plaz, wou se hir administrativ Aarbecht kënne maachen, hir Dokumenter kënne stockéieren an och sech einfach emol kënnen zesummesetzen.

Ech drénken elo mol nach eng Kéier.

Ech ginn och gären op ee Projet an, deen elo subventionéiert gëtt a wou souwuel d'Sportaart selwer wéi och d'Tribün fir bis zu 1.000 Leit gefërdert ginn. An och hei si Synergië gebündelt, fir datt souwuel den Tennis Club Esch wéi och d'FLT d'Tennishale kënnen notzen. Heizou huet mäi Kolleeg Georges Mischo am „Wort" emol gesot: „Die Infrastruktur des TC Esch datiert noch von 1978. Das CNT wurde 1991 eröffnet. Beides ist nicht mehr zeitgemäß. Ich selbst bin mit der Bitte um die Integration des TC Esch in das Gesamtprojet an den damaligen Sportminister Dan Kersch herangetreten. Der sah den Sinn und Zweck ebenfalls. Wir sind froh, dass das jetzt so geklappt hat. Infrastrukturen sollen und können geteilt werden. Das hilft unter dem Strich jedem." Ech mengen, dat ass absolutt richteg, an ech mengen, sou musse mer do och virgoen.

Wat feelt elo oder wat hätt ee kënnen änneren? An der Annex vun der Fiche financière ware potenziell Projeten opgelëscht, déi elo potenziell kënne subventionéiert ginn. Do ass awer eng gewësse Rigiditéit. Ech mengen, wat wär elo zum Beispill, wa mer an zwee Joer e grousse Champion am Tuermsprangen hätten – fir net eng aner Sportaart ze huelen, ech weess et net –, doduerch géifen da vläicht vill Jonker deem wëllen noäiferen, dann hätte mer awer net déi Infrastrukturen. An da kann een net esou séier vläicht enger Demande nokommen.

Et gëtt ee Beispill, dofir soen ech dat elo, wou mer och rezent hei driwwer geschwat hunn, nämlech am eelefte Fënnefjoresplang fir den Tourismussecteur, do gëtt et keng Lëscht méi vu Projeten, déi per Règlement grand-ducal festgehale gëtt, mee u sech ass all Projet, deen d'Krittären erfëllt, eligibel, fir subventionéiert ze ginn. Dëst huet de Virdeel, datt een u sech eng gewëss Flexibilitéit huet, falls do géife méi

kuerzfristeg Demandë kommen. Dofir wollt ech d'Fro stellen: Ass vläicht ugeduecht, datt een esou eppes och eng Kéier kéint am Sportberäich maachen, esou eppes Änleches? Do kënne mer herno dann driwwer schwätzen.

E weidere klenge Kritickpunkt ass deen, datt d'Verbänn net an d'Diskussioune vun de Projeten agebonne waren. Sou beschwéiert sech de President vum Schwammverband an der Press iwwert d'Tatsaach, dass „in meinen Augen hätten wir als Schwimmverband in die Diskussionen eingebunden werden müssen. Drei 25-Meter-Becken im Süden des Landes zu bauen, ist schön und gut. Grundsätzlich sind wir glücklich über jede neue Möglichkeit, welche die Bevölkerung bekommt, um dem Schwimmsport nachzugehen. Aber wir benötigen ein 50-Meter-Becken vor Ort. Die Sportler aus dem Süden – dort haben wir die meisten Lizenzen – müssen alle in die Coque. Das ist umständlich. Lasst uns also ein solches bauen, gerne auch mit hochfahrbahrer Trennmauer", an esou weider.

Ech mengen, d'Fro ass – wourop ech eraus wëll –: Firwat gouf net mat alle betraffene Federatioune geschwat, éier déi Lëscht finaliséiert gouf respektiv wat kann een do vläicht an Zukunft besser maachen?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll just ganz kuerz op dëser Plaz op e puer Projeten agoen, déi op där besoter Lëscht sti vun de potenziell finanzéierbare Projeten. An ech fänken do gär mam neie Centre sportif zu Iechternach un, wou eng Sportshal an eng Piscine sollen entstoen. Dëse Projet huet schonn e bësse méi e laange Baart. Initial war d'Sportshal un e Masterplang aus dem Joer 2015 gekoppelt an do si scho verschidde Phase realiséiert: d'Sportshal vum Lycée, d'Heizzentral an déi nei Schoul. E Parkhaus gëtt am Moment gebaut an d'Demolitioun vun der aler Primärschoul soll geschwënn ufänken.

Et ass awer do en neie Moment entstanen duerch dat historescht Héichwaasser 2021, an déi politesch Responsabel, déi si mat anere Froe konfrontéiert ginn. Wann an 10 bis 15 Joer nach eng Kéier esou en Héichwaasser géif kommen, steet dann d'Witry-Schoul – dat ass déi e bësse méi „nei" Schoul – dann och nees ënner Waasser? Et wär also am Interêt vun der Saach, e méi nohaltege Projet ze entwéckelen, wou de ganzen, de ganze Campus méi heichwaassergeschützt gestalt wier.

De Projet Schoul & Sport gouf dowéinst an de leschte Méint ganz seriö ënnert d'Lupp geholl vun de Gemengeresponsabelen an de Campus soll méi eng nohalteg Nues kréien. Well d'Sportshal awer hannert d'Orangerie soll hikommen, dat e Monument national classé ass, muss d'Kulturministesch hire Feu vert ginn, an duerfir gouf och eng Entrevue gefrot. Dës gouf awer leider refuséiert an et gouf direkt en negativen Avis.

Ech mengen, fir dëse Projet ze realiséieren, ass et e gutt Beispill, datt all déi concernéiert Acteure sech mussen zesummen un en Dësch setzen a seriö driwwer diskutéieren, fir datt wierklech eppes Nohalteges kann entstoen, well d'Veräiner sinn op gutt Infrastrukturen ugewisen a virun allem d'Schwamminfrastrukture si souwisou plazeweis am Land hei relativ problematesch. Woumadder ech dann och de Bou spanen op den zweete Projet, op deen ech kuerz aginn, nämlech d'Renovatioun vun der Sportshal zu Buer, déi eeben och Affer vun den Iwwerschwemmunge gi war.

Dowéinst ass et och hei wichteg, déi Renovatioun esou resilient wéi méiglech ze bauen, fir datt déi Infrastrukture beschtméiglech géint Naturkatastrophe geschützt sinn. Problematesch bleift awer – an domadder sinn ech erëm bei der Piscine zu Iechternach –, datt all d'Schwämmen an der Ëmgéigend vun der Gemeng Rouspert-Mompech am Moment net accessibel sinn an datt dowéinst kee Kand aus der Gemeng am Moment Schoulschwammen huet. Ech mengen, hei muss ganz dréngend eng Léisung fonnt ginn, well et ass imminent wichteg, datt d'Kanner am Fondamental schwamme léieren.

Fir dann op e leschte Projet, deen och am schéinen Osten ass, kuerz anzegoen: Dat ass déi Iniativ vun engem neien Hall omnisports zu Réimech. Och am Kanton Réimech gëtt et ganz vill aktiv Veräiner an d'Demande fir weider Halecapacitéiten ass grouss, soudatt dëse Projet och ze begréissen ass.

Ofschléissend ginn ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. D'Plus-value vum Sport fir eis Gesellschaft, ech mengen, déi steet ausser Fro. Nodeems mer virdrun eng däitlech Verbesserung vum organisatoresche Kader an der Sportswelt debattéiert an och gestëmmt hunn, komme mer elo zu engem ganz aneren Aspekt vun der Sportspolitick: eise sportlech Infrastrukturen.

Ouni adequat Infrastrukture kann ee weeder sportlech Ziler nach regulär Beweegungserzéiung erreechen. Dofir ass et och net onwichteg, dass e Fënnefjoresplang am Sport reegelméisseg hei an der Chamber debattéiert gëtt an och d'Vue op eng Zukunftspist am Sport zu Lëtzebuerg skizzéiert gëtt.

An engem Ëmfeld, wou d'Populatioun wiisst, dat queesch duerch d'Land, mussen och eis Infrastrukturen am Sport weider adaptéiert ginn, dat net just am Kader vu Medailen, vu Weltrekorder, mee ganz besonnesch fir eis Beweegungserzéiung, fir eis jonk Talenter, fir eis national Federatiounen, awer och fir eis Veräiner um lokale Plang. Si brauchen, fir hir Aarbecht kënnen ze erfëllen, Infrastrukturen. An deem Kontext ass den Ausbau an d'Developpement vun enger Panoplie vu Sportinfrastrukturen, déi dem Populatiounswuesstum vun deene leschte Jore Rechnung droen, onëmgänglech.

Här President, als Demokratesch Partei begréisse mer ausdrécklech déi Efforten, déi zënter 1968 am Kader vun den eelef Programme-quinquennalle fir Sportinfrastrukturen hei am Land ënnerholl gi sinn. Ech wëll op dëser Plaz déi absolutt Necessitéit fir dës Moossnamen opgrond vun der demografescher Entwécklung vun eisem Land iwwert déi lescht Joren an déi bewise Virdeeler vun der sportlecher Aktivitéit fir d'ganz Bevëlkerung a puncto kierperlech a mental Gesondheet a sozial Kohäsioun ënnersträichen.

Mam haitege Vott vum zwielefte Programme quinquennal fir Sportinfrastrukture wëlle mir dësen ageschloene Wee iwwert déi lescht Joerzéngte konsequent weiderdreiwen an de Lëtzebuerger Sport och weider stäerken. Mam Ausbau an Developpement vun enger Panoplie vu Sportinfrastrukturen, zemools fir Sportaarten an och Regioune vum Land, déi iwwert déi lescht Jore vläicht éischter manner gutt ewechkomm sinn, setze mer haut e wichtegt Zeechen. Ech denken hei um regionalen Niveau ënner anerem un den Iechternacher Sportzentrum, de Sportkomplex um Mierscher Bierg an de Sportzenter zu Stengefort, Regiounen, déi eng Zäitche schonn eng gréisser Nofro u Sportinfrastrukturen hunn.

Ervirsträiche wëll ech bei de Projets d'envergure nationale oder souguer internationale awer virun allem och d'Wichtegkeet vum nationale Beachvolleyballzenter zu Biissen an natierlech och vum nationalen Tenniszenter, dee schonn e puermol elo erwäänt ginn ass, zu Esch; zwee Projeten, déi net eréischt säit gëschter diskutéiert ginn an déi och absolutt néideg sinn.

D'Volleyballfederatioun kritt endlech hiren éischten eegenen adequaten nationalen Zenter zur Verfügung gestallt, eng Infrastruktur, déi ideal Trainingskonditiounen erméiglecht an der grousser Nofro och gerecht gëtt.

Anerersäits – an dann dinn ech eng Kéier ganz kuerz d'Kap vum FLT-President un – begréissen ech et natierlech ausdrécklech, dass den nationalen Tenniszenter zu Esch moderniséiert an och ausgebaut gëtt. En Tenniskomplex, deen an noer Zukunft sengem Numm dann och all Éier wäert maachen. E modernen, adequate Site, deen den haitegen Ufuerderungen, national an och international, wäert entspriechen.

Här President, ech sinn elo gewollt net an den Detail vun all de Sportinfrastrukturprojeten agaangen. Op dëser Plaz wichteg ze soen ass mer awer, dass mer mat ongefëier 135 Milliounen Euro – 135 Milliounen Euro! – e considerabele Montant iwwert déi nächst fënnef Joer an d'Hand huelen, fir nei Sportinfrastrukturen ze schafen an och bestoend Infrastrukturen ze renovéieren, ze moderniséieren an auszebauen. Tatkräfteg Investissementer an de Lëtzebuerger Sport mat ronn 12,5 % méi par rapport zum leschte Programme quinquennal!

An deem Kontext ginn ech och net midd ze betounen: Fir de Stellewäert vum Sport an der Gesellschaft weider ze förderen an och fir d'Ëmsetzung vu professionaliséierte Strukturen ëmzesetzen, muss een als Gesellschaft dann och bereet sinn, de Budget – dat Stéck Kuch also vum Sportsbudget – an den nächste Jore schrëttweis ze erhéijen. An ech bleiwen och derbäi: D'Zil vun 1 % vum Staatsbudget am Beräich Sport unzestriewen, ass a bleift en Zil, wat mer eis als Demokratesch Partei solle setzen a wat mer eis och als Land solle setzen!

De COSL, d'Verbänn, am Endeffekt d'Veräiner an d'Sportler alleguer sollten eis dat einfach wäert sinn. Fir mech ass dat op jidde Fall näischt ze vill Ambitiéises! Déi ronn 120.000 Leit am Land, déi Sport maachen, all eis Kanner, déi vun enger gudder Beweegungserzéiung bis spéit an hirem Liewe profitéieren, déi ronn Zéngdausende Leit, déi Woch fir Woch hire Sport wëllen assuréiert hunn, an am Endeffekt d'Chance, als klengt Land och weider op internationalem Plang kënne matzehalen. Lëtzebuerg als kleng Sportnatioun, wou mir all houfreg kënnen drop sinn: Fir mech ass dat en Zil, wat mir als Gesellschaft verdéngt hunn a wat eis d'Gesondheet vun de Leit och soll wäert sinn. Ech widderhuelen et gär: All Euro, dee mir an de Sport investéieren, ass en Invest an d'Zukunft vun eis alleguerten, jo, en Invest an d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft.

Här President, d'Wichtegkeet vun de Sportinfrastrukturen uechtert d'Land hat ech d'lescht Joer schonn an enger Question parlementaire an och an der rezenter Interpellatioun iwwert de Sport zur Diskussioun bruecht. Jo, mir brauche méi Plazen, fir Sport kënnen ze praktizéieren. Egal mat wéi enger Federatioun oder och mat wéi engem Veräin, mat wéi engen Dirigeanten ee schwätzt, et héiert ee gréisstendeels, dass et e Manktem u Sportinfrastrukture gëtt. Net dass guer keng bäikéimen, mee dass et par rapport zum Besoin vun der wuessender Populatioun ganz oft ganz enk gëtt.

An deem Kontext hat ech ewell op dëser Plaz am Kader vun der Diskussioun ëm de leschte Fënnefjoresplang suggeréiert, dass een och vläicht an der Subventiounspolitick kéint nach weider nei Weeër goen. Dat ass jo och deelweis geschitt, mee et kéint ee sech vläicht virstellen, weider Incentiven ze setzen – nach eng Kéier e Beispill –: Wann ee sportaarteniwwergräifend baut, zum Beispill eng klassesch Indoorsportshal, an niewendrun direkt nach eng Infrastruktur, zum Beispill fir Beachvolleyball, dass dann d'Subventiounen och kéinten däitlech méi héich vum Sportsministère ugesat ginn.

Firwat? Ganz einfach aus der Grondiwwerleeung, dass mir u sech méi Sportinfrastrukturen uechtert d'Land brauchen, dass mir awer och oft net genuch Synergië sichen. Zum Beispill kéint ee jo Raim allgemeng an der Hal oder Vestiairen oder och Buvettë weider zesummen notzen an d'Gemenge wären an deem Kontext sécherlech och méi staark nach drun interesséiert, en Invest virzehuelen, wann een duerch esou Synergië verbessert Subsiden an Aussiicht kéint gestallt kréien.

Haut ass de klassesche Subsidemodell fir d'Sportinfrastrukture jo lokal, regional an dann och national definéiert. An Zukunft kéint ee sech virstellen, dass een eppes derbäisetzt: Ass d'Infrastruktur just fir eng Sportaart oder gi Synergië fir méi Sportaarte gesicht? Awer dann, ënnersträichen ech, muss een natierlech och méi Sportsfläch kreéieren. Et geet net duer, dass ee seet: „Majo, déi do Hal, do setze mer elo de Basketball an de Volleyball dran an dann hu mer méi Sportaarten." Nee, et ass schonn esou geduecht, dass ee misst méi Sportsfläch kreéieren, fir dann och méi Subsiden ze kréien.

Dat wär menger Meenung no eng interessant Pist a kéint nei Weeër opmaachen, fir verschidde Problemer un der Wuerzel unzepaken, well um Enn vum Dag hätte mer méi Sportflächen, wou Kanner an Erwuessener an de Veräiner hirem Sport kéinten aktiv nogoen, an d'Sportsfläche géifen ouni Zweifel och nach méi vun Acteure genotzt ginn, a mir hätten d'Gemengen, déi sech net géife Froe stellen, ob se da weider an de Sport kéinten investéieren, well se jo méi Ënnerstëtzung géife kréien, wa se méi Infrastruktur am Sport géife schafen, a mer kéimen och net méi zu esou engem Duell vum Här Kersch mam Här Roth iwwert d'Gemengefinanzen. Mee dat hei wär dann eppes ganz Konkreetes, wou mer vum Sportsministère méi Subside géife kréien, wa mer méi Sportsfläche kreéieren. Et wär also – kommt, mir bleiwen am Sport – eng Win-win-win-Situatioun fir de Lëtzebuerger Sport, mam Resultat: méi Sportinfrastrukturen uechtert d'ganzt Land!

Eng Fro, déi och ëmmer nees opkënnt an déi och de Mëtten elo schonn zweemol gestallt ginn ass: Wéi ass et, wann eng Naturkatastroph wéi Héichwaasser ass oder geschitt oder eng aner geschitt? An déi Fro huet d'Carole Hartmann, meng Fraktiounskolleegin, jo och schonn an der Kommissioun gestallt. Et ass, mengen ech, wichteg ze betounen, Här Minister, dass een och fir esou provisoresch Infrastrukturen, déi wéinst enger Katastroph hu missen erriicht ginn, Subside ka kréien, well ech mengen, dat interesséiert ganz besonnesch esou Gemengen, déi da betraff sinn, déi och drop ugewise sinn, fir weider Infrastrukture fir déi nächst Joren ze hunn.

Här President, d'Demande fir eng gréisser Offer u Sportinfrastrukturen hei zu Lëtzebuerg ass déi logesch Konsequenz vun engem konsequente Bevëlkerungswuesstum an der Entwécklung vun neie Sportaarten iwwert déi lescht Joren.

Gläichzäiteg ass festzehalen, dass sech de Leeschtungssport an de meeschten Disziplinnen professionaliséiert huet a Kompetitiounen op internationalem Niveau modern a adequat Infrastrukturen an Ekippementer viraussetzen.

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir dësen zwielefte Programme quinquennal fir Sportinfrastrukturen ausdrécklech. Ech soen zum Schluss nach Merci der Madamm Rapportrice fir de schréftlechen a mëndleche Rapport, ginn heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Claude Lamberty. An den nächsten ageschriwwene Rieder ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Sportsminister, ech stoung elo schonn e puermol hei um Riednerpult, wou ech d'Chance hat, duerfen iwwer Sport ze schwätzen – iwwert de Schoulsport, iwwer Chancëgläichheet am Sport, iwwer Inklusioun duerch de Sport oder iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuerger Sport. All dës Sujete sinn awer just méiglech an ëmsetzbar, wa mer och passend Sportsinfrastrukturen unzebidden hunn. Haut schwätze mer also iwwert den zwielefte Fënnefjoresplang fir Sportinfrastrukture respektiv stëmme mer doriwwer of.

Ouni elo déi 35 Projeten eenzel opzezielen, gëtt mer dës Interventioun d'Geleeënheet, och nach emol iwwert d'Wichtegkeet vum Sport ze schwätzen a virun allem awer doriwwer, wisou et dann esou wichteg ass, d'Investitiounen an de Sport respektiv an d'Sportinfrastrukturen héich ze halen.

De Wuesstum vun eiser Populatioun ass eng Tatsaach, an deementspriechend mussen och parallell d'Investitiounen an d'Sportméiglechkeete weider an d'Luucht goen. Géif dëst vernoléissegt ginn, dann hätte mer natierlech drastesch Konsequenze fir eis Kanner an och fir d'Veräiner. Als Éischt awer nach e grousse Merci un d'Rapportrice Cécile Hemmen fir hire gudde schréftlechen an och detailléierte mëndleche Rapport.

Et kann een net dacks genuch ervirhiewen, wéi eminent wichteg sportlech Aktivitéite fir Kierper a Geescht sinn. Déi positiv Auswierkunge vum Sport zéie sech duerch all Beräicher vun eiser Gesellschaft, sief et Gesondheet a Preventioun, Spaass a Freed, Erausfuerderungen, géigesäitege Respekt, Frëndschaften a Solidaritéit oder d'Satisfaktioun, sech fir eng sënnvoll Saach anzesetzen.

An awer ass eng vun de gréissten Erausfuerderunge vum 21. Joerhonnert de Beweegungsmangel an eiser Gesellschaft, dee considerabel Konsequenzen op d'Wuelbefannen, mee virun allem op d'Gesondheet vun de Mënschen huet. Dat ka vu chroneschen Erkrankungen iwwer Häerz-Kreeslaf-Erkrankungen, Diabetes, Obesitéit bis hin zu mentale Problemer wéi zum Beispill Depressioune goen. Dofir, wéi ech et virdru scho gesot hunn: Den Invest an de Sport souwéi a sportlech Infrastrukturen ass immens wichteg. All Euro, deen an de Sport investéiert gëtt, ass en Euro, deen zu enger méi gesonder Gesellschaft bäidréit.

Wéi schonn e puermol elo haut erwäänt, schwätze mer bei dësem Projet de loi vun enger Enveloppe budgétaire vun 135 Milliounen Euro, wat e Plus vun 12,5 % par rapport zum eelefte Fënnefjoresplang ass. Dës Sportinfrastrukture solle virun allem funktional, sécher, fir jiddereen zougänglech, qualitativ héichwäerteg, effizient an natierlech nohalteg gebaut ginn. Keen huet eppes dervun, wann d'Infrastruktur vill kascht, mee se duerno net effikass ass.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dësem Kontext hat de COSL a sengem Avis jo och als Uleies, datt d'Performances énergétiques an écologiques vun de Gebaier optimal solle sinn. Sou kéint een och laangfristeg vu bedeitenden Aspuerunge profitéieren.

Eng weider Propos, déi aus dem Avis vum COSL ervirgeet, ass déi vun engem Cahier des charges type. Hei ass ënner anerem d'Iddi, fir eventuell Konstruktiounsfeeler fréizäiteg ze detektéieren, soudatt déi multifunktionell Konzeptioun vun engem Sportkomplex assuréiert ass an d'sportlech Disziplinnen op e Maximum an ënnert de beschte Konditiounen – sief et puncto Sécherheet, Gesondheet oder Protektioun vun eisem Environnement – kënne praktizéiert ginn. Da soll de Cahier des charges type regional Sportkomplexer par rapport zu lokale Sportinfrastrukture favoriséieren, wuel wëssend, datt dëst och méi interessant fir Gemengen ass, well ee bei engem regionale Projet 50 % Subventioune kritt a bei engem lokale Projet normalerweis just 35 % Subventionnement.

An der Lëscht vun de Projete fënnt een eng Rei Multisporthalen erëm. Dat sinn a mengen Ae ganz sënnvoll Projeten, well se eng ganz Panoplie vu sportlechen Aktivitéiten erlaben, dem Schoul-, Veräins- a Fräizäitsport vill Opportunitéite bidden an net just enger begrenzter Zuel vu Sportler a Sportlerinnen zeguttkommen. Duerch den Ausbau vun de verschiddene Sportinfrastrukturen, vun den Outdoorterrainen, de Schwämmen an den Hale gëtt also automatesch och de Breedesport ënnerstëtzt a gefërdert.

Och ervirzehiewen ass, datt dëse Fënnefjoresplang, grad wéi säi Virgänger, net just op Leeschtungs-, Kompetitiouns- a Breedesport ausgeriicht ass, mee e besonneschen Akzent op d'Beweegung an op d'Motricitéit vun de Kanner leet. Wéi meng Fraktiounskolleegin, d'Josée Lorsché, et schonn 2018 gesot huet: „Et ass do, wou dat natierlecht Bedürfnis, sech ze beweegen, am gréissten ass, an et ass och do, wou d'Freed un der Beweegung nohalteg an engem Mënsch verankert ka ginn."

Besonnesch am klengen Alter huet d'Motorik an déi fräi Form vu Beweegung eng grouss Wierkung, well se déi ganzheetlech an autonom Entwécklung vun de Kanner fërdert. Se stäerkt och net nëmmen de Kierper an d'Kierpergefill, se stäerkt och d'Selbstvertraue vun de Kanner – e ganz wichtegen Atout haut an eisen Zäiten, wou ee permanent an iwwerall, virun allem duerch Social Media, exposéiert ass a verschwomme Realitéite virgelieft kritt – a féiert derzou, datt se schonn am klengen Alter eng positiv Bezéiung zu sech selwer entwéckelen an domat och zu hirem Kierper. Et ass bewisen, datt reegelméisseg a villfälteg, villsäiteg Beweegung och d'emotional Intelligenz fërdert a souguer e positiven Afloss op d'Konzentratiouns- a Léierfäegkeet huet.

Dës Beweegungsraim, also d'Zones de motricité, sinn also super wichteg Lieux de rencontre fir eis Kanner, fir sech och selbstänneg a jee no Loscht a Laun ze beweegen an d'Motorik ze erweideren. Allerdéngs – an och dorop ass d'Josée Lorsché beim leschte Fënnefjoresplang schonn agaangen –: Keng Konstruktioun kann e Bam ersetzen, op deen ee klëmmt, oder eng Wiss, an déi ee spréngt, oder e Fiels, deen een eropklëmmt. Spillen a beweegen dobaussen an der frëscher Loft, an der Natur, am Bësch stäerkt nämlecht net just d'Motricitéit, mee och d'Kreativitéit an d'Virstellungskraaft. En plus huet de Kontakt mat der Natur positiv Auswierkungen op dat emotionaalt Wuelbefannen, net just bei de Kanner, mee bei all Mënsch.

Da géif ech nach gäre kuerz op de soziale Volet vum Sport agoen. Sport huet déi eenzegaarteg Fäegkeet, sproochlech, kulturell a sozial Barriären ze iwwerwannen, a mécht sech esou zu enger idealer Plattform vun Inklusioun an Integratioun. Sport bréngt Mënschen zesummen, onofhängeg vun hirer Originn, vun hiren Iwwerzeegungen, hirem Geschlecht oder Alter. Sport huet deemno e staarkt soziaalt Potenzial a kann eist gesellschaftlecht Zesummeliewe stäerken.

Wéi scho gesot, wäert ech elo net op déi 35 verschidde Projeten agoen. Ech géif just ganz gär den Hall omnisport mat senger Schwämm zu Iechternach an d'Sportshal zu Rouspert-Mompech extra ernimmen, wéi de Max Hengel et och scho gemaach huet; zwou Sportinfrastrukturen, déi ganz schrecklech Schied am Kader vun de schlëmmen Iwwerschwemmunge vu viru genee zwee Joer mat sech gedroen hunn. D'Schoulkanner souwéi d'Veräiner ware vun haut op muer an enger ganz schwéierer Situatioun, well den Accès zu hire gewinnte sportlechen Aktivitéiten net méi méiglech war.

E grousse Problem ass virun allem d'Schwämm, déi net méi accessibel war an ass, well et net vill adequat Ersatzméiglechkeeten an der Regioun gëtt. Déi nei Sportshal zu Iechternach ass och nach Zukunftsmusek, mee hei ginn aktuell alt provisoresch Alternativen ugebueden. Hei eng Fro un de Minister, ob dës Projeten eventuell eng gewësse Prioritéit hunn. An hutt Dir Kenntnis driwwer, ob déi provisoresch Léisunge gutt funktionéieren a wou nach eventuell Defizitter sinn?

Ofschléissend géif ech nach gären op d'wirtschaftlech Effeten agoen. Investiounen an de Sport a seng Infrastrukture kënne considerabel wirtschaftlech Virdeeler mat sech bréngen. Héichwäerteg Sportinfrastrukture kënnen zum Beispill derzou bäidroen, datt eng Stad oder och d'Lëtzebuerger Land selwer als sougenannten „Austragungsort" vun nationalen oder internationale Kompetitiounen ausgewielt gëtt. Sou en Event zitt Touristen a Visiteuren un, Athleeten an Athleetinnen natierlech, an d'Medienopmierksamkeet ass och net ze ënnerschätzen.

Eng aner Konsequenz vu flotten, héichwäertege Sportinfrastrukturen ass de Sporttourismus. Dat heescht, datt Mënsche bewosst eng Regioun eraussichen, fir Vakanz ze maachen, wa se wëssen, datt se do och Padel oder Tennis spille kënnen, klotere goe kënnen, flott schwammen a Vëlo fueren oder Beachvolleyball spille kënnen.

Heimat géif ech dann och gären ofschléissen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an natierlech ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Do ass ewell villes dra gesot ginn. Haut debattéiere mer iwwert den zwielefte Fënnefjoresplang. Dës Initiativ vun de Fënnefjorespläng am Sport geet schonn op d'Joer 1968 zeréck, wat am Prinzipp ze begréissen ass. Domadder weess dann all Gemeng, ier se Infrastrukture plangt oder renovéiert, wat se finanziell ze erwaarden huet.

Wéinst dem Wuesstum vun der Bevëlkerung an dem Fortschrëtt an de Sportsdisziplinnen – Dir wësst alleguerten, datt d'Welt net stoe bleift – ass och ëmmer permanent e Besoin do. Un den Infrastrukturen ze schaffen, ass eng logesch Konsequenz.

Nei bei dësem Fënnefjoresplang ass och, datt och d'Buvetten an d'Tribüne kënne subsidiéiert ginn, wat jo och zum Beräich Sport gehéiert. Begréissen di mer dann och déi eenzel Saachen, déi hei elo an dësem Gesetz virgesi sinn, déi iwwert d'Land verdeelt sinn, a wou dann och zwou Gemenge sech kënne do zesummendinn, fir dat eent oder anert ze organiséieren.

Erlaabt mer awer vläicht, e puer Gedanke mat op de Wee ze gi fir d'Zukunft. Ech mengen, ech brauch elo net méi vun den Infrastrukturen ze schwätzen, mee wichteg wär et menger Meenung no och, datt mer déi villfälteg Sportaarten an de Regiounen abannen. Quitte datt dat hei eng Saach ass vun de Gemengen, déi kucken dat no de Besoine vun hire Leit, mee heiansdo ass de Besoin vläicht regional anescht unzedenke wéi anerer op anere Plazen. Ech denken do zum Beispill un d'Bouschéissen. Beim Bouschéissen huet een allgemeng nëmmen e puer Leit, déi dat wëlle bedreiwen, mee wann een awer d'Regioun kuckt, huet een do awer vläicht e Besoin, wou een eng Kéier misst kucken, wéi een déi Problematik do géif upaken.

An dann och nach ..., et ass jo kloer, datt déi Infrastrukture sollen a musse genotzt ginn, mee – ech mengen, den Här Minister hat et an deem Gesetz virdru gesot – nei Sportsveräiner si quasi op null, obschonn datt mer e stramme Wuesstum am Land hunn. Do muss mer onbedéngt dru schaffen, well et muss ee jo wëssen, wat ... Ech gesinn et bei eis am Wëntger Fussball, wou mer dann elo quasi op zwee, dräi Joer gekuckt 200 Lizenze méi hunn. Da brauche mer och méi Infrastrukturen, déi mer awer net hunn, an eis Gemengen hunn och d'Finanzen net, fir nei Infrastrukturen ze schafen. Do muss een da kucken, wéi een deem gerecht gëtt. Ech mengen, dorobber muss een oppassen. Hätt een awer vläicht an der Regioun méi Veräiner, kéint een dat op méi Schëlleren opdeelen.

An dann, erlaabt mer nach vläicht zum Schluss: No der sportlecher Karriär ass et och wichteg, datt mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, och ouni Veräin nach kënne Sport ze maachen. Well, ech mengen, Dir wësst et alleguerten: Déi meescht maache Sport bis 30, 35 an och nach 40 Joer, an dann op eemol kënnt e Lach, wou se dann hirem Hobby net méi kënnen esou nogoen, wéi et misst sinn. An ech mengen, do misste mer eng Campagne starten, fir dat och ze maachen, speziell bei de Gemengen. Do gëtt et heiansdo esou kleng Ecker ..., mir haten ëmmer bei eis an der Gemeng, „e rouden Terrain" hu mer et genannt – et huet och näischt mat politeschem Spill ze dinn, dat gouf ëmmer esou genannt – an do war dann am Fong geholl ëmmer eng Méiglechkeet, datt d'Leit sech konnten an hirer Fräizäit, wann ech emol sou däerf soen, austoben. Dat ass elo alles net méi ginn an am Fong geholl misst ee sech do Gedanke maachen.

Dat wier dann och de Breedesport, dee misst een an allen Altersklasse propagéieren. Dëst ass e wichtege Bestandeel vun enger gudder Gesondheet an hëlleft besonnesch bei villen Zivilisatiounskrankheeten. Breedesport ass och e gutt Mëttel, fir d'Integratioun vun auslännesche Matbierger ze erliichteren an d'sozial Kohäsioun ze stäerken. Ech hat scho virdru gesot, doriwwer misste mer eis eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer do deene Leit kënnen an Zukunft entgéintkommen, fir do déi Infrastrukturen ze schafen, déi d'Leit sou brauchen. Et steet zwar am Gesetz – an ech wëll nach domadder schléissen –, datt fir de Loisir, fir de Fräizäitsport, sollen d'Sportshale reservéiert sinn, mee ech hat et virdru gesot: Et ass onméiglech, déi Sportshalen all ze reservéieren. Deemno wat fir e Weekend et ass, ass ee voll mat Sport belaascht. Dann ass et am Fong geholl onméiglech, de Loisir eranzehuelen. An deem Sënn solle mer eis emol Gedanke maachen, wéi mer dat kënnen an Zukunft verbesseren am Sënn vum Sport a vun der Gesondheet vun de Leit.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, an e grousse Merci un d'Rapportrice vun dësem Gesetz. Modern an accessibel Sportinfrastrukturen, déi dem Besoin entspriechen a geografesch sënnvoll verdeelt sinn, gehéiere fir eis zu der Basisinfrastruktur a si soumat och vu grousser Wichtegkeet. Deementspriechend ënnerstëtze mir och d'Investitiounen, déi de Staat an dës Infrastrukture stécht, a fannen de Schlëssel mat de verschiddenen Tauxen, deen hei virgesinn ass, och adaptéiert.

D'Enveloppe vun 135 Milliounen Euro ass par rapport zu dem leschte Fënnefjoresplang zwar ëm 15 Milliounen eropgaaangen, mee et muss een natierlech bedenken, dass d'Präisdeierecht dës Augmentatioun komplett opfrësst, wann et net esouguer esou ass, dass de Budget präisberengegt fir déi kommend Jore méi déif ass wéi fir de Plang virdrun.

Am leschte Plang stoung natierlech den nationale Fussballstadion dran mat enger zolitter Participatioun vum Staat, déi sech op ronn zwee Drëttel belaf huet. Trotzdeem schéngt eis de Gesamtbudget hei éischter relativ déif ugesat ze sinn, och wann een de Bevëlkerungswuesstum berücksichtegt, dee jo och zu enger méi grousser Demande u Sportsinfrastrukturen féiert.

Bei der Lëscht vun de Projete begréisse mir, dass eng Rei Schwämmen nei gebaut, renovéiert oder emol erëm notzbar solle gemaach ginn. Besonnesch am Norde vum Land, un de Schwämmen zu Ëlwen, Veianen a Wolz, ginn hei elo dréngend néideg Aarbechte gemaach, gradwéi och un der Kordall-Schwämm zu Rodange. Besonnesch bei der Veianer Schwämm mat Bléck op d'Schlass gëtt et héich Zäit, well se scho säit 2019 zou ass, dat, nodeems kee qualifizéiert Personal méi konnt agestallt ginn, an ab 2020 du bis op Weideres definitiv, well d'Schwämm ze laang net renovéiert gi war a sech erausgestallt huet, dass gréisser Aarbechte misste gemaach ginn. Dräi Joer méi spéit, elo, sollen dës néideg Aarbechten dann endlech an Ugréff geholl ginn.

Do kann een elo an der Stad Lëtzebuerg zum Beispill un d'Gantebeensmillen denken, wat jo eigentlech och immens schued ass, well do en immenst Potenzial ass, och fir de gréisseren Territoire ronderëm d'Stad. Wéi ech d'lescht Kéier scho gesot hat, ass dës Schwämm op dem Territoire vun der Gemeng Hesper, mee et kéint een do envisagéieren, mat der Stad Lëtzebuerg eventuell eng Grenzbegradegung ze maachen. Dat misst een natierlech um Gemengenniveau kucken, voilà, mee dat wär effektiv eng Plaz, wou, mengen ech, och eng Demande besteet.

Dann ass et natierlech och immens wichteg, dass esou ëffentlech Infrastrukturen, notamment och oppe Schwämmen, einfach accessibel sinn. Ech denken zum Beispill un d'Schwämm zu Diddeleng, déi jo einfach genial matzen am Zentrum vun der Stad läit an immens accessibel ass, och fir déi Leit, déi ronderëm wunnen. Ech mengen, do kann een dervu schwätzen, dass et net just gutt ass fir d'Gesondheet, mee och fir eng inklusiv Gesellschaft, fir och déi Leit, déi eventuell och manner bemëttelt sinn a vläicht net esou oft kënne fortfueren an natierlech och keng eegen oppe Schwämmen hu wéi aner trotzdeem méi

räich Leit an eisem Land. Dat ass jo eppes, wat ee gesäit, dass ëmmer méi Leit, och säit Covid, Privatschwämmen an hirem eegene Gaart bauen a sech esou kënne gemittlech zeréckzéien. An ech mengen, fir esou oppe Schwämmen ass et dofir net onwichteg, dass se och zentral an accessibel sinn, eeben och fir déi manner bemëttelt Leit.

Här President, mir ënnerstëtzen dëse Projet aus deene Grënn, déi ech elo genannt hunn. Ech ginn elo net weider op all eenzele Projet an, well ech se och net alleguerte kennen. Ech wëll awer nach op eng Thematik agoen, déi eis immens wichteg ass, an dat sinn déi sougenannt PPP, Public-private-Partnerships.

Am Exposé des motifs steet de komeschen an onglécklecheche Saz dran, dass Privatinvestitiounen, déi kommerziellen Interessien déngen, der Cause sportive kéinte weiderhëllefen, wann d'ëffentlech Budgeten opgebraucht sinn. Mir mengen, dass kommerziell Interessie wéineg bis guer näischt mam Sport u sech ze dinn hunn an der Cause vum Sport och net wierklech weiderhëllefen. Privat Promoteuren an Investore bauen net e Komplex a klammen net an Exploitatioune vun enger Infrastruktur an, well se e grousst Häerz fir Sport hunn, mee well se gäre Geld verdéngen, an dëse spezielle Fäll hei mat oder iwwert de Sport. Dat ass der Cause vum Sport net förderlech, mee riskéiert eiser Meenung no éischter, schiedlech fir de Sport ze sinn. Ech soen dat hei net wäertend, mee et ass an eisen Aen eng Tatsaach, déi déi allermeescht Leit esou erkennen, et ass ganz kloer eng Fro vu verschiddenen Interessien.

Private-public-Partnerships zu Lëtzebuerg besti jo meeschtendeels aus engem Accord tëscht ëffentlechen Acteuren a privaten Acteuren, dee beinhalt, dass den ëffentlechen Acteur d'Infrastruktur bezilt an de privaten Acteur duerno dacks d'Exploitatioun mécht. Den ëffentlechen Acteur – Staat oder Gemeng – dréit d'Käschten, an déi erméiglechen dem privaten Acteur hannendrun, dës Infrastruktur fir sech rentabel ze maachen. Een esou e Beispill ass den Aquasud zu Uewerkuer an der Gemeng Déifferdeng. Gemeng a Staat finanzéieren e ganze Komplex, mee d'Gemeng exploitéiert en net selwer, mee eng Privatentreprise mécht dat. Besonnesch pikant an dësem Fall: En eventuellen Defizit gëtt awer vun der Gemeng ausgeglach. Mir nennen dat Kapitalismus fir déi Aarm, Sozialismus fir déi Räich!

Am Projet de loi gëtt an dësem Zesummenhang och preziséiert, dass an Zukunft och complementaire Infrastrukture wéi Vestiairen oder Buvettë kënne finanzéiert gi vum Staat. Dat ass an eisen Aen och ganz richteg an novollzéibar. Weider heescht et, dass et awer nëmme méiglech ass, wann d'Exploitatioun net exklusiv kommerziellen Interessien déngt, mee beispillsweis vun enger Associatioun, also vläicht dem Veräin selwer, ka garantéiert ginn. Dat bleift awer relativ flou am Text an et stellt sech d'Fro, wéi dat ka gehandhaabt ginn, wann no e puer Joer Veräinsbuvetten awer vun engem kommerzielle Betrib dann iwwerholl ginn.

Privat-public-Partnerships an déi Problematik vun der kommerzieller Notzung vun ëffentlech finanzéierten Infrastrukturen ass fir eis en Ausdrock vu Privatiséierung, déi donieft och nach derzou féiere kann, dass Personal net méi zum Beispill bei enger Gemeng agestallt ass, mee zu manner gudde Konditioune bei engem privaten Exploitant. Mir mengen net, dass dat der Qualitéit vun de Servicer gutt deet. Aus deene Grënn fuerdere mir bei aller Ënnerstëtzung fir de Bau vu Sportinfrastrukturen, dass de Staat an d'Gemengen déi Investitioune selwer iwwerhuele sollen an d'Exploitatioun duerno och selwer maache sollen, zumindest vun de Sportsinfrastrukturen.

D'Exploitatioun vu Buvetten oder soss Infrastrukturen duerch Privater muss u kloer an transparent Reegele gebonne sinn an dierf net op d'Käschte vun der Allgemengheet passéieren.

Wéi gesot, mir ënnerstëtzen de Projet mat. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert kritt direkt den Här Sven Clement, dee scho prett ass.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt der Rapportrice fir dee ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Dat erlaabt mir, mech e bësse méi kuerz ze faassen. Mir stëmmen haut een neie Fënnefjoresprogramm fir d'Infrastrukturen am Sport a fir eis Piraten gëtt et e puer Aspekter, déi eis um Häerz leien. Dozou gehéiert, datt beim Plange vun den neien Infrastrukturen och besonnesch soll dru geduecht ginn, datt dës och vu Sportlerinnen a Sportler aus dem Beräich vum Handicap kënne benotzt ginn an deementspriechend och un déi entspriechend Besoinen ugepasst sinn.

Eis Piraten ass et dann och wichteg, datt grad d'Gemenge vu staatlecher Säit beim Plange vun neie Sportinfrastrukture finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréien, well net all Gemeng huet déi finanziell dofir néideg Moyenen. Vum Bauen hu mer jo scho laang net méi geschwat, mee mir schwätzen elo och fir d'éischt Kéier vum Plangen an et ass wierklech wichteg, datt mer och qualitativ héichwäerteg plange vun Ufank un. An och Projeten, wou sech zum Beispill zwou Gemengen eng Infrastruktur deelen, sinn awer dofir finanziell net onbedéngt méi einfach ze stemmen. Well et gëtt eng ganz Rëtsch Beispiller vun interkommunalen Infrastrukturen an et ass grad do wichteg, datt d'Gemengen awer och vläicht am Sënn vun enger méi kohärenter Landesplanung zesummeschaffen. An deementspriechend begréisse mer och déi Akzenter.

Eis Gesellschaft beweegt sech ze wéineg – dat sot ech schonn eng Kéier hei d'lescht Woch, ech soen et dann och nach eng Kéier dës Woch – an Iwwergewiicht an déi domat verbonne Krankheete wéi Diabetes an Häerz- a Kreeslafkrankheete sinn ëmmer méi verbreet. Eis Gesellschaft ass iwwert déi lescht Joren awer gläichzäiteg och massiv gewuess, an dëser Evolutioun mussen eis Infrastrukture Rechnung droen an natierlech Loft hunn, fir datt sech erëm méi Leit an eiser Gesellschaft kënnen, jo, och wëlle beweegen. Et ass dowéinst dann och fir eis Piraten positiv, datt de Budget an dësem Fënnefjoresplang nach eng Kéier eropgesat gëtt.

Wat mir dann och begréissen … Da kommen ech op d'Theema vun de Buvetten ze schwätzen – ech mengen, et huet jiddwereen haut hei vun den Tribünen a vun de Buvettë geschwat. Ech maache gäre Sport, ech ginn awer och heiansdo ganz gäre Sport kucken, a béides gehéiert zesummen. Sport ouni Spectateuren ass zwar gutt fir d'Gesondheet, ass och gutt fir de kompetitive Geescht, mee iergendwou feelt awer eppes, wann een net och d'Ambiance an der Hal huet oder um Terrain. An deementspriechend reien ech mech an d'Rei vun all deene Riednerinnen a Riedner haut an, déi gesot hunn, datt et gutt ass, datt mer hei elo eng pragmatesch Léisung fonnt hunn, fir datt ee Buvetten an Tribüne matfinanzéiere kann. Well an engem Veräi Sport ze maachen, bedeit net nëmmen, sech zesummen ze beweegen, mee dozou gehéiert eeben och d'Buvette. Jo, déi, wou d'Sportlerinnen an d'Sportler nom Match, nom Training awer nach no der gemeinsamer Beweegung kënnen zesummekommen a vläicht aner Muskelen trainéiere wéi déi, déi se virdrun um Terrain benotzt hunn. Jo, och d'Tribün, hunn ech gesot, ass wichteg, fir datt een den Zuschauerinnen an Zuschauer d'Méiglechkeet gëtt, deem Effort nozekucken an d'Sportlerinnen an d'Sportler unzefeieren. Well wat ee méi ugefeiert gëtt, wat natierlech och den eegenen Usporn an d'Luucht geet.

Perséinlech … an ech kucken op d'Auer, hätte meng Virriednerinnen a Virriedner fënnef Minutte méi laang gebraucht, hätt ech hei kënnen den Discours vun der Presidentin vun der Volleyballsfederatioun féieren, deen a fënnef Minutten dann op der AG vun der Federatioun gefouert gëtt. Et ass nämlech dëst Joer, mengen ech, déi éischt Kéier, säitdeem ech Volleyball spillen, datt keen op där AG wäert no enger Beachvolleyballshal ruffen. Dat läit dodrunner, datt mat deem heite Projet – a meng Virriednerinnen a Virriedner hunn et, mengen ech, alleguerten ugeschwat – dann och dee Projet endlech ageschriwwe gëtt an dann och wäert zäitno d'Luucht vum Dag gesinn.

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech dann elo nach eng Kéier d'Lëscht vun all de Projeten eenzel duerchgoen. Mir hu jo nach e bëssen Zäit.

(Hilarité)

A nee, dat ass ewell gemaach ginn, deementspriechend ginn ech eisen Accord an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci och.

An dat wäert dann elo de Sportminister, de Georges Engel, maachen.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Nee, dat maachen ech och net, dat ass scho gemaach ginn. Merci, Här President fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci der Rapportrice fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech hunn et schonn e puermol hei op dëser Tribün gesot an och schonn op anere Plazen: Ee vun eise Leitmotiver, un déi mer eis gären halen, ass: „Good People – Good Programs – Good Places". An an enger Woch hu mer an dëser Chamber deenen dräi Saachen do Rechnung gedroen.

Eng Kéier bei de „Good People", wou mer haut de Congé sportif gestëmmt hunn a wou mer deene gudde „People" och d'Méiglechkeet ginn hunn, hir Aarbecht ganz gutt ze maachen, an dat och mat deem néidege Congé, dee se elo zegutt hunn. „Good Programs": Mir hu virun enger Woch hei aus der ENEPS d'INAPS gemaach, wou mer gutt Programmer schafen, wou mer d'Qualitéitsentwécklung vum Sport no vir dreiwen, wou mer Formatiounen ubidden, déi esou wichteg si fir deen héije Qualitéitsniveau, dee mer wëllen hunn am Sport. A „Good Places" mat deem Fënnefjoresplang, dee mer haut hei stëmmen.

Infrastrukture sinn e wichtege Bestanddeel vun eiser Sportsphilosophie „Lëtzebuerg lieft Sport" an et ass an deene leschte 50 Joer och ganz vill investéiert ginn. An do, fir ze investéieren, brauche mer d'Gemengen. Dat sinn eis wichtegst Partner. Mir sinn a permanentem Austausch mat de Gemengen. D'Gemenge stellen net nëmmen d'Infrastruktur fir Schoulen, fir Sportveräiner, mee maachen och ganz vill am net organiséierte Sport a förderen do d'Beweegung am Allgemengen, andeems se beweegungsfrëndlechen ëffentleche Raum esou gestalten, wéi dat noutwendeg ass.

Ech wäert hei och net op alleguerten d'Projeten agoen. Et ass scho virdru gesot ginn: Den zéngte Fënnefjoresplang, deen hat eng Enveloppe budgétaire vun 100 Milliounen a 37 Infrastrukture goufe subventionéiert. Den eelefte waren et der 120 a 36 Infrastrukture goufe subventionéiert. Fir nëmmen e puer Beispiller ze ginn: den nationale Fussballstation, wou mer jo och schonn d'Geleeënheet haten, déi

ganz spektakulär Matcher matzeerliewen; de Centre national vum Karate zu Stroossen; den – an Dir wäert et net gleewen, d'nächst Woch wäert et esou wäit sinn – Vëlodrom, deen och wäert Realitéit ginn, mat sengem Hall multisports, mat der Kloterwand, mat der Schwämm, déi alles um Site vum Vëlodrom mat derbäikommen, déi sinn och hei iwwert déi Fënnefjorespläng matofgedeckt.

An am zwielefte Fënnefjoresplang hu mer dann eng Enveloppe vun 135 Milliounen, déi da fir Sportsinfrastrukturen agesat kënne ginn. An dëst net nëmme fir den Elittesport, mee och fir de Breedesport, fir datt mer eng liewenslaang fit Gesellschaft kënnen erhalen, fir datt jiddweree ka Sport esou laang maachen, wéi en dat och wëll. A mir sinn eis och do iwwerall eens – an et ass och puermol gesot ginn –: Et ass besser, mir investéieren an de Sport an an d'Beweegung, wéi dass mer an d'Krankekeesen investéieren.

Dës Enveloppe, déi ass just do, fir déi grouss nei Sports infrastrukture souwéi och grouss Renovatiouns- a grouss Modernisatiounsprojeten ze finanzéieren, dat heescht fir Projeten iwwer 2 Milliounen. An och just dës Projeten, déi kommen dann op eng Lëscht, déi iwwer Règlement-grand-ducallen da bestëmmt gëtt. An do vläicht dann direkt eng Äntwert op d'Fro vum Här Hengel, ob mer eis net ze vill Rigiditéit gi mat där Lëscht. Déi Lëscht, déi ass u sech en Deel vun där Fiche financière, mee et ass och eng Iddi vun all deene Projeten, déi nach kënne kommen. An der Realisatioun, an der konkreeter Realisatioun maache mir nach eng oder zwou oder dräi Lëschten, déi mer festhalen an déi, selon wéi d'Projete virukommen, ëmmer erëm kënnen adaptéiert ginn. An do kënnen och nei Projeten drakommen. A wa mer dann eng Kéier en Turmspringer hunn, da kënne mer och do relativ séier reagéieren. Dat hei ass eng Iddi vu Projeten, mee et ass en evolutive Prozess, an deem mer dra sinn, an do kënne mer dat nach ganz gutt adaptéieren.

Deen heite Fënnefjoresplang, dee steet sécherlech och an der Kontinuéit vun deene viregte Pläng, awer mer hu probéiert, e puer Ännerungen dranzebréngen, notamment, dass méi kloer definéiert gëtt, wat e „projet à intérêt régional" ass a wat e „projet à intérêt national" ass. Dorunner hänkt dann och den Taux de subside, dat ass virdrun och erkläert ginn.

Eng substanziell Ännerung vun de viregte Pläng ass, dass et net méi e generelle Plaffong fir de Montant subsidiable gëtt, wéi dat zum Beispill bei de Schwämme bei 10 Milliounen de Fall war, mee dëse Gesetzesprojet gesäit elo eng Limitt vu Montants subsidiables à titre sportif vir fir all Typ vun Infrastruktur no engem Modulatiounssystem, an dëst, fir eeben d'Subventioune vum Volet Sport besser kënnen ze encadréieren, a Sportmodüller. An dës maximal Limitt pro Modüll sinn dann am Reglement festgehalen. Dir hutt jo gesinn, wat do alles opgezielt ass, wéi eng Modüllen et do iwwerall gëtt.

De Plaffong, dee bezitt sech op Erfarungswäerter, Wäerter, déi mer duerch eise SAP-System hunn, wou d'Gemengen jo hire Projet eraginn, wou mer awer och Erfarungswäerter mat Bâtiments publics afléisse gelooss hunn, an dann natierlech eis Leit aus eise Servicer, déi sech ganz gutt do auskennen. A mir hunn och eng Präisindexatioun op fënnef Joer dra virgesinn.

Et ass ganz dacks gesot ginn – an ech si bestëmmt e Verfechter vun deem sozialen Aspekt vun dem Sport a vun den Tribünen a vun de Buvetten –, dofir brauch ech do net méi drop anzegoen. Ech wëll vläicht awer e Beispill ginn, well ech dat a menger Ried virdrun och ernimmt hat, wat d'Gemengen elo kënne méi kréien. An de viregte Pläng, do war de Montant subsidiable à titre sportif fir eng Schwämm onofhängeg vun hirer Funktionalitéit op 10 Millioune plafonéiert. Dat heescht, et gouf entweeder e Subsid vun 3,5 oder, wann et regional war, vu 5 Milliounen fir déi Schwämm.

Elo mat dem zwielefte Fënnefjoresplang a mam Modüllesystem, dee mer elo hunn, deen de Montant subsidiable vun enger Standardschwämm vu 25 Meter, mat zwee Vestiairë fir Klassen, mat véier Vestiairë fir de Public, mat zwee Vestiairë fir Leit à mobilité réduite a Vestiairë fir Encadranten, engem Stockage an engem Büro, wann een dat elo mol als Schwämm géif huelen, well dat eenzel Modüller sinn, déi nach derbäikommen, wär elo de Montant subsidiable 15 Milliounen an dofir kéint ee mat 35 % dann amplaz vu virdrun 3,5 elo op 5,2 Milliounen – 5.250.000 souguer – kommen, wat also wierklech eng substanziell Hëllef fir d'Gemengen ass. An dofir soen ech, ass déi Contributioun vum Congé sportif, mengen ech, ze kompenséieren heimadder, ganz sécherlech.

Eng aner Ännerung, déi betrëfft d'Durée vum Bail. Dës Durée ass net méi un d'Infrastruktur gebonnen, mee bezitt sech op d'Terminologie d'envergure. Dat heescht, fir Projeten iwwer 2 Milliounen, do ass d'Dauer dann 20 Joer, a fir déi, déi do drënner sinn, zéng Joer. An et ass och esou, dass d'Decisioun vum Ministère automatesch ofleeft, och dat ass wichteg fir d'Gemengepappen a -mammen, dass d'Decisioun vum Ministère automatesch ofleeft, wann d'Ausféierung vum Projet net weesentlech ugefaangen huet bannent 24 Méint no der Notifikatioun vun der betreffender Decisioun.

Déi lescht Tranchen, déi ginn dann och nëmme méi ausbezuelt, wann d'Ausgabe bannent maximal fënnef Joer presentéiert ginn, an dës Ännerungen, déi wäerten dann och mat sech droen, dass mir net nach Fënnefjorespläng méi laang wéi zéng Joer opstoen hunn an d'Ausgaben do net ofgeschloss kënne ginn.

Mir hunn och weiderhin déi Zone-de-motricitéen dran, och do hu mer mam Edcuatiounsministère ganz gutt zesummegeschafft. Déi Zones de motricité iwwer 100 m², déi gi vun eis subventionéiert, déi déi drënner falen da vum Educatiounsministère. Dir hutt eng éischt Lëscht gesinn, bal 50 Projete stinn do am Gesetz: Hall-omnisporten, -multisporten, Sporthalen, dräi Centre-sportifen, fënnef Schwämmen, zwou oppe Schwämmen, dräi Fussballsterrainen an dann de virdrun ugeschwatene Centre national vum Beachvolley mat enger Tennishal zu Biissen an och e Centre national – en ass schonn dacks ugeschwat ginn – zu Esch vum Tennis.

Déi Infrastrukturen, déi solle souwuel den Elittesport wéi och de Breedesport hei zu Lëtzebuerg no vir bréngen. Dat berout natierlech ëmmer – ech hunn et virdru gesot – op enger gudder Zesummenaarbecht mat de Gemengen. An dat da vläicht och zu deem, wat, mengen ech, d'Madamm Gary gesot hat, wat d'Prioritéiten ugeet vun de Projeten. Mir sinn do tributaire vun de Maître-d'ouvragen. Dat sinn da meeschtens d'Gemengen, déi maachen hire Projet, a wann dee méi séier virgeet, rembourséiere mir, gi mir e Subsid. Dat heescht, mir hunn do keng direkt Awierkung op d'Prioritéiten, well dat läit bei de Gemengen an d'Gemengen decidéieren, wéi eng Projete se da méi vir oder méi spéit maachen.

Wat provisoresch Infrastrukturen ugeet, bon, déi un engem Cas de force majeure hänken, wéi zum Beispill mat den Iwwerschwemmungen, do ass et esou, dass jo och iwwert de Ministère de l'Intérieur eng ganz Rei vun Hëllefe gefloss sinn, fir déi net ze iwwerschneiden. Dat kënne mer eis nach eng Kéier iwwerleeën, mee am Prinzipp ass et awer esou, wa se ..., provisoresch Infrastrukture ginn net vum Ministère subsidiéiert.

Ech sinn och frou, wa mer méi oppe Schwämme kréien, Veianen, an eventuell Gantebeinsmillen, dat wär och e flotte Projet. Mee dat, wéi gesot, do hänke mer och un de Gemengen.

Wat Privat-public-Partnership ugeet, vläicht ee Wuert dozou. Dat steet effektiv am Artikel 11 vum Gesetz hei dran. Do steet awer och ganz kloer dran, dass alles, wat do geschitt, iwwer Konventioune gereegelt ass, an do kann ee ganz vill draschreiwen, wat dann natierlech ëmmer am Interêt vun de Leit an natierlech am Interêt vum Sport an dann och vun de Gemenge soll sinn.

Voilà, ech mengen, ech sinn op déi eenzel Froen agaangen. Et ass mer wichteg, datt heibanne wierklech jiddwereen dee Plang hei matënnerstëtzt, fir datt mer weiderhi ganz gutt Sportinfrastrukturen hunn: „Good People – Good Programs – Good Places".

Ech fannen, mir sinn um richtege Wee an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8130. Den Text steet am Document parlementaire 8130[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8130 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8130 ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup) et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Question élargie n° 192 de M. Sven Clement relative au stock de cannabis médical

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 192 vum Här Sven Clement iwwert de Stock vum medezinnesche Cannabis. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfroen ze stellen an no der Äntwert eventuell eng Zousazfro, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laut mengen Informatioune gouf et rezent, zumindest an der Spidolsapdikt vum CHL, erëm eng Rupture de stock wat de Sativa- an den Indica-Cannabis ugeet.

D'Piraten hu schonn an zwielef parlamentaresche Froen op aner Rupturen an deem doten Dossier opmierksam gemaach – ech maachen Iech e ganz klengen Historique dovunner. Déi éischt Question parlementaire war am Juli 2019 an den Text kéint een haut nach eng Kéier genausou widderhuelen. Ech zitéieren: „Wéi eis vun Dokteren an Apdikter zougedroe gouf, gëtt et am Moment eng Uweisung vum Ministère, fir keng nei Schmäerzpatiente fir eng Cannabistherapie zouzeloossen, wéinst enger Rupture de stock beim Fournisseur vu medezinneschem Cannabis." D'Äntwert dorobber war: Dat war, well d'Estimatiounen depasséiert goufen, souwuel wat d'Unzuel vun de Patient/innen ubelaangt wéi och d'Duerchschnëttsdosis vu Cannabisbléie pro Patient.

Am Mee 2021 hu mer eis dunn informéiert, wéi vill Enkpäss mer da schonn haten. Äntwert: sechs innerhalb vun dräi Joer. Ech erspueren Iech elo den Detail mat den Datumen. Ech wëll just drop hiweisen, datt mer hei vun eppes schwätzen, wat d'Leit vun hirem Dokter verschriwwe krute fir en Traitement. A sechsmol innerhalb vun dräi Joer war dat Traitement net ze kréien!

Am Juni 2021, also kuerz drop, huet et du geheescht, d'Attributioun vum neie Marché wär déi Woch gemaach ginn. Vu datt just eng Offer erakoum, huet ee keen Délai de recours missen ofwaarden an d'Bestellunge konnten direkt gemaach ginn, wat dunn derzou gefouert huet, datt am September 2021 – ech erënneren drun, déi éischt Question parlementaire war Juli 2019 – mer dunn endlech erëm Liwwerunge kruten, doduercher haten awer Patient/inne bis zu sechs Méint keng Bléie méi kritt.

Am Oktober 2021, also nëmmen ee Mount no der neier Liwwerung vun dem neie Fournisseur, ass et du schonn nees zu enger Rupture de stock komm, du war et dann de Cannabis mat 18 % an 10 % THC-Gehalt, deen net ze kréie war.

Dat gouf och vum Ministère confirméiert an eng nei Liwwerung war fir Dezember 2021 versprach – also erëm zwee Méint waarde fir en Traitement, dat ee vu sengem Dokter verschriwwe krut! Nom Dezember 2021 koum et du wéinstens emol zu kenge weidere Ruptures de stock méi bis zu där, op déi ech elo kommen, wat d'Bléien ugeet.

Beim Cannabisueleg war d'Situatioun awer anescht, well do war d'ganzt Joer 2022 awer erëm vu Problemer geplot. September 2022 gouf et just nach Cannabisueleg fir hospitaliséiert Patient/innen. Déi waren awer am November 2021 geliwwert ginn a bis – elo haalt Iech un – ee Joer drop ware ganzer sechs Fläschen, sechs Flaconen, vun deenen 250 verdeelt ginn, dat, well de Ministère den Ueleg wollt am Labo préiwe loossen an dat huet anscheinend ee Joer gedauert.

Jo, an dann, fast forward, ee Joer méi spéit – also net grad ee Joer méi spéit, dat do war Dezember d'lescht Joer – si mer dann elo a Mëtt 2023 an no mengem Kenntnisstand gëtt et erëm Penurien, erëm Rupture-de-stocken, zumindest wat eenzel Varianten a mindestens enger Spidolsapdikt ugeet. Fir ganz konkreet ze sinn: de Sativa an den Indica an der CHL-Spidolsapdikt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch dofir e puer Froe stellen. Éischtens: Betrëfft dës Penurie u medezinneschem Cannabis all d'Spidolsapdikten oder war just eng dovunner betraff? Säit wéini sinn dës Zorten dann net méi disponibel a wourop ass déi aktuell Rupture zréckzeféieren? Fir wéini ass dann eng nei Liwwerung geplangt a wat fir Quantitéite si geplangt, sachant datt mer ëmmer weider – an dat geet och aus dem Rapport vun der Evaluatioun vum Ministère ervir – eng Croissance haten, an ech ginn net dervun aus, datt déi wäert kuerzfristeg en Enn fannen. An dann drëttens: Déi wéivillt Rupture de stock ass dat elo scho säit Ufank vun der Distributioun vu medezinneschem Cannabis? An et ass mer u sech manner wichteg, Madamm Ministesch, wat d'Unzuel vun de Rupturen ass. Wat mech méi interesséiert haut, ass: Wat sinn d'Léisungsusätz, fir dëse Problem endlech an de Gréff ze kréien? Well, wéi ech soen, ech sinn elo säit véier Joer hannert deem Dossier hannendrun an ech mengen, et nervt mech mindestens sou vill wéi Iech, wann ech Iech Froe stellen an Dir musst mer drop äntweren, well eppes schif geet. Dat heescht, ech wär frou, wa mer vläicht e puer Léisungsusätz do kéinten héieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Selbstverständlech nervt hei kee mech, wann en nofreet an Transparenz wëllt op engem Dossier, deen eis alleguerten interesséiert.

De Cannabis médicinal, effektiv, begleet eis säit enger Rei Joer. Et muss ee wëssen, dass Lëtzebuerg Virreider ass. Menges Wëssens gëtt et kee Land, wat esou vill ëffentlech Gelder dran investéiert, fir e gratis zougänglech ze maachen op Verschreiwung. do si mer eenzegaarteg. Et kënnt och derbäi, dat ass nämlech … Bon, déi Problemer vun der Rupture – ech ginn am Detail drop an –, déi si villschichteg.

Dat eent ass, dass d'Unzuel vun Notzer extrem eropgeet. Dat heescht, mir hunn net onbedéngt eng Previsibilitéit. Dat ass vun e puer Eenzelnen exponentiell an d'Luucht gaangen an der Lescht. Dat heescht, dat muss een aviséiere vun de Quantitéiten hier. Dann hu mer et mat enger Planz ze dinn. Et ass net nëmmen e Medikament, wat an engem Laboratoire hiergestallt gëtt, mee eng Planz, an do kënnt et nun eeben emol oft vir, dass Loten net de stabiliséierten THC-Gehalt hunn, dee se missten hunn, respektiv net d'Qualitéitkrittären erfëllen, fir kënnen importéiert ze ginn. Dat heescht, bei enger Planz kënnt dat scho méi reegelméisseg vir wéi bei engem anere Medikament, dass e ganze Lot eeben net ka verwäert gi mat enger deementspriechender Imprevisibilitéit op der Produktioun.

Mir hunn effektiv reegelméisseg Enkpäss gehat, well et am Ufank och net vill Produzente gi sinn. Där gëtt et elo méi, och op dem europäesche Kontinent, an dat ass dofir besser ginn. Mir hunn awer elo effektiv dëst Joer nach eng Kéier erëm en Enkpass gehat. Är Fro war: A sämtleche Spidolsapdikten? Jo, well mer dat jo dann iergendwou gläichméisseg verdeelen. Mir hate fir den THC 18 %, den Indica, deen huet gefeelt vum 31. Mee bis op den 22. Juni, dat heescht e puer Wochen. Do sinn awer entre-temps dann den 22. Juni 39 Kilo ukomm dovunner. Deen aneren, de Sativa 18 %, deen huet gefeelt säit der Woch vum 19. Juni an do ass och elo eng Liwwerung vun 9 Kilo, déi kënnt oder komm ass. A Cannabisbléien, gemëscht THC 9 %, CBD 9 %, do ass och eng Liwwerung, déi geplangt ass.

Mir hunn elo keng detailléiert Statistiken. Dat wat mer maachen, ass … Éischtens emol ass et schwéier ze definéieren: Wéini ass en Enkpass? Ass en Enkpass, wann een Dag näischt do ass? Wann eng Woch näischt do ass? Wa mer Alternativen hunn? Wa mer keng Alternativen hunn? Dat variéiert. Mir probéieren natierlech ëmmer, Alternativen ze fannen, wann emol en Enkpass ass, an och eis Fournisseuren ze diversifiéieren. Do schaffe mer permanent drun. Wéi gesot, et bleiwen ëmmer Imprevisibilitéiten, an dofir ass et gutt, op méi Fournisseure kënnen zréckzegräifen, wann emol een eng Kéier e Problem mat senge Loten huet oder mat senger Ernte huet, dann ass et gutt, op en anere kënnen zréckzegräifen.

Mir hunn och de Phenomeen, dass grad dat, wat Der uschwätzt, d'Douleurspatienten, extreem an d'Luucht gaange sinn. Mir hunn eis do fir de Pilotprojet och en Avis mam Conseil scientifique gefrot, deen elo virläit, wou mer wäerten an den nächste Wochen drop schaffen, wéi mer kënnen dat anescht encadréieren, grad eeben am Bezuch op d'Douleur. Do si Gespréicher ënner anerem mam Réseau de compétences „douleur", fir et iergendwou besser encadréiert ze kréien.

An dat anert kennt Der, wat mer wëlles hunn, hei zu Lëtzebuerg och d'Produktioun méiglech ze maachen. Dat ass ee vun deenen dach awer sëllege Projet-deloien, op deene meng Ekipp vu Juristen – an déi kann ech u mengen zwou Hänn opzielen, dat sinn der net esou vill, mir verléieren der och ëmmer erëm reegelméisseg – drop schaffen. Dee Projet kënnt virun, mee et ass een – ee vu villen –, deen an der leschter Phas ass. Ech denken, dass dat mëttelfristeg fir eist Land eng gutt Saach ass, wa mer och eng national Produktioun hei hunn, dat alles ëmmer am Sënn eebe vun enger Diversifikatioun vun de Produzenten, well mer hei net mat engem einfache Produit ze dinn hunn, deen een 08/15 produzéiere léisst an dann zimmlech sécher weess, wéini wat hannen erauskënnt.

Ech muss dobäisoen, dass d'Ueleger …, déi si jo vill méi einfach, also méi stabel och an der Produktioun, do hu mer keng Rupturë méi. Déi sinn net esou am Gebauch, déi gi manner gebraucht nach, obwuel se eigentlech méi praktesch a méi einfach anzehuele sinn an och méi e laangwierkenden Effet hu wéi d'Bléien. Dat huet da mat de Gewunnechte vun de Patienten och ze dinn. Mir hätte vu Santéssäit léiwer, mir géife méi a Richtung vun den Ueleger goen, well dat scho méi e stabele Produit och ass. An do sinn, wéi gesot, keng Rupturen. Och doduercher, dass mer do konnten d'Produzenten erweideren, huet dat sech verbessert.

Voilà, dat ass dat, wat ech dozou ka soen. Da géif ech Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

11. 8252 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum nächsten a leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Sitzung, dem Projet de loi 8252, enger Ofännerung vum Covidgesetz.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi an dat ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, wéi de President et ugedeit huet: Ech stoung an de leschten dräi Joer jo schonns méi oft virun Iech, fir de Rapport vun engem Gesetzesprojet ze maachen, dee Mesüre géint d'Pandemie virgesäit.

Dës Gesetzer sinn eis net einfach gefall, eis alleguer, well mer zäitweis hu misse schwéier Decisiounen huelen a Restriktiounen aféieren. Mëttlerweil ass deen Deel, deen de Virus betrëfft, … an eis Welt ass erëm eng aner ginn. An dës Kéier fält et mer immens liicht, de Rapport ze maachen, well et ass elo de Moment komm, dee mer eis alleguer scho laang gewënscht hunn. Endlech kënne mer d'Wuert „Pandemie" aus dësem Gesetz sträichen, dëst nodeems den Direkter vun der WHO, OMS, der Weltgesondheetsorganisatioun, de 5. Mee 2023 d'Enn vun der Covid-19-Kris als weltwäit Urgence sanitaire deklaréiert huet. Dës Urgence war den 30. Januar 2020 deklaréiert ginn. Zur Erënnerung: Bal op den Dag ee Mount méi spéit, den 28. Februar 2020, ass deen éischte Covid-19-infizéierte Patient bei eis detektéiert ginn.

Datt d'Pandemie eriwwer ass, heescht awer elo net, datt de Kampf géint de Covid-19 ganz gewonnen ass. D'Krankheet ass nach ëmmer do, och wann d'Variante vum Virus mëttlerweil fir de Gros vun de Leit manner virulent sinn, well eisen Impftaux och ganz héich ass. Mee fir vulnerabel Leit bleift dës Krankheet nach ëmmer eng Gefor an et kann een net komplett ausschléissen, datt et am Wanter erëm zu méi Infektioune kënnt, sou wéi et eeben och bei Grippewellen de Fall ka sinn. Dofir bleift d'Covidgesetz nach weider bestoen, mat eeben dem Ënnerscheed, datt am Text net méi vun der „Pandemie", mee vun der „Krankheet" Covid-19 geschwat gëtt.

Generell Restriktioune gëtt et jo scho länger net méi am aktuelle Covidgesetz, dofir erlaabt eis dat neit Gesetz, datt awer weiderhin op verschiddene Plazen eng Mask ka gedroe ginn, also net generell, mee et kënnen do, wou et sech als néideg géif erweisen, weiderhi Maske gedroe ginn. Dëst, well eeben net auszeschléissen ass, dass am nächsten Hierscht oder Wanter déi Responsabel vu verschiddene Strukturen, wou sech vulnerabel Leit befannen – ech denke besonnesch un Altersheimer a Spideeler –, zäitweis erëm eng Maskeflicht aféiere missten.

Well weiderhin d'Impfung sënnvoll ass, bleift och d'Méiglechkeet erhalen, sech an enger Apdikt géint de Covid-19 impfen ze loossen. Do si gutt Erfarunge gesammelt ginn, deemno gëtt et zum aktuellen Zäitpunkt kee Grond, fir dat erëm ofzeschafen.

Niewent dem Enn vun der Pandemie gëtt et aktuell och en zweeten neie Moment, an zwar datt d'europäescht Reglement betreffend d'Covidzertifikater den 30. Juni an dësem Joer ausgelaf ass an net verlängert gouf. Dofir ginn elo am Covidgesetz d'Referenzen op dës Reglementatioun gestrach. Allerdéngs ass et eng Recommandatioun vum EU-Conseil, un de System konnektéiert ze bleiwen a weiderhin Impfzertifikater kënnen ze ginn. Dofir gëtt den Artikel 10 am Covidgesetz bäibehalen, deen d'Datebank vun de Zertifikater regléiert. Selbstverständlech wäerten och weiderhi kënnen Testzertifikater vu Laboe bei Bedarf erstallt ginn.

Eng weider Saach, déi mat dësem Projet ännert, ass d'Lafzäit vum Gesetz. Aktuell ass d'Covidgesetz bis den 31. Dezember a Kraaft. Well am Oktober awer bekanntlech Wale sinn, géife mer riskéieren, datt d'Chamber am Dezember nach net prett ass – bon, et weess een net, mee Vorsicht ist die Mutter der Porzellankiste –, fir eng Verlängerung ze stëmmen, wann dat dann noutwenneg wär. Dofir gëtt den Datum elo virsiichtshalber op den 30. Juni 2024 verlängert.

Da wäert et och un der neier Regierung an un der neier Chamber sinn, ze kucken, wéi se weiderfuere wëllen. Warscheinlech wäert dann d'Covidgesetz vun engem Pandemie- oder Kadergesetz ofgeléist ginn. Wicheg ass och, datt mer déi ugekënnegt onofhängeg Evaluatioun vun der Krisegestioun duerchzéien.

Ech kommen zum Avis vum Staatsrot. Deen ass immens séier komm, de selwechten Dag wéi den Depot vum Gesetz, den 22. Juni. De Staatsrot huet keng Awänn formuléiert, huet awer dofir eng Propos gemaach, déi hie selwer betrëfft. Duerch d'Covidgesetz krut de Staatsrot d'Méiglechkeet, seng Avisen an Deliberatiounen och iwwert den elektronesche Wee unzehuelen. De Staatsrot huet suggeréiert, dës Dispositioun aus dem Covidgesetz erauszehuelen a se an d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot ze integréieren. Sou kritt se en definitive Charakter a wäert net erëm ewechfalen, wann d'Covidgesetz ausleeft. Deem ass d'Santéskommissioun nokomm.

D'Gesetz wäert retroaktiv den 1. Juli a Kraaft trieden. Dëst erkläert sech, well dat europäescht Reglement iwwert d'Covidzertifikater jo den 30. Juni ausgelaf ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Pandemie huet eis virun Ae gefouert, wat wierklech wichteg am Liewen ass: Gesondheet an e solidaresche Gesondheetssystem, dee mer gutt solle versuergen, d'Famill, déi sozial Kontakter an den Zesummenhalt. Vill Leit hu sech no der Pandemie nei orientéiert oder hunn zumindest hir Prioritéiten iwwerduecht. Och wann eisen Alldag elo erëm bal deen alen ass – de Virus huet mat Sécherheet Spueren, déif Spueren hannerlooss, déi vläicht laangfristeg eréischt an hirer voller Tragweit ze erkenne sinn –, sollte mer déi Wäerter, déi mer an der Pandemie erëm schätze geléiert hunn, net iwwer Bord geheien, fir datt niewent deem ganze Leed, dat d'Pandemie mat sech bruecht huet, se awer och derzou féiert, dass Léieren doraus gezu ginn.

Dat gesot, ginn ech heimadder och den Accord vun der LSAP fir dëse Gesetzesprojet a soen Iech Merci a wéi ëmmer och der Kommissioun fir déi gutt an exzellent, déi gutt a séier Aarbecht. Ech mengen, hei hu mer ëmmer zesummen un engem Strank gezunn, och wann emol liicht Divergenzen opkomm sinn. Merci villmools, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci. Merci, Här President. Haut ass net d'Zäit, fir nach eng Kéier laang iwwert de Covid ze schwätzen. Mir si frou, datt déi Period, wou mer laang hu missen driwwer schwätzen a vill hu missen driwwer diskutéieren, datt déi hannert eis ass an datt dat soziaalt Liewen am Fong ka weidergefouert ginn, sou wéi mer dat virum Covid gewinnt waren. Ech soen dann och nach eng Kéier – fir d'32. oder ech weess net, fir dat wéivillt et ass – dem Rapporter, dem Här Di Bartolomeo, Merci fir seng Aarbecht. Si war jo dës Kéier e wéineg méi einfach.

Dëst Covidgesetz ass en Text, dee sech am Fong der Normalitéit vun der Situatioun erëm upasst. Dat ass noutwenneg, dat ass gutt, dat ass richteg an normal esou. Mir fannen et och richteg, datt et elo an net eréischt am Dezember gemaach gëtt. Vu all déi Delaien, déi virdru beschriwwe gi sinn, duerch d'Walen, déi kommen an déi Zäiten am Oktober, November an Dezember vläicht politesch méi enk maachen, ass et gutt, datt mer hei d'Previsioun hunn an datt mer och elo schonn eng Rei Texter stëmmen. Dat ass fir eis och an der Rei esou, an der Hoffnung, datt bis dohinner näischt ännert, wann de Wanter kënnt, an datt mer och esou mat dësen Texter kënne weiderliewen.

Déi Suppressiounen, déi gemaach ginn an dem fréiere Covidtext, sinn och ok fir eis. Ech mengen, dat ass logesch, wann et Suppressiounen an der europäescher Reglementatioun gëtt, datt mer déi einfach hei an eis Texter zréckhuelen. Domat hu mer natierlech kee Problem.

Fir eis sinn och déi Punkten ok, déi am Gesetz bleiwen. Ech fannen et a priori richteg, datt mer de Port du masque op verschiddene Plazen, do wou mer exposéiert sinn, notamment an den Institutioune fir eeler Leit, an de Schoulgebaier, an den Transport-publicken, an de Lokalen, wou Mineure kënnen zesumme sinn, respektiv a verschiddene Bâtiment-administratiffen a -judiciairen …, déi Méiglechkeet eis nach loossen.

Ech fannen et d'ailleurs – awer dat just als niewelaanscht Remark – och besonnesch, wéi eng Rei Leit sech einfach un dee Mask gewinnt hunn, dee mer am Fong virdru strictement hei net an Europa kannt hunn an deen elo zu engem Deel an eng Normalitéit vun eisem Liewen erageréckelt ass a wou een nach ëmmer Leit gesäit, déi sech am Fong méi wuel spieren op Plazen, wou vill Leit sinn, wa se e Mask droen, wéi wa se keen droen. Sou changéiere schnell Gewunnechte vu ganze Populatiounen.

Dat Zweet, dat sinn déi Vaccinatiounen, déi Impfungen, an den Apdikten, an de Pharmacien. Déi fanne mer och richteg. Ech mengen, dat ass gutt gelaf. Dat ass och gutt, datt dat elo kann esou bleiwen. Ech soen awer do hannendrun als generell Remark, datt mer eng Kéier gemeinsam déi Reflexioun musse maachen doriwwer, wat d'Roll vun den Apdikten an Zukunft soll an dësem Land sinn, wou ech mengen, datt se wesentlech méi zur Gesondheetspolitick kënne bäidroe respektiv zu der Betreiung vun de Patiente kënne bäidroe wéi dat, wat se am Fong haut maachen, an et duerchaus sënnvoll ass, mat den Apdikter zesummen eng Iwwerleeung doriwwer ze féieren. An dann ass och déi Fro, déi sech muss stellen: Wéi gi mer mat net nëmme Covidvaccinatiounen, mee mat anere Vaccinatiounen ëm? Ouni dass ech elo hei eng Äntwert wëll dorop ginn, ass et zumindest eng Fro, wou ech weess, datt d'Apdikter där enger Meenung sinn an d'Generalisten, d'Dokteren enger anerer Meenung sinn an datt ee warscheinlech muss awer eng Diskussioun, déi seriö ass, doriwwer féieren.

Mir fannen et och richteg, datt mer déi Base de données relative aux vaccinations …, datt mer natierlech eng Base légale hei behalen, well et ass evident, datt mer déi Donnéeën och nach musse preservéieren, well se an Zukunft nach kéinte gebraucht ginn, wa Problemer virkommen, fir nozevollzéien, wat an de Vaccinatioune geschitt ass, soudatt et kloer ass, datt mir dësen Text wäerte matstëmmen.

An ech wëll domadder ophalen – do kommen ech mer e wéineg vir wéi de Cato, dee mam „Ceterum censeo" –, ëmmer an deene leschten 10, 20 Texter dat selwecht ze soen: Mir sinn der Meenung, datt no deem Covid eng vill méi detailléiert Evaluatioun, wéi se bis elo gemaach ginn ass, misst gemaach gi vun den eenzelne Moossnamen, déi an deene verschiddenen Etappe vun der Pandemie hu misse geholl ginn, sou wéi dat a villen auslännesche Länner, also am Ausland gemaach ginn ass.

Par ailleurs si mer och der Meenung, datt hätt scho laang missen e Pandemiegesetz gemaach ginn, wat eppes aneres ass wéi dësen Text, mee eng Aart a Weis, wéi d'Regierung ka méi schnell reagéieren oder eng Kontroll vun der Chamber, déi méi effikass ass, wéi mer dat bis elo haten, obwuel ech muss soen, datt mer dat jo korrekt gemaach hunn. Bis elo hat ech d'Hoffnung, datt d'Regierung sech nach géif beweegen dodrobber, mee vu datt mer elo nach just dräi Woche Chamber hunn, hunn ech definitiv all Hoffnung an d'Regierung verluer.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, eng exzellent Noriicht, déi eis zougedroe ginn ass vun der WHO, dat ass, dass d'Pandemie eriwwer ass. Doriwwer sollte mer eis freeën, an de Covid-19 kënne mer elo als Krankheet ugesinn. Ech wëll net an d'Detailer vun dësem Gesetz goen, well den Här Mars Di Bartolomeo als Rapporter dat gemaach huet, an ech soen em och dës Kéier, mengen ech, fir d'32. oder 33., e ganz grousse Merci fir déi Aarbecht, déi e wärend der ganzer Covidzäit geleescht huet, fir deen doten Dossier, dee mat Sécherheet net einfach war, ech mengen, fir kee vun eis, esou akribesch ze suivéieren.

Ech mengen, kënnen ze soen, dass mer zu Lëtzebuerg verhältnisméisseg gutt derduerchkomm sinn. An natierlech waren net all d'Decisiounen, déi mir heibanne geholl hunn, richteg. Natierlech gouf et aner Vuen tëschent den Oppositiounskolleegen a vläicht de Kolleegen aus der Majoritéit, mee summa summarum mengen ech, dass mer am Verglach mam Ausland gutt derduerchkomm sinn, och wann, an ech mengen, den Här Di Bartolomeo huet et gesot: Déi ganz Zäit, déi wäert Spueren hannerloossen, déi huet Spueren hannerlooss. Mee et ass awer och eng Zäit, déi mat Sécherheet wäert hiren Nidderschlag an de Geschichtsbicher fannen.

Mir hunn eis sozial Kontakter erëm. Ech mengen, dat ass fir d'Mënschen alleguer – Grouss, Kleng, jonk an eeler Leit – immens wichteg. Et huet sech awer och vill verännert. Wann ech just op d'Veränneerungen aginn an eiser Aarbechtswelt, da wëll ech soen, dass mer eis virdrun, virun där Pandemie, vläicht ni esou déif Gedanke gemaach hunn iwwert den Teletravail an dass mer awer elo als Land do eng wierklech progressiv Approche hunn, fir dat ze förderen. An ech weess och net, wéi oft dass Dir virun dëser Pandemie Visiokonferenze gemaach hutt. Ech mengen, ech hu meng éischt Visiokonferenzen entdeckt, wéi mer wierklech am Lockdown waren.

Dee ganzen Episod huet bei de Leit, mengen ech, e gewëssent Bewosstsinn awer erwächt, e Bewosstsi fir dat, wat wichteg ass. Wichteg ass natierlech d'Gesondheet, wichteg ass awer och, sech Zäit ze huelen – an am Lockdown hate mer där jo ganz vill –, sech Zäit ze huele fir sech selwer a fir seng Famill. Ech mengen, dass et och e gewëssent Ëmdenken a verschiddene Saache ginn ass an dass d'Mënsche sech a Fro gestallt hunn a sech vläicht vill Froe gestallt hunn. An ech mengen och, dass eng vun deene Froen oder vun deem Bewosstsinn, wat mer entwéckelt hunn an där Zäit, vläicht d'Bewosstsinn awer ass, wéi wichteg dass d'Natur ass, wéi wichteg dass d'Klima ass. A mir wëssen, dass eng Kris eng aner verstoppt. Wéi gesot, weiderhin e Bewosstbleiwen, wat wichteg ass am Liewen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da wär et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech mengen, Här President, ech maache jiddwerengem eng Freed, wann ech elo keng laang Ried halen. Ech wéilt natierlech dem Rapporter Mars Di Bartolomeo e grousse Merci ausdrécke fir déi vill Rapporten a besonnesch fir deen haut, deen en haut presentéiert huet.

Ee wichtege Message war deen, dass mer e Pandemiegesetz brauchen. Ech mengen, och wa mer dat Wuert „Pandemie" aus dem Gesetz sträichen, heescht dat net, dass mer aus der Memoire solle sträichen, dass mer eis selwer versprach hunn heibannen, eis e Pandemiegesetz ze ginn. An ech mengen, dat wäert eng vun den éischten Erausfuerderunge vun der neier Regierung sinn, do Neel mat Käpp ze maachen an ze kucken, wéi mer esou e Gesetz opbauen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass, dass mer natierlech – do ginn ech och dem Här Wiseler Recht – mussen eng Evaluatioun maachen. Mir musse mat rouegem Kapp eng Kéier zréckblécken, fir herno besser no vir ze blécken. An da weess ee jo, wann ee seet, eng Kris verstoppt déi aner, mee och eng Pandemie verstoppt déi aner. D'Wëssenschaft léiert eis, dass dat hei nach laang net déi lescht Pandemie war, déi mer als Mënschheet erliewen, an op déi nächst solle mer besser virbereet sinn, fir net méi um lénkse Fouss erwëscht ze ginn. Och wann net eng Pandemie d'selwecht ass wéi déi aner, et brauch een e gesetzleche Kader, deen et beschtméiglechst erlaabt, net op en État de crise mussen zréckzegräifen, mee am demokratesche System ze bleiwen an ze fonctionéieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da kucke mer elo, ob den Här Jeff Engelen eis och eng Freed mécht.

(Hilarité)

M. Jeff Engelen (ADR) | Wat mengt Der mat „Freed", Här President? Bon, Här President, merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken – datt ech et net vergiessen – dem Här Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci fir säin – ech mengen, ech loossen et sinn – zigste Rapport zum Covid. Ech géif eis all wënschen an hoffen, datt et de leschte Covidrapport ass, dee mer hei am Parlament musse maachen. Ech mengen, et stéing eis gutt, wa mer dat kéinten esou maachen.

Och begréisse mir dëst Gesetz, well d'Wuert „Pandemie" elo gestrach ass an et ass ersat ginn – ech mengen, den Här Di Bartolomeo huet et gesot – duerch „Covidkrankheet". Et ass och elo flott, datt d'Impfflicht ..., ech denken, datt déi och elo vum Dësch ass. Ech weisen drop hin, datt mir ëmmer géint eng Impfflicht waren – wuel fir fräiwëlleg Impfungen, mee keng Impfflicht.

An da kéim ech zum leschte Saz: Ech mengen, mir sinn elo an enger Phas ukomm, wou mer e bëssen Ofstand zu där Covidgeschicht do hunn – et war jo eng onglécklech Zäit –, an datt mer eis missten awer an dräi Beräicher iergendwéi awer e bësse mat der Entwécklung oder Evolutioun befaassen. Ech denken do zum Beispill un de Long-Covid a seng Folgen. Ech mengen, domadder musse mer eis eng Kéier befaassen. Ech hat dat gëschter Owend iergendwou spéit an enger Fernseesendung gesinn, datt dat do an Däitschland gemaach gëtt.

A woumat mer eis och musse befaassen, ob mer wëllen oder net, sinn d'Niewewierkunge vun den Impfungen. Dat soll een an aller Objektivitéit maachen, fir datt een am Fong geholl an Zukunft gerüst ass, fir datt een Änleches net méi brauch ze maachen.

An dann, ech mengen, ech hat et schonn e puermol hei gesot – ech mengen, den Här Wiseler hat et och gesot –: en allgemengt Pandemiegesetz. Ech mengen, hei kéint een dat opgrond vun den Erfarungen, déi mer hei hunn oder hu misse maachen, vläicht huelen als Basis, fir e Pandemiegesetz ze maachen. Da wier et och vläicht an der Zukunft méi einfach, wann emol esou eppes nach eng Kéier géif antreffen. Ech hoffen a wënsche mer dat net, mee et weess ee jo ni, wat am Liewen nach op eis zoukënnt.

An ech bréngen dann d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz an ech géif Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et elo un der Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. An och nach eng Kéier merci dem Rapporter. Et deet mer leed, ech maachen Iech och kee Gefalen, mee et ass net laang. Mir stëmmen dëst Gesetz natierlech mat. Et ass gutt, dass et de Leit, déi sech vulnerabel spieren, erlaabt bleift, weiderhin eng Mask unzedoen. Dat hunn ech d'lescht Kéier och scho gesot, dat ass ganz kloer eng gutt Saach.

Jo, an och wann d'Covidpandemie ville vun eis wäit ewech schéngt, sou dierfe mer net esou weidermaachen, wéi wann dës Pandemie mat all deenen néidegen an onnéidege Moossnamen ni do gewiescht wier, well de Virus huet awer Wonnen hannerlooss.

Fir d'éischt emol all déi, déi awer um Virus gestuerwe sinn, an dat sinn der vill. An ech mengen, deene muss een och gedenken an natierlech och hire Familljen. An dann och all déi, déi u Long-Covid leiden, och dat sinn der relativ vill. An och all déi, déi mat Impfschied ze kämpfen hunn, déi sech net ëmmer wouergeholl spieren. Ech erënneren un eng Fuerderung vun der Patientevertriedung fir e Fong fir d'Entschiedung vun de Patiente mat Impfschied an och Programmer fir Long-Covid, geneesou wéi et och Programmer fir Post... Pardon, et gëtt jo Programmer fir Long-Covid an u sech fuerdere si och e Programm fir Post-Vac, also fir Impfschied. An Däitschland gëtt et esou eng Ambulanz, an ech wollt nach eng Kéier un déi Fuerderungen erënneren.

Voilà, op engem aneren Niveau, op engem anere Plang, kann een och un all déi erënneren, déi zum Deel ënnert deenen onnéidegen an onverhältnisméissege Moossname gelidden hunn a bis haut dorënner leiden, virun allem Jugendlecher, deenen en Deel vun hire wichtegste Joren awer geholl ginn ass an déi ënner anerem doduerch da mat anere gesondheetleche Schied ze kämpfen hunn. Ech erënneren un d'Donnéeë vun der Unicef, déi natierlech nëmme bedéngt mat dem Covid ze dinn hunn a mat de Covidmoossnamen ze dinn hunn: 16 % Tentative-de-suicidë bei de Jugendlechen. Wéi gesot, ech erënneren drun: Et huet nëmme bedéngt mat Covid ze dinn, mee mir wëssen alleguer, wéi d'Santé-mentales-Suerge bei deene Jonken an d'Luucht gaange sinn an deene leschte Joren.

An eng aner déif Wonn ass um Niveau vun eiser Gesellschaft: Duerch den absolutt onnéidegen a groteske Sproochgebrauch à la „Schwurbler" a „Covidioten" – ech erënneren drun, et ass wäit ewech, mee mir mussen drun erënneren –, an dat zesumme mat der Culpabiliséierung an enger méintelaanger onnéideger Debatt ronderëm eng Impfflicht ass eis Gesellschaft déif gespléckt ginn.

Vill vun deene Leit hu sech net vun de politeschen Autoritéite verstanen a respektéiert gespuert. Am Géigendeel, si goufen un de Pranger gestallt a sinn ënner anerem doduerch an d'Hänn vu rietspopulisteschen Acteure gefall. Och dat muss ee leider ëmmer erëm soen. Et ass e Fakt. An all dës Wonne sinn nach net geheelt. Mir wëssen, dass Wonnen nëmme kënnen heelen, wa Luucht drop schéngt, wa Luucht drop kënnt. Wann een eppes tabuiséiert oder ënnert den Dësch kiert, kënne keng Wonnen heelen. Am Géigendeel, si verhäerte sech, dat ass ganz kloer.

Ech perséinlech hat emol d'Initiativ ergraff, virun annerhallwem Joer, fir en oppenen a kontradiktoreschen Debat tëscht Medezinner ze organiséieren – eebe grad, well et kee gouf. D'Regierung huet sech méintelaang op den Avis vu fënnef Experte bezunn, mee et gouf, obwuel et ëm extreem wichteg an aschneidend Moossname gaangen ass an ënner anerem ëm d'Impfflicht, deen Ament keng gréisser oppe kontradiktoresch Diskussioun tëscht Medezinner. Nodeems e Generalist d'accord war – dee keen Impfskeptiker ass – mat engem vun de fënnef Experten un enger ëffentlecher a kontradiktorescher Debatt deelzehuelen, déi ech dann hätt kënnen organiséieren, war ech un zwee vun den Experten deemools erugetrueden. Nodeems deen éischten, den Dokter Schockmel, mech ofzerwéiert huet mat der Remark, et wär jo alles gewosst, alles um Dësch a kee Besoin fir eng Debatt, huet deen zweeten, den Dokter Muller, mech an engem grotesken a manipulative Bréif un de Chamberpresident a Kopie ëffentlech diffaméiert an ofzerwéiert. Ech hat eigentlech net wëlles, dëst Kapitel public ze maachen, well ech net gäre mat Nimm op der Place publique schaffen – Dir wësst dat, ech maachen dat normalerweis net –, mee ech mengen, et ass wichteg ze soen, mat wéi engen onerhéierte Methode verschidde Leit schaffen!

A menger leschter Covidried hat ech dëst gesot an dat gëllt nach ëmmer: Et ass ni gutt, wann ee mengt, et hätt een d'Wouerecht gepléckt. An et sinn nawell Leit, déi dat mengen, a wann een hinnen dann ze vill Muecht gëtt, dann ass dat geféierlech. Gottseidank ass d'Regierung hinnen, deene fënnef Experten, net an hire Recommandatiounen nogaangen an huet d'Impfflicht net agefouert. Voilà, dat dozou.

Da wollt ech nach ee Punkt uschwätzen: D'Weltgesondheetsorganisatioun plangt de Moment un engem internationalen Accord fir d'Pandemien, dat wësst Der och alleguerten. Mir all wëssen, dass déi nächst Pandemie wäert kommen; d'Fro ass just, wéini a wéi schlëmm se wäert ginn. Natierlech soll een dat preparéieren, dat ass iwwerhaapt net d'Fro. D'Fro ass éischter, wéi ee se preparéiert. An deem Kontext schafft d'OMS jo den Ament dësen Accord aus, dee soll verbindlech ginn. Et gëtt jo vill Gerumouers an deem Kontext. Mir all krute Bréiwer, an ech muss soen, dass ech eigentlech en Unhänger si vun internationale Léisunge fir international Problemer, ganz kloer.

Leider ass et net esou einfach. D'OMS gëtt, wéi jiddwereen heibanne weess, ëmmer méi vu privaten Acteure finanzéiert, déi hir eegen – aner – Interessien hunn. D'Pharmalobby an der OMS ass enorm an dat ass net nei. Dobäi kënnt, wann dësen Accord op Chefetagen ënner Lobbyafloss decidéiert gëtt an esou vun uewen erof imposéiert gëtt, dann ass en null basisdemokratesch legitiméiert. D'Gesondheetsministesch war, souwäit ech weess, zu Genf bei der OMS, an, souwäit ech weess, muss de Staat dësen Ament Amendementer un dësem Text ausschaffen an eraschécken. Dofir wär meng Fro u si, wou dësen Text drun ass a wat d'Positioun vu Lëtzebuerg ass. Misst d'Chamber respektiv d'Santéskommissioun net agebonne ginn an eventuell Avise vun externen Acteure gefrot ginn? Wann dësen Text eis esou impaktéiert, wéi et virgesinn ass an och gewollt ass, misst d'Parlament dann net awer matagebonne ginn?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Den Här Di Bartolomeo freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci. Fir eng kuerz Reaktioun op der Madamm Oberweis hir Feststellunge vis-à-vis vun zwee Experten, déi net hei kënne sinn: Ech si sécher och net ëmmer d'accord gewiescht, ech war heiansdo och méi nuancéiert a menger Meenung vis-à-vis vun deem, wat d'Experte gesot hunn, mee ech mengen awer, dass et net ganz fair ass, fir en net kompletten Dossier hei op den Dësch ze leeën an dann ze soen, wéi een ofgefäerdegt ginn ass a wéi ee behandelt ginn ass. Ech wär do e bësse méi virsiichteg a mengen Aussoen an ech géif jiddefalls esou Aussoe maachen, wann déijéineg och do wären, wa se sech kéinte verteidegen. Dat verlaangt och d'Fairness an dësem Parlament. An ech soen Iech Merci.

Ech wollt awer just nach eng Bemierkung maachen zu enger Feststellung, déi Der gemaach hutt iwwer den Taux de suicide bei deene Jonken. Jo, richteg, et ass ganz bedauerlech, dass et dozou komm ass, mee Dir hat Iech ausgedréckt, wéi wa 16 % vun de Jugendlechen eng Tentative ... Et ass warscheinlech gemengt gewiescht, dass den Taux ëm 16 % geklommen ass, well wann dat géif stëmmen, wat Der gesot hutt, da géife vun 100 Jugendleche 16 eng Tentative de suicide maachen. Dat schéngt mer awer net ganz realistesch ze sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. D'Madamm Oberweis freet d'Wuert zréck a kritt et och.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Zu den Donnéeë vun der Unicef: Ech hat déi deemools gekuckt an ech war wierklech immens schockéiert an ech hu mer se e puermol ugekuckt. Wann Dir se ënnert den Hänn hutt, kënnt Dir se gären zitéieren. Ech hu se grad net ënnert den Hänn, mee ech weess, dass se mech deemools wierklech markéiert hunn an ech mengen, méi Leit heibannen. Ech hu wierklech an Erënnerung, dass et 16 % Tentatives de suicide war. Ech kann et gär nokucken, ech si mer ... Voilà, et huet mech deemools markéiert. Vläicht weess d'Gesondheetsministesch et och oder ... Mee soss kucke mer et no, mee mir wëssen all, dass et immens héich ass. Ech hunn och ganz kloer gesot, dass just bedéngt déi heite Moossnamen domat ze dinn hunn.

Dat anert ass, ech hu mech ... Annerhalleft Joer laang hunn ech näischt gesot. En huet mech wierklech markéiert, de Bréif, ech kann Iech en all gären zoukomme loossen. Den Dokter Muller huet en nämlech un de Chamberpresident geschéckt. Obwuel ech hie perséinlech kontaktéiert hunn a just ech hie kontaktéiert hunn, huet hien de Chamberspresident a Kopie gesat a meng ganz Partei, fir ze soen, hien huet mech kloer wëllen diffaméieren. Et war keng konstruktiv Approche vu senger Säit do, vu menger Säit war d'Approche ganz konstruktiv. Ech kann Iech alles weiderschécken, wann Der wëllt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

(Interruptions et brouhaha)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ëntschellegt, et ass en ëffentleche Personnage. Et ass e Personnage public, et ass net eng Privatpersoun wéi en aneren.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert kritt elo den Här Sven Clement als leschten ageschriwwene Riedner.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt merci dem Rapporteur éternel vun eise Covidgesetzer fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Nee, ech mengen, dat ass mëttlerweil schonn onendlech, datt en dat mécht. Ech hoffen, datt et iergendwann endlech ass an datt mer net nach e puermol mussen heirop zréckkommen.

Bon, déi puer Ännerungen, déi mer dann haut maachen, sinn, mengen ech, schonn erkläert ginn, datt mer den Term „Pandemie" sträichen, dat féiert zu ganz ville redaktionellen Ännerungen. Wéi ech déi éischt Versioun krut vum Texte coordonné, hunn ech geduecht: „O mäi Gott, wat gi se elo hei alles ännere?" An a Wierklechkeet war et op ganz ville Plazen einfach, den Term „Pandemie" ze sträichen, wat faarflech an der Version consolidée no immens vill ausgesinn huet, wat am Endeffekt awer ganz wéineg un der Substanz geännert huet.

Et ass awer definitiv eppes, wat jiddwereen heibanne begréisst, datt d'OMS d'Enn vun der Pandemie deklaréiert huet. Och wann de Covid-19 nach ëmmer net zu 100 % fort ass, sou kann een dann awer wéinstens net méi vun enger Pandemie schwätzen, mee mir schwätzen elo vun engem weidere Stadium vun deem blöde Virus.

Wat mir Piraten dann awer och weider ausdrécklech begréisse kënnen, ass, datt et weider Ausname gëtt fir Leit, déi wëllen eng Mask droen an datt se domadder net automatesch ënnert d'Vermummungsverbot falen. Grad wärend der Pandemie hunn d'Maske gewisen, datt se – ënnert de Konditiounen, datt se richteg benotzt goufen – e ganz gudde Schutz bidde kënnen, an dat net nëmme virum Covid, mee virun enger ganzer Rëtsch u Krankheeten. All Joer erëm hu mer am Wanter Grippesaisonen an do kann de Mask och an Zukunft hëllefen, datt eebe grad ee sech schütze ka respektiv, wann ee sech selwer e bësse krank fillt, een och déi aner viru sech selwer schütze kann. A mir mussen doweinst jidderengen – mee grad de vulnerabele Mënschen – d'Méiglechkeet ginn, sech och weiderhi mat engem Mask kënnen ze schützen.

Ech wëll elo ... Ech wollt mer u sech op d'Zong bäissen an elo näischt méi dozou soen, wat ech elo grad hei vu menger Virriednerin héieren hunn. Ech fannen et immens bedenklech, wann hei op der Tribün en Discours gefouert gëtt, deen awer eng ganz Rëtsch Froen opwerft, ënnert der Hypothees, datt et op déi Froe keng Äntwerte gëtt, obwuel een als vollwäertege Member vun der Santéskommissioun Äntwerten op déi Froe kritt hätt, Accès zu den Experten hat, se konnt froen. Jo, et konnt ee keng Show op enger Tribün maachen, op enger Bün, wou ee sech dann nach selwer hätt kënnen als Moderateur en scène setzen, mee et hätt een all déi Leit kënne froen, et hätt een all déi Leit kënnen interviewen, et hätt een all Informatiounen ..., op all déi Froe kënnen Äntwerte fannen. An ech fannen et ganz schlëmm, datt een dann heibannen ... Knapps ass deen een net do, deen ëmmer ..., deen den duussen Omikron wollt mat heembréngen, scho kënnt et vun der anerer Säit vum Spektrum. Ech hunn dat heibannen e puermol gesot: Ech fannen dat ganz schlëmm!

(Interruption)

Ech mengen, ech hunn iergendee getrëppelt heibannen, Här President. Et ass awer ok.

(Interruption)

Wann ech dann awer iwwer Transparenz schwätzen, da wëll ech awer eppes soen, an dat ass: Jo, mir kënnen als Santéskommissioun all d'Froe stellen. Ech wär awer ganz frou, wa mer vun der Madamm Ministesch iergendwann eng Kéier och déi Kontrakter vun den Impfbeschafunge géife kréien, well do geet et net ëm d'Wierksamkeet, do geet et net ëm weider Secreten. Do geet et drëm, ob mer nach ëmmer Impfstoffer kafen, obwuel mer se net méi asetzen, an ob mer eis dozou kontraktuell verflicht hunn. Well dat huet en Impakt op de Staatsbudget. Dat ass net eng Fro, mat wiem mer en Deal gemaach hunn, firwat mer deen Deal gemaach hunn. Dir wësst, ech hunn heibannen all Commande ënnerstëtzt. Ech hu mech bei Minusgraden an d'Rei gestallt, fir an engem PopUp kënnen zu deem Zäitpunkt geimpft ze ginn, wou et méiglech war. Dat dierf awer e parlamentaresche Contrôle vun der Beschafungsstrategie vun deenen Impfstoffer net aushiewelen.

Dat gesot, wäert ech da mat der neier Verfassung – an den Här President weess et, datt hien nach virun der nächster Conference e Bréif wäert vu mir hunn – nach eng Kéier à charge goen zu deem heite Gesetz.

Ech mengen, ech hunn et kloer gemaach, mir wäerten et ënnerstëtzen a mir hoffen, datt mer net nach zéng weider Iteratiounen dovunner brauchen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Nathalie Oberweis freet d'Wuert fir Fait personnel.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci. Ech wollt just ganz kloerstellen, dass ech wuel an der Kommissioun war, wuel an der Kommissioun den Experte Froe gestallt hunn a vill Froe gestallt hunn. Ech weess net, wien do war, mee ech hu se wierklech preparéiert, ech hunn hinnen all meng Froe gestallt an dorëms ass et net gaangen.

Et ass ëm en ëffentlechen Debat gaangen, dee ganz vill Leit … A mir wëssen et heibannen, ganz vill Leit hunn en ëffentleche kontradiktoreschen Debat gefrot. Ob een domat averstanen ass oder net, ech sinn e Verfechter vun der Demokratie, ech sinn net onbedéngt mat deene Leit averstanen, mee et muss en Debat ginn an dorëms ass et mer gaangen. Net ëm de Fait, dass ech an der Kommissioun den Experte Froe stellen, mee ëm en ëffentlechen Debat op enger ëffentlecher Plattform, dorëms ass et gaangen. Dat ass eppes anescht, wéi an der Kommissioun matzeschaffen, dat hunn ech wuel gemaach.

Ech fannen, Är Methoden, muss ech éierlech soen, Dir kënnt geschwënn erëm eng Kollaboratioun mat der ADR ufänken, sou wéi Dir et scho gemaach hat.

Une voix | Léiwer net!

Une autre voix | Nee!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An elo kritt d'Wuert: den Här Clement wéinst Fait personnel.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hu virdrun eppes ganz Klores hei op der Tribün gesot an ech bleiwen dobäi, datt d'Aarbecht an der Kommissioun, déi a PVen, déi ëffentlech sinn, dokumentéiert ass, Äntwerten op ganz vill vun deene Froe liwwert, déi d'Madamm Oberweis hei op der Tribün gestallt huet a gemaach huet, wéi wann et keng Äntwerten drop géif ginn.

Déi Äntwerten huet se zum Deel doduerjer, datt si se an der Kommissioun gestallt huet, déi Froen, a PVe veréiwegt. An ech hu virdru virgeworf, datt se sech wollt op enger Bün inzenéieren. Dat huet se jo haut gemaach. Méi muss ech dozou net soen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

An elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Virop och merci fir den x-te Rapport zum Covidgesetz. Ech mengen, mir sinn alleguerte frou, dass et offiziell keng Pandemie méi gëtt weltwäit, dass mer an de Beräich vun der Normalitéit komm sinn.

An trotzdeem wësse mer alleguerten, dass déi Pandemie nach ëmmer op eis laascht als Gesellschaft. Déi laascht ongeféier esou op der Gesellschaft, wéi wann een en déckt, schwéiert Iessen hat an dat nach net richteg verdaut huet. Et fält nach vill Aarbecht un, si muss verschafft ginn, et ass Zousazaarbecht derbäikomm. Op internationalem Plang si ganz vill Aarbechtsgruppe bäikomm, et gëtt sech intensiv domadder beschäftegt, fir sech an Zukunft besser opzestelle mat neien Institutiounen, déi geschafe gi sinn, mat Aarbechtsgruppen, déi lafen, fir Leçonen aus deem ze zéien, wat mer geléiert hunn.

An dat ass alles eng gutt Saach, mee et ass nach ëmmer effektiv en Nowierke vun enger Pandemie, wat iwwerall ze spieren ass, net ze schwätze vun de Leit. Ech mengen, mir hunn nach ganz vill Leit an der Behandlung, ob fir Long-Covid … Mir hunn nach ëmmer Leit, déi sech mellen, déi Niewewierkungen hu vun Impfungen. Et si ganz vill Tributer gefuerdert ginn duerch déi Pandemie hei an dat wäert eis nach eng Zäit huelen, fir dat alles opzeschaffen, och am Beräich vun der Santé mentale. Och wa mer hei zu Lëtzebuerg verhältnisméisseg gutt duerch de Bësch komm sinn, sou si mer nach eng länger Zäit mat dëser Saach beschäftegt.

Zum Gesetz ass net vill Technesches ze soen. Ech mengen, et ass schonn ervirgestrach ginn, mir hunn eng Rei Saachen, déi mer eis oprecht halen, fir d'Date kënne weider ze verschaffen, fir och kënnen erëm eng Kéier Masken anzesetzen, falls eng Noutwennegkeet sollt sinn, par rapport zu Covid oder aneren Infektiounskrankheeten. Et ass, wéi den Här Wiseler gesot huet, e bëssen an d'Gewunnechten agaangen, sech ze schützen, wann een eng ustiechend Krankheet huet. Dat ass näischt Schlechtes prinzipiell, soudass dat eng gutt Saach ass.

An och d'Apdikten, kann ech nëmmen ënnersträichen, dat ass och ee vun de Punkten am Plan national santé, wou mer wëlle weider exploréieren, wéi ee verstäerkt kann den Apdikter als Vertrauenspersoun, als Gesondheetsberuffler mat abannen. Dat grad an engem Kontext, wou mer wëssen, dass a ganz Europa eng Penurie an Aussicht steet vu medezinneschem Personal. Do ass dat sécherlech eng gutt Pist an och hei zu Lëtzebuerg eng ganz gutt Erfarung gewiescht. D'Leit hunn dat ganz gutt ugeholl.

An doriwwer eraus géif ech gär dat ënnersträichen, wat ech an Aussiicht gestallt hunn. Eis Ekippe schaffen un engem Covidgesetz, déi Aarbechte lafe riicht weider, och wann en Depot warscheinlech net méi virum Summer wäert sinn. Ech gi jo dovun aus, dass mer och am Hierscht nach kënne Saachen deposéieren. Ech behalen do mäin Optimismus. Mir schaffen dodrunner, ganz intensiv an och seriö. Mir waarden am Moment … Also den Text ass schonn …, dee steet schonn zu engem groussen Deel, mir sinn do am Echange och mat anere Länner.

Ech géif gären dorop opmierksam maachen, dass eebe justement op europäeschem Plang sech ganz vill domadder befaasst gëtt, wat gutt funktionéiert huet a wat net. Do wäerten elo deemnächst och Recommandatiounen erauskomme vum Health Security Committee. Dat ass dee Kommitee vun Experten, dee sech intensiv mat der Pandemie wärenddeem befaasst huet an och elo. Déi Recommandatioune wëlle mer natierlech nach gären afléisse loossen, och Kenntnis dovun huelen, soudass ech jiddefalls fir mäin Deel optimistesch bleiwen a mech sécherlech och engagéieren, mat mengen Ekippen hei bis zum Schluss ze schaffen, wa mer dat nach fäerdegkréien. Eis Ambitioun ass et, nach an dëser Legislatur en Text och ze deposéieren, dass eng nächst Regierung, wéi ëmmer se ausgesäit, dann eppes virleien huet, wou se kann drop weiderschaffen.

D'Evaluatioun ass och schonn oft ugeschwat ginn. Do hat ech Iech och gesot: Mir däerfen net vergiessen, eist Land ass vun enger Pandemie betraff gewiescht, déi net just hei Lëtzebuerg oder Europa concernéiert huet. Mir mussen eis ëmmer erëm virun Aen halen: Mir sinn e Land – wann ech mech richteg erënneren –, wat 82 Kilometer laang a 54 Kilometer breet ass, an dofir maache mer Evaluatioune gären iwwert den Tellerrand eraus. Mir ware mat déi Éischt, déi eis generell als Land evaluéiere gelooss hu vun enger OECD. Dat ass eppes, wat vill gekuckt gëtt, wat vill nogemaach gëtt mëttlerweil vun anere Länner.

An d'selwecht wëlle mer och Frontrunner sinn an der méi detailléierter Evaluatioun. Do gëtt et e Modell vun der WHO, dat ass de Universal Health and Preparedness Review, wou Portugal dat éischt Land an Europa ass, wat deen Exercice gemaach huet. Dir wësst, dass Portugal ganz staark geschloe war vun der Pandemie. Si waren déi Éischt, déi et gemaach hunn. Mir sinn déi Zweet, wann ech richteg informéiert sinn, déi et ugefrot hunn. Dat heescht, dat ass déi Evaluatioun, déi mir offiziell ugefrot hunn.

Dat wäert eppes Opwenneges ginn. Et huet awer de Meritt, dass et e consacréierten internationale Referenzkader ass, wou ee sech och herno ka vergläichen, wou mer wierklech héichkaräteg Experte wäerte kënne mobiliséieren. Et sinn natierlech Aarbechten, déi eng Zäit wäerten huelen, mee jiddefalls eis Demande ass eragaange bei der WHO. Mir wëllen och deen Exercice maachen a sinn och do bereet, natierlech déi néideg Moyenen dranzesetzen – sou Exercicë si ganz opwenneg.

Och dat sinn Nowéie vun enger Kris, dat mobiliséiert eng Verwaltung vill. Et huet natierlech de Meritt herno, dass een eng objektiv Vue huet an och ka mat anere Länner an de Verglach goen. Dat ass en Exercice, dee sech allerdéngs méi laang wäert zéien. Dat wäert iwwert den Hierscht ulafen an dann awer eng gewëssen Zäit huelen. Ech invitéieren awer jiddwereen, deen dat interesséiert, Kenntnis ze huele vun deem portugisesche Rapport. Dat ass, wéi gesot, den éischten, dee virläit. Dee fënnt een um Internet bei der WHO an do kritt een eng Iddi, wat dat ass.

Just fir op de Suicide ze korrigéieren, ech hat nogefrot: Et ass effektiv 16 op 100.000, dat ass laut dem OECD-Rapport, 16 Suiciden op 100.000. Also net 16 op 100, mee op 100.000. Dohier kënnt de 16. Voilà.

Ech soen Iech Merci fir d'Zoustëmmung a wënsche mer näischt méi, wéi hei net nach eng Kéier musse mat engem Covidgesetz, der Rallonge vun deem heiten, virun Iech ze stoen. Warscheinlech wäert ech keen neit méi presentéiere kënnen, mee deposéiere wäert mer vläicht nach erlaabt sinn. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech hunn effektiv och d'Zuele vun der Unicef elo erëmfonnt. Et ass 15 % „[qui ont] sérieusement réfléchi au suicide" a 7,7 % „[qui ont] fait une tentative de suicide". Dat waren déi Zuelen, déi ech gesinn hat, dofir ... Bref, effektiv, et ass gutt, datt den Här Di Bartolomeo et gesot huet, well et ass 15 % „réfléchi au suicide" a 7,7 % – wat nach ëmmer ze héich ass – „tentative de suicide".

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Preziséiounen. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8252. Den Text steet am Document parlementaire 8252[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8252 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8252 est adopté à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Claude Wiseler), Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup) et Fred Keup ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.32 heures.)

60e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8079 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :**
   1° du Code du travail ;
   2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
   3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;
   4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg p. 40
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler
   Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8079 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. André Bauler | Mme Martine Hansen
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
3. **8203 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle** p. 45
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
   Mme Myriam Cecchetti
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8203 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Question élargie n° 193 de M. Sven Clement au sujet de la TVA sur les produits CBD** p. 47
   M. Sven Clement | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
5. **8154 – Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg-Kirchberg** p. 48
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   Discussion générale : M. Laurent Mosar (interventions de M. Marc Lies et M. Gilles Baum) | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Roy Reding (interventions de M. Sven Clement) | M. Michel Wolter (interventions de M. François Benoy et M. Dan Kersch)
   Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Sven Clement (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes (intervention de M. Laurent Mosar) | M. le Ministre François Bausch (intervention de Mme la Ministre Yuriko Backes)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8154 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8214 – Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux** p. 57
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. André Bauler) | M. Sven Clement | M. Roy Reding | M. Michel Wolter
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8214 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8226 – Projet de loi portant approbation du deuxième Avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011** p. 59
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8226 et dispense du second vote constitutionnel

8. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à la neutralité de la Chambre des Députés en tant qu'institution **p. 60**

Exposé : M. Fernand Kartheiser

Discussion générale : M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Gilles Baum | Mme Nathalie Oberweis | Mme Martine Hansen | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur la résolution (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 8079 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;

4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mam Projet de loi 8079 iwwert d'Revisioun vum generelle Kader vum Enseignement supérieur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mam virleiende Gesetzesprojet droe mer de strukturellen an organisatoreschen Entwécklungen am Héichschoulberäich Rechnung a mir passen un d'Dispositiounen iwwert de Brevet de technicien supérieur, de BTS, an iwwert d'Programmer, déi vu spezialiséierten Héichschoulen hei am Land ugebuede ginn.

Wéi am Regierungsprogramm virgesinn, iwwerschaffe mer zu deem Zweck dat bestoend Héichschoulgesetz an ënnerhuele punktuell Ännerungen um Code du travail, um Gesetz iwwert d'Reconnaissance des qualifications professionnelles, um Unisgesetz an um Gesetz iwwert d'Études spécialisées en médecine vun der Uni Lëtzebuerg.

Méi wéi zéng Joer nom Akraafttriede vum initialen Héichschoulgesetz vun 2009 hu sech souwuel déi national wéi och déi europäesch an international Standarden an dësem Beräich staark verännert, virun allem, wat d'Qualitéitskrittäre vum Enseignement betrëfft. An Dir wäert och herno gesinn, datt dat Wuert „Qualitéit" ëmmer nees erëmkënnt.

Fir déi exzellent Renommee vun eisem Héichschoulsystem an déi international Unerkennung vun eisen Diplomer an Zukunft weiderhin ze garantéieren, musse mer eng Rei Upassungen un eisem bestoende Gesetzeskader virhuelen.

Ier ech op déi eenzel Punkte vun dësem Gesetzesprojet ze schwätze kommen, wëll ech als Éischt de Kader fir déi geplangten Ännerunge setzen an e ganz klengen Exkurs an d'Geschicht vun eisem Héichschoulsystem maachen.

Zënter dem Ufank vum neie Joerdausend huet sech am Beräich vun der Qualitéitssécherung am Enseignement supérieur villes gedoen. Mat der Konventioun vu Lissabon gouf am Joer 1997 an Europa e wichtege Schrëtt gemaach, fir déi verschidden Héichschoulsystemer vun den europäesche Länner méi no beieneen ze bréngen. Deen Text gesäit eenheetlech Krittäre fir déi géigesäiteg Unerkennung vun Héichschouldiplomer vir an huet all d'Signataires och rechtlech dorunner gebonnen.

Dës Konventioun, also d'Convention de Lisbonne, huet dann och de Wee fir de Bologna-Prozess virbereet, un deem mëttlerweil 47 Länner deelhuele mam Zil, fir een harmoniséierte Kader fir déi vereenzelt Héichschoulsystemer vun de Signataires ze schafen.

Mam Bologna-Prozess goufen déi dräi akadeemesch Zykle vum Bachelor, Master an Doktorat geschaf, déi op der Usammlung vun ECTS-Punkte baséieren. De Bologna-Prozess baséiert sech op gemeinsam Krittären, nämlech op déi sougenannten „ESG-Krittären": europäesch Standarden a Richtlinne fir d'Qualitéitssécherung am europäeschen Héichschoulberäich.

Hei gëtt dann ënnerscheet tëscht der interner an der externer Qualitéitssécherung. Déi intern betrëfft d'Moossnamen, déi d'Héichschoule selwer huelen, wärend déi extern Kontroll zum Beispill vun den Akkreditéierungsagencë gewärleescht gëtt.

2008 gouf dann de Cadre européen des qualifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie vum Europaparlament ugeholl. Am Géigesaz zum Bologna-Prozess reegelt dësen net nëmmen d'Architektur vun de Bacheloren, Masteren an Doktoraten, mee vu sämtleche Qualifikatiounsniveauen an der Schoul, an der Formation professionnelle an am Enseignement supérieur. Dëse Kader definéiert soumat d'Acquise vun aacht verschiddene Qualifikatiounsniveauen.

Op nationalem Niveau hu mir dunn 2012 de Cadre luxembourgeois des qualifications zu Lëtzebuerg agefouert, deen op den europäesche Richtlinne baséiert.

Besonnesch interessant sinn dann och déi regional Accorden iwwert d'Reconnaissance automatique vun den Héichschouldiplomer, déi mer mat Holland an der Belsch getraff hunn. Zanter 2015 huet sech d'Benelux nämlech derzou engagéiert, fir den Niveau vun de Bachelor- a Masterdiplomer an ab 2018 och de sougenannten „associate degrees" an den akadeemeschen Doktorater, déi an engem vun den dräi Länner ausgestallt a vun deem Land als solch Diplomer unerkannt ginn, automatesch ënnereneen unzëerkennen.

E Lëtzebuerger zum Beispill, deen an der Belsch studéiert huet an duerno zréck op Lëtzebuerg kënnt, brauch hautdesdaags also am Prinzipp keng Demande méi beim Staat ze maachen, fir säin Diplom unerkannt ze kréien.

Ganz rezent gouf dësen Accord dunn op déi dräi baltesch Länner erweidert. Dir erënnert Iech warscheinlech, mir haten deen Text hei am Plenum.

National gesinn huet d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 eng Schlësselroll fir d'Entwécklung vun eiser Héichschoul- a Fuerschungslandschaft gespillt. Mir hunn deemools als eent vun den éischte Länner an Europa resolutt a konsequent d'Richtlinne vum Bologna-Prozess adoptéiert a konnten eis séier eng international Reputatioun opbauen.

2009 hu mer dunn d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Lëtzebuerger Héichschoulsystem gestëmmt, dat eng gesetzlech Basis fir Studie geschaf huet, déi vun engem anere Prestataire wéi der Uni ugebuede ginn.

An dësem Gesetz gouf festgehalen, datt sämtlech BTS-Programmen an och Programmer, déi vu privaten Héichschoulen hei am Land ugebuede ginn, nëmmen dann zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, wa se am Virfeld akkreditéiert goufen. D'Prozedur vun der Akkreditéierung, oder der Akkreditatioun, garantéiert nämlech, datt d'Programmen den europäeschen an nationale Qualitéitskrittären entspriechen.

Nodeems mer 2018 eréischt d'Gesetz iwwert d'Uni Lëtzebuerg ugepasst haten, ass et elo och un der Zäit, fir eng Rei Revisiounen um alen Héichschoulgesetz virzehuelen. D'2009er Gesetz gëtt deemno abrogéiert an duerch en neien Text ersat.

Engersäits geet et drëms, fir de Funktionement vun de BTS-Programmen an d'Programmer vu spezialiséierten Héichschoulinstituter un déi vun der Uni Lëtzebuerg unzepassen a soumat méi Kohärenz an eisen Héichschoulsecteur ze bréngen. An anerersäits ginn eng Partie Neierunge bei de BTSen a bei der Qualitéitssécherung agefouert.

Ech wäert elo kuerz a knapp op déi wichtegst Punkten agoen. Als Alleréischt preziséiert dësen Text nach emol kloer, wéi eng Programmen a wéi eng Prestataire ren am Lëtzebuerger Héichschoulsystem unerkannt sinn.

Fir d'Studente géint Bedruch a Falschinformatiounen ze schützen, gi Bezeechnunge wéi „Université" an „Établissement d'enseignement supérieur spécialisé" an och Titele wéi BTS, Bachelor, Master an Doktorat rechtlech geschützt. Soumat wëllt een evitéieren, datt dës Begréffer fir onéierlech Zwecker mëssbraucht an déi jonk Leit getäuscht ginn.

Wat d'BTSe betrëfft, esou ginn, wéi gesot, verschidde Basisprinzippien un d'Dispositioune vum Unisgesetz ugepasst. An Zukunft soll et dann och méiglech ginn, datt verschidde Lycéeën zesummen eng BTS-Formatioun kënnen ubidden a soumat Synergien tëscht de Schoule geschaf ginn.

Eng wichteg Neierung an deem Beräich ass dann och d'Aféierung vum BTS en alternance, den theoreteschen Unterrecht am Lycée gëtt hei mat praktesche Modullen um Terrain ergänzt.

D'Studentinnen an d'Studente verbréngen all Woch een Deel vun hirer Zäit am Betrib, wou si hiert neit Wëssen direkt applizéiere kënnen. Fir deen neie

Modell ze lancéieren, féiert dëse Gesetzesprojet och eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Patronen an, déi BTS-Studenten en alternance bei sech ophuelen.

En anere wichtege Punkt betrëfft d'Stagen, déi am Kader vun enger BTS-Formatioun gemaach ginn. Bis ewell war et de Patrone fräi iwwerlooss, ob si hir Stagiairë bezuelt hunn oder net, mee an Zukunft falen dës Stagen, genee wéi déi vun der Uni.lu, ënnert d'Reegele vum Code du travail. All BTS-Stage vu minimum véier Woche muss an Zukunft bezuelt ginn, an dat an Héicht vun op d'mannst 30 % vum onqualifizéierte Mindestloun.

Letzten Enns schaaft dëse Gesetzesprojet dann och eng legal Basis fir Passerellen tëscht BTS- a Bachelorformatiounen am selwechte Beräich op der Uni Lëtzebuerg, fir de Studenten nach méi Méiglechkeeten an Zukunftsperspektiven ze bidden.

Fir d'Qualitéit vun de BTS-Formatiounen an de spezialiséierten Héichschoulprogrammer hei am Land ze sécheren, ginn d'Prozeduren an d'Krittäre fir d'Akkreditéierung vun dëse Programmen iwwerschafft. An Zukunft wäerte sämtlech Dossiere vun der NVAO, der hollännesch-flämescher Agence fir Qualitéitssécherung am Héichschoulberäich, evaluéiert ginn. Domat séchere mir d'Kohärenz tëschent der Akkreditéierung vu BTS-Formatiounen a vu Bachelor- a Masterformatioune vun de spezialiséierten Héichschoulinstitutiounen. Et sief och bemierkt, datt Lëtzebuerg schonn zanter Längerem mat dëser Agence fir d'Akkreditatioun vun de Programmer vun de spezialiséierten Héichschoulinstitutiounen zesummeschafft.

An engem leschte Kapitel proposéiert de Gesetzesprojet e puer Ännerungen um Code du travail, um Gesetz vun 2016 iwwert d'Qualifications professionnelles, um Unisgesetz an um Gesetz vun 2020 iwwert d'Études spécialisées en médecine. Dës Upassunge sinn engersäits néideg, well op der Uni Lëtzebuerg nei Bachelorformatiounen am Infirmiersberäich agefouert ginn. An anerersäits gëtt heimat der Afëierung vum akadeemesche Grad vum „docteur en médecine" fir d'Absolvente vun den Études spécialisées en médecine vun eiser Uni Rechnung gedroen. Dësen neie Grad ergänzt also d'Offer vun den dräi aktuelle Graden, dem Bachelor, dem Master an – loosse mer dat emol esou nennen – dem „klasseschen" Doktertitel. Et sief och bemierkt, datt dëse Grad och retroaktiv fir d'Studentinnen an d'Studenten aus den zwee leschte Joergäng, also vun 2021/2022 an 2022/2023, verdeelt gëtt – oder erdeelt gëtt. Den Docteur en médecine wäert sécherlech zur Attraktivitéit vun de spezialiséierte Studien an der Onkologie, der Neurologie an der Médecine générale bäidroen.

Léif alleguer, zu gudder Lescht wëll ech nach emol op d'Avise vum Staatsrot an de Beruffskummeren ze schwätze kommen. D'Detailer fannt Der a mengem schréftleche Rapport. D'Chambre des Salariés begréisst, datt d'BTS-Programmen an Zukunft och en alternance ugebuede ginn, dass se fir Jonker mat engem DAP accessibel ginn an datt d'Stagen an deem Kader musse bezuelt ginn, dräi Punkten, déi schonn zanter längerer Zäit um Terrain gefuerdert goufen. Och d'Afëierung vun enger staatlecher Primm fir Entreprisen, déi d'BTS-Studenten en alternance ausbilden, huet d'Chambre des Salariés ausdrécklech gelueft. Wat speziell d'Formatioun fir d'Infirmièrë betrëfft, sou kritiséiert se allerdéngs, datt et den Ament zwou Formatiounen op ënnerschiddlechem akadeemeschem Niveau hei am Land gëtt, déi awer alle béid Accès op den nämmlechten Titre professionnel erméiglechen. Ausserdeem hätt d'Salariatskummer sech eng méi héich Bezuelung fir d'BTS-Stagiairë gewënscht.

D'Staatsbeamtekummer weist sech erfreet doriwwer, datt d'Reputatioun vun de Lëtzebuerger Héichschouldiplomer gestäerkt gëtt, datt d'BTS-Stagen an Zukunft remuneréiert ginn an datt an de leschte Joren eng Rëtsch nei Studiegäng am Beräich vun der Medezinn an elo och am Gesondheetsberäich vun der Uni Lëtzebuerg en place gesat goufen.

D'Handelskummer, d'Handwierkerkummer an d'Agrar- oder d'Landwirtschaftskummer, d'Chambre d'Agriculture, warnen an hirem gemeinsamen Avis awer och do virdrunner, datt déi nei Akkreditéierungsprozeduren, d'Procédures d'accréditation also, riskéieren, als komplizéiert an aschränkend empfonnt ze ginn, a soumat den Héichschoulsecteur net schnell genuch op d'Bedürfnisser vum Aarbechtsmaart ka reagéieren. Anescht wéi d'Chambre des Salariés an d'Staatsbeamtekummer sinn d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Médiers an d'Chambre d'Agriculture och géint eng obligatoresch Indemnisatioun bei de BTS-Stagen. Hirer Meenung no géifen doduerch vläicht manner Entreprisë Stagiairen astellen.

De Collège médical ënnerstëtzt déi grouss Linne vum Gesetzesprojet a begréisst d'Ustrengunge fir d'Promotioun vun de Medezinnstudien hei am Land.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Oppositions formelles ausgeschwat, wat d'Fixatioun vun Indemnitéite via Règlement grand-ducal ubelaangt, déi awer no den Amendementer vun der zoustänneger Kommissioun, déi dat jo nach e Méindeg de Moien am Detail analyséiert huet, wéi gesot, nees konnten opgehuewe ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech elo op mäi schréftleche Rapport an do géif ech och dann direkt d'Zoustëmmung gi vu mengem Groupe parlementaire, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter André Bauler.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Mat dësem Gesetz gëtt elo de Kader vun der Héichschoulausbildung ugepasst. De Rapporter, den André Bauler, ass op d'Detailer agaangen. Ech soen him e ganz grousse Merci dofir, ech wäert dat also net méi maachen. A fënnef Minutten ass dat och schwéier machbar. D'Héichschoulausbildung, d'Bildung allgemeng ass extreem wichteg fir eis, well et ass bal eis eenzeg, zumindest eis wichtegst Matière première, déi mir als Lëtzebuerg hunn.

An ech soen et och direkt: Mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen. Eng Partie Saache gi sécher besser, mee mir bedaueren, datt d'Zäit ... an et ware fënnef Joer, well am Koalitiounsaccord steet dës Adaptatioun vum Projet de loi dran, et ware fënnef Joer Zäit, déi u sech eiser Meenung no net genotzt gi sinn, fir méi eng breet Concertatioun ze maachen a fir d'Héichschoulausbildung och am Beräich vum Concomitant opzemaachen. Mee eent nom aneren.

An ech fänken emol mat deene positive Saachen un. Mir begréissen, datt d'BTS-Formatioune kënne vu méi Lycéeën zesummen organiséiert ginn. Mir begréissen, datt Passerelle geschaaft gi sinn – wat extreem wichteg ass – vum BTS an de Bachelor eriwwer mat der Uni.lu. Elo muss nach just séchergestallt ginn, datt dat an der Praxis och gutt ofleeft an och relativ einfach ofleeft, well esou e Stufemodell, Trapen, fir an der Beruffsausbildung och eropzeklammen, sinn extreem wichteg, fir d'Beruffsausbildung och méi attraktiv ze maachen, an dat brauch eis Wirtschaft. Mir begréissen och d'Afëierung an den Ausbau vun der Medezinnerausbildung op der Uni.lu. Den Docteur en médecine wäert sécherlech d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg erhéijen, genausou och d'Méiglechkeet, fir d'Stagen elo an deem Beräich och ze bezuelen.

Allerdéngs geet et eis esou wéi de Beruffs- a Salariatskummeren. Si haten iwwregens am November d'lescht Joer zesummen e Bréif gemaach, wou se gefrot haten, fir dee ganze Projet de loi u sech zréckzezéien. Mir fannen et definitiv schued an och richteg schued, datt d'Zäit net genotzt ginn ass, fir e Konzept op den Dësch ze leeën, fir déi dual Héichschoulausbildung u sech virzeschloen, fir do e richtegt Konzept opzebauen.

Mam Projet de loi gëtt et elo eng Méiglechkeet – och do ass den Här Bauler drop agaang – fir de BTS en alternance. Et ass e richtegen oder en éischte wichtege Schratt an déi richteg Richtung, mee et ass en extreem klenge Schratt. A wa mer mat deem Schleekentempo virufueren, da komme mer net séier genuch weider, virun allem och net am Verglach zum Ausland. Et héiert sech och nach relativ gutt un. En heescht „en alternance", dat heescht, et kéint ee scho bal mengen, e wier vergläichbar mat dem Régime concomitant aus der Beruffsausbildung. Dat ass et awer net. De Student wäert hei Stagë maachen an e kritt kee Contrat d'apprentissange.

Eppes, wat ech dann op där Plaz och net ka verstoen – den Här Bauler huet relativ vill vu Qualitéit geschwat –, dat ass: Firwat ginn hei d'Betriber net méi genau gekuckt? Firwat mussen déi net spezifesch Qualitéitskrittären erfëllen, zum Beispill esou wéi an der Beruffsausbildung? Do mussen déi en „droit de former" noweisen. Hei gëtt dat net gefrot. Dat heescht, och do denken ech, datt et wichteg gewiescht wär, fir hei nozebesseren.

Ben, den Här Minister huet anscheinend annoncéiert, fir e Groupe de travail elo ze lancéieren, fir iwwert dës Problematik am Allgemengen ze schwätzen. Fir eis ass dat e bëssen eng komesch Reiefolleg. Elo hu mer d'Gesetz, elo kommen d'Concertatiounen. Aus eiser Siicht wier et besser ëmgedréint gewiescht, d'Concertatiounen ze maachen an dann d'Gesetz esou unzepassen, datt mer do méi zukunftsträchteg sinn.

Ouni Contrat d'apprentissage wäert et fir vill Studente méi interessant sinn, an d'Ausland ze goen an domadder och an en auslännesche Betrib, well do déi Méiglechkeet besteet vun engem BTS en régime concomitant. Mir hunn dat net ganz dacks, datt et méi attraktiv ass, an d'Ausland ze goen.

An dësem Fall wär et et awer, well dee Mindestsalaire, dee se do kréien, wäert warscheinlech méi héich si wéi dat, wat se hei fir e Stage kënne kréien. Eis Betriber riskéieren domadder, potenziell Aarbechtskräften ze verléieren, wat u sech schlecht ass fir d'Betriber a virun allem och fir eis Ekonomie.

Als CSV – a mir haten dat schonns an eisem leschte Walprogramm stoen a mir wäerten dat och an dësem Walprogramm nach eng Kéier stoen hunn – setze mer eis a fir e kohärent Konzept vun dualer Héichschoulausbildung um Niveau vum BTS an och um Niveau vum Bachelor. An an deem Sënn deposéieren ech elo hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, déi néideg Upassungen esou séier wéi méiglech ze maachen, fir eeben e Konzept vun där richteger dualer Héichschoulausbildung mat engem Contrat d'apprentissage an där entspriechender Bezuelung op den Dësch ze leeën. Mir wäerten eis also bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant qu'il n'existe actuellement pas de base légale adaptée au Luxembourg pour organiser un BTS ou des autres formations supérieures sous contrat d'apprentissage ;

– notant que de telles formations duales existent dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier en Grande Région aux niveaux BTS et bachelor ainsi que dans d'autres pays de l'Union européenne ;

– sachant que l'Espace européen de l'éducation 2025 et la Commission européenne proposent de « renforcer la pertinence de l'enseignement supérieur au regard du marché du travail et de la société, notamment par une compréhension plus fine et prospective des besoins et performances du marché du travail » ;

– considérant que les chambres professionnelles et salariales dans leurs avis ainsi que les entreprises préconisent l'organisation de programmes d'enseignement supérieur (BTS, bachelor, master) sous contrat d'apprentissage, afin de compléter l'offre académique et de faciliter l'acquisition de qualifications supplémentaires pour les salariés en fonction ;

– notant que le projet de loi en question fait référence à la création d'une base légale pour la mise en place de programmes d'études en alternance en augmentant le nombre de crédits ECTS lié à la formation en milieu professionnel (45 %), mais ne considère pas l'élaboration d'un statut spécifique de contrat d'apprentissage pour les programmes suivis en alternance ;

– constatant que la position des Chambres relative à l'organisation de formations supérieures sous contrat d'apprentissage n'a pas été suivie, et qu'elles réitèrent la nécessité de continuer les efforts entamés en vue de la mise en place d'une base légale permettant l'organisation de formations supérieures (BTS, bachelor, master) sous contrat d'apprentissage,

invite le Gouvernement à adapter le plus rapidement possible la loi et plus précisément :

– de mettre en place une base légale au Luxembourg permettant l'organisation de formations supérieures (BTS, bachelor, master) sous contrat d'apprentissage afin de compléter l'offre académique et de faciliter l'acquisition de qualifications supplémentaires pour les salariés en fonction.

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Max Hengel, Gilles Roth, Marc Spautz.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, merci dem André Bauler fir säin ausféierleche Rapport iwwert dëse Projet de loi, mat deem d'Héichschoulwiesen zu Lëtzebuerg iwwerschafft gëtt. De Koalitiounsaccord gesäit vir, datt den Enseignement supérieur e kohärente Kader kritt, fir d'Renommee vum Lëtzebuerger System héichzehalen – an dat begréisse mir natierlech absolutt! D'Revisioun betrëfft souwuel d'Organisatioun wéi och d'Gouvernance, an et ass och evident, datt duerfir op d'Bologna-Prinzippien an op déi europäesch Qualitéitskrittäre gesat gëtt. Am Koalitiounsaccord ass jo och virgesinn, d'Gouvernance vun de BTS-Programmer ze verbesseren. Ënner anerem sollen d'Akkreditatiounsprozeduren iwwerschafft ginn an d'BTS-Offeren erweidert ginn.

Dëse Projet de loi bréngt also eng ganz Rei Verbesserungen, well e versicht, den Entwécklunge vun de leschte Joren am Beräich vum Héichschoulwiese Rechnung ze droen. An d'LSAP wäert en duerfir natierlech och stëmmen, allerdéngs gëtt et awer och deen een oder anere Bemoll. Besonnesch gesäit een dat an den Avise vun de Beruffschamberen. Op zwee Punkte wéilt ech duerfir agoen.

De BTS ass e ganz wichtegen Deel vun eiser Bildungsoffer ginn. E bitt d'Méiglechkeet fir en duaalt Studium. D'Beruffschambere kritiséieren awer, datt déi dual Formatioun am Projet de loi ze kuerz kéim. Wärend et e Programme d'enseignement supérieur en alternance an eisen Nopeschlänner gëtt, gesäit dëse Projet de loi just Stagen als Praxiserfarung vir. Et ass esou, datt de prakteschen Deel um Niveau BTS en alternance eeben duerch eng Convention de stage gereegelt gëtt, déi awer ganz kloer a puncto sozial Ofsécherung vum Student/Stagiaire Lacunnen huet, wéi d'Chambre des Salariés dat och kloer denoncéiert.

Bei engem klenge Stage vun e puer Wochen ass dat vläicht guer kee Problem, mee et gëtt jo zum Beispill de Pilotprojet BTS Commerce, wou de Student wärend sengen zwee Joer BTS all Woch zwee Deeg an e Betrib geet, am zweete Joer souguer zwee an en hallwen Dag, an do och matschafft. Dee Student kann net fir seng Pensioun cotiséieren, huet net déi selwecht Protection sociale, an déi 30 % vun engem net qualifizéierte Mindestloun, dat si grad emol 694 Euro de Mount.

Wat awer elo wierklech kokass ass, dat ass, datt et wuel schonn eng legal Basis gëtt fir d'Indemniséierung vun der praktescher Formatioun zu Lëtzebuerg ënnert Contrat d'apprentissage, an zwar fir 24 franséisch BTS-Programmer, festgehalen am Règlement grand-ducal vum 6. August 2021 am Kader vun der Conférence intergouvernementale tëscht Lëtzebuerg a Frankräich. Dat heescht, et gëtt hei eng Benodeelegung fir déi Lëtzebuerger Formatiounen, well fir den Apprentissage transfrontalier gëtt et am éischte BTS-Joer 1.583 Euro an am zweete Joer souguer 2.036 Euro, an net nëmme 694 wéi fir d'Studente vun engem Lëtzebuerger BTS en alternance.

Do muss also an eisen Aen onbedéngt eng Nobesserung kommen, wa mer d'Formation en alternance wierklech wëllen eescht huelen a se attraktiv wëlle maachen an halen an domadder och der Penurie vu ville Secteure Meeschter ginn. Mir brauchen à court terme eng legal Basis fir dës Programmer, fir BTS, Bachelor a Master mat engem Léiervertrag.

Mir sinn och allgemeng der Meenung, dass d'Schülerinnen a Schüler aus der Beruffsausbildung Perspektive brauchen, fir sech méi héich ze qualifizéieren. Si wëllen an den Aarbechtsmarché wëll dat och. Duerfir ass et fir eis kloer, datt dat nogebessert soll ginn. Dat ass dann d'Aufgab vun der nächster Regierung. Mir mussen a mir wëllen d'Beruffsausbildung méi attraktiv maachen.

Dann nach zu deem weidere Kritickpunkt an den Avise vun de Beruffschamberen, wat déi streng Krittäre fir privat Héichschoulinstitutiounen zu Lëtzebuerg ugeet. Hei géif de Risiko bestoen, datt verschidden Instituter dës Krittären net wäerte kënnen erfëllen an hir Akkreditéierung verléieren oder se net kréien, Strukturen, déi jo awer zur Diversitéit vun eisem Héichschoulstanduert kënne bäidroen. Wa jonk Talenter op Lëtzebuerg kommen, dann hu se dacks de Besoin, no e puer Joer nach en Zousazdiplom oder en Zertifikat ze maachen no den éischte Joren Aarbechtserfarung.

Wann déi Offer net zu Lëtzebuerg besteet, da ginn déi Leit nees fort, da gi se an aner Zentren, op Paräis, Berlin, London. Duerfir ass et wichteg, datt esou Offeren hei bei eis bestoe bleiwen. A mir di gutt drun, am A ze behalen, wéi d'Offer sech an den nächste Joren entwéckelt: Net just akadeemesch, mee och professionell Ausbildungen, besonnesch an den technesche Beruffer, sinn e Gewënn fir Leit, Betriber a Standuert. An der Hoffnung, datt dës Reform och deem Rechnung dréit, ginn ech heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. An da wier et un däer honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Merci dem Här Rapporter André Bauler fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. En erlaabt mer, mech op e puer politesch Consideratioune kënnen ze fokusséieren. Eppes virewech: Mir ginn natierlech eisen Accord zu dësem Projet de loi, an dat, well en eng ganz Rei ganz sënnvoll Mesüren enthält.

Gläichzäiteg hu mer awer och de gemeinsamen Avis vun de Beruffskummeren zur Kenntnis geholl, déi sech awer nawell ganz kritesch vis-à-vis vun dësem Projet de loi geäussert hunn. Mir fannen, dass mat den Amendementer eng Rei Doleancen aus der Welt geschaf goufen, mee mir géifen eis awer freeën, wann op deene verbleiwende Punkten trotzdeem an enger nächster Legislaturperiod nogebessert kéint ginn.

Viller vun dësen Desaccorde kommen dohier, dass d'Beruffskummeren am Virfeld net genuch matagebonne waren an et féiert wéi an aneren Dossieren dozou, dass da vermeidbar Konflikter entstinn an duerchaus sënnvoll Iddien op der Streck bleiwen. Den Dialog an den Austausch mam Secteur muss sech an Zukunft verbesseren, fir de Realitéiten um Terrain besser Rechnung ze droen a sämtlech Acteure mat op de Wee ze huelen.

Am Projet de loi fanne sech eng ganz Rei sënnvoll a gutt Elementer erëm, déi ech wëll ënnersträichen. De Schutz vun den akadeemeschen Titelen a Bezeechnungen ass wichteg, well et an engem ëmmer méi kommerzialiséierten Héichschoulangebot och muss protegéiert Terme ginn, déi jo u gewësse Qualitéitserwaardungen an un akadeemesch Grade gekoppelt sinn.

D'Méiglechkeet vu Passerellen tëscht BTS a Bachelor gëtt am Gesetz unerkannt, genee wéi tëscht dem DAP an dem BTS. Letzteres war en Amendement op Basis vun den Avisen zum Gesetz an a béide Fäll muss déi jeeweileg Ausbildung an der selwechter Spezialisatioun sinn, wat eiser Meenung no duerchaus logesch ass an deementspriechend wierklech eng Plus-value am Gesetz duerstellt.

D'Aféierung vum Titel „Docteur en médecine" fanne mir Gréng eng gutt an néideg Verbesserung, déi an de Revendicatioune vum Corps médical de Studéierenden an der akadeemescher Communautéit och Rechnung dréit.

D'Stagen, déi am Kader vum BTS gemaach ginn – a meng Virriednerinnen hunn et och schonn ugedeit –, falen elo ënnert d'Stagegesetz, dat heescht, se gi remuneréiert. Dat kléngt natierlech gutt. Mee et gëtt awer och Kritick: „L'argument déterminant était que les chances de trouver un patron de stage étaient ainsi considérablement augmentées, permettant de réduire la pression sur les élèves et étudiants pour qui le stage obligatoire constitue une condition nécessaire à la validation de l'année ou du cursus scolaire ou universitaire."

D'Fro ronderëm d'Stagen an hir Attraktivitéit ass a bleift eng Problematik, där mir eis mussen unhuelen. Méi ambivalent gesi mer de Modell vun dem BTS en alternance, wéi dëse Projet de loi et virgesäit. D'Chambre des Salariés kritiséiert notamment, dass de Modell net hire Revendicatioune gerecht gëtt.

D'Beruffskummeren hätte léiwer d'Méiglechkeet, de BTS an doriwwer eraus e Bachelor oder e Master ënner Léiervertrag ze maachen. Dës Iddi ass eiser Meenung no ëmsou méi sënnvoll, well dës Leit esou weider schaffe kéinten, an dat an Zäiten, wou et eng generaliséiert Penurie vu Main d'oeuvre gëtt.

Hei wéilt ech gären de Minister nom aktuelle Stand vun deenen Diskussioune froen, déi jo am Kader vu gemeinsame Reunioune grad gefouert ginn an déi eiser Meenung no ganz wichteg Piste suivéieren.

Ofschléissend wéilt ech gäre soen, dass dëse Projet de loi wéineg direkt Inzidenz op d'Uni Lëtzebuerg huet, ausser natierlech am Beräich vun der Medezinn, wat ech virdru schonn ugedeit hunn. Mee awer – an dat fanne mer e bëssen eng verpasst Chance – géif een am Fong d'Geleeënheet bidden, fir perspektivesch iwwert d'Zukunft vun eiser Uni Lëtzebuerg nozedenken. D'Chambre des Salariés stellt dofir ënner anerem d'Fuerderung vun der Stäerkung vun engem Conseil universitaire, an déi ënnerstëtze mir Gréng ausdrécklech. Hei ass also nach ganz vill Potenzial, fir méi eng breet Debatt iwwert d'Zukunft vun eiser Universitéit ze féieren. A mir mengen, dass mer dat sollte politesch deemnächst an Ugréff huelen.

Ech ginn heimadder dann och elo den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Bernard villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Ech soen Iech Merci, Här President. An ech wëll dem Rapporter och villmools Merci soe fir säi schréftleche Rapport a säi gudde mëndleche Rapport, an deem en am Fong alles gesot huet, wat een hei muss soen.

Ech sinn och dankbar fir déi Kriticken, déi ugefouert gi si vun der Madamm Hansen. Och déi kann een zum Deel novollzéien. Och dat, wat déi aner gesot hunn, war jo am Fong da gréisstendeels eng Widderhuelung vun deem Ganzen. An et huet kee Wäert, dass ech dat nach eng Kéier elo maachen, dee ganzen Exercice. Duerfir ginn ech einfach vun hei aus mäin Accord.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, et ass effektiv vu Virdeel, dass mer zu Lëtzebuerg esou eng jonk Uni hunn. Dat huet eis esou munch opwenneg Upassung un europäesch Standarden am Kader vum Bologna-Prozess erspuert. An och wa mir als déi Lénk dësem Prozess nach ëmmer kritesch géigeniwwerstinn, wësse mir, dass dee System esou wäit virgeschratt ass, datt et elo bal ondenkbar ass, domadder kënnen ze briechen.

De Bologna-Prozess war e gewëtzten neoliberale Schachzuch vun der Europäescher Kommissioun. Hannert deem Projet vun der Harmoniséierung vun den europäesche Qualifikatiounsmodeller an Unerkennungskrittäre fir akadeemesch Bildung huet sech och deemools de Projet vun enger Liberaliséierung vun den Universitéite verstoppt.

D'Héichschoul ass mëttlerweil e lukrative Marché. D'Institutioune vun der Éducation supérieure gi gebenchmarkt vun externen Auditfirmen an ëmmer méi privat Investisseure finanzéieren d'Recherche a bestëmmt d'Ausriichtunge vun dëser Recherche. Ëmmer méi Etablissementer bidden um europäeschen Héichschoulmaart Formatiounen un. Dës Formatioune spezialiséiere sech ëmmer méi, an ëmmer méi Acteure wëllen am Beräich vun akadeemescher Bildung matspillen an nei Formatiounen ubidden.

Lëtzebuerg bleift vun dësem Trend net verschount. An esou kënnt et dann dozou, dass sech an de leschten zéng Joer am Beräich vun der Éducation supérieure souwuel an der Uni wéi och ronderëm d'Uni ganz vill gedoen huet.

Här President, dëst Gesetz hëlt dës Entwécklungen op de Leescht a mécht Upassungen do, wou et Faillë gouf, notamment am Beräich vun der Unerkennung, an der Qualitéitskontroll vun de Formatiounen, an der Akkreditatioun vun den Etablissementer, déi Formatiounen am héije Bildungsberäich ubidden.

D'Méiglechkeeten op eng akadeemesch Weiderbildung nieft dem Beruff ginn zum Beispill vereinfacht; wat mer begréissen. D'Méiglechkeeten, fir weider BTSen unzebidden, ginn opgemaach. Den Zougang zu den akadeemesche Studien um Niveau vum DAP gëtt endlech vereinfacht doduerch, dass den DAP direkt den Accès zu de BTS-Formatioune kritt. Och Stagen am Kader vun de BTS-Formatioune gi besser reglementéiert an ënnerleien elo dem Code du travail.

Et kënnt also zu enger ganzer Rëtsch vu Verbesserungen, déi mir natierlech hei begréissen.

Här President, mir hunn allerdéngs och eng Rei Bedenken an alignéieren eis do op den Avis vun der CSL an d'Fuerderunge vun der ANIL: virop, dass déi finanziell Ënnerstëtzung am Fall vun engem professionelle Stage am Kader vun engem BTS net duergeet. Ech mengen, dat hunn och scho meng Virriednerinnen hei gesot.

Mat 30 % vum Mindestloun kann ee sech net vill kafen. Allgemeng feelt et un enger Mesür, fir déi Leit an der Beruffstransitioun, déi sech dofir an e Studieprogramm aschreiwen, fir sech eng Zäit laang vun hirer Aarbecht fräistellen ze loossen an trotzdeem sozialverséchert kënnen ze bleiwen an och eng finanziell Hëllef kënnen ze kréien.

Här President, mir bedaueren, dass de Minister weiderhin un engem BTS fir Infirmierstudie festhält, parallell zu der Aféierung vun engem Bachelor fir spezialiséiert Infirmierstudien. Dës Decisioun gëtt mat dësem Gesetz aktéiert an entsprécht net de Virstellungen a Besoine vum Beruffsstand vun den Infirmièren, déi sech kloer um Gesondheetsdësch fir en aneren duerchgeeënde Formatiounsmodell ausgedréckt hunn, an zwar dee vum Bachelor, bis bei d'Méiglechkeet op e PhD am Beräich vun der Fleeg.

Mir mengen, dass hei d'Chance verpasst ginn ass, d'Fleegeberuffer konkreet kënnen opzewäerten. Dofir wäerte mir eis och bei dësem Projet enthalen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt och dem Rapporter fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Mat dësem Gesetz, dat huet en erkläert, ginn eng ganz Rei vu Reegelen am Bezuch op eis Lëtzebuerger Universitéit an op verschidden Universitéitsdiplomer geännert, … bon, „Ofschlossdiplomer" muss ee soen. Insgesamt begréisse mir Piraten dës Ännerungen. Ech wëll dofir hei just op verschidden Aspekter agoen, déi fir eis besonnesch wichteg sinn. Dozou gehéiert, datt verschidde Begréffer nach eng Kéier gereegelt ginn.

An dat ass fir eis Piraten dann och längst iwwerfälleg, well mir sinn an der Vergaangenheet ëmmer nees vu Leit kontaktéiert ginn, déi sech an enger Struktur fir e Studium ageschriwwen haten, ouni ze wëssen, datt entweeder de Studium oder dat entspriechend Etablissement – jo! – hei am Land net unerkannt sinn. Dës Institutiounen hunn d'Leit och heiansdo am Glawe gelooss, datt se do e gudde Studium géife maachen, andeems se sech – kommt, mir sinn éierlech! – falsch duergestallt hunn, deelweis och mat Nimm geworben hunn, déi net onbedéngt der Realitéit entsprach hunn.

Eng Rei Informatioune sinn an deem Kontext zwar schonns ze fannen, mee d'Praxis huet ëmmer erëm gewisen, datt dat net ëmmer duergeet. Mir mussen dofir hei streng Krittäre festleeën. An dat wäerte mer absolutt kënne matdroen.

Da wäerten zum Deel och Passerellen tëscht dem BTS an dem Bachelor méiglech gemaach ginn, genausou wéi et wäert méiglech gemaach ginn, datt Persounen, déi schonn en DAP-Ofschloss hunn, nach kënnen e BTS maachen. Och dat ass wichteg: datt mer am Kader vum Lifelong Learning jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, dat wierklech ze maachen, wou säin Häerz en dann och hinzitt.

An Zukunft kënne Studente wärend hirem Stage, dee se am Kader vun hiren Etüde maachen, indemniséiert ginn. Dat, mengen ech, ass eppes, wat mir Piraten scho méi laang gefuerdert hunn, an dofir begréisse mer och dat ausdrécklech.

Dat bedeit awer och, datt duerch dës Mesür d'Formatioun, zum Beispill bei der Medezinn oder de Gesondheetsberuffer, soll valoriséiert a méi attraktiv gemaach ginn. Dozou gehéiert och, datt bei der Uni nei Bachelorprogrammer ugebuede ginn, zum Beispill den „Infirmier en soins généraux", genausou wéi e Bachelor „Sage-femme". Et muss een dann awer soen, datt et och scho véier Programmer vum „Infirmier spécialisé" do gëtt.

An Zukunft soll een dann och de Grad vun engem Dokter an der Medezinn op der Uni hei am Land maache kënnen. Dësen enthält dann och zwee Semester fir d'Recherche clinique, wat fir eis Piraten vu grousser Wichtegkeet ass, wann ee sech mat esou engem akadeemesche Grade wëll schmécken. Domat gëtt dann och ënner anerem de Revendicatioune vum Corps médical an och vun de Studentinnen a Studenten an de medezinnesche Beruffer Rechnung gedroen, déi jo awer an deene leschte Joren oft applaudéiert kruten, mee heimadder dann och nogelauschtert kruten.

Domat soll de Medezinnstudium op der Uni Lëtzebuerg méi attraktiv gemaach ginn. An dat ass am Prinzipp och richteg, et wäert awer net duergoen – dat wëll ech hei awer och kloer soen –: Mir wäerten nach weider Mesüre brauchen, fir dee Medezinnstudium richteg attraktiv ze maachen.

Dozou gehéiert och, nach eng Kéier driwwer nozedenken, wéi zum Beispill eis Medezinner am Stage bei hire Patrons de stage indemniséiert ginn. Haut gi se do als MEVSen, also Médecins en voie de spécialisation, einfach fix bezuelt, wärend hir Patron-de-stagen awer déi eenzel Akte vis-à-vis vun der CNS ofrechne kënnen, wat awer zu komesche Situatioune ka féieren. Do sollt een, mengen ech, och – an dat ass net den Héichschoulminister eleng … Do muss och de Minister fir d'Sécurité sociale warscheinlech matagebonne ginn, do muss och warscheinlech de Gesondheetsministère nach eng Kéier matagebonne ginn. Et sollt een awer driwwer schwätzen.

Jo, mir däerfen eis awer och net drop ausrouen a mengen, datt mer mat deenen heite Reformen de

Personalmangel un Dokteren a Gesondheetsberuffer komplett wäerte léisen. Villméi ass et een Element – een Element vu villen –, fir de Problem op de Leescht ze huelen. Well et ass zwar richteg, datt vill Studentinnen a Studenten, déi hire Studium am Ausland suivéieren, net méi zréckkommen, mee dat huet ënnerschiddlech Grënn. An deene musse mer dann och Rechnung droen. Well e Grond, fir net op Lëtzebuerg zréckzekommen, huet och zu engem ganz groussen Deel mat den Aarbechtsbedingungen ze dinn, an net onbedéngt domadder, datt mer bis elo kee Studium hei haten.

De Beruff vum Medezinner huet hei am Land am Moment e schwéiere Stand a gëtt och net méi an deem Ausmooss valoriséiert, wéi dat virun enger Rei Joren nach de Fall war. Dat weist dee ganzen Hin an Hier mat den IRMen, dat weist d'Kënnegung vun de Kardiologen zu Ettelbréck, an och déi zäitweis Fermeture vun enger Maternité.

Hei musse mer also séier déi néideg Mesüre maachen, well d'Penurie soss ganz séier nach méi grouss gëtt. An dozou gehéiert dat heiten, et ass awer net d'Enn vum Wee. A mir kënnen eis och net méi blann drop verloossen, nach genuch Personal aus der Groussregioun ze rekrutéieren, well déi hu mer a ganz groussen Deeler schonn ofgegraast. An och an eisen Nopeschlänner ginn ëmmer méi Mesüren an d'Weeër geleet, fir nees méi Gesondheetspersonal ze rekrutéieren, sief et duerch eng Valorisatioun vum Beruff oder duerch besser Aarbechtskonditiounen. Dat heescht, och do musse mer net mengen, datt do an Zukunft immens vill Leit wäerte weider kommen.

Dofir ass dat heiten e wichtegt Gesetz an dofir wäerte mir och eisen Accord ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Héichschoulminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, virop och e grousse Merci un den André Bauler fir säi schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Och merci fir d'Zoustëmmung prinzipiell jo hei am Haus fir quasi alles, wat am Projet de loi steet. Dat, wat eis jo offensichtlech nach trennt a wou mer driwwer mussen diskutéieren a sollen diskutéieren, ass dat, wat net drasteet, nämlech ob mer eng Form vun Enseignement oder Formation professionnelle supérieure wäerten hei am Land aféieren a virun allem ënner wat fir enger Form mer dat da maachen.

Dat, wat drasteet, an dat, wat, mengen ech, awer och Konsens mécht, e breede Konsens heibanne mécht, dat ass, datt mer eis Héichschoullandschaft weiderentwéckelen, datt mer dobäi op Qualitéit setzen, d'Qualitéit vun den Acteuren, d'Qualitéit vun den Diplomer, eng Qualitéit, déi duerch den Diplom herno ausgedréckt gëtt, well en hei zu Lëtzebuerg akkreditéiert ginn ass respektiv d'Struktur hei akkreditéiert ginn ass, och eng Kohärenz. An duerfir denken ech schonn, datt et e Fortschrëtt ass, datt mer eng eenzeg Akkreditéierungsagence an Zukunft wäerten hunn, souwuel fir BTS wéi awer och fir privat Héichschoulinstituter, an doduerjer eigentlech och ganz kloer a ganz transparent Krittären hunn, déi och fir all Projet, all Formatioun respektiv all Institut och déi selwecht sinn a wat och derzou ka bäidroen, datt Instituter sech hei besser kënnen etabléieren, well eeben d'Konditioune kloer sinn an net vun Akkreditatiounsprozedur zu Akkreditatiounsprozedur kënnen änneren, wat an der Vergaangenheet net ëmmer ganz einfach war fir déi eenzel Instituter, dat och ze geréieren.

Bon, dat, wat awer net drasteet, Här President – an ech wëll vläicht kuerz dorobber agoen –, war éischtens och net Géigestand vum Regierungsprogramm. Am Regierungsprogramm stoung, datt mer dat géife maachen, wat mer am Projet de loi stoen hunn, awer net dat, wat elo hei och nach gefuerdert gëtt. An ech denken awer, datt ee muss Diskussiounen an déi dote Richtung féieren. Ech hunn och selwer en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff tëschent dem Héichschoulministère, tëschent der Beruffsausbildung vum Educatiounsministère mat de Beruffskummeren, fir eeben eng Reflexioun ze féieren, ënner wéi enger Form mer en Enseignement oder eng Formation professionnelle supérieure hei am Land bräichten. An ech hunn esou e bëssen erausgespuert, datt op eenzelne Bänken dat och hei gefrot gëtt. Allerdéngs musse mer scho kucken, wat mer da genee domadder mengen, well ech hunn e bëssen d'Impressioun, et pickt ee sech e bëssen dat eent aus deem enge Modell eraus, wat de Bologna-Prozess ass, den akadeemesche Modell, an da pickt ee sech och nach aner Elementer aus deem anere Modell eraus, wat d'Beruffsausbildung ass mam Léierkontrakt an esou weider, an dann hëlt ee just dat zesummen. Et riskéiert een awer herno, datt dat net esou zesumme wäert passen. An duerfir mengen ech, muss ee schonn decidéieren, wat ee wëll.

Wat meng Propos op jidde Fall wär – ëm déi geet et hei net, well ech mengen, mir sinn um Enn vun der Legislaturperiod an dat doten ass sécherlech en Dossier fir déi nächst Legislaturperiod –, dat ass, datt mer eeben en akadeemesche Strang hunn, deen een no der Première mécht. Et geet een op eng Universitéit oder eng Héichschoul an et mécht een do säi BTS oder et mécht ee säi Bachelor a säi Master oder säi PhD an da si mer an der akadeemescher Schinn. Wat mer brauchen a wat mer haut net hunn, dat ass, datt ech nom DAP, nom Technikerdiplom, eeben och nach kann eppes weider maachen. Mee da sinn ech an der Beruffsausbildung an da soll ech och kucken, datt mer dat an der Logik vun der Beruffsausbildung deementspriechend weiderentwéckelen.

Elo ze mengen, dat eent an dat anert kéinte mer einfach esou mëschen, mir kéinten d'Beruffsausbildung nom Technikerdiplom weiderentwéckelen, andeems mer do dräi Joer ubidden an dann awer och d'Konditioun setzen, datt dat eent zu eent deenen Akkreditéierungskonditiounen entsprécht, déi mer an dësem Gesetz elo hei festgehalen hu fir eng akadeemesch Ausbildung, géif ech emol schätzen, datt mer net ganz vill Dossieren herno an der Realitéit wäerte gesinn, déi deen dote Parcours kéinte packen, well se op där enger Säit mussen der Realitéit vun der Beruffsausbildung Rechnung droen an op där anerer Säit awer och den Uspréch vun engem Bologna-Prozess, fir do ECTS-Punkten unerkannt ze kréien an och deementspriechend herno deen akadeemeschen Diplom kënnen dann och ze justifizéieren.

Ech soen dat, well mir hunn hei wuel den duale BTS dran, dee jo als Pilotprojet scho gelaf ass, deen an engem Domän, am Commerce gelaf ass, wou een och nach kann dervunner ausgoen, datt dat, wann et enzwousch machbar ass, souwuel dann de Realitéite vun den Entreprisen an deem Domän Rechnung ze droe wéi awer och dann den Uspréch vum Bologna-Prozess Rechnung ze droen, deementspriechend och eng Chance op eng Akkreditéierung vun deem duale BTS huet, dann ass et vläicht am Commerce, do wou mer en also gemaach hunn, vläicht awer an eenzelnen Domäner net. An d'Fro ass, ob mer eis net éischter blockéieren, wa mer probéieren, datt déi Formatiounen do deene Konditioune vun deenen zwou Welten entspriechen, an ob mer net besser hätten, mer soen: „Dat eent, dat ass eng akadeemesch Schinn an déi huet kloer hir Konditiounen, an dat anert, dat ass eng professionell Schinn an déi huet eeben hir Konditiounen", an da kéinte mer relativ einfach a relativ schnell och kucken, datt mer eeben de Fonctionnement vun der Beruffsausbildung géife weiderdeveloppéieren an ee Joer, zwee Joer, dräi Joer oder fënnef Joer eeben nom Technikerdiplom. An ech denken, datt dat och den Usprëch vum Aarbechtsmarché hei zu Lëtzebuerg géif gerecht ginn an datt mer do vill méi schnell och géife virukommen a vill méi Formatioune kéinten developpéieren an och wierklech Jonker hätten, déi deen dote Wee wéilte goen.

Wou herno déi Formatiounen do an enger Formation professionnelle supérieure am europäesche Qualifikatiounskader festgeschriwwe wären, dat wär dann eng Decisioun, déi ze huele wär. Och wann et vläicht net e Bachelor oder e Master ass, kéinte se nach ëmmer equivalent do ageschriwwe ginn, fir och kloer ze maachen, datt ee vun der gesellschaftlecher Unerkennung – loosst mech emol esou soen – fir éischter eng professionell Ausbildung oder eng akadeemesch Ausbildung …, datt déi gläichwäerteg do wären. Dat wär op jidde Fall meng Propos. Dat ass och dat, wat ech souwuel als Educatiounsminister wéi och als Héichschoulminister an deem Aarbechtsgrupp do vertrueden hunn, an dat ass déi Basis, déi mer mat de Beruffskummere beschwat hunn.

Ech wëll hei net verheemlechen, datt dat och do zum Deel nach kontrovers diskutéiert gëtt, mee datt ee sech awer relativ no kéint ginn, wat dann eng Weiderentwécklung vun der Beruffsausbildung wär hei zu Lëtzebuerg am Superieur. An ech hoffen, datt mer do vläicht nach souguer virun de Walen e Konsens kéinte fannen, e Pabeier op den Dësch leeën, wou dann déi nei Regierung relativ schnell do géif ufänken, drun ze schaffen an dat dann och ëmzesetzen.

Wat d'Motioun elo ubelaangt: Compte tenu vun … ech hu probéiert, an e puer Wierder déi Komplexitéit vun der Situatioun do hei ze beschreiwen … hunn ech schonn d'Impressioun, datt an der Motioun béides gefuerdert gëtt: eng Kéier eng voll akadeemesch Unerkennung vun deene Formatiounen an op där anerer Säit sollen et awer Beruffsausbildunge sinn. An ech fäerte jo, datt et esou einfach warscheinlech net wäert sinn, op jidde Fall fir de Gros vun de Formatiounen. Duerfir géif ech vläicht elo net recommandéieren, se einfach ofzeleenen, mee vläicht kéint een awer eng Kéier en Echange doriwwer hunn an der Kommissioun, vläicht och zu deem Zäitpunkt, wou déi Diskussioune mat de Beruffskummeren ofgeschloss wären. Dat, wéi gesot, hoffen ech, datt et nach an dëser Legislaturperiod dozou kënnt. Da kéint een dat och nach an der Kommissioun eng Kéier maachen a virun dem Akraaftriede vun der neier Chamber vläicht do en éischten Echange och eng Kéier um Niveau vun der Kommissioun hunn. Dat wier meng Propos, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Héichschoulminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8079. Den Text steet am Document parlementaire 8079[14A].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8079 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass bei 36 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 24 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun befannen. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här André Bauler.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, wann ech dem Minister nogelauschtert hunn, dann hunn ech en, mengen ech, richteg verstanen, wann e proposéiert huet, fir déi an d'Kommissioun ze huelen an nach eng Kéier en temps utile, spéitstens da vläicht am September, nach eng Kéier zesummen duerchzegoen, dat och mat neien Informatiounen, déi hien eis an d'Kommissioun ka matbréngen. Da géif ech proposéieren, se an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bauler. Ech géif dann direkt d'Wuert un den Auteur gi vun der Motioun, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Wa mer dat am September spéitstens kënne maachen, sinn ech natierlech domadder averstanen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Kënne mer doriwwer à main levée ofstëmmen, fir d'Motioun un d'Kommissioun ze verweisen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll d'Kommissioun zu deem fixéierten Delai iwwert d'Motioun befannen.

(La motion 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

3. 8203 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Als zweete Punkt um Ordre du jour kënnt de Projet de loi 8203 iwwert d'Aféierung vun enger neier berufflecher Ausbildung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An hei ass de Rapporter den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet huet als Objet, eng nei Formatioun am Beräich vun der Beruffsausbildung anzeféieren, an zwar de CCP „Assistant d'accompagnement au quotidien". Dës Formatioun soll déi besteeënd Ausbildung zu der Aide socio-familiale ersetzen, déi bis ewell vum Familljeministère organiséiert gouf, a baséiert dohier och zum groussen Deel op där hirem Programm.

D'Léierbouwen an d'Léiermeedercher ginn heibäi an dräi verschiddene Beräicher forméiert: der Relation d'aide professionnalisée, der Relation éducative an der Relation de service.

Deemno ëmfaasst de Programm souwuel Modüllen iwwert d'Fleeg an d'Gesondheet wéi och d'Assistenz am Alldag, awer och d'Erzéiung vun de Kanner an einfach Haushaltstâchen. No dëser Ausbildung kënnen déi Jonk da souwuel bei eelere Leit wéi awer och bei Leit mat engem Handicap oder Krankheeten oder mat spezielle Besoine schaffen, awer och bei Kanner a bei Jugendlechen.

Anescht wéi déi regulär CCPe wäert dës Formatioun keng dräi Joer, mee just zwee Joer daueren a komplettéiert domat d'Palett vu fënnef anere CCPen, déi am Moment ënnert dëser Form existéieren.

Als klenge Rappell: 2019 hate mir heibanne fir d'éischte Kéier e CCP vun zwee Joer agefouert. Dat war de Cordonnier-réparateur, de Schouster also, wou mer d'Formatioun vun dräi op zwee Joer gekierzt haten. An 2020 gouf dës Prozedur dann op Wonsch vun de Beruffskummere fir véier weider Prozeduren ausgedeelt, fir de Serveur de restaurant, de Kach, de Commis de vente an och d'Aide-ménagère.

Konkreet ass e Volume vu 576 Stonne fir déi nei Formatioun virgesinn, wat e gutt Stéck méi ass, wéi dat bei der Formatioun vun der Aide socio-familiale de Fall war, well do waren et der 336.

De CCP soll da souwuel als Formation initiale an de Lycéeë fir d'Schüler mat enger Cinquième ugebuede ginn, een Dag an der Schoul a véier Deeg an der Woch dobaussen am Betrib, wéi och fir Erwuessener an der Vollzäit a beruffsbegleedend.

An enger éischter Phas gëtt den Assistant d'accompagnement au quotidien ab der nächster Rentrée a fënnef Schoulen uechtert d'Land ugebueden. Dat ass de Lycée du Nord zu Wolz, de Lycée technique zu Bouneweg, den LTPS, de Fieldgen an de Lycée Belval.

D'Formation adulte gëtt an de Weiderbildungszenteren zu Esch an zu Ettelbréck a spéiderhin am ENAD an am LTPS ugebueden.

Op där enger Säit bidde mir deene Jonke mat dësem CCP eng interessant Formatioun am sozioedukative Beräich, awer mir reagéieren och op e Besoin um Terrain, andeems mer eng weider Méiglechkeet schafen, fir Assistenz- a Fleegepersonal ze rekrutéieren.

Wat kann een elo konkreet mat dësem CCP maachen? Et kann een am Senioreberäich schaffen, dat heescht, an den Alters- an an de Fleegeheimer souwéi och am betreite Wunnen. Do kann een Aufgaben am Kader vum Soin mat iwwerhuelen. Et kann een déi eeler Leit am Alldag begleeden, zum Beispill an der Animatioun. Awer och dobausse bei de mobille Fleeg- an Hëllefsdéngschter oder a psychogeriatreschen Zentere fanne sech eng Rei interessant Aufgabe fir déi Léierbouwen a Léiermeedercher, wa se dee CCP hei an der Täsch hunn.

Och bei Mënsche mat spezifesche Bedürfnisser oder gesondheetleche Problemer kann ee mat dësem CCP schaffen, jee no Schwéierpunkt entweeder mathëllefen am Soin oder och an der pedagogescher Betreiung am Alldag. Zum Beispill an enger Wunngrupp, wou Mënsche mat geeschtlechen Aschränkunge wunnen, kann een dës Leit am Alldag begleeden, zum Beispill Aufgaben am Stot oder, wéi et am Text steet, am Menage iwwerhuelen.

Den drëtte Punkt, dat ass d'Betreiungsaarbecht an den SEA-Strukturen. Dat kennt Der, dat sinn d'Crèchen, d'Maison-relaisen. Do kann een dem Personal hëllefen, fir d'Kanner ze encadréieren.

No deene véier Semesteren Ausbildung gëtt natierlech och d'Méiglechkeet opgemaach, fir en DAP am soziale respektiv am Fleegeberäich ze maachen. Do hätt een de Choix tëschent dem DAP Aide-soignant, dem DAP Éducation an dem DAP Inclusion.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, fir dëst klengt awer wichtegt Gesetz wär dat mäi Bäitrag an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och direkt den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Gilles Baum villmools Merci fir säi Rapport a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. An och e grousse Merci un de Rapporteur. Hien huet alles gesot a mir ënnerstëtzen d'Aféierung vun dëser neier Ausbildung um Niveau vum CCP mat zwee Joer an ech ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An dann ass et un där honorabeler Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci. Och dem Gilles Baum vu mir e grousse Merci fir säin exzellente Rapport. Déi sozial Beruffer si quasi systeemrelevant. Do brauche mer keng Pandemie, fir dat ze weisen. Och haut gesi mer, dass eis Gesellschaft quasi géif zesummebriechen, wa mer déi Leit, déi meeschtens ganz devouéiert sinn, an de soziale Beruffer net hätten. Dat hei ass eng sënnvoll Ausbildung, eng gutt Ausbildung, wou ee sech ka weider ausbilden a weiderbilden. Dofir ënnerstëtze mir selbstverständlech och dëse gudde Projet de loi.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och vu menger Säit aus e grousse Merci un de Rapporter fir säin exzellente Rapport. Mir ginn

heimadder selbstverständlech och den Accord vun der grénger Fraktioun. Et ass nämlech quasi d'Versioun 2.0 oder den Upgrade vun der Aide socio-familiale an et ass eng Formatioun, déi ugepasst ass un d'Bedürfnisser vun eiser Zäit an hirer ganzer Komplexitéit, déi dëse Metier mat sech bréngt. An dobäi gi mer eng Äntwert op eppes, wat e Bedürfnis ass vun eiser Gesellschaft.

Dat kënne mir nëmmen ënnerstëtzen an nach eng Kéier den Accord an e grousse Merci.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An dann ass et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An och merci dem Här Baum fir de Rapport. An natierlech gi mir och eise Jo dozou. Alles dat, wat hei elo decidéiert gouf, dat ass eng tipptopp Saach.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An dann ass et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

(Interruption)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Hond am Keelespill, sorry.

Ech vermisen elo e bëssen d'Stëmmung hei, sorry, mee ...

(Interruption)

Plusieurs voix | O!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, den Assistant d'accompagnement au quotidien ass e Fleegeberuff. D'Aarbecht, déi an deem Kontext geleescht gëtt, ass eng Careaarbecht. Dës Aarbecht huet e grousse gesellschaftlechen Notzen. Dës Aarbecht ass fir vill vulnerabel Leit, déi op Fleeg an Ënnerstëtzung am Alldag ugewise sinn, liewenswichteg. A well dat esou ass, verlaangt dës Aarbecht eng gutt Ausbildung.

Hei si gewësse Kompetenze gefrot, Kompetenzen, déi ee muss hunn am Ëmgang mat kranken a gebriechleche Leit. An déi ginn hei komplett ënnerschat. D'Ausbildung vum Assistant d'accompagnement au quotidien op just zwee Joer ze limitéieren am Kader vun engem CCP, fir deen een eigentlech dräi Joer misst virgesinn, geet einfach net duer.

Hei gëllt et ze bemierken, datt op ee Joer, also op 36 Wochen, 1.152 praktesch Stonne verluer ginn duerch dat Joer, dat feelt. Och wa se elo vun der Stonnenzuel besser ass, wéi et war, wéi den ASF war – dës ginn nämlech vun 336 op 576 eropgesat –, mee dat heescht awer net, datt et gutt ass an duergeet.

Ech ginn hei elo just e Beispill vun engem CCP „Débosseleur", deen net mat Leit ze dinn huet, mee just mat Autoen, fir dat elo mol e bësse salopp auszedrécken. Dëse mécht säi CCP an dräi Joer an huet am éischte Joer 576 Stonnen, am zweete Joer 432 Stonnen an am drëtte Joer 432 Stonnen. Dat mécht summa summarum 1.440 Stonnen am ganzen, fir en Auto kënnen ze debosseléieren. Awer am Contraire zu deem ginn déi ganz Kette vu Fleegeberuffer, vum Assistant socio-familial iwwert den Auxiliaire de vie, den Aide-soignant bis zum Infirmier an eisen Ae mat dësem Gesetzesprojet degradéiert. Dës Moossnam féiert och zu enger weiderer Entwäertung vun der Formation professionnelle a vum Certificat de capacité professionnelle.

Här President, de CCP ass dat schwächste Glidd an der Kette vun der Beruffsausbildung. Et ass déi Formatioun, mat där d'Schüler/innen am mannste Chancen op eng Léierstell hunn, deen Diplom, mat deem si am längsten am Chômage sinn, éier si eng Aarbechtsplaz fannen. Dat kënnt net vun eis. Dat si Chifferen, déi mer nogesicht hunn.

Et ass schlussendlech um Niveau vun dëser Ausbildung, wou déi meeschte Schüler/innen d'Schoul schmäissen, éier se hire CCP an der Täsch hunn.

Mir schwätzen hei vun deene Schwächsten an eisem Schoulsystem, deenen e weidert Joer Ausbildung ewechgeholl gëtt. Dat ass an eisen Aen net seriö. Mir schwätzen hei vun engem Fleegeberuff, deen net gläichzesetzen ass mat deem vun engem Serveur, engem Kach, enger Aide-ménagère, engem Vendeur. A wann ech d'Lëscht vun de Beruffer kucken, mat deenen an dësem Fall den Assistant d'accompagnement au quotidien opgelëscht gëtt, déi all hir Ausbildung ëm e Joer gekierzt kruten, fält mir op, dass all dës Beruffer ënnerbezuelt oder ënnerbewäert ginn. Fir all dës Beruffer gëtt et wéineg Perspektiven op eng Weiderbildung an d'Promotioun an der Karriär. A genee esou Demarchen droen zu der Entwäertung vun der Formation professionnelle bäi.

Här President, d'Formation professionnelle gëtt ëmmer méi zu enger sozialer Moossnam an zu engem Reservoir fir bëlleg Aarbechtskräften. Dat däerf et net sinn. Dat schuet der Qualitéit vun de Beruffer, dat schuet dem Handwierk, dat schuet den Entreprisen. Schlussendlech schuet et och de Leit, virop deene Jonken, déi aus der Ausbildung kommen an déi kee wëll astellen, well se net kompetent genuch sinn. Dat schuet natierlech och de Beneficiairë vun den Déngschtleeschtungen, wann hei net genuch Qualitéit ugebuede ka ginn.

Här President, vläicht gëtt jo gemengt, datt mat dëser neier Formatioun de Jonken aus der Formation professionnelle eng sécher Aarbecht, eng sécher Aussiicht op eng Aarbechtsplaz, ka gebuede ginn. Tatsächlech feelt et jo drastesch u Fleegepersonal. Careberuffer si Beruffer mat Zukunft, well d'Gesellschaft ouni déi net funktionéiere kann. Jo, et gi Leit gebraucht, an den Assistant d'accompagnement au quotidien huet e wichtege gesellschaftlechen Notzen. Mee muss dëse Beruff dofir awer vu virera bradéiert ginn an op zwee Joer erofgesat ginn, oder esou änlech? Sinn déi Jonk, déi sech fir dës Ausbildung entscheeden, esou wéineg wäert?

Här President, et kéint ee bal den Androck gewannen, datt dës Moossnam eng sozial Moossnam géint den Décrochage scolaire an der Formation professionnelle wär, fir deen de Bildungsminister eigentlech déi politesch Verantwortung dréit. Den Assistant d'accompagnement au quotidien ass e bëllegen Ersatz fir de grousse Manktum u Fleegepersonal, fir deen och de Santésministère seng politesch Responsabilitéit dréit. Dës Moossnam ass a kenger Hisiicht eng laangfristeg Léisung fir d'Penurie u Personal am Fleegesecteur an och keng Léisung fir de Jugendchômage an d'Jugendaarmut a scho guer net de Qualitéitsverloscht vun der Beruffsausbildung. Au contraire: Dës Moossnam ass leider en Deel vum Problem!

Här President, mir kënne verstoen, dass vill jonk Leit an der Beruffsbildung déi nei Optioun och ganz positiv gesinn. Dat ass och ganz einfach ze erklären: Si kréien heimadder vermëttelt, datt si gebraucht ginn – wat jo och wierklech stëmmt: Si gi gebraucht, a ganz viller vun hinne gi gebraucht! – an datt se och sécher eng Aarbecht géife fannen an dass si dofir net allze laang d'Schoulbänk mussen drécken an datt hir mënschlech Kompetenze valoriséiert ginn, well de Beruff viraussetzt, datt si sech gären ëm Leit këmmeren. En plus kréie si mat hirem CCP no zwee Joer fir hir Aarbecht de qualifizéierte Mindestloun. Firwat sech also dräi Joer ploe fir den DAP?

Wa mir awer d'Paie vum Gesondheetssecteur kucken am Fall vum FHL-Kollektivvertrag, da verdéngt ee mat engem CCP souwuel am Ufank wéi och zum Schluss vun der Karriär am Schnëtt bis zu 556 Euro brutto manner wéi en DAP. Dat ass net näischt. Méi krass ass den Ënnerscheed am Sozialsecteur am Kader vum SAS-Kollektivvertrag, hei kritt ee mat engem CCP am Ufank vun der Karriär am Schnëtt 490 Euro manner Pai wéi dat mat engem DAP, mee um Schluss vun der Karriär läit den Ënnerscheed carrement bei 1.400 Euro! Dat Argument mat der bëlleger Aarbechtskraaft stëmmt also zu 100 %, an dat deet deene Jonken awer no enger Zäit leed. Mee si hunn dann eventuell keng aner Debouchéë méi.

Här President, wann de Minister deene Jonke wierklech Perspektive wéilt ginn, da misste si eng zolidd Ausbildung kënne kréien an iwwert en normalen CCP vun dräi Joer iwwer verschidde Weeër a Formatioune sech kënne weiderbilden. An et misst opgehale ginn, d'Ausbildung an deem Beräich ze bradéieren. Mir wëssen, datt si d'Méiglechkeet nach hunn, mee et gëtt awer immens schwéier, mat enger Lacune vun engem ganze Joer sech duerno op en DAP ze stierzen an deen nach kënnen ze maachen an enger Schoul. Mir mengen, datt dat relativ onrealistesch wär, wann ee vill Lacunnen huet. An duerfir kënne mir leider dëse Projet net matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Rapporter fir dee gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Mat dësem Gesetz wäert also d'Formatioun vun der Aide socio-familiale ab der Rentrée am September ersat ginn duerch de sougenannten Assistant d'accompagnement au quotidien mat eeben deem sougenannte CCP.

Fir eis Piraten sinn dobäi zwee Aspekter ganz wichteg: Fir d'éischt begréisse mer, datt all interesséierter Persoun d'Formatioun opgemaach gëtt, egal a wéi enger Liewenssituatioun een ass, initial iwwert de Lycée, also no der Cinquième, da kann een awer och iwwert den Apprentissage adulte a souguer iwwert den Apprentissage en cours d'emploi fueren. Domat droe mer der Realitéit Rechnung, datt d'Leit sech haut ëmmer méi spéit och nach eng Kéier reorientéiere kënnen an och deelweis wëllen. An dofir ass eng Formatioun an en zweeten oder souguer drëtte Bildungswee ëmsou méi néideg, a grad wa mer vun enger Penurie vun Aarbechtskräfte schwätzen, ass dat fir eis ganz wichteg.

Als Zweet ass eis dann och wichteg, datt et net op enger eenzeger Plaz oder op zwou Plazen am Land ass, mee datt et wierklech flächendeckend am ganze Land offréiert gëtt, soudatt mer et net nëmmen accessibel maachen duerch de Bildungswee, mee och tatsächlech iwwert d'Bildungsplaz, do, wou een dann eeben och no ka bei senger Liewensrealitéit dee Studium oder, besser gesot, déi Ausbildung maachen.

Dat ware fir eis zwee wichteg Aspekter. Op déi aner technesch Detailer ass de Rapporter schonn agaangen. Dofir kann ech Iech hei den Accord vun de Piraten ginn an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och hei dem Rapporter, dës Kéier dem Gilles Baum, e grousse Merci fir seng Explikatiounen. Ech denken, datt d'Zoustëmmung jo awer relativ breet ass hei am Haus, well gesi gëtt, datt mer eng Opwäertung eigentlech vun enger besteeënder Formatioun maachen, eng Integratioun an d'Beruffsausbildung eran, déi Leit da besser forméiert si wéi dat bis elo de Fall war, wou mer do och eng aner Qualitéit kënnen ubidde vun Aarbecht a kënne garantéiere vun Aarbecht. An et ass awer och vun der eenzeger kritescher Stëmm fairerweis dann awer och hei gesot ginn, datt se domadder och no zwee Joer den Accès hunn op de qualifizéierte Mindestloun, wat bis dohinner jo net de Fall war mat der ASF-Formatioun.

Se hunn och eng kloer a realistesch Perspektiv, getrei dem Motto „Kein Abschluss ohne Anschluss", op en DAP, fir deen nach duerno ze maachen, fir gewësse Modüller och do unerkannt ze kréien, datt se net méi nach eng Kéier en dräijäregen DAP musse maachen. Also, ech denken, datt mer hei ënnert dem Stréch eppes maachen, wat ville Jonken eng Chance gëtt, an e gudde Beruff kënnen eranzekommen an do den Ufuerderunge vum Beruff och kënne wierklech an der Realitéit gerecht ze ginn an och eng sécher Plaz duerno ze hunn an e gutt a garantéiert Akommes ze hunn.

A wann e méi wëll maachen a wann e méi ka maachen, da kann en dat och, sief et direkt, an en DAP maachen, wann en Zougang dozou huet, respektiv nom CCP kann en dat nach ëmmer eng Kéier viséieren. Wann en et vläicht direkt mécht an e packt den DAP net, dann ass et vläicht besser, en huet zwee Joer eng Formatioun CCP gemaach, en huet säin Diplom an domadder kann e sech an d'Aarbechtswelt integréieren an e séchert Liewe féieren, amplaz datt en herno als Onqualifizéierten dann echouéiert huet an erauskënnt. Dat wollt ech awer nach eng Kéier soen.

Beim Projet de loi virdru war et der ganzer Chamber ganz wichteg, ze wëssen, wéi d'Beruffskummeren dozou stoungen. Ech wëll Iech soen, dat hei ass queesch duerch de Gaart bei sämtleche Beruffskummeren, souwuel op der Säit vun de Patrone wéi op der Säit vun de Salariéen, begréisst ginn. Dat ass diskutéiert ginn an do war en Accord do, virun allem och an deene Punkten, déi awer elo hei ganz däitlech kritiséiert goufen. An an deem Sënn bieden ech d'Chamber hei, den Accord ze ginn, well mer déi Leit brauchen an deene Beruffer. Et ass och den éischte CCP, dee fir de Beräich Soin respektiv am sozialen Domän ass a well mer de Leit ganz realistesch Perspektive ginn, déi se bis haut esou net haten.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech wéilt da wëssen, wou déi Avise leien, well ech hu just een Avis fonnt, dat ass dee vun der Chambre de Commerce. An do steet drënner, d'Beruffskummeren hätten hiren Aval ginn dozou, an da kënnt d'Oplëschtung vun all deene Beruffer, bei deenen den CCP vun dräi op zwee Joer erofgesat ginn ass. An et steet näischt anescht do an ech hunn och keen aneren Avis fonnt. Entweeder hu mir deen dann net kritt oder … Also wierklech, ech hu just deen een Avis fonnt vun der Chambre de Commerce, an do gëtt sech net geäussert vun deenen anere Kummeren zu deem doten Theema eeben, zu deem heiten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, éier mir e Projet de loi maachen an hei an d'Haus erabréngen an och an de Gesetzesgeebungsprojet e Prozess bréngen, ass et jo och kloer, grad an der Beruffsausbildung, datt mer mat de Beruffskummeren do schwätzen. An dès le départ war et en Accord, fir op deen dote Wee ze goen, souwuel mat de Patronatskummere wéi och mat der Salariatskummer. An och dee Prinzipp, eng zweejäreg Ausbildung hei unzebidden, ass matgedroe gi vun alle Borden.

M. Fernand Etgen, Président | An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Just ganz kuerz. Also, ech hu mer et net einfach gemaach, dat doten ze schreiwen an och mer meng Iwwerleeunge gemaach. An ech hunn och mat Leit vun där Beruffskummer, vun der Salariatskummer geschwat. An déi hu gesot, dat do wier hinnen duerch d'Lappe gaangen. Also, duerfir weess ech elo net, wie Recht huet an net Recht huet. Ech gleewen Iech jo, datt Dir mat hinne geschwat hutt – mee en Avis louch net vir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ech mengen, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8203. Den Text steet am Document parlementaire 8203[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8203 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Question élargie n° 193 de M. Sven Clement au sujet de la TVA sur les produits CBD

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 193 vum Här Sven Clement iwwert d'TVA op de CBD-Produiten. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ursprünglech sollt déi heite Fro am Kader vun enger Interpellatioun, déi méi large opgestallt war, behandelt ginn, déi ech am Februar 2020 ugefrot hunn an déi säitdeem um Rôle vun der Chamber viru sech hivegetéiert huet, muss een e bësse soen, an ni wierklech drukoum. A mir sinn eis dunn eens ginn an der leschter Conférence, datt ech zumindest déi zwee wichtegst Aspekter vu menge Froe géif an zwou Question-élargien opdeelen. Dovunner hunn ech eng gëschter un d'Madamm Gesondheetsministesch kënne stellen. An deen zweeten Deel vu menger Fro iwwer CBD-Produite geet dann haut un d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Ech wëll wierklech drop hiweisen: Dat heiten ass en Theema, dat säit Februar 2020 quasi hei an der Chamber läit, also och elo net méi eng rezent Entwécklung ass, mee eppes, wouriwwer u sech scho méi laang och dobausse geschwat gëtt.

Ech hat och schonn eng Question parlementaire am November 2021 gestallt, wou ech eng ganz Rëtsch Äntwerte vun der Madamm Ministesch krut a Form vun Tabloen a vu Grafiken, wou ech ënner anerem gesot krut, datt d'Akzisen op de CBD-Produite vun 2020 op 2021 dach ëm e gudde Krack zréckgaange sinn. An dat ass eeben eppes, wat mech schonn zu engem gewëssene Grad interpelléiert, wann ee weess, datt eréischt ab der Circulaire TAXUD 08/2019 iwwerhaapt déi Produiten zënter 2020 ënner Akzise falen.

Fir eng Kéier kuerz de Resümmee ze maachen: Cannabis-Produiten, déi gefëmmt kënne ginn an déi en THC-Gehalt vu manner wéi 0,2 % hunn, gi vun der Douane als, Zitat, „autre tabac à fumer" klasséiert an deementspriechend dann och besteiert. Et handelt sech also ëm klassesch CBD-Produiten, déi ënnert d'Circulaire – an dat heescht esou – INFO-TAXUD 08/2019 falen a fir déi säit 2020 nieft der TVA och Akzise vum Staat erhuewe ginn.

D'Circulaire war dann och viru Geriicht attackéiert ginn, well se e grousse Changement bruecht huet, deen esou a kengem Gesetz explizitt virgesi war. Mir waren hei e bëssen an engem Vide, well och natierlech, wéi d'Gesetz geschriwwe gouf, warscheinlech keen u CBD-Produite geduecht hat.

An deem Zesummenhang stelle sech mir awer e puer Froen, grad well ech och aus der Äntwert vun 2021 gesinn hunn, datt et awer zu engem Abroch koum, wat d'Produiten ugeet, par rapport zu 2020. A mir wëssen alleguerten, wat 2020 war. Deementspriechend ass deen Abroch vläicht nach méi pregnant.

Éischtens, déi éischt Fro, déi ech mer stellen: Ass et gerechtfertegt, op CBD-Produiten, also Cannabisbléien, Tubakssteier ze erhiewen? Gëtt et wëssenschaftlech Analysen, déi dat rechtfertegen an esou eng Gläichsetzung u sech dann och néideg maachen?

Dann déi zweet Fro: Kënnen esou méi héich Steieren … Mir hunn d'lescht Woch an der Chamber iwwert d'Legaliséierung oder en Deel vun der Legaliséierung vum Cannabis geschwat an dat Gesetz jo

och gestëmmt. Kënnen dann net méi héich Steieren eebe grad op engem bis dato legale Produit derzou féieren, datt d'Clientë sech vläicht méi a Richtung Schwaarzmaart orientéieren? A wann ech gesinn, datt eebe grad de Konsum oder zumindest d'Akziseneinnamen agebrach sinn, hunn ech zumindest d'Gefill, datt sech vläicht deen een oder anere Client erëm vun engem legale CBD-Produit vläicht zu engem net legale cannabisbaséierte Produit reorientéiert huet.

An dann en vue vun der partieller Legaliséierung vum Cannabis, déi mer jo elo awer gemaach hunn, nach eng Kéier déi nämmlecht Fro e bëssen anescht, net „Hu sech d'Leit reorientéiert?", mee: „Kënnen net héich Steieren an Akzisen derzou féieren, datt u sech de Schwaarzmaart vun net legale Produiten attraktiv bleift par rapport zu deem, wat mer elo d'lescht Woch hei an der Chamber als legale Produit oder zumindest als legale Wee, fir Cannabis ze konsomméieren, gestëmmt hunn?" Wéi kënne mer do virgoen, fir datt eebe grad dat, wat mer eis d'lescht Woch heibannen alleguerten an eise Riede gesot hunn, wouer gëtt, datt mer de Schwaarzmaart par rapport zu engem legale Maart wierklech oninteressant maachen? An dat ass eeben d'Fro, grad wa mer an enger Taxen- an Akzisesituatioun sinn, wéi een domadder ëmzegoe gedenkt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, a merci fir dës Froen. Den EU-Rechtskader, dat ass effektiv d'Direktiv vun 1995, déi dann iwwerholl ginn ass vun der Direktiv vun 2011. E gesäit effektiv obligatoresch vir, dass d'Produiten, déi destinéiert sinn, gefëmmt oder gevapet ze ginn, oder zu dësem Zweck déngen, kënnen enger Akzisesteier ënnerworf ginn. Lëtzebuerg huet dës Bestëmmungen national an och am Kader vum Accord UEBL mat engem Règlement ministériel vun 1997 – dat datéiert dann effektiv e bëssen – ëmgesat.

De communautairen an den nationale legale Kader gesinn also Akzisebesteierung obligatoresch vir an och fir d'TVA ass eng Direktiv, déi do eis eeben obligéiert, dës Produiten dann och ze taxéieren. D'Fro, ob et gerechtfertegt ass, op CBD-Produiten Tubaksteier dann ze erhiewen, stellt sech also am Fong net. Dat ass esou. Mir sinn dozou obligéiert. An d'Fro, ob et wëssenschaftlech Etüde gëtt, stellt sech dann am Fong an deem Sënn och net, well mer national eeben obligéiert sinn, och déi communautaire Dispositiounen ëmzesetzen. De Fait ass also, dass déi legal CBD-Produiten, déi gefëmmt ginn, mussen Akzisen ënnerleien an dann, wéi gesot, och dem normalen TVA-Taux.

Dir wëllt elo hei an Ärer Fro och de legale Cannabis mat manner wéi 0,3 % THC mat illegalem Cannabis vum Schwaarzmaart dann e bëssen a Konkurrenz setzen. Ech mengen, dat ass eng legitimm Fro, mee ech kann natierlech do als Finanzministesch och trotzdeem schwéier Stellung dozou huelen.

Dir hutt elo och vun der Legaliséierung vu Cannabis geschwat. Ech mengen, déi véier Cannabisplanzen, déi een an Zukunft dann am Privaten ubauen däerf, déi ginn natierlech net besteiert. Wat elo d'zukünfteg Legalisatioun vu rekreativem Cannabis ugeet, do huet d'Regierung dann och op Propos hi vun der Gesondheetsministesch e Concept Paper ugeholl. D'Besteierung ass dann och een Element dovunner. Ech mengen, do misste mer dann och an Zukunft dodriwwer schwätzen. Ech kann Iech vläicht aus deem Concept Paper just eng kuerz Zitatioun soen: „Une analyse approfondie quant aux taxes applicables devrait être réalisée. Les taxes seront le cas échéant encadrées par la législation communautaire ainsi que par la convention UEBL." Dat heescht, déi Diskussiounen, déi missten dann effektiv gefouert sinn. Dofir ass dat och eng legitimm Fro.

Ech ka vläicht just nach dozou soen, dass Lëtzebuerg bis elo dräi Besteierungskategorien an den Akzisen agefouert huet. Dat ass dann éischtens fir Zigaretten, zweetens Zigaren an drëttens lassenen Tubak. An Dir hutt et ganz richteg gesot: An dee leschte Volet, do falen dann effektiv „les autres tabacs à fumer" drënner. CBD ass da schonn am Fong an där niddregster Kategorie.

Dozou wëll ech awer dann och soen, dass d'Direktiv effektiv de Memberstaaten erlaabt, eng separat Kategorie vun „autres tabacs à fumer" ze hunn. Dat gëtt et haut zu Lëtzebuerg net. Dës Optioun kéint an Zukunft dann eng Pist sinn, wann d'Regierung der Meenung ass, dass dat néideg ass, fir géint de Schwaarzmaart da virzegoen, wéi Dir et dann hei och elo thematiséiert.

Et schéngt mer awer elo vläicht e bësse verfréit à ce stade, fir ze spekuléieren, ob d'Präisser vu legalem Cannabis net attraktiv genuch wäerte sinn, fir d'Konsumente vum Schwaarzmaart ewechzehalen. Ech mengen, dat ass effektiv eng Diskussioun, déi mer wäerte misse féieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

5. 8154 – Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg-Kirchberg

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 8154 iwwert d'Acquisitioun vu Parten am K22-Gebai um Kierchbierg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, eis Populatioun ass an de leschte Joerzéngten immens séier gewuess a se wäert och nach an den nächste Joerzéngte staark weider wuessen.

Parallell geet och den Aarbechtsopwand vum Staat deementspriechend erop. Et ass also wichteg, dass de Staat déi Ressourcen huet, déi e brauch, fir seng Aufgaben auszeféieren. Wann de Staat weider Leit astellt, da mussen och déi néideg Bürosurfacë virgesi sinn.

Grad wann et ëm nei Gebaier geet, dann ass et och immens wichteg, dass vun Ufank un anstänneg gebaut gëtt, esoudass d'Gebai op laang Dauer fonctionéiere kann, allen Norme gerecht gëtt an esou eng nohalteg Léisung ass.

De Staat huet also un engem neie Projet geschafft, an esou wéi eis Verfassung dat virgesäit, steet all Depense iwwert engem gewëssene Seuil hei an der Plenière zum Vott. An deem Kader presentéieren ech Iech haut de Rapport zum Gesetzesprojet 8154. De Projet ass de 15. Februar vun dësem Joer deposéiert ginn. Et geet hei ëm e Finanzéierungsgesetz, dat de Kaf duerch de Staat vun der Hallschent vun engem Gebai um Kierchbierg erlabe soll. Konkreet geet et ëm d'Gebai, dat den Numm „K22" droe soll an de Kafpräis, deen dëst Gesetz virgesäit, läit bei 273,5 Milliounen Euro. De Staat huet mat ArcelorMittal e Kontrakt ausgehandelt, dee virgesäit, dass d'Gebai an d'Surface zur Hallschecht vun ArcelorMittal kaaft gëtt an déi aner Hallschent vum Lëtzebuerger Staat. Déi eng Hallschecht vum Gebai wäert also ArcelorMittal als weltwäite Siège déngen.

De Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg huet fir de Projet en Droit de superficie vu 75 Joer verginn. D'Surface, vun där mir hei schwätzen, huet iwwer 72 Ar. Déi néideg Bau- an Exploitatiounsautorisatioune goufe schonns accordéiert. D'Gebai K22 wäert um 12, Avenue J.-F. Kennedy um Kierchbierg am Quartier Européen Sud entstoen, also niewent dem European Convention Center.

Mat 21 Stäck, 79 Meter Héicht, 21 Lifter, enger bebaubarer Surface vu 60.700 Meterkaree brutto an 18.000 Meterkaree Sous-sol wäert dëst e gréissert Gebai ginn, dat den Ufuerderunge vun haut Rechnung dréit. D'Gebai wäert fënnef Ecken, also och fënnef Säiten hunn. Prinzipiell wäert d'Constructioun aus Glas a Stol bestoen. Duerch déi grouss Fënstere wäert ee vu bausse bis eran an den Atrium kucke kënnen, soudatt et en oppent a aluedend Gebai soll sinn.

D'Gebai, méi prezis, besteet aus 15 Stäck fir Büroen, separat Entréeën an dräi Multifunktiounsraim, 36.250 Meterkaree Nettobürossurface, Archiven a Reuniounssäll mat abegraff, natierlech och Technikraim fir den Entretien an d'IT-Systemer, Kitchenetten a Sanitär, dräi Commercen um Rez-de-chaussée, déi fir de Public zougänglech sinn, Gäert bannen a baussen esouwéi begréngt Terrassen, en Auditorium fir 200 Leit, eng Kantinn mat 420 Plazen an enger eegener Kichen, eng Loge, fir d'Sécherheet vum Gebai ze koordinéieren, eng separat Entrée fir d'Liwwerungen, am ganzen 375 Autosparkplazen, 50 Motorradsparkplazen an 156 Vëlosparkplazen.

D'Accessibilitéit vum Gebai ass natierlech och garantéiert. Grad mam Tram ass ee gutt ugebonnen an et féiert och eng geséchert a separat Vëlospist laanscht d'Gebai. Fir d'Visiteure sinn och zwielef Vëlosparkplaze bei all Entrée virgesinn.

Beim Bau vum Gebai ginn natierlech eng Rei Krittäre respektéiert, wéi zum Beispill Ëmweltperformancekrittären. D'Gebai ass an der Energieeffizienzklass A: D'Dräifachverglasung an den Atrium bannen erlaben et, d'Temperatur ze reguléieren a souwuel am Wanter wéi am Summer eng agreabel Temperatur am Gebai ze hunn. Vill natierlech Luucht an d'passiv Wäermt duerch Sonn erlaben et, den Energieverbrauch ze reduzéieren. Am Summer wäert dann awer e Schutz derfir suergen, dass d'Gebai net ze waarm gëtt. Dank enger mechanescher Belüftungsanlag ass d'Loft am Gebai ëmmer frësch an et geet manner Hëtzt verluer. An de Reuniounssäll gëtt och den CO_2-Wäert gemooss, fir de Loftstroum unzepassen.

Dem Energiepass no verbrauch de K22 40 % manner Energie wéi e Referenzgebai. Konkreet gi follgend international Normen ugewannt: „BREEAM International New Construction 2016" um Niveau „Outstanding" an den „DGNB International CORE 14" um Niveau „Platinum". Zudeem wäerten do, wou et méiglech ass, recycléiert Materialie fir de Bau benotzt ginn.

Gläichzäiteg soll och eng Fotovoltaik-Anlag vun 1.400 Meterkaree installéiert ginn, fir esoumat e groussen Deel vum Energieverbrauch ze decken. Et sinn dräi Traffoe fir de K22 virgesinn, déi jee eng Stäerkt vun 1.600 Kilovoltampère hunn. Et ass och eng Noutstroumanlag virgesinn, déi bannent e puer Sekonnen aspréngt, wann de Stroum ausfale sollt. D'Sécherheet vum Gebai gëtt och iwwert eng modern Alarmanlag garantéiert. Och beim Waasserverbrauch gëtt gespuert, esou gëtt Reewaasser opgefaangen a fir ze

netze gebraucht. D'Beliichtung gëtt exklusiv mat LED-Luuchte gemaach.

De Staat soll, wéi virdru scho gesot, d'Hallschecht vun dëse Gebailechkeete kafe fir e Präis vun 273,5 Milliounen Euro. An deem Präis ass och eng Reserv vun 10 % mat ageplangt, soudass et gutt méiglech ass, dass net de ganze geplangte Budget gebraucht gëtt. De Präis entsprécht de reelle Baukäschten. An deem Sënn muss d'Baufirma hir Kontabilitéit vum Projet oppeleeën. D'Societéit ArcelorMittal Kirchberg Real Estate, déi d'Constructioun vum Siège iwwerhëlt, huet also keng Marge.

Fir Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Schlussendlech wéilt ech nach op d'Avise vun der Chambre de Commerce a vum Staatsrot agoen. D'Chambre de Commerce huet e favorabelen Avis zu dësem Gesetzesprojet formuléiert a gesäit an dëser Investitioun en Engagement vun der Regierung, fir d'Industrie ze stäerken, wat fir si e positive Message un all d'Acteuren ass. De Staatsrot huet den 20. Juni vun dësem Joer och en Avis formuléiert, dee keng Observatiounen um Fong enthält.

Ech géif Iech zum Schluss nach e grousse Merci soen, all deenen, déi hei matgehollef hunn, Iech fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Guy Arendt.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert de K22, iwwert dee mer de Mëtten haut an hei diskutéieren, ass eigentlech e weidert Beispill fir den duebele Langage, deen dës Regierung féiert, wann et ëm déi ëffentlech Finanze geet. Op där enger Säit gëtt dann, wann et ëm d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun geet, gekrasch a vun Harakiri geschwat, a gläichzäiteg ginn op anere Plazen, wéi dann notamment hei beim K22-Gebai, ëffentlech Gelder mat der Strenz ausgedeelt.

Mäin exzellente Kolleeg Gilles Roth huet jo schonn e puermol op dëser Tribün dësen duebele Langage vun der Regierung ugeprangert. An hien huet och eréischt virun e puer Deeg hei, an ech zitéieren, vun enger „Kehrtwende" vun der Regierung an der Finanzministesch geschwat. Hien huet beim Tripartitt-Gesetz zum Beispill gesot: „Well wéi versteet ee soss déi Kehrtwende vun der Regierung, déi beim grousse Steierdebat am Summer vum leschte Joer nach gemengt huet, eng lineär Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun wier net selektiv?" A weider huet den Här Roth hei vun enger verfeelter Finanzpolitick vu Blo-Rout-Gréng geschwat.

An dëse Projet K22, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass wierklech nun dat bescht Beispill, fir dës verfeelt Finanzpolitick ze illustréieren. Well spéitstens mat dësem Gesetz ass dës Regierung net méi glafwierdeg, wa se seet, datt kee Sputt do wier, fir d'Leit an déi breet Mëttelschicht steierlech méi ze entlaaschten, well hei ass op eemol Sputt aus dem Näischt do, ouni Meerwäert fir d'Leit an d'Harakiri-Rhetorik bleift am Tirang.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Fir et kloer ze soen: Mat dësem Kaf vum K22 huet dës Regierung hir lescht finanzpolitesch Glafwierdegkeet verluer, ...

Une voix | Richteg!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... vum gesonde Mënscheverstand guer net ze schwätzen!

(Interruption)

Här President, erlaabt mir awer, ier ech ech zum Projet selwer kommen, ...

(Interruption)

... fir d'éischt mäi Merci ze adresséieren un de Kolleeg Guy Arendt fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. De Guy Arendt ass ee vun deene Kolleegen, déi ech hei an deem Haus ganz besonnesch respektéieren, an et deet mer e bësse leed, datt de Guy Arendt just och nach dëse Projet huet misse rapportéieren.

(Brouhaha)

Här President, an dësem Projet de loi iwwerhëlt also de lëtzebuergesche Staat fir déi pharamineuse Zomm vun 273,5 Milliounen d'Hallschent vum Gebai vun der ArcelorMittal, wou dann och de Weltsiège vun dësem grousse Grupp soll entstoen.

Fir direkt all Zweifelen hei ze zerstreeën, wëll ech dann och am Numm vu menger Fraktioun ënnersträichen, datt mir natierlech begréissen, datt de Siège vum Grupp ArcelorMittal an eisem Land bleift. Mir haten eigentlech och ni dee geréngsten Zweifel doriwwer, well scho fréier Regierungen, an deenen notamment d'CSV vertruede war, ...

(Interruptions)

... sech ëmmer derfir staarkgemaach haten. A ganz besonnesch ass dat jo deemools geschitt, wéi et zu der Fusioun vum Grupp Arcelor mam Grupp Mittal komm ass.

Mir freeën eis iwwregens och iwwert deen innovativ-architektonesche Projet, deen och sécherlech exzellent zu engem Weltkonzern wéi ArcelorMittal passt. Mir géifen eis allerdéngs och gradesou freeën, wann an eisem Land weider Stol géif produzéiert ginn. A mir sinn dofir och nach ëmmer extreem traureg, datt zum Beispill um Niveau vum Stolwierk zu Diddeleng den Dossier net virukënnt an hei e grousse Risiko besteet, datt leider Gottes iwwerhaapt kee Stol méi wäert kënne produzéiert ginn.

Mir plädéieren doriwwer eraus derfir, datt och an Zukunft weider industriell Betriber sech an eisem Land nidderloossen, well mir niewent der Finanzplaz och nach weider en zolidd industriellt Standbeen an dësem Land brauchen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Wa mir also de Mëtteg wäerte géint dëse Projet stëmmen, wäert dat näischt drun änneren, datt mir eis weider fir den Industriestanduert Lëtzebuerg asetzen, natierlech och weider hannert der Presenz vun der ArcelorMittal an eisem Land stinn.

Här President, ier ech op déi Grënn aginn, firwat mir dëse Projet net kënne stëmmen, erlaabt mer trotzdeem, kuerz en Historique hei ze maachen.

Mir wëssen alleguerten, wou de fréiere Siège vun der ArcelorMittal um Rousegäertche war an datt dëse Siège entre-temps vun der Spuerkeess iwwerholl ginn ass.

(Interruption)

D'ArcelorMittal huet duerno iwwer eng Vente de gré à gré en Terrain vum FUAK ofkaaft op Base vun enger Emphytheos fir 92 Milliounen Euro, a laut de Vertrieder vum FUAK, an ech zitéieren hei aus dem Procès-verbal vun der Finanzkommissioun: „La représentante du FUAK confirme les conditions avantageuses offertes à ArcelorMittal lors de la vente du droit de superficie. Elles étaient avantageuses dans le sens que le FUAK avait une dizaine d'années auparavent décidé de ne plus se séparer de terrains par le biais de vente de gré à gré, mais uniquement en passant par des appels de candidatures publiés et qu'il a été fait exception à ce principe sur demande du Gouvernement pour ArcelorMittal."

Am Kloertext heescht dat also, datt laanscht déi festgeluechte Prozedur hei en Terrain iwwer eng Vente de gré à gré un ArcelorMittal verkaaft ginn ass.

Dorobber soll dann elo de Siège vun ArcelorMittal gebaut ginn. Allerdéngs huet sech an der Zwëschenzäit erausgestallt, datt déi Meterkareeën, déi hei kënne gebaut gi par rapport zum Bautereglement vun der Stad Lëtzebuerg, ze vill fir d'Besoine vun der Arcelor hei am Land wieren, well déi och elo net méi déi Effektiver hei hunn, déi se bis elo nach haten. An dofir musse si dann d'Hallschent vun deem Gebai un en eventuelle Coinvestisseur verkafe respektiv verlounen. An et ass dann och do, wou a sech de Staat an d'Diskussioun komm ass.

An, Här President, da sinn ech och schonn direkt bei mengem éischte Punkt, nämlech de Konditioune vun dëser Immobilientransaktioun.

Am Gebai K22 sollen also 60.700 Meterkaree Surface constructible entstoen, wou een dann nach muss 18.000 Meterkareeën am Sous-sol derbäirechnen. An deene 60.700 Meterkareeë sinn awer nëmme 36.250 Meterkareeë Surface nette fir Büroen. Dovunner soll de Staat dann elo d'Hallschent kréien, dat heescht ronn 18.000 Meterkaree Bürosfläch. De Rescht vun deem Gebai sinn, an dat huet de Rapporter jo exzellent ausgeféiert, Local-de-commercë mat enger grousser Salle de conférences an och engem risegen Hall d'accueil, deen natierlech deenen zwee Proprietären zur Verfügung wäert stoen.

Fir awer elo e bësselchen de Präis ze situéiere vun dësem Gebai, hunn ech mer dann d'Méi gemaach, dee Meterkareespräis emol e bëssen nozerechnen. An do gëtt et zwou Formullen. Entweeder rechent een de Meterkareespräis op déi effektiv Bürosflächen, déi och hei wäerten entstoen an iwwert déi dann och de Staat ka verfügen. Et kann een awer och dohinnergoen, wéi d'Regierung dat mécht, an d'ganz Fläch huelen an de Meterkareespräis dorobber berechnen, wat awer menger Meenung no net richteg ass oder manner richteg ass. Mee do kënne mer natierlech laang philosophesch Diskussioune féieren.

Wann ech also elo emol dervun ausginn, datt mer hei déi reng Nettobürosfläch huelen, da komme mer op e Meterkareespräis, haalt Iech un, vu 15.000 Euro, Här President. Fir 15.000 Euro de Meterkaree gëtt hei e Bürosgebai gebaut, wou dann de Staat d'Hallschent iwwerhëlt!

Wann ech dann d'Berechnungsmethod huele vun der Regierung, fir awer och déi Optioun eng Kéier duerzeleeën, an ech zitéieren hei aus dem Procès-verbal vun der Cofibu, da géifen am Ganzen 51.000 Meterkaree zréckbehale ginn. An och da kommen ech nach op e Meterkareespräis vun 10.679 Euro. Souguer also an där Hypothèse de calcul vun der Regierung kommen ech nach op en extreem héije Meterkareespräis.

Wann ech dat dann elo emol an de Vergläich setze mat änleche Gebaier, an d'Stad Lëtzebuerg ass amgaangen, op der Rocade, also genau op där Plaz, wou elo d'ArcelorMittal hire Siège huet, en neit Bürosgebai ze bauen, an do komme mer, lauschtert no, op e Präis vun 8.500 Euro de Meterkaree, dat heescht also bal d'Hallschent manner wéi dee Präis vu 15.000, an och nach substanziell ënnert deem, deen dann hei vum Staat selwer errechent gëtt.

Ech iwwerloossen Iech et also elo selwer, dorauser Är Konklusiounen ze zéien, an ech hu mech och weider e bësselchen informéiert, wat d'Situatioun um Privatmarché ass, wann hei an der Stad Bürosgebaier entstinn. An do si mer zum Deel souguer nach wäit ënnert deenen 8.500, déi hei vun der Stad Lëtzebuerg elo opbruecht ginn, fir e Bürosgebai ze bauen.

Op déi Kritick, a mir hunn déi Kritick natierlech och an der Cofibu virbruecht, äntwert dann d'Regierung a seet: „Jo, mee de Konstruktiounspräis, deen hei de Staat verrechent kritt, deen ass awer just eppes iwwer 4.000 Euro de Meterkaree. An dat ass eigentlech e ganz korrekte Konstruktiounspräis, a mir schaffen hei och nach à livre ouvert, dat heescht, dat ass eigentlech ganz transparent, an dat ass eigentlech och guer net ze vill deier!"

Wat d'Regierung dann awer net kloer seet, ausser an hirem Exposé des motifs, dat ass, datt et sech hei ëm e Prestigeimmeuble handelt, deen, an et versteet een, wann e grousse Konzern wéi ArcelorMittal hire Siège heihinner wëllt setzen, datt en do natierlech wëllt e Gebai hunn, dat e gewëssene Standing huet. An do ginn, an dat huet och de Rapporteur gesot, eng Rei vu Materialie verschafft wéi Stol, wat natierlech extreem deier ass, wat awer ni an engem normalen anere Bürosgebai géif verschafft ginn.

A wann een dann och nach kucke geet, datt hei e Stararchitekt, de Büro Willmotte, déi Pläng fir dat Gebai gezeechent huet, da versteet een, datt natierlech hei en anere Präis derbäi erauskënnt wéi wann et sech géif ëm en normaalt Bürosgebai handelen.

Wat eis awer, Dir Dammen an Dir Hären, fundamental stéiert an deem ganzen Dossier, ass, datt eigentlech néierens kloer definéiert gëtt, wat eigentlech d'Besoine vu Bürossurfacë sinn, déi de Staat fir seng Administratioune respektiv seng Ministèrë brauch. Normalerweis, wann ee Büroe brauch, ass dat Éischt, datt ee seet: „Mir brauche Büroen, esou vill, fir", wat weess ech, „déi an déi Administratioun." An dorobberhi gëtt da gekuckt, wou een déi Bürosgebailechkeete ka fanne respektiv wéi een déi ka bauen.

Mir constatéieren, datt hei e Präis wäert bezuelt ginn, dee manifestement largement exageréiert ass par rapport zu all anere Präisser, déi am Moment fir änlech Gebaier bezuelt ginn. A wat fir eis den Dossier nach méi schwiereg mécht, ass, datt mer alleguerte wëssen, datt mer am Moment an enger Immobiliekris sinn. An de Moien, déi Leit, déi och wéi ech um 7.30 Auer schonn de Journal vun RTL gelauschtert hunn, hunn héieren, wéi staark am Moment d'Immobiliepräisser amgaange sinn ze falen.

An dofir hate mir och schonn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Finanzkommissioun derfir plädéiert, datt, wann d'Regierung da wierklech géif drop halen, deen Deal hei ze maachen, zumindest eu égard aux nouvelles conditions dee Präis awer nach eng Kéier misst frësch negociéiert ginn, wéi dat am Moment iwwerall geschitt, wann een … An d'Gemenge sinn zum Beispill amgaangen, mat Privatpromoteuren driwwer ze diskutéieren, ënner wat fir enge Konditioune se kënne Gebaier iwwerhuelen. An do gëtt ganz haart negociéiert. Or, hei gëtt einfach e Präis tel quel iwwerholl an et gëtt emol net gekuckt, ob een net awer vläicht nach eng Kéier hätt kënnen op dee Präis zréckkommen.

Här President, den drëtte Punkt, op deen ech nach wollt agoen, ass dee vun der Widderspréchlechkeet an den Aussoe vun de Vertrieder vum FUAK respektiv vun de Verantwortleche vun der ArcelorMittal, wat dëse Verkaf betrëfft. An der Cofibu – an ech schwätzen hei och ënnert der Opmierksamkeet vun de Kolleegen aus där Kommissioun – hunn d'Vertrieder vum Staat respektiv vum FUAK eis zumindest duerch d'Blumm ze verstoe ginn, datt d'ArcelorMittal eventuell e puer Schwieregkeeten hätt, an der aktueller Situatioun e Coinvestisseur fir déi Hallschecht ze fannen.

Gelungenerweis, kuerz no der Kommissiounssitzung, nodeem dann och de Bericht vun där Sitzung a verschiddene Medien nozeliese war, deklaréieren déi Verantwortlech vun der ArcelorMittal an engem Communiqué, datt si eigentlech iwwerhaapt kee Problem hätten, e Coinvestisseur fir d'Hallschecht vun dësem Projet ze fannen, an datt si dat natierlech gradesou gär och géife maachen, wéi déi Hallschecht un de Staat ze verkafen.

Wann dat esou ass, Här President – an ech hunn eigentlech kee Grond, hei un den Aussoen, vun deene Leit vum FUAK esou wéineg wéi och vun de Leit natierlech vun ArcelorMittal, ze zweifelen –, verstinn ech net, firwat den Här Bausch an engem Interview, deen en op 100,7 ginn huet, e Lien gemaach huet zwëschent dëser Transaktioun an dem Fait, datt ArcelorMittal weider den Haaptsiège vu sengem Konzern hei zu Lëtzebuerg wäert hunn.

Mir wëllen op jidde Fall, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, haut eng kloer Äntwert op déi Fro kréien, wat dann eigentlech d'Konterpartie vun dëser Transaktioun hei ass. Soll domadder de Sëtz vun der ArcelorMittal hei am Land perenniséiert ginn? A wa jo, da soll d'Regierung dat zumindest kloer an däitlech soen. Wann dat awer net de Fall ass, géife mir eigentlech gär wëssen, wat d'Plus-value vun dësem Deel oder vun dëser Transaktioun fir déi ëffentlech Hand wäert sinn. Mir erwaarden eis op jidde Fall Kloerheet herno an den Erklärunge souwuel vun der Madamm Backes wéi vum Här Bausch.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun. Viru Kuerzem hunn direkt e puer Ministeren déi nei Mesüren am Logement virgestallt, mat deene soll déi zum Deel ëmmer méi dramatesch Situatioun verbessert ginn. Hei leet de Staat 150 Milliounen, Dir Dammen an Dir Hären – 150 Milliounen! –, op den Dësch an enger, an ech hunn et virdrun och scho gesot, vläicht vun deene gréissten Immobiliekrisen, déi dëst Land kannt huet an déi riskéiert, derzou ze féieren, datt ëmmer méi Locatairë Loyere mussen haut a muer bezuelen, déi all Dag wäerte méi deier sinn, well ganz einfach ëmmer manner Logementer disponibel sinn.

M. Marc Lies (CSV) | Dat géife vill Wunnenge ginn.

M. Laurent Mosar (CSV) | 150 Milliounen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Verglach zu 273,5 Milliounen, dat ass also knapps d'Hallschecht vun deem Montant, deen elo de Staat an e Bürosgebai wëllt investéieren!

An, Här President, et gëtt jo an de leschten Deeg ëmmer erëm gefrot, wou d'CSV zum Beispill géif spueren, wa se an der Responsabilitéit wier. Mee hei ass e Beispill! Mir géifen direkt déi 273,5 Millioune spueren.

(Interruption)

273,5 Milliounen, dofir kréie mir en neie grousse Lycée oder zwou Tramslinnen oder eng nei Landepist um Findel oder e puer Honnerte Wunnenge fir Mënschen am Land, déi se onbedéngt brauchen. 273,5 Milliounen Euro, dofir kréie mir och praktesch eng hallef Steierreform, déi eis breet Mëttelschicht am Land och onbedéngt brauch.

(Interruption)

Mee mir schwätzen haut net iwwer nei Wunnengen, net iwwer en neie Lycée, net iwwer nei Tramslinnen, emol net iwwer eng nei Pist um Findel an ech kéint Iech hei nach wivill aner Beispiller nennen. Nee, mir schwätzen haut iwwer 273,5 Milliounen Euro, déi de Staat emol einfach fir d'Hallschent vum Siège vun der ArcelorMittal bezuelt, enger ArcelorMittal – an ech si frou fir si –, déi am éischte Quartal vun 2023 e Benefiss vun 1,1 Milliarden Euro gemaach huet!

An ech sinn elo wierklech net am Verdacht, kritesch mat der Wirtschaft an der Industrie ze sinn. Awer Fakt ass: ArcelorMittal ass wierklech net op déi 273,5 Milliounen ugewisen a si hunn och kee Problem, wéi se et selwer an hirem Communiqué soen, en aneren Investisseur fir d'Hallschecht vun deem Siège ze fannen.

Mir kënnen op jidde Fall als CSV dëse Kaf net guttheeschen, well mir keng Plus-value dra gesinn, zumindest keng fir de Staat an de Steierzueler. Mir kënnen dee Kaf awer haaptsächlech net guttheeschen, well et e schlechten Deal fir de Steierzueler ass, an dat an enger Krisenzäit, wou laut Ausso vun der Finanzministesch déi ëffentlech Keesen ëmmer méi eidel sinn, well et e Präis ass, deen total iwwert dem Marchéspräis läit, wa mir dann iwwerhaapt géifen dem Prinzipp vum Kaf zoustëmmen.

Am Resümmee: Jo, mir wëllen och de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg an Europa stäerken. A jo, mir wëllen och Lëtzebuerg als Siège vun Arcelor fir d'Zukunft erhalen, aus historesche Grënn, awer och, well et wichteg ass, datt mer weider eng zolidd an nohalteg Stolindustrie an iwwerhaapt eng Industrie hei an dësem Land behalen. Awer da muss dat mat enger gudder an effizienter Politick geschéien, mat enger attraktiver Rumm, mat manner Bürokratie, awer net mat enger Immobilientransaktioun iwwer 273,5 Milliounen Euro!

Wien awer dës Suen dréngend brauch, sinn zum Beispill déi vill Leit, déi elo scho jorelaang op eng steierlech Entlaaschtung waarden. Mee wa mir dann d'Fuerderung no enger integraler Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun froen – an den Här Roth mécht et permanent, aner Kolleege vun der Oppositioun och – gëtt vu „politeschem Harakiri" geschwat oder vu „responsabeler Finanzpolitick" (veuillez lire: vun „irresponsabeler Finanzpolitick").

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Spéitstens mat dësem Kaf sinn all dës Aussoen, léif Kolleegen, net méi glafwierdeg an dës Regierung och net méi. Well nach ëmmer ass kee Sputt do, fir de Leit dat zréckzeginn, wou se steierlech méibelaascht goufen, an dat ass – fir eng leschte Kéier mäi Kolleeg, den Här Roth, ze beméien – de strukturelle Problem an enger verfeelter Budgets- a Finanzpolitick. An et ass eigentlech en Offenbarungseed. An Dir verstitt, datt mir aus all deene Grënn dësem Projet net eis Zoustëmmung kënne ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An den Här Baum freet direkt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, just ganz kuerz, fir den Här Mosar drun ze erënneren: Et ass nach net esou laang hier, et war nämlech d'lescht Woch, do hu mer de Steierzueler hei alleguer zesummen ëm 600 Milliounen entlaascht, 300 Milliounen dëst Joer an 300 Milliounen d'lescht Joer. Ech weess, dass dat an der Press net ganz grouss opgegraff ginn ass, mee d'lescht Woch hu mer de Steierzueler ëm 600 Milliounen entlaascht. Dat schéngen d'Kolleege vun der CSV entweeder vergiess ze hunn oder et ass einfach selbstverständlech. Ech wollt Iech awer nach eng Kéier heirunner erënneren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da kënnt elo deen nächsten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Dëse Mount war jo dann effektiv um Kierchbierg den éischte Spuetestéch vum Gebai K22, deem prestigiéise Gebai, dat de Stararchitekt Jean-Michel Wilmotte fir ArcelorMittal entworf huet. An de Jean-Michel Wilmotte, deen um Ursprong vun deem dote Projet ass, ass och den Architekt vu sëllegen anere ganz bekannte Gebaier: Ganz no bei eis ass beispillsweis de Centre de congrès zu Metz. E bësse méi wäit ass d'Renovatioun vun deem emblemateschen Hotel Le Lutetia zu Paräis, gradewéi de Bau vun der Station F, dem weltwäit gréissten Ekosystem vu Startups, deen och an der franséischer Haaptstad steet. Och de Sëtz vu Google zu London huet de Jean-Michel Wilmotte gezeechent.

Iwwer Goût an iwwer Faarwe kann ee jo net streiden. Wat een awer festhale kann, ass, dass d'Gebai wäert eng architektonesch Qualitéit virweise kënnen, déi fir eis zu Lëtzebuerg sécherlech aussergewéinlech ass an och eng Beräicherung ass a fir eist Handwierk warscheinlech och eng Erausfuerderung wäert sinn am positive Sënn vum Wuert.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass et sech wäert op där Plaz, wou et gebaut gëtt, architektonesch gutt integréieren, well et an engem direkten Ëmfeld jo aner zäitgenëssesch Gebaier gëtt wéi beispillsweis de Mudam oder nach d'Philharmonie.

An natierlech bréngt eng Konstruktioun vun dësem architektonesche Wäert och e gréissere Käschtepunkt mat sech. An et ass ganz richteg, dass 273 Milliounen Euro fir de Lëtzebuerger Staat ganz vill Sue sinn, virun allem an dësen Zäiten. D'Gebai huet allerdéngs och 21 Stäck, also sollte mer an aller Objektivitéit de Meterkareepräis kucken. Mee do, dat si mer jo elo gewuer ginn, ginn d'Meenungen auserneen, ob een elo d'Nettobürosfläch oder d'Bruttofläch als Grondlag soll huelen.

Seelen hu mer vläicht esou eng passionéiert Diskussioun zu Lëtzebuerg iwwert déi technesch Finesse bei ëffentleche Bauten. Et wier sécherlech méiglech gewiescht, méi bëlleg ze bauen. Do si mer eis alleguerten eens. An ech kann och bei de Leit dobausse ganz gutt verstoen, wann een oder deen anere vun der Politick eng Erklärung freet, firwat dëst Gebai esou deier ass. Mee de Präis läit dorunner, datt et e grousst, prestigiéist, jo, an architektonesch aussergewéinlecht Gebai ass. Et ass quasi e „Vorzeigeprojekt", och fir ArcelorMittal, well hei e Gebai a Stol a Glas op dës Manéier gebaut gëtt.

Nach ass et esou, dass ArcelorMittal Kirchberg Real Estate SARL kee Benefiss mécht, mee de Verkafspräis, deen de Staat bezilt, déi reell Baukäschten erëmgëtt.

Natierlech sollte mir keen Heel dorauser maachen, dass sech dëse Projet och an dee méi breede Kontext aschreift vun der Presenz vun ArcelorMittal hei zu Lëtzebuerg.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | 2016 ass d'Engagement vum Här Mittal geholl ginn, fir de Lëtzebuerger Ancrage vum Stolris ze assuréieren, eppes, wat deemools all d'Parteien hei an der Chamber begréisst hunn. Zanter deene siwe Joer ass d'Implementatioun um Kierchbierg am Raum gewiescht. An ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass dëse lëtzebuergeschen Ancrage eng grouss ekonomesch, politesch, historesch a sécherlech och symbolesch Bedeitung fir eist Land wäert hunn.

Ech sinn och der Iwwerzeegung, dass eigentlech déi meescht vun eis heibannen dës Bedeitung fir d'Lëtzebuerger Land unerkennen. An ech si sécher, mir sinn och zu enger Partie heibannen, deenen hir Pappen oder Grousspappen eng enk Relatioun mat der Schmelz haten.

Fir eis als LSAP ass jiddefalls kloer, dass mir wëllen nieft enger spezialiséierter Finanzplaz och nach ëmmer eng bedeitend industriell Aktivitéit zu Lëtzebuerg hunn, en Industriestanduert Lëtzebuerg, wou innovéiert an och produzéiert gëtt.

Mat dësem Gebai, wou de Lëtzebuerger Staat Koproprietär gëtt, bleift de Siège vum zweetgréisste Stolproduzent an der Welt hei bei eis zu Lëtzebuerg, méi genee seng administrativ a finanzpolitesch Servicer. Dëse Kontext sollt een dann och an där ganzer Diskussioun a bei dësem Vott, dee mer haut huelen, matconsideréieren an en och de Leit dobaussen erklären.

An duerfir ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzestext a soen dem Rapporter villmools Merci fir säi Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, de Rapporter Guy Arendt huet elo scho ganz vill Detailer gesot an ech wëll em och a mengem Numm, am Numm vu menger Fraktioun dofir villmools Merci soen. Et geet hei ëm de Kaf vum Staat vun der Hallschent vun dem Gebai K22, dem Weltsiège vun ArcelorMittal, dee grad am Bau ass, an an déi Hallschent kommen natierlech hei Besoine vum Staat, an därer brauche mer och (veuillez lire: a fir déi brauche mer och Plaz).

Den Terrain gehéiert dem FUAK a bei dësem Ofkommes kritt de Staat eeben net just déi Bürossurface, déi e brauch, mee deementspriechend och d'Notzungsrecht an deem Deel, deen him doduerjer zousteet.

Wat hei, mengen ech, ganz wichteg ass ze soen, dat ass, dass et hei ëm d'Baukäschten no de reelle Käschten, déi och ausgi ginn, geet, also ouni d'Marge, ouni Benefiss, an dat à cahier ouvert, an dass dee Montant, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen, och e Maximalmontant ass, woudrënner och en Deel Reserv dofir do ass. Dat heescht, mir wëssen haut och net ganz genau, wou mer duerno dobäi landen.

Ech gi fir déi gréng onsen Accord derfir. Ech wäert duerno och e puer Remarke ginn. Wat ech awer mengen, wat ganz wichteg ass fir déi Debatt hei, dat ass, dass mer elo net hei Vergläicher maache par rapport zu aneren Ausgaben oder Investissementer, déi de Staat mécht. Ech mengen, et muss ee soen, dass déi heite Regierung esou vill investéiert an den ëffentleche Wunnengsbau, wéi nach keng Regierung dat virdru gemaach huet an de leschte Joren. Wa mer elo de Montant zum Beispill am ëffentleche Wunnengsbau vergläichen, investéiere mer véiermol méi wéi am Ufank vun dëser Legislaturperiod elo. Gradesou investéiere mer vill méi an den ëffentlechen Transport, vill méi an de Klimaschutz, wéi dat nach an der leschter Legislaturperiod war, guer net ze schwätze vun de Legislaturperiode virdrun. Dofir kommt, mir vergläichen net dat eent mat deem aneren, mee mir kucken eis d'Fakten u vun deem Projet, dee mer haut hei wäerte stëmmen.

Eng Realitéit ass, dass de Staat och Büroe brauch. Dat heiten ass eng gutt Plaz, wou mer och relativ séier wäerten déi Bürosflächen ..., also Besoine vum Staat och wäerten decke kënnen, wat also och gutt ass fir d'Bierger, well de Staat de Besoinen nach besser entgéintkënnt an, wéi gesot, de Projet hei ass schonn am Bau. Dat heescht, e wäert och relativ séier an den nächste Joren dem Staat zur Verfügung stoen.

Et gëtt hei op eng flexibel a modular Aart a Weis gebaut, wat och doduerch dem Staat d'Méiglechkeet gëtt, relativ flexibel d'Bürosfläch kënnen anzedeelen, wat och längerfristeg en Atout wäert si fir de Staat a fir d'Leit, déi do schaffe respektiv déi do wäerte vun deene Servicer profitéieren.

Op enger anerer Plaz wäert doduerjer de Staat och u Locatioun spueren. An ech mengen, mer mussen och der Realitéit an d'A kucken: Wa mer gäre Servicer vum Staat ausbauen, da wäerte mer och an Zukunft nach mussen als Staat Immobilie bauen oder Immobilie kafen.

Dann d'Fro vun dem Präis. Jo, et ass sécher net bëlleg. Ech mengen, et ass och keen, deen dat a Fro stellt. Et ass wierklech en ikonescht Gebai op enger och strateegesch wichteger Plaz direkt bei der Philharmonie an dem Héichhaus um Kierchbierg. Et ass de Siège fir e wichtege Konzern fir Lëtzebuerg, deem mer nostinn an deem mer historesch och nostinn an zu deem ganz vill Leit eng Verbindung hunn zu Lëtzebuerg. An dat legitiméiert och deen héije Käschtepunkt, deen et ass.

Ech mengen, et ass awer wichteg, dass mer och do kucken, bei der Realitéit ze bleiwen an och ze vergläichen, wat ze vergläichen ass. De Präis, dee mer an der Kommissioun genannt krute vu 4.369 Euro ass een, deen, wann een e vergläicht mat anere Gebaier, och scho soss emol gefloss ass. Zum Beispill krute mer d'Gebai, Bâtiment administratif um Belval genannt, dat bei 3.700 Euro de Meterkaree louch, oder och den drëtten Tuerm vun der Cour de Justice vun der Union européenne oder d'Jean-Monnet-Gebai, wou mer bei 3.200 Euro louchen. Also mir sinn do net wäit vum Schoss vun anere Gebaier.

Dann, jo, et ass och e Gebai, dat e gewëssene Prestige huet. Et ass e renomméierten Architekt. Et wäert e weidere „Landmark" fir Lëtzebuerg an och fir de Kierchbierg sinn. Mee ech wëll awer och nach eng Kéier preziséieren, dass mer hei och en innovative Projet ënnerstëtzen. Hei gëtt méiglechst klimafrëndleche Stol an och Glas benotzt an dee ganze Bau ass no de Krittäre vun der Kreeslafwirtschaft. D'Gebai ass also och eng Vitrinn fir ze bauen, fir ze weisen, dass mer am Bauberäich wierklech op Innovatioun an op nohalteg Technike kënne setzen. Bei deem heite Projet gëtt zum Beispill ganz geziilt op recycléierte Stol gesat, dee mat erneierbaren Energië produzéiert gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Ganz konkreet heescht dat, dass bei klassescher Stolproduktioun tëscht 1,5 an 3 Tonnen CO_2 pro Tonn Stol ufalen. Hei gëtt e recycléierte Stolproduit benotzt, fir deen am Idealfall just 0,3 Tonnen CO_2 fir eng Tonn Stol ufalen, dat heescht fënnef- bis zéngmol manner wéi beim klassesche Stol. Dat ass e risege Sprong a puncto Klimabilanz fir dat heite Gebai.

An ech fannen, meng Fraktioun fënnt, dass een och Innovatioun am Bau muss ënnerstëtzen, wann et och duerno dobäi hëlleft, dass mer generell am Bau och da Projeten, déi méi nohalteg sinn, kënne weiderbréngen.

Da mengen ech eeben, dass mer grad dofir och ugetruede sinn, dass mer zu Lëtzebuerg wierklech ambitiéis sinn, wat d'Nohaltegkeet an Energieeffizienz am Neibau ugeet, dat natierlech am Wunnengsbau, awer och bei de Büroen. A genee dat ënnerstëtze mer hei och am Staat, wa mer an dat heite Gebai eraplangen, an et wäert och hëllefen zu Lëtzebuerg, dass mer eis an deem dote Secteur zesumme mat der Industrie an deem ganze Secteur positiv weiderentwéckelen.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier soen, dass doduerjer, dass mer dat heite Gebai och elo de Besoine

vum Staat kënnen zur Verfügung stellen, et eis wäert hëllefen, een anere wichtege Chantier unzegoen. Dat ass nämlech déi ganz Fro vun der Renovatioun vun de Gebaier, déi dem Staat och haut scho gehéieren. Doduerch, dass mer hei Plaz schafen, kann op anere Plazen de Staat Gebaier fräimaachen, kënnt dann doduerjer och do an der Renovatioun besser virun.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, ech wollt och ufänken, dem Kolleeg Arendt Merci ze soe fir dee Rapport. Dee war héich interessant. Et ass flott, wann een engem Rapport kann nolauschteren, wou et awer ëm 273 Milliounen Euro geet, wéi zum Beispill, datt den CO_2-Gehalt an de Büroe reegelméisseg gemooss gëtt, datt d'Rideauen op an zouginn, wann d'Sonn schéngt. Dat ass alles schéin. Mee et ass heiansdo gutt, wann ee Krimie gekuckt huet, an ech hunn dacks, well ech Iech nogelauschtert hunn, de Kolleege vun der Koalitioun, un den Inspekter Columbo geduecht, well ëmmer hunn ech den Androck, datt Der laanscht d'Saach schwätzt. An iergendwéi hunn ech ëmmer den Trib, fir dann ze soen: „Mee halt, do feelt dach nach eppes!"

An dat, wat feelt, dat hat de Kolleeg Mosar och virdrun ugeschwat, dat sinn u sech dräi Froen. Firwat maache mer dat do? Déi zweet ass: Wat fir e Konzept huet de Staat iwwerhaapt, wann et ëm Büroe geet? An déi drëtt ass: Wéi eng finanziell Konditioune sinn dat, a sinn déi ze justifiéieren?

A bei där Fro „Firwat maache mer dat do?" ass et dann net fir ze soen, wéi aner Kolleege gesot hunn: „Mir maachen et aus Prestige oder aus historeschem Attachement un d'ARBED an un d'Arcelor", an esou weider. An: „Dat ass esou schéin, et ass no bei der Philharmonie." Dat ass jo awer net de Sujet, wann de Staat e Gebai keeft oder wann en dat mécht.

D'Chambre de Commerce huet eis en Hiweis ginn: en Engagement fir d'Industrie. War also do hannendrun en Deal tëschent ArcelorMittal an dem Staat? Sinn do Konditioune gesat ginn? Dee Communiqué, dee vun der Arcelor publizéiert ginn ass, weist an eng aner Richtung. Mee wat ass do eigentlech d'Wourecht hannert dësem Projet? A mir wëssen dat net, wat déi Wourecht ass. Si Konditioune vum Siège domat verbonnen oder net? Alles dat sinn awer Froen, déi engem direkt an de Sënn kommen, wann een esou eng Transaktioun wéi déi heite kuckt, einfach nëmmen neutral wëllt kucken, fir dat anzeschätzen, wat eigentlech hei geschitt.

Wéi gesot, Arcelor seet eis, de Staat hätt iwwerhaapt net missen do eraklammen. Hei gëtt awer da vun historeschem Interessi an esou weider geschwat, an och vum Siège. Wat ass wouer?

Déi finanziell Konditioune sinn och alles anescht wéi kloer, ech mengen, den Här Mosar hat et gesot, de gré à gré, eng Ausnam zu deenen normale Prozeduren. Wann een eng Ausnam zu normale Prozedure mécht, muss een dat kënne justifiéieren. D'Regierung soll eis herno soen, firwat. Wat war wierklech den Enjeu, fir dat hei ze maachen?

Mir hunn och gerechent. Ech mengen, de Quadratmeterpräis war bei eis och 15.166 Euro oder eppes an där Gréisstenuerdnung, vun där och schonn den Här Mosar geschwat hat, fir Büroen! An et muss een awer och iwwerleeën, wat een eigentlech do mécht. Ech mengen, et ass virdrun hei eng Opzielung gemaach gi vun allen anere Projeten, wou de Staat wäit manner investéiert huet, wou de Besoin awer vläicht méi grouss ass, wéi elo weider Bürosflächen um Kierchbierg. Well déi Fro hannendrun, déi mer awer och hei de Vertrieder vun der Regierung wëlle stellen, ass: Wat sinn dann iwwerhaapt d'Besoine vun der Regierung fir Bürosraimlechkeeten? Wéi e Konzept hutt Der? Wat sinn d'Besoinen? Hutt Der dat chiffréiert? Wéi eng Administratioune sollen do erakommen?

Hei gëtt gesot: „Jo, da maache mer aner Gebaier fräi, fir déi ze renovéieren." Jo, wat fir eng? Firwat? An deem nächste Projet de loi, dee mer diskutéieren, wann deen heiten ofgeschloss ass, do hu mer wéinstens eng konkreet Iddi. Beim Twist, do gëtt wéinstens gesot: „Gutt, dat ass fir de Statec, do ass e konkreete Projet hannendrun!"

Hei huele mer 18.000 Quadratmeter um Kierchbierg a mir wëssen emol net, firwat. Mir schafen awer dauernd nei Administratioune bei dësem Staat. Mir hate schonn an der Vergaangenheet als ADR Question-parlementairë gestallt driwwer, wivill Administratiounen a staatlech Organer geschafe goufen an deene leschte Joren. Dat war eng enorm Lëscht, Observatoire vun hei, Observatoire vun do. Do stelle mir eis och d'Fro, wat d'Plus-value ass vu verschiddene vun deenen Organismen, déi geschafe ginn. An da soe mer: „Mir brauchen ëmmer nei Bürosraimlechkeeten." Ass dat dee richtegen Usaz an enger Situatioun, wou awer déi ëffentlech Finanze méi wéi ugespaant sinn?

Et ass eng Fro vu Verantwortung vum Ëmgang mat de Steiergelder. A mir sinn net iwwerzeegt, datt deen Usaz, deen d'Regierung hei huet, wierklech ze vertrieden ass.

Wann een higeet an et kuckt een d'Land, wéi mer et dann och maachen am nächste Projet, dann ass emol eng vun deenen éischten Iwwerleeungen, déi ee sollt maachen, awer déi vun enger méiglecher Dezentraliséierung vun den Administratiounen. Mir hunn e Riseproblem hei an der Stad, verkéierstechnesch, Bürosflächen an esou weider. Mir hätte gär eng Dezentraliséierung vu Verwaltungen uechtert d'Land. Dat ass ganz kloer, dat ass wichteg, et géif d'Verkéierssituatioun an der Stad erliichteren an et hätt en Impakt och op de Präis vu Bürosraimlechkeeten. Och dat muss ee ganz kloer soen. D'Stad ass dat deierst an d'Ëmgéigend ronderëm d'Stad, an et kann een och Büroe sënnvoll op anere Plazen am Land maachen, wou net onbedéngt mussen op deenen deierste Plazen um Kierchbierg 18.000 Quadratmeter Bürosfläch reservéiert gi fir en Zweck, deen emol net bekannt ass. Dat muss ee wëssen. Et gëtt kee Konzept, op jidde Fall hu mir keent héieren, awer trotzdeem gëtt enorm vill Bürosfläch zu engem monstréise Präis hei kaaft, et ass dach dat, wou mer net wëssen, wat hannendrun ass a wou mer eis wonneren iwwert déi finanziell Prozeduren, déi hei applizéiert goufen.

Also, fir zréckzekommen op dat, wat ech virdru gesot hunn: Wann ech den Inspekter Columbo wär, ech géif Iech net lafe loossen! An ech loossen dat och net lafen. Mir froe weider, bis mer wëssen, wat derhannert ass, datt mer hei 273 Milliounen um Kierchbierg fir e Prestigebau ausginn. Dat ass e puermol ënnerstrach gi vun de Kolleege vun der Koalitioun: e prestigiéist Gebai! Mee dat interesséiert eis iwwerhaapt net.

D'ARBED oder d'Arcelor ka roueg e prestigiéist Gebai bauen. Si huet d'Suen dofir, si fënnt Partner dofir. Mee firwat brauche mir prestigiéis Bürosraimlechkeeten? Dat wësse mir net. Et ass eis egal, ob et e prestigiéist Gebai ass oder net, wa mer u Bürosraimlechkeeten denken. Natierlech, wann e prestigiéist Gebai um Kierchbierg steet, dat vun der privater Wirtschaft gebaut gëtt, tant mieux. Dat ass eng schéi Saach. Mee musse mir dat hu fir Büroen?

Alles dat gekuckt, musse mer soen, mir sinn hei net zefridde mat den Erklärungen, déi mer bis elo kruten, och net mat deene Riddoen, déi erop- an erofginn, wann d'Sonn schéngt. Alles dat ass schéin a gutt, mee et gëtt eis keng Erklärung, firwat mir 273 Milliounen Euro sollen an dat Gebai stiechen. Mir waarden op d'Erklärunge vun der Regierung, mee dans l'état des choses stëmme mir dat hei net mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dann huet d'Wuert elo d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech gesinn hei grad, ee vun de Piraten huet eppes leiegelooss.

Här President, léif Kolleegen, merci fir d'éischt dem Rapporter fir dëst Gesetz. Ech muss awer soen, ech hu kee Faibel, an ech mengen, mir hu kee Faibel fir Prestigegebaier. Dat ass warscheinlech keng Iwwerraschung. An ech mengen och, dass et méi Wichteges a méi Dréngendes gëtt, wéi Prestigebaier ze kafen oder ze bauen, och wa mer am Prinzipp näischt dergéint hunn, dass de Staat Bürosgebaier keeft oder baut, fir seng Servicer ze logéieren. Dat ass sécherlech eng wichteg Aufgab. A mir hunn och virun allem näischt dergéint, Architekteservicer ze ënnerstëtzen.

Do muss ech awer ganz kloer soen, an ech mengen, den Här Mosar – an ech si jo net ëmmer an net oft mat ëm averstanen! – huet et ausféierlech duergeluecht, dass mer e Problem hu mat den Hannergrënn a mat de Konditiounen, déi awer och fir eis net ganz kloer si vun dësem Deal an der Acquisitioun u sech, wat fir eis net ganz kloer ass.

Also, wat ass hei tëscht der Regierung an der ArcelorMittal diskutéiert ginn? A wéi eng Accorde sinn hei ausgemaach ginn? Wat sinn d'Grënn, datt ArcelorMittal onbedéngt un dësem Prestigebau wëllt festhalen? Wéi eng Garantië krut de Staat? Dat Ganzt ass fir eis e wéineg eng Kaz am Sak.

Dobäi kommen déi enorm héich Käschten, et ass ugedeit ginn, déi ronn duebel esou héich si wéi bei enger normaler Konstruktioun. An et ass eis net kloer, awéifern de Staat e reelle Besoin huet fir nei Bürosflächen, oder ob een hei am Nachhinein eebe Besoine muss kreéieren. Also, alles dat ass fir eis net ganz kloer, fir de Projet eeben ze justifiéieren. Fir eis bleiwen eeben du coup immens vill Froen op.

A wa mer nei Bürosraim bräichten, da stellt sech nawell d'Fro, ob et net besser wär, ze dezentraliséieren, eeben net alles an der Stad Lëtzebuerg ze zentraliséieren, amplaz elo eng ganz Rei vu Servicer an engem Gebai um Kierchbierg ze zentraliséieren. Mir wëssen, dass mer scho genuch Problemer ronderëm déi Zentraliséierung hunn.

Aus all deene Grënn, déi gewëssen Intransparenz, vill Froen, déi op si ronderëm de Präis an d'Verhandlungen an och dat, wat den Här Mosar virdru gesot huet, dass de Fait ass, dass awer op eemol Suen do sinn, wou op anere Plaze keng Suen do sinn, voilà, aus all deene Grënn kënne mir dat hei och net matënnerstëtzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann huet d'Wuert den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. De Lëtzebuerger Staat, eis Regierung, wëllt sech um Bau vum K22-Gebai vun ArcelorMittal bedeelegen.

Bon, mir hunn elo scho vill doriwwer geschwat. De Rapporter huet en extensive Rapport gemaach iwwert d'Zuelen. Merci dofir, och wann ech net vill Positives um Gesetz fannen, muss een awer respektéieren, datt de Rapport ganz gutt gemaach war.

Ech kann Iech direkt soen, mir gesinn deen Akaf oder déi Participatioun skeptesch, aus ganz ville Grënn. Skeptesch als Éischt emol an deem Sënn, datt de Staat leider net seelen an och meeschtens kuerz virum Enn vun enger Legislaturperiod sech bei Projeten engagéiert an duerno d'Käschte vum Projet explodéieren. Dat ass eppes, wat heefeg an der Lescht de Fall war.

All Legislaturperiod – an deenen zwou leschten zumindest – war et esou, datt an deene leschte Woche virum Enn nach Projete gestëmmt goufen am Wäert vun Honnerte vu Milliounen, an déi nächst Legislatur huet sech dann domadder beschäftegt, fir erauszefannen, firwat dat Ganzt da méi deier ginn ass.

Bon, dat ass deen éischte Constat. Mir schwätzen hei awer vun 273 Milliounen Euro. Et ass och net e Projet, wou mer elo direkt wëssen, wat mer domadder maachen.

Mir wëssen, datt mer Bürosraim kréien. Mir wëssen, datt mer eng ganz schéin Terrass um 15. Stack kréien. Wien dann herno an déi Büroe soll erakommen – grousst Fragezeichen! Wien herno op där schéiner Terrass däerf Receptioune ginn – grousst Fragezeichen!

An da komme mer op d'Montanten. De Laurent Mosar huet et virgerechent, d'„Lëtzebuerger Land" huet déi nämmlecht Zuele genannt: 15.000 Euro de Quadratmeter, dat ass substanziell iwwert deem, wat ee fir Nettosurfacë soss enzwousch an der Stad bezilt, virun allem, wann ee se baut, wann een net och nach mat Benefiss ..., also datt nach iergendeen Zwëschenhändler Benefiss drop gemaach huet! A jo, et gëtt mat Livre ouvert geschafft, a jo, et si just déi reell Baukäschten – mee da stellen ech d'Fro emol anescht: Wann iergendeng staatlech Verwaltung elo géif hikommen a soen: „Mir bauen en neit Bürosgebai fir eis Besoinen an den Nettoquadratmeterpräis si 15.000 Euro", da géife mer hinnen zu Recht soen: „Ma hutt Der se nach all?!" Mir géifen hinne soen: „Geet et net och vläicht e bësse méi bëlleg, well et sinn awer d'Sue vum Steierzueler?" An héchstwarscheinlech géif och keng staatlech Verwaltung op d'Iddi kommen, d'Chamber mat engem Projet ze befaassen, wou e Gebai, dat se selwer géif plangen, 15.000 Euro de Meterkaree Nettosurface géif kaschten.

Wann awer en Drëtten et plangt an och d'Pläng schonn deposéiert huet, dann op eemol keeft de Staat fir dee Präis an da gëtt argumentéiert mat: „Et huet e schéinen Atrium, et ass e Prestigebau, et ass wichteg, ArcelorMittal heizehalen." Et zweifelt keen drun, datt mer wëllen ArcelorMittal heihalen. Et zweifelt och keen drun, datt et wichteg ass fir d'Lëtzebuerger Plaz, datt ArcelorMittal weider säi Siège hei hält – mee, wéi de Laurent Mosar dat virdru gesot huet: Et géif och mat Acteure vum Privatmarché goen, fir dat Gebai do ze finanzéieren! A wann ech dann héieren, datt et jo awer relativ einfach wär herno fir de Staat, dat Gebai vläicht ze verlounen, seng Surfacen ze verlounen, ma da gëtt et jo manifestement eng Demande um Marché, fir fir 15.000 Euro de Meterkaree esou, jo, esou Meterkareeën ze bauen, ze kafen. Da sollte mer vläicht als Staat soen: „Bon, fir eis, mir geréieren awer d'Staatsfinanzen en bon père ou bonne mère de famille, ass et vläicht besser, mir loossen dem Privatsecteur de Virtrëtt." Well ob elo de Staat d'Halschent vum Gebai keeft oder baut oder en zweete privaten Acteur nieft ArcelorMittal ännert näischt drun, datt ArcelorMittal d'Hallschent vum Gebai baut a bezilt an do bleift. A jo, mir si bei deem Präis pro Meterkaree 50 % iwwert dem Marchéspräis.

An da weess een nach net, ob mer bei deene Käschte bleiwen. Elo stellen ech mer just vir ..., stellt Iech vir, e puer Honnert Meter weider ass e Gebai gebaut gi virun e puer Joren, do stoung de Chantier dunn eng Zäit laang roueg, well e bestëmmte Steen, deen den Architekt onbedéngt wollt hunn, net méi ze kréie war, a scho guer net fir dee Präis, deen urspréinglech geplangt war.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Stelle mer eis elo mol vir, datt iergendeppes bei deem Bau do schifgeet an dee Bau sech do verzögert. Da gëtt deen net méi bëlleg. An ech schwätzen elo vun de Präiskäschten. Ech kann och d'Vëlospist vun Esch huelen, de Projet vum Militärsatellitt. Bon, ech mengen, mir kennen alleguerten d'Fäll, mat deene sech d'Comexbu déi lescht Joren hei beschäftegt huet, zum Deel mat Projeten, déi an de leschte Woche vun der leschter Legislaturperiod gestëmmt goufen, séier nach duerch d'Chamber, fir datt mer se séier virun de Walen nach duerch hunn. Mir hunn also Zweifel, datt et bei den 273,5 Millioune wäert bleiwen.

Här President, wat eis dann och wonnert, ass, datt de Lëtzebuerger Staat sech entscheet huet, d'Gebai matzebauen, matzefinanzéieren, ouni datt kloer ass, wat mer mat eise siwe Stäck maachen. Firwat? Fir wien? Jo, wie kënnt an déi siwe Stäck am Endeffekt? Dat ass och eng wichteg Fro, wann ee bedenkt, datt d'Regierung sech entscheet huet, sechs uneneenhängend Stäck fir sech ze froen an de siwente Stack, dee mer awer kafen, duerno um 15. Stack läit. Dat ass dee mat där schéiner Terrass, mat där Privatterrass. Do stellen ech mer dann d'Fro: Wie kritt dann dee Büro um 15. Stack mat schéiner Vue imprenable an enger schéiner grousser Terrass?

Firwat hu mer keng vun de Stäck méi wäit ënne kritt respektiv gefrot, soudatt alles zesummegehaangen hätt? Gëtt et vläicht schonn een, deen do en An op dee Stack geworf huet? Oder vläicht net?

Ech géif elo proposéieren ..., mir stëmmen dat heite jo net mat, dat ass elo kee Geheimnis, mee wa mer wierklech, an ech weess, datt d'Säit vun der Majoritéit dat dote stëmme wäert, wa mer da wierklech probéieren, Saachen aus dem Stadkär erauszekréien. Et bezweifelt keen, datt d'Chambersplenière hei soll bleiwen. Mee wann ech kucken, wat d'Chambersverwaltung am Moment u Lokalitéite lénks a riets ronderëm d'Chamber brauch fir d'Fraktiounen, fir Büroe vun der Verwaltung, déi net zesummenhänken, fir d'Kommissiounssäll, déi erëm ze kleng sinn, déi net disponibel sinn, da kéint ee sech jo awer d'Fro stellen, ob et net sënnvoll wär, datt mer géifen, wéi aner Parlamenter, eis Kommissiounen an engem anere Gebai maache wéi eis Plenière an datt ee vläicht dee Wunnraum, deen d'Chamber iwwert déi lescht Joren hei, also u sech de Finanzministère, deen dat der Chamber zur Verfügung stellt, iwwert déi lescht Joren accaparéiert huet hei ronderëm, erëm fräi géif maachen, och vläicht d'Bürossurfacen hei erëm géif fräimaachen a mer fir d'Plenière an de Stadzentrum géife kommen, awer d'Kommissiounsaarbecht och liicht dezentraliséiert vum Chambersgebai kéint stattfannen.

A jo, da géif de Chamberspresident, dee grad net hannert mer sëtzt, vläicht och eng schéin Terrass kréien, fir seng Receptiounen ze organiséieren, wann auslännesch Dignitairë kommen.

(Interruptions diverses)

Sou. Bleiwe mer beim Präis: 273,5 Milliounen. Dat sinn, wa mer den aktuelle Baupräis vu Logement usetzen, 78.000 Meterkaree Logementssurface. Mir wëssen, datt iwwer 5.500 Leit op de Waardelëschte si fir abordabele Wunnraum. 78.000 Meterkaree Wunnfläch sinn 1.050 Wunnengen. Dat wär e bësse méi wéi eng Drëps op de gliddege Steen. Dat wär e Fënneftel vum Besoin un abordabelem Wunnraum laut den aktuelle Waardelëschten.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Oder soyons fous! 273,5 Milliounen Euro sinn de Reklassement wärend zwee Joer vun all Monoparental an d'Steierklass 2. Dat hätt Leit direkt gehollef. A jo, elo kënne mer soen, d'DP seet: „Mir hu 600 Millioune Steierentlaaschtunge gestëmmt." Et kann ee soen: „Jo – a mir hunn awer déi Leit, déi monoparental sinn an an der Steierklass 1a hänken, net weider entlaascht!"

Dat heescht, mir hätten hei eppes kënne maachen. Mir huelen hei Suen an de Grapp, richteg vill Geld fir Büroen, déi an eisen Aen, an dat hunn ech elo grad duergeluecht, ze deier sinn, fir dat, wat mer do bezuelen. A mir hätten domadder kënne Leit entlaaschten oder Wunnraum schafen. Mir hätten op alle Fall Leit kënnen hëllefen, anstatt hei e Prestigebau ze finanzéieren, ouni datt mer wëssen, wat mer mat deem Prestige herno maachen. Well mer also fir all déi Froe keng Äntwerten hunn, kënne mer dëse Projet leider net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement, mat der Bemierkung, datt ech mat menger Vue ganz zefridde sinn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An ech och!

M. Fernand Etgen, Président | Da géif ech dann elo dem leschten ageschriwwene Riedner d'Wuert ginn, dem honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (Indépendant) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, hei ass e flotte Projet, fir déi éischt Ried als Independant hei an der Chamber kënnen ze halen. An ech schécken direkt viraus: Dëse Projet gëtt gestëmmt mat 32 Stëmmen!

Ech muss éierlech soen, de Guy Arendt huet en exzellente Rapport gemaach, en huet een ...,

(Brouhaha)

... en huet ee Feeler gemaach. En hätt vläicht nach méi missen opschlësselen op Parkingsplazen, op gemeinsam Flächen, op Bürosflächen an esou weider. Mee souguer mat deenen Zuele vum Rapporter, souguer mat deenen Zuele vum Rapporter, wann een net Mëllechmeederchersrechnunge mécht wéi den Här Mosar, kënnt een drop, datt hat heite fir deen doten Immeuble en extreem verstännege Präis ass. A fir déi, déi hei net gewinnt sinn, Rentabilitéitsberechnungen ze maachen, Här Clement: Esou e Bürosgebai wéi dat dote verlount een ouni dee geréngste Problem fir 55 Euro de Mount den Netto-Bürosmeterkarree.

(Interruption)

Dat ass bei deem Akafspräis, dee mer hei bezuelen, e Rendement. An do schwätze mer net dervun, wat mer fir d'Parkinge kënne kréien. Aleng nëmmen d'Nettobürosfläch géif hei e Rendement ...

M. Sven Clement (Piraten) | Mir wësse jo, datt Dir komesch Immobiliendealer maacht.

M. Roy Reding (Indépendant) | ... vu 4,3 % bréngen. Dat ass e Rendement, fir dee vill privat Investisseure gäre géifen esou en Investissement maachen.

Mee da kommen ech op déi aner Argumenter. Déi Suen hei gi jo net zur Fënster erausgehäit. Mir kréien e Gebai amplaz, dat, wéi gesot, e ganz schéine Rendement ka bréngen. Mee virun allem bréngt et dem Staat Revenuen! Do si Leit, déi schaffen, déi kréien eng Pai, déi bezuele Steieren. Do gi Fournisseure

bezuelt. Do gëtt TVA ofgeliwwert. Wéi vill Steiere ginn duerno bezuelt? Dat alles muss ee matarechnen. Et ass jo net, wéi wann hei einfach géif eng Depense gemaach ginn!

An da gëtt gesot: „Wat hätt een aneschters kënnen dermat maachen?" Jo, dat kann ee bei all Projet soen. „Dofir kréie mer nach en hallwe Militärfliger", oder „dofir kréie mer hei", oder „domadder hätt een deem oder deem kënne besser hëllefen".

Deen heite Projet, wa mer all Awunner eng Prime unique bezuelen, da wieren dat 430 Euro op de Kapp. Dat heite kascht de Lëtzebuerger Awunner 430 Euro op de Kapp, fir an esou engem risege prestigiéise Gebai um Kierchbierg déi Plazen ze schafen, déi mer brauchen.

An da kommen ech op dat nächst Argument: Jo, mir brauche se. Et kann een net andauernd méi Fonctionnairen astellen an net Bürosfläche méi kafen. An et ass ugeklongen, den Här Clement huet et ganz gutt gesot: Wéi vill Gebaier gi vu Staatsverwaltungen a vun der Chamber beluecht, déi Appartementer kéinte sinn? Zum Beispill d'Fraktiounslokalitéite vun der Piratenpartei? Dat ass e Privatappartement!

M. Sven Clement (Piraten) | Wa mir eng aner Optioun kréien, si mir direkt eraus!

M. Roy Reding (Indépendant) | Dat ass e privat Appartement an der Rue de l'eau, dat eigentlech guer net däerft als Büro benotzt ginn! Et ass jo en Hon, datt ausgerechent de Service du logement vun der Stad Lëtzebuerg bis virun e puer Joer an engem Haus souz, an engem Wunnhaus souz am Pafendall, datt eisen Tribunal de commerce an Appartementer setzt um Helleg Geescht, anstatt an engem Bürosgebai! Dat seet hei keen.

A wa mer vun Duerchschnëttspräisser schwätzen: Am Zentrum – an dat geet vu Colmer-Bierg bis Weiler zum Tuerm – ginn an der Moyenne 9.900 Euro de Meterkaree bezuelt. Ma, wa mer dat dann hei an d'Relatioun setzen, …

(Interruption)

… – ok, d'Quote-part terrain ass hei net derbäi, hei sinn nëmme Baukäschten à livre ouvert –, mee dann ass dat ganz verstänneg. Dann ass dat guer net iwwerdriwwen.

Da gëtt gesot: „De Präis hätt missen negociéiert ginn, well d'Immobiliepräisser falen." Ma mir schwätzen hei net vun Immobiliepräisser! Mir schwätzen hei reng vu Baukäschten! Déi kann een net negociéieren. Déi ginn erop. Déi ginn erop! Duerch de Krich, duerch d'Sanktiounen, duerch honnertdausend Saache ginn d'Baupräisser erop. Déi kanns du net no ënne verhandelen. Een, deen dat miroitéiert, déi litt. Voilà!

Wa mer also soen, de Präis wier eigentlech ganz an der Rei, de Rendement wier an der Rei – mir liberéiere Wunnraum, mir brauchen déi Flächen do, et ass e falscht Argument, ze soen, wat ee soss alles hätt kënne maachen –, ass dat heiten eng gutt Saach, déi een nëmme ka begréissen.

A Fernand, Du hues mat enger Saach Onrecht, emol eng Kéier.

(Interruption)

Normal Prozeduren … Géif een dat heite maache mat normale Prozeduren, da géif een ausschreiwen. A wann ee géif ausschreiwen … A mir wëssen, wat dann dobäi erauskënnt. Ech soen Iech: Kee Mënsch baut méi bëlleg de Privé. De Staat baut ëmmer, ëmmer méi deier!

An duerfir ass och dem Kolleeg Laury Mosar säin Argument falsch, wann e seet: „D'Stad Lëtzebuerg baut fir 8.500 Euro de Meterkaree." Dat ass eng Berechnung vun der Administratioun. Mir wëssen awer alleguerten aus der Praxis – aus der Praxis! –, datt duerno, wann et ausgeschriwwe gëtt an et zu Missioune kënnt, da sinn déi méi héich. A wann duerno ofgerechent gëtt, dann ass et nach méi héich.

D'Stad Lëtzebuerg, de Staat baut méi deier wéi de Privé! An dofir stëmmen ech mat Freed dat heite Gesetz mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Michel Wolter.

(Brouhaha)

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee laang derbäi ass, dann huet ee scho villes esou matkritt. An ech wäert probéieren, net Saache mateneen an een Dëppen ze geheien, wou ech mengen, datt se net an een Dëppe gehéieren.

Ech war scho ganz aktiv an der Politick, wéi mer eng Philharmonie géint e Spidol ausdiskutéiert hunn. Ech war scho ganz aktiv an der Politick, souguer an der Regierung, wéi mer iwwer Steng geschwat hunn, déi un e Musée sollte gepecht ginn: „Déi eng Säit, amplaz déi aner Säit vun der Strooss?", well dat war d'Diskussioun, ëm déi et deemools gaangen ass.

Hei si mer elo an enger Situatioun, wou mer e Gebai als Staat solle kafen – net bauen, kafen, eng Quote-part an engem Gebai. Ech wëll fir d'éischt soen, datt ech deen allerleschte sinn, deen der Meenung ass, dass eis Verwaltung keng Bürosgebaier brauch. A wann de Staat, wat en awer an dësem Dossier net gemaach huet, justifizéiere kann, datt en 18.000 Meterkaree Bürosfläch brauch, a mir kënnen déi kafen am Marché oder se selwer bauen, well dat ass eng Alternativ, well mir kafe jo och am Marché reegelméisseg bei private Promoteure „pour service de nos administrations", dann ass dat fir mech an der Rei.

D'Fro, déi ech mer awer stellen, dat ass an dësem Moment, wou mer awer sinn, ob ech muss fir 18.000 Meterkaree 273 Milliounen op den Dësch leeën an ob ech am Marché fir aner Präisser op anere Plazen – ech war och fréier emol eng Kéier Landesplanungsminister – net déi selwecht Meterkareeë kéint kréien, déi eis landesplaneresch a verwaltungstechnesch méi wäit géife brénge wéi dee Projet, dee mer hei elo kafen.

A wann ee laang derbäi ass, da mierkt ee jo och, wou d'Argumenter dürfteg ginn. An de Mëtteg war et e bësse reng, hunn ech fonnt. Eng Partei huet – ausser dem Rapporteur – iwwerhaapt net méi geschwat. Déi zweet Partei, déi huet sech ganz vill mam Architekt ausenanergesat. Dat mag sinn. Mir hu jo elo eng aner Relatioun säit gëschter, mir zwee.

(Interruption)

Mee den Här Wilmotte mag e ganz gudden Architekt sinn. D'Fro, déi ech mer stellen, ass, ob ech fir Bürosgebaier vu Verwaltungen an e Gebai muss plënneren, dat vun engem Stararchitekt gebaut gëtt. Ech stellen iwwerhaapt net a Fro, dass ArcelorMittal mat esou engem Architekt wëll bauen. Ech stellen net a Fro, dass ArcelorMittal an der Aart a Weis, wéi déi Gesellschaft sech duerstellt weltwäit, als e weltwäiten Träger an hirem Business, esou e Gebai brauch. Mee d'Fro, déi ech mer gestallt hunn, och elo nach eng Kéier dee ganze Mëtten, a wou ech ganz wéineg Äntwerten drop krut: ob mir als Staat esou e Gebai brauchen – d'Part vun esou engem Gebai brauchen – zu deem dote Präis.

An ech wëll dem Kolleeg vun deene Gréngen, dem Här Benoy, soen … Ech mengen, ech géif dat elo bal wuertwiertlech erëmginn, wat e seet: „Et ass e Betrib, deen eis historesch nosteet an dat legitiméiert de Präis."

M. François Benoy (déi gréng) | Nee, esou hunn ech et net gesot.

M. Michel Wolter (CSV) | Esou hunn ech et verstanen.

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

An ech hunn et an der Sekonn opgeschriwwen. Da muss ech Iech soen: Do sinn ech net méi mat! Do sinn ech net méi mat, well: All Relatioun zu all Kolleeg vu mir oder all Relatioun zu all Persoun oder Betrib, dee mir nosteet, deen ech gutt ka leiden, dat ass eppes, mee dat legitiméiert awer nach laang net de Präis, deen ech bezuelen; wat muss e Präis sinn, deen um Marché ass, e Präis sinn, dee muss kompatibel si mat anere Präisser um Marché!

An ech komme fir mech, Dir Dammen an Dir Hären, zur Konklusioun – och wann et de Weltsiège ass, och wann et à livre ouvert ass, och wann et déi reell Baukäschte wieren, och wann ech et vergläichen, a besonnesch, wann ech et vergläiche mat aneren Investissementer, déi kéinte getätegt ginn, och wann et séier zur Verfügung ka stoen, wat sécher bei anere Projeten och de Fall wier –, dass d'Relatioun an deem heite Projet vun engem totale Glanzobjet op enger Prime Location zu Lëtzebuerg par rapport zum Besoin, dee mer hu fir eis Verwaltung, nämlech fir e Bürosgebai ze bauen, dass dat a kenger Relatioun matenee steet.

(Interruption)

An dofir stëmmen ech dee Projet hei net mat. An ech stëmmen en och nach net mat aus engem anere Grond. Ech si Buergermeeschter an enger Géigend, déi manifestement vum Staat an deene leschte Joren net schrecklech bevirdeelegt ginn ass – fir et emol esou ze soen –, nämlech de Südweste vum Land, dee sech zesummesetzt aus véier Gemengen aus dem Kordall.

Mir haten e Projet, dee sollt an Zesummenaarbecht tëschent der Gemeng Péiteng, der Gemeng Käerjeng, dem CGDIS an der Police entstoen, well déi nei Gebaier brauchen. Op Péiteng sollt en neie Bau kommen an et si Verhandlunge gefouert gi vun der Verwaltung vun der Madamm Finanzministesch mat engem private Proprietär, deen do Proprietär war vun deem Terrain. An dee Projet, deen am Interêt och … Ech wëll elo net hei mat Primmen an ech wëll net mat „Ech kéint Wunnenge schafen" argumentéieren, mee ech vergläichen e Projet d'intérêt public mat engem anere Projet d'intérêt public, intérêt public majeur fir eng ganz Géigend vun engem Land, wou ech Pompjeeën a Police op enger Plaz beieneen hätt kënne setzen. Deen ass scheitere gelooss ginn u ganz, ganz wéinege Suen, well gesot ginn ass: „Dee Präis bezilt de Comité d'acquisition net." „Dee Präis", Dir Dammen an Dir Hären zu Péiteng, „bezilt de Comité d'acquisition net"!

Dofir ass e Projet scheitere gelooss ginn, an dat ass fir mech och inakzeptabel an der Relatioun zu deem heite Projet als een, deen dee Projet als en Intérêt public majeur dans l'intérêt vu menger Regioun ugesinn huet. An ech sinn net deen Eenzegen, et sëtzen der nach heibannen, wou Projeten a Randgéigende vum Land – wann ech et emol eng Kéier esou ka soen – op ganz wéineg Suen eigentlech scheitere gelooss ginn.

Une voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV) | A wann ech deen da mat deem heite vergläichen, da muss ech Iech wierklech soen, datt ech duebel dee Projet hei net ka stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. D'Regierung huet d'Wuert. Nee, den Här Kersch huet nach d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt am Fong hei net d'Wuert ergräifen, mee no deem, wat den Här Wolter hei gesot huet, wollt ech awer e bëssen eppes nach an de Vierdergrond setzen. Ech ginn Iech ganz Recht, Här Wolter: Et ass immens schued, dass et net zu deem Projet tëschent Péiteng a Käerjeng komm ass an der Realisatioun, wou mer e CGDIS-Center zesumme mat Police ... Dat war wierklech e flotte Projet an et ass schued, dass en aus Käschtegrënn net realiséiert ginn ass.

Mee wann een awer heihinnerkënnt an et seet een, d'Regierung géif elo hei Geschenker vis-à-vis vun engem Konzern maachen, da wëll ech awer drun erënneren, dass deen, deen dat elo grad hei op der Tribün gesot huet, dee Minister war, deen derfir gesuergt huet, dass dee Konzern déi gréisste Steiergeschenker kritt huet, déi jeemools hei zu Lëtzebuerg ausgedeelt gi sinn, nämlech a Form dovunner, dass mer Agoraen a Gesellschafte gegrënnt hunn zesumme mat deem Konzern an d'ARBED fir déi Käschten, déi am Fong ugefall wären, nämlech vun der Entsuergung vun hiren Terrainen, ni huet misse richteg bezuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

M. Michel Wolter (CSV) | Wéi soll ech soen? Meng bei dräi Wochen ausgesprache Frëndlechkeet verbitt mer et, fir dorobber elo ze äntweren.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Ma da kënne mer elo der Regierung d'Wuert ginn. Fir d'éischt d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

(Interruptions)

Elo huet d'Madamm Backes d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll natierlech och dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wäert och seng Explikatiounen net widderhuelen. Ech deele mer och hei meng Riedezäit mam Vizepremier- a Minister Bausch.

Vläicht awer just ganz kuerz fir unzefänke wëll ech soen, dass ech kee ganz groussen Unhänger si vu poleemeschen Diskussiounen. Fir elo strukturell Depensen, déi mir decidéiert hunn, zesumme mat Iech, fir d'Kafkraaft vun de Leit och weider ze stäerken, mat enger One-off-Depense, déi och en Invest ass, ze vergläichen, fannen ech elo net ganz kredibel.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech wëll och soen, dass net eng Wunneng manner gebaut gëtt, well mir déi heite kafen. An ech mengen, op dee Punkt wäert och de Minister Bausch nach weider agoen.

De Staat huet effektiv wëlles, d'Hallschent vum K22-Gebai ze kafen, dat ArcelorMittal elo amgaangen ass, um Kierchbierg ze developpéieren. Jo, ech mengen, et ass vun e puer heibanne scho gesot ginn: Et ass e prestigiéist Gebai, et ass en ikonescht Gebai, den zukünftege Siège vun ArcelorMittal. Et geet hei och effektiv ëm e Gebai, dat eng gewësse Symbolik huet an dat och am Respekt vun der Ëmwelt gebaut gëtt. Och dat ass eis wichteg, dass hei mat nohaltegem respektiv gréngem Stol gebaut gëtt.

Ech wëll de Präis, dee mer hei och alleguerte kennen, och net klengrieden. 273,5 Millioune fir d'Hallschent vun dësem Gebai sinn awer räsonabel, wann een d'Qualitéit vum Gebai kuckt. Och am Verglach mat anere Gebaier, Jean Monnet, Cour de justice, Bâtiment administratif vum Belval, leie mir an der Norm, wat d'Baukäschten ugeet. Zu deem Punkt wäert de Minister Bausch och nach kënne méi Detailer ginn.

De Präis, dat ass de Präis, wéi och scho gesot ginn ass – an ech mengen, dat ass awer wichteg, dat ze soen –, vun de Baukäschten à livre ouvert, ouni Marge fir ArcelorMittal – ouni Marge fir ArcelorMittal! Dat heescht, à moins dass ee verlaangt, de Keefer soll à perte verkafen – an dat ass och mentionéiert ginn –, kann ee bei engem Deal op Basis vu gemeinsame reelle Baukäschten net noverhandelen.

Am Gesamtpräis sinn iwwregens och den Terrain vum FUAK an d'TVA agerechent. Dat heescht, dat sinn effektiv och zwee Posten, déi also direkt oder indirekt dem Staat dann och zoukommen, an dat sinn effektiv och vill Suen. Zesummegerechent komme mer do op plus ou moins 100 Milliounen Euro. Déi missten dann also och a Relatioun gestallt gi mat deem Total, vun deem mer hei schwätzen.

Am Moment ass och eng zousätzlech Reserv vun 10 % matagerechent. Mat aller Warscheinlechkeet wäerten déi reell Baukäschten awer ënnert dësem Plaffong leien.

D'Bezuele vun deene Käschte wäert sech och iwwer eng Rei Joren dann hinzéien a vun der gebauter Bausubstanz dann och ofhänken. Et gëtt also an Tranchë bezuelt. Et gëtt hei net virfinanzéiert. 2026 soll de Bau dann och fäerdeg sinn.

Ech fannen et och elo net ganz richteg, bei esou engem Gebai vun insgesamt 80.000 Meterkaree de Plaffongspräis nëmmen a Relatioun ze setze mat Nettobürosflächen an esou ze maachen, wéi wann all de Rescht, Parking, Auditoire, Commercen, Restauranten an esou weider, net géifen zielen. Hei ass effektiv och e ganz groussen Atrium an deen huet effektiv och en Impakt op déi Berechnungen.

D'Regierung huet den Dossier gutt analyséiert a mir sinn zur Konklusioun komm, d'Offer vun ArcelorMittal wëllen unzehuelen an déi ugebueden Option d'achat ze zéien an esou dann, wéi gesot, Koproprietär vun dësem Gebai ze ginn.

Et erlaabt dem Staat, relativ séier additionnel Bürosflächen ze kréien, déi op enger ganz gudder Lag sinn. Ech menge wierklech, dass hei och déi nächst Regierung decidéiere kann, wat si wëll domadder maachen. Mir hu ganz vill Besoin u Bürosfläche fir eis Administratiounen. Ech mengen, déi kréien och ëmmer méi Aarbechten. Wann ech dat richteg am Kapp hunn, sinn do eng 120 Demandë fir Büroen. Mir lounen och ganz vill Saachen. An de Staat wëll effektiv léiwer Saache kafen, wéi fir seng Besoinen, Ministèren an Administratioune weider ze lounen. De Staat – dat ass och mentionéiert ginn – kann dat awer och elo weiderverlounen, wann dat dee Moment dann déi richteg Decisioun ass.

Ech mengen, de Premier an de Vizepremier waren och viru Kuerzem op der Cérémonie de première pierre. Jo, hei geet et eis och ëm Standuertpolitick. Dat ass eis ganz wichteg. De Minister Bausch wäert och elo dann eppes zu dësem Projet soen. Hie kennt dee scho ganz laang, well déi Diskussiounen, déi hu sech jo och iwwer eng Zäit gezunn. Sou, wann Der erlaabt, géif ech him da weider d'Wuert ginn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Vizepremier a Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, fir d'Wuert an och merci allen Deputéierte fir hir Beiträg, och wann ech net mat alle Beiträg averstane sinn. An et ass wéi ëmmer, wann et ëm esou Projete wéi deen hei geet, déi éischtens eng gewësse Komplexitéit hunn, zweetens e gewëssene Präis hunn, drëttens dann och nach esou e Konzern wéi ArcelorMittal am Gespréich ass, datt et da meeschtens e Clivage gëtt an dem Parlament tëschent der Majoritéit an der Oppositioun. Ech hunn dat selwer och matgemaach déi Zäit, wéi ech an der Oppositioun war.

An duerfir wëll ech och direkt bei mengem leschte Punkt ufänken, fir dem Här Mosar ze soen an och der CSV, datt ech iwwerzeegt sinn, datt, wann d'CSV am Moment an der Regierung wär, se dëse Projet géif stëmmen. Mee bon, dat ass awer de bonne guerre, dat ass d'Spill Majoritéit–Oppositioun, wéi Dir dat gewinnt sidd.

Ech hunn haut do meng Meenung e bësse geännert, och no laange Regierungsjoren. Dat ass och eng gutt Traditioun, datt een ... Wann ee selwer am Exekutiv sëtzt, da weess een, datt et natierlech an der Majoritéit méi komplizéiert ass wéi an der Oppositioun, wou ee ka fräi, fromm einfach emol Saachen zielen, och wa se net ëmmer alleguer richteg sinn. Mee dat gehéiert och do derzou.

Ech wëll am Fong zu zwee, dräi Punkte Stellung huelen, déi gesot gi sinn. Déi zwee sinn der, déi mech elo direkt betreffen. Et ass jo dat hei: Et ass jo net e Finanzéierungsgesetz, fir e Bauprojet, deen de Staat baut, ze finanzéieren. Also, ech si jo net als Bauteminister hei täteg. Ech sinn am Fong Cosignataire, well ech iwwert den Terrain, iwwert de Fong Kierchbierg matinvolvéiert sinn. An historesch gesi war et esou, datt schonn an der leschter Legislaturperiod de Premier eng Kéier am Regierungsrot gesot huet, ArcelorMittal wär interesséiert, de Siège mondial vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg ze bauen, an natierlech géife se gären eng Plaz siche matzen an der Stad, wou se hiert Gebai wéilte bauen.

An et war do relativ séier diskutéiert a gedoen, wou dat kéint sinn. Ech mengen, jiddweree weess, datt een esou e Gebai natierlech net kann an engem Quartier bauen, wou ee keng Plaz méi huet fir ze bauen. Mee da bleift de Kierchbierg iwwreg. An ech mengen och am Endeffekt, datt et um Boulevard Kennedy um Kierchbierg op där do Plaz déi richteg Plaz ass.

Do sinn déi Diskussiounen ugaangen. A vläicht emol fir d'éischt, fir eppes ze korrigéieren: Wéi mer diskutéiert hunn iwwert déi Fro vum Ausschreiwen, fir den Terrain iwwer Bail emphytéotique ze verginn ..., well dat wëll ech emol eng Kéier hei preziséieren, dat ass net genuch erauskomm: ArcelorMittal ass a gëtt och ni Proprietär vum Terrain. Dee bleift an der Proprietéit vum Staat oder hei vum FUAK. De FUAK gehéiert awer jo zu 100 % dem Staat. An de FUAK huet am Contraire, esou wéi et eng Zäit war, virun enger Rei Joren, Här Mosar, scho laang decidéiert – dat huet en och a seng Reegele geschriwwen –, keng Terraine méi um Kierchbierg ze verkafen.

Well ech wëll drun erënneren: An der Zäit sinn der och ënner viregte Regierunge verkaf ginn. A wa mer emol géife kucke goen, wéi déi Präisser déizäit waren, déi déizäit gebuede gi sinn oder akasséiert goufen, zu deene verkaf ginn ass, géif dat net esou gutt ausgesinn, muss ech Iech soen. Mee dat ass awer egal, dat ass Geschicht. Ech sinn net deen, deen an d'Geschicht wëllt no hanne kucke goen.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

Jo, dat war net ... Nee, do sinn der och ouni Vente aux enchères verkaf ginn, Madamm Modert. Déizäit sinn

Terrainen ..., mee dat ass elo egal. Ech wëll net zréckkucken. Et geet jo elo ëm deen Terrain hei. Ech wëll dat awer just nach ënnersträichen hei, datt dat net esou ausgesäit, wéi wann d'Regierung hei géif e bëssen esou akrobatesch Konschtstécker maachen. Et ass net esou. Et ass virgesinn an de Statutte vum Fong, datt, wann de Fong net den Terrain an de Bail emphytéotique gëtt, en dann e Marché de gré à gré ka maachen. Allerdéngs kann en dat dann nëmme maachen, wann et eng Décision du Gouvernement en conseil ass.

An dat ass dat, wat dunn an de Regierungsrot an där leschter Legislaturperiod komm ass. Mee do ass natierlech fir d'éischt emol iwwert de Loyer verhandelt gi vum Bail emphytéotique. Dat heescht, et ass jo iwwer 75 Joer, wou dee Kontrakt ofgeschloss ass. An iwwert déi 75 Joer bezilt ArcelorMittal – dat war deemools ofgemaach – e Präis, e Loyerspräis vun 92 Milliounen Euro. An een Drëttel dovunner ass schonn als Akkont bezuelt. Dat war och esou ofgemaach ginn, well dat ass nämlech d'Recette, déi de FUAK, dee mir jo ënnersteet, kritt, fir precisement kënnen Infrastrukturen um Kierchbierg ze bauen.

Dir wësst, de Fong Kierchbierg finanzéiert sech selwer. Dee kritt keng Suen. Do gëtt et keng Alimentatioune vum Staat. An déi Suen, déi en erakritt, déi kritt en eran iwwer eeben déi doten Operatiounen, wou en domadder bezilt. Also do ass schonn emol eng Recette vun 92 Milliounen Euro, déi zwar net an d'Staatskeess ginn, mee déi awer indirekt natierlech dem Staat seng ginn, well de FUAK ass 100%eg ... D'Proprietéit vun dem FUAK, dat ass 100 % Staat. An do ginn dann och Infrastrukture gebaut.

A wann Der déizäit e bësse gekuckt hutt, wéi deen Deal gemaach ginn ass, do kann ech Iech soen, do louch dat awer an de Paragen, wéi iwwer Bail emphytéotique Terrainen déizäit vergi gi sinn. Bon, et kann een ëmmer soen: „Wann ech ausgeschriwwen hätt, da wär nach ee vläicht gewiescht, deen hätt mer vläicht 98 Millioune ginn." Dat mag vläicht sinn, mee déi 92 Millioune waren awer e korrekte Präis, deen deemools bezuelt ginn ass. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet ass: Dat do geet iwwerhaapt net, ganz sécher net op Käschten – au contraire! – vum Wunnengsbau um Kierchbierg. Ech wëll Iech just soen, datt um Kierchbierg an deenen nächsten zéng bis zwielef Joer insgesamt Wunnenge gebaut gi fir 10.000 Leit, alleguerten ënnert dem Krittär vum erschwéngleche Wunnraum. Well Dir wësst och, datt dës Regierung dat geännert huet. Dat war an der Zäit och net esou. An der Zäit ass, wéi d'Madamm Modert richteg gesot huet, och de Staat vill higaangen an huet Wunnenge versteet zum Steepräis. Jo, jo, sot net, et wär net wouer. An der Alstad hei si Wunnenge versteet ginn zu relativ deiere Präisser ënnert der ..., also laang viru menger Zäit. Mee och dat ... Ech wëll och do net an d'Vergaangenheet goen. Ech wëll awer dat just soen, well een net esou soll maachen hei, wéi wa fréier alles super gewiescht wier a jiddwereen alles gutt iwwerluecht hätt an d'Regierung hei egal wat géif maachen.

Also, wéi gesot, et gi fir 10.000 Leit Wunnenge geschaaft. Et gi fir 7.000 Leit Wunnengen um Projet Kuebebierg gebaut. Dee geet elo un. Dee gëtt an dräi Phase gebaut. An da ginn der nach eng Kéier fir 2.500 Leit um Boulevard Kennedy gebaut, nämlech genau hannert dem ArcelorMittals-Gebai bis erop. An déi ginn elo relativ séier gebaut, nach eng Kéier fir 2.500 Leit, souguer vläicht méi. Dat hänkt nach vum zweeten Deel of, wivill mer do Baudicht erlaabt kréien och vun der Stad herno, wivill dat ass. Deen éischten Deel, de Kennedy Sud, do geet de Bau elo un. Do hu mer déi Baugeneemegungen alleguer kritt. Den Här Mosar weess dat jo, well e jo och an der Stad täteg war. Also dat geet elo lass.

An da kommen nach aner Projeten derbäi: de Projet Réimerwee 2050. Elo rezent hu mer de Grondstee geluecht. Dat ass erëm e Projet fir bal ronn 200 Wunnengen. Um ganze Kierchbierg sinn der doriwwer eraus nach vill méi virgesinn. Ech schwätzen elo guer net vun deene private Projeten, déi virgesi sinn. Ech schwätzen elo nëmme vun deenen éffentlechen.

Mee d'Zilsetzung ass, datt mer um Kierchbierg eropginn op tëschent 35.000 a 40.000 Awunner, wouvunner de ganz, ganz groussen Deel, deen do verkaf wäert ginn, ënnert dem Krittär vum erschwéngleche Wunnraum verkaf gëtt, also wou d'Präisser – dat kënnt Der kucke goe bei der SNHBM, wann Der do d'Präisser kucke gitt vun deene Wunnengen, déi de Fong Kierchbierg verkeeft – an der Hallschent vum Präis vun deem leien, wat Der géift normalerweis do bezuelen, wann Der do géift bauen.

Also et kann een net soen, dat eent géif op d'Käschte vun deem anere goen. Ech fannen dat net korrekt, dofir wollt ech dat hei ënnersträichen.

An dann ofschléissend awer och nach, fir ee Wuert ze soen zu dem Verglach mat Steierreformen an esou weider. Déi 200 an déi 70 Milliounen hei, dat ass eng eemoleg Ausgab. Déi gitt Der eng Kéier aus. Do kritt Der awer e Gebai dofir, dat ass richteg gesot ginn. Dir kritt eppes amplaz dofir, wou entweeder staatlech Administratioune kënnen dragesat ginn, déi mer aus dem Stadkär kënnen eraushuelen, wou am Stadkär, wou mer se eraushuelen, et och net bëlleg ass – well Dir wësst jo, wat do d'Immobilie kaschten – a wou mer do aner Saache kënnen dramaachen, wou de Staat jo och à la limite erëm Recettë kritt. Dat ass dat eent. Oder dat Zweet ass, wat ee ka maachen: Et kann een natierlech och dat Ganzt verlounen. Mee wat awer ass: Et ass eng eemoleg Ausgab, wou eng Recette hannendrusteet, wou een eppes amplaz kritt.

Wann Der eng Steierreform maacht, wéi se proposéiert ginn ass, kascht déi pro Joer 600 Milliounen, pro Joer éiweg weidergefuer. Well dat ass e Manque à gagner, dat si Suen, déi Der net méi erakritt a wou Der näischt amplaz kritt. Dat muss een awer och emol soen éierlechkeetshalber. An duerfir ass et net gutt, wann een dat eent mat deem anere vergläicht.

Et kann een natierlech gedeelter Meenung sinn iwwert de Fait, datt mer hei esou vill Verloscht hunn. Mir hunn iwwregens, wëll ech soen, wann Der d'Meterkareeën ... Den Här Wolter hat gesot 18.000 Meterkaree. Et sinn der awer e bësse méi wéi dat. Also, d'Surface nette totale ass 74.000 dividéiert duerch zwee. Dat heescht, de Staat kritt 32.000 Meterkaree. Dat ass e bësse méi wéi 18.000. Dir musst natierlech och d'Parkinge matarechnen an esou weider. Awer wat richteg ass, an do ginn ech deene Recht, déi hei soen: „Et ass natierlech e prestigiéist Gebai a virun allem deen Atrium, dat ass e Verloscht vun 12.000 Meterkaree Fläch netto." Dat ass richteg. Wann Der dann de Baupräis kuckt, dee korrekt ass, esou wéi mir e gesot hunn, an dee vergläicht mat deem, wat Der kritt, da mécht dat natierlech dann, datt duerch dee Verloscht, deen Der hutt dovunner, dee Präis dann aneschters ausgesäit.

Mee bon, soit. Dat ass e Choix, deen ee kann treffen. De Rescht ass alles gesot. Merci fir déi, déi de Projet wäerte stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister François Bausch. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hunn elo de Ministere gutt nogelauschtert. Dat Éischt, wou ech einfach e Constat muss maachen, ass: Steieren, jo, si strukturell Mesüren. Ech géif dat awer ni als Manque à gagner duerstellen, wa mer géife Monoparentallen entlaaschten. An dat ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dat hunn ech och net gesot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, jo, Dir hutt gesot, wann ee strukturell Steiersaache mécht ...

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Da géif et manner Recettë ginn.

M. Sven Clement (Piraten) | Op där anerer Säit kéint een och dervun ausgoen, datt Leit, déi schonn un der Limitt sinn, warscheinlech de Gros dovunner an d'Consommatioun ginn. An da si mer erëm dobäi, datt mer u sech eppes fir d'Ekonomie géife maachen.

Ech hunn awer eng vill méi ..., eng ganz aner Fro, déi d'Madamm Finanzministesch indirekt opgeworf huet. Se huet nämlech dovunner geschwat, datt dat Gebai jo mat gréngem Stol gebaut gëtt an datt dat Ganzt à livre ouvert ass. Wie liwwert dann dee Stol? Ech ginn dervun aus, vu datt et e Privatprojet ass, gëtt et do keng Ausschreiwung.

An da si mer awer op eemol an enger Situatioun wéi mat dem Science Center, der SuperDrecksKëscht a wéi se all heeschen, datt ee vun de Partner seng eege Produiten un de Staat facturéiert zu deem Präis, wou en u sech wëll. À livre ouvert bezuele mer dann dat, wat en eis facturéiert. Bref, d'Fro dofir: Wie liwwert dee Stol? Ech mengen, dat wier awer hei pertinent ze wëssen, well mir bezuelen dee jo awer mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech direkt d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President, ganz kuerz. Ech wëll awer dem Här Clement soen: Dat war keng inhaltlech Ausso iwwert déi eng oder aner Steierreduktioun, ob een déi soll maachen oder net soll maachen, ob dat gutt oder schlecht ass. Et ass just eng Realitéit, datt, wann Der haut x Steieren erakritt a muer kritt Der der manner eran, jo gutt, dann hutt Der e Manque à gagner. Dann hutt Der der manner erakritt an da musst Der déi rechnen. Dat ass eeben nun emol wéi eng Depense ze kucken. Et ass net fir näischt. Am Däitsche soe se, wann ee Steierreforme mécht: „Wo ist die Gegenfinanzierung?" Da musst Der eng Géigefinanzéierung hunn, well Dir kënnt net am Endeffekt méi Suen ausginn, wéi Der der erakritt.

M. Fernand Etgen, Président | An da Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, merci och de Ministeren. Ech muss allerdéngs soen, datt awer wichteg Froen net beäntwert gi sinn. An duerfir wollt ech awer hei nach eng Kéier reagéieren, fir d'éischt elo nach eng Kéier mat enger Richtegstellung, wat awer d'Meterkareeë betrëfft, notamment well den Här Wolter hei a sengen Aussoe komplett Recht hat.

Ech liesen elo nach eng Kéier vir, wat am Projet steet – dat sinn déi Zuelen, déi am Projet stinn! –, et gëtt also hei gesot: 30.700 (veuillez lire: 60.700) Meterkaree Surface constructible an da kommen effektiv 18.000 Meterkaree am Sous-sol.

(Interruption par M. François Bausch)

Allerdéngs sinn ënnert – da lauschtert, Här Bausch! – deene 60.700 awer nëmme 36.250 Meterkaree fir Büroen, dat heescht, de Staat kritt d'Hallschent, also huet den Här Wolter – an ech iwwregens och – Recht gehat, wéi mer gesot hunn, de Staat kritt, wann déi Operatioun do realiséiert gëtt, 18.000 Meterkaree Büroen. Natierlech kritt en d'Notzungsrecht och fir den Atrium, mee et sinn 18.000. Well, kommt, mir maachen eis näischt vir, Här Bausch, ech mengen, Dir hutt et elo selwer gesot,

Dir sidd och domadder d'accord! Deen Atrium, en ass ganz schéin. Ech verstinn och, datt ArcelorMittal esou eppes baut. Mee kommt, mir soen awer ganz konkreet: Wat bréngt dat engem ëffentleche Bürosgebai, esou e risegen Atrium vun 12.000 Meterkaree, deen a sech keng Plus-value fir déi Leit bréngt, déi doranner schaffen?

Elo awer zu deenen zwou Froen, déi, mengen ech, hei vu ganz ville Kolleegen opgeworf gi sinn an op déi mer keng kloer Äntwert kritt hunn: Fir et nach eng Kéier ze soen, et ass jo keen, deen hei a Fro stellt, datt dat Gebai, dat ArcelorMittal do baut, natierlech eng architektonesch Plus-value huet an datt mer och alleguerte frou sinn, datt ArcelorMittal hei säi Siège behält an datt mer och alleguerten a sech dee Projet do schéi fannen. Dat ass also net d'Fro.

D'Fro ass einfach: Firwat? A wat ass d'Géigepartie, wat ass d'Plus-value fir de Staat, fir de Steierzueler, fir d'Hallschent vun deem Projet ze iwwerhuelen? Wat ass do déi kloer Géigeleeschtung? Dat hunn ech bis elo nach net verstanen. An ech mengen, et sinn eng Rei Kolleegen, déi dat och hei gesot hunn: Wann et drëm geet, Bürosfläch ze bauen, hätt ee sech do kënne ganz aner Modeller virstellen an der Stad, ausserhalb vun der Stad. Mee wat ganz kloer ass: De Präis dovunner wär sécherlech substanziell ënnert deem Präis gewiescht, dee mer elo hei bezuelen. Duerfir nach eng Kéier meng Fro: Wat ass hei wierklech d'Konterpartie vun deem awer – an Dir sot et selwer, kommt, mir bleiwe souguer bei Äre Wierder –, „extreem héije Präis", deen hei bezuelt gëtt? Mir ass dat op jidde Fall aus Ären Äntwerten net méi kloer ginn.

An dann déi zweet Fro, déi iwwerhaapt net abordéiert ginn ass: Wie kënnt dann elo an dat Gebai? Mir an och eng Rei aner Riedner hunn dat virdru gesot: Wann ee Besoinen huet, da muss een déi Besoine jo iergendwéi eng Kéier definéieren. Geet et hei ëm Büroe fir Administratiounen? Geet et ëm Büroe fir Ministèren? Geet et eventuell och nach ëm Büroe fir ëffentlech Institutiounen? J'en sais rien. Mee ech hunn de Mëtteg keen eenzegt Wuert héieren, vu kengem Representant vun der Regierung an d'ailleurs vu kengem Representant vun der Majoritéit, wat dann elo déi genau Affektatioun vun deene Büroe wäert sinn. An ech mengen, d'Chamber huet e Recht, ier se esou e grousse Montant hei stëmmt, zumindest dat gewuer ze ginn an do eng kloer Äntwert ze kréien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet zréck un d'Regierung, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Also ech hat zwar geduecht, mir hätten op déi Froe geäntwert, firwat d'Wichtegkeet besteet, dat Gebai ze kafen. Nach eng Kéier: Ech mengen, de Staat, dee brauch effektiv ganz vill Bürosflächen. Mir hunn do e grousse Besoin. Wie mer elo wäerten do drasetzen oder ob mir herno decidéieren, eng nächst Regierung decidéiert, dat Gebai ze verlounen, wat dee Moment dee beschte Choix ass, do, mengen ech, musse mer dat net haut decidéieren, mee dat kann der nächster Regierung iwwerlooss ginn.

Mir stinn zu dësem Gebai. Mir fannen et wichteg, dass mer elo hei Koproprietär ginn. Nach eng Kéier, dat ass och en Deel vu Standuertpolitick, de Fait, dass eng grouss international Firma hire Siège och hei zu Lëtzebuerg huet a mir eng Koproprietéit domadder och assuréieren.

Nach eng Kéier: Deen Invest, dee mer hei maachen, ass wichteg. Mee vun deenen „explosive Fraisen", wéi Dir dat hei nennt ..., ech mengen, wann een trotzdeem och consideréiert, esou wéi ech et virdru gesot hunn, dass en Deel – e groussen Deel – dovunner trotzdeem och zréck bei de Staat geet, indirekt an direkt, dat setzt dat Ganzt awer e bëssen an aner Parameteren.

M. Laurent Mosar (CSV) | De Staat keeft also haut Büroen, wou en elo, zumindest haut, net weess, wien en drasetzt. Dat hale mir zréck.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Bausch wëll direkt dorobber reagéieren.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här Mosar, et ass jo net esou kompliziéiert. Et ass ..., also, et kann ... Déi nächst Regierung huet hei massiv Méiglechkeeten, fir sech ze iwwerleeën, wat se domadder mécht.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Dir hutt ... Da loosst mech emol ... Reegt Iech elo net schonn erëm op, ier Der geschloe gitt!

(Hilarité)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Net schloen!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Also, et ass esou, datt Der an dem Stadkär eng ganz Rei Verwaltungen hutt, déi souwisou aus allen Néit platzen, och Ministèren. Ech nennen Iech der just e puer. Elo sot mer awer net: Kommen déi dohinner? Dat soll een a Rou kucken, wat am beschte passt.

Dir hutt den Inneministère, deen aus allen Néit platzt, deen net gutt do ass, wou en haut ass. Dir hutt d'Administration des bâtiments publics, déi an der Alstad ass, déi do aus allen Néit platzt, déi do net méi passt an déi do enzwousch anescht muss hikommen. Dir hutt d'Geriichtsinstitutiounen nach am Stadkär, déi do aus allen Néit platzen, déi net méi dohinnerpassen a wou mer besser hätten, et anescht ze maachen. An déi sëtzen alleguerten zum Deel an historesche Gebaier, wou och eleng d'Astandsetzung, den Ënnerhalt, schrecklech deier ass a wou et net effikass ass, do Verwaltungen dran ze loossen a wou et méi gescheit wär, wéi scho Verschiddener et gesot hunn, sech ze iwwerleeën, ob een net do e Mix mécht vu Wunnenge mat Commerce zum Beispill oder aner Saachen dramécht, wéi datt een elo déi Verwaltungen do draléisst.

An zu der Dezentraliséierung: Dir hutt jo elo ..., anschliissend stëmmt Der e Projet, do gesitt Der jo och, datt d'Regierung och dezentraliséiert. Do kënnt de Statec op Esch. Dat heescht, Dir gesitt jo, datt mer dat maachen. A mir hu schonn eng Rei aner Verwaltungen. Mir hunn den Archiv op Esch gesat. Deen ass elo am Bau. Also, et ass net, wéi wa mer dat net maachen. A gleeft mer es, an Här Mosar, Dir wëllt jo an d'Regierung – Dir net, Är Partei wëllt jo an d'Regierung kommen –, Dir wäert dat gesinn an der nächster Legislaturperiod, wann Der drakommt, wann d'Wieler dat da wëllen oder d'Wielerinnen dat da wëllen, da wäert Der gesinn, dass e Risebesoin do ass fir de Staat, fir Meterkareeën ze kréien, fir Verwaltungen dranzesetzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8154. Den Text steet am Document parlementaire 8154[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8154 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 32 Jo-Stëmme géint 27 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 8214 – Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8214 iwwert d'Acquisitioun vu verschiddene Flächen am Twist-Gebai zu Bieles. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Ech géif da mat Iech vum Kierchbierg an de Minett fueren. Léif alleguer, fir kënnen déi richteg Decisiounen ze huelen, sief et a wirtschaftlechen a soziale Froen, am Beräich vun den ëffentleche Finanzen, an der Landesplanung oder op anere Gebidder, an aneren Domäner, brauch de Staat Daten. Déi mussen net just gesammelt, mee virun allem ausgewäert an interpretéiert ginn, grad, fir nëmmen e Beispill ze ginn, wann eng Tripartitt zesummegeruff gëtt, fir kënne konkreet op dréngend Problemer ze reagéieren, grad da verloosse mer eis besonnesch op staatlech Statistiken an domadder op eist Statistikinstitut, de sougenannte Statec.

(Brouhaha)

Et gouf festgestallt, datt d'Plaz, déi dem ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. André Bauler (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President, well dat stéiert wierklech hei uewen.

Et gouf festgestallt, datt d'Plaz, déi dem Statec am Moment um Kierchbierg zur Verfügung steet, net méi duergeet. Dem Statec seng Büroe si bei der Chambre de Commerce gelount, déi gäre selwer en Deel vum Gebai, wou de Statec elo dran ass, recuperéiere géif.

Här President, léif alleguer, haut däerf ech Iech dann de Gesetzesprojet mat der Nummer 8214 virstellen. Et

ass e Finanzéierungsgesetz, mat deem de Kaf duerch de Staat vun Deeler vum sougenannten „Twist"-Gebai zu Bieles soll autoriséiert ginn, geneemegt ginn. De maximale Kafpräis läit bei ronn 62,6 Milliounen Euro. D'Gebai gëtt am Moment gebaut op der Adress 7, Boulevard de la Recherche, respektiv 12, Boulevard du Jazz zu Bieles. Déi Plaz ass zréckbehale ginn, well se direkt bei der Uni Lëtzebuerg läit, eng Uni, mat där de Statec jo och traditionell Kontakter ënnerhält.

Konkreet geet et ëm Büroe vu ronn – ech ronnen elo allkéiers op – 9.000 Meterkaree, en administrativen Deel vu ronn 500 Meterkaree, Archive vu 70 Meterkaree an, fir do awer exakt ze sinn, 163 Parkplazen. Et ass och hei eng Koproprietéit, de Staat keeft also net dat ganz Gebai. De Promoteur huet och Upassunge gemaach, dëst no de Wënsch vun der Verwaltung.

Am Mäerz 2021 huet de Staat e Bail ënnerschriwwe mat der Méiglechkeet, fir en Deel vun dësem Immeuble, vun dëser Immobilie, ze kafen. Am Mäerz d'nächst Joer misst d'Gebai da fäerdeg sinn an da géif de Staat et effektiv kafen. Haaptsächlech kënnt also hei de Statec dran, en Deel geet awer och un d'Maison de la santé.

Wat d'Nohaltegkeet ugeet, schwätze mir hei vun engem sougenannte „BREEAM-excellent"-Gebai, dat beispillsweis wéinst engem „free cooling"-System an de Büroen a wéinst enger Fotovoltaikanlag.

D'Gebai ass natierlech och konform zu allen noutwendegen Normen. A virun allem sinn d'Gebai souwéi d'Plaz ronderëm accessibel fir Rollstullfuerer oder generell fir Persounen, déi net gutt ze Fouss sinn, déi also net esou mobill sinn.

De Präis vu maximal 62,6 Milliounen Euro entsprécht dem Maartpräis. Am Gesetz steet e feste Montant. Dësen ass och net indexéiert, soudatt de Promoteur de Risk dréit.

Schlussendlech wëll ech an dësem Kontext nach op den Avis vum Staatsrot hiweisen, deen eenzegen Avis, dee mer zu dësem Text kruten. A sengem Avis vum 20. Juni dëses Joers huet de Staatsrot keng Observatiounen zum Fong gemaach.

Fir d'Detailer verweisen ech dann op mäi schréftleche Rapport souwéi op den Avis eebe vum Staatsrot. An da ginn ech natierlech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu gudder Lescht eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet a soe villmools Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler.

An da wier et direkt um honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci direkt un de Rapporter fir säin detailléierten a flotte schréftlechen, awer och mëndleche Rapport. Contrairement zu deem Projet virdru fannen ech, datt hei eigentlech d'Regierung villes richteg gemaach huet. Éischtens e Projet, wou eng kloer Affektatioun ass, nämlech, d'Statecs-Gebailechkeeten, déi sollen dohinner kommen. An zweetens, wann een dann hei e bësselchen de Meterkareespräis géif ausrechnen, da kënnt een op e substanziell méi niddrege Präis wéi deen, iwwert dee mer virdrun hei geschwat hunn. Dat hei ass also eng Finanztransaktioun, déi Sënn mécht. An duerfir wäert Der net erstaunt sinn, datt mer dann och heizou eisen Accord wäerte ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An och villmools merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport. Den däitsche Politiker an och Begrënner vun der däitscher Sozialdemokratie, den August Bebel, huet am Joer 1879 dat heite gesot: „Die Statistik ist die wichtigste Hilfswissenschaft in der neuen Gesellschaft, sie liefert das Maß für alle gesellschaftliche Tätigkeit." An dëse fréien Hommage un de Wäert vun der Statistik fir eis Gesellschaft, a méi genee fir de gesellschaftlechen Debat, schéngt eis hautdesdaags eng Selbstverständlechkeet.

Mir liesen all Dag vu Statistiken an huele se dacks och eigentlech net méi richteg bewosst wouer, mee d'Statistik ass immens wichteg fir eis Demokratie, grad an Zäite vu Fakenews, vu Pauschaliséierungen an och vun de soziale Medien.

Mat dësem Gesetz wäerte mir an éischter Linn derfir suergen, dass eist nationaalt Statistikinstitut, de Statec, déi adequat Raimlechkeete gebuede kritt, déi e brauch, fir kënnen ënner optimale Konditiounen ze schaffen.

Dëst Finanzéierungsgesetz wäert et dem Staat erlaben, en Deel vum Immeuble mam Numm „Twist" zu Bieles, an där schéiner Gemeng Suessem, iwwer eng Option d'achat kënnen ze kafen.

De Statec ass mat senge wëssenschaftlechen Aarbechten net nëmme fir Politiker eng onverzichtbar Verwaltung, mee ech géif soen, och fir d'Biergerinnen an d'Bierger an och fir eis Ekonomie. A vläicht ass haut dann och eng gutt Geleeënheet, hinnen emol Merci ze soe fir alleguerten déi Donnéeën, mat deene si eis ëmmer fidderen an déi mir hei am Alldag ëmmer erëm brauchen.

Um Rez-de-chaussée vun deem Gebai soll nach d'Maison de la santé Plaz fannen, eng weider wichteg Ulafstell en faveur vun de Biergerinnen a Bierger.

An deem Sënn ginn ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun ganz gären den Accord zu dësem Gesetz. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Déi aner Säit ass gesot ginn, d'Regierung hätt hei villes richteg gemaach. Ech géif soen, d'Regierung huet alles richteg gemaach.

Plusieurs voix | O!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Mir brauchen e gutt Gebai fir de Statec. Dat ass wierklech e Gremium, wou mer ëmmer erëm drop zréckgräife bei all eise Preparatiounen. An dofir gesinn ech net, wat d'Regierung hei iergendwéi falsch gemaach hätt. Si huet déi richteg Decisioun geholl, déi mir ënnerstëtzen. An dofir merci och dem Rapporter fir de Rapport, an natierlech gi mer gären den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, mir brauchen dozou net vill méi ze soen, wéi dem Här Bauler Merci ze soen. Och an eisen Aen ass dat heiten e vertriedbaren an e gudde Projet a mir stëmmen e mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Och emol als Alleréischt e grousse Merci un de Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir sinn absolutt net géint d'Acquisitioun vun dësem Immeuble um Belval fir de Statec, mee mir hunn eis e puer Froe gestallt. Well ech net Member an där Kommissioun sinn, konnt ech se duerfir net do stellen, an ech hat och elo net ganz richteg am Ufank verstanen. Et ass vläicht schonn erkläert ginn an ech hunn et net richteg matkritt: 2021 war jo envisagéiert ginn, dat Gebai just ze lounen, an elo ass jo envisagéiert ginn, et ze kafen. War dat, well vläicht déi finanziell Situatioun deemools ze vill onsécher war fir d'Regierung? Oder ass et vläicht elo, well de Promoteur e bëssen a schlechten Dicher ass, wat mir gutt kéinte verstoen, datt een da seet: „Mir kafen et léiwer of", fir datt ...

(Interruption)

Dat ass keng Kritick, gellt? Et ass elo einfach nëmmen, mir hunn eis einfach déi Froen do gestallt, well, wéi gesot, ech se net konnt an der Kommissioun stellen.

An dann ass et jo och immens schwiereg, also wann ee vum Präis schwätzt, dat hu mer och virdru schonn héieren. Do ass et jo och ëmmer immens schwiereg fir ze soen: Ass dee Präis elo ubruecht oder net? Do wëlle mir guer net dorunner erugoen an dat och net kritiséieren. Also, ech mengen, dat ass fir eis an der Rei.

An dann nach, an dat ass dat, mengen ech, wat ech net richteg verstanen hat, firwat de Statec vum Kierchberg erof muss plënneren op de Belval. Ech mengen, de Rapporter hat et gesot, mee ech hat et net richteg verstanen. Well wann dat Gebai weider ...

M. André Bauler (DP), rapporteur | Et geet ëm Raimlechkeeten, an déi sinn och nëmme just gelount, an d'Chambre de Commerce brauch se selwer.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Voilà. Dat wär meng Fro nämlech gewiescht: Feelt et u Raimlechkeeten? Komme Leit bäi? An esou weider an an esou fort. Oder gëtt dat Gebai aneschters genotzt? Ben, déi Fro ass jo da scho beäntwert.

Op alle Fall gi mir eis Zoustëmmung dozou. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An elo ass et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Rapporter fir den exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech berouegen Iech, ech wäert elo keng Kommissiounsaarbecht hei maachen. A contrairement zum Projet vum K22 gouf der Chamber hei vun Ufank u kloer an transparent kommunizéiert, fir wien dat Gebai gebraucht gëtt. De Statec an och de Gesondheetsministère brauche Plaz. Dat ass kee Geheimnis, dat ass méi wéi eng Kéier och an der Vergaangenheet schonn thematiséiert ginn. Et läit also net nëmme vir, wien et kritt, mee et ass och e konkreete Besoin do, dee kloer konnt bewise ginn.

Hei läit de Präis fir de Quadratmeter Bürosfläch iwwregens bei e bësse manner wéi der Hallschent vun deem, wat am Fall vum K22 néideg gewiescht wär. An deementspriechend, Här President, kann ech just den Accord vun de Piraten gi fir e Projet, dee kloer an transparent kommunizéiert gouf a wou de Besoin och kloer definéiert ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (Indépendant) | Jo, merci, Här President. Ech soen och dem André Bauler häerzlech Merci fir dee klore Rapport. Dat heiten ass effektiv alt nees eng Kéier net d'Suen zur Fënster erausgehäit. Et ass en exzellenten an nohaltegen Investissement.

A well ech virdrun d'Analogie gemaach hunn, wëll ech se och déi Kéier maachen: Wa mer souguer nëmmen

e Meterkareespräis-Loyer vu 40 Euro asetze fir esou e fonkel-, fuschneit Gebai, schéngt dat mer ganz logesch ze sinn, ma ouni Parkingen, bei engem Rendement locatif vun 8 %. Ech kann Iech just felicitéiere fir déi doten Acquisitioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, nach eng Kéier merci fir d'Wuert. D'Proximitéit vun deenen zwee Projeten, déi erlaabt et mer, fir nach eng Kéier meng Ausféierunge vu virdrun ze preziséieren.

Dat Éischt, wat ech fannen, dat ass, datt dat heiten en exzellenten Dossier ass, well am Kader vun der Dezentraliséierung vun eise staatlechen Administratioune kënnt en op eng Plaz, déi mer viru 25 Joer als eng zentral Entwécklungsplaz fir de Süde vun eisem Land definéiert hunn. An duerch de Fait, dass eng ganz Rei vun Administratiounen entre-temps dohinnerkomm sinn, huet sech do och eng Masse critique elo gebilt – also: Administratioune plus Uni –, soudass mer an der Landesplanung op deem Dossier eng absolutt Win-win-Situatioun geschafen hunn, net nëmme fir d'Géigend vum Land, mee och fir den Desengagement vun den Ufaartsweeër.

Et ass e Projet, dee kloer definéiert ass. En ass kloer attribuéiert.

Wann ech déi zwee Projeten nach eng Kéier matenee vergläichen – an ech huelen dat, wat den Här Bauler mer als Referenz ginn huet; ech wëll wierklech soen, datt ech dat net op den Dibbelchen elo hei ka rechnen –, da stellen ech fest, dass mer hei ronn 9.500 Meterkaree Bürosfläch plus dann alles dat, wat nach soss ass, Parkplazen an esou weider an esou fort, mee et geet mer do ëm d'Bürosfläch, fir de Verglach ze maachen, fir ronn 62,6 Milliounen Euro kafen. Dat ass bei mir en Akafspräis, deen ënner 7.000 Euro de Meterkaree Bürosfläch herno – ech wëll dat nach eng Kéier preziséieren – läit. Dat ass fir Esch absolutt vertrietbar. Dat ass fir mech absolutt e ganz gudden Investissement.

An ech vergläichen deen da mat deem Dossier virdrun, wou mer da 15.000 Euro de Meterkaree bezuelen, mer awer gesot gëtt, dass een um Marché an der Stad – Esch/ Stad, dat ass jo eng Differenz, an dann, wann et bei eis geet, gëtt et nach e bësse manner –, awer ouni Problem fir 8.500, 9.000 Euro de Meterkaree Wunnfläch ka bauen an och um private Marché ka kréien. Da stellen ech ganz einfach fest, dass mer am Projet vu virdru fir 273 Milliounen eppes kaf hätten, wat an der Stad eigentlech engem et erlaabt hätt, am Prinzipp, wann een dat selwer an d'Hand geholl hätt, tëschent 30.000 an 31.500 Meterkaree ze kafen.

Wann Der mech also frot an Der mer sot, et wären immens vill Besoinen, da soen ech Iech, dass mer an der Stad an am Ëmfeld vun der Stad Lëtzebuerg eigentlech fir déi Suen, déi mer virdrun op den Dësch geluecht hunn, hätte kënnen tëschent 12.000 an 13.000 Meterkaree méi kréie fir dee Präis, dee mer elo hei op den Dësch geluecht hunn.

An ech woen net emol, et mam Präis vun Esch ze vergläichen, well, wa mer 18.000 Meterkaree géife kafen zu engem Präis vun eppes ënner 7.000 Euro, da wäre mer op engem Gesamtpräis vun eppes iwwer 125, 130 Milliounen Euro. Da wäre mer ..., pardon, zu Bieles – entschëllegt Madamm Buergermeeschtesch –, um Belval, an der Gemeng Suessem zu Bieles, bei engem Präis, deen an der Géigend tëschent 125 an 130 Millioune géif leien. An dat war mäi Punkt vu virdrun.

Mäi Punkt vu virdrun ass, dass ech der Meenung sinn, dass mer an deem Projet vu virdru fir en absolutt exorbitante Präis eppes kaf hunn, wat mer um Marché fir vill manner hätte kënne kréien, dass mer doduerch méi Bürosfläch hätte kënne kafe fir dee Präis, dee mer ausginn hunn, an domat awer indirekt dem Lëtzebuerger Steierzueler eng Moins-value entsteet, och wann et à livre ouvert an alles gemaach gëtt.

An d'indirekt Moins-value besteet doranner, wa mer op där selwechter Plaz oder enger änlecher Plaz déi 12.000 bis 13.000 Meterkaree wëlle kafen, dass mer nach eng Kéier tëschent 100 an 120 Millioune mussen op den Dësch leeën, fir dat dann ze kréien – C.Q.F.D. Merci dësem Projet, well deen huet engem et erlaabt, de Verglach ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporter, dem Här Bauler, e grousse Merci soen. En huet e ganz perfekte Rapport, schréftlech wéi och mëndlech, gemaach. An ech soen Iech alleguerte Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach fir de Statec an och fir d'Maison de la santé.

Wéi gesot, dat Gebai gëtt jo relativ kuerzfristeg elo fäerdeg a mat all deene Besoinen, déi mer hunn, och fir déi doten zwee – wéi gesot, Statec a Maison de la santé –, soudass déi scho kënnen am Fréijoer eraplënneren. Ech mengen, fir déi ass dat wierklech eng ganz gutt Noriicht.

Vläicht fir op Är Fro ze äntweren: Et ass am Fong eng ganz normal Prozedur, fir sech mat engem Bail ze engagéieren, eebe mat enger Option d'achat, fir da kënne Proprietär ze sinn. Ech mengen, dat ass dat, wat mer virgesinn haten. Déi Option d'achat gëtt da mat dësem Gesetz, wann dat dann elo gestëmmt gëtt, wouergeholl, soudass mer dann effektiv heivunner, vun dësem Deel vum Gebai, kënne Proprietär sinn.

Ech soen Iech, wéi gesot, e ganz grousse Merci fir d'Zoustëmmung. A voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8214. Den Text steet am Document parlementaire 8214[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8214 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Martine Hansen), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, mes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8226 – Projet de loi portant approbation du deuxième Avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten hu mer de Projet de loi 8226, en Avenant tëschent Lëtzebuerg a Rumänien, dee souwuel d'Duebelbesteierung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzéiung soll verhënneren. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, mir wëssen all, dass eis Finanzplaz en enorm wichtege Pilier fir d'Attraktivitéit vun eisem Land ass. Fir dës Attraktivitéit net just ze erhalen, mee och ze stäerken, setzt d'Politick sech säit Joer an Dag dofir an, dass eis Finanzpolitick op der Héicht ass an de verschiddenen Acteuren déi Moyene gëtt, déi si brauchen, fir hir Aktivitéite kënnen ofzewéckelen.

An enger globaliséierter Welt reusséieren déi, déi oppe sinn zum Rescht vun der Welt. Als Memberstaat vun der Europäescher Unioun kënne Finanzinstituter, déi zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn, a ganz villen anere Länner agéieren (veuillez lire: Finanzinstituter, déi zu Lëtzebuerg als Memberstaat vun der Europäescher Unioun hire Sëtz hunn, kënnen a ganz villen anere Länner agéieren). Mee doriwwer eraus setze mir och grousse Wäert op eis bilateral Bezéiungen.

Hei geet et drëms, mëttels Konventiounen d'Besteierungsrecht tëschent zwee Länner Kategorie pro Kategorie opzedeelen. Esou gëtt verhënnert, dass eng Persoun, déi an zwee Länner aktiv ass, zweemol fir déi selwecht Aktivitéit besteiert gëtt. Dowéinst ass eis allgemeng dru geleeën, Léisungen ze fannen, déi am Interêt vun deenen zwee Länner sinn.

De Grand-Duché – an ech hat schonn d'Geleeënheet, dat hei op der Tribün ze soen – huet iwwer 80 där Konventioune mat Staaten aus der ganzer Welt. Et komme

reegelméisseg neier derbäi; mir hunn der jo rezent nach puer hei an der Chamber ugeholl. An heiansdo gëtt eng bestoend Konventioun nëmmen ofgeännert. Haut si mer effektiv am zweete Fall: Mir hu schonn eng Konventioun mat Rumänien. Et geet elo also just drëm, fir se unzepassen.

Mat dësem virleiende Gesetzesprojet, deen de 24. Mee deposéiert gouf, soll also elo den Amendement zu der bestoender Konventioun mat Rumänie ratifizéiert ginn. Et geet u sech just ëm eng technesch Adaptatioun, déi op Ufro vu Rumänie virgeholl gëtt.

Mee fir unzefänken e puer Hannergrondinformatiounen zu der Konventioun an zu Rumänien: 2011 ass den Informatiounsaustausch an d'Ofkommes erageholl ginn. Dëse gëtt da säit 2014 ugewannt. Rumänien ass entre-temps och Deel vun de Länner, déi den MLI (ndlr: Multilateral Instrument) ëmsetzen, soudass d'Konventioun BEPS-konform ass. Rumänien hält sech elo, esou wéi Lëtzebuerg, un déi héich Standarden, déi vun der OECD virgeschriwwe sinn. Fir Lëtzebuerg war dës Konformitéit vu Rumänie mam MLI eng Konditioun, fir den Amendement, deen eis elo virläit, kënnen ze ënnerstëtzen.

Konkreet gëtt den Artikel 25 vun där Konventioun geännert. E bestëmmt, wéi eng Methode fir d'Berechnung vun der Steierlaascht benotzt ginn. Et gëtt zwou méiglech Aart a Weisen, wéi dat tëschent zwee Länner ka gemaach ginn, entweeder d'Exemptioun oder d'Imputatioun. An hei behält all Land de Choix, wéi eng Method soll a sengem Land ugewannt ginn. Lëtzebuerg ass traditionell fir d'Method vun der Exemptioun. An deem Fall besteiert d'Wunnsëtzland d'Revenuen an d'Verméigen aus dem Ausland net, mee hëlt se als Basis fir d'Besteierung, also fir de Steiersaz ze rechnen.

Och mat Rumänien si mir bis elo esou gefuer. Op hire Wonsch gëtt awer elo a Rumänien d'Méthode d'imputation ageféiert. De Wunnsëtzstaat besteiert hei och déi auslännesch Revenuen, mee berücksichtegt d'Steierlaascht vum Contribuabelen am Ausland. Rumänien huet also elo gefrot, fir déi aner Method unzewennen, dat heescht d'Method vun der Imputatioun. An dat gëtt mat dësem Projet de loi gemaach.

Nach kuerz zu den Avisen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 20. Juni keng Observatioune gemaach. D'Chambre de Commerce huet de Gesetzesprojet an hirem Avis vum 26. Juni begréisst. Fir weider Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen an op mäi schréftleche Rapport.

An ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. All deenen, déi och hei matgeholl hunn, merci, an ech gi gären den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Guy Arendt.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech soen Iech e grousse Merci fir den exzellente Rapport, zu deem ech am Fong näischt méi bäizefügen hunn. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch.

Mir kënnen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8226 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8226[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8226 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à la neutralité de la Chambre des Députés en tant qu'institution

(Résolution déposée en séance publique n° 59 du 4 juillet 2023 – à consulter en page 9 de ce compte rendu)

Mir kommen elo nach zur Resolutioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert déi neutral Haltung vun der Chamber als Institutioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Resolutioun.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Här President, villmools merci. Mir hunn eis d'Fro gestallt, well mer ëmmer erëm hei an der Chamber confrontéiert gi mat Ufroe vu verschiddenen Organisatiounen a Mouvementer, fir als Institutioun Chamber no baussen hin eng gewësse Solidaritéit mat esou enger Cause ze weisen. Dat kann dra bestoen, datt mer gefrot ginn, eist Gebai hei ze beliichten. Et ka sinn, datt gefrot gëtt, de Logo unzepassen an deem eng bestëmmt Form ze ginn, den offizielle Logo vun der Chamber, oder op iergendeng aner Manéier eng Solidaritéit ze weise mat engem gesellschaftlechen Uleies.

Ech wëll hei net iwwer Sënn an Onsënn vun deenen Uleiessen diskutéieren. Dat ass net d'Fro. Well et gëtt der sécher, wou vill Leit heibannen dermat sympathiséieren. Et gëtt anerer, wou ee vläicht eng Distanz kann dozou hunn. Mee et geet drëm, wa mir als staatlech Institutioun esou eppes ënnerstëtzen, ob mer dann eigentlech der Institutioun Chamber e Gefale maachen oder net.

Mir sinn iwwerzeegt – op jidde Fall ass dat meng Iwwerzeegung –, datt eng Institutioun vum Staat soll, wat d'Politick ugeet, neutral sinn. Well et ass jo esou: D'Institutioun als solch hëlt net Stellung, mee d'Parteien zum Beispill, déi heibanne vertruede sinn. Déi kënne jo eng bestëmmt Cause ënnerstëtzen oder och net ënnerstëtzen, esou wéi si et politesch fir richteg halen. Mee de Staat an och par extension d'Gemengen, also all déi ëffentlech Gebaier, sollen d'Institutiounen net politiséieren. Dat ass de Grondgedanken, firwat mir soen, mir sollen dat net maachen. Wa mir gefrot ginn, eng gesellschaftlech Cause ze ënnerstëtzen, da kënnen déi eenzel Parteien dat maachen, wéi si et fir richteg halen, mee d'Institutioune vum Staat sollen neutral bleiwen.

Dofir hu mer hei déi Resolutioun virgeluecht, well et eng grondsätzlech Fro ass, ob mer wëllen, datt staatlech Institutiounen identifizéiert gi mat enger Cause oder net. Do kann d'Gefor vun engem Mëssbrauch virleien. An et stellt eis virun en Dilemma, well stellt Iech emol vir, haut hu mer eng Majoritéit, fir eng bestëmmte Cause unzehuelen an déi dann och duerch äusserlech Merkmaler wéi Beliichtung oder Logo an esou weider ze ënnerstëtzen, a muer gëtt eis en Uleies virgedroen, wou keng Majoritéit heibannen ass aus politesche Grënn, fir déi ze ënnerstëtzen. Dat heescht, mir drécken d'Institutioune vum Staat an eng Richtung, wou se sech musse fir eng bestëmmt Cause decidéieren oder géint eng bestëmmt Cause. An dat ass genau dat, wou mir soen, mir wëllen net, datt d'Institutioune politiséiert ginn, datt d'Institutioun als solch muss politesch Stellung huele fir oder géint e bestëmmt Uleies.

Dat ass also d'Iddi derhannert. An dofir hu mir dësem héijen Haus proposéiert, ze decidéieren, datt d'Chamber als Institutioun an Zukunft op esou Aktioune verzicht, wéi zum Beispill Beliichtung, Logo veränneren an esou weider, fir déi néideg neutral Haltung ze halen, also och elo, wat Fändelen ugeet oder aner Zeechen, déi mer no baussen als Institutioun setzen. Dat ass d'Iddi derhannert. Mir halen dat op jidde Fall fir eng sënnvoll Fuerderung, fir den Ënnerscheed ze maachen tëschent der Haltung vun der Institutioun an deem, wat verschidde Parteie fir gutt halen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Éischt Wuertmeldung vum Här Yves Cruchten.

Discussion générale

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll fir d'alleréischt emol eng Kéier preziséieren, dass, wann esou Demanden erakommen, wann esou Demanden un d'Chamber geriicht ginn, dat dann net de President ass, dee seet: „Esou oder esou, erop oder erof, mir maachen dat, mir maachen net", mee dat gëtt am Bureau gekuckt an do gëtt am Bureau och eng Decisioun geholl.

Ech wëll dem Här Kartheiser soen, dass ech awer absolutt net mat em d'accord sinn, dass déi Institutioun hei einfach just eng Neutralitéit hätt. Ech menge grad de Contraire: Och dës Institutioun huet Wäerter: mir verteidegen nämlech d'Demokratie, mir verteidegen d'Mënscherechter, mir verteidegen och d'Rechtsstaatlechkeet. A wann Demanden un eis erubruecht ginn, fir zum Beispill en Zeechen ze setze géint d'Gewalt, déi de Fraen entgéintbruecht gëtt, ma da si mer eis dach alleguerten eens, dass mer dat sollte maachen! Oder wa mer gefrot ginn, mir sollten eis fir d'Rechter vun den Homosexuellen asetzen, da si mer eis dach alleguerten eens. Oder wa mer – an do hu mer souguer Resolutiounen doriwwer gestëmmt hei zesummen – eis Solidaritéit mat der Ukrain ausdrécken. An dofir fannen ech et einfach falsch, déi Aschätzung, déi Der do maacht. An ech recommandéiere menger Fraktioun, dass mer déi dote Resolutioun net sollte stëmmen.

An ech géif souguer dem Här President Merci soen, dass mer allkéiers déi doten Demanden am Bureau traitéieren an dass mer eis als Chamber och zu eise Wäerter bekennen, no bannen an no baussen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Déi gréng Fraktioun begréisst ausdrécklech, dass d'Chamber sech reegelméisseg zu eise Grondwäerter, zu eise Grondrechter a Grondfräiheete bekennt a sech reegelméisseg géint Haass an Diskriminatioun asetzt. Dat maache mer, andeems mer Faarf bekennen, andeems mer beispillsweis e Fändel ophänken oder eng Beliichtung ubréngen. Dat si symbolesch Aktiounen, déi eis Wäerter ënnersträichen, sief dat fir déi eng Aktioune wéi fir déi aner. Dat ass net eppes, wat un eis erugedroe gëtt vu Lobbyen, mee dat sinn d'Grondwäerter, déi eist Zesummenhalen an eiser Gesellschaft ..., déi an eiser Verfassung verankert sinn an déi ganz oft eng international Envergure hunn, well dat gëtt och an anere Länner gemaach.

Ech denken un d'Orange Week, wou mer scho wéi oft eist Gebai beliicht hunn, wou mer all der Meenung sinn, dass d'Violence géint d'Frae muss gestoppt ginn. Ech denken un d'Pride Week, déi elo amgaangen ass. Mir haten och de 75. Anniversaire vun de Vereenten Natiounen, dee mer hei symbolesch ënnerstrach hunn. Mir haten d'Journée internationale de la dyslexie, wou mer och fir gläich Rechter bei de Kanner kämpfen, d'Journée mondiale de l'enfance, wou d'Gebai ëmmer blo beliicht gëtt, an dann de Krich an der Ukrain. A mir haten och nach d'Journée internationale de la Francophonie, wou mer déi franséischsproocheg Gemeinschaft geéiert hunn. An ech mengen, mir sollten op deem Wee weiderfueren. Dat zeechent Lëtzebuerg aus an dat zeechent d'Chamber aus. Mir sinn hei Vertrieder vum Vollek a mir sollen zu eise Wäerter stoen, an dofir wäerte mir déi Motioun (veuillez lire: Resolutioun) mat aller Vehemenz ofleenen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum (DP) | Merci. Ech wollt Iech soen, dass mir déi heite Resolutioun och net wäerte matstëmmen. Ech soen Iech och firwat: Mir hunn ..., déi éischte Kéier, dass ech mech kann erënneren, dass d'Chambersgebai beliicht war, dat war, wéi mer 75 Joer Befreiung vun Auschwitz gefeiert hunn, wann een dat kann eng Feier nennen. Et war natierlech keng Feier, mee et war ..., mir hunn eis dorun erënnert. Dat war déi éischte Kéier.

Mir hunn d'Chamber beliicht, wéi d'Orange Week war, dat heescht d'Woch, wou mer eis ausgeschwat hu géint d'Gewalt an alle Formen. Um Nationalfeierdag, kann ech mech erënneren, dass et emol rout-wäiss-blo war. Am Moment ass d'Pride Week, wou mer eis Solidaritéit deklaréiere mat der Communautéit LGBTIQ+. An ech sinn der Meenung, dass mir, d'Politick a jiddwer Eenzelne vun eis heibannen, solle Faarf bekenne fir Fräiheet, fir Toleranz, fir Gläichheet, géint Diskriminatioun, géint Haass a géint Gewalt! An dofir stëmme mir déi heite Resolutioun net mat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech hu misse schmunzelen, wéi ech déi Resolutioun gelies hunn. Et gëtt keng Neutralitéit, dat weess all politesch denkende Mënsch, an och Institutioune sinn net neutral. Mir wënschen eis, dass d'Chamber sech méi engagéiert. Den Här Bauler huet grad gesot, voilà, dass d'Chamber sech schonn oft engagéiert ... Pardon, sorry, den Här Baum, pardon, den Här Baum huet et grad gesot, effektiv. An d'Chamber kéint sech nach méi engagéieren an dat wär gutt.

Mir wënschen eis eng Chamber, déi sech eeben nach méi engagéiert a firwat net fir all déi aner ënnerdréckt Vëlker. Mir hunn d'Ukrain hei schonn erausgehaang, och de Fändel vun der Ukrain houng do legitimerweis. Mee mir kéinten och nach aner Fändelen dohinnerhänken. Mir kéinten och de Julian Assange dohinnerhänken. D'ailleurs, Dir sidd interessanterweis dem Grupp vun der Chamber bäigetrueden, fir de Julian Assange ze ënnerstëtzen. Firwat net méi Zeechen dohinnerhänke fir déi Valeuren, fir déi mer eis engagéieren?

Voilà, mir ... an en plus, interessanterweis, ass jo gëschter eréischt déi Nott komm, déi den Här Yves Cruchten ugefrot hat, awéiwäit mir Parlamentarier an d'Chamber sech sollen engagéieren. An do steet, dem internationale Recht no: D'Konklusioun vum internationale Recht an deenen Traitéen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet, mécht, dass mir, de Staat Lëtzebuerg an d'Institutiounen, eis solle fir déi Leit, déi ënnerdréckt Leit, Minoritéiten, engagéieren. Dat heescht, et ass souguer eng Obligatioun vun eis, fir dat ze maachen. Mir missten eis nach méi engagéieren.

Also, voilà, fir eis ass dat heiten absolutt lachhaft. A mir mengen, dass mer net fir eis hei sinn. Mir sinn hei, fir eis ze engagéiere fir Leit, deenen et net gutt geet, fir Minoritéiten, déi ënnerdréckt ginn, fir Changementer, déi mer wëllen. Mir sinn net hei, fir de Status quo ze verteidegen, mee fir Changementer an d'Richtung vun enger méi inklusiver, nohalteger Gesellschaft. Voilà, an dat sinn Zeechen, déi mer setzen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Et ass fir eis wichteg, datt mir eis asetze géint Diskriminéierung, géint Haass a Gewalt, datt mer dat och weisen. Mir hunn e Gremium, deen dat mécht, dat ass de Bureau, an dat soll och weider esou gemaach ginn. An dofir wäerte mer dës Resolutioun net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ze weisen, datt Gewalt géint Fraen hei am Land keng Plaz dierf hunn, datt d'LGBTIQ+-Gesellschaft eis Ënnerstëtzung brauch, datt mer d'Ukrain an hiren donkelste Stonnen ënnerstëtzen, kuerz gesot: datt mir d'Mënscherechter vu Minoritéite verteidegen, ass keen Zeeche vu Parteilechkeet, wéi d'ADR hei behaapt, mee vu Mënschlechkeet. Mir liewen hei an enger Demokratie an do sollte mer alleguerte gläich sinn, onofhängeg vu Geschlecht, der Bezéiung, der Hautfaarf oder der Relioun. Mee leider ass dat an der Realitéit net ëmmer an iwwerall esou.

Drop opmierksam ze maachen, wann d'Rechter vu Mënsche mëssuecht ginn an dorun eppes änneren ze wëllen, ass fir mech kloer en Deel vu menger Aarbecht als Deputéierten an och eng Fonctioun vun der Chamber. Firwat sollten d'Leit d'Chamber wielen, wann d'Chamber duerno d'Ae virun Ongerechtegkeeten einfach zoumécht. Jo, d'Chamber ass eng wichteg Institutioun vum Staat, den éischte Pouvoir. A grad well se esou wichteg ass, ka si sech net erlaben, virun de groussen Ongerechtegkeete vun eiser Zäit neutral ze bleiwen.

Mir Piraten hunn hei an der Chamber virun zwee Joer eng Resolutioun agereecht, fir offiziell aus Lëtzebuerg eng LGBTIQ-Freedom-Zone ze maachen, wéi mer gewuer gi sinn, datt Pole sougenannt LGBTIQ-fräi Zonen ausgeruff hat. Dat war en eklatante Verstouss géint all eis Wäerter, an dofir si mer eeben net neutral bliwwen a glécklecherweis déi ganz Majoritéit vun eis heibannen och net.

Mir Piraten halen un dëser Astellung fest. Mir sti fir Mënschlechkeet a fir eng Politick, déi de Courage huet, Ongerechtegkeeten opzeweisen an unzegoen. Dofir ënnerstëtze mer d'Approche vun der Chamber, wann et drëms geet, Solidaritéit ze weisen. An dofir steet et fir eis ausser Fro, dës Resolutioun matzestëmmen. Ech sinn houfreg, wann eis Fassad a Reeboufaarwe liicht. E puer Faarwe gräifen d'Dignitéit vun dëser Chamber net un, anescht wéi esou munch traureg Resolutiounen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An da freet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert. Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Dat ass ganz interessant, wat elo hei gesot ginn ass. Ech wëll d'Kolleege vläicht e bëssen op déi Finessen an de Räsonementer opmierksam maachen, déi ee sollt matbedenken, wann een esou eppes wéi dat heiten diskutéiert. Et deet eis leed, datt mer hei éischter eng partisan Approche wéi eng neutral Approche huelen, mee ech wëll Iech emol soen, wou d'Gefore leien, wann een eng Cause generell ënnerstëtzt.

Mir hunn, fir elo dat aktuellt Beispill ze huelen, dat och den Här Clement zitéiert huet, vun der LGTBQI-an-esou-weider-Beweegung ...

(Interruption)

... e Fuerderungskatalog kritt. Mir hunn alleguer e Fuerderungskatalog kritt virun e puer Deeg mat de Fuerderunge vun där Beweegung. An et wonnert mech zum Beispill, datt eng CSV dat iwwerhaapt matënnerstëtzt. Mee ech wëll Iech just e puer Beispiller soen, fir Iech ze soen, mat wat sech dann identifizéiert gëtt.

Also, d'Fuerderunge sinn: d'Geschlecht an offiziellen Dokumenter a Regësteren ze sträichen, also net méi Mann a Fra.

(Interruption)

Ech weess net, ob d'CSV domadder d'accord ass. Et schéngt es awer. D'Fuerderung ass, d'Begréffer „Papp" a „Mamm" duerch den neutrale Begréff „Elteren" ze ersetzen. Mir als ADR denken, datt d'Leit selwer nach „Monsieur et Madame" sinn, Här a Madamm, an datt och „Papp" a „Mamm" als Wierder sollen erhale bleiwen.

(Interruption)

Hei gëtt zum Beispill gefrot, datt an de Schoulen, an de Schoulen ...

M. Sven Clement (Piraten) | Är Zäit ass laang ofgelaf!

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | ... solle „Jongen" a „Meedercher", all geschlechtsspezifesch Bezeechnung vun de Kanner, gestrach ginn an esou weider an esou virun, 40 Säite Fuerderungen.

Mir sinn och der Meenung, datt homosexuell Mënschen net däerfen diskriminéiert ginn – selbstverständlech! Awer et ass en Ënnerscheed tëschent enger Iddi

vun enger Netdiskriminéierung an engem Respekt vun der Dignitéit vun all Mënsch, egal wéi déi sexuell Orientéierung ass, an enger Identifizéierung mat enger Beweegung, déi Fuerderunge stellt, déi an déi grondleeënd Elementer vun eiser Gesellschaftsuerdnung wëllen agräifen.

An ech mengen, et sinn déi Iwwerleeungen, déi ee sech och muss maachen, amplaz sech pauschal – aus engem gudde Gefill eraus dacks – mat eppes wëllen ze solidariséieren, wou et awer ganz interessant ass, fir ëmmer emol dohannert ze kucken a sech wierklech ze iwwerleeën, ob mir net och als Institutioun eng Dignitéit hunn, eng Roll an esou weider, déi sech iwwer partisane Revendicatiounen ëmmer muss gesinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Resolutioun kommen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass bei 3 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Max Hengel), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Mir sinn domat um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.39 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Projet d'accès au cannabis médicinal	7876	Sven Clement	63
Dysfonctionnements au SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique)	7877	Fernand Kartheiser	64
Cadence du tram durant les vacances scolaires	7879	Myriam Cecchetti	64
Lipœdème	7880	Marc Spautz	64
Situation des animaux domestiques des réfugiés	7881	Jeff Engelen	65
Traitement médical de patients utilisant du cannabis médical	7882	Sven Clement	65
Introduction de brancards électriques	7883	Sven Clement	65
Interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg	7884	François Benoy	65
État des fours à chaux à Rumelange	7885	Marc Spautz	66
Médecins spécialistes au Luxembourg	7886	Elisabeth Margue, Max Hengel	66
Étude sur le glyphosate	7887	Martine Hansen	67
Règlements grand-ducaux dans le cadre de la loi sur la protection de la nature	7888	Martine Hansen	67
Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur »	7889	Martine Hansen	68
Subvention d'intérêt pour prêt climatique	7890	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	68
Campagne de sensibilisation sur la finance durable	7891	Nathalie Oberweis	69
Installations photovoltaïques dans la zone verte	7892	Martine Hansen	70
Vaccin contre le zona	7893	Marc Lies	70
Utilisation d'une smartwatch en combinaison avec une eSIM	7895	Laurent Mosar, Diane Adehm	70
Reconversion professionnelle	7896	Marc Spautz	71
Création d'entreprises dans le canton de Wiltz	7897	André Bauler	71
Statistiques concernant la garde d'enfants	7898	Martine Hansen	72
Paiement de la rémunération pour la ligne de garde d'urgence	7899	Jeff Engelen	72
Scolarisation des enfants atteints de dysphasie	7900	Fred Keup	72
Conflit d'intérêt au sein du CGIE	7901	Fred Keup	73
Utilisation du crayon pour voter dans le cadre des élections communales	7902	Marc Goergen	74
Reprise d'exercer d'un médecin généraliste	7903	Marc Goergen	74
Données concernant le logement	7904	Sven Clement	74
Problèmes auprès de l'Administration des contributions	7905	Sven Clement	75
Recours contre les résultats d'examens au LTPS	7906	Martine Hansen	76
Trafic routier dans les alentours de Kayl, Tétange et Rumelange	7907	Marc Spautz	76
Dépôt des actes notariés	7908	Roy Reding	76
Accident de circulation d'un stagiaire du CGDIS	7909	Gusty Graas	77
Télétravail dans la fonction publique	7910	Fred Keup	77
Formation des instructeurs de la conduite automobile	7911	Cécile Hemmen	77
Accessibilité des trains	7912	Marc Goergen	78
Schéma de fraude dit « CumCum »	7913	Yves Cruchten, Dan Biancalana	78
Chantiers sur la collectrice du Sud à Pétange	7914	Marc Goergen	78
Construction d'une éolienne à Bourglinster	7915	André Bauler	79
Installation de radars à Saeul	7916	Carlo Weber	79
Situation actuelle au sein des entreprises du secteur immobilier et de la construction	7917	Semiray Ahmedova	79
Procédures dans le cadre de la construction de bâtiments publics	7918	Marc Spautz	80
Enseignants des Écoles européennes	7919	Martine Hansen	80
Immatriculation des voitures des réfugiés ukrainiens	7920	Fernand Kartheiser	80

Geo-tracking par les CFL au nouveau P&R à Rodange	7921	Marc Goergen	81
Validité du passeport	7922	Nancy Arendt épouse Kemp	82
Oncologie pédiatrique	7923	Nancy Arendt épouse Kemp	82
Finances communales	7924	Marc Lies	82
Vaccins contre la Covid-19	7925	Marc Spautz	83
Contournement d'Alzingen	7926	Marc Lies	83
Résultats de la consultation nationale des acteurs de l'école fondamentale	7927	Martine Hansen	83
Impact de l'évolution démographique sur le marché du logement	7928	Marc Goergen	84
Étude « Plan d'organisation du travail »	7929	Carole Hartmann	84
Impact financier du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat	7930	Fred Keup	84
Augmentation du prix des produits du tabac	7931	Mars Di Bartolomeo	85
Dépôts en espèces auprès des banques	7932	Max Hengel, Laurent Mosar	85
Appel d'offres pilote pour projets « agri-PV » au Luxembourg	7933	Martine Hansen, Paul Galles	85
Inscription en ligne aux élections communales	7934	Elisabeth Margue	86
Lancement de la campagne de sensibilisation sur l'eau du robinet	7936	Myriam Cecchetti	86
Négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux	7938	Marc Spautz	86
Dommages causés par le gibier dans des réserves naturelles	7939	Martine Hansen	87
Qualité des transports publics et du service Adapto	7940	Marc Lies	87
Directeur du service technique des communes	7941	Aly Kaes	88
Délégués du Gouvernement	7942	Sven Clement	88
Mise en valeur de la Constitution à la place de la Constitution	7943	Mars Di Bartolomeo	89
Recueil des instructions ministérielles et notes de service	7944	Martine Hansen	89
Admissions conditionnelles d'enseignants	7945	Martine Hansen	89
Bachelor en formation pédagogique	7946	Martine Hansen	90
Ligne scolaire K45	7947	André Bauler	90
Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme	7948	Paul Galles	90
Analyse des propositions du « Klimabiergerrot »	7949	Sven Clement, Marc Goergen	90
Limitation des arrivées à l'Aéroport de Luxembourg	7950	Sven Clement	91
Évolution du réseau des pistes cyclables	7951	Marc Goergen	91
Responsabilité dans le cas de transmission de maladies lors du don de sang	7952	Octavie Modert	92
Analyse des propositions du « Klimabiergerrot »	7953	Paul Galles	92
Responsabilité sur l'alerte par sirène dans les communes	7954	Aly Kaes	92
Recrutement de moniteurs de natation	7955	André Bauler, Claude Lamberty	92
Proposition de règlement de la Commission européenne établissant des règles en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur enfants	7956	Francine Closener	93
Reconnaissance des diplômes	7957	Sven Clement	93
Constructions à fins pédagogiques en zone verte	7958	Martine Hansen	94
Refus de versement de primes Klimabonus	7959	Myriam Cecchetti	95
Stratégie pour combattre le sans-abrisme	7960	Paul Galles	95
Changement de numéro d'immatriculation d'un véhicule déjà immatriculé	7961	Marc Goergen	95
Garanties d'achèvement pour des ventes de logements sur plan	7963	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	96
Hausse des taux d'intérêt	7964	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	97
Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme	7965	Martine Hansen	97
Gratuité du parking des CFL à Belval	7966	Simone Asselborn-Bintz	97
« e-Bichelchen »	7967	Francine Closener	98
Gratuité des transports publics pour frontaliers	7968	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	98

Projet d'accès au cannabis médicinal | Question **7876** (07/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Mee 2022 gouf een éischte Rapport zum Pilotprojet vum medezinnesche Cannabis publizéiert. Mëttlerweil ass d'Verschreiwung vu medezinneschem Cannabis säit 4 Joer zu Lëtzebuerg méiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Firma gouf ausgewielt, fir de Stockage an d'Liwwerungen un d'Klinicken ze iwwerhuelen? Op Basis vu wat fir enge Krittäre gouf dës Firma ausgewielt?

2. Am Kader vun der Evaluatioun goufe verschidde Problemer mat dem Logiciel „MSCAN" festgestallt. Dofir sinn d'Auteuren der Meenung, dass e Lien mat dem Persouneregëster an dem MedPerSanitas, dem Regëster vun den Dokteren hei am Land, géif Encodatiounsfeeler verhënneren.
Wéi steet de Ministère (och eng Vue vum Tiers payant généralisé) zu dëser Recommandatioun?

3. An der Äntwert op d'Fro N° 7112 huet d'Madamm Ministesch erkläert:
„Bis op den 30. November 2022 si 6 Fläsche Cannabisueleg aus dem Stock erausgaangen."

An der Äntwert op d'Fro N° 6171 hat d'Madamm Ministesch erkläert, dass den 30. Mee 2022 ronn 300 Fläschen Ueleg am Stock wieren.
– Wéi vill Fläschen Ueleg si mëttlerweil u Patiente verdeelt ginn?
– Gëllt nach ëmmer eng Limitatioun, fir den Ueleg just un nei Patienten ze verdeelen?

4. Am Rapport gëtt dann och erkläert, wéi d'Verschreiwungen um medezinnesche Cannabis gehandhaabt ginn. Anescht wéi bei normalen Ordonnancen, ginn hei Carnets à souche un d'Doktere verdeelt, déi si och mussen zréckschécken un d'Division de la pharmacie et des médicaments, fir een neie Block ze kréien.
Ass dëse System, dee méi Opwand fir d'Doktere bedeit, bäibehale ginn?
– Wa jo, firwat?
– Wann nee, duerch wat gëtt en ersat?

5. Vu Februar 2019 op Februar 2021 ass eng Hausse vun 360 % vun de Verschreiwunge vu medezinneschem Cannabis festgestallt ginn. Spidolsapdikte kruten an dësem Zäitraum 778 % méi Cannabis geliwwert.
– Wéi huet de Volume u geliwwertem Cannabis säit Februar 2021 bis haut evoluéiert?
– Wéi hunn d'Verschreiwunge säit Februar 2021 evoluéiert?

6. 70 % vun de Patienten hu wärend der Pilotphas ëmmer dee selwechte Produit geholl. Dëst weist, wéi wichteg eng ofgeséchert Liwwerketten ass. Eng Recommandatioun aus dem Rapport ass ganz kloer, fir d'Fournisseuren ze diversifizéieren. D'Gesondheetsministesch an de Landwirtschaftsminister haten an deem Kontext fir Enn 2022 eng juristesch Etude ugekënnegt, fir den Ubau vu medezinneschem Cannabis zu Lëtzebuerg ze erlaben.
Bis wéini viséieren d'Ministèren, dass dëse Projet soll an d'Realitéit ëmgesat ginn?

7. Wäert d'Regierung op de Wee vun enger Verdeelung vum medezinnesche Cannabis duerch „normal" Apdikte goen, wéi et och am Rapport recommandéiert gëtt?
– Wa jo, wat ass hei den Zäitraum?
– Wann nee, firwat gouf d'Recommandatioun vum Rapport net ëmgesat?

Réponse (16/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Auswielprozedur vun engem lëtzebuergesche Grossist fir d'Liwwerungen a fir de Stockage gouf am Kader vun der Prozedur vum Marché négocié decidéiert. Fir de Stockage an d'Liwwerunge vu medezinneschem Cannabis gëllen déi generell Krittäre fir Stupefianten: De Grossist muss eng Stupefiantslizenz zu Lëtzebuerg hunn, fir déi dierfen ze handhaben, an d'Méiglechkeet, déi Produiten ënnert Verschloss ze lageren, konform zum Artikel 3 vum Règlement grand-ducal du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Heifier gouf Hospilux SA zréckbehalen.

ad 2. Säit der Veröffentlechung vum Rapport goufen un der Plattform MSCAN verschidden Upassunge gemaach. Den MSACN ass am Moment awer nach net un de Persouneregëster ugeschloss ginn. Wat den Tiers-payant généralisé ugeet, deen den honorabelen Deputéierte mentionéiert, muss drop higewise ginn, dass Patienten am Cannabisprogramm aktuell keng finanziell Charge hunn.

ad 3. Tëscht dem 1. September 2022 an dem 30. Mäerz 2023 goufen insgesamt 149 Fläsche Cannabisueleg u Patiente verdeelt. Säit dem 23. Januar 2023[1] si sämtlech Limitatiounen opgehuewen. All Patient ka Cannabisueleg verschriwwe kréien.

ad 4. Laut dem Gesetz vum 19. Februar 1973 an sengem Artikel 30-1, dierfe Betäubungsmëttel nëmmen u Patiente verdeelt ginn, wann dës op engem Carnet à souches verschriwwe gi sinn. Well de Cannabis ënnert d'Betäubungsmëttel fält, ass de System mat dem Carnet à souches bäibehale ginn.

ad 5. 2021 goufen 157 kg Cannabis importéiert an 2022 waren et 283 kg.

Evolutioun vun de Verschreiwunge säit Februar 2021[2]:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

2021 goufen 2.378 Ordonnancë verschriwwen, 2022 waren et der 4.881, a vum 1.1.2023 bis 21.4.2023 waren et der 1.751.

ad 6. De Gesondheetsministère verweist op d'gemeinsam Äntwert vun der Madamm Gesondheetsministesch a vum Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung op d'parlamentaresch Fro N° 7805 vum 21. Mäerz 2023 vun der honorabeler Deputéierter Madamm Martine Hansen.

ad 7. Aktuell ass heifir keen Zäitraum virgesinn. D'Cannabisgesetz vum 18. Juli 2018 gesäit vir, dass medezinnesche Cannabis just a Spidolsapdikten dierf verdeelt ginn. Dofir ass och an enger nächster Phas envisagéiert, dëst weiderzeféieren.

Dysfonctionnements au SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique) | Question **7877** (11/04/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 22. Mäerz 2023 war op RTL ze liesen, datt, nodeems d'Resultater vun dräi Auditten an enger Kommiteesreunioun vum SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique) virgestallt goufen, de laangjärege President vum SIGI seng Demissioun eraginn huet.

An engem Audit ass et ëm d'Gestioun vum Personal gaangen, wou Mobbingreprochë géint d'Personal am Raum stoungen. 40 Prozent vun de Mataarbechter hu gesot, si wiere selwer schonn Affer vun engem Konflikt gewiescht, a méi wéi all Zweeten huet gesot, hie wier Zeie vun engem Konflikt gewiescht. Och d'Transparenz am Beräich vun der Gestion financière gouf auditéiert. Am finalen Audit gouf d'Zefriddenheet vun de Clienten analyséiert: Do gouf eng grouss Onzefriddenheet bei de grousse Gemenge festgestallt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Konsequenze gëtt et fir d'Personalféierung am SIGI?

2. Wéi kann et sinn, dass op Basis vun der Buchféierung keng richteg finanziell Analys konnt gemaach ginn?

3. Wéi eng Konsequenze sinn aus dem finanziellen Audit gezu ginn?

4. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi de SIGI ka méi transparent ginn a wéi d'Strukture reformiéiert ginn, fir méi Onofhängegkeet a méi Kontroll ze erméiglechen? Wéi solle méiglech Interessekonflikter an Zukunft verhënnert ginn?

Réponse (12/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Mat Hibléck op d'Gemengenautonomie an d'Attributioune vun den Exekutivorganer am Gemengesecteur ass et wichteg ze rappeléieren, dass d'Entscheedungen am Beräich vun der Personalgestioun vum Bureau vum SIGI geholl ginn.

D'Membere vum Bureau hu mir bestätegt, dass dem Personaldirekter, deen am Statut vum Salarié agestallt war, gekënnegt gouf. Decisiounen zu eventuell weideren Disziplinarprozedure stinn nach aus. D'Problemer, déi duerch den Audit am Beräich Personal identifizéiert goufen, hunn ausserdeem dozou gefouert, dass de Bureau eng Plainte, déi de gesamte Volet vun der Personalgestioun ëmfaasst, beim Parquet deposéiert huet.

ad 2. De SIGI huet sech un déi gesetzlech a reglementaresch Bestëmmunge vun der Gemengecomptabilitéit ze halen, wat och vum Inneministère kontrolléiert gëtt.

Laut senge Statute kann de SIGI eng analytesch Comptabilitéit maachen, ass awer net dozou verflicht.

ad 3. Den Inneministère ass amgaangen, déi Analys ze maachen. D'Resultater aus dem Finanz-Audit wäerten an déi kommend Kontroll vun de Konte mat afléissen.

An deem Kontext weisen ech drop hin, dass den Inneministère e Contrôle de légalité mécht a kee Contrôle d'opportunité. Des Weidere profitéieren déi kommunal Entitéiten och bei hirer Finanzgestioun vun de Prinzippie vun der Gemengenautonomie.

ad 4. Fir dës Fro verweisen ech den Deputéierten op meng Äntwerten zu de Froen 2 an 3 vun der parlamentarescher Fro N° 7848.

Cadence du tram durant les vacances scolaires | Question **7879** (11/04/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La cadence du tram est passée de 4 à 5 minutes pendant les vacances de Pâques. Aux heures de pointe, les rames sont donc bondées, ce qui diminue considérablement le confort des nombreux passagers qui profitent du tram y compris pendant les vacances.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer sur quelles données se fonde la décision de réduire la cadence durant les périodes de vacances scolaires ?

2) Les autres transports publics n'ont pas fait l'objet d'une telle réduction de cadence. Pourquoi ?

Réponse (22/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée demande des renseignements quant au cadencement du tram durant les vacances scolaires.

Tout d'abord, il est important de savoir que tous les tramways sont équipés d'un système embarqué de comptage voyageurs. Ainsi nous pouvons suivre au quotidien la fréquentation et la charge des rames. Cet équipement permet à Luxtram de planifier et d'adapter son offre avec flexibilité dans la limite des moyens disponibles.

La fréquentation en semaine et hors vacances scolaires dépasse aujourd'hui les 95.000 voyageurs. Pendant les vacances scolaires de Pâques elle a diminué pour atteindre une moyenne de 80.000 voyageurs par jour.

Pour répondre à cette variation de fréquentation la cadence est passée de 4 à 5 minutes pendant la journée à l'occasion des vacances de Pâques. Pendant les heures de pointe du matin, entre 6.30 heures et 9.30 heures, la cadence par contre reste fixée à 4 minutes.

Les cadences en soirée et le weekend sont inchangées pendant la période de vacances scolaires.

La réduction de la fréquentation pendant les vacances scolaires est principalement liée à la fermeture des établissements scolaires. Contrairement à d'autres opérateurs de transport, Luxtram n'exploite pas de lignes scolaires spécifiques.

Cette adaptation des cadences permet d'optimiser les ressources liées à l'exploitation du tramway.

Lipœdème | Question **7880** (12/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Patienten, déi ënnert der Fettverdeelungsstéierung Lipödem leiden, hunn net nëmme vill Péng, si leiden och dacks ënnert der psychescher Belaaschtung, déi dës onheelbar Krankheet mat sech brëngt. Och feelt et hei zu Lëtzebuerg u spezialiséierten Dokteren, soudatt et dacks laang dauert, bis déi richteg Diagnos gestallt gëtt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch an un de Sozialminister stellen:

1. Wéi vill Leit sinn hei zu Lëtzebuerg vu Lipödem betraff?

2. Wéi vill Patiente sinn an de leschte fënnef Joer hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland dowéinst operéiert ginn?

3. Firwat iwwerhëlt d'CNS d'Käschte vun enger Liposuktioun eréischt ab dem 3. Stadium, dat obwuel Studie beleeën, datt eng Operatioun zu engem méiglechst fréien Zäitpunkt besser Resultater brëngt an esou de Betraffene vill Leed a Péng erspuert?

4. Bei wéi vill Patienten huet d'CNS d'Käschte vun enger Operatioun hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland iwwerholl?

5. Wéi bewäert d'Regierung d'Fuerderung vun dem Interesseverband „Lipödem Lëtzebuerg", datt d'CNS d'Käschte vun enger Liposuktioun schonn an engem méi fréie Stadium iwwerhuele soll?

6. Wat fir aner Behandlungsmethoden iwwerhëlt d'CNS a wéi héich ass den Taux, deen d'CNS vun de Käschten iwwerhëlt?

7. Denkt d'Regierung drun, fir en Zentrum fir eng spezifesch Lipödem-Behandlung hei zu Lëtzebuerg opzebauen?
– Wa jo, wéi kéint esou en Zentrum ausgesinn?

[1] Communication de la Circ.08.23 « Accès général aux huiles de cannabis médicinal »
[2] Source : Plateforme de délivrance et de suivi MSCAN

Réponse (16/05/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Eng Datebank mat Lipödem-Patiente gëtt et net. Deementspriechend ass et net méiglech, eng genee Zuel ze ginn. Etudë weisen awer, datt ongeféier 10 % vun de Fraen – de Lipödem trëtt an der grousser Majoritéit vun de Fäll bei Fraen op – vum Lipödem betraff sinn an de verschiddene Stufen.

ad 2. Eenzeg fir déi Akten, déi vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn, sinn Donnéeë verfügbar. Déi Interventiounen, déi vum Assuré selwer iwwerholl ginn, kënnen net vun der CNS erfaasst ginn.

ad 3. D'Krankeversécherung iwwerhëlt just d'Käschte vun den Akten, Servicer an d'Ausstattungen, déi an der Nomenclature an an den Texter vun de Statute vun der Gesondheetskeess festgehale sinn.

Duerch den Avis vun der Cellule d'expertise médicale (CEM) vum 14. Mee 2020 als Äntwert op eng Saisine iwwer d'Ufro vun der Aféierung vun zwee Akten am Zesummenhang mat der Prise en charge vun der chirurgescher Behandlung vum Lipödem an op ausféierlech Recommandatioun vum 23. November 2022, sinn déi existéierend Techniken an hir Notzung am Stade 3 beschriwwen. Et ass drop opmierksam ze maachen, dass Däitschland an d'Schwäiz d'Prise en charge am selwechte Stadium virgesinn an dëst ouni Erweiderung zum aktuellen Zäitpunkt. A Frankräich an an der Belsch existéiert keng Prise en charge vun der chirurgescher Behandlung (Ameli.fr 2020, CCAM 2020, INAMI 2020).

Et ass weiderhin ze präziséieren, datt Lëtzebuerg praktesch dat éischt Land war, an deem dës Prise en charge ab dem Stadium 3 agefouert gouf.

ad 4. De follgenden Tableau informéiert iwwert d'chirurgesch Interventiounen am Ausland vun de leschte 5 Joer, bei deenen d'Krankeversécherung fir d'Prise en charge opkomm ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

An deem Kontext ass awer ze betounen, dass d'Resultater musse mat enger gewësser Virsicht geholl ginn, well déi international Klassifikatioun vun de Krankheeten (CIM-10 ou ICD-10 op Englesch) vun der Weltgesondheetsorganisatioun kee spezifesche Code fir de Lipödem virgesäit.

ad 5. Bei enger Reunioun, déi den 19. Abrëll 2023 tëschent dem Ministère vun der sozialer Sécherheet an der Associatioun „Lipödem Lëtzebuerg" stattfonnt huet, gouf zeréckbehalen, datt géif en Aarbechtsgrupp gegrënnt ginn, fir ze analyséieren, wéi een d'Prise en charge am Kader vun enger Lipödem- oder Lymphödem-Erkrankung ka verbesseren. Dës betrëfft eng Rei Punkten ewéi Kompressiounskleeder.

Hei sollen och d'Erfarungen aus de Pilotprojeten, déi aktuell a verschiddene Länner lafen, an natierlech déi rezentst medezinnesch Erkenntnisser – de Lipödem ass nach net komplett erfuerscht – an déi Aarbechten afléissen.

ad 6. Am Kader vun enger Lipödem- oder Lymphödem-Erkrankung remboursëiert d'CNS aktuell eng manuell Lymphdrainage vun engem oder vu méi Kierperdeeler (Coden ZK16 an ZK17 an der Nomenclature vun de Kinéen). Aktuell ginn déi Seancen zu 100 % iwwerholl, wann et direkt no enger Operatioun ass oder am Fall vun enger Pathologie lourde, déi an der Annex G vun de Statute vun der CNS virgesinn ass, an zu 70 % fir déi aner Traitementer. Dann iwwerhëlt d'CNS nach d'Käschte vun der Kompressiounstherapie. An deem Kader bezilt d'CNS aktuell 2 Puer Kompressiounskleeder pro Joer an dëst zu engem Taux vun 80 %.

ad 7. Aktuell ass net geplangt, en dediéierten Zentrum fir Lipödem zu Lëtzebuerg ze schafen. Dës Krankheet kann an den aktuelle bestoende Strukture behandelt ginn. Et ass natierlech all Spidol iwwerlooss, fir déi eng oder aner Pathologie (also och fir de Lipödem) eng speziell Kompetenz opzebauen, an eng deementspriechend Offer fir de Patient unzebidden.

Situation des animaux domestiques des réfugiés | Question **7881** (12/04/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An enger rezenter Matdeelung vun der „Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire" mam Titel „Abrogation de la dérogation pour l'importation d'animaux en provenance d'Ukraine" heescht et:

« Suite à la guerre en Ukraine, l'importation d'animaux de ce pays dans l'UE a été facilitée par la Commission européenne en ce qui concerne les exigences légales applicables aux mouvements non-commerciaux d'animaux de compagnie. Cette dérogation ayant été supprimée et n'étant plus d'actualité, nous rappelons à tous les acteurs du secteur que tout mouvement d'animaux de compagnie, d'animaux de rente et d'équidés est désormais soumis aux réglementations en vigueur. »

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

– Kann den Här Minister preziséieren, ob et nach ëmmer ukrainesch Flüchtlinge gëtt, déi mat engem Hausdéier op Lëtzebuerg kommen? Wa jo, wier et net sënnvoll, eng national Léisung fir Lëtzebuerg ze fannen, déi gëeegent wier, dëse Mënschen ze hëllefen?

Réponse (27/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Et ass mëttlerweil éischter rar, datt Flüchtlinge mat Hausdéieren op Lëtzebuerg kommen. D'lescht Joer hat d'EU an där deemools bestoender urgenter Situatioun decidéiert, déi gesetzlech Ufuerderungen auszesetzen, fir eng séier Hëllef kënnen ze garantéieren. Mëttlerweil sinn déi kompetent Autoritéiten an der Ukrain rëm operationell, sou datt déi legal Ufuerderungen, fir mat Déieren aus der Ukrain an d'EU ze kommen, rëm kënnen ugewannt ginn. Dës Ufuerderunge gëtt et aus sanitären an also och aus Sécherheetsgrënn fir Mënsch an Déier. Lëtzebuerg huet dofir net virgesinn, déi national Ufuerderunge vis-à-vis vun deene vun der EU ze änneren.

Traitement médical de patients utilisant du cannabis médical | Question **7882** (12/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Land gëtt et iwwer 800 Patienten, déi mat medezinneschem Cannabis traitéiert ginn. Dës Patienten hunn oft schwéier respektiv onheelbar Krankheeten. Am Fall wou de Patient ënnert chronescher Péng leit, kann et sinn, dass dëse Patient nieft sengem Cannabistraitement och wéilt an Therapië goen. Laut mengen Informatioune kann een hei wéinst dem Cannabiskonsum awer als Patient refuséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Gëtt et Therapiezentren hei zu Lëtzebuerg, déi Cannabispatiente refuséieren?
– Wa jo, wat sinn déi jeeweileg Grënn dofir?
– Falls d'Madamm Ministesch heizou keng Donnéeën huet, wäert si sech heiriwwer informéieren?

2. Gëtt hei een Ënnerscheed gemaach tëscht Patienten, déi de Cannabisueleg kréien an deenen, déi mat Bléien traitéiert ginn?

Réponse (16/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Et ass dem Patient säin Dokter, deen no Indikatiounsstellung eng Ordonnance fir een Traitement mat medezinneschem Cannabis ausstellt. Ambulant traitéiert Patiente kënnen op dëser Basis am Kader vun der Délivrance hospitalière an der Spidolsapdikt vun de Centres hospitaliers de medezinnesche Cannabis zougedeelt kréien.

Dem Gesondheetsministère senge Servicer leie keng Informatioune vir, déi dorobber hindeite géifen, dass Cannabispatienten opgrond vun hirer Therapie an engem Therapiezenter refuséiert goufen.

D'Anhuele vu medezinneschem Cannabis ënnerläit kengem absolutten Ausschlosscritère an deene verschiddenen Therapiezentren.

ad 2. Laut der „loi du 20 juillet 2018 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie", si souwuel Cannabisueleger grad wéi och Cannabisbléien als „medezinnesche Cannabis" definéiert. Et dierft vun deem Standpunkt hier also och keen Ënnerscheed tëscht Bléien an Ueleg gemaach ginn.

Aus praktescher Siicht gesinn, kann een allerdéngs vermierken, dass déi verschidde Méiglechkeeten, wéi medezinnesche Cannabis vun de Patienten ageholl gëtt, z. B an Uelegform oder duerch eng Vaporiséierung oder Verbrennung, mat de Patiente virun der Opnam an en Therapiezentrum diskutéiert ginn.

D'Fëmme vu medezinneschem Cannabis an engem Zweebettzëmmer vun engem Therapiezenter wär z. B problematesch.

Introduction de brancards électriques | Question **7883** (12/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Leit vum CGDIS sinn oft op Brancarden (Tragbahren) ugewisen. Si mussen d'Leit op d'Brancard hiewen an dës dann an hiert Gefier lueden. Béides ka mat vill Kraaftopwand verbonne sinn. Zu de klassesche Brancarde gëtt et mëttlerweil awer och elektresch Alternative respektiv elektresch Hëllefen, déi de Brancard elektresch an d'Ambulanz eranzéien an och erëm eraus op d'Rieder stellen. An der parlamentarescher Fro N° 7023 hat ech d'Madamm Ministesch no Informatiounen zu den elektresche Brancarde gefrot. D'Ministesch huet an der Äntwert erkläert, dass hei Analyse géife lafen, fir den Notzen an de Käschtepunkt vun esou Bahre festzestellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

– Sinn d'Analyse beim CGDIS mëttlerweil ofgeschloss? Wat sinn d'Resultater vun der Analys?

Réponse (12/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

De CGDIS huet mech driwwer informéiert, dass seng Analys iwwert d'Aféierung vu Brancarde mat elektronescher Ënnerstëtzung, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7023 un den Deputéierte Sven Clement erwäänt gouf, nach net ofgeschloss ass. Wéi d'Ambulanzen equipéiert ginn, ënnerläit exklusiv dem Établissement public CGDIS a kann dofir och net vun der Regierung respektiv der Inneministesch beäntwert ginn.

Interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg | Question **7884** (13/04/2023) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Le règlement général de police de la Ville de Luxembourg interdit depuis plusieurs années déjà toute mendicité organisée ou en bande ainsi que par des personnes accompagnées de mineurs. Lors de sa séance du 27 mars 2023, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a adopté l'élargissement de cette interdiction « dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques » à « toute autre forme de mendicité » et ceci de 07.00 heures à 22.00 heures du lundi au dimanche inclus, pour toutes les aires de jeux et parkings publics, pour l'intégralité du centre-ville et les grands axes du quartier de la gare tout comme pour la plupart des parcs et les places publiques principales de la Ville de Luxembourg (art. 42).

Or, il s'avère qu'en 2021, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a condamné la Suisse à la suite de l'interdiction générale de la mendicité par la Ville de Genève jugée contraire à la Convention européenne des droits de l'homme. Ensuite, une telle interdiction par un simple règlement général de police d'une commune ne correspond pas aux modifications de la Constitution que la Chambre des Députés a définitivement adoptées le 22 décembre 2022 et qui entreront en vigueur le 1er juillet 2023. Le nouvel article 37 stipule en effet que toute « limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui ». En l'absence d'une telle base légale au 1er juillet 2023, l'article 42 du règlement général de police de la Ville de Luxembourg sera en fait contraire à l'article 37 de la Constitution et donc juridiquement inapplicable. Considérant que le Ministère de l'Intérieur doit désormais analyser la conformité du règlement général de police prémentionné et l'approuver le cas échéant endéans un délai de 3 mois, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre :

1) Quel est le dernier jour du délai d'approbation du nouveau règlement général de police de la Ville de Luxembourg, voté le 27 mars 2023 par le conseil communal ?

2) Ce délai venant le cas échéant à échéance que quelques jours avant l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution au 1er juillet 2023, Madame la Ministre entend-elle se baser d'ores et déjà sur les dispositions de la nouvelle Constitution pour analyser la conformité du règlement général de police prémentionné ?

3) Madame la Ministre, n'estime-t-elle pas qu'au niveau communal, tout règlement général de police doit respecter les principes fondamentaux de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et que le Ministère de l'Intérieur, en tant que Ministère de tutelle, doit éviter tout risque de condamnation de l'État luxembourgeois par la Cour européenne des droits de l'homme pour des décisions communales non conformes à la CEDH ?

4) Madame la Ministre, est-elle en fin de compte d'avis que le nouveau règlement général de police de la Ville de Luxembourg remplit lesdites conditions de conformité à la CEDH et à la future Constitution luxembourgeoise ?

Réponse (16/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Député s'enquiert du cadre juridique applicable en matière d'approbation du règlement général de police de la Ville de Luxembourg par l'autorité supérieure, et plus particulièrement de son article 42 visant l'interdiction de la mendicité.

ad 1) Ma décision est intervenue le 15 mai 2023, soit avant l'expiration du délai, le 30 juin 2023.

ad 2) La décision d'approbation ou de refus d'approbation est rendue en fonction de l'ordonnancement juridique applicable au moment où le conseil communal de la Ville de Luxembourg a délibéré.

ad 3) L'article 29, alinéa 2, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose que les règlements communaux ne peuvent pas être contraires aux lois et aux règlements. Le terme de « loi » n'est pas pris en son sens formel, mais matériel, désignant ainsi aussi bien la loi que les autres normes supérieures, telles que les traités et conventions internationales qui entrent en compte dans l'examen de légalité des règlements soumis à mon approbation.

ad 4) En date du 15 mai, j'ai refusé d'approuver l'article 42 du règlement de police générale de la Ville de Luxembourg, entre autres pour être contraire à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

État des fours à chaux à Rumelange | Question **7885** (13/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Ufank Abrëll ass zu Rëmeleng d'Stëtzmauer bei den ale Kalleksiewen zum Deel zesummegebrach. De Problem war zanter Jore bekannt. Op der enger Säit ass elo d'Stabilitéit vun der Rue la Bruyère, den eenzegen Zougang zur Cité Kierchbierg, a Gefor. Ausserdeem kéinten d'Kalleksiewen, déi zanter 1988 ënner Denkmalschutz stinn an trotzdeem an engem relativ schlechten Zoustand sinn, weider a Matleedenschaft gezu ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Kulturministesch stellen:

– Wat wëll d'Regierung maachen, fir déi denkmalgeschützte Kalleksiewen zu Rëmeleng ofzesécheren a laangfristeg ze erhalen?

– Ass d'Regierung der Meenung, datt de Site vun de Kalleksiewe laangfristeg muss revaloriséiert ginn?
• Wa jo, gëtt et scho Piste fir e Revaloriséierungsplang?

– Ass d'Regierung bereet, d'Gemeng Rëmeleng bei der Sanéierung vun der Stëtzmauer ze ënnerstëtzen, fir datt de Site vun de Kalleksiewe kann op Dauer ofgesécher ginn?
• Wa jo, wéi gesäit dës Hëllef genee aus?

Réponse (12/05/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

D'Kalleksiewe vu Rëmeleng sinn national geschützt. Duerch dëse Schutzstatus huet de Proprietär op eng fachlech Berodung vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA an op eng finanziell Hëllef vum Kulturministère Usproch. De Staat huet sech esou och schonn engagéiert, andeems en eng Etüd vun engem Ingenieursbüro cofinanzéiert, déi d'Moossname festhale soll, wéi den Erhalt vun de Kalleksiewe laangfristeg garantéiert ka ginn.

Déi nächst Etapp si konservatoresch Aarbechten, déi den INPA och begleede wäert. Da muss effektiv och d'Revalorisatioun vum Site an Ugréff geholl ginn, dat zesumme mam Proprietär. Den INPA huet an deem Sënn schonn eng Rei Pisten ausgeschafft, déi als Diskussiounsbasis dénge kënnen.

D'Stëtzmauer gehéiert zu der klasséierter Parzell vun de Kalleksiewen. Wéi Ufank Abrëll en Deel vun dëser Mauer agebrach war, hat den INPA Kontakt mam Proprietär an huet zougeséchert, och hei als Beroder d'Etüden an d'Reparaturaarbechten ze begleeden. Finanziell Hëllefe sinn och hei méiglech.

Médecins spécialistes au Luxembourg | Question **7886** (13/04/2023) de **Mme Elisabeth Margue** | **M. Max Hengel** (CSV)

Wéi aus aktuelle Berichter an de Medien ervirgeet, gëtt et keng fiabel Donnéeën, wéi vill Kannerdokteren am Moment zu Lëtzebuerg praktizéieren. Derbäi kënnt, datt et eng generell Penurie un Dokteren, a besonnesch u Spezialisten zu Lëtzebuerg gëtt. Ouni genee Zuelen ass et awer schwéier, eng konkreet Zukunftsstrategie fir eng besser Gesondheetsversuergung ze entwéckelen.

An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Spezialisten, opgedeelt no Fachrichtung, hunn hei zu Lëtzebuerg eng offiziell Zouloossung?

2. Wat wëll d'Regierung maachen, fir u fiabel Donnéeën ze kommen, wéi vill Spezialisten an den eenzele Fachrichtungen, besonnesch an der Pediatrie, aktiv praktizéieren?

3. Wat mécht d'Regierung konkreet, fir der genereller Penurie un Dokteren entgéintzewierken?

4. A wat fir Fachrichtunge feelen am Moment déi meescht Spezialisten?

5. Wat mécht d'Regierung, fir speziell an deene Fachrichtungen, wou déi meeschten Doktere feelen, Spezialisten unzezéien?

Réponse (16/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Rapport général sur la sécurité sociale 2022[3] fënnt een, no Fachrichtung opgeschlësselt, d'Zuele vun den aktiven Dokteren zu Lëtzebuerg aus dem Joer 2021. D'Methodologie, fir dës Zuelen ze etabléieren, geet aus deem selwechte Rapport ervir[4].

– Nombre de médecins conventionnés à activité significative par spécialité médicale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Zurzäit gëtt et verschidde Sourcë vun Donnéeën iwwer déi Dokteren, déi aktiv praktizéieren. Fir an Zukunft méi fiabel Donnéeën ze hunn, huet de Gesondheetsministère e Projet lancéiert, fir en digitale Registre professionnel ze schafen, deen iwwer en interaktive Wee zwëschent Gesondheetsministère an den zougeloossenen Doktere soll erméiglechen, datt déi individuell Donnéeë vun den Dokteren aktuell sinn.

Mat engem externe Fournisseur ass de Gesondheetsministère amgaangen, de Cahier des charges vum Projet auszeschaffen. Déi nächst Etapp wär dann d'Realisatioun vum RDPS.

ad 3. Fir der genereller Penurie un Dokteren entgéintzewierken, sinn ënner anerem d'Indemnitéite fir Dokteren, déi um Wee vun der Spezialisatioun sinn, substanziell eropgesat ginn. Et goufen och finanziell Ënnerstëtzunge virgesi fir d'Maîtres de stage respektiv d'Spideeler, déi dës Dokteren encadréieren.

Déi gesetzlech virbehale Garden an Astreinten an de Spideeler gi säit Juni 2022 vum Staat bezuelt. Doriwwer eraus gi verschidde Garden an Astreintë bezuelt, wéi z. B. am Kader vun der Maison médicale pédiatrique, wou en 2. Pediater, deen d'astreinte ass, bezuelt gëtt.

Um Instanzewee sinn zurzäit zwee Gesetzesprojeten (PL 8009 a PL 8013), déi d'Zesummenaarbecht zwëschent den Doktere solle vereinfache respektiv nei

[3] https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2022.html, p. 40-41

[4] https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2022.html, p. 37-38

Weeër vu Collaboratioun zwëschent Dokter a Spidol erméiglechen.

ad 4. De Gesondheetsministère huet keng genau Donnéeë fir auszemaachen, a wéi enge Spezialitéiten déi meeschte Ressourcë feelen. An der Etude vun der Madame Marie-Lise Lair „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg" vum 1. Oktober 2019 ass allerdéngs analyséiert ginn, wéi vill Dokteren an deenen nächste Joren (2019–2034) an d'Pensioun wäerte goen[5]. Dësen Tableau, deen Dir hei ënnendrënner fannt, weist, a wéi enge Spezialitéiten déi meeschten Departe wäerte sinn a wou et wichteg ass, datt nei Dokteren nokommen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5. Op der Uni.lu gouf d'Formatioun vun den Dokteren ausgebaut um Niveau vun der Grondausbildung, awer och a verschiddene Spezialisatiounen.

Étude sur le glyphosate | Question **7887** (17/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Nom Arrêt vun der Cour administrative vum 30. Mäerz huet d'Regierung de Verbuet vum Planzeschutzmëttel Glyphosat missen ophiewen. Gläichzäiteg huet den Här Landwirtschaftsminister en Appell un d'Baueren, Wënzer a Gäertner gemaach, fir fräiwëlleg op den Asaz vum Glyphosat ze verzichten. Ausserdeem ass eng Etude ugekënnegt ginn, unhand vun där den Asaz vu Glyphosat nees kéint verbuede ginn, an dat, obwuel et schonn eng ganz Rei vun Etuden zum Glyphosat gëtt an d'Europäesch Agence fir Liewensmëttelsécherheet deemnächst hir Conclusioune wäert publizéieren. Am Kader vun der lëtzebuergescher Etude ass eng Zesummenaarbecht mat engem „partenaire de recherche" annoncéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Wat fir Krittäre solle genee laut Cahier des charges an der Etude ënnersicht ginn?

– Wat fir zousätzlech Erkenntnisser erwaart sech d'Regierung vun dëser Etude?

– Wie wäert d'Etude duerchféieren?

– Ass den Optrag offiziell ausgeschriwwe ginn?

– Wat ass de Käschtepunkt vun der Etude?

– Bis wéini sollen d'Resultater virleien?

– Firwat gëtt d'Regierung eng eegen Etude an Optrag a waart net, bis déi fir Juli ugekënnegt Resultater vun der grousser Etude vun der Europäeschen Agence fir Liewensmëttelsécherheet (EFSA) publizéiert ginn, an där d'Risike vum Glyphosat fir d'Mënschen, d'Déieren a fir d'Ëmwelt ënnersicht ginn?

Réponse (17/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

D'Etüd wäert vum LIST duerchgefouert ginn a sech op véier Aspekter konzentréieren:

– An evaluation of glyphosate and its main transformation product AMAPA in surface waters and ground waters with regard to pollutant source and dynamics as well as potential environmental quality exceedances;

– An evaluation of the accumulation of glyphosate residues in soils and leaching probabilities towards groundwaters and surface waters considering different soil types, especially vulnerable soil types and water-logged alluvial soils;

– Analysis of alternative agricultural management techniques to substitute the use of glyphosate and their economic impact;

– Global vulnerability evaluation for Luxembourg's terrestrial and aquatic ecosystems taking into account its specific hydrogeography, the limits and constraints of different national protection zones, the ecosystem quality to be achieved following different EU directives.

Den Optrag ass iwwert e Marché négocié un de LIST vergi ginn. De Käschtepunkt vum Optrag beleeft sech op 36.930 € ouni TVA.

Den Zäitplang gesäit vir, datt d'Etüd der Regierung géint Mëtt Juli virleie wäert.

Am Géigesaz zu der grousser Etüd vun der EFSA, déi sech mat der direkter Wierkung vum Glyphosat op déi mënschlech Gesondheet an op aner Organisme beschäftegt, bezitt d'Etüd vum LIST sech op d'Analys vun der spezifescher Situatioun an eisem Land, besonnesch am Beräich vun der Hydrogeographie an der Hydrogeologie.

Et gëtt analyséiert, wéi sech d'Glyphosatbelaaschtung – inklusiv den Ofbauprodukter vum Glyphosat – an de Flëss, de Sedimenter an dem Buedem zu Lëtzebuerg presentéiert an ob d'Belaaschtung Ënnerscheeder opweist géigeniwwer der Situatioun an deem Land, an deem de Glyphosat fir de Verkaf zougelooss ginn ass.

Fir de Spezifissitéite vu Lëtzebuerg adequat Rechnung ze droen, ginn dës Ëmweltinformatiounen elo méi systematesch opbereet an duergestallt.

Règlements grand-ducaux dans le cadre de la loi sur la protection de la nature | Question **7888** (17/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Naturschutzgesetz gëtt op divers groussherzoglech Reglementer (RDG) verwisen, déi awer nach net all publizéiert sinn. Zum Beispill gëtt am Artikel 6 vun dem modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2018 op een RGD verwisen, deen zum Beispill d'Dimensioun, d'Surface, d'Materialien etc. vun neie Constructiounen an der Gréngzon definéiere soll. De Projet vu sou engem Reglement gouf 2021 presentéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi eng RGDe goufen am Naturschutzgesetz vun 2018 bzw. am modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2022 nach net ëmgesat?

2. No wéi enge Critèrë gouf an der rezenter Vergaangenheet decidéiert, ob eng nei Constructioun (zum Beispill wat d'Dimensioun ugeet) kompatibel mam Naturschutzgesetz ass? Kann d'Ministesch diesbezüglech garantéieren, dass d'Leit an hir d'Dossieren all d'selwecht behandelt gi sinn oder ob d'Critèrë während de Joren evoluéiert hunn an et doropshin zu ënnerschiddleche Bewäertunge konnt kommen?

Réponse (17/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Follgend Reglementer goufen op Basis vum Naturschutzgesetz vun 2018 geholl:

– Règlement grand-ducal modifié du 1er août 2018 établissant l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et des espèces d'intérêt communautaire

– Règlement grand-ducal modifié du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives

– Règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points

– Règlement grand-ducal du 1er août 2018 déterminant la valeur monétaire des éco-points

– Règlement grand-ducal du 1er mars 2019 concernant le contenu de l'évaluation sommaire et le contenu de l'évaluation des incidences prévues par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

– Règlement grand-ducal du 22 juillet 2019 précisant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles

– Règlement grand-ducal du 1er août 2019 modifiant le règlement grand-ducal du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers

– Règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel

– Règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2009 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage

– Règlement grand-ducal du 13 février 2020 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers

– Règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier

– Règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers et modifiant le règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel

– Règlement grand-ducal du 11 mars 2022 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

– Règlement grand-ducal du 1er juin 2022 relatif à la pratique du canotage ou d'autres moyens de navigation sur les cours d'eau

Hei derbäi kommen nach 32 Reglementer, déi Schutzzonen ausweisen.

Follgend Reglementer, déi d'Naturschutzgesetz vun 2018 virgesäit, sinn nach net ëmgesat oder an der Procédure réglementaire:

– Règlement grand-ducal concernant certains types de constructions en zone verte, prévu par l'article 6 (en procédure réglementaire)

– Règlement grand-ducal précisant la surface maximale des abris de petite envergure, prévu par l'article 6, paragraphe 1er, point 6°

– Règlement grand-ducal listant les arbres remarquables, prévu par l'article 14bis

– Règlement grand-ducal précisant les espèces non indigènes pouvant être capturées, enlevées de leur station et détruites dans le but de réduire leur impact sur les habitats naturels, les espèces sauvages

[5] Étude « État des lieux des Professions Médicales et des Professions de santé au Luxembourg » de Madame Marie-Lise Lair, Partie 8, p. 322, Tab. 8.17 : Nombre de départs prévisibles par discipline médicale de médecins spécialistes à 60 ans exerçant auprès des patients ayant une facturation annuelle à la CNS répondant au critère de sélection, sur la période 2019-2034

indigènes ou la santé humaine, sur base des articles 4 et 25
– Règlement grand-ducal concernant l'indemnisation des dégâts matériels commis par certaines espèces animales protégées et les subventions pour les mesures préventives y relatives (en procédure réglementaire)

ad 2. Den Zoustand vun eiser Natur ass net statesch an evaluéiert stänneg, leider dacks net zum Besseren. Och d'wëssenschaftlech Erkenntnisser sinn a stänneger Entwécklung, d'Jurisprudenz geneesou. Esou ass et och mat de Krittären, déi fir d'Bewäertung vun enger Demande afléissen, a mat de Konditiounen, déi virgeschriwwe ginn: Wann se net méi den aktuelle Besoinen entspriechen, ginn se ugepasst. Dëst ass schonn ëmmer esou gewiescht, och schonn zu Zäite vun de viregte Gesetzer, a wäert och weiderhin de Fall sinn.

D'Gréngzon ass jo per se eng Zon, déi fräi vu Bebauunge soll bleiwen. Ausname vun dem Verbuet kënnen nëmme fir déi am Naturschutzgesetz virgesinne Konstruktioune gemaach ginn. Dëst ass e Prinzipp, dee scho laang virum 2018er Gesetz am Naturschutzgesetz verankert war. Eng Konstruktioun muss fir d'éischt emol déi Grondviraussetzung erfëllen, fir iwwerhaapt an der Gréngzon geneemegt kënnen ze ginn. E weidere Grondkrittär ass dee vun dem reelle Besoin, wat näischt aneres heescht, wéi dass een net soll méi baue wéi effektiv gebraucht gëtt. Dëst ass natierlech ganz ënnerschiddlech.

Geneesou ënnerschiddlech sinn d'Auswierkunge vun engem Projet op dem ausgewielte Site: Eng Konstruktioun kann op där enger Plaz nëmme ganz limitéiert Auswierkungen op d'Natur hunn, op enger anerer awer ganz vill. Dat hänkt jeeweils vum Objet vun der Demande an dem gewielte Site of (z. B. Präsenz vu Biotoper oder Habitater, innerhalb vu Schutzzonen oder Iwwerschwemmungsgebitter). All Demande ass anescht, geneesou wéi den Impakt vum Objet vun der Demande op d'Natur, an nuancéiert Bewäertungen dofir néideg.

Bei Saachen, wou déi individuell Betruechtung vun engem Projet net néideg ass, geet et an der Reegel séier, fir eng Autorisatioun ze kréien. Nach besser ass awer natierlech, wann een iwwerhaapt keng Autorisatioun muss ufroe fir Projeten, vun deenen d'Impakter bekannt a geréng sinn: De Projet de loi N° 8142 (Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles), deen ech am Dezember 2022 virgestallt hat, gesäit dofir ë. a. vir, dass ee fir verschidde Saachen an Zukunft keng Autorisatioun méi soll brauchen. De legislative Prozess ass elo amgaangen, dee kann d'Regierung zäitlech net beaflossen. Et wär awer sécher jidderee frou, wann déi Vereinfachunge séier applikabel géife ginn.

Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur » | Question **7889** (17/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut eisen Informatiounen envisagéiert den Ëmweltministère, am relativ grousse Stil Staatsflächen ze tausche mat ënnert anerem der natur&ëmwelt Fondatioun Hëllef fir d'Natur.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dat bestätegen? Mat wéi enge Fondatiounen oder soss Organisatioune gëtt esou een Tosch envisagéiert?

2. Wa jo, ëm wéi eng an ëm wéi vill Flächen handelt et sech? Wou leien dës Flächen?

3. Wuel wëssend, datt de Staat am ëffentleche Bësch, deen a Schutzzone läit, souwisou Naturschutz bedreift, kann d'Ministesch doropper agoen, wat deemno d'Grënn fir esou een Tosch sinn?

4. No wéi enge Critèrë ginn d'Austauschfläche berechent – dat heescht, wéi vill Fläche kritt de Staat zeréck?

5. Kréien d'Fondatiounen oder soss Organisatiounen eng Bäihëllef, wann si Fläche kafen, déi a Schutzgebidder leien? Wéi eng Bäihëllefe kréien si am Allgemenge fir dës Flächen?

Réponse (26/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Jo, een Tosch ass envisagéiert mat natur&ëmwelt, Fondatioun Hëllef fir d'Natur, awer den Detail, wat effektiv getosch soll ginn, ass nach net ficeléiert.

ad 2. Follgend Oplëschtung stellt just eng Auswiel vu méigleche Flächen duer, déi fir een eventuellen Tosch a Fro kéimen.

Potenziell Fläche vum Staat fir den Tosch sinn 188 Parzellen a follgende Gemengen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Potenziell Fläche vun Hëllef fir d'Natur fir den Tosch sinn 333 Parzellen a follgende Gemengen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Dës méiglech Fläche si kleng isoléiert Proprietéiten, déi momentan eng Gestioun schwiereg gestalten, well jeeweils déi aner Partie ugrenzend Proprietairë vu gréisseren zesummenhängende Parzellen ass. Dofir ass den Haaptgrond fir den Tosch d'Flächenzesummeleeung am Sënn vun enger méi effizienter Betreiung an naturnoer Bewirtschaftung. Esou eng Zesummeleeung beschleunegt, duerch déi méi einfach Gestioun vun de Flächen, d'Erreeche vun den Objektiver vun eisem nationalen Naturschutzplang (PNPN3).

ad 4. D'Berechnunge fir den Tosch verlafen no de Critèrë vum Comité d'acquisition vum Finanzministère, wou d'Propositioune fir den Tosch analyséiert a validéiert ginn.

ad 5. Jo, Bäihëllefe si virgesinn, wann Naturschutzorganisatiounen oder Gemengen Terraine fir Naturschutzzwecker kafen, dëst op Basis vum modifizéierte Gesetz vum 31. Mee 1999 „portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement". D'Bäihëllef a Schutzgebidder ass gedeckelt op 75 % vum Akafspräis an och nach emol plafonéiert op de Maximalbetrag pro Surface, deen de Comité d'acquisition festgeluecht huet, fir d'Präisdeierecht net unzekuerbelen. Ausserhalb vu Schutzgebidder ass den Taux op 50 % ugesat, mee cibléiert do da wichteg Elementer fir d'Kohärenz vun de Schutzgebidder respektiv Biotopen an Habitater, déi fir d'Flora a Fauna ausschlaggeebend sinn.

Déi kaaften Terraine sinn haaptsächlech Bëscher, Fiichtgebidder oder extensiv bewirtschaft oder brooch Biotopen an Habitater.

Am Kader vun engem Tosch vun Terraine gëtt et keng Bäihëllefen.

Subvention d'intérêt pour prêt climatique | Question **7890** (17/04/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques prévoit une subvention d'intérêt à hauteur de 1,5 % pour les prêts climatiques afin de favoriser les assainissements énergétiques réalisés par des entreprises et des particuliers.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 7560 vous indiquiez que depuis l'entrée en vigueur du nouveau dispositif en matière de prêt climatique à taux réduit en juillet 2022, 64 demandes en obtention d'une subvention d'intérêt auraient été introduites auprès de vos services (chiffres disponibles en février 2023), donc 8 demandes en moyenne par mois. Cette moyenne de demandes par mois est restée plus ou moins stable depuis janvier 2020.

Déjà impactés par les hausses des prix de la construction et de la rénovation, les projets d'assainissement énergétique ont également renchéri par l'augmentation sensible des taux d'intérêt. Tandis que la subvention d'intérêt accordée pour un prêt climatique a permis de couvrir la quasi-totalité du taux d'intérêt d'un prêt contracté il y a plus d'un an, l'augmentation récente des taux d'intérêt a rendu la subvention d'intérêt accordée par votre ministère nettement moins intéressante. Une réduction du nombre de projets d'assainissement énergétique pourrait en être la conséquence.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Monsieur et Madame les Ministres s'attendent-ils à une baisse des demandes en obtention d'une subvention d'intérêt pour prêts climatiques suite à la hausse des taux d'intérêt ?

2) Dans l'affirmative Monsieur et Madame les Ministres envisagent-ils des modifications au dispositif de la subvention d'intérêt en place pour contrer la baisse ?

3) Dans la réponse précitée vous précisiez que « [...] ladite subvention ne peut ainsi être accordée par le Ministère du Logement uniquement après l'accord de l'aide « PRIMe House/Klimabonus » par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, donc en principe après achèvement des travaux d'assainissement du logement ». Tout en supposant qu'il ne s'agit pas d'une erreur matérielle, ce système n'est-il pas en défaveur des demandeurs d'une subvention d'intérêt dont la marge de manœuvre financière est la plus réduite notamment avec la hausse des taux d'intérêt ?

4) De manière générale, Monsieur et Madame les Ministres redoutent-ils un ralentissement généralisé au niveau des investissements dans le cadre de la transition énergétique au vu des taux d'intérêt élevés et de la durée de rentabilisation importante de ce genre d'investissements (énergies renouvelables, assainissements énergétiques, etc.) ?

5) Monsieur et Madame les Ministres n'estiment-ils pas qu'un dispositif de tiers financement public serait plus adapté pour limiter l'influence des marchés sur les choix d'investissements écologiques des entreprises et des particuliers ?

Réponse (22/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Tel qu'il ressort du graphique ci-dessous et jusqu'au début de la pandémie (2020 Q1), les demandes d'accords de principe introduites en obtention d'une aide Klimabonus se sont stabilisées autour de 100 demandes par trimestre. Après l'annonce du paquet « Neistart Lëtzebuerg » le nombre de demandes introduites a augmenté à +/-200 demandes par trimestre (2020 Q3–2021 Q3). Le pic de 580 demandes introduites au dernier trimestre 2021 (2021 Q4) est dû à la

date butoir du 31.12.2021 afin de profiter des bonus « Neistart Lëtzebuerg ».

Depuis la fin de l'année 2022 et le début de l'année 2023, le nombre de demandes s'est à nouveau stabilisé aux alentours de 180 demandes par trimestre.

Au regard de ces chiffres, une baisse des demandes en obtention d'une subvention d'intérêts pour prêts climatiques n'est pas attendue.

Il est correct que la subvention d'intérêts pour prêts climatiques ne peut être accordée qu'une fois que l'aide Klimabonus pour des travaux de rénovation a été définitivement accordée par les autorités compétentes. Grâce à la simplification administrative introduite par la loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques, les décisions quant à la subvention d'intérêts pour prêts climatiques pourront cependant être accordées de façon rapprochée.

De manière générale, le Gouvernement continuera ses efforts substantiels pour appuyer la transition énergétique et les stratégies de rénovation mis en place tant par le secteur de la construction, le secteur du logement abordable et les communes. Au regard de l'évolution des prix de l'énergie et des aides financières substantielles en la matière, il ne s'attend pas à un affaiblissement des efforts de rénovation.

Dans le cadre de la mesure « Préfinancement dans le cadre du régime d'aides Klimabonus Wunnen » (mesure n° 309 annoncée dans l'avant-projet de mise à jour du PNEC) l'idée d'un dispositif de tiers financement public est étudiée.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Campagne de sensibilisation sur la finance durable | Question **7891** (17/04/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Début mars, une campagne de sensibilisation par rapport à la dénommée finance durable a été lancée par le Ministère de la Protection des consommateurs, la Association of the Luxembourg Fund Industry (ALFI), la Fondation ABBL et la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) avec notamment le lancement du site Internet finance-durable.lu/.

Dans un communiqué de presse, un groupement d'organisations de la société civile a récemment dénoncé cette campagne. Selon les auteurs de cette communication, la campagne susciterait de fausses attentes auprès du public et induirait les citoyens en erreur.

Il faut en effet constater que le cadre légal européen qui encadre ladite finance durable est encore partiellement non existant. Cela concerne en particulier les règles sur les informations non financières des entreprises, sans lesquelles les produits financiers en question reposent sur des bases pour le moins incertaines. Cela a d'ailleurs été confirmé par Madame la Ministre des Finances en réponse à la question parlementaire n° 7641 de l'honorable Député François Benoy. Pourtant, la campagne de sensibilisation susmentionnée passe sous silence les lacunes de la réglementation actuelle.

Étant donné que le Ministère de la Protection des consommateurs a comme attribution la protection juridique des consommateurs, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Jugez-vous le cadre légal actuel sur ladite finance durable suffisamment établi pour pouvoir prononcer une recommandation inconditionnelle en faveur des produits financiers en question ?

2) N'êtes-vous pas d'avis que la protection juridique des consommateurs implique également d'informer les consommateurs sur les limites de la réglementation actuelle ? Pourquoi ces informations n'apparaissent pas dans le cadre de la campagne de sensibilisation susmentionnée ?

3) Pouvez-vous me détailler les modalités de financement de la campagne de sensibilisation susmentionnée ? Quelle est la part du financement supportée par le Ministère de la Protection des consommateurs et quelle est la part supportée par les autres partenaires au projet ?

Concernant la participation de la CSSF dans cette campagne, je voudrais encore poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

4) Quelle est la raison de la participation de la CSSF dans la campagne de sensibilisation susmentionnée ?

5) N'êtes-vous pas d'avis qu'un conflit d'intérêt peut se poser lorsque l'établissement public qui assure la surveillance des professionnels et des produits du secteur financier luxembourgeois s'associe à des organisations qui regroupent ces mêmes professionnels pour organiser une campagne de sensibilisation en faveur de produits financiers commercialisés par ces mêmes professionnels ?

Réponse (25/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Députée s'enquiert sur la campagne de sensibilisation sur la finance durable à laquelle ont notamment participé le Ministère de la Protection des consommateurs ainsi que la Commission de surveillance du secteur financier.

Pour ce qui est de la première partie de la question parlementaire :

Le sujet de la consommation durable fait partie intégrante du programme actuel de la Commission européenne dit « Nouvel agenda du consommateur » en matière de protection des consommateurs en constatant notamment que les consommateurs se montrent de plus en plus soucieux de contribuer personnellement aux objectifs telle la préservation des ressources naturelles. La transition écologique, l'un des 5 grands domaines prioritaires du programme, s'inscrit par ailleurs dans le cadre plus large du pacte vert et renvoie ainsi aux initiatives déjà prises ou à prendre dont la future stratégie renouvelée en matière de finance durable.

Les résultats du sondage réalisé par ILRES sur mandat de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), de la Fondation ABBL pour l'éducation financière et de Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) ont dès lors interpellé le Ministère de la Protection des consommateurs. Pour rappel, les chiffres publiés en septembre 2022 ont relevé que 74 % des répondants pensent que le secteur financier joue un rôle important pour la transition de nos économies vers plus de durabilité et que 71 % estiment que les individus peuvent contribuer à un monde plus durable par leurs décisions financières.

Il en ressort également que la finance durable est un sujet que le grand public a du mal à cerner : 50 % des répondants ont avoué ne pas savoir de quoi il s'agit ou ont donné une réponse inappropriée. Parmi les autres, certains associent la finance durable essentiellement à l'environnement et au climat, la dimension sociale n'étant pas vraiment identifiée. Par ailleurs, 87 % des résidents pensent que le public devrait être davantage informé pour mieux comprendre et appréhender le sujet de la durabilité dans le monde de la finance.

C'est devant cette toile de fond que le Ministère de la Protection des consommateurs, dans le souci de rebondir sur cet intérêt affiché par les consommateurs pour la thématique de la finance durable, s'est associé à la campagne de sensibilisation proposée par la CSSF, la Fondation ABBL pour l'éducation financière et l'ALFI (Association of the Luxembourg Fund Industry).

Conscients du fait, et cet état des choses a en effet encore été récemment rappelé dans la réponse à la question parlementaire n° 7641, que le cadre réglementaire européen dans le domaine de la finance durable est encore aujourd'hui en pleine évolution, les initiateurs de la démarche ont bien veillé à ce qu'elle ne s'apparente pas à une recommandation inconditionnelle de produits financiers. La campagne se veut au contraire comme une invitation aux consommateurs à s'informer sur la finance durable, que ce soit dans une première démarche via le site Internet www.finance-durable.lu ou déjà auprès d'un conseiller financier avisé. Un des buts recherchés par la campagne de sensibilisation est de réagir aux résultats du sondage en essayant de pallier les déficits de connaissances et d'informations en matière de finance durable.

Les partenaires de la campagne ont dressé un premier rapport de la campagne accessible sur le site du ministère. Le constat positif à relever est notamment le fait que le nombre de recherches sur Google sur le thème de la finance durable a quadruplé pendant la campagne. Par ailleurs, et c'est sur ce que le ministère a attiré l'attention des consommateurs dès le début, c'est qu'investir en des produits de finance durable comporte aussi comme pour tout autre investissement des risques. La page Internet le dit clairement : « Sensibiliser les consommateurs à l'importance de la finance durable – et au rôle qu'elle peut jouer dans la promotion de la durabilité – peut conduire à une meilleure compréhension des risques et des opportunités y associés. » C'est un appel au consommateur à s'informer sur le produit financier avant qu'il ne prenne une quelconque décision.

À la suite des critiques émises par le groupement d'organisations civiles « finance durable », le Ministère de la Protection des consommateurs a eu un échange avec les ONG au sujet des critiques émises, ce qui lui a permis aussi d'expliquer le fondement de sa démarche.

Quant au cofinancement de ladite campagne, le Ministère de la Protection des consommateurs a contribué avec 20.000 €. Ceci correspond avant clôture du bilan à moins de 10 % des frais totaux portés par les autres acteurs du projet.

Pour ce qui est du deuxième volet de la question parlementaire :

Tout d'abord, la CSSF assume principalement deux missions, à savoir assurer la stabilité financière et garantir la protection des consommateurs financiers. Un des piliers critiques de la protection des épargnants, investisseurs et autres clients de prestataires de services financiers est l'éducation financière. La CSSF a d'ailleurs été mandatée en 2017 par le Ministre des Finances de l'époque de développer et de coordonner les activités dans le domaine de l'éducation financière, sur base d'une stratégie nationale en matière d'éducation financière.

Dans le contexte du « Pacte vert pour l'Europe », la Commission européenne a élaboré un cadre réglementaire visant à développer et à renforcer l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (dits ESG) tant dans le fonctionnement des marchés financiers que dans le financement de l'économie. Cette nouvelle réglementation vise dans un premier lieu les acteurs financiers en leur imposant de

nouvelles obligations. Une de ces obligations consiste pour les conseillers en investissement financier et les gestionnaires de portefeuilles d'évaluer, depuis le 2 août 2022, les préférences en matière de durabilité de leurs clients afin de leur recommander des placements adaptés à leur profil. À cette fin, les conseillers doivent s'enquérir sur les préférences du client et son degré de connaissance en matière d'investissements durables.

Il est important dans ce contexte de souligner que la campagne ne vise pas à porter l'attention du public sur tel ou tel produit financier durable élaboré ou commercialisé par une banque, ni de l'inciter à investir dans tel ou tel fonds d'investissement durable. Le but est de familiariser le public avec le sujet de la finance durable et de l'orienter dans la recherche d'informations y liées, avant de décider d'investir. On ne saurait donc parler d'un conflit d'intérêt au sujet de la participation de la CSSF à cette campagne.

En ce qui concerne l'association de la CSSF en tant qu'établissement public à des organisations privées, telles que la Fondation ABBL pour l'éducation financière ou l'ALFI, il est utile de relever que la coopération avec des organismes professionnels lors de la réalisation de projets en matière d'éducation financière est une pratique internationalement établie. Ainsi, l'OCDE confirme qu'au niveau international, les fonds alloués à la littératie financière proviennent de sources multiples et comprennent souvent un mélange de ressources publiques et privées et que dans de nombreux pays le secteur privé contribue de manière importante à la mise en œuvre des stratégies nationales de littératie financière.

Installations photovoltaïques dans la zone verte | Question **7892** (17/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Madamm Ëmweltministesch hat op d'parlamentaresch Fro N° 7514 vum 26. Januar 2023 iwwert d'Fotovoltaikpanneauen an der Gréngzon geäntwert, dass inclinéiert Installatiounen aktuell net d'office verbuede wieren. Falls een seng Panneauen anescht wëll ausriichten, muss haut an och an Zukunft individuell gekuckt ginn, wéi de Projet sech landschaftlech integréiert, sou d'Äntwert op déi Fro.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Goufen an de Joren 2021 an 2022 präzis Instruktiounen un d'Fierschteren an aner concernéiert Leit gemaach, datt d'Fotovoltaikpanneaue musse platt opgeriicht ginn?

2. Bei wéi vill vun deenen 59 ausgestallten Autorisatiounen an de Joren 2021 an 2022 gouf et eng präzis Demande, fir kënnen d'Fotovoltaikpanneauen opzestänneren, a wa jo, wéi vill Projete kruten dofir eng Autorisatioun?

3. Op Basis vu wéi enge Critèren decidéiert de Ministère, wéini opgestännert Fotovoltaikpanneauen sech an d'Landschaft integréieren an wéini dat net de Fall ass?

Réponse (17/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Dës Virgoensweis gëtt säit 2012 esou fir d'Diecher applizéiert. Dëst ass eng Linn, déi am Ëmweltministère ënnert deem deemolege Minister festgehale ginn ass, an déi sech och bewäert huet.

ad 2. Et waren 2021 an 2022 jee 2 Demanden. Et gouf keng dovunner refuséiert.

ad 3. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlementaresch Fro N° 7514 vum 26. Januar 2023 vun der éierewäerter Deputéierter Madamm Martine Hansen gesot, ass d'Zil, den Impakt vu sou Infrastrukturen op d'Landschaftsbild sou geréng wéi méiglech ze halen. Dëst gëtt am Kader vun enger Demande individuell gekuckt a bewäert.

Am Fall wou d'Fotovoltaikpanneauen opgestännert op d'Diecher sollen installéiert ginn, gëtt eng individuell Evaluatioun vun der Demande gemaach. Ee wichtege Krittär, fir de Landschaftsimpakt ze evaluéieren, ass notamment, wéi visibel déi concernéiert Daachfläche sinn, an dat ass natierlech bei all Site anescht.

Flaach Installatiounen hunn d'office keen Impakt op d'Landschaft, si sinn op enger Daachfläch wéineg visibel an integréieren sech an de Site. Esou Demandë ginn dofir de Moment ouni speziell Evaluatioun direkt an onkomplizéiert geneemegt. Bei de geplangten Upassunge vum Naturschutzgesetz soll jo fir flaach Fotovoltaikpanneauen op Bestandsgebaier zukünfteg keng Autorisatioun méi erfuerderlech sinn.

Vaccin contre le zona | Question **7893** (18/04/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

De 26. September 2022 huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses eng Recommandatioun erausginn, datt Leit iwwer 65 Joer respektiv Leit, déi Immundefiziter hunn, sech solle géint d'Gürtelros impfe loossen. D'Käschte fir de Vaccin Shingrix sinn allerdéngs héich. Den 12. Abrëll 2023 huet de Gesondheetsministère matgedeelt, datt d'Direction de la santé den Impfstoff vun Abrëll u gratis zur Verfügung stellt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

– Ass d'Regierung bereet, fir d'Käschte vum Vaccin Shingrix vun deene Leit ze iwwerhuelen, déi sech tëschent dem 26. September 2022 an dem 31. Mäerz 2023 géint Gürtelros impfe gelooss hunn?
• Wa jo, wéi fonctionéiert de Remboursement an der Praxis?
• Wann nee, firwat net?

Réponse (19/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

– Lëtzebuerg ass effektiv säit Mëtt Abrëll 2023 eent vun den éischte Länner, wou den Impfstoff géint d'Gürtelros (Zona) komplett gratis zur Verfügung gestallt gëtt fir verschidde Gruppe vu Risikopersounen (eeler Leit 65+, Leit mat Immunschwächt). De Conseil supérieur des maladies infectieuses hat dëst esou virgeschloen a sengem Avis vum 26. September 2022.

Wéi bei all Recommandatioun fir nei Impfunge gouf et och an dësem Fall e kuerzen Delai vun e puer Méint, iert d'Impfung am Kader vum nationalen Impfprogramm gratis disponibel war. Dëst ass bedéngt doduerch, dass et keen Automatismus gëtt zwëschent enger Recommandatioun vun engem Conseil supérieur des maladies infectieuses, deen e konsultativen Avis gëtt, an enger Decisioun duerch d'Regierung, fir dëst an den nationalen Impfprogramm ze iwwerhuelen an domat déi néideg finanziell Mëttel zur Verfügung ze stellen. D'Regierung huet dës Decisioun am Fall vum Vaccin géint den Zona, zäitno an zwar den 5. Oktober 2022 geholl.

Well d'Käschte vun dem Vaccin awer héich sinn, wéi den honorabelen Deputéierte selwer vermierkt huet, a well zwee potentiell Ubidder um Marché waren, hätt missen een europäesche Marché public gemaach ginn. Dëst konnt awer vereinfacht ginn iwwert eng Procédure de marché négocié sans publication, déi den 10. Oktober bei der Commission des soumissions ugefrot gouf. No Accord vun der Kommissioun, huet schlussendlech just een Ubidder eng Offer gemaach, an e Liwwerkontrakt fir déi nächst dräi Joer konnt ofgeschloss ginn. Et huet och misse beim Finanzministère een Dépassement budgétaire vun dem „Budget vaccins" ugefrot ginn.

D'Delaien, déi mat dësen administrativen Demarchë verbonne sinn, sinn inevitabel, fir d'gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Exekutioun vum Staatsbudget ze respektéieren.

Et ass dem Gesondheetsministère leider net méiglech, retroaktiv e Remboursement vu Vaccinen ze maachen, déi virun der gratis Mise à disposition vum Vaccin iwwert den hei beschriwwene Wee vu Leit individuell kaaft goufen.

Utilisation d'une smartwatch en combinaison avec une eSIM | Question **7895** (18/04/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Réception et émission d'appels téléphoniques, système de localisation ou mesure d'activité physique – les montres connectées, ou smartwatches, sont de plus en courantes sur le marché. Et en plus des fonctionnalités courantes d'une smartwatch, les fournisseurs proposent sur certains modèles la technologie de l'eSIM, ce qui permet aux utilisateurs d'une smartwatch compatible avec une eSIM de se connecter de manière totalement autonome à n'importe quelle application (pour passer des appels téléphoniques par exemple) sans téléphone portable à proximité.

D'après nos informations, il n'est cependant pas possible dans notre pays d'utiliser une smartwatch en combinaison avec une eSIM. Aucun opérateur n'est en mesure de proposer ce service.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'il n'est pas possible d'utiliser une smartwatch en combinaison avec eSIM ?

– Dans l'affirmative, qu'est-ce qui explique cette situation ? D'où vient le problème ?

– Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement peut agir pour remédier à cette situation ? Sous quels délais ?

Réponse (22/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

L'eSIM (abréviation pour « embedded SIM », ou SIM intégrée) est une virtualisation de la carte SIM physique. Les opérateurs de téléphonie mobile offrant l'eSIM ne sont plus obligés de fournir au client une carte SIM physique, mais peuvent télécharger directement les informations dans la puce intégrée au téléphone. Les clients ne sont donc plus obligés de changer leur carte SIM dans leur téléphone lorsqu'ils changent d'opérateur.

Un autre avantage de l'eSIM est de pouvoir multiplier les objets connectés et de les rattacher à un même contrat de communications mobiles avec un numéro de téléphone unique. La technologie eSIM permet le développement de l'internet des objets et l'accès à des services de communication innovants. La technologie eSIM est non seulement d'intérêt pour le monde industriel, mais également pour les particuliers sous forme d'objets connectés que l'on porte sur soi (wearables) et d'autres appareils intelligents (applications smart home, voitures, etc.)

Pour que l'eSIM soit disponible sur une smartwatch du consommateur final, deux éléments doivent être remplis :

– un terminal (smartphone, smartwatch, etc.) contenant un module et un logiciel intégré eSIM, et validé par l'opérateur mobile ;
– un service commercialisé compatible avec l'eSIM.

Afin de permettre le « partage » des données mobiles, minutes d'appel et SMS de l'abonnement mobile avec une smartwatch, les opérateurs doivent investir dans une nouvelle technologie étant compatible.

Force est de constater qu'il n'existe actuellement pas d'offre sur le marché luxembourgeois permettant le « partage » d'un même abonnement mobile sur plusieurs terminaux. Il s'agit là d'un libre choix commercial de chaque opérateur.

Reconversion professionnelle | Question **7896** (19/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'après mes informations, bon nombre de professionnels de santé œuvrant dans le secteur médical respectivement dans le secteur des soins aux personnes âgées envisagent, pour maintes raisons, une reconversion professionnelle.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer la tendance qui se dessine dans les secteurs susmentionnés ?
– Dans l'affirmative, peuvent-ils me fournir des statistiques détaillées recensant les départs depuis 2018 ?

2) De façon générale, quelles sont les possibilités de reconversion pour les professionnels de santé en activité ?

3) Plus concrètement, sachant que les structures d'accueil pour enfants souffrent d'une pénurie de personnel, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les possibilités dont peuvent bénéficier, en cours d'emploi, les professionnels de santé souhaitant se réorienter vers le secteur d'activité des éducateurs ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Les données administratives disponibles au sein de l'Inspection générale de la sécurité sociale, notamment en ce qui concerne l'affiliation des personnes, ne permettent pas d'identifier les reconversions professionnelles. Néanmoins, il est possible, via les données sur le secteur d'activité NACE, la classification internationale type des professions (CITP) et l'activité de facturation du code CNS des prestataires, d'estimer le nombre de professionnels de santé qui ont quitté le secteur « Santé humaine et action sociale » pour un autre emploi non lié à la santé.

Sur base de la combinaison de ces sources, environ 19.000 personnes peuvent être déterminées comme professionnels de la santé[6] pour novembre 2018. En novembre 2022, 3.000 personnes n'y figurent plus. Parmi les 3.000, 1.300 perçoivent désormais une préretraite ou une pension (1.230) et quelques-unes sont décédées (70) et 1.100 pour lesquelles aucun enregistrement ne peut être retrouvé dans les données administratives (300 résidents et 800 non-résidents). Parmi les 600 restants, les données disponibles permettent d'estimer le nombre de professionnels de santé concernés par une reconversion professionnelle au minimum à 350. Sur les 250 restants, les données administratives ne permettent pas de définir clairement s'il s'agit de reconversion professionnelle puisque ces individus n'ont plus un CITP lié à une profession de santé mais ils continuent à travailler dans le secteur « Santé humaine et action sociale ».

ad 2) Les possibilités de reconversion pour les professionnels de santé sont les mêmes que pour toute autre personne désirant réorienter sa carrière professionnelle. Mis à part une reprise d'études « classique », il est possible de se réorienter en suivant un apprentissage adulte, voire de faire une formation en cours d'emploi (comme la formation de l'éducateur en cours d'emploi à l'ENAD ou prochainement le CCP assistant d'accompagnement au quotidien en cours d'emploi).

Il s'agit en outre de relever que les professionnels de santé et de soin ont le droit de travailler dans le secteur de l'aide à l'enfance sans devoir faire des formations supplémentaires. En effet selon l'article 15 du règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse, les profils suivants peuvent travailler comme personnel d'encadrement :

« Au niveau du personnel d'encadrement sont reconnus comme qualification professionnelle, les diplômes luxembourgeois ou étrangers, soit de niveau fin d'études secondaires, soit de niveau postsecondaire, reconnus équivalents et destinant leur titulaire, soit à un travail professionnel social, psycho-social, socio-éducatif ou socio-familial, soit à des professions de santé et de soins.

Sont également considérés répondre à la condition de qualification professionnelle :

– le détenteur du certificat d'auxiliaire économe et d'auxiliaire de vie,
– le détenteur du certificat aux fonctions d'aide socio-familiale,
– le détenteur d'un certificat d'aptitude technique et professionnelle, d'un diplôme d'aptitude professionnelle, d'un diplôme de technicien et la personne ayant terminé avec succès 5 années d'enseignement secondaire préparant à un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques s'il certifie avoir participé à au moins cent heures de formation continue dans le domaine socio-éducatif, reconnue par le Ministre ayant dans ses attributions la Formation professionnelle,
– dans les activités existant au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, toute autre personne ayant été reconnue comme répondant aux conditions de qualification professionnelle en vigueur. »

Création d'entreprises dans le canton de Wiltz | Question **7897** (19/04/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Projet „Wunne bei der Wooltz" wäert an den nächste Jore konkreet Konturen unhuelen. D'Stad Wooltz wäert bis op 11.000 Awunner wuessen.

Hei am Land gëllt ëmmer nees d'Devise: Wunnen, Schaffen a Fräizäit zesummebréngen. Elo setzt de Standuert Wooltz op d'Stäerkung vun der Zirkularwirtschaft. Dat ass en zousätzlecht Element an der wirtschaftlecher Diversifizéierung, kann awer sécherlech net deen eenzege Creneau duerstellen, wann et drëm geet, fir déi wirtschaftlech Attraktivitéit vum Kanton ze stäerken.

An deem Kontext wollt ech den Här Wirtschaftsminister Follgendes froen:

– A wéi engem Mooss konnt den ekonomeschen Tissu vun der Gemeng an och dem Kanton Wolz an de leschte Joren diversifizéiert ginn?

– Sinn nei Firmen intresséiert, fir sech an dësem Eck vum Land néierzeloossen? Gëtt et do konkreet Ufroen? Wa jo, weess den Här Minister méi doriwwer ze soen?

– Huet den Här Minister eventuell Kenntnis vu besteeënden Industriebetriber am Kanton Wolz, déi plangen, fir sech ze vergréisseren an zousätzlech Leit anzestellen? Wéi huet sech d'Zuel vun den Aarbechtsplazen am Kanton zanter 2018 entwéckelt?

Réponse (24/05/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Wéi am Tableau 1 duergestallt, ass d'Unzuel vu Betriber am Kanton Wolz iwwert déi lescht Joren an d'Luucht gaangen an den Undeel vu Betriber aus dem Land, déi am Kanton Wolz ugesidelt sinn, ass relativ stabel.

An der nationaler Aktivitéitszon fir Industrie zu Wolz si wichteg industriell Acteuren aus dem Land ugesidelt, wéi zum Beispill Circuit Foil, déi Kofferfolie fir de Secteur vun den Halbleiter (Semi-conducteurs) produzéieren an eng 360 Leit beschäftegen oder United Caps mat ongeféier 120 Salariéen.

An der regionaler Aktivitéitszon Salzbaach zu Wolz si Betriber mat ganz ënnerschiddlechen Aktivitéiten ugesidelt, vun der Produktioun vun innovativen Holzkëschten (No-Nail Boxes), iwwert Buedembeleeg (IVC mat +/-120 Salariéen) wéi och Handwierker oder nach den Innovatiounszentrum vun Tarkett.

Dës Betriber investéiere reegelméisseg an hir weider Entwécklung an an innovativ Projeten.

Wat aktuell Projeten an der regionaler Aktivitéitszon Salzbaach ugeet, kann erwäänt ginn, dass eng bestoend Firma, déi Fënsteren hierstellt, aktuell eng Extensioun plangt, mat där och 30 nei Aarbechtsplazen entstoe wäerten. Eng Firma, déi an der Hierstellung vun Iessergänzungsmëttelen aktiv ass, wäert sech nei usidelen, a plangt 30 Aarbechtsplazen ze schafen, an e Betrib, deen am Verkaf a Montage vu Pneuen a Felgen aktiv ass, investéiert op sengem aktuelle Site a schaaft esou 4 bis 6 nei Aarbechtsplazen.

Doriwwer eraus ass och eng Erweiderung vun dëser regionaler Aktivitéitszon zu Wolz virgesinn. Den zoustännege Gemengesyndikat ZARW ass mat der Planung vun dëser Extensioun befaasst, déi no de Krittäre vun der Économie circulaire gemaach gëtt. Eng éffentlech Virstellung vun dësem Projet an den applizéierte Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft ass Enn der Woch zu Wolz a Presenz vum Wirtschaftsminister virgesinn. De Wirtschaftsministère ënnerstëtzt d'Gemeng an de Kanton Wolz am Kader vun hirer wirtschaftlecher Diversifikatioun an der Ëmsetzung vun der Kreeslafwirtschaft an huet gehollef, Kompetenzen an deem Beräich zu Wolz opzebauen.

Am Kanton Wolz gesäit de Plan directeur sectoriel „Zones d'activités économiques" eng ganz nei regional Aktivitéitszon vu 14 Hektar zu Noutem vir, déi an den nächste Jore vun engem Gemengesyndikat wäert ëmgesat ginn. Bei der Planung, der Viabilisatioun, dem Amenagement an der Finanzéierung vun dëser regionaler Aktivitéitszon gëtt de Gemengesyndikat vum Wirtschaftsministère ënnerstëtzt. Domadder ginn engersäits nei Perspektive fir d'Diversikatioun vun den Aktivitéiten am Kanton Wolz an anerersäits Aarbechtsplazen am Kanton geschaf.

Et ass och nach eng nei regional Zon zu Heischent, am Kanton Wolz, duerch de Plan directeur sectoriel „Zones

[6] Une personne est considérée comme personnel de santé si elle travaille dans le secteur « Santé humaine et action sociale » (hors 88910 Action sociale sans hébergement pour jeunes enfants) et si son emploi correspond aux professions liées aux codes CITP (classification des professions) relatifs aux professionnels de santé. Pour compléter l'information, le fichier CNS, regroupant certains prestataires exerçant une profession de santé libérale, a été utilisé.

d'activités économiques" virgesi mat enger Gréisst vu 6 Hektar.

Statistiques concernant la garde d'enfants | Question **7898** (19/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An enger gemeinsamer Sitzung vun der Petitiouns-, der Educatiouns- an der Familljekommissioun huet den Educatiounsminister rezent „Zuelen a Fakte ronderëm déi nonformal Bildungsstrukturen" virgestallt. Dëst Zuelematerial huet sech op déi ëffentlech Struktur limitéiert.

An deem Kontext – an am Interessi vun engem méiglechst komplette Gesamtbild – wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister mech am Detail driwwer informéieren, wéi d'Unzuel vun de Kanner an de konventionéierten an och net konventionéierte Strukturen (opgeschlësselt no Alterstranche) sech vun 2016 un entwéckelt huet?

2. Kann den Här Minister Statistike fir déi net konventionéiert Strukture virleeën, nom Modell vun den „Zuelen a Fakten" zu den ëffentlechen nonformale Bildungsstrukturen?

3. Wéi vill Prozent vun de Kanner ginn, jee no Alterstranche, an net konventionéiert Strukturen?

4. Wéi ass d'Entwécklung vun der wéchentlecher Betreiungszäit pro Kand an Alterstranche an de konventionéierten an an den net konventionéierte Strukturen?

Réponse (09/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 3. Tëschent Januar 2016 a Januar 2023 ass d'Unzuel u Kanner, déi an non formale Bildungsstrukturen (SEA oder Minicrèchen) betreit ginn, a Beneficiaire vum Chèque-service accueil (CSA) sinn, staark an d'Luucht gaangen. Insgesamt ass d'Unzuel vun 41.131 Kanner op 58.124 Kanner geklomm. Dëst ass eng Erhéijung vun 41 %. Betraff sinn hei esouwuel déi konventionéiert Strukture wéi och déi net konventionéiert Strukturen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dës Erhéijung betrëfft och méi oder manner staark déi verschidden Alterskategorien.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Onofhängeg vun der Unzuel u Kanner, déi eng nonformal Bildungsstruktur besichen, ass de Prozentsaz vun den net schoulflichtege Kanner, déi am net konventionéierte Secteur betreit ginn, héich. Ëmgedréint ass de Prozentsaz vun de schoulflichtege Kanner, déi am net konventionéierte Secteur betreit ginn, kleng. Iwwert déi lescht Joren ass dëst Resultat stabel bliwwen, besonnesch bei de schoulflichtege Kanner. Bei den net schoulflichtege Kanner ass ze bemierken, datt d'Kanner ëmmer manner dacks am konventionéierte Beräich betreit ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. D'Daten aus dem Dokument „Zuelen a Fakten" sinn opgrond vun der Datelag ënnerschiddlech erfaasst ginn. Et ass ze bemierken, datt all déi Zuelen aus dem Dokument, déi d'Kanner direkt erfaassen (Unzuel vun de Kanner etc.) de ganzen nonformale Bildungsberäich ofdecken, onofhängeg dovunner, wou d'Kand encadréiert gëtt (Assistant parental, Minicrèche an SEA conventionné an non conventionné). Par contre betreffen d'Statistiken zu de wéchentleche Betreiungsstonnen ausschliisslech de konventionéierte Betreiungsberäich.

Am Géigesaz zu dem konventionéierte Beräich, wou d'Gestionnairë via Konventioun obligéiert sinn, déi reell Präsenze vun de Kanner an eng Datebank anzedroen, ginn am net konventionéierte Secteur zanter der Aféierung vum CSA (Mäerz 2009) ausschliisslech Kontraktstonnen erfaasst. Déi wéchentlech Betreiungsstonne vum net konventionéierte Secteur ginn zanter jeehier net erfaasst a sinn eis net bekannt.

Par contre huet de MENJE eng statistesch Analys gemaach vum sozioekonomesche Status an der finanzieller Situatioun vu Kanner, déi a konventionéiert Strukture ginn, a vu Kanner, déi an net konventionéiert Strukture ginn. Et konnt keng nennenswäert Differenz festgestallt ginn. Doraus leet de MENJE d'Hypothees, datt et och um Niveau vun der Frequentatioun keng gréisser Differenz gëtt.

Eng rezent Etude vum LUCET huet eng aner Approche gewielt. Hei sinn d'Elteren direkt gefrot ginn no der Unzuel u Stonnen, fir déi hir Kanner an enger Crèche (konventionéiert an net konventionéiert) ageschriwwe sinn. D'Resultater rejoignéieren déi vum MENJE, datt et eng Minoritéit ass, déi Kanner 40 Stonnen oder méi d'Woch an enger Crèche betreie loossen.

ad 4. Wéi schonns erwäänt, gëtt déi wéchentlech Betreiungszäit vum Kand am net konventionéierte Beräich zanter 2009 net erfaasst an dofir ass et am Moment och net méiglech, d'Entwécklung vun der wéchentlecher Betreiungszäit pro Kand an Alterstranchen an den net konventionéierte Strukture statistesch ze beleeën. D'Entwécklung vun der wéchentlecher Betreiungszäit pro Kand an Alterstranchen am konventionéierte Beräich steet am Dokument „Zuelen a Fakten".

Paiement de la rémunération pour la ligne de garde d'urgence | Question **7899** (19/04/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Et ass eis zougedroe ginn, datt d'Remuneratiounen, déi nach bis den 31.12.2022 fir d'Ligne de garde d'urgence vu villen Dokteren ausbezuelt goufen, säit dem 1.1.2023 nach net ausgeglach goufen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wat ass de Grond fir d'Aussetze vun de Remuneratiounen?

2. Wéi vill Doktere si vun dësem Ausfall vun der Remuneratioun betraff? Wéi enge Beräicher gehéieren déi betraffen Dokteren un?

3. Mat wéi engem Delai kënnen déi betraffen Doktere rechnen, bis hir Remuneratioun ausgeglach gëtt?

Réponse (06/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Déi éischt Konventioun am Kader vum Pilotprojet „organisation d'un système d'indemnisation national pour les gardes sur place et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et certains établissements spécialisés" war applikabel vum 1. Juni bis den 31. Dezember 2022.

Doduerch, dass den Avenant fir dëst Joer, ënner anerem aus budgetäre Grënn, réischt den 12. Abrëll 2023 vun alle Parteie konnt ënnerschriwwe ginn, huet d'Ausbezuele vun den Indemnitéiten ee Moment missen ausgesat ginn, bis dës administrativ Demarche ofgeschloss war.

Et sief nach ze präziséieren, datt d'Relevéen och just ausbezuelt kënne ginn, wann se de Critèrë vun der Konventioun entspriechen.

ad 2. Am Ganze gëtt et 30 Lignes „gardes sur place" a 84 Lignes „d'astreinte". Wéi vill Dokteren dës Lignes assuréieren, ass ofhängeg vun der interner Organisatioun am Spidol an deemno och ënnerschiddlech vu Mount zu Mount.

Et ass am Pilotprojet, op Basis vun de Gesetzestexter an a Kollaboratioun mat de Parties prenantes, definéiert ginn, a wéi engem Service hospitalier eng „garde sur place" oder eng „astreinte" prestéiert gëtt.

Am Ganze si 40 Spidolsservicer, op all Spideeler an Établissements spécialisés opgedeelt, am aktuelle Perimeter zréckbehale ginn.

Ee Comité d'accompagnement et d'évaluatioun ass amgaangen, den aktuelle Fonctionnement a Perimeter ze analyséieren a kann Adaptatioune virgesi fir d'Perennisatioun vum System fir 2024.

ad 3. D'Relevéen, déi de Ministère fir d'Méint Januar a Februar krut, si schonn traitéiert an en cours de liquidation. D'Indemnisatioun gëtt un d'Spideeler ausbezuelt, déi dann déi jeeweileg Doktere mussen ausbezuelen.

Et ass och nach ze präziséieren, datt nach net all Spidol d'Relevéë fir d'Méint Januar a Februar erageréecht hunn. Esoulaang de Ministère kee Relevé krut, kann och näischt ausbezuelt ginn.

D'Relevéë fir de Mount Mäerz ginn de Moment vun de jeeweilege Spideeler erageréecht.

Scolarisation des enfants atteints de dysphasie | Question **7900** (19/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Vill Kanner hei zu Lëtzebuerg hu sougenannt „Dys-Problemer"; dat ka vu Problemer beim Liesen oder Schreiwe bis hin zu Problemer mam Schwätzen, Rechnen oder Beweegen zesummenhänken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. D'Delaie beim CDA (Centre pour le développement des apprentissages), fir en Dys-Test bei engem Kand maachen ze loossen, sinn anscheinend relativ laang. Wéi laang sinn déi Delaien am Duerchschnëtt a wat wëll den Här Minister maachen, fir déi Delaien ze verkierzen?

2. Wéi gëtt d'Léierpersonal iwwer d'Dys-Problematik informéiert, sensibiliséiert an op esou Situatioune virbereet? Ass och bei de „Quereinsteiger" garantéiert, datt si dat néidegt Versteesdemech fir déi betraffe Kanner hunn?

Réponse (09/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De CDA erstellt diagnostesch Rapporten an zwee grousse Beräicher, de Léierstéierungen (Dyslexie, Dysorthographie, Dyscalculie asw.) an dem TDA/H. En universellen Dys-Test gëtt et net; mir schwätzen hei vun engem héich komplexe Multiaxial-Diagnostik, deen an der Reegel um besteeënden Dossier opbaut, a wou Spezialisten aus verschiddene Fachrichtunge geziilt Beräicher analyséieren an exploréieren. Et sinn dëst Psychologen, Pädagogen, Orthophonisten, Psychomotoriker, Enseignanten an awer och spezialiséiert Dokteren ewéi z. B. Kanner- a Jugendpsychiater. An den

eenzelne Fachrichtunge gëtt et dann nach Spezialiséierungen. Esou huet de CDA z. B. Psychologen, déi an der Dyscalculie spezialiséiert sinn, oder Fachleit, déi offiziell akkredidéiert sinn, fir den Diagnostik am Engleschen ze stellen. Bei 50 % vun den Dossiere sinn och méi ewéi zwee Fachleit am Dossier involvéiert. Jee nodeem wéi den Dossier sech presentéiert, kënnen d'Waardezäiten deemno ënnerschiddlech laang sinn. Am Schouljoer 21/22 louch d'Waardezäit an der Moyenne bei 2,7 Méint.

De CDA setzt op dräi Niveauen un, fir d'Delaien ze verkierzen:

a) D'Rapporte gi weider standardiséiert an digitaliséiert. Dëst reduzéiert déi redaktionell Aarbecht a féiert esou zu engem Zäitgewënn.
b) Dacks sinn Dossieren, wann se iwwert d'CNI an de CDA ginn, schonns zimmlech komplett. Mam Retour vun erfuerene Fachleit gouf eng Taskforce opgestallt, déi Analys-Dossiere ganz séier kann opschaffen, esoudatt déi net onbedéngt nach eemol bis an den Diagnostik-Grupp musse goen.
c) Mat der neier Antenn zu Déifferdeng, déi am September 2023 opgeet, proposéiert de CDA den Diagnostik an engem Phasemodell. Dëst erlaabt et, eng nach méi effizient a prezis Planung vun den Diagnosticken ze maachen, an esou d'Zäit däitlech ze reduzéieren.

ad 2. Eng vun den Aufgabe vun der Schoul ass et, de Bedierfnisser vun alle Schüler méiglechst gerecht ze ginn. All Kand, onofhängeg vu senge Fäegkeeten, soll esou encadréiert ginn, datt et sech beschtméiglech entfale kann. Déi inklusiv Approche, déi unhand vun Differenzéierungsmoossnamen a gegeebenefalls mat der Ënnerstëtzung vu spezialiséiertem Personal an der Schoul ëmgesat gëtt, spillt heibäi eng zentral Roll.

Aus dësem Grond gëtt scho bei der universitärer Ausbildung vun den zukünftegen Enseignanten e besonnesche Fokus drop geluecht, datt d'Studente léieren, d'Bedierfnisser vun de Kanner ze erkennen an ze reflektéieren an dëse Bedierfnisser mat ënnerschiddleche pedagogesche Mëttel gerecht ze ginn. An dësem Zesummenhang soll hir Ausbildung si drop virbereeden, Léierprozesser ze verstoen, ze analyséieren an ze bewäerten an dobäi déi individuell Ressourcë vun hire Schüler ze berücksichtegen. Si léieren, ënnerschiddlech Methoden an Unterrechtsforme fir en eegestännegt, ganzheetlecht a kompetenzorientéiert Léiere vun de Kanner ze erméiglechen an ze förderen.

An de Coursë vun hirer Ausbildung léieren d'Studente vum Bachelor en sciences de l'éducation (BScE), de jeeweilegen Entwécklungsstand vun de Kanner ze identifizéieren an unhand vun de passenden Differenzéierungsmesuren op déi jeeweileg Bedierfnisser anzegoen, fir et esou all Kand ze erméiglechen, seng Kompetenze beschtméiglechst ze entwéckelen.

Am Kontext vun den ugeschwatenen Dys-Problematike besichen d'Studente vum BScE beispillsweis Coursë wéi „Förderung von Schreib- und Lesekompetenzen" a „Weiterführendes Lesen und Schreiben ab C3", an deenen si d'Entwécklung vun den éischte Schreifversich bis hin zur Schreifkompetenz kenne léieren a léieren, d'Kompetenze vun hire Schüler anzeschätzen. Si ginn dozou ausgebilt, differenzéiert Aktivitéiten ze gestalten, déi esouwuel den individuelle Bedierfnisser vun de Schüler, wéi och dem Léierplang an dem soziokulturelle Kontext Rechnung droen.

Zousätzlech besichen d'Studente vum BScE och ee Cours, deen sech ganz spezifesch mat der Dys-Problematik beschäftegt. Heibäi handelt et sech ëm de Cours „Sprachentwicklung und Sprachentwicklungsstörungen/Numerische Kompetenzen: Entwicklung und Entwicklungsstörungen".

Am Deel „Sprachentwicklung und Sprachentwicklungsstörungen" léieren d'Studenten, wéi sech geschriwwen a geschwate Sprooch bei engem Kand entwéckelt a wat déi wichtegst Indicateure fir de Léierprozess vun hire Schüler sinn. Si kréien hei ee Verständnes fir déi verbreetsten Entwécklungsstéierungen, déi déi mëndlech a schréftlech Sproochleeschtunge vun hire Schüler kënne beanträchtegen. Generell ass d'Zil vun dësem Cours, zukünftegen Enseignanten dat néidegt Wëssen ze vermëttelen, fir mëndlech a schréftlech Sproochkenntnisser am Unterrecht effizient ze vermëttelen an sech de Schwieregkeete bewosst ze sinn, deenen d'Kanner heibäi begéine kéinten.

Am Kader vun der Formatioun, déi all Beruffsufänger wärend dem Stage respektiv der Période d'initiation an der Période d'approfondissement leescht, gëtt d'Méiglechkeet ugebueden, de Sujet vun den Dys-Problemer nach weider ze verdéiwen. Wärend dëser Phase d'insertion professionnelle sinn eng Rei Formatiounsstonnen au choix virgesinn, déi d'Participanten deemno selwer eraussiche kënnen, am Zesummenhang mat deem Kontext, an deem si schaffen.

Fir de Sujet vun den Dys-Problemer weider ze verdéiwen, bitt och den IFEN ganz spezifesch Weiderbildungen un, wéi zum Beispill:

– Dys, Dys und nochmal Dys: Überblick über die verschiedenen Lernschwierigkeiten: Dyslexie, Dyskalkulie, Dyspraxie und das Aufmerksamkeitsdefizitsyndrom (AD(H)S)
– Konkrete Unterstützung von Kindern mit Lern- und Verhaltensschwierigkeiten: Dyslexie
– Konkrete Unterstützung von Kindern mit Lern- und Verhaltensschwierigkeiten: Dyskalkulie

Allgemeng proposéiert den IFEN iwwert 70 Weiderbildungen am Beräich vun der Dys-Problematik an huet an dësem Kontext eleng am Schouljoer 2022/2023 818 Agenten an enger vun dëse Formatiounen ausgebilt. D'Formatioune vum IFEN riichten sech am Allgemengen un dat ganzt Schoulpersonal, woubäi et awer och speziell Offere fir d'I-EBS, d'ESEB an d'Kompetenzzentre gëtt.

Fir d'Enseignanten aus der Grondschoul zousätzlech beim Encadrement vun de Schüler mat enger Dys-Problematik ze ënnerstëtzen, stinn hinnen op lokalem Niveau d'Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins spécifiques (I-EBS) zur Säit, déi jeeweils un eng Schoul affektéiert sinn an deenen hir Missioun et ënnert anerem ass, d'Léierpersonal bei der Prise en charge vun de Schüler mat besonnesche Besoinen am Sënn vun enger inklusiver Approche innerhalb vun der Klass ze ënnerstëtzen.

Des Weidere gëtt et um regionale Plang an all Regionaldirektioun eng Équipe de soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB), déi d'Enseignantë berode kann, wéi se mat de Kanner mat enger Dys-Problematik an hirer Klass ëmginn an déi awer och eng ambulant Prise en charge vum Schüler an der Klass (Assistance en classe) assuréiere kann.

Dernieft existéieren um nationale Plang d'Kompetenzzentren, deenen hir Aufgab et ënnert anerem ass, d'Léierpersonal ze beroden, wéi et mat engem Kand mat spezifesche Besoinen an der Klass kann ëmgoen. Des Weidere bidden och d'Kompetenzzentren eng ganz Rei Moossnamen un, wou si direkt mam Kand a mat sengem Ëmfeld schaffen.

Conflit d'intérêt au sein du CGIE | Question **7901** (19/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am „Reporter"-Artikel „Family business im Bildungsministerium" vum 30. Mäerz 2023 heescht et am Zesummenhank mam „e-Bichelchen", enger App, déi säit September 2022 an de Primärschoulen an enger Pilotphas genotzt gëtt, datt den Optrag fir d'Entwécklung vun dëser Software 2022 vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) un de Jong vum stellvertriedenden Direkter vum CGIE erdeelt gouf an datt de Leschtgenannten am Virfeld vun dëser Decisioun bei sengem direkte Virgesetzte Bedenke géint „einen potenziellen Interessenkonflikt" ugemellt huet. Et liest ee weider: „CGIE-Direktor Daniel Weiler informierte allerdings weder das Kabinett des Ministers noch Claude Meisch selbst über den Interessenkonflikt seines Stellvertreters. Mehr noch: In den obersten Etagen des Ministeriums wurde man nicht darüber in Kenntnis gesetzt, dass die Software nicht vom CGIE, sondern von einem externen Dienstleister hergestellt wurde."

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister d'Grënn nennen, firwat de CGIE-Direkter säi Virgesetzten net iwwer den Interessekonflikt vu sengem Stellvertrieder a Kenntnis gesat huet?

2. Kann den Här Minister Informatiounen iwwer eventuell intern Konsequenze betreffend d'Feelverhale vum CGIE-Direkter ginn?

3. Huet den Här Minister en Abléck an déi aner Opträg, déi de CGIE an de leschten zwee Joer erdeelt huet? Wa jo, kann den Här Minister preziséieren, ëm wéi eng Opträg et sech dobäi handelt an u wéi eng Firmen déi Opträg vergi goufen?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7868 erkläert, huet de CGIE-Direkter zu kengem Moment en Interessekonflikt gesinn, well de Stellvertrieder vum CGIE-Direkter zu kengem Moment an den Entscheedungsprozess matagebonne war.

ad 2. Et steet mir net zou, méiglech intern Demarchen a personell Konsequenze fir e Beamten oder Employé ëffentlech ze maachen.

ad 3. D'Software-Entwécklung vum CGIE gëtt ausschliisslech „inhouse" vun der Entwécklungsequipe vum CGIE gemaach, ausser wann eng Urgence virläit a kuerzfristeg keng intern Ressourcen disponibel sinn, oder de CGIE net iwwer déi néideg Kompetenze verfüügt. Dëst ass an de leschten zwee Joer just an dëse Fäll gemaach ginn:

2021
– Integration SMS (School Management System) fir international Schoulen duerch d'Firma MySchool Limited (Malta)
– Weiderentwécklung vun der Applikatioun Untis Central zur Berechnung vun den Iwwerstonne vun den Enseignanten am ES duerch d'Firma Untis GmbH (Éisträich)

2022
– Entwécklung vun der Applikatioun „e-Bichelchen" fir d'Hausaufgabenhëllef vum Fondamental duerch d'Firma Apporix (Lëtzebuerg)
– Mobile App Entwécklung vun engem Messenger baséierend op Open Source Matrix Protokoll (POC fir iOS+ Android) duerch d'Firma Ungleich glarus ag (Schwäiz)
– Weiderentwécklung vun der Applikatioun Untis Central zur Berechnung vun den Iwwerstonne vun den Enseignanten am ES duerch d'Firma Untis GmbH (Éisträich).

Utilisation du crayon pour voter dans le cadre des élections communales | Question **7902** (20/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gemengewale sti virun der Dier an d'Madamm Inneministesch huet schonn eng Rei Circulairen zu de Walen un d'Buergermeeschteren a Buergermeeschtesche geschéckt.

Bei de leschte Wale goufen a verschiddene Walbüroe Bläistëfter amplaz Bicken an d'Walkabinne geluecht. De Risiko bei de Walziedelen, déi per Bläistëft ausgefëllt ginn, ass, dass d'Votten herno verännert oder ewech radéiert kéinte ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

– Wäert d'Madamm Inneministesch eng Circulaire un all d'Gemenge maache mat der Uweisung, dass nëmme Bicken dierfe benotzt ginn?

Réponse (27/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Ech verweisen den Deputéierten op d'Artikelen 109, 211 an 240 vum Walgesetz:

« Art. 109 : Est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 15.000 euros, quiconque a contrefait un bulletin électoral ou a fait usage d'un bulletin contrefait.

Est puni des mêmes peines, tout membre d'un bureau, ou tout témoin de candidat, qui, lors du vote ou du dépouillement du scrutin, est surpris altérant frauduleusement, pour les rendre nuls, soustrayant ou ajoutant des bulletins ou des suffrages, ou indiquant sciemment un nombre de bulletins ou de votes inférieur ou supérieur au nombre réel de ceux qu'il est chargé de compter. Les faits sont immédiatement mentionnés au procès-verbal.

Art. 211 : L'électeur exprime son vote en traçant une croix (+ ou x) dans la case réservée à la suite du nom de chacun des candidats pour lesquels il vote.

Art. 240 : Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de conseillers à élire. Il peut attribuer deux suffrages à chacun des candidats jusqu'à concurrence du total des suffrages dont il dispose.

L'électeur qui, à l'aide d'un crayon, d'une plume, d'un stylo à bille ou d'un instrument analogue, remplit le cercle blanc de la case placée en tête d'une liste ou qui y inscrit une croix (+ ou x) adhère à cette liste en totalité et attribue ainsi un suffrage à chacun des candidats de cette liste.

Chaque croix (+ ou x) inscrite dans l'une des deux cases réservées derrière le nom des candidats vaut un suffrage à ce candidat.

Tout cercle rempli, même incomplètement, et toute croix, même imparfaite, expriment valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste. »

Vu dass d'Walgesetz verschidden Instrumenter virgesäit, mat deenen de Walziedel kann ausgefëllt ginn an de Crayon net ausschléisst, ass et net méiglech, d'Gemenge per Circulaire iwwert de Contraire ze informéieren. Ausserdeem si penal Sanctioune virgesinn, wann e Walbulletin gefälscht sollt ginn. Zousätzlech dierfen d'Kandidaten en Temoin (Walbeobachter) fir all Walbüro designéieren, dee bei de Waloperatiounen derbäi ass.

Reprise d'exercer d'un médecin généraliste | Question **7903** (20/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Säit dem 17. Abrëll däerf de Generalist, géint deen 2022 een zäitweilegt Beruffsverbuet ausgeschwat gi war, erëm schaffen. Seng Praxis ass erëm op, wéi d'„Tageblatt" an engem Artikel vum 19. Abrëll mellt. Wéi d'„Lëtzebuerger Land" d'lescht Joer gemellt hat, hat de Medezinner vill Déngschter am Centre médical zu Ettelbréck iwwerholl.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann de Generalist och erëm seng Aarbecht an engem Centre médical ophuelen?

2. Wa jo, wäert dofir gesuergt ginn, dass zäitgläich nach een aneren Dokter oder eng aner Doktesch present ass, fir dass d'Patienten net gezwonge sinn, sech vum verurteelte Generalist behandelen ze loossen?

3. Kann d'Ministesch Afloss dorop huelen, wien an engem Centre médical Déngscht huet? Wie ka soss Afloss dorop huelen?

Réponse (05/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. bis 3. Well dat zäitweilegt Beruffsverbuet géint de concernéierten Dokter mëttlerweil opgehuewen ass, huet de Betraffene rëm d'Autorisatioun, fir zu Lëtzebuerg d'Medezinn ze exerzéieren an déi domat och verbonne Pflichten ze respektéieren. Laut Artikel 6 (3) vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer Medezinner, Zännmedezinner a Veterinärmedezinner muss all Dokter, deen zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun huet, d'Allgemengmedezinn ze exerzéieren, beim sougenannte Service de remplacement matmaachen. Zu dëser Pflicht gëtt et keng gesetzlech Ausnamen.

An der Maison médicale zu Ettelbréck sinn 2 Dokteren, déi Garde maachen. Si couvréieren d'Consultatiounen an der Maison médicale an d'Hausbesich.

Données concernant le logement | Question **7904** (20/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Viru Kuerzem huet de Minister Henri Kox op d'parlamentaresch Fro vum Deputéierte Mars Di Bartolomeo mat iwwer 30 Froe geäntwert. Dës Lëscht vu Froe géif ausdrécken, „datt et am Logement eng ganz Rei Sujete gëtt, iwwert déi de Ministère gären eng besser Datelag hätt a wéilt fuerschen". An der Heure des questions vum 18. Abrëll goufe vum Minister zwar schonn e puer Punkten ugeschwat, trotzdeem bleiwen nach vill oppe Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi kann de Ministère dofir suergen, dass de privaten Immobiliesecteur méi Wunnengen entwéckelt, déi op d'Finanzéierungskapazitéit vun de mëttleren Akommesstéit zu Lëtzebuerg passen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

2. Wéi een Undeel haten d'Loyeren op d'Entwécklung vun de Lëtzebuerger Immobiliepräisser an de leschten zwanzeg Joer?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

3. Wéi ka bei der Entwécklung vun neie Logementer den Impakt op d'Äerderwiermung limitéiert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

4. Wéi kann ee gutt Zesummeliewen a stättesche Quartieren, déi ëmmer méi dicht bebaut ginn, assuréiert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

5. Wat ass déi duerchschnëttlech Wunnfläch pro Awunner an no de Regiounen a Kategorie vum Alter oder der sozioekonomescher Situatioun zu Lëtzebuerg? Wéi sinn dës Moyennen am Vergläich mat dem Duerchschnëtt vun eisen Nopeschlänner?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

6. Wat wier déi noutwenneg Wunnfläch pro Awunner, fir den Erausfuerderunge vun enger nohalteger Entwécklung gerecht ze ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

7. Wat ass d'Virstellung vu bezuelbarem Wunnraum fir jonk Leit, fir Leit iwwert 60 Joer a fir Familljen?
Wéi hunn sech dës Virstellungen zanter den 1980er-Joren entwéckelt? Entsprécht de Lëtzebuerger Wunnengsbau dëse Virstellungen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

8. Wéi ka potenzielle Wunnraum zu Lëtzebuerg mobiliséiert ginn, fir de verfügbare Wunnraum besser ze notzen a gläichzäiteg déi wirtschaftlech Widderstandsfäegkeet vun de Stéit ze stäerken?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

9. Wéi eng Auswierkunge wäert d'proposéiert Mobiliséierungssteier hunn op d'Bereetschaft vun de Proprietairen, hir Terrainsreserve fir Wunnengen auszebauen? Wéi eng Korrelatioune gëtt et tëscht dem Niveau vum Steiersaz an der Entwécklung vum Logement?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, d'Gesetz ze evaluéieren, esoubal et a Kraaft ass, a wa jo, wéi oft soll dës Evaluatioun gemaach ginn?

10. Wéi ka séchergestallt ginn, datt eng Mobiliséierungssteier fir d'Entwécklung vu Wunnenge keen negativen Impakt op d'Evolutioun vun de Präisser huet a gläichzäiteg assuréieren, dass d'Entwécklung vun neiem Wunnraum konform mam PDAT ass?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

11. Wat fir en Impakt huet eng Leerstandsteier op d'Dispositioun vun de Proprietairen, fir dës Appartementer ze lounen? Wat fir een Impakt hätt eng méi substanziell Offer vun der Gestion locative sociale op d'Mobiliséierung vun onbewunnte Wunnengen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

12. Wéi bewäert de Ministère den Impakt vun der Masse monétaire op d'Evolutioun vun Immobiliepräisser an Europa?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

13. Wéi ass den Taux vun de Recoursen op aner individuell Hëllefen, fir een Zougang zu Immobilien ze kréien?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

14. Wéi kënnen d'Käschte fir den Acteur fir d'Gestion locative sociale méi präzis bewäert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

15. Wéi kann d'Produktivitéit vum Bausecteur verbessert ginn, déi an engem konstante Réckgang ass? Wéi ka séchergestallt ginn, datt de Bausecteur e Pionéier beim Asaz vun erneierbare Baumaterialie gëtt?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

16. Wéi kann d'Kreeslafwirtschaft am Bausecteur gefërdert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

17. Wéi kann assuréiert ginn, datt déi Responsabel op Gemengenniveau d'Entwécklung vu bezuelbare Wunnengen an hire Gemenge méi offe begréissen, dëst besonnesch op fréieren Industriefrichen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

18. Wéi gëtt eng sozial Mëschung definéiert? Gëtt et eng „gesond sozial Mëschung"?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

19. Gëtt et sozial Diversitéitskrittären, déi um Niveau vun der urbaner Entwécklung ëmgesat musse ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

20. Wat sinn déi psychologesch, wirtschaftlech, sozial a kulturell Faktoren, déi Stéit mat engem nidderegen Akommes schwächen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

21. Wat sinn déi psychologesch, wirtschaftlech, sozial a kulturell Faktoren, déi Stéit mat engem héijen Akommes schwächen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

22. Wéi eng Verbindunge gëtt et tëscht der Diversitéit vun den Awunner vun enger Residenz an der Widderstandsfäegkeet vum Zesummeliewen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

23. Wat fir eng Begleedung ass néideg fir e gutt Zesummeliewen an enger Residenz mat enger grousser wirtschaftlecher, sozialer a kultureller Diversitéit?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

24. Wat fir eng Begleedung ass néideg fir e gutt Zesummeliewen an engem Quartier mat enger grousser wirtschaftlecher, sozialer a kultureller Diversitéit?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

25. Wéi een Impakt huet d'Mixité scolaire op e gutt Zesummeliewen an engem Quartier?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

26. Wéi definéiert de Logementsministère „Gentrifizéierung"? A wéi enge Quartiere vun de grousse Lëtzebuerger Uertschaften ass eng „Gentrifizéierung" feststellbar?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

27. Wéi ka beim Logement an de „quartiers populaires" déi energeetesch Transitioun geléngen? Wéi kënnen esou „quartiers populaires" identifizéiert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

28. Wéi eng Verbesserunge sinn néideg, fir dass de System vun de Commissions de loyer zu engem effektive Mediatiounsorgan gëtt?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

29. Wéi ass d'Evolutioun vun der Gréisst vun deene Firmen, déi am Beräich an der Entwécklung vun der Wunneng aktiv sinn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

30. Wann de Ministère sech méi wéi 29 wichteg Froen zum Theema Logement stellt, firwat huet de Minister net éischter Mesuren ergraff, fir Äntwerten op seng Froen ze fanne respektiv ze probéieren, fir un déi noutwenneg Donnéeën ze kommen? Wat sinn d'Problemer, déi beim Beäntwere vun deene Froen optrieden? Wat bräicht de Minister vun der Chamber, fir d'Beäntwerung méiglech ze maachen?

Réponse (23/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 7780 goufen eng Rëtsch Sujeten opgelëscht, wou et menger Meenung no intressant a wichteg wier, verdéiwend Recherchen ze maachen. Dës Theeme ginn och an der Fro Nummer 7904 erëm opgelëscht.

Leider sinn esouwuel déi finanziell an zäitlech Mëttel ewéi och déi allgemeng Datelag net esou, datt zu dëse Sujeten déi u sech wichteg Recherchen zäitno méiglech wieren.

Aktuell schafft den Observatoire dofir schwéierpunktméisseg un enger Rëtsch Etuden zu den Theemen:

– Evolutioun vun der Réserve foncière
– Evolutioun vun der Konzentratioun vun der Proprietéit vun dëser Reserv
– Charakteristike vun den Éischtkeefer vu Wunnengen an hir Evolutioun an der Zäit
– Grënn fir den „Non-Take-Up" bei Wunnengshëllefen
– Evolutioun vum Buedempräis bei Vefa-Venten
– Verbrauch u Landfläch fir Wunnzwecker
– Allgemeng Wunnsituatioun a spezifesche Bedarf un Ënnerstëtzung fir Leit an ënnerschiddleche Wunnsituatiounen
– Aktualiséierung zu de rezent publizéierte Studien zum Taux d'effort, dem Impakt vu fiskalen a soziale Moossnamen am Wunnberäich.

Aktuell verfüügt de Wunnengsbauministère iwwert e Budget vu 760.000 € fir de Finanzement vun de Recherchë vum Observatoire de l'habitat, déi vum LISER ëmgesat ginn, zum Deel an Zesummenaarbecht mat dem Statec. Dëse Budget ass zënter 2018 vu ronn 560.000 ëm 35 % gehuewe ginn. Fir dës Aarbechte weider auszebauen, bräicht de Ministère nieft enger zousätzlecher Dotatioun am Budget och dat néidegt wëssenschaftlecht Personal an de Beräicher Ekonomie a Sozialwëssenschaft, fir déi Etuden adequat ze encadréieren.

Problèmes auprès de l'Administration des contributions | Question **7905** (20/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 13. Abrëll gouf am „Paperjam" een Interview mat der Directrice vun der Steierverwaltung publizéiert, wou iwwert eng ganz Rei vu Problemer geschwat gouf. An dësem Interview goufen awer net nëmme Froen iwwert intern Problemer bei der Steierverwaltung (ACD) gestallt, mee och zur Steiererklärung.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sanktioune goufen, opgelëscht pro Joer, zënter 2018 verhaangen, well Persounen hir Steiererklärung ze spéit ofginn hunn?

2. No wéi enge Krittäre ginn d'Astreintë festgeluecht, mat där e Contribuabel ka bestrooft ginn?

3. Sinn d'Krittären, no deenen d'Astreintë festgeluecht ginn, fir all d'Steierbüroen hei am Land déi selwecht? Wann nee, firwat gëtt et Ënnerscheeder a wéi eng genau sinn dat?

4. Wéi vill Postimpositioune goufen zënter 2018 gemaach?

5. Bei wéi ville vun dëse Kontrolle postimposition gouf duerno e Redressement gemaach, opgeschlësselt no en faveur vum Contribuabel an en défaveur vum Contribuabel?

Réponse (30/05/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Der Steierverwaltung sti verschidde Mëttel zur Dispositioun, am Fall wou e Contribuabel senge steierleche Flichten net nokënnt.

Dëst sinn, ënner anerem fir d'Steierbüroen, Astreinten, déi verhaange ginn, wann zum Beispill guer keng Steiererklärung eragereecht respektiv enger Opfuerderung, fir Dokumenter nozereechen, net nogaange gëtt, oder en Opschlag fir e verspéit Erareeche vun der Steiererklärung (Supplément pour dépôt tardif).

D'Dispositioune vun den Astreintë ginn duerch de Paragraf 202 vun der Abgabenordnung (AO) determinéiert a si fir all Servicer vun der Steierverwaltung identesch applikabel. Dëse Festsetzungen ass ëmmer ee Rappell an eng Sommatioun vun enger Astreinte virausgaangen.

D'Zuel vun den Astreintë vum Steierjoer 2018 un ass heidrënner opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et ass ze bemierken, datt déi genannten Zuele verschidde Steierjoer ëmfaassen a sech zum gréissten Deel aus Astreinten zesummesetzen, déi wéinst dem Netbeuechte vum Erareeche vun der Steiererklärung festgesat gi sinn.

Den Opschlag fir e verspéit Erareeche vun der Steiererklärung ass eng aner Moossnam, déi dem Steierbüro zur Verfügung steet. Dëst Mëttel ass duerch de Paragraf 168 Abschnitt 2 vun der AO gereegelt a ka bis zu 10 % vun der festgesater Steier bedroen.

De Gesamtbetrag pro Steierjoer vun dësem Opschlag evoluéiert duerch d'Unzuel vun den immatrikuléierten a besteierten Dossiere vum betraffene Steierjoer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Generell bleift ervirzehiewen, datt d'Festsetze vun dëse Moossname vum Preposé vum Steierbüro entscheet gëtt, an dëst no detailléierter Instruktioun an Analys vum betraffenen Dossier.

D'Astreinten, déi jee no Fall verhaange ginn, mussen natierlech dem Steierflichtege sengem Dossier entspriechend notamment a Konformitéit mam Paragraf 2 vum Steierupassungsgesetz („StAnpG") („Billigkeit und Zweckmässigkeit") sinn.

Sollt de Steierflichtegen, trotz Festsetze vun enger Astreinte, senger Verflichtung, fir eng Steiererklärung eranzereechen, nach ëmmer net nokommen, sou setzt de Steierbüro d'Steiercote iwwert de Wee vun enger Schätzung nom Paragraf 217 vun der AO fest. Dem Steierflichtege stinn an esou engem Fall déi selwecht Rechtsmëttel zur Dispositioun wéi bei enger Besteierung, déi eng presentéiert Steiererklärung zur Grondlag huet.

Den Taux vu Postimpositiounen, also vun de rektifikative Besteierungen, déi op nodréiglech Ufro vum Steierflichtegen no enger Schätzung gemaach gi sinn, läit fir d'Steierjoren 2018 bis 2021 am Duerchschnëtt bei 4,7 %. Ob dës Redressementer favorabel oder defavorabel fir de Contribuabel waren, ass duerch déi divers Grondlagen, déi als Ausgangspunkt fir dës Redressementer déngen, net ze bestëmmen.

Recours contre les résultats d'examens au LTPS | Question **7906** (20/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut mengen Informatiounen ass ee Recours géint d'Examensresultater vum LTPS (Lycée technique pour professions de santé) agereecht ginn. Konkreet geet et ëm d'Benoutung vum Stage.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister dee Recours confirméieren?
• Wa jo, wat sinn déi konkreet Kritickpunkten?

– Wat gesäit den Här Minister vir, fir vergläichbar Situatiounen an Zukunft ze verhënneren?

– Ware méi Studenten am selwechte Joergang an enger änlecher Situatioun, ouni awer ee Recours ze maachen?
• Wa jo, wat geschitt elo mat hire Resultater?

– Gëtt et eng duebel Bewäertung bei prakteschen a mëndlechen Examen?

– Wien definéiert d'Nott vum Stage am Milieu clinique a wéi kënnt dës zestan?

Réponse (11/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech kann effektiv bestätegen, dass zurzäit e Recours contentieux géint Examensresultater vum Lycée technique pour professions de santé (LTPS) virum Tribunal administratif unhänkeg ass. Et handelt sech dobäi ëm en Ex-Student vun engem vun de BTS-Programmer, déi am LTPS offréiert ginn.

Well et sech awer ëm en Dossier en cours virum Verwaltungsgeriicht handelt an aus Dateschutzgrënn, kann ech keng weider Detailer zu der Affär ginn.

Deementspriechend kënnen och keng Aussoen zur Vergläichbarkeet vun deem Fall mat aneren/änleche Fäll gemaach ginn, ausser dass et sech heibäi ëm deen eenzege Recours virum Verwaltungsgeriicht betreffend Benoutungen am Kader vu BTS-Programmer handelt.

Méi allgemeng, kann ech allerdéngs follgend Informatioune vum LTPS weiderginn iwwer d'Benoutung vun de Stagen a prakteschen Examen an de BTS-Programmer:

Wärend dem Enseignement clinique ginn d'Studenten op verschidde Stageterraine geschéckt, fir hir professionell Kompetenzen ze entwéckelen an hiert theoreetescht Wësse praktesch ëmsetzen ze kënnen. An dësem Kader gi se vum ausgebilte Fleegepersonal begleet, fir hiert fachlecht a praktescht Wëssen ëmsetzen ze léieren. Den Enseignant vum LTPS geet zu festgeluechte Momenter mat de Studenten op den Terrain schaffen an evaluéiert souwuel formativ wéi sommativ, ob d'Acquis d'apprentissage erreecht gi sinn.

Wat déi sommativ Bewäertung vum Enseignement clinique ugeet, setzt déi sech zesummen aus der Bewäertung vun der Ekipp vum Terrain de stage, dat heescht vun deene Professionnels de santé, mat deenen de Student am Alldag wärend sengem Stage zesummegeschafft huet, an aus der Bewäertung vum Enseignant, dee sech wärend senger Visitt mam Student just op déi Evaluatioun ka fokusséieren. D'Gewiichtung vun deenen zwou Bewäertungen an der finaler Nott vum Enseignement clinique variéiert jee no BTS-Programm.

D'Benoutung baséiert sech op ee Kompetenzsystem, dee pro Studiejoer a Stage definéiert ass. Dëse System determinéiert, wéi eng Kompetenzen de Student pro Stage muss erreechen, fir dësen ze bestoen.

Trafic routier dans les alentours de Kayl, Tétange et Rumelange | Question **7907** (20/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Verkéierssituatioun am Käldall spëtzt sech weider zou. An de Spëtzestonne geet a villen Niewestroosse vun de Gemenge Rëmeleng a Käl-Téiteng – virun allem op de „Schläichweeër" a Richtung Frankräich an aus Richtung Frankräich – net méi vill. Fir d'Awunner gëtt d'Verkéierssituatioun zu enger Dauerbelaaschtung, si erstécke reegelrecht am Trafic.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Wéi ass d'Verkéierssituatioun an der genannter Regioun op den Haaptachsen, am Allgemengen an an de Spëtzestonnen?

2. Wat plangt den Här Minister, fir d'Verkéierssituatioun am Käldall an domat d'Liewensqualitéit vun de Leit kuerzfristeg ze verbesseren?

3. Wéi wëll den Här Minister d'Offer un Eisebunnsverbindunge vu Rëmeleng aus méi attraktiv maachen an a wéi engem Zäitraum soll dat geschéien?

Réponse (09/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Nationalstrooss N33 tëschent Rëmeleng, Téiteng, Keel an der Opfaart fir op d'Autobunn A13 ass d'Haaptachs, déi de Keeldall an déi ugrenzend franséisch Regioun mat dem lëtzebuergeschen Autobunnsreseau verbënnt. Haaptsächlech moies an de Spëtzestonnen a Richtung A13 an owes a Richtung Rëmeleng/Frankräich ass de Stroossereseau an der Regioun méi héich belaascht.

Op Basis vun enger punktueller Verkéierszielung am Oktober 2020 am Raum Keel, Téiteng a Rëmeleng, konnte follgend Verkéierslaaschte festgestallt ginn:

– Op der N33 tëschent Téiteng a Keel, läit d'Verkéierslaascht bei 11.445 Gefierer, verdeelt op 13 Stonnen am Dag (also vu moies 6.00 bis owes 19.00 Auer). Op der Parallellachs, dem CR166, sinn et am nämmlechten Zäitraum ëm déi 2.000 Gefierer;

– Um Zoubrénger zum Echangeur A13, der N33, goufen 9.685 Gefierer, verdeelt op 13 Stonnen, gezielt;

– An der Spëtzestonn moies vu 7.00 bis 8.00 Auer goufen op der Héicht vum Rondel zu Keel, dem nevralgesche Punkt am Stroossereseau, 710 Gefierer vu Rëmeleng kommend (N33), 400 Gefierer vun Diddeleng kommend (N31) a 600 Gefierer pro Stonn vun Esch/Keel kommend (N31) gezielt. Den Haaptflux ass am Dall op der N33 ab dem Rondel a geet dobäi a Richtung Echangeur A13 mat 970 Gefierer pro Stonn;

– An der Owesspëtzt vu 16.00 bis 17.00 Auer, ass den Haaptflux erëm op der N33 ab dem Echangeur A13 bis bei de Rondel zu Keel mat 875 Gefierer pro Stonn. Um Rondel goufen do a Richtung Rëmeleng (N33) 820 Gefierer, a Richtung Keel/Esch (N31) 500 an a Richtung Diddeleng (N31) 320 Gefierer pro Stonn gezielt.

ad 2. Et ass kloer, dass een d'Verkéierssituatioun am Keeldall, wou – wéi den Numm et seet – beenkte Verhältnisser virherrschen, net kann doduerch verbesseren, andeems ee vun der enger oder der anerer Säit nach méi motoriséierte Verkéier eraschleist. Wéi schonn am Modu 2.0 beschriwwen, besteet d'Léisung fir eist Land, a besonnesch och fir de Keeldall, doranner, méi Leit ze beweegen, ouni zwangsleefeg méi Gefierer ze deplacéieren. Well kee Verkéiersmëttel pro transportéierter Persoun esou vill Stroosseraum beusprocht ewéi ee privaten Auto, gëllt et also, déi méi plazspuerend Alternative fir d'Leit attraktiv ze maachen: Dat sinn d'Eisebunn, de Bus, d'Vëlofueren, a fir déi ganz kuerz Distanzen och d'Zu-Fouss-goen.

D'Stroossebauverwaltung ass amgaang, ee Projet auszeschaffen, fir d'Nationalstrooss N33 tëschent Téiteng a Keel (bis zum Echangeur A13) ze reamenagéieren. An dësem Projet gëtt den zur Verfügung stoenden ëffentleche Raum zugonschte vum Vëlo an dem Foussgänger reaffektéiert.

Ausserdeem ginn d'Busarrête PMR-gerecht (Personnes à mobilité réduite) amenagéiert, soudatt den ëffentlechen Transport fir jidderee barrièrefräi zougänglech ass. Zousätzlech gi verschidde verkéiersberouegend Mesuren am Projet integréiert, déi zu enger méi héijer Verkéierssécherheet a Liewensqualitéit bäidroen.

Ee graffe Virprojet läit schonns vir a gëtt elo an der nächster Etapp, dem detailléierte Virprojet, weider studéiert.

Fir d'Retarde vun de Busser am Keeldall ze reduzéieren, gouf eng zousätzlech Machbarkeetsetude duerchgefouert.

Zwou grouss Mesuren, déi aus dëser Machbarkeetsetude identifizéiert goufen, sinn d'Equipéiere vum Echangeur A13 mat roude Luuchten an den Ëmbau vum Rondel zu Keel an eng Kräizung mat roude Luuchten. Bei béide Luuchtenanlage ginn d'Busser prioriséiert. Besonnesch beim Rondel zu Keel kéinten d'Busser dobäi vun engem Zäitgewënn vun iwwert 2 Minutte profitéieren.

ad 3. Wéi am nationale Mobilitéitsplang PNM 2035 op Säit 50 beschriwwen, ass virgesinn, d'Eisebunnsstreck vu Rëmeleng op Näerzeng fir den Zäithorizont 2035 ze stäerken. An enger éischter Phas wäert en optimiséierten Ëmstig zu Näerzeng am Hallefstonnentakt ugebuede ginn. Fir dat ze realiséieren, sinn infrastrukturell Upassungen op der Streck néideg. An enger zweeter Phas, falls eng genügend Nofro festgestallt gëtt, kéinten eenzel Zich an der Spëtzestonn bis op d'Gare Lëtzebuerg duerchgebonne ginn. Dës Zich bedéngen awer d'Uschafung vun neiem Rullmaterial a kéinten nëmmen op Käschte vum Fretverkéier gefuer ginn.

Dépôt des actes notariés | Question **7908** (20/04/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

A menger parlamentarescher Fro Nr. 6990 vum 12.10.2022 hat ech d'Problematik vun der Ëmsetzung

vum Gesetz vum 8. Juli 2021 iwwert den elektroneschen Depot vun den Notaireakten ab 1.11.2022 opgeworf.

Deemools hutt Dir an Ärer Äntwert vum 15.11.2022 geschriwwen:

„D'Mise en place vun der informatescher Infrastruktur, fir den elektroneschen Depot vun den Akte kënnen ze maachen, ass d'Responsabilitéit op där enger Säit vum Staat, dat heescht der Enregistrementsverwaltung an dem Centre informatique de l'État, an op där anerer Säit vun den Notairen.

Zanter dass d'Gesetz vum 8. Juli 2021 gestëmmt ass, gëtt et e Comité de concertation permanent, wou all Parteien dra representéiert sinn. Dëse Comité mécht de Suivi vun der technescher Ëmsetzung, déi néideg ass, fir dass d'Akte kënnen elektronesch deposéiert ginn. De Comité huet misse feststellen, dass d'Konditiounen aktuell nach net genügend erfëllt sinn, fir déi informatesch Plattform ze benotzen. D'Membere vum Comité hunn sech dowéinst kierzlech gëeenegt, eng administrativ Transitiounsperiod virzegesinn, fir esou de Lancement vun der Plattform eréischt duerchzeféieren, wann all d'technesch Konditiounen erfëllt sinn."

Elo huet den Direkter vun der Enregistrementsverwaltung den Notairë matgedeelt, datt déi „Transitiounsperiod" – hie schwätzt vun enger „période de tolérance administrative – elo den 31. Mee op en Enn kéim.

Et ass mir awer vu verschiddene Säiten zu Ouere komm, datt d'Anhale vun deem Delai ganz einfach onméiglech ass, well déi néideg Plattform eeben nach net operationell ass. Et gëtt gefaart, datt ab dem 1.6 keen Notaireakt méi kann opgeholl ginn, well d'Notariater an der materieller Onméiglechkeet sinn, déi legal Verflichtung ze erfëllen. Dat hätt natierlech dramatesch Auswierkungen op d'Immobilientransaktiounen an eis Finanzplaz.

1. Ass Iech déi Circulaire bekannt?

2. Wéi gedenkt Dir ze reagéieren?

3. Wier et net am beschten, et géif een d'Entrée en vigueur vum Dépôt électronique obligatoire duerch en urgent Gesetz op den 1.1.2024 verleeën an ab elo bis Enn des Joers eng wierklech „période transitoire" virgesinn, déi et géif erlaben, op den Dépôt électronique oder awer den Depot ewéi bis elo zréckgräifen?

Réponse (22/05/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Zu der éischter Fro ass ze bemierken, datt et sech bei dem genannten Dokument aus der parlamentarescher Fro net ëm eng Circulaire, mä ëm e Bréif handelt, deen den Här Direkter vum Enregistrement den 28. Februar 2023 un all eenzelen Notaire geriicht huet.

D'Vernetzung vum Notariat mat der staatlecher Applikatioun iwwert d'Publicité foncière, gespeist vum Kadaster, dem Enregistrement an den Hypothéiken, gouf an enger gemeinsamer Pressekonferenz, de 26. Juni 2012, zesumme mam deemolege Finanzminister ugekënnegt.

D'Digitalisatioun vum Notariat ass als eng vun den Haaptprioritéite vun der Regierung am Koalitiounsvertrag fir d'Legislaturperiod 2018–2023 festgehale ginn an domadder e wichtegt Puzzlesteck vun der gesamtstaatlecher Digitalisatiounsstrategie.

Den Datum vum Akraafttriede vum Gesetz vum 8. Juli 2021 iwwert den elektroneschen Depot beim Enregistrement war, a Concertatioun mam Notariat, op den 1. November 2022 festgeluecht ginn.

Zesumme mat der Chambre des Notaires ass am Oktober 2022 awer beschloss ginn, datt an enger Iwwergangsphas, aus technesche Grënn an als administrativ Toleranz, d'Akten net onbedéngt elektronesch mussen un den Enregistrement iwwermëttelt ginn, well de Projet sech méi komplex ewéi erwaart erwisen huet.

Esouwuel d'Chambre des Notaires wéi den Enregistrement stelle beim gemeinsame Projet vun der Digitalisatioun vum Notariat d'Rechtssécherheet an de Vierdergrond. Aus deem Grond ass den 8. Mee vun de virgenannten Acteuren der Regierung proposéiert ginn, datt ab dem 1. November 2023 den Depot vun Akte beim Enregistrement muss obligatoresch elektronesch erfollegen. Dës Léisung erlaabt et, mëttels enger extensiver Testphas vum elektroneschen Depot, ze garantéieren, datt den elektroneschen Depot vun den Akten ab dem 1. November 2023 e Succès wäert sinn. Den initialen Delai, dee vum Enregistrementsdirekter gesat gi war, ass domat hifälleg, mä et ass wichteg, dass ab dem 1. Juni all Notaire, deen neie System extensiv test, fir den 1. November prett ze sinn.

D'Regierung begréisst finalement déi proaktiv Haltung vun der Chambre des Notaires zu dësem Projet.

Accident de circulation d'un stagiaire du CGDIS | Question **7909** (20/04/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

An der Press war rezent ze liesen, dass et op Ouschtersonndeg tëschent Miersch an Angelsbierg zu engem schroe Verkéiersaccident komm ass. E SAMU-Gefier vum Rettungsdéngscht ass am Asaz op d'Géigefuerbunn geroden an ass dunn an een anert Gefier gerannt.

An der Press gëtt weider gemellt, datt de Chauffer vum SAMU e Stagiaire gewiescht wier, dee säi Führerschäin zanter engem Mount gehat hätt.

D'Equipe am SAMU setzt sech normalerweis aus engem Infirmier an aus engem Dokter zesummen, wärend eng Ambulanz vun zwee Secouristen a vun engem Stagiaire vum CGDIS besat ass.

An deem Kader wollt ech der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch d'Informatiounen aus der Press confirméieren?

– Huet d'Madamm Ministesch weider Informatiounen zu dësem Accident an zu sengen Ëmstänn?

– Ween dierf am Prinzipp op engem SAMU fueren? Ass dat och Leit erlaabt, déi nach am Stage vum Führerschäin sinn?

– Wéi gesäit déi genee Reegelung aus, fir Rettungsween vum CGDIS dierfe mat der bloer Luucht ze fueren?

Réponse (05/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Op Nofro hi beim CGDIS krut ech d'Informatioun, dass de Chauffer vum SAMU-Gefier, dat op Ouschtersonndeg an en Accident verwéckelt war, e fräiwëllege Pompjee ass, dee säit e puer Méint am Besëtz vun engem gültege Führerschäin ass an deen als Ambulancier Equipier ausgebilt ass.

Ech hu keng Informatiounen zu den Ëmstänn, déi zu dësem Accident gefouert hunn. Dës mussen duerch eng Enquête judiciaire determinéiert ginn.

Op engem Asazgefier dierf am Prinzipp all Member vum CGDIS fueren, dee fir dat entspriechend Gefier e gültege Führerschäi laut Code de la route huet.

De CGDIS bitt de Chauffere vun Asazgefierer Fuersécherheetscoursen un, bedreift säit dem leschte Joer e Fuersimulator a sensibiliséiert säi fräiwëllegt an haaptberufflecht Personal vun der Grondausbildung un op d'Theema Sécherheet am Asaz a bei den Asazfaarten.

Télétravail dans la fonction publique | Question **7910** (20/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Grad wärend der Covidzäit hunn och an der ëffentlecher Funktioun vill Leit op Teletravail zeréckgegraff.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Wéi ass d'Aarbechtszäitkontroll bei der ëffentlecher Funktioun wärend der Covidzäit, am Fall wou d'Beamten op Teletravail zeréckgegraff hunn, organiséiert gewiescht?

2. Besti vusäite vum Staatsbeamte Rechter an/oder Flichten, déi am Kader vum Teletravail gëllen an déi soss net gëllen, am Fall wou de Beamte wéi gewinnt physesch op der Aarbechtsplaz present ass? Wéi ass allgemeng de rechtleche Kader am Hibléck op den Teletravail bei de Staatsbeamte gereegelt?

3. Wéi gesinn déi gesetzlech Dispositiounen aus, wann et tëscht dem Beamten an dem zoustännege Patron am Kader vum Teletravail zu Onstëmmegkeeten oder Konflikter kënnt? Wéi gestalten sech hei fir béid Parteien d'Rechter a Flichten?

4. Wéi laang muss e Beamten sech rechtfäerdege fir seng geleeschten oder net geleeschten Aarbechtsstonnen? Wat sinn d'Rechter vum Patron retroaktiv? Gëtt et en Delai vun der Verjärung vun esou aarbechtsrechtleche Froen am Kader vum Teletravail an der ëffentlecher Funktioun? Wa jo, wéi gesäit dësen Delai konkreet aus?

5. Koum et zënter 2021 bis haut schonn zu Disziplinaraffären an der ëffentlecher Funktioun am Kader vun aarbechtsrechtleche Froen, déi sech am Kader vum Teletravail zougedroen hunn? Wa jo, zu wéi enge Konklusiounen ass d'Jurisprudenz komm?

Réponse (15/05/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Den Artikel 19bis vum Staatsbeamtestatut reegelt den Teletravail an der Fonction publique.

Fir de Rescht, sinn d'Rechter an d'Flichten déi selwecht, ob en Agent am Teletravail ass oder net.

Zënter 2021 gouf de Regierungskommissariat, dee fir disziplinaresch Instruktiounen zoustänneg ass, an zwee Fäll saiséiert, wou et ënner anerem ëm Verstéiss am Kontext vum Teletravail gaangen ass. An deem enge Fall gëtt et nach keng Decisioun vum Conseil de discipline. An deem anere Fall huet den Agent demissionéiert.

Formation des instructeurs de la conduite automobile | Question **7911** (20/04/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Depuis la reprise de la circulation après la fin des mesures sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, le nombre d'accidents routiers augmente à nouveau. Il est frappant de constater qu'à côté de la vitesse excessive, une autre cause provoquant des accidents graves et mortels est celle qualifiée de « faute de manœuvre », qui, sur la période de dix dernières années, montre une tendance vers le haut.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres des accidents de la route pour l'année 2022 ?
Quelles sont les causes principales des accidents pour l'année en question ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis que les formateurs d'auto-école jouent un rôle suffisant quant au comportement des futurs conducteurs sur la route ?

– Est-il possible de dresser un tableau comparatif sur les conditions d'admission et la durée de la formation des instructeurs de la conduite automobile avec nos pays voisins, en considérant les éléments suivants :
• L'âge minimum d'admission pour la formation des instructeurs ?
• Le nombre d'années d'expérience de conduite requis ?
• Le nombre minimum d'heures dédiées à la formation des instructeurs ?
• La formation continue obligatoire des instructeurs ?

– En défaut de formation continue obligatoire pour les instructeurs, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire une telle obligation pour instructeurs, similaire à celle des examinateurs ?

– Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'augmenter le nombre minimum de leçons pratiques et théoriques pour les apprentis conducteurs ?

Réponse (23/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Comme chaque année, le bilan des accidents routiers ne peut être dressé qu'après la réception des différents rapports définitifs et la transmission des chiffres bruts officiels par le Statec, ce qui est en général le cas courant mai. Or, les chiffres pour 2022 ne sont pas encore disponibles.

En ce qui concerne les instructeurs au permis de conduire, il est bien évident que ceux-ci jouent un rôle clef dans la formation des candidats, notamment pour l'apprentissage du « risk awareness », donc la reconnaissance et la gestion de situations potentiellement dangereuses lors de la conduite d'un véhicule sur la voie publique.

Les conditions d'admission pour la formation d'instructeur dans nos pays voisins se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne l'introduction d'une formation continue pour les instructeurs ou encore l'augmentation du nombre obligatoire à effectuer par les candidats lors de l'apprentissage pour le permis de conduire, sujets ayant trait à une réforme de l'apprentissage, je me permets de rappeler ma réponse à la question parlementaire n° 7521.

Accessibilité des trains | Question **7912** (21/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 7599 hat ech de Mobilitéitsminister gefrot, wéi eng Garë momentan scho konform zum Gesetz vum 7. Januar 2022 an domat accessibel sinn. Eng accessibel Gare bréngt awer net vill, wann d'Zuchwaggonen net och accessibel sinn. Hei huet een d'Méiglechkeet, sech am Viraus bei den CFL unzemellen, fir gehollef ze kréien. Et ass awer net kloer, ob Hëllef ëmmer méiglech ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Waggonen (Gesamtzuel an a Prozent ausgedréckt) vun den CFL sinn net accessibel fir Rollstullfuerer:innen a Persoune mat Kutsch?

2. Wéi vill Waggonen (Gesamtzuel an a Prozent ausgedréckt) kann een duerch eng Ramp accessibel maachen?

Réponse (04/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

All 83 Zich vun den CFL sinn accessibel fir Rollstullfuerer/innen a Persoune mat Kutsch. Bei Faarten u Bord vu engem vun den 21 eeleren Zich vun der Serie Z2000 ass et awer sou, datt e Client mat Rollstull sech muss am Virfeld beim Service PMR (per Mail: pmr@cfl.lu oder per Telefon: 2489-2489) mellen, dëst well dës Serie vun Zich, duerch hir Konstruktioun, keng Ramp kann d'office mat sech féieren.

Dëse Service trëfft dann déi néideg Dispositiounen, fir datt an dësem Zuch dann och eng Ramp bereetsteet fir de Client.

Am Fall vun enger Persoun mat Kutsch, déi an engem Zuch vun dëser Serie wëll matfueren, ass dës Demarche net néideg.

Bis op déi besoten 21 Zich vun der Serie Z2000 verfügen all d'Zich iwwer Rampen, déi sech u Bord vun dëse befannen a bei Bedarf kënnen agesat ginn. Dëst entsprécht de Moment 74,7 % vum Rullmaterial.

Mat der Liwwerung vun de 34 neien duebelstäckegen Automotricë vun der Serie 2400/2450, tëschent 2023 an 2025, wäerten d'Zich vun der Serie Z2000 dann awer progressiv ausser Betrib geholl ginn, soudatt duerno 100 % vun den Zich iwwer Rampe verfügen.

Schéma de fraude dit « CumCum » | Question **7913** (21/04/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Plusieurs perquisitions ont eu lieu dans cinq établissements bancaires français en région parisienne il y a plusieurs semaines, sur fond de soupçons de fraude fiscale aggravée.

Ces opérations interviennent dans le cadre de cinq enquêtes préliminaires ouvertes les 16 et 17 décembre 2021 du chef de blanchiment aggravé de fraude fiscale aggravée, et pour certaines de fraude fiscale aggravée, relatives au schéma de fraude dit « CumCum », un aller-retour dans le transfert de propriété de titres financiers visant à échapper à l'imposition sur les dividendes.

Les opérations sont conduites par 16 magistrats du Parquet national financier (PNF) français et plus de 150 enquêteurs du service d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF) français, en présence de six procureurs allemands du parquet de Cologne intervenant dans le cadre de la coopération judiciaire européenne.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'une implication éventuelle d'établissements bancaires ou de fonds d'investissements de la place financière du Grand-Duché ?

– Le schéma dit « CumCum » est-il constitutif d'un abus de droit au Luxembourg ?

Réponse (01/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

En réponse à la première question qui a trait à une éventuelle implication d'établissements bancaires ou de fonds d'investissements de la place financière luxembourgeoise dans le schéma dit « CumCum », il convient de réitérer[7] que le secret fiscal, tout comme le secret de l'instruction, s'opposent à ce que les autorités fournissent, le cas échéant, des renseignements sur des cas particuliers ou enquêtes en cours.

Quant à la question de savoir si le schéma dit « CumCum » est constitutif d'un abus de droit au Luxembourg, il doit être renvoyé au § 6 de la Loi d'adaptation fiscale « StAnpG » lequel fixe les éléments constitutifs de l'abus de droit.

En effet, le paragraphe 6 StAnpG dispose que pour apprécier la survenance d'un abus de droit, il est nécessaire d'analyser les circonstances, en particulier commerciales et fiscales, qui entourent chaque cas d'espèce visé. En ce sens, l'alinéa premier dudit paragraphe pose entre autres que : « (1) La loi fiscale ne peut pas être contournée par un abus de formes et d'institutions du droit. Il y a abus au sens de la première phrase si la voie juridique qui, ayant été utilisée pour obtenir, à titre d'objectif principal ou à titre d'un des objectifs principaux, un contournement ou une réduction de la charge d'impôt allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de la loi fiscale, n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents. Aux fins de la présente disposition, la voie juridique, qui peut comprendre plusieurs étapes ou parties, est considérée comme non authentique dans la mesure où elle n'a pas été utilisée pour des motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique. »

En d'autres termes, il n'est pas légitime que le contribuable utilise une voie juridique ayant comme objectif principal ou comme un des objectifs principaux de contourner ou de réduire sa charge d'impôt de façon contraire à l'objet ou à la finalité de la loi fiscale, si cette voie juridique n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents. Finalement, il s'agit d'analyser si une structure ou une transaction a été mise en œuvre avec comme objectif principal de provoquer un contournement ou une réduction de l'impôt allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de la loi fiscale, sans répondre à des motifs commerciaux valables reflétant la réalité économique. Compte tenu du fait que le constat d'un abus de droit au sens du paragraphe 6 de la loi d'adaptation fiscale modifiée exige notamment une analyse quant à l'objectif poursuivi par une structure ou une transaction dans chaque cas de figure donné, et que le contribuable est admis à faire état de considérations économiques justifiant le cas échéant la voie choisie malgré l'apparence établie prima facie par l'État, il n'est pas possible de répondre de façon définitive et absolue à la 2e question.

Chantiers sur la collectrice du Sud à Pétange | Question **7914** (21/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter Jore sinn op der Collectrice zu Péiteng reegelméisseg Bauaarbechten. Jorelaang waren et Aarbechte vum SIACH un engem Reewaasserbaseng, déi dëse Schantjen néideg gemaach hunn, zum Leed vun den Automobilisten.

Ech hat zu deem Schantje parlamentaresch Froe gestallt (Nr. 0586, 2862), well d'Signalisatioun op deem Streckendeel immens schlecht war. Esou hunn sech bei der Markéierung vun der Fuerbunn déi giel Linne mat der wäisser Stroossemarkéierung vermëscht, wat virun allem an der Nuecht zu Visibilitéitsproblemer gefouert huet.

Dëst Joer ass erëm ee Schantjen op dësem Stroossendeel vun der Collectrice opgaangen a vill Leit beschwéieren sech erëm iwwert déi selwecht Problematik. De Schantje schéngt awer elo zënter engem

[7] QPs : n° 0014 du 6 novembre 2018 ; n° 0247 du 22 janvier 2019, n° 1282 du 3 octobre 2019 ainsi que n° 6137 du 2 mai 2022

gudde Mount fäerdeg ze sinn, trotzdeem steet d'Stroossemarkéierung nach ëmmer, zum Ongléck vun den Automobilisten op der Plaz.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass de Schantjen op dësem Streckendeel fäerdeg? Falls jo, zënter wéini a firwat stinn an deem Fall nach ëmmer d'Pottoen an déi giel Stroossemarkéierung? Falls nee, wéini ass e fäerdeg?

2. Handelt et sech ëm de selwechte Schantje vum Waasserbaseng, deen de Minister a senger Äntwert vu virun 3 Joer erwäänt hat?

3. Ass d'Verwaltung nach ëmmer der Meenung, dass de Schantje gutt siichtbar fir d'Automobilisten ass? Hätt ee wierklech näischt kënne besser maachen?

Réponse (26/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Aarbechten, déi op dësem Streckendeel duerchgefouert goufen, sinn ofgeschloss.

D'Entreprise huet freides, den 21. Abrëll a samschdes, den 22. Abrëll d'Signalisatioun zum gréissten Deel ewechgeholl, soudatt de Verkéier erëm esou wéi virdru ka lafen.

ad 2. Nee, an dësem Fall huet et sech ëm Aarbechte vum Netzbedreiwer (Creos) gehandelt.

ad 3. Fir den Impakt vun den Aarbechten op de Verkéier ze reduzéieren, gouf nëmmen eng Verengung vun der Fuerbunn virgeholl, soudatt d'Unzuel vun de Fuersträifen net huet misse reduzéiert ginn.

Allgemeng ass awer ze betounen, datt d'Signalisatioun vum Chantier laut dem Artikel 102 vum Code de la route an der Verantwortung vun deemjéinege läit, deen de Chantier kreéiert:

« 1. La signalisation d'un chantier incombe à celui qui crée le chantier. Toutefois, les signaux qui ont un effet d'interdiction, de restriction ou d'obligation doivent être mis en place par l'autorité compétente ou sous sa surveillance. Si celui qui crée un chantier reste en défaut de mettre la signalisation en place conformément aux prescriptions, il y est suppléé aux frais du défaillant. »

Construction d'une éolienne à Bourglinster | Question **7915** (21/04/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient de la presse quotidienne qu'une société commerciale projette d'implanter une éolienne tout près du village de Bourglinster et partant de son château féodal daté du 13e siècle, classé monument national.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

– L'Institut national du patrimoine a-t-il déjà avisé un pareil projet ? Dans l'affirmative, quelles sont ses conclusions ?

– Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'Institut national du patrimoine devrait aviser automatiquement et obligatoirement tout projet de construction qui pourrait hypothéquer un monument historique ou un site culturel sensible ?

– Madame la Ministre peut-elle évoquer des exemples de monuments et de sites historiques qui ont déjà été hypothéqués par des éoliennes ou autres constructions tels par exemple les châteaux de Bourscheid et de Clervaux à proximité desquels des éoliennes ont été construites ?

Réponse (16/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Le développement des énergies renouvelables sur le territoire national, comme dans tous les pays voisins, est un objectif d'une importance et d'une urgence particulière qui requiert que des installations de production d'énergies renouvelables soient implantées en visant un équilibre juste entre toutes les considérations qui entrent en jeu (p. ex. conditions météorologiques, impacts sonores et visuels, espèces protégées, etc.).

Il y a plus de dix ans, le Service des sites et monuments nationaux, devenu l'Institut national pour le patrimoine architectural – INPA, avait exprimé des réserves concernant l'implantation d'éoliennes dans le champ optique du château de Bourscheid. Depuis, l'INPA n'a plus été saisi en de pareils dossiers.

La loi relative au patrimoine culturel prévoit la possibilité de créer des « secteurs protégés d'intérêt national » ayant pour objectif de mettre en valeur un ou plusieurs biens immeubles classés comme patrimoine culturel national, de permettre un aménagement adéquat des alentours de ces biens et de créer, rétablir ou sauvegarder la cohérence architecturale, urbanistique et paysagère des espaces visés. La loi prévoit dès lors que les travaux de construction ou de transformation, tels que l'installation d'éoliennes, au sein d'un tel secteur protégé soient soumis à une autorisation ministérielle.

Il est prévu que les ministres concernés, à savoir la Ministre de la Culture et le Ministre de l'Énergie, se concertent étroitement dans le cas où les objectifs de protection du patrimoine architectural et de développement d'énergies renouvelables sont susceptibles de se concurrencer.

Installation de radars à Saeul | Question **7916** (21/04/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Enn Dezember 2022 war an der Press ze liesen, datt zu Sëll zwee nei Radare bannent der Uertschaft installéiert ginn an datt ee verbalen Accord tëschent de Gemengeresponsabelen an dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte fonnt gi wier.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7484 vun 18. Januar 2023 ass awer ze liesen, datt just ee Radar zu Sëll geplangt wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gäre follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Radare wäerten zu Sëll installéiert ginn an ëm wéi eng Form vu Radaren handelt et sech?

2. Ass d'Etude iwwert d'Installatioune vun dëse Radaren ofgeschloss? Wa jo, wéi eng Conclusioune sinn dorausser ze zéien?

3. Wéi ass de Planning vun dësen Installatiounen a wéini sollen dës Radaren a Betrib geholl ginn?

4. Gëtt et Konzepter respektiv Pilotprojeten iwwert d'Installatioun vu fixe Radare bannent den Uertschaften?

Réponse (25/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass geplangt, ee stationäre Radar zu Sëll ze installéieren, deen d'Anhale vun der maximal zoulässeger Vitess iwwerwaacht.

ad 2. Aus de bis elo realiséierten Etuden ass zréckbehale ginn, ee Radar inneruerts ze installéieren.

ad 3. Soubal de geplangte Standuert vum Gemengerot confirméiert gouf, ka mat den Aarbechten ugefaange ginn. De Moment kann awer kee genauen Datum, wéini dëse Radar a Betrib soll goen, genannt ginn.

ad 4. Aktuell existéiere schonns 5 Radaren (Rout-Luuchte-Radar an/oder d'Anhale vun der maximal erlaabter Vitess) inneruerts, deemno kann een net méi vun engem Pilotprojet schwätzen.

Situation actuelle au sein des entreprises du secteur immobilier et de la construction | Question **7917** (21/04/2023) de **Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng)

Suite à la remontée des taux d'intérêts sur prêts hypothécaires ainsi que les problèmes d'approvisionnement et l'inflation des coûts de production, les entreprises du secteur immobilier et de la construction rencontrent actuellement des difficultés accrues, l'activité du secteur ayant diminué considérablement au cours des derniers mois. Interrogé par un magazine en ligne, le président de la Chambre immobilière déclarait que faute d'un plan de maintien dans l'emploi, il n'y aurait plus d'alternatives au licenciement de personnel dans le secteur de l'immobilier.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre des Classes moyennes et au Ministre de l'Économie :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des estimations sur le nombre d'entreprises du secteur immobilier et de la construction qui rencontrent actuellement des difficultés financières et qui risquent par conséquent soit de devoir licencier du personnel, soit déclarer faillite ?

2) Selon Messieurs les Ministres, quelles seront les implications à moyen et long terme de cette évolution pour le développement du secteur de l'immobilier et de la construction au Luxembourg ?

Réponse (24/05/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

La situation conjoncturelle difficile n'a jusqu'à présent pas eu d'effets drastiques sur la démographie des entreprises du secteur de la construction.

Le secrétariat du Comité de conjoncture reçoit tous les mois les demandes de chômage partiel et constate que les demandes issues du secteur de la construction ou des agences immobilières se limitent actuellement à environ une demande par mois.

D'après le Statec, le nombre de faillites dans le secteur de la construction double (+107 %) entre le 1er trimestre 2022 et le 1er trimestre 2023. Néanmoins, des recherches effectuées par la Chambre des Métiers montrent que cette hausse exceptionnelle trouve, entre autres, son origine dans la faillite de certains promoteurs immobiliers exploitant plusieurs sociétés, entrainées dans ce sillage. Pour les activités immobilières, les faillites entre le 1er trimestre 2022 et le 1er trimestre 2023 ont augmenté de 11 à 15. La baisse constatée au niveau du volume bâti autorisé dans le secteur résidentiel et des actes de ventes risque d'avoir des conséquences sur divers acteurs intervenant dans le domaine du logement. Ce sont en premier lieu les promoteurs immobiliers, les architectes et les bureaux d'études qui sont impactés, puisqu'ils jouent un rôle essentiel dans la mise en place de projets de construction.

La situation pourrait empirer après les congés collectifs d'été, lorsque les carnets de commandes se seront vidés sans que de nouvelles commandes ne soient entrées. Les petites entreprises de construction sont plus exposées parce que leur carnet de commandes est moins rempli que celui des grandes entités. À titre d'exemple, l'enquête de conjoncture de la Chambre des Métiers montre que 39 % des entreprises ont un carnet de commandes pour une durée inférieure ou égale à 3

mois. Toutefois, ce taux s'élève à 56 % pour les petites entreprises.

Selon une enquête représentative de la Chambre des Métiers relative aux répercussions de la crise énergétique sur les entreprises artisanales, 19 % des entreprises ont déclaré au 1er trimestre 2023 qu'elles pourraient avoir des difficultés à surmonter la crise actuelle.

Pour éviter une crise plus profonde du marché et une vague de faillites, la Direction générale des classes moyennes est en échange régulier avec le secteur. De plus, lors du Conseil de Gouvernement, le 28 avril 2023, et sur proposition du Premier Ministre, le Gouvernement a décidé de créer une « task force » chargée entre autres d'assurer un suivi de la situation et de la mise en œuvre des mesures en place pour redynamiser le marché immobilier, ainsi que d'étudier si des mesures supplémentaires pourraient avoir un impact positif sur la situation du logement.

Procédures dans le cadre de la construction de bâtiments publics | Question **7918** (24/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Dacks gëtt kritiséiert, dass laang Prozeduren a widderspréchlech Virschréfte vun de Verwaltungen de Bau vu Gebailechkeete géifen onnéideg verlängeren oder blockéieren.

Effektiv sinn z. B. beim Bau vun ëffentleche Gebaier méi Verwaltungen a staatlech Servicer involvéiert, déi hir eege Virschréften a Bestëmmungen hunn, déi sech awer oft net mat de Reegele vun anere Verwaltungen a Servicer decken oder widderspréchlech sinn. Sou sinn z. B. an engem selwechte Gebai d'Norme fir d'Héicht vun de Säll an enger Grondschoul anerer wéi déi wéi fir eng Maison relais. Ausserdeem ass an der Grondschoul d'„sécurité dans la fonction publique" zoustänneg, fir de Contrôle an der Maison relais ass et awer d'ITM. Een anert Beispill ass beim Holzbau, wou et a Saache Brandschutz ënnerschiddlech Virschréfte vun der „sécurité dans la fonction publique", der ITM an dem CGDIS gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Ass d'Regierung bereet, déi ënnerschiddlech Gesetzgeebungen, Virschréften an Norme beim Bau ze regruppéieren an ze harmoniséieren, fir esou d'Prozeduren ze vereinfachen an de Bau ze beschleunegen?

– Ass d'Regierung bereet, ee „Guichet unique" an dësem Beräich ze schafen, wou Bauhären all néideg Informatiounen op enger zentraliséierter Plaz géife virfannen?

– Wat hält d'Regierung vun der Ausaarbechtung vun engem „Code de la constructioun"?

Réponse (09/06/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Gesetzgeebung iwwert d'Sécherheet an der Fonction publique setzt exklusiv de Kader fir Organisatiounsmoossname fir Gesondheet a Wuelbefanne vun de Persoune wärend hire berufflechen, schouleschen an ausserschouleschen Aktivitéiten. Des Weideren ënnerstëtzen d'Prozedure vum prealabelen Exame vum Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP) déi vum Gesetz festgehale Responsabel beim Ausschaffe vum Planungsdossier, fir datt keng wichteg europäesch oder national Reglementatiounen an Normen iwwersi ginn. Hei ass et eng Prioritéit, fir och den technesche Fortschrëtt ze berücksichtegen an innovativ Léisunge vum Secteur ze erméiglechen.

Um Terrain fënnt och haut schonn a ville Fäll eng Harmonisatioun statt. Ee gutt Beispill dofir ass de Brandschutz. Effektiv gëtt et säit dem Akraafttriede vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 betreffend „établissements classés" Aarbechtsgruppe mat der ITM an dem CGDIS, déi bei der Elaboratioun vun neie gemeinsame Virschréfte respektiv der Upassung vu besteeënde gemeinsame Virschréften d'Evolutioun vun der Technik berücksichtegen (z. B. am Holzbau, bei Parkingen, Fotovoltaikanlagen asw.). An deem Kontext gesäit den Artikel 104 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet och d'Schafe vun der Commission consultative de prévention d'incendie vir. Dës Kommissioun ass mat Representantë vun de betraffene Ministèren a Verwaltungen (ë. a. Bâtiments publics, CGDIS, SNSFP an ITM) souwéi verschiddenen Utilisateuren (OAI asw.) besat.

En anert Beispill sinn d'Maisons relais an der Schoul. Et gëtt säit dem 15. Juli 2016 eng Circulaire zu enger harmoniséierter Prozedur, déi d'Zesummenaarbecht vun den Autoritéite mat de Bauhären an deem Beräich detailléiert beschreift.

De Centre de ressources des technologies et de l'innovation pour le bâtiment GIE (CRTI-B) steet all den Intervenantë beim Bau zur Säit. Hei ënnerstëtzt de Minister fir d'Fonction publique den Ausbau vun de Partenairë vum GIE.

A ville Fäll, a besonnesch bei Projeten, déi ënnert d'Kommodosgesetz falen, musse Projete mat der Zilgeebung vum jeeweilege Gesetz individuell gekuckt ginn. D'Baugeneemegunge mussen ëmmer am Aklang mat deene jeeweilege PAGe sinn, déi vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn. Gemeinsam Reuniounen tëschent Bauhär, Architekt, Bureau d'études an ITM oder aneren Autoritéite wäerten ëmmer néideg sinn.

Haut scho kann de Bauhär respektiv den Architekt oder de Bureau d'études déi néideg Informatiounen a Virgoensweis kréien, andeems hien, wéi et schonn an der Praxis Usus ass, déi zoustänneg Autoritéite sou fréi wéi méiglech kontaktéiert. Aus deem Grond bidden déi meescht Gemengen en elektronesche Guichet un, fir déi eenzel Acteuren ze guidéieren.

Grondufuerderunge fir d'Konformitéit vun de Bauprodukter, déi an engem Ouvrage (Gebai) agebaut ginn, sinn am EU-Reglement N° 305/2011 festgehalen. Vill zousätzlech Reegelen an harmoniséiert Norme fir de Bau ginn op europäeschem Niveau an ënner Matwierke vun de Lëtzebuerger Instanzen ausgeschafft. Zu Lëtzebuerg ass den ILNAS zoustänneg, fir d'Konformitéit vun de Bauprodukter par rapport zu den uewe genannte Grondufuerderungen ze kontrolléieren.

Den ILNAS transposéiert déi harmoniséiert Normen um nationalen Niveau, andeems d'Referenzen am Journal officiel publizéiert ginn.

Déi concernéiert Acteure schaffen hei zesummen, fir dem Secteur d'Ufuerderunge sou einfach wéi méiglech zougänglech ze maachen.

Enseignants des Écoles européennes | Question **7919** (24/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An den ëffentlechen Europaschoule ginn d'Enseignanten no den offizielle Krittäre vun den Europaschoulen agestallt. Et gëtt awer och Lycéeën zu Lëtzebuerg, déi parallell zum „klasseschen" Enseignement secondaire eng europäesch Filière ubidden. Mengen Informatiounen no kënnt et do vir, dass spezifescht Léierpersonal vum „Enseignement européen" och op Klasse vum normalen ëffentleche Secondaire enseignéiert.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass spezifescht Léierpersonal vum „Enseignement européen" a Lycéeë mat enger duebeler Offer och op Klasse vum normalen ëffentleche Secondaire enseignéiert?

2. Wa jo, kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéi vill Enseignanten aus dem „Enseignement européen" an deem Fall sinn, wéi eng Fächer dovu betraff sinn an ob iwwerpréift ginn ass, ob dës Leit d'Krittären erfëllen, fir am normalen ëffentleche Schoulsystem dierfen ze ënnerriichten?

3. Ganz allgemeng, wéi ass d'Verhältnis tëschent Fonctionnairen a Chargés de cours an den ëffentlechen Europaschoulen, am Total an opgeschlësselt no Lycée?

Réponse (09/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et gëtt aktuell sechs Schoulen, déi en Enseignement européen ubidden; et sinn dëst d'École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE), de Lënster Lycée International School (LLIS), de Lycée Edward Steichen (LESC), d'École internationale de Mondorf-les-Bains (EIMLB), d'École internationale Mersch Anne Beffort (EIMAB) an d'École internationale Gaston Thorn (EIGT).

ad 1. an 2. An enger Schoul intervenéiert Léierpersonal vum Enseignement européen och op Klasse vum nationalen Enseignement secondaire. Et handelt sech dobäi ëm en Total vu 55 Stonnen, déi vun 10 Enseignantë gehale ginn. D'Zuel vu 55 Stonnen ass extreem geréng am Verglach zu der Gesamtzuel vun de gehalene Stonnen; et sief och nach bemierkt, datt et ganz schwiereg ass, den Equilibrage vun den Tâchen ze maachen an enger Schoul, déi am Opbau begraff ass, an zwee Systemer ubitt, deen europäeschen an deen nationalen.

D'Verdeelung vun der Stonnenzuel no Fächer gesäit follgendermoossen aus:

Däitsch	4
Englesch	5
Franséisch	10,5
Geschicht	2
Informatik	5
Latäin	16,5
Optiounscoursen	4
Sciences sociales	2
Sport	5
Vie et société	1

D'Enseignanten, déi dës Stonnen halen, sinn ënnert dem Regimm vum „Employé enseignant" agestallt ginn, d. h. si hunn en Zougang zum Beruff vum Enseignant a si verfügen iwwer fënnef Joer Beruffserfarung. Si enseignéieren all an hirer Mammesprooch a sinn opgrond vum hirem spezielle Regimm an enger vun den administrative Sprooche getest ginn. Donieft ass séchergestallt, datt si mat Elteren a Schüler Berodungsgespréicher kënne féieren.

ad 3. An den ëffentlechen Europaschoule gesäit d'Verhältnis tëscht Fonctionnairen an Employéen (Maternel, Primaire a Secondaire) follgendermoossen aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Immatriculation des voitures des réfugiés ukrainiens | Question **7920** (24/04/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 3. Abrëll 2023 war am däitsche „FOCUS" ze liesen, datt de Banneminister vu Sachsen Autoe vun

ukrainesche Flüchtlingen, déi net verséchert sinn, net méi um Verkéier deelhuele loosse wëll. Fir dës Autoe gouf et eng Ausnamereegelung fir den Zäitraum vun engem Joer. Eng nei Zouloossung vun den Autoe war net néideg, mee déi Ausnamereegelung leeft a ville Fäll aus. Sachsen hat entscheet, bis den 30. Juni déi Ausnamereegelung ze verlängeren. An der Ukrain zougeloossen Autoe mat enger gülteger Zouloossung an enger Auto-Haftflichtversécherung däerfe weider um Verkéier deelhuelen. Am Fall vun engem Accident mat engem net versécherten ukraineschen Auto géif d'Verkéiersafferhëllef, eng däitsch Auto-Haftflichtversécherung-Ariichtung, fir de Schued opkommen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Muss en Auto vun engem ukrainesche Flüchtling spéitstens 6 Méint no senger Arees zu Lëtzebuerg zougelooss oder immatrikuléiert ginn oder gëtt et eng Ausnamereegelung?

2. Ginn déi ukrainesch Flüchtlingen, déi mat engem Auto an d'Land komm sinn, iwwert d'Zouloossungsprozedur vum Auto informéiert?

3. Ween iwwerhëlt d'Verantwortung am Fall vun engem Accident, un deem en net versécherten ukraineschen Auto bedeelegt ass an eng Schold dréit?

4. Ass garantéiert, datt de Versécherungsschutz vun engem Auto, dee bei enger ukrainescher Versécherungsgesellschaft verséchert ass an zu Lëtzebuerg mat enger ukrainescher Plack fiert, an der Héicht vun de Leeschtungen an de Prozedure mat deem vun enger lëtzebuergescher Gesellschaft vergläichbar ass?

Réponse (25/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen a Relatioun mat der Obligatioun, fir Gefierer, déi am Kader vum Krich an der Ukrain vu Flüchtlinge mat op Lëtzebuerg bruecht goufen, unzemellen an ze assuréieren.

Als Alleréischt ass ze soen, datt, am Verglach zu de Flüchtlingen, déi bis dato op Lëtzebuerg komm sinn, bei de Krichsflüchtlingen aus der Ukrain et méi oft kann observéiert ginn, datt se een Auto aus hirem Heemechtsland matbréngen. Dëst kënnt an éischter Linn dohier, datt d'EU-Grenze fir ukrainesch Flüchtlingen opgemaach goufen.

Grondsätzlech ass et esou, datt all Gefier, wat umeldungsflichteg ass a wat zu Lëtzebuerg op den ëffentleche Stroossen zirkuléiert, muss assuréiert sinn. An dësem Zesummenhang ass och dorobber ze verweisen, datt laut den nationale Bestëmmunge keen Auto kann ugemellt ginn, wa keng Assurance fir dësen Auto virläit. Dëst kann natierlech nëmmen zum Moment vun der Immatrikulatioun kontrolléiert ginn. Zousätzlech dozou gëtt d'Assurance obligatoresch am Kader vun der technescher Kontroll vun de Gefierer souwéi bei de Verkéierskontrolle vun der Police oder der Douane iwwerpréift.

Wann ee Gefier aus der Ukrain op Lëtzebuerg kënnt, besteet och fir dëst Gefier natierlech eng Obligatioun, eng Assurance ze hunn. An dësem Zesummenhang muss dorobber verwise ginn, datt d'Ukrain dem internationalen Ofkommes vu Versécherungskaarte vu Gefierer am Joer 1997 bäigetrueden ass. Dëst erliichtert déi konform Notzung vun an der Ukrain immatrikuléierten Autoen an der EU. Duerch dësen Accord ass et de Besëtzer vun engem an der Ukrain ugemellten Auto méiglech, dësen zu Lëtzebuerg, esouwéi am Rescht vun der EU, mat enger an der Ukrain ausgestallter Assurance ze benotzen, ouni datt eng zousätzlech Assurance muss gemaach ginn. Iwwert eng sougenannte „Green Card" kann d'Couverture vun der Assurance nogewise ginn. Grondsätzlech ginn dës Pabeiere beim Antrieden an de Schenge-Raum kontrolléiert. Woubäi et am Kader vum Krich bedéngt duerch den zäitweis grousse Flüchtlingsstroum och sécherlech Gefierer gouf, déi an de Schenge-Raum komm sinn, ouni datt se den Noweis vun der Assurance iwwert dës Green Card mat dobäi haten.

Nodeems d'Flüchtlingen de Statut vun der temporärer Protektioun kritt hunn, hunn se d'Obligatioun, sech an der Gemeng, wou se wunnen, unzemellen. Dësen Datum ass och de Stéchpunkt, ab deem eng 6 Méint Frist uleeft, bis wéini den Auto, deen aus der Ukrain importéiert gouf, muss a Lëtzebuerg ugemellt ginn. Hei gëtt keen Ënnerscheed gemaach, aus wéi engem Land dat Gefier importéiert gouf. Dës Informatioune sinn och transparent am FAQ fir Krichsflüchtlingen aus der Ukrain um Internetsite vum Ausseminister nozeliesen, wou och een direkte Verweis op de Site vun der SNCA gemaach gëtt.

Deemno muss spéitstens 6 Méint, nodeems dës Persounen a Lëtzebuerg een offizielle Wunnsëtz hunn, och hiren Auto mat enger Lëtzebuerger Assurance ofgedeckt sinn, fir d'Gefier kënnen zu Lëtzebuerg unzemellen. Bei der Umeldung ginn dës Gefierer dann oft als Véhicule à titre personnel agestuuft, well se net onbedéngt den EU-Bestëmmungen entspriechen. Duerch dës Umeldung ass et duerno och net méiglech, datt déi Gefierer um EU-Marché verkaf kënne ginn, ausser natierlech, se entspriechen engem an der EU homologéierte Gefier.

Deemno ka resüméiert ginn, datt am Prinzipp iwwert de Green Card System d'Gefierer, déi aus der Ukrain op Lëtzebuerg kommen an eng gülteg ukrainesch Assurance hunn, wärend den éischte 6 Méint am Grand-Duché dierfe fueren an och entspriechend assuréiert sinn. 6 Méint nodeems de Besëtzer zu Lëtzebuerg ee Wunnsëtz huet, mussen d'Gefierer hei zu Lëtzebuerg ugemellt ginn an och eng Lëtzebuerger Assurance hunn. Am Fall wou dat Gefier keng Assurance huet, déi kann iwwert eng Green Card oder eng Lëtzebuerger Assurance nogewise ginn, ass dat Gefier net konform op de Lëtzebuerger Stroossen ënnerwee a kann och dowéinst vun den zoustännegen Autoritéite protokolléiert ginn.

Ass ee Gefier net konform assuréiert, wéi dat och de Fall bei all anerem a Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier ka sinn, da kënnt am Fall vun engem vum Chauffer vun dësem Gefier verschélten Accident de Fonds de garantie fir déi aner implizéiert Partei op.

Geo-tracking par les CFL au nouveau P&R à Rodange | Question **7921** (24/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'lescht Woch gouf den neie Park&Ride zu Rodange offiziell ageweit an opgemaach. Dëse P&R soll dofir suergen, dass manner Leit mam Auto an d'Land fueren, mee hiren Auto hei stoe loossen, fir mam Zuch oder Bus weider op hir Aarbechtsplaz ze fueren. Souwuel Frontaliere wéi och Awunner aus Lëtzebuerg kënnen de Parking dofir gratis notzen, 24 Stonne laang.

Fir dës gratis Offer kënne wouerzehuelen, mussen d'Leit awer eng App eroflueden an erlaben, dass dës App ee GPS-Tracking vun hinne mécht. Wien sech manner wéi 1,5 Kilometer vum Parking ewechbeweegt an duerno zeréckkënnt, dee muss de Parking bezuelen. Dës Method, fir Parkingabusen ze verhënneren, entsprécht net engem Prinzipp vun Datespuersamkeet. Aner Parkingen, wéi z. B. de P&R Bouillon, hunn dëse System net an trotzdeem gëtt et hei keng Abusen, well de Parkingsticket maximal 24 Stonne laang gëlteg ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kënne Leit, déi net wëlle vun der App getracked ginn, aner Méiglechkeete benotzen, fir vun der gratis Offer ze profitéieren?

2. Wéi laang ginn d'Donnéeë vun der CFL-App gehalen a wou ginn se gespäichert?

3. Wien huet Accès op d'Donnéeë vun der App a fir wéi eng aner Zwecker, wéi d'Kontroll vu Parkabusen, gi se genotzt?

4. Kënnen d'Donnéeën, déi d'App sammelt, genotzt ginn, fir Beweegungsprofiller vun de Leit unzeleeën? Falls jo, ass dat de Modell vun Dateschutz an Datespuersamkeet vun dëser Regierung?

Réponse (30/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Generell gesäit d'Konzept vun de P&Re vum Stat, déi d'CFL exploitéieren, vir, deem Client vun de Parkingen, deen nom Parken op eng méi nohalteg Aart a Weis weiderreest, also entweeder den ëffentlechen Transport oder de Vëlo benotzt, oder mat engem aneren Automobilist covoituréiert, de Parking 24 Stonne gratis unzebidden.

Wann ee wëll, dass ee Parking just als Park&Ride benotzt gëtt, da muss ee béid Aspekter kontrolléieren – souwuel de „Park" wéi och de „Ride". De „Park" gëtt iwwert d'Parkdauer vu 24 Stonne kontrolléiert. De „Ride", also d'Weiderfueren nom Parken, gëtt a Länner a Stied, wou den ëffentlechen Transport net gratis ass, zum Beispill zu Amsterdam, duerch een Check-out iwwert de Billjee vum ëffentlechen Transport kontrolléiert. Fir de bëllegen (oder gratis) Tariff am Parking ze kréien, muss de Client beim Retour virweisen, dass en säi Billjee den Dag op der Haaptdestinatioun vum ëffentlechen Transport, wäit vum Parking ewech, validéiert huet.

Mam gratis ëffentlechen Transport säit dem 29. Februar 2020, fale souwuel d'mKaart ewéi d'Kontroll an der zweeter Klass vun der Eisebunn, an och d'Validéieren an de Bussen ewech. Den Check-out kann also net méi iwwert de Wee vum Titre de transport gemaach ginn. Fir dem Client, dee P&R wëllt maachen, trotzdeem kënne 24 Stonne Gratisparken unzebidden, an zwar egal, ob e vun do aus mam Zuch, Bus, Vëlo oder als Covoitureur eng gréisser Distanz weiderreest, huet sech eng Beweiserbréngung iwwer Smartphone als déi fir de Client bequeemsten a fir d'CFL praktikabelst Léisung erausgestallt. De Client ka sech d'CFL-P&R-App gratis eroflueden an sech gratis enregistréieren.

Zousätzlech bitt all P&R vun de CFL 30 Minutte Gratisparken u fir eng Dépose-minute. No deenen 30 Minutten hunn déi Leit, déi net wëlle vun der App getracked ginn, keng aner Méiglechkeeten, fir vun der gratis Offer ze profitéieren, well den Tracking noutwenneg ass, fir kënnen ze beweisen, dass een sech nom Parken iwwert eng gréisser Distanz deplacéiert huet.

Wann ee just de „Park", mä net och de „Ride" kontrolléiert, da gëtt de Parking, wéi dat zum Beispill Schüler vum Campus Geesseknäppchen um Parking „Bouillon" an der Stad maachen, am Sënn vun engem Quartiersparking och vun Autoe beluecht, deenen hir Insassen direkt beim Parking hir Destinatioun hunn.

Wéi laang d'Donnéeë vun der CFL-App gehalen a wou se gespäichert ginn, ass an der ëffentlech zougänglecher Dateschutzbestëmmung https://www.cfl.lu/fr-fr/legalinfos/detail/notice-d-information-en-matiere-de-protection-(4) opgefouert. D'Tracking-Donnéeë gi 6 Méint laang no der Benotzung gehalen, dëst och zum Deel als Iwwerpréifméiglechkeet bei Contestatiounen

oder bei Reklamatiounen. Dës Tracking-Donnéeë ginn op engem Server gespäichert, deen de CFL reservéiert, a bei engem Partner vun de CFL a Westeuropa gehost ass.

Laut veröffentlechter Dateschutzbestëmmung huet e reduzéierten Undeel u CFL-Mataarbechter, déi de Betrib vun de P&R-Anlagen a vun der App betreien, Zougréff op dës Donnéeën. Prinzipiell kënnen dës Donnéeën och benotzt ginn, fir Parkabusen ze erkennen. Am Fall vun engem Incident oder engem Abus kënne laut veröffentlechter Dateschutzbestëmmung och aner administrativ Mataarbechter vun de CFL dës Daten agesinn.

D'Erstellung vun engem Beweegungsprofil mëttels de gesammelten Donnéeën ass net méiglech. Laut veröffentlechter Dateschutzbestëmmung gi just follgend Donnéeë 6 Méint laang gehalen: den Agangspunkt an de P&R an entweeder den éischte Punkt ausserhalb der Zon, wou et Gratuitéit gëtt, oder dee leschte Punkt an der Zon, wann déi net innerhalb vu 24 Stonne verlooss gouf. All Tëschepunkt gëtt beim Empfang vum neie Punkt geläscht. Prinzipiell gëtt ongefäier all 5 Minutten nei lokaliséiert. Schlussendlech huet d'App also net méi Localisatiounsinformatioun gespäichert, wéi wann den Check-out iwwert mëttels Titre de transport iwwert ee geolokaliséierte Valideur gemaach géif.

D'Unzuel vun den Donnéeë gouf op e strikte Minimum begrenzt, fir déi funktional Ufuerderungen ze erfëllen.

Validité du passeport | Question **7922** (24/04/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

De Lëtzebuerger Pass huet ab dem Alter vu 4 Joer eng Gültegkeet vu 5 Joer. A villen aneren europäesche Länner ass de Pass bis zu 10 Joer valabel. An Däitschland ass de Pass fir Persounen ab 24 Joer 10 Joer valabel, ënner 24 Joer 6 Joer. A Frankräich ass de Pass bis 18 Joer 5 Joer laang gülteg, iwwer 18 Joer 10 Joer. An der Belsch ass de Pass 5 Joer gülteg fir Mineuren a 7 Joer fir Erwuessener.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat sinn zu Lëtzebuerg d'Päss just 5 Joer valabel?

2. Gëtt zu Lëtzebuerg dru geduecht, d'Validitéitszäit vun de Päss no uewen ze adaptéieren?

3. Wat sinn d'Grënn dofir respektiv fir géint eng méi laang Gültegkeet vun de Päss?

Réponse (23/05/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Déi maximal Gültegkeet vum Lëtzebuerger Pass ass festgehal am Artikel 6 vum „règlement grand-ducal du 12 février 2015 portant exécution de la loi modifiée du 14 avril 1934, fixant les modalités pour l'obtention d'un passeport biométrique, titre de voyage biométrique pour étrangers, apatrides et réfugiés et établissant un droit de chancellerie pour légalisations d'actes". Déi maximal Gültegkeet ass dorops zréckzeféieren, dass déi elektronesch Composantë vum Pass (Chip) aktuell just fir 5 Joer garantéiert sinn, sou wéi dat am deemolege Marché public virgesi war.

ad 2. De MAEE huet schonn ugefaang, un deem neie Pass ze schaffen, dee viraussiichtlech am Laf vun 2025 wäert agefouert ginn. An deem Kader wäert e Projet de loi deposéiert ginn, dee wäert ënner anerem virgesinn, dass fir Erwuessener ab dem Alter vun 18 Joer d'Gültegkeet vum Pass op 10 Joer eropgesat gëtt.

ad 3. Fir déi vill Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen, an déi dacks musse wäit reesen, fir eng Passdemande mat Biometrie op engem Konsulat ze maachen, ass eng méi laang Gültegkeet eng grouss Erliichterung.

Oncologie pédiatrique | Question **7923** (25/04/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An de Conclusiounen zum Debat iwwert d'Petitioun 2232 war festgehale ginn, datt de Beräich vun der Kanner-Onkologie dréngend misst ausgebaut ginn, fir datt déi betraffe Kanner kënnen esou gutt wéi méiglech en charge geholl ginn.

An deem Zesummenhang géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Huet mëttlerweil, sou wéi et an de Conclusioune vum Debat festgehale gi war, eng Entrevue mat de Verantwortleche vum CHL stattfonnt?
– Wa jo, wat sinn d'Resultater vun der Entrevue?

2. Besteet de Besoin, fir weider Dokteren am Beräich vun der Oncologie pédiatrique anzestellen?
– Wa jo, konnt schonn e Spezialist rekrutéiert ginn?
– Wa jo, ginn elo déi international Krittären erfëllt?

3. Wie bezilt am Moment den zweete Kriibsdokter, de CHL oder weiderhin d'Fondatioun Kriibskrank Kanner?

4. Bei wéi vill Kanner ass zanter 2018 pro Joer Kriibs diagnostizéiert ginn?
– Wéi vill Kanner hu missen am Ausland behandelt ginn?

Réponse (06/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Kader vum Suivi mat de Verantwortleche vum CHL ass eng Bestandsopnam vun der Situatioun realiséiert gi mat der Ënnerstëtzung vun enger franséischer an enger nationaler Expertin. Zesumme mat den Acteure vum Terrain si follgend Punkte festgehale ginn:

– den therapeutesche Perimeter, ewéi eng Pathologien zu Lëtzebuerg behandelt kënne ginn an ewéi eng an d'Ausland transferéiert ginn op Basis vun der Raritéit vum Virkommen, gouf festgehalen an diskutéiert;
– all nei diagnostizéiert Kriibsfäll zu Lëtzebuerg sollten am Service national d'onco-hématologie pédiatrique (SNOHP) behandelt respektiv suivéiert ginn, dëst, fir déi néideg „masse critique" an der Behandlung ze erreechen, een nationale komplette Regëster vun alle Fäll sécherzestellen an och d'Prise en charge zu Lëtzebuerg respektiv am Ausland ze optimiséieren;
– den Ausbau vun der Kollaboratioun mat auslännesche Referenzzentren an ee strukturéierten Austausch mat den Doktere vum SNOPH betreffend d'Evolutioun vun der Prise en charge;
– d'Méiglechkeet vun enger palliativer Bestralung am Centre François Baclesse;
– d'Wichtegkeet vun der Extensioun vun der Kanner-Klinik an Ariichtung vun enger separater Unitéit fir den SNOPH mat 4 Statiounsbetter a 4 ambulante Better. Dëse Projet ass an der Ausféierungsphas.

Fir dës Punkten ëmzesetzen an ze suivéieren, gouf ee Comité de pilotage op d'Bee gestallt.

ad 2. Déi Verantwortlech bestätegen, dass am Moment kee Besoin besteet, een zousätzlechen Oncopediater anzestellen.

ad 3. Déi zwee Oncopediater ginn integral vum CHL bezuelt.

ad 4. Souwäit d'Donnéeë vum Service d'oncopédiatrie vum CHL (SNOPH) exhaustiv sinn, ass heidrënner d'Unzuel vun de Kanner (< 15 Joer) duergestallt mat nei diagnostizéiertem Kriibs tëschent 2019 an 2022 a wou d'Behandlung virgeholl konnt ginn:
fir 2018 leie keng Donnéeë vir;
2019: 16 nei Fäll, dovunner 8 transferéiert un auslännesch Zentren;
2020: 19 nei Fäll, dovunner 10 traitéiert am SNOPH an Zesummenaarbecht mat aneren Zentren an 9 an d'Ausland transferéiert;
2021: 24 nei Fäll, dovunner 6 integral am SNOPH traitéiert an 18 an Zesummenaarbecht mat Zentren am Ausland;
2022: 22 nei Fäll, dovunner 9 integral am SNOPH traitéiert an 13 an Zesummenaarbecht mat Zentren am Ausland.

Finances communales | Question **7924** (25/04/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

– Madame le Ministre peut-elle fournir dans un tableau pour l'année 2022 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

– Madame le Ministre peut-elle fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2022 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

– Madame le Ministre peut-elle fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2022 ?

– Madame le Ministre peut-elle me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2020, 2021 et 2022 ?

Réponse (17/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Député s'enquiert du décompte 2022 du Fonds de dotation globale des communes (FDGC), de l'Impôt commercial communal (ICC) et de la participation au Fonds de l'emploi.

La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs du FDGC qui regroupe une partie des recettes de l'ICC, à savoir :

1. Une dotation forfaitaire
2. La population ajustée (81 % de la dotation)
3. Les emplois salariés (3 %)
4. L'indice socio-économique (9-10 %)
5. Les logements sociaux (0-1 %)
6. La superficie totale ajustée (5 %)

Je tiens à préciser que la refonte du mécanisme de participation des communes à l'ICC ainsi qu'au Fonds de l'emploi a été également un élément de la réforme globale des finances communales. De ce fait, il est important de soulever que les dotations totales par habitant des communes, telles que demandées par l'honorable Député, ne se prêtent pas à une comparaison objective sans tenir compte de la participation par commune au Fonds de l'emploi.

Un tableau annexé à la présente reproduit les chiffres détaillés des finances communales des années 2020,

2021 et 2022 tels que demandés par l'honorable Député.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Vaccins contre la Covid-19 | Question **7925** (25/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Vu datt d'Coronapandemie esouwäit eriwwer ass, publizéiert de Gesondheetsministère zanter dem 23. Mäerz keng Wocheberichter mat de Statistike méi. Aus dëse Rapporten ass och ervirgaangen, wéi vill Impfstoff an der jeeweileger Woch geliwwert gouf. Eng Rei europäesch Länner hunn d'EU-Kommissioun opgefuerdert, nach eng Kéier mat den Hiersteller ze verhandelen, well praktesch kee Vaccin méi gebraucht gëtt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass zanter dem 23. Mäerz nach Impfstoff op Lëtzebuerg geliwwert ginn, a wa jo, wéi vill Dose si vun den eenzelen Hiersteller ukomm?

2. Wéi vill Dosen huet Lëtzebuerg nach an der Reserv?

3. Wat passéiert mat dësen Dosen, vu datt bal keng Nofro méi do ass?

4. Huet Lëtzebuerg sech dofir agesat, datt d'EU-Kommissioun nach eng Kéier mat den Impfstoffproduzenten noverhandelt, fir d'Liwwerungen ze reduzéiere respektiv ganz ze stoppen?
– Wa jo, wat ass bis elo an deem Dossier geschitt?

Réponse (06/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Zanter dem 23. Mäerz 2023 si 34.000 Dosen Nuvaxovid op Lëtzebuerg geliwwert ginn. Dës Dose waren initial virgesinn, fir am Hierscht 2022 geliwwert ze ginn, mee opgrond vum Absorptiounstaux an de Verfallsdatumer vun de respektiven Dosen ass e Report vun de Liwwerungen ugefrot ginn.

ad 2. Den nationale Stock vu Covid-19-Impfdosen huet sech de 15. Mee 2023 op 966.519 belaf.

ad 3. Am Moment ginn effektiv wéineg Impfdose verschafft, mee am Fall vun enger eventueller neier Infektiounswell ass de Stock grouss genuch, fir d'ganz Lëtzebuerger Bevëlkerung mat Impfstoff ze versuergen.

Des Weideren ass kierzlech een Ofkommes tëschent Pfizer, Gavi a Frankräich (a sengem Rôle als „Vermëttlungsland" am Kader vun de Comirnaty-Spenden) ënnerschriwwe ginn, wat de Memberstaten et erméiglecht, Spende vun hirem nationale Stock iwwert de COVAX-Mechanismus ze realiséieren. Dës Méiglechkeet kéint, falls et sech sollt als néideg erweisen, vu Lëtzebuerg genotzt ginn.

ad 4. Lëtzebuerg ass un den Diskussioune mat der Europäescher Kommissioun bedeelegt, fir mat den Impfstoffproduzenten nei ze verhandelen en vue vun enger Reduzéierung vun de järlech geplangte Liwwerungen.

– An deem Moment, wou d'Kontrakter mat den Impfstoffproduzenten ënnerschriwwe goufen, war Europa an enger sanitärer Noutsituatioun an d'Previsioune sinn op Basis vu verschiddenen Evolutiounszenarie vun der Pandemie gemaach ginn. Déi kontraktuell festgeluechte Quantitéite sollten eng flächendeckend Impfung vun der ganzer europäescher Bevëlkerung garantéieren an esou e Wee aus der Kris méiglech maachen.

Duerch d'Evolutioun vum Virus u sech an duerch d'Gesamtsituatioun an der Welt huet den Asaz vun den Impfstoffer och evoluéiert; dowéinst hunn d'Memberstaaten sech gezwonge gesinn, d'Quantitéiten an d'Liwwerungszäitpunkter ze iwwerdenken.

D'Verhandlunge mat de Produzenten hunn et méiglech gemaach, déi reschtlech Liwwerquantitéiten un Impfdosen op déi nächst véier Joer ze verdeelen a beim aktuelle Präis ze bleiwen (19,50 EUR pro Dos), fir esou e permanente Stock un Impfstoffer bis 2026 kënnen ze garantéieren an op dësem Wee enger eventueller neier Epidemiewell schnell kënnen entgéintzewierken. Op europäeschem Niveau ass déi reschtlech Liwwerquantitéit vu 450 Milliounen Dosen op 285 Milliounen Dosen erofgaang.

Contournement d'Alzingen | Question **7926** (25/04/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

De Minister hat de Bierger am Kader vun der „Consultation publique" de 24. Februar 2022 zougesot, datt d'Finanzéierungsgesetz iwwert de „Contournement d'Alzingen" nach an dëser Legislaturperiod an der Chamber géif gestëmmt ginn.

Am November 2022 huet de Regierungsrot den Tracé vum Contournement zréckbehalen.

Op Basis vun dëser Decisioun wäerten den detailléierte Virprojet wéi och d'Kompensatiounsmesurë vun der Stroossebauverwaltung weider ausgeschafft a finaliséiert ginn, huet de Minister Enn lescht Joer gesot.

Eréischt wann dës Etuden ofgeschloss sinn, kann de Projet vun engem Finanzéierungsgesetz presentéiert ginn.

De Minister hat am Kader vun der „Consultation publique" am Februar 2022 kommunizéiert, datt dës Etuden am Mäerz 2023 kéinten ofgeschloss sinn.

6 Méint no der Decisioun iwwert den Tracé vum Contournement an opgrond vun de genannte Constate wollt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi wäit ass d'Stroossebauverwaltung mam Ausschaffe vum Virprojet wéi och mat de Kompensatiounsmesuren?

2. Wéini ass dat deementspriechend Finanzéierungsgesetz prett, fir vun der Chamber kënne gestëmmt ze ginn?

3. Wéini kënnen d'Aarbechten um „Contournement d'Alzingen" ufänken?

Réponse (26/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den 11. November 2022 huet de Regierungsrot säin Accord ginn, fir d'Nord-West-Variant vun der Alzenger Ëmgeeungsstrooss mat engem Uschloss un de CR159 ze realiséieren, dat wéinst zwéngende Grënn vum iwwerweienden ëffentlechen Interessi („raisons impératives d'intérêt public majeur"). Zousätzlech huet de Regierungsrot säin Accord zum Mesurëkatalog ginn, deen op Basis vun der Évaluation des incidences (EIE) vum 30. Juni 2021 erstallt ginn ass.

Ab dësem Moment konnt um detailléierte Virprojet vun der zréckbehalener Variant geschafft ginn. Am Kader vum detailléierte Virprojet gëtt d'Alzenger Ëmgeeungsstrooss, wéi den Numm et scho seet, am Detail ausgeschafft. Dëst stellt eng weesentlech Etapp duer an hëlt deementspriechend eng gewëssen Zäit an Usproch.

De virgestallte Mesurëkatalog (Kompensatiounsmesuren) gëtt an dëser Etapp dann och parallell weider ausgeschafft an am Projet integréiert.

Enn 2024 soll den detailléierte Virprojet viraussiichtlech virleien.

ad 2. Den entspriechende Virprojet fir ee Finanzéierungsgesetz kann och eréischt no der Fäerdegstellung vum detailléierte Virprojet dem Regierungsrot ënnerbreet ginn.

ad 3. Nom Vott vum Finanzéierungsgesetz duerch d'Chamber duerchleeft de Projet nach déi verschidde Geneemegungsprozeduren, woubäi och déi néideg Terraine fir de Bau vun der Ëmgeeungsstrooss mussen opkaaft ginn. Eréischt wann dës Etappen ofgeschloss sinn, kënnen d'Aarbechten zum Bau vum Contournement ausgeschriwwe ginn. Aus dëse Grënn ass et mir am Moment net méiglech, een Datum fir de Bauufank vun der Alzenger Ëmgeeungsstrooss ze nennen.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt an deene leschte Joren um Houwald mam Chantier vum Reamenagement vun der Rue des Scillas souwéi mam Bau vum Boulevard de Kyiv essenziell Aarbechte fir d'Ubannung vu der Alzenger Ëmgeeungsstrooss un den iwwergeuerdente Reseau scho geleescht goufen.

Résultats de la consultation nationale des acteurs de l'école fondamentale | Question **7927** (25/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Tëschent dem 8. November an dem 17. Dezember 2021 huet d'Uni Lëtzebuerg fir den Observatoire national de la qualité scolaire (ONQS) ënner dem Begréff „Consultation nationale des acteurs de l'école fondamentale" eng Etude um Terrain duerchgefouert. Heibäi haten Enseignanten an Educateuren d'Geleeënheet, iwwer hiren Alldag am Schoulbetrib ze berichten. Laut dem Internetsite vum IFEN gëtt en Atelier zu de Resultater vun dëser Etude organiséiert.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Sinn déi genannten Etuden an déi entspriechend Resultater public?
• Wa jo, wou sinn déi entspriechend Informatiounen disponibel?
• Wann net, kann den Här Minister der Chamber d'Etude an d'Resultater zoukomme loossen?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Regierung huet iwwer de Koalitiounsaccord 2018–2023 dem deemolegen Observatoire national de la qualité scolaire (haut: Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire) den Optrag ginn, fir verschidden Elementer vun der Schoulreform vun 2009 ënnert d'Lupp ze huelen. Konkreet sollten Aspekter wéi d'Organisatiounsformen am Zyklus, d'Zesummenaarbecht tëschent den Enseignanten, de Gebrauch vun ënnerschiddlechen Evaluatiounsformen an d'Zeréckgräifen op Differenzéierungsmoossnamen analyséiert ginn.

Dësen Optrag ass en Deel vum Observatoire senger systeemescher Analys vun der Qualitéit an der Grondschoul. Als éischt Element vun dëser Evaluatioun vun der Schoulreform vun 2009 huet den Observatoire e Sondage bei verschiddenen Acteure vun der Educatioun duerchféiere gelooss, fir d'Aarbechten un der Evaluatioun besser kënnen ze orientéieren. Dëse Sondage huet iwwer Onlinefroebéi (November–Dezember 2021) an iwwer Workshops (Abrëll–Juni 2022 an August–Oktober 2022) stattfonnt.

Dëse Sondage baséiert op international unerkannte Modeller a wëssenschaftlech validéierte Questionnairen, mee fir verschidden Aspekter goufen d'Acteuren och ëm hir Meenung gefrot. Dofir kënnen d'Aussoen och widderspréchlech an net konkluent sinn.

D'Fuerscher vun der Uni.lu weisen op de Risiko hin, wann een d'Resultater wéilt generaliséieren, datt den Echantillon weeder equilibréiert nach representativ wier.

Och gëllt et ze bedenken, datt d'Questionnairë wärend der Covid-19-Pandemie ausgefëllt gi sinn, wou den Drock op d'Enseignantë grouss an d'Aarbechtsrealitéit eng aner war wéi an normalen Zäiten.

An enger zweeter Phas ginn déi Donnéeën aus dëser Consultatioun weider analyséiert, a wäerten an eng Evaluatioun vum Dispositif vun der Reform vun 2009 mat afléissen, déi den Observatoire an deene kommende Méint wäert virhuelen. An dëser systeemescher Analys vun der Qualitéit an der Grondschoul fléissen d'Erkenntnisser vu sämtlechen Etüden, déi an deem Zesummenhang duerchgefouert goufen, zesummen. Esoubal dëse Rapport vum Observatoire mat senge Recommandatioune wäert fäerdeggestallt sinn, wäert den Observatoire der Regierung an der Chamber de Rapport iwwermëttelen. Fir all weider Réckfroe steet den Observatoire dem Parlament, wéi och de Schoulacteure gären zur Verfügung, am Interessi vun enger sachlecher a wëssenschaftlech fundéierter Ausernanersetzung mat der Educatiounspolitick zu Lëtzebuerg.

Et sief nach gesot, datt déi Ausso vun der honorabeler Deputéiert, datt aktuell op der Internetsäit vum IFEN en Atelier zu de Resultater vun der Etüd CAEF organiséiert gëtt, net ka bestätegt ginn.

Impact de l'évolution démographique sur le marché du logement | Question **7928** (26/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi et aus der geschriwwener a geschwater Press ervirgeet, stellt de Logementsminister sech vill Froen iwwert d'Logementskris zu Lëtzebuerg.

Rezent huet de Statec nei Bevëlkerungszuele publizéiert, aus deenen ervirgeet, datt Lëtzebuerg am Joer 2022 erëm e Rekordzouwuess un neien Awunner ze verzeechnen hat. Offiziell ass eis Bevëlkerung – erëm, muss ee bal soen – ëm gutt 15.400 Unitéiten an d'Luucht gaangen. Dat ass bal esou vill, wéi Hesper Awunner huet, an Hesper ass ëmmerhin déi siwentgréisst Gemeng am Land, demografesch gesinn.

Domat net genuch: Bei deem Zouwuess handelt et sech ëm e Sold, et komme jo all Joer Leit an d'Land eran an et wanderen der och erëm aus. D'lescht Joer hat Lëtzebuerg esou méi wéi 31.000 Entréeën ze verzeechnen a gläichzäiteg méi wéi 17.000 Sortien, 17.227 fir genee ze sinn.

Aus der Logementsperspektiv eraus sinn natierlech déi zwou Zuelen interessant. Engersäits ass den Drock, dee vu baussen op de Wunnengsmaart dréckt, riseg, mat méi wéi 31.000 Leit, déi iergendwou ënnerkomme mussen. Anerersäits gi jo och méi wéi 17.000 Leit fort, déi also zumindest theoreetesch e bëssen Drock ewechhuele kéinten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Hu mir iergendeng Indikatioun doriwwer, ob déi Leit, déi fortzéien, dat fir ëmmer maachen an eventuell hir Wunneng zu Lëtzebuerg opginn oder se verlounen?
• Wa jo, ëm wat fir eng Gréisstenuerdnung handelt et sech a kann ee soen, dass doduerch d'Offer um Wunnengsmaart e bësse méi grouss gëtt?
• Wann nee, ass de Minister der Meenung, datt een déi Froen eemol ënnert d'Lupp misst huelen an entweeder mam LISER, mat der Uni, mam Statec, mat der Stëftung IDEA oder mat all deenen zesumme misst kucken, hei eng méi grëndlech Etüd ze maachen?

Réponse (23/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Et ass dem Logementsministère keng Indikatioun doriwwer bekannt, ob déi Leit, déi fortzéien, dat fir ëmmer maachen an eventuell hir Wunneng zu Lëtzebuerg opginn oder se verlounen.

Generell ass et och méi sënnvoll, de Wunnengsbedarf um Nettosold vun der Migratioun auszeriichten ewéi un der renger Immigratioun. Dës ass och d'Approche, déi vum Statec a sengen ënnerschiddleche Projektiounen zum Bedarf u Wunnraum zréckbehale gëtt.

Étude « Plan d'organisation du travail » | Question **7929** (26/04/2023) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

En décembre 2016, des adaptations du droit du travail ont été effectuées en ce qui concerne l'organisation du travail. Avec l'introduction du « Plan d'organisation du travail » (POT), les entreprises ont eu la possibilité de définir des périodes de référence qui devaient permettre une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail des salariés.

La loi de 2016 dispose que 5 ans après l'entrée en vigueur de la loi, un bilan intermédiaire des nouvelles dispositions doit être effectué. Le LISER a été chargé de cette étude par le Ministère du Travail. Le projet a débuté le 23 novembre 2020 et s'est terminé le 31 décembre 2022.

La nouvelle étude du LISER sur la réduction du temps de travail se réfère précisément à l'étude sur le POT, mais aucun résultat de cette dernière n'a encore été publié officiellement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Monsieur le Ministre, pour quelles raisons les résultats de l'étude POT n'ont-ils pas encore été publiés, alors que le LISER lui-même fait référence aux résultats de cette étude ? Quand peut-on s'attendre à une publication des résultats de l'étude POT ?

Réponse (04/05/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le rapport final de l'étude POT a été transmis au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire en date du 16 mars 2023.

Après une analyse interne, ladite étude sera présentée avant l'été aux membres de la commission parlementaire avant d'être présentée au public.

Impact financier du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat | Question **7930** (26/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 17.4.2023 huet d'Madamm Ëmweltminister den aktualiséierten nationale Klimaplang PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) presentéiert. Ënner anerem soll d'CO_2-Stéier all Joer ëm 5 € erhéicht ginn; vun aktuell 30 € pro Tonn op bis zu 45 € pro Tonn am Joer 2026.

Dat betrëfft follgend Energiequellen: Gas, Heizungsmasutt a Sprit, Diesel – och landwirtschaftlechen Diesel – a Bensinn. Domat gi quasi all Bierger an Entreprisen hei am Land erëm zousätzlech finanziell belaascht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi ee finanziellen Impakt huet déi Mesure pro Liter respektiv pro m^3 Gas fir déi genannten Energiequelle fir 2024, 2025 an 2026?

2. Wéi ass déi Mesure, déi de Gas betrëfft, vereenbar mam Präisdeckel, deen awer aktuell um Gas besteet? Wéi eng finanziell Auswierkung soll déi Mesure um Gaspräis hunn, wann d'Deckelung vum Gaspräis ausleeft?

3. Wéi vill Recettë soll d'CO_2-Steier dem Staat de Prognosen no 2023, 2024, 2025 an 2026 erabréngen?

4. Wéi en Impakt huet déi Erhéijung vun der CO_2-Steier op den Tanktourismus?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt déi Mesuren en negativen Afloss op d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen hunn, déi duerch déi Energiekris scho mat immens héije Käschte confrontéiert sinn?

6. Ass d'Regierung allgemeng net der Meenung, datt déi Energiequelle schonn deier genuch sinn, souwuel fir d'Betriber ewéi fir d'Stéit?

7. D'CO_2-Steier gëtt am Wuerekuerf net berécksiichtegt an huet domat onofhängeg vun hirer Héicht keen Impakt op den Indexmechanismus. Fazit: Egal wéi héich d'CO_2-Steier ass oder erhéicht gëtt, si géif am aktuelle Kontext ni eng Indextranche ausléisen. Fënnt d'Regierung dat vertrietbar?

8. Bei der Vignette vun de Gefierer, déi vun der Douane encaisséiert gëtt (Taxe sur les véhicules routiers), gëtt säit 2001 déi heite Berechnung benotzt [le calcul se base sur l'émission du CO_2 (valeur combinée renseignée sur le certificat de conformité du véhicule) ainsi que le carburant utilisé]. Ech stelle fest, datt dat och eng Form vun CO_2-Steier ass. Ass d'Regierung net der Meenung, datt et sech hei ëm eng Duebelbesteierung handelt?

9. D'Kilometerpauschal fir op d'Aarbecht (Frais de déplacement forfaitaires) läit säit hirer Aféierung am Joer 1990 onverännert bei 99 € pro Unitéit, obwuel déi entspriechend Käschte säitdeem explodéiert sinn an dëse Phenomeen duerch d'Aféierung an d'Erhéijung vun der CO_2-Steier säit dem Joer 2021 nach zousätzlech verstäerkt gëtt. Gesäit d'Regierung am Interessi vun de Bierger eng Erhéijung oder réckwierkend Indexéierung vun der Kilometerpauschal vir?

10. D'Erhéijung vun der CO_2-Steier beaflosst och den Agrardiesel an domat d'Baueren hei am Land. Domat klammen d'Käschte fir déi lokal Liewensmëttelproduktioun a schwächt d'Kompetitivitéit vun eise Baueren. Hält d'Regierung trotzdeem un där geplangter Form un der CO_2-Steier fest?

Réponse (13/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

ad 1. Enger järlecher Erhéijung vun der CO_2-Steier vu 5 €/Tonn, wéi se vun der Regierung am Mee 2020 am Kader vum PNEC decidéiert ginn ass, entsprieche follgend Erhéijunge vun de Präisser vun de jeeweilege Kraaft- a Brennstoffer: Bensinn: 1,1 Cent/Liter; Diesel: 1,2 Cent/Liter; Masutt: 1,3 Cent/Liter; Äerdgas: 1,1 Cent/m^3.

ad 2. D'Regierung huet de Gaspräisdeckel agefouert, fir den Impakt vun den aktuelle Fluktuatiounen um Weltmaart op déi Lëtzebuerger Populatioun a Grenzen ze halen. Et ass eng temporär Moossnam, déi separat ze gesinn ass vun der genereller Energiepolitick an Ëmweltpolitik. Dofir gëtt d'Erhéijung vun der CO_2-Steier net duerch de Gaspräisdeckel neutraliséiert. De Gaspräisdeckel an d'Akzisegesetzgeebung sinn ënnerschiddlech Instrumenter mat ënnerschiddlechen Zwecker. Och wann d'Deckelung vum Gaspräis bis eriwwer

ass, wäert eng Erhéijung vun der CO_2-Steier vu 5 €/Tonn ëmmer nach de Gaspräis ëm ongefeier 1,1 Cent/m^3 méi héich maachen.

ad 3. Am Gesetz vun der Programmation pluriannuelle (loi du 23 décembre 2022 relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 – 36.018 13.90 Produit de la contribution taxe CO_2) ass virgesinn, dass d'CO_2-Steier soll 2023: 279.191.000 EUR; 2024: 268.382.000 EUR; 2025: 256.477.000 EUR an 2026: 248.954.000 EUR u Recetten erabréngen.

ad 4. Déi sukzessiv Erhéijung vun der CO_2-Steier ass drop ausgeriicht, fir, zesumme mat enger ganzer Rei vun anere Moossnamen, déi am Detail am Avantprojet vum PNEC beschriwwe sinn, d'Transitioun fort vun enger nach largement op fossille Kraaftstoffer baséierender Mobilitéit ze acceleréieren. Nieft der Elektrifikatioun vum nationale Fuerpark ass och eng progressiv Reduktioun vun de Verkeef vu Bensinn an Diesel un Netresidente viséiert.

ad 5. a 6. Déi aktuell sensibel Stëmmung um Energiemaart ass eng direkt Konsequenz vum Krich an der Ukrain. D'Erhéijung vun den Energiepräisser duerch dëse Konflikt ass vill méi grouss wéi dee circa 1 Cent pro m^3 respektiv pro Liter, deen duerch déi progressiv CO_2-Steier entsteet. Et ass wichteg, souwuel fir d'Sécherung vun eiser Liewensgrondlag wéi och fir eng méi grouss Onofhängegkeet, datt eis Gesellschaft weider Efforte mécht, fir kontinuéierlech vun de klimaschiedleche fossillen Energien ewechzekommen. Et ass ze bemierken, dass Lëtzebuerg eent vu ville Länner an Europa ass, déi eng CO_2-Steier agefouert hunn. Des Weidere wäert d'Energietransitioun nei ekonomesch Opportunitéite fir onst Land schafen.

ad 7. D'Regierung huet duerch zousätzlech sozial orientéiert Reegelen den Impakt vun der CO_2-Steier op déi Stéit mat de mannste Revenuen ofgefiedert. 50 % vun de Recettë vun der CO_2-Bepräisung gi geholl, fir den Impakt vun der CO_2-Steier geziilt ze kompenséieren. Datt dës Kompensatioun sozial gerecht ass, konnt de Statec a verschiddene Berechnungen noweisen.

ad 8. D'Regierung ass net der Meenung, datt et sech hei ëm eng Duebelbesteierung handelt. D'CO_2-Steier applizéiert sech op de Verbrauch vu fossille Kraaft- a Brennstoffer. Bei der Vignette vun de Gefierer handelt sech ëm eng järlech Immatrikulatiounstax, déi zanter 2007 op der Basis vun den CO_2-Emissioune vum Auto bestëmmt gëtt, fir esou, zousätzlech zu de staatleche Primmen, de Kaf vun emissiounsaarmen/emissiounsfräien Autoen ze encouragéieren.

ad 9. D'Regierung gesäit weeder eng Erhéijung nach eng réckwierkend Indexéierung vun der Kilometerpauschal vir.

ad 10. Den „usage agricole" vum Diesel ass a bleift weiderhi vun der CO_2-Steier befreit.

Augmentation du prix des produits du tabac | Question **7931** (26/04/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Suite à la décision récente du Gouvernement luxembourgeois d'augmenter le prix des cigarettes et des produits du tabac en général, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Finances :

1) Quel sera le prix du paquet de cigarettes à partir de la mise en vigueur des nouveaux prix ?

2) Comment se situera le prix de ce paquet par rapport aux prix de nos pays voisins, la France, l'Allemagne et la Belgique ?

3) Quel sera le différentiel pour les autres produits du tabac ?

4) Quelle est l'attitude de notre Administration des douanes et accises par rapport au trafic transfrontalier d'énormes quantités de produits du tabac ainsi que par rapport aux points de vente qui encouragent ces pratiques ?

Réponse (31/05/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

ad 1) À partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle taxation, les prix minima pour les cigarettes se présenteront comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Pour le paquet de cigarettes de 20 pièces le moins cher, les différentiels par rapport aux pays voisins se situeront comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) L'Administration des douanes et accises ne dispose que des données se rapportant aux cigarettes (cf. réponse sub point 2) et au tabac fine coupe destiné à rouler des cigarettes, étant donné que ces produits représentent la plus grande masse de produits vendus.

Ainsi, les différentiels pour un paquet de tabac fine coupe à 50 grammes se présenteront comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Depuis l'instauration du marché unique au 1er janvier 1993, mettant en place un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée et la mise en place de la directive 2020/262 établissant le régime général d'accise visant à réglementer la libre circulation des marchandises soumises aux accises, il n'y a plus de contrôles douaniers aux frontières intra-UE.

L'ADA effectue ses contrôles douaniers de manière intégrée, c'est-à-dire de façon multidisciplinaire, sur tout le territoire du Grand-Duché.

Un contrôle systématique aux frontières des pays avoisinants comme jadis, engendrerait non seulement un chaos de la circulation, mais serait surtout contraire aux quatre libertés fondamentales.

Afin de réduire au maximum le trafic transfrontalier de grandes quantités de produits du tabac respectivement le trafic illégal, le Luxembourg augmente de manière régulière les taxes sur ces produits tout en entretenant une collaboration active avec les douanes des pays voisins et britanniques.

Dépôts en espèces auprès des banques | Question **7932** (26/04/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Avec l'essor des transactions dématérialisées, les transactions en espèces se font de plus en plus rares. Cela a pour conséquence que certaines filiales de banques luxembourgeoises n'ont plus de distributeurs automatiques de billets et qu'il est devenu difficile de déposer de l'argent liquide. D'après nos informations, certaines banques luxembourgeoises refusent en effet les dépôts en espèces, alors que ces montants sont bien inférieurs aux limites prévues notamment au niveau européen.

Cela rend la situation particulièrement difficile non seulement pour les personnes privées mais aussi et surtout pour les associations qui sont souvent amenées à être en possession d'argent liquide du fait de leurs activités.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Est-ce que Madame la Ministre est informée de cette situation ?

– Quelles raisons pourraient expliquer le refus des banques luxembourgeoises d'accepter des dépôts en espèces ? Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que la réception de dépôts d'espèces fait toujours partie du travail d'une banque ?

– Comment pourrait-on remédier à cette situation ? Comment est-ce que les personnes privées et les associations qui se voient refuser leurs dépôts peuvent réagir ?

Réponse (01/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Comme le remarquent les honorables Messieurs les Députés, la part des transactions effectuées en espèces est en constante diminution. Ainsi, une récente étude de la Banque centrale européenne a constaté que les paiements par carte bancaire représentent entre-temps la majorité des transactions (52 %) au Luxembourg. De même, les échanges d'argent liquide entre particuliers sont en décroissance permanente suite à l'émergence de nouvelles solutions de paiement électroniques dites de « peer-to-peer ».

Ces évolutions amènent les banques de réseau à centraliser la prestation de certains services et notamment de ceux qui nécessitent des efforts logistiques importants dans les agences à forte affluence en fonction des besoins des clients.

D'un autre côté, les innovations technologiques permettent aussi la mise à disposition de guichets automatiques où les clients peuvent retirer et déposer des monnaies et des billets de banque de manière flexible en dehors des heures d'ouverture des agences.

Le Gouvernement n'a aucune intention d'interdire ou d'abolir les transactions en argent liquide. Dans ce sens, le Gouvernement veillera à ce que les conditions pour une utilisation effective d'argent liquide soient toujours réunies d'une manière satisfaisante.

Appel d'offres pilote pour projets « agri-PV » au Luxembourg | Question **7933** (26/04/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Paul Galles** (CSV)

Zanter dem Oktober 2022 huet de Minister fir Energie eng Pilotauschreiwung lancéiert, fir d'Installatioun vun Agri-Photovoltaik-Anlagen opzeriichten. Dës Anlage solle souwuel Stroum aus erneierbaren Energië produzéieren a gläichzäiteg eng landwirtschaftlech Produktioun garantéieren. D'Ausschreiwung leeft nach bis den 1. August 2023.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

– Wéi vill Offertë si bis elo beim Energieminister ukomm?

– Wéi vill MW elektresche Stroum soll am Duerchschnëtt bei dësen Offerten (déi bis elo agereecht goufen) produzéiert ginn?

Réponse (22/05/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Déi éierewäert Deputéiert renseignéiere sech iwwert d'Pilotausschreiwung fir Agri-PV-Anlagen zu Lëtzebuerg. De Kandidaturzäitraum leeft nach bis den 1. August, a réischt duerno wäerten d'Offeren an enger Séance d'ouverture opgemaach ginn, wéi fir eng Ausschreiwung üblech.

Viregt Fotovoltaikausschreiwungen hu gewisen, datt d'Kandidaten an der Reegel réischt ganz kuerz virun

der Deadline hir Offeren ofginn. Dat ass och hei, zemools bei enger Pilotausschreiwung, ze erwaarden, soudatt am Moment nach keng Offer ukomm ass.

Wat déi ze erwaardend Stroumproduktioun ugeet, sou kann een déi elo schonn ongefeier bezifferen. Et ass eng Puissance vu 55 MW ausgeschriwwen. Wann dës géif integral kënnen zougeschloe ginn, kann een sech bei dësem Typ vun Anlagen – Fräiflächenanlagen, déi am Prinzipp kënnen optimal ausgeriicht ginn – an engem gudde Sonnejoer duerchaus ëm déi 1.000 Volllaaschtstonnen erwaarden, wat eng Produktioun vun ëm déi 55 GWh/Joer géif bedeiten.

Duerch dës Pilotausschreiwung eleng géifen also 10-mol méi Solar-Panneauen installéiert ginn, wéi et an de Joren 2013–2018 (5 MW pro Joer) de Fall war.

Inscription en ligne aux élections communales | Question **7934** (26/04/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

En vue des élections communales du 11 juin 2023, les résidents non luxembourgeois avaient la possibilité de s'inscrire aux listes électorales par différents moyens et jusqu'au 17 avril 2023 inclus. En suivant le lien d'inscription sur le site myguichet.lu, les utilisateurs ont été redirigés vers une nouvelle page avec trois options pour l'inscription : Luxtrust, GouvID, eIDAS. Or, il semblerait qu'un numéro d'identification d'une carte d'identité luxembourgeoise est requis aux fins d'inscription via la plateforme GouvID et que le site eIDAS n'est ouvert qu'aux ressortissants d'un certain nombre de pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

– Combien de résidents étrangers se sont inscrits en ligne sur la plateforme myguichet.lu et combien se sont inscrits auprès de la commune ?

– Quel moyen a été utilisé le plus souvent pour l'inscription en ligne (Luxtrust, GouvID ou eIDAS) ?

– Madame la Ministre peut-elle confirmer que pour les ressortissants d'un certain nombre de pays seule une des trois options affichées (à savoir Luxtrust) permettait une inscription sur les listes électorales ? Est-ce que l'inscription sur la plateforme GouvID était possible en l'absence de numéro d'identification de carte identité luxembourgeoise ?

– Est-ce que des difficultés techniques concernant un des trois moyens d'inscription ont été signalées au ministère ?

Réponse (31/05/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Députée demande des informations supplémentaires concernant la possibilité pour les résidents non luxembourgeois de s'inscrire via MyGuichet.lu aux listes électorales communales.

On peut constater que le nombre des demandes d'inscription en ligne dépasse celui des inscriptions auprès de la commune. Entre juillet 2022 et avril 2023, 69,65 % des demandes d'inscription ont été réalisées via MyGuichet.lu. On peut donc conclure que les résidents non luxembourgeois ont privilégié le canal électronique pour réaliser leurs demandes d'inscription.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pour ce qui est de l'utilisation des différents moyens d'authentification, les utilisateurs MyGuichet.lu ont préféré les produits LuxTrust, ce qui coïncide également avec la tendance générale sur la plateforme : les produits LuxTrust Token, respectivement Mobile sont les produits qui sont le plus fréquemment utilisés pour réaliser des démarches. Il s'agit d'une tendance qui s'explique notamment par le fait que beaucoup de citoyens utilisent ces mêmes produits pour réaliser leurs opérations bancaires.

L'application mobile GouvID a été développée afin de pouvoir utiliser la carte d'identité luxembourgeoise pour s'authentifier auprès des services publics en ligne luxembourgeois et de signer des documents dans ce contexte.

L'utilisation d'une eID par un ressortissant d'un autre pays européen que le Luxembourg présuppose que celle-ci ait au préalable été notifiée en vertu du règlement eIDAS à la Commission européenne, ce qui n'est pas encore le cas pour tous les pays membres de l'Union européenne. En plus, les produits eIDAS des autres pays membres ne permettent pas la signature électronique de documents sur MyGuichet.lu. Dans le cas de la démarche d'inscription aux listes électorales, un produit LuxTrust ou bien une carte d'identité luxembourgeoise est donc nécessaire pour effectuer la démarche en ligne.

Dans tous les cas, afin de permettre une identification univoque des utilisateurs sur MyGuichet.lu, chaque personne physique qui souhaite créer un espace personnel doit indiquer son numéro d'identification national, un numéro dont dispose en principe chaque résident. Pour rappel, la résidence habituelle dans une commune est obligatoire afin d'être électeur de cette commune.

Le Guichet.lu Helpdesk qui fait office de support technique pour les services publics en ligne a assisté entre mars et avril 2023 les citoyens et entreprises dans plus de 15.000 cas. Cependant, dans ce même intervalle, aucune difficulté technique majeure relative à l'inscription en ligne n'a été identifiée.

Lancement de la campagne de sensibilisation sur l'eau du robinet | Question **7936** (26/04/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 6195 Monsieur le Ministre a fait savoir que la campagne de sensibilisation pour un recours plus conséquent à l'eau du robinet serait lancée au printemps 2023. Cette campagne est censée favoriser – sur une base volontaire – l'offre d'une eau du robinet de « marque nationale » qui serait ajoutée comme alternative sur les cartes des restaurateurs.

Dans ce contexte une agence de communication aurait été mandatée de réaliser une identité visuelle, d'une charte de qualité et de l'obtention de devis pour la production de bouteilles personnalisées.

Partant je voudrais poser à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme des questions sur l'avancement de la campagne :

1) La campagne de sensibilisation sera-t-elle lancée tel que prévu dans les semaines à venir ?

2) Dans la négative, pour quand le lancement est-il prévu et quelles sont les raisons du nouveau retard ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien d'entreprises ont d'ores et déjà annoncé leur intérêt à participer à cette campagne ?

4) Est-il prévu de fixer un prix maximal pour l'eau du robinet servi dans les bouteilles personnalisées pour guider le choix des consommateurs ?

5) Les bouteilles personnalisées seront-elles distribuées gratuitement aux entreprises qui participeront à la campagne ?

6) Quel est le budget total alloué à cette campagne de sensibilisation, à savoir la réalisation de l'identité visuelle et de la charte de qualité ainsi que la production initiale et la distribution des bouteilles personnalisées ?

Réponse (25/05/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

La sauvegarde de l'environnement et le développement durable sont des objectifs prioritaires poursuivis par le Gouvernement. Suivant la pétition n° 1319, une campagne de sensibilisation a été décidée. Cette campagne sera menée en étroite collaboration avec les acteurs du secteur pour encourager un changement de mentalité, tant auprès des ménages que des clients, des restaurateurs et des cafetiers à avoir recours d'une manière plus conséquente à l'eau du robinet.

En amont de cette campagne, une cinquantaine d'établissements du secteur Horeca ont participé à une phase de test afin d'étudier la faisabilité du projet à l'échelle du pays. Ces établissements ont reçu des bouteilles pour tester le nouveau service. La demande des clients ayant commandé l'eau en carafe est encore marginale. Pour la majorité des établissements, la demande des clients était de maximum 20 %. Suivant les restaurateurs et cafetiers, ceci peut résulter de la non-connaissance de ce nouveau service. Les bouteilles distribuées aux établissements ont eu un retour positif. Que ce soit pour l'étanchéité, le lavage ou la facilité de manutention des bouteilles, le taux de satisfaction moyen est de 70 %. Uniquement 10 % des établissements ont annoncés ne pas vouloir continuer avec ce service.

Les délais de livraison ayant augmenté de façon importante, la campagne sera lancée après distribution des bouteilles. Un premier jeu sera distribué gratuitement ensemble avec les acteurs du secteur aux restaurants et cafés désirant participer pour donner une première incitation tangible au marché à intégrer ce nouveau service dans leur offre de service.

Comme cette campagne se base sur une participation volontaire et que certains restaurants ont déjà intégré ce service, après la 1ère campagne il n'est pas possible de chiffrer le nombre d'entreprises à participer à cette campagne.

Le but de la campagne n'étant pas de rendre gratuite la carafe d'eau dans les restaurants et cafés, mais de laisser le choix aux clients et aux restaurants et de sensibiliser au développement durable, le prix auquel les entreprises du secteur de l'Horeca pourront offrir l'eau du robinet n'est pas déterminé et peut être librement fixé par les entreprises.

Les frais de la campagne seront partagés au sein des acteurs de l'écosystème participant à cette campagne. Le coût direct relatif à la campagne de sensibilisation pour la Direction générale des classes moyennes sera de maximum 100.000 EUR.

Négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux | Question **7938** (27/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Je fais référence à ma question parlementaire urgente n° 7935 en date du 26 avril 2023, qui traite des négociations entourant la nouvelle convention collective de Cargolux. Je rappelle que la direction de l'entreprise a annoncé vouloir introduire un recours devant le tribunal administratif contre la décision de l'Office national de conciliation (ONC) d'admettre à la conciliation le litige collectif.

Dans leur réponse commune, Messieurs les Ministres expliquent respecter pleinement la séparation des

pouvoirs et soulignent « que les décisions de l'ONC quant à la recevabilité des demandes de conciliation sont susceptibles d'un recours devant les juridictions administratives ». Par ailleurs, le Gouvernement déclare « que toutes les entreprises sont tenues de respecter les dispositions législatives applicables en la matière ».

Dans la mesure où j'estime que les réponses apportées par Messieurs les Ministres sont insuffisantes, je voudrais poser ces questions à Monsieur le Ministre de la Mobilité et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Bien que les décisions de l'ONC soient susceptibles d'un recours devant les juridictions administratives, la situation de Cargolux est particulière puisque l'État est actionnaire de l'entreprise (notamment à travers la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)). En clair : une entreprise dont l'État est actionnaire veut introduire un recours devant les juridictions administratives contre une décision prise par un organisme de l'État. Le Gouvernement n'estime-t-il pas cette situation problématique ?

– Dans un communiqué diffusé le 26 avril 2023 par les organisations syndicales LCGB et OGB-L, il est mentionné qu'il s'agit d'une « première au Luxembourg, car jusqu'à présent aucun employeur n'a contesté une décision de l'ONC devant le tribunal administratif ». Le Gouvernement peut-il confirmer cette affirmation ? Le Gouvernement ne juge-t-il pas cette situation d'autant plus affligeante qu'il s'agit d'une entreprise dont l'État est actionnaire ?

Réponse (30/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

L'honorable Député Marc Spautz se demande si le Gouvernement n'estime pas que la situation, par laquelle une entreprise dont l'État est actionnaire veut introduire un recours devant les juridictions administratives contre une décision prise par un organisme de l'État, est problématique.

Pour être recevable devant les juridictions administratives, un recours n'est ouvert qu'aux personnes justifiant d'une lésion ou d'un intérêt personnel, direct, actuel et certain en vertu de l'article 7 (2) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Ces principes s'appliquent indistinctement aux personnes physiques et aux personnes morales.

Ainsi, tout établissement ou organisme public créé par le législateur peut apparaître comme demandeur ou défendeur. Il en est de même des communes, voire de l'État lui-même.

Les personnes morales de droit privé et en particulier les sociétés commerciales qui ont également une personnalité juridique distincte peuvent et doivent, le cas échéant, agir devant les juridictions administratives ou civiles tout en agissant dans le respect de leur objet social.

Les dispositions en la matière s'appliquent indépendamment du statut des actionnaires, qu'il s'agisse de particuliers, de sociétés commerciales ou d'institutions publiques, voire de l'État.

Ainsi, il appartient in fine aux seuls juges administratifs d'évaluer si Cargolux justifie d'un intérêt direct, actuel et certain pour lancer un recours contre une décision de l'ONC.

Le seul recours connu remonte à l'année 2016 et fut introduit par le syndicat LCGB contre la décision du président-délégué de l'ONC de ne pas établir un procès-verbal de non-conciliation dans le litige qui opposait les syndicats LCGB et OGB-L à l'employeur Cargolux.

Ce recours a été déclaré irrecevable par le jugement de première instance et confirmé en instance d'appel.

Dommages causés par le gibier dans des réserves naturelles | Question **7939** (27/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der Vergaangenheet hu verschidde Jeeër géint de Lëtzebuerger Staat geklot an och Recht kritt, well si net bereet waren, fir de Wëldschued op hirem Juegdlous an der Réserve naturelle Prenzebierg (Giele Botter) opzekommen, dat op landwirtschaftlechen Terrainen innerhalb vun der Réserve naturelle. Argumentéiert gouf mat verschiddenen Oplagen aus dem Règlement grand-ducal du 20 novembre 1991 déclarant zone protégée la réserve naturelle Prenzebierg englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Differdange et de Pétange, déi d'Aktivitéit vun der Juegd wuel net verbidden, ma däitlech aschränken.

An der Äntwert op d'QP N° 1899 huet d'Madamm Ëmweltministesch erkläert, dass de Staat den 30. Januar 2020 Appell géint dat Urteel gemaach huet an op de Rechtssproch an zweeter Instanz géif waarden, ier een sech géif positionéieren.

Laut eisen Informatioune kruten d'Jeeër awer och elo an zweeter Instanz Recht.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch ons Informatioune vun uewe genannter Decisioun an zweeter Instanz bestätegen?

– Wéi eng Konsequenze sinn duerch dat Urteel ze erwaarden?

– Ass Wëldschued innerhalb vu Réserves naturelles elo direkt un de Staat ze riichten, esou wéi dat de Fall ass bei Schued duerch geschützten Aarten?

– Ginn d'Bestëmmungen an de spezifesche Reglementer iwwert d'Réserves naturelles, déi d'Aktivitéit vun der Juegd aschränken, adaptéiert?

– Falls de Staat net bereet ass, d'Dispositiounen zur Aktivitéit vun der Juegd an de Réserves naturelles ze änneren, ass virgesinn, datt de Staat dee Moment d'Juegdgeld op deene concernéierten Terraine fir de Pächter begläicht?

Réponse (26/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Well decidéiert ginn ass, géint de Jugement vum Tribunal d´arrondissement vum 18. Abrëll 2023 a Cassatioun ze goen, ass déi juristesch Prozedur nach net ofgeschloss.

Ech wëll dowéinst zu dësem Zäitpunkt keng Ausso zu dësem Urteel maachen.

Qualité des transports publics et du service Adapto | Question **7940** (27/04/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

An deene leschte Woche war den Adapto-Service nees Sujet an der Chamber, wat seng Effikassitéit ugeet. Och goufe mir eng sëllege Reklamatiounen iwwert den ëffentlechen Transport, besonnesch ronderëm de Schülertransport an d'Lycéeën, zougedroen.

Vu besuergte Matbierger gouf mir matgedeelt, datt d'Verwaltung an d'Organisatioun vum Adapto-Service am Mobilitéitsministère alles aneres wéi benotzerfrëndlech sinn. Eeler Leit hunn et schwéier, fir mat deenen administrative Prozeduren an Hürden eens ze ginn. Och schéngt den Adapto-Service den Dateschutz net eescht ze huelen: Verschidde perséinlech Patientendokumenter si falsch zougestallt ginn.

Wat de Schoultransport ugeet, hu beispillsweis d'Busse vun der Linn D09 a Richtung Geesseknäppchen zënter Méint deels extreem Retarden. Oder de Bus kënnt einfach guer net. Déi entspriechend Frustratioune bei de Schüler – a bei den Elteren – si grouss.

Den ëffentlechen Transport an och den Transport fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit sinn extreem wichteg fir d'Ofsécherung vun der beschtméiglecher Connectivitéit.

Opgrond vun de beschriwwene Fäll, déi mir zougedroe goufen, wollt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Huet den Här Minister d'Méiglechkeet, eng Busentreprise, déi beim Exploitéiere vun där enger oder anerer RGTR-Linn reegelméisseg Retarden an/oder souguer Ausfäll opzeweisen huet, aus enger Soumissioun erauszehuelen an engem aneren Transporteur den Zouschlag ze ginn?

2. Ass de Minister gewëllt, d'Verwaltung an d'Organisatioun vum Adapto-Service engem „Quality Management" ze ënnerzéien?
– Wa jo, vu wéini un an op wéi eng Aart a Weis?
– Wann net, firwat net?

Réponse (23/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten huet Froen zur Qualitéit vum ëffentlechen Transport, insbesonnesch wat Retarden op verschiddene Schülerlinne betrëfft, a wat déi administrativ Prozeduren ugeet, déi mat der Organisatioun vum Adapto-Service ze dinn hunn. Dës wier net benotzerfrëndlech an net altersgerecht wéinst dëse Prozeduren, a perséinlech Patientendokumenter wiere falsch zougestallt ginn.

Zu den 2 Punkten aus der Fro wéilt ech follgendermoosse Stellung huelen:

ad 1. An de Verträg fir d'Exploitatioun vun de regulären RGTR-Buslinne stinn iwwer 30 Qualitéitscritèren, op déi Penalitéiten applizéiert ginn. Fir eng gutt Qualitéit vum Service unzebidden, gëtt ë. a. d'Zouverlässegkeet vun den Horairë suivéiert, a Retarden an Ausfäll gi bestrooft, wann se op Feeler vum Exploitant zréckzeféiere sinn. Déi aktuell méi eeler Verträg, ënner deenen d'Schoullinnen nach lafen, wäerten am Dezember duerch nei Verträg ersat ginn, mat deenen och dës Moossname wäerte gräifen.

Wat d'Beispill vun der Schülerlinn D09 ugeet, kommen do d'Verspéidungen haaptsächlech duerch d'Netanhale vun den Horairë schonn um Depart vun der Linn. Reell Kapazitéitsproblemer ginn do net festgestallt.

ad 2. Den honorabelen Deputéierten explizéiert net genee, op wat den ernimmte „Quality Management" sech soll bezéien a wat domat sollt verbessert ginn. Ech kann awer soen, datt et aktuell scho Follgendes gëtt:

– An der gesamter Verwaltung fir ëffentlechen Transport, déi den RGTR-Busreseau, d'Schoulbuslinnen an de spezifeschen Transport Adapto a Mobibus organiséiert, gouf tëschent Januar a Mee 2023 eng Revue organisationnelle mat Hëllef vun engem externe Consultant gemaach.
– De Moment gëtt fir den Adapto en DPIA erstallt, deen nach virum Summer 2023 fäerdeg soll sinn.
– D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport huet en interne Service Qualité, deen ë. a. Prozesser begleet an

dokumentéiert, souwuel déi intern Prozesser wéi déi mat externen Acteuren.
– Et gëtt selbstverständlech en DPO.
– Et goufe Sensibiliséierungsseancen an intern Mesurë geholl, wat den Dateschutz ugeet.

Awéifern den Adapto-Service net benotzerfrëndlech wier, an déi administrativ Hürde schwiereg fir eeler Leit wieren (woubäi ech drun erënneren, dass den Adapto-Service sech an éischter Linn u behënnert Leit adresséiert), explizéiert den éierewäerten Deputéierte leider net.

Den Adapto-Service traitéiert e grousse Volume vun Dossiere mat perséinlechen Daten. Säit der Reform vum Adapto 2020 goufe schätzungsweis 10.000 Dossieren traitéiert, haut gëtt et iwwer 7.000 enregistréiert Beneficiairë vum Adapto. Dass den Dateschutz net géif eescht geholl ginn, kann ech net bestätegen. Eventuell ass dem honorabelen Deputéierten den eenzege Fall vun iertemlech falsch zougestallte perséinlechen Donnéeën zu Ouere komm, dee sech kuerz viru senger Fro zougedroen hat. Selbstverständlech ass dëse Fall bei der CNPD notifiéiert ginn.

Directeur du service technique des communes | Question **7941** (28/04/2023) de **M. Aly Kaes** (CSV)

Eng Gemeng besteet hautdesdaags aus 3 Pilieren. D'Aufgabe vum Sekretariat an der Recette sinn am aktuelle Gemengegesetz zanter 1988 definéiert. Den techneschen Déngscht, deen et och an den neien Texter, mat Ausnam vum Urbanismus, bedauerlecherweis nach ëmmer net gëtt, bekëmmert sech ëm eng ganz Rei vu gréisstendeels techneschen, awer och domat verbonnenen administrativen Aufgaben. Dëse Service ënnersteet am Prinzipp engem Beamten an der Carrière supérieure mat technescher Ausbildung, deen an der Verwaltungshierarchie de Schäfferot als direkte Virgesetzten huet.

Et huet sech an de leschte Joerzéngte bewäert, dass d'Dagesuerdnung vun de Schäfferotssëtzungen an en administrativen an technesche Volet opgedeelt ass, wouvun déi administrativ Punkte vum Gemengesekretär virgedroen, an déi technesch Dossiere vum Chef vum Service technique behandelt ginn. Ganz dacks fannen déi Sitzunge mëttlerweil och getrennt vunenee statt, fir datt déi concernéiert Beamte méiglechst effektiv kënne schaffen. Den techneschen Déngscht vun der Gemeng ass mëttlerweil oft dee mat Ofstand personalméisseg gréisste Service vun enger Gemengeverwaltung.

De Chef vum Service technique huet am Alldag de grousse Problem, datt e sech quasi permanent an der Illegalitéit befënnt, wann en am Sënn vum gudde Fonctionnement vun der Verwaltung Dokumenter soll ënnerschreiwen. Doriwwer eraus huet hien och d'Missioun als Gestionnaire vun sengem Personal, iwwert dat hien awer am Fong guer keng Weisungsbefugnis huet. Oft verlaangen déi politesch Responsabel och eng Disponibilitéit vun dëse Beamten ausserhalb vun hirer regulärer Déngschtzäit, dëst am Interessi vum Service.

Hei gëtt et och gewësse Parallellen zur Thematik vun de Gemengesyndikater, déi ech rezent a menger Question parlementaire N° 7854 thematiséiert hunn.

An deem Zesummenhang ass d'ALBSC, déi mat mëttlerweil ronn 275 Memberen d'Majoritéit vun den technesche Responsabelen um Terrain vertrëtt, den 23. Oktober 2022 mat engem Schreiwes un d'Madamm Ministesch erugetrueden, fir op en Neits op eng ganz Rei vu Mëssstänn am Secteur hinzeweisen.

An dësem Zesummenhang géif ech der Madamm Inneministesch gären eng Rei Froe stellen:

– Ass d'Madamm Ministesch sech bewosst, dass eng modern Gemeng nëmme kann effikass funktionéieren, wann de Fonctionnement vum technesche Service endlech och am Gemengegesetz verankert gëtt?

– Wisou huet d'Madamm Ministesch den 2. Volet vun der Reform vum Gemengegesetz net méi virugedriwwen, soudatt deen an dëser Legislaturperiod warscheinlech net méi ka behandelt ginn?

– Ass et richteg, dass d'Reform betreffend de Volet „Organisation administrative et la gestion du personnel" um Widderstand vun e puer grousse Gemengen aus dem Land gescheitert ass, well zukünfteg nëmmen eng Persoun sollt Chef d'administration ginn? Wär et net weesentlech besser, zukünfteg en techneschen Direkter an administrativen Direkter op de Gemengeverwaltungen anzesetzen, esou eréi et an der Praxis dagdeeglech am Privatsecteur funktionéiert, an eréi et vun der ALBSC proposéiert gëtt?

– Ass et ugeduecht, datt déi betraffe Beamten aus den techneschen Déngschter an Zukunft e Präsenzrecht am Schäffen- a Gemengerot fir déi technesch Dossieren a Personalfroe wäerte kréien?

– Ass d'Madamm Ministesch sech dem Problem vun der Délégation de signature bewosst? Wa jo – wéi soll dëse geléist ginn?

– Ass d'Madamm Ministesch sech bewosst, dass et fir déi zukünfteg Schäfferéit vun de Gemengen zu gréissere Problemer kéint féieren, wann dës Beamte Gebrauch vun hirem „droit à la déconnexion" maachen, an nach just wärend den Aarbechtszäite fir de Gewielten ze erreeche sinn?

– Wéini gedenkt d'Madamm Ministesch der ALBSC op hire Schreiwes ze äntweren, an op hir Fuerderungen anzegoen?

Réponse (06/06/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Am Kader vun der Refonte vum Gemengegesetz, déi ënnert dem Motto „matenee fir eng modern Gemeng" steet, hunn ech no ville Consultatiounen, déi eise partizipative Prozess mat sech bruecht huet, e Gesetzvirentworf ausgeschafft, an deem virgesi war, d'Funktioun vum Chef d'administration vum Schäfferot op e Beamten ze iwwerdroen, quitte dass déi ganz Verwaltung weiderhin ënnert der Autoritéit vum Schäfferot bliwwe wär. Dës Propos huet sech un der Organisatioun vun eise staatleche Verwaltungen inspiréiert, bei deenen de Verwaltungsdirekter Chef d'administration ass, sou wéi och un de Reformen, déi an de wallounesche Gemengen duerchgefouert goufen. Fir eng gutt Koordinatioun vun der Aarbecht an der Gemeng ze garantéieren, sollt donieft e Comité de gestion geschafe ginn, an deem déi Verantwortlech vun de verschiddene Servicer, ë. a. dem Service technique, vertruede gewiescht wären. Eng weider Dispositioun an dësem Virentworf war drop ausgeriicht, de Service technique explizitt am Gemengegesetz ze verankeren. Dat alles hätt den Ufuerderunge vum Terrain méi Rechnung gedroen an hätt enger haut a ville Gemenge gängeger Praxis eng legal Basis ginn. De selwechte Virentworf hat ënner anerem och d'Méiglechkeet vu verschiddenen Délégations de signature fir eng Rei Kompetenze vum Schäfferot virgesinn.

D'Aféierung vun enger Délégation de fonction oder enger Délégation de signature géif och zu enger Verbesserung vum Fonctionnement vun de Gemenge bäidroen. Eng Délégation de signature gëtt engem Beamten awer kee Weisungsrecht, an d'Verantwortung bleift beim Schäfferot. Duerch eng Délégation de fonction kann de Beamten eng Fonctioun vun engem Gewielte kréien, de Schäfferot behält awer d'Responsabilitéit fir d'Akten, déi de Fonctionnaire ausféiert, an dofir och d'Surveillance iwwer hien.

No villen Diskussiounen a Consultatiounen, hunn ech festgestallt, datt d'Meenungen innerhalb dem Gemengesecteur ausereneeginn an sech net op weesentlechen Elementer konnt gëeenegt ginn. Fir méi Informatioune verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7854.

A menger Propos war och virgesinn, dass nieft dem Gemengesekretär, an Zukunft a wann néideg, och aner Beamten un enger Versammlung vum Schäffen- oder Gemengerot kéinten deelhuelen. Wat d'Disponibilitéit vu Gemengebeamten iwwert déi normal Aarbechtszäiten eraus ugeet, gesäit de Gemengebeamtestatut vir, dass de Schäfferot engem Beamten op Ufro hin ausnamsweis Iwwerstonnen erlaben dierf.

D'Virschléi vun der ALBSC, op déi den honorabelen Deputéierte sech berifft, si mer bekannt an och schonn an Entrevuen diskutéiert ginn.

Délégués du Gouvernement | Question **7942** (28/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Délégué:es du Gouvernement si Beamten, déi dem Justizministère ënnerstinn an déi de Staat viru Geriicht kënne vertrieden. De Staat gräift awer net nëmmen op dës Delegué:es zréck, mee engagéiert och privat Affekot(inn)en aus Etüden, fir sech representéieren ze loossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. No wéi enge Critërë ginn d'Délégué:es du Gouvernement ernannt?

2. Wéi vill Délégué:es du Gouvernement gouf et 2013?

3. Wéi vill Délégué:es du Gouvernement gëtt et haut?

4. Sinn déi Délégué:es du Gouvernement alleguerte reegelméisseg aktiv? Wéi vill Dossieren hu si an deene leschten 10 Joer virun de Juridictions administratives plaidéiert (separat Oplëschtung vum Tribunal administratif an der Cour administrative)?

5. Wéi gëtt en:g Délégué:e du Gouvernement remuneréiert? Gëtt et eng Primm oder Jetone fir traitéiert Dossiere virun de Juridictions administratives? Wa jo, wéi vill Euro pro Stonn?

6. Wéi e Gesamtbetrag huet de Staat an deene leschten 10 Joer u Primmen oder Jetonen un d'Délégué:es du Gouvernement bezuelt?

7. No wéi enge Critèren decidéiert de Staat, sech virun de Juridictions administratives vun engem/enger Affekot:in vertrieden ze loossen amplaz vun engem/enger Délégué:e du Gouvernement?

8. Wéi oft huet de Staat sech an deene leschten 10 Joer virun de Juridictions administratives vun engem/enger Affekot:in vertriede gelooss (separat Oplëschtung Tribunal administratif a Cour administrative)?

9. No wéi enge Critërë wielt de Staat d'Affekot(inn)en aus, fir sech virun de Juridictions administratives vertrieden ze loossen, ofgesi vum Critère vun der Kompetenz?

10. Wéi ville verschiddenen Etüden hunn d'Affekot(inn)en, déi vum Staat an deene leschte 5 Joer engagéiert gi sinn, ugehéiert? Wéi eng fënnef Etüde waren hei am heefegste betraff a wéi vill Prozent vun den Opträg mécht dat jeeweils bei dësen Etüden aus?

11. Leet de Staat een Taux horaire fest fir privat Affekot(inn)en oder gëtt den Taux vu Leschtere selwer

festgeluecht? Falls d'Affekot(inn)en den Taux selwer festleeën, gëtt et ee Plaffong a wéi héich ass dësen?

12. Wielt de Staat ëmmer déi selwecht Affekoten-Etuden, fir sech virun de Juridictions administratives vertrieden ze loossen? Falls jo, mat wéi engem Argument?

13. Wéi e Gesamtbetrag huet de Staat an deene leschten 10 Joer un Affekot(inn)e bezuelt, fir sech virun de Juridictions administratives vertrieden ze loossen?

Réponse (24/05/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. D'Délégués du Gouvernement sinn un sech eng al Funktioun, déi et scho beim Comité du contentieux vum Staatsrot ginn ass.

Den Delegué vertrëtt de Staat an Affären, wou e Recours géint eng Decisioun vun engem Ministère agereecht ginn ass. Den Delegué sprëngt net an an Affäre vu Gemengen an Établissements publics, déi all duerch en Affekot beim Verwaltungsgeriicht vertruede ginn.

Am Ufank ass dës Funktioun just vun héije Beamte vum Justizministère besat ginn. An de leschte Jore sinn och Beamten (Juristen) genannt gi bei anere Ministèren, déi eng héich Zuel vun Affäre virun de Verwaltungsgeriichter hunn.

ad 2. 2013 gouf et 9,5 Poste vun Délégués du Gouvernement.

ad 3. Am Mee 2023 gëtt et 17,5 Poste vun Délégués du Gouvernement. Vill vun deene Poste sinn an de Ministèren op verschidde Leit opgedeelt ginn.

ad 4. All déi Délégués du Gouvernement si reegelméisseg aktiv, souwuel an der Preparatioun vun de Memoirë wéi an der Presenz an den Audienze vum Tribunal administratif an der Cour administrative. Den aktuelle statistesche System erlaabt keng Opschlësselung tëschent den Affäre mat/ouni Délégué. En annexe sinn Zuele vun all den neien Affäre virun de Verwaltungsgeriichter déi lescht 10 Joer.

ad 5. E Poste vun Délégué du Gouvernement gëtt mat enger Primm vun 120 Punkten am Mount remuneréiert. Déi eenzel Poste si meeschtens op méi Leit an engem Ministère opgedeelt.

ad 6. De Staat huet an de Joren 2013 bis 2022 e Gesamtbetrag vun 3.551.014 Euro ausbezuelt.

ad 7. De Ministère oder d'Administratioun, déi ugesicht gëtt, decidéiert eleng, ob si sech vun engem Affekot oder engem Délégué du Gouvernement vertriede léisst. A gréisseren oder méi komplexen Affären ass dat heiansdo de Fall. De concernéierte Ministère freet an deem Fall d'Autorisatioun fir d'Prise en charge vun den Honorairë via de Budget vum Ministère d'État beim Staatsministère un, ausser de concernéierte Ministère hätt selwer esou e Budsgetsartikel zur Dispositioun.

ad 8. Eng Rei Ministèren hunn en eegene Budgetskreditt, deen als Frais de contentieux libelléiert ass an doriwwer ginn all d'Affekotskäschte bezuelt, souwuel déi virun den ziville Geriichter wéi déi virun den administrative Geriichtsbarkeeten. De Libellé vum Dossier, deen opgrond vum Budgetsartikel bezuelt gouf, gëtt keen Opschloss, ob d'Affär virum Verwaltungsgeriicht oder engem anere Geriicht war. Aus deene Grënn gëtt et keng genau Zuelen iwwer just Verwaltungsgeriichter.

ad 9. De Ministère, deem seng Decisioun ugefecht ginn ass, sicht sech säin Affekot eraus an der Haaptsaach op Basis vun deem senger Kompetenz an der spezifescher Matière, wéi och senger Professionalitéit, dem Suivi, deen all traitéierten Dossier an der Vergaangenheet krut, wéi och der Satisfaktioun bei eventuelle viregten Affären, esouwéi och dem Tariff vun den Honorairen.

ad 10. Et gëtt keng esou Donnéeën (cf. Äntwert op d'Fro 8) an esou Zougehéiereregkeete vun Affekoten(inn)en zu Etudë sinn och net stabel iwwer d'Zäitschinn vu 5 Joer.

ad 11. All Affekot leet säin Taux horaire selwer fest. Wann ee Client net mat dem Taux horaire zefridden ass, kann en, wéi all Justiciabel, eng Taxation d'office beim Barreau ufroen.

ad 12. Compte tenu vun de spezifesche Matièren an der Spezialisatioun vun eenzelen Etuden, ass net ausgeschloss, dass ee Ministère ëfters op eng selwecht Affekotenetüd zeréckgräift.

ad 13. D'Servicer vun der Comptabilitéit vum Staat regruppéieren d'Ausgaben no Budgetsartikel. Dësen Total regroupéiert awer souwuel de Contentieux administratif wéi och de Contentieux judiciaire. En plus sinn an dem Montant all d'Frais connexes mat dran, déi och iwwert dee Budgetsartikel bezuelt ginn, wéi z. B. Huissierskäschten, Frais et dépenses, oder och Indemnités de procédure, déi an enger Affär ufalen. Genee Zuele just fir de Contentieux administratif, ewéi vum honorabelen Députéierte gefrot, gëtt et also net (cf. och Äntwert op d'Fro 8).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Mise en valeur de la Constitution à la place de la Constitution | Question **7943** (28/04/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Il y a deux ans, Monsieur le Ministre d'État a été saisi d'une initiative proposant une mise en valeur de notre Constitution à l'endroit qui lui est spécifiquement dédié, à savoir la place de la Constitution. Actuellement, aucun élément de cette place ne renseigne sur notre Constitution.

Monsieur le Premier Ministre avait informé les auteurs de cette proposition qu'un groupe de travail interministériel auquel participerait la Ville de Luxembourg allait analyser les possibilités en vue de la réalisation concrète d'une telle mise en valeur dans le cadre du projet de réaménagement de la place de la Constitution hébergeant le Monument du souvenir « Gëlle Fra ».

La Ville de Luxembourg par le biais de sa bourgmestre avait appuyé ces « idées très constructives et intéressantes », tout en rappelant que la place de la Constitution fait partie du domaine de l'État.

– Étant donné qu'un concours d'idées lancé par l'État avec la participation de la Ville de Luxembourg a été lancé et vu la mise en place du groupe de travail prémentionné, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les propositions issues de ce groupe de travail en vue de la mise en valeur de notre Constitution à la place de la Constitution.

– Quel est actuellement le planning pour le réaménagement de cette place emblématique ?

Réponse (25/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Suite au concours d'idées concernant le réaménagement de la place de la Constitution, le groupe de travail interministériel, auquel participe la Ville de Luxembourg, propose de mettre en valeur notre loi fondamentale à la place de la Constitution par l'installation d'une pierre commémorative sur laquelle sera affiché un code QR à travers lequel les personnes intéressées pourront télécharger des informations en plusieurs langues sur le texte de la Constitution et son histoire.

Le planning concret pour l'achèvement du réaménagement de la place de la Constitution n'est à ce stade pas finalisé. Des études à cet égard seront cependant entamées prochainement.

Le Gouvernement tiendra les auteurs de l'initiative, dont l'honorable Député, informés sur le progrès de la réalisation de ce projet.

Recueil des instructions ministérielles et notes de service | Question **7944** (28/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Beräich vun der Schoul geschéie vill Uweisungen iwwer Instruction ministérielle oder och Note de service, beispillsweis iwwer Travaux de vacances am Kader vun engem Noexamen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Gëtt et e Recueil fir d'Enseignanten, an deem all dës Notte respektiv Instruktiounen iwwersiichtlech zesummegefaasst a fräi zougänglech sinn?

– Wa jo, wou ass dee Recueil ze kréien?

– Wann net, firwat net?

Réponse (09/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et gëtt aktuell kee Recueil fir Enseignanten, an deem déi ministeriell Instruktiounen zesummegefaasst sinn.

Gäre gräifen ech dofir d'Suggestioun vun der honorabeler Deputéiert op, déi och scho vun Enseignantsgewerkschafte gemaach ginn ass. D'Enseignantë wäerte vun dëser Demarche an d'Bild gesat ginn.

Admissions conditionnelles d'enseignants | Question **7945** (28/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

De sougenannte klassesche Wee, fir sech op der Uni Lëtzebuerg zum Enseignant fir d'Grondschoul ausbilden ze loossen, féiert iwwer de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) mat engem Studienzyklus vu 4 Joer. Interesséiert Kandidate mussen sech engem Examen-concours d'admission stellen. Fir déi, déi deen net direkt packen, gëtt et d'Méiglechkeet vun der Admission conditionnelle.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéi vill Admissions conditionnelles an de leschten 2 Joer jeeweils ausgeschwat gi sinn a wéi vill vun dëse Kandidaten et fäerdegbruecht hunn, hire Réckstand opzeschaffen?

– Wéi vill vun de Kandidate sinn ofgewise ginn, well se d'Konditioune vun der Admission conditionnelle net erfëllt hunn?

Réponse (25/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

Laut Informatioune vun der Universitéit Lëtzebuerg gouf et 2021 keng Admissions conditionnelles am

Bachelor en sciences de l'éducation, well, duerch d'Covidpandemie bedéngt, eng aner Admissiounsprozedur applizéiert gouf. Am Joer 2022 goufe 45 Admissions conditionnelles ausgeschwat, wouvu sech definitiv 41 Kandidaten ageschriwwen hunn.

D'Studente mat enger Admission conditionnelle hunn dräi Joer Zäit, fir Remediatiounscoursen ze suivéieren an d'Examen an deene concernéierte Matièren ze packen. Bei Lacunnen an enger Sprooch muss de Student säi Mobilitéitssemester an engem Land maachen, wou d'Landessprooch kann zur Remediatioun bäidroen. Et ass ze bemierken, dass d'Studenten, déi 2022 ugeholl goufen, Zäit hu bis 2025, fir d'Examen an deene concernéierte Matièren ze packen an dass déi éischt Exame wäerten am Juli 2023 ugebuede ginn. Dat heescht, dass bis elo nach kee Student d'Méiglechkeet hat, fir den Examen an deene concernéierte Matièren ze maachen.

Den Admissiounsexamen ass ee Concoursexamen, an d'Universitéit Lëtzebuerg benotzt d'Méiglechkeet vun der Admission conditionnelle, bis all verfügbar Plazen am Bachelor en sciences de l'éducation besat sinn.

Bachelor en formation pédagogique | Question **7946** (28/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Déi nei Formatioun vum Bachelor en formation pédagogique (BFP) riicht sech u Studente mat engem Bachelor aus engem Domaine „touchant à l'éducation", déi sech iwwer dee Wee déi noutwendeg zousätzlech didaktesch a pedagogesch Qualifikatioun verschafe wëllen, fir am Enseignement fondamental (Cyclen 2 bis 4) dierfe Schoul ze halen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister mech driwwer opklären, ob nach eng Gesetzesännerung muss virgeholl ginn, fir dass déi uewe beschriwwen zukünfteg Enseignanten zum staatleche Concours fir de Rekrutement vum Léierpersonal fir d'Grondschoul kënnen zougelooss ginn?

– Wa jo, wéi eng Ännerungen um bestoenden Text sinn dat a bis wéini sollen déi gemaach sinn?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

No erfollegräichem Ofschloss vun deem neien, vun der Uni Lëtzebuerg ugebuedene Bachelor en formation pédagogique, deen d'Studente spezifesch op d'Ënnerriichten an de Cyclen 2–4 an de Lëtzebuerger Grondschoule preparéiert, gëtt den Absolventen ee Bachelordiplom ausgestallt, deen dem Niveau 6 vum Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) entsprécht an d'Inscriptioun an d'Optioun C 2–4 vum Concours, deen den Accès an de Stage vum Instituteur-fonctionnaire reegelt, erméiglecht.

Dëst geet och aus dem Programme d'études ervir, deen d'Zilsetzung vum Bachelor en formation pédagogique follgendermoossen definéiert: "The learning outcomes for the requested Bachelor en formation pédagogique (BFP) are equivalent to those defined for the existing Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) and described in the Leitbild für den Beruf des Lehrers/der Lehrerin. This document is based on the expectations of the MENJE and on international professional standards, and serves as a reference for the internal organisation of both the BFP and BscE."

Vu déi akadeemesch Unerkennung vum Bachelor-Niveau, genee wéi déi am Programme d'études beschriwwe Gläichstellung vum Bachelor en formation pédagogique mam Bachelor en sciences de l'éducation an déi domat verbonnen explizitt pedagogesch an didaktesch Virbereedung vun de Studenten op de Beruff vum Enseignant an der Lëtzebuerger Grondschoul duerch d'Uni.lu, ass eng Ännerung vun de besteeënde legalen Dispositiounen an dësem Kontext zum aktuellen Zäitpunkt net néideg.

Ligne scolaire K45 | Question **7947** (28/04/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Am September gouf et Diskussiounen an Opreegung ronderëm d'Buslinn K45, déi d'Schülerinnen a Schüler aus der Regioun ëm Heischent iwwer Kehmen, Buerschent a Bierden op Dikrech an d'Lycéeë féiert. Deemools ass de Bus um Schoulufank net direkt gefuer, gouf awer e puer Deeg méi spéit nees fuere gelooss.

Mir ass elo vun Eltere matgedeelt ginn, datt dës Buslinn bei der kommender Rentrée nees a Fro gestallt kéint ginn, obwuel de Bus ganz gutt ausgelaascht ass.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Gëtt et momentan Kontrolle mat Hëllef vun deenen erausfonnt soll ginn, ob bestoend Buslinne fir de Schülertransport bäibehalen oder ofgeschaaft solle ginn?

– Wat fir Buslinnen am Kanton Dikrech si schonn op de Leescht geholl ginn a wat fir eng riskéieren, ofgeschaaft ze ginn?

– Gëtt d'Buslinn K45 vum Mobilitéitsministère aktuell a Fro gestallt? Soll se eventuell ab der Rentrée ofgeschaaft ginn, obwuel se am Schouljoer 2022/2023 gutt genotzt gëtt?

Réponse (22/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten huet Froen zum Schoultransport am Kanton Dikrech, dee vu mengem Ministère zesumme mat der Verwaltung fir ëffentlechen Transport organiséiert gëtt.

De Moment leeft d'Prozedur vun der Ausschreiwung fir déi nei Verträg fir de Schoultransport; d'Finanzéierungsgesetz dofir gouf den 27. Abrëll 2023 an der Chamber ugeholl. Dora sinn och d'Buslinnen enthalen, déi déi verschidde Schoulen zu Ettelbréck an zu Dikrech ufueren.

Et ass net virgesinn, fir bestoend Buslinnen dat nächst Schouljoer ofzeschafen. Dat bedeit also, dass och d'Linn K45 weiderhin wäert oprechterhale ginn an de Moment och net a Fro gestallt gëtt.

Et ginn effektiv vun Zäit zu Zäit Kontrollen op de Schülerlinnen duerchgeféiert, mam Zil, fir d'Kapazitéit vun de Gefierer bei Bedarf erop- oder erofzesetzen.

Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme | Question **7948** (05/06/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Am Hibléck op d'Parlamentswalen huet d'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) eng Initiativ geholl, fir déi politesch Parteien op néng Prioritéiten opmierksam ze maachen. An enger vun dëse Prioritéite geet et ëm d'Autosversécherungen.

Am Fall vun engem onversécherten Auto muss d'Allgemengheet d'Laascht droen, fir d'Affer vun engem Accident iwwert de Fonds de garantie automobile ze entschiedegen. Dëse Fong huet an de leschten dräi Joer duerchschnëttlech honnert Fäll pro Joer beaarbecht. Wann een dovunner ausgeet, dass een zu Lëtzebuerg eng vergläichbar Situatioun wéi an den Nopeschlänner huet, da fueren tëschent 5.000 an 10.000 net verséchert Autoe mat enger Lëtzebuerger Plack op eise Stroossen. Fir dëse Problem ze bekämpfen, proposéiert d'ACA, dass d'Police op en digitale Versécherungsregëster zougräife kann, wou si mat Hëllef vum Nummereschëld iwwerpréiwe kann, ob en Auto verséchert ass oder net.

Och ass et zu Lëtzebuerg am Ableck esou, datt eng Persoun, déi der Police d'Versécherungsdokument vun hirem Auto net ka weisen, de Schlëssel vum Auto muss ofginn an den Auto immobiliséiert bleift, bis déi néideg Dokumenter kënne gewise ginn. Wann d'Police selwer Zougréff op e Fichier mat de Versécherungsdaten hätt, wären esou ëmständlech Prozeduren net méi néideg.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Police sollt en automateschen Zougréff op Dateie kréien, déi iwwer de Versécherungsstatus vun den Autoe mat Lëtzebuerger Plack renseignéieren? Wa jo, wéi a wéini wëll si esou e System afféieren?

Réponse (29/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen iwwert d'Afëierung vun engem automateschen Zougréff fir d'Police op en digitale Versécherungsregëster, deen iwwer de Versécherungsstatus vun den Autoe mat Lëtzebuerger Placke renseignéiert.

Well een op eng Digitalisatioun vun der Immatrikulatiounsprozedur hischafft, mee sech awer och op eng zukünfteg Kooperatioun um Niveau vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun wëll virbereeden, ass am Kader vum Projet de loi N° 7985 an engem Projet de règlement grand-ducal virgesinn, datt en Datenaustausch betreffend d'Versécherungsinformatioune soll stattfannen.

Dës zwee Projeten, déi sech aktuell um Instanzewee befannen, gesi vir, datt eng „banque de données relative à l'assurance automobile des véhicules routiers" ugeluecht gëtt an datt Membere vun der Police kënnen, am Kader vun hire Missiounen, vun der SNCA elektronesch matgedeelt kréien, ob e Versécherungskontrakt fir e gewëssenen Auto ofgeschloss gouf an ob dësen nach valabel ass. Déi Informatioun aus der Datebank kann och, ënner verschiddenen Ëmstänn, un d'Agente vun der Administration des douanes et accises, d'entreprises d'assurances autorisées, de Fonds de garantie automobile an de Bureau luxembourgeois gi ginn.

Fir béid Projete goufen am Laf vum Mount Mee 2023 Amendementer virbereet an et gëtt de Moment op en zousätzlechen Avis vum Staatsrot an de verschiddene Chambres professionnelles gewaart.

Analyse des propositions du « Klimabiergerrot » | Question **7949** (02/05/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 17. Abrëll 2023 huet d'Regierung op enger Pressekonferenz den aktualiséierten Energie- a Klimaplang fir Lëtzebuerg (PNEC) virgestallt. Hei gouf gesot, datt d'Aarbecht vum Klima-Biergerrot och an déi nei Propose vum PNEC mat agefloss wier.

Laut engem Artikel vum 2. Mee vu Reporter.lu huet de Staatsminister eng Tabell ugeluecht, an där detailléiert gëtt, wéi mat de Virschléi vum Klima-Biergerrot ëmgaange gouf.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister a dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Plangt de Staatsministère, dës Tabell ze veröffentlechen? Wann net, wisou net?

2. Hunn d'Membere vum Klima-Biergerrot Accès zu dëser Analys, fir hir Kommentaren dozou kënnen ze veröffentlechen? Wann net, wisou net?

3. Plangt de Ministère eng weider Kommunikatioun vun dëser Analys?

Réponse (08/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

De Staatsministère, de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Ministère fir Energie a Landesplanung hunn an engem Message den zitéierten Tableau de Membere vum Klima-Biergerrot zoukomme gelooss, fir datt si sech en transparent Bild kënne maachen, wéi d'Regierung hir Virschléi verschafft huet. Dësen Tableau fannen déi honorabel Deputéiert och um Site vun der Regierung an um Enn vun dëser Äntwert.

Dësen Tableau baséiert op der Analys vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp. Do dernieft hu verschidde concernéiert Ministèrë separat Reunioune mat Spriecherinnen a Spriecher vum Klima-Biergerrot organiséiert, fir mat hinnen iwwert déi praktesch Ëmsetzung vun hiren Iddien ze diskutéieren, fir hinnen d'Analyse vun de Recommandatiounen ze presentéieren an op oppe Froen anzegoen. D'Membere vum Klima-Biergerrot sinn dann och fir eng Virstellung vum PNEC de 17.4. ageluede ginn, a konnten den zoustännege Ministeren hir Froe stellen. D'nämmlecht ass d'Regierung bei de Recommandatiounen duerch d'Experte vum Observatoire de la politique climatique (OPC) virgaangen.

1. Mesuren, déi net an de Perimeter vum PNEC falen. De PNEC ass e ganz technescht Dokument mat präzisen europäesche Virgaben. 71 vun de Recommandatiounen duerch de Klima-Biergerrot ginn iwwert de Kader vum PNEC eraus. Dës Iddie sinn awer net verluer, si wäerten an aner Regierungspoliticken a Form vun offizielle Pläng, Strategien, Reglementer a Gesetzer afléissen, wéi zum Beispill am Beräich vum Offall, der nohalteger Entwécklung an dem Naturschutz.

2. 5 komplett nei Mesuren, déi Lëtzebuerg eleng kann a wäert ëmsetzen.

3. 19 Mesuren, déi scho bestoend Mesurë verstäerken, déi Lëtzebuerg eleng kann a wäert ëmsetzen.

4. 33 Mesuren, déi schonn an enger änlecher Form existéieren. Hei huet de Regierungsrot decidéiert, dës bestoend Mesuren engem Bilan ze ënnerzéien, fir sécherzegoen, datt déi proposéiert Zilsetzung vum Klima-Biergerrot och erfëllt gëtt. Wann dëst net de Fall sollt sinn, wäert d'Regierung an der definitiver Versioun vum PNEC nobesseren.

5. 14 Mesuren, déi Lëtzebuerg net direkt an net eleng kann ëmsetzen, well se entweeder an de Beräich vum europäesche Recht falen, oder well se net ouni Kooperatioun mat anere Länner kënne realiséiert ginn.

Hei huet d'Regierung decidéiert, datt si dës Fuerderunge vum Klima-Biergerrot aktiv an d'Verhandlungen op EU-Niveau mat abrénge wäert, an datt Lëtzebuerg mat anere concernéierte Länner a Kontakt triede wäert, fir d'Ëmsetzung vun dëse Propositiounen zesummen unzegoen.

71 Propositioune leien also am Perimeter vum PNEC. D'Regierung huet keng Mesure vum Klima-Biergerrot verworf. D'Regierung huet decidéiert, all dësen 71 Mesuren e Suivi ze ginn.

De Klima-Biergerrot suergt also derfir, datt Schrëtt fir Schrëtt, Mesure fir Mesure d'Iddie vun de Biergerinnen a Bierger an d'Regierungspolitick afléissen.

Limitation des arrivées à l'Aéroport de Luxembourg | Question **7950** (02/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gouf un eis erugedroen, dass et rezent zu ville Verspéidunge bei den Arrivéeë vun de Passagéierflich hei um Findel géif kommen. Dëst, well d'Direction de l'aviation civile (DAC) der Administration de la navigation aérienne (ANA) géif virschreiwen, dass d'ANA just nach 12 Arrivéeën an der Stonn, amplaz vun deene bis dohi méiglechen 20, dierf erlaben.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass d'DAC der ANA viru Kuerzem virgeschriwwen huet, just nach 12 Arrivéeën an der Stonn ze erlaben?

2. Sollt dës Limitatioun an der Unzuel vun de méiglechen Arrivéeë pro Stonn der Realitéit entspriechen, firwat ass et zu dëser Ännerung komm?

3. Wéi vill Vollen am Passagéiertransport landen, opgeschlësselt pro Mount, pro Joer um Findel?

Réponse (01/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Allgemeng ass ze bemierken, dass Verspéidungen am Fluchverkéier duerch verschidde Facteuren entstoe kënnen, wéi zum Beispill gewerkschaftlech Aktiounen an den Nopeschlänner, Meteoskonditiounen, technesch oder operationell Problemer bei de Fluchlinnen oder de Fluchhäfen.

Et ass richteg, datt den Ament d'Arrivéeën um Findel op 12 pro Stonn limitéiert sinn.

Am Kader vun engem Audit vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) eng Rei Nonkonformitéite festgestallt. Eng dovun ass als Niveau 1 klasséiert ginn an d'DAC huet eng direkt Aktioun vun der ANA gefrot, déi d'Zuel vun den Arrivéeën op 12 pro Stonn limitéiere soll, soulaang déi Nonkonformitéit net geléist gouf.

Wat d'Statistike vun de Landungen a Passagéierzuelen ugeet, verweisen ech op de „Portail Open Data du Luxembourg", op deem all d'Statistike ronderëm de Fluchverkéier publizéiert ginn. Bei weidere Froen zu dësen, kënnt Dir Iech gären direkt un d'Direktioun vun der ANA wennen.

https://data.public.lu/fr/organizations/administration-de-la-navigation-aerienne/

Évolution du réseau des pistes cyclables | Question **7951** (02/05/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gesetz vum Dezember 2019 gouf de legale Kader fir de Reseau u Vëlospisten zu Lëtzebuerg iwwerschafft. An den deemolege Presentatioune vum Ministère an am Text vum Gesetzesprojet war dat erkläertent Zil deemools 1.102 km Vëlospisten uechtert d'Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun deene 430 km, déi säit 2018 un neie Vëlospiste sollte gebaut ginn, si bis elo gebaut ginn?

2. Wéi vill vun deenen 180 km (dovunner 113 km, déi 2018 deklasséiert waren), déi vu fréiere Vëlospisten erëm sollten opgeholl ginn, sinn elo erëm Deel vum Reseau?

3. Am Modu 2.0 war fir 2025 d'Zil, dass 10 % vun den Trajeten (> 5 km) Doheem–Aarbecht via Vëlo gemaach ginn. Bei wéi vill Prozent si mir haut?

4. Am Modu 2.0 war fir 2025 d'Zil festgesat ginn, dass 15 % vun de Schoulweeër (> 5 km) mam Vëlo gemaach ginn. Bei wéi vill Prozent si mir haut?

5. 2018 ware 95 km vum Vëlosreseau am „trafic mixte". Wéi vill Kilometer sinn et haut? Wéi vill Prozent vun der Gesamtlängt vun de Vëlospiste sinn et haut?

6. Wéi eng Projete fir nei Vëlospisten, déi zu deenen 1.102 km Reseau sollte bäidroen, goufe schlussendlech zréckbehalen? Wéi ass de Stand vun deene Projeten?

Réponse (19/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An dem genannten Zäitraum si follgend Vëlospiste vum nationale Vëlosreseau gebaut ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et sinn och op anere Plazen Deelstécker a Weeër amenagéiert respektiv schonns fir d'Cycliste befuerbar, wou awer nach d'Uschlëss (nach an der Etude oder am Projet) zu bestoende Piste feelen an deementspriechend nach net vollstänneg als Vëloswee ze benotze sinn (feelend Verbindungen).

Parallell leeft e grousse Projet, fir de kompletten nationale Vëlosreseau homogeen auszeweisen, esou datt iwwert déi nächst Joren nei fäerdeg Deeler dobäigesat wäerte ginn.

ad 2. D'Zuel vun 180 Kilometer ass net an deene vum Här Deputéierte referenzéierten Dokumenter ze fannen. Ausserdeem si mat deene genannten 113 Kilometer national Vëlospiste gemengt, déi deklasséiert solle ginn, esoubal eng besser Alternativ realiséiert konnt ginn.

Eng aner Méiglechkeet vun engem Deklassement ass, datt eng national Vëlospist net méi kohärent mat der Strategie vum neie Vëlospistegesetz ass.

Momentan sinn nach eng 105 Kilometer ze deklasséieren, esoubal all déi Verbindunge realiséiert gi sinn, déi d'Gesetz virgesäit. Dës Zuel kann awer ëmmer erëm variéieren (och no uewen), jee nodeems, wéi déi geplangte Streck sech am Verlaf vum Projet verännert.

Déi genannten 113 Kilometer vun 2018 sinn also net 1 zu 1 mat dëser Zuel ze vergläichen.

ad 3. a 4. Aktuell Zuele leien net vir. Virun 2025 wäert eng grouss „enquête ménages" zur Mobilitéit (ewéi 2017) gemaach ginn an déi dann aktuell Wäerter liwweren.

ad 5. Momentan si vum nationale Vëlosreseau ongeféier 80 Kilometer am sougenannten „trafic mixte".

ad 6. D'Stroossebauverwaltung schafft am Prinzipp um Ausbau vum gesamte Vëlosreseau wéi en am Gesetz virgesinn ass. Wéi an der éischter Fro schonns duerguelucht, mussen nach vill Deelstrecken an Uschlëss op bestoende Strecke studéiert a gebaut ginn, ier komplett Verbindunge fäerdeg sinn. De Fortschrëtt vun de verschiddene Projete respektiv eenzele Lousen hänkt staark vun enger Rei Aspekter of, wéi ënnert anerem den néidegen Terrainen, de Geneemegungen a Konventiounen.

Follgend een Iwwerbléck op all d'Vëlospisteprojeten, déi am Abléck vun der Stroossebauverwaltung op Basis vum genannte Gesetz (wat +/-585 Kilometer virgesäit) studéiert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Responsabilité dans le cas de transmission de maladies lors du don de sang | Question **7952** (02/05/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

An der Diskussioun ronderëm Diskriminatioun vun den homosexuelle Männer, déi hei zu Lëtzebuerg weiderhi kee Blutt spenden däerfen, hat de Generaldirekter vum Roude Kräiz gefuerdert, datt, am Fall vun enger Ustiechung, d'Fro vun der Responsabilitéit anescht misst geléist ginn, wéi dat haut de Fall ass.

Aktuell dréit dann nämlech d'Rout Kräiz d'Verantwortung selwer. An dat, obwuel all Bluttspend genee op den HIV-Virus iwwerpréift gëtt an all Spender, egal ob Mann oder Fra, muss uginn, ob en an de leschte 4 Méint e Partnerwiessel hat, bleift e gewëssene Reschtrisiko, fir sech bei enger Blutttransfusioun mam Aidsvirus ze infizéieren. Ass dat de Fall, läit wéi gesot d'Responsabilitéit bei dem Roude Kräiz, well si fir d'Kollekt vum Blutt zoustänneg sinn.

Fir den homosexuelle Männer et ze erméiglechen, Blutt ze spenden, wëll ech d'Madamm Gesondheetsminister froen:

– Wäert d'Regierung d'Fro vun der Responsabilitéit am Fall vun enger Ustiechung mam HIV-Virus duerch Bluttkonserven nei reegelen?
• Wa jo, wäerte méiglech Affer an Zukunft direkt vum Staat indemniséiert ginn?
• Wäert déi nei Reegelung och fir aner Krankheete gëllen, déi duerch Blutttransfusioune kéinten iwwerdroe ginn?

– Wéi ass d'Fro vun der Responsabilitéit an eisen Nopeschlänner gereegelt?

Réponse (09/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

D'Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwer d'Reguléierung vun der Blutttransfusioun setzt d'Konditiounen an d'Prozedure fir d'Bluttspend, d'Erhiewung an d'Liwwerung vu Blutt fest. Fir d'Aktivitéiten am Zesummenhang mat der Blutttransfusioun ass d'Rout Kräiz vum Gesondheetsministère, op Basis vum virgenannte Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwer d'Blutttransfusioun, agreéiert.

Dëst Gesetz verflicht och d'Rout Kräiz, eng Versécherung ofzeschléissen, déi all d'Risiken, déi d'Spender am Zesummenhang mat Bluttprouwen droen, ofdeckt. Wann deemno eng Persoun e Schued duerch eng Blutttransfusioun erleide géif, gëtt dës Persoun vun der Assurance vum Roude Kräiz entschiedegt.

Sou wéi d'Rout Kräiz et awer selwer betount, ass opgrond vun alle Qualitéitskontrollen, déi bei Blutttransfusioune gemaach ginn, de Risiko vun der Iwwerdroung vun enger ustiechender Krankheet duerch Blutttransfusioune ganz kleng, och wann net null. Bei der Assurance gëtt an dësem Kontext net tëschent verschiddene Krankheeten ënnerscheet.

De Regimm vun der Responsabilitéit fir defekt Produkter, wou kontaminéiert Blutt drënner fale géif, ass generell duerch d'geännert Gesetz vum 21. Abrëll 1989 iwwer d'Zivillverantwortung fir defekt Produkter gereegelt. Dëst Gesetz setzt eng Direktiv vum Conseil vum 25. Juli 1985 ëm. Et ass aktuell net virgesinn, dëst Gesetz ze änneren.

Doriwwer eraus sinn de Staatsminister an d'Gesondheetsministesch an enger Diskussioun mam Roude Kräiz, fir iwwer de Wee vun enger Konventioun de Reschtrisiko am Zesummenhang mat Blutttransfusiounen, d. h. dee Risiko, deen iwwert de Plaffong vun der legaler Assurance vum Roude Kräiz kéint erausgoen, ofzedecken. Fir de Fall wou deemno Leit Schied duerch Bluttprodukter, déi vum Roude Kräiz geliwwert goufen, erlidden hätten an d'Responsabilitéit vum Roude Kräiz zeréckbehal géif ginn, géif de Staat sech engagéieren, fir de Schuedensersatz, deen iwwert de Plaffong vun der Assurance erausgeet, ze iwwerhuelen.

D'Direktiv iwwert d'Responsabilitéit bei defekte Produkter huet all Memberstaat transposéiert.

Et gëtt an eenzele Länner, wéi z. B. a Frankräich oder an der Belsch, spezial Regimmer, déi och Schied, déi Leit duerch kontaminéiert Blutt erlidden hunn, ënnert bestëmmte Konditiounen, entschiedegen. A Frankräich ass dat den „Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales" an an der Belsch de „Fonds des accidents médicaux".

Analyse des propositions du « Klimabiergerrot » | Question **7953** (02/05/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Bei der Presentatioun vun den Upassunge vum PNEC huet de Premierminister gesot, dass de Klimabiergerrot, dee vun der Regierung aberuff gouf, en Impakt op d'Lëtzebuerger Klimapolitik, an notamment de PNEC, hätt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot goufen integral an den neie PNEC iwwerholl a sollen eent zu eent ëmgesat ginn? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. oplëschten?

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot goufen an enger adaptéierter Form oder Versioun an den neie PNEC integréiert? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. oplëschten?

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot sollen analyséiert bzw. evaluéiert ginn, fir dann evtl. zu engem spéideren Zäitpunkt an de PNEC iwwerholl ze ginn? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. oplëschten?

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot solle kuerzbis mëttelfristeg net an de PNEC integréiert ginn? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. oplëschten?

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot solle kuerzbis mëttelfristeg net an de PNEC, mee awer och net an aner Strategien a Pläng vun der Regierung integréiert ginn? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. oplëschten?

Réponse (22/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Ech verweise fir dës Äntwert op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7949.

Responsabilité sur l'alerte par sirène dans les communes | Question **7954** (02/05/2023) de **M. Aly Kaes** (CSV)

Laut mengen Informatiounen ass de CGDIS responsabel fir den Declenchement vun den Alerten iwwert de Wee vu Sireenen, esou wéi se ënnert anerem an de Gemengen installéiert sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneminister stellen:

– Ween ass responsabel fir den Entretien vun de Sireenen, déi an de Gemengen installéiert sinn? Am Fall wou eng Sireen en panne fält, wien ass responsabel fir d'Reparaturen?

– Kann d'Madamm Minister mir déi deementspriechend „base légale" matdeelen?

– A wéi enge Fäll declenchéiert de CGDIS eng Alert mam System vun der Sireen?

– A wéi enge Fäll gëtt vum CGDIS eng lokal Alert declenchéiert, z. B. iwwert de Wee vun engem Piipser/Pager?

Réponse (09/06/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Missioun, d'Biergerinnen a Bierger am Fall vun enger Katastroph oder Kris ze informéieren an ze warnen, ass dem ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet no eng Aufgab vun der ziviller Sécherheet, déi virun allem vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), iwwert deen ech d'Tutelle hunn, ausgefouert gëtt[8]. An deem Kader ass et d'Aufgab vun der Regierung, d'Strategie an d'Objektiver vun der ziviller Sécherheet ze definéieren, souwéi och déi néideg Moossnamen en place ze setzen, soudass de CGDIS senge Missiounen nokomme kann, dëst am Aklang mam Plan national d'organisation des secours (PNOS).

Wat d'Sireenen ugeet, huet Lëtzebuerg en zentral gesteierte Reseau vun 347 Sireenen, mat deem d'Land gutt couvréiert ass an dee säit Joren all 1. Méindeg am Mount getest gëtt, well d'Sireenen als e wichtege Bestanddeel vun eiser multikanaler Alertéierungsapproche, dem LU-Alert, ze gesi sinn.

Am Kader vun der Reform vum nationale Warnsystem gëtt de Moment eng Analys vun de Proprietéitsverhältnisser vun de Sireene gefouert. Wann déi bis ofgeschloss ass, klären ech d'Gemenge per Circulaire doriwwer op, wien de Proprietär vun de Sireenen ass, an deemno, wien och responsabel ass fir den Entretien.

Recrutement de moniteurs de natation | Question **7955** (02/05/2023) de **M. André Bauler** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Mam Fréijoer fänkt och nees d'Schwammsaison an den oppene Schwämmen un. An Däitschland gëtt et de Moment spierbar Probleemer beim Rekrutement vu Schwammmeeschteren. Och bei eis am Land gouf et do scho personell Engpäss.

An deem Kader wollte mir dem Här Sportminister follgend Froe stellen:

– Wéi gesäit d'Situatioun hei am Land aus, wann et ëm d'Astellung vu Schwammmeeschtere geet? Wat ass do de Feedback aus de Gemengen an de Schwammveräiner?

– Wat sinn d'Ursaachen, déi erklären, firwat manner Leit bereet sinn, fir dëse Beruff ze ergräifen?

– Gëtt et Beméiunge vusäite vum Sportminister, fir de Profill an de Beruff vum Schwammmeeschter méi bekannt an attraktiv ze maachen?

[8] Art. 1er. La sécurité civile a pour mission la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement contre les événements calamiteux, les sinistres et les catastrophes, l'information et l'alerte des populations ainsi que la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés. Le Ministre ayant les Services de secours dans ses attributions, appelé par la suite « le ministre », est chargé de l'organisation et de la mise en œuvre de la sécurité civile et coordonne les mesures et les moyens prévus par la présente loi.

– Ass den Undeel u Grenzgänger an der Schwammmeeschterbevëlkerung an de leschte Jore gewuess?

Réponse (12/06/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

Obwuel sech dës Froen ëm de Sport dréinen, ass de Sportsministère net fir all Aspekter dofir zoustänneg. Schwammmeeschtere ginn nämlech gréisstendeels vu Gemengen agestallt, déi dann och d'Schwämme bedreiwen. Sécherlech gëtt et och e puer privat geréiert Schwämmen. Zu de Froen 1, 2 a 4 huet mäi Ministère keen Zuelematerial.

Zu de Schwammveräiner ass ze soen, dass eis ENEPS wuel zoustänneg fir d'Ausbildung vun den Traineren ass, mee awer net vun de Schwammmeeschteren. Am Gesetzesprojet 8090 ass virgesinn, dass d'ENEPS an den INAPS (Institut national de l'activité physique et des sports) ëmgewandelt gëtt an domadder erweidert Missioune kritt. Ënner anerem follgend nei Missioun ass Kader vun der Fro 3 interessant an nennenswäert: « contribuer, en tenant notamment compte des besoins du mouvement sportif, à la définition et au développement des métiers du secteur du sport et aux formations y relatives ».

A Kooperatioun mat deene verschiddenen Instanzen, déi fir d'Ausbildung an d'Entwécklung vun de Beruffer am Sport responsabel sinn, soll den INAPS also zukünfteg dozou bäidroen, dass d'Beruffer sech dem Besoin vum Secteur vum Sport entspriechend hei zu Lëtzebuerg weiderentwéckelen. An deem Kontext sollten zukünfteg dann och Donnéeën zu de Froen 1, 2 a 4 gesammelt ginn.

Proposition de règlement de la Commission européenne établissant des règles en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur enfants | Question **7956** (03/05/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Virun engem knappe Joer huet d'EU-Kommissioun Pläng presentéiert, fir géint sexuell Gewalt géint Kanner am Internet virzegoen. Et steet ausser Fro, datt et noutwendeg ass, déi betraffe Mannerjäreger ze schützen a géint dës Zort vu besonnesch schlëmme Verbrieche virzegoen. Allerdéngs gesäit dat proposéiert Reegelwierk vun der Kommissioun och eng ëmstridden Chatkontroll vir. Dat bedeit, datt Kommunikatiounsservicer respektiv Internetprovider sollen obligéiert ginn, déi privat Messagë vun den Utilisateuren automatesch ze scannen, fir ze kontrolléieren, ob do kee problematesche Contenu dran ass, wéi zum Beispill Kannerpornographie oder Grooming, d. h. de Kontaktversuch vun Erwuessene mat Mannerjäregen. Esou eng Technologie riskéiert, jiddereen ënnert Generalverdacht ze stellen.

Wéi rezent an de Medien ze liese war, huet d'Cellule scientifique vum EU-Parlament eng héchst kritesch Analys vun dëse Pläng gemaach, well esou een Outil d'Grondrechter vun de Bierger géif verletzen.

An deem Zesummenhang géif ech gäre follgend Fro un d'Madamm Justizministesch stellen:

– Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dësem geplangten EU-Reglement?

Réponse (06/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

– Sexuell Gewalt géint Kanner am Internet, ënner anerem pedopornographescht Material an d'Sollicitatioun vu Kanner zu sexuellen Handlungen (de sougenannte Grooming), musse mat all méiglechen an effikasse Mëttele bekämpft ginn.

Wann dofir eng Limitatioun vu verschiddene Rechter, ë. a. dem Dateschutz an dem Recht op Privatsphär, noutwenneg ass, muss esou eng Limitatioun den applikabele juristesche Prinzippien entspriechen. An deem Sënn muss all Limitatioun kloer a per Gesetz bestëmmt sinn, e legitimt Zil verfollegen (hei de Schutz vun de Kanner) a proportionéiert zu dësem Zil sinn.

Opgrond vun dëse Considératiounen hat Lëtzebuerg, esou wéi och aner Memberstaaten, den Avis vum Service juridique vum EU-Conseil bezüglech der Legalitéit vun der sougenannter „Chatkontroll" gefrot, deen eng kritesch Vue op dës Kontroll, wéi se aktuell am geplangte Reglement virgesinn ass, huet, well se net präzis genuch am Text formuléiert ass.

Aus dësem Grond recommandéiert de Service juridique vum Conseil, eng méi cibléiert Detektioun vu pedopornographeschem Material a Grooming virzegesinn.

Dësen Avis gëtt aktuell am Kader vun den Negociatiounen analyséiert. De Justizministère huet och mat de Justizministeren aus Däitschland, Éisträich, Liechtenstein an der Schwäiz eng Deklaratioun ënnerschriwwen, an där d'Wichtegkeet vun der Noutwennegkeet an der Proportionalitéit vum Agréff an d'Mënscherechter an de Bedarf u Prezisioun am Text ënnerstrach ass.

Reconnaissance des diplômes | Question **7957** (03/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4637 iwwert d'Akkreditéierung vun Héichschoulen huet de Minister fir Bildung erklärt:

„Déi concernéiert Servicer vum Héichschoul- a Fuerschungsministère si beméit, d'Studenten an d'Studentinne souwéi och all aner interesséiert Persoune beschtméiglech iwwert déi potentiell Unerkennung (oder Netunerkennung) vun engem Studieprogramm, sief dat en nationalen oder een auslänneschen, ze informéieren.

Een Haaptobjektiv besteet doran, déi zukünfteg Studenten a Studentinne schonn am Virfeld dofir ze sensibiliséieren, dass net all postsecondaire Formatioun eligibel ass fir déi staatlech Studiebaihëllefen an dass och net all Diplom, deen um tertiären Niveau ausgestallt gëtt, kann als akadeemeschen Titel unerkannt ginn."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Efforte goufen an dësem Zesummenhang säit 2021 gemaach?

2. Grad fir auslännesch Student(inn)en, deenen déi national Informatiounsservicer net bekannt sinn, ass et oft schwéier ze erkennen, ob eng Héichschoul, déi hei zu Lëtzebuerg Coursen ubitt, akkreditéiert ass oder net. Wéi probéiert de Ministère ze verhënneren, dass grad Persounen aus Drëttstaate vun net akkreditéierten Héichschoulen hei zu Lëtzebuerg getäuscht ginn?

3. Fir Studien, déi op enger net akkreditéierter Héichschoul zu Lëtzebuerg gemaach ginn, kann een och keng Studiebäihëllefe kréien. Gi Persounen, déi trotzdeem eng Demande fir eng Studiebäihëllef areechen, beim Refus doriwwer informéiert, dass si net nëmmen net eligibel si fir d'Aide, mee et och kéint sinn, dass den Diplom zu Lëtzebuerg guer net unerkannt wäert ginn?

4. Ass de Minister der Meenung, dass et eng Gesetzesupassung bräicht, déi d'Transparenz erhéije géif, andeems Schoulen, déi hei zu Lëtzebuerg Diplomer ausstellen, déi hei am Land guer net unerkannt ginn, dëst kloer op hirer Websäit a bei der Umeldung kennzeechne missten?

Réponse (16/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Wéi ech a menger Äntwert vum 29. Juli 2021 op d'parlamentaresch Fro Nr. 4637 duergeluecht hat, ass et effektiv eng wichteg Missioun vun de concernéierte Servicer vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung (MESR), d'Studenten an och all aner interesséiert Persoune beschtméiglech iwwer déi potentiell Unerkennung (oder Netunerkennung) vun engem Studieprogramm, sief dat en nationalen oder en auslänneschen, ze informéieren. Wéi erkläert, besteet een Haaptobjektiv doran, déi zukünfteg Studente schonn am Virfeld dofir ze sensibiliséieren, dass net all postsecondaire Formatioun eligibel ass fir déi staatlech Studiebäihëllefen an dass och net all Diplom, deen um tertiären Niveau ausgestallt gëtt, kann als akadeemeschen Titel unerkannt ginn. An de verschiddene Publikatioune vum Service Information études supérieures a vum Service Aides financières gëtt op déi Problematik opmierksam gemaach, genee wéi och an de sëllechen Informatiounsreuniounen, un deenen dës Servicer deelhuelen, an natierlech op der alljärlecher Studentefoire, déi vum MESR organiséiert gëtt.

Fir eng verstäerkte Kohärenz, Accessibilitéit an Diffusioun vun dësen Informatiounen ze garantéieren, goufen am Hierscht 2021 déi zwee uewe genannte Servicer (Information études supérieures an Aides financières) vum Ministère engem Rebranding ënnerzunn, dee besonnesch säin Nidderschlag am neien Internetsite mengstudien.lu (www.mengstudien.lu) fonnt huet. Dëse Site gouf bei der Geleeënheet vun der Studentefoire Enn Oktober 2021 lancéiert an huet de Site cedies.lu ersat. Hei fënnt een elo op dräi Sproochen (franséisch, däitsch an englesch) all nëtzlech Informatiounen iwwer d'Studieméiglechkeeten am In- an Ausland souwéi och iwwer d'Studiebäihëllefen. Par rapport zum Virgängersite goufen divers Adaptatioune gemaach, fir d'Informatiounssich méi einfach a méi intuitiv ze gestalten a fir d'Informatioune prezis a prägnant ze formuléieren. D'Problematik vun den unerkannte respektiv net unerkannten Héichschoulen a Programmer gëtt op enger ganzer Rei Säite vun dësem Site abordéiert, sief et am Kontext vun der Presentatioun vun der Héichschouloffer zu Lëtzebuerg[9] an am Ausland, oder och en relatioun mat der staatlecher Studiebäihëllef.

An deem selwechte Sënn gouf am Kader vun der Migratioun vum allgemenge Site vum MESR op d'Plattform gouvernement.lu den Internetopträtt vum Ministère enger genereller Revisioun ënnerzunn, souwuel wat den Inhalt wéi d'Form ubelaangt (www.mesr.gouvernement.lu). Dëse Site ass ufanks 2022 online gaangen.

Wat spezifesch d'Thematik vun der Akkreditéierung an Unerkennung vun Héichschoulen ubelaangt, fënnt een elo um Site vum MESR eng detailléiert Presentatioun vum Lëtzebuerger Héichschoulsystem an deem domat verbonnene Qualitéitssécherungs- an Akkreditatiounssystem, mat engem ganz prominent placéierte Link op d'Lëscht vun den unerkannten an akkreditéierten Héichschoulprogrammer hei am Land[10]. Dës Lëscht ass ewell och souwuel op franséisch wéi op englesch disponibel[11] a wäert geschwënn nach duerch eng

[9] https://mengstudien.public.lu/fr/etudier-luxembourg.html. Hei fënnt een zum Beispill dës kloer Mise en garde: « Important : Seules les formations répertoriées dans ce tableau sont éligibles pour les aides financières et reconnues (attention aux dates de validité de l'accréditation!) ».

[10] https://mesr.gouvernement.lu/fr/dossiers/dossiers/accreditations.html

[11] https://mesr.gouvernement.lu/fr/demarches/reconnaissance-academique/diplomes-nationaux/liste-des-formations-d-enseignement-superieur-reconnues.html

däitsch Versioun ergänzt ginn. Och op de Säiten iwwer d'akadeemesch Unerkennungsprozedur (Registre des titres) fënnt een, an dräi Sproochen (franséisch, däitsch an englesch), Informatiounen iwwer déi unerkannte Lëtzebuerger Héichschoulformatiounen[12].

Betreffend d'Studenten aus Drëttstaate sief preziséiert, dass si, laut dem Artikel 56 vum Immigratiounsgesetz vun 2008 (loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration), nëmmen eligibel si fir eng Openthaltserlabnis „Étudiant" zu Lëtzebuerg, wa si an engem unerkannten oder akkreditéierte Vollzäitstudiegang ageschriwwe sinn, dee vun enger dofir unerkannter Institutioun ugebuede gëtt. Op déi Aart a Weis ka verhënnert ginn, dass si vun net akkreditéierten Héichschoulen hei am Land getäuscht ginn.

Wéi uewendriwwer erkläert, ginn d'Servicer vum MESR de recurrente Rot, sech scho bei der Studiewal souwuel doriwwer ze informéieren, ob dee viséierte Studiegang eligibel ass fir d'staatlech Studiebäihëllef, wéi och doriwwer, ob den ugestriften Diplom akadeemesch unerkennbar ass[13]. Vu dass et sech heibäi awer ëm zwou verschidde Prozeduren handelt, déi op zwee verschiddene Gesetzestexter mat zwee verschiddenen Objektiver baséieren, gëtt, aus juristesche Grënn, am Fall vun engem Refus vun der Studiebäihëllef net explizitt vermierkt, dass dee viséierten Diplom eventuell net wäert kënnen akadeemesch unerkannt ginn. Allerdéngs stinn d'Mataarbechter vun de concernéierte Servicer zur Verfügung, fir déi néideg Renseignementer iwwer de Statut vun enger spezifescher Héichschoulinstitutioun oder vun engem bestëmmte Studiegang ze ginn, an et esou jidderengem ze erlaben, seng Formatioune bewosst a mat deem néidegen Hannergrondwëssen auszewielen.

Fir d'Transparenz, wat d'Unerkennung oder Netunerkennung vun Héichschoulinstitutiounen an -programmer hei am Land ubelaangt, nach zousätzlech, nieft all dësen Efforten, déi vu menge Servicer gemaach ginn, ze erhéijen, hunn ech effektiv am Kader vum Gesetzesprojet Nr. 8079[14], deen eng fundamental Revisioun vum Héichschoulgesetz vun 2009 virgesäit, Dispositioune proposéiert, fir d'Titelen (cf. BTS, Bachelor, Master, Doktorat etc.) an d'Denominatiounen (cf. Universitéit, spezialiséierten Héichschouletablissement) a Relatioun mam Lëtzebuerger Héichschoulsystem ze schützen. Konkreet bedeit dat, dass da just nach déi unerkannten an akkreditéiert Institutioune Studiegäng, déi zu de genannten Titelen an Diplomer féieren, ubidde kënnen, an dass och nach just déi unerkannten an akkreditéiert Institutiounen sech däerfen „Universitéit" oder „spezialiséierten Héichschouletablissement" nennen.

Constructions à fins pédagogiques en zone verte | Question **7958** (03/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Op meng mëndlech Fro zu Baute fir pedagogesch Zwecker huet d'Ministesch an der Froestonn vum 2. Mee geäntwert, dass et kee Reglement gëtt, wat d'Baute fir pedagogesch Zwecker reegelt, mee just eng Guideline um Internetsite vum Environnement[15].

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Baute fir pedagogesch Zwecker gëtt et, déi dës Richtlinnen net erfëllen?

2. Huet den Ëmweltministère respektiv seng Verwaltungen och esou Baute fir pedagogesch Zwecker? Wa jo – wéi vill Bauten, an erfëllen dës déi beschriwwe Konditiounen, zum Beispill, dass de Bau op maximal 3 Säite däerf zou sinn?

3. U wéi eng Konditioune ginn d'Autorisatioune fir zum Beispill Bëschcrèchen an Zukunft gebonnen? Gëlle fir d'Bëschcrèchen an Zukunft och d'Virschrëften, dass de Bau op maximal 3 Säite däerf zou sinn?

4. Opgrond vu wéi engen Erkenntnisser ass dës spezifesch Decisioun (vu maximal 3 zoue Säite) geholl ginn? Ass den Afloss op d'Natur duerch eng zoue Cabanne weesentlech méi grouss, wéi duerch eng Cabanne, déi op enger Säit op ass?

Réponse (22/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Ëmweltministère ënnerstëtzt a fuerdert déi ëmweltpedagogesch Aktivitéiten an der Natur, wou en nëmme kann. Dëst ass a ville Fäll finanzieller Natur, mee awer och an deenen administrativen Demarchen.

Nodeems 2018 dat neit Naturschutzgesetz gestëmmt ginn ass, war vill Onsécherheet am Secteur, wat de Volet vun de Geneemegungen ugeet. Fir deem entgéintzewierken, ass, zesumme mat den Acteure vum Terrain, ee pragmatesche Froekatalog ausgeschafft ginn, de sougenannten „FAQ fir ëmweltpedagogesch Aktivitéiten". Zil vun dësem war et, an enger verständlecher Sprooch Weeër opzeweisen, fir d'Aktivitéiten an der Natur esou ze organiséieren, datt keng Geneemegung néideg ass. Sollt fir bestëmmt Aktivitéiten awer nach eng Geneemegung néideg sinn, gëtt dësen FAQ awer och direkt déi néideg Hëllefstellung, fir d'Ufro esou ze maachen, datt dës och an engem kuerzen Delai ka geneemegt ginn.

Dësen FAQ (https://environnement.public.lu/fr/natur-erliewen/mir-ginn-eraus.html) ass spezifesch fir d'Acteuren am Beräich vun der Ëmweltbildung, déi an der Natur schaffen, dozou gehéieren och d'Schoulen. Dëst Dokument gëtt eng Hëllefstellung, mee stellt kee rigide Kader duer.

Een Deel vun dësem FAQ betrëfft dann och déi sougenannten Abris pédagogiques, méi spezifesch déi, déi nei opgeriicht ginn. De grousse Virdeel vun dësem FAQ ass, datt en eng gewësse Flexibilitéit léisst, fir sech un déi spezifesch Gegeebenheeten unzepassen, gläichzäiteg awer och eng gewëss Planungssécherheet gëtt, fir déi, déi sech un dës Richtlinnen halen.

Naturpedagogesch Aktivitéiten am Kader vum Naturschutzgesetz sinn eng Utilité publique, an dofir ugefrote Konstruktioune kënne geneemegt ginn, wann se vun engem breede Bevëlkerungskrees fir naturpedagogesch Zwecker genotzt sollen a kënne ginn.

Wann de Mënsch d'Natur kennt a versteet, se erlieft a selwer dovu profitéiert, ass en och éischter gewëllt, se ze schützen. Dëst gëllt deemno och fir d'Ënnerstänn, déi zum Zil hunn, bei den naturpedagogeschen Aktivitéiten ënnerstëtzend ze wierken.

Et geet deemno net drëms, nei zoue Klassesäll an der Natur ze schafen. Den Ënnerstand soll net d'Haaptzil vum Ausfluch sinn. D'Haaptzil ass a bleift d'Natur an all hire Formen an dës soll och am Ënnerstand erliefbar sinn. Den Ënnerstand déngt just derzou, fir sech am Fall vu Reen kënnen ënnerzestellen oder zum Beispill Rucksäck kënnen dréchen ofzeleeën.

Mir hunn all dat selwecht Zil: flott naturpedagogesch Aktivitéite fir eis Kanner, an awer och fir Erwuessener, dobaussen an der Natur.

Elo zu de Froen:

ad 1. Et gëtt jo nach aner Konstruktiounen ewéi Ënnerständ, déi fir pedagogesch Zwecker genotzt ginn. Den FAQ viséiert déi net all, well et jo doran éischter ëm punktuell, dacks zäitlech limitéiert Aktivitéite geet.

Bei den Ënnerständ, déi nei gebaut solle ginn, gëtt dës Richtlinn applizéiert, et sief, et wär nogewisen, datt dat, wat d'Richtlinn virgëtt, net géif duergoen. Vu datt déi meeschte Baute virum Erschénge vun dëser Richtlinn geneemegt goufen, erfëllt d'Majoritéit vun deene bestoenden Ënnerständ déi net. Bei méi rezente Geneemegungsufroe goufen d'Demanden en fonction vun dëser Richtlinn bewäert.

ad 2. Jo, den Ëmweltministère respektiv seng Verwaltungen hunn och Baute an der Gréngzon fir pedagogesch Zwecker. Fir déi Baute gëllt och dat uewendriwwer Gesotent.

ad 3. Fir Bëschcrèchen, déi jo eng aner Vocatioun hunn, wéi sech nëmme kënnen dréchen ënnerzestellen oder eppes dréchen ofzeleeën, ass an den FAQ näischt virgesinn.

Bëschcrèchë si bannendran anescht equipéiert an dofir ass et néideg, dass si kënnen zougespaart ginn. Alleguerten d'geneemegt Bëschcrèche sinn dohier Konstruktioune mat 4 Wänn.

Et sief vun der Fro profitéiert, fir drop opmierksam ze maachen, dass et och bei Bëschcrèchen drëm geet, d'Natur dobaussen an all hire Formen an deene verschiddenste Wiederkonditiounen ze erliewen, an net drëms, de gréissten Dag an engem zouene Klassenzëmmer ze sëtzen.

Fir d'Déieren an d'Planzen an der Gréngzon net onnéideg ze belaaschten, solle Bëschcrèchë prioritär am Bauperimeter leien (dee Moment dann um Rand oder no zu der Gréngzon), wou och schonn déi néideg Infrastruktur (Waasser, Elektresch …) virläit fir hir Notzung a wou och den Transport vun de Kanner dohinner net duerch d'Gréngzon leeft.

ad 4. Hei muss ee méi wäit aushuelen:

D'Gréngzon ass a priori jo eng Zon, déi soll fräi vu Konstruktioune bleiwen; Ausname vun dem Prinzipp fënnt een am Naturschutzgesetz. Eng vun deenen Ausnamen, déi säit 1982 explizitt am Naturschutzgesetz steet, ass fir Zwecker vun der Utilité publique. D'Konditioun sine qua non fir eng pedagogesch Kontruktioun an der Gréngzon ass also, datt se d'utilité publique ass. Dat heescht, datt dës Struktur fir all naturpedagogesch Aktivitéite muss kënne genotzt ginn, also engem breede Bevëlkerungsdeel zougänglech ass, si deemno net exklusiv just engem Ubidder vun naturpedagogeschen Aktivitéiten zur Verfügung steet. Dat kann ee realiséieren, andeems een se z. B. d'office oppe gestalt ewéi bei engem Ënnerstand oder doduerjer, dass een se fir naturpedagogesch Aktivitéite verschiddenen Acteuren zur Verfügung stellt, z. B. iwwert e Reservéierungssystem.

Wann eng Konstruktioun dee Krittär net erfëllt, an och keen anere vun deenen am Naturschutzgesetz genannte Krittären, kann se also nom Gesetz net geneemegt ginn. Et geet also net nëmmen ëm den Afloss op d'Natur, dee vun der Konstruktioun selwer ausgeet, mee drëms, ob se d'Krittären erfëllt, fir iwwerhaapt kënnen autoriséiert ze ginn.

[12] https://mesr.gouvernement.lu/fr/demarches/reconnaissance-academique/diplomes-nationaux.html

[13] Hei sief z. B. op de Flyer Checklist verwisen, deen a prägnanter Form en Iwwerbléck proposéiert iwwer déi Elementer, op déi ee virun, wärend an no de Studien oppasse soll: https://mengstudien.public.lu/fr/publications/autres/checklist.html

[14] Projet de loi 8079 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;
4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

[15] https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur-erliewen/mir-gin-eraus/FAQ-mir-gin-eraus.pdf

D'Fro, a wéi enger Form se geneemegt ka ginn, stellt sech dohier eréischt, nodeems dee Krittär erfëllt ass. Eréischt an enger zweeter Phas gëtt dann d'Fro no der Gréisst gestallt – d'Naturschutzgesetz schwätzt do vu „besoin réel". Des Weidere gëtt gekuckt, ob den Emplacement sënnvoll ass, wëll heeschen ob de Bau respektiv déi ugeduecht Notzung keen Impakt op d'Natur huet.

Leider ass et zudeem dacks esou, dass Konstruktiounen an der Gréngzon fir Zwecker genotzt ginn, déi (net nëmmen) der Natur schueden, z. B. fir owes Party ze maachen. Dat féiert zu Stéierungen, besonnesch nuets vun den Déieren an zu engem weidere Biodiversitéitsverloscht.

Dëst Verhalen hannerléisst och dacks vill Knascht, ënnert anerem och Schierbelen oder Sprëtzen, dee fir d'Déieren, d'Leit an d'Kanner, déi d'Plaz duerno erëm fir pedagogesch Zwecker wëllen notzen, eng seriö Gefor ka ginn. Aus Erfarung wësse mir, dat dëst och ëmmer erëm zu vill Diskussiounen op de Gemengen a vill Aarbecht fir d'Gemengenaarbechter (an domat Käschte fir d'Gemengen) féiert. A verschiddene Fäll huet dëst och schonns dozou gefouert, datt dës Sitten net méi aktiv vum Léierpersonal fir déi ugangs virgesinne pedagogesch Aktivitéite genotzt ginn.

Ech profitéieren dofir och vun dëser parlamentarescher Fro, fir en Appell un alleguerten d'Gestionnairë vu pedagogesche Konstruktioune an och un d'Bëschbesëtzer an d'Juegdpächter ze maachen, Konstruktiounen an der Gréngzon och wierklech just fir déi ugeduechten Zwecker ze notze respektiv just déi Notzungen zouzeloossen.

Refus de versement de primes Klimabonus | Question **7959** (03/05/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Plusieurs personnes m'ont récemment témoigné d'un problème concernant les subsides Klimabonus accordés pour des installations techniques telles que les pompes à chaleur.

En effet, des demandeurs d'un tel subside se verraient refuser le versement de l'aide sur la base de formulaires incorrectement remplis par les entreprises ayant réalisé les travaux en question.

Dans ce contexte je voudrais poser à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable les questions suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que des demandeurs d'une subvention Klimabonus se voient refuser le subside à cause de formulaires incorrectement remplis par une entreprise ?

Dans l'affirmative, combien de demandes ont été refusées sur cette base depuis l'entrée en vigueur du programme Klimabonus ?

2) Quelles sont concrètement les raisons pour ces refus ? Dans combien de cas ce refus est-il justifié par le non-respect des conditions techniques pour ces installations techniques telles que spécifiées dans le règlement grand-ducal ?

3) Dans combien de cas le refus est-il effectivement motivé par des formulaires erronés ? Pour ces cas, vos services sont-ils en mesure de remédier à ces problèmes et aider les demandeurs d'un subside concernés par un refus qui n'est pas de leur responsabilité ?

Réponse (12/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Si les données fournies lors de la demande sont complètes et cohérentes, une décision est prise sur base de ces données fournies. En cas d'indications incomplètes ou incohérentes, une demande d'information supplémentaire est envoyée au demandeur. Si, suite à cette demande, le demandeur ne fournit pas les corrections ou preuves nécessaires à l'octroi de l'aide, celle-ci doit être refusée. Si ce refus est dû à une information erronée, le demandeur peut à tout moment envoyer une version corrigée de sa demande suite à quoi le dossier sera réexaminé.

Le nombre de refus d'aides depuis 2017 pour des pompes à chaleur s'élève à 16,50 % des demandes pour lesquelles l'instruction est terminée (261 cas).

ad 2) Les raisons de refus d'aides pour les pompes à chaleur sont les suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dans une majorité des cas l'installation peut être remise à niveau pour être éligible aux aides financières. Il va de soi que le demandeur peut réintroduire une demande démontrant la mise à niveau de son installation l'ayant rendue éligible pour les aides étatiques. À ce jour, sur les 261 dossiers refusés initialement, 118 dossiers ont pu être réouverts en vue de l'obtention d'un subside.

ad 3) Comme déjà précisé aux réponses précédentes :

– le demandeur est invité à compléter ou corriger sa demande si les données soumises ne correspondent pas aux données requises par le règlement ;
– le demandeur peut réintroduire une demande avec des données rectifiées (pas de délais spécifiques à observer).

Les demandeurs concernés par un tel cas de figure peuvent également s'adresser à la « Klima-Agence » ou à mes services pour tout renseignement complémentaire.

Stratégie pour combattre le sans-abrisme | Question **7960** (04/05/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

De LISER (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) huet am Kader vun enger Evaluatioun d'national Strategie géint de Sans-abrisme an Exclusion liée au logement analyséiert. Dës Etude géif ënner anerem d'Ëmsetzung vun de Moossnamen, déi an der Strategie niddergeschriwwe sinn, analyséieren, wéi och d'Erreeche vun de fixéierten Ziler an d'Auswierkungen an d'Effikassitéit vun de Mesuren. Dës final Evaluatioun hätt iwwerdeems och als Zil ze kucken, ob d'Recommandatiounen aus der Tëschenevaluatioun vun 2017 berücksichtegt gi sinn.

Mengen Informatiounen no wier dës Etude schonn ofgeschloss, mee se wier bis elo awer nach net publizéiert ginn. Och um Site vum LISER kann een noliesen, dass een den 20. Dezember 2020 mat der Etude ugefaangen huet an se den 31. Dezember 2021 ofgeschloss ginn ass.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Wëssend datt dës Evaluatioun, esou wéi et um Site vum LISER steet, ofgeschloss ass, aus wéi engem Grond ass dës nach net publizéiert ginn?

– Wou ass déi Evaluatioun drun am Moment?

– Kann d'Madamm Ministesch informéieren, wéini se publizéiert gëtt?

Réponse (06/06/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

D'Preparatiounsaarbechten zu der Etüd sinn 2020 a Verzuch gerode wéinst der Covidsituatioun. De Kontrakt mam LISER gouf de 25. Februar 2021 ënnerschriwwen. Den Delai fir d'Realisatioun vun de Prestatiounen huet awer e puermol missen no hanne verluecht ginn. Am Moment ass d'Etüd amgaangen, vum LISER finaliséiert ze ginn, a wäert viraussiichtlech an den nächste Woche publizéiert ginn.

Changement de numéro d'immatriculation d'un véhicule déjà immatriculé | Question **7961** (04/05/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Um Site vun der SNCA kann een noliesen:

« Il est interdit de changer le numéro d'immatriculation d'un véhicule déjà immatriculé au nom d'une personne. Une exception est faite lors du vol des plaques d'immatriculation. »

Mir ass bekannt, dass d'Placken och kënne gewiesselt ginn op Autorisatioun vum Minister, dofir awer trëfteg Grënn musse virleien. Een esou ee Grond ass, wann zum Beispill eng Persoun (Affer) an der Bedroung ass, dass Iwweldéiter se iwwert hir Nummereplack kéinte fannen. Dofir brauch een awer ee Beweis, wéi zum Beispill ee Procès-verbal vun der Police. Aktuell kann dat awer mol Wochen daueren.

An urgente Fäll, wou d'Leit an Angscht musse liewen, well ee si bedrot an ee riskéiert, duerch d'Nummereplack gesinn ze ginn, ass et awer eng Zoumuddung, esou laang op ee Wiessele vun enger Nummereplack ze waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Mobilitéit a Justiz dës Froe stellen:

1. Wat fir Konditioune muss eng Persoun erfëllen, déi hir Immatrikulatiounsplacke wëll änneren, wa se kee Vol deklaréiert?
Wéi eng Demarchë muss den Demandeur an deem Fall maachen a wat kascht de Wiessel an deem Fall?

2. Wat fir Konditioune muss eng Persoun erfëllen, déi hir Immatrikulatiounsplacke wëll änneren, wa si ee Vol deklaréiert?
Wéi eng Demarchë muss den Demandeur an deem Fall maachen a wat kascht de Wiessel an deem Fall?

3. Féiert den aktuelle System an den Ae vun de Ministeren dozou, dass d'Leit tentéiert kënne gi fir ze léien, wa si wëllen, dass d'Plack méi schnell gewiesselt soll ginn, a fir sech esou d'administrativ Prozeduren an d'Käschte vun der Demarche ze erspueren?

4. Besteet am aktuelle System de Risiko, dass Krimineller de System ausnotzen, andeems si einfach fir de Changement vun enger Plack selwer Vol mellen, fir d'Plackennummer ze wiesselen?

Réponse (05/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen iwwert d'Méiglechkeet vum Wiessele vun den Immatrikulatiounsplacken a bestëmmte Fäll.

Prinzipiell ass et no der Immatrikulatioun vun engem Gefier net méi méiglech, ouni Grond d'Immatrikulatiounsplack ze wiesselen. Et gëtt awer ënnerschiddlech Grënn, wou et noutwenneg ass, fir d'Plackennummer vun engem Gefier ze wiesselen.

E Grond ka sinn, dass engem seng Plack onerlaabterweis anerwäerts am Ëmlaf ass (Usurpation de plaques d'immatriculation). Zum Beispill, wann eng Persoun eng net autoriséiert Kopie vun enger Plack, déi an Ëmlaf ass, benotzt, dat ka bei personaliséierten Immatrikulatiounsplacken de Fall sinn, wann een dës Nummereschëlder beim Verkaf vum Auto net erofgeholl huet. An dësem Fall kann déi geschiedegt Persoun eng

Demande stellen, fir hir Plack ze wiesselen. Heifir muss déi betraffe Persoun zum Beispill mat Protokoller zu Lëtzebuerg oder am Ausland beweisen, dass d'Plack op engem frieme Gefier benotzt ginn ass an dass dat eegent Gefier zum Zäitpunkt vun der Contraventioun op enger anerer Plaz war. Geneesou ass et méiglech, eng Ufro ze maachen, fir d'Plackennummeren ze wiesselen, wann engem seng perséinlech Sécherheet a Gefor ass respektiv zum Schutz vun der eegener Privatsphär („atteinte à la vie privée"). Dës Demandë sinn awer ganz seelen.

A béide Fäll geet et duer, eng schréftlech Erklärung mat enger Kopie vum Protokoll respektiv vun der Plainte bei der Police bei der SNCA eranzereechen, fir e Wiessel vun der Plackennummer unzefroen. A béide Fäll kann den zoustännege Service aus dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten op Avis vun der SNCA eng Autorisatioun fir de Wiessel vun der Immatrikulatiounsplack ausstellen. D'SNCA verrechent 1 Stonn „travail en régie" (87,60 €), fir den Avis opzestellen an den Dossier ze beaarbechten. Déi al Plack gëtt wärend 5 Joer net méi verginn a bleift wärend dëser Zäit op de Proprietär respektiv den Detenteur vum Gefier reservéiert. Fir de Fall wou de Proprietär respektiv den Detenteur vum Gefier sech bei der neier Plackennummer fir eng Nummer aus der „série courante" entscheet, fale keng zousätzlech Käschten un. Am Fall vun enger personaliséierter Nummer kommen d'Fraise vun der Personalisatioun vun der Plackennummer dobäi. Dat sinn am Fall vun enger éischter Utilisatioun 50 € an am Fall vun enger Reutilisatioun 24 €.

Ee weidere Grond, wou e Wiessel vun de Plackennummere méiglech ass, ass bei engem Vol vun enger oder den zwou Immatrikulatiounsplacken (Vol de plaques d'immatriculation). Direkt nom Feststelle vum Vol vun den Immatrikulatiounsplacke muss eng Plainte bei der Police deposéiert ginn. D'Deklaratioun vum Vol oder de Procès-verbal vun der Plainte sinn noutwenneg, fir kënnen déi néideg Demarchen ze ënnerhuelen, fir d'Gefier op eng nei Plackennummer ze immatrikuléieren.

Nodeems een eng nei Plackennummer iwwert de Formulaire vun der SNCA ugefrot oder op MyGuichet.lu reservéiert huet, muss déi nei Plackennummer iwwert eng weider Demande en obtention d'un certificat d'immatriculation op eng nei Gro Kaart fir d'Gefier agedroe ginn. Déi néideg Demarchen a Formulairë stinn um Internetsite vun der SNCA. Där ausgefëllter an ënnerschriwwener Demande fir de Wiessel vun de Placke sinn nach follgend Dokumenter bäizefügen:

– éventuellement le timbre fiscal*;
– une attestation d'assurance valable, établie par une compagnie d'assurance agréée au Luxembourg, portant le nouveau numéro d'immatriculation;
– la déclaration de vol, établie par la police (le cas échéant);
– le certificat d'immatriculation partie 1 et 2 (grise et jaune);
– le certificat de contrôle technique en cours de validité, lorsque le véhicule est couvert par un tel;
– une copie d'une pièce d'identité, dans le cas où le propriétaire est une personne physique.

* falls eng personaliséiert Plackennummer gewielt gëtt

Wéi uewe beschriwwen, ginn och am Fall vun engem Vol déi geklaute Plackennummere wärend 5 Joer net méi verginn a bleiwe wärend där Zäit awer op de Proprietär oder den Detenteur vum Gefier reservéiert. Fir déi beschriwwen Demarchë fale just déi uewe genannte Fraisen un, wann déi al Plackennummer duerch eng personaliséiert Plackennummer soll ersat ginn. Fir eng Plackennummer aus der „série courante" fale keng weider Käschten un.

Weider freet den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro, ob mam aktuelle System iwwert d'Wiessele vun den Immatrikulatiounsplacken net e Risiko besteet, dass Abus bedriwwe gëtt, fir sech déi administrativ Prozeduren an d'Käschte vun den ënnerschiddlechen Demarchen ze erspueren. Heibäi handelt et sech ëm eng spekulativ Fro, iwwert déi keng Äntwert méiglech ass. Et sief awer an dësem Kontext ervirzehiewen, dass, wéi uewe beschriwwen, an alle Fäll e pertinente Grond muss virleien, fir kënnen d'Plackennummeren op engem Gefier ze änneren, sief dat duerch Protokoller zu Lëtzebuerg oder am Ausland, eng Kopie vun der Plainte bei der Police fir eng „atteinte à la vie privée" oder eng Deklaratioun bei der Police. Et sief och drun ze erënneren, dass een sech duerch eng falsch Deklaratioun bei der Police strofbar mécht.

Ofschléissend sief ze soen, dass de kompletten Historique vun enger Plackennummer an der Datebank vun der SNCA gespäichert gëtt. Dëst erméiglecht et der SNCA, zu jidder Zäit nozesichen, wéi eng Plackennummer zu engem bestëmmten Zäitpunkt engem Gefier attribuéiert ass oder war. Doduerch an duerch déi ënnerschiddlech Prozeduren, wéi se uewe beschriwwe goufen, ass et Drëtten net méiglech, fir selwer de Vol vun enger friemer Plackennummer ze mellen.

Garanties d'achèvement pour des ventes de logements sur plan | Question **7963** (04/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans un article intitulé « Les pièges des garanties d'achèvement » paru en date du 7 avril 2023 sur reporter.lu, l'auteur précise les « ambiguïtés de la réglementation régissant les ventes de logements sur plan (VEFA) : l'article 1601-5 du Code civil pris en exécution d'un règlement grand-ducal du 24 février 1977 réserve le monopole des garanties d'achèvement aux seules banques. Les assureurs en étaient exclus et le sont toujours. Pour autant, et "dans la pratique du marché", ils ont été tolérés et ont même pris le lead sur l'activité, ce qui se traduit dans les actes notariés. »

En outre, l'article indique que les acheteurs des projets « Cenaro » qui espéraient pouvoir actionner la garantie d'achèvement ont reçu un courrier de la part de l'assureur, les informant que la garantie d'achèvement donnée se transformerait en garantie de remboursement. Ainsi, l'assureur a pu discrétionnairement décider de rembourser les avances déjà perçues plutôt que de terminer les travaux.

Le rapport de la Commission juridique du 16 juin 1976 indique que le projet de loi n° 1637 relatif aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison des vices de construction, introduisant à l'époque la législation sur les VEFA, poursuivait « un objectif essentiel, à savoir la protection de l'acquéreur qui achète un logement sur plans ou en cours de construction »[16].

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement, à Madame la Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Mesdames et Monsieur les Ministres estiment-ils qu'une garantie émise par une assurance accorde le même degré de protection aux acquéreurs d'un immeuble en l'état futur d'achèvement qu'une garantie émise par une banque ?

2) Mesdames et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que cette « pratique du marché » qui s'est installée contra legem, comme témoigne l'article prémentionné, est encore conforme avec l'objectif essentiel du projet de loi n° 1637 ?

3) En vertu des problèmes que les acheteurs des projets « Cenaro » connaissent actuellement, Mesdames et Monsieur les Ministres jugent-ils opportun de faire barrage au niveau législatif à ce type de garantie d'achèvement qui permet à l'assureur de décider de rembourser les avances déjà perçues plutôt que de terminer les travaux ?

Réponse (09/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Les articles 1601-1 et suivants du Code civil réglementent la vente d'immeubles à construire. Elle peut être conclue à terme ou en l'état futur d'achèvement. En cas de vente en l'état futur d'achèvement (ci-après « VEFA »), la vente doit être conclue par acte notarié. L'article 1601-5 du Code civil dispose que cet acte authentique doit prévoir « la garantie de l'achèvement complet de l'immeuble dans les termes prévus par le contrat ou du remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat à défaut d'achèvement, dans les conditions et avec les modalités à fixer par règlement grand-ducal ».

L'article 1601-5 du Code civil précise que le non-respect des dispositions du même article est sanctionné par la nullité de la VEFA.

Le règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil fixe les conditions et modalités des garanties d'achèvement et de remboursement. Il prévoit notamment sous l'article 4 alinéa 1er que « le vendeur et le garant ont la faculté, au cours de l'exécution du contrat de vente, de substituer la garantie d'achèvement prévue à l'article 2 à la garantie de remboursement ou inversement, à condition que cette faculté ait été prévue au contrat de vente ».

Il s'ensuit que dans le cadre d'une VEFA, le garant peut contractuellement se réserver la faculté d'opter pour la transformation d'une garantie d'achèvement en garantie de remboursement.

Si un acquéreur se rend compte en cours d'exécution de la VEFA que la garantie d'achèvement fournie ne remplit pas les exigences de l'article 1601-5 du Code civil, il peut solliciter la nullité de la VEFA avant l'achèvement des travaux.

Le degré de protection des acquéreurs dépend avant tout du contenu et des modalités de la garantie, qu'elle soit émise par un établissement bancaire et d'épargne ou par une compagnie d'assurance. Par conséquent, il y a lieu de se référer aux contrats respectifs pour pourvoir apprécier in concreto le degré de protection des acquéreurs.

ad 2) Pour ce qui est de l'objectif essentiel du projet de loi n° 1637, il y a lieu de se référer aux travaux parlementaires.

Le rapport de la Commission juridique du 16 juin 1976 détaille l'objectif essentiel du projet de loi n° 1637 relatif aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison des vices de construction comme étant celui de protéger l'acquéreur qui achète un immeuble sur plan ou en cours de construction.

La garantie d'achèvement dans le cadre d'une VEFA est encadrée et conditionnée pour garantir le degré de protection mis en avant par le projet de loi précité.

Une garantie émise par une compagnie d'assurance n'est pas d'office contraire à cet objectif. Si les modalités et conditions des articles 2 à 5 du règlement grand-ducal de 1977 sont respectées, la protection de l'acquéreur est assurée au sens des travaux parlementaires.

[16] Rapport de la Commission juridique du 16 juin 1976, p. 1

ad 3) La protection de la partie faible au contrat, à savoir en l'espèce l'acquéreur de la VEFA, importe au Gouvernement. Partant de ce constat, le Gouvernement entend analyser la législation existante et la pratique du marché dans la perspective d'ajuster au besoin la protection de l'acquéreur. À cette analyse seront associés les différents acteurs du terrain.

Hausse des taux d'intérêt | Question **7964** (04/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Partout en Europe, les taux d'intérêts débiteurs sont montés en flèche alors que les taux d'intérêt en matière d'épargne piétinent.

– Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances comment ont évolué depuis l'année dernière les différents taux d'intérêt selon les différentes catégories, taux fixe, taux variable, durée du prêt, hypothécaire ou consommation.

– Comment les taux sur l'épargne selon les différentes formes ont évolué endéans la même période ?

– Peut-on constater une concurrence entre les différentes banques de la place financière ?

– Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il existe une réelle marge de manœuvre pour mieux rémunérer les épargnants surtout au vu des résultats positifs des différentes banques ?

– Les banques ayant une longue tradition dans la promotion de l'épargne ne pourraient-elles pas montrer l'exemple à d'autres acteurs du terrain ?

Réponse (09/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquièrent dans leur question parlementaire sur l'évolution des taux d'intérêts débiteurs et les taux d'intérêt d'épargne au Luxembourg.

Ces évolutions peuvent être suivies grâce aux statistiques régulièrement mises à jour par la Banque Centrale de Luxembourg (BCL), spécifiquement référencées dans les deux tableaux suivants :

https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/03_marche_capitaux_interets/03_01_Tableau.xlsx
et
https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/03_marche_capitaux_interets/03_02_Tableau.xlsx

De plus, la BCL publie chaque mois un communiqué fournissant un aperçu détaillé de l'évolution des différents taux d'intérêt. Le communiqué le plus récent est accessible via ce lien :

https://www.bcl.lu/fr/media_actualites/communiques/2023/05/taux/index.html

Il est important de rappeler que les taux d'intérêt offerts aux épargnants sont le reflet de la politique commerciale de chaque banque, dans un marché concurrentiel. Il n'est pas du ressort du Gouvernement d'intervenir dans ces politiques commerciales individuelles.

Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme | Question **7965** (04/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Mat der Aféierung vun de Kompetenzzentren ass och en Zentrum fir autistesch Kanner a Jugendlecher geschafe ginn: de „Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme" (CTSA) mat am Ganzen 11 Sitten uechter d'Land. Mengen Informatiounen no ginn aktuell awer all d'Schüler am Lycéesalter an de Strukturen an der Stad respektiv zu Leideleng zesummegefaasst. Fir vill Jugendlech aus dem Norde vum Land bedeit dat, datt si bis zu dräi, alt véier Stonnen den Dag am Bus musse sëtzen, wat bei eenzelne Jugendlechen zu weidere gesondheetleche Problemer féiere kann.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi vill Jugendlecher am Lycéesalter gi reegelméisseg an de CTSA?

2. Vu wou kommen dës Schüler?

3. Besteet eng Méiglechkeet, fir dës Jugendlech an engem „Centre pour le développement intellectuel" (CDI) méi no bei hirem Wunnuert ënnerzebréngen?
– Wa jo, gëtt et aktuell Jugendlecher mat Autismus an engem CDI?
– Wat sinn d'Konditiounen, fir an e CDI dierfen ze goen?

4. Ass ugeduecht, fir an de kommende Joren dezentral CTSA-Strukturen ze schafen, fir alle Jugendlechen uechter d'Land eng gläichwäerteg Offer ouni laang Trajeten ze bidden?
– Wa jo, wéi gesäit den Zäitplang aus a wou sollen dës Strukturen implantéiert ginn?

5. Ganz allgemeng, wéi eng Betreiungsméiglechkeete respektiv Betreiungsstrukturen ausserhalb vun de Schoulzäite gëtt et fir Kanner a Jugendlecher mat spezifesche Besoinen?

6. Ass eng entspriechend konkreet Bedarfsanalys duerchgefouert ginn?
– Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen dovun a wat ass fir déi nächst Jore geplangt?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. De Moment besiche 44 jugendlech Schüler reegelméisseg eng Klass vum Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA).

Aus follgendem Tableau geet ervir, datt d'Majoritéit vun de concernéierte Schüler aus dem geographeschen Zentrum a Süde vum Land kommen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. D'Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Schafung vu spezialiséierte Kompetenzzentre gesäit vir, datt all eenzel Demande fir eng individuell ugepassten Ënnerstëtzung vun der nationaler Inklusiounskommissioun (CNI) analyséiert an evaluéiert gëtt. Dobäi ass et de pedagogesch spezifesche Besoin, also den individuelle Förderbedarf vum Schüler, deen entscheedend ass, wéi eng Moossnam datt d'CNI als déi adäquaatsten ugesäit an den Eltere proposéiert. De Ministère ass net kompetent, fir ze klären oder ze decidéieren, a wéi engem Kompetenzzenter e Schüler soll beschoult ginn, hei spillt d'Onofhängegkeet vun der CNI. E Recours gracieux beim Minister géint eng Decisioun vun der CNI ass awer natierlech ëmmer méiglech.

Generell ass ze bemierken, datt déi verschidde Kompetenzzentren hir jeeweileg fachlech spezifesch Expertis an Offer hunn, an datt Persoune mat enger Autismus-Spektrum-Stéierung (ASS) nieft dëser Diagnos heefeg och aner Komorbiditéiten opweisen. Dofir consideréiert d'CNI bei hire Propositiounen nieft deene reng klineschen Elementer aus dem Diagnostic och nach de Kontext vum eenzelne Schüler, wéi z. B. säi schoulesche Parcours oder säi Wunnuert. Dëst alles fléisst an d'Evaluatioun an, fir esou déi fir de Moment gëeegentste Form u Beschoulung dem Schüler kënnen unzebidden. All Entscheedung ass deemno eng Entscheedung op Mooss an dréit der individueller Situatioun vum Kand oder Jonke Rechnung.

Aktuell si 14 Jonker, déi eng kognitiv Beanträchtegung a Kombinatioun mat enger Autismus-Spektrum-Stéierung (ASS) opweisen, a Klasse vum CDI. Et sief ze präziséieren, datt déi meescht heivunner scho virun der Schafung vun de spezialiséierte Kompetenzzentren am Joer 2018, an deemno och dem CDI, an ee regionalen Zenter vun der deemoleger Éducation différenciée orientéiert goufen. Och haten déi betreffend jugendlech Schüler net all vun Ufank un eng Diagnos Autismus-Spektrum-Stéierung, mee dës ass eréischt am Laf vun de leschte Jore gestallt ginn. Fir déi Schüler mat ASS, déi scho méi laang am CDI sinn, wier e Wiessel an eng aner Struktur fir déi lescht Schouljoren eng onnéideg Belaaschtung gewiescht.

D'Prozedur, wéi se am d'Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Schafung vun de Kompetenzzentere virgesinn ass, gëtt strikt agehalen. Concernéiert Kanner a Jugendlecher kënnen also vun enger spezialiséierter ambulanter Ënnerstëtzung oder enger Beschoulung an enger Klass vum CDI profitéieren, wann dës Moossnam vun der CNI, am Interêt vum eenzele Schüler, als déi adäquaatste Prise en charge zeréckbehale ginn ass an d'Elteren hiert Averständnis dofir ginn hunn. An deem Kontext sief drun erënnert, datt de CDI dee Kompetenzzentrum ass, dee sech prioritär u Kanner a Jonker mat enger permanenter intellektueller Entwécklungsstéierung adresséiert.

ad 4. a 6. Schonns haut ass de CTSA dezentral organiséiert. Ma an de kommende Jore kommen nach weider Strukturen dobäi. Fir de Moment kënnt gutt een Drëttel vun de Schüler am Grondschoulalter aus dem geographesche Süde vum Land. Dofir ginn ab der Rentrée 2023 zousätzlech Annexen zu Bieles, zu Esch-Uelzecht an zu Schuller geschaf an et wäert mëttelfristeg nach eng Annex zu Rëmeleng opgoen. Eng weider Annex kënnt am Schouljoer 2023/2024 op Iechternach. Am selwechte Schouljoer ass och geplangt, fir am Norde vum Land weider Klasse vum CTSA a Lycéeën unzebidden.

Schüler EF – Klasse vum CTSA 2022/2023

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Annexe vum CTSA

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5. D'Angeboter aus der nonformaler Bildung riichten sech wéi fir all aner Kanner a Jonker och u Kanner a Jonker mat spezifesche Besoinen.

Sou kënnen och Kanner mat spezifesche Besoine vun de Services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) profitéieren. Fir d'SEA doranner ze ënnerstëtzen, eng inklusiv Pädagogik ze entwéckelen, gëtt et, wa si dat froen, d'Méiglechkeet, zousätzlech Ressourcen zur Verfügung gestallt ze kréien. D'SEA engagéieren sech dann hirersäits, fir all Kanner, onofhängeg vun hire spezifesche Besoinen, opzehuelen an de Kanner pädagogesch Angeboter ze maachen, déi u si ugepasst sinn, soudatt all Kand seng Plaz fënnt a säi Potential entfale kann. Natierlech steet et och all Kand oder Jonke fräi, vun den Angeboter vun de lokalen oder regionale Jugendhaiser ze profitéieren.

Gratuité du parking des CFL à Belval | Question **7966** (05/05/2023) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

D'après un article de presse publié en date du 23 avril 2023, un responsable des CFL annonce qu'à partir d'août 2023, le parking des CFL à Belval deviendra à nouveau gratuit. Par contre, la gratuité ne vaudra que pour les utilisateurs du transport public qui se déplacent en dehors d'un périmètre de 1,5 km du « Park&Ride » à Belval.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quel est le taux d'occupation annuel, mensuel et journalier moyen des emplacements du parking en question pendant les 5 dernières années ?

– Quels sont les causes et les motifs du changement en matière de tarification ?

– Est-il prévu d'élargir la gratuité, en collaboration avec les commerces locaux, pour les clients qui font les courses à Belval ?

– Est-ce que les CFL envisagent d'introduire une carte de stationnement à un tarif abordable pour les sociétés implantées à Belval au cas où le parking resterait vide ?

Réponse (08/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les données archivées disponibles pour l'occupation du P&R de la gare de Belval-Université sont disponibles mais avec une variance de +/- 10 %, cela étant dû aux caractéristiques du système de comptage actuellement utilisé. Un nouveau système de comptage sera installé dans le courant de cette année. Les données de 2023 s'étendent de début janvier à mi-mai.

Les pourcentages d'occupation sont calculés sur la base des jours de travail, c.-à-d. du lundi au vendredi, car l'utilisation du parking le week-end est très différente. Une représentation d'une semaine type sera incluse dans l'analyse afin de représenter l'utilisation hebdomadaire.

Taux d'occupation annuel moyen :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Taux d'occupation mensuel moyen :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Taux d'occupation d'une semaine type :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Ces comptages sont néanmoins à mettre en perspective car les années 2020 et 2021 ont été fortement impactées par la crise sanitaire de la Covid-19 (les données pour la période Covid 2020-2021 étaient parcellaires, certaines données ont dû être interpolées). Pour mettre en relation l'utilisation de ce P&R avec les utilisateurs du rail, il faut noter que le nombre de voyageurs transportés par le train sur le réseau national vient juste de dépasser, au début de cette année, le niveau que les CFL avaient avant la crise sanitaire.

La dernière grille tarifaire en place pour le P&R (Park&Rail) Gare de Belval-Université avait pris effet lors du changement des horaires de train en décembre 2018. Avec la mise en service récente du P&R en gare de Rodange et prochainement du P&R en gare de Mersch, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTp), en concertation avec les CFL, a décidé d'uniformiser la grille tarifaire pour les stationnements appelés « non conformes ». En effet, ces P&R, construits par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire pour le compte de l'État, ont comme vocation première de permettre aux utilisateurs du train et par extension des transports en commun en général, de pouvoir stationner gratuitement et poursuivre ainsi leurs trajets multimodaux. Dans la même optique, le stationnement gratuit est également offert aux navetteurs qui stationnent leur voiture et utilisent ensuite le vélo pour quitter une zone de 1,5 km autour du P&R de Belval. Pour les stationnements appelés « non conformes », le tarif horaire en soirée (19.00 heures à 06.00 heures), les dimanches et jours fériés reste inchangé, à savoir 30 cts par tranche de 30 min (l'ancien tarif n'était décompté que par heure et donc à raison de 60 cts/h), alors que le tarif horaire en journée (06.00 heures à 19.00 heures) passe de 50 à 60 cts par tranche de 30 min (l'ancien tarif n'était décompté que par heure et donc à raison de 1 €/h). Il reste possible de souscrire également un abonnement mensuel pour les stationnements « non conformes » pour un montant de 85 euros par mois, disponibles pour les particuliers et aussi pour les sociétés. Ce montant reste inchangé pour les particuliers et représente une augmentation de 10 €/mois pour les sociétés. Le MMTp a décidé de supprimer les abonnements annuels proposés jusqu'à maintenant aux sociétés afin d'avoir la possibilité de diminuer le nombre d'abonnements mensuels vendus en fonction de l'augmentation des navetteurs qui utilisent le P&R avec les transports en commun.

Le P&R de la gare de Belval-Université sera gratuit les 30 premières minutes, notamment pour les clients des commerces locaux du Belval ou le Kiss&Go. Certains commerces du quartier de Belval disposent de leurs propres parkings, qui sont gratuits pour leurs clients et payants pour les autres.

Grâce au nouveau système du contrôle d'accès, qui sera activé en août prochain, identique à celui du P&R de la gare de Rodange, les CFL pourront suivre, mois par mois, l'évolution de l'occupation du parking par les personnes utilisant les transports en commun et ainsi continuer à proposer un nombre d'abonnements mensuels adéquats afin d'atteindre l'occupation optimale du P&R. Le prix de l'abonnement mensuel disponible reste avantageux en comparaison avec le prix de location d'une place de stationnement dans le secteur résidentiel, voire professionnel.

« e-Bichelchen » | Question **7967** (05/05/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Mat der Aféierung vun der gratis Hausaufgabenhëllef an de Maison-relaisen ab der Rentrée 2022/23 ass och d'Applikatioun e-Bichelchen agefouert ginn. Den Här Minister huet annoncéiert, datt vun der Rentrée 2023/24 u gewënscht ass, datt dësen Outil all Dag bei alle Fondamentalsschüler an den Asaz kënnt. Ausserdeem ass ugekënnegt ginn, datt mat der progressiver Evaluatioun zousätzlech Funktionalitéite sollten an d'e-Bichelchen integréiert ginn.

An dësem Zesummenhang stellen ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gär follgend Froen:

1. Wäert d'e-Bichelchen ab der Rentrée 2023/24 fir all Schüler an all Enseignantë vum Fondamental obligatoresch sinn?

2. Wäert fir d'Rentrée 2023/24 eng Kommunikatiounsfunktioun integréiert sinn, déi et Enseignanten, Elteren an dem Personal vun SEAen erlaabt, sech iwwert Hausaufgaben esouwéi aner wichteg Informatiounen aus dem Alldag vun den eenzele Schüler auszetauschen?

3. Wéi eng zousätzlech Funktioune wäerte fir d'Rentrée 2023/24 am e-Bichelchen integréiert a funktiounsfäeg sinn?

4. Wéi eng Persoune kréien ënnert wéi enge Konditiounen Accès op d'e-Bichelchen a gegeebenefalls op d'Kommunikatiounsverleef an der Applikatioun? Kann den Här Minister versécheren, datt de Principe de limitation des finalités vum RGPD respektéiert gëtt?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Zum aktuellen Zäitpunkt gëtt weiderhin a Récksprooch mat den Acteuren um Terrain un der Optimiséierung vun der Applikatioun e-Bichelche geschafft, fir dës nach verstäerkt un d'Besoine vu sämtleche concernéierte Membere vun der Schoulcommunautéit unzepassen an hiren Doleancen esouwäit wéi méiglech nozekommen. Et ass deemno hëllefräich, wann eng méiglechst héich Unzuel vu Schoule sech fir d'fräiwëllegt Zeréckgräifen op d'e-Bichelchen decidéiert, vu datt hir Erfarungswäerter am deeglechen Ëmgang mat der Applikatioun an de Perfectionnement vum e-Bichelchen kënnen afléissen. Bedéngt doduerch, datt d'Applikatioun aktuell an enger Weiderentwécklungsphas ass, déi duerch eng fräiwëlleg Collaboratioun mat den eenzelnen Acteure favoriséiert gëtt, schéngt et nach net ubruecht, d'e-Bichelche fir all d'Enseignanten aus dem Enseignement fondamental obligatoresch ze maachen.

ad 2. An der aktueller Versioun vum e-Bichelche besteet elo schonns d'Méiglechkeet, datt Elteren, Schüler, Enseignanten an d'Personal vun den SEAen zu all Hausaufgab kënne kommunizéieren oder soss Informatiounen austauschen. D'Aféierung vu weidere Kommunikatiounskanäl wéi z. B. Chat oder Messenger gëtt de Moment analyséiert.

ad 3. Fir d'Rentrée 2023/24 ginn Adaptatiounen an nei Funktiounen a follgende Beräicher implementéiert:

– Adaptatiounen um Niveau vun der Saisie vun den Hausaufgaben
– Adaptatiounen um Niveau vum Envoi vun de Mailen
– Méiglechkeet, d'Hausaufgaben/d'Prüfunge pro Dag op Pabeier ze drécken
– Adaptatiounen an Extensioun vun den Notifikatiounen (mobill a Web)
– Adaptatioune vum Affichage vu Kanner fir d'Personal vun den SEAen
– Kreatioun vun engem Espace fir d'Regionaldirektiounen
– Verbesserung vun der Gestioun vun den Absencen

D'Detailer heizou gi spéider um Internetsite vum CGIE dokumentéiert an d'Enseignantë kréien eng Informatioun dozou.

ad 4. An de Betreiungs- a Bildungsstrukturen hu just déi Leit Accès op d'e-Bichelchen, fir déi den Träger e Benotzerkonto-IAM beim CGIE ugefrot huet. Dës Ufro verleeft entspriechend der Prozedur, déi am Kader vum System eduConnect (http://educonnect.cgie.lu) virgesinn ass, dëst am Respekt zum RGPD.

Fir d'Rentrée 2023/2024 ginn d'IAM Benotzerkonten automatesch vum CGIE verlängert fir déi Leit, déi nach am Déngscht sinn ab dem 1. September 2023. An deem Sënn gouf eng Kommunikatioun un d'Träger geschéckt. D'Träger si gebieden, dem CGIE d'IAM-Benotzerkonte matzedeelen, déi fir d'Schouljoer 2023/2024 verlängert solle ginn. Dës Demarche gëtt duerch eng Prozedur duerchgefouert, déi de CGIE festgeluecht huet. Dës Prozedur wäert den Träger nach matgedeelt ginn.

Gratuité des transports publics pour frontaliers | Question **7968** (05/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Lors d'une récente réunion d'information à Arlon, organisée par le Mouvement ouvrier chrétien, Monsieur le Ministre de la Mobilité belge, Georges Gilkinet (Ecolo), interpellé sur la gratuité du train pour travailleurs frontaliers entre Arlon et Luxembourg est cité comme suit dans la presse belge : « On souffre de la comparaison avec le Grand-Duché qui est un paradis fiscal. On ne peut pas offrir la gratuité. Les recettes de la SNCB, ce sont 700 millions en billets de trains. » Et de continuer : « Avec François Bausch, mon homologue grand-ducal, on a décidé de lancer une étude technique pour voir si on ne peut pas faire descendre des trains luxembourgeois homologués pour rouler en Belgique jusqu'à Libramont, pour faire venir des navetteurs qui vont travailler au Grand-Duché. »

Sans s'attarder sur la drôle de façon dont son homologue belge qualifie notre pays, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quels sont les projets de trains transfrontaliers luxembourgeois pour faire venir les travailleurs frontaliers belges au Luxembourg ?

2) Un tel projet pourrait-il conduire à la gratuité du transport en commun pour les navetteurs vers notre pays ?

3) Quels sont actuellement les accords conclus avec nos trois voisins dans le domaine du transport gratuit transfrontalier ?

4) Quelles sont, le cas échéant, les modalités concrètes de ces accords ?

5) Ne serait-il pas utile et dans l'intérêt des travailleurs frontaliers et dans l'intérêt du décongestionnement de nos routes de promouvoir et cofinancer le transport en commun gratuit pour travailleurs frontaliers avec nos trois voisins ?

Réponse (16/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Une étude SNCB-CFL, avec le soutien des ministères belge et luxembourgeois, est en cours afin de définir les besoins futurs en liaison ferroviaire. Les résultats devraient être disponibles au courant de l'année 2023. Du fait que la ligne vers Bruxelles a déjà été réélectrifiée en 25 kV alternatif jusqu'à Hatrival, il est possible d'envisager que des trains partant de Luxembourg puissent aller jusqu'à Libramont sans rupture de charge. Cependant, l'avantage de cette hypothèse doit être démontré par les conclusions de l'étude en cours.

ad 2) Non, car même si un train opéré par les CFL allait jusqu'à Libramont, l'État belge devrait prendre en charge les coûts à partir de la frontière par le biais de leur contrat de service public. Cette règle, appelée « règle d'interpénétration » est valable vers les trois pays voisins. Le Grand-Duché de Luxembourg ne prendra pas en charge les frais de transport par trains à l'extérieur du pays et la réciproque est également valable pour les trains circulant sous contrats de service public étranger qui pénètrent dans notre pays.

ad 3) Des cas spécifiques de transport en commun transfrontalier gratuit concernant le transport ferroviaire de passagers existent mais sont toujours à mettre en relation, à un moment donné, avec l'abandon de l'exploitation de la ligne par le pays concerné (p. ex. arrêt Audun-le-Tiche) ou la volonté du Luxembourg de créer une liaison que le voisin ne voulait ni construire, ni exploiter (ex. arrêt Volmerange-les-Mines qui a été construit par le Luxembourg sur une ancienne ligne privée de fret).

ad 4) Comme le montre le Plan national de mobilité 2035, la solution pour la mobilité en général, et la mobilité transfrontalière en particulier, passe par la mise en place d'alternatives attractives à l'autosolisme, tant pour les déplacements courts dans nos localités que pour les déplacements domicile-travail. La preuve que c'est la qualité de l'offre des transports qui est déterminante, et non pas le coût du titre de transport, et que dans tous les pays, y inclus au Grand-Duché, différents trajets, qui peuvent être effectués avec le même billet (voire gratuitement) sont loin de connaître le même succès. Des temps de trajet et des connexions fiables, des destinations attractives, une information voyageurs complète, des véhicules confortables sont autant de facteurs déterminants lors de la décision de se rendre au travail en voiture ou avec les transports en commun. Or, la mise en place d'une telle offre de qualité nécessite des investissements substantiels. C'est ce que fait le Grand-Duché sur son territoire. Si, le 29 février 2020, le Grand-Duché est passé d'une subvention des titres de transport de 90 % (voire 94 % pour les bus) à 100 %, rendant ainsi gratuite l'utilisation des transports en commun sur son territoire, ce subside supplémentaire (de l'ordre de EUR 40 millions) n'a premièrement pas été déduit des investissements dans la qualité des offres de transport, et serait deuxièmement autrement plus substantiel dans tous nos pays voisins, où le taux de financement des transports en commun par les titres de transport est très nettement plus élevé qu'il ne le fut au Grand-Duché avant cette date. C'est précisément ce qu'a souligné le Ministre fédéral belge de la Mobilité, Monsieur Georges Gilkinet.

Comme le montre l'implication dans l'étude précitée SNCB-CFL, l'accord bilatéral du 20 mars 2018 (protocole de Paris) concernant le cofinancement de certaines infrastructures de transport sur le territoire français, voire le cofinancement de la « Weststrecke » du côté allemand, la politique du Gouvernement consiste donc à travailler étroitement avec les trois pays voisins pour améliorer la qualité de l'offre des transports en commun grâce à des investissements dans l'infrastructure afin de pouvoir augmenter l'offre et la robustesse des circulations. Par ailleurs, tous les travailleurs frontaliers utilisant les transports en commun ont profité financièrement de la gratuité du transport à partir du point frontière. Il n'en reste pas moins que certains trains et bus transfrontaliers sont bondés alors que d'autres ne le sont pas. Voilà ce qui démontre clairement la primauté de la qualité de l'offre sur le prix des titres de transport.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 61 à 63	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-10	p. 10-84	p. 84-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-10

Séances ..... p. 10-84

61e séance du jeudi 6 juillet 2023 p. 10-38

62e séance du mardi 11 juillet 2023 p. 39-62

63e séance du mercredi 12 juillet 2023 p. 62-84

Questions au Gouvernement ..... p. 84-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
31/10/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Visite du Président de la République du Monténégro

« Nous souhaitons que le Luxembourg soit notre soutien principal pour l'adhésion du Monténégro à l'UE »

« L'adhésion du Monténégro à l'Union européenne est notre priorité et nous souhaitons que le Luxembourg soit la voix la plus forte pour nous soutenir. » C'est ce qu'a affirmé le Président du Monténégro, M. Jakov Milatović, face aux députés luxembourgeois au sujet des attentes concrètes du Monténégro envers le Luxembourg en termes de soutien à son adhésion à l'UE.

M. Milatović, élu à la tête du Monténégro il y a quatre mois, a été reçu par les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile le 28 septembre 2023. Le nouveau Président, cofondateur du mouvement PES (« Europe maintenant ! »), a affirmé que son élection était le signe d'un changement démocratique dans son pays, soulignant que le pouvoir précédent avait occupé les plus hautes fonctions de l'État pendant plus de trente ans.

Le nouveau Président de la République du Monténégro, M. Jakov Milatović (7e à gauche), a été reçu à la Chambre des Députés.

Alignement complet sur les valeurs européennes

Le Président monténégrin s'est montré convaincu que la prospérité et la stabilité des Balkans dépendaient de l'Union européenne, particulièrement depuis la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Interrogé par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, sur la polarisation entre les citoyens pro-UE et pro-Russie, M. Milatović a déclaré que son pays s'alignait pleinement sur les décisions de la Commission européenne et la politique étrangère européenne, malgré les divisions et les répercussions parfois difficiles de telles décisions. À titre d'exemple, le Président monténégrin a cité la forte proportion de citoyens russes parmi les touristes qui se rendent chaque année au Monténégro, ce qui toutefois n'empêche pas son pays d'appliquer des sanctions à l'encontre de la Russie alors même que l'économie monténégrine dépend fortement du tourisme.

M. Milatović a évoqué une dynamique positive en ce qui concerne les processus d'adhésion à l'UE et a estimé que l'adhésion du Monténégro ne manquerait pas d'être interprétée comme le signal que « les réformes payent ».

Les députés ont encore voulu savoir de leur interlocuteur si le Monténégro et les pays qui ont récemment rejoint l'Union européenne entretenaient des échanges en vue d'un partage d'expériences et de bonnes pratiques. M. Milatović a répondu que l'adhésion à l'UE était un objectif qui se présentait de manière différente selon la situation de chaque pays, mais que de tels échanges avaient effectivement lieu, par exemple avec la Croatie et la Slovénie.

Visite de la Coordinatrice européenne à la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive

Comment mieux prévenir les propos et actes antisémites au Luxembourg ?

Dans le cadre de sa visite officielle au Luxembourg, la Coordinatrice européenne à la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive, Mme Katharina von Schnurbein, était en visite à la Chambre le 26 septembre 2023. Les propos et actes antisémites semblent être en hausse au Grand-Duché. Selon les explications de la Coordinatrice européenne, leur nombre s'élevait à 80 cas enregistrés en 2021 par rapport aux 13 cas enregistrés en 2017. « Cette augmentation peut toutefois aussi être expliquée en partie par l'amélioration des méthodes de mesure de ces propos et actes », a-t-elle précisé lors de son entrevue avec des députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, de la Commission de la Justice ainsi qu'avec des membres du Bureau.

Les parlementaires luxembourgeois se sont notamment intéressés à des recommandations et des exemples de bonnes pratiques pouvant faire avancer la lutte contre l'antisémitisme au Grand-Duché. Mme von Schnurbein a par exemple affirmé qu'il était essentiel de continuer à améliorer les méthodes de mesure des actes antisémites, en ajoutant qu'il serait utile de consulter la population et la communauté juive sur leur état d'esprit à ce sujet.

La Coordinatrice européenne a par ailleurs salué le Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS) du Grand-Duché qui a été présenté par le Ministre d'État, M. Xavier Bettel, le jour même de sa visite. Elle a notamment approuvé les propositions très concrètes du plan d'action et estimé que celles-ci prouveraient certainement leur efficacité dans la lutte contre le fléau qu'est l'antisémitisme.

La Coordinatrice européenne à la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive a été accueillie à la Chambre dans le cadre de sa visite officielle au Luxembourg.

Entrevue mam Lëtzebuerger Landesuebstbauveräin

D'Erausfuerderunge vum Klimawandel fir d'Lëtzebuerger Uebstproduktioun waren ee vun de Sujete bei der traditioneller Hierschtreceptioun, den 29. September 2023, vun de Membere vum Chamberbureau mat Vertrieder vum Lëtzebuerger Landesuebstbauveräin.

Cadre légal général pour les forêts

7255 – Projet de loi sur les forêts et portant : 1° modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; 2° abrogation de : a) l'édit, ordonnance et règlement du 14 septembre 1617 des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des bois ; b) l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des eaux et forêts ; c) l'ordonnance et règlement des bois du 30 décembre 1754 ; d) l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ; e) l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ; f) le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ; g) l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ; h) l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ; i) le décret des 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ; j) le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages et la police rurale ; k) l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ; l) l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843, n° 1529, concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ; m) la loi forestière modifiée du 14 novembre 1849 ; n) la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ; o) la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'Administration des eaux et forêts ; p) la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ; q) la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ; r) la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts classés C.E.E.

Le projet de loi a pour objectif de mettre en place un cadre légal général pour les forêts, afin d'assurer la gestion durable des forêts pour qu'elles puissent remplir de façon équilibrée leurs fonctions écologiques, économiques et sociales. Le projet de loi vise par ailleurs à protéger les forêts en tant que milieu naturel et paysager, à conserver et améliorer la diversité biologique dans les écosystèmes forestiers, à maintenir l'étendue nationale des forêts et leur répartition entre les régions écologiques, à maintenir la santé et la vitalité des forêts pour qu'elles puissent contribuer au cycle du carbone et à la protection de l'eau et du sol, ainsi qu'à maintenir et promouvoir la sylviculture et l'économie forestière.

Le projet de loi opère un changement de paradigme en soumettant les forêts privées à des règles de gestion uniformes. Jusqu'à présent, la gestion des forêts privées n'était pas réglementée de manière générale, mais les propriétaires forestiers qui ne se conformaient pas à certaines exigences de gestion se voyaient refuser l'octroi d'aides étatiques. Par la loi en projet, les gestionnaires des forêts privées se voient imposer, de manière générale, des règles de gestion, même si ces dernières sont moins contraignantes que celles du régime forestier applicable aux forêts dites publiques.

Les principales nouveautés apportées par le projet de loi sont :

Définitions

Le projet de loi définit la notion de « forêt », qui, jusqu'à présent n'a pas été définie et a de fait été laissée à l'appréciation des juridictions. Un terrain est dès lors à qualifier de « forêt » lorsqu'il occupe une surface de minimum 25 ares, le recouvrement au sol par les cimes étant de minimum de 20 pour cent du terrain et les espèces arborées prises en compte devant pouvoir atteindre au minimum 5 mètres de hauteur. Le concept de « gestion forestière durable » est intégré dans la législation forestière luxembourgeoise pour renforcer la portée du concept et pour faciliter une mise en œuvre confirme aux engagements internationaux pris par le Luxembourg. Il s'agit de la gestion des forêts de manière et à une intensité telles qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et dans le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes sans causer de préjudice à d'autres écosystèmes. Le projet de loi définit en outre le concept de la sylviculture proche de la nature, s'agissant de l'ensemble de techniques de sylviculture qui visent à recourir au maximum aux processus naturels des écosystèmes forestiers dans l'optique de préserver voire restaurer leurs fonctions et services écosystémiques et d'en bénéficier, dont entre autres la production durable des bois de valeur. Les forêts publiques seront gérées notamment selon les principes d'une sylviculture proche de la nature.

Nouveaux droits pour les citoyens et des responsabilités qui en découlent

Le projet de loi donne des nouveaux droits d'accès aux piétons et aux conducteurs de cycle ou de cycle à pédalage assisté sur les chemins et sentiers dans les forêts. La forêt confère également un droit d'accès aux conducteurs d'animaux de selle et de trait sur les chemins. Le projet de loi opère un véritable changement de paradigme à cet égard, en organisant la transition de la simple tolérance d'accès aux forêts vers la consécration d'un droit d'accès pour chacun sur les chemins et les sentiers, soulignant donc la fonction sociale de la forêt en tant que lieu de récréation et de loisir. La liberté d'accès est cependant liée à l'obligation de ne pas détériorer ni la forêt en elle-même ni les infrastructures qui s'y trouvent. En contrepartie du droit d'accès pour les visiteurs des forêts, ces derniers devront accepter les risques d'accident inhérents au milieu forestier. Jusqu'à présent les règles de la responsabilité du propriétaire, telles que prévues par le Code civil, s'appliquaient pour le propriétaire forestier. Le projet de loi entend créer un régime dérogatoire au droit commun. En cas d'accident d'un visiteur d'une forêt, la responsabilité du propriétaire ne pourra être engagée qu'en cas de faute de sa part. Cette faute devra être démontrée par le visiteur, qui accepte les risques d'accident inhérents au milieu forestier. De même, le projet de loi confère aux tiers la faculté de récolter des produits de la forêt (des fruits, semences, champignons, feuillage, branchage), sous condition qu'il s'agit d'une petite quantité pour leurs propres besoins, et à l'exclusion d'arbres et d'espèces végétales protégés.

Circulation en forêt

Le projet de loi règle également la circulation en forêt avec des véhicules automoteurs. Le projet de loi interdit l'accès aux forêts moyennant un véhicule automoteur en dehors des voies publiques, à l'exception des propriétaires et personnes dûment autorisées. Les véhicules automoteurs des personnes dûment autorisées par le propriétaire ne sont autorisés à circuler que sur les chemins, sentiers et layons de débardage et que pour accomplir les activités sylvicoles, apicoles, agricoles, cynégétiques et de protection de la nature. Il est à noter que l'utilisation de ces engins dans un but d'utilité publique reste autorisée.

Feu

Afin de protéger les forêts contre les incendies, il ne sera plus permis d'allumer du feu en forêt, sauf dans les zones spécialement aménagées à cet effet à des fins récréatives pour le public. Cette règle ne s'applique pas aux propriétaires des terrains ou aux personnes autorisées par le propriétaire.

Principes de la gestion des forêts

Le projet de loi définit des principes de base de la gestion de toutes les forêts, invoquant les règles de l'art et les principes d'une gestion forestière durable.

Règles concernant les coupes rases

Le projet de loi réglemente l'exploitation du bois en forêt, et ceci notamment afin d'éviter les coupes rases et les exploitations excessives préjudiciables au milieu forestier. Dans ce contexte, le projet de loi introduit l'obligation de notification de toute coupe d'un volume supérieur à 40 mètres cube, l'envergure des coupes dans le temps et l'espace, c'est-à-dire l'étendue et les volumes à maintenir afin de préserver le climat forestier par un couvert minimal, condition indispensable pour une régénération naturelle des forêts.

Régénération

Le projet de loi introduit également des règles concernant la régénération afin d'assurer la pérennité des forêts et une biodiversité adéquate. Après toute coupe et lorsque la surface terrière du peuplement forestier ou d'une partie du peuplement d'au moins 25 ares est inférieure à 15 mètres carrés à l´hectare, le propriétaire est tenu de procéder à la régénération artificielle ou assistée du peuplement forestier, dans un délai de trois ans à compter du début des travaux d'abattage.

Pratiques de gestion interdites

Afin de maintenir et renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des arbres et forêt, le projet de loi interdit certaines pratiques de gestion forestière. Il s'agit notamment des atteintes au sol et au régime des eaux, c'est-à-dire le drainage, l'utilisation de pesticides, la fertilisation, et l'amendement du sol forestier, ainsi que l'enlèvement exagéré de la biomasse tel que la récolte de l'arbre entier.

Inventaire forestier national

Le projet de loi crée une base légale pour l'inventaire forestier national, qui comprend les données relatives à l'état ainsi qu'à l'évolution de paramètres quantitatifs et qualitatifs de la forêt portant sur la santé des arbres, la composition et la structure des peuplements, la production ligneuse, la biodiversité et les conditions écologiques des forêts. La récolte de ces données est indispensable pour une gestion durable des écosystèmes forestiers.

Subventions

Le projet de loi fournit une base légale permettant au Gouvernement d'accorder des subventions d'encouragement dans l'intérêt de l'amélioration, de la protection et de la gestion durable des forêts dans les domaines spécifiés. La disposition devient la nouvelle base légale du règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers.

Conseil supérieur de la forêt

Le Conseil a pour mission de conseiller le Gouvernement en élaborant des propositions au ministre en matière de forêts, en formulant des avis sur demande du ministre ou sur demande des membres du Conseil. Il gère également une plateforme de discussion et d'échange participative comprenant tous les intéressés des forêts, de leurs fonctions, services et produits. Seront représentés au sein du Conseil des représentants du ministère en charge des forêts, de l'administration en charge des forêts ; de l'administration

de la gestion de l'eau, des propriétaires forestiers privés et publics, des associations de protection de l'environnement, des associations relatives aux fonctions sociales et plus particulièrement récréatives de la forêt, des associations de la filière bois, des secteurs recherche et formation professionnelle forestière, ainsi que des associations relatives à la chasse.

Règles en forêt publique

Le projet de loi introduit un régime spécifique pour la protection et la gestion des forêts publiques. Le régime comprend des mesures spéciales en faveur de la biodiversité ainsi que de l'intégrité et de la cohérence écologique du réseau de zones protégées dans les forêts publiques. La loi en projet définit par ailleurs les modalités de planification de la gestion des forêts publiques, reformulant et précisant l'ensemble des anciennes dispositions, ainsi que les règles concernant l'exploitation et la vente des bois des forêts publiques.

Dispositions pénales

Le projet de loi introduit des avertissements taxés ainsi que des sanctions et prévoit la possibilité d'augmenter certaines peines en cas de récidive, voire en cas d'infraction commise pendant la nuit.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 28/02/2018
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

06/05/2021	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10/05/2021	Suite de l'examen du projet de loi
	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
17/05/2021	Suite de l'examen du projet de loi
	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
31/05/2021	Suite de l'examen du projet de loi
	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/04/2022	Continuation de l'instruction parlementaire
10/05/2022	Échange de vues avec des représentants du Conseil d'État
19/09/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21/09/2022	Suite de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
16/03/2023	Adoption d'une version corrigée des amendements parlementaires du 21 septembre 2022
24/05/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/06/2023	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
10/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 544, page 1

Adaptation de la législation sur la protection de la jeunesse

7860 – Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

Il existe un large consensus sur le fait que la législation en matière de protection de la jeunesse doit être réformée en profondeur.

À l'heure actuelle, lorsqu'un mineur ayant commis une infraction devient majeur au cours de la procédure d'instruction, les effets de la mesure de garde cessent de plein droit au moment où le mineur atteint la majorité, et ce conformément à l'article 1er de la loi de 1992.

Si l'autorisation de procéder selon les formes et compétences ordinaires n'est pas accordée avant la date de la majorité, aucune disposition légale ne permet de priver le jeune majeur de sa liberté, étant donné que le juge d'instruction ne dispose alors d'aucun pouvoir coercitif, ce qui exclut un mandat de dépôt.

Il y a dès lors lieu de mettre fin à cette faille législative en modifiant l'article 33, alinéa 3, de la loi modifiée du 10 août 1992 afin de permettre, avant même la clôture de l'instruction, de procéder suivant les formes et compétences ordinaires conformément à l'article 32 de la loi précitée. Le juge d'instruction peut alors prendre les décisions qui s'imposent.

Il s'agit d'une réforme ponctuelle de la législation sur la protection de la jeunesse en attendant la réforme globale de la législation sur la protection de la jeunesse annoncée par la ministre de la Justice.

Dépôt par M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth, Députés, le 15/07/2021
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

06/10/2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen de la proposition de loi
05/07/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 510, page 1

Suppression du rang de conseiller honoraire

7863B – Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
3° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État
en vue de la suppression du rang de conseiller honoraire

Le projet de loi n° 7863B a pour origine le projet de loi n° 7863 sur les référendaires de justice, qui, par les amendements parlementaires du 20 juillet 2022, a été scindé en deux projets de loi séparés. Le projet de loi n° 7863A est devenu la loi du 23 décembre 2022 sur les référendaires de justice. Le projet de loi n° 7863B prévoit la suppression du rang de conseiller honoraire ainsi que les mesures compensatoires.

Le projet de loi n° 7863B prévoit l'adaptation des articles 120 et 121 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. La fonction de conseiller honoraire à la Cour d'appel sera supprimée. Les règles de détermination du rang dans la magistrature sont précisées. À l'instar de ce qui est prévu pour l'ordre judiciaire, la fonction de conseiller honoraire à la Cour administrative sera également supprimée par modification de l'article 31 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif. En pratique, cette fonction n'a jamais été conférée à un magistrat de l'ordre administratif.

L'article 16 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice est complété afin de préciser les modalités de l'inscription des attachés de justice sur la liste de rang.

La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État est adaptée afin de prévoir un certain nombre de mesures visant tant à la compensation de la suppression du rang de conseiller honoraire qui, pour certains magistrats, peut mener à une perte financière, qu'à contribuer au renforcement de l'attractivité de la magistrature. En effet, ce renforcement est nécessaire en raison des problèmes de recrutement au niveau des juridictions et parquets compte tenu notamment de la concurrence découlant non seulement de l'existence de cabinets d'avocats, mais également de la demande émanant du secteur privé et du secteur public.

Dépôt du projet de loi 7863 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24/05/2023
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

22/09/2021	Présentation du projet de loi 7863
	Désignation d'un rapporteur
	Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire

20/07/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
Scission du projet de loi 7863 en deux projets de loi distincts : 7863A et 7863B
24/05/2023 Présentation et examen du projet de loi 7863B
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
28/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 526, page 1

Construction d'un vélodrome national à Mondorf-les-Bains

7956 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation

Le présent projet de loi vise la réalisation d'un vélodrome national à Mondorf-les-Bains, compris dans un projet plus vaste avec d'autres infrastructures incluant un lycée.

En effet, le plan d'aménagement particulier adopté par la Commune de Mondorf-les-Bains pour le site « Bei Grëmelter » prévoit la réalisation :

1) d'un lycée conformément aux dispositions de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ;

2) d'un complexe sportif, comportant un vélodrome avec un Infield, c'est-à-dire les terrains de sports localisés à l'intérieur de l'anneau de la piste cycliste, une piste cycliste et les locaux mis à la disposition de la Fédération du sport cycliste luxembourgeois (ci-après « FSCL ») ;

3) d'un hall multisports à vocation régionale, une piscine à vocation régionale avec plusieurs bassins, une partie « retail » et une brasserie ;

4) d'un îlot commun pour assurer le parking des usagers et visiteurs du complexe sportif et des enseignants du lycée ;

5) d'une place publique ;

6) d'une centrale d'énergie.

La commune est le maître d'ouvrage pour la réalisation des points 2) à 6) et préfinance dès lors également ces parties.

Le projet de loi autorise le Gouvernement à acquérir le vélodrome national comprenant la piste cycliste, l'Infield et les locaux mis à la disposition de la FSCL. En outre, il autorise le Gouvernement à participer au financement des travaux relatifs à la construction des équipements et aménagements nécessaires à l'exploitation du vélodrome national, à savoir la centrale d'énergie, la place publique et l'îlot commun, tout comme la part proratisée relevant du futur lycée et à usage mutualisé avec ce dernier.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 19/01/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
16/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Présentation des amendements gouvernementaux du 8 février 2023
Examen des avis du Conseil d'État
19/05/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
30/06/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
04/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 465, page 1

Équilibre entre vie professionnelle et vie privée

8016 – Projet de loi portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil.

La directive fixe des exigences minimales en matière de congé de paternité et de congé parental ainsi qu'en matière de formules souples de travail pour les travailleurs qui sont parents ou aidants. En outre, ladite directive introduit le congé d'aidant et consacre le droit de s'absenter du travail pour raisons de force majeure. Les dispositions de la directive relatives au congé de paternité ne figurent pas dans le présent projet de loi, mais font l'objet du projet de loi n° 8017.

Le projet de loi entend introduire deux nouveaux congés. Ainsi, il vise à conférer à chaque salarié le droit de prendre un congé d'aidant de cinq jours ouvrables par an pour apporter des soins personnels ou une aide personnelle à un membre de la famille. De plus, le projet de loi prévoit pour chaque salarié le droit de s'absenter du travail d'un jour par an pour des raisons de force majeure liée à des raisons familiales urgentes en cas de maladie ou d'accident qui rendent indispensable la présence immédiate du salarié et de demander des formes souples de travail.

Le projet de loi prévoit également l'accès à des formules de travail plus souples pour les salariés avec une ancienneté minimale de six mois et dont les enfants n'ont pas encore atteint l'âge de neuf ans.

Le projet de loi prévoit des dispositions relatives à la protection des droits des salariés qui prennent un des congés extraordinaires prévus à l'article L. 233-16 du Code du travail et de prévoir des sanctions en cas de refus de l'employeur d'accorder un de ces congés. Ainsi, le projet de loi prévoit de protéger les salariés contre un licenciement qui est en relation directe avec une demande d'un des nouveaux congés extraordinaires ou des formules de travail souples. En outre, le projet de loi prévoit que, lors de la demande d'un congé parental fractionné ou lors du report du deuxième congé parental, l'employeur doit motiver sa décision de refus par écrit et qu'avant toute décision de report du deuxième congé parental à une date ultérieure une forme alternative de congé parental doit être proposée au salarié.

Le Gouvernement s'est engagé à soulager les employeurs des charges financières générées par les deux nouveaux congés extraordinaires, dans le cadre des discussions avec les partenaires sociaux qui ont eu lieu entre le 18 et le 21 septembre 2022 en vue de la conclusion d'un accord tripartie, à cofinancer cette charge supplémentaire à raison de 50 %.

Le Conseil d'État signale qu'au vu des modifications à apporter de façon concomitante par le projet de loi n° 8016 et le projet de loi n° 8017 à l'article L. 233-16 du Code du travail, il y a lieu de veiller à ce que la publication des dits projets ne se fasse pas le même jour.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 02/06/2022
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
19/05/2022 Présentation du projet de loi
25/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023
Loi du 15 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 512, page 1

Congé extraordinaire en cas de naissance d'un enfant

8017 – Projet de loi portant modification : 1° de l'article L. 233-16 du Code du travail ; 2° de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour objet d'élargir le droit au congé extraordinaire en cas de naissance d'un enfant, en l'accordant à toute personne reconnue comme second parent ainsi qu'à l'indépendant.

Jusqu'à présent, l'accès au congé extraordinaire en cas de naissance d'un enfant, plus connu sous le nom de congé de paternité, n'était réservé qu'aux pères d'un enfant nouveau-né. Actuellement, les couples de personnes du même sexe ne peuvent profiter des dix jours de congé supplémentaire qu'en cas d'adoption d'un enfant. L'ouverture pour la personne reconnue comme second parent équivalent par la législation nationale applicable permettra à un nombre de couples de personnes du même sexe de bénéficier du congé en cas de naissance de l'enfant.

Le projet de loi vise à transposer en droit national l'article 4 de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, en ce que celui-ci prévoit que « [l]es États membres prennent les mesures nécessaires pour que les pères ou, le cas échéant, les personnes reconnues comme seconds parents équivalents par la législation nationale, aient le droit de prendre un congé de paternité de dix jours ouvrables, lequel doit être pris à l'occasion de la naissance de l'enfant du travailleur. » Les autres dispositions de la directive (UE) 2019/1158 seront transposées en droit national par le projet de loi n° 8016.

Le projet de loi vise à faire bénéficier les indépendants du même congé en cas de naissance d'un enfant et en cas d'adoption d'un enfant que les salariés et les fonctionnaires.

Le projet de loi a encore pour objet d'apporter certaines modifications aux articles L. 233-16 du Code du travail et 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État afin de résoudre des problèmes pratiques ayant surgi au niveau de leur application.

Le Conseil d'État tient à signaler qu'au vu des modifications à apporter de façon concomitante par le projet de loi n° 8016 et le projet de loi n° 8017 à l'article L. 233-16 du Code du travail, il y a lieu de veiller à ce que la publication desdits projets ne se fasse pas le même jour.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 02/06/2022
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :

19/05/2022	Présentation de l'avant-projet de loi
25/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 524, page 1

Amélioration de l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation contre le bruit aérien

8041 – Projet de loi instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Le projet de loi a pour objet d'instaurer un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg. Actuellement, ces personnes bénéficient d'un régime d'aides financières sous forme de subventions directes, régime qui trouve son assise légale à l'article 2bis de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, ainsi qu'au règlement grand-ducal du 18 février 2013 relatif à l'octroi des aides financières en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique de bâtiments d'habitation contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg. L'article 2bis de la loi précitée du 21 juin 1976 précise les investissements éligibles ainsi que les montants de l'aide et renvoie au règlement grand-ducal pour la fixation des critères et procédures d'octroi des aides financières.

Ce dispositif ne répond plus aux exigences de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle du 4 juin 2021 selon laquelle, en matière réservée à la loi, « la fixation des objectifs des mesures d'exécution doit être clairement énoncée, de même que les conditions auxquelles elles sont, le cas échéant, soumises. L'orientation et l'encadrement du pouvoir exécutif doivent, en tout état de cause, être consistants, précis et lisibles, l'essentiel des dispositions afférentes étant appelé à figurer dans la loi ».

Le projet de loi entend ainsi reprendre l'intégralité des dispositions du règlement grand-ducal précité du 18 février 2013 afin d'assurer la base légale du régime. Il intègre également les dispositions de l'article 2bis de la loi précitée du 21 juin 1976, de sorte que les aides financières se trouvent intégralement régies par une loi spécifique.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/07/2022
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

24/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/06/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 558, page 1

Actes de procédure pénale par des moyens de télécommunication

8051 – Projet de loi portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Le projet de loi n° 8051 a pour objet d'entériner certaines modifications apportées aux règles de procédure pénale en temps de crise sanitaire par la loi du 20 juin 2020 et ses lois de modifications successives. Il vise à ancrer au Code de procédure pénale les mesures jugées utiles et nécessaires et à créer la possibilité d'effectuer certains actes de procédure pénale par des moyens de télécommunication.

Le projet de loi prévoit les dispositions suivantes :

– les procédures écrites de notification des ordonnances du Code de procédure pénale ;

– l'audition des témoins par des moyens de télécommunication audiovisuelle ou par audioconférence ;

– l'assistance d'une personne qui est privée de liberté par son avocat par des moyens de communication électronique garantissant la confidentialité des échanges ;

– les procédures d'appel devant la Chambre du conseil de la Cour d'appel des ordonnances du juge d'instruction, des chambres du conseil des tribunaux d'arrondissement et la Cour d'appel des jugements rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement ;

– les procédures de recours devant la Chambre de l'application des peines de la Cour d'appel et

– les procédures d'appel devant la Chambre du conseil de la Cour d'appel en matière de mandat d'arrêt européen.

Considérant la modification du Code de procédure pénale, le projet de loi vise à permettre à une personne privée de liberté d'être assistée d'un avocat au cours d'interrogatoires par des officiers de police judiciaire, ou de rencontrer, à tout stade de la procédure, en privé l'avocat qui la représente et de communiquer avec lui, par l'intermédiaire d'un moyen de communication électronique, y compris téléphonique, dans des conditions garantissant la confidentialité des échanges et sans enregistrement. Le projet de loi permet à l'avocat d'assister son mandant privé de liberté au cours d'interrogatoires par des officiers de police judiciaire ou, à toute autre stade de la procédure dans le cadre d'entretiens confidentiels, par l'intermédiaire d'un moyen de communication électronique, y compris téléphone.

Le projet de loi reprend également une disposition légale, qui introduit l'audition réalisée par un officier ou un agent de police judiciaire dans le cadre de l'enquête de

flagrance, de l'enquête préliminaire ou sur commission rogatoire du juge d'instruction dans le cadre d'une instruction préparatoire, des témoins par des moyens de télécommunication audiovisuelle ou par audioconférence. L'audition fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel ou audio, qui est joint au dossier et qui sert de moyen de preuve.

Une autre modification concerne les notifications par voie écrite des perquisitions et saisies, lorsque le juge de l'instruction le juge opportun. L'objectif est d'assouplir les formalités de notification des ordonnances de perquisition et de saisie, concernant la saisie de documents et de données stockées et de celle de fonds de biens.

Une des finalités principales du projet de loi est aussi de permettre la communication électronique, au niveau de la notification de certaines ordonnances, au niveau de l'appel et de certaines informations fournies par le greffe. De plus, des assouplissements des formalités de notification concernant les ordonnances de perquisition et de saisie à la notification des ordonnances sont prévues. Les ordonnances concernées s'adressent à des professionnels appelés à prêter leur concours technique au sujet de télécommunications, correspondances ou système de traitement automatisé de données de tiers. Sont concernés les ordonnances de repérage de télécommunications ou de localisation de l'origine ou de la destination de télécommunications, les ordonnances de surveillance et de contrôle des télécommunications ou de la correspondance et les ordonnances enjoignant aux personnes ayant une connaissance particulière du système de traitement ou de transmission automatisée de données faisant l'objet d'une mesure de surveillance de prêter leur concours technique. La possibilité de notification simplifiée permettra d'éviter les déplacements de nombreux officiers de police judiciaire auprès des opérateurs et permettra simplement une transmission plus rapide des ordonnances en question. Par souci de cohérence et de simplification procédurale, le mode de notification assoupli est également appliqué aux ordonnances enjoignant aux personnes ayant une connaissance particulière du système de traitement ou de transmission automatisé de données faisant l'objet d'une mesure de surveillance, de prêter leur concours technique.

Concernant la faculté offerte aux justiciables de former appel par voie électronique, donc de ne pas devoir nécessairement se déplacer au greffe pour y faire une déclaration d'appel, le projet de loi vise à pérenniser cet assouplissement en proposant une modification concernant l'appel devant la Chambre du conseil, la Cour d'appel des ordonnances du juge d'instruction, des chambres du conseil des tribunaux d'arrondissement et la Cour d'appel des jugements rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement. L'appel peut être interjeté par les parties et par le ministère public par voie de courrier électronique, à adresser au guichet du greffe du tribunal ayant rendu le jugement dont appel. Cette disposition s'applique également à l'appel à interjeter par voie de requête. Le recours peut également être introduit par courrier électronique adressé au greffe.

Le projet de loi vise à permettre la forme électronique lors de la procédure d'appel devant la Cour d'appel des jugements rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement. Cette modification s'applique également aux appels contre les jugements des tribunaux de police et les jugements des chambres criminelles des tribunaux d'arrondissement.

Au niveau de la modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États-membres de l'Union européenne, le projet de loi adapte le texte relatif à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme concernant les formes et les délais de l'appel, qui comporte les innovations reprises de la loi modifiée du 20 juin 2020.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21/07/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

01/02/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
17/05/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/06/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 517, page 1

Abolition de la restitution du RPGH sur la succession

8066 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Le présent projet de loi vise à abroger l'article 29, paragraphe 2, de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées de manière que les héritiers d'anciens bénéficiaires du RPGH seront dispensés de la restitution du RPGH sur la succession quel que soit le statut en termes de capacité de travail de ces derniers, mettant ainsi les successeurs sur un pied d'égalité.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 18/08/2022
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :

04/07/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Présentation des amendements gouvernementaux
	Examen des avis du Conseil d'État
07/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 426, page 1

Champ d'application du fonds pour la protection de l'environnement

8143 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement. Ainsi, il vise à élargir le champ d'application du fonds pour la protection de l'environnement et à définir davantage ses modalités d'intervention, afin d'assurer que les fonds mis à disposition sont utilisés efficacement et dans l'intérêt pour lequel ils sont octroyés.

Le projet de loi modifie le champ d'application du Fonds. Tout d'abord, les éléments « changement climatique » et « utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies nouvelles et renouvelables » sont supprimés car le Fonds climat et énergie prend en charge les frais relatifs aux projets y liés. Par ailleurs, le champ d'application est étendu afin de pouvoir prendre en charge des projets liés la promotion des objectifs de développement durable ayant trait à la protection, la promotion d'une utilisation sûre et durable des produits chimiques, ainsi que les dépenses occasionnées pour la réalisation des études et l'exécution des travaux visés par le projet de loi.

Le projet de loi opère plusieurs changements au niveau des projets éligibles pour un financement du Fonds. Tout d'abord, des dépenses relatives aux projets reconnus d'utilité publique par le Gouvernement en Conseil peuvent être pris en charge jusqu'à 100 %.

Le champ d'intervention du Fonds est par ailleurs élargi afin de couvrir les éléments suivants :

– la réalisation de nouveaux centres de ressources ainsi que l'adaptation des centres de ressources ;

– l'exécution de projets, d'activités, de mesures et de travaux visant la mise en œuvre des objectifs de développement durable découlant de l'Agenda 2030 ayant trait à la protection de l'environnement ;

– l'élaboration d'études de faisabilité et de concepts généraux ;

– les activités et projets en matière de lutte contre le bruit ;

– les activités et projets en matière de promotion d'une utilisation sûre et durable des produits chimiques ;

– les activités et projets en matière de lutte contre la pollution atmosphérique et de promotion d'une meilleure qualité de l'air ;

– la réalisation de projets pilotes illustrant l'applicabilité de nouvelles technologies ;

– les travaux de recherche visant à améliorer les connaissances techniques et scientifiques.

Le projet de loi introduit en outre une modification ayant pour objectif de permettre la définition des bénéficiaires éligibles aux aides correspondantes. Les communes, les syndicats de communes, les établissements publics, les établissements d'utilité publique et les associations à but non lucratif œuvrant dans le domaine de l'environnement deviendront dès lors éligibles à une partie des aides énumérées dans le texte de loi.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

21/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 560, page 1

Audiences de plaidoiries dans les affaires soumises à la procédure écrite

8172 – Projet de loi portant modification : 1° du Nouveau Code de procédure civile ; 2° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Le projet de loi n° 8172 a pour objet de pérenniser dans le Nouveau Code de procédure civile (ci-après « NCPC ») la mesure prévue par l'article 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, relative à la tenue des audiences de plaidoiries dans les affaires soumises à la procédure écrite.

Lors de la situation pandémique, le Gouvernement avait mis en place toute une série de mesures sanitaires qui avaient pour finalité d'endiguer la propagation du coronavirus SARS-CoV-2. Ces mesures visaient, en premier lieu, d'éviter le plus possible le rassemblement de personnes dans des lieux exigus. Une de ces mesures s'est traduite par une adaptation exceptionnelle des procédures judiciaires afin d'éviter que les audiences soient surpeuplées et contribuent ainsi à la propagation du virus.

Par conséquent, l'article 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale imposait aux mandataires des parties de faire connaître par écrit et en avance à la juridiction saisie leur intention de plaider l'affaire. À défaut, les mandataires étaient dispensés de se présenter à l'audience de plaidoiries.

Cette procédure d'exception a vite été adoptée par les magistrats et les avocats. Guidé par l'expérience de cette mesure, qui a pris fin le 15 juillet 2021, le milieu professionnel a exprimé de part et d'autre sa position favorable par rapport à l'intégration de cette mesure de manière pérenne dans le droit commun, notamment parce qu'elle permet de traiter plus d'affaires lors d'une audience.

Il est dès lors proposé d'intégrer cette mesure dans le droit commun par le biais du présent projet de loi. Le principe de la publicité des débats étant fondamental, la règle reste le droit aux plaidoiries et il est dès lors fait droit d'office à la demande des mandataires des parties de plaider l'affaire et l'audience de plaidoiries se tient lorsqu'une seule partie s'exprime en ce sens. Il est également proposé d'intégrer une disposition similaire dans la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

28/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 518, page 1

Attractivité et compétitivité de la place financière

8183 – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ; 2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ; 3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; 4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ; 5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés

La loi en projet a pour objet d'améliorer et de moderniser la toolbox luxembourgeoise relative aux fonds d'investissement et d'accroître ainsi l'attractivité et la compétitivité de la place financière. En l'espèce, elle propose de modifier de manière ponctuelle les cinq lois sectorielles relatives aux fonds d'investissement ou des gestionnaires de ceux-ci.

Sont apportées ainsi des modifications à la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) (ci-après « loi SICAR »), la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (ci-après « loi FIS »), la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (ci-après, « loi OPC »), la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après « loi GFIA ») et la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés (ci-après « loi FIAR »).

Comme l'industrie des fonds d'investissement se trouve en constante évolution et tenant compte du fait des évolutions au sein des centres de fonds dans le monde entier, il est important que le Luxembourg s'adapte afin de garder sa position prééminente.

Il ne faut pas oublier non plus le rôle primordial des fonds d'investissement pour répondre aux besoins d'investissement à long terme de l'Union européenne.

Les modifications proposées par la loi en projet sous rubrique sont le fruit d'un travail important d'alignement et de mise en cohérence de ces cinq lois sectorielles, non seulement entre elles, mais également en relation avec d'autres lois nationales et des textes européens ainsi que la consécration dans la loi de la pratique administrative.

Les modifications principales proposées par la loi en projet sont les suivantes :

1) la modification de la définition du terme « investisseur averti », en l'occurrence l'abaissement du seuil d'investissement actuel de 125.000 euros au standard européen de 100.000 euros dans les lois SICAR, FIS et FIAR ;

2) le rallongement de la période de constitution du capital minimum à 12, respectivement 24 mois pour les fonds régis par les lois SICAR, FIS, OPC (partie II) et FIAR ;

3) la possibilité inscrite dans la loi OPC pour une SICAV (partie II) d'adopter, à côté de la société anonyme, d'autres formes de sociétés ;

4) l'introduction de la possibilité pour les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs de faire appel à des agents liés ainsi que des clarifications concernant la commercialisation des fonds d'investissement alternatifs au Luxembourg ;

5) l'application du régime de liquidation non judiciaire telle que prévue par la loi OPC non seulement aux organismes de placement collectif, mais dorénavant aussi aux sociétés de gestion ainsi qu'aux gestionnaires ;

6) la modernisation ciblée de la taxe d'abonnement afin de donner suite aux efforts de la Commission européenne qui a encouragé les États membres à mettre en place des incitations fiscales nationales afin de soutenir l'émergence de nouveaux produits européens tels que les ELTIF et les PEPP. De surcroît, le régime applicable aux fonds monétaires sera aligné sur les standards européens. Les changements ne devraient pas entraîner de déchet fiscal significatif.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

05/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
30/06/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 442, page 1

Construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange

8213 – Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange

Le présent projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à participer au financement de la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange par l'établissement public « Centres, foyers et services pour personnes âgées », ci-après « SERVIOR », en exécution de la convention conclue à cet effet et jointe au dossier de dépôt de la présente loi en projet.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11/05/2023
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :
30/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/07/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 425, page 1

Élections sociales

8233 – Projet de loi portant modification : 1° de l'article L. 413-4 du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ainsi qu'une disposition du Code du travail, relative aux élections pour la délégation du personnel.

Lors des dernières élections sociales en 2019, certaines incohérences concernant le droit de vote aux élections pour la Chambre des Salariés ont été constatées. En effet, il est apparu que certaines catégories de salariés, qui cotisent à la Chambre des Salariés, ne figurent pas sur la liste des électeurs établie par le ministre ayant le Travail dans ses attributions sur base des données fournies par le Centre commun de la sécurité sociale.

En effet, il s'est avéré que les apprentis, les demandeurs d'emploi indemnisés et les bénéficiaires d'une aide financière ou d'une mesure en faveur de l'emploi sont privés du droit de vote. Le projet de loi propose de prévoir dorénavant ces catégories de personnes.

Le projet de loi propose d'apporter une clarification à l'article L. 413-4 du Code du travail, étant donné que le paragraphe 1er, point 2, de l'article en question suscite des doutes quant à la question si les salariés dont le contrat de travail est suspendu, par exemple lorsqu'elles sont en congé parental à temps plein, sont éligibles pour l'élection des délégués du personnel ou pas. En principe, la suspension du contrat de travail ne devrait pas avoir d'incidence sur la qualité d'électeur ou de candidat du salarié de sorte qu'il y a lieu de procéder à une modification du dispositif en question afin d'éviter toute discussion quant à son interprétation et en vue d'assurer la participation des salariés en congé parental à temps plein aux prochaines élections sociales.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit de rabaisser l'âge pour être électeur à seize ans, étant donné que parmi les apprentis se trouvent également des jeunes âgés entre seize et dix-huit ans. La limite d'âge pour être éligible est toutefois maintenue à dix-huit ans.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
06/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 507, page 1

61e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 11
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **8041 – Projet de loi instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit** p. 11
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   Discussion générale : M. Paul Galles | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Joëlle Welfring
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8041 et dispense du second vote constitutionnel
3. **8213 – Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange** p. 15
   Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty
   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Claude Lamberty | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8213 et dispense du second vote constitutionnel
   M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration
4. **7956 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation** p. 20
   Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   Discussion générale : M. Max Hengel (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Carole Hartmann | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports (interventions de Mme Myriam Cecchetti, M. Sven Clement et Mme Carole Hartmann)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7956 et dispense du second vote constitutionnel

5. **Question élargie n° 190 de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du taux de chômage** p. 24

M. Marc Spautz | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

6. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la pauvreté laborieuse** p. 25

Exposé : Mme Myriam Cecchetti (dépôt des résolutions 1 et 2)

Débat : M. Paul Galles | Mme Carole Hartmann | M. Dan Kersch | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | M. Sven Clement

Prises de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de M. Sven Clement) | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Max Hahn

Résolution 1 : M. Dan Kersch | Mme Myriam Cecchetti | M. Dan Kersch

Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

Résolution 2 : M. Dan Kersch | M. Paul Galles | M. Dan Kersch | M. Paul Galles | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la résolution 2 (rejetée)

7. **8235 – Présentation du rapport de la Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale** p. 33

Rapport de la Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Débat : M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Georges Engel, Mme Joëlle Welfring et M. Max Hahn, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. 8041 – Projet de loi instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Da kënne mer direkt zur Fortsetzung vun eisem Ordre du jour kommen, an do geet et ëm de Projet de loi 8041 ...

(Brouhaha)

... iwwert d'Aféierung vu Bäihëllefe fir d'Verbesserung vun der akustescher Isolatioun vun Haiser géint de Kaméidi vum Flughafen. Rapporter ass den Här François Benoy an hien huet elo direkt d'Wuert. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass. Här Benoy, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, Madamm Ministesch, mam Gesetzesprojet 8041 schafe mir Hëllefen, fir Wunnengen akustesch ze isoléiere géint de Kaméidi vum Flughafen. D'Gesetz iwwerhëlt de Gros vun den Dispositiounen aus dem Regimm aus dem Règlement grand-ducal vum 18. Februar 2013 iwwert dës Hëllefen a schaaft also eng stabill legal Basis. Et gëtt awer och dervu profitéiert, fir eng méi proaktiv, effikass an einfach Approche ze huelen, fir d'Biergerinnen an d'Bierger ronderëm de Findel besser géint de Kaméidi vum Flughafen ze schützen.

Duerch d'Prise en compte vun den aktuellste Kaméidiskaarten, déi no den europäeschen Normen opgestallt goufen, an der Baisse vun de Kaméidislimitte vu 70 op 64 dB am Dag a vu 60 op 54 an der Nuecht, kommen elo däitlech méi Leit an de Genoss vun den Aiden. Wann am ale Regimm just 400 Haiser eligibel waren, esou sinn et der elo potenziell 2.635, déi grouss Majoritéit dovunner um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Déi concernéiert Adresse stinn all eenzel an der Annex vum Gesetz.

D'Prozedur gëtt fir dëse Schallschutzprogramm vereinfacht, andeems d'Qualitéit vun den Aarbechten elo stéchprouwenaarteg kontrolléiert gëtt. D'Aarbechte mussen natierlech den Exigenze vum Gesetz entspriechen, soudass d'Biergerinnen an d'Bierger adequat virum Kaméidi geschützt ginn. Ënner anerem Investissementer bei de Fënsteren, Rolllueden, der Ventilatioun an der Isolatioun vum Daach, grad wéi d'Berodung vun den Aarbechte si bis zu engem Montant vu 16.000 Euro fir en Haus an 8.000 Euro fir en Appartement méiglech.

Par rapport zum ale Regimm ginn dës Montanten elo no uewen, dat un d'Präisevolutioun vum Material an de Personalkäschten, ugepasst, an et sinn och méi Elementer eligibel. Dës Aidë sinn och cumulabel.

Bleift nach ze preziséieren, dass just Gebaier, déi virum 31. August 1986 autoriséiert goufen, eligibel sinn, deen Datum, wou de PAP Aéroport et Environnement a Kraaft getrueden ass. Hei geet et also drëm, speziell déi Leit virum Kaméidi ze schützen, déi a sensibele Beräicher vun de Fluchschneise wunnen, a Gebaier, déi scho virun der Extensioun vum Flughafen op där Plaz stoungen.

Ech wëll och nach eemol drop hiweisen, dass dës Mesür just eng vun de regulatoreschen, finanziellen an operative Mesüren aus dem Aktiounsplang géint de Kaméidi vum Flughafen ass, wéi zum Beispill d'Koppele vun den Terminalstaxen an de Geräischpeegel vun de Maschinnen an hir Startzäit, fir Maschinnen, déi vill Kaméidi maachen, an de Betrib an der Nuecht ze penaliséieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet gouf de 5. Juli zejoert vun der Ëmweltministesch deposéiert. De Staatsrot huet säin Avis den 28. Februar ginn. De 24. Mee gouf ech zum Rapporter ernannt a mir hunn an der Ëmweltkommissioun iwwert de Projet diskutéiert. Mir hunn dee Moment iwwert de Wee vu parlamentareschen Amendementer d'Resultater vun der strateegescher Kaméidiskaart vun 2021 iwwerholl, déi eréischt nom Depot vum Gesetz finaliséiert gouf. Grad esou hu mer, opgrond vum Staatsrot senger formeller Oppositioun, d'Wierder „en copropriété" aus dem éischten Artikel gestrach, fir och sécher kee Proprietär vun dësen Aiden auszeschléissen.

D'Salariats- an d'Handelskummer begréissen d'Gesetz. D'Salariatskummer freet sech iwwerdeems, ob och d'Locatairë genuch vum Kaméidisschutz profitéieren.

Nodeems mir den zweeten Avis vum Staatsrot den 13. Juni kruten, konnt d'Kommissioun mäi schréftleche Rapport, op deen ech fir weider Detailer verweisen, e Méindeg de Moien unhuelen.

Här President, Dir Dammen an Hären, dat hei ass e wichtegt Gesetz, duerch dat däitlech méi Leit ronderëm de Findel vu méi a besseren Hëllefe géint de Kaméidi duerch de Flughafe kënne profitéieren an deenen hir Liewensqualitéit doduerch verbessert gëtt.

Ech soen Iech an deem Sënn och villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An dann huet d'Wuert de Paul Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. A merci dem Rapporter fir säi gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport zu dësem Gesetz, wat mer voll a ganz ënnerstëtzen.

Mir begéinen héchstwarscheinlech op anere Plazen – de Rapporter d'selwecht wéi ech och – ëmmer erëm Leit, déi dovu betraff sinn an déi eebe genau déi dote Problemer hunn, nämlech dass si mussen hiert Haus isoléiere bezéiungsweis géint de Schall dämme vis-à-vis vun dem Kaméidi, dee se vum Findel hier hunn. Dat heite Gesetz erlaabt, dat Ganzt op gutt Been ze setzen. Et erlaabt et souguer och, d'Zuel vun den Haiser, oder vun den Immeublen, déi eligibel sinn, nach e bësse méi héich ze maachen, wat mer natierlech och begréissen. An et ass vläicht och interessant ze wëssen, dass dat alles fir Haiser gëllt vu virun 1986, well dat den Datum war, wou eeben de Findel deemools ausgebaut ginn ass. Dat ass gesot ginn, dat ass richteg, jo genau; ech wollt et nach eng Kéier widderhuelen, well et awer interessant ass fir déi, déi nolauschteren.

An deem Sënn och den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

An dann als nächsten huet d'Wuert den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. De Kaméidi ass ouni Zweifel e grousse Problem an eiser Gesellschaft. Kaméidisquelle gëtt et praktesch duerch d'ganzt Land, sief dat den Autosverkéier, sief dat den Zuchverkéier, natierlech och d'Fligerei. Och verschidden Industriezonen droen derzou bäi. A mir sollen eis do kengen Illusiounen higinn, dat laascht natierlech och op der Liewensqualitéit vun eis alleguerten. Ech denken och zum Beispill un d'Autobunnen, déi duerch d'Land ganz vill Problemer mat sech bréngen. Déi Leit, déi relativ an der Proximitéit vun enger Autobunn wunnen, déi wëssen, wat dat alles bedeit. Sécher sinn do eng Rei Efforten an deene leschte Jorzéngte gemaach ginn. Als Beispill soll hei d'A3 genannt ginn, déi jo elo op dräi Spueren ausgebaut gëtt. Dat wäert mat Sécherheet nach zousätzleche Kaméidi mat sech bréngen. Ech denken un de Raum Léiweng/Beetebuerg, do si jo och zousätzlech Mesüre virgesinn, a mir hoffen och, datt dat sech wäert eng Kéier an der Realitéit ëmsetze loossen.

Wat den Autosverkéier ubelaangt, gëtt et jo Leit, déi zum Beispill d'Elektroautoen éischter negativ gesinn, och deelweis souguer wëllen a Mësskreditt bréngen. Ech wëll awer drop hiweisen, datt et een zousätzlechen Avantage gëtt, dat ass eeben de Kaméidi. Den Elektroauto verursaacht vill manner Kaméidi wéi de Verbrennungsmotor. An dofir vläicht och emol un déi Leit, déi ëmmer esou negativ vis-à-vis vun dem elektreschen Auto agestallt sinn, dat och ze bedenken, datt dat och eng Rei Virdeeler mat sech bréngt.

Natierlech ass et awer virun allem de Kaméidi vun de Fligeren, deen eis ganz vill Suerge mécht, net nëmmen de Leit, déi hei ronderëm de Flughafe wunnen. Ech mengen, ech kommen aus dem Süden, ech kann Iech awer soen, datt een awer reegelméisseg, besonnesch och nuets, deemno wéi eng Maschinnen do amgaange sinn ze starten oder ze landen, och do de Kaméidi ze spiere kritt.

De Findel huet eng immens Evolutioun hanneru sech. Ech weisen drop hin, datt 1946 1.457 Passagéier notéiert gi sinn, 1960 waren et der 55.591, an d'lescht Joer hate mer 4.114.291 Passagéier. Dat sinn Zuelen, déi aus dem Transportministère kommen, also musse se och stëmmen.

Donieft huet de Findel eng immens Evolutioun mat sech bruecht déi lescht Joren. D'Luxair huet eng Rei nei Destinatiounen. Da sinn och vill nei Airlinen op de Findel komm, wat jo ganz positiv ass, mee mir wëssen awer, datt dat zousätzlech Mouvementer mat sech bréngt, déi dann awer natierlech eng Rei Problemer mat sech entrainéieren.

Kee Wonner, wéi gesot, datt virun allem déi Leit, déi an direkter Proximitéit vum Findel wunnen, net ganz glécklech doriwwer sinn. Dowéinst ass et och gutt, datt déi Kaméidiskaart, fir se elo mol esou ze nennen, elo adaptéiert gouf 2021, an déi huet jo och ganz genee Detailer duergestallt. Wéi gesot, et sinn 2.635 Haiser, déi elo eligibel sinn. Dofir, vum Prinzipp hier ass et luewenswäert, datt elo versicht gëtt, deene Leit gewëssen Ënnerstëtzungen ze ginn, wa se sech besser wëlle géint de Kaméidi schützen.

De Rapporter, den Här François Benoy, huet dat jo elo hei richteg gesot – ech soen him och Merci fir seng Rapporten –, datt eebe 16.000 Euro maximal pro Haus an 8.000 Euro pro Appartement kënnen accordéiert ginn. Dat sinn elo keng immens riseg Chifferen, an trotzdeem ass et awer e ganz korrekte Montant, well mer musse jo awer wëssen, datt déi Moossnamen haut awer och vill Geld kaschten.

Et stellt sech natierlech ee Problem – dat ass och ugedeit ginn an der Kommissioun respektiv och am Rapport –: Wéi verhale mer eis vis-à-vis vun deenen Haiser, déi geschützt sinn? Do huet een natierlech e bësselche Schwieregkeeten, eng richteg Decisioun ze huelen, wat priméiert: Déi architektonesch Substanz respektiv op der anerer Säit awer och déi Moossname géint de Kaméidi? Do muss een also eng gutt Mëttelléisung fannen.

Da wëll ech awer och drop hiweisen: Et geet net nëmmen duer, datt mer elo eng Symptombekämpfung hei maachen. Et muss een och d'Fro stellen, wéi wäit ee vläicht awer och um Niveau vun der Fligerei derzou bäidroe kann, datt manner Kaméidi u sech emettéiert gëtt. Do gëtt et eng Rei technesch Verbesserungen. Ech beruffe mech hei op Aussoe vu Spezialisten, zum Beispill vum Flughafe vu Frankfurt. Also wéi gesot, wann ee kee Spezialist ass, soll ee sech doudsécher awer hei emol op aner Referenze baséieren. Zum Beispill gëtt do versicht, gewëssen Agglomeratioune méi ze ëmfléien. Da gëtt och versicht, eng méi geziilt Notzung vun de Startbunnen ze maachen. Eng aner Mesür ass déi, datt d'Fligere géife méi géi lande respektiv starten, respektiv datt och d'Pilote méi prezis géife fléien. Alles dat géif derzou bäidroen, datt zum Beispill manner Kaméidi géif entstoen.

Dofir meng Fro och – ech weess, datt d'Madamm Minister elo vläicht net direkt den Uspriechpartner ass, mee sech awer hei vläicht eng Kéier mam Här Transportminister kéint kuerzschléissen, inwiefern dat och um Niveau vum Findel méiglech wär, vläicht fir iwwert dee Wee nach derzou bäizedroen, datt manner Kaméidi géif entstoen. Zum Beispill schwätzen déi Däitsch do vu „mehr Spurentreue". Jiddefalls, um Frankfurter Flughafen huet sech dat awer positiv entwéckelt.

Vläicht e leschte Punkt, deen een nach muss an där ganzer Diskussioun hei uschwätzen, dat sinn déi Kontrollen. Ech mengen, et ass evident, wann de Staat d'Subside gëtt fir Moossnamen, da muss en och d'Recht hunn, Kontrollen ze maachen. Hei gëtt natierlech virun allem mat externe Spezialisten zesummegeschafft. Dofir muss och nach eng Kéier Kontakt zwëschent dem Ministère an deene Spezialiste sinn. An dann och nach eng ofschléissend Fro: Hu mer och genuch Conseillers en acoustique, sou wéi dat jo dann och am Rapport hei zeréckbehale ginn ass? Hu mer där genuch hei zu Lëtzebuerg? Kënne mer also där Aufgab do nokommen?

Mee ënnert dem Strëch jiddefalls ass et e ganz gudde Projet, deen och d'Ënnerstëtzung vun eiser Fraktioun fënnt. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wäert mech och kuerzfaassen. Ech soen natierlech dem Rapporter e grousse Merci fir den ausféierleche Rapport. Et goufe wierklech scho ganz vill Detailer genannt an ech wëll vläicht just déi puer Punkten ervirhiewen, déi der LSAP awer wichteg sinn an dësem Projet.

Jo, effektiv, ech ginn dem Här Graas vollkomme Recht: Kaméidi huet op Dauer ganz negativ Konsequenze fir d'Gesondheet. Laangfristeg Belaaschtung, wéi se och beispillsweis eebe just duerch e Flughafen an de Géigenden dorëmmer verursaacht gëtt, kann onbewosst souguer zu Stress, zu Schlofstéierungen an och zu Häerz-Kreeslaf-Erkrankunge féieren. Do gouf iwwregens am Umweltbundesamt eng relativ grouss Rubrick doriwwer geschriwwen an der Rubrick eebe just, wat d'Lärmwierkunge sinn. Et ass dowéinst och wichteg, dass d'Leit, déi vum Flughafekaméidi betraff sinn, esou gutt wéi méiglech geschützt ginn, an dat op d'mannst an hiren eegene véier Wänn, wou se hir Rou da kënne fannen.

Wat iwwregens fir d'Mënsche gëllt – dat soll een net vergiessen –, dat gëllt och fir d'Déieren doheem. Och si kënnen Auswierkungen hunn oder spiere vun engem konstante Kaméidi, deen emol méi oder manner haart an desagreabel ass. Eng konsequent Kaméidisbekämpfung ass souwuel wichteg fir d'Gesondheet wéi awer och ganz banal fir d'Liewensqualitéit vun de Leit am Allgemengen.

Mat dësem Projet de loi schafe mir also eng legal Basis, déi bis elo eebe just duerch e Règlement grand-ducal gereegelt war. Engersäits geet et jo drëms ze definéieren, wéi eng Haiser eigentlech am meeschte vum Kaméidi a vum Fluchverkéier betraff sinn, an anerersäits geet et awer och drëms ze definéieren, mat wéi enge Konstruktiounselementer, mat wéi enge Moyenen eigentlech deem Kaméidi kann entgéintgewierkt ginn. A mat all dëse Prezisioune kann ee feststellen, wéi eng Haiser eligibel sinn, fir Subventioune bei bestëmmte Bauaarbechten ze kréien.

Wichteg ass nach ze betounen, dass et jo hei just ëm Gebaier geet, vun deenen d'Bauerlabnis virum 31. August 1986 virlouch. Et geet also ëm déi méi al Gebaier, déi an der Reegel manner gutt virum Kaméidi isoléiert sinn. Bis elo ware just wéineg Gebaier eligibel – dat gouf elo schonn e puer Mol gesot –, 400 Stéck, an an de leschte Jore sinn emol keng Dosen Ufroen eragereecht ginn, krute mer gesot. Mee duerch d'Upassungen an och d'Amendementer vun dësem Gesetzesprojet sinn elo méi wéi sechsmol esou vill Adressen eligibel, ënner anerem, well eeben och den toleréierte Kaméidisplaffong ëm sechs Dezibel erofgesat gouf an d'Kaarten dann deemno aktualiséiert goufen. Mee och d'Prozedur gëtt vereinfacht an d'Héicht vun de Subventioune geet an d'Luucht. Dat ass och absolutt néideg mat Bléck op déi klammend Präisser.

Am Kloertext heescht dat, dass mat dësem Projet eng stabill legal Basis geschafe gëtt, duerch déi méi Leit méi einfach vu méi héije Subventioune profitéiere kënnen, fir hir Wunnenge géint de Kaméidi vum Fluchverkéier ze isoléieren. Mee ech kommen och nach eng Kéier op dat zeréck, wat d'Chambre des Salariés bemierkt huet: D'Locatairë sollen net vergiess ginn. Et ass also ganz wichteg, dass d'Proprietären hei Verantwortung iwwerhuelen a vun den Hëllefe Gebrauch maachen, fir och esou d'Locatairë virum Kaméidi ze schützen.

Wéi et am Exposé des motifs schéi resüméiert gëtt, verstäerkt dëse Projet de loi d'Sécurité juridique an e léisst eng méi effikass Approche zou, fir de Mënsch besser virum Fluchhafekaméidi ze schützen. Et ass e gudden an néidege Gesetzesprojet, deen iwwregens och Bestanddeel vum jëtzege Koalitiounsaccord ass.

Ech ginn domat natierlech den Accord vun der LSAP. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wëll och ufänken an dem Rapporter Merci soe fir dee gudde Rapport an direkt och soen, dass mer dëse gudde Projet natierlech ënnerstëtzen – wéi kéint et aneschters sinn? Et si vill Leit betraff vum Kaméidi. Dat huet e groussen Afloss op hir Liewensqualitéit. Dat huet e groussen Afloss och op hir Gesondheet. Et ass awer nun emol esou, dass mer e Flughafe brauchen. Et ass och nun emol esou, dass de Fluchverkéier

warscheinlech net ofhëlt an den nächste Joren, an da muss een eebe kucken, wat fir eng Méiglechkeeten een huet. An hei dëst Gesetz schaaft dofir d'Viraussetzungen, fir eeben de Leit dann hir Liewensqualitéit ze verbesseren.

Weiderhi wëll ech awer och deene Leit Merci soen, déi do wunnen a sech asetze fir hir Liewensqualitéit. Dat ass net ëmmer einfach, net jiddwereen huet ëmmer déi Zäit. Hei ass et natierlech och esou, dass op Drock vun de Leit, déi do wunnen, eppes beweegt ka ginn. Dat kann ee sech och als Beispill huelen op anere Plazen. An hoffe wëll ech weiderhin op technesch Verbesserunge vun de Fligeren. Mir wëssen, dass se och ëmmer méi lues ginn. Et wier gutt, wann dat och nach géif esou weidergefouert ginn. Dorop hu mir natierlech elo hei als Chamber manner Afloss.

Zum Schluss nach wëll ech soen, dass och aner Plazen hei am Land betraff sinn, ënner anerem bei Autobunnen, bei Autobunnsbrécken, där gëtt et der och hei am Land, wou och relativ vill Kaméidi hierkënnt. Do gëtt et aner Méiglechkeeten, mee och do muss een déi néideg Moossnamen ergräifen, fir d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verbesseren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Dir hutt d'Wuert, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt dem Rapporter emol e grousse Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Dëse Projet de loi reit sech an an eng Rei Mesüren, déi geholl ginn, fir géint d'Lärmbelästegung virzegoen, an zwar déi vun de Fligeren, déi duerch de Findel verursaacht gëtt.

Ech maachen e ganz kuerzen Historique. 2008 sinn déi Valeurs limites, wat de Kaméidi betréfft, bei ënner 70 dB à court terme a 65 dB à long terme festgehale ginn. 2013 gouf en éischte Régime d'aides ausgeschafft, fir datt d'Awunner aus der Fluchschneis hir Haiser besser géint de Kaméidi isoléiere solle kënnen, wat jo alles mat enger Rei Ausgabe verbonnen ass. Am Koalitiounsaccord stoung dann och dran, datt dëse Régime d'aides onbedéngt op de Leescht soll geholl ginn, fir de Leit eng besser Liewensqualitéit kënnen ze garantéieren. 2021 goufen dann zwou Mesüren adoptéiert, an zwar datt de Régime d'aides soll bäibehale ginn, fir datt d'Bierger/innen hir Wunnenge besser akustesch isoléiere kënnen, an datt eng Simplification administrative agefouert soll ginn.

Här President, bei der Carte de bruits mat de Zones prioritaires ass sech op déi aktuellst beruff ginn, déi mir hunn, nämlech déi vun 2021 an net, wéi usprünglech virgesinn, déi vun 2016. Dat féiert dann och derzou, datt méi Stéit eligibel sinn, fir vun dëse Mesüre kënnen ze profitéieren, wat net méi wéi richteg ass, well déi Leit jo och aktuell betraff sinn. Dat ass also kee Kaddo, mee et ass eng Realitéit, datt Bierger/innen do wunnen, déi e Problem mat Fluchkaméidi hunn.

D'Subventiounen, déi bezuelt ginn, fir déi verschidde Mesüren ze maachen, sinn och an d'Luucht gesat ginn, wat an eisen Aen och kee Kaddo ass, wann ee gesäit, wéi d'Präisdeierecht sech an deene leschten zwee Joer mam Krich an der Ukrain entwéckelt huet.

Dës Montanten erlaben et sozial schwaache Stéit nach ëmmer net, dës Sanéierung am akustesche Beräich virzehuelen, well de Bierger nach ëmmer en zolitte Montant aus senger eegener Täsch muss bezuelen – an e muss dës Sue jo souwisou emol iwwerhaapt hunn, fir se virzestrecken. A mir wësse jo, wéi laang et dauert, bis een als Bierger/in seng Subsiden, déi een zegutt huet, kritt, well eeben net genuch Beamt/innen an dësem Moment nach an deem Ministère schaffen, fir dat iwwerhaapt kënnen ze bewältegen, déi ganz Aarbecht.

Här President, bei de Belaaschtungen duerch de Kaméidi vun de Fligere stellt sech jo awer emol eigentlech d'Fro vum Fléien u sech. Dass vill geflu gëtt a soumat och tendenziell méi Fligeren um Findel starten a landen an datt doduerch och méi Kaméidi entsteet, huet jo an éischter Linn och domadder ze dinn, dass beim Persounen- a beim Wuerentransport de Fliger oft déi eenzeg méiglech Optioun ass. A wann et Alternative gëtt, da si se entweeder ze deier oder einfach net konkurrenzfäeg oder onzouverlässeg: Zich, déi vill ze spéit kommen, Uschlëss, déi doduerjer verpasst ginn, Zich, déi ganz einfach ausfalen.

Ganz vill Vollen um Findel betreffe jo éischter kuerz Distanzen an eis Nopeschlänner oder a Stied an Europa, déi och mam Zuch gutt a séier erreechbar kéinte sinn. De Problem ass awer nach ëmmer, dass déi Zuchreesen einfach ze laang an ze ëmständlech sinn an dann och deels méi deier si wéi de Fliger. Als Beispill kann een do natierlech den Trajet Lëtzebuerg–Berlin nennen. Et ass sécher esou, dass iwwert d'Ubannung iwwer Koblenz den däitsche Reseau besser mat Lëtzebuerg verbonnen ass, mee trotzdeem sinn néng bis zéng Stonnen einfach ze vill. Oder och nach den Trajet Lëtzebuerg–Hamburg, och hei iwwer aacht Stonnen. An dann däerf et zu kenge Verspéidunge beim Ëmsteige kommen – wat bal ni de Fall ass! –, oder et sinn Aarbechten um Trajet an da verpasst een den nächsten Zuch.

Dofir menge mir, dass d'Prioritéit onbedéngt op d'Verbesserung vun dëse Konnexioune muss geluecht ginn, natierlech a Kooperatioun mat eisen europäeschen Noperen. Donieft brauch et en attraktiven Tariff, fir dass d'Leit d'Optioun Zuch och als sënnvoll an abordabel Alternativ kënne wouerhuelen a gesinn. Och Nuetszich mussen erëm méi zum Asaz kommen. D'éisträichesch Bunn mécht et jo do vir. Bequeem ze reesen duerch d'Nuecht géife vill Leit unhuelen, besonnesch och, well domat net en hallwen Dag am Fliger an an engem Flughafenterminal verluer geet. Och déi extra Zich, déi et an der Zäit gi si fir zum Beispill op d'Belsch Plage oder op d'Côte d'Azur, missten nees reaktivéiert ginn, a mat speziellen Horairen an Tariffer, fir se méi attraktiv ze maachen.

Här President, beim Cargo ass d'Problematik natierlech och nach eng ganz aner, well d'Fracht mam Fliger vu wäit hier kënnt. Trotzdeem ass fir eis den Ausbau vum Giddertransport op der Schinn eng Méiglechkeet, fir Cargovollen zumindest innereuropäesch ze reduzéieren.

Eng Zort Volle gesi mer awer besonnesch kritesch, an dat sinn déi privat Businessvollen. Et ass dat Segment vun der Fligerei, wou beim Kaf vu Maschinnen an och bei der Zuel vun de Vollen de gréissten Zouwuess ze verzeechnen ass. Eleng Lëtzebuerg huet am Joer 2022 laut dem europäeschen Daachverband vun dëse Gesellschafte knapps 8.000 esou Starts a Landungen um Findel gehat, dat sinn der ronn 25 den Dag. Et ass och, fir deenen hiren onverschämte Luxus ze decken, firwat de Staat akustesch Isolatioune finanzéiert a firwat d'Leit am Kaméidi sëtzen! Si fléien iwwer eis Käpp ewech, loossen eis de Kaméidi an d'Verschmotzung hei, a fort si se – de Weekend op Ibizia, op Mykonos oder soss anzwousch an der Welt! Wa mer manner Fluchverkéier a -kaméidi wëllen hunn, da musse mer genee bei deenen doten als Alleréischt usetzen. Här President, leider si mir als Gesellschaft nach ëmmer net prett, fir eis esou Gedanken ze maachen. An déi, déi se sech maachen, gëlle leider als extreem an onrealistesch Spënner/innen – leider!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, hunn awer nach eng Fro, déi ech elo net agebaut hunn: Wéi ginn d'Leit, déi eligibel sinn, gewuer, datt se eligibel sinn? Kréie se e Courier, vu datt mer jo vun administrativer … Voilà, ech war mer net méi sécher, ech wollt dat d'Ministesch froen, mee si wäert mer dat dann herno esou beäntweren. Wéi se mam Kapp genéckt huet, denken ech, dass dat esou ass an dat ass och ganz gutt esou.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, merci dem Rapporter. Effektiv ass et esou, dass d'Fligere bemierkbar sinn. Virun allem owes, wann een am Bett läit, kritt een dat méi oft mat. Ech kann do och e Liddchen dervu sangen, wann zu Péiteng d'06 op ass an d'Fligeren iwwer Péiteng erandréinen, da kritt een dat effektiv nawell mat, an dofir ass et gutt, dass mer deene Leit hëllefen. Och dozou sti mer als Piraten.

Et muss een awer trotzdeem de Constat maachen, dass ënnert zwou gréngen Ëmweltministeschen an engem gréngen Ëmwelt-Transportminister esou vill geflu ginn ass wéi nach ni virdrun. Alleguer déi Leit, déi gehofft hunn, dass, wann déi gréng an der Regierung sinn, do e bësse méi op den Ëmweltschutz géif opgepasst ginn, sinn natierlech enttäuscht ginn!

(Interruption)

Dat ass leider e Constat, deen ee muss maachen: Ënner hinnen ass am meeschte geflu ginn.

Elo wäerten et d'Fluchgesellschafte selwer sinn, déi de Leit éischter wäerten hëllefen. Wann Der elo kuckt, den neie 737 MAX, deen d'Luxair wäert kréien, wäert 40 % Reduktioun am Kaméidi matbréngen, soudass dat de Leit awer effektiv eppes wäert hëllefen. Dat selwecht beim 777, deen d'Cargolux elo wäert huelen a géint de 747-800 (veuillez lire: 747-400) wäert austauschen.

D'Madamm Cecchetti huet Recht: D'Privatfligeren, dat stéiert och eis Piraten, wann do déi kleng Privatjette fléien.

(Interruption)

Ech schwätze vun de Privatjetten, wou der wësst, dass Millionäre mat ganz vill Geld do kënnen dermat fléien.

(Interruption)

Dass deen Trafick zu Lëtzebuerg zougeholl huet, dat hat ech och schonn eng Kéier an enger Interventioun kritiséiert, dat ass sécherlech eppes, wat een …

(Interruptions et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech verstinn, dass dat d'Regierung elo e bëssen opreegt, well mer hu jo och matkritt, dass och Ministere mam Privatjet op Lugano fléien, anstatt eng Linn ze huelen. Ech verstinn, dass dat déi Reien do elo bëssen opreegt. Ech géif mer och wënschen, d'Regierung géif net méi op Privatjetten zeréckgräifen a se géif e Linneflug huelen. Virun allem, wann ee kuckt, Lugano – et war jo den Här Fayot –, do ass Mailand ganz no derbäi, hätt een och kënnen huele mat siwen, aacht Vollen den Dag; mee nee, Dir hutt op Privatjetten zeréckgegraff. Ech verstinn, dass Dir Iech dofir elo och opgereegt hutt.

Mir Piraten wäerten dat heite matstëmmen, mee et muss een awer eng Kéier iwwerleeën, ob mer déi Praxis vun de Privatjetten an alles weiderféieren.

Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Domat wär déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss, an d'Wuert huet direkt d'Madamm Ëmweltministesch. Dir hutt d'Wuert, Madamm.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci, Här President. Gudde Mëtteg alleguerten, de Gesetzesprojet 8041 stellt, wéi elo scho gesot, eng Aktualiséierung vun den Dispositioune vum Aidëregimm vun 2013 iwwert de Schallschutz duer, mat deenen d'Awunner ronderëm de Flughafe Lëtzebuerg an de Genoss vu Subventioune kommen, mam Zil, eng Verbesserung vun der akustescher Isolatioun an hire Raimlechkeeten ze erméiglechen.

Dës Aktualiséierung mécht, dass d'Reglement vum 18. Februar 2013 ofgeléist gëtt, an et ass eeben eng Exekutioun an eng Ëmsetzung vum Aktiounsplang géint de Flughafekaméidi, deen am Regierungsrot vum 16. Juni 2021 approuvéiert gouf. An et ass natierlech och en Element vum Koalitiounsaccord.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Vun deem Aidëregimm kënnen also Proprietäre vun Haiser a Wunngebaier ronderëm de Flughafe profitéieren, wann dann d'Konstruktioun virum 31. August 1986 autoriséiert gouf, well dëst war nämlech d'Joer, wou de Flughafen – wéi schonn ugeschwat – nom deemolege Plan d'aménagement partiel „Aéroport et Environs" vergréissert gouf. Dëst entsprécht awer och de Virgaben aus der Motioun vum 10. Juli 2002. An domadder si mer do wierklech en accord mat de verschiddenen Elementer.

Dëse Gesetzesprojet hëlt d'Majoritéit vun den Dispositioune vum Règlement grand-ducal vum 2013 erëm an et hunn eebe missen eng ganz Rei Upassunge gemaach ginn, wat d'Montante vun de Subsiden ugeet, well och natierlech d'Präisdeierecht, déi ass, wéi mer se kennen, och wat de Präis vun de Bauten ugeet. Natierlech och, well den technesche Stand evoluéiert huet an awer och d'Erkenntnisser ronderëm d'Kaméidisexpositioun ronderëm de Flughafe sech erweidert hunn.

Dofir huet … Wéi och schonn ugeklongen: Den Eligibilitéitsberäich ass vergréissert ginn, op Basis eebe vun de ganz aktuelle Kaméidiskaarten, déi mer elo hunn. An déi Evaluatioun oder EU-wäit Evaluatiounsmethod ass och gemaach ginn, an dat alles huet mat sech bruecht, dass mer och nach méi niddreg Grenzwäerter applizéiert hunn.

Voilà, wat och nach derbäikomm ass, ass, dass mer 2018 nei Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun kritt hunn, déi och wierklech déi Grenzwäerter ganz maassgeeblech beaflosst hunn, soudass d'Unzuel vun den eligibelen Haiser a Wunnhaiser, déi vun den Aidë profitéieren, natierlech erhéicht konnt ginn. Genau.

Dat Ganzt huet natierlech och zu enger juristescher Sécherheet gefouert a konkreet …, wéi gesot, d'Grenzwäerter sinn erofgaangen. Dat heescht, et sinn net méi wéi virdru 400 Adressen eligibel, mee 2.635. An déi Adresse goufen identifizéiert iwwer d'Kaméidiskaarten an et gouf nach eng Marge mat erageholl vun 1 dB, fir och wierklech den Onsécherheete Rechnung ze droen. Wierklech do eleng duerch déi dote Saach sinn 1.254 Adresse méi eligibel ginn. A selbstverständlech bleiwen och Proprietären, déi ënnert dem ale Regimm eligibel waren, och elo nach eligibel.

Wat awer och derbäikomm ass, ass, dass mer keen Ënnerscheed méi maachen tëschent der massiver an der liichter Bauweis. Dat heescht, dat ass och nach eng Vereinfachung, an och nach, dass mer anzwëschen dann och d'Fënsterdiere mat eranhuelen an déi eligibel Bautenelementer an och Rolluedekëschten, wat virdrun net de Fall war. Do waren et haaptsächlech Maueren, Diecher an och Fënsteren, déi eligibel waren. Dat heescht, do si mer och nach e Stéck méi wäit gaange wéi an dem viregte Regimm. Voilà.

Jo, d'Honorairë fir d'Berodungen an d'Iwwerwaachung vun den Aarbechte si jo och an d'Luucht gaangen. Dat heescht, dat war och nach en Argument, fir d'Héicht vun den Aiden an d'Luucht ze setzen. Eng Rei administrativ Vereinfachunge goufen och virgeholl, soudass wierklech just nach ee Rapport fir d'Berodung, d'Fäerdegstellung an och d'Receptioun respektiv muss erstallt ginn an net méi dräi Exemplairë mussen erageschéckt ginn. An et ass och elo en digitale Wee, wéi déi Saache kënnen agereecht ginn, virgesinn. Dat heescht, dat ass wierklech och eng Vereinfachung an der Praxis. Voilà.

Dee ganzen Aidëregimm huet eng Lafzäit vun zéng Joer. Dat ass och am Buget pluriannuel elo esou vermierkt. An dann, jo, hu mer, wéi och scho gesot, den Observatioune vum Staatsrot Rechnung gedroen an do den Term „copropriété" erausgeholl, fir dass dat wierklech kloer ass, dass och Leit, déi eenzel Proprietäre si vun enger Wunneng an engem grousse Wunngebai, kënnen eenzel hire Projet erareechen an net musse waarden, bis d'ganz Koproprietéit der Meenung ass, dass dat e gudde Wee wier. Voilà, dat heescht, mir hunn eng zousätzlech Flexibilitéit domadder erakritt, wat wierklech gutt ass an der Saach.

Voilà, an d'Fro gouf gestallt, wéi mer kommunizéiere wäerten. Dat heescht, do wëlle mer elo souwuel déi Leit uschreiwen, déi do eligibel sinn – dat heescht, mir maachen do en Toutes-boîtes, mir maache Mailingen, mir maache Communiquéen och iwwer eisen Internetsite, déi ginn och elo gläich eraus –, an dann hu mer och nach wëlles, natierlech d'Leit, déi wierklech och am Fach sinn, ze informéieren.

Et gouf och d'Fro gestallt, ob mer genuch Berodung hunn. Verschidde Kategorië vun de Professionellen aus dem Secteur, déi hei a Fro kommen, déi ginn och an eise Kommunikatioune kloer ernimmt, soudass d'Leit wëssen, wien do vun de Leit, déi am OAI ageschriwwe sinn, och ka kontaktéiert ginn. Eiser Meenung no hu mer do genuch Kompetenzen zu Lëtzebuerg, fir dass dat dote ka gemaach ginn.

Vläicht dann och e ganz klengt Wuert zum Kaméidisplang. Dee Kaméidisplang, dee gëtt jo och ëmgesat. Dat ass, wou mer wëllen op der Source och awierken. Dat heescht, do hu mer och Elementer an do sinn och scho 16 Mesüren ëmgesat ginn elo dovunner, och zum Beispill dann dat, wat mer „continuous descent" nennen. Dat heescht, dass d'Fligeren och eng Fluchaart a -weis kréien, wéi se landen, dass dat net méi a Paliere geschitt, mee méi duerchgängeg, wat och derzou féiert, dass de Kaméidi gedrosselt gëtt an esou Ufluchmanöveren. Dat ass eng Saach.

An da ware jo nach aner Froe komm, op déi ech nach wëll kuerz agoen. Schallschutzwänn ronderëm d'A3, dat ass ugeklongen, dat ass e Souci, wou awer och schonn eng Kéier – dat ass e bëssen hors sujet, mee trotzdeem wëll ech dorop agoen – mat enger Motioun hei am Haus derfir gesuergt ginn ass, dass do och e Schallschutz virgesinn ass. Dat heescht, dat ass e Problem, dee misst geléist sinn.

An dann, bon, d'Tariffer hunn ech schonn ugeschwat. Méi Fléien an och d'Tariffer – soen ech emol – vun den Zuchreesen, dat ass och eppes, wat EU-wäit e Problem ass. Dat heescht, eise Mobilitéitsminister setzt sech och do op europäeschem Level derfir an, dass mer do wierklech och eng kohärent Approche kréien. Dat ass natierlech näischt, wou mer als Lëtzebuerg kënnen eleng bestëmmen, mee ech weess awer aus sécherer Quell, dass de François Bausch sech dofir asetzt, fir dass mer och do de Leit valabel Alternative kënnen ubidden zu de Fligerreesen. Do sinn ech awer ganz bei där doter Remark an dat gëtt och ganz seriö geholl.

Voilà, ech mengen, ech hunn elo den Tour gemaach vun deene Froen, déi nach op waren – ech hoffe jiddefalls. Wann net, kënnt Der déi gären nach eng Kéier stellen. Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Ëmweltministesch Joëlle Welfring. Parole après ministre fir den Här Marc Goergen

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci. Éischter eng Fro, an zwar hu mer jo elo ganz vill vum normale Linnentrafick geschwat, mee Dir wësst jo sécherlech och, dass d'AWACS nach ëmmer hei landen, reng zu Trainingszwecker. Dat sinn déi 707, déi maachen dräimol esou vill Kaméidi wéi e ganz normale Cargolux-Fliger, an et ass ee vun deenen, wou d'Leit sech am meeschte beschwéieren. Wäert d'Regierung dann net eng Moossnam huelen, fir dass déi Trainingsflich net onbedéngt mussen zu Lëtzebuerg sinn? Well Dir hutt hei e Gebitt, wou immens vill Awunner sinn. Et gëtt jo ganz aner Flughäfen, déi militäresch kënne bedéngt ginn. Et ass e reng militäresche Fliger, eng al 707 aus de 70er-, 60er-Joren, déi bestëmmt net méi CO_2-konform ass a vum Kaméidi hier guer net.

Dir hutt elo vun de Linne geschwat. Et wär jo eigentlech eng ganz normal Léisung, ier een d'Fënster ofdicht, dass ee vläicht déi Fligere géif anzwousch anescht trainéiere loossen. Wäert Der e bëssen op dee Wee goen? Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An d'Wuert geet zréck un d'Madamm Ëmweltministesch.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci fir déi Fro. Dat do sinn och sécher Sujeten, déi mer an der Commission consultative aéroportuaire adresséieren. Ech wäert déi dote Fro elo nach eng Kéier mathuele bei den Här Bausch. Et ass allerdéngs esou, dass ee bei esou Saachen natierlech net als eenzegt Memberland do kann doriwwer decidéieren, wien dierf landen a wien net. Do hu mer international Ofkommëssen an déi Charge vum Kaméidi muss do och e bësse verdeelt ginn. Voilà, ech huelen dat awer och emol nach eng Kéier mat a wäert dat adresséieren.

Merci fir d'Fro.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8041. Den Text steet am Document parlementaire 8041[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8041 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Max Hengel), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 8213 – Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8213 iwwert déi staatlech Finanzéierung vum Altersheem zu Rëmeleng. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch d'Promotioun vun engem gesonde Liewensstil a Fortschrëtter am Beräich vun der Fleeg an awer och besonnesch vun der Medezinn geet d'Liewenserwaardung hei am Land an den Undeel vun der eelere Populatioun generell ëmmer méi an Luucht. Dat ass u sech eng ganz positiv Saach, déi natierlech awer och Erausfuerderunge fir d'Gesellschaft mat sech bréngt, ënner anerem, wat d'Betreiung an d'Personal, wat gebraucht gëtt, an och wat d'Strukturen, déi néideg si fir déi eeler Leit, betrëfft.

2022 hunn zu Lëtzebuerg ronn 95.000 Persounen iwwer 65 Joer gelieft, wat zirka 15 % vun der gesamter Bevëlkerung entsprécht. D'Liewenserwaardung bei de Fraen, déi louch deen Ament bei 84,8 Joer an déi vun der männlecher Populatioun bei 80,3 Joer. D'Unzuel u Senioren am Land ass an de leschte Joerzéngten ëmmer méi grouss ginn an deen Trend wäert sech – duerch déi virdrun erwäänte Fortschrëtter – och weider verstäerken.

Dann dierf een och net vergiessen, dass e weidere Grond fir déi grouss Hausse sécherlech och op d'Zäit vun de sougenannte „Babyboom-Joren" zréckzeféieren ass: An de 50er- a 60er-Jore koumen, wéi den Numm et scho seet, immens vill Mënschen op d'Welt, déi elo quasi all am Pensiounsalter ukomm sinn oder ënnerwee dohinner sinn. De Projektioune vun der Sécurité sociale no kéint bis 2060 den Niveau vun 200.000 Leit iwwer 65 Joer a méi hei am Land erreecht ginn.

D'Liewenserwaardung an de Wuesstem vun der eelerer Populatioun si wichteg Facteuren, fir de Besoin un neie Servicer an och Strukture fir Senioren ze anticipéieren. Als Politick musse mer derfir suergen, datt all Persoun, déi vun den Alters- a Fleegeservicer wëll profitéieren, och Accès dorobber huet, sief dat aus finanzieller Hisiicht, andeems mer garantéieren, datt all Mënsch sech e Bett an enger Struktur fir eeler Leit ka leeschten, oder och aus dem méi pragmatesche Bléckwénkel, andeems mer kucken, datt genuch Better insgesamt zur Verfügung stinn.

Wat de finanziellen Accès betrëfft, wëll ech op dëser Plaz nach eng Kéier rappeléieren, datt d'Reform vum sougenannten „Accueil gérontologique" um Instanzewee ass, mat där mer eng finanziell Hëllef aféiere fir Leit, déi sech kee Bett an engem Heem kënne leeschten.

Wat elo d'Unzuel u Better betrëfft, huet d'Regierung an der leschter Zäit schonn opgestockt a wäert och an Zukunft weider an den Ausbau vun den aktuelle Strukture respektiv an de Bau vun neien Alters- a Fleegeheemer investéieren. Dobäi muss ee wëssen: De Moment gëtt et zu Lëtzebuerg ronn 6.600 Better, déi opgedeelt sinn op 53 Strukturen.

Net nëmmen d'Unzuel, mee och de Profill vun de Residenten an den Alters- a Fleegeheemer huet sech iwwert déi lescht Joren nawell staark verännert. Déi eeler Leit, déi waarden hautdesdaags ëmmer méi laang, bis se sech an eng Struktur beginn, a gräife léiwer op d'Hëllef vun entweeder Familljememberen oder och op extern Hëllef vu Soins à domicile zréck. Säit der Aféierung vun der Assurance dépendance am Joer 1999 huet d'Politick sech och kloer fir de Maintien à domicile ausgeschwat, well mir einfach wëssen, datt d'Leit sech ganz oft am wuelsten doheem an de véier eegene Wänn, an hirem gewinnten Ëmfeld fillen.

Déi meescht eeler Leit ginn hautdesdaags deemno eréischt an en Alters- oder Fleegeheem, wann se méi intensiv Soine brauche respektiv hir Gesondheet et einfach net méi zouléisst, eleng kënnen doheemzebleiwen. Effektiv hunn zejoert 60 % vun de Beneficiairë vun der Assurance dépendance bei sech doheem gewunnt a just 40 % hunn an enger Struktur gewunnt.

En gros gesi mer dräi Facteuren, déi sech bei de Bewunner vun den Altersstrukture geännert hunn: engersäits eng Hausse vun der Altersmoyenne an eng Degradatioun vum Gesondheetszoustand dee Moment, wou d'Aschreiwung an der Struktur stattfënnt, an anerersäits och eng méi kuerz Durée de séjour. Generell sinn 30 % vun de Seniore manner wéi ee Joer laang an engem Alters- oder Fleegeheem ageschriwwen. Zejoert louch d'Altersmoyenne bei 83 Joer an d'Hallschent vun de Residentë waren iwwer 86 Joer.

Mat der Hausse vun der Altersmoyenne klëmmt och d'Prevalenz vu verschiddene Krankheeten, déi am Zesummenhang mam héijen Alter stinn, zum Beispill Diabetes, Demenz, Kriibszorten, awer och verschidden Zorte vun Handicappen, wéi zum Beispill de Verloscht vum Gehéier oder och vun der Siicht. Et ass dofir wichteg, dass mir engersäits modern Altersstrukturen hunn, déi de Besoine vun den eelere Leit gerecht ginn, an anerersäits och genuch qualifizéiert Personal, fir de Bewunner héichwäerteg Soine kënnen ze offréieren.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, mam virleiende Gesetzesprojet schafe mer eng legal Basis fir de Finanzement vun engem neie Fleegeheem zu Rëmeleng. Konkreet geet et drëms, dat aalt Gebai ofzerappen an duerch eng méi modern Struktur ze ersetzen. 120 nei Better wäerten entstoen a wäerte vu SERVIOR geréiert ginn. Fir d'Konstruktioun vum neie Fleegeheem ass e Budget vu ronn 600 Milliounen Euro (veuillez lire: 66 Milliounen Euro) virgesinn, an deen ënnerläit deemno dem Artikel 99 vun der Verfassung, dee virgesäit, datt all staatlech Depense iwwer engem Plaffong vu 40 Milliioune muss gesetzlech autoriséiert ginn.

Déi nei Struktur soll souwuel fir eeler Leit ausgeriicht sinn, déi reegelméisseg an och intensiv Soine brauchen, wéi och fir Senioren, déi nach méi autonom sinn a just punktuell a vereenzelt Ënnerstëtzung brauchen. Et wäert souwuel privat Beräicher ginn, déi aleng fir d'Residentë reservéiert sinn, wéi awer och Raim, déi gemeinsam souwuel vun de Bewunner wéi och vum Personal an och vun de Visiteure kënne genotzt ginn.

Nieft der Privatsphär vun de Seniore gëtt nämlech och vill Wäert op de soziale Kontakt an och de Austausch geluecht, deen, wéi mer alleguerte wëssen, ausschlaggeebend – oder mat ausschlaggeebend – fir d'Wuelbefanne vun net just den eelere Leit, mee awer och besonnesch vun den eelere Leit ass. D'Residentë solle sech zu all Zäit doheem fillen, sech gutt versuergt an encadréiert spieren, ma och – an dat ass, mengen ech, ganz wichteg – weider e groussen Deel un Autonomie behalen.

Wéi an all den anere Strukture vu SERVIOR wäerten och zu Rëmeleng reegelméisseg Aktivitéite fir d'Senioren organiséiert ginn, als Beispill: Thés dansants, Spillowenter oder Ausflich. Wat d'Restauratioun betrëfft, wäert sur place gekacht ginn an d'Iessen entweeder am Restaurant vum Heem oder och op Wonsch am Zëmmer kënnen zerwéiert ginn. Natierlech gëtt heibäi ganz vill Wäert op eng ausgeglachen, gesond an och altersgerecht Ernärung geluecht. SERVIOR engagéiert sech ausserdeem dozou, en exzellente Rapport Qualité–Prix ze offréieren a sou vill wéi méiglech lokal Produiten ze benotzen.

Nieft dem Hebergement, der Restauratioun an der Animatioun kënnen d'Residenten awer natierlech och vun enger Rei vu Gesondheets- respektiv Wellnessservicer profitéieren, wéi vun engem Kiné, engem Ernärungsberater, engem Ergotherapeut oder och ganz einfach engem Coiffer.

De Projet de loi, wéi e virläit, gouf den 11. Mee 2023 offiziell deposéiert, den 8. Juni an d'Familljekommissioun iwwerginn, den 13. Juni koum den Avis vum Staatsrot, den 30. Juni gouf ech zum Rapporter ernannt an de 4. Juli gouf de Rapport an der Kommissioun gestëmmt.

Fir all Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Claude Lamberty.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un de Président-rapporteur, dee sech ganz séier an de Sujet ageschafft huet, well viru 14 Deeg oder dräi Woche wosst en nach net, wat dat fir e Projet wier. Dofir merci Här Lamberty fir Är exzellent Ausféierungen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Altersheim vu Rëmeleng – ech erlabe mer, dat hei ze soen, wat och vill Leit am Minett wäerte soen: „Ma endlech!" Well d'Geschicht vum Altersheim vu Rëmeleng geet ganz wäit zeréck. Et ass schonn deemools, wéi d'Haiser aus der Santé an aus der Famille zesummegeluecht gi sinn ..., déi méi stänneg Kolleegen heibannen, déi wëssen dat, dass et virdru bei deenen engen d'Fleegeheimer gi sinn a bei deenen aneren d'Altersheimer gi sinn an dass duerno déi Zesummeleeung komm ass, wat och plazeweis erkläert, firwat bei deenen engen ëmmer d'Toiletten um Zëmmer waren a bei deenen aneren net, dass dat och nach dorop zeréckgeet, dass dat virun allem d'Haiser aus der Santé waren, déi virun allem Fleegeheimer waren, wou virun

allem bettlägereg Persoune waren, wou dat net de Fall war. An op der anerer Säit waren et Leit, déi awer nach an engem relativ gudden Zoustand waren an net direkt op Fleeg ugewise waren, déi an den anere Strukture gewunnt hunn.

Fir d'Altersheim vu Rëmeleng ass den éischte Startschoss 2002 gewiescht, wou déi éischte Kéier gesot ginn ass, dass eppes misst geschéien an dass do och verschidden Aarbechte schonn ausgefouert gi sinn – ob dat d'Planung ubelaangt, ob dat ubelaangt, a wat fir enger Form een dat kéint an d'Rei bréngen. An duerno sinn d'Problemer lassgaangen, virun allem mat Proprietéitsverhältnisser, virun allem, well do och Haiser waren, wou och plazeweis Meenungsverschiddenheete waren. Haut muss een „INPA" soen, déi Zäit huet et „Sites et Monuments" geheescht, déi Problemer hate mat verschiddenen Haiser a mat verschiddene Strukturen.

2013 war et dann deemools endlech esou wäit an et ass déi éischt Konventioun ënnerschriwwe ginn, an et war eng Konventioun ..., an den Här Rapporter huet et gesot: Elo schwätze mer vu 66 Milliounen, deemools hu mer vun 22 Millioune geschwat. Dat war 2013, dat ass keng 20 Joer hier. Wann Der alleguerten dat wësst, dat ass zéng Joer hier, wéi do de Präis vun 2013 op 2023 sech entwéckelt huet ... A well ech och nach mat enger anerer Kap heiansdo ënnerwee sinn, weess ech, dass ganz oft dat, wat een do kritt als Devisen, dass een dat awer ... a wann dat dräi bis véier Joer dauert, dass et meeschtens dann och nach zu Depassemente kënnt no deene véier Joer. A mir wësse jo alleguerten net, wéi d'Baupräisentwécklung wäert virugoen oder net, dofir géif ech och nach net soen, dass dat den definitive Präis wier.

Et muss ee wëssen, dass mer déi Haiser brauchen an et ass och wichteg, dass mer doran investéieren an dass mer jo kënne soen, nodeem och scho Schwieregkeete ware beim Déifferdenger Haus, dat opgaangen ass d'lescht Joer, dass, wann elo dat Rëmelenger géif an d'Rei gemaach ginn an en neit Rëmelenger Haus do steet, dann och déi Rëmelenger, en Deel vun de Rëmelenger, vläicht erëm kënnen zréck op Rëmeleng, well déi si jo de Moment zu Déifferdeng „zwëschegelagert".

(Interruption)

Déi eng wäerte sécher gären dobleiwen, déi aner si frou, wa se kënnen zeréckkommen, duerfir mengen ech, dass et awer och wichteg ass als Chamber, dass mer der Konventioun eis Zoustëmmung ginn.

Wann een d'Entwécklung kuckt vun eisen eelere Leit hei am Land, muss ee wëssen: D'Leit ginn ëmmer méi al, d'Leit sinn ëmmer méi oft a vill besserem Zoustand, wéi dat virdru war. A wann een och d'Moyenne vun deene Leit gesäit, déi an den Haiser sinn, gesäit een, dass déi erofgeet, wat d'Durée ubelaangt am Verglach zu fréier. Dat heescht, dass d'Leit vill méi spéit eng Demande maachen, fir an Alterstrukturen ze kommen an och doduerch da vill méi kuerz och dra sinn. Dat huet och mat der performanter Medezinn ze dinn, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, an dat huet och domat ze dinn, dass mer performant Reseauen hunn, wat de Leit d'Méiglechkeet gëtt, sou laang wéi méiglech kënnen op de jeeweilege Plazen ze bleiwen.

An ech mengen, dass et dofir och gutt, richteg a wichteg ass, dass mer deem Gesetz hei alleguerten d'Zoustëmmung ginn. D'CSV wäert dat maachen, mee mer hunn nach e puer Froen un de Minister, well ech hat e schonn an der Kommissioun eng Kéier gefrot, ob et dann och elo keng – wéi soll ech dat nennen? – bautechnesch Hürde gëtt. Nee, „bautechnesch" ass dat falscht Wuert, mee ob et planungstechnesch keng Schwieregkeete gëtt, well nämlech och gewosst war, dass, wat de PAG vun der Gemeng Rëmeleng ubelaangt, do och nach verschidde Biotope waren, wou och deemools vun der Forstverwaltung – haut heescht se jo net méi esou, mee déi Zäit huet se „Forstverwaltung" geheescht – festgestallt ginn ass, dass sech do och e Biotop op där Plaz géif befannen, wou lo den Neibau vum Haus hikënnt.

En ass zwar op der besteeënder Plaz, mee en huet awer e ganz aneren Terrainafloss. Ech hat d'Chance, nach mat der fréierer Familljeministesch present ze sinn, wéi de Projet zu Rëmeleng presentéiert ginn ass. Dofir weess ech dat och nach an ech mengen, dass et och wichteg ass, dass déi Hürden alleguerten ..., net nëmmen, dass mer elo de Feu vert gi fir déi finanztechnesch ..., doduerch, dass mer de Projet hei stëmmen, dass da SERVIOR kann an d'Attack goen, mee dass et och wichteg ass, dass dat, wat de PAG ubelaangt, och alles an der Rei ass. Net dass mer, wa mer hei bis de Feu vert gestëmmt hu mat engem Gesetz, dann nach eng Kéier bei aneren administrativen Hürde wäerte sinn.

An dat gesot, wëll ech soen, dass ech frou sinn, dass mer zu dem Vott vun dësem Gesetz kommen. Ech hätt léiwer gehat, et wär schonn éischter gaangen, mee ech weess awer och d'Ursaachen, wéi et dozou komm ass, an ech ginn nach eng Kéier, wéi gesot, d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools Här Spautz, an ech géif nach eng Kéier d'Wuert zeréckginn un den Här Rapporter Claude Lamberty fir eng Richtegstellung.

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Just ganz kuerz. Ech gouf drop opmierksam gemaach, dass ech de Bau e bësse méi deier gemaach hat. Ech hat op der Chamberstribün vu „600 Millioune" geschwat.

(Interruptions)

Et war och kengem opgefall ausser dem Minister. Hien huet gesot: „Kuck nach eng Kéier no!" Et sinn natierlech 66 Milliounen! Do gesäit een: Ier e Minister war, war e President vun der Kommissioun; hien huet gutt nogelauschtert.

Une voix | Et war just eng Null!

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Ech wollt dat nach eng Kéier preziséieren: 66 Millioune wäert dat Ganzt kaschten, ronn. Dofir, et ass awer, mengen ech, wichteg, dass een dat och richtegstellt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty, fir déi Richtegstellung. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Et ass gutt, dass Der dat elo gesot hutt, Här Lamberty, well ech wollt mech elo hei enthalen, mee da brauch ech dat dann net ze maachen.

(Hilarité)

Bei esou engem Präis ...

(Hilarité)

Mee op jidde Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt emol Merci dem Här Lamberty fir säin ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Wéi mer am Exposé des motifs vum Projet de loi gelies hunn an och wéi mer virdrun elo schonn héieren hunn, geet den Undeel vun der Populatioun, déi iwwer 65 Joer al ass, kontinuéierlech weider erop. 2022 hunn d'Leit iwwer 65 bal 15 % vun der Bevëlkerung ausgemaach, a bei deenen 80+ sinn et der iwwer 30 %. An déi demografesch Entwécklung weist ganz kloer a Richtung vun enger weiderer Erhéijung.

Logescherweis geet och d'Populatioun, déi vun der Fleegeversécherung profitéiert, weider an d'Luucht. Déi meescht vun den eelere Leit bleiwen esou laang wéi méiglech doheem wunnen. Déi profitéiere vum Maintien à domicile; wat mir och nëmmen ënnerstëtze kënnen. Bei de Residenten an de Strukture fir eeler Leit geet iwwerdeems den Altersduerchschnëtt an hiren Onofhängegkeetsgrad ..., nee, net „Onofhängegkeet", hiren Ofhängegkeetsgrad – dat ass e bëssen eppes aneschters! – an de Besoin u Fleeg och erop.

All dës Ëmstänn maachen, dass mir als Politick an als Gesellschaft gefuerdert sinn a generell weider Efforte maache mussen, fir dass déi eeler a fleegebedürfteg Leit an optimalen an éierbaren Ëmstänn kënne liewen, wunnen an och versuergt ginn. Dat heescht, dass mer musse méi Plazen a méi Strukture schafen an dass mer och aner Strukture solle schafen: Alternativen zu engersäits Doheem an och anerersäits engem Alters- oder Fleegeheem.

Fir e Fleegeheem bedeit esou eng demografesch Entwécklung an de Fait, dass d'Leit ëmmer méi spéit dohinner wunne ginn, awer och, dass d'Ufuerderungen un d'Personal, d'Struktur, d'Gebai an och den Ekippement sech verännert hunn a sech nach weider veränneren. Dat heescht, dass och bei der Qualitéit Verbesserungen néideg sinn, fir dass déi eeler Mënschen ënner adequate Konditiounen dezent kënne liewen. An do kënnt jo dann och geschwënn nach en anere Projet de loi iwwert d'Qualitéit vun eelere Leit an de Strukturen.

Dat neit Fleegeheem vu Rëmeleng elo, iwwert dat mer hei diskutéieren an ofstëmmen, wäert an deem Sënn enorm Verbesserunge bréngen, virun allem fir d'Residenten, am Sënn vu méi Komfort, méi Privatsphär, méi Funktionalitéit a Bequeemlechkeet, grad awer och méi Frëndlechkeet a Liewensqualitéit, wat d'Gebai an d'Alentouren ugeet. Och fir d'Personal hëllefen adaptéiert a gutt Gebailechkeete bei hirer Aarbecht. An natierlech och de Famillje vun de Residenten a soss de Visiteure kënnt dat alles zegutt.

Dat neit Fleegeheem vu Rëmeleng fält awer op jidde Fall och ënnert d'Kategorie: „Was lange währt, wird endlich gut." Mengen Informatiounen no – an den Här Spautz huet dat virdrun och scho gesot – ass dat heite jo schonn e Projet vu méi wéi 20 Joer, wou eng nei Struktur zu Rëmeleng geplangt sollt ginn. Zwee verschidde PAPe goufe gemaach an de Projet ass souguer e puermol iwwerschafft ginn. Et sollt jo ursprünglech a Phase geplangt ginn an och dat aalt Gebai a Phasen ofgerappt ginn, wat jo dann, wéi mer wëssen, net méi de Fall ass.

D'Stad Rëmeleng hat et och net ëmmer einfach. Si krut heiansdo Steng an de Wee geluecht, obschonns si ëmmer bereet war, dem Staat ze hëllefen, en neit Altersheim ze bauen. Schonn 1950 huet den deemolege Buergermeeschter Henri Lück mat der Gemeng dem Staat all d'Terraine gratis zur Verfügung gestallt. An och elo méi rezent huet d'Gemeng nach eng 12 Ar gratis u SERVIOR ginn. An d'Gemeng huet och scho virun 20 Joer fir e Lotissement an der Géigend eng Kogeneratioun gebaut mat genuch Power, wou sech dann elo och SERVIOR kann uschléissen.

No e bëssen hin an hier sinn dann déi Haiser – déi deemoleg Kulturministesch wollt se jo op déi Liste supplémentaire setzen – dach awer erëm erofgeholl ginn, well den Accord fir ofzerappen och schonn do war.

Mee eréischt – an dat wësse mer alleguer – am Oktober 2021 ass den Appel de candidature fir eng nei Mission d'architecte gemaach ginn. A SERVIOR krut endlech am Februar dëst Joer och d'Autorisatioun, fir Beem ewechzehuelen. A säitdeem konnt dann dunn ofgerappt ginn an ugefaange ginn.

D'Residenten hunn en neit Iwwergangsdoheem zu Déifferdeng fonnt a freeë sech mat eis all, no laangem Hin an Hier, dass dann endlech Neel mat Käpp gemaach ginn a Rëmeleng eng nei adequat Struktur fir eeler Leit kritt, déi den haitegen Ufuerderungen an Normen entsprécht an den eelere Leit, dem Personal an de Visiteuren déi beschtméiglech Konditioune bitt. Doriwwer si mir als LSAP och ganz frou.

Ech ginn heimadder ganz gär den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem neie President vun der Kommissioun, dem Rapporter Claude Lamberty, fir de schréftleche Rapport a virun allem seng mëndlech Ausféierungen. Hien huet eis den neie Projet zu Rëmeleng beschriwwen. An als Gréng si mer och frou, dass elo endlech zu Rëmeleng – wéi sot meng Virgängerin et? – Käpp mat Neel an dësem Dossier gemaach ginn.

Plusieurs voix | Neel mat Käpp!

M. Charles Margue (déi gréng) | Neel mat Käpp.

(Hilarité)

Dat ass deen typesche Lapsus, pardon.

(Interruptions et hilarité)

Mir Gréng ginn och eisen Accord fir dëse Gesetzesprojet. Fir dass ech dat net vergiessen, wëll ech dat direkt kloerstellen.

Dëst Altersheem ass e gudden Investissement, well mer et brauchen a well et e gudde Projet ass. An och weider Planunge vun Altersheemer respektiv Renovéierunge vun de besteeënde si gutt, well och noutwenneg.

Wa mer vun Altersheemer schwätzen, da schwätze mer jo de facto vun engem Deel vun den eelere Matmënschen an eiser Gesellschaft. Well net jiddweree verbréngt seng lescht Joren an engem Altersheem. Erlaabt mer och, haut zum Theema Altersversuergung oder Versuergung vun de Senioren e puer grondleeënd Iwwerleeungen aus grénger Siicht ze maachen.

Zënter den 90er-Joren ass zu Lëtzebuerg munches geschitt an et gëtt vill Angeboter, fir den Iwwergang aus dem Beruffsliewe besser ze meeschteren an eng mat Sënn a Freed gefëllten Zäit ze erliewen, ier et da vläicht an d'Altersheim geet.

Wa mer eis d'Resultater vun der Vollekszielung vum 8. November 2021 ukucken, da stelle mer fest, dass eis Bevëlkerung engersäits wiisst, awer zur selwechter Zäit och ëmmer méi al gëtt, also den Undeel vun der Bevëlkerung vun deenen, déi al sinn, méi grouss gëtt. Mir „vereelzen", fir dat mat engem net ganz schéine Wuert ze soen.

D'Offer fir Senioren ass an de leschte Joerzéngte wierklech staark ausgebaut ginn: Club Senior, Dagesfoyer uechter d'Land, nei a renovéiert Altersheimer a spezifesch Heemer, wéi zum Beispill fir eis alzheimerkrank Matbierger. A via flächendeckend Reseauen, fir d'Leit doheem ze versuergen, hu mer och de Maintien à domicile – ech sot ech schonn hei eng Kéier – quasi zum Lëtzebuerger Modell gemaach; natierlech erméiglecht duerch d'Aféierung vun der Fleegeversécherung. Mee dëse Modell, charakteriséiert duerch esou laang wéi méiglecht Doheembleiwen engersäits an anerersäits eréischt am héijen Alter an d'Altersheim goen – de Rapporter huet gesot, wéi kuerz déi Zäit dann ass a wéi gebriechlech d'Leit sinn –, ass en neie Phenomeen.

Dëse Modell stéisst u seng Grenzen. An déi Grenze sinn d'Isolatioun vun den eelere Matbierger bei sech doheem – „Alterseinsamkeit" op Däitsch, Elengsinn –, wat fir déi psychesch a physesch Gesondheet ka geféierlech ginn. Dat psychescht Wuelbefanne kann zur Katastroph ginn: wéineg Kontakter, wéineg Stimulatioun, ëmmer manner Liewensloscht a Freed.

Vill vun deenen eelere Matbierger liewen oft eleng. Respektiv wann de Mann oder d'Fra gestuerwen ass, si se dann an enger Situatioun, wou se net richteg drop virbereet waren. Si liewen also eleng oder zu zwee a Wunnengen, déi hire Besoinen net méi entspriechen: ze grouss, net altersgerecht, oft richteg deier am Ënnerhalt fir eeben eng bis zwou Persounen. An anere Wierder: Wann déi eege Wunneng net méi ugepasst ass respektiv zur Laascht gëtt. An, by the way, dee Wunnraum steet net zur Verfügung fir méi grouss Stéit.

déi gréng proposéieren, aus där Fal erauszekommen. Dës Situatioun erfuerdert – an dat hu mer an deene leschte Joren alleguerten net genuch gemaach – nei Modeller, fir dass mer déi eeler Matbierger weider abannen an dat gesellschaftlecht Liewen. An ech wëll och hei eng Lanz brieche fir d'Familljen an déi ronderëm, fir dass déi eeler Leit och manner op hir Famill respektiv op aner „Aidanten" – wéi et am Jargon heescht – ugewise sinn, déi sech ëm si suerge respektiv se versuergen. Da kënnt nämlech och de Punkt, wou den Drock ass, fir an d'Altersheim ze goen, vun der Famill, well si et net méi packen, well se schaffe ginn, hiren eegene Stot hunn an do no de Kanner an hire Léifste musse kucken. Dat féiert dann och zum schlechte Gewësse vun de Kanner, wa se da kucken, hir Elteren an engem Altersheim ënnerzekréien.

Dowéinst triede mir Gréng fir méi Méigenerationenhaiser an, wou d'Zesummeliewen ënner Generatioune gestäerkt gëtt. An deem Sënn ass och de Modell vun de Seniorewunngemeinschaften ze entwéckelen. Béid Konzepter si komplementar a stellen eng Alternativ zu den aktuellen Altersheemer an änleche Strukturen duer respektiv ass et virun allem eng zousätzlech Offer. A béide Fäll kommen dann déi eeler Leit aus hirer sozialer Isolatioun eraus, si hunn eng lieweg Noperschaft, se liewen an engem Wunnquartier mat kuerze Weeër, wou et wa méiglech Geschäfter, Gesondheetsdéngschter, Restauranten a kulturell Offere gëtt, normalerweis och un den ëffentlechen Transport ugebonnen, wa mer dës Wunnstrukturen an eisen Uertschaftskären usidelen.

Déi Leit kréien dann och altersgerecht Wunenngen, wou si weider an hirem eegenen Heem sinn, wa mer alles richteg maachen. An eventuell brauche se och net am héijen Alter an d'Altersheim ze goen oder an eng Struktur, wou se ronderëm d'Auer musse betreit ginn. Ech wënschen natierlech allen Awunner elo zu Rëmeleng frou a glécklech Sejouren, wa se bis do sinn, an och de Mataarbechter, dass se ideal Aarbechtskonditioune kréien, fir dass se déi eeler Leit gutt kënne betreien. Ech huelen un, dass de Méipräis och warscheinlech doduerch kënnt, dass de Projet sech entwéckelt huet, wat d'Aarbechtskonditiounen, wat de Komfort fir jiddwereen ugeet.

Mir sollen awer all als politesch a gesellschaftlech Verantwortlech kuerzfristeg, Här Minister, Pilotwunnprojeten entwéckelen, fir dass mer aus där Fal Maintien à domicile versus Alterheim erauskommen. Dat ass eng Fro vu Liewensqualitéit, vu Wuelbefannen, an ech woen och ze soen, dass et och eng gutt Saach wier, fir eis Keess manner ze strapazéieren – ech denken do un Ären Noper, dee verantwortlech ass fir d'sozial Sécherheet hei am Land –, well, ech mengen, déi aktuell Alternativen, souwuel Maintien à domicile wéi Altersheimer, sinn net déi bëllegst, fir net ze soen: déi deierst.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleegen, ech well och ufänken an dem neie President, dem Rapporter, Merci soe fir säi Rapport, deen en eis haut hei presentéiert huet. Wann Der als Fënneften hei drukommt, dann hutt Der bei esou engem Projet, wou, mengen ech, elo kee wäert dergéint stëmmen a wou allgemeng Zoustëmmung ass, natierlech net méi vill Méiglechkeeten, eppes Neies ze erzielen. Dat wäert ech och elo net maachen an ech wäert och net all déi Saache elo widderhuelen, déi gesot gi sinn, déi wichteg sinn: al Leit, sech bekëmmeren, soziaalt Zesummeliewen an esou weider etc. Alles dat ass richteg an et ass scho gesot ginn an et kann een et nëmmen ënnerstëtzen.

Mee ech wëll vläicht profitéieren, fir eng aner Fro ze stellen, elo net nëmmen a Bezuch op dat, wat Rëmeleng ugeet – do gëtt elo also eppes gebaut, e Fleegeheem, en Altersheem, dat ass eng gutt Saach, wéi gesot –, mee allgemeng kucken, wat hei am Land nach un Altersheemer an u Fleegeheemer feelt – wéi vill? –, an och kucken, dass dat flächendeckend verdeelt ass – wou si vläicht Plazen, wou sou Heemer feelen?

An dann zum Schluss géif ech nach op dräi Saachen agoen, déi ganz wichteg sinn. Dat éischt, dat ass, dass mir ëmmer mussen derfir suergen, dass d'Qualitéit vun deenen Heemer esou gutt ass wéi méiglech: exzellent. Mir mussen derfir suergen, dass de Präis abordabel ass an net nëmme fir eng gewësse Schicht vu Leit do ass. A mir mussen derfir suergen, dass och Kontrolle stattfannen an deenen Heemer.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dem Rapporteur e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Interessant war och seng Ausso, dass ee Mesüre muss en place setzen, fir datt jidderee sech e Bett an esou engem Etablissement ka leeschten. Am Umkehrschluss heescht dat jo dann, datt net jidderee sech dat leeschte kann, sou wéi ech dat iwwregens och a menger leschter Ried zu dësem Theema scho gesot hat. An zwar kënne 77 % vun de Frae sech kee Bett leeschten a mussen dofir vum Fonds national de solidarité ënnerstëtzt ginn, wat immens wichteg ass, an da muss een nach kucken, wat se Rescht behalen ënnert dem Strëch, fir sech awer vläicht nach dat eent oder anert kënnen ze leeschten. An dofir musse mer dat onbedéngt op de Leescht huelen – dofir am Virfeld schonn e grousse Merci.

Am Virfeld sief och direkt gesot, dass mir dëst Gesetz selbstverständlech matstëmmen, well de Bau vun engem neien Alters- a Fleegeheem zu Rëmeleng längst iwwerfälleg war. Dat bestoend Heem mat 70 Plazen aus dem Joer 1957 war iwwerholl an net méi un d'Usprëch un eng qualitativ héichwäerteg Betreiung vun eelere Mënsche mat ganz ënnerschiddleche Besoinen ugepasst. Den Neibau vum neien Heem ass scho laang gefuerdert an diskutéiert ginn. No laange Jore gëtt et elo endlech Realitéit, an dat ass och ganz gutt esou.

Wichteg fir eis ass, dass déi ëffentlech Offer un Hebergementer a Fleegeheemer fir eeler Mënsche stänneg ausgebaut muss ginn – ech mengen, d'Zuele beleeën dat. Do musse mer einfach vill Efforte maachen, fir datt mir herno am Alter oder och eis Elteren, wa se elo an den Alter kommen, gutt betreit ginn an datt et och genuch Plaze fir si gëtt.

Mam neien Heem zu Déifferdeng an dem nach lafende Bau zu Käerjeng kommen elo grad am Süden dräi nei Haiser – an domadder zousätzlech Capacitéit – vu SERVIOR derbäi. Et ass och néideg, wann ee sech d'Estimatioun – an ech hunn et elo grad scho gesot – fir déi zukünfteg Bettzuelen ukuckt, déi d'IGSS berechent huet. Dëse Berechnungen no wäert sech d'Zuel u Better, déi an den Heemer gebraucht ginn, an den nächsten 30 bis 40 Joer quasi verdräifachen. Donieft wäerten d'Usprécher un d'Betreiung an der Fleeg ëmmer méi grouss ginn, och opgrond vum klammenden Alter an den domat oft méi ëmfangräiche Betreiungen, déi d'Mënschen dann och brauchen.

Här President, dës Betreiung brauch gutt ausgebiltent Personal mat gudde Léin, dat a modernen Infrastrukture schaffe kann. Esou en Encadrement, bei deem sech Leit an deenen Heemer wuel fille kënnen, kann an eisen Aen nëmmen iwwer eng net op Profitt ausgeluechten Exploitation garantéiert ginn, also spréch vun ëffentlechen Acteuren oder vun ASBLen am soziale Beräich. Déi beschtméiglech Betreiung vun eelere Leit ass an eisen Aen awer nach ëmmer op kommunalem Niveau garantéiert.

Mir hunn net méi vill kommunal an interkommunal exploitéiert Heemer am Land, wou de Kader nach méi familiär ass, d'Ëmfeld an der Gemeng fir d'Leit sech duerch de lokale Charakter net ze staark ännert, wou nach op der Plaz gekacht gëtt a virun allem wou nach eng lokal demokratesch Kontrollfunktioun vun den Awunner an der Gemeng an de Leit am Heem iwwert de Gemengerot assuréiert ass. Et ass dëse Modell, dee mir favoriséieren an deen an eisen Aen och eng Rëtsch Avantagë par rapport zu enger grousser zentraliséierter Administratioun huet, wéi SERVIOR numol eng ass.

Här President, leider stelle mir awer fest, dass mat der Ënnerbréngung an der Versuergung vun eelere Mënschen ëmmer méi Geld verdéngt ka ginn. Och wa mir zu Lëtzebuerg – Stand haut – nach wéineg privat Entreprisen an dësem Gesellschaftsberäich hunn, sou ass et eng Tendenz, déi europawäit awer ëmmer méi wäit Kreesser zitt. Mat den 220 Milliarden Euro ëffentleche Gelder, déi an Europa all Joer fir dës Servicer vun de Staaten investéiert ginn, bidde sech fir dës Entreprisen natierlech enorm Geschäftsfelder. Zu Lëtzebuerg ass entre-temps mat ORPEA och eng vun de ganz grousse Multinationallen aktiv, déi, wéi mer jo entre-temps wëssen, alles anescht wéi e gudde Ruff huet.

A wie brauch sech ze wonneren? Eeler Mënsche stelle fir esou riseg Entreprisen an éischter Linn e lukratiivt Geschäft duer. Wéi soss kéimen déi Milliounegewënner zustanen, déi do erausgepresst ginn? Grad an de leschte Jore mat enger Pandemie hunn déi grouss Multinationalle Rekordgewënner agefuer. Mir hoffen op alle Fall, datt d'Heem vun ORPEA zu Märel fir Lëtzebuerg en isoléierte Fall bleift – mee leider zweifele mir awer dorunner. Dowéinst ass et ëmsou méi wichteg, datt de Projet de loi iwwert d'Qualitéit an dësen Haiser e gutt duerchduecht Gesetz gëtt an elo net einfach duerch d'Kommissioun geboxt gëtt. D'Deputéiert sollen hei kënnen hir parlamentaresch Aarbecht maachen a sech déi Zäit huelen, déi se och brauchen, fir den Text esou ze schreiwen, datt en hieb- a stéchfest ass an datt en déi Qualitéit, déi mer brauchen, fir e Mëtswirtschaften ze verhënneren a fir bei esou groussen Entreprisë wéi ORPEA einfach ze verhënneren, datt se kënne Schmu dreiwen, soen ech elo, an datt Leit erhéngere gelooss gi respektiv an hirem eegenen Dreck leie gelooss ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An da wär et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Claude Lamberty fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech kéint elo nach eng Kéier en Exposé halen iwwer eis Parteipositioun an der Politick ronderëm d'Senioren, mee ech erspueren Iech dat. Hei schafe mer eng modern Struktur zu Rëmeleng, déi wierklech gebraucht gëtt. Mir wëssen et alleguerten: Am Süde ginn déi Better gebraucht, ginn déi Zëmmere gebraucht. Mir si frou, dass dat elo endlech an d'Rulle komm ass, soudass mir och wäerten eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci, Här President. Haut ass e wichtegen Dag fir déi eeler Rëmelenger Leit, d'Leit aus dem Keeldall an d'Leit aus der ganzer Regioun, well en Dossier – an d'Virriedner hunn et schonn zum Deel ugedeit –, deen eigentlech e ganz laange Baart huet, dee gëtt haut endlech Realitéit oder mer kommen deem op d'mannst mam Vott vun dësem Projet … – an ech mengen, dat kann ech scho virewechhuelen, well et gesäit esou aus, wéi wa mer hei eng Unanimitéit géife kréien, woufir ech Iech elo scho géif Merci soen.

SERVIOR baut e Fleegeheem zu Rëmeleng – dat heescht dann „Neie Roude Fiels" – um Site vum fréiere CIPA „Ale Roude Fiels", also matzen a Rëmeleng; fir déi, déi zu Rëmeleng kënneg sinn.

Dëse Site huet och eng Geschicht. Ier an de 60er-Joren en Altersheem dohinner komm ass, war et eng Klinick, wou eng Rei Better fir eeler Leit waren, also eng Geriatrie.

A bis 1965 war hei och eng Maternité, wou eng sëlleg Rëmelenger Leit waren. A wéi ech mer virun zwou Wochen zesumme mam Rëmelenger Buergermeeschter, mat de Leit vu SERVIOR an och mam Architekt de Projet ukucke war, wou ech och d'Chance hat, e bësse vum Albau däerfen am Bagger mat ofzerappen, huet dann de Buergermeeschter mer och verroden, dass hie souguer an där Maternité do op d'Welt komm ass.

Wichteg ass awer och, dass dëst Fleegeheem am Zentrum vun der Uertschaft Rëmeleng bleift, also matzen an der Gesellschaft, well dat ass d'Plaz, wou och eis eeler Matbierger higehéieren. An et ass virun allem och wichteg, dass dat neit Gebai fäerdeg ass an déi nei Bewunner, déi eraplënnere wäerten, sech hei och kënnen austausche mat den Awunner, déi op der Plaz wunnen zu Rëmeleng, an déi, déi op Rëmeleng kommen.

Well et wäert esou sinn, dass ganz vill Plazen, wéi zum Beispill de Park, de schéine Pad laanscht d'Keelbaach, wäerten accessibel sinn. An doriwwer eraus wäert och déi aner Säit vun der Keelbaach zesumme mat der Gemeng vu Rëmeleng eng intergenerationell Spillplaz entstoen. Fräi nom Motto „hiren Alter liewen" sollen dann déi eeler Leit hei och e flotten Austausch hu mat de méi jonke Generatiounen. E Projet, dee ganz, ganz flott ass a wou, wéi gesot, wäert eng Passerell iwwert d'Keelbaach geschaaft ginn, fir dann do kënnen op déi intergenerationell Spillplaz ze kommen a wou eeben den Austausch tëscht Jonk an Al ka stattfannen.

Jo, den Neie Roude Fiels gëtt e ganz modernt Gebai. Déi 70 Kummeren, déi virdrun am Ale Roude Fiels waren, waren zwar gemittlech, mee se ware kleng. An och wa se zwar mat engem Lavabo ekippéiert waren, sou waren d'Duschen an d'Toiletten hei an de Gäng. Sou Ekippementer sinn haut net méi denkbar.

D'Baby-Boomer, also déi Leit, déi tëscht dem Enn vum Zweete Weltkrich an der Mëtt vun de 60er-Joren op d'Welt komm sinn, wäerten déi nächst Generatioun vu Bewunner an den Alters- a Fleegeheemer sinn. A mir wëssen et: Dat ass eng Generatioun vu Leit, déi an eng Welt gebuer gi sinn, wou Modernitéit groussgeschriwwe ginn ass, an déi Leit hunn aner Usprécher un Alters- a Fleegeheemer. Dat heescht, datt mer, wa mer haut en Alters- respektiv Fleegeheem plangen, deenen Attenten och musse gerecht ginn. Dofir sinn déi 120 Kummeren am Neie Roude Fiels méi grouss an all mat engem Buedzëmmer mat Dusch an Toilette ekippéiert, well dat ass haut de Standard.

Och eng gutt Internetkonnexioun an e Wifi-System, zum Beispill, gehéieren haut zum Ekippement vun esou engem Haus. Gradesou, wéi dat och an eisen Haiser de Fall ass, do, wou mir doheem sinn.

„Doheem", dat ass d'Stéchwuert, well den Neie Roude Fiels gëtt dat neit Doheem vun den zukünftege Bewunner. En Doheem, wou si sech solle wuel fillen an hirem Alter an a Funktioun vun hire Méiglechkeeten da kënnen deem gerecht ginn an hiert Liewen hei kënne genéissen a sech sollen dann och do wuel fillen.

Dofir ass den Neie Roude Fiels e Gebai mat vill Luucht, mat Terrassen a Loggiaen, mat engem groussen an helle Bannenhaff, mat engem geraimege Restaurant, enger Cafeteria a ganz ville Gemeinschaftsraim um Rez-de-chaussée an op deenen dräi Stäck. All d'Bewunner solle sech hei doheem fillen, ob se autonom a mobill sinn oder dependent an op Hëllef ugewise sinn oder och nach eng demenziell Erkrankung hunn. Dofir sinn nieft dem grousse Restaurant an der Cafeteria um Rez-de-chaussée, wou och d'Familljen an eebe justement och d'Leit aus der Gemeng kënnen e Patt huele kommen oder e Maufel iesse kommen, op all Stack och nach Iesszëmmeren a Sejoure virgesi fir déi Bewunner, déi eeben net méi sou mobill sinn. Och Therapieraim, Aktivitéitsraim, eng kleng Epicerie an e Coiffersalon gehéieren am neie Gebai derzou.

D'Gebai ass esou geduecht, dass et soll en Ekiliber erméiglechen tëscht engem Liewen an der Gemeinschaft, fir eebe justement d'Isolatioun am Alter ze vermeiden, an awer och der Méiglechkeet an dem Respekt vun der Privatsphär an den Zëmmeren.

Dass den Neie Roude Fiels d'Form vun engem Quadrat huet, erlaabt et och, dass d'Leit, déi demenziell erkrankt sinn an den Drang hunn, sech ze deambuléieren – dat heescht, ëmmer erëm weiderzegoen –, dat hei an enger sougenannter „Endlosschleife" kënnen och ouni Gefor maachen. Speziell fir déi Mënschen ass och de Bannenhaff eng securiséiert Plaz, fir kënnen ouni Risiko dobaussen an der frëscher Loft ze sinn. Well och dat ass Liewensqualitéit.

Den Neie Roude Fiels gëtt en nohaltegt Gebai, wat och de Mataarbechter déi bescht Aarbechtskonditioune wäert bidden. Et gëtt e Gebai vun der Energieklass Triple-A mat Fotovoltaiksanlag, mat Waarmwaassernotzungsanlagen a souguer mat hybride Fotovoltaiksmoduller, wat och eng Première gëtt fir SERVIOR op hire Gebaier.

Dat neit Haus ass dann och – an d'Madamm Asselborn huet et gesot – d'Aarbechtsplaz vum Personal, sief et am Soin, an der Restauratioun, an der Économie domestique, am Service technique oder eeben och an der Administratioun. Mir wëssen alleguer, wéi komplizéiert et haut ass, fir qualifizéiert Personal ze fannen an

ze fideliséieren. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Aarbechtskonditioune stëmmen.

Fir d'Personal am Soin sinn d'Blocs fonctionnels – also d'Infirmerie, de Raum fir d'Medikamenter, e klenge Reuniounssall an d'Raim fir propper a knaschteg Wäsch – op all Stack zentral situéiert a mat interne Couloiren ekipéiert. Dës Organisatioun mécht d'Weeër, déi d'Mataarbechter all Dag maache mussen, méi kuerz. Doduerch gëtt d'Aarbecht méi effizient, an et ass méi Zäit, fir sech ëm d'Bewunner ze këmmeren. Well dorëms geet et eis jo. Déi neist Ekipementer am Soin, an der Kichen an an der Technik wäerten och d'Aarbechtskonditioune vun de Mataarbechter verbesseren.

Den Ale Roude Fiels war wuel en almoudescht an net gutt ekippéiert Haus, mee et war en Haus voller Charme an en Haus mat enger Séil, an deem d'Bewunner sech wuel gefillt hunn. Et war net einfach, aus deem alen Haus erauszeplënneren. A vill vun de Bewunner an och dem Personal hu sech schwéiergedoen, wéi et geheescht huet, ab dem leschtem November op de Woiwer an dat neit SERVIOR-Gebai, wat mer dann hei viru plus/minus fënnef Joer am Haus konnte stëmmen, ze plënneren.

Dat neit Haus wäert och seng eegen Indentitéit a säi Charme kréien: duerch d'Bewunner, duerch d'Personal an och duerch d'Amicale vun de Benevolle vum Ale Roude Fiels, déi bestoe bleift an dann d'Amicale vum Neie Roude Fiels gëtt. Och d'Aktivitéiten an d'Fester, selbstverständlech, wäerten d'Identitéit vum neien Haus mat prägen.

Dir Dammen an Hären Deputéiert, de Projet vum Neie Roude Fiels, deen haut hei diskutéiert ginn ass an iwwert deen Dir elo ofstëmme wäert, ass e Projet fir eis eeler Leit vu Rëmeleng, aus dem Keeldall an aus der ganzer Ëmgéigend, a fir déi ass dee Projet hei immens wichteg – ech mengen, meng Virriedner hunn dat alleguerten esou ënnerstrach.

Déi ronn 66,4 Milliounen Euro, déi dëse Projet kascht, investéiert de Staat an d'Wuelbefannen an an d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi eist Land an de leschte Joerzéngte gepräägt hunn an déi déi lescht Etapp vun hirem Liewen am Neie Roude Fiels zu Rëmeleng verbréngen. Dat ass gutt investéiert Geld. An ech sinn iwwerzeegt, dass den Neie Roude Fiels zu Rëmeleng e liewegt Haus mat enger eegener Identitéit a virun allem och mat enger Séil gëtt.

Et sinn e puer Froen opgeworf ginn, zum Beispill, wat d'Bezuelbarkeet vun esou Strukturen ugeet. Do wësst Der, dass et den Accueil gérontologique gëtt. An do war et eis am Haus ganz wichteg … an dofir gouf dat och am Koalitiounsaccord festgehalen. E Projet, deen och um Instanzewee ass, dat ass nämlech den Accueil gérontologique, wou et eebe grad drëms geet, fir deene Leit, déi Schwieregkeeten hunn, sech dat ze leeschten, ënnert d'Äerm ze gräifen. Dat geschitt och haut schonn, et ass just esou, dass mer mam neie Gesetz eigentlech do nach e Schratt méi wäit ginn, andeems mer soen, dass d'Täschegeld zum Beispill ausgeweit gëtt an dass eng gewëssen Zort un Zousazprodukter, déi eigentlech extra kaschten, wéi zum Beispill Hygiènesartikelen, och an Zukunft heivun ofgedeckt soll ginn.

Et ass gefrot ginn, wéi et allgemeng ausgesäit mat anere Projeten am Beräich vun den Alters- a Fleegeheemer. De Woiwer, wéi gesot, ass virun net allze laanger Zäit opgaange mat 200 Better. Do dernieft geet Äische gläich op, Stroossen, d'ALA vergréissert, Elysis zu Esch, d'Käerjenger Fleegeheem, zu Iechternach den Hospice civil, wou allkéiers nach Better derbäikommen. Et ass eng ganz Panoplie u Projeten, déi ech kéint opzielen. Et sinn am Ganzen 3.000, ongeféier 3.500 Better, déi hei bis 2031 zousätzlech wäerte geschaf ginn.

Da sinn ech nach gefrot ginn, wéi et ausgesäit mat de Geneemegungen, eng Fro, déi mer och an der Chamberskommissioun gestallt ginn ass. Et ass esou, dass d'Baugeneemegung vun der Gemeng de 5. Juli erakoum. De roude Punkt hänkt och do. Et gesäit een net méi ganz vill ausser deem roude Punkt, well Stand virun zwee, dräi Deeg krut ech d'Foto geschéckt, dass de ganzen Albau ofgerappt wier. Do dernieft sinn nach Commodosdemanden ënnerwee, souwuel bei der Gemeng wéi och bei de verschiddenen Administratiounen. D'Permission de voirie ass ugefrot bei Ponts et chaussées.

D'Beem, d'Madamm Asselborn huet et och scho gesot, déi sinn Enn Februar – ganz wichteg, well dat ass e ganz wichtegen Termin, ab dem 1. Mäerz wier dat net méi gaang – nach ewechgeholl ginn. D'Creos wäert eng nei Ligne basse tension um Projet leeën. A wat de PAG/PAP ugeet, sou ass et esou, dass de PAG vun der Gemeng 2020 approuvéiert ginn ass. Den Terrain ass an enger sougenannter Zon PAP „quartier existant", dofir huet net missen och fir deen heite Projet nach e separate PAP gemaach ginn.

Dann zu de Käschte nach vläicht ee Wuert: Den Här Spautz huet et gesot, dass 2013 eng Konventioun ënnerschriwwe ginn ass. E war eigentlech ganz bescheiden, well en hätt och kënne soe vun him selwer, well dat war, wéi hien zoustännege Minister war, wou déi Konventioun ënnerschriwwe ginn ass fir am Ganze 25,2 Milliounen Euro, baséierend op engem Forfait, deen deemools bezuelt ginn ass, vun 210.000 Euro pro Bett. Dat ass jo komplett iwwerduecht ginn, dat wësst Der alleguerten heibannen, dass dat net méi sou funktionéiert, dass eigentlech haut opgrond vum APD déi reell Käschten iwwerholl ginn. Dat war indexéiert deemools op de Bauindex, dee war deemools 552,23. Mam Bauindex vun haut wiere mer do scho bei 49 Milliounen, vun deenen een da misst schwätzen, wann een et wéilt vergläichen. D'Projeten – an Dir hutt et gesot –, déi sinn awer net vergläichbar, well, wéi gesot, de Projet ganz nei ausgeschafft ginn ass.

Dir wësst et och: D'Ufuerderunge haut vun de Ministèren, sief et d'ITM, sief et d'Creos, den Environnement, d'Gestion de l'eau oder och d'Kultur zum Beispill, de CGDIS, d'Accessibilitéitsgesetz, dat mer virun enger Zäitchen hei gestëmmt hunn am Haus, all dat dréit natierlech och derzou bäi, dass déi Suen, déi zwar gutt investéiert sinn, dann natierlech och d'Projeten haut méi deier maachen. Mee ech mengen, vum Här, deen duerno nach zu engem wichtege Gesetz hei wäert schwätzen, do wäerte mer eppes Änleches ze héiere kréien. Dann ass et och esou, dass de Familljeministère och d'Fotovoltaiksanlagen zum Beispill … an déi ganz energeetesch Mesüren dann och hei natierlech anerer sinn haut, wéi dat virun zéng Joer de Fall war.

Dëst gesot, géif ech Iech alleguerte villmools Merci soe fir déi breet Zoustëmmung a fir Är Attentioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8213. Den Text steet am Document parlementaire 8213[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8213 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Hahn wëllt nach eppes soen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, Här President, et deet mer ganz leed. Ech hu vergiess, d'Mercie lasszeginn, an dat ass awer ganz wichteg.

Plusieurs voix | A!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Ech géif ganz gär ufänken, der Gemeng Rëmeleng Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi et hei iwwert déi Jore ginn ass. Natierlech de Leit am Familljeministère a selbstverständlech och menger Virgängerin, dem Corinne Cahen, där hirem Virgänger, dem Marc Spautz …

(Exclamations et brouhaha)

… an deem senger Virgängerin, der Madamm Marie-Josée Jacobs. A selbstverständlech … Jo, ech hat et gesot, den Dossier huet e laange Baart, Här Spautz, mee „Ehre, wem Ehre gebührt", jiddereen huet probéiert, säin Deel derzou bäizedroen, dass mer haut do sinn, wou mer sinn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech hat der Gemeng Rëmeleng als Alleréischt, Här Bartolomeo, Merci gesot. Soll ech dem Här Buergermeeschter nach separat …? Wéi gesot, dee war mat mer och op der Plaz. Genau, dem neien an ale Buergermeeschter – do huet sech net vill gedoen, hunn ech mer soe gelooss –, wéi gesot, dee sech och nach Zäit geholl hat, fir mat mer op de Site ze goen. An ofschléissend nach dem Rapporter Claude Lamberty, dem President vun der Kommissioun, …

Plusieurs voix | A!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | … e ganz grousse Merci fir seng zwee ganz explizitt Rapporten, déi mir et erlaabt hunn, mech vill méi kuerz ze faassen, wéi dat soss de Fall gewiescht wier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Familljeminister fir dës extreem wichteg Prezisiounen.

4. 7956 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7956 iwwert d'Acquisitioun an d'Finanzéierung vun engem Vëlodrom. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabele Cyclist Mars Di Bartolomeo.

(Hilarité)

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech op d'Tribün kucken an déi richteg Cycliste gesi ronderëm de Laurent Didier, de Fränk Schleck an de Florian Salzinger, Generalsekretär vun der Federatioun, niewent dem Buergermeeschter vu Mondorf, da sinn ech wierklech e klengen Amateur, awer een, deen de Cyclissem vu Kand u schrecklech gär hat a vläicht och Cyclist gi wär, wa mäi Papp en Auto gehat hätt, well dee brauch een definitiv, fir op d'Courssen ze fueren.

Dat gesot, Här President, dës Chamberwoch ass definitiv eng gutt Woch fir de Sport. No der Verbesserung vum Congé sportif an der Verofschidung vum Fënnefjoresplang, kënnt haut de Projet iwwert den nationale Vëlodrom drun, deen, mengen ech, net nëmme fir mech eng Häerzensugeleeënheet ass. E steet um Enn vun enger laanger Odyssee an en erfëllt e laangjäregen Dram vun eiser Vëloswelt.

De Vëlodrom, eng gedeckt Vëlospist, huet eng laang Geschicht an ass och net den éischten, dee mer haten. Virleefer gouf et ab Enn vum 19. Joerhonnert um Glacis, duerno zu Dikrech, dunn um Belair, deen nom Éischte Weltkrich gebaut ginn ass an 1952 ofgerappt ginn ass. Schlussendlech huet de Vëlodrom zu Nidderkuer 1935 seng Dieren opgemaach. Tëscht senger Ouverture an 1953 hunn hei sëlleg Kompetitioune stattfonnt. Déi bescht national an international Championen hu sech hei gemooss. Eis gréisst Championen op der Pist waren ouni Zweifel de Lull Gillen, Weltmeeschter, Gewënner vun enger Rei vu Sechstagesrenne mat wiesselende Partner, an d'Elsy Jacobs mat engem änleche Palmarès. Mee och eis aner Toppcoureuren hunn hei trainéiert. 1966 war et domat eriwwer: Déi lescht Kompetitioun huet zu Nidderkuer stattfonnt, an duerno hate mer kee Vëlodrom méi.

Wuel ass de Vëlodrom duerno nach x-mol a Projeten opgetaucht: als Deel vun der Coque – de Projet gouf ze deier; zu Zéisseng – de Projet gouf net realiséiert. Am ambitiéiste war de Projet Kockelarena, dee wuel och e bësse provokativ geduecht war an deen eng richteg Cité des sports op der Kockelscheier mat Liichtathleetikpist, Fussballstadion, Vëlodrom a munchem méi virgeschloen hat. Leider blouf et bei all deene Projeten – vläicht och ee Grond, firwat e bëssen Demotivatioun opkomm ass. Well allkéiers, wann eng Hoffnung do war a se zerplatzt ass, jo gutt, dann huet een e bëssen de Courage verluer. Et hat een net ëmmer dee Projet am Viséier.

Schlussendlech ass dunn 2010 en Appel à candidature vun der Regierung un d'Gemenge gaangen, fir ze sondéieren, wien interesséiert wier, e Vëlodrom op sengem Terrain ze empfänken. Mondorf huet als eenzeg Gemeng de Krittären entsprach, soudass d'Gemeng Mondorf zréckbehale ginn ass. D'Gemeng wollt awer de Vëlodrom an e Projet abannen, dee méi wäit geet an och e Lycée souwéi eng Schwämm mat e puer Basenge fir d'Schoul an de Public sollt hunn, eng Multisporthal souwisou. An d'Decisioun, de Vëlodrom zu Mondorf ze bauen, ass dann den 9. November 2017 am Regierungsrot geholl ginn.

D'Viraarbechten zum Projet hunn d'Ministere Romain Schneider an Dan Kersch gemaach an de Sportminister Georges Engel huet de Projet finaliséiert an elo viru Kuerzem deponéiert. Aus Gespréicher mat eise Championen – ech hat virdru schonn de Fränk Schleck, de Laurent Didier, déi also haut bei eis sinn –, de Vëlosexperten a Frënn – dem Petz Lahure an dem Jean Regenwetter – an och dem Initiator vun der sougenannter „Kockelarena", sinn ech zur Konklusioun komm, dass eist Land mat senger exzeptioneller Vëlostraditioun scho säit Joerzéngten hätt missen e gedeckte Vëlodrom hunn.

Fir d'éischt emol bitt esou e Bau enorm Trainingsméiglechkeeten am Wanter an d'Coureure brauchen net méi an d'Ausland ze fuere fir ze trainéieren. Bis elo hu se missen op Gent – 250 Kilometer ewech – oder op Stuttgart fueren, fir sou Konditiounen ze fannen. Dat hu se och gemaach. Dat hu se och gemaach, mee dat kann een net eemol d'Woch maachen. Fir d'zweet, an dat ass e ganz wichtegt Argument, an dat ass bei jiddwerengem, dee Vëlo fiert, extreem wichteg: Fir d'Finessen op engem Vëlo kënnen ze léieren an domadder eens ze ginn, geet näischt iwwert Trainingen op der Pist, fir de richtegen Tratt ze fannen, fir den Equiliber ze fannen, fir d'Schnellegkeet ze prouwen, fir d'Haltung ze trainéieren, fir déi bescht Aerodynamik erauszefannen an och taktescht Fueren ze léieren. Hei léieren déi Jonk, ënner anerem hire Vëlo an de Gréff ze kréien, mat extreeme Situatiounen ëmzegoen an am Gläichgewiicht ze bleiwen. Dat alles ka sech souwuel am Stroosseverkéier wéi och an engem Peloton nëmme positiv auswierken.

Wat fir e Stellewäert de Vëlossport op der Bunn beispillsweis fir den Internationalen Olympesche Kommitee huet, geet eleng aus der Tatsaach ervir, dass d'nächst Joer bei den Olympesche Spiller zu Paräis 12 vun deenen 22 Goldmedailen, déi am Vëlossport ze gewanne sinn, also méi wéi d'Hallschent, op der Pist verdeelt ginn, sechs fir d'Männer, sechs fir d'Fraen. Op der Strooss dergéint gëtt et bei der Olympiad am Ganzen nëmme véiermol Gold: zweemol fir d'Männer, zweemol fir d'Fraen, bei der Course en ligne a beim Contre la montre. Vläicht, wann dann de Vëlossport operationell ass, kënnen zukünfteg Toppsportler och eng Kéier um Podium stoe bei Olympesche Spiller a bei Weltmeeschterschaften op der Bunn.

De Vëlodrom wäert awer net nëmme fir eng kleng Elitt sinn. Et bitt Avantagë bei all Alter, wann ee sech bis mat der Technik – well dat ass eng speziell Technik – erëmfënnt, fir all Trainingsniveau, Sportsniveau, Amateur bis Profi, bis zu Vëlosschoulen. Duerch den Infield am Sportkomplex – wat näischt anescht ass wéi e Meerzweckterrain, deen an dräi ka gedeelt ginn, deen Infield heescht –, mëtten am Vëlodrom dran, kann de Vëlodrom also als Plaz fir aner Sporteventer an och kulturell Eventer genotzt ginn. Eng Villfalt vu Sportaarte kënnen am ganze Komplex praktizéiert ginn, a wat extreem wichteg ass – an dofir ass et och gutt, dass vun de Responsabelen dorop insistéiert ginn ass –, dat ass, dass Synergië gesicht ginn. Déi Synergië spueren net nëmme Geld, mee bréngen och eng nëtzlech Zesummenaarbecht, eng Vernetzung. Dat ass extreem wichteg.

Mam Gesetzesprojet 7956 gi mer elo der Regierung de Go fir de Finanzement vum Vëlodrom. Dee Finanzement däerf 54 Milliounen hors TVA net iwwerschreiden. Gebaut gëtt en, den Dôme, wann een dat emol sou däerf soen, mat enger Pist vun 250 Meter aus Holz – Eedelholz aus dem Norden –, siwe Meter breet, mat Annexen a Lokaler fir d'Vëlossportfederatioun. Den neien Zentrum, wou d'Gemeng Mondorf Bauhär ass, begräift niewent dem Vëlodrom, deen en Deel vun engem grousse Schoul- a Sportkomplex ass, aner Infrastrukture wéi de Lycée, eng Schwämm mat e puer Basengen, eng Multisporthal, déi regional soll agesat ginn, souwéi e Parking, dee fir d'Visiteure vun dem gesamte Komplex zur Verfügung steet. Eng ëffentlech Plaz ass och dobäi.

De Vëlodrom gehéiert dem Staat, deen awer och bei deem bäileet, wat fir d'Benotze vum Vëlodrom noutwenneg ass: d'Energiezentral, d'ëffentlech Plaz, déi gemeinsam Insel an de Parking. D'Gesetz autoriséiert also d'Regierung, den nationale Vëlodrom mat der Vëlospist, dem Infield, de Lokaler, déi der FSCL zur Verfügung gestallt ginn, an de Gebailechkeeten, déi um Komplex hänken, ze finanzéieren. Wéi virdru gesot, ass de Montant kloer festgesat. De Spuetestéch – dat interesséiert jo jiddwereen –, dee wäert am Hierscht kommen. Wéini dass et fäerdeg ass: Esou séier wéi méiglech, hoffe mer.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den … Ech si souwisou mat menger Zäit um Enn, brauch och net méi Zäit, well en exzellenten Exposé des motifs d'Geschicht vum Lëtzebuerger Vëlossport an d'Detailer iwwert de Projet opgezielt huet. D'Avise kënnt Der noliesen a mengem schréftleche Rapport. Déi Avise waren duerchaus positiv. De Conseil d'État huet just op d'Opspléckung vun der Bedeelegung vum Staat gepocht.

Et bleift mir nëmmen, Iech Merci ze soen a meng Freed auszedrécken, dass de Lëtzebuerger Cyclissem endlech déi Infrastruktur kritt, déi e verdéngt. Et ass eng Reverenz un déi grouss Champione vun der Vergaangenheet, et ass e Merci u si, an et ass eng Chance fir déi haiteg an déi nächst Championen. An d'Decisioun fält just in time, mëtten an enger schwéierer Etapp am Tour de France, wou och e Lëtzebuerger d'Hand mat am Spill hat, dass déi Etapp do viru laanger Zäit geschaf ginn ass.

An deem Sënn soen ech Iech en häerzleche Merci an ech si fäerdeg.

M. Fernand Etgen, Président | Ok. An dofir soe mer och dem Här Rapporter villmools Merci fir säi Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, léif Fachleit an och de Kolleeg Steve Reckel vu Mondorf, d'Tatsaach, dass esou vill Leit haut hei sinn, fir dat alles hei vu méi no ze verfollgen, weist schonn d'Bedeitung, déi dëse Moment haut huet. Merci dem Kolleeg Mars fir deng Biergetapp vum Rapport, deen s du gemaach hues. Ech fänke virun der Etapp mat engem klenge Ravitaillement un.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Du häss sollen e Bidon matbréngen.

M. Max Hengel (CSV) | Jo, ech hu mäi Bidon haut doheem vergiess. Déi hunn d'Kanner all am Gebrauch. Et ass just Waasser.

Endlech ass et souwäit. No 57 Joer kënne mer haut erëm de legislative Grondstee leeën, fir e Vëlodrom zu Lëtzebuerg ze bauen. Mir als CSV begréissen dëse Projet natierlech a fannen et wichteg, datt mer endlech erëm esou eng Sportinfrastruktur an Zukunft kënnen onse Matbierger zur Verfügung stellen.

De Lëtzebuerger Vëlossport huet Potenzial, wéi en a senger rezenter Vergaangenheet bewisen huet. Wien erënnert sech net gär drun zréck un déi ganz grouss Erfolleger, sief et vun engem Charly Gaul oder de Gebridder Schleck. An ech ka mech och, sou als kleng Anekdot, drun erënneren, als jonke Fraktiounsmataarbechter, sou virun 10, 15 Joer, wann een dann heiansdo mol esou ëm dës Zäit eriwwerkomm ass an d'Chamber, fir engem Deputéierten eppes ze bréngen, da waren ëmmer ganz vill Leit ganz begeeschtert amgaang, d'Daumen ze drécken hei virun der Dier virum Ecran. Dat heescht, och heibannen ass d'Vëlosbegeeschterung schonn ëmmer relativ grouss gewiescht an och d'Deputéiert sinn dann heiansdo séier eraus kucke gaangen, wéi et dann do gaangen ass.

(Interruption)

Jo, oder heiansdo mol méi.

Sou. Awer och haut si mer mat dem Kevin Geniets, Bob Jungels an Alex Kirsch ganz gutt am Tour vertrueden. D'Begeeschterung fir de Vëlosport bleift also ongebrach hei zu Lëtzebuerg. A mat dësem Vëlodrom kënne mer dann och dem Zil vun der Vëlosfederatioun méi gerecht ginn, datt erëm méi Kanner a Jugendlecher de Vëlo iwwert d'Vëlospist entdecken an datt se vläicht laangfristeg och deen een oder anere professionelle Coureur op der Pist kann halen.

Zur Geschicht huet de Kolleeg Rapporter alles gesot, soudatt ech dat kann ewechloossen – meng Zäit leeft och séier of. Ech maache just eng kleng Klammer op: Mir hu jo virgëschter den zwielefte Fënnefjoresprogramm zu de Sportinfrastrukturen hei gestëmmt, a laut dem Exposé des motifs vum Projet de loi zum Vëlodrom ass säit dem aachte Plan quinquennal eng Zomm vun 8,6 Milliounen Euro virgesi fir de Bau vun engem Vëlodrom. Wat wäre mer haut frou, wa mer mat deene Sue géifen dervukommen.

De genauen Historique erspueren ech Iech, wéi gesot, deen ass awer ganz interessant ze liesen. De Rapporter huet och drop higewisen an ech kann Iech also den Exposé des motifs als Lektür nëmmen empfielen. Wat wichteg ass ze soen, ass, dass d'Gemeng Munneref de Bauhär ass an datt mir, wa mir dëse Projet dann herno stëmmen, der Regierung d'Autorisatioun ginn, de Vëlodrom ze kafen a sech um Finanzement vun den Aarbechte fir den Ekippement an den Amenagement ze bedeelegen.

Zum Projet selwer, ech mengen, de Vëlodrom soll an engem Sportkomplex, inklusiv Piscine a Sportshal, zu Munneref integréiert sinn, inklusiv deene 400 Meterkaree Büroen fir d'FSCL. Ech mengen, ech hat virgëschter a menger Ried zum Plan quinquennal Sport jo och schonn emol op d'Bedeitung vum Schoulschwammen higewisen an ech mengen, doduerch, datt mer hei elo och eng Piscine integréieren an dëse Projet, gëtt also och dësem Bedarf Rechnung gedroen. Och am Oste kënnt eng weider Piscine bäi, wat och wichteg ass fir d'Schoulschwammen am Osten.

Et kënnt jo och e Lycée bei all dës nei Infrastrukturen derbäi an deen ass och wichteg fir d'Regioun Osten. D'École internationale Mondorf-les-Bains ass jo am Moment schonn a provisoreschen Infrastrukturen ënnerbruecht a gëtt duerno am Lycée integréiert. An et ass also eng weider sënnvoll Synergie am Kader vun dësem ganze Projet, wat eebe positiv an nohalteg ass.

Mengen Informatiounen no ass et awer esou, datt net all d'Terrainen, op deenen de Lycée herno soll stoen, dem Staat gehéieren, dofir wollt ech de Minister froen, ob hie vläicht weess, ob dat nach ëmmer esou ass oder ob et do mëttlerweil Nouvellë gëtt. Wichteg ass dann, wann alles bis en place ass, datt nieft dem Schoultransport Richtung Lycée och den ëffentlechen Transport bis op de Site gutt organiséiert gëtt. Ech denken, d'FSCL wäert jo do fir hir Nowuessathleeten den Transport organiséieren, mee esou eng national Infrastruktur brauch och e gudden ëffentlechen Transport fir dohinner, fir datt alleguer d'Leit, déi wëllen op de Site kommen, och gutt ugebonne sinn. Den Osten ass jo vu senger geografescher Beschafenheet scho relativ speziell, esou eng laang Strull, dat heescht, vun Iechternach bis op Munneref ass et scho relativ wäit; wann ee sech da virstellt, wann ee vu Wolz oder Veiane muss dohinner kommen, muss also den Transport gutt dohinner assuréiert sinn.

Och den Iwwerbléck zum Vëlodrom selwer erspueren ech Iech a mir. Ech wëll kuerz just op den Avis vum COSL agoen, deen de Projet natierlech och begréisst, awer bedauert, datt keng Installatioune fir d'Medie virgesi sinn. Dowéinst meng Fro un de Minister, ob eventuell awer ugeduecht ass, nach esou mat anzeplangen.

Dann een allerleschte Punkt, deen nach ze nenne bleift: Dëst ass elo de Projet de loi zum Bau respektiv Finanzement vun den Infrastrukturen, mir hunn awer net iwwert de Fonctionnement geschwat. Dofir wollt ech froen: Wéi e Modell ass do eventuell ugeduecht? Mir kéinten eis do zum Beispill en Établissement public virstellen.

Ceci dit, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Nimm Schleck, Kirchen, Didier, awer och Jungels sinn alle Lëtzbuerger e Begréff, Nimm, déi am internationale Vëlossport, op der Weltbün vum Vëlossport iwwert déi lescht Joren an och aktuell bekannt sinn an déi mat hire Performancen eng formidabel Reklamm fir d'Lëtzebuerger Land ronderëm d'ganz Welt maachen a gemaach hunn. Dat ass Nation Branding par excellence.

Ech denken hei ënner anerem – a se sinn haut nach net genannt ginn – un dem Andy Schleck seng Victoire beim Tour de France 2010, de Gebridder Schleck hire Podium 2011 beim Tour de France, dem Bob Jungels seng Deeg am rosae Maillot beim Giro d'Italia 2017, dem Kim Kirchen seng Maillot-jaunen a Maillot-verten am Tour de France 2008, awer och Etappevictoiren am Tour de France, am Tour d'Espagne, am Tour d'Italie souwéi beim Amstel Gold Race, Léck–Baaschtnech–Léck an der Flèche Wallonne – aussergewéinlech Leeschtunge vu Lëtzebuerger Cyclisten, déi op Éiwegkeeten als historesch sportlech Momenter an der Lëtzebuerger Sportgeschicht wäerte bestoe bleiwen.

Här President, Lëtzebuerg huet zanter ville Joren – Joerzéngten! – eng Vëloskultur, Vëlosgeschicht, jo, Lëtzebuerg ass e vëlosbegeeschtert Land. Nieft de fréiere grousse Vedettë François Faber, Nicolas Frantz, Charly Gaul an den Nimm, déi ech och elo just scho genannt hunn, dierfe mer beim Lëtzebuerger Vëlosport awer net déi sëlleg Nowuesstalenter vergiessen, déi aktuell national wéi international ënner Kontrakt stinn. Och hei am Land erfreet sech de Vëlossport nach ëmmer engem groussen Interessi. Dat huet een net méi spéit wéi virun zwou Wochen op den nationale Meeschterschaften zu Berbuerg gesinn, wou an alle Kategorien, vun Débutants bis Masters, ganz vill Leit op de Startlëschte vertruede waren.

Firwat soen ech dat hei op dëser Plaz? Ganz einfach: De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, ass en Invest an d'Zukunft vum Lëtzebuerger Sport, en Invest an de Lëtzebuerger Vëlossport vun haut, awer och vu muer. Mam Bau vum Vëlodrom erméigleche mir der FSCL, de lokale Vëlosveräiner a senge Coureuren, Professionelle wéi awer och Amateuren, vu Jonk bis manner Jonk, eng modern an adequat Infrastruktur, fir och bei schlechtem Wieder ënner ideale Konditioune kënnen ze trainéieren. Et gëtt keng Verkéiersbeanträchtegungen, soudass d'Cycliste sech zu 100 % op hiren Training, wéi zum Beispill d'Taktik, d'Technik an d'Fueren an engem Grupp fokusséiere kënnen. Dës Trainingsméiglechkeeten déngen zumools bei der Jugend, fir d'Basis um Vëlofuere méi no ze bréngen.

Nodeems den éischte Projet vum Vëlodrom 2006 aus finanzielle Grënn zu Zéisseng verworf gouf, konnt d'Gemeng Munneref sech beim Appel à candidature duerchsetzen; d'Gemeng Munneref, déi proaktiv reagéiert huet, divers Terrainen opkaaft huet a rezent och schonn eng Baugeneemegung ausgestallt huet an dann och als Bauträger vun dësem Projet wäert fungéieren. Merci dofir och dem Buergermeeschter Steve Reckel fir seng Presenz hei a fir déi vereinfacht, pragmatesch Approche, fir dëse Sportkomplex schnellstméiglech fäerdegzestellen.

Nom Ofschloss vun den Aarbechte ginn de Vëlodrom an d'Büroen un de Staat verkaf, deen dës Infrastrukturen dann der FSCL als Haaptsiège zur Verfügung stellt. Wichteg ze ernimmen ass op dëser Plaz, dass de ganze Komplex, wou de Vëlodrom hikënnt, nach eng ganz Panoplie un anere Méiglechkeete bitt. Et ass e Komplex, deen zukünfteg der ganzer Gemeng Munneref, jo, der ganzer Géigend zeguttkënnt. Nieft dem Vëlodrom wäerten nämlech an Zukunft och e Lycée an direkter Ëmgéigend, eng Kloterwand, eng Brasserie, eng Hal an eng Piscine mat méi Bassengen fir de Public an d'Schoulen entstoen. Et handelt sech deemno och ëm e Projet, deen un de Breedesport denkt, deen un d'Promotioun vun der touristescher Offer am ländleche Raum an am Osten denkt. E weidere wichtege Projet, deen dem Lëtzebuerger Tourismus zeguttkënnt an d'Attraktivitéit vun der ganzer Regioun, dem ganzen Osten, weider stäerkt.

Här President, de Vott vum Projet de loi ass e grousse Moment fir de Lëtzebuerger Vëlossport. Mir investéieren an de Sport, an den Tourismus an an d'Attraktivitéit vum Osten, awer och vum ganze Land. Eng kloer Win-win-Situatioun – mat Freed ginn ech dowéinst och hei den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, léif Visiteuren heibannen, Här Minister, de Vëlossport huet eng laang a virun allem awer och eng remarkabel an erfollegräich Geschicht zu Lëtzebuerg. Vill Nimm si scho gefall: Nicolas Frantz, Elsy Jacobs, Charly Gaul, Bim Diederich, Kim Kirchen, natierlech d'Schleck-Bridder, awer och ganz aktuell Christine Majerus, Bob Jungels, Anne-Sophie Harsch oder Alex Kirsch – alles grouss Nimm, déi zum Nation Branding bäidroen, Ambassdricen an Ambassdeure vum Lëtzebuerger Land, déi natierlech och Virbiller sinn, Virbiller vu ville Jonken, an duerch déi Loscht a Motivatioun entsteet, och op de Vëlossport ze kommen.

D'Vëloscommunautéit an déi potenziell Vëloscommunautéit hei zu Lëtzebuerg ass also ferm um Klammen. A mir wëlle jo eng sportlech Bevëlkerung a mir ënnerstëtze Jonker, déi Sport maache wëllen. Also musse mer och eist Beschtméiglecht maachen, fir hinnen e passende Kader ze bidden. A genau dat

geschitt elo mam Bau vun dësem – scho laang an der Diskussioun – Vëlodrom zu Munneref.

Här President, nach dës Woch sinn ech hei op der Tribün op déi verschidde Virdeeler vu flotten, prakteschen, héichwäertege Sportinfrastrukturen agaangen.

Ekonomesch Virdeeler: De Bau vun engem Vëlodrom zu Munneref kann derzou bäidroen, datt d'Stad als Austragungsort vun internationale Kompetitiounen ausgewielt gëtt, wat Touristen, Athleeten an Athleetinnen an natierlech och eng gewësse Medienopmierksamkeet mat sech bréngt. Dat alles steigert d'Attraktivitéit vun der Stad Munneref an natierlech och vun der ganzer Regioun. Oder awer de Sporttourismus, Vëlobegeeschterter, déi hir Vakanz extra zu Lëtzebuerg maachen, well se d'Erliefnis Vëlodrom materliewe wëllen.

Sportlech Virdeeler: Wéi virdru scho gesot, geet et hei och drëm, fir dem Besoin um Terrain gerecht ze ginn. E Vëlodrom kann nämlech souwuel vu Profien, Amateure wéi och vu Fräizäitfuerer a -fuererinne benotzt ginn. E schaaft e sécheren a spezialiséierten Environnement fir d'Sportler an d'Sportlerinnen an d'Infrastruktur kann ouni Bedenken dat ganzt Joer iwwer genotzt ginn. An natierlech ass dëst och eng direkt Ënnerstëtzung vum Vëlosport a fërdert nei Talenter, déi mat Houfert eist Ländchen op internationale Kompetitioune vertriede wäerten.

Da ass am Kader vun enger Sportsdiskussioun, wou et ëm d'Virdeeler geet, natierlech och net ze vergiessen, déi gesondheetlech Virdeeler, déi de Sport, déi kierperlech Betätegung mat sech bréngt, souwéi och eng besser Liewensqualitéit ze erwänen.

Kloer ass e Vëlodrom net ze vergläiche mam Vëlofueren dobaussen an der frëscher Loft, am Fräien, am Bësch, mee dorëms geet et hei och guer net. Et geet drëm, eng erweidert Trainingsméiglechkeet ze schafen, eng wäertvoll Ergänzung vum Vëlossport, déi aner Virdeeler mat sech bréngt, wéi eeben déi ganzjäreg Notzung, spezifeschen Training, Leeschtungsoptiméierung oder och konstant a previsibel Fuerkonditiounen.

Här President, ech géif gären nach eemol op een Numm zréckkommen, deen ech virdru bei menger Oplëschtung vu bekannte Lëtzebuerger Vëlosportler a -sportlerinnen ernimmt hunn, an zwar d'Elsy Jacobs. Eng Fra, déi Geschicht geschriwwen huet fir Lëtzebuerg. Eng Pionéierin am Fraevëlosport. Eng Fra, déi bis 1955 keng Courssen hei am Land huet dierfe fueren, well d'Statutten dat net virgesinn hunn, dann 1958 bei der Weltmeeschterschaft untrëtt – a gewënnt!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Duerch d'Elsy Jacobs huet de Vëlosport hei zu Lëtzebuerg e ganz neie Stellewäert kritt a si huet virun allem vill jonk Fraen inspiréiert an hinne Courage gemaach. Ech si lo bewosst nach eemol op dës Ikon, op dëse spezifesche Personnage agaangen, well wann een op eise Site „Luxembourg – Let's make it happen" geet, wou eng Opzielung vun historesche Lëtzebuerger Vëlosportler a -sportlerinnen ass, steet néierens den Numm Elsy Jacobs, wat menger Meenung no e Feeler ass a rektifizéiert misst ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här President, nieft den ëmmer nach ganz groussen Defiziter am Vëlosport tëscht Fraen a Männer, sief et, wat d'Bezuelung ugeet oder wann et ëm divers Coursse geet, wier et flott, wann de Vëlodrom, iwwert dee mer haut hei schwätzen, eng Virbildfunktioun anhuele géif a fir gläichwäerteg Chancë fir Fraen a Männer am Vëlosport géif stoen.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Nieft dem Bau vum Vëlodrom, wéi scho vu menge Virriedner a Virriednerinne gesot, gëtt hei e ganze Sportkomplex gebaut. Et kënnt e Sportsterrain an d'Mëtt vum Vëlodrom, eng regional Multisportshal gëtt gebaut, eng regional Schwämm gëtt gebaut, souwéi en neie Lycée, alles, wéi gesot, fir dem aktuelle Besoin um Terrain gerecht ze ginn an ze anticipéieren.

Da géif ech gären ofschléissen, andeems ech dem Här Rapporter nach e grousse Merci fir de schréftlechen an detailléierte mëndleche Rapport soen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech gi mat Freed den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Gary. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och léif Gäscht aus dem Cyclissem: en häerzleche Wëllkomm. Ech wëll, fir unzefänken – net dass ech et vergiessen –, dem Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

De Cyclissem huet zu Lëtzebuerg e groussen Historique an international si grouss Meritter ze verzeechnen, dëst op der Bunn wéi och op der Strooss a wéi och am Cyclocross. Alles dat soll een net vergiessen. An ech mengen, déi grouss Sportler goufe schonn hei erwäänt, dofir wëll ech dat elo net maachen. Mee et muss een awer och soen, de Cyclissem ass am ganze Land, speziell d'Courssen, nach ëmmer ganz beléift. Et ass egal, wou ee wunnt, et fënnt een iwwerall grouss Zoustëmmung.

Bis 1966 war e Vëlodrom zu Nidderkuer, du koum quasi 40 Joer Stëllstand an deem Dossier. 2006 sollt dann zu Zéisseng e Vëlodrom gebaut ginn, wat awer leider net realiséiert gouf. Am Joer 2010 huet dunn d'Regierung en Opruff gemaach, fir deen dann ze bauen, an d'Gemeng Munneref huet sech gemellt, leider Gottes déi eenzeg, mee ëmmerhin, et ass eng, an ech sinn och frou, datt et esou ass. An den 9. November 2017 huet de Regierungsrot dann och den Accord ginn, fir dat ze bauen. D'Gemeng ass Bauhär mat weideren Infrastrukturen an deem Kader, wéi Lycée, Sportshal, Schwämm, Vëlodrom a sou weider. De Staat bedeelegt sech um Bau vum Vëlodrom an och vun eenzelne Saache ronderëm.

Domat ginn dann nei Trainingsméiglechkeete geschafen, eenzel Technike kënnen untrainéiert ginn an dëst ass dann och wiederonofhängeg. Net ze vergiessen, datt dëst dann och e regionale Projet ass a mer domat eis touristesch Offerte vergréisseren, an och d'Attraktivitéit vum Land gëtt vill méi grouss no bausse gedroen.

Ech géif dann zum Schluss vläicht e Verglach maachen: En ass vläicht net grad glécklech, mee ech denken do un d'Fussballschoul, déi mer geschafen hu virun 20, 30 Joer. Wann een déi Meritte kuckt, déi d'Fussballschoul geschafen huet, bis bei déi, wou de Fussball haut steet, géif ech dann dem Vëlo déi selwecht Meritte wënschen, dee selwechten Erfolleg. Ech mengen, ech erliewen et warscheinlech net méi, mee da kéimen nach op de Vëlo, op de Cyclissem heizuland groussaarteg Zäiten zou.

A well dat esou ass, ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir dëse Rapport, an ech mengen, mir hunn an der Lescht vill iwwer Sport hei geschwat an iwwert d'Avantagen an d'Virdeeler vum Sport fir d'Gesondheet, mee och fir d'Zesummeliewen an der Gesellschaft.

An deem Sënn begréisse mir natierlech, dass de Vëlodrom elo endlech eng Realitéit gëtt, nodeems dëse Projet säit Joren am Gespréich war. Wann e bis fäerdeggestallt gëtt, wäerte viraussichtlech 60 Joer vergaange sinn, an deenen et zu Lëtzebuerg keng Infrastruktur gouf, an där d'Cyclisten och an der naasser a kaler Joreszäit ënner professionellen a séchere Bedéngunge konnten trainéieren an och Kompetitiounen ausféieren.

Den Exposé vum Gesetzesprojet geet jo och op déi laang a markéiert Geschicht vum Lëtzebuerger Cyclissem an. De Cyclissem ass sécherlech eng, wann net déi beléifste Sportaart hei zu Lëtzebuerg, engersäits ëmmer erëm, well e mat un der Weltspëtzt ass an dat, säit dëse Sport professionell gemaach gëtt respektiv weltwäit vill Opmierksamkeet kritt. An et ass anerersäits awer och eng vun den demokrateschste Sportaarten, déi fir déi allermeescht praktikabel ass, onofhängeg, plus ou moins onofhängeg vum Budget, vum Fitnessstand oder och vum Alter.

Mat den Elektrovëloen huet sech de Vëlo nach weider zu enger beléifter Sportaart entwéckelt, ob een dat elo praktizéiert oder net. Egal, ob ee selwer mam Coursevëlo, mam Moutainbike duerch d'Bëscher fiert, mat engem méi bequeeme Vëlo kleng Tier um Weekend mécht, sou wéi ech, oder ob een am Alldag säin Trajet mam Vëlo mécht – fir jiddwereen ass eppes derbäi.

An deem Sënn ass de Vëlodrom also eng Infrastruktur, déi sécherlech och vun enger breeder Beweegung an eiser Gesellschaft an och am Cyclissem matgedroen a matënnerstëtzt gëtt. Mir hoffe just, dass nieft dem Bau vun dësem Vëlodrom och weider d'Efforte verstäerkt ginn, fir d'Stroosse méi sécher ze maache fir d'Vëlosfuerer, eeben déi vill Vëlospisten, déi ëmmer nach net zesummenhängend si bei eis am Land, deelweis net fäerdeggestallt sinn oder an engem schlechten Zoustand sinn an och net ëmmer ofgeséchert an zum Deel och gefëierlech sinn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Rapporter fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass natierlech ëmmer flott ze gesinn, datt e Projet awer och e gewëssenen Interêt generéiert, datt d'Leit bis an d'Stad kucke kommen an net nëmme virun der Tëlee kucken, esou wéi ganz vill vun eis dat beim Tour de France maachen an dat da virun der Tëlee kucken – Presence an der Chamber oblige!

Ech kéint elo soen, datt ee ganz vill Guddes um Vëlodrom kann aussetzen, an ech mengen, dat gouf vun all menge Virriedner a Virriednerinne gesot. Ech kéint also nach eng weider Lobeshymn drop schwätzen a sangen, dass mer elo 60 Joer gebraucht hunn, fir hei erëm weiderzekommen. Ech kucken awer deem Projet och e bësse mat gemëschte Gefiller entgéint. Keng Angscht, mir wäerten en herno matstëmmen, mee erlaabt mer awer zumindest, e puer Froen

opzewerfen. Net, well ee géint e Vëlodrom wier – ech mengen, dat Wichtegt ass, all Sportaart déi adequat Infrastrukturen ze ginn –, mee wien den Exposé des motifs liest an och dem Rapporter nogelauschtert huet, dee weess jo e bëssen, dass de Werdegang vun deem Projet e bëssen, ech sinn elo fein a soen, „mouvementéiert" war. Sou.

Den éischte Punkt ass natierlech: Wann et esou mouvementéiert ass, heescht dat, datt et laang gedauert huet. An ech mengen, mir hätten hei e bësse méi séier kënne virukommen. An ech erënneren einfach emol un de Projet zu Zéisseng. Dee Projet sollt ronn zwielef Milliounen Euro kaschten. Zwielef! An en ass falegelooss ginn, well et deemools wirtschaftlech net esou super war, d'Situatioun war e bësse schwiereg an dunn huet ee gesot: „Zwielef Milliounen, dat ass ze vill, et ass ze deier, mir kënnen dat net finanzéieren", an du gouf et net gemaach. An dat ass e bëssen ironesch, wann ee bedenkt, datt, wa mer et deemools fir zwielef Millioune gebaut hätten, mer et haut net missten ...

(Interruption)

Estiméiert, jo.

Da misste mer elo net iwwert deen heite Projet an iwwert déi haiteg Käschte schwätzen. D'Envergure vum Projet haut ass och e gutt Stéck méi grouss an dofir ass et och, mengen ech, richteg, datt mer et gemaach hunn.

Du gouf et op eemol de Projet vun där Kockelarena, och vun där gouf scho geschwat, wou ee villes hätt kënne fusionéieren. Ech si ganz éierlech, ech hätt eng gewëss Sympathie gehat, wann ee Liichtathleetik, Vëlodrom a weideres hätt kënne fusionéieren. Ech halen dee Projet awer, Stand haut, nach ëmmer fir eppes, wat gutt um Pabeier geklongen huet, awer an der Realitéit schwéier mat Liewen ze fëlle gewiescht wier. E wier awer besser ugebonne gewiescht an – ech mengen, dat huet de Max Hengel virdrun zurecht gesot – et geet hei och drëm, datt mer d'Sportlerinnen an d'Sportler elo dohinner kréien.

An dann den zweete Problem ... oder net Problem, sou soll een et net nennen, mee dee Punkt, wou ech awer liicht Bauchwéi hunn, dat ass, datt mer d'Infrastrukture fir d'Liichtathleetik aus deem heite Gesetzesprojet erausgeholl hunn an an engem zweete Projet maachen, anstatt datt mer et hätte kënnen an engem Coup maachen. Dat ass ok. Ech hätt mer gewënscht ... Mir schwätze jo driwwer, wat an dem Banneberäich vum Vëlodrom geschitt, déi dräi Sportsterrainen, déi Multisportsurfacen. Ech hätt mer gewënscht, wa mer am Virfeld do e bësse méi am Detail ..., datt mer alles schonn hei an deem Projet hätten. Ech weess awer, firwat dat esou ass, ech kann och ganz gutt domadder liewen.

An ech sinn och frou – an dat wëll ech dann awer positiv soen, ech wëll elo hei net nëmmen negativ kléngen –, et soll ee positiv soen: Am Ëmkrees vun 250 Kilometer wäert ee keng vergläichbar Infrastrukture fannen. Dat ass e Liichttuerm fir de Lëtzebuerger Sport. Wann eis Sportlerinnen a Sportler um Vëlo, am Suedel, net scho Liichttuermfunktioun genuch hätte fir de Lëtzebuerger Vëlossport, da wäert dee Vëlodrom op alle Fall derfir suergen, datt et nach e bësse méi hell liicht. An deementspriechend sinn ech ganz frou, datt mer dee Projet haut kënne stëmmen, och wann en dann nëmmen 1.000 Leit op der Tribün huet a keng 2.500.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sportminister Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen Deputéiert, léif Cyclisten op der Tribün, léiwe Frënd Buergermeeschter, fir d'éischt wéilt ech ufänke mat engem grousse Merci un de Rapporter vun dësem Gesetz fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Jo, mir haten eng gutt Woch, sou huet de Rapporter och gesot, eng gutt Woch fir de Sport. Mir haten u sech zwou gutt Woche fir de Sport schonn, d'Gesetz vum INAPS ass gestëmmt ginn, duerno dat vum Congé sportif, dat vun den Infrastrukture fir déi nächst fënnef Joer an haut dann – wann ech dat esou richteg matkritt hunn – de Vëlodrom, an dat och à l'unanimité. Alleguer déi aner Projete virdru waren och à l'unanimité. Also e staarkt Bekenntnis vun dësem Haus fir de Sport.

A mir hunn en Dënschde gesot: Sportinfrastrukture sinn natierlech e wichtege Bestanddeel vun eiser Sportphilosophie „Lëtzebuerg lieft Sport", an dat hei ass natierlech en Élément-clé vun der ganzer Politick. Et ass e laang erwaarte Projet an ech si ganz frou, datt mer haut dann d'Finanzéierungsgesetz fir de Vëlodrom kënne stëmmen.

De Vëlo a Lëtzebuerg, jo, dat ass eng Geschicht, déi geet ganz gutt zesummen zënter ganz, ganz laanger Zäit, an et ass virdru gesot ginn: Vill Helden, géif ech sou mol soen, hunn duerch hir Exploite Lëtzebuerg wierklech un d'Spëtzt vum Sport weltwäit gesat a mir sinn alleguerten immens houfreg op si. Mee de Vëlo ass zu Lëtzebuerg net nëmme Vëloprofisport. De Vëlo ass mëttlerweil am Alldag ganz present, an och do kann dann de Bau vum Vëlodrom sécherlech säin Deel bäidroen.

An zënter dem Verschwanne vum Nidderkuerer Vëlodrom 1966 hunn d'Lëtzebuerger Vëlosfuerer sech ganz staarkgemaach fir eng nei Indoorstreck, déi dann net nëmmen d'Ausbildung vun erfollegräichen Athleete soll erlaben, mee och d'Ausbildung vu ville Jonken, déi eng Kéier vläicht de Wee fannen an de Profisberäich, mee awer och vun deenen, déi en net dohinner fannen. An ech ginn net méi op den Historique an, dat ass genuch gemaach ginn. Ech wéilt awer hei och e grousse Merci un d'Gemeng Mondorf soen, déi déi eenzeg Gemeng war, déi 2010 dem Appell vum Romain Schneider nokomm ass a sech fir dee Projet hei gemellt huet.

D'Gemeng Munneref huet awer zousätzlech de Wonsch do ausgedréckt, datt esou eng Infrastruktur vun nationaler Natur am Kader vun engem gréissere Projet mat engem Lycée, enger Indoorschwämm fir Schoulkanner, fir d'Schoul am allgemengen a fir déi ëffentlech Bedürfnisser wéi och engem Sportzenter sollt duerchgefouert ginn. A schlussendlech ass dunn den 9. November 2017 d'Decisioun vun der Regierung geholl ginn, fir eeben de Vëlodrom zu Mondorf ze realiséieren. Deemools gouf festgehalen, datt de Projet zu 70 % vum Staat géif subsidiéiert ginn. Dunn huet d'Gemeng Munneref ugefaangen ze schaffen, Concours d'architecte a Planung, en Ingenieursbüro erausgesicht, et gouf eng ganz laang Prozedur gestart an et gouf och ganz vill geschafft.

An den Depot vum Gesetz, dee war den 19. Januar 2022. Et war den éischte Projet de loi, deen ech als Minister konnt deposéieren. Et gouf du festgehalen, dass d'Gemeng Munneref wuel Bauhär géif bleiwen, mee dass de Staat dann awer Proprietär vum Vëlodrom mat dem Infield géif ginn. An ech kommen herno och eng Kéier kuerz op den Infield ze schwätzen. Hei muss ee bemierken, datt dat e ganz spezifesche Projet ass mat enger grousser Envergure an datt d'Gemeng Munneref de Bauhär bleift, datt eng ganz Rei vu Synergië geschafe ginn, datt nieft dem Vëlodrom dann och déi Schwämm kënnt, dee Sportskomplex dohinner kënnt, dass dat alles zesumme vill méi eng rationell Budgetisiérung mécht, eng besser Planung fir den Architekt mécht an och déi ënnerschiddlech Phase vum Bau hei besser kënne koordinéiert ginn.

D'Finanzéierungsgesetz beleeft sech op ronn 54,5 Milliounen a mir haten déi och schonn op dem eeleften ... oder op dem aachten, dem néngten, dem zéngten an dem eelefte Fënnefjoresplang. An do ass du festgehale ginn, datt 41,6 Milliounen iwwert de Budget vum Finanzministère lafen, déi dann de Vëlodrom ganz kafen, an déi 12,9 Milliounen iwwert de Fonds d'équipement sportif. Dat sinn dann déi aner Ekippementer, déi musse gemaach ginn, Amenagementer, déi derzou gehéieren, d'Energiezentral, d'Place publique an och déi gemeinsam Strukturen. Dofir hu mer eng Derogatioun gefrot, dat ass och alles gutt gaangen.

En nationale Vëlodrom, deen erlaabt natierlech Training onofhängeg vun de Wiederkonditiounen, d'Technik kann ee vill besser léieren, sech ze placéieren an der Course, den Untrëtt trainéieren an d'Explositivitéit, d'Taktik an d'Wandschietfueren. Also alles dat si grouss Virdeeler. An an all Gespréich mat all Vëlosprofi an Netprofi huet een héieren, dass dat eng absolutt Plus-value ass, wa mer dee Vëlodrom heihinner kréien. An et gëtt och eng ganz Rei vun neien Disziplinnen, déi et méiglech maachen, dass mer Olympionike kënne kréien a vläicht och déi eng oder aner Medail.

Den zukünftege Vëlodrom, deen huet awer och de Virdeel, en Infield ze hunn, an ech wëll eng Kéier kuerz dorobber agoen. Dat ass déi Plaz am Rank bannendra vum Vëlodrom, dat sinn dräi grouss Halenterrainen, ee bësse méi e klengen Terrain, an nach eng Kéier d'Kappdeeler – also wou ee fënnef verschidde Méiglechkeeten huet, fir déi ze notzen. Déi wäerten dann och vum Lycée genotzt ginn, wann deen dann eng Kéier dohinner kënnt. An déi kënnen och fir grouss Sportsevenementer genotzt ginn an och fir kulturell Evenementer à la rigueur genotzt ginn. Dofir, dat ass eng ganz multifunktionell Plaz, déi eis vill Méiglechkeeten opléisst. De Projet ass deemno u sech vill méi wéi e Vëlodrom. Et ass e ganze Sportkomplex mat ganz ville Synergien.

Et ass awer och e Meilesteen, géif ech soen, an dem Lëtzebuerger Sport, dee mer haut hei kënne stëmmen. Dofir e grousse Merci un d'Gemeng Mondorf, datt se sech gemellt huet, fir iwwerhaapt dee Vëlodrom ze kréien. Merci och un alleguer déi fréier Ministeren, déi ganz vill un deem Projet hei geschafft hunn, un d'Verwaltungen, un d'Vëlosfederatioun an un alleguer déi, déi un de Projet hei gegleeft hunn. Well et waren der eng Rei, déi net méi doru gegleeft hunn, well et schonn esou laang gedauert huet, dass en elo endlech kéint Realitéit ginn.

Dee Projet hei, deen huet vill Pappen an ech si frou, datt ech een dovunner duerf sinn. A Steve, ech hu mäi Versprieche gehalen: Mir kënnen déi Fläsch Cremant do knacken, et ass eng Cuvée „Julie", ech si ganz frou doriwwer. An ech sinn och ganz frou, dass mer haut hei e groussen Accord fanne fir dëse Projet.

Vläicht dann och op déi ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A mir dann?

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Natierlech, Dir wäert e jo stëmmen. Da soen ech Iech natierlech och alleguerten e grousse Merci. Et ass eng Fläsch

Cremant. Bon, mir kënnen déi och zu 60, zu 62 deelen, dann ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Eng Fläsch fir 60, dat gëtt just!

Une voix | Mir halen dorobber!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Et ass gutt, da kritt Dir och eng Schlupp dovunner.

Fir vläicht nach op déi eenzel Froe kuerz anzegoen, déi gestallt goufen. De Max Hengel huet gefrot, wat d'Terraine vum Lycée ugeet. Dat gehéiert net zu deem heite Projet de loi, dat ass kloer. Do si se och nach net all kaaft, mee et ass awer elo ze fréi, fir do scho méi ze soen. Mee et ass an den Diskussiounen, datt mer déi Terrainen do alleguerte solle kréien.

Wat d'Medieraim ugeet, ass et esou, dass do och eng Mezzanine gebaut gëtt, wou u sech d'Jugë sëtzen, wou awer och Plaz ass, fir datt do och d'Medie sech kënnen ophalen, fir alles ze verfollegen. An et gëtt och nach eng Rei Nieweraim, déi dann och accessibel si fir d'Medien. A wann eng Kéier eng ganz grouss Manifestatioun do sollt hin, do ass och mat der UCI scho geschwat ginn an da wär et esou, dass d'Sportshal, déi niewendrun ass, kéint fräigemaach ginn, fir do e grousst Medienzenter dann och ze maachen.

Wat de Fonctionnement ugeet, do ass nach keng definitiv Decisioun geholl. Bon, et gëtt vill Méiglechkeeten. Dir hutt vun engem Établissement public geschwat, et gëtt awer och d'Méiglechkeet, dat an den INS ze integréieren als eng enk Struktur, déi da vun der Administration des infrastructures nationales du sport géif geréiert ginn. Et ass nach keng Decisioun geholl, mir sinn nach amgaangen, dorunner ze schaffen.

Vläicht zu der Madamm Hartmann, well ech hat se vläicht falsch verstan. Do komme Raimlechkeete fir d'Federatioun hin, mee de Vëlodrom ass net der Federatioun hiren. Net, datt ech dat falsch verstanen hat. Hat Der dat net esou gesot? Et ass net, datt ...

Mme Carole Hartmann (DP) | Et ass dem Staat säin.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Jo, et ass dem Staat säin, voilà, an d'Federatioun kritt Raimlechkeeten do, fir hir Aarbecht ze maachen. Ech wollt dat just kloerstellen.

Da mengen ech och, datt ee soll um Site – „Let's make it happen" – och d'Madamm Elsy Jacobs, eng vun eisen, jo, Beschten, eng vun de Beschten op der Welt, sollt och ernimmen.

Voilà, zum Infield hunn ech eppes gesot, wat ech dem Här Clement wollt äntweren.

Dofir, e grousse Merci Iech alleguerten, wann Der dat heite stëmmt. Eng gutt Woch fir de Lëtzebuerger Sport! Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Sportsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7956. Den Text steet am Document parlementaire 7956[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7956 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7956 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Jean-Marie Halsdorf), Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Question élargie n° 190 de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du taux de chômage

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 190 vum Här Marc Spautz iwwert d'Evolutioun vum Chômagetaux. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an dem Minister stinn zéng Minutten zou. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Chômage ass hei zu Lëtzebuerg erëm bei 5 % ukomm. Wou mer elo eng laang Zäit fäerdegbruecht haten, dass de Chômage ënnert deene 5 % war, ass en am Mount Mee den Aussoe vum Statec no erëm bei 5 % ukomm.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir hunn och dës Woch erlieft, datt e Betrib op eemol – ech wëll net soe mir näischt, dir näischt, well, Här President, Dir hutt d'Urgence net unerkannt vun der Fro – einfach gesot huet: „Mir halen op. Mir maachen zou." An do sti 50 Leit, déi net wëssen, wéi et weidergeet. An wéinst deene Modeller an där Gefor, wann een alles liest, wat d'Patronatsorganisatioune soen, stelle sech verschidde Secteure ëmmer erëm d'Fro: „Wéi geet et weider mam Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg?"

15.188 Leit waren op den 31. Mee 2023 bei der ADEM, fir eng Aarbecht ze froen. Et muss een awer wëssen – an dat gëtt oft bei deenen Zuele vergiess –: Bei deene 15.188 sinn der awer dann net 15.188, déi Chômage kréien, mee dat si 15.188 Leit, déi wëllen eng Plaz kréien. Well vun deenen, déi do indemnisé sinn, dat sinn der 8.813. Dat ass d'Hallschent vun deenen, déi Chômage bezuelt kréien. Déi aner schaffen entweeder nach op enger Plaz oder sinn iwwer en anere Wee gaangen, wou se eng Demande wëlle maachen, fir op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze kommen.

Mir kréien alleguer, alle 60, déi mer heibanne sëtzen, all Mount vun der ..., iwwert de Courrier électronique déi Zuele matgedeelt. A bei deenen Zuele sinn och déi grouss Bléck ëmmer erkläert: wou déi meescht Demandë sinn, wou déi meescht Leit sinn, déi am Chômage sinn. An dofir géif et mech interesséieren, well ech dat weess ... An ech muss fairnesshalber soen – de Minister huet mer dat och nach eng Kéier signaliséiert –: Hien huet nach méi grouss a vill méi detailléiert Ventilatiounen zu deenen Zuelen. A genau wéi mäi Kolleeg, de Kaesen Aly, hat ech emol d'Chance – oder wann een dat esou däerf nennen –, an der Zäit am Comité de conjoncture ze sinn. An am Comité de conjoncture, do sinn dann och ëmmer all déi Detailer komm, wou een da bis an de leschten Dibbelche wosst, a wat fir engem Secteur dat wier, oder et wosst een dann och meeschtens, wann een d'Zuele méi am Detail gekuckt hues, schonn den Numm vum Betrib, ouni dass en dropstoung, well et konnt ee sech da soen, opgrond vun deenen Zuelen, déi do virloungen, wat fir eng Entwécklung dat wier.

Gläichzäiteg stelle mer awer och fest – ausser deem, wat ech gesot hu vun de Chômagezuelen u sech –, dass och ëmmer manner Postes vacants genannt ginn. An awer och gläichzäiteg héiere mer d'Reklamatioun: „Mir hunn net genuch qualifizéiert Personal, fir d'Posten all ze besetzen." Dat an engem ganz grousse Beräich, iwwert dee mer schonn oft heibannen diskutéiert hunn: am Santésberäich, mee awer och ëmmer méi an technesche Beruffer, wou mer déi Qualifikatiounen net fanne bei de Leit, déi mer brauche fir déi Lëtzebuerger Ekonomie an déi de Lëtzebuerger Serviceberäich och brauch, fir kënnen ze existéieren.

An haut de Moien, wéi mer erwächt sinn, hu mer eng Nouvelle kritt vum Statec, wéi vill Milliarden hei zu Lëtzebuerg verdéngt gi vun eise Grenzgängerkolleegen. Ech hätt och léiwer gehat, se hätten hannendru gesot, wéi vill awer och d'Frontalieren derzou bäidroen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie dréit. Well wann een nëmme seet: „Déi kréien esou vill Suen", da seet een net hannendrop, wat déi awer och derzou bäidroen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie kann dréien. A wann een d'Zuele kuckt, sinn et 227.000 Frontaliere bei engem Emploi vu 483.000. A wann ech dann nach richteg rechne kann an der Reegeldetri, fir dat dann alles opzehuelen, da misste mer 22 Stonnen den Dag schaffen, wa mer géifen zu hinne soen, se sollen doheembleiwen – fir dass een dat dann och gesot hätt. Ech hätt dat besser fonnt, wéi dass een nëmmen déi plakeg Zuel bréngt: „Dat do verdénge se an dovu geet d'Hallschent a Frankräich an déi aner Hallschent, déi deele sech Däitschland an d'Belsch." Ech hätt dat besser fonnt, well dat och heiansdo e Goût amer bei verschiddene Leit hannerléisst, déi net wëssen an net iwwerleeën, wat do mat hannendru steet.

A meng Fro un de Minister ass: Wat huet d'Regierung wëlles, fir am Detail ...? Oder: Kann de Minister eis nach méi detailléiert Chiffere soe bei deene jeeweilege Secteuren? A wat plangt d'Regierung vu Formatiounsmoossname fir déi Leit, déi um Aarbechtsmaart sinn? Mir wësse jo, dass an der ADEM verschidde Pläng bestinn. Mir wëssen, dass mer eng Solidarekonomie hunn, déi eng ganz grouss Aarbecht mécht, déi och ganz vill Leit opfänkt. Wat kënne mer do nach maachen, a) fir awer och de Leit déi néideg Formatioun ze ginn, fir dass se awer och um Aarbechtsmaart kënne bestoen? A wann ech dat soen, dat wëssen och d'Kolleegen aus der Travailskommissioun an de fréiere

Minister an de fréiere President vun der Travailskommissioun, dee weess dat och, dass dat ëmmer en Dilemma vu mer ass an och ëmmer déi Fro, déi ech stellen, dass mer och gläichzäiteg kucken: Déi Leit sti jo och ëmmer mat um Taux mat drop, déi Leit, déi e Gebriechen hunn, déi Leit, déi net honnertprozenteg fit si fir op den Aarbechtsmaart, wat mer och do kënne maachen, fir déi Leit erëm zréckzekréien.

Mir si frou, dass mer d'Atelier-protégéen hunn, fir dass mer och deene Leit d'Méiglechkeet kënne ginn, um éischten Aarbechtsmaart ze existéieren. An do wollt ech wëssen, Här Minister: Mir leien elo erëm iwwer 5 %, wat huet d'Regierung wëlles, do ze maachen, a wéi sinn déi Detailchifferen och nach an anere Secteure wéi der Restauratioun an och nach der Constructioun an dem Bau?

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet direkt den Aarbechtsminister, de Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President, a merci och dem Deputéierte Marc Spautz fir déi Fro.

Als éischt wëll ech emol soen, dass d'ADEM an d'Regierung an d'Leit aus dem Ministère sech permanent Froe stellen iwwert d'Bekämpfung vum Chômage. Et ass elo net, well de Chômage ëm 0,1 % an d'Luucht gaangen ass, dass mer eis elo Froe stellen an dass mer eis virdru gemittlech zréckgeluecht haten.

Dir hutt dat net gesot, ech soen et awer och gär eng Kéier kloer, dass dat eng permanent Suerg ass vun eis, wéi den Aarbechtsmaart evoluéiert. Well – Dir hutt et gesot – eng Persoun, déi am Chômage ass, dat ass ëmmer eng schwiereg Situatioun an déi Leit, déi hunn dacks Existenzängscht. An dofir ass et wichteg – egal wéi d'Zuele sinn –, dass mer eis permanent a Fro stellen. A gleeft mer, d'Madamm Schlesser an hir Ekipp, déi maachen dat permanent.

An et muss een dann och soen, dass, wann ongefeier 15.000 Leit op der Sich no enger Aarbecht sinn, da sinn dat aner Leit am Juni wéi déi am Juli, well all Mount gi ronn tëschent 2.000 an 2.500 nei Dossiere bei der ADEM opgemaach, soudass do e ganz groussen Turnover ass vu Leit, déi eng Plaz fannen, an erëm neie Leit, déi eng Plaz sichen.

A wa mer elo feststellen, datt déi oppe Plaze bei der ADEM gemellt sinn, datt déi erofginn, kéint ee jo mengen, datt d'Patronen déi gesichte Profiller fonnt hunn an datt dofir manner Posten deklaréiert sinn. Mee leider ass dat awer net esou, dass manner Leit gesicht ginn. Well nach ëmmer sinn 9.686 Poste vakant bei der ADEM. An déi vakant Poste sollen och jiddwer Aarbechtssichendem eng Hoffnung ginn, well Dir gitt gebraucht! Leit, déi eng Aarbecht sichen, déi gi gebraucht! Et ass awer leider esou, datt déi Profiller vun deene ronn 15.000 Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, net onbedéngt op d'Besoine vun de Patrone passen. An dofir hu mer dee Skillsgap, deen ee vun eise gréisste Problemer bleift. An de Skillsmatching, dass mer dat beieneekréien, dat ass wierklech eng vun eise gréissten Erausfuerderungen.

Nieft de sëllege Mesüren, déi Der alleguer kennt – am Rapport d'activités an um Internetsite vun der ADEM kënnt Der dat alles nosichen –, versicht d'ADEM natierlech, d'Besoinen um Aarbechtsmaart och besser ze verstoen. Well wann een den Aarbechtsmaart kennt an och weess, wat um Aarbechtsmaart gefrot gëtt, da kann een déi Aarbechtssichend och richteg op den Aarbechtsmarché virbereeden. An dofir hu mer och 2022 siwen Études sectorielles presentéiert an am Oktober och do Videoen iwwert d'Tendenzen um Aarbechtsmaart an zéng Secteure publizéiert. Mir hunn also gekuckt, wéi eng Leit wou gebraucht ginn, fir da kënnen e bessere Matching vun deene Leit och ze maachen.

An aktuell ginn och nach weider Etüde betreffend dem Gesondheets- an dem Sozialsecteur gemaach a gradesou och iwwert déi informatesch Beruffer. An d'ADEM stellt och eng Lëscht vun de Métiers très en pénurie a vun de Métiers en pénurie op, dat an Zesummenaarbecht och mat der UEL, fir ze wëssen: Wou brauche mer Leit? An an e puer Deeg, hoffen ech, kënne mer hei e Gesetz stëmmen, dat deen Accès do fir eng Rei vu Leit och méi liicht mécht um Aarbechtsmaart.

Dat hëlleft natierlech, de Persounen, déi am Chômage sinn, déi richteg Formatioun och unzebidden, mee et geet awer och vill méi wäit, well d'Informatioune vun der ADEM, déi d'ADEM opstellt, déi kënnen dann och de Schüler an de Studenten hëllefe bei der Auswal vun hirer Ausbildung, déi hëlleft de schaffende Leit natierlech an de Patronen natierlech och bei der Auswal vun der Weiderbildung. An d'ADEM huet do e Service Salarié op d'Bee gestallt. An hei geet et drëms, de Leit ze hëllefen, ier se hir Aarbecht verluer hunn. Sou intervenéiert dëse Service zum Beispill bei Salariéen, déi vun engem Plan de maintien dans l'emploi betraff sinn. An hei geet et ëm Preventioun vum Chômage, gradesou wéi dat Gesetz, wat ech deposéiert hu vum Skills-Plang, wat um Instanzewee ass. An de But ass do natierlech, de Chômage ze verhënneren. An dann hu mer nach Programmer wéi de Pilotprojet Skills for Job. Do hunn 2022 40 Persoune matgemaach an 2023 38 Persounen. Déi viséieren dann en Up- oder e Reskill. An d'Persounen, déi bei dësem Programm dann och matmaachen, déi gi vun engem perséinleche Coach begleet a kréien do e Formatiounsplang vun dräi bis sechs Méint.

An et geet quasi nëmmen iwwer gutt forméiert Leit an iwwer vill Formatiounen. An do hu mer an deene leschte Jore wierklech ganz grouss Schrëtt gemaach an déi wäerte mer och weiderféieren. Waren et 2019 nach 1.765 Kandidaten, déi an d'Formatioun ageschriwwe waren, sou sinn et der am Joer 2022 4.315. Dat ass méi wéi eng Verdueblung vun der Zuel vun deenen, déi an déi Formatiounen do gaang sinn.

An d'ADEM wäert sech och elo an der nächster Zäit digital besser opstellen, fir dann och hir Servicer kënnen ze verbesseren. D'Strategie vun der ADEM 2025, déi viséiert, op der enger Säit nach besser eeben op d'Besoine vun den eenzele Clienten anzegoen – a Clientë sinn do d'Salariéen, d'Demandeurs d'emploi an och d'Patronen, och déi sollen hei vun deene Servicer kënne profitéieren – an natierlech op der anerer Säit den interne Fonctionnement op der ADEM ze verbesseren.

Also Dir gesitt, mir adaptéiere ganz reegelméisseg eis Aarbechtsaart a -weis an eis Formatiounen, mee et dauert natierlech och e bëssen, bis déi Outilen do gräifen. Bei Formatiounen, déi eng Virlafzäit vun 3, 6, 8 oder 12 Méint hunn, kommen d'Resultater natierlech net direkt.

Ech wëll dann awer vläicht och soen, wéi den Här Spautz ugefaangen huet, huet e gesot, mir wären elo säit Laangem mol erëm eng Kéier iwwer 5 %. Ech hu mer d'Chômagezuele vum Mount Mee vun de leschte siwe Joer ugekuckt: 2017 ware mer do bei 5,9 %, 2018 5,5 %, 2019 5,4 %, 2020 7 %, 2021 5,9 %, 2022 4,7 % an elo bei 5 %. An dat an engem konjunkturell schwieregen Ëmfeld. Dir wësst dat, dass mer e schwieregt Ëmfeld hu mat Multikrisen, déi op eis erofgefall sinn. Dofir leie mer mat deene 5 % par rapport zu de Jore virdrun net esou schlecht, obwuel all Chômeur een ze vill ass, do si mer eis sécherlech awer och eens. An och am europäesche Kontext si mer am Mëttelfeld. Mir sinn net do Spëtzereider, weeder op der gudder nach op der schlechter Säit. Mir leien do op Plaz 13 vu 27. Woubäi ee muss soen, dass d'Berechnungsmethode fir de Chômage net an all Land déi selwecht sinn. An dofir ass et net ëmmer einfach, dat mateneen ze vergläichen.

Vläicht elo zu den eenzelne Secteuren. Do ass et esou, dass den Immobilier déi stäerkst Progressioun huet, wat de Chômage ugeet, mat 77 %. 77 %, dat si plus 62 Leit – dat ass elo net …, dat musse een och ëmmer an de Kontext setzen. Dann alles, wat Conception et étude en bâtiment ass, 42 %, Système d'information et de télécommunication 41 %, an da Stratégie commerciale, Marketing a Supervision des ventes 28 %. Da geet et mat Kontabilitéit weider, mat Restauratioun a mat Travaux et gros œuvres, voilà.

Dat sinn elo keng esou verwonnerlech Zuelen, well mir wëssen, dass et am Bau och net ganz gutt leeft an dofir och do d'Zuelen elo an d'Luucht gaange sinn. An och do kënne mer nëmmen dat maachen, wat mer bis elo gemaach hunn: déi Formatiounen ubidden, déi d'Leit kënne reskillen, upskillen an op nei Weeër wäerte bréngen.

Ech hat haut de Moien nach eng Reunioun mat der FEDAS iwwert d'Initiative-sociallen an och zum Deel iwwert d'Atelier-protégéen. An och do wäerte mer eist Engagement sécherlech net erofschrauwen, mir wäerten et souguer nach eropsetzen. An och do probéiere mer natierlech, de Leit esou gutt ze hëllefen, wéi et nëmme méiglech ass. Och do geet et ëm e méi spezifescht Encadrement, ëm en Encadrement fir dat, wat d'Leit nach méi brauchen, an dat ass ganz oft e soziaalt Encadrement, well d'Leit, déi haut bei den Initiative-sociallen sinn, sinn anerer wéi déi, déi virun 30 Joer nach bei Initiative-socialle waren.

Voilà, merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister. Ech mengen, den Här Spautz hat keng Zäit méi iwwreg, an dann hu mer dëse Punkt evakuéiert.

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la pauvreté laborieuse

A mer géifen zum nächste Punkt iwwergoen, dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Aarmut trotz Aarbecht, déi vun der Sensibilitéit déi gréng gefrot gi war. D'Madamm Myriam Cecchetti …

Plusieurs voix | déi Lénk.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A, jo, entschëllegt, déi Lénk, vun der Madamm Myriam Cecchetti vertrueden hei op der Tribün, a si huet direkt d'Wuert. Entschëllegt mech fir d'Verwiesslung.

Exposé

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hunn dës Heure d'actualité ugefrot, well mer schonn dës Ëfteren an dësem héijen Haus drop higewisen hunn, datt Working Poor e Phenomeen hei am Land ass, wat ëmmer méi zouhëlt a mer awer d'Gefill net lassginn, datt eis Suerg zu dësem Sujet hei net esou gedeelt gëtt, au contraire, datt ëmmer nees drop higewise gëtt, wat jo awer alles gemaach gëtt a wellech Hëllefen ausgeschott ginn.

Jo, dat wësse mir, mee trotz deenen Hëllefe bleift de Problem awer bestoen an d'Schéier tëscht Aarm a Räich geet ëmmer méi auserneen. Dëst ass e

schläichende Prozess, dee sech awer ëmmer méi beschleunegt an dëst féiert lues awer sécher zu engem Kollaps vun eiser Gesellschaft. Dowéinst gëtt et héich Zäit, datt d'Chamber sech nach méi am Fong mat där Thematik beschäftegt a versicht, Léisungen ze entwéckelen, wéi d'Aarmut trotz Aarbecht kéint eliminéiert ginn.

Här President, komme mer awer elo mol zu de plakege Chifferen. Laut deene rezenten Donnéeën aus dem Eurostat-Bericht ass Lëtzebuerg op der traureger éischter Plaz, wat déi Working Poor ugeet. 2021 hate mer hei am Land 13,5 %. Ab 2012 ass dëse Prozentsaz just nach geklommen. Also fir ee vu siwe schaffende Leit geet d'Pai net duer, fir e Liewen iwwert der Aarmutsgrenz kënnen ze féieren. Dës Aarmutsgrenz entsprécht dem Taux vu 60 % vum Medianakommes pro Mount.

De Sozialpanorama 2022 vun der CSL bestätegt dës Zuelen a warnt dofir, datt all d'Indikatoren op eng Verschlechterung vun der Lag hindeiten. Si schwätze souguer vun 19,2 %, dat sinn 115.980 Leit, déi 2021 aarmutgefäärdet waren. Dës sozial Realitéit ronderëm d'Aarmut vu schaffende Leit gouf op europäeschem Niveau an de leschten dräi Joer och mat engem grousse Fuerschungsprojekt méi am Fong beliicht. D'Uni Lëtzebuerg war hei fiederféierend a mir mengen, dass dës Erkenntnisser an der politescher Debatt sollen eescht geholl ginn, besonnesch well se och spezifesch fir Lëtzebuerg erfuerscht gi sinn.

Déi verschidde Recherchen, déi am Kader vum Projet „Working, Yet Poor" gemaach goufen, erméiglechen et ënner anerem, bestëmmt wirtschaftlech Beräicher ze identifizéieren, an deenen d'Aarmut vu schaffende Leit besonnesch ausgeprägt ass. Zu Lëtzebuerg ass dat besonnesch do de Fall, wou de Mindestloun ganz oft d'Norm ass a wou Leit ouni Diplomer oder Beruffsausbildung schaffen. Dat sinn zum Beispill de Botzsecteur, d'Livraisounssecteuren an och den Horeca. An dëse Secteure läit den Taux vun der Aarmut bei Vollzäitaarbechter/innen bei 19,6 %, also däitlech méi héich wéi an der Moyenne.

Des Weideren hunn d'Chercheure festgestallt, dass d'Aarbechter/inne mat Zäitverträg a mat hallwen Tâchë ganz staark vum Aarmutsrisiko betraff sinn. Leit mat hallwen Tâchen hunn en Aarmutsrisiko vu 27,7 % laut dësen Etüden. Meeschtendeels handelt et sech dobäi ëm onfräiwëlleg Deelzäitaarbecht, sief et, well keng voll Tâche fonnt gëtt, sief et, well eng Vollzäit net vereinbar ass mat der Kannerbetreiung. Deementspriechend sinn dann och elengerzéiend Stéit – oft Fraen – vill méi staark dem Aamutsrisiko ausgesat wéi d'Moyenne, an dëse Risiko klëmmt, wat méi Kanner am Stot sinn.

Hei wëll ech eng Klamer maachen, datt een hei net vergiessen dierf, datt d'Kannergeld vun 2006 u bis d'lescht Joer desindexéiert war an d'Reform vun 2014 och eng Kierzung vum Kannergeld vu Famillje mat méi wéi engem Kand bedeit huet. déi Lénk hunn e Gesetz proposéiert, fir d'Reindexatioun vum Kannergeld ab 2014 anzeféieren. Fir eng Famill mat zwee klenge Kanner géif dat e Plus vu 700 Euro d'Joer beim Kannergeld bedeiten. D'Regierung wëllt awer dovunner näischt wëssen.

Eppes, wat d'Chercheuren op der Uni Lëtzebuerg och ënnersträichen, ass de Facteur Plattformaarbecht. Si stelle fest, datt et zu Lëtzebuerg quasi keng geséchert Informatioune gëtt iwwert d'Zuel vu Leit, déi iwwer Onlineplattforme schaffen a wéi et dëse Leit geet. Ee Grond heifir wier natierlech déi dubiéis Gesetzeslag hei. D'Grozon ass also immens grouss. Den Aarbechtsminister huet jo an Interviewe bei senger Amtsiwwernam d'Plattformegesetz als eng grouss Prioritéit ausgeruff.

18 Méint méi spéit stelle mer fest: Et gouf kee Gesetzesvirschlag vun der Regierung! Vläicht kann den Här Minister eis jo mol opklären doriwwer, firwat dat Gesetz bis haut net virgeluecht ginn ass. Ech wëll och drun erënneren, dass mir eng Gesetzespropositioun, an zwar den 8001, de 4. Mee 2022 eraginn hunn, déi trotz eiser Demande un d'Kommissioun vum 24. Januar 2023 ni diskutéiert ginn ass an der zoustänneger Kommissioun.

Här President, et ass eis natierlech kloer, dass net eleng d'Léin den Ausschlag ginn, ob eng Persoun oder e Stot vun Aarmut betraff ass oder net. D'Liewenshaltungskäschten, an hei virewech d'Logementspräisser, féieren derzou, dass och Leit, déi statistesch iwwert der Aarmutsgrenz leien, awer net genuch Akommes iwwreg behalen, fir anstänneg kënnen ze liewen. De Budget de référence vum Statec weist eis dat, well hei de Budget fir en dezent Liewe fir eng Persoun bei ronderëm 300 Euro pro Mount méi héich läit wéi bei der offizieller Berechnung vum Aamutstaux, wéi Eurostat et berechent.

Anerersäits hu sozial staatlech Transferten, wéi dat genannt Kannergeld, en Impakt, grad wéi och d'Steieren, wou eng strukturell Reform onbedéngt noutwendeg ass. Den neie Crédit d'impôt souwéi dann d'Upassung vun der Steiertabell ab 2024 féieren zwar zu méi Netto, och fir Leit mat klenge Léin, mee an de méi héijen Akommesklasse progresséiert den Netto awer vill méi séier. Domadder gëtt d'Schéier vun den Akommesongläichheeten tendenziell méi grouss a virun allem riskéieren nach méi Leit, zumindest statistisch, ënnert den Aarmutstaux ze falen. Dës Entwécklung gëtt och net vun der biannueller Upassung vum Mindestloun iwwert d'allgemeng Bruttolounentwécklung entschäerft.

Substanziell Verbesserunge bei de Léin si fir déi Lénk dowéinst och prioritär, ugefaange beim Bruttomindestloun. Eng voll Tâche muss jiddwerengen e Liewe fräi vun Aarmut garantéieren, egal, wéi vill e geléiert huet a wou e schafft. Dat ass fir eis mol den Ausgangspunkt. D'Stäerkung vum Sozialstaat, dee mer säit Joerzéngten opgebaut hunn, soll derzou bäidroen, méi Gläichheet ze schafen, fir dass all d'Leit, onofhängeg vum Revenu, och eng solidaresch Ofsécherung an alle Liewenslage kënne genéissen.

De Steiersystem muss derfir suergen, dass d'Akommesongläichheeten net méi grouss ginn an déi néideg Investitioune fir d'Zukunft erméiglechen. Investitiounen an éischter Linn an ëffentlech Infrastrukturen a Servicer wéi d'Schoul, d'Wunnen, d'Santé an d'Mobilitéit.

Här President, de britteschen Epidemiolog Richard G. Wilkinson huet dëse Phenomeen vun den Ongläichheeten an engem „Tageblatt"-Artikel vum 7. Juni 2023 ënnersicht, an hie kënnt ganz kloer zur Konklusioun, datt d'Ongläichheeten an der westlecher Welt zougeholl hu mat der Liberaliséierung an der Privatiséierung vun den ëffentlechen Ariichtungen. Hei handelt et sech laut him ëm eng international Ideologie, déi heimadder Steiererliichterunge fir déi Räich aus eiser Gesellschaft schaaft, op Käschte vun den Ärmsten a Vulnerabelsten. Dat kéint bal vun eis sinn.

Här President, wann een d'sozial Ongläichheete analyséiert a kuckt, wéi déi Chifferen zesummegesat sinn, da muss ee wëssen, dass et do carrement ëm déi absolutt materiell Standarde geet, mee déi psychosozial Auswierkungen an déi mental Gesondheet bleiwen awer oft „außen vor". Gefiller, zum Beispill, vun Zugehöregkeet, vun Ënnerleeënheet. Sozial Onsécherheet ass e grousse Stressfaktor, dee ganz oft zu chroneschem Stress féiert. Dëse Point de vue ass awer gradesou wichteg fir den Discours.

An da kommen nach méi eng schlecht Ernärung, schlecht isoléiert, fiicht a schimmeleg Wunnengen, wéineg bis guer keng Gréngfläche bei der Wunneng, méi eng schlecht gesondheetlech Couverture, manner héich Liewenserwaardungen – och all déi do Facteure spillen hei an deem Dossier mat.

Här President, mir wäre jo net déi Lénk, wa mer net awer och verschidde Piste géife presentéieren, déi een anhuele kéint, fir deem entgéintzewierken. Mir hu virun engem Joer op dëser Plaz scho gefuerdert, datt Lëtzebuerg d'EU-Mindestloun-Direktiv ëmsetze muss. Ech deposéieren dowéinst och emol eng Resolutioun, Här President.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le taux de la pauvreté laborieuse (in-work poverty) a atteint 13,5 % en 2021 et est en augmentation depuis 2012 ;

– considérant que la pauvreté laborieuse est un phénomème complexe et multidimensionnel qui implique des facteurs individuels, familiaux et structurels ;

– considérant que le taux de la pauvreté laborieuse s'élève à 12 % parmi les personnes employées à temps plein avec un contrat à durée indéterminée ;

– considérant que 15,3 % de l'emploi total, hors fonctionnaires, perçoivent un salaire proche du salaire social minimum ;

– vu la directive européenne 2022/2041 qui impose aux États membres de l'Union Européenne l'introduction d'ici le 15 novembre 2024 de procédures visant la fixation et l'actualisation des salaires sociaux minimaux pour contribuer à leur caractère adéquat et ce dans le but

• d'atteindre un niveau de vie décent,
• de diminuer la pauvreté au travail,
• de promouvoir la cohésion sociale et la convergence sociale vers le haut,
• de réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes ;

– vu que la directive précitée impose aux États membres dans lesquels le taux de couverture des conventions collectives est inférieur à un seuil de 80 % d'élaborer en concertation étroite avec les partenaires sociaux et au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de la directive un plan d'action pour accroître la couverture des conventions collectives en vue de la fixation des salaires,

décide

– de veiller à ce que le Luxembourg se conforme dans les plus brefs délais à la directive européenne 2022/2041 du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne ;

– de s'engager à privilégier toutes les mesures législatives en matière fiscale, de protection sociale et de travail et d'emploi pour réduire le taux de la pauvreté laborieuse au Luxembourg.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

Den Aarbechtsminister huet deemools ugedeit, dass déi biannuell Upassung vum Mindestloun un déi allgemeng Lounentwécklung eis op déi 60 % vum Bruttoloun kéint bréngen. Dobäi muss een awer soen, dass dëst jo eng retroaktiv Upassung ass, déi näischt aneschters heescht, wéi dass de Mindestloun déi zwee Joer virun der Upassung ëmmer ënnert deene 60 % läit. Lëtzebuerg gëtt iwwert d'Direktiv awer verflicht, ab 2024 kloer Prozeduren ze hunn, fir ze bestëmmen, ob de Mindestloun 60 % vum Bruttomedianloun oder eebe 50 % vum Bruttouerchschnëttsloun entsprécht. Ob de Mindestloun – Stand haut – konform ass mat der Direktiv, dat kann den Aarbechtsminister eis jo vläicht duerno soen, a mir wiere frou, och ze héieren, op wéi eng Donnéeën hie sech dann dobäi berifft.

Doriwwer gëllt et awer och, un anere Gesetzer ze schrauwen, déi besser Aarbechtsbedéngungen a besser Léin favoriséieren. Ech hunn et scho gesot: D'Kollektivvertragswiese muss reforméiert ginn – eng Ukënnegung, déi och scho laang am Raum steet, mee geschitt ass awer do näischt. Well hei schreift de britteschen Epidemiolog Richard G. Wilkinson, datt d'Geschicht eis beweist, datt, wann d'Gewerkschafte geschwächt waren, d'Ongläichheeten an d'Luucht gaange sinn. Domadder gëtt dann eis ganz Gesellschaft geschwächt.

D'Uberisatioun vun der Aarbechtswelt muss an eisen Aen och gestoppt ginn. D'Regierung wäert jo zumindest versichen, se ze reglementéieren, konform zur Direktiv op EU-Niveau, mee och hei waarde mer scho laang. An natierlech brauche mer eng Reform vum REVIS. D'Evaluatioun dovunner ass jo manifestement ënnert den Teppech gekiert ginn. Se ass säit zwee Joer annoncéiert, mee kënnt einfach net.

Mir mengen awer, dass grondsätzlech gekuckt muss ginn, awéifern de REVIS Leit virun Aarmut schützt oder awer ob een net Aarmut reproduzéiert, ouni eng Perspektiv ze bidden. Dës Thematik ass enk mat de Working Poor verbonnen, well de REVIS iwwer d'Allocation d'insertion eigentlech sollt geduecht sinn, fir Leit mat klenge Revenuen aus der Aarmut ze zéien. Dat geléngt awer leider net.

Här President, nieft all dësen evidente Punkten, déi sech och a Fuerderungskataloge vu Gewerkschaften a Sozialorganisatiounen erëmfannen, geneesou wéi a wëssenschaftleche Publikatioune wéi „Working, yet Poor", si mir eis awer och bewosst, dass mir de Problem besser kenne mussen, fir weidergoend Decisioune kënnen ze treffen. Working Poor ass vill diskutéiert, ...

(Interruption par la présidence)

... mee awer eréischt rezent méi kloer wëssenschaftlech erfaasst an analyséiert.

Déi europäesch Etüd, bei där d'Uni Lëtzebuerg matgeschafft huet, ass sécherlech eng gutt Lektür, mee mir brauchen awer zousätzlech Informatiounen. Dofir géife mir nach eng zweet Resolutioun deposéieren.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

– vu l'importance de la cohésion sociale dans l'élaboration des stratégies de développement du pays ;

– considérant le développement de la recherche sociale et de la publication d'études scientifiques par l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics spécialisés ;

– considérant le travail d'analyse et de proposition réalisé par des acteurs de la société civile et des chambres professionnelles concernant la situation et les réponses politiques dans le domaine social,

décide

– l'organisation régulière d'un débat public à la Chambre des Députés sur le développement social et les évolutions de l'emploi au Luxembourg.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

Mäi Virgänger hat op dëser Plaz schonn eng Kéier eng Interpellatioun gemaach iwwert d'Theema Working Poor an an deem Kader e puer Entretiene maache gelooss mat betraffene Leit, fir méi qualitativ Informatiounen ze kréien. Deemools war d'Mobilitéit als ee verstäerkende Facteur vun Aarmut erauskomm.

(Interruption par la présidence)

Dat ass ee Beispill, wann ech soen, dass mer méi déif musse gesinn an dës sozial Phenomeener.

Ech si gläich fäerdeg.

Eise Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir hutt schonn eng Minutt iwwerzunn.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hunn zwou Resolutiounen deposéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, déi kënnt Der net cumuléieren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... net eng Kéier dat Wuert „Aarmut" ernimmt. Dat sprécht Bänn. Aus Kommunikatiounssiicht ass et natierlech ze verstoen. Onschéin Entwécklunge ginn ewechgedréckt an der politescher Debatt, mee domadder verschwanne se net. Am Géigendeel, se verstäerke sech éischter. A genee dat geschitt och mat der Aarmut vu schaffende Leit. De soziale Fridden ass scho säit méi wéi 40 Joer duerch Neoliberalismus a Matleedenschaft gezu ginn. Duerch all déi Mesüren, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Cecchetti, Dir musst zum Schluss kommen!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | .... déi zu ëmmer méi enger ongläicher Verdeelung vum Räichtum a wuessenden Inegalitéite bei de Revenue gefouert hunn an natierlech wuessend Deeler vun der Populatioun finanziell, ekonomesch a sozial an den Eck drécken ...

Voilà, elo sinn ech fäerdeg.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Tjo.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Zwou Resolutiounen!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jugez vous-même!

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

(Interruption par M. Guy Arendt)

Jugez vous-même!

(Interruption)

Also, et gëtt Spillreegelen hei am Parlament, fir jiddwereen, ok?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A sou ...?

(Hilarité et exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, sou wéi een an de Bësch erarifft, sou schaalt et eraus, Madamm Cecchetti!

Sou, an elo ass den nächsten drun. Dat ass den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, ech soen dem Myriam Cecchetti Merci dofir, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn iwwert déi Leit, déi aarm sinn, obwuel se schaffen, oder déi am Aarmutsrisiko liewen, obwuel se schaffen.

An et ass wouer, et muss ee jo eigentlech zwou Saache constatéieren: Op der enger Säit, dass den Aarmutsrisiko ëmmer weider an d'Luucht geet. Dat hu mer an deene leschte Jore gesinn an et ass leider déi Tendenz esou bestoe bliwwen. An et ass natierlech e Phenomeen, wou mer eis alleguerten zesummen hei an der Chamber virgeholl hunn, do dergéint virzegoen. An op der anerer Säit hu mer awer ëmmer erëm gesot: „Schaffe muss sech lounen, Aarbecht muss sech lounen!" Wann ee schaffe geet, da muss ee kënne vun deem, wat een do erschafft huet a wat een dofir verdéngt, och kënne liewen. Schaffe muss sech kënne lounen.

A wa mer dann dervu schwätzen, dass eigentlech d'Aarbecht de Kinnekswee aus der Aarmut eraus ass, an dann awer trotzdeem beim Theema sinn, dass eeben, wann ee schaffe geet, trotzdeem nach Leit do sinn, déi aarm bleiwen an am Aarmutsrisiko hänkebleiwen, da si mer bei engem Theema, mengen ech, wat eis alleguerten immens vill Suerge sollt maachen. Et ass eigentlech dat Theema, wou sech d'Theema vum Aarmutsrisiko am meeschten zouspëtzt, wou kloer gëtt, dass dee grousse Kinnekswee fir aus der Aarmut eraus net méi fir jiddweree funktionéiert, an dann ass et wichteg, dass mer dat Theema och op den Ordre du jour setzen.

A wann een dat alles kuckt, och wéi den Taux vum Aarmutsrisiko bei de Working Poor an d'Luucht gaangen ass, dann ass et deen Indicateur, deen eebe grad alarméiere soll an dat ganzt Theema nach eng Kéier vun enger anerer Säit beliicht. Ech soen och dem Myriam Cecchetti Merci dofir, dass et eng ganz Rei Zuele bruecht huet, déi och nach eng Kéier hëllefen, dat Theema ze beschreiwen. Natierlech, mat den Indicateuren an den Zuelen an de Pourcentagen, dat ass ëmmer esou eng Saach, an trotzdeem sinn et awer Indicateuren, déi weisen, a wat fir eng Richtung et geet.

A wann een déi Indicateuren dann eebe weiderliest, da gesäit een eeben, wat fir eng Mënsche besonnesch vum Aarmutsrisiko betraff sinn, obwuel se schaffe ginn: Dat sinn dann d'Monoparentaux, dat sinn d'Ressortissants non luxembourgeois, dat sinn déi Leit mat wéineg Qualifikatiounen oder déi am Niddreglounsecteur schaffen, dat si besonnesch déi Leit – a mir hunn dat och a leschter Zäit oft an de Medie gelies –, déi eeben op Liwwerplattformen da schaffen an déi op deene Liwwerplattformen dann ënner ganz schwierege Konditioune musse schaffen. Dat sinn natierlech virun allem Leit, déi an engem CDD schaffen oder déi Temps partiel schaffen, mee do war viru Kuerzem och an engem „forum" – ech mengen, am virleschten – en interessanten Artikel doriwwer, dass och Mënschen, déi CDIen hunn oder déi souguer en Temps plein hunn, duerchaus betraff sinn dovun, dass se am Aarmutsrisiko sinn, obwuel se schaffe ginn. Et si virun allem jonk Aarbechter, an d'Caritas hat och an der leschter Zäit eng Kéier eng Publikatioun gemaach doriwwer, dass Leit, déi schaffe ginn, all Moment souguer kënnen op der Strooss landen.

Wat kann ee maachen? U sech kënne mer jo op zwou Säiten upaken. Déi eng Säit ass ze kucken, de Käschtepunkt vun deem, wat esou deier ass a wat dozou féiert, dass déi Leit herno net méi genuch iwwereg hunn, erofzekréien. An natierlech ass do, wann een d'Statistike kuckt, virun allem de Logement den éischte Punkt am ganze Ranking vun deene Saachen. Dat ass eis alleguerte bewosst, dofir mengen ech ganz kloer, dass mer am Logement mussen immens vill schaffen. An op der anerer Säit ass et och kloer, dass mer mussen dofir schaffen, dass déi Leit, déi eebe schaffe ginn an déi Sue brauchen, fir den Alldag kënnen ze bestreiden, op där Säit vun hirer Kafkraaft gestäerkt kënne ginn.

An do sinn eigentlech véier Pisten – an ech ginn nach eng Kéier e bëssen zréck op dat, wat ech deemools an der Interpellatioun iwwer Aarmut an Aarmutsrisiko gesot hat –, déi sech do ubidden:

Dat Éischt ass, dass et wichteg ass, dass mer zu Lëtzebuerg weiderhin an deem Rhythmus bleiwen, dass mer de Mindestloun reegelméisseg upassen, awer dass mer zugläich och feststellen an eis déi Fro stellen, ob déi Upassung, déi mer do maachen, tatsächlech dann hëlleft, déi Leit op deen Niveau ze hiewen, wou

se da musse sinn, fir kënnen iwwert dem Aarmutsrisiko ze sinn an ob déi Upassung vum Mindestloun dann och ëmmer dozou féiert, dass en dem Referenzbudget entsprécht.

Dat Zweet ass … An ech mengen, d'Madamm Cecchetti – dat wëll ech nach derbäifügen beim éischte Punkt – huet och zurecht gesot: Déi Evaluatioun vum REVIS, mengen ech, et ass wichteg, dass mer déi elo eng Kéier maachen, fir ze kucken, wat en och wierklech bréngt.

Dat Zweet ass den Niveau vun de Steieren – an d'Madamm Cecchetti hat dat och scho genannt –, a vläicht kann een do einfach déi kleng Proposen awer an de Raum geheien, déi mer och wollte mat op de Wee ginn: den Agangssteiersaz eropsetzen. Mäi Kolleeg, de Gilles Roth, huet dat oft genuch och gesot, dass mer deen op 15.000 Euro wéilten eropsetzen. Den degressive Steierkreditt fir Mindestlounempfänger, awer dann och déi substanziell Steiererliichterunge fir Monoparentallen a Witwer.

Dat Drëtt ass och, dann eng Kéier d'Aarbecht vu bannen eraus erëm ze stäerken, virun allem iwwer Weiderbildungen. An den Här Minister, den Aarbechtsminister, hat elo just nach iwwert déi ganz Formatioun och geschwat, an ech mengen, dass dat wichteg ass, och an den Entreprisen eebe bedierfnesgerecht Weiderbildungen ze maache fir déi Mënschen, fir dass se kënnen an hirem Liewe weiderkommen a vu bannen hier gestäerkt kënne ginn.

An dann dat Véiert ass natierlech, dass déi betraffe Mënsche selwer an hirer Saach gestäerkt ginn. An do ass zum Beispill eng Méiglechkeet nach eng Kéier d'Staffelung vum Kannergeld, déi mer och schonn ëfters gefrot hunn, eebe vun dräi Kanner oder méi, dass mer déi dann deene Familljen eeben och mat op de Wee ginn, fir se vu bannen hier an deene Familljen ze stäerken.

Ech denken – an ech kann dat och am Numm vun eiser Fraktoun soen –, dass et wichteg ass, dass mer weiderhin derfir astinn, dass et eng Strategie gëtt fir d'Bekämpfung vun der Aarmut a vum Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg an dass mer déi misste ganz genau mat engem besonnesche Bléck op d'Working Poor schäerfen.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Galles. An déi nächst Riednerin, déi scho prett ass, ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Aarbecht ass de beschte Moyen, fir den Aarmutsrisiko ze miniméieren. Et war och an dëser Logik, datt ënnert der Ministesch Corinne Cahen de Revenu minimum garanti, kuerz RMG, duerch de Revenu d'inclusion sociale, kuerz de REVIS, ersat gouf. Den RMG hat nämlech negativ Auswierkungen op d'Motivatioun vun de Leit, eng Aarbecht ze fannen. Den RMG hat et och ëmmer just engem Erwuessenen am Haushalt erlaabt, Deel vun enger Beschäftegungsmesür ze sinn. Mam REVIS kënnen zwee Erwuessener un enger Beschäftegungsmesür deelhuelen, an d'Héicht vun der Allocatioun gouf dorunner gekoppelt, aktiv no enger Aarbecht ze sichen.

Leider gëtt et awer och Fäll, wou d'Aarbecht sech net méi lount. Déi sougenannt „Working Poor" ginn zwar schaffen, mee um Enn vum Mount kréie si d'Enner net beieneen. Jo, verschidde Leit hunn zwar eng Aarbecht, mee et geet net duer, fir sech eng Wunneng ze leeschten. Si iwwernuechte bei Kolleegen, schlofen an hirem Auto oder liewe souguer op der Strooss.

Zu Lëtzebuerg waren 2022 12,9 % vun de Leit, déi schaffen, dem Aarmutsrisiko ausgesat, bei enger EU-Moyenne vun 8,5 %. Zu de besonnesche Risikogruppen ziele Persoune mat Migratiounshannergrond, Jonker ënner 25 Joer, Independanten, Elengerzéiender a Leit, déi just e CDD hunn. Ausserdeem si Locatairë mat 35 % méi vum Aarmutsrisiko betraff wéi Proprietäre mat 11,4 %.

Haushalter mat engem eenzegen Akommes sinn natierlech besonnesch vulnerabel. Bei den héije Liewenskäschten a Loyerspräisser ass dat net verwonnerlech. Fir Monoparentallen ënnert d'Äerm ze gräifen, gouf de Crédit d'impôt monoparental agefouert. 2017 gouf dëse souguer verduebelt op 1.500 Euro, wann de Revenu ënner 35.000 Euro d'Joer läit. Ab dësem Joer gouf e souguer nach eng Kéier gehéicht. Elo kritt en Elengerzéiende mat engem järleche Revenu vun ënner 60.000 Euro 2.505 Euro als Crédit d'impôt guttgeschriwwen. Bei engem Revenu vun 105.000 Euro kritt ee souguer nach 750 Euro am Joer. Trotzdeem ass et eise But, duerch eng ëmfaassend Steierreform d'Monoparentallen nach weider ze entlaaschten.

Vum Aarmutsrisiko betraff sinn och heefeg Persounen, déi als Interim schaffen, oder Plattformaarbechter. De Statutt vum Plattformaarbechter ass heiansdo flou. Op EU-Niveau lafen aktuell Diskussiounen, fir eendeiteg Reegele festzeleeën, wéini een als Salarié oder als Independant gëllt. Haut gi se oft als Selbststänneger klasséiert a sinn domadder sozial net esou gutt ofgeséchert, wéi wa se Salarié wären.

Independantë sinn doduerch am Verglach mat de Salariéen och engem méi héijen Aarmutsrisiko ausgesat. De Gros vun den Independantë gehéiert nämlech net zu de Groussverdénger. Virun allem an der Ufanksphas bleift um Enn des Mounts net ganz vill vun de Suen iwwreg. Bal alles gëtt an den Opbau vun dem Betrib investéiert an et ass dann net seelen, datt Independantë grad am Ufank manner wéi de Mindestloun verdéngen. Dowéinst ass et och dréngend noutwenneg, dass d'Ongläichheete beim Traitement vun Independanten a Salariéen aus der Welt geschaf ginn, zum Beispill duerch d'Aféiere vun engem Statut unique. Independantë mussen ënner anerem Zougang zum Chômage kréien, wéi och zu engem Revenu de remplacement, wa se opgrond vun externe Facteuren hirer Aktivitéit temporaire net méi no kënne goen.

D'Präisser um Immobiliemarché a virun allem déi héich Loyere verstäerken de Risiko, an d'Aarmut ze rutschen. Grad an der aktueller Situatioun spëtzt sech dëst weider zou. Déi héich Zënse féieren derzou, dass manner Leit eng Wunneng kafen, d'Demande fir ze loune klëmmt an domadder am Moment och d'Loyerspräisser. Et muss also och beim Logement ugesat ginn, fir den Aarmutsrisiko ze reduzéieren. Am Dezember 2017 goufen d'Krittäre fir d'Eligibilitéit fir d'Subvention loyer esou ugepasst, datt däitlech méi Menagë se ufroe konnten. D'lescht Joer gouf dës Subventioun dann nach eng Kéier gehéicht.

Dës Regierung ënnerstëtzt och d'Gestion locative sociale. Privat Proprietäre solle motivéiert ginn, hir Wunnengen zu engem reduzéierte Loyer de Leit zur Verfügung ze stellen, déi um reguläre Marché keng Wunenng fannen. Nach d'lescht Woch hu mir do de steierleche Fräibetrag op de Loyer vu 50 op 75 % gehéicht, fir méi Ureiz dofir ze schafen.

Zu gudder Lescht ass et och wichteg, dass all eis Kanner eng gutt Basis fir d'Zukunft hunn. Well de Migratiounshannergrond och ee Facteur fir Aarmutsrisiko ka ginn, bréngt et scho vill, Ongläichheeten an der Schoul ze miniméieren an d'Chancëgläichheet ze verbesseren. Mam neie Service de l'intégration et de l'accueil maache mir e weidere Schratt an dës Richtung. Kanner, déi nei an d'Land plënneren, kënnen op fräiwëlleger Basis iwwer eng Phas vun zwee Joer individuell begleet ginn. No dëser Integratiounsphas komme si da vun enger Empfangsklass an eng regulär Schoulklass. Bis dohinner gouf eng gutt Basis geschaf, op där si wärend hirer weiderer Schoulkarriär opbaue kënnen.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. Fir de Problem vun de Working Poor gëtt et net déi eng an och keng einfach Léisung, mee et gëtt duerchaus Stellschrauwen, un deenen een dréie kann, fir d'Situatioun ze verbesseren. Vill gutt Mesüre goufe vun dëser Regierung geholl. Déi nächst Regierung muss genee do weiderfueren.

Ech soen Iech Merci an ech soen och Merci fir dës Aktualitéitsstonn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci och. An den nächste Riedner ass den Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'éischt wollt ech der Madamm Cecchetti Merci soe fir dësen Debat. Ech wollt se awer och drun erënneren, dass mengen Informatiounen no d'Kannergeld erëm indexéiert ass an dass et also net esou ass, wéi wann dat der Regierung egal gewiescht wier.

Et ass genau ee Joer hier, dass mer heibannen iwwer adequat Léin diskutéiert hunn, an dat bei Geleeënheet vum Debat iwwert d'Mindestloundirektiv vum sozialisteschen EU-Kommissär fir Beschäftegung, Soziales an Integratioun, dem Nicolas Schmit.

D'LSAP ass ganz kloer der Meenung, dass all Mënsch, dee schafft, muss kënnen dezent vun sengem Akommes liewen. A wann een iwwer Working Poor schwätzt, hëlt een am Fong just en neit, modernt Wuert, fir en aalt Phenomeen ze beschreiwen: De Fait, dass Leit schaffen, vill schaffe souguer heiansdo, an awer net esou bezuelt ginn, fir mat hirer Famill hallefweegs anstänneg kënnen ze liewen, deen ass esou al wéi eise Wirtschaftssystem.

An et ass an de leschte Joerzéngte villes erreecht ginn, fir deem entgéintzewierken: Mindestléin si festgesat ginn, Kollektivverträg hunn derfir gesuergt, dass vill Leit, déi schaffen, besser gestallt gi sinn, an och den Index ass e wichtegt Element, fir ze verhënneren, dass d'Akommesse vun der Inflatioun opgefriess ginn.

Här President, wéi seet de Lëtzebuerger? „Et kann ee sech dréien, wéi ee wëll, den Hënner bleift ëmmer hannen." Dat ass och esou bei der Bekämpfung vum Working-Poor-Phenomeen, dee esou enk mat der Lounpolitick verbonnen ass wéi zwee siameesesch Zwillingen. An déi Lounpolitick bleift – leider, kann ee soen – leider nach ëmmer ee vun deene grousse Sträitpunkten an der Ausernanersetzung tëschent Patronat a Salariat.

Wa mir et an engem historeschen Accord 2009 fäerdegbruecht hunn, e gemeinsame Statutt vum Salarié ze schafen, musse mir haut feststellen, dass mer amgaange sinn, nei Trennlinne beim Salariat ze kreéieren, an zwar tëschent deene Salariéen, déi ënner Kollektivvertrag schaffen, an deenen, déi sech domadder mussen zefriddeginn, wat de Gesetzgeeber als Minimum festleet.

Ëmsou méi gesinn ech et als eis verdammte Flicht un, dass mir hei allkéiers erëm d'Fro stellen, wat mer solle maachen, fir dass mer Reegelunge fannen, dass jiddwereen iwwert d'Ronne kënnt. Ech sinn dofir frou, dass d'LSAP bei de leschte Wale kloer gesot huet, dass se fir strukturell Erhéijunge vum Mindestloun antrëtt. An dat war eng vun den éischte

Realisatiounen, déi dës Regierung gemaach huet. Dir kennt déi Geschicht, déi berüümt 100-Euro-Geschicht.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Et ass och esou, dass de Mindestloun an de leschte fënnef Joer ëm ronn 500 Euro brutto an d'Luucht gaangen ass. Dobäi kënnt de Steierkreditt. Och eng ganz Rei vu Sachleeschtunge sinn derbäikomm: gratis ëffentlechen Transport, gratis Schoulbicher, Musekunterrecht, Kannerbetreiung a sou weider – Dir kennt dat alles.

Mir wëssen awer och, dass déi Leeschtungen – an dat ass wichteg ze betounen – net berücksichtegt gi bei den internationale Berechnunge fir d'Moosse vun den Ongläichheeten a vun der Aarmut. Mee mer wëssen awer genau sou gutt, dass dat deene Leit, déi zouneemend vun Aarmut bedrot sinn, zimmlech egal ass. Si hunn aner Suergen, wéi déi Krittären ze analyséieren, déi den Aarmutsrisiko berechnen.

Här President, fir den Aarmutsrisiko ze bekämpfen, muss den onbefristen Aarbechtskontrakt d'Reegel sinn a bleiwen. Besonnesch d'Plattformaarbechter musse besser beschützt an och d'Scheinselbstständegkeet muss konsequent bekämpft ginn.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | D'Haaptbelaaschtung fir d'Mënschen ass a bleift natierlech de Logement, och dat ass virdrun hei gesot ginn.

Fir eis – an dat soll een awer och hei soen – sinn och Steieren e Mëttel fir d'Ëmverdeelung an domat och e Mëttel zur Aarmutsbekämpfung, an dofir setze mir eis weiderhi fir eng gerecht Steierreform an. De Mindestloun muss steierfräi bleiwen, d'Steiertabell muss strukturell iwwerschafft ginn an et däerf och net méi dozou kommen, dass ganzer sechs Indextranchen an der Steiertabell net neutraliséiert ginn. Fir eis ass et kloer, dass déi kleng a mëttel Akommessen, an zwar bis wäit an d'Mëttelschicht eran, mussen entlaascht ginn. A genausou kloer ass et fir eis, dass déi Superräich mat 300.000 a 500.000 Euro Joresakommes musse méi belaascht ginn, fir dat géigenzefinanzéieren, woumat mer déi aner, déi et brauchen, entlaaschten.

A well gëschter hei vun engem CSV-Deputéierten en dach zimmlech gewote Verglach gemaach ginn ass vun enger eemoleger Staatsausgab mat enger struktureller Steierreform, wëll ech hei soen, dass ech wierklech hoffen, dass d'CSV zu hirer Stellung steet, déi se nach bei Geleeënheet vun eiser Steierdebatt hei haten, an dass dee faméise Sproch, „Ech wëll, dass jiddweree manner Steiere bezilt", just e fatzegen Ausrutscher war vun engem iwweräifrege Spëtzekandidat, deen de Sënn fir déi politesch a finanziell Realitéite vun eisem Land verluer huet. Mat Steiergeschenker fir déi, déi et net brauchen, mécht een op kee Fall Aarmutsbekämpfung!

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci der Madamm Cecchetti fir d'Ufro vun dëser Heure d'actualité, déi e ganz wichtege Sujet an eis Aktualitéit brëngt. Am Joer 2020 hu 17,4 % vun der Populatioun zu Lëtzebuerg ënnert dem Seuil de pauvreté monétaire gelieft. Ënnert den 18- bis 24-Järege war mat 30,7 % en erschreckend héijen Taux an de Statistiken ze gesinn. Et ass ganz sécher e Paradox an eiser Leeschtungsgesellschaft, wann een trotz Aarbecht aarm ass. Eng Situatioun, déi eiser Meenung no intolerabel ass an déi mer mat enger Panoplie u verschiddenen an differenzéierte Moossname mussen ugoen a wou mer awer och, an dat muss een awer och kloer ënnersträichen, och schonn amgaange sinn, drop anzegoen.

Fir mat Léisungen ze kommen, mussen natierlech an éischter Linn d'Facteuren identifizéiert ginn, déi en Impakt op d'Aarmut trotz Aarbecht hunn – an d'Virriedner sinn schonn deelweis drop agaangen –: Zum enge sinn dat Menagen, déi exklusiv vun engem Revenu ofhängeg sinn, zum aneren ass dat den Travail temporaire an à temps partiel respektiv CDDen; awer och Monoparentallen, de Secteur peu qualifié an d'Ressortissanten non luxembourgeois sinn hei besonnesch betraff.

A jo, grad fir Menagë mat niddrege Revenue stellt de Präis vum Wunnen e grousse Problem duer. Eng gutt Logementspolitick ass numol och eng gutt Sozialpolitick. Eise Logementsminister huet déi lescht Jore ferm gekämpft, fir de Retard vun de leschte Joerzéngten opzehuelen. Mir hunn ze laang eesäiteg Demandë mat der Géisskan befeiert, mam Resultat, dass d'Präisser geklomme sinn, ouni dass bezuelbare Wunnraum geschafe gouf. Eis Strategie am Logement ass, duerch de massiven Invest, den Undeel vun aktuell knapp 2 % ëffentlechem a bezuelbarem Wunnraum op 20 % ze erhéijen. An dofir goufen an dëser Legislatur déi ëffentlech Investissementer an den ëffentleche Wunnengsbau vu 40 Milliounen Euro am Joer 2017 op 173 Milliounen Euro am Joer 2023 erhéicht. Zéng Finanzéierungsgesetzer fir grouss ëffentlech Wunnprojete vun der Chamber si gestëmmt oder op de Wee bruecht ginn. An dës Projete representéieren 3.300 Wunnenge mat enger staatlecher Participatioun vun 1,5 Milliarden Euro.

(Interruption)

E Pacte Logement ass op de Wee bruecht ginn, dee säin Numm och verdéngt a sécherstellt, dass an Zukunft bei all Projet och bezuelbar Wunnengen entstinn.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Eng aner wichteg Dimensioun bei dësem Sujet ass natierlech och d'Preventioun. Wa mer vu Working Poor schwätzen, da schwätze mer leider och oft vu Kanner, déi betraff sinn. Hei musse mer konsequent agéieren an de Risiko vun enger Spiral vun Aarmut briechen. Mat dësem Wësse musse mer preventiv agéieren, andeems de Staat sech eng Gesamtstrategie gëtt, fir d'Preventioun an d'Bekämpfung vun der Kanneraarmut unzegoen. Do ass fir eis Gréng eng Kannergrondsécherung als eegestänneg Leeschtung e ganzheetlechen Outil, deen aus Kannergeld, Kannerfräibeträg a cibléierten Aiden zesummegesat gëtt an eeben och muss automatesch un de Budget de référence ugepasst ginn.

Jugendaarbechtslosegkeet ze bekämpfen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat bedeit, bei de Jonken an hire Qualifikatiounen unzesetzen. Mir stëmmen hei op dëser Plaz an e puer Wochen iwwert d'Eropsetze vun der Schoulflicht of, déi jo dorop zeréckzeféieren ass, datt et ganz héijen Taux u Schoulofbriecher gëtt. Mir schwätzen hei vun zirka 700 Jonke pro Joer, déi tëscht 16 an 18 Joer ouni Diplom d'Schoul ofbriechen. Och si sinn déi zukünfteg Working Poor. Si sinn déi, déi sech oft mat CDDen, Optrags- a Freelanceaarbecht oder am Niddreglounsecteur mussen iwwer Waasser halen.

D'soziaalt Netz zu Lëtzebuerg ass gutt, Här President, mee och e gutt Netz muss reegelméisseg gefléckt, verengt an och kontrolléiert ginn. Mir wëssen haut vu steigenden Zuelen an den Épicerie-sociallen, vu méi Mënschen, déi op d'Office-socialle mussen zeréckgräifen. Vill Sozialtransferte sinn en place, mee stëmmen awer numol och oft net mat de Budgets de référence vum Statec iwwereneen. Dësen Outil gëtt vum Statec fir verschidde Persounegruppen an -alteren ausgeschafft an indiquéiert d'Zomm, déi eng Duerchschnëttspersoun aus där Persounegrupp brauch, fir e würdegt Liewen ze féieren an deemno net aus der Gesellschaft ausgeschloss ze ginn, an ech mengen, d'Madamm Cecchetti ass och an hirer Ried schonn op dëse Facteur agaangen.

Mir Gréng plädéieren derfir, dass de REVIS an de Mindestloun un e Budget de référence ugepasst ginn an hei och den Index spillt. Ech géif gären, well ech grad de REVIS ugeschwat hunn, dovunner profitéieren, fir den Här Minister ze froen, wéi et do mat der Evaluatioun vum REVIS ausgesäit. Ech krut vu senger Virgängerin gesot, dass déi éischt Hallschent vun 2023 eng Evaluatioun sollt kommen. Ech mengen, dass déi éischt Hallschent esou lues eriwwer ass an do wiere mer natierlech gespaant, do méi Zuelen dozou ze hunn.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Mir mussen natierlech och eise Steiersystem méi gerecht maachen, dat heescht, d'Individualiséierung aféieren an dofir suergen, dass Menagë mat niddrege Revenuen entlaascht ginn.

Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nee, mir kënnen net zefridde si mat der Situatioun vun haut, an d'gesamt Aarmutsfro ass eng, déi déi nächst Majoritéit muss ganz, ganz eescht huelen! Bei der Fënnef-Minutte-Riedezäit kënne mer ganz sécher dëser akuter Situatioun net gerecht ginn. Ech soen Iech trotzdeem Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen, dass mer dës wichteg Debatt och an Zukunft ganz uewen op eisen Ordre du jour stellen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet direkt den Här Jeff Engelen. Här Engelen, et ass un Iech.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Madamm Myriam Cecchetti en häerzleche Merci fir dës Aktualitéitsstonn zu engem ganz wichtege Sujet. Et gëllt, d'Aarmut ze begrenzen an ze bekämpfen, esou gutt et geet. Grondsätzlech misst et jo esou sinn, datt e Mënsch, deen an engem Aarbechtsverhältnis steet, op d'mannst netto misst esou vill behale kënne vu senger Pai, wéi d'Aarmutsgrenz et virgesäit. Zu Lëtzebuerg muss jiddweree vu senger Aarbecht liewe kënnen, fir sech a senger Famill domat ze erméiglechen, eng mënschewürdeg Existenz opzebauen.

Mir musse feststellen, datt den Aarmutsrisiko permanent an d'Luucht geet, wéi een am Panorama social noliese kann. Speziell betraff sinn d'Menagë mat Monoparentaux. Do ass den Aarmutsrisiko säit 2005 ëm 25 % an d'Luucht gaangen a läit dem virgenannte Panorama social no elo bei 41,3 %. An Europa ass dësen Taux just an zwee Länner méi héich: Litauen a Malta.

Déi betraffe Leit sinn am Alldag extreem benodeelegt. Mee net just fir d'Ménages monoparentaux ass d'Situatioun dramatesch, och Koppele mat dräi oder méi Kanner sinn vun engem exzessiv héijen Aarmutsrisiko betraff, en Taux, deen an de leschte 15 Joer ëm 14,4 % an d'Luucht gaangen ass. 2005 war all fënneft Famill mat dräi oder méi Kanner heivunner betraff, haut ass all drëtt Famill an dëser Kategorie betraff. Hei hätte mer schonns misse méi laang reagéieren.

Als ADR hate mer d'lescht Joer am Juli 2022 an enger Motioun d'Chamber opgefuerdert, e Projet de loi virzeleeën, deen de Mindestloun integral vun der Akommessteier befreit.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Déi Motioun gouf selbstverständlech vun de Regierungsparteien ofgeleent. Grad ewéi och eis Motioun vum 9. Februar 2022, an där mer gefuerdert haten, e Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir déi automatesch Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun nees dauerhaft a Kraaft ze setzen. Dës Motioun gouf jo och leider verworf.

Effektiv si mir als ADR der Meenung, datt déi automatesch Indexéierung vun de Gehälter net duergeet, fir de Kafkraaftverloscht vun de Familljen an Aarbechter ze stoppen, wann de Steierbarème net gläichzäiteg ugepasst gëtt. Da verfeelt am Fong geholl all Indextranche hiert Zil, nämlech d'Kafkraaft ze erhalen. An ech mengen, wann ee kuckt, datt mer d'Indextranche elo ewell eng ganz Rei Joren net méi ugepasst hunn, da brauch ee sech am Fong geholl iwwert déi Kéiersäit vun der Medaill, datt d'Aarmut eropgeet, net ze wonneren.

Glécklecherweis gouf déi kal Progressioun am Mäerz 2023 vun der Tripartitt ofgefiedert, andeems de Steierbarème fir d'Joren 2023 an 2024 ugepasst gouf. Mee geet dat duer, fir d'Aarmut vun esou ville Beschäftegten hei am Land laangfristeg ze bekämpfen? Wuel kaum. Dofir widderhuele mer op dëser Plaz eis Fuerderung, datt mer och mussen an deem Beräich nom Rechte kucken.

An dann erlaabt mer nach e Wuert zu deene Selbstännegen, déi am Fong geholl op digitale Plattforme schaffen. Do misste mer och derno kucken, datt deenen hir Konditioune verbessert ginn. Dës Leit ginn dacks fälschlecherweis als „Selbstänneger" bezeechent a sinn och ganz oft vun Aarmut betraff oder bedrot. Si sinn a Krisenzäiten net ofgeséchert an droen de Risiko vun hirem Beruff a mussen och nach selwer fir hir Aarbechtsmaterialien opkommen.

Et muss een och eppes wëssen – ech mengen, wann een eng Pai huet, an et weess ee jo, wou den Hiewel unzesetzen ass –, dat ass: Et kann ee jo soen: „Wann een de Mindestloun verdéngt, da geet d'Hallschent an de Loyer oder an de Logement." An do muss een och soen: „Deen ass ze deier." Dat packen natierlech déi Leit net, och speziell Leit mat Kanner. Déi brauchen dacks zwee, dräi oder véier Zëmmer. A wéi sollen déi dat da finanzéieren, wann de Logement eropgeet?

Do wier am Fong geholl den Hiewel unzesetzen. Et muss een iwwer aner Wunnformen nodenken. An, ech mengen, mir musse jo all derfir suergen, datt all d'Leit, déi schaffen, egal wou, en Doheem behalen an och kënnen dra bleiwen.

Dann nach e Wuert zu de Sozialariichtungen. Gutt, datt et déi gëtt. Déi kennen dee Problem vum Logement ganz gutt. An et ass och gutt, datt et dës gëtt. An, ech mengen, mir missten eng Kéier an enger anerer Debatt dës Saach vill méi verdéiwen, well et ass derwäert, datt mer dat eng Kéier am Fong diskutéieren an, wat wichteg ass, se och upaken.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och Iech. An den nächste Riedner ass de Sven Clement, deen direkt de Mikro huet.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, Lëtzebuerg ass en trauregt Schlussliicht, wann et ëm d'sozial Ofsécherung vu Mënsche geet, déi schaffe ginn. De Risiko, ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen, ass immens héich fir Leit, déi Deelzäit schaffen, a fir Leit, déi eleng schaffen a Kanner hunn. Also, Elengerzéiend mussen hir Famill mat hirer Pai duerch de Mount bréngen.

Fir eis Piraten ass ganz kloer, datt deene Leit muss gehollef ginn, an dat net nëmmen op enger Front, mee op ville verschiddene Fronten. An do fänke mer u mat enger Steierreform, déi versprach gouf an net komm ass, déi awer misst kommen, fir déi Leit ze entlaaschten.

Mir Piraten fuerdere jo och eng Steierreform, déi géif op enger Individualiséierung baséieren. Dat heescht, datt Monoparentallen net méi géifen an eng méi onvirdeelhaft Steierklass zréckfalen, wa se de Status vum Monoparental kréien.

Dat bedeit och fir eis, datt de Mindestloun muss steierfräi sinn, an dann och bleiwen. Mam Mindestloun muss et sech hei am Land liewe loossen! Mee haut geet et knapps duer fir ze iwwerliewen.

De Mindestloun non qualifié, no Ofzuch vun allem, no allen Transferten, läit netto ënnert dem Aarmutsrisiko. Mir hu 5.500 Leit an e puer, déi op abordabele Wunnraum waarde bei de staatleche Promoteuren. An d'Moyenne vun hirem Revenu pro Mount – also dat, wat se disponibel hätten, an do hu se nach kee Loyer bezuelt –: 1.700 Euro. 1.700 Euro ass 400 Euro manner wéi d'Aarmutsgrenz vun 2.111 Euro, déi mer de Moment hunn. Här President, fir eis ass dat net akzeptabel a mir mussen dorunner dréngend schaffen.

Fir eis ass awer och e weidere Schrëtt, fir d'Aarmut trotz Aarbecht ze bekämpfen, datt d'Interimagencë méi encadréiert ginn. Mir wëllen Interimaarbecht net verbidden – fir gewësse Leit an och fir verschidde Firme bitt et déi Flexibilitéit, déi se selwer sichen –, mee mir soe ganz kloer, datt et hei awer zu Abuse koum an och weiderhi wäert kommen, wa mer dat net strikt encadréieren.

Zum Beispill si Leit ëmmer erëm iwwert déi selwecht Agence bei deem nämmlechten Employeur agestallt ginn, ouni dee festen Aarbechtskontrakt ze kréien, deen am Gesetz u sech virgeschriwwen ass. Jo, et ass illegal! Mee wa keng Kontrollen do sinn a mer erwaarden, dass de Prekäersten an der Ketten op eemol dee mam meeschte Courage muss sinn, dann, mengen ech, hu mer net gutt geschafft.

Eng Politick, déi deene Leit zegutt kënnt, déi et brauchen, dat bedeit fir eis och d'automatescht Ausbezuele vun de jeeweilege Steierkreditter fir déi Leit, déi se zegutt hunn; dorënner zum Beispill de Crédit d'impôt monoparental. E soll net nëmmen automatesch ausbezuelt ginn an eisen Aen, nee, e soll och – änlech wéi d'Barèmen – indexéiert ginn, fir sécherzestellen, datt en de Leit och laangfristeg genuch hëlleft a mer net ëmmer erëm hei an der Chamber mussen iwwert déi nämmlecht Problematiken diskutéieren.

An och net nëmmen d'Steierkreditter sollen automatesch ausbezuelt ginn. Mee och Aiden, wéi zum Beispill d'Allocation de vie chère, sollen automatesch an all Mount de Leit zegutt kommen, wa se eligibel sinn.

Ech kann dat Argument, datt esou Saachen net méiglech wären, u sech net méi héieren. Mir sinn 2023 a mir bréngen et fäerdeg, datt mer an engem Dag oder an zwee Deeg Produiten aus der ganzer Welt op Lëtzebuerg kréien, wann ee se bestellt. Mir kréie Virementen, wou mer et fäerdegbréngen, Instantané-Virementen ze maachen. A wann ech Viremente vum Staat kréien, dauert et ëmmer nach méi laang, wéi wann een e Virement vun enger Persoun bei eng aner mécht.

Et gëtt vill ze vill Leit, déi Aiden oder Crédit-d'impôten zegutt hätten a se duerch administrativ Hürde net ufroen. De Staat dierf hei net vun der Onwëssenheet vun de Leit profitéieren a muss deene Leit et esou einfach wéi méiglech maachen, fir un déi Aiden ze kommen, déi se zegutt hunn. Et kann net sinn, datt Geldausginn op enger Onlineplattform méi einfach ass, wéi eng Aide beim Staat unzefroen, déi een d'office zegutt hätt!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wëll ech awer de Kolleeginne vun déi Lénk Merci soe fir dës Heure d'actualité, well et ass e wichtegt Theema. Et ass en Aarmutsbekenntnis fir eis Politick an et kann net esou weidergoen, wann ee sech d'Zuelen ukuckt. Dofir mussen déi Mesüren, déi ech elo hei ugerass hunn, séier ëmgesat ginn an ech hoffen, dass déi nächst Regierung sech déi heite Proposen zu Häerz wäert huelen. Well leider schwätze mer all Joer iwwert dat nämmlecht, ouni datt sech nennenswäert eppes an déi richteg Richtung beweegt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

An d'Regierung huet direkt d'Wuert. Den Aarbechtsminister, den Här Georges Engel.

Prises de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci, léif Deputéiert, déi d'Wuert geholl hunn, an och Merci dem Myriam Cecchetti fir dës Aktualitéitsstonn.

Ech soen ëmmer: „Mir schaffe fir ze liewen a mir liewen net fir ze schaffen." An dofir ass et wierklech mol quasi net akzeptabel, wann et Leit gëtt, déi sech all Dag ëmmer erëm asetzen, fir eng gutt Aarbecht ze maachen, fir dat am Interêt vun hirem Patron an am Interêt vun der ganzer Gesellschaft ze maachen, an dann awer um Enn vum Mount net genuch hunn, fir kënnen hiert Liewen ordentlech ze gestalten.

An trotzdeem muss ech an dësem Kontext awer och eng Kéier eppes iwwert déi Eurostat-Zuelen soen an déi och an de richtege Kontext setzen, well – et ass virdrun och scho gesot ginn – meng Statistiker soen ëmmer: „De toute façon, les études d'Eurostat ne sont jamais représentatives pour le Luxembourg", well Lëtzebuerg awer eng ganz speziell Situatioun huet.

An et gesäit een ëmmer erëm, datt, wann een déi Zuelen do analyséiert, oft an der Foussnott do steet: „Rupture de série" – et gouf dorobber higewisen. Dat wëll heeschen, datt d'Methodologie geännert huet a fir verschidde Resultater, déi do erauskommen, kann dat dann och eng aner Interpretatioun zouloossen.

Mee onofhängeg vun der Methodologie an egal, wéi d'Zuele sech duerstellen, muss jiddweree kënne vu sengem Loun engem dezente Liewen nogoen.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An d'Regierung huet sech vun Ufank un agesat, fir d'Aarbecht ze valoriséieren. An esou war et eng vun den éischten Aktioune vum Dan Kersch, dass de Mindestloun ëm 100 Euro gehuewe ginn ass. Dat war batter néideg an dat hat och direkt ganz positiv Repercussiounen.

De Mindestloun ass natierlech och all zwee Joer un d'Evolutioun vun de Salairen ugepasst ginn. Den Indexmechanismus ass net a Fro gestallt ginn an d'Regierung ass awer och op aneren Niveauen aktiv ginn, déi net direkt eppes mat de Salairen ze dinn hunn, déi awer déi sougenannt „Working Poor" zousätzlech ënnerstëtzen. An egal, ob ee se elo Working Poor nennt oder op Terme vu fréier geet, et geet drëm, datt déi Leit wierklech vill Schwieregkeeten hunn, fir um Enn vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen, an dat ass net ok.

An dofir sinn awer eng ganz Rei vu Mesüre geholl ginn, déi hëllefen, dass et méi einfach soll ginn, fir awer iwwert d'Ronnen ze kommen: ënner anerem de gratis ëffentlechen Transport, d'Schoulbicher si gratis ginn, d'Kannerbetreiung ass gratis ginn an et sinn nach vill aner Saache genannt ginn. An déi sougenannt Prestations en nature, déi sinn an dëser Etüd net consideréiert ginn, an déi sinn awer substanziell, et soll een dat awer net vergiessen. A mir hunn och an der Tripartitt eng ganz Rei vu Mesüren iwwerholl a gestëmmt, déi de Leit sollen ënnert d'Äerm gräifen, an do sinn och d'Steierkreditter dobäi an och strukturell Upassunge vum Steierbarème un d'Inflatioun. An och déi Steierkreditter, déi sinn net an dëser Etüd mat a Consideratioun geholl ginn, an dat ass awer Cash, dat ass awer Cash an d'Täsch fir d'Leit, déi Steierkreditter. Dofir, obwuel ech déi ganz Situatioun vun de Working Poor net wëll hei relativiséieren an net wëll erofspillen, op kee Fall, muss een awer, wann een d'Zuele matenee vergläicht, och dat Richtegt mat deem Richtege vergläichen. An do hunn ech hei e bëssen d'Gefill, dass dat net ganz korrekt ass.

An et muss een och nach eppes anescht soen. De Logement – et ass och virdru gesot ginn – bleift eng vun den Haaptdepensë vun de Menagen, grad vun deenen, déi sech keng Wunneng kënne kafen a weeder ofbezuelt hunn nach eng Chance haten, eppes geierft ze hunn. An et ass dofir quasi pervers, wann ech héieren, dass d'Loyerspräisser an d'Luucht ginn. Do gëtt et Leit, déi ënnert dem Decknumm vun der Profitmaximéierung wierklech d'Leit ausquetsche wéi Zitrounen. An ech hoffen, datt déi Proprietären, déi et sech kënnen erlaben, och e bëssen d'Solidaritéit spille loossen an net déi Leit ausquetsche wéi Zitrounen, fir och dat Lescht nach aus hinnen erauszepressen, fir nach méi Loyer ze froen. Dir gesitt, datt d'Fro wäit iwwert de Salaire erausgeet; dat ass eng gesellschaftspolitesch Fro an eng Fro vu Solidaritéit och zu eise Matbierger.

Vläicht nach e Wuert zu der Plattformaarbecht. D'Gesetz ass fäerdeg. An et huet laang sou ausgesinn, wéi wa keng Direktiv géif zustanekommen, ganz, ganz laang. Souguer den Nicolas Schmit als zoustännege Kommissär huet gesot: „Ech mengen net, dass mer eng Direktiv wäerten an der nächster Zäit kréien." An dunn ass et awer ënnert der schweedescher Presidence relativ séier virugaangen a mir konnten eis dunn op en Text eenegen. Et ass wierklech vill méi séier am Conseil virugaangen, wéi mer dat geduecht haten. An Dir wësst, datt Lëtzebuerg sech ëmmer staarkgemaach huet fir eng staark Direktiv. An elo gesäit et sou aus, wéi wann ee sech – mat vill Chance – Enn 2023 an den Trilogen an am Europaparlament kéint iwwert den Text eens ginn. Dofir, well mer eis souwisou da mussen der Direktiv upassen an och musse kucken, wat an där Direktiv dran ass, huet et elo u sech net vill Sënn, e Plattformgesetz ze deposéieren – an ech soen et nach eng Kéier, et ass fäerdeg, fir et elo ze deposéieren –, wa mer et herno mussen erëm upasse par rapport zur Direktiv. Dofir verstinn ech ganz gutt, dass een eppes fir déi Leit op de Plattforme wëll maachen. Et ass och ganz richteg, datt mer eppes do musse maachen an et geschitt jo och eppes. A Lëtzebuerg huet ganz staark gehollef, dass mer déi Direktiv do zustane kréien.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An dann nach e lescht Wuert zum Mindestloun. Och do gëtt et jo eng Direktiv an do wäerte mer eis dann och musse mat der Direktiv konform setzen. An do gëtt et zwee Krittären, déi d'Madamm Cecchetti richteg gesot huet: de Salaire médian oder de Salaire moyen, ee vun deene Krittäre muss een erfëllen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Entweeder 60 % vum Salaire médian oder 50 % vum Salaire moyen. An och do hänkt et e bësse vun de Rechnungen of, déi ee mécht. Mee op alle Fall, am Moment ass et sou, dass mer mat eisem Mindestloun – deemno wéi enger Rechnung een elo hëlt – bei tëscht 59,39 % a 64,53 % vum Salaire médian leien. Also mir leien do wierklech an de Paragen, wann een dat géing opronnen, wäre mer wierklech an de Paragë vun dem Salaire médian, soudass mer do déi Direktiv elo schonn erfëllen.

Beim Salaire moyen ass et bëssen anescht, do leie mer tëscht 76,75 % an 49,36 %. Och do leie mer no drun, awer nach net esou gutt wéi beim Salaire médian. Mee vu datt nëmmen eng Konditioun gefrot ass, géinge mer do och d'Krittäre fir déi Direktiv erfëllen.

Voilà, merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Aarbechtsminister Georges Engel. Da musse mer nach iwwert déi zwou …

Une voix | Nee!

M. Fernand Etgen, Président | O, pardon.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Ech bieden Iech.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hunn den Här Minister vergiess gehat. Dat deet mer awer leed.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Ech bieden Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass nach nei an ongewinnt, Här President.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Här President, de Staat huet eng ganz Rei Mesüren en place gesat, fir géint de Phenomeen vun de Working Poor ze kämpfen, ugefaange mat der Allocation de vie chère, déi sech spezifesch un d'Menagë mat engem niddregen Akommes riicht, fir d'Präisdeierecht opzefänken.

D'Regierung huet d'Allocation de vie chère och iwwert déi lescht Jore konsequent erhéicht. Nodeems d'Montante vun der Allocation de vie chère fir 2021 permanent ëm 10 % eropgesat goufen, ass d'Allocation de vie chère fir d'Joer 2020 (veuillez lire: 2022) nach eng Kéier ëm op d'mannst 200 Euro erhéicht ginn. A fir d'Joer 2023 variéiert de Montant tëscht 1.652 an 3.304 Euro, ofhängeg vun der Composition de ménage.

E weidert zentraalt Element am Kampf géint de Phenomeen vun de Working Poor ass d'Allocation d'inclusion am Kader vum REVIS. Dëst ass eng finanziell Hëllef, vun där och déi Leit profitéiere kënnen, déi schaffen an deenen hiert Akommes ënner engem gewësse Seuil läit. Sou gëtt garantéiert, dass d'Leit genuch Moyenen hunn, fir en dezent Liewe kënnen ze féieren.

D'Allocation d'inclusion ass domadder en indispensabelt Element am System vun de sozialen Transferen an e Sécherheetsnetz besonnesch fir Menagë mat Kanner. Zu där Konklusioun kënnt och de Statec a sengem Rapport „Travail et cohésion sociale" vun 2022. Hei gëtt konstatéiert, datt virun allem d'Familles nombreuses an Elengerzéier, déi de Mindestloun verdéngen, vun der Allocation d'inclusion profitéieren. Gemooss um Budget de référence, also de Ressourcen, déi d'Leit mussen hunn, fir kënnen e Liewen an Dignitéit ze féieren an aktiv zu Lëtzebuerg un der Gesellschaft deelzehuelen, erméiglecht d'Allocation d'inclusion de concernéierte Familljen, en ugepasste Liewensstandard ze erreechen.

Wa Leit Schwieregkeeten hunn, fir déi zwee Enner um Schluss vum Mount beieneen ze kréien, gëtt et jo och nach déi 30 Office-sociallen uechter d'Land. Si sinn e ganz wichtegen Acteur, un dee jiddereen, dee sech an enger schwiereger Situatioun, an esou enger Situatioun befënnt, sech kann adresséieren, fir eng individuell Hëllef unzefroen.

Et gëtt dann och nach eng Rei generell Mesüren, fir Leit oder Familljе mat geréngem Akommes ze ënnerstëtzen, déi iwwert déi lescht Jore vun der Regierung ausgebaut oder agefouert goufen. Dorënner falen zum Beispill d'Energieprimm, déi tëscht 200 a 400 Euro läit, awer och déi verschidden Aides au logement wéi d'Subvention Loyer, de Crédit d'impôt monoparental, d'Reindexéierung vum Kannergeld oder nach d'Mesüren aus dem Solidaritéitspak 3.0.

Ech wëll och nach gären déi sougenannt Prestations en nature ervirhiewen, déi derfir suergen, dass de Revenu, deen e Menage zur Verfügung huet, erhéicht gëtt. Hei denken ech zum Beispill un de Chèque-service accueil, d'gratist Iessen an der Schoul, de gratis Museksunterrecht, awer och d'gratis Hausaufgabenhëllef. De Staat huet also e System en place, fir geziilt deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi keng héich Pai hunn, a fir hinnen esou déi néideg Moyene mat op de Wee ze ginn, fir dass si hir Situatioun verbessere kënnen an aktiv un der Gesellschaft deelhuele kënnen.

D'Erausfuerderung, virun där mer stinn, ass, derfir ze suergen, dass déi betraffe Leit och an de Genoss vun deenen Aidë kënne kommen. Mir wëssen nämlech, dass et Leit gëtt, déi verschidden Hëllefen net an Usproch huelen, obwuel se Urecht dorobber hunn. Fir de Leit kënnen effikass ze hëllefen, ass et awer wichteg, dass se och all d'Mëttelen ausschëpfen, déi hinnen zur Verfügung stinn.

Dofir hu mir decidéiert, dëse Phenomeen vum sougenannte „Non-recours" op de Leescht ze huelen. Ënnert der Leedung vum Familljeministère befaasst den Observatoire des politiques sociales sech aktuell mam Sujet „Non-recours aux prestations sociales" a wäert an den nächste Méint eng Rei Prestatiounen analyséieren an och d'Fro vun der automatescher Ausbezuelung. Zil ass et, en Avis ze preparéiere mat Recommandatiounen, fir dësem Phenomeen entgéintzewierken.

Generell ass et mir wichteg, den Accès zu den Aiden ze vereinfachen. E klengen éischte Schrëtt gëtt dës Woch gemaach, andeems den neien Internetsite vum Fonds national de solidarité, kuerz FNS, lancéiert gëtt. Och d'Digitaliséierung soll nach méi staark an dëse Prozess matagebonne ginn. Zil ass et, eng Aart digitalen Office social ze kreéieren, wou d'Leit eng éischt Iddi kréien, wat den Office social fir si maache kann, an hinnen esou och de Wee an den Office social ze erliichteren. Dëst soll natierlech op kee Fall de Sozialaarbechter um Terrain ersetzen, mee generell d'Missioune vun den Office-sociallen nach méi breet promouvéieren, den Accès vereinfachen an esou d'Hemmschwellen ofbauen.

D'Chamber huet dann och – an ech sinn drop ugeschwat ginn – der Regierung den Optrag ginn, de REVIS ze evaluéieren, dee mat der Allocation d'inclusion eng wichteg Roll spillt am Kampf géint de Phenomeen vun de Working Poor. Ech hunn dës Evaluatioun als fréieren Deputéierte selwer gefrot an dofir läit et mir natierlech besonnesch um Häerz, Iech déi Resultater vun den Aarbechten an d'Familljekommissioun presentéieren ze kommen, fir dass jiddereen um selwechte Wëssensstand ass a mir d'Diskussioune ronderëm dee Sujet versachleche kënnen.

Dann nach, well ech drop ugeschwat gi sinn, d'Mesüren, wat besonnesch d'Familles monoparentales ugeet. Do wëll ech vläicht nach drop hiweisen, dass d'Monoparentallen dem Aarmutsrisiko jo besonnesch

ausgesat sinn. An ech géif gär just déi Mesüren – nieft deenen, déi allgemeng fir d'Menagë sinn – eng Kéier ernimmen, déi de Mëtten elo vläicht nach net hei ugeklonge sinn, déi awer, mengen ech, ganz wichteg sinn.

Am REVIS kréien d'Kanner, déi an elengerzéiende Familljе liewen, e Montant forfaitaire de base, dee méi héich ass wéi de Basismontant, deen e Kand kritt, dat an enger Famill mat den zwee Elterendeeler lieft. Hei ass also eng ganz konkreet Mesür, fir géint d'Aarmut vun den elengerzéiende Familljе virzegoen. Och am Congé parental hunn elengerzéiend Eltere méi Flexibilitéit, wat den éischte Congé parental ugeet. Am Beräich vun de Steieren ass de Crédit d'impôt monoparental eng Manéier, fir den elengerzéiende Familljе geziilt finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Ausserdeem gëtt d'Monoparentalitéit an de Steierklasse berücksichtegt. Wann en elengerzéienden Elterendeel Alimenter zougeschwat krut an den Expartner dës awer net bezilt, och da kann den FNS, de Fonds national de solidarité, d'Alimenter virstrecken.

Ech géif ganz gären nach der Madamm Myriam Cecchetti – dat hunn ech vergiess – villmools Merci soen, fir dës ganz pertinent Heure d'actualité op den Ordre du jour gesat ze hunn, an Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Familljeminister Max Hahn. Dann awer nach Parole après ministre fir d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, villmools merci. Här Minister, et freet mech, dass Der e groussen Alliéierte sidd an der d'Fro ronderëm d'REVIS-Evaluatioun. De ganze Secteur waart gespaant drop. Et gouf och nach eng Kéier kloer um rezente Caritas-Forum virun e puer Wochen ugeschwat. Ech freeë mech, datt der domat an d'Kommissioun kommt. Hutt Der schonn ongeféier eng Iddi, wéini dat wier? Ech weess, mir si grad wierklech beschäftegt mat enger ganzer Rei wichtege Gesetzestexter, mee ech mengen, et wier wierklech pertinent, och elo nach virun de Walen, dass mer do Zuelen an Donnéeën hätten, fir kënnen dorobber weiderzeschaffen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Genau. Ech gesinn dat d'selwecht wéi Dir. Ech ginn Iech awer och Recht, dass mer vill Gesetzestexter hunn, déi mer nach duerch wäerte kréien. A soubal, wéi d'Plagen ... Mir hu ganz vill Plagë reservéiert, dat hutt Der vläicht scho gesinn, wou den Ordre du jour nach net fixéiert ass. An ech ginn dervun aus, dass mer dat ganz zäitno kënnen zesumme maachen, well ech mengen, et interesséiert eis alleguer. A wéi gesot, et ass einfach ganz wichteg, fir och déi ganz Diskussioun ronderëm ze versachlechen an ze kucken, wou ee vläicht nach dat eent oder anert am Sënn vun de sozial schwaache Leit hei am Land ka verbesseren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Familljeminister Max Hahn.

Résolutions

Dëse Punkt kënne mer awer net ofschléissen, ouni nach iwwert déi zwou Resolutiounen ofzestëmmen.

Résolution 1

Déi éischt Resolutioun vun déi Lénk: Wëllt nach een zu där Resolutioun Stellung bezéien? Den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och fir d'Virstellung vun der Resolutioun. Ech wollt just soen, ech hat dem Minister elo ganz gutt nogelauschtert an ech hu verstanen, dass mer dat, wat Der hei frot, hei zu Lëtzebuerg schonn erreecht hunn, wat de Salaire médian ugeet. Dofir kann ee mat där Formuléierung, déi Der hei gebraucht, net averstane sinn. Wann Der sot, mir sollen „veiller à ce que le Luxembourg se conforme", dat géif also schonn heeschen, mir wären net konform, „dans les plus brefs délais", dat ënnersträicht dat nach eng Kéier.

An dofir géif ech Iech bieden, entweeder den Text ze änneren oder mir kënnen et an där doter Form net matstëmmen. Mir kéinten domat averstane sinn, wann Der géift soen, dass d'Chamber sollt weiderfueren, „continuer à veiller à ce que le Luxembourg soit conforme à la directive". Dann hätte mer kee Problem domadder. Mee wann Der esou en Text gebraucht, wou Der ënnerstellt, mir wären net konfom, a mir sinn awer konform, dann hunn ech e Problem.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An ech ginn direkt d'Wuert zréck un den Auteur vun der Resolutioun.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Honorabelen Här Kersch, ganz gären. Ganz, ganz gären. Wann dat esou eriwwer sollt komm sinn ... Jo, et steet effektiv net gutt hei, mee sou, wéi Dir et formuléiert hutt, ganz gären, wann Dir et da kënnt matdroen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, gutt. Wann Dir domat averstane sidd, da kënne mir ganz gutt domat liewen.

M. Fernand Etgen, Président | Gëtt et nach weider Wuertmeldungen zu dëser Resolutioun? Kënne mer iwwert dës Resolutioun à main levée, mat där Änderung wuelverstanen, ofstëmmen?

(Assentiment)

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant que le taux de la pauvreté laborieuse (in-work poverty) a atteint 13,5 % en 2021 et est en augmentation depuis 2012 ;

– considérant que la pauvreté laborieuse est un phénomène complexe et multidimensionnel qui implique des facteurs individuels, familiaux et structurels ;

– considérant que le taux de la pauvreté laborieuse s'élève à 12 % parmi les personnes employées à temps plein avec un contrat à durée indéterminée ;

– considérant que 15,3 % de l'emploi total, hors fonctionnaires, perçoivent un salaire proche du salaire social minimum ;

– vu la directive européenne 2022/2041 qui impose aux États membres de l'Union européenne l'introduction d'ici le 15 novembre 2024 de procédures visant la fixation et l'actualisation des salaires sociaux minimaux pour contribuer à leur caractère adéquat et ce dans le but

• d'atteindre un niveau de vie décent,
• de diminuer la pauvreté au travail,
• de promouvoir la cohésion sociale et la convergence sociale vers le haut,
• de réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes ;

– vu que la directive précitée impose aux États membres dans lesquels le taux de couverture des conventions collectives est inférieur à un seuil de 80 % d'élaborer en concertation étroite avec les partenaires sociaux et au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de la directive un plan d'action pour accroître la couverture des conventions collectives en vue de la fixation des salaires,

décide

– de continuer à veiller à ce que le Luxembourg soit conforme à la directive européenne 2022/2041 du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne ;

– de s'engager à privilégier toutes les mesures législatives en matière fiscale, de protection sociale et de travail et d'emploi pour réduire le taux de la pauvreté laborieuse au Luxembourg.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien d'accord ass mat dëser Resolutioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun mat deene gesoten Ännerungen ugeholl.

Résolution 2

Da kéime mer zur Resolutioun Nummer 2, wou et drëm geet, reegelméisseg en Débat public iwwert d'Evolutioun vum Développement social hei zu Lëtzebuerg ze organiséieren. Wie wëllt nach zu dëser Resolutioun ... Den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Sou gär ech mech jo mat der Madamm Cecchetti eenegen, dat wësst Der alleguerten ... Ech mengen, mir haten ... an ech sinn nach net laang hei an dëser Chamber, mee zënter dass ech hei sinn, hate mer eng Interpellatioun vum Här Galles iwwert d'Aarmut, mir haten eng Interpellatioun vun de Gréngen iwwert d'Pauvreté des jeunes, mir haten haut eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Working Poor, vun de Lénken ugefrot. Also, ech mengen, dass mer eis awer net musse selwer opfuerderen, eppes ze maachen, wat mer souwisou nach ëmmer gemaach hunn an och Zukunft wäerte maachen. Dofir mengen ech, dass dat net vill Sënn mécht, déi heite Motioun ze stëmmen, sou leed et mer deet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Den Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Den Här Kersch huet ganz Recht, dass scho ganz vill passéiert ass hei an der Chamber. Ech wéilt awer just ze bemierke ginn, dass et natierlech kéint sinn, dass eng nei Kompositioun vun enger anerer Chamber iergendwéi aner Prioritéite wéilt setzen. Dofir géife mir dat heite wëllen ënnerstëtzen, fir eebe grad ze assuréieren, dass dat, wat mer elo als Viraarbecht an dëser Legislaturperiod geleescht hunn, och an den nächste Joren einfach da kéint weidergefouert ginn, dass mer reegelméisseg Debaten hätten hei an der Chamber iwwert deen dote Sujet.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Galles, bei allem Respekt, mee dat do ass jo net logesch. Wann eng aner Chamber eng aner Opfaassung huet wéi dës Chamber, dann zielt dat, wat déi nei Chamber denkt. Duerfir mengen ech, dass dat keen Argument ass, fir déi heite Resolutioun ze stëmmen. Ech ginn dervun aus an ech hoffen op jidde Fall, dass de Wieler eng Chamber wielt, déi dat heiten Theema och an Zukunft wäert seriö huelen. An ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Den Här Galles nach eng Kéier direkt.

M. Paul Galles (CSV) | Also, do deele mer absolutt déi selwecht Hoffnung, Här Kersch. Et ass just, da wär et jo elo och iwwerhaapt net logesch, iwwerhaapt nach eng Resolutioun ze stëmmen. Dat ass an deem Sënn natierlech dann ...

(Brouhaha)

Dofir hunn ech éischter d'Tendenz, se hei ze ënnerstëtzen, well ech se awer ganz sympathesch fannen. Dofir géif ech menge Kolleeginnen a Kolleege proposéieren, se matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, et ass jo e gudde Wëllen hannert där Resolutioun, mee se ass u sech, fir e Wuert ze benotzen, wat d'Majoritéit eis ganz oft hei ...

(Interruptions et hilarité)

Jo, ech héieren d'Wuert scho vun de Majoritéitsbänken: superfetatoire. Well de Reglement vun der Chamber erlaabt et all Eenzelnem vun eis 60, zu all Zäitpunkt, wou mer et opportun fillen, en Debat unzefroen an op den Ordre du jour ze setzen. Jo, et ass heiansdo schwiereg, fir deen Debat dann och an där Woch op den Ordre du jour ze kréien, wou mir dat wëllen als deen, deen et ufreet. Mee dat heescht awer net, datt eist Reglement dat net virgesäit. A virun allem muss ech einfach konstatéieren, datt dës Chamber als Institutioun déi lescht Joren eng Hickecht u Resolutioune geholl huet, wou mer gesot hunn: „Mir maachen eng Evaluatioun. Mir maachen en Debat." Wa mer géife probéieren, eng Kéier an engem Joer all déi Debaten ze caséieren, wou d'Chamberen an der Vergaangenheet gesot hunn: „Déi misste mer awer all Joer maachen", da géif keng legislativ Aarbecht méi geschéien oder mir géifen endlech de Vollzäitdeputéierten aféieren. Vläicht kann een och béides maachen, mee sou wäerte mer eis awer bei dëser Resolutioun elo emol enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur, d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech fannen dat immens schued, well dat anert si jo alles Interpellatiounen, Heure-d'actualitéen. Dat ass deene jeeweilegen Deputéierten iwwerlooss, ob se dat maachen oder net maachen. An ech sinn do ganz beim Här Galles: Wann elo d'nächst Joer kee méi en Interêt huet, dat ze maachen, dat op den Ordre du jour ze setzen, dann diskutéiere mer net méi doriwwer.

An hei soll et jo drëms goen, an de Minister, de Familljeminister, huet dat ganz gutt gesot, datt een et soll am Bléck halen an datt een un d'Schrauwe soll dréie goen. An et soll einfach sinn, fir eng objektiv Debatt hei ze maachen, wou een all déi Punkten op den Dësch leet a wou ee kuckt, wat ass, wou mer stinn a wou mer all zesumme kënne schaffen, fir deem Problem zupaass ze kommen (veuillez lire: zevirzekommen).

Hei geet et net ee géint deen aneren, hei geet et drëms, an eisem Land ze kucken, datt mer déi, deenen et wierklech schlecht geet, mat an d'Boot kréien, fir datt et hinne besser geet, an datt mer se och mat an d'Boot kréien, fir Transitiounen ze maachen, notamment d'Klimatransitioun.

Hei geet et ëm vill, vill méi. A mir maachen och hei an der Chamber regulièrement aner Debatten, déi si ganz normal, do schwätzt emol kee méi driwwer, do diskutéiert emol kee méi driwwer, ob déi misste sinn oder net misste sinn.

An dat hei ass awer e kruziale Punkt. Et ass awer e kruziale Punkt, wann d'Schéier ëmmer méi auserneegeet a wa mer eis Gesellschaft splécken a wa mer e sozialen Onfridde kréien. Dat ass awer e ganz, ganz kruziale Punkt, an ech fannen et immens schued, dass mer eis hei net kënnen eenegen. Mee et wäert alt goe wéi ganz oft.

Allez, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann huet den Här Sven Clement nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Pardon, Här President. Also, éischtens emol mengen ech, datt d'Wielerinnen an d'Wieler, wann ... Dat hei ass e wichtegt Theema an ech ka mer net virstellen, datt den 9. Oktober, aus de Wale vum Dag virdrun, eng Chamber wäert erviirgoen, wou dat Theema hei net méi op den Ordre du jour wäert kommen. Dat kann ech mir beim beschte Wëllen net virstellen.

Ech ka mer éischter souguer virstellen, datt et nach verstäerkt op den Ordre du jour kéint kommen. Ech hunn awer eng ganz konkreet Fro un d'Madamm Cecchetti, well se elo gesot huet, mir géifen hei reegelméisseg Debatte féieren, déi kee méi géif a Fro stellen, ouni datt se eis awer gesot huet, wéi eng Debatte se da géif ofschafen zugonschte vun där heiter reegelméisseger Debatt. Mir fält elo keng a vun deenen Debatten, déi mer hei féieren, déi ech géif als iwwerflësseg ugesinn, an deemenstpriechend wär dat vläicht meng kleng bescheide Fro un d'Madamm Cecchetti, wéi eng Debatte se dann do gemengt huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech wëll dat just klären: Ech hunn net gesot, et missten Debatten ofgeschaaft ginn. Dat hunn ech zu kengem Moment gesot! Ech hu just gesot: Mir féieren heibannen Debatten, wou jo och kee méi hannerfreet, ob se musse gefouert ginn oder net. An ech fannen et souguer ganz wichteg, datt mer déi heibanne féieren. An dat hei wier dann eeben eng zousätzlech. Wat ass dann? Da maache mer eng zousätzlech. An ech froe mech, wou d'Angscht ass, wa jo souwisou déi nächst Regierung an dat nächst Parlament dat Theema do esou wichteg fannen. Et misst ee sech jo net esou sträuben. Mee et ass elo gutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Ech mengen, da kéime mer elo zum Vott iwwert d'Resolutioun Nummer 2.

Vote sur la résolution 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass mat 26 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an zwou Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. 8235 – Présentation du rapport de la Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

De leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass d'Presentatioun vum Rapport vun der Sous-commission „Télétravail" vun der Aarbechtskommissioun. De Rapporter huet zéng Minutten, fir dëse Rapport ze presentéieren, uschléissend féiert d'Chamber dann eng Debatt, bei där all Fraktioun an all Sensibilitéit fënnef Minutten zegutt huet an d'Regierung zéng Minutten. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Rapport, den honorabelen Här Dan Kersch.

Rapport de la Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 6. Mee 2021 gouf d'Teletravail-Souskommissioun an d'Liewe geruff. D'Zil vun der Kommissioun war et, den Teletravail a senge verschiddene Facetten ze analyséieren. An deem Kader goufen Entrevuë mat de Sozialpartner a mat de betraffene Ministere gefouert.

De Rapport, deen ech Iech haut presentéieren, berout op den Echangen an den Aarbechten aus dëser Souskommissioun. Éier ech op d'Konklusioune vum Rapport aginn, loosst mech e puer Wierder zum Fonctionnement an Oflaf vun der Teletravail-Souskommissioun soen.

Wéi scho gesot, gouf dës Kommissioun am Mee 2021 an d'Liewe geruff. An der Souskommissioun souzen d'Vertrieder vun alle Parteien aus der Chamber. Vu Mee 2021 bis Januar 2022 gouf d'Kommissioun vum deemolegen Deputéierte Claude Haagen presidéiert, säit Januar 2022 hat ech d'Éier, dës Souskommissioun dierfen ze presidéieren. Déi éischt Aarbechten hunn de 24. November 2021 ugefaang, wou d'Kommissiounsmembere sech mat den däitschsproochege Sécurité-sociales-Ministere konnten austauschen. Dat waren d'Ministeren aus Däitschland, Éisträich, Liechtenstein, Schwäiz a Lëtzebuerg.

De 27. Oktober 2022 gouf et dunn eng Entrevue mam Wirtschafts- a Sozialrot, den 2. Februar 2023 gouf et eng Entrevue mat der UEL, den 9. Februar 2023 gouf et eng Entrevue mam OGB-L an uschléissend mam LCGB. De 16. Mäerz 2023 hunn d'Kommissiounsmemberen d'CGFP gesinn, an den 30. Mäerz 2023 gouf et eng Entrevue mat der Finanzministesch an dem Sécurité-sociales-Minister.

Déi aktuell Reegelungen, och do ass vläicht eng Kéier drops anzegoen. Wéi ech virdru scho gesot hat, war et d'Zil vun dëser Souskommissioun, den Teletravail op seng Vir- a seng Nodeeler ze analyséieren an ze kucken, ob et néideg wier, op deem Sujet ze legiferéieren. Hei muss ee sech och bewosst sinn, dass et hautzudaags schonn eng Rei Reegelungen am Beräich vum Teletravail gëtt. Beispillsweis gëtt et den Accord interprofessionell tëschent de Sozialpartner vum 20. Oktober 2020, deen duerch e Règlement grand-ducal vum 22. Januar 2021 d'ordre général ginn ass a fir de ganze Privatsecteur gëllt.

Wann ee sech den Historique ukuckt, gesäit een, datt den Teletravail schonns méi laang um Niveau vun de Sozialpartner thematiséiert an och deelweis gereegelt

ginn ass. Den 21. Februar 2006 gouf et schonn eng Konventioun iwwert den Teletravail tëschent der UEL, dem OGB-L an dem LCGB. 2011 an 2015 gouf d'Konventioun jeeweils verlängert an de 15. Mäerz 2016 ass se du per Règlement grand-ducal als allgemeng verbindlech erkläert ginn.

De Koalitiounsaccord 2018-2023 huet d'Relevanz vum Teletravail erkannt. Et gouf festgehalen, eng Evaluatioun vum juristesche Kader iwwert den Encadrement vum Teletravail virzegesinn. An der Pandemie huet dunn den Teletravail vun engem Dag op deen aneren enorm u Bedeitung gewonnen. An deem Kader huet de Wirtschafts- a Sozialrot den 11. September 2022 (veuillez lire: 2020) en Avis erausbruecht, deen eng Propositioun fir eng nei Konventioun bitt. Esou ass den Accord, wéi ech virdru gesot hunn, och dann d'ordre général ginn a gëllt fir de ganze Privatsecteur.

Duerch de Règlement grand-ducal gëtt tëscht Télétravail occasionnel an Télétravail régulier differenzéiert. Duerch d'Konventioun ginn eng Rei Saache gereegelt, beispillsweis wat d'Material ugeet, d'Responsabilitéiten am Fall vun Accidenter, Gesondheets- a Sécherheetsreegelungen a munches méi.

Da goufen och d'Rechter vun de Personaldelegatiounen, wat den Teletravail ugeet, duerch d'Gesetz vum 1. Abrëll 2022 gestäerkt.

D'lescht Joer gouf dunn en Accord tëscht der Regierung an der CGFP fonnt, fir den Teletravail an der Fonction publique ze reegelen. An deem Kader ass et och interessant ze ernimmen, datt den Droit à la déconnexion, deen och am Kader vum Teletravail eng grouss Bedeitung huet an deen awer net duerch déi uewe beschriwwen interprofessionell Konventioun gereegelt ass, duerch e rezente Gesetzesprojet vum 13. Juni 2023 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass an domadder och Gesetzeskraaft huet.

Zu de Konklusioune vum Rapport vläicht dat Allerwichtegst am Ufank: Et ass net üblech, dass ee sech hei eens ass, queesch duerch all d'Parteien, queesch duerch all d'Gewerkschaftsvertrieder, queesch duerch all d'Patronatsvertrieder, dass et wierklech sënnvoll wär, wann hei zu Lëtzebuerg op alle Plazen, do wou et méiglech ass, kéinten zwee Deeg Teletravail an der Woch geleescht ginn. Mir sinn eis awer och genausou kloer, dass mir eleng dat leider net kënne reegelen an ofhängeg si vun Decisiounen, déi vun anere Regierunge getraff ginn.

D'Relevanz vum Sujet „Teletravail" huet duerch d'Pandemie enorm u Bedeitung gewonnen, dat wësst der alleguer. Den 19. Oktober 2020 gouf et, wéi ech virdru scho gesot hunn, eng ëffentlech Debatt hei an der Chamber, déi sech mat der Aféierung vun engem richtege Recht op Teletravail fir Salariéë befaasst huet. De 25. Januar 2023 gouf et hei am Haus eng ëffentlech Debatt doriwwer, zwee Deeg Teletravail d'Woch kënnen ze maachen, an zwar fir jiddwereen. Hei ass awer och op déi besonnesch Situatioun vun de Frontalieren higewise ginn. Bemierkenswäerterweis hat déi Petitioun innerhalb kierzester Zäit 14.000 Ënnerschréfte kritt.

Eng Etüd vun der UEL aus dem Summer 2022 verdäitlecht d'Relevanz vum Teletravail fir de Lëtzebuerger Aarbechtmarché. Deemno hunn déi befroten Entreprisë gesot, dass 40 % vun den Jobinteressenten eng Joboffer refuséiert hunn, well se net genuch Teletravail offréiert kritt hunn. Dat ass e ganz héije Chiffer. Déi verschidde Sozialpartner hunn ëmmer nees op de Sujet vum Teletravail als Deel vun der Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmarché higewisen.

D'Konklusioun ass, dass d'Salariéen haut e vill méi staarkt Verlaangen no Teletravail hunn, wéi et nach virun der Pandemie de Fall war. Aner Punkten, déi sech an den Echangen an der Souskommissioun als relevant fir d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmarché erauskristalliséiert hunn, sinn den Niveau vun de Salairen zu Lëtzebuerg an d'Virdeeler, virun allem d'Virdeeler, vun der Lëtzebuerger Sécurité sociale, wéi zum Beispill d'Assurance vieillesse, d'Pensiounen, d'Krankekeeseversuergung a villes méi.

An deenen Entrevuë gouf och driwwer geschwat, datt verschidde Beruffer sech fir den Teletravail eegnen an anerer net.

Vu Gewerkschaftssäit huet et geheescht, sech doriwwer Gedanke mussen ze maachen, wat een deene Salariéë kann ubidden, fir déi den Teletravail net méiglech ass. An et ass och doriwwer geschwat ginn, fir dann eventuell deenen entgéintzekommen, déi mobill Aarbechtszäiten hunn, eventuell och déi Aarbechtszäite méi kuerz ze maachen. Wéi gesot, dat war eng Propos vu Gewerkschaftssäit.

An den Echangë mat de Sozialpartner an der Regierung huet sech och d'Relevanz vun enger Teletravailsreegelung fir Frontaliere séier erauskristalliséiert. Et gëtt kee Land an der EU – d'Schwäiz läit bekanntlech net an der EU, déi hunn eng änlech Problematik, wat Genf ugeet –, wou d'Frontalieren esou en héijen Undeel vum Salariat duerstellen, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass. Eis Ekonomie ass op Frontalieren ugewisen, och dat ass de Mëtte schonn hei gesot ginn. A wéi schonns uewe gesot, stellt den Teletravail en Attraktivitéitskrittär par excellence fir den Aarbechtsmarché duer.

An dësem Kontext mussen zwee Aspekter berücksichtegt ginn: engersäits déi fiskal Konsequenze vum Schaffe vun doheem an anerersäits d'Sécurité sociale. Bis elo war et esou, dass den europäesche Reglement 883 vun 2004 et erlaabt, dass e Frontalier maximal 25 % vu senger Aarbechtszäit däerf a sengem Heemechtsland schaffen an nach ka bei der Lëtzebuerger Sécurité sociale ugemellt bleiwen. Wann e Frontalier méi wéi déi 25 % vu senger Aarbechtszäit a sengem Wunnland schafft, da muss hien och der Sécurité sociale vun deem Land bäitrieden.

Dës Reegelung fousst op der Iwwerleeung, de sozialen Dumping ze verhënneren. Duerch den neien europäesche Kaderaccord, deen de Sozialminister mat op de Wee bruecht huet, ass et elo méiglech, dass de grenziwwerschreidenden Teletravail, deen Taux, vu 25 % op 49 % eropgesat ginn ass. Eng Rei Länner sinn deem Accord scho bäigetrueden, notamment Lëtzebuerg, dat den éischten Ënnerzeechner war, och ee vun deenen, déi am meeschten Interêt dorun hunn, an dann och eis Nopeschlänner, Däitschland, d'Belsch an och Frankräich, déi dat heiten och den 2. Juli ënnerschriwwen hunn, allerdéngs nëmme fir d'Dauer vu sechs Méint, och dat soll haut gesot ginn. Do musse mer also nach ëmmer oppassen, dass dat net herno erëm kippt, well dat wär e grousse Verloscht fir eist Land.

Deemno verbleift de Sozialversécherungsschutz beim Homeoffice beim Land vum Patron, wa bis maximal 49 % aus dem Wunnsëtzland geschafft gëtt. Doduerch kënnen d'Frontalieren, op d'mannst wat d'Sécurité sociale ugeet, roueg zwee Deeg an der Woch vun doheem aus Teletravail maachen, ouni dass se aus der Lëtzebuerger Sozialversécherung géifen erausfalen.

D'Teletravails-Souskommissioun begréisst, datt Lëtzebuerg dësem Accord net nëmme bäigetrueden ass, mee mat initiéiert huet. Och begréisst d'Souskommissioun, dass d'49 %-Reegelung just déi Leit betrëfft, déi Teletravail maachen, an net aner transnational Aktivitéiten. Wéi gesot, déi Reegelung vu 25 % ass getraff ginn, fir eeben den Dumping ze verhënneren, an dofir ass et gutt, dass dat heiten, déi 49 %-Reegelung, nëmme fir den Teletravail zielt.

Nieft der Sécurité sociale ass och de fiskalesche Volet fir d'Frontaliere relevant. Lëtzebuerg huet mat sengen Nopeschlänner bilateral Accorden. Esou kënnen d'Frontalieren eng bestëmmt Unzuel vun Deeg aus deem Land, wou se wunnen, schaffen, ouni dass se nach vun hirem Land zousätzlech besteiert ginn. Bis elo war dat fir d'Belsch 33 Deeg, fir Frankräich 34 Deeg a bis haut an Däitschland 19 Deeg. Mee Dir hutt warscheinlech alleguer gelies, dass haut en Accord zu Berlin ënnerschriwwe ginn ass, wou och Däitschland eise Frontalieren da 34 Deeg zougestanen huet, …

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | … éier se dann och an hirem Land nach géifen zousätzlech besteiert ginn. Ech mengen, ech brauch hei kengem ze soen, dass och 34 Deeg do nach net d'Léisung vun alle Problemer ass, well dat wäit ewech ass vun deenen zwee Deeg pro Woch, déi mer hei zu Lëtzebuerg iwwerparteilech eeben ustriewen.

Bon, wärend den Echangen an der Souskommissioun huet sech och erauskristalliséiert, dass d'Sozialpartner sech fir e fräiwëllegen Teletravail asetzen, dee weeder dem Salarié nach dem Employeur eppes opzwéngt. Deemno schwätzt sech och d'Souskommissioun dofir aus, dat och esou bäizebehalen. D'Sozialpartner hu sech an den Entrevuen och net fir d'Schafung vun engem neie legale Kader fir den Teletravail ausgeschwat, weeder d'Patronat nach d'Gewerkschaften, soudass d'Souskommissioun och keng Fuerderung an dës Richtung stellt. D'Souskommissioun schléisst allerdéngs net aus, dass punktuell méiglecherweis déi eng oder aner Upassung muss gemaach ginn.

An den Entrevuen huet sech och erausgeschielt, dass déi aktuell Accorde mat eisen Nopeschlänner, wat d'Duebelbesteierung ugeet, net méi adaptéiert sinn; ech si virdrun dorobber agaangen. D'Teletravail-Souskommissioun huet sech staark mam Sujet vum Teletravail ausernanergesat, wat den Impakt vum Teletravail op d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmarché ugeet; och dat hunn ech scho gesot. Allgemeng si mer der Meenung, dass ee muss eng Approche huelen, wou d'Groussregioun als ganz Aarbechtsmarchésregioun géif opgeholl ginn.

An och an deem Sënn gräift d'Souskommissioun d'Fuerderung vun den Employéen op, fir eng Kosten/Nutzen-Rechnung ze maache vun den ëffentleche Finanzen, fir op méiglech finanziell Kompensatiounsfuerderungen aus de Grenzgebidder kënne gutt virbereet ze reagéieren.

Ech sinn an enger Sekonn fäerdeg. D'Teletravail-Souskommissioun encouragéiert dann och d'Regierung, de groussherzogleche Reglementsprojet iwwert d'Teletravailskonditiounen an der Fonction publique méiglechst schnell ëmzesetzen. Ech sinn elo haut net sécher, ob dat scho geschitt ass. Et bleift op jidde Fall ze bedenken, dass de Staatsrot souwisou der Meenung ass, dass et mat engem Règlement grand-ducal net duergeet an dat och misst Gesetzeskraaft kréien.

Entschëllegt fir d'Iwwerzéiung, mee ech mengen, dass et e wichtegen Theema war, an ech hu wierklech probéiert, all déi Saachen, déi mer eis an der Kommissioun geduecht hunn, an enger geraffter Form heihinnerzebréngen.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Dan Kersch.

An dann ass als éischte Riedner den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och e grousse Merci un den Dan Kersch fir de Bericht, deen hien hei gemaach huet, wat mer alles an der Kommissioun beschwat hunn. Ech mengen, et däerf een eng Kéier d'Entwécklung net vergiessen: Bis de 6. Mäerz 2021, wéi d'Sous-commission gegrënnt ginn ass, war Teletravail hei zu Lëtzebuerg eppes, wat ee weider net kannt huet. Ech wëll net soen, dass et duerch d'Sous-commission eppes aneres ginn ass, dat war éischter duerch de Covid bedéngt, mee do waren op all deene Plazen, wou soss iwwert Teletravail geschwat ginn ass an et misst méi Teletravail méiglech sinn, meeschtens Pilotprojeten an et war och kee bereet, elo iwwer aner ..., déi Reforme vun Aarbecht an Aarbechtszäitorganisatioun ze diskutéieren. Mee et ass duerch deen – da muss een och eng Kéier dem Covid eppes Positives ogewannen –, dass et do méiglech ginn ass, och iwwert Teletravail kënnen ze diskutéieren.

Et ass och ënnerstrach ginn: Déi Diskussioun huet ënner anerem ugefaangen duerch den Ënnerscheed tëschent de Lëtzebuerger an de Frontalierskolleegen, well de Problem bei de Steieren a virun allem och bei der Securité sociale war, wat sech jo awer elo viru sechs Woche geännert huet mat der Sécurité sociale, wat och eng gutt Saach ass, a wou do och eng aner Diskussioun kann hei am Land stattfannen. Mat de Steieren ass et leider nach ëmmer anescht, well och wa 34 Deeg elo schonn eng gutt Saach sinn an e grousse Fortschrëtt si vis-à-vis vun deenen 19, déi et virdru waren, sou ass dat awer nach ëmmer wäit ewech vun deene Méiglechkeeten, déi et an der Sécurité sociale gëtt, wou déi 49 % jo do sinn.

An dat, wat den Dan Kersch gesot huet, misst een nach eng Kéier ënnersträichen: Déi eenzeg Zon an Europa, wann net an der Europäescher Unioun, déi et gëtt, mee do ass et d'Europäesch Unioun mat engem Land aus der Europäescher Unioun, mat engem aus dem Europäesche Wirtschaftsraum, dat ass d'Finanzplaz vu Genf, wou och do mat änleche Chifferen hantéiert gëtt wéi hei zu Lëtzebuerg, dass et och do misst méiglech sinn, bilaterial Accorden ze fannen.

Mee mir wëssen awer och duerch déi Gespréicher, déi mer hate mat de Sozialministeren, wou den Dan Kersch dat och a sengem Rapport gesot huet, wou d'Diskussioun och scho gefouert ginn ass, dass dat fir Däitschland awer da ganz kloer ass. Dat gëllt awer dann net nëmme fir d'Regioun mat Lëtzebuerg, well si och nach aner Grenzen hu mat anere Länner an et dann do och ënnerschiddlech Schwieregkeete gëtt an och ënnerschiddlech bilateral Accorden, wat d'Besteierung ubelaangt. Mee et wär awer wichteg, dass mer do deen Effort kéinte maachen an dass mer do Léisunge géife fannen.

An dofir hoffen ech, dass et méiglech misst sinn, e Pilotprojet hei an der Groussregioun ze maachen. Ech denken ëmmer, et war jo schonn eng Kéier e Pilotprojet – den Här Halsdorf ka sech nach drun erënneren, ech mengen, do souz en nach am Gemengerot zu Péiteng, wéi de Pôle européen de développement gemaach ginn ass –, wou och deemools extra Bestëmmunge gemaach gi si fir Péiteng, zur Péitenger Säit, Lëtzebuerg, Frankräich an d'Belsch, wou och do Méiglechkeete geschaf gi sinn an engem Pilotprojet. Et ass herno zwar net zu deem Resultat komm, wat mer eis alleguerten erhofft haten, mee do war et méiglech, innerhalb vun der Groussregioun eppes ze maachen, an dat wär sécherlech och an deem heite Kader eng gutt Saach.

An ech mengen, dass do Lëtzebuerg misst de Lead iwwerhuelen, well mir awer an der Groussregioun dat eenzegt autonoomt Land sinn a well mer jo wëssen, dass eis saarlännesch, eis rheinland-pfälzesch, eis wallounesch an eis loutrengesch Frënn wëssen, wat dat fir en Afloss huet, mee ech wees net, ob dat zu Paräis, zu Berlin an zu Bréissel ëmmer genausou gesi gëtt wéi hei, soudass et do wichteg wier, dass Lëtzebuerg do de Lead géif iwwerhuelen, fir esou eppes kënnen ze maachen.

Dann ass och eng Kéier ënnerstrach gi vum Rapporter, datt et zwëschent der Fonction publique an dem Secteur privé awer och nach Ënnerscheeder gëtt, dass et och do wichteg ass, dass eppes gemaach gëtt.

An dann och déi Fro, déi ëmmer erëm opkënnt: Elo si mer knapps op 49 %; wéi ass et, wa Firmaen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, op eemol Teletravail ubidden an e franséische Grenzgänger, deen dann hei zu Lëtzebuerg bei esou enger Firma schafft, um afrikanesche Kontinent ënnerwee ass? Do ass de Moment nach e Fragezeichen hannendrun, wéi dat gekuckt gëtt – mee et ass awer en Optrag, deen hei zu Lëtzebuerg ausgaangen ass, fir dat an deem afrikanesche Land ze maachen –, ob do déi franséisch Kolleegen et och esou gesinn. Do sinn Diskussiounen amgaangen, ob dat esou ass oder wat fir eng Interpretatioun do gemaach gëtt.

An dat selwecht gëllt fir den Droit du travail. Wann ech Teletravail maachen zu Arel, zu Metz oder zu Tréier, ass do den Droit du travail vu Lëtzebuerg, dee gëllt, oder ass et den Droit du travail vun Däitschland, vu Frankräich oder der Belsch? Och dat sinn Diskussiounen, déi een do nach ka fannen.

Ech wëll just soen, ech wëll dem Dan Kersch nach eng Kéier Merci soe fir déi Presidence, déi e gemaach huet, an och virdrun de Claude Haagen. Mee ech wëll och Merci soen alleguer de Kolleegen, déi an där Kommissioun mat dra waren. Et war eng kleng Kommissioun. Mir hate vill Sitzunge beieneen an hannerteneen, mee et war eng gutt Ambiance. An ech mengen, et ass ëmmer emol wichteg, et ass do drëm gaangen, an ech mengen, dass dat, wat mer bis elo op den Dësch bruecht hunn – zwar net ëmmer nëmmen eleng dank eis, mee och, well do op europäeschem Niveau Saache komm sinn a bilateral Accorden geännert gi sinn –, dass dat eng gutt Saach ass fir Lëtzebuerg, fir d'Lëtzebuerger Ekonomie, mee dass mer et och musse fäerdegbréngen, do nach Verbesserungen erauszekréien, well dat wichteg ass fir de Standuert Lëtzebuerg. Mir däerfen awer och gläichzäiteg net vergiessen, wann d'Leit alleguerten ufänken, och eis Frontalierskolleegen – 247.000 hu mer virdrun an enger Debatt héieren –, wat dat bedeit, wann déi alleguerte géife vun doheem aus schaffen, wat dat och fir d'Lëtzebuerger Ekonomie fir Follge kéint hunn.

Dat gesot, villmools merci an ech hoffen, dass mer och an anere Sujeten, zwar dann an enger anerer Legislaturperiod, a wie weess, wien do dann alles dobäi ass, och nach esou Aarbechts-Souskommissioune kënnen asetzen, déi och dee selwechte Succès kënne verzeechnen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP), en remplacement de Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Am Prinzipp misst elo d'Madamm Carole Hartmann hei stoen, mee vu datt d'Madamm Hartmann kuerzfristeg eng aner Verflichtung huet, hunn ech dann déi grouss Éier, hir Ried hei virzebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, „Work-Life-Balance" ass eent vun de Schlagwierder vun de leschte Joren. Nieft dem Salaire ass et de Leit ëmmer méi wichteg, wéi vill Flexibilitéit eng Aarbechtsplaz bitt, fir genuch Zäit fir Famill, Frënn an Hobbyen ze hunn. Den Teletravail ass do ouni Zweifel e wichtegt Stéck vum Puzzle an huet zanter der Pandemie en Opschwong erlieft. Wou virdrun nach vill Betriber skeptesch waren, ob d'Leit doheem genee sou produktiv schaffe wéi um Büro, huet d'sanitär Kris eis – wann och ënner Zwang – gewisen, datt deen Aarbechtsmodell funktionéiere kann.

Wichteg ass et natierlech, dass gewësse Reegele respektéiert ginn, mee dës muss ee fir d'éischt definéieren. Meng Fraktioun begréisst an dësem Kontext den enken Austausch mat de Sozialpartner, déi och ënnerteneen en Accord interprofessionnel am Oktober 2020 ausgeschafft hunn, deen esou allgemeng Reegele festleet. Dësen Accord gouf am Kader vun den Aarbechte vum CES, vum OGB-L, dem LCGB an der UEL ënnerschriwwen an zur allgemenger Obligatioun erkläert. Den Teletravail, dee gëtt dann hei definéiert an et gëtt Obligatiounen a Rechter bei der Ëmsetzung vum geleeëntleche Wéi vum reegelméissegen Teletravail festgeluecht. Virun allem de Prinzipp vun der Fräiwëllegkeet, souwuel vun der Säit vum Salarié wéi vum Patron, gëtt betount, e Prinzipp, hannert deem selbstverständlech d'Demokratesch Partei och ganz kloer steet.

Am Rapport iwwert den Teletravail geet als klore Message ervir, datt d'Sozialpartner net Demandeur fir e Gesetzestext iwwert den Teletravail sinn. An hiren Ae mécht dat d'Ëmsetzung onnéideg komplizéiert. Den Accord interprofessionnel erlaabt do déi néideg Flexibilitéit, déi méi Entreprisen dozou beweege kéint, hire Salariéen den Teletravail unzebidden.

Legislativ gekuckt goufen awer zwee Projeten adoptéiert, déi d'Ëmsetzung vum Teletravail begleeden. Engersäits hu mir virun engem Joer d'Kompetenze vun de Personaldelegatiounen am Beräich vum Teletravail gestäerkt. Si musse vum Patron informéiert a konsultéiert ginn, wann den Teletravail am Betrib agefouert oder adaptéiert soll ginn.

A ganz rezent hu mir d'Recht op Dekonnexioun an de Code du travail ageschriwwen. Dat Recht ass mam Fortschrëtt vun der Digitaliséierung néideg ginn, fir nach eng Kéier ze betounen, datt déi aktuell Aarbechtszäitlimitten och gëllen, wann een net physesch um Büro ass, mee iwwert den Handy oder Computer verbonnen ass. Als DP-Fraktioun hu mir ausdrécklech begréisst, datt de Betriber awer déi néideg Flexibilitéit bei der Manéier vun der Ëmsetzung vum Recht op Dekonnexioun gi gouf.

Här President, weider seet d'Madamm Hartmann, wéi gesot, d'Sozialpartner sinn net Demandeur fir e gesetzleche Kader fir den Teletravail. D'Politick sollt hir Energie vill méi dorobber fokusséieren, den Teletravail ze förderen. Dat heescht virun allem, all den Entreprisen an all de Salariéen, wou d'Aarbechtsplaz et erlaabt, op d'mannst d'Méiglechkeet ze ginn, den Teletravail méi heefeg ze notzen. Besonnesch d'Frontaliere sinn den Ament nach an enger benodeelegter Ausgangslag.

Den allgemenge But, deen d'Sous-commission „Teletravail" definéiert huet, ass, zwee Deeg Teletravail d'Woch ze erméiglechen. Dat entsprécht ongefeier 90 Deeg am Joer; un dës Zuel kommen eis Frontalieren nach laang net erun. Mir hu jo mat eisen Nopeschlänner bilateral Accorden, déi festleeën, wéi vill Deeg am Joer Frontalieren an hirem Wunnland dierfe schaffen, ouni duebel besteiert ze ginn. Ënnert der Leedung vun der Finanzministesch Yuriko Backes gouf op deem Niveau scho mat vill Succès negociéiert.

Belsch a franséisch Frontaliere kënnen jo 34 Deeg am Joer am Homeoffice schaffen, dat sinn zéng respektiv véier Deeg méi wéi am leschten Accord nach. An och mat Däitschland gouf ee sech jo elo rezent eens. Däitsch Frontaliere kënnen also och elo 34 Deeg Teletravail maachen. An ech wëll an deem Kontext och den däitsche Finanzminister zitéieren, de Christian Lindner, dee sot: „Luxemburg ist ein geschätzter Nachbar Deutschlands. Deshalb freue ich mich, dass wir heute die Bande zwischen unseren Ländern noch enger knüpfen." Dat ass jo eng kloer an eng léif Ausso.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP), en remplacement de Mme Carole Hartmann (DP) | Mee d'Diskussioune ginn onermiddlech weider an eng Ouverture op europäeschem Niveau kéint neie Schwong an d'Verhandlungen erabréngen. D'Memberstaate vun der Europäescher Unioun hunn en neien Accord cadre am Beräich vun der Sozialversécherung ausgehandelt, deen d'Limitt fir d'Frontalieren, fir an hirem Wunnland ze schaffen, vu 25 % op 49 % erophieft. Lëtzebuerg huet dësen Accord, deen den 1. Juli a Kraaft getratt ass, schonn ënnerschriwwen, genee wéi Däitschland, d'Belsch a Frankräich.

Här President, fir d'DP ass dat flexibelt Schaffen en Haaptuleies. Zesumme mam Teletravail wëlle mir weider flexibel Aarbechtsmodeller förderen an de rigide Kader vum Code du travail opbriechen. Fir d'Salariéë bedeit et en Zäitgewënn, et verbessert hir Work-Life-Balance an hiert Wuelbefannen, fir eis Wirtschaft bedeit et eng gréisser Attraktivitéit um Aarbechtsmaart a sou eng besser Kompetitivitéit.

An am Numm vun der Madamm Hartmann soen ech awer och dem Här Kersch nach Merci fir déi Aarbecht, déi hien um Niveau vun där Souskommissioun gemaach huet, an ech soen Iech Merci am Numm vun der Madamm Hartmann.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech hu kee Paltong un.

M. Fernand Etgen, Président | Dat mécht näischt.

M. Charles Margue (déi gréng) | Mécht dat näischt? Bon, ech sinn dann am Teleaarbechtslook, ech hunn de Paltong vergiess unzedoen, pardon.

(Hilarité)

Merci dem Rapporter Dan Kersch fir säi mëndleche Bericht an, wéi et scho gesot ginn ass, och fir d'Organisatioun vun eisen Aarbechten. An och Merci dem Joé Spier an all deenen, déi mat him de schréftleche Rapport virbereet hunn; dat war munnech Aarbecht. Hätte mer d'Covid-Pandemie net gehat, da géife mer wuel kaum haut iwwert dëse Bericht an iwwert Teleaarbecht iwwerhaapt schwätzen. Teleaarbecht, Homeoffice, ob een et gutt fënnt oder net, et ass e feste Bestanddeel vun den Aarbechtsrelatioune gi fir déi Salariéen, wou Teleaarbecht méiglech ass. Jo, an domat soen ech och, dass mer elo en Ënnerscheed maachen, wat d'Aarbechtsverhältnisser betréfft – den Dan Kersch huet et ugeschwat – tëschent deene Fraen a Männer, déi Teleaarbecht kënnen, dierfen, voire musse maachen, an deenen, déi eng Aarbechtsplaz hunn, wou dat guer net méiglech ass.

D'Sozialpartner hunn eis alleguer vun deem neien Dissens an der Aarbechtswelt geschwat, deen zu villen Diskussiounen an och Spannunge féiert. Et ass an de Betriber e grousse Gespréichsbedarf do, an et muss geléiert ginn, et muss geléiert sinn, déi Diskussioun sachlech ze féieren an net ze vill emotional – „Du däerfs, ech däerf net, wisou?" –, dass d'Leit sech net gläich behandelt fillen. A perséinlech erlaben ech mer ze soen, dass et net de beschte Wee ass, wéi et a verschiddene Betriber a Servicer gehandhaabt gëtt, dass Teleaarbecht einfach net a Fro kënnt, well se net fir jiddweree méiglech ass a well de Chef net am Stand ass, déi néideg klärend Diskussioun ze féieren, fir dass déi Ënnerscheeder opgrond vun ënnerschiddlechen Aarbechtsplaze kënnen akzeptéiert ginn. Gleeft mer, dass ech dëst aus eegener Erfarung weess, aus mengem fréiere Betrib, wou mer iwwert d'Teleaarbecht gestridden a verhandelt hu schonns laang viru Covid.

Teleaarbecht an domat verbonnen Onlineversammlunge via Visio, dat muss ee kënnen! Selwer hu mer de Prozess an enger, géif ech mol soen, Crash-Situatioun matgemaach a mir sinn nach ëmmer amgaang ze taaschten, fir den Optimum ze fannen tëschent Presentiel, Visio pur an hybrid, ofhängeg vun de Sujeten, vun Zäitconsideratiounen an esou weider.

Wat wëll ech soen? An de Betriber mussen all d'Cheffen, also all déi, déi aner Mataarbechter encadréieren, sech ëmstellen, fir hir Ekippen am Respekt an am Vertrauen ze féieren, ze managen. D'Isolatioun an der Heemaarbecht oder och nach de Risiko vu Marginalisatioun vu Mataarbechter si Geforen, déi e Chef net onbedéngt direkt um Radar huet an och net onbedéngt zurzäit erkennt. Do ass wierklech vill Weiderbildung verlaangt.

Ech hunn et hei schonns gesot, mengen ech: D'Teleaarbecht verlaangt an der Aarbechtsrelatioun op d'mannst esou vill Vertraue wéi Kontroll. Dat fannen ech am Fong gutt, Vertrauen heescht dann och Respekt. Am Fong kann een d'Teleaarbecht benotzen als Qualitéitsmiesser vun der Aarbechtsrelatioun. Wann e Betrib, e Chef de service sech géint Teleaarbecht wiert, dann ass dat kee gutt Zeechen a puncto Aarbechtsklima.

Mir haten eng gutt an agreabel Aarbechtsaart a -weis an eiser Souskommissioun an och all eis Gespréichspartner hunn oppen an éierlech mat eis geschwat, also zimmlech riichteraus, wéi et um Terrain ausgesäit. An et ass wichteg ze soen, wéi de Marc Spautz et sot: Mir hunn iwwer eng Zäit matenee geschwat, vun Ufank 2022 bis elo Ufank 2023, an an deene Méint ass munches passéiert: Erfarungswäerter mam Teletravail an de Betriber an am ëffentlechen Déngscht, Veränneerungen, grondleeënder, um Aarbechtsmaart, notamment, wat d'Fuerderungen an d'Erwaardungen ugeet vun de Salariéen.

D'Fro ass ganz däitlech opkomm bei den Neiastellunge respektiv bei de Persounen, déi eng alternativ Aarbechtsplaz ugebuede kruten oder eng nei gesicht hunn: Wéi ass et mat der Teleaarbecht, wat proposéiert de Betrib mer, wat hunn ech zegutt, wat ass gutt fir mech, wat ass ideal fir meng Famill? An dat an engem Kontext vu Mangel un Aarbechtskräften, qualifizéierten, mee net nëmmen.

Wann ech op d'mannst een Dag, awer besser zwee bis dräi Deeg vun doheem aus schaffe kann, da kann ech méi wäit ewech wunnen, manner deier eventuell a méi no bei menger Famill sécher. Dëst ass eng Demande, déi ëmmer méi Salariéë bei hirem Patron oder potenzielle Patron formuléieren. Esou huet de Moment d'Fro vum Teletravail och déi vun der Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg mat sech bruecht.

An et ass eng nei Erausfuerderung, och an der Groussregioun, mee net nëmmen, de ganzen EU-Aarbechtsmaart ass betraff. Oder anescht ausgedréckt: D'Groussregioun, bei eis als Bassin de l'emploi betruecht, geet elo bis op Paräis, Stroossbuerg, Léck, Namur a grad esou wäit an Däitschland eran. An Däitschland huet dann nach eng besonnesch Charakteristik a puncto Teleaarbecht, do wunnen nämlech ganz vill Leit, haaptsächlech Lëtzebuerger, déi beim Staat oder soss am ëffentlechen Déngscht hei am Land schaffen; eng ganz eege Problematik, wéi d'Gewerkschaften aus dem ëffentlechen Déngscht eis gezielt hunn.

Stéchwuert „Aarbechtsorganisatioun", oder soll ech besser soen: „gutt Aarbechtsorganisatioun"? Den Teletravail ass een Deel, ee Baustee vun der Aarbechtsorganisatioun. Aner Bausteng dovu si Flexibiltéit, wat d'Auerzäiten ugeet, an déi effektiv Aarbechtszäit. Mir Gréng gesinn et als Chance, et ass elo e Moment, fir déi Bausteng ze verbannen, wa méiglech am Kader vum Sozialdialog an an de Kollektivverträg, souwuel an de Betriber wéi sektoriell.

D'Generalisatioun vum Congé parental fir béid Eltere war schonns esou eng Etapp fir déi Aarbechtswelt, déi sech staark verännert. D'Deelzäitaarbecht huet sech dauerhaft ausgebreet an huet net just Frae betraff. Vill Männer, aus hirer Erfarung vum Congé parental eraus, hunn dunn och oft de Choix gemaach, zum Beispill 80 % duerno ze schaffen.

Ech si gläich fäerdeg, Här President.

(Hilarité)

Zu zwee an der Koppel 80 % ze schaffen ass elo ëmmer méi heefeg, véier Deeg an der Woch, dovunner nach een oder zwee per Teleaarbecht, mat manner Zäit mam Transport. Déi Situatoun ass e ganz grousse Fortschrëtt fir e gudden Equiliber tëscht Aarbecht a Privatliewen. Am Fong en neit Ideal, zumools wann ee Kanner huet oder amgaang ass, der ze kréien – Stéchwuert „Familljegrënnung". En neit Ideal, dat awer – an dat muss een awer soen an zouginn – net fir jiddweree méiglech ass, well een entweeder en Job huet, wou d'Teleaarbecht net méiglech ass, oder, an dat ass mat steigenden Zënsen ëmmer méi oft de Fall a leschter Zäit, well ee sech et net leeschte kann, just 50 oder 80 % ze schaffen.

Voilà, dat waren aus grénger Siicht e puer Iwwerleeungen zum Theema Teleaarbecht. Et wär nach munches ze soen, ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci un den Här Dan Kersch fir säi Rapport vun der Teletravailkommissioun. Ech mengen, et ass näischt do bäizefügen, et ass och näischt ewechzehuelen, et ass esou korrekt, wéi hien et erëmginn huet.

Duerch de Coronavirus ass den Teletravail oder Homeoffice méi present ginn an eisem Aarbechtsverhältnis. Dëst ass alles schéin a gutt, et huet wéi all Verhältnis Vir- an Nodeeler; dës gëllt et, an aller Objektivitéit ze beliichten. Et ass komplizéiert, méi wéi ee mengt, wann een iwwert d'Grenzen eraus kuckt.

Mir als ADR si grondsätzlech fir Flexibilitéit op der Aarbechtsplaz, souwuel wat d'Aarbechtszäiten ugeet wéi och den Uert, vun deem aus geschafft gëtt.

Erlaabt mer e puer méi allgemeng Iwwerleeungen. Teletravail muss op fräiwëlleger Basis stattfannen, ausser et ass am Aarbechtsvertrag kloer gereegelt, datt de Salarié e gewëssenen Deel vu senger Aarbechtszäit vun doheem aus schaffe kann. Onser Meenung no dierf de Patron kee Salarié zwéngen, vun doheem aus ze schaffen. Dofir begréisse mer och, wat am mentionéierte Rapport vun der Sous-commission „Télétravail" festgehale ginn ass.

Et däerf och net derzou kommen, datt de Patron an d'Privatsphär vun engem Salarié, deen Homeoffice

mécht, agräife kann oder souguer en ausspionéiere kann. Mir setzen eis hei fir eng kloer Gesetzgeebung an, déi d'Rechter an d'Flichte souwuel vum Salarié wéi och vum Patron reegelt.

E Virdeel ass, datt den Teletravail zu enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune féiere kann oder bäidroe kann, well vill Salariéen, déi d'Méiglechkeet hunn, vun doheem aus ze schaffen, sech doduerch deels vu Stressfaktore kënne befreit fillen, déi si op hirer Aarbechtsplaz erleiden.

Nodeeler gëtt et der och. Speziell grad déi Secteuren, déi dobäi nach am meeschte vun Aarbechtsaccidenter betraff sinn, wéi d'Landwirtschaft, de Bau, d'Handwierk, d'Industrie an d'Transportwiesen an esou weider, kënne praktesch guer net vun der Heemaarbecht profitéiere respektiv drop zréckgräifen. Dat riskéiert, nei Spannungen an der Gesellschaft ze produzéieren, och innerhalb vun engem Betrib, Spannungen tëschent deenen, déi vun doheem aus schaffe kënnen, an deenen, déi dës Méiglechkeet net hunn. Zu dëser zweeter Kategorie gehéieren och ganz dacks déi sozial schwaach a manner qualifizéiert Mënschen. Hei misst een, ouni dem Teletravail eppes ewechzehuelen, driwwer nodenken, wéi een dat kompenséiere kann. Et muss verhënnert ginn, datt et an deem Kontext zu Ongerechtegkeete kënnt.

Mir begréisse grondsätzlech all Form vun Dezentraliséierung vun der Wirtschaft a vun der Verwaltung an deem Sënn, datt et zum grousse Virdeel fir eist Land wär, wa Firmaen a Verwaltungen hir Büroen an de Grenzregioune vum Land géifen etabléiere kënnen. Dat géif och vun de Frontalieren, déi ëmmer méi ofgeschreckt ginn duerch déi laang Urees op hir Aarbechtsplaz, als Virdeel ugesi ginn.

Et muss een awer och soen, datt verschidde Secteuren, wéi beispillsweis de Gastronomiesecteur, a Bedrängnis gerode kënnen, wann ze vill Homeoffice gemaach gëtt. Alles dëst ass schéin a gutt, mee mer si konfrontéiert mat internationale Bestëmmungen, speziell wat den Teletravail fir eis Kolleegen aus der Grenzregioun betrëfft. An do ass am Fong geholl den Hoke vun der ganzer Saach.

Hei gëtt et um Niveau vun der Sozialversécherung zwar eng nei Entwécklung. En internationaalt Ofkommes, dat vum Minister fir sozial Sécherheet de 5. Juni 2023 fir Lëtzebuerg ënnerzeechent gouf, soll et de Pendler an Zukunft erlaben, méi Zäit wéi bis elo – insgesamt awer nach ëmmer manner wéi 50 % vun hirer Aarbechszäit – am Homeoffice ze verbréngen, ouni datt doduerch hir Sozialversécherungsaffiliatioun wiesselt. Déi aner Länner hu sech schonn ugeschloss oder wäerte sech elo deemnächst uschléissen.

Mir als ADR begréissen dës Entwécklung, sinn awer och der Meenung, wéi och d'Sous-commission „Télétravail" vun der Chamber, datt d'Besteierungsbestëmmungen an deem Sënn nach mussen nogebessert ginn, datt et de Frontalieren erlaabt misst sinn, zwee Deeg an der Woch am Homeoffice ze schaffen, ouni datt si an de Besteierungssystem vun hirem Land zréckfalen.

Haut de Moien hu mer héieren – den Här Dan Kersch hat et gesot –, dass de Moie mat Däitschland eng Konventioun ënnerschriwwe ginn ass fir 34 Deeg. Et bleift nach e bëssen ze dinn, fir eis Iddien, déi mer wëllen zréckbehalen, ze realiséieren.

Ech géif Iech da Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, den Teletravail ass eng gesellschaftlech Realitéit ginn, déi sech duerch a wärend der Pandemie zolidd verstäerkt huet. Mir ware vun Ufank un dorobber beduecht, dës Entwécklung ze begleeden an hunn dobäi natierlech virun allem d'Wuelbefanne vun de Salariéen am Bléck gehat, déi vun doheem aus schaffen, grad wéi och d'Aarbechtskonditioune vun de Salariéen, déi net kënne vun doheem aus schaffen, wuelwëssend, dass dat ganz oft Leit sinn, déi manner gutt bezuelt sinn a penibel Aarbechte musse maachen, wéi beispillsweis am Botz-, Logistik- a Sécherheetssecteur. Dofir begréisse mir och, dass dës Souskommissioun an d'Liewe geruff gouf, dat och opgrond vun der Initiativ vun déi Lénk a mengem Virgänger, dem Marc Baum, op dëser Plaz, deen eng Motioun an deem Sënn an der Chamber eraginn huet, déi hir Ëmsetzung an dëser Souskommissioun fonnt huet.

Ech wëll e puer Punkten, déi am Rapport vun der Kommissioun opgeworf ginn, hei kuerz opgräifen. Mir mengen, dass d'Méiglechkeet, méi Deeg an der Woch respektiv iwwert d'Joer verdeelt kënnen op den Teletravail zréckzegräifen, fir vill Salariéen engem Wonsch entsprécht. Vill Lëtzebuerger Residentë schaffen och ganz vill vun hirer Zäit am Teletravail, dat en fonction vun der Aarbecht an dem Accord, dee mam Patron konnt fonnt ginn. Fir eis ass et kloer, dass mir deen Trend net stoppe kënnen an och net wëllen, mee dass e begleet muss ginn, am Interessi vum Salarié an allerëischter Linn, mee natierlech och en fonction vum Besoin vum Betrib.

Deementspriechend ënnerstëtze mir och d'Fuerderung, déi vun de Gewerkschafte virbruecht ginn ass, fir bei de potenzielle Käschten, déi fir e Salarié am Teletravail ufale kënnen, nozebesseren.

Et ass jo effektiv esou, dass e Betrib, besonnesch wann e méi grouss ass, Bürosflächen an Ekipementer spuert, déi zum Deel dann op de Salarié am Teletravail ofgewälzt kënne ginn. Et si Betriber, déi hir Bürosfläche scho reduzéiert hunn an déi eng aner Organisatioun vun der Notzung vun hire Raimlechkeeten ëmsetze konnten, vläicht souguer Raimlechkeete verloune kënnen un anerer. Hei muss an eisen Aen e finanziellen Ausgläich passéieren. Ob dat iwwert d'Steiererklärung goe muss, froe mir eis awer, well et jo net de Staat ass, mee de Betrib, deen dat bezuele misst.

D'Diskussioun ronderëm d'Entstoe vun neien Entscheedunge fir Salariéen, wou d'Grenzen tëschent den Aarbechte verlafen, déi een op der Plaz maache muss, an deenen, déi een och à distance maache kann, souwéi och vum Wunnuert, ass fir eis ganz zentral. Se hänkt jo och mat de verschiddene Standpunkter bei der Fro zesummen, ob d'Teleaarbecht fräiwëlleg ass oder ob dorauser e Recht entstoe soll.

D'Sozialpartner si sech jo eens, dass den Teletravail op enger fräiwëlleger Basis soll stattfannen. Mir verstinn dës Iwwerleeungen natierlech och, ginn awer ze bedenken, dass dat awer näischt dorunner ännert, dass verschidde Salariéen, oft déi mat méi klenge Léin a schwieregen a kierperlechen Aarbechten, ni an de Genoss komme vum Teletravail an de facto och nach méi Zäit fir d'Aarbecht mussen opbréngen, well se den Aller-retour maache mussen. An dee kascht och, wéi mer jo wëssen.

Fir eis ass d'Diskussioun ronderëm e Recht op Teletravail dofir mol an éischter Linn en Hiewel, fir drop opmierksam kënnen ze maachen an op d'Méiglechkeet kënnen hinzeschaffen, dass d'Gewerkschafte beispillsweis a Kollektivvertragsverhandlungen dësen ënnerschiddlechen Aarbechtskonditioune kënne Rechnung droen, zum Beispill, andeems bei de Léin nogebessert gëtt fir Leit, déi all Dag um 8.00 Auer mussen op der Schaff sinn.

Fir de Frontalieren entgéintzekommen, ënnerstëtze mir och d'Demande vun de Sozialpartner, fir zu enger Harmoniséierung bei de Seuile fir d'Besteierung mat den dräi Nopeschlänner ze kommen an do, wa méiglech, och eng Augmentatioun vun de Seuilen ze erreechen. Mat finanzielle Kompensatioune fir d'Nopeschregiounen hu mir selbstverständlech kee Problem. Déi Fuerderunge vun den Nopeschlänner gesi mir als legitimm un.

Als lescht Bemierkung wéilt ech nach kuerz op eng méi allgemeng Thematik agoen, an dat ass déi vun der Zerstéckelung an der Verdichtung vun der Aarbecht, déi duerch déi digital Kommunikatiounsmëttelen natierlech zouhëlt, an dat sécherlech och mam Teletravail. Och beim Teletravail betrëfft dëst net just Leit am Teletravail bei sech doheem, mee eigentlech jiddereen an engem Betrib, well d'Leit, déi op hirer Aarbechtsplaz sëtzen, jo och verstäerkt iwwer E-Mail, Messaging, Videocall an esou weider fuere mussen, fir den Echange tëscht den Ekippen ze assuréieren. Fir vill Leit ass dës Aarbechtsweis eng Belaaschtung, sief et, well sech d'Aarbecht verlagert an d'Fräizäit, d'Aarbechtszäit sech schläichend verlängert oder d'Konzentratioun net méi bei eppes bleiwe kann, well dauernd nei Informatioune kommen.

Mir wëssen, dass dëse Stress an déi Belaaschtungen ëmmer méi en Impakt hunn op d'Santé mentale vu ville Leit, an déi Fro muss fir eis méi staark thematiséiert ginn. Dat betrëfft natierlech net just den Teletravail, mee den Teletravail ass awer een Deel vun deem Ganzen, dee verschidden Effekter sécherlech och verstäerkt. Deen ëmmer méi staarke Wonsch bei ville schaffende Leit no enger Aarbechtszäitverkierzung ass op genee dës Entwécklungen zréckzeféieren an ass fir eis eng vun de prioritäre Froe vun eiser Zäit, där mir eis einfach stelle mussen a wou mir zesummen, also all „partis confondus", Pisten ausschaffe sollen a mussen.

Zum Schluss wëll ech och als eng vun de Vizepresidente jiddwerengem e grousse Merci soen, deen an dëser Kommissioun ganz aktiv matgeschafft huet. Ech mengen, eise President huet dat ganz gutt geleet, mee awer och all d'Membere vun der Kommissioun hu wonnerbar matgeschafft. An ech mengen, mir hu vill Zäiten zesumme verbruecht. Et war jo net esou evident, et si vill Leit bei eis passéiert, déi hir Doleancë virgestallt hunn, mee et war immens interessant an ech wënsche mer wierklech méi esou konstruktiv a flott Debaten a Kommissiounen, wou mer all zesummen un engem Strang zéien a wou mer och all zesummen e Stéck weiderkommen. Et war wierklech ganz, ganz flott. An och eisem Sekretär e ganz grousse Merci fir déi sëlleg Rapporten an déi vill Rapporten, déi hien eis geschriwwen huet, a relativ kuerzer Zäit awer, muss een och soen. Och dat war eng zousätzlech Belaaschtung an déi muss een einfach honoréieren.

An da wëll ech als Allerlescht eisem ganz léiwe President nach e ganz grousse Merci soe fir seng Kulanz bei dëse Riedezäiten. Dat ass immens léif. Villmools merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll op dëser Plaz als éischt emol all den Interessevertrieder Merci soen, déi mat eis en Echange gefouert hunn an eis hir Säit an hire Point de vue op den Teletravail duergeluecht hunn.

Mir Piraten ënnerstëtzen den Ausbau vum Teletravail. Den Teletravail erspuert ville Leit Zäit, jo, d'Zäit vum Trajet fir op d'Aarbecht, déi gäre mol bei enger Stonn oder méi pro Wee läit. Doduerch hunn d'Leit méi Zäit fir d'Liewen doheem, fir hir Hobbyen, jo, fir hir Kanner.

Den Teletravail erméiglecht et, kleng Kommissiounen ze erleedege virun oder no der Aarbecht, wéi zum Beispill e Rendez-vous op der jeeweileger Gemeng. Den Teletravail reduzéiert d'Unzuel u Persounen, déi an d'Ballungsgebidder – an d'Stad, op Esch oder an d'Nordstad – schaffe ginn, wat indirekt zur Verkéiersberouegung féiert.

Den Teletravail kann awer och d'Grenzen tëscht Aarbecht an dem Doheem verschwanne loossen. Dofir ass et gutt, datt d'Chamber hei viru Kuerzem den Droit à la déconnexion am Gesetz verankert huet. Den Teletravail suergt och fir Ongerechtegkeeten, well Residentë kënne mam Chef fräi hir Deeg verhandelen, wärend Frontalieren duerch bilateral Accorden an der Unzuel un Deeg ageschränkt sinn. Eng Hürd ass mëttlerweil e Stéck méi kleng ginn, well op EU-Niveau en Accord fonnt gouf, fir d'Sozialversécherung bis op 50 % vun der Aarbechtszäit ze erhéijen.

(Interruption par M. Georges Engel)

Jo, 49, genau, net 50 Prozent, ech hunn opgeronnt, Här Minister.

An och vun däitscher Säit koum jo haut – an dofir ass et schéin, datt mer haut den Debat kënne féieren – déi gutt Nouvelle, datt d'Unzuel vun den Deeg op 34 konnt gehéicht ginn. Dëst ass e ganz wichtege Schrëtt an et soll een och sécherstellen – an ech mengen, et ass och wichteg, dass mer dat an Zukunft sécherstellen –, d'Ongläichheeten a puncto Teletravail tëscht Residenten a Frontaliere méi kleng ze maachen, well domadder reduzéiert een och Konflikter op der Aarbechtsplaz.

Laut der UEL sinn et 6 % vun de Betriber, déi de Frontalieren den Teletravail verbidden, wéinst ze villen administrativen Demarchen. An ech verstinn dat, et ass deelweis komplizéiert, wann een op eemol muss seng Salariéen an zwee Steiersystemer umellen, glécklecherweis elo warscheinlech net méi an zwee Sozialversécherungssystemer, respektiv kucken, wéini e wou muss ugemellt sinn. Mee dat féiert einfach zu Konflikter tëscht den Employéen. Ech selwer kennen dat aus menger berufflecher Tätegkeet bei engem Lëtzebuerger Grupp, deen awer zu ongefäier der Hallschent aus Frontaliere besteet. An do ginn allkéiers, wann erëm eppes ännert, Maile vum RH duerch de ganze Betrib, wou fir all eenzelne Salarié quasi aner Reegele gëllen, ob en dann elo zu Lëtzebuerg wunnt, ob en an Däitschland, an der Belsch oder a Frankräich wunnt. A wann een dat eng Kéier an engem mëttelstännesche Betrib, 100, 150 Leit, duerchdeklinéiert, ass dat immens vill Aarbecht. An dofir begréisse mer definitiv, datt een hei zu pragmateschen Accorde koum. Mee et muss een och weider déi Demarchë vereinfachen.

Här President, natierlech muss mat der Fro vum Homeoffice och d'Fro vum Dateschutz a vun der Privatsphär gekläert ginn, an dat op béide Säiten. Mir hunn eis jo schonn a ville parlamentaresche Froe mat där Fro beschäftegt. Sou ass et jo zum Beispill esou, datt een als Aarbechter/in d'Recht huet, d'Kamera bei enger Videokonferenz auszeloossen, an dat muss och respektéiert ginn. Natierlech mussen d'Salariéen awer och derfir suergen, datt sensibel Donnéeë vum Betrib um Laptop doheem protegéiert sinn. A fir vill Patrone war et am Ufank en Challenge, fir d'Apparater mam interne System vun der Firma ze verknäppen. Frot einfach eng Kéier d'Administratioun vun der Chamber, wéi séier dat huet misse goen a wéi komplizéiert dat war.

Deem Challenge muss een awer als Betrib gerecht ginn, well d'Leit fuerderen haut en Homeoffice. Laut enger Etüd, erëm vun der UEL, soe sech elo scho 40 % vun de Kandidat/innen net méi bereet, eng Plaz unzetrieden, wou manner oder keen Homeoffice méiglech ass. Well och dëst muss en Deel vun der Strategie sinn, fir Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert attraktiv ze halen. Dat hu scho bal d'Hallschent vun de Betriber erkannt a mir Piraten si sécher, datt déi Zuel weider wäert klammen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten fuerdere weider Verhandlungen, fir d'Unzuel un Deeg fir d'Frontalieren an d'Luucht ze setzen an esou Ongläichheeten an de Büroen ze verhënneren. Hei muss och ganz kloer gesot ginn, datt een um Punkt vun de Steierrecettë muss oppe si fir Verhandlungen, a fir näischt kritt een och héchstwarscheinlech näischt.

Et schafft awer net jiddereen um Büro, an dat ass mäi leschte Punkt, Här President, dofir ass et fir eis kloer, datt een och deene Leit muss entgéintkommen, déi keen Teletravail maache kënnen. Mir Piraten fuerderen dofir d'Erhéijung vun de Frais de déplacement vun 99 Euro pro Unitéit op 115 Euro pro Unitéit. Dat hate mer als Motioun hei schonn d'lescht Joer agereecht, mir hunn dat scho beim leschte Budget nach eng Kéier diskutéiert. Bon, et gouf zwee Mol refuséiert, mir bleiwen derbäi, well Lëtzebuerg muss och attraktiv bleiwe fir déi Leit, déi net kënne vun doheem schaffen an déi mussen op eng Aarbechtsplaz fueren, an dat 100 % vun hirer Aarbechtszäit.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, merci alleguerten de Leit, déi hei Stellung geholl hunn zu dësem wichtege Sujet, an och merci dem Dan Kersch als Rapporter a President vun där Souskommissioun.

Jo, ech mengen, et ass och elo kloer erauskomm: Mir sinn alleguerten e bëssen iwwerrannt gi vun deem Teletravail an am Joer 2021 war dunn déi grouss Fro, wat geschitt. Wat hänkt do alles drun un deem Teletravail? An dofir ass déi Souskommissioun do och gegrënnt ginn.

Et ass och scho ganz vill gesot ginn an ech wäert och net méi op alles agoen. Wat d'Aarbechtsrecht ugeet, léisst eis Gesetzgeebung grondsätzlech den Teletravail fir all Salarié zou, dëst onofhängeg vum Land, an deem d'Persoun da wunnt. Natierlech ass et awer esou – an dat ass virdru gesot ginn hei vum Sven Clement an och vun enger Rei aneren –, dass net all Aarbecht vun doheem aus méiglech ass. Den Infirmier, d'Vendeuse, de Bauaarbechter, dat geet net am Teletravail. An dofir ass den Teletravail just méiglech mat engem Accord zwëschent de Salariéen an dem Patron. Allerdéngs, wann eng Entreprise tëschent 15 an 49 Salariéen huet, da muss dat mat der Delegatioun beschwat ginn, an iwwer 149 Mataarbechter an der Kogestioun. An et ass och gutt, ech soen dat nach eng Kéier, dass mer den Droit à la déconnexion hei gestëmmt hunn, dat ass e wichtege Schratt an där heiter Diskussioun.

Elo kéint ech u sech ophalen, well dat ass mäi Volet vum Aarbechtsrecht, wat den Dossier vum Teletravail hei ugeet. Ech hunn awer och nach e puer Wuert kritt vun der Finanzministesch a vum Sécurité-sociales-Minister, déi u sech haaptsächlech an dësem Dossier gefuerdert sinn. An dofir wéilt ech och nach e puer Messagë vun der Madamm Backes mat op de Wee ginn, dass et nämlech wichteg ass drun ze erënneren, dass et a puncto Besteierung d'Duebelbesteierungsofkommessen, also d'Steierkonventioune sinn, déi Lëtzebuerg mat den Nopeschlänner ofgeschloss huet, déi d'Reegele betreffend dem Besteierungsrecht tëschent de Staate bestëmmen.

Et ass och virdru scho gesot ginn: Déi dräi Steierkonventioune mat eisen Nopeschlänner gesinn e Seuil de tolérance vir, wat d'Besteierungsrecht betreffend d'Frontalieren ugeet. An déi Seuils de tolérance an de Steierkonventioune sinn aktuell nach bei 19, 24 oder 29 Deeg fir Däitschland, Belsch oder Frankräich a sinn elo op 34 Deeg bei de Belsch retroaktiv op den 1. Januar 2022 gesat ginn, fir Frankräich op den 1. Januar 2023, soubal déi respektiv Ratifikatiounsgesetzer an deenen zwee Länner publizéiert sinn. Fir d'Belsch ass dat schonn de Fall, fir Frankräich ass hei zu Lëtzebuerg alles geschitt, mee a Frankräich allerdéngs nach net. An, Dir hutt et gesot, mat Däitschland ass haut och en Accord fonnt ginn, awer eréischt fir 2024, fir dann och 34 Deeg Teletravail zouzeloossen.

Wat d'Securité sociale dann ugeet, gouf et scho länger Echangen op verschiddenen Niveauen, fir méi eng dauerhaft Léisung ze fannen no den temporären Dispositiounen, déi am Kader vun der Pandemie geholl goufen. An do ass et elo en Accord-cadre multilatéral ginn, et ass also en Accord tëschent EU-Länner verhandelt ginn, wou all Land kann ënnerschreiwen. An deen Accord, dee baséiert op der Fräiwëllegkeet vun de Länner an deen ass zënter dem 1. Juli 2023 applikabel. An d'Benelux-Länner an Däitschland ware vir mat derbäi, fir deen Accord ze ënnerschreiwen. Lëtzebuerg huet dat de 5. Juni gemaach a Lëtzebuerg war och ganz engagéiert, fir an deene Verhandlungen e beschtméiglechen Accord fir d'Grenzgänger hei ze kréien.

Frankräich huet dunn den 30. Juni ënnerschriwwen, an doduerch kënnen déi Leit, déi an eisen Nopeschlänner wunnen an zu Lëtzebuerg schaffen – dobäi spillt et keng Roll, ob ee bei engem Employeur ass oder bei méi, déi zu Lëtzebuerg sinn – praktesch – praktesch! – d'Hallschent vun der Zäit am Homeoffice sinn, ouni datt eng Ännerung um Niveau vun der Affiliatioun stattfënnt. A fir dat ëmzesetzen, huet de Centre commun de la sécurité sociale och eng spezifesch Internetsäit – dat kënnt Der vläicht eng Kéier nokucken – online gesat: teletravail.ccss.lu. An deen Accord, dee gëllt elo fir eng Dauer vu fënnef Joer. Dat erlaabt et, déi néideg praktesch Erfarung ze kréien, fir da gegeebenefalls den Accord ze erweideren oder verschidde Punkten ze preziséieren.

Offiziell hu 17 Länner deen Accord ënnerschriwwen, woubäi Frankräich virun e puer Deeg dann derbäi komm ass. Aner Länner hunn och annoncéiert, dee Schratt do ze goen. De Minister fir d'sozial Sécherheet an déi zoustänneg Servicer stinn natierlech zur Verfügung fir Detailer zum Accord an zur Ëmsetzung.

Dofir e grousse Merci nach eng Kéier jiddwerengen, dee bäigedroen huet zu dësem Rapport, deen eis e gudde Kader setzt, deen natierlech och seet: Wa mussen Upassunge gemaach ginn, da musse mer déi och maachen! Dat si mer jo och konstant amgaangen. Dofir nach eng Kéier merci fir déi gutt Aarbecht, déi Dir hei geleescht hutt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Goerges Engel.

Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss a mir sinn domadder och um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 11., 12. an 13. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.39 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser** p. 40
   Exposé : M. Fernand Kartheiser
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des placements d'enfants** p. 40
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Max Hengel | M. Pim Knaff | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | M. Sven Clement
   Prises de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. le Ministre Claude Meisch
   Motion 1 : Mme Djuna Bernard | Mme Nathalie Oberweis
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
   Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Max Hengel | Mme Nathalie Oberweis | M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement)
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
6. **8183 – Projet de loi portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;
   2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;
   3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
   5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés p. 48
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8183 et dispense du second vote constitutionnel
7. **Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis** p. 52
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis
8. **8016 – Projet de loi portant modification :**
   1° du Code du travail ;
   2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
   3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,
   en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil p. 52
   Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
   Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann (intervention de M. Dan Kersch) | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8016 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8017 – Projet de loi portant modification :**
   1° des articles L. 233-16 et L. 621-3 du Code du travail ;
   2° de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État p. 56
   Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
   Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Dan Kersch | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8017 et dispense du second vote constitutionnel
10. **8233 – Projet de loi portant modification :**
    1° de l'article L. 413-4 du Code du travail ;
    2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 59
    Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
    Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
    Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8233 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8066 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées** p. 60
    Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty
    Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8066 et dispense du second vote constitutionnel
12. **Résolution de Mme Nathalie Oberweis relative à l'étude de la possibilité de donner à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher les pouvoirs d'un bureau de réclamations pour les enfants et les jeunes** p. 62
    Discussion générale : Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)
    Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et M. Max Hahn, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 11 juillet 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de règlement grand-ducal, le projet de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8269 – Projet de règlement grand-ducal relatif à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route et transposant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route et la directive (UE) 2022/738 du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2022 modifiant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/07/2023

8270 – Projet de loi relative aux juridictions militaires et portant
1° modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
2° abrogation de la loi du 31 décembre 1982 concernant la refonte du code de procédure militaire

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 10/07/2023

8271 – Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt : M. Fernand Etgen, Député, le 10/07/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2830 – Demande de pétition ordinaire : Modification du Code de la route afin de fluidifier le trafic dans un rond-point à minimum deux voies de circulation

Dépôt : M. Jean-Claude Patricio Leonardo, le 03/07/2023

2831 – Demande de pétition publique : Changer le test de dépistage de drogues pour récupérer le permis de conduire

Dépôt : M. Gil Spautz, le 05/07/2023

2832 – Demande de pétition publique : Ich, Braun Romain, der Unterzeichnete, schreibe diese Petition, um die Einführung des chinesischen TikTok-Modells in Luxemburg zu fordern. Ich bin der Meinung, dass dieses Modell dazu beitragen würde, die Verbreitung von gewalttätigen Videos in den sozialen Medien zu reduzieren und junge Menschen dazu zu ermutigen, sich auf den Sinn des Lebens zu konzentrieren und sozial engagiert zu sein

Dépôt : M. Romain Braun, le 06/07/2023

2833 – Demande de pétition publique : Ambulance pour animaux domestiques pour tout le Luxembourg

Dépôt : M. Arsène Kreins, le 06/07/2023

2834 – Demande de pétition publique : Acte de naissance gratis

Dépôt : M. Jay Karger, le 06/07/2023

2835 – Demande de pétition publique : Plaque d'immatriculation personnalisée (esou wéi an der Belsch)

Dépôt : M. Serge Besch, le 10/07/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Jo, et geet eigentlech elo an dëser Proposition de loi ëm d'Situatioun vum Logement bei eis am Land. Mir wëssen alleguer, datt mer do wierklech an enger ganz, ganz schwiereger Situatioun sinn, an et gëtt dofir natierlech eng Rei vun Interpretatiounsméiglechkeeten, eng Rei vun Ursaachen. An et ass esou, datt mir mengen, datt och e gewëssene Manktum u Flexibilitéit an eise Gesetzer derzou bäidréit, datt besonnesch bei de Mietwunnengen e Problem besteet.

Et ass esou – an do si mir och ganz derfir –, datt de Locataire hei am Land ganz staark protegéiert ass. Dat soll esou sinn, dat ass ganz richteg. Mee op verschiddene Punkte muss een awer nodenken, ob mer net och de Proprietären a gläichzäiteg dem Locataire och méi Flexibilitéit sollten zougestoen. An dofir wéilte mer mat dëser Proposition de loi eigentlech zwou Innovatiounen an eisem Mietrecht aféieren:

Dat Éischt ass, datt mer wierklech d'Méiglechkeet vun engem Contrat à durée déterminée aféieren. Dat hu mer och elo schonn am Mietrecht, mee a Wierklechkeet ass dat awer trotzdeem eng Durée indéterminée duerch eng Prorogation légale. A mir géifen hei Dispositiounen aféieren, datt wierklech zum Beispill zwee Joer och zwee Joer sinn, mat och Schutzdispositioune fir de Locataire. D'Ursaach dohannert ass awer, datt verschidde Proprietären e Logement kéinten op de Marché bréngen, datt se awer wëssen, datt se en zum Beispill an zwee oder dräi Joer brauchen, well e Kand vun der Universitéit oder esou zréckkënnt an datt se et aus deem Grond dann net wärend där Zäit a Locatioun ginn, well se déi éiweg laang Prozedure fäerten, fir dann d'Wunneng zréckzekréien, wa se se wierklech brauchen. Also, hei wéilte mer en Element vu Flexibilitéit aféieren.

Dat Zweet ass, datt mer am Ableck bei de Motifs de résiliation vun engem Mietkontrakt net vill Méiglechkeeten hunn. Haaptsächlech ass et, wann den Eegebedarf do an d'Spill kënnt, a mir denken, datt dat sollt erweidert ginn, datt och d'Vente vun engem Immeuble misst kënnen e Motif de résiliation sinn. Et ass dacks esou, datt en interesséierten Acheteur e Bien net keeft, well nach Locataire an deem Bien sinn, an dann ass déi Transaktioun net méiglech. An och do géife mer dann hei proposéieren, natierlech och mat enger Rei Schutzdispositioune fir déi concernéiert Locataire, mee och d'Vente vun engem Immeuble als Motif de résiliation an eist Mietrecht opzehuelen.

Dat si Flexibiliséierungsmoossnamen, vun deene mer eis kéinte vill erwaarden, ouni awer gläichzäiteg de Schutz vum Locataire wëllen erofzesetzen. Dat ass eigentlech de But heivunner. An an deem Sënn, Här President, wéilt ech Iech dës Proposition de loi iwwerreechen.

8272 – Proposition de loi du 11 juillet 2023 modifiant certaines dispositions du Code civil ainsi que la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des placements d'enfants

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Placement vu Kanner, déi vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk ugefrot ginn ass. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis als Vertriederin vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. E Placement vun engem Kand ass näischt Schéines an ech mengen net, dass et iergendengem Freed mécht. Ech wëll deemno mat dëser Debatt kengem eppes ënnerstellen, an et soll och elo net iergendeen heibanne mer komme mat „Generalverdacht" oder esou eppes – dat hate mer och schonn a viregten Debatten – a wannechgelift och net mat „Iwwerpréift Är Sourcen!" oder „Et soll een de Leit net alles gleewen", well och dat hate mer schonn hei! Also, och an dëser Debatt baséieren ech mech op Temoignagen a genee wéi all déi aner Kéieren op Temoignagen, déi ech gekräizt hunn, déi ech verglach hunn, déi sech och mat Temoignagë vu Concernéierten an institutionaliséierten Acteure vum Terrain iwwerschneiden. Esou vill zu menge Sourcen.

Zu den Donnéeën: Ob mer elo zu Lëtzebuerg méi placéieren oder net, dat ass esou eng Saach. Et gëtt effektiv ëmmer erëm gesot, mee et gëtt keng ganz zouverlässeg an objektiv Zuelen dozou. Mir hunn Zuele vum ONE, déi awer och méiglecherweis net ganz komplett sinn. Déi lescht Zuele vum Abrëll 2023 nennen 1.426 Kanner a jonk Erwuessener, déi an Institutiounen an a Fleegefamillje placéiert sinn. Duerfir wier eng éischt Fro un d'Regierung, ob mer kënnen an Zukunft komplett an objektiv Zuele schafen, wou een de ganze Phenomeen, also déi judiciaire an déi net judiciaire Placementer objektiv kann an d'Ae faassen.

Zu den Ursaache vun de Placementer: D'Fro, ob all Placement justifiéiert ass, déi kann een hei net léisen,

an dat ass och net mäin Uleies. D'Associatioun vun de Fleegeelteren, mat där ech a Kontakt sinn, ass der Meenung, dass dacks net schnell genuch placéiert gëtt. Hirer Meenung no géif dacks wäertvoll Zäit verluer ginn, wou Kanner an engem ongesonden Ëmfeld sinn a wou een u sech kéint Zäit gewannen an éischter kéint placéieren. Vill Kanner aus Familljen, wou zum Beispill Gewalt ass, mussen do eraus, an do gëtt et effektiv keng Alternativ.

Da schéngt et awer och eng aner Tendenz ze ginn, Här President. Vun anere Quelle weess ech, dass Kanner a Jugendlecher placéiert ginn, wa se zum Beispill net scolariséiert sinn. Effektiv gesäit d'Gesetz vun 1992 vir, dass den Absentéisme scolaire e Motif fir de Placement ass. Meng Froen: Steet d'Schoulflicht an deem Fall normativ iwwert der Famill an iwwert der Bindung zu der Famill? Kann et sinn, dass e Kand aus dem Doheem erausgerappt gëtt an an e frieme Kader gesat gëtt, „just" – entre guillemets – fir an d'Schoul ze goen?

An deem Kontext erënneren ech un d'Ligne-directricë vun der UNO, déi kloer soen, dass e Kand aus der Famill erauszehuelen, ëmmer déi lescht Optioun soll sinn. Do kann ee sech froen: Ëm wie geet et? Geet et ëm den Intérêt supérieur vum Kand oder ëm d'Virstellung vun deenen Erwuessenen, wéi eng Gesellschaft ze sinn huet, wéi eng Famill ze fonctionéieren huet a wéi d'Elteren hir Kanner ze erzéien hunn?

Et stelle sech eng aner Rei Froen an der Prozedur vum Placement: Wéi ginn déi Normen applizéiert? Wéi ginn déi verschidden Avise vum Jugendriichter betruecht? Hunn d'Sozialaarbechter vun alle Kannerschutzservicer an d'Jugendriichter speziell Formatiounen, zum Beispill am Kannerschutz, an de Kannerrechter an och an der Bindungstheorie?

Här President, et héiert een ëmmer erëm och vum Risiko, dass d'Kanner kënne placéiert ginn, well se keen appropriéiert Doheem hunn, well d'Wunneng ze kleng ass oder insaluber oder well Leit aus enger Wunneng erausfléien, also expulséiert ginn. Da riskéieren d'Leit nieft deem Misär och nach eventuell, hir Kanner placéiert ze kréien. Dofir wéilt ech bei der Regierung nofroen, fir Donnéeën – net elo direkt aus dem Stand, mee, voilà, spéider – ze kréien zu Aarmut a Placementer: Kënnt et dacks vir, dass Kanner placéiert ginn, well eng Wunneng ze kleng oder insaluber ass oder wéinst enger Expulsioun? A wéi dacks kënnt dat vir?

Här President, zu den Urgenceplacementer: Ech mengen, als Mamm kënnen ze soen, dass dat Schlëmmst, wat engem geschéie kann, ass, wann een e Kand verléiert oder e Kand ewechgeholl kritt! Et ass awer natierlech net just dramatesch fir d'Elteren, mee och fir d'Kanner selwer. Ech hu mech fir d'éischt méi an der Déift mat dësem Sujet beschäftegt, nodeems mir e puermol aus verschiddene Quellen zougedroe gouf, dass Kanner an der KannerKlinik placéiert gi sinn. Et wiere Kanner aus net medezinnesche Grënn am Spidol placéiert.

Ech hunn dunn zwou Question-parlementairë gestallt, op déi ech follgend Äntwerte krut: 2019 waren 52 Kanner am Spidol, also an der KannerKlinik, placéiert, 2020 22, 2021 29, 2022 am August waren et der 15 a 6 waren nach placéiert. Et ass also e Phenomeen, deen net rar ass, dass Kanner am Spidol placéiert ginn.

Weider krut ech gesot an der Äntwert op meng Question parlementaire, dass d'Kanner just aus medezinnesche Grënn géife placéiert ginn. Dobäi kommen dann nach déi neigebuere Beebeeën, déi eventuell musse sevréiert ginn, déi dann dowéinster och dobleiwen. Dozou muss ech soen, dass ech vum Terrain, an zwar vum CHL-interne Personal, Informatioune krut, déi eigentlech contraire sinn zu där Äntwert vun der Regierung, dass et net géif stëmmen, dass éischtens e Médecin spécialisé sech ëm d'Puppelcher géif 24 Stonnen op 24 këmmeren, dass dat u sech e Benevoll wier, dass ëmmer erëm Kanner placéiert géife ginn, déi keng medezinnesch Ursaach hätten, an dass eeben och Jonker a Jugendlecher an der Pedopsychiatrie placéiert géife ginn.

An do gëtt et direkt e puer Problemer: Net nëmme wier et esou, dass Kanner/Jonker an der Pedopsychiatrie placéiert ginn, déi kee psychiatreschen Diagnostic hunn, mee éischter en Trouble comportemental, wat net dat selwecht ass! Dat heescht, déi Plaz a Struktur ass fir si net ugepasst a si besetzen dee Moment eng wäertvoll Plaz, well et muss ee wëssen, datt an der Pedopsychiatrie aacht Better sinn, déi eigentlech permanent besat sinn.

Et wier effektiv ëfters esou, dass Foyeren, déi iwwerfuerdert wiere mat verschiddene Jugendlechen, wat jo och absolutt Sënn mécht, déi dann d'urgence an der Pedopsychiatrie géife placéieren. Déi gehéieren awer net dohinner! Dat ass keng Plaz, déi fir si gemaach ass, an do brauche mer aner Mechanismen, déi an där Urgence kënnen deen Ament fonctionéieren. Ech wier frou, wann d'Ministeren och op dës Situatioun eng Kéier kéinten agoen.

Dann, Här President, géif ech gären eppes soen zu de Foyere par rapport zu de Fleegefamilljen. Mir brauchen net just aner Usätz an der Urgence, mee och allgemeng aner Léisungsusätz. Zu Lëtzebuerg gëtt jo vill a Foyeren, mee och a Fleegefamillje placéiert. Bei de Familljе gëtt et Placementer souwuel an d'Famille proche vum Kand wéi an d'klassesch Notioun vu Fleegefamilljen. Zu Lëtzebuerg – do kann ech Iech e puer Donnéeën derzou ginn – sinn am Joer 2018 166 Kanner a Foyere placéiert ginn, 2019 waren et der 194, 2020 162 – just fir Iech eng Ordre de grandeur ze ginn –, 2021 202 Kanner an 2022 sinn 232 Kanner a Foyere placéiert ginn.

Déi Zuele ginn also kloer an d'Luucht. D'Tendenz ass kloer no uewen: Et ginn ëmmer méi Kanner a Foyere placéiert wéi a Familljen. Bei de Familljе par contre stagnéieren d'Placementer a Fleegefamilljen. Do waren et der 41 am Joer 2018, 55 am Joer 2019, 46 2020, 52 2021 an 43 2022. Also, do gesi mer eng relativ Stagnatioun.

Déi lescht Zuele vum ONE aus dem Abrëll 2023 soen eis da ganz kloer: 60 % vun de Placementer sinn an Institutiounen, 40 % a Fleegefamilljen. Lëtzebuerg steet am EU-Verglach oder am Europaverglach zimmlech schlecht do, wat dat ugeet. Hei gëtt traditionell gären an Institutioune placéiert. Méi nordesch Länner zum Beispill hu méi dee Modell vun de Fleegefamilljen historesch entwéckelt. An Holland zum Beispill sinn et 52 %, a Finnland 52 % an an Dänemark 66 % vun de Placementer a Fleegefamilljen.

Dozou muss ee soen, dass 40 % vun de Placementer an eng Fleegefamill u sech an der Famille proche vum Kand sinn. Dat heescht, dat ass dann och relativ vill. Wann een dat eraushëlt, si mer bei där klassescher Notioun vun der Fleegefamill, also sti mer nach méi schlecht do, wat dee Ratio Fleegefamill/Institutioun ugeet. Ech soen dat esou direkt, well d'Kannerrechtler, ënner anerem de Kommitee vun de Kannerrechter vun der UNO, ganz kloer soen, dass de familljebaséierte Modell vun de Placementer deen ass, dee mer promouvéiere mussen. An dat soe si net eréischt säit gëschter.

De Modell vun de Fleegefamillje wier kloer méi am Interessi vum Kand. Och d'Mënscherechtskommissioun huet dat rezent nach eemol gesot. E Placement an eng Famill hätt kloer Avantagë fir d'Kand: Eng Famille d'accueil gëtt dem Kand e stabille familiäre Kader, wat fir seng emotional Gesondheet a seng Entwécklung eebe wierklech immens positiv ass.

Et feelt awer zu Lëtzebuerg – och dat wësse mer – u Famille-d'accueilen an och u spezialiséierte Famille-d'accueile fir eventuell Kanner à besoins spécifiques. Souwäit ech informéiert sinn, denkt de Ministère net direkt drun, eng Campagne ze maache fir Famille-d'accueilen, well op d'Gesetz soll gewaart ginn. D'Kanner awer sinn an der Tëschenzäit de Verléierer, well mer wëssen, dass deen ee Modell besser ass fir den Intérêt supérieur vum Kand. Firwat kënne mer net awer elo schonn entre-temps eng Campagne starten, en attendant dass d'Gesetz do ass, fir fir Famille-d'accueilen ze werben?

Och den Taux vu judiciariséierte Fäll – deen ass bei 70 % – ass relativ héich. An do wär d'Fro och un d'Regierung, ob déi Dejudiciariséierung, déi ugeziilt war vun der Regierung, awer nach ëmmer e politescht Zil ass.

Här President, da kann ee sech nawell och aner Froe stellen, wéi zum Beispill: De Finanzéierungsmodell vun den Institutiounen, dréit deen derzou bäi, dass awer vläicht méi an Institutioune placéiert gëtt wéi a Familljen? Et ass jo esou, dass den Träger vun enger Institutioun pro placéiert Kand e Forfait kritt. Wann elo e Kand soll oder kann zréck a seng Famill goen, wat jo eigentlech ëmmer d'Zil soll sinn – dat soe ganz kloer international Guidelines –, da muss d'Institutioun dacks fir d'éischt emol kucken, ob se vläicht en anert Kand „fënnt", fir dat Bett dann ze fëllen, souzesoen. Dat kann dann eventuell derzou féieren, dass Kanner méi laang wéi néideg an enger Institutioun bleiwen, an et kann ee sech froen, ob dee Finanzéierungsmodell dann net awer och derzou féiert, dass d'Kanner éischter an eng Institutioun placéiert gi wéi an eng Fleegefamill, well d'Better kaschte jo an déi mussen deen Ament finanzéiert ginn.

Meng sécher Quellen hu mer vu mindestens engem Beebee erzielt, deen, obwuel eng Plaz an enger Urgencefamill fräi war, an engem Foyer placéiert gouf. Et wier deemno, mengen ech, net vu Muttwëll, wa mer de Finanzéierungsmodell vun den Institutioune emol ënnert d'Lupp géifen huelen an eventuell negativ Niewewierkunge géifen analyséieren, an dat virum Hannergrond vun de Ligne-directricë vun der UNO, déi kloer recommandéieren, ze desinstitutionaliséieren ..., komplizéiert Wuert, deinstitutionaliséieren an à terme, ech zitéieren, „d'Strukturen ze eliminéieren". Dat soen hir Ligne-directricen.

Bei engem Gespréich da mam OKaJu sinn nach aner Iddien op den Dësch komm, déi ech wëll kuerz resüméieren, fir eeben alternativ a méi divers Modeller vu Placementer ze envisagéieren. Hien denkt u Familljenhaiser a Mutter-Kind-Haiser, fir eeben ze evitéieren, dass Kanner placéiert ginn. Et ass och e Mëttelwee ugeduecht tëscht de Placementer en urgence an der KannerKlinik an engem Foyer, wou da kéinte mobill Ekippe vun engem Träger u sech no deene Kanner an der KannerKlinik kucken, fir dass déi wierklech 24 op 24 Stonnen encadréiert sinn, well mir wëssen, wéi wichteg et ass, dass kleng Kanner, virun allem Beebeeën, deen Hautkontakt hunn, fir am Endeffekt dat Urvertrauen opzebauen. An eng lescht Iddi war déi vu kompetenten Ekippen, déi extra Ausbildungen hunn, fir Kanner a Jugendlecher à besoins spécifiques ze encadréieren.

En anere leschte wichtege Punkt sinn och d'Méiglechkeete fir placéiert Kanner, sech kënnen, sief et intern oder extern, ze beschwéiere bei enger Beschwerdestell. Eng vun den externe Beschwerdestellen, den OkaJu, kann opgrond vu gesetzleche Bestëmmungen nëmme ganz ageschränkt intervenéieren.

Mir brauchen, Här President, méi verschidden an alternativ Modeller, jee no Besoin. Grouss Foyere si

längst iwwerlieft! Dass d'Pouponnière zu Péiteng, e Projet, deen un d'20. Joerhonnert erënnert, elo geschwënn eréischt opgeet, beweist, wéi hannendra mir sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn an deem Kontext eng Motioun of. Villmools merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– la Convention internationale des droits des enfants ;

– les lignes directrices de l'ONU relatives à la protection de remplacement pour les enfants ;

– les recommandations les plus récentes du Comité des droits de l'enfant pour le Luxembourg,

invite le Gouvernement

– à désinstitutionnaliser l'offre des placements d'enfants ;

– à promouvoir le modèle des familles d'accueil ;

– à diversifier l'offre des placements et à étudier d'autres pistes alternatives pour les placements en urgences ou des placements d'enfants à besoins spécifiques ;

– à intégrer dans les différentes formules un contrôle de qualité plus régulier de la prise en charge ;

– à réexaminer le modèle de financement des institutions et ses effets secondaires ;

– à étudier la possibilité de donner à l'Ombudsman pour enfants et jeunes les pouvoirs d'un bureau des plaintes pour les enfants et les jeunes.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hengel (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut op Demande vun déi Lénk iwwert de sougenannte Placement d'enfants. Virop villmools merci fir dës Aktualitéitsstonn. E grousse Merci och un eise Fraktiounssekretär, den Ady Richard, fir seng Hëllef bei dëser Ried zu engem ganz wichtegen a sensibelen Theema.

Grad d'Placementer vu Kanner sinn ëmmer mënschlech, awer och juristesch extreem schwiereg, an dat si ganz komplex Situatiounen. Hei zu Lëtzebuerg gi vill Kanner a Foyere placéiert. Dobäi seet d'Regierung selwer, datt Kanner solle prioritär an Accueilfamillje placéiert ginn. Ma hei hu mer awer en evidente Manktum un esou Familljen, déi bereet sinn, Kanner opzehuelen.

An der Demande zu dëser Aktualitéitsstonn geet rieds vum Wuelbefanne vun de Kanner, dat natierlech bei dëse Placementer muss garantéiert sinn. Eent ass kloer: An allen Hypotheese muss den Intérêt supérieur an och den iwwergeurdenten Interessi vum Kand respektéiert ginn! Mir hunn hei e Grondvertrauen an eis Justiz, datt si dat och no beschtem Wëssen a Gewësse mécht, grad wann et ëm schwiereg Decisiounen a Bezuch op Kanner geet. Dat selwecht gëllt iwwregens och fir eis Spideeler an och fir eis KannerKlinik, déi dacks ënner schwieregen Ëmstänn nom iwwergeuerdente Wuel vum Kand kucken an och kucke mussen.

Kindeswohl a Kindeswille sinn hei zwee wichteg Punkten. De Riichter muss d'Kindeswohl als Decisiounsbasis huelen, an dat gëtt an all Eenzelsituatioun dann nei gekuckt. Ee Krittär hei wär awer wa méiglech och de Kindeswille. An dëse Situatioune kann et awer virkommen, datt e Kand zum Beispill wëll doheembleiwen, obwuel et vläicht do mësshandelt gëtt. An dee Moment muss d'Geriicht dann awer d'Decisioun huelen, d'Kand ze placéieren, eebe grad fir dat Kindeswohl dann och ze assuréieren.

Dat sinn natierlech wierklech ganz schwiereg Decisiounen, déi dann eeben och deels géint de Wëlle vum Kand getraff ginn, an do muss da wierklech och eng Rupture de contact mat enger Persoun, déi zwar wierklech ganz schiedlech fir d'Kand ass, mee trotzdeem awer eng wichteg Bezuchspersoun fir d'Kand ass, duerchgezu ginn. An dat sinn dann awer trotzdeem Bindungspersoune fir déi Kanner, an do huet ee wierklech eng ganz grouss Verantwortung, wann een déi Kanner a Jugendlecher dann doheem eraushëlt, an do muss ee wierklech ganz kucken, datt se wierklech gutt placéiert ginn. Ech mengen, hei musse wierklech d'Krittäre vum „Gesond-ginn" a „Sechkënne-gesond-entwéckele" mat gudde Bindungs- a Bezéiungsangeboter am Virdergrond stoen. Dëst geet an enger familiärer Struktur wéi an enger Famille d'accueil oder zur Nout och an enger klenger, familiär organiséierter Foyersstruktur.

D'Madamm Oberweis ass schonn drop agaangen, ech kommen awer nach ganz kuerz drop zréck, datt Placementer an der KannerKlinik oder och anere Klinicke just aus medezinnesche Motiver dierfe stattfannen. Et ka virkommen, datt e Kand eng kuerz Period muss am CHL no der respektiver Behandlung bleiwen, wa soss keng Plaz fonnt gëtt. Hei wier et vläicht interessant ze wëssen, wéi dacks dat de Fall ass a wat genau déi sougenannt „période courte" heescht, wéi kuerz oder laang, wéi dat dann ass.

Ech hat hei eng ganz Rei Zuele stoen. Déi kann ech mer awer elo glécklecherweis spueren – da kommen ech och besser mat menger Zäit aus –, d'Madamm Oberweis hat déi scho gutt genannt. Wann awer d'Zuele vum September 2022 nach stëmmen, dann hu mir am Moment 17 Prestatairen hei zu Lëtzebuerg, déi eppes méi wéi 1.000 Kanner a Jugendlecher kënnen ophuelen. Dobäi kommen nach eng ganz Rei Institutiounen am Ausland a virun allem eng 527 agreéiert Accueilfamilljen. Kloer schéngt op alle Fall ze sinn, datt weesentlech méi Kanner a Centres d'accueil placéiert gi wéi a Familles d'accueil, wat sécher verbesserungsfäeg ass. D'Madamm Oberweis huet hei och d'Zuele scho genannt. Hei musse mer also ganz kloer méi a Richtung Accueilfamillje schaffen. Dat neit Jugendschutzgesetz schéngt jo an dës Richtung ze goen, mat enger neier Tâche och fir den ONE a mat enger klorer Promotioun vun den Accueilfamilljen.

Wann ee sech awer dann um Terrain e bësse schlaumécht, kritt een e puer Grënn genannt, firwat et am Moment wuel esou schwéier ass, Accueilfamilljen ze fannen. Et ass ganz oft den Zäitfacteur, wéi een alles wierklech soll ënnert een Hutt kréien. Hei wier eventuell d'Iddi vun engem Congé d'accueil eng Pist, där een emol kéint nogoen. Ech mengen, et hëlt ee jo och net einfach vun haut op muer esou e Kand un an et seet een: „Elo ass dat esou!" Ech mengen, dat ass e ganz groussen Engagement fir eng ganz Famill an et muss ee jo och d'Zäit hunn, fir Vertrauen zu deem Kand opzebauen, fir eng Bindung opzebauen, andeem een him och d'Méiglechkeet gëtt, sech wuel ze fillen. An dat ass an eisem awer gréisstendeels ganz stressegen Alldag schwéier, an da versteet een och, datt d'Leit sech do vill Gedanke maachen an da vläicht zur Konklusioun kommen, datt se awer kee Kand esou wëllen unhuelen.

Da besteet awer och mengen Informatiounen no eng grouss Onsécherheet, well duerch de Projet de loi vum Jugendschutz d'Autorité parentale egal wéi soll bei den Eltere vun de Kanner bleiwen. An heiduerch wësse vill potenziell Familles d'accueil net genau, wat fir een Impakt dat wierklech herno op hiert alldeeglecht Liewe wäert hunn, wa si verschidden Entscheedungen net kënne selwer huelen.

Ech mengen, iwwerhaapt ass dat jo e ganz grousse Schrëtt, wann ee sech iwwerleet, ob ee Famille d'accueil wëll ginn. Ech schwätzen do deels aus eegener Erfarung. Virun e bësse manner wéi 30 Joer hu meng Elteren decidéiert, e Kand vun zwee Joer a Fleeg ze huelen. An dee Moment weess ee jo guer net, wéi déi gemeinsam Geschicht mat deem Kand do weidergeet. Et bënnt ee sech un dat Kand, et ass ee frou mat him, an trotzdeem ass déi ganzen Zäit do dee Risiko, datt dat Kand op eemol erëm fort ass. Bon, bei eis war et gottseidank onkomplizéiert an et ass duerno esou ausgaangen, datt meng Elteren da meng – elo – Schwëster och konnten adoptéieren. Dat heescht, dat war wierklech den Optimalfall. Duerfir awer e ganz grousse Respekt alle Familljen, déi sech bereeterklären, Famille d'accueil ze sinn.

Meng Zäit ass ganz kuerz, duerfir nach ganz séier e puer kuerz Froen. Zum Beispill: Wéi et ass mat den Urgencebetter fir Kanner? Den ONE huet jo permanent fënnef Better zur Verfügung. Do ass d'Fro: Geet dat duer? Oder musse mer hei nach nobesseren?

Eng weider Fro, déi nach interessant ass, ass: Wéi gesäit et mat der Zesummenaarbecht tëschent ONE a SCAS aus? Ass déi gutt genuch? Si mer do gutt genuch opgestallt?

Fakt ass egal wéi, datt sech hanner alleguer dësen Zuelen ëmmer erëm mënschlech Schicksaler an Drame verstoppen. Dofir ass et extreem wichteg, dass mer grad dës Kanner an Extreemsituatiounen net politesch vergiessen. Genausou kloer ass et awer fir eis, datt mer wierklech mussen d'Accueilfamillje favoriséieren – dat seet jo och déi consultativ Mënscherechtskommissioun CCDH –, einfach well Kanner sech an enger Famill méi wuel spiere wéi an enger Struktur, och wann dës gutt fonctionéiert an do ganz vill léif a motivéiert Leit sinn, déi se encadréieren. Wa mer do mat dëser Aktualitéitsstonn e puer Schrëtt weiderkommen, da war se schonn net ëmsoss.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci och un déi Lénk fir dës Heure d'actualité. De Placement vu Kanner a Jugendlechen ass en immens interessante Sujet, mee virun allem ass et e Sujet, deen net schwaarz a wäiss ass, mee bei deem eng Hellewull vu Facteure matspillen an Decisioune kënne beaflossen.

Grënn, wisou Kanner a Jugendlecher placéiert ginn, gëtt et wierklech vun ... bis. Dëst geet vu fräiwëllege Placementer bis zu temporäre Mesüren a Laangzäitplacementer, déi duerch en Urteel beschloss sinn.

Vill Jonker, déi duerch e Riichter placéiert ginn, hu schlëmm Vergaangenheeten hannert sech, deels traumatesch Erliefnesser, déi sech duerch Verhalensstéierungen, psychesch Problemer, Suchtverhalen oder delinquent Verhalen äusseren.

Dës jonk Mënsche brauchen eng intensiv a matzäiten och eng individuell sozialpedagogesch an therapeutesch Betreiung. Zu Lëtzebuerg hu mir aktuell eng 17 Prestatairen, Structures d'accueil, déi Kanner a Jugendlecher Dag an Nuecht kënnen ophuelen.

2020 stoungen hei eng 962 Plaze bereet, 2022 waren et der 1.017. Dobäi kommen Institutiounen am Ausland an eng ronn 530 agreéiert Familles d'accueil.

A wat fir Fäll gëtt op auslännesch Institutiounen zréckgegraff? An éischter Linn gëtt et Fäll, wou d'Prise en charge vun enger Persoun hei zu Lëtzebuerg net assuréiert ka ginn. Entweeder hu mir am Land net déi néideg Ressourcen oder awer an dëse Fäll hunn déi jonk Leit esou spezifesch Bedürfnisser, datt muss op eng spezialiséiert Struktur am Ausland zréckgegraff ginn, fir deem jonke Mënsch déi beschtméiglech adaptéiert Hëllef kënnen unzebidden. Auslandsplacementer bidden och eng gréisser Distanz vun dëser Persoun zu engem ongesonden Ëmfeld. Duerch Auslandsmesüre kënne Jonker beispillsweis bei Familljememberen oder eeben och Institutiounen am Ausland Hëllef ugebuede kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass e grousse Besoin do ass fir esou Strukturen, léisst sech un de Waardelëschten erkennen. Et ass d'ailleurs net ongewéinlech, dass, wann an engem Foyer eng Plaz fräigëtt, dës relativ séier nees besat ass.

Trotzdeem ass a soll och eng séier Reintegratioun an d'Famill d'Haaptzil fir all jonke Mënsch sinn, natierlech situatiounsofhängeg a wann d'Konditiounen e séchere Retour vum Kand oder vum Jugendlechen an e gesond a séchert Ëmfeld erlaben. Placementer sollen e leschte Ressort sinn, an trotzdeem sollen deene Jonken hir Sécherheet an hiert Wuelbefannen zu all Ablack Prioritéit bleiwen.

Och den nationale Kaderprogramm fir Kanner- a Familljenhëllef gesäit an deem Kontext eng Rei u Saache vir, wéi zum Beispill den Ausbau vu Mesüren, déi Familljen ënnerstëtzen, eng Koordinatioun fir eng méi fréi Assistenz vu Familljen an hire Kanner, d'Vermeidung vu gréissere Strukturen an esou weider.

2022 huet och zu Péiteng de Bau vun der Infrastructure d'accueil Batty Weber ugefaangen. Och hei entsteet eng Betreiungsariichtung, déi hëlleft, aner Strukturen uechtert d'Land ze entlaaschten an d'Prise en charge ënner anerem och vu Jonken, déi psychotherapeutesch Hëllef brauchen, nach ze verbesseren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, d'Fro ëm d'Placementer ass net schwaarz a wäiss, mee ganz komplex. Sécherlech a Fäll, wou eng Kindeswohlgefährdung besteet, sinn déi Moossnamen net nëmme sënnvoll, mee och dréngend noutwendeg, fir d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vum Kand ze assuréieren.

An natierlech op där anerer Säit kënnen a solle Placementer primär och am But vun enger Reintegratioun an am Kader vun der Familljenaarbecht stattfannen. Do soll dat mat de Familljen zesumme gekuckt ginn, beispillsweis Erzéiungskompetenze gestäerkt ginn, fir se esou wäit et méiglech ass ze ënnerstëtzen, datt d'Kanner respektiv déi Jugendlech erëm eng Reintegratioun an d'Famill kënnen erliewen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An da wier et un der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wann ee sech d'Zuele vun de Placementer ukuckt, muss ee mat Erschrecke feststellen, dass sechs vun zéng Kanner oder jonken Erwuessenen an Institutioune placéiert ginn an nëmme véier vun zéng a Fleegefamilljen. Dat ass eng Statistik vum ONE vun 2021. An insgesamt waren 2021 iwwregens ronn 1.300 Kanner a jonk Erwuessener placéiert, dovunner 78 % am Placement judiciaire an 22 % fräiwëlleg Placementer.

Virun engem Joer hat ech eng Question parlementaire un de Minister Meisch gestallt, wou ech gewuer gi sinn, dass am Duerchschnëtt d'Hallschent vun de Kanner a Fleegefamilljen e Lien mat de biologesche Familljen huet. An deem Zesummenhang muss een dann dervunner ausgoen, dass Kanner, déi net vu Familljemembere kënnen opgeholl ginn, nach méi heefeg an Institutiounen ënnerbruecht ginn.

D'Zuele vum Service de la protection de la jeunesse vum SCAS ënnersträichen och, dass d'Kanner méi dacks a verschiddene Forme vun Institutioune placéiert ginn. Esou sinn och 2021 18 Kanner a Foyere komm, 5 an zouen Ariichtunge vum CSEE, also Schraasseg, Dräibuer oder Buerglënster, a leider nëmme 5 an eng Famille d'accueil.

De Problem vum Placement ass wuel ganz komplex an et gëtt och net déi eenzeg Léisung. Op dëser Plaz wëll ech awer och ernimmen, dass d'Reform vum Jugendschutz a vum Jugendstrofrecht jo scho méi laang um Instanzewee ass an et nawell Zäit gëtt fir dës Reform.

D'Lydie Err huet 2008 a senger Ried zum Gesetz, dat den ONE geschafen huet, schonn op d'Problematik vun de Familles d'accueil, de Kanner a schlëmme Situatiounen an hirem allgemenge Placement och reagéiert. Deemools hunn all d'Fraktiounen zesummen eng Motioun deposéiert, wou se d'Regierung opgefuerdert hunn, am Virfeld vum Placement preventiv ze handelen an dem ONE eng gréisser Roll ze ginn, virun allem och am Dialog tëscht deenen eenzelnen Acteuren. Well wéi deemools gesot ginn ass: D'Placementer sinn eng Destabilisatioun vun der Famill a vum Kand.

En zentrale Problem ass haut awer, dass net genuch Familljen do sinn, déi sech bereeterklären, Kanner an d'Fleeg ze huelen. Dofir muss och am Kader vun der Reform vum Jugendschutz gekuckt ginn, d'Situatioun vun de Fleegeelteren ze verbesseren, wuelverstanen natierlech am Aklang mat de Rechter vum Kand a vu sengen Elteren.

Eis Fraktioun hat eng Entrevue mat der Fleegeelterenassociatioun vu Lëtzebuerg, an déi hunn eis och op déi verfuere Situatioun mat der elterlecher Autoritéit opmierksam gemaach. Aktuell kann eng Fleegefamill, déi e Kand ophëlt, Decisiounen zum Alldag oder der Gesondheet vum Kand treffen, ouni musse Récksprooch mat de biologeschen Elteren ze huelen. Wann dat awer ännere sollt, da géif dat vill Leit demotivéieren a si missten och bei villen Decisiounen, wéi zum Beispill engem Schoulausfluch, mat de biologeschen Eltere Récksprooch huelen, wat dann awer kéint och zu Konflikter féieren.

Natierlech stinn d'Kand an den Interêt vum Kand un éischter Plaz, egal wéi dann déi Decisiounen ausfalen. Am Idealfall soll ee jo och all Fall eenzel betruechten, natierlech ëmmer am Respekt vum Intérêt supérieur vum Kand, dee jo dann och elo an eiser neier Verfassung verankert ass.

D'LSAP fënnt et och sënnvoll, iwwert d'Aféierung vun engem Statut fir Fleegefamilljen oder Fleegeelteren nozedenken, an och bei der Zuel vun de Congésdeeg, déi de Fleegeelteren zoustinn, misst een an Zukunft iwwer weider Upassungen nodenken.

Generell sinn d'Bindung an eng individuell Betreiung zentral fir engem Kand seng Entwécklung, virun allem och bei engem Placement. An dofir hält d'LSAP och weider un der Stäerkung vun der Fleegefamill fest. Duerfir mussen déi néideg Méiglechkeete geschafe ginn, fir d'Leit ze motivéieren, de Schratt ze goen, Kanner bei sech opzehuelen, hinnen en Doheem ze bidden a si op hirem Wee ze begleeden am Fall, wou dann d'Kanner wierklech net méi bei der biologescher Famill bleiwe kënnen.

Et dierf eis net egal sinn, wou déi vulnerabel Kanner ënnerkommen, wa se net méi doheembleiwe kënnen. Et ass kloer fir d'LSAP, dass Kanner nëmmen an enger Pedopsychiatrie ënnerbruecht solle ginn, wann hir Gesondheet dat erfuerdert. Et ass och kloer, dass an allen anere Situatiounen d'Kanner, sief dat an engem Foyer oder enger Fleegefamill, besser opgehuewe si wéi doheem, wann et hinnen do schlecht geet. An e staarke Staat huet d'Verantwortung, derfir ze suergen, dass genuch Ressourcen agesat ginn, fir dass Kanner an esou Noutsituatioune sécher an hire Besoinen no kënnen opgeholl ginn.

Schlussendlech wëll ech dann awer och betounen, dass e Placement an enger Institutioun oder an enger Fleegefamill eng absolutt Ausnamesituatioun soll sinn, déi, wéi gesot, e Kand destabiliséiere kann. Dofir ass et absolutt noutwendeg, méi staark op Preventioun ze setzen, fir esou wäit wéi méiglech ze verhënneren, dass e Kand iwwerhaapt an esou eng Situatioun kënnt. Als Gesellschaft hu mir d'Flicht, d'Wuel vun de Kanner ganz eescht ze huelen.

Mat engem Merci un d'Kolleeginne vun déi Lénk fir dës Heure d'actualité soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, an dëser Aktualitéitsstonn thematiséiere mer e ganz schwierege Sujet, an zwar d'Kanner, deenen hiert Wuelbefannen, kierperlecher oder séilescher Natur, an hire Familljen net assuréiert ass. D'Grënn, wéinst deenen dat de Fall ass, si multipel. A virop: Eise System muss alles maachen, fir dass d'Elteren an d'familiäert Ëmfeld déi Ënnerstëtzung, déi Hëllefsstellung, déi Begleedung hunn an esou d'Kanner esou gutt et geet an esou laang et geet doheem kënne sinn.

Et gëtt leider awer Situatiounen, wou et am Intérêt supérieur de l'enfant läit, d'Kand entweeder temporaire oder méi mëttelfristeg aus senger Famill erauszehuelen. A falls dat de Fall ass, komme verschidden Optiounen a Fro: den Accueil an de Strukturen, am Volleksmond fréier emol „Kannerheemer" genannt, oder bei Fleegefamilljen. Hei kann een nach tëscht de Fleegefamilljen, déi zur Famill gehéieren, also de Familles d'accueil proche, an de Familles d'accueil classiques ënnerscheeden.

An 2022 – an ech mengen, d'Zuele goufe vu ville Virriedner scho gesot – ware ronn 520 Mineuren a Fleegefamilljen ënnerbruecht an ëm déi 770 a Strukturen. Et schéngt laut den Zuelen, déi um Site vum MENJE ze fanne sinn, wéi wann d'Zuele vun de Placementer an de Strukture liicht réckleefeg wieren an déi an de Fleegefamilljen no uewen evoluéiere géifen.

Dat ass eng gutt Saach, well, wéi meng Virriedner/inne scho gesot hunn, de Modell vu Fleegefamilljen eng besser Prise en charge fir vill Kanner ubidde kann. Studie weisen drop hin, dass Placementer a Fleegefamillje méi Bien-être a manner Risikofacteuren opweises hu par rapport zu Placementer an de Centres d'accueil. Studie beweisen och, dass Kanner, déi an engem Centre d'accueil grouss gi sinn, méi oft op Sozialhëllefen ugewise si wéi Kanner, déi an enger Fleegefamill grouss gi sinn. Zousätzlech gouf festgestallt – an dat ass menger Meenung no och kaum

verwonnerlech –, dass déi Kanner, déi an enger Fleegefamill vun Ugehéierege placéiert goufen, méi eng stabel Evolutioun opweise konnten a manner Verhalensopfälligkeete gewisen hunn.

De Modell vun de Fleegefamilljen ass also a ville Situatiounen dee besseren. Hei muss een awer och nuancéieren, well et natierlech och Situatioune gëtt, wou e Mineur an engem méi intensive pedomedezinneschen oder psychiatreschen Traitement ass an doséinst en Accueil psychothérapeutique och nun emol néideg ass. Trotzdeem plädéiere mir als Gréng derfir, de Modell vun de Fleegeeltere weider ze ënnerstëtzen an och hiren Doleancë Rechnung ze droen, fir déi nobel Aufgab, als Fleegefamill do ze sinn, esou einfach an esou valoriséierend wéi méiglech ze maachen.

2022 gouf et eng 450 Fleegefamilljen. A leider muss ee feststellen, dass d'Zuel vun den neien Agremente säit e puer Jore réckleefeg ass. Ass et eng Fro vu mangelnder Promotioun, vu Krittären, fir den Agrement ze kréien, oder vun Attraktivitéit? Op dëser Plaz wollt ech den Här Minister Meisch froen, ob ugeduecht ass, eng nei Campagne ze lancéieren, fir Fleegeelteren ze ginn, esou wéi et scho virun a puer Joer de Fall war. Mir Gréng sinn der Meenung, dass een net dierf d'Krittäre vum Agrement erofschrauwen. De Staat huet hei nun emol eng wichteg Verantwortung, fir d'Kanner a beschtméigleche Familljen an optimale Konditiounen ze placéieren.

Par konter gesi mir en dréngenden Handlungsbedarf bei der Attraktivitéit vum Statut vun de Fleegeelteren, déi notamment och d'Associatioun vun de Fleegeeltere revendiquéiert. Stand haut hu se en onklore Statut an hir Indemnitéit gëtt nun emol och als Revenu deklaréiert, obwuel et keen ass. Dëst féiert zu kokasse Situatiounen, dass Familljen esou heiansdo iwwert dem Seuil leien, fir verschidde Sozialleeschtungen ze kréien. An ech mengen, dat ass eng Schrauf, un déi een onbedéngt muss dréie goen.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Si wëllen e Congé d'accueil oder e Congé parental, fir dass och si, wéi aner Familljen och, déi Zäit kënne mat de Kanner verbréngen, déi grad si, grad dës Kanner, am meeschte benéidegen. Och dat ass eng ganz, ganz pertinent Revendicatioun.

Dëse Revendicatioune geet dës Regierung och am zukünftege Jugendschutzgesetz no an huet e grousst Kapitel zum Theema Fleegeeltere verfaasst, bei deem souwuel d'Fro vum Statut wéi och d'Fro vum Congé d'accueil gekläert gëtt.

(Brouhaha)

Déi zukünfteg Maison de l'accueil, déi ugeduecht ass ...

M. Fernand Etgen, Président | Et huet ee ganz bestëmmte Grond, firwat d'Madamm Bernard net weiderschwätzt. Dir kënnt roden, firwat. Et wier gutt, wann et heibanne méi roueg wier. Merci villmools.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Déi zukünfteg Maison de l'accueil, déi ugeduecht ass, soll den Uspriechpartner vun de Fleegeeltere sinn a wäert domat och maassgeeblech mat der Fro konfrontéiert sinn, wéi d'Sensibiliséierung an och d'Promotioun vun de Fleegeeltere soll an Zukunft gestalt ginn.

Elo bleift mir an eis just nach ze hoffen, dass dat laang erseent Gesetz net méi allze laang op sech waarde léisst, fir dass de betraffene Familljen, mee virun allem de Kanner déi néideg Hëllefstellungen ugebuede kënne ginn.

Merci der Madamm Oberweis an déi Lénk fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité an deen interessanten a wichtegen Debat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Bernard Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Ma da soen ech villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och hei un déi Lénk fir dës wichteg Aktualitéitsstonn. D'Zil muss natierlech sinn, dass d'Kanner esou gutt wéi méiglech an enger stabiller Famill kënnen hir Kandheet an hir Jugend verbréngen. A wa se do sollten eng Kéier erauskommen aus verschiddene Grënn, dann, mengen ech, ass et d'Zil, dass se esou schnell wéi méiglech erëm dohinner kéinten zréckkommen, an eeben eng stabill, gutt Famill.

Elo ass d'Gesellschaft nun emol, wéi se ass. Ech wëll net onbedéngt soen, dass et elo haut méi schlecht ass wéi fréier, mee besser ass et och net ginn. A mir hu vill Familljen am Land, déi vläicht net méi dat bidden, wat fir d'Kanner ubruecht ass. An dat féiert zu engem grousse Problem, an et si Kanner, déi da musse placéiert ginn. Dat geschitt, wéi hei och scho gesot, am beschte Fall an eng Fleegefamill an net an e sougenannt „Kannerheem".

Leider gëtt et net genuch Fleegefamilljen. Och dat ass e grousse Problem. Op alle Fall wëll ech hei wierklech e ganz grousse Merci un déi Leit soen, déi dat maachen, well dat ass wierklech e ganz groussen Agréff an hiert Privatliewen an e ganz grousse Plus, dee se domadder der Gesellschaft bréngen.

D'Zuele si genannt ginn. Ech weess net, ob déi esou komplett sinn. Et wär och vläicht eng Kéier gutt ze wëssen, firwat genee wéi vill Kanner a Jugendlecher placéiert ginn. Wat sinn déi eenzel Grënn dofir? „Esou vill Kanner aus deem Grond, esou vill Kanner aus deem Grond." Da kéint ee sech e bessert Bild dovunner maachen. Et gesäit op jidde Fall esou aus, wéi wann et net genuch Strukture géif ginn. A meng Fro wier am Fong déi: Firwat? Oder: Wéi vill Strukture feelen am Fong? Wéi vill Plaze feelen, fir déi Kanner a Jonker ideal kënnen ze begleeden?

Da schéngt et och net genuch Strukturen ze gi fir déi verschidde Fäll. Dat ass op d'mannst emol dat, wat een esou héiert vum Terrain, wou also Fäll zesummegesat ginn, Kanner a Jugendlecher, wou d'Educateure soen: „Déi passen am Fong net beieneen." Dat si Problemer vum Alter, wou zum Beispill dann Néngjäreger si mat anere Kanner, déi schonn an der Pubertéit sinn, wou da gesot gëtt: „Majo, da fale se direkt op déi falsch Idoler." Oder zum Beispill dee Fall, dass e Kand doheem aus dem Haus erausgeholl gëtt, well am Haus vu senger Famill Gewalt géint dat Kand verüübt gëtt. Dat gëtt erausgeholl, kënnt dann an en Heem, wou Kanner sinn, déi doheem erausgeholl gi sinn, well si Gewalt géint hir Famill ausgeüübt hunn, soudass een also do e Kand, dat viru Gewalt flücht, zesummesetzt mat engem Kand, dat wéinst Gewalt dohinner gesat ginn ass. Ech mengen, dat si Saachen, wou ee sech muss Gedanken driwwer maachen, dass dat net ideal ass.

Ganz traureg Situatioune si mir rapportéiert gi vu Jonken, déi do sinn. Och d'Educateure soen: „Jo, bei engem gudden Deel vun deenen, déi mir hei hunn, do komme mir guer net un. Déi zéie sech zréck. Ech weess net, wat aus deene gëtt. Vläicht, wann eng Kéier eng dräi virdru steet, da gëtt et besser." Et sinn och Educateuren, déi zu mir soen, dass ganz vill aner Educateuren, oder si selwer, komplett iwwerfuerdert si mat deene Situatiounen, déi si do erliewen, mat där Trauer, déi do ass.

An dann natierlech, wann ee vu Jonke schwätzt, déi an der Pubertéit sinn, ass souwisou bekannterweis d'Situatioun net ëmmer ideal. Mee hei hu mer dann och nach Jonker, déi traumatesch Erfarunge gemaach hunn, déi verhalensopfälleg sinn, déi eventuell Suchtproblemer hunn an déi heiansdo ganz grav Aggressiounsproblemer hunn, an d'Educateure wësse sech do net méi ze wieren. Da gëtt dann d'Police geruff an déi mengt dann, si wier awer do falsch op der Plaz, fir dohinner ze goen – wat sécherlech richteg ass, mee en aneren Auswee gëtt et anscheinend hei net.

Do misst ee vill besser intensiv soziopedagogesch oder therapeutesch Betreiungen ubidden. An esou Fäll kommen dann déi Kanner op Dräibuer an déi oppe Struktur oder op Schraasseg, wou dann och Leit zu mir soen: „Jo, mee wa se bis do sinn, wa se bis een, zwee Méint do sinn, jo, dann ass et komplett eriwwer!" Well anscheinend – an doriwwer hu mer jo hei scho geschwat – ass grad op deene Plaze wierklech eng katastrophal Situatioun, wou näischt méi am Gréff ass a wou egal wat leeft, op jidde Fall esou, wéi ech et gesot kréie vun deene Leit, déi domat ze dinn hunn.

Ech hu mech du spontan erënnert, dass et emol eng Sendung op RTL ginn ass – ech wëll elo guer net soen, dass déi Kanner esou ginn, mee et ass einfach interessant – iwwert d'Waldbëlleger Band, an där déi temoignéiert hunn, déi Personnagen, déi do derbäi waren, dass si eeben och deemools opgewuess sinn an engem Heem. Dat war nach bei den Nonnen. Et war katastrophal. Duerno ware se am Gronn a se sinn an eng Situatioun komm, wou se dann eréischt richteg geléiert gi sinn, kriminell ze ginn. An et ass e bëssen dat. Ech schwätzen elo net allgemeng vun all de Kanner, déi an Heemer sinn, mee vun engem Deel vun de Kanner, déi effektiv dann op esou Plaze landen an a ganz schlecht Kontakter kommen. A sécherlech si mer do vläicht besser wéi fréier, awer nach laang, laang net wäit genuch!

Zum Schluss géif ech hei eng Motioun presentéieren a virschloen, wou mer am Fong fuerderen, dass déi Kannerheemer besser kontrolléiert ginn, dass do en Audit gemaach gëtt, fir ze kucken, wat do feelt, wéi een et kéint besser maachen, jee, fir d'Situatioun eeben am Allgemengen ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– a breeden Deeler vun der Bevëlkerung den Androck besteet, datt d'Kannerheemer hei am Land net op eng transparent Aart a Weis kontrolléiert ginn an datt et doduerch onkloer ass, ob d'Kanner do sécher an optimal versuergt sinn an ob dës Ariichtungen de rechtleche Standarden a beschte Praktiken entspriechen,

ass sech bewosst, datt

– eng ugemoosse Kontroll an oppe Kommunikatioun noutwendeg sinn, fir ze assuréieren, datt eventuell Mëssstänn an de Kannerheemer erkannt a behuewe kënne ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– en externen Audit zum Thema Kannerheemer unzefroen, dee sech mat Aspekter wéi Qualitéit vum Ënnerdaach, Ernierung, medezinnesch Versuergung, psychosozial Ënnerstëtzung, Erfëllung vun individuelle Bedierfnesser vun de Kanner, Matwierkung vun de Kanner bei der Gestaltung vun de Kannerheemer beschäftegt;

– eng objektiv Laangzäitstudie duerchféieren ze loossen, déi sech mat der Fro, wéi Mënschen, déi a Kannerheemer opgewuess si bzw. en Deel vun hirer Kandheet/Jugend do

verbruecht hunn, an hirem spéidere Liewen (Ausbildung, Beruff, Stot ...) zurechtkomm sinn, a mat der laangfristeger Effikassitéit vun de Strukture vun de Kannerheemer beschäftegt;

– iwwer d'Opportunitéit vun enger permanenter externer an onofhängeger Kontrollinstanz vun de Kannerheemer ze beroden.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt merci och un déi Lénk dofir, dat awer wichtegt Theema op den Ordre du jour gesat ze hunn. Et gëtt leider Situatiounen, an deenen e Kand aus senger Famill muss erausgeholl ginn an zu sengem eegene Schutz muss placéiert ginn. De Placement vu Kanner ass de leschten Auswee, fir Kanner aus engem fir si dann onsécheren Ëmfeld erauszehuelen. Duerno gi se – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner gesot – entweeder bei engem Familljemember, an enger Fleegefamill oder an engem Foyer ënnerbruecht.

Falls awer keng vun dësen Optiounen zur Verfügung steet, da ginn d'Kanner zum Deel och emol op Plazen ënnerbruecht, déi dofir manner gutt gëeegent sinn, zum Beispill d'Spidol. Et gëtt ongeféier 500 Fleegefamilljen zu Lëtzebuerg an 1.300 Kanner, déi placéiert musse ginn. An dat weist schonn d'Diskrepanz: Lëtzebuerg huet international gesinn en immens héijen Taux u Kanner, déi an Institutioune placéiert ginn. Den UNO-Kannerrechtskommitee weist och ëmmer nees dorobber hin, datt éischtens dréngend muss nogebessert ginn, mee fundamental geännert huet sech trotzdeem nach ëmmer näischt.

De Problem ass och, datt mer hei zu Lëtzebuerg vill ze wéineg Fleegefamilljen hunn. Ech mengen, ech hunn d'Zuele jo genannt. D'Ufuerderungen, fir eng Fleegefamill ze ginn, sinn net einfach, an e Kand bei sech doheem opzehuelen, ass eng schwéier Aufgab. Dës Kanner hunn dacks vill Misär erlieft. Se brauchen e séchert a stabillt Ëmfeld, wou se och déi fir si enorm wichteg Bindungserfarunge maache kënnen. Am Foyer sinn esou Bindungserfarungen awer nun emol schwéier opgrond vu wiesselenden Educateuren am Schichtesystem an och zougedeelt Assistente kënne keng richteg Bezuchspersoune sinn, wéi dat an engem familiären Ëmfeld de Fall ass.

Déi wëssenschaftlech Recherche weist dann och, datt Kanner, déi an enger Fleegefamill opwuessen, duerno vill besser Chancen am Liewen hu wéi Kanner, déi an engem Foyer opwuessen. Dës Kanner ginn dacks verhalensopfälleg a kënnen da just nach am Foyer bleiwen. An dat ass u sech eppes, wat immens schued ass, well da si se net méi vermëttelbar an eng Fleegefamill.

Vill vun dëse Kanner landen dann herno leider och an där nächster Konsequenz zu Dräibuer bezéiungsweis am Prisong. An dat däerf keng Fatalitéit sinn. Et däerf keng Fatalitéit sinn, an eng Fleegefamill ze kommen oder musse placéiert ze ginn. Hei muss verhënnert ginn, datt duerch e Placement u sech eng Karriär ageschloe gëtt, déi kee vun eis fir déi Kanner wëllt.

Dofir musse mer derfir suergen, datt et méi Fleegefamillje gëtt. Ech mengen, dat wär déi „einfachste" Léisung – „einfach" ënner Anführungszeichen, well esou einfach ass et net. Mir kënne se och net aus dem Stee schloen. Dofir muss d'Politick hiren Deel bäidroen.

E Fleegekand opzehuelen, ass e grousst Engagement an dofir mäi ganz grousse Respekt fir déi Elteren, muss ee soen, déi sech dat zoutrauen. Elteren ze si vun engem Kand, wat mat engem gewëssenen Historique kënnt, ass nach eng Kéier eng Hausnummer méi schwiereg. An dofir, mengen ech, sinn et net nëmmen déi Stonne Formatioun, mee och d'Betreiung an och den Encadrement vun engem Fleegekand, déi do ganz wichteg sinn. Dozou gehéiere Rendez-vouse bei Psychiateren, Psychologen oder de Besuch bei de biologeschen Elteren. Ech mengen, et kann ee vill driwwer schwätzen, wat do alles derzougehéiert. Et ass nach eng Kéier e bësse méi, wéi wann et leiblech Eltere sinn.

Dowéinst ass et dann a ville Fleegefamilljen och net verwonnerlech, datt eng Persoun entweeder just nach Deelzäit oder vläicht och guer net schafft. Fleegefamillje kréien dann dofir eng Entschiedegung. Dat ass och op den éischte Bléck richteg. Et ass awer och en neit Gesetz ënnerwee, dat verschidden Ännerunge brénge soll.

Op där enger Säit begréisse mer, wat an deem neie Gesetz virgeschloe gëtt: D'Autorité parentale soll bei den Eltere bleiwen – wou ech awer e bësse Bedenken hunn a wou ech wëll, datt mer awer derfir suergen, datt déi Autorité parentale herno net ka mëssbrauchlech verwennt ginn, fir Fleegefamilljen d'Liewe schwéier ze maachen, zum Beispill wann et konfliktuell ass, an et och onméiglech maachen, fir zum Beispill géint den Interêt vun de Kanner ze schaffen. Ech mengen, do gëtt et wierklech eng Baustell, fir och dat richtegt Gewiicht ze fannen.

An da solle Fleegeelteren d'Recht op zéng Deeg Congé kréien, fir en neit Fleegekand opzehuelen.

(Brouhaha provenant de l'extérieur)

Och wann ech d'Analogie verstinn zwëschent dem Pappecongé an dem Congé bei der Adoptioun, ass et awer e bësse wéineg, wann ee bedenkt, datt dës Kanner Zäit brauchen, fir sech emol anzegewinnen. Do schwätze mer jo dann awer heiansdo och vu méi abrupte Situatiounen, wou och d'Agewinnungsphas e bësse méi laang ka brauche wéi vläicht bei enger Agewinnungsphas, déi plangbar war.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift d'Fënster zoumaachen!

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här President, ech mengen net, datt dat doten d'Fënster war.

(Hilarité)

Bon, ech kommen zum Schluss. Et ass och längst iwwerfälleg, datt verschidden Informatioune gesammelt ginn, zum Beispill doriwwer, wéi laang e Placement an der Moyenne dauert. Mir haten dozou eng Question parlementaire gestallt an d'Äntwert war: „Dozou gëtt et keng Donnéeën." Wann een natierlech keng Donnéeën huet, dann ass et schwéier, evidenzbaséiert Politick ze maachen. An a wéi ville Fäll e Retour an d'Hierkonftsfamill fonctionéiert, ass och net bekannt. Och dat wier wichteg, fir ze evaluéieren, wéi effikass eise System haut ass. Wa mer de System also laangfristeg wëlle verbesseren, da brauche mer dës Informatiounen. Mir hunn also nach e laange Wee virun eis, well wa mer am Moment nach am Niwwel fueren, da sollte mer zumindest derfir kämpfen, datt mer besser Scheinwerfer kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prises de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, e schéine gudde Mëtten. Fir d'éischt emol merci, Madamm Oberweis, dass Der dësen extreem wichtege Sujet de Mëtten hei an d'Plenière bruecht hutt. Dir wësst, dass et eng vun eise Prioritéiten als Regierung ass, dass mer de Schutz vun de Kanner stäerken a grad eeben och déi Vulnerabelst vun de Kanner. A wéi eng Kanner si méi vulnerabel wéi déi, déi doheem net méi sécher sinn oder wou doheem Gewalt ass, wou kee sech ka këmmeren, oder wou – nach méi schlëmm – Ugréffer, wéi sexuell Ugréffer zum Beispill, op d'Kanner geschéien?

A mir mussen alles drusetzen als Gesellschaft, dass mer déi Kanner, déi wierklech an esou schlëmme Situatioune sinn, uerdentlech kënne begleeden. Dat si mer eis als Gesellschaft schëlleg, well et ass dorunner, wéi mer mat sou Kanner ëmginn, wou een och gesäit, wéi staark mer als Gesellschaft sinn. Et geet och ëm de sozialen Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. An et geet einfach och drëm, dass mer op d'Zukunft setzen an op d'Kanner, déi dann déi Erwuesse vu muer sinn. Mir hunn alleguerten näischt ze gewannen, wa mer hei net alles drusetzen, fir deene Kanner en uerdentleche Kader ze bidden.

Et sinn extreem vill Acteuren, déi an deem Beräich täteg sinn. Dat fänkt natierlech u bei den Enseignanten, den Educateuren, déi am Kontakt si mat de Kanner an déi esou Saachen iwwerhaapt emol mellen, wann eppes opfält, bis hin natierlech zu de Geriichtsinstanzen, dem Parquet, de Riichteren, déi hei intervenéieren, an déi dann natierlech herno sief et d'Elteren, d'Familljen, begleeden, wann d'Mesüre gesprach ginn, oder eeben d'Institutiounen an d'Fleegeelteren, déi d'Kanner en charge huelen.

An ech weess, dass et ënnerschiddlech Meenunge gëtt, wat dee beschte Wee ass, fir d'Kanner ze begleeden. Mee eppes ass awer evident: Ech sinn nach kengem Professionelle begéint, fir deen net den Interêt vum Kand un alleréischter Stell stoung an deen net probéiert huet, aus dem Interêt vum Kand eraus seng Decisiounen ze huelen.

Dir wësst och, dass mer Texter um Instanzewee hunn, wou villem vun deem Rechnung gedroe gëtt, wat Der haut gesot hutt, wou mer probéieren, Deeler vum Schutz méi aus dem Judiciairen erauszehuelen, well mer och der Meenung sinn, dass dat eigentlech den Acteuren zegutt ka kommen, wou mer méi Rechter fir all déi Bedeelegt afëieren, och y inclus d'Elteren, déi concernéiert sinn, wou gesot gëtt, dass se net méi kënnen hir Kanner am Alldag betreien, wou mer awer och eis nei Moyene wëlle ginn, fir dat besser opzeschaffen, wéi eng Konsequenzen Placementer, Verurteelungen, vis-à-vis vu Kanner hunn, dass mer wëlle mat der Uni enk hei zesummeschaffen, fir och bessert Zuelematerial ze hunn an och fir besser kënnen dat Ganzt ze suivéieren.

Ech gi vläicht nach op e puer Saachen an, déi Der gesot hutt oder déi generell och wichteg sinn. Meng Kompetenz au-delà vun den Texter ass hei natierlech limitéiert, well et sinn, wéi Der jo och richteg gesot hutt, d'Justizautoritéiten, déi hei d'Decisiounen huelen, a si decidéiere souverän, wéi bei all hiren Decisiounen, an natierlech kucke se de gesamte Kontext vun dem Kand – A wéi engem Ëmfeld befënnt et sech? Wat ass wierklech déi perséinlech, déi sozial, déi familiär Situatioun vum Kand? –, ëmmer begleet a geleet vum Intérêt supérieur, soudass dat haut och schonn e Leitmotiv ass an deene Situatiounen.

An da musst Der Iech awer och déi Verantwortung virstellen, déi do bei den Autoritéite läit – well, jo, mir kënnen iwwer eis Placementszuelen diskutéieren, a wann ee se kuckt, si se heiansdo dat eent Joer e bësse méi héich, dat anert Joer si se e bësse méi niddreg, mee si ginn u sech elo net dramatesch an d'Luucht –, dass e Riichter sech ëmmer muss froen: Wéi enger

Gefor ass e Kand elo ausgesat? Wat sinn d'Konsequenze fir dat Kand, wann ech net déi aschneidenst Moossnam huelen, also e Placement schwätzen? An dat ass schonn eng extreem Responsabilitéit, déi de Riichter do huet, wann en déi Decisioun muss treffen. An ech sinn iwwerzeegt, dass keen ee Riichter sech dat einfach mécht an aus Facilitéitsgrënn elo géif e Placement schwätzen.

Dat selwecht ass och bei den … Dir hutt Situatiounen ugeschwat, do war schonn en long et en large zesummen och mat der Gesondheetsministesch geäntwert ginn op déi Fro vun de Placementer an de Spideeler. Déi Informatiounen, déi mir hunn, déi mir natierlech kréien, dat sinn effektiv awer déi, dass d'Kanner net placéiert ginn, wann net e medezinnesche Besoin entsteet oder besteet, es sei denn bei der Gebuert, wou et ka virkommen, dass e Kand da méi laang nach muss an der Maternité bleiwen, wat dann net aus reng medezinneschen Ursaachen ass.

Dann ass et och esou, dass natierlech de Placement eng Mesure de dernier ressort ass, dat heescht, et gëtt fir d'éischt gekuckt, wéi eng aner Assistenzen – an do gëtt et jo eng Multitude dovunner – nach kënne gesprach ginn, eng Assistance éducative, déi der Famill ka mat op de Wee gi ginn. An d'Zuele vun deene Mesüren, déi do gesprach ginn, sinn och vill méi héich wéi d'Placementer, soudass wierklech ëmmer probéiert gëtt, d'Ausnamesituatiounen op de Placement ze setzen. D'Placementer ginn och ëmmer provisoresch gesprach a se ginn och ëmmer erëm vun de Riichter evaluéiert, och fir ze kucken: Ass dat Placement nach adequat? A wann en net méi néideg ass, da gëtt en och opgehuewen.

Och kënnen d'Jugendriichter natierlech Congésmesüren accordéieren, fir dem placéierte Kand seng Reintegratioun progressiv nees ze erméiglechen. D'Situatioun ass och d'selwecht bei de provisoresche Placementer, de Mesures de garde provisoire, bei deenen d'Jugendriichter dann oppassen, dass déi net méi wéi e Joer daueren an dass amplaz eng aner Mesür geschwat gëtt, wéi dann en definitiivt Placement oder de Maintien vum Kand a senger Famill, soudass ech absolutt déi Suergen, déi do sinn, verstinn. Op de Volet vun den Institutioune wäert de Claude Meisch nach méi agoen.

Ech gesinn och wierklech d'Wichtegkeet vun der Roll vum OKaJu an dëse Prozeduren oder iwwerhaapt, wat d'Rechter vum Kand ubelaangt. Dir wësst awer, dass et d'Chamber ass, déi doriwwer decidéiert, wéi eng Rechter a Flichten den OKaJu kritt. Dat ass Är Kompetenz. An ech menge schonn, dass et derwäert wär, sech mat him och nach eng Kéier ausernanerzesetzen, fir ze kucken, wou nach Nobesserungsbedarf besteet. Mee, wéi gesot, dat wär eng Aufgab, déi der Chamber géif ënnerleien, wou elo net d'Regierung géif eng Propos kënnen an deem Sënn maachen.

Voilà, merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och e Merci un d'Nathalie Oberweis, awer och un all déi Intervenanten hei, déi sech mat engem ganz komplexen a sécherlech och sensibele Sujet ausernanergesat hunn. Mee ëmmer, wann et komplex a sensibel ass, denken ech, ass et besonnesch wichteg, doriwwer ze schwätzen an nozedenken. An ech denken, datt mer eis hei a villem eens sinn, datt mer solle kucken, esou wäit et geet, Placementer, déi iwwert d'Geriicht ginn, ze evitéieren, datt mer solle preventiv schaffen, datt mer d'Familllje solle stäerken, fir datt se hirer Aufgab als Famill kënne gerecht ginn, an e Kader bidden, wou Kanner a Jonker gutt a gesond kënnen opwuessen.

Duerfir ass et jo och esou, datt am Laf vun deene leschten zéng Joer – an ech mengen, dat ass och d'Suite vum Gesetz vun 2008 mat der Schafung vum ONE – déi ambulant Interventiounen an de Familljen dach däitlech eropgaange sinn. Zum Beispill huet sech déi ambulant Famillejenhëllef méi wéi verduebelt am Laf vun de leschten zéng Joer, well ganz kloer och probéiert gëtt, Familljen ze stäerken, fir doduerjer och méi Placementer herno kënnen ze evitéieren.

Jo, et ass esou, datt mer eigentlech déi europäesch Situatioun, déi do an der Moyenne besteet, zu Lëtzebuerg inverséiert hunn. An Europa hu mer ongeféier esou vill Kanner a Fleegefamillje wéi mir der a Foyeren hunn. An hei ass et eeben ëmgedréint: Momentan komme mer do op 43 % an de Fleegefamilljen a 57 % an de Foyeren. An ech deelen déi Reflexiounen, déi hei gemaach goufen, fir ze soen: De Kader an enger Famill, an enger Fleegefamill, ass awer warscheinlech nach e Stéck wäit besser fir Kanner a Jonker – ech géif emol soen, fir vill Kanner a Jonker, well et ass ëmmer ganz schwéier, do ze verallgemengeren, an et kann och ëmmer eng Exceptioun ginn an enger Famill – wéi an engem Foyer, woubäi ech awer och muss soen, datt d'Foyeren all Ustrengunge maachen, fir e gudde Kader ze bidden, dat dacks a schwierege Konditiounen.

Mir wëssen, datt dat e Secteur ass, wou vill Personalwiessel sinn, déi ee sech net géif wënschen am Interessi vun de Kanner. Mir wëssen, datt et sécherlech och esou ass, datt een do heiansdo mat Infrastrukturen ze dinn huet, déi och net onbedéngt den optimalen Encadrement bidden, wou et also net nëmmen drëms geet, datt mer hei vun der politescher Säit hier kucken, wéi vill Plaze mer hunn, mer awer och nach eng Kéier musse kucken: A wat fir engem Zoustand sinn déi Plazen? Wéi vill Jonker, Kanner sinn zum Beispill do beieneen an engem Grupp? Wat ass de Profill vun deene Kanner? Wat léisst sech do dann och gutt geréieren an och vertrietbar geréieren? Alles dat, denken ech, si Froen, déi awer do musse mat gekuckt an diskutéiert ginn.

Jo, wa mer gäre méi Placementer a Fleegefamilljen hätten, dann ass et wichteg, datt mer dat maachen, wat mer jo am Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum Jugendschutz um Instanzewee hunn, fir e klore Statutt och ze schafe fir d'Fleegefamilljen, e Statutt eng Kéier vun engem Benevoll, awer och eng Kéier vun engem Independant, datt mer och kloer strukturéieren, wat d'Finanzéierung ass, wat d'Rentenusprëch sinn, den Impakt dovunner, e Fleegekand opzehuelen. Mir hunn och do an deem Gesetzesprojet eng intensivpedagogesch Fleegefamill definéiert.

Et ass och virdru scho gesot ginn, datt och e Congé d'accueil vun zéng Deeg, gläichgestallt eeben och mat anere Familljen, an deem Gesetz virgesinn ass, datt och eng Maison d'accueil soll geschafe ginn, déi hei eeben och virun allem soll informéieren, sensibiliséieren an awer och kucken, de Recrutement ze stäerke vun zukünftege Fleegefamilljen.

Elo d'Fro, wéini een eng Campagne mécht: Ech mengen, déi muss gemaach ginn, dat ass wouer. Ech denken, et wär awer méi glafwierdeg, wa mer se maachen, wa mer d'Garantie hunn, datt dee Kader, deen ech elo hei kuerz ëmrass hunn, och a Kraaft ass an een da mat deenen Donnéeën, mat deenen Eckdaten, mat deene Konditioune bei d'Famillje géif goen a soen: „Zu deene Konditioune kënnt Dir Fleegefamill ginn", wéi wa mer elo géife soen: „Do steet nach ëmmer e grousst Fragezeichen drop", a mer eigentlech net schonn dat kënnen virewechhuelen, wat hoffentlech an deem zukünftege Gesetz steet. Et ass jo nach ëmmer nëmmen e Gesetzesprojet. Dofir wëll ech hei soen: Jo, déi Campagne ass geplangt. Ech wëll och soen: Mir haten der jo och scho gemaach virun enger Rei vu Joren. Et ass also net, wéi wa mer do inaktiv bliwwe wären.

Elo ass et awer vläicht och bëssen optimistesch ze hoffen, datt mer duerch eng Campagne an och duerch dat neit Gesetz vum Jugendschutz d'Zuel vun de Fleegefamilljen dramatesch kéinten erhéijen, well mir wëssen op där anerer Säit, datt et awer och Konditioune gëtt. Mir wëssen awer och, datt et sécherlech eng ganz schwiereg an delikat Aufgab ass, där sech déi Familljen do unhuelen. Mir hunn, mengen ech, alleguerte grousse Respekt virun deene Familljen, déi sech op deen dote Wee beginn a sech do engagéieren, fir engem anere Mënsch fir eng Etapp vu sengem Liewen dee Kader kënnen ze bidden, deen en eigentlech grad dee Moment brauch, fir seng gutt Entwécklung kënnen ze assuréieren.

Duerfir hu mer awer och … oder den ONE huet virun zwee Joer d'Konzept vun engem „Petit centre d'accueil" definéiert, wou mer e méi familiäre Kader kënnen och garantéieren, well do e Maximum vu véier Kanner dann och an engem klengen Zenter soll kënne betreit ginn an doduerjer, denken ech awer och, méi eng familljenno Struktur geschafe gëtt an e Fonctionnement geschafe gëtt, deen deem an der Famill schonn e Stéck wäit méi no kënnt. Nee, et ass net identesch, dat ass kloer, wéi d'Famill. Et ass e professionelle Setting. Et komme Leit dohinner schaffen, déi schaffen hir Schichten an da kënnt och schonn erëm deen nächsten. Et ass net wéi an enger Famill, mee et ass awer e klenge Foyer, fir datt Kanner, wou dat indiquéiert ass, dass se sech vläicht besser do erëmfannen, dann och dohinner orientéiert kënne ginn.

Ech wëll hei awer nach eng Kéier eppes och soen. Et ass mer hei e bësse schnell gesot gi vun engem oder zwee Virriedner, esou: „Wann ech am Foyer war, da kommen ech op Dräibuer, a wann ech zu Dräibuer war, da kommen ech an de Prisong." Also, dat ass et sécher, sécher net! Wann een do emol eng Kéier och déi Parcourse kucke geet, lant sécher net jiddereen am Prisong, deen zu Dräibuer war, an et kënnt och net jiddereen, deen an engem Foyer war, eng Kéier op Dräibuer. Esou ass et net. Dat ass éischter d'Ausnam. Et gëtt där Parcoursen sécherlech. Et gëtt och anerer, wou een an de Prisong ka kommen, deen net do war. Mee awer deen Automatissem hei quasi esou ze beschreiwen, datt, wann ech eng Kéier am Foyer war, dann herno dat dote quasi inevitabel wär, dat fannen ech awer net besonnesch responsabel, well domadder stempele mer awer vläicht och deen een oder deen aneren of, an dat vereinfacht de Liewensparcours sécherlech net, e Liewensparcours, deen, wann een an där doter Situatioun ass als Kand oder als Jonken, jo schonn emol net besonnesch einfach ass!

Vläicht e Wuert zu den Infrastrukturen: Ech mengen, an de leschte Woche war ech bei zwee Kolleegen hei am Haus, déi da mat hirer Kap als Buergermeeschter oder Gemengerot eng Struktur ageweit hunn: eng Kéier beim Aly Kaes an der Gemeng. Wéi en dann nach Buergermeeschter war, hu mer e Foyer ageweit. Ech war d'lescht Woch mam Gilles Baum zesumme bei him an der Gemeng, wou mer och do e Foyer ageweit hunn. Also, ech denken, datt mer do alleguerten Efforte maachen, fir datt mer op där enger Säit déi Strukturen, déi mer hunn, déi net méi ëmmer adequat sinn, schrëttweis renovéiert kréien, mee fir awer och nei Strukturen ze schafen a se dann awer och esou ze schafen, datt sech eeben och eng zäitgemëiss

Gestioun vun deene Foyere maache léisst an doduerjer och d'Zuel vun de Kanner an engem Grupp oder de Jonken an engem Grupp ka reduzéiert ginn. Mir setzen do op méi kleng Strukturen, mir setzen och op dezentral Strukturen a mir setzen och op diversifizéiert pedagogesch Approchen an de Foyeren, fir datt mer och eng gutt Äntwert fir déi ënnerschiddlech Cas-de-figurë kënne formuléieren.

Ee Wuert nach vläicht zur Qualitéit an der stationärer Betreiung, am stationäre Placement, an de Foyeren: Dat ass eppes, wat mer um Häerz läit, dat ass wouer. Duerfir hu mer virun een, zwee Joer och e Qualitéitskader geschafen, dee mat deem ganze Secteur zesummen ausgeschafft ginn ass. Dee ganze Secteur war och Demandeur, fir dee Kader ze kréien, an huet och dorunner matgeschafft, an natierlech musse mer deen och esou ëmsetzen, datt et eng Begleedung gëtt fir de Secteur, fir datt mer deem d'Méiglechkeete ginn, sech och kënnen ze konformëieren zu deenen Ufuerderungen an deem Qualitéitskader, an op där anerer Säit awer natierlech och emol Kontrolle maachen an dann och aschreiden, wa mer mierken, datt et net esou ass.

Ech denken awer, datt mer hei an engem Secteur sinn, wou déi allermeescht Intervenanten, och déi allermeescht Träger, déi do sinn, sech hirer Responsabilitéit bewosst sinn, och wëssen, datt e Kannerheem am Joer 2023 an duerno vläicht net méi dat ass wéi e Kannerheem, wéi mir Kand waren oder wéi ee vläicht emol nach an der Literatur oder an e puer Filmer gesäit, datt dat eppes ganz aneres ze sinn huet. An dat ass den Usproch, dee mer un eis alleguerte solle riichten, an dee solle mer och ënnerstëtzen, an dat maachen ech an ech denken, datt ganz vill anerer et och nach maachen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech géif gären eng Kéier nohaken op een, zwee Punkten, och eng Fro nostellen, wann ech däerf. Dat Éischt war zum Ombudsman. Effektiv wäert ech do kënnen eventuell de Mëtten nach eng Resolutioun erareechen, wann dat dee richtege Wee ass. Ech mengen, dat wär dann dee richtege Wee.

Zu den Donnéeën: Ech hat eng Rei Donnéeë gefrot. Vläicht kann een déi iergendwann eng Kéier noreechen, eeben Donnéeën, Placementer mat der Aarmut. Voilà, déi Fro vun de Wunnenge muss ee kucken. Mir kënnen an der Kommissioun eventuell eng Kéier doriwwer schwätzen. Voilà, dat ass eng Fro, ob een do kann Donnéeën, méi preziser, kréien.

Ech géif och just gäre reagéieren op dat, wat d'Madamm Ministesch gesot huet, wéi een dat maache soll, et géif verschidde Meenunge ginn, wat de richtege Modell wier. Ech mengen, ech géif awer gären nach eng Kéier widderhuelen, wat ech gesot hunn, dass mer wierklech Referenzen hu vun der UNO, vum Kannerrechtskommitee, déi kloer soen: „Et ass ee Modell besser wéi deen anere fir d'Kand, fir den Intérêt supérieur vum Kand." Voilà, ech mengen, et ass ëmmer eng Saach ze soen: „Et gëtt verschidde Meenungen." Jo, mee et gëtt awer eng Evidenz vun den Experte vun de Kannerrechter, déi soen: „Ee Modell, an zwar dee vun der Famille d'accueil, ass besser fir den Intérêt supérieur." Voilà, well Dir ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Bon, ech hat Iech esou verstanen: „Et gëtt verschidde Meenungen." Mee ech géif dat awer gären nach eng Kéier ... Voilà, dat wär e bëssen dat, wat ech wollt soen. Ech hunn elo keng kloer Volontéit eraushéieren, dee Modell vun de Famille-d'accueilen ze pushe par rapport zu den Institutiounen. Voilà, obwuel mer d'Evidenz hunn, ass et mer elo net esou kloer eriwwerkomm, dass d'Regierung dat wierklech wéilt pushe par rapport zu den Institutiounen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, also zu den Zuelen, do géif ech proposéieren ... Et läit jo och eng Motioun vir. Ech weess net, wéi d'Chamber elo dermat wëll ëmgoen, mee mir si gär bereet, nach méi am Detail nach eng Kéier an enger Kommissioun dozou Stellung ze huelen. Ech weess elo net, awéifern do en Detail – dat musse mer vläicht zesumme kucken – opgeschafft ka ginn tëschent Aarmut a Placementer, mee bon, mir probéieren dann, alles zesummenzesichen, wat mer fannen.

Dat, wat Der gesot hutt ... Also dat, wat ech gesot hunn, wat Dir herno nach eng Kéier opgeworf hutt, dat huet sech net op déi Fro vun de Familles d'accueil bezunn, well dat ass guer net mäin Domän, dat ass dem Claude Meisch säin Domän. Dat war einfach par rapport zu de Reformen, déi um Wee sinn. Do wësse mer, dass et ënnerschiddlech Meenunge gëtt an dass et ënnerschiddlech Weeër gëtt, fir déi Reformen unzegoen. Do geet et net eleng ëm déi Spezifizitéit: Famille d'accueil oder net? Do fänkt et u mat: Trenne mer de Jugendschutz vum Strofrecht? An et hält op mat: Wéi eng Procédure pénale gesi mer vir? Wéi eng Strofe gesi mer vir? Dat ass par rapport zu deem ganze Pak, wou ech déi Remark gemaach hunn.

Dat anert, ech mengen, de Claude Meisch geet bestëmmt gär nach eng Kéier drop an, mee ech hunn hien awer explizitt soen héieren, dass d'Famille d'accueil natierlech dee Wee wier, dee fir jiddwereen dee beschte wär – an dat hu vill Leit heibannen och gesot.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Tanson. An dann nach den Här Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech si frou, datt op d'mannst d'Sam Tanson mech richteg verstanen huet an deem Punkt. Jo, ech denken, datt d'Famille d'accueil fir déi grouss Majoritéit vun de Kanner a vun deene Jonken am Fall vun engem Placement déi besser Solutioun duerstellt. Ech hu gesot, datt ech dat vläicht net fir 100 % vun de betraffene Fäll esou géif soen, well all Fall awer aneschters ass. An do kann ee sech dach awer scho Fäll virstellen, wou ee seet, do ass eng Famill awer och vläicht emol iwwerfuerdert dermadder, an dann ass et och net méi gutt fir dat betraffent Kand.

An ech hu gesot, datt mer grad aus där doter Erkenntnis eraus all déi Ännerunge virhuelen an der Reform vum Jugendschutz, de klore Statutt, déi finanziell Konditiounen an esou weider fir d'Fleegefamilljen, an datt, wann dat Gesetz gestëmmt ass, mer och elo scho plangen, eng Campagne ze lancéieren, datt ech awer just denken, datt et utile ass, well déi Konditiounen änneren, fir Fleegefamill ze ginn, datt een dat ofwaart, fir do och d'Garantie ze hunn an datt ee weess, iwwert wat een d'Campagne mécht, soss mécht een déi Campagne iwwer eng eventuell Gesetzesännerung an dat seet de Leit awer finalement näischt. Et ass och eng Liewensdecisioun fir eng Famill, Fleegefamill ze ginn, an ech denken, do mussen a sollen d'Konditiounen och kloer sinn.

Duerfir ass et fir mech logesch, datt mer déi Campagne dann dee Moment maachen, wann d'Gesetz gestëmmt ass. Mee jo, mir sollen all Effort maachen, fir méi Fleegefamilljen ze kréien. Mir sollen eis awer net – an dat hunn ech och gesot – der Illusioun higinn, datt mer domadder herno de Gros vun de Kanner an de Jonken ofdecken, déi placéiert ginn. An duerfir musse mer weiderhin och kucken, datt mer genuch Plazen ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | ... am stationäre Beräich hunn an och ...

Dat war jo net fir mech, Här President?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Nee, nee.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nee? Ok.

... datt mer genuch Plazen am stationäre Beräich hunn ...

M. Fernand Etgen, Président | Et war vläicht fir jiddereen, awer just fir Iech net, well Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech packe mech awer elo gläich.

... an awer och kucken, datt mer do d'Qualitéit weider verbessere vun de Kanner- a Jugendheemer.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Meisch.

Motions

Dëse Punkt kënne mer net ofschléissen, ouni iwwert déi zwou Motiounen ze befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Madamm Bernard, wannechgelift.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Bon, ech mengen, iwwert dee leschten Tiret hu mer jo schonn e bëssen esou ..., hu mer dat schonn e bëssen ugedeit. Dat ass effektiv an der Kompetenz vun der Chamber, fir do mam Här Ombudsman iwwer seng Missiounen ze schwätzen. Mir haten net méi spéit wéi leschte Freideg schonn e ganz interessanten Echange mat him am Bureau, an ech mengen, dass och do den Dialog vu béide Säite weiderhi soll ganz héichgehale ginn. Bon, dësen Tiret misst een dann eraushuelen.

Mir géifen derfir plädéieren, dass een awer vill interessant Punkten, déi an Ärer Motioun opgewise ginn, eng Kéier méi an der Déift an enger jointe Kommissioun tëscht der Justice an der Educatioun géif diskutéieren, eebe wéi d'Madamm Minister dat och sot, fir datt mer déi Zuele kënnen hunn, fir datt mer faktebaséiert hei kënnen eng gutt Diskussioun weiderféieren, wéi mer se haut och schonn ugefaangen hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. Da géif ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun zréckginn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci. Jo, voilà, ech kann domadder liewen. Dat ass ëmmer esou eng Saach, wann eng Motioun an eng Kommissioun geet. Et weess een ni esou richteg, wéini dat dann de Fall ass, dass mer driwwer schwätzen. Mee dat ass awer ganz ok. Ech weess, ech hu relativ vill verschidde Saachen dragesat, dat weess ech. Duerfir, voilà, ech wäert dee Punkt vum Ombudsman eraushuelen, eng Resolutioun maachen. A fir de Rescht kënne mer gären an der Kommissioun ..., an der Hoffnung, dass dat dann nach wäert sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert.

(La motion 1 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 vum Här Fred Keup. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Et ass, jo, eng typesch ADR-Motioun.

(Hilarité)

Et gëtt festgestallt, dass a breeden Deeler vun der Bevëlkerung den Androck entsteet, dass d'Kannerheemer hei am Land net op eng transparent Aart a Weis kontrolléiert ginn an dass et doduerch onkloer ass, ob d'Kanner do sécher an optimal versuergt ginn an ob dës Ariichtungen de rechtleche Standarden an de beschte Praktiken entspriechen.

Ech muss Iech soen, Här President, Dir wësst dat, Dir wësst dat alleguer: Ech war laang Schoulmeeschter an enger Gemeng, bal 20 Joer. Mir haten direkt bei der Schoul e Kannerhaus, do waren eng Dose Kanner. An ech kann Iech soen, déi sinn all Dag an d'Schoul komm mat hirem Personal, an déi hunn dat mat ganz vill Engagement a ganz vill Häerzblutt gemaach. Dir wësst, dass ech aus enger Gemeng kommen, wou och e Kannerhaus ass, an och déi Leit hunn en enke Kontakt mat der Gemeng. Ech fannen, dass dat heite wierklech Ënnerstellunge sinn, an ech géif menger Fraktioun virschloen, déi Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann dem Här Baum nëmme Merci soe fir déi ganz pertinent Analys. Ech di mech ganz schwéier ... Ech hunn a menger Ried virdru gesot, mir brauche méi Zuelen, mir brauche méi Statistiken, méi Informatiounen, fir kënnen duerch den Niwwel duerchzeblécken. Dat heescht awer net, datt mer hei sollen den Androck erscheine loossen, datt et komplett schlecht geréiert wär.

Ganz am Contraire: Ech mengen, datt all déi Leit, déi involvéiert sinn, all Dag hiert Bescht ginn. An da muss ee just d'Fro stellen: Hu se déi néideg Moyenen? Hu se déi néideg Ressourcen, fir mat deem Beschten dann och dat Bescht ze erreechen? Dat geet awer net doriwwer, andeem ee jiddwerengem emol direkt ënnerstellt, e géif eng schlecht Aarbecht maachen an e géif dat intransparent hannert zouenen Diere maachen! A virun allem sollt een domadder net iergendeppes befeieren, wou een herno dann d'Fro stellt, ob mer nach de rechtleche Standarden entspriechen, well wann dat net de Fall wär, dann géif dat jo explizitt heeschen, datt mer hei an der Illegalitéit wären. An ech mengen, dat wär awer e ganz staarke Virworf, deen ech hei net ka matstëmmen, datt mir dat géife feststellen. A vu datt et esou formuléiert ass, datt d'Chamber feststellt, datt et Illegalitéite géif ginn, ouni datt an där ganzer Motioun oder an der Ried iergendeng vun deene soupçonéierten Illegalitéiten opgeworf gëtt, kann ech déi Motioun hei net matstëmmen, well et ass wierklech bëllegst Stammineespolitick!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Max Hengel.

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mech a groussen Deeler och deem uschléissen, wat mäi Virriedner gesot huet. Ech mengen, d'Personal an de Strukturen, dat mécht eng ganz gutt Aarbecht an et soll een dat net iergendwéi ënner Generalverdacht stellen. Duerfir wäerte mir dës Motioun och net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hengel. An elo geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech schléisse mech och deem un. Also, den Toun gefält eis och net. Voilà, d'ADR huet mir schonn eng Kéier virgeheit, mir géifen och e Generalverdacht maachen. Voilà, deen hei Toun, dat ass awer e bësselchen dat. Ech kann dat esou net feststellen, dofir kënne mir dat och esou net ënnerstëtzen, och wann ech d'Iddi vum Audit net onbedéngt schlecht fannen. Mee voilà, den Toun gefält eis awer och net wierklech. Also, mir kënnen dat och esou net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur, den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll just eng Kéier soen: Et kann een et dann och esou maachen, wéi eng ganz Partie vun deene Leit, déi elo geschwat hunn, et maachen: Et kann ee viru Problemer einfach d'Aen zoumaachen, ...

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | ... da verschwanne se vläicht. Wann dat Är Taktik ass als DP, dass mer esou duerch d'Land fueren an an d'Zukunft kommen ...

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Bréngt emol Beweiser fir Är Theorien!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR) | Wann dat ... Wann dat Äre Choix ass, fir, wann een hei eppes seet, dann unzefänken, do ze grommelen, mäi Gott, dann ass et eeben esou. Ech mengen, mir wëllen hei op e Problem opmierksam maachen, wëllen dee léisen. Mir soen och net, dass iergendwéi hei ee seng Aarbecht schlecht mécht. Ech hunn dat selwer gesot, dass mer ...

(Brouhaha)

Une voix | Dat steet awer hei an Ärer Motioun!

M. Fred Keup (ADR) | ... vun Educateuren ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift! Ech verstinn, datt et ze waarm ass dobaussen, mee ech hunn awer léiwer, et ass heibannen e bësse méi kill.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass heibannen zwar och zimmlech waarm, Här President, muss ech soen. Mee ech wëll awer och soen, dass een och d'Saache muss dann awer esou widderhuelen, wéi se gesot gi sinn. Dat hei bedeit guer net, dass mer e Generalverdacht maachen op déi Leit, déi do schaffen. Ech hu selwer gesot, dass ech vill mat deene Leit geschwat hunn, déi um Terrain sinn, déi selwer soen, se wiere mat ville Situatiounen iwwerfuerdert. Also, dat hei dat kënnt jo net komplett aus der Loft!

An ech mengen, et wier awer eng Aufgab, déi mer missten dem Staat ginn, fir dat dote besser ze kontrolléieren am grousse Ganzen, och eebe grad well vläicht d'Leit falsch Virstellungen hunn. Da géif dat jo erauskommen an da wier vläicht wierklech alles gutt. Mee wa mer d'Aen zoumaachen a Kontrollen net wëllen hunn, jo ben, da kënne mer duerno soen, alles wier gutt, mee et ass net de Fall!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup.

Une voix | Gitt emol kucken!

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 3 Jo-Stëmmen, 54 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

6. 8183 – Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;

2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8183 iwwert d'Verbesserung an d'Moderniséierung vun der Lëtzebuerger Toolbox am Beräich vun den Investitiounsfongen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mam Gesetzesprojet 8183, deen ech Iech dann elo presentéieren, ginn eng Rei Ännerunge virgeholl, fir d'Legislatioun betreffend eis Fongenindustrie ze moderniséieren an unzepassen. D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, wéi Dir selwer sot, Här President, eis Lëtzebuerger „Toolbox", also eis Lëtzebuerger Geschierkëscht, fir d'Fongenindustrie ze verbesseren an nei opzestellen, fir esou d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun der Finanzindustrie ze stäerken. Als Begrënnung fir dës Ännerungen hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet d'Wichtegkeet vun der Fongenindustrie ënnerstrach, dat verglach mam Recht vun eiser nationaler Wirtschaft.

Fir unzefänken an de Kader ze setzen, wëll ech nach eemol drun erënneren, datt Lëtzebuerg eng grondleeënd Roll gespillt huet, wat d'Internationaliséierung vun der Fongenindustrie ugeet. Haut ass eist Land, eis Finanzplaz, den europäeschen Zentrum fir alternativ Fongen. Konkreet zielt Lëtzebuerg méi wéi 300 Gestionnairë vun Investitiounsfonge souwéi 20.000 direkt Aarbechtsplazen.

D'Fongenindustrie befënnt sech zanter Joer an Dag an engem bestännege Wandel. Och déi aner Fongenzentren entwéckele sech permanent. Doméinst, soen d'Auteure vum Projet, muss de Grand-Duché seng Gesetzgeebung upassen, fir weiderhi kompetitiv ze bleiwen.

Et dierf een och net vergiessen, dass d'Fongen eng wichteg Roll spillen, wann et ëm d'Finanzéierungsbedürfnisser vun der Europäescher Unioun geet. Et geet hei ëm d'Finanzéierung a Richtung vun enger méi nohalteger a widderstandsfäeger, also resilienter Wirtschaft; dat, grad wann een och bedenkt, datt déi europäesch Bevëlkerung – och déi Lëtzebuerger Bevëlkerung – ëmmer méi al gëtt.

An dësem Kader kënne Produite wéi déi Europäesch Fonge fir Laangzäitinvestitiounen, kuerz ELTIF ofgekierzt, an d'Paneuropäesch Pensiounsproduiten, ofgekierzt PEPP – PEPP mat dräi P –, eis et erméiglechen, dës Erausfuerderunge proaktiv unzegoen. Dës nei Produite sinn des Weideren eng Chance, fir eis Positioun als internationale Finanzzentrum ze verstäerken.

Här President, léif alleguer, dëse Gesetzesprojet gouf am Dialog, am Echange, mat den zoustännege Vertrieder aus dem Secteur ausgeschafft. Et handelt sech also heibäi net ëm eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, sou wéi dat soss dacks de Fall ass. An deem Sënn sinn déi proposéiert Ännerungen d'Resultat vun enger ganz ëmfangräicher Aarbecht, fir d'Kohärenz téschent deene fënnef sektorielle Gesetzer net nëmmen ënnerteneen ze garantéieren, mee och a Verbindung, a Relatioun, zu aneren nationale Gesetzer an europäeschen Texter. Doriwwer eraus erlaabt de Gesetzesprojet et, déi administrativ Praxis gesetzlech ze verankeren.

De Projet de loi, vun deem mer haut hei schwätzen, den 8183, ass de 27. Mäerz vun der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes deposéiert ginn. Konkreet geet et drëm, punktuell Ännerungen un de fënnef sektorielle Gesetzer, wéi ech gesot hunn, virzehuelen, betreffend d'Fongen oder d'Gestionnairen dovunner.

Ännerunge gi gemaach: éischtens beim Gesetz vum geännerte Gesetz vum 15. Juni 2004 betreffend d'Société d'investissement en capital à risque, kuerz SICAR ofgekierzt, also dem SICAR-Gesetz; zweetens beim geännerte Gesetz vum 13. Februar 2007 betreffend déi spezialiséiert Investitiounsfongen, kuerz dem FIS-Gesetz; drëttens beim geännerte Gesetz vum 17. Dezember 2010 betreffend d'Organismes de placement collectif, also d'OPCen, hei also dem OPC-Gesetz; véiertens beim geännerte Gesetz vum 12. Juli 2013 betreffend d'Gestionnairë vun alternativen Investitiounsfongen, kuerz dem GFIA-Gesetz; a schlussendlech beim geännerte Gesetz vum 23. Juli 2016 betreffend d'Fonds investissement alternatifs réservés, also dem FIAR- oder RAIF-Gesetz. Ech mengen, do war ech souguer, wann ech mech gutt erënneren, Rapporteur deemools.

Här President, léif alleguer, ech kommen dann elo zu den Haaptännerungen, déi dëse Projet de loi virgesäit:

Éischtens gëtt d'Definitioun vum Begréff „investisseur averti" ugepasst. Konkreet gëtt den aktuellen Investitiounssaz vun 125.000 Euro op den europäesche Standard vun 100.000 Euro erofgesat, dat an de Gesetzer, déi d'SICAR, d'FIS an d'FIAR betreffen.

Zweetens gëtt d'Period fir d'Zesummesetze vum Mindestkapital verlängert, dat op 12 respektiv 24 Méint fir d'Fongen, déi ënner follgend Gesetzer falen: d'SICAR-Gesetz, FIS, OPC – Partie 2 – an d'FIAR-Gesetz.

Drëttens gëtt am Gesetz iwwert d'OPCen, also d'Organismes de placement collectif, d'Méiglechkeet geschafe fir eng SICAV – Partie 2 –, nieft der Société anonyme och nach aner Gesellschaftsformen unhuelen ze kënnen.

Véiertens gëtt d'Méiglechkeet geschafe fir d'Gestionnairë vun alternativen Investitiounsfongen, fir kënnen op sougenannt „agents liés" zréckzegräifen. An deem Kontext ginn och Prezisioune geliwwert iwwert d'Commercialisatioun, also d'Verdreiwen, vun alternativen Investitiounsfongen am Grand-Duché.

Fënneftens gëtt den Uwendungsberäich vum Regimm vun der net geriichtlecher Liquidatioun, wéi se am OPC-Gesetz virgesinn ass, op d'Gestiounsgesellschaften esouwéi d'Gestionnairen ausgedeent.

Schlussendlech gëtt d'Taxe d'abonnement ugepasst. Hei kënnt den nationale Gesetzgeeber also den Ustrengunge vun der Europäescher Kommissioun no, fir eeben déi nei europäesch Produiten ze förderen. Hei schwätze mer beispillsweis eebe vun den Europäesche Fonge fir Laangzäitinvestitiounen, kuerz ELTIF, an de Paneuropäesche Pensiounsproduiten, vun deenen ech virdrunner geschwat hunn an déi ech an de Kontext gesat hunn, eeben déi sougenannt PEPP-Produiten. Fir dës nei europäesch Initiativen ze stäerken, sinn d'Memberstaate souguer vun der europäescher Kommissioun opgefuerdert ginn, fiskalesch Ureizer ze schafen. De Projet kënnt dëser Ufro vun der Europäescher Kommissioun no.

Heiriwwer eraus wäerten och d'Reegele betreffend d'Wärungsfongen un déi europäesch Standarden ugepasst ginn. Dës Ännerungen dierfte kee bemierkenswäerten Déchet fiscal, wéi eis och an der Kommissioun och op Nofro erklärt ginn ass, mat sech bréngen, wéi mer an der Kommissioun vu Spezialisten, vun de Beamten aus dem Finanzministère, eebe bestätegt kruten. Fir d'Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, d'Finanz- an d'Budgetskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet zwee Avisen eran. De Staatsrot huet säin Avis den 20. Juni erausginn. Am Avis si weeder formell Oppositiounen nach Observatiounen zu deenen am Projet enthalenen Ännerungen. Virun allem huet den Avis vum Staatsrot Observatioune legistescher Natur enthalen. De Staatsrot huet awer vun der Geleeënheet profitéiert, fir e betreffend den Artikel 4 seng Observatiounen aus sengem Avis Nummer 51.525 vum 21. Juni 2016 ze widderhuelen. Hei geet et ëm d'Méiglechkeet, déi d'Commission de surveillance du secteur financier huet, fir Réckkeef ze suspendéieren am Fall, wou déi gesetzlech, reglementaresch oder statutaresch Virschréfte betreffend de Fonctionnement vun enger Société d'investissement en capital à risque, esou enger SICAR, net méi respektéiert ginn.

Den Avis vun der Handelskummer, datéiert op de 4. Juli, ass eréischt d'lescht Woch en Donneschden an der Kommissioun ukomm, soudatt en eeben net a mengem schréftleche Rapport ernimmt konnt ginn. Et soll awer gesot ginn, datt d'Chambre de Commerce de Projet prinzipiell begréisst. Fir d'Detailer vun hirem Avis verweisen ech dann do op d'Documents parlementaires.

Zum Schluss soen ech de Beamten aus dem Finanzministère, déi eis dëse Projet, dee ganz technesch ass, natierlech en Detail an der Kommissioun presentéiert hunn, e ganz grousse Merci fir all déi Erklärungen, déi se eis geliwwert hunn, a fir déi gutt konstruktiv Zesummenaarbecht. An am Numm vun der DP-Fraktioun géif ech och den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Merci fir Äert andächtegt Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci dem Rapporteur, deen eis, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, erëm op eng ganz flott, detailléiert Aart a Weis déi wichteg Elementer vun deem Projet do virgestallt huet, soudatt ech mech ka ganz kuerz faassen, andeem ech fir d'éischt soen, datt mir dësem Projet eisen Accord wäerte ginn, well et e gudden an e wichtege Projet och am Interêt vun der Finanzplaz a ganz besonnesch vun der Fongenindustrie ass.

De Rapporteur huet och elo nach eng Kéier erkläert, wat déi weesentlech Modifikatioune sinn. Ech wollt och dozou soen, datt ee Punkt eis och ganz besonnesch wichteg erschéngt, dat ass dee méi reduzéierten Taux vun der Taxe d'abonnement, vun deem dës Fongen, wat haaptsächlech d'ELTIFen an d'PEPPe sinn, och kënne profitéieren.

Dir wësst, mir hunn och selwer Virschléi gemaach, wou mer och gehofft hätten, d'Regierung géif déi och positiv aviséieren. Ech denken do notamment un déi ganz Fongen, déi an ESG-Produiten investéieren, wou Der wësst, datt mir och eng Propos gemaach hunn, fir déi op null Taxe d'abonnement ze setzen. Hei ass elo eng ganz kleng Taxe d'abonnement, déi do verrechent gëtt. Ech mengen, et kéint een, wéi gesot, do nach e Schrëtt méi wäit goen, notamment, wéi gesot, fir Fongen, déi dann an ëmweltfrëndlech Produiten, nohalteg Produiten, weider investéieren.

Ech muss och soen, datt ech fannen, datt dëse Projet grad zur richteger Zäit kënnt, well wann een e bësselchen esou kuckt – an ech hat d'lescht Woch hei d'Chance, eng Fro un den zoustännege Wirtschaftsminister ze stellen –, hëlt d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz, ganz besonnesch vun der Fongenindustrie, trotzdeem of. Ech hunn et schonn e puermol gesot: Am Moment ass Dublin amgaangen, eis e bësselchen de Rang ofzelafen. An dofir ass e Projet de loi wéi deen haut wichteg, fir datt mer och weider um Niveau vun de Fonge kompetitiv bleiwen.

Ech sinn och berouegt, datt d'LSAP de Projet wäert matstëmmen, well den Här Kersch, mengen ech, huet seng Apaisementer kritt vun der Madamm Finanzministesch. Well, ech mengen, et ass och wichteg, datt

esou Projete wéi dee vun haut e méiglechst grousse Konsensus kréien.

Dat gesot, gi mir natierlech d'Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Also, ech kann eng ganz ... Merci och dem Rapporter.

(Interruption)

Pardon, entschëllegt, ech sinn anscheinend gemoschtert.

(M. Yves Cruchten redresse le col de sa chemise.)

(Hilarité)

Merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport. Dat erspuert mir ganz vill, wat ech net nach eng Kéier muss widderhuelen. Ech kommen direkt zum Punkt. D'EU-Kommissioun huet hir Memberstaaten invitéiert, dës paneuropäesch Fongen, iwwert déi mer elo hei schwätzen, fiskalesch ze favoriséieren. An d'LSAP ënnerstëtzt do och d'Grondphilosophie vun dëse paneuropäesche Fongen. Den Här Bauler huet ganz am Detail erkläert, ëm wat et do geet. Dat si ganz spezifesch Fongen, e ganz neie Produit eigentlech.

Fir d'LSAP steet awer fest, dass dës Ausnam, déi mer hei bei der Taxe d'abonnement maachen, kee Virwand däerf sinn, fir dauernd an ëmmer erëm Ausnamen ze maachen! Mir brauchen nämlech d'Recettë vun der Taxe d'abonnement. Ech rappeléieren, dass dat bal 1,4 Milliarden Euro sinn. An déi brauche mer ënner anerem och, fir de Lëtzebuerger Sozialstaat ze finanzéieren.

Ech rappeléieren och nach drun, wéi wichteg d'Fongenindustrie ass. Den Här Bauler huet et virdru gesot: 14.000, 15.000 Aarbechtsplazen hänken direkt dorunner. Aus deem Grond ënnerstëtze mir d'Finanzplaz an hiren Efforten, fir innovativ an och konkurrenzfäeg ze bleiwen. Mee d'Innovatioun an d'Kompetitivitéit kommen awer hautdesdaags net eleng iwwert de Wee vum Steierdumping zustanen.

Mir wëllen d'Taxe d'abonnement also net ondifferenzéiert dauernd erofsetzen. A mir wëlle se scho guer net op null setzen! A fir doriwwer och eng Kéier méi eng breet Diskussioun ze féieren, hate mer d'Madamm Ministesch gefrot – a si huet eis och zougesot, an den Här President wäert dat nach an den nächsten Deeg organiséieren –, dass mer eis eng Kéier an der Kommissioun méi breet iwwert d'Fongenindustrie an och iwwert d'Taxe d'abonnement an hir direkt Konsequenze kënnen ënnerhalen. Ech mengen, do ass et derwäert, dass een do den Horizont an de Bléck méi breet mécht. Villmools merci dofir nach eng Kéier.

Mir ginn hei den Accord vun der LSAP an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Häre, mir alignéieren eis hei ënner anerem op eng Partie europäesch Standarden. Mir maachen awer och éischter administrativ Upassungen, déi wichteg si fir d'Finanzplaz. Ech wëll dem Rapporter dofir villmools Merci soe fir säin detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport, wou en eis explizéiert huet, wourëms et genau geet. Erlaabt mir just vläicht, awer nach e puer zousätzlech Bemierkungen ze maachen am Numm vun der gréng Fraktioun.

Wat d'Upassung vun der Taxe d'abonnement ugeet: Also, als Gréng ënnerstëtze mer déi prinzipiell Iddi vun dësem Projet de loi, fir geziilt steierlech Incentiven ze ginn, amplaz generell d'Steieren erofzesetzen. A mir maachen dat jo mat dësem Projet de loi op deene sougenannten ELTIF-Fongen, wou et drëms geet, europäesch Investmentfongen, déi längerfristeg sinn, ze ënnerstëtzen. Dat ass wichteg, fir der Économie réelle eng längerfristeg Hëllef ze ginn, déi och Sue brauch, wann et ëm d'Transitions digitale an écologique geet, an dat ass grad och fir d'PMEe wichteg. An en anere Volet, wou mer jo och hei Incentivë ginn, ass an de Paneuropäeschen zousätzleche Pensiounsproduiten.

Da wëll ech awer kuerz dorop zréckkommen, wat den Här Mosar och elo gesot huet vun där Propos, fir generell d'Taxe d'abonnement erofzesetze respektiv se ganz vun de Steieren ze befreie bei ESG-Fongen, also ekologeschen oder soziale Fongen. Dat ass eigentlech eng Approche, déi mir net ënnerstëtzen. Wat eis wierklech wichteg ass, dat ass, sou wéi mer et och an dëser Legislaturperiod scho gemaach hunn, dass mer wierklech geziilt d'Taxe d'abonnement do reduzéieren, wou et wierklech nohalteg Investissementer sinn. An dat gëtt jo och gemaach bei taxonomiekonforme Fongen. An do hu mer en plus de Gas an den Atom erausgeholl, aus gudden a bekannte Grënn.

Dat si kloer Krittären, déi an der Europäescher Unioun iwwerall d'selwecht sinn, quitte dass d'Taxonomie e Reegelwierk ass, wou Lëtzebuerg sech derzou decidéiert huet, fir verschidden Deeler dervun eeben ze iwwerhuelen an anerer net, an dat och gutt argumentéiert huet. An et schéngt mer kloer, dass een dat neit Instrument, dat mer geschafen hunn, och an Zukunft muss evaluéieren an och warscheinlech an den nächste Joren upassen, fir dass et nach eng besser Wierkung huet.

Mee elo dohinner ze goen, dass een alleguerten d'ESG-Fonge géif steierlech erofsetzen oder ganz befreien, dat wär wierklech an eisen Aen e staatlech finanzéierte Greenwashing. Well par rapport zu der Taxonomie sinn déi ESG-Fong-Krittäre wierklech immens schwammeg. An do gëtt et och eng ganz Rei Etüden, déi dat beleeën. Eng rezent Etüd zum Beispill vun engem groussem ESG-Datebankeportal, wou iwwer 500 ESG-Fongen analyséiert ginn, huet erausfonnt, dass ee vu siwe Fongen e méi héije Carbon Footprint hat wéi d'Moyenne vun alleguerten de Fongen, also ESG oder och net.

A voilà, dofir: Souguer wann ee vun ESG-Fonge schwätzt, wou jo den E fir „Environnement" dran ass, dann heescht dat nach laang net, dass dat och wierklech dran ass. Et gëtt eis also keng Garantie, dass se wierklech klimafrëndlech sinn. An dann hunn ech nach guer net vun de soziale Froen oder vun de Mënscherechtsfroe geschwat. An dofir ass et fir eis wierklech wichteg, dass een ... Wann een dat géif maachen, da géif ee steierlech wierklech an eisen Ae Saache bevirdeelegen, déi guer net ze bevirdeelege wären. Dat wär also och éischter e Schrëtt no hanne wéi e Schrëtt no vir.

Da bei alleguerten deenen Diskussiounen, déi et gëtt ronderëm d'Taxe d'abonnement, ass et wichteg, ëmmer erëm ze ënnersträichen, dass dat eng ganz wichteg Recette fir de Staat ass. Do kréie mer am Ganzen 1,5 Milliarde (veuillez lire: 1,2 Milliarde) Recetten eran, wat knapps 5 % vun de Recettë vum Staat ausmécht. An domadder ass dat eng wichteg Recette fir de Staat. Wien also seet, dass een d'Taxe d'abonnement soll generell ofschafen oder eroffueren, dee muss sech ëmmer erëm iwwerleeën, wéi een dat géigefinanzéiere ka respektiv, voilà, wou en op där anerer Säit da wëll spueren.

A fir eis ass kloer: Eng Spuerpolitick kann net a Fro kommen, well grad elo brauche mer en héijen Investissement an d'Mobilitéit, an de Logement an an de Klima an esou weider.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Wa mer dat hei maachen, musse mer dann awer wierklech trotzdeem am An halen, dass ... Hei hu mer jo eng Rei Fongen elo exoneréiert vun der Taxe d'abonnement. An elo musse mer natierlech am Bléck halen, awéifern op déi zréckgegraff gëtt amplaz vun traditionelle Fongen, wat jo dann och méiglecherweis eng Perte vu Recette-fiscallen ass.

Bon, de Finanzministère huet eis hei gesot, dass se dervun ausginn, dass den Déchet fiscal minimal ass. An awer musse mer dat wierklech am An halen, well dee Rapport Käschten/Notze muss fonctionéieren, wéi een dat souwisou bei alleguerten de Steierbevirdeelegunge muss maachen, am Sënn vun enger zilorientéierter a verantwortungsvoller Budgetspolitick. An deem Sënn muss een awer leider constatéieren, dass déi Analys an d'Evaluatioun vun den Déchet-fiscallen an de leschte Jore kaum gemaach ginn ass, obwuel ech dat hei op der Tribün eng Partie Kéieren och gesot hunn.

Ee leschte Punkt vläicht nach: Wa mer iwwert d'Kompetitivitéit schwätzen, wat mer jo och ëmmer erëm hei am Haus maachen, wëll ech nach eng Kéier preziséieren, dass et wichteg ass, dass een dat méi wäit kuckt wéi déi reng steierlech Froen. Kompetitiv si mer zu Lëtzebuerg net just aus enger steierlecher Perspektiv oder wéinst steierlechen Incentiven, mee och well mer eng gutt Santé hunn, well mer gutt an attraktiv Schoulen hunn, well mer eng gutt Mobilitéit hunn an e gudde Logement. Dat heescht, mir mussen dat wierklech alles ëmmer zesummenhängend kucken. Kompetitivitéit mécht sech net just mat Steierreformen.

Merci.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och merci fir dee ganz gudde Rapport, dee mer héieren hunn. Et wär och vläicht interessant, wann d'Madamm Backes eis herno e bëssen erziele kéint, wéi et an Irland war. Si war jo viru Kuerzem do an ech mengen, do konnt si jo och eng Rei vun deenen Dossieren hei uschwätzen. Well loosse mer eis hei net ieren: Ech mengen ... Dat ass elo kee Wuertspill mat den „Iren".

(Hilarité)

Also, mir sollen eis net ieren, wa mer hei elo iwwert d'Konkurrenz aus Irland hei schwätzen.

(Interruption)

Mee mir schwätzen hei wierklech iwwer e ganz, ganz wichtegen Industrieberäich fir Lëtzebuerg, nämlech d'Fongenindustrie. A mir mussen einfach gesinn, datt mer „en perte de vitesse" si wéinst der irescher Konkurrenz. Dat ass einfach esou. Mir sinn hei ënner staarkem Drock, fir éischtens Fongen nach op Lëtzebuerg ze kréien an dat ze preservéieren, wat mer halen. An dorunner gebonnen ass natierlech déi ganz Fro vu Steierrecetten a Sekundärrecetten, déi vun där Fongenindustrie ofhänken – eent vun den Haaptstandbeen, wann net dat Haaptstandbeen, vun der Lëtzebuerger Finanzplaz.

Elo ass dann natierlech ... Well mer do ënner Drock sinn – an dat ass jo och e bëssen hei an deem Gesetz –, musse mer schonn e bëssen iwwert d'Taxe

d'abonnement schwätzen. Ob dat duergeet, ass eng aner Fro, well mir hunn hei zwou Approchen. Déi eng ass e bëssen eng ideologesch: Mir befreien elo déi oder déi Fonge vun der Taxe d'abonnement oder mir reduzéieren. Anerer sinn do net derfir. Mee et geet iwwer Ideologie eraus. Hei musse mer kommerziell denken. Mir sinn net méi an der Dimensioun hei, well mer jo gesinn, datt d'Entwécklung Richtung Dublin geet, datt mer elo hei kënnen u ganz klenge Schrauwen dréien. Mir mussen eis wierklech ganz grondsätzlech froen, wuer mer higi mat der Taxe d'abonnement zu Lëtzebuerg, wat mer gär hätten, wéi mer eis konkurrenziell opstellen a wéi mer et géigefinanzéieren, well do musse mer warscheinlech mat enger Perte u Recettë rechnen.

Da muss een awer feststellen, datt dës Regierung gläichzäiteg eng aner grouss Quell vu Revenuen ofschaaft oder wëll op d'Spill setzen, dat ass den Tanktourismus. Well do hu mir d'Schrauwen an der Hand, un deene mer kënnen dréien – beim Tanktourismus. Mir kënnen dat fixéieren, wéinstens zu engem ganz, ganz groussen Deel. An do gi mer awer hin a maachen och eis Sprittpräisser ëmmer méi deier.

Dir wësst, d'ADR-Positioun ass do ganz kloer: Mir hätte gär, datt eis Präisser ëmmer méi niddreg si wéi déi vun eisen dräi Nopeschlänner. Do ass och eng kloer sozial Dimensioun mat dran. Well hei ass d'Tendenz, fir d'Sprittpräisser ëmmer weider eropzesetzen, doduerch zwar eng gewësse Recette ze halen, awer dat geet natierlech op d'Käschte vun de Leit a mir reduzéieren d'Standbeen – soe mer mol – oder mir devaloriséieren zum Deel déi Recette „Tanktourismus". Mir huelen eis doduerch och Spillraum, dee mer vläicht hätten, fir op anere groussen Dossieren, wéi op der Taxe d'abonnement oder esou, eng gewësse Flexibilitéit kënnen ze developpéieren.

Dat ass, wann een de Gesamtbudget kuckt, och eng Diskussioun, déi ee muss féieren – vläicht net genee an deenen Termen, dat ass ganz kloer, mee et muss een einfach kucken, datt de Staat genuch Recettë behält, wann een dann international ënner Drock kënnt, wéi dat hei de Fall ass.

Gutt an dësem Gesetzesprojet ass – an dat ass eng vun deenen Ursaachen, firwat mer en och gär matstëmmen –, datt mer en Deel national Initiativ hei hunn. Et ass net nëmmen esou, datt mer hei europäescht Recht géifen ëmsetzen, wéi dat dacks de Fall ass, an als First Mover an engem Contexte international géifen optriede vun internationalen Instrumenter. Nee, hei weise mer national Initiativ! Dofir kënne mer wierklech nëmme soen: Dat ass eng gutt Saach. Mir begréissen dat. Mir ënnerstëtzen dat, wéi dat hei ugeduecht ass. Et geet warscheinlech net duer. Dat hu mer grad probéiert, hei duerzestellen, well mer eeben déi Entwécklung international musse ganz no verfollegen.

E Wuert zur Steierkonkurrenz nach vläicht fir ofzeschléissen: Dat ass jo e Kader vu Steierkonkurrenz, deem mer am Ableck ausgesat sinn duerch eeben eis Frënn an Irland – an net nëmmen do, mee awer haaptsächlech do. An dat ass net dat selwecht wéi Steierdumping. Steierkonkurrenz huet och ganz, ganz positiv Aspekter, an dat däerf een net vergiessen! Well et gëtt u sech zwee Modeller, wann een iwwert déi international Steierlandschaft schwätzt. Dat eent ass dee vun der Steierharmoniséierung, an dat anert ass dee vun der Steierkonkurrenz. Wa mer higinn a mir harmoniséieren international, da féiert dat einfach zu enger duerchschnëttlecher Erhéijung vun der Steierlaascht an deenen eenzelne Staaten.

D'Steierkonkurrenz zwéngt d'Staaten, d'Steierlaascht ze iwwerdenken a méi niddreg ze halen, wat dacks au bénéfice vun de Steierbezueler ass, déi dann allgemeng eng méi niddreg Steierlaascht mussen hunn, wéi wa sech international op méi héich Sätz géif verstännegt ginn. Dat ass zwar eng vereinfacht Duerstellung – dat ginn ech och gär zou –, mee si weist awer, datt d'Steierkonkurrenz per se dacks am Interessi vun der Leeschtungsfäegkeet, vun der Produktivitéit, vun der Kafkraaft vun deene Länner ass, wou d'Steierlaascht bewosst vun der Regierung manner héich gehale gëtt, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Dofir muss een dat an ekonomeschen Termen denken an net an ideologeschen.

Eng ganz lescht Bemierkung, dat ass déi europäesch Taxonomie. Och do hu mir als ADR eng ganz kloer Positioun: Mir denken net, datt mer sollen do Ausname maachen. Déi Taxonomie existéiert. Mir wëllen eis Ekonomie net méi schlecht stellen, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Dofir géife mir se ganz iwwerhuelen, ouni déi Ausnamen, déi hei a Gas an Atom vun der Regierung virgeschloe goufen.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och un de Rapporter fir dee ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Jo, dëse Gesetzesprojet soll d'Fongenindustrie méi attraktiv maachen. Ech wëll net soen „erëm". Ech mengen, datt mer nach ëmmer eng attraktiv Finanzplaz sinn. Andeem mer direkt fënnef sektoriell Gesetzer upassen, ginn Ausnamen an der Taxe d'abonnement geschaaft.

Am Prinzipp – an ech wëll soen „am Prinzipp" – begréisse mir Piraten, datt an dësem wichtege Secteur Moderniséierungsmoossname kommen. Fir eis Piraten ass den aktuelle Problem awer net déi lëtzebuergesch „Toolbox", wéi mer se ëmmer esou schéin nennen, déi u sech ganz komplett ass a wou vläicht punktuell u verschiddene Stellschrauwe muss gedréit ginn, mee verschidden Exigenzen am Kader vum AML (ndlr: Anti-money laundering), KYC (ndlr: Know your customer), de sougenannte „Look-through", deen Depositairesbanke mëttlerweil musse maachen.

Ech mengen, de Problem vun de Firmen, déi Bankkonten opmaachen, dat ass an der Kommissioun schonn diskutéiert ginn, ass heibannen diskutéiert ginn. Ech ginn elo net dorobber an. Wat awer méi seelen diskutéiert gëtt, ass, datt mëttlerweil souguer Banken, déi als Depositaire fungéieren, änlech Problemer hu respektiv limitéiert sinn an hirer Aktivitéit. An do stellt sech fir mech d'Fro, wann een da wëllt d'Fongenindustrie méi interessant maachen, méi attraktiv maachen, ob een net och aneren europäesche Banken, déi déi nämmlecht Krittären erfëllen, sollt d'Méiglechkeet ginn, als Banque dépositaire ze fungéieren, wann d'Banken op der Plaz dat haut net méi maache kënnen.

Mir Piraten stellen eis awer och d'Fro, wat fir Konsequenzen op de Staatsbudget dann dëse Projet huet. Ech krut nämlech an der Finanzkommissioun ... An ech hat d'Fro gestallt, nodeem ech d'Fiche financière gekuckt hat, déi awer fir esou e wichtegt Standbee vun eise Steierrecetten dach relativ sommaire war. Et ass ganz vill am Konjunktiv geschriwwe ginn, am Sënn vun: „D'Regierung mengt, datt mer 8 Milliounë verléieren, mee datt déi awer eventuell vläicht kéinte kompenséiert ginn duerch nei Recetten."

Wéi se op déi 8 Milliounë koum? Ech hat d'Fro an der Kommissioun gestallt. Ech krut keng zefriddestellend Äntwert. Dat war och herno de Grond, firwat ech mech beim Rapport enthalen hunn. Firwat sinn et 8, net 9, net 10, vläicht och nëmme 4 Milliounen? Hei gëtt, wéi bei der ATAD-Direktiv, déi mer d'lescht Woch diskutéiert hunn, a mengen Aen net genuch op eng wëssenschaftlech Basis Wäert geluecht, fir erauszefannen, wat den Impakt wierklech op de Secteur ass.

Déi Changementer ënnerleie ville Facteuren. Do musse mer eis guer näischt virmaachen. Et ass net esou, datt déi Changementer eendeiteg zouuerdenbar sinn, mee esou Analysen, och mat enger gewëssener Onsécherheet, kéinten awer Trajectoirë liwweren an eis méi ee Gesamtbléck op eis Finanzplaz ginn, a virun allem op hire Gesondheetszoustand.

Mir Piraten verstinn net – d'lescht Woch net, dës Woch nach ëmmer net –, firwat mer eis do net méi Moyene ginn, fir dat ze analyséieren. Mee bon, wann ee gesäit, datt d'Generalsekretärin vun der Partei, déi d'Finanzministesch stellt, um Radio seet, datt een, éier een iwwer finanztechnesch Reformen nodenkt, als Éischt nach misst Analyse maachen, obwuel déi nämmlecht Partei säit zéng Joer de Finanzministère besetzt, da stellen ech mer d'Fro, ob dat net vläicht strukturell e Problem ass.

Mee bon, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vu datt eis Piraten d'Donnéeë feelen, fir den Impakt hei ofzeschätzen, an et och net ersiichtlech ass, datt déi Donnéeën nogeliwwert wäerte ginn, wäerte mer eis bei deem heite Projet enthalen. Et ass net esou, datt eis net um Häerz läit, datt et der Finanzindustrie weiderhin och hei zu Lëtzebuerg gutt geet. Mir kënne just am Moment net wierklech ofschätzen, wuer dat heiten hifféiert. An deementspriechend ass eis Enthalung begrënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, dëse Gesetzesprojet ass wichteg fir eis Finanzplaz a wichteg fir eis Fongeplaz. An ech soen natierlech och dem honorabelen Deputéierten André Bauler e ganz grousse Merci fir säin detailléierte schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Ech soen Iech och alleguerte Merci heibanne fir déi breet Zoustëmmung. Et ass elo scho villes gesot ginn. Ech wëll net alles nach eng Kéier soen. Trotzdeem si mer e puer Punkten awer wichteg, fir se hei och nach eng Kéier ze maachen.

Jo, mir wëllen déi sougenannte Lëtzebuerger „Toolbox" vun de Fonge verbesseren. Mir wëlle se moderniséieren a kucken, dass eis Finanzplaz an eis Fongeplaz weider attraktiv bleiwen, weider kompetitiv bleiwen. Mir haten an der zweeter Tripartitt eng ganz ausféierlech Presentatioun vum Secteur, och vun der ALFI, kritt, déi och trotzdeem fir e bëssen Diskussioune gesuergt huet, aus deene mer trotzdeem d'Konklusioun gezunn hunn, dass mer eis misste gutt a weider gutt opstellen an der Zukunft, well d'Konkurrenz effektiv net schléift. Se schléift net innerhalb vun der Unioun, se schléift net an Europa a se schléift och net iwwer Europa eraus, zum Beispill och an Asien, dat och zum Beispill an den alternative Fongen.

An an deem Beräich hu mir zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Jore ganz vill Wuesstum gehat, net nëmmen, wat d'Avoiren an den alternative Fongen ugeet, mee et sinn och nei Acteuren op Lëtzebuerg komm, fir d'Clientë mat dëse Produiten an och mat dëse Servicer och vu Lëtzebuerg aus kënnen ze bedéngen.

Dat heescht, et ass wichteg, dass mer à la pointe bleiwen. Dofir ass et wichteg, do nozebesseren, wou dat néideg ass, fir dass mer och eise Virsprong net verspillen. De Rapporter huet et och ganz richteg gesot: Dat heiten ass ausgeschafft ginn am Dialog mat de Parties prenantes aus dem Secteur. An ech mengen, wat mer hei fäerdegbruecht hunn, ass, de Mëttelwee ze fannen, fir souwuel op där enger Säit Demandë vum Secteur entgéintzekommen an op där anerer Säit och d'Protektioun vun den Investisseure weider ze garantéieren.

Den Text gesäit dofir déi punktuell Ännerunge vun de fënnef sektorielle Gesetzesprojete vir, den Här Bauler huet dat am Detail erkläert. Nach eng Kéier: Fir kompetitiv an attraktiv ze bleiwen, musse mir ganz gutt oppassen, well mir effektiv gesinn, dass verschidde Parts de marché un Irland weiderginn.

Bon, ech thematiséieren am Fong ni ganz gären esou en place publique an net an der Plenière iwwert d'Konkurrenz, mee dat ass esou. An dofir sinn an dësem Text och e puer geziilt Mesüren, fir eeben d'Taxe d'abonnement erofzesetzen. Déi sinn heidra virgesinn. An et ginn och punktuell Upassungen un europäesch Reglementer gemaach.

Hei geet et dann eebe virun allem drëm, d'Industrie ze encouragéieren, sech fir Lëtzebuerg ze entscheeden, wa se dann nei Produiten opleet. An déi nei Produiten, déi si jo erkläert ginn. Hei geet et ëm Investissementer an Infrastruktur an och an déi sougenannte PEPPen, d'Épargne retraite. Et handelt sech hei also ëm ganz cibléiert Mesüren, déi och spezifesch reglementéiert sinn um europäeschen Niveau. An ech mengen, et ass wierklech ganz wichteg, fir dat ze ënnersträichen, dass et sech hei ëm reglementéiert Fongen handelt. An et ass och e puermol mentionéiert ginn a fir mech ass dat och ganz wichteg, dass d'Europäesch Kommissioun trotzdeem d'Memberstaaten explizitt opgefuerdert huet, fiskalesch Incitatioune fir dës Produiten ze schafen.

D'Fro ass gestallt ginn zum Dechet. Déi proposéiert Mesüre géifen de Staat dann ëm déi 8 Milliounen Euro kaschten, dovunner 1,3 Milliounen, well déi besteeënd ELTIFe wäerten dann exoneréiert ginn, a 6,7 Milliounen duerch d'Upassung un déi nei europäesch Definitioun vun de Money Market Funds. Et kann een awer dervunner ausgoen, dass dësen dann trotzdeem liichten Déchet fiscal wäert kompenséiert ginn duerch de positiven Impakt vun dëse Moossnamen, fir déi betraffe Fongen dann zu Lëtzebuerg kënnen ze hunn. Also, ech mengen, déi Diskussioun, déi sollen a musse mer och weider féieren an dësem Haus, zesummen dann an der Cofibu, well ech mengen, hei misste mer kucken, wéi mer eis effektiv an Zukunft dann och opstellen, an do solle mer selbstverständlech déi Diskussioun och zesumme féieren.

Ech mengen, mir wëssen, de Secteur hätt am léifsten d'Taxe d'abonnement ofgeschaf. Mir wëssen awer och, dass dat – an dat ass och mentionéiert ginn – trotzdeem 1,2 Milliarden – dat war fir 2022 – Steieren agedriwwen huet. Dat si wichteg Recetten. Ech mengen, hei hu mer den Equiliber fonnt, well mer wëllen eeben nei reglementéiert europäesch Produite promouvéieren, fir méi Aktivitéit op Lëtzebuerg ze zéien. Dat soll en Effet incitatif hunn, ouni dass elo de Prinzipp vun der Taxe d'abonnement a Fro gestallt gëtt.

Ech mengen, do, wou mir Produite mat null Taxe d'abonnement unzéien – well ech mengen, déi kéinte jo grad esou gutt an en anert Land goen, fir net nees Irland ze mentionéieren –, do kréie mer natierlech da Steieren op d'Sociétés de gestion. Do ginn och Leit agestallt. Dat generéiert Business, dat generéiert Wuesstum op der Finanzplaz. Ech mengen op alle Fall, dat misst eis alleguerte wichteg sinn, sachant, dass dat wichteg Steierrecettë sinn, a sachant och, dass an deenen nächste Joren trotzdeem ganz vill Depensë wäerten op eis zoukommen, ob dat ass, fir d'duebel Transitioun ze finanzéieren, ob dat ass, fir och eis Klimaziler ze erreechen, ob dat an der Defense ass.

Voilà, ech schléissen of, andeem ech Iech dann nach eng Kéier e grousse Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. An ech wëll och mengen Ekippen am Finanzministère Merci soen, déi hei ganz vill dru geschafft hunn, an nach eng Kéier, zesumme mat de Parties prenantes.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8183. Den Text steet am Document parlementaire 8183[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8183 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8183 est adopté par 55 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis

Da géif ech d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Wéi ech virdrun annoncéiert hunn, hat ech mech geiert. A menger Motioun virdrunner war e Punkt dran, deen u sech net an eng Motioun gehéiert, mee an eng Resolutioun. Dat heescht, an Däitschland, do huet den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher u sech d'Recht, e Bureau de réclamations ze sinn. Also, voilà, en huet méi Pouvoire wéi den OKaJu zu Lëtzebuerg. A genau dofir deposéiere mir hei eng Resolutioun, wou mer d'Chamber invitéieren, eisem OKaJu och déi Méiglechkeet ze ginn, dass en eebe méi Pouvoiren huet a deene Jonken an de Kanner net méi just kann nolauschteren, mee eeben och ka vermëttelen, voilà, mediéieren, an eeben och Bureau de réclamations sinn.

Villmools merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

– la Convention internationale des droits des enfants ;

– les lignes directrices de l'ONU relatives à la protection de remplacement pour les enfants ;

– les recommandations les plus récentes du Comité des droits de l'enfant pour le Luxembourg,

décide

– d'étudier la possibilité de donner à l'Ombudsman pour enfants et jeunes les pouvoirs d'un bureau de réclamations pour les enfants et les jeunes.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

8. 8016 – Projet de loi portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil

Mir kommen elo zum Projet de loi 8016, enger Upassung vun enger Direktiv iwwert d'Gläichgewiicht tëschent dem professionellen an dem private Liewe vun den Elteren an de Versuerger. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Work-Life-Balance ass e Sujet, deen an deene leschte Jore staark u Bedeitung gewonnen huet an och scho méi wéi eng Kéier hei an der Chamber diskutéiert ginn ass.

Den 20. Juni 2019 hunn dat Europäescht Parlament an den EU-Conseil eng entspriechend Direktiv erausbruecht. Et muss ee soen, dass villes vun deem, wat an där Direktiv stoung, hei zu Lëtzebuerg scho laang Standard war, mee eeben net grad alles. An dat ass och de Grond, firwat d'Regierung decidéiert huet, e Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir eeben nach déi feelend Punkten och hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Dat sinn d'Projeten 8016 an zum Deel och nach 8017, dee mer uschléissend wäerten diskutéieren.

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, dat zum Zil huet, d'Work-Life-Balance ze verbesseren. Déi Anglizisme kréie mer jo ëmmer méi ze héieren, dofir géif ech et eng Kéier op Lëtzebuergesch soen: Déi sollen d'Vereebarkeet vu Familljen- a Beruffsliewe verbesseren. Ech mengen, da versteet jiddwereen, wat ech wëll. An ech héieren hei schonn d'Kolleege vun der ADR, déi richteg frou sinn, dass mer dat alleguerte verstanen hunn.

(Interruption)

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Wann Dir mech lueft, da stellen ech mir ëmmer Froen.

(Hilarité)

Konkreet sollen zwee nei Congéen agefouert ginn. Een ass de Congé d'aidant. Duerch dee soll e Salarié bis zu fënnef Deeg Congé d'Joer kënnen huelen, fir engem Familljemember ze hëllefen oder dësen ze fleegen.

Da gesäit de Projet och d'Aféierung vun engem Congé „pour raisons de force majeure" vir. Dëse Congé ass fir urgent Familljesituatiounen, esou wéi een et seet, wou et en Accident oder e Krankheetsfall an der Famill gëtt an ee séier muss kënnen asprangen. De Salarié huet bis zu engem Dag Congé pro Joer zegutt, fir déi doten Aart vu Congé ze huelen.

De Projet gesäit dann och vir, datt Salariéen, deenen hir Kanner ënner néng Joer al sinn an déi awer eng Anciennetéit vun op d'mannst sechs Méint hunn – net d'Kanner an deem Fall, mee de Salarié, also bei sengem Patron –, solle kënne flexibel Aarbechtsforme revendiquéieren.

De Gesetzesprojet gesäit ausserdeem Sanktioune vir, sollt de Salarié vu sengem Patron de Congé – oder déi Congéen, vun deenen ech elo geschwat hunn – refuséiert kréien. De Salarié ass géint Kënnegung geschützt, wann dës a Relatioun zu enger Demande vun engem vun deenen zwee Congéen oder zu enger Demande no flexibelen Aarbechtszäitreegelunge steet.

Et gëtt och kloergestallt, dass de Patron säi Refus muss motivéieren, wann hien eng Demande vum Salarié no engem fraktionéierte Congé parental oder zu engem Report vum zweete Congé parental net acceptéiert. Wat de Report vum zweete Congé parental ugeet, huet de Patron dem Salarié eng alternativ Propos ze maachen.

Am Kader vun den Tripartitt-Verhandlungen – och dat ass wichteg – am September d'lescht Joer huet d'Regierung sech mat de Sozialpartner gëeenegt, dass 50 % vun de Käschte vun deenen zwee Congéë vum Staat wäerten iwwerholl ginn. Och dat sollt hei erwäänt ginn, well jo eng Rei Leit behaapten, an der Tripartitt wären nëmme Léisunge fir Problemer vu Salariéë gesicht ginn. Hei ass de lebendege Beweis, dass hei och un d'Betriber geduecht ginn ass.

De Projet de loi ass den 2. Juni 2022 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Beruffschamberen hir Avisen zum Gesetzesprojet ginn. Den éischten Avis ass den 28. Juni 2022 vun der Chambre des Salariés komm. D'Beruffschamber huet hiren Accord zum Gesetzesprojet ginn, allerdéngs kritiséiert si, dass de Gesetzesprojet net ambitionéiert genuch wier.

Den 11. Juli 2022 huet d'Staatsbeamtekummer och hiren Accord ginn. An hirem Avis complémentaire vum 4. Juli 2023 huet déi nämmlecht Beruffschamber och hiren Accord zu de parlamentareschen Amendementer ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Oktober 2022 fënnef Opposition-formellë formuléiert. Den 31. Mäerz 2023 huet de Staatsrot säin éischten Avis complémentaire ofginn. De Staatsrot hält do u senge fënnef initialen Opposition-formellë fest a formuléiert weider zwou Opposition-formellen zu deenen Amendementer vun der Regierung vum 25. Januar 2023.

D'Kommissioun huet an hirer Sitzung vum 25. Mee 2023 eng Rei vu parlamentareschen Amendementer decidéiert. An där Sitzung gouf ech iwwregens och als Rapporter designéiert. A sengem zweeten Avis complémentaire vum 4. Juli 2023 hieft de Staatsrot dann all seng Opposition-formellen op.

Vläicht nach e Wuert zur Chambre de Commerce: D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hu gemeinsam en Avis vum 2. November 2022 gemaach. Do hu si sech géint de Projet ausgeschwat. An d'Argument, firwat se sech géint dee Projet ausgeschwat hunn, war, dass d'Betriber misste fir d'Käschten opkommen, wärend d'Direktiv dat esou guer net explizitt géif verlaangen. Ech hunn Iech virdru gesot, an der Tripartitt ass en Accord fonnt ginn, dass déi Käschte gedeelt ginn, soudass déi Kritick also muss relativéiert ginn.

An hirem Avis complémentaire vum 9. Februar 2023 gëtt d'CSL dann hiren Accord zu den Amendementer vun der Regierung.

De Conseil supérieur des personnes handicapées – och dat wëll ech haut hei soen – huet de 14. Mäerz 2023 en Avis erausginn an huet och do proposéiert, d'Definitioun vum „aidant" nach weider ze erweideren.

Erlaabt mer nach ze soen, dass d'LSAP selbstverständlech dëse Projet de loi wäert ënnerstëtzen, well e voll an der Logik vun deem läit, wat d'LSAP och op anere Pläng seet, nämlech dass d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ganz enk mat der Attraktivitéit vu sengen Aarbechtsplazen zesummenhänkt, an dat heiten natierlech e ganz grousse Schrëtt ass, fir eis Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Dan Kersch.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci. Merci, Här President. Merci och un de Rapporter, den Dan Kersch, fir d'Erklärungen, schrëftlech wéi och mëndlech, zu dësem Projet de loi Nummer 8016 an eisem Regëster. Ech wëll och soen, och deen zweete Projet, dee mer duerno wäerten diskutéieren, baséiert sech op déi selwecht Direktiv. Et ass jo d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv vum 20. Juni 2019, wou déi zwee Punkte mat dra sinn, wat awer hei zu Lëtzebuerg net an engem Gesetz als Ganzt ëmgesat gëtt, mee an zwee Gesetzer, well dat vun der Paternitéit, wat herno kënnt, gehéiert och am Fong zum Inhalt vun dëser Direktiv.

Et ass eng Direktiv, déi sech ausdréckt iwwer eng besser Relatioun zwëschent Zesummeliewen, Liewen, a Schaffegoen, an ech mengen, dass d'Richtung och stëmmt. An zu all deem, wat den Dan Kersch virdru gesot huet als Rapporter, mengen ech, ass des Weideren näischt méi bäizefügen.

Dat Eenzegt, wat och wichteg ass ze ënnersträichen, ass, dass och hei d'Independantë materakommen, wat och ëmmer eng laang Diskussioun war an der Vergaangenheet a wou mer och nach eng Kéier eng Diskussioun hate bei de Mesüre wärend dem Covid. Dat gëtt hei direkt mat gereegelt. An dofir wäerte mir och als CSV dësem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Joren ass villes ënnerholl ginn, fir d'Work-Life-Balance vun de Leit ze verbesseren. Niewent engem extreem favorabele Congé parental, deen e grousse Succès huet, sinn och ee weidere Congésdag an een zousätzleche Feierdag agefouert ginn, souwéi och den Teletravail gefërdert ginn.

Am Kader vun enger EU-Direktiv féiere mir haut weider Dispositiounen an, déi eng besser Balance tëschent Aarbecht a Famill erméiglechen. Ech ginn net weider op d'Detailer vun dësem Projet an. De Rapporter huet dat gemaach an engem gudde schrëftlechen an och mëndleche Rapport. E grousse Merci dofir.

De Congé aidant, dee mir aféieren, erënnert un de Congé pour soutien familial, deen d'Familljeministesch Corinne Cahen wärend der Covidpandemie en place gesat huet. Dëse Congé war néideg ginn, well wärend der sanitärer Kris d'Strukture fir Persoune mat Handicap wéi och fir eeler Leit hir Dieren temporaire hu missen zoumaachen a sech esou keen ëm dës Mënsche këmmere konnt. Wärend der Pandemie ass eis esou d'Wichtegkeet vun de Fleegeberuffer an der Careaarbecht nach eemol méi bewosst ginn. D'Aféiere vum Congé d'aidant ass EU-wäit een Zeechen dofir, dass dës Aarbecht, och wa se vun engem Familljemember oder enger Persoun, déi bei engem am Stot wunnt, gemaach gëtt, wäertgeschat gëtt.

Wat de Congé en cas de force majeure ugeet, hunn ech am Kader vun den Diskussiounen an der parlamentarescher Kommissioun ënner anerem d'Fro opgeworf, wéi eventuell Abuse vun dësem Congé kéinten evitéiert ginn. Ugangs war nämlech virgesinn, hei e medezinneschen Attest als Preuve virzeleeën. Well déi europäesch Direktiv dëst awer net virgesäit, hat de Staatsrot hei eng Opposition formelle formuléiert.

Ech hat duerfir d'Fro an der Kommissioun opgeworf, wéi d'Kontroll vun dem Motiv vun der Force majeure géif stattfannen. Et gëtt awer der Äntwert vum Minister no net wierklech e Moyen fir den Employeur. Dëse muss sech a priori op d'Éierlechkeet vun de Leit verloossen, datt si dëse Congé och wierklech just am Extreemfall, eeben an engem Cas de force majeure, notzen, fir deen en och virgesinn ass. Abuse mussen awer op alle Fall evitéiert ginn, soudass mir hei dëse Gesetzesprojet och a senger Exekutioun, mengen ech, musse suivéieren. Ofgesinn dovunner, dass et eeben e Risiko gëtt vu gewëssenen Abusen, ass d'Aféierung vum Congé d'aidant awer op alle Fall op e reelle Besoin zréckzeféieren, deem mir heimadder och Rechnung droen.

Bei de flexibelen Aarbechtsformen, de sougenannte „formules souples de travail", begréisst meng Fraktioun, dass den Employeur matschwätze kann an de Besoine vu sengem Betrib och ka Rechnung gedroe ginn. Wann en Employeur eng Demande kritt, fir vun enger Formule souple de travail ze profitéieren, da kann dës Demande, le cas échéant, refuséiert oder reportéiert ginn, soulaang de Patron seng Decisioun ausräichend begrënnt. Esou stelle mir sécher, datt eng méi flexibel Aarbechtsorganisatioun keen negativen Impakt op de Fonctionnement vun engem Betrib huet.

Den Dispositif vun de Formules souples de travail gesäit meng Fraktioun do dernieft awer och als Geleeënheet, de Sujet vun der Aarbechtsflexibiliséierung méi oppen ze diskutéieren an och de Betriber, am Accord mat hire Salariéen, méi Spillraum bei der

Aarbechtszäit an der Aarbechtsorganisatioun ze bidden.

Här President, et ass scho gesot ginn: Am Kader vun der Tripartitt am September 2022 gouf decidéiert, datt d'Remuneratioun vun den zwee neie Congéen zu 50 % vum Staat iwwerholl an un d'Employeure remboursèiert wäert ginn. Fir eise Betriber zousätzlech finanziell Chargen ze erspueren, hätt een och op de Wee kënne goen, béid Congéen net ze remuneréieren. D'Betriber musse schlisslech schonn eleng op organisatoreschem Niveau all Absence vun engem Salarié opfänken, wat och Ressourcë kascht.

D'Direktiv gesäit keng Remuneratioun am Kader vu béide Congéë vir. Mir maachen de Salariéen hei deemno eng zousätzlech Faveur, déi net verlaangt war an zum Beispill och vun der Belsch, also eisem Nopeschland, bei hirer Transpositioun vun der Direktiv och net gemaach gouf.

An der Aarbechtskommissioun hat ech och nach opgeworf, dass e Suivi misst gemaach gi vun den neie Congéë bei Salariéen, déi innerhalb vun engem Joer méi wéi ee Patron hunn, dat heescht zum Beispill an engem CDD sinn, als Interim schaffen oder am Joer hir Plaz wiesselen. Den Här Minister hat dorobber geäntwert, dass déi nei Congéen net pro Patron, mee pro Salarié gëllen, dat heescht, dass wierklech och op d'Joer misst gekuckt ginn. De Ministère, dee géif d'Situatioun vun de Congéë suivéieren an de Ministère wéisst och, wéi vill Remboursementer scho gefrot goufen. E Congé, deen deemno iwwert déi maximal Unzuel u gesetzlechen Deeg ugefrot géif ginn, géif deemno net remboursèiert ginn. Hei muss eis och d'Zukunft weisen, ob eventuell Abuse kënnen evitéiert ginn oder ob mer nach legislativ nobessere mussen.

Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et ... O, den Här Kersch huet nach eng Fro un Iech, Madamm Hartmann.

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Ech hätt jo u sech nach Riedezäit och fir d'LSAP. Mee hunn ech d'Madamm Hartmann elo richteg verstanen, dass Dir gesot hutt, dass Är Fraktioun léiwer gehat hätt, mir hätten déi Congéen do net remuneréiert? Wann dat esou de Fall ass, muss ech Iech soen, dass Der do komplett a Widdersproch sidd mat deem, wat d'Regierung decidéiert huet, an zweetens och, wat meng Partei mengt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech hu gesot, dass d'Direktiv eis net imposéiert huet, déi Congéen ze remuneréieren. An ier eng Tripartitt stattfonnt huet, hu jo och Diskussiounen an enger Majoritéit stattfonnt. Meng Fraktioun war duerchaus der Meenung, dass een hätt kënnen och scho virun enger Tripartitt doriwwer schwätzen, wien déi Congéen do soll remuneréieren, an dass dat eng Charge ass, déi fir de Patron duerchaus considerabel ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da kann ech elo d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dem Rapporter merci fir dee schréftlechen an dee mëndleche Rapport an och fir déi Nofro elo grad. Ech kann Iech soen, dass mir aus der grénger Fraktioun voll hannert där Moossnam, wéi se elo getraff ginn ass a wéi se och gedeelt ginn ass opgrond vun der Regierungspositioun, stinn.

Ech sinn och frou, dass mer am Fong hei erëm an engem Gesetzesprojet ënnerwee sinn – mir hunn d'lescht Woch iwwer Teletravail diskutéiert –, wou duerch de Covid eng Partie Saache wierklech an d'Rulle komm sinn. Muer wäert ech nach am Justizberäich dovunner schwätzen. Mee déi ganz Fro, dass mer d'Independanten och sozial ofsécheren an all eise Gesetzgeebungen, betruechte wéi déi Leit, déi deen néidege Schutz brauchen, an net dass de Statut vum Independant just e Luxusstatut ass, mee dass do och eng Verantwortung vun der Gesellschaft derzougehéiert, déi Leit ze ënnerstëtzen, wann hinnen e Schicksalsschlag widderfiert.

Als gréng Fraktioun soe mir dann och, dass dee Projet hei och an déi richteg Richtung geet vun deem, wat mer ëmmer zur Aarbechtsorganisatioun an Aarbechtszäitorganisatioun an der leschter Zäit gesot hunn. Mir sinn hei wierklech an engem soziale Weiderschrëtt. Soziale Fortschrëtt ass hei wierklech keen eidele Begréff.

Mir ass et wichteg, dass op der Aarbecht eng Relatioun ass tëscht Salarié a Patron, déi befriddegt ass, déi am Respekt stattfënnt. Jiddwereen, deen e kranke Mënsch doheem huet, deen e Cas de force majeure huet, ass an enger prekärer Situatioun an e soll net zousätzleche Stress gemaach kréien, well en op der Aarbecht fäert ze froen, sech dréckt oder esou weider, dat dann a sech erafrësst an dann deemno wéi sech esou organiséiert, dass e wierklech net à l'aise ass, fir do ze sinn, wou en dee Moment higehéiert, dat heescht bei senge Léifsten. Duerfir sollen all déi Gesetzer geholl ginn, fir eng Befriddung vun der Aarbechtsplaz, vun der Aarbechtsrelatioun ze maachen.

Här Minister, mir haten an der Chamberkommissioun awer och eng Diskussioun, déi ech selwer opbruecht hat deemools, an ech sinn nach ëmmer net ganz frou, muss ech dann awer och soen. Mir sinn hei dobäi bliwwe bei der Definitioun vum Familljemember. Mir wësse jo awer, dass heiansdo en anere Mënsch engem méi no ass wéi eng Famill – loosse mer dat emol einfach esou dohinnerstellen –, déi vläicht geografesch wäit ewech ass. Dass d'Personne de référence, déi niewendrun ass, déi sech permanent ëm ee këmmert, a kengem Mooss hei kann abezu ginn, ass e Bemoll, deen ech hu bei deem Gesetzesprojet. Ech weess och, mir haten driwwer diskutéiert, dass en net einfach ze léisen ass, mee mir sollten awer wannechgelift an Zukunft och doriwwer nodenken, wéi een déi Saach kéint reegelen.

Bon, dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif da fir unzefänken dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass villes gesot ginn hei vun alle Säiten. Et ass e Gesetz, dat an déi richteg Richtung geet. Et stäerkt d'Famill, besonnesch dann, wann Noutsituatiounen an engem Haus oder an enger Famill sinn. An duerfir gi mir den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt dem Rapporteur emol e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. A virewech och gesot: Mir stëmmen dësem Projet de loi selbstverständlech zou. Et geet an déi richteg Richtung, mee mir hunn och e bëssen e puer Kriticken, genau wéi mäi Virvirriedner. Et geet e bëssen an déi nämmlecht Richtung.

Här President, dëse Projet de loi berout op enger europäescher Direktiv, déi mir ëmsetze mussen. Mir begréissen natierlech dëse Schratt an der EU an och hei am Land vun dësem minimale soziale Congé, fir d'Work-Life-Balance ze verbesseren. Dat geet absolutt an déi richteg Richtung.

Dës Direktiv erméiglecht deene verschiddenen EU-Staaten eng gewësse Flexibilitéit, wat dës Congéen ugeet. Dowéinst muss een hei ganz kloer soen, datt mer nach e bësse Loft no uewe gehat hätten, wa mer et gewollt hätten. Mee wéi gesot, et ass scho besser esou.

Dowéinst ralliéiere mir eis och dem Avis vun der CSL, déi geneesou wéi mir och haaptsächlech zwee Punkte kritiséiert hat, datt een dee Congé pour raisons de force majeure, wou een een Dag respektiv aacht Stonne kritt, eventuell och hätt kënne vläicht méi flexibel maache mat engem Dokteschbescheed, wou dee Mënsch, deen da wierklech eng Situatioun huet, déi net flott ass, vläicht och méi hätt kënne kréie wéi just aacht Stonnen, well heiansdo geet dat awer net duer.

Ech mengen, mäi Vis-à-vis war eng Zäit Buergermeeschter vun enger Gemeng. Mir haten an där Zäit, wéi hie Buergermeeschter war, zwee Fäll, déi ganz uerg waren. An et war gottseidank duerch Flexibilitéit vum Patron, deen do reagéiert huet an dee gemaach huet, datt déi Leit sech konnten hire Léifsten zouwenden. Dat ass awer leider net iwwerall an duerfir ass dat hei immens wichteg, datt dat hei esou an de Gesetzesprojet stoe kënnt. Mir hätten do eeben éischter nach vläicht op méi eng Flexibilitéit gepocht. Mee wéi gesot, deen een Dag ass scho ganz gutt.

An dee Congé d'aidant vu fënnef Deeg oder 40 Stonnen, deen ass och an eisen Aen – ech mengen, den Här Charles Margue huet et gesot – e bëssen ze restriktiv. Mir wieren och frou gewiescht, wa Geschwëster, Grousseltere matagebonne gi wären oder souguer ... De Conseil supérieur des personnes handicapées geet vill méi wäit. Dee seet: „Et muss emol net eng Persoun sinn, déi Famill ass, mee et kann eng Personne de confiance si vun där Persoun." An dat hu mer, wann ee mat Leit schwätzt, déi am Handicap schaffen, ganz oft. An et ass einfach schued, datt een do net déi Ouverture konnt maachen.

D'CSL hat och eng Propos fir e Congé social élargi, esou wéi en och an der Fonction publique besteet, eraginn. A mir fannen déi Iddi och eigentlech ganz sympathesch a sënnvoll. Dëse géif dräi Deeg oder 24 Stonnen, déi fraktionabel sinn, all dräi Méint op ee Joer hierginn. Dëst misst natierlech motivéiert ginn, fir datt keen Abus ka gedriwwe ginn. Dat ass jo ganz, ganz kloer.

A si hunn och gesot, do wieren zwou Zorte vu Motiver. Dat Éischt wieren Evenementer, déi mat der Persoun direkt ze dinn hunn, wéi juristesch Convocatiounen, Examen, Studien, Incidenten am Stot, oder Evenementer eeben, déi a Relatioun mat engem Member vun der Famill oder dem Menage stinn, esou wéi eebe Soinen, Assistance bei Krankheet, Accidenter, Visite-médicallen oder esou weider.

Här President, komme mer elo nach zum Congé parental. Och hei gëtt et e puer Kritickpunkten, déi leider mat dësem Projet de loi net ausgebigelt konnte ginn. D'Recht fir de flexibele Congé parental läit nämlech ëmmer nach beim Employeur a penaliséiert

leider nach vill ze vill oft d'Pappen, déi als Zweet eeben de Congé huelen. Do hu mer schonn Informatioune kritt, datt dat relativ schwiereg ass, well et beim Employeur ass. Et wier natierlech flott, wann een zu zwee ëmmer géif eng Léisung fannen. An dat ass jo och hei dat, wat ugeduecht ass, datt soll geschwat gi mateneen. An duerfir, mir verstinn dat gutt. Mee ech mengen, datt een do soll awer en An drop hale fir an Zukunft, wann ee misst nobesseren. Vläicht kann ee jo do nach eppes maachen. Et ass jo näischt a Stee gemeesselt.

Och fir Eltere mat Handicap oder engem Kand mat Handicap oder Adoptiveltere si keng speziell Dispositiounen am Gesetz, wat schued ass. Hei hat d'CSL jo och e puer Remarke gemaach. Ënner anerem e wichtege Punkt war och d'Remuneratioun, déi op plus/minus 4.000 Euro gesat ass, woubäi och d'CSL eigentlech gesot huet, dass si éischter géifen derfir plädéieren, op zweemol de Mindestloun ze goen – dat wieren da 6.300 Euro –, fir datt wierklech all Mënsch sech dat och kéint leeschten.

Zum Ofschloss gräifen ech nach eng Ausso aus dem Avis vun der CSL op, déi sech freet, wéi et an der Praxis mat der Gestaltung vun dëse Spezialcongéen ausgesäit. Et ass evident, dass de Besoin u Congéen allgemeng méi grouss gëtt. D'Tendenz, fir déi speziell Eventualitéite speziell Congéen anzeféieren, mécht duerchaus och duerfir Sënn. Mee generell gesi mir awer och, datt et sech hei ganz oft ëm eng Iwwerfuerderung an der Gesellschaft handelt, déi sech breet mécht duerch déi Careaarbecht. Well d'Aarbecht mat de Familljen, mat eelere Leit, mat handicapéierte Leit ass am Allgemengen e Liewen abseits vun der Aarbecht. An dat ënner een Hutt ze bréngen, ass relativ schwiereg.

Eng Congéswoch fir jiddweree méi wier schonn eng substanziell Aarbechtszäitverkierzung a géif deenen allermeeschte Leit dowéinst sécher och ganz gutt doen. D'Verkierzung vun den Aarbechtszäiten ass keng Äntwert op all d'Erausfuerderungen – ëm Gottes wëllen, dat wësse mir och –, déi d'Liewe fir eis bereethält. Mee et wier awer schonn eppes an déi richteg Richtung. An ech mengen, datt mir, vu datt d'Meenungen immens auserneeginn, och eng Kéier am Fong diskutéiere missten, wéi mer an Zukunft, an deenen nächste Joren op déi Aarbechtszäitverkierzung, fir déi de Minister, ech weess, jo och ganz oppen ass, kënne kommen, fir datt mer keen am Ree stoe loosse vun de Betriber.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz setze mer dann eng EU-Direktiv ëm. Déi grouss Ännerung, déi kënnt, ass, datt ee kann een Dag vun der Aarbecht fräigestallt ginn, wann e Familljemember en Accident huet oder en urgente medezinnesche Grond virläit.

Bon, ech si selwer Patron, a wann ech bis elo an der Vergaangenheet mat esou engem Fall konfrontéiert war, hunn ech selbstverständlech dem respektive Salarié deen Dag fräi ginn. Also do hunn ech net emol eng EU-Direktiv gebraucht, fir dorunner ze denken. Dat gehéiert zum gudde Stil a mengen Aen. An ech mengen, datt dat och fir déi meeschte Patronen hei am Land schonn de Fall ass, wann de Partner oder d'Elteren, a jo, souguer wann d'Grousselteren an en Autosaccident zum Beispill verwéckelt wären. Dee Moment ka souwisou kee sech méi wierklech op d'Aarbecht konzentréieren an de Risiko vun Aarbechtsaccidenter steigt exponentiell. Mir ginn där Saach also elo e legale Kader, wat mir Piraten ënnerstëtze kënnen.

Dann, datt een och fënnef Deeg ka fräigestallt ginn, wann e Familljemember Hëllef brauch, well en net méi alles selwer maache kann, kënne mer nëmme begréissen. Och hei mengen ech, datt jiddereen, dee scho Leit a senger Famill hat, wou ee leider weess, datt et net méi laang esou ka virugoen, dann alles mécht, fir no der Aarbecht an de Weekend nach fir se do ze sinn. An da war een nach net mat bei den Dokters-Rendez-vousen, wou et heiansdo awer immens wichteg wier, datt och nach eng Vertrauenspersoun derbäi ass. Och hei ënnerstëtze mir Piraten dat.

An ech sot et virdrun, och bei de Grousselteren zum Beispill: Mir hätten et vläicht besser fonnt, wann een déi Definitioun vu „Familljemember" awer méi large gesinn hätt, virun allem well d'EU-Direktiv dat hierginn hätt. Firwat also net d'Geschwëster an d'Grousseltere materanhuelen? Et steet eis als Politiker/innen net zou, eng Differenz tëscht enger Famill an där anerer ze maachen. Et gëtt Leit, fir déi sinn hir Grousselteren d'Ersatzelteren. Et gëtt Leit, déi hunn nëmme Geschwëster an hirem Liewen. Do hätte mer eis eng méi grouss Ouverture gewënscht.

Mir Piraten soen dann awer och ganz kloer, datt dat heite kee Congé ass. Et sinn Deeg, déi ee just hëlt, well et onbedéngt néideg ass.

Mir wëllen dann och nach eng Kéier de Kommentar vun der Fonctionnaireskummer opgräifen, déi hei kloer seet, datt dësen Text kee Verdéngscht vun enger Regierung ass, wéi et am Exposé des motifs steet, mee d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv. Et gouf probéiert, dat hei ze verkafen als Deel vun engem Verspriechen aus dem État de la nation 2001 ..., pardon 2021 – sou laang ass et nach net versprach. Mee och wann et e klenge Schrëtt a Richtung Flexibiliséierung ass, esou ass et awer nëmmen d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv.

E Recht op deen Entretien, deen dann am Gesetz steet, ass och nach kee Recht op eng Flexibiliséierung. Do, mengen ech, misst d'Regierung nach méi liwweren, fir hire Versprieche gerecht ze ginn. Well deen Entretien, wann ee Kanner huet bis 9 Joer ... Éischtens emol, weess ech net wierklech, ob een ... Mäi Meedchen ass nach keng 9, dat heescht, ech kann net ofschätzen, wéi et ass, wann et bis 9 Joer huet, mee ech hunn esou e Gefill, datt een och mat zwëschent 9 an 12 oder zwëschent 12 an 18 heiansdo nach eng gewësse Flexibilitéit brauch. An och déi, mengen ech, kann een nach e bëssen noliwweren.

Här President, ech sot et: Mir ënnerstëtzen deen heite Gesetzesprojet. Ech wollt awer nach profitéieren, fir dem Rapporter Merci ze soe fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Och wa mer eis vläicht am Detail net eens sinn, sou ass awer och e klenge Schrëtt heiansdo e wichtege Schrëtt. An dofir stëmme mer dee Projet mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, fir d'éischt emol e grousse Merci un de Rapporter Dan Kersch fir deen detailléierte Rapport an och merci alle Virriedner. Vläicht direkt eng Remark op dat, wat ech elo grad héieren hunn, dass hei d'Regierung géif just eng Direktiv ëmsetzen. Ech weess net, wéi verschidde Leit de Prozess vun den europäeschen Institutioune kennen, mee dat ass näischt, wat an engem luftleere Raum geschitt an et ass och net, dass dat einfach esou dohinnerkënnt an ouni Negociatiounen an ouni Diskussioune geschitt.

Do si ganz vill Diskussiounen, do si ganz vill Stonnen, déi diskutéiert ginn, do gi ganz vill Negociatiounen a Bilateralle gemaach. An dat ass wierklech intensiv Aarbecht. An do bréngt och jiddweree sech mat an. Et kritt net ëmmer jiddwereen dat, wat e gären hätt, mee jiddweree probéiert, sech do matanzebréngen, soudass déi Direktiven net iergendzwousch einfach esou vun uewen erofgefall kommen, mee dat ass richteg Aarbecht. An duerfir sinn ech och frou, dass dës Direktiv hei duerchgaangen ass.

An dësen Text ass méi wéi nëmmen e puer Ännerungen an engem Aarbechtsgesetzbuch an en ass och net, wéi dat esou gär gesot gëtt, eng Aféierung vun neie sechs Deeg Congé einfach esou, well ech opposéiere mech wierklech ferm där doter Ausso. Am Text hei, do geet et virun allem ëm d'Valeur, déi mer eise Léifsten an eiser Famill accordéieren. An dat ass en extreem wichtege Sujet, dee ganz dacks vergiess gëtt oder ganz dacks net genuch en valeur gesat gëtt.

An enger Gesellschaft, wou et ëmmer méi séier dréit, an enger Gesellschaft, wou de perséinleche Kontakt ëmmer manner ass, an enger Gesellschaft, wou mer ëmmer manner Zäit och hu fir eis Famill, an net nëmmen déi noost Famill, och déi e bësse méi wäit, an enger Gesellschaft, wou duerch d'Stonnen, déi een op der Aarbecht verbréngt, de Kontakt mat senge Kanner ganz dacks net deen ass, deen ee gären hätt, an och an enger Gesellschaft, wou d'Fleegedéngschter ëmmer méi an Usproch geholl ginn, ass esou e Gesetz wéi dat heiten extreem wichteg. Dat Gesetz hei, dat erlaabt der Famill, fireneen do ze sinn. Fireneen do ze sinn, eppes, wat vill Leit brauchen, a fireneen do ze sinn, wann d'Leit et am meeschte brauchen.

An ech wiere mech dann och dergéint, wann ee seet: „Jo, mir kréien einfach sechs Deeg Congé bäi", well déi sechs Deeg Congé si kee Congé récréatif, deen hei bäikënnt. Dat sinn déi Congéen, déi ganz genau fir eng ganz spezifesch Situatioun geduecht sinn. Eng Kéier gëtt et een Dag Congé bei engem Cas de force majeure. An duerfir ass et och richteg a verständlech, datt do an der Direktiv steet, do brauch ee kee Certificat médical, well wann engem eppes geschitt, wou engem den Himmel op de Kapp fält – en Autosaccident –, do huet een net onbedéngt e Certificat médical dobäi, soudass et fir dee Volet do verständlech war.

Fir déi aner fënnef Deeg, do brauch een nach ëmmer e Certificat médical, wou een engem Familljemember dann och als Aidant zur Säit steet. An déi Leit, déi et do brauchen, déi do déi Hëllef brauchen, déi si schonn an enger schwiereger Situatioun. An ech weess och net, ob Der Iech ëmmer ausmole kënnt, wat dat fir deen ass, deen d'Hëllef brauch, a fir deen ass, deen d'Hëllef muss gi wärend längerer Zäit, wann ee ganz schwéier krank ass, wann ee fleegebedürfteg ass, wann ee ganz, ganz grav Problemer huet, fir deem ze hëllefen.

Duerfir ass dat hei wierklech eng Hëllef fir déi Leit, déi an der schrecklecher Situatioun sinn, datt se Hëllef brauchen, a fir déi Leit, déi sech da verflicht fillen an och verflicht vläicht sinn, fir deene Leit dann ze hëllefen. Et ass also keen – ech soen et nach eng Kéier: keen! – Congé récréatif. Et ass net, fir weider senge Fräizäitaktivitéiten nozegoen, mee et ass e Congé extraordinaire, dee gebonnen ass un eng extraordinär Situatioun.

Do sinn der och, déi soen, dat hei hätt och e Congé sans solde kënne sinn. Virun e puer Deeg hate mer hei eng Diskussioun iwwert d'Working Poor, iwwer Leit, déi, wa se schaffe ginn, awer net genuch hunn, fir kënnen hir Enner beieneenzebréngen. An elo wëlle mer deene Leit dann nach operleeën, e puer Deeg net schaffen ze goen oder e puer Deeg keng Pai ze kréien, fir sech dann enger schwiereger Situatioun unzehuelen, déi een dann doheem huet, fir deene Leit ze hëllefen? Dat wär, e Congé anzeféiere fir déi Leit, déi Klacken hunn, déi Suen hunn, an et wär, e Congé onméiglech ze maache fir déi, déi d'Suen net hunn. An dat geet op kee Fall mat eis!

(Interruptions)

Mir wëllen, datt net nëmmen déi Leit, déi sech finanziell gutt stinn, sech kënnen ëm hir Famill këmmeren, mee mir wëllen, datt dat alleguerten déi Leit sinn, déi dat wëllen a kënne maachen.

Vläicht nach e Wuert zur Ausweitung vum Congé d'aidant op aner Leit wéi déi, déi elo an der Direktiv virgesi sinn. Do steet: „fils, fille, mère, père [...] ou partenaire". Ech verstinn déi Diskussioun a mir hate se jo och an der Kommissioun, dass een dat hätt kënnen ausweiten. An dat ass sécherlech och eng Demande um Terrain, déi et op där enger oder där anerer Plaz gëtt. Mee wou geet dat do un a wou hale mer op? An déi Diskussioun hu mer jo och gefouert a mir hunn och doriwwer diskutéiert, wéi schwéier et wäert sinn, do wierklech all Fall kënne gerecht ze ginn. A mir hunn eis do un den Text vun der Direktiv gehalen, deen et esou festhält.

Dat hei ass natierlech – am Ufank war dat jo och esou virgesinn – e supplementairë Coût fir d'Betriber. Mir hunn dunn an der Tripartitt decidéiert, datt do 50 % Méikäschte fir de Patron solle rembourséiert gi vun deenen Deeg, wat, mengen ech, och e ganz gudde Kompromiss ass. An ech wëll hei och awer ënnersträichen, dass Mataarbechter, déi zefridde sinn, Mataarbechter, deenen et gutt geet, Mataarbechter, déi engagéiert sinn, och dem Patron eppes bréngen. Déi si sécherlech vill méi performant wéi anerer.

Do dernieft féiert déi Direktiv dann hei och nach eppes an, wat u sech misst normal sinn: datt een duerf froen, fir flexibel ze schaffen, fir sech ëm seng Kanner ze këmmeren. Ech fannen, dass dat misst effektiv normal sinn. Heimat gëtt et awer elo definitiv dann och agefouert.

An et ass sécher – an dat héiert een an all Etüden an an all Gespréicher –, dass och dat heiten, och esou Moossname wéi déi heiten, zur Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg bäidroen. Wann ee mat ville Leit grad an deem Domän do schwätzt, dann héiert een, dass et de Salaire ass an dass et déi sozial Ofsécherung ass, d'Work-Life-Balance, déi gutt ass, déi d'Attraktivitéit vun engem Standuert ausmaachen.

Duerfir soen ech hei jiddwerengem Merci fir de positive Vott. Dat hei wäert alt erëm eng Kéier, ginn ech emol dervun aus, eng Unanimitéit ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8016. Den Text steet am Document parlementaire 8016[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8016 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8017 – Projet de loi portant modification :

1° des articles L. 233-16 et L. 621-3 du Code du travail ;

2° de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8017 iwwert d'Erweiderung vum Pappecongé fir d'Independanten an d'homosexuell Koppelen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis elo war et esou, dass opgrond vun engem Gesetz, dat nach vum sozialisteschen Aarbechtsminister Nicolas Schmit abruecht ginn ass, also vun Ärem Virvirgänger, Här Minister, Männer, déi frësch Papp gi sinn, konnte vun engem aussergewéinleche Congé profitéiere vun zéng Deeg. Vun dësem Congé, deen och als „Pappecongé" bekannt ass, konnte gläichgeschlechtlech Koppelen awer nëmme profitéieren, wa si e Kand adoptéiert haten.

Opgrond vun den Entwécklungen, déi mer aus anere Beräicher vun der Politick kennen, kënne mer elo hei e Gesetzesprojet diskutéieren, dee mat dëser Ongläichbehandlung vu gläichgeschlechtleche Koppele kann opraumen. An Zukunft sollen och Elteren, déi als „second parent" unerkannt ginn, vum Pappecongé kënne profitéieren. Op dëser Plaz sief dann och drop higewisen, dass dëse Congé da wuel nach „Pappecongé" genannt gëtt am Sproochgebrauch zu Lëtzebuerg, mee dës Bezeechnung – dat gesi mer alleguerten u sech – net méi esou zu 100 % passt.

En zweete Volet, deen dëse Gesetzesprojet virgesäit, ass, de Pappecongé fir Independanten, déi haut zwee Deeg zur Verfügung hunn, op zéng Deeg eropzesetzen, esou wéi dat och bei de Salariéen de Fall ass. Domadder wäerten an Zukunft am Fall vun der Gebuert vun engem Kand respektiv der Adoptioun vun engem Kand Independanten also genausou vill Pappecongé kréie wéi d'Salariéen. Dëse Punkt entsprécht enger Mesür, déi d'Regierung sech am aktuelle Koalitiounsaccord ginn hat. De Staat wäert d'Käschte vun aacht vun deenen zéng Deeg Pappecongé iwwerhuelen, esouwuel bei den Independantë wéi och bei de Salariéen, also véier Fënneftel vun de Käschte ginn hei vum Staat gedroen.

Dëse Gesetzesprojet ass ee vun zwee Projeten, déi haut an der Chamber zum Vott stinn – deen een hu mer scho votéiert – an déi, wéi gesot, op déi Work-Life-Balance-Direktiv vun 2019 zréckginn.

Wärend de parlamentareschen Aarbechte goufe parlamentaresch Amendementer den 8. Juni 2023 gemaach. Dës hunn dem Staatsrot dann och erlaabt, seng Opposition-formellen, déi e formuléiert hat, opzehiewen.

De Projet de loi ass den 2. Juni 2022 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Beruffschamberen hiren Avis zum Gesetzesprojet ginn. Den éischten Avis war dee vum 28. Juni 2022 vun der Chambre des Salariés, déi hiren Accord zum Projet ginn huet.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Accord och ginn an d'Staatsbeamtekummer huet souguer nach en Avis complémentaire erausginn, deen och hiren Accord zu de parlamentareschen Amendementer ginn huet.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn den 22. Juli 2022 e gemeinsamen Avis erausginn an och si hunn hiren Accord zu dësem Projet ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Oktober 2022 eng Opposition formelle formuléiert – ech hat et virdru schonns erwäänt. A sengem Avis complémentaire vum 4. Juli 2023 konnt de Staatsrot awer opgrond vun den Amendementer, déi gemaach gi sinn, seng Opposition formelle ophiewen.

De 27. Juni 2023 huet d'Chambre des Salariés en Avis complémentaire erausbruecht. Och do huet si hiren Accord ginn zu de parlamentareschen Amendementer.

D'Kommissioun krut den 19. Mee 2022 – dat ass alt schonn eng Zäitchen hier – de Gesetzesprojet presentéiert. De 25. Mee 2023 sinn déi ugesprache parlamentaresch Amendementer decidéiert ginn an dunn ass och den Titel vum Gesetzesprojet – och dat soll awer hei eng Kéier erwäänt ginn – geännert ginn duerch déi parlamentaresch Amendementer.

De 6. Juli huet d'Kommissioun souwuel den Avis complémentaire vum Staatsrot examinéiert, de Rapport guttgeheescht an och mech als Rapporter designéiert.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Dan Kersch.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir den ausféierleche

schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren: Och dat hei ass e Projet, deen zréckgeet op d'Direktiv 2019/1158, genausou wéi de Projet vu virdrun. Ech hat et virdru schonn ugeschnidden.

Hei ass och d'Diskussioun vun den Independanten, wat och eng gutt Saach ass, dass do eng Gläichbehandlung kënnt tëschent jiddwerengem, deen an där Situatioun ass. An et ass, wéi de Rapporter gesot huet, och d'Diskussioun mam „second parent".

Déi Fro, déi mir eis gestallt hunn – an d'Kolleegen aus der Kommissioun wëssen dat –, dat ass mat den Droit-nationallen, déi et gëtt, well mer och Frontalieren hunn. Bei deenen engen ass et d'Filiation, bei deenen aneren ass et d'Adoption. An déi Angscht, déi ech hunn – mee de Minister ka mech do vläicht berouegen, dass mer do falsch leien –, ass, dass den Europäesche Geriichtshaff op eemol bei deene verschiddene Positiounen a Punkten ..., well dat awer nach ëmmer Droit national ass a mir jo bei de Frontalieren awer e grousst – wéi soll ech dat soen? – Anzuchsgebitt si fir eis Frontalierkolleegen, dass do eis och eng Kéier eng Plainte kéint op d'Nues falen. Dat muss elo net direkt sinn, dat ass meeschtens esou. Dat ass déi Fro, déi mer eis ëmmer nach just gestallt hunn. Mee fir de Rescht kéinte mir trotz deene Bedenken d'Zoustëmmung zum Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn dann d'Wuert eriwwer un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. D'Gläichheet tëschent alle Bierger virum Gesetz ass e Prinzipp, deen eis als Demokratesch Partei ganz wichteg ass. Dat ass wichteg, wann et ëm d'Gläichheet tëschent gläichgeschlechtleche Koppelen an heterosexuelle Koppele geet, wou ech der Meenung sinn, dass déi aktuell Koalitioun scho ganz, ganz wichteg Reformen an deene leschte Jore gemaach huet. Déi Gläichheet, déi ass eis als DP-Fraktioun awer och ganz wichteg, wann et ëm d'Gläichheet tëschent Salariéen an Independantë geet.

Ech hat selwer an deem Kontext an dem Kader vun der Pandemie, wou eng ganz Rei Froen dozou opkomm sinn, eng Interpellatioun zu dem Statut vun den Independanten ugefrot, wou och eng Rei Fuerderunge vun eis matagefloss sinn. An ech si ganz frou, well dat heiten ass effektiv e Punkt gewiescht, deen am Koalitiounsaccord war. Et war awer och e Punkt, deen an dem DP-Programm vun 2018 stoung, soudass mir als DP-Fraktioun ganz frou sinn, dass hei eng Gläichstellung tëschent de Salariéen an den Independanten, wat de Pappecongé ugeet, kënnt.

Et bleiwen awer bei der Gläichstellung tëschent Salariéen an Independanten nach eng Rei Schrëtt ze maachen. Ech denke just un d'Pension de vieillesse anticipée. Ech denken awer och un de Revenu de remplacement an un de Chômage, wou nach esou munches ze maachen ass, fir a Richtung vun engem Statut unique tëschent Salariéen an Independanten ze goen.

Ech ginn den Accord zu dësem Gesetz a soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, Här President, well ech et virdru vergiess hat: D'LSAP gëtt selbstverständlech hiren Accord zu dësem gudde Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. An dann ass et elo un der honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Merci dem Här Rapporter fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Gebuert vun engem Beebee a besonnesch déi esou wäertvoll Kenneléierphas an den éischten Deeg ass eng ganz speziell, eng ganz wichteg Zäit, eng Zäit, wou d'Mamm d'Gebuert veraarbecht, heelt, d'Eltere vun den Hiewamme vill Support kréien, Wichteges erkläert kréien, medezinnesch Tester gemaach ginn a virun allem ee sech géigesäiteg ënnerstëtzt, sech kenneléiert, wéineg schléift an dat neit Wonner a senger Famill kenneléiert. Dës magesch Phas ass keng einfach. Se kascht vill Kraaft, vill Energie an ass munchmol begleet vu weidere medezinneschen Agréffer, vun emotionalen Achterbunnfaarten, vu Besich an neiem Kenneléieren.

Wat all Eltere gemeinsam hunn, ass, datt se dës wichteg Deeg enorm appreciéiert hunn an d'Aarbecht dee Moment ganz wäit fort war dank dem Congé de naissance.

Mee net jidderee konnt bis haut vum Congé de naissance profitéieren. Independantë konnten dat net an hu missen op e wichtegt Akommes an dësen Deeg verzichten, wa se bei hirem Kand an hirem Partner wollte sinn, dëst souwuel am Fall vun enger Adoptioun wéi bei der Gebuert vum Kand. Och gläichgeschlechtlech Koppele konnte bis haut net vum Congé de naissance profitéieren. Mat der Aféierung vun der méi breeder Betitelung vum „second parent", deen net méi exklusiv op de Papp zoutrëfft, kann deen aneren Elterendeel onofhängeg vum Geschlecht och op dës zéng Deeg bezuelte Congé zréckgräifen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, ech hunn a menger Ried bewosst vum „Congé de naissance" geschwat an net méi vum „Pappecongé". De „Gebuertscongé", wéi mer en dann op Lëtzebuergesch kéinten nennen, ass méi inklusiv a schléisst keen/t aus. Eis Famillje sinn divers, hunn ënnerschiddlech Constellatiounen an Zesummestellungen. An eng gutt Famill definéiert sech net iwwert d'Geschlecht vun den Elteren, mee iwwert hir Léift zu hirem Kand.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | D'Terminologie vum Gebuertscongé ass also en Term, deen och de sëllege Reeboufamillje gerecht gëtt, an och wann et vu munche rietse Kräfte vläicht net appreciéiert gëtt, sou gefält et menger Fraktioun ëmsou méi!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dofir sinn ech frou iwwert dëst laangerseent Gesetz, e weidere Bausteen a fir vill Familljen an zukünfteg Familljen och e Meilesteen!

Ech ginn heimadder ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech sinn och der Madamm Bernard dankbar fir déi flott Introduktioun zu deene puer Wierder, déi ech elo ka soen. Mee ech wéilt awer ufänken, fir Merci ze soe fir de Rapport, deen zweete schonn, deen den Här Kersch eis haut presentéiert huet. An ech wéilt och soen, datt hei Aspekter an deem Gesetz sinn, déi eis och gefalen, notamment eng méi grouss Gläichbehandlung zwëschent Independanten a Salariéen. Ech mengen, dat ass eis gutt presentéiert ginn an dat droe mir och mat.

Op där anerer Säit ass hei elo vill geschwat ginn iwwert déi Problematik vun ongläiche Behandlungen. Mee et muss een awer och kloer soen, datt, wann eng Situatioun objektiv ënnerschiddlech ass, se dann och ënnerschiddlech traitéiert ka ginn. Et besteet keng Obligatioun, fir objektiv ënnerschiddlech Situatiounen d'selwecht ze behandelen, well dat erëm eng Quell vun Diskriminatioune kann duerstellen.

Fir eis ass et kloer, datt déi Propositiounen, déi hei gemaach goufen, vill Problemer am internationale Privatrecht opwerfen, oft zu internationale Konventiounen am Spannungsverhältnis stinn, notamment zu der Kannerrechtskonventioun, an datt fir eis de Rôle vu Mamm a Papp och an der Bildung vun engem Kand, a senger psychologescher Entwécklung, primordial ass an datt mer eis och onageschränkt derzou bekennen, datt all Kand seng Mamm a säi Papp huet an datt béid Geschlechter wichteg sinn an der Entwécklung vum Kand.

Aus deem Grond, well mer op där enger Säit Saache guttheeschen an dësem Gesetz an op där anerer Säit awer och bei verschiddene Saachen eng aner Meenung vertrieden, wäerte mir eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An dann ass et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, als Alleréischt dem Rapporteur e grousse Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Och hei virewech: Mir stëmmen dësem Projet de loi selbstverständlech och zou. Et ass eng ganz gutt Saach, et ass dee richtege Wee. Eis ass et egal, ob et zwou Mammen, zwee Pappen oder Mamm a Papp ass, Haaptsaach déi jonk Famill ass eng glécklech Famill an déi ka vun Ufank u bei der Gebuert dobäi sinn an déi soll sech och këmmere kënnen. An et ass eis och egal, wat déi Leit studéiert hunn, geléiert hunn. Och en Independant soll op alle Fall hei gradesou behandelt gi wéi all déi aner Leit, deen huet gradesou e Recht, an dat ass an der Vergaangenheet net richteg gewiescht. An heimadder maache mir hei wierklech e Meilesteen an déi richteg Richtung.

Dat Eenzegt, wat mer net ganz kloer ass, dat ass bei de Frühchen. Do muss ee vläicht oppassen, well wann een e Frühche kritt, wann een eng Frühgebuert huet, dat ass och esou eppes, ech mengen, do muss ee mat der Lupp eng Kéier dropkucken, datt och déi Leit hire Congé ... Déi kënnen dee jo zum Deel net matzäiten ufroen, well dat guer net méi méiglech ass. An an där Situatioun, wou een da bei engem Frühchen ass, wann dat op d'Welt kënnt, huet ee ganz vill aner Suergen an do huet een de Kapp och net méi dobäi, fir seng Congéen unzefroen. An do hoffen ech ëmmer, datt jiddwereen dann awer esou flexibel ass an datt déi Leit dat awer esou kréien, wéi se dat wëllen.

Ee weidere Punkt am Gesetzesvirschlag ass mat den Amendementer preziséiert ginn. An den Avise gouf zum Deel nämlech drop opmierksam gemaach, dass am Fall vu Méigebuerten, Zwillingen an Drillingen, de Congé de paternité nëmmen eemol gestatt gëtt, well d'Gesetz och net prezis genuch wier. Mee mat den Ännerungen duerch d'Amendementer – ech hunn dat elo gesot – ass dat jo geännert ginn. Dat war jo och e grousse Kritickpunkt an dat ass och richteg, datt dat esou geännert ginn ass. An dann ass et elo wierklech kloer, datt een dee Congé pro Kand zegutt huet.

Ech wollt op dëser Plaz och soen, datt mir an eisem Walprogramm nach eng aner Fuerderung stoen hunn: Mir wëllen eigentlech esou e Congé vun zéng Deeg duerch e Congé de naissance vun dräi Méint ersetzen. Dëse Congé kéinten déi zwee Elterendeeler zesummen huelen, soudass se wierklech déi éischt dräi Méint zesumme bei hirem Kand kéinte bleiwen, egal wat fir ee Geschlecht et och ass, a si kéinten déi Zäit bei hirem Neigebuerene verbréngen, wat sécherlech och e Plus wär fir déi nei Famill. A wéi gesot, ech hunn et scho gesot: Eis ass et wierklech egal, aus wiem dës zwee Elterendeeler bestinn. Dat ass eis wurscht!

(Interruption)

Haaptsaach, déi jonk Famill ass glécklech. Haut hu mer ganz vill Patchworkfamilljen a mir däerfen einfach d'Aen net zoumaachen. Mir musse se opmaachen a mir mussen hinnen eeben dat ginn, wat se brauchen.

Mir stëmmen dëse Projet, wéi gesot, mat, wuel wëssend, datt mer awer bestëmmt fréier oder spéider op d'Theema mussen zréckkommen, well déi meescht Avisen, ënner anerem och dee vum Staatsrot, drop hiweisen, datt d'Filiatioun am Zivillrecht muss reformiéiert ginn, fir d'national Gesetzgeebung an dësem Beräich ganz op d'Linn vun den europäeschen Texter ze bréngen an domadder méiglech Ongläichbehandlungen ofzeschafen.

Also, ech denken, datt mir net déi leschte Kéier hei iwwer esou en Text schwätzen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt och un de Rapporter fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Déi zéng Deeg staatlech bezuelte Congé, déi e Papp an enger heterosexueller Koppel bis elo krut, fir no der Gebuert vun engem Kand no der Mamm an dem Neigebuerenen ze kucken, waren nach ni vill. Dat si grad emol zwou Wochen; zwou Wochen, fir sech an engem ganz neie Liewensofschnëtt erëmzefannen, zwou Wochen, wou een als Mamm – eventuell nach geschwächt vun der kierperlecher a mentaler Belaaschtung vun der Gebuert; vläicht verzweifelt, well et mam Stëllen net esou klappt, wéi een dat geplangt hat; vläicht iwwermidd an um Erdrénken an dreckege Pamperssen – weess, datt ee sécher net eleng do derduerch muss – zwou Wochen. Vis-à-vis vun där Erausfuerderung sinn zwou Wochen näischt. Mee et ass awer ëmmerhin emol dat: zwou Wochen, wou de Papp doheem konnt ënnerstëtzen.

Gläichgeschlechtleche Koppelen an Independantë waren nämlech souguer dës zéng kuerz Deeg bis elo net zougänglech. Datt dat ganz offensichtlech eng inakzeptabel Ongläichbehandlung war, muss ech sécher net laang erklären. An et sot jo souguer Bréissel, datt dës Ongerechtegkeet misst duerch d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv geännert ginn.

An och wa mir Piraten der Meenung sinn, datt déi zéng Deeg, déi hei am Text proposéiert ginn, bei Wäitem nach net duerginn, wäerte mer dëst Gesetz selbstverständlech matstëmmen. Well hei muss een einfach soen: All Dag zielt, wann et drëms geet, e Puppelche bei sengem Start an d'Liewe begleeden ze kënnen.

Dofir fanne mer et och ganz schued, datt d'Independanten zwar sollen zéng Deeg Congé huele kënnen, dovunner awer just aacht iwwerholl ginn, soudatt déi reschtlech zwee awer aus eegener Täsch virfinanzéiert respektéiert komplett finanzéiert musse ginn. Am Endeffekt gëtt esou also eng nei Ongläichbehandlung geschafen, amplaz ee fir alle Mol all d'Ongerechtegkeeten aus dem Wee ze raumen.

Wa mer an e Gebuertscongé investéieren, dann investéiere mer an déi Klengst a Vulnerabelst vun eiser Gesellschaft an dann investéiere mer och a Gläichberechtegung. Soulaang wéi mer et de Partner a Partnerinnen net erlaben, geneesou laang doheemzebleiwen no der Gebuert vun engem Kand wéi de Mammen, zementéiere mer weider d'Iddi, datt de Partnerinnen a Partner hei just eng ënnergeuerdent Roll zoukënnt.

Da kann den Egalitéitsministère esou vill Suen an de Grapp huelen, wéi e wëll, fir schéi faarweg Campagnë géint Stereotyppen: Esoulaang d'Aarbechtsopdeelung doheem esou ausgesäit, datt d'Mamm sech vum Ufank u méi ëm Haus a Kanner këmmere soll, jo, muss, well d'Partnerin oder de Partner nees schaffe muss, ginn d'Mammen an eng Roll gedrängt, fir déi si sech net onbedéngt fräi entscheet hunn. Wann d'Aufgaben doheem schonn direkt am Ufank net gerecht verdeelt gi wéinst engem ze fréie Retour op d'Aarbecht, dann ännert dat sech duerno oft just nach ganz seelen. Dofir setze mir Piraten eis fir de Gebuertscongé vun dräi Méint an, dee parallell zum Congé de maternité soll lafen an et de Famillje kéint erméiglechen, d'Aufgabe vum Ufank un esou ze deelen, wéi si et fir richteg halen.

Leider si mer haut nach esou wäit dovunner ewech an amplaz vun dräi Méint stëmme mer haut dann emol zéng, voire aacht, Deeg. Mee wéi gesot: Et zielt all Dag, an dofir ginn ech den Accord vun de Piraten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, fir d'éischt dem Rapporter e grousse Merci fir deen detailléierte Rapport. Ech brauch duerfir net méi op d'Detailer anzegoen. Vläicht direkt e Saz, deen ech schonn eng Kéier hei gesot hunn: De gréisste Feind vum „Gutt", dat ass de „Besser". Natierlech kann een et ëmmer erëm besser maachen, mee ech fannen, dass et emol gutt ass, dass et hei zéng Deeg gëtt, zéng Deeg och fir d'Independanten an och fir déi gläichgeschlechtlech Koppelen. Genee wéi de Projet vun der Work-Life-Balance huet de Gesetzesprojet iwwert de Pappecongé virun allem och e familljepolitesche Volet, an deen erkennt dann och de „second parent de naissance" un.

Am Artikel 3 vun der Kannerrechtskonventioun steet dran: „Les États parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées." D'Reform vum Gesetz iwwert de Pappecongé dréit sécherlech och zur Verbesserung vum Bien-être vum Kand bäi. An d'Kannerrechtskonventioun, déi mécht keen Ënnerscheed, ob d'Eltere vun engem Kand Independant oder Salarié sinn, a si mécht och keen Ënnerscheed, ob d'Elteren zwou Fraen, zwee Männer sinn oder en anere Sexe hunn.

Och wa mer am Volleksmond vum „Pappecongé" schwätzen, kann ech mech ganz gutt mat der Iddi vun engem „Gebuertscongé" offannen. Mee mir hunn einfach den Term geholl, deen an der Direktiv och steet, an hunn do dee selwechten Term gebraucht. An do gëtt dëst Gesetz de Kanner dann d'Recht, déi éischt zéng Deeg vun hirem Papp oder hirem „second parent de naissance" ze profitéieren, andeems d'Gesetz dann eeben do virgesäit, dass mer déi zéng Deeg do hunn, egal wéi ee Sexe oder Statutt déi Leit dann och hunn.

An dat ass sécherlech am Intérêt supérieur de l'enfant, wéi déi international Kannerrechtskonventioun dat dann och virgesäit, an d'Bindung – et ass virdru gesot ginn – tëschent dem Kand an dem Papp gëtt duerch de Pappecongé sécherlech gestäerkt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Léift vun de Kanner par rapport zu hiren Elteren a vun den Eltere par rapport zu hire Kanner, déi kennt kee Sexe, déi ass inconditionnel, an dat ass meng absolutt Iwwerzeegung a vill, ganz vill Etüde gi mer och onbedéngt Recht dobäi – och wann hei riets Leit sinn, déi dat vläicht net esou gesinn!

Wat de „second parent de naissance" ugeet, hu mir an dësem Text follgend Formulatioun missen notzen: „la personne reconnue comme second parent équivalent par la législation nationale applicable en vertu du lieu de résidence ou de la nationalité de l'enfant". An an deem Kader hoffe mer natierlech och, dass dann de Projet de loi 6568A portant réforme du droit de la filiation och gläich kann eng Kéier hei gestëmmt ginn.

Dee Gesetzestext, dee weist dann och, datt d'Independanten eis net egal sinn. Jo, och si kréien dann och Recht hei op e Pappecongé a kréien deen och rembourséiert. E gëtt d'selwecht rembourséiert, aacht plus zwee, also zwee Deeg vum Patron an aacht Deeg rembourséiert vum Staat, wéi dat bei de Salariéen dann och ass. An ausserdeem kritt dann och de Papp vun enger Naissance multiple de Pappecongé pro Kand accordéiert, bei Zwillingen dann also zweemol a bei Drillingen dann och dräimol zéng Deeg, wat och sécherlech gutt ass.

Eppes, wat och net onwichteg ass, wat, ech mengen, kee gesot huet, ass awer och, dass de ganze Prozess digitaliséiert gëtt. Wa mer gär hätten, dass manner Pabeier soll gebraucht ginn, gëtt de Prozess heimadder ganz digitaliséiert, fir dann och de Remboursement unzefroen, wat da sécherlech och méi séier wäert goen, well d'Delaien dann och méi kleng sinn an dat och einfach iwwert d'Simplification administrative méi einfach wäert sinn.

Vläicht eng Äntwert zu deem, wat den Här Spautz gesot huet: Bon, mir hunn dat natierlech gekuckt, och mat der Justice. D'Justice huet gemengt, dat wär kee Problem. Och de Staatsrot huet kee Problem dobäi gesinn. Elo muss ee kucken, wann et do awer eng Plainte gëtt, da musse mer där Rechnung droe virum EU-Geriichtshaff. Dat muss een da gesinn, wéi et do ausgeet.

An eng Äntwert zu der Madamm Cecchetti hirer Fro iwwert d'Frühchen, iwwert d'Prematuréen: Also, Dir hutt immens vill Rapporten ze liesen, ech hunn der net esou vill ze liese wéi Dir, mee a mengem, also an deem Rapport vun der Chamber, do steet op der Säit 17 eng méiglech Äntwert op dat, wat Der gefrot hutt, well „le délai de préavis ne s'applique pas si l'accouchement a lieu deux mois avant la date présumée." Et brauch een also net deen Délai de préavis anzehalen, fir de Patron mussen ze informéieren. Dat kënnt zum Deel op alle Fall emol der Diskussioun iwwert d'Prematuréen entgéint.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8017. Den Text steet am Document parlementaire 8017[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8017 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an dräi Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 8233 – Projet de loi portant modification :

1° de l'article L. 413-4 du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Als Nächst hu mer de Projet de loi 8233, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht a puncto Walrecht bei de Chambres professionnelles. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter ass eng drëtte Kéier fir haut den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Merci, Här President, et ass versprach: Et ass déi leschte Kéier, dass ech och de Paltong undoen, well et ass bal net méi auszehalen hei. Ech gesinn d'Kolleegen alleguerten am Hiem do sëtzen, dat ass méi wéi verständlech.

Bei deene leschte Sozialwalen 2019 ass opgefall, dass et eng Rei Onstëmmegkeete gouf, wat d'Walrecht ugeet. Esou ware verschidde Kategorië vu Salariéen, déi an d'Chambre des Salariés cotiséieren, net op der Lëscht vun de Wieler. Betraff waren Demandeurs d'emploi a Léiermeedercher a Léierbouwen. Och war et net ganz kloer, ob Salariéen, déi an engem Congé parental à temps plein wieren, kéinten un de Sozialwalen deelhuelen oder net.

Mir stëmmen haut also iwwer e Gesetz of, dat engersäits enger Rei Leit d'Walrecht ganz kloer zougesteet respektiv preziséiert, dass si et och wierklech hunn.

De Gesetzesprojet gesäit vir, dass den Alter, fir an de Beruffschamberen ze wielen, vun haut 18 op 16 Joer erofgesat gëtt. De Mindestalter, fir Kandidat ze sinn, bleift allerdéngs bei 18 Joer.

Duerch de Gesetzesprojet gëtt och kloergestallt, dass d'Suspensioun vun engem Salarié sengem Aarbechtskontrakt em et trotzdeem wäert erlaben, dass e ka weider wiele goen an och ka gewielt ginn. Dat trëfft beispillsweis op d'Salariéen zou, déi Vollzäit an engem Congé parental sinn.

Déi nächst Sozialwale si schonn d'nächst Joer. A wa mir Politiker vun engem „Superwaljoer" dëst Joer schwätzen, kann ee roueg soen, dass och d'Joer drop, also 2024, e Superwaljoer gëtt mat de Sozialwalen eeben an den Europawalen, déi ustinn.

Ech mengen, et brauch een hei net ze preziséieren, dass d'Sozialwalen déi Wale sinn, wou déi meeschte Wieler e Walrecht zu Lëtzebuerg hunn, an dat ass domadder e ganz grousse Baustee vun eiser Demokratie. An dofir war et och wichteg, dass mer déi gesetzlech Prezisiounen haut virhuelen, déi mer op der Dagesuerdnung hunn.

Ech wollt nach soen, dass an der Kommissioun d'Fro opkomm ass, wivill Leit dann elo zousätzlech vun deem Walrecht profitéieren. A mir krute vum Minister versprach, e géif eis eng Zuel liwweren. Dat huet en och gemaach. Et geet een dervun aus, datt grob geschätzt ronn 12.000 Leit zousätzlech elo mat dësem Gesetzesprojet d'Walrecht kréien. Dat gesot als weider Informatioun, well dat am schréftleche Rapport net drasteet.

De Projet de loi ass de 7. Juni 2023 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Beruffschamberen en Avis zum Gesetzesprojet ginn. D'Beruffschamberen hunn hiren Accord ginn. Dat zielt fir d'Chambre des Salariés, et zielt awer och fir d'Staatsbeamtekummer, déi allen zwee hiren Accord ginn huet.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 4. Juli 2023 och säin Accord ginn. An d'Kommissioun krut de Gesetzesprojet de 6. Juli 2023 presentéiert, wou mer och d'Avise vun de Beruffschamberen a vum Conseil d'État analyséiert hunn. Bei där nämmlechter Sitzung gouf ech als Rapporter designéiert an hunn domadder mäin Job erleedegt.

Merci fir d'Nolauschteren. A fir dass ech et dës Kéier net nach eng Kéier vergiessen, hunn ech mer et extra op e separaten Ziedel opgeschriwwen: D'sozialistesch Fraktioun stëmmt dësem Projet selbstverständlech zou. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Dan Kersch.

An éischten ageschriwwene Riedner ass och hei den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci un de Rapporter vun dësem Gesetz, wou mer och kënnen d'Zoustëmmung ginn. Déi Diskussioun, wou Dir elo grad de Chiffer genannt hutt, dat war jo eng vun de Froen, déi mer eis gestallt hunn, wivill potenziell Wieler géife bäikommen.

Et ass och richteg, wéi den Här Kersch seet: Et ass reng theoreetesch déi Plaz, wou déi meeschte Leit hei zu Lëtzebuerg kënnen un enger Wal deelhuelen. Mir wëssen awer, dass an der Realitéit den Taux de participation minimal ass. An dat kënne mer elo net iwwer Gesetz änneren, dass mer elo schreiwen, den Taux de participation misst an d'Luucht goen.

Mee dat wär nach eng Suggestioun un de Minister, dass mer vläicht zesumme mat de Beruffschambere méi Propaganda maachen, fir dass mer den Taux de participation bei deene Walen och an d'Luucht géife gesat kréien. Dat géif eis och sécherlech alleguerte gutt zu Gesiicht stoen. Well wann ëmmer nëmmen bei verschiddene Gruppen 20 bis 25 % participéieren an deene jeeweilege Gruppe vun de Beruffschamberen, da wier et sécherlech gutt, wa mer deen Taux géifen an d'Luucht gesat kréien.

A fir de Rescht géif ech d'Zoustëmmung gi vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei zu dësem Projet de loi. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci och fir d'Prezisioun zu der potenzieller Unzuel vun neie Wieler. Ech hat déi Fro effektiv an der Kommissioun opgeworf. Fir eis ass alles gesot. Ech ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An dann ass et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President, a merci dem Rapporter fir säi leschte Rapport fir de Mëtteg. Aus grénger Siicht ass natierlech eng Saach interessant derbäi: dass mer elo och d'Léiermeedercher an d'Léierbouwe mathuelen, fir kënne wielen ze goen. Si gehéieren zum Betrib a si kënnen dat vu 16 Joer u maachen. Ech fannen dat interessant an et soll eng Pist sinn, fir emol ze kucken, méi couragéiert ze ginn, d'Walrecht op Gemengenniveau an och soss vläicht nach kënne mat 16 Joer auszeprobéieren. Ech freeë mech schonn, wéi dat ausgeet.

Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An dann ass et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. En huet säin Job erleedegt, wéi en dat virdrun esou léif gesot huet. Ech mengen, et ass fir eis selbstverständlech, datt déi Leit, déi abezuelen an eng Salariatskummer, och kënne mat wiele goen. Et war am Fong geholl verwonnerlech, datt et bis elo net esou war, an et huet am Fong och missen esou kommen.

An ech wëll dem Här Spautze Marc soen – en huet jo drop higewisen, datt am Fong geholl d'Walbedeelegung bei de Sozialwale relativ minimal ass –: Do misst ee vläicht déi eng oder aner Campagne starten, fir datt och do e bësse Remedur geschafe gëtt, fir datt och d'Leit duerno wëssen, ëm wat et geet. An ech

mengen, dat wier vläicht eng Saach, déi kéinte mer eis zu Häerz huelen.

An ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, als Allereischt emol da fir d'drëtt dem Rapporter e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, et ass alles schonn hei gesot. Et ass ganz gutt, datt dat dote remediéiert ass. Et ass ganz gutt, datt elo esou vill Leit weider sech kënnen un de Wale bedeelegen an datt dat alles kloer ass.

Et ass och wichteg, datt et déi Sozialwale gëtt, an et ass och wichteg – ech mengen, et muss een de Message mat weiderginn –, datt déi Leit och wiele ginn. Jiddwereen, dee wielen däerf goen, soll vu sengem Walrecht profitéieren an e soll dat maachen. Et gëtt Länner, do mussen d'Leit op d'Strooss goen, fir dierfe wielen ze goen. Si ginn ëmbruecht, well se hir Meenung soen. A mir hunn hei eist Recht a mir sollen dat och dofir wierklech wouerhuelen a wiele goen.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann ass et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter. Mir begréissen als Piraten, datt mer hei d'Basis vun der CSL méi wäit opmaachen, an d'CSL huet dat jo och selwer begréisst. Deementspriechend muss een net wäit am Detail siche goen. Hei geet et ëm Walen, a Wale sinn eppes, wat elementar wichteg ass, fir seng Meenung kënnen auszedrécken. Mir sollte frou sinn, an engem Land ze liewen, wou op Demokratie gehale gëtt a wou een eeben och net nëmme fir d'Chamber hei am Haus ka wielen, mee wou een eeben och nach eng Kéier sektoriell Vertriedungen huet, ob dat eng Chambre des Salariés ass oder aner professionell Kummeren.

An dofir ass et nëmme richteg, wann do méiglechst vill Leit kënne wiele goen. An dann hoffen ech just, datt heiduerjer dann och méiglechst vill Leit wäerte wiele goen. Op alle Fall ënnerstëtzen ech do d'Fuerderung vu mengem Bänknoper hei, dem Marc Spautz, datt mer nach eng Kéier e bësse méi Werbung maachen, fir datt bei den nächsten CSL-Walen dann och méiglechst vill Leit participéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Bon, et ass alles gesot. Déi Leit, déi cotiséieren, sollen och kënne mat wiele goen. Dat schéngt jiddwerengem evident ze sinn. Et ass och evident.

Wat mech freet, ass, dass mer hei de Léiermeedercher a Léierbouwe kënnen ab 16 Joer dat passiivt Walrecht ginn. Ab 18 kënne se sech awer eréischt wiele loossen. Dat ass, fannen ech, e ganz gudden an och e wichtege Schratt an déi richteg Richtung.

Fir déi aner Leit, déi bis elo cotiséiert hunn an net konnte mat wielen, geet elo eng weider Dier op. Natierlech wäerte mer all Effort mat ënnerstëtzen, deen d'CSL mécht, fir méi Propaganda fir déi Walen hei ze maachen. Dat ass absolutt evident, an ech gesinn hei eng grouss Zoustëmmung dofir.

An ech soen Iech e grousse Merci fir deen heite Vott.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Aarbechtsminister Georges Engel Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8233. Den Text steet am Document parlementaire 8233[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8233 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

11. 8066 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8066 iwwert d'Gläichberechtegung a puncto Ierfschaft vu fréiere Beneficiairë vum RPGH. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Dan Kersch …

(Hilarité et exclamations)

Nee, pardon. Ech entschëllege mech. De Rapporter ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Den Här Kersch huet dat de Mëtteg jo gutt gemaach.

(Hilarité)

Also, den Här Kersch hat jo gesot, en hätt seng Aarbecht fir de Mëtten erleedegt, da gi mer him säi Feierowend geschwënn. Voilà, also wann Der erlaabt, Här President, géif ech dann de Rapport heivunner maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet, deen huet als Objet, d'Dispositiounen iwwert d'Restitutioun vum Revenu pour personnes gravement handicapées ze adaptéieren.

D'Gesetz vum September 2003 iwwert d'Persoune mat engem Handicap gesäit vir, datt zwou Kategorië vu Leit mat enger Capacité de travail réduite vun op d'mannst 30 % vun dësem Revenu kënne profitéieren: engersäits Persounen, déi trotz hirem Handicap eng Plaz um ordinären Aarbechtsmarché oder och an engem Atelier protégé kënnen ausüben, an anerersäits Persounen, fir déi et opgrond vun hirem Handicap leider net méiglech ass, iergendeng Zort vun Aarbechtsplaz kënnen unzehuelen.

Fir béid Kategorië vu Persoune gesäit d'Gesetz den Ament vir, dass de Fonds national de solidarité déi ausbezuelten Zommen am Fall vun enger Successioun kann zréckfroen, an dat maximal bis op d'Héicht vun der Ierfschaft. Dat heescht also konkreet, datt d'Ierwe vum Beneficiaire op d'mannst en Deel vum RPGH mussen zréckbezuelen. Wat eng Persoun wärend hirem Liewe méi laang vum RPGH profitéiert, wat natierlech och d'Zomm, déi d'Ierwen duerno mussen zréckbezuelen, méi grouss ass.

Fir verschidde Stéit stellt dës Reegelung duerfir eng grouss finanziell Charge duer a benodeelegt och ganz kloer méi schwaach Familljen. Fir méi sozial Gerechtegkeet an de System eranzebréngen, hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet proposéiert, dës Reegelung ze iwwerschaffen.

An enger éischter Versioun gouf virgesinn, datt just nach d'Beneficiairë vun där éischter Kategorie, also Persoune mat enger Behënnerung, déi als „aarbechtsfäeg" agestuuft goufen, ënnert dës Obligatioun géife falen. D'Ierwe vu Leit mat enger Behënnerung, déi „inapte" fir den Aarbechtsmarché sinn, hätten deemno näischt missen zréckbezuelen.

De Staatsrot hat sech an engem éischten Avis allerdéngs géint dës Propos ausgeschwat, well d'Ierwe vun der zweeter Kategorie vu Beneficiairen an deem Fall besser ewechkomm wäre wéi déi vun der éischter Kategorie. A laut dem Staatsrot hätt dës Propos géint de Principe d'égalité devant la loi verstouss, well d'Ierwe jee nom Statut vum Beneficiaire ënnerschiddlech behandelt gi wären.

Fir d'Opposition formelle vum Staatsrot kënnen opzehiewen, hunn d'Auteure vum Projet de loi en dunn amendéiert a festgehal, datt d'Zommen, déi à titre vum RPGH ausbezuelt goufen, an Zukunft vu kengem méi zréckbezuelt musse ginn, weeder vun den Ierwe vu Persoune mat enger Behënnerung, déi wärend hirer Liewenszäit fäeg waren ze schaffen, nach vun den Ierwe vu behënnerte Leit, déi dozou net fäeg waren. Soumat stelle mer sécher, dass zukünfteg alleguer d'Ierwe gläich a fair behandelt ginn. Den Artikel 29 vum 2003er Gesetz gëtt soumat einfach suppriméiert.

Als Rapporter vum Gesetzesprojet sinn ech immens frou, datt mer de Persoune mat enger Behënnerung mat der neier Reegelung méi sozial Gerechtegkeet an eng besser Protektioun kënne garantéieren.

Am August 2022 gouf de Projet de loi an der Chamber hannerluecht. D'Avisen, déi erakoumen, besonnesch och d'Iwwerleeung vum Staatsrot, goufe berücksichtegt a sou konnt no den Amendementer den Endtext d'lescht Woch an der Kommissioun ugeholl ginn.

Fir weider Detailer an Avisen – ech mengen, et bleiwen der net méi ganz vill – verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech ginn heimadder och den

Accord vun der DP-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Claude Lamberty villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och e grousse Merci un de Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, dat do ass e Schrëtt an déi richteg Richtung fir déi Leit, déi vun engem Handicap betraff sinn. Dat ass eng gutt Saach, dass mer déi Decisioun huelen. An duerfir kann ech och an deem Zesummenhang d'Zoustëmmung gi vun der CSV.

Ech géif just och nach en Appell maachen un de Minister, mat sengem Kolleeg ze schwätzen, dass mer fir déi Leit, déi an där doter Situatioun sinn, et och nach fäerdegbréngen, dat beim Transport besser ze maachen. Den Här Minister selwer war och de leschte Samsdeg op enger Plaz, wou nach eng Kéier och vu betraffene Leit reklaméiert ginn ass, dass dat net gutt ass, wat do de Weekend ofleeft, an dass et ganz schwiereg ass fir déi Leit, déi en Handicap hunn, samschdes a sonndes en Transport ze kréien. Duerfir mäin Appell, Här Minister: Schwätzt nach eng Kéier mat Ärem Kolleeg, well et wier och gutt, wa mer do de Leit kéinten entgéintkommen! Dat wier och fir si méi liewenswäert.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Als Éischt soen ech dann och dem Rapporter Claude Lamberty Merci fir seng zwee gutt Rapporten. An et bleift mir u sech och net méi ganz vill ze soen, et ass scho ganz vill gesot ginn. Mir kënnen als LSAP dëse Projet nëmmen ënnerstëtzen, deen et jo dann erlaabt, dass d'Ierwe vun de Leit, déi e Revenu pour personnes gravement handicapées hunn, deen dann net méi brauchen zréckzebezuelen oder dem FNS zréckzeginn. Dat entsprécht eiser Logik no nëmmen enger normaler Prozedur a mir si frou, dass mer dëst haut kënnen esou ofstëmmen.

An der neier Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft getrueden ass, steet jo dann och am Artikel 15 Abschnitt 6: „Toute personne handicapée a le droit de jouir de façon égale de tous les droits." An dofir soen ech Iech Merci, dass mer dat hei kënnen haut en place setzen – also net ech, mee ech hoffen, dass mer dat haut kënnen esou en place setzen. An ech ginn domadder selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An elo ass et un der Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech wäert mech ganz kuerz faasse kënnen dank dem ganz kompletten a gudde Rapport vum Claude Lamberty. Villmools merci dofir, an natierlech och menge Virriedner. An deementspriechend bleift mer just nach, den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An da kucke mer emol, wat den Här Fred Keup seet.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, den Här Keup, dee seet dem Rapporter villmools Merci fir seng Rapporten. Den Här Fred Keup seet och Merci am Fong dem Staatsrot fir seng gutt Awänn, déi derzou gefouert hunn, dass dat Gesetz nach besser ginn ass, wéi et war. An elo ass et ganz gutt, an natierlech stëmme mir dann derfir.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt emol dem Rapporter e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir fannen dat ganz richteg, wat hei elo gestëmmt gëtt, datt déi Leit déi Suen net mussen rembourséieren, wa se iergendeng Ierfschaft maachen. Déi, déi nämlech iwwert de Fonds national de solidarité déi Indemnisatioun do kréien, fir iwwerhaapt iwwert d'Ronnen ze kommen – an ech mengen, dat ass jo de Sënn an den Zweck vun där Indemnisatioun –, déi kréien déi jo net einfach esou geschenkt, well se se net brauchen. Si brauchen déi wierklech!

A geneesou kënnen d'Ierwe vun de betraffene Leit och keng Restitutioun gefrot kréien, wat mir an dësem Fall hei absolutt richteg fannen. An eisen Aen ass dëst net méi wéi normal fir déi Leit an dëser Spiral, well wann ee gesäit, vu wou déi Leit hierkommen, ass et meeschtens, datt dat sech quasi verierft de père en fils. An hei kéint ee wierklech hëllefen, déi Leit aus dëser Spiral erauszekréien, fir datt déi Aarmut sech an deene Familljen net ëmmer erëm reproduzéiert.

Här President, mir fannen, geneesou wéi d'CSL och, datt dës Mesür vum Netremboursement sech eigentlech och op de REVIS misst auswäiten, de fréieren RMG. Dat soll jo och reviséiert ginn. Dat dauert och schonn, mengen ech, e bësse laang. Mee deen neie Minister, do weess ech, datt en do derhannert ass. Ech weess awer net, wéi wäit mer komme wäerten an dëser Legislaturperiod, well et ass elo enk a ganz knapp. Mee et wier wierklech wichteg, wa mer doriwwer kéinten diskutéieren an datt een do och en Auswee géif fannen aus där Situatioun, déi ganz onglécklech ass fir déi Leit.

Villmools merci fir d'Nolauschteren. Mir stëmmen dëse Projet de loi natierlech mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Claude Lamberty fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat hei ass och e Punkt, deen eis scho laang gestéiert huet, an elo gi mer endlech dee richtege Wee, an dofir wäerte mir dat och haut matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt merci dem Här Rapporter, dank deem ech et ganz kuerz ka maachen, well en eigentlech ganz explizitt war. Just vläicht e puer Zuelen, déi eis, mengen ech, awer alleguerten interesséieren. De Rapporter Claude Lamberty huet explizéiert, dass d'Gesetz iwwert den RPGH zwou Kategorien ënnerscheet. Déi eng sinn déi, déi nach kënnen um fräien Aarbechtsmarché oder an Atelierprotégéë schaffen. Aktuell op den 31. Dezember 2022 waren dat 1.706 Beneficiairen. An dann déi zweet Kategorie, dat sinn déi, déi eeben net méi apte sinn, fir kënnen ze schaffen, wou et och contreindiquéiert ass, dass se dat nach maachen. Dat si 1.405 Leit, déi heivu betraff sinn. Also am Ganzen 3.111 Leit op den 31. Dezember 2022.

D'Ëmännerung vum Gesetz vun 2003, déi mer dann hei virhuelen, déi weist kloer de Wonsch vun der Regierung, fir eeben d'Situatioun vun de Leit, déi den RPGH kréien, ze verbesseren, och wann d'Mesür eigentlech jo den Ierwe vun de Beneficiairë vum RPGH zeguttkënnt. Allerdéngs ass et fir d'RPGH-Bezéier och ganz kloer, mengen ech, eng moralesch Satisfaktioun an eng zousätzlech Wäertschätzung vun eis alleguer. Dofir Iech alleguerte villmools merci fir déi breet Zoustëmmung.

Niewebäi och nach ganz kuerz bemierkt: Mat deem Vott vun haut setze mer och eng Mesür aus dem Plan d'action national iwwert d'Ëmsetzung vun der UN-Behënnerterechtskonventioun ëm, nämlech d'Aktioun D.1.3., déi eigentlech genau dat, wat mer haut dann hei stëmmen, ëmsetzt.

Dëst gesot, nach eng Kéier e ganz grousse Merci da fir déi ganz breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Familljeminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8066. Den Text steet am Document parlementaire 8066[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8066 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostini, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Mir kommen elo nach zum Vott vun der Resolutioun vun der Madamm Nathalie Oberweis. Ech géif da fir d'éischt d'Wuert un den Auteur …

(Interruption)

Gelift?

Plusieurs voix | Den zweete Vott.

M. Fernand Etgen, Président | A jo, tipptopp! Merci villmools fir déi Opmierksamkeet.

(Interruption)

Ech froen, ob d'Chamber d'accord ass, fir beim Projet de loi 8066 d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen.

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech war e bëssen ze vill gedriwwe vun deenen, déi net séier genuch heemkommen.

12. Résolution de Mme Nathalie Oberweis relative à l'étude de la possibilité de donner à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher les pouvoirs d'un bureau de réclamations pour les enfants et les jeunes

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 52 de ce compte rendu)

Mir wéilten awer nach déi Resolutioun vun der Madamm Nathalie Oberweis evakuéieren. D'Madamm Djuna Bernard wëllt e Wuert dozou soen.

Discussion générale

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och nach eng Kéier merci, Madamm Oberweis, fir den zweeten Entworf. Dësen ass natierlech elo méi richteg, well effektiv mir als Chamber zoustänneg si fir den Ombudsman, respektiv deen ënner eiser ... Tutelle kléngt net gutt, mee bei eis ugekoppelt ass. Deementspriechend hu mer reegelméisseg ganz gutt Echangë mam Ombudsman, zum Beispill net méi spéit wéi de leschte Freiden am Bureau. An ech mengen, dass och de Bureau d'Plaz ass, wou mer déi dote Saache mam Ombudsman a senger Ekipp kënnen diskutéieren. An deementspriechend géif ech derfir plädéieren, dass mer dës Resolutioun an de Bureau verweisen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hu bekanntlech eng änlech Motioun zum Ombudsman, déi scho gefillt e Joer, annerhalleft Joer iergendzwousch an Tiräng ënnerwee ass an net esou richteg virukënnt a wou ech och meng Zweifel hunn, dass déi nach eng Kéier wäert virun de Walen ëmgesat ginn. Dat ass, dass den Ombudsman soll weider Méiglechkeete kréien, weider Kompetenze kréien, sief et Seniorien, Crèchen, dat fält alles eigentlech an dat heiten Theema.

Duerfir wär eis Piraten eigentlech dru geleeën, dass een déi Resolutioun haut géif ofstëmmen, fir dass een en Zeeche setzt, dass et och ëmgesat gëtt. Well mir hu schlecht Erfarunge gemaach. Mir hunn esou eng Resolutioun, déi nach ëmmer do iergendzwousch an der Sphär vun der Chamber ronderëmgeet, an de Leit gëtt um Terrain awer net gehollef.

Deementspriechend wär et fir eis flott, also mir géife se och matstëmmen, wa mer se endlech géifen ofstëmmen, och déi heiten, fir awer en Zeechen ze setzen, dass et soll virugoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Goergen soen, dass an eiser Direktioun extreem gutt zesummegeschafft gëtt, net nëmme mam Ombudsman, mee mat all deene Strukturen, déi un der Chamber hänken, fir dass mer eng Upassung vun der Gesetzgeebung kréie fir déi Servicer, fir déi d'Chamber d'Responsabilitéit huet.

A well mer dat eeben am Konsens wëlle maache mat deene jeeweilegen Institutiounen, dauert dat déi Zäit, déi et brauch, fir e Konsens ze fannen, well och den Interêt an d'Sensibilitéite vun deenen Eenzelnen net ëmmer déi selwecht sinn. Ech wëll also dat zréckweisen, dass dat duerch Tiräng oder ech weess net duerch wat, duerch d'Späicheren an d'Kellere vun der Chamber géif geeschteren. Hei gëtt exzellent zesummegeschafft, an da musse mer deemnächst tranchéieren tëschent de Positioune vun eiser Administratioun an deem, wat déi eenzel Strukture gär hätten. Bon, da muss jiddweree seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Mee ech verwiere mech hei, dass mir géifen Opträg, déi mer vun der Chamber kréien, net seriö huelen!

Merci, Här President.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Resolutioun, déi den OKaJu betrëfft.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Voilà, merci, Här President, well ech fille mech net wierklech ugeschwat vum Här Di Bartolomeo senger Remark, well ech gesinn net de Lien mat menger Resolutioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, nee, Dir sidd net den Adressat vun deem, wat ech gesot hunn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Voilà. Ok. An der Rei. Dann ass dat ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat, wat den Här Goergen gesot huet, dass ee géif mengen, mir géifen d'Resolutiounen an d'Motiounen net eescht huelen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Voilà, an der Rei. Dat ass kloer. Also, mir hätte se eigentlech ganz gär ofgestëmmt. Wann awer elo e Refus ass vun der Majoritéit, dann hunn ech natierlech léiwer, se kënnt an de Büro an et geschitt eppes dermat, wéi dass se ofgeschmettert gëtt – natierlech.

Mir sinn awer par contre net am Bureau representéiert. Voilà, ech weess net, wéi een dat ka maachen, dass, wa se an de Bureau kënnt, mir, also mir vun déi Lénk, iergendwéi kënnen dann eventuell do present si fir eng Diskussioun. Ass dat méiglech? Voilà.

Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau de la Chambre des Députés

M. Fernand Etgen, Président | Wien d'accord ass, fir déi Resolutioun un de Bureau ze verweisen a fir do déi Méiglechkeet ze ënnersichen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass de Bureau chargéiert, fir sech där Resolutioun unzehuelen.

(La résolution de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée au Bureau de la Chambre des Députés.)

An domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.25 heures.)

63e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 63
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 191 de M. Laurent Mosar relative aux jeux de hasard dans les cafés** p. 63
   M. Laurent Mosar | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Laurent Mosar | Mme la Ministre Sam Tanson
3. **7860 – Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse** p. 64
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar
   Discussion générale : M. Dan Biancalana | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7860 et dispense du second vote constitutionnel
4. **7863B – Projet de loi portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
   2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
   3° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
   4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État en vue de la suppression du rang de conseiller honoraire p. 66
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | Mme Cécile Hemmen | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7863B et dispense du second vote constitutionnel

5. **8051 – Projet de loi portant modification :**
1° du Code de procédure pénale ;
2° de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne **p. 67**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Sam Tanson) | M. Pim Knaff (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. Sven Clement (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8051 et dispense du second vote constitutionnel

6. **8172 – Projet de loi portant modification :**
1° du Nouveau Code de procédure civile ;
2° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation **p. 70**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8172 et dispense du second vote constitutionnel

7. **7255 – Projet de loi sur les forêts et portant :**
1° modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
2° abrogation de :
a) l'Édit, Ordonnance et Règlement du 14 septembre 1617 des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des Bois ;
b) l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ;
c) l'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ;
d) l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ;
e) l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ;
f) le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ;
g) l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ;
h) l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ;
i) le décret des 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ;
j) le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages et la police rurale ;
k) l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;
l) l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843, N° 1529, concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ;
m) la loi forestière modifiée du 14 novembre 1849 ;
n) la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ;
o) la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'Administration des eaux et forêts ;
p) la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ;
q) la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ;
r) la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts classés C.E.E. **p. 71**

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (interventions de Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth) | M. Sven Clement (parole après ministre) | Mme la Ministre Joëlle Welfring

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7255 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. François Benoy | Mme Martine Hansen | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

8. **8143 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement** **p. 82**

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8143 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Question élargie n° 191 de M. Laurent Mosar relative aux jeux de hasard dans les cafés

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 191 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Glécksspiller an de Caféen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Sujet vun de Mëtteg, d'illegal Glécksspiller an de Caféen, ass een, deen ëmmer erëm periodesch erëmkënnt, souwuel hei an der Chamber wéi och an de Medien. Ech hunn och, wéi ech mech op dee Punkt fir de Mëtteg virbereet hunn, gesinn, datt an de leschte Méint a Jore ganz vill Question-parlementairen och vun alle Säiten zu deem Sujet gestallt gi sinn, natierlech waren och ganz vill Äntwerten, déi dozou komm sinn.

Ech wëll och drun erënneren, datt 2017 eng gréisser Diskussioun zu deem Sujet stattfonnt hat deemools och an der Commission de la Justice an datt awer och eng ganz Rei vun Artikelen deemools an de Medie waren. Dorobberhin hat och de Justizminister Félix Braz a sech versprach, eng Initiativ ze huelen an och do eventuell iwwer eng Gesetzesännerung respektiv Gesetzesprezisioun vum Gesetz iwwert d'Glécksspiller nozedenken.

Leider Gottes – a mir wëssen och firwat – ass duerno net méi ganz vill geschitt an et huet een d'Gefill, datt elo an de leschte Méint a souguer Joren dësen Dossier awer e bëssen am Tirang verschwonne wier.

Ganz kuerz zu der juristescher Situatioun: Mir sinn eigentlech hei am Kontext vum Gesetz vum 20. Abrëll 1977, ganz prezis vum Artikel 3, deen a sech d'Glécksspiller, an all Zorte vu Glécksspiller, verbitt, ausser – an dat ass d'Gesetzesännerung, déi 2009 komm ass – datt natierlech d'Loterie nationale d'Recht huet, fir eng Rei Lotterien a Glécksspiller ze organiséieren. Mir hunn natierlech doniewent och nach de Casino zu Mondorf, deen och d'Méiglechkeet huet, all Zorte vu Geldspiller ze hunn. Wat interessant ass, wat déi juristesch Analys betrëfft, ass, datt mir a sech contrairement zu anere Länner kee Gesetz iwwer Sportwetten hunn. Ech stellen och herno nach eng Kéier eng Fro dozou.

Wat ass awer elo hei de Problem vun de Glécksspiller an de Caféen? Do ass et esou, datt et anscheinend eng ronn 1.200 sougenannt „Bornes Internet" gëtt, déi a méi wéi 1.000 Caféen installéiert sinn, wou een da géint Bezuelung kann an déi Spiller do

erakommen. Et ass allerdéngs preziséiert am Gesetz, datt déi Gewënner just kéinten iwwer Bon-cadeauen ausgedeelt ginn an a sech keng liquide Geldzommen dierften ausbezuelt ginn. Laut den Informatiounen, déi een awer esou riets a lénks kritt, schéngt et awer net esou ze sinn, wéi wa sech un déi Dispositioune géif gehale ginn.

Fir Iech just kuerz awer ze soen, iwwer wat mer hei schwätzen: Wann een e bësselche kuckt, wat den Ëmsaz vun deene Bornes Internet ass, da kënnt een op e Chiffre d'affaires vu pro Joer 40 Milliounen Euro, wat jo net grad näischt ass, déi iwwert deen dote Wee dann awer gedréint ginn. An et muss een och wëssen, datt de Gros vun deem Chiffre d'affaires laanscht d'Steiere geet, well jo och keen hei iergendwéi Steieren drop bezilt.

Et gëtt och menger Informatioun no nëmmen zwou Gesellschaften, déi esou där Bornes Internet installéieren, déi iwwerhaapt eng Autorisatioun hunn. All déi aner schénge keng Autorisatioun ze hunn.

Duerfir eng Rei vu Froen, déi ech de Mëtteg wollt un déi zoustänneg Ministesch stellen:

Éischtens: Huet d'Ministesch vläicht nach méi genau Zuele wéi déi, déi ech elo hei konnt virginn, wat déi sougenannt Internetbornen do betrëfft?

Zweetens: Gi vum Justizministère reegelméisseg Kontrolle gemaach, wat d'Konformitéit vun deene Glécksspiller an de Caféen ugeet, respektiv gëtt och kontrolléiert, ob déi Societéite fir déi Glécksspiller, déi dann do installéiert ginn, och eng Autorisation de faire le commerce hunn?

Dann drëttens: Kann d'Ministesch hei ausschléissen, datt am Géigesaz zu deem, wat am Gesetz eigentlech virgeschriwwen ass, awer hei déi Leit, déi dann eppes do gewannen, dat a Liquide ausbezuelt kréien an net, wéi dat am Gesetz virgesinn ass, duerch e Bong?

Véiertens: Mengen Informatiounen no lafen eng Rei vu Prozeduren, wou och Plainten deposéiert gi sinn, notamment eng Plainte vun der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte, vun der Loterie nationale, déi eigentlech och net méi akzeptéiert hunn, datt weider déi illegal Glécksspiller an de Caféen do géife fonctionéieren. Huet d'Madamm Minister vläicht doriwwer Informatiounen?

Fënneft Fro: Ech hunn et virdrun ugeschnidden, de Chiffre d'affaires ass 40 Milliounen. Misst een net do kucken, datt zumindest awer déi Gelder, déi do verdéngt ginn, och géife besteiert ginn?

Dann eng lescht Fro, an déi hunn ech och scho virdrun opgeworf, dat ass déi vun de Sportwetten. Dat ass eppes, wat ganz populär och hei zu Lëtzebuerg ass, a vill Lëtzebuerger maachen där Sportwetten am Ausland. D'Fro ass, ob d'Ministesch iergendwéi gedenkt, do eppes drun ze änneren. A generell wëll ech och nach eng Kéier wëssen, ob si der Meenung wier, datt een, wat dës Legislatioun betrëfft, awer misst an den nächste Méint a Joren do gewësse Prezisioune bréngen.

Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci villmools. Schéine gudde Mëtten. Merci, Här Mosar, fir déi Fro, déi eis effektiv ëmmer erëm beschäftegt. Bon, vläicht fir den aktuelle legislative Kader nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen: Am Moment gëllt de generelle Verbuetsprinzipp zu Lëtzebuerg, wat Glécksspiller ugeet. Dat ass den Artikel 1 vum ofgeännerte Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Glécksspiller. Dat heescht, alles wat net explizitt erlaabt ass, ass verbueden. Normalerweis ass et ëmgekéiert. Hei steet et genau esou am Text dran.

Wat ausgeholl ass, Dir hutt et och schonn ëmrass, dat sinn d'Lotterien an d'Sportswetten, déi vun der Loterie nationale ugebuede ginn. Dat heescht, Stand haut kann och d'Loterie nationale … An ech kenne mech net esou gutt an deem Beräich aus, mee ech hu mer soe gelooss, dass et awer scho géif praktizéiert ginn. Dat heescht, d'Loterie nationale bitt och där Sportswette Stand haut schonn un. An dat fält dann ënnert den Uwennungsberäich vum Glécksspillgesetz vun 1977 a senger ofgeännerter Form.

Eng Exceptioun zu deem generelle Prinzipp, dat sinn d'Lotterien an d'Tombolaen, déi deelweis oder ganz engem philanthropeschen Zweck déngen, an dës ënnerleien dann enger Autorisatioun vum Justizministère. Déi Exceptiounen, déi stinn am Artikel 2 vun deem Gesetz iwwert d'Glécksspiller. Dat sinn an der Haaptsaach déi rekurrent Demanden, déi Der alleguerte kennt, déi ëmmer erëmkommen, vun engem Bazar International, vun engem Bazar vun der Croix-Rouge, oder méi rezent den Duck Race.

Eng weider Exceptioun sinn och, wéi gesot, dann d'Sportswetten. An de ganze legale Kader vun de Glécksspiller an de Caféen ass u sech kloer. Dat heescht, d'Glécksspiller an de Caféë si verbueden. Well d'Loterie nationale awer eeben net ënnert dat Gesetz fält, sinn dann déi Borne vun der Loterie nationale legal. Dat heescht, duerfir ass och heiansdo e bëssen eng Konfusioun. Et ass wuel erlaabt, awer wierklech bezunn op déi vun der Loterie nationale.

Ech liesen Iech vläicht eng Kéier den Artikel 3 vun dem ofgeännerte Glécksspillgesetz vir: „Est interdite sur la voie et dans les lieux publics et notamment dans les débits de boissons l'installation de tous appareils distributeurs d'argent, de jetons de consommation et, d'une manière générale, de tout appareil dont le fonctionnement repose sur l'adresse ou le hasard et qui sont destinés à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu.

N'est pas à considérer comme appareil prohibé au sens de l'alinéa précédent, celui qui ne donne au joueur aucune chance d'enrichissement ou d'avantage matériel autre que le droit de continuer à jouer."

Dat ass dat, wat Der ugeschwat hutt. An d'Aféiere vun engem Monopole légal fir d'Loterie nationale huet deemno och keen Impakt eeben op déi Glécksspillbornen, déi vun der Loterie nationale an de Caféen exploitéiert ginn.

E privaten Acteur däerf keng där Bornen ubidden, an déi Kontroll, wéi gëtt déi gemaach? Déi gëtt wéi bei alle Gesetzer, wou et Dispositioune gëtt, déi Verbueter maachen, net iwwert de Ministère de la Justice gemaach, mee natierlech ass dat am Aufgabeberäich vun der Police an och dem Parquet dann herno, fir gegeebenefalls eng Instructioun iwwert den Untersuchungsriichter dann och ze lancéieren oder eeben eng Affär ze maachen. An do hunn ech elo keng Kenntnisser vu lafende Prozeduren. Ech mengen, Dir kennt de Prinzipp vun der Séparation des pouvoirs, dass ech do net dat sinn, wat kann doriwwer kommunizéieren. Dat misst een da gegeebenefalls bei den Autorités judiciaires froen.

Et ass eng Realitéit effektiv, dass et där Bornen an de Caféë gëtt. Mir sinn och dowéinster amgaangen, an dat läit net am Tirang! Ech kann Iech versécheren, dass mer heizou schonn eng sëllegen Echangen haten an dass och op deem Text geschafft gëtt, fir den Text nach eng Kéier e bëssen ze preziséieren, nach eng Kéier unzepassen an eeben och ze kucken, dass mer och deem digitale Beräich, dee sech jo ëmmer méi developpéiert, nach besser Rechnung droen an enger neier Gesetzgeebung, déi elo natierlech net méi ka gestëmmt ginn, mee wou mer awer hoffen, dass se am Laf vun dësem Joer nach ka fäerdeggestallt ginn, soudass déi kann op den Instanzewee goen.

Nach zu den Zuelen: Ech hu keng aner Zuele wéi déi, déi Der schonn am Kader vun de Question-parlementairë krut, déi, déi Dir elo selwer och genannt hutt. Dat si jo Estimatiounen, fir ze wëssen, wivill där illegaler Bornen et gëtt. Méi prezis oder méi rezent Zuelen hunn ech do elo net.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Den Här Mosar huet nach eng kuerz Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci fir d'Äntwerte vun der Madamm Justizministesch. Si huet hei elo eng Rei Saache gesot, awer déi weesentlech Fro, déi ech och virdrun opgeworf hunn, ass: Wann een dann deenen Informatioune ka gleewen – an do sinn eng Rei exzellent investigativ Journalisten, déi déi Recherchë gemaach hunn –, géifen déi Internetbornen awer e Chiffre d'affaires, ech hunn e virdru genannt, vu 40 Milliounen Euro generéieren, wat jo awer net näischt ass. An déi Fro stellt sech awer wierklech, ob mer dat esou kënnen akzeptéieren an deem Land hei, datt einfach 40 Milliounen Euro laanscht all Steierverwaltung do fléissen. Ech schwätzen elo mol guer net vun der Responsabilitéit vun deene Cafetieren, déi déi Bornen do bei sech installéieren a jo kéinten herno nach wéinst Komplizitéit vu Blanchiment accuséiert ginn. An do wär ech awer frou, wann d'Madamm Minister mer vläicht och op dee Punkt nach eng Kéier kéint méi prezis äntwerten.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, ech hunn dat virdrun u sech gesot. Dat ass: Wann Infractioune geschéien, dann ass et un den zoustännegen Autoritéiten, fir déi ze poursuivéieren. An dat spillt hei genausou wéi an allen aneren Dossieren och. Wann et hei derzou kënnt, dass Suen hannerzu ginn, dass mer am Kader vum Blanchiment sinn, dass illegal Aktivitéite gemaach ginn, dofir hu mer d'Autorités judiciaires, fir deenen Affären nozegoen.

A wéi gesot, mir schaffen drun, fir den Text nach méi ze preziséieren, fir eeben all Situatioun nach besser gerecht ze ginn. Mee et ass net esou, dass dat heiten ignoréiert gëtt. Loin de là, et sinn nach eng ganz Rëtsch Reuniounen, déi och ustinn. Well et däerf ee jo net vergiessen, mir sinn awer och hei an engem Beräich, wou et och ëm d'Gesondheet geet, wou Suchtpotenzial ass. Duerfir ass et e Sujet, dee ganz delikat ugepasst gëtt a wou sech eebe mat deenen eenzelnen Acteuren och echangéiert gëtt. Mee et gëtt am Ministère un deem Text geschafft.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch.

3. 7860 – Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun de Mëtteg ass d'Proposition de loi 7860, eng Ofännerung vum Jugendschutzgesetz. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), coauteur-rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Initiativ vun dëser Proposition de loi, déi de Kolleeg Gilles Roth an ech selwer de 15. Juli 2021 deposéiert hunn, geet eigentlech op Faiten zréck, déi sech virun zwee an engem hallwe Joer zu Bouneweg ofgespillt haten an un déi Der Iech sécherlech kënnt erënneren. Do war eng déidlech Messerstecherei an do war och e jonke Mënsch, deen dobäi ëmkomm ass. An do ware verschidde presuméiert Täter, déi och an d'Unisec op Dräibuer komm sinn.

Do hat awer no enger Rei vu Méint ee vun deenen Täter d'Majoritéit, ass also groussjäreg ginn an ass dee Moment net lafe gelooss ginn, mee du konnten déi responsabel Autoritéiten deen net méi an der Unisec zu Dräibuer halen, well et eng Faille législative an eisem Gesetz gëtt, well eeben net kloer doranner virgesinn ass, datt, wann eng Instructioun leeft a wärend där Instructioun e Mannerjärege groussjäreg gëtt, do awer dann de Juge d'instruction zesumme mam Jugendriichter kann decidéieren, datt dee weider an enger Mesure de dépôt do bleift. Dat ass, wéi gesot, eng Faille législative, déi och scho laang besteet.

An eis Proposition de loi leeft a sech dorobber eraus, fir dat elo riichtzebéien. Mir hätten eis alleguer gewënscht – an ech mengen, d'Madamm Ministesch och –, datt een dat och hätt kënne maachen am Kader vum Jugendschutz- a Jugendstrofgesetz. Leider Gottes wäert et net méi méiglech sinn, dës zwee Projeten nach an dëser Mandatsperiod ze stëmmen. An duerfir, mengen ech, ass et awer wichteg, datt elo dës Proposition de loi gestëmmt gëtt, well domadder gëtt dann dës Faille législative zougemaach.

Ech wéilt och nach preziséieren, datt soss absolument näischt hei ännert, wat och d'Rechter vun de Jugendriichter betrëfft, déi nach wie vor natierlech hei zesumme mam Untersuchungsriichter decidéieren, wat da mat esou engem Jonke geschitt, dee groussjäreg gëtt a wou effektiv eng Instructioun leeft.

Ech si ganz frou, datt d'Regierung och direkt op eis Proposition de loi e positiven Avis gemaach huet. Mir hätten eis alleguer gewënscht – an ech mengen, do schwätzen ech och am Numm vun der Madamm Justizministesch –, datt et net zwee Joer gedauert hätt, ier de Staatsrot säin Avis ofginn hätt. Well nëmme fir Iech ze soen: De 15. Juli 2021! Also elo zwee Joer duerno stëmme mir hei of iwwer eng Proposition de loi, wat a sech just een eenzege klengen Artikel ass. Do sinn also bal zwee Joer gebraucht ginn, fir en eenzelnen Artikel ze aviséieren an engem Beräich, deen trotzdeem wichteg ass.

Mee mir sinn trotzdeem frou, datt et awer elo nach zum Vott vun där Proposition de loi kënnt. An ech kann Iech och domadder direkt den Accord vun der CSV-Fraktioun brëngen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Si ass nach net do. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

Discussion générale

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech wéilt hei dem Rapporter, dem Här Mosar, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Virop wéilt ech och soen, dass ech hei den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun. Wéi e richteg gesot huet, si mer hei am Kontext vun enger Faille, an där mer nobesseren. Mir wären alleguerten, mengen ech, och frou, wa mer dee ganze Package vun der Reform vun dem Jugendschutz, dem ONE an dem Droit pénal des mineurs hei kéinten och an dësem Haus evakuéieren. Ech mengen, dass dat sécherlech an där nächster Zukunft méiglech ass. Mee ech mengen, en attendant probéiere mer, hei och Remedur ze schafen. An dat maache mer, andeems mer och d'Gesetz vun haut de Mëtten hei stëmmen.

Dofir nach eng Kéier den Accord vun der LSAP-Fraktioun a merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President, an entschëllegt, dass ech kuerz net heibanne war. Mir ënnerstëtzen als Demokratesch Partei déi Proposition de loi, déi vun der CSV-Fraktioun hei abruecht ginn ass. Et geet drëms, eng Lacune am Gesetz ze behiewen, wou mer duerchaus de Sënn dra gesinn, fir effektiv där heiter Gesetzespropositioun zouzestëmmen.

Wat eis awer wichteg ass, dat ass, dass mer och weider un där globaler Reform souwuel vum Jugendschutz wéi vum Jugendstrofrecht schaffen, well mer aktuell an der Legislatioun awer nach d'Situatioun hunn, dass deelweis e Jugendleche méi strenge Prozeduren ausgesat ass wéi en Erwuessenen. Dat ass a mengen Aen aktuell och net onbedéngt konform mat eisen Obligatiounen, déi mer hunn, wat d'Kannerrechtskonventioun ugeet, soudass mir ganz favorabel si par rapport zu deene Projet-de-loien, déi elo vun der aktueller Regierung deposéiert goufen, an dass mir op alle Fall eng Volontéit hunn, fir déi Projeten och an enger nächster Legislatur esou schnell wéi méiglech weiderzedreiwen.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An dann ass et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleege Laurent Mosar a Gilles Roth, merci fir d'Initiativ, déi Der geholl hutt. Mir sinn net weiderkomm an där anerer grousser Gesetzgeebung, duerfir stoppe mer dat Lach, déi Faille hei an eiser Gesetzgeebung. An ech soe Merci als President vun der Kommissioun a ginn och den Accord vun der gréngер Fraktioun, fir dass mer dee Vide juridique do kënnen aus dem Wee schafen. Merci dofir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci och vun eiser Säit aus. E grousse Merci un déi Häre Mosar a Roth. Ech mengen, et ass eng Initiativ, déi mer kënnen absolutt ënnerstëtzen aus deene Grënn, déi och d'Virriedner scho genannt hunn. Als Oppositiounspolitiker freet ee sech natierlech besonnesch ëmmer, wann eng Proposition de loi aus de Reie vun der Oppositioun och de Wee bis heihinner fënnt an esou eng breet Ënnerstëtzung fënnt. An deem Sënn gi mir och gär eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Laurent Mosar an dem Gilles Roth fir dës gutt Proposition de loi. Et war eng Diskussioun an der Kommissioun deemools, déi opkomm war, an dorobber koum déi Initiativ zustanen, déi da jo och haut wäert eng Majoritéit kréien, soudass mer deen eenzelne Punkt elo kënnen, ier déi grouss Reform kënnt, scho verbesseren an do dann dee Problem e bësse geléist hunn.

Dofir wäerte mir och haut dëst matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, fir d'éischt emol e Merci der CSV-Fraktioun fir déi Propositioun. Effektiv, am Kader vun deem trageschen Incident, deen zu Bouneweg stattfonnt huet, ass dat doten erëm opkomm. Et war net déi éischte Kéier, dass déi Diskussioun gefouert gouf, déi inhärent vum Text vun 1992 war an déi sollt gereegelt ginn iwwer eng generell Reform vun dem Droit pénal des mineurs.

An Dir hutt zu Recht gesot, Här Mosar, dass d'Regierung dat heite positiv aviséiert huet, dass mer Iech ënnerstëtzt hunn an där doter Demarche. Et ass d'ailleurs net déi éischte Kéier, wëll ech och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass mer eng Proposition de loi am Justizberäich vun der CSV positiv aviséiert hunn.

Awer elo vläicht nach eng Kéier kuerz zum Fong, well dat der awer och vill interesséiert: Also mir si schonn extreem vill weiderkomm an deem Dossier iwwert den Droit pénal des mineurs, mat enger getrennter Gesetzgeebung iwwert de Jugendschutz. Mir kruten déi lescht Woch och den drëtten Avis zu dësen Texter vum Staatsrot erëm. Dat ass jo e Package: Et ass den Droit pénal, et ass de Jugendschutz, mee et sinn awer och déi Jugendlech, déi Affer oder Zeie vun enger Strofdot gi sinn. Et gëtt aktiv weider heirunner geschafft.

An ech sinn awer frou ze héieren, dass hei eng breet Majoritéit vun den Deputéierten der Meenung ze si schéngt, dass et gutt ass, wa mer déi Texter zäitno och gestëmmt kréien. Duerfir maache mir alles am Justizministère, awer och am Educatiounsministère, fir dass Amendementen hei ausgeschafft ginn.

Dir wësst, et geet net just ëm déi prinzipiell Froe bei eis intern: d'Organisatioun, wéi d'Madamm Hartmann gesot huet, dass am Fong manner Rechter do si fir d'Mineuren an de Strofprozesser wéi fir déi Erwuessen. Et geet awer och drëm, dass mer eis konformëieren zu internationale Recommandatiounen, mee och zu enger europäescher Direktiv. Dat heescht, et muss souwisou hei gehandelt ginn, a mir iwwerhuelen do weider eis Verantwortung.

Et sinn nach Diskussiounen elo och mat den Acteuren iwwert déi nächst Wochen. Et sinn e bëssen Diskrepanzen tëschent op där enger Säit dem Avis vun dem Staatsrot an op där anerer Säit den Avise vun den Autorités judiciaires a mir probéieren elo, vu dass de Prinzipp net a Fro gestallt ass, dat beieneenzekréien an do déi gutt, déi richteg Amendementer ze preparéieren, fir dass déi am Hierscht awer och erëm kënne weider op den Instanzewee goen.

Merci Iech jiddefalls fir déi Initiativ an och fir d'Zoustëmmung heizou, well hei gëtt effektiv en attendant eng Lacune an dem Jugendschutztext, wéi mer en haut kennen, gestoppt, déi mécht, dass, wann e Mineur en cours de procédure 18 Joer kritt, dass en dann effektiv e bëssen an e Vide fält. An duerfir ass et gutt, dass mer dat heiten hunn. Ech muss awer och nach soen: Et ass net esou, dass, wann dat geschitt, wéi dat eeben an deem Fall vu Bouneweg war, dee Jonke sech da komplett am rechtsfräie Raum géif beweegen oder dass och net e Suivi da géif assuréiert ginn. Dat ass scho wuel gemaach ginn och vun de Geriichtsinstanzen, fir do deen Encadrement oprechtzeerhalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 7860. Den Text steet am Document parlementaire 7860[3].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7860 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7863B – Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

3° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État en vue de la suppression du rang de conseiller honoraire

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7863B, deen d'Funktioun vum Conseiller honoraire bei der Cour d'appel sträicht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: e weidert Gesetz am Kader vun der Reform vum Justizwiesen. Et geet ënner anerem ëm d'Funktioun vum Conseiller honoraire bei der Cour d'appel, eng Funktioun, déi mer mat dësem Gesetz ofschafen. Dir wäert verstoen, wat sech do derhannert deet an datt mer net just eppes ofschafen. Et geet drëm, fir eppes an d'Rei ze setzen.

De Projet 7863B ass den zweeten Deel aus dem 7863. Den 7863A, dat war de Gesetzesprojet iwwert d'Référendaires de justice, e Gesetz, wat mer den 23. Dezember zejoert gestëmmt hunn un engem Dag, wou mer ech weess net wivill Justizgesetzprojete gestëmmt hunn.

Den 7863B gouf de 24. Mee dëst Joer an der Justizkommissioun beschwat a mir hunn, well et noutwendeg war, parlamentaresch Amendementer dunn ugeholl. De Staatsrot huet säin Avis dësen 13. Juni ginn a mir hunn eis deen den 21. Juni ugekuckt a festgestallt, dass alles an der Rei wär. Notamment begréisst de Staatsrot, dass et elo eng eenzeg Ranglëscht an der Magistratur gëtt, wou déi ordinär an déi administrativ Juridictiounen zesummegeféiert ginn. De Rapport hu mer den 28. Juni ugeholl.

Ëm wat geet et? Mir maache Modifikatiounen am Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisation judiciaire. Wéi schonns gesot, schafe mer d'Funktioun vum Conseiller honoraire bei der Cour d'appel of. Dat selwecht maache mer bei der Cour administrative an hirem Gesetz vum 7. November 1996.

D'Reegelen iwwert de Rang an der Magistratur gi preziséiert. Mir änneren och d'Gesetz vum 7. Juni 2012 iwwert d'Attachés de justice, fir och de Rang op der Lëscht ze preziséieren. An da passe mer schlussendlech och d'Gesetz vum 25. Mäerz 2015 un, wou et ëm d'Gehälter an d'Avancementer bei de Fonctionnairë geet, fir eeben d'Ofschafe vun der Funktioun vum Conseiller honoraire ze kompenséieren engersäits an anerersäits awer och d'Attraktivitéit vun der Magistratur ze stäerken.

Den 31. Mee 2023 krute mer den Avis vun de Chefs de corps vun de Justizautoritéiten. Si soen, dass d'Reform salutaire, mee onkomplett wier. Si stellen awer virun allem fest, dass mer mat dësem Projet aus enger Sakgaass erauskommen, an déi mer duerch d'Gesetz vum 7. Mäerz 1980 erakomm sinn, wouduerch eng Rei Magistraten ongerechtfertegt benodeelegt goufen. Wat d'Moossnamen ugeet, fir d'Attraktivitéit vun der Magistratur ze stäerken, do waren d'Chef-de-corpse vun de Justizautoritéite méi retizent, méi skeptesch. A wat de Rekrutement vun erfuerenen Affekoten en fin de carrière an der Magistratur ugeet, do stelle se a Fro, ob dat wierklech e Benefiss fir d'Magistratur wier. Dat kéint jo dann zum Nodeel si fir Kandidaten aus der Magistratur selwer. Wéi gesot, dat ass den Avis – mat Schmunzele soen ech dat – vun de Chefs de corps vun de Justizautoritéiten.

Fir ee vun den Haaptenjeue vun dësem Gesetzesprojet awer ze ënnersträichen, liesen ech Iech kuerz en Extrait aus dem Commentaire des articles zum Artikel 4 vir, wou d'Avancementer gereegelt sinn, an do geet et nämlech ëm d'Quereinsteiger: „La finalité de ces mesures est non seulement de compenser la suppression du rang de conseiller honoraire, mais également et surtout de favoriser le recrutement dans la magistrature de juristes ayant acquis une solide expérience professionnelle en qualité d'avocat ou de conseiller juridique. Vu que ces juristes intégreront sur le tard la magistrature, leurs perspectives de carrière sont limitées. Sous l'empire de la nouvelle législation, le traitement ne sera plus bloqué en l'absence de poste vacant dans les grades M3 et M4."

Voilà, ech sinn heimat um Schluss vu mengem Rapport ukomm an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporter ass op déi verschidden technesch Detailer agaange vun dësem Rapport. Et geet drëm, de Beruff vun der Magistratur méi attraktiv ze gestalten.

Ech mengen, meng Partei fuerdert oft genuch, datt méi Poliziste musse rekrutéiert ginn, fir der Kriminalitéit Meeschter ze ginn. Da muss een awer natierlech och kucken, datt déi zweet Etapp hannendrun och besat gëtt, eebe fir datt déi Litigë kënnen an engem Délai raisonnable ... Ech erënneren ëmmer erëm hei am héijen Haus drun: Mir hunn den Délai raisonnable an der Verfassung stoen. Mir si schonn e puermol zu Stroossbuerg condamnéiert gi wéinst dem Netanhale vum Délai raisonnable. Mir mussen do genuch Magistraten hunn, fir eebe kënnen déi Fäll opzeschaffen.

Op ee Punkt wëll ech kuerz agoen, well dat och ëmmer erëm eng CSV-Fuerderung war. Dat ass, datt Affekote kënnen en fin de carrière agestallt ginn. Ech weess, dat ass net ëmmer einfach, wann een eng Beruffsgrupp vun der Säit eran an eng aner Beruffsgrupp hélt. Mir hunn dat och bei anere Beruffsgruppen. Mee hei kann eng zousätzlech Experienz rekrutéiert ginn an dofir begréisse mir dat ausdrécklech als CSV, datt dëse Punkt an dësem Projet de loi figuréiert. An ech sinn och iwwerzeegt, datt do eng Rei Affekoten en fin de carrière vun där Opportunitéit profitéieren, fir kënne mat hirem Wëssen deenen anere Kolleeginnen a Kolleegen an der Magistratur zur Säit ze stoen.

An ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, an deem heite Projet de loi gëtt wierklech gekuckt, fir d'Attraktivitéit vun der Magistratur méi grouss ze maachen. An ech ka mech do ..., mir sinn net ëmmer eens an op enger Linn, mee do muss ech awer soen, do sinn ech mam Léon Gloden ganz d'accord, fir ze soen: Eischtens, d'Attraktivitéit muss op alle Fall ..., et musse méi Magistraten agestallt ginn, an dann, d'Experienz vu méi eeleren, net alen, mee vu méi eeleren Affekoten, déi awer eng gewëssen Experienz hunn – ech ziele mech net méi dozou, zu deenen eeleren, ...

(Hilarité)

... mee egal! –, déi ass awer net onwichteg. An ech kann do wierklech nëmmen dem Léon Gloden Recht ginn, fir ze soen: Déi Experienz kënnt der Magistratur sécherlech zegutt a vereinfacht vill Saachen. Dofir kënne mir als DP och nëmme mat deem Projet de loi hei d'accord sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An d'Wuert ass elo fir d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. E grousse Merci och un de Rapporter fir säi gudden, detailléierten a klore Rapport, deen e gemaach huet, deen eis et jo bis elo dann erméiglecht, fir wierklech net méi am Detail op all déi Artikelen an och soss anzegoen. Och fir d'LSAP ass et natierlech wichteg,

dass d'Attraktivitéit vun der Magistratur ervirgehuewe gëtt. Duerfir och merci, dass de Rapporter eebe just deen Term vun der „Stäerkung" vun der Attraktivitéit vun der Magistratur ervirgehuewen huet, an onnëtz ze soen, dass mir mat Freed natierlech dëse Projet de loi matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An elo wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Och merci fir de Rapport. Ech wollt vläicht zwou Bemierkunge maachen. Ech mengen, mir ënnerstëtze selbstverständlech dat hei mat, well, wéi all d'Kolleegen et scho gesot hunn, geet et jo drëm, d'Magistratur méi attraktiv ze maachen.

Awer ech wéilt awer och dem Här Rapporteur soen, datt mir déi Avise vun deene verschiddene Chef-de-corpsen ouni all „Schmunzelen" zur Kenntnis geholl hunn. Well ech mengen, datt déi Objektiounen oder Reflexiounen interessant sinn. An et weist och, wéi bannen an der Magistratur eigentlech villes analyséiert gëtt. An dat si jo eigentlech déi Leit, déi d'Situatioun vun deene Corpsen am beschte kennen an am beschten evaluéieren. Also, dat heite Gesetz huet sécher Virdeeler. Et ass och néideg, datt mer méi rekrutéieren an der Magistratur. Do ass guer keen Zweifel. Mee ech mengen, mir mussen awer och dee Respekt weise géintiwwer de Chef-de-corpsen, dee se awer zegutt hunn, an och mat hiren Argumenter esou ëmgoen, wéi déi Argumenter et nun emol verdéngen.

Wat de Rekrutement vu Leit vu baussen ugeet fir Affekoten an esou weider, och do muss een oppassen. Dat gëllt elo net nëmme fir d'Magistratur, mee allgemeng fir de Staat. Jo, dat kann interessant sinn an enger Rei vu Funktiounen, mee dat huet och seng Grenzen. Dat huet och seng Grenzen, andeem datt eng Karriär jo och opgebaut gëtt, datt de Rekrutement vu baussen och ka Karriären duerjerneebréngen, och Hoffnungen, déi Leit sech zu Recht maachen.

An et muss een oppassen, wann ee bei de Staat geet – an dat soen ech awer als ADR-Politiker ganz kloer –, datt déi Konditioune vum Rekrutement och ëmmer zum Beispill d'Sproochekrittären, wéi se hei am Land gëllen, voll respektéieren. An ech schwätzen hei vun der Dräisproochegkeet an net vun enger Eesproochegkeet, zu där mer eis heiansdo hinorientéieren. Also just fir ze soen … An dat gëllt, wéi gesot, fir toutes carrières confondues, dat ass elo net nëmme fir d'Magistratur, mee mir bestinn drop, datt een, dee fir d'Lëtzebuerger Fonction publique soll schaffen, ëmmer déi dräi administrativ Sprooche vum Land op héijem Niveau beherrscht.

Dat gesot, vu datt dat heiten awer eng néideg Reform ass, droe mer se mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Merci dem Charles Margue fir dee gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir sinn averstanen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci. Merci Iech alleguerte fir dee breeden Accord zu deem extreem wichtegen Text. Och wa mer elo hei just kuerz driwwer debattéieren, et ass en Text, deen eis ganz vill beschäftegt huet am Ministère, an och zesumme mat der Fonction publique, mam Groupement des magistrats, deene mer natierlech am Detail nogelauschtert hunn, an och am Echange mat all de Chef-de-corpsen. Ech kann Iech do versécheren, dass mer am Dialog an am Respekt ee géintiwwer deem aneren am Echange sinn. Natierlech huet jiddweree seng Meenungen an herno ginn Decisioune geholl.

Hei war eng laang Fuerderung, fir dee Conseiller honoraire ofzeschafen, virun allem vusäiten och vum Groupement des magistrats. Et hat sech och e Gruppement zesummegedoe vu Magistraten, déi elo an där Situatioun eebe wären, wou se da géifen iwwerspronge ginn. A mir hunn hei missen eng Léisung fanne fir de Fridden an der Magistratur, deen extreem wichteg ass – ech mengen, eis alleguerten heibannen.

Doropshin hate mer eeben déi Negociatiounen, fir ze kucken: Wéi kënne mer dat heite léisen? Wéi kënne mer och dat kompenséieren, wat mer do ewechhuelen? A virun allem hu mer dann och nach profitéiert – an dat ass jo bei ville vun Iech ugeklongen –, fir d'Karriär och no hannen hin e bësse méi attraktiv ze maachen, wat natierlech grad bei Acteuren, déi e bësse méi spéit dann an d'Professioun erakommen … Wat u sech am Beruff vun der Magistratur wierklech nëmmen ze begréissen ass, wann ee mat vill Erfarung och kann ufänken a wann ee kann dorobber zréckgräifen, dass ee Leit huet, déi zum Beispill laang als Affekot geschafft hunn. An anere Länner ass dat och gang und gäbe. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et dat natierlech och. Mir hu jo zwou verschidde Prozeduren, fir an d'Magistratur eranzekommen. Eng dovunner ass méi op d'Ancienneté baséiert. An et geet hei virun allem eeben drëm, dass een do net dann hannen um Enn a senger Karriär blockéiert ass.

Da wollt ech awer och nach e Wuert soen zu de Rekrutementer en général. Natierlech ass et ëmmer gutt, wann ee fuerdert, dass rekrutéiert gëtt, sief et an der Police oder anzwousch anescht. Mir hunn dat gemaach. De Policeminister huet extreem vill an der Police rekrutéiert, ech hunn extreem vill Posten opgemaach an der Magistratur. Natierlech muss een dann och déi Leit fannen. Och dat ass richteg, wat elo gesot ginn ass. An et ass och richteg, dass et eng Chaîne vu Responsabilitéiten ass. Et geet net duer, op engem Enn ze rekrutéieren. Et muss een dat queesch duerch déi ganz Chaîne maachen, wa mer gär eng effikass Justiz hätten, wa mer gär en effikasse Staat hätten. Duerfir ass dat heiten ee Schratt an déi Richtung.

Et bleift awer de Fait – an dat hu mer probéiert, duerch den Text vun de Referendairen ze adresséieren –, datt et einfach e Reservoir u Juristen/Juristinnen zu Lëtzebuerg gëtt, dee limitéiert ass, aus deem mer alleguerte puiséieren a wou mer natierlech alleguerte musse kucken, dass mer dat néidegt Personal fannen. Duerfir, d'Referendairë ginn do Méiglechkeeten, fir net mussen déi Lëtzebuerger Nationalitéit ze hunn. Dat ass bei de Magistraten net de Fall. Do muss een déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, fir awer och an der Aarbecht vun der Magistratur d'Leit ze ënnerstëtzen.

Duerfir merci Iech alleguerte fir déi breet Ënnerstëtzung. Et ass awer heimadder net gedoen. Et kënnt nach e Plan pluriannuel fir d'Magistratur fir déi nächst Joren, wou mer d'Poste mussen insgesamt nach eng Kéier verstäerken. An et muss och weiderhin un der Karriär vun der Magistratur geschafft ginn, fir datt déi och attraktiv bleift fir eng Fonctioun, déi d'Onofhängegkeet vun deenen, déi se ausüben, verlaangt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7863B. Den Text steet am Document parlementaire 7863B[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7863B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 8051 – Projet de loi portant modification :

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Mir kommen elo zum Projet de loi 8051 iwwert d'Verankerung vun den Telekommunikatiounsmëttelen am Code de procédure pénale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter, den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Den nächste Projet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ass den 8051. Mir reegelen eng Rei Dispositiounen am Code de procédure pénale aus der Covidzäit aus dem Gesetz vum 20. Juni 2020, dat mer scho méi oft modifizéiert hunn.

Dëse Projet ass den 21. Juli zejoert vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert ginn. Den 1. Februar 2023 war en an der Kommissioun, wou och de Rapporter bestëmmt gouf. Den Avis vum Staatsrot krute mer den 28. Februar 2023 an d'Kommissioun huet sech de 17. Mee domat befaasst an nach e puer Amendements

parlementaires ugeholl. Dunn huet de Staatsrot ganz schnell säin Avis complémentaire ginn, den 13. Juni, a mir hunn deen den 21. Juni analyséiert. Well de Staatsrot Gréng Luucht ginn huet, konnte mer dunn de Rapport den 28. Juni stëmmen.

Mir kruten nieft den zwee Avise vum Staatsrot sechs Avise vun de Justizautoritéiten, nämlech vum Bezierksgeriicht aus der Stad a vun deem vun Dikrech, vun deenen dräi Friddensriichter vun Esch, Dikrech an aus der Stad, vun der Cour supérieure a vum Parquet général. Dës waren alleguer positiv an hunn eng Rei nëtzlech Suggestioune mat op de Wee ginn, notamment wat déi elektronesch Kommunikatioun ubelaangt, zum Beispill d'Authentifikatioun vun de Persounen, d'Plaz vun den Interpreten an d'Delaien, fir der just e puer ze nennen.

Ëm wat geet et? Mir enterinéieren eng Rei Modifikatiounen iwwert d'Reegele vun der Procédure pénale aus dem Gesetz vum 20. Juni 2020 – ech hunn et scho gesot – aus der Pandemiezäit. Et sinn dat: déi schréftlech Prozedure fir d'Notifikatiounen am Code de procédure pénale; d'Auditioun vun Zeie via Visio- oder Audiokonferenz; d'Assistenz duerch den Affekot vun enger Persoun, déi net fräi ass, via elektronesch Kommunikatioun, wouduerch d'Confidentialitéit awer ofgeséchert ass; d'Appellprozedure viru quasi allen Instanzen; de Recours virun der Chambre de l'application des peines vun der Cour d'appel; den Appell virun der Cour d'appel en matière de mandat d'arrêt européen aus dem Gesetz vum 17. Mäerz 2004.

De Gesetzesprojet féiert och eng Dispositioun am Kader vun der Flagrance an, wou en Officier oder en Agent vun der Police judiciaire eng Auditioun vun den Zeie ka maache via Audio- oder Visiokonferenz. Den Enregistrement dovunner geet mat an den Dossier an en ass dann Deel vum Beweismaterial.

De Gesetzesprojet vereinfacht d'Notifikatioun par voie écrite vun den Ordonnancë vum Untersuchungsriichter, wat Saisien a Perquisitiounen ugeet.

Eng vun den Haaptfinalitéite vum Gesetzesprojet ass schlussendlech, déi elektronesch Kommunikatioun ze erlaben, voire ze verallgemengeren, vun den Notifikatiounen am Appell a vum Greffe. Et geet virun allem ëm d'Kommunikatioun ënner Professionellen an der Justiz, awer och mat den Operateuren am Telekommunikatiounsberäich, wat Zäit an onnëtz Deplacementer spuert.

Weider Detailer iwwert dës Prozedure stinn am Gesetz an am schréftleche Rapport. Avis aux amateurs fir déi, déi méi wëlle wëssen. Ech sinn um Schluss a ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Nach eng Kéier merci dem Här Margue fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Verschidde Prozedure ginn eeben elo hei méi einfach, well mer dat iwwert déi nei Kommunikatiounsméiglechkeete kënne maachen. D'21. Joerhonnert feiert Entrée an de strofrechtleche Prozeduren – fir dat emol einfach däerfen esou salopp auszedrécken. An da si mer erëm eng Kéier beim Délai raisonnable, well duerch déi verkierzt Prozeduren doduerch, datt mer eppes kënnen iwwer Internet schécken, dauert et manner laang. An op där anerer Säit stäerke mer awer och d'Rechter vum Prevenu, well notamment den Affekot elo kann och mat sengem Client iwwer Telefon schwätzen am Kader vun enger Prozedur, wann e gehéiert gëtt – alles méi einfach.

A mir begréissen dat ausdrécklech als CSV an duerfir ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An deen nächsten ageschriwwene Riedner steet scho prett. An dat ass den honorabelen Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Derogatiounen am Code de procédure pénale aus dësem Projet de loi sinn net komplett nei, dofir wäert ech och net am Detail drop agoen. D'Mesüre sinn 2020 duerch d'Pandemie eng éischte Kéier agesat ginn, deemools aus sanitäre Grënn, fir d'Leit ze schützen a fir trotzdeem e gutt Funktionement vun eiser Justiz ze erméiglechen. Mam Auslafe vun den eenzelnen Delaie si se duerno eng sëllege Kéiere verlängert ginn.

Allgemeng hu sech déi eenzel Mesüren, wéi beispillsweis d'Unhéierung vun Zeien iwwer Telekommunikatioun oder iwwer Videokonferenz, Recourse virun der Chambre de l'application des peines vun der Cour d'appel oder och d'Assistance duerch den Affekot via Telekommunikatioun vu Leit, déi am Prisong sëtzen, iwwert déi lescht Jore bewäert. D'Mesüren hu sech bewisen, a wann een déi eenzel Avise liest – vun dem Ieweschte Geriichtshaff, de Bezierksgeriichter, dem Parquet général, dem Barreau –, hunn all d'Instanzen d'Utilitéit vun dësen Derogatiounen am Code de procédure pénale confirméiert. An all den Avise gouf et groussen Zousproch, soudatt et u sech nëmme Sënn mécht, dës Mesüren elo fest an eiser Prozedur festzehalen.

Wéi awer och virdrun, bleiwe se fakultativ. Si kënnen agesat ginn, mussen awer net. Et bleift och nach eemol ze rappeléieren, datt dës Derogatiounen d'Prinzippie vun der Proportionalitéit anhalen an och d'Rechter vum Justiciabelen zu all Ableck respektéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net oft, datt e Projet op esou vill Zousproch stéisst. Quitte datt mer elo nëmme vereenzelt Mesüren huelen, sinn dës trotzdeem richtungsweisend an e Beweis dofir, datt mer um richtege Wee sinn, datt d'e-Justice a modern Prozedure fir d'Zukunft nach solle méi gefërdert ginn an och esou séier wéi méiglech sollen applizéiert ginn.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An d'Wuert ass elo fir den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech wéilt och virop dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, de Gesetzesprojet vun haut, dee reit sech an dat an, wat mer och déi lescht Woche gemaach hunn, wéi mer an der Chamber eng Rei Gesetzer gestëmmt hunn, déi a Richtung Digitalisatioun vun der Justiz ginn. Ech mengen, nieft dem Notariat hu mer jo och en éischte vu siwe Paperless-Justice-Projeten hei gestëmmt, also e weidere Stee vun der Digitalisatioun vum Justizapparat, dee gesat gouf, a wou mer haut, mengen ech, e weidere Wee ginn effektiv an och elektronesch an digital Moyene ginn am Kader vun der Ofwécklung.

An international ass jo awer och opgefall, dass Lëtzebuerg am Beräich vun der Justiz jo vill ëmsetzt, also och de Recommandatiounen nokënnt vun der Europäescher Kommissioun, déi och an hirem alljärleche Rapport iwwert d'Rechtsstaatlechkeet ervirgehuewen huet, dass mer Efforte maachen um Niveau vun der Digitalisatioun. Si hutt dat unerkannt an hutt dat och ganz kloer, mengen ech, ervirgehuewen.

Mat dem Gesetzesprojet, dee mer haut also stëmmen, gi mer an déi Richtung, dass mer d'digital Moyene verstäerken. Dat ass am Fong och positiv fir dee ganze Justizapparat. An dofir ginn ech och heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert elo un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. An dem Här Margue nach eng Kéier merci fir all déi Méi, déi e sech haut gëtt. Wann dat esou weidergeet, da kommen aner Leit mat hire Rekorder a Gefor, wat d'Zuel vun de Rapporten ugeet.

Ech wollt vläicht soen, datt mer dat heite begréissen, datt een awer op verschiddene Punkten och muss oppasse mat der elektronescher Justiz oder digitaliséierter Justiz. Well et ass awer esou, datt zemools hei am penale Beräich awer eng grouss intime Conviction och vun de Riichter, vun deene Bedeelegte muss do sinn, ier se higinn a Stroffuerderunge stellen oder Urteeler schwätzen.

Ech wëll just vläicht d'Beispill hei nennen – mee et kéint een och anerer nennen – vun der Audition vun den Temoinen. Ech mengen, wann en Agent oder en Officier de police judiciaire en Zeien héiert an dat op engem Büro ass, dann etabléiert sech awer eng Vertrauensrelatioun, op jidde Fall eng aner Relatioun, wéi dat eventuell iwwer e Schierm ass. Mir kennen dat alleguer iwwer eis Konferenzen, datt dat eeben net esou perséinlech ass, wa mer iwwer Video mateneen eng Reuniouun hunn, wéi wa mer zesummesëtzen an engem Sall. An dat ass natierlech nach vill manner wichteg, wéi dat zum Beispill ass, wann elo en Zeien an engem Strofprozess gehéiert gëtt.

Elo steet am Text natierlech, den Agent oder den Officier de police judiciaire muss sech zum Beispill der Identitéit vum Zeie verséchere mat alle méigleche Moyenen. Dat weist jo awer och schonn, datt do eng kleng Onsécherheet ka bestoen. A wat och ass: Ass deen Zeien eleng? Gëtt et Dispositiounen, déi da soen, a wéi engem Lokal dat ass, wéi do d'Konditioune sinn? Dat ass alles eigentlech net gereegelt, soudatt sech awer och do Méiglechkeete vun enger Rechtsonsécherheet kënne presentéieren.

Also u sech ass dat hei eng ganz gutt Saach. Och déi Avisen, déi mer gesinn hunn, hu jo gewisen, datt eng Erliichterung positiv ugeholl gëtt, mee trotzdeem, mengen ech, ass et wichteg, ëmmer erëm ze insistéieren, datt virun allem am Kader vum Strofrecht – an hei si mer am Kader vum Strofrecht – eng héich Qualitéit vun deene verschiddene Rechtsakten allzäit muss garantéiert bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Hei ass eng Digitaliséierung dran. An ech hat et och schonn eng Kéier an der Kommissioun gesot, dass mer mussen oppassen, dass d'Vertraulechkeet gewaart bleift, grad wann ee mat sengem Affekot schwätzt a wann ee vläicht Saachen, déi soss keen eppes géifen ugoen, an deene vertrauleche Gespréicher seet.

An do kommen ech dann op déi Iwwerleeung, déi ech och an der Kommissioun hat: éischtens d'Vorratsdatenspeicherung, déi nach ëmmer aktiv ass, wou ganz kloer och den Affekot mat sengem Client erfaasst ass an deementspriechend och dat duerno

nozevollzéien ass – wat mir Piraten awer guer net gutt fannen a wat mer gären ofgeschaaft hätten.

Op där anerer Säit Äre Computersystem: Do gëtt et nach ëmmer Trojaner, et gëtt souguer Staatstrojaner. Ech mengen, mir haten alleguerten déi Diskussioun deemools, wéi déi Trojaner aus Israel opkomm sinn. Och dat sinn alles Saachen, wou een eigentlech awer muss vun den Affekoten hier hinne bäistoen, fir dass genau si dee Schutz hunn! Well et kann net herno sinn, dass op hire Computeren iergendwellech Softwarë sinn, déi bedenklech sinn, well et si si, déi mussen déi Confidentialitéit mat hire Clientë behalen. Dofir si mir och der Meenung, dass grad Affekoten net dierften ënner eng Vorratsdatenspeicherung falen, dass net do dierft en Tracking gemaach ginn, wéini se wat mat de Clientë geschwat hunn. An och grad an de Videosoftwaren ass et immens wichteg, dass dat ganz clean bleift.

Mir wäerten eisen Accord hei ginn, mee mir warnen awer dervir, dass am Digitalen do och Gefore bestinn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci villmools. Also fir d'éischt emol: Et gesäit een, dass een och ka positiv Saachen aus där Pandemie zéien. Dat gesi mer a ville Beräicher. Dat huet een hei och gesinn. Hei sinn Dispositiounen, déi hu sech bewäert wärend der Pandemie. Dat sinn zum groussen Deel net Ausnamendispositiounen, mee alternativ Dispositiounen. Dat heescht, dass een zum Beispill bei den Temoinen net muss dorobber zréckgräifen, mee datt ee kann dorobber zréckgräifen. Eppes, wat mer an eisem internationale Kontext jo vill hunn, dat ass, dass et ka sinn, dass ee muss mat engem schwätzen, dee sech net um Lëtzebuerger Territoire befënnt. Do ass et natierlech deemno wéi dann och einfach, fir kënnen iwwer aner Weeër mat engem ze diskutéieren.

Zu de Suergen, déi elo nach formuléiert gi sinn: Also ech weess, mir hunn déi Diskussioun ëmmer erëm, mee et ass awer wichteg, et vläicht nach eng Kéier ze preziséieren. Also, bei der Vorratsdatenspeicherung, esou wéi se haut aktuell existéiert, wou et jo e Projet de loi gëtt, dee virun enger Zäit deposéiert gouf, dee sech soll upassen un d'Jurisprudenz vun der CEDH, ass et esou, dass Daten erhuewe ginn, dass se also do sinn, mee dass se net gekuckt ginn. A si kënne just gekuckt ginn am Kader vun enger Procédure pénale, wann d'Konditiounen erfëllt sinn, fir se ze kucken. An do gëtt et Secreten, déi fir den Affekot existéieren, an déi spillen natierlech och bei der Vorratsdatenspeicherung.

Dat heescht, ëmmer erëm dee Message ze vermëttelen, wéi wann do all déi Date géife gekuckt ginn, dat ass net richteg! Et ass esou, dass mer e ganz klore prozedurale Kader och haut schonn hunn, deen iwwert dat erausgeet, wat d'Jurisprudenz vun der CEDH accordéiert, net wéinst dem Fall vun den Affekoten, mee well et generaliséiert ass. An et ass just a ganz spezifesche Fäll, wou dann de Riichter och dorobber zréckgräift.

Bei den Trojaner ass et an nach vill méi spezifesche Fäll, well do hu mer eng ganz limitéiert Oplëschtung an eisem Code de procédure pénale, wéini iwwerhaapt kann dorobber zréckgegraff ginn. An dat ass a Fäll vun Terrorismus a vu Sécherheet vum Staat, deen a Gefor ass. An dat ass d'ailleurs och eng Revendicatioun vun den Autorités judiciaires, fir kënne méi wäit do ze goen, well ëmmer erëm gesot gëtt, mir wieren net op deem selwechten Niveau wéi déi Kriminell, wat eis Outil-digitallen ugeet. Mir sinn do extreem restriktiv. Och wann ech mat mengen Homologen am Ausland schwätzen, si mer extreem streng, wat dat doten ubelaangt. Et kann een net einfach esou d'Staatstrojaner asetzen.

An och hei gëllt natierlech: De Secret vum Affekot, dat ass e ganz wichtege Secret, deen ass international protegéiert an dee gëtt net einfach esou ausgehiewelt. Dat geet net! Dat geschitt net. An engem Rechtsstaat wéi Lëtzebuerg kann een dat net ëmmer erëm behaapten. Dat geschitt net einfach esou! Dat geschitt just an deene Konditiounen, déi méiglech sinn. Wann zum Beispill och eng Affär elo géint en Affekot géif gemaach ginn, da kann natierlech ..., do spillen dann déi normal Reegele vum Affekot. Mee seng Relatioune mam Client, déi si geschützt, déi sinn och international geschützt, an dat ass och eppes, wat eis wichteg ass a wou mer ëmmer erëm ... A mir hate schonn oft déi Diskussioun an der Kommissioun, bei verschiddenen Texter. Wann en Doute war, wéi zum Beispill beim Whistleblower, dass dee Schutz a Fro gestallt wär, dann hu mer dat preziséiert, fir dass dat net sollt a Fro gestallt ginn.

Also dat hei ass wierklech eppes, wou et drëms geet, e Progrès ze hunn, deen d'Saach méi einfach mécht. D'Stéchwuert Digitaliséierung an der Justiz ass gefall. Dat ass e wichtegt Stéchwuert a mir mussen op dee Wee goen an natierlech muss ee mat séchere Weeër fueren. An natierlech muss een och Alternativen hu fir déi Leit, déi mam Digitalen net ze erreeche sinn. Mee dat stellt op alle Fall net d'Relatiounen, déi confidentiel Relatiounen tëscht den Affekoten an de Clienten a Fro.

An ech wollt och nach profitéieren, fir dem Charles Margue Merci ze soe fir dës Rapporten, déi en elo haut gemaach huet, an ech weess, et stinn der nach e sëllegen u fir déi nächst Woch. Duerfir, ech weess net, wat de Rekord hei am Haus ass, mee e wäert op alle Fall net wäit dovun ewech sinn, wa mer fäerdeg sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch. Parole après ministre fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech fänken un, den Här Goergen wäert awer och nach eppes dozou soen. Ech fokusséiere mech just op déi Fro vum Trojaner, well ech den Erklärunge vun der Madamm Ministesch elo gutt nogelauschtert hunn. An ech gleewen och, datt d'lëtzebuergesch Autoritéite keen Trojaner bei engem Affekot asetzen, wann dat net autoriséiert ass. Ech gleewen un eise Rechtsstaat.

Ech mierken awer aus änlech gelagerte Fäll aus dem Ausland, datt dat heefeg iwwert d'Bande gespillt gëtt. Mir si vläicht limitéiert mat eiser nationaler Gesetzgeebung, mee auslännesch Déngschter sinn dat net. An do stellt sech dann d'Fro: Wat geschitt, wann dann en auslänneschen Déngscht Informatioune liwwert, déi eeben aus genau esou enger Ecoute, déi ënner nationalem Recht illegal wär – ënner internationalem warscheinlech och, an awer gemaach gouf –, gewonne ginn? Do stellen ech mir d'Fro. Dat muss net an engem nationale Prozess sinn. Dat kann och an engem internationale Prozess sinn.

Mir alleguerte wëssen, datt zumindest een internationale Prozess mat lëtzebuergeschem Involvement am Moment besteet, wou och Déngschter interesséiert sinn. An do muss ech dann awer soen, datt ech mech net wonnere géif, wann och Trojaner agesat goufen, a vläicht och um Computer vun där Persoun, déi do mat hirem Affekot wëllt kommunizéieren, an deementspriechend keng Garantië gi sinn. Well mir kënnen dat net garantéieren! Soubal et en Trojaner gëtt, kënne mir net garantéieren, datt dat richteg ofleeft. Soubal een eng Schwaachstell ausnotzt, kann een net garantéieren, datt dat richteg gemaach gëtt, ausser natierlech eis rechtsstaatlech Prinzippien, déi dann zu Lëtzebuerg gëllen.

Mee leider ass d'Welt e bësse méi grouss wéi Lëtzebuerg. An ech wëll dat just ëmmer erëm ze bedenke ginn: Allkéiers wa mer iwwert d'Notzung vun esou Beweismaterial schwätzen oder iwwer digital Outile schwätzen, musse mer eis bewosst sinn, datt et keng honnertprozenteg Sécherheet gëtt an datt dat Eenzegt, wat mer als Sécherheet hunn, d'Vertrauen ass. A mäi Vertrauen an de Lëtzebuerger Rechtsstaat ass grouss, awer net onbedéngt an dee vun all anerem Land op dëser Welt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Goergen freet nach d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kommen nach op d'Inland zréck, an zwar op déi Vorratsdatenspeicherung. Dir hutt jo elo bestätegt, dass déi Daten erhuewe ginn. Mee eise Problem ass jo: Do hätte missen d'Affekoten ausgeholl ginn. Well Dir hutt jo elo gesot ... Et si privat Firmen en plus, déi déi Daten erhiewen, et sinn déi privat Firmen, déi dat alleguerten hunn. Dir kënnt jo guer net sécherstellen, dass net do iergendee Leak oder iergendeppes iergendeng Kéier geschitt! Dat kënnt Der net, well et ass privat, et gëtt net staatlech erhuewen. An dat ass eise Kritickpunkt. Dann hätt ee kënnen higoen a soen: „Hei, déi vertraulech Gespréicher, wéi déi, déi hei am Text stinn, déi ginn ausgeholl, déi gi vun dëser Vorratsdatenspeicherung net erfaasst."

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Also, e puer Saachen ...

(Interruption)

Jo, hei, Pim, pardon ...

M. Fernand Etgen, Président | Fir d'éischt nach den Här Knaff.

M. Pim Knaff (DP) | Jo, merci. Nee, ech wollt just soen: Ech mengen, esou wéi et ausgesäit, wäerte mer deen Text jo awer stëmmen, ...

(Hilarité)

... soudatt mer awer e wäite Schrëtt an der Digitalisatioun vun der Justiz virukommen. Ech géif just wëlle mat op de Wee ginn, datt mer sollen drun denken, och déi néideg Budgeten dann anzesetzen, fir ëmmer performant Material ze hunn, well et ass net esou ganz einfach, zum Beispill eng Videokonferenz mam Prisong ze maachen, wann een déi aus der Etüd féiert. Vergiesst net, datt mer ëmmer performant Material brauchen, wa mer gären op deem dote Wee weiderginn!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Knaff. An elo ass et dann un der Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ok, ech weess elo net méi, iwwer wat mer elo hei diskutéieren.

(Hilarité)

Une voix | Iwwert d'digital Justiz.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Iwwert d'digital Justiz, genau! Ech sinn absolutt d'accord, dass mer natierlech och musse parallell an d'Infrastruktur ... Dat hu mer och gemierkt bei Covid, wéi hu misse séier Kameraen a sécher Leitungen an de

Prisong verbonne ginn. Dat ass alles richteg, do spillt ëmmer e ganzen Déngen hannendrun. Dat ass ganz richteg, Här Knaff.

Zur Vorratsdatenspeicherung: Et ginn iwwerhaapt keng Verbindungen enregistréiert tëschent Affekoten an anere Leit! Et gi just d'Nummeren enregistréiert. Et geet guer net ëm de Contenu. Et geet zero ëm de Contenu. De Contenu gëtt net gespeichert! Dat ass wierklech extreem, extreem, extreem wichteg. An ech brauch hei näischt ze confirméieren, wat allgemeng bekannt ass: Mir hunn eng generell Vorratsdatenspeicherung zu Lëtzebuerg. Mir probéieren, dat anzedämmen.

Zu den Trojaner an zu dem Hacke vu baussen an zu … Mee dat gëtt et fir alles! Dat gëtt et jo net just fir déi heite Kommunikatiounen. Dat muss all Affekot sech als Fro stellen, wéi e seng Etüd geréiert, well do ëmmer de Risiko besteet, dass ee kann an de Computer erakommen. Dat muss all Privatpersoun sech als Fro déi ganzen Zäit stellen. Dat heescht, dat ass eng Fro, déi existéiert. Natierlech existéiert déi! Mee grad vläicht vu Piraten, déi jo fir dat Digitaalt stinn, mengen ech jo net, dass dat dann herno de Punkt ass, woufir een da seet, dass een net e Schratt a Richtung Digitaliséierung mécht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Den Här Sven Clement freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, an ech verspriechen, da sinn ech och fäerdeg domadder. Ech wëll just soen: Mir ënnerstëtzen dat heite jo. D'Iddi ass gutt derhannert. „Parlament" kënnt dovunner, datt een och iwwer Problemer mat gudde Saache ka schwätzen. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer hei awer och op potenziell Problemer aginn. An ee vun deene potenzielle Problemer ass, datt de Lëtzebuerger Staat mat Steiergelder Investitiounen an d'Recherche vu Faillë bezilt, andeem en Trojaner keeft! An elo kënnt Der mer erzielen: „Jo, mee déi ginn net géint d'Affekoten hei agesat." Mee doduerjer, datt et déi gëtt, gëtt et fir jiddweree méi onsécher! An dat ass dat, op wat mir wëllen hiweisen, a mir wäerten do och net midd ginn, dat ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Tanson kritt nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et deet mer leed, ech muss awer elo dann och nach eng Kéier dozou Stellung huelen. Hei gëtt elo alles matenee vermëscht. An et ass jo – nach eng Kéier – net e Punkt vu Staatstrojaner zu Lëtzebuerg, déi hei kënne mëssbraucht ginn. Et ass awer gutt, dass den Här Clement dat och elo zweemol ënnerstrach huet, obwuel en et selwer an d'Diskussioun bruecht huet. Mir hunn e ganz strenge legale Kader zu Lëtzebuerg, wéi déi Trojaner kënnen agesat ginn! An et ass och néideg, dass se kënnen agesat ginn, wann Der an Echangë sidd mat Untersuchungsriichter, mat Polizisten, déi am internationale Kontext probéieren, der internationaler Kriminalitéit hannendrunzekommen. Dir wësst jo awer, mat wéi enge Moyenen dass do geschafft gëtt! Do leeft alles am digitale Beräich.

A wa mer kapituléieren a mir soen: „Mir iwwerloossen dat dem rechtsfräie Raum", well mer net wëllen iergendwellech Agréffer huelen, déi mer am net digitale Beräich souwisou scho laang och hunn, wou se akzeptéiert sinn, wou ofgelauschtert ka ginn, wou kënne Saache gemaach ginn, wa mer awer do soen: „Dat maache mer am digitale Beräich net, well et dat Digitaalt ass", dann hu mer e Problem an der Bekämpfung a vun der Sécherheet och hei zu Lëtzebuerg. An duerfir musse mer eis déi Moyene ginn a mir mussen eis och an Zukunft d'Fro stellen, wéi mer mat deenen dote Moyenen ëmginn an ob mer et net mussen ausweiden op méi Secteure wéi déi, déi et am Moment gëtt.

Mee zu Lëtzebuerg hu mer e ganz strenge legale Kader, deen och souguer fir d'Autorités de poursuite ze streng ass, wou se eis reegelméisseg soen, datt se frou wären, wann dat nach kéint ausgeweit ginn. A wa mer an engem Rechtsstaat sinn a mir hu kloer Reegelen, wéi dat ka benotzt ginn, a wa mer gär d'Sécherheet vun eise Bierger garantéieren a wa mer wëllen d'international Kriminalitéit bekämpfen, da musse mer och mat deenen dote Moyene schaffen. Da kann een dat net just dauernd verdäiwelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizminister. Dëse Punkt ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8051. Den Text steet am Document parlementaire 8051[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8051 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8172 – Projet de loi portant modification :

1° du Nouveau Code de procédure civile ;

2° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8172, eng Ofännerung vum Code de procédure civile. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, an dat ass nach eng Kéier den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President, nach eng Kéier. Duerno hunn ech Paus fir de Mëtteg. Ech hunn d'Charge, e weidert Gesetz am Justizwiesen ze rapportéieren. Et geet ëm d'Prozedur ënner anerem virun der Cour de cassation.

De Projet gouf den 13. Mäerz 2023 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert an de Projet huet just dräi Artikelen. Den 28. Juni war en an der Justizkommissioun an de Rapporter gouf bestëmmt. Den Avis vum Staatsrot vum 20. Juni gouf analyséiert. De 5. Juli hu mer de Rapport ugeholl. Mir kruten och en Avis vun der Chambre de Commerce, déi de Projet begréisst, gradewéi de Parquet général an d'Cour supérieure et an hiren Avise gemaach hunn.

Ëm wat geet et? Mir perenniséiere mat dësem Gesetzesprojet am Neie Code de procédure pénale verschidden temporaire Dispositiounen aus der Covidzäit, wat verschidde Procédures écrites ugeet. Nach eng Kéier, wéi gesot: Wärend der Pandemie hate mer Prozeduren ageféiert, fir dass net méi ze vill Leit an de Geriichter a klenge Raim zesumme wieren. D'Prozedure konnte schréftlech op Pabeier oder elektronesch gemaach ginn amplaz vun engem mëndleche Plädoyer am Geriichtssall. Physesch Presenz war also net méi an alle Fäll néideg.

Déi fundamental Reegel bleift awer weider déi, dass, wann eng vun de Parteie freet, dass d'Plaidoirië mëndlech an ëffentlech virgedroe solle ginn, dat dann och weider esou ass.

D'Magistraten an d'Affekoten hu sech schnell un déi nei Prozedur gewinnt, déi awer de 15. Juli 2021 op en Enn gaangen ass. D'Justizkreesser hunn du gefrot, fir déi Moossnamen definitiv an de Code de procédure pénale (veuillez lire: Code de procédure civile) opzehuelen, wat mer dann haut maachen. En anere Virdeel ass nämlech och, dass méi Affären an enger Audienz traitéiert kënne ginn.

Déi Dispositioun iwwerdroe mer dann och an dat modifizéiert Gesetz vum 18. Februar 1885 iwwert de Pourvoi an d'Prozedur vun der Cassatioun.

Wéi de President et gesot huet, kënne mer direkt zum Vott goen, mir hunn nämlech de Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue Merci a ginn der Regierung d'Wuert.

(Mme Sam Tanson signale ne pas vouloir intervenir.)

Mir kënnen dann och direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8172 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8172[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8172 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann,

MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7255 – Projet de loi sur les forêts et portant :

1° modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2° abrogation de :

a) l'Édit, Ordonnance et Règlement du 14 septembre 1617 des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des Bois ;

b) l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ;

c) l'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ;

d) l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ;

e) l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ;

f) le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ;

g) l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ;

h) l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ;

i) le décret des 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ;

j) le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages et la police rurale ;

k) l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;

l) l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843, N° 1529, concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ;

m) la loi forestière modifiée du 14 novembre 1849 ;

n) la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ;

o) la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'Administration des eaux et forêts ;

p) la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ;

q) la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ;

r) la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts classés C.E.E.

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7255 iwwert d'Aféiere vun engem legale Kader fir d'Bëscher. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gusty Graas, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Häre, Madamm Ministesch, een Drëttel vum Territoire vum Lëtzebuerger Land ass Bësch an domat immens wichteg fir onst Liewen, sief et fir beim Spadséieren oder Vëlofueren ofzeschalten, als wichtege Liewensraum fir Déieren a Planzen an d'Biodiversitéit, als CO_2-Späicher fir géint d'Klimakris, fir de Buedem an d'Waasser ze schützen an natierlech och fir Holz ze liwwere fir ze bauen.

Mee grad beim Theema Bësch si mir och beim Generatiounevertrag: Wat mir haut am Bësch maachen, dovunner hu virun allem ons Kanner a Kandskanner eppes.

D'Iddi vun der Nohaltegkeet kënnt jo och aus der Forstwirtschaft, virop vum Hans Carl von Carlowitz, aus dem 17. Joerhonnert. An där Zäit war Holz ee vun de wichtegste Rostoffer, dee souwuel fir d'Bauen, Hëtzen, Kache wéi och fir Produktiounsprozesser benotzt ginn ass. An där Zäit waren d'Bëscher an Europa iwwernotzt an zu wäiten Deeler ofgeholzt. De Carl von Carlowitz huet deemools schonn erkannt, dass d'iwwermoosseg Rodung vu Bëscher d'Existenzgrondlag vu ganze Regiounen a Gefor bruecht huet.

Viru méi wéi 300 Joer also huet hien derfir plädéiert, dass déi Räich d'Verméigen net a grouss Haiser a Palaise sollten investéieren, mee a Beem, well hir Nokommen dovunner vill méi hätten. Hien huet sech fir eng nohalteg Forstwirtschaft ausgeschwat, duerch déi een de Bësch als Ressource och fir déi nächst Generatioune kéint erhalen. A genau dee Prinzipp, de Prinzipp vun enger nohalteger Gestioun vum Bësch als e Vertrag tëscht de Generatiounen, hale mir haut och fir Lëtzebuerg mam neie Bëschgesetz fest.

Mam Gesetzesprojet 7255 kréie mir een eenzegt Gesetz fir déi 90.000 ha Territoire Bësch. Mir abrogéiere ganzer 18 Gesetzer, déi zum Deel op d'17. Joerhonnert zréckginn, a ginn ons e generellen, robusten a kohärente Kader fir alleguerten ons Bëscher.

Et geet drëms, all déi verschidde Funktioune vum Bësch – sozial, ökologesch, ökonomesch – ënner een Hutt ze kréien, egal ob et sech ëm e privaten oder ëm en ëffentleche Bësch handelt, och wann d'Gestiounsoplagen am ëffentleche Bësch méi wäit ginn. Och den Accès an d'Bëscher gëtt kloer gereegelt a villes administrativ vereinfacht.

Här President, Dir Dammen an Häre, virdeem ech op den Detail vum Gesetz aginn, erlaabt mer, Iech e puer Eckpunkte vun onsem Bësch ze ginn. Ons Bëscher si gréisstendeels an engem naturnoen Zoustand. Zwee Drëttel si Lafbëscher an een Drëttel ass Nolebësch, woubäi d'Buchen, d'Eechen an d'Fichten dominéieren. Zwee Drëttel vun onse Bëscher sinn national respektiv europäesch geschützt. 52 % vun onse Bëscher sinn an den Hänn vu 14.000 Privatproprietären, déi an der Moyenne 3,5 ha besëtzen, 34 % sinn a Gemengenhand an 13 % a Staatshand.

Den Zoustand vum Bësch degradéiert sech iwwerdeems op d'mannst zënter dem éischten Inventaire viru knapp 40 Joer, dat wéinst der Verschmotzung vun der Loft a wéinst der Äerderwäermung. 62 % vum Bësch sinn däitlech beschiedegt, 23 % liicht a just 15 % net. Duerch d'Dréchenten duerch d'Klimakris acceleréiert sech de schlechten Zoustand vun onse Bëscher, awer den Drock kënnt och duerch d'Urbanisëierung, d'Aktivitéitszonen, d'Stroossen a Kommunikatiounsprojeten.

Dobäi sinn ons Bëscher, wéi gesot, esou wichteg fir ons all: ökologesch als groussen CO_2-Späicher, wat wichteg géint d'Klimakris ass, als Loftfilter, fir de Schutz vun onse Biedem, als Quell fir onst Grondwaasser, als Preventioun virun der Erosioun, wéinst hirem sozialen a kulturelle Rôle, fir ofzeschalten, spadséieren ze goen a Sport ze maachen. 85 % vun de Bëscher sinn op 1,5 km vun de Wunngebidder ewech a 26 % vun de Bëscher hunn och e Wee, deen derduerchgeet. Bis ewell war d'Recht, fir an de Bësch ze goen, awer net kloer gereegelt, wat och zu Problemer gefouert huet, wat déi zivill Responsabilitéit ugeet.

An op wirtschaftlechem Plang ass de Bësch mat dem Holz jo eng Source fir Baumaterialien oder erneierbar Energien. Zu Lëtzebuerg schaffen an deem Secteur 1.300 Entreprisen, déi 20.000 Leit beschäftegen. Mir hunn och 2016 de Luxembourg Wood Cluster geschaf als Plattform, fir déi ganz Filière vum Holz ze promouvéieren. An ech denken heibäi natierlech och un de Camille Gira, dee sech staark fir dëse Projet engagéiert huet.

Här President, Dir Dammen an Häre, komme mer dann zu den Neierunge respektiv de Changementer, déi duerch dat neit Bëschgesetz kommen. Duerch déi nei Legislatioun gëtt d'Konzept vun der nohalteger Bëschgestioun an d'Gesetz geschriwwen, fir dass de Bësch also den ökologeschen, ökonomeschen a soziale Funktiounen gradewéi och den zukünftegen Erausfuerderunge gerecht gëtt.

De Bësch kritt elo eng Definitioun, nämlech en Terrain vun op d'mannst 25 Ar, deen aus enger komposéierter Planzeformatioun mat Kroune besteet vun op d'mannst 20 % Bamaarten, déi ausgewuess op d'mannst fënnef Meter hunn. Da gëtt d'Konzept vun der nohalteger, vun der naturnoer Forstwirtschaft definéiert als Techniken, déi e Maximum op déi natierlech Prozesser vum Ökosystem setzen. Notamment déi ëffentlech Bëscher ginn no deem Prinzipp geréiert.

Da ginn d'Rechter an d'Responsabilitéite vun de Foussgänger, de Cyclisten an de Chauffeure vu Gefierer am Bësch gekläert. Fir déi sozial Funktioun vum Bësch ze garantéieren, gëtt d'Gesetz den Droit d'accès an déi ëffentlech wéi och an d'privat Bëscher op de Bëschweeër. Heibäi handelt et sech net ëm eng Klengegkeet, mee ëm e richtege Paradigmewiessel. An dat sinn net meng Wierder, mee dat sinn d'Wierder vum Staatsrot am éischten Avis zu dësem Gesetz.

Bis ewell hat eng Persoun formell gesinn net d'Recht, fir an de Bësch ze goen, ouni d'Autorisatioun vum Proprietär, fir dohin ze goen. Rechtlech gesi gëtt et nämlech keen Ënnerscheed tëscht engem Gaart hannert dem Haus an engem Bësch, deen engem gehéiert. Natierlech sinn d'Leit schonn ëmmer an de Bësch gaangen, fir spadséieren ze goen an esou weider. Den Accès vum Drëtten op de Privatterrain am Bësch gouf also duerchaus toleréiert. Vläicht wësse ganz vill Leit emol iwwerhaapt net, dass si op Privatterrain ënnerwee sinn, wa si selwer net grad Bëschbesëtzerin oder Bëschbesëtzer sinn. De sprangende Punkt ass awer: Den Accès an de Bësch war bis elo kee Recht an e Proprietär hätt wéinst sengem Droit de propriété dem Public den Accès a säi Bësch kënne refuséieren.

Mat dësem Gesetz gi mir dem Public also dat Recht op Accès an de Bësch a grenzen d'Proprietéitsrecht op deem Punkt an. Mir ginn de Biergerinnen a Bierger d'Recht, fir an e private Bësch, op de Weeër a Paden ze goen, a mir schreiwen esou déi sozial Funktioun vum Bësch am Gesetz fest.

Op där anerer Säit muss de Public, deen den Accès an de Bësch garantéiert kritt, och den inhärente Risk vun engem Accident am Bësch a Kaf huelen. Bis elo huet den normale Code civil fir déi privat Proprietäre gespillt. Elo gëtt e spezielle Regimm geschaf, wou de Visiteur d'Responsabilitéit vum private Proprietär just engagéiere kann, wann deem säi Feeler och wierklech noweisbar ass.

Nieft dem Droit d'accès gi mir de Leit mat dësem Gesetz awer och zousätzlech nach d'Recht, fir kleng Quantitéiten u Produiten aus dem Bësch fir eege Besoinen erauszehuelen. Ech schwätzen hei vu Friichten, Geseems, Champignonen an esou weider. Natierlech gëllt dat net fir Aarten, déi geschützt sinn! Och hei gräife mir erëm an d'Proprietéitsrecht an. Mir ginn de Biergerinnen a Bierger d'Recht op d'Recolte, eppes, wat bis haut just toleréiert war.

De Gesetzesprojet hält dann och fest, dass d'Zirkulatioun vu Gefierer am Bësch generell net erlaabt ass, ausser et handelt sech ëm eng Voie publique. Hei gëtt et natierlech eng Ausnam fir d'Besëtzerinnen an d'Besëtzer selwer respektiv d'Leit, déi vun hinnen autoriséiert goufen. Si dierfen op de Weeër zirkuléieren, dat fir spezifesch Zwecker wéi forst- a landwirtschaftlech Grënn respektiv den Naturschutz, d'Juegd oder d'Imkerei, oder och, wann eng Naturschutzautorisatioun an deem Sënn erdeelt gouf.

En aktuellt Theema am Summer elo: Fir de Bësch besser géint Bränn ze schützen, reegelt d'Gesetz, dass de Public kee Feier am Bësch däerf maachen, ausser op deene Plazen, déi speziell duerfir amenagéiert sinn.

D'Gesetz setzt och eng Partie Prinzippien a Reegele fest, wat d'Gestioun vun de Bëscher ugeet. Grad a puncto Privatbëscher ass hei e grousst Changement, well et an deem Beräich bis elo keen uniformt Reegelwierk gouf.

D'Gestioun vum Bësch muss also no der nohalteger Forstwirtschaft gemaach ginn. Duerfir muss all Coupe vun iwwer 40 m³ gemellt ginn, och mat der Informatioun, wat stoe bleift, fir dass déi natierlech Erneierung och garantéiert ass. Méi héich Couppe si just ënner gewëssene Bedingungen, zum Beispill aus sanitäre Grënn, autorisabel. Heimadder grenze mir d'Praxis vum groussflächege Kalschlag an, eng Praxis, déi immens schlecht Auswierkungen op d'Resilienz vun eise Bëscher huet, well een domat d'Klima bannen am Bësch zerstéiert, mee och de Buedem verschlechtert an domadder d'Grondwaasser.

Fir de Bestand vum Bësch an der Biodiversitéit ze garantéieren, sinn am Gesetz och Reegele fir d'Regeneratioun virgesinn. Sou muss no enger Coupe spéitstens dräi Joer nom Hae mat der Beplanzung ugefaange ginn, wann d'Regeneratioun sech nach net natierlech installéiert huet. Bei der Beplanzung mussen op d'mannst d'Hallschent vun den Aarten dem Katalog aus dem Règlement grand-ducal entspriechen, dee festleet, wat fir eng Zorten och fir de Standuert an d'Klima ugepasst sinn. D'Upassung ass besonnesch wichteg an Zäite vun der Klimakris. Genmanipuléiert Aarte sinn iwwregens verbueden, gradewéi en Nolebësch op enger Plaz unzeplanzen, wou ëmmer e Lafbësch war, et sief, et hätt een eng Autorisatioun vum Minister.

Drainage, Pestiziden an d'Düngung gradewéi d'Erausheule vun ze vill Biomass oder engem ganze Bam sinn net erlaabt gradewéi och d'Beweedung an d'Rodung mat lafendem Feier.

Da verankere mer mam neie Bëschgesetz och den nationale Bëschinventaire, wou alleguerten déi relevant Informatioune fir de Staat, fir eng nohalteg Bëschgestioun ze garantéieren, dra sinn, zum Beispill Informatiounen iwwert de Bestand, d'Gesondheet, d'Biodiversitéit an de Bëscher.

Mir ginn ons awer och eng Base légale, fir dass de Staat Subventioune fir eng nohalteg Bëschgestioun, Recherche oder nach Aiden no enger Naturkatastroph ka ginn.

Schliisslech gëtt e Conseil supérieur vun de Bëscher geschaf. Hie beréit d'Regierung, andeems e Propositioune fir den zoustännege Minister ausschafft, op deem seng Demande hin oder op eegen Initiativ. De Conseil supérieur vun de Bëscher soll eng participativ Plattform sinn, fir all déi Concernéiert anzebannen. Am Conseil supérieur vun de Bëscher si Vertrieder a Vertriederinne vum Ministère, deen de Bësch a senge Kompetenzen huet, der Verwaltung, déi sech ëm d'Bëscher këmmert, der Waasserverwaltung, de privaten an den ëffentleche Bëschbesëtzer, den Ëmweltorganisatiounen, den Associatiounen, déi sech ëm d'sozial a rekreativ Funktioune vum Bësch këmmeren, Vertrieder aus der Filière vum Holz, der Fuerschung, der Formation professionnelle gradewéi och vun de Jeeër.

Wéi och scho gesot, gëtt et am Bëschgesetz speziell Reegelen an den ëffentleche Bëscher, déi méi wäit gi wéi an de private Bëscher. Esou mussen zum Beispill op d'mannst 5 % vun enger Proprietéit vun iwwer 100 ha sech komplett selwer iwwerloosse ginn, Biotopbeem erhale bleiwen, Bëschränner mat Strukturelementer erhale bleiwe respektiv geschafe ginn, speziell Mesüren an den Natura-2000-Gebidder an och fir seele respektiv bedroten Aarten aus dem Liewensraum Bësch geholl ginn oder nach Mesüren, fir d'ökologesch Konnektivitéit ze förderen. All d'Modalitéiten an d'Dispositioune fir d'Planung an d'Gestioun vum ëffentleche Bësch ginn och an dem Text definéiert.

Schliisslech féiert d'Bëschgesetz Avertissements taxés a Sanktiounen an an hieft d'Strofe fir Recidive respektiv Infraktiounen, déi an der Nuecht geschéien.

Här President, Dir Dammen an Häre, et ass bal fënnef an en halleft Joer hier, dass déi deemoleg Ëmweltministesch Carole Dieschbourg de Gesetzesprojet vun engem komplett neie Bëschgesetz fir Lëtzebuerg virgeluecht huet, nämlech den 28. Februar 2018. Vun dëser Plaz wëll ech hir nach eemol perséinlech Merci soe fir hiren onermiddlechen Asaz och an dësem Dossier.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Knapp dräi Joer hu mir dunn op den Avis vum Staatsrot gewaart, dee mer schliisslech den 19. Dezember 2020 kruten. Déi héich Kierperschaft constatéiert, wéi gesot, e Paradigmewiessel op enger Partie Punkten, zum Beispill, wat eenheetlech Reegele fir déi privat an déi ëffentlech Bëscher ugeet, d'Integratioun vun de verschiddene Funktiounen an och de garantéierten Accès, deen en als proportionéiert consideréiert.

De Staatsrot mécht eng Partie Opposition-formellë wéinst juristeschen Onsécherheeten, notamment um Niveau vun den Definitiounen, a werft och Inkohärenze mat anere Gesetzer op, notamment dem Naturschutzgesetz. Bei de Sanktiounen hätt de Staatsrot gär méi Prezisiounen an e stéiert sech un enger Partie reglementaresche Pouvoire fir de Minister oder d'Agente vun der Verwaltung. Schlussendlech opposéiert de Staatsrot sech nach wéinst verschiddenen Dispositiounen, déi Matière réservée à la loi wären an dofir missten an d'Gesetz stoe kommen oder fale gelooss ginn.

Am Mee 2021 dunn hu mir a véier Sitzungen intensiv um Gesetz geschafft. No der Presentatioun vum Text si mer duerch déi séllegen Avise gaangen an hunn och eng éischt Serie vu parlamentareschen Amendementer ugeholl. Ee Joer drop, den 31. Mee, krute mer dunn den Avis complémentaire vum Staatsrot. Am Virfeld dovun hat d'Kommissioun iwwregens eng Entrevue mam Staatsrot op hir Demande hin. An dësem zweeten Avis zum Bëschgesetz huet déi héich Kierperschaft eng Partie formell Oppositioune fale gelooss. Si freet awer nach eng Partie Prezisioune respektiv huet op Problemer mat Bezuch op d'Hiérarchie des normes higewisen.

Am September 2022 hu mir dunn an zwou weidere Sitzungen den Avis gradewéi och der CSV hir Amendementer analyséiert a weider parlamentaresch Amendementer adoptéiert, déi mer de 16. Mäerz nach eemol ugepasst hunn, nodeems de Staatsrot drop higewisen huet, dass den Texte coordonné an d'Amendementer net ganz iwwerteneegestëmmt hunn.

Am zweete complementairen Avis vu Mëtt Mee ass just nach eng Opposition formelle iwwregbliwwen, wou mir d'Textpropos dunn iwwerholl hunn. Et ass hei drëms gaangen, dass d'ANF responsabel ass fir d'Vente vum Holz aus den ëffentleche Bëscher, dat am Accord vun dem Proprietär. Nodeems de Staatsrot a sengem drëtten complementairen Avis Mëtt Juni Gréng Luucht ginn huet, konnt mäi schréftleche Rapport de Méindeg ugeholl ginn.

Gradewéi ech virdrun net alleguerten d'Dispositiounen aus dem laange Gesetz mat am Ganzen 38 Artikele konnt virdroen, sou kann ech elo och net hei all d'Avise mëndlech presentéieren a verweisen dofir op mäi schréftleche Rapport.

Nieft den offizielle parlamentareschen Avisen, déi alleguerte begréissen, dass mer elo en eenheetlecht Bëschgesetz kréien, gouf et iwwregens nach eng ganz Partie aner Stellungnamen zu dësem Gesetz, notamment vun de Privatbëschbesëtzer, der Chambre d'Agriculture an der Fédération luxembourgeoise des sports équestres, fir just déi ze nennen. D'Handelskummer, den OAI an d'Staatsbeamtekummer weisen an hiren Avisen op de Stellewäert vun der Bëschwirtschaft hin. An de Syvicol huet an dëser Matière méi Pouvoire fir d'Gemenge gefrot.

Ech wëll dann nach ënnersträichen, dass mir zäitgläich mat der Analys vun dem Avis complémentaire vum Staatsrot och d'Propose fir d'Amendementer vun der CSV duerchgaange sinn, déi mir och zum Deel zréckbehalen hunn.

Et sief och bemierkt, dass scho virum Depot vum Projet de loi breet fir dëst Gesetz consultéiert ginn ass, notamment mat engem Débat de consultation den 10. Mäerz 2016 hei an der Chamber, wéi och an der Phas duerno mat allen Acteure vum Terrain, vun de Fierschter iwwert d'Privatbëschbesëtzer bis zum Mouvement écologique, fir just déi ze nennen. An ech wëll alleguerten de Bedeelegten, déi u sech bäigedroen hunn zu dësem Gesetz, vun dëser Plaz nach eng Kéier villmools Merci soen, gradewéi generell fir hiren Asaz fir ons Bëscher.

Här President, Dir Dammen an Häre, de Bësch ass e Generatiounevertrag. D'Beem, déi mir haut planzen, brauche Joerzéngten a souguer méi laang, bis si da ganz ausgewuess sinn. D'Gestioun, de Schutz an d'Bewirtschaftung, déi mir haut an eise Bëscher maachen, déngen deemno virun allem de Generatiounen, déi no ons kommen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Haut stëmme mer an der Chamber en neit Bëschgesetz, dat eis eng modern Rumm gëtt justement fir dëse Generatiounevertrag. Heimat ersetze mer zum Deel Joerhonnerten al Bestëmmungen a stäerken ons immens Lëtzebuerger Bëscher. Mir ginn de Leit hei am Land d'Recht, an de Bësch ze goen, eppes, wat bis elo just toleréiert war, a verankeren déi sozial Funktioun vum Bësch domadder am Gesetz.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Mir ginn dem Staat an de Gemengen eng ganz besonnesch Verantwortung, wann et ëm d'Schafe vun engem aarteräichen a liewege Bësch geet. Mir suergen och dofir, dass déi kleng Beem, déi mer haut planzen, gutt un hire Standuert an un d'Klima ugepasst sinn, esoudass si staark Beem ginn, vun deenen och nach an honnert Joer ons Kanner a Kandskanner an de gesamten Ökosystem profitéiere kënnen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | An deem Sënn ginn ech och ganz gären elo schonn den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech alleguer villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter François Benoy.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President, an e grousse Merci un den Här Rapporter. Et war definitiv ausféierlech, ech brauch also op den Inhalt selwer net méi ganz vill anzegoen. Ech wëll awer mat e puer Zuelen ufänken: Wéi gesot, 36 % vun eiser Landesfläch Bësch, dat sinn 90.000 ha. An ech wëll elo just soen, dass dee Bësch hei zu Lëtzebuerg net ofgeholl huet: Ech hunn eng Zuel fonnt vun 1907, do hate mer nëmmen 83.400 ha. Dat heescht, de Bësch huet u sech éischter zougeholl zu Lëtzebuerg, wat och normal ass.

Ech wunnen an esou engem Duerf, do sinn Häng ronderëm. Fréier stoungen do Kéi oder Schof oder Geessen. Elo steet näischt esou méi do. Dat verbuscht dann no an no an dat ass u sech a verschiddenen alpine Géigende souguer e Problem.

Also, wéi gesot, bei eis huet de Bësch elo net direkt ofgeholl. Mir hunn am Éislek souguer 42 % vun der Fläch, wou Bësch ass. Do hu mer es also relativ vill. Wa mir awer heiansdo „am Bësch" sinn, dann ass dat wuertwiertlech esou an net soss iergendwéi gemengt!

64 % vun der Bëschfläch sinn och als Biotop geschützt. An da muss ee sech froen, wiem de Bësch gehéiert, well ech mengen, dat muss een awer an engem Gesetz berücksichtegen: 34 % sinn a Gemengenhand, dat ass also ganz vill, 13 % nëmme beim Staat, 1 % beim Établissement public. An dann, dee groussen Undeel vun de Bëscher gehéiert de Privatleit, dat sinn 52 %. A wann ech dann déi Bëscher kucken, déi de Privatleit gehéieren, do sinn u sech 67 % vun de Besëtztemer manner wéi dräi Hektar. Mir hunn also ganz vill Klengbëschbesëtzer an duerfir huet och d'Vereenegung vun de Privatbëschbesëtzer u sech eng extreem wichteg Aufgab, fir dës Klengbëschbesëtzer ze informéieren. An als CSV wënsche mer eis allgemeng, datt mer net esou legiferéieren, datt dee klenge Privatbëschbesëtzer u sech vu lauter Beem de Bësch net méi gesäit. An ech si mer net sécher, ob mer dat mat dësem Gesetz elo hikréien.

De Bësch erfëllt vill Funktiounen, dat huet den Här Benoy och gesot. U sech kucke mer dat ëmmer am Sënn vun der Nohaltegkeet. En huet ökologesch Funktiounen, en ass Liewensraum fir Planzen, en ass fir Déiere Liewensraum, en ass Loftfilter, e bënnt CO_2, Erosiounsschutz. En huet awer och eng ökonomesch Funktioun – Holz ass e ganz wichtege Rostoff – an eng sozial, wéi gesot, Aarbechtsplaze fir vill Mënschen, an eppes, wouvu wärend Covid, mengen ech, vill Leit profitéiert hunn: eeben en Erhuelungsraum fir vill Mënschen. A fir eis als CSV ass et extreem wichteg, fir déi nohalteg Entwécklung vum Bësch ofzesécheren, eebe mat deenen dräi Komponente vum Nohaltegkeetsdräieck am Gläichgewiicht.

An ech soen et och direkt: Den urspréngleche Projet de loi, dat war eng zimmlech Katastroph an e war och weeder vun de Privatbëschbesëtzer nach vun de Gemenge gedroe ginn! A wann ech déi zwee zesumme kucken, da gehéieren deenen awer 86 % vum Bësch, an ech mengen nach ëmmer: Bei engem Gesetz muss een awer och op déi Leit lauschteren, déi herno mussen domadder schaffen! Et konnt also net esou duerchgoen.

Mir hunn duerno eng Partie Amendementer proposéiert. De Staatsrot huet natierlech och e ganze Koup Remarke gemaach. An ech wëll awer …, den Här François Benoy huet zwar gesot, d'Amendementer wiere gekuckt ginn, mee ech soen awer, déi Aart a Weis – an ech hat mech deemools och opgereegt an ech muss mech nach ëmmer e bëssen opreegen –, déi Aart a Weis, wéi awer do vun der Majoritéit mat awer enger konstruktiver Aarbecht ëmgaange ginn ass, fannen ech net richteg!

Ech erkläre mech: De 6. Mee hu mer e Bréif gemaach mat Amendementer. Dann ass et u sech dat Normaalst vun der Welt, datt déi Amendementer op den Ordre du jour kommen, well meeschtens kréie mir jo gesot: „Dir sidd ze spéit, elo ass de Staatsrot amgaang." De Staatsrot hat een Text a mir wollten Amendementer maachen. Do ass awer näischt geschitt. Dunn hu mer den 30. Mee e Rappell gemaach. Et ass nach ëmmer näischt geschitt, bis den 19. September. An den 19. September stounge se och net um Ordre du jour, et stoung einfach „continuation des travaux" do, well den 19. September krute mer en Dokument ausgedeelt vum Ministère, wou am Prinzipp dann och eng Kolonn mat eisen Amendementer dra war, wou mer dunn erklärt kruten, wat mat eisen Amendementer géif gemaach ginn.

Ech fanne wierklech, Här President, datt dat net dee richtegen Ëmgang ass mat enger konstruktiver Aarbecht vun der Oppositioun a virun allem och a puncto Transparenz no baussen, well esou gëtt einfach d'Aarbecht vun der Oppositioun verstoppt!

Ech kommen awer erëm bei den Inhalt. Wéi gesot, ech hu gesot, et war eng zimmlech Katastroph an et ass weesentlech verbessert ginn. Dat begréisse mer jo natierlech och. An deem ale Gesetz wär et zum Beispill net méi méiglech gewiescht, datt d'Baueren, déi kleng Flächen am Bësch haten, do och hätte kënne Béischten dohinnersetzen. Dat wär eng Enteegnung gewiescht u sech. Dat ass ëmgeännert ginn.

Et war an deem ale Gesetz oder Gesetzesentworf en Opruff gemaach ginn no „grénge Sheriffen" – ech nenne se emol esou –, wou jiddwereen hätt kënnen en Opruff maachen, fir u sech e Chantier de coupe provisoresch zouzemaachen. Dat huet u sech e bëssen d'Philosophie vum Text gewisen. Mir hunn do en Amendement gemaach an dat ass och gottseidank ugeholl ginn.

Et hätt och am ursprünglechen Text u sech kee motoriséiert Gefier méi dierfen an de Bësch fueren, ausser eebe fir landwirtschaftlech, forstwirtschaftlech Aktivitéiten, fir d'Jeeër an esou weider. Do koum eng Ännerung. Bei där Ännerung hunn ech och nach e puer Froen. Ech ginn herno nach drop an.

Fir eis ass et, wéi gesot, wichteg, datt den Equiliber am Nohaltegkeetsdräieck hiergestallt gëtt. En ass et nach net komplett, mee en ass et awer schonn e bësse méi wéi virdrun.

Duerfir wëll ech och allgemeng soen, datt muss akzeptéiert ginn, datt heiansdo an engem Bësch Beem gefällt ginn, datt d'Verjüngung vum Bësch wichteg ass, datt Nolebeem net onbedéngt verdäiwelt ginn. Op ugepasste Standuerter an a Mëschbestänn ass Nolenholz zum Deel extreem wichteg. Douglasien, Fichte kënne méi CO_2 späichere wéi d'Buchen. Dëst Holz ka regional verschafft ginn. Et muss net wäit transportéiert ginn. D'Buchen exportéiere mer heiansdo extreem wäit, dat ass och net onbedéngt nohalteg.

An den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils verweist och a sengem Avis drop, datt d'Reduktioun vun den Nolenhëlzer a Kontradiktioun ass mat der Volontéit, fir den Holzbau ze färderen – an do d'Stéchwuert Wood Cluster a Luxinnovation. Och d'Chambre de Commerce seet dat u sech, vläicht nach e bësse méi fein. Si soen, et kéint een drun zweifele loossen, datt d'Entwécklung vun der Économie forestière gewënscht ass. Als CSV soe mer hei kloer, och d'Économie forestière gehéiert zur Nohaltegkeet, et ass eng Sail. A mir hätten eis u sech gewënscht, datt dat aus dem Text méi kloer ervirgaange wär.

Wat awer elo definitiv gutt ass an dësem Text, an och dat ass gesot ginn, dat ass, datt déi vill verschidde Gesetzestexter an engem Text regruppéiert gi sinn. D'Bäihëllefen, déi iwwert de Règlement grand-ducal gereegelt sinn, begréisse mer och.

Eppes, wat mer wierklech explizitt begréissen, ass och hei de Recours en réformation. Ech sinn och ganz frou, datt en hei dragesat gëtt, mee ech sinn awer u sech nach duebel enttäuscht, datt en nach ëmmer net an d'Naturschutzgesetz drakënnt. Mir hunn dee schonn e puermol gefrot gehat. Do hu mer erkläert kritt, dat wär aus politescher Siicht net erwënscht. Dat fanne mer nach ëmmer extreem traureg. Dat ass dann eebe gréng politesch Siicht, awer och mat Ënnerstëtzung vu Blo a Rout. Mir halen do als CSV eis Fuerderung oprecht, datt dee Recours en réformation, mat deem mer dem Bierger méi Rechter ginn, och beim Naturschutz soll gëllen.

Dann hate mer en Amendement gemaach, fir datt Bëschbesëtzer, déi méi wéi 20 ha hunn, net onbedéngt mussen en Document de planification forestière maachen, an deen ass ugeholl ginn. Do si mer frou, datt deen ugeholl ginn ass, well dës Virschrëften u sech net ze kontrolléiere gewiescht wären. An op där anerer Säit, wann ee gären eng Bäihëllef hätt, da muss een dat souwisou maachen. An dee Prinzipp, deen hätte mer u sech vill léiwer gehat. Mir hätte vill léiwer gehat, datt dat méi dacks am Gesetz komm wier, datt ee géif positiv ënnerstëtzen amplaz verbidden oder virschreiwen.

Wat ass awer an eisen Aen nach ëmmer vill ze restriktiv respektiv praxisontauglech? Dat si verschidde Punkten. Éischtens emol verschidden Notifikatiounen un de Ministère, wéi zum Beispill déi Notifikatioun, datt, wann een eng Coupe vu méi wéi 40 m^3 mécht, da muss innerhalb vun zwee Deeg dat un de Ministère notifiéieren. 40 m^3, do ass emol keng

Prezisioun, ob dat pro Hektar ass, pro Bestand, pro Joer. Do steet näischt dran, einfach nëmme 40 m³!

D'Leit aus der Praxis soen: „Dat ass net ze maachen!" D'Fierschtere soen: „Dat ass onrealistesch!" Mee awer gëtt hei net op d'Praxis gelauschtert. Dat fanne mer net richteg, well wann et onrealistesch ass, da kann et jo net gemaach ginn. Also firwat net einfach, wann et wierklech drëm geet, Statistiken ze maachen, well esou krute mer et zum Deel erkläert, wann et also drëm geet, Statistiken ze maachen, firwat loosst Der net méi e laangen Delai, fir datt d'Leit dat och tatsächlech kënne maachen?

En zweete Punkt: Virschréften, wat däerf ugeplanzt ginn. Och hei froe mer eis: Firwat schreiwe mer vir a schafen net e positiven Ureiz? Mir hätte kënnen zum Beispill déi Virschréft hei och koppelen un d'Bäihëllef. Et hätt ee kënne soen: „Dir kritt nëmmen eng Bäihëllef, wann Der nei uplanzt, wann Der esou vill Prozent vun Äre Beem ënnert deenen do Planzen eraussicht." Well, an ech mengen, dat ka keen heibanne behaapten, keen huet am Moment d'Weisheet gepacht, wat an Zukunft opgrond vum Klimawandel gutt ass a wat richteg wär u sech fir ze planzen.

En anere Punkt ass den Accès an de Bësch. Ech hu gesot, deen ass scho verbessert ginn. Ech ginn och elo net an op d'Virschréft, datt ..., mir däerfe jo dann nach Molbier plécken a Champignone plécken. Reng theoreetesch musse mer awer um Wee bleiwen. Ech gesinn ëmmer meng Mamm, déi ass 1,60 m grouss, ech gesi se dann, wa se sech géif iwwert de Wee leeën am Bësch an da Molbier plécken. Mee wéi gesot, si kann dragoen, et ass zwar net erlaabt, datt se drageet, mee et ass awer och keng Strofdot. Also ech ginn net dorop an.

Awer den Accès an de Bësch mam motoriséierte Gefier. Do steet dran, an dat huet den Här Benoy och gesot: „L'accès aux forêts moyennant un véhicule automoteur est interdit en dehors des voies publiques." Da kënnt eng Ausnam iwwert d'Naturschutzgesetz nach, do kann een nach iwwert de Ministère eng Ausnam ufroen. Hei steet elo: „est interdit en dehors des voies publiques." Am Naturschutzgesetz steet awer: „uniquement autorisé sur des voies publiques goudronnées." Da froen ech mech einfach: Firwat huele mer net ... Wat ass et? Ass et dat eent? Ass et dat anert? A firwat huele mer net dat selwecht? Et mécht d'Leit duerjerneen, wa mer ënnerschiddlech Saachen hunn.

Wéi gesot, et steet och dran, datt Leit, déi elo net aus forstwirtschaftleche Grënn an de Bësch fueren – zum Beispill de Landjugenddag, mir haten dat gefrot, dat wär nämlech laut Bëschgesetz net méiglech gewiescht –, déi kënnen eng Autorisatioun beim Ëmweltministère froen, mee si mussen och eng vum Proprietär hunn.

Ech huelen elo d'Beispill vum Landjugenddag, oder et gi vill Beispiller: D'nächst Woch ass bei eis zu Kauneref eng Aweiung vum Përmesknupp. Do fueren d'Leit an eng Kapell an de Bësch. Déi Leit, déi guer net kënnen ze Fouss goen, déi gi mat engem Minibus dohinner gefouert. Sou, elo froen ech mech wierklech: Wie mussen déi do froen? Si mussen de Proprietär froen a si mussen de Ministère froen. Mee wéi e Proprietär froe se? Froe se de Proprietär vum Wee? Oder d'Proprietäre vun de Weeër bis datt se dohinnerkommen? Well déi gi jo net an de Bësch. Also fir mech ass et do och nach d'Fro, fir dat ze klarifiéieren. A wär net wierklech eng nach méi einfach a praktikabel Léisung méiglech gewiescht?

Beim Accès an de Bësch stellt sech natierlech ëmmer d'Fro vun der Responsabilitéit, wann eppes geschitt. A mir si fest dovunner iwwerzeegt, datt de Bësch soll weiderhi seng sozial Roll iwwerhuelen. An dat mécht e jo och mat dësem Gesetz, eeben als Raum fir Fräizäitaktivitéiten an esou weider. Mee et muss awer esou gemaach ginn, datt de Bëschbesëtzer dann eeben net haftbar gemaach gëtt, wann eppes geschitt. D'Leit mussen hei hir Verantwortung selwer iwwerhuelen. An dat ass am Prinzipp och esou virgesinn. Nach ass et wichteg, well de Ministère zum Deel iwwert d'Naturschutzgesetz virschreift, datt een – wéi heesche se? – „arbres biotopes" stoe léisst am Bësch, dat sinn u sech doudeg Beem, fir datt, wann eng geschitt doduerch, datt esou en doudege Bam ëmfält, dann net de Bëschbesëtzer haftbar gemaach gëtt. Ech mengen, dat muss een ofsécheren, datt dat net d'Responsabilitéit vum Bëschbesëtzer ass.

Da kommen ech bei den ëffentleche Bësch. Hei geet et och ëm de Gemengebësch an domadder och ëm d'Nohaltegkeet. An zu der Nohaltegkeet gehéieren och erëm eng Kéier d'Finanzen an d'Forstwirtschaft.

Am Gesetz steet dran, de Gemengebësch misst no de Prinzippie vun enger nohalteger Forstwirtschaft geréiert ginn – dat fanne mer gutt. Et steet awer och am Gesetz, e misst no de Prinzippie vun enger integréierter Forstwirtschaft geréiert ginn – ech mengen, dat ass zimmlech dat selwecht. An et steet awer och nach dran, datt e soll no de Prinzippie vun enger Forstwirtschaft „proche de la nature" geréiert ginn. Dat ass, mengen ech, net méi grad de richtegen Equiliber dann am Nohaltegkeetsdräieck.

Fir deen dann awer erëm hierzestellen, wann d'Gemengen net däerfen nohalteg wirtschaften, fir den Equiliber erëm hierzestellen, missten d'Gemengen u sech op där anerer Säit eng Entschiedegung kréie fir déi zousätzlech ökologesch Leeschtungen, déi se erbréngen. Hei geet et nämlech och ëm d'Gemengefinanzen. A ganz dacks sinn dëst erëm déi Gemengen, déi vill Flächen hunn, an déi Gemengen, déi bei der leschter Gemengefinanzreform bei d'Lisett gelooss gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi ass weesentlech besser gi wéi e vun der Regierung erabruecht ginn ass. Fir eis als CSV ass et wichteg, an ech hunn et schonn e puermol gesot, datt den Nohaltegkeetsdräieck am Gläichgewiicht ass, och am Bësch, an dëst virun allem och bei de Privatbëschbesëtzer – et ass hir Proprietéit – an och am Hibléck op de Wood Cluster.

Des Weidere si mer géint eng Iwwerreglementéierung, wou déi kleng Bëschbesëtzer riskéieren, vu lauter Beem de Bësch net méi ze gesinn. An ech huelen hei en Zitat vum Här Winfried von Loë vun de Privatbëschbesëtzer, dat war de 14., 15. Januar dëst Joer am „Lëtzebuerger Wort". Hie schreift: „Wir regeln uns tot, die Naturverwaltung kann nicht alles kontrollieren – außer die Förster werden zu Waldpolizisten, die die korrekte Länge der zugeschnittenen Baumstämme nachmessen gehen." Dat wëlle mir als CSV net.

Duerfir deposéieren ech hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, dëst Gesetz ze préiwen op seng Praxistauglechkeet, am Sënn vu manner Virschréften, méi positiven Ureizer, fir d'nohalteg Bewirtschaftung vun eise Bëscher ze garantéieren. A wa mer hei Ënnerstëtzung vun der Majoritéit kréien, wäerte mer dëst Gesetz och matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– saluant que le projet de loi 7255 sur les forêts tend à mettre en place un cadre légal général robuste et cohérent pour les forêts ;

– saluant que le présent projet de loi a été considérablement amélioré depuis son dépôt ;

– considérant qu'il est important que le triangle de la durabilité soit en équilibre, en particulier en ce qui concerne les forêts, qu'elles soient privées ou publiques, également dans la perspective du développement de notre Wood Cluster ;

– considérant qu'il faut éviter la surréglementation qui entrave surtout le travail des propriétaires forestiers privés,

invite le Gouvernement

– à évaluer et, le cas échéant, à adapter le présent projet de loi deux ans après son entrée en vigueur quant à sa praticité et quant à son alignement général dans le sens d'une réduction des contraintes et d'une augmentation des incitations positives pour garantir ainsi une gestion durable de nos forêts.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Octavie Modert, Jean-Paul Schaaf.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas ageschriwwen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. „L'arbre est prière incessante adressée à l'univers pour attirer tous les bienfaits de la vie sur la terre", dat huet de franséische Philosoph, Romancier an Ekologist Pierre Rabhi geschriwwen. Effektiv, vun engem Bam kënnen ouni Zweifel magesch Kräften ausgoen. Ech hunn iwwregens dës flott Citatioun an och eng ganz Rei aner Informatiounen an dem Buch vun dem Paul Bleser fonnt, dem Paul Bleser, deen e Buch geschriwwen huet intituléiert: „L'arbre". An en huet sech do mat ganz vill Leidenschaft och fir e Recht vum Bësch agesat. De Paul Bleser, fir déi, déi e vläicht net sollte kennen, war fréier Direkter vum Enregistrement.

30 % vun der Äerduewerfläch, dat si Bëscher. An ech mengen, de Wäert vun engem Bësch brauch hei net méi onbedéngt ënnerstrach ze ginn. En ass grousse Sauerstoffspender: Eng ausgewuesse Bich, eng Eech oder e Käschtebam bënnt am Joer ongeféier 100 kg Stëbs a liwwert bis zu véier Tonne Sauerstoff am Joer. De Bësch ass selbstverständlech och e gudde Refuge, fir Rou ze genéissen, a Liwwerant vun engem wichtege Réistoff. Holz ass e Produkt, wat Wäermt ausstraalt a wat jo net nëmme gebraucht gëtt, fir Miwwelen hierzestellen. A ville Gebailechkeete gëtt Holz genotzt. An net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer jo nach e Projet de loi hei gestëmmt, deen de Bau vun engem Vëlodrom zu Munneref ubelaangt, an och do gëtt jo ganz vill Holz benotzt.

Duerfir kann een u sech de Wäert vun engem Bësch net héich genuch aschätzen. An trotzdeem muss ee leider feststellen, datt eis Bëscher och hei zu Lëtzebuerg net a beschter Gesondheet sinn. Ronn 62 % weisen éischter e schlechten Zoustand op. Si si krank oder souguer schwéier krank. Dat ass u sech eng inakzeptabel Situatioun an déi misst eis alleguer derzou animéieren, fir eis verstäerkt fir d'Interesse vun de Bëscher anzesetzen.

Besonnesch um internationalen Niveau ass d'Situatioun och ganz dramatesch. Ech wëll virun allem op den Amazonas hei hiweisen. Da sinn tëschent 2000 an 2017 3,4 Milliioune Quadratkilometer Bësch ëmgehae ginn op der ganzer Welt. Am schlëmmsten ass d'Situatioun a Brasilien, a Kanada, Russland, den USA an an Indonesien.

D'Klimakris wäert d'Situatioun ouni Zweifel nach verschäerfen. An duerfir ass et iergendwéi net novollzéibar, datt de Mënsch awer net méi Respekt vis-à-vis vun dem Bësch weist. Oft gëtt souguer de Bam

als stéierend duergestallt, wat och onverständlech ass, an éischter gëtt d'Motorsee erausgeholl wéi en neie Bam gesat. An heibanne sëtze jo och eng ganz Rei Gemengepolitiker – ech mengen, 44 sinn et der entre-temps –, an déi wësse jo: Wann eng Strooss nei amenagéiert gëtt, wou gëtt sech am meeschten dru gestéiert? Ma dat ass, wa Beem sollten dra gesat ginn. Et ass grad do, wou déi sensibelst Diskussiounen entfacht ginn. An och dat seet jo ganz villes aus.

Et ass also evident, datt mer vehement Ustrengunge musse maachen, fir eis Bëscher besser ze schützen. Dëst Gesetz ass ouni Zweifel eng ganz wichteg Etapp, och wann et vläicht net jiddwereen zefriddestellt.

De Bëschbestand hei am Land ass, wéi gesot, nach relativ grouss. 35 % vun der gesamter Fläch si Bëscher. An trotzdeem sinn och eng Rei Bëscher awer getrennt duerch Trassen, duerch Stroossen. Ech erënneren hei nach eng Kéier un d'Nordstrooss. Déi, déi schonn e bësselchen eeler sinn, wëssen, wat fir animéiert Diskussiounen dat deemools waren. Och haut hu mer eng Rei Bëscher, déi duerchschnidde ginn, virun allem vun Zuchstrecken, déi geplangt sinn. Kompensatioune sinn ëmmer virgesinn, dat ass och gutt esou, mee et ass mat Sécherheet net en Allheelmëttel.

Et ass natierlech och net ëmmer einfach fir ofzeweien, wat soll priméieren: déi landesplanneresch Zwäng oder de Schutz vun der Natur? An duerfir ass déi kruzial Fro natierlech och ze stellen: Wat ass iwwerhaapt e Bësch? Eng Äntwert kréie mer jo och an dësem Gesetz geliwwert, ënner anerem, datt scho 25 Ar mat mindestens 20 % Beem als Bësch definéiert ginn. Dat ass u sech och de Beweis, datt och méi kleng Bëscher haut kënnen esou ausgewise ginn. Dat sinn da Minibiotopen, mee déi awer ouni Zweifel och hir Wichtegkeet hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou eng Bewirtschaftung vun engem Bësch ass natierlech eng ganz weesentlech Fro, déi och hei muss ouni Zweifel diskutéiert ginn. An da muss ee sech och d'Fro stellen: Wat ass d'Hierarchie vun engem Bësch? An do muss een e gudden Equiliber fannen, engersäits d'Exploitatioun, wat reng deen ekonomeschen Aspekt ubelaangt, anerersäits awer och deen naturschützereschen Aspekt. Da si mer erëm ganz séier bei der Klimakris an dann däerf een natierlech, aus deem Bléckwénkel gekuckt, net nëmme reng dee wirtschaftlechen Aspekt vun engem Bësch gesinn.

D'Aufgab muss eeben nieft där vun engem Holzliwerant awer och déi ekologesch Missioun sinn, déi e Bësch ze erfëllen huet. Duerfir begréisse mer als Demokratesch Partei, datt an dësem Gesetz deen Term Nohaltegkeet awer ganz kloer verankert gëtt. An da gëtt den Akzent jo och verstäerkt op eng natierlech Verjéngung geluecht. Dat ass och gutt esou, dat ass och richteg esou. Ech verweisen hei op den Artikel 9, deen zwar relativ komplizéiert ausgedréckt ass – heiansdo muss een dann de Meter mat an de Bësch huelen –, mee wat virun allem wichteg ass, dat ass d'Missioun an och d'Aufgab, déi hei zréckbehale ginn.

Ervirgehuewe gëtt natierlech och de motoriséierte Verkéier an de Bëscher. Jo, a priori huet dat näischt direkt an engem Bësch verluer. Duerfir muss een och kucken: Wéi wäit kënne mer an Zukunft Maschinnen ersetzen och duerch aner Moyenen, fir de Bësch ze bewirtschaften? Ech denken natierlech hei virun allem u Päerd. Dann däerf een och net vergiessen, datt de Bësch e Biotop ass, wou u sech net däerfen Aktivitéite stattfanne mat Maschinnen, mat Trakteren, mat anere Gefierer. Dat sief nëmmen an äussersten Noutfäll erlaabt.

Wat een awer och ëmmer e bësselchen nodenklech mécht, wann een eenzel Bëscher gesäit: datt do praktesch sougenannt Avenuen derduerch gezu ginn. Ech hunn deen Term elo bewosst vläicht provokativ genotzt, mee nach ëmmer musse mer feststellen, datt do heiansdo awer ze vill den Akzent op d'Duerchqueerung vu Bëscher geluecht gëtt op eng Manéier, wéi dat ouni Zweifel net misst sinn.

Natierlech däerf een net vergiessen, datt de Bësch an éischter Linn och Holzliwwerant ass. An ech denken hei och drun, datt dat an Zukunft vläicht wäert méi verstäerkt de Fall sinn, zum Beispill hu mer Holzhackschnitzel-Feuerungsanlagen, déi och um Niveau vun de Gemengen ëmmer méi gebraucht ginn, an do si mer och op Nieweprodukter, kann ee soen, vum Holz ugewisen.

Fir vill Opreegung suergen natierlech och munchmol radikal Couppen. Eent vun deene leschte Beispiller dierft am Raum Buerschent de Fall gewiescht sinn. Sécher deet dat dem An net gutt, wann ee gesäit, wéi vun haut op muer op eemol einfach Aren an Aren ëmgeluecht ginn. Dat bréngt nohalteg Schied mat sech. Duerfir ass et och gutt, datt dat an dësem Gesetz elo méi streng reglementéiert gëtt. Wann also an enger Period vu manner wéi sechs Joer am Prinzipp keng Coupe an direkter Proximitéit vun enger fréierer Coupe ka gemaach ginn, dann ass dat eppes, wat mir ouni Zweifel och begréissen. Bon, datt elo schonn ab 40 m^3 hei vun enger Coupe geschwat gëtt, doriwwer kann een natierlech awer och gedeelter Meenung sinn. An ech verweisen och hei op eng Ausso vun dem OAI, dee seet, datt dat kéint zu enger Reduktioun vun der Holzproduktioun féieren.

Och den Amenagement vu Bëschweeër – ech hat dat schonn hei ugeschnidden – muss an Zukunft op alle Fall vill méi sensibel gemaach ginn, och wat d'Spadséier- an d'Fitnessweeër ubelaangt. Sécher, ech mengen, den Esprit vun deem Gesetz ass hei jo, datt e soll méi accessibel fir jiddweree sinn. Dat begréisse mer och. Mee op där anerer Säit däerfe mer awer och net vergiessen, e Bësch däerf net op eemol zu engem Park entaarten. Also och do muss ee ganz virsiichteg sinn, wann een nei Spadséierweeër, nei Fitnessweeër amenagéiert.

Wat an Zukunft eng Gestioun ubelaangt, muss ee sech aus dem Bléckwénkel vun der Klimakris natierlech och d'Fro stellen: Wéi eng Espècë sinn an Zukunft éischter virzezéien? Nolebeem, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, sollen net méi eng absolutt Prioritéit duerstellen, obwuel ee se och net vu virera ka komplett verdamen. Jiddefalls, Monokultur soll an engem Bësch net méi d'Resultat si vun enger Verjéngung, mee éischter e Mëschbësch. A wat mat Sécherheet och net onbedéngt virgesinn ass, datt, wéi gesot, eeben elo d'Planzung vun Nolebeem iwwerhand hëlt. Mir si ganz kloer och fir eng natierlech Verjéngung.

Datt net geneetesch Modifikatiounen däerfe virgeholl ginn an engem Bësch, ech mengen, dat ass eng absolutt Normalitéit. Dat selwecht ass et fir de Gebrauch vu Pestiziden, wat jo och elo am Gesetz hei festgeschriwwe gëtt, datt dat eppes ass, wat op kee Fall kann zougelooss ginn.

Ech wëll dann och nach op den nationalen Inventar hiweisen. Dat ass u sech eng gutt Saach, déi och soll zréckbehale ginn, well dat eis och erlaabt, méi eng global Iwwerwaachung vun de Bëscher ze erreechen. An dann ass jo och virgesinn, datt an Zukunft missten, ech mengen, wann 100 ha ugeplanzt ginn, 5 % als Naturbësch ausgewise ginn. Dat ass och eng Saach, déi nëmmen ze ënnerstëtzen ass, well e Bësch brauch eng gewëssen Autonomie. An oft gëtt ënnerschätzt, wat den ekologesche Wäert vun engem Naturbësch ass. Doudegt Holz ass net einfach esou verluerent Material. Nee, ganz au contraire, an engem Naturbësch kënne sech ganz vill Liewewiesen entwéckelen. Ech denken un Insekten, ech denken och u Refugë fir d'Wëld, wat awer nëmme kann de Wäert vun engem Bësch erhéijen.

An duerfir muss ee vläicht och nach d'Opinion publique dobaussen e bësse sensibiliséieren, wou oft gemengt gëtt, doudege Bësch, dat wier eppes, wat ongefleegt ass. E Bësch ass net eng Schlofkummer oder en Zëmmer doheem, wou ee mengt, et misst vu moies bis owes gefleegt sinn. Nee, och e Bësch huet eng gewëssen Autonomie, an déi muss respektéiert ginn.

An do muss ech awer éierlech soen – en ass elo just net heibannen, de President vum Syvicol –, ech ka mech net onbedéngt mat dem Avis vum Syvicol do identifizéieren, dee gemengt huet, dat wier en Agréff an d'Autonomie communale, wann elo 5 % vun de Bëscher missten als Naturbësch ausgewise ginn.

Nach eng Kéier: Et muss een hei virun allem op deen ekologeschen Aspekt hiweisen. An ech kommen aus enger Gemeng, wou schonn iwwer 15 Joer laang en Naturbësch besteet, a mir hunn nëmme gutt Erfarunge gemaach. An ech kann hei awer wierklech nëmmen déi Gemengeverantwortlech opfuerderen, där Saach positiv entgéintzegesinn. De Syvicol, dee mer ganz no un d'Häerz gewuess ass an all deene Joren, deen ech och héich respektéieren, wéi gesot, sollt an deem Punkt vläicht awer trotzdeem nach eng Kéier seng Meenung do iwwerdenken.

De Bësch huet, wéi gesot, eng ganz wichteg Roll och als Fräizäitgebitt ze spillen. An dat, wat eeben elo hei zréckbehale ginn ass, datt jo a priori all Mënsch och muss den Accès garantéiert kréien, fir an de Bësch ze kommen, dat ass u sech e fundamentaalt Fräiheetsrecht. Dat geet jo och drëms, fir d'Wuelbefanne vun deem Eenzelnen ze verbesseren. A wou kann ee sech u sech besser erhuele wéi an engem Bësch? Dat heescht awer och gläichzäiteg, datt een awer och Obligatiounen huet, datt net alles kann erlaabt sinn. An duerfir ass et och richteg, datt zum Beispill elo Avertissement-taxéen hei virgesi sinn a Sanktiounen, wann ee sech am Bësch net korrekt behëlt.

De Bësch ass ouni Zweifel e ganz sensibelen ekologesche Beräich. An ech wëll och hei virun allem op de Wëldbestand hiweisen. Dat ass, mengen ech, de Mëtten elo nach net esou ugeschnidde ginn, mee de Bësch ass jo virun allem an éischter Linn awer och e ganz groussen an e wichtege Refuge fir de Wëldbestand. An doweinst ass et och wichteg, datt den Accès och an deem Sënn garantéiert gëtt. Ech mengen, datt Verbrennungsmotoren an engem Bësch a priori näischt verluer hunn, ass ganz evident. Et gëtt jo versicht, duerfir och elektresch ugedriwwen Autoen, Maschinnen vläicht éischter ze benotzen. Datt natierlech de Privatbëschbesëtzer awer nach ënner gewëssene Konditiounen dat Recht huet, ass awer mat Sécherheet och ze ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo elo schonn e puermol hei och ugeschnidde ginn, datt jo iwwert d'Hallschent vun de Bëscher a Privathand sinn. Dat si 14.000 Proprietären. Et ass also evident, datt eng gutt Relatioun muss hiergestallt ginn zwëschent dem Ministère a Privatbëschbesëtzer, well nëmmen esou kann een eng gutt Gestioun vun dem gesamte Biotop Bësch ustriewen. De Bësch ass en zesummenhängend Element. Et ass e Ganzt an do kann een dat net ënnerdeelen a privat an net privat. Et muss op alle Fall do ganz kloer zesummegeschafft ginn. An de Staatsrot huet och zu Recht hei vun engem Paradigmewiessel geschwat.

Wat fir eis op alle Fall als Demokratesch Partei wichteg ass an dësem Gesetz, dat ass eeben, datt elo de

Privatbëschbesëtzer net méi zivillrechtlech responsabel ass, wann, wéi gesot, Problemer oder Accidenter a sengem Bësch optrieden. Dat ass eng wichteg Neierung an dat stellt jo eng Derogatioun u sech zum Droit commun duer.

D'Leit kënne jo elo och no dësem Text an de Bëscher gewësse Produkter recoltéieren. Ech gesinn dat elo net direkt als eng Violatioun vum Eegentumsrecht, obwuel een awer do muss trotzdeem ganz virsiichteg sinn. Bon, mir liewen natierlech net méi an der Feudalzäit, dowéinst ass et also och verständlech, datt och deen Eenzelne méi Rechter muss kréien, fir de Bësch ze benotzen.

Am Text steet: „Le public a cependant le droit de récolter une petite quantité à titre personnel non lucratif de produits de la forêt". Bon, wat heescht „une petite quantité"? Ech kéint mer virstellen – ouni Jurist ze sinn, ouni Riichter ze sinn –, mee et kéint emol eng Kéier sinn, datt dat do awer vläicht kéint zu Interpretatiounsproblemer féieren. An duerfir däerf dat och guer net zu Abuse féieren. An ech mengen, och deen Eenzelne muss drop higewise ginn, wat en dann elo däerf recoltéieren. Wa mer soe Friichten, wa mir soe Pilzen, jo. Mee et gëtt awer och do Differenzen ze maachen, et gëtt awer och Recolten, déi ënner Naturschutz stinn. Dowéinst muss ëmmer erëm drop higewise ginn, wat een däerf a wat een net däerf.

Vill gëtt natierlech och am Gesetz hei iwwert den Aspekt Feier geschwat. Jo, mir mussen eis bewosst sinn, datt dat e ganz sensibele Sujet ass. Mir wëssen, datt grad elo an deene leschte Joren, wou jo eeben d'Temperaturen an d'Luucht ginn, Feier e ganz grousse Problem duerstellt fir eis Bëscher, virun allem am Ausland, rezent a Kanada. Mee och hei zu Lëtzebuerg hu mer awer reegelméisseg glécklecherweis begrenzt Feieren, mee wat awer net soll ausschléissen, datt et och fréier oder spéider kann zu enger gréisserer Katastroph kommen.

Ech wëll dann och op den Artikel 13 hiweisen, wou et jo ëm d'Subventioune geet. Dat ass eng richteg Astellung. Och Privatleit, déi eng Leeschtung vollbréngen am Interêt vum Naturschutz, solle selbstverständlech vum Staat do ënnerstëtzt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Gestioun vun de Bëscher schwätzen, da komme mer awer och net derlaanscht, iwwert d'Roll vun de Fierschteren ze schwätzen, déi elo vläicht net direkt hei am Gesetz ernimmt sinn, mee si sinn ouni Zweifel d'Cheffe vum Bësch. Mir brauche gutt, zolidd ausgebilt Fierschteren. Mir wëssen, datt et do och gewësse Problemer gëtt. An ech hoffen, datt och an Zukunft keng gréisser Gemeng méi an d'Situatioun kënnt, wou se wärend Méint kee Fierschter huet.

Wa mer, wéi gesot, iwwert de Bësch schwätzen, dann ass och nach en anere wichtegen Theema, dat ass d'Juegd. D'Juegd gehéiert zum Bësch wéi de Bësch zur Juegd. An ech wëll dat ganz kloer hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei kloer fir d'Juegd steet, natierlech och mat gewëssene Restriktiounen, gewëssenen Oplagen, well eng gesond Entwécklung vun engem Wëldbestand kann nëmme stattfannen, wa mer och Jeeër hunn, déi dat iwwerwaachen, a wa mer och e Bësch hunn, dee sech op eng natierlech Aart a Weis kann entwéckelen.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An ech sinn och fest dovun iwwerzeegt, datt de Gros vun de Jeeër, fir net ze soe se alleguer, e kloert An op hir Lousen hunn, haaptsächlech wat de Bësch betrëfft, an och do déi éischt sinn, déi géife mellen, wann eppes net konkreet géif realiséiert gi respektiv eppes net géif klappen.

Ech kommen dann awer – virdrun hat ech schliisslech Kritick um Syvicol geüübt – elo op en anere Sujet ze schwätzen. Dat ass de Rôle vun de Gemengen, wat d'Gestioun vun de Bëscher ubelaangt. An do sinn ech awer ganz op der Säit vum Syvicol, dee jo och mengt, zu Recht, datt d'Gemenge misste méi Matsproocherecht kréie bei der Gestioun vun de Bëscher. Et däerf ee jo net vergiessen, datt de Gemenge jo awer och eng Rei Käschten entstinn duerch eeben d'Bewirtschaftung vun de Bëscher an d'Gemenge missten och iwwert de Plan forestier kënnen e Wuert ouni Zweifel matschwätzen.

Nach e Wuert zu de Sanktiounen: Dat ass gutt, datt den Avertissement taxé elo agefouert gëtt. Bon, eng minimal Sanktioun besteet aus 24 Euro. Do muss ee sech awer wierklech d'Fro stellen, ob dat nach ugemiessen ass. Ech mengen, 24 Euro haut fir eng Sanktioun oder fir e Vergeeën, wat een am Bësch mécht, dat kléngt jo awer éischter scho bal e bësse lächerlech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Wichtegkeet vum Bësch hei och ënnerstrach gëtt duerch d'Schafe vun engem Conseil supérieur de la forêt ass eppes, wat mer ouni Zweifel och guttheeschen. Esou kritt och dee Gremium eng méi staark Legitimitéit. All d'Acteuren, déi eppes mam Bësch ze dinn hunn, fanne sech hei zesummen, kënnen also eng gemeinsam Positioun ausschaffen, wat d'Gestioun vun engem Bësch ubelaangt, woubäi ee sech och do net soll ze villen Illusiounen higinn, well jo awer do gewësse verschidden Iddien openeestoussen. An der Hoffnung awer, datt dee Conseil supérieur sech wäert do awer ganz gutt entwéckelen.

An och do muss ech awer erëm eng Kéier op den Avis vum Syvicol zréckkommen, deen zu Recht bemängelt, datt hei kee Vertrieder vun de Gemengen an dem Conseil supérieur ass. Ech mengen, och dat sollt awer nach eng Kéier iwwerduecht ginn, well schlussendlech hu jo awer d'Gemengen, wa meng Memoire gutt ass, 34 % vum Undeel un de Bëscher. Also ass dat e wichtegen Acteur. Ech fannen also, datt d'Gemengen dann och scho missten an deem Gremium vertruede sinn.

Dee Projet de loi hei, deen erlaabt jo dann och, e ganz seriöen Toilettage ze maache vun där gesamter Legislatioun iwwer eis Bëscher. Dat geet jo zréck bis op d'Joer 1617. Elo kënne mer all déi Ordonnancen an déi Dekreeter ofschafen. Dat ass och gutt esou. Mir kréien elo méi e modernt Gesetz. Dat Gesetz hei ass ouni Zweifel eng grouss Erausfuerderung. Et ass e gutt Gesetz, och wann et elo net perfekt ass.

Ech wëll awer dofir all den Acteuren, déi dozou bäigedroen hunn, datt dee komplizéierten Text hei awer konnt ënnert där Form hei elo zréckbehale ginn, Merci soen, an eng Kéier och emol merci vläicht un de Conseil d'État. De Conseil d'État, dee jo nawell oft gären e bësselche méi mat Reserve gesi gëtt, deen awer och an deem Dossier hei, fannen ech, eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet. A wann de Conseil d'État eis net op e puer Punkten higewisen hätt, da wiere mat Sécherheet eng Rei Insécurités juridiques scho vu vireran dran zréckbehale ginn.

An deem Sënn wëll ech awer och nach dem François Benoy Merci soe fir seng verschidde Rapporten. Et ass, wéi gesot, e ganz interessant Gesetz an d'Demokratesch Partei wäert deem och duerfir zoustëmmen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, fir d'éischt emol wéilt ech dem Rapporter e grousse Merci soe fir säi ganz ausféierleche Rapport, deen dëse villfältegen an och ganz kompakte Gesetzesprojet wierklech gutt resüméiert huet.

Virun iwwer 400 Joer war Lëtzebuerg nach kee Grand-Duché. D'Bëscher waren och net reglementéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dat huet derzou gefouert, dass den Archiduc Albert an d'Archiduchesse Isabel Clara Eugenia am Joer 1617 hu misse feststellen – an et ass an alem Franséisch geschriwwen –: „que jusques à present chacun y a coupé, & fait couper à plaisir ça & là, en toute saison, sans garder ordre ni suite, aussi cendrillé, charbonné & sarté grandes Places & Regions, sans leur donner temps de recroître".

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Schonn deemools, also laang virun eisem moderne Klima- an Ëmweltschutz, hunn d'Leit verstanen, dass de Bësch net just eng schéin Dekoratioun an der Landschaft ass, mee och eng ganz Panoplie u Funktiounen huet. An awer goufen a gi Beem vill ze dacks als „pour acquis" geholl. Si goufen ëmgehaen, ouni iwwert d'Konsequenzen nozedenken. D'Natur brauch hir Zäit, fir sech ze erhuelen, fir nozewuessen, an dowéinst muss se geschützt ginn. Dat gouf scho viru véier Joerhonnerte festgestallt.

Fir d'Bëscher an och d'Holzbestänn ze schützen, hunn den Archiduc an d'Archiduchesse dat willkürlecht Fälle vu Beem verbueden. D'Bëscher sinn domadder fir d'éischte Kéier an engem Gesetz reglementéiert ginn. An dës Texter – haalt Iech un! – si bis haut a Kraaft gewiescht. An och wa ganz vill Reglementer a Gesetzer zanterdeem bäikomm sinn, sou feelt et awer där Gesetzgeebung ronderëm d'Bëscher zolidd u Kloerheet. Zum Deel gëtt et och nach ëmmer Lacunnen, wéi zum Beispill, dass d'Privatbëscher an och d'Verantwortung vun de Proprietäre bis haut net richteg reglementéiert waren.

Derbäi kënnt och nach, dass et eise Bëscher net gutt geet. Se sinn, virun allem wéinst dem Klimawandel an och wéinst enger falscher Gestioun, dat däerf een net vergiessen, a grousser Gefor an et gëtt wierklech héich Zäit, déi 400 Joer al Texter ze reforméieren an d'Legislatur zum Bësch an zur Natur un déi haiteg Zäit mat den aktuellen Erausfuerderungen unzepassen. D'Zil vun dësem Gesetzesprojet stoung vun Ufank u fest, de Wee fir dohinner war allerdéngs stengeg, mat ganz villem Op an Of.

Dat neit Bëschgesetz sollt jo 18 verschidde Gesetzer aus engem Zäitraum vun iwwer 400 Joer ersetzen. An iwwerdeems gëtt et eng Partie Neierungen: D'Privatbëscher gi reglementéiert. Mir sti virun engem Paradigmewiessel mat engem interessante Beispill, dass et an Zukunft soll e Recht ginn, an all Bësch dierfen ze goen.

D'Missioun vun dësem Projet ass och, wéi gesot, kloer. Iwwer fënnef Joer – mir hunn dat haut schonn e puermol héieren – gouf um Bëschgesetz geschafft an elo hu mer e Resultat, wat sech weise léisst a mat deem mer eis Bëscher net nëmmen an de Fokus vun dëser Aktualitéit stellen, mee mat deem mer se och kënne valoriséieren.

D'Bëscher maache ronn een Drëttel vun der Fläch vum Land aus. Iwwert déi lescht dräi Joerzéngten huet sech den Zoustand vun de Bëscher verschlechtert, soudass och iwwer zwee Drëttel vun de Beem zum Deel staark geschiedegt sinn.

Engersäits ass dat natierlech, awer och net nëmmen, op de Klimawandel zréckzeféieren. Am Juni zum Beispill hu mer nees gesinn, dass et vill ze waarm war. Och déi éischt Woch am Juli wäert eng Rekordwoch sinn, wat d'Hëtzt ubelaangt. An et huet och ze wéineg gereent. Anerersäits huet de Mënsch natierlech och zum Bëschstierwe bäigedroen. Nieft der schlechter Loftqualitéit an och den Ofgase gouf och joerzéngtelaang eng falsch Bëschpolitick gefouert. Vill ze laang ass op Monokulture gesat ginn, vill ze laang ass de Bësch prinzipiell als Holzfabrick ugesi ginn.

Haut wësse mer, dass de Bësch eng ganz villfälteg Roll erfëlle muss. An deementspriechend ass et och eng grouss Erausfuerderung, de legalen Encadrement esou ze gestalten, dass all de Funktioune vum Bësch muss Rechnung gedroe ginn.

Ugefaange mam Klimaschutz: De Bësch filtert Gasen ... Ech kommen natierlech erëm op e puer Aussoen zréck, déi schonn haut de Mëtteg hei gemaach gi sinn. An awer soll een dat wierklech nach eng Kéier widderhuelen. De Bësch filtert Gasen, Partikelen a Stëbs aus der Loft. E späichert CO_2 a produzéiert Sauerstoff. Eng ausgewuesse Bich produzéiert zum Beispill an engem Dag genuch Sauerstoff fir 64 Leit.

De Bësch reguléiert och d'Temperaturen. Wärend d'Stied virun allem als urban Heizunge bekannt sinn, killt de Bësch of an e bléist duerch säi Filtersystem frësch Loft an d'Stied. Dat ass eng wichteg Eegenschaft, wann ee bedenkt, dass 85 % vun de Bëscher – an dat hu mer och schonn de Mëtteg héieren – just emol annerhallwe Kilometer vun enger Agglomeratioun ewech leien. De Bësch schützt och de Buedem an e filtert eist Drénkwaasser.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | D'Wuerzele vun de Beem verhënneren en Äerdrutsch a si späicheren d'Waasser.

Jee méi ee sech mat all dëse Funktiounen auserneesetzt, desto méi séier stellt ee fest, wéi wichteg d'Erhale vum Liewensraum Bësch ass, deen ëmmerhin och d'Doheem duerstellt vun onsëllegen Zorte vu Planzen an och Déierenaarten.

Fir de Gros vun de Leit huet de Bësch virun allem awer och eng Erhuelungsfunktioun. D'Leit kommen heihinner, fir sech an der Natur ze entspanen. Gefillt wäit ewech vun der Hektik vun der Stad kënne si hei Sport maachen oder zur Rou kommen.

De Bësch huet natierlech och säi wirtschaftlechen Notzen, an och wann een dobäi séier un d'Holz denkt – a Lëtzebuerg exportéiert effektiv zum Beispill vill Bichen- an Eechenholz bis a China –, sou geet aus dem Rapport ervir, dass déi verschidden Ekosystemer ronderëm de Bësch e geschate Wäert vun 30 Milliounen Euro pro Joer hunn. An do ass den Holzverkaf net mat aberechent. Do hannendru stinn och eng Hellewull Aarbechtsplazen. Eleng am Holzsecteur schaffe knapps 20.000 Salariéen. D'Hallschent dovunner ass am Handwierk an een Drëttel an der Konstruktioun aktiv. An dann hu mer nach net vum Tourismus geschwat, vun de sëllege Campingplazen a vun de Wanderweeër.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, mat dësem Gesetzesprojet gëtt versicht, all deem Rechnung ze droen. Dat heescht, et geet drëms, de Bësch ze valoriséieren, ze stäerken, ze schützen. An et geet drëms, e Kader ze schafen, fir d'Ressource Bësch nohalteg kënnen ze notzen.

An enger éischter Instanz ass et kloer, dass mir eis hei déi néideg Definitioune musse ginn. Ab wéini schwätzt een zum Beispill vun engem Bësch? Wat ass ënner enger nohalteger Bëschgestioun ze verstoen? No den Definitioune gëtt an dësem Gesetzesprojet eng ganz Panoplie u Mesüre presentéiert, op déi de Rapporter virdrun am Detail agaangen ass.

Déi wichteg Fro, déi sech elo dofir hei stellt, ass déi vun der Plus-value vum neie Bëschgesetz. Zum engen ass et d'Iwwersiicht. Heimat gëtt eng legal Basis fir en nationale Bëschinventaire geschaaft. Domat kënnen de Bestand an d'Gesondheet vun de Beem iwwerwaacht ginn. Dat gëtt eis déi néideg Iwwersiicht, fir eng kohärent Bëschpolitick ze maachen. Zum anere gëtt mat dësem Gesetz e Conseil supérieur de la forêt geschaaft, deen déi ënnerschiddlech Acteuren um Terrain regruppéiert an deen hinnen déi néideg Stëmm gëtt, fir d'Regierung an hirer Bëschpolitick ze beroden.

Nieft enger besserer Iwwersiicht an och enger Berodung soll den Zoustand vun de Bëscher awer och verbessert ginn, dat iwwert déi verschidde Subventiounen, déi de Schutz, d'Stäerkung, d'nohalteg Gestioun vum an d'Fuerschung ronderëm de Bësch solle förderen. D'Bëschbesëtzer ginn also dobäi ënnerstëtzt, wa si hire Bësch schütze wëllen a méi resilient géint de Klimawandel wëlle maachen.

Op där anerer Säit sollen d'Bëscher awer och geschützt ginn, andeems schiedlech Praktike verbuede ginn. Ofgesi vum Bëschbesëtzer selwer däerf eigentlech och keen anere Feier maachen. Ma och gréisser Couppe musse gemellt gi respektiv dierfe guer net stattfannen. Wichteg ass et och, dass de Buedem an d'Grondwaasser geschützt ginn, andeems zum Beispill den Asaz vun Dünger an och Pestizide verbuede gëtt. D'Proprietären dierfe just nach ganz bestëmmt Bamzorten uplanzen, fir d'Bëscher gesond a resilient ze halen. An d'Regenerationszäit vun dräi Joer no enger Coupe erlaabt et der Natur, sech ze erhuelen.

Schlussendlech geet et beim Bëschgesetz och ëm d'Verantwortung an ëm d'Rechter; et ass schonn e puermol haut de Mëtteg hei drop gepocht ginn. Bis haut gëtt et keen allgemengt Recht, fir an de Bësch dierfen ze goen, obschonns de Bësch en Deel vun der Natur ass, op déi de Mënsch ugewisen ass. Bis elo ass een also vun engem Toleranzprinzipp ausgaangen. Dat heescht, d'Besëtzer vum Bësch hunn an der Reegel toleréiert, dass d'Leit hire Bësch betratt hunn. Wéi virdru scho gesot gouf, soll genee dat mam neie Bëschgesetz geännert ginn. An Zukunft soll et e Recht ginn, an de Bësch dierfen ze goen.

Elo kéint ee soen, mir passen d'Gesetz just un dat un, wat an der Praxis souwisou stattfënnt, ma villméi geet et hei drëms, eis Gesetzgeebung ze moderniséieren an en Zeeche vun der Beweegungsfräiheet ze setzen. Wann den Accès zum Bësch e Recht gëtt, da stellt sech och automatesch d'Fro, wéi a wou een an de Bësch goen dierf. Dofir gouf och elo festgehalen, dass d'Leit sech do ophalen dierfen, wou et sécher ass. Et muss een also um Wee bleiwen – wuel wëssend, dass et wichteg ass ze definéieren, wat dann och elo genee als Wee ze verstoen ass.

D'Bëschgesetz gesäit och vir, dass een a räsonabelem Mooss zum Beispill Champignonen, Friichten a Kraider plécken dierf, soulaang dës net geschützt sinn.

An eng weider wichteg Ännerung ass déi, dass d'Leit selwer dofir verantwortlech sinn, wann hinnen eppes geschitt. Bis elo waren d'Bëschbesëtzer responsabel, wann iergendwou en Aascht erofgefall ass an eng Persoun doduerch blesséiert gouf, zum Beispill. Well et awer onméiglech ass, déi absolutt Sécherheet ze garantéieren, ass dat heiten eng ganz wichteg Ännerung, fir d'Proprietären ze entlaaschten – virun allem wann ee bedenkt, dass iwwert d'Hallschent vun eise Bëscher, nämlech 54 %, am Privatbesëtz sinn.

Loosst mech awer kuerz nach zu der Fro zréckkommen, wat eis dëst Bëschgesetz brénge wäert: méi juristesch Kloerheet duerch nei Definitiounen, eng besser Iwwersiicht iwwert den Zoustand vun eise Bëscher duerch den Inventaire forestier national, eng koordinéiert Berodung vun der Regierung duerch de Conseil supérieur de la forêt, eng Opforstung an en nohaltege Schutz vun eise Bëscher duerch geziilt Subventiounen a schlussendlech d'Recht, an de Bësch dierfen ze goen.

Mam neie Gesetz kommen awer och eng Partie Sanktiounen, déi antrieden, wa sech net un d'Bestëmmunge gehale gëtt. De Rapporter ass ausféierlech drop agaangen an dofir wäert ech net weider op dëse Volet nach eng Kéier agoen.

Ech wëll awer nach eemol betounen, wéi wichteg de Bësch fir eis Gesellschaft, fir de Mënsch an d'Ëmwelt am Allgemengen ass. Ech gleewe fest dorunner, dass den Ëmweltschutz an de Kampf géint de Klimawandel vum Gläichgewiicht tëschent Mënsch an Ëmwelt ofhänken. Mam neie Bëschgesetz gëtt déi Balance nees e Stéck hiergestallt.

Och wéilt ech hei an dësem Kontext vu menger klenger Ried ervirhiewen, dass d'Bëschcrèchen ëmmer méi beléift sinn an dass och do e ganz wichtegen a schéinen Usaz geschafe gëtt bei deenen Allerklengsten, fir de Respekt an och d'Notze vun der Natur kennen ze léieren. Bravo och vun hei aus un d'Léierpersonal, dat méi a méi mat senge Schüler de Wee an de Bësch sicht, fir dat Pedagogescht an och dat Spillerescht an der Natur ze praktizéieren.

An am selwechte Gedanke schléisst sech och fir vill Leit de Liewenswee am Bësch. Bëschkierfechter ginn ëmmer méi fir vill Leit déi allerlescht Rouplaz. An eigentlech ass och dat eng wonnerbar Symbolik vum Kreeslaf vun der Natur: vum Vergängleche gekoppelt un en Neiufank.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, den Amazonas gëtt gären als Long vun der Äerd bezeechent. Och wann eis Bëscher weltwäit just e minibutzegen Deel ausmaachen, sou si se awer d'Long vun eisem Ländchen. Mir kënnen net déi ganzen Zäit vun Ëmweltschutz a Klimawandel schwätzen, ouni e modernt Bëschgesetz ze hunn. Et gëtt wierklech héich Zäit, dass de Schutz vun de Bëscher an domat vun der Biodiversitéit, op den neiste Stand bruecht gëtt.

Dat ass eng laangjäreg Fuerderung vun der LSAP an duerfir ginn ech mat Houfert heimat den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och dem Rapporter e ganz grousse Merci soen. Ech ka mech villem vun deem, wat e gesot huet a geschriwwen huet, uschléissen – vläicht net allem, awer villem. Ech wëll och menge Virriedner Merci soen, déi am Fong hei scho ganz schéi Plädoyere fir de Bësch gehalen hunn, d'Wichtegkeet ervirgestrach hunn, souwuel fir d'Mënschen, déi fir rekreativ Zwecker de Bësch kënne benotzen, wéi natierlech och fir eis Déierewelt, d'Planzewelt et cetera. Ech wëll och ganz besonnesch der CSV an dem Martine Hansen Merci soe fir déi Aarbecht, déi si an der Kommissioun gemaach hu mat hiren Amendementer, déi och ugeholl gi sinn, an och mat deem, wat se haut gesot hunn.

Dat Gesetz hei ass sécherlech eng allgemeng, kann ee soen, gutt Saach – wann 18 Gesetzer

zesummegesat ginn an eent. Als historesch ganz interesséierte Mënsch ass et natierlech fir mech, soen ech emol, ganz interessant, dass heimadder, souwäit ech weess, dat eelst Gesetz, wat nach a Kraaft ass zu Lëtzebuerg, aus dem Joer 1617, abrogéiert gëtt, verschwënnt. Dat sinn iwwer 400 Joer. Nach vum Äerzherzog Albert VII. a vun der Infantin Isabella ass dat Gesetz etabléiert ginn zur Zäit vun de spueneschen Niederlanden. A wann e Gesetz 400 Joer hält, da kann et jo emol net esou schlecht sinn, muss ee soen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Wann eis Gesetzer dat fäerdegbréngen ... Bon, op jidde Fall ass elo en eenheetlecht Gesetz hei geschaaft an dat ass prioritär eng gutt Saach.

Elo stinn hei an deem Gesetz – et ass villes gesot ginn – eng Partie ganz gutt Saachen. Et gëtt endlech gereegelt, dass een dierf an de Bësch goen, spadséiere goen. Et gëtt och gereegelt, dass d'Responsabilitéit do eebe besser gereegelt ass.

Et gëtt dann awer och eng Partie Kritickpunkten, wéi zum Beispill, wat gesot ginn ass: Wann een iwwer 40 m^3 Holz aus dem Bësch eraushëlt, muss een dat bannent zwee Deeg mellen – wouzou gesot gëtt vun de Leit aus dem Secteur, dass dat einfach guer net méiglech ass. Dat ass net gutt, wann een an engem Gesetz Saachen dra virschreift, déi net méiglech sinn ze realiséieren.

Dann ass et och allgemeng esou, dass een net soll ze vill iwwerreglementéieren. Dat ass hei vläicht nach zum Deel e bëssen de Fall. An et soll een och eeben a Consideratioun zéien, dass hei Dausende vu Bëschbesëtzer betraff sinn an dass een deenen d'Liewen net onnëtz ze schwéier maache soll.

Jo ... – dat do kann ech op der Säit loossen –, da géif ech zum Schluss ganz einfach soen, dass mir eis hei als ADR der Martine Hansen uschléissen an där Motioun, déi si hei deposéiert huet. A wann déi Motioun géif ugeholl ginn, da géife mir och dësem Gesetz eis Zoustëmmung ginn. Falls dat net de Fall ass, da géife mer wéinst enger Partie Schwieregkeeten, déi dach awer nach hei am Gesetz sinn, eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mam Vott vum neie Bëschgesetz geet eng laangwieg parlamentaresch Aarbecht op en Enn. Den initiale Projet, dee virun iwwer fënnef Joer deposéiert gouf, huet vill evoluéiert am Echange mam Staatsrot a mat anere berodenden Instanzen.

Vill komplex juristesch an, wéi mir fannen, och deelweis philosophesch Froe si behandelt ginn. Dës Komplexitéit ass och verständlech, well d'Bëscher och immens komplex Ekosystemer sinn, déi nieft all den iwwerliewenswichtegen ekologesche Funktiounen och wichteg wirtschaftlech a sozial Funktiounen erfëllen, déi et gëllt am Kontext vun der Besëtzerfro ze klären. Virewech begréisse mir, dass dem Bësch mat dësem Gesetz nieft der wirtschaftlecher och déi sozial an ekologesch wichteg Funktiounen zougeschriwwe ginn.

De Staatsrot huet a sengen Avisen drop opmierksam gemaach, datt de Bësch, egal ob de Proprietär e privaten, staatlechen oder kommunalen Acteur ass, ëmmer als eng Form Privatbesëtz unzegesinn ass, well d'Bëschparzellen e Patrimoine duerstellen, mat deem een ekonomesch Profitter generéiere kann. Mir wëllen elo hei keng Grondsazdiskussioun iwwert déi Aschätzung vum Staatsrot féieren, mee stellen awer fest, datt duerch déi sozial an ekologesch Funktiounen, déi am éischten Artikel vum Gesetz ageschriwwe sinn, dës Lektür awer ofgeschwächt gëtt. Mir komme méi no bei eng Legislatioun, déi d'Bëscher an hiren Erhalt als en allgemengen Interessi vun der Gesellschaft astuuft, an dat fanne mir selbstverständlech och ganz richteg.

Prinzipiell gesi mir d'Bëscher awer als en Allgemenggutt, e „Common" also. De franséische Philosoph Jean-Jacques Rousseau huet de Common, de Bien commun, als ee vun enger Communautéit gedeelten Interessi definéiert, vun deem jiddereen ofhänkt, an dat am Géigesaz zu Partikularinteressen, déi dësem allgemengen Interessi och kënne schueden. Esou eng Lektür ass natierlech zu Lëtzebuerg Stand haut net an d'Praxis ëmsetzbar, well eis Verfassung iwwert deen enorm héije Stellewäert vum private Besëtz dem Prinzipp vum Bien commun d'Dier zouschléit. Dat ass jo och aus den Avisen esou ervirgaangen. Mee och wann et elo net esou am Gesetz drasteet, si mir eis awer alleguer – hoffentlech – bewosst, dass d'Bëscher an hiren Erhalt am allgemengen Interessi vun eis alleguer sinn. An déi allermeescht Leit si sech däers och bewosst.

Här President, mat dësem Gesetz kritt de Bësch och eng Definitioun. Déi ze formuléieren, war keng einfach Aufgab. De Staatsrot huet hei dorop higewisen, dass et a Frankräich an an der Belsch keng Definitioun vun der Legislatioun gëtt. En huet awer net gesot, datt déi däitsch Bundesgesetzgeebung souwéi d'Landesgesetzgeebungen de Bësch schonn definéieren. Dat huet sécherlech domadder ze dinn, datt an Däitschland de Bësch e ganz grousse kulturelle Stellewäert huet, wärend en a Frankräich éischter als eng ekonomesch Gréisst gesi gëtt.

Mir fannen et richteg, dem Bësch eng Definitioun ze ginn, well dat och eng Rechtssécherheet fir de Schutz vum Bësch liwwert. D'Definitioun, déi fonnt gouf an déi och ganz kleng Surfacë schonn als Bësch astuuft, kënne mir och esou ënnerstëtzen.

Här President, d'Neireegelung vum Zoutrëtt zu de Bëscher gehéiert zu enger vun de wichtegen Neierungen an dësem Gesetz. War et bis elo esou, datt zwar an der Praxis d'Leit konnten an d'Bëscher goen, esou war dat just toleréiert, mee juristesch awer net ganz kloer. Mam neie Gesetz gëtt d'Recht op Accès zum Bësch fir all d'Leit elo festgeschriwwen an dat ass natierlech e begréissenswäerte Fortschrëtt. Dës Neierung dréit och dem sozialen Usproch vum Bësch Rechnung als Plaz, wou d'Leit sech begéinen oder sech einfach kënnen erhuelen. Dass dësen Zoutrëtt zu de Bëscher awer gereegelt muss ginn, fir en Equiliber mat der ökologescher Funktioun vum Bësch ze fannen, zum Beispill wat natierlech d'Regeneratioun vum Bësch an d'Rou vun den Déieren am Bësch ugeet, ass fir eis och vertrietbar.

Här President, ech hunn déi ökologesch Funktioun vum Bësch ugeschwat. D'Bëscher sinn Ökosystemer, déi sech duerch eng héich Aartevillfalt an och eng gewësse Stabilitéit auszeechnen. Vill aner Ökosystemer am Waasser oder am Oppeland si jo éischter vill méi vulnerabel. Déi Villfalt stäerkt de Bësch a mécht en zu enger wichteger Sail am Kampf géint d'Klimaveränneerung an zu engem Alliéierte bei der Ofschwächung vun den negative Konsequenze vun dëser Klimaveränneerung.

De Schutz vum Bësch ass also essenziell fir d'Mënschheet an d'Verbesserung vum Zoustand vun de Bëscher ass eng Prioritéit, well méi gesond Bëscher hir Schutzroll och besser spille kënnen. D'Realitéit ass awer säit Joerzéngten eng aner: Den Zoustand vun de Bëscher verschlechtert sech duerch Verschmotzung a Klimaveränneerung. Fiichtebeem, déi oft fir eng ökonomesch Notzung ugeplanzt goufen, verdréchnen a gi masseweis vum Borkenkäfer befall. Mee och heemesch Beem wéi d'Bichen an d'Eeche kréien en ëmmer méi schwéiere Stand duerch de verännerte Klima an de Waassermanktem, deen eng Konsequenz dovunner ass.

Wichteg ass et dowéinst emol fir ze verhënneren, dass dës Bëschfläche verschwannen. Mam Naturschutzgesetz vun 2018 gouf dëst jo schonn esou agefouert, fir dass alles dat, wat Bësch ass, och Bësch bleift. Mat dësem Gesetz an der Definitioun vun deem, wat als Bësch gëllt, gëtt dat nach vill méi kloer. Sougenannt „coupes rases" sinn och net méi méiglech, ausser wann et drëms geet, fir Kränkte wéi zum Beispill e Borkenkäferbefall ze bekämpfen, a wann, dann awer op Autorisatioun och vum Ministère.

Här President, an dësem Beräich komme mam neie Bëschgesetz nach méi prezis Verbueter an Obligatioune fir Bëschbesëtzer allgemeng derbäi, an dat natierlech an éischter Linn, fir d'Bëscher ze erhalen an ze verhënneren, datt duerch d'Ofholzungen ëmmer méi Sonn de Bëschbuedem trëfft an e soumadder ausdréchent. An deem Sënn ass et och ganz wichteg, dass d'Uleeë vu Weeër a klenge Stroossen duerch d'Bëscher op e Minimum reduzéiert gëtt, well och domadder de Bësch als Ganzt geschwächt gëtt. D'Obligatiounen am Beräich vun de Bamzorten, déi geplanzt kënne gi mat Récksiicht op d'Standuerter, begréisse mir dowéinst natierlech och. Eis Bëscher musse sech no an no upasse kënnen un déi nei Bedéngungen an de Mënsch muss esou gutt et geet dobäi hëllefen.

Mir bedaueren awer an dësem Beräich, datt d'privat Bëschbesëtzer net méi staark ugehale gi sinn, méi Efforten ze maachen. D'Gestiounspläng fir grouss ëffentlech Bëschbesëtzer si sënnvoll a wichteg, mee d'Bëschbesëtzer, besonnesch déi grouss, missten och mat der d'Bëschverwaltung zu esou engem Plang obligéiert ginn.

Geneesou fanne mir et och schued, datt déi kollektiv Gestioun iwwer Zesummeschlëss vun de Privatbëschbesëtzer aus dem Projet verschwonnen ass. Op deem Wee hätt een der Zersteckelung an de Bëschbesëtzverhältnisser am Privatbësch kënne Rechnung droen an derfir suergen, dass méi groussflächeg nohalteg Bewirtschaftung an de Privatbëscher gëllt.

Här President, een Aspekt, deen a puncto Bësch an eisen Aen nach vill méi eng wichteg Roll spille misst, betrëfft d'Notze vum Holz. Mir mengen, datt Holz aus ökologescher Siicht e ganz interessante Baustoff ass, well d'Holz jo och CO_2 bënnt an et nowuessend ass, wann d'Holznotzung dann och nohalteg gemaach gëtt. Am Hausbau selwer, mee och an der energeetescher Renovatioun bitt Holz eng Partie interessant Méiglechkeeten. Viru Jore gouf en Holzcluster geschaf, fir genee dës Aktivitéiten och virunzebréngen. Mir froen eis awer, ob dat wierklech virugeet.

Vill vun eisem Holz gëtt och exportéiert, en absoluten No-Go fir esou e klengt Land! Mir kënnen net wäertvoll primär Ressourcen exportéieren, fir se duerno verschafft a méi deier erëm ze importéieren! D'Holzveraarbechtung muss hei stattfannen oder an der Regioun an déi dofir néideg Filière muss proaktiv opgebaut ginn. Dofir menge mir och, dass dat heite Gesetz de Verkaf an den Handel mat Holz am private Bësch och méi staark hätt misse reguléieren. Zumindest fir eis ass de Secteur schwéier ze duerchkucken an och net staark genuch reglementéiert. Zil muss et an eisen Ae sinn, den Export vun Holz gréisstendeels opzeginn, fir d'Wäertschëpfung am Land oder an der Regioun ze maachen.

Här President, zum Schluss just nach eppes, wat mir schonn zanter méi wéi 20 Joer um Häerz läit: Et ass immens wichteg, datt déi Bëscher, déi mir nach hunn,

erhale bleiwen, an et ass en No-Go, et muss en No-Go sinn, datt dës – an och, wann et nëmmen zum Deel ass – fir e Contournement ofgeholzt solle ginn, esou wéi dat beim Bobësch de Fall wäert sinn! Klimaschutz a Biodiversitéitsverloscht zwéngen eis dozou, aner Léisungen zum Problem ze fannen, wa mir, also d'Mënschheet, iwwerliewe wëllen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem François Benoy fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a virun allem fir déi Ausdauer, well ech hunn an der Kommissioun matkritt, wéi oft do de Ball hin- an hiergaangen ass a wéi vill Stonnen doranner hu missen investéiert ginn – vill méi, wéi dat elo an dëser annerhallwer Stonn wäert erschéngen – a wéi déi Verhandlungen hu misse lafen.

De Moien, per Zoufall, hunn ech missen d'Holz eranhuelen, dat d'Gemeng mer geliwwert huet, dat heescht, dat war déi Toppvirbereedung, déi Kouert Holz eranzehuelen, fir nach eng Kéier un d'Verwäertung vun de Bëscher als Virbereedung ze denken.

Fir eis Piraten ass et ganz kloer, dass den Naturschutz an esou engem Projet muss Prioritéit hunn, och mat all deenen anere Punkten, déi schonn opgelëscht gi sinn. Jo, et kann een iwwerall e bëssen en Hoer an der Zopp fannen. Mee fir eis ass et awer prioritär, dass eis Natur wäert geschützt ginn. Et ass esou, wéi mer iwwerhaapt d'Iwwerliewe vun eisem Planéit, vun eise Kanner kënne garantéieren.

Et sinn eis Bëscher, déi eis als gréisste Filter déngen, an dofir ass et fir eis Piraten och immens wichteg, dass déi Bëscher erhale bleiwen an dass déi Bëscher och a Rou gelooss ginn. Dat ass fir eis ee vun de wichtege Punkten, dass d'Bëscher sech kënnen natierlech entwéckelen. A fir eis ass et och net virstellbar, dass Bëscher just sollen als renge Commerce déngen. Nee, am Contraire, d'Bëscher sollen dofir do sinn, dass se eis Natur kënnen erhalen!

Dir hutt et alleguerte matkritt: Et ass mat deen ..., et ass elo dee wäermste Juli déi éischt Woch (veuillez lire: et ass elo d'lescht Woch déi wäermst éischt Juliwoch) gewiescht. Dat heescht, mir sti virun der Klimakris, an et ass net, wéi verschidde Leit heiansdo maachen, wéi wann et déi net géif ginn, wéi mer leider haut och am Europaparlament erëm matkritt hunn. Mee ech sinn awer frou, dass do den Text wéinstens duerchgaangen ass. Et ware jo alt nach e puer Parteien aus Lëtzebuerg, déi d'Naturkris an d'Klimakris erkannt hunn an déi matgestëmmt hunn. An dann ass dat zumindest e positiven Aspekt, dass mir haut parallell iwwert d'Bëscher schwätzen an an Europa dräi Parteien et erkannt hunn a fir d'Klimakris agestane sinn an eng Partei et och an Europa net erkannt huet.

Fir eis Piraten ass et ganz kloer, dass de Bësch jidderengem gehéiert. Dofir begréisse mir och, dass elo den Accès am Bësch kloer gereegelt ass. Mir maachen awer dorobber opmierksam, dass dat fir eis net bedeit, dass d'Déieren herno kënne gestéiert ginn, mee am Contraire, dass déi natierlech hir Schutzzäiten, hir Schutzzone brauchen, fir dass se sech kënne weiderhin entwéckelen.

Jo, mat de Piraten verbënnt een och oft d'Theema Juegd. Ech mengen, mir hunn do e bësse méi eng aktivistesch Positioun. Et ass awer esou, dass mer net géint d'Juegd sinn, am Contraire. Och bei eise Membere fënnt ee Jeeër a wann ee mat deene schwätzt, soe se, dass si et sinn, déi d'Bëscher am beschte kennen. Et si si, déi d'Bëscher ënnerhalen. Et si si, déi fir d'éischt mierken, wann an de Bëscher eppes ass – wann ee seng Juegd natierlech seriö hëlt. Och eis Positioun ass do ganz kloer: Och am neie Bëschgesetz soll d'Juegd jo weiderhin erlaabt bleiwen, wat mir och kënnen esou matdroen. Wou mir eebe méi Problemer dermat hunn – mir wäerten d'Gesetz awer matstëmmen –, dat ass, wann esou eng Klappjuegd weiderhin erlaabt ass. Et wär eise Wonsch gewiescht, dass een déi Praktik vun der Juegd och hätt kënnen iwwert dëst Gesetz ënnerbannen an dass een zu anere Juegdpraktiken iwwergaange wär.

Jo, de Bësch schützen heescht awer och, bei den Infrastrukturprojeten dorunner denken. An do fält mer zum Beispill e Contournement an, dee soll gebaut ginn: Huele mer elo einfach emol Käerjeng, wou dann awer och de Bësch wäert dofir ewechkommen. Op där enger Säit soe mer ëmmer, mir ...

(Interruption par M. Yves Cruchten)

E gëtt kompenséiert, Här Cruchten. Dat ass awer net dat selwecht wéi wann Der schonn e Bësch hutt, dee gutt gewuess ass. Ech mengen, dat ass jo och d'Theema vun haut. Déi Bëscher, déi scho gutt gewuess sinn, dat ass eppes anescht wéi déi Kompensatioun. Ech weess, dass mer oft och an der Gemengepolitick iwwert déi Kompensatioune schwätzen, wat awer am Endeffekt net dat selwecht ass wéi déi Bëscher, déi scho bestinn.

Wa mer Naturschutz wëllen, da musse mer och eng Kéier iwwerleeën, wéi mer bei esou Projeten – dat ass elo ee Projet, dee mer agefall ass, well ech do ënnen an der Regioun wunnen, mee et gëtt och nach anerer am Land, déi een hätt kënnen zitéieren –, wéi mer do mat eise Bëscher ëmginn, dass eis Bëscher musse méi Prioritéit kréien, dass mer déi erhalen, déi schonn do sinn, déi iwwert d'Joerhonnerte gewuess sinn, well et ass eeben déi Kompensatioun, déi herno net genau dat selwecht wäert liwwere wéi déi Bëscher, déi schonn do sinn.

Mir Piraten wäerten haut dat Gesetz matstëmmen, well eis läit d'Gesondheet vun eise Bëscher a vum Klima um Häerz, an duerfir wäerte mir och eisen Accord ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Goergen. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

D'Wuert huet direkt d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci, Här President. Léif Deputéiert, léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, eise Bësch ass – an et ass schonn e puermol ugeklongen – eise wichtegste Liewensraum hei zu Lëtzebuerg, an Europa a weltwäit. De Bësch ass eng vun de Grondlage vun eiser Liewensqualitéit. Et ass och schonn ugedeit ginn: E filtert eis Loft, rengegt a späichert eist Waasser, wat grad bei Staarkree ganz wichteg ass, en ass Liewensraum vun Déieren- a Planzenaarten an ass eng beléift Plaz, fir sech ze erhuelen. An e liwwert natierlech och Material fir de Bau an hëlleft, eist Klima ze reguléieren, well e späichert grouss Quantitéite vu Kuelestoff zesummen am Buedem.

De Bësch ass ouni Zweifel nieft all sengen anere Funktiounen eise beschten natierleche Partner am Kader vun der Bekämpfung vun der Klimakris. An zënter Enn vun der leschter Äiszäit ass de Bësch déi natierlech dominant Vegetatiounsform a Mëtteleuropa. Mee dës Bëschfläch gouf zënter dem Mëttelalter progressiv vun der mënschlecher Aktivitéit reduzéiert, fir déi néideg Iwwerliewensgrondlag vun der Bevëlkerung ze garantéieren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

A senger laanger Geschicht ass et eisem Bësch doweinst net ëmmer gutt gaangen. Säin Ausmooss gouf haaptsächlech wärend der preindustrieller Zäit staark reduzéiert wéinst de ganz héije Besoinen un Energieholz. Esou gesinn hunn déi fossill Energien dem Bësch souguer kuerzfristeg ee Moment gehollef a seng Fläch huet nees zougeholl. Mee wéi eis Analys zur phytosanitärer Situatioun vun de Beem an eise Bëscher et weist, leit de Bësch haut ënner anerem ënnert den Emissioune vun de fossillen Energien, well si d'Klima verännert an deregléiert hunn an dat spierbar Auswierkungen op eis Bëscher huet.

35 % vun eiser Landesfläch si Bëscher, zur Hallschent jeeweils privat an an ëffentlecher Hand, a vun den ëffentleche Bëscher sinn dräi Véierel Gemengebëscher. D'Bëscher si gepräägt vun der Diversitéit vun eiser Landschaft, vun der Topografie, vum Ënnergrond, de Biedem an den ënnerschiddleche klimatesche Bedéngungen op eisem klengen Territoire. Gréisstendeels fënnt ee se tatsächlech op manner gudde Biedem an och op Terrainen, déi fir d'Landwirtschaft net interessant waren. Eis Bëscher sinn zu zwee Drëttel Lafholzbëscher mat natierlechem Charakter an extensiver Gestioun an zu engem Drëttel méi intensiv bewirtschaft Nolenholzbëscher an haaptsächlech Fichtebestänn.

Eis gesamt Bëschfläch hält sech glécklecherweis an de leschte Joren a Joerzéngten zimmlech stabel. Dat kléngt zum Deel ganz idyllesch – an awer, wéi mer wëssen, sti mer viru groussen Erausfuerderungen, wann et ëm de Bësch geet. Déi gréisst Erausfuerderung fir de Bësch ass nieft eiser staarker Zersiidlung an den Zerschneidunge vun eiser Landschaft an och vun eise Bëscher bei Wäitem den Impakt vum Klimawandel. Dat ass besuergniserreegend, well de Bësch ass zäitgläich och eise beschte Partner am Kampf dogéint, andeems, wéi ech schonn ugedeit hunn, eeben de Kuelestoff am Holz an am Buedem gespäichert gëtt.

Duerch déi extreem Wiederkonditioune gëtt de Gesondheetszoustand vum Bësch ëmmer méi labill. Den État phytosanitaire weist dat: Knapp zwee vun dräi vun eise Bëschbeem sinn aktuell staark gestresst. D'Ficht als eng net eenheemesch Aart, déi wärend de leschte 50 Joer eis Broutbamaart war, ass amgaang, massiv ofzestierwen. Dat gesäit ee jo gutt. An och eis natierlech Buchebëscher leide rezent ganz staark ënnert dem Klimawandel.

Mir si momentan amgaang, den drëtten nationale Bëschinventaire duerchzeféieren, a stelle fest, konform zu der phytosanitärer Situatioun, dass duerch d'Impakter vum Klimawandel op eis Bëscher, also duerch d'Dréchent an d'Hëtzt, manner Holz opwiisst. Mir mussen also elo anescht mat eise Bëscher ëmgoe wéi dat nach virun enger Zäit gängeg Praxis war. Dat soen eis all d'Experten. A souguer d'Leit, déi am Holzberäich och schaffen, wëssen dat, dass mer dat net méi kënnen esou weidermaachen, wéi mer dat an de leschten zéng Joer gemaach hunn oder virdrun nach, an dat ganz einfach, well mer an enger neier klimatescher Realitéit sinn. Dofir brauche mer och nei Mesüren.

Et sinn awer alles Problemer, deene mer kënnen entgéintwierken. D'Léisunge si bekannt. Mir wëssen – an dat weise wëssenschaftlech Etüden –, dass d'Erhéijung vun der biologescher Diversitéit d'Resilienz vun de Bëscher weesentlech stäerke kann. D'Bewirtschaftungsforme mussen also adaptéiert ginn, fir d'Liewenskonditiounen am Bësch – mir nennen dat de Bëschklima – ze schützen an all méiglech zousätzlech Stressfacteure vum Bësch esou gutt wéi méiglech ewechzehalen. Dëst maache mer zum Deel zum Beispill, andeem mer e permanente Bëschcouvert garantéiere

kënnen. Genau dofir huet d'Regierung eng Rei vu Mesüren ergraff, an dëse Gesetzesprojet ass en zentrale Bestanddeel dovunner.

Nieft dem Klimawandel sinn aner weesentlech Erausfuerderunge fir de Bësch eis ëmmer méi grouss gesellschaftlech a wirtschaftlech Ufuerderungen un de Bësch. Jo, de Bësch huet eng sozial Funktioun an do kënnt et natierlech tëscht de verschiddenen Utilisateuren och emol zu Konflikter. Fir déi eng ass de Bësch virun allem e Wander- a Fräizäitpark, fir déi aner ass e primär en Holzliwwerant an eng Akommesquell. An och dat muss kënne gemaach ginn. Nach anerer kennen de Wäert vum Bësch fir d'Loft an d'Waasser an esou weider. An d'Bëschproprietäre sinn och hei hin- an hiergezunn an hir Verantwortung ass oft gefuerdert an och si sichen no Léisungen a Kompromësser.

De Bësch ass en Alleskönner, virun allem, wann déi méiglech Funktiounen a Servicer kloer erkannt a weiderhin erméiglecht ginn. Dofir – an net nëmmen dofir – brauche mer eise Bësch, mee de Bësch brauch virun allem eis. A genau dofir ass et haut esou wichteg, e kloren a stabille gesetzleche Kader fir de Bësch ze hunn. Dëse setze mer mat dësem neie Gesetz. Déi aktuell Gesetzgeebung, dat ass och schonn ugeklongen, ass zum Deel 400 Joer al a brauch dofir och eng Erneierung. Si ass staark fragmentéiert an et ass dofir ganz wichteg, dass mer déi nei Reegele kodifizéieren, dat heescht, dass mer se beieneebréngen an och moderniséieren an och Reegele méi accessibel a verständlech fir jiddwereen definéieren.

Lëtzebuerg huet och international Verflichtungen an huet och 2007 en internationaalt Konzept, „Forest Europe", ënnerschriwwen a sech domadder an deem Kontext enger nohalteger Bëschbewirtschaftung ënnerworf, wat wierklech wichteg ass. An och dat huet dëse Gesetzesprojet mat beaflosst.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet war an ass et also, all déi gesetzlech Dispositiounen ze regruppéieren an ze moderniséieren, fir e staarken, kohärente Kader fir eise Bësch hei zu Lëtzebuerg ze schafen. Domat soll d'Bëschfläch erhale ginn, de Bësch geschützt ginn an och esou bewirtschaft ginn, dass all seng Funktiounen a Servicer eis an den zukünftege Generatiounen erhale bleiwen.

Wat gëtt konkreet proposéiert? Et ass schonn e puermol ugeklongen: eng kloer Definitioun an eng besser Rechtssécherheet. Mir hunn eng zäitgerecht Dispositioun, wat den Accès an de Bësch ubelaangt; de Code civil vun haut – an dat zanter 1804 – seet eigentlech, dass kee Mënsch op iergendengem anere seng Privatproprietéit däerf goen, och net iwwer Weeër, ouni deem seng ausdrécklech Erlabnis. Do gëtt et eigentlech keen Ënnerscheed zwëschent engem Noper senger Wiss an dem Bësch. Dat ass eis Situatioun vun haut an dorobber wëlle mer reagéieren an och déi potenziell Konfliktsituatioune wëlle mer klären an domadder en neien an e kloren Text bréngen, deen Zougang schaaft a Garantië fir den Zougang fir jiddwereen. An Zukunft dierfen Drëtter, dat heescht, Leit, déi net mat engem Proprietär oder mat enger Proprietärin ze dinn hunn, ze Fouss a mam Vëlo op de Weeër an de Pied an all Bësch spadséiere goen.

A puncto Accès ännert sech fir d'Proprietären näischt. Si hu selbstverständlech ëmmer an iwwerall Accès op hiren Terrain. D'Bëscher bleiwen doriwwer eraus insgesamt zougänglech, also och ausserhalb vun de Weeër a Sentieren, fir all déi Leit, déi d'Erlabnis hu vun de Proprietären, zum Beispill d'Juegdpiechter, oder d'Porteurs d'ordre du ministre wéi zum Beispill d'Beamt/inne vun der ANF, Fuerscher an esou weider, fir hir Mission de surveillance kënnen auszeféieren.

Fir all Mënsch, dee sech elo verständlecherweis froe wäert, wéi een erausfënnt, wien de Proprietär vun engem Bësch ass, gëtt eng ganz einfach Äntwert: Iwwert de Geoportail fënnt een dat eraus an et kritt een innerhalb vu Minutten eng Äntwert mat enger Adress. Ech hunn dat selwer probéiert, dat geet relativ einfach – souwäit och zur Praxistauglechkeet vun deem Text.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Minister, erlaabt Der, datt d'Madamm Hansen Iech eng Fro stellt?

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ganz gären.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech wollt wëssen, ob et de Proprietär vum Bësch wier oder de Proprietär vun de Weeër, deen ee misst froen, well wann een net an de Bësch fiert ..., et fiert ee jo net onbedéngt an ee Bësch, et fiert een op Weeër. An et steet einfach do: „le propriétaire". Am Naturschutzgesetz ass et e bëssen anescht formuléiert wéi am Bëschgesetz, dofir ass et fir mech net kloer. Muss deen elo um Geoportail da kucken: Wien ass de Proprietär vun de Bëscher? Ass dat e Syndicat? Ruffen ech beim Syndicat un oder wou froen ech eng Autorisatioun?

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Also wann een op eng bestëmmt Parzell wëll goen, dat kann een erausfannen, wien dat ass, an da geet et och duer, wann een deem seng Autorisatioun huet. Duerno huet een normalerweis eng automatesch Servitude op déi aner, wou een nach muss driwwergoen. Dat ass dat eent.

An dat anert – a mir kommen nach eng Kéier dozou –, d'Përmesknupp zum Beispill, déi ass zougänglech iwwer en ëffentleche Wee. Dat heescht, do brauch een a priori guer keng Autorisatioun. Dat heescht, et ass net esou komplizéiert. Dat ass dat, wat ech domadder wollt soen, an et ass och applikabel.

Drëttens, wollt ech nach soen, hale mer fest, dass motoriséiert Gefierer op de Bëschweeër fueren dierfen, dëst fir forst- a landwirtschaftlech Aktivitéiten, d'Juegd an den Naturschutz an och fir Aktivitéiten, déi op Basis vum Artikel 15 vum Naturschutzgesetz autoriséiert goufen.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Ministesch, den Här Roth wëllt Iech och eng Fro stellen.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hätt eng Fro zu dem Geoportail an dem Numm vun de Proprietären. Sidd Dir sécher, dass am Geoportail all Numm vum Proprietär kann nogesicht ginn an dass dat och an Zukunft garantéiert ass? Ech mengen net.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech kann Iech just soen, dass ech genau dat dote probéiert hunn, well mech déi Fro intrigéiert huet. Ech hunn et selwer probéiert. Ech hunn op genau där doter Plaz gekuckt an ech krut do déi néideg Informatiounen, fir kënnen de Proprietär vun deem Bësch ze kontaktéiere fir erauszefannen, wien et ass. Also, déi Informatioun ass sécher disponibel.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth nach eng Kéier.

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hutt dat gemaach als Ministesch warscheinlech.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Nee, ech hunn et ganz einfach um Geoportail probéiert. Ech hu mech do net missen als Ministesch ausweisen.

M. Gilles Roth (CSV) | Sidd Der dann der Meenung, Madamm Minister, dass dat, wat Der hei sot, konform ass mam Lëtzebuerger Dateschutz? Well allkéiers, wann Der eng Consultatioun iwwer eng Privatproprietéit, iwwer eng Privatpersoun maacht, da misst jo déi Privatpersoun dûment informéiert ginn.

(Interruption)

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech hu just op déi Donnéeën zréckgegraff, déi elo schonn disponibel sinn um Geoportail. An ech ginn dervun aus, dass déi Informatiounen, déi een do fënnt, och dateschutzgerecht sinn. Esou vill Vertrauen hunn ech an dee System.

Sou, wann ech dierft, géif ech elo weiderfuere mam Haftungsregimm, well dat ass eng wichteg Contrepartie zu deem Accès, dee mer wëllen heimadder erméiglechen. Et ass natierlech wichteg, dass dofir och d'Proprietären e gewëssene Schutz kréien an och do hir Haftung, hir Responsabilitéit limitéiert gëtt. Dat heescht, et ass net méi esou, dass d'Proprietären, d'Bëschbesëtzer/innen automatesch haftbar si fir Accidenter, déi an hirem Bësch kënne passéieren. Dat ass awer ganz oft an der Reegel an der Vergaangenheet esou gehandhaabt ginn. Dëse Projet responsabiliséiert awer och d'Leit, déi an de Bëscher spadséiere ginn. Et ass kloer, dass nieft der Tatsaach, dass de Bësch eng Erhuelungsplaz ass, en natierlech och verschidde Geforen a Risike ka biergen. An däers sollen d'Leit sech bewosst sinn. Dat ass och ganz kloer elo verankert, dass d'Leit responsabel sinn a sech och esou musse behuelen am Bësch.

Mir kréien och e bessere Schutz géint d'Feiergefor. Dat ass besser gereegelt, wou wéini wien däerf Feier maachen, an zwar op deene Plazen, déi speziell dofir virgesi sinn. Dëst bezitt sech net op d'Proprietär/innen an op déi Persounen, déi d'Erlabnis vun de Proprietär/innen hunn.

Et gëtt och elo méi eng kloer Reegel, wat een aus dem Bësch dierf mathuelen, an änlech wéi beim Accès legaliséiere mer elo, dass kleng Quantitéite wéi zum Beispill Champignonen, Molbier oder anert Material, zum Beispill fir e Meekranz ze maachen, dierfen am Bësch gepléckt a gesammelt ginn, fir den eegene Gebrauch – dat ass mat „klenge Quantitéite" gemengt. Dat heescht, dass et kee kommerziellen Notze soll dovu ginn an dass een och net soll e ganze Restaurant domat beliwweren. Et ass fir den eegene Gebrauch.

D'Gesetz gesäit och eng nohalteg Bëschbewirtschaftung fir all eis Bëscher vir, mat kloren Uweisungen, wéi d'Holz nohalteg geernt soll ginn, also prinzipiell ouni Kalschlag, soudass de Bësch net nach méi gestresst gëtt, wéi en elo schonn ass. Et bestinn awer och hei Autorisatiounsméiglechkeeten. Weider gehéiert dozou och eng Meldeflicht vu grousse Couppen – mat grousse Couppe mengen ech 40 m^3, dat entsprécht ongeféier zwou Camionsladungen, dat ass also net näischt – an inklusiv eng Méiglechkeet fir eng technesch Berodung. Et ass en einfache Formulaire, deen digital an op Pabeier verfügbar ass, an dat gouf och no Echangë mam Privatbësch esou decidéiert an ausgefouert. Dat heescht, dat ass och machbar.

Wat ech och nach wëll soen: Et ass net, dass ee muss innerhalb vun zwee Deeg do reagéieren! Et ass esou, dass ee spéitstens zwee Deeg virun der Coupe esou e Formulaire soll ausfëlle mat sommairen Informatiounen a bis 30 Deeg no der Coupe dann ee Rapport mat méi detailléierten Informatiounen iwwert d'Quantitéit. Dat heescht, et ass net, dass een dat muss onbedéngt alles liwweren an engem onméiglechen Delai.

Fir dass de Bësch sech an engem bestëmmten Ëffnungsgrad erneiere kann, soll de Proprietär déi

néideg Verjüngungsmoossnamen dofir ergräifen, an dat op d'mannst zur Hallschent mat standuertgerechte Planzen. Do ass en Ënnerscheed ze maachen tëschent standuertgerechte Planzen an eenheemesche Planzen. Och hei sinn Nolebeem méiglech. Do ass e Règlement grand-ducal an der Ausaarbechtung, wou och eng ganz Rei Nolebeem wäerten dropstoen. An och an eisem Aidëregimm ginn och Nolebeem zousätzlech ënnerstëtzt an och an Zukunft kann een dat nach verstäerken. Och dat hu mer mat de Leit, déi an de Bëscher schaffen, schonn diskutéiert.

Fir dass de Bësch nach méi konsequent géint d'Impakter vum Klimawandel geschützt ass a seng Biodiversitéit gestäerkt gëtt, ginn eng Rei Aktivitéiten an Zukunft net méi erlaabt. An dat ass zum Beispill d'Véihaltung am Bësch. Mir hunn haut souwisou scho relativ héich Wälddichten, dat wësse mer och vun de Jeeër, soudass d'Regeneratioun vun de Bëscher och elo schonn däitlech erschwéiert ass. D'Feierrodung gehéiert dozou, awer och den Drainage. An Zukunft musse mer eis wierklech beméien, fir méi Waasser an eise Bëscher ze halen. Dat heescht, en Drainage ass definitiv net dee richtege Wee. Dann de Gebrauch vu Pestiziden ouni Autorisatioun an d'Dünge souwéi och eng Ganzbamrecolte, y compris vum klenge Reiseg, wat awer wichteg ass fir de mineraleschen Equiliber vum Bëschbuedem.

Et gëtt och eng Flicht zur Informatioun vun de Bëschnoperen, de Proprietären, bei gréisseren Agréffer. Den nationale Bëschinventaire kritt eng rechtlech Verankerung an, wéi schonn ugeschwat, de Conseil supérieur des forêts gëtt heimadder geschaf, wat ganz wichteg ass, fir d'Regierung an Zukunft ze beroden. Och do sinn zwee Delegéierter fir ëffentlech Bëscher dran.

Voilà. Ech wëll nach eng Kéier betounen, dass dëse Projet net an engem Elfenbeintuerm entstanen ass, mee mat ville participative Reuniounen, Austauschronnen, och hei an der Chamber, dat ass och schonn ugeklongen, wou wierklech och deem Rapport Rechnung gedroe ginn ass vun 2016, deen an enger spezieller Sessioun hei entstanen ass.

Wat an Zukunft awer och nach ganz wichteg ass, dat sinn d'Sensibiliséierungsmoossnamen, déi wäerte gemaach ginn. Souwuel musse mer eis eege Leit nach eng Kéier forméieren op deenen Dispositioune vun dësem Gesetz, mee och extern Acteure wäerten an Zukunft forméiert ginn. Am Hierscht wäerten do déi éischt Formatiounen ulafen.

Ech sinn der Meenung, dass et en equilibréierte Projet ass an dass mer wierklech wichteg grouss Errungenschaften hei mat erabréngen, mat de Rechter vun de Bierger, Verantwortung an och neien Avantagë fir Bëschbesëtzer, engem bessere Schutz vun eisem Ekosystem an engem bessere Schutz vum Bësch als Klimapartner souwéi der Garantie vun enger nohalteger Bëschbewirtschaftung.

Ech hunn d'Chance, reegelméisseg a Kontakt ze si mat Leit, déi an eise Bëscher schaffen, an déi soe mer all dee selwechte Message: Eis Bëscher brauchen eigentlech eis Hëllef net, fir sech un d'Veränderung vun der Ëmwelt unzepassen. Op hir natierlech Manéier wäerte si dat packen, mee dat dauert e Joerhonnert, méi souguer. An duerno wäerten d'Bëscher warscheinlech net méi esou ausgesinn, wéi mir et gewinnt sinn. Mee wa mir an noer Zukunft, also fir eis Kanner an déi kommend Generatiounen, dem Bësch seng Déngschtleeschtunge weiderhi wëllen notzen, da musse mer elo domat ufänken, e besser ze schützen.

Eist Zil ass et also, d'Interesse vu Mënsch an Natur an Aklang ze bréngen, well eis Bëscher schützen heescht, d'Natur an d'Zukunft zu Lëtzebuerg ze schützen. A genau dofir brauche mir dësen Text, a mir brauchen en och elo!

Zum Schluss wollt ech nach eng Kéier Merci soen alle Leit, menge Virgänger virun allem, fir dësen Ursprongstext, an awer och all deene Leit, déi gehollef hunn, den Text ze verbesseren, y compris menger Ekipp, an natierlech och de Leit hei am Raum. Iech alleguer merci fir Är Contributioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, merci och der Madamm Ministesch fir déi Erklärungen, déi se nach op d'Fro vum Gilles Roth ginn huet. Mir hunn dat elo probéiert. Ech traue mer elo mol zou, datt ech weess, wéi ech op Geoportail eppes klicken. Mir hunn dann och deen Extrait gefrot. Et muss een natierlech seng Donnéeën uginn, fir Abusen ze verhënneren. Och dat ass ok.

Éischtens emol: Et ass net live, et schéngt eng Verifikatioun derzwëschentgeschalt ze si vun der Administration du cadastre. Dat heescht, do wär och emol d'Fro, wéi oft, wéi vill Requêten een da ka maachen, éier ee gesot kritt: „Du méchs der elo ze vill!" Dat ass, mengen ech, och eng grouss Fro, well hei ginn awer Requêtë gefrot.

Et kritt een och net déi ganz Adress, mir hunn dat elo getest, et kritt een en Numm an et kritt een eng Postleitzuel an eng Uertschaft. Elo kann ee soen: A verschiddenen Dierfer kënnt ee mat Numm a Postleitzuel och nach op Stroossenniveau erof, an dann hofft een, datt et eng kleng Strooss ass, wann een dann duerch d'Strooss trëppelt, fir déi Boîte ze fannen.

Ech di mech awer schwéier, haut forcement e Proprietär ze erreeche just op Basis vun deem, wat am Kadaster u sech um Extrait hannerluecht ass. Also et geet, et kënnt ee sécher un de Proprietär, den Opwand ass awer vläicht e bëssen disproportional zu deem, wat Dir elo virdrun uklénge gelooss hutt.

An déi zweet Fro, an ech mengen, dat huet de Gilles Roth och virdru gefrot, dat ass: Gëtt dann deen, deem seng Donnéeë consultéiert ginn, gewuer, datt hei ee seng Donnéeë consultéiert huet? Mir haten déi ganz Diskussioun och mam LBR. Ech erënneren drun – dat ass mat ee vun de Grënn, firwat mer nach ëmmer den LBR net erëm opgemaach hu fir méi Leit –, datt deen, deen am LBR steet a wa seng Donnéeë consultéiert ginn, muss gewuer ginn, datt e consultéiert gouf. An hei weess ech awer net, ob de Kadaster dat mécht. A wa jo, a wéi enger Form?

Et ass net Är Verwaltung, Dir kënnt net alles iwwert de Kadaster wëssen. Et wär awer vläicht interessant, wann d'Chamber op déi Froen Äntwerte géif kréien, well hei geet et awer ëm de Kär vum Dateschutzrecht, wat mer hunn. An esou einfach, wéi Dir et duergestallt hutt, muss ech elo aus eegener Erfarung duerch d'eegent Teste soen, geet et leider net, well et kritt een net déi Donnéeën, fir déi Persoun direkt per Courrier unzeschreiwen, geschweige denn iwwer iergendee moderne Kommunikatiounsoutil. Dat wollt ech awer vläicht der Chamber hei nach mat op de Wee ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci fir dës zousätzlech Elementer. Also et ass esou, dass mir dat effektiv probéiert hunn, grad mat engem Beispill, dat d'Madamm Hansen bruecht huet. Do hu mer ganz genau erausfonnt, wiem et gehéiert, a mir hätten och do sécher Moyene fonnt, fir déi ze kontaktéieren. Dat war nämlech an dësem Fall eng Kapell, déi tatsächlech och der Ëffentlechkeet gehéiert, wou een och sécher kann erausfannen, wéi een déi kontaktéiert. Ech sinn der Meenung, dass do eng Méiglechkeet ass, fir dat ze fannen.

Wann ech mech richteg erënneren – mee dat sinn och Reegelen, déi hunn ech net erfonnt –, wann een do eng Requête mécht um Geoportail, dann huet een eng Limitatioun bei enger Requête vun zéng Ufroen. An dat ass, mengen ech, och dat, wat eng Proportionalitéit soll duerstellen. Wann elo zousätzlech Froe sinn zum Fonctionnement vun deem Geoportail a vum Kadaster, géif ech Iech invitéieren, déi Froen och un déi zoustänneg Uspriechpersounen ze stellen. Dat ass elo wierklech net de Bestanddeel vun dësem Gesetzestext an och wierklech net a mengen Attributiounen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7255. Den Text steet am Document parlementaire 7255[18].

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt an den Artikelen 13, 24 a 34 nach 8 „track changes" hu missen ewechgeholl ginn. Beim Artikel 13, drëtte Paragraf, am Artikel 24, éischte Paragraf Punkte 5 a 6, am Artikel 24, zweete Paragraf Punkt 1, am Artikel 24, drëtte Paragraf Punkt 7 souwéi am Artikel 34, zweete Paragraf, bei der Opzielung ënnert dem klengen a) war e Komma nach ënnerstrach, am Artikel 24, éischte Paragraf Punkt 4 war de Punkt 4 nach duerchgestrach.

Mir stëmmen elo iwwert den Text ouni dës „track changes" of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7255 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Martine Hansen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun vun der Madamm Martine Hansen befannen. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President. D'Motioun, wéi d'Madamm Hansen se deposéiert huet, ass eng Motioun, wou et drëms geet, dass een d'Gesetz, wéi mer dat bei ville Gesetzer hei maachen, no e puer Joer evalueiert dorop, wéi gutt et ëmsetzbar ass, an d'Fro stellt, ob een da gegeebenefalls Nobesserunge mécht. Et ass also eppes, wat d'Chamber bei ville Gesetzer decidéiert. An där Hisiicht hu mir domadder och kee Problem.

Wat mer awer méi schwiereg fannen, ass, dass déi Motioun esou en negativen Ënnertoun par rapport zu dem Gesetz huet. An dat ass natierlech eng Lektür vun deem Text, dee mer grad hei à l'unanimité des présents gestëmmt hunn, déi mer esou net kënnen akzeptéieren.

Wann ech zum Beispill soen, dass am Kader vun deem legislative Prozess d'Gesetz considerablement verbessert ginn ass, da soen ech, et goufen Änneronge gemaach, wéi dat üblech ass, mee d'Haaptiddi vun dem Gesetz, wat den Accès ass, wat d'nohalteg Bewirtschaftung vun de Bëscher ugeet, wat zum Beispill d'Gestioun ugeet, an anerer, dat ass ëmmer nach déi selwecht. Dat heescht, jo, mir hunn Upassunge gemaach, mee d'Teneur vum Gesetz ass ëmmer nach déi selwecht.

Mir hunn och grad administrativ Vereinfachunge gemaach, dat heescht, mir hu grad mat deem heite Gesetz d'Saach verbessert an net iergendwéi nach méi reglementéiert.

Ech hu virdru mat der Madamm Hansen driwwer geschwat an hir eng Rei Propositioune gemaach, wéi een déi Motioun kéint änneren, notamment andeems mer géifen deen Term „considérablement" eraushuelen, andeems mer géifen an dem drëtten Tiret „également dans la perspective du développement de notre Wood Cluster" – well dat einfach ee Beispill ass, do hätt een och anerer kënnen nennen – och sträichen, respektiv de véierte Considerant och sträichen an och bei dem Invite en Deel dovun eraushuelen a vun zwee op dräi Joer goen. Dat hei ass awer e grousst Gesetz, dat wäit geet. Dat heescht, mir mengen, dass den Delai vun dräi Joer méi räsonabel wär an och méi ugepasst wär.

Wann d'CSV déi Modifikatioune géif akzeptéieren, da kéinte mir déi Motioun och esou matstëmmen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Da ginn ech direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Hansen, fir ze kucken, ob si mat deene Propositiounen d'accord ass.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, d'Haaptsaach ass, et gëtt eng Evaluatioun gemaach an et gëtt am Sënn vun der Nohaltegkeet vum Bësch u sech herno ugepasst. A vu datt et och ugepasst gëtt am Sënn vun der Praktikabilitéit, mengen ech, wäert d'Surreglementatioun, wann der do ass, souwisou fortfalen, soudatt ech kann heimadder averstane sinn.

Ech fannen et e bësse schued, datt mer de Wood Cluster eraussträichen, well et awer ee Beräich ass, wou ech denken, datt mer eis kéinte weiderentwéckelen. An de Wood Cluster brauch Holz. Dofir kann ech jo keng 25 där Clusteren opbauen. Mee wéi gesot, mir kënnen domadder liewen, also maache mer déi Ännerungen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. D'Madamm Cecchetti wëllt nach e Wuert soen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech wollt soen, datt mir domadder dat och kënnen droen, well fir eis war se och e bëssen negativ. A wann awer déi Ännerungen do gemaach ginn, da kënne mir se och komplett matstëmmen.

Merci.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– saluant que le projet de loi 7255 sur les forêts tend à mettre en place un cadre légal général robuste et cohérent pour les forêts ;

– saluant que le présent projet de loi a été amélioré depuis son dépôt ;

– considérant qu'il est important que le triangle de la durabilité soit en équilibre, en particulier en ce qui concerne les forêts, qu'elles soient privées ou publiques,

invite le Gouvernement

– à évaluer et, le cas échéant, à adapter le présent projet de loi trois ans après son entrée en vigueur quant à sa praticité pour garantir ainsi une gestion durable de nos forêts.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Octavie Modert, Jean-Paul Schaaf.

Vote sur la motion 1 modifiée

M. Fernand Etgen, Président | Wie mat dem modifizéierten Text d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dee modifizéierten Text eestëmmeg ugeholl.

8. 8143 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8143 iwwert d'Aféiere vun engem Fong fir den Ëmweltschutz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, an dat ass nach eng Kéier den honorabelen Här François Benoy.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Häre, Madamm Ministesch, ech presentéieren Iech elo de Gesetzesprojet 8143, mat deem mir dem Ëmweltfong säi Champ d'application erweideren a seng Interventioun weider definéieren. Domat stelle mir dat wichtegt Instrument méi effikass op a stäerken den Ëmweltschutz zu Lëtzebuerg.

Fir de villsäitegen Ufuerderungen am Ëmweltberäich gerecht ze ginn, weite mir de Champ d'application vum Fong, wéi gesot, aus, notamment ëm d'Finanzéierung vun: neie Ressourcenzenteren, Ëmweltprojete ronderëm déi global Nohaltegkeetsziler aus der Agenda 2030, Aktivitéiten a Projete géint de Kaméidi, fir eng sécher an nohalteg Notzung vu cheemesche Produiten, géint atmosphäresch Verschmotzung, fir eng besser Loftqualitéit. Heirënner falen och Projeten aus dem Beräich vun der Pollution lumineuse zum Beispill. Da Faisabilitéitsetüden, dat heescht Etüden, ob a wéi e Projet kéint realiséiert ginn, déi nämlech dacks relativ deier sinn, an dofir ass déi Etapp ganz wichteg, fir am Virfeld eng Faisabilitéitsetüd ze maachen. Mat dëser Ännerung muss elo net méi de Regierungsrot saiséiert ginn, wann een esou eng Etüd soll maachen, déi vum Fong finanzéiert gëtt. Da Pilotprojete fir ze kucken, wéi nei Technologië kënnen applizéiert ginn, a Rechercheprojeten, fir eist technescht a wëssenschaftlecht Wësse virunzedreiwen.

Par contre ginn de Klimawandel, d'Energieeffizienz an d'erneierbar Energien aus dem Gesetz vum Ëmweltfong vum 31. Mee 1999 gestrach, well déi entre-temps iwwert de Klima- an Energiefong gereegelt sinn. Ech weisen dann och nach drop hin, dass et dernieft och nach en drëtte Fong an dem Ëmweltberäich gëtt, nämlech de Waasserfong.

Dann iwwerhuele mer am Gesetz niewent dem Intérêt public och nei d'Utilité publique a kënnen déi Projeten an Zukunft mat bis zu 100 % finanzéieren.

Nei ass, dass e Finanzement aus dem Ëmweltfong elo och a Fro kënnt fir Initiativen a Projeten, déi vun Associatiounen, déi am Ëmweltberäich aktiv sinn, kënnen eragereecht ginn. Dat huet de legale Kader bis elo net hierginn. Donieft kënnen och Gemengen, Syndikater an Établissements publics vun engem Finanzement aus dem Ëmweltfong profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Ëmweltministesch huet d'Texter zur Modifikatioun vum Ëmweltweltfong de 27. Januar 2023 deposéiert. Den 13. Juni huet de Staatsrot säin Avis ginn an an zwou formellen Oppositioune Prezisioune wéinst juristescher Onsécherheet respektiv der Proportionalitéit gefrot.

An der Sitzung vun der Ëmweltkommissioun vum 21. Juni gouf ech Rapporter genannt a mir sinn duerch d'Gesetz gaangen an hunn dunn och Amendementer ugeholl, déi et dem Staatsrot a sengem zweeten Avis erlaabt hunn, den Text ze approuvéieren.

D'Handelskummer begréisst an hirem Avis déi administrativ Vereinfachungen, déi mat dësem Gesetz kommen, a freet nach méi Ënnerstëtzung am Ëmweltberäich fir d'Entreprisen. An de Syvicol freet sech iwwert déi nei Méiglechkeete fir d'Gemengen, fir e Finanzement am Ëmweltberäich kënnen ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Hären, mat dësem Gesetzesprojet stelle mir den Ëmweltfong besser fir d'Zukunft op a suergen derfir, dass en den aktuellen Defien am Ëmweltschutz gerecht gëtt. Mir weite säi Champ d'application aus a méi Acteure kënne vun der Hëllef profitéieren. Domat stäerke mir den Ëmweltschutz an dofir kann ech och mat grousser Freed den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, well dat heite méiglecherweis déi leschte Kéier ass, wou ech an dëser Legislaturperiod d'Chance hunn, als Président-rapporteur ze schwätzen, wollt ech Iech froen, ob ech nach e puer Wuert zousätzlech kéint soen. Ech wollt nämlech dervu profitéieren, fir Iech alleguer a speziell de Memberen aus der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Mir huet et op alle Fall vill Freed gemaach. Et war mer eng grouss Éier. Ech hunn ëmmer mäi Bescht gemaach, fir d'Kommissiounen optimal ze organiséieren an d'Saach weiderzebréngen.

Mir hu vill geschafft: An dëser Legislaturperiod hate mer, wann ech mech net verzielt hunn, 155 Sitzungen a

mir hu 64 Gesetzer hei an d'Plenière bruecht. An do waren e puer ganz wichteger derbäi, zum Beispill d'Klimaschutzgesetz, d'Offallgesetzer, d'Atomhaftungsgesetz an haut och d'Bëschgesetz. An am Energieberäich denken ech zum Beispill un d'Prosumergesetz, d'Transferts statistiques – dat ass dee Projet mat Dänemark, et ass nach net esou laang hier –, d'Energieversuergungssécherheet an d'Subside fir Borne fir Entreprisen.

Ech wëll dann awer och hei, an ech denken, och am Numm vun der ganzer Kommissioun, dem Rachel Moris, onser Secrétaire administrative, villmools Merci soen, déi ëmmer extreem gewëssenhaft, effikass a gutt fir ons geschafft huet.

Merci och menger Mataarbechterin aus der grénger Fraktioun, dem Sarah Jacobs, wat mech déi lescht fënnef Joer mat groussem Asaz op dësem Dossier begleet huet, an och dem Liz Reitz, wat eis déi lescht Joren am Volet Energie ënnerstëtzt huet. Villmools merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter François Benoy.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf ageschriwwen.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo, voilà, ech wëll op dëser Plaz am Numm vun der CSV-Fraktioun awer och dem Président-rapporteur Merci soe fir zwou Saachen, eng Kéier fir de Rapport vun haut, dee schréftleche wéi dee mëndlechen, dee ganz komplett war, dofir maachen ech dat och hei kuerz, an awer och fir déi – wéi soll ech et soen? – Aart a Weis vun der Kommissioun an där Zäit, wou ech derbäi war. Dat waren elo net déi fënnef Joer, mee awer an där Zäit, wou ech derbäi war, wou ech d'Chance hat, derbäi ze sinn, hunn ech awer fonnt, dass hien ëmmer ganz zilorientéiert war an dass en ëmmer probéiert huet, jidderengem d'Wuert ze ginn, och wann en heiansdo probéiert huet, och séier weiderzekommen.

(Hilarité)

Wat jo och vläicht d'Aufgab ass vum President. Wierklech och e Merci vun eiser Säit dofir.

De Gesetzesprojet vun haut, deen ass jo noutwendeg, well no 24 Joer Existenz vum Ëmweltfong ass et awer wichteg, dass esou e Fong sech adaptéiert un d'Evolutioun. An e puer Grënn dofir si jo och schonn ugefouert ginn. Ee vun deenen ass jo zum Beispill, dass och aner Fongen entstane sinn, e Waasserfong, e Klima- an Energiefong, wou et kloer muss sinn, wiem seng Responsabilitéit wou läit a wou ech mech eigentlech als Demandeur soll hiwenden. Dat ass hei méi kloer gemaach ginn. Et kommen eeben nei Objektiver derbäi an domadder nei Méiglechkeeten, nei Aufgaben, also och méi Méiglechkeete fir den Eenzelnen, dass e säi Projet kann erabréngen an eng Subventioun kréien.

Gutt fanne mer och, dass et fir eenzel ganz spezifesch Projeten och bis zu 100 % Subsid ka ginn, well do kënne jo awer grav Situatiounen entstoen, wou ee wierklech eng Sanéierung oder soss en Invest muss maachen, deen eventuell soss net géif gemaach ginn, wann dat doten net géif goen, soudass ech dat och ganz gutt fannen.

An da virun allem awer – an dann halen ech och op domadder – ass eng Iwwerleeung, mengen ech, déi, dass duerch d'Erweiderung vun deenen, déi hei drënnerfalen, vun de Beneficiairen, de potenzielle Beneficiairë vum Ëmweltfong, mer jo eigentlech dohinner kommen, dass een domadder nach eng Kéier ënnersträicht, dass den Ëmweltschutz grad wéi de Klimaschutz eigentlech eng gesamtgesellschaftlech Aufgab ass, wou jiddereen, dee sech doranner engagéiert, och soll doranner ënnerstëtzt ginn.

Ech mengen, et ass hei weesentlech, dass Gemengen, Syndikater, Établissements publics, mee awer och ASBLen hei drënnerfalen an och kënnen encouragéiert ginn op dës Manéier, hire Beitrag ze leeschten. Dat ass, mengen ech, eppes, wat ganz wichteg ass. Dat sollte mer eigentlech och ëmmer erëm dobausse soen, dass et eis Aufgab ass, vu jidderengem. Mir kënnen net ëmmer just soen: „D'Ëmweltministesch mécht dat", a mir maachen näischt. Esou kënnt ee jo hei an dësem Gremium och net weider.

Duerfir den Accord vun eis. A wa mer elo um Schluss wieren a mir hätten elo en Tablo gehat oder et wier e Concours gewiescht, dann hätt een elo hei d'Konklusioun gezunn: mat Félicitations du jury! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Schaaf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Et ass wichteg, datt mer Fongen hunn, well Fongen erlabe jo u sech, méi spezifesch Projete méi onkomplizéiert ze finanzéieren. Deen heite gouf jo viru 24 Joer gegrënnt, du war d'Welt nach eng aner. Dunn hu mer och schonn iwwer Ëmweltschutz geschwat, mir hunn dat awer aus engem anere Bléckwénkel gekuckt. A wa mer haut Ëmweltschutz soen, dann denke mer natierlech an éischter Linn un d'Klimakris, mir denken un déi relativ schlecht Qualitéit vun eise Gewässer, mir denken un de schlechten Zoustand vun eise Bëscher. Mir hunn dat jo elo nach viru Kuerzem hei nach eng Kéier dokumentéiert. Mee et gesäit een awer gutt, datt sech do eng ganz aner Evolutioun elo entwéckelt huet, an datt mer haut deem Fong aner Attributioune ginn, ass u sech och richteg.

Et spigelt also zréck, datt den Ëmweltschutz vill méi komplex ginn ass, datt vill aner Domäne sech entwéckelt hunn. An déi nei Attributioune sinn och an deem Sënn ze begréissen. Et kënnt zum Beispill de Kaméidi derbäi. Mir haten och do elo virun e puer Deeg eng Diskussioun hei, wou mer onschwéier konnte feststellen, datt de Kaméidi e ganz grousse Problem an eiser Gesellschaft ass. Kaméidi ass besonnesch och hei zu Lëtzebuerg e ganz grousst Theema, wou mer nach ganz vill musse maachen.

Mir hunn awer och hei mat deem Fong elo déi cheemesch Produkter méi an de Fokus gesat, well och dat ass e ganz schwierege Problem. E Beispill: d'Anootme vu gëftege Gasen. Mir wëssen, all eis deeglech Akten, déi mer maachen, sinn oft verbonne mat cheemesche Produkter, wou d'Konsequenzen net ëmmer ofzegesi sinn. Dowéinst ass et och gutt, datt dee Fong sech méi dorobber konzentréiert. Da geet et och ëm d'Loftqualitéit. Och d'Loftqualitéit ass näischt Neits. Déi leit op ganz ville Plazen.

Virun allem wëll ech awer nach eppes hei ënnersträichen, dat ass eeben elo d'Eligibilitéit. Virun allem kommen elo emol d'Gemengen derbäi, d'Gemengen, dann d'Gemengesyndikater. Et ass héich Zäit ginn! Wann et ee wichtegen Acteur gëtt um Niveau vum Ëmwelt- an Naturschutz, da sinn et d'Gemengen. Mir kënnen hei esou vill Theorie schreiwen a schwätzen, wéi mer wëllen, wa mer der net um Terrain hunn, déi et ëmsetzen, an dat sinn an éischter Linn d'Gemengen, da fonctionéiert dat och net. Dowéinst fannen ech dat op alle Fall, jo, et kann ee soen, scho bal ze spéit, datt mer dat elo hei mat eranhuelen, well nach wie vor ouni d'Gemengen op deem Niveau mat Sécherheet näischt fonctionéiert!

Voilà. Ech wëll nach just drop hiweisen, datt déi Diskussiounen ëm d'Ëmännerung vum Ëmweltfong och keng nei sinn. Mir fält zum Beispill an, datt am Joer 2002, dat war am Mee, nee, 2000 am Mee, do hat den DP-Deputéierten Emile Calmes, deen nach Eenzelner heibanne jo gutt kennen, deemools schonn eng interessant Motioun virgeluecht, datt zum Beispill d'Produkter vun der Tax um Elektresche sollen equivalent och an e Fong gestach ginn zu deenen Taxen, also zu deene Produkter, déi an d'Assurance dépendance komm sinn. Also do gesäit een, datt awer och schonn déizäit sech Gedanke gemaach gi sinn, wéi mer dee Fong nach besser alimentéiere kënnen – dat als just e klengen Detail hei dertëschent.

Ofschléissend merci fir déi Rapporten, déi den Här Benoy gemaach huet. Och merci fir déi Aarbecht, déi an deene leschte fënnef Joer gemaach ginn ass. Definitiv, dat hei war eng Kommissioun, déi ganz äerdeg geschafft huet. Dat éiert eis och op eng Manéier. Mee leider muss ee soen, datt och déi nächst Kommissioun nach ganz, ganz vill Aarbecht wäert viru sech hunn.

Ech soen Iech Merci a bréngen natierlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Bon, wat elo de Gesetzesprojet ugeet, dee soll jo derfir suergen, dass den Naturschutzfong méi effikass ka genotzt ginn, mam Haaptzil, eis Natur an domat och wichteg Liewensraim ze erhalen. D'LSAP steet natierlech voll a ganz do derhannert. An heimat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

A wann et de Moment ass vun de Mercien, da geet natierlech e grousse Merci un de President vun der Kommissioun fir eng exzellent Presidence, an och natierlech e grousse Merci un d'Madamm Moris. Ech géif dann awer och drun uschléissen e grousse Merci un den Attaché vun eiser Fraktioun, de Georges Sold.

An ech vergiessen awer och net eis Ëmweltministesche fir hir Presenz och iwwert déi lescht Joren, déi an de Kommissiounen ëmmer an ëmmer erëm do waren an déi eigentlech ëmmer déi richteg Äntwerten op eis Froen haten. Et muss ee jo wëssen, d'Ëmweltthematik ass e ganz liewege Sujet, mat deem jiddwereen am Alldag eppes ufänke kann. An dofir ass et wichteg, fir kloer, däitlech an einfach doriwwer ze schwätzen. Dat war méiglech, an dofir e grousse Merci vun eis.

A wéi gesot, wat de Gesetzesprojet vun haut ugeet, widderhuelen ech, dass mir den Accord ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech géif dann och jidderengem e grousse Merci soen an ech ginn den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir den Ëmweltschutz ass et wichteg, dass mer déi néideg Mëttelen hunn, an dat heiten ass dofir e gudde Projet, grad well en och kommunal elo wäert nei Dieren opmaachen.

Merci dem François Benoy fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Et waren heiansdo och méi turbulent fënnef Joer. Ech mengen, mir louchen

eis heiansdo och e bësse bei eenzelne Projeten an den Hoer, wou et dann e bësse méi turbulent war an heiansdo e bësse méi haart hiergaangen ass. Mee dat ass eeben och d'Roll e bëssen tëscht dem President an der Oppositioun. Ech hat och heiansdo net genuch Gedold, well verschidden Ëmweltprojeten net schnell genuch virugaange sinn, esou wéi ee sech dat virgestallt hätt. An duerfir awer e grousse Merci fir Är Gedold mat de Kommissiounsmemberen, well ech ka mer virstellen, dass et als President net ëmmer einfach war.

An et ass richteg gesot ginn: Déi nächst Jore sinn entscheedend, do wäert nach ganz vill mussen nogeholl ginn! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci. Just ganz kuerz, well et ass scho villes hei gesot ginn. Den Ëmweltschutzfong mécht mat dësem Gesetzesvirschlag e Sprong an dat 21. Joerhonnert. Wann e virdrun haaptsächlech thematesch fokaliséiert war op de Beräich Offall oder Naturschutz, erweidert en d'Thematik elo op Theemen, déi elo wierklech méi wichteg gi sinn, wéi zum Beispill d'cheemesch Substanzen, mee awer och transvers Theeme wéi zum Beispill d'Nohaltegkeet, déi sech duerch ganz vill Theemen derduerchschlängelt an déi heimadder och kann adresséiert gi mat konkreete Projeten, déi heiriwwer kënnen ënnerstëtzt ginn.

D'Loftqualitéit ass erwäänt ginn, d'Liichtverschmotzung, de Kaméidi. Wat mir awer och um Häerz läit, ass, dass mer iwwert dat heite Gesetz innovativ Technologien an och Fuerschungsprojete kënne matfinanzéieren. Dat ass och ganz wichteg, well dat heiten eis och eng Grondlag gëtt, fir innovativen Ëmweltschutz kënne matzefinanzéieren.

An och ganz wichteg, et ass schonn ugeschwat ginn: An der Vergaangenheet waren et haaptsächlech Gemengen a Gemengesyndikater, déi eligibel waren, oder ëffentlech Verwaltungen. Elo gouf dat erweidert iwwert de Wee, dass ASBLen, awer och Établissements publics, aner Établissements publics, zum Beispill Fuerschungszenteren, och elo hei kënnen eligibel gi fir qualitativ héichwäerteg Projeten. An dofir fannen ech dat heiten e ganz wichtege Projet.

Dat wëssend, wëll ech nach soen, dass iwwert dëse Fong an de leschte Joren – säit 2018 – schonn 165 Milliounen an eng ganz Panoplie vu Projeten investéiert goufen. A Stand haut sinn nach 700 verschidden Engagementer vu Projeten, déi elo amgaang sinn unzelafen, déi an den nächste Méint wäerten ulafen. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8143. Den Text steet am Document parlementaire 8143[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8143 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8143 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer prezis erëm zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.14 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Rémunération des remplaçants journaliers	7700	Francine Closener	85
Phénomène du « landgrabbing »	7730	André Bauler, Gusty Graas	86
« Franchising »	7741	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	86
Fouilles archéologiques effectuées par des personnes privées	7808	André Bauler	86
Rues cyclables	7852	Elisabeth Margue	87
Détention d'un journaliste espagnol en Pologne	7894	Fernand Kartheiser	87
Mise en place d'un office national d'aide et de soutien pour abus sexuel	7937	Nancy Arendt épouse Kemp	88
Antisémitisme au Luxembourg	7969	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	88
Promotion du site « Mamerleeën »	7970	Fernand Kartheiser	88
Pénurie de médicaments	7972	Carole Hartmann, Gilles Baum	89
Convention pluriannuelle avec Nordliicht TV	7973	Martine Hansen	89
Conclusions de l'étude « Crypto-Asset Management Survey »	7974	Laurent Mosar	90
Ligne ferroviaire entre Ettelbruck et Troisvierges	7975	André Bauler	90
Transport d'animaux vivants	7976	Jeff Engelen	90
Nouvelle pharmacie pour les communes de Äerenzdall, Bettendorf, Reisdorf et Tandel	7977	André Bauler	91
Rendez-vous non honorés en imagerie médicale	7978	Marc Hansen, Josée Lorsché	92
Régime et indemnités des employés de l'État	7979	Octavie Modert, Diane Adehm	92
Carrières dans la Police grand-ducale	7980	Dan Biancalana	92
Changement d'administration des policiers	7981	Dan Biancalana	92
Promotion des élèves surdoués	7982	Fred Keup	93
Retard de l'ambulance lors d'un accident à Diekirch	7983	Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp	93

Plan d'aménagement général de la commune de Wiltz	7984	Jeff Engelen	94
Procédure de déclaration du médecin traitant	7985	Marc Hansen	94
Directives anti-corruption	7986	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	94
Étude de l'ILReS sur l'avenir de l'agriculture	7987	Martine Hansen	95
Urgences néonatales	7988	Georges Mischo	95
Changement de nomenclature des actes de neurochirurgie	7989	Gilles Baum, Gusty Graas	95
Inscription d'un groupe militaire privé russe sur la liste des organisations terroristes	7990	Gusty Graas	96
Camions 44 tonnes	7992	Jeff Engelen	96
Projet « Asino »	7993	Martine Hansen	96
Permis de conduire B100	7994	Marc Goergen	96
Avenir de l'Institut Max Planck Luxembourg	7995	Fred Keup	97
Décrochage scolaire	7996	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	97
Arrestation de nombreux membres de réseaux mafieux	7997	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	98
Renouvellement de la N18 à Clervaux	7998	André Bauler	98
Commission d'enquête sur les cultes au Luxembourg	7999	Nathalie Oberweis	99
Nouvelle campagne dans l'intérêt de la sécurité des cyclistes	8001	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	99

Rémunération des remplaçants journaliers | Question **7700** (02/03/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Mam neie Steierjoer 2023 hu vill Leit, déi um Educatiounsministère als „remplaçant journalier" agestallt sinn, misse feststellen, datt hir Salairë vu Januar, Februar a Mäerz mat engem däitlech méi héijen Taux (33 %) besteiert goufen, ewéi dat bis ewell op hire Salairen üblech war. D'Erklärung vun der CGPO ass déi, dass d'Administration des contributions directes hir Steierkaarte vun 2023 nach net à jour gesat huet a betraffe Persounen an engem Joer, am Décompte annuel 2023, déi Sue kënnen zeréckfroen. Dobäi si vill Leit, déi als Remplaçant agestallt ginn, genausou op hire Salaire mensuel ugewise wéi en Employé oder e Fonctionnaire beim Staat.

Dës Problematik ass och dorop zeréckzeféieren, datt den Educatiounsministère déi prestéiert Stonne vun de Remplaçanten eréischt no zwee bis sechs Méint ausbezilt. Et kënnt och derbäi, dass de Status vun der Sozialversécherung vun dëse Leit net automatesch op de leschte Stand virum Remplacement zeréckklasséiert gëtt. Esou si si beispillsweis net automatesch vun enger Coassurance couvréiert, och wann dat virdrun de Fall war. Si befanne sech domat temporär ouni Versécherung, bis si hir Sozialversécherung à jour gesat hunn. Dat féiert dozou, datt si zum Beispill net sur place an enger Apdikt vum Tiers payant profitéieren an eréischt nodréiglech e Remboursement ufroe kënnen.

An dësem Zesummenhang stellen ech gär follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, d'Madamm Finanzministesch an de Minister fir sozial Sécherheet:

1. Wéi kënnt et zu de laangen Delaie beim Ausbezuele vu prestéierte Stonne vu Remplaçants journaliers?

2. Wéi erklläert d'Madamm Finanzministesch, datt Remplaçants journaliers bis zum Ament vum Decompte steierlech benodeelegt ginn am Verglach zu anere Persounen, déi fir d'Fonction publique schaffen?

3. Gëtt aktuell envisagéiert, de System vun der Remuneratioun vun de Remplaçants journaliers ze verbesseren? Wéi stinn d'Ministeren dozou, de Remplaçants journaliers e Statut ze ginn, deen hinnen erlaabt, vu just 15 % Retenue à la source bei hirem Salaire ze profitéieren, esou wéi dat fir Travailleurs occasionnels de Fall ass?

4. Wéi stinn d'Ministeren dozou, an dësem Joer, wou eis Gesellschaft mat enger héijer Inflatioun confrontéiert ass, e Mechanismus en place ze setzen, fir datt d'Remplaçanten – ënnert deene vill Studente sinn – d'Suen, déi hinnen duerch den héijen Taux vun 33 % ofgehale goufen, éischter zeréckkréie kënnen?

5. Gesäit den Här Minister fir sozial Sécherheet eng Méiglechkeet, d'Situatioun vun der sozialer Versécherung vun dëse Leit anescht ze organiséieren an ze verbesseren?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. D'Ausbezuele vun de Schoulstonnen, déi am Kontext vun engem Kuerzzäitremplacement prestéiert goufen, ass un d'Elaboratioun an d'Validatioun vun enger Deklaratioun gebonnen. Dëse Prozess ass an ënnerschiddlech Etappe gegliddert, an deenen an enger éischter Phas de Remplaçant an den Enseignant, deen ersat gëtt, d'Schoulstonnen, déi remplacéiert goufen, deklaréieren. An enger zweeter Phas ginn dës Stonnen esouwuel vum Schoulpresident wéi och vun der Regionaldirektioun validéiert, iert se un de Service Ressources humaines vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) weidergeleet ginn.

Fir d'Rentrée 2020/2021 goufen dës béid Phasen integral digitaliséiert, wat zu enger weesentlecher Verbesserung vun der Transparenz vun den Ofleef bäigedroen huet.

Aus den Analyse vun de Remplacementer, déi am Schouljoer 2021/2022 prestéiert a validéiert goufen, geet ervir, datt et am Duerchschnëtt 38 Deeg, deemno ongefëier 27 Schaffdeeg, gedauert huet, bis d'Deklaratioun vun all den implizéierten Acteure validéiert gouf. Et fält bei der Analys op, datt de Remplaçant, den Enseignant, deen ersat gouf, an de Schoulpresident allen dräi am Schnëtt ëm déi 20 Deeg brauchen, fir d'Deklaratioun ze validéieren. D'Regionaldirektiounen erfëlle mat duerchschnëttlechen aacht Deeg hire Part weesentlech méi séier wéi déi aner Acteuren.

Fir de Retard bei de Saisien ze minimiséieren, ginn notamment d'Remplaçantë wéi och d'Léierpersonal, dat ersat gouf, a reegelméissegen Ofstänn vum zoustännege Service aus dem MENJE opgefuerdert, feelend Saisien ze maachen. An engem éischte Schrëtt ginn déi concernéiert Agenten telefonesch kontaktéiert, fir datt si direkt eventuell Froe kënne vum Gestionnaire beäntwert kréien. An engem zweete Schrëtt ginn zousätzlech E-Mailen un déi concernéiert Agente geschéckt, mat der Opfuerderung, d'Donnéeë vu spezifesche Remplacementer ze ergänzen.

Aus dëser Analys geet weider ervir, datt vun de Remplacementer vun enger Zäitdauer bis zu enger Woch grad mol 30 % op Deklaratioun bezuelt goufen, während 70 % entweeder vu Membere vun der Réserve de suppléants oder vun Agente mat engem Aarbechtskontrakt iwwer dräi Méint assuréiert goufen. Dëst ënnersträicht d'Efforte vum MENJE, d'Interventioun vun temporairë Remplaçanten op ee Minimum ze reduzéieren, wat nieft enger mensueller Indemnisatioun vum Groussdeel vun den Agenten och um Niveau vun der Kontinuitéit vun der Prise en charge vun de Schüler weesentlech Virdeeler huet, vu datt déi eenzel Schoulen haaptsächlech op Remplaçanten zeréckgräifen, déi sech an de Schoulalldag kënnen aglidderen an deemno d'Besoine vun de concernéierte Schoulpopulatioune genee kennen.

An enger drëtter Phas préift de Service Ressources humaines eenzeg d'Vollständegkeet vum Personaldossier vum Remplaçant a reecht d'Stonnen duerno un de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) weider respektiv kontaktéiert d'Agenten, fir datt dës feelend Piècen nogereecht ginn.

Onofhängeg vum Zäitpunkt vum Transfert vun de vollstännege Personaldossieren an de validéierten Deklaratioune vum Service Ressources humaines vum MENJE un de CGPO ass eenzeg ee Paiement pro Mount virgesinn. Soubal de kompletten Dossier beim CGPO ukomm ass, ginn d'Dossieren an der Moyenne an engem Delai vu 4,6 Deeg traitéiert. Dëst beinhalt och d'Validatioun vum Contrôle financier.

Enn des Joers kommunizéiert de CGPO deene verschiddene Verwaltungen d'Delaien, wéini d'Dossiere musse receptionnéiert sinn, fir datt de Paiement Enn des Mounts ka gemaach ginn. Sollt en Dossier no dësem Delai beim CGPO erakommen, gëtt e mam Zyklus vun der Pai vum Mount duerno ausbezuelt. Sollt deemno en Dossier nom Datum vun der Clôture erakommen, léisst sech de Paiement eréischt fir d'Enn vum Mount drop realiséieren an esou riskéiert et, jee no Zäitpunkt vun der Validatioun, maximal 6 Wochen ze daueren, iert de Remplaçant fir seng Prestatioun indemniséiert gëtt. An deem Kontext kann een och nach ernimmen, datt wann den Dossier komplett ass an et néideg ass, eng Avance kann ausbezuelt ginn, déi kuerzfristeg iwwerwise gëtt an duerno mam Ausbezuele vun der Pai regulariséiert gëtt.

De Prozess vum Ausbezuele vun de Schoulstonnen, déi am Kader vu Kuerzzäitremplacementer assuréiert ginn, gëtt reegelméisseg evaluéiert an ugepasst. No der Aféierung vun der digitaler Deklaratioun gëtt aktuell dru geschafft, fir de Volet vun der Signature vum Kontrakt duerch de Remplaçant ze digitaliséieren, fir esou notamment d'Validatioun duerch de Schoulpresident ze vereinfachen, vu datt spezifesch Donnéeën, wat de Kontrakt betrëfft, net méi musse manuell saiséiert ginn. Et ass ze erwaarden, datt och iwwert dee Wee den Delai vun der Validatioun an domat och vum Ausbezuele verkierzt ka ginn.

ad 2. bis 4. D'Ausstelle vun enger Steierkaart geschitt spéitstens 15 Schaffdeeg no der Affiliatioun a baséiert

sech op d'Informatiounen, déi de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) der Steierverwaltung matdeelt. Dës Prozedur setzt viraus, datt de Salarié zum Zäitpunkt vu senger Astellung duerch den Employeur beim CCSS affiliéiert gouf.

Wann dem Employeur zum Moment vum Ausbezuele keng gülteg Lounsteierkaart zur Verfügung steet, ass eng Lounsteier vun op d'mannst 33 % op der Remuneratioun vum Salarié, also och op där vum Remplaçant journalier, duerch den Employeur anzebehalen.

Soubal de CGPO de kompletten Dossier huet, gëtt dëse saiséiert an eemol pro Woch (all Méinden) informatesch un de CCSS iwwermëttelt.

Et ass per groussherzoglecht Reglement virgesinn, datt den Employeur déi, ënner Ëmstänn, ze héich ofgehale Lounsteier réckwierkend dem Salarié rembourséieren däerf. Heizou schreift d'Reglement vir, datt dem Employeur eng Lounsteierkaart virleie muss, déi den Zäitpunkt vum virdru genannten Ausbezuelen ofdeckt. De Remboursement däerf awer nëmmen am selwechte Steierjoer stattfannen.

Sollten déi bis lo genannte Konditiounen net agetruede sinn oder den Employeur net gewëllt sinn, fir déi eventuell ze vill ofgehale Lounsteier ze rembourséieren, da kann de Salarié, deen net an d'Critèrë vun der Imposition par voie d'assiette fält, eng Regularisatioun vun der Lounsteier unhand vum Décompte annuel nom Oflaf vum betraffene Steierjoer bei der Steierverwaltung ufroen.

ad 5. De Code vun der sozialer Sécherheet gesäit allgemeng vir, fir all Persoun, déi agestallt ass, datt wann d'Aarbechtsrelatioun op en Enn geet, d'Persoun ofgemellt muss ginn. Dee Moment kritt déi betraffe Persoun en Austrëttszertifikat vum CCSS geschéckt. Den Datum vum Envoi vun dësen Dokumenter hänkt awer dovunner of, wéini d'Persoun vum Employeur ugemellt respektiv ofgemellt gouf.

Jee nodeem, an eléi enger Situatioun d'Persoun ass, ka si ufroen, fir iwwer eng Coassurance verséchert ze ginn, oder si ka sech fräiwëlleg weider versécheren. Beim Courrier vum CCSS läit e Begleitschreiwes dobäi, an deem d'Persoun dorop higewise gëtt. Wann d'Persoun sech innerhalb vun den dräi Méint no der Desaffiliatioun fräiwëlleg verséchert, leeft d'Versécherung weider (Assurance volontaire continuée).

Allerdéngs gesäit den Artikel 18 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet vir, datt no enger obligatorescher Affiliatiounsperiod d'Persoun d'Gesondheetsleeschtunge vun der Krankeversécherung während enger Zäit nach zegutt huet. D'Statute vun der CNS gesinn an dësem Fall dräi Méint vir, wat och e Lien mat der Weiderversécherung duerstellt. Esouguer wann d'Persoun net méi krankeverséchert wär, ka si nach wärend enger bestëmmter Period d'Gesondheetsleeschtungen an Usproch huelen.

Vu datt dës Dispositioune fir all Persoun gëllen an déi vun der honorabeler Deputéierter mentionéiert Problematik net op Dispositioune vum Code vun der sozialer Sécherheet zeréckzeféiere sinn, ass et net envisagéiert, de Code vun der sozialer Sécherheet op deem Punkt ze änneren.

Et ginn awer no a no ëmmer méi Demarchë respektiv Informatiounen op de Portail MyGuichet.lu gesat. Dës Demarchen oder d'Consultatioun vum Status vun der Affiliatioun sollen och iwwer dëse Portail accessibel gi respektiv sinn et deelweis schonn.

Phénomène du « landgrabbing » | Question **7730** (08/03/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

De Phänomeen vum Landgrabbing ass wäit verbreet an der Europäescher Unioun. An Däitschland ass dofir d'Politick sou zum Beispill amgaang ze iwwerleeën, ob een de Baueren net soll e Virkafsrecht zougestoen, fir sech eenegermoosse géint dës Problematik ze wieren. Och hei zu Lëtzebuerg stinn d'Baueren a Konkurrenz mat Investisseuren, déi Land aus ënnerschiddlechen Ursaachen opkafen.

Aus deem Grond wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister d'Thematik vum Landgrabbing hei zu Lëtzebuerg scho studéiere gelooss? Wéi vill Akerland, dat net am PAG läit, ass zanter 2015 vun Investisseuren opkaaft ginn?

2. Wéi vill Felder, Broochland a Wisen hunn an de leschte Joren eng aner Destinatioun kritt wéi déi klassesch landwirtschaftlech?

3. Gëtt et Iwwerleeungen an der Regierung, déi de Problem vum Landgrabbing wëllen hëllefen ofzebremsen?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Et sinn hei zu Lëtzebuerg keng weiderféierend Studien zu dëser Thematik gemaach ginn. Och leie keng Donnéeë vir bezüglech d'Akerland, dat net am PAG läit, an zanter 2015 vun Investisseuren opkaaft ginn ass.

ad 2. Bei de follgenden Zuele baséiere mir eis op d'„LIS-L Landuse"-Donnéeën. LIS-L Landuse ass eng geographesch Datebank mat vergläichbaren Donnéeën zur Landnotzung fir d'Joren 2007, 2015 an 2018. Op Basis vun deenen Donnéeë kënne mir de Landverbrauch berechnen an erausfannen, wéi vill landwirtschaftlech an aner natierlech Flächen eng aner Notzung kritt hunn, d. h. an technesche Wierder „artificialiséiert" gi sinn.

Deen Tableau hei gëtt ee globalen Iwwerbléck zu den Ännerunge vun den eenzelen Typpe vu Flächen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wéi aus dëser Tabell erauszeliesen ass, verleeft de Landverbrauch (ronn 170 ha pro Joer an der Moyenne) zu 90 % zulaaschte vun de landwirtschaftleche Flächen. Esou goufen tëscht 2007 an 2018 am Schnëtt all Joer 153 ha an am Total 1.683 ha der Landwirtschaft fir aner Notzungen, notamment fir d'Bebauung, entzunn.

An deem Kontext ass och ervirzehiewen, dass am selwechten Zäitraum (2007–2018) d'landwirtschaftlech Baute mat ronn 270 ha zu der Artificialiséierung vum Buedem bäigedroen hunn.

Wann een d'Analysen nach weider verdéift, da gesäit een, dass virun allem Grasland der landwirtschaftlecher Notzung entzu gouf.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Am Kader vum neie Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) vun der Landesplanung, deen aktuell an der Prozedur ass an nach virum Summer vun der Regierung soll ugeholl ginn, sinn 3 grouss Ziler festgehalen, wouvun notamment d'„Reduktioun vum Buedemverbrauch", mee och d'„Konzentréiere vun der Entwécklung op deene Plazen, wou et am meeschte Sënn mécht", direkt ervirzehiewe sinn. Dës Ziler droen direkt zu enger Reduktioun vun der Artificialiséierung vum Buedem an duerfir zum Ofbremse vum „Landgrabbing" bäi.

Iwwert de Wee vun enger Reduktioun vum Buedemverbrauch kënne mir eis natierlech Ressourcë bewosst an nohalteg schounen, an och landwirtschaftlech Biedem, déi jo fir eis Ernierung vun héijer Wichtegkeet sinn, schützen. D'Konzentratioun vun der Entwécklung op deene Plazen, wou et Sënn mécht, verhënnert eng Zersiidlung vum ländleche Raum, dee soumat fir déi landwirtschaftlech Produktioun, d'Biodiversitéit an och d'Noerhuelung erhale bleift.

De PDAT gouf an engem groussen interministeriellen Aarbechtsgrupp ausgeschafft, an deem ënner anerem Vertrieder vum Landwirtschaftsministère a vum Ëmweltministère mat der Landesplanung zesummegeschafft hunn, fir Objektiver a Strategien ze entwéckelen, déi eng nohalteg Notzung vun eise Ressourcen – dorënner virun allem de Buedem an d'Waasser – erméiglechen.

« Franchising » | Question **7741** (10/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Tess Burton** (LSAP)

Les 128 succursales d'une chaîne intégrée de supermarchés belges ont quasi toutes fermé pendant une journée d'action organisée par le personnel concerné ce mardi. Ceci après l'annonce de la direction du groupe de confier la gestion des diverses filiales moyennant forfaits d'affiliation, loyer et autres paiements à des indépendants sous forme d'une franchise. En effet, le personnel du groupe craint que ce changement ne mène à des conditions moins avantageuses pour les travailleurs, des temps de travail élargis et plus flexibles et des salaires réduits. Cette chaine de supermarchés est aussi solidement implantée dans notre pays.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les filiales luxembourgeoises dudit groupe ne sont concernées par ce franchising ?

– Monsieur le Ministre a-t-il des informations sur d'autres groupes commerciaux qui envisagent la voie des franchises ? S'agit-il d'une nouvelle tendance ou d'un cas isolé ?

Réponse (16/03/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

À ce stade, la direction générale des classes moyennes ne dispose pas d'indications que des filiales luxembourgeoises du groupe en question soient concernées par ce franchising. De même, la direction générale des classes moyennes ne dispose pas d'informations supplémentaires relatives à d'autres groupes commerciaux.

Fouilles archéologiques effectuées par des personnes privées | Question **7808** (21/03/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Gesetz vum 25. Februar 2022 iwwer de kulturelle Patrimoine hält an der Sektioun 3 fest, dass fir jidder Aart vun archeologesche Recherchen, déi e Lëtzebuerger Patrimoine kéinten un d'Dagesliicht brénge, eng Autorisatioun vum Kulturministère néideg ass. Deemno ass, nom Artikel 12, och den Asaz vu Metalldetekteren an änlechen Ekipementer nëmmen ënner gewëssene Konditiounen, wéi beispillsweis dem Suivi vun enger Formatioun beim „Institut national de recherches archéologiques", erlaabt.

Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et Leit, déi d'Sich no vergruewene Stécker als Hobby ausféieren. Och aus dem Ausland kommen ëmmer erëm Noriichten, dass joerzéngten- a joerhonnertenal Stécker vun Amateure

fonnt gi sinn. Besonnesch Angscht mécht den Autoritéiten an dëse Fäll, dass ëmmer méi Stécker mëttlerweil illegal iwwert den Internet verkaaft ginn. Et fäert een e Verloscht vum nationalen historesche Patrimoine a vu wichtegen Erkenntnisser am Hibléck op déi national Geschicht.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Lizenze goufen iwwert déi lescht 10 Joer un Amateurfuerscher ausgedeelt?

2. Wéi vill Stécker sinn iwwer déi lescht 10 Joer bei de responsabelen Autoritéiten oder Muséeën erageréecht ginn?

3. Ass et an deene leschten 10 Joer zu Amendë komm, well Privatleit d'Gesetz net berécksiichtegt hunn?

4. Dierfe Persoune mat Lizenz déi Objeten, déi si fannen, a verschiddene Fäll halen? Falls nee, gi si fir hir Decouverte entschiedegt an a wat fir enger Form?

5. Ass den illegale Marché um Internet am Hibléck op dëse spezielle Sujet eppes, dat vun der Police suivéiert a reegelméisseg kontrolléiert gëtt?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Virop sief ze präziséieren, datt de Gebrauch vu Metalldetekteren duerch Privatpersounen, sou wéi en am Artikel 12 vum neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 virgesinn ass, net als Zil huet, d'Juegd op archeologesch Artefakten a Schätz an der Fräizäit ze legaliséieren. Dës Metalldetekterprospektioune sinn e Bestanddeel vun der wëssenschaftlecher Fuerschung a verlaangen eng wëssenschaftlech Virgoensweis. Se sinn e Bestanddeel vun der globaler archeologescher Fuerschung an droe besonnesch dozou bäi, den Inventaire vum archeologesche Patrimoine a senger Kartografie opzestellen.

Virum Akraafttriede vum neien Denkmalschutzgesetz goufen d'Autorisatioune fir Amateuren (Privatleit), déi mam Metalldetekter no ale Saachen am Buedem sichen, op Basis vum Ausgruewungsgesetz vum 21. Mäerz 1966 ausgestallt.

An de leschten 10 Joer goufen esou 266 Autorisatioune fir Prospektioune mat engem Metalldetekter ausgestallt.

ad 2. Déi genee Unzuel un Objeten, déi iwwert déi lescht 10 Joer gemellt oder agereecht goufen, ass schwéier ze definéieren. All Prospekter mat engem autoriséierte Metalldetekter iwwerreecht dem Institut national de recherches archéologiques (INRA) all Joers en detailléierten Inventaire vun den archeologeschen Decouverten, déi gemaach gi sinn.

Esou konnten iwwert déi leschten 10 Joer schätzungsweis Dausende vu Géigestänn repertoriéiert ginn. Méi wichteg wéi den Objet selwer ass awer den archeologesche Kontext, aus deem d'Stécker stamen: eng banal Mënz, eng verbéite Fibel, e korrodéierte Metallbeschlag kënnen en Hiweis op eng nei Fonntplaz sinn oder nei Informatiounen iwwert eng bekannte Fonntplaz liwweren, ewéi d'Besiidlungsdauer, d'Ausdeenung an hir Funktioun.

Donieft sief ze präziséieren, datt et onméiglech ass, d'Unzuel vun den archeologeschen Objeten ze quantifizéieren, déi op eng illegal Manéier ausgeraibert goufen. Zu Lëtzebuerg setze mir dowéinst op den Encadrement an op d'Autorisatioun vun der Amateurprospektioun mat engem Metalldetekter mam Objektiv, datt déi autoriséiert Chercheuren hirersäits déi net konform Persounen op de legale Kader sensibiliséieren.

ad 3. Et ass net evident fir eng Persoun, déi illegal Prospektioune mécht, in flagranti ze erwëschen, an esou eng Geriichtsprozedur anzeleeden, déi bis zum Enn geféiert ka ginn. An de leschten 10 Joer hunn déi staatlech Archeologen eng Rei Plaintë géint net autoriséiert Detekterbenotzer agereecht. An engem Fall ass et zu enger Amende géint eng Privatpersoun komm.

Et sief drop higewisen, datt d'Agente vun der Naturverwaltung dem INRA all suspekt Verhalen an de Bëschgebidder mellen.

ad 4. De Besëtz vun archeologeschen Objeten, déi entweeder bei Recherchen oder reng zoufälleg fonnt ginn, gëtt duerch den Artikel 15 vum neien Denkmalschutzgesetz gereegelt.

D'Proprietéitsverhältnisser vu Géigestänn, déi fonnt gi sinn, baséiere weiderhin op den Artikele 552 a 716 vum Code civil.

Dorauser ergëtt sech, datt en Objet a priori dem Besëtzer vum Terrain gehéiert, op deem e fonnt gouf, et sief dann, eng drëtt Persoun hätt den Objet fonnt. An deem Fall gehéiert den Objet zur Hallschent dem Terrainsbesëtzer, an zur Hallschent dem autoriséierte Sichert, deen e fonnt huet. D'Denkmalschutzgesetz gesäit vir, datt esou en Objet bis zu 5 Joer laang dem INRA fir d'Inventorisatioun a wëssenschaftlech Studien uvertraut ka ginn. Wann den Objet un de Proprietär zréck gi gëtt, kann den INRA gewësse Virschréften operleeën, wat déi konservatoresch Mesuren ugeet, souwéi och d'Konditioune vun engem Proprietéitswiessel, fir esou den Erhalt an den Accès zum Objet à long terme ze garantéieren.

ad 5. An dësem spezielle Beräich féiert d'Police keng reegelméisseg Kontrollen duerch.

Rues cyclables | Question **7852** (31/03/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Fir fléissend a sécher Verbindungen tëscht den Haaptstroossen an de bestoende Vëlosinfrastrukturen ze garantéieren, goufen am Kader vum Code de la route Stroossen a Vëlosstroossen („rues cyclables") ëmgewandelt. Dës hunn entspriechend Schëlder a Markéierungen um Ufank an Enn vun all Zon. Esou Ëmännerunge bréngen awer och d'Fuerderung no engem Ëmdenken am Stroosseverkéier mat sech.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Wéi vill Vëlosstroosse gëtt et aktuell? A wéi enge Gemenge leien se?

– Wéi oft huet d'Police scho Kontrollen organiséiert fir ze kucken, ob déi nei Vëlosstroosse respektéiert ginn?

– Wéi vill Procès-verbaux sinn an deem Kader wéinst Verstéiss géint déi nei Dispositiounen aus dem Code de la route vun der Police un de Parquet geschéckt ginn?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat Vëlosstroossen.

Aktuell gëtt et hei zu Lëtzebuerg 23 Vëlosstroossen, dovunner 3 an der Gemeng Hesper, 1 an der Gemeng Stroossen, 1 an der Gemeng Ettelbréck an 18 an der Stad Lëtzebuerg.

Weider Vëlosstroosse sinn z. B an de Gemenge Beetebuerg, Esch-Uelzecht an Dikrech geplangt.

Eng Vëlosstrooss soll dozou déngen, op wichtege Vëlositinerairen, wou eng separat Vëlospist net méiglech ass, typescherweis an Niewestroossen, de Vëlositineraire ervirzehiewen an dem Vëlo Prioritéit ze ginn.

Fir dass eng Vëlosstrooss awer zefriddestellend funktionéiert, geet et meeschtens net duer, just e Schëld opzehänken. Genausou wéi an enger Zon 30 Verkéiersberouegungsmoossnamen néideg sinn, sollen och an enger Vëlosstrooss Begleetmoossname geholl ginn:

– de Verkéier soll sou organiséiert sinn, dass op der Vëlosstrooss méiglechst just d'Anrainer fueren;
– d'Vëlosstrooss sollt sech méiglechst däitlech vun den Niewestroossen ënnerscheeden; op d'mannst am Aganksberäich an idealerweis op der ganzer Streck;
– de verbleiwenden Trafic soll duerch baulech Verkéiersberouegungsmoossnamen incitéiert ginn, déi erlaabte Vitess ze respektéieren.

Ginn dës 3 Prinzippien agehalen, geet de Respekt vun de Verkéiersreegelen an d'Luucht an et sinn och keng heefeg oder spezifesch Kontrolle vun der Police néideg.

Am Kader vun den alldeegleche Kontrollmissiounen an der permanenter präventiver a repressiver Iwwerwaachung am a vum Stroosseverkéier iwwerpréift d'Police, datt generell Dispositioune vum „Code de la route" um nationalen Territoire respektéiert ginn. Dorënner falen ë. a. och Dispositiounen, déi sech spezifesch op Vëlosstroosse bezéien. D'Kontrolle spezifesch op Vëlosstroosse ginn allerdéngs net separat statistesch erfaasst.

Vum 1. Mee 2018 bis de 4. Abrëll 2023 huet d'Police insgesamt 87 „procès-verbaux" an 29 „avertissements taxés" wéinst Verstéiss géint déi nei Dispositiounen aus dem Code de la route, déi sech spezifesch op Vëlosstroosse (rues cyclables) bezéien, geschriwwen an erstallt.

Détention d'un journaliste espagnol en Pologne | Question **7894** (18/04/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Mënscherechter sinn dee wäertvollsten Deel vun eiser Wäerteuerdnung a gi mat Recht vun eiser Verfassung an internationalen Instrumenter geschützt. Zu hinne gehéieren natierlech och d'Meenungsfräiheet an domat och d'Fräiheet vun de Medien.

Ee Journalist, den Här Pablo Gonzalez, deen déi duebel spuenesch a russesch Nationalitéit huet, gouf viru méi wéi engem Joer op der polnesch-ukrainescher Grenz festgeholl. Hien ass elo schonn ee Joer am Prisong, wéi et schéngt an Isolatiounshaft. Der „International Federation of Journalists" no, huet hien nëmme seng Aarbecht als Journalist gemaach (Artikele „Poland: Spanish Journalist Pablo Gonzalez detained while reporting on humanitarian crisis on Polish-Ukrainian border" vum 7.3.2022 an „Ein Jahr U-Haft: Fortgesetzter Albtraum" an der „taz" vum 13.4.2023). Den Här Gonzalez soll op d'mannst nach bis de 24. Mee am Prisong bleiwen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech der Situatioun vun dësem Journalist bewosst?

2. Wéi gesäit d'Regierung an deem Kontext d'Fräiheet vun der Press a Pole garantéiert?

3. Wëll d'Regierung dësen Dossier an hire Kontakter mat der polnescher Regierung oder am Kader vun internationalen Organisatiounen thematiséieren?

Réponse (16/05/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Regierung huet keng weider Kenntnisser zum Fall vum Journalist Pablo Gonzalez, déi géifen iwwer d'Rapporte vun der Press erausgoen, a gesäit sech doweinst net an der Positioun, dëse lafende Prozess ze kommentéieren.

D'Regierung erlaabt sech awer an dësem Kader, op hir kontinuéierlech Efforte fir Rechtsstaatlechkeet an der Welt hinzeweisen. Virun allem op EU-Niveau hëlt Lëtzebuerg d'Situatioun vum Rechtsstaat genau ënnert Lupp an intervenéiert reegelméisseg, zesumme mat eise Partner, a Fäll wou et zu Verstéiss géint d'Rechtsstaatlechkeet kënnt.

Mise en place d'un office national d'aide et de soutien pour abus sexuel | Question **7937** (27/04/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Aus dem Debat zur Petitioun N° 2129 de 16. Mee 2022 zur Iwwerschaffung, Ännerung an Upassung vum Sexualstrofrecht zu Lëtzebuerg ass ervirgaangen, dass dëse Sujet nach ëmmer ee gewëssenen Tabu zu Lëtzebuerg duerstellt, mat deem et ze brieche gëllt. Matt der aktueller Unzuel un Ulafplaze fir d'Affer vu sexuellem Mëssbrauch, an der héijer Donkelziffer, riskéieren déi aktuell Statistiken net fiabel ze sinn. Et ass festgehale ginn, dass verschidde Punkten aus dem Debat an d'parlamentaresch Aarbecht vun der Chamber, souwéi de Projet de loi N° 7949, erafléisse sollen.

D'Madamm Justizministesch huet an Aussicht gestallt, dass een interministeriellen Aarbechtsgrupp domat beoptraagt géif, ee Froebou auszeschaffen, fir eng Bestandsopnam vun der bestoender Offer an der Noutwendegkeet vun enger zentraliséierter, nationaler Ulafplaz fir Affer vu sexuellem Mëssbrauch ze erstellen. Dëse Questionnaire sollt dann un déi concernéiert Acteuren an Organisatioune geschéckt ginn. An där Reunioun ass och festgehale ginn, dass schonns am Hierscht 2022, hätt sollen eng Evaluatioun vun deem besote Questionnaire an deene jeeweilege Kommissioune stattfannen.

Doriwwer eraus huet d'CSV am Juni 2021 eng Motioun zu enger zentraliséierter, nationaler Ulafplaz, fir dass all Affer sech op enger Plaz melle kéint, an der Chamber deposéiert. D'Iddi dobäi war et, déi ënnerschiddlech Zuelen a Statistiken, déi existéieren, ze harmoniséieren, Preventiounsprogrammer, fir ënnerschiddlech Strukturen ze entwéckelen, Weiderbildunge vum Personal an den entspriechenden Ariichtungen ze promouvéieren an d'Affer bei der Sich no Therapieplazen ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Ass dee vun der Madamm Ministesch an Aussicht gestallte Questionnaire un d'Acteure vum Terrain geschéckt ginn?
– Wa jo, wat sinn d'Conclusioune vun dëser Ëmfro?
– Wann nee, firwat?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu enger zentraliséierter, nationaler Ulafstell fir Affer vu sexuellem Mëssbrauch?

Réponse (30/05/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Dëse Questionnaire ass un 120 Acteure vum Terrain verschéckt ginn, vun deene 37 och op de Questionnaire geäntwert hunn.

Den interministeriellen Aarbechtsgrupp, deen aus Vertrieder vum Justizministère, vum Gläichheetsministère, vum Gesondheetsministère a vum Educatiounsministère besteet, huet op Basis vun dësen Äntwerten éischt preliminaire Conclusioune gezunn.

Déi ugefouerten Äntwerten an Erfarungswäerter, déi beschriwwe Stäerkten a Schwieregkeete vun der Prise en charge vun Affer vu sexueller Gewalt an déi ënnerbreete Verbesserungsvirschléi, ënnersträichen, dass eng zentral Ulafstell fir Affer vu sexueller Gewalt onofhängeg vu Geschlecht, Alter an Origine, déi eng global Prise en charge assuréiere kéint, den aktuelle System stäerke kéint.

Aktuell evaluéiert den Aarbechtsgrupp d'Detailer vun der Ëmsetzung vun esou enger nationaler Ulafstell a schafft un der Formuléierung vu konkreete Recommandatiounen, fir d'Ëmsetzung vun esou enger Struktur um nationale Plang ze erméiglechen.

ad 2. D'Regierung ënnerstëtzt de Prinzipp vun enger zentraliséierter, nationaler Ulafstell fir Affer vu sexueller Gewalt, woubäi déi genee Form an Zesummesetzung vun dëser no der Finaliséierung vun de Conclusiounen an de Recommandatioune vum Aarbechtsgrupp wäert kënnen determinéiert ginn.

Antisémitisme au Luxembourg | Question **7969** (05/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

L'ASBL RIAL – Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg – vient de publier son rapport pour l'année 2022. Ce rapport classifie les incidents en rapport avec l'antisémitisme selon leur gravité et a retenu en tout 76 cas. Ceci correspond plus ou moins aux incidents retenus dans les rapports précédents.

Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement :

1) Quelles suites les autorités luxembourgeoises donnent-elles aux rapports annuels du RIAL ?

2) Combien de ces cas ont été retenus comme antisémitiques et ont donné suite à des poursuites policières et judiciaires ?

3) Combien de condamnations relatives à des faits antisémitiques ont été prononcées par les juridictions répressives ?

4) Combien de poursuites policières contre toute autre forme de discrimination ont été entamées ?

5) Quel est l'état d'avancement du plan de lutte contre l'antisémitisme ?

Réponse (05/06/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Le rapport annuel de l'ASBL RIAL constitue une source d'information importante pour le Gouvernement sur l'évolution de l'antisémitisme au Luxembourg. Dans le cadre de la préparation du Plan national d'action de lutte contre l'antisémitisme, les observations du rapport ont été utiles afin de cibler au mieux les mesures à adopter, notamment en matière de politique de formation, d'éducation et de mémoire.

Par ailleurs, il convient de signaler que seul un nombre réduit d'incidents recensés dans le rapport sont de nature à faire l'objet de poursuites devant les tribunaux.

Le Plan national d'action de lutte contre l'antisémitisme visera de son côté notamment à établir un système de collecte de données plus exhaustif des incidents antisémites au Luxembourg, en rassemblant les informations des autorités judiciaires et policières ainsi que des organismes publics chargés de la discrimination ou de la veille sur Internet.

ad 2) Selon les données fournies par les parquets, parmi les cas recensés dans le rapport RIAL de 2021, il y a lieu de noter que les procureurs de Diekirch et de Luxembourg ont tous deux poursuivi des faits dans lesquels l'étoile jaune rappelant la persécution des populations juives sous le régime nazi a été pervertie pour servir à illustrer le mécontentement face aux recommandations vaccinales émises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19. Six autres incidents mentionnés dans le rapport ont fait l'objet de poursuites et un septième est en cours d'instruction.

Parmi les cas recensés dans le rapport RIAL de 2022, un incident a fait l'objet de poursuites et un autre est en cours d'instruction.

ad 3) Pour les années 2021 et 2022, les incidents établissant un lien entre l'étoile jaune et l'obligation vaccinale ont fait l'objet d'une condamnation. Quatre autres incidents ont fait l'objet d'une condamnation définitive, les autres étant encore en cours de procédure.

ad 4) Selon les bases de données de la police, 76 affaires de discriminations de tous genres ont été enregistrées pour l'année 2022.

ad 5) Le Plan national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS) sera soumis à l'approbation du Conseil de Gouvernement dans les prochaines semaines.

Promotion du site « Mamerleeën » | Question **7970** (08/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Déi am Mëttelalter gegruewen Hiele vun de Mamerleeë gehéieren zu de wichtegen historesche Sitten hei am Land a ginn och vun de Schoule gären als pedagogescht Ausfluchszil benotzt. D'Geschicht iwwert d'Exploitatioun vun de Mamerleeën am Laf vun de Joerhonnerte bleift allerdéngs a villen Hisiichten nach ze erfuerschen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung vir, de Site vun de Mamerleeë méi bekannt ze maachen an en touristesch ze promouvéieren, inklusiv duerch eng adäquat Ausschëlderung?

2. Wëll d'Regierung de Site wëssenschaftlech besser erfuersche loossen? Wa jo, duerch wéi eng Institutiounen?

3. De Site ass net genuch ofgeséchert. Op verschiddene Plaze kéinte Leit an eng Fielsspléck falen a sech verletzen. E puer vun den Hiele kéinten och plazeweis abriechen a missten ofgestäipt ginn. Denkt d'Regierung drun, déi néideg Moossnamen ze huelen?

Réponse (05/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

De „Guttland.Trail" Mamerleeën – ee vun de ville Qualitéitsproduiten am Wandertourismus, déi an der Regioun Guttland ze fanne sinn – gëtt aktiv vun der Regioun promouvéiert. Fir d'Mamerleeën u sech an déi verschidden Hiele ronderëm gëtt weeder vun der Generaldirektioun vum Tourismus nach vun der Regioun Guttland aktuell Reklamm gemaach.

Wéi all Guttland.Trail berécksiichtegt och dëse Wanderwee all d'europäesch Qualitéits- a Sécherheetsoplagen, déi mussen erfëllt sinn, fir den Numm vun enger „Leading Quality Region" droen ze däerfen, inklusiv enger spezifescher Beschëlderung.

2015 hat de Centre national de recherche archéologique (haut Institut national de recherches archéologiques – INRA) präventiv eng visuell Analys vum Site duerch säi Service de géologie gemaach. Dës Analys huet op verschiddene Plazen en erhéichte Sécherheetsrisiko fir d'Ëffentlechkeet constatéiert, notamment am Beräich vun de „Salles Grégoire", déi riskéieren anzebriechen. Vu datt déi ugeschwaten Hielen an déi verbonne Sécherheets- a Sécherungsmoossnamen op der Proprietéit an domat och an der Kompetenz vun der Gemeng Miersch leien, hat de CNRA der Gemeng 2015 per Courrier recommandéiert, dësen Deel vum Site fir d'Ëffentlechkeet ze spären.

Den ugeschwate Wanderwee verleeft zwar an der noer Ëmgéigend vun de Mamerleeën, awer net direkt laanscht potenziell Geforequellen. Zu kengem Moment féiert ee Wee duerch eng Hiel oder gëtt de Wanderer opgefuerdert, sech an eng Hiel ze beginn.

De Guttland.Trail Mamerleeën ass en Aushängeschëld fir déi ganz Regioun an eist Land a gëtt proaktiv vun der Regioun Guttland, der Generaldirektioun vum Tourismus an dem Luxembourg for Tourism esouwuel am Inland wéi och am Ausland promouvéiert, dëst op Printmaterial wéi Kaarten an awer och um Site an op der App vu visitluxembourg.com, den digitale Guide fir all Tourist zu Lëtzebuerg, egal ob een hei wunnt oder net. All d'Informatiounen zu Guttland.Trail Mamerleeën an all anere Lëtzebuerger Qualitéitsproduiten am Tourismus fënnt een hei flott gebündelt op enger Plaz.

Wann een de Site vun de Mamerleeën also a voller Sécherheet entdecke wëll, kann engem nëmmen un d'Häerz geluecht ginn, sech op de Guttland.Trail Mamerleeën ze beginn. Et ass awer ze bemierken, dass d'Wanderen an der Natur op eege Gefor bleift, esou wéi dat nach ëmmer de Fall war.

Pénurie de médicaments | Question **7972** (08/05/2023) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gilles Baum** (DP)

Les médecins et les pharmaciens de nos voisins allemands, belges et français sonnent régulièrement l'alarme concernant la grave pénurie de médicaments. Depuis l'année dernière, la pénurie de médicaments pour enfants est particulièrement préoccupante. Selon nos informations, l'antibiotique Cefuroxime n'est actuellement disponible dans aucune pharmacie du pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions urgentes suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Que fait concrètement le Ministère de la Santé pour que les médicaments essentiels soient disponibles en quantité suffisante dans le pays ?

2) Quelles sont les négociations en cours au niveau de l'UE pour garantir l'accès aux médicaments essentiels dans tous les États membres, et ce également à court terme ?

3) Quels médicaments ne sont pas disponibles actuellement ? Existe-t-il des alternatives, telles que des médicaments génériques qui seraient disponibles immédiatement ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Les médecins sont-ils encouragés à prescrire directement des alternatives en cette période de pénurie de médicaments ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (07/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Pour répondre au nombre croissant de pénuries de médicaments, diverses mesures sont actuellement en place. Le Ministère de la Santé prend connaissance des ruptures de stocks par des notifications de la part des firmes via une boite mail générique. Il peut également être alerté par les grossistes, les hôpitaux ou encore des pharmacies de ville. Ces notifications sont analysées pour évaluer s'il s'agit d'un médicament essentiel. L'analyse porte ensuite sur la disponibilité d'alternatives enregistrées sur le marché luxembourgeois en vérifiant si celles-ci sont disponibles en quantité suffisante pour pallier la rupture. Si aucune alternative n'existe au Luxembourg ou si les alternatives ne permettent pas de répondre aux besoins, le Ministère de la Santé prend contact avec la firme qui a notifié la rupture pour connaître les détails de la situation et évaluer si des solutions peuvent être proposées. Si tel n'est pas le cas, un contact est établi avec les firmes concurrentes pour évaluer leur capacité de compensation par un approvisionnement supplémentaire du marché. Dans la négative, d'autres solutions d'alternatives sont envisagées sur le marché luxembourgeois (p. ex. adaptation du traitement par un autre mode d'administration, une autre substance active, voire une préparation magistrale) et à l'étranger (p. ex. dérogation pour importer le même produit/produit concurrent dans autre packaging, importation d'alternatives à l'étranger non enregistrées au Luxembourg). Le Ministère de la Santé est assisté dans ces démarches par l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Il y a par ailleurs lieu de souligner que, lors d'une entrevue avec le ministre belge des Affaires sociales et de la Santé publique, dans le cadre de la réunion conjointe des Gouvernements luxembourgeois et belge (Gäichel) le 29 mars dernier, le sujet de la pénurie de médicaments, dont la majorité proviennent de la Belgique, a également été abordé. L'importance de la sécurité d'approvisionnement des médicaments a été soulignée lors de cette rencontre. Il a été convenu d'avoir des échanges réguliers afin que le nouveau mécanisme belge n'ait pas d'impact négatif sur l'accès aux médicaments au Luxembourg.

ad 2) Depuis 2022, le mandat de l'Agence européenne des médicaments (EMA) a été étendu à la gestion des ruptures (règlement (UE) 2022/123). Dans ce cadre-là, un réseau européen d'autorités compétentes dédié à cette problématique a été créé sous la dénomination de SPOC WP (Single Point Of Contact Working Party). Par ce réseau, le Ministère de la Santé est alerté de potentielles ruptures de médicaments essentiels. Ce réseau permet également de faire une demande de disponibilité du produit en rupture ou ses alternatives auprès des États membres. Grâce encore à ce réseau le Ministère de la Santé peut se mettre directement en contact avec les autorités des différents pays pour faciliter l'importation d'un produit disponible à l'étranger. Le délai de résolution d'une rupture critique peut être ainsi sensiblement raccourci. En cas de rupture critique, l'EMA coordonne la recherche d'alternatives et les négociations avec les firmes. Ce rôle est particulièrement important si la pénurie concerne toute l'Europe et que les solutions doivent être trouvées en dehors du continent européen. Par ailleurs, dans le cas d'une disponibilité limitée, l'EMA définit, en concertation avec les États membres concernés et la firme, la clé de répartition du produit pour assurer une distribution équitable du produit disponible.

ad 3) Au 15 mai 2023, 83 médicaments se trouvaient en statut d'indisponibilité temporaire. Ce chiffre reflète uniquement les produits en rupture d'approvisionnement pour lesquels le Ministère de la Santé a reçu une notification. Cette liste est dynamique et évolue de jour en jour en fonction des ruptures résolues et des nouvelles notifications reçues.

Les classes thérapeutiques actuellement touchées sont les suivantes :

– système cardio-vasculaire,
– immunomodulateurs,
– dermatologie,
– AINS,
– antidiabétiques,
– hypolipidémiants,
– gynécologie,
– antitumoraux,
– antibiotiques,
– analgésiques,
– antimycosiques,
– corticostéroïdes,
– système nerveux,
– antidotes,
– antiacides,
– contraceptifs,
– anesthésie,
– laxatifs,
– opiacés,
– système respiratoire,
– oto-rhino-laryngologie,
– ophtalmologie,
– système urogénital.

ad 4) À l'heure actuelle, le Ministère de la Santé n'a pas encore de système en place permettant d'alerter les médecins d'une rupture lors de la prescription (comme ceci est le cas en Belgique par exemple). Dans certains cas de ruptures, les médecins sont informés directement par voie d'une circulaire ou d'une communication par la firme validée par les autorités. Cette information peut comprendre des recommandations par rapport à des alternatives. La Direction de la santé s'intéresse actuellement à la mise en service d'une plateforme informatisée qui permettra d'automatiser plusieurs étapes dans la gestion des ruptures et assurera également des canaux d'information avec tous les acteurs concernés, le grand public inclus. Ce développement doit cependant tenir compte de la complexité d'approvisionnement de médicaments au Luxembourg à partir de plusieurs pays limitrophes, qui est particulière à notre pays. Dans ce contexte, nous sommes en train d'évaluer si le système déjà mis en place en Belgique pourrait satisfaire aux besoins de notre pays avec ses multiples canaux d'approvisionnement.

Convention pluriannuelle avec Nordliicht TV | Question **7973** (08/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Nordliicht TV a fêté l'année dernière ses 25 ans d'existence et garantit ainsi depuis 25 ans un service public – non seulement pour le nord du pays mais aussi pour des communes comme Mersch, Colmar-Berg, Larochette ou Beaufort, qui soutiennent son travail. Nordliicht TV est par ailleurs diffusé dans l'ensemble du pays et ses programmes sont accessibles en ligne.

Nordliicht TV reçoit depuis 2018 une subvention du Gouvernement, mais n'a pas eu la chance jusqu'à présent de profiter d'une convention pluriannuelle fixant le montant de l'aide financière annuelle accordée par le Gouvernement, comme c'est le cas pour d'autres médias. La signature d'une telle convention contribuerait grandement à augmenter la sécurité de planification, notamment financière, de Nordliicht TV.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Est-ce que Nordliicht TV pourrait bénéficier d'une telle convention ?
• Dans la négative, quelles sont les raisons derrière cette décision ?

– Sur quels critères est-ce que Monsieur le Ministre décide de l'octroi d'une convention avec un média ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre serait prêt à conclure une convention avec Nordliicht TV, qui remplit un certain service public non seulement pour le nord mais aussi pour l'ensemble du pays, de façon à garantir sa sécurité de planification, notamment financière, pour les années à venir ?

Réponse (09/06/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

À la différence d'autres médias bénéficiant d'une Convention avec l'État, Nordliicht est un média s'adressant avant tout à une cible géographique spécifique, même si la réception d'un programme ne dépend aujourd'hui plus d'un lieu défini.

Contrairement aux médias conventionnés respectivement éligibles pour une aide en vertu de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, il ne s'agit ainsi pas d'un service de média proposant une information générale s'adressant à l'ensemble de la population, mais d'un média régional financé principalement par les communes concernées. Le subside du Ministre des Communications et des Médias, lié à la condition d'une carte de presse professionnelle, vise à compléter ce financement communal en cas de besoin.

Conclusions de l'étude « Crypto-Asset Management Survey » | Question **7974** (08/05/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'après les conclusions de l'étude « Crypto-Asset Management Survey », qui a fait l'objet d'un article publié sur Paperjam.lu, une grande partie des gestionnaires d'actifs et de patrimoine au Luxembourg s'inquiètent d'un certain manque de maturité des infrastructures de marché pour les crypto-actifs. Par ailleurs, une majorité des personnes interrogées considèrent les crypto-actifs volatils.

Les résultats de l'étude montrent également que 69 % des personnes interrogées considèrent les États-Unis comme le leader dans le domaine des crypto-actifs, contre 19 % pour le Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Est-ce que Madame la Ministre partage les conclusions de l'étude ? Est-ce que la réglementation du marché pour les crypto-actifs est actuellement suffisante, notamment au regard des adaptations proposées au niveau européen ?

– Comment est-ce que le Luxembourg pourrait prendre une place de leader dans le domaine des crypto-actifs ?

Réponse (09/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Les résultats de l'étude auxquels l'honorable Député fait référence révèlent que le nombre de répondants qui considèrent le Luxembourg comme l'un des premiers centres financiers en Europe dans le domaine des crypto-actifs a plus que doublé (28 % en 2023 contre 12 % en 2021). Ils placent le Luxembourg devant le Royaume-Uni et la France comme leader mondial dans ce secteur prometteur.

Un tiers des personnes interrogées considère également que le cadre règlementaire est un prérequis indispensable pour favoriser le développement de l'industrie des crypto-actifs.

Ces résultats confirment la pertinence des choix faits par le Gouvernement visant à promouvoir l'innovation dans le secteur financier et reconnaissent le travail de pionnier accompli sur le plan législatif qui consistait à adapter, dans l'attente de règles européennes, le cadre légal existant pour permettre aux acteurs concernés de saisir, en tout sécurité juridique, les opportunités offertes par les nouvelles technologies, telles que celle des registres distribués (DLT) qui est sous-jacente aux crypto-actifs (lois « Blockchain I à III »). Un établissement de renommée internationale a d'ailleurs récemment décidé d'établir sa plateforme mondiale d'émission d'actifs numériques (« Digital Asset Platform ») au Luxembourg en raison de son cadre juridique de référence pour le transfert et l'émission d'actifs numériques. La Banque européenne d'investissement a émis plusieurs obligations numériques en vertu du droit luxembourgeois.

Par ailleurs, la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/858 par la loi du 15 mars 2023 vise à accélérer la maturité des infrastructures de marché dans le domaine des crypto-actifs par l'instauration d'un régime pilote qui permet d'exempter ces infrastructures de certaines règles entravant leur capacité de développer des solutions DLT, sans affaiblir le niveau des exigences et garanties existantes.

Le Luxembourg aspire également à être parmi les premiers en Europe à mettre en œuvre le règlement européen sur les marchés de crypto-actifs (MiCA), adopté formellement en mai 2023, qui introduit une législation harmonisée et complète au niveau de l'UE encadrant les crypto-actifs, les émetteurs de crypto-actifs et les prestataires de services sur crypto-actifs.

Le Gouvernement veillera à poursuivre les efforts entrepris au cours des dernières années afin de consolider la place du Luxembourg comme centre de premier choix en matière de finance numérique et de soutenir l'émergence d'un écosystème FinTech florissant.

Ligne ferroviaire entre Ettelbruck et Troisvierges | Question **7975** (08/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Déi lescht Joren ass d'CFL-Nordstreck tëscht Ettelbréck an Ëlwe reegelméisseg am August bis bal Mëtt September, also wärend der Zäit vun der Schueberfouer, zougemaach ginn, dëst, fir Aarbechten diverser Natur virzehuelen. Dat huet fir Onmutt bei der Éisleker Bevëlkerung gesuergt, well grad dann, wann um Glacis Schueberfouer ass, den Zuch den Dag iwwer an och owes vill méi benotzt gëtt, besonnesch vun deene Jonken.

Elo wier et awer wuel kaum ze verstoen, wann dat grad dëst Joer, nodeems d'Streck bal ee ganzt Joer zou war, erëm de Fall wier.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Ass geplangt, fir d'CFL-Nordstreck dëst Joer am Summer – a virun allem wärend der Zäit vun der Schueberfouer – komplett opzeloossen an eventuell Aarbechten, déi geplangt waren, op ee spéideren Datum ze verleeën?

– Wat fir aner Aarbechte sinn effektiv an de leschte Méint duerchgefouert ginn, wärend d'Streck wéinst dem Broch am Tunnel zou war?

Réponse (05/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Zäitraum vum 19. August bis 10. September 2023 ass den Tronçon Ettelbréck–Gouvy gespaart fir:

– d'Erneierung vun den zwee Gleiser tëscht Wëlwerwolz an Draufelt tëschent PK 67,725–68,550 a PK 69,100–70,380 (Längt +/-4.210 m);
– d'Moderniséierung vun de verschiddene Komponente vun der Streck, dorënner d'Abaue vu Bëtonschwellen a Schinne vum Typ UIC60;
– den Austausch vun Héichueweschlake géint Natursteeballast;
– d'Erneierung vu Randweeër a Kabeltracen niewent de Gleiser tëscht Méchela a Kautebaach tëschent PK 53,000–54,100, PK 53.000 bis 59.000 a PK 62.600–62.800;
– d'Schafe vun neie Kabelquerungen ënnert de Gleiser an d'Setze vu Signalfundamenter am Zesummenhang mat der Modernisatioun vum Stellwierk Ettelbréck op de Streckenofschnëtter tëschent Kautebaach an Ëlwen a Kautebaach a Wolz;
– d'proaktiivt Ofséchere vu Fielswänn laanscht d'Eisebunn no engem Programm iwwer méi Joren.

Bei dësen Aarbechten handelt et sech ëm ee Projet, dee säit 2 Joer geplangt ass an europawäit ausgeschriwwe gouf. D'Envergure an d'Logistik vun dësen Aarbechte maachen eng gréisser Spärpaus vu mindestens 3 Wochen néideg. Doduerch, dass am Summer manner Clienten an den Zich sinn a wärend Schoulvakanze méi Busser disponibel si fir den Ersatzverkéier, ass dëse Projet nëmmen an der Summervakanz méiglech. Bedéngt duerch de Congé collectif ass den eenzeg disponibelen Zäitraum Enn August–Ufank September.

Och wa keng Zich tëschent Ettelbréck an Ëlwe fueren, sou gëtt ee Busersatzdéngscht fir d'Clienten assuréiert.

An de leschte Méint sinn op der Nordstreck dës Aarbechten duerchgefouert ginn:

Tëschent Ettelbréck a Kautebaach:

– Erneierung vu Pisten a Kabelkanäl tëscht Méchela a Kautebaach vum PK 53,0 bis PK 62,0;
– Eliminatioun vu Schinnefeeler an der Gare vu Kautebaach (per Ultraschallpréifung).

Tëschent Kautebaach a Clierf:

– Kontroll an Unzéie vun de Schraufverbindungen (Schinn/Schwell) tëscht Kautebaach a Lellge vum PK 62,8 bis 66,0;
– Sécherungsaarbechten un de Fielswänn tëscht Kautebaach a Lellgen;
– Beem- an Heckenaarbechten tëscht Kautebaach a Clierf;
– Bau vun engem Drainagesystem, engem Entwässerungsgruef a Kabelkanal laanscht d'Weich N° 501 zu Wëlwerwolz;
– Erneierung vun de 4 Weichen op der Nordsäit vu Wëlwerwolz;
– Erneierung vun den 2 Gleiser zu Äischer tëscht PK 68,5 a PK 69,1;
– Erneierung 3 Iwwergäng PN 40, PN 40a a PN 41;
– Erneierung vun de Pisten an de Kabelkanäl op béide Säite vun de Gleiser tëscht PK 70,4 a PK 74,0;
– Inspektioun an d'Botze vun den Aquedukten tëscht Wëlwerwolz a Clierf;
– Bourrage-Aarbechten am Kader vum regulären Ënnerhalt vun de Gleiser.

Tëschent Kautebaach a Wolz:

– Kontroll an Unzéie vun de Schraufverbindungen (Schinn/Schwell) tëscht Kautebaach a Wolz;
– Korrektur vu Feeler an de Weiche vun de Gare Kautebaach a Wolz.

Transport d'animaux vivants | Question **7976** (08/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Déiereschutz ass en iwwergräifende Begréff, deen e gudde kierperlechen an – esou wäit dat ka pertinent sinn – och mentalen Zoustand vum Déier zum Zil

huet. Den Déiereschutz ass mat Recht e ganz wichtege Sujet an eiser Gesellschaft an e gëtt tendenziell nach méi staark. E betrëfft och all Phas am Liewe vum Déier, inklusiv d'Froe vun der Zuucht a vu sengem Dout. Eng schwiereg Situatioun, déi warscheinlech nach net gutt genuch legal ofgeséchert ass, ass de Schutz vum Déier bei sengem Transport.

Engem Rapport vum Europäesche Rechnungshaff no (Document d'analyse 03/2023 „Transport d'animaux vivants dans l'UE : défis et pistes d'action"), feelt et nach u genuch Regulatiounen iwwer den Transport vun Déieren. Den Déierentransport ass natierlech och e wichtege Käschtepunkt an der Fleeschproduktioun, an awer gëtt et dacks nach net genuch Informatiounen a Statistiken, déi et géifen erlaben, eng genee Vue iwwer d'Situatioun an deem Secteur ze kréien.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Conclusiounen zitt d'Regierung aus dem uewe genannte Rapport? Wéi wëll si eventuell den Transport vu liewegen Déiere reduzéieren an d'Noutwendegkeet vum Transport vu liewegen Déieren iwwerpréiwen a kontrolléieren?

2. Wéi eng Moossname wëll si huelen, fir speziell d'Déierentransporter virum Schluechten op e strikte Minimum ze reduzéieren an d'Wuelbefanne vun den Déieren och wärend esou Transporter ze assuréieren?

3. Wéi eng Propositioune wëll d'Regierung op europäeschem Niveau maachen, fir där vläicht iwwergrousser Spezialisatioun a Konzentratioun vu Betriber an de Beräicher Zuucht a Schluechten entgéintzewierken (z. B.: Abattoirs de proximité, Abattoirs mobiles)?

4. Wëll d'Regierung nach aner Iddien an deem Sënn ënnerstëtzen, eméi z. B. déi Initiativ „de la ferme à la table"?

Réponse (07/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. De Landwirtschaftsministère encouragéiert duerch seng Promotioun vu lokalen a regionale Produkter de Konsument Fleesch ze kafe vun Déieren, déi hei am Land respektiv an engem Schluechthaus an enger vun den Nopeschregioune geschluecht goufen.

Den Transport vu liewegen Déiere muss weiderhi konstant kontrolléiert ginn, an deels méi genaue Krittären, baséierend op wëssenschaftlechen Erkenntnisser, fir déi vill verschidden Aarte festgeluecht ginn.

ad 2. Wéi an der Vergaangenheet och gëtt weiderhi bei all Transport bei der Umeldung kontrolléiert, ob déi verschidde Krittären erfëllt sinn, dëst betrëfft ë. a. d'Unzuel vun den Déieren, den Transporter, Equipement vum Transporter (Ventilatioun etc.), d'Plaz, déi den Déieren zur Verfügung steet, d'Dauer vum Transport etc. All Transport an d'Ausland, ob fir ze schluechten oder fir d'Zuucht, gëtt virum Depart vun engem Veterinär kontrolléiert. Déi national Transporter an d'Schluechthaus gi vun den zoustännege Veterinären am Schluechthaus kontrolléiert. Fir d'Kontrolle vum Transit vun Déierentransporter besteet eng Kollaboratioun tëschent der Lëtzbuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) an der Verwaltung vun der Douane.

Et bleift och nach ze vermierken, dass de Landwirtschaftsministère zanter dem leschte Joer e Verbuet ausgeschwat huet fir den Transport vu Schluechtbéischten an Drëttlänner.

ad 3. Am Kader vum Agrarconseil huet de Lëtzebuerger Landwirtschaftsminister ëmmer erëm drop higewisen, dass ee soll d'Transportweeër vun den Déieren, haaptsächlech déi fir d'Schluechtung, op e Minimum reduzéieren an zousätzlech d'Konditioune vum „bien-être animal au transport" verbesseren. Lëtzebuerg huet och do Ënnerstëtzung vun anere Länner kritt.

D'EU-Kommissioun huet verschidde wëssenschaftlech Etüden zum Beräich Déiereschutz bei der EFSA (europäesch Liewensmëttelagence) an Optrag ginn a wäert elo déi Avisen an d'Verbesserung vun der Legislatioun betreffend déi verschidde Facettë vum Déiereschutz ophuelen. Dës Revisioun vun der europäescher Legislatioun soll nach virum Enn 2023 vun der Kommissioun präsentéiert ginn.

D'Regierung ass bereet, all Form vu Schluechthaus ze ënnerstëtzen ënner der Konditioun, dass dës déi verschidde Konditioune vun der Legislatioun respektéieren.

ad 4. Ee wichtegt Element vun dëser Initiativ ass d'Verbesserung vum Déiereschutz bei der Haltung vun Déieren, beim Transport souwéi och beim Schluechten.

Duerch d'Schafung vun der neier Verwaltung ALVA, déi dem Landwirtschaftsministère ënnersteet, ass dësen elo zoustänneg fir d'Kontrolle vun der ganzer Liewensmëttelketten, also vum Stall bis op den Dësch.

Nouvelle pharmacie pour les communes de Äerenzdall, Bettendorf, Reisdorf et Tandel | Question **7977** (10/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Les récentes discussions tournant autour de la création potentielle d'une pharmacie à Fouhren dans la commune de Tandel évoquent la question légitime s'il ne mérite pas d'installer une nouvelle officine au service des habitants vivant dans les communes de Äerenzdall, Bettendorf, Reisdorf et Tandel.

En effet, la population de ces quatre communes ne cesse de croître. Au 1er janvier 2023, elle s'élevait à quelque 9.400 personnes. Sachant également que la population de la « Nordstad » est, elle aussi, en train d'augmenter et qu'elle augmentera sensiblement au fil des années à venir, il est en effet logique et fondé de s'interroger sur l'implantation d'une pharmacie supplémentaire dans la région « canton de Viandden-Bettendorf-Reisdorf-Äerenzdall ».

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Madame la Ministre est-elle d'avis que la région en question mérite de se voir octroyer une concession en vue de la création d'une nouvelle pharmacie ?

– La proximité géographique du site discuté de Fouhren par rapport à Vianden serait-elle une raison pour laquelle Madame la Ministre préférerait, le cas échéant, refuser l'installation d'une officine en ce lieu précis ?

– Dans l'affirmative, Madame la Ministre serait-elle encline à réfléchir dès lors sur la création d'une nouvelle pharmacie sur le territoire de la commune de Bettendorf en raison de sa situation géographique probablement plus favorable ?

Réponse (25/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

L'honorable Député pose la question de la répartition des officines de pharmacie accessibles au public dans la région Nord-Est du pays et du besoin éventuel de créer des concessions supplémentaires dans cette partie du pays.

Le graphique ci-dessous reprend la répartition actuelle des officines de pharmacie dans la région Nord-Est du pays. Les points rouges indiquent les officines actuellement présentes.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La discussion concerne essentiellement le canton de Vianden et la partie est du canton de Diekirch.

Le tableau ci-dessous reprend la population par commune au 1er janvier 2023 (source : Statec)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le but du système de concessions de pharmacies, tel qu'il existe au Luxembourg, est double :

– garantir d'un côté un service adéquat à la population avec un accès aux médicaments et produits de santé, y compris un service de garde (nuits/jours fériés),
– garantir en même temps la possibilité d'une viabilité économique aux officines.

Dans son appréciation de l'opportunité de créer une nouvelle concession, le Ministère de la Santé tient notamment compte de différents facteurs, à savoir :

– la population résidente des communes (critère principal),
– l'existence de certains « points d'intérêt » comme la présence de cabinets médicaux, de maisons médicales et d'hôpitaux,
– les distances géographiques et la facilité d'accès par la route (en voiture ou en transports publics) par rapport à d'autres officines déjà existantes.

Même si, par le passé, des concessions ont été créées dans des communes avec moins d'habitants, à la fois le Collège médical et le Syndicat des pharmaciens luxembourgeois plaident actuellement pour un seuil de 5.000 habitants par commune pour la création d'une première concession. En effet, de nos jours la complexité d'une officine en termes de locaux, équipements, digitalisation/robot, stock en médicaments et produits à maintenir sur place, engendre un investissement économique initial non négligeable pour le pharmacien, qui, ensemble avec les salaires mensuels du personnel font que la rentabilité économique exige un certain chiffre d'affaires.

Basé sur le critère de population, aucune commune du canton de Vianden ne devrait posséder d'officine, et l'ensemble du canton se qualifie tout juste pour une seule pharmacie, ce qui reflète la réalité actuelle du terrain (à savoir, une pharmacie à Vianden, chef-lieu du canton). En ce qui concerne la partie Est du canton de Diekirch, les trois communes Bettendorf, Reisdorf et Vallée de l'Ernz ne satisfont pas individuellement au critère de population. Prises ensembles, les trois communes ont cependant environ 7.000 habitants.

En ce qui concerne la présence de cabinets médicaux, seule la commune de la Vallée de l'Ernz (localité de Eppeldorf) possèderait, d'après nos informations, un cabinet de médecine générale qui semble tenu par tranches horaires par différents médecins généralistes des alentours.

La proximité géographique entre la localité de Fouhren (commune de Tandel) et Vianden de seulement 4,3 km, et par ailleurs de seulement 7,7 km de Diekirch, est effectivement un facteur dont on devra tenir compte dans le traitement de la demande de concession à Fouhren.

Dans la partie Est du canton de Diekirch, aucune localité n'est distante de plus de 10 km de la ville de Diekirch avec ses deux pharmacies ou d'autres pharmacies dans des cantons avoisinants comme le montre le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En conclusion : basé sur des critères objectifs de population, d'activité médicale et de distance géographique, il

est actuellement difficile de justifier la création d'une nouvelle officine de pharmacie dans la région concernée.

Rendez-vous non honorés en imagerie médicale | Question **7978** (11/05/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

Selon nos informations un certain nombre de rendez-vous pris en imagerie médicale ne serait pas honoré par les patients. Nous aimerions dès lors avoir les renseignements suivants de la part de à Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Combien de rendez-vous ne sont pas honorés par jour et par année en IRM, scanner et mammographie respectivement sur les différents sites hospitaliers ? De quel pourcentage par rapport au nombre total de rendez-vous s'agit-il ?

2) Les différents hôpitaux ont-ils mis en place des stratégies afin de limiter le nombre des rendez-vous non honorés et quelles sont-elles le cas échéant ?

3) Les rendez-vous non honorés sont-ils facturés ?

Madame la Ministre a récemment annoncé la centralisation de la prise de rendez-vous en imagerie médicale afin d'éliminer le phénomène de la prise de rendez-vous sur plusieurs sites pour une seule ordonnance.

4) Quelle est l'ampleur de la prise de rendez-vous multiple pour une seule ordonnance ?

5) Endéans quel délai la prise de rendez-vous centralisée pourra-t-elle être opérationnelle et de quelle façon se déroulera-t-elle ? Des pourparlers avec les hôpitaux voire la Fédération des hôpitaux sont-ils déjà en cours ?

Réponse (13/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Les taux de non-respect des rendez-vous pour les différents types d'examen sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les données concernant le total annuel et la moyenne des rendez-vous non respectés ne sont pas exhaustives et pas disponibles pour chaque établissement.

ad 2) Les différents hôpitaux sensibilisent les patients lors de la prise de rendez-vous et une confirmation des rendez-vous pris par SMS a été mise en place.

Quand un patient ne se présente pas au rendez-vous, l'hôpital essaie, dans la mesure du possible, de réutiliser la plage disponible afin de réaliser un examen pour un patient stationnaire.

ad 3) Les hôpitaux ne procèdent pas à une facturation de l'examen comme celui-ci n'a pas eu lieu.

Les médecins ne facturent en général pas d'honoraires en cas de non-présentation à un rendez-vous pris mais sont libres d'en décider au cas par cas.

ad 4) Ces données ne sont pas disponibles. Il est constaté que le taux de non-présentation de patients aux rendez-vous pris se situe entre 3 et 6 % selon l'équipement concerné.

ad 5) L'Observatoire de la santé collabore avec le Luxembourg Institute for Health et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois afin de mettre en place une approche cohérente de recensement des délais d'attente pour les différents types d'examens.

Dans ce cadre, une approche de coordination nationale des prises de rendez-vous sera identifiée afin de déterminer les plages disponibles selon les modalités requises.

Certains centres hospitaliers mettent en place une centralisation des prises de rendez-vous au sein de leur établissement avec leurs médecins concernés. La mise en œuvre d'une application mobile permettra de centraliser la prise de rendez-vous. Une approche nationale pourra être réalisée dans un deuxième temps.

Régime et indemnités des employés de l'État | Question **7979** (11/05/2023) de **Mme Octavie Modert** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Laut dem Artikel 7 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. Mäerz 2015 zu den Indemnitéiten an dem Regimm vun den Employés d´État kann ee Staatsemployé, deen nach keng 55 Joer huet oder manner wéi zwanzeg Joer am Déngscht ass, gekënnegt kréien, wann e wärend zwielef Méint méi wéi sechs Méint krankgemellt war. D'AEE, d'Associatioun vun de Staatsemployéen, fuerdert scho laang, fir dësen Nodeel vun de Staatsemployéë par rapport zu de Staatsbeamten an och dem Droit du travail am Allgemengen opzehiewen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister vun der Fonction publique stellen:

– Gedenkt den Här Minister, d'Gesetz an deem Sënn ze änneren, dass och Staatsemployéen am Fall vun enger laanger Krankheet besser virun enger Entloossung protegéiert sinn? Wann nee – firwat net?

Réponse (30/05/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Am Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 ass ënnert dem Punkt 6 Follgendes festgehale ginn: „Un groupe de travail sera institué au cours de l'année 2023 pour analyser la protection des fonctionnaires et employés de l'État en cas de maladie de longue durée."

Deen Aarbechtsgrupp tëschent dem Ministère fir d'Fonction publique an dem Sozialpartner ass zesummegesat ginn a wäert an deenen nächste Woche seng Aarbecht ophuelen. Wann déi Aarbechten ofgeschloss sinn, kritt de Minister fir d'Fonction publique d'Resultat dovu presentéiert.

Carrières dans la Police grand-ducale | Question **7980** (11/05/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La réforme de la Police grand-ducale a introduit les nouvelles carrières A2 et B1 dans la police par le biais de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale[1]. Cette loi prévoit notamment la création de groupes de traitement policier B1 et A2. Depuis lors, le groupe de traitement B1 a été créé pour le cadre policier. Cependant, aucun poste faisant partie du groupe de traitement A2 n'a été créé dans le cadre policier.

Me référant à la réponse de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure à ma question parlementaire n° 7855 du 31 mars 2023, je souhaite poser les questions suivantes :

1) Monsieur le Ministre avance qu'il y a lieu d'adapter la formation aux besoins du nouveau groupe de traitement A2 et de définir le rôle des futurs policiers A2. Monsieur le Ministre peut-il me préciser ce qui pourrait être le rôle d'un futur policier A2 ?

2) Quelles sont les attributions des policiers détenteurs d'un bachelor dans les pays voisins ?

Réponse (30/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Comme expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 7855, le rôle des futurs policiers relevant du groupe de traitement A2 n'a pas encore été défini à l'heure actuelle. Il n'est néanmoins pas exclu que les postes réservés à ce groupe de traitement se verront attribuer des rôles de middle management au sein de la police.

ad 2) En France, par exemple, les détenteurs d'un titre de bachelor peuvent postuler pour la carrière des « officiers de police » avant de suivre une formation de 18 mois. L'officier de police assure les fonctions de commandement opérationnel des services et d'expertise supérieure en matière de police et de sécurité publique.

En Allemagne, en prenant l'exemple de la Rhénanie-Palatinat, les candidats détenteurs d'un baccalauréat peuvent postuler pour la carrière du « Polizeikommissar/in » en choisissant le « Bachelorstudiengang Polizeidienst ». En trois ans, ces candidats peuvent donc acquérir un bachelor dans une école de police avant de commencer leur carrière en patrouille.

Changement d'administration des policiers | Question **7981** (11/05/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La Police grand-ducale recrute massivement. Ainsi, le plan de recrutement extraordinaire prévoit pour les années 2020 à 2022 le recrutement de 607 policiers et de 240 personnes dans les carrières civiles. Cependant, le travail policier a ses particularités et les exigences du travail peuvent parfois être éprouvantes. Les heures supplémentaires sont nombreuses dans différents services et le travail posté s'applique à certains d'entre eux. D'après plusieurs syndicats policiers, certains agents ne sont pas satisfaits de l'avancement de leur carrière. Ce sont autant de raisons qui pourraient pousser un agent à vouloir changer d'administration. C'est pourquoi il est intéressant d'étudier les fluctuations au sein du personnel de la Police grand-ducale. La fonction publique permet la mobilité interne aux fonctionnaires et employés de l'État. Le changement d'administration est réglé par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration. Cette loi a été modifiée à deux reprises par une loi du 10 novembre 2017 et par une loi du 25 juillet 2018.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de fonctionnaires du cadre policier ayant effectué un changement d'administration au cours des cinq dernières années ?

– Quelles sont les raisons invoquées ?

– Vers quelles administrations étatiques voire communales ces changements ont-ils été effectués ?

Réponse (08/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

[1] Loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
portant abrogation : 1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; 2. le Code d'instruction criminelle ; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ; 2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police.

Il appert que la très grande majorité de ces changements est liée à l'article 20 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police. Ainsi, 16 agents du cadre policier ont quitté la police pour rejoindre l'IGP depuis le 1er août 2018.

Pour le reste, 4 membres du cadre policier ont été affectés à une autre administration pour raisons médicales, suite à des décisions de la Commission des pensions, et 3 membres du cadre policier ont effectué un changement d'administration pour raisons personnelles, en vertu des dispositions de la loi modifiée du 25 mars 2015 citée par l'honorable Député.

Je renvoie également l'honorable Député à la réponse à la question parlementaire 7971.

Promotion des élèves surdoués | Question **7982** (11/05/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Héich begaabte Schüler ginn an eisem Schoulsystem oft net erkannt bzw. ënnerschätzt an deemno och schlëmmstefalls diskriminéiert. Jiddefalls ass dat d'Feststellung vu ville Elteren, deenen hiert iwwerduerchschnëttlech begaabte Kand sech an der Schoul oft friem fillt a sech aus deem Grond zréckzitt oder souguer Depressiounen entwéckelt. Dat féiert dann oft dozou, datt dës Kanner net déi Notte kréien, déi een eigentlech vun hinnen erwaarde géif.

Vill Eltere wëssen net, wéi se hire Kanner, déi an deem Fall sinn, hëllefe kënnen. Si maache sech Suergen, wann d'Notte vun hirem Kand ofrutschen, besonnesch dann, wann et an der Vergaangenheet gutt Notte krut.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Leien dem Här Minister Statistike vir, wéi vill héich begaabte Schüler et am Enseignement fondamental gëtt?

2. Huet de MENJE e Laangzäitkonzept (5- resp. 10-Joresplang) zur Förderung vun Héichbegaabten? Falls jo, wéi gesäit dëst nationaalt Konzept vum MENJE aus? Säit wéini besteet dëst? Wéini gouf dëst fir d'lescht evaluéiert? Falls nee, firwat ass keen esou Konzept ausgeschafft ginn?

3. Wéi eng Initiativen hëlt de MENJE konkreet, fir Héichbegaabter ze ënnerstëtzen?

4. Wéi garantéiert de MENJE, datt d'Förderung vun engem héich begaabte Schüler konsequent ëmgesat gëtt?

5. Wéi traitéiert de Ministère déi eenzel Directions générales, wann eng Förderung an engem Departement net konsequent ëmgesat gëtt? Wéi gëtt dëst dokumentéiert? Wat sinn hei d'Konsequenzen?

6. Wéi garantéiert eng Direction générale, datt den héich begaabte Schüler déi néideg Förderung kritt? Wéi ënnerstëtzt eng Direction générale d'Léierpersoune bei dëser Aufgab?

7. Ginn d'Elteren an deem Kontext mat agebonnen? Awéiwäit?

8. Awéiwäit an a wéi engem Rhythmus ass eng Léierpersoun ugehalen, sech beim Theema „Héich begaabt Kanner" weiderzebilden?

9. Besteet hei eng Weiderbildungsdemande säitens dem Léierpersonal? Wa jo: Wéi gëtt där Demande Rechnung gedroen?

10. Awéiwäit ass de Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel an dës Weiderbildungen agebonnen?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Feststelle vun der Héichbegabung geet haaptsächlech iwwert IQ-Tester, sou Tester ginn net systematesch bei alle Schüler duerchgefouert, dofir gëtt et och keng genau Zuele fir den Enseignement fondamental. Et kann een dervun ausgoen, datt 2,23 % vun der Bevëlkerung an esou engem IQ-Test wäit iwwerduerchschnëttlech géifen ofschneiden (also en IQ vun iwwer 130 hunn), dat wieren 1.180 Schüler a Schülerinne vun den 52.945 Kanner aus der Grondschoul.

ad 2. Mam Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Kreatioun vu Kompetenzzentren a Faveur vun der Inklusioun gouf festgehalen, datt Kanner a Jugendlecher, déi héich begaabt sinn, och als Élèves à besoins spécifiques gezielt ginn, wann si eng spezialiséiert Prise en charge brauchen, fir hiert Potential kënnen ze entwéckelen.

An dësem Kader gouf mam Schafe vum Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel (CEJHP) e wichtegen Accent op d'Thematik vun der Héichbegabung geluecht. Kanner mat Héichbegabung kréien, wann si dat brauchen, Ënnerstëtzung ugebuede vun de verschiddenen Acteuren, déi an der Inklusioun schaffen. Och gëtt reegelméisseg an de Schoulen zum Theema Héichbegabung sensibiliséiert an et gi Formatioune fir d'Enseignanten ugebueden.

ad 3. Eng ganz Rei Moossname kënne geholl ginn, fir héich begaabte Kanner ze ënnerstëtzen:

– Den Titulaire ka säin Enseignement adaptéieren (zum Beispill d'Matière méi kompakt ënnerriichten, de Schüler méi séier weiderkomme loossen an dem Schüler ee méi räicht Angebot u Matière an Theeme proposéieren).
– De Schüler kann deels an enger méi héijer Klass beschoult ginn (fir verschidde Fächer).
– En Zyklus kann amplaz vun zwee Joer, an engem Joer gemaach ginn.
– Amenagementer, déi dem Kand hëllefen, kënne virgeholl ginn.

De CEJHP bitt ausserdeem nach spezifesch Léieratelieren, Interventioune vun engem Enseignant-Ressource beim Schüler an der Schoul (ISA), an individuell Suivien (an den Theemefelder vun der Psychologie, Pedagogie oder Psychomotricitéit) un.

ad 4. Allgemeng ass den Enseignant verflicht, säin Unterrecht un d'Besoine vun all Kand unzepassen.

Wann ee Schüler eng spezifesch Prise en charge brauch, kann d'Commission d'inclusion vun der Schoul kontaktéiert ginn. D'Commission d'inclusion hält dann an engem Plan de prise en charge individualisé (PPCI), zesumme mat den Elteren, Fërdermesurë fir de Schüler fest an ernennt eng sougenannte Personne de référence, déi de Suivi vum Schüler sengem Dossier assuréiert. Dëse PPCI gëtt reegelméisseg evaluéiert an un d'Besoine vum Schüler ugepasst.

Um nationalen Niveau gëtt et d'Commission nationale d'inclusion (CNI), déi, wann se saiséiert gëtt, zu all Moment bei der Commission d'inclusion den Dossier ufroen a gegeebenefalls och d'Commission d'inclusion oder e Kompetenzzenter chargéiere kann, eng nei Evaluatioun vum Schüler ze maachen.

D'Förderung vum Schüler gëtt also duerch eng reegelméisseg Dokumentatioun a Reevaluatioun vu senge Besoine garantéiert.

ad 5. Op nationalem Niveau ass et esou, datt, wa Problemer bestinn, wat d'Ëmsetzung vu verschiddene Fördermesuren ubelaangt, d'CNI ee wichtegen Uspriechpartner fir d'Direktiounen an d'Elteren ass, andeem se hirem Rôle als Conciliateur nokënnt.

Des Weideren ass ze bemierken, datt, wann d'CNI vun enger Commission d'inclusion vun enger Direktioun oder vun Eltere saiséiert gëtt, fir eng spezialiséiert Prise en charge fir ee Schüler en place ze setzen, d'CNI fir d'éischt, am Kader vun der Analys an Evaluatioun vun der Demande, iwwerpréift, ob um lokalen a regionalen Niveau schonns Mesuren en place gesat goufen.

Am Kader vun der Eenzelfallanalys hält d'CNI d'Constaten a Conclusiounen an engem interne Rapport fest a prononcéiert sech zu der Suite vun der Demande. Wann d'CNI kee Bien-fondé vun der Demande ka festhalen, fir e Kompetenzzenter ze saiséieren, schéckt d'CNI d'Demande mat engem Bréif un d'Commission d'inclusion zeréck mat der Recommandatioun, d'Mesuren um lokalen a regionalen Niveau en place ze setzen.

Falls Problemer bei der Mise en place vu Mesurë bestoe sollten, gëtt den Echange mat der jeeweileger Direktioun gesicht, fir gemeinsam no enger Léisung ze sichen.

ad 6. D'Förderung vun den héich begaabte Schüler gëtt um Niveau vun den Direktiounen engersäits garantéiert duerch déi verschidde Mesuren, déi fir e Schüler en place gesat kënne ginn (wéi zum Beispill een adaptéierte Léierprogramm), déi dann an engem PPCI festgehale ginn.

Anerersäits gëtt d'Prise en charge garantéiert duerch den Encadrement vum Schüler duerch forméiert Léierpersonal, awer och duerch speziell forméiert Intervenanten, déi, en cas de besoin, direkt an de Klassen agéiere kënnen, fir d'Léierpersonal an de Schüler ze ënnerstëtzen, wéi den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) oder och d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB).

Des Weidere kann sech d'Léierpersonal och un den CEJHP wenden, deen als Centre de compétences en psychopédagogie spécialisée, eng Conseil-guidance-Missioun fir d'Léierpersonal huet.

ad 7. Jo, d'Eltere sinn ëmmer an allen Etappen agebonnen.

ad 8. bis 10. All Enseignant ass gehalen, sech weiderzebilden an dat mindestens 48 Stonnen iwwert dräi Joer.

Den IFEN an Zesummenaarbecht mam CEJHP bitt dofir Weiderbildungen zum Theema Héichbegabung e puermol am Joer un. Am Schouljoer 2021/2022 huet den IFEN 64 Leit forméiert. D'Formatioune goufen en présentiel souwéi och online an am Blended Learning ugebueden. Am Schouljoer 2022/2023 goufen 119 Leit forméiert, wärend fir 63 Leit d'Formatioun nach usteet.

Doriwwer eraus ginn och vill Équipes pédagogiques vum CEJHP gecoacht, an och d'I-EBS kréie reegelméisseg spezifesch Weiderbildungen zum Theema Héichbegabung offréiert.

Retard de l'ambulance lors d'un accident à Diekirch | Question **7983** (11/05/2023) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Bei engem rezenten Accident zu Dikrech waren de Rettungsdéngscht an d'Ambulanz vu Réiden am Asaz, fir de Blesséierten an d'Spidol ze féieren. Laut eisen Informatiounen huet et bis zu enger hallwer Stonn gedauert, bis d'Gefierer op der Plaz waren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneminister stellen:

– Kann d'Madamm Minister dës Informatioune confirméieren? Wa jo – firwat huet et sou laang gedauert, bis d'Gefierer op der Plaz waren?

– Kann d'Madamm Inneminister Statistike virleeën iwwer d'Zäit, déi pro Asaz tëschent dem Noutruff an dem Antreffe vum éischte Gefier op der Plaz vergeet? Wa jo – a wéi enge Fäll kann ee soen, dass d'Gefierer „ze spéit" op der Plaz waren, a wéi dacks kënnt dat vir? Wann net, firwat gi keng entspriechend Statistike gefouert?

– Aus wéi engem Grond ware bei engem Asaz zu Dikrech d'Gefierer vu Réiden am Asaz, an net déi vun Dikrech selwer?

– Ass virgesinn, fir d'Richtlinne fir d'Asätz am Sënn vun der Proximitéit unzepassen, fir méi flexibel op Noutsituatiounen ze reagéieren?

Réponse (13/06/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Bei dëser parlamentarescher Fro handelt et sech ëm operationell Froen, déi am Kompetenzberäich vum CGDIS leien. Als Inneministesch kann ech deemno keng Aussoen zu dësem konkreeten Asaz vum CGDIS maachen. Persounen, déi der Meenung sinn, dass en Asaz vum CGDIS net richteg ofgelaf wier, kënnen hir Reklamatioun per E-Mail (reclamation@cgdis.lu) direkt un d'Generaldirektioun vum CGDIS riichten.

D'Haaptobjektiv vum Plan national d'organisation des secours (PNOS) ass dat, dass eng Persoun, déi an Nout ass an egal wou se sech am Land befënnt, a manner wéi 15 Minutten Hëllef kritt.

Dem CGDIS seng Asazrichtlinne gesi scho säit 2016 vir, dass jeeweils ëmmer déi Ambulanz op d'Asazplaz geschéckt gëtt, déi geografesch am noosten an deemno och am séiersten op der Asazplaz kann ukommen. Iwwert de sougenannte „Routing" vun den Asazgefierer weess d'Asazzentral 112 zu all Moment, wou sech en Asazgefier befënnt. Aus deem Grond kënnt et reegelméisseg vir, dass z. B. eng Ambulanz aus engem Nopeschzenter intervenéiert. Meeschtens ass dëst de Fall, wann eng eidel Ambulanz um Réckwee an hiren Asazzenter ass.

Plan d'aménagement général de la commune de Wiltz | Question **7984** (11/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mengen Informatiounen no gouf de Banneministère iwwert e Schreiwes – an deem Fall en ageschriwwene Bréif – iwwert méiglech Violatioune vum PAP Quartier existant (PAP QE) an der Gemeng Wolz informéiert. Mir gouf iwwerdeems matgedeelt, datt dëse Bréif un d'Gemeng Wolz weidergeleet gouf.

An deem Kontext géif ech der Madamm Banneminister gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt dës Weiderleedung, déi ouni den Accord vum Bierger, deen dem Banneministère dëst Schreiwes zoukomme gelooss huet, duerchgefouert gouf, konform zum Dateschutzgesetz ass?

2. Ass d'Madamm Minister iwwert méiglech Violatioune vum PAG respektiv vum PAP QE an der Gemeng Wolz informéiert ginn?

3. Ass d'Madamm Minister och schonns an der Vergaangenheet iwwert méiglech Violatioune vum PAG respektiv PAP QE zu Wolz oder an anere Gemengen informéiert ginn?

4. Wa jo, wat huet d'Madamm Minister an der Vergaangenheet géint dës Violatioune gemaach a wat huet d'Madamm Minister deemools an haut ënnerholl, fir méiglech weider Violatioune vum PAG respektiv PAP QE zu Wolz oder anere Gemengen an Zukunft ze verhënneren?

Réponse (13/06/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Ech sinn net der Meenung, dass d'Weiderleede vun engem Schreiwes vun engem Bierger un d'Gemeng, an deem dësen op eng méiglech Violatioun vum Deelbebauungsplang „quartier existant" opmierksam mécht, géint d'Dateschutzgesetz verstéisst.

Effektiv handelt den Inneministère hei a senger Roll vun der Tutelle administrative. Doriwwer eraus ass et eng gängeg Praxis, sou Bréiwer un d'Gemeng weiderzeleeden, fir hir Positioun ze kennen, ier iergendwellech Schlëss kënne gezu ginn, an dëst am Respekt vum „principe du contradictoire".

Et ass richteg, dass den Inneministère iwwert dee Bréif, vun deem hei rieds ass an deen eng méiglech Violatioun vum PAP „quartier existant" vun der Gemeng Wolz opwerft, informéiert ginn ass.

Soubal den Inneministère Kenntnis (z. B. a Form vu Courriere vu Memberen aus dem Gemengerot oder Bierger) vu méigleche Verstéiss géint Gemengereglementatiounen huet, freet en eng Demande de prise de position bei der betraffener Gemeng. Wann sech de Problem opgrond vun der Prise de position vun der Gemeng net erkläert, muss de Ministère den Dossier konsequenterweis un de Parquet weiderleeden.

Procédure de déclaration du médecin traitant | Question **7985** (11/05/2023) de **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Afin de standardiser la procédure et de réduire l'utilisation de papier, la CNS propose une nouvelle procédure pour la déclaration du médecin traitant.

Dans sa circulaire CTF n° 007bis/2023 du 23 février 2023 concernant la déclaration de changement de médecin traitant, la CNS constate qu'actuellement « les déclarations de changement de médecin traitant se font par téléphone, par courriel, par fax ou par courrier » et que le formulaire précité « n'est pas utilisé systématiquement par les établissements hospitaliers ». Directement applicable et seule acceptée à partir du 1er juin 2023, la nouvelle procédure qui consistera en pratique en :

1) impression du formulaire de déclaration pour apposition du cachet et signature obligatoire du médecin traitant ;
2) rénumérisation du formulaire sous format PDF ;
3) envoi du PDF scanné sous format Image via un e-mail sécurisé (regimail).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une procédure purement numérique aurait pu rendre la procédure moins compliquée, et surtout plus rapide ?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de déclarations du médecin traitant ont été établies par an au cours des cinq dernières années ?

3) Monsieur le Ministre est-il également d'avis que l'impression et le rescannage d'un formulaire pour des centaines, voire des milliers de « changements de médecin traitant » par année réduisent l'utilisation du papier, comme le déclare la CNS ?

4) Dans un souci de simplification administrative et de réduction de la consommation du papier, ne serait-il pas plus judicieux que les médecins hospitaliers aient la possibilité de signer ces formulaires par voie électronique ?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Une transmission purement électronique est déjà possible pour la déclaration du médecin traitant. Une solution partiellement électronique est en place pour les déclarations de changement du médecin traitant. Une simplification de cette procédure est en cours d'analyse par la Caisse nationale de santé (CNS).

ad 2) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de déclarations de changement du médecin traitant et le nombre de déclarations du médecin traitant au cours des cinq dernières années.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Pour l'instant, la procédure de la déclaration de changement du médecin traitant n'est pas modifiée et un envoi électronique à la CNS est possible. Au-delà de la solution en place, les efforts de digitalisation portent sur toutes les transmissions d'informations, ceci pour faciliter ces mêmes échanges, améliorer le recours aux différents services et prestations et globalement réduire l'utilisation de documents imprimés.

ad 4) Des discussions en ce qui concerne la signature électronique des documents émanant du corps médical sont en cours entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg.

Directives anti-corruption | Question **7986** (11/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La Commission européenne vient de présenter son paquet de mesures anti-corruption. La Commission estime que l'actuel cadre européen est dépassé et inadapté aux nouvelles formes de corruption. Ainsi, le nouveau projet veut harmoniser et préciser les différents degrés de corruption, du trafic d'influence à la corruption active en passant par l'abus de pouvoir, le détournement, l'obstruction à la justice ou l'enrichissement illicite. Son but est en outre l'harmonisation des peines.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice quelle est la position du Gouvernement face à cette proposition qui se voit déjà critiquée par des ONG pour être trop timide.

2) En quoi cette directive impactera-t-elle notre législation actuelle ?

3) Combien d'affaires de corruption ont été poursuivies au Luxembourg endéans les cinq dernières années ?

Réponse (12/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) La proposition de directive reprend principalement des obligations et des normes internationales telles qu'elles existent déjà dans la Convention des Nations Unies contre la corruption, qui est l'instrument le plus complet en la matière et qui a été ratifié par le Luxembourg.

La proposition a notamment pour but de lutter contre la corruption par le biais du droit pénal en permettant une meilleure coopération entre les autorités compétentes. En mettant à jour le cadre juridique de l'Union et en harmonisant les législations divergentes des États membres, la proposition de directive permet de répondre de manière appropriée au phénomène transfrontalier de la corruption.

ad 2) La législation actuelle est déjà largement conforme au texte de la proposition de directive. Certaines adaptations ponctuelles pourraient cependant

s'avérer nécessaires à la suite des négociations au sein du Conseil et des trilogues avec le Parlement européen.

ad 3)
– En 2019 : 5 ;
– en 2020 : 10 ;
– en 2021 : 5 ;
– en 2022 : 18.

Étude de l'ILReS sur l'avenir de l'agriculture | Question **7987** (12/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Enn Abrëll kruten d'Baueren e Schreiwes vum Landwirtschaftsministère, an deem si opgeruff ginn, bei enger Etude, déi vum Meenungsinstitut ILReS duerchgefouert gëtt, matzemaachen. Aus dem Schreiwes geet allgemeng ervir, datt et ëm d'Zukunft vun der Landwirtschaft an der Liewensmëttelproduktioun an den nächste Jore geet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wat gëtt genee an der Etude ofgefrot?

2. Wat ass déi genee Zilsetzung vun der Etude?

3. Adresséiert sech d'Etude un all d'landwirtschaftlech Betriber am Land?
– Wann nee, no wat fir Krittäre sinn d'Betriber ausgewielt ginn?

4. Wat fir en Impakt wäerten d'Resultater op d'Gestaltung vun der Landwirtschaftspolitick an den nächste Joren hunn?

5. Wéini ginn d'Resultater vun der Etude publizéiert?

6. Wat kascht d'Etude?

Réponse (09/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. An der Etude geet et drëms erauszefannen, wéi d'Produzenten déi ekonomesch a strateegesch Situatioun vun hire Betriber aktuell an an Zukunft aschätzen. Et gëtt och Froe gestallt, wat hir Suergen an hiren Image ugi respektiv wat si mengen, wat d'Attentë vun de Konsumente vis-à-vis vum Secteur sinn.

ad 2. Parallell zu dëser Etude huet de Ministère d'Meenungsinstitut ILReS och beoptraagt, eng Ëmfro bei de Konsumenten ze maachen, déi zum Deel déi selwecht Froe gestallt krute wéi d'Produzenten. D'Zil ass et, fir d'Attenten a Besoine vun deenen engen an anere besser kennen ze léieren, fir se am Sënn vun enger nohalteger Ernierungsstrategie, déi Lëtzebuerg sech an den nächste Jore wäert ginn, besser kënnen ofzestëmmen.

ad 3. Alleguerten d'landwirtschaftlech Betriber goufe vum Minister Claude Haagen ugeschriwwen; d'Deelhuelen ass fakultativ.

ad 4. D'Resultater vun dësen Etudë wäerten een Element bei der Gestaltung vun der zukünfteger Landwirtschaftspolitick duerstellen.

ad 5. Enn Juni/Ufank Juli

ad 6. 15.475 € (HTVA).

Urgences néonatales | Question **7988** (15/05/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Et kënnt ëmmer nees vir, datt Frae mussen d'urgence an en Zentrum fir Neonatologie am Ausland iwwerwise ginn, well hei am Land kee Bett an enger Neonatologiestatioun méi fräi ass. Dat ass net de fräie Choix vun der Patientin, mee ass enger medezinnescher Urgence geschold. Eisen Informatiounen no refuséiert d'CNS an esou Fäll trotzdeem ëmmer nees de Remboursement vun de Fraisen, esou datt déi betraffe Fraen d'Käschte vum der Hospitalisatioun am Ausland selwer mussen droen.

An deem Kontext wëll ech follgend Froen un de Minister fir Soziales stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, datt d'CNS och am Fall vun enger medezinnescher Urgence de Remboursement vun enger Hospitalisatioun am Ausland verweigert, obwuel hei am Land kee Bett méi op enger Neonatologiestatioun fräi ass?
– Wa jo, mat wat fir enger Begrënnung kann de Remboursement an esou Fäll verweigert ginn?
– Wa jo, firwat dréit d'CNS am Fall vun enger medezinnescher Urgence net d'office d'Käschte vun enger Hospitalisatioun op enger Neonatologiestatioun am Ausland, wann zu Lëtzebuerg keng Plaz disponibel ass?

2. A wéi vill Fäll huet d'CNS am leschte Joer am Fall vun enger Urgence de Remboursement vun enger Hospitalisatioun op enger Neonatologiestatioun am Ausland refuséiert?

3. Féiert de Refus vun der CNS net derzou, datt Klinicken, déi selwer keng spezialiséiert Neonatologiestatioun hunn, am Fall vun enger Risikoschwangerschaft d'Fraen direkt an automatesch an eng vun de Klinicke mat enger Neonatologiestatioun N° 7988 iwwerweise fir ze verhënneren, datt si am Fall vun enger Noutsituatioun d'Käschte musse selwer iwwerhuelen?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Prozedur vun den Auslandsiwwerweisungen ass am Dezember 2022 geännert ginn. Zënterhier ass keng Demande méi refuséiert ginn an d'CNS huet och am Kader vun der Neonatologie déi Demandë validéiert, déi ze spéit erakoumen, wann dëse Retard och justifizéiert war, zum Beispill bei enger Urgence, wou d'Demande net konnt virdru gestallt ginn.

ad 2. an 3. Dat lescht Joer gouf just an engem Fall d'Prise en charge refuséiert.

Fir all déi aner Fäll, wou e Recours ageluecht gouf virum Verwaltungsrot vun der CNS, gouf d'Prise en charge nodréiglech accordéiert op Basis vun den zousätzlechen Infoen, déi d'CNS krut.

Changement de nomenclature des actes de neurochirurgie | Question **7989** (15/05/2023) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

En date du 10 mai 2023, le conseil médical des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) a envoyé une lettre à Madame la Ministre de la Santé, Paulette Lenert, où il dénonce le procédé d'un changement de nomenclature des actes de neurochirurgie.

Plus précisément, ce changement réserve le remboursement de certains actes de neurochirurgie intracrânienne au seul Centre hospitalier de Luxembourg (CHL). Et ce, bien que les HRS disposent depuis 25 ans d'une équipe de neurochirurgiens qui effectuent les mêmes traitements.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Monsieur le Ministre est-il au courant du changement de la nomenclature des actes de chirurgie mentionnés ci-dessus ?

– Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce changement représente une dégradation de la prise en charge neurochirurgicale des patients ?

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'accusation du conseil médical des HRS selon lequel l'AMMD fut délibérément mal informée en affirmant que tous les neurochirurgiens du pays ont donné leur accord au changement mentionné ?

– Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il s'agit d'un conflit d'intérêt lorsque le directeur du CHL, en sa qualité de représentant de la FHL, soutient l'attribution d'un monopole de certains actes de neurochirurgie au CHL ? Dans la négative, pour quelles raisons ? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre souhaite-t-il éviter une telle situation à l'avenir ?

– Monsieur le Ministre est-il disposé à entamer un réexamen du changement de la nomenclature des actes de neurochirurgie intracrânienne ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Lors de sa réunion du 8 décembre 2021, la Commission de nomenclature a voté à l'unanimité la recommandation circonstanciée sur la neurochirurgie.

Cette recommandation circonstanciée a été transmise le 16 décembre 2022 au Ministère de la Sécurité sociale afin de préparer le règlement grand-ducal correspondant. L'exposé des motifs joint prévoit que : « Pour proposer des nomenclatures consensuelles et de qualité, les travaux s'effectuent en concertation avec des représentants des praticiens des spécialités concernées désignés par l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD), qui constitue l'association médicale la plus représentative du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'un expert de la spécialité. Dans le cadre de la refonte de la nomenclature de la neurochirurgie du crâne, des neurochirurgiens du service national de neurochirurgie ont collaboré. La neurochirurgie ayant considérablement évolué depuis la dernière mise à jour de la nomenclature, les libellés en vigueur ne correspondent plus aux pratiques actuelles de la neurochirurgie. Une révision intégrale était donc nécessaire. »

En reprenant le contenu de la recommandation circonstanciée, un projet de règlement grand-ducal a été élaboré et transmis dans la procédure. Le 13 juin 2022 a été publié le règlement grand-ducal du 8 juin 2022 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, qui contient les modifications relatives aux actes de neurochirurgie.

La Commission de nomenclature fonctionne de manière autonome et ses membres prennent les décisions sur les modifications des différentes nomenclatures. Sa composition est fixée par l'article 65, alinéas 8 et 9, du Code de la sécurité sociale, qui prévoit que :

« La Commission de nomenclature se compose de :

1) deux membres dont le président, désignés par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la sécurité sociale et la santé ; un membre doit avoir la qualité de médecin ;
2) deux membres désignés par le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé ;
3) deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention pour les médecins ;
4) en fonction de la nomenclature en cause, deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention concernée.

Lorsque la Commission de nomenclature est amenée à statuer en matière d'actes et services relevant de la nomenclature des médecins et dispensés en milieu

hospitalier ou de la nomenclature des laboratoires d'analyses de biologie médicale, la composition de la Commission de nomenclature est complétée par deux membres devant avoir la qualité de médecin et désignés respectivement par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la santé et la sécurité sociale et par le groupement représentatif des hôpitaux. »

Le Ministère de la Sécurité sociale reprend le contenu tel qu'il a été voté par la Commission de nomenclature pour préparer les règlements grand-ducaux.

Les membres de la Commission de nomenclature sont désignés en toute indépendance par les organes qui composent la commission. Par ailleurs, la commission a des règles internes, qui s'inscrivent dans les dispositions légales et règlementaires régissant le fonctionnement de la commission, pour assurer le bon fonctionnement de celle-ci.

La révision de la nomenclature visée a été rendue nécessaire par l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Plus précisément, l'article 4, paragraphe 4, de cette loi dispose que :

« (4) Chacun des services hospitaliers suivants est qualifié de "service national" et, en tant que tel, son exploitation ne peut être autorisée que dans un seul hôpital :
[...]

10. Neurochirurgie [...] »

Le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) est l'hôpital qui dispose de l'autorisation d'exploitation du service national en neurochirurgie et la nomenclature actuellement applicable tient compte de ce fait.

Néanmoins, le groupe Hôpitaux Robert Schuman (HRS) est en train de mener des discussions avec le CHL afin que l'hôpital au Kirchberg puisse éventuellement exploiter une antenne en neurochirurgie, ce qui aurait comme conséquence que ces mêmes actes pourraient être applicables dans une telle antenne du service national de neurochirurgie.

Finalement, comme un recours en annulation contre le règlement grand-ducal du 8 juin 2022 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 fixant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie a été introduit le 13 septembre 2022 par quatre médecins spécialistes en neurochirurgie auprès du tribunal administratif, il convient d'attendre le jugement de cette affaire avant de décider des prochaines étapes.

Inscription d'un groupe militaire privé russe sur la liste des organisations terroristes | Question **7990** (16/05/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Le 9 mai 2023, l'Assemblée nationale a adopté une résolution réclamant que la France et l'Union européenne inscrivent le groupe militaire privé russe Wagner sur la liste des organisations terroristes.

Selon un article paru au « Monde » en date du 11 mai 2023, la Ministre des Affaires étrangères en France aurait mis en avant l'importance symbolique d'une telle démarche, et l'impact qu'elle pourrait avoir sur des États cherchant à entrer en relation avec le groupe militaire.

Or, suite à la demande du Parlement européen en novembre 2022, seule la Lituanie aurait jusqu'à présent placé le groupe Wagner sur la liste des entités terroristes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position du Ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne la demande du Parlement européen ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il, à l'instar de la Lituanie, également inscrire le groupe Wagner sur la liste des organisations terroristes ?

Réponse (12/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le groupe Wagner fait déjà l'objet de sanctions de l'Union européenne au titre du régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme et du régime de sanctions eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine. Le groupe Wagner fait ainsi l'objet d'un gel des avoirs et il est interdit aux citoyens et aux entreprises de l'Union européenne de mettre des fonds à leur disposition.

En ce qui concerne une éventuelle inscription du groupe Wagner sur la liste de l'Union en matière de terrorisme, il convient de noter que l'inscription du groupe Wagner sur la liste de l'Union en matière de terrorisme nécessiterait au préalable une décision d'une autorité nationale compétente. En effet, conformément à l'article 1er, paragraphe 4, de la position commune du Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, cette liste est « établie sur la base d'informations précises ou d'éléments de dossier qui montrent qu'une décision a été prise par une autorité compétente à l'égard des personnes, groupes et entités visés, qu'il s'agisse de l'ouverture d'enquêtes ou de poursuites pour un acte terroriste, [...] basées sur des preuves ou des indices sérieux et crédibles, ou qu'il s'agisse d'une condamnation pour de tels faits ».

ad 2) Il est renvoyé à la réponse à la question 1.

Camions 44 tonnes | Question **7992** (16/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zu Lëtzebuerg si Camione mat Unhänger bis zu enger kombinéierter Maximallaascht vu 44 Tonnen zougelooss, genausou bei eise franséischen Noperen. Obwuel et am Artikel 3 am Zesummespill mat der Annex I vun der EU-Direktiv 96/53 anescht virgesinn ass, dierfen dës Gefierer déi franséisch Grenz vu Lëtzebuerger Territoire aus allerdéngs net passéieren. Deementspriechend musse fir en entspriechenden Transport am Eeschtfall zwee Gefierer mat dem entspriechende Personalopwand an Zousazkäschten agesat ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister elaboréieren, ob an op wéi eng Manéier hien an där Fro bis ewell bei sengem franséischen Homolog intervenéiert ass, respektiv ob eng entspriechend Initiativ geplangt ass? Kann den Här Minister preziséieren, ewéi wäit hien sech an deem Dossier mat anere Partnerstaate koordinéiert, déi vum selwechte franséische Refus betraff sinn?

Réponse (25/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten enquêtéiert iwwert e méigleche grenziwwerschreidende Gidderverkéier op der Strooss mat Gefierer mat enger Maximallaascht vu bis zu 44 Tonnen tëscht Lëtzebuerg a Frankräich. Lëtzebuerg, grad wéi d'Belsch, huet sech diesbezüglech an der Vergaangenheet widderhuelt bei de franséischen Autoritéiten agesat, fir den internationalen Transport bis 44 Tonnen ze erméiglechen, allerdéngs ouni Erfolleg.

Duerch en Dekreet vum 29. Juli 2021 huet Frankräich am Kader vun der Transpositioun vun de leschten Ännerunge vun der Direktiv 96/53 säi Code de la route esou ëmgeännert, datt Transporter mat engem Gewiicht tëscht 40 a 44 Tonnen nëmmen nach erlaabt sinn, wa se ganz op franséischem Territoire duerchgefouert ginn.

Doduerch sinn international Transporter mat bis zu 44 Tonnen tëscht Frankräich a sengen Nopeschlänner zanter dem 1. Januar 2022 definitiv net méi erlaabt.

Ausname gëtt et just fir den intermodale Verkéier a fir Gefierer mat alternativem Undriff, wéi vun der Direktiv virgesinn.

Projet « Asino » | Question **7993** (17/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zënter 2011 ass zu Lëtzebuerg am Kader vum Projet „Asino" a vun der „Reitpädagogik" op verschiddenen Häff am Land mat Ieselen a Päerd op therapeutesch Aart a Weis mat Kanner geschafft ginn. Mengen Informatiounen no sinn dës wäertvoll Aktivitéiten Ufank Mee vum Educatiounsministère gestoppt ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister déi entspriechend Decisioun confirméieren?
• Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?
• Wéi eng alternativ Méiglechkeete plangt den Här Minister, en place ze setzen, fir de betraffene Kanner weiderhin eng vergläichbar Offer ze bidde respektiv wéi eng Konditioune misste vun de Bauerenhäff erfëllt ginn, fir de Projet „Asino" dierfe weider lafen ze loossen?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Wat dës Aktivitéiten ugeet, sou hu sech rezent verschidde Froen um organisatoreschen Niveau gestallt. Aus dësem Grond ass de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend amgaangen, déi jeeweileg Situatiounen ze préiwen.

D'Intentioun vum Ministère bleift et, fir weiderhi pedagogesch Aktivitéite vun dësem Typ deene Kanner zougänglech ze maachen, déi dovunner kënne profitéieren, an d'Aarbecht, déi déi verschidde Prestatairë bis elo geleescht hunn, kënnen ze ënnerstëtzen.

De Ministère ass dofir schonns am Kontakt mat deene betraffene Prestatairen, fir esou zesummen no Léisungen ze sichen.

Permis de conduire B100 | Question **7994** (17/05/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir ee B100 Führerschäi muss ee scho mindestens 2 Joer laang säi Führerschäin an der B Kategorie besëtzen a 7 Formatiounsstonne maachen ouni Examen. Mat dem B100 dierf een allerdéngs nëmmen zu Lëtzebuerg fueren. Dofir brauch een dann een A1 Führerschäin.

Am Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" „125 Kubik: Mit B-Führerschein nur innerhalb der Grenzen" vum September 2020 erkläert de Minister, dass d'Belsch a Frankräich mat eis bei der EU-Kommissioun gefrot hate fir

eng gemeinsam Unerkennung. Weider heescht et am Artikel:

„Allerdings würde die Europäische Kommission derzeit die Ergebnisse der entsprechenden EU-Richtlinie von 2006 überprüfen. Im Rahmen dieser Diskussionen würde Luxemburg fordern, eine mögliche Anerkennung der Führerschein-Regelung auf grenzüberschreitender Ebene in den neuen Text einfließen zu lassen."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Huet d'EU-Kommissioun hir Evaluatioun vun der Richtlinn vun 2006 ofgeschloss? Wa jo, wat sinn d'Resultater?

2. Kann de Minister eis informéieren, wéini déi nächst EU-Führerschäinsrichtlinne wäerten op Niveau vun der Kommissioun diskutéiert ginn? Falls et heivir keen Datum gëtt, wäert de Minister dëst Theema nach eng Kéier op EU-Niveau opbréngen?

3. Denkt de Minister, dass hei eng Kooperatioun tëscht eis an 2 vun eisen Nopeschlänner méiglech ass? Wa jo, wéini?

Réponse (16/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aktuell sinn nach ëmmer d'Dispositioune vun der Führerschäinsdirektiv vun 2006 a Kraaft. Domadder ass de Führerschäi vun der Kategorie B100 am Moment nach ëmmer nëmmen eng national Kategorie. Et däerf een also net an d'Ausland fueren.

Am Mäerz vun dësem Joer huet déi Europäesch Kommissioun awer e Projet fir eng nei Führerschäinsdirektiv gemaach. Dës ass amgaangen, am zoustännege Gremium vum Conseil verhandelt ze ginn. Dës Propositioun gesäit, och op Initiativ vu Lëtzebuerg hi vir, datt d'Kategorie B100 an Zukunft och an deenen anere Länner vun der EU soll gëllen, déi dës Dispositioun och virgesinn. Et gëtt also keng eegestänneg Kategorie, et muss een ëmmer kucken, ob dat Land, wou een da wëll hifueren, dat op sengem Territoire zouléisst oder net. Bei den éischte Verhandlunge vum Text ass dës Dispositioun awer net a Fro gestallt ginn, esou datt si et misst an den Text packen.

Ze soen, wéini dës Dispositioun a Kraaft trëtt, ass schwéier ze soen, d'Verhandlungen zu dëser Direktiv wäerte wuel nach mindestens bis Enn des Joers daueren, an da kënnt jo nach den Délai de transposition dobäi. Doriwwer eraus steet de Vote zu dëser Direktiv am Europaparlament och nach aus.

Avenir de l'Institut Max Planck Luxembourg | Question **7995** (17/05/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den Héichschoulministère hat den 20. September 2022 annoncéiert, datt déi lafend Verträg mam Max-Planck-Institut (MPI) fir Prozessrecht no 2026 net méi verlängert solle ginn an datt d'Institut als Deel vun der Universitéit Lëtzebuerg fortbestoe soll.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Héichschoulminister:

1. Wat geschitt no 2026 mam Joresbudget vum MPI (10 Mio. Euro), dee bis elo integral vum Lëtzebuerger Staat finanzéiert gouf?

2. Ass mat der Münchener MPI-Zentral ofgeschwat ginn, datt den „Trademark"-Numm „Max-Planck-Institut" no 2026 bäibehale ka ginn? Wa jo, gouf dës Vereenbarung vun der MPI-Zentral u Konditioune gebonnen? Wann nee, firwat ass dat net gemaach ginn?

3. Gëtt et Zousécherunge vun der Uni Lëtzebuerg, datt d'MPI no 2026 seng Fuerschungsfräiheet bäibehale kann, och wann e seng Existenz als eegestänneg akadeemesch Ariichtung verluer wäert hunn?

Réponse (07/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

D'finanziell Joresdotatioun vum Max-Planck-Institut (MPI) fir Prozessrecht, an der Héicht vun 9,4 Milliounen Euro, wäert no der Schléissung vum MPI an d'Dotatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg integréiert ginn. Den Numm „Max-Planck-Institut" gëtt no der Fermeture net méi benotzt, well et dësen Institut dann net méi gëtt. Als Deel vun der Universitéit Lëtzebuerg huet déi nei Struktur, déi innerhalb vun der Universitéit opgebaut gëtt, déi Garantië fir akadeemesch Fräiheet, déi am Gesetz vun der Universitéit Lëtzebuerg vum 27. Juni 2018 festgehale goufen.

Décrochage scolaire | Question **7996** (17/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Les autorités scolaires de Belgique font état d'une explosion du décrochage scolaire dans les différents types d'enseignement pendant les années scolaires 2021, 2022 et 2023.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse si une évolution comparable peut être observée chez nous et, le cas échéant, quelle est la situation dans les différents types d'enseignement.

– Sachant que la lutte contre le décrochage scolaire constitue une priorité du Gouvernement, quelles sont les mesures que le Gouvernement a prises pour récupérer les jeunes concernés ?

Réponse (16/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Suite aux questions des honorables Députés relatives au décrochage scolaire, j'aimerais apporter les éléments de réponse suivants :

1. Évolution du taux de décrochage scolaire et situation dans les différents ordres d'enseignement

Le rapport annuel « Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg », édité par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE)/Service national de la jeunesse (SNJ), évalue l'ampleur et l'évolution du décrochage scolaire sur plusieurs années scolaires. Le taux de décrocheurs est calculé comme le nombre d'élèves abandonnant l'école au cours de l'année scolaire de référence par rapport au nombre total d'élèves non soumis à l'obligation scolaire inscrits dans l'enseignement public luxembourgeois.

Le dernier rapport publié prend en considération les années scolaires de 2017-2018 à 2021-2022. Les chiffres de l'année scolaire en cours (2022-2023) seront publiés en 2024.

1.1. Taux de décrochages et décrocheurs

Le tableau ci-dessous reprend le taux de décrocheurs et le taux de décrochages. Vu qu'un seul élève peut quitter le système scolaire plus d'une fois au cours d'une année scolaire, le taux de décrochages est supérieur au taux de décrocheurs.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Si l'on examine les chiffres des cinq dernières années scolaires, on constate que l'année 2019-2020 présente des taux de décrochage scolaire exceptionnellement bas, ce qui peut être en lien avec la pandémie et les modalités adaptées au contexte. Les taux de décrocheurs (8,10 %) et de décrochages (8,19 %) actuels ont légèrement baissé par rapport à l'année précédente.

Contrairement à ce qui est observé en Belgique, on ne peut donc nullement constater une explosion du décrochage. Au contraire, sur l'ensemble de la période, le taux reste assez stable, exception faite de l'année scolaire 2019-2020 marquée par une baisse sensible.

1.2. Répartition des décrocheurs par ordre d'enseignement

Si l'on analyse les chiffres globaux de décrochage scolaire par ordre d'enseignement, la figure ci-dessous révèle qu'en 2021-2022, 23,6 % de tous les décrocheurs ont fréquenté une classe du régime professionnel DAP, 22,8 % fréquentaient une classe supérieure de l'enseignement secondaire général (ESG) et 14 % la voie d'orientation. Seulement 3,1 % des décrocheurs fréquentaient une classe de la voie de préparation et 0,2 % une classe inférieure de l'enseignement secondaire classique (ESC).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il faut cependant garder en tête que les différents ordres d'enseignement ont des nombres d'élèves différents. Les pourcentages du tableau ci-dessus décrivent la répartition de l'ensemble des décrocheurs sur les différents ordres d'enseignement. Les taux de décrocheurs par ordre d'enseignement sont analysés ci-après.

1.3. Nombre de décrocheurs par rapport au nombre total d'élèves âgés de 16-24 ans de l'ordre d'enseignement en question

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En 2021-2022, 43,3 % des élèves âgés entre 16 et 24 ans de la voie de préparation ont quitté l'école sans qualification finale. Cependant, si l'on considère que l'âge théorique dans cet ordre d'enseignement se situe entre 12 et 16 ans, on peut constater que les élèves pour lesquels la définition du décrocheur s'applique sont peu nombreux (127 élèves). Il s'agit donc de jeunes qui ont un retard scolaire plus ou moins important, ce qui augmente le risque de décrochage. Il en est de même pour les élèves des classes de la voie d'orientation, où 21,3 % décrochent dans la tranche d'âge considérée, alors qu'ils ne représentent que 14 % de la totalité des décrocheurs.

Près d'un tiers des élèves âgés entre 16 et 24 ans des classes ACCU/CIP/COP/CLIJA ont abandonné l'école en 2021-2022, alors qu'ils ne représentent que 13,5 % de la totalité des décrocheurs.

Si les classes du régime professionnel DAP représentent la plus grande partie du nombre total de décrocheurs (23,6 % selon le tableau dans 1.2), seuls 15 % des élèves de ces classes ont décroché en 2021-2022.

2. Mesures du Gouvernement pour récupérer les jeunes concernés

2.1. Mesures préventives

Le MENJE a mis en place un certain nombre de mesures pour prévenir le décrochage scolaire. Ainsi, des services socio-éducatifs ont été mis en place dans tous les lycées. Ils soutiennent les jeunes en difficulté et participent ainsi à la prévention du décrochage.

Le Service de la formation professionnelle (SFP) a également mis en place un certain nombre de mesures pour favoriser l'apprentissage et pour prendre en charge les apprentis qui se trouvent en difficultés :

– Une prime spéciale pour les entreprises qui engageaient un apprenti fut conçue et mise en place par le Service de la formation professionnelle du MENJE. Cette prime ainsi que la prime légèrement modifiée l'année scolaire d'après, permit de maintenir à un niveau élevé le nombre de postes d'apprentissage offerts par les entreprises malgré la pandémie.

– En accord avec les chambres professionnelles, la date limite de conclusion d'un contrat d'apprentissage fut allongée jusqu'au 31 décembre 2020 (et jusqu'au 30 novembre en 2021).

– Dès la rentrée de septembre 2020, un changement de paradigme fut installé : auparavant les élèves n'avaient pas le droit de s'inscrire dans un lycée et donc de suivre les cours sans avoir conclu de contrat d'apprentissage avec une entreprise formatrice. À partir de septembre 2020, tous les élèves qui désiraient faire un apprentissage pouvaient s'inscrire dans un lycée sans avoir de patron formateur et suivre les cours au lycée.

– Un programme de soutien pour les élèves à la recherche d'un poste d'apprentissage durant les jours où ils n'avaient pas cours au lycée fut mis en place au Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck. Les élèves étaient soutenus par l'équipe sociopédagogique dans leur recherche d'une entreprise formatrice et pouvaient suivre des cours de renforcement et d'orientation.

– Une fois passé le délai de conclusion d'un contrat, les élèves âgés entre 17 et 25 ans et qui n'avaient pas pu signer de contrat d'apprentissage pouvaient s'inscrire de janvier 2021 à la fin de l'année scolaire dans une classe « Fit fir d'Léier » au CNFPC. Au programme de ces classes figurent des cours de renforcement, des stages d'orientation ainsi qu'un accompagnement pédagogique rapproché.

Pour la rentrée de septembre 2021, ces mesures furent maintenues sous des formes adaptées : prime exceptionnelle de 1.500 € pour chaque apprenti engagé par une entreprise formatrice, date limite de conclusion de contrat jusqu'au 30 novembre 2021.

Les autres mesures sont pérennisées, à savoir la possibilité de s'inscrire au lycée avant d'avoir signé un contrat d'apprentissage, le suivi dans les CNFPC durant la période de recherche et le programme « Fit fir d'Léier ».

La concertation rapprochée entre les différents services (SFP, SNJ, Service d'orientation professionnelle de l'ADEM), les chambres professionnelles et les lycées a permis non seulement de bien gérer la crise du Covid-19, mais également de pallier les déficiences du système de gestion de l'apprentissage et d'améliorer la prise en charge et l'accompagnement des élèves en phase de transition vers un apprentissage et de diminuer à moyen terme le nombre de décrocheurs dans la formation professionnelle.

2.2. Suivi des décrocheurs et offres pour jeunes inactifs

Le SNJ a comme mission d'assurer un suivi des décrocheurs scolaires. Les offres du SNJ se font selon la logique de l'« avant-pendant-après », c'est-à-dire que les agents des antennes locales du SNJ cherchent à établir un contact avec les élèves à risque avant le décrochage présumé, puis sont disponibles pour les accompagner pendant une éventuelle période d'inactivité jusqu'au moment où ils ont réintégré l'école ou un autre dispositif.

Les différentes offres auxquelles les élèves à risque et les jeunes inactifs peuvent participer sont catégorisées en :

– Activités de prévention (avant le décrochage) s'adressant à tous les jeunes ayant besoin d'accompagnement et de conseil au cours de leur transition, qu'ils soient scolarisés ou temporairement désinscrits de l'école. Ces activités s'adressent prioritairement aux élèves à risque et favorisent la prise de contact avec les élèves. Il s'agit notamment :

• des workshops proposés aux lycées visant à sensibiliser les élèves pour leur avenir (142 en 2021-2022) ;
• des tours des lycées et des visites de groupe d'élèves dans une antenne locale (225 en 2021-2022) ;
• des prises de contact individuelles avec tous les jeunes orientés vers un apprentissage ou devant changer de lycée pendant les vacances d'été et le cas échéant au-delà (1.948en 2021-2022).

– Activités de soutien (pendant le décrochage), c'est-à-dire la prise de contact et le suivi systématique des décrocheurs scolaires sur base de listes mensuelles fournies par le MENJE/SCRIPT. Une fois le contact établi, le jeune est invité à un entretien individuel afin de lui proposer un accompagnement et une solution : retour à l'école, alternative à l'inactivité, insertion sur le marché de l'emploi (1.587 élèves contactés en 2021-2022).

– Activités de soutien après le décrochage, constituant un tremplin vers la vie active ou une réintégration scolaire et pendant lesquelles le jeune est accompagné par un agent éducatif du SNJ, notamment :

• le service volontaire national et le service volontaire européen (433 nouvelles conventions en 2021-2022) ;
• les ateliers pratiques (94 participants en 2021-2022) ;
• les stages de découverte (169 nouvelles conventions de stage en 2021-2022) ;
• les formations (27 formations en 2021-2022) ;
• les classes d'orientation (21 élèves en 2021-2022).

Le rapport 2022 sur le décrochage scolaire et le suivi des jeunes inactifs vient de paraître et peut être téléchargé sous le lien :

https://men.public.lu/fr/publications/statistiques-etudes/statistiques-globales/jeunes-decrocheurs21-22.html.

Arrestation de nombreux membres de réseaux mafieux | Question **7997** (17/05/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Récemment une vaste opération policière internationale a permis de procéder à l'arrestation de nombreux membres de réseaux mafieux, notamment ceux appartenant à la mafia calabraise dénommée Ndrangheta.

Actuellement, un procès contre des trafiquants de stupéfiants appartenant au même réseau est en cours au Luxembourg.

Dès lors, nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Ladite opération policière a-t-elle permis de procéder à des arrestations au Luxembourg ?

– Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il la situation de la présence de réseaux mafieux au Luxembourg, dont la 'Ndrangheta, la Camorra voire la Cosa Nostra ?

– Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'autres réseaux présents sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquels ?

– Quels sont les moyens et instruments déployés par le Gouvernement pour observer et lutter contre ces réseaux ?

– De quelle manière la collaboration européenne et internationale est-elle coordonnée pour combattre ce phénomène ?

Réponse (21/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

L'opération policière internationale qui a eu lieu dans une dizaine de pays européens en date du 3 mai 2023 a été coordonnée par Eurojust et Europol. Il y a lieu de signaler que le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas été impliqué dans cette opération.

Le Gouvernement ne peut pas fournir d'informations par rapport à des dossiers d'enquête ou d'instruction en cours, ni commenter des affaires portées devant les juridictions.

Le Grand-Duché de Luxembourg, à l'instar des autres pays européens, est confronté à la criminalité organisée transfrontalière. Des enquêtes et instructions judiciaires sont régulièrement menées pour contrer ce fléau, en collaboration avec les autorités judiciaires et policières étrangères, dont notamment Eurojust et Europol.

En termes de ressources humaines, le vaste plan de recrutement extraordinaire de policiers lancé par le Gouvernement depuis 2020 permettra à la Police grand-ducale de disposer de plus de ressources pour répondre aux défis liés aux phénomènes criminels, tant de manière proactive que répressive.

Les informations diffusées dans la presse sur l'opération à laquelle font référence les honorables Députés témoignent de l'existence d'une action de coordination et de collaboration policière et judiciaire au niveau européen et international. En effet, l'agence européenne Europol et l'organisation internationale de police criminelle (Interpol) collaborent pour lutter contre des phénomènes criminels transnationaux.

Dans le cadre de la coopération judiciaire internationale, des demandes d'enquêtes européennes émanant d'autorités judiciaires étrangères en vue d'opérer des perquisitions et des saisies sont régulièrement exécutées sur le territoire national par la police judiciaire, sur ordonnance d'un juge d'instruction national.

Renouvellement de la N18 à Clervaux | Question **7998** (17/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

La route N18 à l'entrée de la cité de Clervaux, haut-lieu du tourisme luxembourgeois, est actuellement dans un état déplorable. En effet, la couche de roulement devrait être renouvelée jusqu'au centre de la localité et la bifurcation près de Reuler (N18/CR340) mériterait d'être réaménagée pour la rendre plus accueillante. De plus, des problèmes de visibilité et, partant, de sécurité se posent à la bifurcation précitée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Un renouvellement du tronçon de la N18 entre Reuler et Clervaux est-il programmé dans un avenir proche ?

2) Dans l'affirmative, quels en seraient les détails et les améliorations prévues ?

Réponse (07/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Une chaussée, dont la durée de vie est normalement de 10 à 15 ans, est exposée au cours de cette période à différents types de contraintes. Les plus importants sont les fortes variations de températures et le trafic dense des poids lourds.

La route nationale N18 entre Reuler et Clervaux ne fait pas exception à cette règle.

Par conséquent, il est inévitable que la route se soit dégradée au point de ne plus correspondre aux standards de qualité auxquels les usagers de la route sont habitués.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Néanmoins, l'Administration des ponts et chaussées prévoit régulièrement des campagnes d'entretien et de réfection de la voirie de l'État sur les différents territoires des services régionaux.

ad 2) Tant que la transversale de Clervaux n'est pas ouverte à la circulation, il est en effet difficile d'effectuer des travaux d'entretien importants sur la route nationale N18. En cas de fermeture du tronçon de la N18 en question, les poids lourds se retrouveraient actuellement sans alternative.

La mise en œuvre de la transversale s'étalant jusqu'en 2024, le tronçon en question devra être inclus à la campagne d'entretien et de réfection de 2024-2025.

Cette campagne comprendra de multiples travaux de réfection, l'entretien des siphons et des couvercles de regards, la réparation des murs, la stabilisation des talus ainsi que la confection de tranchées et la pose de drainage.

Commission d'enquête sur les cultes au Luxembourg | Question **7999** (17/05/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment, de nombreux pays ont créé une commission parlementaire sur le fonctionnement des cultes, notamment en ce qui concerne le cadre juridique en place, le traitement interne lié aux abus sexuels, en particulier sur les mineurs et la protection des mineurs au sein des cultes.

Les enquêtes effectuées par ces commissions dans les pays respectifs ont révélé des actes inacceptables au sein des cultes et des lacunes dans la législation en vigueur.

En Australie par exemple, la « Royal Commission into Institutional Responses to Child Sexual Abuse » a révélé qu'entre 1950 et 2016, 1.006 membres du culte des Témoins de Jéhovah ont commis plus de 1.800 infractions sur mineurs.

Le Luxembourg abrite nombreux de ces cultes et de nombreux témoignages concernant les agissements de ces cultes ont récemment fait le tour des médias et des réseaux sociaux. Il a notamment été question d'abus physiques, psychiques et sexuels. Pour la plupart de ces victimes, il est inconcevable de parler ouvertement des abus subis ou encore des agissements au sein de ces cultes par peur de représailles, allant de l'isolement social à des poursuites judiciaires pour diffamation.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes :

1) Encouragez-vous la mise en place d'une commission d'enquête sur les cultes au Luxembourg ?

2) Dans quelle mesure votre ministère effectue-t-il des investigations sur les cultes ?

Réponse (15/06/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Cultes

Le Gouvernement ne transige pas sur les questions d'abus physiques, psychiques et sexuels, et ce dans tous les domaines de la société. Divers points de contact spécifiquement dédiés aux victimes des abus susmentionnés ont été mis en place auprès des services étatiques et des autorités judiciaires, afin de permettre un traitement diligent des faits rapportés.

En ce qui concerne en particulier les cultes, le Gouvernement renvoie également aux éléments de réponse formulés dans le cadre de la question parlementaire n° 5058 du 8 octobre 2021.

Il n'est pas envisagé à ce stade de mettre en place une commission d'enquête sur les cultes au Luxembourg.

Finalement, le Département des cultes n'effectue pas d'« investigations » sur les communautés religieuses. Des faits pénaux sont du ressort exclusif du ministère public et aucune ingérence ne serait acceptable dans un État de droit où la séparation des pouvoirs fait partie de ses fondements.

Nouvelle campagne dans l'intérêt de la sécurité des cyclistes | Question **8001** (17/05/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Gouvernement vient de lancer une nouvelle campagne dans l'intérêt de la sécurité des cyclistes.

Ainsi, il est insisté sur l'article 125 du Code de la route qui dispose que les conducteurs de véhicules motorisés doivent respecter la distance obligatoire de 1,5 mètre lors du dépassement de cyclistes.

Le non-respect de cette disposition est puni par un avertissement taxé de 74 €.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure combien d'avertissements taxés ont été établis depuis l'introduction de la règle des 1,5 mètre de distance.

Réponse (26/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Je me permets de renvoyer les honorables Députés aux réponses aux questions parlementaires 4198 du 30 avril 2021, 6200 du 16 mai 2022 et 6263 du 31 mai 2022, dans lesquelles il est expliqué qu'il n'est techniquement pas faisable, ni efficient en termes de ressources nécessaires, d'effectuer des contrôles spécifiques concernant le respect de l'article 125 du Code de la route.

La police contrôle l'application de la disposition des 1,5 mètre à respecter dans le cadre des contrôles routiers effectués régulièrement.

Depuis l'introduction, le 1er mai 2018, de l'article 125 du Code de la route (règle des 1,5 mètre de distance latérale obligatoire lors du dépassement entre un cycle et un véhicule motorisé), ledit article a été appliqué 39 fois.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 64 à 66	Questions au Gouvernement
p. 03-04	p. 05-08	p. 09-79	p. 80-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-04

Nouvelles lois ..... p. 05-08

Séances ..... p. 09-79

64e séance du jeudi 13 juillet 2023 p. 09-35

65e séance du jeudi 13 juillet 2023 p. 36-64

66e séance du mardi 18 juillet 2023 p. 64-79

Questions au Gouvernement ..... p. 80-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
08/11/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Rapport de l'ALIA sur la campagne électorale médiatique

« Nous voulons contribuer à un processus démocratique apaisé »

Des représentants de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) ont remis le 20 septembre 2023 au Président de la Chambre des Députés leur rapport sur la campagne électorale médiatique pour les élections communales du 11 juin 2023.

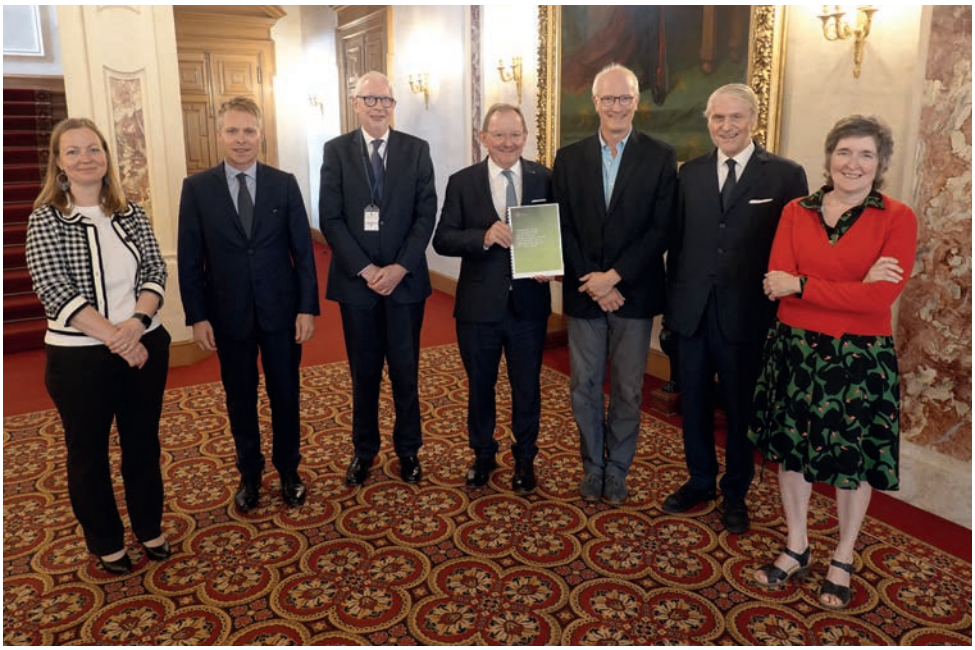

« Nous voulons contribuer à un processus démocratique apaisé », a déclaré M. Thierry Hoscheit, Président de l'ALIA, en évoquant également l'importance de la notion de crédibilité, d'une part, pour son institution, afin que celle-ci puisse être considérée comme un acteur sérieux quand il s'agit d'œuvrer à ce que l'élément médiatique du processus électoral soit équilibré, et, d'autre part, pour le processus électoral en lui-même. Il faudrait ainsi, selon lui, une surveillance jugée crédible afin que ce processus soit perçu comme équitable auprès des citoyens et que sa légitimité ne soit pas remise en question.

M. Hoscheit a évoqué dans ce contexte une dynamique positive. L'institution qu'il dirige aurait gagné en visibilité et serait de plus en plus sollicitée de part et d'autre pour répondre à des questions qui se posent légitimement dans le cadre du processus électoral. Le rapport sur les élections communales aurait été largement commenté, démontrant l'intérêt qui lui a été porté.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a quant à lui souligné l'importance d'un acteur neutre comme l'ALIA et a estimé que les points mis en avant dans le rapport pourraient servir d'inspiration à des adaptations en vue d'élections futures.

Le rapport a été transmis aux commissions des Médias et de l'Intérieur pour y être examiné. Il s'agit de la première fois que l'ALIA remet un tel rapport à la Chambre des Députés.

Le rapport de l'ALIA sur les élections communales a été remis solennellement au Président de la Chambre.

Synthèse de l'étude POLINDEX 2023 sur les comportements électoraux

Le Prof. Dr Philippe Poirier a été reçu à la Chambre des Députés pour présenter un document de synthèse de l'étude POLINDEX 2023 aux membres du Bureau de la Chambre. Résultats par structure d'âge, niveau d'instruction, revenu, circonscription électorale et sexe, enjeux des élections législatives 2023, intentions et motifs de vote, sentiments envers la politique… : l'étude POLINDEX traite de manière approfondie de toutes les questions liées aux élections et à la chose politique.

L'étude POLINDEX a été commanditée par la Chambre des Députés. Elle est le résultat d'une collaboration entre la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg et l'institut de sondage TNS ILReS.

La Chambre soutient activement la recherche en études parlementaires

Depuis octobre 2011, la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, financée par la Chambre des Députés, a pour finalité de contribuer à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement de la démocratie et du parlementarisme dans le processus décisionnel national, européen et international.

La Chaire contribue à des activités de recherche dans les domaines des politiques publiques, de la sociologie politique, du droit parlementaire et constitutionnel, des études européennes de la législation et de la politique comparée.

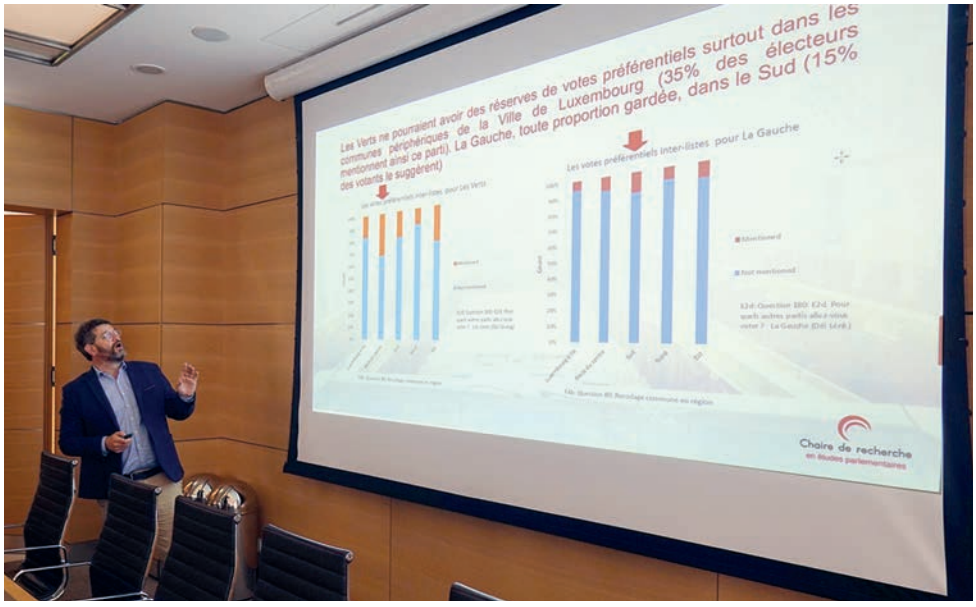

Synthèse complète de l'étude :

Rapport analytique de l'étude :

Session plénière de la Conférence interparlementaire européenne sur l'espace

« S'ils ne travaillent pas dans l'espace, ils ne sont pas prêts pour l'avenir »

Avec cette affirmation, M. Josef Aschbacher, Directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), n'a pas manqué de rappeler aux participants de la session plénière de l'EISC (European Interparliamentary Space Conference), qui s'est tenue à Vienne le 25 septembre 2023, l'importance de se dédier à l'espace.

Créée en 1999 en tant que forum permanent de coopération interparlementaire entre les parlements nationaux européens intéressés par la politique spatiale, l'EISC se réunit deux fois par an en vue de prioritiser l'échange d'informations sur les activités spatiales ainsi que la promotion de la compréhension mutuelle des politiques nationales en matière spatiale. La session plénière de 2023, organisée par le Parlement autrichien, était dédiée au sujet de la contribution de l'Europe à une économie spatiale en pleine évolution. Les délégations parlementaires présentes (Allemagne, Autriche, Belgique, Estonie, Finlande, Hongrie, Luxembourg, Norvège et Pologne) ont échangé sur le rôle crucial qu'occupe l'espace sur la scène économique internationale avec d'éminents experts en la matière.

M. Sven Clement a participé à cet événement afin d'y représenter la Chambre des Députés. Le député luxembourgeois s'est intéressé à la promotion d'une économie spatiale avant-gardiste en Europe. Il a encore pu faire le point sur la stratégie spatiale pour la période de 2023-2027 que le Luxembourg a publiée l'année passée. Les participants se sont particulièrement intéressés aux objectifs principaux de la stratégie luxembourgeoise, à savoir la compatibilité entre croissance économique et la durabilité dans l'espace.

Le message principal que les experts voulaient transmettre aux parlementaires était celui de ne pas sous-estimer la valeur économique du secteur spatial. Ils ont mis en évidence l'importance de la recherche et de l'infrastructure spatiales. Elles contribuent considérablement, selon eux, au développement de nouveaux services qui, à leur tour, permettent des évolutions économiques dans les secteurs les plus divers tels que la météorologie, l'aviation, les télécommunications ou encore les assurances, pour n'en citer que quelques-uns. C'est dans ce contexte que le Directeur général de l'ESA a averti les parlementaires de l'impérativité d'investir dans l'espace, tout en soulignant que les acteurs économiques qui ne s'intéressent à la politique spatiale pourront potentiellement passer à côté d'opportunités.

Une des leçons principales que les participants ont pu tirer de la session plénière de cette année consiste dans la nécessité, pour l'Europe, d'améliorer l'accès au financement et de privilégier le capital risque dans le secteur spatial en agissant de la manière la plus rapide et stratégique possible. Une perte de temps pourrait engendrer un départ important des talents et du savoir-faire européens vers des pays qui ont d'ores et déjà intégré cette leçon.

En 2024, les parlements membres de l'EISC pourront poursuivre leur travail au Luxembourg, étant donné que la Chambre des Députés assurera la prochaine présidence de l'EISC. Les parlementaires se verront une première fois au printemps à l'occasion d'un workshop et une deuxième fois en automne lors de la session plénière.

© Parlament Österreich

La Chambre des Députés était représentée par M. Sven Clement (1re rangée, 4e à droite).

Frühling der Revolution: Europa 1848/49 und der Kampf für eine neue Welt

Wéi eng Bedeitung hunn d'revolutionär Mouvementer vun 1848 an Europa an zu Lëtzebuerg fir d'Gesellschaft vun haut?

De renomméierten Historiker Christopher Clark huet am Kader vun enger Konferenz, déi d'Chamber matorganiséiert huet, viru ronn 300 Leit am Neimënster Äntwerten op dës Fro ginn.

Dir kënnt d'Gespréich mam Geschichtsprofesser vu Cambridge am Replay (op Däitsch a Franséisch) kucken:

Réseau transeuropéen de transport (RTE-T)

7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics en vue de la transposition des articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T)

À l'origine, le projet de loi 7394 modifiant la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics, tel que déposé le 8 janvier 2019, avait pour objectif la correction d'erreurs matérielles en corrigeant des libellés, références, renvois et dates incorrectes, en ajoutant une terminologie conforme à la directive 2014/25/UE et en précisant dans la loi certaines procédures dont le recours doit être justifié par voie d'arrêté ministériel.

Depuis lors, la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) est entrée en vigueur et oblige les États membres à mettre en vigueur toutes les dispositions législatives, règlementaires et administratives nécessaires pour s'y conformer au plus tard le 10 août 2023.

S'agissant d'un élément central de la politique européenne des transports, le RTE-T est un programme de développement des infrastructures du secteur. Il a comme objectif de faciliter l'interconnexion entre les réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux, ainsi que les ports et les aéroports des États membres et d'éliminer les barrières qui existent entre les réseaux de transport des États membres.

La directive (UE) 2021/1187 prémentionnée vise à simplifier les mesures en vue de progresser dans la réalisation du RTE-T et à clarifier les procédures d'octroi d'autorisations et les procédures relatives aux marchés publics.

À l'exception des dispositions propres aux marchés publics, la directive (UE) 2021/1187 a été transposée en droit luxembourgeois par le vote du projet de loi n° 8144, devenu entre-temps la loi du 15 juin 2023 modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement qui est entrée en vigueur en date du 25 juin 2023.

En parallèle, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a fait le choix de transposer les dispositions de la directive propres aux marchés publics, c'est-à-dire ses articles 8 et 9, non pas à travers un projet de loi dédié, mais par l'adoption d'une série de quatre amendements gouvernementaux au projet de loi n° 7394 modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics. Cette approche a impliqué une adaptation de l'intitulé du projet de loi afin de refléter fidèlement l'objet du texte de loi.

Le RTE-T comprend deux niveaux de planification. D'une part, il s'agit du niveau global, comprenant les principaux couloirs d'interconnexion devant être achevés d'ici 2050 et, d'autre part, du réseau central qui couvre les connexions de plus haute importance stratégique du réseau global. Le réseau central doit être achevé d'ici 2030.

Pour le Luxembourg, les dispositions de la directive s'appliquent aux projets suivants :

1) la liaison ferroviaire transfrontalière Bruxelles–Luxembourg–Strasbourg, indépendamment du coût total du projet, en tant que tronçon présélectionné du réseau central répertorié dans l'annexe de ladite directive ;

2) les projets relatifs à trois tracés parmi les corridors du réseau central dont le coût total excède 300 millions d'euros :

– Amsterdam–Rotterdam–Anvers–Bruxelles–Luxembourg ;
– Luxembourg–Metz–Dijon–Mâcon–Lyon–Marseille ;
– Luxembourg–Metz–Strasbourg–Bâle.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 08/01/2019
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

22/06/2023	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen des avis du Conseil d'État
06/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 509, page 1

Création de l'administration publique « Restopolis »

7792 – Projet de loi portant création de l'Administration assurant le service public de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de : 1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ; 2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolairempétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire

Le présent projet de loi vise à conférer le statut d'administration au service de restauration collective « Restopolis » et à promouvoir l'alimentation équilibrée et diversifiée dans les cantines scolaires et universitaires.

Aujourd'hui, Restopolis n'est pas seulement responsable des cantines scolaires de l'enseignement secondaire, mais gère aussi la restauration des écoles fondamentales étatiques et internationales, de l'Université du Luxembourg et de divers organismes scientifiques, de l'École de Police et des centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire. Par ailleurs, Restopolis consulte les communes sur des sujets liés à la restauration scolaire et organise des campagnes d'information et d'éducation dans les domaines de la nutrition et du développement durable.

Face à l'extension successive de ses activités, Restopolis a évolué vers un service de l'État à gestion séparée. Aujourd'hui toutefois, la diversité de ses missions et le budget engagé ne justifient plus son statut de simple service public. La révision de son cadre légal s'avère donc indispensable pour garantir la pérennité des services de restauration scolaire.

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier le statut de Restopolis et à préciser ses différentes missions. En tant qu'administration publique, Restopolis dispose d'un propre budget. Cette transformation permet non seulement de renforcer l'autonomie de Restopolis, mais aussi de mieux gérer les ressources de cette entité.

Une partie des responsabilités du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la sécurité au travail et des prestations aux clients sont transférées à la nouvelle administration Restopolis. Bien que le ministre soit moins impliqué dans la gestion courante des restaurants scolaires, il ne perd pas son pouvoir décisionnel en la matière.

Par ailleurs, le projet de loi crée une base légale pour le domaine d'activité de Restopolis qui, au-delà de la restauration scolaire, comprend aussi la gestion des infrastructures des cuisines et des restaurants et le contrôle de la qualité des repas.

Finalement, il fixe les tarifs des repas servis dans les structures gérées par Restopolis, qui sont échelonnés selon le statut des clients, à savoir les apprenants, les apprenants nécessiteux, le personnel des administrations et des établissements ainsi que les autres utilisateurs.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 18/03/2021
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

31/03/2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
05/05/2021	Continuation des travaux
02/03/2022	Examen d'une série d'amendements gouvernementaux
15/05/2023	Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux complémentaires tenant compte de l'avis du Conseil d'État du 31/05/2022
11/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 462, page 1

Obligation scolaire jusqu'à l'âge de dix-huit ans

7977 – Projet de loi relative à l'obligation scolaire et portant modification : 1° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 2° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Le présent projet de loi entend prolonger l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de dix-huit ans afin de réduire le taux des élèves sortant du circuit scolaire sans aucun diplôme. Il s'inscrit dans l'ensemble des initiatives gouvernementales prises ces dernières années en matière de lutte contre le décrochage scolaire et le chômage chez les jeunes.

Au cours de l'année scolaire 2020-2021, 1.736 élèves ont été comptabilisés en tant que décrocheurs scolaires au Luxembourg. Parmi eux, 647 avaient moins de dix-huit ans, représentant un taux de 37,2 %. La plupart des élèves sont âgés entre seize et dix-neuf ans au moment de leur décrochage avec un pic à dix-sept, voire dix-huit ans. Chaque année, environ 500 à 650 jeunes de moins de dix-huit ans décrochent du système scolaire.

Les raisons qui poussent les élèves à quitter l'école avant d'obtenir une qualification sont multiples et diverses. Le manque de motivation, le manque ou le mauvais choix de formation, la mauvaise orientation ou encore des problèmes de santé sont en tête de la liste invoquée par les adolescents. Par ailleurs, il s'agit souvent de jeunes issus de milieux défavorisés ou de jeunes ayant des problèmes de discipline.

Depuis 2009, les Gouvernements successifs ont mis en place de nombreuses mesures et stratégies pour pallier le décrochage scolaire, telles que la mise en place des écoles internationales publiques, les projets pilotes en matière d'alphabétisation en langue française à l'enseignement fondamental, les efforts déployés au cours des dernières années pour améliorer la prise en charge d'élèves à besoins spécifiques, l'élaboration de lieux de scolarisation alternative, et bon nombre d'actions qui tiennent compte des profils types des jeunes décrocheurs.

La prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de dix-huit ans, prévue par le projet de loi sous rubrique, va de pair avec les diverses mesures adoptées ces dernières années et présentées ci-dessus.

Le projet de loi sous rubrique renforce les dispositions nationales existantes en matière d'obligation scolaire et de garantie de formation et constitue dès lors un maillon important de la chaîne ayant comme but de réduire le taux des élèves sortant du circuit scolaire sans aucun diplôme.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 10/03/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

28/03/2022	Présentation du projet de loi
20/04/2022	Continuation des travaux
25/04/2022	Désignation d'un rapporteur
	Continuation des travaux
07/06/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des amendements gouvernementaux
10/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 460, page 1

Soutien au développement durable des zones rurales

8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Le projet de loi sous rubrique entend assurer la relève de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, ci-après la « loi de 2016 », afin de mettre en œuvre le cadre financier de la politique agricole commune pour la période de 2023 à 2027.

Celle-ci vise, entre autres, à « favoriser des revenus agricoles viables et la résilience du secteur agricole » afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la diversité agricole et d'assurer la viabilité économique de la production agricole, à « renforcer l'orientation vers le marché et accroître la compétitivité de l'agriculture » et à « améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur ». Elle vise encore à « contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci » et à « favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et l'air, notamment en diminuant la dépendance à l'égard des produits chimiques ». La réalisation de ces objectifs s'appuie sur l'octroi d'aides financières à divers acteurs des zones rurales, dont le principal est l'« agriculteur actif » tel que défini à l'article 1er, paragraphe 2, de la loi en projet.

La politique agricole commune est fondée notamment sur le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) 1305/2013 et (UE) 1307/2013 et le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) 1306/2013.

Le texte initial fut modifié par voie de trois séries d'amendements gouvernementaux afin de faire droit aux observations émises par le Conseil d'État dans ses avis et te donner suite aux discussions au sein de la commission parlementaire et avec les représentants du secteur.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 02/08/2022
Rapportrice : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Présidente : Mme Tess Burton) :

06/10/2022	Désignation d'un rapporteur
22/09/2022	Présentation du projet de loi
29/09/2022	Examen du projet de loi
06/10/2022	Continuation des travaux
21/10/2022	Continuation des travaux
27/10/2022	Continuation des travaux
28/10/2022	Continuation des travaux
10/11/2022	Continuation des travaux
14/11/2022	Continuation des travaux
17/11/2022	Continuation des travaux
21/11/2022	Continuation des travaux
28/11/2022	Continuation des travaux
01/12/2022	Continuation des travaux
12/01/2023	Continuation des travaux
21/04/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
28/04/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
08/06/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19/06/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30/06/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
10/07/2023	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 2 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 489, page 1

Utilisation de « bodycams » par la Police grand-ducale

8065 – Projet de loi complétant la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par un article 43ter relatif à l'utilisation de caméras-piétons par la Police grand-ducale dans l'exercice de ses missions

Le projet de loi a pour objet de compléter la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par un article 43ter relatif à l'utilisation de caméras-piétons par la Police.

La politique générale de la sécurité intérieure se traduit notamment par le paquet de mesures sur la problématique liée aux stupéfiants. Parmi les sept mesures relevant du Ministère de la Sécurité intérieure figurent les « bodycams », déjà prévues dans l'accord de coalition 2018-2023. Depuis des années, on constate un manque de respect croissant envers les forces de l'ordre et une baisse d'autorité de celles-ci. Les menaces, voire violences physiques et verbales à l'encontre des policiers se multiplient, de même que les plaintes à leur encontre. En plus, une solidarisation de tierces personnes a lieu dans le but de faire opposition aux agents de police et souvent, des vidéos sont faites par le public et répandues dans les réseaux sociaux après manipulation. Par le présent projet de loi, la base légale est créée pour les caméras-piétons pour la Police.

Sur base des expériences positives faites par les pays voisins, les caméras-piétons sont immédiatement intégrées dans l'équipement standard du policier. Elles fonctionneront à charge et à décharge : d'un côté, elles sont un moyen destiné à prévenir les outrages et attaques contre les policiers, un moyen qui permet de contribuer à la désescalade de situations conflictuelles et, lorsque des infractions sont commises, au constat de celles-ci et à la poursuite des auteurs par la collecte des preuves ; de l'autre côté, elles protègent les citoyens en cas de comportement fautif de policiers.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 17/08/2022
Rapporteur : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
19/07/2022 Présentation de l'avant-projet de loi
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 506, page 1

Fonctionnement du CICR au Luxembourg

8093 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the status and privileges and immunities of the International Committee of the Red Cross between the Grand Duchy of Luxembourg and the International Committee of the Red Cross », fait à Luxembourg, le 1er juin 2022

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut et les privilèges et immunités du CICR, fait à Luxembourg, le 1er juin 2022. Cet accord a pour objectif d'assurer le bon fonctionnement du CICR au Grand-Duché de Luxembourg, en reconnaissant la personnalité juridique internationale du CICR et en octroyant au CICR et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires.

L'accord permettra au CICR d'établir une présence physique au Luxembourg, qui se composera d'un bureau et de surfaces loués dans un centre de données « Tier IV » au Luxembourg. Concernant ce dernier, un contrat de location entre le Luxembourg et le CICR déterminera les obligations des parties au contrat.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/11/2022
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
05/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 5 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 587, page 1

Prolongation de mesures de l'accord tripartite

8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Alors que la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine arrive à échéance fin juin 2023, le niveau des prix de l'énergie devrait continuer à avoir un impact profond sur les coûts opérationnels des entreprises et, par voie de conséquence, sur la poussée inflationniste que subissent les ménages.

Face à la subsistance de cette crise énergétique, à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite qui s'est tenue le 3 mars 2023, le Gouvernement, l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP ont élaboré un accord pour prolonger le régime d'aides institué par la loi modifiée du 15 juillet 2022 jusqu'à la fin de l'année 2023. Désormais, les entreprises concernées pourront donc également obtenir une aide au titre des surcoûts énergétiques encourus entre juillet et décembre 2023. Cette modification contribue à stabiliser les prix de l'énergie auxquels s'approvisionnent les entreprises jusqu'à la fin de l'année. À l'heure actuelle, le nouvel encadrement temporaire de crise et de transition pour les aides d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine adopté par la Commission européenne le 9 mars 2023 ne permet pas d'aller au-delà.

Le projet de loi prévoit par ailleurs une prolongation supplémentaire de la période d'éligibilité sous l'article 4ter de la loi modifiée du 15 juillet 2022 au profit des producteurs de chaleur ou de biogaz et des exploitants de réseaux de chaleur. Ces derniers pourront dorénavant obtenir une aide au titre des surcoûts énergétiques encourus en 2022. La prise en compte des surcoûts de 2022 s'impose puisque c'est au cours de cette année que les acteurs importants de l'énergie au Luxembourg ont été le plus affectés par la hausse des prix de l'énergie. Néanmoins, le plafond d'aides de 2 millions d'euros par groupe, imposé par la section 2.1 de l'encadrement temporaire de crise et de transition, reste applicable.

Outre les prix de l'énergie, les frais d'utilisation du réseau électrique ont également connu une forte augmentation par rapport à 2021. Devant ce constat, le projet de loi prévoit la prise en charge d'une partie des surcoûts encourus liés à l'utilisation du réseau pour l'acheminement de l'électricité consommée en 2023. En raison des limites inhérentes à la section 2.4 de l'encadrement temporaire de crise et de transition, cette prise en charge n'est possible que dans le cadre de l'article 4bis de la loi modifiée du 15 juillet 2022. Celui-ci permet actuellement à toute entreprise qui présente une certaine intensité énergétique pendant le mois concerné d'obtenir une aide couvrant une partie de ses surcoûts en gaz naturel et en électricité.

Ces modifications doivent faire l'objet d'une approbation par la Commission européenne avant de pouvoir être mises en œuvre.

De plus, le projet de loi introduit une aide financière sous forme d'une aide de minimis afin de soutenir les associations sans but lucratif qui exercent des activités éligibles à une aide au titre de la loi modifiée du 15 juillet 2022 et sont touchées par la hausse des prix de l'énergie.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/06/2023
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
30/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 412, page 1

Statut juridique, privilèges et immunités du GGGI

8094 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022. Cet accord a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation et au bon fonctionnement du GGGI au Luxembourg en reconnaissant sa personnalité juridique internationale et en octroyant au GGGI et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires.

Fondé en 2010 et ayant son siège principal à Séoul, en Corée du Sud, le GGGI a pour mission de promouvoir auprès des pays en voie de développement un modèle de croissance économique durable qui est à la fois socialement inclusif et durable sur le plan environnemental. Ainsi, le GGGI contribue à atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et à mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CND) à l'Accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique. Doté d'un budget annuel de 50 millions USD, le GGGI compte actuellement 41 États membres. En 2021, le GGGI a soutenu les pays en voie de développement en mobilisant 5 milliards USD, permettant notamment d'atténuer les effets du changement climatique et de créer des emplois, au sein des pays précités, dans des secteurs durables.

Conformément à la vocation du Luxembourg de leader mondial de la finance durable, la présence du GGGI au Grand-Duché renforcera davantage la position du Luxembourg dans ce secteur prometteur. Plus particulièrement, s'agissant de la première organisation internationale active dans la finance durable à s'établir au Luxembourg, la présence du GGGI au Luxembourg revêt une importance stratégique pour le Grand-Duché.

La présence du GGGI contribuera à accroître encore davantage l'attractivité du Luxembourg pour d'autres organisations internationales actives dans ce domaine. Notons dans ce contexte que l'écosystème existant autour de la finance durable au Luxembourg, y compris le fait que la Banque européenne d'investissement a son siège à Luxembourg, a joué un rôle majeur dans la décision du GGGI d'installer une présence physique au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/11/2022
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
05/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 5 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 582, page 1

Hélicoptères AIRBUS H-145M

8208 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères AIRBUS H-145M

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à financer l'exploitation, la maintenance et le maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères AIRBUS H-145M pour la période d'exploitation de 2024 à 2038 inclus.

La somme totale qui sera dépensée dans le cadre de la future loi est limitée à 86 millions d'euros hors taxe sur la valeur ajoutée et estimée pour la période d'exploitation restante des deux hélicoptères mis en service à partir de 2019.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 05/05/2023
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
11/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 504, page 1

Contrôle de proportionnalité

8220 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

L'article unique du projet de loi modifie l'article 3, paragraphe 3, de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions.

La loi à modifier a transposé en droit national la directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018. Or, la Commission européenne a relevé une lacune dans la loi de transposition en ce qui concerne l'hypothèse d'amendements parlementaires ou gouvernementaux, touchant à des propositions ou projets de loi réglementant l'accès à une profession ou son exercice. En effet, ces amendements ne sont pas expressément soumis à un examen de proportionnalité. L'objet principal de ce projet de loi est donc de remédier à cette lacune.

Le deuxième point de l'article reprend au niveau de la loi un délai de publication initialement prévu dans le projet de règlement grand-ducal d'exécution de la loi à modifier. Dans son avis afférent, le Conseil d'État avait souligné que la fixation d'un tel délai applicable à la procédure d'adoption de dispositions réglementaires appartient au seul législateur. Il s'agit d'un délai d'un mois à respecter avant l'adoption d'une règlementation d'une profession par un établissement public ou un organisme professionnel.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 19/05/2023
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
13/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 436, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 09
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7792 – Projet de loi portant création de l'Administration assurant le service public de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;
   2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire p. 09
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
   Discussion générale : M. Georges Mischo | Mme Tess Burton | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Charles Margue) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de M. Fred Keup) | M. Roy Reding
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7792 et dispense du second vote constitutionnel
3. **7977 – Projet de loi relative à l'obligation scolaire et portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
   2° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves p. 14
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7977 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding** p. 20
   Exposé : M. Roy Reding
5. **Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen** p. 21
   Exposé : M. Marc Goergen
6. **Débat de consultation sur le rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement** p. 21
   Exposé : M. Henri Kox, Ministre du Logement
   Débat : M. Marc Lies (interventions de M. Gilles Baum, M. Laurent Mosar, Mme Octavie Modert et M. Gilles Roth) | Mme Semiray Ahmedova (parole pour fait personnel) (intervention de M. Marc Lies) | Mme Barbara Agostino (interventions de M. Gilles Roth et M. Roy Reding) | M. Yves Cruchten | Mme Semiray Ahmedova (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Marc Spautz) | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 2)
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox
7. **Ordre du jour** p. 35
   M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre | Nee, Här President.

2. 7792 – Projet de loi portant création de l'Administration assurant le service public de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de : 1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ; 2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sëtzung vun de Moien u mam Projet de loi 7792 iwwer Restopolis, deen de Statut vun enger Administratioun am Déngscht vun der kollektiver Restauratioun kritt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Lamberty, deen direkt d'Wuert kritt. Här Lamberty, wannechgelift.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fänken de Moie mat Iessen an Drénken un. Et geet am Groussen a Ganzen ëm d'Ernärung an d'Organisatioun dovun, wat e groussen Deel vun eiser Schoulpopulatioun a souguer doriwwer eraus ubelaangt.

De Sujet Ernärung ass hautdesdaags een, deen aus ville Grënn ëmmer méi u Wichtegkeet gewënnt. Ech denken do u gesond Ernärung fir d'Wuelbefanne vun eis alleguer, ech denken do un ausgeglachen Ernärung als Preventioun viru Krankheeten, ech denken do un eng richteg Ernärung, fir dass de Problem vum Iwwergewiicht an eiser Populatioun net Iwwerhand gewënnt an esou zu ville Problemer fir den Eenzelne ka féieren an och ingesamt fir d'Gesellschaft zu engem Problem ka ginn.

Mir schwätze jo oft a vill vu Gesondheetsversuergung. Ma mat an duerch d'Ernärung, déi mir eis selwer operleeën an déi mir eise Kanner a jonke Generatioune mat op de Wee ginn, kënne mir haut scho vill Weiche stelle fir d'Zukunft. Eng ausgeglachen Ernärung ass also als Basis fir e gesond Liewen ze gesinn.

D'Schoulkantinne spillen eng wichteg Roll, wann et drëms geet, de Kanner a Jugendlechen eng gesond Ernärung ze vermëttelen. Si kréien hei net just virgewisen, wat et heescht, sech gesond, equilibréiert an ofwiesslungsräich ze ernären, mee kréien och wichteg sozial a kulturell Valeure mat op de Wee. D'Ënnerstëtzung vun der lokaler Landwirtschaft, de Kampf géint Liewensmëttelverschwendung, de Respekt virun ënnerschiddlechen Iesskulturen, eng gutt Balance tëscht vegetareschen, veganen an déieresche Produkter: Dat alles sinn Andréck, déi d'Schüler an de Schoulkantinne materliewen.

Déi éischt Kantinnen hei zu Lëtzebuerg hunn hir Dieren an de 70er-Joren opgemaach a goufen deemools vum Service des restaurants scolaires geréiert. D'Offer an d'Qualitéit vun de Menüe souwéi den Accueil vun de Gäscht goufen zënterhier kontinuéierlech verbessert, soudatt iwwert d'Joren ëmmer méi Schüler a Schoulpersonal de Wee an d'Kantinne fonnt hunn. Gläichzäiteg krut de Service des restaurants scolaires awer och ëmmer méi Missioune bäi, déi e grousse Grad un Autonomie erfuerdert hunn. Fir dësen Evolutioune Rechnung ze droen an dem Service méi Presenz no baussen ze ginn, gouf de Service des restaurants scolaires 2006 dunn a „Restopolis" ëmbenannt.

Mëttlerweil huet sech Restopolis zu engem strateegesche Bausteen an der Gesamtapproche entwéckelt, deem seng Missioune wäit iwwert d'Produktioun an de Verkaf vu Molzechten erausgeet. Wéi virdru scho gesot, sollen d'Schüler an de Kantinne gewësse Valeure léieren, wéi zum Beispill, wéi ee sech gesond an ëmweltbewosst ernäert. Zu deem Zweck organiséiert Restopolis och reegelméisseg Informatiounscampagnen am Beräich Ernärung an Développement durable.

Nieft der Restauratioun vun de Lycéeë geréiert Restopolis hautdesdaags och d'Kantinne vun der Uni Lëtzebuerg, diverse Fuerschungszenteren, der Policeschoul an och de Kompetenzzenteren. Doriwwer eraus beréit Restopolis och Gemenge bei Froen iwwert d'Restauration scolaire.

Mat enger ëmmer méi heterogeener Schoulpopulatioun a generell duerch déi sozioekonomesch a kulturell Verännerungen an eiser Gesellschaft hunn och d'Erwaardungen un d'Schoulkantinnen iwwert d'Jore staark changéiert. Engersäits gëtt eis Bevëlkerung ëmmer méi gesondheetsbewosst, soudass d'Schüler an d'Eltere sech eng gewësse Qualitéit bei de Molzechten erwaarden. Restopolis muss souwuel op d'Allergien, nei Trends a Changementer vun den Iessgewunnechte vun de Gäscht schnellstméiglech kënne reagéieren.

Anerersäits kréien d'Kantinnen och ëmmer méi Oplagen ze erfëllen, wéi zum Beispill d'Santé publique, d'Inklusioun, de Verkaf vu lokalen a biologesche Produiten oder och de Kampf, wéi gesot, géint d'Liewensmëttelverschwendung. An et goufen an de leschte Jore ganz vill Wënsch an Ufuerderunge gestallt, an deene konnt och meeschtens eng passend Äntwert geliwwert ginn.

Den Ament funktionéiert Restopolis ënnert dem Statutt vun engem „service de l'État à gestion séparée". Dëse Statutt entsprécht allerdéngs net méi de Missiounen an der Realitéit, an där mer eis hautesdaags fir d'Ëmsetzung vun den Ziler befannen. Am Koalitiounsaccord hat d'Regierung dowéinst festgehalen, datt de Gesetzeskader vun der Restauration scolaire misst ugepasst ginn. De virleiende Projet de loi proposéiert deemno, datt Restopolis an Zukunft ënnert dem Statutt vun enger „administration publique" funktionéiert. Dës Ännerunge sollen dann och no bausse siichtbar ginn, andeems mir d'Termen „Administration des cantines scolaires et universitaires" un den Numm „Restopolis" drunhänken.

Mam Changement vum Statutt stäerke mer net nëmmen d'Autonomie vu Restopolis, mir erméiglechen och eng besser Gestioun vun de Ressourcen. Als Administratioun kritt Restopolis nämlech en eegene Budget an ass deemno net méi un d'Dotatioun gebonnen, déi am Kader vum Budgetsgesetz verdeelt gëtt.

An engem zweete Punkt preziséiert dësen Text och d'Missioune vun der neier Administratioun. En Deel vun de Responsabilitéiten, déi de Moment nach vum Educatiounsministère geholl ginn, sollen an Zukunft u Restopolis iwwerdroe ginn, notamment wat d'Beräicher Sécurité alimentaire, Sécurité au travail a Prestations aux clients betrëfft.

Des Weideren definéiert dëse Projet de loi verschidden Tâchen, déi Restopolis an der Praxis haut schonn iwwerhëlt, mee fir déi et bis ewell keng gesetzlech Basis ginn ass. An zwar sinn dat d'Restauratioun vun der Uni, d'Gestioun vun de Kichen- a Restaurantsinfrastrukturen an d'Qualitéitskontroll vun de Molzechten.

An engem leschte Punkt fixéiert dëse Gesetzesprojet d'Tariffer vun de Molzechten, déi an de Kantinne vu Restopolis zerwéiert ginn. D'Präisser vun de Menüe gi jee no Statutt vum Client gestaffelt, fir datt och jidderee sech d'Iessen an de Kantinne ka leeschten. Konkreet geet et heibäi ëm véier Kategorien, tëscht deenen ënnerscheet gëtt: de Schüler respektiv de Student, d'Personal vum Etablissement, d'extern Visiteuren an déi sougenannt „élèves nécessiteux" aus sozial benodeelegte Familljen. À titre d'exemple wäert e komplette Menü mat Entrée, Plat an Dessert 4,70 Euro fir d'Schüler kaschten, 8,70 Euro fir d'Personal an 19 Euro fir d'Visiteure vu baussen. Fir d'Élèves nécessiteux ass de Menü komplett fir näischt.

Ech wëll op dëser Plaz ënnersträichen, dass och haut schonn d'Präisser an de Kantinne sozial gestaffelt sinn an de Staat d'Iesse fir d'Schüler aus finanziell méi schwaache Familllje subventionéiert. Mam virleiende Projet de loi schafe mir eng legal Basis fir sämtlech Zorte vun Tarifs réduits.

Zu gudder Lescht wëll ech allgemeng op d'Avisen ze schwätze kommen. Allgemeng kann ee soen, dass mer vill – an dat ganz produktiv – diskutéiert an debattéiert hunn, an dat och, well de Sujet vu ganz ville Säite beliicht gouf. Schonn eleng, wann een den zäitleche Parcours vum Projet de loi kuckt, gesäit een, dass sech wierklech Zäit geholl gouf: Am Mäerz 2021 gouf de Projet de loi deposéiert an haut, den 13. Juli 2023, ass e prett, fir kënne gestëmmt ze ginn. Den Input vun allen Acteuren, déi Avisen ofginn hunn, huet aus dem Projet de loi en nach bessert Gesetz gemaach. Ech mengen, dat kann een haut esou soen.

Kuerz am Resümmee: D'Chambre de Commerce begréisst, datt Restopolis souwuel budgetär wéi och strukturell gestäerkt gëtt an d'Regierung hir Efforten am Beräich vun der Promotioun vun der gesonder Ernärung bei de Jonke weiderdreift.

Och d'Staatsbeamtekummer ënnerstëtzt den neie Statutt vu Restopolis a weist sech erfreet iwwert déi kloer Trennung tëscht de Responsabilitéite vum Educatiounsministère an der neier Administratioun.

D'Chambre d'Agriculture begréisst, datt Restopolis an Zukunft nach wéi Wäert op de Verkaf vu lokale Produite wäert leeën. Dëst wär e wichtege Schratt fir d'Ënnerstëtzung vu lëtzebuergesche Produzenten.

Och de Mouvement écologique weist sech erfreet doriwwer, datt de lokale Commerce nach méi gefërdert soll ginn, mee hat bedauert, datt een net nach méi wäit kéint goen, wat de Gebrauch vu Lëtzebuerger Produiten ubelaangt.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Oppositions formelles ausgeschwat, déi no den Amendementer vun der zoustänneger Kommissioun konnten opgehuewe ginn.

An och d'CNEL, also d'Schülerkonferenz, begréisst den amendéierten Text, a ganz besonnesch, dass si als betraffe Schüler zwee Representanten am Comité d'accompagnement vu Restopolis wäerten hunn.

Här President, léif Kolleeginen a Kolleegen, op den éischte Bléck kéint ee mengen, datt et sech beim virleienden Text ëm en – kommt, mer soen – technesche Gesetzesprojet handelt, dee just dorobber ofziilt, d'Gestioun vun de Schoulkantinnen ze vereinfachen an d'Responsabilitéite vu Restopolis ofzeklären. Op den zweete Bléck erkennt een dann awer, datt dëse Projet och méi wäitreechend Konsequenze fir d'Schoulrestauratioun mat sech bréngt an eng wichteg Symbolik do hannendrustécht.

Dësen Text ënnersträicht ganz kloer d'Engagement vun der Regierung, weider an d'Promotioun vun der Santé publique, der nohalteger Entwécklung an dem lokale Commerce ze investéieren. An Zukunft wäert an de Schoulkantinnen nach méi Wäert op déi gesond Ernärung vun de Jonke geluecht ginn, andeems mer eng villfälteg Offer un närstoffräiche Plate proposéieren. Och biologesch, vegetaresch a vegan Produite sollen nach méi present an de Kantinne ginn.

Datt dëse Projet eng ganz wichteg Envergure huet, gesi mir och dorunner, datt mir an der Educatiounskommissioun en long et en large doriwwer diskutéiert an debattéiert hunn. Ech wëll dofir e ganz, ganz besonnesche Merci de Kolleegen aus der Kommissioun an och de Vertrieder vum Ministère soe fir deen interessanten Austausch an déi produktiv Aarbecht.

Dat gesot, ginn ech heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Claude Lamberty.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dem Rapporter, dem Claude Lamberty, als Éischt emol e grousse Merci fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Eppes emol direkt: Als CSV si mir prinzipiell fir d'Iwwerféierung vu Restopolis an eng eegestänneg Administratioun mat eegenem Budget an entspriechend groussem Handlungsspillraum. Dat mécht Sënn, eleng schonn opgrond vun der Envergure vum Aktiounsberäich vu Restopolis. Hei e puer Zuele vun 2019: 80 Restauranten, 52 Cafeteriaen, 5 Accueilstrukturen, 4 Internater, 72.000 Gäscht, dat heescht bal 2,7 Milliounë Clientë pro Joer, bal 600 Leit Personal. Ausgaben: 35 Milliounen Euro. Recetten: 17 Milliounen Euro. An Dotatioun: 18 Milliounen Euro.

Als CSV bedauere mir awer, wéi ënner anerem och vu Landwirtschaftskummer a Chambre de Commerce kritiséiert, dass am Text keng Verflichtung festgeschriwwen ass, fir prioritär Produiten aus lokaler, regionaler an/oder biologescher Produktioun fir d'Preparatioun vun de Platen anzekafen.

Als CSV bedauere mer och, dass doduerch an duerch déi ganz zentralistesch Approche individuell a kleng lokal Produzenten de facto keng Chance hunn, fir hir Produiten u Restopolis kënnen ze verkafen.

Am Interessi vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft bedauere mer an deem Kontext och, dass am Comité d'accompagnement vu Restopolis, deen u sech eng gutt Saach ass, keen aktive Vertrieder aus dem Beräich vun der Landwirtschaft dran ass. Dat ass sécher net am Interessi vun der Promotioun vu lokal, regional a biologesch produzéierte Liewensmëttel.

Als CSV si mer der Meenung, dass et mat enger méi dezentraler Approche, bei där all eenzel Kantin e gewëssenen Handlungsspillraum hätt, duerchaus méiglech wier, fir beispillsweis geziilt saisonal Produite vun hei anzekafen. Dat wier fir all Client vun der Kantin, egal ob Schüler, Enseignant oder soss Mataarbechter, sécher eng Valeur ajoutée, fir punktuell typesch Lëtzebuerger Plate mat Zutaten aus Lëtzebuerger Produktioun zerwéiert ze kréien.

Als CSV weise mer och dorop hin, dass den Text keng Ausname fir de Verkaf vu Liewensmëttel vu Schüler am Kader vun engem karitative Projet virgesäit. Den Text seet och net, wat mat Produkter geschitt, déi an den Ausbildunge ronderëm d'Gastronomie an den eenzelne Schoule fabrizéiert ginn.

Als leschte Punkt, éier ech bei meng Konklusioun kommen, begréisse mir als CSV awer, dass bei der Restopolis-Tarifikatioun d'Prinzippie vun der sozialer Selektivitéit spille gelooss an déi Schüler ënnerstëtzt ginn, déi aus sozial méi schwaache Familllje kommen. Déi feelend sozial Selektivitéit hate mer jo och scho bei de gratis Mëttegiessen am Fondamental kritiséiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo am Numm vun der CSV eng Partie Kriticken, awer och eng Rei Verbesserungsvirschléi gemaach. Mir droen de Restopolis-Gesetzesprojet mat, well mam neien Text gëtt eigentlech eng eemoleg Geleeënheet geschafen, fir eis Lëtzebuerger Landwirtschaft an hir Produiten nohalteg ze ënnerstëtzen. Ob dat dann och geschitt, dat wäert d'Praxis eis weisen.

A fir dat am Detail ze préiwen, si mir als CSV der Meenung, dass d'Applikatioun vum Restopolis-Gesetz no zwee Joer muss evaluéiert gi vun enger onofhängeger Instanz. Et soll da gekuckt ginn, a wéi engem Mooss d'Produiten aus lokaler Produktioun zum Asaz komm sinn a wou muss nogebessert ginn, am Interessi vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft, vun de groussen, awer och vun de méi klenge Produzenten. Well et muss wierklech verhënnert ginn, dass eise Baueren, déi souwisou scho mat héije Produktiounskäschten ze kämpfen hunn, mam neie Restopolis-Gesetz e ganz anere Marché laanscht d'Nues geet!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Iessen an der Schoul, am Lycée an op der Uni huet e groussen Impakt op d'Wuelbefannen an op d'Gesondheet vun eise Kanner a Jonken. Am Schoulalldag an an der Kantin léiere si den nohaltegen Ëmgang mat Liewensmëttel an eng equilibréiert Ernärung. Dofir spillt d'Iessen an der Schoulkantin och laangfristeg eng grouss Roll fir d'Gesondheet vun

deene Jonken. Der LSAP ass et immens wichteg, datt all Kanner a Jonker an der Schoul an am Lycée Zougang zu gesondem an equilibréiertem Iessen hunn, och fir géint déi sozial Ongläichheeten an der Ernärung unzekommen.

Eist Iessen an d'Aart a Weis, wéi mer konsuméieren, huet awer och e groussen Impakt op eis Ëmwelt an eist Klima: Wou d'Liewensmëttel hierkommen, hir Qualitéit, wéi se hiergestallt a behandelt ginn, huet e groussen Afloss op eist Klima an op eis Ëmwelt. Eis als LSAP ass et och wichteg, datt d'Kantinnen an den ëffentleche Schoulen an Unien déi lokal, regional a bio Landwirtschaft ënnerstëtzen.

Mat iwwer 110 Restauranten a Schoulgebaier an Unien, ronn 45.000 Plate pro Dag an 3 Milliounе Gäscht pro Joer ass Restopolis den zentralen Acteur, fir dës Ziler ëmzesetzen. Dofir begréisse mer als LSAP dëse Gesetzesprojet.

An éischter Linn kritt Restopolis en adaptéierte rechtleche Kader, dee sengen Aufgaben a Fonctiounen, déi Restopolis elo schonn erfëllt, an och sengem Budget Rechnung dréit. Restopolis gëtt also zu enger Administratioun ënnert dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend.

Am Gesetz ginn ausserdeem d'Missioune vu Restopolis verankert. Dat ass fir d'éischt emol déi generell Organisatioun an Exploitatioun vun de Kantinnen an de Lycéeën an an den Unien. Et geet awer och drëms, zu engem nohaltegen Ëmgang mat Ressourcen am Respekt vun der Ëmwelt, dem Klima an dem Déierewuel bäizedroen. An deem Sënn kritt Restopolis och den Optrag, verstäerkt op nohalteg Produktioune mat niddregem Afloss op d'Ëmwelt zréckzegräifen a fairen Handel ze ënnerstëtzen. Dofir soll Restopolis och d'Liewensmëttelverschwendung bekämpfen an e Plan national fir eng ekoresponsabel Offallgestioun ëmsetzen.

E weidere Volet ass d'Ernärungserzéiung. Restopolis kritt d'Missioun, Sensibilisatiounscampagnen ze organiséieren, fir eng ausgewoen an nohalteg Ernärung ze promouvéieren an och d'Enseignanten an dat sozioedukatiivt Personal beim Theema gesond an nohalteg Ernärung ze ënnerstëtzen.

Eng lescht wichteg Missioun, déi ech gär ernimmen, ass, datt Restopolis den alldeeglechen Zougang zu enger héichwäerteger, gesonder an nohalteger Ernärung soll garantéieren. Dozou zielt explizitt och eng vegetaresch an eng vegan Offer, gradesou wéi eng net vegetaresch Offer. Als LSAP begréisse mer, datt d'Missioune vu Restopolis am Gesetz preziséiert ginn.

De Mouvement écologique begréisst nämlech a sengem Avis vun 2021 och ausdrécklech, datt regional a bio Produite souwéi déi vegetaresch a vegan Offeren explizitt am Gesetz genannt ginn. De Mouvement écologique ënnersträicht ausserdeem déi grouss Roll, déi Restopolis an der Ëmsetzung vum PAN-Bio spillt, souwéi och fir den „Energie- a Klimaplang Lëtzebuerg". An deem selwechten Avis dréckt de Mouvement écologique awer och Bedenken aus, datt d'Zentralisatioun vu Restopolis derzou féiere kéint, datt déi lokal Produzenten et méi schwéier wäerten hunn, fir Produiten u Restopolis ze verkafen, an huet dofir gefuerdert, datt d'Direktioune vun de Schoule méi Autonomie kréien, fir d'Offer vun de Kantinnen ze gestalten.

Änlech Bedenken hat och d'Landwirtschaftskummer an hirem Avis vum Juli 2022. D'Landwirtschaftskummer schreift, datt kleng Produzenten, besonnesch déi, déi Nischeprodukten ubidden, vum Verkaf u Restopolis ausgeschloss géife ginn, well Restopolis sech un den internationale Marché wende géif, fir méi grouss Quantitéite vu Wueren anzekafen.

De Mouvement écologique an d'Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren hunn dëst Gesetz op sengem laange Wee vu ganz noem begleet. Der Zivillgesellschaft hir Revendicatioune sinn an eise Kommissiounssëtzungen diskutéiert an eescht geholl ginn. An als LSAP si mer frou, datt de Gesetzesprojet an dat neit Konzept vu Restopolis, Food4Future, déi Haaptrevendicatioune vun der Zivillgesellschaft berücksichtegen an een elo soen kann, datt mer mat dësem Gesetz e bedeitende Schrëtt no vir maachen, fir de Lëtzebuerger Betriber méi Debouchéen um lokale Marché ze erméiglechen.

Duerch déi digital Plattform „Supply4Future" kënne Betriber onofhängeg vun hirer Gréisst um Appel d'offres matmaachen. Bei den Appels d'offres ass de Präis vun der Wuer och net méi deen een entscheedende Krittär: Bioproduiten a lokal Produite gi privilegéiert a kréien esou och Prioritéit. An Zukunft wäert d'Dagesoffer vun de Kantinnen tëscht de Schoulen och méi variéieren. Dat gëtt de Kantinne méi Flexibilitéit an et gi méi kleng Quantitéiten u verschiddene Produite gebraucht. Deementspriechend ass et fir kleng a mëttelgrouss Produzenten elo méi einfach, hir Produiten an d'Restopolis-Kantinnen ze bréngen. Déi digital Plattform, déi vu September 2023 u wärend engem Joer getest gëtt, bréngt och méi Transparenz a Planungssécherheet. Dat ass natierlech begréissenswäert. No dëser éischter Testphas muss natierlech eng Evaluatioun gemaach ginn, fir méi laangfristeg eng Solutioun ze fannen.

Zesummefaassend kann een also soen, datt Restopolis sech net nëmmen um administrative Plang weiderentwéckelt, mee och fir eis Landwirtschaft, eis Ëmwelt an d'Gesondheet vun eise Kanner a Jonken eng ganz Rei positiv Entwécklunge bréngt.

An domat ginn ech hei den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen och nach dem Rapporter Merci fir säi Rapport an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Et kéint ee mengen, mir géifen hei en zimmlech technescht Gesetz stëmmen, wat eng weider staatlech Administratioun schaaft. Et kéint ee vläicht och mengen, dass Schoulkantinne mat Entrée, Haaptplat, Dessert an eventuell e bësse Variatioun jo u sech alles liwweren, wat een esou vun enger Kantin erwaart. Et kéint een awer, wann een eng nohalteg, engagéiert an ambitiéis Ernärungspolitick fir eis Kanner a Jonk wëll hunn, och vill méi draus maachen. An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet dës Regierung gemaach.

Dëst Gesetz huet nämlech enormt Potenzial a sech leien a liwwert richtungsweisend Äntwerten op wichteg Froen: Vu wou kommen d'Liewensmëttel, mat deene gekacht gëtt an déi eis Kanner a Jonk ënnert der Woch iessen? Wéi nohalteg a fair produzéiert sinn dës Liewensmëttel? Wéi kënne kuerz Transportweeër a biologesch Landwirtschaft ënnerstëtzt ginn? A gëtt et och an eise Kantinne planzlech Alternativplaten? Sinn d'Menüe gesond an equilibréiert?

Iwwer dës Facteuren huet sech Restopolis scho virun enger ganzer Rei Jore Gedanke gemaach an den deemolege Projet Food4Future an d'Liewe geruff. Hei gouf de Liewensmëtteloffall, d'Verpackungen, mee och vegan a vegetaresch Alternativen an Ugréff geholl. Restopolis ass sech also scho wäit virun dësem Gesetz senger Verantwortung a puncto Nohaltegkeet duerchaus bewosst gewiescht.

Am initiale Gesetzestext war dës Ambitioun awer leider kaum ersiichtlech, wat meng Fraktioun duerchaus bedauert huet. Eis Haapterwaardunge waren notamment un dëst Gesetz, dass eng ausdrécklech a prezis Verflichtung vu Restopolis am Beräich Nohaltegkeet dran ze fanne wier, dass e maximalen Asaz vu lokalen a biologesche Liewensmëttel am Gesetz definéiert wier, eng ausdrécklech Verflichtung, fir vollwäerteg vegetaresch a vegan Platen unzebidden, d'Berécksiichtegung vum Déierewuel a vu Fairtrade-Produiten an d'Stäerkung vun der Transparenz an der Konsumentebedeelegung am Kontext vum Comité d'accompagnement.

D'Landwirtschaftskummer, d'Lëtzebuerger Landjugend a Jongbauere geneesou wéi de Mouvement écologique hunn an diverse Stellungnamen an Entrevuë ganz änlech Fuerderungen un d'Restopolis-Gesetz geäussert. Et ass och dank hinnen, dass dës Fuerderungen an den Amendementer vun dësem Gesetz berécksiichtegt goufen. D'gréng Fraktioun felicitéiert hinnen, mee natierlech och dem Här Minister, fir d'Plattform Supply4Future gegrënnt ze hunn. Dës Plattform erméiglecht den Akaf vun nohaltegen a lokale Produiten a schätzt eis regional Landwirtschaft wäert a virun allem och kleng Betriber an d'Biolandwirtschaft.

Här President, mat dësem Gesetz iwwerhëlt de Staat eng Virreiderroll, an zwar do, wou et besonnesch zielt, nämlech bei der Gesondheet an der Bewosstsinnsbildung vun eise Kanner a Jonken. Mir stäerke gläichzäiteg eis lokal Produzent/innen an hir Produiten an erméigleche Restopolis en effizienten Akafsmanagement. Dëst Gesetz ass e Modellbeispill, wéi Nohaltegkeet eng Win-win-Situatioun fir all Bedeelegt duerstellt, a bréngt dobäi de praktesche Beweis, dass d'Krittären am Beräich vun der ëffentlecher Beschafungspolitick duerchaus eng nohalteg Ausriichtung vun der Akafspolitick férdere kënnen.

Éier ech zum Schluss kommen, wëll ech kuerz nach ee Punkt ervirsträichen, deen der nationaler Schülervertriedung CNEL ganz besonnesch wichteg war. Säit ville Joren ass d'Theema Iessen an de Schoulkantinnen eent, wou si sech ganz staark fir d'Interête vun der Schülerschaft asetzen an awer oft net esou richteg d'Gefill haten, Gehéier fonnt ze hunn. Mam Comité d'accompagnement, wou d'Schülerschaft, d'Direktioun, d'Elteren, mee och eng Rei Ministèrë vertruede sinn, gëtt elo eng wichteg Ulafstell geschaf, bei där och dank engem zweejärleche Rapport e reegelméissege Suivi vun dësem Gesetz a senger ganzer Ëmsetzung gemaach gëtt.

Ech sinn houfreg, dass mer haut e Gesetz stëmmen, dat méi mécht wéi d'Schafe vun enger Restopolis-Administratioun. Mir stëmmen e Gesetz, dat eng Win-win-Situatioun fir eis Schüler an Enseignanten duerstellt a fir eis lokal Landwirtschaft. An dofir ginn ech ganz, ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Rapporter Claude Lamberty e grousse Merci fir säin ausféierleche Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Bernard Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, merci och dem Rapporter fir dee Rapport, deen en hei gehal huet. Restopolis gëtt hei zu enger Administratioun. Domadder kënne mer ganz gutt averstane sinn, dat bréngt eng Partie Verbesserunge mat sech, och wa mer awer trotzdeem op verschidde Problemer hiweisen, wéi zum Beispill, dass am Comité d'accompagnement effektiv kee Vertrieder vun der Landwirtschaft ass an dass och eng méi dezentral Organisatioun vun deem Ganze

vläicht besser wier, fir eebe grad méi lokal kënnen ze schaffe mat lokale Produzenten. A mir zweifelen drun, ob elo wierklech hei immens vill lëtzebuergesch Produkter wäerte proposéiert gi bei Restopolis. Do kéint ee sécherlech nach méi maachen, mee trotzdeem begréisse mer d'Gesetz awer.

Et ass gesot ginn hei: „Gesond an equilibréiert soll d'Iesse sinn." Jo, richteg. Et soll awer och gutt sinn. An ech mengen, ech war laang genuch an engem Lycée, ech hat vill Kontakt mat Schüler a vill Proffen, déi ech nach kennen, a ganz oft gëtt et awer un der Qualitéit, déi do zerwéiert gëtt, Mängel, déi d'Leit feststellen. Se sinn net ganz zefridden. Mir wëssen alleguer, dass eng Kantin net e Stärerestaurant ass, mee trotzdeem sollt am Fong derfir gesuergt ginn, dass d'Iesse wierklech esou gutt ass wéi méiglech, well dann huet et och esou vill Succès wéi méiglech.

Et ass och gutt, wa gesond Iesse proposéiert gëtt. Et ass gutt, wa lokaalt Iessen ugebuede gëtt. Alles dat ass gutt, och fir e Beispill ze weisen, wéi da gesond Iessen ausgesäit. Et ass geschwat ginn hei vu „Valeure léieren". Jo, Valeure léieren, mee et muss een awer och soen: D'Bierger, a besonnesch déi Jonk, sollen e fräie Choix hunn, fir hiert Liewen ze gestalten ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... a besonnesch fir fräi ze entscheeden, wéi se sech ernäre wëllen, wat se iesse wëllen.

An hei huet d'Regierung am Fong schonn decidéiert gehat viru Méint, dass a verschiddene Schoulkantinnen zum Beispill méindes kee Fleesch méi däerf zerwéiert ginn. E „Veggie-Day" ass vläicht an den Ae vu munchen näischt Schlëmmes, an dach ass et en Agréff an d'Fräiheet vun de Bierger, sech esou ze ernären, wéi si dat wëllen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Richteg!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Jiddereen huet d'Recht, fir kee Fleesch oder keng Mëllechprodukter z'iessen, et ass e respektabele Choix, fir sech just vegetaresch oder just vegan ze ernären, mee dat soll e perséinleche Choix bleiwen an däerf net aneren opgezwonge ginn. Dat ass awer mam Veggie-Day gemaach ginn: De Schüler gëtt de Choix ewechgeholl.

(Interruptions)

Dass Schoulkantinnen all Dag eng méiglechst variéiert Offer un Uebst, Geméis, awer och Fleesch a Fësch ubidde sollen, ass eng Selbstverständlechkeet. Mee dass e Minister oder eng Regierung e Menü virschreift a Fleesch verbitt, a sief dat bis elo nëmmen een Dag an der Woch, méindes, dat ass net akzeptabel fir eis a gëtt glécklecherweis vun de Schüler och net akzeptéiert. A wann ee bei de Lycéeë ronderëm geet, da gesäit een iwwerall Gruppe vu Schüler an der Mëttesstonn, déi sech Iesse kafen, dat, wat se wëllen, wou se wëllen. Déi eng sti beim Bäcker, déi aner beim Metzler, déi aner ginn an de Restaurant, kafe sech eppes Italieenesches, eppes Chineesesches, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift.

M. Fred Keup (ADR) | ... kafe sech en Döner – alles gutt – oder se ginn an de Supermarché a kafe sech do fäerdeg Produkter oder Séissegkeeten. Alles dat ass méiglech an dat geschitt, well eeben an der Kantin verschidde Restriktioune gëllen, déi net misste gëllen. An dofir soe mir ganz kloer als ADR: Léif Politick, loosst d'Fangeren ewech vum Menü vun onse Kanner!

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Méi domm geet et net!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Méi domm geet et net!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Wannechgelift, Här Margue. Dat doten ass awer en Tounfall, deen ass an dësem Haus net ubruecht!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'ëffentlech Kantinne si potenziell e groussen Hiewel, fir d'Landwirtschaft nohalteg ze veränneren. Regional produzéiert Liewensmëttel reduzéieren den Ausstouss vun Zäregase beim Transport a schafe sënnstëftend Aarbechtsplazen an der Regioun. D'biologesch Produktioun reduzéiert den Drock op d'Ekosystemer a schützt d'Aartevillfalt. Ëffentlech Kantinnen, déi regional a biologesch Produiten zerwéieren, droen zu enger gesonder an héichwäerteger Ernierung vun de Schüler/innen an dem Schoulpersonal bäi.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An zousätzlech géifen dës ëffentlech Kantinnen och bedeiten, datt d'Aarbechtsbedingunge beim Kantinspersonal garantéiert gläich wären.

Här President, Restopolis soll an Zukunft eng eegestänneg ëffentlech Verwaltung ginn. déi Lénk hu kee Problem mat der Schafung vun enger ëffentlecher Verwaltung. Am Géigendeel: Eng effikass an eegestänneg Verwaltung ka sécherlech positiv Akzenter setzen. Mee d'Ziler, déi dës Verwaltung verfollege soll, mussen awer kloer am Gesetz stoen.

Dëst soll awer net doriwwer ewechtäuschen, dass déi allermeescht Schoulkantinnen, bis op zéng nach just, vun dräi grousse Privatentreprisen exploitéiert ginn. Dëst bedeit natierlech, dass d'Aarbechtsbedingungen an d'Salairen tëscht den direkt bei de Schoulen agestallte Leit an dem Personal vun dëse Privatentreprisë kënnen ënnerschiddlech sinn. An engem ëffentleche Service dierft et an eisen Aen esou Zoustänn net ginn.

Fir ze verhënneren, dass duerch d'Privatisëierung vun de Schoulkantinnen och Schüler/innen a Personal an de Schoulen ënnerschiddlech behandelt ginn, sief et bei den Tariffer oder der Qualitéit vum Iessen, huet d'Regierung dëse Projet de loi op de Wee bruecht. Mee mir gi méi wäit: D'Schoulkantinnen an den ëffentleche Schoule mussen an eisen Aen alleguer an direkter an ëffentlecher Regie bedriwwe ginn. Mir sinn nämlech der Opfaassung, dass grad d'Privatisëierung vun de Kantinnen der biologescher a regionaler Ernierung an de Schoule ganz oft am Wee steet.

Här President, am urspréngleche Projet de loi sinn d'biologesch a regional Erzeugnisser awer net an den Zilsetzungen oder de Missioune vun der neier Verwaltung virkomm. Et gouf och keng kloer chiffréiert Ziler, et war éischter eng Absichtserklärung. D'Opklärungsaarbechten, d'Workshoppen, d'Reunioune vum Mouvement écologique an de Bauereverbänn hunn hei gewierkt. Et muss ee wierklech soen, dass de Minister en oppent Ouer hat a verschidde Virschléi, déi immens wichteg sinn, mat opgeholl huet.

Esou ass zum Beispill eng digital Plattform geschafe ginn, wou all Betrib, kleng, mëttel oder grouss, un enger Ausschreiwung deelhuele kann. Den Ofsazmaart ass domadder fir d'landwirtschaftlech Betriber immens gewuess a se kënnen all hir Erträg hei ubidden.

Donieft huet de Minister agesinn, datt de Präis vun de Wueren net kann den ausschlaggeebende Krittär sinn, mee et sollen déi biologesch bezéiungsweis déi regional Produite gefërdert ginn an dowéinst dann och Virrang hu vis-à-vis vun anere Krittären. Dat ass an eisen Ae ganz richteg esou.

Den Usproch, dass an all Kantin am Land déi selwecht Menüen zerwéiert musse ginn, ass och ewechgefall. Hei huet sech d'Logik vun der Vilfalt an de kuerze Weeër duerchgesat. Déi vegetaresch an déi vegan Ugebueter sollen an de Kantinne weider developpéiert an zur Reegel ginn. Dëst kënnt der Landwirtschaft an dem Gaardebau hei am Land zegutt.

Dës Approche steet endlech emol net der regionaler a saisonaler Ernierung am Wee, well déi entspriechend Quantitéiten zu all Moment zu Lëtzebuerg kënne produzéiert ginn a kleng Produzente soumat och net méi ausgeschloss sinn. Hei gëtt endlech eng Bedingung geschafe fir eng qualitativ héichwäerteg an equilibréiert Offer an de Kantinnen.

Här President, mir als déi Lénk verstinn dës nei Verwaltung als eng zentral Koordinatiounsstell vu regionale Reseauen aus Schoulkantinnen a Produzenten, déi am Echange mateneen d'Menüen opgrond vun der méiglecher Offer festleeën an dobäi d'Ziler vu Regionalitéit, Saisonalitéit a biologescher Hierstellung verfollegen, wat jo ganz gutt machbar ass mat der neier digitaler Plattform. D'landwirtschaftlech Betriber sollen hei mat Hëllef vu laangfristege Kontrakter mat de Kantinnen och Planungssécherheet kréien. D'Aarbecht an de landwirtschaftleche Betriber kann iwwert dëse Wee opgewäert an d'Schafung vun neien an d'Rekonversioun vu bestoende Betriber dynamiséiert ginn. An esou engem regionale Kontext kënnen och d'Notzer/inne vun de Kantinnen an aner lokal Acteuren an d'Ausriichtung vun der Offer matabezu ginn.

Nach e grousse Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als éischt dem Rapporter fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Fir direkt op eppes anzegoen: Ech hu mech elo nach eng Kéier ganz séier renseignéiert an ech sinn op d'Websäit vu Restopolis gaangen an ech hu mol d'Menüe vu verschiddene Schoulkantinnen dës Woch an d'lescht Woch gekuckt. An do hunn ech erausfonnt, datt et kee kohärenten a permanente Veggie-Day méindes gëtt, mee datt dat – an ech hunn och extra nach eng Kéier de Minister gefrot – just op Demande vun de Schülerkommiteeë geschitt.

Une voix | Ou?

(Exclamations)

M. Sven Clement (Piraten) | An ech mengen, mir sinn hei am Haus vun der Demokratie, da sollt ee jo awer demokratesch Decisiounen an enger Schoul och respektéieren.

M. Fred Keup (ADR) | Opzwéngen!

M. Sven Clement (Piraten) | O, Här Keup, wësst Der ... Kommt, mir fänken emol un. Dir sot hei „opzwéngen".

(Interruption par M. Fred Keup et coups de cloche de la présidence)

Är Partei steet dach der kathoulescher Kierch esou no. Ech verstinn also net, firwat Dir Iech hei iwwer e Veggie-Day opreegt. Wann et fréier freides kee

Fleesch gouf, ma da gëtt et elo méindes kee Fleesch. Ech weess net, wou do de Problem läit, Här Keup.

(Hilarité et interruption par M. Fred Keup)

O jo, also schwätzt mir net bei der kathoulescher Kierch vu Fräiwëllegkeet, dat ass jo och gutt.

(Coups de cloche de la présidence)

Also, zréck zum Projet de loi. Zil vun dësem Projet ass also, ...

(Interruptions et hilarité)

Nee, ech kommen awer zréck zum Zil vum Projet de loi, Madamm Lorsché.

... datt mer endlech Restopolis en neie legale Status ginn. Wann ee weess, datt Restopolis jo net nëmmen an de Schoulkantinnen an op der Uni aktiv ass, mee och bei verschiddene Verwaltungen, ass dat, mengen ech, och richteg, datt den Educatiounsministère zwar nach involvéiert ass, mee datt mer et propper als Administratioun gesinn, déi sech fir d'Restauration collective asetzt.

A grad den Aspekt vum gesonden Ernieren ass fir eis Piraten awer immens wichteg a mir si frou, datt deem zum Deel och hei an deem Projet de loi Rechnung gedroe gouf. Et solle méi gesond Platen ugebuede ginn, an ech mengen, wie sech d'Menüe vu Restopolis ukuckt, dee mierkt, datt et u sech, jee no Gebai, jee no Gegeebenheet, awer e ganz balancéierte Menü gëtt. Eppes fir jiddwereen, eppes, wou all Schüler säi fräie Choix kann treffen, wat en dann deen Dag wëllt iessen oder net, am Respekt vun demokrateschen Decisiounen, déi zesumme mat de Schülerinnen a Schüler geholl ginn.

Och bei den Aspekter vu Regionalitéit a Saisonalitéit huet sech villes gebessert. Ech soen: „Et huet sech villes gebessert." Ech soen awer och: Et geet eis nach net duer! Och wann dat neit Agrargesetz eréischt muer um Ordre du jour steet, sou ass den Aspekt ... Net muer, pardon, haut, haut. Do gesitt Der, et ass d'nächst Sitzung, also fir mech war dat am Kapp muer. Mir gesinn eis jo de Mëtte schonn nees erëm. Also, wann et de Mëtten um Ordre du jour steet, da muss ee jo awer soen, datt de Marché vu Restopolis e wichtege Marché ass fir eis Lëtzebuerger Baueren. An datt mer all Dag do Dausende Platen zerwéiere mat vill Uebst a Geméis, ass eng gutt Saach, mee et sollt een do, mengen ech, och nach nei Weeër, nach weider Weeër goen, an ech mengen, dat hu verschidde Virriedner virdrun och scho gesot.

Dann, wa mer méi regional, méi saisonal iessen, kënnt dat eiser Ëmwelt zegutt, dat kënnt awer och der Gesondheet vun de Schülerinnen a Schüler zegutt a virun allem schafe mer domadder och erëm e Bewosstsäin. Well et däerf een net vergiessen, wat fir en Impakt och Restopolis huet. Duerch hir Offer, duerch hir Menüen, déi awer vun de Schüler/inne consultéiert ginn an dann duerno consomméiert ginn, huet een natierlech en Impakt, an dee sollt een notzen.

Den zweeten Aspekt dovunner ass dann déi equilibréiert Ernierung. A mir hunn hei viru Kuerzem am Kader vum Sport driwwer geschwat, datt d'Leit ëmmer méi déck ginn a verschidde Krankheete wéi Diabeetes an Häerz-Kreeslaf-Krankheeten ëmmer méi zu Volleksrankheete ginn, an do kann ee fréizäiteg usetzen. Wann een eng gesond Ernierung schonn an der Schoul zum Standard mécht an eebe grad verhënnert, datt d'Schülerinnen an d'Schüler ausserhalb vun der Schoul sech ongesond ernäre ginn, dann ass dat, mengen ech, ganz wichteg. An nieft dem Sport ass d'Ernärung de wichtegste Pilier, fir eebe gesond opzewuessen.

Wa mer awer d'Realitéit kucken, dann ass et esou, datt vill Leit net genuch iwwert déi equilibréiert Ernierung wëssen. An dobäi kënnt, datt de finanzielle Background vun de Familljen heefeg en Hindernis dozou ass. Well gesond Iesse kascht. Jo, et kascht leider méi wéi Junkfood. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt mer och hei an deem Projet nach eng Kéier kloer Tariffer festleeën, eeben och fir Schülerinnen a Schüler respektiv Apprenanten, déi vläicht aus enger Famill kommen, wou se e bësse méi Hëllef brauchen. Well net fir näischt heescht et haut nach, datt aarm si krank mécht a krank sinn heefeg och nach aarm ka maachen. An ech hoffen, datt mer mat deem heite Projet do zumindest e klengen Deel fir méi Gerechtegkeet kënne suergen. Domadder ginn ech den Accord vun de Piraten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Merci, Här President. Et ass ganz bestëmmt net falsch, Kanner a Jugendleche bäizebréngen, sech gesond ze ernieren, an och op d'Follgen opmierksam ze maachen, déi eng falsch Ernierung ka mat sech bréngen. Dat soll och duerchaus an der Schoul geschéien. Ob dat awer elo an de Restaurante muss geschéien, ass eng aner Fro.

Och datt mer regional an national Produkter privilegéieren, ass luewenswäert a kéint an all Cahier des charges vun all Ausschreiwung vun all Restaurant stoen, dee jo da privat verlount gëtt.

Musse mer alt nees eng ëffentlech Verwaltung grënnen? Do sinn ech dezidéiert anerer Meenung. De Staat muss sech net an all Liewensberäich amëschen. E soll liberal denken an handelen, e schlanke Staat sinn. Dat musse mer och an Zukunft, eleng schonn duerch eis finanziell Situatioun. E soll deene Leit dat iwwerloossen, déi dat dote kënne maachen, quitte datt an engem Cahier des charges Obligatiounen drastinn.

An da wollt ech just nach ee Wuert soen zu mengem Piratefrënd. Et ass falsch ze behaapten, gesond Iesse wier méi deier wéi Junk Food. Dat seet em een, deen eppes dovu kennt als ee vun deenen zwee eenzege Restaurateuren, déi hei an der Chamber sëtzen.

Ech wäert also leider Gottes dëse Projet net kënne matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci och fir déi breet Zoustëmmung an Ënnerstëtzung hei, souwuel wat d'Perspektiven an d'Ambitioune vu Restopolis ubelaangt, wéi awer och zu dësem Text. E Merci natierlech och un de Rapporter Här Claude Lamberty, deen eis hei scho ganz vill Detailer erkläert huet.

Datt Restopolis net eréischt zanter dësem Text probéiert, och Kantinnen an de Schoulen, déi Plaz, wou mëttes zesumme giess gëtt, ze notzen, fir eng ganz Rei vun anere Messagen ze vehiculéiere respektiv och aner Wäerter mat ze transportéieren an ze respektéieren, dat wësse mer zanter Laangem. Eng gesond Ernärung steet am Mëttelpunkt. Grouss Initiative goufe geholl, fir méi nohalteg ze ginn, souwuel an der Produktioun wéi awer och an der Consommatioun. Däitlech konnt de Plastik reduzéiert ginn, Anti-Gaspi-Campagnë si geschitt an et ass och gekuckt ginn, datt eeben net ze vill produzéiert gëtt par rapport zu där Demande, déi dann och reell do ass.

Hei ass scho gesot ginn, datt een, wann de Schülerkommitee dat och ënnerstëtzt an am beschte Fall och eng Kéier bei de Schülerinnen a Schüler sondéiert huet an de Gebaier, dann och emol kann e Veggie-Day maachen. Allgemeng ass déi Offer vu veganen a vegetaresche Platen awer däitlech an d'Luucht gaangen nieft der genereller Offer, jo, muss een awer soen, déi een do huet. A wann ee sech do u seng eege Schoulzäit erënnert, da kënnt ee sech awer scho vir, wéi wann een do – soe mer mol – e Véier-Stäre-Luxair-Katalog-Standard hätt, wann een a gewësse Schoulkantinnen erakënnt, wann een tëscht Pizza a Grillade an Zalotebuffet an Dessertsbuffet do wierklech dat ka sichen, wat engem schmaacht, wat och nach gesond ass a wou een dann och dee Moment nach Loscht drop huet.

Eng aner Zilsetzung – an och déi gëtt hei nach eng Kéier verankert mat dësem Gesetz, mee se entsprécht awer och schonn der Volontéit vu Restopolis bis elo –, dat ass natierlech, datt mer méi lokal kënnen akafen, datt mer och méi biologesch Produite kënnen akafen, ech denken, och biologesch Produite sollen akafen, fir och enger breeder Schülerschaft, déi eropwiisst, kënnen d'Virdeeler vun de Bioproduiten ze vermëttelen, well se vläicht doheem net alleguerten an de Genoss dovunner kommen.

An dat huet och zu Erfolleger gefouert. Wann ee kuckt, datt mer 2020 – dat ass jo nach net esou ganz laang hier – bei de bio-lokale Produite just bei 5 % vun allen Acquisitiounen an allen Akeef vu Restopolis louchen, sou louche mer am Mäerz 2023 scho bei 17 %. A mir haten eis jo och zesumme mam Agrarministère am PAN-Bio 2025 Ziler gesat, déi fir 2023 op 14 % gesat waren. Dat heescht, mir sinn nach eng Kéier méi schnell virugaange wéi déi ambitiéis Ziler, déi mer eis am Joer 2020 gesat haten.

D'selwecht ass et ... oder eigentlech nach eng Kéier méi däitlech ass et bei de reng lokale Produiten, wou mer 2020, also virun dräi Joer, bei 30 % louche vun allen Akeef an elo am Mäerz 2023 bei 67 % vun allen Akeef vu Restopolis, déi lokal gemaach ginn. Am PAN-Bio hate mer fir dëst Joer 42 % uviséiert, mir hu se also bei Wäitem depasséiert, an dat fannen ech wierklech formidabel an dat ënnersträicht och nach eng Kéier d'Volontéit vun de Responsabele vu Restopolis, fir an déi dote Richtung ze goen.

Wat net onbedéngt elo am Detail hei am Gesetz steet, wat awer, denken ech, mat dee wichtegsten Impakt wäert hunn, souguer bis hin op d'Entwécklung vun der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg, dat ass de ganze Programm an de Mechanissem „Supply4Future", fir eeben och der Lëtzebuerger Landwirtschaft d'Méiglechkeet ze ginn, sech der Demande vu Restopolis no hin unzepassen. Well wa mer nach méi Bioproduite wëlle kafen, wa mer nach méi lokal wëllen akafen, wa mer nach méi bio-lokal wëllen akafen, da geet dat jo nëmmen, wann deementspriechend d'Produktion och hei zu Lëtzebuerg an der Regioun an och biologesch Produktioun stattfënnt, well soss si mer do limitéiert, soss ass de Marché dach awer ganz schnell um Enn.

A mir schwätzen haut – an de Chiffer ass hei de Moien e puermol genannt ginn – vun 3 Milliounе Clientë pro Joer. Et geet also hei och ëm en enorme Volume, ëm deen et geet. An do denken ech, muss d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg sech och deementspriechend kënnen ëmstellen.

Bei „Supply4Future“ steet eeben och eng digital Plattform am Mëttelpunkt, wou mer souwuel Transparenz kënne schafen – Wat brauch Restopolis zu wat fir engem Zäitpunkt an a wat fir enger Quantitéit? – an domadder déi lokal Produzenten och mëttel- a laangfristeg kënne plangen an eventuell och hir Produktioun kënnen upassen, vläicht souguer och kënnen hir Produktioun op Bioproduktioun – an dat ass jo e Prozess, deen net vun haut op muer geet – ëmstellen, well se wëssen, datt do e groussen Abneemer hannendrun ass.

Jo, dat ass eng Innovatioun. Jo, déi Innovatioun baséiert och op dem Marché-publics-Gesetz, wat bewosst déi dote Méiglechkeet zouléisst. Mee ech denken, et ass bis elo nach net ganz dacks applizéiert ginn, fir erëm ze soen: „Mir setzen och Nohaltegkeetskrittäre bei den Auswalkrittär mat dran an eeben net nëmmen de Präis.“ Jo, de Präis, deen zielt och nach an Zukunft, mee eebe lokal a bio, déi zwee Krittären, déi zielen eebe méi wéi insgesamt de Präis. An dat ass déi grouss Innovatioun, jo, déi mer och mam Mouvement écologique a mat de Jongbaueren an der Landjugend zesummen diskutéiert hunn, fir op deen dote Wee kënnen ze goen, a wou mer amgaange sinn, déi Plattform jo ze testen an enger Pilotphas, fir ze kucken, ob se och wierklech kann arodéiert ginn an dann och herno ka verallgemengert ginn, soudatt souwuel sämtlech Schoulkantinne respektiv all aner Kantinne vu Restopolis wéi awer och op der anerer Säit déi lokal Produzenten do kënne matmaachen.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer hei villes mateneen ënner een Hutt probéieren ze kréien an awer och bis elo kréien. All déi Aspekter vun Ernärungserzéiung, all déi Aspekter vun Anti-gaspillage, all déi Aspekter vu Sech-gesond-ernären, all déi Aspekter awer och vun deem soziale Moment, mëttes convivial beieneenzesëtzen an och do emol eng Kéier e Break ze maachen an engem stressege Schoulalldag – an ech denken, dat gëllt souwuel fir d'Schüler wéi awer och fir d'Enseignanten –, déi ginn hei probéiert, matafléissen ze loossen, donieft awer och nach Entwécklungen, déi ganz kloer sinn an déi vun de Schülerinnen a Schüler kommen, hin zu méi vegetaresche Platen, hin zu vegane Platen, déi kënnen ze begleeden an och duerch eng attraktiv vegetaresch a vegan Offer kënnen dann och zefriddenzestellen, wéi awer och eeben elo nach eng Kéier ze kucken: Vu wou kënnt d'Matière première hier a wéi gëtt se produzéiert? Dat si scho ganz vill Krittären, déi mussen ënner een Hutt kommen.

An dann ass et awer scho remarkabel, datt d'Frequentatioun vu Restopolis, vun de Kantinnen an de Schoule permanent eropgeet, an dat an engem Mooss, dat méi staark ass, wéi d'Croissance démographique, also och d'Schülerzuelen an de Schoulen, sech entwéckelt huet. An dat weist nach eng Kéier, datt et och d'Qualitéit ass, datt et och d'Offer ass, déi finalement awer bei de Schüler an och bei den Enseignanten ukënnt, an dat ass finalement nach ëmmer dat Allerwichtegst.

Villmools merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7792. Den Text steet am Document parlementaire 7792[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7792 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme géint 1 Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Francine Closener), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

A voté non : M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7977 – Projet de loi relative à l'obligation scolaire et portant modification : 1° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 2° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Mir kommen dann zum Projet de loi 7977 iwwert d'Verlängerung vun der Schoulflicht bis 18 Joer. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci villmools fir d'Wuert, Här President, mee an dësem Gesetz geet et ëm vill méi. Et geet ëm weesentlech méi wéi just d'Verlängerung vun der Schoulflicht op 18 Joer. Et geet ëm d'Ziler an d'Wäerter an eisem Schoulwiesen, et geet ëm de Contrôle vun der Schoulflicht, et geet ëm alternativ Strukturen, fir Schoul ze halen, an natierlech, Här President, Dir hutt Recht, d'Verlängerung vun der Schoulflicht op 18 Joer.

Duerch d'Kannerrechtskonventioun vun 1989, déi Lëtzebuerg 1993 ënnerschriwwen huet, kritt all Kand d'Recht, an d'Schoul ze goen. Wa mir hei am Land déi demografesch a soziologesch Entwécklung betruechten, awer och d'Diversitéit vun eiser Gesellschaft, d'Entwécklung vum Wëssen, déi sozioekonomesch a soziofamiliär Besoinen, de Wuesstem vun der Bevëlkerung, déi och ëmmer méi heterogeen gëtt, da muss een awer feststellen, dass Lëtzebuerg ëmmer e grousse Wäert drop geluecht huet, dass d'Kanner an déi Jugendlech eng qualitativ héichwäerteg Bildung an Ausbildung kritt hunn, fir dass si an hirem Liewen an an eiser Gesellschaft reusséieren, an der Schoul, um Aarbechtsmaart, dass si sech wuel fillen an dass se och sozial integréiert ginn. Mat dësem Gesetz gi generell Normen opgestallt, déi fir all Unterrecht, fir all Enseignement, gëllen.

E puer Wuert awer zu der Geschicht vun der Schoul zu Lëtzebuerg: Et war 1774, ënnert dem Règne vun der éisträichescher Keeserin Maria Theresia, wéi d'Schoulflicht fir d'éischt bei eis ernimmt gouf. D'Wirre vun eiser Geschicht wollten awer, dass se ni applizéiert ginn ass. Am 19. Joerhonnert war eist Land nach gréisstendeels op Agrikultur opgebaut. Vill Kanner hate keen Zougang zu de Schoulen a konnten dofir och weeder liesen nach schreiwen. 1881 gouf dunn d'Schoulflicht zwar bei eis agefouert, mee et ass ni zum gewënschten Erfolleg komm.

Et war eréischt mam Gesetz vum 10. August 1912, dass eist Land säin éischt Schoulgesetz krut. An dat Gesetz muss e gutt Gesetz gewiescht sinn, well obschonns et ganz oft ofgeännert ginn ass, huet et bal 100 Joer gehalen. D'Gesetz vun 1912 huet eng Schoulflicht vu siwe Joer festgehalen an d'Kanner sollte mat sechs Joer ageschoult ginn. D'Gemenge konnten déi Schoulflicht op aacht Joer ausbauen. 1976 gouf déi obligatoresch Spillschoul agefouert an de Contrôle vun der Schoulflicht louch bei de Gemengen.

Am Joer 2009 koum et dunn zu enger grousser Schoulreform – a Verschiddener heibanne wäerten déi matgestëmmt hunn – an d'Schoulflicht gouf op zwielef Joer ausgedeent, also bis zum 16. Liewensjoer. Heimat gouf versicht, de Kanner eng besser Ausbildung unzebidden, hir Chancë fir ze reusséieren ze erhéijen an d'Unzuel vun de Schoulofbriecher, den „décrocheurs scolaires“, erofzedrécken. A genee dat ass och d'Zil vun dësem Gesetz, wann et ëm eng Verlängerung vun der Schoulflicht op 18 Joer geet: d'Unzuel vun de Kanner, déi ouni Diplom aus der Schoul erausginn, erofzedrécken.

Dat Zil erreeche mer natierlech net, wa mer déi Jonk einfach zwee Joer weider an enger Schoulbänk parken, mee wa mir genee op d'Besoinen an op d'Kompetenze vum eenzelne Jugendlechen aginn a kucken, wat si mat hirem Liewe wëlle maachen. Ech brauch Iech net ze soen, wéi schwéier et dobaussen um Aarbechtsmarché ass. An et ass nach vill méi schwéier, wann een ouni Diplom probéiert, eng Schaff ze fannen. Et ass schwéier, sech eropzeschaffen, an et ass schwéier, sech e Liewen opzebauen.

An dofir ass eng holistesch, eng ganzheetlech, Approche, fir de Jugendlechen ze betreien an awer och fir ze kucken, firwat hien oder hatt net méi wëll an d'Schoul goen, op seng Problemer anzegoen an hien ze begleeden, jo, quasi eng Eent-zu-eent-Begleedung, déi richteg Approche.

E puer Zuelen, déi dat hei ënnermolen: Am Laf vum Schouljoer 2020/2021 hunn 1.736 Schüler d'Schoul ofgebrach – ouni Diplom! 647 dovunner haten ënner 18 Joer, an de Peak läit an der Alterskategorie tëschent 17 an 18. 637 (veuillez lire: 647), dat si 37 % heivunner. All Joer hu mer tëschent 500 a 600 Jonker (veuillez lire: tëschent 500 a 650 Jonker) ënner 18 Joer, déi net méi an d'Schoul ginn, déi decrochéieren an awer keng Aarbecht fannen an och net schaffe ginn.

D'Ursaachen, fir d'Schoul ouni Ofschloss ze verloossen, si mannegfalteg: Manktum u Motivatioun, déi falsch Formatioun erausgewielt, schlecht orientéiert ginn oder och gesondheetlech Problemer. Dat sinn oft déi Grënn, déi vun deene Jonken ugefouert ginn. Et handelt sech bei deene Jonken awer oft ëm Kanner aus

defavoriséierte Familljen, awer och ëm Jonker, déi e Problem mat der Disziplinn hunn.

Zanter 2009 sinn eng Rei Strategien applizéiert ginn, fir d'Kanner an der Schoul ze halen an ze kucken, dass se all en Diplom kritt hunn, wa se d'Schoul verlooss hunn. Ech nennen der just e puer: déi international Schoulen; Pilotprojete fir d'Alphabetiséierung op Franséisch; d'Prise en charge vun de Kanner mat spezielle Besoinen; alternativ Plaze fir ze léieren – verschidde Kolleegen heibannen haten d'Zäit an d'Chance, fir de Centre Formida op Esch mat kucken ze goen, dat ass eng vun deenen alternative Plazen; ech hu fonnt, dass dat ganz, ganz interessant ass –, an dann eng aner Rei vun Aktiounen, déi dem Profill vun de Schüler Rechnung droen. Ech denken do besonnesch un d'Centres de compétences.

D'Verlängerung vun der Schoulflicht op 18 Joer fir all déi Jonk, déi keen Aarbechtskontrakt hunn, schreift sech an d'Verlängerung vun dësen Efforten an. Jiddweree weess, dass een tëschent 16 an 18 Joer och nach e Maturitéitsprozess duerchleeft. Mat 18 gesäit ee munches anescht wéi mat 16 Joer. Et gëtt ee méi erwuessen. Vläicht gesäit ee mat 18, dass net wierklech alles schlecht ass an dass et och wichteg ass, e Schoulofschloss ze maachen.

Et ass mer wichteg, nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass et net drëm geet, déi Jonk zwee weider Joren an der Schoulbänk sëtzen ze hunn, mee se wierklech individuell ze encadréieren, se ze betreien a se ze begleeden, fir eng Formatioun ze maachen an déi Formatioun och ofzeschléissen, an dobäi op hir Problemer an awer och hir Interessen an hir Stäerkte kënnen anzegoen.

Selbstverständlech geet et net duer, wa mer eis iwwerleeën, wat mer mat de Schüler maachen an deenen zwee Joer, mee mir mussen eis och en amont Gedanke maachen, firwat déi Jonk mat 16 wëlle mat der Schoul ophalen. Mir mussen eis Gedanke maachen, fir d'Schouloffer ze änneren, fir dass et emol iwwerhaapt net zu engem Décrochage scolaire kënnt. A fir alles dat opzebauen, d'Strukturen an d'Infrastrukturen, gi mer eis dräi Joer Zäit. An dofir trëtt den Artikel 11 vum Gesetz och eréischt 2026 a Kraaft.

Kommt, mir geheien e klenge Bléck an d'Ausland, bei eis Nopeschlänner an e bësse méi wäit. A Frankräich mussen déi Jonk tëschent 16 an 18 Joer enger Formatioun nogoen. An der Belsch mussen déi Jonk tëschent 15 an 18 op d'mannst eng partiell Formatioun verfollegen, an dat, bis se 18 Joer hunn. An Däitschland ass den Enseignement Ländersache, an do musse se bis 18 respektiv souguer bis 19 Joer an d'Schoul goen. A Portugal gouf et 2009 eng grouss Reform an d'Kanner musse bis 18 Joer an d'Schoul goen, ausser si hätte virdrun e Schoulofschloss gemaach. An Holland ass d'Schoul obligatoresch bis 16 Joer, op d'mannst partiell bis se 18 Joer hunn an e Schoulofschloss.

Ech widderhuelen hei, dass mer d'Obligation scolaire op 18 Joer eropsetzen, ausser bei deene Jonken, déi schonn en Aarbechtskontrakt hunn. A mir ginn eis selwer d'Hausaufgab, an deenen nächsten dräi Joer en alternatiivt Angebot opzebauen.

Elo awer e puer wichteg Wierder zu de Missioune vun der Schoul an och zum Contrôle: D'Missiounen, déi d'Schoul duerch dëst Gesetz kritt, sinn zugläich d'Rechter vun de Schüler a Schülerinnen. All Schoul an all Unterrecht hei am Land muss der Persoun, déi den Unterrecht suivéiert, Fachwëssen a Kompetenze vermëttelen, de Respekt viru sech an och virun aneren, Sënn, fir Verantwortung ze iwwerhuele fir sech a fir anerer, de Respekt virun de Wäerter vun eiser demokratescher Gesellschaft an hiren individuelle Fräiheeten, de Respekt virun der Kultur an de Kulturen an de Respekt virun der Natur.

Den Unterrecht muss dee Jonke begleeden a senger Entwécklung an am Erwerb vun enger Autonomie, senger Kreativitéit, sengem Selbstbewosstsinn, der Entwécklung vu sengen Talenter a Méiglechkeeten, souwuel physesch wéi psychesch. D'Schoul muss et erlaaben, eng Culture générale ze entwéckelen, bereet een op d'Studie vir, an och de Prozess vum Lifelong Learning – fir säin eegent Liewen an der Gesellschaft, awer och professionell a sozial an der Ausübung vu senge Rechter als fräie Mënsch an enger demokratescher Gesellschaft –, an dat an engem Esprit vu Respekt a Fridden, Gläichheet a Frëndschaft mat alle Mënschen, och deenen, déi eng aner Nationalitéit hunn, eng aner Relioun oder aner philosophesch Usiichten.

Och erlaabt den Enseignement an eiser Informatiouns- a Kommunikatiounsgesellschaft, d'Societéit vun haut ze verstoen an de Fonctionnement vun der Gesellschaft vu muer virzebereeden a matzegestalten. Den Unterrecht respektéiert de Prinzipp vun der Gläichheet a widdersetzt sech all Diskriminatioun.

Am Kader vum Intérêt supérieur de l'enfant iwwerhélt d'Schoul d'Formatioun an d'Erzéiung, an dat am Zesummespill mat der Famill a mat den SEA, de Structures d'accueil socio-éducatif, wann d'Elteren dofir optéiert hunn.

Den Enseignement entwéckelt progressiv Kompetenzen a Wëssen a Fäerdegkeeten an dëse sechs Beräicher: éischtens déi sproochlech Entwécklung, lauschteren a schwätzen, verschidde Sprooche kenne léieren, Literatur kenne léieren a plurilingual Kompetenzen; zweetens dat logescht Denken an d'Problemléisung, Mathematik a Kompetenzen am Beräich Computer; déi motoresch Entwécklung a motoresch Kompetenzen, d'Entwécklung vun de Sënner a physesche Capacitéiten; véiertens de Respekt virun der Ëmwelt an d'Sensibiliséierung fir d'Nohaltegkeet duerch Fächer wéi Éveil aux sciences, Human- a Sozialwëssenschaften, Naturwëssenschaften, Informatik a Kommunikatioun, Handwierk an Entrepreneurship; sech ausdrécken a kreativ sinn duerch Musek, Bastelen a Konscht; a sechstens Eethik, Philosophie, Kultur, de Meenungspluralismus an déi verschidde Reliounen.

Den Enseignement soll awer och an all Domän dat kritescht Denken ureegen, déi intellektuell Fäegkeete souwéi d'Méiglechkeet, ze urteelen an ze kommunizéieren, mat Informatiounen eens ze ginn, Léierstrategien ze entwéckelen, an den Initiativgeescht ureegen.

Voilà, et war mer wichteg, Iech déi wichtegst Punkten aus de véier éischten Artikelen aus dësem Gesetz virzeliesen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dës Artikelen hunn et a sech, well se stellen eng Aart „Grondgesetz" fir d'Schoulwiesen zu Lëtzebuerg duer. An ech soe „Schoulwiesen", well si gëlle fir alleguer d'Beschoulungsformen hei am Land – net nëmmen déi ëffentlech Schoulen, mee och déi privat Schoulen an och den Homeschooling. Et däerf nom Vott vun dësem Gesetz keng Beschoulung zu Lëtzebuerg méi ginn, wou e Jonken net de géigesäitege Respekt an och dat kritescht Denken entwéckele soll. Mir verankere mat dësem Text déi Wäerter, déi eiser demokratescher Gesellschaft zugronn leien an op deenen hir Vermëttlung all Jonken hei am Land e Recht huet.

Wat elo d'Schoulflicht ugeet, esou ass déi mat 18 Joer eriwwer oder éischter ënnert dëse Konditiounen: Et huet een en Ofschlossdiplom am Secondaire oder an der Formation professionelle vun enger Lëtzebuerger Schoul – oder en Diplom, deen als equivalent unerkannt ass.

Et kënnt een der Schoulflicht no, wann een an enger Schoul ageschriwwen ass an och déi Coursen, Aktivitéiten oder Stagë mécht am Kader vum Schoulprogramm, entweeder an enger Lëtzebuerger Schoul, enger Europaschoul, enger Privatschoul, déi hei agreéiert ass, oder enger Schoul am Ausland.

Och den Enseignement à domicile ass unerkannt, wann deen de Konditioune vum Gesetz entsprécht.

Fir d'Kanner mat spezifesche Besoinen ass d'Schoulflicht bindend, wa se vun der Commission nationale d'inclusion oder enger Commission d'inclusion unerkannt ass.

D'Léiermeedercher an d'Léierbouwen, déi mindestens 15 Joer hunn, kommen hirer Schoulflicht natierlech och no, wa se hir Coursë beruffsbegleedend maachen, dat heescht am Régime concomitant.

Wat elo de Contrôle vun der Schoulflicht ugeet, sou ass et un den Eltere respektiv den Tuteuren, derfir ze suergen, dass d'Kanner an d'Schoul ginn. De Contrôle, dee kënnt elo ewech vun de Gemengen an e kënnt bei de Ministère, dee mat informatesche Moyenen an am Ofgläich mam Registre national des personnes physiques op d'mannst eemol am Mount kuckt, wat fir eng Schüler net an der Schoul waren. Wann ee feelt, mussen d'Elteren den Dag selwer dem Enseignant Bescheed soen. Nom drëtten Dag ass e Certificat vum Dokter néideg. Kommen d'Elteren elo hirer Schoulflicht net no, kréie si eng Mise en demeure. A wann d'Kand dann nach ëmmer net an d'Schoul geet, geet säin Dossier bei de Jugendriichter.

Dass de Contrôle vum Anhale vun der Schoulflicht vun de Gemenge bei de Staat wiesselt, dat gouf vum Syvicol ausdrécklech begréisst. An ech mengen och, dass déi eenzel Gemengen dat wäerte bestätegen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zu dësem Gesetz gouf et, wéi Der Iech virstelle kënnt, eng Hellewull Avisen: d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre des Salariés, d'Association luxembourgeoise pour la liberté d'instruction, de Syvicol, d'ASTI, d'CNPD, d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce an d'CNEL. A mir hunn och zwou Ronne beim Staatsrot gedréit. Fir d'Detailer vun dësen Avise géif ech gären op de schréftleche Rapport verweisen.

Op dëser Plaz wéilt ech awer e ganz grousse Merci soen dem Här Pierre Reding an dem Här Dany Assua aus dem Educatiounsministère, déi eis wärend dësem Projet suivéiert hunn. An um Enn vun enger Legislaturperiod géif ech och ganz gäre Merci soen alle Kolleegen, déi an der Educatiounskommissioun waren. Ech hu fonnt, dass mer an deene fënnef Joer ëmmer ganz flott a ganz fair matenee geschafft hunn. E grousse Merci u meng Mataarbechterin, d'Lynn Strasser, an en extra, extra grousse Merci un d'Joëlle Merges, dat déi Kommissioun hei wärend deene fënnef Joer de main de maître mat geleet huet. An ech muss soen: D'Joëlle Merges hat, wann ech heiansdo den Iwwerbléck verluer hunn, ëmmer den Iwwerbléck doriwwer, wat mer nach ze maachen hätten, wat nach géif opstoen. An dofir Dir, Joëlle, e ganz, ganz grousse Merci vun dëser Plaz!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | An da ginn ech op dëser Plaz och schonn den Accord vun der Demokratescher Partei zum virleienden Text. Merci Iech alleguer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President, an och merci dem Rapporter, dem Gilles Baum, fir den ausféierleche Rapport. Ech hu just fënnef Minutten, da sinn ech also frou, datt dat meescht scho gesot ginn ass iwwert den Inhalt. Mat dësem Gesetz soll also elo d'Schoulflicht bis 18 Joer verlängert ginn, an dat mam Zil, d'Unzuel vun de Schüler, vu de Jugendlechen, déi d'Schoul ouni Diplom verloossen, ze reduzéieren. Fir et direkt ze soen: Als CSV si mer natierlech mat deem Zil averstan, mee mir mengen net, datt een dëst Zil mat enger renger Schoulflichtverlängerung kann erreechen.

Alternativ Strukture vu Scolarisatioun solle geschaf ginn, fir deene Schüler, déi am normale Schoulsystem net eens ginn, u sech eng aner Offer ze ginn. Et ass och wichteg, soe mer, jo, et ass wichteg, eng nei Offer ze schafen. Déi muss och ausgebaut ginn. A mir waren – ech war mat – op Esch de Projet Formida kucken. Ganz interessant. Et si ganz vill motivéiert Enseignanten do. Déi Jugendlech kënnen do zum Deel och eng Deelzertifikatioun maache vu verschiddene beruffleche Moduler. Si profitéieren allerdéngs och – wouvu se an der normaler Schoul net profitéieren – vun enger Eent-zu-eent-Betreiung oder enger Eent-zu-zwee-Betreiung.

Detailer zum Funktionnement, genau Modalitéiten hu mer nach net kritt. Wie bezilt wat? Eng privat Gesellschaft féiert hei de Projet. Wéi vill där Strukture bräichte mer? De Projet Formida leeft fir zwee Lycéeën. Brauche mer eng Struktur an där Gréisst fir zwee Lycéeën? Wie gëtt ugeholl an deene Strukturen? Huelen dës Strukturen tatsächlech jiddereen un, dee riskéiert, aus där enger oder anerer Ursaach en Decrocheur ze ginn, oder just deen, dee motivéiert ass, dee sech behëlt a sou weider?

Am Allgemenge muss ee soen, datt et nieft dem Projet Formida och schonns aner Projete gëtt, wéi zum Beispill de Projet „Liewenshaff", deen och ganz gutt do mam Lycée vu Wolz schafft, mee datt d'Offer nach net flächendeckend do ass. A well dat eeben esou ass, wäert d'Schoulflicht, déi dann elo nach onbedéngt virun de Wale muss duerchgebaatscht ginn – soen ech hei –, eréischt an dräi Joer a Kraaft trieden.

Als CSV soe mer: Mir solle mol Erfarunge sammele vun deene Strukturen, déi do sinn. Mir solle weider alternativ Scolariséierungsstrukturen opbauen. A mir sollen iwwer hire Statutt legiferéieren. Mir brauchen eng zousätzlech Offer vun dëse Strukturen. Mee fir d'éischt emol schéin eent nom aneren, well hei gëtt elo erëm eng Kéier d'Päerd vun hanne gesuedelt. Eng Virwëlztut soll gestëmmt ginn. Mir sollen nämlech elo eppes stëmmen, wat an dräi Joer soll ëmgesat ginn a wou mer nach net wëssen, wéi a wou et soll ëmgesat ginn. Dat maache mir als CSV net mat!

A virun allem muss een, wann een iwwer Décrochage scolaire schwätzt, emol iwwert d'Preventioun schwätzen. An do hätt ee missen als Éischt upaken!

Dozou gehéiert eng aner Aart a Weis vun Orientéierung.

Dozou gehéiert och, datt d'Kanner zum Beipill an der Primärschoul scho gewise kréien, wéi wichteg déi handwierklech Kompetenze sinn.

Dozou gehéiert eng anstänneg Hausaufgabenhëllef, an net eng Hausaufgabesurveillance, déi elo agefouert gëtt, déi awer reng theoreetesch schonn hätt misse viru Jore lafen.

Dozou gehéiert eng Reform vum Cycle inférieur vum Secondaire général mat engem ugepassten, transparente Promotiounssystem, an net engem System, wou ganz vill Jugendlecher op der 5e eréischt mierken, datt se net dat kënne léieren, wat se wëlle léieren, an da si se kuerz virum Décrochage scolaire.

Dozou gehéiert och eng aner Aart a Weis, fir Schoul ze halen: geziilt d'Kompetenze vum 21. Joerhonnert ze fërderen. Mir sinn nach ëmmer vill ze vill beim „Wëssen erantriichteren an duerno erëm eraussprudelen". Mir hunn a ville Schoulen nach ëmmer d'Mentalitéit vu „Vogel, friss oder stirb!", wat zum Deel och ze verstoen ass, wann ee Klassen huet mat 28, 29 Schüler. Den „normale" Schüler, dee kritt nämlech net déi Eent-zu-zwee-Betreiung.

Dozou gehéiert och eng aner Aart a Weis vun Evaluatioun.

Dozou gehéiert och eng Schoul, wou d'Wuelbefanne wichteg ass. Déi vill Mobbingfäll weisen awer, datt mer dat nach längst net hunn. Dozou gehéiert dann awer och, datt den Täter d'Konsequenzen ze spiere kritt, an net e Schoultourismus bis 16 Joer. A wa mer dat heiten hunn, hu mer e Schoultourismus bis 18 Joer.

An all dat ass awer an deene leschte Joren net gemaach ginn!

An och net nëmme mir gesinn dëse Gesetzesprojet ganz kritesch. De Staatsrot seet a sengem Avis complémentaire: „Le Conseil d'État prend acte de ces explications", iwwert d'Strukturen, „qui constituent des informations complémentaires, sans pour autant apaiser ses doutes concernant la probabilité d'atteindre les objectifs poursuivis par le relèvement de la durée de l'obligation scolaire."

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hält an hirem Avis complémentaire um Rejet vun dësem Projet de loi fest.

D'Chambre des Salariés hält och an hirem Avis complémentaire un den Zweifele fest, ob d'Schoulflicht bis 18 Joer en adequat Mëttel géint den Décrochage scolaire wier, genausou wéi d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Métiers.

D'CNEL, d'Schülerkonferenz, dréckt sech eebefalls ganz kloer géint dëse Projet aus. Anstatt déi Jonk ze deresponsabiliséieren, soll ee se besser begleeden, orientéieren, Alternativen ubidden, d'Schoul méi attraktiv maachen, an all dat ouni Verlängerung vun der Schoulflicht, sou d'CNEL. A si hu vollkomme Recht! Et ass u sech keen – keen! – fir dëse Projet de loi, ausser de Minister an dann natierlech d'blo, rout a gréng Deputéiert, déi hei sëtzen.

Mir als CSV hunn op jidde Fall net dat Vertrauen an de Minister an och net an dës Regierung, fir datt mer hei e Fräifaartschäi ginn, andeem mer elo eppes géife matstëmmen, wat an dräi Joer soll ëmgesat gi mat Hëllef vu Strukturen, déi nach net do sinn, wou mer net wëssen, wéi se solle funktionéieren, wou se sollen hikommen, wéi vill der gebraucht ginn an esou weider. Mir wäerten also dëse Projet de loi net matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virop e grousse Merci un de Kolleeg Gilles Baum fir säi Rapport, dee sou gutt, sou exzellent wéi ëmmer war. Dëse Projet de loi poursuivéiert en Zil, dat d'LSAP mat zwou Hänn ënnerschreift: den Décrochage scolaire ze verhënneren an domadder och de Wee an de Jugendchômage, an d'Perspektivlosegkeet respektiv an d'Aarmut an an déi sozial Exklusioun ze verhënneren.

De Rapporter huet d'Zuele virdru genannt: Ronn 700 Jonker ënner 18 Joer halen all Joer mat der Schoul op, aus diverse Grënn: vläicht well se schlecht orientéiert sinn, well se keng Loscht méi hunn, net méi wëssen, wat d'Schoul hinnen eigentlech nach soll bréngen, gesondheetlech Problemer oder soss aner Suergen hunn.

Bei engem Decrochage ouni Diplom ass de Wee an de Chômage ganz, ganz dacks virgezeechent. An de Jugendchômage läit bei eis jo e bësse méi héich wéi 9 %. Dat ass am europäesche Verglach eigentlech ganz ok, mee eis Ambitioun muss natierlech sinn, fir deen Taux erofzekréien an déi Jonk sou gutt et geet an d'Aarbecht ze kréien. Dat ass fir den Individu essentiell a fir d'Gesellschaft allgemeng natierlech och.

D'„Garantie jeunesse", déi vum deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit agefouert gouf, war e grousse Schratt, fir der Jugendaarbechtslosegkeet entgéintzewierken. Se ass och bedeitend erofgaangen déi lescht Joren, an elo soll mat der Verlängerung vun der Obligation scolaire bis 18 nach e weideren Hoff gemaach ginn.

Ech muss soen, datt d'LSAP mat deem alleréischten Entworf vum Projet de loi Problemer hat, a mir begréissen et ausdrécklech, datt d'Regierung de Projet de loi dunn an deem Sënn amendéiert huet, datt Jugendlecher vu 16 a 17 Joer eng Dispens vun der Schoulflicht bis 18 kënne kréien, wa se wëlle schaffe goen an en Aarbechtsvertrag hunn.

Dozou eng Fro, déi och vun der Chambre des Salariés opgeworf gëtt: Wat ass ënner „contrat de travail" ze verstoen? Fällt Deelzäitaarbecht och dorënner, Interimkontrakter? Wat ass mam Service volontaire? Gëtt et dofir och eng Dispens? Vläicht kann de Minister dorop agoen.

Op alle Fall begréisse mer et, datt déi Jonk, déi jo dacks e richtegen Degoût an d'Schoul hunn, de Choix behalen, eng Léier ze maachen oder mat 16 kënne schaffen ze goen, wa se dat wierklech wëllen, quitte datt se vläicht méi spéit an hirem Liewen decidéieren, dann awer eng Formatioun oder en Diplom nozemaachen. An et muss an eisen Ae jo och eng Selbstverständlechkeet sinn, datt déi jonk Leit dann erëm mat oppenen Äerm empfaange ginn, wa se sech méi spéit fir eng schoulesch oder berufflech Ausbildung decidéieren, fir Diplomer ze kréien, déi hir Kompetenzen an hiert Wësse beleeën an hinnen einfach méi Dieren opmaachen. Et ass net seelen, dass grad esou Leit, grad esou Jonker, héich motivéiert sinn, fir awer en Ofschloss ze maachen. Déi wëssen, firwat se léieren. Gradesou wichteg ass natierlech och, datt se eng Qualifikatioun en cours d'emploi kënne maachen.

Här President, dëse Projet de loi huet jo d'Partikularitéit, datt een Artikel, nämlech den Artikel 4, also d'Schoulflicht bis 18, net direkt a Kraaft trëtt, mee eréischt an dräi Joer, den 1. September 2026. Dat ass net vu Muttwëll, well et sonner Zweifel Zäit an och déi néideg finanziell a personnell Ressourcë brauch fir weider CISPen, also Centres d'insertion socio-professionnelle, dat heescht déi alternativ Strukture fir déi Schülerinnen a Schüler, déi mam übleche schoulesche Kader net eens ginn. Dat ass e wichtegen, wann net souguer zentralen Aspekt vun dësem Projet de loi, fir eeben den Decrochage ze verhënneren, ouni datt déi Jonk awer an hirem Kader musse bleiwen, wou se net méi eens ginn – an d'Schoul éierlecherweis och net méi wierklech mat hinnen.

D'CISPe sollen déi Jonk individuell encadréieren, also en Encadrement bidden, dat am „normale" Klassesall am Lycée net méiglech ass. Esou Zentere gëtt et der a mir hu jo schonn dovunner héieren, et sollen der nach derbäikommen als PPP, Public-private-Partnership, Träger aus dem soziale Secteur zesumme mat de Schoulen. Vläicht kann de Minister och hei op d'Froen agoen, déi sech an den Avise gestallt hunn, a wéi engem Verhältnis d'CISPen zu de Lycéeë stinn a wéi och ka garantéiert ginn, datt et net zu enger schläichender Privatiséierung kënnt.

D'CISPe riichte sech jo engersäits u Jonker vun 12 Joer a méi an anerersäits u Jonker vu 16 Joer a méi. A bei der méi héijer Alterskategorie ass virgesinn, eng Aglidderung an den Aarbechtsmarché ze privilegéieren. D'Fro stellt sech: Wat geschitt, wann déi Aglidderung dann net reusséiert?

Här President, et gëtt Grënn, fir d'Obligation scolaire vu 16 op 18 unzehiewen, de Rapporter huet se genannt. Mir sinn net déi Éischt, déi dat maachen, mir sinn net déi Eenzeg, déi dee Wee ginn. Trotzdeem gëtt et eng Rei méi kritesch Avisen zu dësem Projet de loi, déi een net sollt komplett ignoréieren. D'LSAP ass jiddefalls fest iwwerzeegt, datt d'Eropsetze vum Schoulflichtalter eleng net duergeet, fir géint Schouloofbréch unzekommen. Eise Schoulsystem muss änneren: D'Orientatioun muss änneren, revaloriséiert ginn. D'Unterrechtsmethoden an d'Didaktik mussen ugepasst ginn. D'Promotiounskrittäre musse reviséiert ginn. De Sproochenunterrecht muss iwwerschafft ginn. Déi franséisch Alphabetisiérung ass eng gutt Optioun, déi eventuell soll generaliséiert ginn. Méi konsequent Nohëllef an Tutorat sinn dréngend néideg, méi Encadrement. Och déi nonformal Bildung vu Jugendleche spillt eng grouss Roll. Ech ernimmen hei just d'Aarbecht vun de Jugendhaiser, déi nu wierklech net ze ënnerschätzen ass.

Mir mussen och weiderhin alternativ Weeër ubidden, déi et Jonke méiglech maachen, ausserhalb vum Lycée en Ofschloss ze maachen: den eBac, dee soll reforméiert ginn, d'ENAD, „Fit fir d'Léier" an, wéi gesot, d'CISPen.

Fir d'LSAP ass et evident, datt de Staat e Bildungsoptrag huet, dee sech un alleguerten d'Kanner riicht. Privat Acteure kënnen d'Offer completéieren, mee de Staat dierf seng Verantwortung ni ganz u si ofginn.

Virun allem awer ass et eis wichteg, datt mer net waarden, bis d'Kand am Pëtz läit. Mir wësse jo aus allen Etüden, datt déi schoulesch Problemer meeschtens scho ganz fréi ufänken, am Fondamental, am Cycle 2, souguer schonn heiansdo am Cycle 1. Et ass deemno vun allerhéchster Bedeitung, datt een de Problem do, am Prescolaire an am Fondamental, un der Wuerzel paakt, do, wou en entsteet, amplaz datt d'Problemer vu Schouljoer zu Schouljoer ëmmer méi grouss ginn, ëmmer matgeschleeft ginn an dann herno mussen onheemlech personell a finanziell Ressourcen an alternativ Strukturen investéiert ginn, fir dee Misär, dee wärend 10, 12 Joer entstanen ass, nach iergendwéi opzefänken. Dat hei ass ee Puzzlestéck, mee et gëtt nach ganz vill ze dinn!

Domadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. An dann ass et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, d'Obligation scolaire ass eigentlech eng Obligatioun fir de Lëtzebuerger Staat, alle Jonken ënner 18 Joer eng Offer unzebidden, och a besonnesch deenen, déi et méi schwéier hunn an déi dofir zu engem bestëmmten Zäitpunkt aus dem klassesche Schoulsystem erausfalen. Mir sinn der Meenung, dass alles muss drugesat ginn, fir och dës Jonk erëm opzefänken.

Wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, huet de Staat maximal dräi Joer Zäit, fir déi entspriechend Centres d'insertion socio-professionnelle, also kuerz d'CISPen, en place ze setzen. Vill Kritiken um Projet de loi koumen dohier, dass d'Ausgestaltung vun deene CISPen nach net ëmmer kloer war.

Fir eis Gréng ass et wichteg – an dat krute mer versëchert –, dass et hei net zu enger Privatiséierung kënnt. Hei gëtt mat konventionéierten Träger geschafft, wéi der Croix-Rouge oder arcus, mat deenen de Staat a villen anere Beräicher scho ganz enk zesummeschafft. D'Schüler/innen an de CISPe bleiwen och alleguerten am Lycée ageschriwwen, deen eleng zoustänneg ass fir d'Zertifikatioun an d'Diplomer.

Et gëtt aktuell scho véier Strukturen zu Esch, Bartreng, Mëtscheed a Fure mat insgesamt 100 Schüler/innen. Et sollen zwou weiderer kommen zu Kolpech an zu Miersch. Et wäert och wichteg sinn, déi CISPe genau ze suivéieren an och am Allgemengen ze kucken, wéi een Erfolleg se an hirer Missioun och an Zukunft wäerten hunn.

Et geet also primär ëm Strukturen, an déi méi inhaltlech Froen zu Pedagogik, Didaktik, Inhalter, jo, déi gëlle fir de ganze Schoulsystem a si mat dësem Projet de loi natierlech net beäntwert. Hei wäert déi nächst Joren nach Aarbecht op d'Politick an op de gesamte Schoulsystem zoukommen, dee muss innovéieren an de Realitéiten, mee virun allem den Inegalitéite vun haut besser gerecht ginn.

Här President, mir Gréng gesinn am Projet eng ganz Rei Stäerkten, zum Beispill dass d'CISPen en aneren, e méi komplette soziopedagogeschen Encadrement ubidde wéi d'Schoulen. Och gutt fanne mer de Modell vun der Deelzertifizéierung mat Moduler, déi och Moduler aus der Beruffsausbildung kënne sinn. Déi Acquise kënnen esou unerkannt ginn, a wann e Jonke sech zu engem spéideren Zäitpunkt iergendwou wëll melle fir ze schaffen oder sech weider wëll qualifizéieren, ma da kann en dës Deelqualifikatioune virweisen. A wa mer vu schaffe goe schwätzen, da begréisse mir Gréng och d'Aféierung vun enger Dispens fir Jonker, déi wëlle schaffe goen an déi schonn en Aarbechtskontrakt hunn.

Mat dësem Gesetz gëtt d'Anhale vun der d'Schoulflicht vum Staat kontrolléiert, an net méi vun de Gemengen. Och dat begréisse mer ausdrécklech.

Mir erkennen och un, dass eng Rei aner Länner an Europa schonn an d'Richtung vun enger Schoulflicht bis 18 Joer gaange sinn, ënner anerem Frankräich, d'Belsch a grouss Deeler vun Däitschland. Mir sinn also hei kengesfalls an enger komplett neier, innovativer Pilotlogik. Mir sinn an enger logescher Konsequenz vun engem Trend iwwerall an Europa.

Ech wëll kuerz op d'Kommunikatioun ronderëm dëse Projet agoen. Ech bedaueren, dass vill Kontroversen ëm deen heite Projet eigentlech aus enger ganzer Rei Mëssverständnisser eraus entstane sinn. An dat louch och un der kuerzfristeger Virstellung vum Projet op der Rentréespressekonferenz 2020/2021. De Minister huet dat entre-temps och zouginn, mee de Verlaf vun den Diskussiounen huet awer gewisen, dass ee Schwieregkeeten huet, aus der schlechter Dynamik an deene sëllege Mëssverständnisser erauszekommen. Ëmsou méi wichteg fanne mer et, dass an Zukunft op eng besser, méi proaktiv an inklusiv Kommunikatioun gesat gëtt, an zwar ier e wichtegt Gesetz an den ëffentleche Debat geheit gëtt. Dat Fangerspëtzegefill ass ganz wichteg, well et entscheet letztendlech mat doriwwer, wéi ee Verlaf e Projet huet.

Enger Rei vu Kriticken, déi sech méi op de Fong vum Text bezunn hunn, gouf an den Amendementer Rechung gedroen, an dat begréisse mer ausdrécklech. E Gesetz kënnt eebe seelen esou aus der Chamber eraus, wéi et erakoum, an dat ass och gutt esou.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nee, dëse Projet de loi stellt keng Wonnerléisung fir de Problem vum Decrochage vun der Grondschoul bis an d'Erwuessenenalter duer. Déi Léisung – oder déi Wonnerléisung – gëtt et nun emol och einfach net. D'Kreatioun vun de CISPen ass eng Äntwert op sëlleg komplex Situatioune vu jonke Leit an eisem Schoulsystem. D'Verantwortung vum Staat, fir Jonker net einfach opzeginn, se aus dem System ze verléieren, d'Aen zouzemaachen, wa se bis 16 Joer hunn, an datt se da kucke kënnen, fir eens ze ginn, ma déi ass reell an där musse mer eis alleguerten heibanne stellen.

D'Zuelen aus dem leschten Decrochagerapport vum MENJE soen, dass ënnert den 1.765 Decrocheuren aus dem Joer 2021/2022 sech 316 erëm ageschriwwen hunn. Ëm déi aner 1.450 Jonker, ëm déi geet et hei. Ob dëse Projet hinnen eppes bréngt, dat ass d'Fro, déi sech stellt an där mer och an den nächste Joren e ganze enke Suivi musse ginn. Näischt maachen, d'Ae verschléissen, keng strukturell Léisunge fannen, ma dat ass awer fir eis Gréng keng Optioun!

An dofir gi mer haut ganz gären dësen Accord fir dëse Projet de loi a soen dem Rapporter Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, mee awer och fir seng konstruktiv a gutt Dynamik, déi mer an der Educatiounskommissioun konnten hunn. Mir hate sëlleg wichteg Debatten do gefouert an ech wëll mech och de Mercien un d'Kommissiounssekretärin an un déi ganz Zesummenaarbecht innerhalb vun der Kommissioun uschléissen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An dann ass et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och ufänke mat engem Merci un de Rapporter fir de Rapport, de mëndlechen an de schréftlechen. D'Zil ass et natierlech, dass all Kand, all Schüler, en Diplom kritt. D'Realitéit ass déi, dass dat net de Fall ass, dass eng ganz Partie vu Jonker d'Schoul ouni Diplom ofbriechen – woubäi een iwwert déi Zuele jo awer diskutéiere kann, well heiansdo weess een och net, wou se duerno genee landen. Et sinn der, wéi gesot, jo eng ganz Partie, déi erëm ufänken, et sinn der och, déi ginn an d'Ausland an eng Schoul. Déi Zuele sinn do vläicht net honnertprozenteg prezis.

D'Fro ass dann och: Ka jiddereen en Diplom kréien? Ass all Schüler iwwerhaapt derzou fäeg, en Diplom ze kréien, wa mer deen Niveau halen, wou mer sinn? A provokativ kann ech froen: Muss jiddereen iwwerhaapt en Diplom hunn, och wann dat natierlech eis Wonschvirstellung ass? Mee ech mengen, mir mussen e bëssen op eppes oppassen, och bei de Wierder, déi mer benotzen. An Dir hutt jo elo matkritt, et waren elo Diplomiwwerreechunge bei de Premièren, an op Facebook hunn d'Leit natierlech alleguerten houfreg hir Kanner gepost, déi dann d'Première gepackt haten. An natierlech muss een awer och bedenken, dass et eng ganz Partie Jonker sinn, déi net an dee Fall komm sinn an och net an dee Fall komme wäerten. A mir mussen ëmmer drun denken, dass mer, wa mer dovu schwätzen, vun Diplomer, net dierfen an déi Fal falen, fir de Leit ze verstoen ze ginn, dass de just mat Diplom eppes wäert bass an ouni net, well d'Zil soll eigentlech si vun

enger Gesellschaft, dass och Leit ouni Diplom gutt an anstänneg liewe kënnen a respektéiert ginn. Ech soen dat einfach, fir beim Schwätzen dobaussen eeben do liicht opzepassen.

E bësse méi konkreet ass et esou, dass eng Partie vu Schüler, wéi dat och gesot ginn ass – an ech war jo och laang genuch an engem Lycée derbäi –, eeben an engem gewëssenen Alter d'Motivatioun verléieren a se duerno awer erëm zréckfannen. Dann deet et hinnen natierlech leed, mee gottseidank gëtt et eng zweet Chance. Et gëtt jo och d'École de la 2e chance, wou eng ganz Partie Schüler, déi vläicht e Choix getraff hunn an hirer méi fréier Jugend, deen net esou gutt war, dat erëm kënne guttmaachen.

Da kommen ech kuerz eng Kéier op de Rapport ze schwätzen. Am Rapport … Also, den Här Baum huet och gesot, do wiere verschidde Mesures anti-décrochage, an hien huet do déi international Schoulen an déi franséisch Alphabetiséierung genannt. Ech wëll awer dozou soen: Ech mengen, déi dote Strukture gëtt et nach net laang genuch. D'franséisch Alphabetiséierung a véier Pilotprojeten, déi mer hei am Land hu säit, ech mengen, engem oder zwee Joer, déi gëtt et nach net laang genuch, fir ze soen, fir ze behaapten, dass dat als Mesures anti-décrochage kéint duergoen.

An deem Kontext nach e klengt Wuert zu de Missioune vun der Schoul, déi mer och begréissen, mee ech mengen och, dass et d'Missioun vun der Schoul ass, Kanner zesummenzebréngen, gemeinsam Wäerter ze schafen, gemeinsam Erfarungen ze schafen, an dofir zweifele mer natierlech souwisou un deenen zwee Modeller, déi fir eis, an eisen Aen, d'Kanner éischter trenne wéi zesummeféieren.

Konkreet Froe bestinn natierlech zum Gesetz, an ech mengen, dat ass och scho vu villen Acteuren dobausse gesot ginn: Wat geschitt dann elo mat engem 17-Järegen, deen doheembleift? Mir haten d'Situatioun ganz oft – ech war an engem Lycée technique am Süde vum Land –, dass Schüler net an d'Schoul komm sinn. Wat maacht Der dann do? Do sinn et Prozedure ginn, dat huet net ëmmer funktionéiert, mee wann ee wierklech net wëll kommen, dann ass d'Fro: Wat mécht een do? Zwéngt een en, an d'Schoul ze kommen? Bon, elo gëtt et verschidde Strukturen, déi gi geschaf. Oft sinn dat jo awer Schüler, déi och iergendwéi soss Verhalensschwieregkeeten hunn. Wat maacht Der mat Leit, déi an d'Schoul kommen, fir just Zodi ze schloen? Och där hate mer. Ech mengen, et ass oft geschitt, dass bei eis d'Direktioun engem 16-, 17-Järege gesot huet: „conseille de s'orienter vers la vie active", fir ze soen: „Hei, gutt, dann ass et fort. Wann s de net fir d'Schoul gemaach bass, da kanns de eppes aneres maachen." Dat si konkreet Froen, déi sech dobaussen och eeben d'Lycéeën an d'Proffe stellen, wéi dat soll fonctionéieren.

Da gëtt elo eng nei Struktur geschaf, den CISP, Centre d'insertion socio-professionnelle. An ech muss awer och soen, dass mer mëttlerweil esou vill verschidde Strukturen hunn, Centres de compétences, Classes mosaïques, Service psycho-social et d'accompagnement scolaires, Service socio-éducatif, Équipe de soutien des élèves à besoins spécifiques, Tutorat individuel et cetera, et cetera, et cetera a Lycéeën, dass ech am Fong elo kee kennen, dee wierklech nach richteg den Iwwerbléck huet iwwer alleguerten déi dote Saachen.

Wichteg ass och, dass bei all deenen Institutiounen … oder soe mer mol, nee, Strukturen, déi mer do schafen, dass déi mussen dem Ministère ënnerstoen, an am beschten direkt dem Ministère ënnerstoen a guer net sollten ausgelagert ginn. A mir warnen och do virun enger schläichender Privatiséierung, déi eventuell kéint an der Schoul stattfannen. A wéi mer dat esou gäre maachen, erënnere mir och drun, dass all Persoun, déi an der Schoul fir de Lëtzebuerger Staat schafft, muss déi dräi administrativ Sprooche kënnen an eisen Aen.

Summa summarum: Ech si frou, dass deen éischte Projet, deen den Här Meisch presentéiert hat, dass en deen net duerchkrut, dass en huet missen zréckrudderen, dass deen ëmgeännert ginn ass, well dat hei ass elo besser wéi dat, wat am Ufank dostoung. Mee d'Realitéit ass awer nach ëmmer esou – an dat hu mer gemierkt an den Avisen –: D'ganzt Land ass am Fong géint dës Erhéijung op 18 Joer a mir sinn dat och, ausser eebe vläicht hei déi 32. Mee ech mengen, mir schléissen eis do un a mir wäerte géint dëst Gesetz stëmmen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dëse Projet de loi huet zum eenzege But, eise jonke Leit hir Scolaritéit vu 16 op 18 Joer eropzesetzen. Ursaach dovu wier, fir den Décrochage scolaire ze bekämpfen. Sou wäit, sou gutt. Mee als Alleréischt koum dëse Projet de loi aus heiterem Himmel an et stoung och näischt dovun an de Koalitiounsprogrammer. D'Majoritéit war an eisen Ae gradesou iwwerrascht wéi d'Oppositioun, woe mir ze behaapten. Mee wien an der Politick ass scho gär géint eng Mesür, déi de jonken Decrocheuren zeguttkënnt – wa se hinnen dann zeguttkënnt?

An hei komme mir dann op den zweete Mee: Ass dat doten da wierklech eng Mesür, fir jonk Decrocheuren opzefänken? Här President, mir sinn der Meenung, datt dat net de Fall ass. Well kommt, mir kucken eis emol d'Chifferen u vun eisen Decrocheuren a wéini se decrochéieren: 2019/20 waren et 1.670 Schüler, dat sinn 8,16 %, a just ronn een Drëttel sinn zwësche 16 an 18 Joer al – d'Chifferen aus der Pressekonferenz zum Bildungsbericht 2020/2021. Zwee Drëttel vun hinne sinn also méi al wéi 18 Joer an hunn eng Rei vun Extraronnen an eisem Schoulsystem gedréit.

Deene meeschten hire Frust virun der Schoul datéiert vu laanger Zäit, nämlech schonn aus dem Fondamental, do, wou alles ugeet. All Etüden, all Evaluatioune soe ganz kloer an däitlech – an dat ass och schonn hei vun enger Virriednerin gesot ginn –, datt déi Zäitspann zwëschen dem Cycle 2 an dem Cycle 3 ausschlaggeebend ass. Genau do geet d'Schéier auserneen a bis op 9e geet se ëmmer weider auserneen. Do déngt et och näischt, parallell Privatschoulen opzebauen oder eng Alphabetisatioun op Franséisch anzeféieren. Dat sinn alles just Drëpsen op de waarme Steen a kënnt just deenen zegutt, déi an engem bildungsnoe Stot opwuessen, awer nach ëmmer net deenen aneren.

D'Evaluatiounen, déi gemaach goufen a wou d'Resultater am Bildungsrapport stinn, oder och den Observatoire national de la qualité scolaire, deen eis eng Orientéierung zur Reduktioun vun den Inégalités scolaires duerch d'Origine sociale beschreift, soen eis scho jorelaang, datt et net nëmmen déi sëlleg Sprooche sinn, déi de Jonken am Wee stinn, well Méisproochegkeet misst definitiv en Atout sinn. Niewent Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch nach eng aner Mammesprooch ze kënnen, ass einfach phenomeenal, wann een dat richteg ugeet.

Villméi hunn dës Jonker e ganz aneren Handicap: „De sozioekonomeschen a sproochlechen Hannergrond spillt am Bezuch op de schoulesche Parcours vun de Schüler/innen nach ëmmer eng entscheedend Roll: Déi sozial Schéier geet am Lëtzebuerger Schoulsystem weider auserneen. De Schoulsystem gëtt der sozialer a kultureller Diversitéit vum Land net flächendeckend gerecht" – Extrait aus der Pressekonferenz zum Bildungsbericht 2021.

Dës Jonker kommen aus bildungsfriemen Elterenhaiser. Hir Inegalitéite baséieren op sozial-kulturellen an ökonomesche Krittären. Hei spille souwuel den Ausbildungsgrad wéi och de Beruff an d'Gehalt vun den Elteren eng grouss Roll, souwéi awer och de Migratiounshannergrond. Dës Elteren hu ganz oft kee Clou, wéi eise System, eise Schoulsystem, richteg funktionéiert, schwätze ganz oft hir eege Mammesprooch net richteg mat de Kanner, well se dervunner ausginn, datt et besser ass, iergendee franséische Kauderwelsch ze schwätzen, fir datt d'Kanner wéinstens eng Landessprooch vun Ufank u kënnen. Et huet och keen hinne gesot, datt et besser ass, hir Mammesprooch richteg mat de Kanner ze schwätzen, fir datt se kënnen eng aner Sprooch dropsetzen. Au contraire, si kréien nach e schlecht Gewësse gemaach!

Här President, eise Schoulsystem mat enger fréizäiteger Orientéierung am Fondamental op de Secondaire kënnt deem Ganzen och net entgéint. Hei gëtt nämlech net gekuckt, wat d'Atoute vun deene jonke Leit sinn, mee se ginn dohinner orientéiert, wat nach iwwregbleift no all den Echecken, déi si am Fondamental haten. Zwar ass déi Lëtzebuerger Bildungslandschaft an de leschte Jore méi villfälteg ginn, fir soi-disant …

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wann et e bësse méi roueg wier!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | … iwwert dee Wee fair Bildungschancë fir all Kand ze schafen. Zanter 2016 funktionéiere sou zum Beispill ëffentlech international Schoulen an alle Regioune vum Land. Hei ginn ënner anerem alternativ Alphabetiséierungssproochen ugebueden.

Eng éischt Evaluatioun, ob an a wéi engem Mooss déi ëffentlech international Schoulen eng Äntwert op d'Diversitéit vun der Lëtzebuerger Schoulpopulatioun sinn, ass gëschter presentéiert ginn. Dës Evaluatioun soll dann d'Grondlag si fir eng méi breet Diskussioun par rapport zu engem eventuelle Rapprochement tëschent dem traditionellen an dem internationale Schoulsystem. Ma da loosse mer dat emol ofwaarden!

Mee virun allem vergläiche mir hei Äppel mat Biren, dat ass och gëschter zum Deel gesot ginn. Déi Kanner, déi an dës Schoule ginn, sinn net d'Spigelbild vun der Gesellschaft, well se jo net flächendeckend aus enger Gemeng, aus engem Quartier sinn. Hei ass schonn eng Selektioun gemaach ginn. De Bericht seet eis och, datt déi Kanner aus sozioekonomesch schwaachen Haushalter net genuch an dëse Schoule representéiert sinn. Hei kommen och nëmme Kanner a Fro, déi eng universitär Ausbildung maache wëllen, well beruffsorientéiert sinn déi Schoulen net. Dat dierft et eigentlech och net ginn!

Här President, eng vun de Mesure-pharë vun dësem Projet de loi ass d'Schafe vun alternative Scolariséierungsstrukturen, de sougenannte CISPen, Centres d'insertion socio-professionnelle, an dës och nees ausserhalb vun der Reegelschoul iwwer ASBLe gereegelt. Et gëtt déi fir déi 12-Järeg, déi am Léierprozess schonn esou wäit hannendra sinn, dass se am normale Schoulsystem riskéieren ofzebriechen, an et gëtt déi fir Jonker ab 16, déi d'Handduch scho geworf hunn, mee déi elo solle gehollef kréien, eng Léier ze maachen.

Mee um Enn vun engem Parcours an engem CISP huet e Jonken nawell keen unerkannten Diplom. Hie kritt nämlech just eng Zertifizéierung fir verschidde Formatiounen an domat soll hien dann alt erëm zréck an d'Schoul an den normale System, fir do kënnen Diplomer an der Formation professionnelle ofzeschléissen. Dorobber muss een dann awer och nach Loscht hunn!

Här President, Dir héiert, zu wat dat heite féiert. Mir mussen d'Schrauwen do dréien, wou et Sënn mécht, an net eréischt, wann et scho laang ze spéit ass, wa fir déi Jonk keng Issuë méi do sinn, fir eppes kënnen ze léieren, wat hinne Spaass mécht. Dëse Projet de loi ass an eisen Aen dofir net grad de richtegen. Dofir menge mir, dass mir dësen net kënne matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt merci dem Rapporter fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Et gouf jo scho gesot: Duerch dëse Projet soll den Alter vun der Obligation scolaire vu 16 op 18 Joer eropgoen. An ech kann Iech elo schonn direkt soen: Als Piraten wäerte mer dee Projet net stëmmen, well dat Gesetz ass fir eis katastrophal an inakzeptabel!

„De Prozentsaz vum Décrochage scolaire läit bei iwwer 9 % an et ass dat erklärt Zil, en op ënner 9 % erofzekréien." Wann dat den Artikel 1 wär an de leschten Artikel, da géif ech dat och nach ënnerschreiwen. Dat wäert awer an eisen Aen net geschéien, wann een einfach de schoulflichtegen Alter eropsetzt. Dofir ass dat heite Gesetz fir eis Piraten einfach just e Wee, fir ze probéieren, déi offiziell Statistiken e bësse méi schéin ze maachen, se e bëssen ze poléieren an eis doduerch besser duerzestellen an ze weisen: „Jo, mee et si manner Jonker, déi decrochéieren" – well et decrochéiert ee jo da méi spéit!

Well de Problem vum Decrochage hänkt jo net nëmme mam Alter zesummen. D'Grënn, fir d'Schoul ofzebriechen, si ganz ënnerschiddlech an dacks fänken d'Problemer net eréischt am Secondaire, mee schonn am Fondamental un, also dann, wann d'Kanner nach méi kleng sinn. Déi Problemer ginn da vun engem Joer an dat nächst Joer mat weidergeschleeft, ouni datt se wierklech am Kär geléist ginn. Am Géigendeel: Dacks ginn d'Problemer mat de Joren zu engem ëmmer méi groussen an iergendwann oniwwerwannbaren Hindernis. Dowéinst sinn aner Mesüren de richtege Wee, fir den Décrochage scolaire ze bekämpfen, awer net déi heiten!

Am Géigendeel: Mir Piraten fäerten, datt duerch dëst Gesetz vill Jonker, déi elo schonns e Risiko hunn, fir an der Schoul ze echouéieren, ofzebriechen, nach an hirer Positioun kéinte bestäerkt ginn. An da bréngt dat nach en anere Problem mat sech, well och duerch eng méi laang Schoulflicht wäerten dës Schülerinnen a Schüler dann net méi laang d'Schoulbänk drécken. An dann, wa se dann d'Schoulflicht net respektéieren, wat geschitt dann? Ma da ginn d'Police, jo, d'Geriichter, d'Justiz involvéiert. Mir riskéieren also, datt mer doduerch och nach befeieren, datt jonk Leit, déi souwisou scho vill Problemer hunn, esou e grousst Hindernis gesinn, fir net méi an d'Schoul ze goen, och nach Problemer mat der Justiz kréien, jo, domadder weider Steng an de Wee geluecht kréien. An da kënne mer soen, datt mer gutt geschafft hunn, well dann hu mer genau de Géigendeel erreecht!

A mat dëser Positioun sti mer jo och net eleng do. Dat weisen déi verschidden Avisen, déi zu dësem Projet virleien. Fir eis ass mat all der Oppositioun onverständlech gewiescht, datt iwwerhaapt weider um Projet festgehale gouf. Et kann een iwwert dat politescht Derhannert schwätzen – mir hätten en anere Wee ageschloen. D'Kanner musse schonn am Fondamental besser encadréiert a betreit ginn, fir datt déi Problemer esou séier wéi méiglech bemierkt ginn an esou séier wéi méiglech kann am Interêt vum Kand intervenéiert ginn.

Mir mussen d'Problemer, zum Beispill d'Sproochebarriären, esou fréi wéi méiglech ugoen. Dozou gehéiert fir eis zum Beispill d'Alphabetisiérung an anere Sproochen, zum Beispill Franséisch oder Englesch.

Dozou gehéiert fir eis och, datt eng richteg Hausaufgabenhëllef ugebuede gëtt, an net just eng, déi zwar esou genannt gëtt, mee u sech am Prinzipp eng Surveillance ass oder – wéi dat zu menger Zäit an der Schoul nach geheescht huet – „de Silence".

Dozou gehéiert eng besser Orientéierung vun de Schülerinnen a Schüler an datt de Schülerinnen a Schüler méi fréi gewise gëtt, wat et u Beruffer a Méiglechkeete gëtt a wat am beschten zu hire Stäerkten an Interête passt. Well wa si mat engem festen Zil virun den Ae schaffen, dann ass och d'Motivatioun fir si méi grouss, well d'Schülerin oder de Schüler konkreet kann op en Zil hischaffen. An dat si just e puer Punkten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi een den Decrochage kéint bekämpfen.

Woumadder een en net bekämpft, ass, andeem een einfach de Leit seet: „Bleif nach zwee Joer méi laang an engem System, wou s du elo schonn den Echec virun der Nues hues!" Mir mussen also dergéint ukämpfen, datt Leit iwwerhaapt an eng Situatioun kommen, wou sech dee Bierg virun hinnen ëmmer méi optiermt. Mir mussen an eng Situatioun kommen, wou u sech jiddwereen eng Perspektiv gesäit, an dat maache mer net doduerjer, datt mer hinnen einfach soen: „Bleift méi laang hei!"

Deementspriechend wäerte mir dëse Projet och net matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ma merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, a merci all de Riedner hei. Mir schéngen eis eens ze sinn, datt mer eppes musse maache fir déi Jonk, déi aus ganz ënnerschiddlechen Ursaachen der Schoul fréizäiteg de Réck dréien. Mir mussen eppes maachen, fir se esou gutt wéi méiglech ze qualifizéieren, well mir musse kucken, datt se staark ginn, fir duerno als Erwuessener hir Responsabilitéite kënnen ze huelen am Beruffsliewen, am private Liewen, an der Gesellschaft.

Mir schéngen eis net ëmmer eens ze sinn, wat de richtege Wee dozou ass, mee dat ass och normal, datt een doriwwer kann a soll diskutéieren, an dofir fannen ech et och normal, datt ee sech, grad wann et ëm d'Obligation scolaire geet an d'Eropsetze vun där selwechter, domadder beschäftegt, well et ass sécherlech en Aschnëtt an d'Fräiheet vun engem jonke Mënsch, deen zwar nach mannerjäreg ass, mee wou de Staat seet: „Nee, du hues net méi all Choixméiglechkeeten, déi s de bis elo schonn ab 16 Joer has, an déi kriss de elo réischt ab 18 Joer!" An datt dat eis preoccupéiert, schéngt mer evident ze sinn. An datt mer do mussen ofweien tëschent ganz ënnerschiddlechen Interessien, do sinn ech frou, datt mer dat och hei an der Chamber maachen an datt mer dat net liichtfankeg maachen.

Op der anerer Säit wëll ech awer soen, datt mer mat dësem Gesetz och en Deel Moderniséierung vun eisem Schoulsystem weiderdreiwen, well wa mer – an ech mengen, d'Djuna Bernard huet et gesot gehat – an eis Nopeschlänner kucken, déi dräi Nopeschlänner, vill aner europäesch Länner, ënner anerem Portugal, dat mer gutt kennen, well mer ganz vill Schüler och vun do nach ëmmer heihinnerkréien, ass et haut normal, datt ee bis 18 Joer an d'Schoul geet, a Formatioun geet, deelweis an der Formatioun bleift. Dat hänkt virun allem mat den ënnerschiddleche Praxissen a Systemer an der Beruffsausbildung zesummen. An ech mengen, datt et Lëtzebuerg och gutt zu Gesiicht steet, an déi dote Richtung ze goen, do net abseits ze stoen, well och déi aner hate sécherlech gutt Grënn, wéi se déi dote Schrëtt gemaach hunn.

Den Decrochage ass eppes, wat e permanenten Effort erfuerdert, an ech ginn all deene Recht, déi soen: „Mir mussen op deem Punkt, op deem Punkt, op deem Punkt, op deem Punkt an op deem Punkt an op deem Punkt an op deem Punkt an op deem Punkt an och op deem Punkt weider usetzen." Ech mengen, op villem vun deem, wat hei diskutéiert gouf, maache mer och ëmmer nees hei ..., mécht d'Regierung ..., diskutéiere mer an der Chamber, probéiere mer schrëttweis och ëmmer nees weiderzekommen. Dat hei entbënnt eis net vun allen aneren Efforten, eise System ze verbesseren, weider ze moderniséieren, Methoden ze adaptéieren, fréi unzefänken, Vernetzung ze maache vu formaler an nonformaler Bildung, generell déi Jonk ze stäerken, se wuessen ze doen an ze kucken, datt se prett gi fir d'Liewen duerno – sécherlech net!

Déi Efforten, déi gemaach goufen an de leschte Joren a Joerzéngten, fir den Décrochage scolaire ze evitéieren, déi hunn och hir Friichte gedroen, well d'Chifferen, déi sinn och erofgaangen. Mir hunn awer och gemierkt, datt mer bei deenen ongefeier 9 % stagnéiert sinn an trotz alle weideren Efforten net méi richteg weiderkomm sinn.

An ee vun den zentrale Problemer läit awer nun emol dodranner, datt mer ouni Obligation scolaire e Jonken, dee mat 16 oder mat 17 Joer d'Schoul verléisst, komplett vum Radar verléieren. En ass net méi an iergendenger Mesür dran, e muss net méi op den Telefon goen, wa seng fréier Schoul oder iergendwellech aner Servicer, déi mer ganz ënnerschiddlech ugeluecht hunn, mat ënnerschiddleche Methode schaffen, probéieren, en ze kontaktéieren an zréck an eng Formatioun, an e Programm – well och där gëtt et haut scho ganz ënnerscheedlecher – ze kréien. An ech kéint jo nach domadder liewen, datt mer 600 Jonker an der Moyenne pro Joer hunn am Alter vu 16 a 17 Joer, déi d'Schoul ouni Ofschloss verloossen, wann déi allermeescht da gutt Fouss géife faassen an der Beruffswelt, Perspektiven do hätten, sech vläicht am Lifelong Learning kéinten eropschaffen. Dann, denken ech, bräichte mer hei net doriwwer ze schwätzen.

Erféiert, Dir Dammen an Dir Hären, war ech allerdéngs, wéi ech gesinn hunn, datt dat fir 88 % vun deene 600 am Alter vu 16 a 17 Joer net de Fall ass, datt déi net an der Sécurité sociale ugemellt sinn, datt se also kenger Aarbecht noginn an datt se och néierens bei eis am Ministère oder a soss an iergendenger Formatioun opgefall sinn. Dat heescht, mir schwätzen do vun de sougenannten NEETs, Not in Employment, Education or Training. Déi souzen doheem oder hu sech d'Zäit iergendwéi aneschters verdriwwen, mee net an enger Formatioun, net an enger Schoul an och net op der Aarbecht, an dofir denken ech, musse mer eis awer dorëms këmmeren, an et geet net duer ze soen: „Dat kann op ganz villen anere Punkte preventiv gemaach ginn", well sou einfach ass et och net!

Wéi ech e puer Deeg Minister war, krut ech – dat ass jo elo schonn eng Zäitchen hier – Besuch vun enger jonker Doktorandin vun der Uni.lu, déi hir Thees geschriwwen huet iwwer grad de Profill vun den Decrocheuren an eisem Schoulsystem. An et huet mer d'Aen opgemaach a kloer gewisen, datt et grad bei Decrocheuren eeben net nëmmen déi schoulesch Problemer sinn. Jo, dat kann e Facteur sinn. Jo, eng falsch Orientatioun, dat kann eng Ursaach sinn. Jo, Léierschwieregkeeten, och dat ass méiglech. Mee d'Resultat vun där Etüd war, datt et bei 50 % vun den Decrocheuren, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, éischter och e schlechte Gesondheetszoustand war, virun allem am Beräich vun der mentaler Gesondheet, an datt mer also och musse kucken, datt mer déi Jonk do aneschters kënne stäerken.

An dat interpelléiert eis jo ganz besonnesch nach eng Kéier, datt et och hei – an ech mengen, datt dat wierklech e staarke Punkt vun dësem Gesetzesprojet ass – net drëms geet, einfach déi Jonk an der selwechter Formatioun ze halen, an déi selwecht Schoul zréckzebréngen oder do festzehalen, mee datt mer hei gläichzäiteg – an ech denke wierklech, d'Djuna Bernard huet et richteg gesot – dem Staat d'Obligatioun operleeën, deementspriechend Strukturen ze schafen, déi besser adaptéiert sinn un déi Jonk, un hir Besoinen, och wat d'mental Gesondheet ubelaangt, wéi dat haut de Fall ass.

Well mer deen Encadrement ganz dacks an eise Schoulen …, wat grouss Strukture sinn, déi kloer hierarchesch organiséiert sinn, wou awer fir eng grouss Majoritéit dat absolutt kee Problem duerstellt, mee fir déi doten Zilgrupp stellt et e Problem duer an et kann eigentlech net deementspriechend adequat no hinne gekuckt ginn a se kënnen net an deem Mooss gestäerkt ginn.

Dofir wiisst mat der Schafung vun de Centres d'insertion socio-professionnelle jo och eppes zesummen, wat eigentlech grad benefique ka si fir déi dote Populatioun, fir eng extreem fragill Populatioun, wou nieft schoulesche Problemer familiär a sozial Problemer kënne bestoen, wéi gesot, mental gesondheetlech Problemer kënne bestoen, wou et dann drëms geet, natierlech weider schoulesch mat hinnen ze schaffen, se schoulesch net falen ze loossen, weiderhin ze kucken, Schrëtt fir Schrëtt ze maachen, vläicht an engem aneren Tempo, vläicht och aner Schrëtt a Richtung vun engem Ofschloss, datt een op d'mannst dat nach erreecht an där Zäit, déi ee mat hinne ka schaffen, an awer gläichzäiteg den Accent vill méi staark dorop leet, se psychosozial kënnen ze ënnerstëtzen an datt se eigentlech selwer emol erëm op d'Féiss kommen, selwer emol nees u sech gleewen a selwer nees kënnen e Plang developpéieren, wat se mat hirem Liewe wëlle maachen.

An dofir ass déi Vernetzung hei tëschent der Schoul an de Servicer an den Acteure vun der Aide à l'enfance esou wichteg a versprécht eigentlech ganz, ganz, ganz, ganz vill. An et ass dat eigentlech och d'Logik vum Ministère, vum MENJE, vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, wou mer d'Kompetenz hu mat och der Aide à l'enfance, fir grad och emol doheem ze ënnerstëtzen, fir eebe grad och de Jonken eng Kéier aneschters ze ënnerstëtzen, wéi dat reng schoulesch Servicer, och déi sozioedukativ an déi psychosozial Servicer an der Schoul, kënne maachen, well d'Erausfuerderung eng ganz, ganz aner ass. Da kommt, da loosse mer dach do, am Interessi vun deene Schülerinnen a Schüler, dat zesummewuessen, wat zesummegehéiert!

Ech denken och, datt een hei wierklech net vu Privatiséierung ka schwätzen. Mir mussen eis awer nach eng Kéier virun Ae féieren, wien déi Acteuren aus der Aide à l'enfance sinn. Dat sinn déi, déi all déi aner Aufgaben all Dag wouerhuelen am Beräich vun der Aide à l'enfance, déi d'Familljen doheem ënnerstëtzen, déi eenzel Kanner ënnerstëtzen, déi Kannerheemer bedreiwen, déi mat Flüchtlinge schaffen an déi all déi Strukturen do geréieren, déi ganz vill Crèchen a Maison-relaisen a Jugendhaiser queesch uechtert d'Land geréieren, déi direkt konventionéiert si mam Staat. De Finanzement ass staatlech ofgeséchert, de Kollektivvertrag ass een, deen och honoréiert gëtt vum Staat, deen also, ech denken, gutt Aarbechtskonditioune bitt. Do si mer jo ganz wäit ewech vun deem, wat een hei als Privatiséierung kéint bezeechnen.

Ech denken, datt mer hei e wichtege Schratt maachen, fir grad enger Schoulpopulatioun eppes unzebidden, déi soss ganz dacks vergiess ginn ass. Well maache mer eis näischt vir: Et war fir ganz vill Acteuren – an och verständlech – den einfachste Wee, wa se vläicht net méi erëmkomm sinn. Well deen, deen net méi erëmkënnt, deen huet d'Schoulcommunautéit virdrun heiansdo och richteg beschäftegt. Jo, et gëtt der och, déi a sech gekéiert waren an déi lues a lues a lues sech verabschit hunn, an et huet keen et matkritt. Mee et gëtt der och, déi eng richteg Erausfuerderung waren an der Schoul, an dann ass net jiddereen traureg, datt den normale Betrib an der Schoul och emol erëm eng Kéier ka weidergoen an datt ee sech fir déi 97, 98, 99 % vu Schülerinnen a Schüler weider kann asetzen, wann deen een oder aneren gefeelt huet, an et huet keen esou richteg gestéiert bis elo. Ech muss soen: Mech huet et gestéiert an dofir hunn ech trotz alle Kriticken un dësem Projet de loi, un der Käriddi festgehalen.

Ech muss soen, datt et sécherlech derwäert war, driwwer nozedenken, ob mer déi Dispens maachen, wann een awer en Aarbechtskontrakt kritt, datt een dann net der Obligation scolaire ënnerläit. Dat fannen ech e Schrëtt, deen absolutt vertrietbar ass. Ech fannen, datt mer duerno an deenen Diskussiounen, déi mer haten tëschent de politeschen Acteuren, mat de Beruffskummeren an aneren Acteuren, gutt Brécke gebaut hunn, fir deen Text hei besser ze maachen – dat ass wouer.

Ech muss awer och soen, datt déi awer zum Deel vehement Reaktioun op déi awer gutt Iddi, déi – an dat stëmmt net, wat hei gesot ginn ass – schonn am Koalitiounsaccord festgehale war an deem dote Mooss, datt mer eng Ausbildungsflicht wéilte maachen op Basis vun enger gudder Iddi, déi awer grouss Oppositioun am Ufank erfueren huet, mech schonn e bëssel che gewonnert huet, an et interpelléiert mech haut nach, wou déi Oppositioun ëmmer hierkomm ass

Mee dat ass haut Niewesaach: Wa mer dëse Projet gestëmmt kréien, da sollte mer kucken, dat och ëmzesetzen, eis déi dräi Joer Zäit ze ginn, fir deementspriechend Strukturen opzebauen. An dat ass vill opzebauen, mir schwätzen awer hei vun zweemol 500 oder iwwer 1000 Schülerinnen a Schüler, déi an héich spezialiséierte Strukturen och warscheinlech zum groussen Deel mussen accompagnéiert ginn. An dat ass eng Erausfuerderung, déi gi mer eigentlech hei u mat dëser Decisioun an déi erleeë mer dem Staat op fir déi nächst dräi Joer.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7977. Den Text steet am Document parlementaire 7977[16].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7977 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par Mme Barbara Agostino), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roy Reding fir den Depot vun enger Rei Modifikatioune vum Reglement.

Exposé

M. Roy Reding (Liberté Chérie), auteur | Jo, merci, Här President. Et ass u sech eng Propositioun vu Modifikatioun, déi effektiv dräi Punkten ëmfaasst:

Dat eent war: Op Ufro vun der CSV hu mer eis an der Reglementskommissioun beschäftegt mat der Roll vum Chamberspresident a senger néideger Neutralitéit.

Am Rame vun deenen Diskussioune si mer dann och op d'Neutralitéit vun der Chambersverwaltung ze schwätze komm, déi mer och wëlle ganz kloer festschreiwen, datt eis Verwaltung par rapport zu all Deputéierten, egal zu wat fir engem Grupp oder wat fir enger Sensibilitéit e gehéiert, neutral ze sinn huet.

An dat Drëtt, wat mer da maachen: D'Conférence des Présidents huet eng Nott gefrot bei der Cellule scientifique, an do geet et ëm d'Opnamen, den Enregistrement, vu Kommissiounssëtzungen, vum Bureau an och vun der Conférence des Présidents.

Voilà, mir wäerten deen Text ganz geschwënn elo diskutéieren an normalerweis nächst Woch nach kënnen hei an de Plenum bréngen.

Ech soen Iech Merci.

8273 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Président, à l'Administration parlementaire et à l'enregistrement des réunions des commissions, du Bureau et de la Conférence des Présidents

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Marc Goergen fir den Depot vun enger Motioun. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Bekanntlech gëtt et doënne bei mir am Eck am Moment vill Diskussiounen iwwert de Busreseau vum TICE. An et ass mer en Uleies, dass mer do als Chamber eise Support géifen ausschwätzen. A well mer de Mëtteg bei engem Punkt iwwert d'Busse wäerte schwätzen, wou den Här Bausch och wäert present sinn, wollt ech de Moien dës Motioun deposéieren, fir dass sech alleguer déi eenzel Fraktioune scho kënnen e puer Gedanke maachen, wéi mer eise Support kënnen ausschwätzen.

Dofir froen ech an der Motioun, dass weiderhin d'finanziell Moyene vum TICE solle bestoe bleiwen an net gekierzt ginn, wéi et am Moment vun der Regierung ugefrot ginn ass, an dass de Reseau vum TICE esou soll bestoe bleiwen, wéi en am Moment bedriwwe gëtt.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Aus engem Schreiwes vun der Personaldelegatioun vum TICE geet ervir, dass déi bestoend Konventioun bis 2024, tëscht dem TICE an dem Ministère fir Mobilitéit, net méi soll verlängert ginn.

– Am Schreiwes gëtt erkläert, dass verschidde Linnen net méi solle subventionéiert ginn.

– Den TICE-Reseau ass ouni d'Ënnerstëtzung vum Staat net finanziell ze stemmen.

– Ouni déi weider voll Ënnerstëtzung vum Staat kéint et zum Sträiche vu Linne kommen an Aarbechtsplaze missten ofgebaut ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. fir d'Konventioun mam TICE och no 2024 weiderlafen ze loossen, dëst ouni Sträiche vu finanziellen Hëllefen;

2. fir den TICE-Reseau gradewéi den RGTR weider ze förderen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

6. Débat de consultation sur le rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Da kéime mer elo zum leschte Punkt vun eisem Odre du jour, der Consultatiounsdebatt iwwert de Rapport vum Spezialfong fir de Logement. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, d'Madamm Barbara Agostino, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Logementsminister, den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Jo, merci, Här President. Ech si frou, de Moien den drëtten Debat vun eisem Fonds spécial hei kënnen ze debattéieren. Et ass e wichtege Rapport, well e beschreift e bëssen eis konsequent Politick, fir den ëffentlechen erschwéngleche Wunnengsbau hei am Land weiderzebréngen, an dat hu mer och déi lescht fënnef Joer bewisen.

Dofir wollt ech awer och profitéieren, fir e klenge Réckbléck ze maachen an dat a siwe Punkte kënnen ze developpéieren, ouni awer hei e grousse Bilan wëllen ze zéien. Dofir kommen ech och direkt bei den éischte Punkt, dee seet, dass dat, wat mer op d'Schinn gesat hunn, wierklech an eng gutt a richteg Richtung féiert. Well eleng wann een d'Zuele kuckt vun de leschten zwee Joer, ass duerch déi massiv Energie, déi mer dragestach hunn, an och déi Suen, déi mer dragestach hunn, den ëffentleche Wunnengsbau, de bezuelbare Wunnengsbau, insbesondere an enger Spart, nämlech an der Locatioun, ëm 14 % an d'Luucht gaangen.

Domat ass de Problem nach laang, nach ganz laang net geléist, mee de Paradigmewiessel hu mer agelaut, dass mer, wa mer e kollektiven Effort maachen, dat vu staatlecher a kommunaler Säit, dat Zil – an dat solle mer net aus den Ae verléieren –, eng Kéier op déi 20 % bezuelbar Wunnengen an der ëffentlecher Hand respektiv an der Hand vum soziale Secteur ze kommen, erreechen. Dat ass awer guer keng Selbstverständlechkeet an dofir brauche mer d'Ënnerstëtzung vun der ganzer Chamber, fir dat och an Zukunft kënnen unzepaken.

Erlaabt mer just, e puer Zuelen erauszehuelen, wat déi lescht, jo, 30, 40 Joer an den ëffentleche Wunnengsbau investéiert gouf, nämlech d'Zuelen, déi an de Rapporte kënnen nogelies ginn, déi weisen, dass et awer laang gedauert huet, bis mer déi massiv Investitioune gemaach hunn. Sou sinn an de Joren 1990–2013 an der Moyenne 23 Milliounen an den ëffentleche Wunnengsbau investéiert ginn. Déi lescht Regierung, dat heescht also 2014–2018, sinn et der scho 50 Milliioune gewiescht. An dës Kéier hu mer wierklech en Effort gemaach a mir konnten dat sechsmol méi héich gestalte vis-à-vis vun de Joren an den 90er- an an den 2000er-Joren. Mir sinn nämlech haut op enger Moyenne vun 140 Milliounen Euro.

Jo, d'ëffentlech Hand ka liwweren an huet och hei schonn net schlecht geliwwert. Mat 190 Milliounen, déi dëst Joer warscheinlech kënnen ausgi ginn, fir den ëffentleche Wunnengsbau no vir ze bréngen, maache mer e gudde Schrëtt no vir, mee d'Enn ass bei Wäitem nach net erreecht. Dofir hoffen ech ... a mir wäerten och an den nächste Joren op eng hallef Milliard Investitioun an den ëffentleche Wunnengsbau kommen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An da kënne mer déi 1.000 Wunnenge pro Joer bezuelbar an awer och bezuelbar bleiwend halen an dem ëffentleche Wunnengsbau. An dat ass en zweete Paradigmewiessel, dee ganz wichteg ass, deen dës Regierung generaliséiert huet.

Wou komme mer awer hier? Et ass net vun näischt, dass mer an déi Richtung hu misse goen, well d'Demandespolitick vun de leschte Joerzéngten huet awer net dat néidegt Resultat fonnt. Mir sinn och international ëmmer erëm an all Rapport, dee mer international kritt hunn, hannerfrot ginn: Firwat maacht Dir nach ëmmer déi staark Offerpolitick statt eng Orientéierung op d'Demande? Och do e puer Zuelen: Dir wësst kloer, dass mer iwwert d'TVA Logement iwwer, jo, 2 Milliarden an de Joren 1990–2010 ... Weider Milliarden hu mer Dépenses fiscales: Amortissement accéléré, Quart-taux, dee mer a sech nach ni sou kritesch hannerfrot hunn, an d'Effikassitéit, ob da wierklech abordabel Wunnengen erauskomm sinn. A leider musse mer awer feststellen, dass dat net passéiert war.

Grad an de leschte 15 Joer hu mer gesinn, datt déi Demandespolitick ganz staark derzou bäigedroen huet, datt d'Präisser deels exponentiell an d'Luucht gaange sinn an datt souwuel den Neibau – jo, den Neibau hätt ee vläicht kënne verstoen – wéi och de Bestand gläichzäiteg mat an d'Luucht gaange sinn, ugeheizt natierlech vun enger Null-Zëns-Politick déi lescht Joren. Dat huet sécherlech och als weideren Ausléiser dozou gefouert, mat dramatesche Konsequenzen, dat wësse mer, fir ganz, ganz vill Leit, sief et beim Kaf oder sief et fir déi, déi an enger Loyerssituatioun sinn. An dat ass och eng Konsequenz fir de Wuelstand hei am Land an och eng Konsequenz fir d'Verdeelung vun deem Wuelstand, dee mer hei am Land hunn.

Dobäi koum natierlech elo déi lescht dräi Joer eng Dramatik. Duerch d'Covidkris, Liwwerketteschwieregkeeten an duerch de Krich si mer an eng Präisexplosioun komm, déi Schluss gemaach huet mat enger niddreger Zënspolitick an déi dann zu enger ganz staarker Zënserhéijung gefouert huet, insbesondere déi lescht zwee Joer. Dat war u sech esou e Ponzi-Scheema – Dir wësst, wou sech d'Geld selwer erëm investéiert an dat Ganzt – an dat huet sech héichgespillt, dass mer zu deem Resultat komm sinn. Et war en Doping u sech, dee mer gemaach hunn, ouni awer dann direkt d'Resultat zalbar oder bezuelbar an deene Beräicher ze hunn. D'Resultat kenne mer: De VEFA ass agebrach – VEFA, also Kafen um Plang – an d'Betriber, jo, froen, jäizen no Hëllefen, fir dass se net a Kuerzaarbecht geroden.

Mee ech muss awer och soen: Et ass net déi éischt Kéier an eiser Geschicht, dass mer esou Präisschwankungen am Wunnengsbau hunn. Dat war 2008 – Dir kënnt Iech erënneren, dat ass ganz present a rezent gewiescht –, 1992, 1982 an natierlech och an de 70er-Joren ass et dozou komm. Et huet ëmmer zu enger Präiskorrektur gefouert, mee ëmmer huet dat awer och grouss Problemer bei de Leit ausgeléist. Ugefaangen natierlech beim Bau: D'Aktivitéite ginn erof, Kuerzaarbecht gëtt riskéiert an natierlech déi Leit, déi haut wëlle kafen oder rezent kaf hunn oder wëlle verkafen, kommen hei an en Dilemma. An ech hoffen, dass eis Banken och do Nachsicht hunn an hëllefen, déi Iwwergangssituatioun hei och ze begleede bei deenen erhéichten Zënsen.

Dofir sinn ech immens frou an ech hoffen, dass mer d'nächst Woch eng ganz breet Zoustëmmung fanne fir déi Aides individuelles, well déi hëllefe grad elo an dëser Situatioun duerch eng staark Erhéijung vun den Zënssubventiounen. Natierlech hu mer och d'Eligibilitéit méi breet gemaach, an dat wäert eng substanziell Hëllef ginn. Dofir hei schonn hoffentlech e Merci fir déi Ënnerstëtzung an der Chamber.

En drëtte Punkt ass dann natierlech wichteg elo grad: dass mer déi lescht Joren ugefaangen hunn, massiv an den ëffentleche Wunnengsbau ze investéieren. An dat brengt elo zumindest e Message fir d'Industrie, fir d'Handwierk, dass mer do sinn, fir weider ze investéieren. Et war zwar verwonnerlech, dass déi lescht Jore kee komm ass an eisem Ministère ugebueden huet, fir erschwéngleche Wunnengsbau ze bauen, dee vläicht op d'Margë verzicht hätt, well et wier gutt fir eis Ekonomie gewiescht, fir d'Handwierksbetriber, fir d'Banken,

well och déi brauche bezuelbare Wunnengsbau fir hir eege Mataarbechter.

Bon, och dat huet gewiesselt. Jo, eng Rëtsch spekulativ Projete wäerten net méi esou kënne weidergefouert ginn, an dofir ass et gutt, datt de Staat och probéiert, eng Rei vu private Projeten an der VEFA ze kafen, wëssend, dass dat eng länger Diskussioun a länger Prozedur ass, bis et schlussendlech beim Nottär lant, fir kënnen ënnerschriwwen ze ginn. Dofir ass et esou wichteg, dass souwuel d'SNHBM an de Fonds du logement weider investéieren an nach weider drop drécken, well all Dag diskutéiere mer driwwer, wéi mer déi Projete wierklech kënne beschleunegen, fir dass mer och hei dat Resultat kréien: éischtens, déi Suen ëmzesetzen, an zweetens awer och, déi néideg Wunnengen um Terrain ze kréien. Den Tempo ass virginn an et ass wichteg, dass mer an dësem Moment déi antizyklesch Politick bedreiwen an doduerch och eng ganz Rei bezuelbar Wunnenge kënne kreéieren, awer gläichzäiteg d'Aktivitéiten am Bausecteur bäibehalen.

Alles dat ass d'Resultat, wat een och an deem Rapport vum Fonds spécial hei kann noliesen. Ëffentlech Gelder an d'Wunnengen, fir de Kaf, fir ze bauen an ze renovéieren, sinn also elo ganz wichteg. Et hält Aarbechtsaktivitéiten am Handwierk a schaaft virun allem erschwénglech Wunnengen. An déi Zuele sinn opgelëscht am Fonds spécial – fir d'drëtt. Mir sinn op Ureegunge vun enger Rei vun Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, ëmmer méi no un der Realitéit an deem Fong.

An ech wëll Iech just déi puer Zuelen nennen, déi een hei zréckfënnt: Et sinn am Ganzen am Fong 3.306 konventionéiert Wunnengen an 261 Projeten. Et koume 464 neier derbäi am Joer 2022. Ëm 400 hu mer der geliwwert. 174 Millioune konnten ausgi ginn direkt am Joer 2022. 59 % vun deene Wunnenge gi mëttlerweil an d'abordabel Locatioun, wat wichteg ass. Mir hunn och 1,1 Hektar (veuillez lire: 11 Hektar) kaf, Potenzial fir 450 Wunnengen. Iwwregens, virun dräi Deeg konnte mer zesumme mam Finanzminister bei weideren Terraine vun 2,18 Hektar zouschloen, wou mer och e Volume vu 7,6 Millioune wäerten investéieren. An 88 % vun deene Wunnenge gi vun der ëffentlecher Hand gebaut, an dat ass fir mech de Staat eeben zesumme mat de Gemengen, déi dat am Alldag ëmsetzen.

Véierte Punkt ass: De Fonds spécial ass en Deel vun enger ganzer Maschinerie, déi huet missen op de Leescht geholl ginn. Éischtens, mir hunn d'Konventioun vun 20 op 40 Joer verlängert, ganz wichteg, well domadder hu mer d'office eng Verdueblung vun de Wunnenge kritt, déi an d'Locatioun gaange sinn, an et war jo awer och selbstverständlech, dass d'Ekonomie … oder dass déi Projeten, wou mir 75 % subventionéieren, eng sozial Bindung vu mindestens 40 Joer ophalen.

Dann de Cahier des charges, deen an der Diskussioun war: E bleift awer e wichtegt Instrument, fir eng Planungssécherheet ze ginn, och e wichtege Bestanddeel vun dësem Fonds spécial, deen och lafend ëmmer wäert ugepasst ginn. Dëst Joer wäerten och mat neien Typologien … respektiv präislech musse mer upassen, fir der Evolutioun dobausse kënne gerecht ze ginn. De Cahier des charges huet mat sech bruecht, dass mer eng Ekipp, eng Rei vun Ekippen um Ministère hunn, fir de Gemengen, fir de Promoteuren, de Promoteurs sociaux kënnen entgéintzekommen.

Dat huet eis och erlaabt – an déi si jo och resüméiert op der Säit 32 am Rapport –, déi grouss Projet-d'enverguren – sechs konnte mer hei stëmmen an dofir nach eng Kéier merci, well hei hu mer vill Ënnerstëtzung fonnt – kënnen ëmzesetzen. Dat ware jo Finanzéierungsprojeten. Dat si sechs grouss Chantieren. Bis 2030 sinn dat 1.800 Wunnengen an doriwwer eraus kommen nach eng Kéier 2.000 Wunnengen derbäi. Dat ass de Grondsteen, fir weider 3.000 Wunnengen, déi do dra sinn.

Wat am Fonds spécial och zréckzefannen ass, ass de fënnefte Punkt, dat ass de Pacte Logement. Dat erlaabt nämlech, och d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge méi konkreet, awer och noweislech mat Suen a Projeten duerzeleeën. Natierlech sinn do eng Rei Diskussiounen ze féieren, ëmmer erëm Diskussiounen ëm de PAP, ëm d'Densitéit, och zesummen d'Abannung vun de Bierger, wann e Projet méi héich gëtt, wéi a sech geduecht. Sou musse mer dat – och déi Virurteeler, déi do opkommen – opfänken dès le début, fir héich a gutt Projete kënnen ze maachen.

An ech huelen d'Beispill Diddeleng, wou mer an d'Diskussioun komm sinn, well urspréinglech waren 950 Wunnenge geplangt. D'Resultat ass, dass mer elo 1.575 Wunnengen do hunn. A wann ee kuckt, wéi vill Sue mer nach investéieren zu Diddeleng, bis mer iwwerhaapt Wunnenge kënne bauen, nämlech fir d'Sanéierung an d'Erhalung vun Industriekultur, dat ass eleng 300 Milliounen. Wa mer dat duerch 950 dividéieren, ass dat pro Haus oder pro Wunneng 300 Milliounen (veuillez lire: 300.000). Et kann ee soen, déi 950 waren e bësse Gepiddels. Wann een dat esou héiert, dann hu mer dat hei awer an d'Luucht gemaach. Ech géif mer souguer wënschen, dass mer nach eng Kéier an d'Diskussioun ginn, fir vläicht d'Potenzial an d'Luucht ze setzen.

Et ass also Loft no uewen, an dofir ass de Pacte Logement dat richtegt Instrument, fir zesumme mat de Gemengen ze diskutéieren an och hinnen eng Hand ze reechen, fir dat ëmzesetzen. Am Rapport fannt Der nämlech och dat, wat mer u Suen ausginn hunn. Mir hunn der 25 Milliounen ausbezuelt, da komme mer sou lues erëm op dee Chiffer, dee mer am Pacte Logement 1.0 haten. Do hate mer 40 Milliounen. Deen ass awer gebonnen un e Resultat, dofir sinn déi Suen, déi elo gefloss sinn, nëmmen un déi Gemenge gaangen, déi de PAL scho gemaach hunn. Dat sinn der 43. 56 sinn äifreg um Ëmsetzen, well ech kréien elo doduerch, dass d'Walen eriwwer sinn, gottseidank all déi PALen zougeschéckt, déi dann eebe virun der Wal plus ou moins scho bal fäerdeg waren. Hei schwätze mer nach vun 99 Gemengen am Rapport, wëssend, dass zwou Gemenge jo fusionéiert hunn (veuillez lire: wëssend, dass et jo zwou Gemengefusioune gouf). Mir hunn elo 97 Gemengen en tout, déi ënnerschriwwen hunn, dräi feelen der nach. An ech hoffen, dass mer déi dräi och nach an d'Boot kréien.

Wat awer wichteg ass, ass, dass an deem Pacte Logement 2.0 par rapport zum Pacte Logement 1.0 d'Berodung derbäikomm ass, déi wichteg war, well déi gefrot ginn ass, an datt dat derzou gefouert huet, dass net nëmme Sue gefloss sinn, mee déi si gebonnen un d'Ëmsetzung vu Wunnengsbauprojeten. An dofir hu mer jo och de Betrag, deen et pro abordabel Wunneng gëtt an der Gemeng, vun 19.000 op 25.000 an d'Luucht gesat a gläichzäiteg, an dat ass dat Wichtegst, mengen ech, wa se sech un de Krittär elo nach vun dem Reglement vun 1998 halen, da kréie se zousätzlech 2.500 Euro. An dat, mengen ech, ass ganz wichteg.

Ech gesinn dofir, wann ech déi sëlleg Deklaratioune vun de Gemengen, neie Gemengeréit liesen, dass wierklech de Wëllen do ass, déi Politick och gläichzäiteg an de Gemengen ëmzesetzen. An all déi Diskussiounen, déi ech mat de Gemenge féieren, weisen an déi Richtung hin, dass d'Gemengen dat Signal vun deem Paradigmewiessel, dass mir Sue mussen an de Grapp huelen, fir kënnen abordabel Wunnengen, insbesondere Locatioun, ze schafen, opgegraff hunn a si wäerten dat och entsprechend ëmsetzen.

Wichteg ass awer och dofir, zwee Wierder iwwert deen ze verléieren – an dat ass de sechste Punkt –, deen a sech déi Wunnengen herno verdeelt. Dat ass de sougenannte „Bailleur social", deen och misst hei ernimmt ginn, well en och Sue kritt mat deem Projet de loi, dee mer nächst Woch stëmmen. Well et ass deen, deen déi Wunnengen all verdeelt, et ass deen, dee kuckt, dass Equitabilitéit do ass, et ass deen, dee kuckt, dass d'Wunnengen dohi kommen, bei déi Leit, déi et am meeschte brauchen.

Dir wësst, haut hu mer jo ënnerschiddlech Krittären. De Fonds du logement kritt esou vill, d'SNHBM, d'ASBLen hu missen iwwert de Loyer kucken, dass dat opgeet. An dat, mengen ech, ass net richteg gewiescht. Mir mussen no der Bedürftegkeet vun dem Eenzelnen, deen an der Wunneng wunnt, de Facteur vum Loyer berechnen, dann huet en eeben e Loyer vu 5, 6 oder 7 Euro an de Rescht, dat musse mir iwwerhuelen, muss de Staat kompenséieren, soudass déi ASBLen, Gemengen oder wien och ëmmer do kann anstänneg funktionéieren. An dofir hu mer déi Ongerechtegkeet, géif ech soen, Ongläichbehandlung an de Konventiounen opgehuewen an dofir ass dat Gesetz vun nächster Woch esou wichteg.

Zum Schluss dann als siwente Punkt d'Perspektiven: Et ass de kollektiven Effort … an do sinn ech och frou, ech hoffen, dass déi Motioun, déi elo hei dem Ministère d'Erlabnis gëtt, weiderhin an den ëffentleche Wunnengsbau ze investéieren, unanime gedroe gëtt, wéi dat d'lescht Joer oder och déi Jore virdrun de Fall war. Dat weist, dass mer zumindest parteiiwwergräifend an dem Invest vu bezuelbare Wunnengen um richtege Wee sinn a kollektiv do eruginn.

Dofir vläicht just eng Klamer: Mir hu jo elo, mengen ech, mat nächster Woch villes am Logement ëmgesat. Eppes feelt fir mech, dat ass d'Virkafsrecht. Dat ass deposéiert, ass awer leider nach net ëmgesat. An ech muss awer och ee Wuert awer zum Bail à loyer soen. Deen hätt d'Wunngemeinschaften awer besser gereegelt, hätt awer och de Loyer besser encadréiert. An een, deen d'Noutwennegkeet vun deem Gesetz net erkennt, dee souguer seet: „Hei, geheit en iergendwou hin, mee kommt net domat an d'Chamber!", dee verkennt, ignoréiert awer, dass de Moment ganz vill Leit mat niddregem Akommes, insbesondere a Cafészëmmeren oder Zëmmeren, ausgebeut ginn. A mir hu kee Schutz de Moment fir déi Leit. An dofir wär ech frou gewiescht, mir hätten do och nach kënnen iwwert den Avis vum Staatsrot hei d'Diskussioun féieren, ob dat Gesetz da wierklech wichteg wier. Ech mengen, et wär wichteg, well d'Präisser – dat hutt Der gesinn – ginn am Loyer ëm 11 % an d'Luucht a mir hunn net dat richtegt Instrument, fir do awer déi ze schützen, déi et am noutwendegsten hunn.

An dofir si mir ëmsou méi – an do nach eng Kéier en Opruff un eis alleguerten – gefuerdert, éischtens mir als Staat, ech als Representant jiddefalls vun deem Beräich, deen a menger Kompetenz läit. An ech gi jo ëmmer fir alles dann am Logement op eemol responsabel, awer an engem Beräich kënnt Der mech gären op d'Prouf setzen, dat ass den Invest, dee mer an den ëffentleche Wunnengsbau gemaach hunn. An do hu mer geliwwert! Ech hunn net eleng geliwwert, mir hunn zesumme geliwwert. Mir hunn zesumme geliwwert, mat de Gemengen, Hand an Hand a mir mussen déi Responsabilité partagée iwwert dës Chamber eraus och an déi nächst Chamber dann droen, wien et och ëmmer ass. Ech denken, dass et an dëser Politick keen anere Wee gëtt, fir wierklech e Stack vun abordabele Wunnengen ze erreechen, well et ass Inklusiounssozialpolitick. Mir huelen d'Leit mat an

d'Boot a mir grenze keen an eiser Gesellschaft aus. Dat ass en Optrag, dee mir als Staat hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, bon, ech mengen, haut schwätze mer iwwert de Fonds spécial du logement. De Logement, wéi mer et an de leschten Deeg och an de Sondagë gesinn hunn, ass eeben en Dauerbrenner iwwert déi lescht Joren. An dofir ass et wichteg, datt och haut nees eng Kéier iwwert dëse Spezialfong diskutéiert gëtt.

Et steet am Gesetz vun 2020, datt dëse Fong all Joer eng Kéier soll analyséiert an doriwwer diskutéiert soll ginn, an och an enger Motioun vun 2009, wou dann effektiv d'Cofibu d'Kontroll mécht vu Projeten, déi iwwer 10 Milliounen Invest leien, wéi dat iwwert d'Jore scho bei den Travaux publics bei de Grands projets d'infrastructure de Fall war. Dofir, mengen ech, ass dat e wichtegen Akt an och e wichtegen Exercice, dee mer haut hei maachen.

Une voix | D'Comexbu.

M. Marc Lies (CSV) | Comexbu, pardon, merci fir d'Berichtegung.

Dofir, datt mer deen Exercice haut hei maachen, dat ass richteg a wichteg.

Ech wéilt dem Minister hei awer direkt soen, wann e seng Retrospektiv mécht, eng Retrospektiv, déi bis 2013 geet: Déi Retrospektiv do ass vläicht intellektuell net ganz éierlech. Bon, 2013, mir wësse jo, wat dat fir en Datum ass a firwat déi Retrospektiv och gemaach ginn ass. Wa gesot gëtt, datt iwwert d'Jore just esou vill Milliounen investéiert gi sinn, dat virun 10, 15 oder 20 Joer, mengen ech, sollt een dat awer e bëssen a Relatioun setzen. Virun 20 Joer: Eischtens emol déi ganz Indexatioun vun deemools bis haut. Zweetens, wann een déi Beträg vun deemools kuckt an et kuckt een de Gesamtbudget, dann ass dat prozentual sécherlech net ganz wäit vun deem, wat haut och an de Wunnengsbau investéiert gëtt.

Ech hu virun enger Rei vu Joren emol den Exercice gemaach, fir ze kucken, wat vun erschwéngleche Wunnengen iwwert d'Jore gebaut ginn ass. A wann ech do de Constat maachen, da leie mer net wäit vun deem, wat och haut pro Joer realiséiert gëtt. Et muss een eppes soen, nämlech datt virun enger Rei vu Joren, besonnesch ënnert der Direktioun vum Guy Entringer, d'SNHBM hir Effectiver extreem an d'Luucht gesat hunn an doduerch dann och vill méi Wunnengen iwwer eng SNHBM iwwert d'Jore gebaut gi sinn, wat, mengen ech, och e richtegen Effort an och e richtegen Exercice war. Dofir mengen ech, sollt een dat Ganzt e bëssen a Relatioun setzen an net ëmmer déi Retrospektiv an de Bashing vu virun enger Rei vu Jore maachen. Dat just gesot, wat dann effektiv d'Remarke vum Minister ugeet.

Ech wëll eng aner Remark maachen, dat ass déi iwwert d'Funktiounsweis awer och hei an der Chamber respektiv wéi mat verschiddenen Oppositiounsdeputéierten an de jeeweilege Chamberskommissiounen ëmgaange gëtt. De Logement, wéi ech virdru scho gesot hunn, ass, mengen ech, eng vun de gréissten Erausfuerderungen an dëse Joren, an de leschte Joren, awer och an den nächste Joren. An dofir mengen ech, wär et wichteg, datt och an der Kommissioun, wa Froe gestallt ginn, datt een dat au sérieux hëlt, och wa Froe vläicht zweemol gestallt ginn, vläicht ënner enger anerer Interpretatioun, datt et awer net dorëms geet, fir dann ze soen: „Et geet elo duer, mir halen elo op. Et ass alles gesot, et ass schonn alles gefrot." Ech mengen, dat ass an engem Haus wéi der Chamber, wou d'Demokratie héichgehale soll ginn, Dialog, Participatioun, Transparenz an de Respekt, dee Moment net onbedéngt erfuerdert.

An et kënnt mir vir, als wär effektiv da genau déi Presidence, als wär méi de „Basta"-Prinzipp erfuerdert iwwert déi lescht Méint a Joren hei an der Chamber. Besonnesch och ee Riedner, deen zur „Basta"-Fraktioun dann dee Moment gehéiert, dat ass de Spëtzekandidat vun der grénger Partei an der Stad. Dofir dat just gesot, ech fannen dat net normal an dee Moment net gutt, datt engem Deputéierten, och wann et vun der Oppositioun ass, dann effektiv oft d'Wuert geholl gëtt.

Ech wéilt den Här Minister awer do eraushuelen, well d'lescht Woch an där Kommissiounssëtzung, wéi et hei ëm de Fong gaangen ass, huet de Minister gesot: „Ech sinn hei, ech hunn Zäit an ech géif gär doriwwer diskutéieren." Dofir, merci, Här Minister, datt Dir Iech wéinstens Zäit geholl hutt, och wann dat Verschiddener vun Äre Leit net ëmmer sou gesinn! Voilà, an deem Sënn nach eng Kéier dem Minister merci fir déi Ënnerstëtzung, dann awer och fir déi Froen, déi hien d'lescht Woch beäntwert huet, wéi et ëm dëse Fong gaangen ass.

Dir hutt et gesot, Här Minister: De Fong ass geschaaft ginn, fir méi Transparenz ze schafen. Ech muss Iech awer, éierlech gesot, soen: Wann ech d'Zuelen eng Kéier analyséieren, da soen ech och: „eventuell méi Transparenz", well ech hunn d'Zuele vum leschte Joer, vun dësem Joer analyséiert. D'lescht Joer stoungen am Fong 4.420 Wunnengen, déi sollte fäerdeggestallt gi bis 2026. Dëst Joer elo stinn 3.900 Wunnengen am Fong, déi solle bis 2027 fäerdeggestallt ginn. Do feelen op eemol 570 Wunnengen (veuillez lire: 520 Wunnengen). Rechent een déi 3.900 Wunnengen op 2027, da géife pro Joer 780 erschwénglech Wunnenge fäerdeggestallt ginn. Här Minister, d'lescht Joer waren et der 387!

Bon, dat ass praktesch dat Duebelt, wat vun engem op dat anert Joer soll fäerdeggestallt ginn. Wien dat soll maachen, wou et soll geschéien, bon, ech mengen, déi Fro, déi muss ee sech stellen. Kuckt een dann awer, wat vu Projeten oder vu Wunnengen konventionéiert ass: Et sinn 261 Projete konventionéiert, an do sollen 3.306 konventionéiert Wunnenge geschaaft ginn. Op där anerer Säit, do steet 3.900. Bon, wou ass elo effektiv déi Diskrepanz vun deene 600 Wunnengen?

Also, ech muss Iech éierlech gesot soen: Ech kréien d'Enner net beieneen. Sinn do Zueleverdréier? Oder wat ass déi eng Zuel, wat ass déi aner Zuel? Mir haten och an der Kommissiounssëtzung gefrot, datt mer sollten e Rapport kréien iwwert déi Wunnengen, déi beispillsweis d'lescht Joer fäerdeggestallt gi sinn, vu wiem an och wou se gebaut gi sinn, fir dat dann och e bësse méi detailléiert an e bësse méi transparent ze gesinn.

Dat selwecht dann och fir d'Projektioun vun deene Projeten, déi da konventionéiert sinn. Wou a vu wiem a wéini solle se gebaut ginn? Ech kann Iech just soen: Am „Programme de construction d'ensembles", deen eigentlech de Virgänger war vun dësem Fong, do stoung e bësse méi detailléiert dran, wat fir eng Projete wou sollten ëmgesat ginn. D'Joreszäit respektiv d'Frist, déi stoung och net dran. Mee an dësem Rapport, Här Minister, sti se och net dran! Dofir, mengen ech, muss een effektiv och d'Transparenz hei e bëssen a Fro stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir op d'Transparenz an déi éierlech Kommunikatioun elo a Virwalzäiten och do nach anzegoen, sinn ech allerdéngs bass erstaunt iwwer verschidden Aussoen, déi ech elo an deene leschten Deeg an der Press gelies an awer och héieren hunn. Bon, ech hu mir d'Ae misse reiwen elo virun e puer Deeg no dem Kongress vun der Demokratescher Partei, wéi op eemol ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Très bien. Jo, jo, Här Baum.

(Interruption)

Do huet d'DP vun enger „Wunnengsbauoffensiv" geschwat.

M. Gilles Baum (DP) | Wëllt Dir déi net?

M. Marc Lies (CSV) | Ma, Här Baum, 2014 ... Den Här Bettel an d'Madamm Nagel hunn deemools vun enger „Wunnengsbauoffensiv" geschwat. Deemools den Här Bettel, Ufank 2014: ...

(Brouhaha)

... 10.500 Wunnengen, déi am Programme de construction d'ensembles stinn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Wou si se?!

M. Marc Lies (CSV) | Wou si se?

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Wou si se, déi 10.500? Déi sollten „im Eilverfahren" gebaut ginn. D'Madamm Nagel sot ëmmer: „O, elo si mir do. Elo rullt de Bagger!" An de Bagger ass gerullt. Soll ech Iech soen, wéi vill erschwénglech Wunnengen an deene leschten zéng Joer ...

(Interruption)

... vun deenen 10.500 fäerdeggestallt gi sinn? Knapps 3.000!

Wësst Der, wat d'Madamm Nagel gesot huet virun zéng Joer? Du sot se: „De Bagger wäert elo rullen." – „Wéini ginn déi Wunnengen da gebaut?" – Du sot se: „Jo, bis 2024." – „A sou! A wie baut déi dann?" – „Jo, d'Promoteurs publics. A sollte se net fäerdeggestallt gi bis 2024, déi 10.500, dann ass et d'Schold vun de Promoteurs publics."

(Interruption)

Dat kënnt Der noliesen, 2014 stoung iwwerall an der Press: „De Bagger rullt an d'Promoteurs publics, déi sollen elo liwweren."

Wat huet d'DP gemaach 2015? De Fonds du logement zerschloen!

(Interruption)

Dat war dee Promoteur, deen zu där Zäit déi meescht Wunnenge gebaut huet. De Fonds du logement war wärend véier Joer – véier Joer! – ineffektiv an huet haut nach ëmmer e bëssen un deem ze knabberen, wat da wärend véier Joer geschitt ass, wéi de Fonds du logement zerschloe ginn ass! Donc, à qui la faute?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, d'Wunnengsbaupräisser hu sech ënner Blo, Rout a Gréng ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Lies ...

M. Marc Lies (CSV) | ... an deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt. Wou bleift hei d'Responsabilitéit

vun eisem Premierminister, dem Här Bettel? Zéng Joer – méi wéi verduebelt!

Den Här Baum huet eng Fro. Ganz gär.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ok.

M. Gilles Baum (DP) | Soll ech se elo stellen oder herno? Ech stelle se elo.

(Hilarité)

Ech stelle se elo. Et ass eng relativ einfach, well mir hunn elo ... Dir hutt gesot, zéng Joer wär sou vill Logement abordable geschaaft ginn. Ech wollt Iech d'Fro stellen: De fréiere Premier hat 2002 de Logement zur „Chefsaach" erkläert.

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Baum (DP) | A wa mer elo einfach déi selwecht Zäitspan huelen – ech ginn Iech souguer nach ee Joer méi – vun 2002 bis 2013, wou den Här Juncker net méi Premier war, ech wollt Iech d'Fro stellen, wéi vill Logement abordable an deenen eelef Joer geschaaft gi wär – wann Der dat net wësst, kënnt Der dat jo gär nofroen – am Verglach zu deenen 3.000, déi Dir elo genannt hutt, an där Period, wou den Här Bettel Premier war.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Här Baum, ben, Dir schwätzt elo d'Responsabilitéit vum viregte Premier Juncker un. Mee ech mengen, no zéng Joer verfeelter Logementspolitick wär et och un dësem Regierungschef, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | ... Responsabilitéit ze iwwerhuelen an ze soen, datt effektiv dës Logementsbaupolitick – wat jo keng Bauoffensiv bis elo war, well se soll jo eréischt kommen ..., fir och do Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Also, wann ech gefillt 100 Joer de Logement gehat hätt, an Dir hutt d'Ministeren opgezielt kritt, da géif ech hei e bësse méi demüteg optrieden!

(Exclamations et brouhaha)

M. Marc Lies (CSV) | Här Baum, ech fuere virun.

Mme Octavie Modert (CSV) | Firwat spëtzt dat sech dann haut esou zou, de Problem?

M. Marc Lies (CSV) | Ech hu mir d'Aen nach vill méi geriwwen, wéi ech da gelies hunn, wat d'DP proposéiert huet. D'DP ass op eemol fir de Mietkauf! 2019 hunn ech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Proposition de loi eragereecht, fir de Mietkauf bei erschwéngleche Wunnengen anzeféieren. Äre Vertrieder deemools an der Kommissioun huet, wéi entre autres och dann de grénge Wunnengsbauminister, sech do dergéint ausgeschwat. Elo op eemol steet de Mietkauf am Walprogramm vun der DP!

Mee et geet weider! De Privatinvestisseur steet och elo op eemol am Walprogramm vun der DP, fir erschwénglech Mietwunnengen ze bauen. D'lescht Joer, wéi iwwert dëse Fong diskutéiert ginn ass ... Ech war leider net do. De Félix Eischen hat mech ersat an huet am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun eragereecht, wou mer gefrot hunn, datt effektiv soll gekuckt ginn, datt de Privatinvestisseur och beim erschwéngleche Mietwunnengsbau soll participéieren. Äre Spriecher deemools vun der DP huet sech do dergéint ausgeschwat. Mir hunn eng Motioun eragereecht. An ech kann Iech soen, mat wéi vill se votéiert ginn ass: 33-mol Nee! Dofir, virun engem Joer dat eent an elo dëst Joer op eemol dat anert!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Lies ...

M. Marc Lies (CSV) | Ech sinn nach net fäerdeg!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Lies, just eng Sekonn. Den Här Roth hat sech gemellt.

(Interruption)

Kee Problem. Här Roth, wann Der wëllt. Et war eng Reaktioun op eng Reaktioun.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hätt just eng Fro un den Här Baum. Hien huet elo d'Ahnengalerie erëm eng Kéier widderholl, déi deemools. De Xavier Bettel géintiwwer vun der CSV, déi hätten nach ... Den Här Wolter père ass nach ernimmt ginn, den Här Spautz père ass nach ernimmt ginn.

(Hilarité)

Mee ech stelle just eppes fest, an dat ass déi Fro, déi ech Iech stellen.

(Interruption)

Dir hat dach am Joer 2015 e Referendum gefrot. An do war eng vun deene Froen, dass e Minister sollt maximum zwou Legislaturperioden am Amt sinn, well duerno hätt hie keng Iddie méi. An do wollt ech Iech froen ... D'Lëtzebuerger haten deem zwar eng Ofso ginn. An do wollt ech Iech froen: Stitt Der nach ëmmer zu deem? Well wann Der an zwou Legislaturperiode keng Iddie virbruecht hutt, wéi sollt Dir dann nach an der nächster Legislaturperiod eng Iddi virbréngen, fir de Wunnengsbauproblem ze léisen?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech mengen, mir missten ...

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth ... Ech muss jo kënnen äntweren. Här Roth ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir kënnt äntwerten an da rezentréiere mer ...

M. Gilles Baum (DP) | ... eis op d'Debatt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... eis Debatt erëm ronderëm dat, ëm wat et geet. Ech ginn emol dervun aus ...

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, et ass relativ einfach: Mir stinn zu deem souveräne Vott an zu deem Resultat, wat d'Lëtzebuerger Vollek ginn huet.

(Exclamations et hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou. An elo huet den Här Lies d'Wuert an hien adresséiert sech un d'Chamber an u soss keen.

M. Marc Lies (CSV) | Här President, ech soen Iech villmools Merci, datt ech d'Wuert nees zréckkréien. Bon, wéi gesot, ech wollt awer virufueren, well ech hunn och bei der DP am Walprogramm gelies, et soll elo e Biergerfong geschaaft ginn. Ech hu mer d'Fro gestallt: Wat ass de Biergerfong? Virun e puer Wochen huet d'DP nach vum Pensiounsfong geschwat, datt do sollt ... Aus dem Pensiounsfong ass elo de Biergerfong ginn. Biergerfong, Pensiounsfong, ass dat elo dat selwecht oder ass et eppes aneres? Dat sief elo mol dohinnergestallt. Bon, ech mengen, mir kënnt et e bësse vir, als wär et en änleche Gadget wéi viru Joren d'Klimabank. Bon, ech mengen, mir wëssen, wat aus der Klimabank ginn ass: net ganz vill!

De Biergerfong, Här President, dat kann eigentlech just dat sinn, datt Privatinvestisseuren, also Geldgeeber, dann dee Moment och Suen huelen, fir dat an dee Fong dann ze leeën. Dat heescht, et brauch awer eng gesetzlech Basis, fir datt dat och ka begleet ginn. Dofir, ech froe mech éierlech gesot: Wat ass elo genau dee Biergerfong? Ech kéint just d'DP drop verweisen: Mir hunn am Juli 2021 als CSV-Fraktioun eng Proposition de loi gemaach, fir dann de privaten Investisseur mat an dat erschwénglecht Mietwunnengsboot ze huelen. Liest dat vläicht eng Kéier duerch, vläicht kritt Der do nach e puer nei Iddien!

Bon, da kommen ech bei eis léif Kolleege vun der grénger Partei, wou ...

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

Une voix | D'LSAP ass iwwerspronge ginn.

M. Marc Lies (CSV) | Nee, déi kënnt zum Schluss.

Plusieurs voix | A!

M. Marc Lies (CSV) | Déi kënnt zum Schluss.

(Hilarité)

Léif Gréng, bon, ech mengen, bei den Zueleverdréier ... Ben, dat hu mer virdru scho gesinn. Ech kommen duerno nach drop zréck, mee awer och mat Proposen. Ech mengen, eng Propos, datt 20 % erschwénglech Mietwunnenge solle kommen, ass eis alleguerten e Wonsch. Momentan sti mer bei 1,64 %. An do sollen an deenen nächste Joren 20 % draus ginn. Wou Der déi awer hierhuelt, dat ass mir net plausibel.

Ech ginn och hei e Rechebeispill: Mir sti momentan bei 251.000 Wunnengen, déi am Bestand sinn. Locatifs abordables sinn der 4.117, dat sinn 1,64 %. Alljoers solle 5.000, 6.000 Wunnenge gebaut ginn. Bon, anerer soe 7.000 oder 8.000. Gi mer dervun aus, wéi et momentan ass: Et ginn 300 erschwénglech Mietwunnengen d'Joer gebaut. Dat si 6 % vun deene 5.000, déi am Joer potentiellement géife gebaut ginn. Rechne mer dat elo op zéng Joer erop mat 5.000 Wunnengen, da géife 50.000 Wunnenge geschaaft ginn. Da komme mer op 301.000 Wunnengen, déi am Gesamtbestand sinn. Zéng Joer mat 300 erschwéngleche Mietwunnengen, da kommen ech op 3.000. Dat wieren da 7.117 erschwénglech Mietwunnengen. Dividéieren ech dat – no zéng Joer Bauzäit! – duerch déi 301.000, da kommen ech op 2,3 %. Bon, 20 % ass dat Zéngfacht. Dofir, wou effektiv elo déi 20 % sollen hierkommen ...

Et ass, mengen ech, eis alleguerten en Uleies, datt verstäerkt an déi Form vu Wunnengen investéiert gëtt. Dofir si mer eis alleguerten eens, datt dat och an Zukunft soll verstäerkt gemaach ginn. Just, déi Prognosen, déi Der hei maacht mat 20 %, schénge mer definitiv awer e bësse wäit vun der Realitéit fort ze sinn.

Déi léif Kolleege vun der LSAP, ...

(Exclamations et hilarité)

... bon, do hunn ech an deene leschten Deeg leider d'Méiglechkeet net gehat, fir vill ze liesen, well och net vill kommunizéiert ginn ass. Ech hunn et nogekuckt, ech hunn och näischt fonnt. Bon, ech mengen, d'LSAP hält sech genausou bedeckt, wat de Logement ugeet, wéi och déi lescht zéng Joer.

(Interruption)

Dofir, an deem Sënn, Dir Dammen an Dir Häre, elo zréck op de Spezialfong.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Wann een d'Zuele kuckt iwwert déi lescht Joren: 170 Milliounе fir d'Joer 2021 an dann 172 Milliounе fir d'Joer 2022, dat ass eng kleng Hausse, déi vun 2021 op 2022 gaangen ass. Ech mengen, mir sinn eis alleguerte bewosst, datt méi an den erschwéngleche Mietwunnengsbau soll

investéiert ginn. An all dat Geld ass och gutt investéiert.

Wat allerdéngs d'Projektiounen ugeet, Här Minister – ech hunn dat virdru scho gesot –: Ech verstinn déi Zuelen net esou richteg. Wann ech dann d'Joren 2023–2024 kucken an déi da mat dem leschte Joer vergläichen: 2022 sinn am Ganzen 170 Milliounen investéiert ginn, an et goufen 387 Wunnengen domat gebaut. Rechnen ech dat eng Kéier erof op eng Bruttofläch vun 100 Meterkaree a Baukäschte vun ëm 5.000 Euro de Meterkaree, wat à peu près der Realitéit entsprécht, an ech rechnen dat dann elo op 2023 héich, wat d'Prognose sinn, mat 236 Milliounen – an do sollen 650 Wunnenge realiséiert ginn. Éischtens emol froen ech mech, wien déi soll realiséieren. A wann ech dann de Budget kucke vun 236 Milliounen mat deem selwechten, wat ech elo just gesot hunn – 5.000 Euro pro Meterkaree op 100 Meterkaree Bruttofläch –, da kommen ech am Ganzen op 472 Wunnengen. Do ass och eng Diskrepanz vun 180 Wunnengen, déi feelen. Dofir, déi Zuelen, déi stëmmen iergendwéi net a passen och, wat d'Budgeten ugeet, net zesummen.

Ech kommen nach eng Kéier op de Projet um Kierchbierg zréck, wat d'Gebai K22 ugeet. 273,5 Milliounen, domat hätt een, mat deem Rechebeispill, wat ech Iech elo just gesot hunn, 574 Wunnenge (veuillez lire: 547 Wunnenge) kënne bauen! Dat muss ee sech op der Zong zergoe loossen: Mat 273,5 Milliounen Euro fir e Prestigeprojet hätte kënne 547 Wunnenge gebaut ginn. Dat, mengen ech, hätt eis alleguerte gutt zu Gesiicht gestanen, amplaz dëse Prestigeprojet domat ze finanzéieren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | D'Logementspräisser sinn an deene vergaangene Joer ëm iwwer 100 % an d'Luucht gaangen. D'Locatiounspräisser, Dir Dammen an Dir Häre, sinn an deene leschte Joer ëm 10 % an d'Luucht gaangen. Tëscht 2021 an 2023 ass d'Demande, fir erschwénglech Wunnengen ze kréien, ëm 43 % explodéiert! D'Candidats-locataires si vun 3.881 am Joer 2021 op 5.555 an d'Luucht gaangen. Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, dës Zuelen dokumentéiere ganz kloer, datt d'Logementspolitick vu Blo, Rout a Gréng an de leschte Joren kläglech gescheitert ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen zum Schluss. Ech kéint nach en Exkurs maachen – dat, wat de Minister virdrun och gesot huet – iwwert d'Reform vum Mietgesetz. Bon, ech mengen, et ass gutt, datt d'Mietgesetz momentan do ass, wou et ass. Ech kéint och nach en Exkurs maachen iwwert de Pacte Logement 2.0, wat zurzäit éischter eng Brems ass, fir nei Wunnengen ze bauen, wéi datt en effektiv soll fërderlech déngen. Ech kéint och en Exkurs maachen an d'1979er Gesetz iwwert d'Aide au logement mat der Nummer 7937. Bon, ech mengen, do wäerte mer an deenen nächsten Deeg – den nächste Freiden – nach driwwer diskutéieren. Momentan ginn um Privatmaart net vill Mietwunnenge gebaut. An ech fäerten, Dir Dammen an Dir Hären, datt mat dem Vott vum Gesetz 7937 an Zukunft och nach manner erschwénglech Mietwunnenge wäerte gebaut ginn.

Dofir, an deem Sënn Iech alleguerte merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech hat nach d'Wuertmeldung vun der Madamm Semiray Ahmedova. Wann ech dat richteg verstanen hunn, fir Fait personnel.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Fait personnel als Presidentin vun der Logementskommissioun, net elo fir mech.

(Interruptions)

Also, ech ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, dann ...

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Däerf ech eppes dozou soen?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, wann et e Fait personnel ass, dann ass et e Fait personnel.

(Interruptions)

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Also, ech wëll wierklech just kuerz drop reagéieren.

De Rôle vun engem President an enger Kommissioun ass et, neutral an objektiv seng Kommissioun ze féieren. Ech fannen, ech maache mäi Bescht, fir dat och esou ze maachen!

(Interruption)

Ech si parteionofhängeg a mir sinn als Kommissioun alleguerte Membere vun där Kommissioun a mir wëlle jo, datt déi Saach virugedriwwe gëtt. An eis geet et ëm d'Saach, also mir geet et ëm d'Saach.

M. Marc Lies (CSV) | Mir och!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | An ech hu wierklech net d'Gefill gehat iwwer all déi Kommissiounen, déi mer haten – well et waren der wierklech eng jett –, datt ech do engem ze no getruede sinn oder engem op d'Féiss getrëppelt sinn. Ech hu jidderengem ëmmer d'Wuert ginn, en ëmmer bis zum Schluss schwätze gelooss.

Par konter, erlaabt mer ze hoffen, datt déi Leit, déi an der Kommissioun sëtzen, ëmmer virbereet sinn. Also, ech ginn ëmmer dovunner aus, wann een an eng Kommissoun geet, virun allem an eng wichteg Kommissioun wéi de Logement – ech wëll net ënnerstellen, datt déi aner manner wichteg sinn –, datt déi Saachen, déi wierklech virun zwee Deeg disktuéiert goufen an eng Kéier viru véier Deeg diskutéiert goufen, net mussen nach iwwer eng Stonn an der Kommissioun diskutéiert ginn.

Mee, wéi gesot, ech mengen net, datt ech do een net zu Wuert komme gelooss hunn oder soss eppes, well fir mech ass et wierklech groussgeschriwwen, Neutralitéit an där Kommissioun ze hunn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Da géif ech d'Wuert weiderginn un d'Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Usproch vun der Politick muss et sinn, jidderengem eng bezuelbar Wunneng zu Lëtzebuerg ze garantéieren. An et ass meng fest Iwwerzeegung, dass et net ka sinn, dass jonk Leit an d'Ausland musse plënneren, well se sech hei am Land keen Daach iwwert dem Kapp kënne leeschten. All Mënsch soll hei an dësem Land zu engem anstännege Präis an ënner éierbaren Ëmstänn kënne liewen. All Mënsch soll kënnen en dezent Liewen hei féieren, ouni dass de Gros vun der Pai fir d'Wunneng dropgeet. Am Moment ass et natierlech méi einfach gesot wéi gemaach.

Ech sinn zwar eréischt viru Kuerzem an d'Chamber komm, mee scho viru fënnef Joer war de Logement eng vun den Haaptursaachen, firwat ech mech politesch engagéiert hunn, wéi ech gesinn hunn, datt vill vu menge Frënn hu missen an d'Ausland plënneren. Schonn deemools also war d'Sich no enger Wunneng net ouni Grond déi gréisst Suerg vun de Biergerinnen a Bierger an och en Haaptfaktor fir déi wuessend sozial Ongläichheeten a fir d'Hausse vum Risiko, an d'Aarmut ozerutschen.

Mir mussen haut feststellen, dass sech wéineg dru geännert an d'Situatioun sech héchstens nach verschäerft huet – och wann dat zu engem net onweesentlechen Deel op extern Aflëss zréckzeféieren ass. Mee déi extern Aflëss interesséieren net den Dausendsten, deen iwwert d'Rout Bréck geet.

Iwwert déi lescht Joren ass d'Logementsproblematik lues awer sécher an der Mëtt vun der Gesellschaft ukomm. Och Leit mat enger gudder Ausbildung, enger sécherer Plaz an enger anstänneger Pai hunn et ëmmer méi schwéier, hiren Dram vun der eegener Wunneng ze verwierklechen.

Mat der Energiekris krut d'Logementsproblematik eng ganz nei Dimensioun. Déi héich Zënsen hunn e Marché, dee scho laang ugespaant war, komplett op d'Kopp geheit. Liwwerengpäss, héich Materialkäschten an deier Energiepräisser hu sech quasi direkt op de Logement ausgewierkt an d'Präisser nach weider an d'Luucht gedriwwen. Sou ass de Baupräisindex op ee Joer gekuckt, tëschent Oktober 2021 an Oktober 2022, ëm bal 16 % geklommen. Dat ass den héchste Wäert zënter 1975!

Mee et si virun allem d'Zënsen, déi e ganz neie Moment par rapport zu deene leschte Joren duerstellen. D'Tatsaach, dass d'Präisser sou laang a sou héich konnte klammen an dass d'Leit déi Präisser iwwerhaapt bezuele konnten, läit och zu engem groussen Deel un de ganz niddregen Zënse wärend deene leschten zéng Joer.

Haut hu mer d'Situatioun, dass vill Leit sech viru Kuerzem nach eng Wunneng konnte leeschten, mee elo vun der Bank just nach zwee Drëttel oder d'Hallschent geléint kréien an domat hire Projet net méi realiséiere kënnen. Louch den Taux fixe nach virun engem Joer bei ongeféier 1,5 %, sou läit en haut schonn iwwer 4 %. De selwechte Prêt vun engem Montant vun 800.000 Euro kascht haut méi wéi 1.000 Euro de Mount méi. A si mer éierlech: E Projet vun 800.000 Euro ass zu Lëtzebuerg duerchaus näischt Aussergewéinleches.

Alles dat féiert derzou, dass sech um normale Marché ëmmer manner Leit ëmmer manner leeschte kënnen. De Besoin un abordabelem Wunnraum gëtt ëmmer méi grouss. Iwwert déi lescht Méint gouf et e Réckgang vun der Demande an deemno och vun der Aktivitéit an der Constructioun, wéi mir et nach net erlieft hunn. Kucke mer just d'Appartementer, sou ass d'Demande am éischten Trimester vun dësem Joer ëm 50 % zréckgaangen. Bei neien Appartementer ass de Verkaf souguer ëm ganzer 70 % agebrach!

D'Auswierkungen dovu si gravéierend: Wa manner kaaft gëtt, gëtt natierlech manner gebaut. Wa manner gebaut gëtt, hunn d'Betriber manner Aarbecht a riskéieren, Leit mussen ze entloossen oder am schlëmmste Fall souguer Faillite ze maachen.

Une voix | Ganz richteg.

Mme Barbara Agostino (DP) | Wa manner kaaft gëtt, verlagert sech d'Demande ausserdeem op d'Locatioun. Doduerch klammen och d'Präisser. Dir musst wëssen, dass d'Präisser ëm 11 % geklomme sinn an engem Joer, an dat bei der Locatioun vun Appartementer an Haiser. Et ass en Däiwelskrees, deen derzou féiert, dass nach manner gebaut gëtt an d'Wunnkäschte weider klammen.

Als DP si mer iwwerzeegt: Et ass grad elo an dëse wierklech kriteschen Zäiten d'Aufgab vun der ëffentlecher Hand, hei massiv anzesprangen an de Logement- a Bausecteur ze stäipen. Mir kënnen eis et net erlaben nozekucken, wéi de Marché mat 200 Kilometer an der Stonn an eng Mauer rennt. Mir kënnen eis et net leeschten, dass den historesche Retard, dee mir zënter Joerzéngten am Logement hunn, nach méi grouss gëtt. Well all Wunneng, déi haut net gebaut gëtt, feelt muer duebel.

A mir kënnen och net zouloossen, dass Dausenden Aarbechtsplazen op d'Spill gesat ginn, well déi privat Demande esou staark nogelooss huet, dass verschidde Betriber riskéieren, nom Congé collectif keng Aarbecht méi ze hunn. Et ass rieds vu 6.000 Aarbechtsplazen, déi kéinten ewechfalen! A mir wësse vun der Coronapandemie: Wann déi qualifizéiert Aarbechtskraaft sech anescht orientéiert huet, dann ass se fort an da feelt se an Zukunft ëmsou méi!

Et ass dowéinst dréngend néideg, dass de Staat kuerzfristeg Moossnamen ergräift, fir d'Situatioun an den Ekiliber ze bréngen. Et besteet déi reell Gefor, dass souwuel de Logement wéi de Bausecteur nohalteg geschiedegt ginn. Dat kënne mer net akzeptéieren!

D'Regierung huet effektiv och schonn eng ganz Rei Mesüre geholl, fir d'Constructioun nees unzekuerbelen an d'Schafe vu Wunnraum ze encouragéieren. Ech denken un den drëtte Solidaritéitspak, mat deem de bëllegen Akt vun 20.000 Euro op 30.000 Euro an d'Luucht gaangen ass, an de Plaffong, fir d'Scholdzënsen ofzesetzen, ëm 50 % gehéicht gouf.

Ech denken awer och un de Moossnamepak, deen elo viru Kuerzem presentéiert gouf. D'Taskforce Logement a Constructioun, déi op Initiativ vum Premier agesat gouf, huet a ganz ville verschiddene Beräicher eng Panoplie u Mesüren ausgeschafft, fir dëse Secteur zousätzlech ze stäipen. Insgesamt hëlt d'Regierung hei net manner wéi 150 Milliounen an de Grapp, fir d'Leit ze entlaaschten an d'Baubranche nei ze dynamiséieren. Schliisslech ass d'Regierung jo och zënter November amgaangen, Projeten um Privatmarché opzekafen. Bis elo goufen 2 Projeten à 90 Unitéite fir jeeweils 55 Millioune kaaft.

Als DP begréisse mer dës Mesüren ausdrécklech an hoffen, dass se séier ëmgesat ginn an och séier hir Wierkung entfalen. Mir sinn awer och der Meenung, dass déi Efforten eleng net wäerten duergoen an nach weider ausgebaut solle ginn. De konsequenten Ausbau vum ëffentlechen abordabele Wunnraum stellt net just iwwert déi lescht Joren eng zentral politesch Prioritéit vun dëser Regierung duer – elo ënnert den aktuellen Ëmstänn ass et eng absolutt Noutwendegkeet!

De Staat muss seng Investitiounen an de Logement konsequent héichhalen an nach weider eropschrauwen. Et ass also de Moment fir ze profitéieren, fir de Stock un ëffentlechen Locatiounswunnenge weider auszebauen an de Betriber Aarbecht ze ginn.

De Fonds spécial de soutien au développement du logement, dee virun dräi Joer geschaaft gouf, ass e weesentlecht Instrument, fir d'Efforte vum Staat beim abordabele Wunnraum ze verstäerken. D'Finanzementer vun esou Projeten, déi soss all e bësse verstreet am Budget vum Logementsministère waren, kënnen esou op enger Plaz regruppéiert ginn. Doduerch huet een natierlech e besseren Iwwerbléck an eng besser Handhab.

Mir hunn zu Lëtzebuerg net wierklech eng Traditioun am deem Beräich, wéi dat op anere Plazen de Fall ass. Am Verglach mam Ausland läit eisen Taux un ëffentleche Wunnenge relativ niddreg. Eist Zil ass et, dëse Retard opzehuelen an d'Offer u staatlech subventionéierte Wunnenge konsequent auszebauen. Dës Regierung huet hei an deem Beräich e reegelrechte Paradigmewiessel agelaut.

Engersäits hu mer grouss Projeten, wéi Elmen zu Kielen, wou 375 Haiser, 375 Appartementer wäerten entstoen a ronn 2.000 Awunner wäerte liewen, Wunne mat der Wooltz, NeiSchmelz an nach anerer, déi an der Maach sinn. An der Kommissioun krute mer och eng Partie weider Projete virgestallt, déi nach an der Pipeline sinn.

Anerersäits wäert och de Pacte Logement 2.0 iwwert déi nächst Joren derzou féieren, dass systematesch, an zwar bei all neiem PAP, automatesch abordabele Wunnraum geschaaft gëtt.

All déi Projete gi vum Fonds spécial matfinanzéiert. An eleng un den Zuele vum Budget gesäit een, dass d'Regierung sech hei konsequent Moyene gëtt, fir effektiv och eppes ze beweegen.

Hate mer d'lescht Joer Depensë vun 174 Milliounen, sou wäert dee Montant iwwert déi nächst Joren op 246 Millioune fir dëst Joer, op ronn 300 Millioune fir d'nächst Joer a souguer op knapp 318 Milliounen fir 2025 klammen. Wa mer dat vergläiche mat den Depensë vun de leschte Joren – 2020 ware mer bei knapp 100 Milliounen –, dann hu mer et also mat enger Verdräifachung an Zäit vu véier Joer ze dinn.

Dat ass ouni Zweiwel och néideg. Wann een eppes am Logement erreeche wëll, da muss een och anstänneg Geld an d'Hand huelen, fir dat ze maachen. Dofir hu mir als DP jo och d'Iddi vun engem Biergerfong lancéiert gehat, fir nach weider Moyenen ze mobiliséieren an an de Logement ze investéieren.

Här President, et ass eis als DP wichteg, dass mer dës Diskussioun haut op dëser Plaz féieren, wéi dat jo och schonns de Fall war viru Joren. Ech sot et schonn: Déi ëffentlech Hand huet an dësem Fall eng weesentlech Roll ze spillen. An dofir ass et gutt, dass mer en Iwwerbléck kréien, wat geleescht gouf a wat nach fir déi nächst Zäit geplangt ass.

An deem Sënn kann ech dann och schonn am Numm vun der DP-Fraktioun eis Zoustëmmung zur Motioun ginn, déi d'Madamm Ahmedova wäert deposéieren.

Här President, am Rapport vum Fonds spécial gesi mer, dass aktuell eng 3.306 Wunnengen am Inventaire sinn. Dat heescht, dass se entweeder an der Elaboratioun oder an der Konstruktioun si respektiv dass de leschten Decompte nach ausstet. Bis 2027 sollen eng 3.900 weider Wunnenge fäerdeggestallt ginn. Dat sinn am Duerchschnëtt ëm déi 800 Wunnengen am Joer.

Am Verglach zu anere Joren ass dat natierlech net näischt, well soss waren et der emol bedeitend manner, mat Chiffere vun 100 oder 200. Et entsteet also esou lues a lues eng gewëssen Dynamik, lues a lues droen d'Efforte vun dëser Regierung hir éischt Friichten.

Den Direkter vum Fonds du logement sot emol an engem Interview, dass de Fonds du logement net onbedéngt déi schéinsten Terraine géif kréien. Vill vun deenen Terrainen, déi de Fong huet, missten nach dekontaminéiert an amenagéiert ginn. Mir fannen et als DP elo gutt, dass de Staat eis Industriefrichen net einfach si léisst, mee wéi beim Beispill vun der NeiSchmelz e flotte Projet drop mécht. Mee dat kann awer net dat Eenzegt sinn.

Firwat soll een net iergendwou eng gréng Wiss kafen an do richteg Vollgas ginn? De Projet Elmen ass jo e gutt Beispill heifir. Amplaz nëmmen ze kleckeren, kéint ee mol einfach eng Kéier klotzen an e Quartier mat e puer Dausend Unitéite bauen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass eng Iddi, déi scho méi dacks genannt gouf, an zwar déi vu modulare Bauten. Déi ëffentlech Hand kéint entweeder op Terrainen, déi hir selwer gehéieren, oder Terrainen, déi se lount, falls dat néideg ass, a kuerzer Zäit modular Konstruktiounen opriichten, Gebaier aus Holz, jee, et gëtt do hautzudaags ganz vill flott Méiglechkeeten. A virun allem hu se de Virdeel, datt se relativ séier, ouni allze groussen Opwand kënne realiséiert ginn.

Här President, mir als DP sinn iwwerzeegt, dass mer beim abordabele Wunnraum nach vill Efforte musse maachen. De Fonds spécial ass e gudde Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir dierfen eis awer net just eleng dorop fokusséieren. D'Zil muss et trotz allem sinn, dass d'Leit eppes um reguläre Marché fannen. Selbstverständlech musse mer deenen hëllefen, déi sech näischt leeschte kënnen, mee de Logementsproblem zu Lëtzebuerg kréie mer net doduerch an de Gréff, dass just de Staat abordabele Wunnraum schaaft.

Mir erliewen de Moment jo grad, wat geschitt, wann de privaten Investor ewechbleift: Et ginn däitlech manner Locatiounswunnenge gebaut an duerch déi niddreg Offer geet de Loyer natierlech an d'Luucht. De Logementsproblem kréie mer nëmmen an de Gréff, wa méi a virun allem méi séier gebaut gëtt. D'Vereinfachung vun de Prozedure gëtt an dësem Kader nees an d'Spill bruecht – zu Recht! Mee et huet een net den Androck, wéi wa sech do géif eppes doen.

Et geet jo wierklech net drëms, an Zäite vu Klimakris an der Fragiliséierung vun eisen Ekosystemer a Biodiversitéitsverloscht Naturschutz a Logement géinteneen auszespillen. Mee wann een awer seet, datt hei Bauland ass, hei dierft gebaut ginn, ma da soll een do och baue kënnen. Mir mussen einfach soen: Bauland ass Bauland, do maache mer eng Kéier eng Etüd an da kann de Bagger do rullen, egal ob dat direkt ass oder an e puer Joer.

(Interruptions)

Haut ass et esou, dass, wann een en Terrain am Perimeter huet, een all Interêt huet, reegelméisseg ze kucken, dass näischt do wiisst, sech keng Fliedermais a keng Maus do nidderloossen a kee Biotop entsteet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Well wann een dann enges Daags baue wëllt, da muss net just nach eng Etüd gemaach ginn, mee da kritt ee virun allem och d'Rechnung presentéiert vun de Kompensatiounsmesüren.

Une voix | Richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Domadder ass kengem e Gefale gemaach, ...

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hutt nach Plaz an eise Reien, Madamm.

Mme Barbara Agostino (DP) | ... weeder der Natur nach dem Logement!

Wa mer vu Prozedurebeschleunegung schwätzen, da si mer och séier bei Stéchwierder wéi der Digitaliséierung an dem Zesummeleeë vu Kompetenzen, dass Leit kohärent an effizient zesummeschaffen: Gemengen, Ministèren, Privatpersounen a Betriber.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, e weidere wichtege Volet ass natierlech d'Mobiliséierung vun Terrainen. Et kann net sinn, dass ëmmer méi Leit vum normale Marché verdrängt ginn an eng subventionéiert Wunneng mussen ufroen, wärend anerer hektarweis Bauland hunn an et einfach leie loossen!

Dat selwecht gëllt och fir Leit, déi hiert Appartement eidel stoe loossen, amplaz et ze verlounen. An där Logementskris, wéi mer se zu Lëtzebuerg hunn, ass dat nëmme schwéier nozevollzéien an och kaum ze rechtfertegen!

Dës Regierung huet eng Reform vun der Grondsteier net just annoncéiert, mee och am leschten Oktober deposéiert. An engem Dossier, dee Joerzéngten net virugaangen ass, huet dës Majoritéit Neel mat Käpp gemaach. Zousätzlech sinn Texter, fir eng national Spekulatiounssteier an e Regëster vun eidele Wunnengen ze schafen, op den Instanzewee gi ginn.

Als DP sti mir natierlech vollkommen hannert dëse Moossnamen. Mir sinn eis bewosst, dass dëst komplex Dossiere sinn, déi een net vun haut op muer stëmmt. Déi nächst Regierung muss dowéinst prioritär bei dësen Texter nobesseren, fir datt se trotzdeem esou séier wéi méiglech a Kraaft triede kënnen. Dat selwecht gëllt fir de Baulandvertrag an de Remembrement ministériel.

Et geet eis an deem Kader net drëms, d'Leit ze bestrofen, déi en Terrain fir hir Kanner halen. Et sinn déijéineg, déi ganz vill Terrainen hunn, déi sougenannt „Großgrundbesitzer", déi mer responsabiliséiere wëllen, fir datt si eppes mat hiren Terraine maachen, amplaz se einfach broochleien ze loossen. Dat muss jo net heeschen, dass se hiren Terrain verkafen. Als DP schwätze mer eis och kloer fir e Modell aus, wou ee säin Terrain fir eng Zäit verloune kann an no souvill Joren zréckkritt.

Zur Wourecht gehéiert an deem Kontext awer och, wéi scho gesot, dass déi ëffentlech Hand och zu deene gréisste Proprietären am Land gehéiert, sief dat staatlech Bauträger oder och verschidde Gemengen. Si hunn also eng besonnesch Verantwortung, déi si iwwerhuele mussen, fir sech um gemeinsamen nationalen Effort am Logement ze bedeelegen.

Iwwert de Pacte Logement 2.0 kréien d'Gemengen net nëmme Subventiounen, fir méi abordabele Wunnraum ze schafen, mam Logementsberoder a mam PAL, dem Programme d'action local, kréie si och d'Instrument an de Grapp, fir hir Projeten ze realiséieren. Als DP hoffe mir dowéinst, dass dës Mesüren an den nächste Joren hir Friichten droe wäerten an op lokalem Niveau d'Efforten däitlech an d'Luucht ginn.

Här President, zum Logement gëtt et nach ganz vill ze soen. Ech kéint nach op vill aner Punkten agoen, mee déi Zäit hunn ech net. Ech wëll just soen: ...

(Hilarité)

... D'Politick gëtt un hire Resultater gemooss. Dat, wat d'Leit um Enn vum Dag interesséiert, ass, ob si sech eppes leeschte kënnen oder net. Bis elo ass et kengem gelongen, d'Präisspiral nohalteg ze briechen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Mee et sinn awer eng ganz Partie wichteg Weiche gestallt ginn, déi hir Wierkung eréischt iwwert déi nächst Jore wäerten entfalen. Dës Efforte mussen an alle Beräicher weider intensivéiert ginn. Mir musse mat alle concernéierten Acteuren zesumme kucken, Hindernisser aus dem Wee ze raumen, zesummenzeschaffen an ze kucken, all mateneen, privat an ëffentlech Acteuren, zur Léisung bäizedroen.

De Spezialfong ass e wichegt Instrument, fir d'Offer un abordabelem Wunnraum iwwert déi nächst Joren däitlech an d'Luucht ze setzen. Grad an dësen Zäiten ass dëst méi relevant wéi jee.

Erlaabt mer just, eng kuerz franséisch Expressioun ze zitéieren: „Gouverner, c'est d'abord loger son peuple."

An do musse mer all zesumme weider un engem Strang zéien.

E grousse Merci fir déi gutt Denkustéiss geet awer och un e Member aus der Oppositioun wärend der Logementskommissioun.

Dat gesot, soen ech Merci fir den interessanten Debat an och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Agostino, erlaabt Der, dass den Här Reding Iech eng Fro stellt? Hien hat ganz disziplinéiert gefrot virdrun, hie wollt Iech och net ënnerbriechen.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Ganz genau sou ass et, Här President. Ech hunn eng Fro. No Ärer zum Deel exzellenter Analys vun der Situatioun – et huet elo net direkt eppes mat deem Fonds spécial ze dinn – hutt Der notamment déi ganz dramatesch Kris mentionéiert, déi elo am Moment duerch de Logement geet. Et gi keng VEFAe méi verkaaft, Dir hutt vun engem Abroch geschwat vu 70 %. Ech mengen ze wëssen, dass et souguer nach e bësselche méi ass. Mir wäerten och deemnächst vum Enregistrement déi genau Chiffere kréien. Mir gesi jo dann, wat de Staat manner anhëlt op den Nottärsakten, da gesi mer jo och, wéi wéineg Akten iwwerhaapt nach gemaach ginn.

An Dir hutt an der Analys vun där wierklech dramatescher Kris benannt, datt privat Investisseuren net méi géifen a Mietwunnengen investéieren. Sidd Dir net der Meenung, datt eng Ursaach dovunner kéint sinn, datt den Amortissement fiscal accéléré vun Iech net ganz ofgeschaaft, mee ganz, ganz staark reduzéiert gouf an nach méi soll reduzéiert ginn? A wiere mer haut net an enger besserer Situatioun, wann deen exzellenten Amortissement fiscal accéléré bliwwe wier?

Une voix | Nee!

Mme Barbara Agostino (DP) | Nee!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Am Numm vun der ganzer Chamber merci, Madamm Agostino. An elo huet d'Wuert den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Et schéngt mer och ganz normal ze sinn, datt mer esou kuerz virun den nächste Walen hei beim Theema Logement e bësse méi animéiert, vläicht e bësse méi hëtzeg Debatte kréien an dass och vläicht zu dësem Moment déi kloer Trennlinnen tëscht Majoritéit an Oppositioun esou e bëssen amgaange sinn, verschwommen ze ginn.

Mee dat ass eigentlech guer kee Problem, ech fannen dat eigentlech och gutt a richteg, well ech der fester Meenung sinn, dass et net däerf drëms goen, just hei de Schwaarze Péiter ronderëmzereechen. Dorunner wollt ech mech ni bedeelegen, hunn ech mech och ni bedeelegt. Mee ech mengen, dass déi Problematik esou komplex an eigentlech esou gewalteg ass, dass et ubruecht ass, dass mer zesummen no Léisunge sichen. An do wëll ech ganz kloer soen, dass all gutt Iddien hei wëllkomm sinn.

Mee zréck zu deem, firwat mer haut hei sinn, zum Spezialfong, deen 2020 geschafe gouf. Seng Rapporte ginn eis all Joer eigentlech e gudden Iwwerbléck iwwert d'Entwécklung vum ëffentleche Wunnengsbau. Eng Rëtsch vun deene Projeten iwwerschreiden am Eenzelne gekuckt net de Käschtepunkt vun de 40 Milliounen Euro. Dat ass jo déi budgetär Limitt, vun där u mer hei mussen e Gesetz stëmmen. Zesumme geholl komme mer hei awer op Montanten, déi héich genuch sinn, dass eng parlamentaresch Kontroll eigentlech néideg gëtt. Esou wéi dat jo och an anere Beräicher vun de Grands projets d'infrastructure de Fall ass, muss d'Chamber eemol am Joer e Rapport virgeluecht kréien an hiren Accord de principe heizou ginn, wat mer haut wëlle maachen.

Ech wéilt dofir fir d'alleréischt déi Froe beäntwerten, déi mir vun der Regierung gestallt kruten. Jo, d'LSAP gëtt hire prinzipiellen Accord zu de Projeten, fir abordabele Wunnraum ze schafen, déi eventuell méi wéi 10 Milliounen Euro wäerte kaschten. An d'LSAP ass och d'accord, dass d'Etüden an d'Preparatiounsaarbechte fir dës Projete solle weidergoen. D'LSAP steet och zu den Ziler an der Strategie, déi sech d'Regierung ginn huet, fir weiderhi grouss Efforte fir d'Schafe vun abordabelem Wunnraum ze maachen. Mir fannen et och ëmmer nach richteg, verstäerkt an d'Locatioun ze investéieren an den Undeel u Wunnengen, déi am Kader vun engem Bail emphytéotique verkaaft ginn, e bësse méi kleng ze halen.

D'Regierung huet sech zum Zil gesat, den ëffentlechen Immobiliepark esou ze vergréisseren, dass de Logement abordable herno 20 % vun alle Wunnenge soll ausmaachen. Dat entsprécht deem Undeel vun der Bevëlkerung, dee riskéiert, am meeschte Schwieregkeeten ze hunn, fir um private Marché eppes ze kafen oder ze lounen. Wa mer vu Sozialwunnenge schwätzen, denke mir meeschtens un déi Leit, déi effektiv an Aarmut liewen.

Fakt ass awer, dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg esou deier ginn ass, dass och Leit mat engem – ech soen elo emol – normalen Akommes sech et net méi leeschte kënnen, hei am Land ze wunnen, wa se net scho virdrun eppes kaaft haten, geierft hunn oder op d'Ënnerstëtzung vun der Famill kënnen zielen. Wa mir also wëllen, dass Lëtzebuerg eng gewësse Mixité sociale behält an net nach just déi Räich kënnen hei wunnen, da musse mer däitlech méi ëffentleche Wunnraum schafe wéi bis elo, well mir si vun deem 20-Prozent-Zil ganz, ganz wäit ewech.

Wann ech de Rapport richteg gelies hunn, Här Minister, da louche mer ugangs dëses Joers knapps bei 1,64 %. Dat bedeit, dass mir dëst Zil souguer dann eréischt a 15 oder 20 Joer géifen erreechen, wann nach just an eleng Logement abordable géif gebaut ginn. An dat ass natierlech net méiglech! Mir mussen eis also agestoen, dass mir och mat groussen Efforten eleng vum Staat an de Gemengen dës Kris net wäerte léisen. Wat mir awer kënnen a musse maachen, ass, derfir ze suergen, dass op d'mannst déi Schwaach an eiser Gesellschaft en Daach iwwert dem Kapp behalen.

Mir bekloen eis, dass ëmmer méi Lëtzebuerger Awunner iwwert d'Grenz wunne ginn. Déi, déi elo schonn op Sozialhëllef ugewise sinn, déi hunn dee Choix awer guer net, well eis Hëllefen hei zu Lëtzebuerg doru gebonne sinn, dass een och hei zu Lëtzbuerg wunnt. Wéinst der Zënshausse kréie vill Leit, déi en uerdentlecht Akommes, mee net genuch Garantien hunn, kee Kreditt méi. Dës Leit kënnen awer am Schnëtt méi en héije Loyer bezuele wéi d'Locatairen, déi mer bis elo hunn. Dës Leit drängen also den Ament op ee schonn – soe mer emol – iwwerhëtzte Locatiounsmaart an dreiwe soumadder d'Loyeren nach méi an d'Luucht.

An dofir ass dat Amendement, dat mer zesummen um Bail-à-loyers-Gesetz geholl hunn, esou wichteg: Et plafonéiert nämlech déi Haussë vun de Loyeren. An der aktueller Situatioun ass et dréngend, datt mer dat Gesetz stëmmen. Grad déi Leit, deenen hir Situatioun am prekärsten ass, riskéieren also, op d'Strooss gesat ze ginn. Wa mer dann emol net fir dës Leit genuch ëffentlech Wunnengen hunn, dann hunn de Staat an d'Gemengen, jo, dann huet d'Politick versot!

D'LSAP ass dofir der Meenung, dass mir grad elo richteg vill Sue mussen an de Grapp huelen, fir den

ëffentlechen Immobiliepark kuerzfristeg op d'mannst esou wäit ze vergréisseren, dass mer déi schlëmmst Auswierkunge vun der Wunnengsnout kënnen opfänken.

An den Zäitpunkt dofir ass eigentlech gutt: De Bausecteur beklot sech driwwer, dass se keng Investisseure méi fannen. Dat bedeit, datt de Staat als Investisseur endlech e bësse méi Verhandlungsspillraum beim Präis kritt an net automatesch nach derzou bäidréit, d'Präisser an d'Luucht ze dreiwen. An d'Regierung huet jo schonn decidéiert, eng ganz Partie Privatprojeten opzekafen. Mir géifen eis wënschen, dass där nach vill derbäikommen.

D'LSAP ass och generell derfir, dass den Undeel um Logement abordable nach eemol an d'Luucht gesat gëtt bei Neibauprojeten. Anescht komme mir deem Zil vun 20 % iwwerhaapt net no.

Zanter zwou Wochen hu mir d'Recht op Wunnen als Staatszil an eiser Verfassung stoen. Mir mussen eis dësem Zil geneesou staark verflicht fille wéi anere chiffréierten Ziler, déi eis dacks vun EU-Säit operluecht ginn. Domat huet de Staat awer och d'Recht, fir aner Acteure mat an d'Flicht ze huelen. Ech denken do als Alleréischt un d'Banken, déi hir eege Krittäre fir d'Kredittvergab esou verschäerft hunn, dass just nach wéineg Leit en Immobiliekredit kréien. Souguer bei den Iwwergangskreditter, wou d'Leit schonn en Haus oder eng Wunneng am Besëtz hunn, gëtt et dacks e Refus.

Zum enge sollte mir iwwer nei Forme vu Staatsgarantien nodenken, fir den Accès zur Proprietéit ze erliichteren, ma anerersäits mussen d'Banken och méi flexibel ginn an net ëmmer Dräifachgarantië vun hire Clientë verlaangen. D'Banken hunn ouni ze zécken op d'Solidaritéit vun der ganzer Gesellschaft gezielt, wéi si viru Joren an der Kris waren. Si stinn elo och an der Flicht, hire Bäitrag ze leeschten, fir dass déi Wunnengskris net komplett ausser Kontroll geréit!

E Bäitrag leeschte mussen natierlech och déi Acteuren um Marché, déi all déi Joren extreem gutt un de reegelméissege Präishaussë verdéngt hunn. Si kënnen net verlaangen, dass de Staat elo aspréngt, fir dass si och weider zu hiren zum Deel enorme Margë kënne kommen.

Et ass richteg, dass d'Baukäschten an d'Luucht gaange sinn an dass dës Méikäschten net méi esou einfach vum Client kënne gedroe ginn. Geneesou wouer ass et awer och, dass vill Promoteuren d'Bauterraine viru Jore kaaft hunn, wéi d'Präisser nach weesentlech méi niddreg waren, an elo net wëllen op hir Plus-valuë verzichten. Déi Handvoll Leit, déi richteg vill Bauland besëtzen, kënne sech et leeschten, einfach emol ofzewaarden. D'Demande gëtt net méi kleng an et ass nach laang net sécher, dass mëttelfristeg d'Präisser wierklech stagnéiere wäerten oder souguer erofginn.

Fir deem entgéintzwierken, brauche mir esou séier wéi méiglech eng national Mobiliséierungssteier. An de Projet de loi ass jo um Instanzewee, wäert awer leider net méi an dëser Sessioun kënne gestëmmt ginn. Ech hoffen, dass déi nächst Regierung, onofhängeg vun hirer Kompositioun, dëse Projet esou séier wéi méiglech finaliséiert. Domat wäert mëttelfristeg net nëmme méi Terrain bebaut ginn, mee och méi Bauterrain op de Marché kommen.

D'ëffentlech Hand muss weiderhin Terrainen opkafen, mee de Staat an d'Gemenge musse genee wéi de Privatsecteur derfir suergen, dass déi Terrainen, déi si hunn, esou séier wéi méiglech bebaut ginn. An ech widderhuele mech: Wann de Staat dat net eleng packt, da muss iwwer nei Forme vu Public-private-Partnership nogeduecht ginn!

Parallell musse privat Initiativen ënnerstëtzt ginn, déi derzou bäidroen, dass den Undeel un erschwénglechem Wunnraum méi grouss gëtt. Ech denken do u Wunnkooperativen, …

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | … awer och u Betriber, déi bereet wieren, selwer Wunnenge fir hir Mataarbechter ze bauen.

Nee, et gëtt keng Wonnerléisung fir de Logementsproblem hei zu Lëtzebuerg. Dat hunn der scho vill gesot, an dat stëmmt och! Et ass awer ganz kloer, dass all d'Acteuren – an do mengen ech de Staat, d'Gemengen, déi Privat, awer och d'Banken – mussen un engem Strang zéien, wa mer verhënnere wëllen, dass aus enger Immobiliekris eng massiv Sozialkris gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci. Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Fonds spécial pour le développement du logement erlaabt et, eng méi kohärent an eng méi diligent Approche fir d'Finanzéierung vun ëffentlechen a private Projeten ze ënnerhuelen a gläichzäiteg eng Transparenz vis-à-vis vun eiser Chamber ze hunn. Haut ass et am Fong déi leschte Kéier an dëser Legislaturperiod, wou mer däerfen en Debat iwwert dëse Fong féieren. Ech erlabe mir also dowéinst, e bësse méi wäit auszehuelen.

Et goufen nach ni – nach ni! – esou vill Gesetzesprojeten am Logement deposéiert a gestëmmt hei an der Chamber wéi ënnert dem grénge Minister Här Kox. Eis Logementskommissioun war och ganz aktiv a mir hunn an all Hisiicht ganz dynamesch Debatte gefouert, well mir alleguerte wëssen, virun allem och an der Logementskommissioun, datt dat wierklech eng grouss Suerg ass bei den Awunner dobaussen an eisem Land.

Den Accès zu engem bezuelbaren Doheem war 2018 eng vun de gréisste Suergen hei am Land. Eng Covidkris, eng Energiekris an eng massiv Hausse vun den Zënse méi spéit bleift de Logement weiderhi ganz uewen op der Agenda. 2018 waren déi gréng och bereet, Verantwortung fir dëse Ressort ze iwwerhuelen. Et war e groussen Challenge, well si woussten, dass een net kéint a fënnef Joer 30 Joer falsch oder inexistent Logementspolitick komplett réckgängeg maachen.

De Problem ass nach net geléist, dat ass sécher, mee de Paradigmewiessel ass agelaut. Ënner gréngem Leadership sinn d'Investitiounen an den ëffentleche bezuelbare Wunnraum endlech massiv erhéicht ginn: vun 72 Milliounen 2018 op 171 Milliounen 2022 a bis op 300 Milliounen iwwert déi nächst Joren.

Ech hunn och vill Leit héiere soen: „De Marché wäert et scho selwer reegelen!" A genau déi Leit hu momentan wierklech e risegrousse Problem, well et dem Bausecteur net gutt geet. An déi Approche ass definitiv och net déi richteg gewiescht, well déi Politick gouf 30 Joer laang esou gefouert a mir gesinn, wou mer haut gelant sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Wa mir elo net just 2 bis 3 % abordabele Wunnraum hätten, mee 20 %, wa mir scho viru 15 Joer e Pacte Logement gehat hätten, dee geziilt op abordabel Wunnenge gesat hätt, anstatt einfach op e blanne Wuesstem, wa mir amplaz steierlech Avantagë fir déi Multiproprietären oder déi, déi iwwer Nuecht räich gi sinn, well se mat Immobilie spekuléiert hunn, op abordabel Wunnenge gesat hätten, dann hätte mir dëse Misär haut och net.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Dofir ass et eist Zil, e Stock vun op d'mannst 20 % bezuelbaren, ëffentlechen an nohaltege Wunnengen ze schafen.

An de leschte Méint huet d'Logementssituatioun sech duerch steigend Zënse verschlechtert an domadder ass de sozialen Desequiliber an eiser Gesellschaft verstäerkt ginn. Mir Gréng hunn als Zil, de Leit dobausse Sécherheet a Stabilitéit unzebidden an all Hisiicht, an dozou gehéiert virun allem den Accès op eng würdeg Wunneng.

Dofir huet och de Logementsminister eng ganz nei Dynamik an der Entwécklung vu Sozialwunnengen opgebaut, déi mer „abordabel" Wunnengen oder „bezuelbar" Wunnengen, „logement abordable" op Franséisch, genannt hunn, fir deem Ganzen eng ganz nei Dynamik ze ginn an dës Amibitioun souzesoen ze ënnersträichen.

Wa mir vill Wunnengen an der ëffentlecher Hand hunn, hu mer natierlech e positiven Impakt op d'Präisser dobaussen, an natierlech wäert och den Drock op eise Marché entlaascht an esou och d'Recht op Wunne fir all Akommesklasse vereinfacht ginn.

Logementspolitick heescht och Sozialpolitick. Et ass eng Politick am Interessi vun der ganzer Gesellschaft. Mir sinn dat och der Gesellschaft schëlleg, all deenen, déi all Mount wierklech ganz héich Loyere musse bezuelen, all Dag vu moies bis owes musse schaffe goen a keng Zäit hunn, fir mat hirer Famill doheem ze verbréngen, well se sech meeschtens mat méi wéi der Hallschent vun hirem Revenu verschëlt hunn – all deene Leit! An dofir hu mir no Léisunge gesicht a mir hunn och Léisungen ugebueden. Dofir musse mir massiv an de Bau vu Wunnengen investéieren, fir aus deem Desequiliber erauszekommen – mee net nëmmen investéiere fir ze bauen, et muss natierlech och bezuelbar sinn!

Fir eis ass et wichteg, nei Wunnengen ze schafen – an net nei Millionären, déi duerch Immobiliespekulatiounen ëmmer méi räich ginn. Mir däerfen net vergiessen, datt ee vun den Haaptproblemer oder eng Haaptbrems fir de Bau vu bezuelbarem Wunnraum an der ëffentlecher Hand de Mangel un Terrainen ass. Wéi déi Baukris awer ugefaangen huet, huet den Här Minister Kox séier reagéiert: Fir och ënner anerem dem Bausecteur ze hëllefen, huet hien ugefaangen, mat sengem Ministère VEFA-Projeten opzekafen – dat heescht „vente en l'état futur d'achèvement", dat heescht do, wou d'Promoteure schonn amgaange waren ze bauen a wou se a Schwieregkeete komm sinn – an och Terrainen opzekafen. Dat ass och méiglech gewiescht, well mer de Fonds spécial haten. Dëse Fong, dee geziilt d'Entwécklung vun de Wunnengen ënnerstëtzt, erlaabt et der ëffentlecher Hand, och ganz séier ze reagéieren an esou och Terrainsreserve kënnen opzebauen.

Ech kommen hei kuerz op de Bauperimeter ze schwätzen. Dat ass ëmmer erëm eng Diskussioun hei an der Chamber, mee et ass och legitimm, fir kënnen driwwer ze schwätzen. Mir däerfen awer och net vergiessen, datt op der Grénger Wiss ze bauen net ëmmer esou evident an net ëmmer esou einfach ass. Dovunner ofgesi soen ech elo just d'Stéchwierder Biodiversitéit, Iwwerschwemmungen a Versigelung. A wann ee wëllt de Perimeter opmaachen, kascht et natierlech, wat d'Infrastrukturen ugeet, an et dauert

och vill méi laang. Ech kommen aus dem Bausecteur an ech weess wierklech, vu wat ech schwätzen, wann ech soen, datt, wann ee muss nei Infrastrukture bauen, et sécherlech net fir muer geplangt ass, datt do Wunnengen entstinn.

Dat heescht awer net, dass mir eis géint all Form vu Perimetererweiderung wieren. Do, wou se geziilt an intelligent duerchgefouert gëtt, si mer natierlech bereet, mat op de Wee ze goen. Et muss een natierlech definéieren, wat „geziilt, intelligent a gerecht" heescht. „Geziilt" heescht no de landesplanneresche Krittären, déi wierklech explizitt soen, wou et Sënn mécht, dass eist Land wiisst. „Intelligent" heescht, vun ufanks un esou ze plangen, datt mer wierklech dat Ganzt direkt verbauen an datt mer net an zéng Joer erëm mat Baulücken ze kämpfen hunn, well d'Leit drop spekuléieren. A „gerecht" heescht natierlech, wa mer nei Terrainen ausschreiwen, muss een och bezuelbar Wunnengen drop bauen. Egal wéi eng Form vu Perimetererweiderung: Wunnraum op der Grénger Wiss ze schafen, dauert!

Wou mer méi schnell agéiere kënnen a mussen, dat ass natierlech am Bauperimeter, wou mer e Potenzial vu 5.000 Hektar disponibel hunn. An domadder kann een eng ronn 300.000 zousätzlech Awunner an Awunnerinnen ënnerkréien. Mir mussen awer och hei méi séier virukommen, mat eise Prozeduren natierlech, awer och mat der Mobiliséierung vun Terrainen. Dofir brauche mir och esou dréngend eng Reform vun der Grondsteier an eng Aféierung vun der Spekulatiounssteier, déi héchstwarscheinlech an der nächster Legislaturperiod wäert kommen.

Mir hunn haut awer en Debat iwwert de Spezialfong, an ech wëll puer pertinent Zuelen opzielen: Zwëschen 2017 an 2022 sinn d'Aidë vum Logementsministère vu 40 op ronn 175 Milliounen geklomm. Dat ass eng Hausse vun 330 %! Am Joer 2022 ass de Stock u bezuelbare Mietwunnengen an der ëffentlecher Hand ëm méi wéi 6 % geklomm. Dës Erhéijung läit awer – dat muss een och gesot hunn – iwwert dem Bevëlkerungswuesstem, deen am Joer 2022 bei 2,4 % louch. Dobäi kommen och bezuelbar Wunnengen, déi vum Ministère matgedroe ginn a vu „sozialen Entwéckler" gebaut ginn.

D'Prioritéit vun der grénger Logementspolitick ass et, bezuelbar Präisser am Logement unzebidden, an dofir investéiert eis Regierung an de Bau vun ëffentleche Wunnengen. Dat hunn ech och scho virdru gesot, ech wëll mech net widderhuelen. Mee wat wichteg ass, ass, datt déi Wunnengen och an der ëffentlecher Hand bleiwen. Well jorelaang – a mir sinn elo bei 2 % – si Sozialwunnenge gebaut gi mat Steiergelder an no zéng Joer konnten d'Proprietären déi erëm un de fräie Marché verkafen. An ech mengen, och wann ech gäre molen, ech brauch Iech awer kee Bild hei ze mole fir ze soen, datt et an der Keess gerabbelt huet! An de Problem ass net, datt déi Leit sech beräichert hunn, mee mir hu keng Resilienz opgebaut, wat d'Sozialwunnengen ugeet!

Mir hunn e Manque vun 2.500 Wunnengen am Joer, an dat ass e legitimme Constat, dee sech hei stellt. An der ëffentlecher Hand ass et eeben esou, dass si keng Bauterrainen huet. Déi grouss Majoritéit läit – dat ass e Fakt – an der privater Hand. Dofir ass et wichteg, d'Mobiliséierung vun Terrainen, eidel stoende Wunnengen an och Baulücke vläicht op eng aner Manéier unzegoen.

An ech kommen hei kuerz op d'Baulücken zréck. Ech hat viru sechs Joer eng Etüd an e Memoire geschriwwen, wou ech konkreet Pisten ugedeit hunn, wéi ee kann temporär Baulücke mobiliséieren, ouni beim Proprietär ze kafen. Well et ass wierklech jidderengem säi Recht, säin Terrain wëllen ze halen, sief et fir d'Kanner oder fir d'Enkelkanner. Mee et huet een eng gewësse Perspektiv an et weess ee jo, wéini vläicht déi Kanner wäerte vum Terrain profitéieren, an en attendant kéint een déi Terraine vläicht fir 3, 6, 9, 10 Joer der ëffentlecher Hand zur Verfügung stellen an dann – vu datt et mat modularer Bauweis séier geet – kéint een déi Terrainen do mobiliséieren an no där gewëssener Zäit erëm un den ursprüngleche Proprietär en l'état zréckginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Bauterrain ass e wichtege Vecteur an der ëffentlecher Hand. Dofir hu mir hei de Pacte Logement. Eent vun den Haaptziler ass et, Terrainen ze mobiliséieren. Mam Pacte Logement wäerte mer an Zukunt och kënne méi dicht bauen. Dat ass en anert Stéchwuert, dat immens wichteg ass. Doduerjer gëtt de Baubuedem, awer och d'Infrastrukturen optimal ausgenotzt. Et ass iwwert den Artikel 39bis (veuillez lire: iwwert den Artikel 29bis) – ech ginn elo net an den Detail vum Pacte Logement –, datt mer däerfe bis 10 % méi baue wéi dat, wat de PAG virgesäit. Dat heescht, de Promoteur ka jo 10 % méi bauen an op där anerer Säit ass et esou, datt d'Gemengen och 10 % Terraine gratis zur Verfügung gestallt kréien. An do ass et esou – ech brauch Iech dat net ze soen –, datt mer wierklech eng Win-win-Situatioun hunn, dat heescht eng Optimisatioun vum Bauperimeter an an engems baue mir déi Resilienz vu verschiddene Gemengen a puncto Sozialwunnengen op.

Firwat ass et wichteg, méi dicht ze bauen? Bauland ass endlech, virun allem bei eis am Land. Dofir ass et wichteg, ganz intelligent domadder ëmzegoen. Méi dicht bauen, dat proposéieren och d'Promoteuren, wann ee mat hinne schwätzt an no Léisunge freet. Dicht ass net onbedéngt méi no unenee bauen, well ech weess, datt vill Leit sech déi franséisch HLMen hei elo virstellen. Nee, dat ass et net. Mir mussen nohalteg, intelligent an natierlech sozial noverdichten. An hei spillt natierlech d'Liewensqualitéit eng wichteg Roll. Déi ganz Planung muss ëmgeduecht ginn. Beim Pacte Logement ass et och esou, datt Liewensqualitéit ganz grouss geschriwwe gëtt an och subventionéiert gëtt an deem Sënn. An natierlech …

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci. An natierlech musse mir den urbane Raum aneschters noverdichte wéi de ländleche Raum. A wann een dat wierklech esou richteg verstanen huet, da kann een eréischt dat Ganzt matdroen.

E weidere Punkt, deen hei ënnerstrach muss ginn, ass, datt bis elo d'Gemengen … Wann ee mat de Gemenge schwätzt, war et esou: Jo, si géife gär entwéckelen, mee si hätten net genuch Ressourcen. An do si mer och frou, de Pacte Logement ze hunn, well iwwert de Pacte Logement wäerten d'Gemengen, sämtlech Gemengen, déi ënnerschriwwen hunn – mee ech mengen, dat si se elo mëttlerweil alleguerten –, e Logementsberoder gratis zur Verfügung kréien. An dee Logementsberoder ka wierklech fir all Gemeng individuell op Mooss en Entwécklungsplang opstellen.

Dir gesitt: An noer Zukunft wäerte mir méi Terraine kréien, fir kënne méi ëffentlech Wunnengen ze bauen. A genau dofir brauche mer dëse Fonds spécial. De Fonds erlaabt et, déi néideg Suen direkt do ze investéieren, wou och Bau- oder Entwécklungspotenzial sech ubitt. A mir hunn dofir déi néideg Flexibilitéit.

Ech wëll awer nach kuerz betounen, datt iwwert de Fonds spécial net nëmmen Terraine kënnen opkaf ginn a Wunnenge gebaut ginn, et kann och Renovatioun domadder subventionéiert ginn, et kënnen och Infrastrukturen domadder subventionéiert ginn a sämtlech Etüden, déi derzou bäidroen, datt mer eng gutt a flott Liewensqualitéit hunn an dat Ganzt natierlech dat soziaalt Liewen och fërdert.

Dëse Fong erlaabt et eis, Budgetscontrainten ze vermeiden an awer eng Previsibilitéit an Transparenz a puncto Aarbechten am Beräich Logement ze kréien. Wichteg fir eis Parlamentarier ass et, datt mer e klore Suivi vun de Logementsdepensë kréien, an dat hu mer bis elo all Joer vum Här Minister Kox kritt. Mee fir déi Leit och dobaussen: Et ass ganz einfach, de Rapport ze fannen, op logement.lu, wou Der wierklech kënnt sämtlech Zuelen noliesen an all déi Aarbechten, déi amgaang sinn, gemaach ze ginn.

An deem Sënn deposéieren ech och eng Motioun an ech wëll ënnersträichen, datt se wierklech vu sämtleche Parteien an och vun eisem onofhängege Member, deen awer Member an der Logementskommissioun ass, ënnerschriwwe ginn ass. An ech wäert nach eng Kéier zum Schluss nach eng Kéier dozou kommen, fir Iech dat ze erklären.

Motion 1

« Les projets d'envergure en matière de logements abordables »

La Chambre des Députés,

considérant

– la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des projets d'envergure en matière de logements abordables ;

– les procédures à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptées en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure travaux publics » en date du 23 octobre 2008 ;

– la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

– la motion de la Chambre des Députés du 1er mars 2018 prise dans le contexte du débat de consultation sur la problématique du logement et invitant le Gouvernement à inciter le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché ainsi que les communes à construire davantage de logements locatifs ;

– le rapport spécial de la Cour des comptes du 28 janvier 2019 sur la réalisation des logements sociaux et ses recommandations visant notamment la nécessité de mettre en place les outils nécessaires afin d'avoir une vue globale des projets, particulièrement en matière de consommation financière, d'état d'avancement et de réalisation effective de logements ;

– la volonté du Gouvernement de dynamiser la création de logements abordables publics en développant en premier lieu le parc public de logements en location abordable et en second lieu celui des logements en vente abordable et en vente à coût modéré ;

– la motion de la Chambre des Députés du 10 décembre 2019 prise dans le contexte du débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 et considérant qu'une des priorités en matière de politique du logement consiste dans la création d'une offre nettement plus large de logements abordables destinés en premier lieu à la location ;

– l'article 5 de la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement et obligeant le ministre à soumettre annuellement à la

Chambre des Députés un rapport sur le fonctionnement et les activités du fonds, ainsi qu'un programme pluriannuel des dépenses du fonds tenant compte des besoins de logements et des projets soumis par les promoteurs ;

– le projet de loi n° 7937 relative au logement abordable déposé le 24 décembre 2021 par lequel le Gouvernement entend mettre en œuvre un programme public concerté, responsable et ambitieux pour le développement de logements abordables qui renforce ainsi l'équité dans la société et qui la rend non seulement résiliente face au changement climatique, mais également au risque d'un clivage sociétal provoqué par l'enchérissement continu des logements du marché privé[1]*,*

invite le Gouvernement à

– présenter chaque année, avec le rapport sur le fonctionnement et les activités du Fonds spécial de soutien au développement du logement et en vue d'un débat à mener par la Chambre des Députés, une liste des projets d'envergure en matière de logements abordables à réaliser prioritairement par les promoteurs sociaux avec l'appui financier de l'État au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et dont l'appui financier de l'État est susceptible d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros,

considérant en outre

– la liste des projets d'envergure en matière de logements abordables susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, soumis à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) ;

– que les projets susceptibles d'engendrer un engagement financier de l'État de plus de 40 millions feront l'objet d'un projet de loi d'autorisation budgétaire spécifique permettant ainsi de présenter en détail l'évaluation critique des coûts ;

– que, dans le but d'accélérer les procédures, le Gouvernement adaptera en concertation avec la Chambre des Députés ce seuil de 40 millions d'euros à 60 millions tel qu'il est prévu par l'article 80, paragraphe 2 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et ceci sans dépasser la variation constatée de l'indice annuel des prix à la construction par rapport à la valeur de 669,88 sous-jacent au montant actuellement en application ;

– que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère du Logement, du Fonds du logement et de la Société nationale des habitations à bon marché, la Commission du Logement a avisé favorablement les projets présentés,

marque son accord

– à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des onze projets suivants regroupant un ensemble de 837 logements :

a) en ce qui concerne les projets à réaliser par le Fonds du logement

Promoteur public	*Commune d'implantation du projet*	*Adresse Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée en millions*
Fonds du logement	*Luxembourg*	*Auf der Langfuhr*	*2023-26*	*57*	*16-20*
Fonds du logement	*Winseler*	*Duerfstrooss*	*2024-28*	*70*	*20-25*
Fonds du logement	*Sanem*	*Wenschel*	*2024-28*	*34*	*13-17*

b) en ce qui concerne les projets à réaliser par la Société nationale des habitations à bon marché

Promoteur public	*Commune d'implantation du projet*	*Adresse Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée en millions*
SNHBM	*Luxembourg*	*Rue des Ligures*	*2027-37*	*320*	*48-72*

c) en ce qui concerne les projets à réaliser par les Communes

Promoteur public	*Commune d'implantation du projet*	*Adresse Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée en millions*
Ville de Luxembourg	*Luxembourg*	*Rue Annette Schwall-Lacroix*	*2023-26*	*47*	*20-26*
Ville de Luxembourg	*Luxembourg*	*Rue de Merl*	*2023-26*	*25*	*10-14*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Résidence Senior*	*2023-35*	*130*	*50-70*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Lot 2b (étudiants)*	*2023-35*	*21*	*22-28*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Lot 4*	*2023-35*	*33*	*18-22*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Lot 6*	*2023-35*	*42*	*22-28*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Lot 24a*	*2023-35*	*58*	*24-30*

(s.) Semiray Ahmedova, Barbara Agostino, Yves Cruchten, Marc Goergen, Fernand Kartheiser, Marc Lies, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | An ech fueren da weider mat e puer pertinenten Zuelen aus dem Rapport. Jo, bei den Zuelen hei muss ee sech e bëssen unhalen. Am Joer 2022 huet de Fong 309 Milliounen Euro investéiert, wou ursprünglech 300 virgesi waren. Dat heescht, Dir gesitt, et ass méi geschafft ginn, wéi dat iwwerhaapt, wat virgesi war, an et war schonn eng grouss Ambitioun dofir!

Mir zielen 3.306 konventionéiert Wunnengen op den 31. Dezember 2022. D'Detailer, wéi déi Suen opgedeelt ginn, stinn op der Säit 27, mee grosso modo 41 % si fir de Verkaf gewiescht ënner Emphyteos an 59 % fir eng Location abordable. Eng konkreet Perspektiv, wat de Bau vun abordabele Wunnengen ugeet, ass, datt bis 2027 ganzer 3.900 nei Wunnenge wäerte gebaut ginn. Dat si ronn 780 Wunnengen am Joer, déi zousätzlech wäerte kommen.

Als Konklusioun vu menge Chiffere wëll ech nach soen, datt 2015 just 39 Milliounen Euro ausgi gi sinn. Am Verglach mat 2022, wou mer ganz konkreet 309 Milliounen Euro ausginn hunn an nach weider Projeten an der Pipeline hunn, wäerte mer och déi Investitiounen héichhalen a mir gesinn 300 Millioune pro Joer fir deen Zweck vir.

Ech maachen dann direkt den Iwwergang, well ech wëll Iech do och net e puer Zuelen virenthale vu Grand-projet-d'enverguren, wou amgaangen ass, gebaut ze ginn, oder eeben Terrainen amgaange sinn, preparéiert ze ginn, fir datt den nächste Bagger rullt: NeiSchmelz zu Diddeleng, ronn 1.600 Eenheeten, an do gi 507 Milliounen investéiert; Wunne mat der Wooltz an „Haargarten", ronn 1.100 Wunnenge fir 500 Milliounen; Elmen, wou mer wierklech schonn immens gutt virukomm sinn, wou déi éischt Leit schonn dra wunnen, 154 Wunneenheeten, 125 Milliounen; Syrdall, ronn 170 Eenheeten; Wëltgebond zu Mamer, ronn 160 Wunneenheeten. Wéi gesot, ech erspueren Iech all déi Zuelen, Dir fannt se am Rapport erëm, mee mir hunn nach Iechternach, mir hu véier grouss Projeten hei an der Stad Lëtzebuerg, mir hunn Dikrech. A wéi gesot, kuckt Iech dat einfach un, an da gesitt Der och dee Moment, wéini déi Wunnenge wäerte fäerdeggebaut ginn.

Insgesamt goufen an dëser Legislaturperiod – dat wëll ech awer nach ënnersträichen – eng ronn 10

[1] *Extrait de l'exposé des motifs du projet de loi*

Projet-d'enverguren op de Wee bruecht. Projet-d'enverguren heescht wierklech grouss Arealer, wou Wunnengen – exklusiv Wunnengen – wäerte gebaut ginn. Zesummen hu mer hei en Invest vun 1,5 Milliarden Euro. Mir schafen domadder ganzer 3.300 nei bezuelbar Wunnengen. Jo, dat sinn Invester, déi natierlech daueren, a mir freeën eis ganz ongedëlleg alleguerten drop.

A wat ee ka soen, ass, datt wierklech an noer Zukunft alljoers kontinuéierlech de Bau vum bezuelbare Wunnraum wäert an d'Luucht goen. Dat lescht Joer waren et nach 464. Ech mengen, den Här Minister ass virdrun dorobber agaangen, dofir maachen ech et kuerz: Dëst Joer si mer eleng scho bei 200 Wunnenge méi a fir 2027 hu mer 1.000 Wunnengen, déi geplangt sinn, an der Maach sinn, déi wäerte gebaut ginn. Just fir iech e Verglach ze maachen: Wärend dem ale Pacte Logement, deen zwielef Joer laang en vigueur war, hu mir iwwert déi zwielef Joer 1.000 Wunnenge gebaut.

Une voix | Et kann dach net sinn!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Dach! Just 1.000 Wunnengen iwwer zwielef Joer! An domadder halen ech op mat mengen Zuelen.

Dir Dammen an Dir Hären ...

(Interruption)

Jo, natierlech.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wollt just froen, Madamm Ahmedova: Wéi zum Beispill de Quartier Sauerwiss gebaut ginn ass, wéi de Quartier Kierchbierg gebaut ginn ass, wéi vill Wunnenge waren dat, wannechgelift? Merci.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Et sinn ëmmer 10 % virgesinn, dat kann ech Iech elo auswenneg net soen. Ech hunn ëmmer d'Gefill, ech géif wierklech an der Schoul un der Tafel hei stoen.

(Interruptions)

Et ass alles am Rapport, jo. Ech hunn elo net déi 30 Säite Rapport mat Zuelen auswenneg am Kapp. Ech kann dat awer gären nokucken.

(Interruption)

Jo, ech komme mer wierklech vir wéi am Examen.

Ech erlabe mer op dëser Plaz, meng Konklusioun ze maachen an ze soen, datt dëse Fonds spécial wierklech néideg ass an e weidere Meilesteen ass, fir aus der Logementskris erauszekommen. A wéi gesot, all déi budgetär Efforten, déi bis elo gemaach goufe vun 2018 un, fannt Dir explizitt am Detail am Rapport vum Fonds spécial.

Fir eis ass et wichteg, e Recht op Wunnen ze hunn. Dat ass eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet an awer och vun Integratioun. Et kënnt nach en zweete Facteur erobäi, an dee kënnt net vu mir, ech zitéieren: „Die Wohnungsfrage ist die soziale Frage schlechthin. Und sie ist eine ökologische Frage." An dat kënnt vum Architekturprofesser Här Hertweck.

D'Konklusioun ass: Mam Pacte Logement, der Reform vum Logement abordable, der Reform vun den Aide-individuellen an dem ganze Package u fiskale Moossnamen hu mir eis eng konsolidéiert national Strategie ginn, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen an esou och eist ultimatiivt Zil ze erreechen: Wunne fir jiddereen.

Domadder schléissen ech den Debat iwwert de Fonds spécial of an ech komme ganz kuerz zu der Motioun, déi ech deposéiert hunn, fir Iech ze soen, wat an der Motioun steet. Mir fuerderen natierlech d'Regierung op, sou wéi déi lescht dräi Joer och, datt si eis wierklech en detailléierten, explizitte Rapport an der Logementskommissioun mécht, am Hibléck op en Debat hei an der Chamber, sou wéi dat haut de Fall ass.

An et muss gesot ginn: Iwwer all Projet, wat Infrastrukturen oder de Bau vu Wunnengen ugeet, deen iwwer 40 Milliounë läit, muss natierlech duerch e Gesetzesprojet hei an der Chamber ofgestëmmt ginn, mee mir fuerderen, datt all Projet ab 10 Milliounen och an der Chamberskommissioun presentéiert an och diskutéiert gëtt. Schlussendlech ass am Wunnengsbau all Projet, egal wéi grouss oder wéi kleng en ass, immens wichteg. Zil vun der Motioun ass et natierlech, e besseren Iwwerbléck ze kréien an natierlech och déi néideg Previsibilitéit, Transparenz an Anticipatioun am Logement ze kréien.

Dat alles gesot, merci fir d'Nolauschteren an natierlech merci un den Här Minister dofir, dës Debatt ugefrot ze hunn, well et ass ëmmer interessant, hei ze diskutéieren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den Här Kartheiser ass scho prett.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Regierung, déi eng Konsultatiounsdebatt elo freet, e puer Méint virun de Walen. Also, ech huelen un, datt déi Resultater, déi mer hei erauskréien an där Debatt, och fir déi nächst Regierung interessant sinn. Mee et ass elo ganz kloer: Et ass sënnvoll, datt mer emol iwwert d'Situatioun um Wunnengsmaart schwätzen, well se ass effektiv dramatesch, an dee Fong, iwwert dee mer haut diskutéieren, ass vläicht en Deel vun der Léisung.

Mee ech wéilt awer vläicht ufänken an iwwert den Elefant am Raum schwätzen, dee bis elo nach keen ugeschwat huet, an dat ass d'Problematik vum Wuesstum. Mir hunn eng demografesch Explosioun am Land par rapport zu allen europäesche Staaten. All Joer kommen Dausenden an Dausende vu Leit bäi, an datt dat natierlech en enormen Drock op de Wunnengsmaart ausüübt, ass jo eng Selbstverständlechkeet, y inclus op den abordabele Wunnengsraum!

An ech mengen, et ass ganz kloer, datt mer, wa mer wëllen enges Daags déi Situatioun um Wunnengsmaart an de Gréff kréien, dann och déi Problematik vum Wuesstum upaken a vun engem onkontrolléierten – wäitgeeënd onkontrolléierten – wëlle Wuesstum op e méi qualitativen, gesonde Wuesstem fir eist Land iwwergoe mussen. An datt mer Wuesstem brauchen, steet jo net zur Debatt, mee mer mussen en endlech kënne steieren. An ech mengen, déi Situatioun um Wunnengsmaart, wa mer Joer fir Joer Dausende vun neie Leit hunn a mir bauen e puer Honnert Wunnengen, ass dat natierlech net ze léisen.

Mir hunn och déi Kris am Bausecteur, a bei där Kris am Bausecteur, do huet dës Regierung eng evident Matschold un där Situatioun, well si huet esou vill gemaach, fir d'Wunnengen ze verdeieren a fir d'Bauen onattraktiv ze maachen: D'Erhéijung vun der TVA op Zweetwunnengen op 17 %, dat huet jo selbstverständlech en direkten Impakt op d'Mietpräisser. En Amortissement accéléré, deen awer vill méi onattraktiv ginn ass – eng schwéier Feeldecisioun. Elo gëtt vun ëmmer neie Steiere geschwat, déi op d'Proprietäre solle kommen. Dat ass en Agréff an d'Proprietéitsrecht! An et ass ganz kloer, datt all déi Steieren – Grondsteier, Mobilitéitssteier an esou weider – d'Leit éischter decouragéieren, nach am Immobiliesecteur aktiv ze sinn, wéi datt si sech do géifen dralancéieren.

A mir hunn och déi Flexibilitéit, déi eis feelt an de Mietverträg an esou weider. Mir hunn als ADR elo dës Woch eng Proposition de loi gemaach, fir do emol erëm méi Flexibilitéit an d'Mietverträg eranzekréien an et doduerch och fir d'Proprietäre méi interessant ze maachen, Saachen op de Wunnengsmaart ze bréngen. Well et ass esou, wéi een eng Kris upeekt: Et muss een d'Leit motivéieren, et ze maachen, an net ëmmer mat méi Steiere strofen, mat Agréffer an hir Rechter, mat Verdeierungen. Nee, Motivatioun an effektiv och méi Vertrauen an de Maart an an d'Privatinitiativ! Dorobber kommen ech nach zréck.

Datt d'Präisser explodéiert sinn, dat ass effektiv zum Deel net an der Kompetenz oder an der Responsabilitéit vun dëser Regierung, awer och nëmmen zum Deel. Awer och déi Zënspolitick an alles dat huet eppes mat enger makroekonomescher Situatioun ze dinn, wou Lëtzebuerg e ganz, ganz klengen Deel ka matschwätzen, an dat muss een awer och dann notzen, déi Méiglechkeeten, déi een do huet.

D'Situatioun ass also dramatesch. A vill jonk Stéit, och déi mat enger Staatspai ..., dat ware jo fréier déi, déi eigentlech nach e bëssen à l'abri vun deene Situatioune waren, mee och déi hu jo haut Problemer, fir iwwerhaapt kënnen nach un de Kaf vun enger Proprietéit ze denken. Si gi lounen an hu kaum eng Chance, wa se net ierwen, fir jeemools kënnen eege Proprietéit ze kafen.

18 % vun de Leit leien ëm oder ënnert dem Seuil de pauvreté. Och fir si ass dat natierlech dramatesch, déi Explosioun vun de Präisser, a si sinn et natierlech, déi mer an dësen Debatten och ni däerfe vergiessen, fir datt jiddereen – jiddereen! – awer kann d'Méiglechkeet hunn, dezent ze wunnen.

Déi aktuell Besoine sinn also enorm. Do ginn d'Zuelen auserneen, e puer goufen der haut genannt, mee mir wëssen, datt mer en enormen Defizitt hunn. Ech wëll deen also elo net hei chiffréieren. Do ass de Moie scho gesot ginn: 780 am Joer, 2.000 Wunnengen am Joer, do ginn déi genau Chifferen auserneen, jee nodeem, wat ee kuckt. Mee de Constat ass ganz kloer: Mir kënnen dat net opfänken an och déi ëffentlech Hand aleng kann dat net opfänken. An dofir ass eise Plädoyer ganz kloer, fir onbedéngt mam private Secteur zesummenzeschaffen. Et kann nëmme sinn, datt déi ëffentlech Hand en Deel mécht, wat se eebe packt, awer och virun allem déi privat Investisseure solle sollicitéiert ginn, fir och am abordabele Mietwunnengsbau do matzemaachen.

An do ass decouragéiert ginn an de leschte Joren, well am Rapport steet – an dat ass de Moien och schonn ernimmt ginn –, datt zënter 2019 déi Konventioune mat méigleche Privatinvestisseuren am abordabele Wunnengsbau vun 20 op 40 Joer eropgesat goufen. Den Här Minister selwer huet dat ernimmt. Awer dat heescht, datt och do den Invest manner attraktiv ginn ass. Do, denke mir, misst et méiglech sinn, zum Beispill no 20 Joer, wann dat da méiglech ass, datt een déi 40 Joer net muss anhalen, mee datt een awer do vläicht duerch Remboursementer, degressiv Remboursementer, compte tenu vun den Amortissementer an esou weider erëm kéint Initiativen huelen, fir méi privat Investisseuren och an den abordabele Wunnengsraum ze bréngen.

An do sinn der, déi sinn interesséiert. Ech denken zum Beispill un d'Kierch oder un anerer, déi awer do aktiv waren an déi sech vläicht elo méi zréckgezunn hunn. An et ass awer och wichteg, datt esou Investisseure kënne mat erukommen. De Staat selwer – en ass vill gelueft ginn de Moien, mee et muss een awer och d'Grenze vu senge Méiglechkeete gesinn – ass par rapport zum Privaten einfach vill méi lues a vill méi bürokratesch, an dat ass en Nodeel. Wann et drëm geet, méiglechst séier ze bauen, ass hien net onbedéngt de beschte Promoteur.

Wéi vill Terrainen huet de Staat – dat ass eng gutt Fro – a wat ass effektiv do gemaach ginn? A ville Gemengen – dat wësse mer ganz gutt – wësse mer, datt déi Gemengenterrainen eigentlech déi sinn, wou als Lescht drop gebaut gëtt. Also, do ass e Problem, datt eeben de Staat an d'Gemengen dacks méi lues si wéi déi privat Hand.

An och de Pacte Logement 2.0, och dee vergréissert éischter nach d'Bürokratie an e respektéiert och net ëmmer d'Gemengenautonomie: D'Gemenge kréie Conseillers climat, Conseillers logement an esou weider an esou fort. Et ass ëmmer méi eng grouss Mainmise vum Staat eigentlech och op d'Gemengen.

De Staat blockéiert, wéi gesot, Terrainen. Et wär mol gutt, eng Analys ze maachen, wat en effektiv huet a wat an där Réserve foncière, wéi dat genannt gëtt, dann effektiv mobiliséiert gëtt.

A wann de Staat baut, baut en och eng Ideologie mat. Ech wëll hei just op d'Parkinge verweisen. Dat ass jo och eng permanent Problematik, datt da vläicht net Parkingen do sinn, wou se solle sinn, oder net genuch.

De Staat verhënnert d'Verméigensbildung, well en Deel vun där Programmatik, déi e mécht, ass jo de Bail emphytéotique. De Bail emphytéotique ass sécher net déi bescht Léisung – zumools an Inflatiounszäiten. Do gëtt et besser Modeller, wéi de Portage foncier zum Beispill. Mee Verméigensbildung mat dem Bail emphytéotique ass eigentlech net méiglech.

De Staat ënnerhält och säi Wunnengspark net séier genuch, dat muss een och soen. Dacks ass e Stau a Renovatiounen, wat bei Privaten awer am Prinzipp méi séier ka goen, well et einfach da wichteg ass wéinst dem Rendement.

An da muss een och wëssen, datt e ganzen ..., ech weess net wéi vill, dat ass am Rapport elo net genau preziséiert gewiescht, awer e gudden Deel vun deem Logement abordable geet och a Foyere fir Demandeurs de protection internationale – dat hate mer déi lescht Jore ganz vill –, déi de Staat zu 100 % finanzéiert. Och déi sinn an deene Statistike vun den ëffentleche Fongen eebe mat dran, kommen awer net deenen normale Leit zegutt, déi grad eng Wunneng sichen, mee eeben enger bestëmmter Kategorie Persounen, den Demandeurs respektiv zum Deel de Bénéficiaires de protection internationale, well déi um fräie Wunnengsmaart och net séier eppes fannen.

Wie kritt also déi Wunnengen? Dat ass och eng Diskussioun, déi ee muss féieren. Well mir si kloer fir eng national Lëscht mat transparente Krittären, hu mer ëmmer gesot. An op Gemengenniveau, wa Gemengen abordabele Wunnraum hunn, denke mir – dat hate mer och am Gemengewalkampf ëmmer erëm betount –, datt mer sollten iwwer e Punktesystem erméiglechen, datt Leit, déi e Lien zu enger bestëmmter Gemeng hunn, och kënnen an där Gemeng wunne bleiwen an net mussen iergendwou anescht hiplënneren. Wann een do opgewuess ass, wann een do an d'Schoul gaangen ass, wann een do an engem Veräin ass an esou weider, datt dann awer eng gewësse Prioritéit kënnt fir déi Leit, fir datt dee Lien zu de Gemengen, datt wierklech dat Duerfliewen oder dat Gemengeliewen awer kann erhale bleiwen. Et ass also net egal, mengen ech, wie wou wéi eng Wunneng kritt, wa mer vum abordabele Wunnraum do schwätzen, mee et sollt schonn do och un dat Gemengwuel an och d'Gemengeliewen, d'Zesummeliewen an enger Gemeng, geduecht ginn.

Mir hu ganz kloer Virstellungen. Mir wëllen, datt de Staat Garantien iwwerhëlt fir Leit, déi wëllen e Prêt ophuelen, well déi meescht Leit packen dat net méi vu sech aus. An dat misst méiglech sinn, well vill Leit kréien emol net e Prêt, wou de Remboursement an der Héicht wier vun deem Loyer, dee se elo bezuelen. Dat ass net logesch.

Mir wëllen och, datt de Staat méi generéis Hëllefe gëtt, well do sinn dacks d'Hëllefen nach op engem Niveau, deen net méi den aktuelle Besoinen entsprécht, an datt d'Steiere reduzéiert ginn. Bei de Steieren, do denke mer och zum Beispill u Frais d'enregistrement, also déi Zommen, déi de Staat selwer kasséiert, encaisséiert, wann eng Transaktioun gemaach gëtt. Déi sinn am internationale Vergläich hei zu Lëtzebuerg einfach ze héich.

Mir wëllen och manner Ëmweltoplagen an ausgewisene Perimeteren oder Bauzonen oder och Industriezonen. Et soll méi einfach ginn, Wunngemeinschaften ze maachen. A mir wëllen och manner restriktiv Kredittbedingungen, quitte datt do virun allem mat de Finanzinstituter muss geschwat ginn. Et soll einfach sinn, fir eng Wunneng ze kréien. De privaten Engagement soll favoriséiert ginn, och bei Firmen, déi wëlle Logementer fir hir Mataarbechter schafen.

Dat gesot, si mir ganz frou iwwert déi Debatt a mir hoffen, datt mer an enger nächster Regierung eng méi realistesch Wunnengspolitick kréie wéi dat, wat dës Regierung gebueden huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. „Und täglich grüßt das Murmeltier". Et fillt ee sech e bësse wéi de Bill Murray an dësem Klassiker aus den 90er-Joren, wou hien als Haaptduersteller all Dag de selwechten Dag geneesou erëmerlieft wéi den Dag virdrun. All Moien erwächt en an der Hoffnung, dass d'Zäit elo erëm weidergeet, mee all Moie geschitt genee dat selwecht.

Mir féieren elo fir d'drëtt dës Debatt iwwert de Fonds spécial. An all Joer op en Neits mengt een, et kéim vläicht eppes Neies, well et vläicht eppes Neies gëtt. Mee nee, wat soll et grouss Neies ginn, well grosso modo gesi mer, dass alles beim Alen ass.

D'Virwuert vum Minister liest sech och deementspriechend. Et liest een ëmmer erëm, dass d'Mesüren elo hir Friichte géifen droen, dass dat ab elo alles besser wäert goen, dass Joerzéngte Stëllstand elo iwwerwonne wären. A fir dee fade Menü e bësselchen ze würzen, kommen all Joer nei Annoncen derbäi, déi ëmmer méi abenteuerlech kléngen. Dëst Joer liest een elo vun 20 % abordabele Wunnengen, déi dann iergendwa sollen do sinn. D'lescht Joer war d'Zilsetzung nach manner héich, do goung vu Wunnraum fir déi 18 % rieds, déi ënnert der Aarmutsgrenz liewen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dës Korrektur no uewe vun der Zilsetzung ass virum Hannergrond vun der sozialer Situatioun hei zu Lëtzebuerg legitimm, well den Aarmutsrisiko klëmmt a soumat méi Leit op eng ëffentlech a gënschteg Wunneng ugewise sinn. Natierlech ass et richteg, dass de Logement ee vun de grousse Facteuren ass, deen zu Lëtzebuerg d'Aarmut verstäerkt. Mee eleng mam Bau vun neie Wunnengen ass et awer net gedoen, besonnesch net, wann den Output ëmmer wäit ënnert dem Bedarf bleift, deen néideg wier, fir d'Präisser um Locatiounsmarché ze stabiliséieren. Wat do direkt hätt kënnen hëllefen, wier eng Reform vum Loyersgesetz gewiescht, déi d'Loyeren um Privatmarché limitéiere géif. Déi Loyere lafen eis awer elo duerch déi héich Zënsen op Immobiliekreditter ëmmer méi fort.

D'Regierung wollt mat hirer proposéierter Reform zouloossen, dass d'Loyeren op bestoende Locatiounswunnengen nach méi klamme kéinten, wéi dat haut schonn de Fall ass. Se ass awer wéinst dem staarke Géigewand an den Tirang geluecht ginn, wou se warscheinlech nach laang wäert leien. Mee dat ass awer keng Léisung. De Kapp an de Sand ze stiechen, ass an eisen Ae keng Léisung!

Et gëtt een den Androck awer net lass, dass déi offensiv Kommunikatioun hei, wou op eemol d'Recht op Wunne plakativ iwwerall genannt gëtt vun enger Regierung, déi awer net kapabel war, dat ënnert de Grondrechter an d'Verfassung ze schreiwen, an éischter Linn iwwert de relative Stëllstand an der Wunnengsbaupolitick soll ewechtréischten.

Här President, ech hu virdru vum grousse Lach geschwat, dat tëscht dem Output vu Wunnengen an dem Bedarf u Wunnenge besteet. Dat Lach gëtt nach ëmmer méi grouss a steet den Annoncë vum Minister souwéi och den neie Krittäre fir d'Verdeele vu gënschtege Wunnengen entgéint. Mir soen dat alljoers op dëser Plaz: De Rapport vum Fonds spécial liest sech wéi e Verspriechen an d'Zukunft, e Verspriechen, dat awer esou bal net wäert kënnen agehale ginn!

Wa mer eis ukucken, wéi d'lescht Joer d'Zuel vun de konventionéierte Wunnengen am Fonds spécial evoluéiert huet, da stellt ee fest, dass et der 2022 manner ware wéi 2021. An 2021 waren et der och scho manner wéi 2020. Natierlech kann et Schwankunge ginn, mee déi Zuelen eleng soen effektiv net alles aus. Mee wa se awer par rapport zu 2020 ëm zirka 50 % falen, da soll dat engem ze denke ginn. Well hei geet et jo ëm Projeten, déi am Bau oder an der Renovatioun sinn, also déi an den nächste Jore fäerdeggestallt a bewunnt kënne ginn.

D'Zuel vun de konventionéierte Wunnengen, déi insgesamt am Fonds spécial stinn, variéiert och nëmme marginal. Mee wann do keng seriö Beweegung no uewen ze gesinn ass, wéi soll dann den Output an e puer Joer ausgesinn? Ausser d'Wunnenge ginn op eemol duebel esou séier gebaut, mee mir zweifelen, dass dat wäert passéieren.

Dobäi kommen déi plakeg Zuele vun de fäerdege Wunnengen. Am Joer 2022 koumen insgesamt 244 gënschteg lokativ Wunnengen zu Lëtzebuerg derbäi. Mir beweegen eis do ëmmer nach an deem Beräich, iwwert dee scho viru fënnef bis zéng Joer gesot ginn ass, dass et bei Wäitem net duergeet. De Logementsminister betount, dass dat awer eng Progressioun vu 6,3 % wier, mee 6,3 % op ganz wéineg bleift nach ëmmer ganz wéineg. A wa mer esou weiderfueren, ass et och 2030 nach ëmmer ganz wéineg.

D'Perspektive vum Fonds spécial bestätegen eis do och ganz däitlech. De Rapport vun 2020 huet eis fir 2022 en Output vun 800 Wunnenge virausgesot. De Rapport vun 2021 huet eis fir 2022 750 Wunnenge virausgesot. Iwwreg bliwwen ass zirka d'Hallschent, wann een och gënschteg Wunnenge fir d'Vente matarechent.

Fir 2023 da gouf am éischte Rapport vum Fonds nach vun 820 neie Wunnenge geschwat, ee Joer méi spéit war de Ministère du bei 840. Elo dëst Joer gi méi kleng Bréidercher gebak an et bleiwen der 650. Wann alles gutt geet, da rechne mer fir 2023 also mat ronn 300 Wunnengen.

An och mëttelfristeg stëmmt villes net. Virun zwee Joer hu mer fir d'Period 2021–2025 nach 4.300 Logementer annoncéiert kritt, duerno sollten et der 4.450 bis 2026 sinn, duerno ass de Ministère op eng méi laangfristeg Schinn gaange bis 2027, wou dann elo 3.900 Wunnenge solle gebaut ginn.

Et kéint een dat elo weider ausféieren, well et ass dat, wat de Lieser vun deene Berichter all Joer direkt frappéiert: Annoncen iwwer Annoncen, déi sech lues a lues iwwer méi laang Zäithorizonter no hannen erstrecken, mee ni erreecht kënne ginn, sou schéngt et. Déi vill gënschteg Wunnengen do sinn e bësse wéi eng Fata Morgana, d'Oas an der Wüüst, déi a Wierklechkeet, wat ee méi no kënnt, net wierklech eppes ass.

Här President, mam Opkaf vu Wunnengen an der VEFA, déi de Logementsminister annoncéiert huet, gesi mir eng Méiglechkeet, fir séier méi gënschteg Wunnenge bäizekréien. Et sinn der elo net vill, fir déi bis elo en Accord mam Privatpromoteur fonnt ginn ass, mee prinzipiell menge mir, dass de Wee esou richteg ageschloe ginn ass. Wat mir awer dobäi bemängelen, ass, dass d'Regierung hei elo net méi konsequent op de Wee geet, fir déi schwiereg Situatioun am Logementsmarché awer zumindest dofir ze notzen, den ëffentleche Wunnengspark géigeniwwer deem private méi séier wuessen ze loossen.

D'Moyene fir esou eng méi volontaristesch Acquisitiounspolitick, déi net de Staat eleng, mee och d'Gemenge mussen ugoen, kéint mat enger Opstockung vum Fonds spécial och finanzéiert ginn. Donieft widderhuele mir och dann eis Fuerderung, fir de Rentefong an der Schafung vun ëffentlechem Wunnraum a besonnesch och bei der Renovatioun méi anzesetzen.

Mir widderhuelen och op dëser Plaz eis Fuerderung nom TVA-Taux super-réduit vun 3 % fir Wunnprojete vun net lukrative Bauhären, an éischter Linn Gemengen an Associatiounen. D'Präisser kéinten esou staark gedréckt ginn.

Här President, de Rapport geet vill op de Pacte Logement 2.0 an. Den neie Pakt ass sécherlech e Fortschrëtt géigeniwwer dem éischten, mee mir kritiséieren ëmmer nach, dass dëse reng fräiwëlleg ass. D'Depensen an dësem Beräich fale jo beim Fonds un, fir de Conseiller logement a virun allem fir d'Dotation financière ze bezuelen, déi eng Gemeng mat konventionéiertem Plan d'action logement pro am Virjoer konventionéiertem Logement op sengem Territoire kritt. Dëse Montant gouf jo vun 19.000 op 25.000 Euro eropgesat.

Als déi Lénk hu mir dës Decisioun zwar ënnerstëtzt, hunn eis awer scho beim Vott vum neie Pacte Logement gefrot, wéi dëse Modell zu méi Gemengewunnenge wäert bäidroen, soulaang de Wunnengsbau net zu enger zentraler Missioun an zu enger politescher Prioritéit fir d'Gemenge gëtt, wéi mir et mengen an och proposéieren. Sou wéi de Modell haut ausgeluecht ass, wäerten déi meescht Gemenge maximal op de Wee goen, fir ëffentlech Bauprojete vum Fonds du logement oder der SNHBM ze dulden oder souguer ze promouvéieren, mee fir selwer aktiv ze ginn, feelt et eis u verflichtenden Zilsetzungen, déi och mam neie Pacte Logement bekanntlech net kommen. Et ass begréissenswäert, dass esou vill Gemengen entre-temps hir Konventioun ënnerschriwwen hunn an eng Partie och schonn e Plan d'action opgestallt hunn.

Ech liesen am Rapport vum Fonds, dass 67 Gemengen abordabel Wunnengen hunn. Do si mer also bei engem Drëttel Gemengen, wou nach Potenzial no uewe besteet. A meng Fro wär do: Wat ass do virgesinn an deem Kontext vum Pacte Logement a vun den ënnerschriwwene Konventiounen? Wat kann ee sech do erwaarde bei deem engen Drëttel vu Gemengen? A wat kéint konkreet dobäi erauskommen, wa bei deem engen Drëttel vun de Gemengen, déi nach keng abordabel Wunnengen op hirem Territoire hunn, elo keng ëffentlech wäerten derbäikommen? Da stellt sech d'Fro, firwat dat esou ass. Dat wär och eng Fro.

Et bleift just ze hoffen, dass déi Aktiounspläng tatsächlech och zu méi kommunale Wunnengen, sief et am Bau, am Kaf oder der Renovatioun, féieren. Wann d'Vergaangenheet hei awer e Guide fir d'Zukunft ass, da si mir den Ament éischter skeptesch, well wéi mir wëssen: Op engem ale Betribssystem lafe keng nei Programmer.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, haut schwätze mer iwwert dat wichtegst Theema fir alleguerten eis Bierger, well jidderee muss wunnen, wat direkt och d'Sozialpolitick souwéi eis Wirtschaftspolitick beaträchtegt: eise Logement. Sozial, well de Logement vill Leit hei am Land vum Liewen ausschléisst, well et finanziell Problemer mat sech bréngt. D'Wirtschaft, well och d'Attraktivitéit vun eisem Land dervunner ofhänkt, dass talentéiert Mënschen hei zu Lëtzebuerg wunne bleiwen oder heihinnerkommen.

Dëse Rapport gëtt e Réckbléck, mee d'Fro ass éischter: Wat ass mam Ausbléck um Logementsmaart? An do si ganz grouss Fragezeichen, Froen, déi ee sech ka stellen.

Ech hunn an de leschte Jore vill Rieden zum Logement dierfen hei halen. No all deene Jore sti mir Piraten awer weiderhin zu eiser fester Positioun: Et muss méi ëffentlech gebaut ginn, den ëffentlechen Träger muss méi maachen. D'Wunne soll net e Kapital sinn, mee et soll eng Leeschtung si vum Staat, fir a sengem Land kënnen ze liewen. De Staat, d'ëffentlech Bauträger an d'Gemenge musse méi Suen an d'Hand huelen, fir d'Wunne méiglech ze maachen, dat fir jiddereen.

Mir Pirate soen dofir zënter Jore ganz kloer: Wann de Staat baut, kann en d'Wunnenge fir 10 Euro de Meterkaree ubidden an de Leit soumat erschwéngleche Wunnraum erméiglechen. A jo, dat ass eng realistesch Präisvirstellung, wéi mer och d'lescht Kéier an der Logementskommissioun am Dokument vum Minister gesinn hunn, deen och op dee Wee geet vun ëm déi 10 Euro de Meterkaree, souguer zum Deel eemol drënner.

Dir wénkt elo Nee, Dir hat et awer an Ärer PowerPoint-Presentatioun – ech hat mer et nämlech extra ugekuckt –, wou der op 10 Euro de Meterkaree waart, 9 Euro an e puer Zerquetschtener, …

(Interruption)

… 9 Euro an e puer Zerquetschtener.

Also, ech wollt Iech eigentlech luewen, Här Minister, dass Der eppes gemaach hutt, dass d'Leit op 10 Euro de Meterkaree kommen, dat war elo keng Kritick. Ech hu gären, wann Der de Präis erofsetzt. Ech hätt Iech kritiséiert, wann Dir de Präis eropgesat hätt.

Mir Piraten sti kloer fir eng Politick vum Choix. Mir wëllen net, dass d'Leit hiert ganzt Liewe musse lounen, well se keng Suen hunn. Dofir froe mir och, dass de Mietkauf endlech bei staatleche Wunnenge soll Realitéit ginn. De Mietkauf gëtt de Leit e wierkleche Choix tëschent kafen a lounen an et ass elo eng Léisung, déi d'Leit brauchen, wann et schwiereg ass, fir e Kreditt ze kréien.

Eng Wunneng ze kafen, ass a bleift an eiser Gesellschaft e Faktor, fir kënne finanziell onofhängeg ze sinn. A finanziell Onofhängegkeet bedeit fir eis och Fräiheet. Esou wéi mer fréi an eng Pensioun abezuelen, sollte mer fréi d'Méiglechkeet ginn, fir d'eege Wunneng esou fréi wéi méiglech ofzebezuelen a soumat e gudde Liewensowend ze liewen.

Mee ech sinn awer och erstaunt, dass elo aner Parteien de Mietkauf entdeckt hunn. De Premierminister huet sech jo um DP-Kongress och fir de Mietkauf ausgeschwat. Dofir hunn ech och haut direkt eng Motioun matbruecht, fir elo endlech Eescht ze maachen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– De Staat wëll an den nächste Jore méi ëffentlech Wunnenge bauen, soudass mindestens 20 % vun alle Wunnengen am Land sollen an ëffentlecher Hand sinn, no den Aussoe vum Logementsminister vum 29. Juni 2023.

– Aktuell hunn d'Bierger/inne just d'Méiglechkeet, fir eng ëffentlech Wunneng ze kafen (mat oder ouni Subsid) oder ze lounen.

– Fir de Mënschen de Choix tëschent kafen a lounen ze ginn a fir de Locatairen eng Chance ze bidden, fir Proprietär ze ginn, kéint de Staat d'Formel vum Mietkauf fir ëffentlech Wunnengen abauen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. de Mietkauf bei ëffentleche Wunnengen ze erméiglechen, ugeleent u follgend Richtlinnen:

• All Mount, un deem ee Locataire fir eng staatlech Wunneng Loyer bezilt, kritt en een Deel guttgeschriwwen.
• De Locataire kann dës Guttschréft notzen, fir eng Reduktioun um Kafpräis vun enger Wunnunitéit am Besëtz vun der ëffentlecher Hand ze kréien.
• D'ëffentlech Hand behält ëmmer ee Virkafsrecht op d'Wunnengen am Fall vun engem spéidere Verkaf;

2. der Chamber zäitno eng Selektioun vu méigleche steierleche Moossnamen ze presentéieren, fir de Mietkauf um privaten Immobiliemaart ze förderen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | An ech kréie mat, vun der DP reegt kee sech op, also si se averstanen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech wëll an dëser Debatt dann awer och soen, dass mer d'Iddie vum Fong natierlech ënnerstëtzen. Mir hunn de Fong jo och 2020 matgestëmmt an och d'lescht Joer scho gesot, dass d'Wunnengskris just duerch den Asaz vun der ëffentlecher Hand ka geléist ginn. Dofir soe mir jo och, dass all weidere Bauprojet beim Fong derbäi soll kommen, grad elo, wou d'Handwierker d'Aarbecht brauchen, grad elo, wou d'Kapazitéiten do sinn.

Natierlech kann och elo all Logementsminister, an egal wéi eng Partei d'Kaarten herno wäert hunn, all Joer heihikommen an eis presentéieren, dass nach ni zu Lëtzebuerg esou vill ëffentlech Wunnenge stoungen. Dat ass awer och einfach nëmme logesch. Wann ech eppes op de Buedem bauen, verschwënnt dat jo net, mee et accumuléiert sech. Da kann een natierlech ëmmer soen, dass erëm eng Rei Wunnenge bäikomm sinn an d'Zuelen eropgaange sinn, wat mer jo och gutt fannen, mee et geet einfach net duer. Dofir, de Gesetzesprojet, fir d'Virkafsrecht an Zukunft ze sécheren, geet an déi richteg Richtung. Och dat wäert hëllefen, fir dass d'ëffentlech Hand méi schnell an der Wunnengspolitick weiderkënnt.

Eis Positioun ass kloer: All Terrain a Wunneng, déi mat Steiergelder kaaft oder gebaut gouf, muss fir d'Piraten am Besëtz vum Staat bleiwen. Ëmmer nach

Privatsecteur opkënnt, wou ee mat Zuelen emol eng Kéier kéint bestätegen oder widderleeën, ob de Staat dann a senge Projete wierklech méi oder manner Zäit brauch wéi am Verglach d'Privatbranche.

Dat erkläert Zil vum Minister, dass an Zukunft 20 % vun de Wunnengen hei am Land sollen erschwénglech sinn, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen. Mir hätten dat awer op 30 % gesat.

Ech wëll nach eng Kéier umierken, dass et och gutt wier, wann de Staat géif derfir suergen, dass d'Leit méi einfach e Privatprêt um Marché kreien. Dat kéint nämlech derfir suergen, dass en Deel vum Drock aus dem Marché kéint geholl ginn, an de Leit hëllefen, schnell hir eege Wunneng ze kréien. Och stelle mir eis vir, dass de Staat kéint higoen an d'Garantien iwwerhuele fir déi Prêten, grad bei sengen eegene Banken, wéi der Spuerkeess.

Op där anerer Säit hate mer virun annerhallwem Joer scho gefrot, dass mer endlech d'Scholdzënsen zu engem méi héije Saz kënnen an der Steiererklärung ofsetzen. Dir hutt et vun 2.000 op 3.000 gesat. De Problem ass just, d'Banke froen elo Zënsen a se froen elo de Leit Geld! Dir kritt et awer eréischt bei der nächster Steiererklärung erëm. A sou, wéi mer d'lescht Kéier bei der Finanzministesch nogefrot haten, goufe jo mol net d'Avancen deementspriechend ugepasst. Dat heescht, d'Leit mussen elo hire Banken Zënse bezuelen, wärend op där anerer Säit se dat dann iergendeng Kéier op der Steiererklärung erëmkréien. Do muss eng vill méi pragmatesch Léisung vum Staat fonnt ginn, fir de Leit direkt ze hëllefen, well si brauchen dat Geld elo direkt.

Fazit: Jo, lauschtert een de Regierungsparteien no, ass nach ganz vill ze maachen, an de Bilan ass net onbedéngt gutt, fir net ze soe schlecht. Mee d'Selbsterkenntnis ass jo den éischte Schrëtt zur Besserung.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

De Logementsminister huet d'Wuert, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Ech wäert et och net allze laang maachen, awer et sinn eng Rei Remarken a Froe gestallt ginn, op déi ech awer nach gär wëll agoen, vu dass elo Mëttespaus ass, soss fänkt de Mo un ze grommelen.

Ech fänken dann domat un, éischtens, Iech alleguerte Merci ze soen. Mat allen Divergenzen, déi hei awer optrieden – an a Virwalzäiten ass och e bësse méi Nervositéit dann do –, ass jo eppes Fakt: dass déi Politick hei fir den Invest an ëffentleche Wunnengsbau gedroe gëtt vu sämtleche Fraktiounen, an dat ass emol en éischte konkreete Fakt.

Zweetens awer och: Jidderee seet, wéi vill Zuele mer dann elo hunn. Fakt ass, dass mer elo endlech ufänken, déi, déi mer subventionéieren, zumindest déi, déi an ëffentlecher Hand sinn, och ze halen a se net verschwannen ze loossen um Privatmarché, wéi dat awer de Fall beim Pacte Logement 1.0 war. Dofir wollt ech dat awer hei nach eng Kéier ernimmen, well de Pacte Logement ass bei verschiddenen Intervenanten ernimmt ginn an den Ënnerscheed zwëschent deem engen an deem aneren. Fakt ass ganz kloer, dass mer hei natierlech elo higinn a mir wäerten déi Wunnengen an der ëffentlecher Hand halen.

An dat ass jo dee groussen Ënnerscheed, deen awer do ass, dass mer endlech erkannt hunn, dass mer besser Statistike musse maachen. Mir hunn elo e LISER, deen eis och emol weist, wéi vill Fonge mer dann nach hunn, oder Baufongen, fir ze bebauen, ech kommen herno drop zréck. Wéi vill Leit sinn dann do, déi eng Demande gestallt hunn? A faktuell, wéi vill Wunnengen hu mer dann hei an deem Land? An do muss ech drop hiweisen.

An da kommen ech bei den Här Lies als éischten Intervenant virdrun. Bon, iwwer intellektuell Éierlechkeet kéint een elo wäit aushuelen. Et sinn och net 100 %. Wann Der déi lescht Donnéeë kuckt vum LISER, si mer bei 80 %, an d'Präisser ginn erof, a verschiddener wäerten och nach weider erofgoen. Ass dat elo meng Schold, ass dat elo mäi Meritt?

Eppes ass awer ganz kloer: Mir haten eng Zënspolitick – an dat huet ee jo och am Ausland gesinn –, déi en Turbo ausgeléist huet mat deenen Nullzënsen. Et ass an de Steen investéiert ginn. An elo duerch déi Dramatik vun der Zënshausse an enger ganz kuerzer Zäit ass am ganze Marché, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och international, dat ganz zesummegebrach. Dofir, déi Zuelen, do muss ee sech dermat ausenanersetzen.

Dir sot: „Den abordabele Wunnengsbau ass nëmmen op 1,64 % an d'Luucht gaangen." Dofir hu mer Iech jo déi Tabell ginn, déi hannen am Rapport vum Fonds spécial dran ass. Déi bezitt sech natierlech op den ëffentleche Wunnengsbau. Do sinn net déi dran, déi vun ASBLe gemaach ginn, do sinn net déi dran, déi an d'Vente emphytéotique gaange sinn. Et si faktuell – an et ass jo dat, wou de Manktem do ass – Locatiounswunnengen. An dofir ass dee Surplus 1,64 %. Iwwer zwee Joer gekuckt ass et 14 % an d'Luucht gaange par rapport zu dem Ist-Zustand 2021. De Park als solches mécht awer leider nëmmen 1,64 % aus.

Jo, d'Visioun mussen déi 20 % sinn. Déi 20 % sinn déi, déi mer bei der gréisster Nopeschstad, zu Kaiserslautern, hunn, an do ass de Wunnengsbau an der ëffentlecher Hand méi resilient, well se déi Wunnengen, déi se gebaut hunn, och an der ëffentlecher Hand gelooss hunn.

Dofir ass et wichteg, dass mer endlech dee RENLA kréien. Dee RENLA, dat ass jo de Registre national des logements abordables. Deen hu mer agefouert an e wäert hoffentlech d'nächst Woch gestëmmt ginn, fir dass mer endlech awer méi viabel sinn.

Dir kritiséiert d'Zuelen, déi hei dra sinn. Déi Zuelen, déi kréie mir geliwwert vun all Promoteur public, vun all Gemeng a vun ASBLen an déi schwanke vu Joer zu Joer. Mir kënnen nëmmen den Ist-Zustand vun deem Joer hei an déi Zuelen erabréngen, an dee Rapport, an dofir ass et esou wichteg, dass mer eis domadder ausenanersetzen. Awer d'Tendenz – d'Tendenz – ass ganz kloer erkennbar, an dat geet ganz kloer no uewen!

Dir kritiséiert, dass mer d'lescht Joer wuel budgetiséiert hunn, dass mer méi géifen ausginn. Et muss een awer soen, dat ass e klenge Rappel: Mir haten awer eng Pandemie, eng Explosioun vun de Präisser, Liwwerketteschwieregkeeten, an dat hat natierlech och Auswierkungen, Här Lies, op de Park, deen do konnt gebaut ginn. Dofir ass et vläicht awer éierlech ze soen, dass mer déi Zuelen, déi mer hei hunn, och lafend ëmmer adaptéieren. A mir haten awer e gutt Gespréich an der Kommissioun, Här Lies, wou mer driwwer geschwat hunn: „Hei, passt op, mir kommen aus engem Regimm, wou mer net déi genau Zuelen haten." Mir sinn ëmmer méi no un dem Zuelematerial, dat mer haut kréien. An e Bauprojet, deen hänkt vu sëllege Facteuren of, dofir ass et net ëmmer einfach, dat genau festzeleeën.

Vläicht, op der Säit 32, wann Der Iech dann awer d'Méi maacht, do sinn déi grouss Projet-d'enverguren dran, déi sechs Projeten, déi mer hei gestëmmt hunn. Do hu mer probéiert, eng Projektion dranzemaachen. An dès le départ hu mer gesot: „Mir mussen elo fir d'éischt emol extreem an d'Sanéierung investéieren!" Zu Wolz si mer elo fäerdeg mat den éischte Projeten an der Sanéierung, do kënne mer da mat den éischte Wunnengen ufänke mat bauen. An dofir ass déi Projektioun awer hei ganz wichteg.

Zu der Madamm Agostino: Jo, klotzen. Ech hu kee Probleem ze klotzen! Ech wëll awer just soen: …

(Interruptions)

… Wann ech op d'Gemenge kommen an ech wëll abordabel Wunnengen an enger gewëssener Densitéit bauen, dann ass et awer schwiereg, dat direkt ëmzesetzen.

An dat Zweet: Dir wësst jo, ëmmer déi Ausenanersetzung mat der IGF, der Finanzinspektioun, wéi de Wuesstem vun engem Budget däerf an d'Luucht goen! Ech wëll net an d'Detailer goen, awer ech hätt mer do nach e bësse méi Support gewënscht. An dat wäert zwar och elo an der Zukunft kommen, awer dee Support, ouni ëffentlech Gelder kënne mer dat alles net stemmen.

An déi ëffentlech Gelder, do soen ech net fir näischt: „Mir brauchen eng hallef Milliard pro Joer!" Firwat steet haut den Tram, firwat den ëffentlechen Transport? Och do ass nach Loft no uewen. Firwat komme mer do weider? Ma well mer ëffentlech Gelder kritt hunn – a mir brauchen déi! Awer mir mussen dann an där Philosophie an am Paradigmewiessel et esou maachen, dass déi Wunnengen, déi mer bauen, och bleiwen an net um Privatmarché verluer ginn. An dat hu mer awer an der Vergaangenheet gemaach!

Zum Perimeter da just ee Wuert: Mir hunn haut 4.294 Hektar am Perimeter disponibel. An eppes huet dës Regierung jo awer probéiert ëmzesetzen, dat ass de Remembrement ministériel. An ech muss Iech soen: Ouni dee Remembrement ministériel kréie mer dat net mobiliséiert! Ech wëll drun erënneren: 1964 gouf de Remembrement viticol gemaach. Deen ass ëmgesat ginn. Do ass et vläicht méi einfach gewiescht, well do hu se de Wënzer einfach gesot: „Allez hopp, Dir musst elo!" Mee firwat ass dat net méiglech bei de Bauterrainen? Also, et ass ouni dat Instrument Expropriatioun, well et gëtt där keng, mee et gëtt vertässelt, awer de Projet kréie mer doduerch mobiliséiert. Et ass schued, vun dëser Regierung sinn do vill Efforte gemaach ginn, fir dat duerchzekréien, leider hänkt dat beim Staatsrot.

Ech wëll och dem Här Cruchten Merci soe fir déi Ënnerstëtzung, iwwregens och am Bail à loyer, well dat ass dramatesch, wat do passéiert. Déi 11 %, dat sinn déi nei Locatiounen, an et gëtt gesot, mir géife mam Bail à loyer déi al Locatiounspräisser an d'Luucht dreiwen. Nee, dee steigt elo nëmmen ëm 2 %. Mir mussen de Schutz maache vun deenen, déi elo eng Locatioun huelen! An do wär et gutt gewiescht, wa mer deen elo nach hätte kënne stëmmen. Dofir merci awer fir déi Ënnerstëtzung.

Och déi Privat mat an d'Boot huelen: Jo, ech sinn derfir, déi Privat mat an d'Boot ze huelen. Dat ass déi Diskussioun vum Här Kartheiser, wou hie gesot huet: „Jo, Dir gitt d'Konventioun vun 20 op 40 Joer an d'Luucht setzen." Hien huet sech entschëllegt virdrun, well e fortgaangen ass. Ech sot, ech géif awer äntwerten op déi 20 a 40 Joer. Mir gi 75 % u Subventioun, mir kënnen dann net am Intérêt général ëffentlech Gelder benotzen, fir Quersubventiounen ze maachen, egal wien dat ass, deen dat ëmsetzt. Déi Sue sinn do, fir deejéinege Beneficiaire ze ënnerstëtzen, dass deen

en abordabele Loyer kritt, net 10 Euro, wéi Dir sot, Här Goergen, mee abordabel ugepasst u säin Akommes.

An et ass dat, wat elo d'nächst Woch an d'Gesetz kënnt vum Logabo, also Logement abordable, an der Hoffnung, dass et et packt, dass et hei gestëmmt gëtt. Do gi mer ganz kloer op d'Bedürfnisser vun dem Eenzelnen an a mir belaaschten en nëmmen esou wäit, wéi en och fäeg ass, belaascht ze ginn. Dat heescht, do komme Loyerspräisser eraus vu 4, 5, 6 oder 7 %. A mir geheien déi Leit och net direkt eraus aus deene Wunnengen!

(Interruption)

Pro Meterkaree, pardon, merci.

A mir geheien déi Leit och net méi eraus aus der Wunneng, well d'Stabilitéit vun all Mënsch ass, wann en en Daach iwwert dem Kapp huet, wann en a senger Societéit kann evoluéieren. Wann e vläicht dann evoluéiert a sengem Akommes, ma da bezilt en einfach méi, mee e bleift a sengem sozialen Environnement. An ech si frou, dass mer do e Konsens fonnt hunn an dass mer dann och mat der nationaler Lëscht, dat ass gesot ginn, no klore Krittäre kënne virgoen. Do kann de Bailleur social – dofir hunn ech deen erwäänt – sech seng Krittären erauswielen, awer déi sinn an d'Gesetz komm – net wéi am 1979er Gesetz! De Staatsrot huet eis Opposition-formellë gemaach. Firwat? „Matière réservée à la loi". Mir musse kloer identifizéieren: Wien ass dann de Beneficiaire? Wien däerf? Wie soll? An dofir ass et wichteg, dass mer dat gemaach hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Vläicht nach zu deenen Abezéiunge vun der Privatwirtschaft: Jo, mir hunn dat probéiert. Se si jo elo am Logement abordable mat dran. Mee kuckt emol ronderëm an deenen anere Länner. An Däitschland, wann e grousse Promoteur kënnt an e baut eppes, dann huet deen d'office eng Obligatioun, 20 % – a verschiddene Stied, wéi zu Düsseldorf, 30 % – wärend 20 Joer an der Abordabilitéit um Privatmarché unzebidden. Do kënne mer gären driwwer diskutéieren. Ech hätt dat gär. Ech hätt dat gär, well dat ass eng Responsabilitéit, déi do ass!

An dann déi Präisser, déi elo evoluéiert sinn, wie war dann den Nutznießer? Wa mer soen, d'Privatwirtschaft géif alles reegelen. Nee. Wat war dann? D'Präisser sinn explodéiert. An déi, déi um Hongerege bliwwe sinn, dat sinn d'Leit, déi hei schaffen an och wunnen.

Ech mengen, dass ech elo vläicht nach op d'Gemengen zréckkommen, wou och e Potenzial vun de Wunnengen oder vum Baupotenzial läit, well dat eng Fro ass. De Staat huet 2,2 %, an do, wou mer kënnen, si mir amgaang ëmzesetzen. Dofir déi sechs Projet-d'enverguren. Ech hu se hei stëmme gelooss a se sinn amgaang, gebaut ze ginn. D'Gemengen hu 7,1 %. Et muss een awer och soen, dass se ëffentlech Infrastrukture musse bauen. Si musse ganz vill Infrastrukturen hunn, dofir musse se awer och Terrainen en réserve hunn, fir déi da kënnen ze ginn. Awer – an dat ass d'Realitéit – 64 % gehéiere Personnes physiques an 19 % Societéiten, sou wäit, dass de Staat muss virleeën. Mir hunn do virgeluecht, wou mer dat hu misse maachen, an dat hu mer och gemaach.

Zu de Gemenge vläicht, Madamm Oberweis: Ech hunn zwar och net vill Neies hei héieren. D'Gemengen, jo, mir mussen déi an d'Responsabilitéit huelen. An dofir fannt Der jo eng Lëscht am Rapport vum Fonds spécial, wéi vill Prozent vun ëffentlechen abordabele Wunnengen da pro Gemeng ze fanne sinn. Eng Gemeng – se ass mol net representéiert, awer den Deputéierten ass hei –, Maacher, déi läit bei – wou ass se? – 6,7, mengen ech. Dat heescht, déi läit wäit iwwert dem Duerchschnëtt.

Ech hunn déi elo just ernimmt, et sinn och aner Gemengen, an ech kucken op Elmen, Richtung Kielen, wou d'Responsabilitéit do ass. Dat geet nëmmen Hand an Hand. Ech hat Diddeleng genannt virdrun, och do hätte mer kënnen nach méi bauen. Mee et geet nëmmen, wa mer eis zesummesetzen a Gas ginn an zesumme kucken, wou d'Schwieregkeete leien. Awer da kréie mer flott Resultater. Zu Elme sinn déi éischt Wunnengen haut bewunnt, an ech mengen, mir leie schonn iwwer 200 Awunner, déi elo mëttlerweil do kënne wunnen.

Den Artikel 29bis wäert en Automatismus matbréngen, deen am ganze Land wäert funktionéieren. Dofir, déi Gemengen, déi haut feelen – an haut feelen am Fong u sech 13 Gemengen –, déi hunn näischt, keng Wunneng. Mee se hätten awer 1997 ënnerschriwwen. Dat heescht, zumindest déi Gemengen, déi nach net ënnerschriwwen hunn, wäerten do och mat an d'Boot geholl ginn, fir dass eppes passéiert, an dat wäert en Automatismus ginn, iwwert den 29bis, wou jo en Deel vu Wunnengen dann an d'ëffentlech Hand geet, zum Nullpräis, wat de Präis vum Terrain ugeet. Awer dat anert gëtt am Prinzipp vun deem kaaft wéi elo mat deem Opkaf vun der VEFA de Moment mat der Privatwirtschaft.

Dat dauert, mir geet et och net séier genuch. Ech hätt och gär déi Ënnerschréft, mee elo geet dat bei den Nottär an esou weider. Mee ech kann Iech versécheren, dass déi 55 Milliounen an 90 Wunnengen, dass dat leeft. Déi lescht Diskussioune si positiv ofgeschloss, elo muss natierlech den Nottär kommen, an, an, an, bis dann dee Projet ënnerschriwwen ass. An da gëtt en natierlech public gemaach, well eng Clause de confidentialité nach dran ass, an dofir kënne mer leider nach net driwwer diskutéieren.

Jo, ech si bereet, nach vill méi Wunnengen ze kafen, wann d'Moyenen do sinn. Absolutt kee Problem, mee de Präis muss stëmmen. Dofir ass dee Cahier des charges jo esou wichteg, dee Cahier des charges, deem sech jidderee muss – wéi soll ech soen? – ënneruerdnen, fir kënnen dann déi Wunnengen ze maachen. Well mir brauche keng Kartongskëscht a mir wëllen awer och keng gëlle Klensch. Dat heescht, mir wëllen eng gutt, abordabel, zukunftssécher, nohalteg Wunneng an am beschten eng – an dee Begréff huet mer gutt gefall – resilient ëffentlech Wunneng.

Wat heescht dat? Resilient heescht – an d'Madamm Ahmedova huet dat hei gesot –, widderstandsfäeg ze sinn, widderstandsfäeg op Krisen ze reagéieren. An déi Länner, Wien, Holland, Kaiserslautern, déi ware wärend der ganzer Pandemie an och elo vill méi krisesécher, well se e Prozentsaz vu mindestens 20 % do hunn. D'Hollänner hunn hiren Terrain, dee se dem Mier ewechgeknäppt hunn, ni privatiséiert. D'Emphyteos war do säit éiweg en Instrument, et war eng Mise à disposition, a mir mussen eng Mise à disposition vun eisen ëffentlechen Terrainen eise Bierger ginn, no engem Prinzipp, deen novollzéibar an transparent ass, an dorobber baue mer dann abordabel Wunnengen.

An do leeft de Mietkauf schonn, dee leeft schonn, e wäert elo nach besser formuléiert ginn am Gesetz, wa mer dat da stëmmen d'nächst Woch, am Logement abordable. Dann ass et méiglech, wann een esou laang an enger ëffentlecher Wunneng lount, dat och ze kafen. Dat war och haut scho méiglech, mee et war relativ komplizéiert, fir et awer ze maachen, mee et kënnt elo am Vermierk, ganz kloer. Mir hunn dat nach diskutéiert an der Chamberskommissioun, dat wäert elo Bestanddeel vun deem neie Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci fir déi oppen Ausenanersetzung. Ech si gespaant, wien dann och ëmmer dee Glécklechen ass. Ech mengen, mir hu geliwwert, dass mer endlech e Paradigmewiessel fäerdegbruecht hunn, dass jiddwereen – an dat weist jo d'Motioun – iwwert d'Parteigrenzen ewech hei den ëffentleche Wunnengsbau no vir muss bréngen. A wa mer d'Gemengen all am Boot hunn – an et si ganz vill Intentiounen elo ze liesen an de Schäfferotserklärungen –, sinn ech sécher, dass mer do wierklech e Stéck weiderkommen.

Merci fir d'Debatt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Logementsminister Henri Kox. Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz, Dir hutt mer jo drop geäntwert. Et freet mech wierklech, dass Der nach ënnert déi 10 Euro gitt. Mir hu jo ni gesot, dat wär de Mindestpräis. Mir si schonn ëmmer kritiséiert ginn, wéi mer gefrot hunn, ob 10 Euro iwwerhaapt realistesch wär. Do hu se scho gesot: „Déi béis Piraten, déi ënnerdreiwen awer do ferm!" Ech sinn awer elo frou, dass Dir op dee Wee gitt. Dir hutt 5, 6 Euro genannt. Dat ass nëmmen ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kox.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Ma nee, dat maache mer schonn ëmmer am Ëffentlechen. Et ass näischt Neies, wollt ech Iech soen, Här Goergen. Déi 10 Euro, déi Dir do verlaangt hutt, dat war scho laang iwwert deem, wat mir haut applizéieren. Nämlech muss all ëffentlech Wunneng – all ëffentlech Wunneng! – nom Gesetz vun 1979 an dem Reglement grand-ducal vun 1998 de Loyer froen. An dee Loyer gëtt genau nom Akommes berechent an dofir …

(Interruption)

Nee, se sinn obligéiert, dat ass Gesetz. Wie sech net dru gehalen huet, dat sinn alleguerten d'Associatiounen. Déi waren iwwer 10, 11, 12 Euro. Déi sinn elo matintegréiert an deem neie Gesetz, an dofir ass et jo jiddwereen, dee 75 % elo freet. Och wann d'Baufirmae mat an dat Boot ginn, déi Privat, mussen déi sech un déi selwecht Krittären halen. An et geet net no deem, dee se baut, et geet nom Client, deen do sëtzt. An de Client ass eise Kinnek dee Moment a mir kucken, wat dee fäeg ass, do ze bezuelen, a mir orientéieren eis un deem.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

7. Ordre du jour

De Vott zu deenen zwou Motioune wäerte mer de Mëtte maachen.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 13.18 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 36
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 194 de M. Fred Keup relative à la représentation et au rôle de l'histoire du Luxembourg** p. 36
   M. Fred Keup | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Fred Keup | M. le Premier Ministre Xavier Bettel
3. **7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics en vue de la transposition des articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T)** p. 37
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Aly Kaes | Mme Barbara Agostino | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7394
4. **Ordre du jour** p. 38
   M. Fernand Etgen, Président | M. Gilles Roth | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen)
5. **Motion de M. Marc Goergen au sujet de la convention concernant la participation financière de l'État au TICE** p. 38
   Exposé : M. Marc Goergen
   Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de M. Michel Wolter) | M. Michel Wolter (intervention de M. Gilles Baum) | M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Michel Wolter) | M. Dan Kersch | M. Marc Hansen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Michel Wolter | M. le Ministre François Bausch | M. Marc Goergen | M. Michel Wolter
   Vote sur la motion (rejetée)
6. **Débat de consultation sur le rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement (suite)** p. 44
   Motion 1 : M. Marc Lies
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : M. Yves Cruchten | M. Marc Lies | Mme Nathalie Oberweis | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | Mme Semiray Ahmedova | M. Marc Goergen | M. Yves Cruchten
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
7. **8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales** p. 45
   Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural : Mme Tess Burton (dépôt de la motion 1)
   Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 2) | M. Gusty Graas | M. François Benoy | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | Mme Octavie Modert
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de Mme Octavie Modert)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8060 et dispense du second vote constitutionnel
8. **7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics et visant à transposer les articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) (suite)** p. 59
   Dispense du second vote constitutionnel
9. **8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales (suite)** p. 59
   Motion 1 : Mme Tess Burton | M. Sven Clement | Mme Martine Hansen
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
   Motion 2 (retrait du rôle des affaires)
10. **8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine** p. 60
    Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Yves Cruchten
    Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8230 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8093 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the status and privileges and immunities of the International Committee of the Red Cross between the Grand Duchy of Luxembourg and the International Committee of the Red Cross », fait à Luxembourg, le 1er juin 2022** p. 61
    Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
    Discussion générale : Mme Martine Hansen | M. Gusty Graas | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
    Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8093 et dispense du second vote constitutionnel
12. **8094 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022** p. 63
    Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
    Discussion générale : Mme Martine Hansen | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser
    Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8094 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 194 de M. Fred Keup relative à la représentation et au rôle de l'histoire du Luxembourg

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 194 vum Här Fred Keup iwwert d'Duerstellung an d'Roll vun der Geschicht vu Lëtzebuerg. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Staatsminister, de Service information et presse vun der Regierung huet de Pit Péporté mat enger Aktualiséierung vun der Broschür „Apropos ... Geschichte Luxemburgs" beoptraagt.

D'Broschür, déi den 20. Dezember 2022 erauskoum, gouf ganz ëmgeschriwwe par rapport zu där Versioun vu virdrun. Déi nei Synthees vun der Lëtzebuerger Geschicht erweist sech als extreem ikonoklastesch, jiddefalls esou staark, dass ee sech, fir eng Marketingbroschür, déi vum Staatsministère editéiert, finanzéiert an approuvéiert gouf, awer wonnere kann. Éischtens: No den Nimm vun de grousse Protagoniste vun der Nationalgeschicht sicht een ëmsoss; de Grof Siegfried kënnt net dra vir, d'Joer 963 och net. De Jang de Blanne feelt och, ëmmerhin eng ganz wichteg historesch Persoun, net nëmmen de Grënner vun der Schueberfouer. Dann drëttens: D'Trennung vum Territorium, déi dräi Deelunge vu Lëtzebuerg, déi feelen och.

Nächste Punkt, komme mer e bëssen an déi haiteg Zäit: Wärend an der aler Broschür – dat war de Guy Thewes, deen déi geschriwwen hat – d'Finanzplaz Lëtzebuerg nach als Ausdrock vun der Reussite vu

Lëtzebuerg duergestallt gouf, schildert de Pit Péporté déi rezent Skandaler wéi d'Panama Papers a LuxLeaks. Den Image vum europäesche Musterschüler gëtt massiv an der Broschür ugekraazt.

Da komme mer bei den Éischte Weltkrich, wou ee muss feststellen, dass Lëtzebuerg ewell an där Broschür zu de Verléierer vum Éischte Weltkrich gerechent gëtt. Mee de Broch mat der bisheereger Geschichtsschreiwung gëtt haaptsächlech am kuerze Kapitel iwwert den Zweete Weltkrich däitlech. An der neier Broschür ginn zwee wichteg Evenementer aus der Geschicht vum Zweete Weltkrich net erwäänt, an zwar d'Personenstandsaufnahme mam dräimol „Lëtzebuergesch" vun 1941 an de Generalstreik vun 1942. De Generalstreik vun 1942 ass awer e ganz wichtege Moment gewiescht an eiser Geschicht. D'Ursaach vum Streik war d'Proklamatioun vun der obligatorescher Wehrpflicht den 30. August 1942. Dee Streik, dee sech vu Wolz aus iwwert d'ganzt Land ausgebreet hat, hat fir kuerz Zäit d'Industrie am ganze Land un d'Stoe bruecht an hat als Folleg, datt den däitsche Besatzer 21 Leit higeriicht huet. Et war e grousse gemeinsamen Akt vu Resistenz géint den Okkupant.

An dann eisen nationale Kommemoratiounsdag, deen all Joer den 10. Oktober ass, deen erënnert un de Widderstand vum Lëtzebuerger Vollek géint déi däitsch Occupatioun. An dee Kommemoratiounsdag erënnert konkreet all Joer un eebe grad d'Personenstandsaufnahme, déi den 10. Oktober 1941 war a wou d'Lëtzebuerger Vollek couragéiert zu iwwer 90 % – obwuel explizitt verbueden – op sengen Ziedele dräimol mat „Lëtzebuergesch" geäntwert huet. Dësen Datum, den 10. Oktober 1941, fënnt ee bei de wichtege Schlüsseldaten net an der Broschür iwwert d'Lëtzebuerger Geschicht erëm. Dat ass gestrach ginn.

Duerfir meng Froen un Iech ganz konkreet: Sidd Dir der Meenung, dass den Datum vum Kommemoratiounsdag, den 10. November 1941, ...

Une voix | Oktober!

M. Fred Keup (ADR) | ... an der Broschür iwwert d'Geschicht vu Lëtzebuerg virkomme sollt? Sidd Dir der Meenung, dass de Streik vum 31. August 1944 an der Broschür virkomme sollt?

Plusieurs voix | 1942!

M. Fred Keup (ADR) | 1942, pardon. Merci.

(Interruption)

Fannt Dir net, dass d'Kommemoratioun vum historeschen Hannergrond a vun de Sacrificen am Lëtzebuerger Land a vun der Resistenz am Zweete Weltkrich wichteg genuch sinn, fir méi erwäänt ze ginn?

Véiertens: Ass esou eng Ëmschreiwung – well dat ass et jo awer par rapport vu virdrun – vun eiser Geschicht gewollt gewiescht vun Iech?

A fënneftens – an ech mengen, dat ass déi wichtegst Fro, déi awer trotzdeem vill Leit hei am Land beschäftegt –: Sidd Der bereet, déi Broschür iwwerschaffen ze loossen, fir déi Saachen do mat afléissen ze loossen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Villmools merci, Här President. Ech wëll direkt am Viraus soen, esou wéi den Här Keup et och preziséiert huet, dass d'Broschür „Apropos" weeder vum SIP nach vun engem Regierungsmember geschriwwe gëtt. Déi gëtt geschriwwe vun engem Historiker. Dat war den Här Thewes 2008, et ass den Här Péporté 2022.

Et soll kee mech falsch verstoen, mee d'Missioun, déi do ass, ass, dass een engem Historiker déi Aarbecht gëtt. Ech hale mech do eraus als Premierminister – an ech mengen, dass et och wichteg ass, dass kee Regierungsmember engem Historiker seet, wann hien eppes ze schreiwen huet, wéi hien dat ze gesinn huet, mee au contraire, dass hien déi Aarbecht och muss kënne fräi maachen! Dowéinster huet den Här Péporté dat esou geschriwwen, wéi et hei ass.

Ech hu weeder wëlles, eng Amëschung vun engem Minister bei der Redaktioun vu Chercheuren ze diktéieren, ze dirigéieren ... Et kann ee selbstverständlech en Echange hunn. Déi Broschür muss iergendeng Kéier souwisou jo erneiert ginn; hei sinn et elo bal 15 Joer, déi et gebraucht huet. Mee ech sinn net dee Minister, dee bereet ass, engem Chercheur ze soen, wat en ze schreiwen huet, wéi en ze schreiwen huet a wat en ze publizéieren huet.

Wann ee mam Här Péporté senger Versioun net averstanen ass, da kann ee gären driwwer diskutéieren. Ech mengen, en Historiker huet och, dat hu mer och an der Vergaangenheet gesi mam Rapport Artuso, fir vill Diskussioune gesuergt. Dat heescht, d'Geschicht, d'Analys, do muss net jiddwereen ëmmer dee selwechte Point de vue hunn.

Dir sot et selwer, et wär eng „Glanzbroschür" fir d'Regierung. Wann den Här Péporté selwer seet, dass mer an de Finanze vill Saachen hu missen änneren, well mer eeben éischter an engem Eck waren, deen net grad dee recommandéiertste war, dann ass dat e Constat, deen den Här Péporté mécht. An ech géif et och dann net gutt fannen, wann d'Regierung géif soen: „Dat dierft Der net schreiwen. Et muss just eng Glanzbroschür sinn, wou mer nëmmen dat Positiivt kënne gesinn!" Mir mussen och heiansdo an eis kucken. Dat, wat wichteg ass, ass, dass mer haut eis eens sinn, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn, déi richteg sinn. An ech géif wierklech ... Et géif mer leed doen, wann ech hei vun der Chamber gesot géif kréien, dass an d'Zukunft d'Chercheuren dat ze maachen hunn, wat der Regierung dann och am beschte passt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister. D'Zousazfro vum Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech mengen net, dass d'Chamber do ass, fir Iech ze soen, wat Der sollt do draschreiwen. Et ass einfach eng Fro gewiescht, an, ech mengen, et muss een awer och soen, dass dat heiten elo net eng privat Recherche war vum Här Péporté, mee trotzdeem eng Broschür, déi erausgi gëtt ënnert der Responsabilitéit eebe vum Staatsministère, also ënnert Iech, also hutt Dir jo d'Responsabilitéit. An an deem Sënn ass dat elo net iergendeng Aarbecht, déi e Chercheur komplett onofhängeg op enger Universitéit beispillsweis schreift, mee de Staat huet schonn do eng Responsabilitéit.

An ech mengen, Dir hutt elo net op d'Froe geäntwert. Dofir géif ech awer elo trotzdeem eng Kéier froen: Sidd Der net der Meenung, dass déi wichteg Datumer elo, quitte datt Der et maacht oder net, einfach esou ..., ob déi wichteg Datumer wéi de Streik oder och wéi déi Personenstandsaufnahme, wat jo awer d'Kommemoratioun hei am Land ausmécht, ob déi net awer sollten an esou enger Broschür iwwert d'Geschicht vu Lëtzebuerg, déi vum Staatsministère editéiert gëtt a verantwort gëtt, drastoen?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech widderhuelen, Här President, wat ech gesot hunn: Et ass net u mir, dem Historiker ze soen, wat en ze schreiwen huet oder net. An d'Meenung ... „Sidd Dir där Meenung?" Ech hunn do keng Meenung ze hunn! Ech sinn e Lecteur hei. Tatsächlech, mir produzéieren et – mee d'Liberté scientifique, d'Liberté historique, d'Liberté d'auteur muss déi sinn, déi den Auteur huet! En huet eeben en anere Bléckpunkt geholl.

Wann een dat dote wëll komplettéieren, kann ee jo och um Site ..., do gëtt et aner Méiglechkeete beim SIP, wou een och nach genuch aner Informatiounen huet. Dat doten ass elo déi lescht Broschür an ech wéilt wierklech ... Ech sinn houfreg, an engem Land ze sinn, wou awer de Gros vun der Politick déi Liberté scientifique och zouléisst, an net d'Politick decidéiert, wat gutt oder net gutt ass, a wat do eppes ze sichen huet a virun allem duerno, wat fir ee Resultat engem am beschte passt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Premierminister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

3. 7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics en vue de la transposition des articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T)

Mir kommen elo zum Projet de loi 7394, der Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv am Beräich vum transeuropäeschen Transportreseau. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, urspréinglech hat dëst Marchés-publics-Gesetz, de Projet de loi 7394 also, deen 2019 deposéiert gouf, just als Zil, eng Rëtsch Erreurs matérielles ze korrigéieren: Referenzen an Datumer, déi ugepasst musse ginn, Terminologie, déi muss en ligne gesat gi mat der EU-Terminologie, a fir am Gesetz méi genee ze preziséieren, bei wéi enge Marchés-publics-Prozeduren en Arrêté ministériel néideg wier.

Säitdeem ass d'Direktiv (EU) 2021/1187 vum europäesche Parlament a vum Conseil vum 7. Juli 2021 iwwert d'Rationaliséierungsmoossname fir d'Förderung vum transeuropäesche Verkéiersreseau, ofgekierzt RTE-T, a Kraaft getrueden. Dës Direktiv verflicht d'Memberstaaten, all néideg legislativ, reglementaire an administrativ Dispositiounen ëmzesetzen a spéitstens den 10. August dëst Joer konform ze sinn.

Här President, de Réseau transeuropéen de transport ass en zentraalt Element vun der europäescher Verkéierspolitick an huet als Zilsetzung d'Entwécklung vu kohärenten an effikassen Infrastrukturen am Verkéiersecteur. Et geet deemno ëm grenziwwerschreidend europawäit Interkonnexiounen tëscht de verschiddene Verkéiersreseauen, sprécht Stroossen-, Schinnen- a Bannewaasserstroossennetzer souwéi den Häfen an de Flughäfen.

De Réseau transeuropéen de transport besteet momentan aus zwee Planifikatiounsniveauen, mee eng Reform ass grad an der Maach, fir nach e weideren Niveau bäizesetzen. Engersäits geet et ëm de globalen

Niveau, dat sinn d'Haaptinterkonnexiounscouloiren, déi bis 2050 fäerdeggestallt solle sinn, an anerersäits de Réseau central, de Kärreseau also, deen déi strateegesch wichteg Verbindunge vum globale Reseau ofdeckt. De Kärreseau soll bis 2030 ofgeschloss sinn. A bei der erwäänter Reform sollen nach Tëschenziler bis 2040 bäikommen.

Déi ugangs erwäänten Direktiv (EU) 2021/1187 viséiert elo d'Vereinfachung vun de Prozeduren a Mesüren, fir besser mat der Realisatioun vum transeuropäesche Verkéiersreseau virunzekommen. Mat Ausnam vun den Dispositiounen zu de Marché-publiquen ass se awer schonns duerch de Vott vum Projet de loi 8144 a lëtzebuergescht Recht transposéiert ginn. Dee Projet de loi huet d'Gesetz vun 2018 iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatioun ofgeännert an ass elo virun dräi Wochen, de 25. Juni 2023, a Kraaft getrueden.

Eis bleiwe mam virleiende Projet de loi just nach zwee Artikelen ze transposéieren. Den Artikel 8 vun der Direktiv concernéiert d'Marché-publiquë bei de grenziwwerschreidende Verkéiersprojeten, déi an de Champ d'application vun dëser Direktiv falen. Fir Lëtzebuerg gëllen d'Dispositioune vun der Direktiv domadder …

(Brouhaha)

Kënnt Der wannechgelift e bësse méi roueg sinn? Dat wier immens léif! Merci.

Den Artikel 8 vun der Direktiv concernéiert d'Marché-publiquë bei de grenziwwerschreidende Verkéiersprojeten, déi an de Champ d'application vun dëser Direktiv falen. Fir Lëtzebuerg gëllen d'Dispositioune vun der Direktiv domadder fir follgend véier op EU-Niveau definéiert Projeten, déi all am Beräich vum Schinnentransport leien: Engersäits d'Liaisoun ferroviaire transfrontalière Bréissel–Lëtzebuerg–Stroossbuerg, onofhängeg vum Gesamtkäschtepunkt vum Projet, an anerersäits dräi weider Projete vum Kärreseau mat Gesamtkäschte vu mindestens 300 Milliounen Euro. Heibäi handelt et sech ëm d'Eisebunnscouloiren Amsterdam–Lëtzebuerg, wou och déi grouss Häfe vu Rotterdam an Antwerpen mat dra sinn, zweetens Lëtzebuerg–Marseille an drëttens Lëtzebuerg–Basel.

An den zweeten Artikel, deen et nach ze transposéiere gëllt, ass den Artikel 9 vun der Direktiv, bei deem et sech ëm noutwendeg Iwwergangsbestëmmungen handelt, déi mir eebenfalls an d'Marchés-publiques-Gesetz integréiere mussen.

De Staatsrot hat zum urspréngleche Projet de loi fir d'Korrektur vun eenzelne Erreurs matérielles keng inhaltlech Remarke gemaach. A sengem Avis complémentaire zu den Amendements gouvernementaux gouf et dunn allerdéngs eng Opposition formelle zum Amendement Nummer 3, där am final proposéierten Text vun der Mobilitéitskommissioun Rechnung gedroe gouf.

Här President, heimat wier ech och schonn um Schluss. Ech soen deene Leit Merci, déi nogelauschtert hunn, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Gary.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Merci der Madamm Chantal Gary fir den exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Si war esou komplett, datt et sech eriwwregt, nach zu deenen eenzelne Punkte Stellung ze huelen. Ech géif domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An da geet d'Wuert weider un d'Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci fir de schréftlechen a mëndleche Rapport vum Chantal Gary als Rapportrice. D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt natierlech d'Verbesserung vun der Interkonnexioun tëschent de Memberstaaten. Dat gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, och villmools merci der Rapportrice, dem Chantal Gary, fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech ginn heizou den Accord vun der LSAP. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. En häerzleche Merci un d'Madamm Chantal Gary fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass deem näischt méi bäizefügen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary. Och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, merci un d'Madamm Gary fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an och allen Deputéierte fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7394. Den Text steet am Document parlementaire 7394[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7394

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Paul Galles), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Barbara Agostino), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

4. Ordre du jour

Da kéime mer elo zu deene Motiounen, déi de Moien deposéiert gi sinn, wou mer de Vott nach net gemaach hu bei der Consultatiounsdebatt. Fir d'éischt, emol …

(Interruption)

Jo?

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, ech mengen, mir haten ofgemaach, dass de Vott iwwert déi Motioune géif no 14.30 Auer gemaach ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huele mer déi Motiounen um 14.30 Auer. Mir géifen dann elo direkt ufänke mam Modell-1-Gesetz, dat heescht, mam Agrargesetz, an duerno huele mer eréischt d'Motiounen.

Als nächste Punkt um Ordre du jour …

M. Sven Clement (Piraten) | Kënne mer net den Debat als Éischt maachen an d'Votten herno?

M. Fernand Etgen, Président | Wat gelift?

M. Marc Goergen (Piraten) | Eis Motioun iwwert den TICE brauch eng Véierelstonn.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Solle mer dann net vläicht … Ech denken, datt mer warscheinlech iwwer zwielef Minutte brauchen, fir déi ze debattéieren, datt mer den Debat vun de Motiounen elo maachen an datt mer de Vott, esou wéi ofgemaach, ëm hallwer dann – respektiv kuerz no hallwer – maachen, dann hätt all Kolleeg Zäit fir zréckzekommen, well soss muss de Vizepremier hei awer waarden. Ech denken, dat ass …

5. Motion de M. Marc Goergen au sujet de la convention concernant la participation financière de l'État au TICE

(Motion déposée en séance publique n° 64 du 13 juillet 2023 – à consulter en page 21 de ce compte rendu)

M. Fernand Etgen, Président | Da fänke mer u mat där Motioun, déi den Här Goergen de Moien deposéiert huet iwwert den TICE.

Da géif ech dem Auteur vun där Motioun, dem Här Marc Goergen, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech ka se nach eng Kéier ganz kuerz erklären, dann huele mer och déi zwielef Minutten erëm eran. Dir hutt alleguerte matkritt, dass et beim TICE immens vill Gerumouers gëtt, grad wéi et mam …

Une voix | Pscht!

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | ... Personal a mam Statutt sollt weidergoen. An den Här Bausch, nodeems mer de Moien d'Motioun deposéiert haten, hat jo och e Communiqué erausginn, dass do scho Gespréicher waren. Do hunn ech awer duerno nach e Communiqué op Social Media fonnt vum President vum TICE, vum Pierre Mellina, deen op Facebook gesot huet, et wär absolutt falsch, ze behaapten, dass dësen Dossier scho sechs Méint bekannt wär an dass de 26. Juni 2023 an enger Reunioun mam TICE – wou dem Minister seng Vertrieder, huelen ech un, derbäi waren; ech weess net, ob Dir selwer dobäi waart – nei Elementer op den Dësch komm wären, déi fir den TICE sécher net akzeptabel wären.

An dofir hunn ech de Moien déi Motioun deposéiert, fir dass mer am TICE ..., ech weess, ech sinn do e bësse verbonnen als ..., ech komme vun doënne vu Péiteng, mir si Member vum TICE, dass mer awer op dëser Säit der Regierung awer och do e bëssen d'Missioun matginn, fir ze soen: Hei, dat kann net sinn, dass den TICE do reduzéiert gëtt! Et kann net sinn, dass d'Personal aner Statutten herno soll kréien, bezéiungsweis alles, wat d'Sozialvertrieder opgeworf hunn, mee dass den TICE soll dat bleiwen, a sech, wat en ass! Well mir als Piraten wëlle keng Veränneerung vum TICE. Den TICE soll einfach esou kënne weiderfueren, wéi am Moment säi Statutt ass. D'Personal soll weiderhin esou agestallt ginn an et soll och weiderhin zu deene Bedéngunge vun der Regierung bezuelt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

Da géif ech direkt dem Här Minister d'Wuert ginn.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech mengen, hei ginn esou munch Saachen duercherneegehäit!

Une voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Fir d'éischt emol fir op dat Lescht anzegoen, wat den Här Goergen gesot huet iwwert de Statutt vum Personal vum TICE: Dir musst wëssen, d'Personal vum TICE gëtt net vun der Regierung agestallt. Et ass och kee staatleche Betrib. Et ass en interkommunale Betrib, an déi Leit, déi do agestallt sinn, hunn dee Statut, deen déi Gemengen iwwert hire Gemengesyndikat TICE decidéiert hu viru laange Joren – dat ass scho laang viru menger Zäit gewiescht –, deen déi sollen hunn. Also kann et ergo och net esou sinn, datt d'Regierung iergendwéi decidéiere géif, éischtens, ob déi Leit en anere Statut solle kréien, zweetens, wivill se astellen oder wivill se der net astellen.

Dat ass Matière vun der Autonomie communale vun deem Gemengesyndikat, deen hei responsabel ass. D'Regierung mëscht sech do net an an huet sech och doran net anzemëschen. Dat Eenzegt, wat ass: Den TICE, dee kritt e Subsid vum Staat, genau esou iwwregens wéi och den AVL e Subsid kritt vum Staat a genau esou och wéi d'Regierung mat dem AVL, mat der Stad Lëtzebuerg, eng nei Konventioun ausgeschafft huet an och schonn ënnerschriwwen huet, déi och schonn a Kraaft ass, wou festgehale gëtt, wéi héich de Montant vum Subsid ass, deen de Staat dem TICE gëtt.

A wann ech dat géif maachen, Här Goergen, wouzou Dir mech opfuerdert hei an Ärer Motioun, nämlech d'Konventioun mam TICE och no 2024 weiderlafen ze loossen, dëst ouni sträiche vu finanziellen Hëllefen, wéi Der dat hei sot, wann ech déi géif einfach esou weiderlafe loossen ... Da muss een natierlech och fir d'éischt emol kucke goen, wat an der Konventioun steet. An där Konventioun do steet dran, datt dem TICE säi Subsid berechent gëtt en fonction vun de Leeschtungen, déi den TICE fir de Staat erbréngt, awer an der Héicht vun engem Plaffong vun dem Tariff vum RGTR. Dat heescht, mir bezuele souwisou net fir all Linn. Iwwregens bei der Stad Lëtzebuerg ass dat genau d'nämmlecht. Mir bezuelen net de Maximum, wat et kascht, mee mir bezuelen en fonction vun der Héicht vum Tariff RGTR.

An Zwëschenzäit ass et awer esou, datt den Tariff RGTR geännert huet, well am RGTR eng Ausschreiwung war a well den Tariff RGTR duerch déi Ausschreiwung fir de Staat méi gënschteg ginn ass. Ergo, wann ech elo dat esou à la lettre géif applizéieren, wéi Dir et verlaangt hei – et kënnt awer nach en anere Punkt derbäi, firwat dat net geet –, da géif d'office ganz sécher doduerjer, well dat wier eng strikt Applikatioun vun der Konventioun, den TICE manner kréien.

Well ech dat awer net wollt – well ech dat net wollt! –, hunn ech d'office dem TICE garantéiert – an an der Regierung hate mer och eng länger Diskussioun doriwwer –, datt mer fir d'Joer 2023, also dëst Joer, a fir d'ganzt Joer 2024 nach den normale Montant géifen applizéieren, souguer iwwert dat eraus, wat eigentlech do steet. An der Konventioun fannt Der nämlech nach eng ongefeier Héicht vu bal, net grad, 38 Milliounen, mee mir kommen do driwwer.

Ech hu souguer misse mam Contrôleur financier negociéiere goen a mam Contrôle financier, well Dir wësst jo, datt entre-temps d'Interpretatioun vum Gesetz a vun dem Artikel 99 vun der Verfassung eng aner ass, a wann een iwwer 40 Milliioune geet, datt een dann d'office e Gesetz muss maachen.

An do hunn ech gesot: „Ok, mir hunn awer e Problem." Wa mer dat elo hei mussen d'office esou uwenden, da kéint ech dem TICE manner ginn, wéi dat, wat ech dem TICE soss kéint ginn. An doropshi war dunn awer den Accord do vum Contrôle financier, vu datt mer d'Konventioun gekënnegt hunn a vu datt eng Perspektiv gesat ass, fir dat iwwer 2024 eraus lafen ze loossen, an dann, datt den 1. Januar 2025 eng nei Konventioun kéim, datt mer da kéinten déi Sue fir dëst Joer virgesinn, also och iwwert de Staatsbudget bezuelen, wéi dat an de vergaangene Joren de Fall war.

Dat heescht also: Fir 2023 a fir 2024 ännert sech fir den TICE strictement näischt. Den TICE fiert déi nämmlecht Reseauen, e fiert déi nämmlecht Leeschtungen an e kritt och de Subsid vum Staat genau d'nämmlecht, wéi et esou virgesi war 2023 an 2024, also wéi déi Jore virdrun. Dat ännert also guer näischt.

Wat awer nach ass, dat ass, datt et eng europäesch Direktiv gëtt. An déi seet, datt an deem heite Fall, wann Der iwwer 40 Milliioune gitt ... Well Dir wësst jo, an der europäescher Direktiv iwwert d'Direktvergab vun Déngschtleeschtungen am Beräich vum Transport, do hutt Der zwou Méiglechkeeten:

Entweeder dierf Ären Radius, wou Der fuert, net onbedéngt iwwert d'Grenz erausgoen. Et ware vill Diskussiounen, déi mer mat der Stad haten, wou mer mat der Stad och dowéinst e gudden Accord fonnt hunn: datt mer ewechkomm si vun enger aler Reegelung an eriwwergaange sinn zu enger Konventioun mat engem absolutte Subsid, fir eeben do op der sécherer Säit ze sinn, well dann de Risiko grouss ass, dass de dat a Fro kanns gestallt kréien, wann een zu Bréissel do dergéint kloe geet. Well da misst de et ausschreiwen.

Mee dat Zweet ass awer och, dass och do eng Barriär vu 40 Milliioune virgesinn ass. Mee dat ännert awer näischt dorunner, datt ech, wéi gesot, och d'Gewerkschafte consultéiert hunn an deene leschte Méint. Ech hunn am Abrëll ... An iwwregens, Dir kënnt dann och ...

Mir baséieren eis jo neierdéngs ewell op d'sozial Medie bei allem. Gitt emol op d'sozial Medien noliesen! Den OGBL/Landesverband huet en Aushang gemaach, wou e fairerweis genau dat seet, wat ech mat hinnen diskutéiert hunn, nämlech datt iwwerhaapt kee Risiko do ass, fir d'Leit, déi do schaffen, datt mir dat als Staat versprach hunn, an datt mer eeben, well mer dat propper wëlle maachen, wärend enger laanger Iwwergangszäit vun dësem Joer plus deem ganzen nächste Joer eng nei Konventioun verhandelen, an datt meng Meeung och déi ass, datt et an där neier Konventioun op kee Fall soll zu engem Ofbau kommen – au contraire.

Et ass virgesinn, datt den ëffentlechen Transport am Süden, a virun allem och de Bus, massiv soll ausgebaut ginn. Mee mir hunn awer eng Rei Spezifissitéiten, wa mer wëllen ausbauen. Zum Beispill, wa mer wëlle Linne verlängeren iwwert d'Grenz, da kann den TICE déi net fueren. Dat geet net, legal gesinn.

M. Michel Wolter (CSV) | Dach!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, mee, Här Wolter, Dir sot, dat wär falsch. Wann et net falsch ass ... Wësst Der, wéi et ass, Här Wolter? Wann et richteg ass, tant mieux, da brauche mer dat net ze maachen. Méi ass dat net! Mee mir si jo ... Déi Konventiounsverhandlung, déi geet jo eréischt un. Déi ass jo eréischt amgaangen, déi geet jo eréischt un. Wou ass de Problem?!

Et bleift, datt dëst Joer an d'nächst Joer garantéiert sinn. Dat heescht, datt dës Regierung wäert déi Aarbechten elo ufänken a mat dem neie Gemengesyndikat verhandelen. An no de Wale wäert déi nächst Regierung se weiderféieren. Am Joer vun 2024 wäert déi ofgeschloss ginn. An dann ass et souwisou un där nächster Regierung ze decidéieren, wat se wëllt. Mee bis Enn 2024 ännert sech näischt. Mee et bleift derbäi, datt mer d'Konventioun hu misse kënnegen aus deenen anere Grënn, wou ech Iech gesot hunn, par rapport zu de Montanten a par rapport zu der Situatioun, datt an der Konventioun drasteet, datt den Tariff RGTR ugewannt gëtt um Subsid, dee mir ginn. Da wär den TICE-Syndikat méi schlecht ewechkomm, wa mer dat gemaach hätten. A well ech dat net wollt maachen, hunn ech hinne garantéiert, datt mer déi nämmlecht Montante wëlle weider schreiwen.

Et geet hei net ëm Ofbau! Et geet der Regierung ganz sécher net drëms – wierklech net drëms! – fir ze verschlechteren. Et geet drëms fir ze verbesseren, fir bäizesetzen, fir natierlech ze kucken, wa mer alles dat bauen, wat mer wëlle bauen am Süden, an aféieren an den nächste Joren, datt mer dat esou openeen ofstëmmen, datt dat nach besser fonctionéiert. An do kritt den TICE net manner, mee méi ze fueren an deenen nächste Joren! Dat ass ganz sécher. Dofir kann iwwerhaapt net rieds dovunner sinn, datt herno Leit géifen entlooss ginn.

An dofir, Här President, wann déi heite Motioun ugeholl gëtt, esou wéi se hei formuléiert ass, da geet dat op Käschte vum TICE zu Esch. Dofir géif ech der Chamber wäermstens recommandéieren, se ofzeleenen. Well ech wäert se soss esou applizéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister.

Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Wuert. Ech sinn e bësse vun

der Intendanz elo hei erféiert gewiescht, well ech gemengt hunn, dass déi Diskussioun nom Projet de loi géif kommen. Soit!

Ech hunn d'Impressioun ...

M. Fernand Etgen, Président | Si ass nom Projet de loi komm.

M. Michel Wolter (CSV) | A, deen ass scho fäerdeg?

M. Fernand Etgen, Président | Genau!

(Hilarité)

M. Michel Wolter (CSV) | Okay, entschëllegt! Esou schnell ass dat da gaangen ..., Modell 1. Also, mäi Feeler.

(Interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Loosst Iech net stéieren!

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, ech loosse mech och net stéieren.

Ech wollt e puer Saache soen, déi den Här Minister richteg gesot huet. An ech wollt och e puer Saache soen, wou ech net mat em d'accord sinn.

Déi éischt ass déi, datt ech menger Fraktioun wäert recommandéieren, déi Motioun hei ofzeleenen, well déi Motioun total laanscht de Sujet geet an och wierklech laanscht d'Problematik geet, ëm déi et geet. Et gesäit een, dass et eng Motioun ass, déi geschriwwen ass vu Leit, déi zwar matkritt hunn, dass e Problem ass, mee awer net verstinn, wat de Problem wierklech ass.

Op där anerer Säit, Här President, hunn ech awer d'Impressioun, wéi wann den TICE der Regierung e klengen Dar am A wier. Wéi kënnt Der Iech soss erklären, dass am Oktober vum leschte Joer „mir nichts, dir nichts" mer e Bréif kréien, deen eis seet, datt decidéiert gi wier am Finanzministère, dass den TICE 8 Milliboune manner Subsid géif kréie wéi dat, wat se dat Joer virdru géife kréien? D'Regierung hätt decidéiert, also de Finanzministère hätt decidéiert, datt dem TICE amplaz 47 Millioune Subsid, déi en zegutt hätt opgrond vun de Kilometeren, déi géife gefuer ginn, opgrond vun där Konventioun, déi mer elo hunn, nëmmen nach 39 Millioune géife bezuelt ginn.

Doropshin hate mer eng Reunioun am Oktober am Ministère – de Minister ass doriwwer informéiert –, wou ech de Leit fir d'éischt gesot hunn: Mir sinn hei an engem Crédit non limitatif, an zum Zweete si mer an enger Konventioun. An Dir kënnt net einfach aus enger Konventioun erauskommen, andeem Dir decidéiert, unilateralement, ouni mat dem Conventionnaire ze diskutéieren, dass Der em 8 Millioune sträicht.

Mee ech hu menge Kolleegen am TICE deemools gesot: „Kolleegen, mir hunn e Problem. Mir mussen oppassen!" Well dat do ass net normal. Et ass net normal, datt e Staat higeet bei engem Syndikat, deen 100 Joer fonctionéiert a „mir nichts, dir nichts", ouni Virwarnung, ouni Diskussioun, iergendeppes, e Bréif schreift fir ze soen: „Mir ginn Iech elo mol vun engem Dag op deen aneren 8 Milliboune manner."

An elo gëtt et e bësse méi reng. Well de Minister huet Recht – ech ginn ëm 100%eg Recht ... En huet nämlech elo d'Konventioun esou opgeléist, wéi dat virgesinn ass: 18 Méint Preavis, esou wéi d'Konditioun dat virgesäit. Mir sinn also vertraglech gebonne bis den 31. Dezember am Joer 2024.

Dat ass dem Minister säi gutt Recht, well eeben d'Konventioun dat virgesäit. A well – an dat muss een offensichtlech och esou gesinn – et eng aner ass, an den ëffentlechen Transport sech muss aneschters organiséieren ... Deen organiséiert sech aneschters. Also ass et kloer, dass an enger Welt, déi aneschters fonctionéiert, een och muss d'Méiglechkeet hunn, fir sech dorobber virzebereeden.

An ech soen Iech, datt den TICE haut net méi deen TICE wäert sinn an 10 Joer oder 15 Joer, well d'Welt eeben eng aner ass. An den TICE muss sech nei erfannen. Den TICE muss déi Erausfuerderung unhuelen.

Do, wou ech net méi domadder d'accord sinn, dat ass, wann ech déi Aart a Weis gesinn, wéi déi Diskussioune gefouert ginn. Mir hunn nämlech d'Impressioun, dass vun dëser Situatioun soll profitéiert ginn, fir souwuel de Fonctionnement wéi och de Subventionnement vum TICE a senge Linne komplett nei ze gestalten.

Dat ouni Linn, op jidde Fall keng siichtbar Linn, aus deem, wat ech bis elo hat. Dir waart, Här Minister, ni an enger Diskussioun derbäi – wat ech och bedaueren.

(Interruption par M. François Bausch)

Ech wär frou gewiescht, wann Der eng Kéier derbäi gewiescht wiert, fir de Kader och fir Är Beamten ze setzen. Mee mir gesi keng Linn, mir gesi keen Zil a mir gesi keng richteg Diskussioun.

Mir hunn an dräi Reuniounen dräi verschidde Propositioune virgeluecht.

Also, wann ech soe „mir", dann huet dat domadder ze dinn, datt ech hei Vizepresident si vum TICE. Also, ech misst mech elo un d'Chamber wenden. Dat sinn dann esou Lapsusen, déi virkommen.

Also, den TICE huet an deene Reuniounen dräi verschidde Propositioune kritt. An déi Propositiounen, an do sinn ech net méi mat Iech mat, déi wäerte mat sech bréngen, dass, jee nodeem wat fir eng vun deene Propositiounen ugewannt gëtt, tëschent 40 an 130 Aarbechtsplaze beim TICE wäerten ze vill sinn. Dat heescht, dass mer tëschent 8 Milliounen an tëschent 20 bis 25 Millioune manner Bedeelegung vum Staat wäerte kréien.

Ech behaapten, Här Minister, dass déi lescht Propositiounen, déi vun Äre Beamten – mat Ärem Wëssen oder ouni Äert Wësse sief dohinnergestallt – an där leschter Verhandlungsronn dem TICE virgestallt gi sinn, näischt méi an näischt manner bedeiten, wéi dass d'Zukunft vum TICE um Spill steet.

Mir wäerten, wa mir manner Subsid kréien als Gemeng – dat ass eng Reegelung haut, 70:30 –, an d'Situatioun kommen, dass Gemengen dat Ganzt finanziell net méi wäerte kënne stemmen.

Wann Dir eis, wéi an där leschte Propositioun elo gesot, 7 vu 14 Linnen à disposition setzt vum TICE, da wäerten ...

(Interruption)

7 vu 14 Linne sinn à disposition gesat an der leschter Reunioun. Ech kann Iech d'Linnen elo virliesen, mee ech hunn nëmme fënnef Minutten. Ech si schonn eigentlech driwwer.

Wann dat esou de Fall ass, da wäerte mir also Buschaufferen hunn, déi net méi kënne fueren, well d'Linnen net méi do sinn, déi mir fueren, déi vun engem anere gefuer ginn. Déi Leit am TICE sinn alleguerten agestallt am Regimm vum Fonctionnaire communal. Déi kënnen, dat ass eng vun den Äntwerte vum Interieur, net un e Privatbetrib ausgeléint ginn. Dat geet iwwerhaapt net. An dat ass d'Angscht, déi d'Gewerkschaft huet! Dat ass d'Angscht, déi bei der FGFC erauskomm ass, nodeems se Kenntnis krut vun deem Rapport. Ech hunn domat näischt ze dinn – wierklech näischt ze dinn, dat soen ech Iech. Mee dat ass eng berechtegt Angscht, déi d'Leit hunn.

Dat d'autant plus, datt den TICE haut ganz vill fiert, well de Staat e gefrot huet, fir et ze fueren! Den TICE fiert – huet also Leit agestallt, huet Bussen agestallt, huet seng Capacitéit erweitert –, well de Staat an deene leschte Jore gesot huet: „Dir musst méi fueren!"

Wann also dat geschitt, op dat et elo erausgeet an dësem Moment an op dat d'Gewerkschafte reagéiert hunn, da komme mer an eng Situatioun, dass mer jee nodeem d'Linn 1, d'Linn 4, d'Linn 6, Linn 7, Linn 8, Linn 9, 10 an 12 bis zu 126 Chaufferen, 27 Bussen an 2,3 Millioune Kilometer net méi wäerte kënne fueren.

An dat ass strictement inakzeptabel! A wann Dir heihinner kommt an Dir sot: „Et brauch kee sech Gedanken ze maachen", da stellen ech Iech d'Fro, Här Minister: Wéi kënnt Der esou eppes behaapten an Är Beamten, déi erzielen en fin de compte an de Reuniounen de Contraire?

A wat mir bedaueren, dat ass, datt net eng Propos um Dësch läit, wou sech emol eng Kéier mat deene Froen ausenanergesat gëtt, ëm déi et geet! Wéi ass den zukünftege Finanzement vun de Gemengen ze garantéieren? Wéi ass de Statut vun de Leit ze organiséieren? Wat fir eng Linne fuere mer dann en fin de compte?

Bis elo si mer an enger Diskussioun, wou permanent gesot gëtt: „Mir baue Linnen of." Mol eng, mol zwou, mol sechs, mol siwen – da komme mer nees zréck. Mir diskutéieren iwwer 40 Millioune Subsid. An där leschter Reunioun ass iwwer 21 Millioune Subsid geschwat ginn. Mir hu bis elo 47 Millioune Subsid kritt.

(Interruption par la présidence)

Gitt Der dann dervun aus, dass déi néng Gemengen aus dem Süden zousätzlech zu deenen 18 Milliounen, déi se dëst Joer scho bezuelen ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Wolter, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech komme ganz gär zum Schluss. Et deet mer Leed, mee et ass e Sujet, dee fir 500 Familljen am Süden esou wichteg ass – wierklech esou wichteg ass! –, well d'Opreegung am Betrib a ronderëm ass riseg.

Ech kann domadder liewen, datt Der elo sot: „Här Wolter, haalt op!" Ech füge mech dann och, datt ech ophalen.

Ech wëll just soen, dass dat, wat elo um Dësch läit, strictement inakzeptabel ass an datt ech hoffen, dass déi néng Gemengen aus dem Süden hir Responsabilitéit huelen, haut, muer an an der nächster Woch, oder wéini och ëmmer, fir ze soen: „Dat, wat elo um Dësch läit, dat ass fir de Süde vun eisem Land inakzeptabel", well, contrairement zu deem, wat Dir elo gesot hutt, absolutt näischt um Dësch läit fir ze soen, wat dann dee Verlosch, deen an de Syndikat géif kommen, géif kompenséieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter. An d'Wuert geet direkt zréck un den Här Mobilitéitsminister François Bausch. An dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot gehat. Mir fuere schéin der Rei no.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech ginn de Verdacht awer net lass, datt déi Diskussioun, esou opgehëtzt, wéi déi hei gefouert gëtt, eppes mat engem gewëssenen Datum am Oktober ze dinn huet.

(Interruptions)

Et deet mer Leed. Well wann ech hei soen, datt mir als Regierung garantéiert hunn, datt deen nämmlechte Montant – berechent op de Linnen, wéi se haut sinn – de Gemengen, dem TICE-Syndikat soll garantéiert bleiwen ... Also, kommt, mir huelen emol un, den TICE kréich dëst Joer 40 Milliounen.

M. Michel Wolter (CSV) | 47.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, oder 47. Dat ass egal.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Jo, nee ... Wësst Der, Här Wolter, de Punkt ass awer och deen: Dir hutt virdrun hei monéiert, datt et esou vill géif kaschten. Et ass awer och normal, datt den TICE, wann en nei Linne wëllt aféieren an dat Ganzt dann doduerjer méi deier gëtt, da mam Staat, well de Staat jo awer de Gros dovunner bezilt, muss negociéieren, an datt de Staat awer och muss kënne seng Meenung dozou hunn, ob déi Linnen do sënnvoll sinn oder net sënnvoll sinn.

Dat hu mer iwwregens och mat der Stad Lëtzebuerg esou diskutéiert. An do war dat bis elo ni e Problem, wëll ech Iech just nëmme soen.

Duerfir, et ass net, datt eppes dohinnergeluecht ginn ass à prendre ou à laisser. Well wann dat esou gewiescht wär, hätte mer jo net d'Meenung duerno vun der Regierung ..., Iech eng aner Propositioun gemaach a gesot: „Ok, da bleiwe mer derbäi", obscho mer wossten, datt et vum finanztechneschen hier net esou evident ass, wat mer dëst Joer gemaach hunn. Mee egal!

Da kommt, mir soe 47 Milliounen. Wann ech Iech soen, datt d'Regierung deen nämmlechte Montant wëllt garantéieren, dann heescht dat och, datt se deen nämmlechte Montant garantéiert! Dann heescht dat: Souguer wa mer Linne géifen elo huelen a mir géifen déi eriwwerhuelen an den RGTR, den TICE näischt géif verléiere par rapport zu haut. Datt mer dann och musse kucken, den TICE natierlech esou ze reorganiséieren, datt en eng aner Roll huet wéi haut. Well dat ass jo d'Zil!

D'Zil ass, datt den TICE – fir dat, woufir en eigentlech och do ass – virun allem méi innerstättesch oder zwëschent zwou Uertschafte vläicht Verbindunge mécht, a Verbindunge mécht op deenen zukünftege Pôle-d'échangen, déi solle gebaut ginn.

Dat Ganzt huet jo ze di mat dem Plan national de mobilité 2035 a mat all deene Projeten, déi do dra sinn. An, Här Wolter, ech wëll Iech awer soen: Ech hunn awer och e Bericht kritt iwwer Sëtzungen. Dir waart awer och net ofgeneigt par rapport zu der strateegescher Diskussioun, déi am Ufank gefouert ginn ass, esou wéi se gefouert ginn ass.

Also, wéi gesot, et ass einfach falsch, wéi dat hei duergestallt gëtt. An ech wëll nach eng Kéier betounen: Et gëtt hei gesot „vun de Gewerkschaften". Et ass eng Gewerkschaft! Et ass eng aner: den OGBL/Landesverband – déi huet de Moien en Aushang gemaach, deen de Contraire seet –, déi ganz zefridde war an där Sëtzung, wou se mat mir war am Abrëll ..., wou ech selwer derbäi war, an déi dat schréftlech bestätegt huet, déi en Aushang am Betrib maache gelooss huet, wou se seet, de Minister hätt do schonn dat versprach, wat ech Iech haut hei soen. Also kann et net esou gewiescht sinn, datt dat nach ni um Dësch war.

Mee fir de Rescht, wat d'Konventioun ubelaangt: Wann hei gesot gëtt: „Et läit näischt um Dësch." Ma, et läit nach näischt Prezises um Dësch! Eeben aus dem Grond eraus, well et kloer ass, dass de déi Konventioun jo eréischt kanns verhandelen no de Gemengewalen, wann deen neien TICE steet, wann déi nei Gemengeréit en place sinn, déi nei Schäfferéit en place sinn! Du kanns jo net am Virfeld iwwer eppes diskutéieren, wat 2025 betrëfft, mat Schäfferéit, déi dräi Méint duerno souwisou net méi am Amt sinn, oder engem TICE, dee vläicht ganz aneschters ausgesäit!

Also, ënnert dem Strëch: Ech huelen dat zur Kenntnis, wat hei gesot gëtt. An ech weess jo och, wéi dat da leeft virun de Walen. Ech bleiwen hei bei där Meenung, esou wéi et och richtegerweis ... An dofir sinn ech mindestens dem OGBL dankbar, datt se dat esou fair gemaach hunn an dat och esou publizéiert hunn, fir dat och esou ze soen, datt déi Verhandlung soll korrekt oflafen an datt et den Objektiv vun der Regierung net ass, fir kierzen ze goen, mee, au contraire, fir bäizesetzen. An dat wäert och esou geschéien – zumindest wann dës Regierung nach do ass a meng Partei nach dran ass, ganz sécher. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. An dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot an duerno den Här Marc Hansen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. E grousse Merci och un de Minister fir déi relativ kloer Wierder, déi en elo zweemol hei op der Tribün gesot huet, dass et en Engagement vu senger Säit aus gëtt an, ech mengen, och vun der aktueller Regierung, fir den éffentlechen Transport am Süden net ze kierzen, mee fir en, am Géigendeel, auszebauen.

Ech mengen, dat ass eppes, wat wichteg ass, dass dat haut hei preziséiert ginn ass, well, an dat ënnerstëtzen ech, awer eng relativ Opreegung bei den Ugestallte vum TICE am Moment virherrscht. Dat, mengen ech, bestreit keen zu dësem Moment.

Ech deelen d'Meenung och vum Här Wolter, deen hei gesot huet, déi Motioun vun de Piraten, déi mer virleien hunn, wier tel quel net ze iwwerhuelen, well se um Sujet erlaanschtgeet a well se dat, ëm wat et geet, am Fong net beréiert.

Här Minister, eng gewëssen Opreegung ass awer entstanen opgrond vun enger Zesummekonft vun Äre Leit mat dem Büro vum TICE. Do gëtt et Rapporten iwwert déi Sitzung. Déi Rapporte leien och deene Leit an zumindest enger Gewerkschaft, déi beim TICE aktiv ass, vir. Dat heescht, déi hu Kenntnis dovunner. A well se Kenntnis dovunner haten, ass et, mengen ech, vun hirer Säit eng Reaktioun ginn, déi ech zumindest awer mënschlech ka ganz gutt novollzéien.

Wann een an engem Rapport liest, dass an Zukunft fir den TICE confirméiert Linne wären d'Linn 1, d'Linn 2, d'Linn 3, d'Linn 5, d'Linn 13, d'Linn 14 an d'Linn 15 fir e Gesamtmontant vun 21,5 Milliounen, an et liest een op där anerer Säit, dass et nach eng Rei vun anere Linnen ze diskutéiere géif ginn – dat wären d'Linn 4, d'Linn 6, d'Linn 7, d'Linn 8, d'Linn 9, d'Linn 10 an d'Linn 12, plus alleguerten de Scolaire – fir ronn 10,5 Milliounen, iwwert déi nach misst diskutéiert ginn, dann ass et, mengen ech, normal, dass déi Leit, déi kënne rechnen, soen: „Dat géif jo heeschen, datt an Zukunft fir e Maximum vu ganz genau 32 Milliounen nach géife Subside bezuelt ginn", wuelwëssend, dass dee Betrag, deen actuellement bezuelt gëtt, bei 45 Millioune läit. Dohier kënnt menger Meenung no och eng gewëssen Onrou, déi ech, wéi ech gesot hunn, méi wéi novollzéie kann.

Da gëtt och konkreet iwwer eenzel Linne geschwat, wann déi ewechfalen, dass dann eleng duerch d'Ewechfale vun enger Linn – ëm d'Linn 4 geet et am Moment – 37 Chauffeuren ze vill wäre beim TICE. A wann een natierlech als Gewerkschaftsvertrieder, egal vu wéi enger Gewerkschaftscouleur een ass, dat dote liest, dann ass een, mengen ech, an der Berechtegung, fir sech eng Rei Froen ze stellen.

Ëmsou méi frou sinn ech, Här Minister, dass Der de Courage hat, haut heihinner ze kommen, well et ass wierklech grouss Opreegung am Land, a virun allem am Süden, an dass Der esou kloer Wierder fonnt hutt, fir kloerzestellen, dass et absolutt net Är Absicht ass, fir iergendwou ze kierzen.

Déi Prezisioune ware wichteg a wäerten an deenen nächsten Deeg, mengen ech, derfir suergen, dass méi Rou an den Dossier erakënnt an dass een dann, entweeder mat enger neier Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, an och mat engem nei zesummegesate Büro respektiv Kommitee vum TICE, kann un enger neier Konventioun schaffen, déi den TICE dohinner féiert, wou mer e brauchen, nämlech dass mer e méi an e besser organiséierten éffentlechen Transport am Süde kréien. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An da wier elo d'Wuert fir den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass schonn interessant ze gesinn, wéi sech eng Diskussioun op en Depot vun enger Motioun kann entwéckelen, besonnesch nieft dem Sujet vun der Motioun. Well hei geet et an där Motioun jo eigentlech ëm verschidde Punkten, déi gefrot ginn, wou ech herno wäert drop zréckkommen.

Mee bon, dat, wat och schonn ugeklongen ass: Et ass e bësse Virwalkampfstëmmung an dofir gëtt dat heiten elo benotzt, fir d'Theema no vir ze brénge an u sech mat de Suerge vun de Leit ze spillen. Well duerch déi ganz Debatt, déi hei u sech och, ouni vläicht Kenntnisser vum Dossier ze hunn ... an ech muss éierlech agestoen: Ech hunn d'Kenntnisser vum Dossier net, well ech sinn net am TICE. Ech baséiere mech och op dat, wat ech vu baussen héiere vu Communiquéen, awer och vu Saachen, déi op de soziale Medie geschriwwe ginn. An ech weess net, ob dat ëmmer déi richteg Sourcë sinn.

Ech sinn effektiv verwonnert iwwert dee Communiqué vun der Delegatioun vum TICE, well, wéi de Minister et och scho gesot huet, vun Ufank u kloer gesot ginn ass, dass d'Aarbechtsplaze garantéiert wären. An dat ass och an den Diskussiounen esou gesot ginn. An ech mengen, dass dat och an der Diskussioun mam OGBL/Landesverband esou duerchgesickert ass.

Et lafen och scho länger Diskussioune mam TICE – hu mer jo och elo héieren. Do si kontradiktoresch Meenungen iwwert de Verlaf vun deenen Diskussiounen. Mee eppes ass sécher: D'Diskussioune lafe scho laang! Dat heescht, et kann een net soen, dass hei iergendwéi aus dem Vide eraus eng Decisioun geholl ginn ass.

Notamment hunn den Här Wolter an och den Här Kersch bestätegt, dass déi Konventioun elo ze kënnegen, eigentlech den normale Wee ass. An och dat war bekannt, well wann ee wëll Enn 2025 eng nei Konventioun ulafe loossen, dann ass dat den Delai, wou een elo muss kënnegen. An dat war u sech och gewosst.

An da muss ech awer effektiv dorobber zréckkommen: De Plan national de mobilité 2035, dat wäert eng riseg Erausfuerderung gi fir de Süden – net nëmme fir de Süden, mee och fir de Süden. Mir wäerten de schnellen Tram kréie vun der Stad op Esch. Dee geet bis op Bieles. A mir wäerten e Couloir à haute mobilité fir d'Achs vu Westen no Oste kréien. Et ass evident, datt den TICE, esou wéi en elo fonctionéiert, mat deene Linnen, wéi en elo fonctionéiert, net méi esou wäert kënne fonctionéieren! E wäert sech mussen am Zesummespill mat deenen zwou grousse Strukturen ëmorganiséieren.

An dat ass, mengen ech, dat, wat eigentlech hei an der Diskussioun steet a wou d'Erausfuerderung u sech ginn ass: Wéi kréie mer den TICE an eng Gesamtstrategie vum Plan national de mobilité 2035 konstruktiv agebonnen? An natierlech mat deene Leit, déi do sinn, an eventuell mat Perspektiven, mat méi Leit, déi do sinn.

Well kloer ass: Wa mer wëllen, dass mer op de Stroossen hei zu Lëtzebuerg eng Kéier aus dem Stau erauskommen, da brauche mer méi éffentlechen Transport. A méi éffentlechen Transport heescht och méi Busser. A méi Busser heescht och méi TICE.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Voilà. Dat heescht, au contraire, den ëffentlechen Transport am Süde gëtt d'Perspektiven, dass deen eigentlech wäert ausgebaut ginn.

Bon, zu de groussen Theemen hunn ech, mengen ech, alles gesot. Ech bedaueren dofir och, datt elo dat heiten als Sujet e bëssen op eng awer poleemesch Manéier benotzt gëtt. An ech bedauere virun allem eeben, dass déi Beschäftegt aus dem TICE doduerch eigentlech nach méi veronséchert ginn.

Ech wëll awer och zwee Wuert zu der Motioun soen, oder dräi. Ech mengen, do ass eigentlech a kengem Punkt eppes, wou mer kënne soen, dass dat ofzestëmmen ass.

Do steet am éischten Tiret: „net méi soll verlängert ginn". Dat ass jo guer net de Plang! De Plang ass: Mir kënnegen elo, fir datt se 2025 mat enger neier Konventioun kënne weiderfueren.

Verschidde Linne sollen net méi subventionéiert ginn. Jo, wéi ech elo erklärt hunn: An engem Kader vum Plan national de mobilité 2035 wäert alles e bësse reorganiséiert ginn. Ech weess net, wéi vill Linnen am Endeffekt 2035 nach esou wäerte fueren, wéi se haut fueren.

„Aarbechtsplaze missten ofgebaut ginn." Do hu mer gesot kritt, dat wär net richteg. D'Zilsetzung ass éischter, se op jidde Fall ze halen, wann net souguer weider eropzegoen.

An dann hannen an den Invitten: „fir den TICE-Reseau, grad wéi den RGTR weider ze förderen". Ma dat stoung jo nach ni a Fro! Natierlech gëtt den TICE weider gefërdert.

Voilà! An aus all dësen Argumenter wäert ech dann och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net ze stëmmen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hansen. Dann huet nach den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Ech kann et relativ kuerz maachen, awer ech wëll vläicht och e puer Punkte soen am Numm vun eiser Partei.

Deen éischte Punkt – an dat ass eppes, wat een awer muss ganz kloer ënnersträichen –, dat ass, datt kee Mënsch heibannen, bestëmmt och net d'Auteure vun dëser Motioun, wëllen, wéi et elo grad geheescht huet, mat der Angscht vun de Leit spillen, datt se eventuell géifen hir Aarbechtsplaz verléieren. Dat ass hei ganz sécher net de Fall, well et muss ee soen: Déi Angscht kënnt vun deene Leit selwer opgrond vun enger Kommunikatiounspolitick oder vun Akten, déi d'Regierung gesat huet.

An déi Debatt hei féiert derzou, datt mer d'Leit kënnen éischter berouegen – dat ass op jidde Fall dat, wat mir eis wënschen – an där berechtegter Onrou en Enn maachen. Et ass also just de Contraire vun deem, wat eis gréng Kolleegen elo gesot hunn.

Eng zweet an eng ganz positiv Saach, ass, datt mer alleguer insistéieren, datt den ëffentlechen Transport éischter muss ausgebaut ginn an net däerf zréckgeschrauft ginn. Ech mengen, dat ass e kloren Optrag, deen d'Regierung och hei mathéiert, matkritt. Vläicht ... Ech huelen och un, dat war schonn d'Intentioun, den Här Bausch hat dat scho gesot. Awer et däerf keen Zweifel dorunner bestoen.

Den ëffentlechen Transport gëtt ëmmer méi wichteg, aus verschiddene Grënn. Eenzelner si scho genannt ginn. Mee ee vun deene Grënn ass och de Vieillissement vun eiser Populatioun. A mir mussen och deene Saache Rechnung droen, soudatt déi Qualitéit vum ëffentleche Service an d'Intensitéit vun de Liaisoune muss ëmmer deem ugepasst ginn, wat da wierklech de Besoin ass. An deen hëlt zou, deen hëlt net of!

Eng drëtt Saach, dat muss een awer och soen, dat ass, datt d'Kredibilitéit vun der Regierung an esou Dossiere wéi deem hei niddreg ass. Ech wëll just drun erënneren, datt mer hei grouss Diskussiounen haten a vill versprach kruten an der Reform vum Adapto. Ech wëll dat just hei zitéieren, well do ass eis och gesot ginn: „Jo, d'Qualitéit, déi leit net an et gëtt nach eng App an et gëtt ëmmer besser an esou weider." De Contraire ass wouer.

An ech sinn es e bësse midd, a bestëmmt net ech eleng, datt hei aus dem Transportministère esou dacks Versprieche gemaach ginn iwwer eng Qualitéit an eng Verbesserung duerch eng Reform, an dat stëmmt einfach net. An hei däerf dat net geschéien!

Mir hätte gären, wa mer hei erausginn – och wann déi Motioun elo e bësse laanscht de Sujet läit, mee et ass awer ëmmerhin de Meritt, datt mer konnten hei driwwer diskutéieren –, ganz einfach vun der Regierung den Engagement, datt dës Reform zu enger Ofsécherung vun den Aarbechtsplaze féiert, zu enger Intensivéierung vum ëffentlechen Transport, zu enger méi grousser Rücksichtsnam op d'Besoine vun de Leit, an dann hu mer haut duerch dës Debatt awer kënnen eng positiv Kontributioun leeschten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet nach d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, villmools merci. Also, ech fannen et immens schued, datt, wann hei e Sujet ugeschwat gëtt, wou et Problemer gëtt, wou Leit Suergen hunn, da gesot gëtt, et wier wéinst de Walen, et géif mat de Suerge vun de Leit gespillt ginn, dat wier Poleemik, déi mer hei géife maachen.

Dee Sujet hei ass zënter November 2022 e Sujet. Dee stoung a Rapporten, an, den Här Wolter, mengen ech, huet et gesot, wann d'Leit esou Rapporten zougespillt kréien an déi liese kënnen, dann ass et ganz normal, datt se sech Suerge maachen. A wann et da brauch bis Juli 2023, éier hei reagéiert gëtt, an da gëtt nach nëmme reagéiert, well op Facebook soi-disant eng Poleemik ass a well hei elo Leit, d'Piraten, eng Motioun deposéiert hunn! Dofir gëtt hei reagéiert.

Firwat net direkt kommunizéieren? Firwat net oppen domadder ëmgoen? Firwat? Ech froe mech dat heiansdo. Dat géif villes erspueren, et géif vill Suergen erspueren.

Datt een déi Konventioun da muss kënnegen, ok, alles an der Rei. Mee déi nächst Konventioun, et weess keen, wat do wäert drastoen. Dat ass eng Kaz am Sak.

Ech soen och nach: Bis 2035 – mir sinn elo 2023 –, dat sinn nach laang Joren. An den TICE muss an deene Jore funktionéieren. Ech kommen aus dem Süden. Ech klappe mech all Dag mam TICE ronderëm. Ech klappe mech all Dag ronderëm mat de Verspéidungen, mat Linnen, déi net klappen – jo, elo bléist den Här Minister, well och dat gëtt net gär gehéiert –, ...

(Interruption par M. François Bausch)

... mat Linnen, déi net funktionéieren, mat Takter, déi net funktionéieren. Véier Busser, déi déi nämmlecht Zäit fueren, amplaz datt dat gereegelt gëtt. Och dann, wann een dat seet, dann ass et op eng Kéier e Waltheema an et wëllt ee just Poleemik maachen. Et weist een awer scho jorelaang drop hin.

Ech mengen, dat, wat och hei gesot ginn ass, datt den TICE wäert erhale bleiwen, do muss ee sech awer och froen: Wéi bleiwen dann d'Aarbechtskonditiounen? Wéi bleiwen d'Léin? Gëtt dat dann ausgelagert? Bleift de Statut? Gi mer op den RGTR-Statut iwwer? Bleift et am Statut, wéi et elo ass? Dat si Froen, déi déi Leit, déi do schaffen, sech awer stellen. An déi stelle sech se net einfach esou aus dem Himmel eraus. Et ass berechtegt, datt déi sech déi stellen. An do dierf een awer net maachen, wéi wa mir hei elo just wéinst de Walen heiriwwer géifen diskutéieren. Mir hätten dat do och scho kënne vill méi laang maachen.

Ech wëll Iech just soen, datt déi Lénk och schonn eng Pressekonferenz doriwwer haten. Dee Moment huet et kee Mënsch interesséiert vun der Press.

(Coups de cloche de la présidence)

Mee elo interesséiert et awer. Elo soll een driwwer schwätzen. An ech si frou, datt den Här Minister och déi Erklärunge ginn huet, déi e ginn huet. En huet villes méi kloer gemaach.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, mir komme ganz wäit ewech vun dem Inhalt vun der Motioun. Duerfir géif ech elo dem Här Wolter d'Wuert ginn an dann däerf den Här Minister nach äntwerten an da misste mer ofschléissen. Den Här Wolter. Den Auteur kritt och nach d'Wuert.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech si jo net Auteur.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, dee kritt et och nach, dat sidd Dir net, Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech wollt eigentlech, Här President, Parole après ministre hei invoquéieren – well den Här Minister jo no menger Interventioun erausgaangen ass –, fir e puer Saachen ze soen.

Fir d'éischt wëll ech kloer an däitlech soen, dass, wa mer déi Debatt haut féieren, dann ass dat zréckzeféieren op d'Suerge vun de Leit, déi am Betrib schaffen. Déi 500 Familljen, déi representéiert sinn, hunn très largement an enger Gewerkschaft, déi, mengen ech, dräi Véierels vun de Mandaten huet, an opgrond vun Diskussiounen, déi stattfonnt hunn, d'Alarmanlag no bausse gespillt.

Dat huet näischt mat Virwalen oder Nowalen ze dinn. Dat huet einfach eppes domadder ze dinn, dass Diskussiounen amgaange sinn. Si sinn amgaangen! Si fänken net eréischt no de Walen un. Si sinn amgaangen. Et ware schonn dräi Reuniounen, fir eng Konventioun, déi de Staat elo gekënnegt huet, ze ersetzen.

An ech soen dat nach eng Kéier, well den Här Minister dat gesot huet, den Här Hansen huet dat gesot: Ech stinn do derhannert! All verstännege Politiker am Süde steet derhannert, dass d'Welt amgaangen ass ze changéieren, dass d'Linne amgaange sinn ze changéieren, dass mer iwwert den Transfrontalier mussen diskutéieren, dass mer net méi kënnen eleng eng Diskussioun féieren, fir am Süde vu lénks no riets a vu riets no lénks ze fueren. Dat ass kloer.

An dofir hu mir Iech am Oktober jo och gesot an där Reuniour: „Kënnegt Är Konventioun wannechgelift en bonne et due forme an huelt eis net einfach gären 8 Milliounen ewech!" Wat mer eigentlech als eng éischt Attack op den TICE ugesinn hunn a wat ech nach ëmmer als eng éischt Attack op den TICE ugesinn, ass, dass dat ouni Angab vun iergendwelleche Grënn geschitt ass. Dat ass rektifizéiert ginn.

Sou. Elo gehéieren ech zu deenen, déi och à même sinn, aus engem Debat Konklusiounen ze zéien. An ech héieren hei e Minister Saache soen, déi mir weesentlech besser gefale wéi dat, wat seng Beamten an de Reunioune mam TICE soen. An elo ginn ech jo mol dervun aus, datt déi selwecht Beamten deen Debat hei

verfollegen. An déi hu jo an deem Debat elo matkritt, datt de Minister gesot huet, datt hien net wëlles hätt, ënnert déi 47 Milliounen ze goen, déi den TICE haut als Ënnerstëtzung kritt, quitte, an dat ass Sujet vun der Diskussioun, datt den TICE vläicht aner Saache muss maachen, aner Linne muss fueren, aner Besoine muss opgräifen, wou mir d'ailleurs als Gemengen aus dem Süden och Demandeur sinn, dass dat geschitt.

Dir sot: „Mir géife gär méi innerstättesch fueren." Är Beamten hu virun dräi Wochen an der Reunioun gesot, datt si den TICE net méi wëlle finanziell ënnerstëtzen, well ze vill innerstättesch géif gefuer ginn. Dat, wat Dir sot, Här Minister, dat ass de Contraire, exakt de Contraire! An ech géif Iech da bieden, Äre Beamten, wann Der se begéint an Ärem Ministère, ze soen, datt se sollen ophalen, dem TICE ze erklären, datt zu Diddeleng, zu Esch an esou weider déi Linnen, déi éischter innerstättesch fueren, net méi géife subventionéiert ginn, an dass Der hinne sot, si sollen dann erëmkommen am Hierscht mat där neier Ekipp a si solle mat deenen driwwer diskutéieren, wéi mer dann den innerstätteschen Transport am Süde kéinten ausbauen, amplaz en en fin de compte op d'Schëllere vun de Gemenge wëllen ofzeleeën. Dat ass dat, wat ech gären hätt.

Ech héiere scho 47 Milliounen. Ech sinn d'accord domadder, dass den TICE muss aner Weeër goen. All Mënsch ass domadder d'accord. Mee wann awer gesot gëtt: „Mir hunn esou vill Linnen à disposition!", wa gesot gëtt: „Amplaz vu 47 Millioune schwätze mir driwwer, datt mer Iech nach 21 Millioune ginn oder 31 Milliounen!", da musst Der awer dervun ausgoen, dass d'Gewerkschaftler an d'Betribsleit – also, hei ass et jo d'Betribsassociatioun vun de Chauffeuren – sech revoltéieren an dass déi soen: „Mee wann dat esou ass, dann ass jo keng Plaz méi fir eis!" An d'Direktioun huet eis jo ausgerechent, wat d'Konsequenze sinn.

Da géif ech also Är Beamten an Iech – Dir sidd jo dann net méi do, mee deen, deen dann duerno do ass – bieden, nom Oktober bei den TICE ze kommen, bei déi, déi dann am TICE do d'Responsabilitéit hunn an ze soen: „Mir diskutéiere mat Iech gären iwwer en neie Modell vun ëffentlechem Transport am Süden." Dat hutt Dir elo haut de Mëtteg gesot. Vu datt Der dat de Mëtteg gesot hutt an ech Iech op deene Punkten ëmmer gleewen – ech hunn Iech ëmmer op deene Punkte gegleeft, wann Der dat sot –, ginn ech dervun aus, datt Ären Nofollger mat deenen néng Gemengen aus dem Süden am Oktober e ganz – wéi soll ech soen? – objektiivt Gespréich driwwer féiert: Wat sinn d'Erausfuerderunge vun där nächster Zäit, vun deenen nächste Joren? Wat sinn am PNM35 d'Erausfuerderungen, déi mer hunn? A wéi kënne mer mat deene Leit, mat deem Outil, dat mer zur Verfügung hu säit 100 Joer, Politick gestalte fir de Süden, fir d'Leit vum Süden, fir den Transport vum Süden?

A wann dat geschitt wär, da wär déi Debatt vun haut héchstwarscheinlech iwwerflëssig gewiescht, dann hätt nämlech d'Belegschaft net missen erausgoe fir ze soen: „Mir maachen eis ganz vill Suergen ëm eis Zukunft an ëm d'Zukunft vun eisem Syndikat!"

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter. An ech ginn elo d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President, heiansdo wonneren ech mech awer e bëssen, wéi mer hei diskutéieren iwwer eng Struktur, wat den TICE ass, déi natierlech mat engem Ministère Verhandlunge féiert, a wéi déi Verhandlungen ofzelafen hunn – soit datt natierlech Leit hei zwou Kapen ophunn, Deputéierten a Buergermeeschter sinn –, an iwwert d'Beamten, déi do sëtzen. Ech soen Iech just fir den nächste Minister, deen a menger Plaz wäert domat ze dinn hunn: Wann hei verlaangt gëtt, datt an Zukunft d'Ministeren alleguerten déi Ënnerverhandlunge musse vu moies bis owes selwer féieren, da soen ech Iech, da braucht der fënnef Staatssekretären, fir bei all Minister ze setzen, fir datt et iwwerhaapt nach fonctionéiert!

Mee et kann awer och net esou sinn, datt, wann do Sëtzunge stattfannen um Gemengenniveau, tëschent Gemengen an engem Ministère, datt hei an der Chamber dann iwwer esou Beamten diskutéiert gëtt. Do muss ech Iech soen: Da si mer op enger Schinn, déi fannen ech net ganz korrekt!

Wien hëlt herno d'Decisioun, Här Wolter? Dat wësst Dir dach genausou gutt wéi ech och. Et si jo net d'Beamten, déi d'Decisioun huelen. Et sinn d'Politiker. Et ass d'Regierung. Et ass d'Regierung en conseil, déi herno déi definitiv Decisioun hëlt. An et ass och herno de Minister, dee virun der Chamber muss riichtstoe fir d'Decisioun, déi geholl ginn ass.

Dat heescht, wann an där nächster Regierung de Minister, oder d'Regierung, heihikënnt a seet: „Dat ass mir elo alles egal. Mir kierzen dat do alles ëm 10 Milliounen!", da muss deen hei virun dësem Parlament dofir riichtstoe kommen an dann ass hei déi richteg Plaz, fir politesch mam Minister, mat där Regierung, dann doriwwer ze streiden.

Mee souwäit si mer awer, wéi gesot, nach net. Mir si jo hei iwwerhaapt eréischt um Ufank vun Diskussiounen iwwert déi Ziler, wéi Dir se alleguer beschriwwen hutt. A mir sinn iwwerhaapt eréischt um Ufank vun den Diskussioune vun enger Konventioun. A wéi awer och d'Beamten an de Sëtzungen ëmmer gesot hunn: „Déi richteg Diskussioun iwwert d'Konventioun kënnt Der eréischt ufänken no de Gemengewalen, logescherweis, well dann deen neien TICE en place ass!"

Dofir, ech verstinn net – dat muss ech Iech ganz éierlech soen –, wéi mer hei diskutéieren. Ech wëll Iech och just soen, datt ech natierlech, wann ee bei mir ufreet als Minister fir eng Entrevue, dat maachen, an eigentlech, wann d'FGFC, an deem hei Fall d'Delegéiert, den Telefon geholl hätten a si hätte bei mir gefrot: „Här Minister, mir hunn awer elo hei déck Suergen op Basis vun enger leschter Sëtzung. Kéinte mir bei Iech laanschtkommen, fir emol eng Kéier doriwwer ze schwätzen?", dann hätten déi selbstverständlech eng Entrevue kritt.

Mee wësst Der, wéini ech de Bréif kritt hunn? Haut de Moien. A wësst Der, wéini se d'Entrevue kréien? D'nächst Woch. Mee ech krut de Bréif, nodeem fir d'éischt e ganzen Orchester lassgetrëppelt ginn ass an dirigéiert ginn ass, en vue vun engem gewëssene Momentum, deen awer am Hierscht ass, egal wat hei gesot gëtt, fir dann natierlech dee Brouhaha ze kréien, dee mer dann och kritt hunn an der ëffentlecher Debatt. An dat ass dat, wa mer vu Fairness schwätzen an der Diskussioun: Esou diskutéiere mer net! A wann een ënner faire Partner schwätzt: Den OGBL huet dat gemaach am Fréijoer an den OGBL krut direkt eng Entrevue! An duerfir hu si och haut kommunizéiert, datt am Fong et net korrekt ass, wéi dat duergestallt gëtt, well si déi dote Garantien alleguerte kritt hunn am Fréijoer!

Also, wann d'FGFC e bësselche seriö gewiescht wär an eng Verhandlung – wéi een normalerweis domat ëmgeet – gemaach hätt, hätte se d'Entrevue kritt, se hätte se scho laang kritt an dann hätte mer dat dote scho laang kënnen ausdiskutéieren. Dann hätte mer ons déi ganz Opreegung hei kënne spueren.

A fir de Rescht, Här President, par rapport zu deem, wat nach gesot ginn ass hei iwwert den Invest am ëffentlechen Transport a wat mer alles gemaach hunn oder musse maachen oder solle maachen. Ech wäert der Chamber an där nächster Woch en Tablo hei iwwerreechen, fir ze weisen, wat an deene leschten zéng Joren investéiert ginn ass. An da kann d'Chamber jo hei vergläichen, wéi dat virdru gelaf ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister. An da kritt nach just den Auteur vun der Motioun d'Wuert an da komme mer zum Vott.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech hale mäi Bluttdrock och zimmlech déif. Et ass einfach: Et sinn d'Gewerkschaften a ganz vill Chauffeuren, déi mech kontaktéiert haten, an deementspriechend hunn ech dofir déi Motioun gemaach. Dat ass weeder Poleemik nach en Orchester oder soss iergendeppes.

Ech hunn och gëschter gesinn, dass en aneren Deputéierten, den Här Kersch, e Posting op Facebook gemaach huet. Ech mengen, den Här Wolter war dat mam Video, oder, net dass ech et elo verwiesselen, mee et war ee mat Video. Dat heescht, et ass elo einfach awer en Theema, wat do am Süden opkomm ass, an et sollt guer net poleemesch sinn.

Ech weess och net, firwat dee grénge Vertrieder dat erwäänt huet. En plus – ech hunn nach eng Kéier de Posting vum Här Kersch erëmgesicht – huet et souguer de Wee fonnt an den LSAP-Programm, wouzou ech felicitéieren. Dir hutt vun der Diddelenger Sektioun geschriwwen, ech kennen Äre Programm nach net, mee Dir hutt dat geschriwwen. Dat heescht, de Besoin ass do.

An dofir sinn ech och frou, dass mer haut eng Kéier driwwer geschwat hunn, well et sinn eeben déi Chauffeuren, déi eis kontaktéiert hunn, déi déi Suergen hunn. An ob se elo haut méi zouversiichtlech an d'Zukunft kënne kucken …? Well ech hunn haut keng Äntwert kritt, wat no 2024 kënnt.

Bon, Dir kënnt d'Motioun natierlech deementspriechend kritiséieren. Ech hätt och nach anstatt „d'Konventioun" einfach „d'Servicer" vum TICE gesot, dass déi keng finanziell Aboussen hunn. Do hätt ech och nach kënnen dermat liewen. Mir war et einfach drëm gaangen, fir haut en Zeechen ze setzen, fir de Leit ze soen: „Deen TICE, dee kritt weiderhi säi Budget, e brauch net ze fäerten, dass deen an de Verhandlunge géif erofgeschrauft ginn." Dat war d'Zil vu menger Motioun.

Meng Motioun war net den Detail vun enger Linn. Iwwregens stëmmt dat net, wat déi gréng gesot hunn. Den Tram wäert keng TICE-Linnen iwwerhuelen, well den TICE huet keng Linn vun Esch an d'Stad. Dat heescht, dat ass souwisou erëm iergendeppes, wat Der sot, fir dat ze excuséieren, wat do gesot ginn ass, dass déi Linne sollen ofgeschaaft ginn.

(Interruption)

Jo, e fiert bis op Bieles. Mee och dat sinn net TICE-Linnen, déi herno wäerten ofgeschaaft ginn. A jo, ech sinn net am Kommitee vun dem TICE. Dat ass leider esou. Péiteng huet do dräi Vertrieder. Déi dräi Vertrieder huet d'CSV sech selwer genannt. Si huet der Oppositioun …

(Brouhaha)

Si huet der Oppositioun kee ginn.

(Interruption)

Dat ass richteg. Dat ass den Här Mellina, den Här Arendt an den Här Remacle.

(Coups de cloche de la présidence)

Déi dräi sinn …

(Interruption par M. Jean-Marie Halsdorf)

Majo sécher, Här Halsdorf, déi dräi si fir d'CSV fir de Gemengerot Péiteng do an deem Kommitee. Dir hutt der Oppositioun keen Zougang ginn zu dem TICE. Deementspriechend musse mir eis dorop beruffen, wat an de Rapporte steet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, mir kënne geschwënn zum Vott komme vun der Motioun.

(Brouhaha)

Här Wolter, Dir kënnt net méi d'Wuert kréien, well u sech ass et esou, datt „au cours d'un débat, tout membre peut [...] obtenir la parole après un orateur". Dat heescht, mir si bei engem Debat, an Dir hat schonn zweemol d'Wuert. An dann invoquéiere mer do den Artikel 39, datt een net méi wéi zweemol kann heihikommen.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Dir kéint héchstens nach d'Wuert kréien ...

M. Michel Wolter (CSV) | ... fir Parole après ministre.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Parole après ministre, dat geet net opgrond vun deem Artikel, deen ech fir d'éischt zitéiert hunn. Dat ass de 40, Punkt 8, well dat ass nëmme bei engem Debat, wou dat spillt.

An dat anert ass, dass een net méi wéi zweemol hannerenee schwätzt, soudatt u sech d'Reglement et net méi zouléisst, Iech nach eng Kéier d'Wuert ze ginn.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech sinn ...

M. Fernand Etgen, Président | À moins, datt et wier fir Fait personnel ...

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, nee.

M. Fernand Etgen, Président | ... an ech hunn deen net bemierkt. Ech hunn deen net gespuert.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech hunn absolutt kee Fait personnel, mee ech sinn an enger Debatt.

(Hilarité)

Jo, Dir kënnt ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee.

M. Michel Wolter (CSV) | ... esou vill laachen, wéi Der wëllt, mee mir sinn also elo an enger Situatioun, Här President, datt no Ärer Interpretatioun et ëmmer esou ass, datt an der Chambre des Députés hei zu Lëtzebuerg d'Regierung dat lescht Wuert huet. Dont acte. Dont acte.

Dir erlaabt mir also net, wann e Minister eppes seet, wat ech als fundamental net richteg empfannen, fir dozou Stellung ze huelen, well Dir sot: „Den Artikel sou an esou erlaabt Iech als Deputéierten net méi ze schwätzen!" Dont acte.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. Da kënne mer elo zum Vott komme vun der Motioun.

Vote sur la motion

Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 53 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

6. Débat de consultation sur le rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement (suite)

Motions

(Motions déposées en séance publique n° 64 du 13 juillet 2023 – à consulter en page 29 respectivement 33 de ce compte rendu)

Da kéime mer elo zu deene Motiounen, déi de Moien nach deposéiert gi si bei dem Débat de consultation iwwert de Rapport vum Fonds spécial.

Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der Madamm Ahmedova deposéiert ginn ass. Wëllt dozou nach een d'Wuert ergräifen? Den Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, Här President, ech wollt nach zwee Wuert zu dëser Motioun soen. Ech mengen, wat hei an den Exposéë steet, dat deele mer alleguerten zu 100 %. An den nächste Jore muss effektiv méi erschwéngleche Wunnraum geschafe ginn.

Wat mech de Mueren awer an der Diskussioun gestéiert huet, och zum Schluss, wéi d'Madamm Ahmedova dann nach eng Kéier d'Wuert gefrot hat ...

(Interruption)

Ech mengen ... Nee, nee, nee, dat huet och heimat ze di gehat.

Well déi lescht Woch an dëser Diskussioun – an ech hunn dat de Muere gesot, wéi ech gefrot hunn, fir d'Wuert ze kréien –, datt mer sollten iwwert dëse Fong schwätzen, do war et entre autres d'Presidentin an dann dee Moment awer och den Här Benoy, déi gesot hunn, et wär elo gutt, et bräicht net weider driwwer diskutéiert ze ginn.

Mir haten näischt virleien! Näischt! An d'Wuert ass eis geholl ginn, fir doriwwer ze diskutéieren.

D'Madamm Ahmedova huet mir de Muere gesot, wa Froe gestallt géifen, kéint et ganz gutt sinn, datt d'Leit net preparéiert wären. Ech hunn dat perséinlech geholl, Madamm Ahmedova! Ech mengen, ech sinn deen Eenzegen – deen Eenzegen! –, deen iwwert déi lescht Wochen a Méint Froe gestallt huet an der Kommissiounssëtzung, wou et ëm de Projet vum Logement abordable gaangen ass.

Ech hu mir d'Zäit geholl, fir dee ganze Projet duerchzeliesen. Et kommen esou vill Amendementer wärend deem Ganzen. Natierlech, iergendwann eng Kéier verléiert een e bëssen d'Schlappen. A wann een dann an den Detail geet an dann ass dat ze vill, fir eppes iwwert den Detail ze froen, da froen ech, wou mer effektiv hei an der Chamber nach dru sinn! Geet et hei ëm Demokratie? Geet et ëm Participatioun? Oder geet et just ëm de „Basta"? Dat wollt ech gesot hunn.

Mir ginn hei den Accord zu dëser Motioun, an domat merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

(Négation)

Da kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass d'Motioun Nummer 1 eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi war vum Här Marc Goergen deposéiert ginn. Wie wëllt zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Goergen rifft hei a senger Motioun d'Regierung op, dass mer sollen e Gesetz ausschaffen iwwert de sougenannte „Mietkauf". Deen ass jo e puermol och ugeschwat ginn. Richtegkeetshalber muss ee soen, dass mer schonn eng länger Debatt iwwert de Mietkauf haten. Ech mengen, dat war viru sechs Joer an der Kommissioun. Do hate mer eng breet Debatt doriwwer. Et ass interessant fir déi Leit, déi sech dofir interesséieren, fir dat eng Kéier nozeliesen.

Mee vill méi wichteg ass awer, dass genee zu dësem Sujet den Här Lies sech déi grouss Méi gemaach huet, fir eng Proposition de loi ze schreiwen, déi och, mengen ech, wann ech richteg verstanen hunn, entre-temps aviséiert ass, déi mer also geschwënn eng Kéier kënnen en long et en large an der Kommissioun diskutéieren. An dofir géif ech et net fair fannen, fir elo hei eng Motioun ze stëmmen, wann ee vun de Kolleege sech d'Méi gemaach huet – an den Här Lies huet sech eng ganz Partie Kéieren d'Méi gemaach –, fir verschidde Propositiounen ze maachen. An ech fannen, aus Respekt virun där Aarbecht, déi do gemaach ginn ass, sollte mer hei net iwwert déi Motioun ofstëmmen, mee mir sollten dat Theema an der Kommissioun beschwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Dann huet den Här Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, Här President. Ech kann dem Kolleeg Cruchten do nëmmen zoustëmmen. 2019 hu mir eng Proposition de loi gemaach, déi effektiv genau dat heiten dee Moment freet, bon, wéi gesot, och nidderschreift, wat den Invite ugeet. An ech kann dem Här Cruchten do nëmme Recht ginn, datt mer dat nach eng Kéier op den Ordre du jour sollen huelen, fir driwwer ze diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci och.

Mir kënnen dat hei och net esou matdroen, well mer der Meenung sinn, dass d'Logements abordables sollen an ëffentlecher Hand bleiwen, voilà, an op kee Fall solle kënnen aus der ëffentlecher Hand erausgoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just wierklech kuerz konkreet op déi Motioun reagéieren. Do gëtt gefrot, datt en Deel vum Loyer soll op d'Säit geluecht ginn. Mee am Moment bezuelen déi Leit … De Minister huet et de Moie gesot: De Loyer ass esou à la tête du client ausgerechent dorop – wierklech hei positiv gemengt –, wivill de Revenu ass, wouropshin ee wierklech e ganz niddrege Loyer bezilt.

Sou, dat kënnt dorop eraus, datt déi Leit zwëschent 4 a 5 Euro Loyer de Meterkaree bezuelen. A fir nach en Deel dovunner op d'Säit ze leeën, ass e bëssen illusoresch, jo. Dat wëll ech zu deem Punkt soen.

An dat anert ass: Et muss een och bedenken, datt et Leit gëtt, déi an der Locatioun bleiwen. An an deem Sënn: Wat maache mer dann? Mir leeën dann en Deel vun deene Suen op d'Säit an déi Sue ginn da verluer? Oder wat geschitt? Dofir muss een eng Politick maachen, fir deene Leit einfach ze hëllefen an, wéi gesot, par rapport zum Revenu kucken, datt si wierklech e ganz déiwe Loyer bezuelen – mir schwätzen hei vun zwëschent 15 % bis 35 % vum Akommes – an hinnen op deem Wee hëllefen, an net ufänken dermat, Suen op d'Säit ze leeën. Dann trenne sech Leit, da gi se eraus, da wëlle se wiesselen. Dat gëtt wierklech en Opwand. Voilà. Dat dozou gesot, géif ech proposéieren, datt mer dat net wäerte matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, de Mietkauf, dat ass och eng Fuerderung vun der ADR. Dofir hu mir u sech eng ganz positiv Astellung zu deene Propositiounen, souwuel zu der Proposition de loi wéi och hei zu dëser Motioun, déi awer allen zwou déi do Problematik uschwätzen.

Eis wär et am léifsten, Här President, mir géifen dat do un d'Commission du Logement verweisen. A wa mer d'Endversioun vun der Proposition de loi hunn, da kënne mer dat nach eng Kéier heimadder vergläichen an d'Iddien diskutéieren, déi zwou. An da kënne mer kucken, ob mer eng gemeinsam Positioun hei kënnen ausschaffen.

Mee u sech ass et eng positiv Saach, datt méi Parteien heibannen, ech zielen der am Abléck op d'mannst dräi, awer déi Optioun vum Mietkauf als eng sënnvoll gesinn. An dowéinst wär et schued, dat elo einfach esou ze ecartéieren. Mir géife proposéieren, se an d'Kommissioun ze huelen an do zesumme mat der Endversioun vun der Proposition de loi dann ze vergläichen an ze diskutéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann hat d'Madamm Ahmedova nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, vläicht hunn ech dat net kloer gesot, mee den Här Cruchten hat proposéiert, dass mer déi an d'Kommissioun huelen.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

A ok, dann hunn ech falsch verstanen. Mee ech wollt soen, de Sujet gëtt souwisou an der Kommissioun diskutéieren, vu datt den Här Lies eng Proposition de loi deposéiert huet. Dat heescht, de Sujet gëtt souwisou diskutéiert an doropshi kéinten d'Piraten da vläicht eng méi passend Motioun dee Moment deposéieren. Mee voilà, mir géifen déi an deem Sënn net stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech d'Wuert nach zréck un den Auteur, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, Här Cruchten, ech weess dat vun dëser Propositioun. Mee déi läit och schonn zënter 2019 do. Dat heescht, mir hätte scho gären, dass den Dossier virukënnt, grad am Mietkauf. Et sinn awer och Ënnerscheeder do. Mir si jo och net d'CSV. Et sinn och Ënnerscheeder, déi mir dra geschriwwen hunn. Mir hätten et jo och gären a privaten Immobilien. A fir déi Lénk ze äntwerten: Et ass e ganz kloert Virkafsrecht drop! Dat heescht, wa mir esou e Modell vu Mietkauf hätten, fir de Leit ze hëllefen, muss dat net nëmmen op deene soziale Loyere sinn, fir Är Fro ze beäntweren, mee dat ass am Allgemengen. Generell hätte mer et gär gehat. Dofir hu mer déi Motioun och haut nach eng Kéier passend zum Theema bruecht.

Jo, mir kënnen nach iwwert déi Propositioun schwätzen, mee déi wäert awer och dëst Joer net méi zum Vott oder soss iergendeppes kommen. Dat heescht, deementspriechend ass dat heiten a sech dee leschten Zuch, deen een nach kann huelen. Wann ee wëllt kredibel dobausse soen, dass ee fir Mietkauf ass, da muss een a sech haut mat op dëse Wee goen a soen: „Hei ok, mir stëmmen déi Motioun." Well all dat anert wäert nom Oktober sinn an da kann een net kredibel op senge Kongresser soen, et wär ee fir de Mietkauf, wann een haut dergéint stëmmt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et deet mer leed, wann ech mech och elo nach eng Kéier muss widderhuelen. Mee ech fannen, et gëtt awer en Ënnerscheed tëscht enger Motioun mat sechs Sätz an enger Aarbecht, déi en Deputéierte gemaach huet, fir eng Proposition de loi auszeschaffen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De concernéierten Deputéierten hat mol nach net d'Geleeënheet, fir se an der Kommissioun eng Kéier virzestellen!

(Interruption par M. Marc Goergen)

An elo verlaangt Dir, jo, elo verlaangt Dir, dass mir hei sollen iwwer eng Motioun ofstëmmen. Wann ech richteg matkritt hunn, ass viru Kuerzem deen Avis och vum Staatsrot komm, wat eis et also erlaabt, eng Kéier eng Diskussioun doriwwer ze féieren. An ech fannen, aus Respekt virun der Aarbecht, déi do gemaach gouf, sollte mer dat virzéien an net dat heiten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Ech mengen, mer kënnen elo zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 5 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

7. 8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtteg kënnt de Projet de loi 8060 iwwert d'Ënnerstëtzung vun der nohalteger Entwécklung vum ländleche Raum. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi, iwwert dee mer de Mëtten ofstëmmen, reegelt de Kader fir déi finanziell Bäihëllefe fir d'Landwirtschaft, déi an de Joren 2023 bis 2027 kënnen ausbezuelt ginn.

Wéi Der all wësst, baséiert d'Agrargesetz op där gemeinsamer europäescher Agrarpolitick. Den Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun gesäit am Artikel 312 vir, dass déi gemeinsam Agrarpolitick allkéiers fir mindestens fënnef Joer festgeluecht gëtt. An deene leschten 30 Joer waren dës Programmatiounsperioden awer ëmmer siwe Joer laang. Déi leescht Period ass am Prinzipp schonn den 31. Dezember 2020 ausgelaf. Well d'Verhandlungen um EU-Niveau awer net matzäiten ofgeschloss waren, gouf et eng Iwwergangsreegelung bis Enn 2022 an et gouf decidéiert, dass déi nei Period nëmme fënnef Joer soll hunn. Dës Period leeft deemno ab dem 1. Januar 2023 bis den 31. Dezember 2027.

Well mer eist Agrargesetz e gutt halleft Joer nom Ufank vun där neier Programmatiounsperiod eréischt stëmmen, trieden all d'Bestëmmungen, déi sech aus där neier PAC erginn, réckwierkend op den 1. Januar a Kraaft. Et gëtt och Dispositiounen am Projet de loi, déi net un der PAC drunhänken an dës wäerten net réckwierkend gëllen. Ech kommen herno nach eemol dorop zréck.

Här President, an der europäescher Agrarpolitick gëtt et eng gewësse Kontinuitéit, mee mat all Programmatiounsperiod gëtt et och eng Reorientéierung vun der Politick, déi de verännerte Realitéiten um Terrain, awer och de verännerten Erwaardunge vun der Gesellschaft Rechnung dréit.

D'Akraafttriede vun engem neien Agrargesetz ass deemno och ëmmer mat Ëmstellunge fir d'Bauere verbonnen. Wann ech hei vun de Bauere schwätzen, mengen ech domadder virun allem aktiv Baueren

am Sënn vum neien Agrargesetz. Ech kommen herno nach eemol op dës nei Definitioun zréck, wéilt awer betounen, dass hei Wënzer, Uebst- a Geméisbaueren an aner landwirtschaftlech Beruffer matgemengt sinn.

Déi nei PAC leet de Grondstee fir eng Transitioun vun der Landwirtschaft, déi däitlech méi Efforte vun de Bauere verlaangt, wat de Klima- an Naturschutz ugeet. Si ass entspriechend den Ziler vum sougenannte „Green Deal" an der „Farm to Fork"-Strategie ausgeriicht.

Grouss Ännerunge gëtt et bei den Direktbäihëllefen aus dem éischte Pilier. Zum enge goufen d'Basiskonditiounen, fir dës Hëllefen ze kréien, verschäerft. Zum anere goufe se ëm 25 % reduzéiert. Déi feelend 25 % kënnen d'Baueren nëmmen nach da kréien, wa se un enger Rei vu järlechen Ëmweltprogrammer deelhuelen, déi als Eco-schemes oder Eco-Regimme bezeechent ginn. Dës Mesüre sinn zwar fräiwëlleg an et handelt sech ëm e Katalog, aus deem d'Bauere kënnen déi Programmer auswielen, déi fir hir Produktioun am beschten ëmsetzbar sinn. Mee nëmme wa si dorun deelhuelen, kënne se d'Héicht vun den Direktbäihëllefen, déi se bis elo kruten, halen.

D'Konditiounen, fir d'Direktbäihëllefe kënnen ze kréien, déi bis elo direkt vun der EU-Reglementatioun bestëmmt an applizéiert goufen, sinn elo Bestanddeel vun deem neien Agrargesetz, dat och d'Base légale fir d'Eco-Regimmer enthält. Déi verschidde Programmer ginn iwwer Règlement grand-ducal definéiert. Um Internetsite vun der Landwirtschaft kann ee sech awer schonn e konkreeten Androck vun deene Mesüre verschafen.

Nei am Agrargesetz ass d'Definitioun vum „aktive Bauer", wéi se vun der EU-Reglementatioun virgesinn ass. Dës Definitioun gëllt elo fir all d'Bäihëllefen, also och fir d'Direktbäihëllefen. Bei den Dispositiounen zu deenen eenzelne Bäihëllefe kann d'Erfëlle vun zousätzleche Konditioune verlaangt ginn. Et gëtt awer och eenzel Bäihëllefen, déi och Leit kënne kréien, déi net der Definitioun vum aktive Bauer entspriechen, wéi zum Beispill wann et ëm den Erhalt vun Infrastrukture geet.

Här President, d'Ziler vun der PAC entspriechen enger nohalteger Landwirtschaft. Dat bedeit, dass net nëmmen ekologesch, mee och ekonomesch a sozial Aspekter gläichermoosse musse berücksichtegt ginn. Dat spigelt sech zum Deel erëm an enger Rei vun Hëllefen, déi d'Wettbewerbsfäegkeet vu bestëmmte Secteure soll verbesseren. Dat gëllt zum Beispill fir den Uebst- a Geméisbau oder fir Leguminosen.

Zousätzlech Hëllefe gëtt et weiderhi fir jonk Bauere vu manner wéi 40 Joer. Si kënnen och an Zukunft eng Installatiounsprimm kréien. Nei ass, dass dës entspriechend hirem Niveau vu Formatioun gestaffelt ass.

Wat d'Investitiounsprimmen ugeet, sou gëtt hei der Tatsaach Rechnung gedroen, dass net méi ënnerscheet gëtt tëscht dem haaptberufflechen an dem niewebe-ruffleche Bauer. D'Konditiounen, déi ee muss erfëllen, fir eligibel ze sinn, ginn entspriechend ugepasst. Dës sinn esou definéiert, dass och méi kleng Betriber a Quereinsteiger eng Chance hunn an dass Startuppe kënne gehollef kréien, wa si méi kleng ufänken a sech duerno entwéckelen.

D'Investitiounsbäihëllefe fir Gebaier, déi nei gebaut ginn, sinn un d'Konditioune gebonnen, dass dës „bioready" sinn. Dat heescht, dass an engem neie Stall d'Déieren duerchaus entspriechend de konventionellen Norme kënne gehale ginn, mee dass keng Ëmbauten herno däerfen néideg sinn, wann de Bauer wéilt op Bio ëmklammen.

Änlech Konditioune gëtt et och bei der Renovatioun a beim Ëmbau vu Gebaier. Allerdéngs bezéie sech déi Konditioune just op en Deel vum Gebai, dat ëmgebaut gëtt.

Nei Gebaier mussen och esou gebaut ginn, dass eng spéider Notzung vu Biogas respektiv vun neien Technologien, déi d'Ammoniak-Emissioune reduzéieren, kënnen nogerüst ginn (veuillez lire: dass eng spéider Notzung vu Biogas méiglech ass, respektiv dass nei Technologien, déi d'Ammoniak-Emissioune reduzéieren, kënnen nogerüst ginn), an d'Diech mussen et erlaben, fir eng Solaranlag drop ze installéieren.

Bei den Investitiounsbäihëllefe fir Maschinnen an aner Biens meubles gëtt et besonnesch Majoratiounen, déi d'Notze vun deene beschtméiglechen Technologien erliichteren.

Gefërdert gëtt ausserdeem d'Entwécklung vu Mikroentreprisen, déi hir eege Produkter direkt vermaarten.

Nieft bestoenden Aidë kënnt eng nei méiglech Bäihëllef fir d'Aquakultur derbäi. Hei sinn d'Konditioune méi vag formuléiert, well et am Moment keen esou e Betrib gëtt, mee nei Initiative sollen encouragéiert ginn.

De Gesetzesprojet gesäit nach eng Hellewull weider Bäihëllefe vir, déi ech elo net am Eenzelnen opzielen, well et hei manner Veränneruge gëtt. Dat sinn zum Deel Hëllefe fir Transformatioun a Commercialisatioun vu landwirtschaftleche Produkter, Hëllefen am Katastrophefall, Hëllefe fir d'Innovatioun a Recherche an natierlech Hëllefen am Ëmweltberäich, wéi zum Beispill d'Biodiversitéitsprimm, déi am Agrargesetz hir Base légale huet, awer vum Ëmweltministère ausgeschafft an iwwer Règlement grand-ducal preziséiert gëtt.

Och eis regional LEADER-Initiative gi weider mam Agrargesetz finanziell ënnerstëtzt. Si spillen eng ganz wichteg Roll fir déi ländlech Entwécklung vun eise Regiounen. Hire Startschoss war virun 20 Joer. Dofir waren och rezent eng Rei Gebuertsdagsfeieren an de Regiounen. Déi lescht Feier hu mer leschte Freideg mam LEADER Miselerland-Moselfranken op der Musel gefeiert.

Ech kennen d'LEADER-Regioun Miselerland-Moselfranken am beschten. Et ass eng LEADER-Regioun, déi souguer grenziwwerschreidend schafft, dat zesumme mat där däitscher Regioun Moselfranken. Si brénge ganz vill Acteure beieneen, deenen hiert Zil et ass, eppes Guddes fir hir Regioun ze maachen, wéi zum Beispill d'Valorisatioun vu regionale Produiten, d'Förderung vum Tourismus, den Erhalt vu Kulturlandschaften, de Schutz vun Natur an Ëmwelt, d'Integratioun an d'Inklusioun ze förderen, fir just e puer Ziler ze nennen, déi sech alleguer ëm d'Entwécklung vun de Regiounen dréien.

Eng ganz Rei innovativ Projete konnten esou iwwert déi lescht Joren an all de Regiounen ëmgesat ginn. Fir just e puer Projeten ze nennen, wëll ech hei op Projete vum LEADER Miselerland-Moselfranken agoen. Sou konnte Projete wéi déi bekannten Eventer Wine Taste Enjoy an d'Brenner am Miselerland an d'Liewe geruff ginn. Mee och d'Organisatioun LuciliVines, déi Frae ronderëm de Wäi gruppéiert, konnt gegrënnt ginn, gradesou wéi de Projet RentaBike, dee sech fest an der Regioun etabléiert huet.

De Gesetzesprojet gesäit awer nach eng grouss Verännerung vir, déi fir vill Diskussioune gesuergt huet an déi näischt mat der Ëmsetzung vun der PAC ze dinn huet. Ech schwätzen hei vun där neier Geneemegungsprozedur, fir de Véibestand ze vergréisseren. D'Zil vun dëser Mesür ass et, fir d'Ammoniakemissiounen ze reduzéieren.

Effektiv muss Lëtzebuerg am Kader vun der NEC-Direktiv seng Ammoniakemissioune bis 2030 ëm 22 % reduzéiere par rapport zum Referenzjoer 2005. Dëst Joer louche mer allerdéngs 6 % iwwert deem Niveau. Well d'Landwirtschaft, a méi prezis d'Véizuucht fir ronn 95 % vun dësen Emissioune verantwortlech sinn, kann dëst Zil just iwwer Verännerungen an deem Secteur erreecht ginn.

Här President, ier ech méi an den Detail vun dëser Problematik ginn, wéilt ech e puer Wuert soen zu där Aart a Weis, wéi mer an der Chamberskommissioun geschafft hunn. Den 22. September d'lescht Joer krute mer de Projet de loi a senger éischter Fassung virgestallt. An enger ganzer Rei vu Reuniounen, déi bis Enn des Joers stattfonnt hunn, huet d'Kommissioun dee Gesetzesprojet Artikel fir Artikel analyséiert. Well et e ganz komplexen an techneschen Dossier ass, gouf et ganz vill Froen zu deenen eenzelnen Dispositiounen, déi den Här Minister respektiv seng Beamten eis beäntwert hunn.

Et gouf an deem Kader awer och direkt ganz kritesch Diskussiounen zu eenzelne Punkten, woubäi och d'Argumenter vun der Landwirtschaftskammer an anere Beruffsverbänn mat agefloss sinn.

Déi Debatte si jo zum Deel och an der Ëffentlechkeet gefouert ginn, well d'Bauere sech an engem éischte Moment net gehéiert gefillt hunn an dergéint protestéiert hunn.

De Projet de loi gouf iwwert d'Amendementer op deene kritesche Punkte substanziell iwwerschafft, soudass dës Froen an der Kommissioun och bei der Analys vun den Amendementer erëm diskutéiert goufen.

Ech géif dofir a mengem mëndleche Rapport net am Detail op déi eenzel Avisen agoen, déi sech zum Deel thematesch iwwerschneiden, mee just d'Diskussioun an der Kommissioun zu deene Punkte resüméieren, woubäi an der Kommissioun d'Kriticken, déi an deene verschiddenen Avisen zur Sprooch bruecht gi sinn, agefloss sinn.

D'Kommissioun hat awer och den 12. Januar dëst Joer d'Vertrieder vun der Landwirtschaftskammer invitéiert, déi domat d'Geleeënheet haten, hir Iwwerleeungen a Kriticken zu deem initiale Projet de loi virzebréngen.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis ganz vill Opposition-formellen ausgeschwat. D'Ursaach dofir war awer oft déi selwecht. Esou huet hien op enger Rei vu Punkte verlaangt, dass d'Bestëmmungen, déi sollten iwwer Règlement grand-ducal definéiert ginn, an d'Gesetz ageschriwwe géife ginn. Et gouf och a villen Dispositioune „Kann"-Bestëmmungen, déi dem Minister eng Marge d'appréciation ginn hätten, déi de Staatsrot esou net akzeptéiert huet. Donieft waren Agremente virgesinn, ouni dass Krittären, déi ee muss erfëllen, fir den Agrement ze kréien, am Gesetz festgeluecht waren. Op ville Punkten huet hie weider Prezisioune gefrot.

Onkloer war fir de Staatsrot och, ob déi nei Geneemegungsprozedur fir d'Vergréissere vum Véibestand zilféierend a verhältnismëisseg ass. Déi selwecht Froen hu sech och d'Memberen an der Kommissioun gestallt, soudass de 27. Oktober 2022 eng Reunioun speziell zu deem Sujet organiséiert gouf. D'Vertrieder vum Ministère hunn am Detail virgeluecht, wat fir Méiglechkeeten et gëtt, fir op d'Ammoniakemissiounen anzewierken, a wat fir eng Berechnunge si gemaach hunn, fir eng Trajectoire festzeleeën, déi de Reduktiounsziler Rechnung dréit. Doraus ergëtt sech, dass sech d'Ammoniakemissioune mat Hëllef vun enger systematescher Notzung vun deene beschte verfügbaren Technologien zwar reduzéiere loossen, mee dass dat bei Wäitem net duergeet. Wann

d'Reduktiounsziler sollen erreecht ginn, féiert kee Wee laanscht eng Reduktioun vum Véibestand. Et gëtt am Kader vum Agrargesetz Mesüren, déi verbonne si mat enger reduzéierter Besatzdicht. Et ass novollzéibar, dass ee parallell dozou wëll verhënneren, dass Betriber d'Zuel vum Véi, dat se halen, eropsetzen.

D'Membere vun der Kommissioun hunn et awer net richteg fonnt, dass opgrond vun engem Zil, dat national muss erreecht ginn, den individuelle Betrib a senger Entwécklung géif begrenzt ginn, onofhängeg dovunner, wéi seng eegen Haffbilanz ausgesäit.

Et war d'Meenung, dass Betriber, déi besonnesch effizient a ressourcëschounend schaffen, sollten eng Méiglechkeet behalen, fir sech ze vergréisseren. Opgrond vun Echangë mat de Beruffsorganisatiounen huet de Minister eng Kompromëssléisung proposéiert, déi vun den Acteuren um Terrain an och vun de Membere vun der Kommissioun akzeptéiert gouf.

D'Gréisst vum Betrib gëtt an deem Fall un der Zuel un theoreeteschen Aarbechtskräfte gemooss, déi sougenannten UTA. Dat ass eng theoreetesch Berechnung, déi et scho gëtt an déi ganz direkt op der Zuel an der Aart vun Déiere berout, déi et an engem Betrib gëtt. Esou kann an Zukunft e Betrib mat manner wéi zwou UTAen ouni Geneemegung zousätzlecht Véi halen, soulaang en dëse Wäert net iwwerschreit. Fir Betriber iwwer fënnef UTAe gëtt et keng Geneemegung méi, fir de Véibestand ze vergréisseren. Betriber, déi do dertëscht leien, mussen eng Geneemegung ufroen. Nëmme wa si am Kader vun engem Monitoring iwwer dräi Joer noweisen, dass si eng Rei vu Parameteren kënnen erfëllen, kréie se erlaabt, hire Véibestand ze vergréisseren.

Opgrond vun den Erklärungen, déi de Ministère geliwwert huet, goufen dës Bestëmmungen och vum Staatsrot ugeholl.

En anere Sujet, dee fir vill Diskussioune gesuergt huet, ass déi nei Definitioun vum aktive Bauer. De Beruffsstand hat gefuerdert, dass d'Pensionären dovun ausgeschloss géife ginn, wat initial net esou virgesi war. D'Suerg war déi, dass d'Baueren nach just wéinst de Primmen eng minimal Aktivitéit op hire Fläche géifen oprechterhalen, amplaz dass se fir d'landwirtschaftlech Aktivitéit genotzt géife ginn.

Ee vun de grousse Problemer, besonnesch fir jonk Baueren, ass et jo, fir un Terrainen ze kommen. D'Kommissioun huet déi Suerg verstanen an de Ministère huet d'Definitioun entspriechend ugepasst. Gläichzäiteg sinn d'Iwwergangsbestëmmunge mat erakomm fir ze verhënneren, dass Baueren, déi elo an der Pensioun sinn oder se grad ugefrot hunn, vun engem Moment op deen anere vun enger Rei vun Hëllefen ausgeschloss ginn.

Ganz änlech war et bei de Konditioune ronderëm d'Formatioun. D'Kommissioun war hei der selwechter Meenung wéi d'Landwirtschaftskummer, dass déi landwirtschaftlech Beruffer net kënne vu Leit ausgeübt ginn, déi guer keng relevant Formatioun hunn. Entspriechend Konditioune sinn am Kader vun den Amendementer an d'Definitioun vum aktive Bauer erakomm.

Wichteg war et der Kommissioun och, dass Ureizer sollte geschaf gi fir jonk Baueren, fir méi en héijen Ausbildungsniveau unzestriewen. D'Installatiounsprimm ass an deem Sënn gestaffelt ginn. Eng substanziell Majoratioun vun der Primm an Héicht vun 30.000 Euro gëtt et elo fir Jonker, déi e Stage vu sechs Méint op engem Haff am Ausland maachen.

Et goufen och Demandë vu Beruffsverbänn, deenen net Rechnung gedroe gouf, sou hat d'Chambre de Commerce an hiren Avisen drop opmierksam gemaach, dass et eng kleng Zuel vu Wäinhändler gëtt, déi an hirer Gesellschaft keen Indépendant agricole hunn an domat eng Konditioun aus der Definitioun vum aktive Bauer net erfëllen.

De Ministère huet dat iwwerpréift an de Kommissiounsmembere versécherт, dass et Méiglechkeete géif ginn, dee konkreete Problem ze léisen, ouni d'Gesetz an deem Sënn ofzeänneren.

D'Produzente vu Gromperen hate gefrot, fir méi Ënnerstëtzung ze kréien a mat de Geméisbauere gläichgesat ze ginn. Den Här Minister hat eis erkläert, dass dat net konform zu den EU-Bestëmmunge wier. Fir dësem Secteur entgéintzekommen, gouf awer eng Majoratioun bei den Investitiounsbäihëllefe bäigesat.

Méi Ënnerstëtzung fir hire Secteur hat och d'Vereenegung fir Biolandwirtschaft gefrot. Bei den Diskussiounen, déi an der Kommissioun dozou gefouert goufen, huet den Här Minister erkläert, dass Lëtzebuerg fir de Biolandbau de Maximum un Hëllefen agesat huet, déi d'EU-Reglementatioun zouléisst.

D'Kommissioun huet sech insgesamt 19-mol zesummegesat, fir iwwert dat neit Agrargesetz ze schwätzen. Et sinn nach eng ganz Rei Sujeten dobäi diskutéiert ginn, déi ech elo net erwäänt hunn. Aus Zäitgrënn kann ech leider hei net op all eenzelne Punkt agoen.

Här President, ech wëll zum Schluss nach emol ënnersträichen, dass et eis bewosst ass, dass eis Baueren a Wënzer viru groussen Erausfuerderunge stinn. Mir wëlle se mat dësem Gesetz, wat mir haut hei stëmmen, begleeden an ënnerstëtzen. Duerfir ass et wichteg, dass d'Regierung de reegelméissegen Austausch mam Secteur assuréiert, de Secteur bei der Ëmsetzung vum Plan national stratégique begleet an och nodeems d'Mesüre vum Agrargesetz a Kraaft sinn, eng Evaluatioun gemaach gëtt.

Verschidden Dispositiounen aus dem Gesetz trieden eréischt no e puer Joer a Kraaft. Deemno wëlle mir d'Regierung opfuerderen, 2026 eng Evaluatioun vum Gesetz ze maachen. An ech géif an deem Sënn och gären eng Motioun am Numm vun der Majoritéit hei deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant que la loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales (« loi agraire ») vise notamment la mise en œuvre du cadre financier de la politique agricole commune pour la période de 2023 à 2027 ;

– rappelant la nécessité selon le règlement d'exécution (UE) 2022/1475 de prévoir une évaluation du plan stratégique national relevant de la politique agricole commune ;

– rappelant que la loi vise notamment à soutenir la résilience du secteur agricole, la viabilité économique de la production agricole, l'atténuation du et l'adaptation au changement climatique, la gestion efficace des ressources naturelles, la compétitivité de l'agriculture et la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur ainsi que le respect des règles dans le domaine du travail,

invite le Gouvernement à

– assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du plan stratégique et de la loi agraire et de procéder en 2026 à une évaluation de l'application de la loi, en prenant en compte les recommandations émises par la Commission européenne dans le cadre de son rapport de 2025 d'évaluation du fonctionnement du nouveau modèle de mise en œuvre par les États membres.

(s.) Tess Burton, Gilles Baum, François Benoy, Yves Cruchten, Chantal Gary, Gusty Graas.

M. Fernand Etgen, Président | Merci!

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | An domadder wär ech fäerdeg mat mengem Rapport an ech wëll och heimadder nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn. An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Burton.

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Eis Landwirtschaft, an dozou gehéiert och de Gaardebau a Wäibau, d'Madamm Burton huet et gesot, ass fir eist Land extreem wichteg. D'Liewensmëttelproduktioun, d'Produktioun vu gesonde Liewensmëttel, dat ass der Landwirtschaft hir Haaptaufgab, déi muss fir eis am Vierdergrond stoen.

Mir mussen an Europa, awer och hei zu Lëtzebuerg, d'Liewensmëttelsouveränitéit och erëm eng Kéier als Haaptzil gesinn. A mir dierfen hei net zousätzlech och nach an deem Beräich ofhängeg ginn. An op Lëtzebuerg erofgebrach, heescht dat, datt d'Agrargesetz duerfir déi néideg Moyene muss zur Verfügung stellen, fir datt mer dat Zil och kënnen erreechen. Mir brauchen nämlech eng nohalteg Landwirtschaft och hei zu Lëtzebuerg mat den dräi Sailen am Gläichgewiicht, der sozialer, der ökologescher an der ökonomescher.

Ob dat elo mat dësem Agrargesetz, wat haut hei zur Ofstëmmung kënnt, geléngt, dat ass ze bezweifelen. Et ass definitiv kee grousse Worf. Et ass e Kompromëss, deen ënner Zäitdrock entstanen ass, e Kompromëss, deen awer just doduerch entstanen ass, well déi geballte Kraaft vun de Bauerevertriedungen zesumme sech gewiert huet géint dem Här Minister seng Virschléi, déi hien iwwert de Summer ausgeheckt hat.

Wéi gesot, e Kompromëss, mee kee gudde Kompromëss. An en Zäitdrock war just do, well de Minister wollt iwwert de Summer Neel mat Käpp maachen, ouni iergendeng Concertatioun mam Secteur. An d'Landwirtschaft ass nach net esou schwaach, datt se sech net ka wieren. A si huet sech gewiert – ech mengen, Dir hutt dat alleguer dobausse gesinn – mam grénge Kräiz a mam roude Stiwwel.

Wat hat de Minister wëlles? Ma hie wollt einfach ouni iergendeng wëssenschaftlech Krittären enger Partie vu Betriber e Corselet undi respektiv Fesselen uleeën, fir eeben d'Reduktiounsziler virun allem am Beräich vum Ammoniak ze erreechen. An déi Ziler, déi sinn extreem ambitiéis fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wou eis Landesfläch oder eis landwirtschaftlech Notzfläch zu 50 % aus Grénglan besteet. Mir hunn nämlech hei zu Lëtzebuerg ronn 120.000 Hektar landwirtschaftlech Notzfläch. Dovunner si 50 % – 60.000 Hektar – Grénglan. An dëst Grénglan muss a soll och als Grénglan erhale ginn aus Klimaschutzgrënn, aus Waasserschutzgrënn, aus Erosiounsschutzgrënn, an et kann nëmmen iwwert d'Déiereproduktioun – Mëllechvéi, Randbéischten, Schof, Geessen – genotzt ginn, wa mer déi Fläch och gäre fir d'Liewensmëttelproduktioun wëlle weiderhin notzen.

A genau duerfir wäert hei zu Lëtzebuerg d'Déiereproduktioun och nach ëmmer een Haaptpilier vun der Landwirtschaft bleiwen a genau duerfir wär et wichteg gewiescht, am Virfeld vun der Zilfestleeung sech och do mam Secteur ze concertéieren an ze kucken, ob d'Ziler iwwerhaapt erreechbar wären.

Dir kënnt Iech vläicht drun erënneren, wéi mer hei iwwert de Klimaplang geschwat hunn, dunn hat ech eng Glaskugel matbruecht, well ech hunn dee Moment gesot: Mir hunn zwar hei extreem vill Ziler dran, mee et ass keen eenzege siichtbaren, gräifbaren, gangbare Wee ze erkennen, fir dës Ziler ze erreechen.

Dir Dammen an Dir Hären, a virun allem schéngt et elo dem Här Minister iwwert de Summer agefall ze sinn, datt misst un dësem Erreeche vun den Ziler geschafft ginn, well et ass déi Jore virdru verschlof ginn, déi néideg Weichen ze stellen.

2019 hate mer hei eng Partie Virschléi gemaach. Déi sinn net ugeholl ginn. Dunn ass d'Upassung vum Agrargesetz 2021 komm. Do ass awer weider geschlof ginn. Ech zitéieren aus menger Ried zu dëser Upassung. Deemools hunn ech gesot: „Haut wäerte mer hei e Gesetz vun de verpasste Chancë stëmmen. Mat dësen Upassungen, déi haut gestëmmt ginn, ass d'Chance verpasst ginn, fir d'Schinne konsequent an déi richteg Richtung ze leeën." An ech hunn och nach gesot: „Dir maacht e kruziale Feeler, wann Der elo nëmmen hallefhäerzeg upasst." De Minister sot nämlech deemools: „Et ginn elo just eenzel Upassunge gemaach. Mir waarde bis 2023." Ech hunn du gesot: „Dir kënnt net op där enger Säit vun Urgence schwätzen an op där anerer Säit net handelen!" Enn vum Zitat.

Dir hutt Iech also als Regierung extreem ambitiéis Ziler gesat, mee verpasst, matzäit ze agéieren. An dat ass Är Verantwortung. Et ass net de Baueren hir Schold. An ech fäerten, wéi gesot, och nach ganz, datt mat dësem Agrargesetz, esou wéi et elo formuléiert ass, déi Ziler och net wäerten erreecht ginn, virun allem well net proaktiv genuch mat positiven Ureizer an déi richteg Richtung gelenkt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng nohalteg Landwirtschaft behalen, dat geet och nëmmen, wa mer d'landwirtschaftlech Betriber nohalteg ofsécheren, an dozou gehéiert och d'Betribsnofolleg. An déi gesäit net roseg aus.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt am Oktober 2022. Do huet den Här Minister mer geäntwert, datt u sech e bësse méi wéi 30 % vun de Betribsleeder scho méi wéi 60 Joer hunn an datt vun deenen iwwer 50 Joer just bei 30 % d'Nofolleg geséchert ass. An dat ass dramatesch fir de Secteur. A fir deem entgéintzewierken, misst d'Agrargesetz kloer Zeeche setzen, fir d'Bedeitung an d'Wäertschätzung vun enger nohalteger, produktiver Landwirtschaft, fir d'Bedeitung vun der Liewensmëttelproduktioun, fir d'Opweise vu mëttel- a laangfristege Perspektiven, fir eng – an dat ass weesentlech – der Aarbecht entspriechender Entlounung. Well leider geet hei och d'Schéier tëschent dem Referenzloun – dat ass dat, wat ee verdéngt mat enger entspriechender Ausbildung – an deem, wat een an der Landwirtschaft verdéngt, ëmmer méi wäit auserneen, a leider net zugonschte vun der Landwirtschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Rapportrice huet den Inhalt vum Gesetz beschriwwen – villmools merci –, ech ginn also net méi dorobber an. Ech wäert mech op véier Punkte beschränken. A meng Kolleegin, d'Octavie Modert, wäert duerno nach spezifesch op de Wäibau agoen.

Deen éischte Punkt: den aktive Bauer. Och elo hei soen ech direkt: Am Wäibau ass dat nach méi e spezifesche Problem, dee wäert d'Octavie Modert nach behandelen. Hei allgemeng: Et gëtt keen Ënnerscheed méi gemaach tëschent Haapt- an Niewenerwerbsbetrib. Dat fanne mer nach ëmmer schued. Och Personnes morales kënne vun de Bäihëllefe profitéieren. D'Dëppen huet awer nëmmen eng bestëmmte Gréisst a mir mussen oppassen, datt déi Personne-morallen net zu engem zousätzleche Konkurrent vun de Bauere ginn. Et riskéiert awer ze geschéien, well dës Vereenegungen – nennen ech et emol, well et kënnen och Vereenegunge sinn –, déi kënnen och nach iwwer aner Méiglechkeeten ënnerstëtzt ginn, wat d'Baueren net kënne maachen.

Virun allem awer fanne mer, datt d'Definitioun vum aktive Bauer misst gekoppelt sinn un en Noweis vu landwirtschaftleche Fachkenntnisser. An dat gesäit dëst Gesetz net vir. Et geet nämlech duer, wann een iergendeen DAP huet – Coiffeur, Bäcker, Metzler, Estheticienne, ech weess net wat – a wann een zwee Joer op engem landwirtschaftleche Betrib ugemellt war. Dat kënnen awer och véiermol en halleft Joer sinn oder aachtmol e Véierelsjoer oder wat och ëmmer.

Dann huet ee laut Agrargesetz d'Bedingungen erfëllt, fir alleguer d'Bäihëllefen ze kréien, och d'Éischtinstalléierungsprimm. Dat ass an eisen Aen am krasse Géigesaz zu den Ufuerderungen, déi un d'Landwirtschaft gestallt ginn. Bauer ass e schwierege Beruff, och an der Gestioun. D'Rahmenbedingungen ännere jo andauernd. D'Madamm Burton huet dat och gesot, d'Agrargesetz ännert jo andauernd. Bauer ass e Beruff mat grousser Verantwortung fir d'Liewensmëttelproduktioun, fir den Déiereschutz an awer och am Beräich vun der Ëmwelt. An déi ginn nach ëmmer méi grouss, déi Verantwortungen. De Bauer muss eppes iwwert de Stéckstoffkreeslaf kennen. Hie muss eppes iwwert de Kuelestoffkreeslaf kennen, och fir seng Närstoffbilanz am Betrib ze verbesseren an den negativen Afloss op d'Ëmwelt ze reduzéieren. An all dat kann een net, wann een zwee Joer laang op engem Betrib ugemellt war a genau dat mécht, wat de Patron een ustellt.

Wann ech bei engem Metzler ugestallt wier zwee Joer an ech géif genau dat maachen, wat hie mer géif soen, da wéisst ech herno net ..., da kéint ech net herno Metzler sinn. Dat selwecht beim Coiffeur, wann ech do géif zwee Joer laang d'Hoer zesummekieren an d'Keess maachen a Shampoing verkafen, da kéint ech net herno e Coiffeursbetrib leeden.

Awer beim Bauer soe mer: „Dat geet duer!" Fréier ass heiansdo gesot ginn: „Deen do spillt Bauer." Mee déi Zäite vum Bauerspillen, déi sinn definitiv eriwwer. D'Definitioun vum aktive Bauer misst u Fachkenntnisser gekoppelt sinn. Een, deen dëst net kann iwwer en Diplom noweisen, deen huet no dräi Joer Praxiserfarung d'Méiglechkeet, iwwert d'Gesetz, iwwert d'VAE, d'Validation des acquis de l'expérience, esou en Diplom nozekréien. Dat huet een an all Beruff. Déi Méiglechkeet besteet och beim Bauer. Firwat gëtt dat net genotzt hei?

Deen zweete Punkt sinn d'Klimaziler an – ech nennen et elo mol esou – d'Betribswuesstumsbrems, déi berüümt Artikele 6 a 7. D'nei Versioun ass besser wéi dat, wat virgeschloe war. An d'Verbesserung hu mer erëm eemol nëmmen dem gemeinsamen Asaz vun de Baueren ze verdanken.

Mir hate vun Ufank un den Här Minister gefrot, fir no wëssenschaftleche Krittären de Wuesstum ze begleeden. Dat huet dunn am Ufank ze vill komplizéiert geschéngt. Ech soen et nach eng Kéier: schued! Well 2019 hate mer schonn an enger Motioun dee Betribsmonitoring an e Klimacheck fir d'Betriber gefrot. Mee natierlech erëm eng Kéier: D'Majoritéit huet et ofgeleent a se hunn et verschlof.

Ech wëll just nach eng Kéier kuerz am Resümmee soen, wat drasteet. Wann een e Betrib huet an der Déiereproduktioun, deen tëschent zwou a fënnef theoreeteschen Aarbechtskräften – déi gi berechent – huet an der Déiereproduktioun, da kann ee säi Betrib an deem Beräich just vergréisseren, wann ee verschidden Normen, déi elo an deenen Artikele 6 a 7 stinn, u sech berücksichtegt. Dat heescht, d'Eewäissautarkie, do verschidden Normen net ënnerschreit, dat heescht, net ze vill Eewäiss zoukafen am Fuddermëttel, an op där anerer Säit e Stéckstoffsaldo net iwwerschreit, dat heescht, allgemeng net vill méi Stéckstoff zoukafen, wéi dat, wat aus dem Betrib erausgeet. Well de Stéckstoff ass jo am Ammoniak, am NH_3 dran. Esou e Betrib, dee méi wéi fënnef theoreetesch Aarbechtskräften huet, deen däerf an deem Beräich guer net méi wuessen.

An ee Betrib, dee manner wéi zwee theoreetesch Aarbechtskräften huet, dee kann am Prinzipp maachen, wat e wëll, dee muss keng Grenzwäerter kucken.

Stellt Iech just eemol vir, an engem anere Secteur géif dat gemaach ginn. Den Transportsecteur zum Beispill, do hu mer och Emissiounswäerter ze erreechen. Stellt Iech emol einfach vir, de Minister géif do soen: „Nee, de Busentrepreneur mat méi wéi" – ech weess net wat – „50 Bussen, deen däerf net méi wuessen, egal wat e mécht, och wann e mat Elektrobusse fiert. Een, deen tëschent 20 a 50 Bussen huet, deen däerf just nach wuessen, wann e verschidde Konditiounen erfëllt. An deen, deen ënner 20 ass, dee ka maachen, wat e wëll." Ech mengen, dat géif a kengem Secteur iergendeen akzeptéieren.

Eis Remarken zu dësem Artikel: En ass besser, wéi e war, dank de Baueren. Zweetens: Mir bezweifelen, datt heimadder d'Ziler erreecht ginn, well d'Betribsgréisst seet näischt aus, ob e Betrib ëmweltméisseg gutt oder net gutt ass. An et musse guer net vill Betriber dee Monitoring maachen, well et wäerte just déi Betriber dee maachen, déi eeben tëschent zwou a fënnef theoreetesch Aarbechtskräften hunn an déi sech wëlle vergréisseren.

Mir fuerderen, fir méi zilorientéiert virzegoen, u sech e gratis Monitoring fir all d'Betriber, gekoppelt un eng betribsspezifesch Berodung an der Fidderung, an der Technik, am Stallbau, an der Düngung, awer och vläicht an der Betribsëmstellung. Mir brauchen eng ganzheetlech Berodung.

Eng proaktiv Reklamm heifir, well mir mussen et fäerdegbréngen, datt d'Bauere fräiwëlleg esou vill wéi méiglech hei matmaachen. An de Monitoring soll duerfir och tatsächlech eng Hëllef sinn an net als eng fierchterlech Kontroll empfonnt ginn. D'leschte Kéier ware mer bei engem Bauer, dee sot: „Wann déi Leit heihinner kommen, da mengt ee scho bal, et wier ee mat engem Fouss am Prisong." Wann dat esou ass, da maachen d'Baueren net fräiwëlleg mat. Also: Et muss eng Hëllef sinn.

Den Här Minister sot eis an der Kommissioun, et wär net méiglech, de Monitoring fir all Betriber ze maachen. Mee da soe mir hei: Da wäert et och net méiglech sinn, déi Ziler, déi gesat gi sinn, ze erreechen. An dann ass dat erëm eng Kéier awer der Regierung hir Verantwortung.

A mir soen och: All Betrib, deen ëmweltméisseg an der Rei ass, dee mat Hëllef vum Monitoring kann noweisen, datt en déi am Gesetz virgeschriwwe Bedingungen erfëllt, dee soll sech och kënne weiderentwéckelen. Mir hu Fusiounsbetriber, déi si viru Joren an d'Fusioun gedriwwe ginn, elo misste se sech am Prinzipp erëm eng Kéier splécken. Dat kann net sinn! D'Gréisst seet näischt aus, ob e Betrib ëmweltméisseg gutt oder schlecht schafft.

Dann deen drëtte Punkt: allgemeng d'Investitiounen an de Klima-, Ëmweltschutz an och an d'Déierewuel. Ech hunn et scho méi wéi eemol gesot: D'Politick muss mat positiven Ureizer dës Investitioune förderen. An duerfir wär et wierklech wichteg gewiescht, wann dee gesamte vun der EU virgesinne Spillraum ausgenotzt gi wier, fir u sech dës Investitiounen ze

förderen, sief dat iwwert de Plaffong oder och d'Bäihëllefsätz, separat Plaffongen an esou weider.

Dozou gehéiert och d'Digitaliséierung, well Precision Farming ass e wichtegt Hëllefsmëttel am Beräich vum Ëmweltschutz. Et muss dann och derfir gesuergt ginn, datt fir d'Agrarëmweltmoossname wierklech genuch Suen zur Verfügung stinn – net datt mer déck Reklamm maachen an herno gesot gëtt: „D'Dëppen ass eidel" –, fir datt wierklech all Bauer, dee wëll matmaachen, ka matmaachen.

An da mussen déi Programmer och esou definéiert ginn, datt esou vill wéi méiglech Bauere wierklech matmaachen. Esou ass et zum Beispill kontraproduktiv, datt bei der Primm fir d'Reduzéierung vum Véibestand – d'Madamm Burton war drop agaangen – nëmmen d'Fläch am Inland gekuckt gëtt. Wann e Betrib zum Beispill 50 % vu senger Fudderfläch déi aner Säit vun der Grenz huet, huele mer emol un, en hätt 50 Hektar hei, en hätt 50 Hektar an der Belsch – där Betriber gëtt et vill – an en hätt 110 Groussvéieenheeten. Dat ass och erëm esou eng Eenheet, theoreetesch Berechnung vu Béischten, 110. Da kommen ech op eng Besatzdichte – 110 gedeelt duerch 100 – vun 1,1 Groussvéieenheete pro Hektar Fudderfläch.

Sou, dës Primm kritt een, wann een – éischt Konditioun – ënner 1,8 Groussvéieenheet pro Hektar Fudderfläch läit. Awer, ech hunn net grad alles gesot, hei gëtt just d'Fudderfläch am Inland gekuckt. Dat heescht, dëse Betrib am Beispill läit bei 2,2. Och wann dee Béischte géif reduzéieren, kréich e keng Primm. Dee reduzéiert also keng Béischten.

Wa mer awer gären hätten, datt e soll Béischte reduzéieren, firwat passt Der dat net praxisno un an Dir berechent och d'Fudderfläch am Ausland mat? Well mir hu vill Betriber, déi un der Grenz leien, déi vläicht géifen hëllefen, eist Zil ze erreechen.

Och beim Déierewuel soll mat positiven Ureizer an net mat kontraproduktive Virschréfte geschafft ginn. An hei bezéien ech mech op deen Artikel 21, deen elo virschreift, datt all subventionéierte Stall de Bionorme muss entspriechen. Laut den Informatiounen, déi mer kritt hunn, ass dat bei de Randbéischte kee Problem, beim Gefligel och net. Den Aly huet e puermol nogehaakt: beim Gefligel och net. Mee eng konventionell Schwéngsproduktioun, esou krut ech erklärt, déi kann ënnert dësen Normen net rentabel schaffen. Ech krut gesot: „Déi ass da fort."

Mee wat bedeit dat? Ech war och an d'Schluechthaus an ech hu mech do informéiert. An d'Schluechthaus sot: „Ma mir hunn elo schonn 30 % ze mann Schwäin, fir kënne rentabel ze schaffen."

Wann ech déi konventionell Schwéngsproduktioun och nach forthuelen … Et ass sécher, datt mer déi Schwäin, déi do fort géife falen, net kënnen duerch Bioschwäin ersetzen. A mat dëser Entscheedung wäert also d'Schwéngsproduktioun zu Lëtzebuerg riskéieren, weider ofzehuelen. Mir hale fest: Dat ass eng politesch gewollten Decisioun. An dës Decisioun riskéiert, och nach Konsequenzen op eist eenzegt Schluechthaus ze hunn.

Fir eis wär et, wéi gesot, wichteg a sënnvoll gewiescht, d'Déierewuel mat zousätzleche Bäihëllefen ze ënnerstëtzen, amplaz dann hei wierklech mam Biobriecheise virzegoen. Ech hu léiwer, d'Leit ginn iwwerzeegt.

An dann hunn ech et wierklech net gär, wann ech eng gekréckelt kréien; an ech soe wierklech: Hei krute mer eng gekréckelt! Ech hat gefrot: Firwat kënnt dat op eemol mat deene Bionormen? Do krute mer an der Kommissioun gesot: „Ma well dat an engem EU-Reglement steet respektiv dat soll iwwert en EU-Reglement kommen." Du hunn ech den Text gefrot. Den Text krute mer awer ni, an da kann ee sech scho bal soen: ein Schelm, wer Böses denkt! An dunn hunn ech eng Question parlementaire gemaach, well ech dat jo net gären hunn, wann ech eppes net kréien, an du krute mer gesot, et kéim eng nei Fassung vun der europäescher Industrieemissiounsrichtlinn fir grouss Déierenhaltungsbetriber. Et ass also net, datt déi Biorichtlinne musse fir d'Stallbaute kommen, datt dat vun der EU-Virschréft kënnt. An ech hu léiwer, wann een esou eppes seet, datt een einfach seet: „Ma dat ass eis politesch Decisioun, datt mer dat maachen", an net alles einfach op d'EU dréckt an hofft, datt mir et net géifen nokucken!

De véierte Punkt: d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft. Mir begréissen hei déi zousätzlech Bäihëllefen am Uebst- an am Geméisbau – dat ass extreem wichteg, mir mussen do virukommen! –, och d'Bäihëllefe fir d'Mikroentreprisen a fir d'Biolandwirtschaft.

Da soen ech, och wann d'Déiereproduktioun jo nach en Haaptstandbee bleift, sou musse mer hei kucken, datt mer Alternative förderen an datt mer Alternativen opweisen, datt mer déi och rentabel maachen. Dat ass awer bei villen Déiereproduktiounen erëm eng Kéier wichteg, datt mer déi komplett Wäertschëpfungsketten hunn, duerfir bräichte mer Schluechthaiser, zum Beispill bei der Gefligelmaascht. A mir fannen et schued, datt do och net dat, wat vun der EU virgesi war, fir do kënnen ze ënnerstëtzen …, datt de Maximum do net erausgeholl gi wär. Well dat wär nach eng Alternativ, déi vill Baueren hätten. Och do krute mer gesot, et wär eng politesch Decisioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Agrargesetz ass e Kompromiss, ech hunn et gesot, eng Schadensbegrenzung, awer e Kompromiss, dee just dank dem gemeinsamen Asaz vun de Baueren zustane komm ass. An dëse gemeinsamen Asaz wëlle mer ënnerstëtzen a mir wëssen natierlech och, datt dat Gesetz endlech muss a Kraaft trieden, fir datt déi noutwendeg Investitioune kënne getätegt ginn.

Mir wëllen awer der Regierung kee Fräifaartsschäi ginn! Duerfir fuerdere mer d'Regierung an enger Motioun op – ech hunn déi aner Motioun elo nach net gesinn –, dëst Agrargesetz an déi entspriechend Reglementer no zwee Joer ze evaluéieren, virun allem a puncto Geneemegungsreegelen, Monitoring, Berodung, aktive Bauer an Ëmweltmoossnamen, a praxisno unzepassen, an dëst am Sënn vun der Nohaltegkeet mat den dräi Sailen am Gläichgewiicht. A wa mer hei eng Eenegung fannen op d'Motioun, da wäerte mer dëse Projet de loi ënnerstëtzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 2

La Chambre des Députés,

– soulignant l'importance du secteur primaire en matière de sécurité et de souveraineté alimentaire ;

– considérant l'existence vitale de l'agriculture pour le Luxembourg ;

– eu égard aux défis que l'agriculture et la viticulture doivent relever ;

– rappelant les changements répétés et la complexité grandissante de la politique agricole commune ;

– soulignant les défis environnementaux auxquels les agriculteurs et les viticulteurs doivent faire face dans les années à venir, et où ils veulent à la fois être une partie de la solution ;

– soulignant l'importance croissante de la formation, du conseil et du suivi scientifique pour l'évolution durable des entreprises agricoles et viticoles ;

– soulignant l'importance de la diversification du secteur agricole,

invite le Gouvernement

– à évaluer après deux années d'application la présente loi agraire ainsi que ses règlements grand-ducaux d'exécution, en mettant un accent particulier sur les procédures d'autorisation, le monitoring, le fonctionnement du système de conseil, la définition de l'agriculteur actif et l'effet des mesures environnementales ;

– à adapter, si nécessaire, la loi et les règlements grand-ducaux y relatifs en prenant en considération les expériences pratiques des agriculteurs et des viticulteurs.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dat éischt Agrargesetz, dat datéiert vum 23. Abrëll 1965. Entre-temps huet d'Landwirtschaft sech natierlech fundamental geännert. Net nëmme sinn d'Päerd duerch Trakteren ersat ginn, mee och de Véibestand huet ganz aner Dimensiounen ugeholl a sämtlech nofollgend Agrargesetzer hu sech natierlech och zu Recht där Evolutioun ugepasst.

Haut komme mer dann zu der aachter Editioun. Et kann een och soen, haut ass e groussen Dag fir den Agrarsecteur, well dat neit Gesetz – endlech, muss ee soen – och gestëmmt gëtt. A mir schwätze jo, wéi gesot, net nëmme vun de Baueren, mee och vun de Wënzer a vun de Gäertner, a si waarden och natierlech scho laang dorobber.

Elo gëtt virun allem och eng legal Basis geschafen, fir datt se méi Sécherheet hu bei der Planung fir déi nächst Joren. Den Interessi jiddefalls fir dat Agrargesetz hei war ganz grouss. Dat hu mer jo och an der Kommissioun gemierkt, och un der Unzuel vun deene villen Avisen. Dowéinst wëll ech och elo schonn hei Merci soen all deenen Acteuren, déi derzou bäigedroen hunn, a virun allem awer deenen Acteuren, déi ausserhalb vun dem legislative Prozess agéiert hunn. Mir haten, wéi gesot, net manner wéi 19 Sitzungen. An dat Gesetz hei ass voluminös; et huet jo 121 Artikelen.

Et grefféiert sech op de PSN, also de Plan stratégique national, an duerfir brauch eeben dat Dokument jo virun allem och den Aval vun der Europäescher Kommissioun. De PSN ass nun eeben awer eng wichteg Basis, déi virzeechent, wéi och de ländleche Raum sech soll an Zukunft entwéckelen.

D'Landwirtschaft ass, och wann ee se an de Kontext vum PIB setzt, natierlech méi bescheiden, mee et ass awer nach wie vor e ganz interessante Secteur. Ech wollt do op e puer Zuelen hiweisen. Natierlech ass e staarke Réckgang och ze vermierken: 1907 hate mer nach 39.942 Betriber, 1990 3.803, 2021 nach 1.869. Par konter huet awer d'Surface agricole zougeholl. Déi ass am Joer 2000 bei 127.643 Hektar gewiescht an 2021 louch se bei 132.811 Hektar. D'Hallschent dovun ass u sech Weedeland. Mir hu bal 190.000 Ranner. Do gesäit een also schonn, wéi wichteg och d'Mëllechproduktioun hei zu Lëtzebuerg ass. Déi mécht ongeféier 40 % vun der gesamter landwirtschaftlecher Produktioun aus.

De Wäibau wëll ech direkt hei och mat implizéieren, well wa mer iwwer Landwirtschaft schwätzen, soll een net d'Gefill kréien, mir géifen nëmmen iwwert d'Bauere schwätzen. Mir schwätze selbstverständlech och iwwert d'Wënzer. Mir schwätze

selbstverständlech och iwwert de Gaarden- an Uebstbau. Mee am Wäibau ass d'Produktioun réckleefeg: Do hate mer 2000 nach 184.300 Hektoliter an 2021 waren dat der nach 99.700.

1954 hate mer och nach 958 landwirtschaftlech Organisatiounen a Kooperativen. Déi puer Zuele beweisen also schonn, wéi d'Landwirtschaft sech fundamental geännert huet.

Op där anerer Säit muss een awer och ënnersträichen, datt op EU-Niveau bal een Drëttel vun de gesamten Ausgaben an den Agrarsecteur ginn. Dowéinst ass dat Gesetz, wéi gesot, natierlech staark dependant vun der PAC, also vun der Politique agricole commune. An déi Subventioune beweege sech deementspriechend och an engem EU-Kader.

Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen, wa mer, wéi gesot, nach eng Kéier iwwer Landwirtschaft schwätzen, datt mer do alles aneneen abegräifen, wat fir eis als DP ouni Zweifel awer och ganz wichteg ass, besonnesch de Wäibau, dee jo vläicht awer bei den Diskussioune munchmol ze kuerz kënnt. An ech wëll och hei zum Beispill op den Avis vun der Chambre de Commerce hiweisen. Déi hu jo sech Suerge gemaach ëm de Wäibau, dat virun allem am Kontext mat der Definitioun vum Agriculteur actif.

An da sinn ech och scho bei deem éischte Punkt, bei deem weesentleche Punkt, dee jo hei schonn ugeschnidde ginn ass, dat ass eeben d'Definitioun: Wat ass en aktive Bauer? Do hate mer jo eng Rei vu méi laangootmegen Diskussiounen. Ech wëll awer hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei awer elo mat deem Kompromëss do ka liewen. Ech mengen, wann een 72 Joer huet, da kann een net méi onbedéngt als aktive Bauer ugesi ginn. A well awer och de Bauer haut net nëmme reng e manuelle Beruff duerstellt, mee en ass och haut en Dirigeant d'entreprise, fanne mer et awer och ugemiess, datt den Term „aktive Bauer" awer och un de Besëtz vu verschiddenen Diplomer gebonnen ass.

Wat een an deem Gesetz hei och muss feststellen – an dat kënne mer awer och nëmme begréissen –, ass, datt dee gewëssenen ekologesche Fuedem sech duerch dee ganzen Text zitt. Dat mierkt een zum Beispill och un den neie Constructiounen, déi jo mussen nohaltege Krittären entspriechen, déi natierlech awer duerno kënne selbstverständlech fir d'konventionell Landwirtschaft genotzt ginn. Mir mengen, datt dat awer schonn eng richteg Approche ass. Duerfir soll zum Beispill ënner anerem awer och e Maximum u Fotovoltaik op den Diecher do genotzt ginn. Dat selwecht gëllt och fir de Maschinnepark. Do muss een och eng Optimiséierung ustriewen, fir datt am Endeffekt manner Dünger a virun allem och manner Pestizide mussen agesat ginn.

Op jidde Fall: Et ass keng Diskussioun, wa mer vun enger moderner Landwirtschaft schwätzen, an déi wëlle mer jo och hunn, da kann een déi net méi lassgekoppelt gesi vun enger allgemenger Astellung zu enger nohalteger Entwécklung. An de Lien zwëschent Naturschutz a Landwirtschaft ass jiddefalls méi enk wéi jee virdrun. Natierlech muss een awer och do dee richtegen Equiliber fannen.

Déi Astellung spigelt sech u sech jo och an der PAC 2023–2027 erëm, wou zum Beispill 25 % vun den direkten Aidë fir ekologesch Projeten agesat ginn. 40 % vum Budget vun der PAC si fir Klimaschutz virgesinn. Duerfir mengen ech also och, datt een net ka behaapten, datt net och um Niveau vun der Europäescher Unioun géif versicht ginn, ëmmer méi – an zu Recht natierlech – och an d'Nohaltegkeet ze investéieren. Hei zu Lëtzebuerg gi jo da 25 % Direktaidë fir Ekoregimmer an Agroëmweltmesüren accordéiert.

En anere wichtegen Detail ass den Artikel 22 Paragraf 2. Do geet et jo drëms, datt een eng Majoratioun vun 10 % zegutt huet, zum Beispill beim Kaf vun elektresch ugedriwwe Vehikel oder enger Maschinn, fir d'Onkraut physesch ze bekämpfen.

De Bauere fält also ouni Zweifel eng wichteg Roll och am Naturschutz zou. Dat geet natierlech och zum Deel op d'Produktiounskäschten, och dat muss ee ganz éierlech soen. Also ass et net méi wéi normal, datt de Staat awer och de Bauer ënnerstëtzt, dee gewëllt ass, méi am Sënn vum Ëmweltschutz ze agéieren, quitte datt en doduerch vläicht kann e gewëssene Produktiounsausfall hunn. Dat muss jiddefalls vum Staat kloer kompenséiert ginn. Ech verweisen hei op d'Artikele 65 a 66.

D'Landwirtschaft muss natierlech och gewëssen Efforte maachen, wat de Véibestand ubelaangt. Muss e reduzéiert ginn? Muss en net reduzéiert ginn? Dat ass dee Punkt, iwwert dee mer vill diskutéiert hunn, iwwert deen och wäert nach an Zukunft diskutéiert ginn. Ech verweisen hei zum Beispill och op den Avis vun der Vereenegung Biolandwirtschaft Lëtzebuerg, déi jo am Fong geholl den héije Véibestand och a Relatioun setze mat der eventueller Verschmotzung vu Gewässer.

An ech wëll dat och däitlech hei soen: D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass mir musse mat de Baueren de Wee goen, fir a méi eng nohalteg Zukunft, well mir wëlle keng hollännesch Zoustänn hei zu Lëtzebuerg hunn!

Da si mer natierlech och, wéi gesot, bei deem kruziale Punkt ukomm, dat ass eeben de Véibestand, ob e kann ausgebaut ginn oder net. Ech mengen, et ass jo just dee Punkt, wou ganz vill diskutéiert ginn ass. Ech verweisen hei natierlech och op d'Artikele 6 a 7. Déi hunn zu ganz villen Onroue gefouert mat dem Resultat, wat mer kennen. Ënner anerem och ass hei virun der Chamber demonstréiert ginn, manifestéiert ginn. U sech war dat och richteg. Et ass normal, datt de Secteur sech muss zu Wuert mellen, wann en d'Gefill huet, datt d'Entwécklung net an déi Richtung geet, wéi en dat virgesäit. An dat huet jo och zu engem positive Resultat gefouert, ouni Zweifel.

Ech mengen, et muss een natierlech och hei ënnersträichen, datt mir net déi Méiglechkeeten hu wéi an anere Länner. Mir hunn net déi grouss Territoiren, mir kënnen net dee grousse Véibestand hei akzeptéieren, wéi dat vläicht an anere Länner de Fall ass. Duerfir ass et och akzeptabel, datt e Maximum vun Unités de travail elo festgesat gëtt. Dee läit jo da bei fënnef, an duerfir kann awer den Akzent méi op Familljebetriber geluecht ginn, an dat ass och ouni Zweifel richteg esou, an datt och d'Subventioune fir Betriber mat enger maximaler Gréisst vu 70 Hektar u sech kënnen dee Moment bezuelt ginn.

Déi Berechnung no den Unités de travail kléngt zwar a priori elo e bësse komplizéiert, ass awer ganz logesch. Wann ee sech méi am Detail domadder auserneesetzt, da versteet een dat schonn. Och den Artikel 7, ginn ech ganz gären zou, kléngt no der éischter Lektür e bësse konfus, baséiert awer trotzdeem op enger gewëssener Logik.

Ech weisen an dësem Kontext awer och op eng Ëmfro hin, déi elo vum Mouvement écologique kierzlech gemaach ginn ass, an zwar tëschent Juni a September 2022. Ech mengen, dat muss een hei ganz kloer ënnersträichen: Dat ass elo ee Joer praktesch hier, dofir kann ee se net als onbedéngt representativ duerstellen, mee et koum awer eng oder déi aner Konklusioun eraus, op déi et sech awer lount, vläicht hei kuerz anzegoen. Ënner anerem gëtt hei de bürokrateschen Opwand als ze grouss duergestallt. Da gëtt eng besser Koordinatioun tëschent deenen eenzelne staatleche Verwaltunge verlaangt a schlussendlech och méi eng héich finanziell Ënnerstëtzung fir d'Ëmweltmesüren.

Ech sinn awer bal iwwerzeegt, nodeems datt mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, datt awer vläicht dann d'Meenungen dierften och vläicht änneren. Positiv ass jo awer och zum Beispill op EU-Niveau, datt elo eng Reserv vu 450 Milliioune virgesinn ass. An eppes ass sécher: Datt de Bauer nëmme ka produktiv schaffen an och nëmme motivéiert ass, wann en natierlech och e gewëssene finanzielle Rendement huet, wat eng ganz normal Saach ass.

Vläicht e Wuert dann och: Wat nei ass, dat ass déi sougenannte „Gläichstellungspolitick", wat mir a priori natierlech akzeptéieren. Ech wëll awer ganz kloer hei soen, datt d'Demokratesch Partei awer elo net hofft, datt nach op eemol mussen och Quoten am Agrarsecteur agefouert ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir diskutéiere jo och reegelméisseg hei iwwer Uebst a Geméis.

Gefält Iech dat net, wat ech gesot hunn? Neen?

Une voix | Ma Dir sidd immens!

M. Gusty Graas (DP) | A mir diskutéiere jo hei och oft iwwer Uebst a Geméis. A grad dëst Gesetz gëtt jo am Fong och deem Secteur elo méi Méiglechkeeten. Et däerf een net vergiessen: De Selbstversuergungsgrad hei zu Lëtzebuerg läit jo beim Geméis bei 5 % bis 6 %, beim Uebst nach bei vill manner, bei 2 %. Dat ass jo extreem wéineg. Et kann een natierlech net verkennen, datt déi lescht 20 Joer eng Rei Ustrengunge gemaach goufen. A bis den Horizont 2035 ..., an ech maache mech hei zum Interpret vum Här Jean-Claude Muller, dem President vum Uebstbauveräin, deen an engem Artikel vum „Bauerekalenner" geschriwwen hat, wéi gesot, datt bis den Horizont 2035 eng Selbstversuergung vu 35 % beim Geméis unzestriewe wier respektiv 25 % beim Uebst. Dat heescht also am Konkreeten, datt mer do nach mussen eng ganz Rei Efforte maachen.

Mir hunn natierlech ee ganz grousse Problem, dat ass och d'Waasser. Well d'Geméis an d'Uebst brauchen natierlech ganz vill Waasser. Do muss een natierlech no Alternative sichen. Do gëtt geschwat vu méi Reewaasser opfänken. Do gëtt och souguer dervu geschwat, fir Ofwaasser aus de Kläranlagen ze benotzen. Jiddefalls schéngt mer dat ee vun den Haaptproblemer ze sinn, firwat datt mer dee Secteur net nach méi no vir dreiwe kënnen.

Dann hu mer natierlech och de Problem vun den Aarbechtskräften, haaptsächlech bei der Recolte. Fréier sinn do Polen a Rumäne rekrutéiert ginn. Dat schéngt elo net méi esou liicht ze sinn, vu datt sech déi allgemeng ekonomesch Situatioun an deene Länner glécklecherweis fir si verbessert huet, soudatt een elo muss op aner Regiounen ausweechen. Zum Beispill de Balkan wier eng Méiglechkeet.

Dann natierlech kënnt erëm déi laang Diskussioun iwwert d'Zären. Och do muss versicht ginn, nach méi Efforten ze maachen. Ech mengen, dat géif eis erlaben, awer eng ganz Rei aner Saachen nach unzeplanzen. Ech denken hei u Kornischongen, un Zucchini, Paprika an esou weider. An an enger Zär kéint jo e ganzt Joer klimaneutral u sech ugebaut ginn.

Bon, den Här Muller seet, datt 10 bis 20 Gewächshaiser missten hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn. Et mengt ee jo awer, mir missten iergendwéi eng Kéier deen Effort fäerdegbréngen. Da gëtt och virun allem iwwer Äppel hei geschwat, wou de Moment nëmmen tëschent 20 an 30 Tonne recoltéiert ginn. Och dat geet natierlech largement net duer. Dann hu mer

natierlech och de Problem vun den Ubauflächen, déi net grouss genuch sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi an alle Beräicher vun der Politick, muss een natierlech ëmmer den Akzent op den Nowuess setzen, ganz kloer, an ech mengen, och an dësem Gesetz ass dat kloer erkennbar, datt hei versicht gëtt, och de Jongbaueren eng Zukunft ze bidden, wat mer och ganz kloer begréissen.

Hei geet et natierlech an éischter Linn och ëm d'Formatioun, déi jo och dee Moment e Krittär ass, fir eng gewësse Staffelung vun den Aiden ze erreechen, well dat muss een och ganz däitlech hei ënnersträichen: Dat geet net nëmme reng duer mat praktesche Kenntnisser. Et muss een doriwwer eraus och nach, wéi gesot, Kenntnisser hunn, wéi een e Betrib féiert. An dowéinst ass d'Formatioun an deem Beräich ganz, ganz wichteg.

Bon, elo gëtt jo eng zolidd Ausbildung virausgesat. Elo gëtt geschwat vun engem Diplomtechniker oder souguer Universitär. Ech mengen awer, beim Universitär misst een dat e bëssen agrenzen. Ech hunn dat d'lescht Woch scho gesot oder d'viregt Woch, wéi mer hei iwwer déi nei Verwaltung vun der Ëmwelt, vun der Waasserverwaltung geschwat hunn an och vun der Forst- an Naturverwaltung: Och do ass einfach nëmme gesot ginn, wann een am Besëtz wier vun engem universitären Diplom, dat géif duergoen. Dat géif jo also am Kloertext heeschen, datt een, deen en Diplom als Theolog huet oder als Museker, datt deen och an de Genoss kann …

Bon, den Här Minister wénkt zwar elo mam Kapp, mee ech hunn et zumindest esou am Gesetz gelies. Da kann e mech herno jo dann awer op de richtege Wee vläicht féieren, wann déi Interpretatioun sollt aneschters sinn.

Den Openthalt vu sechs Méint am Ausland, jo, dat ass u sech eng gutt Saach. Ech mengen, hei sollen och déi Jonk kënnen d'Erfarung maachen, wéi d'Landwirtschaft am Ausland fonctionéiert. Hoffentlech fanne se ëmmer eng adequat Ausbildungsplaz dann och am Ausland.

Déi Prime d'installation ass natierlech fir d'Jongbauere ganz wichteg, besonnesch well jo net jiddwer Jongbauer kann e Familljebetrib iwwerhuelen, wa se sech dann an enger Gesellschaft zesummendinn. Ech gesinn dat elo manner schwiereg, wéi dat d'Virriednerin vun der CSV hei gemaach huet. Dat ass evident, datt se sech och vläicht kéinten an enger Gesellschaft zesummeschléissen; se brauchen natierlech e gewëssene Plan d'entreprise. Datt do awer de Staat muss och déi néideg Ënnerstëtzung ginn, schéngt eis jiddefalls ganz normal ze sinn.

Dann eriwwer natierlech zur Biolandwirtschaft; dat ass e bëssen esou en Dauerbrenner, iwwert dee mer jo reegelméisseg hei iwwert d'Agrargesetz eraus zu Recht och diskutéieren. Ech verweisen hei natierlech op den Artikel 63. Ech mengen, iwwert d'Avantagë vun der Biolandwirtschaft brauch ee sech net méi weider hei auszedrécken. Vläicht just kuerz gesot, datt jo awer do déi wierklech zu engem aktive Klimaschutz bäidréit, well et sinn engersäits biologesch kultivéiert Biedem mat CO_2-Senken, anersäits dréit se awer och derzou bäi, eng Reduktioun vun den Dreifhausgasen unzestriewen.

Allerdéngs muss een eppes hei kloer soen: Ech mengen, mir waren ugetrueden – wann ech elo soe „mir", d'Majoritéit –, datt solle bis d'Joer 2025 20 % vun der landwirtschaftlecher Fläch kënne biologesch genotzt ginn. Kommt, loosse mir dat ganz kloer soen: Dat Zil hu mer wäit verfeelt! Et muss een einfach realistesch sinn. Mir wäerten dat och net déi nächst fënnef Joer erreechen. D'selwecht wéi emol eng Kéier viru Joren hei Leit gesot hunn: „Bis 2050 hu mer eng 100%eg biologesch Landwirtschaft", och do, loosse mer éierlech sinn, och do wäerte mer kaum …, datt ech zumindest dat net méi wäert erliewen, op dëser Plaz op alle Fall emol net …, mee awer, datt dat och eng utopesch Virstellung ass. Natierlech soll eisen Akzent kloer op Biolandwirtschaft geriicht sinn, mee et muss een an där ganzer Diskussioun awer och ëmmer mat de Féiss um Buedem bleiwen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng plus ou moins 100 Biobaueren. Et kann een nëmmen hoffen, datt déi Zuel nach an d'Luucht geet. Wat e bësselche speziell ass: Mir sinn zum Beispill op där drëtter Plaz an der EU, wat d'Consommatioun vu Bioprodukter ubelaangt. Mee op där anerer Säit musse mer awer feststellen, datt grad déi Produkter hei zu Lëtzebuerg awer e bësse Problemer hunn, fir awer dobaussen um Maart unerkannt ze ginn. An da wëll ech nach eng Kéier op déi ILReS-Ëmfro och zréckkommen. An déi huet awer de Ministère elo gemaach. Do ware 56 % vun de gefrote Baueren, déi gesinn an der Biolandwirtschaft net onbedéngt d'Zukunft. Ech mengen, och dat ass natierlech en Taux, deen awer muss zum Nodenken ureegen.

Bis 2030 solle mer dann eng Reduktioun vun 22 % vum Ammoniak erreechen. Bon, d'Rannerzuucht steet fir 46 % vun den Emissiounen an der Landwirtschaft. An deem Kontext muss een natierlech dann och iwwert d'Problematik vun der Ausbréngung vun der Gülle schwätzen. Natierlech ass och do eng Verbesserung vun der Technik unzestriewen.

Ech wollt dann awer nach op e puer aner interessant Punkten an dem Gesetz agoen, zum Beispill d'Ënnerstëtzung vu Mikroentreprisen. Dat erlaabt och eng Direktvermaartung. Ech mengen, eng Direktvermaartung, wou awer mat Sécherheet nach Potenzial besteet.

Dann den Artikel 28, dee gesäit de sougenannte Service de remplacement vir. Jo selbstverständlech, ech mengen, och e Bauer muss awer emol d'Recht hunn, Congé ze maachen. Och e Bauer gëtt emol leider krank. An dowéinst ass dat eng ganz wichteg Dispositioun. Dat selwecht gëllt eeben och, datt en, wéi gesot, Congé ka bis zu 15 Deeg guttgeschriwwe kréien. A 50 % vum Ausfall iwwerhëlt de Staat jo dee Moment och. D'Bezuele bei Assurancen oder Schied bei Naturkatastrophen ass jo u sech näischt Neits, dat war jo schonn an deem fréiere Gesetz. Datt dat u sech och vum Staat deementspriechend kann iwwerholl ginn, fanne mer och ganz richteg, well et ass jo praktesch kee Beruff, deen esou ofhängeg ass vun de klimatesche Verhältnisser wéi eebe grad de Bauer.

Dat selwecht gëllt och fir Déierekrankheete respektiv bei doudegen Déieren. Ech erënneren nëmmen hei un d'Schwéngspescht, wat do Dramaen a Famille kënnen entstoen, wann op eemol muss dee ganze Bestand gekeult ginn, oder un d'BSE-Krankheet, wat dat awer alles vun negative Konsequenze matbréngt.

Ech mengen, och zu Recht kënnen d'Wënzer natierlech hei vun enger Rei vun Aidë profitéieren.

Dann, wat jo nei ass, dat ass dee sougenannten Term „Aquaculture". Do hate mer jo e puermol elo an der Kommissioun driwwer rieds. Ech mengen, den Här Minister war ëmmer e bësse méi zréckhalend, wann et drëms gaangen ass, fir do méi konkreet Erklärungen ze ginn. Vläicht kann en eis haut schonn e bësselche méi zielen. Ech verweisen hei op ee Projet, deen, mengen ech, an dee Beräich ka goen. Dat ass de Projet Fësch Haff, deen ech ganz interessant fannen. Dat heescht, do ginn u sech Fësch gezillt a mat deenen Exkrementer gëtt dann awer d'Züchtung vun Zaloten a vun anerem Geméis gefërdert. Also et ass eng innovativ Iddi. Déi Leit sinn ze begléckwënschen an et kann een nëmmen hoffen, datt sech do dat vläicht eng Kéier zu engem gréissere Produit entwéckelt.

Dann d'Artikelen 59 bis 61 befaasse sech jo mat der Landwirtschaft a Gewässer. Ech hat dat virdru scho kuerz ugeschnidden. Och do muss een drop hiweisen, datt dat ëmmer e sensibele Beräich ass. Ech mengen, datt de Bauer natierlech d'Méiglechkeet muss hunn, datt säi Véi sech kann an d'Gewässer beginn, fir eeben do ze drénken. Mee op där anerer Säit däerf een awer och net vergiessen: Eis Gewässer si schrecklech sensibel. Also do muss een eng ganz virsiichteg Manéier awer hunn.

Tëschent der Landwirtschaft an dem Patrimoine architectural besteet natierlech e ganz grousse Lien och. Ech brauch hei net ze ënnersträichen, datt d'Schéinheet vun eisen Dierfer am Éislek – queesch duerch all d'Bezierker, mee virun allem Éislek, Musel –, awer virun allem geformt sinn duerch eebe Bauerenhaiser, duerch Wënzerhaiser. An et wier schued, wa mer dee Cachet géifen zerstéieren. Leider ass dat op e puer Plaze geschitt. Dat ass e spezielle Charme. An datt ee fir d'Erhale vun där Architektur ënnerstëtzt gëtt, ass net méi wéi richteg.

Doriwwer eraus muss een och un d'Atmosphär denken, déi an deenen Dierfer virun allem herrscht. An datt et och hei d'Méiglechkeet gëtt, wa gewëssen Aktivitéiten organiséiert ginn, sief dat Mäert, sief dat kulturell Ausstellungen, datt déi och kënnen iwwert d'Gesetz hei ënnerstëtzt ginn, ass u sech net méi wéi richteg.

E Wuert dann awer och nach iwwert d'Digitaliséierung: Selbstverständlech mécht d'Digitaliséierung och net halt virun der Landwirtschaft. Dat ass och richteg esou. Et muss een ëmmer déi positiv Säiten och dovunner gesinn, well hei kann am Fong geholl de Produktiounsprozess nach optiméiert ginn duerch zum Beispill manner Asätz vu cheemeschen Düngemëttel oder phytopharmazeutesche Produkter.

De Bauer vu muer, oder vun haut kann ee scho bal soen, dee benotzt natierlech verschidden Informatiounsquelle wéi Satellittebiller oder och Date vu Wiederstatiounen.

Da gëtt et natierlech och nach eng Rei Nieweprodukter, iwwert déi mer och kuerz scho geschwat hunn, déi och an dem Gesetz mat verbonne sinn. Ech denken hei zum Beispill un d'Beien an un d'Brennen. Virun allem d'Apiculture ass eppes, wat vläicht oft ënnerschat gëtt. Et geet jo elo net nëmmen ëm d'Produktioun vun Hunneg u sech, mee et geet awer och ëm de Wäert vun engem Beiebestand, dee jo doriwwer eraus fir d'Diversifikatioun, fir d'Biodiversitéit eng extreem grouss an eng ganz wichteg Roll soll spillen.

Et kënnt een natierlech net derlaanscht, ganz kloer ze soen: De Bauer vun haut ass gréisstendeels ofhängeg vu staatleche Subventiounen. Mee ouni Landwirtschaft kéint eis Gesellschaft och net existéieren. Dowéinst ass et also ganz kloer justifiéiert, datt de Staat e finanzielle Kader setzt, fir eng modern produktiounsfäeg Landwirtschaft ze ënnerstëtzen.

Ënnert dem Strëch kann ee soen: Dat hei ass e gutt Gesetz. Jo, et war net einfach. Jo, an ech wëll awer och de Minister hei beluewegend ervirhiewen, dee bereet war, wéi e gespuert huet, datt awer och vun der professioneller Säit aus e gewëssenen Drock entstanen ass, wat eenzel Dispositiounen ubelaangt, mat deene Leit zesummen ze diskutéieren. An, ech mengen, an der Kommissioun hu mer jo och do ganz konstruktiv Diskussioune gefouert, soudatt ech ënnert dem Strëch ka soen, datt deen Text, deen elo virläit, ouni Zweifel awer och e gudden Text ass.

Datt natierlech de Staat awer ëmmer muss gewësse Rechter behalen, wat d'Kontroll ubelaangt, ass net méi wéi normal. Wann de Staat Subventiounen ausdeelt, muss en op där anerer Säit awer och kënne gewësse Kontrollfonctiounen ausüben.

Jiddefalls hoffen ech, datt mat deem Akraafttriede vum neie Gesetz manner wéi 43 % vun deenen 332 befrote Bauere bei der ILReS-Ëmfro an Zukunft pessimistesch wäerte sinn. Well dat ass och en Taux, deen een awer trotzdeem e bëssen zum Nodenken ureegt. A wann dat Gesetz dann elo a Kraaft trëtt, wéi gesot, kann een hoffen, datt deen Taux awer erofgeet.

Ech wëll dann ofschléissend awer och nach der Madamm Burton Merci soen, merci och fir d'Leedung vun de Sitzungen, merci fir hir verschidde Rapporten. A selbstverständlech ginn ech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Bravo!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, Här Minister, ech fänke meng Ried haut esou un, wéi ech dat eigentlech, wann ech mech gutt erënneren, nach ni gemaach hunn, nämlech mat engem Zitat: „Problemer kann een ni mat der selwechter Denkweis léisen, wéi se entstane sinn."

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | En Zitat vum Albert Einstein. An an deem Geescht wëll ech Iech fir d'éischt e puer Fakte mat op de Wee ginn an duerno dann och de Lien mam Gesetz maachen, iwwert dat mer haut ofstëmmen.

Mir hunn ëmmer manner landwirtschaftlech Betriber an onsem Land. Virun 20 Joer ware mer bei knapp 3.000. Elo si mer bei knapp 2.000. Dat ass e Secteur, deen am Wandel ass, also vill Erausfuerderungen huet, deen et och sécher net ëmmer einfach huet. An dofir wëll ech och ufänken a fir d'alleréischt alleguerten de Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, villmools Merci soe fir hiren Asaz.

D'Baueren hu Schwieregkeeten, hir Produiten zu anstännege Präisser verkaaft ze kréien. An et ginn zum Deel och Saache produzéiert, déi haut net méi dee Marché hunn, grad och an onser Regioun, respektiv et feelt un den néidege Filièren.

An onsem Land da sinn zwee Drëttel vun den Habitater respektiv véier Fënneftel vun den Aarten an engem net gudde respektiv schlechten Zoustand, an de Gros dovun an der Agrarlandschaft. Fir deem entgéintzewierken, brauche mir eng nohalteg Landwirtschaft a méi Strukturelementer am Offeland.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Hallschent vun onse Gewässer an onse Biedem sinn an engem net gudden Zoustand. An de Secteur huet duebel esou vill Zäregaser wéi am europäesche Verglach, an dat geet op den héije Véibestand zréck.

Här President, Dir Dammen an Hären, dass mir dës Situatioun hunn, déi ech grad beschriwwen hunn, ass e kloren Echec vun der Politick vun de leschte Joerzéngten, déi der Landwirtschaft dee Corselet ugedoen huet iwwert déi gemeinsam Agrarpolitick an déi an deem Sënn och zu Lëtzebuerg an de leschte Joerzéngten ëmgesat gouf. D'Baueren an d'Landwirtschaft sinn tributaire vun der Politick an dofir ass et och d'Verantwortung vun der Politick, d'Weiche richteg ze stellen.

Ma och déi aktuell GAP, déi mir mat dësem Gesetz zu Lëtzebuerg ëmsetzen, ännert näischt Grondleeëndes un dëser an onsen Ae falscher Politick mat gréisstendeels Flächeprimmen, déi u wéineg Konditioune gebonne sinn a mat der Strenz verdeelt ginn, amplaz déi ëffentlech Gelder u méi Leeschtungen an Hëllefen ze koppelen, déi de Secteur esou besser op déi zukünfteg Erausfuerderunge preparéieren. Ech wëll rappeléieren, dass mer mat dësem Gesetz am Ganzen 813 Milliounen Euro fir fënnef Joer fräiginn.

Bréissel gëtt den Nationalstaate wuel e bësse méi Méiglechkeete mat dëser GAP, sief et bei der Konditionalitéit an der sougenannter grénger Architektur, déi d'Länner sech kënne ginn an hiren nationale Strategiepläng, déi d'Basis si vun den Agrargesetzer.

Ech kommen an deem Kontext nach eemol drop zréck, wat Bréissel ons mat op de Wee ginn huet fir dëst Agrargesetz an hirem Avis virun iwwer zwee Joer: Mir hätten iwwerduerchschnëttlech grouss Betriber. Den Accès fir jonk Leit an d'Landwirtschaft wär schwéier. Mir géife bal duebel esou vill déieresch Produite maache wéi am europäesche Verglach mat de bekannte Konsequenze fir Buedem, Loft, Waasser an d'Klimakris an och am Déiereschutz géif et nach Loft no uewe ginn.

An hirer Reaktioun op de finale strateegesche Plang aus dem Mee zejoert, dee Lëtzebuerg agereecht huet, huet d'Kommissioun op en Neits geschriwwen, dass de Plang déi ökologesch Transitioun nëmmen deelweis assuréiert an déi uviséiert Reduktioun vum Véibestand wuel net wäit genuch geet.

D'Kommissioun huet ons also keng gutt Nott ginn, wat déi lëtzebuergesch Agrarpolitick ugeet, an huet ons mat op de Wee ginn, fir se fundamental unzepassen, wat jo och vu Wëssenschaftler, ONGen an och verschiddene Bauereverbänn scho laang gesot gëtt. Dat soen iwwregens och eng Rei vun onsen nationale Strategien – Rifkin, den Nohaltegkeetsplang, de Bioaktiounsplang – an op europäeschem Niveau d'„Farm to Fork"-Strategy, de Green New Deal an anerer.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir maache mat dësem Agrargesetz och e puer Verbesserungen. Mee wann d'Landwirtschaft eng gutt Zukunft wëll, dann heescht et, d'Erausfuerderung méi déifgräifend unzegoen.

Am Koalitiounsvertrag war souwuel eng buedemgebonne wéi och d'Biolandwirtschaft als Leitmotiv fir d'Agrarpolitick virgesinn. Ech muss leider feststellen, dass Lëtzebuerg am Bio an de leschte Joren op der Plaz getrëppelt ass, de Bioaktiounsplang also net engagéiert genuch ëmgesat ginn ass an och an dësem Gesetz goufe keng substanziell Mesüren an deem Sënn geholl. D'buedemgebonne Landwirtschaft, also eng Agrikultur, déi mat der Fläch schafft, déi se huet, gëtt och net als generell Reegel festgehalen. En Ufank hätt zum Beispill en obligatoreschen Nohaltegkeetscheck oder d'Knäppen u méi Ziler als Konditioune fir d'Subventioune kënne sinn.

Här President, Dir Dammen an Hären, et gëtt awer eng Rei Verbesserunge mat dësem Agrargesetz, déi an déi richteg Richtung ginn, och wa se an onsen Aen hätte kënne méi ambitiéis sinn:

Den zoustännege Minister muss elo autoriséieren, wann de Betrib méi Déieren hale wëll. An dës Autorisatioun fléissen och Parametere wéi Stéckstoff an d'Autonomie beim Fudder. Et ass och net méiglech, eng Autorisatioun ze kréien, wann een de Betrib op méi wéi fënnef Aarbechtsunitéiten a Relatioun mat der Déierenhaltung wëll vergréisseren. Mir fäerte just, dass dës Mesür net duergeet, fir d'Emissiounen och kuerzfristeg erofzedrécken an d'Waasser- an d'Buedemqualitéit ze verbesseren.

Dann ass d'Aide redistributive ëmmer nach pro Hektar, mee si ass awer ab 70 Hektar gedeckelt. Vu dass 2019 ronn 800 vun den 1.872 Betriber iwwer 70 Hektar haten, gëtt de Prinzipp vun „den Déckste kritt am meeschte" liicht gebrach.

Hëllefe fir Investissementer an nei Gebailechkeete kritt een nach just, wann d'Gebaier den Norme vun der Haltung vun der Biolandwirtschaft entspriechen. An och bei Aarbechten u bestoende Gebaier muss do, wou et méiglech ass, an dësen Norme geschafft ginn.

An neie Gebaier mussen och déi beschten technesch Méiglechkeeten, wat d'Reduzéierung vun Emissiounen ugeet, ëmgesat ginn. An nei Gebaier mussen och esou gebaut ginn, dass PV-Anlagen drop kënnen installéiert ginn.

Flott ass dann och, dass ee beim Kaf vun engem elektresche Gefier 10 % méi Hëllefe kritt, a fir Maschinnen zur mechanescher Onkrautbekämpfung kritt een 20 % méi.

Da gëtt et och eng Rei Hëllefe fir méi Biodiversitéit. Mee all déi Hëllefe musse separat ugefrot ginn. Et ass also vill Opwand fir de Betrib.

Et gëtt och eng Rei Aidë fir Innovatioun a Recherche, wat och gutt ass, mee de Fokus soll hei awer wierklech op der Nohaltegkeet leien. An et gëtt och nach soss verschidde Primmen, déi wierklech ze begréisse sinn. Ech denken un d'Installation des jeunes agriculteurs, dass déi steierfräi ass.

Wat d'Eco-schemes dann ugeet, also Primmen, op déi de Betrib ugewisen ass, wann e wëll de selwechte Montant u Primmen halen, wéi en et bis elo hat, do gëtt et zum Beispill d'Bäihëllef fir net produktiv Flächen, et gëtt och eng Primm fir Zwëschefriichten oder fir Zonen, déi manner geméit ginn. Et gëtt awer och Primmen zum Beispill, fir dass d'Mëscht séier erausbruecht gëtt oder fir de Verzicht op Pestiziden. An do stellt sech natierlech fir eis d'Fro, ob dat wierklech schonn ökologesch Reegelunge sinn oder ob dat einfach nëmme gutt landwirtschaftlech Praxis ass.

Allgemeng ginn och vill Detailer a Règlement-granducalle gekläert an do bleiwen och nach eng Rei Froen op.

Wat dann d'Definitioun vun dem Agriculteur actif ugeet, dee jo d'Konditioun ass, fir Aiden ze kréien, do gëtt et elo net méi einfach fir Quereinsteiger, déi nach keng Formatiounen hunn an der Landwirtschaft oder zwee Joer Beruffserfarung hunn, respektiv fir Betriber, déi mat klenge Surfacë schaffen. Ech wëll awer soen, dass mer grad och op Quereinsteiger ugewise sinn, allgemeng op jiddwereen ugewise sinn, dee wëll an der Landwirtschaft schaffen, an dass et do och e grousst Potenzial gëtt an dass mer et schued fannen, dass mer deenen et net esou einfach wéi méiglech maachen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zu menger Konklusioun: Dëst neit Agrargesetz gëtt de Baueren a Betriber Planungssécherheet, déi se brauchen, fir och an den nächste Jore kënne weiderzeschaffen. Et gëtt och e puer Verbesserungen, déi an déi richteg Richtung ginn. Mee et gëtt net dee Paradigmewiessel agelaut, fir de Secteur nohalteg op d'Zukunft opzestellen, och am Aklang mat aneren Zilsetzungen.

An deem Sënn ginn zum Beispill och déi ambitiéis Ziler vun der Koalitioun vum Biolandbau am Text negligéiert, grad wéi och de Fait, dass mir eng Landwirtschaft brauchen, déi méi mat onser Natur an Ëmwelt schafft, buedemgebonnen, fir dass mer manner Emissiounen hunn a mat manner negativem Impakt op Buedem a Waasser. An d'Fro vum Véibestand ..., also dass mer déi méi resolutt ugaange wären.

Mir kenne jo och déi dramatesch Realitéit vun der Biodiversitéit am Offeland, déi zum gréissten Deel op d'landwirtschaftlech Praxis zréckgeet. Dofir misste mir bedeitend méi naturno Strukturen an der Fläch kréien, ewéi dat am Moment mat dësem Text ze erwaarden ass.

Wa mir als Gréng d'Gesetz haut matstëmmen, da well mir de Baueren an den nächste Joren d'Aiden assuréiere mussen an et e puer Verbesserunge gëtt. Mee mir hätten ons méi erwaart an hunn ons och fir méi agesat.

D'Problemer kann een eeben net mat der selwechter Denkweis léisen, wéi se entstane sinn.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Ech wëll an deem Sënn awer och nach dovu profitéieren, fir der Rapportrice villmools Merci ze soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, grademéi och hir exzellent Presidence vun der Landwirtschaftskommissioun. Si huet sech wierklech ëmmer drëm beméit, fir alleguerten de Memberen entgéintzekommen. An dofir soen ech hir villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll domat ufänken, fir der Madamm Tess Burton en häerzleche Merci ze soe fir deen ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass villes do gesot ginn.

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, wat noutwendeg ass, fir datt eis landwirtschaftlech Betriber weider Ënnerstëtzung kréien, fir kënne weiderhin ze fonctionéieren.

Et muss ee wëssen, datt een de landwirtschaftleche Secteur net ka gläichsetze mat anere Wirtschaftszweiger. D'Akommes vun de landwirtschaftlechen Acteuren ass um europäeschen Niveau ronn 40 % méi niddreg, wéi dat an anere Wirtschaftsberäicher de Fall ass.

Doriwwer eraus ass d'landwirtschaftlech Produktioun méi onstabill wéi an anere Wirtschaftsberäicher. D'Klima- an d'Wiederverhältnisser spillen eng Roll a Mëssernte sinn net ausgeschloss. Do derbäi droe si och, wat ganz wichteg ass, zur Gestaltung vun eiser Natur bäi. Duerfir ass et un der Politick, derfir ze suergen, datt dës Acteure mat engem stabillen Akommes kënnen a musse rechnen.

Hei kënnt dann déi gemeinsam europäesch Agrarpolitick mat an d'Spill. Mir wëssen, datt déi lëtzebuergesch an europäesch Landwirtschaftspolitick staark ofhängeg ass vun de weltpoliteschen Entwécklungen. Duerfir begréisse mer prinzipiell, datt ee sech op europäeschem Niveau koordinéiert. Et muss ee wëssen, datt den Agrarbudget mat ronn 40 % vum gesamten EU-Haushalt dee gréisste Budgetsposten duerstellt. 22 Milliounе Mënsche schaffen europawäit an deem Secteur.

D'Haaptziler vun der gemeinsamer europäescher Agrarpolitick berouen op dräi Sailen: d'Ëmsetze vun dem europäesche Pacte vert, d'Ëmsetze vun der Strategie „Vum Haff op den Dësch" an d'Ëmsetze vun der Biodiversitéitsstrategie.

Och mat dësem Gesetz integréiere mir zum Deel europäesch Bestriewungen an nationaalt Recht. Mat der Manéier, wéi dëst Gesetz virgeet, fir eis Betriber ze ënnerstëtzen, kënne mer awer just deelweis zefridde sinn.

Als Éischt géife mer eis generell wënschen, datt déi europäesch Legislatioun manner rigid wär an de jeeweilege Gegeebenheeten op dem nationale Plang méi Rechnung géif droen.

Déi europäesch Agrarreglementatioun gëtt de Länner imposéiert. Dacks hu si ze mann Spillraum an ze wéineg Flexibilitéit an et muss ee jo och d'Villfalt oder d'Natur vun den eenzelne Regioune mat berücksichtegen.

Am Text, deen d'Richtlinn vun der gemeinsamer Agrarpolitick bis 2027 festleet, ass den Haaptakzent op dem Natur- an dem Klimaschutz. Dat weise ganz einfach d'Zuelen. 40 % vum Budget vun der gemeinsamer europäescher Agrarpolitick sinn dem Klimaschutz consacréiert.

Et ass dobäi ganz evident, datt mer all gäre gutt Klimaverhältnisser hätten. Eng gesond Natur, Aartevillfalt an Déierewuel sinn och héichzehalen.

Allerdéngs wënsche mir eis awer vun der europäescher Agrarpolitick, datt si virun allem dem Fait Rechnung dréit, datt mer eng gewësse Bevëlkerung mussen ernieren. Et kënnt engem heiansdo e bëssen esou vir, wéi wa mer aus den Ae verléieren, datt an der EU a grad och zu Lëtzebuerg ganz héichwäerteg Liewensmëttel produzéiert ginn, dëst no Krittären, déi elo scho ganz streng sinn, och fir déi konventionell Landwirtschaft. Esou ass et zum Beispill e Fakt, datt déi Lëtzebuerger Landwirtschaft staark ausgeriicht ass op d'Mëllechproduktioun. Hei kënne mer vun enger richteger Erfollegsgeschicht schwätzen. Den CO_2-Foussofdrock fir e Liter Mëllech ass zu Lëtzebuerg historesch niddreg.

Egal ob mer vun der Biolandwirtschaft oder vun der konventioneller Landwirtschaft schwätzen, eppes ass kloer: Klima- an Naturschutz geet just mat de Baueren – mateneen an net aneschters.

Iwwer 50 % vun de Flächen hei am Land sinn Dauergréngland a musse kultivéiert ginn, zum Deel och duerch eis Béischten, déi op deene Fläche weeden. Mee wat net allze vill bekannt ass: Och si droen zur Aartevillfalt bäi.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | D'Hale vu Béischten an d'Produktioun vun héichwäertege Fleeschwuere musse weiderhin hir Plaz zu Lëtzebuerg hunn. Eis Bauere schaffe jo scho säit Joerhonnerte mat der Natur zesummen an net géint d'Natur.

Et huet duerfir fir eis e schlechte Bäigeschmaach, wa mer a méi Texter, Gesetzer oder Direktiven, déi ausgeschafft ginn, de Bauer duerstellen als éischter e Klimasünder. Dat fanne mer net gutt an dat musse mer redigéieren (veuillez lire: rectifiéieren). Mir musse matenee schaffen.

An hei kann een och emol roueg Zuelen zur Hand huelen. Am Bericht „Die luxemburgische Landwirtschaft in Zahlen" aus dem Joer 2020 heescht et, datt d'Landwirtschaft en Undeel vu ronn 6,5 % vun der gesamter Zäregasemissioun zu Lëtzebuerg huet. 8 % vum gesamte Waasserverbrauch zu Lëtzebuerg geet op d'Landwirtschaft zréck, och dat e virbildleche Wäert, wann ee bedenkt, datt de Waasserverbrauch duerch net ofgerechent Waasser, zum Beispill duerch e Leck an der Leitung, souguer nach méi héich läit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll hei einfach an aller Däitlechkeet emol soen, datt eis Baueren, och déi konventionell Landwirtschaft, elo schonn am Hibléck op den Natur- a Klimaschutz eng absolutt virbildlech Roll spillen …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | … an all eise Respekt verdéngen.

(Interruption)

Eis landwirtschaftlech Acteure bréngen et färdeg, gesond an héichwäerteg Liewensmëttel ze produzéieren. Si maachen dat op eng nohalteg Manéier am Respekt vum Natur- an Déiereschutz. Dat solle mer klipp a kloer am Kapp behalen, ier mer eis Baueren ëmmer mat neien ideologesche Virschréften dirängelen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Une voix | Ganz richteg!

M. Jeff Engelen (ADR) | Duerfir si mer och dergéint, datt déi gemeinsam europäesch Agrarpolitick e Prozentsaz festleet, dee virschreift, wéi vill landwirtschaftlech Flächen no biologesche Krittäre bewirtschaft solle ginn. Als ADR hu mer eng kloer Positioun: D'Politick soll souwuel déi biologesch wéi och déi konventionell Landwirtschaft ënnerstëtzen an dobäi de Baueren e wierkleche Choix loosse fir dee Modell, fir dee si sech dann entscheeden. Dat hänkt jo och deelweis vum Maart of.

Et muss een och wëssen, datt an dësem Gesetz 25 % vun de Beträg, déi direkt un d'Acteuren ausbezuelt ginn, fir de Prinzipp vun den Éco-régimes reservéiert sinn. Duerch dës Éco-régimes verflichte sech d'Acteuren, d'Emissiounen ze reduzéieren an d'Biodiversitéit ze garantéieren. Mee dat huet och derzou gefouert, dass eis landwirtschaftlech Acteuren hei quasi ënner Generalverdacht stinn, net klima- an naturfeindlech ze agéieren. An et ass genau deen Tenor, dee mir net wëllen. Ech mengen, do musse mer all dru schaffen – ech hat et virdru gesot – an dat huet sech am Fong geholl wéi e roude Fuedem duerch dat ganzt Gesetz hei gezunn. Et hat e fade Bäigeschmaach an dat ass net gutt an dat ass net glécklech.

Mir setzen eis och derfir an, datt d'Baueren no baussen hi positiv duergestallt ginn. Et soll een also net urteelen iwwer eis Baueren, ouni hir Aarbecht ze verstoen an ze kennen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Et ass net fir näischt, datt vill Bauere bei Demonstratioune Pannoen op hiren Trakter gepecht hunn, wou drop stoung: „Si séien net, si ernten net, awer si wëssen alles besser!"

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Mir schléissen eis dowéinst och dem Avis vun der Landwirtschaftskummer un, déi alt erëm de feelenden Dialog beim Ausschaffe vun dësem Gesetz mat den Acteuren um Terrain bemängelt huet. De Prinzipp vum feelenden Dialog ass scho bal en Dauerbrenner an der Lëtzebuerger Landwirtschaftspolitick. Iwwer Joren hu sech Baueren, Wënzer, Gäertner driwwer beschwéiert, datt hir Erfarung um Terrain ze wéineg a kommend Gesetzestexter mat erafléisst. Eng Aktioun, déi letztendlech och zum Opstelle vun de grénge Kräizer mam roude Stiwwel gefouert huet.

Grad am Beräich vun der Landwirtschaft, ass den Dialog mat de Baueren, Gäertner a Wënzer den A an O. D'Erfarung um Terrain ass net duerch theoreetescht a bürokratescht Wëssen ze ersetzen. Wann ee wëllt eppes erreechen, muss een déi betraffe Leit mat an d'Boot huelen.

Iwwer eenzel Ziler vun der gemeinsamer europäescher Agrarpolitick kënne mer dann och nach de Kapp rëselen, zum Beispill iwwert de Geschlechterequiliber an der europäescher Landwirtschaft.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Dat huet an eisen Aen hei absolutt näischt verluer: Nieft de Männer kennen ech

perséinlech och vill engagéiert Fraen, déi sech mat Passioun fir hire landwirtschaftleche Betrib asetzen. Et hänkt also net um Geschlecht, wie sech fir d'Landwirtschaft begeeschtert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach zum Schluss, en Uleies unzegoen, dat och an den Avisen ugeschwat gouf a wou et ëm eis Wënzer geet. Hei gëtt beklot, datt d'Dispositiounen, notamment wat d'Notioun vum „Agriculteur actif" ugeet, am Hibléck op eis Wënzer e bësse schwammeg an onkloer wären. Mir wäre frou, wa mer an deem Sënn do e bësse méi eng kloer Stellungnam kréichen.

Mir stëmmen dësen Text mat, awer ouni grouss Begeeschterung. Eis landwirtschaftlech Acteure brauchen an engem schwéiere globale Kontext weiderhin all Ënnerstëtzung. Mir musse verhënneren, datt mer mussen Import maachen aus Drëttlänner, wou mer keen Afloss hunn op d'Qualitéitskrittären. Ech mengen, dat muss ee wëssen, an ech mengen, et ass ëmmer nach besser, mir hunn hei de Verzehr vun eisen eegene Wuere wéi vun auslänneschen, wou mer net wëssen, wat alles dran ass.

An da vläicht nach zum Schluss: Och an de Geneemegungsprozedure misst ee vläicht dat e bësse beschleunegen, well ech mengen, wann e Mënsch wëllt e Stall bauen, en Héngerstall zum Beispill, an e brauch dräi oder véier Joer fir eng Geneemegung, dat ass net glécklech. An ech mengen, do musse mer un de Prozedure schaffen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Et huet näischt mat Iech ze dinn, Här Minister, ech wëll dat ganz kloer soen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Dat huet mat Ärem … Et huet näischt mat Iech ze dinn. Dat wollt ech awer elo … Entschëllegt, et war net fir Iech gemengt, Här Minister. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'Landwirtschaft ass wéi wéineg aner Beräicher an eiser Gesellschaft betraff vun de villen Erausfuerderungen, déi sech eis stellen. Si zitt deementspriechend immens vill Konflikter op sech, déi och fir eis Gesellschaft matbestëmmend sinn. Si ass dowéinst engersäits enorm belaascht, anerersäits awer och e wichtege Beräich vum gesellschaftleche Wandel a Fortschrëtt.

Landwirtschaft erfëllt natierlech als Éischt emol déi essenziell Funktiouun vun der Iessensproduktioun an ass domat eng Bedingung fir d'mënschlech Existenz. Duerfir gëtt d'Aarbechtskraaft gebraucht, déi an der Landwirtschaft méi schlecht bezuelt ass wéi an deene meeschten anere Secteuren. Se brauch Land a steet domadder matten am Konflikt ronderëm den Accès zu Terrainen an engem Land, wou den Terrain enorm vill kascht. Si brauch Investitiounen an d'Produktiounskapazitéiten an ass domat op Kapital an d'Kapitalmäert ugewisen. Si ass e Spillball an de globaliséierten Handelsbezéiungen, déi derfir gesuergt hunn, dass d'Betriber wéineg Kontroll iwwer hir Präisser behalen a sech staark spezialiséiere musse fir ze iwwerliewen.

D'Landwirtschaft ass besonnesch staark betraff vun der Klimaveränneerung an d'Upassung un dës Veränneerung ass iwwerliewensnoutwendeg fir eis Betriber. Gläichzäiteg dréit d'Landwirtschaft zu der Klimaveränneerung bäi a biergt vill Potenzial bei der Reduzéierung vum Ausstouss. D'Landwirtschaft huet an der Déierenhaltung och d'Méiglechkeet, fir d'Déierewuel ze verbesseren. De Landwirt oder d'Landwirtin, si droen all dës Laaschten a Konflikter op hire Schëlleren, wa si hire Betrib féieren.

D'Politick kann hinnen dobäi hëllefen, déi richteg Decisiounen ze huelen an d'Landwirtschaft esou opzestellen, dass se mat deene villen Erausfuerderungen ëmgoe kann.

Här President, ech ginn elo op verschidden Aspekter vum Gesetzesprojet an, déi eis besonnesch wichteg sinn. E ganz zentraalt Element an deem Agrargesetz sinn déi verschidden Investitiounshëllefen, déi de Staat de Betriber zur Verfügung stellt. Et sinn dëst Hëllefe fir nei Ställ oder nei Maschinnen zum Beispill.

Positiv ass am neie Projet, datt elo ageschriwwe gëtt, dass bei deene ganz héije Montanten d'Betriber eng Analys iwwert d'Wirtschaftlechkeet, mee och iwwert den ekologeschen a sozialen Impakt musse maachen.

Dës Investitioune mussen och fir konventionell wirtschaftlech Betriber de Bionormen entspriechen. Mir wëssen awer och, dass vill Betriber an enger Investitiounsfal hänken. Als Betrib muss du erapompelen, dech moderniséieren, oder du muss wäichen. Den Investitiounsdrock ass eng logesch Folleg vum Konkurrenz- a Spezialiséierungsdrock, deen et an der europäescher Landwirtschaft gëtt. A wann déi héich Investitioune bis gemaach sinn, da muss de Betrib weider an déi ageschloe Richtung goen, se souguer nach forcéieren, fir kënnen ze iwwerliewen.

Mir stellen d'Investitiounshëllefen u sech natierlech net a Fro, froen eis awer, ob se net méi staark eng Diversifizéierung vun de Betriber misste subventionéieren, dat och virum Hannergrond vun de Mesüren, déi eng Reduktioun vum Véibestand zum Zil sollen hunn. Geneesou missten Investitiounshëllefen och un d'Déierewuel gekoppelt sinn.

Wann ech vun der Investitiounsfal schwätzen, dann hänkt natierlech d'Viabilitéit vun de Betriber mat hannendrun. Wa Betriber sech ëmstelle wëllen, mee dat net kënnen, well se an engem Rentabilitéitszwang stiechen, dann ass dat sécherlech fir iwwerhaapt kee förderlech. Dofir schéngt et eis interessant ze sinn, fir iwwer e gesécherten Desendettement fir Betriber nozedenken, déi sech fir eng Rekonversioun an d'Biolandschaft entscheeden.

Här President, eng Limitt fir d'Vergréisserung an d'Intensivéierung op der Fläch gëtt jo mat dësem Gesetz agefouert. D'Betriber, déi hire Véibestand iwwer e gewëssene Seuil erhéije wëllen, brauchen an Zukunft eng Autorisatioun op Grondlag vun enger Préiwung vum Betrib. Ab enger gewëssener Gréisst soll et da guer keng Autorisatioune méi ginn.

Dës Neierung am Gesetz als Deel vun der Äntwert op déi vill ze héich Ammoniakemissiounen huet jo fir vill, deelweis hëtzeg, Debatte gesuergt. Mir kënnen deels mat dëser Léisung hei liewen, bedaueren awer, dass déi betriblech Préiwung a Berodung, déi Ëmwelt- wéi wirtschaftlech Aspekter beliichten, net fir all Betrib noutwendeg sinn. Mee mir hunn awer och d'Erklärungen dofir geliwwert kritt.

Esou eng Gesamterfaassung hätt nämlech direkt eng Rei Virdeeler bruecht, besonnesch natierlech och, fir verschidden Zilsetzunge mat Zuelen an Entwécklunge kënne méi konkreet ze maachen.

Donieft – an dat ass awer och wichteg – ass jo net eleng d'Zuel vun de Béischte relevant, mee och, wéi se gehale sinn, wéi d'Närstoffbilanzen am Betrib sinn an esou virun. Wann all Betrib e Bilan maache kéint oder misst, kéint een och do geziilt weider Verbesserungen erzilen. A mir hoffe wierklech, datt dat fir d'Zukunft esou kann agefouert ginn.

Mee doriwwer eraus geet déi proposéiert Mesür am Gesetz awer net duer, fir d'Ammoniakemissioune staark genuch ze reduzéieren. Et ass kloer, datt d'Zuel vun de Béischte pro Hektar Fläch dofir méi staark muss falen an net just stagnéiere kann. Esou eng Entwécklung ass och méiglech. Mee da mussen d'Landwierten déi Leeschtung, déi se fir d'Ëmwelt an d'Klima am Interessi vun der Gesellschaft maachen, och entlount kréien, soss ass dat net méiglech.

Et ass zwar eng Mesür virgesinn an den Agrarëmwelt- a Klimamoossnamen, fir d'Reduktioun vum Véibestand ze kompenséieren, mee mir mengen, dass dee Betrag net héich genuch ass par rapport zu engem Ertrag, deen eng Mëllechkou pro Joer abréngt. Dat hänkt jo dann och vum Mëllechpräis of, an, wéi gesot, Betriber, déi sech an engem Invest engagéiert hunn an d'Infrastruktur fir e gewëssene Véibestand opgebaut hunn, wäerte sech schwéierdoen, fir dësen Deal anzegoen.

Här President, wichteg an eisen Aen ass virun allem d'Ënnerstëtzung fir kleng a mëttel Landwirtschaftsbetriber. Mir wëssen, datt se iwwer Joerzéngte massiv zréckgaange sinn. D'europäesch Agrarpolitick férdert en plus dës Tendenz, wärend d'EU-Kommissioun mat hirer Strategie „Farm to Fork" jo awer eigentlech och d'Stäerkung vun de klenge Betriber viséiert. D'EU ass e schizophreent Konstrukt an dësem Fall hei.

Am neie Gesetzestext steet elo eng ëmverdeelend Hëllef fir Kleng- a Mëttelbetriber, déi pro Hektar berechent bis op eng Fläch vu 70 Hektar ausbezuelt gëtt. Staark ëmverdeelend ass dës Hëllef awer net a mir hätten eis hei méi eng staark Progressioun gewënscht. Well den Iwwerbau vun der europäescher Agrarpolitick grouss Betriber bevirdeelegt, fäerte mir, datt dës Ëmverdeelungsprimm esou no an no verpufft.

Déi ganz zentral Fro, déi mir mat drunhänken, ass och déi vun der Entlounung, déi e Landwiert vun enger klenger oder mëttelgrousser Exploitatioun kann hunn. Mir mengen, datt d'Landwierte vill méi staark an hirer duerchaus nach auszebauender Roll als Naturschützer sollten entlount ginn. D'Kopplung vun der sozialer a wirtschaftlecher Ofsécherung vum Landwiert a sengem Betrib un den Erhalt an d'Stäerkung vun der Aartevillfalt an den natierleche Ressourcen hätt an eisen Aen e puer entscheedend Virdeeler: D'gesellschaftlech Unerkennung fir d'Landwierte géif eropgoen, d'Akommessituatioun vun de Betriber géif sech verbesseren an doduerch kéinte mer d'Betribsstierwen och stoppen.

Mir kéinte moossbar Fortschrëtter bei Ëmwelt- a Ressourcëschutz realiséieren. An net zulescht kéim och d'Verbindung tëscht der sozialer an der ekologescher Fro an der Persoun vum Bauer kloer ervir.

Bei den Eco-schemes an der éischter Sail an den Ëmwelt- a Klimamoossnamen an der zweeter Sail stinn eng Partie Mesüren dran, déi duerchaus an enger méi breeder Konditionalitéit kéinten opgeholl ginn, déi da géife qualifizéiere fir méi héich Basisprimmen.

Bei den Eco-schemes huet sech de Minister net allze ambitiéis gewisen, weeder bei den do agesatene Montanten – et ass de Minimum vun der EU – nach beim Choix vun de Mesüren, déi e Betrib all Joer kann ëmsetzen, déi deelweis och belibeg ausgewielt wierken.

Wann een hei kuckt, wat e Betrib ka maachen a wat e sënnvollerweis och maache sollt, kënnt ënnert dem Strëch keng zolidd Akommenssécherung zustan. Deels gëtt a verschiddenen Avisen och bemängelt, datt et sech ekonomesch éischter loune kann, fir verschidde Mesüren einfach net ze maachen.

D'Iddi vun der Gemeinwohl-Primm, also d'finanziell Honoréierung vun der Aarbecht, déi e Landwiert leeschte ka beim Erhalt vun ëffentleche Gidder am Interessi vun der Allgemengheet, fanne mir dofir prinzipiell och gutt.

Eng Ëmfro, déi den Oekozenter an d'Jongbauere rezent bei de Bauerebetriber gemaach hunn, weist jo och ganz däitlech, datt déi meescht Betriber sech staark mat ekologesche Froe befaassen a Bereetschaft hunn, méi fir Ëmwelt- a Ressourcëschutz ze maachen. Si musse just d'Méiglechkeet dofir kréien.

Här President, ofschléissend nach e Wuert zu der biologescher Landwirtschaft: D'Zilsetzung vum PAN-Bio war et jo, bis 2025 20 % vun der Fläch biologesch ze bewirtschaften. Säit 2018 ass dësen Undeel awer just ganz liicht geklommen op haut zirka 7 %. Fortschrëtt gesäit anescht aus. De PAN-Bio ass natierlech Géigestand vun dësem Gesetz hei, mee vu dass de PAN-Bio esou onwierksam war bis haut, muss gekuckt ginn, awéifern d'Hëllefe fir d'Biobetriber an d'Rekonversioun vu Betriber besser ënnerstëtzt kënne ginn. Et kann net sinn, datt Biobetriber, déi dat, wat mir als Aarbecht fir d'Gemeinwohl bezeechnen – also zum Schutz vun de Biedem, vum Waasser an der Aartevillfalt an och am Déiereschutz –, schonn haut leeschten, sech wirtschaftlech net genuch rentéiere géigeniwwer vu konventionelle Betriber.

D'Biobauere soe jo selwer, datt et sech eigentlech net méi rentéiert, fir den Ëmstig ze maachen, wann et net déi néideg finanziell Hëllefe gëtt. Säit d'Deierecht explodéiert ass, hunn d'Biobetriber natierlech nach e weidere Problem: d'Ofsazméiglechkeeten, well d'Demande fir d'Bioprodukter zréckgaangen ass.

Déi nei Ausriichtung vu Restopolis a Saache Beschafung an Organisatioun vun de Kantinne kann hei sécherlech hëllefe fir en neie grousse Marché fir biologesch a regional Produkter – à voir.

Mee doriwwer eraus mussen d'Vermaartungsstrukture fir biologesch Produkter méi staark ënnerstëtzt ginn.

Här President, mir hu ganz laang misse waarden op dëst Gesetz a sinn elo am Drock, fir dat nach virun der Summerpaus ze stëmmen, fir datt eis Landwirtschaft weider e legale Kader huet fir hir finanziell Ënnerstëtzung, op déi se esou staark ugewisen ass.

D'Gesetz ass fir eis net iwwerzeegend. Et huet punktuell Verbesserungen, mee et léist keng vun den zentrale Froen, adresséiert déi vill Erausfuerderungen, déi ech agangs opgezielt hunn, och héchstens marginal. Et ass kee ganz grousse Worf, mee mir wäerten et awer matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir d'éischt merci dem Tess Burton fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Haut diskutéiere mer iwwer e Gesetz, wat déi lescht Méint fir vill Diskussiounen am Land bei de Landwierte gesuergt huet. D'Gesetz baséiert am Fong op der Reform vum europäeschen Agrikulturpakt, dee sech vun 2023 bis 2027 zum Zil gesat huet, fir d'Landwirtschaft méi nohalteg ze maachen. Nohalteg, dat bedeit fir eis, méi klimaneutral an am Respekt mat der Ëmwelt, dem Déiereschutz an den natierleche Ressourcen.

An eisen Ae bedeit Nohaltegkeet och, dass mer ewechkomme vun enger Véizuucht, wou d'Déier just als Profittobjet fir d'Produktioun vu Fleesch gesi gëtt. Déi Moossnam, déi wuel am meeschten diskutéiert a kritiséiert gouf, ass d'Deckelung op der Zuel vun den Déieren, déi dierfen an engem Véizuuchtbetrib gehale ginn. D'Betriber solle maximal nach 200 Ranner hale kënnen.

Aus engem Déiereschutzgedanken eraus gesäit eng Reduzéierung vum Véibestand op den éischte Bléck no enger Verbesserung fir d'Déierewuel aus, well ee jo mengt, dass da fir all Déier méi Plaz op engem Bauerenhaff ass. Mee esou einfach ass dat dann awer och net an et wär och an der Realitéit net esou gewiescht.

En Deckel um Véibestand seet nach laang näischt iwwert d'Déierewuel ass. An d'Déierewuel ass et, wat eis als Déiereschutzpartei wichteg ass. Hei brauch een an eisen Ae ganz kloer Krittären, déi derfir suergen, dass d'Déieren aartgerecht gehale ginn.

D'Deckelung gëtt dann och als Ëmweltschutzmoossnam duergestallt. Dat kléngt u sech jo och gutt, just dass d'Unzuel un theoreeteschen Aarbechtskräften, d'Unzuel un Déieren oder d'Gréisst vum Betrib net wierklech eppes doriwwer ausseet, ob e Betrib a puncto Ëmweltschutz gutt oder schlecht opgestallt ass.

Dee proposéierte Monitoringsystem ass fir eis elo mol en Iwwergangskompromëss, deen an Zukunft awer weider muss analyséiert ginn. Et ass awer fir eis och ganz kritesch, wéi de Ministère hei wëllt an d'Betriber agräifen. A kengem anere Wirtschaftssecteur gëtt esou direkt an d'Betriber agegraff. No laangem Hin an Hier ass déi aktuell Versioun vum Deckel wuel éischter, nenne mer et „soft", an et bleift ofzewaarden, wéi vill Betriber elo tatsächlech wäerten dovunner betraff sinn. Mat der aktueller Léisung kënne mir awer wuel liewen.

Ech wëll dann nach e puer Wuert zu der biologescher Landwirtschaft soen. E grousst Zil vun eisem Land sollt et jo sinn, dass mer bis 2050 op 100 % biologesch Landwirtschaft kommen. Biologesch Landwirtschaft, dat bedeit, naturgebonnen ze schaffen, ouni dass een der Chimieindustrie d'Feld iwwerléisst – manner Quantitéiten, dofir méi Qualitéit.

Mir Piraten mengen, dass Lëtzebuerg u sech eng gutt Plaz wier, fir als Virreider ganz Europa ze weisen, wéi et mat der Biolandwirtschaft geet. Leider gouf dëst Zil net erreecht, a wa mer héieren, dass de Marché net do ass, da musse mer nach eng Kéier mat eiser Iddi kommen, déi mer schonn zënter 2018 vertrieden, fir un der Steierschrauf op de Bioproduiten ze dréien a se einfach TVA-fräi ze maachen, fir de Konsum no vir ze bréngen.

Grad eis méi kleng Gréisst an déi net grouss Unzuel u landwirtschaftleche Betriber géifen et eis erméiglechen, an enger enker Zesummenaarbecht a Kooperatioun mat de Betriber déi beschtméiglech Weeër auszeschaffen, fir op eng méi grouss Biolandwirtschaft ze kommen.

An ech betounen hei d'Wuert „Zesummenaarbecht", well mir musse mat de Betriber zesumme schaffen, amplaz hinne vun uewen erof just Reegelen opzëerleeën, déi vläicht guer net an hire Betriber fonctionéieren.

De Verloscht vun nach méi Betriber ass nämlech weeder wënschenswäert nach de richtege Wee. Ech widderhuelen, wat ech a menger Ried vum Januar scho sot: Et wär illusoresch ze mengen, Lëtzebuerg kéint sech zu 100 % selwer mat Liewensmëttel versuergen. Dofir ass eist Land ze kleng a mir hunn net dat richtegt Klima. Trotzdeem ass nach ganz vill ongenotzent Potenzial do. Grad beim Geméis- an Uebstbau sti mir ganz schlecht do.

Duerch d'Erlabe vun Zärentunnelle goufen zwar déi éischt Schrëtt gemaach, mee mir Piraten wëllen do nach méi wäit goen, an zwar iwwert de Wee vun héich effizienten Zären. Et gëtt am Ausland elo schonn esou Zären, déi extreem effizient an ëmweltfrëndlech fonctionéieren, andeem si mat engem zouene Waassersystem schaffen, deen dat selwecht Waasser ëmmer nees benotzt. Dës kéinten och hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn, zum Beispill an der Géigend vun Industriezonen oder Industriesitten, wou vill Wäermt entsteet.

Mir dierfen hei dem technologesche Fortschrëtt net hannendrunhinken. Dat kascht natierlech vill Geld, dat gi mer och gären zou, mee duerch genuch staatlech Ënnerstëtzung kéint een hei eng effizient biologesch, quantitativ a qualitativ héichwäerteg Produktioun kréien. D'Landwierten an d'Entrepreneure brauchen och eng Planungssécherheet.

An d'Landwirtschaft brauch dofir och méi Hëllef vum Staat. Déi aktuell Moossname gi fir eis net duer. Dat gesi mer jo, wa mer kucken, wéi niddreg d'Ëmstellung op Bio an deene leschte Jore war. Wann ech eleng kucken, wéi sech de Budget bei dem Landwirtschaftsministère iwwert déi lescht sechs Joer entwéckelt huet, da musse mer hei eng kräfteg Schëpp bäileeën. Virun allem musse mer de Baueren den Accès op Kreditter vereinfachen oder Hëllefen direkt ausbezuelen an net eréischt, nodeems d'Investitioune gemaach goufen. Well d'Hëllefe kritt ee jo eréischt, wann een noweise kann, dass een d'Suen och ausginn huet. Dofir brauch een d'Suen awer fir d'éischt emol.

Des Weidere muss onbedéngt gekuckt ginn, fir de Bauere keng bürokratesch Steng an de Wee ze leëen. Mir si berouegt (veuillez lire: besuergt) iwwert déi Definitioun vum Agriculteur actif, wéi d'Chambre de Commerce et och an hirem Avis schreift.

Et wier gutt, wann de Minister heibannen och nach eng Kéier kéint bestätegen, dass d'Wënzer, déi hir Wéngerte selwer bewirtschaften, weider kënne vun den Hëllefe profitéieren. Dat war e Commentaire, deen am Avis vun der Chambre de Commerce opgeworf ginn ass.

Des Weidere géif ech mer och nach wënschen, dass den Hëllefskatalog fir Subside méi einfach a verständlech wär. Eng zentral Internetsäit, wou all Landwiert einfach duerch d'Kategorië kéint klicken, seng Demanden ausfëllen an eraschécken, a souguer mat engem agebaute Rechner direkt seng Hëllefen ausrechne kéint, ouni vill Gesetzer mussen ze liesen, dat wär eng Propos, déi mir hätten. An domadder wär sécherlech villen Acteuren an der Landwirtschaft gehollef.

Dat gesot, Här President, an trotz deene puer Kritiken: Dat heiten ass e Gesetz, wat op de richtege Wee geet, wa leider och e bësse méi lues, wéi mir dat gäre gehat hätten. Dofir stëmme mir dat haut mat.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi lescht ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „mir diskutéieren haut en Agrargesetz vun de verpasste Chancen", huet d'Martine Hansen gesot.

D'Baueren an d'Wënzer hunn awer net méi vill Chancen, déi se verpassen däerfen. Ech wëll spezifesch op de Wäibau als zweetwichtegsten Zweig vum Agrarsecteur agoen a gläich virewech der Rapporterin a Presidentin Madamm Burton fir hire Rapport Merci soen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt am Wäibau nach just 43 Betribsinhaber ënner 40 Joer. Den

Exodus aus dem Wënzerberuff muss gestoppt ginn, grad ewéi d'Erofgoe vun der Wéngertsfläch, déi domadder zesummenhänkt. Dëst Gesetz dréit net do derzou bäi.

En Agrargesetz muss Weiche stelle fir eng Siwejoresperiod. Ëmsou méi muss et och Zukunftsperspektive bidden. An dofir muss och fréi ugefaange ginn, de Beruff ze consultéieren. Och bei de Wënzer ass deen Dialog eréischt nom Text ugaangen. D'Martine Hansen ass dorobber agaangen.

Am Agrargesetz ass souwisou net esou vill dra fir d'Wënzer. Et hätt een awer kënne probéieren, e besseren Ausgläich ze fannen. Zum Beispill, wann déi nei Landschaftsfleegeprimmen – elo heesche se Förderprimme fir den Astig an en nohaltegen an ëmweltfrëndleche Wäibau – op den Hektar eropgesat géife ginn; esou gëtt dat awer keen insgesamt ganz héije Betrag.

Hätt ee sech vläicht sollen iwwerleeën, méi en héije Jeton fir d'Wéngerten anzeféieren? En Hektar Land an en Hektar Wéngert ass jo net dat selwecht. An d'Hektarzuel pro Betrib am Wäibau ass net dat selwecht wéi an der Landwirtschaft.

(Interruption)

D'Ëmstrukturéierungsprimm, fir Wéngerten an Zorten ëmzestellen: Déi géif anscheinend vun elo un erofgoen. Et freet ee sech, firwat, wou et dach ëmmer heescht, d'Wënzer missten aner Zorten usetze wéinst dem Klimawandel. Wéi solle mer dat elo verstoen?

Iterativ hat d'CSV dat scho monéiert an der Vergaangenheet, awer trotzdeem bleift eng limitativ Maschinelëscht bestoen. Wéi soll esou der Innovatioun an dem technesche Fortschrëtt fir méi Ëmwelt-, Buedem- a Waasserschutz zum Beispill Rechnung gedroe kënne ginn? Bei enger figéierter Lëscht kann net séier a flexibel reagéiert ginn.

Bei d'Eenheetspräisser: Wa se dann net indexéiert sinn, esou misste se awer op d'mannst sporadesch ugepasst ginn, well d'Präisser variéiere vill a séier, awer d'Referenzpräisser, déi souwisou schonn ze déif ugesat sinn, ziele fir fënnef bis siwe Joer.

Do stinn och e puer Inkohärenzen dran. Firwat ass et zum Beispill fir eng „Cave à vins", wéi do steet, e manner héijen Eenheetskubikmeterpräis wéi bei enger Scheier oder Hangar? Dat verstinn ech net richteg, grad esou, firwat de Kubikmetereenheetspräis fir en „Hangar pour matériel apicole" duebel esou héich ass wéi bei deenen aneren Hangaren. Vläicht kënnt Der eis dat erklären, wou do d'Ënnerscheeder sinn. Ech gesi jiddefalls keng. Ech gesi se just an der Berechnung vun den Eenheetspräisser, déi ganz, ganz grouss do variéieren.

Bon, fir d'Hangaren an Ateliere ginn et souwisou nëmmen nach just 30 % amplaz 40 % bäi. Dat ass eis och net ganz stéchhalteg erkläert ginn.

Mat deene puer Beispiller, an ech kéint awer och nach anerer soen, gesäit een: Et ass eebe manner fir d'Wënzer an dësem Gesetz dran.

Ech mengen, bei der Berodung hätt een och am Wäibau kënnen eppes aneres maachen, well do wär eng ganzheetlech Berodung vun de Betriber vu groussem Notzen – jo, Wichtegkeet, wéi d'Martine Hansen se virdru fir d'Landwirtschaft duergeluecht huet. Hei bräicht ee se am Wéngert, am Keller, an der Betribsféierung.

D'Tatsaach ass, datt d'Berodungsmoduler, esou wéi se elo virgesi sinn a wéi se schonn am leschten Agrargesetz geännert waren, deenen Erausfuerderungen net Rechnung droen. De Wënzerbetriber an der Nohaltegkeet ass domadder jiddefalls keen Déngscht geleescht.

De Familljebetrib soll jo awer weiderhin de Modell si fir eis Betriber – also: alles, ausser woufir an dësem Gesetz d'Dieren dann nei opgemaach ginn –, dann ass jo eng ganzheetlech an ausserbetriblech Berodung ëmsou méi wichteg, fir hinne virunzehëllefen.

D'Berodung kéint och bei der Betribsiwwernam vun engem jonke Wënzer besser a méi individuell gestalt ginn iwwert d'Installéierungsprimm eraus, déi an dësem Gesetz nei gestaffelt an och eropgesat gëtt, wat bei den haitege Präisser och net vu Muttwëll an ze begréissen ass.

À propos: d'Definitioun vum aktive Bauer respektiv Wënzer. Dir sidd, Här Minister, ganz houfreg op Är Léisung vun der 72-Joer-Grenz fir d'Pensioun, mee dat wäert an der Praxis net opgoen.

Am Wäibau kritt dat allerdéngs eng ganz aner Bedeitung, well et éischtens ëmmer manner Wënzer gëtt a well zweetens awer d'Wéngertsfläch zesummenhänkend erhale gi muss. An dat gëtt ëmmer manner garantéiert, dat ass aneschters wéi an der Landwirtschaft. Och hei ass der Spezifissitéit vum Wäibausecteur net Rechnung gedroe ginn an alles iwwer ee Kamm geschäert ginn.

Et mécht och kee Sënn bei der RAK-Primm, der biologescher Schädlingsbekämpfung, wou doduerch keen Insektizid méi gesprëtzt brauch ze ginn am Wéngert. Dofir muss awer groussfläcneg an zesummenhängend matgemaach gi bei deem Programm ouni ënnerbrache Parzellen! An dofir brauche mir d'Matmaache vun alle Wënzer, déi Wéngerte maachen, och déi, déi dat nach an der Pensioun maachen, soss ass der Ëmwelt e Bärendéngscht geleescht. An dofir brauche mir all d'Wënzer aus allen dräi Gruppementer: Genossenschaft, Privatwënzer, Händler.

An dësem Kontext muss ech och bedaueren, datt, fir déi richteg Rechtssécherheet ze hunn, keen Amendement gemaach ginn ass, fir déi haut bestoend Situatioun vum Wäinhandel kloerzestellen. Är Interpretatioun, Här Minister, ass fir mech „extra legem" an ech si mer net sécher, datt déi enger geriichtlecher Beanstandung standhale géif. Ech kann nëmmen hoffen, datt et net bis dohinner kënnt.

Fazit: Am Wäibau bréngt Är Definitioun vum aktive Bauer a Wënzer insgesamt e Réckschrëtt. An dobäi gëtt et nëmmen nach knapps 250 Wënzerbetriber. Duebel esou vill Wënzer sinn iwwer 60 Joer, wéi Wënzer ënner 40 Joer sinn. Et gëtt nëmmen nach 43 Betribsinhaber ënner 40 Joer. Hu mir also geschwënn net méi genuch Wënzer?

D'Wënzer brauchen deemno Perspektiven. Kréie se där awer genuch mat dësem Gesetz?

Dat neit Agrargesetz kënnt also zu engem kruziale Moment, well en Agrargesetz soll jo Ëmweltschutz a Biodiversitéit stäerken, d'Wettbewerbsfäegkeet an d'Weiderbestoe vun de Betriber ënnerstëtzen, de Wëssenstransfert an d'Innovatioun encouragéieren. An do geet et net duer mat „weniger ist mehr".

D'CSV fënnt dofir och, datt Investitiounen am Ëmweltberäich spezifesch gefërdert sollte ginn, well den Ëmweltschutz an d'Biodiversitéit sinn de Wënzer wichteg, egal ob se biologesch oder integréiert bewirtschaften.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der Musel muss de Wäibau fir Familljebetriber méiglech bleiwen, net datt nëmmen nach grouss Betriber oder Betriber mat auslänneschem Kapitel sech et souwuel organisatoresch wéi finanziell leeschte kënnen, fir Wäibau ze bedreiwen.

Bei 43 Liter Wäin, déi zu Lëtzebuerg op de Kapp konsuméiert ginn an der Moyenne an an der Statistik, do sinn nëmmen 9 Liter Lëtzebuerger Wäin, nëmmen 9 Liter Wäi vun eiser Musel! Dat sinn nëmmen 20 %!

Et ass also op ville Fronten Handlungsbedarf. Beim Agrargesetz hätt een ufänke kënnen, well ouni Perspektive kënne mir keng Jonker encouragéieren, fir de Wee vum schéine Beruff vum Wënzer anzeschloen a fir e Betrib ze iwwerhuelen, an dat, wou souwisou scho genuch administrativ Schwieregkeete bestinn, fir de Betribsalldag ze meeschteren.

Déi jonk Wënzer hu Passioun. Si brauche Perspektiven. Si brauchen en zukunftsfäege Wäibausecteur, keen, deen an der Kris ass, mee een, deen hinnen d'Iwwerliewen erméiglecht. Soss ass de Wäibau op der Musel mat senge Kulturlandschaften, mat sengen Aarbechtsplazen, mat sengen Ureizer fir den Tourismus iwwer kuerz oder manner laang a Gefoer.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen de Wënzer an dem Wäibau zu Lëtzebuerg eng Zukunft ginn. D'Agrargesetz kéint do méi maachen. Et ass net dee gréisste Worf, et muss awer elo a Kraaft trieden, fir datt d'Wënzer an d'Bauere plange kënnen a wëssen, wou se dru sinn.

D'CSV besteet jiddefalls drop, datt d'Gesetz mat sengen Ausféierungsreglementer no kuerzer Zäit evaluéiert gëtt, wat seng Praktikabilitéit an Uwendung ugeet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An domatt ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss.

An de Landwirtschaftsminister, de Claude Haagen, kritt d'Wuert. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären ufänken, fir jiddwerengem Merci ze soe fir déi verschidde Remarken, Observatiounen a Kriticken zu dësem neien Agrargesetz. Och e Merci vu mir direkt, bei deene sëllege Chamberskommissiounen, wou Froe komm sinn a wou mer, denken ech, och als Ministère op de Gros vun deene Froen agaange sinn. A wa Froen do waren, krut Der och ëmmer eng Äntwert drop, vläicht net direkt, awer dann déi Seance duerno.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dofir och e ganz grousse Merci un d'Madamm Burton fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport an och fir déi ganz Leedung um Niveau vun der Kommissioun fir dat neit Agrargesetz.

Verschidden Artikelen aus dem neie Landwirtschaftsgesetz sinn ugeklongen. Ech wäert dorobber kuerz agoen. Ech géif och gären ufänke mam Agriculteur actif, dee vill diskutéiert ginn ass. Ech ginn zum Schluss – ech hoffen, dass ech dann nach Zäit kréien oder Zäit hunn – op déi verschidde Froen an.

Ech wëll soen, datt den Agriculteur actif am Fong och duerch d'Bréisseler Reglementatioun agefouert ginn ass – dat kann een elo gutt fannen, schlecht fannen, dat ass ee Fait – an datt dëst een allgemengen Eligibilitéitskrittär fir d'Flächeprimmen an och fir d'Investitiounsaiden an de Betriber ass.

Bon, et steet dran am Gesetz, datt nëmmen déi Betriber, déi eng Mindestfläch vun 3 Hektar, 50 Ar Pepinière, 30 Ar Uebstbau, 25 Ar Geméisbau oder 10 Ar Wäibau hunn, a gläichzäiteg vun enger Personne physique, an dat ass wichteg, geleet ginn, déi net pensionéiert ass, eng Mindestausbildung CATP oder driwwer – ech kommen herno op d'Fro vum Här Graas nach zréck – am landwirtschaftleche Beräich

huet, oder awer eng aner Ausbildung vum selwechten Niveau plus zwee Joer Beruffserfarung an der Landwirtschaft huet an als Indépendant agricole an der Gesondheetskeess agestuuft ass, an Zukunft kënnen un déi Aiden aus der PAC kommen.

Ech wëll direkt soen …, d'Virriednerin huet uklénge gelooss, datt gesot ginn ass, datt ech op meng Léisung mat 72 Joer esou stolz sinn. Ech muss Iech soen: Ech hunn déi 72 Joer iwwerhaapt net proposéiert! Dat ass de Beruff selwer, d'Landwirtschaftskummer, déi mat där Propos komm ass, well d'Landwirtschaftskummer dat an hirem Avis – an dat ass jo deen Avis, deen Der gelies hutt, deen éischten Avis – den Term vun de Pensionnairen agefouert huet. Deen ass also net vum Ministère komm, just fir dat eng Kéier kloerzestellen. Wat elo net weider schlëmm ass. Ech fannen, wann de Beruff dat esou wënscht, dann ass et och, fir dat ze respektéieren, mat alleguerten deene Remarken, déi ugeklonge sinn.

Bei enger Personne morale, an dat ass och wichteg, muss …

Mme Octavie Modert (CSV) | Ech hu spezifesch vum Wäibau geschwat!

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | … op d'mannst een Associé vun der Societéit d'Konditiounen erfëllen, déi ech elo virdru genannt hunn. An et ass och eng Iwwergangszäit virgesi fir déi Pensionnairen, déi elo schonn am System sinn, déi bleiwe bis 72 Joer, dat hunn ech elo grad gesot, eligibel. Och dat ass eng Propos vun der Kummer, déi natierlech mat dem Ministère och zesummen ausgeschafft ginn ass an och dann an d'Gesetz erakomm ass.

D'Formatiounsverflichtung gëllt fir nei Betriber, dat ass och wichteg, respektiv fir d'Betribsleiter. An do ass och eng Période transitoire virgesi vun 2025 un.

Dëst, an dat wëll ech awer kloer soen, entsprécht dem Wonsch vum Beruff, fir d'Aidë méi geziilt op déi Betriber ze orientéieren, déi eng reell ekonomesch Aktivitéit an der Landwirtschaft wëllen hunn an dëst net nëmmen als Hobby ugesinn. Och dat ass eng Reflexioun, déi vum Beruff kënnt an déi ech och kann deelen. Ech weess, datt dat zu Diskussioune féiert mat Leit, déi als Seiteneinsteiger intituléiert ginn. Mee do hu mer a am neien Agrargesetz, wat mer haut zum Vott stellen, och Méiglechkeeten, fir an d'Innovatioun eranzegoen.

Mir sinn och amgaang, dat wëll ech direkt am Ufank soen, fir eng Léisung ze fanne fir déi Problematik, déi ugeschwat ginn ass um Niveau vum Wäinhandel. Wann ech dat nach richteg am Kapp hunn, sinn et, mengen ech, fënnef Entreprisen, déi concernéiert sinn. Dat wäerte mer maachen. Do ware gëscht déi éischt Diskussioune mat der Sécurité sociale, déi schonn ugefaangen hunn. Och do ass et mer net baang, datt mer do eng Léisung fannen, déi am Interêt vu jiddwerengem ass.

D'Beschäftegungsinitiativen, déi ugeschwat gi sinn: Do ass et esou, datt och Beschäftegungsinitiativen – dat wëll ech awer hei eng Kéier kloer soen – an de Genoss komme vun deem Agrargesetz, wa se een Agriculteur actif hunn, deen Terrainen zur Verfügung stellt. Dann ass dat net ausgeschloss. Dat ass just net d'Kompetenz vum Landwirtschaftsministère, mee vum Ministère du Travail, wéi dat Ganzt dann organiséiert gëtt. Och dat gesi mer haut schonn.

Da wëll ech op déi verschidden Artikele 6 bis 9 am neien Agrargesetz kommen. An do ass dermadder verbonnen, datt Lëtzebuerg sech als Zil ginn huet, seng Ammoniakemissioune bis 2030 ëm 20 % par rapport zu 2005 ze reduzéieren. Och deen Datum vun 2005 gëtt oft diskutéiert an a Fro gestallt. Bon, mir sinn 2023, ech gleewen net, datt mer den Datum vun 2005 elo nach geännert kréien. Et ass eebe vun do aus, wou d'Analys gemaach gëtt. Dat kënne mer gutt fannen, dat kënne mer schlecht fannen, dat kënne mer actuellement op jidde Fall net änneren.

A wann ech d'Ammoniakemissioune kucken: 2020 louche mer bei 6 % an duerno bei ronn plus 8 %. Mir mussen an eng Diminutioun goen, dann ass et vläicht déi falsch Richtung, déi mer ageschloen hunn, an dofir musse mer och …, an dat ass kloer, datt eppes huet misse geschéien. Bon, datt dat am Ufank zu groussen Diskussioune gefouert huet, däers sinn ech mer 100%eg bewosst. Dat hu mer awer och direkt gemaach mat verschiddenen Infrastrukturen, also och mat Maschinnen, wou mer eng Période transitoire gemaach hunn, wouriwwer mer och de Beruff a Kenntnis gesat hunn. Fir net all Developpementer vun der Déiereproduktioun anzefréieren, ass sech …, an dat wëll ech trotzdeem hei och soen, well dat och ugeklongen ass: Dat ass mam Beruff zesummen ausgeschafft ginn.

Et kann een …

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, jo, Madamm Hansen, ech kommen elo direkt dobäi, firwat datt dat am Juli deposéiert ginn ass, dat Gesetz, de Projet de loi. De Projet de loi ass am Juli deponéiert ginn, well ganz einfach dee Moment d'Agrargesetz provisoresch als Projet de loi fäerdeg war. A wann Der Iech gutt kënnt erënneren, war do bis dohinner emol de PSN nach net geneemegt. An et ass kloer, datt eng Informatiounsversammlung virdru war, datt de Projet de loi géif op den Instanzewee goen an datt en am September géif diskutéiert ginn. Dat war ëmmer meng Intentioun. Dat ass vläicht herno duerch gréng Kräizer mat roude Stiwwelen – woumat ech awer kee Problem hunn –, e bëssen a Fro gestallt ginn. Mee dat war haaptsächlech op d'Initiativ vun de Jongbaueren a vun der Landjugend a vun de Jongwënzer gemaach, deenen ech awer fir hiert Engagement wëll Merci soen. Well am Fong ass do d'Initiativ komm, fir och aktiv do matzediskutéieren. An dat stellen ech iwwerhaapt net a Fro.

Ech wëll Iech just soen, datt de PSN am Oktober d'lescht Joer geneemegt ginn ass an datt mer, wa mer iwwert eppes diskutéieren – an dofir hu mer jo d'Chamberskommissioun, dofir hu mer jo d'Avise vun de Kummeren, dofir hu mer den Avis och haaptsächlech vun der Landwirtschaftskummer –, da muss jo awer en Text do leien. Elo kënne mer soen, mir preparéieren deen Text an deen ass dann 100%eg fest an da gi mer en op den Instanzewee. Dir wësst, datt mer ongefëier fir dat Gesetz hei ee Joer gebraucht hunn, wann ech elo mol kucke vum Depot vum Juli 2022 bis haut, da si mer ee Joer ënnerwee mam Avis an den Avis-complémentairë vum Staatsrot, deen hei och eng exzellent Aarbecht gemaach huet, a mat de Kontakter, déi mer duerno mam Beruff geholl hunn, wat wichteg ass.

An nach eng Kéier, eise PSN Lëtzebuerg ass am Oktober approuvéiert gi vun der Kommissioun. Ech kenne Länner, do ass en eréischt am Dezember approuvéiert ginn. Dann hätte mer e grousse Problem gehat. Well wéi wiere mer am Agrargesetz weiderkomm, wa mer déi Informatiounen net gehat hätten?

Bon, dunn ass natierlech iwwert deen ominéisen Artikel iwwert déi fënnef UTAen – ech ginn elo net méi drop a bezüglech Déiereprompotioun, fir kee Wuesstum méi zouzeloossen – diskutéiert ginn.

Et ass ugeklongen, och vun der Rapportrice: tëschent 0 bis 2, 2 bis 5 UTAen a bis iwwer 5, datt do d'Effikasitéit muss am Fong iwwer Stéckstoffemissiounen nogewise ginn. Hei gëtt et véier Parameteren, déi stinn och am Gesetz an Hisiicht op eis Produktioun an d'Stickstoffbilanz, déi ginn do ugewannt.

Dës Parameteren, wëll ech och soen, si vum Beruff mat ausgeschafft ginn an och diskutéiert ginn, wat och dee richtege Wee a wat och gutt ass a wou och am Ufank vill Skepsis do war, well mer am Fong hei e Paradigmewiessel gemaach hunn um Niveau vun der Landwirtschaft, deen awer am Ufank contestéiert ginn ass, deen awer elo mat dem Beruff ausgeschafft ginn ass. Ech rechne perséinlech dermat, dass mir mat dësem System op der richteger Trajectoire op jidde Fall sinn an déi gesaten Ziler wäerten erreechen.

Ech komme kuerz, well dat och schonn ugeschwat ginn ass, op d'Depensen: Do hu mer ronn 2 Milliounen an der Berodung, déi mer agefouert hunn. D'Digitalisatioun musse mer do méi konform maachen an encouragéieren. Dat wäerte mer weider maachen, wou mer och Verhandlungen hunn, fir déi selwecht Berodung ze maachen, wat de Matériel informatique an de Programme informatique ubelaangt fir dee ganze Secteur.

D'Innovatioun, de Fonds national de la recherche: D'Leeschtungskontrolle si bei ronn 2,5 Milliounen, d'Innovatioun bei 3,5 Milliounen an de Fonds national de la recherche bei enger hallwer Millioun. Luxinnovation ass de Moien ënnerschriwwe ginn, e Projet, deen an déi verschidde Veraarbechtungssecteure mat wäert erafléissen. Do si mer op dräi Joer bei ronn 1 Millioun, déi mer als Landwirtschaftsministère doranner investéieren.

D'Installatiounsprimm ass vu 70.000 op 100.000 Euro eropgesat ginn.

De Stage vu sechs Méint am Ausland: Et ass schonn ugeschwat ginn, datt e facultatif ass, awer och een Deel, 30.000 Euro, vun der Primm just ausbezuelt gëtt, wann een dee mécht. Och dat ass op Wonsch vun de Jongbaueren an de Jongwënzer komm, an dee selwechten Ënnerscheed beim Technikerdiplom a beim Universitéitsdiplom. Ech wëll och soen, datt déi Jonk ëmmer nach eng Majoratioun vu 15 % bei den Investitiounsbäihëllefen an de Biens meubles kréien.

Fir d'Lafzäit vun dësem Gesetz – dat si fënnef Joer vun 2023 bis 2027 – sinn insgesamt 812 Milliounen Euro virgesinn. Dovu kommen der 225 vun der EU a 587 aus dem nationale Lëtzebuerger Staatsbudget. Dat ass ouni déi Montanten, déi elo duerch d'Ukrainkris och nach an de Secteur gefloss sinn, fir Hëllefen ze maachen, déi och natierlech an der ganzer EU decidéiert gi sinn, a wou Lëtzebuerg och do eng Roll matgespillt huet, éischtens fir d'Repartitioun an och d'Determinatioun an d'Definitioun, wéini datt se sollen ugewannt ginn a wou se sollen ugewannt ginn. Deen neie PSN, dat heescht de Plan stratégie national, dee géif dann 2028 ulafen. Ech kommen herno nach drop zréck.

Ech wëll just soen, Här President, wa mer alleguerten zesumme mat der Landwirtschaft, dem Wäin-, Uebst a Geméisbau wëllen déi ekologesch an energeetesch Transitioun hikréien, sou ass dat gradesou e Kraaftakt – an dat erënnert mech wierklech drun – wéi bei der Stolkris viru 40 bis 50 Joer. Mir mussen d'Landwirtschaft an de Wäibau hei finanziell ënnerstëtzen a begleeden, soss packe si a mir dat net. An et ass am Interêt vun eiser ganzer Gesellschaft, dat ze maachen! Mir stinn hei virun engem Paradigmewiessel an dësem Secteur, dee vum Beruff ugeholl gëtt, an déi néideg finanziell Mëttele wäert natierlech och déi nächst Regierung mussen deblockéieren. Wann dat net kënnt, da wäert dat net méiglech sinn!

Et ass geschwat ginn iwwert d'Investitiounen – nei Gebeier mussen d'Bionorm respektéieren, dat ass

natierlech och fir d'Déierewuel; Biogas-ready sinn; d'Emissioune vun Zäregas an Ammoniak reduzéieren –, domat gëtt eis Landwirtschaft an de Wäibau, haaptsächlech d'Landwirtschaft an de Bauer, op d'Zukunft preparéiert. D'Investissementsplaffonge si vun 1,9 op 2 Milliounen eropgesat ginn, de Maschinneplaffong vun 100.000 op 200.000, d'Prix-unitairë sinn ëm 15 % eropgesat ginn an de Plaffong, wou ee kann ouni Accord vum Minister ufänken, mat 200.000 op 300.000 Euro.

Mat de Veraarbechtungsbetriber ass de Plaffong vu 15 Milliounen op 16,7 Milliounen eropgesat gi fir Micro-, Petite- a Moyenne-Entreprisen, an op 31,5 Milliounen – vu 16,7 op 31,5 Milliounen – fir all déi aner. Den Taux, deen ass 35 %, ass 35 Punkten an d'Luucht gesat ginn, Uebst- a Geméisgebaier plus 20 %, bei deene Jonke 60 % bis 75 % an op d'Maschinnen, wëll ech just soen, wa se limitatif ass, dann hu mer zwee verschidde Systemer. Eng Kéier gëtt gewënscht, fir en net limitatif ze maachen, wat d'Unzuel ubelaangt. Eng Kéier soll e limitatif gemaach ginn. Mir hunn eis fir dat heiten entscheed, mam Beruff. Do sinn elektresch Maschinnen, Gromperemaschinnen, Geméisbaumaschinnen, déi sinn ëm 10 % an d'Luucht gesat ginn, och fir d'Diversifikatioun. Dat sinn 30 % am Ganzen. An duerch de Beruff si Grénglandmaschinnen, Direktsatmaschinnen, Véiunhänger, Laubschneider am Wäibau, Gabelstapler, Bewässerung – e ganz wichtege Punkt an all Wéngert – och bäigesat ginn.

Uebst- a Geméisgebaier ginn 20 % an d'Luucht a mir hunn, wéi gesot, bei verschiddene Plaffonge bei der Weiderveraarbechtung jo och gehollef.

Startup-Betriber, ganz wichteg: 3.000 Euro, wann een ufänkt, an d'Hëllefen duerno 12.000 Euro fir de Projet selwer.

Aquakultur ass ugeschwat gi vum Här Graas. Och dat ass am Agrargesetz, dat ass och een neie Moment. A mir wäerten natierlech och, wa mer do Projete kréien, déi begleeden. Dat ass och an der Reflexioun vu Luxinnovation mat där Konventioun, déi mer ënnerschriwwen hunn de Moien, iwwregens och wéi d'Produktioun, déi dann an den Zäre wäert stattfannen. Do sinn dräi Projeten an deem Kontrakt mat virgesinn, déi elo weidergedriwwe ginn. Och wat d'Waasser ugeet, wat Der ugeschwat hutt, do sinn dräi Pilotprojeten amgaang, deelweis mat Gemengen a mat anere Partner, wou et gemaach gëtt.

Développement rural ass e wichtege Punkt. LEADER-Initiativ, do ginn ech net méi drop an, do sinn d'Maarthalen an d'Gefierer fir d'Produktioun, fir d'Vermaartung. D'Solarpannoe sinn ugeschwat ginn. Agri-PV, Zäreprojeten, hunn ech genannt. PAN-Bio ..., bon, et geet net esou, wéi mer et wëllen. Mir drécke weider an déi selwecht Richtung. Ech gesinn awer, datt et um Marché selwer ëmmer weidergeet.

D'Basis vun den Direktzuelungen ass ganz staark an d'Luucht gaange beim éischte Pilier. An do wëll ech awer e puer Remarken dozou soen. Déi Agrarëmweltmoossnamen, déi maache 25 % vum éischte Pilier aus. A wéi mer dat agefouert hunn an diskutéiert hunn, huet jiddweree gemengt, déi Sue ginn ni gebraucht. Mir sinn elo an der Situatioun, wat gutt ass, datt de Contraire agetraff ass. Dat heescht, d'Nofro ass däitlech méi héich wéi dat, wat ..., d'Baueren an d'Wënzer hu sech do ganz staark engagéiert, besonnesch am Beräich vun der Reduktioun vun de Planzeschutzmëttel. Dat ass véiermol méi héich, wéi erwaart. A bei den Zwëschefriichten ass et zweemol méi héich, wéi erwaart. Dat heescht – an dat wëll ech awer eng Kéier hei soen –, den normale Budget, den normativen, also den nominale Budget an dësem Fall, gëtt am Fong mat deene geplangte 25 % däitlech iwwerschratt. Ech wëll awer hei de Message soen, datt de Finanzement ofgeséchert ass, de Subventionnement ass ofgeséchert!

Gëschter war nach eng Reunioun par rapport zum éischte Pilier, well mir eent vun deenen éischte Länner sinn, déi esou e Succès an deenen doten Domänen hunn, datt et jo net ka sinn, datt mer de Beruff elo strofen. Dat heescht, och mat Bréissel ass diskutéiert ginn, fir dat ofzesécheren. Déi Diskussioune si gëschter, net méi spéit wéi gëschter, gefouert ginn an dat ass och ofgeséchert, soudatt ech de Secteur do ka berouegen. An am zweete Pilier sinn d'Agrarëmweltmoossnamen däitlech an d'Luucht gaangen. Et gëtt däitlech méi gefrot, wat jo de Sënn och heivunner ass, och fir eng Production agricole ze assuréieren an eng Sécurité alimentaire ze assuréieren.

Ech ginn net op déi coupléiert Primmen a bei de Mutterkéi a beim Uebst- a Geméisbau, wat och vill geschwat gëtt, och do gi mer vu plus 1.000 Euro pro Hektar aus. D'Ëmverdeelungsprimm ass schonn ugeschwat ginn. All dat si Primmen, déi kommen. Dir gesitt: Mir hunn eng ganz Rei vun Neierungen am Agrargesetz, déi en neien Opbau vum Text néideg maachen. Et ass also e groussen Challenge. An dofir hunn ech absolutt kee Problem, opgrond vun der Motioun, déi hei vun der Majoritéit deponéiert ginn ass wéi och déi vun der Oppositioun, fir e Midterm Review ze maachen no zwee Joer.

Ech géif awer ... Mir kënnen den 31. Dezember 2025 draschreiwen; ech géif d'Joer – wann ech nach dierf zu der Motioun schwätzen – 2026 draschreiwen. Firwat? Well mer dann ... Mir musse jo och d'Donnéeën hunn, iwwert déi mer diskutéieren. Mir sinn elo 2023. Dat heescht, Enn 2025 hu mer d'Donnéeë vun 2023, 2024 a vläicht een Aperçu vu 2025. Dann hu mer zwee Joer, iwwert déi mer kënnen dat Agrargesetz hei kucken. Iwwregens ass dat selwecht och beim PSN virgesinn, ass also par analogie dat selwecht.

Ech wëll just nach zum Schluss ganz kuerz soen: Déi nei PAC, déi misst schonn 2028 erëm prett sinn. An déi ganz Prozedur, déi mer elo hei gemaach hunn, wa mer gesinn, wéini datt se ugefaangen huet – ech schwätzen net iwwert d'Diskussiounen, ob jiddwereen agebonnen ass, ech schwätze just zäitlech – dann hu mer d'Propositioun vun den Texter vun der Kommissioun am Juni 2018 kritt. Mir hunn negociéiert zu Bréissel. D'Ausschafung vum Plan stratégique ass komm. An deem neien Agrargesetz hu mer mat der Negociatioun am Ganzen elo fënnef Joer gebraucht, fir dat hei ze maachen, fënnef Joer. An dofir ass et fir mech an och aner Membersstaaten – also fir mech, fir Lëtzebuerg – op jidde Fall am Agrarconseil ganz kloer, datt mer och elo eng Analys do musse maachen, well soss fuere mer hypotheetesch weider an engem Dossier, wou mer allegueerte gefuerdert sinn, wou mer net d'Resultater vun deem neien Agrargesetz oder vum PSN hunn. An dat, menger Meenung no, wier de falsche Wee!

An dofir ass et wichteg, eng Revisioun dovun ze maachen an net eng Revolutioun ze starten. Eis Betriber, op jidde Fall, wann ech fir Lëtzebuerg däerf schwätzen, an der Landwirtschaft an am Wäibau, déi brauche Previsibilitéit. An et kann net elo schonn erëm ugefaange ginn, en neie PSN ze developpéieren an dann erëm en Agrargesetz. Ech weess, datt dat mat de fënnef Joer drasteet, mee mir mussen hei och e bësse Rou drakréien. An dofir ass et wichteg, datt mer dat heiten zesumme maachen.

Bon, dëst Gesetz zum Schluss gouf mam Secteur fir de Secteur ausgeschafft an et garantéiert eis kompetitiv an zukunftsorientéiert Familljebetriber wéi och eng ökologesch an energeetesch Transitioun. Et entsprécht domadder souwuel de Besoine vun eise Familljebetriber wéi och de Besoine vun enger nohalteger Landwirtschaft.

D'Jongbaueren an d'Jongwënzer musse finanziell op jidde Fall, wéi déi aner och, ofgeséchert ginn a mir mussen hinnen d'Perspektive ginn. An dat ass de Rôle vun der Politick, datt jiddwereen, deen an dësem Beruff schafft, sech op déi sozialekonomesch an ökologesch Sailen, déi hei schonn ernimmt gi sinn, och ka verloossen.

Wann ech d'Qualitéit kucken an och d'Lëtzebuerger Produiten, sou hunn an där Etüd, déi de Ministère iwwer ILReS an Optrag ginn huet, néng vun zéng Konsumenten e gutt Bild – dat wëll ech och eng Kéier hei soen, well dat wichteg ass – vun eiser Landwirtschaft. Hei schätzt jiddwereen hir Qualitéit an och hire Goût, an et ass genau dat de Schlëssel fir d'Landwirtschaft, dee mer hei wëllen. Mir wëllen héich qualitativ a sécher Liewensmëttel. An dat wäerte mer och weider developpéieren, well mir wëllen natierlech d'Erwaardunge vun de Konsumenten, dat heescht vun eis alleguerten, vun de Verbraucher, mat den Erausfuerderunge vun de Produzente méi no beieneebréngen. An dëst wäerte mer mat deem neien Agrargesetz – an dat ass op jidde Fall meng fest Iwwerzeegung –, wat stabill an zukunftsorientéiert ass, erreechen; dat ass de Garant fir qualitativ héichwäerteg Produite vun heiheem an eng weider Diversifikatioun vun eiser Landwirtschaft!

Bon, ech gesinn, ech hunn net méi d'Zäit, fir op d'Froen ze äntwerten, ...

(Interruption par la présidence)

... da loossen ech dat goen. Ech kann awer ganz ..., wann Der mer zwou Minutte gitt, da ginn ech séier doduerch, dann hunn ech drop geäntwert. De Wäinhandel, Madamm Modert, well Der grad laacht, dorop hunn ech grad geäntwert. Ech ginn awer nach ganz gären, wann Der mer déi Zäit loosst, op dat anert an. Maschinnelëscht, hunn ech gesot, limitativ, wat d'Opzielung ass oder net. Do gëtt et déi zwou Diskussiounen ëmmer. Mir hunn eis fir déi heiten entscheed. De Règlement grand-ducal iwwert d'Investissementer hunn och d'Wënzer gesinn, hu se och approuvéiert, soss wieren déi aner Saachen net derbäikomm. Dëst sinn d'Berodungsmodüller. Et ass richteg, dass mer nei Berodungsmodüller brauchen, net nëmme bei de Wënzer, mee och an der Landwirtschaft. An déi ginn elo erstallt an do ass d'Iddi, fir och verschidde Berodungsmodüller obligatoresch ze maachen, fir datt mer eng Obligation de résultat kréien a fir och all Beruff aus deem Secteur mat an d'Boot ze kréien, soudatt se och hiren eegene Betrib kënnen analyséieren.

Ech weess, datt jiddwereen elo mengt, mir sollen direkt déi 1.800 Betriber op de Leescht huelen. Dat ass organisatoresch guer net méiglech. Dat heescht, dat hänkt vun den Autorisatiounen of, déi elo erausginn, an dann ass natierlech ..., à moyen terme an esou séier wéi méiglech géife mer gären all Betrib analyséieren, op jidde Fall, och wou de Wonsch vun de Betriber erakënnt. Dat ass den Zweck dovun. Wann ech elo hei géif stoen an ech géif soen: „Mir maachen elo eng Berodung an eng Analys fir déi 1.800 Betriber", da muss ech Iech soen, da weess ech emol net, wou ech d'Leit hierhuelen!

D'RAK-Primm ass ugeschwat ginn. Do sinn ech voll bei Iech. D'RAK-Primm kann net Flecken an de Wéngerte loossen. An dofir ass d'Diskussioun par rapport zu der RAK-Primm, datt mer dat och eng Kéier koordinéiert maachen, vläicht iwwert den Institut viti-vinicole, fir datt mer, wa Leit dat net wëlle maachen, Wënzer dat net wëlle maachen, dat an d'Boot huelen. Dann ass net de Montant, deen do ausschlaggeebend ass, et ass e bëssen d'Organisatioun. Wann dat de Fall ass, ass dat och scho virgesot.

Op de Wäihandel war ech agaangen. Beim Här Graas hat ech ... Do muss ech elo mäi Brëll undoen, ganz séier. Mat den Universitären, dat ass, wa se an deem

Domän ausgebilt sinn. Duerno, ech mengen, Dir verwiesselt e bësse bei den Investitiounsprimme ..., par rapport zum Artikel 45, mengen ech, ass dat. Wann een do en aneren Diplom huet, aneren Universitéitsdiplom, da kann een awer en Agriculteur actif hunn, wann een dat iwwert d'Promulgatioun vu sengem Diplom par rapport zu deenen zwee Joer Ausbildung oder iwwert d'Validation des acquis ka maachen. Ech mengen, dat ass ..., do ass eng kleng Confusioun komm.

Waasser, hat ech gesot. Zären, Luxinnovation, hat ech gesot. Aquaponie, do sinn ech drop agaangen.

(Interruption par la présidence)

Ganz kuerz. A, et gëtt oft – an de leschte Saz vu mir, Här President –, et gëtt oft gesot, déi gemeinsam Agrarpolitick, déi misst méi flexibel sinn, déi misst aneschters orientéiert sinn, déi misst och méi diskutéiert ginn. Ech muss Iech soen: Dat, wat ech festgestallt hunn, ass, dass Lëtzebuerg nëmme ka frou sinn, datt mer eng gemeinsam Agrarpolitick an Zäiten hu wéi deenen heiten, well am Ukrainkrich ouni eng gemeinsam Agrarpolitick weess ech net, wéi mir als Lëtzebuerg dogestanen hätten. An d'PAC huet wärend 60 Joer – 60 Joer! – hir Déngschter gemaach, ass oft kontrovers diskutéiert ginn, mee Lëtzebuerg war ëmmer ee Fervent, fir dat ze maachen.

An ech war net méi wéi rosen – an dat ass och vläicht eriwwer komm, ech hoffen, datt et eriwwer komm ass –, wéi déi fënnef Länner, an ech nenne se hei net, op eemol de Corridor de solidarité zougemaach hu fir de Weess, deen aus der Ukrain komm ass, an dann 59 Milliounen Euro kréien an da vun enger Kommissioun versprach kréien, déi net an der Landwirtschaftskommiss..., also net am Agrarconseil vun der Landwirtschaft war, am Conseil vun der Landwirtschaft, einfach 100 Millioune kréien, wou net driwwer diskutéiert gëtt, wou datt se hierkommen, wie se kritt, wéi se verdeelt ginn an datt dann duerno, fir datt d'Länner da solle roueg sinn, fir déi aner nach eng Kéier 330 Milliounen deblockéiert ginn, fir datt mer dann iwwert d'Crise temporaire dat kënnen upassen.

Lëtzebuerg huet dat zähneknirschend ugeholl am Kader vun der EU, well mer och den Top out do kréie par rapport zu deenen 200 %.

(Interruption par la présidence)

Dat just, fir dat eng Kéier ze soen. Ech soen Iech op jidde Fall Merci. Ech spieren eng Zoustëmmung zu dësem Agrargesetz. An dofir wëll ech Iech alleguerte Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Landwirtschaftsminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen och elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8060. Den Text steet am Document parlementaire 8060[16].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8060 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

8. 7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics et visant à transposer les articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Bei deem Projet de loi virdrun, beim 7394, wou et ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv am Beräich vun dem transeuropäeschen Transportreseau gaangen ass, hat ech vergiess, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen. Kënne mer och déi do accordéieren?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

9. 8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales (suite)

Motions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Burton deposéiert ginn ass. D'Madamm Burton freet direkt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Jo, merci fir d'Wuert, Här President. Ech hat mat der Madamm Hansen kuerz geschwat, ob mer eis vläicht kéinten eenegen, dass d'CSV-Fraktioun och eis Motioun hei matstëmmt.

Mir géifen nämlech eppes um Text änneren. Dat heescht, bei deem éischten Tiret, wou mer geschriwwen hunn, dass d'Regierung e Suivi régulier vum PSN a vum Agrargesetz mécht, dass mer do och d'Reglementer géifen derbäisetzen. Dat heescht, mir iwwerhuelen der CSV hiren Text ab „ainsi que ses règlements grand-ducaux ..." an esou weider an esou fort. Dat géife mer ersetzen.

An dann hu mer eis och gëeenegt op 2026. Do ass jo grad de Minister nach eng Kéier drop agaange gewiescht, dass en am Fong déi zwee Joer brauch, fir déi Evaluatioun ze maachen. Dat heescht, dat bleift.

A mir géifen dee leschten Tiret vun der Madamm Hansen och iwwerhuelen, dass, wann eebe festgestallt gëtt, dass do Problemer sinn, dann och Adaptatioune gemaach ginn.

Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir kënnen déi Motioun matdroen.

Ech wëll just eng Kéier der Chamber awer ee Gedanke mat op de Wee ginn, mat all deene Motiounen, déi mer déi lescht Deeg gestëmmt hunn, wou mer Evaluatioune froen, an och an deene vergaangene fënnef Joer ëmmer gefrot hunn: Et gëtt eng ganz Rëtsch vun deene Motiounen, déi mer och an der Vergaangenheet ëmmer erëm gestëmmt hunn. An ech fäerte ganz, datt déi nächst Chamber, wa se dann am Oktober zesummekënnt, déi éischt sechs Méint näischt anescht wäert maachen, wéi déi Evaluatiounen ze kucken, déi mer déi lescht fënnef Joer gestëmmt hunn. Well ech fäerte ganz, dass eng ganz Rëtsch dovunner ni gemaach goufen.

An dofir géif ech mer wënschen, datt mer vläicht an där nächster Legislatur, fir déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi dann d'Chance hunn, vum Wieler erëm e Mandat ze kréien, datt se sech dat awer zu Häerzen huelen, datt mer an Zukunft dee Suivi vun eeben der Politique publique maachen an net nëmme Motioune stëmmen, déi dat fuerderen, mee datt mer och tatsächlech eis hei am héijen Haus domadder beschäftegen. Dat gesot, kann ech awer hei eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Vu datt d'Madamm Burton gesot huet, datt eis zwee Tirete vum Invite u sech iwwerholl gi sinn, ausser datt mer eis beim Datum ugepasst hunn, wäerte mer dëst natierlech matstëmmen, well et eis eege Fuerderungen am Prinzipp sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech wëll awer just soen, datt mer fest dovunner iwwerzeegt sinn, datt mer Adaptatioune brauchen. Dofir hu mer d'Motioun gemaach.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– rappelant que la loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales (« loi agraire ») vise notamment la mise en œuvre du cadre financier de la politique agricole commune pour la période de 2023 à 2027 ;

– rappelant la nécessité selon le règlement d'exécution (UE) 2022/1475 de prévoir une évaluation du plan stratégique national relevant de la politique agricole commune ;

– rappelant que la loi vise notamment à soutenir la résilience du secteur agricole, la viabilité économique de la production agricole, l'atténuation du et l'adaptation au changement climatique, la gestion efficace des ressources naturelles, la compétitivité de l'agriculture et la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur ainsi que le respect des règles dans le domaine du travail,

invite le Gouvernement à

– assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du plan stratégique et de la loi agraire ainsi que de ses règlements

grand-ducaux d'exécution, en mettant un accent particulier sur les procédures d'autorisation, le monitoring, le fonctionnement du système de conseil, la définition de l'agriculteur actif et l'effet des mesures environnementales ;

– de procéder en 2026 à une évaluation de l'application de la loi, en prenant en compte les recommandations émises par la Commission européenne dans le cadre de son rapport de 2025 d'évaluation du fonctionnement du nouveau modèle de mise en œuvre par les États membres ;

– à adapter, si nécessaire, la loi et les règlements grand-ducaux y relatifs en prenant en considération les expériences pratiques des agriculteurs et des viticulteurs.

(s.) Tess Burton, Gilles Baum, François Benoy, Yves Cruchten, Chantal Gary, Gusty Graas.

Vote sur la motion 1 modifiée

Kënne mer dann elo iwwert déi Motioun ofstëmmen? Wien d'accord ass, dee soll dann d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

(La motion 2 de Mme Martine Hansen est retirée.)

10. 8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8230 iwwert d'Bäihëllefe fir Entreprisen, déi vun der Energiepräishausse betraff si wéinst der Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain.

Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Och ech probéieren, et esou kuerz wéi méiglech ze maachen, mee e puer Wuert muss ech awer leider dozou soen. D'Energiekris ass nämlech leider nach net eriwwer. Och wann d'Froe ronderëm den Approvisionnement un Energie fir de Bierger bei den héijen Temperaturen, déi mer de Moment hunn, vläicht manner present ass, sou bleift d'Energiekris fir déi ekonomesch Acteure leider nach ëmmer op der Dagesuerdnung.

D'Gesetz vum 15. Juli, wat e Regimm vun Hëllefe fir d'Entreprisen agefouert huet, ass op en Enn komm.

Den 3. Mäerz dëst Joer ass allerdéngs schonn am Kader vun der Tripartitt déi politesch Decisioun geholl ginn, fir dat Gesetz ze verlängeren.

D'EU-Kommissioun huet an hirem Schreiwes vum 9. Mäerz de Memberstaaten de Wee opgemaach, fir kënnen d'Hëllefe bis Enn Dezember dëst Joer ze verlängeren. Domadder war dann och de Wee fräi fir dat Gesetz hei.

Déi politesch Decisioun aus dem Tripartitt-Accord gëtt mat dësem Text ëmgesat. Dëst Gesetz bewierkt eng Stabiliséierung vun den Energiekäschte fir d'Betriber hei am Land. Dëst si Betriber ... Also ech wéilt nach eng Kéier rappeléieren, dass mat dësem Gesetz an der Haaptsaach déi energieintensiv Betriber viséiert sinn. Dëst si Betriber, déi méi wéi 1,5 % respektiv méi wéi 3 % vun hirem Chiffre d'affaires ausginn hunn oder vun der Valeur vun hirer Produktioun fir Energiekäschte wärend der Referenzperiod. Dës Referenzperiod ass d'Joer 2021.

Bei Betriber, déi eréischt am Laf vum Joer 2021 gegrënnt gi sinn, erstreckt sech d'Referenzperiod just op déi Méint vun deem Joer, wärend deenen de Betrib och effektiv existéiert huet. Fir Biogasproduzenten, Produzente vu Wäermt oder Exploitante vu Wärmenetzer geet mat dësem Gesetzestext d'Period, fir déi si eng staatlech Hëllef an Usproch huele kënnen, vu 6 Méint elo op 23 Méint erop, dëst well d'Joer 2022 an Zukunft an déi eligibel Period mat integréiert gëtt.

Dës Ännerung mécht och Sënn, well grad d'lescht Joer de Sprong bei de Präisser vun der Energie besonnesch grouss war.

ASBLe kënnen an Zukunft och an de Genoss vun enger staatlecher Hëllef kommen, wa si dann eng Aktivitéit aus dem Gesetz iwwert den Accès zum Artisanat, Commerce, Industrie oder zu liberale Beruffer ausüben. D'Hëllefe moosse sech op Basis vun de Méikäschten un Äerdgas, Stroum, Wäermt, Keelt, Diesel oder Biogas, déi de Betrib par rapport zu der Referenzperiod 2021 hat.

Et gëtt also Mount fir Mount d'Differenz gerechent tëschent deem Präis, deen de Betrib bezuele muss, an deem duerchschnëttleche Referenzpräis. Esou wäit déi eligibel Käschten.

De Montant vun der Hëllef variéiert en fonction vun der energeetescher Intensitéit vun der Aktivitéit engersäits a vun der wirtschaftlecher Situatioun vum Betrib anerersäits.

E Beispill vläicht: Eng Entreprise, där hiert Resultat viru Steieren negativ ass oder wéinstens ëm 40 % erofgaangen ass par rapport zu 2021, kritt 65 % vun den eligibele Käschten als Hëllef an net just 40 % oder 50 %. Schafft dës Entreprise dann och nach an engem Secteur, deen an engem besonnesche Mooss vun der Hausse vun den Energiepräisser betraff ass, da kann d'Hëllef souguer bis op 80 % klammen. Kritt e Betrib méi wéi 50 Milliounen Euro staatlech Hëllef, da muss dëse Betrib ee Joer, nodeems en d'Hëllef kritt huet, dem Minister e Plang virleeën, wéi e seng Empreinte carbonique reduzéiere wëll oder alternativ Mesüren huelen am Sënn vun der Ëmwelt oder nach vun der Sécherheet vum energeeteschen Approvisionnement, wéi zum Beispill Investissementer an d'Energieeffizienz.

Wéi mer erkenne kënnen, sinn d'Hëllefen aus dësem Gesetz esou agencéiert, datt se beschtméiglech den individuelle Situatioune vun engem Betrib Rechnung droe kënnen.

Mir weiten also dat bestoend Gesetz aus op méi potentiell Beneficiairen, ouni d'Approche vun der Verhältnisméissegkeet an der Selektivitéit falen ze loossen.

Et ass also vun Ufank un e gudden Equiliber an dësem Gesetz fonnt ginn, well d'Hëllefe méiglechst cibléiert sinn, ouni datt se esou verschachtelt wären, dass een den Iwwerbléck komplett verléiere géif. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 20. Juni keng Opposition formelle ausgedréckt a just e puer Modifikatioune proposéiert.

Zum Schluss nach e Wuert zu de Beruffskummeren: Souwuel d'Chambre des Salariés wéi d'Chambre de Commerce begréissen dësen Text. D'Chambre des Salariés wënscht sech, dass d'Betriber net vun der Situatioun géife profitéieren, fir hir Margen elo ze héijen. An d'Chambre de Commerce hirersäits gëtt ze bedenken, dass de budgetären Impakt warscheinlech géif eropgoen a weist sech am Fong verwonnert doriwwer, dass d'Fiche financière vum Gesetz net vun engem zousätzleche finanziellen Impakt ausgeet.

Wichteg ass menger Meenung no, dass mir e breede Konsens an eiser Gesellschaft behalen, dass mir souwuel d'Stéit wéi d'Betriber musse souwäit ënnerstëtzen, wéi et eeben néideg ass.

Mir wäerten alleguerten nach e bëssen Ausdauer behale mussen.

Am beschte wäert eis dat geléngen, wa mir een deem anere Versteesdemech entgéintbréngen an als Gesellschaft zesummenhalen. An ech wéilt der Regierung felicitéieren duerfir, datt se Weeër gesicht huet a fonnt huet, zesumme mat de Sozialpartner, fir souwuel de Bierger wéi och de Betriber an dëser Situatioun séier a konsequent ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech erënneren drun, datt sech de Budget fir dësen Hëllefsregimm op 375 Milliounen Euro beleeft. Dat ass net näischt. Mee nieft villen Hëllefe fir d'Privatmenagë sinn dat heiten och gutt investéiert Suen.

A vun dëser Plaz soen ech Iech Merci an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Yves Cruchten.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir säi ganz gudden a komplette Rapport.

Ech géif mer wënschen, dass et géif eng breet Zoustëmmung gi fir dëst Gesetz. Et ass, mengen ech, e Gesetz, wat och relativ konsensuell ass a wat och de Betriber Planungssécherheet gëtt, fir effektiv an enger Energiekris, déi nach net fäerdeg ass, gutt iwwert d'Ronnen ze kommen an engem Ëmfeld, wat wirtschaftlech fir de Moment keen einfacht ass. Dofir hoffen ech op déi breet Zoustëmmung vun der Chamber.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8230. Den Text steet am Document parlementaire 8230[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8230 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes (par Mme Martine Hansen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Elisabeth Margue) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann,

MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also dann esou decidéiert.

11. 8093 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the status and privileges and immunities of the International Committee of the Red Cross between the Grand Duchy of Luxembourg and the International Committee of the Red Cross », fait à Luxembourg, le 1er juin 2022

Mir kommen elo zum Projet de loi 8093, en Accord mam Internationale Kommitee vun der Croix-Rouge iwwer hire Statut, Privileegien an Immunitéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. De Projet de loi 8093, deen de 7. November zejoert vum Ausseminister deposéiert ginn ass, approuvéiert den Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Kommitee vum Internationale Roude Kräiz, kuerz CICR. Dësen Accord erméiglecht, datt de CICR sech hei zu Lëtzebuerg néierloosse kann an eng Partie Privileegien an Immunitéiten zougesprach kritt.

Mir erkennen am Accord d'Personnalité juridique vum CICR un a ginn dem CICR an och sengem Personal Privileegien an Immunitéiten, déi fir de Fonctionnement vun dëser wichteger Organisatioun noutwendeg sinn.

Zum Sëtz vum CICR gehéiert och en Datacenter vun der Sécherheetsnorm Tier IV. D'Obligatioune vun dësem Datacenter ginn an engem zousätzleche Contrat de liaison definéiert.

Et ass en eemolege Projet, datt d'Cyberspace-Delegatioun vum CICR sech zu Lëtzebuerg wäert néierloossen. D'Zesummenaarbecht tëscht dem Internationale Roude Kräiz a Lëtzebuerg geet op 1991 zréck an de CICR ass um finanziellen an och um strateegesche Plang eisen éischte Partner am Beräich vum Humanitären. Dobäi kënnt, datt den eetheschen a verantwortungsvollen Ëmgang mat Donnéeën en neit Theema an der humanitärer Hëllef ass. D'Konflikter ginn eeben haut och am Cyberspace ausgedroen an domat sinn och déi humanitär Organisatioune betraff.

Dat Internationaalt Rout Kräiz huet en eenzegaartegt Mandat vun der internationaler Gemeinschaft, dat sech op d'Genfer Statute baséiert, e Mandat fir Liewen ze retten an Affer vun arméierte Konflikter ze schützen. Dofir huet de CICR e spezielle Statut, dee sech vun den ONGen ënnerscheet.

Onparteilechkeet a Confidentialitéit si fir d'Aarbecht vum Internationale Roude Kräiz ganz, ganz, ganz wichteg. Fir déi nei Missioune vu senger Cyberspace-Delegatioun huet dat Internationaalt Rout Kräiz sech ganz bewosst fir Lëtzebuerg decidéiert mam Zil, Léisungen ze entwéckelen, fir zum Beispill Beneficiairë vun humanitärer Hëllef an hir Donnéeë viru Cyberattacken ze schützen. Eist Land kritt domat d'Geleeënheet, och am Beräich vun der Action humanitaire seng Virreiderpositioun, wat d'Datenzentre mat héije Sécherheetsnormen ugeet, weider auszebauen.

Dat Ganzt léisst sech och an eis Strategie „Digital Luxembourg" aschreiwen, mat där mir eis aktiv fir eng positiv digital Transitioun asetzen.

Fir op de Projet de loi zréckzekommen: De Staatsrot hat a sengem Avis vum 26. Mee zwar keng Remark zu deem eenzegen Artikel vum Gesetzesprojet, en ass awer op den Accord agaangen. An zwar huet de Staatsrot ervirgestrach, datt dat Internationaalt Rout Kräiz net dem RGPD ënnerläit.

De Staatsrot fënnt et komplizéiert, datt am Accord keen Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent Donnéeën, déi mat der humanitärer Aarbecht vum Internationale Roude Kräiz a Verbindung stinn, an aneren Donnéeën, beispillsweis de Personaldonnéeën.

Mir hunn dëse Punkt och an der Kommissioun de 5. Mee (veuillez lire: de 5. Juni) diskutéiert. Do hu mir ausféierlech erkläert kritt, datt d'Neutralitéit vum Internationale Roude Kräiz essentiel ass. De CICR muss vun alle Parteien als neutral unerkannt ginn, fir seng Roll kënne voll wouerzehuelen a fir och dat néideg Vertrauen ze hunn. Dofir muss dat Internationaalt Rout Kräiz seng eege Reegele kënnen applizéieren, woubäi ze ënnersträichen ass, dass ganz vill Dispositioune vun den Dateschutzreegele vum Internationale Roude Kräiz identesch zu eisem RGPD sinn oder op d'mannst deem selwechte Standard entspriechen. Nëmmen esou kann de CICR als „honest broker" unerkannt ginn.

Iwwregens sinn och d'UNO, Interpol oder nach de Conseil de l'Europe änlech vum RGPD ausgeholl.

Zum Projet de loi goufen et weider keng Avisen. D'Kommissioun huet de schréftleche Rapport de 7. Juli ugeholl.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Rapporter Yves Cruchten Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Dem Rapporter, dem Yves Cruchten, e ganz grousse Merci. En huet alles gesot. An domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, u sech kann ech dat selwecht soen, wat d'Madamm Hansen elo gesot huet, just am Numm vun der DP. Ech soen och dem Här Cruchten villmools Merci an da ginn ech och d'Zoustëmmung. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An elo ass d'Wuert fir d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Bon, ech géif elo ganz gären e bëssen op d'Geschicht vum CICR agoen. 1863 gegrënnt, d'Schluecht vu Solferino, den Henry Dunant, wie kennt et net. Et läit eis alleguer um Häerz.

Ech weess awer, Dir hutt alleguerten nach ganz vill aner wichteg Projeten an dowéinster ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci fir de Rapport. Ech mengen, datt mer selbstverständlech, wat de Contenu vum Gesetz ugeet, hei all d'accord sinn. Mee mir sollten eis vläicht net domadder zefridde ginn. Well mir sinn an enger Situatioun, wou mer och an Europa Krich hunn. Ech weess elo net, ob den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz aktiv ass an der Ukrain. Ech ginn emol dovun aus, datt en dat ass. An ech mengen, datt mer sollte méi wäit goen hei a vläicht och dës Geleeënheet huelen, an dat ass vläicht de Message och un den Här Minister Fayot, fir d'Ënnerstëtzung fir den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz nach ze verstäerken. Mir hu jo elo nach méi en direkte Lien mat deem Internationale Kommitee wéi bis elo. An den humanitäre Besoin ass onendlech grouss.

An ech mengen, mir sollten hei vläicht dann den Här Minister froen, ob et net méiglech ass, fir d'Ënnerstëtzung fir den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz a sengen humanitäre Missiounen nach ze erhéijen, besonnesch an deene schreckleche Situatiounen, déi mer am Ableck op eisem eegene Kontinent hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann et leider net ganz esou kuerz maache wéi d'Kolleeginnen an d'Kolleege viru mer.

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Erlaabt mer awer dofir, direkt a menger Ried op déi zwee Projeten anzegoen, also op deen heiten an op deen nächsten, da spueren ech Iech dat herno.

Fir d'éischt also zum Projet vum Roude Kräiz: Lëtzebuerg huet eng grouss Chance, datt d'Rout Kräiz hei esou gutt etabléiert ass an och eng ganz wichteg Aarbecht leescht. Well ouni d'Rout Kräiz an d'Caritas hätt den Accueil vun den ukrainesche Flüchtlingen net esou gutt geklappt.

(Interruption)

E wier ouni si deelweis guer net ze meeschtere gewiescht. An ech ginn ... Dat ass ee Beispill vu villen. Et kéint een nach ganz vill aner Beispiller ginn.

Et gesäit een et och un den Aussoe vum Generalsekretär vum Internationale Roude Kräiz, deen explizitt d'Aarbecht vun dem lëtzebuergesche Roude Kräiz gelueft huet an där Situatioun. Et ass och wierklech ze begréissen, datt d'Rout Kräiz d'Urgence vun der Klimakris unerkennt an aktiv matschafft, fir d'Effekter vun der Kris op déi vulnerabelst Mënschen ofzefiederen.

D'Rout Kräiz huet domat d'Vernetzung vun den internationale Problemursaache besser verstane wéi verschidden Acteuren hei am Parlament, an dat erkenne mer un.

Mee an dësem Text geet et jo net dorëms, wat d'Rout Kräiz gutt mécht, mee et geet dorëms, datt se ënner anerem en Zenter fir Cyberspace hei zu Lëtzebuerg opbauen, dëst am Kader vun hirer Missioun, fir a Konfliktgebidder ze hëllefen an d'Leit do och digital virun Ugréffer ze schützen. Et ass gutt, datt se hei vum Knowhow vu Lëtzebuerg, dee mer mëttlerweil mat eisen E-embassies fir eng Rëtsch Länner bewisen hunn, kënne profitéieren.

D'Rout Kräiz kritt hei awer och vill Rechter, déi mer elo aneren Organisatiounen nach net ginn. Och dat muss ee sech ëmmer erëm bewosst sinn. ONGen, déi méi kleng sinn an doduerch och manner kënne beweegen, mee déi awer dofir op kee Fall manner wichteg sinn oder manner gutt Aarbecht maachen, hunn déi Rechter zum Beispill net.

Dee Projet hei, an dat ass och de Grond, firwat ech eropkomm sinn, huet awer am Ausland fir gréisser Welle gesuergt. Esou war et an der Schwäiz dach zu enger klenger Opreegung komm, ob dat heiten den Ufank vun der Delokaliséierung vum Headquarter vum Internationale Roude Kräiz vu Genève fort a Richtung Lëtzebuerg wär an ob Lëtzebuerg aktiv géif eng Politick verfollegen, fir international Quartier-généralen op Lëtzebuerg ze zéien.

Ech kann hei, mengen ech, eppes soen, dat ass, datt deen heite Projet dat net ass, mee datt et complementaire ass zu enger physescher Presenz an datt et u sech souguer gutt ass, wann deng Cyberaktivitéiten net op där nämmlechter Plaz si wéi deng physesch Presenz, a wann et just ass aus Resilienzgrënn, sief dat wéinst Klimawandel, sief dat wéinst Attacken, physescher wéi digitaler Natur.

An deementspriechend, mengen ech, ass et och gutt, datt déi Dezentraliséierung stattfënnt an datt eeben net alles op engem Site strukturéiert ass.

An da kommen ech zum zweete Projet, Här President, dofir erlaabt mer, datt ech kuerz d'Theema wiesselen. Déi zweet Konventioun vum Global Green Growth Institute geet an déi selwecht Richtung. D'Global Green Growth Institute – GGGI, also et muss een ëmmer oppassen, datt een net ee G ze vill oder ze mann zielt – ass de Leit dobausse manner e Begréff wéi elo d'Rout Kräiz.

Et ass déi éischt international Organisatioun, déi sech op nohalteg Finanze spezialiséiert huet, déi hei zu Lëtzebuerg e Büro opmécht. Si ass am Wuessen a si hëlleft eis virun allem haut schonn, fir kleng pazifesch Inselstaaten am Kampf géint de Klimawandel ze ënnerstëtzen.

An do schléisst sech de Krees jo och zum Internationale Roude Kräiz, déi änlech déi Urgence climatique unerkannt hunn. Och hei stellt sech fir mech awer d'Fro, firwat grad dës Organisatioun déi Virdeeler kritt, déi aner Organisatioune vläicht net kréien.

Bon, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, generell baséieren esou Accorden op dem Vertrauen tëscht eisem Staat an der jeeweileger Organisatioun. Béid Organisatiounen hunn eist Vertrauen an der Vergaangenheet gehat, wäerten et an Zukunft och nach hunn, a mir hoffen, datt se et net wäerten enttäuschen. An dofir gi mir och den Accord fir déi zwee Projeten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt e grousse Merci un den Yves Cruchten fir säi ganz gudde Rapport. Hien huet dat wierklech exzellent beschriwwe mat senger ganzer Komplexitéit, och wat den Avis vum Staatsrot ugeet an déi Bedenken, wat insbesonnesch de GDPR-Dateschutz hei ugeet.

Hien huet awer och de wierklech relativ eenzegaartegen an historesche Charakter vun dësem Projet ënnerstrach. An ech géif och wierklech gären, mengen ech, domadder ufänken.

Gradesou wéi bal all aner Organisatioun ass de CICR amgaang, sech ze digitaliséieren, ass amgaang, eng digital Transformatioun matzemaachen. A si mussen dat och maachen, wa se wëlle méi effikass an och méi käschteneffizient intervenéieren. Well et ass effektiv gesot ginn, d'Besoinen am humanitäre Beräich sinn enorm a si sinn Tendenz steigend, an dat Internationaalt Rout Kräiz ass déi Organisatioun, déi humanitär Organisatioun, déi weltwäit iwwerall an all Krisegebitt do ass, a si kann dat, well se effektiv déi Neutralitéit huet, wat fir déi Organisatioun en essentielle Prinzipp ass, deen och effektiv seng Wuerzele fënnt an deenen internationale Konventiounen, déi se gegrënnt hunn.

An dofir ass dat wierklech souwuel an der reeller Sphär, an der reeller Welt, wéi och an der Cybersphär wierklech e ganz essentiellen Aspekt.

Mëtt Januar 2022, ironescherweis just dee Moment, wéi mer den Accord ënnerschriwwen hu mam CICR, hat de CICR eng Cyberattack, bei där Donnéeë vu 500.000 Beneficiairë gehackt gi sinn. A wärend déi Cyberattacken natierlech ëmmer méi heefeg ginn, war dat hei wierklech och an der Gréisst, an der Envergure eppes, wat bis elo nach ni do war. An dofir ass och op déi Manéier do e Paradigmewiessel komm fir déi ganz humanitär Welt.

Mat sengen héichwäertegen Infrastrukturen a mat eiser Expertis, an ech mengen, dat ass dee Grond, firwat Lëtzebuerg hei erausgesicht ginn ass, mengen ech, kënne mer awer e bëssen houfreg sinn, dass de CICR eis gewielt huet, fir dat doten opzesetzen, wéi gesot, eng Delegatioun fir de Cyberspace, wou se Léisunge probéieren, testen, wou se innovéieren, fir eeben, voilà, Léisungen ze fannen, wéi se kënne mat humanitären Date méi eng effektiv humanitär Aktioun och maachen.

Mëttlerweil huet dem CICR seng Cyberdelegatioun hei zu Lëtzebuerg och schonn, mengen ech, eng eelef Leit, déi hei schaffen. An dat ass eng Tendenz, déi och nach méi an d'Luucht geet. An ech mengen, wat effektiv hei essentiel ass, an dat, mengen ech, och en réponse op dat, wat de Sven Clement gesot huet a senger Interventioun: Hei geet et wierklech net drëm, fir dat Internationaalt Rout Kräiz op Lëtzebuerg ze bréngen. Et ass effektiv eng Diversifikatioun. Et geet och net drëm, fir d'Daten op Lëtzebuerg ze zéien. Et geet hei drëm, wierklech eng digital Infrastruktur hei opzebauen, wou ka probéiert ginn, wou ka mat artificieller Intelligenz geschafft ginn, wou och kënnen zesumme mam Supercomputer Saache getest ginn, an dat alles an engem ganz ofgesécherte Kontext, wou natierlech elo déi Protectioun, déi mer dann haut stëmmen hoffentlech, wat d'Confidentialitéit ugeet an och wat d'Neutralitéit ugeet, insbesonnesch am Dateschutz natierlech en essentielle Bestanddeel dovunner ass.

Wann dat kritiséiert gëtt op verschiddene Plazen, spillt do vläicht och e bëssen e klengen Näid mat, well ech mengen, et wären och aner Länner, déi frou gewiescht wären, wann déi doten Infrastruktur bei hinnen opgebaut gi wier. Mee dat ass nun emol zu Lëtzebuerg gemaach ginn an dat ass eppes, wat eise Rapport, eis Relatioun mam Internationale Roude Kräiz nach méi renforcéiert. De CICR ass haut schonn dee wichtegste Partner am humanitäre Beräich vu Lëtzebuerg. Mir hu mam CICR all Joers eng Enveloppe vun ongefëier enger Milliioun (ndlr: M. Franz Fayot rectifiera ce chiffre dans sa prise de position du projet de loi 8094). Mir ënnerstëtzen och d'Federatioun vum Internationale Roude Kräiz an och mam Lëtzebuerger Roude Kräiz schaffe mer ganz staark zesummen. Do ass d'Enveloppe dräi Milliounen. Dat sinn also bei Wäitem eis gréisst Partner am humanitäre Beräich, well se eebe wierklech eng remarkabel Aarbecht maachen an dohi kommen, wou keng aner humanitär Organisatioun hikënnt.

An nach eng Kéier, dat huet domat ze dinn, dass déi Neutralitéit esou staark verankert ass an internationalen Traitéen, awer och bei all deene Länner, wou d'Rout Kräiz bilateral esou en Accord huet. Do fënnt ee ganz änlech Clausen zréck wéi déi, déi mir elo hei an dësem Accord hunn. An ech menge wierklech, dass sech hei souwuel an der Hiérarchie des normes wéi och am GDPR selwer Argumenter fannen, déi dat justifiéieren, well, wéi gesot, déi Neutralitéit anescht wéi, mengen ech, bei aneren ONGen, déi och alleguerten hire ganz grousse Meritt hunn, därmoossen essentiel ass fir de Funktionement a fir d'Effektivitéit vun där Organisatioun.

An et weess ee jo, an dat huet een am Ukrain-Konflikt gesinn, dass mat där Neutralitéit och emol heiansdo ka gespillt ginn, dass déi a Fro gestallt gëtt, dass och e Rout Kräiz do heiansdo kann an d'Kräizfeier gerode vun esou Konflikter. An dofir ass et wichteg, nach eng Kéier, dass souwuel am Kär, awer och an der Perceptioun déi Neutralitéit do preservéiert a gewaart ass. An ech mengen, dat ass dat, wat mer hei mat dësem Accord erreechen, deen d'Chamber dann haut approuvéiert.

An dofir soen ech Iech alleguerten e ganz grousse Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Kooperatiounsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8093. Den Text steet am Document parlementaire 8093[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8093 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine

Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

12. 8094 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8094, en Accord mam Global Green Growth Institute iwwer hire Statut, Privileegien an Immunitéit. An de Rapport mécht eis nach eng Kéier den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President, an och merci dem Här Clement, dee scho gutt Erklärunge ginn huet. Elo konnt ech schonn erëm e gudden Deel vu menger Interventioun hei sträichen an da si mer och méi séier fäerdeg.

Hei geet et, wéi hien och gesot huet, effektiv dës Kéier ëm en Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Global Green Growth Institute, GGGI, an erlaabt mer, dass ech dat och elo allkéiers ofkierzen. Dësen Accord erméiglecht, datt den GGGI sech hei zu Lëtzebuerg néierloosse kann an och hien eng Partie Privileegien an Immunitéiten zougesprach kritt, fir kënne gutt ze fonctionéieren.

Et handelt sech hei ëm e klasseschen Accord de siège. Den GGGI wäert hei zu Lëtzebuerg säin internationale Büro fir Europa opmaachen. E puer Wuert awer zum GGGI. Deen ass 2010 gegrënnt gi mat sengem Haaptsëtz zu Seoul. Den GGGI promouvéiert d'Entwécklung vun nohaltegen Ekonomien, déi sozial inklusiv an och fir eis Ëmwelt nohalteg sinn. Si si virun allem och an de gréngen an nohaltege Finanzen aktiv an domat verfollegt den GGGI ënner anerem déi 17 nohalteg Entwécklungsziler vun der UNO.

Den Institut selwer ass an iwwer 40 Länner aktiv a mobiliséiert considerabel Zommen, fir beispillsweis géint d'Auswierkunge vum Klimawandel unzekommen oder Aarbechtsplazen an nohaltege Secteuren ze schafen.

Wéinst eisem Ekosystem vun den nohaltege Finanzen, dee mir hei zu Lëtzebuerg schonn hunn, an och der Europäescher Investitiounsbank ass et fir den GGGI interessant, sech bei eis am Land néierzeloossen. Dofir begréisse mir den GGGI als éischt international Organisatioun, déi an den nohaltege Finanzen aktiv ass, an hoffen, datt eist Land och fir weider international Organisatiounen aus dësem Beräich nach méi attraktiv gëtt.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 26. Mee keng Remarken zum Text. Et gouf ausserdeem nach en Avis vun der Chambre de Commerce, déi deen Text hei ausdrécklech begréissen. D'Kommissioun huet de schréftleche Rapport de 7. Juli ugeholl.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Rapporter Yves Cruchten Merci a ginn d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. De Rapporter, den Yves Cruchten, huet alles iwwert d'GGGI gesot an ech soen him villmools Merci an ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An dann ass et um Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. U sech kann een awer eng Parallell zu deem Projet virdru feststellen, an zwar an där Hisiicht, datt Lëtzebuerg u sech säin Image verbessert, och op deem heiten Niveau, wéi virdru bei dem Internationale Kommitee vum Roude Kräiz och bei dem GGGI elo e gutt Zeeche setzt, haaptsächlech eebe wat déi gréng Finanzen ubelaangt, wat och ganz gutt bei eis Finanzplaz passt. Duerfir fanne mer dat hei e ganz gudden, e ganz interessante Projet.

An ech soen och dem Yves Cruchten Merci fir seng Rapporten, souwuel säi schréftleche wéi säi mëndlechen, a ginn dann och d'Zoustëmmung vun der DP. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Merci villmools och dem Här Cruchten fir säi Rapport. Ech hu wierklech net vill, wat ech elo nach kéint méi soe wéi dat, wat de Rapporter gesot huet, wat den Här Sven Clement scho gesot huet. Ech mengen, ech brauch Iech net ze verstoppen, et steet scho gréng am Titel, dass dee Projet hei an de Contenu, …

(Interruption et hilarité)

… dass d'Zilsetzung vun dësem GGGI eis natierlech och ganz, ganz gutt gefält. An deemno ginn ech natierlech och ganz gären den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Nach eng Kéier Merci dem Här Cruchten fir dee Rapport. Jo, mir freeën eis natierlech all, datt den GG…, GG…GI, ech muss dat nach üben, bis dat elo sëtzt …,

(Interruptions)

… voilà, hei elo dee Siège, deen Accord de siège mat Lëtzebuerg huet.

Mir hate virdrun an enger Interventioun awer eng Observatioun héieren, op déi ee misst vläicht kuerz reagéieren. Et ass gefrot ginn: Firwat déi Organisatiounen an net anerer? Et ass ganz einfach esou, datt den GGGI an den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz e Statut ënnert dem internationalen ëffentleche Recht hunn. Si si Subjekt respektiv quasi Subjekt vum internationalen ëffentleche Recht. An et kann eis … Als Staat kënne mir nëmmen en Accord de siège oder Privileegien an Immunitéite consideréiere géintiwwer engem Rechtssubjekt am internationalen ëffentleche Recht. Aner ONGe sinn dat net onbedéngt. Dofir ass e Verglach tëschent deenen zwou Organisatiounen an aneren ONGen an dësem Kontext net onbedéngt ubruecht.

Dat gesot, ënnerstëtze mir dat heite selbstverständlech. Et ass gutt fir de Siège Lëtzebuerg. Ech wëll just rappeléieren, datt och Institutioune vun der Europäescher Unioun schonn an deem dote Beräich vun de Finanzen aktiv sinn, och hei zu Lëtzebuerg, datt dat heiten dat completéiert a weider ausbaut, wat mer hei schonn hunn. A mir kënnen dat als ADR nëmme begréissen a mir wäerten et ënnerstëtzen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Jo, merci, Här President. Och merci all den Intervenanten. Merci virun allem och dem Yves Cruchten fir säi ganz gudde Rapport. Den GGGI – oder si nenne sech selwer heiansdo Triple G-I, fir et e bësse méi einfach ze maachen, well se selwer, mengen ech, net eens gi mat hirem Numm –, dat ass eng Organisatioun, déi effektiv net nëmmen am Beräich vun de grénge Finanze wichteg ass, mee déi awer och mat eis am Beräich vun der Kooperatioun scho Projete mécht an deene verschiddene Partnerlänner. Dat huet ugefaangen effektiv mam Ëmweltministère, dee jo och selwer en Deel Aide au développement mécht an deen ugefaangen huet, mat där Organisatioun ze schaffen, zum Beispill a Länner wéi dem Ruanda, wou se eppes maachen am Beräich vun den Déchets électroniques, awer och an anere Länner. Dat heescht, dat ass wierklech och eng Organisatioun, déi ganz konkreet Projete mécht am Beräich vun der Bekämpfung vum Klimawandel an am Ëmweltberäich an deene verschiddenen Entwécklungslänner, an deene mir och aktiv sinn.

An duerfir ass et esou wichteg an esou interessant, dass se elo op Lëtzebuerg kommen, well dat einfach déi Zesummenaarbecht mat hinne vereinfacht, dass een net …, et muss een net méi nëmme mat Korea schaffen, mee et huet ee wierklech och hei Leit sur place, mat deenen ee vill méi konkreet kann zesummeschaffen an och mat LuxDev wäert do e Lien bestoen, fir dann déi Projete sur place kënne besser ze transposéieren an ëmzesetzen.

Dofir fir eis Aktioun am Beräich vum Developpement, wat d'Klimaaktioun ugeet, ass dat heiten e ganz wichtege Bestanddeel dovun.

Här President, just nach vläicht ee Wuert vu Rektifikatioun par rapport zu deem, wat ech virdru gesot hunn, wat eise Budget mam Roude Kräiz ugeet. Ech hat dat e bëssen ënnerschat. Déi eng Millioun fir d'Federatioun vum Roude Kräiz an och fir de CICR, dat ass eleng nëmmen d'Ukrain. D'ganz Enveloppe ass vill méi wichteg. Do huet de CICR fir 2022 17 Milliounen Euro vu Lëtzebuerg kritt a mir hunn en Accord pluriannuel, dee vun op d'mannst 9 Millioune pro Joer ausgeet, mee wou mer natierlech dann nach allkéiers au grè des crises nach Rallongë maachen, fir eeben och op déi verschidden Appelle vum CICR a vun der Federatioun vum Internationale Roude Kräiz kënnen ze reagéieren.

Merci fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8094. Den Text steet am Document parlementaire 8094[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8094 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth (par M. Marc Lies), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 18., 19., 20. an 21. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.11 heures.)

66e séance

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 64
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Communications** p. 64
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
3. **Ordre du jour** p. 65
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mme Martine Hansen | M. François Benoy (intervention de Mme Martine Hansen) | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mme Martine Hansen | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | M. Gilles Roth | Mme Josée Lorsché | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | M. Michel Wolter | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
4. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser** p. 66
   Exposé : M. Fernand Kartheiser
5. **8065 – Projet de loi complétant la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par un article 43ter relatif à l'utilisation de caméras-piétons par la Police grand-ducale dans l'exercice de ses missions** p. 66
   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance)
   Discussion générale : M. Léon Gloden (intervention de M. Dan Biancalana) (dépôt de la motion 1) | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8065 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Stéphanie Empain | M. Marc Goergen | Mme Nathalie Oberweis
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
6. **8208 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères Airbus H-145M** p. 75
   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
   Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la motion 1) | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8208 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Stéphanie Empain
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
7. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar** p. 79
   Exposé : M. Laurent Mosar
8. **8220 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions** p. 79
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8220 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Henri Kox, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, heimat maachen ech d'Sëtzung op a stellen déi traditionell Fro un d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

M. Henri Kox, Ministre | Nee, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

2. Communications

Da géif ech Iech e puer Kommunikatioune maachen.

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 18 juillet 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8274 – Projet de loi portant modification du mécanisme temporaire de changement de groupe de traitement de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 13/07/2023

8275 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 13/07/2023

8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 13/07/2023

8277 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des gardes sur place et des astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et dans les établissements hospitaliers spécialisés et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/07/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2836 – Demande de pétition publique : Création de cimetières pour animaux domestiques au sud du pays : tout animal de compagnie a le droit d'être enterré et de reposer en paix

Dépôt : Mme Daniela Domingos Dos Santos, le 11/07/2023

2837 – Demande de pétition publique : Aféierung vun enger Scholdebrems

Dépôt : M. Romain Reiter, le 12/07/2023

2838 – Demande de pétition publique : Fir méi juristesch Konsequenze bei all Zort vun Diskriminatioun, Gewalt, Mobbing, Stalking an Hate Speech

Dépôt : Mme Zoe Evans, le 13/07/2023

2839 – Demande de pétition publique : Enlever la taxe sur les boissons dites « alcopops » au Luxembourg

Dépôt : M. Lex Knoop, le 17/07/2023

2840 – Demande de pétition publique : Fir d'Entlaaschtung vu medezinneschem Personal a Schafe vun neie Servicer, dass Familljе mat beanträchtegte Kanner déi néideg Ënnerstëtzung fannen

Dépôt : Mme Vicky Wishof, le 17/07/2023

2841 – Demande de pétition publique : Congé de paternité – 25 jours

Dépôt : M. Emmanuel Becker, le 18/07/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dann zum Ordre du jour. Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Op Ufro vun der Justizkommissioun gëtt proposéiert, datt fir de Projet de loi 7959, deen e Mëttwoch de Mëtten um Ordre du jour steet, d'Riedezäit vun engem Modell 1 op e Basismodell geännert gëtt.

Et gëtt och proposéiert, fir fir de Projet de loi 8007, deen e Mëttwoch de Mëtten um Ordre du jour steet, d'Riedezäit vun engem Basismodell op e Basismodell ouni Debat ze änneren.

Op Ufro vun der Reglementskommissioun gëtt dann och nach proposéiert, bei der Reglementsofännerung 8271, déi en Donneschdeg de Mëtten um Ordre du jour ass a fir déi de Basismodell virgesi war, fir doraus e Basismodell ouni Debat ze maachen. Dat si Propositiounen an ech wollt froen, ob d'Chamber do dermat d'accord ass.

(Assentiment)

D'Madamm Hansen freet d'Wuert zum Ordre du jour a si kritt och direkt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci. Also, mat deene Propose si mer averstanen. Ech wëll awer zum Ordre du jour allgemeng zwou Saache soen.

Dat Éischt ass: Esou, wéi mer hei schaffen dës Woch, dat ass wierklech onméiglech a keng seriö parlementaresch Aarbecht méi. Dat fannen ech wierklech extreem traureg, well dat Eenzegt, wat mer maachen, ass just nach kucken: De Staatsrot, ass eng Opposition formelle do, jo oder nee? A wa keng do ass, da gëtt et duerchgebaatscht. Dat ass net seriö!

Et si ganz vill Avisen do vun de Kummeren, déi mer bei de Projet-de-loien net méi duerchkucken. Mir kucke souguer d'Artikelen net méi Article par article duerch bei de Projet-de-loien. Dat ass definitiv keng Aarbecht méi, déi dem Parlament würdeg ass. An u sech huet de Chamberspresident awer och d'Aufgab, derno ze kucken, datt mer hei eng anstänneg Aarbecht maachen. Dat ass den éischte Punkt.

Deen zweete Punkt. Ee Gesetz erausgepickt, dat ass d'Naturschutzgesetz. U sech stoung den Avis vum Staatsrot de leschte Freideg um Ordre du jour, mir hunn awer keen Avis kritt. Elo hu mer de Moien eng Convocation d'urgence kritt fir, mengen ech, muer de Mëtteg um 13.45 Auer, wou ech nach net weess, ob mer Mëttespaus maachen oder net. Et war emol eng Kéier virgesinn, mir géife keng Mëttespaus maachen hei an der Chamber, mir géifen duerchschaffen.

Elo soll um 13.45 Auer eng Chamberskommissioun sinn, Environnement, wou d'Naturschutzgesetz um Ordre du jour steet, wou mer d'Gesetz … Et ass am Januar deposéiert ginn. Mir hunn dat Gesetz nach net an der Chamberskommissioun duerchgekuckt. Dat fannen ech also eng absolutt Frechheet, well vu Januar bis elo wär Zäit gewiescht! Et misst also net muer de Mëtteg gekuckt ginn. Et gëtt elo muer de Mëtteg presentéiert, den Avis vum Staatsrot kënnt, de Rapport gëtt ugeholl an da soll et en Donneschdeg gestëmmt ginn. Dat geet net! Zumindest misste mer bis e Freideg Zäit hunn. Mee ech soen Iech just hei, allgemeng, déi Aarbecht, wéi se dann do an der Kommissioun gemaach gëtt, dat ass – dat Wuert soen ech elo net! – net akzeptabel vun eiser Säit!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Hansen. Ech géif da feststellen, zum …

(Interruption)

A, den Här Benoy zum selwechte Sujet. Ech wollt elo just en ordre principal den Ordre du jour unhuelen, wann d'Chamber domat d'accord ass, an dann en ordre subsidiaire op d'Interventioun vun der Madamm Hansen d'Wuert weiderginn. Den Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Entschëllegt mäi Retard, ech krut elo also och net alles mat, wat gesot ginn ass, och net vun der Madamm Hansen. Ech entschëllege mech dofir.

Jo, Dir hutt jo matkritt, dass mer schonn e puermol eng Convocatioun erausginn hu fir d'Ëmweltkommissioun, eebe justement, fir op deem dote wichtege Gesetz ze schaffen, iwwregens e Gesetz, dat mer am Dezember scho presentéiert kruten an der Kommissioun …

Mme Martine Hansen (CSV) | Nee, nee, nee. Mir hunn den Avant-projet de loi presentéiert kritt, mir hunn net iwwert d'Gesetz gekuckt. Also, ech hunn nach ganz vill Froen zum Gesetz, déi ech net ka stellen.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, jo, wéi gesot …

(Interruption)

… jo, wéi gesot, mir kruten en Avant-projet presentéiert, wou mer an der Kommissioun dee Moment eng Diskussioun haten, wou all Mënsch vun den Deputéierten, notamment och aus Ärer Fraktioun, gesot huet, dass dat Ännerunge sinn um Naturschutzgesetz, déi an déi richteg Richtung ginn.

Dat hutt Der dee Moment gesot, soudass … Et geet hei ëm Vereinfachungen, et geet och drëm, nodeems mer Arrêtéen hunn, fir do Praxissen ëmzesetzen, déi wierklech wichteg sinn, déi, mengen ech, eis alleguerten och um Häerz leien. Mir haten deen dote Projet iwwregens och schonn um Ordre du jour vum Staatsrot an de leschte Wochen, dunn ass en awer erëm erofkomm.

Also, wéi gesot, doduerch, dass d'Conférence des Présidents jo och festgehal huet, dass dee Projet dës Woch nach soll gestëmmt ginn an dass mer en hei op dem Ordre du jour sollten hunn, hunn ech probéiert, do beschtméiglech ze kucken, fir déi Kommissioun ze organiséieren. Elo ass et esou, dass mengen Informatiounen no mer en Avis sollte kréien, an dofir hunn ech dunn och gekuckt, esou séier wéi méiglech, also muer, eng Kommissioun anzeberuffen.

Ech hunn do eeben drop gesat, dass mer den Avis vum Staatsrot, dee mer alleguerten net kennen, duerchkucke kënnen an dass mer natierlech och iwwert d'Gesetz schwätzen. An da steet dann drop: eventuell e Rapport. Dat heescht awer natierlech net, dass een dat muer muss maachen. Ech mengen, mir hunn den Avis vum Staatsrot nach guer net, dat heescht, voilà, do steet jo och, „eventuell" dat ze maachen. Wéi gesot, ech mengen, et ass e Gesetz, wou et wierklech wichteg ass, et nach ze stëmmen, dat heescht awer net, dass een elo muer alles an där enger Seance muss maachen.

A fir d'alleréischt solle mer elo mol waarden, bis mer den Avis vum Staatsrot hunn an da solle mer weiderkucken. Ob dat elo e Freiden oder en Donneschden eventuell um Ordre du jour ass, dat ass, mengen ech, fir eis elo egal.

Mee ech mengen, et ass awer wichteg, dass mer als Chamber, fir e wichtegt Gesetz wéi dat do, wou mer alleguerten och gesot hunn, dass et Ännerunge sinn, déi eis um Häerz leien, déi Kommissioun muer sollte maachen an deen Avis sollten analyséieren an dann zesumme weiderkucken.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. A just vläicht ee Wuert, well d'Madamm Hansen sech un de Chamberspresident adresséiert huet. Ech sinn zwar nëmme Sëtzungspresident an entschëllege ganz häerzlech eise Chamberspresident, mee ech hat och d'Méiglechkeet, doduerch, datt ech nëmmen am Moment f.f. sinn, fir un enger Rei vu Kommissiounssëtzungen deelzehuelen iwwer wichteg Projeten, wou sech déi Zäit geholl ginn ass.

Wann dat bei eenzelne Projeten net de Fall sollt gewiescht sinn, dann ass dat net gutt – dat ass esou! –, well mer och an Ausnamesituatioune wéi Covid ganz schnell legiferéiert hunn, eis awer ëmmer Zäit geholl hunn, fir am Detail d'Projeten ze analyséieren. Dat gesot, merci fir deen Echange.

Da géif ech elo mam Ordre du jour, deen d'Chamber ugeholl huet, wann ech dat richteg gesinn …

(Brouhaha)

Mir stëmmen of. Wien ass net mam Ordre du jour d'accord, wéi e festgehale gouf?

(Brouhaha)

Jo.

Mme Martine Hansen (CSV) | Den Avis vum Staatsrot war nach net do, ass nach net do. Mir hate keng Zäit, Amendementer ze maachen.

Une voix | De Mikro ass net un.

Mme Martine Hansen (CSV) | En ass un.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Jo, da misste mer ...

Une voix | Dir musst d'Fro nach eng Kéier stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Da misste mer gegeebenefalls ofstëmmen. Well fir elo ze zielen ...

Da géife mer de Vote électronique maachen iwwert den Ordre du jour, esou wéi dat sech passt.

Une voix | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Well et ass eng Propos vun der Conférence des Présidents, déi selbstverständlech vum Plenum muss ugeholl ginn. Well hei e Vott verlaangt gëtt an ech net esou genee kann detektéieren, wien dann elo wéini an der Majoritéit ass, maache mer de Vote électronique. Sinn eis Leit prett fir de Vote électronique?

(Brouhaha)

Also, wie fir den Ordre du jour ass, wéi d'Conférence des Présidents e proposéiert huet, stëmmt mat Jo, a wie mat den Explikatiounen, déi mer kritt hunn, net d'accord ass, stëmmt mat Nee. Kënne mer de Vott lancéiere wannechgelift?

Plusieurs voix | Jo.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | D'Reglement vun der Chamber léisst jo guer net méi zou, dass dat Gesetz kann en Donneschdeg gestëmmt ginn. Anscheinend ass nach kee Rapport do.

(Brouhaha)

Den Avis vum Conseil d'État soll den Owend kommen. Muer kënnt da fréistens e Rapport, an en Donneschdeg soll dat Gesetz gestëmmt ginn. Dat geet guer net no eisem Reglement. An d'Conférence des Présidents, wou ech selwer Member sinn, déi huet en Ordre du jour fixéiert, wou déi Rapporte sollten en temps utile do sinn. Mir kënne jo net en Ordre du jour arrêtéieren, dee géint d'Chambersreglement geet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mir kënnen ... Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Also, mir sinn awer net an engem neien Zenario hei, Här Roth. Mir hunn an der Lescht immens oft de commun accord gesot: „Kommt, mir stëmmen dat Gesetz nach, mir brauchen et, et ass wichteg!" A mir bleiwen der Meenung, also meng Fraktioun op alle Fall, dass mer hei e gutt Gesetz brauchen, a mer wëllen alles maachen, fir et och nach ze kréien. Mir hu Covidgesetzer oft an deem do Zenario gestëmmt, mir hunn de Mueren nach den Avis vun de Staatsbeamten, den Accord salarial, ugeholl, de Rapport. Mir hu ganz vill Delaien net esou applizéiert, a grad an dësem Gesetz soll et dann ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ier ech dem Michel Wolter d'Wuert ginn, wollt ech vläicht eng Propos maachen, wou mer eis kéinten alleguer erëmfannen. Mir géifen den Ordre du jour unhuelen, mat der Klammer bei dësem Projet, an deen dann op den Ordre du jour huelen, wann e prett ass.

(Brouhaha)

Wann e prett ass, dann huele mer en ...

(Interruption)

Jo, mee mir hunn och, souwäit wéi ech gesinn, nach ni en Text gehat, deen een Dag ...

(Brouhaha)

Jo, d'Covidgesetzer, do war och normalerweis e klengen Delai dertëschent.

Also, ech wollt déi Propos maachen, dat ass eng Propos vu mir. An dat mécht iwwerhaapt keng Schwieregkeet. Wann nämlech dann de Projet prett ass, da kënnt jo d'Demande, fir dee Projet op den Ordre du jour ze huelen, an da gëtt et eng Ofstëmmung. An da sinn déi eng Leit vläicht derfir an déi aner sinn dergéint, mee dann ass dat eng kloer Decisioun.

Ech wëll hei net eng Kampfofstëmmung, vu dass et souwisou schonn eng animéiert Woch gëtt, zum Ordre du jour kréien. Also proposéieren ech Iech dat, an den Här Benoy huet et jo selwer gesot: Entweeder mir packen dat ënner gudde Konditiounen, da maache mer dat esou, oder mir packen et net, jo, dann ass et esou, da maache mer d'Klammer definitiv zou!

Sidd Der mat där Propos ...?

Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Et deet mer leed, datt ech d'Debaten elo nach eng Minutt ophalen, mee ech si strictement net domadder d'accord, datt eng normal, onuerdentlech gefouert parlamentaresch Aarbecht, esou wéi dat dës Woch de Fall ass an dëser Chamber, verglach gëtt mat Gesetzer, déi mer am Kader vum Covid gestëmmt hunn. Dat eent ass eng Pandemie gewiescht, wou et drëm gaangen ass ze kucken, fir séier ze resüméieren. An dat, wat dës Woch geschitt, dat ass en Hon fir d'Chamber, well a quasi kengem Projet, deen um Ordre du jour vun dëser Woch steet, déi normal parlamentaresch Aarbecht normal gemaach ginn ass! An dofir verwieren ech mech dergéint, ...

(Interrruptions)

An enger ganzer Rei ass et net de Fall, an enger ganzer Rei ass et net de Fall! An dofir verwieren ech mech eigentlech dergéint, dass hei eng Noutsituatioun an enger Pandemie verglach gëtt mat engem normale parlamentareschen Zoustand.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir hutt jo net meng Ausso viséiert zu der Analys vun de Covidgesetzer, do ginn ech dervun aus.

Sidd Der dermat d'accord, dass mer dat esou géife maachen? Mir huelen den Ordre du jour vun der Chamber mat der Klammer un, a wann déi Klammer opgeet, komme mer nach eng Kéier drop zréck, an dann huele mer eng Decisioun hei am Haus.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Däerf ech och déi selwecht Fro hei stellen? Sidd Der mat där Approche d'accord?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci do derfir.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

An ech hunn eng weider Wuertmeldung, mee net zum Ordre du jour. Mee den Här Kartheiser freet, fir eng Proposition de loi kënnen ze deponéieren. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an dir Hären, déi Proposition de loi, déi ech Iech haut wëll virstellen, do geet et ëm Logementspolitick. En Zoufall, datt och grad den zoustännege Minister bei eis ass.

An zwar geet et do ëm déi Notioun vun der Résidence secondaire. Wéi mer wëssen, plangt d'Regierung d'Aféierung vun enger ganzer Rei vun neie Steieren, dorënner och eng Leerstandssteier fir Wunnengen, déi net – a mir musse kucken, wat am Gesetz steet –, mee op jidde Fall dann net reegelméisseg benotzt ginn. An eise Souci ass et, fir enger Tatsaach Rechnung ze droen, nämlech, datt ganz vill Leit awer méi Plazen hunn, déi se benotzen.

Do si Leit, déi hunn zum Beispill e Weekendhaus, oder am Fall vu Familles recomposées gëtt et och emol méi Plazen, déi reegelméisseg benotzt ginn. An eise Souci ass, datt déi Plazen net als eidel Wunnenge consideréiert ginn. Dofir wollte mer dat am Gesetz preziséieren, wat eng Résidence secondaire ass an och de Statut fiscal, fir datt déi Leit net op eemol konfrontéiert si mat deenen awer konfiskatoresche Steieren, déi do viséiert sinn.

En zweeten Objet vun dëser Proposition de loi ass eng Prezisioun am Interessi vun de Proprietären, datt se eng rechtlech Basis hunn, fir gewuer ze ginn, wien an hirem Bien immobilier ugemellt ass. Dat ass e Problem, dee mer relativ vill am Land hunn, datt zwar zum Beispill e Bien a Locatioun gi gëtt, mee awer en fin de compte de Proprietär schlussendlech net ka kontrolléieren, wien alles do ugemellt ass.

Do gëtt et eng Rei vun Abusen, déi geschéien a verschiddene Gemengen, an dofir ass dat och, mengen ech, an eisem Interessi gewiescht. Op jidde Fall wollte mir dat, fir dat kloerzestellen, wat elo d'Rechter vum Proprietär sinn iwwer e Bien, deen hien a Locatioun gëtt.

An deem Sënn, Här President, wollt ech Iech dat hei iwwerreechen. Merci.

8278 – Proposition de loi du 18 juillet 2023 concernant la résidence secondaire

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Da géife mer zu eisem Ordre du jour iwwergoen.

5. 8065 – Projet de loi complétant la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par un article 43ter relatif à l'utilisation de caméras-piétons par la Police grand-ducale dans l'exercice de ses missions

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8197 iwwert de Gebrauch vu sougenannte „Bodycams" wärend Polizeiasätz. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Ech si mer elo just grad net sécher mat der Nummer vum Projet de loi. Et ass den 8065.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | O, jo, et deet mer leed, hei ass en Iertum geschitt. Et ass selbstverständlech den 8065. Dat war méiglecherweis e Copy-Paste, mee ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Kee Problem. Ech wollt just, dass mer ….

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den 8065.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Tipptopp, villmools merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci fir den Hiweis.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Dir Dammen an Dir Häre, ech dierf Iech dann haut de Rapport maachen iwwert de Projet de loi iwwert d'Bodycams. A mat dësem Projet de loi iwwert d'Benotze vun de Bodycams bei der Police, dee mer dann haut stëmme wäerten, gëtt dann och ee vun de Punkten aus dem Koalitiounsaccord ëmgesat.

Wat war de Basisconstat? Ben, dass ëmmer méi festgestallt gëtt, dass et e Mangel u Respekt virun der Police gëtt, dass d'Autoritéit vun de Polizisten a Polizistinnen net méi ëmmer garantéiert ass. Et ginn ëmmer méi Menacen an Aggressioun géint Polizistinnen a Poliziste festgestallt, an da kënnt eeben nach derbäi, dass et ëmmer méi gängeg gëtt, dass Drëttpersoune sur place filmen. Déi Filmercher, déi zirkuléieren da ganz oft op Social Media. Se ginn awer ganz oft och just e klengen Deel vun enger Situatioun, engem Geschéien, erëm.

An dofir ass d'Demande dann och opkomm fir esou Bodycams, well Bodycams och kënnen deeskaléierend wierken. Se kënnen domat preventiv wierken, andeems een och muss den Hiweis ginn, dass eng Situatioun gefilmt gëtt. An dat ass dann och oft dissuasiv fir déi Leit, déi vläicht grad e bësselche lancéiert sinn.

(Interruption)

Ech weess jo, dass et net den Här Mosar ass, deen iwwert de Projet schwätzt, mee …

(Brouhaha)

Jo, mee nee, et ass e bësselchen ustrengend, wann ee sech selwer bal net héiert.

Voilà, dat wierkt preventiv, dissuasiv, wann ee weess, dass eng Situatioun gefilmt gëtt. Gutt, domadder kënnen Aggressiounen och verhënnert ginn.

Dofir brauch een dann awer eng legal Basis. Fir dës ze schafen, ass natierlech och gekuckt ginn, wéi de legale Kader an eisen Nopeschlänner ausgesäit. A wa mer dann dëse Projet de loi bis gestëmmt hunn, da kënnen dës Bodycams och ugeschaaft ginn. A mir schwätzen hei vun engem Budget vun ongeféier 6 Milliounen op fënnef Joer. An natierlech mussen deen Ament d'Polizisten an d'Polizistinnen och eng extra Formatioun dofir kréien.

Wat seet de Projet de loi elo genau?

Mat dësem Projet de loi ännere mer d'Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police of, andeems en Artikel 43ter bäigesat gëtt. Am Paragraf 1 geet et ëm déi Cas-de-figuren, wou eng Bodycam dierf benotzt ginn. Do hate mer effektiv Diskussiounen och an der Kommissioun, awéifern den Text soll d'Méiglechkeet ginn, en tout lieu déi Kamerae kënnen anzesetzen. Dës Iddi, en tout lieu kënnen d'Kameraen ze benotzen, ass awer ganz staark vun der CNPD, vun der CCDH an och vum Staatsrot kritiséiert ginn, well dëst ze vill eng grouss Ingerence an d'Privatsphär géif mat sech bréngen. An hei gouf gefrot, dëse Paragraf ze preziséiere fir sécherzestellen, dass domadder d'Recht op de Respekt vun der Vie privée garantéiert gëtt an dass och d'Inviolabilité vum Domicile net a Fro gestallt gëtt.

Deementspriechend huet de Staatsrot gefrot, dass Enregistrementer am private Raum nëmmen ënner ganz spezifische Bedéngunge kënne virgeholl ginn. Dës Bedéngunge wiere ginn zum Beispill bei Verbriechen in flagranti oder wann Indikatioune bestinn, dass e Verbriechen oder en Delikt imminent kéint stattfannen.

Genee dësen Amendement ass effektiv awer och relativ kontrovers an der Kommissioun diskutéiert ginn, well et notamment fir d'Kolleege vun der CSV Bedenke gouf, dass et ze komplizéiert wier, fir ëmmer an an all Situatioun kënnen ze beurteelen, ob et e Lieu public ass oder net, dat besonnesch eeben och a Stresssituatiounen.

Hei war et awer de Wëlle vun der Majoritéit vun der Kommissioun, fir dem Avis vum Staatsrot Rechnung ze droen, dëst awer och, nodeems mer säitens der Policedirektioun de Message kritt hunn, dass dëst an der Praxis net zu gréissere Schwieregkeeten dierft féieren.

Da gesäit den Text och vir, wéi déi Kameraen um technesche Niveau solle funktionéieren. Si huelen en permanence op, mee déi Sequenze ginn ëmmer erëm bis op déi lescht 30 Sekonnen iwwerspillt, soudass déi Enregistrementer net permanent sinn. Gëtt dann awer eng Bodycam declenchéiert, da sinn déi viregt 30 Sekonnen automatesch geséchert a gehéieren zum Enregistrement. An dëst garantéiert dann, dass eng Zeen och déi 30 Sekonne virum Declenchement mat erëmgëtt.

Wisou elo déi 30 Sekonnen? Do gëtt et Beispiller vun 30 Sekonne bis eng Minutt, zou Minutten. Hei war d'Iwwerleeung, dass, wa mer méi wéi 30 Sekonne géife maachen, da kritt een och erëm Dateschutzprobleemer, well da relativ vill opgeholl gëtt, och am ëffentleche Raum oder wat am ëffentleche Raum geschitt, oder vu Leit, déi iwwert d'Strooss ginn. An ausserdeem soll jo och verhënnert ginn, dass Poliziste virun engem Asaz géifen zécken, wat si dann elo soen dierfen a wat net, an aus Angscht, et wier eventuell herno ze vill um Tounband ze héieren, wann ze vill laang am Enregistrement zréckgaange gëtt.

Wichteg ass op alle Fall, dass de Polizist fräi genuch ass, sech gutt ze fille bei sengem Asaz a fir direkt kënnen ze declenchéieren, zum Beispill och schonn am Auto, fir et herno, wann et hektesch gëtt, net ze vergiessen.

Déi 30 Sekonne sinn deemno eng Kompromëssléisung, fir dass déi Kamera vum Polizist ka gedroe ginn, ouni dass hie sech ageschränkt fillt a senger Kommunikatioun am Virfeld vun engem Asaz.

Dann zum Paragraf 4, do geet et ëm d'Ausléise vum Enregistrement. D'Leit mussen ëmmer informéiert ginn, dass d'Kamera ausgeléist gëtt, et sief dann, et handelt sech ëm e Fall, wou esou eng Ukënnegung konträr wier zum Asaz, deen ze féieren ass.

Dem Staatsrot war et och wichteg, deen Ermiessensspillraum net ze grouss ze loossen, an en huet sech dem initialen Text mat enger Opposition formelle widdersat gehat, deen op deem Punkt urspréinglech e bësselche méi large war an u sech effektiv wollt en compte huelen, dass et Stresssituatioune gëtt, wou een d'Annonce vergësst oder well eng imminent Gefor drot. Fir de Staatsrot géif esou eng Dispositioun awer vill ze vill Cas-de-figuren ofdecken an en huet dovunner ofgeroden.

An der Kommissioun hu mer och diskutéiert, ob de Bierger net misst kënnen d'Recht kréien ze froen, dass d'Kamera ageschalt gëtt. Dëst ass awer net virgesinn an och net zréckbehale ginn, well et eleng d'Entscheedung vum Polizist soll sinn, déi zielt. Esou Dispositioune gëtt et och net am Ausland.

Am Paragraf 5, do geet et dann ëm d'Sécherung vun den Enregistrementer. Déi Enregistrementer, déi ginn erofgespillt op en externen, gesécherten Träger, an nëmmen de Polizist, deen den Enregistrement ausgeléist huet, huet dann och d'Recht, sech déi Enregistrementer erëm ukucken oder ulauschteren ze goen.

Sollten aner Beamten e Besoin hunn, am Kader vun hirer Aarbecht op dës Enregistrementer zréckzegräifen, da musse se heifir eng motivéiert Demande maachen an hei gëllt dann och de Prinzipp vum Interêt légitime. Dëse Punkt huet an der Kommissioun och zu verschiddenen Diskussioune gefouert, woubäi sech d'Fro gestallt gouf, ob dat d'Prozeduren net géif relativ schwéierfälleg maachen. Op där anerer Säit muss een dës Fro awer och gesinn am Kontext vun den Diskussioune ronderëm den Accès zu Daten am Fichiersgesetz, déi mer jo och parallell gefouert hunn am Kader vun deem Projet de loi. Do war jo och de Credo, dass den Accès sollt op e Minimum reduzéiert ginn. An an deem Sënn si mer hei och an deem selwechten Esprit ënnerwee, wou mer den Dateschutz dann och héichhalen.

Ausserdeem gëtt am Paragraf 5 festgehalen, wéi et sech mam Archivage vun de Logfiles verhält. Also, dat ass d'Journalisatioun vun den Accèsen op eenzel Fichieren, an hei ass festgehale ginn, dass dës op d'mannst fënnef Joer géifen enregistréiert bleiwen.

De Paragraf 7 dann, dee reegelt, dass d'Donnéeë sollen 28 Deeg gehale ginn. Dës Zäitspann gëtt natierlech verlängert, wann dat gebraucht gëtt am Kader vun enger Enquête préliminaire oder enger Instruktioun.

Voilà, mir ginn heimadder also der Police d'Méiglechkeet, an Zukunft am Kader vun hire Missiounen op Bodycams kënnen zréckzegräifen, fir audiovisuell Opname virzehuelen, dëst am Fall, wou en Incident amgaang ass, sech ze produzéieren, oder riskéiert virzekommen. Domadder bidde mer engersäits méi Schutz fir eis Polizisten a Polizistinnen, ma an engems ergëtt sech heirauser och d'Méiglechkeet festzestellen, ob en Agent oder eng Agentin hir Funktiounen op appropriéiert a proportionell Aart a Weis ausféiert par rapport zu där Situatioun, wéi se sech grad presentéiert.

Dat ass dat, wat mer och an der Kommissioun geschwat hunn, andeems mer soen, dass esou Bodycams souwuel à charge wéi och à décharge kënne funktionéieren. Hei kann dann objektiv beurteelt ginn, ob den Agent oder d'Agentin an engem bestëmmte Fall eventuell iwwert d'Sträng geschloen huet oder awer och, fir Polizisten a Polizistinnen ze schütze virun ongerechtfertegten Uschëllegungen. Dëst bréngt eng Proportionalitéit an de Gesetzestext eran, deen an den Ae vun der Majoritéit vun der Kommissioun ganz wichteg ass. Mir schafen also déi legal Basis, fir kënnen esou Enregistrementer virzehuelen, mir definéieren, wéini an ënner wéi enge Konditioune kann enregistréiert ginn a mir definéieren och, wéi et sech duerno mam Dateschutz verhält.

Nach kuerz zu den Aarbechten an der Kommissioun. Dëse Projet de loi ass den 19. Juli 2022, nach virum Depot vum Projet de loi, an der Kommissioun presentéiert an diskutéiert ginn. En ass dunn de 17. August deposéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot koum den 23. Dezember. Duerno hu mer den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun am Mäerz analyséiert, wouropshi mer den 20. Abrëll eng Rëtsch parlamentaresch Amendementer dunn un de Conseil d'État geschéckt hunn.

Doropshin hu mer en Avis complémentaire vun der CNPD kritt an och en Avis complémentaire vum Staatsrot, dëst de 6. Juni. Dësen Avis complémentaire vum Staatsrot ass den 22. Juni an der Kommissioun gekuckt ginn. Mir haten och weider Avise kritt vum Parquet aus der Stad a vun Dikrech, vum Parquet général, vun der Cour supérieure de justice, vum

Tribunal d'arrondissement vun Dikrech an aus der Stad, vum Syvicol, vun der CCDH a vun der CNPD. De Rapport hu mer den 11. Juli elo ugeholl.

Ofschléissend géif ech gären nach eng Kéier drop hiweisen, dass dëst e Projet ass, op dee laang gewaart ginn ass, deen, wéi ursprünglech gesot, och am Koalitiounsaccord virgesi war an deen och enger Demande säitens der Police entsprécht. Mir si frou, dësen Text elo nach stëmmen ze kënnen, well en eeben och enger laangjäreger Demande vun de Beamten um Terrain nokënnt.

A grad just aktuell schléit de Pendel och net en faveur vun de Polizisten, well bis elo ëmmer nëmmen dat gewise gouf, wat anerer gefilmt hunn, an et ass eeben net ëmmer alles drop a gëtt och net d'Integralitéit vun enger Situatioun erëm. Dofir ass et eebe wichteg, dass mer op dëse Wee ginn an der Police och déi Moyenen zur Verfügung stellen. An natierlech ass et och wichteg, dass an der Ausbildung kloer gëtt, dass déi Kameraen do sinn, fir d'Polizisten ze schützen, awer och, dass e Feelverhalen och strofbar ass.

Domadder wär ech fäerdeg mat mengem Rapport. Ech soen Iech alleguerte villmools Merci, an och jidderengem villmools merci fir déi ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kommissioun. An ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Rapportrice.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Direkt merci der Madamm Rapportrice fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'CSV seet ganz kloer Jo zu de Bodycammen, mee Nee zu engem Deel vun de Modalitéite vun dësem Gesetz.

Jo zu de Bodycammen. Et ass eng laang Fuerderung vun der CSV. Ech mengen, déi lescht fënnef Joer hunn ech reegelméisseg an den Debatten iwwert d'Sécherheet an d'Police d'Bodycammen ëmmer gefuerdert.

Ech erënneren och e bëssen un den Historique vun de Bodycammen. De Virgänger vum Här Kox, den Här Schneider, oder de Virvirgänger, mengen ech, war et, nee, de Virgänger, war et, deen ...

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Watgelift?

M. Dan Biancalana (LSAP) | Virvirgänger.

M. Léon Gloden (CSV) | Jo, et ännert esou schnell an dëser Regierung, et behält een net den Iwwerbléck.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Mir si konstant gutt.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | An dofir ...

Une voix | Na ja!

M. Léon Gloden (CSV) | Et ass e bëssen Opreegung, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, jo.

M. Léon Gloden (CSV) | Mee ech verdroen dat, keng Angscht.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir drot jo derzou bäi.

M. Léon Gloden (CSV) | Ech hunn op dee Saz gewaart.

(Hilarité)

Zréck zu de Bodycammen. Ech ka mech erënneren, deemools hat ech op dësem Riednerpult virgeschloen, datt mer eis inspiréieren un der Testphas vun der Polizei zu Tréier. Den deemolege Minister, den Étienne Schneider, war och d'accord, fir esou eng Testphas ze maachen, et ass awer dunn net un d'Rulle komm. A wann een déi Testphas gemaach hätt, hätt een eng Rei Saachen erausfonnt, déi eebe vläicht net esou gutt funktionéieren, an et hätt een dann e Gesetz kënne schreiwen, dat Kapp a Schwanz huet.

Wéi gesot, mir begréissen déi Iddi vun de Bodycammen, mee mir si mat enger Rei Modalitéiten net d'accord. An dat ass awer sou e bësse representativ fir eng Rei Reformen, déi am Policeministère geschriwwe ginn, ech erënneren och un de Platzverweis. Et ass ëmmer esou, d'Iddi ass gutt, mee se gëtt dann hallefhäerzeg ëmgesat, wat derzou féiert, datt d'Beamten um Terrain am Fong méi onsécher gi wéi sécher.

An ech mengen, d'Rapportrice ass op de But vun der Bodycam agaangen, an ech deelen deen och ganz kloer. D'Bodycam huet à la fois e preventiven, dissuasive Charakter – erlaabt mer déi Expressioun, et schreckt vläicht déi kleng Filouen of, fir aggressiv virzegoe géint d'Agenten um Terrain –, an op där anerer Säit, wann et da wierklech zu engem Strofprozess kënnt, da kënnen d'Enregistrementer geholl ginn, fir eeben dat ze dokumentéieren.

Mir als CSV, wéi och d'Policegewerkschaft, hu Problemer mat zwou Modalitéiten. Ech erënneren drun, datt dat Gesetz hei, wéi et deposéiert ginn ass, e Copy-Paste war vum franséische Gesetz. An d'Rapportrice huet dat och hei korrekt zréckbruecht, wéi se gesot huet, datt am éischten Text, am Texte de base, am Fong stoung, datt déi Bodycamme kéinten en tout lieu utiliséiert ginn, op Basis vu verschiddene Krittären.

Dunn ass den Avis vum Staatsrot komm an och den Avis vun der CNPD. Ech ënnersträichen awer, datt de Staatsrot keng Opposition formelle gemaach huet. Ech mengen, dës Woch steet och nach en anert Gesetz hei um Ordre du jour iwwert de Virage ambulatoire, wou de Staatsrot och ganz kritesch war, wou awer eeben net op de Staatsrot gelauschtert ginn ass. An hei hätt een eiser Meenung no kënnen den initialen Text ...

O, Här Minister, Dir braucht de Kapp net ze rëselen, dat ass esou! Dir sidd jo net Gesondheetsminister, Dir kennt den Text vläicht dann net esou gutt.

Mir waren der Meenung, datt een den initialen Text sollt bäibehalen. Ech hat och dunn der Kommissioun an dem Ministère d'franséisch Jurisprudenz vun der franséischer Cour de cassation geschéckt, wou mir dorobber argumentéiert hunn, den initialen Text ze halen, well en eeben duerch d'Jurisprudenz a Frankräich gaang ass an eeben och guttgeheescht gouf.

Mir hunn do net déi selwecht Interpretatioun vun deem Urteel, ech huelen dat zur Kenntnis. Mee mir sinn eeben net domadder d'accord, datt déi Distinctioun tëschent Lieu public a Lieu non public oder Lieu privé esou strikt gemaach gëtt. An 80 % kann dat gutt goen, mee et gëtt eeben och Limittfäll.

A wat een eeben net däerf vergiessen: Wann d'Polizisten um Terrain mussen aschreiden, sief et preventiv oder och repressiv, ass en Agent an enger Stresssituatioun. Dat ass einfach inherent zu hirem Job an do kann et dann zu Feelverhale kommen, an dat ass net gutt. Net am Sënn vun der Sécherheet vum Polizist an net am Sënn herno, fir déi néideg Preuven ze hunn, fir viru Geriicht kënne gebraucht ze ginn. Mir liewen an engem Rechtsstaat an dofir muss et kloer Reegelen um Terrain ginn, fir déi dann och kënnen ëmzesetzen.

Den zweete Punkt, an dat huet och d'Madamm Rapportrice ervirgestrach: Dee Polizist, deen op der Affär schafft, deen awer net selwer den Enregistrement gemaach huet, wann dee wëllt Accès op den Enregistrement hunn am Kader vu senger Enquête, muss deen den Accord vum Direkter kréien. Ech kann nach verstoen, datt en iergendwou en Accord muss siche goe wéinst Data-Protection-Reegelen, mee mir sinn awer der Meenung, datt dat e bëssen iwwerdriwwen ass, fir bei den Direkter ze goen. Ech mengen, den Direkter huet aner Saachen ze dinn an den Direkter ass jo och net ëmmer do. Dofir ass dat eng Lourdeur administrative, déi mir souwéi och d'Policegewerkschaft net gutt fannen.

Dofir, in fine, enthale mir eis bei dësem Gesetz, well mer op der enger Säit d'Iddi natierlech begréissen, mee besonnesch mat dësen zwou Modalitéiten net averstane sinn.

An, Här President, ech deponéieren och eng Motioun, wou mer d'Evaluatioun vun der Utlisatioun vun de Bodycams an den nächsten zwee Joer froen, fir datt een dann herno kann d'Gesetz nobesseren. An ech sinn iwwerzeegt, datt, wa mer an zwee Joer hei stinn, mer da wäerten nobesseren, wéi dat och herno muss beim Platzverweis sinn.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– saluant l'introduction des caméras-piétons pour les policiers permettant d'assurer la sécurité des agents de police dans leur travail ;

– considérant que la distinction entre lieux publics et lieux privés n'est pas toujours aisée à opérer par un agent de police dans le cadre d'une intervention ;

– considérant certaines lourdeurs administratives dans le suivi et l'utilisation des enregistrements opérés via les caméras-piétons, notamment le fait que les agents de police doivent rédiger une demande écrite motivée au directeur général de la Police grand-ducale chaque fois qu'ils aient besoin des enregistrements de leurs collègues policiers pour analyser une affaire,

invite le Gouvernement,

– à évaluer l'utilisation des caméras-piétons dans la pratique au cours des deux années suivant leur introduction et à adapter le cadre légal.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Villmools merci, Här President. An ech fänken och direkt mat engem weidere Merci un, an dee geet un d'Rapportrice, d'Stéphanie Empain, fir hire ganz detailléierte schrëftlechen an och gudde mëndleche Rapport de Mëtten. Dat erlaabt mer, fir net mussen an all d'Detailer ze goen.

Eng vun de wichtegsten Aufgabe vun der Politick ass d'Sécherheet vun de Biergerinnen a Bierger, a fir derfir ze suergen, hinnen ze hëllefen, wa se Hëllef brauchen. D'Politick muss eng sécher an eng stabel Gesellschaft garantéieren, andeems se potenziell Menacë fir déi ëffentlech Sécherheet erkennt a beschtméiglech och drop reagéiert. Et gëllt awer natierlech och, d'Policebeamten esou ze ekipéieren an och ze schützen, wéi si et an hirem Alldag verdéngen.

D'Sécherheet betrëfft eis alleguerten a mir hu scho méi wéi eemol zu Recht an der Lescht doriwwer hei an dësem héijen Haus debattéiert an diskutéiert. Dobäi gëllt et och ëmmer, tëschent der objektiver Sécherheetslag an engem subjektive Sécherheetsgefill ze ënnerscheeden. An all Kéier schwätze mir doriwwer, wie responsabel derfir ass a wéi mir d'Police optimal bei hiren Aufgaben ënnerstëtze kënnen. An ech hunn och scho méi wéi eemol gesot: An enger idealer Gesellschaft hätte mer kaum bis keng Kriminalitéit a bräichten och warscheinlech vill, vill manner Beamten um Terrain. Mee d'Realitéit ass eng aner, déi mer all Dag kënnen erliewen.

Jo, déi rezent publizéiert Zuelen an och Statistiken a puncto Kriminalitéit, iwwert déi mer jo hei an der Chamber debattéiert hunn, mussen eescht geholl ginn an dierfen op kee Fall verharmloost ginn. Wichteg ass awer och, dass ee bei dësem sensibelen a wichtegen Theema ëmmer bei de Fakte bleift a keng onnéideg Onsécherheeten oder Ängschten opkomme léisst.

Et ass un der Politick, derfir ze suergen, dass eise Rechtsstaat effikass géint d'Kriminalitéit ka virgoen an esou eis Demokratie an d'Grondrechter vun de Bierger ka garantéieren. Genau dofir brauche mer eng effikass, eng modern an eng biergerno Police. Eng Police, där hir Aufgab et ass, eis Demokratie, d'Grondrechter vun de Bierger, ze garantéieren an eventuell Geforen ofzewenden, Strofdoten ze verhënneren a se kënnen ze poursuivéieren. Eng Police, déi déi Ënnerstëtzung kritt, déi se brauch, fir hiren alldeeglechen Aufgaben zum Wuel vun der Sécherheet vun de Bierger an eiser Demokratie beschtméiglech nozekommen. Ech denken hei un adequat an effikass gesetzlech an och materiell Moyenen, déi konkreet zu méi Sécherheet bäidroen.

An de rezenten Interpellatioune betreffend d'Police an och d'Kriminalitéit sinn ech, ënner anerem, nieft dem Effectif vun der Police, dem massive Rekrutement, der Preventioun, der Digitaliséierung, der Kompetenzerweiderung vun Agent-municipallen an dem Platzverweis, och ëmmer erëm op d'Bodycams ze schwätze komm. D'Bodycam – an d'CSV wäert mer et net veriwwelen, wann ech rappelléieren, dass mer déi schonn 2013 am DP-Walprogramm stoen haten – ass eng Iddi, déi net eng Partei gebucht huet, mee ech mengen, déi vu ville politeschen an och net politeschen Acteure begréisst gëtt.

Et ass och eng Iddi, déi de Kolleeg Max Hahn an ech selwer 2017 beim deemolege Policeminister Étienne Schneider via Question parlementaire opgeworf hunn. An deemools huet hie vun engem Pilotprojet geschwat. D'Iddi ass also definitiv net nei, mee d'Iddi ass weiderhi ganz gutt.

An eisen Nopeschlänner Frankräich, der Belsch, Däitschland an och Holland gi Bodycams vu ville Polizisten um Terrain getest an och aktiv agesat. Studien aus Däitschland an der Schwäiz, déi sech haaptsächlech op Pilotprojeten a verschiddene Bundesländer baséieren, hunn eng verbessert Zesummenaarbecht tëscht dem Bierger an der Police, déi mat Bodycams ekipéiert war, kënne feststellen. Och an der Belsch hunn d'Bodycams sech als Plus-value bewisen, andeems ugespaant Situatioune verstäerkt konnte berouegt ginn, an déi opgezeechent Biller bei der Identifikatioun vu verdächtege Persoune bei Strofdoten als Beweis och konnte benotzt ginn.

Bei eise franséischen Nopere ginn d'Bodycams no enger Evaluatioun vun den Erfarunge vum Terrain aus de Joren 2016–2018 zanter 2021 vu ganz ville Policebeamten am Alldag benotzt. Nieft der preventiver Auswierkung, dem manner aggressiven Optriede vu private Leit géintiwwer vu Polizisten, konnten duerch den Asaz vu Bodycams och Interventiounstechnike vun der Police um Terrain verbessert ginn.

Hei zu Lëtzebuerg gouf d'Fro um Terrain ganz oft a leschter Zäit, kommt, mir soen, méi haart oder et gouf méi duerno gefrot, spéitstens, wann alt nees Iwwergréff op Polizisten oder och delikat Interventiounen um Terrain um Ordre du jour stoungen, ouni natierlech och déi sëlleg Policeinterventioune wärend de Covidmanifestatiounen ze vergiessen.

Opgrond vun den Erfarungen aus Pilotprojeten aus dem Ausland an dem Bedierfnis no physescher Sécherheet vun eise Policebeamten um Terrain begréisse mir als Demokratesch Partei, dass Bodycams mat dësem Projet de loi direkt als Standardausrüstung fir d'Poliziste kënnen integréiert ginn.

Här President, et héiert een ëmmer méi oft, dass verschidde Polizisten och reegelrecht, kommt, mer soen, Respekt – fir kee méi staarkt Wuert ze benotzen – hätten, fir ze intervenéieren, well se herno selwer viru Geriicht kënne stoen, well eng Plainte géint d'Policebeamte ka gemaach ginn.

Dëse Constat ass u sech bedenklech an dierf ganz kloer net sinn – net, dass ee keng Plainte kéint féieren, mee dass een eigentlech Angscht als Policebeamte muss hunn, seng Aufgab ze maachen! Als Demokratesch Partei sti mir zu de Bodycams an dat als deeskaléierenden Outil, dee souwuel de Policebeamte wéi och de Bierger mam richtege gesetzleche Kader zegutt kënnt, ouni d'Handlungsfräiheet vun de Polizisten anzeschränken!

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Dat fir d'Sécherheet vun de Polizisten, awer och fir Biller ze hunn, déi et erméiglechen, eng objektiv Vue op Faiten ze hunn, déi geschitt sinn. Eng objektiv Vue vun engem ..., mir hunn de Mëtte schonn zwee Leit héieren, déi driwwer geschwat hunn: Mir sinn an enger Zäit, wou ee riskéiert, iwwerall vun iwwerall kënne gefilmt ze ginn. Jiddwereen huet haut en Handy an der Täsch a meeschtens ass den Handy fir villes méi geduecht, wéi just fir unzeruffen. Dat heescht, Biller gëtt et souwisou!

Hei ass et, mengen ech, awer elo wichteg, dass mer och Biller aus der Siicht vun den handelnde Beamten, vun de Polizisten, kréien. Biller, déi iwwregens à charge oder och à décharge kënne sinn, mee, ech mengen, einfach eng aner Vue op d'Asätz bidden. Reegelméissegen Training ass essentiel, fir a Stresssituatioune kënnen de sécheren Ëmgang mat de Bodycams ze garantéieren. Dës Weidere sinn d'Datesécherung an den Accès op déi gespeichert Donnéeë vu ganz grousser Bedeitung bei dësem Projet de loi.

Als Demokratesch Partei soe mir op dëser Plaz awer och ganz kloer, dass et net ëmmer ganz evident ass, den Equiliber tëscht dem Recht op Privatsphär an enger sënnvoller Notzung vun de Bodycams fir Polizisten um Terrain hinzekréien. An deem Kontext begréisse mir et als DP, dass déi initial Versioun vum Text nach eng Kéier iwwerschafft gouf a Prezisioune bäigefüügt goufen. Et ass gutt an och wichteg, dass d'Poliziste wëssen, ënnert wat fir engen Ëmstänn si Bodycams dierfe benotzen a wou et dann och kloer den Ënnerscheed gëtt tëscht ëffentlechen a private Plazen. Als DP ass et fir eis och wichteg, dass d'Dispositiounen, déi mer haut am Gesetz festhalen, sollen evaluéiert ginn an och analyséiert ginn, a bei Bedarf och duerchaus kënnen nei ugepasst ginn.

Ech wéilt op dëser Plaz awer och nach eng Kéier d'Dashcams an d'Gespréich bréngen, en Outil, dee mir och als Demokratesch Partei zanter 2013 am Programm hunn. D'Aféierung vun Dashcams an de Policeautoe géif och eng objektiv Erfaassung vun de Virfäll erméiglechen a potenziell Mëssstänn oder Feelinformatiounen effektiv opklären. Dobäi leeë mer och hei grousse Wäert drop, dass de legale Kader a Richtlinne fir den Asaz vun Dashcams kloer a prezis definéiert musse ginn, fir d'Privatsphär vun de Bierger kënnen ze schützen!

Här President, d'Aféierung vun de Bodycams ass eng Mesür, déi säit Längerem am Gespréich ass, eng Mesür, déi säit Laangem och vun de Policebeamten um Terrain gefuerdert gëtt. Haut maache mir no villen an och ganz berechtegten Diskussiounen endlech Neel mat Käpp. Mir stellen de Polizisten am Alldag en Outil zur Verfügung, deen hinnen hir Aarbecht soll vereinfachen an och de Bierger e gréissere Schutz soll bidden. Als Demokratesch Partei stëmme mir natierlech dëse Projet de loi mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vum Projet de loi, iwwert dee mer haut bestëmmen, mat der Aféierung vun de Bodycams, ass jo, um Terrain bestëmmt Situatioune kënnen an Toun a Bild festzehalen.

Meng Virriedner si schonn op eng Rei Historiquen agaangen zu der Entsteeung vun dësem Projet. Et gouf d'ailleurs och 2017 eng Petitioun, déi d'Aféierung vun de Bodycams gefuerdert huet, mee wann een och déi verschidden Etappe kuckt vum ëffentlechen Diskurs och hei am Haus an och vun der Volontéit, d'Bodycams anzeféieren, och am Kader vun engem Pilotprojet, waren ëmmer Elementer do, déi mer och haut beschwätzen, déi et net méiglech gemaach hunn. Et waren déi ronderëm och den Dateschutz, a mir wäerten haut nach am Haus an dës Woch iwwert de JU-CHA an iwwert d'Policefichieren schwätzen, wou och den Dateschutz erëm den Haaptkär ass vun de Gesetzer, déi mer hei deementspriechend stëmmen.

Wat op alle Fall awer begréissenswäert ass, ass, dass mer hei eng Voie d'issue fonnt hunn, dass hei am August 2022 e Projet de loi deposéiert gouf, mengen ech, och ënnert der Initiativ vun enger ganzer Rei vu Ministeren, dorënner och den Étienne Schneider a senger fréierer Funktioun als Policeminister.

D'LSAP begréisst dëse Grondprinzipp vun de Bodycams, well Kamerae fir méi Transparenz um Terrain suerge kënnen, an dat souwuel zum Schutz vun de Beamtinnen a Beamte wéi och vun de Biergerinnen a Bierger. Eng Bodycam kann enger Agentin oder engem Agent um Terrain eng Schutzfunktioun bidden, d'Bodycam kann deeskaléierend op aggressiv Leit wierken, well se dann hei och signaliséiert kréien, datt hiert Behuelen opgezeechent gëtt an, deemno wéi d'Behuelen och ass, dat och Konsequenze kann hunn. An déi rezent, mengen ech, Situatiounen a Fäll vu Gewalt géint Poliziste weisen, dass d'Agentinnen an Agenten um Terrain esou eng Schutzfunktioun brauchen, mee d'Biergerinnen an d'Bierger och, wann een erëm aner rezent Situatioune kuckt vun Interaktiounen tëscht der Police a Bierger.

Et kënnt natierlech vir, an dat wësse mer, datt et tëscht Beamten a Bierger zu problematesche Situatioune kënnt. Dat gëllt et ze verhënneren, ass net ëmmer ze verhënneren, mee ech mengen, hei sinn dann och preventiv Mesüren néideg, fir dass et eeben och net onbedéngt ëmmer zu esou Situatioune kënnt. An, mengen ech, virop ass ëmmer de respektvollen Ëmgang ënnertenee wichteg an eng objektiv Trace. An d'Bodycams kënnen déi matbréngen, mee

d'Bodycams eleng, déi kënnen dat och net erreechen. Et brauch ee sécherlech och nach weider Mesüren, well eng Bodycam, déi kann a wäert och net déi direkt Interaktioun ersetzen. Se wäert se wuel opzeechne kënnen, effektiv d'Stëmmung erëmginn an och deementspriechend herno fir eng Analys an zur Beweislag och kënne genotzt ginn. Also ass se och eng Zort Kontrollinstrument, wat se och deementspriechend hei kann erfëllen.

A wann eng Situatioun eskaléiert an déi betraffe Persoune sech net eens sinn, kënnen also d'Opzeechnunge vun der Bodycam am Réckbléck wierklech eng objektiv Vue vun der Situatioun ginn. An et kann och iwwerpréift ginn, ob d'Agentinnen an d'Agenten an enger bestëmmter Situatioun, wéi och d'Biergerinnen an d'Bierger, appropriéiert agéiert hunn oder net. An dat selwecht, wéi gesot, gëllt jo dann och fir d'Biergerinnen an d'Bierger. D'Bodycam kann also fir méi Transparenz suergen op béide Säiten, net unilateral, a kann doduerch awer och d'Vertrauen an d'Police stäerken, och dat wëll ech hei betounen.

Et ass also ze begréissen, dass d'Aféierung vun de Bodycams an deem Kader, an deem se elo hei, wéi gesot, haut de Mëtte gestëmmt gëtt, souwuel à charge an och à décharge ka wierken, mee de Kader an d'Konditioune vun hirer Notzung, déi ze definéieren, ech mengen, dat bleift immens wichteg, an ech mengen, dat ass och déi Aarbecht, déi mer hei zesumme gemaach hunn.

D'Bodycams sinn awer och eng gutt Investitioun, well et ass virgesinn, dass 1.682 Agenten déi effektiv solle kréien, an, op fënnef Joer gekuckt, kascht dat de Staat 6 Milliounen Euro, fir dass d'Agenten um Terrain, mengen ech, hir Aarbecht och an deem Sënn zousätzlech do kënne maachen.

E Punkt, deen op alle Fall interessant ze beliichten ass, dat ass am Fong, wéi d'Bodycams wierklech solle funktionéieren, an déi verschidden Avisen, déi och virleien, an och d'Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, spigelen dat natierlech erëm. Dat gesäit een ab deem Moment, wou och deementspriechend d'Kamera ufänkt mat ophuelen, mam Declenchement, mat der Obligatioun, dat och ze mellen als Polizistin oder Polizist, fir och, mengen ech, e kloert Bild kënnen erëmzespigelen. An och déi Avise vun der Commission nationale pour la protection des données grad do ronderëm déi do Thematik vum Enregistrement a vun der Notzung vum Enregistrement, mengen ech, sinn net onwichteg, och an den Amendementer, déi geholl goufen, wou kloer definéiert sollt ginn, a wat fir enge Situatiounen d'Agentinnen an d'Agenten d'Bodycam sollen notzen am ëffentleche Raum respektiv am privaten, net ëffentleche Raum.

Op alle Fall: Eng Flicht, se ze notzen, ass et net. Den Agent kann decidéieren, se ze notzen, e kann decidéieren, se, wéi gesot, ze aktivéieren. An ech mengen, et ass och grad hei, vu dass och keng Flicht ass, wou awer d'Aschätzungsverméige vun der jeeweileger Polizistin, vum jeeweilege Polizist eng ganz grouss Roll spillt. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg à ce stade – dofir féiere mer jo d'Bodycams an – nach keng Erfarung mat dësem neien Instrument, soudass och d'Praxis eis wäert sécherlech wäertvoll Erkenntnisser liwweren, fir ze gesinn, wat engersäits gutt klappt, wat manner gutt klappt, a fir och dann deementspriechend nozebesseren. An dofir ass och an den Ae vun der LSAP eng Evaluatioun iergendwann och eng Kéier deementspriechend néideg. Well et gëtt bestëmmt Situatiounen, déi mer an der Praxis wäerten hunn, déi sech wäerten zoudroen, déi duerch dëse Gesetzesprojet net ofgedeckt sinn, an dat wäert eis natierlech och dann d'Praxis um Terrain weisen.

Mir begréissen och als LSAP, datt virum Declenchement vun der Kamera den Agent respektiv d'Agentin och déi gefilmt Leit doriwwer informéiere muss, souwuel, wéi gesot, am ëffentleche wéi am net ëffentleche Raum an dass och dee Signal sonore kënnt. Ech mengen, datt dat en état de cause, mengen ech, wichteg ass, fir ze wëssen, effektiv, wou een an där Situatioun, an där een ass, an där Interaktioun, wou een ass, an där Stresssituatioun, wou een ass …, dass jiddereen och deementspriechend weess, wou en drun ass.

Gradesou wichteg sinn, mengen ech, och déi kloer Delaie fir d'Späichere vun den Opnamen, wou och definéiert gëtt, ënnert wat fir Konditiounen d'Opname gemaach ginn a wien och Zougréff dorop huet. Och do gouf et jo verschidde Vuen, déi eng méi large, déi aner méi restriktiv, notamment um Niveau vun den Avisen. Ech mengen, dass et awer wichteg ass, kloer ze definéieren, wien Accès huet op déi doten Enregistrementer a wien net.

Ech rappelléieren nach eng Kéier: Dës Woch féiere mer Diskussioune ronderëm de JU-CHA, ronderëm d'Policefichieren. Och do ass kloer definéiert, wien ënnert wéi enge Konditioune wou a wéini Accès op Donnéeë kann hunn, déi och deementspriechend eng verschidde Gradualitéit hunn. An, mengen ech, ganz wichteg ass et och, wann ee Stresssituatiounen huet, dass natierlech do um Niveau vun de Rechter, vun de Privatrechter, keng Entorse dierf stattfannen. Och dat, mengen ech, kann een am Avis noliese vum Staatsrot.

Also ass et, mengen ech, och hei wichteg, en Equiliber ze fannen. Dat hu mer mat deem Gesetz hei probéiert ze maachen; en Equiliber ze fannen, engersäits, wéi gesot, tëschent der Aschätzung vum Terrain an effektiv och dem Respekt vun de Privatrechter. Ech mengen, et ass och dat, wat d'Commission consultative des droits de l'homme an hirem Avis ganz kloer ervirsträicht, dass mer en Equiliber fannen tëschent Schutz vum Ordre public a Respekt virum Agréff an individuell Rechter, an dat grad beim Asaz vun neien Technologien.

An déi Diskussioun hate mer och virun e puer Méint hei am Kader vum neie Gesetz iwwert d'Videosurveillance. „La boucle se boucle". Ech mengen, et sinn ëmmer déi selwecht Thematiken, déi am Raum stinn, wa mer eis nei Moyene gi mat neien Technologien. Engersäits gëllt et, der Police nei Moyenen ze ginn. Op der anerer Säit gëllt et awer och, eis Biergerinnen a Bierger am Kader ze schützen.

Urspréinglech muss een awer och feststellen, dass am ëffentlechen Diskurs an awer och hei am Haus et och initialement am Ausland …, an et sinn och Beispiller gefall, wou d'Bodycams am Ausland ugewannt ginn, Bodycams agefouert goufen, fir de Bierger virun der Polizeigewalt ze schützen. Bon, am aktuellen Diskurs mierkt een awer och, dass et dës Tendenz och deementspriechend ëmgedréit gëtt. Dat mengen ech och par rapport zu Dissuasiounen an der Evolutioun vum ëffentlechen, wéi gesot, Diskurs.

Wann ech nach op en anere Punkt wéilt agoen, dat ass am Fong de Volet vun de Formatiounszwecker. Dat schéngt mer och e ganz, ganz wichtege Bestanddeel ze sinn a puncto Necessitéit a Proportionalitéit. Wann een interagéiert an deene méi quokelege Situatiounen a wann een och Zougréff huet op déi Date fir effektiv och Formatiounszwecker, da kann dat natierlech och am Kader vun der Formatioun fir d'Polizistinnen a Polizisten hiert Aschätzungsverméige stäerken am Alldag, wa se intervenéieren, an och, mengen ech, dass se dorauser kënne léieren, am ëffentlechen an net ëffentleche Raum, wéini se sollen en Declenchement vun der Kamera maachen a wéini se et och vläicht net brauchen. Well, ech mengen, och dat kann eng Optioun sinn. Et muss net automatesch en Automatismus, wéi gesot, ginn, fir dat kënnen och deementspriechend ëmzesetzen.

Well och an deem dote Kontext ass, mengen ech, generell an eisen Diskussiounen hei am Haus ëmmer ënnerstrach ginn, dass d'Police eng wichteg Roll anzehuelen huet. A si huet awer och eng Virbildfunktioun anzehuelen um Niveau Rechtsstaatlechkeet, um Niveau Professionalitéit an och um Niveau vun der Verhältnismëissegkeet, fir och an deem Kontext ze agéieren, grad wa se mat méi kriddelege Situatioune konfrontéiert ass, fir engersäits och déi zivill Rechter vun de Bierger ze respektéieren a si och deementspriechend ze schützen an effektiv och do dat ze erfëllen an och dat deementspriechend ze gewärleeschten, an op der anerer Säit awer och, fir dass se den néidege Respekt fir hir wichteg Aarbecht an eiser Gesellschaft kritt vun de Biergerinnen a Bierger, an och dat wësse mer, dass dat net ëmmer de Fall ass.

Mee fir ofzeschléissen: D'Bodycams kënnen also ganz kloer hire Bäitrag leeschten, fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Police engersäits och ze sécheren an ze stäerken, an awer och, mengen ech, derfir ze suergen, datt d'Polizistinnen a Poliziste virun Aggressiounen an och falschen Uschëllegungen deementspriechend geschützt ginn. Dofir ënnerstëtze mer als LSAP d'Aféierung vun de Bodycams a soen och der Rapportrice Merci fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner – dee stoung zwar net hei, mee ech ginn him awer selbstverständlech d'Wuert –, dat ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Empain fir hire Rapport. Ech mengen, wat si gesot huet am Ufank, dat weist eigentlech, a wéi engem Geescht mer ugefaangen hunn, iwwert dëst Gesetz ze schwätzen, an dat ënnerstëtze mir. Si huet gesot, et géif e Mangel u Respekt virun der Police ginn, a se sot, d'Aféierung vun de Bodycamme sollt deeskaléierend wierken, preventiv an dissuasiv. Dat ass och genau déi Approche, déi mir ëmmer hunn an där doter Saach. An dofir soe mir och am Prinzipp Jo zu de Bodycammen, well et ass eigentlech dat, wat soll sinn. A mir soen och selbstverständlech Jo dozou, datt mer elo eng legal Basis schafen.

Eise Problem ass éischter doranner, wéi et ëmgesat gëtt. Mir kënnen natierlech eis op vill Nopeschlänner oder aner Staate beruffen, wou dat scho gemaach ginn ass a wou mer natierlech kënnen op Erfarungen och zréckgräifen. Mee et ass awer …, wat eis elo interesséiert, ass, wéi d'Diskussioun sech hei am Land entwéckelt huet.

Den eigentlechen Zweck, sou wéi d'Madamm Empain en och beschriwwen hat, war jo kloer, der Police en Hëllefsmëttel ze ginn, en Hëllefsmëttel, fir ze dokumentéieren, och fir sech virun onjustifiéierten Attacken ze schützen. Déi Kriticken, déi komm sinn, oder déi Ureegunge vu verschiddene Säiten, hunn dat awer lues a lues och e bëssen an eng aner Richtung orientéiert. De Staatsrot huet zum Beispill insistéiert, wann d'Kameraen am private Raum sollte benotzt ginn, datt d'Police do muss sinn, fir d'„sécurité publique" ze garantéieren, d'„sûreté publique", d'„défense de l'ordre" an d'„prévention d'une infraction pénale".

Mee dat ass natierlech …, dofir ass d'Police jo do! Se geet jo net ouni dee Grond dohinner an iergendengem säi private Raum, soudatt dat eigentlech eng

Selbstverständlechkeet ass, firwat d'Police iergendwou dann intervenéiert. Et kann och si fir iergendeen Noutfall zum Beispill, wou Leit an enger Noutsituatioun sinn. Mee ech mengen, eis Grondhaltung ass natierlech emol dat Vertrauen an d'Police, datt se net an e private Raum geet, ouni dofir e gudde Grond am Kader vun der Exekutioun vun hire Missiounen ze hunn!

Et ass dann déi Entwécklung weidergaangen. Och aner Instanzen hunn eigentlech méi argumentéiert aus enger Mësstrauenshaltung géintiwwer der Police eraus, déi awer a sech net justifiéiert ass. Da gëtt dann zum Beispill gesot – souguer am Rapport! –, et géif gehofft ginn, datt méi Leit géifen da kritiséieren. Gutt, ech mengen, et ass ganz onbestridden, datt eeben hei esou Kameraen op déi zwou Säite musse kënne wierken. Engersäits selbstverständlech, wéi mer et grad beschriwwen hunn, fir der Police en Hëllefsmëttel ze sinn, och fir herno d'Wouerecht ze etabléieren. An op der anerer Säit, fir och ze verifizéieren, ob d'Handlunge vun der Police appropriéiert a proportional waren. Déi zwou Saache si selbstverständlech, mee u sech ass déi Grondhaltung, déi mir hunn op jidde Fall, déi vun engem Vertrauen an d'Aarbecht vun der Police an net déi vun engem Mësstrauen. An dofir gesi mer verschidde Kriticken, déi formuléiert gi sinn, awer als iwwerzunn un.

Tatsaach ass op jidde Fall, datt mer eng ganz Rei ongekläert Froen hunn an der Ëmsetzung vum Gesetz. Wéi gesot, d'Iddi ënnerstëtze mir. Et ass e bürokratescht Gesetz, et si vill interessant Iddien an den Avisen opgeworf ginn, déi et sécher verdéngt hätten, méi an der Déift diskutéiert ze ginn. D'Rechter vun de Gemengen zum Beispill, d'Responsabilitéit vun de Buergermeeschteren, wann e Périmètre de sécurité gezu gëtt, wéi do Saache kënne gehandhaabt ginn, Et steet alles an den Avisen, Här Minister. Dir kuckt e bëssen iwwerrascht, et steet alles an den Avisen! Den Délai de conservation vun den Donnéeën, den Accès vun den Instances judiciaires, eeben och déi Schwieregkeeten – e Virriedner hat dat scho beschriwwen –, wann d'Poliziste selwer wëllen do Zougréff hunn op déi Enregistrementer, ass et ganz bürokratesch. Dann déi awer relativ Schwieregkeeten, dann ze ënnerscheeden am Laf vun engem Asaz, wat ënnert den Espace public an den Espace privé ka falen, zumools, wann eng Kontinuitéit an engem Asaz ass.

Dann taktesch Problemer duerch déi Signaux sonores: Ass et ëmmer méiglech, Leit ze avertéieren. Ass et sënnvoll, Leit ze avertéieren, datt en Enregistrement gemaach gëtt? Dat waren taktesch Considératiounen, déi eis presentéiert goufen, déi och net bis an déi lescht Instanz ausdiskutéiert gi sinn, déi et awer verdéngt haten.

Also, eis Approche an där ganzer Saach ass: Jo, mir hätte gär Bodycammen, mir ënnerstëtzen d'Iddi ganz kloer, mee déi Ëmsetzung, wéi se an dësem Gesetz ass, ass net bis zu Enn geduecht. Se kann der Police eng ganz Rei Problemer schafen an der Ausübung vun hiren Aufgaben. Heiansdo huet een den Androck, datt net d'Gläichgewiicht gesicht gëtt tëschent engem Hëllefsmëttel fir d'Police an deene berechtegten Uleiesse vun de Bierger, fir och d'Proportionalitéit vum Policeasaz kënnen ze iwwerpréiwen, mee éischter e bëssen eng Mësstrauensstëmmung do ass. Déi deele mir ganz kloer net, soudatt mir eigentlech zu der Konklusioun kommen, datt dat hei eng gutt Iddi ass, eng sënnvoll Iddi, déi awer net sou ëmgesat gouf, wéi mir eis et gewënscht hätten.

Aus deem Grond a well mer dat eebe vermëssen an och eigentlech der Meenung sinn, datt dat Gesetz sollt geschwënn eng Kéier nogebessert ginn, wäerte mir eis bei dëser Diskussioun enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Jeff Engelen (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an eng Kéier e grousse Merci der Rapportrice fir hiren exzellente Rapport.

Jo, als Lénk si mir prinzipiell skeptesch, wat d'Iwwerwaachung ugeet, a stelle fest, och mat der CCDH zesummen, dass iwwerall an der Welt nei Technologië benotzt ginn, fir ëmmer méi ze iwwerwaachen. A mir gesinn dat allgemeng problematesch.

Iwwerwaache léist an eisen Aen net de Problem, et hëlt en an dësem Fall just op, et enregistréiert en an et deet en zum Deel verlageren. D'CCDH schreift an hirem Avis, dass et keng kloer wëssenschaftlech Erfarungswäerter gëtt, ob Bodycams dann elo wierklech wierksam sinn oder net.

An eisen Aen ass et schonn esou, dass Bodycams kënne positiv an och verschidden negativ Punkten hunn. Se kënne positiv si fir de Schutz vun der Bevëlkerung, dat ass och elo hei scho gesot ginn, ganz kloer. Ech hu beim Schreiwe vu menger Ried un de rezente Fall geduecht vun dem jonken Nahel zu Nanterre a Frankräich, wou de Polizist da keng Kamera hat. Vläicht hätt dat gehollef, wann en eng gehat hätt, fir d'Situatioun justement ze deeskaléieren, fir dass et net esou wäit komm wier. Dofir awer, denken ech mer, muss d'Kamera déi ganz Zäit enregistréieren, well ech froe mech, wann de Polizist deen Ament muss d'Kamera umaachen, da brauch e jo awer Recul, e brauch e gewëssenen Espace, fir kënnen dee Knäppchen ze drécken. An ech mengen, do gëtt et keen Automatismus vun haut op muer bei de Polizisten, fir dee Knäppchen ze drécken. Et ass warscheinlech am Ufank e relativ proaktive Schrëtt, deen ee muss maachen, fir eeben dann déi Kamera unzemaachen. Et geet warscheinlech net sou automatesch vun haut op muer.

Et kann ee sech virstellen, dass an enger Situatioun – an et gouf hei scho gesot –, an enger Stresssituatioun, déi grad amgaang ass, eventuell ze eskaléieren, de Polizist deen Ament eebe grad net vläicht de Recul huet, fir eeben déi Kamera unzemaachen, fir eeben déi Eskalatioun vläicht ze briechen deen Ament. Dofir denken ech mer, wär et besser gewiescht, wann d'Kamera hätt kënnen u sech déi ganz Zäit enregistréieren.

Aus Däitschland liest ee jo och vu Fäll, wou Polizisten d'Kamera haten, mee net ugemaach hunn, also wou et Fäll gëtt, wou et och zu Violence-policièrë koum, wou d'Kamera bewosst net oder och onbewosst net ugemaach ginn ass. Also do gesäit ee schonn, dass dat net esou evident ass.

D'Umaache vun der Kamera kann awer iergendwann e Gest ginn, deen eventuell automatesch gëtt, dat ass jo déi ganz Fro, dofir si jo dann och Formatioune virgesinn. Well dat geet jo wuel kaum vun haut op muer, dass dee Gest u sech Deel gëtt vun deem Oflaf u sech.

D'Presenz vun der Kamera kann also deemno wéi deeskaléierend wierken, souwuel op de Polizist wéi och op deen aneren, well et ass jo quasi wéi eng drëtt Presenz, sou e fënneft A souzesoen. Mee mir hunn awer do … Ech gesi scho kloer e puer positiv Punkten, ech muss awer och ganz kloer soen, dass et Limitte gëtt an dësem Projet de loi. De Polizist eleng mécht d'Kamera un, dat ass hei scho gesot ginn. De Staatsrot, d'CCDH an och d'CNPD bemängelen dat jo ganz kloer, dass et nëmmen den Agent vun der Police ass, deen d'Kamera kann umaachen an dee vis-à-vis ka filmen. An dat war jo och vun der Mënscherechtskommissioun gefrot ginn, dass eeben och deen aneren, déi aner Persoun, déi drëtt Persoun u sech kann den Declenchement vun der Kamera ausléisen. Mee wéi och elo grad virdrun d'Rapportrice gesot huet, ass dat net zréckbehale ginn. An d'Rapportrice huet och gesot, dass dat och am Ausland net de Fall ass. Mee wéi ech elo just gesot hunn, kann dat awer och problematesch sinn, dass dat am Ausland net de Fall ass, wéi een et jo un de Fäll dann eeben aus Däitschland zum Deel och gesäit.

Et ass dann och ganz kloer e Muechtverhältnis tëscht dem Polizist an där Persoun oder de Persounen, déi vis-à-vis stinn, well de Polizist als eenzegen, wéi gesot, d'Kamera u sech ausléist respektiv den Enregistrement ausléist. An d'CCDH seet och ganz kloer, dass dat u sech e Pouvoir ass, deen d'Agenten hunn, an doduerch och eng gewëssen Objektivitéit erausgeholl gëtt. Net just, well de Polizist als eenzegen den Enregistrement kann ausléisen, mee och, well d'Kamera aus der Perspektiv a just aus der Perspektiv vum Polizist oder der Polizistin filmt. Domadder seet dann och d'Mënscherechtskommissioun, dass eng gewëssen Objektivitéit an objektiv Beweislag, déi jo u sech gesicht gëtt mat dësem Projet de loi, zum Deel erausgeholl gëtt respektiv geschwächt gëtt.

D'Mënscherechtskommissioun geet dann och nach eng Kéier op de Punkt vun der Objektivitéit an, an ech zitéiere kuerz aus hirem Avis: „Par exemple, il ne faut pas oublier que la ‚bodycam fournit des prises de vues qui ne sont pas le reflet exact de ce que la policière ou le policier voit : celui ou celle-ci perçoit en effet des éléments que la bodycam ne voit pas, et inversément'." Dat heescht, si soen u sech, dass déi Objektivitéit nach eng Kéier a Fro gestallt ass, also u sech ass eng zweet Kéier d'Objektivitéit a Fro gestallt. Net just, well d'Perspektiv déi vun der Polizistin oder dem Polizist ass, mee en plus nach eng aner Perspektiv zum Deel wär. Voilà, dat heescht, dat wär …, déi ganz Fro mat der Objektivitéit ass net sou einfach ze léisen, soe si. Deemno ass och den Equiliber vun dësem Projet de loi a Fro gestallt, schreift och d'Mënscherechtskommissioun. Si gesi carrement en Desequiliber, eebe well d'Kamera, wéi gesot, oder den Enregistrement nëmme vum Polizist oder der Polizistin kann ausgeléist ginn, mee och, well et nëmmen aus der Perspektiv vun der Polizistin oder dem Polizist ka gefilmt ginn.

Da wär et och net kloer, ënner wéi engen Ëmstänn d'Kamera aktivéiert gëtt. Well wat sinn dann déi konkreet objektiv Krittären, wéini e Polizist oder eng Polizistin en Enregistrement declenchéiert? Dat ass jo dann eng Aschätzung, déi jo awer och subjektiv ass. Dat heescht, déi Subjektivitéit, voilà, déi hëlt dann awer der Objektivitéit e bëssen eppes do eraus.

D'CCDH fënnt et dann och schued, dass keng Pilotprojeten duerchgefouert gi sinn. Ech muss soen, ech ralliéiere mech deem Avis, ech fannen dat och schued, dass kee Pilotprojet gemaach ginn ass, well dat hätt ee wierklech kënnen da méi einfach evaluéieren an och am Kontext vu Lëtzebuerg evaluéieren, well all Kontext ass jo awer en aneren. Ech hu virdrun d'Beispill vum Nahel vun Nanterre ginn, mee mir hunn definitiv e ganz anere Kontext zu Lëtzebuerg. Ech mengen, et kann een et net wierklech vergläichen. An awer, ne?

(Coups de cloche de la présidence)

Wéi gesot, mat all dëse Froen – ech sinn direkt –, mat all dëse Froen, déi fir eis och onzefriddestellend beäntwert sinn, a well dëse Projet de loi fir eis net genuch déi positiv Punkten erëmspigelt, ënnerstëtze mir dëse Projet net. Et deet mer e bësselche leed. Mir

haten een Ament och déi aner Punkte gesinn, mee mir ënnerstëtzen en net.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, d'Theema Bodycams gefält eis natierlech ganz gutt, well d'Technik, déi ee kann asetzen, kann um Terrain wierklech eppes bewierken. A mir wëssen alleguerten, dass den Job als Polizist net méi einfach ginn ass, mee éischter am Contraire.

Fir eis ass dofir de Projet immens interessant an ech hunn et och a menge Rieden all déi Jore virdru vertrueden, dass mer déi Bodycams bräichten. D'Fro, déi ee sech awer elo bei dësem Text ka stellen, ass: Wéi gutt ass en handwierklech geschriwwen? An do kommen ech op déi eenzel Punkten zréck, well et ass net einfach, dass ee seet, mat Bodycams ass een averstanen an et schaaft een awer herno fir eise Policecorps méi Problemer wéi eigentlech Léisungen.

Dat heiten ass en Text, dee vill Feeler dran huet, déi een hätt misse verbesseren. An ech hunn dat och an de Kommissiounen, a vill Kommissiounsaarbecht gesot, an och an den Amendementer gouf dat leider net zréckbehalen.

Fänke mer un zum Beispill beim Dateschutz. Dëse Projet huet vum Dateschutz u sech guer näischt verstanen. Dat war och eng laang Diskussioun, déi ech mam Minister an der Kommissioun hat. Dir schreift elo dran, déi Logfiles mussen au moins fënnef Joer gehale ginn. A priori kléngt dat gutt, mee, ech hunn et jo an der Kommissioun opgeworf gehat, do vergiesst Der ze schreiwen, dass, wann awer ee fräigesprach ass, wa kee Problem war, een déi da ka virun deene fënnef Joer läschen. Well mir hunn hei herno de Fall, dass Date musse gehale gi vu Fäll, wou guer kee Problem war, sief dat op der Säit vum Polizist oder sief dat op der Säit vum Bierger. Hei ginn d'Daten herno gehalen, well Der am Gesetzestext verpasst hutt, dranzeschreiwen – dat ass iwwregens och eng Kritick bei dem JU-CHA a beim Policefichier –, dass een d'Daten esou laang hält, wéi se mussen do sinn.

Well Dir maacht hei ganz einfach … Huele mer un, déi 28 Deeg, hutt Der drageschriwwen, do geschitt näischt, et war falschen Alarm, da mussen awer fënnef Joer laang, „au moins", wéi Dir dat drageschriwwen hunn, déi Daten herno gehale ginn an de Logfiles. Dat ass einfach net kohärent an dat ass einfach e Problem, deen Der am Dateschutz opgeworf hutt, wou Der leider net kompromëssfäeg waart, fir hinzegoen an ze soen: „Mir halen déi Logfiles esou laang, wéi de Fichier existéiert", well dat wier nämlech déi räsonabel Approche gewiescht.

Deen anere Problem, deen ech mam Gesetz hunn, ass herno ganz speziell um Terrain, dat hat ech och schonn e puermol ugedeit. Dir schreift nämlech an Ären Text: „Le déclenchement de l'enregistrement fait l'objet d'un signal sonore." Dat musst Dir Iech esou virstellen: De Polizist geet op seng Interventioun an da mécht e jo seng Bodycam gudde Gewëssens un, da geet et ganz haart duerch d'ganzt Duerf: „Biiip!" An da mécht e seng Interventioun. Fir eis ass dat onlogesch.

Ech hu mat Polizisten um Terrain geschwat, déi hu gesot: „Aus taktesche Grënn kënne mir dat guer net maachen." Sou, wat geschitt? Si kënnen et net maachen, da gi se herno vläicht vernannt – nenne mer et emol léif –, dass si hir Bodycam net ageschalt hunn, well vläicht awer eppes geschitt ass an deem Haus, wou se vläicht geduecht hunn: Do ass e Gangster dobannen, mee ech wollt en awer am Viraus net warnen, wann ech nuets dohinner fueren. Ech fuere jo ouni Blo Luuchten, ech fueren, dass dee mech net gesäit, well soss leeft e jo fort.

Mee an Ärem Text steet awer da ganz kloer: Dee muss e Sonore maachen. A wéi ech an der Kommissioun erkläert kritt hunn, ass dat net lues. Ech weess net, wéi Dir Iech dat virgestallt hutt, dass Der dat herno um Terrain wëllt ëmsetzen. Ech hat et jo an der Kommissioun gesot, dass Der an Ären Amendementer dat do sollt eraushuelen, well dat wäert d'Poliziste viru ganz vill Problemer stellen.

Déi aner Geschicht ass mat deenen 30 Sekonnen. Jo, dat kléngt gutt, dass een déi allkéiers erëm iwwerschreift. Et muss een awer informatesch wëssen, wann Der dat bis erfaasst hutt, da gëtt et eréischt iwwerschriwwen, wann Der wierklech herno um Harddisk eppes Neies driwwerluet, also net no deenen 30 Sekonnen. Dir läscht et zwar, mee et ass awer nach um Harddisk. Dir kënnt dat e bëssen … Wéi soll ech Iech dat erklären, Här Minister? Dat ass e bëssen, wéi wann Der um Laptop eppes läscht, kënnt Der jo nach ëmmer iwwer Recovery …, dat mécht d'Police jo méi oft. Et gëtt jo alt Gangsteren, déi hunn eppes geläscht, fir eppes ze verstoppen, an da fënnt d'Police et awer um Harddisk erëm, bis et e puermol iwwerschriwwen ass. An dat ass eeben och genau dee Problem, deen Der hei bei de Bodycams hutt. Dat heescht, Dir spillt de Polizisten zwar vir, si géifen net déi ganz Zäit gefilmt ginn, sief et, wann …, och de Polizist muss eng Kéier op d'Toilette oder hien huet eng Kéier e privat Gespréich, … e géif net gefilmt ginn. Mee au contraire, dat bleift awer déi ganz Zäit op deem Harddisk. Dat ass nämlech ee vun de Problemer. Dir hätt do nämlech kënnen eng aner Léisung fannen.

Dann déi aner Geschicht ass: Wéi sinn d'Bodycams herno gereegelt am Büro? Haalt Der se un, haalt Der se net un? Haalt Der se un, wann Der eng Plainte ophuelt? Et ass e bëssen dat. Et feelen am ganzen Text e bësse ganz genau Consignen, wéi dat herno gemaach gëtt. Déi aner Fro, déi sech stellt, ass, wéi et ass mat de Schutzwesten, déi Der undot. Drënner? Jo, da musst Der nach eng Kéier schnell hin an hier. Drop? Dat sinn alles déi Problemer, déi sech herno um Terrain wäerte stellen. Sou.

Zu deenen anere Problemer, déi ech och an der Kommissioun opgeworf hat: Dir hat gesot, an dat fannen ech souguer gutt: „Eng Bodycam muss allkéiers eng eendeiteg ID hunn." Dat ass ze begréissen, well da gesäit ee genau, wéi e Polizist wat gefilmt huet. Mee do hat ech jo och d'Fro opgeworf an nach keng Äntwert kritt, wéi et dann ass, well dat ka jo ëmmer emol virkommen, dass sou eng Bodycam en Defekt huet. Hutt Der dann do Ersatz? Wéi wäert Der dat reegelen? Well da musst Der jo spontan, wann en Asaz ufänkt, deem kënnen eng aner zur Verfügung stellen.

Well soss ass et jo …, dat hat ech an der Kommissioun jo gefrot. E Polizist, dee ka jo Sanktioune kréien, wann herno géif iergendee mengen, en hätt seng Bodycam fälschlecherweis net ageschalt. Well dat ass jo den anere Risiko bei der ganzer Geschicht, wéi Dir et geschriwwen hutt, dass, wann de Polizist eng Kéier mengt: „Dat do gëtt vläicht en harmlose Fall", an et gëtt eppes méi Schlëmmes, dass herno de Polizist dann, wann et zu engem Geriichtsfall sollt kommen, ka gesot kréien: „O, du has awer vergiess", brav ausgedréckt, „deng Bodycam anzeschalten."

Déi aner Fro, déi sech nach stellt, ass déi mam Transfer. Ech hoffen, de Minister huet do haut awer eng Äntwert matbruecht, wéi dat herno an der Praxis och soll oflafen, ob een déi an d'Statioune stellt oder ob dat – dat hat ech an der Kommissioun jo gefrot – iwwer Wi-Fi soll lafen. Well et ass net egal, firwat ech dat gefrot hunn. Ech hunn dat nämlech gefrot, well wann e Polizist laang seng Bodycam am Asaz unhuet … An et si laang Schichten. Dir wësst, mir hu Poliziste mat 10-, 12-, 13-Stonne-Schichten, dann ass op eemol d'Memoire voll. Wann Der déi awer allkéiers musst drastellen an Dir musst op den nächsten Asaz, dann ass se net méi prett. Maacht Der et nämlech iwwer Wi-Fi, wéi ech Iech et virgeschloen hunn, dass déi automatesch dann den Download mécht … An do ass eeben dann d'Fro herno mam Download, wéi dat wäert lafen. Well d'Fro ass jo och: Däerf deen Download herno op deene Servere lokal … Dir hutt gesot, op engem geschützte Server, mee Dir hutt awer nach net erkläert, ob déi am Policekommissariat herno wäerte sinn, well dat ass jo u sech déi propperst Léisung, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… oder ob se wäerten iwwert den Internet transferéiert ginn, sief et an d'Policezentral oder soss iergendwou. Well Dir hutt jo gesot, just de Policedirekter däerf et jo fräiginn. Mee da musst Der et jo och iergendwéi bis bei de Policedirekter kréien. Well wann net, dann ass et jo nach ëmmer um Kommissariat.

Dat sinn eeben déi Detailfroen am Dateschutz, déi sech stellen. Dat si Klengegkeeten, mee mir wäerten eis enthalen aus zwee Grënn, an dat sinn déi zwee konkreet Grënn. Dat ass eng Kéier deen immens haarde „Biiip", deen Der do dragesat hutt. Mir hu mat ganz vill Poliziste geschwat, an déi kënne sech et net virstellen, wéi se dat am Asaz solle maachen. Einfach e „Biiip", ier een iergendwou higeet. Si kënne sech och d'Blo Luucht op de Kapp dinn an da kënne se nach virdru jäizen: „Laaft fort!", wa se e Gangster fannen. Dat ass einfach am Text eppes, wat Der falsch opgeholl hutt.

An dat anert ass de Problem, dass Der d'Daten au moins fënnef Joer haalt. Et kann net sinn, dass, wann ee fräigesprach ass, wann ee sech näischt zu Scholde komme gelooss huet, dass Dir au moins fënnef Joer draschreift. Dir läscht et no 28 Deeg, well näischt do war, an Dir wëllt do kee Kompromëss fannen, also wäerte mir eis haut enthalen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Domat si mer um Enn vum Débat général ukomm.

An d'Wuert huet den – däerf ech dat esou soen? – Här Polizeiminister, den Här Henri Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo, Merci, Här President. Merci och allen Intervenanten. Ech probéieren, a menger Ausféierung op déi Froen, déi hei gestallt gi sinn, kuerz anzegoen. Éier ech awer wollt ufänken, wollt ech der Rapportrice Merci soe fir den ausféierleche schréftlechen, awer och mëndleche Rapport.

Éier ech wëll ufänken, an dat war schonn dës Éfteren de Fall, wa mer hei iwwer nei Gesetzer geschwat hunn, sief et fir d'Police, awer net nëmme fir d'Police, awer hei speziell, hunn ech ëmmer den Artikel 2 vum Policegesetz genannt, deen awer fir all Handele vum Polizist wichteg ass. An ech zitéieren nach eng Kéier, wéi et am 2018er Gesetz seet, Artikel 2: „Dans l'exercice de ses missions, la Police veille au respect et contribue à la protection des libertés et des droits individuels." Dat ass wichteg, insbesondere, wa mer herno vläicht den Ënnerscheed zwësche Lieu privé a Lieu public maachen, wat jo grad an engem Rechtsstaat ganz wichteg ass, fir deen Ënnerscheed awer och ëmmer erëm present ze maachen.

An dann deen zweete Saz, dat mécht jo d'Aufgab vum Polizist net ganz einfach, well hien huet am Alldag extreem vill Missiounen ze erfëllen, an dofir zitéieren ech dee Saz och ëmmer gären. Éischtens, dass d'Police „est proche de la population, à laquelle elle fournit conseil et assistance", an da komme véier Adjektiver, déi et am Alldag net ëmmer ganz einfach maache fir si. Se mussen nämlech preventiv funktionéieren an och virgoen. Proaktiv an hirem Handele schonn am Virfeld wëssen: „Ok, wat kann ech erwaarden", wat net ëmmer ganz evident ass. Dissuasiv, dass et net zu engem Strofakt kënnt oder wat och ëmmer. An dann natierlech repressiv. Dat heescht, déi véier Adjektiver beschreiwe ganz kloer d'Komplexitéit, där d'Police am Alldag ausgesat ass.

Dofir kommen ech op véier Punkten, wéi ech hei op d'Gesetz nach eng Kéier wëll agoen. Dat éischt ass e bëssen den Historique, da wëll ech awer och nach eng Kéier d'Objektiver, da selwer d'Ëmsetzung am Gesetz an dann zum Schluss eeben nach eng Kéier den Ënnerscheed zwësche Lieu privé a Lieu public soen.

Zum Historique: Jo, et stoung am Koalitiounsvertrag, et huet och e viregte Minister schonn emol Iddie gehat, fir d'Gesetz esou ëmzesetzen. Mir hunn et och diskutéiert am Paquet vun de Mesüre vun der Problematik géint d'Kriminalitéit, insbesondere wat d'Stupefianten ubelaangt. An mer hunn awer och eng Etüd maache gelooss an den Nopeschlänner, wou mer wierklech gesot hunn: Wéi ass et an Däitschland? Wéi ass et a Frankräich? Wéi ass et an der Belsch? Mir haten och ganz flott Kontakter mat Namur zum Beispill, der Police vun Namur.

An et stoung jo, dass mer sollten e Pilotprojet maachen. Fir e Pilotprojet muss ech gradesou rechtlech Handhabung hu wéi bei engem Projet, deen ech direkt wëll ëmsetzen. Dat heescht, ech hätt missen déi selwecht Iwwerleeunge maache fir de Pilotprojet mat all deene rechtleche Geschichten, déi mer gehat hätten. An dofir mengen ech, war et, jo, meng Entscheedung, fir ze soen: „Kommt, mir maachen et direkt!" A wann Der den Exposé des motifs och kuckt vum Gesetz selwer, do steet jo, dass mer lafend Evaluatioune maachen. A souwisou hu mer schonn eng ganz Rei Evaluatioune vum Policegesetz gemaach an och Adaptatiounen, soudass sech Adaptatiounen och direkt kënne maachen.

Zu den Objektiver vum Gesetz. Ech hunn der dräi, déi mir wichteg sinn. Dat eent ass, an dat ass vun enger Rei Intervenanten hei gesot ginn: De Polizist an der selwechter Chance ze loossen a sengem Asaz wéi all déi Leit ronderëm, well en eeben a sengen Asätz mëttlerweil des Ëfteren, fir net ze soen oft, gefilmt gëtt, an do déi Ausschnëtter net de reale Fait vun der Interventioun zréckspigelen. Dofir ass et fir mech ganz kloer: Den éischten Objectif ass de Schutz vum Polizist bei sengen Asätz, déi en am Alldag muss maachen. A mir hu rezent Beispiller, wou dat erëm zum Droe komm ass, an dofir war dat eng ganz wichteg Situatioun.

Dat zweet ass, an dat hu mer jo och gehat bei den Diskussiounen iwwert d'Manifestatiounen, wou der vill der Police virgeworf hunn, net genuch aggressiv ze sinn (veuillez lire: ze vill aggressiv ze sinn). An ech mengen, eis Police ass bei hiren Approchen …, an dat ass, mengen ech, awer ganz wichteg, dass dat ëmmer erëm de Fall ass, déi Deeskalatioun, wa se an en Asaz ginn. Et huet kee Polizist eppes dovun, wann et eskaléiert, an dofir ass d'Ausbildung och dorobber ausgeriicht, fir eeben deeskaléierend virzegoen. An all deenen Etüden, déi mer gesinn hunn, dat, wat mer analyséiert hunn an och gekuckt hunn, sinn d'Bodycams en Deel vun enger Deeskalatioun. Et kann dobäi hëllefen, fir eng, jo, eng Aggressivitéit, déi sech do opspillt, fir déi awer da besser an de Grëff ze kréien.

An da Gerechtegkeet. Jo, mir hunn net drageschriwwen an d'Gesetz, dass d'office alles bei d'IGP geet, wat jo och e Punkt war an de Virverhandlungen, net Verhandlungen, awer Diskussiounen, déi mer mat de Policegewerkschaften haten. Et ass just an deem Fall natierlech, wann e Feelverhalen do ass a wann dat constatéiert ass, dass dat natierlech och à charge an à décharge … Dat gëllt iwwregens natierlech och fir de Bierger. An dat ass deen Equiliber, deen, mengen ech, awer och hei an deem Gesetz fonnt gouf. An et ass jo net fir näischt, mee et ass jo net vun haut op muer, wou mer d'Gesetz geschriwwen hunn. Mir hunn e laange Prozess vun der Consultatioun gemaach a mir haten des Ëfteren an der Kommissioun och ganz vill Diskussiounen doriwwer.

Dann zum Projet de loi selwer. D'Rapportrice hat dat schonn exzellent hei developpéiert. Ech wëll dann op déi verschidde Fäll nach eng Kéier agoen. D'Ëmstänn, wien däerf, wien däerf net. Natierlech d'Police administrative, dat ass déi uniformiéiert Police, wa se am Asaz ass, ka se ganz kloer huelen. D'Police judiciaire och, mee do schaffe se am Verdeckten, dat ass do e ganz anert Spill, well se do jo och Opklärung musse maachen deels ënnert der Tutelle oder fir net ze soen ënnert der Tutelle vun de Justizautoritéiten, soudass éischter den Asaz fir mech bei der Police administrative wäert virkommen.

Et geet drëms insbesondere am ëffentleche Raum. Jo, et ass hien, deen decidéiert. Ech kéint mer och net virstellen, dass e Bierger bei enger Manifestatioun seet: „Hei, du muss elo umaachen" oder „net umaachen". An dofir ass dat jo am Ausland net de Fall, vu déi véier Adjektiver am Gesetz, dass de Policebeamten a senger Ausübung vu sengem Mandat eebe proaktiv och domadder ëmgeet, wéini et muss ausgeléist ginn oder net. An dofir ass et fir mech selbstverständlech, dass et um Polizist ass, ze jugéieren, wéi d'Situatioun ass, well soss kann dat jo net funktionéiere mat der Deeskalatioun. Soss kann en dat Instrument jo guer net wëllen notze respektiv, wann en direkt scho mat der Kamera kënnt, wou ass dann do nach e gewëssent Spill vun him, fir ze soen, mat dem Bierger um Terrain, fir dat kënnen ze maachen, well soss gëtt d'office gefilmt an dann ass et keng Deeskalatioun méi. Et ass jo de Moyen dee Moment, wann et zur Stresssituatioun kënnt, wou mer him dee Gebrauch ginn. Dat ass d'Finalitéit, nach eng Kéier, dofir ass dat wichteg, dass dat sou ass.

An dann d'Modalitéiten, jo. Mir hunn am Abschnitt 4 jo laang och driwwer diskutéiert, och am Kader vum Avis vum Staatsrot: Wann et anescht net méiglech ass, da kann d'Kamera funktionéieren, ka se goen. Och wa se op en Asaz ginn, da si se jo an enger Stresssituatioun, déi hinne schonn e presuméierten Delikt virun Ae weist, da kënne se d'Kamera duerchaus schonn ugemaach hunn. Et geet jo drëms, sou wéi et am Gesetz steet, dass, wann e Bierger vis-à-vis steet an ech maachen d'Kamera un, dass ech en informéieren an dass dann och …, a wann déi Informatioun net verbal konnt gi ginn, da sonor, an dass souguer eng Liichtchen ugoe wäert, soudass dat och richteg a wichteg ass, well soss si mer an engem anere Film. Soss, wéi gesot, soss funktionéiert dat jo net mat der Dissuasioun, an dofir ass et wichteg, dass hien dat esou kann ausléisen.

Iwwert déi 30 Sekonnen hu mer laang a breet an der Kommissioun diskutéiert. Et ass sécherlech e Kompromiss, et ass och eng Saach vun Datespäicher, et ass eng Saach vu Manipulatioun a sou wieder. Dat si fir mech Erfarungswäerter, déi duerchaus kënne geännert ginn. A verschiddene Länner gëtt et ënnerschiddlech Ausféierungen, dat muss d'Praxis herno weisen. Dofir mengen ech, ass dat keen Element, wou mer elo Jo oder Nee zu engem Gesetz soen. Dat ass wierklech an der Praxis.

An et ass jo esou, mir schafen de Kader – an dat gëllt iwwregens fir all Gesetz, wat mer hei diskutéieren – an den Operativen … et gëtt herno jo an de Preskriptiounen, et gëtt an der Formatioun, an der Formation continue, um Terrain da weiderginn. Och wat d'Pläng vun den Donnéeën ubelaangt, ass et wichteg, dass mer eis och do op déi 28 Deeg gëeenegt hunn. Och do gëtt et Avisen, déi ënnerschiddlech Längte virgeschriwwen hunn. Och dat ass e Kompromiss mat all deem, wat mer vun Diskussiounen an der Kommissioun haten.

Wat deen „au moins cinq ans" ubelaangt, ech hunn an Erënnerung, Här Goergen, dass Der éischter d'Längt a Fro gestallt hätt. Dir hat souguer gesot, wann ee kuckt, de Logfile misst iwwert déi fënnef Joer erausgoen, fir ëmmer do sinn. Dat hei ass ni diskutéiert ginn an der Kommissioun. Et ass drëms gaangen … An d'Preskriptioun, muss ech Iech soen, ass bei fënnef Joer, ab duerno gëtt et jo souwisou net méi verfollegt. An dofir sinn ech erstaunt, elo just de Contraire do ze héieren. Well iwwregens, déi Diskussioun hate mer jo och beim Fichiersgesetz, wou mer jo och dat „au moins" gesot hunn. Mir haten nach eng Kéier Diskussiounen an der leschter Kommissioun – den Här Mosar ass amgaang ze nicken –, well mer doriwwer diskutéiert hunn, well et an dem JU-CHA jo genau op fënnef Joer ass an hei duerch technesch Contraintë vläicht dat net direkt méiglech ass, awer duerchaus kann an der Längt erëm verbessert ginn. An dofir, e Gesetz gëtt ëmmer emol adaptéiert, wann et sech net méi ëm déi richteg Krittären handelt.

Dann den Accès zu den Donnéeën. Och do hu mer den Ënnerscheed gemaach zu deem, deen d'office …, dee gefilmt huet, steet do, e muss eng Demande maachen. Natierlech, dat wäerten automatiséiert Demandë ginn, well et ass jo hien, deen … An dofir steet jo ganz kloer am Abschnitt 4 (veuillez lire: Abschnitt 5), dass en, wann e sech am Kader vum Abschnitt 1 beweegt, dann däerf en natierlech dorunner seng Enquête vervollstännegen an en Deel nëmme vun deem Gefilmte beschaffen, fir de Rapport kënnen ze maachen, de Protokoll, an dofir huet hie méi en automatiséierten Zougang zu deenen Donnéeën. All aneren, mengen ech, war et jo wichteg …, an déi Diskussioun hate mer insbesondere beim Fichiersgesetz, dass grad deen, dee kuckt, och dann an e Logfile kënnt, an dass e Friemen, en Drëtte kann ëmmer novollzéien, wéini wien eng Manipulatioun gemaach huet. An no fënnef Joer ass dat jo preskribéiert an da kënne mer dat aus dem Gesetz erausloossen.

De leschte Punkt, deen ech dann elo nach eng Kéier wëll developpéieren, dat ass de Lieu privé an de Lieu public. Jo, mir haten am ursprüngleche Gesetz „dans tout lieu" stoen, wëssend awer, dass mer ganz explizitt am Commentaire des articles drop higewisen hunn, fir ze soen … An dat weess de Polizist. Also de Polizist weess ganz genau, wann en an eng Privatsphär erakënnt, wann en de Lieu privé betrëtt, wat ze spillen huet. An dofir, mengen ech, ass et grad aus deem Gesiichtspunkt ëmsou méi wichteg, dass mer deen Ënnerscheed maachen, dass mir him och weisen, dass et deen Ënnerscheed gëtt. An e weess dat jo. An dofir, jo, et bleift ëmmer eng Handlung, déi en Akt verlaangt. Et bleift ze ënnerscheeden: A wéi enger Situatioun sinn ech? An drëttens muss ech deen Ënnerscheed maachen. E wäert och net muer duerch d'Groussgaass lafen a jiddereen …, e Bierger filmen. Nee! Et geet ëm d'Situatioun, wou en ass, datt et em hëlleft a Situatiounen, herno och eng Beweislaascht kënnen ze féieren, déi den Delikt, de Crime oder wat och ëmmer ass, herno an der Justiz besser opklären ze kënnen.

Dofir, deen Ënnerscheed, mengen ech, do ass et ëmsou méi wichteg, dass deen och am Gesetz elo kloer do steet – an et ass jo näischt aneres, wat de Staatsrot geschriwwen huet! De Staatsrot seet: „Il est vrai que le commentaire de l'article fournit une lecture assez restrictive du texte proposé."

Mir hunn drageschriwwen, den Artikel 10 musst Der kucken: „Der musst oppassen, wann Dir an e Lieu privé eragitt, da musst Dir Iech mat anere Situatiounen ausenanersetzen!" Dofir ass et fir mech wéinst der Transparenz ëmsou méi wichteg, dass dat och esou am Gesetz steet, well herno kënnt en an d'Situatioun, dass en am Feeler wier an en hätt dat net berücksichtegt: „Jo, ma ech hunn ‚dans tout lieu' gelies!" Ech mengen, hei ass et och, fir eng Objektivitéit eranzekréien, an dofir ass et fir mech ganz wichteg an dofir seet de Staatsrot: „Il demande que le paragraphe 1er soit reformulé dans le sens exposé par le Gouvernement."

Vläicht nach zwee Sätz an dann ass meng Zäit och eriwwer. Et wäert zwee Joer daueren, bis et elo ëmgesat ass, well mir kënne jo d'Ausschreiwung eréischt maachen, wann d'Gesetz gestëmmt ass. Déi wäert elo ausgeschafft ginn, fir déi Ausschreiwung kënnen ze maachen. An all déi technesch Froen, déi Dir do genannt hutt vu Wi-Fi a wat och ëmmer, alles gëtt natierlech an der Ausschreiwung vun deemjéinegen, deen dann och d'Ausschreiwung wäert gewannen, ëmgesat.

Ech ginn dervun aus, dass dat hei en zousätzleche Moyen ass, deen der Police am Alldag kann hëllefen. Awer wéi bei all zousätzlechem Moyen muss de Polizist sech och ëmmer erëm mat neien Technologien ausenanersetzen, an dat ass dat, wat et net ëmmer ganz einfach mécht fir de Polizist. Ech sinn awer sécher, dass dat hei en Element ass, dat hinnen am Alldag wäert hëllefen.

An dofir soen ech all deene Merci fir d'Ënnerstëtzung, déi dat Gesetz awer hei da matstëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Parole après ministre oder just eng Prezisioun?

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Oder Fait personnel, well den Här Minister huet mer jo eng Fro gestallt.

Eppes vu béidem. Ech wollt dem Minister just op seng Fro äntweren, wéi dat mam Delai ass. Den „au moins" ass jo de Problem. Dir schreift selwer jo an Ärem Text: No 28 Deeg, wann näischt ass, gëtt dat geläscht. Oder wann och nach méi laang eppes gehale ginn ass an de Riichter géif ee fräispriechen, gëtt et no zwee Joer geläscht.

De Problem ass jo, dass Dir dat do drageschriwwen hutt mat deem „au moins", dat heescht, dat gëtt awer dann nach ëmmer gehalen, obwuel ee sech näischt zuscholde komme gelooss huet. Eis Approche ass jo, dass ee just esou laang déi Logfiles soll halen, wéi de Fichier gebraucht gëtt. Dat kënnen och zéng Joer sinn, wann dat e Fall ass, deen um Geriicht méi laang dauert. Dat kënnt jo och alt vir.

Well elo géift Dir jo higoen an Dir läscht en no deene fënnef Joer, dat ass jo Är Approche. Dir hat jo gesot, Dir wéilt e läschen. An dat war jo eng Diskussioun a mir haten déi Diskussioun an der Kommissioun an, ech mengen, Dir waart dobäi. Et war nach d'Madamm Polfer, déi och nach matdiskutéiert hat zu deem Sujet, well et jo eigentlech net gerecht ass, dass, wann Der fräigesprach sidd, awer nach eppes vun Iech gehale gëtt an deem Dossier. An dat war de Punkt, de Kritickpunkt, mat deem „au moins" fënnef Joer. Merci.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Hei geet et ... Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Dir hutt d'Wuert. An dat war kee Fait personnel, dat war Parole après ministre!

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo. Ech denken, deen „au moins" bezitt sech jo net op deen, deen do elo gefilmt ginn ass, mee et geet ëm de Logfile vun dem Polizist, deen do eppes kucke war. An déi Diskussioun – ech wëll se elo net ze vill breet erëm opmaachen –, déi hate mer am Fichiersgesetz. Ech denken, dass mer hei eng propper Léisung fonnt hunn. Dee Parallellismus gëtt et am JU-CHA an et gëtt en elo am Fichiersgesetz an dofir mengen ech, dass hei – och op Wonsch vun Iech – deen „au moins" drabliwwen ass. An dofir mengen ech, dass mer awer richteg leien. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Da kënne mer elo ofstëmmen, wa jiddwereen ageloggt ass. Den Text fannt Der am Document parlementaire 8065[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8065 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo direkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 27 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Da bleift mer just nach d'Fro ze stellen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Motion 1

An da géife mer op d'Motioun iwwergoen, déi vun de Kolleege vun der CSV abruecht ginn ass. Wie wëllt d'Wuert nach dozou ergräifen?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ech!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, d'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Villmools merci och fir d'Motioun, déi mir eis natierlech genau ugekuckt hunn. Virewech: Mir wäerte se net matdroen – net, well mer e Problem domadder hätten, dass do eng Evaluatioun misst gemaach ginn, et si just e puer Saachen, déi ech gäre géif an de Raum geheien. Direkt esou dranzeschreiwen, dass eng Distinctioun entre lieu public et lieu privé net ëmmer einfach wier ze maachen ... Bon, et ass elo och net onbedéngt Rocketscience. Mir wëssen, wat privat ass a wat ëffentlech ass, ne?

Wou et eventuell problematesch gëtt oder wou de Polizist effektiv muss jugéieren, dat ass dee Moment, wann en an e Privé erageet, da muss en ofweien, ob déi Situatioun, déi e virfënnt, der Rechtslag entsprécht, fir eebe kënnen am Lieu privé seng Kamera unzemaachen. Mee e weess duerchaus, wéini en am private Raum ass a wéini en am ëffentleche Raum ass!

Den zweeten Tiret: Einfach elo ze soen, dass dat „certaines lourdeurs administratives" wieren, domadder sinn ech och net d'accord. Mir ginn ëmmer nach dervunner aus, dass dat och Automatisme ginn innerhalb vun der Police, fir déi Demanden deen Ament ze maachen. À voir, falls et eng Lourdeur administrative wier, da kéint jo nogebessert ginn, mee elo schonn ze behaapten, et wier esou, ass e bësselche schwiereg an eisen Aen. An zum jëtzegen Zäitpunkt steet fir eis den Dateschutz ëmmer nach un ieweschter Stell.

Wat ech elo grad gesot hunn, bedeit, et kann een nach ëmmer kucken: Ergi sech herno Problemer aus deem Ganzen eraus? An do steet am Exposé des motifs, do liesen ech vir: „Une étude portant principalement sur le retour d'expérience (volet pratique, technique et juridique) de l'utilisation des caméras sera réalisée, après deux ans d'utilisation, pour dresser un bilan de cette utilisation et le cas échéant adapter le cadre légal, si cela s'avérait nécessaire."

Vun dohier geet dat, wat am Exposé des motifs steet, am Fong geholl méi wäit wéi dat, wat Dir an der Motioun gefrot hutt. An aus all deene Grënn géif ech eise Leit recommandéieren, d'Motioun net matzedroen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Goergen huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Motioun ass eigentlech sympathesch, dass een no zwee Joer nach eng Kéier kuckt. Ech hat e puer Feeler erwäänt, mee mir kënne se awer trotzdeem net matstëmmen, well mer eeben als Dateschutzpartei et gutt fannen, dass een den Direkter muss froen an dat mat engem gudde Motiv. Et ass nämlech ee vun deene Punkten, déi an der Kommissioun fir eis zum Besseren herno ëmgeännert gi sinn, well dat eeben eng Hürd ass, dass eeben net jiddereen herno kann déi Filmer kucke goen. Dat ass jo eppes, wat awer am Dateschutz immens wichteg ass an dofir kënne mir d'Motioun net matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. D'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech hunn net vill dozou ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech fannen eigentlech, den Invite ass interessant, well mer sinn ëmmer derfir, dass Projete sollen evaluéiert ginn, mee ech ka mech net mat dem „saluant l'introduction des caméras-piétons" ufrënnen, dofir kënne mer dat net matdroen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen, wa keen anere méi dozou wëllt Stellung bezéien.

Vote sur la motion 1

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

24-mol Jo, 36-mol Nee a keng Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Domat ass d'Motioun zwar ofgeleent, mee, wéi gesot, gëtt dee Bilan jo souwisou gemaach.

6. 8208 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères Airbus H-145M

Dat gesot, géife mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 8208, e Finanzéierungsprojet vun zwee Polizeihelikopteren. An d'Wuert huet erëm d'Rapportrice, d'Madamm Stéphanie Empain.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Wéi gesot, et ass e Finanzéierungsgesetz, dat mer elo hei wäerte stëmmen.

Et geet ëm de Finanzement vun den Exploitatiounskäschten an de Maintenancekäschte vun eisen zwee Airbus-H145-Helikopteren, déi mer schonn hunn, ze assuréieren, an dëst fir den Zäitraum vun 2024 bis 2038. Mir schwätzen hei vun enger Enveloppe budgétaire vu ronn 86 Milliounen Euro.

Déi zwee Helikoptere sollen der Police jo och eng Capacité aérienne ginn, déi si ënnerstëtzt an de Beräicher Surveillance, Commandement, Transport an Interventioun. A gläichzäiteg kënnen dës Helikoptere vun der Arméi benotzt ginn en cas de besoin, fir Recherche- a Sauvetagemissiounen duerchzeféieren. Mir schwätzen hei also vun enger Utilisatioun, déi souwuel zivill wéi och militäresch ka sinn. Vum Typ vum Helikopter hier ass ze soen, dass dësen och an eisen Nopeschlänner de Standardhelikopter ass, deen de Besoine souwuel en terme de défense wéi och vun der Police gerecht gëtt.

D'Prozedur, fir dës Helikopteren unzeschafen, ass schonn 2017–2018 vun der Direction de la défense duerchgefouert ginn. D'Helikoptere sinn dunn duerno der Police zur Verfügung gestallt ginn an duerno ass dann och en Arrangement technique fonnt ginn tëscht dem Ministère de la Sécurité intérieure, der Police an der Defense, fir eeben ze klären, wie wéi eng Roll an deem Zesummespill kann iwwerhuelen a wéi dat Ganzt finanziell gereegelt gëtt.

Fir et kuerzzefaassen: Et war d'Direction de la défense, déi, wéi gesot, dës Helikopteren ugeschaaft huet, bis op déi spezifesch Ekipementer, déi fir d'Police néideg waren oder néideg sinn. Allerdéngs ass zum deem Zäitpunkt nach kee Finanzéierungsgesetz fir d'Exploitatioun ausgeschafft ginn, well et zu deem Zäitpunkt net kloer war, wéi genee déi Helikoptere géifen an den Asaz kommen, an deemno och, wéi eng Käschten domadder verbonne wieren.

Zënter 2021 sinn dës Helikopteren elo och am Asaz an am Alldag ass et haaptsächlech d'Police, déi dës Helikopteren awer gebraucht. An um Niveau vun der Exploitatioun ass et deemno och esou, dass d'Exploitatiounskäschten an d'Maintenance vun der Police gedroe ginn, bis op déi Fluchstonnen, déi vun der Defense gebraucht ginn.

Wa mer do da kucken, wéi dat sech och an Zukunft fir den Zäitraum 2024–2038 wäert deklinéieren, da gesi mer, dass d'Käschte sech follgendermoossen opdeelen:

Dat wier um Niveau vun de Frais d'exploitation, wou am Ganzen 71.533.500 Euro virgesi sinn. Dovunner entfale ronn 62 Milliounen op d'Police an 9,5 Milliounen op d'Defense.

Um Niveau vun dem Sécherstellen, dass dës Helikopteren och operationell kënne bleiwen, do schwätze mer da vu 14.300.000 Euro, wouvunner der 1.800.000 fir Search-and-Rescue-Ekipementer virgesi sinn, 2,5 Millioune fir Militärradioen an d'Installatioun vu fënnefbliederege Rotoren an engem Midlife Upgrade vu 5 Milliounen Euro. An et ass och nach eng Reserv vu 5 Milliounen Euro virgesinn. Déi ganz Onkäschte fir de sougenannte „Maintien en condition opérationelle" sinn dann à charge vum Fonds d'équipement militaire. Voilà.

Dat heescht, insgesamt nach eng Kéier e Finanzéierungsgesetz iwwer 86 Milliounen Euro hors TVA fir d'Période d'exploitation 2024–2038. An de Gesetzestext gesäit dann och vir, dass d'Depensë fir de Finanzement vun de Frais d'exploitation an der Maintenance vun dësen Airbus-Helikoptere vun der Police gedroe ginn an dass déi Onkäschten, d'Exploitatioun an d'Maintenance, déi am Kader vun de Missioune vun der Defense entstinn, vun der Direction de la défense gedroe ginn. Dann, déi Ausgaben, déi entsti fir de Maintien en condition opérationelle, déi entfalen dann op de Fonds d'équipement militaire.

Wat nach eventuell wichteg ass ze preziséieren, dat ass, dass aktuell d'Utilisatioun vun den Helikopteren duerch d'Police bestëmmt gëtt duerch déi Zivillaviatiounsbestëmmungen, an déi ass, bis op e puer Exceptiounen – Stand haut –, limitéiert op d'Recherche, den Appui, d'Surveillance oder och de Persounentransport. En gros also sinn dat Missiounen, wou kee mat Waffen an en Helikopter eraklëmmt. Dëst gëtt eis aktuell Gesetzeslag, wéi gesot, bis op e puer Exceptiounen, och net hier. Dofir hu mer an der Kommissioun och gesot kritt, dass e Projet de loi an der Maach ass, fir den operative Volet ganz ofzedecken, deen et der Police dann och soll erlaben, mat Waffen an déi Helikopteren ze klammen. An dëst wäert dann natierlech och déi operationell Capacitéite vun der Police verbesseren.

Wat d'Fléie vun den Helikopteren ubelaangt, do ass et esou, dass d'Police selwer keng Helikopterpiloten ausbilt, dofir ginn dës Helikoptere vun der Air Rescue geflunn. Et ass awer net ausgeschloss – dat hu mer och an der Kommissiounssëtzung beschwat –, dass d'Arméi iergendwann, ganz vläicht géif kënnen op de Wee goen, selwer Piloten auszebilden. Eventuell géif sech nämlech do e Besoin erginn am Kader vum belsch-lëtzebuergesche Bataillon, mee dat ass nach grouss Zukunftsmusek.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Projet ass de 5. Mee 2023 deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 27. Juni ofginn, en hat keng gréisser Remarken ze formuléieren. An der Kommissioun hu mer de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot den 11. Juli presentéiert kritt an de Rapport hu mer den 11. Juli ugeholl.

An domadder soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Dann, éischte Riedner, d'Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Erlaabt mer, datt ech fir d'éischt der Madamm Empain Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt et mir nämlech, eriwwerzegoen zu e puer Iwwerleeunge respektiv Froen, déi ech de Mëtteg awer hei stelle wéilt, oder Iwwerleeungen, déi ech wéilt mat op de Wee ginn.

Fir et kuerz an direkt ze soen: Mir droen dat heiten als CSV mat. Déi Helikopteren, déi sinn 2018 kaf ginn. Wa mer e bëssen zréckdenken: 2018, wat war 2018? Do ware Chamberwalen, jo, mee do ware mer an der selwechter Situatioun, wéi mer haut sinn. Dat heescht, dass erëm eng Partie Gesetzestexter ganz, ganz séier duerchgedréckt gi sinn en dernière minute, an do war och e LUXEOSys derbäi, e Militärsatellitt.

Deemools war Request for information gemaach ginn. Et hate sech der dräi drop gemellt, engersäits OHB-I, déi den Optrag kritt hunn, mir haten awer och Airbus, vun deene mer dat selwecht Joer d'Helikoptere kaf hunn, a mir haten Thales. A fir da komplett ze sinn, wär och nach ze soen, dass dann och nach e Recours gemaach gi war, deen awer spéiderhi falegelooss ginn ass.

Also, mir kafen da grad 2018 zwee Helikoptere bei Airbus fir 22,8 Millioune respektiv 27,3 Millioune mat den Ekipementer an d'Exploitatiounskäschte fir déi éischt véier Joer lafen iwwer de Policebudget. Am Gesetzesprojet vun haut steet dann, dass beim Kaf vun Helikopteren 2018 nach net gewosst war, fir wat se prezis géifen agesat ginn an duerfir ass eeben deemools kee Finanzéierungsgesetz gemaach ginn. Mee se si vun der Defense kaf ginn, well mir hate jo 2018 nach d'Lignes directrices vun der Defense, déi eng Composante aérienne um Findel virgesinn hunn. Spéider sinn déi Lignes directrices de la défense ëmgeännert ginn.

Wärend der selwechter Zäit, wéi déi heiten Helikoptere vun der Defense kaaft ginn, freet d'Police och no engem neien Helikopter, well hiren dann esou zimmlech um Enn vun der Liewenszäit ukomm ass. Da gëtt decidéiert, d'Helikopteren der Police zur Verfügung ze stellen, mee d'Defense bleift awer nach ëmmer Proprietär dovunner. D'Arméi stellt fest, dass si net

déi néideg Ressourcen huet, fir d'Helikopteren ze benotzen an engem militäreschen Ëmfeld, also gëtt, wéi gesot, dat Ganzt bei d'Police eriwwergedréckt fir ze benotzen, d'Defense bleift Proprietär a si mussen an Zukunft, wa si se da benotze wëllen, déi Fluchstonne selwer bezuelen.

Sou schéin, sou gutt. Mee et steet awer och kloer an däitlech am Gesetzesprojet, dass dës Helikoptere verschidde Polizeimissiounen net erfëlle kënnen, well de gesetzleche Kader duerfir feelt. Duerfir meng Fro: Wéini soll dann dëse gesetzleche Kader stoen? Dat misst awer elo iergendwann eng Kéier relativ séier goen!

Fir eis als CSV ass dëse Gesetzesprojet schonn e bësse speziell. No den Erfarungen, déi mir mam Militärsatellitt, also dem LUXEOSys, gemaach hunn, hu mir e komescht Bauchgefill, well elo erëm eng Kéier Helikoptere ganz séier kaf ginn. Se gi bei Airbus kaaft, mir hunn nach net direkt en Asazberäich, dofir gi se emol bei d'Police gesat. An iergendwéi erënnert dat een e bëssen un e Militärsatellitt, deen 2018 hei séier duerchgeboxt ginn ass. Voilà.

Mir als CSV sinn, wéi gesot, mam Gesetzesprojet averstan. Mir droen en och mat, mee well mer d'Erfarung 2018 gemaach hunn, erlaben ech mer, am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun ze deposéieren, wou mer d'Regierung opfuerderen, eis reegelméisseg ze informéieren iwwert den „état d'avancement et l'évolution des dépenses occasionées par le financement des frais d'exploitation et de maintenance des deux hélicoptères". Voilà.

Wéi gesot, ech ginn nach eng Kéier d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance des deux hélicoptères AIRBUS H-145M pour les opérations de la Police grand-ducale et de la Direction de la défense ;

– constatant que le projet de loi vise à garantir l'exploitation et la maintenance des hélicoptères H-145M entre 2024 et 2038 ;

– constatant qu'un montant de 86.000.000 euros hors TVA sera nécessaire pour couvrir les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle des deux hélicoptères ;

– considérant le budget important pour couvrir ces frais,

invite le Gouvernement

– à informer la Chambre des Députés régulièrement sur l'état d'avancement et l'évolution des dépenses occasionnées par le financement des frais d'exploitation et de maintenance des deux hélicoptères.

(s.) Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dann ass den Tour um Claude Lamberty. Här Lambery, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Jo, ech bleiwen hei stoen, well ech mengen, ech kann et ganz kuerz maachen. Mir hate schonn des Ëfteren iwwert déi Geschierkëscht geschwat, déi eis Beamte bei der Police meeschtens hunn. Mir hunn och am Allgemenge bei der Arméi dervu geschwat, mee déi Geschierkëscht, déi eis Beamten um Terrain hunn, déi kann ee mat verschiddenen Outilen ausstatten. An ech mengen, déi zwee Policehelikopteren, déi soll een och als Outil gesinn. A wa virdrun och vun der CSV-Säit gesot gouf, datt se vläicht e bësse Bauchwéi hätte bei verschiddene Froen, muss ech hei soen: Ech gesinn dat éischter positiv, dass mer probéieren, Synergien hei ze sichen zwëschent der Force de l'ordre, wat d'Police duerstellt, also am Inland, an deem, wat awer och eis Arméi duerstellt, wa se och fir d'Defense, fir de Volet Defense, kënne benotzt ginn.

An dann hunn ech op der Policesäit iwwregens och gelies, dass souguer – dat kann den Här Minister vläicht bestätegen –, wann eng Kéier aner Administratiounen e Besoin hätte fir déi Helikopteren, wat och ëmmer dat ka sinn, och déi Administratioune kéinten drop zréckgräifen. Dat hunn ech, wéi gesot, op der Policesäit gelies.

Allgemeng, wat kann zum Beispill e Policehelikopter maachen? Ech mengen, mir gesinn en, mëttlerweil ass e jo an eisem Alldag. Et ass aus eisem Alldagsbild quasi net méi ewechzedenken, dass een en Helikopter gesäit iwwert d'Land fléien. Also, de preventive Charakter, d'Sich no Persounen, d'Unitéiten um Buedem ënnerstëtzen, allgemeng d'Iwwerwaachung vun eisem Territoire, dat si jo scho Saachen an och wichteg Missiounen, déi eis Police huet. An ech denken, dass een déi Synergien, déi een hei konnt fannen, sënnvoll kann asetzen.

A mam Vott vum haitege Projet garantéiere mer och, dass d'Exploitatioun, d'Maintenance an de Maintien vun den zwee Helikoptere bis 2038 garantéiert sinn. Net ze vergiessen, dass dës Helikopteren, wéi gesot, och an der Arméi kënnen zum Asaz kommen, also Synergië gemaach ginn. An et kann ee vläicht och nach soen …

Nee, ech géif soen, domat hätt ech genuch gesot. Ech ginn einfach den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Dann huet d'Wuert den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Virop der Rapportrice merci fir hire ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir stëmmen och als LSAP dat heite Finanzéierungsgesetz fir déi zwee Policehelikopteren, déi souwuel fir zivill wéi och fir Militärzwecker kënne genotzt ginn. Dat ass net onwichteg. An ech mengen, mat deem heite Gesetz sinn och d'Maintenance an d'Asazbereetschaft vun deenen zwee Helikopteren, déi de Staat 86 Millioune wäerte kaschten an der Period 2024 bis 2038, ofgedeckt. A virun allem Asätz um Niveau vun der Iwwerwaachung, vum Transport, vun der Evakuéierung, Ënnerstëtzung um Territoire, Sich- a Rettungsasätz, dat si ganz wichteg Missiounen, déi mat deenen hei zwee zousätzlechen Helikoptere kënnen ofgedeckt ginn. An dofir stëmme mir och als LSAP dëse Projet mat. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech wollt och heihikommen, well ech, wéi esou dacks bei deem Helikopter vun der Police oder vun der Arméi, wéi et och ëmmer ass, vun engem Gefill vun endlosem Staunen heihinner gedriwwe ginn, fir dat awer eng Kéier mat der Regierung ze diskutéieren.

Ech wéilt och der Madamm Empain Merci soe fir hire Rapport, an deem och nach eng Kéier d'Missiounen opgezielt sinn: „Les missions de la Police", wat d'Helikopteren ugeet, „sont limitées à la recherche, l'appui, la surveillance, le transport de personnes, les patrouilles et la documentation." Also keen Asaz mat Waffen, wéi zum Beispill den Asaz vun enger Spezialunitéit, déi sech da kéint därer Helikopteren do bedéngen, fir sech ofzeseelen an enger Noutsituatioun. Alles dat ass bis elo net méiglech.

Dat huet eis scho laang geiergert an dunn hu mer 2022 – ech wollt dat nach eng Kéier gär hei erzielen –, den 13. September 2022, eng Äntwert kritt op eng Question parlementaire, déi mer an deem Kontext gestallt haten, wou mer dann d'Regierung gefrot hunn, wou mer dru si mat dësem Projet. An do krute mer gesot – dat huet deen Ableck den Här Kox selwer ënnerschriwwen –, do géif fir d'éischt emol eng zukünfteg Adaptatioun vun engem Gesetzesprojet komme fir eng Aviation étatique an esou wieder. Dat ass och an der Tëschenzäit geschitt, den 9. Mäerz dëst Joer hu mer dat gestëmmt. Dat hu mer also elo.

An do sollen dann och Saache gekuckt gi wéi d'Méiglechkeet vun enger Landung baussent dem Flughafen, also „off airport", wéi dat gesot gëtt. A mir hunn do en immens bürokratescht Gesetz, mir haten dat och kritiséiert, mir hunn et awer matgestëmmt, well mer geduecht hunn, dat misste mer onbedéngt hunn. Do sinn immens bürokratesch Prozeduren iwwert déi Aviation étatique an Aviation militaire, wou Kommiteeë sollen agesat ginn.

An déi éischt Fro un de Minister ass dann natierlech: Elo hu mer dat Gesetz, mir hunn et schonn e puer Méint, wou si mer dann dru mat deene Landungen, déi mer sollten „off airport" maachen? Gëtt et déi Kommiteeën? Wat ass do agesat ginn an der Tëschenzäit? Kann d'Police elo endlech esou landen am Land, wéi dat gewollt ass? Deemools ass eis gesot ginn, dat war u sech ganz witzeg an där Question parlementaire, an der Äntwert, déi mer kritt hunn: „D'Thematik vun de Landunge vun deenen Helikoptere gouf a verschiddene Reuniounen tëschent der Police an dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet ugeschwat, fir eng zefriddestellend Léisung am Sënn vun der Sécherheet vum Land ze fannen."

Also, d'Police schwätzt mat hirem Ministère, awer de Minister fir bannenzeg Sécherheet ass net kompetent dofir, e muss mat de kompetenten Acteure schwätzen. Da kréie mer an enger Commission parlementaire gesot: „D'Police schwätzt mat hirem Minister. Mee deen ass net kompetent." An am nächste Paragraf heescht et dann: „De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte viséiert, nach dëst Joer", also 2022, „déi néideg Texter ze deposéieren, fir déi policespezifesch Detailer unzegoen". 2022! Elo si mer 2023. Mir si Mëtt 2023 a mir hunn elo dat Gesetz iwwert d'Aviation étatique, dat mer den 9. Mäerz hei gestëmmt hate mat enger ganz grousser Majoritéit.

Also, d'Fro ass: Wéini kann d'Police dann elo endlech mat deenen Helikopteren esou schaffen, wéi dat néideg ass? Et gëtt ëmmer erëm en halleft Joer – en halleft Joer! – verlängert an et geschitt näischt. An dat ass eigentlech an eisen Aen net akzeptabel.

Dann huet eng Virriednerin och gesot, do wär eventuell eng Méiglechkeet, datt am Kader vum belsch-Lëtzebuerger Bataillon eng Helikopterausbildung géif ageféiert ginn an der Arméi. Dat ass natierlech absolutt onofhängeg dovunner. Et ass jo, dat hate mer och schonn hei op dëser Tribün gesot, absolutt onméiglech, esou eng Léisung, déi néierens standhält a vu kenger Logik ass, datt Helikopteren, déi vun der Arméi kaaft ginn oder vun der Defense, och vun der Police benotzt ginn, vun engem Zivilist geflu ginn! Wéi ee Statutt hätt deen? Also, déi sinn och ganz gutt, dat sinn och ganz gutt Leit bei der Air Rescue, dat steet net zur Diskussioun! Mee statutaresch ass dat do eng onméiglech Situatioun.

Et ass esou, dass mir gär hätten, datt d'Arméi elo déi Helikopterpilotenausbildung afëiert. Do brauche mer net op en hypotheetesche belsch-Lëtzebuerger Bataliioun ze waarden, deen an e puer Joer kënnt. Näischt steet deem am Wee! D'Police kann dat och maache

fir hir Besoinen, well mer souwisou déi Besoinen am Lofttransport an esou weider musse reevaluéieren.

Also, mir sinn hei an enger Situatioun, mir droen dat Gesetz selbstverständlech mat, well mer jo gär hätten, datt d'Police do effikasst Material huet. Awer mir hätten emol gär, datt déi ganz Situatioun klarifiéiert gëtt, datt déi rechtlech Ramebedingunge stëmmen, datt mer kloerstellen, wie wat keeft. Wien ass fir wat zoustänneg, wie benotzt wat? Zumools an enger Zäit, wou d'Arméi och ënner groussem Drock steet, fir hir Depensen eropzesetzen. Mir hu léiwer, mir kafe Material, dat mer och national kënnen asetzen, wéi datt mer ëmmer nëmmen op de Wee ginn, fir u sech iwwert den Arméibudget strateegesch Interessen a strateegesch Besoine vun Drëttstaaten ze befriddegen. Mir hu léiwer, mir kafen eppes, wat mir hei am Land och kënne sënnvoll asetzen. Dat gesot, wéi gesot, mir droen dat hei mat, mee et bleiwe ganz, ganz, ganz vill Froen an dësem Dossier op.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A leschten agedroene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Déi zwee Helikopteren – den Airbus H-145M – si gutt, fir eis Sécherheet ze verbesseren, an et ass e Material, dat eis Police sécherlech brauch. Dir wësst alleguerten, dass mer jo awer an enger Situatioun si vun Erausfuerderungen an der Sécherheet an an der Kriminalitéit.

Mir Piraten stinn och ganz kloer zur NATO. Deementspriechend ass dat hei e Projet, dee mer wäerte matstëmmen. Mee ech bréngen awer e puer Kriticken un, well, nenne mer et mol esou: De Statutt, deen Der erausgewielt hutt, tëschent Defense a Police ass zimmlech kreativ erausgewielt a kreativ zesummegestallt.

Ech hat dat an der Kommissioun schonn ugeschwat. Ee Problem, dee mir gesinn, ass net qualitativ, mee éischter wéinst dem Statutt, dat ass d'Fro vun de Piloten. Bekanntlech sinn et Air-Rescue-Piloten, déi en ziville Statutt hunn, déi op deene Maschinne fléien, déi awer Policemissiounen erfëllen. Dat heescht, do ass et awer och perséinlech e bësse riskant, wann een als Zivilist emol an enger Policeoperatioun muss matfléien.

Dat kënnt Der Iech esou virstellen, wéi wa mer a Policeautoen emol géife privat Chauffere setzen, déi mat eise Poliziste géifen duerch d'Land fueren, fir déi dann iergendwou op eng Interventioun ze bréngen. Also, Dir waart hei zimmlech kreativ, wéi Dir d'Léisung mat de Pilote gesicht hutt!

An d'Fro ass jo och: Mussen déi eng Verschwigenheetsklausel ënnerschreiwen? Wéi leeft dat iwwerhaapt do mam Dateschutz? Do gëtt ee jo alt Saache gewuer, wann een am Helikopter mat derbäi ass, wann esou eng Policemissioun ass.

En zweete Punkt, deen ech an der Kommissioun opgeworf hat, ass, dass nach ëmmer net ganz kloer ass, wéi et dann elo mat de Waffe wäert sinn. Wéi ass et mat eiser Unité spéciale? Däerf se den Helikopter elo benotzen herno oder net?

Wéi ass et zum Beispill mam Ofseelen? Ass dat zertifizéiert? Kann den Helikopter dat, wa mer deen elo kafen? Wéi wäert dat alles oflafen?

(Interruption par M. Henri Kox)

... kaaft hunn. Jo, Dir hutt ... Ma da kënnt Der mer jo och d'Äntwert ginn.

(Interruption par M. Henri Kox)

Et ass gutt, et ass jo gutt, Här Minister. Wann Dir sot, Dir hätt se scho kaaft, da kënnt Der mer jo och d'Äntwert ginn, ob der Iech dierft mat der Unité spéciale ofseelen, ob se dierfe Waffe mathuele fir hir Missiounen. Well dann hutt Der déi Äntwert jo schonn, wann Der se souwisou schonn operativ benotzt.

Déi aner Fro bei de Waffen ass jo och ... Dir hutt mir an der Kommissioun nämlech geäntwert, da misst deen d'DAC froen. Ech stelle mer dat dann esou vir: Dir gitt geruff op eng Interventioun. Da rufft der emol do un: „Jo, däerf ech Waffe mathuelen? Däerf ech dee Gangster, deen elo grad säin Abroch do gemaach huet, ech muss deem jo nofléien, däerf ech do meng Waffe mathuelen?" Wéi leeft dat? Dir hutt den Helikopter jo scho laang, sot Der. Dann hutt Der jo iergendwellech Erfarungswäerter, wéi laang dass dat gebrauch huet, bis esou eng Autorisatioun vun der DAC do ass. Well en däerf jo nëmme Waffe mathuelen, wann ech Iech richteg an der Kommissioun verstanen hunn, wann déi DAC dat iwwerhaapt erlaabt.

Dat ass jo ee vun de grousse Punkten, déi Der nach ze klären hutt. Well wat maache mer mat engem Policehelikopter, wann d'Polzisten herno net dierfe bewaffnet si fir hir Interventiounen? Mat wat solle se schéissen? Konfetti?

Déi aner Fro ass: Et gëtt jo nach aner Missiounen, déi esou en Helikopter vum Typ Airbus H-145M kann erfëlle. De Sven hat do eng Question parlementaire gestallt, 2019, also wäert Der bis elo jo eng Léisung oder eng Äntwert hunn. Dat sinn déi sougenannte „Bambi Bags". Ech erklären Iech dat kuerz: Déi kënnt der ënnen un den Helikopter hänken, dat ass fir den CGDIS, an da kënnen déi läschen. Dat heescht, dir huelt Waasser op, et ass e „Bambi Bag" do, dee geet op an dir kënnt är Bëschbränn läschen.

2019 hat Der dunn nach keng definitiv Äntwert, wéi dat iwwerhaapt méiglech wär. Mee, Dir hutt jo elo grad gesot, Dir hätt deen Helikopter elo an der Tëschenzäit an Dir hätt déi Erfarungswäerter. Da wäert Der jo sécherlech kënnen äntwerten, ob den CGDIS dat dann och esou kann ëmsetzen.

Dat heescht, d'Fro ass: Wéi ass et mat de Waffen, wéi ass et mam Seel, wann een do eng Interventioun huet? A wéi ass et mam Bag a mat de Piloten? Dat ass déi aner Fro, well dat si jo, wéi ech virdru gesot hunn, Zivilisten, déi der do asetzt, fir mam Helikopter ze fléien. Mee déi Fro hat ech jo an der Kommissioun schonn opgeworf. Ech hunn Iech jo elo Zäit gi vun der Kommissioun bis elo fir d'Äntwerten.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Domat ass déi allgemeng Diskussioun eriwwer an den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Erlaabt mer, dass ech meng Interventioun vun hei hanne maachen. Ech denken, et sinn eng Rei Froe gestallt ginn, déi wäert ech dann och probéieren ze beäntwerten, och wat d'Motioun ubelaangt.

Éischtens, dësen Helikopter, oder déi zwee Helikoptere sinn deemools vun der Arméi kaf ginn, well parallell an Däitschland och Soumissioune gelaf sinn. Déi Däitsch Arméi huet nämlech en änlechen Helikopter och sollen uschafen, an dee Moment hu si sech mat drugehaangen an dofir ass de Choix op den Airbus gefall, ouni dass ech elo e Verglach mam Satellitt wëll maachen. Mee an där Kooperatioun war virgesinn, dass och Ausbildung a weider Elementer sollte verfollegt ginn, dat ass awer elo net zum Schluss komm, soudass de Moment éischter eng Léisung hei zu Lëtzebuerg, à la luxembourgoise, emol gemaach ginn ass. An do probéiere mer, à la luxembourgeoise, awer positiv Synergien ze sichen!

Éischtens, Synergië mat der Police tout court, well d'Police och en Helikopter hat, deen awer, jo, scho laang an d'Jore komm ass. An dofir war dat hei eng Synergie, déi ganz positiv war. Dofir ass dat och esou gewielt ginn. Et war natierlech kloer, an dat war jiddefalls mäi Wonsch, fir e Finanzéierungsgesetz draus ze maachen. Dir wësst, dass ech dat och am Logement gemaach hunn, fir d'Käschten – hei ass et jo wierklech bis 2038 – och ze definéieren. An dofir war et mäi Wonsch, net nëmmen aus Contraintë vun der Constitutioun, dass mer dat och transparent maachen. Bon, wann Dir frot no Transparenz an de Käschten: Et ass e Budget, deen dran ass, fir d'Budgetskontrollkommissioun. Ech hunn awer absolutt kee Problem, dass eng Police ëmmer muss – a mir kommen des Éfteren an d'Kommissiounen – och budgetär fir alles, wat ausgi gëtt, Rechenschaft ginn.

Dësen Helikopter, déi zwee Helikoptere sinn am Alldag haut schonn am Asaz. Dir gesitt se insbesondere, wa Recherchë gemaach ginn, Opklärunge vun der Police. Jo, de Gebrauch vun enger Schosswaff ass nach net gereegelt, dat ass och meng Demande gewiescht vun Ufank un, säit ech den Dossier hunn. Awer ech denken, dass dat Gesetz do ganz, jo, ganz exakt muss geschriwwe ginn.

An dofir ass jo d'zivill Aviatioun zoustänneg, fir den Accord ze ginn, wann een an der Operatioun flitt, well mer nämlech eng zweet Synergie gesinn hunn, dat ass déi mat der Air Rescue. Dir kënnt Iech jo virstellen, wa mer Pilote sollten ausbilden, wat dat mat sech bréngt. Fir dann éischtens Helikopterpiloten ze hunn an der Villfalt, ass déi Synergie mat engem Private geholl ginn, mat der Air Rescue, déi jo awer schonn hir Erfarung hei um lëtzebuergeschen Territoire huet, an och ganz gutt Erfarungen. An dofir ass do och déi Synergie gesicht ginn, an dofir ass déi zivill Aviatioun och zoustänneg derfir, wat dann do passéiert.

An dofir, dat Gesetz, mir hunn an der Kommissioun – an Dir kënnt Iech erënneren, den Direkter war och do – versprach kritt, dass bis Enn des Joers dat och gereegelt ass mam Schoss, also wann eng USP, eis Unité spéciale, ënnerwee wäert sinn an an hirem Asaz dann och ka Gebrauch maache vu Waffen. D'Legislatioun haut gesäit vir, dass dann d'Waff iergendwou hikënnt, entcharget gëtt an esou weider. Am Operative kann ech mer virstellen, dass dat net dat Richtegt ass. An dofir ass et wichteg, dass dat Gesetz awer esou geschriwwe gëtt, dass et souwuel dem Pilot wéi och dem Asaz gerecht gëtt, dass jiddwereen, och deen, deen den Asaz féiert, och weess, dass en ofgeséchert ass an net zur Responsabilitéit gezu gëtt. Dat ass nämlech ganz wichteg, dass dat an allen Detailer wäert gekuckt ginn.

Dofir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer elo e Gesetz kréien. Dass mer e Suivi kréie vun dem budgetären Asaz, ass absolutt kee Problem fir mech. An ech si frou, d'ici fin d'année, esou wéi mer dat ugekënnegt hunn oder ugekënnegt kritt hunn an der Kommissioun, dann an der ganzer Breet och kënnen den Helikopter fir d'Police esou ze benotzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt just Parole après ministre froen. Ganz kuerz, fir dem Här Minister ze soen: Ech hu jo vill Fantasie an deem do Beräich, mee ech ka mer beim beschte Wëllen net virstellen, wou soll de Problem sinn, fir elo hinzegoen an e Programm ze lancéieren, fir Militärpiloten auszebilden, Helikopterpiloten.

Et géif souguer d'Méiglechkeete vum Asaz an deem Sënn nach esou wäit vergréisseren, datt mer eng Kéier iwwert d'Nuetslizenze misste schwätzen, fir och nuets den Asaz vun deenen Helikoptere kënnen ze maachen a fir d'Ekipementer fir d'Helikopteren unzepassen, datt mer se 24/24 Stonne kënnen asetzen. Well wann eng Noutsituatioun ass, ass et nun emol sou, datt weeder an enger humanitärer Noutsituatioun nach an iergendengem kriminellen Oflaf d'Leit, wann et däitscher gëtt, ophalen. Dat si just eis Helikopteren, déi dann ophalen.

Do sinn einfach esou vill Deficiencen an deem System, datt et net anzegesinn ass, datt Der net elo op Äre Büro zréckgitt an direkt de Kolleege vun der Arméi urufft, dem Här Bausch, a sot: „Hei, mir maachen dat, et si genuch Schoulen do, déi bereet sinn, dat ze maachen!"

Rekrutéiert Leit, bilt se aus! Kommt, mir kucken, datt mer endlech virukommen! Well mir kréien an all Diskussioun dat selwecht erzielt. An all Diskussioun, wou mer heidriwwer schwätzen, sot Der: „Et geschitt geschwënn, mir maachen eppes." Et geschitt guer näischt! An ech muss éierlech soen, am Interessi vum Land ass dat do keng Politick, déi mir wëlle matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Minister, ech ginn direkt dem Sven Clement d'Wuert. Da kënnt Der ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Et ass och Parole après ministre, da musst Der net froen.

Ech hunn elo den Explikatioune vum Minister gutt nogelauschtert, ech hunn och virdru gutt nogelauschtert, wéi d'Madamm Adehm nach eng Kéier e gewëssenen Historique gemaach huet, an ech hunn och de Rapport virdrun nogelauschtert. An ech muss mer awer Froe stellen. Mir wäerten de Projet matstëmmen, dorun änner sech näischt, och no deem Debat hei, well mer der Meenung sinn, datt mer dee Finanzement net kënnen a Fro stellen.

Nichtsdestotrotz mierken ech, datt mer 2019 well d'Fro opgeworf hunn derno, ob déi Helikoptere kënne fir zivill Läschasätz benotzt ginn. Do ass et nach net emol drëm gaangen, wéi déi Waffesituatioun ass, et ass net drëm gaangen, ob déi Winch elo geneemegt ass, homologéiert ass, ob d'USP se kann notzen. Déi lescht Kéier huet d'USP trainéiert, dunn huet se e belsche Policehelikopter komme gelooss, fir kënnen ze trainéieren. Dat kann dach net d'Léisung sinn, wa mer hei zwee deier Helikopteren hunn, déi eis elo déi nächst Jore wäerte 86 Milliioune kaschten, hors TVA!

Dat heescht, mir missten dach tatsächlech, nodeem mer well 2019 d'Fro no deene Läsch-Buckets, „Bambi Buckets", wéi se dann heeschen, gestallt hunn, awer 2023 eng Äntwert drop hunn. Déi Helikoptere fléien net säit gëschter, mir hunn nach ëmmer keng Léisung mat der DAC fonnt, fir dat onkomplizéiert ze maachen.

Da muss ee sech vläicht eng Kéier d'Fro stellen, ob een net muss nieft enger Direction de l'aviation civile eng Direction de l'aviation militaire hunn. Da brauche mer vläicht en Aviatiounsgesetz fir d'Militär. Mir hu mëttlerweil en A400M, mir sinn am MRTT (ndlr: Multi-Role Tanker Transport) mat dran, gläichzäiteg schwätze mer driwwer, an der Erneierung vum AWACS-Programm matzemaachen, a mir hunn als Lëtzebuerg keen Aviatiounsgesetz fir d'Militär, wou mer all déi Froe kéinte reegelen, ouni datt mer dat missten an enger ICAO (ndlr: International Civil Aviation Organization) reegelen, wou et natierlech komplizéiert ass, den Transport vu Waffen ze reegelen.

Ech stellen einfach fest, dat hei ass en Dossier, deen elo säit Jore schleeft an iergendwéi net vum Fleck kënnt. Den Helikopter flitt, mir dréie Kreesser, üben. En ass och sënnvoll, fir Detektioun a Poursuitten ze maachen. Mee schlussendlech, wann d'USPen e géife brauchen, fir sech ofzeseelen, kéinte si mam Helikopter op den Asaz fléien, mee et misst hannendrun en Auto matfueren, fir d'Waffen ze transportéieren. Also, da seele si sech ouni Waffen of a se huelen d'Waffen aus dem Auto! Da kënne se och mam Auto dohinner fueren.

Da kënnt déi Fro, déi de Marc Goergen opgeworf huet: Mir hunn Zivilisten, et sinn zwar fréier Militär aus der Schwäiz an aus Frankräich, déi haut dann als Ziviliste fir d'Air Rescue fléien. Dat sinn dann déi, déi haut eis Agenten, eis Beamten transportéieren. Iergendwéi ass dat Ganzt awer eng komesch Mëschung. Et gëtt dem Militärbudget imputéiert, datt mer den Helikopter kaaft hunn, mee dann hu mer an der Exploitatioun d'Militär, d'Police, gläichzäiteg eventuell de CGDIS, wa mer géife läsche goen, dee géif nach derbäikommen, an da kënnt nach d'Air Rescue als privaten drëtten Acteur oder véierten Acteur derbäi – ech verléiere schonn d'Zuelen.

Also, mir sollten eis vläicht do wierklech e Gesetz iwwert d'Aviation miltiaire ginn, da géife mer déi Problemer do léisen, amplaz datt mer hei ëmmer erëm schousteren. An et ass awer vill Geld, do sollt ee sech vläicht e bësse méi seriö druginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Just drop higewisen, dass dat do awer, jo, neelech bei der Parole après ministre war an éischter eng zweet Interventioun.

Här Minister.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo, ech sinn u sech heihinner komm mat dësem Gesetz, fir dass mer och déi budgetär Éierlechkeet do erakréien, an dofir hunn ech derfir gesuergt, dass et e Finanzéierungsgesetz gëtt, fir dass déi Finanzen emol kloer sinn an dass dat vis-à-vis vun der Chamber och transparent ass.

All déi Froen, déi ech elo nach gestallt kritt hunn, vu militäreschen Asätz, vun Zivillaviatioun, all déi doten, do sinn ech gär bereet, mäi Wuert eranzebréngen, och d'Uleies vun der Police, wat ech iwwregens an de leschte Joren och gemaach hunn. Mee leider sinn ech do awer op d'Liwwerung vun aneren ugewisen.

Ech wëll de Ball net engem aneren dohinner geheien, ech wëll Iech just soen: Wann d'Léisung esou einfach wier, dann hätte mer se schonn, ganz kloer! A wann et esou einfach wär, och nach eng militäresch Aviatioun fir Lëtzebuerg opzebauen! Dir kënnt Iech jo all virstellen, wat fir e budgetären, militäreschen, gesetzleche Kader mer dann nach musse maachen.

Mir musse kucken, dass mer déi Bréidercher, déi mer hei baken, sënnvoll maachen, a kucken, Synergien ze sichen, an natierlech vis-à-vis vun der Chamber esou transparent wéi méiglech sinn! An dat war mäin Uleies mam Finanzéierungsgesetz. All déi aner Froen, déi musse gekläert ginn, déi wëll ech och gekläert hunn, fir dass d'Police och déi néideg Asätz domat ka fléien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot.

Da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8208 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Unanimitéit.

(Le projet de loi 8208 est adopté à l'unanimité des 60 votants.)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas (par M. Gilles Baum), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Da bleift mer nach just ze froen no der Dispens vum zweete Vote constitutionnel.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An da géife mer nach d'Motioun vun de Kolleeginnen a Kolleege vun der CSV zur Diskussioun stellen. Wëllt do nach een d'Wuert ergräifen? Madamm Empain.

Jo, Dir sidd am doudege Wénkel. Entschëllegt.

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mam Helikopter géif een dat besser gesinn.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Richteg, richteg.

(Hilarité)

Villmools merci fir den Depot vun dëser Motioun. Mir hunn näischt fonnt, wat eis heirunner stéiert, au contraire, mir fannen, dass dat absolument legitimm ...

(Interruption)

Dir verstitt mech net?

Une voix | Nee.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Mir fannen déi Demande ganz legitimm. Mir wëllen hei op Transparenz spillen. De Minister huet et och grad gesot: Ee vun de Grënn, firwat dëse Gesetzesprojet gemaach ginn ass, ass, fir eng finanziell Kloerheet an déi ganz Situatioun ze kréien. A mir hunn absolument kee Problem domadder, dëst och iwwert déi nächst Joren, natierlech an der Kommunikatioun vis-à-vis vun der Chamber, oprechtzeerhalen.

Vun dohier géif ech eiser Fraktioun recommandéieren, dës Motioun matzedroen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ass dat den allgemenge Wonsch vun der Chamber?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Ma da géif ech ëm en Handzeeche bieden.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da bleiwe mer bei der Unanimitéit.

(La motion 1 de Mme Diane Adehm est adoptée.)

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar

An ier mer zum nächste Projet iwwerginn, hunn ech d'Demande vum Här Mosar, fir eng Proposition de loi ze deponéieren.

Exposé

M. Laurent Mosar (CSV), coauteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vu menger Kolleegin Martine Hansen a mir géif ech hei wëllen eng Proposition de loi deposéieren, wou et ëm Hëllefe fir jonk Leit geet, déi en ofgeschlossenen Universitéitsdiplom hunn an déi am Kader vun engem innovative Projet wëllen eng Entreprise grënnen. Hei geet et also drëm, den Entrepreneurship vu jonke Leit ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

8279 – Proposition de loi portant création d'une aide à la création d'entreprise émanant des sciences et portant modification à la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci och.

8. 8220 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

A mir géifen dann elo definitiv zum nächsten, zum leschte Projet vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 8220. Ech wollt just drop hiweisen: Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapport duerch d'Madamm Rapportrice, d'Francine Closener, keng Diskussioun gefouert a mir kënnen direkt ofstëmmen. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Beruffsfräiheet ass e Grondrecht, an national Bestëmmungen, déi den Accès zu reglementéierte Beruffer respektiv hiren Exercice limitéieren, mussen dofir op hir Proportionalitéit kontrolléiert ginn, fir eeben diskriminatoresch Dispositiounen opzedecken oder ze verhënneren.

Genee dat gesäit d'EU-Direktiv 2018/958 vir, déi schonn 2021 an nationaalt Recht transposéiert gouf. Allerdéngs huet d'EU-Kommissioun festgestallt, datt d'Direktiv net komplett ëmgesat gouf a Lëtzebuerg krut dowéinst eng Mise en demeure, well déi ganz Transpositioun e Règlement grand-ducal verlaangt, deen am Artikel 7 vum Gesetz virgesi war, iwwert d'Participatioun vun de Parties prenantes.

Dee Règlement gouf am Dezember 2022 adoptéiert, allerdéngs hat de Staatsrot a sengem Avis vum November 2022 Bedenken an huet op d'Gewaltentrennung verwisen. Effektiv ass et esou, datt den Delai, deen Établissements publics a Betriber imposéiert kruten, wa se professionell Reglementatiounen huelen, net vun der Regierung, mee vum Legislateur muss fixéiert ginn.

Deen Delai gouf du wéinst de Bedenke vum Conseil d'État aus dem Règlement erausgeholl, en ass awer indispensabel, fir datt d'Bierger, d'Clienten an all d'Parties prenantes richteg informéiert ginn. Dofir kënnt en eeben elo an d'Gesetz. Et gëtt am Projet de loi kloergestallt, datt d'Ännerunge vun de Dispositiounen op d'mannst ee Mount op enger elektronescher Plattform musse public gemaach ginn.

Donieft preziséiert den Article unique vun dësem Projet de loi awer och, datt den Exame vun der Verhältnismëissegkeet och bei Amendementer vun der Regierung oder vum Parlament gëllt. Dat ass eng wichteg Prezisioun, well soss kéint eng Dispositioun, déi alleguerten d'Krittäre vun der Proportionalitéit erfëllt hätt, duerch d'Amendementer ëmgedréit ginn, wat jo wierklech net de Sënn vun dësem Exercice ass.

Zu dësem Projet de loi goufe véier Avisen agereecht, an zwar vum Collège vétérinaire, vum Collège médical, der Chambre de Commerce an natierlech vum Staatsrot. Et gouf keng Oppositioun, am Géigendeel, de Projet de loi gouf souguer begréisst. A fir den Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Wann ech dat da richteg verstanen hunn, hutt Der jo net dann nëmmen am Numm vun der …

(Brouhaha)

Jo, mee kommt, mir stëmmen direkt of, ouni Literatur. Kommt, mir stëmmen iwwert de Projet de loi 8220 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8220 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Wannechgelift, nach e bësse Gedold. Dann d'Procuratiounen.

(Brouhaha)

De Vott ass elo ofgeschloss.

Mam Resultat, dat ze erwaarde war: Unanimitéit.

(Le projet de loi 8220 est adopté à l'unanimité des 60 votants.)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas (par M. Pim Knaff), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Ech soen Iech Merci, froen nach just no der Dispens.

(Assentiment)

Merci.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm a mir gesinn eis muer de Moien um 8.00 Auer erëm.

(La séance publique est levée à 16.21 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco	8000	Nathalie Oberweis	80
Élèves souffrant de troubles du comportement	8002	Sven Clement	81
Service de lutte contre les abus et la fraude du CNS	8003	Sven Clement	82
Refus de remboursement d'un certificat médical	8004	Sven Clement	82
Messagerie sécurisée de santé	8005	Sven Clement	83
Construction d'une éolienne à Burden	8006	André Bauler	83
Contrôles aux frontières	8007	Sven Clement	84
Lait de pâturage	8008	André Bauler, Gusty Graas	85
Nuisances de l'activité aéroportuaire de l'Aéroport de Luxembourg	8009	Fernand Kartheiser	85
Absence de bornes de chargement au parking du Centre sportif national « Coque »	8010	Mars Di Bartolomeo	86
Agents de gardiennage	8011	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	86
PET-Scan au Centre Hospitalier du Nord	8012	André Bauler, Carole Hartmann	86
Choix des langues à l'ECG (École de Commerce et de Gestion)	8013	Martine Hansen	87
Carnet de vaccination électronique	8014	Sven Clement	87
Disponibilité de salles sur le campus de l'Université du Luxembourg	8015	Sven Clement	87
Demande de transfert à l'étranger auprès de la CNS	8016	Sven Clement	88
Dossier de soins partagé (DSP)	8017	Sven Clement	88
Amende record dans le cadre du Règlement général européen sur la protection des données (RGPD)	8018	Laurent Mosar	89
Effectif de la Police grand-ducale	8019	Elisabeth Margue, Laurent Mosar	89
Police de la Grande Région	8020	Fernand Kartheiser	90
Établissements publics	8021	Fernand Kartheiser	90
État de pénurie en personnel enseignant	8022	Myriam Cecchetti	91
« Gigaliners »	8023	Mars Di Bartolomeo, Carlo Weber	92
Factures de gaz et d'électricité	8024	Mars Di Bartolomeo	92
Écoles internationales	8025	Martine Hansen	93
Obligation d'entretien de l'enfant majeur	8026	Sven Clement	93
Commission de contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions	8027	Sven Clement	93
Groupe d'amis sur le vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)	8028	Gusty Graas	94
Aides au logement	8029	Marc Goergen	94
Normes européennes applicables pour la construction d'une étable au Luxembourg	8030	Martine Hansen	94
Ligne de bus K45	8031	André Bauler	95
Installations photovoltaïques	8032	Max Hengel, Paul Galles	95
Rapport annuel de l'ITM pour l'année 2022	8033	Myriam Cecchetti	95
Réforme du code des douanes européen	8035	Mars Di Bartolomeo	97
Radars fixes à Hollerich	8036	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	98
Vaccins contre la bronchiolite chez les enfants	8385 urgente	Marc Spautz	98

Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco | Question **8000** (17/05/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Ayant pris note d'une lettre envoyée par recommandé et courrier simple aux résidents de la structure d'hébergement SHTDPI Limpertsberg 162b, je me dois de constater que les résidents sont informés de leurs « non-droits » et en particulier de leur statut d'« occupant sans droit ». La lettre informe les résidents qu'ils devront « avoir définitivement quitté la précitée structure pour le 30 novembre 2023 au plus tard ». Puis, on les informe qu'« à défaut d'y donner suite, l'ONA se verra contraint d'entamer une procédure en déguerpissement ».

Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, je me dois de constater avec désapprobation le ton de la lettre. Non seulement les résidents sont informés qu'ils occupent un logement sans droit, l'ONA écrit que l'office a « continué de (les) héberger » afin de leur « permettre de [...] s'intégrer dans la société et d'effectuer les démarches [...] » pour enfin constater que les résidents occupent « un logement qui a été mis à disposition par l'ONA » et de leur dire que leur résidence constitue un « engagement unilatéral ».

Monsieur le Ministre, vous n'êtes pas sans savoir que beaucoup de BPI se trouvent dans une situation particulièrement vulnérable face à un marché du logement en crise, un marché du logement qui n'a pas ou peu de solutions pour des personnes dans une situation de vulnérabilité. C'est bien pour cela que les BPI ont été tolérés dans les structures de DPI.

Par conséquent, permettez-moi de vous poser les questions suivantes :

1) Monsieur le Ministre, pouvez-vous me confirmer la fermeture définitive de ladite structure ?

2) Combien de personnes sont concernées par cet ordre de quitter les lieux ?

3) Est-ce que ladite lettre envoyée est la seule source d'information concernant la fermeture que les résidents ont reçue ?

4) Selon nos informations, les résidents n'ont pas été informés sur des propositions d'alternatives de logement. Si tel est le cas, pourquoi avez-vous opté pour un ordre de quitter les lieux et non pas pour un relogement des résidents ?

5) Concrètement, si les résidents ne trouveront pas un logement, y aura-t-il des solutions d'urgence ou est-ce que les résidents se retrouveront dans la rue ? Avez-vous prévu un plan de relogement pour celles et ceux qui n'auront pas trouvé de logement ?

6) Puisque c'est l'absence de logement voire le non-accès au logement des BPI sur le marché du logement au Luxembourg qui est la raison de leur résidence prolongée à ladite structure, avez-vous pu échanger avec votre collègue, le Ministre du Logement ? Avez-vous pu voir avec lui si vous pourriez trouver des solutions d'urgence pour les résidents de la structure ?

7) Est-ce qu'il y a des échanges entre l'ONA et la Ville de Luxembourg voire avec les autres communes et aussi avec les fondations et associations ? Si oui, avez-vous pu identifier des solutions de logement ?

8) Avez-vous pu échanger avec le Syvicol afin de faire jouer la solidarité entre communes ? Ne jugez-vous pas qu'il est temps que toutes les communes (ou presque) se montrent solidaires pour héberger des DPI et BPI ?

9) Est-ce que vous jugez que c'est la Ville de Luxembourg qui sera responsable de reloger les résidents éventuellement dans la rue puisque ladite structure se trouve sur son territoire ?

10) Plus généralement, la crise du logement affecte toutes les populations notamment les plus vulnérables au Luxembourg. Monsieur le Ministre, ne faudrait-il pas que votre Gouvernement déclare l'urgence logement afin de pouvoir prendre des mesures d'urgence de logement et de relogement ?

11) Monsieur le Ministre, ne trouvez-vous pas, sans vouloir froisser quiconque, que le style d'écriture sec voire culpabilisant de la lettre ne contribue pas à soutenir la situation individuelle des BPI qui ont justement le besoin d'être soutenus ?

Réponse (15/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) La structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI) Don Bosco fermera définitivement ses portes en date du 31 décembre 2023.

ad 2) 80 personnes sont concernées par cet ordre de quitter les lieux.

ad 3) Outre la lettre envoyée par courrier en date du 31 mars 2023 par l'Office national de l'accueil (ONA), les personnes hébergées ont également été informées oralement par les encadrants de la Croix-Rouge qui sont en charge du suivi social de la structure d'hébergement.

ad 4) Les personnes hébergées dans la structure ont été informées par écrit et oralement (cf. question 3) de la fermeture de la structure d'hébergement Don Bosco. Concernant le relogement, il faut distinguer les différents statuts des personnes hébergées :

– les demandeurs de protection internationale (DPI) hébergés dans la structure vont être relogés par l'ONA au plus tard pour le 30 novembre 2023 ;
– les bénéficiaires de protection internationale (BPI) hébergés dans la structure et ayant un engagement avec l'ONA qui expire ou qui a expiré doivent quitter la structure mentionnée au plus tard pour le 30 novembre 2023 ;
– les bénéficiaires de protection internationale (BPI) hébergés dans la structure et ayant un engagement valable avec l'ONA vont être relogés ;
– les personnes ayant une autorisation de séjour temporaire et étant hébergées dans la structure vont être relogées au plus tard pour le 30 novembre 2023 ;
– les personnes déboutées hébergées dans la structure ont reçu une lettre par courrier par l'ONA avec un délai de 2 mois pour quitter la structure.

ad 5) Référence est faite à la réponse 4.

Un groupe de travail issu de différents services compétents a également été créé afin de trouver une solution de logement pour chaque personne hébergée.

ad 6) Les personnes bénéficiaires du statut de protection internationale sont inscrites sur les listes d'attentes des différents bailleurs sociaux tels que le Fonds du logement, la SNHBM et les différentes communes et associations au même titre que les autres personnes disposant d'un droit de séjour au Luxembourg.

ad 7) L'ONA a eu des échanges réguliers concernant la fermeture de la structure d'hébergement « Don Bosco » avec les instances responsables suivantes :

– Ville de Luxembourg
– Office social de la Ville de Luxembourg
– Croix-Rouge Luxembourg
– Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région
– Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
– Office national d'inclusion sociale

Les échanges ont débuté en février et vont durer jusqu'à la fermeture de la structure d'hébergement afin de trouver des solutions adéquates.

ad 8) Actuellement, plus de 30 communes accueillent des structures d'hébergement de l'ONA et les discussions se poursuivent avec certaines communes afin d'augmenter les capacités d'accueil. Dans ce contexte, des échanges ont lieu entre les responsables du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de l'ONA et du Syvicol, en étroite coopération avec les responsables du Ministère de l'Intérieur.

ad 9) Référence est faite à la réponse 7.

ad 10) Le Gouvernement est conscient de la situation difficile du marché immobilier du Luxembourg. À cet égard je me permets d'informer l'honorable Députée des multiples efforts entrepris au courant des dernières années et qui sont amplement documentés à travers de la stratégie nationale du logement abordable et les projets de grande et moyenne envergure.

ad 11) Les personnes hébergées dans la structure d'hébergement pour DPI Don Bosco doivent être mises au courant de leurs droits et obligations par courrier. Outre la communication par écrit, les personnes ont été informées oralement et un groupe de suivi a été mis en place comme décrit sous le point 7.

Élèves souffrant de troubles du comportement | Question **8002** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 6684 hunn ech mech iwwert Gewalt am Enseignement fondamental informéiert. An der Äntwert vum Minister ginn eng Rei Mesurë genannt, falls et zu Virfäll mat Gewalt an der Schoul kënnt.

Et ginn ëmmer nees Fäll un eis eru gedroen iwwert Kanner mat grave Verhalensopfällegkeeten. Riets ass vu Fäll, wou Kanner souwuel an der Schoul ewéi och ausserhalb vun der Schoul duerch gewalttätegt Verhalen opfalen an hir eege Famill, d'Léierpersonal oder och déi aner Kanner kierperlech attackéieren a blesséieren. Eis ass souguer vun engem Fall bericht ginn, wou eng Léierin privat Verdeedegungscoursë mécht, fir sech virun de physeschen Attacke vun engem extreem gewalttätege Kand schützen ze kënnen.

Den Asaz vu spezialiséierten Educateure wier och dacks réischt vill ze vill spéit méiglech an d'Léierpersonal misst dacks Méint oder souguer méi wéi e Joer waarden, bis iwwerhaapt Hëllef um Terrain géif ukommen. Riets ass och dovun, dass spezialiséiert Educateuren d'Situatioun net verbessert kréien, well si selwer physesch attackéiert a blesséiert géife ginn an duerno duerch Krankeschäiner ausfalen. Dem Kand gëtt esou och ze spéit déi Hëllef zu Deel, déi et brauch.

Eng Rei Enseignante wéi och Eltere bekloen sech, dass vusäite vun den Direktiounen näischt oder net genuch gemaach gëtt a si mat de Problemer géifen eleng gelooss ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis dës Hëllef, zum Beispill a Form vun engem spezialiséierten Educateur, um Terrain ukënnt? Wat war bis elo dee schnellsten an dee längsten Delai, bis dës Hëllef um Terrain ukomm ass?

2. Wat fir Méiglechkeete gëtt et, falls sech d'Situatioun och mat der Betreiung duerch spezialiséiert Personal net verbessert?

3. Wéi vill Éducateurs gradués an Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) gëtt et aktuell hei zu Lëtzebuerg? Wéi vill dovu schaffen direkt an de Schoulen (Centres de compétences net matgezielt) mat de betraffene Kanner an Enseignanten?

4. Wéi vill Schülerinnen a Schüler a wéi vill Enseignantë ginn, opgelëscht pro Joer, vu spezialiséierten Educateur-graduéen oder I-EBSe betreit?

5. Wéi vill Krankeschäiner, opgelëscht pro Joer, gouf et bei den Éducateurs gradués, den I-EBS an den Enseignanten?

6. Wéi gëtt de Suivi vun den Dossieren am Fall vun engem Krankeschäi vun engem Educateur oder engem I-EBS assuréiert? Wéi dacks, opgelëscht pro Joer, kënnt et vir, dass keng Persoun disponibel ass, fir den Dossier an de Suivi ze iwwerhuelen?

7. Wat fir Mesurë ginn direkt geholl, fir d'Léierpersonal an déi aner Kanner ze schützen, wann e Kand esou schwéier verhalensopfälleg ass, dass et eng direkt Gefor fir sech selwer an d'Persounen a sengem schouleschen Ëmfeld duerstellt?

8. Firwat mussen d'Enseignanten Dossieren, déi bis zum Enn vum viregte Schouljoer net traitéiert gi sinn, eng weider Kéier ganz nei erareechen?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Am Enseignement fondamental kann ee Schüler mat spezifesche Besoine vu verschiddene Fërdermesurë profitéieren. Dës Ënnerstëtzung ass jeeweils un dem Schüler seng individuell Bedierfnisser a seng eventuell Léierschwieregkeeten adaptéiert. Fir engem Schüler mat besonnesche Besoinen de beschtméiglechen Encadrement ze bidden, huet mäi Ministère een Dispositif op dräi Niveauen entwéckelt:

Lokalen Niveau:

Den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) ass ee spezialiséierten Enseignant, deen un eng oder méi Schoulen affektéiert ass an als Missioun huet, d'Assistance an d'Prise en charge vun de Schüler mat besonnesche Besoinen ze assuréieren. Hie mécht dëst unhand vun enger inklusiver Approche innerhalb vun der Schoul an a Kollaboratioun mat de concernéierte pedagogeschen Equippen. Vu datt d'I-EBSen direkt an eng Schoul affektéiert sinn, identifizéiere si reegelméisseg zesumme mat de pedagogeschen Equippen, wéi eng Schüler vun enger zousätzlecher Prise en charge duerch den I-EBS am meeschte profitéieren a kënnen deemno och ganz kuerzfristeg bei Bedarf den Enseignant beim Encadrement vun de Schüler mat besonnesche Besoinen ënnerstëtzen.

Ab der Rentrée 23/24 wäerten zousätzlech 50 Assistants pour enfants à besoins spécifiques (A-EBS) an de Grondschoulen intervenéieren, fir ënnert der Uleedung vun den I-EBS d'Schüler mat spezifesche Besoinen ze ënnerstëtzen. No engem éischte Rekrutement ginn iwwert déi nächst zwee Joer weider 100 A-EBSen agestallt, fir datt dës zousätzlech lokal Hëllef de Schoule flächendeckend zur Verfügung steet.

Regionalen Niveau:

Ass eng Interventioun iwwert d'Prise en charge vun der pedagogescher Equipe an den I-EBS eraus néideg, fir dem Schüler déi Ënnerstëtzung ze bidden, déi senge Besoine gerecht gëtt, da kënnt d'Équipe de soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB), déi vun engem vun den Directeurs-adjoints koordinéiert gëtt, zum Asaz. An all Regionaldirektioun gëtt et esou eng Equipe, déi d'Enseignanten op regionalem Niveau ka beroden, wéi se d'Kanner mat besonnesche Besoinen an hirer Klass am beschte bei der Entwécklung vun hire Kompetenze kënnen ënnerstëtzen. Sollt et sech als néideg erweisen, kënnen dës spezialiséiert Membere vun der ESEB mat multidisciplinareschem Profill wann néideg och eng ambulant Prise en charge vum Schüler an der Klass (assistance en classe) assuréieren. Wéi am Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, kënnen d'Membere vun der ESEB am Fall vun enger Situation de crise direkt an enger Klass intervenéieren.

Op regionalem Niveau gëtt et ausserdeem nach d'Inklusiounskommissioun (CI), déi entweeder vum Enseignant oder vun den Eltere kann aberuff ginn, an där hir Missioun et ass, eng adequat Prise en charge vun de Schüler mat spezifesche Besoine festzeleeën. D'CI erstellt an dësem Kontext een Dossier, deen ënnert anerem e Plan de prise en charge individualisé enthält.

D'Mesuren, déi an dësem Plang decidéiert kënne ginn, sinn am Artikel 29 vum Gesetzestext Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen a gi vun enger Upassung vum Unterrecht duerch den Titulaire de classe bis zu enger spezialiséierter Scolarisatioun. Dëse Plang gëtt den Eltere fir hiren Accord virgeluecht a muss, en fonction vun der Envergure vun den decidéierte Mesuren, vun der Commission d'inclusion nationale (CNI) approuvéiert ginn. D'CI evaluéiert en all Joer, fir, wann noutwenneg, déi néideg Adaptatioune kënne virzehuelen.

Fir een optimale Suivi vun den eenzelne Kanner sécherzestellen, déi der CI signaléiert ginn, definéiert dës eng Personne de référence. Dës Persoun ënnerstëtzt d'Concertatioun an d'Kollaboratioun vu sämtlechen Acteuren, déi am schouleschen an am periscolairë Beräich den Encadrement vun de Schüler assuréieren an ass esouwuel fir d'Eltere wéi och fir d'Schüler deen éischten Uspriechpartner.

Nationalen Niveau:

Um nationale Plang gëtt et aacht Kompetenzzentren, déi mam Gesetz (loi du 20 juillet 2018 portant création de centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire) geschafe goufen. Eng vun den Aufgabe vun den nationale Kompetenzzentre besteet doranner, d'Léierpersonal ze beroden, wéi et mat engem Schüler mat spezifesche Besoinen an der Klass kann ëmgoen. Eng aner Aufgab ass d'Promotioun vu Wëssen, dat si unhand vun theemespezifesche Formatiounen un d'Léierpersonal aus dem Enseignement fondamental weiderginn.

Déi national Inklusiounskommissioun (CNI) traitéiert d'Demanden en vue vun enger Prise en charge duerch e Kompetenzzenter. Laut enger rezenter Etude läit d'Gesamtdauer fir d'Beaarbechtung vun esou enger Demande (d. h. vun der Date d'entrée bis hin zur Entscheedung hisiichtlech enger eventueller Prise en charge) en moyenne bei 203 Deeg (139 Deeg wärend der Schoulzäit, 64 Deeg ausserhalb vun dëser)[1].

Och opgrond vun den Erkenntnisser aus där selwechter Etude huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend d'Université du Luxembourg mat enger Analys vun de Prozeduren an de Prozesser vum Diagnostik op allen Niveaue vum Dispositif chargéiert, fir esouwuel „Best Practices" wéi och potentiell Piste fir Ajustementer ze identifizéieren.

Des Weideren ass d'Digitaliséierung vun de Schülerdossieren an d'Mise en place vun engem elektronesche System fir d'Dokumenteverwaltung schonn amgaangen ëmgesat ze ginn. Och dëst erlaabt et, d'Prozedure weider ze optimiséieren.

ad 3. Ab der Rentrée 2023/2024 intervenéieren 146 I-EBSen an de Lëtzebuerger Grondschoulen.

Wat den Encadrement duerch eng ESEB betrëfft, ass et hei wichteg ervirzehiewen, datt an de Lëtzebuerger Grondschoule multiprofessionell Equippen intervenéieren, déi nieft Éducateurs gradués och aner divers Profiller enthalen (hei wieren ënnert anerem Orthophonisten, Ergotherapeuten a Psychoreeducateuren ze nennen). Insgesamt wäerten ab der Rentrée 2023/2024 454 Agente vun der ESEB eng Assistenz an der Klass fir d'Schüler mat besonnesche Besoine leeschten.

ad 4. D'I-EBS sinn eng Personalressource, déi flexibel asetzbar ass, a kuerzfristeg och do kann agesat ginn, wou se grad gebraucht gëtt. An dësem Zesummenhang kënnt et och reegelméisseg vir, datt eng kuerzweileg Prise en charge vun engem Schüler stattfënnt, wärend aner Schüler iwwert ee laangen Zäitraum encadréiert ginn. Aus dësem Grond ginn d'Schüler, déi duerch en I-EBS an hirer Klass betreit ginn, net statistesch erfaasst.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5. Dësen Tableau gëtt d'Unzuel vun den Deeg un, fir déi d'Motiv „Maladie" am Kader vun der Krankmeldung saiséiert gouf. Eventuell Isolementer respektiv Quarantainë wärend der Pandemie ginn net matgezielt.

Et läit op der Hand, datt d'Unzuel vun de Feeldeeg a Funktioun vun der Unzuel vun de concernéierten Agente variéiert. Esou ass et net weider verwonnerlech, datt d'Unzuel vun de krankheetsbedéngte Feeldeeg vum fest ugestallte Léierpersonal am héchsten ass, vu datt dëst bei Wäitem deen héchste Prozentsaz vum Personalkontingent ausmécht, dee fir d'Grondschoule bereetgestallt gëtt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6. Berechent een déi global Moyenne vun der Längt vun de krankheetsbedéngten Ausfäll, esou kënnt een op den opgeronnte Mëttelwäert vun dräi Deeg. An esou engem kuerzen Zäitraum ass et an der Reegel net sënnvoll, ee kuerzfristegt an temporairet Iwwerhuele vun der Prise en charge vun engem Schüler mat spezifesche Besoinen ze plangen an ëmzesetzen. Aus deem Grond ginn zum aktuellen Zäitpunkt sämtlech Ressourcen, déi am Kader vun der ESEB zur Verfügung stinn, mam Suivi vun den Dossiere vun de Schüler betraut a se ginn net zréckgehalen, fir eventuell Remplacementer ze assuréieren.

ad 7. Wéi am Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, assuréiert d'ESEB an enger Krisesituatioun eng éischt Interventioun an erstellt eng éischt allgemeng Diagnos. Op Basis vun dëser kann d'ESEB uschléissend eng Decisioun huelen, déi fir de concernéierte Schüler ewéi och fir seng Matschüler an den Enseignant déi beschte Léisung duerstellt. D'ESEB kann decidéieren:

1. den Titulaire de classe an déi pedagogesch Equipe, den I-EBS, d'Schoul an d'Eltere vum concernéierte Schüler ze beroden an si bei der Ëmsetzung vun Differenzéierungsmesuren ze ënnerstëtzen;
2. selwer eng Prise en charge vum concernéierte Schüler mat spezifesche Besoinen ze assuréieren;
3. der CI ze proposéieren, eng spezialiséiert Institutioun anzeschalten.

ad 8. Dossieren, déi komplett sinn an un déi jeeweils zoustänneg CI weidergeleet goufen, musse selbstverständlech net fir all Schouljoer nach eemol nei erageréecht ginn.

Service de lutte contre les abus et la fraude du CNS | Question **8003** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CNS huet hire Service de lutte contre les abus et la fraude (LAF) opgestockt. Offiziell sichen si net no eenzele Fäll, wou ongewollt e Feeler geschitt ass, mee systematesch no Persounen oder Entitéiten, déi de System abuséiere wéilten. Et gouf un eis eru gedroen, dass eng ganz Rei Leit elo vun der Gesondheetskeess e spezielle Bréif kritt hätten. An deem Bréif ass e Questionnaire, deen als allgemeng Ëmfro betitel gëtt. An dësem Questionnaire gëtt ënner anerem gefrot, ob et sech bei engem Dokter ëm deen Dokter handelt, bei deen den Assuré géing goen oder och, ob hien op engem gewëssen Datum e Rendez-vous bei engem bestëmmten Dokter gehat hätt. Fir d'Assuréen ass aus dem Questionnaire awer net direkt ersiichtlech, dass et sech dobäi ëm eng offiziell Enquête handelt, déi grouss Konsequenzen no sech zéie kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Fro stellen:

– Misst de Patient bei esou enger Enquête net direkt doriwwer informéiert ginn, dass et sech dobäi ëm eng offiziell Enquête handelt an dowéinst och iwwert seng Rechter beléiert ginn?
Wa jo, firwat gëtt dat net nach gemaach?
Wann nee, firwat gëtt dëst net gemaach?

Réponse (04/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Wéi schonn an der Äntwert vum 9. Dezember 2020 op d'parlamentaresch Fro N° 3272 uginn, bilden déi allgemeng Enquêten e wichtegt Instrument an der neier Politick géint de Bedruch an de Mëssbrauch bei der Gesondheetskeess (CNS). Initiéiert am Beräich vun der Kinesitherapie ass präziséiert ginn, dass dës Enquêten sech och géifen op aner Secteure vun der Gesondheetsversuergung applizéieren.

D'CNS widderhëlt, dass d'Deelhuelen un esou enger Ëmfro op fräiwëlleger Basis stattfënnt. Des Weidere sinn d'Froebéi automatesch vun engem Courrier begleet, deen den Assuré a voller Transparenz iwwer den Objet vun der Ëmfro, seng Zwecker an den eventuelle prakteschen Impakt informéiert.

De Bréif beseet a kengem Fall, dass d'Deelhuelen un der Ëmfro obligatoresch ass. Den Assuré gëtt drop opmierksam gemaach, dass seng Äntwerte kéinte benotzt ginn, esou dass et der Persoun da fräigestallt ass, ob se op d'Froen äntwere wëll oder net.

Der CNS ass et wichteg, bei de realiséierten Ëmfroen Informatioune vun de Versécherten an de Gesondheetsberuffler ze kréien. Dës erlaabt et, méi cibléiert ze agéieren. Allerdéngs ass drop higewisen, datt och hei de Prinzipp vun der Présomption d'innocence voll a ganz spillt an dës Ëmfroen dozou bäidroen, eventuell Systemer vun Abusen oder Frauden ze entdecken, ewéi se zum Beispill och schonn an auslännesche Systemer vun der Krankeversécherung entdeckt goufen.

Refus de remboursement d'un certificat médical | Question **8004** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gouf un eis eru gedroen, dass et virkënnt, dass d'Krankekeess de Remboursement vun engem Krankeschäi refuséiert, well si dësen net unerkennt. Dëst kann awer net nëmme fir den Assuré zu engem grousse Problem ginn, mee stellt och de Patron virun eng ganz Rei Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Prozedure si virgesinn, wann d'Krankekeess de Remboursement vun engem Krankeschäi refuséiert?

2. Wat fir eng Méiglechkeeten huet e Patron, wann d'Krankekeess de Remboursement vun engem Krankeschäi refuséiert?

Réponse (04/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. All Refus vun engem Krankeschäi féiert dozou, datt d'Gesondheetskeess (CNS) eng Decisioun ausstellt am Kader vum Artikel 47 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet. Dësen Artikel beseet Follgendes:

„La cessation du droit à la conservation légale de la rémunération et du droit au paiement de l'indemnité

[1] Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (2022) : Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques au Grand-Duché de Luxembourg – Rapport d'évaluation 2022.

pécuniaire de maladie peut faire l'objet d'une décision du président de la Caisse nationale de santé ou de son délégué et doit le faire à la demande de l'assuré. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par l'assuré dans les quarante jours de la notification. L'opposition est vidée par le conseil d'administration. Ces décisions de la Caisse nationale de santé sont notifiées pour information à l'employeur, auquel elles s'imposent."

Am Fall wou den Assuré net mam Refus averstanen ass, kann den Assuré eng „décision présidentielle" ufroen an duerno e Recours virum Conseil arbitral de la sécurité sociale aleeën.

ad 2. Dëst ass am Aarbechtsgesetzbuch gereegelt. Do gesäit den Artikel L. 121-6 vir:

„(1) Le salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident est obligé, le jour même de l'empêchement, d'en avertir personnellement ou par personne interposée l'employeur ou le représentant de celui-ci.

L'avertissement visé à l'alinéa qui précède peut être effectué oralement ou par écrit.

(2) Le troisième jour de son absence au plus tard, le salarié est obligé de soumettre à l'employeur un certificat médical attestant son incapacité de travail et sa durée prévisible.

(3) L'employeur averti conformément au paragraphe (1) ou en possession du certificat médical visé au paragraphe (2) n'est pas autorisé, même pour motif grave, à notifier au salarié la résiliation de son contrat de travail, ou, le cas échéant, la convocation à l'entretien préalable visé à l'article L. 124-2 pour une période de vingt-six semaines au plus à partir du jour de la survenance de l'incapacité de travail.

Le salarié incapable de travailler a droit au maintien intégral de son salaire et des autres avantages résultant de son contrat de travail jusqu'à la fin du mois de calendrier au cours duquel se situe le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de dix-huit mois de calendrier successifs. Un nouveau droit à la conservation du salaire n'est ouvert qu'au début du mois suivant celui pour lequel cette limite n'est plus atteinte. Le droit au maintien intégral du salaire et des autres avantages résultant du contrat de travail cesse pour le salarié en cas de décision de refus émise par la Caisse nationale de santé en vertu de l'article 47, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, qui s'impose à l'employeur. La période d'interdiction de notification de la résiliation du contrat de travail ou de convocation à l'entretien préalable visée à l'alinéa qui précède cesse à l'expiration du délai de recours de quarante jours courant à partir de la notification de la décision de la Caisse nationale de santé à l'assuré. La Caisse nationale de santé informe l'employeur en cas de recours exercé par le salarié contre la décision, auquel cas la période d'interdiction de notification de la résiliation du contrat de travail ou de convocation à l'entretien préalable visée à l'alinéa qui précède est maintenue. Le droit au maintien intégral du salaire et des autres avantages résultant du contrat de travail est rétabli en cas de révision de la décision de refus susvisée ayant mis fin au droit, l'employeur en étant informé par la Caisse nationale de santé."

Den 2. Alinea vum Paragraph 3 gouf duerch follgend Gesetz agefouert:

Loi du 7 août 2015 modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant :

1. le Code de la sécurité sociale ;
2. le Code du travail ;
3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale.

De Commentaire vun den Artikele vun deem Gesetz seet Follgendes zu dësem ofgeännerten Alinea:

„Le nouvel alinéa 2 met par ailleurs fin à l'insécurité juridique qui existait jusqu'à présent, liée à deux procédures de recours différentes, l'une devant les juridictions du travail pendant la période de l'obligation patronale et l'autre devant les juridictions sociales lorsque la charge se situait auprès de la Caisse nationale de santé. Dorénavant, la Caisse nationale de santé pourra prendre des décisions de non-paiement du salaire et de l'indemnité pécuniaire de maladie suite par exemple au constat de capacité ou au refus de l'assuré de se soumettre au contrôle médical, l'assuré disposant d'une voie de recours devant le comité directeur de la Caisse nationale de santé, puis devant les juridictions sociales. Ces décisions s'imposeront automatiquement en matière de droit du travail."[2]

Fir ze vermeiden, datt zwou Prozedure parallell lafen, huet d'Gesetz vum 7. August 2015 entscheet, datt de Salarié géint d'Entscheedunge vun der Gesondheetskeess ka Recours aleeën an datt d'Sozialjuridictioune kompetent sinn.

Als Konsequenz dovunner huet de Patron am Aarbechtsrecht kee Moyen zur Verfügung, fir géint d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess virzegoen.

Nom Refus vum Krankeschäin duerch d'Gesondheetskeess erginn sech am Aarbechtsverhältnis tëscht dem Patron an dem Salarié 3 verschidden Hypotheesen:

1. de Salarié fänkt rëm un ze schaffen, den Aarbechtsvertrag leeft ënnert den normalen Aarbechtskonditioune weider; oder
2. de Salarié kënnt net schaffen a contestéiert d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess innerhalb vu 40 Deeg ab dem Datum vun der Notifikatioun vun der Entscheedung; oder
3. de Salarié kënnt net schaffen a contestéiert d'Entscheedung vun der Krankekeess net innerhalb vu 40 Deeg ab dem Datum vun der Notifikatioun vun der Entscheedung, dës Entscheedung gëtt dann definitiv.

An der 2. Hypothees huet de Salarié d'Demarche ageleet, fir d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess unzefechten. Soulaang dem Patron keng definitiv Entscheedung virläit, ass de Salarié duerch seng Krankheet vun enger Kënnegung geschützt:

„La présomption créée par le certificat médical n'est pas renversée par un constat d'aptitude du contrôle médical de la CNS tant que le recours, respectivement le délai de recours contre ce constat n'est pas expiré, même si le salarié a annoncé son intention de se représenter au travail."[3]

Duerch de Refus vun der Gesondheetskeess gëtt d'Krankheetsperiod net ausbezuelt.

Falls d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess reforméiert gëtt an de Krankeschäin unerkannt gëtt, muss de Patron den Deel vum Salaire, deen zu senge Laaschten ass, retroaktiv ausbezuelen.

An der 3. Hypothees huet de Salarié d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess net innerhalb vun der Frist vu 40 Deeg contestéiert, esou ass de Krankeschäin net unerkannt, an de Salarié ass net vun enger Kënnegung geschützt.

De Patron muss de Salaire fir déi Period net ausbezuelen. Dës Period gëllt als Absence injustifiée a kéint gegeebenefalls esouguer als Grond fir eng fristlos Kënnegung (licenciement pour motif grave) invoquéiert ginn.

[2] Doc. parl. n° 6656/01, p. 19, point 10°
[3] CSJ, 8e, 11 mars 2021, CAL-2020-00376

Messagerie sécurisée de santé | Question **8005** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gehéiert quasi zum Alldag vun den Dokteren hei am Land dozou, dass si wichteg Informatiounen iwwert hir Patiente brauchen, sief dat vu Laboen, aneren Dokteren asw. Si sinn op dës Informatiounen an Donnéeën ugewisen, fir eng gutt Prise en charge respektiv e gudden Traitement assuréieren ze kënnen. Traditionell goufen dës Informatiounen an Donnéeën ëmmer iwwert de Wee vun engem Fax oder engem Bréif tëscht de verschiddenen Acteuren hin- an hiergeschéckt. Et ass awer mëttlerweil esou, dass d'Dokteren eng speziell a securiséiert E-Mail hunn, iwwert déi si dës Donnéeën austausche kënnen. Vu verschiddenen Acteuren um Terrain gouf eis awer gesot, dass dës Méiglechkeet deels net bekannt ass respektiv quasi guer net géif benotzt ginn. Gläichzäiteg soll de Fax awer an den nächste Jore verschwannen, well en net méi zäitgemëiss ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Gesondheet dës Fro stellen:

– Gëtt et Statistiken doriwwer, wéi vill Dokteren hei am Land hir securiséiert E-Mail benotzen?
• Wa jo, wéi hunn d'Notzerzuelen zënter der Aféierung vun de securiséierten E-Mailadressen evoluéiert?
• Wann nee, firwat net?

Réponse (19/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Am follgenden Tableau gesäit een, wéi d'Notzerzuele fir Dokteren, déi a Spideeler oder a private Praxisse schaffen, zënter der Aféierung vun de securiséierten E-Mailen evoluéiert hunn:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An der Moyenne ginn eng 20.000 securiséiert E-Mailen am Dag verschéckt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir den Austausch vu Resultater vu Laboratoireanalysen tëschent Spideeler a Laboratoirë gesäit een am follgenden Tableau, wéi d'Benotze vun dem securiséierten Outil op der Plattform vun der Agence eSanté evoluéiert huet:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Construction d'une éolienne à Burden | Question **8006** (19/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

An der Press war rezent ze liesen, datt d'Geneemegunge fir de Bau vun enger Wandmillen op Ettelbrécker Territoire no bei der Uertschaft Bierden an der Gemeng Ierpeldeng-Sauer souwuel vum Buergermeeschter vun der Stad Ettelbréck wéi och vum Ëmweltministère erdeelt gi sinn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi genee Krittären, no deenen d'Entscheedung vum Ëmweltministère an dësem Kontext geholl gouf?

2. Wat fir Krittäre schwätze speziell fir de Site no bei Bierden? Wéi grouss ass d'Distanz par rapport zum Duerf Waarken an der Gemeng Ettelbréck?

3. Wat hunn d'Analysen a punkto Infraschall, Vulleschutz a Schietfelder erginn?

4. Ween huet dës Analysen duerchgefouert? Ginn d'Avise just vun engem Expert duerchgefouert oder ginn och aner Experten ëm hiren Avis gefrot, fir eng zweet oder drëtt Meenung ze kréien?

5. Ass den Ëmweltministère bereet, fir d'Gespréich mat de Leit vu Bierden an och vu Waarken ze sichen?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Administrativ Decisioune sinn ëmmer am Kontext vun dem jeeweilege Gesetz ze gesinn. An dësem Fall applizéieren sech zwee Gesetzer aus dem Ëmweltberäich, déi jeeweils hir spezifesch Objektiver hunn: d'Kommodosgesetz an d'Naturschutzgesetz.

D'Kommodosgesetz gesäit eng integrativ Approche bei der Präventioun an der Reduktioun vu Pollutioune vir, déi duerch en Etablissement entstoe kënnen. Bei Wandmille sinn déi weesentlech Pollutiounen de Kaméidi vun der Anlag an de Schiet, dee beim Dréine vum Rotor entsteet.

D'Bewäertungskrittäre vum Kaméidi am Kader vum Kommodosgesetz si fir d'Wandmillen am Joresbericht 2013 vum Ëmweltdepartement beschriwwen. De Kommodosdossier huet dës Virgaben och iwwerholl. De virgenannte Joresbericht ass iwwer Internet accessibel (https://gouvernement.lu/fr/publications). An dësem Kontext ass ze soen, dass et ugeduecht ass, dës Krittäre mëttelfristeg op de Leescht ze huelen an, falls néideg, ze adaptéieren an ënner Form vun engem Guide un d'Etüdebüroen ze vermëttelen. Aktuell gëtt et awer keng Unhaltspunkter, dass déi aktuell Krittären net méi de wëssenschaftleche Standarde géingen entspriechen.

Beim Schiet gëtt et keng spezifesch national Legislatioun. Am Kader vum Kommodosgesetz gëtt sech un déi däitsch Approche ralliéiert, déi och am Dossier beschriwwe gëtt. Déi däitsch Approche gëtt am Dokument „Hinweise zur Ermittlung und Beurteilung der optischen Immissionen von Windenergieanlagen – Aktualisierung 2019 (WEA-Schattenwurf-Hinweise)" vum LAI (Bund/Länder-Arbeitsgemeinschaft für Immissionsschutz) präziséiert (https://www.lai-immissionsschutz.de/).

D'Krittären, no deenen Decisiounen am Kader vum Naturschutzgesetz geholl ginn, si bei Wandmillen an der Reegel méiglech Impakter op d'Landschaftsbild, op den Aarten- an Naturschutz souwéi d'Präsenz vun Naturschutzgebidder, geschützte Biotoper, „habitats d'intérêt communautaire" asw.

Soulaang d'Wandmille keng signifikant Impakter op ënner anerem dës Krittären opweist, schwätzt näischt géint d'Implantatioun vun der Wandmillen. Sou huet d'Wandmille bei Bierden, soulaang d'Kompensatiounsmesuren an d'Ausgläichsmoossnamen (CEF-Mesuren) duerchgefouert ginn, keng signifikant Impakter op den Aarten- an Naturschutz a kann naturverträglech ëmgesat ginn.

ad 2. No deenen zwee virgenannte Gesetzer muss de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung fir ee Projet, fir deen eng Geneemegungsufro virläit, Decisiounen huelen, dëst op Basis vun sengem Ëmweltimpakt. Dobäi läit et net an der Kompetenz vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, fir iwwer d'Opportunitéit vum Projet ze jugéieren an e kann och keen Alternativsite virschreiwen.

De Projet läit op 996 m zum éischten Haus vun der Agglomeratioun Waarken. Zwëschent Waarken an der autoriséierter Wandmille sinn och nach eenzel Haiser, fir deenen hire Schutz Betribslimitatioune virgeschriwwe sinn.

ad 3. D'Analysen hunn erginn, dass d'Auswierkunge vum Projet innerhalb vun den zoulässege Limitte leien, wann d'Grenzwäerter (am Beräich vum Kommodo) agehalen an d'Kompensatiounsmesuren an d'Ausgläichsmoossnamen (CEF-Mesuren) (am Beräich vum Naturschutz) ëmgesat sinn.

D'Kommodosautorisatioun fixéiert d'Konditiounen zu den zoulässegen Auswierkungen, wat Kaméidi a Schiet ugeet. Aktuell gëtt et keng Erkenntnisser zum Infraschall bei Wandmillen, déi géife spezifesch dofir Grenzwäerter justifiéieren.

A punkto Natur- a Vulleschutz si virun allem d'Impakter op d'Aarte Roude Schéierschwanz a Léierche relevant. Fir dës béid Aarte mussen am Kader vum Wandpark Bierden Ausgläichsmoossnamen ëmgesat ginn. Duerch déi Ausgläichsmoossnamen, déi musse fir d'Dauer vum Betrib vun der Wandmillen agehale ginn, kënne signifikant Impakter op Aarten an Natur ausgeschloss ginn.

Des Weidere sinn ënner anerem d'Zwergfliedermaus, déi grouss Bëschfliedermaus an déi kleng Bëschfliedermaus vun der Implantatioun vun der Wandmille betraff. Duerch déi virgeschriwwe geziilt Ofschaltalgorithme kann den Impakt vun der Wandmillen op dës Aarten ënnert d'Signifikanzschwell erofgesat ginn, sou dass net vun negativen Impakter op dës Aarte kann ausgaange ginn.

An dësem Fall goufen, wéi an änleche Fäll och, Léisunge gesicht a fonnt, fir d'Installatioun am Respekt viru Mënsch an Natur ze realiséieren.

ad 4. D'Etüden zu Kaméidi, Schiet a Fauna si vun engem agreéierte Büro erstallt ginn. Ausser dësen Etüde gouf nach eng Etüd zum Landschaftsimpakt duerchgefouert an een Dokument mat Detailer a Pläng zu Ausgläichsmoossnamen (CEF-Mesuren) ausgeschafft, inklusiv sämtlech Konventioune mat de Besëtzer vu landwirtschaftleche Flächen.

D'Agrementer vun den zwee Etüdebüroen, déi dës Dokumenter ausgestallt hunn, baséieren op engem Gesetz vum 21. Abrëll 1993 (loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement).

Duerch en Agrement huet de Büro bestëmmten Obligatiounen anzehalen, fir d'Qualitéit vun den Etüden ze assuréieren. Informatiounen dozou ginn um Site www.emwelt.lu publizéiert (Ëmweltprozeduren – Agréments et certifications).

D'Etüde ginn natierlech och vun den zoustännege Verwaltunge kontrolléiert. Bei engem Doute ginn Avise vun aneren Experten gefrot, wat awer an dësem Dossier net de Fall war.

ad 5. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ass net de Bauhär oder den Exploitant vun dëser Anlag. Et läit och net a senge Kompetenzen, d'Opportunitéit vun engem konkreete Projet ze jugéieren. En huet eleng e Projet, sou wéi e virläit, op seng Impakter op Mënsch an Natur ze bewäerten. Dëst ass an dësem Fall och geschitt.

Am Kader vun der Enquête publique nom Kommodosgesetz haten d'Bierger d'Méiglechkeet, sech an d'Detailer vun der Demande anzeliesen an hir Observatiounen ofzeginn. Déi Observatioune sinn all consideréiert ginn, iert eng Kommodosdecisioun geholl gouf.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4246 vum Mee 2021 gesot, gouf et och Informatiounsreunioune vum Bedreiwer vun der envisagéierter Anlag.

Sollt dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung en Alternativprojet virgeluecht ginn, sou géif dësen no de selwechte Krittäre bewäert ginn an dee wär och an enger Enquête publique fir jiddereen anzegesinn.

Contrôles aux frontières | Question **8007** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Och no der Covid-19-Pandemie kënnt et nach zu Kontrollen op de lëtzebuergesch-däitsche Grenziwwergäng. Ee Memberstaat muss laut Kapitel II vum Schengen-Accord de Conseil européen an d'Europaparlament informéieren, wa Kontrollen op de Bannegrenze vum Schenge-Raum stattfannen.

Däitschland mécht dann och nach ëmmer Grenzkontrollen a Richtung Éisträich an Éisträich mécht der op senger Grenz mat Slowenien. D'EU-Kommissioun huet elo rezent vun Éisträich de schrëttweisen Ofbau vun dëse Kontrolle gefuerdert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass den Ausseministère ëmmer iwwert d'Kontrolle vun eisen däitschen Noperen informéiert? Wa jo, wat fir Informatioune krut Lëtzebuerg an deem Zesummenhang?

2. Wéi gesäit den Ausseminister generell d'Anhale vum Schengen-Accord an der EU am Moment?
Wat muss gemaach ginn, fir oppe Grenzen an deem Zesummenhang ofzesécheren?

3. Wat ka Lëtzebuerg maachen, fir d'Anhale vum Schengen-Accord ze sécheren?

Réponse (19/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Déi däitsch Autoritéiten hunn d'Membere vum Schenge-Raum Mëtt Abrëll 2023 iwwert d'Verlängerung vun den temporairë Kontrollen op der däitsch-éisträichescher Bannegrenz ab dem 12. Mee 2023 fir eng Dauer vu 6 Méint informéiert, dëst no den Artikele 25 bis 27 vum Reglement (EU) 2016/399 („Schengener Grenzkodex").

An der selwechter Notifikatioun deelt Däitschland mat, u sengen anere Schenge-Bannegrenze situatiounsofhängeg Kontrollen an ënnerschiddlecher Intensitéit duerchzeféieren. Den Artikel 23 vum Schengener Grenzkodex erlaabt et den zoustännegen Autoritéiten, an der däitscher Grenzregioun stéchprouweméisseg Kontrollen duerchzeféieren am Kontext vu méigleche Menacë vun der ëffentlecher Sécherheet. Dëst ënnert der Viraussetzung allerdéngs, dass dës Kontrollen net déi selwecht Wierkung hunn ewéi Grenziwwergangskontrollen, also eng regulär Iwwerwaachung op der Grenz.

ad 2. Aus dem Schenge-Statusbericht 2023 vun der Europäescher Kommissioun geet ervir, datt d'Memberstaaten d'lescht Joer am Ganzen 28-mol Kontrollen un de Bannegrenzen nees agefouert oder verlängert hunn. Vun deenen 28 Kontrolle stinn der 19 a Relatioun mat der Verlängerung vun existenten, zënter 2015 a Kraaft getruedene Kontrollen op den EU-Bannegrenzen. Aktuell (Stand 13. Juni 2023) hunn ëmmer nach sechs Schenge-Staate Kontrollen op hire jeeweilege Bannegrenzen notifiéiert. Dës Zuele weisen, datt de Schenge-Raum den Ament net esou funktionéiert wéi e soll.

D'Lëtzebuerger Regierung setzt sech dofir an, datt d'Persounefräizügegkeet e Grondrecht fir ons Bierger bleift, an all Ausnam vun dësem Grondprinzipp muss proportional sinn an enger strenger Kontroll ënnerleien. Et mussen Ustrengungen ënnerholl ginn, fir

Moossnamen ze promovéieren, déi dat grenziwwerschreidend Liewen, d'Mobilitéit vun eise Bierger a Wirtschaftsacteure manner staark beanträchtegen ewéi d'Neesaféiere vu Kontrollen op onse Bannegrenzen.

Dës restriktiv Lecture gouf och vum Europäesche Geriichtshaff a sengem Urteel vum 26. Abrëll 2022 (Affäre C-368/20 a C-369/20) zur maximaler Dauer vu Kontrollen un de Bannegrenze confirméiert: Och wann de Schengener Grenzkodex d'Neesaféiere vun temporäre Bannegrenzkontrollen ënner ganz bestëmmte Konditiounen erméiglecht, sou kann sou eng Mesure, déi sech op eng bestëmmte Menace bezitt, déi maximal Gesamtdauer vu 6 Méint net depasséieren.

ad 3. Souwuel um politeschen ewéi och um technesche Niveau féiert d'Regierung hir Beméiunge weider, fir den Acquis vun der Persounefräizügegkeet ze verdeedegen an ze konsolidéieren. Lëtzebuerg encouragéiert d'Kommissioun an hirer Roll als Wiechterin vun den europäesche Verträg déi néideg Moossnamen ze huelen, fir datt de Schenge-Grenzkodex integral respektéiert gëtt. Zënter dem Hierscht 2022 ass d'Kommissioun an engem enken Dialog mat de concernéierte Schenge-Staaten, fir op en Ophiewe vun de laangfristege Kontrollen hinzeschaffen. Des Weideren huet d'Kommissioun am Kader vum Schenge-Statusbericht 2023 annoncéiert, e formelle Consultatiounsprozess geméiss Artikel 27 vum Schengener Grenzkodex mat alle betraffene Memberstaaten anzeleeden, souwéi hir Intentioun manifestéiert, vun deenen hir zur Dispositioun stoende rechtleche Mëttele Gebrauch ze maachen, sollten dës Consultatiounen zu kengem Resultat féieren.

Ze notéieren ass och, datt um europäeschen Niveau aktuell un enger Reform vum Schengener Grenzkodex geschafft gëtt. Déi generell Orientatioun vum EU-Conseil gouf am Juni 2022 vun de Memberstaaten ugeholl an ass e wichtege Schrëtt zu weidere Garantien zum Schutz vun der Persounefräizügegkeet vun onse Bierger. Lëtzebuerg huet sech wärend den Negociatiounen am Conseil zur Reform vum Schengener Grenzkodex fir eng signifikant Verbesserung vum Text staarkgemaach: Déi generell Orientatioun vum Conseil stellt kloer, datt Kontrollen op de Bannegrenzen dat lescht Mëttel solle sinn, gesäit obligatoresch Consultatiounen an Dialoger vir, a verlaangt wierksam Moossnamen, fir Auswierkunge vu Grenzkontrollen op déi grenziwwerschreidend Regiounen esou kleng wéi méiglech ze halen. Aktuell waart de Conseil nach op d'Positioun vum Europäesche Parlament, fir datt d'Trilogen ufänke kënnen.

Lait de pâturage | Question **8008** (19/05/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Weedmëllech schéngt ëmmer méi eng Raritéit an Europa ze ginn. An Däitschland ginn nach just 4 vun 10 Kéi op d'Weed. Déi aner ginn am Stall gehalen. Et ass natierlech kloer, datt et fir etlech Betriber immens käschtenopwändeg ass, fir d'Kéi all Dag, wou et geet, op d'Weed ze schécken. Och ass et net einfach, sou wéi dat fréier de Fall war, fir d'Kéi iwwer d'Strooss an hir Pierch ze dreiwen. Do stellen sech ouni Zweiwel Sécherheetsfroen.

Doriwwer eraus huet och net all Bauerebetrib direkt Plaz beim Koustall, fir seng Kéi op d'Weed ze schécken, ouni se mussen ze transportéieren oder iwwer d'Strooss ze begleeden. Et gëtt awer behaapt, datt Kéi, déi dobausse weeden, sech méi wuel fillen an datt d'Weede besser fir de Klima wier.

Aus deem Grond wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Betriber setzen och nach haut nach heiheem op Weedmëllech? Wat ass hiren Undeel an der Mëllechproduktioun?

2. Ënnerstëtzt de Ministère spezifesch Projekter, déi nees méi op Weedmëllech setzen?

3. Gëtt et Qualitéitsënnerscheeder tëschent Weedmëllech a Stallmëllech?

4. Gëtt et eng genee Definitioun vun deem, wat präzis ënner Weedmëllech ze verstoen ass?

Réponse (16/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. 87 Betriber hunn am Agrarëmweltprogramm „Weidegang von Milchkühen" 2022 mat enger Gesamtzuel vu 5.994 Mëllechkéi matgemaach. Dat sinn ongefëier 11 % vum nationale Mëllechvéibestand.

Mat der Upassung vum Agrarëmweltprogramm „Weidegang von Rindern" am Kader vum neien Agrargesetz/Plan stratégique ass d'Zuel vun de Betriber, déi dëse Programm fir hir Mëllechkéi ugefrot hunn, op 329 Betriber geklommen. De Succès vun der neier „Weideprämie" erkläert sech doduerch, dass déi nei Weideprimm méi flexibel gestallt ass a punkto Weidegang. Déi Flexibilitéit ass noutwendeg, fir dem Klimawandel Rechnung ze droen. Déi 329 Betriber hunn eng Gesamtzuel vun 22.154 Mëllechkéi. Dat stellt 40,5 % vum nationale Mëllechvéibestand duer.

Laut engem Recensement vun 2020 gesäit et a punkto Weidegang bei de Mëllechkéi wéi follgend aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Nieft dësem Agrarëmweltprogramm ënnerstëtzt de Ministère och am Beräich vun der Fuerschung Weedprojeten, wéi beispillsweis den EIP-Projet „MéiWeed". Hei geet et drëms, fir d'Prognosmodeller ze erstellen, fir de Graswuesstem an de verschiddene Regioune vum Land virauszeschätzen, fir esou dem Betrib eng Hëllefsstellung bei sengem Weedmanagement ze ginn. Och an der Vergaangenheet sinn divers Initiativen a Projeten ënnerstëtzt ginn, fir d'Grénglandhaltung an d'Weedhaltung ze förderen. An der Berodung besteet och ee Module „Prairie permanente et temporaire", deen zu 80 % vum Landwirtschaftsministère kofinanzéiert gëtt. Ausserdeem ass d'ASTA zoustänneg fir d'Duerchféierung vu Grénglandversich. Och ënnerstëtzt de Ministère mat Hëllef vun Investitiounsbäihëllefen déi néideg Infrastrukturen, déi erfuerderlech sinn, fir de Weidegang vu Mëllechkéi ze förderen, wéi beispillsweis d'Opriichte vu Weedzénk, Weeddiren, d'Uleeë vu Weedweeër etc.

Aktuell gëtt zu Lëtzebuerg awer keng Mëllech produzéiert, déi als Weedmëllech ausgewisen ass. De Biomëllechsecteur mat der Obligatioun fir Weidegang kënnt deemno dem Konzept vun der Weedmëllech am noosten.

ad 3. Et gëtt eng Rei vu wëssenschaftlechen Aarbechten, déi Qualitéitsënnerscheeder tëschent Weedmëllech a Stallmëllech ënnersichen. D'Qualitéit vun der Mëllech gëtt staark iwwert d'Fidderung beaflosst. Eng grénglandbetounte Fidderung huet ee positiven Impakt op den Undeel u gesonde Fettsaieren. De Gehalt vun Omega-3-Fettsaieren an der Mëllech vu Kéi, déi haaptsächlech Gras friessen, ass däitlech méi héich wéi dat bei enger mais- a kraaftfudderbetounte Stallfidderung de Fall ass. Omega-3-Fettsaieren hunn ee positiven Impakt op d'Gesondheet vum Mënsch (Häerz-Kreeslaf-Erkrankungen).

ad 4. Déi Bezeechnung „Weidemilch" ass aktuell net liewensmëttelrechtlech gereegelt. Et muss séchergestallt sinn, dass all fakultativ Angab op engem Produkt den Ufuerderunge vun der allgemenger Etiquetage-Gesetzgeebung (EU-Reglement 1169/2011) entsprieche muss, an de Konsument net getäuscht gëtt. An Holland an an Däitschland beispillsweis gëtt et verschidde „Weidemilch"-Labelen. Wéi vill Zäit eng Kou op der Weed muss gehale ginn, fir dass d'Mëllech als Weedmëllech ka bezeechent ginn, ass ëmstridden. Als allgemeng Orientéierung gëllt awer, dass d'Kéi mindestens 120 Deeg am Joer wärend mindestens 6 Stonnen op der Weed solle gehale ginn, an dass dës Krittären och mussen transparent op der Mëllechpackung ausgewise ginn. Den Agrarëmweltprogramm „Weidegang von Rindern" zu Lëtzebuerg fuerdert, dass d'Kéi mindestens wärend 5 Méint wärend 6 Stonnen am Dag am Zäitraum vum 15. Mäerz bis de 15. November op der Weed gehale musse ginn. Soumat wär dës Agrarëmweltmoossnam eng gutt Basis, fir och zu Lëtzebuerg eng Weedmëllech anzeféieren.

Nuisances de l'activité aéroportuaire de l'Aéroport de Luxembourg | Question **8009** (22/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 16. Mee 2023 war am „Le Quotidien" ze liesen, datt d'ASBL „DIGHSE", déi aus 200 Awunner vu Schëtter besteet, sech zënter Januar 2020 iwwer chaotesch Zoustänn beklot. Mat chaoteschen Zoustänn si Kaméidi, Schuedstoffer a visuell Belästegunge vun de Fligeren, déi iwwert Schëtter fléien, gemengt. Ee vun de Vertrieder vun der ASBL behaapt, datt de Fluchverkéier iwwert sengem Quartier vun „0 op 50 Iwwerflich pro Dag explodéiert" wier.

Den Här Mobilitéitsminister huet affirméiert, datt et zu dësen drastesche Verännerunge komm wär, well den däitsche militäresche Beräich TRA (Temporary Reserved Airspace) Lauter sech an der Géigend am Oste vum Land befënnt. D'ASBL DIGHSE behaapt, si hätt bei der däitscher Botschaft an dem zoustännegen däitsche Ministerium ouni Erfolleg no Beweiser fir déi Erklärung gefrot. D'ANA (Administration de la navigation aérienne) avancéiert dann nach, datt d'Anhale vun EU-Virschréften de Grond fir d'Verännerunge wieren. Een Noper vum Findel seet dogéint, datt de Grond fir déi drastesch Verännerungen eng Opfuerderung un d'Fluchgesellschafte wier, fir Kerosinn ze spueren.

Et gëtt also zu engem Phenomeen, dee per se net schéngt a Fro gezunn ze ginn, op d'mannst ganz ënnerschiddlech Erklärungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Kéint den Här Mobilitéitsminister matdeelen, ob Kerosinnsaspuerunge fir Fligeren ugeuerdent goufen? Falls jo, wéi gëtt decidéiert, wéi eng Fligeren Aspuerunge maache mussen, a wéi gëtt decidéiert, wéi vill se aspuere mussen? Wéi eng Inzidenzen huet dat op d'Afluchschneisen?

2. Kann den Här Mobilitéitsminister dokumentéiert Erklärunge ginn, déi beleeën, datt d'Ariichte vun der TRA Lauter en Afloss op d'Fluchbeweegungen um Findel huet? Ass Lëtzebuerg vun Däitschland consultéiert ginn, ier dës Zon ageriicht gouf? Wa jo, wéi huet Lëtzebuerg sech positionéiert? Wann nee, wéi wëll déi Lëtzebuerger Regierung reagéieren?

3. Falls déi drastesch Verännerungen am Lëtzebuerger Loftraum zënter Januar 2020 duerch EU-Virschréften entstane si sollten, kéint den Här Minister matdeelen, wéi eng Virschréften dat genee sinn a wéi d'Lëtzebuerger Regierung sech an deem Beräich positionéiert?

Réponse (05/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et goufen a gi keng Kerosinnsaspuerunge fir Fligeren ugeuerdent. An dësem Kader ass d'Veränderung vun de Fluchrouten eleng op d'Changementer vu Prozeduren zréckzeféieren. Generell ass Kerosinn ee grousse Käschtepunkt fir Fluchgesellschaften, a se hunn all Interêt drun, es esou mann wéi méiglech ze verbrauchen, ouni dass dëst muss virgeschriwwe ginn.

ad 2. Op Nofro bei der Administration de la navigation aérienne (ANA), kann ech Iech matdeelen, datt op der „Departure Route GTQ" vun der Pist 06 (Richtung Osten), an de leschte Joer e puer Ännerunge gemaach goufen, déi ënner anerem mat der Militärzon TRA Lauter op däitscher Säit ze dinn hunn. Dës Militärzon huet awer och scho virdrun existéiert; si ass also net nei ageriicht ginn.

D'Militärzon TRA Lauter (TRA205) ass ee militäresche Loftraum, wou keen zivile Fliger dierf erafléien, dee sech exklusiv um däitschen Territoire bis op d'Lëtzebuerger Grenz streckt. Dës Zon limitéiert d'Méiglechkeet, an der Achs vun der Pist 06 un Héicht ze gewannen. Däitschland huet d'Souveränitéit iwwert säi Loftraum a brauch Lëtzebuerg net ze consultéieren, fir Militärzonen a sengem eegene Loftraum anzeriichten oder ze änneren. Dat ass eng Entscheedung vun der däitscher Defense.

Bis den 1. Januar 2020 konnten d'Fligeren eréischt no Süden ofdréinen, nodeems se eng Navigatiounshëllef (NDB) passéiert haten, déi um Buedem installéiert war. Fir konform ze si mat der europäescher Reglementatioun, déi d'Fluchroute betrëfft an d'Aféierung vun der „Performance Based Navigation" (PBN), ass entscheet ginn, fir déi NDBen zu Lëtzebuerg ofzeschafen. Dëst ass am lëtzebuergesche „PBN Transition Plan" festgeluecht a publizéiert ginn. Dës Routë sinn duerno an Zesummenaarbecht mat Spezialiste vu Skeyes (dem belsche Fluchsécherungsdéngscht) ëmgeännert ginn.

Dësen neien Design vun der Departure Route an de Süden op GTQ vun der Pist 06 gëtt zanter dem 2. Januar 2020 applizéiert. Zanterhier gëtt vun de Fligere verlaangt ze dréinen, soubal se eng gewëssen Héicht erreechen, wouduerch ka séchergestallt ginn, datt déi néideg Distanz zu der Militärzon TRA Lauter agehale gëtt.

Den 2. Januar 2020 war d'Minimalhéicht virum Ofdréinen no Süden op 1.700 Fouss festgeluecht ginn. Als Äntwert op d'Reklamatioune vu Bierger aus der Gemeng Schëtter, huet d'ANA dës Prozedur nach eng Kéier analyséiert an iwwerschafft:

– den 31. Dezember 2020 ass d'Héicht fir ze dréinen op 2.200 Fouss adaptéiert ginn;
– Ufank Hierscht 2023 gëtt d'Héicht weider op 2.700 Fouss eropgesat fir eng Testperiod vu 6 bis 12 Méint.

ad 3. D'Aféierung vun der PBN op Virschlag vun der European Union Aviation Safety Agency (EASA), ass definéiert am Reglement EU N° 2018/1048 vum 18. Juli 2018 (règlement d'exécution (UE) 2018/1048 de la Commission du 18 juillet 2018 fixant des exigences pour l'utilisation de l'espace aérien et des procédures d'exploitation concernant la navigation fondée sur les performances).

Als lëtzebuergesche Prestataire de services de gestion du trafic aérien et de navigation aérienne ass d'ANA obligéiert, dës EU-Virschrëften innerhalb vun den Delaien ëmzesetzen, fir d'Missioune vun der Fluchsécherung weider kënnen ze garantéieren.

Absence de bornes de chargement au parking du Centre sportif national « Coque » | Question **8010** (22/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le parking du Centre sportif national « Coque » accueille chaque jour des centaines de véhicules et de plus en plus de voitures électriques. Or, ce parking très fréquenté par les sportifs et les participants, respectivement spectateurs, des manifestations sportives ne dispose actuellement pas de bornes de chargement.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de l'Énergie si l'installation de bornes de chargement y est prévue à courte échéance.

2) Quelles sont les raisons pour lesquelles ce parking n'a pas bénéficié d'une priorité pour l'aménagement de telles bornes ?

3) Combien de parkings publics disposent actuellement de telles bornes et quel est leur degré d'utilisation ?

Réponse (28/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

L'honorable Député s'enquiert de l'installation de bornes électriques sur le parking du Centre national sportif et culturel.

ad 1) En prenant en considération les dispositions de la loi modifiée du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel, la situation des propriétés domaniales et d'éventuelles clauses conventionnelles, les représentants de l'État et de l'établissement public Centre national sportif et culturel se concerteront prochainement en vue de l'installation de bornes électriques sur le parking du Centre national sportif et culturel.

ad 2) Comme énoncé ci-avant, les raisons sont d'ordre juridique, domanial et conventionnel.

ad 3) À l'heure actuelle, plus de 1.500 points de charge font partie du réseau « Chargy » dont la majorité a été installée par les gestionnaires de réseau sur des parkings ou des emplacements publics. S'y ajoute encore un nombre similaire de points de charge accessibles au public installés par d'autres acteurs publics ou privés. Le degré d'utilisation des points de charge « Chargy » varie fortement selon la localisation.

Agents de gardiennage | Question **8011** (22/05/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Actuellement, en Belgique, il est prévu d'introduire respectivement d'offrir aux agents de gardiennage des formations pour détecter des situations de harcèlement sexuel dans des établissements de nuit.

Cette volonté intervient suite à de nombreuses violences sexuelles dénoncées par les victimes dans les milieux en question. Ainsi, il reviendra aux agents de sécurité d'endosser un rôle préventif face à ces situations non tolérables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils connaissance de ce genre de violences à caractère sexuel dans les bars et boîtes de nuit au Luxembourg ?

2) Quel est le nombre de plaintes en la matière déposées au cours des cinq dernières années ?

3) Existe-t-il actuellement au Luxembourg des formations spécifiques de ce genre pour les agents de gardiennage ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (21/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Madame la Ministre de la Justice n'a pas connaissance d'éventuelles interventions par des agents de gardiennage en relation avec des personnes se déclarant victime de violences à caractère sexuel. À noter d'ailleurs que les agents de gardiennage ne sauraient intervenir activement dans ce genre de situation mais devront faire appel à la police.

ad 2) Étant donné que les moyens informatiques en place ne font pas de différence quant au lieu de survenance des violences à caractère sexuel, le détail sur le nombre de plaintes en la matière déposées au cours des cinq dernières années ne saurait être fourni. En outre, le lieu de survenance et la qualité des plaignants sont sans incidence sur les poursuites éventuelles exercées par le ministère public.

ad 3) Actuellement, il n'existe aucune formation spécifique obligatoire de ce genre pour les agents de gardiennage. Cependant, le Service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en étroite collaboration avec le Ministère de la Justice, est en train d'élaborer une nouvelle future formation pour les agents de gardiennage dont la réussite se soldera, d'après l'orientation actuelle des travaux en cours, par un Diplôme d'aptitude professionnelle.

PET-Scan au Centre Hospitalier du Nord | Question **8012** (22/05/2023) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Mir si gewuer ginn, datt e weidere PET-Scan an engem Spidol soll installéiert ginn. Aktuell ass jo ee PET-Scan an der Stad, am Centre hospitalier, ugesidelt, ma et wier wierklech exzellent, wann dee weideren Apparat kéint an d'Ettelbrécker Klinick kommen. All kriibskrank Leit, déi nämlech am Norde vum Land wunnen an op sou e medezinneschen Apparat ugewise sinn, musse wäit Weeër op sech huelen, verbonne mat engem enormen Zäitopwand. Op Ettelbréck kéinten och Patienten aus dem Zentrum an aus dem Weste vum Land kommen – net ze vergiessen och aus dem Kanton Iechternach.

Aus dësem Grond wollte mir d'Madamm Gesondheetsministesch Follgendes froen:

1. Ass et virgesinn, datt en neie PET-Scan op Ettelbréck komme soll? Läit eng Demande vun der Ettelbrécker Klinick vir?

2. Wa jo, fir wéini kéint mat sou engem Apparat zu Ettelbréck gerechent ginn?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Den Equipement PET-CT ass een Équipement national no der Annex 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Mäerz 2018 betreffend d'Spideeler an d'Spidolsplanung, déi am Moment virgesäit, dass just een esou een Apparat am Land däerf exploitéiert ginn. Deen Apparat ass am Centre national PET (CN PET) installéiert, deen zum Service d'imagerie médicale vum CHL gehéiert. Am Kader vun der Spezialitéit médecine nucléaire ass dës national Aktivitéit zougänglech fir all Dokteren, déi vun engem Centre hospitalier als Médecin-nucléariste agreéiert sinn. D'Exploitatioun vum CN PET gëtt koordinéiert vun engem Comité de gestion an d'Aktivitéite gi begleet vun engem Comité scientifique.

De Kader vun den Aktivitéite vum CN PET ass an de leschte Jore staark gewuess duerch nei medezinnesch Indikatiounen an nei nuklear Traceuren, déi agesat ginn am Kader vun der Diagnos an och der Therapie vu verschiddene Kriibsaarten. D'Prise en charge vu Patienten an d'Preparatioun vun den Traceuren erfuerderen

ee spezifesche Laboratoire, well d'Wierkungsdauer vun de Molekülle limitéiert ass.

Et ass de Wonsch, souwuel vum Comité scientifique wéi och vum Comité de gestion, dass d'Kapazitéite vum CN PET erweidert solle ginn, fir verlängert Waardezäiten ze vermeiden. An dësem Sënn ass et wichteg, d'Offer u Plagen duerch een 2. Apparat ze verstäerken. Eng zukünfteg Adaptatioun vun der Annex vum Spidolsgesetz wäert och d'Acquisitioun vun engem zousätzleche PET-CT virgesinn.

Et sief nach ze bemierken, dass keng Demande vum ChdN an dësem Beräich virläit.

Choix des langues à l'ECG (École de Commerce et de Gestion) | Question **8013** (22/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zënter 2019 léisst den ECG (École de Commerce et de Gestion) senge Schüler vu 4e bis 1re am Enseignement secondaire général bei de Sproochen de Choix, andeem si tëschent Franséisch an Englesch als Branche fondamentale kënne wielen. Dat ass 2019 esou autoriséiert ginn a soll mengen Informatiounen no vun der Schoulrentrée 2023/2024 un net méi däerfe weidergefouert ginn, ausser op den 2e- a 1re-Klasse „Marketing" a „Finanzen".

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Wéi motivéiert den Här Minister seng entspriechend Decisioun?

– Firwat däerfe Schüler op de 4e GCM- an 3e GCM-Klasse souwéi och an der 2e a 1re GCG-Sektioun (Gestion) dëse Choix net méi hunn?

– Ass eng Evaluatioun vum Konzept vum Choix tëschent Franséisch an Englesch als Branche fondamentale gemaach ginn?
• Wa jo, wien huet déi Evaluatioun duerchgefouert a wéi eng Conclusioune goufe gezunn?
• Wann net, firwat net?

– Wéi erkläert den Här Minister d'Ofschafe vun dësem Choix an engem „traditionellen" ëffentleche Lycée, wärend seng allgemeng Bildungspolitick duerch eng grouss Ouverture bei Enseignement an Evaluatioun vun de Sprooche gekennzeechent ass an de Choix tëschent verschiddene Sproochen an den ëffentlechen Europaschoule systematesch gefërdert gëtt?

– Wéi erkläert den Här Minister d'Tatsaach, dass Bréiwer vu verschiddene Membere vun der Communauté scolaire (Elterecomité, Schülercomité, Conférence du lycée, SePAS, Franséisch- an Englesch-Professeren a Schouldirektioun) net consideréiert ginn?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Demande vun der École de Commerce et de Gestion (ECG) ass effektiv déi, datt d'Schüler op de Sektioune vun der Division administrative et commerciale de Choix tëscht Franséisch an Englesch als Discipline fondamentale an de Sprooche solle kréien.

Op de Sektioune Finance a Marketing, Médias et communication, déi nëmmen am ECG ugebuede ginn, ass dëst als Projet autoriséiert ginn, dee selbstverständlech nom Oflaf vun engem kompletten Zyklus wäert evaluéiert ginn.

Op de Klasse vu 4e an 3e GCM gradewéi och op deene vun der Sektioun Gestion (2e GCG a 1re GCG) stellt d'Situatioun sech anescht duer.

Fir d'éischt sief gesot, datt en Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) sech wäert mat enger méi genereller Analys an enger méiglecher Reform vum Curriculum vun deene Klassen auserneesetzen. Et ass dofir elo net de Moment, dësen Aarbechte virzegräifen, a just um Niveau vun de Sproochen ze agéieren.

Ausserdeem handelt et sech ëm Klassen, déi landeswäit ugebuede ginn, an op deenen Honnerte vu Schüler ageschriwwe sinn. Et ass also net ubruecht, de Schüler vun enger Schoul eng Méiglechkeet unzebidden, déi anerer net hunn: De Choix vun der Discipline fondamentale ass nämlech promotiounsrelevant a kann dofir net ënnerschiddlech vun enger Schoul zur anerer gehandhaabt ginn.

De Verglach mat den ëffentlechen agreéierten Europaschoulen ass dofir och net richteg; et handelt sech hei ëm Schoulen, an deenen en anere Sproocheregimm applizéiert gëtt.

Iwwert all dës Consideratiounen ass den Direkter vun der École de Commerce et de Gestion mëndlech a schréftlech informéiert ginn; hie wäert d'Membere vun der Schoulcommunautéit doriwwer informéieren.

Carnet de vaccination électronique | Question **8014** (22/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den elektronesche Carnet de vaccination (CVE) à jour ze halen, ass fir den Dokter oder d'Doktesch am Moment relativ ëmständlech. Den Dokter oder d'Doktesch muss sech dofir ëmständlech aloggen, fir dann déi entspriechend Donnéeë manuell anzeginn. Et gëtt vu Regierungssäit zënter Jore propagéiert, dass déi administrativ Demarchë misste vereinfacht ginn, dëst och am Gesondheetsberäich, fir dass d'Doktere méi Zäit fir hir Patienten hunn. De CVE informéiert den Assuré och per Noriicht doriwwer, dass eng Impfung fälleg ass. Den Assuré kritt awer net gesot, ëm wat fir eng Impfung et geet, respektiv am Fall wou et ëm e Kand vun enger Persoun geet, ëm wat fir eent vun de Kanner et sech handelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt net mat engem API (Application Programming Interface) geschafft, wou d'Entwéckler vun de Logiciellen, déi haut well vun Dokteren agesat ginn, kéinten automatiséiert ugebonne ginn?

2. Firwat gëtt den Assuré net direkt am Message doriwwer informéiert, ëm wat fir eng Impfung et geet?

3. Firwat gëtt den Assuré net direkt am Message doriwwer informéiert, ëm wat fir eent vu senge Kand et geet?

Réponse (22/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Eng API vum Carnet de vaccination électronique (CVE) ass zurzäit amgaangen entwéckelt ze ginn, a wäert an nächster Zukunft den Entwéckler vu Logiciellen am Gesondheetssecteur zu Verfügung gestallt ginn. Dës wäert d'Iwwerdroe vum Historique vum Patient sengen Impfungen aus dem CVE dann duerno automatesch an den Dossier de soins partagé (DSP) erméiglechen.

D'Saisie vun den Date vum Impfstoff selwer gëtt mat engem Handscanner gemaach, dee vun der Agence eSanté allen Dokteren, déi Leit impfen, gratis zur Verfügung gestallt wäert ginn. Domat ginn automatesch all Impfstoffdate sécher an de System iwwerdroen.

ad 2. Eng Notifikatioun per E-Mail an/oder SMS gëtt un den Titulaire vum CVE geschéckt, wann dësen (oder säin Dokter) seng Kontaktdaten am CVE an déi dofir virgesinne Felder richteg aginn huet. An der Notifikatioun vum Impfrappell, déi per E-Mail verschéckt gëtt, gëtt den Impfstoff vun der virzebeugender Krankheet uginn. Et bleift awer den Dokter, dee mam Patient entscheet, wéi een eenzelnen oder eventuell kombinéierten Impfstoff benotzt gëtt. An der Notifikatioun vum Impfrappell, déi per SMS geschéckt gëtt, ass d'Unzuel vun den Zeechen aus technesche Grënn limitéiert, soudass et hei net méiglech ass, déi betraffe Krankheet(en) ze ernimmen; d'Verschécke vum SMS kéint soss refuséiert ginn.

ad 3. Deen Elterendeel vum Kand, deen e CVE huet an dee seng Kontaktdaten uginn huet, kann iwwert de CVE eng Notifikatioun matgedeelt kréien (esou wéi och de behandelnden Dokter). Am Message vum Impfrappell gëtt de Virnumm vun der Persoun, déi Titulaire vum CVE ass, erwäänt. Dass nëmmen de Virnumm bei Notifikatiounen ugewise gëtt, ass, fir d'Vertraulechkeet an der Veraarbechtung vu medezinneschen Donnéeën iwwer SMS oder E-Mail ze erméiglechen.

Disponibilité de salles sur le campus de l'Université du Luxembourg | Question **8015** (22/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gouf un eis eru gedroen, dass et am Kader vun der Ausbildung zum Enseignant am Fondamental op der Universitéit ëmmer nees dozou géif kommen, dass Coursen net en présentiel kënne stattfannen, well keng Säll zur Verfügung géife stoen. De Studente wier gesot ginn, dass dës Säll net géifen zur Verfügung stoen, well de Lycée Guillaume Kroll eng ganz Rei vu Säll um Campus vun der Universitéit géif benotzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass dës Informatiounen der Realitéit entspriechen?

2. Sollten dës Informatiounen der Realitéit entspriechen, kann de Minister erklären, firwat de Lycée Guillaume Kroll dës Säll benotzt an ëm wéi vill Säll et konkreet geet?

3. De Minister huet viru Kuerzem säin neie Programm virgestallt, mat deem Leit iwwert een neie Programm vum Quereinsteiger sollen an de Beruff vum Enseignant am Fondamental kommen. A senger Presentatioun schwätzt hien dovun, dass op dësem Wee nach vill méi Leit kéinten ausgebilt ginn. Wann et aktuell awer schonn un den néidege Raimlechkeete feelt, wéi wëll de Minister innerhalb vun deenen nächste puer Méint dofir suergen, dass genuch Säll fir déi entspriechend Coursen zur Verfügung stinn?

Réponse (15/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

De Lycée Guillaume Kroll hat 2021 ee Besoin u Säll fir verschidde Formatiounen um Niveau vum BTS (Brevet de technicien supérieur), an doropshin huet d'Universitéit Lëtzebuerg um Campus Belval ab dem 21. September 2021, fir dräi Joer, sechs Säll dem Lycée Guillaume Kroll zur Verfügung gestallt.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet am Abrëll 2023 decidéiert, dass déi Mise à disposition net iwwert 2024 eraus verlängert gëtt.

Laut der Universitéit Lëtzebuerg huet d'Mise à disposition vun deene sechs Säll keng Inzidenz gehat op den Accès zu Formatiounssäll vum Bachelor en sciences de l'éducation. D'Universitéit Lëtzebuerg huet och keng Indikatioun, dass et net genuch Raimlechkeete gëtt

fir déi entspriechend Coursë vun den zwee Bachelorprogrammen, déi am Studiejoer 2023/24 op de Beruff vum Enseignant am Fondamental virbereede wäerten

Demande de transfert à l'étranger auprès de la CNS | Question **8016** (22/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Leider kënnt et ëmmer nees vir, dass Assuréen zum Beispill no engem Accident am Ausland musse bei den Dokter oder an e Spidol goen, fir sech behandelen ze loossen. Domat ass et awer net ëmmer an all Fall gedoen an et sinn och an der Zäit duerno weider Behandlungen noutwenneg. Well si den Traitement am Ausland ugefaangen hunn, si verschidden Dokteren hei am Land net gewëllt, de Patient ze behandelen, mee e soll den Traitement am Ausland ofschléissen. Fir dass dësen Traitement vun der Gesondheetskeess iwwerholl gëtt, muss den Assuré eng Demande fir en Transfert à l'étranger eraginn.

Et gouf eis zougedroen, dass vill Demandë réischt no Méint beäntwert ginn, obwuel eng Operatioun zu deem Zäitpunkt schonn duerchgefouert ginn ass. Des Weidere géifen Dokumenter wéi extreem detailléiert Rapporten an Informatioune gefrot ginn, déi dacks net virleien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir een Transfert à l'étranger gouf et, opgelëscht pro Joer, zënter 2015?

2. Bei wéi vill vun dësen Demanden, opgelëscht pro Joer, huet d'Gesondheetskeess den Transfert à l'étranger refuséiert?

3. Wat waren déi 5 heefegst Motiver fir dës Refusen, respektiv wat kënnen d'Grënn fir de Refus vun enger Demande sinn?

4. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis ee Patient eng Äntwert op seng Demande fir en Transfert à l'étranger kritt? Wat war säit 2015 déi längsten Dauer?

5. A wéi ville Fäll gouf eng Demande fir en Transfert à l'étranger beäntwert, nodeems den Traitement am Ausland schonn duerchgefouert ginn ass?

6. Ass geplangt, fir d'Prozedur ze vereinfachen an ze beschleunegen, fir nach besser am Interêt vum/vun der Assuré:e ze schaffen?

Réponse (21/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

D'Auslandsiwwerweisunge sinn am europäesche Reglement 883/2004 (règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale) virgesinn. Dës Reglementatioun gesäit och den S2-Formular vir. Den Artikel 20 vum Reglement 883/2004 gesäit vir:

„Article 20

Déplacement aux fins de bénéficier de prestations en nature – Autorisation de recevoir un traitement adapté en dehors de l'État membre de résidence

1. À moins que le présent règlement n'en dispose autrement, une personne assurée se rendant dans un autre État membre aux fins de bénéficier de prestations en nature pendant son séjour demande une autorisation à l'institution compétente.

2. La personne assurée qui est autorisée par l'institution compétente à se rendre dans un autre État membre aux fins d'y recevoir le traitement adapté à son état bénéficie des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle était assurée en vertu de cette législation. L'autorisation est accordée lorsque les soins dont il s'agit figurent parmi les prestations prévues par la législation de l'État membre sur le territoire duquel réside l'intéressé et que ces soins ne peuvent lui être dispensés dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de la maladie.

3. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent mutatis mutandis aux membres de la famille de la personne assurée.

4. Si les membres de la famille de la personne assurée résident dans un État membre autre que l'État membre où réside la personne assurée, et que cet État membre a opté pour le remboursement sur la base de montants fixes, le coût des prestations en nature visées au paragraphe 2 est pris en charge par l'institution du lieu de résidence des membres de la famille. Dans ce cas, aux fins du paragraphe 1, l'institution du lieu de résidence des membres de la famille est considérée comme l'institution compétente."

Déi national Prozedur gëtt dann duerch d'Statute vun der CNS gereegelt, déi dës europäesch Dispositiounen ëmsetzen.

ad 1. an 2. De follgenden Tableau weist d'Unzuel vun den Ufroen an de Refuse fir eng Auslandsiwwerweisung[4] fir d'Joren 2015 bis 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir d'Joer 2022 muss präziséiert ginn, datt am Dezember 2022 d'Prozedur geännert gouf.

ad 3. Déi heefegst Grënn fir e Refus sinn ënner anerem, datt d'Konditioun vum néidege prealabelen Accord fir eng Auslandsiwwerweisung net erfëllt ass, datt de Prinzipp vum „utile et nécessaire", wéi en am Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet virgesinn ass, net erfëllt ass, de Manktem vun enger medezinnescher Motivatioun, de Fakt, dass dat ugefrotent Traitement och zu Lëtzebuerg méiglech ass, souwéi och datt de Formulaire vun der Demande net richteg ausgefëllt ass (Artikel 27 Paragraph 2 vun de Statute vun der Gesondheetskeess (CNS)).

ad 4. Den duerchschnëttlechen Delai fir eng Äntwert läit aktuell bei 3 Deeg. Wann awer eng Demande net komplett ass, beispillsweis mussen zousätzlech Informatiounen nogefrot ginn, dann ass den Delai dovunner ofhängeg, wéi séier déi dann un d'CNS geschéckt ginn.

ad 5. Et ass net méiglech, eng konkreet Unzuel u Fäll unzeginn.

Tatsächlech kritt d'Gesondheetskeess awer reegelméisseg Demandë fir eng Auslandsiwwerweisung, nodeems d'Behandlung am Ausland scho stattfonnt huet, respektiv Demanden, déi ze spéit gestallt ginn a wouduerch et duerch de knappen Delai net méiglech ass, eng Decisioun virun der Behandlung auszestellen.

Des Weidere kann d'Decisioun net nodréiglech gemaach ginn, falls zousätzlech Informatiounen oder de Rapport vum am Ausland behandelnden Dokter réischt no der Behandlung bei der Gesondheetskeess erageréecht ginn.

Et muss awer präziséiert ginn, datt am Fall vun enger medezinnescher urgenter Behandlung, dëst natierlech berécksiichtegt gëtt an dann den Accord och nodréiglech (also nom Ufank vun der Behandlung am Ausland) ugefrot a prinzipiell och accordéiert gëtt, falls et och motivéiert ass.

ad 6. Zënter 2015 si scho vill prozedural Ännerungen agetrueden. Déi lescht Ännerunge vun de Statute vun der CNS am Zesummenhang mat der Prozedur fir d'Prise en charge vun den Auslandsiwwerweisunge sinn den 1. Dezember 2022 a Kraaft getrueden an dës hunn et erméiglecht, den Delai vun der Veraarbechtung vun den Ufroe weider ze verkierzen.

An deem Kontext wäert vun der CNS eng Analys gemaach ginn, fir erauszefannen, ewéi sech déi aktuell Prozedur par rapport zur Prozedur virun Dezember 2022 ausgewierkt huet. Doriwwer eraus wäert d'Prozedur weider vereinfacht ginn, virun allem wat de Formular vun der Demande ubelaangt an och d'Transmissioun vun dësem un d'CNS.

Dossier de soins partagé (DSP) | Question **8017** (22/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir hunn an der Vergaangenheet schonn eng Rei Froen zum Dossier de soins partagé (DSP) vun der Agence eSanté gestallt. Aus der Äntwert op meng Fro N° 7583 geet ervir, dass just e relativ klenge Prozentsaz vun den Assuréen hei am Land hiren DSP wierklech notzen. Fir dass en Dokter (ausserhalb vum Spidol) op den DSP zougräife kann, muss den Assuré dësen als Personne de confiance am Dossier hannerleeën. Et gouf un eis erugedroen, dass déi geréng Notzungszuele verschidde Grënn hätten, dorënner och, dass vill Doktere vun den Notzer vum DSP eeben net als Personne de confiance hannerluecht ginn an deementspriechend guer keen Accès op den Dossier kréien a wichteg Informatiounen iwwert aner Weeër mussen ufroen an hannerleeën.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. A wéi vill DSPen ass keng eenzeg Personne de confiance hannerluecht?

2. Wéi hunn d'Zuele vun den hannerluechte Personnes de confiance bei den DSPen zënter hirer Aféierung evoluéiert? Kann d'Ministesch mir d'Zuelen a Form vun engem Tableau an engem Histogramm presentéieren?

3. Wéi vill Personnes de confiance sinn an der Moyenne an engem Dossier hannerluecht?

4. Wéi vill Dokumenter sinn an der Moyenne an engem Dossier hannerluecht?

5. Wéi vill Dokumenter sinn an der Moyenne an Dossieren hannerluecht, op déi iwwerhaapt keen Dokter Accès huet, well an den Dossiere guer keng Personne de confiance hannerluecht ginn ass?

6. Wéi vill Prozent vun den hannerluechten Dokumenter an den DSPe stamen entweeder aus Laboratoiren oder aus Spidolsservicer?

7. Wéi vill Doktere kënnen net als Personne de confiance am DSP dobäigesat ginn, well se net an der Lëscht sinn?

Réponse (22/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Aleedend muss een ënnersträichen, dass et net esou ass, dass en Assuré en Dokter a säi „cercle médical de confiance" androe muss, fir dass en Dokter (ausserhalb vum Spidol) op den DSP vun senge Patienten zougräife kann. All Dokter, deen zu Lëtzebuerg autoriséiert ass fir ze exerzéieren an deen e Patient behandelt, ka wärend der Dauer vun der Behandlung, déi legal virgesinn ass, op den DSP vun sengem Patient zougräifen, dëst

[4] Dans le cadre du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

souwuel aus engem Spidol, wéi aus enger Praxis ausserhalb vum Spidol, wéi och aus enger Pfleegeariichtung. Dëst ass just net de Fall, wann e Patient engem Dokter zum Beispill den Zougréff op säin DSP net erlaabt hätt oder wann en Dokter, deen net am „cercle médical de confiance" agedroen oder Referenzdokter ass, déi permanent Accès op den DSP vun hire Patienten hunn, ausserhalb vun der virgeschriwwener Dauer vun der Behandlung op den DSP zougräife wéilt.

Opgrond vun de Froen, déi den Zougréff vun Dokteren op den DSP betreffen, ass dovun auszegoen, dass den honorabelen Deputéierte mat „personne de confiance" de „cercle médical de confiance" am DSP mengt an net d'Vertrauenspersoun, déi e Patient gemäss dem Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Verpflichtunge vum Patient ausweise kann. De „cercle médical de confiance" am DSP besteet aus engem oder méi Dokteren, ausser dem Referenzdokter, déi d'Leit an hirem DSP ugi kënnen, an hinnen domat e permanenten Accès zu hirem DSP ginn.

ad 1. Wéi virausgesot kann all Dokter, deen e Patient behandelt, op den DSP vun sengem Patient zougräifen, och wann dësen Dokter net vum Patient an de „cercle médical de confiance" agedroe gouf. An 76.632 DSPen hunn d'Titulairë vum DSP op d'mannst een Dokter an hirem „cercle médical de confiance" uginn, soudass dës Dokteren e permanenten Accès op den DSP vun dëse Patienten hunn.

ad 2. an 3. All Persoun kann a sengem DSP een oder méi Dokteren an de „cercle médical de confiance" setzen. D'Agence eSanté huet keen Zougréff op déi eenzel DSPe vun de Leit an huet och keng Statistik iwwert déi eenzel Zuele vun Dokteren, déi d'Leit an hirem DSP am „cercle médical de confiance" uginn. Den Indikateur weist just, dass dës Fonctionnalitéit a 76.632 DSPe benotzt gouf.

ad 4. Op Basis vun engem Total vun 9.516.861 Dokumenter ass dat eng Moyenne vun 13,5 Dokumenter fir all net eidelen DSP, dat heescht, vun all den DSPen, déi op d'mannst een Dokument beinhalten. D'Plattform eSanté zielt eng ronn 700.000 DSPen, déi op d'mannst een Dokument enthalen.

ad 5. Wéi am Viraus gesot, kann all Dokter, deen e Patient behandelt, op d'Dokumenter aus dem DSP vun sengem Patient zougräifen, ausser op déi, déi de Patient selwer als vertraulech agestuuft hätt, an ausser deenen Dokteren, deenen de Patient eventuell den Accès net erlaabt hätt.

ad 6. Bis haut stamen ongeféier 97 % vun all den Dokumenter entweeder aus Laboratoiren oder aus Spidolsservicer.

ad 7. All Dokter, dee vum Gesondheetsministère zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun fir ze exerzéieren huet, steet automatesch op der Lëscht vun den autoriséierten Doktere bei der Agence eSanté, fir kënne vum Patient a sengem DSP an de „cercle médical de confiance" registréiert ze ginn. Wann en Dokter net an där Lëscht steet, sou ass dëst normalerweis, well hie beim Gesondheetsministère entweeder nach keng, keng oder keng Autorisatioun méi huet.

Amende record dans le cadre du Règlement général européen sur la protection des données (RGPD) | Question **8018** (22/05/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Meta, la maison mère du réseau social Facebook, a écopé ce lundi 22 mai 2023 d'une amende historique de 1,2 milliard d'euros par le régulateur irlandais. Le groupe Meta ayant son siège à Dublin, l'autorité irlandaise de protection des données est donc responsable de sa conformité aux règles de l'Union européenne (UE).

Cette amende record a été infligée pour avoir enfreint le Règlement général européen sur la protection des données (RGPD). Le groupe Meta, qui a déjà annoncé vouloir faire appel de cette décision, est condamné pour avoir continué de transférer des données personnelles de l'Europe vers les États-Unis. Cette sanction intervient alors qu'il n'existe pas de règles claires pour les entreprises entourant le transfert de données transatlantiques et qu'elles doivent agir sans base juridique dans le trafic transatlantique de données. Ce que le géant américain n'a d'ailleurs manqué de souligner : « des milliers d'entreprises et d'organisations se reposent sur la possibilité de transférer des données entre l'UE et les États-Unis », a-t-il déclaré, « il existe un conflit de droit fondamental entre les règles du Gouvernement américain sur l'accès aux données et les droits européens en matière de confidentialité ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Comment est-ce que Monsieur le Ministre évalue cette sanction ?

2) Est-ce que des utilisateurs de Facebook luxembourgeois sont concernés par le transfert de leurs données vers les États-Unis ? Dans l'affirmative, de combien d'utilisateurs s'agit-il ?

3) Où en sont les travaux entourant un nouvel accord entourant le transfert de données transatlantique entre l'UE et les États-Unis ?

Réponse (09/06/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1) Il ne revient pas au Ministre des Communications et des Médias d'évaluer les sanctions prononcées par l'autorité de contrôle en matière de protection des données irlandaise.

ad 2) La Commission nationale pour la protection des données n'est pas en mesure de fournir le nombre d'utilisateurs luxembourgeois concernés.

ad 3) Comme suite à l'accord de principe signé le 25 mars 2022 entre la Présidente de la Commission européenne et le Président des États-Unis, ce dernier a énoncé, le 7 octobre 2022, des actes réglementaires (« executive orders ») permettant d'ouvrir les négociations pour une éventuelle nouvelle décision d'adéquation. La Commission européenne a conclu, à la fin de l'année 2022, son évaluation du niveau de protection en matière de protection des données à caractère personnel américain à l'aune des « executive orders » et proposé un projet de décision d'adéquation sur le cadre de transfert de données entre l'Union européenne et les États-Unis (en anglais « EU-US Data Privacy Framework » ou « DPF »).

Les premiers échanges entre la Commission européenne et les représentants des États membres de l'Union européenne ont eu lieu au début de l'année 2023 dans le cadre du comité établi par l'article 93 du Règlement général sur la protection des données de l'UE (« RGPD »). Ils se poursuivent et prennent notamment en compte l'avis publié par le Comité européen de la protection des données (en anglais « EDPB ») au sujet du projet de décision d'adéquation sur le DPF.

Pour plus d'informations sur la procédure relative à ces travaux, l'honorable Député peut utilement se référer aux éléments de réponse à la question parlementaire n° 6102.

Effectif de la Police grand-ducale | Question **8019** (22/05/2023) de **Mme Elisabeth Margue** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

De Sonndeg, 21. Mee 2023, ass et um Radio 100,7 an der Emissioun „Kaarten op den Dësch" ëm d'Sécherheetssituatioun am Land, an notamment der Stad Lëtzebuerg, gaangen. Eng Vertriederin vun déi gréng huet dobäi follgend Zuelen, zum Effectif vun der Police an de rezente Rekrutementer, genannt: „30 % méi Police ass schonn um Terrain. De Minister Kox huet et fäerdegbruecht, säit 2020 900 Policepersounen ze engagéieren, dat heescht, et ass méi Police um Terrain. Mee Repressioun eleng geet definitiv net duer."

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Kann den Här Minister déi uewe genannten Zuelen an Informatioune confirméieren?

– Wéi vill méi Personal ass, an Nettozuelen, y inclus all méiglech Forme vun Ofgäng, säit 2020 beim Effectif vun der Police um Terrain dobäikomm? Wéi eng Zomme mécht dat Stand haut?

De Plan de recrutement fir d'Police, deen am Joer 2019 an Accorde mat de Gewerkschafte festgehale ginn ass, gesäit vir, dass bis 2026, 621 méi Polizisten um Terrain solle sinn.

– Wéi wëll den Här Minister dës Zuel erreechen?

– Ass d'Regierung der Meenung, dass dës Unzuel u Poliziste géif duergoen, fir der aktueller Sécherheetssituatioun am Land gerecht ze ginn?

Réponse (07/07/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Opgrond vun engem Mëssel goufen den honorabelen Deputéierte leider inkorrekt Zuelen an der viregter Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 8019 kommunizéiert.

De Rectificatif vun der Äntwert presenteiert sech follgendermoossen:

Den 1. Januar 2020 hat de Policekader vun der Police een Effectif vun 1.890 Polizisten an et ware 76 Stagiairen an der Ausbildung. Op den 1. Juli 2023 sinn et 2.070 Polizisten an 397 Stagiairen, vun deenen der 166 Ufank Juni 2023 no hirem Serment spécial an der praktescher Ausbildung um Terrain ugefaangen hunn. Den Effectif vum Policekader ass also an dräi Joer vun 1.966 Memberen Ufank Januar 2020 op 2.467 Memberen Ufank Juli 2023 eropgaangen.

An dësem Kontext ass et och wichteg ze ënnersträichen, datt gläichzäiteg den Effectif vum Zivillkader vun der Police vun 394 Persounen Ufank Januar 2020 op 674 Persounen Ufank Juli 2023 eropgaangen ass. Dëst weist, datt d'Polizisten iwwert déi lescht 3 Joer ëmmer méi vum Zivillkader konnten entlaascht ginn, wat et hinnen erméiglecht, sech ëmmer méi op hir Aarbecht um Terrain ze konzentréieren.

De Gesamteffectif vun der Police ass also vun 2.360 Memberen Ufank Januar 2020 op 3.141 Ufank Juli 2023 ëm 781 Memberen eropgaangen.

Wat de Rekrutement betrëfft, huet d'Police dräi ganz erfollegräich Campagnen hannert sech. Dëst Joer goufen an den Traitementsgruppe B1 a C1 191 Stagiairen den 1. Mee ugestallt. D'Efforte fir de Rekrutement vun der Police wäerten an den nächste Jore weidergefouert ginn, fir esou déi néideg Verstäerkungen ze erreechen, déi d'Police brauch, fir och weiderhin hir Missioune kënnen ze erfëllen.

Police de la Grande Région | Question **8020** (23/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Nodeems et rezent am franséische Villerupt bei enger Drogenaffär zu enger Schéisserei komm ass, stellt sech d'Fro vun der Policezesummenaarbecht an der Groussregioun op en Neits. An deem Kontext huet en héichrangege Vertrieder vun der franséischer Police am Grand-Est ze bedenke ginn, datt eeben dës Policezesummenaarbecht an der Groussregioun staark ze wënschen iwwreg léisst. Deemno géife Krimineller, dorënner haaptsächlech Abriecher a Verkeefer vun illegale Substanzen, massiv vun där mangelnder Policekooperatioun profitéieren. Doduerch gëtt d'Grenzgebitt verstäerkt zu engem Hotspot fir den internationalen Drogentrafick. An deem Kader fuerdert de genannte Policevertrieder grenziwwerschreidend Policeunitéiten, reegelméisseg Reuniounen tëscht der lëtzebuergescher, belscher an däitscher Police an en trinationaalt Kommissariat mat konkreete Kompetenzen.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Sécherheetssituatioun an de Grenzgebidder vun der Groussregioun an? Wéi huet sech déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an deene leschte Joren entwéckelt?

2. Ass d'Regierung am Hibléck op d'Aussoe vum genannte Policevertrieder aus dem Grand-Est och der Meenung, datt Efforten ënnerholl musse ginn, fir déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit verstäerkt ze bekämpfen?

3. Wéi eng Schrëtt wëll d'Regierung konkreet ënnerhuelen, fir d'Kooperatioun tëscht de Policeunitéiten am Grenzgebitt auszebauen?

4. Wär d'Regierung bereet, fir d'Grenzen elektronesch ze iwwerwaachen, z. B. duerch eng temporär Registréierung a Späicherung vun den Autosplacken?

Réponse (27/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Max Hahn,** Ministre à la Grande Région

ad 1. Grenziwwerschreidend Kriminalitéit ass a bleift leider eng Realitéit, besonnesch am Beräich vum Drogenhandel a vun den Abréch. Dofir gëtt déi regional Justiz- a Policezesummenaarbecht och vu Joer zu Joer verstäerkt.

ad 2. D'Aussoe vum Secrétaire départemental du syndicat Unité SGP Police FO 54 aus dem Grand-Est, d'Policezesummenaarbecht an der Groussregioun géing staark ze wënschen iwwereg loossen, ass net nozevollzéien, well d'Kooperatioun tëscht de Policeunitéiten am Grenzgebitt ganz gutt ass a vill Forme vu Kooperatioun an der Groussregioun scho bestinn.

Lëtzebuerg kollaboréiert reegelméisseg mat den Nopeschlänner op bilateraler Basis, mee och am Kader vun interregionalen an internationalen Accorden.

Um Niveau vun der Police kann ee vun engem bal deeglechen Austausch tëscht der Lëtzebuerger Police an hire franséische Kolleege schwätzen, virun allem mat der Police judiciaire, der Brigade de recherche et d'intervention vu Metz an och den anere Policebrigaden am Grenzgebitt.

Besonnesch an der grenziwwerschreidender Drogekriminalitéitsbekämpfung huet Lëtzebuerg e ganz gutt Verhältnis mat den Enquêteuren aus dem Grand-Est, souwéi och mat den aneren Nopeschlänner. Et besteet quasi alldeeglechen Austausch vun Informatiounen tëscht dësen Enquêteuren. E weidert gutt Beispill vun der gudder Kollaboratioun ass de Centre de coopération policière et douanière, deen 2003 mat Sëtz zu Lëtzebuerg gegrënnt ginn ass. De Centre de coopération policière et douanière, dee schonn zanter 20 Joer existéiert, bréngt d'Police an d'Douane aus de véier Länner (Frankräich, Belsch, Däitschland a Lëtzebuerg) zesummen an erméiglecht den Austausch vu Policeinformatiounen tëscht dëse Länner souwéi eng Verkierzung vun den Déngschtweeër.

Um Niveau vun der Justiz bestinn och intensiv Kontakter, notamment mat de Parquete vun Arel, Marche, Briey, Thionville a Metz respektiv mat der Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) vun Nanzeg. Reegelméisseg Reuniounen tëscht de Magistrate vun de verschiddene Geriichter an dem Parquet ginn organiséiert. D'Magistrate ginn notamment och an de Stage respektiv an d'Formatioun bei hir auslännesch Kolleegen.

Ufroe fir europäesch Ermëttlungen am Hibléck op Perquisitiounen a Saisië vun de franséische Justizautoritéite gi reegelméisseg op nationalem Territoire ausgefouert. Ëmgekéiert funktionéiert d'Zesummenaarbecht mat de franséische Justizautoritéiten och exzellent.

ad 3. An der Groussregioun gëtt et zanter 2003 den Aarbechtsgrupp „Sécherheet a Preventioun", fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ze stäerken an d'bannenzeg Sécherheet an der Groussregioun ze garantéieren. Et handelt sech dobäi ëm ee consultativen Aarbechtsgrupp, an deem virun allem Best-Practice-Fäll ausgetosch ginn.

Dës Echangë bezéien sech op Beräicher wéi d'Formatioun vu Policebeamten an der Groussregioun, d'Verkéierssécherheet, d'Kriminalitéitspreventioun an den Zivillschutz.

Fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëscht de Policeinstanzen an der Groussregioun weider ze verdéiwen, goufen zanter der Grënnung vum Aarbechtsgrupp zousätzlech spezifesch Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff. Dorënner fält zum Beispill den Aarbechtsgrupp vun der operationeller polizeilecher Zesummenaarbecht, fir, ënner anerem, gemeinsam Grenzalarmpläng an der Groussregioun auszeschaffen. An dësem Grupp ass och de „plan alerte frontière" ausgeschafft ginn, deen zesumme mat Frankräich am Joer 2021 ënnerschriwwe gouf.

Ausserhalb vun den Aarbechtsgruppen am Kader vun der Groussregioun gouf een Aarbechtsgrupp tëschent Frankräich a Lëtzebuerg an d'Liewe geruff, deen sech, ënner anerem, op déi operationell polizeilech Zesummenaarbecht am Beräich vun der Kriminalitéitspreventioun fokusséiert.

Dëse Grupp besteet aus Policevertrieder vun de concernéierte Länner a Regiounen. Am Kader vun dësem Grupp goufen och weider bilateral Accorden ausgeschafft, déi déi polizeilech Kooperatioun am Beräich vun der Kriminalitéitsbekämpfung nach weider verdéiwe wäerten. Zum Beispill ass et virgesinn, gemeinsam Kontrollen an de Garen an am Zuchverkéier ze maachen, fir de Menacë virzebeugen an d'Sécherheet ze verstäerken. Ausserdeem gouf een operationelle Protokoll ausgeschafft, fir franko-lëtzebuergesch Patrullen op de grenziwwerschreidende Stroossenachsen en place ze setzen. Den Objektiv ass, d'Zesummenaarbecht ze stäerken an d'Iwwerwaachung vum grenziwwerschreidende Verkéier.

Am Kader vun dësem Aarbechtsgrupp gëtt och den „Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2001" iwwerschafft.

Am Juni 2022 gouf zu Lëtzebuerg en neit Gesetz publizéiert, wat de Policebeamten aus Frankräich, Däitschland oder der Belsch erlaabt, eng grenziwwerschreidend Policeverfollgung um Territoire vu Lëtzebuerg duerchzeféieren, dëst no de Konditiounen, déi am Gesetz vum 22. Juni 2022 opgefouert sinn.

Nennenswäert ass och d'Policekooperatioun am Kader vun der Benelux-Unioun mat de belschen an hollännesche Kolleegen. Den neien Traité vun 2018 renforcéiert déi polizeilech Kooperatioun tëschent der Belsch, Holland a Lëtzebuerg. Och ginn déi grenziwwerschreidend Enquêtë verstäerkt an d'Policeautoritéite kënne méi effizient kooperéieren an och méi Informatiounen ënnereneen austauschen, fir déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit ze bekämpfen.

D'Kooperatioun Hazeldonk tëschent der Belsch, Holland a Lëtzebuerg fokusséiert sech op déi gemeinsam Bekämpfung vum illegalen Drogenhandel. Gemeinsam Aktiounen a Kontrollen an ee verstäerkten Echange vun Informatioune sollen et erméiglechen, dass den illegalen Drogenhandel ka limitéiert respektiv bekämpft ginn.

Och gi reegelméisseg Reuniounen tëscht Enquêteuren am Kader vun der EuRegio organiséiert, fir d'grenziwwerschreidend Police- a Justizzesummenaarbecht ze förderen, den Austausch an d'Deele vun Informatioun ze encouragéieren, grenziwwerschreidend kriminell Phenomeener ze observéieren an ze analyséieren an eng gemeinsam regional Strategie ze bestëmmen. Déi franséisch Justizbezierker Briey, Charleville-Mézières, Thionville a Verdun bedeelegen sech un dëse Reuniounen.

ad 4. D'Mise en place vum ANPR-System an och den Traitement vun dësen Donnéeë setzt viraus, dass ee legale Kader do ass an den Traitement vun den Donnéeë konform zum Dateschutzrecht erfollegt. Aktuell gëtt et zu Lëtzebuerg kee spezifesche legale Kader fir den Traitement vun ANPR-Donnéeën. Esou e legale Kader misst d'Finalitéit, den Detail vu perséinlechen Donnéeën, déi gesammelt an traitéiert ginn, d'Persounen, déi Accès hunn op d'Base de données, d'Dauer vun der Conservatioun vun den Donnéeën, de Choix vun den techneschen Equipementer etc. präziséieren.

D'Mise en place vum ANPR-System setzt och viraus, dass d'Agente vun der Police forméiert sinn, wat d'Benotzung vun den techneschen Equipementer an de Suivi vun den Traitementer vun de gesammelten Donnéeën ugeet.

Ausserdeem misst bestëmmt ginn, wou déi richteg Emplacementer wieren, fir esou ANPR-Systemer ze placéieren a wéi ee Material am beschten déi technesch a logistesch Exigenzen erfëlle géif. D'Mise en place vun engem ANPR-System muss also gutt duerchduecht a virbereet sinn, sief dat vum legalen oder och technesche Standpunkt.

Établissements publics | Question **8021** (23/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Déi gréisste Gewerkschaft vun der ëffentlecher Funktioun beklot zanter Laangem, datt d'Accorden – notamment och wat de Statut vun de Beschäftegten ugeet –, déi tëscht der CGFP an der Regierung ausgehandelt goufen an déi sech op d'Établissements publics bezéien, nach ëmmer net integral applizéiert ginn. Viséiert ass an dësem Accord, datt de Statut vum Personal an den Établissements publics assimiléiert soll gi mam Statut vum Personal vun der ëffentlecher Funktioun.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Bekennt sech d'Regierung nach ëmmer zu hirem Engagement, datt déi Beschäftegt an den Établissements publics sollen en ëffentlech-rechtleche Statut hunn?

2. Wéi ass déi aktuell Situatioun – opgeschlësselt no Établissement public –, wat de Statut vum Personal ugeet? Gëtt et an all Eenzelfall eng gesetzlech Basis fir déi respektiv Personalstruktur an deenen eenzelen Établissements publics a ginn déi Dispositioune korrekt applizéiert?

3. Am Fall, wou déi uewe genannten Accorden tëschent der Regierung an der CGFP nach ëmmer net integral an all den Établissements publics ëmgesat goufen: Firwat sinn déi betreffend Accorde bis dato nach ëmmer net ëmgesat? Wou leien hei konkreet d'Problemer an Hürden, firwat dës Accorden nach ëmmer net iwwerall ëmgesat goufen?

4. Am Fall, wou déi uewe genannten Accorden nach ëmmer net integral an all den Établissements publics ëmgesat goufen: Wéi gedenkt d'Regierung, elo konkreet virzegoen, fir datt elo zäitno déi Accorden ëmgesat ginn? A wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deene Bestriewunge gerechent ginn?

Réponse (21/06/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Als Éischt ass ze notéieren, dass – am Géigesaz zu deem, wat den honorabelen Deputéierte schreift – am Accord salarial net steet, dass de Statut vum Personal vun all Établissement public soll mam Statut vum Personal vun der ëffentlecher Funktioun assimiléiert ginn, mee et steet do, dass all déi Mesurë mutatis mutandis op déi Agenten an den Établissements publics applizéiert ginn, deenen hire Statut assimiléiert ass zu deem vum Fonctionnaire oder Employé de l'État.

Déi Mesuren, déi am Accord salarial vum 9. Dezember 2022 stinn, sinn och beim Staat nach net all ëmgesat. Just déi zwee éischt Punkte sinn duerch e Gesetz vum 29. Mäerz 2023 ëmgesat ginn. Fir d'Ëmsetzung vun de Punkten 3, 4 an 11 ass e Projet de loi Enn Februar an der Chamber deposéiert ginn. Fir d'Punkte 5 an 10 wäert d'CGFP virum kommenden 1. Juli en Avantprojet de loi ënnerbreet kréien, esou wéi dat och ofgemaach ass. Bei deenen anere Punkte geet et ëm en Austausch tëschent dem Minister fir d'Fonction publique an der CGFP an ëm d'Asetze vun Aarbechtsgruppen.

Wat d'Ëmsetzung vun de Mesuren an den Établissements publics betrëfft, kann ech dem honorabelen Deputéierte just soen, dass de Minister fir d'Fonction publique keen Établissement public ënnert senger Tutelle huet.

État de pénurie en personnel enseignant | Question **8022** (23/05/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

En 2018, en réponse à la pénurie de personnel enseignant, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale avait mis en place le programme de recrutement d'urgence « Quereinsteiger » qui donne la possibilité à des détenteur.ice.s d'un bachelor dans d'autres domaines que les sciences de l'éducation d'accéder au métier d'enseignant.e du fondamental via des heures de formation obligatoire et l'accomplissement du stage d'insertion pour futur.e.s enseignant.e.s du fondamental.

Alors que Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale avait proclamé vouloir limiter la mesure d'urgence des « Quereinsteiger » dans le temps, cette dernière est toujours en vigueur aujourd'hui. En effet, le programme de formation et d'insertion d'urgence « Quereinsteiger » arrivera à échéance pour l'année scolaire 2024-25. Le Bachelor en formation pédagogique (BFP) proposé à l'Université du Luxembourg constitue désormais une nouvelle option d'intégration en cours de route du métier d'enseignant. Ce bachelor s'étend sur une année de formation intense et est censé remplacer à terme le programme de formation actuellement en vigueur.

Dans la mesure où le programme de recrutement « Quereinsteiger » était censé pallier à la situation de pénurie de main-d'œuvre dans l'enseignement public et considérant la prolongation de cette mesure via le Bachelor en formation pédagogique, je me permets de poser un certain nombre de questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en rapport avec l'impact du programme « Quereinsteiger » sur l'évolution de la situation de pénurie en question :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes ont intégré le programme « Quereinsteiger » depuis son introduction jusqu'à aujourd'hui en précisant le nombre de postulants par année scolaire ?

2) Pour chaque année scolaire, quel a été le nombre de personnes postulant retenues ?

3) Toujours en fonction de l'année scolaire, combien de personnes ayant démarré leur formation de « Quereinsteiger », l'ont finalement poursuivie jusqu'au bout ? Combien de personnes ont quitté la formation en cours de route ?

4) Pour chaque année scolaire, combien de « Quereinsteiger » ont accédé au stage d'insertion pour futur.e.s enseignant.e.s du fondamental ? Combien de personnes ont réussi leur stage ? Combien l'ont raté ?

5) Parmi les personnes ayant raté leur stage, combien de personnes se sont réinscrites pour une nouvelle tentative ?

Parallèlement à l'introduction de la mesure d'urgence « Quereinsteige », Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a procédé à une réforme du stage d'insertion pour les futur.e.s enseignant.e.s du fondamental. Ceci en réponse également à la situation de pénurie en partie liée aux conditions d'évaluation et de rémunération des stagiaires, alors jugées mal appropriées par les représentant.e.s syndicaux, les élèves stagiaires et le corps enseignant lui-même. Partant, je voudrais poser un certain nombre de questions à Monsieur le Ministre relatives à l'impact que cette mesure a pu avoir sur le recrutement futur des enseignant.e.s :

6) Pour chaque année scolaire écoulée depuis l'entrée en vigueur de la réforme du stage d'insertion, combien de nouvelles recrues issues d'un parcours classique (formation universitaire de 4 années en sciences de l'éducation et/ou Bachelor en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg) ont réussi leur stage par rapport à la dernière phase de recrutement avant la réforme ?

Quant à la formation des futur.e.s enseignant.e.s dans le cadre du Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) j'aimerais savoir comment cette formation répond actuellement à l'enjeu de lutte contre la pénurie de personnel enseignant dans le fondamental :

7) Depuis 2021, combien de personnes se sont présentées à l'examen-concours d'admission organisé une fois par année et qui donne accès à la formation BScE ? Quel a été le taux de réussite pour ces deux dernières années ?

8) Quel a été le taux d'abandon en formation BScE pour les années académiques 2021 et 2022 ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

ad 1) et 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Dans le cadre du recrutement des détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental, il y a lieu de mettre en avant les candidats retenus disposant déjà au moment de leur engagement de la qualification d'enseigner dans le cycle 1, les cycles 2-4 respectivement les quatre cycles de l'enseignement fondamental. La formation en cours d'emploi proposée par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) à l'égard de ces détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur tient compte du profil des candidats retenus en leur permettant d'acquérir, le cas échéant, la qualification d'intervenir dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental et/ou de développer leurs compétences linguistiques en vue de réussir les épreuves préliminaires au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur.

Le tableau ci-dessous reprend l'intégralité des candidats retenus dans le cadre des différents recrutements tout en les catégorisant en fonction de leur diplôme d'études supérieures :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) La participation aux formations du certificat de formation pédagogique se révèle obligatoire. Il peut en être déduit que les candidats n'ayant ni joui d'une dispense d'un ou de plusieurs modules de formation, ni souffert une situation impliquant un congé pour raisons de santé, ni bénéficié d'un congé de maternité, ni démissionné du statut d'employé de l'État au cours de la première année qui suivait leur engagement, ont participé à l'intégralité des formations du certificat de formation pédagogique.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) et 5) La réussite du stage préparant à la fonction d'instituteur va de pair avec la nomination de l'agent à cette dernière. Cependant, la période minimale entre l'engagement de l'agent et sa nomination s'élève à deux ans, étant donné que le temps à consacrer pour l'accomplissement des formations menant au certificat de formation pédagogique s'élève à une année scolaire et la durée du stage préparant à la fonction d'instituteur ne peut pas non plus être inférieure à une année. Il s'ensuit que pour les agents de la promotion 2021 du recrutement concerné, la nomination des premiers agents ayant réussi le stage préparant à la fonction d'instituteur ne se révèle possible qu'à la fin de l'année scolaire actuelle. La durée minimale du stage peut être prolongée au cas où le stagiaire bénéficie d'une prolongation respectivement d'une suspension du stage pour les motifs prévus par l'article 2 de la Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Le tableau repris ci-dessous reprend la situation des agents des différentes promotions pour le 1er trimestre de l'année scolaire en cours :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Pour les promotions 2018, 2019 et 2020, quatre agents ayant débuté le stage préparant à la fonction d'instituteur n'ont pas terminé ce dernier, dont trois agents ayant opté pour une démission volontaire et un agent pour lequel une résiliation de stage a été décidée. Aucun de ces agents ne s'est de nouveau soumis au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur.

ad 6) *(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Pour instituteurs-stagiaires engagés en septembre 2022, l'évaluation du stage est actuellement en cours et il s'avère trop tôt pour en tirer des conclusions. Pour quatre agents engagés en septembre 2021, le stage préparant à la fonction d'instituteur est toujours en cours.

ad 7) et 8) En ce qui concerne les questionnements relatifs à la formation des futurs enseignants dans le cadre du programme de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE), je suis en mesure d'apporter les précisions suivantes sur base des informations fournies par l'Université du Luxembourg :

En 2021, l'examen-concours donnant accès à la formation menant au BScE de l'Université du Luxembourg n'a pas eu lieu, la procédure de sélection ayant été modifiée pendant la période Covid-19.

En 2022, 199 personnes se sont présentées à l'examen-concours d'admission donnant accès à la formation BScE. Sur ces 199 personnes, 140 candidats étaient admissibles (95 en admission directe, et 45 en admission conditionnelle), soit un taux de réussite de 70 %.

Sur les 353 étudiants inscrits lors du semestre d'hiver 2020-2021 (toutes années d'études confondues), 52 ont été diplômés, et 23 ne se sont pas inscrits pour poursuivre leurs études dans le programme BScE lors de l'année académique 2021-2022. Sur les 110 étudiants inscrits en première année lors du semestre d'hiver 2020-2021, 16 n'étaient plus inscrits dans le programme du BScE lors du semestre d'hiver 2022-2023.

Sur les 394 étudiants inscrits lors du semestre d'hiver 2021-2022 (toutes années d'études confondues), 75 ont été diplômés, et 29 ne sont pas inscrits pour poursuivre leurs études dans le programme BScE lors de l'année académique 2022-2023. Sur les 110 étudiants inscrits en première année lors du semestre d'hiver 2021-2022, 18 n'étaient plus inscrits dans le programme du BScE lors du semestre d'hiver 2022-2023.

« Gigaliners » | Question **8023** (23/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Demnächst will die Europäische Kommission einen Vorschlag vorstellen, der den sogenannten „Gigalinern" oder „Riesen-LKW" freie Fahrt für die gesamte EU sichern soll.

In diesem Zusammenhang möchten die Unterzeichnenden vom Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten wissen:

– Betrifft dieser Vorschlag nur längere Lastwagen oder auch 60-Tönner statt wie bisher nur 40–44-Tönner?

– Wie steht die Luxemburger Regierung zu einem solchen Vorschlag, der mit ökologischen Argumenten begründet wird?

– Welchen Mehrwert und welche Risiken stellen diese Riesentrucks dar?

– Wie präsentiert sich aktuell die Situation in Luxemburg betreffend die Gigaliner?

Réponse (27/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

In ihrer parlamentarischen Anfrage erkundigen sich die Abgeordneten über den geplanten Vorschlag der Europäischen Kommission zur Zulassung der sogenannten „Gigaliner" auf den öffentlichen Straßen in Europa und speziell auch in Luxemburg.

Es sei an dieser Stelle darauf hingewiesen, dass bereits Informationen und Antworten in Bezug auf diese außergewöhnlichen Fahrzeuge mit den parlamentarischen Fragen N° 4356 und N° 5167 gegeben wurden.

Zum besseren Verständnis muss erwähnt werden, dass ein Gigaliner oder auch „European Modular System" (EMS) ein Fahrzeug darstellt, welches aus mehreren normalen, der Straßenverkehrszulassungsordnung entsprechenden Fahrzeugen, zusammengesetzt wird. Beispielsweise kann ein Gigaliner also aus einer Sattelzugmaschine mit Sattelanhänger und eines zusätzlichen Anhängers bestehen, welche einzeln den europäischen sowie den nationalen Zulassungsbestimmungen entsprechen. Diese zusammengesetzte Fahrzeugkombination kann dann eine Gesamtlänge von bis zu 25,25 Meter aufweisen. In Abhängigkeit der gewählten Fahrzeugkonfiguration, kann ein Gigaliner zum Beispiel bis zu 8 Achsen aufweisen, womit das theoretische Gesamtgewicht des beladenen Fahrzeugs bis zu 60 Tonnen erreichen kann.

Der Vorschlag der Europäischen Kommission sieht ein Gesamtgewicht von bis zu 60 Tonnen vor. Es sei jedoch in diesem Zusammenhang bemerkt, dass in den direkten Nachbarländern von Luxemburg, in welchen die Gigaliner in Feldversuchen zum Einsatz kommen, das Gesamtgewicht auf 40 bis 44 Tonnen begrenzt ist, mit Ausnahme einiger Regionen in Belgien, in welchen 60 Tonnen mittels spezieller Genehmigung erlaubt sind. Es ist jedoch anzumerken, dass Gigaliner in Finnland und Schweden mit einem Gesamtgewicht von 60 Tonnen zugelassen sind und in den Niederlanden, Dänemark, Spanien, Portugal sowie in der Tschechischen Republick mit einem Gesamtgewicht zwischen 40 und 60 Tonnen zu Testzwecken zugelassen sind. Außerdem ist vorgesehen, dass diese Fahrzeuge nur auf vorher festgelegten Straßen- und Autobahnabschnitten verkehren dürfen. Dies hat insbesondere damit zu tun, dass die Straßeninfrastruktur für den regulären Verkehr von Fahrzeugen dieser Dimensionen nicht ausgelegt ist und die Sicherheit der anderen Verkehrsteilnehmer beeinträchtigt werden könnte.

Was Luxemburg betrifft, so sei darauf hingewiesen, dass auch hier das öffentliche Straßennetz nicht für den Verkehr solcher Fahrzeugkombinationen ausgelegt ist. Speziell die existierenden Kreisverkehre, das Nichtvorhandensein von Abstellmöglichkeiten und Notfalleinbuchtungen für Fahrzeuge dieser Dimensionen, die kurzen und engen Auf- und Abfahrten der Autobahnen sowie die erhöhte statische und dynamische Belastung der Brückeninfrastruktur, welche beim Überfahren solcher Fahrzeuge auftritt sind unter anderem Gründe, die momentan ein generelles Zulassen der Gigaliner auf Luxemburgs Straßennetz nicht ermöglichen.

Das Erreichen eines emissionsfreien Gütertransports war ein Hauptmerkmal bei der UN-Klimakonferenz. Dieses Ziel lässt sich bevorzugt erreichen durch die Kombination mehrerer Transportmodi. Unter anderem mit dem Bau des Standorts des CFL Multimodal in Bettemburg setzt sich Luxemburg seit Jahren für die Förderung der Kombination des Straßentransportes mit dem Schienentransport ein. Längere Strecken sollten also idealerweise mittels Schienentransport zurückgelegt werden und die kurzen Strecken mittels Straßentransport. Als kurze Strecke können beispielsweise die Verteilung von der Entladezone des Güterzuges bis zum Endkunden angesehen werden beziehungsweise die Strecken der Zubringerdienste zur Ladezone des Güterzuges.

Als Mehrwert der Gigaliner wird oftmals die größere Ladekapazität genannt und die damit einhergehende Reduzierung der Gesamtzahl der Lastkraftwagen auf den öffentlichen Straßen. Folglich ließe sich eine Reduzierung des Kraftstoffverbrauches erreichen, da mit weniger Fahrten mehr transportiert werden könnte. Allerdings birgt das Genehmigen der Gigaliner das Risiko einer Verlagerung von Transporten von der Schiene auf die Straße. Dadurch würde man das Verkehrsaufkommen und den Kraftstoffverbrauch zusätzlich erhöhen und somit das Gegenteil der zuvor aufgeführten Vorteile erreichen.

Wie weiter oben bereits angeführt, sei zusätzlich darauf hingewiesen, dass erhöhte Steuermittel für den Umbau des bestehenden Straßennetzes aufgebracht werden müssen, um den sicheren Verkehr der Gigaliner zu gewährleisten.

Auch das alleinige Durchqueren Luxemburgs über die Autobahn (Transitverkehr) würde erhebliche Investitionen bedeuten. In diesem Kontext sei zum Beispiel auf die Tankstellen und Raststätten entlang der Autobahnen verwiesen, welche keine geeigneten Abstellmöglichkeiten für Fahrzeuge dieser Größenordnung bieten sowie auf das Fehlen von dimensionsgerechten Notbuchten.

Es ist zusätzlich zu beachten, dass die Dimensionen dieser Fahrzeuge ein nicht zu vernachlässigendes Risiko für die Straßenverkehrssicherheit darstellen. Die reduzierte Übersichtlichkeit einer Fahrzeugkombination dieser Länge kombiniert mit den spezifischen Begebenheiten der luxemburgischen Autobahninfrastruktur mit verhältnismäßig zahlreichen sowie engen, kurvenreichen Auf- und Abfahrten stellen eine besondere Herausforderung für das Sicherheitsgefühl aller Verkehrsteilnehmer dar.

Abschließend sei erwähnt, dass Luxemburg derweil an keiner Testphase zum Zulassen der Gigaliner teilnimmt und auch nicht geplant ist, Gigaliner in Zukunft auf luxemburgischen Straßen verkehren zu haben.

Factures de gaz et d'électricité | Question **8024** (23/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le régulateur fédéral belge de l'énergie vient de comparer les factures de gaz et d'électricité des ménages belges à celles en vigueur en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni pour le mois de février 2023. Pour une consommation de 3.500 KWh, le coût annuel varie de 843 €/an en France, 1.400 €/an en moyenne en Belgique à 1.612 €/an aux Pays-Bas.

En ce qui concerne le gaz, la Belgique est le pays le moins cher, pour les particuliers (consommation moyenne de 23.260 KWh). La Flandre (3.495 euros par an) est la région belge la plus onéreuse, devant Bruxelles (2.655 euros) et la Wallonie (2.732 euros). La Belgique est suivie de près par la France (2.766 euros), le Royaume-Uni (2.965 euros) et l'Allemagne (2.993 euros). Les Pays-Bas, quant à eux, sont beaucoup plus chers, avec une facture moyenne de 344 euros. « Les bons résultats de la Belgique s'expliquent par des coûts de réseau moins élevés et une faible composante TVV », précise la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG).

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire comment se situent actuellement les factures de gaz et d'électricité des ménages luxembourgeois par rapport aux ménages des pays prémentionnés.

2) Comment évoluent les avances fixées par les fournisseurs ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Le régulateur au Luxembourg, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), avait lancé en 2013, un

comparateur en ligne dénommé « Calculix » qui permet de comparer les prix d'électricité et de gaz naturel des différents fournisseurs actifs au Luxembourg. Ce comparatif s'adresse surtout aux clients résidentiels mais depuis 2020 également à des petites et moyennes entreprises. Sur le site www.calculix.lu, le consommateur peut avoir un aperçu de tous les offres et produits actuellement disponibles sur le marché par moyen d'une estimation des coûts annuels en fonction notamment de sa consommation d'énergie et le cas échéant, de sa puissance souscrite de raccordement.

Concernant l'électricité et pour une consommation annuelle de 3.500 kWh telle que prise en compte par le régulateur belge dans son tableau de bord mensuel d'avril 2023 et selon la situation de février 2023, le coût annuel pour les clients résidentiels au Luxembourg varie entre 750 € et 825 € (TTC) par an comparé aux 843 € en France, 1.623 € en Belgique et 1.601 € par an en Allemagne.

Le tableau suivant montre les coûts annuels pour l'électricité pour des clients résidentiels avec une consommation de 3.500 kWh par an :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Pour ce qui concerne le gaz naturel et pour une consommation annuelle de 17.000 kWh[5] (ou 1.545 m^3) et une puissance installée de 25 kW, le coût annuel moyen s'élève à 1.680 € (TTC) par an pour les clients résidentiels au Luxembourg comparé aux coûts qui varient entre 2.260 € en Belgique, 2.398 € en Allemagne ou même 3.582 € par an aux Pays-Bas, selon les chiffres présentés par le régulateur belge dans son tableau de bord mensuel susmentionné.

Le tableau suivant montre les coûts annuels pour le gaz naturel pour des clients résidentiels avec une consommation de 17.000 kWh :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il convient de préciser que ces prix incluent les aides étatiques qui ont été mises en place par les différents gouvernements en Europe.

Au Luxembourg, cette aide pour l'électricité est déterminée par une contribution négative au mécanisme de compensation pour les clients d'électricité avec une consommation annuelle inférieure à 25.000 kWh à hauteur de -0,1146 €/kWh. Pour un client avec une consommation électrique de 3.500 kWh, cette contribution étatique s'élève à environ 430 € (TTC) par an.

Dans le secteur du gaz naturel, l'État luxembourgeois prend en charge les frais pour l'utilisation du réseau et octroie une contribution étatique au prix du gaz naturel pour assurer que les prix intégrés de gaz naturel pour les ménages restent au niveau de septembre 2022. En total cette contribution étatique représentait en moyenne 1.160 € (TTC) par an.

Il est à préciser dans ce contexte que les aides étatiques vont être prolongées jusqu'à fin 2024 et que le Luxembourg a atteint les objectifs d'économies d'énergie et de réduction des émissions de CO_2. Par ailleurs grâce à ces mesures, le Luxembourg atteint un des taux d'inflation les plus bas au sein de l'Union européenne.

Compte tenu de ce qui précède et vu la stabilisation des prix de l'électricité et de gaz naturel grâce aux mesures mises en place par le Gouvernement dans le cadre des réunions du Comité de coordination tripartite, il est peu probable que les avances fixées par les fournisseurs varient beaucoup si ce n'est pour adapter ces dernières en fonction des consommations variables de leurs clients.

[5] Le régulateur belge (CREG) a adapté le profil standard de consommation de gaz naturel pour le secteur résidentiel de 23.260 kWh/an à 17.000 kWh/an depuis avril 2022.

Écoles internationales | Question **8025** (23/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Lëtzebuerg huet aktuell sechs sougenannten international Schoulen, déi nom System vun den agreéierten europäesche Schoule fonctionéieren: zu Clierf, Déifferdeng, Jonglënster, Miersch a Munneref souwéi och an der Stad Lëtzebuerg (Märel).

Mengen Informatiounen no ass de Ministère am Moment amgaang, no Standuerter fir weider international Schoulen ze sichen an huet an deem Kontext scho verschidde Gemengen demarchéiert.

Dowéinst wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass aktuell no weidere méigleche Standuerter gesicht gëtt?
– Wa jo, wéi eng Gemenge ginn dofir an d'A gefaasst?

2. Ganz allgemeng, soll de Reseau vun internationale Schoule weider ausgebaut ginn?
– Wa jo, no wéi enge Krittären?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Vu de Succès vun den internationale Schoulen, sief et zu Déifferdeng, zu Clierf, zu Munneref, zu Jonglënster, zu Miersch oder an der Stad Lëtzebuerg, ass de Staat mat verschiddene Gemengen a Kontakt fir ze préiwen, ob et Méiglechkeete gëtt, fir de Reseau vun internationale Schoulen auszebauen. Aktuell sinn dat d'Gemenge Schëffleng, Diddeleng a Suessem.

ad 2. Kee Kand soll opgrond vu senger Hierkonft oder dem sproochlechen Hannergrond vu sengem Elterenhaus an der Schoul en Nodeel hunn. Am Géigendeel soll all Kand déi selwecht Chancen hunn. Dofir soll Däitsch net déi eenzeg Sprooch sinn, an där e Kand zu Lëtzebuerg alphabetiséiert gëtt; donieft ginn och Schoule gebraucht, déi no engem anere Sproocheregimm funktionéieren, wéi dëst am nationale Schoulsystem de Fall ass. Fir dem Succès vun den internationale Schoule gerecht ze ginn, gëtt dofir envisagéiert, déi international Offer weider auszebauen.

Obligation d'entretien de l'enfant majeur | Question **8026** (24/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Artikel 372-2 vum Code civil (Livre I^{er}, Titre IX, Chapitre I^{er}) heescht et:

„Chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur."

Och iwwert d'Volljäregkeet eraus kënnen Elteren also verflicht sinn, fir hir Kanner do ze sinn, z. B. wann dës eng Vollzäitausbildung maachen.

Grad wann d'Verhältnis tëscht den Elteren an de Kanner schwiereg ass, kann et fir déi Betraffen oftmools awer schwéier sinn, och no der Volljäregkeet nach an engem Ofhängegkeetsverhältnis ze liewen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Awéifern sinn Eltere verflicht, hir volljäreg Kanner bei sech wunnen ze loossen?

Ass e volljäregt Kand am Elterenhaus anescht geschützt wéi een einfache Colocataire ouni schréftleche Locatiounskontrakt?

2. Wéi vill volljäreg Jonker kruten an de leschten zéng Joer (pro Joer) vum Office national de l'enfance (ONE) eng Ënnerkonft vermëttelt, well si net méi am Elterenhaus bleiwe konnten?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Gesetz vum 21. September 2006 iwwert de Bail à usage d'habitation gesäit kee spezifesche Regimm fir volljäreg Kanner vir. A priori si volljäreg Kanner domadder Bewunner ouni Berechtegung a kënnen expulséiert ginn, wann e Geriicht dëst ordonéiert.

Den Artikel 372-2 vum Code civil obligéiert Elteren awer, hir Kanner och no der Majoritéit ze hebergéieren, bis datt déi erwuesse Kanner hir Bedierfnisser selwer decke kënnen a finanziell autonom sinn. Bei erwuessene Jonken, déi justifiéierte Studien noginn oder nach keng regulär Aarbechtsplaz fonnt hunn, sinn d'Elteren deemno verflicht, hir Kanner bei sech wunnen ze loossen.

ad 2. Den ONE bitt follgend Mesuren un:

– Service logement en milieu ouvert (SLEMO):

Jugendlecher vu 18–26 Joer kréien een Ënnerdaach mat professionellem Encadrement ugebueden, wann eng Détresse psychosociale festgestallt gëtt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Bon d'hébergement d'urgence (BHU):

E Bon d'hébergement d'urgence (BHU) ass en Angebot vum Service de la jeunesse vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, a gëtt zum Deel och vum ONE ausgestallt. Jugendlecher vu 18–26 Joer kënnen de BHU fir e Maximum vun 30 Deeg an Usprooch huelen, wa si an enger Situation de crise sinn. Si kommen dann an enger Jugendherberg ënnerdaach. Zanter 2023 gouf den Dispositif adaptéiert. Elo sinn et nach dräi Deeg an der Jugendherberg an déi aner Deeg, wann néideg, bei der Partner-ASBL „Wunnengshëllef".

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Commission de contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions | Question **8027** (24/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Gesetz vum 2. November 2021 ass eng EU-Direktiv ëmgesat ginn, iwwert d'Kontroll vun der Proportionalitéit beim Accès zu verschiddene Beruffer. Am Mäerz 2023 ass dann och d'Kommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Kontroll vun der Proportionalitéit, per Arrêté ministériel ernannt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sëtzungen hat d'Kommissioun bis ewell?

2. Op wéi enge Gesetzesprojeten oder Gesetzespropositiounen ass bis elo geschafft ginn?

3. Wéini sinn déi nächst Reuniounе virgesinn?

Réponse (13/06/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

De generelle Prinzipp vum Gesetz vum 2. November 2021 zu der Proportionalitéitskontroll virun der

Adoptioun vun enger neier Reegelung zu de Beruffer gesäit vir, dass de Staatsrot déi zentral Instanz ass fir d'Kontroll vun der Proportionalitéit, souwuel wat Gesetzprojete wéi och Projete vu groussherzogleche Reglementer ugeet.

Eng separat Prozedur ënnert der Form vun enger onofhängeger Kommissioun, déi en Avis ofgëtt, ass virzegesi fir déi spezifesch a seele Fäll vun:

– groussherzogleche Reglementer, déi an der Urgence ausgeschafft ginn an déi Reegelen am Beräich vun de reglementéierte Beruffer virgesinn, fir déi déi legislativ Prozedur keen obligatoreschen Avis vum Staatsrot virgesäit;
– administrativen Dispositiounen, déi vu Ministere geholl ginn an déi eng Professioun reglementéieren.

Déi genannte Kommissioun gouf bis elo nach net zesummegeruff, well et nach keen Text ginn ass, deen ënnert dëser Prozedur hätt missen aviséiert ginn. De Prinzipp ass, dass dës Kommissioun op enger ad hoc Basis wäert aberuff ginn, wann Texter ënnert dës spezifesch Prozedur falen.

Groupe d'amis sur le vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) | Question **8028** (24/05/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Le 4 mai 2023, dix États membres de l'Union européenne, sur initiative de l'Allemagne, se sont unis en tant que « Groupe d'amis sur le vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ». En ce faisant, ce groupe poursuit une amélioration au niveau de l'efficacité des travaux. Par un recours au vote à la majorité qualifiée (VMQ), le groupe d'amis vise notamment à éviter des minorités de blocage et à accélérer la prise de décision au sein de l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre, estime-t-il que le but recherché par ce « groupe d'amis » est compatible avec l'esprit européen et la démocratie communautaire ?

2) Sachant que le Conseil européen doit voter à l'unanimité sur un certain nombre de domaines dits « sensibles » et dont fait partie la PESC, qu'en est-il de l'impact réel d'un « groupe d'amis » au sein de l'Union européenne quant au processus de la prise de décision ?

3) Monsieur le Ministre n'a-t-il pas crainte qu'un groupe à part puisse davantage enfoncer un coin entre les États membres participant au groupe et les États membres exclus ?

Réponse (22/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Oui. Le Groupe d'amis sur le vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) vise à contribuer à l'amélioration de l'efficacité et de la rapidité de la prise de décision en matière de la PESC afin de renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur de la politique étrangère. Le groupe est ouvert à tous les États membres. La participation luxembourgeoise à ce groupe s'inscrit dans le respect de l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, qui préconise que le Luxembourg s'engagera en faveur d'une prise de décision à la majorité qualifiée dans le processus décisionnel dans la PESC.

ad 2) L'impact réel est la suggestion de pistes de réflexion visant l'amélioration du processus décisionnel dans le domaine de la PESC selon les modalités actuellement prévues par les traités. Ceci inclut notamment l'abstention constructive au Conseil, un recours accru à la majorité qualifiée comme prévu par l'article 31 (2) TUE, et la clause passerelle spécifique de l'article 31 (3) TUE, toujours dans le domaine de la PESC. Il est clair que dans ce dernier cas, l'activation de la clause passerelle dépend d'une décision adoptée à l'unanimité par le Conseil européen, de sorte que tous les États membres de l'UE doivent être d'accord avant de pouvoir activer cette clause.

ad 3) Le Groupe d'amis partagera les résultats de ses délibérations avec l'ensemble des États membres de l'UE et tous les États membres souhaitant délibérer des sujets susmentionnés sont encouragés à participer au débat.

Aides au logement | Question **8029** (24/05/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Logementskris huet am leschte Joer staark evoluéiert. D'Resultat ass awer nach ëmmer dat selwecht: Ëmmer manner Leit kënnen sech een Eegenheem leeschten. Wann de Stat Hëllefe proposéiert, sinn dës och net ëmmer de Leit bekannt. An dësem Fall geet et ëm Leit, deenen hire Revenu net niddreg genuch ass, fir kënne vun der Gestion locative ze profitéieren, déi sech awer och mat Hëllefe wéi dem Bëllegen Akt keen Doheem kënne kafen a kee Prêt vun enger Bank kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wat mécht d'Regierung fir déi Leit, déi net vun der Gestion locative kënne profitéieren, deenen awer gläichzäiteg de Revenu feelt, fir sech eppes selwer ze kafen?

Réponse (26/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Fir de Leit ze hëllefen, deenen et u Revenu feelt, fir sech eng Wunneng kënnen ze kafen, huet de Wunnengsbauministère eng ganz Panoplie vu Moossnamen en place gesat.

1. D'Loyerssubventioun

Fir unzefänke sief do op d'Loyerssubventioun higewisen, déi an de leschte 5 Joer zweemol substanziell an d'Luucht gesat gouf. Dës finanziell Bäihëllef gëtt vum Wunnengsbauministère accordéiert an hëlleft Stéit mat niddregem Akommes, fir Zougang zu enger adequater Locatiounswunneng ze kréien.

De Betrag vun dëser Hëllef, déi all Mount ausbezuelt gëtt, gëtt jee no Akommes an der Zesummesetzung vum Stot festgeluecht.

Mam Onlinerechner kann eng Schätzung vun der méiglecher Loyerssubventioun ermëttelt ginn.

Mat der Reform vun der Loyerssubventioun, déi den 1.8.2022 a Kraaft getrueden ass, kënne méi Leit vun der Loyerssubventioun profitéieren an d'Montante si gehéicht ginn.

Den Impakt ka mat follgende Beispiller illustréiert ginn.

Virun der Reform huet e Stot mat zwee Kanner an engem Akommes vu 4.500 € pro Mount an engem Loyer vun 1.800 € eng Loyerssubventioun vun 187 € de Mount kritt. Dem Stot sinn 2.887 € iwwreg bliwwe fir ze liewen, nodeems de Loyer bezuelt war.

No der Reform kritt dee selwechte Stot ënnert de selwechte Konditiounen eng Loyerssubventioun vun 360 € de Mount. Et bleiwen deem Stot, nodeems de Loyer ofgaangen ass, nach 3.060 € iwwreg fir ze liewen. D'Verdueblung vun der Finanzhëllef bedeit eng Erhéijung vu 6 % vum disponibelen Akommes.

Dee selwechte Stot kritt mat der Reform ëmmer nach eng Loyerssubventioun vun 336 €, wann d'Nettoakommes vum Stot op 5.400 € klëmmt. Virun der Reform huet dee Stot just 30 € kritt.

E Stot vun enger Persoun mat engem Akommes vun 2.400 € de Mount an engem Loyer vun 900 € huet virun der Reform 134 € Loyerssubventioun kritt. Der Persoun sinn dunn nach 1.634 € iwwreg bliwwe fir ze liewen. Mat der Reform kritt déi Persoun, ënnert de selwechte Konditiounen, eng Loyerssubventioun vun 200 € de Mount. Et bleiwen hir deemno 1.700 € fir ze liewen. Dat ass e Plus vum disponibelen Akommes vu 4 %!

An der Moyenne ass d'Loyerssubventioun mat der Reform ëm 78 % an d'Luucht gaangen, an ass vun 157 € de Mount pro Stot op 280 € gehéicht ginn!

Insgesamt goufen iwwert dee Wee am Joer 2022 ronn 17 Milliounen € u Subventiounen ausbezuelt. Dëse Montant wäert sech fir d'Joer 2023 op ronn 30 Millioune belafen, well d'Reform réischt am August 2022 a Kraaft getrueden ass.

Nieft der Loyerssubventioun gëtt et och d'Garantie locative, déi de Leit hëlleft, déi net déi néideg Garantie kënnen opbréngen, fir eng Wunneng ze lounen.

2. Hëllefen, fir den Accès zur Proprietéit ze erliichteren

Déi Hëllefen, déi de Ministère en place gesat huet, fir den Accès zum Wunnen ze erliichteren, sinn am Rapport annuel am Detail duergeluecht.

Insgesamt goufen iwwert dee Wee am Joer 2022 ronn 25 Milliounen € u Subventiounen a Subsiden ausbezuelt.

Ech verweise fir méi Detailer op de genannte Rapport annuel, vun deem der och d'Säiten 32 bis 42 an der Annex reproduzéiert erëmfannt.

3. Ausbau vum ëffentlech abordabele Wunnengspark

Fir e Wunnrecht fir jiddereen ze garantéieren, gesäit déi „national Strategie fir bezuelbaart Wunne" vir, datt de Stock vu knapp 2 % ëffentlech abordabele Wunnenge massiv ausgebaut gëtt. Zil ass, fir op d'mannst 10-mol méi där Wunnengen ze schafen, fir besonnesch déi 20 % vun eiser Bevëlkerung, déi et am meeschte brauchen.

Déi ëffentlech Investissementer an den ëffentleche Wunnengsbau si vu 40 Milliounen € am Joer 2017 op 173 Milliounen € am Joer 2023 geklommen[6]. De Stock u bezuelbaren ëffentleche Locatiounswunnenge vun den ëffentleche Promoteuren (Gemengen, Fonds du logement, SNHBM) ass bannent engem Joer ëm 5 % an d'Luucht gaangen a louch op den 31.12.2023 bei 4.065 Wunnengen. 950 zousätzlech Wunnengen, déi am Inventaire vum Fonds spécial opgelëscht sinn, sinn drop an drun, fäerdeggestallt ze ginn.

An dëser Legislatur sinn 10 Finanzéierungsgesetzer fir grouss ëffentlech Wunnprojete vun der Chamber gestëmmt ginn oder si sinn an der Preparatioun. Dës Projete representéieren 3.300 Wunnenge mat enger staatlecher Participatioun vun 1,5 Milliarden €.

Déi zousätzlech Instrumenter vum Pacte Logement 2.0 an d'Reform vum abordabele Wunne ginn dëser Dynamik en zousätzlechen Opdriff. Dës Strategie fir bezuelbaart Wunne wäert, mëttelfristeg, e global positiven Impakt op d'Wunnoffer an deemno op d'Präisser um Wunnengsmaart hunn.

Normes européennes applicables pour la construction d'une étable au Luxembourg | Question **8030** (25/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

[6] Quell: Rapport 2023, Fonds spécial de soutien au développement du logement

Den Här Minister sot an der Reunioun vun der Agrarkommissioun vum 28. Abrëll sënngeméiss, datt laut der europäescher Reglementatioun an Zukunft Ställ just nach dierften no der Bionorm gebaut ginn.

An deem Zesummenhang wëll ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Wat fir eng europäesch Reglementatioun gesäit vir, datt och Betriber, déi net biologesch schaffen, déi europäesch Bionorme beim Bau vu Ställ mussen erfëllen?

– Kann de Minister eis dës Reglementatioun zur Verfügung stellen?

Réponse (22/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Deen aktuelle Gesetzesprojet betreffend déi nohalteg Ënnerstëtzung vun de ländleche Gebidder, deen sech de Moment um Instanzewee befënnt, gesäit vir, dass, fir an de Genoss vun enger Ënnerstëtzung fir een neie Stall kënnen ze kommen, déi betreffend europäesch Bionorme mussen erfëllt ginn. Am Fall wou Bäihëllefe fir Aarbechten un engem bestoende Stall gefrot ginn, sinn dës Normen och applikabel fir déi Partie vum Gebai, wou d'Aarbechte realiséiert ginn. Déi betreffend Bäihëllefen an d'Normen an aner minimal Konditiounen, déi bei Investitiounsbäihëllefe mussen agehale ginn, hunn als Zil, déieregerecht Ställ ze förderen an déi einschlägeg Emissioune sou niddereg wéi méiglech ze halen. Doriwwer eraus ass de Betrib dann och virbereet, fir eng eventuell Ëmstellung op déi biologesch Landwirtschaft ze maachen.

Gi keng Bäihëllefen ugefrot, ass de Bauer fräi ze decidéieren, ob hien sech un den europäesche Bionormen orientéiert oder net.

Doriwwer eraus gëtt aktuell un der Neifaassung vun der europäescher Industrieemissiounsrichtlinn geschafft, an där groussen Déierenhaltungsbetriber kloer Leitlinne virgi ginn, fir déi richteg Investitiounen ze tätegen, fir dass d'Schuedstoffemissioune wierksam reduzéiert ginn.

Zil vun der Regierung ass et, fir déi landwirtschaftlech Betriber effikass an zilorientéiert bei hiren Investitiounen ze ënnerstëtzen, fir modern an déieregerecht Ställ kënnen ze baue respektiv sou ze moderniséieren, dass si och deene kommenden Emissiounsrichtlinne gerecht ginn.

Ligne de bus K45 | Question **8031** (25/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Et ass wierklech eng exzellent Nouvelle, datt de Bus K45 och dat nächst Schouljoer weider tëscht Buerschent iwwer Bierden op Dikrich fuere gelooss gëtt.

Mir ass awer an Tëschenzäit an deem Kontext vu betraffene Leit gemellt ginn, datt d'Schülerinnen a Schüler aus dem Dikricher Kolléisch (LCD) um Réckwee eng zimmlech laang Waardezäit zu Ettelbréck hunn. D'Coursen zu Dikrich halen nämlech um 14.35 Auer op. Déi Jonk mussen awer no hirem Depart zu Dikrich ronn 25 Minutten op de Linnebus 134 waarden, dee géint 15.00 Auer zu Ettelbréck ukënnt an um 15.26 Auer do op der Gare fortfiert. Zu Bierden ass de Bus dann theoreetesch um 15.35 Auer – wat awer wéinst dem Stau zäitlech seelen erausgeet. Dacks ass en nämlech ëm dës Zäit eréischt um Arrêt „Ancienne clinique" ukomm, sou datt d'Kanner net viru 16.00 Auer zu Bierden sinn.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Gëtt d'Schülerbuslinn Dikrich–Ettelbréck–Bierden–Buerschent och an deem Sënn iwwerschafft, datt déi betraffe Schülerinnen a Schüler däitlech manner laang waarde mussen?

– Kënnen d'Schülerinnen a Schüler aus dem Nordstad-Lycée och vun dëser Linn profitéieren?

Réponse (26/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den opgeworfene Problem vun der Schülerlinn K45 ass bekannt. Aus deem Gronn gëtt den Horaire fir de Fuerplangwiessel am September ugepasst. D'Course 6550 vun der Linn 134 wäert dann 10 Minutten éischter zu Ettelbréck fortfueren.

Installations photovoltaïques | Question **8032** (25/05/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Paul Galles** (CSV)

An de leschte Méint heefen sech d'Fäll, dass Projete mat gréissere PV-Anlagen, sief et op groussen Diecher vun ëffentleche Gebaier oder op Hale vu Bauerenhäff, net kënne realiséiert ginn. D'Begrënnung vun der Creos ass oftmools, datt déi lokal Netzinfrastrukturen et net hierginn, esou vill Stroum an d'Netz kënnen ze speisen. Am Kontext vun der grousser Erausfuerderung vun der Energietransitioun si mir awer zwéngend op déi erneierbar Energien ugewisen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Energieminister stellen:

– Ass sech de Minister dëser Problematik bewosst?

– Wat gesäit de Minister vir, fir dëser Problematik kuerz-, mëttel-, a laangfristeg entgéintzewierken?

– Wéi wëll de Minister den Ausbau vun den Netzinfrastrukture besser virubréngen, fir dass an Zukunft méi einfach PV-Anlagen uechtert d'Land ouni gréisser Limitatioun an Upassungen (z. B. duerch en Traffo op Käschte vum Aspeiser vun der Energie) un d'Netz kënne goen?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Am Kontext vun dëser Problematik ass et wichteg drun ze erënneren, dass d'Netzbedreiwer laut dem Artikel 5 vum Stroumgesetz[7] d'Obligatioun hunn, an hirem Netzgebitt all Ufro fir en Uschloss nozekommen an dem Client eng Käschteschätzung fir dësen Uschloss matzedeelen. An der Reegel muss fir Anlagen tëschent 70 an 200 Kilowatt en neien Uschloss un den noosten Traffo realiséiert ginn, an iwwer 200 Kilowatt en eegenen Traffo fir de Projet installéiert ginn. Dës Käschte kënnen, virun allem ausserhalb vum Bauperimeter a fir gréisser Anlagen esou héich ginn, dass de Projet wirtschaftlech kaum nach realiséierbar ass. Dëse Phänomeen, deen déi éierewäert Deputéiert beschreiwen, gëtt et also effektiv, e betrëfft awer nëmmen e ganz klenge Prozentsaz vun den Anlagen, déi geplangt ginn. Op Nofro hin huet d'Creos matgedeelt, dass säit Ufank 2022 vun engem Total vu 4.176 Demanden, fir PV-Anlagen unzeschléissen, an 31 Fäll déi gefroten Anlag net konnt ugeschloss ginn. Bei dëse Fäll handelt et sech gréisstendeels ëm gréisser Anlagen, fir déi d'Netz op där Plaz misst ausgebaut ginn oder en eegenen Traffo fir d'Anlag huet misse virgesi ginn. Bei Agri-PV-Projete mat Leeschtungen am Megawattberäich kann et virkommen, dass d'Anlag net kann ugeschloss ginn, well d'Mëttelspannungsnetz net dofir ausgeluecht ass.

Och wann d'Stroumnetz zu Lëtzebuerg am europäesche Verglach gutt ausgebaut ass, ass et also net ze verhënneren, datt et vereenzelt dozou kënnt, dass punktuell net genuch Kapazitéit am lokale Stroumnetz ass, fir gréisser Fotovoltaikprojeten ëmzesetzen. D'Netzbedreiwer sinn sech dëser Erausfuerderung bewosst a plange stänneg un enger Entwécklung vun den Netzer, déi am Aklang mat der Evolutioun vun der Energietransitioun ass.

An deem Kontext ass notamment am ëmgeännerte Stroumgesetz rezent eng Obligatioun fir all Netzbedreiwer agefouert ginn, fir Netzentwécklungspläng opzestellen an ëffentlech ze consultéieren. Dës Pläng sollen déi zukünfteg Besoine méi siichtbar maachen an de Gestionnairen als Outil déngen, fir hiert Netz méi effizient an nach méi bedarfsgerecht auszebauen. Plazen, wou et eventuell Enkpäss gëtt, kënnen esou proaktiv identifizéiert a prioritär ausgebaut ginn.

E Grond, firwat et virun allem op méi ofgeleeëne Plaze wéi Aussiidlerhäff ëmmer kann zu Netzenkpäss kommen, wann eng Fotovoltaikanlag geplangt gëtt, ass, dass bei der Planung vum Netz eng Produktiounsanlag net betruecht gouf. D'Netzbedreiwer hunn hir Planungscritèrë fir nei Netzdeeler a Reseauen, déi erneiert ginn, rezent ugepasst fir sécherzestellen, dass op deene Plazen, wou de Reseau nei geluecht gëtt, d'Kapazitéit den zukünftege Besoine vun der Energietransitioun gerecht gëtt. Dës Critèrë stellen z. B. sécher, dass innerhalb vum Bauperimeter op all Haus eng PV-Anlag vun op d'mannst 20 Kilowatt ka geluecht ginn. D'Stroumgesetz bitt och neierdéngs eng legal Basis fir e Règlement grand-ducal, deen déi minimal Dimensionéierungscritèrë fir spezifesch Situatioune soll festleeën. Meng Servicer wäerten elo an Zesummenaarbecht mat den Netzbedreiwer eng Analys vun de Situatioune maachen, wou sou eng Virgab hëllefe kéint, Enkpäss an der Zukunft ze vermeiden.

Dat kierzlech ëmgeännert Stroumgesetz gesäit och d'Méiglechkeet vir, dass d'Netzbedreiwer Netzuschlëss ubidden, bei deenen déi gesamt Leeschtung net garantéiert ass. No dësem Konzept kann op Plazen, wou Netzenkpäss bestinn, dem Produzent oder Client ugebuede ginn, fir en Uschloss ze kréie mat engem reduzéierten Uschlosstariff, bei deem hien zu Zäite vun operative Restriktiounen, also wa grad net genuch Kapazitéit verfügbar ass, muss seng Leeschtung reduzéieren. De Rescht vun der Zäit kann en awer déi gefrote Leeschtung notzen, an domat an deene meeschte Fäll säi Projet ëmsetzen.

Ofschléissend wier nach ze soen, dass d'Creos, fir och der mëttel- a laangfristeger Entwécklung vum Stroumreseau kënne Rechnung ze droen, aktuell och d'Netzer um Niveau vun der Héichspannung verstäerkt. Den Detail vun de geplangte Projete kann een dem Netzentwécklungsplang vun der Creos enthuelen[8]. Besonnesch ervirzehiewen ass de Projet 380, deen d'Importkapazitéit aus Däitschland signifikant ausbaue wäert, an d'Verstäerkung vum Héichspannungsnetz a verschiddenen Deeler vum Land. Dës wäert et erlaben, méi erneierbare Stroum an den nationale Reseau integréieren ze kënnen.

Rapport annuel de l'ITM pour l'année 2022 | Question **8033** (25/05/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le rapport de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour l'année 2023 indique que le montant des amendes infligées par l'ITM dans le cadre de ses contrôles est monté à 10,42 millions d'€ en 2022. Ce montant a donc atteint un nouveau point culminant après qu'il avait atteint 8,9 millions d'€ en 2020 et 9,2 millions d'€ en 2021.

[7] Loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

[8] https://www.creos-net.lu/fileadmin/dokumente/NEWS/pdf/2020-2023/20210820_Network_Development_Plan_2040_-_HV_Transport_Grid__final__mod2022.pdf

Le nombre de contrôles effectués par les agents de l'ITM suivrait selon les rapports annuels une trajectoire semblable à celle des amendes avec plus de 10.000 contrôles en 2022 contre 8.500 en 2021 et 7.400 en 2020. Même si l'évolution de ces chiffres peut être due à l'impact de la pandémie de la Covid-19, il en ressort qu'une augmentation des contrôles conduit à une augmentation comparable des amendes ce qui pose la question de la dissuasivité des modes de contrôle en place.

Dans un reportage télévisé du 21 avril 2023, Monsieur le Directeur de l'ITM a précisé dans ce contexte que les amendes n'auraient pas toujours un caractère dissuasif pour les employeurs contrairement aux fermetures de chantiers.

Une des missions principales de l'ITM étant la protection de la sécurité et de la santé des salarié.e.s sur leur lieu de travail, l'objectif poursuivi par le régime des contrôles et des amendes serait évidemment la réduction des risques de santé et de sécurité des salarié.e.s et la prévention des accidents. Or, les chiffres de l'Association d'assurance accident (AAA) montre qu'au contraire, la fréquence des accidents est repartie à la hausse en 2021 et reste très élevée dans nombre de secteurs économiques comme le bâtiment, l'industrie, l'intérimaire ou encore la santé et l'action sociale. Les chiffres pour l'année 2022 n'ont pas encore été publiés par l'AAA.

Dans ce contexte je voudrais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire les questions suivantes :

1) Le montant total des amendes infligées a-t-il effectivement été payé ? Quel est le montant des amendes effectivement payé à l'Administration de l'enregistrement ? Dans la négative à la première question, quelles sont les raisons pour le non-paiement d'amendes ?

2) Comment s'explique la baisse conséquente des fermetures de chantiers en 2022 par rapport à 2020 et 2021 tout en sachant que l'activité économique dans ce secteur était moins prononcée pendant ces deux années ?

3) Au vu de l'augmentation des accidents de travail en 2021 et en attendant le bilan de l'AAA pour 2022, Monsieur le Ministre estime-t-il que le travail de prévention d'accidents est suffisamment efficace ?

4) Au vu de la fréquence élevée des accidents de travail dans les secteurs cités plus haut, existe-t-il des stratégies de prévention spécifiques pour ces secteurs à risque ? Si oui, Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions ?

5) Comment Monsieur le Ministre voit-il l'image de l'ITM ? Est-il d'avis comme l'a affirmé Monsieur le Directeur lors de la présentation du rapport annuel que l'image de l'ITM devrait être améliorée ? Dans l'affirmative, dans quelle direction l'image de l'ITM devrait-elle évoluer ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) En ce qui concerne les amendes administratives qui peuvent être infligées par l'ITM en matière de détachement de salariés, l'article L. 143-2, paragraphe 1er, du Code du travail dispose que : « Les infractions aux dispositions des articles L. 142-2, L. 142-3 et L. 281-1 sont passibles d'une amende administrative entre 1.000 et 5.000 euros par salarié détaché et entre 2.000 et 10.000 euros en cas de récidive dans le délai de deux ans à compter du jour de la notification de la première amende. Le montant total de l'amende ne peut être supérieur à 50.000 euros. [...]. »

Pour les 5 dernières années, les amendes administratives suivantes ont été prononcées et payées en matière de détachement de salariés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne les amendes administratives qui peuvent être infligées en cas de non-respect des injonctions de l'ITM en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, l'article L. 614-13, paragraphe 5, du Code du travail dispose que : « Le montant de l'amende administrative est fixé selon le degré de gravité de l'infraction par le directeur de l'Inspection du travail et des mines à :

a) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application de l'article L. 614-4 ;
b) entre 1.000 euros et 25.000 euros pour les infractions qui ont été notifiées en application de l'article L. 614-5 ;
c) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application des articles L. 614-6 et L. 614-8 à L. 614-11 ;
d) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application de l'article L. 246-3, paragraphe 5. [...]. »

Pour les 5 dernières années, les amendes administratives suivantes ont été prononcées et payées en cas de non-respect des injonctions de l'ITM en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

L'ensemble des amendes administratives suivantes (total des amendes administratives des deux tableaux précédents) ont été infligées par l'ITM au cours des 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

À noter également que le recouvrement des amendes administratives est effectué par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

La différence entre les montants des amendes prononcées et ceux des amendes effectivement payées s'explique par un manque d'effectifs auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

À noter également qu'un décalage subsiste entre le moment où l'amende est infligée et celui où celle-ci est recouvrée qui découle du délai de recours de trois mois dont disposent les entreprises concernées pour intenter une action devant les juridictions administratives.

Par ailleurs, en ce qui concerne les entreprises détachantes, le principe de la territorialité ne permet pas à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA de procéder au recouvrement forcé des amendes sur le territoire des autres États membres.

Enfin, la différence entre les montants des amendes prononcées et ceux des amendes effectivement payées résulte également du fait que certaines entreprises ont été déclarées en faillite ou bien ont cessé leurs activités après avoir été sanctionnées.

ad 2) Le nombre de fermetures complètes ou partielles suite à des contrôles en matière de sécurité et santé au travail sur des chantiers temporaires ou mobiles a évolué comme suit entre 2019 et 2022 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Néanmoins, le nombre des contrôles qui ont été effectués par l'ITM au cours des 5 dernières années, que ce soit en matière de sécurité et santé au travail sur des chantiers temporaires ou mobiles ou en entreprise ou bien en matière de conditions de travail, ont continuellement augmenté comme le démontrent les chiffres résultant des différents rapports annuels de l'ITM.

Le tableau suivant reprend les chiffres clés relatifs aux effectifs et activités de l'ITM des 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les tableaux suivants reprennent le détail des contrôles de l'ITM ainsi que leurs suites (régularisations ou amendes) sur les 5 dernières années :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il s'avère que l'augmentation des contrôles a pour corollaire une augmentation du nombre des amendes administratives.

À noter toutefois que le nombre des amendes qui ont été infligées suite à un contrôle en matière de sécurité et santé au travail n'est pas aussi élevé qu'en matière de détachement de salariés ou de conditions de travail.

Ceci s'explique par le fait que les mesures les plus efficaces en matière de sécurité et de santé au travail sont celles ordonnant l'évacuation des lieux de travail menacés, la fermeture complète ou partielle de ces lieux, l'interdiction d'utilisation des machines, des appareils, des outils, des installations, ou de tout autre équipement utilisé au travail, l'arrêt du travail du salarié ou bien les mesures d'urgence, à des fins de remise en état et de cessation de violations des lois en relation avec la sécurité et la santé des salariés sur le lieu de travail.

À noter également que le nombre des mesures prononcées en matière de sécurité et santé au travail a continuellement augmenté au cours de 5 dernières années.

Ainsi, malgré la baisse de fermetures de chantiers en 2022, l'ITM a tout de même contribué à réduire les risques de sécurité et de santé au travail des salariés par l'augmentation des contrôles et des mesures qui ont été prononcées en matière de sécurité et santé au travail.

ad 3) L'ITM a notamment comme mission de contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail englobant la sécurité et la santé du salarié, ceci dans le cadre du droit du travail dans toutes ses dimensions.

Dans le cadre de ses missions, l'ITM a comme première compétence de conseiller et d'assister les salariés et les employeurs, de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de la sécurité et santé au travail.

Son rôle consiste ensuite également de veiller et de faire veiller à l'application de la législation notamment aux conditions de travail et à la protection des salariés et de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de sécurité et santé au travail.

Ce n'est que lorsque les employeurs ou les salariés ne se conforment pas aux dispositions précitées que l'ITM peut leur infliger des amendes administratives ou bien aviser le procureur d'État sur les infractions constatées.

En ce qui concerne la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'ITM a continué à développer la formation des inspecteurs du travail en vue d'améliorer la qualité des échanges et des collaborations entre ces derniers et les employeurs ainsi que

les salariés permettant ainsi une meilleure prévention des risques dans tous les secteurs économiques confondus, de continuer à recruter de nouveaux inspecteurs du travail et de continuer à augmenter le nombre de contrôles en vue de veiller et faire veiller à ce que les dispositions légales en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail soient respectées par tous les acteurs concernés aux fins de réduire les accidents de travail et les maladies professionnelles.

Par ailleurs, l'ITM a continué à développer les formations externes, ensemble avec des organismes de formation, en faveur notamment des travailleurs désignés et des coordinateurs de sécurité et santé au travail aux fins de contribuer au développement d'une culture de prévention en matière de sécurité et santé au travail et de coopération entre les différents acteurs du monde du travail.

Aussi, l'ITM a effectué en 2022 plusieurs campagnes de prévention concernant, par exemple, le travail en hauteur ou le fait de se protéger sur son lieu de travail (campagne super-héros). L'ITM a également organisé et participé à des conférences, comme par exemple, celle sur les troubles musculosquelettiques (campagne « Lieux de travail sains » 2020-2022), celle en partenariat avec l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB) « Sécurisons nos travaux en hauteur ! » ou celle de la journée mondiale de la sécurité et santé au travail 2022, afin de sensibiliser tous les acteurs à cette problématique.

ad 4) Actuellement, le MTEESS, en collaboration avec l'ITM et les acteurs concernés, est en train de mettre en place une stratégie nationale en matière de sécurité et santé au travail, dont le but est de réduire sensiblement les accidents de travail et les maladies professionnelles dans tous les secteurs économiques confondus et non seulement pour ceux du bâtiment, l'industrie, l'intérimaire ou encore la santé et l'action sociale.

À noter également que la prévention ne constitue qu'un seul élément de cette stratégie.

Un autre élément de cette stratégie constitue le débat sur la mise en place d'un système d'inspection unique et le regroupement des compétences de prévention en matière de sécurité et santé au travail sous l'égide de l'ITM, ce qui permettrait également de contribuer à accroître le développement d'une culture de prévention en matière de sécurité et santé au travail et de réduire davantage le nombre et la gravité des accidents du travail et des maladies professionnelles.

À noter que cette approche a été corroborée par le Conseil d'État dans son avis du 14 juillet 2009 dans le cadre de la réforme de l'Association d'assurance accident (projet de loi n° 5899-6, page 18) qui a précisé qu'« à moyen terme, le législateur serait bien inspiré de regrouper les compétences en matière de sécurité et de santé au travail dans une structure unique ».

ad 5) En ce qui concerne l'image de l'ITM, il est indéniable que cette dernière a très sensiblement été améliorée au cours des dernières années, mais l'ITM est très souvent encore perçue comme étant uniquement une autorité de contrôle ou une instance sanctionnatrice alors que l'ITM est avant tout un partenaire des entreprises et des salariés dans la lutte contre les accidents et maladies du travail et pour la protection de la santé et sécurité au travail.

Or, comme l'a affirmé son directeur, la volonté subsiste de mettre plus en avant le conseil et assistance, qui est la mission principale de l'ITM depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines.

L'ITM devrait avant tout être perçue comme une instance d'assistance, dont le rôle serait nettement plus accentué en matière préventive.

En effet, nous considérons que les politiques d'inspection essentiellement axées sur la coercition sont peu efficaces, car elles conduisent l'entreprise à substituer la prévention de la sanction à la prévention du risque lui-même.

Dans le cadre de cette mission de conseil et d'assistance, il s'agit avant tout de convaincre les entreprises de mettre elles-mêmes en œuvre des systèmes de management et gestion de la sécurité et de la santé au travail qui seraient bénéfiques non seulement pour le bien-être des salariés, mais également pour la compétitivité et l'attractivité des entreprises.

Ce n'est que si le système mis en place par l'entreprise ne produirait pas les résultats escomptés que l'ITM interviendrait coercitivement.

Réforme du code des douanes européen | Question **8035** (26/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Commission de l'Union européenne envisage de réformer le code des douanes européen.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances quel est le contenu de ce projet.

– Quels sont les changements visés à court et moyen terme ?

– En quoi les consommateurs seront-ils concernés par ces changements, notamment en matière de taxes douanières ?

Réponse (28/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

En date du 17 mai 2023, la Commission a présenté tout un paquet de mesures législatives visant à réformer l'union douanière dans son ensemble, à savoir :

1. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union et l'autorité douanière de l'Union européenne, et abrogeant le règlement (UE) n° 952/2013 ;
2. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 en ce qui concerne l'introduction d'un traitement tarifaire simplifié pour les ventes à distance de marchandises et le règlement (CE) n° 1186/2009 en ce qui concerne l'élimination de l'exonération des droits de douane ;
3. Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les règles de TVA applicables aux assujettis qui facilitent les ventes à distance de biens importés et l'application du régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de tiers.

D'après les termes employés par la Commission, il s'agit de la réforme « la plus ambitieuse et la plus complète de l'union douanière de l'UE depuis sa création en 1968 ».

Les motifs de cette réforme sont multiples et la Commission souligne particulièrement :

– l'accroissement du commerce électronique, surtout des envois de faible valeur (<150 euros) provenant de pays tiers et importés dans l'UE. Les ventes en ligne hors Union européenne ont substantiellement augmenté. Si en 2002 9 % des résidents européens (EU27) passaient des commandes en ligne hors Union européenne, en 2021 ils sont plus de 70 %. Le nombre d'envois de faible valeur importés est passé de 150 millions en 2015 à 2 milliards d'envois de ce type en 2021.

– le développement du nombre de législations sectorielles regroupées sous le terme de « mesures de prohibition et restriction (P&R) », lesquelles confèrent une compétence de contrôle aux douanes aux frontières extérieures de l'UE. La vérification précédant l'importation dans l'UE (mise en libre pratique) porte aujourd'hui sur plus de 350 législations différentes dont, entre autres, les domaines comme les biens culturels, la contrefaçon, les mesures sanitaires et phytosanitaires, la sécurité des produits. À ces mesures « P&R » existantes de nouvelles viendront s'ajouter par exemple celles du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières extérieures, de l'éco design ou encore de l'interdiction d'importation de produits issus du travail forcé.

Les ventes en ligne posent ainsi aux douanes un défi croissant tant fiscal, c'est-à-dire de la perception des taxes à l'importation, que non fiscal, c'est-à-dire du volet sureté et sécurité. Un autre défi pour les douanes consiste dans l'impératif de devoir s'adapter rapidement et en permanence aux changements géopolitiques et apporter leur soutien à la gestion des crises, à titre d'exemples le Brexit, la pandémie de la Covid-19 et les sanctions de l'UE, dernièrement celles prises dans le cadre de l'attaque militaire russe en Ukraine.

Finalement les douanes, en tant que facilitateur du commerce légal international, se doivent de participer à la simplification renforcée des formalités douanières évolutives et à la digitalisation progressive de celles-ci afin d'alléger la charge administrative des opérateurs économiques, notamment aussi pour les flux commerciaux de la vente en ligne et la logistique y relative.

Ainsi, la proposition de la Commission visée sub point 1er comprend trois éléments phares, à savoir :

– une plateforme (data space) pour la gestion des données douanières (collecte, analyse de risque et exploitation),
– une révision des procédures douanières par une approche modernisée pour le commerce en ligne, et
– la création d'une autorité douanière européenne pour assurer une uniformité poussée de la gouvernance en la matière au niveau européen et laquelle se verra confiée des missions diverses dont, entre autres, l'analyse de risque, la gestion de crise, la coopération et le support au déploiement des fonds prévus pour les douanes.

La proposition sub point 2° quant à elle établit un tarif douanier simplifié réparti sur 5 catégories, dont chacune comporte une série de marchandises toutes soumises au même droit de douane ad valorem :

– Catégorie A : 0 % ad valorem
– Catégorie B : 5 % ad valorem
– Catégorie C : 8 % ad valorem
– Catégorie D : 12 % ad valorem
– Catégorie E : 17 % ad valorem ;

et consacre un alignement aux dispositions de la directive TVA en matière de commerce électronique en abolissant le seuil actuel des 150 euros en dessous duquel les marchandises importées de pays tiers sont exonérées de tout droit de douane ad valorem. Ainsi, une fois la proposition applicable et comme pour la TVA et sauf le cas où la marchandise relèvera de la catégorie A susvisée, un droit de douane ad valorem sera dû à partir du 1er centime d'une marchandise importée d'un pays tiers.

La proposition de la Commission visée sub point 3° découlant en fait de la proposition sub point 2°, en soi de nature plus « technico-administrative », élargit le champ d'application de l'Import One Stop Shop (IOSS) mis en place en matière de TVA depuis le 1er juillet 2021. L'IOSS, aujourd'hui limité aux ventes à distance n'excédant pas

les 150 euros, sera ainsi disponible peu importe la valeur de la marchandise importée.

Quant aux changements visés à court et moyen terme :

1. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union et l'autorité douanière de l'Union européenne, et abrogeant le règlement (UE) n° 952/2013

Une fois le code des douanes de l'Union actuellement en vigueur complètement implémenté et le développement des systèmes électroniques requis par ce dernier terminé, la roadmap présentée par la Commission comprend les phases suivantes :

– À court terme, un « forerunner project » (2023-2025) visant à adresser les difficultés liées au commerce électronique, notamment pour analyser en détail les meilleures options techniques pour la mise en place du data space, établir le business case et effectuer une analyse de marché pour identifier les technologies adéquates.
– À moyen terme (2025-2030), après une évaluation du « forerunner project », l'interopérabilité du futur noyau embryonnaire du data space et de ses dépendances sont à assurer afin de garantir les prérequis pour une intégration des systèmes douaniers nationaux dans le data space. Dans cette phase d'élaboration d'une stratégie de migration un projet pilote pourrait être mis en place afin de partir sur un modèle opérationnel sécurisé adéquat et solide. Par la suite un portail et une interface pour les opérateurs économiques seront intégrés dans le concept du data space.
– À long terme (2030-2035), la phase de migration conclura l'intégration des systèmes douaniers nationaux dans le data space afin de le parfaire de manière à être conforme à la future législation douanière et d'y intégrer aussi les autres autorités mentionnées par la réforme (par exemple : les autorités de surveillance du marché).

2. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 en ce qui concerne l'introduction d'un traitement tarifaire simplifié pour les ventes à distance de marchandises et le règlement (CE) n° 1186/2009 en ce qui concerne l'élimination de l'exonération des droits de douane

La proposition de la Commission prévoit que le système du tarif simplifié basé sur 5 catégories de droits de douane ad valorem deviendra applicable à partir du 1er mars 2028.

3. Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les règles de TVA applicables aux assujettis qui facilitent les ventes à distance de biens importés et l'application du régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de tiers

La future directive est à transposer par les États membres pour au plus tard le 31 décembre 2027 afin que les dispositions puissent s'appliquer à partir du 1er mars 2028. Le système IOSS serait donc disponible peu importe la valeur des marchandises importées de pays tiers à partir du 1er mars 2028.

Quant à l'impact sur les consommateurs notamment en matière de taxes douanières l'impact final du paquet de réforme proposé par la Commission européenne sur les consommateurs dépendra bien évidemment du sort desdites propositions suite à la procédure législative européenne. Comme celle-ci n'a pas encore débuté, il convient de se limiter au seul impact potentiel des trois propositions tel que la Commission les conçoit actuellement. À cet égard, la mesure proposée d'abolir le seuil des 150 euros, montant à partir duquel des droits de douane ad valorem sont aujourd'hui dus sur les marchandises importées de pays tiers constituera certainement la mesure ressentie directement par les consommateurs. Sauf une marchandise classée catégorie A, l'abolition du seuil augmentera pour le consommateur les coûts en relation avec des marchandises importées à faible valeur par rapport à aujourd'hui.

Il convient de souligner que d'après l'analyse d'impact établie par la Commission, 40 % des consommateurs ayant participé à la consultation publique indiquent qu'une augmentation de 5 % des prix des marchandises importées n'aurait aucun impact sur leur comportement d'acheter en ligne en dehors de l'UE à condition que le prix total pourrait être payé au « checkout » en ligne.

Par contre, si les frais supplémentaires seraient collectés séparément, par exemple lors de la livraison du colis, 92 % des participants indiquent qu'ils achèteraient moins via les plateformes et parmi eux, 40 % cesseraient même de commander auprès de plateformes étrangères.

En tout cas, la Commission vise par ses propositions à contribuer à l'efficience de la chaîne d'approvisionnement internationale et à rendre les processus du commerce électronique plus transparents et prévisibles pour les consommateurs précisément en ce qui concerne les droits de douane à payer et à réduire la complexité des formalités douanières d'aujourd'hui.

Radars fixes à Hollerich | Question **8036** (26/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Alors que les radars fixes installés à la route d'Esch et dans la rue Dr Charles Marx à Hollerich détectant des excès de vitesse et le non-respect des feux rouges montrent des taux d'infractions comparables à d'autres radars installés dans notre pays, le radar installé à proximité du Lycée Aline Mayrisch à Hollerich est en train de battre tous les records.

Pour les seuls mois de décembre 2022 à mi-mai 2023, 51.000 infractions ont été constatées et ont donné lieu à des amendes de 49 € chacune. Un maximum de vitesse de 65 km/h a été mesuré alors que la grande majorité des véhicules flashés ne dépassaient que très légèrement la vitesse maximum. En extrapolant le nombre des infractions sur une année entière, le radar en question devrait atteindre près du quart de toutes les infractions détectées sur l'ensemble du pays.

Alors qu'il n'y a pas d'excuses pour les conducteurs verbalisés pour le non-respect de feux rouges, il faut constater que la situation est plus nuancée pour les légers excès de vitesse à l'approche de l'entrée de l'autoroute. En effet, il s'agit d'une route large à trois voies et le signalement de la vitesse maximale est plutôt discret. De plus, le panneau annonçant le passage de limite de vitesse de 50 km/h à 70 km/h est visible en fin de parcours et incite les automobilistes à accélérer la course.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre s'il n'estime pas que ce radar situé dans une zone qui n'est pas connue comme étant particulièrement dangereuse, devrait être mieux signalisé et que les panneaux signalisant la vitesse, respectivement les modalités de fonctionnement, devraient être revus. Ceci d'autant plus que la très grande majorité des conducteurs verbalisés ne sont pas de chauffards.

2) Quels sont les taux de dépassement de vitesse retenue constatés sur ce site ne dépassant pas les 10 km/h pour les 51.000 infractions pendant les cinq premiers mois ?

Réponse (12/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Deux accidents ont eu lieu en 2018 sur le carrefour contrôlé par le radar en question, causant un blessé grave et deux blessés légers. De plus, le carrefour se situe en face de plusieurs complexes scolaires et est fréquenté par de nombreux étudiants.

Depuis au moins 2011, les services de l'Administration des ponts et chaussées ont été contactés par les lycées des alentours au sujet des nombreux accidents qui se sont produits au carrefour entre le boulevard Pierre Dupong et la route d'Esch en direction d'Esch-sur-Alzette, notamment au niveau du passage pour piétons équipé de feux tricolores et emprunté par les lycéens afin de traverser la route d'Esch.

L'Administration des ponts et chaussées a procédé à un certain nombre d'améliorations du chemin scolaire, telles que la stabilisation et l'élargissement du chemin, la mise en place d'un mur de protection pour les piétons et enfin l'installation d'un radar feu rouge avec contrôle de la vitesse maximale autorisée afin de garantir la sécurité des piétons à cet endroit.

Vu la présence de piétons, il est absolument essentiel que la vitesse maximale autorisée soit limitée à 50 km/h, ce qui est clairement indiqué après la place de Hollerich. La transition vers une route à caractère périurbain, voire autoroutier, ne commence qu'après ledit carrefour et la limitation de vitesse se voit donc progressivement augmentée.

ad 2) Pour la période du 1er décembre 2022 au 31 mai 2023, le radar fixe en question a enregistré un total de 51.351 infractions valides. Le taux de dépassement de la vitesse retenue ne dépassant pas les 10 kilomètres à l'heure constitue 99,98 % des cas, ce qui revient à 51.341 infractions valides. Ainsi, seulement 10 infractions ont été validées avec une vitesse retenue dépassant les 10 kilomètres à l'heure.

Vaccins contre la bronchiolite chez les enfants | Question urgente **8385** (19/10/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An Ärer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8369 vum 5. Oktober 2023 hutt Dir bestätegt, datt eng 4.500 Dosen Nirsevimab den 21. September geliwwert gi sinn an datt d'Kannerdokteren iwwert d'Impfstoffbestellungsprozedur kéinten Dose bestellen. Mengen Informatiounen no kënnt et momentan awer zu engem Enkpass bei de Pediateren.

D'Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses gesi vir, datt Kanner, déi no dem 1. Januar 2023 gebuer gi sinn, sollen ab Oktober 2023 bei engem Pediater geimpft kënne ginn an datt Kanner, déi tëscht dem 1. Oktober 2023 an dem 30. Mäerz 2024 gebuer ginn, an der Maternité solle kënne geimpft ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass et richteg, datt momentan net genuch Dose fir all Pediater disponibel sinn?

2. Firwat gëtt sech an deem Kontext net un d'Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses gehalen?

3. Am Fall vun enger Infektioun vun engem Puppelchen, deen net konnt geimpft ginn, wat fir Precautiounen huet de Gesondheetsministère geholl, fir aner Kanner an de Crèchen ze schützen?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Réponse (27/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Gemäss de Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses, gouf den Eltere vu Puppelcher, déi tëscht Januar 2023 a September 2023 op d'Welt komm sinn, eng Impfung beim Pediater proposéiert an 80 % vun den Elteren hunn op dës Impfstoffer zeréckgegraff, wat ongeféier 4.000 Gebuerte representéiert. Déi Puppelcher, déi tëschent Oktober 2023 a Mäerz 2024 op d'Welt kommen, kënnen direkt an der Maternité geimpft ginn. Bis elo si ronn 80 % vun de Puppelcher op déi Manéier geimpft ginn. Dëst entsprécht ongeféier 2.600 Gebuerten.

Fir d'Saison 2023/2024 sinn am Ganze 14.200 Dose bestallt ginn, dovun 8.000 Dose fir 2023 a 6.200 Dose fir 2024. Vun der 1. Liwwerung den 21. September si 4.500 Dose betraff a bei der 2. Liwwerung den 20. Oktober nach emol 300 Dosen. Eng weider Liwwerung vun 3.200 Dosen ass fir den November geplangt.

Well déi éischt Bestellunge vun de Pediateren iwwert den deemools disponibele Stock erausgaange sinn, ass eng Ëmverdeelung virgeholl ginn tëschent den Dosen, déi de Maternitéen zur Verfügung gestallt goufen, an dem disponibele Stock fir d'Pediateren, an anerersäits sinn d'Bestellungen op 5 Dose pro Pediater limitéiert ginn. Op déi Manéier konnt deem temporairen Enkpass entgéintgewierkt ginn a mëttlerweil kënnen d'Pediateren och rëm weider Dose bestellen.

Réponse (30/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Gemäss de Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI), gouf den Eltere vu Puppelcher, déi tëschent Januar 2023 a September 2023 op d'Welt komm sinn, eng Impfung beim Pediater proposéiert. Et sief ënnerstrach, dass genuch Dosen den Ament zu Lëtzebuerg disponibel sinn, esou datt all de Pediateren den Accès op de Produit garantéiert ass. Netdestotrotz, well déi éischt Bestellunge vun de Pediateren iwwert den deemools disponibele Stock erausgaange sinn, ass eng Ëmverdeelung virgeholl ginn tëschent den Dosen, déi de Maternitéen zur Verfügung gestallt goufen, an dem disponibele Stock fir d'Pediateren. Anerersäits sinn d'Bestellungen op 10 Dosen (Beyfortus 100 mg) respektiv 5 Dosen (Beyfortus 50 mg) pro Pediater limitéiert ginn, esou datt jiddwer Pediater am Land d'Garantie huet, eng Commande erstellen ze kënnen. Op déi Manéier konnt deem temporairen Enkpass entgéintgewierkt ginn a mëttlerweil kënnen d'Pediateren och rëm weider Dose bestellen.

Déi Puppelcher, déi tëschent Oktober 2023 a Mäerz 2024 op d'Welt kommen, kënnen direkt an der Maternité geimpft ginn. D'Dosen innerhalb vun de Maternitéë sinn ausreichend present fir dës Puppelcher ofdecken ze kënnen.

ad 2. D'Quantitéiten, déi beim Fournisseur kontraktuell fir d'Direktioun vun der Santé reservéiert si fir d'Saison Hierscht-Wanter 2023/2024, si mat de Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses alignéiert.

Fir d'Saison 2023/2024 sinn am Ganze 14.200 Dosen bestallt ginn, dovun 8.000 Dose fir 2023 a 6.200 Dosen fir 2024. Mat der éischter Liwwerung den 21. September si 4.500 Dosen agetraff a mat der zweeter Liwwerung den 20. Oktober nach emol 300 Dosen. Eng weider Liwwerung vun 3.200 Dosen ass fir den November geplangt.

ad 3. Wann ee sech op d'Statistike vun den Neigebuerenen zu Lëtzebuerg vun de leschte Jore baséiert, sinn d'Quantitéiten, déi beim Fournisseur reservéiert si fir d'Saison 2023/2024, ausreichend fir engersäits d'Bëbeeën ze protegéieren, déi virun der Immunisatiounscampagne (Januar 2023 bis September 2023) gebuer sinn, wéi weiderhin och all déi, déi vum 1. Oktober u gebuer sinn. D'Direktioun vun der Santé empfeelt dréngleschst d'Immunisatioun an de Maternitéen.

D'Immunisatioun duerch Beyfortus ass iwwerdeems vum CSMI recommandéiert, fir de Risiko vu graven Infektioune vun den Otemweeër, déi RSV-bedéngt sinn, ze reduzéieren, wéi och de Risiko, hospitaliséiert mussen ze ginn, ze reduzéieren. Wéi och déi lescht Joren sinn d'Crèchë gehalen, d'preconiséiert Mesures d'hygiène unzewennen, fir de Risiko vun enger Infektiounstransmissioun generell ze reduzéieren.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1848

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 67 à 69	Questions au Gouvernement
p. 03-05	p. 06-15	p. 16-96	p. 96-99

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-15

Séances ..... p. 16-96

67e séance du mercredi 19 juillet 2023 p. 16-43

68e séance du mercredi 19 juillet 2023 p. 43-63

69e séance du jeudi 20 juillet 2023 p. 64-96

Questions au Gouvernement ..... p. 96-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
20/11/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Les prochaines générations hériteront du devoir de mémoire

À l'occasion de la Journée de la Commémoration nationale le 15 octobre 2023, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a assisté à une rencontre culturelle sur le thème de la mémoire au Atert-Lycée Redange.

Les élèves et les enseignants du Atert-Lycée ont réalisé bon nombre de projets de commémoration et leur engagement contribue à maintenir vivant le souvenir des événements de la Seconde Guerre mondiale en Europe et au Luxembourg, a estimé M. Etgen. « Il s'agit d'un travail de mémoire véritablement tangible », a-t-il souligné.

Le Président de la Chambre des Députés a ajouté que « les futures générations devront également contribuer au devoir de mémoire ». Cela lui semblait d'autant plus important que la paix ne peut plus être considérée comme une évidence. Le dernier exemple en date en est l'« attaque inacceptable » du Hamas contre l'État d'Israël.

Rappelons que la Journée de la Commémoration nationale tire son origine du recensement (« Personenstandsaufnahme ») du 10 octobre 1941 qui avait été organisé par les Nazis et déjoué par les résistants. Ceux-ci avaient demandé à la population luxembourgeoise de répondre trois fois par « luxembourgeoise » aux questions des Nazis sur la nationalité, la langue maternelle et la « race » des interrogés.

« La Journée de la Commémoration nationale est l'occasion de prendre à nouveau davantage conscience de notre responsabilité qui va de pair avec le devoir de mémoire et que nous devons à l'engagement de nos ancêtres pour un Grand-Duché libre », a ajouté le Président de la Chambre. « Nous devons intégrer dans notre vie quotidienne les valeurs pour lesquelles nos ancêtres se sont engagés », a-t-il encore souligné.

Avant de se rendre au Atert-Lycée, M. Etgen a assisté à plusieurs cérémonies de commémoration à Luxembourg-ville. Celles-ci se sont tenues au Monument national de la solidarité luxembourgeoise situé au lieudit « Kanounenhiwwel » ; au Monument à la mémoire des victimes de la Shoah « Kaddish », situé derrière la Cathédrale Notre-Dame ; devant le Monument du souvenir, l'emblématique « Gëlle Fra » ; au Mémorial de la déportation à Luxembourg-Hollerich et au Monument national de la résistance et de la déportation « Hinzerter Kräiz », situé au cimetière Notre-Dame.

© Atert-Lycée Redange

Le Président de la Chambre des Députés lors de la rencontre culturelle au Atert-Lycée Redange.

© SIP/ Jean-Christophe Verhaegen

La cérémonie au Monument national de la solidarité luxembourgeoise « Kanounenhiwwel »

© SIP/ Jean-Christophe Verhaegen

La cérémonie au Monument à la mémoire des victimes de la Shoah « Kaddish »

© SIP/ Jean-Christophe Verhaegen

La cérémonie devant le Monument du souvenir « Gëlle Fra »

© SIP/ Emmanuel Claude

La cérémonie au Mémorial de la déportation à Luxembourg-Hollerich

© SIP/ Emmanuel Claude

La cérémonie au Monument national de la résistance et de la déportation « Hinzerter Kräiz »

69e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Feu vert à la création d'un poste pour renforcer la résilience démocratique de l'Alliance

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas, Vice-Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN.

Dans le cadre de la 69e session annuelle, qui s'est tenue du 6 au 9 octobre 2023 à Copenhague, les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) ont réaffirmé l'importance de la mobilisation de l'OTAN en faveur de la défense des valeurs démocratiques communes et de l'ordre international fondé sur des règles. Il s'agit d'une tâche fondamentale qui, aux yeux de l'AP-OTAN, devrait être réalisée par la création d'un centre de résilience démocratique au siège de l'OTAN.

Dans ce contexte, et pour faire suite à la proposition exprimée par la délégation luxembourgeoise au cours de la dernière session de printemps, qui s'est tenue à Luxembourg au mois de mai 2023, l'Assemblée a donné son feu vert à la création d'un poste pour renforcer la résilience démocratique de l'Alliance, financé par la Chambre des Députés.

Aux yeux du Président par intérim, M. Michal Szczerba (Pologne), le sommet de Washington, qui marquera le 75e anniversaire de l'OTAN l'année prochaine, serait le bon moment pour « célébrer le fait que l'Organisation dispose d'un organe consacré à aider les Alliés et leurs partenaires à défendre nos valeurs ».

Organisée par le Folketing (le Parlement danois), la session d'automne, au cours de laquelle une série de questions en matière de défense et de sécurité euro-atlantiques ont été abordées, a réuni 274 parlementaires représentant les 31 États membres de l'OTAN, ainsi qu'une centaine de membres en provenance de quelque 25 pays partenaires et d'autres instances interparlementaires. Les participants ont également examiné les conclusions et les principales décisions prises lors du sommet de l'OTAN à Vilnius en juillet dernier.

À la suite de l'intervention du Président de la Verkhovna Rada, M. Ruslan Stefanchuk, les membres de l'Assemblée ont réitéré leur position ferme à l'égard de la Russie et rappelé leur soutien sans faille à l'Ukraine. « L'OTAN doit s'adapter à cette nouvelle ère de concurrence stratégique en faisant preuve d'unité, de détermination et d'engagement. Elle doit renforcer son dispositif de dissuasion et de défense, en particulier sur son flanc oriental », a insisté M. Szczerba.

Les membres ont ensuite entendu les interventions de la Première Ministre danoise, Mme Mette Frederiksen, du Président du Folketing, M. Søren Gade, du Secrétaire général délégué de l'OTAN, M. Mircea Geonna, ainsi que du Général d'armée aérienne, M. Philippe Lavigne, Commandant suprême allié transformation (SACT) de l'OTAN. Les membres ont en outre examiné les progrès accomplis en ce qui concerne le processus d'adhésion de la Suède à l'OTAN.

Session d'automne 2023 de l'APCE

Les crises internationales au cœur des débats parlementaires

La remise du Prix des droits de l'homme Václav Havel ainsi que des débats sur la situation humanitaire dans le Haut-Karabakh et sur l'escalade de la violence au Proche-Orient ont figuré parmi les temps forts de la session plénière d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

La remise du 11e Prix des droits de l'homme Václav Havel 2023 a marqué l'ouverture de la session plénière d'automne de l'APCE qui s'est déroulée du 9 au 13 octobre 2023 à Strasbourg. Ce prix, qui récompense des actions exceptionnelles de la société civile en faveur des droits humains, a été décerné cette année à M. Osman Kavala, défenseur turc des droits humains, qui se trouve actuellement en prison. Dans une lettre écrite de sa prison, lue à haute voix devant l'Assemblée par son épouse, Mme Ayşe Buğra, M. Kavala s'est dit honoré par la décision du jury et a dédié le prix à ses « concitoyens illégalement maintenus en prison ».

Remise du Prix des droits de l'homme Václav Havel, d'un montant de 60.000 euros, à l'épouse du défenseur turc des droits humains, M. Osman Kavala, par le Président de l'APCE, M. Tiny Kox

Un débat d'actualité sur « l'escalade de la violence au Proche-Orient suite à l'attaque récente du Hamas contre Israël » figurait entre autres à l'ordre du jour. Les parlementaires ont majoritairement exprimé leur solidarité envers Israël et les familles des victimes. Le rapporteur de l'APCE sur la situation au Moyen-Orient et député italien, M. Piero Fassino, a mis en avant la nécessité pour la communauté internationale de relancer une initiative politique et diplomatique « ouvrant la voie à une solution négociée – la seule qui puisse garantir la paix – en abandonnant toute attitude attentiste ».

Dans le cadre d'un débat d'urgence sur la situation humanitaire dans le Haut-Karabakh, les parlementaires des 46 États membres du Conseil de l'Europe ont adopté une résolution appelant l'Azerbaïdjan à « assurer un climat de confiance et des conditions matérielles satisfaisantes » pour que les Arméniens du Haut-Karabakh puissent retourner dans leur patrie. L'Assemblée a également déclaré que l'exode massif de la quasi-totalité de la population arménienne de cette région avait donné lieu à des « allégations et à des suspicions raisonnables de nettoyage ethnique ». Si l'Azerbaïdjan ne remplit pas les obligations énumérées dans la résolution, l'Assemblée pourrait demander l'ouverture d'une procédure complémentaire conjointe entre le Comité des ministres et l'Assemblée parlementaire en réponse à une violation grave par l'Azerbaïdjan de ses obligations statutaires, et contester les pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise lors de sa première partie de session de 2024.

Dans la résolution adoptée dans le cadre d'un débat d'urgence au sujet de la guerre d'agression que mène actuellement la Russie contre l'Ukraine, les parlementaires de l'APCE ont souligné que pour parvenir à la paix, il est nécessaire de « concourir à la victoire de l'Ukraine militairement, financièrement, politiquement et diplomatiquement, aux niveaux bilatéral et multilatéral » et reconnaître « la nature, l'étendue et la gravité des crimes commis par la Fédération de Russie ».

Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale

« Si les femmes ne participent pas activement à l'économie, nous ne pouvons pas faire avancer l'économie mondiale »

M. Sven Clement a représenté la Chambre des Députés aux assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Le 10 octobre 2023, M. Ajay Banga, Président de la Banque mondiale, a profité de la conférence de presse inaugurale des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale afin d'aborder les défis majeurs auxquels l'économie mondiale doit faire face dans les années à venir. Il n'a pas omis de rappeler à plusieurs reprises que l'inclusion des femmes dans l'économie mondiale est au cœur de l'activité de la Banque mondiale, regrettant toutefois que la situation ne se soit pas améliorée à l'échelle mondiale depuis les années 90. Son intervention a posé les jalons pour les tables rondes et les différentes réunions qui ont eu lieu les jours suivants.

Créés en 1944, la Banque mondiale et le FMI ont des missions complémentaires. La Banque mondiale est une institution financière internationale qui fonctionne comme une banque d'investissement. Elle soutient les pays en développement en leur octroyant des aides financières ainsi que des sources de savoir pour lutter contre la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée au niveau mondial. De son côté, le FMI surveille l'évolution monétaire aux niveaux mondial et national et poursuit la stabilité ainsi que la croissance économiques et financières à l'échelle mondiale. Il émet des prêts à des pays en difficulté qui sont alors tenus de s'engager dans la mise en place de réformes. Les deux institutions sont financées par leurs pays membres et le Luxembourg est membre des deux institutions depuis le 27 décembre 1945.

Chaque année, les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale réunissent les acteurs clés du monde économique, issus des domaines les plus divers. Cette année, elles se sont déroulées à Marrakech du 9 au 15 octobre. À la suite du séisme survenu au Maroc le 8 septembre 2023, la Banque Mondiale et le FMI avaient décidé, ensemble avec les autorités marocaines, de maintenir cet événement de haut niveau à Marrakech et de l'adapter aux circonstances. En participant à cet événement en présentiel, les représentants des pays membres ont fait preuve de leur soutien au pays et au peuple marocains.

La Chambre des Députés était représentée par M. Sven Clement qui est membre du réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI. De plus, il a récemment été nommé au Conseil de l'initiative mondiale des jeunes parlementaires du Groupe de la Banque mondiale. Ce programme est destiné aux jeunes parlementaires (40 ans et moins) du monde entier en vue de relever les défis du développement international.

Lors des assemblées annuelles, M. Clement a notamment échangé avec d'autres parlementaires sur la coopération au développement ainsi que les stratégies pour des investissements durables. Le député luxembourgeois a saisi cette opportunité pour renforcer les liens avec des parlementaires africains intéressés au renforcement de la coopération parlementaire en matière de santé et de couverture sanitaire universelle.

À côté des événements destinés aux parlementaires, M. Clement a participé aux nombreuses tables rondes et réunions de haut niveau en vue de s'informer sur les derniers développements dans le domaine économique mondial. Les sujets dominants étaient, entre autres, l'inclusion des femmes, les stratégies économiques durables ainsi que la nécessité d'instaurer un nouveau modèle économique stratégique adapté aux multiples crises actuelles.

Comment lutter contre la violence envers les enfants ?

La violence à l'encontre des enfants est un problème qui doit être abordé de manière transversale, selon la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Najat Maalla M'jid, qui était en visite à la Chambre des Députés le 18 octobre 2023.

La Représentante spéciale a constaté que les raisons conduisant à la violence envers les enfants ainsi que les situations à risque sont souvent connues, aussi, semble-t-il, au Grand-Duché. Elle a ajouté qu'un défi majeur dans la lutte contre la violence envers les enfants réside toutefois dans le développement d'une stratégie transversale.

Lors de l'échange de vues avec le Premier Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. Charles Schmit, la Représentante spéciale a expliqué que des solutions isolées qui sont proposées dans les différents domaines à risque ne peuvent mener à la résolution du problème. Tant le Vice-Président du Parlement luxembourgeois que l'OKaJu ont exprimé leur volonté de trouver des solutions qui permettent de développer une approche plus transversale dans la lutte contre la violence envers les enfants.

Une réforme du cadre légal en cours

M. Di Bartolomeo a fait référence à la réforme du cadre légal qui est en cours. Celle-ci devrait entre autres rendre la législation luxembourgeoise davantage conforme aux dispositions de la Convention internationale des droits de l'enfant que le pays a ratifiée en 1993.

Plusieurs projets de loi en lien avec cette thématique ont été déposés en 2022, notamment :

- le projet de loi portant sur l'introduction d'une procédure pénale pour mineurs (7991) ;

- le projet de loi relatif aux droits des mineurs victimes et témoins dans le cadre de la procédure pénale (7992) ;

- le projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes adultes et aux familles (7994).

La Représentante spéciale a qualifié les réformes luxembourgeoises d'« avant-gardistes » et de « nécessaires », en attirant toutefois l'attention sur le fait que de telles réformes ne peuvent réussir que si les bonnes démarches sont entreprises afin de les traduire en actions. Elle a par ailleurs confirmé les dires du Vice-Président selon lesquels la lutte pour les droits des enfants commence notamment avec la lutte contre les conflits armés, contre le travail des enfants ainsi qu'avec une politique migratoire solidaire.

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Najat Maalla M'jid (à droite), et l'OKaJu, M. Charles Schmit (au milieu), lors d'une entrevue avec le Vice-Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo

Modernisation du droit de la faillite

6539A – Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant : 1° le livre III du Code de commerce ; 2° le livre II, titre IX, chapitre II, section Ière du Code pénal ; 3° les articles 257 et 555 du Nouveau Code de Procédure civile ; 4° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 5° la loi uniforme modifiée sur les lettres de change et billets à ordre, telle qu'elle a été introduite dans la législation nationale par la loi du 8 janvier 1962 ; 6° la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes, de conciliateurs d'entreprise et mandataires de justice assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ; 7° la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance ; 8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ; 9° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; 10° la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

Le projet de loi vise à mettre en œuvre le programme gouvernemental de 2009 en ce qui concerne les entreprises en difficultés et fait suite à un débat intervenu à la Chambre des Députés en 2011 au cours duquel a été reconnu qu'en période de crise, un système approprié en matière d'entreprises en difficultés devient une priorité nationale incontournable. Le problème des faillites étant un problème complexe, une réponse unique à cette problématique s'avère trop limitative et inappropriée. Or, le projet de loi sous référence aborde le sujet sous différents angles en réunissant autant un volet préventif, un volet réparateur, un volet répressif ainsi qu'un volet social.

En observant la situation au moment du dépôt du projet de loi, une augmentation du nombre de faillites prononcées au Luxembourg avait pu être constatée. En examinant les statistiques de manière plus proche, il a été constaté que les sociétés concernées sont très diverses avec, notamment, d'un côté des sociétés de petite taille assez nombreuses avec peu de salariés, et de l'autre côté des sociétés importantes peu nombreuses mais avec un nombre de salariés élevé.

Au cours des dernières années, le Gouvernement a déjà pris certaines initiatives en matière de faillite, dont un projet en 2003 portant des mesures ponctuelles en matière de prévention des faillites et de lutte contre les faillites organisées, ainsi qu'un avant-projet de loi sur la gestion contrôlée. Cependant, ces projets n'ont, à ce jour, pas encore été finalisés. Le projet de loi n° 6539A prévoit à son tour une réforme basée sur plusieurs grands axes, c'est-à-dire quatre volets au total afin d'aborder la problématique des entreprises en difficultés et les faillites.

Le volet préventif vise à éviter que l'on doive automatiquement aboutir à une faillite si une entreprise est en difficultés. En effet, le projet prévoit d'introduire de nouvelles dispositions qui ont vocation à remplacer les outils largement sous-utilisés actuels, dont la gestion s'avère souvent trop lourde, et qui par conséquent ne concernent des entreprises ayant encore des moyens suffisants pour couvrir les frais y afférents. Selon les auteurs, la mise en place d'un système de clignotants permettrait de reconnaître à temps les entreprises en difficultés. En outre, il faudrait des mécanismes adaptés qui incitent le commerçant à solliciter à temps des mesures de soutien. L'idée de base est de mettre à la disposition des entreprises des outils divers, adaptés suivant la taille des entreprises concernées. En effet, les auteurs du projet se sont inspirés de la réforme belge, et adoptent une approche volontariste en termes d'outils mis à la disposition des entreprises en vue de permettre une continuation de l'activité.

Concernant le volet réparateur, les auteurs estiment qu'il doit permettre aux commerçants malheureux, mais de bonne foi, de pouvoir disposer d'une seconde chance et contribuer à la création d'un environnement plus propice à un nouveau départ. Or, ceci inclut la possibilité en tant que commerçant personne physique de ne plus être débiteur du solde du passif de la faillite après la clôture de celle-ci et s'étend à la procédure de réorganisation.

Par opposition, le volet répressif doit permettre d'éviter que les acteurs de mauvaise foi puissent simplement s'en sortir en laissant tomber leur commerce et en recommençant un nouveau. Nonobstant, comme une distinction entre commerçants sincères et acteurs de mauvaise foi s'avère compliquée, le projet de loi propose de décriminaliser la banqueroute frauduleuse afin de faciliter le processus de poursuite au pénal en évitant la nécessité de procéder systématiquement à une instruction par un juge d'instruction. Dans l'état actuel, la banqueroute frauduleuse constitue un crime et, par conséquent, l'ouverture d'une instruction est obligatoire pour entamer une poursuite. Cette procédure est lourde et ralentit, voire même, selon les auteurs, décourage les poursuites. Or, dans le nouveau texte proposé, il ne s'agit pas de dépénaliser ces infractions, mais de permettre aux autorités compétentes de poursuivre avec plus de rapidité et d'efficacité. La banqueroute reste désormais toujours qualifiée de délit.

Finalement, en ce qui concerne le volet social, les auteurs rappellent que les mesures de réorganisation judiciaire et les mesures antérieures ont pour objet de permettre de préserver l'activité et les emplois qui l'accompagnent, ceci pour éviter les coûts qu'entraîne une faillite pour l'État.

Dépôt du projet de loi 6539 par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01/02/2013
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique
(Présidente : Mme Viviane Loschetter) :

24/02/2016	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi 6539 Examen de l'avis du Conseil d'État Constitution de la sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission juridique

Travaux de la sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission juridique
(Président : M. Franz Fayot) :

07/03/2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
21/03/2016	Examen du projet de loi 6539
11/04/2016	Suite de l'examen du projet de loi
18/04/2016	Suite de l'examen du projet de loi
25/04/2016	Suite de l'examen du projet de loi
02/05/2016	Suite de l'examen du projet de loi
09/05/2016	Suite de l'examen du projet de loi
23/05/2016	Suite de l'examen du projet de loi
30/05/2016	Suite de l'examen du projet de loi
13/06/2016	Suite de l'examen du projet de loi
20/06/2016	Suite de l'examen du projet de loi
27/06/2016	Suite de l'examen du projet de loi
04/07/2016	Suite de l'examen du projet de loi
11/07/2016	Suite de l'examen du projet de loi
18/07/2016	Suite de l'examen du projet de loi
19/09/2016	Suite de l'examen du projet de loi
26/09/2016	Suite de l'examen du projet de loi
10/10/2016	Suite de l'examen du projet de loi
17/10/2016	Suite de l'examen du projet de loi
21/10/2016	Suite de l'examen du projet de loi
24/10/2016	Suite de l'examen du projet de loi
27/03/2017	Présentation du document européen COM(2016) 723 Analyse d'impact sur le projet de loi en cours d'instruction
29/03/2017	Continuation des travaux
13/04/2017	Continuation des travaux
25/04/2017	Continuation des travaux
26/04/2017	Continuation des travaux
15/05/2017	Continuation des travaux
06/11/2017	Continuation des travaux
17/11/2017	Continuation des travaux
22/11/2017	Continuation des travaux
27/11/2017	Continuation des travaux
01/12/2017	Continuation des travaux
18/12/2017	Continuation des travaux
15/01/2018	Continuation des travaux
07/02/2018	Continuation des travaux
08/02/2018	Continuation des travaux
21/02/2018	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

08/01/2020	Constitution de la sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission de la Justice
21/07/2021	Scission du projet de loi 6539 en deux projets de loi distincts : 6539A et 6539B
02/03/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10/07/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission de la Justice
(Président : M. Guy Arendt) :

08/01/2020	Reprise des travaux Mise en place d'un calendrier de travail
20/01/2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13/02/2020	Désignation d'un nouveau rapporteur
24/02/2020	Continuation des travaux
05/03/2020	Échange de vues avec les magistrats des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch
09/03/2020	Échange de vues avec les représentants de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg
15/06/2020	Échange de vues avec des experts juridiques en matière du droit de la faillite
10/07/2020	Suite de l'échange de vues avec des experts juridiques en matière du droit de la faillite
22/02/2021	Décision de scinder le projet de loi 6539 en deux projets de loi distincts : 6539A et 6539B
08/03/2021	Continuation des travaux
22/03/2021	Continuation des travaux
29/03/2021	Continuation des travaux
26/04/2021	Continuation des travaux
03/05/2021	Continuation des travaux
10/05/2021	Continuation des travaux
31/05/2021	Continuation des travaux
14/06/2021	Continuation des travaux
21/06/2021	Continuation des travaux
28/06/2021	Continuation des travaux
19/07/2021	Continuation des travaux
21/07/2021	Continuation des travaux
20/09/2021	Continuation des travaux
27/09/2021	Continuation des travaux
04/10/2021	Continuation des travaux
07/02/2022	Continuation des travaux
21/02/2022	Continuation des travaux
30/06/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
05/07/2023	Suite de l'examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 521, page 1

Procédures de « contrôle d'honorabilité »

7691 – Projet de loi portant modification 1° du Code de procédure pénale ; 2° du Nouveau Code de procédure civile ; 3° de la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ; 4° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ; 5° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ; 6° de la loi du 30 décembre 1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante ; 7° de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse ; 8° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ; 9° de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant ; 10° de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Le projet de loi a pour objet de préciser les différentes procédures de « contrôle d'honorabilité » actuellement prévues dans plusieurs textes de loi relevant de la compétence du Ministre de la Justice. Un tel contrôle est notamment mis en œuvre dans le cadre d'une demande d'autorisation, de permis ou d'agrément prévue par la loi sur les armes et munitions ou dans le cadre du recrutement du personnel judiciaire. Pour la plupart, ces procédures de vérification d'antécédents concernent des matières que l'on peut qualifier de sensibles, au vu des droits, autorisations, agréments, fonctions ou missions que se voient conférer les personnes qui doivent se soumettre au préalable à ces contrôles.

Ces contrôles visent à prévenir les infractions et à détecter des signes de propension à la violence chez les demandeurs. Le Ministère public doit pouvoir recevoir des demandes d'informations de la part des administrations exerçant une prérogative de puissance publique. Les discussions entamées suite à l'affaire dite « Casier bis » ou « JU-CHA » ont cependant fait ressortir certaines lacunes que présentent actuellement les procédures de vérification d'antécédents, au vu de la nouvelle législation européenne et nationale en matière de protection des données entrée en vigueur en 2018.

Par conséquent, ce projet de loi vise à répondre aux exigences légales en définissant précisément la finalité des traitements des données, en limitant la consultation aux données essentielles, en déterminant la durée de conservation des données et en assurant la transparence et la prévisibilité des procédures de contrôle d'honorabilité.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 02/11/2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

11/11/2020	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
20/04/2022	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/07/2022	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/06/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 519, page 1

« JU-CHA » : traitement de données personnelles

7882A – Projet de loi portant introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JU-CHA »

L'objet du projet de loi n° 7882 est d'encadrer le traitement de données à caractère personnel effectué par les autorités judiciaires à l'aide de l'application « JU-CHA » (Justice Chaîne Pénale), permettant la gestion des dossiers répressifs du premier acte de procédure jusqu'à l'exécution des décisions de justice, conformément aux dispositions du droit européen et international, du Code pénal, du Code de procédure pénale et des autres lois spéciales applicables.

Conformément à la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes.

Le projet de loi précise dès lors les finalités pour lesquelles les données collectées sont traitées, les catégories de données traitées, les conditions d'accès à l'application JU-CHA ainsi que les délais pendant lesquels l'accès est autorisé. Ainsi, toute personne concernée sera en mesure de retracer dans quelles conditions et pour quelles raisons ses données sont traitées par les autorités judiciaires.

L'application JU-CHA et les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par les autorités répressives tombent actuellement sous le champ d'application de la nouvelle loi-cadre du 1er août 2018.

Comme l'a rappelé l'Autorité de contrôle judiciaire (ACJ) dans son avis sur l'application JU-CHA, il ne fait aucun doute que les traitements de données effectués par les autorités compétentes en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale constituent une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et le droit à la protection des données et que les dispositions pénales, en particulier le Code pénal et le Code de procédure pénale, constituent une base légale suffisante pour la collecte de données à caractère personnel dans l'exécution des missions essentielles du ministère public et des juridictions judiciaires.

Suite aux discussions publiques et institutionnelles menées dans le cadre du traitement des données à caractère personnel par les autorités judiciaires et la Police grand-ducale, le Gouvernement a cependant décidé de préciser les conditions et les modalités de ces traitements afin de garantir la conformité pleine et entière de telles ingérences dans la vie privée des personnes concernées avec les exigences de la Constitution, de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le projet de loi sous rubrique entend concilier, d'une part, la nécessité de munir les autorités judiciaires des outils indispensables au bon fonctionnement de la Justice et, d'autre part, le respect au droit à la vie privée et plus spécialement celui au droit à la protection des données personnelles.

Le projet de loi propose par ailleurs certaines modifications au Code de procédure pénale afin de régler la transmission d'informations en matière pénale, en donnant notamment une base légale non équivoque à la communication par le ministère public des décisions de condamnation aux administrations, personnes morales de droit public ou aux ordres professionnels compétents chargés d'en assurer l'exécution. Le texte introduit encore la possibilité pour le ministère public d'alerter des personnes de droit public ou privé d'un risque de commission d'infraction par un de leurs subordonnés. L'article dont question s'inspire de la législation française en la matière.

Dépôt du projet de loi 7882 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 10/09/2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

15/09/2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi 7882
11/01/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
28/06/2023	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
	Examen des amendements gouvernementaux
	Scission du projet de loi 7882 en deux projets de loi distincts : 7882A et 7882B
12/07/2023	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
14/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

15/09/2021	Présentation et examen du projet de loi 7882

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 525, page 1

Protection des mineurs contre les abus sexuels

7949 – Projet de loi portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale ; en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs

Le projet de loi n° 7949 a pour objectif le renforcement du dispositif législatif relatif à la protection, en particulier des mineurs, contre les abus sexuels, en tenant compte de leur vulnérabilité particulière. À cette fin, des modifications au Code pénal et au Code de procédure pénale sont proposées.

Le texte du projet de loi est formulé d'une façon « technology neutral », reconnaissant que les infractions sexuelles peuvent également être commises sans un contact physique direct entre l'auteur et la victime, et punissant tout autant les infractions sexuelles commises contre les enfants en ligne que celles commises hors ligne. Ceci est conforme avec ce que le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a recommandé dans ses lignes directrices concernant l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adoptées en 2019.

Le projet de loi vise tout d'abord à clarifier la notion de « consentement à un acte sexuel », en s'inspirant des dispositions belges récentes en la matière. Le consentement étant un des éléments – si ce n'est l'élément le plus important – de la qualification des abus sexuels, il apparaît nécessaire de consacrer légalement les principes déjà retenus aujourd'hui par la jurisprudence.

Le texte propose de remplacer la notion « d'attentat à la pudeur » par les termes d'« atteinte à l'intégrité sexuelle » étant donné que la valeur à protéger est l'intégrité sexuelle et le droit de la personne à son autodétermination sexuelle. Cette protection renforcée s'impose, d'une part, au vu de la particulière vulnérabilité des victimes mineures d'abus sexuels. En effet, la notion d'attentat à la pudeur est désuète et de moins en moins utilisée en droit comparé, notamment dans nos pays voisins. La prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant commande ainsi un renforcement du dispositif pénal protégeant notamment les mineurs contre les abus sexuels.

Dans ce contexte, le projet de loi clarifie qu'il est interdit par la loi aux personnes âgées de plus de seize ans d'entretenir des relations sexuelles avec des mineurs de moins de seize ans, quel que soit le comportement de ceux-ci. Il convient de tenir compte des obligations positives imposées aux États concernant les infractions à caractère sexuel, « y compris lorsque la victime n'a pas opposé de résistance physique », obligations dégagées par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la jurisprudence afférente de la Cour européenne des droits de l'homme.

La définition du viol est modifiée en profondeur par le projet de loi et couvre désormais non seulement les actes de pénétration pratiqués par l'auteur sur la personne de la victime, mais encore les actes que la victime serait amenée à pratiquer sur la personne de l'auteur, sur elle-même ou sur une tierce personne.

Le projet de loi crée une infraction autonome de viol sur mineur et des échelons de peines plus élevés pour chaque infraction, tout ceci en conformité avec la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, signée à Lanzarote le 25 octobre 2010, tout en élargissant le champ matériel de ces différentes infractions.

En outre, le projet de loi crée une infraction à l'égard des mineurs commise par l'un des parents, un ascendant légitime, naturel ou adoptif, par toute personne en ligne collatérale jusqu'au troisième degré, ou tout allié jusqu'au troisième degré. Jusqu'à présent, la nature incestueuse de la relation constituait une circonstance aggravante sur le fondement d'un champ d'application ratione personae réduit, dont les conditions sont prévues à l'article 377 du Code pénal. Le projet de loi prévoit d'élargir la liste des personnes pouvant être auteur d'un viol ou d'une atteinte à l'intégrité sexuelle incestueux aux personnes abusant d'une position reconnue de confiance ou d'influence et aux personnes auxquelles le mineur a été confié et qui ont la charge du mineur.

Une partie de la loi en projet vise encore à transposer une partie de la directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil, ci-après la « directive 2011/93/UE ». Il s'agit notamment de répondre à une mise en demeure que la Commission européenne a adressée au Grand-Duché de Luxembourg pour transposition incorrecte de ladite directive.

Finalement, le projet de loi crée plusieurs cas d'imprescriptibilité afin d'offrir une protection juridictionnelle plus importante des mineurs tout en facilitant la poursuite des infractions à caractère sexuel les plus graves.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 17/01/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

19/01/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
10/07/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 520, page 1

Assistance judiciaire

7959 – Projet de loi portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

L'assistance judiciaire au Luxembourg est essentielle pour garantir l'accès à la justice des plus vulnérables. Cependant, le système actuel nécessite une réforme afin d'améliorer son efficacité et de l'adapter aux besoins actuels.

Actuellement, le système fonctionne selon le principe du « tout ou rien », ce qui peut entraîner des inégalités. L'utilisation du revenu d'inclusion sociale (REVIS) comme unique critère pour déterminer l'éligibilité à l'assistance judiciaire pose problème, car même un léger dépassement de ce seuil exclut complètement une personne du bénéfice de l'assistance. Cela peut dissuader les justiciables d'agir en justice, car les coûts des honoraires d'avocat ne sont pas toujours proportionnels à leur capacité financière. Malgré la possibilité pour le bâtonnier d'accorder l'assistance judiciaire dans des situations exceptionnelles, cela ne suffit pas à réduire les inégalités.

Il est donc proposé de mettre en place une assistance judiciaire partielle, avec des paliers de revenus déterminant la part des honoraires prise en charge par l'État.

Les dispositions légales relatives à l'assistance judiciaire sont actuellement regroupées dans un seul article de la loi sur la profession d'avocat, ce qui rend le texte difficile à lire et à comprendre. Il est proposé d'intégrer ces dispositions dans une loi spéciale distincte pour assurer une meilleure structuration et une plus grande clarté.

Éléments clés de la réforme :

a) Introduction de l'assistance judiciaire partielle : il est proposé d'étendre l'assistance judiciaire aux personnes disposant de ressources légèrement supérieures au REVIS, en fixant des paliers de revenus pour déterminer la part prise en charge par l'État. Les honoraires d'avocat seront facturés en fonction d'une convention d'honoraires négociée entre le client et l'avocat, ainsi que du tarif en vigueur pour l'assistance judiciaire.

b) Assistance judiciaire des mineurs : il est proposé de renoncer au recouvrement des frais auprès des parents des mineurs bénéficiant de l'assistance judiciaire, compte tenu des difficultés potentielles et des implications sur la relation familiale.

c) Champ d'application : le champ d'application de l'assistance judiciaire reste globalement le même, mais il est proposé d'inclure la prise en charge des frais de médiation et d'élargir l'accès à l'assistance judiciaire dans les procédures de règlement collectif des dettes, sous réserve de l'appréciation du bâtonnier.

d) Limitation du changement d'avocat : sauf circonstances exceptionnelles, le client ne pourra demander qu'une seule fois le changement d'avocat, laissant au bâtonnier la liberté de décider des autres demandes de changement.

e) Adaptation de la procédure de clôture : la procédure de clôture d'un dossier d'assistance judiciaire sera revue pour permettre au bénéficiaire et à son avocat de vérifier les prestations retenues avant la transmission au Ministère de la Justice, afin de réduire les recours administratifs ultérieurs.

f) Définition des prestations facturables : des précisions seront apportées par un règlement grand-ducal concernant les prestations admissibles et exclues dans le cadre de l'assistance judiciaire.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

26/01/2022	Présentation de l'avant-projet de loi
21/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
	Examen des amendements gouvernementaux
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 542, page 1

Réforme du droit d'établissement

7989 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. La réforme du droit d'établissement vise à réagir aux mutations de l'environnement réglementaire, économique, technique, technologique, entrepreneurial et artisanal.

La réforme sous rubrique marque un pas décisif sur la voie de la modernisation du droit d'établissement, à la fois pour garantir la qualité des services de l'artisanat, notamment en :

– maintenant les exigences de qualification comme le brevet de maîtrise ;

– limitant le nombre des autorisations pour le dirigeant d'une entreprise artisanale à un maximum de deux autorisations ;

– rajoutant des critères disqualifiants à l'appréciation de l'honorabilité professionnelle ;

– garantissant une ouverture et une flexibilisation nécessaire au dynamisme entrepreneurial, notamment en simplifiant l'accès à certaines activités professionnelles de l'artisanat inscrites sur une liste C nouvelle ;

– permettant l'obtention d'une nouvelle autorisation d'établissement sous certaines conditions à travers l'introduction d'une « nouvelle chance » ;

– facilitant la transmission d'entreprise à un salarié ;

– réglementant l'obtention d'une nouvelle autorisation d'établissement après une faillite ;

– facilitant les démarches administratives à travers l'automatisation des échanges interadministratifs ;

– renforçant la protection des consommateurs qui disposeront à l'avenir d'un accès en temps réel aux informations relatives aux qualifications professionnelles contenues dans l'autorisation d'établissement d'une entreprise ainsi qu'à la durée de validité même de l'autorisation ;

– en encadrant, d'un point de vue du droit d'établissement, l'activité de location de courte durée à partir d'un certain seuil de nuitées en cherchant à rapprocher les exigences d'hygiène et de sécurité déjà en place dans le secteur de l'hôtellerie à partir d'un certain seuil de nuitées.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08/04/2022
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

20/04/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08/05/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
10/05/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
08/06/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
03/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire

13/07/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 552, page 1

Sociétés commerciales

8007 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; 3° de la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ; 4° du Code civil

La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après la « loi de 1915 ») a fait l'objet d'une importante réforme dont les travaux ont été amorcés par le projet de loi n° 5730 déposé en juin 2007 et achevés par l'adoption de la loi du 10 août 2016 portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (ci-après la « loi de 2016 »).

Au cours de la procédure législative, une centaine d'amendements parlementaires ont fait suite à l'analyse, au cours de plus d'une vingtaine de séances de la sous-commission ad hoc instituée par la commission juridique de la Chambre, d'une série d'avis émis par les chambres professionnelles, le Conseil d'État et les acteurs concernés. Or, même la plus grande méticulosité apportée dans le travail de rédaction n'a pas été à l'abri de certaines erreurs matérielles ou omissions. Par ailleurs, la mise en pratique des nouvelles dispositions de la loi de 1915 a pu faire apparaître certaines incohérences ou incertitudes qu'il a paru utile d'adresser par le biais du présent projet sans pour autant procéder à des modifications de nature substantielle.

On relèvera que ce travail de retouche a été initié avec le projet de loi n° 7791 ayant abouti à la loi du 6 août 2021 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales qui a redressé une erreur matérielle dans les dispositions pénales sanctionnant les infractions aux règles en matière d'assistance financière applicables aux SA (article 1500-7, point 2°). Les mots « parts sociales » avaient été omis d'être supprimés lors des travaux législatifs, laissant ainsi planer un doute quant à l'applicabilité des sanctions pénales aux gérants de SARL.

On notera également que depuis 2016, un certain nombre de directives européennes et de lois ont été modifiées, voire abrogées, dont il convient de mettre à jour les références dans les articles de la loi de 1915.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 5 décembre 2017 portant coordination de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales a introduit une nouvelle numérotation afin de mettre à disposition un texte coordonné structuré alors qu'au cours des cinquante dernières années, en raison des nombreuses modifications législatives, le législateur n'a pas eu d'autre choix que de recourir à des articles bis, ter, ou avec tiret.

Ainsi, comme la loi de 1915 est citée dans d'autres actes législatifs telle la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (ci-après la « loi RCS de 2002 ») et que certains renvois n'ont pas été mis à jour, il convient d'y remédier en remplaçant les renvois à l'ancienne numérotation de la loi de 1915 par la nouvelle numérotation issue du règlement grand-ducal de 2017. À cette occasion, le présent projet se propose de saisir l'opportunité de redresser d'autres erreurs matérielles relevées dans la loi RCS de 2002.

Le même exercice de revue est entrepris pour deux autres actes législatifs applicables aux sociétés, à savoir la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées, et le Code civil.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 17/05/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
29/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19/04/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 515, page 1

Virage ambulatoire

8009 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ; 2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ; 3° du Code de la sécurité sociale

Le présent projet de loi a deux objectifs prioritaires. Premièrement, il doit contribuer au renforcement de la prise en charge ambulatoire en réglant les modalités pour l'autorisation de sites dédiés en dehors des murs des hôpitaux existants. Ces sites supplémentaires fonctionneront sous forme d'antennes de services. Deuxièmement, le présent projet de loi crée une base légale permettant de réserver un certain nombre d'équipements et d'appareils dits « lourds » au milieu hospitalier en les intégrant dans l'annexe 3 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Le virage ambulatoire

La prise en charge ambulatoire assure les traitements des patients sans qu'il n'y ait nuitée dans un établissement hospitalier. Sans préjudice de la médecine générale, cette évolution, rendue possible par les progrès de la médecine, ne constitue pas un but en soi, mais doit permettre d'atteindre un certain nombre d'objectifs.

Actuellement, la loi précitée du 8 mars 2018 prévoit que chaque centre hospitalier peut disposer au maximum de trois sites hospitaliers. Aujourd'hui, trois des quatre centres hospitaliers disposent d'ores et déjà de trois sites (Centre hospitalier de Luxembourg, Centre Hospitalier Émile Mayrisch et Hôpitaux Robert Schuman), et un projet est en cours pour le dernier site disponible du quatrième centre hospitalier (Centre Hospitalier du Nord). De nouvelles extensions ne sont dès lors plus possibles. Or, l'évaluation des besoins en soins de santé exige des sites additionnels afin de répondre aux besoins d'une évolution démographique qui n'a cessé de croître durant ces dernières années.

Le présent projet de loi prévoit dès lors d'autoriser des prises en charge ambulatoires sur des sites supplémentaires, situés en dehors des sites hospitaliers existants. Ces sites fonctionneront sous forme d'antenne de service, maintenant ainsi un lien fonctionnel et organisationnel direct avec les services hospitaliers. En ligne avec le leitmotiv de la réforme du système de santé de 2010, le « pas tout partout », le nombre d'antennes de service a été limité au nombre de deux par service visé par le projet de loi. Les services hospitaliers visés sont au nombre de quatre et présentent de par leur nature des prestations de soins ambulatoires éligibles à une certaine délocalisation. Il s'agit de la dialyse, de l'hospitalisation de jour non chirurgicale, de l'imagerie médicale et de l'oncologie.

Pour les sites supplémentaires, un centre hospitalier pourra conclure des contrats précisant les modalités de gestion et d'utilisation d'équipements et d'appareils visés à l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018, ainsi que des parties d'infrastructures les hébergeant. À cet égard, il convient de noter qu'aussi bien un centre hospitalier qu'un ou plusieurs médecins autorisés à exercer leur profession au Luxembourg peuvent être à l'origine d'un projet de création d'un tel site supplémentaire. Il est à préciser que le contenu des arrangements contractuels entre hôpitaux et groupes de médecins se limite strictement aux équipements et appareils visés à l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018 et aux seules parties d'infrastructures les hébergeant.

Quant au financement de ces sites, le présent projet de loi prévoit que le ministre de la Santé peut autoriser des projets de construction nouvelle en relation avec les sites supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires. Ces projets seront financés par le biais du Fonds spécial des investissements hospitaliers à hauteur de 80 pour cent des coûts selon les mêmes procédures qui sont applicables aux sites existants.

Comme les projets de construction nouvelle sont des projets de longue haleine et risquent de ne pas suivre la demande des besoins de santé, le projet de loi introduit la possibilité d'avoir recours à des constructions existantes en vue de les intégrer comme site ambulatoire sur base de location de surfaces. Pour ces sites, le projet de loi introduit un nouveau mode de financement par forfaits. Ces forfaits sont pris en charge par la Caisse nationale de santé et devront nécessairement tenir compte de manière explicite, le cas échéant, des frais de location des infrastructures mobilières et immobilières des établissements hospitaliers. De même, à l'instar de la participation financière de l'État aux constructions nouvelles, l'État prend en charge 80 % des coûts.

Les appareils et équipements médicaux qui ne sont pas coûteux, qui ne nécessitent pas de personnel hautement spécialisé et qui n'exigent pas de conditions d'emploi particulières pourront être installés dans des cabinets de ville sans être soumis à une planification. Quant au financement de ces appareils et équipements mobiliers en milieu extrahospitalier, le projet de loi prévoit plus de flexibilité et modifie le Code de la sécurité sociale en vue d'un financement forfaitaire par passage qui inclut les investissements y relatifs et les frais d'exploitation de ces appareils et équipements médicaux.

Équipements réservés aux milieux hospitaliers

En réaction à l'arrêt n° 148/19 de la Cour constitutionnelle du 5 juillet 2019, le présent projet de loi opère un regroupement de l'ensemble des équipements et appareils médicaux nécessitant une planification nationale, du personnel hautement qualifié ou des conditions d'emploi particulières au sein de la loi modifiée du 8 mars 2018.

L'arrêt précité avait en effet considéré que la liste des équipements et appareils ne pouvant être acquis par des médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical contenus dans le règlement grand-ducal du 17 juin 1993[1] pris en exécution de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, constituait une restriction à l'exercice de la profession libérale de médecin. La Cour constitutionnelle a noté plus particulièrement que l'article 19 de la loi précitée du 29 avril 1983 à la base de cette liste ne donne aucune indication quant à l'objectif des mesures d'exécution. Le présent projet de loi constitue une réponse à l'arrêt précité. Concrètement, la liste des équipements en question sera intégrée de manière révisée dans l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018. Il s'agit d'appareils et d'équipements dits « lourds » et coûteux, voire nécessitant des conditions particulières d'emploi ou du personnel hautement qualifié, dont la réglementation constitue un outil de planification important permettant d'assurer, au moyen de fonds publics, l'accès égalitaire aux soins de santé. Cette liste sera opposable aux médecins qui ne peuvent donc pas installer et exploiter à leur compte les appareils réservés au milieu hospitalier. Sont également visés les équipements et appareils médicaux utilisés en vue d'une prise en charge médicale dont le coût est supérieur à 250.000 euros.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 23/05/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
02/05/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
14/07/2023	Présentation des amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 478, page 1

Troubles à l'ordre public lors de manifestations

8015 – Projet de loi portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale

Le projet de loi n° 8015 s'inscrit dans le contexte des manifestations contre les mesures prises pendant la crise sanitaire liée au Covid-19. Pendant ces événements, il y a eu une émergence de nouvelles formes de violences, dirigées contre les forces de l'ordre et les journalistes. Dans ce contexte, le projet de loi prévoit des modifications législatives permettant de compléter le Code pénal et le Code de procédure pénale en vue de dissuader et de réprimer toute forme de comportement violent commis notamment à l'occasion de manifestations, de nature à troubler l'ordre public et de prévenir l'émergence de mouvements ultraviolents et de casseurs, ayant pour seul but de commettre des dégradations et des attaques physiques lors de manifestations pacifiques. Outre les forces de l'ordre, sont également visées par ces dispositions pénales ciblées les représentants parlementaires et gouvernementaux, les journalistes professionnels ainsi que toute personne ayant un caractère public, qui de par leurs fonctions s'exposent à des risques accrus.

Les cinq points de réforme venant compléter le Code pénal et le Code de procédure pénale :

1) Aggravation de l'échelle des sanctions en cas de rébellion

Le projet de loi prévoit d'aggraver les peines actuellement prévues aux articles 271 et 272 du Code pénal et augmente le seuil maximal, actuellement fixé à six mois, à deux ans pour les faits de rébellion commis par une seule personne sans armes afin que le juge ait au moins la possibilité de décerner un mandat de dépôt, si les autres conditions prévues à l'article 94 du Code de procédure pénale se trouvent aussi réunies. Concernant les faits de rébellion par une personne avec armes, il est proposé d'augmenter le seuil maximal à trois ans, au lieu du seuil maximal de deux ans actuellement inscrit dans le Code pénal. De même, il prévoit d'augmenter le seuil maximal de deux ans à trois ans pour les faits de rébellion commis par plusieurs personnes sans armes et de porter le montant maximum de l'amende, actuellement fixé à 2.000 euros, à 5.000 euros.

2) Extension du champ d'application du délit d'outrage

Le projet de loi prévoit également d'étendre la définition de l'outrage en incluant l'envoi d'objets quelconques, pouvant aller du lancement de pierres, voire de cannettes, à l'utilisation de grenades fumigènes, et la diffusion de substances quelconques, permettant d'interdire non seulement les crachats, mais également toute autre substance, nonobstant le fait qu'elle soit dangereuse ou pas.

3) Introduction d'un nouveau type de menaces d'attentat à la sécurité publique

Le troisième point traite l'introduction d'un nouvel article 328 du Code pénal qui incrimine un nouveau type de menace d'attentat contre la sécurité publique et qui sanctionne toute personne ayant diffusé ou répandu des substances, c'est-à-dire tout liquide, gaz ou solide, qui ne présentent en soi aucun danger, mais qui donnent l'impression d'être dangereuses, ou des substances potentiellement dangereuses, mais qui peuvent potentiellement inspirer de vives craintes d'attentat contre des personnes ou des propriétés. De tels comportements peuvent dès lors également être considérés comme des menaces d'attaque et être puni par une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 251 euros à 3.000 euros. Des circonstances aggravantes sont prévues lorsque les faits sont commis à l'encontre des catégories de personnes particulièrement exposées à de tels comportements, comme les députés, les membres du Gouvernement, les journalistes professionnels ou des personnes ayant un caractère public. Les peines encourues sont alors l'emprisonnement de six mois à trois ans et une amende 5.000 euros.

4) Introduction du phénomène du « doxing »

Le projet de loi crée également un délit de mise en danger de la vie d'autrui qui sanctionne la diffusion d'informations sur une personne permettant de l'identifier ou de la localiser en vue de l'exposer ou ses membres de famille à un risque d'atteinte direct à la personne et aux biens. Le phénomène du « doxing », consistant à divulguer les données personnelles d'un individu dans le but de lui nuire, peut conduire à des dérives constituant des violations de la vie privée, voire du domicile privé. Afin de protéger le droit au respect de la vie privée et familiale de chacun à l'ère digitale, le projet de loi vise la création d'un délit de mise en danger de la vie d'autrui, sanctionnant la diffusion d'informations sur une personne permettant de l'identifier ou de la localiser, en vue de l'exposer, ou les membres de la famille, à un risque d'atteinte directe à la personne et aux biens. Cette nouvelle infraction repose sur la réunion d'un élément matériel, consistant dans le fait de révéler, diffuser ou transmettre par quelque moyen que ce soit des informations permettant l'identification ou la localisation de personnes concernées et, d'un élément intentionnel tenant à la transmission des informations dans le but d'exposer la personne ou les membre de sa famille à un risque immédiat d'atteinte à l'intégrité physique, psychique ou aux biens. L'infraction est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros, ou de l'une de ces peines seulement. Parmi les circonstances aggravantes habituelles, tels qu'un député, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique, voire une personne mineure ou vulnérable, il est également proposé d'ériger au même rang les journalistes professionnels. La fourchette des peines s'élève de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 500 euros à 10.000 euros d'amende.

[1] Règlement grand-ducal du 17 juin 1993 fixant la liste des équipements et appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical

5) Élargissement du champ d'application de l'enquête sous pseudonyme

Le projet de loi tend à étendre les possibilités d'enquête sous pseudonyme dans le cadre des procédures judiciaires à tous les crimes et les délits punis d'une peine d'emprisonnement, dès lors qu'ils sont commis par un moyen de communication électronique. Il faut noter que ce moyen d'enquête n'est susceptible d'être utilisé qu'au cours de l'enquête de flagrance, de l'enquête préliminaire ou de l'instruction préparatoire sur commission rogatoire du juge d'instruction. Auparavant, cette procédure fut limitée aux seules infractions contre la sûreté de l'État et les actes de terrorisme et de financement du terrorisme.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31/05/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
18/05/2022 Présentation de l'avant-projet de loi
28/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 516, page 1

Droit de grâce du Grand-Duc

8134 – Projet de loi déterminant les conditions relatives au droit de grâce du Grand-Duc

Le présent projet de loi vise à encadrer l'exercice du droit de grâce par le Grand-Duc conformément à l'article 51 de la Constitution révisée.

Si, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'article 51 dans sa teneur nouvelle, l'exercice du droit de grâce fut encadré par l'arrêté grand-ducal modifié du 11 juin 1925 portant composition d'une commission appelée « Commission de grâce », l'article 51 de la Constitution révisée prévoit qu'il revient dorénavant à la loi de déterminer les conditions dans lesquelles le Grand-Duc est amené à exercer ses prérogatives en la matière.

Partant, la loi en projet sous rubrique n'opère qu'une codification à droit constant des prescrits applicables et procédures implémentées en la matière en les élevant au niveau légal tout en y prévoyant un cadre plus adapté en matière de la protection des données à caractère personnel.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 04/01/2023
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
18/01/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
28/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
18/01/2023 Présentation et examen du projet de loi

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 541, page 1

Imposition des multinationales

8158 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/31/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et portant modification : 1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés (ci-après « directive (UE) 2021/2101 »).

La directive (UE) 2021/2101 vise à rendre plus transparentes les informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et groupes multinationaux réalisant un chiffre d'affaires significatif et qui sont établis dans l'Union européenne ou qui y possèdent des filiales ou des succursales d'une certaine taille. Ces nouvelles dispositions en matière de transparence sont censées alimenter le débat public relatif à la contribution des multinationales et groupes au bien commun dans l'État où sont exercées leurs activités et réalisés leurs bénéfices, afin d'encourager leur responsabilité et de renforcer la confiance des citoyens.

En vertu de la directive (UE) 2021/2101 quatre catégories d'entreprises publient chaque année une déclaration d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés :

1) La première catégorie concerne les « entreprises mères ultimes ». Il s'agit de l'entreprise qui établit les comptes consolidés du plus grand ensemble d'entités juridiques et qui est à la tête du groupe. Une entreprise mère ultime est soumise à cette obligation si le chiffre d'affaires consolidé du groupe dépasse 750 millions d'euros par an pendant deux exercices financiers consécutifs.

2) La deuxième catégorie est celle des « entreprises autonomes » qui ne font pas partie d'un groupe et dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 750 millions d'euros pendant deux exercices financiers consécutifs.

3) Ensuite, on distingue les filiales de grandes entreprises mères ultimes qui ne sont pas régies par le droit d'un État membre et dont le chiffre d'affaires consolidé dépasse 750 millions d'euros par an. Dans ce cas, les filiales doivent publier une déclaration d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés pour l'ensemble du groupe contrôlé par l'entreprise mère ultime.

4) Finalement, on distingue les succursales établies dans l'Union européenne par une entreprise non régie par le droit d'un État membre. Une succursale est concernée par cette obligation si elle réalise un chiffre d'affaires net supérieur au seuil spécifique défini dans l'État membre concerné, en l'occurrence 8,8 millions d'euros au Luxembourg, et si l'entreprise dont elle est issue appartient à un groupe ou à une entreprise autonome dont le chiffre d'affaires net dépasse 750 millions d'euros par an. Dans ce cas, la succursale doit publier des informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés pour l'ensemble du groupe.

Les entreprises mères ultimes et les entreprises autonomes sont exemptées de l'obligation de déclaration si elles-mêmes ainsi que toutes leurs filiales et succursales sont établies dans un seul État membre et n'ont pas d'activités dans d'autres juridictions fiscales.

La déclaration d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés doit inclure des informations sur l'ensemble des activités du groupe ou de l'entreprise autonome, ventilées par État membre et par pays figurant sur les listes européennes de juridictions non coopératives en matière fiscale.

Les déclarations doivent être déposées et publiées dans un délai de 12 mois après la clôture de l'exercice. Elles doivent également être mises à disposition gratuitement sur le site internet de l'entreprise ou au registre de commerce, dans un format lisible par machine, pendant au moins cinq ans.

Les membres des organes d'administration et de surveillance des entités concernées sont collectivement responsables de l'établissement, du dépôt et de la publication de la déclaration, ainsi que de sa mise à disposition sur le site internet de l'entreprise.

La directive (UE) 2021/2101 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 22 juin 2024.

Le projet de loi transpose fidèlement la directive (UE) 2021/2101. Les auteurs de la loi en projet ont opté pour les deux options proposées par la directive. À savoir, d'une part, la possibilité de différer la publication pour une durée maximale de 5 années de certaines informations qui porteraient gravement préjudice à la position commerciale de l'entreprise. D'autre part, l'entreprise n'est pas obligée de publier

sur son site internet la déclaration sur les informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés si celle-ci est accessible publiquement en format électronique sur le site internet du registre de commerce, et ce gratuitement à tout tiers situé dans l'Union européenne.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
05/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
12/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
05/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
12/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 15 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 532, page 1

Convention de non double imposition avec le Royaume-Uni

8160 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022 (ci-après « Convention »).

La Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune fut signée à Londres le 24 mai 1967. La Convention soumise pour approbation remplacera la Convention précitée du 24 mai 1967.

Une nouvelle convention s'imposait compte tenu du « Brexit » et de l'évolution des standards de la fiscalité internationale qui est le fruit notamment des travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, connu sous son sigle anglais « BEPS ».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
14/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 18 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 632, page 1

Lutte contre la fraude en matière de taxe sur la valeur ajoutée

8207 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois les dispositions de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement (ci-après « directive (UE) 2020/284 »).

La directive (UE) 2020/284 a pour but de lutter contre la fraude en matière de taxe sur la valeur ajoutée au sein de l'Union européenne à travers la collecte des données sur les paiements transfrontaliers. Ces données seront examinées par des experts en matière de lutte anti-fraude des États membres.

La clé de voûte de la directive (UE) 2020/284 à transposer est le CESOP « Central Electronic System of Payment information » ou en français « Système électronique central concernant les informations sur les paiements ». Il est prévu que les États membres de l'Union européenne alimentent ce système de manière constante d'informations obtenues auprès des prestataires de services de paiement portant sur les paiements et les personnes auxquelles ils sont destinés.

La mise en place du CESOP a été prévue par le règlement (UE) 2020/283 du Conseil du 18 février 2020 modifiant le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne des mesures de renforcement de la coopération administrative afin de lutter contre la fraude à la TVA (ci-après « règlement (UE) 2020/283 »).

La directive (UE) 2020/284 est applicable à partir d'un seuil de 25 paiements transfrontaliers effectués au cours d'un trimestre civil et destinés au même bénéficiaire. Dès lors, ces paiements sont considérés avoir lieu dans le cadre d'une activité économique.

La directive (UE) 2020/284 définit les informations à collecter par les prestataires de services de paiement pour les communiquer aux autorités fiscales aux fins prévues par le règlement (UE) 2020/283, ainsi que les modalités d'application de cette obligation.

La directive (UE) 2020/284 est applicable dès le 1er janvier 2024. La première transmission de données, portant sur le 1er trimestre 2024, devra s'effectuer pour le 30 avril 2024. La transposition en droit national devra être faite pour le 31 décembre 2023.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/05/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
05/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
30/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 473, page 1

Dotation annuelle pour le Média de service public 100,7

8209 – Projet de loi autorisant l'État à accorder une dotation annuelle à l'Établissement public « Média de service public 100,7 » pour les exercices 2024 à 2030 inclus

Le projet de loi sous rubrique vise à autoriser le Gouvernement à accorder une dotation annuelle à l'établissement public « Média de service public 100,7 » pour fournir le service public de radiodiffusion au Luxembourg et pour remplir l'ensemble des missions prévues dans la convention conclue entre l'État et l'établissement public Média de service public 100,7.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 10/05/2023
Rapporteur : M. Pim Knaff

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
26/04/2023 Présentation de la convention conclue entre l'État et le Média de service public 100,7
10/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
17/07/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 15 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 514, page 1

Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

8215 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier l'article 74-5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire afin de transposer certaines dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme telle que modifiée par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2015/849 ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE en ce qui concerne la collaboration de la Cellule de renseignement financier avec ses homologues.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/05/2023
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
28/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 498, page 1

Code du travail, droit de l'immigration et droit d'asile

8227 – Projet de loi portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; 3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Le projet de loi a pour objectif d'apporter des modifications ponctuelles au Code du travail, à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et à la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire.

1) Modifications du Code du travail

Les dispositions relatives à l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier qui sont reprises aux articles L. 572-1 et suivants du Code du travail prévoient l'interdiction de l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, mais ne prévoient pas l'interdiction de l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour régulier sans autorisation de travail conformément aux dispositions du chapitre 3 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. C'est pourquoi le projet de loi prévoit également l'interdiction de l'emploi de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, à savoir ceux qui sont en séjour régulier sans autorisation de travail, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Dans ce contexte, le projet de loi vise à préciser que la relation d'emploi des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière est également présumée avoir duré au moins trois mois, à l'instar de celle des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

En pratique, il a été constaté que les dispositions relatives aux circonstances aggravantes en cas d'occupation simultanée de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier manquent de précision, ce qui a conduit à l'existence de jurisprudences divergentes. À cet effet, ces dispositions ont été précisées pour permettre d'un côté au ministère public d'entamer des poursuites pénales à l'encontre des employeurs qui ne respectent pas les textes en question, et d'autre côté, aux juridictions concernées de sanctionner pénalement ces mêmes employeurs. Aussi, le présent projet entend prévoir les mêmes circonstances aggravantes, dont notamment celle relative à la traite des êtres humains, à l'emploi des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière. Il est à préciser que l'Inspection du travail et des mines, qui dans le cadre de ses missions, rencontre une situation laissant supposer une infraction relative à la traite des êtres humains, en avise le Parquet moyennant procès-verbal.

De plus, le projet de loi entend également augmenter le montant des amendes administratives et des sanctions pénales pour dissuader encore davantage les employeurs d'avoir recours à des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ou en situation irrégulière.

2) Modifications de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Les modifications proposées à la loi du 29 août 2008 visent, d'un côté, à apporter des précisions nécessaires à certaines catégories d'autorisations de séjour et, de l'autre, à adapter la législation nationale à la réglementation européenne en matière de contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen.

3) Modifications de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

L'objectif principal des modifications proposées consiste à redresser des inadvertances de faible envergure s'étant produites lors de l'élaboration de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et plus précisément dans l'article consacré aux définitions.

Au-delà de la volonté des auteurs du projet de loi de conformer la législation aux prescriptions de la directive 2013/33/UE établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale (refonte), le projet de loi vise à compléter le dispositif des aides matérielles octroyées par l'Office national de l'accueil (ONA) aux demandeurs de protection internationale, en adaptant le cadre légal au terrain et à la réalité d'aujourd'hui. Ainsi, le projet de loi prévoit de fixer dans le texte le montant des aides relatives à l'alimentation et à l'hygiène.

Enfin, un autre apport majeur du texte réside dans la facilitation de l'accès au marché de l'emploi des demandeurs de protection internationale par la suppression du test du marché lors d'une demande en obtention d'une autorisation d'occupation temporaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/05/2023
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
26/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07/07/2023 Désignation d'un rapporteur
14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :

26/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
26/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique : 19/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 556, page 1

Dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale

8260 – Projet de de loi portant dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale en relation avec l'accord entre le Gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023

Le présent projet de loi transpose deux points de l'accord entre le Gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023, à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023.

Plus précisément, le projet de loi prévoit une dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale pour réduire le taux des cotisations dans la Mutualité des employeurs et permettre à l'État de compenser le déficit de la Mutualité des employeurs au-delà des seuils habituellement applicables. L'objectif de cette mesure est de compenser l'impact financier d'une troisième tranche indiciaire sur les entreprises.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 29/06/2023
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
13/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18/07/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
13/07/2023 Présentation du projet de loi
18/07/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 472, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 17
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden** p. 17
   Exposé : M. Léon Gloden
3. **8207 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement** p. 17
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8207 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8160 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022** p. 18
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8160 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8158 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/31/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
   2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises p. 20
   Rapport de la Commission de la Justice et de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8158 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8134 – Projet de loi déterminant les conditions relatives au droit de grâce du Grand-Duc** p. 22
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Simone Beissel | M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Simone Beissel) | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8134 et dispense du second vote constitutionnel
7. **7882A – Projet de loi portant introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JU-CHA » ;**
   7691 – Projet de loi portant modification
   1° du Code de procédure pénale ;
   2° du Nouveau Code de procédure civile ;
   3° de la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;
   4° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
   5° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;
   6° de la loi du 30 décembre 1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante ;
   7° de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse ;
   8° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
   9° de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant ;
   10° de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance p. 25
   Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7882A : M. Charles Margue
   Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7691 : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gilles Roth) | M. Marc Goergen | M. Roy Reding
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7882A et dispense du second vote constitutionnel
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7691 et dispense du second vote constitutionnel
8. **Ordre du jour** p. 33
   M. Fernand Etgen, Président
9. **8015 – Projet de loi portant modification :**
   1° du Code pénal ;
   2° du Code de procédure pénale p. 33
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis (parole pour fait personnel)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. Sven Clement et Mme Stéphanie Empain) | M. Sven Clement (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8015 et dispense du second vote constitutionnel
10. **8215 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire** p. 38
    Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
    Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8215 et dispense du second vote constitutionnel
11. **7959 – Projet de loi portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat** p. 39
    Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
    Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Sven Clement (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 7959 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Yuriko Backes, Ministre | Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden

M. Fernand Etgen, Président | Ech géif dann direkt d'Wuert ginn un den honorabelen Här Léon Gloden fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Léon Gloden (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech deposéieren hei eng Proposition de loi an dem Dossier Karriäre vun der Police B1, C1. Mir hunn des Ëfteren iwwert déi Problematik hei am héijen Haus geschwat. D'Regierung huet viru Kuerzem e Projet de loi deponéiert opgrond vun deenen Arrête vum Verfassungsgeriicht a vun der Cour administrative.

Wéi ech dat schonn e puermol hei gesot hunn, geet eis dee Projet de loi net wäit genuch. D'Urteel vun dem Verfassungsgeriicht a vun der Cour administrative ass kloer: Et muss eng Upassung automatique komme fir all déi, déi en Ofschlossdiplom hunn, Treizième oder Première. An duerfir, dat ass dat, wat dës Proposition de loi virgesäit. An ech deposéieren dann am Numm vun der CSV déi Proposition de loi.

8280 – Proposition de loi du 19 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden.

3. 8207 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement

Op eisem Ordre du jour vun de Moie steet de Projet de loi 8207, d'Upassung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Lutte géint d'Steierhannerzéiung am Beräich vun der TVA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif Alleguer, an enger globaliséierter an digitaliséierter Welt ass et wichteg, dass Lëtzebuerg permanent neiste Standarde gerecht gëtt, fir der Entwécklung vun eiser Wirtschaft a besonnesch vun eiser Gesellschaft Rechnung ze droen.

D'Europäesch Kommissioun huet an deene leschte Joren eng Rei Direktiven a Reglementer ausgeschafft, fir dësen Effort zesumme mat all den EU-Memberstaaten unzegoen. Déi national Verwaltungen, déi kënnen nämlech net de weltwäiten Handel ganz eleng verfollegen, an dowéinst muss op europäeschem Niveau zesummegeschafft ginn.

Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet dës europäesch Initiative séier ëmgesat. Den Enregistrement schafft och elo drun, fir dësen zousätzleche Baustee séier ze integréieren, soudass den elektroneschen Handel nach besser encadréiert ka ginn.

An deem Kontext oder an deem Kader presentéieren ech Iech haut de Rapport zum Gesetzesprojet mat der Nummer 8207, deen de 5. Mee vun dësem Joer hei am Haus deposéiert ginn ass. Heimat gëtt d'EU-Direktiv vum 18. Februar 2020 iwwert d'Aféierung vun Ufuerderunge fir Déngschtleeschter vu Bezuelungsservicer oder Bezuelungssystemer an eist nationaalt Recht iwwerdroen.

D'Zil vun dëser Richtlinn, vun dëser Direktiv ass et, fir géint den TVA-Bedruch an der europäescher Unioun duerch d'Sammele vun Daten iwwer grenziwwerschreidend Bezuelungen, grenziwwerschreidend Paiementer virzegoen. Dës Date ginn da vu spezialiséierte Beamten aus de Memberstaaten ausgewäert. Déi nei Approche ass net méi déi vum „follow the goods", mee déi vum „follow the money". D'Verwaltunge kënnen nämlech net all déi Milliounen u Gidder noverfollegen a fokusséiere sech dofir op d'Paiementer, also op d'Bezuelungen.

Dësen Text gëtt also oder liwwert also déi rechtlech Basis fir dëse Kommunikatiounsaustausch. Et ass e wichtegt Instrument, fir en eventuelle Bedruch ze verhënneren.

Eng fundamental Neierung an dësem Kontext ass d'Schafe vun enger gemeinsamer europäescher Datebank, genannt CESOP. CESOP steet fir Central Electronic System of Payment (veuillez lire: Central Electronic System of Payment information), also zentralen elektronesche System iwwert d'Bezuelungen.

De CESOP gëtt also elo e Schlësselelement am Kampf géint den TVA-Bedruch. D'Memberstaate sinn derfir verantwortlech, fir d'Donnéeën an d'Informatiounen iwwert d'Paiementer an d'Persounen, déi se gemaach hunn, un eeben dës zentral Datebank weiderzeleeden. D'Schafe vum CESOP ass iwwregens schonn an engem europäesche Reglement, engem EU-Reglement virgesinn.

D'Verflichtungen aus der Direktiv spillen eréischt ab 25 grenziwwerschreidende Bezuelunge pro Trimester un een eenzelne Beneficiaire. Ab 25 Transaktioune geet een also dovunner aus, dass et sech ëm eng ekonomesch Aktivitéit handelt an net just ëm privat Transaktiounen.

Natierlech gesäit den Text och vir, wéi eng Informatioune vun den Déngschtleeschter gesammelt ginn, fir se un déi jeeweileg Verwaltung weiderzeginn, an och ënner wéi enge Modalitéiten d'Sammele selwer, awer och d'Iwwermëttlung, also den Transfert, gemaach ginn.

D'Donnéeë mussen op trimesterieller Basis kommunizéiert ginn an aus Dateschutzgrënn ginn effektiv just d'Donnéeë vum Fournisseur erfaasst. D'Direktiv 2020/284 vun der Europäescher Unioun ass ab dem 1. Januar vum nächste Joer, also vun 2024, schonn applikabel an den éischten Datentransfert ass op den 30. Abrëll vum selwechte Joer fälleg.

D'Direktiv gesäit och en Delai fir d'Ëmsetzen an dat nationaalt Recht vir, an zwar den 31. Dezember dëses Joers, 2023. Fir weider Detailer iwwert de Gesetzesprojet verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Da wollt ech nach ganz kuerz op déi verschidden Avisen agoen, fir d'éischt op den Avis vum Staatsrot, deen den 20. Juni ugeholl gouf. De Staatsrot huet gefrot, datt den Abschnitt 12 vum Artikel 1 soll gestrach ginn, dat well dësen Artikel am Widdersproch zum EU-Reglement stoe géif. Den europäeschen Text géif net virgesinn, dass Donnéeën aus dem CESOP an en nationale System retransferéiert ginn.

D'Kommissioun ass dem Avis vum Staatsrot nokomm an huet en Amendement betreffend den Artikel 1 Paragraf 12 ugeholl. Den Amendement huet also elo preziséiert, wéi eng Daten um europäeschen Niveau erofgelueden a gespäichert dierfe ginn.

D'Kommissioun huet dem Staatsrot och eng detailléiert Begrënnung fir dës Ännerung geliwwert. Konkreet bedeit dat, dass Date just erofgelueden a gespäichert dierfe ginn, wa se et erméiglechen, fir Steierbedruch feststellen ze kënnen, wéi et am Artikel 77 Paragraf 3 oder am Artikel 80 vum geännerte Gesetz vum 12. Februar 1979 betreffend d'TVA definéiert ass.

An engem zousätzlechen Avis vum 11. Juli huet de Staatsrot sech mam Amendement zefridde gewisen.

Och d'Chambre de Commerce huet e positiven Avis zu dësem Gesetzesprojet ofginn. Si begréisst d'Ustrengungen, déi gemaach ginn, fir géint Steierbedruch am Kader vun der TVA virzegoen. Am Avis proposéiere si awer och, eng Lëscht mat Recommandatiounen a Froen opzestellen, fir den Déngschtleeschter esou vill wéi méiglech Informatiounen an Erklärungen zum Sammele vun deenen Donnéeë kënne mat op de Wee ze ginn.

D'Chambre de Commerce stellt iwwerdeems fest, datt just e Retard vun der Kommunikatioun vun den Daten explizitt sanktionéiert gëtt. Si freet also hei eng Kloerstellung zu méigleche Sanktiounen am Fall, wou et den Informatiounen, déi kommunikéiert goufen, u Qualitéit feelt oder wou se feelerhaft wieren oder sinn. Ënner Virbehalt vun hire Remarke begréisst d'Chambre de Commerce awer dëse Gesetzesprojet.

D'Staatsbeamtekummer huet keng weider Remarken zum Projet gemaach a gëtt deementspriechend och hiren Accord.

Fir zousätzlech Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen. Ofschléissend soen ech de Beamten aus dem Finanzministère a virun allem och hei dem Direkter vum Enregistrement villmools Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht bei dësem Gesetzesprojet a fir déi vill Erklärungen, déi si eis op Nofro an der zoustänneger Kommissioun geliwwert hunn.

Ech wollt och vun der Geleeënheet profitéieren, fir hei e grousse Merci ze riichten un d'Madamm Caroline Guezennec vun der Chamberverwaltung an un de Pitt Sietzen vun eiser Fraktioun fir hir respektiv Hëllef bei diverse Projeten an och besonnesch dann dësem Projet.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei gëtt dann natierlech zu dësem Projet hiren Accord an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter André Bauler villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. An ech fänken och mat engem ganz, ganz grousse Merci un eisen exzellente Rapporter André Bauler un, dee wéi ëmmer eigentlech eis dee Projet de loi do op eng einfach, awer kloer Aart a Weis explizéiert huet, soudatt mir näischt aneres iwwregbleift, wéi just nach den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

Mme Octavie Modert (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem André Bauler fir säi Rapport, dee méi wéi komplett war. Ech kann den Accord vun der LSAP bréngen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann ass et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech maachen et nach méi kuerz: E grousse Merci dem Här Bauler an den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann ass et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. An och e grousse Merci un den Här Bauler fir säi Rapport. Ech mengen, mir hunn hei natierlech eppes, wat mir begréissen, d'Lutte géint Fraude, dat ass eng gutt Saach. Op där anerer Säit hu mer och erëm eng zousätzlech Datebank. An och do kann ee sech Froe stellen. Wann ee gesäit, mat wéi enger Sensibilitéit mer hei am Parlament esou Froen diskutéieren, musse mer elo feststellen: Et ass erëm eng nei.

An et sinn … Vläicht awer eng Bemierkung zu deenen Iwwerweisungen, déi iwwert d'Grenz erausginn. Et kommen elo ëmmer méi där Rapporten, datt et och schwéier ass, am Ausland Boergeld opzehiewe vu Bancomaten zum Beispill. An dat ass eng Entwécklung, déi mir och wëllen am A behalen, well et kann elo net sinn, datt ënner verschiddenen Argumenter, déi alleguer hir Justifikatioun hu fir eng besser Kontroll vun den Zalungsbeweegungen iwwert d'Grenz ewech, mer herno an eng Situatioun kommen, wou dat sech entwéckelt an eng Situatioun, datt den Ëmgang mat Boergeld iergendwéi géif ageschränkt ginn. An ech mengen, dat ass einfach eng Saach, déi mer hei wëllen awer mentionéieren, well mer wëllen, datt dorobber opgepasst gëtt. Boergeld ass e Stéck Fräiheet. A bei aller Léift fir eeben d'Lutte contre la fraude däerf et sech net an eng Richtung entwéckelen, datt do eis Fräiheet géif ageschränkt ginn.

Dat gesot, stëmme mir dat hei mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter André Bauler fir de mëndlechen a schréftleche Rapport, dee wéi ëmmer ganz edukativ ass. Et gouf hei … Vläicht just, ech kann Iech soen, mir ginn eisen Accord.

Ech wollt awer just vläicht nach d'Iddi vun der Chambre de Commerce opgräifen, déi gesot huet oder gefrot huet, datt d'Verwaltung hei géif eng Frequently-Asked-Questions-Datebank opbauen, also eng Säit oder eng Broschür, wou déi heefegste Froe repertoriéiert gi mat den Äntwerten. Ech mengen, wann esou eng Demande schonn aus dem Secteur kënnt, da sollt een där roueg nogoen. Dat géif dat Ganzt, mengen ech, nieft dem Rapport vum André Bauler dann och fir de Secteur nach eng Kéier méi verständlech maachen.

An dat gesot, ginn ech eisen Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, e schéine gudde Moien a vu menger Säit och e grousse Merci un de Rapporteur André Bauler fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. D'Bekämpfung vu Steierbedruch ass effektiv essentiel fir éierlech Bierger a Geschäftsleit, mee och, fir Budgetsrecetten ze protegéieren. Wéi de Rapporteur ganz gutt erkläert huet, ass de But vun dëser Direktiv, fir géint den TVA-Bedruch an der EU virzegoen, an dat duerch d'Sammelen eebe vun Daten iwwer grenziwwerschreidend Paiementer.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass de Secteur an den Aarbechten, fir de Projet de loi auszeschaffen, och implizéiert war. Et ass ganz fréi schonn en Aarbechtsgrupp d'lescht Joer kreéiert ginn, wou den Enregistrement, de Finanzministère, d'ABBL an déi verschidden Acteuren effektiv zesummegeruff gi sinn, eng Serie vu Reuniounen hu stattfonnt, déi lescht elo nach leschte Mount am Juni. Den Enregistrement, d'AED, setzt och all déi wichteg Informatiounen an och déi relevant Linken op hiren Internetsite. Si huet och eng speziell E-Mail-Adress en place gesat, wou Payment Service Providers och direkt kënnen hir Froe stellen, déi dann och beäntwert ginn, wou hei effektiv e permanente Kontakt mam Secteur ass, wat fir mech och ganz wichteg ass. An dofir wëll ech och dem Direkter vun der Verwaltung a senge Mataarbechter e grousse Merci soen, dass hei op all déi pertinent Froen och kann en temps utile an am permanenten Echange geäntwert ginn.

D'Resultater vun der Exploitatioun vun den Donnéeën aus dëser neier europäescher Datebank, wéi de Rapporteur erkläert huet, dëser CESOP, zesumme mat den nationale Risikoanalyse wäerten dann an Zukunft derzou bäidroen, dass d'TVA-Fraude an Europa besser bekämpft ka ginn. Wéi gesot, eng besser Bekämpfung vum Steierbedruch valoriséiert nach eng Kéier déi éierlech Bierger an déi éierlech Geschäftsleit a bréngt eis in fine dann och méi Recetten an eise Staatsbudget.

Et bleift mir da just nach, Iech Merci ze soen, och fir déi exzellent Zesummenaarbecht an och fir déi grouss Zoustëmmung zu dëser Transpositioun vun enger wichteger EU-Direktiv. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8207. Den Text steet am Document parlementaire 8207[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8207 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8160 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8160, eng Konventioun mat England an Nordirland, déi souwuel d'Duebelbesteierung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzéiung soll verhënneren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister. E wichtege Bestanddeel, fir d'Attraktivitéit vum Grand-Duché ze erhalen an och ze stäerken, ass eeben och eis Finanzplaz. Eng gutt funktionéierend Finanzplaz brauch eng Finanzpolitick, déi op der Héicht ass, eng Finanzpolitick, déi sécherstellt, dass verschidden Acteuren onkomplizéiert a sécher mateneen handelen an hir Aktivitéiten ofwéckele kënnen.

An enger ëmmer méi globaliséierter Welt brauch een also kloer Reegelen, déi e fairt a kompetitiivt Wirtschaftsëmfeld garantéieren. An dësem Fall spillen och eis bilateral Bezéiungen eng grouss Roll. Mëttels Konventioune verhënnere mir, dass eng Persoun oder eng Entreprise, déi an zwee Länner aktiv ass, zweemol fir déi selwecht Aktivitéit besteiert gëtt.

Mam Vereenegte Kinnekräich hu mir schonn eng Konventioun aus dem Joer 1967. Dës Konventioun gouf schonn dräimol ugepasst, dat fir d'leschte Kéier 2009. Duerch hiren Austrëtt aus der EU a well déi international OECD-Standarden evoluéiert hunn, huet awer eng nei Konventioun missen ausgeschafft ginn, déi also d'Konventioun vun 1967 ersetzt.

De Gesetzesprojet 8160, deen de 24. Februar deposéiert gouf, gesäit vir, dës nei Konventioun an hire Protokoll vum 7. Juni zejoert unzehuelen, dat fir déi bilateral wirtschaftlech Bezéiunge mam Vereenegte Kinnekräich ze encadréieren.

Wat heescht dat elo konkreet? De Brexit huet derzou geféiert, dass EU-Richtlinnen zu Dividenden, Zënsen a Redevancen net méi applikabel sinn. Doriwwer eraus

kéint eng ze héich Retenue à la source entstoen. Dat kéint de wirtschaftleche Bezéiungen tëschent Lëtzebuerg an dem Vereenegte Kinnekräich schueden. Eng nei Konventioun ass also wichteg, fir déi bilateral Wirtschaftsbezéiunge weider ze förderen.

Esou wéi Lëtzebuerg ass dat Vereenegt Kinnekräich säit 2018 och Deel vun de Länner, déi den MLI ëmsetzen, soudass d'Konventioun BEPS-konform ass.

A mengem schréftleche Rapport hunn ech preziséiert, dass d'Konventioun net déi bestoend europäesch Reegelen, déi am Kader vum Brexit ugeholl goufen, ersetzt. Hei geet et ëm den Handels- a Kooperatiounsaccord tëschent EU a UK. An deem Accord ass och e Protokoll betreffend d'TVA matabegraff. An dëse Protokoll reegelt exklusiv déi administrativ Kooperatioun betreffend d'TVA an déi géigesäiteg Ënnerstëtzung betreffend de Recouvrement vun TVA-, Accisen- an Douanesscholden.

D'Artikele 25 a 26 vun der Konventioun kënnen also net esou interpretéiert ginn, wéi wann déi zwee Staaten Informatiounen an deem Beräich via Konventioun austausche kéinten oder déi elo just opgezielten Akten ausübe kéinten.

Schlussendlech hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet an hirem Exposé des motifs erkläert, dass Kompromisser onëmgänglech waren, mee dass d'Konventioun, wéi se haut virläit, de Spezifizitéite vun den zwee Vertragspartner gerecht gëtt.

D'Kommissioun krut zwee Avisen zu dësem Projet geschéckt. De Staatsrot huet zum Gesetzesprojet a sengem Avis vum 31. Mäerz keng Observatioune gemaach. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 3. Abrëll de Projet begréisst. Fir weider Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen an op mäi schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, ginn den Accord vun der DP-Fraktioun, ouni awer ze vergiessen, de Mataarbechter vum Ministère a vun der Fraktioun Merci ze soe fir hir Mataarbecht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Guy Arendt.

An och hei ass den éischten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Och hei e ganz grousse Merci un de Rapporter Guy Arendt, deen eis och dee ganz wichtege Projet do op eng kloer an einfach Aart a Weis duergestallt huet. Ech kann och direkt dozou den Accord vu menger Fraktioun bréngen, wollt awer vläicht dervu profitéieren, fir, genausou wéi den Här Arendt dat och gemaach huet, op d'Wichtegkeet vun deene bilaterale Besteierungsofkommesse mat anere Länner opmierksam ze maachen.

A meng Fro un d'Finanzministesch ass eigentlech déi, wat iwwert dëse bilateralen Accord eraus nach vun aneren am Moment an der Pipeline ass. Wat fir eng kommen? Dat ass natierlech dann an der nächster Legislaturperiod, mee wat fir eng sinn an nächster Zukunft do nach virgesinn?

Dat gesot, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter Guy Arendt fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Mir stëmmen haut iwwert dat Duebelbesteierungsofkommes of mat dem Vereenegte Kinnekräich a mat Nordirland. Dat war och, kann ech mech erënneren, dat Theema, wat mer bei eiser Visitt zu London mam Chambersbureau quasi mat allen Interlocuteuren haten. Do war de Wonsch wierklech grouss, dass mer dat sollte séier maachen.

Ech si frou, dass dat eis konnt geléngen, an ech ginn dofir den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An elo ass d'Wuert fir d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci fir seng ausféierlech Rapporten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An elo ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Arendt. Et ass besonnesch wichteg, datt mer dat hei mam Vereenegte Kinnekräich ofschléissen. Dat Vereenegt Kinnekräich war ganz laang dat Land, dat Nopeschland vu Lëtzebuerg, wou jorelaang kee Minister higaangen ass. Et ass interessant, datt mer eigentlech d'bilateral Relatioune mat dem Vereenegte Kinnekräich wärend laange Joren, wou se nach Member waren, vernoléissegt hunn.

Dat kënne mer eis haut wierklech net méi erlaben a kenger vun deene groussen Achse vun der Zesummenaarbecht. Dofir ass dat hei eng ganz gutt Initiativ. An et kann een d'Regierung nëmmen encouragéieren, eis Relatioune mat dem Vereenegte Kinnekräich op all Niveau ze intensifiéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fernand Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi Rapport. Mir kënnen dat hei leider net matstëmmen, well et allgemeng eng Course no ënnen an der Fiskalitéit iwwert d'Transferts de capitaux ass. Dat kënne mir als Lénk net matdroen. Et deet mer leed.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt e grousse Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech soen der Finanz- a Budgetskommisioun och e ganz grousse Merci fir déi séier an effizient Aarbecht, fir dass dëse Projet de loi och haut ka gestëmmt ginn.

Et ass gesot ginn, eis bilateral Relatioune mat dem Vereenegte Kinnekräich bleiwe wichteg, eebe grad just och op wirtschaftlechem Plang. Dofir ass et wichteg, fir eng modern Steierkonventioun ze hunn, déi all déi international Standarden enthält op där enger Säit an op där anerer Säit natierlech och dem neien Ëmfeld nom Brexit Rechnung dréit an och deene bestoenden europäesche Reegelen, déi am Kader vum Brexit ugeholl goufen, Rechnung dréit an déi natierlech och respektéiert.

Här President, vu dass et warscheinlech dee leschte Gesetzesprojet ass an dëser Legislaturperiod, wat déi Steierkonventiounen ugeet, wollt ech Iech dann effektiv e kuerzen Iwwerbléck ginn a vun dëser Geleeënheet da profitéieren, fir Iech ze soen, dass mer elo am Total 93 Konventiounen ënnerschriwwen hunn. 85 dovunner sinn der en vigueur. Bei deenen anere leeft de Processus nach op där enger oder anerer Säit. Dovunner elo huet d'Chamber der fënnef approuvéiert an deem leschten annerhallwe Joer, wann een déi vun haut da géif matzielen. Derbäi kommen dann awer och nach déi Avenanten, déi Der gutt kennt, déi mer rezent mat Frankräich a mat der Belsch ënnerschriwwen hunn an och approuvéiert hunn. D'Avenante mat Däitschland an och d'Konventioun mam Cap Vert a mam Vietnam sinn och an dësem Zäitraum ënnerschriwwe ginn. D'Negociatioune mat der Côte d'Ivoire sinn nach en cours. Dat ass de Stand der Dinge ab haut. Dir gesitt, et ass gutt geschafft ginn.

An dofir wëll ech och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir menge Mataarbechter am Finanzministère, mee natierlech och deene vun der Steierverwaltung e grousse Merci ze soe fir hir fläisseg Aarbecht an natierlech Iech, der Chamber, e grousse Merci fir déi exzellent Kollaboratioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8160. Den Text steet am Document parlementaire 8160[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8160 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8158 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/31/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et portant modification :

1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Mir kommen elo zum Projet de loi 8158, d'Upassung vun enger Direktiv iwwert d'Kommunikatioun vun Informatiounen iwwert d'Akommessteiere vu verschiddenen Entreprisen. A Rapporter ass hei nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission de la Justice et de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamme Ministeren, déi grouss Entreprisë spillen eng wichteg Roll an eiser globaliséierter Welt. Ech hat schonn e puermol d'Geleeënheet, dat ze soen.

A ganz ville Beräicher vun der Weltwirtschaft gëtt et effektiv grouss Firmen, déi quasi weltwäit aktiv sinn. Do denkt een natierlech virun allem un déi grouss Internetfirmen, mee awer och nach vill anerer. A jo, et ass wouer, dës Gruppe sinn esou grouss, dass een net einfach novollzéie kann, wat si alles maachen a wéi si strukturéiert sinn. Natierlech léisst dat vill Raum fir Spekulatioun, och wann et ëm d'Besteierung vun dësen Entitéite geet.

D'Europäesch Kommissioun huet eng Direktiv op de Wee bruecht, fir dësen Zoustand ze verbesseren a fir méi Transparenz ze schafen, soudass d'Allgemengheet konkreet Zuelen zur Verfügung huet, fir sech e Bild vun der Situatioun vun deenen Entreprisë kënnen ze maachen.

Déi Direktiv, déi mam Gesetzesprojet vun haut soll an nationaalt Recht ëmgesat ginn, huet also als Zil, dank Transparenz den Débat publique iwwert d'Steierlaascht vun de Multinationallen ze verbesseren. Esou sollen d'Societéiten och zousätzlech dozou encouragéiert ginn, hir Responsabilitéiten ze huelen, esou soll dann och d'Vertraue vun de Bierger gestäerkt ginn.

An deem Kader presentéieren ech Iech haut de Rapport zum Projet de loi 8158, deen als Zil huet, déi EU-Direktiv vum 24. November 2021 betreffend d'Kommunikatioun vu verschiddenen Entreprisen a Succursallen iwwer hir Akommessteier an eist Recht ze iwwerdroen.

Konkreet sinn Entreprisen a multinational Gruppen, déi e signifikativen Ëmsaz maachen an déi an der Europäescher Unioun etabléiert sinn oder déi hei Filialen oder Succursalle vun enger gewëssener Gréisst hunn, viséiert.

D'Direktiv definéiert véier Kategorië vun Entreprisen, déi eemol d'Joer eng Deklaratioun mussen areechen, déi Informatiounen zu hirer Akommessteier enthält.

Als Éischt sinn dat déi sougenannten ieweschte Mammenentreprisen. Dat ass engersäits d'Entreprise, déi consolidéiert Konten opstellt an déi un der Spëtzt vun engem Grupp ass. Déi zweet Konditioun ass, dass de järlechen Ëmsaz iwwer 750 Milliounen Euro läit, an dat wärend zwee Exercicer hannereneen.

Déi zweet Kategorie ass déi vun den autonomen Entreprisen, déi net zu engem Grupp gehéieren an déi, wéi bei der viregter Kategorie, en Ëmsaz vun iwwer 750 Milliounen Euro verbuchen, an dat wärend zwee Exercicer hannereneen.

Déi drëtt Kategorie befaasst sech mat Filiale vu grousse ieweschte Mammenentreprisen, déi net dem Recht vun engem EU-Memberstaat ënnerleien a wou de Joresëmsaz och nach iwwer 750 Millioune pro Joer läit. Dës Filiale mussen eng Deklaratioun iwwert de ganze Grupp, deen ënnert der Kontroll vun der ieweschter Mammenentreprise läit, ofginn.

Schlussendlech befaasst sech d'Direktiv och mat de Succursallen, déi an der EU wuel etabléiert sinn, mee enger Entreprise ënnerstinn, déi net dem Recht vun engem EU-Memberstaat ënnerläit. Succursalle si betraff, wann hiren Nettoëmsaz iwwert dem spezifesche Seuil vum jeeweilegen EU-Memberstaat läit – zu Lëtzebuerg läit de Seuil bei 8,8 Milliounen Euro –, an, als zousätzlech Konditioun, wann d'Entreprise, där se gehéiert, Deel vun engem Grupp oder enger autonomer Entreprise ass, déi en Nettoëmsaz vun iwwer 750 Millioune pro Joer huet. An dësem Fall muss d'Succursale eng Deklaratioun iwwert de ganze Grupp verëffentlechen.

D'iewescht Mammenentreprisen an déi autonom Entreprisë mussen dëser Deklaratiounsflicht net nokommen, wa si selwer, souwéi hir Filialen a Succursallen, an engem eenzege Memberstaat aktiv sinn a keng Aktivitéiten an anere steierleche Juridictiounen hunn.

Souvill zu de Kategorien.

Elo kommen ech dann zum Inhalt vun der Deklaratioun. Dës muss Informatiounen iwwer all d'Aktivitéite vum Grupp oder vun der autonomer Entreprise beinhalten. Dat opgelëscht no Memberstaat respektiv no Land, dat op enger europäescher Lëscht vun den net kooperative Juridictiounen am Beräich vun der Besteierung steet.

Doriwwer eraus mussen d'Deklaratiounen innerhalb vun zwielef Méint no der Clôture vum Exercice deposéiert a publizéiert ginn. Dës Informatioune musse gratis fir jiddereen zur Verfügung gestallt ginn: entweeder um Site vun der Entreprise selwer oder beim Registre de commerce et des sociétés. Dat an engem vun enger Maschinn liesbare Format a fir op d'mannst fënnef Joer.

D'Membere vun de Verwaltungs- a Kontrollorganer vun de concernéierten Entitéite sinn dann och kollektiv responsabel fir d'Opstellung, den Depot an d'Publizéiere vun der Deklaratioun.

D'Direktiv wäert op Exercicer applikabel sinn, déi ab dem 22. Juni 2024 opgemaach ginn.

D'Ëmsetzung vun dëser Direktiv ass dem Originaltext no trei gemaach ginn. Zu gudder Lescht hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet sech fir déi zwou Optiounen, déi d'Direktiv proposéiert, entscheet.

Engersäits ass et d'Méiglechkeet, d'Publikatioun vu gewëssenen Informatioune maximal fënnef Joer no hannen ze verleeën, falls dëst der wirtschaftlecher Stellung vun der Firma staark kéint schueden.

Anerersäits awer och, dass d'Entreprisen d'Deklaratioun net gläichzäiteg op hirem Site an um Registre de commerce publizéiere mussen. D'Publikatioun um RCS, déi gratis fir all Drëtten innerhalb vun der EU zougänglech ass, geet also duer.

Fir Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech géif dann och op d'Avisen, déi deposéiert gi sinn, kuerz agoen.

Fir d'éischt den Avis, deen de Staatsrot de 7. Abrëll vun dësem Joer erausginn huet. De Staatsrot huet eng Opposition formelle agereecht, betreffend deen neien Artikel 72undecies, an deem de Begréff „entreprise filiale de taille moyenne" definéiert gëtt. Zousätzlech huet de Staatsrot awer och Changementer bei der Terminologie a legistesch Ännerunge proposéiert. Nodeems de Staatsrot zousätzlech Erklärunge vun de respektive Ministere krut, konnt dësen d'Opposition formelle den 22. Juni vun dësem Joer ophiewen.

D'Chambre de Commerce huet den 11. Abrëll en Avis agereecht, deen ënnersträicht, dass d'Entreprisen elo schonn engem groussen administrativen Opwand ënnerleien an dass dëse soll beschtméiglech klenggehale ginn. Si begréisst awer d'Méiglechkeet vun engem Report vun der Publikatioun. Dës géif et den Entreprisen erméiglechen, net benodeelegt ze sinn a géif dem potenzielle Verloscht vun Attraktivitéit vu Lëtzebuerg entgéintwierken, wa mir par rapport zu anere Länner d'Optioun net huele géifen.

An deem Sënn ass et och wichteg, laut der Chambre de Commerce, dass d'Entreprisë genau matgedeelt kréien, wat sensibel Informatioune sinn a wat ubruecht Grënn sinn. Et wier och gutt, wann de Rapport am Viraus géif accordéiert kënne ginn.

D'Chambre de Commerce ass och doriwwer erfreet, dass d'Informatiounen net um eegene Site publizéiert musse ginn. Schlussendlech bedauert d'Chambre de Commerce och, dass strofrechtlech Amendë fir d'Administrateuren, Gestionnairen a permanent Representantë virgesi goufen, a plädéiert also éischter fir administrativ Amenden.

D'Chambre de Commerce ka schlussendlech hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn, wann déi virdru genannt Remarken a Betruecht geholl ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Ech soen och nach hei dee jeeweilege Ministeren an hire Beamte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet an och der Mataarbechterin bei eis an der Fraktioun. D'DP-Fraktioun gëtt schlussendlech hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Guy Arendt.

An dann ass et um Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Och hei ugefaange mat engem ganz grousse Merci un de Guy Arendt fir seng exzellent Rapporten. Mir wäerten natierlech och hei eisen Accord dozou ginn. Ech wollt mer awer erlaben, trotzdeem zwou generell Bemierkungen zu dësem Projet ze maachen.

Déi éischt ass ... Ech mengen, den Här Arendt huet erkläert, ëm wat et hei geet. Et muss ee just wëssen, datt duerch déi Dispositiounen, déi mer hei elo wäerten haut adaptéieren, an d'Chambre de Commerce huet dat jo an hirem Avis ënnerstrach, awer erëm substanziell méi Formalitéiten op vill Betriber wäerten zoukommen.

Mir wëssen alleguerten, wat am Moment scho vu Formalitéite besteet. Hei kommen der also nach eng Kéier zousätzlech derbäi. Ech hat och an der Kommissioun gefrot, wivill Betriber eigentlech vun deem Gesetz hei wäerte betraff sinn. Ech krut do awer keng Äntwert, well och déijéineg Beamte gesot hunn, dat wär ganz schwéier ze erfaassen. Et schéngt sech jo awer och hei

ëm e puer Dausend Betriber ze handelen. Dat heescht, et sinn awer ganz, ganz vill Leit och dovunner betraff.

Eng zweet Remark, an dat ass méi eng prinzipiell, ass, datt mer elo hei dohinner ginn an europäesch Entreprisen oder Entreprisen, déi an der Europäescher Unioun Aktivitéiten hunn, déi natierlech dann ënnert déi Konditioune falen, obligéieren, awer eng Rei vun Informatioune public ze maachen.

Wuel kann een do, an dat ass jo och virdrun hei erkläert ginn, e Report froen, wann een da gutt Argumenter huet. Nach muss een hei wëssen, datt domadder vun europäesche Betriber anere Betriber ausserhalb vun der Unioun awer eng Rei vun Informatioune kënnen zougänglech ginn, déi si erëm dann och an hire konkurrenziellen Aktivitéite kënne benotzen. Dat heescht, deemno, wéi dat hei elo ausgeluecht gëtt, riskéiert dat, erëm zu enger Schwächung vun den europäesche Betriber ze féieren. An dat ass einfach eppes, wat net gutt ass.

Ech hu jo och schonn e puermol hei ënnerstrach, datt ëmmer méi Betriber och amgaange sinn, driwwer nozedenken, Aktivitéiten an Drëttlänner ze verlageren. Hei ass also erëm eng Kéier – an ech weess, datt och d'Madamm Minister do ganz sensibel drop ass – eng Fro vu Level-Playingfield, déi sech stellt. A mir mussen awer iergendwéi eng Kéier, Madamm Minister, eis wierklech Gedanke maachen, ob d'Europäesch Unioun net amgaangen ass, do an eng Richtung ze steieren, déi et ëmmer méi schwéier mécht fir d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun hiren eegenen Entreprisen.

Dat gesot, erlaabt mer awer och nach, da vun der Geleeënheet ze profitéieren, op en Aktualitéitspunkt zréckzekommen, well ech och elo vum Level-Playingfield geschwat hunn. Ech hu gesinn, wann ech d'Press liesen, datt d'Europäesch Kommissioun schéngt, wann een den Artikelen da ka gleewen, e Recours géint Lëtzebuerg ze maache wéinst net konformer Ëmsetzung vun der ATAD-1-Direktiv. Ech hu gelies, datt et do Interpretatiounsdivergenze gëtt zwëschent der Regierung an der Europäescher Kommissioun. An ech wollt trotzdeem haut vun der Geleeënheet profitéieren, well dat och déi lescht Finanzprojete sinn, déi mer haut hei diskutéieren, fir awer vläicht dann och der Madamm Minister d'Geleeënheet ze ginn, eis ze soen, wat et effektiv do mat deem Recours op sech huet, ob deen och kënnt, a wat och do e bëssen awer dann eis Argumentation juridique ass, fir dann eventuell deene Fuerderunge vun der Europäescher Kommissioun net nozeginn.

Dat gesot, bréngen ech awer heimadder den Accord vu menger Fraktioun zu deem dote Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An elo geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, a merci dem Guy Arendt nach emol fir säi gudde Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An elo ass et un der Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. A merci dem Rapporter Guy Arend fir säi gudde Rapport. An domat ginn ech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, merci och vun eiser Säit aus. Dem Här Arendt nach eng Kéier e grousse Merci fir seng Fläissaarbecht haut.

Et ass esou, datt mer eis gefrot hu bei dësem Text iwwerhaapt – an do wär et vläicht interessant, och eng Appreciatioun vun der Regierung ze héieren –, awéiwäit esou Direktive wéi déi heiten iwwerhaapt am Lëtzebuerger Interessi sinn. Well mir sti jo och, hei ass … Natierlech, huet den Här Arendt eis erkläert, et geet ëm Confiance des citoyens. En huet dat och a sengem schréftleche Rapport ënnerstrach.

Op där anerer Säit muss ech och soen, datt mir als Lëtzebuerg staark ënner Drock stinn, well mer vill Siègen hei hunn. A mir haten déi Diskussioun och scho behandelt beim grenziwwerschreidenden Handel, datt zwar hei de Siège da besteiert gëtt, mee datt eigentlech d'Benefisser an anere Länner da realiséiert ginn.

All déi Diskussioune kënne vläicht hei mat erafléissen, fir datt eigentlech déi Informatioun vum Public, déi hei soll encouragéiert ginn – et ass iwwerhaapt eng komesch Motivatioun, fir eng Direktiv ze maachen an deem Sënn – an „alimenter le débat public relatif à la contribution des multinationales".

Et ass eng reng politesch Saach. Ob dat da wierklech am Interessi vun eisem Land ass? A wann dat net esou ass, net esou 100%eg, wéi een dat kéint mengen – an d'Virriedner hunn och schonn op déi ekonomesch Problemer an dësem Kontext higewisen: Bürokratie, Kompetitivitéitsverloscht –, da freet ee sech, firwat d'Regierung mat op de Wee geet, fir esou Saachen ze verhandelen an ze akzeptéieren. Mee gutt.

Da sinn awer Ausnamen hei ugeholl gi vun der Regierung, oder Delaien. Déi Optioun, déi mer do haten, hu mer dann och geholl. Dat ass alles schéin a gutt, mee da muss een awer soen, datt d'Chambre de Commerce an engem Punkt awer komplett Recht huet an eisen Aen. Elo ass et esou, datt et strofrechtlech relevant gëtt – strofrechtlech! –, wann déi Gestionnairen, oder d'Responsabilité, d'Dirigeanten an esou weider, wann déi déi Informatiounen net an den Délais prescrits bekannt ginn.

Dat ass an eisen Ae keen Delikt, kee Verbriechen, wann een en Delai verpasst. Dat ass vläicht effektiv e Fall, fir eng administrativ Strof ze verhänken, awer déi Mentalitéit vum „tout pénal", well een en Delai verpasst, dat geet awer och hei, denke mir, ze wäit. Dofir wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir säin exzellente Rapport, deen x-te fir haut.

Jo, d'Iddi vum ëffentleche „country-by-country reporting" ass virun 20 Joer vum Tax Justice Network proposéiert ginn. An zënterhier huet d'Zivillgesellschaft ëmmer erëm dëst gefuerdert. Och mir als Lénk hu scho säit Joren dës Fuerderungen an eisem Programm stoen an hu se och schonn ëfters hei op der Tribün gefrot. Ëmsou méi frou si mer hei haut, dass se endlech an dem Lëtzebuerger Recht ëmgesat gëtt. Besser spéit wéi ni.

D'Iddi ass esou einfach wéi genial. Wann déi grouss Multinationallen alljoers musse gewëssen Donnéeën, opgeschlësselt op déi eenzel Länner, veréffentlechen, dann ass et dir d'Chercheuren, d'Journalisten, d'ONGe méi einfach, Mustere vun aggressiver Steieroptiméierung ze identifizéieren an unzeprangeren.

Wéi mir héieren hunn, war Lëtzebuerg awer net onbedéngt ënnert deenen, déi zu Bréissel u sech dës Initiativ mat Begeeschterung an Elan weidergedriwwen hunn – wat eis och net onbedéngt elo wonnert. Och elo bei der Transpositioun zitt Lëtzebuerg, also d'Regierung, hei déi zwou eenzeg Optiounen, déi et gëtt, fir dëse Mechanismus u sech ofzeschwächen.

Mir mengen awer, datt Transparenz am Interêt vun de Biergerinnen a Bierger a ganz Europa ass, mee och hei zu Lëtzebuerg. Mir mengen net, dass eise Wuelstand soll baséieren op – voilà, wéi soll ech elo soen? – der Exploitatioun eventuell vun anere Länner, respektiv dass an anere Länner eeben ëffentlech Gelder feelen. Wann d'Multinationallen emol endlech géifen hire fairen Undeel u Steiere bezuelen, da wär eis an, mengen ech, ganz Europa och scho ganz vill gehollef. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter Guy Arendt, deem ech virdrun net Merci konnt soen. Dat hei sinn dräi Direktiven. Ech mengen, dat weist schonn, datt de Rapport och e bësse méi extensiv war. Dofir nach eng Kéier e grousse Merci.

Dräi Direktiven, mee nëmmen eng Grëtz Transparenz, muss ee bal soen. Well et hätt ee méi wäit kënne goen. Et hätt ee kënne méi wäit goen, an Dir hutt elo gesot: „D'Chambre de Commerce wollt eebe grad net oder begréisst, datt d'Publikatioun net obligatoresch op hiren eegene Sitten ass, wa se schonn op enger anerer Plaz stattfonnt huet."

Ech denken do awer drun, datt déi EU-Säiten, op deene verschidden Informatiounen heiansdo sollen ze fanne sinn, net onbedéngt ëmmer déi einfachst ze benotze sinn. A wa mer da vum LBR schwätzen an deelweis och vum „rate limiting", spéitstens do bäisst sech d'Kaz awer an de Schwanz, wann et och drëm geet, datt d'Journaliste solle kënne Recherchë maachen.

Generell an, ech mengen, wann een dee Gedankegang weiderféiert, da misst ee sech d'Fro stellen: Wa mer esou nei Dispositiounen aféieren, fir Saachen ze deposéieren oder ze publizéieren, datt een endlech e richtege „One Stop Shop" kritt, …? D'Betriber hei zu Lëtzebuerg sinn haut scho forcéiert, fir op enger ganzer Rei vu Plattforme verschidden Donnéeën ze deposéieren – sei dat de MyGuichet, de SECUline, den eCDF, den LBR. Bon, mir kënne weiderfueren.

Et ass quasi ëmmer all Demarche op iergend engem anere System mat aneren Identifianten, mat aneren Demarchen. An ech mengen, hei hätt ee kënnen och soen: „Jo, mir wëllen déi Publikatioun och op engem lëtzebuergesche Site, och op engem nationale Site, mee en contrepartie maache mer Iech et méi einfach." Wa mer dat nämlech gemaach hätten, dann hätte mer méi Transparenz geschaaft, manner Opwand insgesamt fir d'Betriber, och wa se hei méi Dokumenter respektiv méi Informatioune publizéiert hätten.

Wéi vill Betriber dann dorënner falen, ech mengen, dat ass déi grouss Fro. Dat wäerte mer dann elo an abseebarer Zäit gesinn, wann d'Gesetz bis a Kraaft trëtt. Ech hoffe just, datt mer mat deene ganzen Délai-pénallen herno net eis selwer e bëssen d'Liewe schwéiermaachen.

Mir hunn dat gesi beim ASBLs-Gesetz, wéi mer d'Bénéficiaire-effectiffe bei den ASBLen néideg gemaach hunn, wéi vill Strofen do op eemol hu missten octroyéiert ginn, fir zu där Compliance ze kommen. Ech hoffen, datt hei d'Betriber besser ekipéiert sinn, fir sech direkt dorunner ze conformëieren an dann och déi Donnéeën ze publizéieren.

Mir ginn op alle Fall eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dës Direktiv ass 2016 proposéiert ginn. Et huet bis 2021 gebraucht, bis déi Negociatioune fäerdeg waren an d'Direktiv dann am Conseil „Kompetitivitéit" adoptéiert ginn ass.

Ech mengen, dat ware keng einfach Diskussiounen, keng einfach Negociatiounen. Lëtzebuerg huet sech am Fong Froe gestallt, zesumme mat enger ganzer Rei vun aneren État-memberen, iwwert d'Base juridique dovunner. A bon, mee mir hunn eis hei vum Prinzipp hier net opposéiert, well mir trotzdeem fir Transparenz en matière fiscale sinn. Hei geet et dann ëm d'Transparenz, wat dann och mat sech bréngt, dass d'Bierger solle Vertrauen hunn. Ech mengen, hei si mer dann zesummen an der EU op dee Wee gaangen.

Ech ginn Iech awer Recht, wann Der sot, mir missten trotzdeem oppassen, fir och international kompetitiv ze bleiwen. Ech mengen, dat ass eis ganz wichteg. Dofir muss een … Dir hutt och vu Level-Playingfield geschwat. Ech ginn Iech do och ganz Recht. Mir mussen hei oppassen, dass mer dee richtegen Equiliber fannen zwëschent Transparenz an natierlech och Kompetitivitéit an Europa.

Et ass nach d'Fro gestallt ginn, op déi et anscheinend an der zoustänneger Kommissioun keng Äntwert ginn ass … Souwäit ech informéiert sinn, ass do gesot ginn, dass 7.000 Betriber, plus ou moins, hei betraff sinn. Ech mengen, méi wéi dat, wat och d'Experten an der zoustänneger Kommissioun gesot hunn, kann ech Iech och net soen.

Vläicht wäert d'Ministesch Tanson och nach op weidere Punkten intervenéieren.

Ganz kuerz, Dir hutt ATAD 1 ugeschwat. Ech hunn den offizielle Courrier vun der Kommissioun elo nach net kritt. Dat heescht, wann ech dee kréien, da kucke mer dat och méi am Detail.

Also, mir hunn ATAD 1 an och ATAD 2 ëmgesat, matzäit. Dass mer hei géint Steierhannerzéiung kämpfen, ass eis ganz wichteg. An der Zäit hat mäi Virgänger dann effektiv och esou d'Propositioun virgestallt, fir dat ze transposéieren.

Dass d'Titrisatiounsgesellschaften aus där Lëscht do géifen erausgeholl ginn, dat, huet d'Kommissioun eis gesot, wär keng richteg Interpretatioun. Säitdeem si ganz vill Diskussiounen och mat der Kommissioun gelaf. Ech hunn och mam Secteur doriwwer geschwat, wou ech dann zur Konklusioun komm sinn: Bon, da kucke mer dat, dass mer dann do der Kommissioun entgéintkommen, well et och kee weidere risegen Impakt sollt hu fir eise Secteur.

Duerno hu mer awer du gesinn, dass d'Kommissioun a weideren Dispositiounen, weidere Propositiounen – vun DEBRA bis Unshell – am Fong dat Argument, dat mir geholl hunn, fir d'Titrisatiounsgesellschaften eeben als déi Entités financières réglementées unzegesinn, selwer iwwerholl huet. Doropshin hu mer och nees Diskussioune mat der Kommissioun gefouert. Ma wann Der dat elo selwer esou proposéiert, firwat wëllt Der eis hei op d'Geriicht huelen? Dorop krute mir ni wierklech e gudde Feedback, soudass mer elo emol derbäi bliwwe sinn an ech och net méi den Zweck gesinn hat, vu dass d'Kommissioun dat selwer elo esou virschléit, fir dat ze änneren.

Bon, elo gi mer dann anscheinend op d'Geriicht geholl. Ech mengen, da missten d'Geriichter tranchéieren, wien dann hei zum Schluss Recht huet. Mee, wéi gesot, ech hunn elo de Courrier vun der Kommissioun nach net kritt. Mir wäerten dat am Detail analyséieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Finanzministesch. An ech ginn de Relais weider un d'Madamm Sam Tanson, Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, just ganz kuerz. Bon, fir d'éischt emol merci dem Rapporteur. Et ass alles gesot ginn iwwert de Contenu vum Text. Et war nach eng Fro par rapport zu de strofrechtleche Sanktiounen. Fir d'éischt emol: D'Direktiv gesäit explizitt vir, dass ee muss Sanktioune virgesinn. Déi mussen och dissuasiv, proportionell an effikass sinn. Dat heescht, dat ass net eppes, wat mer am loftleere Raum maachen. An dann ass et awer och wichteg ze prezséieren, dass et sech aschreift an Dispositioune wéi déi, déi mer schonn hunn, wou eeben och d'Netpublikatioun vum Rapport iwwert d'Paiements effectués och enger Sanktioun ënnerläit. Dat heescht, et ass am Fong just bei dem Artikel 1500-2 e Punkt 11 bäikomm, dee mécht, dass mer d'Direktiv hei och kënne richteg transposéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8158. Den Text steet am Document parlementaire 8158[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8158 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ostëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8134 – Projet de loi déterminant les conditions relatives au droit de grâce du Grand-Duc

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8134 iwwert den Droit de grâce vum Grand-Duc. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Moien an de Mëtteg stëmme mer nach e puer Projeten aus dem Justizwiesen. Ech fänken haut un, de Moien, mat deem iwwert den Droit de grâce vum Grand-Duc. Mer schafen do elo eng Base légale. Huele mer un, Dir sidd verurteelt a leschter Instanz an dann hutt Der eng Strof ze verbéissen. Da bleift Iech en droit d'Méiglechkeet, ënner gewëssenen Ëmstänn d'Grâce vum Grand-Duc unzefroen, fir Är Strof integral nogelooss ze kréien oder reduzéiert ze kréien. Ënner Reduktioun versti mer, dass d'Strofmooss entweeder méi kleng gëtt oder an eng manner streng Strof ëmgewandelt gëtt.

De Projet 8134 gouf de 4. Januar 2023 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert. Den 18. Januar war en an der Justizkommissioun. De Rapporter gouf bestëmmt. Den Avis vum Staatsrot krute mer schnell, de 16. Mee. Mir hunn en den 28. Juni analyséiert an do hu mer e puer Amendementer ugeholl. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 11. Juli du Gréng Luucht ginn. De 14. Juli hu mer en ugeholl, de Rapport.

Mir kruten Avise vum Staatsrot, wéi gesot, zweemol, a vum Parquet général, dem Parquet aus der Staat, der Cour supérieure, der CNPD a vun deene Magistraten aus de Bezierksgeriichter, déi Member – effectif oder suppleant – sinn an der aktueller Commission des grâces. Merci fir all déi nëtzlech Suggestiounen a Bemierkungen.

Ëm wat geet et an dësem Gesetz, dat aus sechs Artikele besteet? De Gesetzesprojet ass néideg ginn opgrond vum Artikel 39 (veuillez lire: Artikel 51) an der neier Verfassung, wou steet: „Le Grand-Duc a le droit, dans les conditions déterminées par la loi, de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juridictions."

Fréier sinn d'Grâcë via Arrêté grand-ducal gereegelt ginn, elo brauche mer e Gesetz. Mer erfannen oder, besser gesot, schafen haut keen neie Gremium, mee mer schafen déi néideg gesetzlech Basis, notamment, wat den Traitement ugeet vun den Donnéeën, wann eng Demande en grâce gestallt gëtt: Wat ass hir Originn? Wéi gi se iwwerdroen un aner Autoritéiten, wou d'Reegelen ugewannt gi vun der Minimisatioun vun den Donnéeën an enger begrenzter Durée de conservation?

Eng Grâce ka just à titre individuel, also fir eng Eenzelpersoun accordéiert ginn. Déi kollektiv Grâce, déi bis elo bestanen huet, gëtt ofgeschaaft. D'Demanden un de Grand-Duc gi weidergereecht un de Justizministère, dee se un de Procureur général leet, fir dass d'Commission des grâces saiséiert gëtt. D'Demandë kënnen awer och – mer maachen dat elo méi einfach – direkt un de Justizministère oder un de Procureur geriicht ginn. Wann e Mannerjärege betraff ass – dat kënnt jo och vir –, da kann entweeder ee vun den Elteren, deen d'Autorité parentale huet, oder en Affekot d'Demande erareechen. Dat selwecht gëllt och fir Incapables majeurs, wou de mandatéierten Affekot oder de Représentant légal dann d'Demande erareecht.

De Sekretär vun der Commission des grâces suergt derfir, dass den Dossier vun der Demande komplett

ass mat de Pièce vun der Polizei, dem SCAS, wann dee sech ëm déi Persoun këmmert, dem Service psycho-social a socio-éducatif vum Centre pénitentiaire, wann d'Persoun do suivéiert gëtt. Den Avis mat der Propositioun vun der Commission geet via de Justizminister dann un de Grand-Duc.

Wien ass dann elo an där Commission des grâces? Véier Magistraten aus verschiddene Corpsen, ee Member vum Barreau, also en Affekot, zwee Membere vun de Beruffschamberen, an et gëtt fir all effektive Member och e Suppleant. D'Kommissioun huet e Sekretär an e Suppleant, si si Fonctionnairen oder Employéé vun der Justizverwaltung. D'Membere si fir zwee Joer genannt, e Mandat, dat erneierbar ass. Alleguerten d'Memberen an de Sekretär an hir Suppleantë sinn natierlech un de Secret professionnel gebonnen, sous peine, sanctionéiert ze ginn, wéi et am Code pénal virgesinn ass am Artikel 458.

Op wéi eng Informatioune kënnen d'Memberen aus der Kommissioun zréckgräifen, fir hiren Avis auszeschaffen? Ech ziele ganz schnell op: Repertoire vun de Personnes physiques, Bulletin 1 aus dem Casier, de JU-CHA, Fichier vun den Amenden, Fichier vun dem Verbuet, wann een de Fürerschäin ewechgeholl kritt huet, beim Procureur général, bei deem vum Transportministère, de Fichier vun den Exécutions des peines, de Fichier vun Detenuen am RCS, de Fichier vun den Amenden a Frais de justice vum Enregistrement.

Vum Dag un, wou d'Notifikatioun vun der Decisioun gemaach ass, gëtt den Dossier am Justizministère fir ee Joer conservéiert. No dësem Delai geet den Dossier mat der Demande an de Piècen an den Nationalarchiv. Wat bleift am Sekretariat vun der Kommissioun? Eng Kopie vum Avis a vum Arrêté grand-ducal, fir dass se do eng Trace hunn.

Nach e puer Zuelen zum Schluss, fir dass Der Iech e Bild kënnt maachen, mat wivill Grâcë mer et hei ze dinn hunn. Ech zitéieren aus dem Rapport d'activité 2021 vum Justizministère: Mir haten 2017 365 Demanden, 2021 nëmme méi 250, kontinuéierlech erofgaangen. Wivill sinn der dann ugeholl gi vun der Commission des grâces? 2021 hate mer, wéi gesot, 250 Demanden, 217 si rejetéiert ginn. Avis favorables waren der 29, an dovunner just 5 à titre d'essai. Et waren och eng Partie Dossieren, déi refixéiert ginn. Wat ech wëll hei opweise mat deene puer Zuelen: Dat heescht, et ass eng ganz héich Demande do, awer eng ganz minimal Zuel vun Accorden, fir déi Grâcen ze kréien.

Domadder hunn ech dat meescht gesot. Wie méi wëll wëssen, kann dat am Document parlementaire, am schréftleche Rapport, noliesen. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Dat hei ass eng weider Ëmsetzung vun der Verfassungsreform, wou mer den Droit de grâce bäibehal hunn a wou mer och festgeschriwwen hunn, datt e gesetzleche Kader muss geschaf ginn.

Ech wéilt och eng Kéier hei drop hiweisen, datt am Fong den Droit de grâce eng Prerogative vun engem Fürst, vun engem Monarch, vun engem Staatschef, ass, an dat beweist also kloer, datt mer hei de Grand-Duc net schwächen, mee datt mer de Grand-Duc stäerken, well et kënnt aus dem Mëttelalter, wann ee sech mat der Geschicht vum Droit de grâce beschäftegt: Fréier hunn d'Fürsten an d'Kinneken eeben déi Méiglechkeet gehat, als Riichter ze sëtzen an esou en Droit de grâce ze accordéieren.

De Rapporter ass op all Detailer agaang. Ech wéilt just hei nach eng Kéier ënnersträichen – well dat dobaussen esou am Volleksmond gesot gëtt: „Droit de grâce, da kritt ee keng Strof" –, ech wëll just soen: D'Infraktioun bleift bestoen, d'Strof ass geschwat an et gëtt eeben entweeder d'Strof reduzéiert oder et muss een d'Strof net exekutéieren oder d'Strof gëtt an eng aner Strof ëmgewandelt. Mee et ass net esou, datt de Grand-Duc hei kann e Fräisproch vun engem condamnéierte Bierger oder enger condamnéierter Biergerin ginn. Ech wollt dat just preziséieren, well dat gëtt heiansdo dobausse falsch verstan.

An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Och merci dem Charles Margue fir säin exzellenten a komplette Rapport. De Leo Gloden huet nach zwou, dräi Saachen derbäigefüügt. Mir bleift näischt méi bäizefügen. Just, wat net oninteressant ass, vläicht, dat ass: An all deenen Demanden, beim Gros, geet et ëm de Fürerschäin, fir deen erëmzekréien. Voilà, dat gesot, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun a soen dann, wéi gesot, alleguerten nach eng Kéier Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, ech wéilt och vu menger Säit aus dem Rapporter e grousse Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Den Droit de grâce, d'Gesetz, dat mer haut stëmmen, do gëtt näischt um Prinzipp jo selwer geännert, mee effektiv, wéi och mäi Virriedner et scho gesot huet, schreift dat sech an iwwert déi nei iwwerschafft Verfassung, déi och den Ustouss ginn huet, dass mer hei eeben net méi iwwer Arrêté grand-ducal fueren, mee iwwer e Gesetz.

An effektiv, wéi een och am Rapport annuel vum Joer 2021 kann noliese vum Justizministère, do gesäit een, dass déi lescht Joren d'Grâcë considerabel erofgaange sinn. Et si virdrun och Zuele gefall, ech hunn och nach eng Kéier nogekuckt: 2012 war et 415-mol, wou d'Grâce ugefrot ginn ass beim Grand-Duc, dee jo do eng Décision souveraine hëlt. An 2021 sinn déi Demanden op 250 erofgaangen an natierlech och d'Avis défavorables vun der Commission des grâces, déi si vum Joer 2017 bis 2021 och erofgaangen. An et mierkt een och bei deenen Demanden, déi gestallt ginn, wann eng Grâce geschwat gëtt, da sinn et effektiv 90 % Fuerverbueter an et sinn, mengen ech, just eng Dose Fäll, wou et zu enger Strofreduktioun komm ass bei där souveräner Decisioun, déi de Grand-Duc kann huelen, bei där awer och kee Recours ka geholl ginn.

Et soll ee sech awer virun Aen halen, dass am Kader och vun der Exécution des peines d'Grâce am Fong deen eenzege Correctif ass, dee kann ugewannt ginn an deen dann och natierlech en Impakt op d'Strofmooss huet. Engersäits vläicht dann e Fuerverbuet opzehiewen, fir professionellen Aktivitéite kënnen nozegoen, ass sécher eng wichteg Saach, mee bei der Reduktioun vun enger Strof spillen awer och deementspriechend nei Delaien an d'Exécution des peines, wat de Benefiss vun engem Aménagement de peine ugeet, ob dat elo e Congé pénal zum Beispill ass oder eng Libération conditionnelle respektiv aner Modalitéite vum Gesetz vun 2018.

An ech ka mech un déi Zäit erënneren, wéi ech nach um SCAS geschafft hunn an der Bewärungshëllef, wou mer ganz oft der Commission des grâces Avisen ofginn hunn, wa mer mat de Leit, déi strofgefaange waren, effektiv a Kontakt waren a wa se och esou eng Demande gemaach hunn. An d'Decisioun war emol mat méi oder manner Erfolleg fir déi Concernéiert, a Fonctioun vum Moment a vun der Aarbecht, déi se dann och op alle Fall gemaach hunn.

Ech mengen, wat awer och hei wichteg ass ze ënnersträichen – an de Rapporter ass drop agaangen –: Mir hunn eng Rei Gesetzer, déi mer gëschter, haut an och muer wäerte stëmmen, wou och natierlech nach eng Kéier den Ëmgang mat den Donnéeë ganz kloer gekläert gëtt, wien Accès op déi Donnéeën huet, wien Zougréff huet a wien net, well mer och hei effektiv mat sensibelen Donnéeën och ze dinn hunn.

Duerfir ginn ech och vun dëser Plaz aus den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Et ass sécher gutt, datt mer elo dat Gesetz hei kréien, datt mer dat iwwer Gesetz reegelen, den Droit de grâce, wéi dat och an där neier Verfassung virgesinn ass. Et ass awer elo esou – och no engem Virriedner, deen eis erkläert huet, de Grand-Duc géif net geschwächt ginn –, et war awer bis elo, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, datt de Grand-Duc souwuel en individuellen Droit de grâce hat wéi och e kollektiven.

Elo ass et esou, datt de kollektiven hei net méi dra virgesinn ass. Dat gëllt elo als Amnestie an dat muss iwwer Gesetz gereegelt ginn, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, soudatt ech awer scho mengen, datt dat hei méi restriktiv ass, eebe well dat kollektiivt Element – oder déi kollektiv Méiglechkeet – ewechgefall ass. Dat ass awer schued, well mir hunn dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg an et ass och net nëmmen am Mëttelalter gebraucht ginn. Mee ech brauch nëmmen an eng Republick ze kucken, vun där mer net wäit ewech sinn, wann do en neie President kënnt, da kann deen och de Pardon présidentiel maachen, wéi zum Beispill Protokoller, Contraventiounen an esou weider.

An dat si Gesten, déi ëmmer erëm gemaach gi sinn an der Geschicht fir e feierlechen Akt, fir en neie Staatschef anzeféieren. Dat kann eng Ascension au throne sinn an enger Monarchie oder eeben och en neie President an enger Republick. Mee dat ass awer üblech, datt e Pardon, e Geste, esou gemaach gëtt, wéi gesot, a Form vun enger kollektiver Amnestie, engem kollektiven Droit de grâce oder engem Pardon présidentiel. Dat ass absolutt kee Problem.

Mir maachen dat hei elo net méi. Dat ass schued, et ass an eisen Aen eng onnéideg Restriktioun. Et ass och schued, datt et eeben nëmmen hei op de Penal beschränkt ass. Well, wéi gesot, eng Contraventioun, eng ganz banal Saach u sech, e Protokoll, wéi dat eeben dacks och a Frankräich gemaach gëtt iwwert de Pardon présidentiel, dee fält emol net méi ënnert dëst Gesetz. Et ass also onnéideg restriktiv. Et ass u sech eng gutt Iddi. Et ass och schued, datt den Droit de grâce à la limite ..., datt dat esou restriktiv gehandhaabt gëtt. Dat kann een alles, ech kennen net elo, wéi dat ..., ech wëll dat och net kritiséieren, wéi dat an deene Kommissioune gemaach gëtt. Ech hu Vertrauen an déi Leit, déi an deene Kommissioune sëtzen. Awer et ass eng Tatsaach: Et gëtt hei am Land restriktiv gehandhaabt, et ass elo nach méi restriktiv, eebe well mer elo

hei déi kollektiv Méiglechkeet net hunn an och nëmmen op de Penal dat hei beschränken.

Also, kuerz gesot: Als ADR ënnerstëtze mer déi hei Initiativ. Mee well se esou restriktiv ass, wäerte mir eis enthalen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert freet direkt d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Entschëllegt, ech ginn net gäre Lektiounen, mee ech muss awer eppes hei riichtbéien. Éischtens: A kengem System vun Europa an och ronderëm gëtt et eng Grâce fir des Faits non pénaux. Dat heescht, mir mussen eng Differenz maachen zwëschen Infraction administrative an Infraction pénale.

Zweetens – an dat ass dat, wat mech elo interpelléiert – verwiesselt hei den Här Kartheiser, an ech wëll, dass dat net am Raum stoe bleift, d'Amnestie an den Droit de grâce. Well wat Dir elo gesot hutt, dat ass eng Amnestie. A wannechgelift, Här Kartheiser, Dir kënnt net hei Saache behaapten, déi total falsch sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Beissel, fir déi Kloerstellung. Den Här Kartheiser freet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Déi Interventioun do iwwerrascht mech, well ech hunn a menger Interventioun ganz kloer gesot, datt dat als Amnestie hei consideréiert gëtt, wann dat kollektiv ass. Dat hunn ech gesot.

Ech muss Iech awer och soen, ech fannen dat net gutt. An dat ass mäi Recht, fir dat ze soen. Well éischtens denke mer, datt den Droit de grâce oder den Droit d'amnestie och ka kollektiv bei enger feierlecher Occasioun gemaach ginn. An et ass am Ausland de Fall, an de Pardon présidentiel, do war nach eng Diskussioun bei där leschter Presidentewal a Frankräich, ob sech d'Kandidate géifen dozou äusseren oder net, fir de Pardon présidentiel bei Contraventiounen unzewenden, Madamm Beissel, dat kënnt Der an all ..., kënnt Der einfach googelen, da fannt Der et, wësst Der, an dann ass déi Diskussioun ofgeschloss.

Mme Simone Beissel (DP) | Ech brauch net ze googelen, ech weess dat!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Firwat hutt Der dann de Contraire behaapt?

M. Fernand Etgen, Président | Ok. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue. Och mir ginn eisen Accord.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, Dir Dammen an Häre Deputéiert, et ass effektiv e wichtege Projet, iwwert dee mer haut hei och diskutéieren. Et ass schonn ugeklongen, et geet ëm nach ee vun deenen Texter, deen déi nei Verfassung wäert preziséieren. An et geet och ëm en Droit régalien, dat heescht, e Recht vun eisem Staatschef, dem Grand-Duc. An e betrëfft awer och Decisiounen, déi vun engem anere Pouvoir, dem Pouvoir judiciaire, geholl goufen, méi genee de Strofvollzuch, also d'Exekutioun vun de Sanctions pénales, dat heescht d'Strofen, déi vun eise Geriichter gesprach gi sinn an ënnert der Responsabilitéit vum Procureur général d'État exekutéiert ginn.

An dat Recht vum Staatschef, eng verurteelt Persoun vun der Exekutioun vun enger Strof ze dispenséieren, den Här Gloden huet et schonn ugedeit, dat ass warscheinlech esou al wéi d'Strofrecht selwer an ass net nëmmen den Apanage vu Monarchien, well dat Recht gëtt et och a ganz ville Republicken op dëser Welt, wou et dann, och dat ass schonn ugeklongen, vum Staatspresident exercéiert gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg gouf et dat Recht och schonn ëmmer an et war och schonn an der initialer Versioun vun der Verfassung vun 1868 virgesinn. Ofgesinn awer vun enger Prezisioun am Artikel 87 vum Code pénal gouf et dozou keng weider gesetzlech Reegelung, ausser nach en Arrêté grand-ducal vum 11. Juni 1925, deen awer nëmmen de Fonctionnement vun där Kommissioun betraff huet, iwwert déi mer elo geschwat hunn.

An dee Projet de loi hei, wéi de Rapporter, deem ech d'ailleurs Merci soen, et gesot huet, dee geet awer elo op eng rezent Ännerung vun der Verfassung zréck, well den neien Artikel 51 vun der Verfassung awer virgesäit, datt d'Gesetz muss dës Konditioune festschreiwen.

Mir hunn elo laang Erfarung iwwert e méi flexibele Fonctionnement, eng quasi honnertjäreg Praxis vun dëser Prozedur, soudass dat dat ass, op dat mer eis baséiert hunn, fir elo e Gesetz hei virzegesinn. D'Tatsaach, dass d'Konditioune fir d'Ausübung vun deem Droit régalien awer an Zukunft an engem Gesetz gereegelt sinn an net méi just duerch d'Praxis, ass natierlech eng kloer Verbesserung a puncto Rechtssécherheet an Transparenz an deem Beräich.

Ech gi just och nach kuerz op dräi wichteg Punkte vun dësem Projet an, an dat kéint een e bësse vergiesse bei verschiddenen Interventiounen hei: Eng Grâce ass keng normal Modalitéit vum Strofvollzuch an et ass och keen Droit acquis, mee et soll eng Ausnam sinn! Vergiesst net, Dir sidd hei a Presenz vun enger Decisioun vun de Geriichter, déi eng Persoun verurteele wéinst engem Fait pénal!

Et kann awer sinn, dass d'Exekutioun vun där Strof mat der Zäit fir méi Schued géif suergen, wéi Guddes ze maachen. An duerfir gëtt et eeben deen Droit de grâce an dee kann eeben Tatsaache berücksichtegen, déi och nom Urteel passéiert sinn. An dat kann da consideréiert gi vun där Kommissioun, Saachen, Faiten, déi vläicht vum Geriicht net consideréiert ginn. An et gëtt hei ëmmer eng individuell Appreciatioun gemaach. Et gëtt ëmmer gekuckt: Wéi ass d'Situatioun vun där Persoun, ëm déi et geet? An dat gesäit och den Artikel 2 vun dësem Projet ausdrécklech vir.

An déi sougenannt „grâces collectives", déi si jo och ugeklongen, déi et fréier emol gouf, déi sinn elo ausgeschloss. Dat ass scho laang och net méi applizéiert ginn, mee war och eng Zort Kaddo, déi ondifferenzéiert zu enger besonnescher Occasioun gesprach gouf. Och dat kann ee wierklech a Fro stellen, well et net kompatibel ass mat dëser individualiséierter Approche, wou et wierklech drëms geet, an der Presenz vun enger Condamnatioun ze kucken: Soll déi Condamnatioun tel quel oprechterhale bleiwen an der Exekutioun oder net? D'Matière vun de Grâcen huet also an Zukunft genau déi selwecht individualiséiert Approche wéi de Strofvollzuch och, an dat ass kohärent mat eisem ganze System an dësem Beräich.

Fir dass d'Commission des grâces kann en toute connaissance de cause e fondéierten Avis huelen, fir de Grand-Duc am Eenzelfall ze beroden, ass et och wichteg, dass déi aktuellst Informatiounen zur Verfügung stinn, déi dem Demandeur seng Situatioun betreffen, zum Beispill: Sinn d'Frais de justice bezuelt ginn? Huet den Demandeur eventuell d'Affer vun der Strofdot och indemniséiert? Ass den Demandeur vläicht erëm stroffälleg ginn no dëser Condamnatioun oder huet en duerno vläicht eng Aarbecht fonnt, déi mécht – de Fürerschäin ass ugeklongen –, dass et méi wichteg ass wéi am Moment vun der Condamnatioun, dass e säin Auto ka benotzen, fir op d'Aarbecht ze fueren? Dat heescht, alles dat sinn Informatiounen, déi vun der Commission des grâces consideréiert ginn, déi och e gudden Equiliber eeben duerstellen tëschent deem, wat gesprach gouf – zu Recht – vun de Riichter an dann enger neier Situatioun, déi sech vläicht konnt etabléieren.

Et geet hei, wéi gesot, ëm en Droit régalien, an et ass d'Verständnis vun der majoritärer Doktrinn a Jurisprudenz a ganz ville Länner an och hei am Land, wéi de Staatsrot dat a sengem Avis och ernimmt, datt et géint e Refus vun enger Demande de grâce kee geriichtleche Recours ka ginn. An och dat gëtt an aller Kloerheet an Transparenz am Artikel 6 vum Projet festgehalen, dat heescht, och dat ass wichteg ze wëssen.

Ofschléissend wollt ech Iech nach eng Informatioun ginn iwwert de Règlement grand-ducal, deen d'Modalitéite vum Fonctionnement vun dëser Kommissioun reegelt. Dee gouf déi lescht Woch am Regierungsrot approuvéiert, e ganz kuerzen Text, soudass mer natierlech hoffen, zäitno en Avis vum Staatsrot ze kréien. An da kann deen och publizéiert ginn an dann ass déi ganz nei Prozedur och prett, fir kënnen applizéiert ze ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8134. Den Text steet am Document parlementaire 8134[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8134 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7882A – Projet de loi portant introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JU-CHA »

7691 – Projet de loi portant modification
1° du Code de procédure pénale ;
2° du Nouveau Code de procédure civile ;
3° de la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;
4° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
5° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;
6° de la loi du 30 décembre 1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante ;
7° de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse ;
8° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
9° de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant ;
10° de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 7882A iwwert d'Behandlung vu perséinlechen Donnéeën, déi duerch d'Applikatioun JU-CHA konnektéiert ginn, an de Projet de loi 7691 iwwert déi verschidde Prozedure betreffend d'Kontroll vun der Éierbarkeet, déi zesummen an enger Diskussioun behandelt ginn. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projet-deloien, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7882A

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll elo net emotional ginn, mee ech gi bei dësem Projet quasi fënnef Joer méi jonk an erënnere mech elo mat Schmunzelen un „heroesch" Ausenanersetzungen an der Justizkommissioun, wou et gutt war, dass ech a mengem fréiere Beruffsliewe vill Erfarung mat Gruppendynamik kritt hat.

(Hilarité)

Mir schwätzen nämlech iwwert de Gesetzesprojet vum JU-CHA, deem seng Originnen ënner anerem op déi sougenannt „Fichiersaffär" zréckgeet.

Erlaabt mer just nach eng perséinlech Remark: 2018 ass dat Joer, wou de famousen RGPD a Kraaft getratt ass. An ech war quasi zwee Joer domat virdru berufflech geplot, fir dass all Prozesser matzäit RGPD-konform a mengem Betrib wieren, well, Dir wësst et, an deem Betrib all Dag eng Abberzuel vun Date verschafft ginn, wou mer den Traitement hu misse konform setze mat den neie Virgaben aus dem RGPDs-Gesetz, dat am August 2018 mat der aktueller Ministesch als Rapportrice gestëmmt ginn ass hei. Ech hunn du misse feststellen, dass, wat an der Privatwirtschaft realiséiert war, beim Staat nach net esou de Fall war, a bei munneche Verwaltungen de Chantier nach guer net ugefaangen hat.

No villen Diskussioune mat den Acteuren aus der Justiz, der Polizei, der CNPD an aneren Autorités de surveillance, Gespréicher an Echangen, déi am Laf vun de Kommissiounssitzungen – et waren och eng Rei Jointen derbäi mat der Sécurité intérieure – ëmmer méi konstruktiv gi sinn. Et ass zum zum Projet de loi 7882 komm, deen d'Justizministesch Sam Tanson den 10. September dunn deposéiert huet.

Ech befaasse mech haut mam Gesetzesprojet zum JU-CHA an ech maachen dozou de Rapport. Wéi et dozou komm ass, kënne Journalisten, Studenten an Historiker aus hirem Bléckwénkel eng Kéier opschaffen. Et war am Cercel, de 15. September 2021, wéi an enger Commission jointe d'Justizministesch an de Minister vun der Sécurité intérieure de Gesetzesprojet virgestallt hunn, an an där Sitzung ass och de Rapporter bestëmmt ginn.

De Staatsrot huet säin Avis den 22. Juli 2022 ginn. Den 11. Januar 2023 hu mer deen Avis an der Kommissioun analyséiert, viru méi wéi sechs Méint, vun haut aus gekuckt, a mir hunn eis – ech wëll et ënnersträichen – déi néideg Zäit gelooss fir Froen an Diskussiounen an hunn Amendements parlementaires ugeholl. Wéi gesot, dat war viru sechs Méint.

De Staatsrot huet en Avis complémentaire den 13. Juni formuléiert. Fir keng Zäit ze verléieren an dëse wichtege Gesetzesprojet op e gutt Enn ze bréngen, huet d'Regierung nach Amendements gouvernementaux den 20. Juni gemaach.

Doropshin huet de Staatsrot en zweeten Avis complémentaire formuléiert, de 27. Juni. Den Dag drop – mir hunn näischt ubrenne gelooss – huet d'Justizkommissioun deen an d'Regierungsamendementer analyséiert an eng Spléckung an zwee Projeten, A a B, decidéiert: 7882A zum JU-CHA, 7882B zum Code de procédure pénale.

Den 11. Juli huet de Staatsrot Gréng Luucht ginn an den 12. hu mer dat an der Kommissioun esou aktéiert. De Rapport hu mer dann och de 14. Juli ugeholl.

Mir kruten nieft de véier Avise vum Staatsrot nach zéng Avisen, meeschtens Avis-complementairen och nach, vun der Cour supérieure, vum Parquet général, deem vun Dikrech an deem aus der Stad, dem Bezierksgeriicht aus der Stad, vun der CNPD an och eemol vum Conseil de presse. Merci un all d'Auteure fir déi nëtzlech Avisen.

Ëm wat geet et? Ma et geet drëms, d'Behandlung, den Traitement vu persounebezunnenen Daten, déi Justizautoritéiten hunn, ze encadréieren an der Applikatioun, déi den Numm „JU-CHA" elo kritt. Et geet hei drëms, e Suivi vun engem Dossier ze erméigleche vum éischten Acte de procédure u bis zur Exekutioun vun de Geriichtsdecisiounen, an dat am Respekt vum nationalen, europäeschen an internationale Rechtskader.

Laut RGPD, eisem Gesetz vum 01. August 2018, dierfe just Daten zu Persoune gesammelt ginn, wann d'Finalitéit kloer determinéiert ass, se explizitt a legitimm ass. D'Applikatioun JU-CHA ënnerläit – ganz kloer soen ech et hei – dem RGPD-Gesetz. Ech ënnersträichen dat wierklech! De Gesetzesprojet preziséiert deemno d'Finalitéiten, déi et erlaben, Donnéeën ze sammelen, wéi a wéi laang se gespäichert däerfe ginn. All betraffe Persoun kann deemno tracéieren, wéi a wisou hir Donnéeë vun de Justizautoritéite behandelt gi sinn.

An hirem Avis zur Applikatioun JU-CHA huet d'Autorité de contrôle judiciaire kloer rappeléiert, dass déi Traitementer, déi vun de Justizautoritéiten en matière pénale gemaach ginn, dass déi à la base, wéi gesot, eng Ingerance, en Amëschen an d'Privatsphär sinn, also an d'Recht op de Respekt vum Privatliewen an op de Schutz vun de privaten Donnéeën.

D'ACJ, d'Autorité de contrôle judiciaire, seet dann och gläichzäiteg, dass déi aktuell strofrechtlech Dispositiounen, besonnesch de Code pénal an de Code de procédure pénale, schonn eng gesetzlech Basis sinn, déi duergeet, fir d'Sammelen an d'Behandele vu perséinlechen Date fir d'Exekutioun ze erméigleche vun den essentielle Missioune vum Ministère public an de Justizjuridictiounen.

Ech sot schonns, dass et virum Depot vum Gesetzesprojet munnech Echangë gouf – éffentlecher an institutioneller –, iwwert den Émgang mat dëse Persounendaten op där enger Säit duerch d'Polizei an op där anerer Säit duerch d'Justizautoritéiten. Déi Diskussiounen haten als Konsequenz, dass d'Regierung decidéiert huet, d'Konditiounen an d'Modalitéite vum Ëmgang mat dësen Daten ze preziséieren, fir dass se konform si mat eiser Verfassung, fir dass se konform mat der europäescher Mënscherechtskonventioun a konform mat der Charta vun de Grondrechter vun der EU wieren.

An deem Gesetzesprojet gëtt also engersäits d'Noutwendegkeet conciliéiert, dass d'Justizautoritéiten déi Mëttele kréien, déi se brauchen, fir de bon Fonctionnement vun der Justiz ze erméiglechen, an anererséits poche mer op d'Recht, de Schutz vum Privatliewen an dat vun de perséinlechen Donnéeën. Et ass net méi an net manner déi Balance, déi mer mat dësem Gesetzesprojet maachen.

Mer maachen och e puer Modifikatiounen am Code de procédure pénale, wat den Datenaustausch betrëfft en matière pénale, fir eng eendeiteg Base légale ze schafen, fir dass de Ministère public ka kommunizéieren iwwer Verurteelunge mat all deenen Instanzen, déi d'Urteeler mussen ausféieren.

An zum Schluss schafe mer och d'Méiglechkeet, dass de Ministère public ka Personnes de droit public oder privé informéieren, wann e Risiko besteet vun enger Infraktioun duerch ee vun hire Subordonnéen, also e Risiko besteet.

Ech gräifen dann elo e puer vun de wichtegen Dispositiounen aus dem Gesetz eraus. De JU-CHA ass hebergéiert beim CTIE. De JU-CHA huet follgend Modüllen: Casier judiciaire, Dossiers répressifs, Dossiers jeunesse, Entraide pénale internationale, Exécution des peines, Dossiere vum SCAS. Fir all Modüllen ass en Artikel am Gesetz, wat fir eng Dossieren dra stinn a wien den Accès d'office huet respektiv den Accès ka kréien. Dossier „contrôle d'accès": Do sinn d'Logfilen dran, d'Journalisatioun, fir ze gesinn, wéini a firwat ee gekuckt huet. Déi gi fënnef Joer conservéiert.

Et ass de Procureur général d'État, deen nom Gesetz vum RGPD responsabel fir den Traitement vun der Applikatioun JU-CHA ass. Den Accès intégral oder partiel fënnt ënnert senger Autoritéit statt. All Accès ass begrenzt a revoquabel. Am Reegelfall ass d'Durée de conservation fënnef Joer. Déi Begrenzung kann awer opgehuewe gi vum Procureur général, wann

de Justizautoritéiten nei Elementer fir an den Dossier virleien.

Den Artikel 11 seet am Detail, wéi eng Persounendaten an den Dossiere kënne sinn. Fir Iech eng Virstellung vum Detail ze ginn, hunn ech hei e puer Extraiten: d'„civilité, les noms de naissance, les noms d'usage, les prénoms, les alias, les pseudonymes utilisés, les noms et prénoms des parents, le sexe, la date de naissance et de décès, la commune de naissance [...]", dadadam, „les résidences habituelles ou les dernières adresses connues, les numéros de téléphone et les données y afférentes, les comptes bancaires, [...] les pages web", an esou weider, „le numéro et la date d'ouverture de la notice relative à l'infraction pénale, ainsi que les noms et prénoms des magistrats en charge de la notice et tout autre renseignement ayant trait aux devoirs exécutés dans le dossier".

Mir kënnen och, wann et ëm Mineure geet, follgend Informatiounen nach dra fannen: d'„situation familiale, sociale, scolaire, professionnelle et médicale des parents, des tuteurs, des administrateurs ad hoc ou d'autres personnes qui ont la garde, des personnes dignes de confiance, le nombre d'enfants de ces dernières, le nombre de frères et sœurs ainsi que leur rang dans la fratrie".

Mir kënnen och Image-faciallen ofspäicheren. „Dans le cas d'une personne morale, les informations et données à caractère personnel peuvent contenir les données suivantes : la dénomination sociale et, le cas échéant, la dénomination commerciale", wann déi verschidden ass, an esou weider, „adresse du siège social, et les adresses d'exploitation".

Dir gesitt, dass mer elo eng gesetzlech Basis kréien, fir d'Dossieren aus der Justiz esou ze organiséieren, dass se RGPD-konform ass, dass déi sensibel Informatiounen, wouvun ech elo eng Rei opgezielt hunn, korrekt gespäichert ginn, dass d'Verantwortung geklärt ass, wien Accès huet, dass tracéiert gëtt, wie wéini en Dossier a mat wéi engem Motiv consultéiert huet. D'Schafe vun dëser Base légale war néideg an ech si wierklech frou, dass mer déi elo haut kréien.

Zum 7882A, dem Projet JU-CHA, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Wann ech dat elo richteg verstanen hunn an der Organisatioun, Här President, fueren ech mat dem Rapport weider iwwert d'Honorabilité.

M. Fernand Etgen, Président | Absolutt.

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7691

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci. De Gesetzesprojet 7691 iwwert de Contrôle d'honorabilité ass, wéi gesot, ze gesinn am Kontext vum Gesetzesprojet iwwert de JU-CHA. Mer bréngen an een eenzege Gesetzestext a vereenheetlechen d'Prozeduren, wéi d'Honorabilitéit ze préiwen an ze accordéieren ass. Dat schaaft Kohärenz a Kloerheet. Och dëse Projet gëtt vu villen Acteuren hei am Land erwaart – an deem Sënn och gutt, dass mer en haut stëmmen!

D'Justizministesch Sam Tanson huet de Projet den 2. November 2020 deposéiert. Den 11. November gouf en an der Kommissioun virgestallt an ech gouf zum Rapporter ernannt. De Staatsrot huet säin Avis de 26. Oktober 2021 ginn. Den 20. Abrëll 2023 (veuillez lire: den 20 Abrëll 2022) hu mer den Avis an der Kommissioun analyséiert an du konnte mer eng Serie Amendementer unhuelen.

Den Avis complémentaire vum Staatsrot war de 26. Mee do. Mir hunn den 21. Juni nach eng Serie Amendementer ugeholl, fir deem Avis gerecht ze ginn. De Staatsrot huet den zweeten Avis complémentaire den 11. Juli ugeholl. Den 12. hu mer an der Kommissioun festgestallt, dass mer Gréng Luucht kritt hunn, an de Rapport hu mer dunn an der Justizkommissioun de 17. Juli ugeholl.

Mir kruten nieft den 3 Avise vum Staatsrot nach 14 Avisen, eng Rei dovun Avis-complémentairen: d'Chambre des Notaires, d'Chambre vun den Dierwiechter, d'CNPD, d'Autorité de contrôle judiciaire, d'Cour supérieure, d'Bezierksgeriicht vun Dikrech, d'Friddensgeriicht vun Dikrech, de Parquet général an deen aus der Stad. Wéi gesot, all deenen, déi Avise geschriwwen hunn, merci fir hir Inhalter an och fir hir Reaktivitéit an dësem Dossier.

Den Historique vum Gesetzesprojet weist schonn e bëssen d'Komplexitéit vum Sujet aus. Dëse Gesetzesprojet preziséiert nämlech déi verschidde Prozedure vun der Kontroll vun der Honorabilitéit, déi de Justizministère a verschiddenen Dossieren, déi ënner seng Kompetenz falen, muss ausféieren an déi aktuell nach a verschiddene Gesetzer stinn.

Well et hei ëm perséinlech Date vun de Leit geet, ass et wichteg, datt déi Kontroll vun der Honorabilitéit vum Gesetz encadréiert ass, fir datt jiddweree ganz genau weess, wéi eng Donnéeën een däerf am Kader vu wéi enger Kontrollprozedur froen.

Wat elo déi Donnéeë méi konkreet betrëfft, kann et do zum Beispill ëm Piècen oder Informatioune goen, déi d'Justiz oder d'Police traitéieren an déi deemno wéi och ënnert de Secret d'instruction falen.

Et ass awer wichteg, dass de Justizministère déi Informatiounen huet, fir verschidden Ufroen ze traitéieren, wéi zum Beispill déi, fir e Waffeschäin ze kréien, well den Haaptbut vun esou engem Contrôle ass, Infraktiounen ze verhënneren a potenziell Unzeeche fir eng kriminell Tendenz bei engem Demandeur ze identifizéieren, also a priori.

Dëse Projet de loi huet also d'Zil, den Usprëch vum nationalen an europäeschen Droit a Saachen Dateschutz gerecht ze ginn, andeems d'Finalitéit vum Traitement vun den Donnéeën duerch de Justizministère am Kader vun deene verschiddene Prozedure preziséiert gëtt, d'Consultatioun op essentiel an noutwendeg Donnéeë limitéiert ass, dat heescht, d'Proportionalitéit garantéiert muss sinn an hir Durée de conservation op e Minimum muss reduzéiert ginn.

Des Weidere sollen déi verschidde Prozeduren transparent a previsibel si fir de Bierger, bei deem esou e Contrôle duerchgeféiert gëtt. Als Beispill – ech kommen zum Schluss, Här President –, kann een eng Demande, d'Autorisatioun, de Permis oder den Agrement fir eng Waff ernimmen. Grad an deem Kader weisen eis jo tragesch Evenementer aus Länner, wou keen esou e Contrôle duerchgeféiert gëtt beim Kaf vun enger Waff, wéi wichteg datt dat ass, fir datt d'Waffen net an déi falsch Hänn geroden.

Nach e Beispill vun enger Matière, bei där d'Honorabilitéit vum Demandeur muss kontrolléiert ginn, dat sinn déi Persounen, déi wëllen Notaire ginn, dat heescht, en Officier public mat enger ganz grousser a laangzäiteger Responsabilitéit. Duerfir muss och de Contrôle vun den Antecedante gemaach ginn, fir ze garantéieren, dass si iwwert déi néideg Integritéit, dat heescht Honorabilitéit verfügen, fir hir Missioune korrekt auszeféieren.

Bon, esou wäit zum Inhalt iwwert dëse Gesetzesprojet iwwert d'Honorabilitéit, wou ech och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn. Merci fir d'Nolauschtere fir elo.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass vläicht fir d'lescht.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Mosar hätt scho gär, datt Dir Iech sollt sëtze goen.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass vläicht fir d'lescht.

Sou. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Minister, fir d'éischt dem Rapporteur e Merci fir déi zwee Rapporten, déi en am Numm vun der Justizkommissioun gemaach huet.

D'CSV ass fir de gliesene Staat, mee si ass net fir de gliesene Bierger. Eis Chamber stëmmt haut iwwert dat faméist JU-CHA-Gesetz of, dat eigentlech sollt den Ëmgang mat de perséinlechen Date bei der Justiz reegelen.

Et war, an dat wësst Der alleguerten, e wäite Wee bis dohinner. A bei engem wäite Wee sinn ëmmer déi éischt Schrëtt wuel déi wichtegst. An dësem Fall, an dat soen ech da fir eng Kéier ouni Schimmt, goufen dës Schrëtt gemaach vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Laurent Mosar, a mir selwer.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Well zanter 2019, also zanter ronn véier Joer, hu mir eis géint d'Fichieren, hu mir eis géint d'Grozonen, hu mir eis géint e geheime Casier beim Staat gewiert, an an dësem Fall souguer bei der Justiz.

De Steen un d'Rullen huet eigentlech eng ganz banal Affär bruecht, wou e Jurist sollt bei der Justiz eng Attachésplaz kréien. Hien hat zwar e viergë Casier, mee hat dann awer fir d'Autoritéiten net déi néideg Honorabilitéit fir dee Posten, well hien angeeblech zu Stroossbuerg als Student ze schnell mam Auto ënnerwee war.

Den Här Mosar an ech wollten deemools Opklärung, wéi d'Justizautoritéiten eigentlech un esou Informatioune konnten iwwerhaapt kommen an och nach an dësem Fall géint dee betraffene Bierger zu sengem Nodeel verwenden.

Et war e bëssen, wéi wa mer an e Beiennascht gestach hätten, well d'Diskussiounen an der Chamberskommissioun an och hei an der Plenière am Juli an am Summer 2019, déi ware méi wéi houleux. Et ass souguer esou wäit komm, dass d'ganz Oppositioun wéinst der Onasiichtegkeet – an ech widderhuele wierklech: wéinst der Onasiichtegkeet – vum deemolege grénge Minister an och dem deemolege grénge Policeminister den 9. Juli de Plenarsall hei huet misse verloossen. Eigentlech e Jamais-vu. Et sollt een an et wollt ee ganz einfach all Diskussiounen am Kär erstécken.

Den Här Mosar an ech selwer hunn deemools gesot: „Mir ginn eis net, bis mer eng Äntwert op all eis Froen hunn!" A mir hunn eis och net ginn. Mir hunn am Summer 2019 bannent manner wéi zwee Méint an der Vakanz eng ronn 50 – ech widderhuelen: eng ronn 50! – parlamentaresch Froen dozou misse stellen! An d'Informatiounen, déi koumen nëmme ganz spärlech. Et war jo eng reegelrecht Salamitaktik.

Et goung esouguer esou wäit, dass d'Justizautoritéite sech offiziell – ech widderhuelen: sech offiziell! – beim Chamberpresident iwwert d'Virgoensweis vun

den Deputéierte Roth a Mosar beschwéiert hunn. Et gouf carrement vun der Justiz, vun dem President vun der Cour supérieure de justice an der Procureure générale, deemools an engem gemeinsame Bréif un de Chamberspresident d'Opportunitéit vu Question-parlementairen a Fro gestallt.

Dat ass eigentlech en eemolege Virgang an enger Demokratie, deen net nëmmen der Oppositioun, wëll ech soen, mee och eminente Vertrieder vun der Majoritéit deemools sauer opgestouss war. Ech erspueren Iech – se sinn eis bekannt – eenzel Detailer, mee dëst war alles aneschters wéi an engem Rechtsstaat, mee éischter, et je pèse mes mots, wéi an enger Bananne-republick.

Et ass en eminenten Affekot, deen huet deemools en offene Lieserbréif geschriwwen, an deem en op dee gemeinsame Bréif och agaangen ass, ech widder-huelen, Justice assise a Justice debout gemeinsam. An de Gaston Vogel huet sengerzäit geschriwwen: „Sous ce seul point de vue, la lettre de solidarité signée par le président de la Cour et par le procureur général qui circule dans les médias, n'est rien d'autre qu'une absurdité, voire l'aveu involontaire d'un esprit de corps justifiant concertation voire collaboration. C'était un lapsus d'une gravité exceptionnelle car il soulève de graves questions d'indépendance."

Mee mir hunn eis net aschüchtere gelooss, och well mer woussten, dass kuerz virdrun en Deputéierten och vun der Oppositioun, nämlech de Gast Gibéryen, eng Affaire pénale gemaach krut, well en dem Par-quet anscheinend net eng Violatioun vun dem Secret professionnel vun eenzelne SREL-Agente matgedeelt huet. Dat heescht, e krut eng Affaire pénale gemaach, well en dat net den Autoritéiten denoncéiert huet. En ass selbstverständlech fräigesprach ginn.

Mir hunn eis och net aschüchtere gelooss vun Aussoe vun eenzelne Vertrieder vun der Generalstaatsan-waltschaft – dat kënnt Der an der Press noliesen –, déi gesot hunn, ech widderhuelen, den Droit à l'oubli, also d'Recht op Vergiessen, géif dem Täter an d'Kaarte spillen. Vertrieder vun der Generalstaats-anwaltschaft!

Ech muss Iech soen, dass ech mir heiansdo privat Froe gestallt hunn, an ech net eleng, iwwer Behaap-tunge vun eenzelnen Autoritéiten an der Chambers-kommissioun – et sinn eng ganz Rei vu Leit, déi hei waren, an et si Procès-verballen dovunner gemaach ginn –, déi sech carrement duerno als faktesch falsch erwisen hunn. Schwaarz op wäiss kënnt Der dat no-liesen. An ech hat des Ëfteren och d'Impressioun, mir wieren eigentlech wéi an der Iechternacher Sprang-pressessioun, well wa mer erëm mat e bëssen Asiicht dräi Schrëtt no vir waren, da ware mer an der Sitzung duerno erëm zwee Schrëtt hannendran.

Mir hunn deemools ëmmer nees widderholl: „Mir liewen an engem Rechtsstaat a mir liewen net an engem Verdachtsstaat." All Bierger ass hei am Staat virum Gesetz gläich an och ëmmer prinzipiell on-schëlleg, bis seng Schold da bewisen ass.

An Dir Dammen an Dir Häre, entweeder huet een eng gestiicht an ass duerfir rechtskräfteg verurteelt vun der Justiz oder et ass een dat net, an dann huet een en eidele Casier. An da kann et net e geheime Fichiere ginn, kee „Casier bis", keng strofrechtlech Datebank ginn, wou et heescht: „Jo, dee Mann oder déi Fra ass zwar net verurteelt, mee opgepasst, et ass awer eng louche Persoun." An dofir hu mir deemools och kloer gesot: „Mir brauchen eng Ënnerscheedung am Fichier tëschent Condamnatioun an Netcondam-natioun. A mir brauchen och e kloren Ënnerscheed tëschent Leit, déi Accès hunn, a Leit, déi keen Accès zu Fichieren hunn, an och fir wat fir eng Zwecker si deen Accès hunn."

Mir brauchen och e Journal, wou ee kann nokucken, wien zu wéi engen Zwecker zu wéi engem Zäitpunkt wiem seng Donnéeën an deem Fichier gekuckt huet. A mir haten och deemools kloer derfir plädéiert, dass de Mëssbrauch vun esou sensibelen Date muss och ënner Strof gestallt ginn. Iwwregens huet eis de Minister Bausch deemools ëmmer dofir Recht ginn.

Well grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ass et zentral, dass déi Reegelen do kloer fir jiddweree sinn. A wann eng Affär verjäert oder klasséiert ass oder wann ee fräigesprach gouf wéinst engem Non-lieu, dann däerfen och net endlos Tracen an engem Fichier bleiwen.

Här President, enger ganzer Rei vu Fuerderungen, déi mer als CSV gestallt haten, ass no laangem Hin an Hier, de Rapporter huet virdru gesot, no bal véier Joer, dach schlussendlech Rechnung gedroe ginn. Et koum fir d'éischt emol zu engem Gesetz.

Zweetens, d'Finalitéit vun der Datenerhiewung ass och festgeluecht ginn. Si hätt an eisen Ae missen eventuell nach méi prezis sinn – déi selwecht Kritick huet och d'national Dateschutzkommissioun ge-maach –, mee besser eng Finalitéit am Gesetz wéi guer keng (veuillez lire: mee besser eng onprezis Finalitéit am Gesetz wéi guer keng).

Drëttens, et gëtt och festgeschriwwen, wéi eng Date-banken oder Modüllen, wéi de Rapporter et genannt huet, zu wat fir engen Zwecker kënne bei der Justiz gebraucht ginn. An dat ass ganz kloer festgeluecht an dem Artikel 3, nämlech et kënnen Date gespäichert gi fir de Casier, fir Dossier-repressiffen, fir Dossiers jeunesse, also Jugendschutz, fir Affaires d'entraide internationale, Dossiere vun Exécution des peines, Dossiere vum SCAS an Dossieren iwwert de Contrôle d'accès.

Et ass och festgeluecht, wien ausser dem Procureur général soss nach Zougang zu esou Datebanken huet. Eng Diskussioun gouf et iwwert de Service de presse bei der Justiz. An do ass et besonnesch an engem klenge Land extreem sensibel, dass gutt ofgewie gëtt zwëschent engersäits dem Recht op Informatioun vun der Ëffentlechkeet – jo, dat muss et ginn –, awer anererséits gëtt et och e Recht op eng Onscholds-vermuddung an e Recht op eng Privatsphär vun där betreffender Persoun. Och dat ass elo am Gesetz, mengen ech, gutt gereegelt.

Et gouf och festgeluecht, wéi laang dass d'Date kënne conservéiert ginn, dat heescht, wann en Urteel kënnt, wéi laang dass dann déi Date kënnen an der Date-bank festgehale ginn. Dat ass zwee Joer bei enger Contraventioun, also bei enger liichter Strofdot, fënnef Joer bei engem Delikt an zéng Joer bei engem Crime.

Dat ass, jo, laang. Mee anererséits gesäit d'Gesetz och vir, dass bei engem Fräisproch den Accès op maximal sechs Méint ka limitéiert ginn, et sief dann, et gëtt eng ausdrécklech Decisioun vum Procureur général, déi de Contraire beleet. Och dat war laang e Knackpunkt. Mee ech mengen, mat deene sechs Méint kënne mir och am Konsens liewen. Well et ass een entweeder schëlleg oder et ass een net schëlleg. A wann een acquittéiert ass, jo da muss den Dossier och fir all Mënsch zou sinn. Dat sinn nun eeben emol elementar Rechtsprinzippien an de Lëtzebuerger Staat ass jo och kee Rumeursstaat.

Et gëtt speziell Bestëmmunge bei Jugendstrofdoten. Do ass virgesinn, dass, wann een 18 Joer huet an et huet een eng Strofdot als Mannerjärege begaangen, dass dat nach dräi Joer kann an de Fichiere sinn. Och dat kënne mer am Konsens matdroen.

An et gëtt, fënneftens, wat eis ganz wichteg war, e spezielle Contrôle d'accès. Dat heescht: Wien huet zu wat fir engen Zwecker zu wéi engem Zäitpunkt wiem seng Donnéeën a fir wat fir e Motiv, deen ee muss uginn, och gekuckt? Och déi Donnéeë vun de souge-nannte Logfilë gi wärend fënnef Joer gehalen, sou-dass och all Bierger, wann en dat wëllt, d'Recht huet, fir dat kënnen anzegesinn.

Dat, wat mer bedaueren: Et gi keng speziell Strof-moossname virgesinn, wann et zu engem Abus kënnt vun enger net berechtegter Utilisatioun vun deenen Datebanken.

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Häre: Dëst Gesetz, jo, war eng schwéier Gebuert, awer et dréit den elementare Fuerderunge vun der CSV, déi mer viru véier Joer scho gestallt hunn, zumin-dest zum groussen Deel Rechnung. An domat ginn eng ganz Rei Mängel behuewen.

Mir hunn eis net aschüchtere gelooss. Dat Gesetz ass net perfekt, mee dat Positiivt wäert sécherlech iwwer-weien. Ech wëll awer och haut soen, dass et meng perséinlech Iwwerzeegung ass, dass dat do net déi final Versioun vun dësem Gesetz wäert sinn. Dir hutt alleguerten d'Avise vun dem Staatsrot gelies. Dir hutt och den Avis vun der Dateschutzkommissioun gelies. Ech weess net, ob dat Gesetz op alle Bestëmmunge vis-à-vis vun engem Geriicht, och vis-à-vis vun eiser Verfassung standhält. Mee dat muss dann eeben d'Justiz oder d'Jurisprudenz eng Kéier erweisen. An näischt ass jo dann ze vill, fir da gegeebenefalls op deem Punkt mussen nozebesseren.

Jiddefalls, dat Positiivt iwwerweit, an duerfir wäert d'CSV zu dësen zwee Gesetzer hir Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e ganz grousse Merci un eise Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien, de Charles Margue, fir seng exzellent Aarbecht.

De Schutz vun de perséinlechen Daten ass net eréischt säit der RGPD-Regulatioun e sensibelt Theema. 1979 gouf et en éischt Dateschutzgesetz zu Lëtzebuerg, 1992 eng éischt méi substanziell Mo-difikatioun vum Text, da bekannterweis 2018 d'Da-teschutzveruerdnung RGPD. No der sougenannter Casiersaffär 2019 ass kloer ginn, dass d'Kontroll vun der Honorabilitéit an den allgemenge legalen Enca-drement vun den Datebasen eng méi ferm rechtlech Basis misst kréien.

Mat deenen zwee Projeten, iwwert déi mir haut hei ofstëmmen, gëtt den Traitement vun de perséin-lechen Donnéeën duerch déi juristesch Autoritéiten am Kader vun der JU-CHA, der Chaîne pénale an der Justiz, besser, méi kloer a méi transparent enca-dréiert, dëst, fir d'Dossiere vum éischten Acte de pro-cédure u bis hin zu der definitiver Decisioun effikass an novollzéibar ze geréieren.

D'Autorité de contrôle judiciaire hat et och gesot: Et handelt sech hei ëm eng Ingerence an d'Recht vun enger Persoun op de Respekt vun hirem Privatliewen an de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Do-wéinst brauch et e kloert Gesetz, dat dës Amëschung kloer reegelt, dat d'Konditiounen an d'Modalitéite

vum Traitement vun den Donnéeë preziséiert an eng Konformitéit mam legale Kader garantéiert.

Mir mussen hei zwou Säite conciliéieren: Eemol de juristeschen Autoritéiten déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, fir dass si hirer Aarbecht rechtméisseg an ausféierlech kënnen nogoen, a gläichzäiteg awer och d'Privatliewe vun de Leit esou vill wéi méiglech respektéieren.

D'Proportionalitéit vun der Ingerence muss zu all Moment duerch hiren definitiven Zweck justifiéiert sinn. Dofir ass och ee vun deene wichtegste Punkten aus dësem Projet de Prinzipp vun der Finalitéit. Informatiounen, déi gesammelt ginn, mussen aus bestëmmte Grënn a fir e bestëmmten Zweck gesammelt ginn. An et ass och wichteg, dass dësen neien Text dës Finalitéiten am Traitement vun den Donnéeë kloer definéiert.

Nëmmen esou ass et och fir d'Leit méi einfach nozevollzéien, ënner wéi enge Konditiounen an aus wat fir Grënn Informatiounen an Daten iwwer si duerch d'Autoritéite gesammelt an traitéiert ginn. Well och d'Leit hu Rechter: e Recht ze wëssen, wat fir Informatiounen iwwer si existéieren, e Recht, Accès op hir eegen Donnéeën ze kréien, dës Informatiounen, de Fall gesat, ze korrigéieren a potenziell och, se sträichen ze loossen, jee nodeem, ëm wat fir e Fall et sech handelt.

Grad bei der Kontroll vun der Honorabilitéit ass dat aktuellt Gesetz jo e Stéckwäit onkloer, a genee doweinst ass et wichteg, dass et elo en Text gëtt, deen de Leit hëlleft, sech ze orientéieren, wéini an ënner wat fir enge Konditiounen hir Detailer am Kader vun enger strofrechtlecher Prozedur däerfe gesammelt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Punkt an dësem Projet de loi ass immens wichteg, nämlech d'Konditiounen, déi den Accès op gewëssen Informatioune reglementéieren. Dat war ënner anerem eng grouss Fro, déi 2019 dësen Debat lancéiert huet, a geet och nach emol zréck op d'Fro vun der Finalitéit. Wien huet Accès? An zu wat fir engem Zweck?

Mir begréissen als DP, dass mat dësem Text de Prinzipp vun der „need to know, need to do"-Basis kloer am Gesetz verankert ass. Et kann net sinn, dass duerch e globalen Accès fir ganz Ekippen eenzel Persounen a Mataarbechter Donnéeën an Informatioune kënnen nosichen, déi u sech duerch hir eigentlech Aarbecht kee Besoin hunn, an datt se Abléck op dës Informatioune kréien.

Et handelt sech hei ëm vertraulech Akten a privat Informatiounen, déi nëmme mat deene Leit solle gedeelt ginn, déi op deem Dossier schaffen an déi fir hir Aarbecht an den Traitementer vum jeeweilegen Dossier dës Donnéeë brauchen.

Änlech ass et dann och bei der Fro vun der Honorabilitéit. Et ass d'Responsabilitéit vun de staatleche Verwaltungen, ze appreciéieren, ob de Comportement vun enger Persoun deene Krittären entsprécht, déi et zouloossen, dëser Persoun eng Autorisatioun auszestellen an esou Zougang zu bestëmmten Informatiounen ze erlaben.

Mee souguer wann eng Persoun Accès op gewëssen Dossieren huet, da komme mer nach eng Kéier zréck op d'Finalitéit. Souguer dann ass et net Sënn an Zweck vun der Saach, fir dës Informatiounen ouni valabele Grond einfach esou ze consultéieren. All Consultatioun vun engem Fichier muss motivéiert sinn. Dat heescht, och hei brauch een e Motiv, wisou eng bestëmmten Informatioun erausgesicht gouf.

Et ass och gutt, dass dës Motiver an engem Block enregistréiert an iwwer gewëssen Delaie gespäichert ginn. Esou kënne Recherchen nach iwwer länger Zäit retracéiert an Abuse vermidde ginn.

De Parquet général hat zu dësem Punkt d'Remark gemaach, dass een aktuell bei 26.000 Logs pro Dag géif leien. Et misst een hei oppassen, net iwwert d'Zil erauszeschéissen an dem Fortschrëtt vun der Digitaliséierung an der Justiz am Wee ze stoen. Dat kéint een awer, an ech mengen, et muss een dat och iwwert déi nächst Joren am Bléck behalen, well, ech mengen, dat Wichtegst ass nach ëmmer d'Zweckméissegkeet vun de Recherchen. Déi muss egal wéi assuréiert bleiwen. Mee datt een d'Gesetz vläicht nach eng Kéier op de Leescht hëlt, ass och net auszeschléissen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi definéiert och d'Delaien, wéi laang eng Persoun d'Autorisatioun huet, op en Dossier zréckzegräifen. Diesbezüglech hat et och an der Justizkommissioun a scho virum Depot vun dësem initiale Gesetz vill Gespréicher an Explikatioune ginn, eemol, well an der Zäit d'Délais de conservation net ëmmer d'selwecht agehale gi sinn an dës Aufgab deels dem Responsable de traitement zougefall ass, deels gouf et awer och Diskussioune wéinst dem Droit de la défense an der Onscholdsvermuddung, déi duerch d'Fichieren net däerfen impaktéiert ginn.

Fir e Beispill ze nennen: Et ka beispillsweis net sinn, dass Persounen, déi acquittéiert goufen, trotzdeem nach Joren duerno eng Aschreiwung am System hunn. Gläichzäiteg huet sech d'Fro gestallt: Wéi ass et bei Fäll vun der Recidive? De Parquet général huet och opgeworf, dass d'Delaien och musse Rücksicht huelen op Enquêten a Kooperatioune mam Ausland. Bei Enquêtë vun auslänneschen Ekippen hätt ee keen Afloss, wéi laang dës géifen daueren. Et sollt een also oppassen, sech do keng Problemer ze schafen, an eventuell méi kohärent Delaie virgesinn.

Weider hate sech och Froe gestallt zu beispillsweis dem Classement sans suite, den Non-lieuen, de Reputatiounen et cetera.

Mir si frou, dass mir mat dësem Text elo eng gutt Basis hunn, déi dës Fäll an Zukunft besser a méi kloer definéiert. Grad bei der Fro vun der Honorabilitéit ass nämlech wichteg, dass keng Persoun duerch eng Aschreiwung an engem Fichier en negativen Impakt an hirem Privatliewen erlieft. Duerch méi transparent Modalitéiten a Konditioune bidden dës Texter e klore legale Kader, deen de Leit dobaussen et an Zukunft wäert méi einfach maachen, fir kënnen nozevollzéien, wat fir Detailer iwwer si am Kader vun der Honorabilitéit kontrolléiert ginn a wéi dës Informatioune gesammelt, traitéiert a gespäichert ginn.

Domat gëtt et eng gréisser Rechtssécherheet, déi mir nëmme kënne begréissen. D'DP-Fraktioun ass mat dësen zwee Projeten averstanen. An an deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, virop wéilt ech dem Här Margue Merci soe fir seng zwee ganz gutt an ausféierlech mëndlech an och schréftlech Rapporten. Jo, ech mengen, mir kënnen eis alleguerten heibannen drun erënneren, an dat ass och virdrun, mengen ech, nach eng Kéier kloergestallt ginn, wéi et effektiv zu dësen zwee Gesetzer komm ass, virun allem awer zu dem 7882A, am Kader vun där gréisserer Affär, déi entstanen ass am Summer 2019 am Kader vum Rekrutement vun engem Bibliothécaire-référendaire, deen, jo, mat Dokumenter confrontéiert gouf, am Kader vun enger joerzéngtenaler Affär juristesch Antecedanten hat, awer näischt am Casier stoen hat. An en plus ass seng Kandidatur schlussendlech net zréckbehale ginn, nach mat der Evokatioun vun anere Grënn.

Mir wëssen alleguerten heibannen, an do gëtt et e kloert Gesetz, e Casier judiciaire gëtt jo erwisenermoossen ugeluecht, wann ee rechtskräfteg verurteelt ginn ass. Bei dësem Fall ass et awer ëm Dossieren an Informatioune gaangen, déi vun der Justiz an der Police gehale gi sinn, ouni dass den Exigenze vun der Protection des données ganz nokomm ginn ass an ouni dass och eng konkreet Uklo do war. Et gouf also persounebezunn Donnéeën, ëm déi et gaangen ass an déi nieft dem Casier judiciaire, deen eng legal Basis huet, existéiert hunn an op déi am Fong keen, ausser e puer Leit, Accès hat. An dofir, mengen ech, ass dann och déi ganz Diskussioun opkomm ronderëm de „Casier bis".

Ech mengen, wat ganz wichteg ass bei dësem Gesetz: D'Limitatioun vun de Finalitéiten, fir déi déi eenzel Donnéeën traitéiert ginn, gëtt prezis festgehalen. D'Onprezisioun vun enger Finalitéit war nämlech ee vun deene grousse Kritickpunkten, déi mer och an alle Kommissiounssëtzungen an eiser parlamentarescher Aarbecht och ëmmer an de Vierdergrond gesat hunn, a virun allem déi national Kommissioun fir den Dateschutz huet och d'Onprezisiounen, wat d'Feele vun de Finalitéite vum Sammele vun Donnéeën ugeet, opgeworf, an dat och mat Recht, an och Necessitéit, déi muss definéiert ginn.

Et ass aktuell esou, dass jo dat nationaalt Gesetz, RGPD vun 2018, an engem vu sengen Artikele virgesäit, datt d'Donnéeë mussen en vue vun enger virausbestëmmter, explizitter a legitimmer Finalitéit oder Finalitéite gesammelt ginn. Dëst war net am initialen Text de Fall. Elo gëtt, mengen ech, dësen Dateschutzprinzipp direkt am éischten Artikel vun dësem Gesetz respektéiert, well d'Zil vun de JU-CHA-Applikatioune kloer definéiert gëtt an och d'Justizautoritéiten deem an hire Missiounen op verschiddenen Niveauen deementspriechend kënnen nokommen, wat net onweesentlech ass am Kader vun hirer Aarbecht.

A mir sinn eis alleguerten och heibannen eens, dass d'Geriichter wéi awer och d'Police, well och si si Bestanddeel vun Diskussiounen dës Woch, hir Aarbecht solle kënnen effikass ausüben. De legale Kader fir de JU-CHA ass just ee vu ville Beispiller, wou Sécherheet geschaf muss ginn an déi och den Autoritéiten déi néideg Basis schafen an awer och dem Bierger den néidege Schutz garantéieren.

Nach e Wuert zu der Finalitéit, zu de Finalitéiten. An där ganzer Diskussioun, déi mer haten, war och ee Moment d'Diskussioun opkomm, an dat war unhand vun engem Avis vum Staatsrot, dass de Service communication et presse, deen am initialen Text och sollt kënnen Accès hunn zu de JU-CHA-Fichieren, d'Proportionalitéit net respektéiert, soudass am Fong fir si effektiv keen Accès méi néideg an och wichteg wier; grad si, mengen ech, déi och am alldeegleche Kontakt mat der Press sinn.

An ech mengen, dass mer och hei e gudde Kompromëss fonnt hunn iwwert d'Amendementer, dass och deen dote Service vun der Justiz an och, mengen ech, déi ganz Kommunikatiounsaarbecht vun der Justiz mat der Press och Accès kann hunn an deene verschiddene Modüller, déi virgesi sinn – an de Rapporter ass op déi verschidde Modüller agaangen –, an hei, mengen ech, och op de Module dossiers répressifs an Entraide pénale, mengen ech, kann

Accès hunn an och do d'Finalitéit an d'Necessitéit och ganz kloer deementspriechend gekläert, also och weider ka gewärleescht ginn. Ech mengen, dass dat e gudde räsonabele Kompromëss deementspriechend ass, och am Kader vum Secret professionnel, deen natierlech hei och deementspriechend anzehalen ass.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Op dëser Plaz kann een am Fong scho ganz kloer zwëscheschléissen, dass den Text, dee mer virleien hunn, immens vill Kompromësser tëscht dem Schutz an dem Respekt vu géigeniwwerstoende Rechter mécht – also weeder déi eng nach déi aner verletzt, mee se alleguerten, souwäit et geet, respektéiert, ouni awer och ze vill anzeschränken, an awer anzeschränken. An ech mengen, et ass eng Balance, déi hei verbruecht ginn ass.

Am Allgemenge kann een och soen, dass d'Rechter op Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, och vun de private Leit, verstäerkt ginn. An déi Balance, mengen ech, tëschent dem effikasse Schaffe vun dem Justizapparat geet am Fong net verluer. Au contraire, si gëtt duerch déi nei Dispositiounen am Gesetz och koordinéiert. Et gëtt dorop opgepasst, dass d'Amëschen an de Schutz vum Privatliewen a vun de privaten Informatiounen nach weider konform sinn zu den internationale Konventioune wéi déi europäesch Mënscherechtskonventioun an der nationaler Gesetzeslag – déi effektiv an eiser Verfassung an och vum Gesetz vun 2018 iwwert den RGPD.

Et ass also séchergestallt, dass engersäits d'Justiz weider gutt fonctionéiere kann a kloren Accès op d'Donnéeën huet, an dat och definéiert gëtt, an zäitgläich och d'Rechter vun de Bierger garantéiert bleiwen. An dofir sinn och déi verschidde Modüller an d'Definitioun vun deene verschiddene Modüller, mengen ech, hei ganz wichteg. Do, mengen ech, wat och den Accès an d'Finalitéit deementspriechend ugeet, dass och den Niveau vun der Proportionalitéit a vun der Necessitéit net iwwert d'Zil weider erausgeschoss gëtt. Well éischtens soll een net géint d'legal Prinzippie vum Dateschutz verstoussen, an zweetens soll een och de Risk virun Abusen effektiv net, wéi gesot, andämmen (veuillez lire: an zweetens soll een och de Risk virun Abusen effektiv, wéi gesot, andämmen), soudass och do net weider Verletzunge stattfannen.

An ech mengen, wat den Haaptpunkt och an dësem Gesetz ass, am Kloertext: Net jiddwereen huet Accès op all Donnéeën, mee just verschidde Leit op verschidden Donnéeën – zu verschiddene kloer definéierten Zwecker. Ech mengen, dass dat och de Kärmessage ass vun dësem JU-CHA-Gesetz.

Wat, mengen ech, awer och wichteg war, dat ass, dass de Lien gemaach gëtt tëschent dem JU-CHA-Gesetz an dem Zentralfichier vun der Police – do wäerte mer muer driwwer diskutéieren –, well och dat huet dee Moment net bestanen. An ech mengen, an dësem Kontext ginn och elo d'geriichtlech Decisiounen effektiv un d'Policefichieren iwwerdroen, fir dass och och d'Police an hire Fichieren de Vermierk huet, dass fir déi betraffe Persoun eng Decisioun geholl gouf, déi rechtskräfteg ass, egal wéi enger Natur se och deementspriechend ass. An effektiv kënnt déi dann och an de passiven Deel, mengen ech, da vum Fichier.

Och hei e klore Mechanismus, deen och geschafe gëtt, souwéi och, mengen ech, kloer definéiert ass, wien dann och weider Accès do drop huet. Mee ech mengen, dat ass och eng Diskussioun, déi mer muer wäerten hunn. Där wëll ech net hei virgräifen.

Op alle Fall: D'Limitatioun vum Zougang fir nëmme verschidde Kategorië vu Persounen a Fonctiounen an der Magistratur gëllt also och zu der Ofsécherung an der Kontroll, wien alles Accès drop huet. Am Kader vun dëse sensibelen Donnéeën ass et also ganz wichteg ze wëssen, mengen ech, wien et kucke kann. An och an deem Kader ass eng Ofsécherung ganz gutt, mee Kontroll ass besser.

Dofir ass et och wichteg, dass an dësem Gesetz der Generalstaatsanwaltschaft …, mee och de reegelméissege Contrôle, fir d'Zougangsrechter kënnen auszeüben an och ze kontrolléieren, awer och d'Journalisatioun, déi stattfënnt fir déi Benotzer vun der Applikatioun mat den Donnéeën, déi se och gemaach hunn, d'Date vun de Benotzer, déi gespäichert ginn, souwéi och hir Identitéit, an d'Zäit vun der Consultatioun vun den Informatiounen – dat iwwert déi verschidde Logfilen.

Also eng zousätzlech complementaire Ofsécherung. Eng Kontroll, déi zu enger besserer Sécherheet féiert, wat virun dësem Gesetz also net existéiert huet, a wat, mengen ech, awer och d'Rechtsstaatlechkeet hei nach eng Kéier kloer ënnersträicht, wéi awer och d'Rechter wéi de Schutz vun der Privatsphär an och dem Privatliewen.

An och dat gëtt am Volet vun der Honorabilitéit, mengen ech, mat deem anere Gesetz, iwwert dat wat mer hei befannen, deementspriechend festgehalen. Och wann den Text net direkt de Lien huet mam JU-CHA, sou hu se awer eng ganz Rei Gemeinsamkeeten, well och hei d'Zesummespill ass. An d'Gemeinsamkeet ass och erëm hei d'Finalitéit vum Consultéiere vun den Donnéeën, fir déi Honorabilitéitskontroll ze maache vu verschiddene Beruffer, déi och an dësem Gesetz opgelëscht sinn.

De Rapporter ass op d'Officiers publics agaangen, awer och anerer. Och effektiv d'Sécherheetsagenten – en anere Beruffsstand. Och hei si sensibel Donnéeën, déi mussen opgeruff ginn, fir effektiv e Contrôle vun enger gewëssener Moralitéit kënnen ze maachen, fir de Beruff och kënnen deementspriechend auszeüben.

Ech mengen, wat fir eis als LSAP wichteg ass, dat ass, dass mat béide Gesetzer hei ganz kloer de Contrôle vun de perséinlechen Donnéeën effektiv och gestäerkt gëtt: wien Accès huet, zu wéi engen Zwecker, wéini, mengen ech, och iwwert dee Volet, dass och kann nogekuckt ginn, wéi gesot, wien Accès hat. Dass de Schutz vun onerlaabtem Zougang och deementspriechend nach eng Kéier erhéicht gëtt.

An dofir ginn ech och vun dëser Plaz aus den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Et ass scho ganz vill gesot ginn. Ech wëll also net onbedéngt elo all d'Meritte vun dësem Gesetz widderhuelen. Et ass gutt, datt et esou e Gesetz gëtt! Ech mengen, et ass ganz kloer: Dat muss gereegelt sinn.

An ech wéilt vläicht opgräifen, wat d'Kolleege vun der CSV virdru gesot hunn: Gliesene Staat – si se dergéint; gliesene Bierger – si se dergéint. Mir sinn och géint de gliesene Bierger. Mir hätten awer gär als ADR, datt de Staat seng Aufgaben, inklusiv am Sécherheetsberäich, …

M. Gilles Roth (CSV) | Mir sinn net géint de gliesene Staat. Mir si fir de gliesene Staat a géint …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A fir de gliesene Staat? Pardon. Jo, Dir hat gesot „fir de gliesene Staat a géint de gliesene Bierger". Richteg, Här Roth. Merci. An ech wollt Iech soen: Mir sinn och géint de gliesene Bierger. Awer wat de Staat ugeet, hätte mer gär, datt e seng Funktiounen effikass am Déngscht vum Bierger kann ausüben. Dat heescht, datt en net onbedéngt ëmmer an allem absolutt transparent ass. Dir kënnt Iech jo virstellen, datt zum Beispill an der Polizeiaarbecht oder och an der Justiz do natierlech Grenze gesat ginn.

Dir hat e Beispill genannt, an dat ass effektiv eent, dat eis alleguer interpelléiert huet. Dat war dat Beispill vun deem, deen als Student zu Stroossbuerg ze séier ënnerwee war, wou dat ëm herno sollt opposéiert ginn. Dat war effektiv en extreemt Beispill.

An ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, inklusiv bei der Justiz a bei der Police, datt esou Saachen definitiv ze wäit ginn. Dofir ass eng Reform och sënnvoll gewiescht. Eng Reform ass wichteg. Mee et däerf een awer och, wann een dat mécht, net vun engem Extreem an dat anert falen. Dat heescht, et muss scho sinn, datt och de Staat kann eng Kontroll hunn, datt en e Wëssen huet, dat et kann eventuell erlaben, kriminellen Aktiounen oder Geforesituatioune virzegräifen, dat ze prevenéieren.

Also, et ass schonn esou, datt een och vläicht heiansdo Saache muss wëssen, déi méi laang an der Vergaangenheet zréckleien. Wa mer deene Kolleegen aus Justiz a Police nolauschteren, déi eis vun deenen Dossiere geschwat hunn, dann ass et jo och dacks esou, datt en Element an engem Dossier ass, dat am Ufank net interessant schéngt an dat herno vläicht an engem anere Fall op eemol ganz wichteg ass.

Dofir däerf de Staat sech och net blann maachen. E muss kënnen e Gediechtnis hunn. An et ass jo och net esou, datt mer nëmmen iwwer Verurteelunge schwätzen. Mee et kann absolutt sinn, datt eppes ka relevant sinn, mee datt am Kader vun enger Opportunité des poursuites de Parquet awer elo decidéiert huet, elo kee Prozess unzefänken, mee datt awer relevant Informatiounen an Dossiere sinn, wou et vläicht net verantwortungsvoll ass, déi opzeginn.

Et ass also, wéi och d'Virriedner et alleguer gesot hunn, eng Saach vum Gläichgewiicht, dat ee muss fannen: engersäits d'Obligatioun vum Staat, fir d'Bierger ze schützen, fir déi éffentlech Sécherheet absolutt ze garantéieren, souwäit dat eebe geet, an op där anerer Säit de Respekt virun der Privatsphär an och natierlech de Respekt vun deene legalen Obligatiounen – zum Beispill am RGPD, awer net nëmmen do.

Dat ass also den Dilemma, virun deem mer stinn, oder déi Wiel, virun där mer stinn. An dann ass et do, fir de richtege Wee ze fannen.

Elo ass et awer esou, an dat ass eigentlech dat Gläichgewiicht: Dat ass och ëmmer eng politesch Appreciatioun. Wa mer elo kucken: Dossieren, déi mer an deene leschte Joren haten – ech denken do un d'Archivgesetz –, do ass zum Beispill éischter géint de Schutz vun de perséinleche Rechter decidéiert gi fir eenzel Kategorië vu Persounen. Do ass da mat Transparenz argumentéiert ginn an dem Intérêt public fir d'Transparenz. Hei ass et e bëssen an déi aner Richtung. Dat just fir ze soen, datt dat och ëmmer e bëssen eng Saach vu politesche Prioritéiten ass, wéi een den Akzent setzt an deene verschiddenen Dossieren, déi den Dateschutz an de Schutz vun der Privatsphär concernéieren.

Elo hu mer also hei eppes Sécherheetsrelevantes. Mee et ass jo net esou, datt mer da géifen am eidele Raum diskutéieren. Mee ech mengen, mir sinn eis awer zimmlech eens heibannen, vläicht net bei jidderengem, datt mer confrontéiert sinn als Staat

mat enger wierklech grousser – fir Lëtzebuerger Verhältnisser op jidde Fall – Croissance vun der Kriminalitéit hei am Land. Ech mengen, dat ass wäitgeeënd – also, ech wëll net soen, datt jiddereen där Meenung ass – awer onbestridden.

An dat bréngt eis natierlech och derzou, fir eis besonnesch mat Däitlechkeet ze froen: Si mer dann outilléiert, fir dogéint virzegoen? Kënne mer deene Forme vu Kriminalitéit effikass entgéinttriede mat deene Reegelen, déi mer beim JU-CHA, beim Polizeifichier, hunn?

Ech wéilt do just erënneren: Mir haten als ADR eng Reunioun gefrot – iwwregens hu mer nach eng zweet gefrot, déi ass nach ëmmer net komm – iwwert déi Jugendbanden. E Phenomeen, dee relativ nei ass hei am Land. A mir haten do dee Phenomeen vun „happy slapping" a mir haten hei Vertrieder vu Police a Justiz. Ech mengen, d'Madamm Minister war och deemools bei där Reunioun derbäi. A mir kruten dann erkläert, wou do praktesch d'Problemer sinn, well och deemools verschidden Unitéite vun der Polizei, déi mat enger Saach confrontéiert sinn, net den Zougréff hunn op aner Datebanken, wou Elementer draleien, déi awer wichteg wären, fir kënnen d'Appreciatioun vun enger Situatioun ze maachen, fir déi néideg Moossnamen ze huelen.

Mir hunn eng Kompartimentéierung, déi der Opklärung vun enger Situatioun ka schueden an d'Geforesituatioun net reduzéiert, mee au contraire verhënnert, datt mer kënnen als Staat dat maachen oder net. Dat illustréiert, wéi wichteg et ass, eng verantwortungsvoll Gestioun vun den Datebanke kënnen ze maachen, also de Schutz vun der Privatsphär, awer d'Effikassitéit vun den Organer vum Staat net a Fro ze stellen. Dofir ass eis Demarche déi fir nozelauschteren: Wat seet dann d'Justiz iwwert déi Reformen, déi hei ageféiert ginn? Sinn déi dann zefridden dermat?

An déi Avisen, déi hei kommen, déi weisen all an eng aner Richtung. Ech wëll déi elo net all virliesen, mee mir hunn der esou vill kritt vun de Parqueten, Dikrech, Parquet général an esou weider an esou virun, wou Punkt fir Punkt Kriticke formuléiert ginn, an et ass dat, wat eis interpelléiert, wou mer soen: Jo, mir hätten och gär eng gesetzlech Reegelung, jo, mir géife gär d'Privatsphär vun de Leit protegéieren, selbstverständlech! Awer aleng, an dat seet och de Parquet, datt dat esou limitéiert ass, fir absolutt ze limitéieren, wéi den Zougang zu den Dossieren ass, d'Zuel vun de Persounen absolutt ze limitéieren, dat ass genau dat, wat mer an der Praxis jo gesinn hate beim „happy slapping", wat der staatlecher Effikassitéit am Interessi vum Déngscht vum Bierger jo schued, wat se behënnert! „An och dat", seet de Parquet, „hu mer hei." De Parquet seet och – dat hat e Virriedner gesot –, datt et zu enger terribeler Bürokratiséierung féiert, wann all eenzel Consultatioun muss justifiéiert ginn – a mir hunn der 26.000 am Dag!

An dann ass natierlech ..., da gëtt hei zu Recht gesot, dat wär e „sérieux frein à la digitalisation de la justice". Ech mengen, dat muss ee sech einfach och dann emol zu Häerz huelen. Da gëtt gesot, mat deenen neie Reegele kéinte jo net all Donnéeë virugi ginn, déi awer vläicht relevant sinn. Zum Beispill däerfen „exclusivement des atteintes contre les personnes" consideréiert ginn, awer net „autres infractions prévues par les lois pénales", géint Saachen zum Beispill, déi jo awer och kënne ganz wichteg Elementer sinn, wann et drëm geet, en Dossier ze appreciéieren.

A bei der Honorabilitéit, dem zweete Gesetz, ass d'Logik eng ganz änlech. Och do gesi mer Widdersprech an der Attitüd vum Staat. Mir haten Diskussiounen. Dat Gesetz ass elo nach net komm iwwert d'Autorité nationale de sécurité, déi soll kommen. Dat gëtt am Ableck vum SREL gemaach, wéi wa Clearancen ..., fir also am Beräich vun der nationaler Sécherheet déi néideg Informatioune kënnen ze hunn, fir ze determinéieren, ob eng Persoun, déi soll a Kontakt mat Geheimmaterial kommen, all Krittären erfëllt, fir déi national Sécherheet net a Gefor ze bréngen. Do gëtt alles gemaach vun der Säit vun der Regierung, fir eigentlech den Zougang op d'Fichiere vun der Autorité nationale de sécurité maximal ze limitéieren, och dat eng reng politesch Appreciatioun.

Mir sinn anerer Meenung an da kënnt et elo bei der Honorabilitéit, wou dann ..., do sinn och änlech Restriktiounen. Hei ginn dann d'Kriticke vun de Justizautoritéiten, op déi ech mech haaptsächlech bezéien an dëser Interventioun ..., do gëtt erëm eng Kéier gesot: „Et ass haaptsächlech am Beräich, am Interessi vum Justizministère. Aner Administratioune kënne manner dervu profitéieren." Et gëtt gesot, datt d'Dossiere vun der Police kënne gekuckt ginn. Mee wat ass mat aneren Administratiounen, déi jo och Officiers de police judiciaire hunn a Procès-verballe kënnen dresséieren? Dat gëtt dann net gekuckt. De Parquet regrettéiert, datt e keng spontan Matdeelungen iwwer wichteg Saachen awer ka weiderleeden. D'Justice de paix vun Dikrech seet: „Les avis seront à l'avenir lacunaires quant à l'honorabilité de l'intéressé et les administrations seront ainsi [privées] d'une partie des informations dont disposent les organes de poursuite", an esou weider an esou weider.

De Constat, dee mir also maachen, ass, datt et wuel gutt ass, datt mer e Gesetz hunn, datt et wuel richteg ass, ze probéieren, d'Privatsphär vun de Leit ze protegéieren, mee datt d'Justizautoritéiten, déi zoustänneg Geriichter, déi zoustänneg Parqueten ... A muer schwätze mer och iwwert d'Police, dat ass eng ganz änlech Diskussioun. Et ass u sech déi selwecht Diskussioun nach eng Kéier e bëssen, déi mer haut féieren. Déi weisen d'Lacunnen an d'Faillen op an deem, wat mer elo maachen, an eis Suerg ass, datt dat schlussendlech zulaaschte vun der Sécherheet an eiser Gesellschaft geet. An et ass dat, wat mir net wëllen!

Duerfir: Jo, mir begréissen e Gesetz, awer mir wäerten eis enthalen, well déi Lacunnen hei ze vill grouss sinn, fir datt mir et kéinte matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och Iech. An nächsten ageschriwwene Riedner, wann ech dat richteg gesinn, ass de Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech erspueren Iech elo och nach eng Kéier d'ganz Geschicht vum Fichier. Dat huet eis scho vill Deeg a vill Stonnen an der Kommissioun beschäftegt. Ech erënnere mech nach gutt drun, wéi et waarm war – mer souzen nach deemools am Cercel –, wéi mer déi éischt Propose kritt hunn a mer dunn den Dossier auserneegeholl hunn. An dat war zimmlech informatesch, déi Fro, déi ech deemools schonn de Justizvertrieder gestallt hunn, an et ass eng Problematik, déi awer och haut nach ëmmer aktuell ass.

Jo, mir schafen haut de wichtege Kader fir den Dateschutz, well bis elo dee Kader net do war. Et ass verpasst ginn, ze kontrolléieren a kloer ze erfaassen, wéi eng perséinlech Daten ... An dat ass et jo: Do sti ganz vill perséinlech Daten dran, an dem JU-CHA souwéi och am Policefichier, an deementspriechend ass et elo wichteg, dass mer endlech e Kader kréien!

Mir wäerten dëse Projet och matstëmmen. Ech kommen awer nach op e Punkt, deen eis stéiert. An ier ech op dee Punkt kommen, ginn ech awer nach op dat anert Theema an, dat ech och an der Kommissioun schonn eng Kéier opgeworf hat an dat eis awer Bauchwéi heiansdo mécht: Dat ass den Zougang, wou ech verstinn, dass een dee muss schafe fir déi extern Firmen, déi déi ganz Logiciellen entwéckelen. Ech weess, dass dee ganz restriktiv ass, mee dat ass awer eigentlech eng Kéier, wou een driwwer muss nodenken, ob de Staat net selwer déi Aufgaben an engem Open Source soll iwwerhuelen, fir dass een dann awer eng gewësse Sécherheet huet.

Mir haten déi Diskussioun jo an der Kommissioun, dass extern Firmen dann den Zougang kréien, fir ... Déi Software muss jo hiergestallt ginn, dat muss jo alles entwéckelt ginn. Herno muss en Entretien gemaach ginn, do kommen Updates an esou weider. Do hu mir e bësse Bauchwéi dermat, dass dat herno Firme sinn, déi dann deen Zougang hunn an dat Ganzt entwéckelen. Déi solle jo och do eng Aart Hannerdier hunn, fir da weiderhin den Entretien ze maachen, wat op där enger Säit verständlech ass, mee eis Meenung ass awer dozou: Dat dote si Logiciellen, déi de Staat soll an enger eegener Verwaltung, an engem eegenen Open Source, hierstellen, fir eeben och iwwert d'Joerzéngten ewech herno déi Kompetenz opzebauen an esou herno och net ofhängeg ze si vun anere Firmen.

Ben, do komme mer och op de Logiciel selwer. Herno wäerten déi Fichieren alleguerten opgemaach ginn op engem Computer, deen ënner Windows zum Beispill leeft an net ënnert engem Open Source. Dir musst Iech dat virstellen: Dir maacht do e Fichier op, deen an deem JU-CHA dran ass, an da gëtt deen emol automatesch zum Deel op europäesch-amerikanesch Server geschéckt, zum Beispill, wann Dir e Word-Dokument opmaacht – och hei an der Chamber, dat ass elo net eleng de Reproche dofir, och hei an der Chamber –, da gëtt deen emol direkt verifizéiert vu Microsoft, dass dee weidergeet. Dat ass nämlech e Problem, dass eis Justiz do net genuch op den Open Source setzt, dat heescht, do gi Systemer benotzt, wou aner grouss Firmen, weltwäit Firmen, herno Zougang op déi Dateien hunn, bezéiungsweis déi Dateie gi scho beim Opmaache gescannt. Dat ass e Wee, wou ee muss goen. Dat ass elo net eleng de JU-CHA, dat ass d'Police, dat ass de ganze Staat, wou een eng Kéier muss goen, fir sech seng eege Kompetenz opzebauen an deementspriechend net méi ofhängeg ze si vun deene groussen internationale Softwaregiganten.

De gréisste Problem hu mer mat deene Fënnef-Joer-Logfiles. Ech hat gëschter scho gesot, ech wäert et och en Donneschdeg nach eng Kéier soen – just en Donneschdeg kann ech et jo nach anescht soen, well et ass jo dat, wat déi Inkohärenz ass. Am JU-CHA-Fichier steet herno dran, „genau no fënnef Joer" géife se geläscht. Bei der Police krute mer nämlech gezielt, dat wär net méiglech. Dat kéint d'Verwaltung technesch an och personell net hikréien.

De Staatsrot hat do nach en Avis verschéckt virun enger Woch, zwou Wochen, zum Policefichier, wou gefrot ginn ass: Ma, kënnt Der Iech dann net alignéieren op d'Justiz, well da wär et op d'mannst kohärent? Do hu mer awer an der Kommissioun gesot kritt vun der Police: „Nee, et geet nach ëmmer net." Ech verstinn nach ëmmer net, wéi en Zauberwürfel op eemol d'Justiz huet, dass déi dat hikréien. Do, Punkt op den Dag genau, well dat ass dat, wat Dir an d'Gesetz geschriwwen hutt, op den Dag genau, op d'Minutt genau an deene fënnef Joer muss geläscht ginn. Dat ass fir mech nach ëmmer net ze verstoen,

wéi d'Justiz dat op eemol hikritt. Ech hätt alt gehofft, d'Justiz hätt sech do alignéiert op d'Police a se hätten op d'mannst drageschriwwen „au moins cinq ans", net op ganz genau déi fënnef Joer, op den Dag, op d'Sekonn, op d'Stonn genau.

Jo, mir hätte gäre gehat, dass den „au moins" dran ass, well an dësem Fall ass et esou, dass, soulaang en Dossier besteet ... A mir wëssen: Bei der Justiz kann e méi laang bestoen. Ech weess och, dass ee laut Gesetz nëmme strofbar ass, wann een do en Abus gemaach huet an deene fënnef Joer. Mee dat ass jo net eise Punkt. Eise Punkt ass ganz einfach, dass e Bierger, egal wéi laang et hier ass, ëmmer d'Recht huet ze wëssen: Wie war mäin Dossier kucken?

Vläicht fält et och eréischt no siwen ..., vläicht fält et och elo no fënnef Joer an zwee Deeg op, dann ass de Fichier geläscht; vläicht fält et och no 7, 10 oder 15 Joer op – an dat ass fir eis e Problem, dee mir allgemeng hu mat de Fichieren, mat der Approche vun der Regierung, fir einfach ze soen: „Mir maachen de Minimum am Dateschutz a mir ginn net hin a mir halen déi Logfiles, wou een herno ka kucken, wie wat wéini kucke war." Well et ass jo dat eigentlech dem Bierger säi Recht! De Bierger wëll jo wëssen: Wie war eppes kucken? De Bierger huet jo a sech emol net de Problem dermat, dass op engem Server eppes stockéiert ass iwwert hien, iwwert seng Justiz, iwwert d'Police, mee säi Problem ass: Wie geet et kucken?

Wann et jo do läit a keen huet et ugepaakt, ass et jo guer kee Problem. Mee de Problem ass, wann een herno net kann novollzéien, wien dat kucke war, an do hutt Der leider d'Limitt op fënnef Joer gesat. Mir stëmmen et zwar haut mat, mee mat der Hoffnung, dass déi nächst Regierung am Dateschutz do wäert méi Courage hunn. Well et muss ee jo och ganz éierlech sinn a soen: Wa mer dat Ganzt elo digitaliséieren, ass de Schutz vill méi grouss, wéi wann iergendeen den Dossier a sengem Büro leien huet do um Stapel, an e war vläicht eng Taass Kaffi drénken an en huet de Büro net zougemaach. Dat heiten ass schonn eng Léisung, déi een huet, dass ee ka soen: „Jo, mir hunn déi Logfiles leider nëmme fënnef Joer, mee dat wäert déi nächst Regierung jo dann hoffentlech besser maachen."

Zu der Honorabilitéit, do wäerte mer och eisen Accord ginn. Deen ass jo e bësse par rapport zu dem JU-CHA, an deementspriechend kann ech fir déi zwee Projeten eisen Accord ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Domat ass d'allgemeng ... A, den ...

(Interruption par M. Roy Reding)

A, ok. Ech hunn Iech hei net. Ok, majo, da kritt Dir selbstverständlech d'Wuert. D'Wuert huet den Här Reding.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Merci, Här President. Jo, ech muss dem Charles Margue felicitéiere fir e gudde Rapport natierlech, mee virun allem och fir eng ganz elegant Aart a Weis, d'Virgeschicht op d'Säit ze drécken. An ech muss dem Gilles Roth Merci soen, datt en eis drun erënnert huet, wéi et dozou komm ass. En huet vläicht ganz e bëssen ze vill de Meritt op sech selwer an den honorabele Laurent Mosar gezunn. Et gouf och nach aner Deputéiert, dorënner och ech selwer, déi Question-parlementairen zu deem Theema gestallt an e bëssen Aktivist gespillt hunn.

(Hilarité)

Wat mer hei kréien, ass ganz gutt. Et ass eng Base légale, endlech, fir deen dote Fichier. Et ass och villes ganz gutt gereegelt. Ech wëll just vun deem schwätzen, wat net gereegelt ass a mengen Aen. Ech weess et net, ech iere mech vläicht, dann ass dat eng Fro un d'Ministesch: Wéini a wéi huet de Bierger d'Méiglechkeet, Zougang ze hunn zu den Donnéeën, déi iwwert hie gespäichert ginn? Et ass dat, wat de Gaston Vogel an engem vu senge Bréiwer zu dësem Theema geschriwwen huet: „Ces fichiers nous concernent et aucun de nous citoyens n'y a accès. C'est le comble du comble."

Ech wëll also wëssen: Kann ech gewuer ginn, op einfach Demande hin, wat iwwer mech gespäichert ass als Bierger? An da ganz wichteg: Mir hunn elo déi Logfiles do, Artikel 10 (1): Wien huet dat gekuckt? Firwat huet en et gekuckt? Dans quel but huet en et gekuckt? Ma dat wëll ech och wëssen als Bierger. Ech wëll als Bierger wëssen: Wien hat Zougang zu mengen Daten? Wéini? An aus wat fir engem Grond? Mat wat fir enger Finalitéit? Wann ech dat ka kréien, da begréissen ech den Text hei 100%eg. Wann ech dat net ka kréien, dann ass et en Text ..., e Schwäert ouni Schäerft!

D'autant plus: Wou bei den Infraktiounen ..., wann dann elo ee kuckt, deen net däerf kucken, oder e kuckt eppes, wat en net däerf kucken, oder e kuckt an engem ganz anere But wéi deen, fir deen en däerf kucken – wou ass d'Penalitéit? Mir presentéieren hei all Dag Gesetzer, wou Penalitéite sinn, wa Bierger sech net un dëst oder dat halen. Firwat ass hei keng Penalitéit virgesi fir déi Leit, déi Abus bedreiwen? Dat feelt mer ganz einfach.

An da wollt ech just nach ee Wuert soen zum Text iwwert d'Honorabilitéit, deen ech mat Freed matstëmmen ouni weider Diskussioun, well an der Zäit war dat net gereegelt. An do koum et vir, datt de Procureur général en Avis négatif ginn huet iwwert en Affekot, deen éischte war a sengem Examen, fir Riichter ze ginn, an zwar mat der Motivatioun „défaut de moralité dans la vie privée". An ech wäert dat nimools vergiessen: Wann net meng Frënn deemools vun der LSAP, Ministeren, sech agesat hätten an den Här Fischbach iwwert den Avis vum Procureur général ewechgaange wier, da wier meng Fra haut nach net Riichterin ..., deemools genannt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An domat ass elo definitiv den allgemengen Debat ofgeschloss.

An d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson, huet d'Wuert. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, merci emol fir déi ganz sachlech a roueg Diskussioun, déi mer elo de Moien hei haten. Ech ka mech do un aner Momenter erënneren. Et ass awer wichteg – Dir hutt zu e puer de Kontext e bësse rappeléiert –, dass een och vläicht nach eng Kéier de Kontext vun engem Dateschutz-Point-de-vue rappeléiert. Mir haten ... 2015 koum déi nei Dateschutzdirektiv. 2018 ass déi hei an der Chamber dunn ëmgesat ginn an déi ganz Reflexer ronderëm den Dateschutz an deen awer méi protecteuren Ëmgang mat de perséinlechen Date vun de Biergerinnen a Bierger ass eppes, wat e Prozess ass, wou vill laangjäreg Habituden hu missen op d'Säit geluecht ginn, soudass fir verschidde Leit a verschidden Administratiounen an och Entreprisen an och all Eenzelnen dat eppes ass, wou mer de Wee nach mussen dohinner komplett fannen, wou awer säit 2018 extreem vill gemaach ginn ass, soudass et wierklech gutt ass, dass mer an deem heiten Domän, elo d'Justicefichieren, mee och dann d'Policefichieren ..., do hu mer elo nach eng Kéier ..., ganz detailléiert an extensiv Reegele gi mer eis elo dës Woch. Dat sinn awer elo zwee Domäner.

Et gëtt nach vill aner Beräicher, wou een eigentlech genau dee selwechten Exercice kéint a misst maachen, wann een u sech konsequent wär, wou een awer dann och gesäit – mir waren elo véier Joer amgaangen, fir dat doten ze klären –, dass dat och net evident ass. Dat hei sinn natierlech elo ganz spezifesch Beräicher, wou – an dat ass jo bei ville vun Iech ugeklongen, an et gesäit een och gutt an der Diskussioun an an den Interventiounen – d'Schwieregkeete waren, fir hei op deen Equiliber ze kommen tëschent op där enger Säit natierlech dem Schutz vun de Biergerinnen a Bierger, déi a Kontakt komme mat der Justice, an op där anerer Säit awer eppes, wat eis, mengen ech och alleguerten heibannen um Häerz läit: déi absolutt Necessitéit, dass d'Justice kann hir Aarbecht maachen an dass se kann op Daten zréckgräife vu Leit, déi verdächtegt ginn, eng Infractioun begaangen ze hunn, fir kënnen och hir Aarbecht uerdentlech ze maachen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et war mer awer och wichteg, nach kuerz iwwert d'Form ze schwätzen, well ech ..., et ass haut elo net méi ugeklongen, mee ech hu verschidde Reaktiounen an der Ëffentlechkeet héiere vun deem engen an deem aneren, wou gesot ginn ass, hei géif eppes elo nach duerchgebaatscht ginn, an do ass notamment deen heiten Text gefall. An ech profitéieren awer vun der Occasioun, fir ze soen, dass ech dat wierklech net kann novollzéien, well ech weess net, ob iwwert iergenden Text, deen heiten an de Policefichiertext, esou vill an der Chamber schonn diskutéiert ginn ass, éier en iwwerhaapt emol deposéiert ginn ass. Dat ass bei deem engen oder aneren ugeklongen.

Mir hu schonn am Hierscht 2020 ugefaangen, an den zwou Chamberskommissiounen zesummen iwwert déi grouss Prinzippien ze diskutéieren. Mir hunn all eenzel Fro gekläert mat den Deputéierten zesummen. Mir hu probéiert, Accorden ze fannen, wou jiddwereen, deen da matgeschafft huet a wollt matschaffen, sech dru bedeelegt huet. An duerno sinn dann d'Texter deposéiert ginn. An och hei, wann ech elo den Text, de JU-CHA-Text kucken, wou mer och enk mat den Autorités judiciaires zesummegeschafft hunn, déi eng ganz kollaborativ Approche haten, fir hei zu engem Text ze kommen. Dunn hu mer ..., 2021 ass den Text deposéiert ginn. 2022, e Joer duerno, krute mer dunn den Avis vum Staatsrot, dee sech och vill Zäit geholl huet, fir am Detail dat heiten, déi ganz prinzipiell an delikat Froen, ze klären an ze traitéieren.

An ech ka mech och nach erënneren, dass mer an der Justizkommissioun ..., wollt ech virun der Wanterpaus 2022 net ufänke mat diskutéieren, well ech der Meenung war, dass et gutt wär, dass mer da kéinten am Januar eng Kommissiounssëtzung no där anerer maachen. Mir haten dunn déi vill Amendementen, déi mer preparéiert haten. No dem Avis vum Staatsrot hu mer du ganz séier an enger Kommissiounssëtzung evakuéiert kritt, wou dunn also och d'Occasioun war a gewiescht wier, fir nach eng Kéier en détail driwwer ze diskutéieren. Du krute mer den Avis vum Staatsrot elo viru Kuerzem erëm. An do hu sech nach am Fong zwee Knackpunkte gestallt. An deen een ass dee vum Service Presse, wou ech frou sinn, dass mer eng Léisung fonnt hunn, fir dass dee Service Presse ka fonctionéieren, dass eis Press kann informéiert ginn iwwert dat, wat um Geriicht leeft.

An deen aneren ass deen – an do hunn ech d'Impressioun, verschiddener vun Iech hätten d'Suite vun den Diskussiounen net matkritt –: dass mer e Volet ausgeklamert hunn aus dem Text, an zwar eeben dee vun den Informatiounen, déi gi ginn un den Employeur, wann eng Infractioun passéiert, wou d'Autorités

judiciaires, an do sinn Avisen zitéiert gi mat Kriticken, gesot hunn, dass se do géife verschidde Risike gesinn. An duerfir hu mer an der Chamberkommissioun decidéiert, dass déi Projet-de-loie géife scindéiert ginn.

Dat heescht, et gëtt elo nach en zousätzleche Projet de loi, deen déi dote Froen nach soll klären. Dee muss nach méi am Detail nach eng Kéier diskutéiert ginn. An do hate mer souwisou an engem Avis vum Staatsrot gesot kritt, dat hätt nëmme bedéngt eppes mat der JU-CHA-Problematik ze dinn. An duerfir hu mer dat dunn decidéiert erauszehuelen. Dat heescht, vill vun deem, wat elo dozou gesot gouf, ass guer net méi hei an deem Text mat dran.

Dann ass e puermol ugeklongen, et wiere keng Sanktioune virgesinn. Dat muss ech e bësse redresséieren. An dat rejoignéiert och déi Fro vum Här Reding, och mat dem Accès op Dokumenter. Mir däerfen net vergiessen: Mir hunn hei zwee generell Texter, déi eigentlech de Beräich reegelen. An dat war jo déi ganz Diskussioun 2018 iwwert den Dateschutz. Ginn déi Texter duer? Oder brauche mer elo an all Beräich nach eng Kéier eenzel Gesetzer, fir nach eng Kéier dat Ganzt ze klären? An do war de Choix getraff ginn – an do gouf et Diskussiounen tëscht der CNPD an och allen aneren Autoritéiten – fir ze soen: Mir brauche keng individuell Texter! An déi Texter, déi reegelen den Droit d'accès vum Bierger, mee si reegelen och d'Sanktiounen, wann een et net respektéiert, den Traitement vun den Donnéeën.

An da kënnt nach derbäi: Am Policefichiergesetz, dat e Freiden, mengen ech, um Ordre du jour steet, do ass jo och nach den Artikel 509-1 vum Code pénal, deen nach eng Kéier ugepasst gëtt, deen och nach eng Kéier Sanktioune virgesäit. Dat heescht, et ass schonn esou, dass hei och Sanktioune virgesi sinn, an et ass och esou, dass den Droit d'accès net an dësem Text, mee prinzipiell gereegelt ass an den Texter vun 2018.

Vläicht nach eppes, wat mech awer e bëssen interpelléiert huet, dat ass dee Begréff vun der „Bananne-republick", dee virdru gefall ass.

Ech verstinn, deemools waren d'Emotioune wierklech héichgekacht an dat bedaueren ech nach haut, mee ech fannen, et soll een awer oppassen, wann een esou Begréfflechkeeten am Kontext vun den Autorités judiciaires benotzt, well wann ee sech d'Definitioun vun der „Bananne-republick" ukuckt, do si mer bei engem korrupte Staat, enger korrupter Politick oder enger korrupter Justice. Ech mengen net, datt mer déi hei hunn. Ech si souguer sécher, datt mer déi net hunn! An et ass net, well et an engem Dossier wierklech héich hiergaangen ass an d'Meenunge wierklech ganz wäit ausernanerlouchen an net jiddwereen d'accord mat deem anere war, dass een et dann awer soll op deen doten Niveau hiewen.

Mir hunn d'Chance zu Lëtzebuerg, dass mer e grousst Vertraue vun de Biergerinnen an de Bierger an eis Justice hunn. Ech wier wierklech frou, wa mer net dat géifen ënnergruewen, andeem mer esou Terminologië benotzen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An dann nach ee Wuert zu dem Archivgesetz: Och dat muss ech awer e bësse redresséieren. D'Archivgesetz gëtt ganz kloer Reegelen, ab wéini Dokumenter ëffentlech zougänglech sinn, a wéi engem Fall Exceptioune spillen. Et gëtt och do Limitatiounen. Wann Der mat de Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg schwätzt zum Beispill, si se der Meenung, dass déi Limitatiounen ze wäit ginn an dass mer Interêt hätten, dat erofzeschrauwen. Et gëtt Prozeduren, wann d'Leit, déi concernéiert sinn, nach liewen oder nach net laang dout sinn. Dat heescht, ech géif dat elo wierklech net eent géint dat anert ausspillen.

Wann d'Geschicht vun engem Land engem wichteg ass, da mussen och d'Archive vun deem Land an d'Zougänglechkeet dovunner an och d'Opschaffen dovunner … Dat gehéiert och zu engem moderne Staat derzou, an och engem Staat, deem seng Geschichtsrecherche wichteg ass.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dofir hunn ech do och e Problem, dat esou stoen ze loossen.

Fir de Rescht: Dir sidd wierklech am Detail op déi eenzel Gesetzestexter agaangen. Ech si frou, dass mer déi zwee Dossieren, déi enk liéiert sinn, déi mer elo déi ganz Legislaturperiod an der Aarbecht haten, heimat kënnen ofschléissen. Ech soen awer och nach eng Kéier dem Laurent Mosar an dem Gilles Roth Merci fir hiren Asaz an dëser Affär.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci och fir déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Chamberkommissioun heizou haten. Mir waren eis net ëmmer eens, mee mir hu probéiert, am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger an am Sënn och vun der Aarbecht vun den Autorités judiciaires hei Léisunge fir jiddwereen ze fannen. An ech wollt dat awer och nach eng Kéier ënnersträichen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. An direkt Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, d'Madamm Minister geet elo fort.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech bleiwen hei.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wollt awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass et awer eng aussergewéinlech Virgoensweis ass, dass hei d'Justizautoritéite sech bei engem Chamberpresident iwwert d'Opportunitéit vu Question-parlementairë vun Oppositiounsdeputéierte beschwéieren. An, Madamm Minister, Dir hutt elo e versönleche Schluss gemaach. Ech schléisse mech deem och un. Mee dass een dat als Oppositiounsdeputéierten och véier Joer duerno nach monéiert, dat musst Der eis awer zougestoen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech hunn Iech dat jo och zougestanen. Ech hu just gewarnt, wann een dat kann esou soen, viru verschiddenen Terminologien, déi benotzt gi sinn am Kontext vun engem Pouvoir hei zu Lëtzebuerg, wou ech och der Meenung sinn, dass déi Begréfflechkeeten net korrekt sinn an dass een einfach muss oppassen, wéi ee se benotzt. Dat ass dat, wat ech gesot hunn. Ech hunn awer och gesot, ech géif verstoen, vu déi extreem Tensiounen, déi et gouf, dass een nach eng Kéier géif e kriteschen, ganz kriteschen, Bléck dorobber werfen. An ech mengen, Dir kënnt Iech och nach all erënneren, wat meng Reaktioun deemools zu där doter Fro war.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Also hei war d'Meenung, dass Är Äusserung, déi Der elo gemaach hutt, gutt war bis zum „just". Mee mir halen elo domadder op.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Den zweete Punkt, wou ech Iech awer nach wollt eng Fro stellen, dee jo net nëmme vu mir eleng, mee och vum Här Reding ugeschwat gouf, dat ass dee mat de Sanktiounen. Dir hutt verwisen op déi generell Sanktiounen, déi an de Gesetzer, mengen ech, vun 2018 sinn. Mee Dir wësst awer och, dass: 2018, do war eng laang Diskussioun. D'Madamm Beissel war, mengen ech, Presidentin vun der Mediekommissioun deemools, wéi mer dat diskutéiert hunn. Et gëtt eigentlech keng Sanktioun, wann d'staatlech oder d'ëffentlech Servicer sech net un den Dateschutz halen. Et gëtt keng spezifesch penalrechtlech Bestëmmungen. Et gëtt just Sanctionadministrativen, déi sinn, wéi se sinn. Wann Dir der anerer hutt, da wier et gutt, wann Der déi hei och géift nennen.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Also éischtens ass et den Artikel 47 vum Gesetz vun 2018, deen zwee Niveaue vu Sanktioune virgesäit: déi administrativ an och strofrechtlecher. An dann ass et eeben de Policefichiertext, Dir kënnt Iech erënneren, mir haten déi Diskussioun och an der Chamberkommissioun mam Artikel 509-1. Dee gëtt nach eng Kéier e bësse preziséiert, fir eeben där ganzer Problematik Rechnung ze droen. An deen applizéiert sech op jiddwereen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. Nach eng Kéier …

M. Gilles Roth (CSV) | Verstinn ech Iech richteg, dass de Policefichierstext eng extra Dispositioun virgesäit, mee de JU-CHA-Text gesäit déi net vir?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Also, et gëtt de Policefichiertext. Ech sinn amgaangen, dat hei an Ärem Rapport vun Ärer Kommissioun séier nozesichen. Dat ass e modifizéierten Text aus dem Code pénal, deen d'application générale ass. An do hate mer eng Diskussioun deemools an dee war och op Ärt Bestriewen hin deemools schonn an de Policefichiertext komm, well de Policefichiertext war wäit virun eisem Text jo fäerdeg. Do war éischter ugefaange ginn. An dat heescht …, ech fannen elo den Text net, fir Iech e virzeliesen, mee et ass den Artikel 509-1, well de Policefichiertext, do gesitt Der jo och de Projet de loi an dee leschte Punkt „portant modification du Code pénal".

An do, wou se un de Code pénal ginn, dat ass eeben den Artikel 509-1 an do kënnt éischtens en Non-automatisé beim Système de traitement bäi, fir eeben och Pabeiersdokumenter mat eranzehuelen. An da kënnt en zweeten Alinea derbäi: „Sera puni des mêmes peines, quiconque, disposant d'une autorisation d'accès à tout ou partie d'un système de traitement ou de transmission automatisé ou non-automatisé de données à caractère personnel, y effectue un traitement des données à caractère personnel pour des finalités autres que celles pour lesquelles l'autorisation d'accès a été accordée". An am Dialog hate mer dat deemools mat erageholl.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert déi zwee Projet-de-loien. Fir d'éischt de Projet de loi 7882A. Den Text steet am Document parlementaire 7882A[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7882A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Serge Wilmes), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : Mme Nancy Arendt épouse Kemp ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7691. Den Text steet am Document parlementaire 7691[16].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7691 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, datt mer déi Projet-de-loien, déi Modèle-de-basen, déi fir de Mëtten um Ordre du jour stinn, esou wäit wéi et méiglech ass, de Moien nach evakuéieren.

(Interruptions)

Mir géifen ufänke mam Projet de loi 8015. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

A wa mer dann nach Zäit hunn, géife mer den 8215 an duerno eventuell de 7959 huelen.

9. 8015 – Projet de loi portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale

Da kéime mer elo zum Projet de loi 8015, dee gewalttätegt Verhale wärend Manifestatioune soll ofschrecken an ënnerdrécken. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Voilà! Flexibel si mer jo. An am Respekt vu jiddwerengem senger Zäit ...

Une voix | A gutt organiséiert!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | A gutt organiséiert, jo, preparéiert och. Ech muss meng Agraff nach eraushuelen hei, da geet dat. Voilà.

Den 8015, de Gesetzesprojet 8015, ass am Kontext vun de Manifestatioune géint déi sanitär Mesüre wärend der Covidkris anzeuerdnen. Well et wärend dëse Manifestatiounen ëmmer nees zu Aggressiounen an neie Forme vu Gewalt géigeniwwer Policebeamten a géigeniwwer Journaliste komm ass, gouf decidéiert, de Code pénal an de Code de procédure pénale un dës nei Gegeebenheeten unzepassen. D'Modifikatiounen ergänzen den aktuelle legale Kader a sanktionéieren all Form vu Gewalt, déi bei Manifestatiounen ausgeübt gëtt a friddlechen Demonstratiounen am Wee steet.

De Projet 8015 gouf den 31. Mee 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert, de 26. Mee dëst ..., aviséiert. Den 18. ... – ou, do hunn ech e Joresproblem dobäi –, den 18. Mee war e schonn an der Justizkommissioun als Avant-projet de loi, ier en deposéiert gi war. De Staatsrot huet säin Avis zu den amendéierten Texter de 7. Februar 2023 ginn an an der Kommissiounssitzung vum 28. Juni gouf den Avis analyséiert, de Rapporter bestëmmt an eng Serie Amendementer ugeholl. Den Avis complémentaire koum den 11. Juli. Mir hunn eis den Dag drop dermat befaasst, krute Gréng Luucht vum Staatsrot a konnten de 14. Juli dëse Rapport unhuelen. Zwee Avise krute mer vum Staatsrot, wéi gesot, an nach Avise vum Barreau, vun der CNPD, vun der Cour supérieure, vum Parquet général a vum Parquet aus der Stad. An dësen Avise waren eng Rei Suggestiounen. Och deene konnt Rechnung gedroe ginn. Merci dofir!

Et geet ëm Follgendes – fënnef Punkten, déi mer an dëser Reform behandelen –:

Verschäerfung vun de Sanktiounen am Fall vu Rebellioun: An den Artikelen 271 bis 272 vum Code pénal setze mer déi maximal Strofen, déi kënne gesprach ginn am Fall vu Rebellioun vun enger eenzelner Persoun ouni Waff erop, fir dass de Riichter d'Méiglechkeet huet, e Mandat de dépôt auszeschwätzen. Hei gi mer vu sechs Méint op maximal zwee Joer Prisong erop. Wann et ëm Rebellioun vun enger Persoun mat enger Waff geet, gi mer vun zwee op maximal dräi Joer Prisong erop. Dat selwecht maache mir, wa méi wéi just eng Persoun am Spill ass, an do geet dann och déi maximal Geldstrof vun 2.000 op 5.000 Euro erop.

Mir maachen als zweete Punkt eng Erweiderung vum Champ d'application vum Outrage. D'Definitioun vum Outrage gëtt ausgeweit op notamment d'Werfe mat Steng, Béchsen, Dampgranaten an anere Substanzen, ob se da geféierlech sinn oder net. Wichteg ass do – wat mer deemools jo bemängelt hunn –, dass domat d'Späizen op e Mënsch an Zukunft och als Outrage ze bewäerten ass. Mir waren am Covid ënnerwee!

Drëttens: D'Aféierung vun engem neien Typ vu Menace d'attentat fir d'ëffentlech Sécherheet. Am neien Artikel 328 vum Code pénal gëtt den Akt vum Werfe vu Substanzen, ob se a sech geféierlech sinn oder net, mee potenziell geféierlech sinn oder als geféierlech erlieft ginn, ënner Strof gestallt. Well dëst Behuelen eng Menace ass an als Ugréff op Leit oder Bienen, Proprietéiten, ka charakteriséiert sinn, kann ee mat enger Prisongsstrof vun dräi Méint bis zwee Joer an enger Amende vun 251 bis 3.000 Euro bestrooft ginn.

D'Strofe ginn erhéicht, wann dës Menacë gemaach gi vis-à-vis vun engem Deputéierten, engem Member vun der Regierung, engem Magistrat, vis-à-vis vun all Agent vun der Force publique oder enger ëffentlecher Persoun. A mir schléissen och d'Beruffsjournalisten an, esou wéi se am Gesetz definéiert sinn. Hei belafe sech d'Prisongsstrofen dann op sechs Méint bis dräi Joer an d'Amenden op bis zu 5.000 Euro.

De véierte Punkt ass d'Aféierung vum Phenomeen „Doxing". Wat ass Doxing? Den Doxing ass de Phenomeen, wou et drëms geet, perséinlech Daten, also Date vu Persounen, ze divulgéiere mam Hannergedanken, deem Mënsch ze schueden, zum Beispill privat Donnéeë wéi de Wunnuert vum Journalist op soziale Medien ze deelen, eng Praxis, déi zu Violatioune vum Privatliewe féiere kann. Fir d'Recht op e Privat- a Familljeliewen am digitalen Zäitalter ze schützen, schafe mer eng nei Infraktioun, à savoir en „délit de mise en danger de la vie d'autrui", wou d'Diffusioun vun Informatioun iwwert eng Persoun sanktionéiert gëtt. Heimat sinn Informatioune gemengt, déi d'Identifikatioun oder d'Lokalisatioun vun enger Persoun méiglech maachen an d'Zil hunn, der Persoun selwer oder hirer Famill respektiv hire Bienen ze schueden.

Zwee Elementer mussen also virleien – Dir héiert et eraus –, fir dass den Delikt als solche kann zréckbehale ginn: Et muss e materiellt Element do sinn, also d'Diffusioun vun Informatiounen, an en absichtlecht Element, eng Intentioun, wou et drëms geet, festzestellen, dass d'Informatioun bewosst diffuséiert ginn ass, fir engem ze schueden, a wou also en onmëttelbare Risiko besteet fir déi physesch oder psychesch Integritéit.

Als Strofe sinn do virgesinn: Prisong vun aacht Deeg bis sechs Méint an/oder eng Amende vun 251 bis 5.000 Euro. Da schafe mer och Circonstances aggravantes, bei Beruffsjournaliste sinn déi virgesinn, à

même titre wéi bei Deputéierten, Agente vun der Force publique oder vulnerabele Persounen. Hei schwätze mir vu Strofe vun dräi Méint bis zwee Joer Prisong oder Amendë vu 5 (veuillez lire: 500) bis 10.000 Euro.

De fënnefte Punkt – ech komme geschwënn zum Schluss, Här President –: d'Erweiderung vum Champ d'application vun der Enquête ënner Pseudonym. De Gesetzestext erweidert d'Méiglechkeeten, fir Enquêten ënner Pseudonym am Kader vun enger Justizprozedur ze maachen. Dëst betrëfft all Crimmen oder Delikter, déi via elektronesch Kommunikatioun gemaach ginn.

Dës Dispositioun fir ze enquêtéiere gëllt awer – ech betounen et ausdrécklech hei –, déi gëllt awer nëmmen am Fall vun enger Flagrance, vun enger Enquête preliminaire oder der Instruction préparatoire, an dat op Uweisung vum Untersuchungsriichter. Bis ewell war déi Prozedur just méiglech am Fall vun Infraktiounen, wann et ëm d'Staatssécherheet, Terrorismus oder Finanzement vum Terrorismus gaangen ass.

Mat dëse Punkte bessere mir haut eise Code pénal an d'Prozedur no, fir se un déi haiteg Gegeebenheeten unzepassen um Niveau vun den Untersuchungsméiglechkeeten an dem Schutz vun de Journalisten a vun de Forces de l'ordre.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, ech fänken och u mat engem Merci un eisen Dauerrapporteur vun der Commission de la Justice, deen eis elo e ganz flotte Projet hei virgestallt huet, deem mir natierlech wäerten eis Zoustëmmung ginn. Mir kënnen eis och alleguerten drun erënneren, wat wärend deenen ominéisen Demonstratiounen alles virgefall ass, vun Attacken, Aggressioune géint d'Forces de l'ordre, géint Journalisten, zum Deel och géint Politiker, eppes, wat mir nëmme kënnen heftegst verurteelen! A mir musse wierklech soen, datt mer dëse Projet – an dat kënnt jo net ëmmer vir, wann et sech ëm e Projet vun der Regierung handelt – awer mat grousser Begeeschterung kënne stëmmen, well sech och do eng Rei vu Fuerderunge vun der CSV erëmfannen, déi notamment och mäi Kolleeg Leo Gloden eng Rei vu Kéieren op dëser Plaz an och op anere formuléiert huet.

Dëst ass e gudden Text, deen och wäert derzou bäidroen, datt d'Forces de l'ordre, déi et souwisou net ëmmer einfach hunn, hei weesentlech besser geschützt ginn, datt och Sanktiounen an d'Luucht gesat ginn, well dat dote sinn net Bagatellen, wann ee géint d'Forces de l'ordre virgeet. Et ass och wichteg, datt d'Journalisten hei geschützt sinn, och iwwregens d'Politiker. An duerfir kënne mir just nëmmen eis Zoustëmmung zu dësem wichtege Gesetz ginn.

Mme Octavie Modert (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert déi lescht Jore gouf et vill Poleemik ronderëm d'Demonstratiounen hei am Land. Deels hate sech och hei am Haus Persounen op d'Säit vun deene Manifestante gestallt, déi gemengt hunn, hirer Meenung mat Kaméidi a Krawall mussen Ausdrock ze verleien. Duerfir géif ech am Virfeld zwou Saache gäre festhalen. Éischtens, den Artikel 23 vun eiser Verfassung: „La liberté de manifester ses opinions et la liberté de la presse sont garanties, hormis les infractions commises à l'occasion de l'exercice de ces libertés." An zweetens, den Artikel 25 vun der Verfassung: „Toute personne a le droit, dans le respect de la loi, à la liberté de réunion pacifique."

Mir erënneren eis all ganz gutt un déi Biller, déi nom 4. Dezember 2021 hei an och am Ausland duerch d'Press gaange sinn: 2.000 opgewullt Demonstranten an e grousse Block dovunner, dee sech mat Gewalt Accès op de Stater Chrëschtmaart verschaaft huet, fir dann do tëschent de Gäscht an de Familljen – deelweis mat Kanner – gewalttäteg an aggressiv ze manifestéieren. Dobäi ass et leider net bliwwen: Gewalttäteg Demonstratiounen uechtert d'Stad, Piquete viru Privathaiser, Ugréff op Membere vun der Police a Leit, déi do deels hir Kanner derbäi haten an esou net just sech selwer, mee och hir Klengst dëser Gewalt ausgesat gesinn hunn.

Iwwert déi lescht Jore koum et ëmmer méi oft zu esou aggressiven Ausschreidungen. Casseure vun hei, mee och aus dem Ausland, stoussen zu friddlechen Demonstratiounen derzou, fir vun der Geleeënheet ze profitéieren, Onrou ze stëften, gewalttäteg ze ginn a fir kierperlech Gewalt auszeübe géint jiddereen, dee sech hinnen an de Wee stellt.

Och d'Bezierksgeriicht aus der Stad an den Ieweschte Geriichtshaff hunn an hiren Avisen zu dësem Projet drop opmierksam gemaach, dass se ëmmer méi mat esou Verhalensweise konfrontéiert sinn. D'Membere vun der Police, Ambulancieren, Leit, déi do sinn, fir eis ze hëllefen, wa mir si am dréngendste brauchen, gi mëttlerweil deels am Asaz aggresséiert an ugegraff. Och Journaliste geroden ëmmer méi an de Collimateur vun dësem Behuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann net sinn a mir kënnen dat an eiser Gesellschaft net toleréieren a scho guer net akzeptéieren!

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | Mat dësem Gesetz – an den Här Rapporteur huet et a sengem Rapport am Detail explizéiert, an ech soen ëm dofir och nach eng Kéier Merci –, gëtt kengem d'Recht geholl, dierfen ze manifestéieren. Dat ass e fundamentaalt Recht!

An der ganzer Debatt muss och kloer gesot ginn, dass de Gros vun de Leit meeschtens friddlech demonstréiert a sech näischt zescholde komme léisst.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | Jo, et gouf och déi – mee et gouf eeben och déi aner! Aggressioun a Gewalt däerfen ni d'Äntwert sinn, esou e Behuele muss ënnerbonnen a virun allem och vermidde ginn! Dofir ass et wichteg, dass mat dësem Text dës Faiten och méi schnell a méi staark bestrooft kënne ginn. An et ass och wichteg, dass esou Saache wéi notamment den Doxing ënnerbonne ginn. Et dierfen net einfach esou privat Donnéeë vu Leit circuléiere mam Zil, dës Leit ënner Drock ze setzen, ze harceléieren oder, schlëmmer nach, si esou eeschthaft a Gefor ze bréngen. Rebellioun, Gewalt an Aggressioun musse kënne konsequent ënnerbonnen oder bestrooft ginn, fir d'Sécherheet vum ëffentleche Raum a fir d'Sécherheet vun deene Mënschen, déi hei liewen.

Och d'Enquête ënnert engem Pseudonym am digitale Raum ass eng wichteg Avancée an dësem Kontext. Gewalt fënnt net méi just dobausse statt, mee se fänkt hautdesdaags oft schonn am digitale Raum un. Och hei ass et wichteg, anzegräifen, ze reagéieren a virun allem – an dat gëllt och fir den ëffentleche Raum – ze sensibiliséieren, fir dass mir och an Zukunft eis Problemer zesummen am Dialog an net duerch Gewalt kënne léisen. Dofir ass dësen Text wichteg, en erlaabt et, besser kënnen anzegräifen, wann et néideg ass, dëst am Sënn vum Schutz vun alleguerten de Leit.

Dofir soen ech Iech och elo Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Knaff Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Virop jo och dem Rapporteur merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Bon, de Projet, dee mer haut stëmmen, et ass virdru schonn ugeklongen, ass eng Reaktioun op d'Manifestatiounen an d'Ausschreidungen am Kader vun der Covidpandemie. An et ass awer schonn eng kleng Reformchen, déi mer maachen, well effektiv gréisser Ännerungen – notamment Verschäerfungen – stattfannen am Kader vun eisem Code pénal.

Bon, d'Pandemie ass eriwwer, mir kucken no vir. An awer kucke mer haut kuerz no hannen an awer och erëm eng Kéier an d'Zukunft am Kader, wou nei Ausschreidunge géife stattfannen. An awer huet een och nach e bëssen e Bléck op déi Biller, déi rezenterweis och a Frankräich geschitt sinn am Kader vun den Ausschreidungen.

Ech mengen, et ass u sech, et misst een hei soen, traureg, wann ee Gesetzestexter muss upassen an och verschäerfe muss wéinst Ausschreidungen, an dat an enger Period, wou effektiv Mesüren, staatlech Mesüren, Covidmesüren ..., wou gewaltsam vun enger Minoritéit ausgedroe goufen. An do gouf et natierlech och Iwwergrëffer op Polizisten an och op ëffentlech Persounen. An ech mengen, dass effektiv dat stattfonnt huet wärend enger Zäit, wou mer alleguerten zesummestoungen. A mir hunn och matkritt, dass am Mee, also ganz rezent, och an deem Kontext véier Männer vum Bezierksgeriicht hei an der Staat verurteelt goufen.

Vill Manifestatioune sinn am Ufank friddlech verlaf, sou wéi d'Marche blanche. Et sinn der awer och verschiddener, déi sinn eskaléiert an et ass zu Iwwergrëffer komm, an ech mengen, dass een dat ganz kloer net däerf dulden! A mat deem Gesetz, dat mer haut hei stëmmen, gi mer och do e klore Message: Also, d'Manifestatiounsrecht ass sécher e fundamentaalt Recht, dat an eiser Verfassung och nach weiderhi verankert ass, mee dat Recht gëtt kee Recht op Gewalt an op Aggressivitéit. All Bierger dierf op d'Strooss goen a säin Onmutt friddlech géint eng Decisioun effektiv ausdrécken. Dat ass och gutt esou, dat ass och wichteg esou. Mee doduerch däerf dann och d'Sécherheet vun de Forces de l'ordre, vun de professionelle Journalisten an och vu Persounen, déi en ëffentleche Charakter hunn, net op d'Spill gesat ginn an och déi musse geschützt ginn. A mir mussen awer och, mengen ech, eis agestoen, dass déi Ausschreidungen ënnert där Form, wéi se och stattfonnt hunn, an deem Ausmooss en neit Phenomeen waren hei zu Lëtzebuerg an déi och d'Police virun eng ganz Rei Erausfuerderunge gestallt hunn an déi si och, mengen ech, mat Brio och gemeeschtert hunn.

De Rapporter ass virdrun och drop agaangen, och mäi Virriedner: En neit strofbaart Verhale gëtt agefouert, den Doxing, Cyberharcèlement, den Drock, deen iwwer Internet och ausgeüübt ka ginn. An och

hei, mengen ech, e ganz klore Message, dee mer vis-à-vis vun esou engem neie Phenomeen hei ginn, andeems en och kloer strofbar gëtt, well eng nei Form vu Mise en danger d'autrui och deementspriechend hei stattfënnt.

Ech mengen, dass et wichteg ass, d'Sécherheet vun alle Membere vun eiser Gesellschaft ze garantéieren, ob si en ëffentlecht Amt ausüben oder net. Mee de Message no bausse muss sinn, dass eis Forces de l'ordre, eis professionell Journalisten an och Politiker Mënsche wéi och all anerer sinn an dass si wéinst hirer Fonctioun, déi se ausüben, absolutt kee Fräiwëld sinn, dat ouni Rücksicht op hir Persoun oder hiert Ëmfeld belästegt respektiv ugegraff ka ginn.

An dofir droe mer och als LSAP-Fraktioun dëst Gesetz mat, dat zu enger Verschäerfung och vum Code pénal bäidréit. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dat hei ass jo och e ganz wichtegt Gesetz. Ech mengen, do si mer eis alleguer eens, well et ass ganz kloer – an ech wëll dee Message och hei däitlech ënnersträichen –, datt et fir eis net a Fro kënnt, datt kann op Poliziste gespaut ginn, datt ka mat Steng geheit ginn, oder esou ähnlech Saachen, wéi se hei beschriwwe gi sinn. Den Här Margue huet eis dat gutt erkläert. Dofir och e grousse Merci. Also, d'ADR dréit dat hei mat!

Ech wollt eigentlech och guer net vill doriwwer schwätzen, well et u sech eng Selbstverständlechkeet ass, datt eis Force de l'ordre, ëffentlech Autoritéiten an esou weider, geschützt ginn. A wa mer Lacunne feststellen, da musse mer natierlech kucken, datt mer déi combléieren. Also u sech, och am Liicht vun deem, wat elo a Frankräich geschitt ass an esou weider, sinn dat hei leider, muss ee soen, sënnvoll Moossnamen, déi mer als Staat mussen huelen, fir den Ordre public kënnen oprechtzeerhalen.

Wat mech e bësse genéiert an deenen Diskussiounen – dofir wollt ech och elo awer e Wuert soen –, dat ass eigentlech, datt dat mat de Covidmanifestatiounen esou op eng relativ eesäiteg Manéier justifiéiert gëtt. Et sinn do Saache geschitt, déi ni hätten däerfe geschéien – loosst eis dat kloer soen. Ausschreidungen, wa Polizisten ugegraff ginn, an esou weider, dat ass net akzeptabel! Dat gëllt fir all Zort vu Manifestatioun, och fir déi Covidmanifestatiounen.

Mee et feelt eng Introspektioun. Ech hätt geduecht, elo, awer e Joer oder méi no de Faiten, wär d'Regierung awer kapabel fir ze soen, oder déi Parteien, datt si och vläicht e bësse wäit gaange sinn! Dat justifiéiert net d'Gewalt, déi do geschitt ass, mee et misst ee sech awer vläicht och iwwerleeën, ob net en Drock ausgeüübt ginn ass, deen net gutt war fir eis Gesellschaft; 2G, wat Leit ausgeschloss huet aus der Gesellschaft, wat Verschiddener an eng ekonomesch Noutsituatioun gedréckt huet. Oder wou mer haut wëssen, datt déi Niewewierkunge vun den Impfstoffer, datt dat keng Halluzinatioun war, déi déi Leit do haten. Mee dat ware reell Faiten.

Haut si mer mat de Konsequenze konfrontéiert. Also déi Ängschten, déi Verschiddener deemools haten, fir manifestéieren ze goen, d'Integritéit vun hirem Kierper. Dat huet sech haut als richteg erausgestallt! An trotzdeem héiere mer net vun der Regierung: „Jo, mir si vläicht e bësse wäit gaang an deem Drock, dee mer op d'Leit ausgeüübt hunn, fir se praktesch awer ze zwéngen, och ouni legal Basis, fir sech impfen ze loossen, sous peine vun ekonomesche Konsequenzen an ouni Rücksicht op déi Leit, déi awer Angscht hate virun deenen Impfstoffer, déi hinnen offréiert goufen." A wéi gesot, eng Rei vun deenen Ängschten huet sech elo leider confirméiert.

Eis Approche ass, mengen ech, ëmmer eng gewiescht an där ganzer Diskussioun – si ass et haut nach – vu grousser Moderatioun, an einfach vu Respekt virun de Positioune vun deenen engen an deenen aneren.

Ech mengen, et kann net sinn, an där Situatioun, wéi mer se haten, datt Leit esou bewosst vun enger Regierung marginaliséiert ginn, wéi et deemools geschitt ass.

An op där anerer Säit kann et net sinn, datt Leit an Demonstratioune Gewalt benotzen.

Déi zwou Saache musse richteg sinn. Et muss een openeen duerkommen. Mir brauchen e Klima vu géigesäiteger Toleranz a géigesäitegem Respekt an der Gesellschaft! An, ech mengen, dat Element huet mer bis elo an der Diskussioun gefeelt.

Ech wëll och soen, datt mer eppes aneres mussen opschaffen. Dat ass och, wéi d'Regierung selwer mat dem Phenomeen vun de Manifestatiounen ëmgaangen ass. Et ass net vergiess, well et huet mech déif schockéiert – ech muss Iech dat soen –, datt eng Demonstratioun vu majoritär ..., 90 %, 95 %, ech weess et net, wou e puer Leit derbäi waren, déi Exzesser gemaach hunn, confinéiert gouf an enger Avenue an der Stad, wou Leit stonnelaang, och eeler Leit, an der Keelt stoungen, ouni kënnen op eng Toilette ze goen.

(Interruption)

Dat steet och net am Policegesetz. Et steet net do! A mir hätte gär, wa mer esou vill vu Rechtsstaat schwätzen – hei, mir hunn iwwert de JU-CHA geschwat, mir hunn iwwer aner Saachen hei geschwat, an all Riedner, ma et ass jo och gutt, datt mer dat maachen, insistéiert op de Respekt vum Rechtsstaat –, da musse mer och déi rechtsstaatlech Manéieren huelen, déi am Policegesetz stinn, fir mat enger Manifestatioun ëmzegoen. A mir kënnen net eppes erfannen, wat um Niveau vun Diktature ronderëm d'Welt ass, fir Leit op enger Strooss stoen ze loossen. Nee, dat geet net!

(Interruptions)

Et geet net! An et ass gutt, datt dat hei am Parlament gesot gëtt: Et kann een net eeler Leit stonnelaang ouni Toilette an enger Strooss stoe loossen, wou se net erauskommen!

(Interruption)

Dat geet net!

Also, wéi gesot, eis Approche ass eng ganz kloer: Mir kritiséieren déi Gewalt, déi gemaach ginn ass, awer mir kritiséieren och déi Politick vun der Regierung – eng aktiv Intoleranz, déi do bedriwwe ginn ass.

E lescht Wuert wëll ech awer och soen. Dat ass, datt déi Diskussiounen net eriwwer sinn. Et wonnert eis elo, wou déi Pandemie och endlech offiziell hei op en Enn komm ass, datt mer erkläert hunn am leschte Gesetz, datt dat eriwwer ass. Et ass héich Zäit ginn, datt dat erkläert ginn ass. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech och. Mir hunn et laang gefuerdert.

Mee mir wëllen awer och soen, datt nach ëmmer déi selwecht Regierung en Dossier huet – e Projet de loi, d'Madamm Tanson huet deen ausgeschafft – iwwer eng Impfflicht am Covid, wou mer awer elo gesinn, wou d'Problemer leie mat deenen Impfstoffer – massiv. Et gëtt Zäit, datt och dee Projet de loi an den Tirang geluecht gëtt, wou en ni méi opdaucht! Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den Här Marc Goergen ..., nee, d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir de Rapport. Jo, wéi am Exposé des motifs betount, ass dëse Projet de loi an enger éischter Linn e Resultat vun de Virfäll ronderëm d'Demonstratioune géint d'sanitär Moossname wärend der Pandemie. Virfäll, vun deene mir eis kloer distanzéieren.

De Projet de loi viséiert dowéinst ënner anerem, d'Strofe wéinst Rebellioun eropzesetzen. Wärend ee beispillsweis aktuell fir Rebellioun ouni eng Waff tëscht aacht Deeg a sechs Méint Prisong riskéiert, ass elo virgesinn, d'Maximalstrof heifir op zwee Joer eropzesetzen.

Dëst huet ënner anerem zur Konsequenz, datt e Riichter e Mandat de dépôt géint eng Persoun erloosse kéint, déi wéinst Rebellioun ouni eng Waff festgeholl gouf, sous condition, datt eng Fluchtgefor besteet, datt Beweiser vertuscht kéinte ginn an datt e Risiko besteet, datt déi ugeklote Persoun weider Strofdote begeet.

Här President, et stëmmt, datt d'Demonstratiounsrecht, esou fundamental wichteg et och ass fir eng Gesellschaft, keen absolutt Recht ass, dat et engem erlaabt, alles ze maachen, wat ee wëll. An natierlech muss een et zesumme mat den Iwwerleeungen zur ëffentlecher Sécherheet an zu anere Rechter betruechten. Trotzdeem gesi mir dëst Objektiv vun enger Verschäerfung vun de Strofe wéinst Rebellioun ganz kritesch, grad well als eenzeg Motivatioun d'Argument vum Mandat de dépôt ugeféiert gëtt.

Et muss ee bedenken, datt d'Geriichter d'materiellt Element vun der Rebellioun extreem breet definéieren. Dat bréngt mat sech, datt och Handlungen, wou et net emol zu engem Kontakt tëscht engem Demonstrant an engem Beamte kënnt, als Rebellioun qualifizéiert kënne ginn, soubal eeben d'Handele vum Demonstrant de Beamten dorunner hënnert, seng Aufgab auszeféieren. Grad am Kader vun Demonstratioune vun Aktivisten an Aktivistinnen, déi ouni iergend eng Intentioun vu Gewalt handelen, mee sech beispillsweis nëmmen un iergenden Objet pechen, si mir also séier bei der Infractioun vun der Rebellioun.

Ech mengen, ech sinn net dat Eenzegt heibannen, dat schonn dacks op Klimamanifestatiounen, Friddensmanifestatiounen, Mënscherechtsmanifestatiounen an esou weider war. An et kommen der nach a mir wäerte weiderhin op d'Strooss goen.

Et muss een an deem Kontext soen, dass vill Leit sech muechtlos spiere vis-à-vis vun deenen enormen Erausfuerderungen, virun deene mir stinn. De Klimawandel gëtt net konsequent genuch bekämpft a Mënscherechtsviolatioune gi weiderhin a Kaf geholl. Virun deem Hannergrond si Leit tentéiert, well se sech muechtlos spieren a keng Hoffnung méi hunn. An ech versti se, sech un de Buedem ze pechen, Stroossen ze blockéieren oder eventuell neie Stroossebau ze blockéieren.

Wéi och an den Avise vum Conseil d'État a vum Conseil de l'ordre gutt duergeluecht, kann awer elo e strikt Applizéiere vun dësen Texter, wann dann elo d'Strofen eropgesat solle ginn, zu enger Limitéierung vum Demonstratiounsrecht féieren, well eeben hei elo d'Dier vun engem Mandat de dépôt géint dës Persoun opgemaach gëtt.

Här President, d'Demonstratiounsrecht, dat mat dem Recht op d'Äusserung vun engem senger Meenung verwuerzelt ass, ass e grondleeënde Bestanddeel vun

demokratesche Gesellschaften a spillt eng wichteg Roll bei der Förderung vum soziale Wandel. D'Demonstratiounsrecht gëtt nämlech beispillsweis all Persoun, iwwert de gesamte politesche Spektrum ewech, d'Méiglechkeet, eng Regierung an d'Verantwortung ze zéien, existéierend Ongerechtegkeeten unzeprangeren an d'Bewosstsi fir Problemer ze schäerfen. Geneesou erlaben Demonstratioune Minoritéiten, Aktivisten an Aktivistinnen, souwéi Bierger a Biergerinnen, fir op politesch Sujeten opmierksam ze maachen, déi anerefalls eventuell ignoréiert gi wieren.

Wann ech un all déi grouss Erausfuerderungen denken, virun deene mir stinn, dann denken ech, datt mir en ëmsou méi staarkt Demonstratiounsrecht brauchen! An dësem Hibléck kënne mir d'Objektiv vun der Verschäerfung vun de Strofe fir d'Rebellioun net matdroen. Merci awer fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da wier et elo um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Sécherlech ass dat heiten e bësse méi e komplizéiert Theema. Et huet mat de Coronademonstratiounen ugefaangen. Déi eng fannen d'Motiver, déi d'Demonstranten deemools haten, gutt, déi aner fanne se net esou gutt. Mee trotzdeem, egal wéi eng Motiver een huet a wéi eng gutt Absichten ee vläicht huet, ass et awer net ze toleréieren, dass eis Polizisten ugespaut ginn, grad mat der Bemierkung: „Hei, ech ginn der de Corona weider!"

Ech verstinn do och meng Virriedner net, dass een dat kann iergendwéi schéischwätzen. Dofir musse mer déi Gesetzer upassen. Et kann och net sinn, dass Privatadressen oder soss Informatioune vu Politiker a Journalisten dobaussen zirkuléieren, gepost ginn, mat deem eenzege Resultat, net fir hinnen eng Blumm ze schécken, eng Freed ze maachen, mee fir se einfach scho quasi ze bedroen an ze soen: „Wann s du elo net ophäls, deng politesch Vue", déi demokratesch awer legitiméiert ass, „ze vertrieden, da kucke mer emol, dass deng Adress iwwerall ronderëm geet, a vläicht kënnt eng Kéier ee bei dech heem, deen net esou frëndlech gesënnt ass." An dofir ass et gutt, dass mer dat eng Kéier an dësem Gesetz klarifiéieren, dass dat eeben déi Punkte sinn, déi net ginn. Well fir eis gëtt hei net d'Demonstratiounsrecht ausgehiewelt, et gëtt just besser encadréiert fir eeben déi Leit, déi Polizisten, déi mussen um Terrain aktiv sinn.

An et ass virdrun ugeschwat ginn: Et sinn och heiansdo Casseuren, déi eeben nun emol aus dem Ausland heihinner kommen. An do brauch eis Police eng Handhab. Déi kënnen net einfach dostoen an hinnen de Fanger weisen. Nee, déi brauche Gesetzer, déi brauche ganz kloer hir Moyenen, fir kënnen dergéint virzegoen.

Dofir wäerte mir dat heiten och haut matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da geet fir d'éischt d'Wuert un den Här Roy Reding. Duerno kritt d'Madamm Oberweis nach eng Kéier d'Wuert.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Jo, merci, Här President. Ech konnt d'Begeeschterung vun der CSV, fir d'Gesetz hei matzestëmmen, novollzéien. D'CSV war ëmmer begeeschtert, fir d'Propositioune vun der Regierung nach ze iwwertreffen, wann et ëm Mesüre gaangen ass, déi d'Fräiheet ageschränkt hunn an der Coronazäit.

Une voix | O!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Wat mer hei erliewen, ass en typesche Framing. Fir d'éischt gëtt geschwat vu Kaméidi a Krawall, vu Gewalttätegkeeten, vu Casseuren, an domadder justifizéiere mer dann déi Texter hei.

De Fakt ass, datt do Dausende vu Leit friddlech manifestéiert hunn, an dat ass d'Recht op Manifestatioun. Jo, et gëtt kee Recht op Gewalt, mee et gëtt awer e Recht op Manifestatioun! An dat gouf massiv – massiivst! – ageschränkt.

1999 ass e Pensiounsregimmwiessel gestëmmt ginn an der Chamber. Deemools huet d'Chamber um Knuedler siegéiert. Dausende vun opbruechten Demonstrante waren do an hunn – déi Kolleegen, déi deemools schonn an der Chamber waren, kënne sech warscheinlech erënneren – mat Tomaten an Eeër op d'Deputéiert gehäit. Déi hu misse geschützt gi vun der Police mat Prabbelien.

(Interruption par Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Just bei e puer Politiker, wann déi laanscht komm sinn – nämlech déi vu 5/6 Pensioun fir jiddereen – ass aus de Polizisten e Staatsbeamte ginn a se hunn de Prabbeli zougemaach. An Dir kënnt Iech bestëmmt erënneren, Här Di Bartolomeo, datt zum Beispill den Här Gibéryen oder den Här Mehlen an d'Chamber komm si wéi eng eenzeg Omlett.

Dat war net schéin. Mee mäi Gott, et war eeben e bësselchen eng Demonstratioun, déi aus dem Rudder gelaf ass. Déi, vun där Dir elo schwätzt, jo, do sinn e puer Eeër geworf ginn, net op e Mënsch, mee op eng Fassad. Ech soen net, dass ech dat gutt fannen, absolutt net!

Une voix | Mee ...

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Jo, mee! Mee kommt, mir loossen déi Saach dann emol e bëssen an hirem Kontext. All déi Mesüren, déi hei gemaach ginn, gi gemaach fir zukünfteg Aschränkunge vun der Manifestatiounsfräiheet. Mir setzen d'Strof vu Rebellioun erop vu sechs Méint op zwee Joer, obwuel, wéi richteg gesot ginn ass vun der Madamm Oberweis, dat ganz schwéier ze faassen ass, wéini dass eng Rebellioun eng Rebellioun ass. An dat dote mécht d'Dier op, datt muer Mandat-de-dépôtë kënne géint Demonstranten erlooss ginn.

Géint d'Späizen op Mënsche si mer alleguerten. Ech wëll vu kengem bespaut ginn an ech wëll och kee bespäizen. Wann et nëmmen dee Punkt wier, géif ech dee matstëmmen.

Da komme mer bei d'Menace d'attentat: „Toute personne ayant diffusé ou répandu des substances". Da gëtt dat souguer bestrooft, wann déi och nëmmen d'Crainte gehat hätt, et hätt kënnen eppes sinn! „Ech hat d'Crainte, datt dat Waasser a Wierklechkeet atomar verseucht war, also gëss du elo bestrooft!" A wéi ass et mat deenen Demonstranten, déi besprutzt gi si beim Exercice vun hirer Fräiheet fir ze manifestéieren? Ass dat net eng Diffusion de substances et de liquides?

An dann déi zwou schlëmmste Saachen. Also, Doxing, dat ass jo d'Lex Reding, déi hei gestëmmt gëtt, dat ass, well ech jo eng Kéier public gemaach hunn, wéi e Journalist mir eng Ufro gestallt hat. An ech hunn näischt aneres gemaach wéi e Copier-coller vu sengem Bréif an deen diffuséiert. Ech hunn dee Moment net gesinn, datt do eng Telefonsnummer dra war. Dat beweist, wéi idiotesch déi doten Infractioun ass. Well wéi wëlls de engem Mënsch noweisen, datt en „intentionnellement" engem seng Nummer erausginn huet, fir datt deem soll eppes geschéien? An dat war guer net meng Intentioun. Ech wollt just weisen, mat wat fir enge journalistesche Methoden d'„Tageblatt" géif operéieren. An duerfir hunn ech en toute transparence déi Ufro an och d'Äntwert op déi Ufro publizéiert. Haut wier ech dann also strofbar mat bis zu zwee Joer, wa mer eng Intentioun géif nogewise ginn, datt ech hätt wëllen engem schueden, wat bestëmmt net de Fall war.

An da komme mer bei dat Allerschlëmmst, dat ass d'Enquête sous pseudonyme. Et ass richteg gesot gi vum Rapporter: Bis elo gëtt et dat just bei Infractioune géint d'Sécherheet vum Staat, bei den Akte vun Terrorismus a vu Finanzéierung vun Terrorismus. An an deene Fäll kann ech dat och duerchaus novollzéien. Dat ass gutt, datt et dat gëtt, géint esou héich Krimineller muss ee kënne virgoen.

Mee elo kann eng Enquête sous pseudonyme gemaach ginn – dat heescht, iergendee kontaktéiert Iech mat engem falschen Numm, ënner „Vorspiegelung falscher Tatsachen", iwwer Facebook, iwwer Messenger, iwwer WhatsApp, wat och ëmmer –, souguer am Kader vun enger Enquête préliminaire. Ma dat ass Phishing, dat doten! Dat doten ass e Moyen, fir sech anzeschleisen a sozial Reseauen. Et ass alt nees eng Kéier e Moyen, fir déi sozial Reseauen ze ënnergruewen.

Dat Gesetz hei ass liberticide. An duerfir wäert Liberté – Fräiheet ! – ganz bestëmmt dergéint stëmmen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Roy Reding. An dann hat d'Madamm Oberweis nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech sinn obligéiert, eppes richtegzestellen, well ee jo hei ëmmer erëm Saachen an de Mond geluecht kritt, déi net stëmmen. An et ass jo net, wéi wann eis Aarbecht net schonn ustrengend genuch wär dës Woch! Mee da muss ech dat och elo nach maachen.

Ech krut vum Riedner vun de Piraten gesot, ech géif Virfäll schéischwätzen, an notamment déi Virfäll, wou Polizisten ugespaut gi sinn. Dat hunn ech net gemaach. Meng Wierder ware ganz kloer, dass mer eis vun deene Virfäll kloer distanzéieren. Dat ware meng Wierder. Ech hunn dat also net schéigeschwat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci Iech alleguerte fir déi Diskussioun, quitte dass ech mech heiansdo gefrot hunn, iwwer wat mer elo grad géifen diskutéieren. Ech versti jo, dass den Ausléiser heivunner Erfarungswäerter waren, déi gemaach gi sinn am Kader vun de Manifestatiounen, déi nun emol stattfonnt hu ronderëm déi ganz Pandemiesituatioun, wéi mer se kannt hunn.

Dat ass awer just den Declencheur heivunner, an hei geet et net drëm, eng Covidsituatioun ze reegelen. Hei geet et drëm, déi Experienzen, déi gemaach goufen, wou d'Police um Terrain, d'Autorités de poursuite festgestallt hunn: „Do si Mankoen, do musse mer besser Moyene kréien, fir esou Situatiounen ze evitéieren", heiduerch ze redresséieren.

An ech hunn awer d'Impressioun, wann ech hei verschiddene Leit nolauschteren, et wier vergiess ginn, a wéi enger Situatioun mer dee Moment waren. Et si jo verschidde Leit, déi schwätzen hei immens gär iwwer Kriminalitéit a wéi geféierlech et am Moment zu Lëtzebuerg wär.

Ech ka mech do u Samschdeger erënneren, do hunn d'Famillje sech net méi getraut, an d'Stad ze goen, ...

(Interruption)

... well Casseuren de Chrëschtmaart gestiermt hunn, well se do Familljen Angscht gemaach hunn, well et wierklech net méi an enger Situatioun war ... Ech selwer sinn och net méi mat menge Kanner dee Moment an d'Stad gaangen. Ech hunn déi da mëttes doheem gelooss, well et einfach Situatioune waren, wou ee sech net méi sécher gespuert huet. An et ass awer normal, dass d'Police do hir Aarbecht mécht an do dergéint virgeet. A wa se dat net gemaach hätt a wa se dat lafe gelooss hätt, a wann dann déi Leit, déi hei Saache futti gemaach hunn an déi de Leit Angscht gemaach hunn, lafe gelooss gi wären a wann do net géigegesteiert gi wier, dann hätt ech awer grad déi selwecht gären héieren, déi elo fannen, do wär de Rechtsstaat mat Féiss getrëppelt ginn! Zu engem Rechtsstaat gehéiert och, dass een, wann Infraktioune geschéien, wa Gewalt ausgeüübt gëtt, sech dat net gefale léisst! E Rechtsstaat huet och do kloer seng Limitten.

An ech muss awer och, „schmunzelen" ass net dat richtegt Wuert, well et deet mech net schmunzelen, wa grad hei de Vertrieder vun der ADR seet, et misst een Toleranz a Respekt hunn. Dat gëllt net just vis-à-vis vu Leit, déi eng aner Meenung hunn, wat de Covid ubelaangt. Dat gëllt och vis-à-vis vun Homosexuellen!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dat gëllt och vis-à-vis vu queere Leit oder Transpersounen, déi Virliesunge maachen, an dat gëllt och vis-à-vis vun Auslänner!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dat ass net just Respekt an Toleranz vis-à-vis vu Mënschen, déi eng aner Meenung hunn. Ech verstinn, dass een zu deem Moment eng aner Meenung iwwert de Covid konnt hunn an zu där ganzer Situatioun, wéi se deemools war. Mir maachen elo hei net de Bilan iwwert d'Pandemie. Mir hunn eis esou vill déi ganzen Zäit beschäftegt dermat, wéi wäit mer kënne goen, andeem mer all d'Rechter vun all de Mënsche respektéieren, dat heescht, déi, déi wëllen alles maache fir ze evitéieren, dass se selwer krank ginn oder dass anerer krank ginn, an déi, déi der Meenung sinn, si bräichten dat net.

Mir hu permanent jongléiert tëschent deenen zwee Rechter, déi et gëtt: d'Rechter vun deem engen op seng Fräiheet an d'Rechter vun der Allgemengheet op d'Gesondheet. An et gëtt net vill Länner an Europa, wou esou virsiichteg domadder ëmgaange ginn ass. Mir hu permanent ugepasst. Mir sinn och ëmmer erëm hei an d'Chamber komm. Mir hunn Erfarunge gezunn aus deem, wat gemaach ginn ass a wat net gemaach ginn ass.

Natierlech, mat deem Wësse vun haut hätt een nach Saache kënne besser oder aneschters maachen. Dat ass jo evident. Mee sur le moment gouf et zwar ganz vill Covidexperten, mee d'Wëssen doriwwer war awer relativ limitéiert. An ech fannen et einfach wichteg, dass een net d'Saache matenee vermëscht. Hei sinn Erfarungen, déi gemaach gi sinn, wou mer eis Zäit gelooss hunn, wou mer net mat enger zeddereger Hand legiferéiert hunn, mee wou mer probéiert hunn, dass mer fir d'Police, wann esou Situatioune sech nach eng Kéier stellen – an e Bléck iwwert d'Grenzen eraus weist, dass esou Situatioune sech ganz séier kënne stellen an engem Kontext, wou vill Krise sinn, wou d'Leit vill leiden ënner ville verschiddene Saachen, wou ganz séier kënnen Declenchementer kommen –, fir esou Situatiounen op d'mannst dee richtege Kader ze setzen, fir dass eis Police kann hir Aarbecht maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | A mir hunn och eng Kontroll vun der Police iwwer eng IGP zum Beispill. An Dir wësst, mengen ech, genausou gutt wéi ech, dass déi och do hir Aarbecht an deem dote Kontext gemaach huet an och weider wäert maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wollt reagéieren, Här President, well déi Taktik vun der Madamm Minister ass eng, déi ee relativ dacks erkennt. Dat ass, fir Kriticken, déi mir hunn op deem engen oder anere Punkt, einfach als Intoleranz wëllen ofzestempelen. Dat si mer net, mer hunn ni gesot, an ech géif absolutt refuséieren, wann een dat géif soen, mir wäre géintiwwer homosexuelle Persounen intolerant. Esou eppes hu mir ni gesot!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir géifen et net maachen. Mir denken et net.

M. Sven Clement (Piraten) | Schwätzt mat Äre Parteikolleegen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hunn Homosexueller bei eis an der Partei.

(Interruption)

Déi sinn eis häerzlech wëllkomm. Dat ass net de Problem. De Problem ass, datt mir opmierksam maachen op politesch Fuerderunge vun engem Deel vun deene Beweegungen, déi gesellschaftspolitesch an dat Lager ze ziele sinn, wou aner Mënscherechter, notamment bei de Kanner, héchst problematesch Situatioune kënne provozéieren. An et sinn déi, déi mir kritiséieren.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et wär de Fändel.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dann ass et net fir ze soen, mir wiere géint Homosexueller ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dir kritiséiert d'Gläichberechtegung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... oder intolerant géintiwwer Homosexuellen. Nee, mir kritiséiere Saache wéi eng PMA avec tiers donneurs, wéi eng Leimutterschaft an esou weider, déi vun engem Deel vun deene Leit, vun deene militantesten, do gefuerdert ginn. An do stelle mir eis dergéint, aus guddem Grond.

Bei den Transpersounen, do ass et änlech. Wann d'Elteren decidéieren, fir dat ze maachen, well d'Elteren d'Erzéiungsrecht géintiwwer hire Kanner hunn, dann ass dat eng Saach. Mee mir wieren eis einfach géint eng fréi Sexualiséierung, well dat sinn oft ganz kleng Kanner. Mir denken, datt déi net am Alter sinn, fir domadder konfrontéiert ze ginn.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Mir hunn eng Sexualitéit.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir kënnt eng aner Meenung hunn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Dir kënnt eng aner Meenung hunn, mee an esou Dossiere betoune mir d'Recht vun den Elteren, hir Kanner ze erzéien, a mir hätte gär eng altersgerecht Sexualopklärung.

Wa mir mengen, ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Iwwerhaapt keng!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... datt dat an esou Situatiounen net erfëllt ass, da wiere mir eis dergéint an enger héiflecher Form.

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

Mir kritiséieren dat, well mer mengen, datt an der Gesellschaft och d'Recht vun den Elteren an eng altersgerecht Sexualerzéiung wichteg sinn.

(Brouhaha)

En drëtte Punkt an deem Kontext, dee mer hei opgeworf haten, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et ass dach elo gutt, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hu Parole après ministre! An dann, dee Punkt wëll ech och nach soen, deen drëtte Punkt, dee mer hei opgeworf hate viru Kuerzem, deen ass eis och hei reprochéiert ginn, dat ass, datt mir der Meenung sinn, datt Institutioune vum Staat respektiv vun de Gemengen net solle fir Zwecker geholl gi fir zum Beispill militant Optrëtter vu Logoen, Fändelen. Do wiere mir eis och dergéint, well mir prinzipiell der Meenung sinn, datt d'Institutioune vum Staat a vun de Gemenge sollen neutral sinn an datt déi Meenungsverschiddenheeten, ...

(Brouhaha)

... an datt déi Meenungsverschiddenheeten zu deenen engen oder aneren Theeme sech sollten am politesche Spill, an deem Kader, an deenen Institutiounen, auswierken, an net d'Institutioun selwer politiséieren.

Dat sinn déi dräi Punkten. Ech wollt dat kloerstellen. Ech weisen also zréck, wat d'Madamm Minister hei gesot huet. Et gëtt keng Intoleranz op der Säit vun der ADR!

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Sven Clement nach d'Wuert gefrot.

Une voix | Wéi bei de Gréngen.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wëll just eppes kloerstellen, nämlech, datt dat, wat mer elo grad heibannen héieren hunn, zumindest emol geflunkert, wann net souguer gelunn ass, well Membere vun där Partei, déi elo grad geschwat huet, wëlle mir als Papp verbidden, datt mäi Kand kann eng Virliesung vun enger Transpersoun besiche goen, well se sech eebe genau zu Esch géint d'ëffentlech Opféierung, d'ëffentlech Liesung, agesat hunn. Iwwregens sollt een da vläicht net vu Fräiheet schwätzen, wann ee wëllt op eemol anere Leit verbidden, mir, wéi ech mäin Erzéiungsrecht wëll ausüben. Mäi Kand wäert an enger faarweger Gesellschaft opwuessen, déi net schwaarz a wäiss ass. An och dat ass d'Fräiheet vun den Elteren, fir ze entscheeden, ob se mat hire Kanner op esou eng fräiwëlleg Veranstaltung ginn oder net.

An ech fannen et ganz dramatesch, wann hei esou gemaach gëtt, wéi wann d'Partei ganz tolerant

wär, wa se déi ass, déi am meeschten Haass ënnert deene Poste verdeelt huet. An ech wëll och drop hiweisen, wa mer hei vun Toleranz schwätzen: Deen Deputéierten, deen elo grad geschwat huet, war deen eenzegen Deputéierten, deen, wéi mer op der Facebook-Säit vun der Chamber eise Logo fir d'„Pride Week" a Reeboufaarwen adaptéiert haten, sech do dergéint ausgeschwat huet. Ech mengen, dat seet ganz vill iwwer seng Vue vun Toleranz aus.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8015. Den Text steet am Document parlementaire 8015[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8015 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass bei 54 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8015 est adopté par 55 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mmes Cécile Hemmen, Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 8215 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Da kéime mer elo bei de Projet de loi 8215, d'Ëmsetze vu verschiddenen Dispositioune vun der Direktiv iwwert d'Preventioun géint d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vum Terrorismus. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet och hei elo den Dauerrapporter fir haut, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Hei ass elo dee kierzte Rapport, deen ech fir haut nach um Programm hunn. Ech mengen, dat geet dann op mat der Mëttesstonn.

De Gesetzesprojet 8215, an deem reegele mer, am Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisation judiciaire, déi noutwendeg Upassungen, fir eenzel Dispositiounen ëmzesetzen aus der Direktiv 2018/843, déi am Zesummenhang sti mat der Direktiv 2015/849 an 2009/138/CE.

De Projet 8215 gouf de 15. Mee dëst Joer vun der Justizministesch deposéiert. De Staatsrot huet en déi Woch drop, de 26. Mee, aviséiert. Den 28. Juni 2023 war en an der Justizkommissioun, de Rapporter gouf bestëmmt an et goufen awer och dunn nach eng Serie Amendementer ugeholl.

Den Avis complémentaire vum Staatsrot krute mer den 11. Juli. Mir hunn eis an der Kommissioun den Dag drop domat befaasst an d'Amendements parlementaires ugeholl. Well de Staatsrot Gréng Luucht ginn huet zum Projet, gouf de 14. Juli de Rapport ugeholl.

Mir kruten nieft deenen zwee Avise vum Staatsrot bis zur Redaktioun keng weider Avisen.

Et geet hei ëm een eenzegen Artikel. D'Problematik ass déi vun der Preventioun vu Finanzsystemer am Kader vum Blanchiment oder Finanzement vum Terrorismus, méi genee d'Rechtslag, wéi d'CRF, d'Cellule de renseignements financiers, international kann zesummeschaffen, also d'CRFen aus deene verschiddene Länner, wéi déi international Zesummenaarbecht soll ausgesinn.

Am Artikel 74 (5) vum Gesetz vum 7. Mäerz 1980, an deem Artikel, schreiwe mer elo am Paragraf 7: D'Ënnerscheeder an den nationale Gesetzer, wat d'Infraktioune betrëfft, behënneren net, dass d'CRF CRFen aus anere Länner vun der EU hëlleft, a schränke weeder den Austausch nach d'Disseminatioun, also d'Weiderleedung vun Informatiounen, nach de Gebrauch vun Informatiounen a Piècen an.

Weider heescht et elo am Paragraf 9, drëtten Alinea: D'CRF kann d'Autorisatioun fir ze disseminéieren enger anerer CRF aus engem EU-Land net refuséieren, ausser dass déi Disseminatioun net an de Champ d'application vun der Bekämpfung vum Blanchiment oder dem Finanzement vum Terrorismus fält, oder dass déi Disseminatioun eng Enquête géif entravéieren, oder dass se géint fundamental Prinzippie géif verstousse vum nationale Recht. All Refus muss motivéiert sinn, well et geet drëms, absolutt d'Ausnamen ze limitéieren, wou d'Disseminatioun vun Informatiounen un auslännesch CRFe géif ageschränkt ginn.

Voilà, dat wär et schonns fir dee klenge Gesetzesprojet. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Ech soen dem Rapporter Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An dann ass et um honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech maachen dat selwecht wéi den Här Gloden. Ech soen dem Rapporter Merci an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech maachen et wéi meng Virriedner. Ech soen dem Rapporter Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. A wéi maacht Dir et, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ganz anescht, Här President, ganz, ganz anescht! Well ech soen zwee Sätz. Deen éischten ass de Merci fir de Rapport an datt mer et matstëmmen.

Allerdéngs wëll ech awer och soen: ënner Virbehalt! Well dat heiten ass erëm ... Mir hate jo gëschter am Ufank iwwert den Ordre du jour geschwat a wéi mer hei schaffen. An et deet eis leed, datt an engem Projet, deen awer och hei rechtsstaatlech Prinzippie beréiert, mer esou schaffen! Datt mer hei musse liesen, datt den Avis vum Ordre des avocats, vum Barreau, vun de Geriichter, vun den Autorités judiciaires, ... also datt déi emol keng Zäit haten, fir Stellung ze huelen.

Et ass dat, wat eis leed deet, well mer mengen, datt awer an esou engem Dossier wéi deem hei et ganz wichteg wär, datt déi zoustänneg Autoritéiten awer wéinstens Zäit hätten, sech mam Dossier ze befaassen an eis hir Stellungnam matzedeelen.

Gutt, et geet hei ëm wichteg Saachen, Financement du terrorisme an esou weider. Mir stëmmen dat mat. Awer, wéi gesot, mir wollten awer ënnersträichen, datt dat doten an eisen Ae keng zefriddestellend legislativ Aarbecht ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur. Ech kann et ganz kuerz maachen: Mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, fir d'éischt emol alt nach eng Kéier e Merci dem Rapporter fir dee Rapport hei. Bon, et muss een awer och preziséieren, dass et hei u sech drëms geet, sech ze conforméieren zur Direktiv, wou mer gesot kritt haten, dass d'Kommissioun der Meenung wär, si wier net korrekt transposéiert. Dat heescht, dat ass elo net en Dossier, deen elo ganz nei opgemaach gouf, mee wou mer e puer Punkte ganz liicht upassen. An et ass nun emol esou, dass mer och net ëmmer zu all Dossier en Avis kréien. Dat muss een och respektéieren. An hei war et awer wichteg, dat hu mer och am Aklang an an der Diskussioun mat der Justizkommissioun gemaach, dass mer dat heite géifen adresséieren, fir dem europäeschen Niveau gerecht ze ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8215. Den Text steet am Document parlementaire 8215[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8215 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty (par Mme Barbara Agostino) et Mme Lydie Polfer (par M. Pim Knaff) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7959 – Projet de loi portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

An da packe mer och nach de Moien de Projet de loi 7959 iwwert d'Aféiere vun enger juristescher Hëllef. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An da wier et nach eng Kéier um honorabelen Här Charles Margue fir de Rapport. Här Margue wannechgelift.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Majo, da kierze mer d'Zäit vum Aperitif e wéineg.

(Hilarité)

Ee Moment.

De Gesetzesprojet 7959, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, geet iwwert d'Assistance judiciaire. Et ass e wichtege Schrëtt fir e méi gerechten Zougang zur Justiz fir all Bierger. D'Recht, op Hëllef Recht ze kréien, gëtt gestäerkt a gesetzlech verankert. Et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, vu Chancëgläichheet viru Geriicht a vu Schutz vun de Grondrechter vun all Member vun eiser Gesellschaft. Et ass gutt, fir d'Vertrauen an d'Justiz ze ënnerstëtzen. Dat ass gutt fir de Rechtsstaat an all seng Bierger. De Projet gëtt och um Terrain erwaart. Gutt, dass mer den Text haut kënne stëmmen.

D'Justizministesch huet de Projet de 26. Januar 2022 der Kommissioun als Avant-projet de loi virgestallt an en de 27. Januar, deen Dag drop, deposéiert. De Staatsrot huet säin éischten Avis den 1. Juni 2023 ginn, den 21. hu mer den Avis an der Kommissioun analyséiert. Et waren dunn Amendement-parlementairë prett an déi hu mer ugeholl an de Rapporter gouf bestëmmt.

De Staatsrot huet en Avis complémentaire de 7. Juli formuléiert, wourop den 11. Juli d'Regierung, fir dorobber kënnen ze reagéieren, nach Amendements gouvernementaux gemaach huet. Doropshin huet de Staatsrot säin zweeten Avis complémentaire de 14. Juli ugeholl a Gréng Luucht ginn. De Rapport war du fäerdeg fir de 17. Juli an der Kommissioun, wou mer en ugeholl hunn.

Mir kruten nieft den dräi Avise vum Staatsrot nach aacht Avisen: vun der Cour supérieure, dem Bezierksgeriicht aus der Stad, deenen dräi Friddensgeriichter vun Esch, aus der Stad a vun Dikrech, dem Parquet général an deem aus der Stad a vum Barreau. All hu se de Projet begréisst a seng Noutwendegkeet ënnerstrach. Merci un all d'Auteure fir déi nëtzlech Avisen.

Ëm wat geet et? Aktuell ass d'Assistance judiciaire duerch d'Gesetz vum 13. Juli 2015 relative à l'aide judiciaire gereegelt. D'Demandë fir Assistance judiciaire gi vum Bâtonnier traitéiert, zentral um Barreau an der Stad. Mat zéng Mataarbechter ass dat aktuell dee gréisste Service um Barreau. Mat dëser Reform kann een dervun ausgoen, dass dëse Service an Zukunft nach wäert wuessen.

D'Haaptobjektiv vun der Assistance judiciaire ass, deene Leit den Accès zur Justiz ze garantéieren, déi iwwer begrenzt finanziell Mëttele verfügen, fir d'Fraise vun enger Procédure judiciaire ze stemmen, also selwer bezuelen ze kënnen. D'Assistance judiciaire ass also e wichtegen Outil, fir d'Chancëgläichheet vun de Bierger virun der Justiz hierzestellen.

D'Assistance judiciaire ka verschidde Fraisen en charge huelen, wéi natierlech d'Affekotekäschten, awer och Fraise vun Expertis an, wann et noutwendeg ass, Iwwersetzungskäschten.

Fir vun der Assistance judiciaire ze profitéieren, muss een awer verschidde Krittären erfëllen, wat d'Finanzsituatioun ugeet, ech sinn drop agaangen. D'Demande muss och motivéiert sinn. Mee de Bâtonnier ka se refuséieren, wann d'Chancë grouss sinn, dass d'Aktioun schlussendlech als net recevabel erkläert gëtt, oder wann déi Fraisen, déi riskéieren ze entstoen, iwwerproportionéiert sinn zum But vun der Action en justice.

An do ass beim aktuelle Gesetz de Problem, dass deen, deen och nëmmen ee Cent méi wéi de REVIS kritt, vun der Assistance judiciaire ausgeschloss ass.

Mam Gesetz, dat mer haut stëmmen, ännere mer dat. D'Beneficiairë vun der Assistance judiciaire si laut deem neien Text Personnes physiques mat begrenzte finanzielle Ressourcen. Och de Statut de résidence gëtt gekuckt. Donieft ginn am Artikel 2 nach aner Kategorië vu Beneficiairen opgezielt, dorënner Personnen, déi Affer sinn am Kader vun enger penaler Prozedur an déi sech als Partie civile constituéieren. Déi Persoune kënnen also Schuedenersatz froen.

Stellt Iech d'Situatioun nämlech vir, wou Dir manifest Affer sidd, Schued erlidden hutt, mee well Dir keen oder net genuch Geld hutt fir en Affekot, kënnt Dir den Täter net fir Schuedenersatz usichen.

Am Gesetzesprojet gëtt et e ganz decisiven Ënnerscheed mat der Situatioun vun haut. Dat ass, dass mer eng Staffelung aféieren. Nieft der Assistance totale wäert et an Zukunft eng Assistance partielle ginn, déi 50 % oder 25 % vun den Affekotenhonorairen an deenen anere Fraise méiglech mécht.

Den Artikel 5 determinéiert de Plaffong, ënnert deem d'Persoun eng Assistance judiciaire totale accordéiert kritt. Am Artikel 6 ass en Tablo, dee fir all Zesummesetzung vum Stot eng Valeur fixéiert, ënnert där een eng Assistance partielle vu 50 oder 25 % kann ufroen.

An da gi mer och dem Bâtonnier e gewëssene Spillraum, fir eng Situatioun ze appreciéieren, an eng Assistance judiciaire ka vum Bâtonnier accordéiert ginn, wann déi finanziell Konditiounen zwar gutt sinn, mee et awer seriö Grënn gëtt, déi sozialer, familiärer oder materieller Natur sinn an déi eng Assistance judiciaire rechtfertegen.

Och Persounen, déi vun enger Procédure de règlement collectif des dettes beneficiéieren, wéi am Gesetz vum 8. Januar 2013 iwwert d'Verscholdung festgehalen ass, kënne vum Bâtonnier eng Assistance judiciaire accordéiert kréien.

Wéi geet dat of? Et muss eng Konventioun gemaach ginn tëscht dem Beneficiaire an dem Affekot, deen den Dossier iwwerhëlt.

Bei der Assistance judiciaire zugonschte vu Mannerjärege wäert de Staat an Zukunft op de Recouvrement vun de Fraise bei den Eltere verzichten, dëst well dacks schwiereg Familljesituatiounen an deene Fäll bestinn an esou e Recouvrement nach weider Spannunge kann ervirbréngen. An deem Kontext kann een awer och drop hiweisen, dass d'Recht op en Affekot fir Mineuren am Projet de loi iwwert de Jugendschutz, an der aktueller Fassung dovun, soll gestäerkt ginn.

Nei ass dann och nach, dass d'Assistance judiciaire sech och am Kader vun enger Mediatiounsprozedur kann applizéieren. Dat war bis elo ausgeschloss. Ausser et géif aussergewéinlech Grënn dofir ginn, dierf de Beneficiaire maximal eng Kéier ufroen, fir den Affekot ze wiesselen.

Domadder hunn ech dat Weesentlechst zu dësem Gesetzesprojet gesot an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Charles Margue.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm ageschriwwen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Fir unzefänken direkt e grousse Merci un de Rapporter fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Projet de loi war am Koalitiounsofkommes vun der aktueller Regierung virgesinn. An an den Ae vun der CSV-Fraktioun ass et e wichtege Gesetzesprojet, well bis elo stoungen d'Dispositiounen iwwert d'Assistance judiciaire oder, wéi een esou schéin op Däitsch seet, d'„Prozesskostenhilfe", regruppéiert an engem eenzegen Artikel am Gesetz iwwert de Beruff vum Affekot.

Haut stëmme mir en eegent Gesetz fir dës wichteg finanziell Hëllef, vun där an Zukunft vill méi Leit profitéiere kënnen. Mir sinn haut an enger Situatioun, wou leider net jiddweree sech en Affekot leeschte kann. An engem Rechtsstaat ass et awer fundamental, fir all Bierger den Zougang zur Justiz ze garantéieren, a grad eeben och deene Leit, déi finanziell net esou gutt gestallt sinn.

Aktuell gëtt de REVIS als eenzege Krittär geholl fir ze bestëmmen, ob eng Persoun d'Assistance judiciaire accordéiert kritt oder net. Dëst ass awer méi wéi problematesch, well ganz vill Leit ginn duerch den aktuelle System vun dëser Hëllef ausgeschloss. Eng Persoun, déi och nëmmen e bësse méi wéi de REVIS verdéngt oder kritt, huet bis elo ni eng Hëllef vum Staat kritt, fir d'Prozesskäschten ze iwwerhuelen. An doduerjer kënnt et dann och, dass ganz vill Leit, déi e bësse méi verdéngen, drop verzichten, fir eng Geriichtsprozedur ze lancéieren, well si sech et ganz einfach finanziell net leeschte kënnen. Dat ass an eisen Aen eng Situatioun, déi an engem Rechtsstaat net ze akzeptéieren ass a wou een entgéintsteiere muss.

An den Ae vun der CSV sinn déi aktuell Dispositiounen a Bezuch op d'Assistance judiciaire net méi zäitgeméiss an et gouf wierklech Zäit, fir eppes ze änneren. Duerfir begréisse mir och ausdrécklech de Gesetzesprojet vun haut. Mat dësem Projet gëtt d'Méiglechkeet geschaaft, dass och Leit, déi, wéi scho gesot, e bëssen iwwert dem REVIS leien, eng finanziell Hëllef kréie fir eng Geriichtsprozedur. Mir sinn dann am Kader vun der sougenannter „assistance judiciaire partielle", déi agefouert gëtt.

Mir begréissen och, dass d'Fraise vun enger Procédure de médiation, sief et judiciaire oder extrajudiciaire, an Zukunft iwwerholl ginn an dass och Mineure weiderhi kënnen dovunner profitéieren. E Mineur, deen en Affekot brauch, ka vun dëser Assistance judiciaire profitéieren, ouni dass d'finanziell Situatioun vu sengen Eltere gekuckt gëtt.

Mir begréissen och, dass an Zukunft de Staat déi Suen, déi e virgestreckt huet, net méi wäert bei d'Elteren zréckfroe goen, well de Problem ass, dass oft d'Relatioun zwëschent de Kanner an den Eltere schonn ugespaant ass, a wann dann nach eppes wéi dat heiten derbäikënnt, dann dréit dat net onbedéngt derzou bäi, dass déi Relatioun an Zukunft besser gëtt.

Mir begréissen och, dass verschidde prozedural Froe konkreet am Text gekläert ginn an dass festgehale gëtt, wat vu Prestatiounen am Kader vun der Assistance judiciaire ka factureiert ginn a wat net. Et ass fir eis e wichtegen Text, deen d'Grondprinzippie vun eisem Rechtsstaat stäerkt a ville Leit den Zougang zur Justiz garantéiere wäert, déi an anere Fäll d'Bengele bei d'Tromm gehäit hätten.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Adehm villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg kann houfreg sinn op e staarke Rechtsstaat, e Rechtsstaat, wou zanter 1995 och Persoune mat Revenuen an Héicht vum REVIS iwwer eng Assistance judiciaire e Rechtsbäistand ënner verschiddene Konditioune kënne bezuelt kréien. Domat sollten déi finanziell Moyenen net den Ausschlag sinn, fir e Recht viru Geriicht anzefuerderen oder net.

An awer ass et ëmmer nees virkomm, dass Mënschen net konnte kloen, well hinnen déi finanziell Mëttele gefeelt hunn. Wann ee just liicht iwwert dem Montant vum REVIS louch, ass d'Demande vun enger Assistance judiciaire verworf ginn an dann hunn déi Concernéiert op hir Rechter viru Geriicht implizitt misse renoncéieren.

Esou wéi am Koalitiounsaccord vun 2018 vun de Majoritéitsparteie festgehalen, féiere mir doméinst haut eng Assistance judiciaire partielle an. Dëst Gesetz leescht domat e Bäitrag zur sozialer Gerechtegkeet. Méi Mënsche wäerten nämlech Zougang zu enger Assistance judiciaire kréien an domat och en Accès zur Justiz hunn.

Och wäerten an Zukunft d'Käschte fir eng Assistance judiciaire fir e Mannerjäregen net méi nodréiglech bei den Elteren agedriwwe ginn. Bis elo huet dëst Andreiwen zu Konflikter tëscht den Elteren an hirem Kand gefouert a finanziell fragill Haushalter nach zousätzlech belaascht, woumadder en fin de compte kengem gedéngt war, op alle Fall net dem Kand.

Här President, bei all dëse ganz positiven Aspekter ass mam Avis complémentaire vum Staatsrot nach eng Schwieregkeet opgetaucht. Virgesi war nämlech initial, dass bei engem Refus vum Bâtonnier, fir eng AJ ze accordéieren, esou wéi et haut och de Fall ass, e Recours virum Conseil disciplinaire et administratif ka gemaach ginn. Elo huet sech awer de Staatsrot formell dergéint opposéiert, datt dës Recourse virun dësem Organe professionnel kënnen ageleet ginn. Grond dofir ass haaptsächlech de Fait, dass de fréieren Artikel 95bis Paragraf 2 vun der aler Verfassung net an der neier Verfassung iwwerholl gouf. Dësen hat virgesinn, dass de Legislateur weider Juridictions administratives kéint schafen.

No Récksprooch mat eiser Spriecherin, wat d'Verfassungsfroen ugeet, d'Simone Beissel, war et awer an eisen Aen net d'Volontéit, fir den Organes professionnels wéi dem Conseil disciplinaire et administratif Attributiounen a Kompetenzen ewechzehuelen. Au contraire. Et gesäit een un engem Gesetz, dat mer virun dräi Wochen hei gestëmmt hunn, wou mer nach d'Unzuel u Membere vum Conseil disciplinaire et administratif vu fënnef op néng eropgesat hunn, dass dëse weider soll kënne fonctionéiere wéi virun der Verfassungsreform. Déi Augmentatioun vu Membere war och grad gemaach ginn, well mat der Extensioun vun der AJ méi Affären erwaart goufen an dofir de Conseil disciplinaire et administratif opgestockt ginn ass.

Hei muss deemno fir eis als DP nogebessert ginn an, wann néideg, och d'Verfassung nach emol ugepasst ginn, le cas échéant, andeems de feelende Saz nees bäigesat gëtt.

En attendant ass elo, fir dass mer de Projet awer stëmme kënnen, wat ganz wichteg ass a wat mir och als Demokratesch Partei ënnerstëtzen, eng alternativ Léisung fir d'Recourse géint d'Decisioune vun de Bâtonnieren a puncto AJ fonnt ginn, andeems dës Recourse virun de Friddensgeriichter kënne gemaach ginn an d'Friddensgeriichter hei „en dernier ressort" statuéieren. Den „dernier ressort", deen net weider vun dem Staatsrot kommentéiert ginn ass, werft awer och d'Fro op no dem „double degré de juridiction", deen am Prinzipp bis haut och assuréiert war, well een och no dem Recours bei dem Conseil administratif et disciplinaire nach konnt virun de Conseil administratif et disciplinaire d'appel weidergoen.

Wichteg bei der Solutioun, déi elo um Dësch läit, ass, dass dës Recoursen esou séier wéi méiglech kënnen ofgeweckelt ginn, eng Remark, déi och am Kader vun den Travaux parlementaires vun dem Friddensgeriicht vun Dikrech gemaach ginn ass.

Aktuell hëlt och de Conseil disciplinaire et administratif innerhalb vun engem kuerzen Delai seng Decisioune bei Recoursen am Kader vun enger AJ. Eng séier Decisioun ass engersäits wichteg fir de Justiciabel, dee viru Geriicht klot oder sech wiere wëllt. Si ass awer och wichteg, fir den Affekoten, déi sech ëm d'Affäre vun de Concernéierte bekëmmeren, Kloerheet ze ginn, ob hir Käschte vum Staat am Kader vun enger AJ iwwerholl ginn oder ob d'Leit hir Käschte selwer mussen droen. Ech denken dobäi notamment u jonk Affekoten, déi ganz vill Assistance-judiciairë maachen an déi eng Sécherheet brauchen, fir net op de Käschte sëtzen ze bleiwen.

An der Prozedur virun de Friddensgeriichter ass näischt Spezifesches virgesinn, wéi séier dës Affäre mussen ofgeweckelt ginn. Hei musse mer an eisen Aen onbedéngt an der Praxis en Aen drop halen, fir dass et net zu ze laangen Delaie kënnt, éier eng Decisioun do ass, ob eng AJ en fin de compte accordéiert gëtt oder net.

Här President, mir bleift keng Zäit méi. Mat de puer Bemollen, déi ech genannt hunn an der eventuell néideger Verfassungsrevisioun ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, och dem Rapporteur hei nach eng Kéier merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Jo, d'Assistance judiciaire ass fir d'LSAP e kruzialt Element vun engem equitabelen an accessibele Justizapparat, well si garantéiert alle Persounen, onofhängeg vun hirem soziale Statutt, en Accès zur Justiz an och eng anstänneg juristesch a geriichtlech Vertriedung respektiv da Representatioun.

Mir si fir den Zougang vu jiddwerengem, an do hëlleft d'Assistance judiciaire an d'Reform, déi mer hei och maachen, ganz sécherlech. Als LSAP hate mer och d'Reform vun der Assistance judiciaire 2018 an eisem Walprogramm ageschriwwen, se huet och de Wee fonnt an de Koalitiounsaccord a mir setzen awer och, mengen ech, dee Volet ëm vum Rapport vum État de droit vun der Europäescher Unioun, déi och e Verweis mécht op d'Ëmsetzung vun der Assistance judicaire an hirem Rapport vun 2022. Ech mengen, och deem leeschte mer deementspriechend hei Folleg.

Wa mir e moderne Rechtsstaat wëllen, ech mengen, da brauche mer en zougängleche Justizapparat, deen et all Bierger erlaabt, seng Rechter a Fräiheeten anzekloen, falls se dann och verletzt géife ginn. E Recht an eng Fräiheet verléieren hir Valeuren, wann den Titulaire de droit d'finanziell Moyenen net huet, fir kënne viru Geriicht ze goen a sech och do juristesch beroden ze loossen.

Déi Vulnerabelst vun eiser Gesellschaft, dat heescht, déi, déi a schwierege Situatioune sinn, musse vum Staat ënnert d'Äerm gegraff kréien, fir sech kënne geriichtlech och vertrieden ze loossen. An dëse Projet ass wichteg, well déi aktuell Gesetzeslag wéinege Leit et erlaabt, op d'Assistance judiciaire zréckzegräifen. An de Rapporteur ass ausféierlech a sengem Rapport drop agaangen: Aktuell gëllt de REVIS als eenzege Krittär, fir ze bestëmmen, wien e Recht op eng Hëllef huet oder se kann notzen. An effektiv ass se och de Moment nach ze limitativ.

Eng Persoun also, déi ganz liicht iwwert dem REVIS läit, fält direkt aus dem Champ vun de Beneficiairen eraus. Dat heescht awer net onbedéngt, dass déi Persoun manner op Hëllef ugewisen ass. D'Honorairë sinn oft proportionell zu de finanzielle Capacitéite vum Client deementspriechend bestëmmt, just datt déi vun enger Persoun, déi e ganz e bësse méi wéi de REVIS verdéngt, net onbedéngt eng méi héich Capacitéit huet wéi e REVIS-Empfänger.

Legal gesinn – dat wësse mer – huet jiddwereen d'Recht op en Zougang zu de Geriichter. Den Accès

zur Justiz ass duerch déi europäesch Mënscherechtskonventioun, déi och e Recht gëtt op en equitabele Prozess ..., ech mengen, dat ass ganz kloer virgeschriwwen. An dës zwee Prinzippien hu mir souguer och an eiser neier iwwerschafter Verfassung festgehalen, gradesou, mengen ech, en Interêt méi, dëst Gesetz ëmzesetzen. Also: All Bierger muss effektiv en Zougang zur Justiz hunn an dierf sech net duerch de finanziellen Aspekt dovunner ofhale loosse respektiv dovunner ageschränkt sinn.

Ech mengen, dofir ass och den Novum vun der partieller Assistance judiciaire, déi agefouert gëtt, ganz wichteg, e ganz wichtegen Novum, och wann en Deel vun den Affekotenhonorairen also engersäits vum Staat rembourséiert gëtt an deen aneren Deel vun de Käschten iwwert eng Konventioun iwwerholl gëtt, wou déi zwou Parteien dat och deementspriechend festhalen, an natierlech och, mengen ech, dass ee kann e Recours géint eng negativ Decisioun virhuelen.

Den aktuellen Text gëtt eis Satisfaktioun. Mir waren awer och als LSAP besuergt, dass déi Verhandlungen, déi stattfannen tëschent dem Client an dem Affekot, dass déi net zum Nodeel vum Affekot sinn, wann et ëm déi finanziell Dispositioune geet, déi de Client selwer muss en charge och deementspriechend huelen. Ech mengen, dass dat e wierklecht immens wichtegt Element ass, well dofir mengen ech, ... Och de Bâtonnier kann de Montant net kontrolléieren. E kann en en compte och huelen duerch déi Konventioun, déi effektiv deementspriechend stattfënnt.

Wat awer och, mengen ech, ganz wichteg ass, dat ass am Kader vum Jugendschutz. Ech mengen, et ass immens ze begréissen, dass e Mineur kann op d'Assistance judiciaire zréckgräifen an dass en effektiv do net iwwert seng Elteren muss fueren an de Recouvrement vun de Fraisen net bei den Elteren ass, mee dass, wéi gesot, integral de Staat dat mécht. Ech mengen, et ass wichteg, dass e Mineur d'Recht kritt op juristesche Bäistand, dat onofhängeg vun der finanzieller Situatioun vu sengen Elteren oder vun deene Persounen, déi mat him effektiv am Haushalt liewen. Dass de Recouvrement net bei den Eltere geschitt, ass wëllkomm. Ech mengen, dat wär contraire zu der ratio legis, well wann d'Eltere wëssen, dass se jo final derfir opkomme missten, bon, da géife se et sech vläicht wuel aneschters iwwerleeën a Fonctioun vun der Situatioun, an där sech de Mineur befënnt.

Wat mer och als LSAP wëllkomm heeschen, ass am Fong och, dass d'Käschten – ech mengen, och dat ass en neie Moment – vun der Mediatioun an de Champ d'application vun der Assistance judiciaire mat erageholl ginn, mengen ech. Alternativ Resolutiounsmethode sinn och wichteg par rapport zu deene klassesche Prozeduren, déi mer hunn, an ech mengen, mat där Reform hei vun der Assistance judiciaire gëtt ganz kloer e Stéck méi sozial Gerechtegkeet effektiv och virgedroen.

An dofir, mengen ech, gi mer och den Accord als LSAP. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, merci. Ech wollt eigentlech vun der Plaz schwätzen. Awer der Madamm Hartmann hir Ried huet mech esou begeeschtert, si huet mech praktesch heihinnergerappt, ...

(Interruption)

... well dat hunn ech awer ganz, ganz schéi fonnt.

Ech erënnere mech hei, nach virun e puer Wochen, wéi mer iwwert déi nei Verfassung geschwat an ofgestëmmt haten, wéi d'ADR sech géint villes gewiert huet, wéi mer gesot hunn: „Et ass eng Verfassung, wou ganz vill Problemer dra sinn", awer hei ass déi Begeeschterung am Sall esou grouss gewiescht, datt mir marginaliséiert waren.

Elo war et interessant, ze gesinn, datt déi éischt Verfassungsännerung heibanne gefrot gëtt vun der Demokratescher Partei, 19 Deeg, nodeem déi nei Verfassung a Kraaft ass. Den 1. Juli ass se mat enger grousser Feier ageweit ginn. Den 19. Juli kënnt d'DP heihinner a seet: „Mir hätte gär eng éischt Ännerung." Ech kann Iech soen: Dat ass déi éischt vun Dosenden an Dosende vun Ännerungen, déi mer an där do Verfassung nach wäerten erliewen an deenen nächste Joren, well se ass wierklech net onbedéngt e fantastesch gutt Dokument!

Wat elo hei den Dossier ugeet, iwwert d'Assistance judiciaire elo speziell, do droe mir dat selbstverständlech mat an ech wëll mech just op dräi Bemierkunge beschränken, well d'Kolleegen hu scho ganz vill gesot.

Dat Éischt ass dat, wat net hei drasteet – dat ass awer eppes, wat mir konsequent fuerderen –, dat ass, datt fir verschidde Kategorië vu Leit de Staat automatesch d'Assistance judiciaire soll iwwerhuelen. Wa seng Beamten duerch d'Exekutioun vun hirem Déngscht an eng Situatioun kommen, wou se verklot ginn, wéi zum Beispill de Polizist, dee muss kënnen automatesch mat der Assistance judiciaire rechnen, quitte datt en natierlech herno muss zréckbezuelen, sollt seng Schold festgestallt ginn an esou weider – ech mengen, dat ass ganz kloer –, mee awer datt d'Solidaritéit vum Staat géintiwwer de Beamte muss do sinn, wann déi ugeklot ginn, dat ass nach ëmmer net de Fall. An dat ass eppes, wat mir bedaueren.

Eng zweet Saach, déi mer géife proposéieren, datt mer déi Reflexioun hei viruféieren – dat ass jo ganz gutt, wat elo gemaach gëtt, an ech wëll dat net nach eng Kéier widderhuelen –: All déi Moossnamen, déi elo ageféiert ginn, dat ass sécher eng Erliichterung fir ganz vill Leit, an trotzdeem bleift d'Justiz esou deier, en Affekot esou deier fir vill Leit, datt déi och mat där Ausweitung, déi mer haut hunn, net kënnen hir Rechter effikass geltend maachen. Dat ass leider esou. Dofir musse mer vläicht iwwerleeën an eis och e bëssen inspiréieren un deem, wat am Ausland ass, an Däitschland oder esou, ob mer net innovativ musse gi fir eis hei am Land, eventuell och higoen, Sträitwäerter festzesetzen, wéi dat am Ausland ass, fir awer eng finanziell Planbarkeit do eranzebréngen, fir datt d'Leit wëssen, op wat se sech aloossen, wat de Volume ass herno vun hirem finanziellen Engagement, datt dat previsibel ass. An ech mengen, dat wier sécher eppes, wat mer hei am Land och sollten iwwerleeën.

An eng drëtt Saach, déi mer och sollte kucken, dat ass: A verschiddene Saachen hu mer vun engem gewëssene Sträitwäert un eng Obligatioun, en Affekot ze huelen. Dat gëtt ëmmer erëm a Fro gestallt. Mir hunn e Fall gehat. Viru Kuerzem sinn ech vun engem Jurist ugeschwat ginn, deen huet gesot: „Ma ech si Jurist, ausgebilte Jurist. Wann ech awer mat där an där Saach misst viru Geriicht kommen, da misst ech en Affekot engagéieren, fir fir mech ze plädéieren, obschonn ech et selwer och kéint." Also, dat sinn esou Situatiounen, wou mer ...

(Interruption)

Jo, jo, am Ableck geet dat och net. Mee et sinn einfach Situatiounen, wou mir wëllen e Gedankenustouss hei ginn, fir Saachen ze iwwerdenken, déi hei am Land eebe sinn, a wou mer sollten eventuell kucken am Ausland, fir nei Usätz ze fannen, fir d'Justiz eebe fir méi Leit accessibel ze maachen.

Voilà. Also, wéi gesot, d'ADR stëmmt dat hei mat. Et ass eng ganz gutt Initiativ. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Wärend et un der Politick ass, ënner anerem de Kader vum gesellschaftleche Liewen an Zesummeliewen ze definéieren, ass et eng vun den Aufgabe vun der Justiz, am Fall vu Konflikter Léisungen ze fanne souwéi derfir ze suergen, dass d'Rechter vun de Persoune garantéiert a respektéiert ginn.

D'Recht op en Zougang zur Justiz ass dowéinst immens wichteg, well ouni dëst Recht all déi aner Rechter nëmmen um Pabeier existéieren. Wat bréngt beispillsweis enger Persoun dat bescht Aarbechtsrecht, wa si am Fall vun enger Mëssuechtung net d'Méiglechkeet huet, hiert Recht anzekloen? Geneesou ass et onbestridden, datt net all Persoun ëmmer iwwert all hir Rechter opgeklärt ass an oft sinn d'Situatiounen esou komplex, datt eng Consultatioun vun engem Affekot oder enger Affekotin op d'mannst empfeelenswäert ass, fir eebe beschtméiglech ze wëssen, wat alles engem seng Rechter sinn an enger bestëmmter Situatioun.

An enger gerechter Gesellschaft muss dowéinst d'Recht op en Zougang zur Justiz fir all Persoun dat nämmlecht sinn, dat heescht, datt all Persoun déi gläich Chance muss hunn, iwwert hir Rechter Bescheed ze wëssen a se eeben och afuerderen ze kënnen.

Här President, trotz senger fundamentaler Bedeitung ass d'Recht op en Zougang zur Justiz fir vill Persounen oft keng Realitéit. Persounen, déi beispillsweis a finanzielle Schwieregkeete sinn, iwwerleeë sécherlech vill méi oft, éier se sech juristesch berode loossen a maachen dat éischter nëmmen a wierklechen Ausnamefäll, wou et beispillsweis evident ass, dass se enger Ongerechtegkeet ausgesat sinn.

Au contraire, Persounen, déi finanziell éischter keng Suergen hunn, sinn oft immens gutt iwwer hir Rechter informéiert, wat dann derzou bäidréit, datt hir scho privilegiéiert Situatioun sech nach emol verstäerkt. Beispillsweis kann een hei un eng multinational Entreprise denken, déi sech bis an dee leschten Detail vun héich qualifizéierten Expert/inne berode léisst, wéi se am meeschte Steiere ka spueren, wärend zur gläicher Zäit ënner anerem hir Aarbechter/innen, déi d'Päck ausliwweren, zu schlechte Konditiounen a Grozone schaffen an eeben net iwwer hir Rechter, déi hinnen eigentlech zoustinn, opgeklärt sinn.

Wann de Persounen den Zougang zur Justiz also erschwéiert gëtt, da féiert dëst ënner anerem zur Reproduzéierung vum existéierende sozialekonomeschen Ongläichheeten an Ongerechtegkeete souwéi zu Diskriminéierungen.

Här President, e wichtege Bestanddeel fir eng Stäerkung vum Recht op den Zougang zur Justiz fir jiddwereen ass d'Assistance judiciaire, woubäi de Grondgedanke jo deen ass, datt Persounen, déi net iwwert déi noutwendeg finanziell Mëttele verfügen, en Usproch op eng finanziell Hëllef hunn an déi kréien.

Wéi meng Virriedner/inne soten a wéi och am Rapport steet, funktionéiert deen aktuelle System gewëssermoossen no engem Alles-oder-näischt-Prinzipp. D'Verwendung vum Revenu d'inclusion sociale als eenzege Krittär, fir ze bestëmmen, ob eng Persoun en Usproch op eng Hëllef huet oder net, ass hei natierlech problematesch, well eng

minimal Iwwerschreidung vun der virgesinner Limitt duergeet, fir keen Usproch méi op eng finanziell Hëllef ze hunn. Natierlech féiert esou en Alles-oder-näischt-Prinzipp zu Ongläichheeten a verhënnert, datt Persounen, deenen eventuell eppes zousteet, och agéieren. A mir kennen alleguerten zum Beispill och Affer vun haislecher Gewalt, déi sech zum Deel immens och musse verschëlden, och an Héicht vun Zéngdausenden Euro, fir hir Justizkäschten ze droen.

Mir begréissen dowéinst natierlech ausdrécklech d'Objektiv vun dësem Projet de loi, nieft der kompletter Assistance judiciaire eng partiell Assistance judiciaire anzeféieren. Wann dësen Text elo mol bis emol eng gewëssen Zäit a Kraaft ass, denken ech, dass et ganz interessant wier, ze kucken, ze analyséieren, awéifern déi momentan virgesinnen Tauxen duerginn oder net an ob ee vläicht muss nobesseren an noajustéieren.

Dat gesot, droe mir dësen Text natierlech mat, deen eebe sécherlech eng Verbesserung zur aktueller Situatioun ass. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, merci dem Rapporteur. Dat doten ass en Theema, dat mer am Office social méi oft matkréien, dass d'Leit finanziell Hëllef brauchen, wa se bei der Justiz mussen en Dossier traitéiere loossen. Dofir ass dat heiten e Wee, dee mir Piraten och esou kënne matënnerstëtzen. An dofir wäerte mir et och haut matdroen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, da fir de leschte Projet fir de Moien, deen awer e ganz wichtege Projet ass, wou ech wierklech frou sinn, dass mer dat elo nach hikruten zesummen, fir do en neie Wee anzeschloen, wat d'Assistance judiciaire ubelaangt.

Dat kléngt vläicht e bëssen technesch oder e bëssen no Finanzen, mee et ass en extreem wichtegt Instrument beim Accès zur Justice. Well als Affekotin kann ech mech ganz gutt erënneren, dass ech méi wéi eng Kéier d'Situatioun hat, wou e Client gemengt hat, e kéint vun der Assistance judiciaire profitéieren, dass et herno awer esou just net opgaangen ass, wat een natierlech dann ëmmer virun direkt méi kruzial Froe stellt, ob ee sech da kann déi ganz Prozedur eebe leeschten oder net. An dat ass awer extreem schwiereg, dass et un de Finanze scheitert, ob ee säi Recht kann exercéieren oder säi Recht net kann exercéieren, an dass eeben déi Limitt do existéiert huet, déi zwar e bësse flexibel gehandhaabt ginn ass vum Barreau, mee ze soen: „Soubal een iwwert dem REVIS läit, dann huet ee kee Recht méi op e vum Staat bezuelten Affekot", dat ass natierlech fir vill Leit eng ganz schwiereg Situatioun an déi mécht dann eeben och, dass een heiansdo eng Rechtslag, déi net richteg gewiescht wier, dass een déi huet missen hinhuelen, well een einfach sech net konnt leeschten, en Affekot selwer ze bezuelen. An et ass duerfir ëmsou méi wichteg, dass mer elo dat hei haut uginn.

Ech ginn Iech vläicht nach e puer Zuelen och mat op de Wee: Aktuell huet de Service d'assistance judiciaire pro Mount eng Moyenne vu 717 Demandë fir eng Assistance judiciaire an d'Ausgabe vum Staat louchen zejoert hei bei 7,8 Milliounen Euro. Dat ass och e Montant, deen an deene leschte Joren ëmmer geklommen ass, an dat weist natierlech och dee grousse Besoin u finanzieller Ënnerstëtzung fir d'Justiciabelë mat ze niddrege finanzielle Mëttelen an eiser Gesellschaft.

Et huet sech eeben, wéi gesot, erausgestallt, dass mer dat heite missten adaptéieren, an duerfir elo dee Choix. An do hu mer och e bësse gekuckt, wéi dat am Ausland och traitéiert gëtt, fir déi Assistance judiciaire partielle eeben ze erfëllen, wou da jee no Zesummesetzung vum Stot a Revenu zu engem Prozentsaz vu 50 respektiv 25 % vum Staat gehollef gëtt bei den Affekotskäschten an och de Fraisen, déi duerch d'Geriichtsaffären entstinn. Wat awer och e ganz wichtegt Element ass, dat ass – an do war ech och immens frou, wéi souwisou bei deem ganzen Dossier, iwwert déi gutt Zesummenaarbecht mam Barreau –, dass mer eis konnten eens ginn iwwer eng Convention d'honoraires, déi muss ofgeschloss gi mat dem Client de Moment, wou eeben déi ganz Prozedur mam Client uleeft. Dat ass wichteg, well et grad eebe fir Leit, déi elo keng héich Revenuen hunn, eng gewësse Previsibilitéit brauch, dass ee muss wëssen, wat esou en Dossier herno ka kaschten an dass et eebe souwuel dem Affekot, dee souwisou déi Obligatioun huet, d'Revenue vu sengem Client ze consideréieren, wéi awer och dem Client erlaabt, déi Diskussioun sachlech ze féieren an dat dann och vu virera festzehalen. De Barreau wäert hei e Modell och ausschaffe vun esou enger Konventioun an déi dann och zur Verfügung stellen, soudass d'Affekoten da kënnen dorobber zréckgräifen.

Wat awer och e wichtegt Element ass: Wann Der kuckt, eleng an deene leschte puer Woche krute mer vu verschiddenen internationalen Instanze Recommandatiounen, dass mer op deem heite Punkt missten eis verbesseren, notamment d'Recommandatioune vun der EU-Kommissioun beim État de droit, wou mer eng ganz gutt Nott ausgeschriwwe kruten, wou gesot ginn ass, hei wär et wierklech wichteg, dass mer deen heite Prozess fir d'Adoptioun vun deem Gesetz kéinte weiderdreiwen, fir eeben d'Assistance judiciaire méi accessibel ze maachen. Och an dem rezente Rapport vun der UNO, „Business and Human Rights", hirer Initiativ fir d'Schafe vun enger Assistance judiciaire partielle, gëtt ënnerstrach, dass mer dat sollten ugoen.

Dann, et ass ugeklongen, e Punkt, dee vläicht méi en Detail schéngt ze sinn, deen awer extreem, extreem wichteg ass, dat ass deen, dass d'Affekotekäschte bei den Eltere vu Mineuren, déi vun der Assistance judiciaire..., also de Recouvrement vun den Affekotekäschte bei den Eltere vu Mineuren, déi op en Affekot zréckgräifen, dat gëtt ofgeschaf. De Grond heifir ass: Wann e Kand en Affekot zur Verfügung gestallt kritt an duerno awer déi Fro am Raum steet, dass d'Elteren deemno wéi mussen derfir opkommen – dat si schonn oft schwiereg Situatiounen, wann e Kand muss op en Affekot zréckgräifen –, dat riskéiert, d'Relatioun mat den Eltere wierklech ze belaaschten, déi jo dann eebe musse fir déi Käschten duerno opkommen.

En plus ass déi Situatioun, wéi se haut existéiert mam Recouvrement, mat engem groussen administrativen Opwand verbonnen, an de limitéierte Montant, deen de Staat konnt iwwert deen dote Wee erëm andreiwen, deen ass souwisou net extreem héich.

Vläicht och do e puer Zuelen: Zejoert goufe 629 Demandë fir eng Assistance judiciaire vu Mineure gestallt. An dat ass och eng Zuel, wann een déi lescht Jore kuckt, déi progressiv no uewen evaluéiert. 2020 ware mer nach bei 574 Demanden an 2021 bei 643 Demanden.

Et ass och ugeklongen, och dat si wichteg Elementer: Bei der Procédure de surendettement kann d'Assistance judiciaire elo spillen. Dat si jo Situatiounen, wou d'Leit schonn a ganz schwierege finanzielle Situatioune sinn, wou se dann awer heiansdo doduerjer, dass hir Revenuen ze héich waren, och wa se schrecklech vill Scholden zréckzebezuelen haten, net konnte vun der Assistance judiciaire profitéieren. Dat gëtt och elo hei behuewen an dann och bei der Mediatioun kann een op d'Assistance judiciaire zréckgräifen, wat jo och eppes ass, wat mer wëllen ënnerstëtzen an nach weider férderen, well dat jo och déi ganz judiciaire Prozedure kann evitéieren.

Déi ganz Dispositioune kommen och elo an e speziellt Gesetz, et ass net méi just een Artikel am Affekotegesetz.

An déi Diskussioun, déi am Fong am intensiivsten elo nach iwwert déi lescht Woche gefouert ginn ass, dat ass eeben déi, déi d'Carole Hartmann virdrun ugeschwat huet, dat ass déi vun de Recoursméiglechkeeten, déi existéieren. Do gëtt et eng Interpretatiounsdivergenz tëschent dem Barreau, och villen anere Juristen, an deem Avis vum Staatsrot, dee mer kruten, wou gesot ginn ass, do misst een oppassen op d'Konformitéit zur Verfassung, wann d'Geriichtsinstanzen sech an deem Organe professionnel befannen an dann och Tiersen dozou geleet ginn, mussen e Recours maache virun esou engem professionelle Geriicht.

Ech sinn och hei dem Staatsrot extreem dankbar, dass mer eng Propos gemaach kruten, wéi mer géifen doraus erauskommen. Mir hunn eis awer elo gëeenegt gehat op deen zivilleWee. Ech sinn awer och der Meenung, dass déi Diskussioun do net eriwwer ass an dass et net einfach d'Konklusioun ass, dass d'Verfassung muss ugepasst ginn – natierlech kann dat eng Optioun sinn –, mee dass den Echange muss gesicht gi mat dem Staatsrot.

An et ass jo d'ailleurs net nëmmen deen heite Beräich, deen do gefuerdert ass. Dat doten ass eng Situatioun, déi kenne mer a ganz ville Beräicher, fir ze kucken, ob ee muss d'Verfassung upassen oder ob eebe Situatiounen, Doktrinnen zum Beispill, wéi mer se aus Frankräich kennen, och kënnen op Lëtzebuerg transposéiert ginn. Déi franséisch Doktrinn, déi kënnt zur Konklusioun, dass dat net muss textuell an der Verfassung verankert sinn. Dat ass op alle Fall eng technesch Fro, eng institutionell Fro an eng juristesch Fro, déi an deenen nächste Méint muss gekläert ginn. Se geet, wéi gesot, wäit iwwert dat heiten eraus. Dat hei ass eng Reform, déi an hirer Integralitéit derzou bäidroe kann, dass ka verhënnert ginn, dass Bierger eleng aus Käschtegrënn Ongerechtegkeeten, déi hinne geschéien, léiwer erdroen oder ignoréieren, wéi dass si hir Rechter viru Geriicht geltend maachen. Et ass wierklech eng Mesür, déi eise Rechtsstaat stäerkt an déi wichteg fir eis ass, fir Lëtzebuerg, fir eis Justice.

Mir hunn awer och – fir nach op déi Remark zréckzekommen –, mir hu scho virun zwee Joer d'Prozeduren am Zivillrecht wierklech vereinfacht, fir och do méi Leit d'Méiglechkeet ze ginn, net mussen op en Affekot zréckzegräifen. A wann een do och nach eng Kéier d'Avisen an déi verschidde Meenunge liest – och do hate mer enk mat den Autorités judiciaires a mam Barreau zesummegeschafft –: Et ass ëmmer à double tranchant, well et geet natierlech drëm, dass ee bis e gewëssene Montant, bis eng gewëssen Envergure sech selwer ka verteidegen, fir net mussen op en Affekot zréckzegräifen. Mee wann een dat ze vill wäit opmécht, do ass ëmmer d'Gefor – oder et gëtt gefaart –, datt Mënschen hir Rechter net kënne komplett ausüben, well se eeben net kënnen op e

professionelle Conseil zréckgräifen, sprécht eeben den Affekot, dee se begleet.

An do hu mer dann och herno vläicht e Problem vun Egalitéit vun de Waffen, wann deen ee mat engem Affekot vertrueden ass, deen anere sech perséinlech viru Geriicht verteidegt, wou een dann awer och riskéiert, seng Rechter net geltend kënnen ze maachen, well en net déi néideg juristesch Begleedung huet. Mee, wéi gesot, mir hunn dat scho virun zwee Joer am Zivillrecht ugepasst, wou mer d'Montanten, d'Seuilen, an d'Luucht gesat hunn, wéini ee kann ouni Affekot bei de Friddensriichter goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech verspriechen, ech maachen et kuerz. Ech hunn elo grad nach eng Kéier déi Interventioun vun der Madamm Ministesch héieren zum Theema „Wéi maache mer den Accès zu de Geriichtsbarkeete méi equitabel, méi oppen?". D'Assistance judiciaire, déi mer haut stëmmen, ass sécherlech e wichtegen Deel, dofir gi mer eisen Accord dozou.

Ech constatéiere just, datt, wann een op d'Verwaltungsgeriicht geet – wou meeschtens de Géigner de Staat oder eng Verwaltung ass, d'Gemengen – ganz heefeg d'Geriichter eeben net d'Unerkennung vun de Frais d'avocat schwätze respektiv se däitlech ënnert deem usetzen, wat een effektiv derfir bezilt, soudatt een u sech fir Leit, déi aus de Seuile vun der Aide d'assistance judiciaire erausfalen an awer géint de Staat op d'Geriicht musse goen – an dann och nach Recht kréien, wat weist, datt de Staat jo am Onrecht war –, heefeg awer op Käschte sëtze bleiwen.

An ech mengen, wann een dat heiten, wat d'Madamm Ministesch elo grad gesot huet, zu Enn denkt, da misst et u sech sinn, datt zumindest, wann de Staat oder eng Gemeng oder soss eng ëffentlech Verwaltung um Verwaltungsgeriicht verléiert, datt dee Moment misst eng Käschteniwwernam vun deenen Affekotskäschten d'office de Fall sinn, well nëmmen esou kann ee wierklech garantéieren, datt d'Leit Accès hunn, fir géint Entscheedungen, déi géint si getraff goufen an déi vläicht falsch waren – well soss géife se net gewannen –, och dat Recht kënne kréien, an net nëmme Recht hunn, mee och Recht kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, ech verstinn déi Diskussioun. Et ass eng Diskussioun, déi ass al. Mee wéi Der et selwer sot: Et ass am Ermiesse vum Riichter, ze decidéieren, wat do zréckbehale gëtt. An natierlech kann een doriwwer erausgoen, et kann een dat gesetzlech verankeren – mee dat ass am Fong eppes, wat mir an eisem Rechtssystem net kennen. Dir hutt an Däitschland de System, wou d'Frais de justice mussen integral vun där anerer Persoun iwwerholl ginn. Dat ass … Dir sot elo, Dir hutt dat net gesot, mee dat hei ass wierklech eng prinzipiell Fro, déi kann ee gären diskutéieren. Ech verschléisse mech do och kenger Diskussioun.

Mee dat huet natierlech och erëm deen aneren Effekt, dass et eng Barriär kann duerstellen, wann een eng Affär ugeet, dass ee weess, wann ee verléiert, dann huet een och d'Fraise vun deem Géigeniwwer matzedroen. Ech weess, Dir hutt et limitéiert op de Staat an op d'Gemengen. Mee nach eng Kéier: Am Moment ass de System eeben deen, dass et am Ermiessen ass vun de Geriichter, ze kucken, wat néideg ass a wat net.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7959. Den Text steet am Document parlementaire 7959[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7959 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.18 heures.)

68e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 44
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8227 – Projet de loi portant modification :**
   1° du Code du travail ;
   2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;
   3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire p. 44
   Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prises de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8227 et dispense du second vote constitutionnel
3. **Ordre du jour** p. 49
   M. Fernand Etgen, Président
4. **7949 – Projet de loi portant modification :**
   1° du Code pénal ;
   2° du Code de procédure pénale ;
   en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs p. 49
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fernand

Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | Mme Nancy Arendt épouse Kemp

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7949 et dispense du second vote constitutionnel

5. **6539A – Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant :**

1° le livre III du Code de commerce ;

2° le livre II, titre IX, chapitre II, section Ière du Code pénal ;

3° les articles 257 et 555 du Nouveau Code de procédure civile ;

4° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

5° la loi uniforme modifiée sur les lettres de change et billets à ordre, telle qu'elle a été introduite dans la législation nationale par la loi du 8 janvier 1962 ;

6° la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes, de conciliateurs d'entreprise et mandataires de justice assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;

7° la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

9° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

10° la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière **p. 58**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Guy Arendt

Discussion générale : M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Cécile Hemmen | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6539A et dispense du second vote constitutionnel

6. **8007 – Projet de loi portant modification :**

1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

3° de la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ;

4° du Code civil **p. 63**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8007 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Georges Engel, Ministre | Nee, Här President.

2. 8227 – Projet de loi portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8227, verschidden Ofännerunge vum Aarbechtsrecht an dem Accueil vu Bierger aus Drëttlänner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwer punktuell Ännerungen um Aarbechtsrecht, um Immigratiounsrecht an um Asylrecht. Generell geet et drëms, verschidden Dispositiounen ze preziséieren, op anere Plazen awer gëllt et, den Accès zum Aarbechtsmaart fir Persounen aus Drëttstaaten a verschiddene Situatiounen ze vereinfachen.

Ugefaange bei den Ännerungen um Aarbechtsrecht: D'Aarbechtsrecht gesäit elo scho vir, datt Leit aus Drëttstaaten, déi keng Openthaltsgeneemegung hunn, net duerfen hei am Land schaffen. Elo gëtt preziséiert, datt Leit aus Drëttstaaten, déi zwar eng Openthaltsgeneemegung hunn, dofir awer keng Aarbechtsautorisatioun, och net dierfen agestallt ginn.

Da kommen e puer Prezisiounen derbäi bei de Circonstance-aggravanten, fir an der Praxis besser kënne géint Verstéiss virzegoen. Hei geet et beispillsweis ëm Mënschenhandel oder och nach ëm Kanneraarbecht. Déi selwecht Circonstances aggravantes sollen elo och fir Persounen ouni Aarbechtserlabnis gëllen. An dësem Zesummenhang ginn d'Geldstrofen eropgesat fir déi Employeuren, déi Leit aus Drëttstaaten ouni Openthaltsgeneemegung beschäftegen. An dofir kritt och d'ITM, d'Inspection du travail et des mines, explizitt d'Kompetenz an d'Moyenen, fir esou Infraktioune kënne festzestellen.

Mir änneren och d'Prozedur, fir als Employeur kënnen eng Persoun aus engem Drëttstaat anzestellen. Déi Prozedur leeft iwwert d'ADEM, wou all Employeur, dee sou eng Persoun astelle wëll, fir d'éischt emol muss eng Deklaratioun maachen. Dat Ganzt dauert meeschtens ee Mount, wann net nach méi. A verschiddene Situatioune bedeit dat och eeben en Zäitverloscht fir d'Entreprisen. Dat ass besonnesch de Fall, wa séier kloer ass, dass d'ADEM guer keng Kandidaten oder Kandidatinnen huet, déi fir dee Posten eigentlech géifen a Fro kommen.

D'Zil ass et, datt d'Certificate méi séier kënnen ausgestallt gi fir déi Aarbechtsplazen, déi bei der ADEM als „très en pénurie" gelëscht sinn. Engersäits gëtt agefouert, datt een eng Derogatioun ka kréien, fir net mussen dräi Wochen ze waarden, fir ze wëssen, ob bei der ADEM Leit gemellt sinn, déi fir dee Posten a Fro kommen. Anerersäits kritt d'ADEM en neien Delai vu 15 Deeg, wa festgestallt gëtt, datt Leit mat de gefrote Qualifikatioune bei der ADEM ageschriwwe sinn. An dësem Delai kënnen d'Kandidaten oder d'Kandidatinnen der Entreprise proposéiert ginn. Esou kann d'ADEM méi séier op d'Besoine vun eisem Aarbechtsmaart reagéieren.

Zum gläichen Ament gi mir fir Talenter aus dem Ausland méi attraktiv, déi a bestëmmte Konditioune kënnen esou méi séier agestallt ginn. Dat ass an Zäite vu Personalmangel hei zu Lëtzebuerg an enger Partie Secteure sécherlech eng ganz, ganz wichteg Saach. Ausserdeem kritt d'ADEM mat dësem Gesetzesprojet d'Méiglechkeet, d'Deklaratioune vu fräie Plazen ze evaluéieren. Dat hëlleft, eisen Aarbechtsmaart attraktiv an och kompetitiv ze halen.

An da kommen ech zu den Ännerungen um Immigratiounsrecht. Generell gëtt et hei e puer Prezisiounen, wat d'Openthaltsgeneemegung betrëfft. A mir adaptéieren eist Gesetz, fir mat den europäesche Reegele konform ze ginn. Fir d'éischt gëtt hei de Prinzipp festgehalen, datt all Persoun aus engem Drëttstaat muss eng Autorisation de travail hunn, fir hei zu Lëtzebuerg dierfen ze schaffen. Dat ass souwuel fir d'Salariéë wéi och fir d'Independantë wouer.

Dobäi kritt een eng Ausnam accordéiert, wann een an engem Kalennerjoer manner wéi dräi Méint hei schafft. Dat war bis elo just de Fall, wann ee bannent deem selwechte Grupp vun Entreprisë geschafft huet. Do gëtt also mat dem Gesetz eng Ouverture gemaach.

Fir Independantë gëtt d'Openthaltsgeneemegung un d'Konditioun geknäppt, datt deen, deen d'Firma leet, sech och hei am Land ophält, fir déi alldeeglech Gestioun kënnen ze assuréieren. Bei den Independantë kann d'Durée vum Titre de séjour tëscht engem an och dräi Joer variéieren.

An Zäite vu Personalmangel ass et ëmsou méi wichteg, d'Potenzial vun der Aarbechtskraaft, déi schonn hei zu Lëtzebuerg ass, och maximal ze notzen. Dofir gëtt erméiglecht, datt Leit, déi iwwert de Regroupement familial an d'Land komm sinn a schonn eng Openthaltsgeneemegung hunn, duerfen zu Lëtzebuerg schaffen.

An der selwechter Logik gëtt et eng Verbesserung fir Studenten a Fuerscher, déi hei am Land hiren Ofschloss gemaach hunn. D'Dauer, fir eng Aarbecht ze fannen oder selwer eng Entreprise ze grënnen, gëtt fir si vun néng op zwielef Méint eropgesat. A Leit, déi ouni Openthaltsgeneemegung am Land sinn an déi an enger Situatioun vun engem Report d'éloignement oder engem Sursis d'éloignement sinn, kënne schaffen, ouni datt muss dee berüümten Test du marché gemaach ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Da gëtt et Ännerungen, déi op déi sougenannten ETIAS- an EES-Reegele vun der EU zréckzeféiere sinn. Ganz kuerz: ETIAS steet fir European Travel Information and Authorisation System, dat ass e komplett elektronesche System, deen Drëttstaatler betrëfft, déi vun der Visumflicht fir de Schenge-Raum befreit sinn. Dat sinn, mengen ech, eng 60 Länner. Dëse System gesäit vir, datt ee seng Demande fir d'Areese schonn am Virfeld online ufreet. An Zukunft wäerten d'Fluchgesellschafte mussen iwwerpréiwen, datt all Passagéier e gültege Pass an awer och eng gülteg Autorisation de voyage derbäi huet.

Dëse Gesetzesprojet dréit och dem Entry/Exit System, dem EES, Rechnung. Dëse betrëfft souwuel Leit, déi e Visum hunn, awer och déi, déi vun der Visumflicht befreit sinn. De System gräift allkéiers, wann eng Persoun iwwert d'EU-Baussegrenz eran- oder erausgeet. Dobäi ginn déi perséinlech a biomeetresch Donnéeën erfaasst, selbstverständlech alles no de Bestëmmungen a Reegele vun eisem Dateschutz. U sech soll den EES dat manuellt Stempelen an d'Kontrolléiere vum Pass ersetzen.

Déi lescht Rëtsch vun Ännerunge vun dësem Gesetzesprojet betreffen d'ONA-Gesetz: Hei ginn e puer Definitiounen a Begréffer adaptéiert. Eist Gesetz gëtt domat konform mat der EU-Direktiv aus dem Joer 2013 iwwert d'Norme beim Accueil vu Leit, déi eng Protection internationale ufroen.

Da sinn et och Ännerunge bei den Hëllefen, déi d'Demandeurs de protection internationale kënne kréien. D'Gesetz gëtt un d'Realitéit vun haut ugepasst, kann ee soen. Den Usproch ass och, dat Ganzt méi transparent ze maachen. Dofir ginn déi verschidden Hëllefen all am Gesetz opgelëscht an och d'Montante ginn do festgehalen.

Nieft der Allocation pécuniaire vun 29 Euro pro Mount kann en Demandeur de protection internationale eng Aide d'alimentation an eng Aide d'hygiène kréien; déi fir d'Iesse läit bei 226 Euro, wann et net vum ONA assuréiert gëtt, an de Montant fir d'Hygiène läit bei 45 Euro de Mount. Hei ass ervirzesträichen, datt keen Ënnerscheed méi gemaach gëtt tëschent Mannerjäregen, déi eleng kommen, an deenen, déi begleet sinn. An ech hoffen och, dass mer eis heibannen eens sinn, dass dat hei keng riseg Montante sinn, wann ee weess, wat hei zu Lëtzebuerg e Pond Botter oder eng Zännbiischt kaschten.

Nei ass och, datt déi Hëllefe kënnen a Boergeld ausbezuelt ginn oder en nature oder eeben a Form vu Bongen. D'Iddi ass hei, de Leit méi Autonomie ze ginn.

Ganz nom Prinzipp vun der Égalité devant la loi, ginn d'Demandeurs de protection internationale an och d'Beneficiairë vun der Protection temporaire gläichgestallt.

Déi lescht, awer net manner wichteg Ännerung betrëfft den Accès zum Aarbechtsmaart fir d'Demandeurs de protection internationale. An zwar kann en Employeur eng Demande maachen, fir sou eng Persoun anzestellen. Dofir brauch een eng Autorisation d'occupation temporaire, Dir kennt dat, kuerz AOT. Bis ewell huet missen iwwerpréift ginn, datt keen, dee bei der ADEM ageschriwwen ass, fir déi Aarbechtsplaz géing a Fro kommen. Dësen Test du marché fält mat dësem Gesetzesprojet endlech ewech. Esou soll et fir Leit, déi hei Schutz froen, méi einfach ginn, ze schaffen a sou eng gewëssen Autonomie ze kréien. Net ze schwätze vun der, géif ech soen, mënschlecher Dignitéit, déi dorunner hänkt, wann een eng Aarbecht huet. Dat bedeit ganz kloer och eng Verbesserung fir d'Entreprisen.

Eis Kommissioun huet de Gesetzesprojet de 26. Juni presentéiert kritt. An dëser Sitzung huet d'Kommissioun den Avis vum Staatsrot analyséiert an huet och Amendementer ugeholl. An der Sitzung vum 7. Juli sinn ech du Rapporter genannt ginn. Den 11. Juli ass den Avis complémentaire vum Staatsrot komm. De Rapport ass de 14. Juli an der Kommissioun ugeholl ginn an de selwechten Dag ass awer och nach en Avis vun der Chambre de Commerce komm. Deen hat et leider net méi a mäi schréftleche Rapport gepackt. D'Chambre de Commerce begréisst, datt de Projet de loi d'Demarchë fir Leit aus Drëttstaate vereinfacht. An net méi spéit wéi gëschter koum och nach den Avis vun der Chambre des Métiers, déi d'Gesetz och begréisst an eigentlech op eenzele Punkten, zum Beispill wat d'Delaien ugeet, souguer nach méi wäit gaange wär.

Ech soen Iech villmools Merci. Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun, well dat heiten ass e gutt Gesetz, dat et ville Leit, déi bei eis komm sinn, méi einfach mécht, selbstänneg ze ginn, ze schaffen a sou och aktiv un eiser Gesellschaft deelzehuelen.

A loosst mech um Enn nach eng Kéier Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi ech mat jiddwerengem hat an deene leschte Joren an der baussepolitescher Kommissioun. Et war mir eng grouss Freed, déi dierfen ze presidéieren, an dat läit ganz vill dorunner, dass ech ganz gutt mat jiddwerengem, deen do Member war, konnt zesummeschaffen. An dofir nach eng Kéier e grousse Merci vu mir.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Merci gläichfalls!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Yves Cruchten.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un de Président-rapporteur, den Yves Cruchten, fir all déi Ausféierungen, déi hien elo bei deem Projet gemaach huet.

Eppes direkt virewech: D'CSV begréisst dee Projet ausseruerdentlech an ech wëll och dorun erënneren: Mir haten heibannen eng Kéier en Debat iwwer alleguer déi Situatioune vun de Flüchtlingen. Mir hunn et nach éischter ... Wéi de Président-rapporteur dat elo zum Schluss gesot huet, d'Chambre des Métiers hätt och gäre verschidden Delaien aneschters gehat. Mir hätten eis och kënne virstellen, éierlech gesot, nach méi wäit ze goen. Dir kënnt Iech erënneren, wéi mir déi Diskussioun iwwert d'Immigratioun haten, dass mer där Meenung sinn, hei gëtt elo en Deel ...

Den Yves Cruchten huet dat extra erkläert, dass d'Leit elo an Zukunft kënne Sue kréien, fir selwer kënnen ze kafen. Ech wëll do nach eng Kéier drop zréckkommen: Heiansdo ass et dach awer och fir déi Leit ..., déi sëtzen an enger Struktur, si däerfen net schaffe goen, si däerfen net akafe goen a si kréien alles geliwwert. Si stelle sech awer vir, kënnen aktiv um Liewen deelzehuelen. Dofir ass et och gutt, datt mer hei verschidden Ouverturë maachen, dass se kënnen aktiv um Liewen deelhuelen, fir schaffen ze goen, mee dass si och kënnen aktiv deelhuelen, fir an e Buttek ze goen, an e Geschäft ze goen, fir sech dat och ze kafen, wat si brauchen. Och dat gehéiert zu engem Deel vun der Dignitéit.

Hei ass eng Ouverture, déi gemaach gëtt. Mir hätten och näischt dergéint gehat, wa mer do nach méi wäit gaange wieren, well do si Leit, déi sëtzen ee Joer, annerhalleft Joer, zwee Joer, alt nach méi laang do ze waarden. A si waarden, op Lëtzebuergesch gesot, dass de Plaffong hinnen net op de Kapp fält, well si wëssen net, wéi si hir Zäit rëmkréien. Dofir hätte mir näischt dergéint gehat, wann dat och nach méi wäit gaange wier.

Och déi aner Ouverturen, déi gemaach gi betreffend d'ADEM, dass een och do d'Méiglechkeet kritt, méi séier kënne Leit ze huelen. Ech mengen, et ass grad esou wichteg wéi nach ni an där Situatioun, wou mer hei um Aarbechtsmaart sinn. An den Aarbechtsminister huet et och nach ënnerstrach gehat net méi spéit wéi virun dräi Wochen, wéi mer iwwert d'Situatioun vum Aarbechtsmaart geschwat hunn.

Mir hu plazeweis Leit, déi eis feelen, an op anere Plaze fanne mer keng Leit, fir déi Aarbechtsplazen ze besetzen, déi mer brauchen. An dofir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg attraktiv ass fir den Aarbechtsmaart an dass mer och ufänke bei deene Leit, déi vläicht an der Protection internationale sinn, ze kucken, ob dat net déi Leit si mat deem Profill an dass déi eis do kënnen ... och net nëmmen doduerch, dass se „däerfen" – ënner Guillemeten – hei sinn, well se an engem Land fortgaange sinn, wou et net liewenswäert ass, wou Problemer sinn duerch Krich an duerch ekonomesch Problemer, mee dass déi Leit eis och hei kënnen hëllefen an dass et net sou ausgesäit, wéi wa se just hei wieren, temporaire, fir ze waarden, dass et soll iergendeppes änneren. Dofir och eis Felicitatiounen a mir kënnen dat ënnerstëtzen, wat do bei der ADEM gemaach ginn ass an dass et do och méiglech soll sinn, dass an Zukunft déi Leit méi séier kënnen eng Beschäftegung kréien.

An – ech komme bei de leschte Punkt dovun – dofir ass dat och wichteg, wat de Rapporter Yves Cruchten ënnerstrach huet, dass et awer do méiglech ass, Verstéiss ze maachen (veuillez lire: géint Verstéiss virzegoen). Well mer wëssen alleguer, dass et och 99 % Gudder gëtt an 1 % manner Gudder, déi déi Leit astellen an déi do och heiansdo vun deene Leit profitéieren, dass och do elo d'Méiglechkeet besteet, méi séier an och vill méi strikt dergéint virzegoen.

An och dofir ass dat eng Positioun, déi mir als CSV kënne matdroen. Wéi gesot, mir stinn deem Projet ganz positiv géintiwwer, mir hätten eis just gewënscht – de Rapporter huet et och gesot –, et hätt een a verschiddene Punkten nach méi wäit kënne goen. Mee dat hei ass eng éischt Etapp op deem richtege Wee, an da kënne mer déi nächst Legislaturperiod déi Ännerunge maachen, fir och nach déi lescht Hürden aus dem Wee ze huelen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir sollen eis kengen Illusiounen higinn, och an Zukunft wäerten nach ganz vill Flüchtlingen op Lëtzebuerg kommen. Virun allem d'Klimakris wäert derzou bäidroen. A virun allem ee Kontinent wäert do méi betraff sinn, dat ass dee vun Afrika. Déi Leit, déi hunn näischt ze verléieren, et ass also nozevollzéien, dass si sech op de Wee maachen, fir eng aner Heemecht ze fannen.

Leider wäerte mer och nach eng Rei Dramen erliewen, wéi mir dat an deene leschte Jore scho gemierkt hunn. Et ass virun allem um Niveau vum Mëttelmier, wou ganz vill Leit ëmkomm sinn, wat wierklech extreem katastrophal ass. Et muss een och hei soen, datt een eng gewëssen eenheetlech EU-Politick um Niveau vun der Migratioun vermësst, dat ass méi wéi ze bedaueren. Et leien zwar elo eng Rei Virschléi um Dësch, déi jo och dann nach mussen am Fong méi diskutéiert ginn. Ech erënneren drun, dass solle sougenannt Zenteren op de Baussegrenze vun der EU amenagéiert ginn, fir am Fong geholl dann och déi Prozedur ze beschleunegen. Dat fënnt och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Ech wëll awer och genausou gutt hannendru soen, datt déi sougenannt Ruanda-Léisung fir eis op kee Fall a Fro kënnt.

D'Praxis beweist, dass déi Legislatioun iwwert d'Asylpolitick muss permanent ugepasst ginn; dat geschitt och haut mat deem Projet de loi. Dat Schlëmmst ass natierlech, wa Leit, déi hir Heemecht verloossen, fir sech eeben, wéi gesot, eng nei Existenz opzebauen, dann ausgebeut ginn. Dat gëtt et nach ëmmer, gëtt et leider ëmmer méi, dat ass dann Traite des êtres humains, do wou am Fong geholl grad de Legislateur, mir als Politiker mussen extreem dergéint ukämpfen.

An dat ass eng Entwécklung, déi een ënner sou Ëmstänn op kee Fall kann akzeptéieren. Lëtzebuerg leescht do e gudde Bäitrag, Lëtzebuerg versicht natierlech um internationalen Niveau, sech och do anzebréngen. Ech verweisen zum Beispill och op eis Kollaboratioun um Benelux-Plang. An et ass also wichteg, datt mir eis nach wie vor och do um internationalen Niveau betätegen.

Natierlech wier et onfair, fir hei elo d'Patronen insgesamt duerzestellen, wéi wa se géinge versichen, Leit maximal auszenotzen. An et ass, wéi mäi Virriedner dat jo richteg hei bemierkt huet: Dat ass eng Minoritéit, déi dat mécht. Mee grad déi Minoritéit muss an Zukunft méi staark bekämpft ginn. Dofir muss och en effiziente Kontrollsystem agesat ginn, dat ass jo och iwwert dat Gesetz hei elo méiglech. D'ITM kritt also do nach méi Méiglechkeeten. Vläicht dann awer d'Fro un de Minister: Si mer och do gutt opgestallt, wat d'Personaldecken ubelaangt?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat awer elo an deem Gesetz hei ouni Zweifel positiv ass, dat ass och déi Manéier fir ze embauchéieren, datt dat elo vill méi flexibel gestalt gëtt. Do ginn eng Rei Delaien hei elo verkierzt, ech wëll dat net méi am Detail nach eng Kéier widderhuelen.

Mir sinn an der glécklecher Situatioun, datt eis Ekonomie trotz deene Problemer, déi mer hate respektiv hunn, nach ëmmer gutt dréint. An et ass also awer wichteg, datt mer gewëssen Aarbechtsplaze kënne sou séier wéi méiglech besetzen. Datt elo zum Beispill ee kann dräi Méint hei zu Lëtzebuerg schaffen, ouni u sech eng Aarbechtsautorisatioun ze hunn, ass e wichtege Bäitrag, fir am Fong déi Situatioun ze verbesseren. Dat ass gutt fir eisen Aarbechtsmaart. Ech denken elo un zwee Secteuren: virun allem, engersäits, d'Gastronomie. Wann ee mat de Leit aus deem Secteur schwätzt, do weess een, datt et relativ schwéier ass, Leit ze rekrutéieren. Ech denken awer, op der anerer Säit, och zum Beispill un de Geméis- an den Uebstbau, déi fréier vill Leit aus Länner wéi Polen oder Bulgarie rekrutéiert hunn; zwee EU-Länner, wou d'ekonomesch Situatioun sech elo glécklecherweis verbessert huet a wou et u sech elo méi schwéier ass, Leit dann hei ze rekrutéieren. Dofir gëtt also am Fong elo de Bléck schonn op aner Länner geriicht, also ass et scho richteg, dass mer dat méi flexibel gestalten. Dat Ganzt bréngt dann och mat sech, datt de Regroupement familial och soll aus deem Bléckwénkel verbessert ginn, wat mer och nëmme kënnen hei guttheeschen.

Ech wëll dann awer och op de Volet vun de Studenten hiweisen aus den Drëttlänner, déi jo bis elo am Fong geholl nëmmen nach konnten néng Méint no Ofschloss vun hirem Studium hei zu Lëtzebuerg bleiwen; dat gëtt elo op zwielef Méint erhéicht. Och dat ass eng ganz gutt Decisioun. Et däerf een net vergiessen, datt ganz vill Studenten do eng héich Qualifikatioun hunn, déi och fir eisen Aarbechtsmaart gegeebenefalls kënne produktiv wierken. An dowéinst kann een déi Ännerung do nëmmen nach begréissen. Awer och an deem Kontext nach eng Kéier d'Fro, ob d'ADEM och fir déi sämtlech Ännerungen do personalméisseg staark genuch opgestallt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen zweete Volet, do geet et an dësem Gesetz jo elo méi iwwert den Openthalt vun de Flüchtlingen hei am Land. Ech mengen, et ass evident, datt mir hei ganz kloer fir eng human Asylpolitick stinn. De Respekt an d'Dignitéit vis-à-vis vun all Mënsch mussen hei ganz kloer priméieren. Datt och elo déi finanziell Moyenen erhéicht ginn, déi jo nach net extreem sinn, ass awer net méi wéi normal. An dofir ass et och gutt, datt mer dee Schrëtt do ginn. Ech mengen, déi Leit brauche selbstverständlech och e gewëssene Minimum, fir kënnen ze liewen. Natierlech muss een awer och oder musse si virun allem och responsabel mat deene Moyene kënnen ëmgoen.

Vläicht e lescht Wuert dann och nach iwwert d'Logementer vun den DPIen. Mir hunn do eng ganz Rei Problemer hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn de Moment plus ou moins 8.000 Better; dat geet, wa mer elo an d'Zukunft kucken, mat Sécherheet net duer. Wann et mer erlaabt ass, och hei e klengen Appell ze maachen un d'Gemengeresponsabel – ech mengen, et sëtzen der jo 44 heibannen –, datt d'Gemengen do kënnen e wichtege Bäitrag bréngen, datt si och déi néideg Infrastrukturen zur Verfügung stellen, datt mer déi néideg Better och an Zukunft hunn … Well et sinn eng Rei Leit, déi de Statut schonn hunn, déi awer mussen an Infrastrukture logéiert ginn, déi am Fong geholl net méi fir si geduecht sinn. Dat ass net ganz glécklech an dowéinst, wéi gesot, solle mer och do nach Efforte maachen, fir zousätzlech Logementer ze schafen, fir datt déi Leit och kënnen an aller Dignitéit hei zu Lëtzebuerg wunnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech géif och ganz gär, fir unzefänken, dem Här Rapporter e ganz grousse Merci soe fir säi schréftlechen, awer och fir säi mëndleche Rapport.

Bon, meng Virriedner hunn elo scho relativ vill Punkten ugeschwat, dofir soen ech och Merci, da kann ech mech hei e ganz gudde Batz méi kuerz halen. Ech géif zwou Saachen ervirsträichen, déi mir natierlech och als gréng Fraktioun besonnesch begréissen. Dat ass natierlech eng Kéier d'Vereinfachung fir den Accès op den Aarbechtsmaart an domadden dann och einhergehend de vereinfachten Accès fir notamment DPIen, fir kënne méi schnell schaffen ze goen. Dat ass och eng Demande, déi mer méi allgemeng scho vill méi laang formuléiert hunn.

An dat anert ass ganz allgemeng de Punkt, wa mer soen: „Mir mussen eise Standuert an deem Sënn och stäerken" – mir haten an der Kommissioun och driwwer geschwat –, dat ass ee vun de Punkten, wou mer et elo zum Beispill relativ schwéier maachen, fir Partner vun enger Persoun, déi aus engem Pays tiers kënnt, fir hei dierfen ze schaffen. Da mécht dat eisen Aarbechtsmaart natierlech och net méi attraktiv an net méi interessant.

Voilà, wéi gesot, mir freeën eis iwwert déi dote Punkten. Fir eis ass ganz besonnesch …, wa mer iwwert de Punkt schwätze vum Accès op den Aarbechtsmaart, Vereinfachung vum Accès an dann op der anerer Säit awer och de Constat, dass mer a ville Beräicher d'Penurie hunn an dass mer do mussen op aner Weeër goen, begréisse mir dëse Projet de loi natierlech.

Et ass fir eis allerdéngs och, loosse mer soen, wéi meng Virriedner zum Deel och scho gesot hunn, en éischte Schrëtt, dee mer hei gemaach hunn. A mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass mer déi dote Froen an engem ganz breede Kontext an Zukunft nach eng Kéier opwerfe mussen an da vläicht och nach eng Kéier bësselche méi an den Detail goe mussen. Mee wéi gesot, et ass en éischte gudde Schrëtt an an deem Sënn gi mer natierlech dann och hei eisen Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, och dem Här Cruchten e grousse Merci. Ech mengen, hien huet mer d'Aarbecht ofgeholl, d'Gesetz ze beschreiwen, also wëll ech mech just op e puer Kommentarer hei limitéieren.

Deen éischten ass, datt déi ekonomesch Situatioun jo déi ass, datt de Chômage tendenziell éischter eropgeet an deenen onsécheren Zäiten, an deene mer elo liewen. Mir gesinn och, datt an eise wichtegsten Nopeschlänner grouss Problemer ufänken, sech ze profiléieren. Dat bleift sécher och net ouni Konsequenzen op Lëtzebuerg an op eisen Aarbechtsmaart. An et feelen eis qualifizéiert Leit an éischter Hinsicht, dat dierf een och net vergiessen. Mir siche qualifizéiert Leit, an dat ass natierlech och eng aner Demarche, wéi wann een elo einfach Mataarbechter sicht ouni grouss Qualifikatiounen.

De Kolleege vun der CSV wëll ech soen, datt ekonomesch schwiereg Situatiounen an Drëttstaate kee Grond fir Asyl sinn. Ech mengen, et muss een ëmmer kucken, wat am internationalen Droit virgesinn ass. Eng ekonomesch schwiereg Situatioun an engem anere Land ass kee Grond, fir hei Asyl ze fannen. Dat ass fir eis e Grond, fir mat deene Länner zesummenzeschaffen, ekonomesch, fir hinnen dobäi ze hëllefen,

eng besser ekonomesch Situatioun bei hinnen ze schafen. Dat ass eppes ganz anescht. Dofir muss een och sou Saache kritesch hannerfroen, wéi datt Studenten aus Drëttlänner méi laang kënnen hei bleiwen – mir hunn dat ëmmer erëm kritiséiert.

Et ass e Braindrain dee mer maachen. U sech wollte mer jo Studenten aus Drëttlänner hei ausbilden, fir datt se kënnen zréckgoen an eebe just déi ekonomesch Entwécklung vun hiren Heemechtslänner kënnen ënnerstëtzen. An et ass e bëssen awer, loosst mech et kloer soen, onmoralesch, fir da Leit hei auszebilden an hei ze behalen, wou mer wëssen, datt hir Plus-value a si dacks méi néideg gebraucht ginn an deene Länner, wou se hierkommen, wéi hei. Mee et ass e Prozedere, dee mir net onbedéngt gutt fannen, well et e bëssen déi Intention première, déi mer haten, déi och richteg ass, ad absurdum féiert.

D'ASTI huet eis eng Rei Kommentare geschéckt, déi och interessant sinn; ech wëll déi och net onkommentéiert loossen. Se hunn eng Rei Kriticke formuléiert, mir hunn haut nach eng Kéier de Rappell vun deene Kriticke kritt. An dobäi ass zum Beispill eng Fuerderung, d'Préférence communautaire ofzeschafen. Dat ass an eisen Ae falsch, well d'Préférence communautaire berout jo op enger vun de grousse véier Grondfräiheeten an der Europäescher Unioun, der Liberté de circulation des personnes, an dat berout op Géigesäitegkeet. De Modell, deen d'ASTI eis proposéiert, ass praktesch weltwäit. Een, deen op Lëtzebuerg kënnt, deen huet hei d'Méiglechkeet ze schaffen, gëtt direkt also u sech regulariséiert a kann hei schaffen, ouni iergendeng Form vu Reciprocitéit an ouni iergendeng Form vun internationalem Accord an där Hisiicht. Also dat ass op jidde Fall eng Approche, wou et schwéier ze gesinn ass, wou fir eist Land a fir eis Leit iergend e Virdeel kéint leien. Also mir halen op jidde Fall als ADR un där Iddi vun enger Préférence communautaire fest.

Dann ass déi Diskussioun ronderëm Persounen, d'Aarbechtsméiglechkeete vu Persounen am Séjour irrégulier. Gutt, do ginn hei e puer Ouverturë gemaach wéi de Report … Leit, déi kënne schaffe goen, wa se e Report oder Sursis à l'éloignement hunn, domadder kënne mer liewen. Awer mir mussen och kloer soen, datt dat net soll den Ufank vun engem Ëmgoe vun der legaler Presenz am Land sinn. Also mir kënnen net higoen an iwwert deen do Wee herno plädéieren, fir eng allgemeng Regulariséierung ze kréien, well dat féiert just zu engem Appel d'air, dat féiert just dozou, datt nach méi Leit kommen op eng illegal Manéier.

Wat mir gär hätten, dat ass, datt déi Leit, déi illegal am Land sinn, entweeder d'Land verloossen – vu datt se jo illegal hei sinn, mir si jo e Rechtstaat – oder kucken, datt si hir Situatioun regulariséieren, awer net, datt mir higinn an als Staat eng illegal Situatioun regulariséieren, dat schéngt eis e bësse schwiereg ze sinn. Dat ass elo net virgesinn, mee et ass ëmmer gutt, et ze soen, well: „Un homme averti en vaut deux", sou schéngt et ze sinn.

Datt d'Familljemembere vu Leit, déi regulär am Land sinn, direkt kënne schaffe goen, begréisse mer. Dat ass effektiv eng gutt Iddi. Mir mussen awer och oppasse mat deenen neie Modalitéiten, déi d'Patronen hunn, fir da méi séier kënnen och eng Demande ze maachen, fir Leit kënnen ze kréien, datt dat net zu Reseaue féiert. Mir haten dat an der Vergaangenheet, ech schwätzen hei vu virun 10 a 15 Joer, datt sou Reseaue sech etabléiert hu vu fake Annoncen, wou da Leit komm sinn, an dat ass e ganze Geschäftsmodell gewiescht iergendwéini eng Kéier. A mir mussen oppassen, datt mer sou Systemer net duerch relativ grousszügeg Dispositiounen, wéi mer se hei aféieren, awer erëm favoriséieren.

Et ass scho gutt, an et ass och gutt, well hei komme jo dacks och Kriticke géint d'ADR, mee ech wëll dofir – d'ASTI mécht et och, awer bei eis ass dat méi favorabel – de Regierungsprogramm zitéieren, de Koalitiounsprogramm. An dee seet ganz kloer: „L'immigration doit continuer à servir les intérêts économiques nationaux", dat seet d'Koalitioun, „en répondant notamment aux besoins du marché de l'emploi et en permettant d'attirer des talents à des fins de recherche et d'études." Dat ass dat, wat de Koalitiounsprogramm seet, an domadder si mir och als ADR d'accord. Dat resüméiert eigentlech och déi Positioun, déi ech Iech elo hei presentéiert hunn. Dat gesot, droe mir dat Gesetz hei mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, merci dem Rapporter fir säin exzellente Rapport. Jo, dëst Gesetz geet wéi vill anerer dës Woch e wéineg ënner an der Mass vu Gesetzer, déi mer stëmmen. An ech baséiere mech elo a menger Ried virun allem op meng eege Lektür, mee och op den Avis vun der ASTI an och vun aneren Acteure vum Terrain.

D'Gesetz war effektiv erwaart gi vun enger Rei Acteuren, ënner anerem der ASTI, mee si schreiwe selwer: D'Ännerunge si relativ timide. De Staatsrot schreift och an deem Sënn: „Le Conseil d'État note que bon nombre des modifications proposées sont dépourvues de réelle plus-value et sont dès lors inutiles."

Am éischte Kapitel geet et jo drëms, dass d'Employeuren, déi Mënschen, déi an enger irregulärer Situatioun sinn, beschäftegen, méi staark solle bestrooft sinn. Do kann ee jo net dergéint sinn, well Mënschen, déi an enger vulnerabeler Situatioun sinn, solle beschützt ginn an déi sollen natierlech net ausgenotzt ginn. Dat heescht, do kann ee sécherlech net dergéint sinn.

Mee d'Approche ass awer e Choix. An et ass e Choix, iwwert dëse Wee ze fueren an net zum Beispill iwwer eng Regulariséierung vun dëse Mënschen ze fueren, dat schreift och d'ASTI an hirer Prise de position. Mënschen, déi souwisou hei schaffen, scho méi laang hei sinn zum Deel an hei schaffen, kéinten och iwwer eng extraordinaire Regulariséierung dann eebe regulariséiert ginn. Mir hunn dat och an enger Motioun hei gefuerdert gehat am Mäerz. Domadden hätte mer deene betraffene Leit sécherlech vill méi gehollef, well ganz vill Leit schaffe leider ëmmer nach léiwer schwaarz wéi guer net.

Da ginn am Code du travail eng Rei Prozedure fir d'Employeure vereinfacht, mee wierklech just e wéineg vereinfacht. D'ASTI schreift och dozou, Zitat: „Pour l'ASTI il est temps d'aller plus loin et de mettre fin à la préférence communautaire purement et simplement, ainsi que d'abolir le test du marché du travail pour tous les ressortissants de pays tiers, comme c'est déjà le cas pour les travailleurs hautement qualifiés." Ech loossen dat elo mol sou stoen, ech hunn éischter Sympathië fir dëst Zitat, entgéint mengem Virspriecher.

Da gesäit dat zweet Kapitel vir, dass Familljemembere vu Ressortissants de pays tiers net méi mussen eng Aarbechtserlabnis ufroen, an dozou kann ech just soen: Endlech! Et ass wierklech Zäit ginn, well dat war jo en absolutten Anachronismus, dass déi net duerfte schaffen. Ech hat eemol d'Geleeënheet mat anere Kolleeg/innen heibannen, bei der ASTI un engem Echange mat sou Familljememberen deelzehuelen, an ech ka mech gutt erënneren, wéi déi eng oder aner Persoun eis effektiv erzielt huet, wéi schwéierfälleg et wier, wann ee méint- a jorelaang muss doheem sëtzen, well een u sech heihikomm ass, fir bei sengem Partner ze sinn, an net duerft schaffen, obwuel ee professionell an akadeemesch awer Erfarungen huet.

Natierlech soll eng Autorisation de séjour enger Autorisation de travail gläichkommen. Dat schreift d'ASTI an dat mécht och Sënn an eisen Aen. Dozou muss een awer soen, dass et – an eisen Aen – zimmlech penibel ass, dass dës Modifikatioun mat dem Manktem un Aarbechter an Aarbechterinnen an also mam Meerwäert fir eisen eegene Maart an eis eegen national Interessie justifizéiert gëtt. Voilà, et deet mer leed, ech muss soen, dat ass mir ganz peinlech.

Et ass dës utilitaristesch Logik, déi mir als Lénk uprangeren, eng Logik, wou et méi ëm sech selwer geet wéi ëm deen aneren oder dat anert. Mir mengen, et geet ëm Mënscherechter an ëm Mënschewürd an och ëm de gesonde Mënscheverstand. Firwat net schreiwen: „Mir ginn hinnen den Accès op eisen Aarbechtsmaart, well si souwisou hei sinn, well si zum Deel schaffen oder schaffe wëllen, well si et wäert sinn a well mir si wëlle würdegen"? Dat wär jo och eng Argumentatioun, déi u sech nobel wier ze schreiwen. Mee voilà, dat ass och e Choix.

Dat drëtt Kapitel bréngt eng aner positiv Verbesserung mat sech, déi och absolutt iwwerfälleg war. Den Test du marché gëtt ofgeschaaft bei der Demande vun der AOT, der Autorisation d'occupation temporaire. Och dat war längst eng Fuerderung vun den Acteuren um Terrain. Mir all wëssen, wéi schwéierfälleg déi Prozedur, fir eng AOT ze kréien, ass a wéi wéineg Leit respektiv Employeure par conséquent eng ugefrot hunn a kruten. Mee d'AOT bleift bestoen – och dat ass eng Limitt an dësem Gesetz –, mat engem Deel vun hire Contrainten. Et bleift esou, dass en DPI muss sechs Méint waarden, éier en d'AOT kann ufroen, an och nach ëmmer zwou Administratiounen am Spill sinn, also d'ADEM an d'Direction de l'immigration. Och dat bedauere vill Acteuren um Terrain, wéi d'ASTI, Passerell an anerer. An d'AOT ass nach ëmmer nëmme gutt fir een Employeur.

Ënnert dem Strëch: kleng positiv Ännerungen, déi absolutt iwwerfälleg waren an den absolutte Minimum sinn. Mir droe se natierlech mat, well et sinn trotzdeem Verbesserungen. Et hätt een trotzdeem vill méi wäit kënne goen, fir de Leit hir Rechter an hir Würd ze ginn. Mee mir sinn et scho gewinnt: An der Immigratioun virun allem gëtt ëmmer mam absolutte Minimum geschafft! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet ass grondsätzlech ze begréissen. Ech mengen, datt et eng ganz Rëtsch kleng Ännerunge gëtt, an dofir merci un de Rapporter, deen dat am Detail hei erkläert huet. Ech ginn dofir nëmmen op e puer Punkten dovunner an, wou ech awer mengen, datt mer nach eppes ze soen hunn.

Dat eent, dat sinn d'Strofe beim Emploi vu Leit en situation irrégulière. Dat ass ok, datt mer déi an d'Luucht setzen. Ech mengen, datt et laang Joren u sech vill ze niddreg Strofe gouf an et doduerjer och net wierklech dissuasiv war an deem Sënn, datt mer déi Problemer jo rekurrent haten. Déi Problemer sinn

ëmmer erëm opkomm. Dann ass emol eng Kéier een dowéinster geklaakt ginn – fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen –, a schlussendlech huet en et dann awer weidergemaach, vläicht ënner enger anerer Struktur, vläicht emol mat anere Budgeten, vläicht mat enger anerer Nationalitéit vu Leit. Mee schlussendlech war et net wierklech dissuasiv, fir hei géint déi modern Sklavenaarbecht virzegoen. A genau dat ass et! Mir schwätzen hei jo net nëmme vu Leit, déi da wéinstens regulär bezuelt ginn, wa se en situation irrégulière sinn, mee ganz heefeg schwätze mer hei vu Leit, déi dann och nach net adequat bezuelt ginn, déi hei wierklech ausgebeut ginn. Mir haten do schonn eng Rëtsch Question-parlementaires. Mir wëssen aus dem Ausland, datt dat en heefege Symptom ass, datt Leit, déi keng Moyenen hunn, sech iergendwouhin ze wenden, dann natierlech ausgenotzt ginn.

Mee nieft de Strofe sollte mer eis natierlech – an dofir begréissen ech dann och dat heite Gesetz – d'Méiglechkeet schafen, d'Leit un d'Schaffen ze kréien an enger regulärer Situatioun. Dat heescht, dat ass definitiv och e weidere positiven Aspekt vun deem heite Gesetz. Mee och do, nieft engem postiven Aspekt, muss een dann awer erëm vläicht e méi nuancéierte Point de vue kucken. Do geet et dann awer och, zum Beispill, ëm d'Unerkennung vun Diplomer. Et hëlleft näischt, wa mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, schaffen ze goen, wa mer gläichzäiteg hir Diplomer net oder mat ganz vill Delai unerkennen. Och hei, dat ass net eppes, wat zum Beispill nëmmen d'Leit en situation irrégulière betrëfft, mee eppes, wat och Leit en situation régulière, Leit, déi souguer op Lëtzebuerg kommen, fir hei ze schaffen, definitiv betrëfft. Dat heescht, do misst een dann d'Education materanhuele respektiv d'Héichschoulwiesen, fir déi Unerkennunge méi séier ze maachen.

Da kéint ech elo eng ganz Ried hale just iwwert dat Täschegeld, wat un d'DPIen an d'BPIen ausbezuelt gëtt. Déi Aiden – mir nenne se „Aiden" am Text, dat ass méi neutral wéi „Täschegeld" – ginn da liicht eropgesat, et ginn nei Kategorien agefouert. Bref, dat ass gutt, datt mer eppes maachen, mee wéi dat och virdru scho gesot gouf, gi mer hei wierklech an Trippelschrëtt no vir. Et ass net de grousse Worf, dee mer hei gemaach hunn.

Ech weess och, mir waren de Bâtiment T kucke mat der Chamber. Mir wëssen, datt et an engem Bâtiment T sécher schwéier ass elo, de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, selwer ze kachen. Mir sollten dofir awer net eis Ustrengunge reduzéieren, fir méiglechst ville Leit an deene Situatiounen d'Méiglechkeet ze ginn, selwer anzekafen, selwer ze kachen. Dat géif éischtens zu enger Oflenkung féieren, anerersäits géif dat natierlech och derzou féieren, datt mer eng gewëssen Autonomisatioun vun de Betraffene géife schafen.

Dat ass haut leider net an alle Strukture méiglech an et gesäit ee souguer: An deene leschte Joren ass den Undeel u Strukturen oder den Undeel u Better, wou dat méiglech ass, leider erofgaangen. Dat hänkt natierlech och mam Ustig vun de Better zesummen. Ech mengen, datt et net schwaarz a wäiss ass, mee an all deene Grotéin misste mer awer kucken, besser ze ginn.

An da schlussendlech, drëtte Punkt, den ETIAS, de European Travel Information and Authorisation System: Jo, mir sammele méi Donnéeën iwwer Leit, déi bis elo visafräi waren. Dat ass eppes, wat eis Piraten elo mol prinzipiell net sou ganz gutt um Mo läit. A wann ech e bëssen d'Debaten, déi op europäeschem Plang gefouert goufen, fir den ETIAS anzeféieren, Revue passéiere loossen, dann hat ech do ganz oft d'Gefill, datt et fir déi eng Säit vum Bord drëm goung, méi Donnéeën ze erhiewen, fir de Schengen Information System quasi ze komplettéieren, fir méi ze wëssen, wien dann elo an Europa areest. A fir déi aner Säit vum Spektrum ass et net drëm gaangen, iergendeppes Securitaires ze maachen, mee u sech ze retaliéiere géint Länner, déi dat scho laang mat den Europäer maachen, fir net ze soen: d'USA mat hirem ESTA, d'Kanadier mat hirem eTA, den eVisa-System, wéi en an enger ganzer Rëtsch vu Länner applizéiert gëtt, respektiv och elo Groussbritannien, déi jo och eng Autorisatioun wëllen aféieren. Ech mengen, ech hat e bëssen d'Gefill, datt et op där enger Säit eng Sécherheetsfro war – „Mir wëlle méi Donnéeën!" –, an op där anerer Säit – wou ech Doutten hunn, ob dat wierklech gräift –: „Kommt, mir retaliéiere géint Länner, déi dat mat den europäesche Biergerinnen a Bierger maachen!" Ech mengen, d'Wouerecht louch herno iergendwou do derzwëschent. Et steet elo mat hei am Gesetz. Ech hu kee Problem domat, datt mer dat ëmsetzen; et ass en europäeschen Text. Ech hätt mer awer op europäeschem Plang do vläicht eng méi nuancéiert Diskussioun dozou erwaart.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prises de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Merci, Här President. Et deet mer leed, dass ech e wéineg spéit sinn, mee ech war zu New York an de Fliger fir zréck hat immens vill Verspéidung an ech sinn eréischt fënnef vir zwou elo iwwer München, Frankfurt gelant an duerfir entschëllegt, datt ech net beim Rapporter derbäi war an och net bei den éischte Riedner. Mee ech hunn awer elo alles matkritt, dass dat heiten e Gesetz ass, dat vu jidderengem hei an der Chamber gedroe gëtt. Da kann ech mech also kuerzfaassen.

Ech mengen, den Yves Cruchten, de Rapporter, huet, wéi en dat ëmmer mécht héchstwarscheinlech, am Detail alles explizéiert, mee mir si ganz frou a mir soen der Chamber e ganze grousse Merci, dass Der dat hei nach mat op den Ordre du jour geholl hutt, well ech mengen, et ass e wichtegt Gesetz, fir dass mer méi Leit un d'Schaffe kréien, déi hei am Land zum Beispill eng Demande gestallt hunn, fir Asyl ze kréien, awer och fir Drëttstaatler, déi mer hunn.

Ech mengen net, dass dat heiten elo eppes ass, wou mer net würdeg domadder ëmginn. Effektiv hunn eis Servicer ausgerechent, dass mer ronn, ech mengen, 3.900 Persounen hunn am Land, déi dat potenziell concernéiert. Dat sinn also Conjointen oder Conjointë vu Leit aus Drëttstaaten, déi kéinten op den Aarbechtsmaart kommen, also tëschent 18 a 60 Joer, wa se dat wëllen. De Moment – fir Iech och dee Chiffer ze ginn, deen ech hunn – sinn et 275 Familljememberen, déi schaffen an eng Aarbechtsermächtegung, Aarbechtserlabnis, gefrot hunn.

Bon, bis dato war dat net méiglech. Déi Leit hu missen hir Pabeieren da froen, wa se hei waren. Dir wësst, dass d'Employeure ganz gären zréckgräifen op Leit, déi d'Pabeieren an der Rei hunn. An hei hu mer e Schratt gemaach, mengen ech awer, dee selbstverständlech soll déi Leit würdegen, déi mer och kënnen invitéieren, fir hei zu Lëtzebuerg schaffen ze kënnen.

Mir hunn dann och profitéiert, fir eng kleng Saach, déi awer och wichteg ass … Dir wësst, dass Leit hei sinn, déi an der Prozedur sinn, fir de Statutt ze kréie vun der Protection internationale, an déi dann aus Grënn e Report kritt hunn, fir d'Land ze verloossen, oder e Sursis à l'éloignement kritt hunn, an dass do och zukünfteg den Test de marché ewechfält.

Mir hunn dann och … jo, also dat ass en Detail, deen awer och ville Leit, mengen ech, wäert hëllefen: D'Studenten, déi heihinnerkommen, Chercheuren, déi kënnen elo … vun néng ass déi Durée eropgesat ginn op zwielef Méint, wou se, wa se hir Etüde fäerdeg hunn, nach hei am Land kënne schaffen.

Bon, dann hu mer déi Geschicht vun de maximalen dräi Méint. Déi hu mer jo elo … Do huet ee missen an engem Grupp vun Entreprisë schaffen. Dat hu mer elo ewechgeloss, well ech mengen, den Aarbechtsmaart, dee gëtt dat net méi erëm, soudass dat och eng gewëssen Ouverture ass. A mir hunn effektiv dat, wat elo den Här Clement ugeschnidden huet: ETIAS an Entry/Exit System. Bon, mir hunn do ganz, ganz vill driwwer diskutéiert, virun allem och, mengen ech, d'Madamm Justizminister an dann och de Sécherheets…, de Conseil, dee sech ëm d'Innere Sécherheet bekëmmert. Dat heiten ass eng europäesch Decisioun, fir dass ee weess, wien an Europa erakënnt a wien erausgeet.

Wat elo den Accueil, d'Gesetz vum 18. Dezember 2015, ugeet, do ass jo déi Haaptneierung déi, dass, wa Leit an der Prozedur sinn, fir Asyl ze froen, se elo kënnen no sechs Méint schaffe goen, ouni dass muss deen Test de marché gemaach ginn. Dat heescht, dass gefrot gëtt, ob keng Leit, déi schonn hei um Marché sinn, fir dee Posten do kéinten a Fro kommen, an dat ass eng ganz laangwiereg Prozedur. Déi fält ewech an ech mengen, domadder kréie mer dann och méi Leit op den Aarbechtsmarché.

Ech hunn och do eng Zuel kritt, déi ech gefrot hunn: Also, mir hunn eigentlech 2023 elo just 38 Accorde ginn. Bon, d'Refuse sinn ëmmer manner ginn am Laf vun de Joren. 2022 waren et 46 Accorden, mee Dir wësst, wéi vill Leit mer hunn, déi an de Prozeduren hei sinn. Also, do hätte mer en Interêt drun, fir déi Leit …, well ech mengen, d'Integratioun kann nëmme geschéien, wann d'Leit och eng Aarbecht hunn, a wa se eng Aarbecht hunn, kënne se och eng Wunneng fannen. Wa se keng Aarbecht hunn: keng Wunneng an eng schlecht Integratioun. Dat ass am Interêt vun den Demandeuren an ech mengen, et ass elo gutt, dass mer dat nach fäerdegkritt hunn.

Dat huet laang gedauert, dat stëmmt, mee Dir kennt eis Prozeduren hei. Et ass elo net, dass déi zwee Ministeren, déi zoustänneg waren, d'Regierung do gebremst hunn, mee mir hunn alles misse kucken, dass déi ganz Prozedure gestëmmt hunn, an och mam Conseil d'État, wou jo en Dialog stattfonnt huet. Mee elo hu mer et an ech géif och mengen, dass een net soll soen, dass dat heiten elo e Fortschrëtt wier, mee et geet net duer. Dat ass jo kloer: E Fortschrëtt geet net duer, et geet ni duer. Mee ech kommen elo vun New York, wéi ech gesot hunn, do ass vill Misär an der Welt. A wa mer e klenge Schrëtt no vir maachen, da sollte mer eis och net do verkrampfen an deem Negativen, mee einfach soen, dass et eng Saach ass, en éischte Schrëtt. Mir soe jo net, dass dat do elo d'Léisung vun allem ass, mee dass et awer e Schrëtt ass an déi richteg Richtung.

Ech mengen, domadder hätt ech … A, an da kënnt nach, wat d'Leit vu Sue kréien, déi am ONA sinn. Also, mir mussen emol fir d'éischt soen, dass d'Leit am ONA alleguerte logéiert ginn. D'Kanner kënnen an d'Schoul goen, dat wësst Der alles, dass se ze iesse kréien. A selbstverständlech hu mer net nëmmen d'T-Gebai, mir hunn och vill ganz aner Gebaier, méi kleng Gebaier, wou d'Leit selbstverständlech, wann

et méiglech ass, kënne kachen. A si kréien en Täschegeld nieft deem, dass se opgeholl sinn, an dat ass och richteg. Dat gëtt elo 29 Euro am Mount. D'Iesse sinn 226,27 Euro. An da fir Hygiènesprodukter nach eng Kéier 45 Euro. Mee et muss ee wëssen, dass déi Leit jo vum Staat, also vun eis alleguerten – an dat solle mer jo och esou maachen –, en Ënnerdaach kréien, sou gutt, wéi et geet, an dass se och versuergt ginn, wat d'Iessen ugeet an d'Schlofen ugeet a sou weider.

Bon, dat hei kënnt derbäi. Dir wësst, dass mer Momenter haten – Dir wësst dat vläicht net méi sou –, wou mer heiranner vill méi héich louche wéi d'Länner ronderëmmer, an dat huet sech jo europäesch och e wéineg agependelt. A mir sinn hei an enger Moyenne, déi an Europa och eigentlech praktesch d'nämmlecht ass, an duerfir hu mer dat och e wéineg no uewen adaptéiert.

Sou, ech soen Iech villmools Merci an ech wier wierklech frou aus menger Siicht, wa mer d'Gesetz kéinte stëmmen, mee de Georges Engel, den Aarbechtsminister, deen huet natierlech och mat dru geschafft un dësem Projet an e wäert dat dann elo beliichten. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci, Här President. Merci, Dir Dammen an Dir Häre, och merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass scho ganz vill hei gesot ginn. Dat Gesetz, dat huet, wat den Travail ugeet, als Zil, eng ganz Rei Elementer ze reegelen a virun allem dann den Drëttstaatler et ze vereinfachen, um Aarbechtsmarché Fouss ze faassen. An dat heite Gesetz, dat ass am Interêt vun eisem Aarbechtsmarché, dat ass am Interêt vun eisen Entreprisen an dat ass och am Interêt vun enger méi mënschlecher a méi oppener Gesellschaft.

A jo, deen Text hei ass och op Demande vun de Patrone mat entstanen an duerfir ass dat hei schonn e Gesetz, wat eisen Aarbechtsmarché méi attraktiv mécht fir Talenter aus Drëttstaaten. A mir sinn an enger oppener Ekonomie, mir sinn an engem oppenen Aarbechtsmarché a wat géife mir hei zu Lëtzebuerg maachen, wa mer eis auslännesch Aarbechtskräften hei net hätten? Mir géifen hei net méi kënne funktionéieren. Duerfir ass et extreem wichteg, dass mer och do eisen Aarbechtsmarché fit maache fir d'Zukunft.

Wéi meng Virriedner schonn ënnerstrach hunn: Do gëtt et jo den Test du marché, deen elo extreem vereinfacht gëtt, an dat ënnert der Konditioun, dass de Posten, deen d'Drëttstaatler sollen unhuelen, dann och op der Lëscht vun de „métiers très en pénurie" steet. An hei dauert et dann nach just fënnef Deeg, bis d'ADEM den néidege Certificat kann ausstellen. An déi Indicateuren, fir „métiers en pénurie" oder „métiers très en pénurie" ze definéieren, déi ginn zesumme mat der UEL definéiert. A wéi Der am Text konnt liesen, gëtt do gekuckt, wéi vill Aarbechtssichend mer an engem Metier hunn, wéi vill oppe Poste gemellt sinn an dann den Taux vun den Offeren, déi vun engem Kandidat besat ginn. An dofir ass et immens wichteg, datt och alleguer d'Patronen hir Posten deklaréiere bei der ADEM, fir dass mer déi „métiers en pénurie" sou definéiere kënnen, datt déi Beruffer do och alleguerten dra sinn. Wann d'Posten net gemellt ginn, da kënne mer se och net op déi Lëschten huelen. Duerfir nach eng Kéier en Appell un d'Patronen: Mellt Är Poste bei der ADEM!

Voilà, dat Gesetz hei, dat mécht eisen Aarbechtsmarché méi mënschlech, fërdert d'Integratioun an ass och gutt fir eis Ekonomie. Fir nach op d'Froe vun dem Här Graas ze äntweren, wat eis zwou Administratiounen, d'ADEM an d'ITM, ugeet: Jo, et ass richteg, ëmmer méi Missioune kommen op si duer. Dat mécht natierlech och, dass den Aarbechtsvolumen an d'Luucht geet. A mir brauchen och nach ëmmer konstant Leit, fir deene Missiounen do kënne gerecht ze ginn. Mir kréien der heiansdo net genuch, mee fir de Moment geet et awer duer, fir datt mer deene Missiounen hei kënnen elo mol an enger Ufanksphas gerecht ginn. Wa mer déi néideg Leit kréien, och an Zukunft.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8227. Den Text steet am Document parlementaire 8227[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8227 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, MM. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, datt mer de Projet de loi 6539A iwwert d'Modernisatioun vum Droit de faillite an de Projet de loi 8007 iwwert déi kommerziell Societéiten, déi fir muer de Mëtteg um Ordre du jour waren, direkt elo no dem 7949 géifen op den Ordre du jour huelen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7949 – Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs

Da kéime mer elo zum Projet de loi 7949 iwwert de Schutz géint sexuelle Mëssbrauch. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass méi en déifgräifende Sujet de Mëtteg, dee mer hei behandelen, dofir erlaabt mer wannechgelift e puer Wierder, fir an de Sujet anzeféieren.

Am 7949 geet et ëm d'Bekämpfung vum Abus sexuel an déi sexuell Ausbeutung vu Mannerjäregen, dat heescht, vu Kanner a vu Jugendlechen. Wéi et déi lescht Woch kloer ginn ass, dass mer et géife packen, dësen Text nach ze stëmmen, hunn ech a mer gespuert, wéi wichteg mer déi Fro ass. Ech si besonnesch houfreg, bei dësem gesellschaftspolitesch wichtege Gesetzesprojet als Rapporter d'Wuert kënnen ze ergräifen. Et geet och hei ëm Gerechtegkeet, et geet ëm de Schutz vun deene Vulnerabelsten, nämlech déi Mënschen, déi vun anere Mënsche mëssbraucht ginn.

Ech hunn déi Diskussioun a Frankräich schonns verfollegt gehat, Artikelen a Bicher gelies, mee virun allem hunn ech a Gespréicher mat Frënn a Professionellen aus dem Secteur zu Lëtzebuerg héieren, wéi heefeg den Abus vun de Kanner ass, wéi perfid en ass, wéi e Schued déi haut erwuesse Persounen am Alldag mat sech droen, jorelaang, jo, joerzéngtelaang no de Faiten.

Och hunn ech héieren, wéi schwiereg et ass, als Affer de Courage, d'Kraaft, ze fannen, fir driwwer ze schwätzen. Wéi schwiereg et ass, sech Hëllef ze huelen, nodeems ee laang gesicht huet, wisou ee Schwieregkeeten huet a sengem Liewen, fir et ze meeschteren. Ech hunn héieren, jo, dass déi Persounen als erwuesse Mënsche weider Affer sinn an oft an hirer Famill marginaliséiert ginn, weider un de Rand gedréckt ginn oder quasi ausgeschloss ginn, jo, ausgeschloss sinn. Firwat? Well se geschwat hunn, well se de Papp, de Monni denoncéiert hunn, well se erausfonnt hunn, dass et net richteg war, dass dee Frënd vun den Elteren, dee reegelméisseg sonndes op Besuch komm ass, nom Mëttegiesse mat op hiert Zëmmer gaangen ass, fir sech un hinnen ze vergräifen; dass dat nëmme méiglech war, well déi eegen Elteren et zougelooss hunn an e Stack drënner an der Wunneng waren, zu deem Moment, wou e Frënd hiert eegent Kand mëssbraucht huet a si hiert eegent Kand net geschützt hunn, grad de Géigendeel: et ausgeliwwert hunn!

Déi ëffentlech Diskussioun huet mat sech bruecht, dass vill Persounen am Frëndeskrees sech getraut hunn, ze schwätzen an ze soen, wat hinnen an hirer Kanner- a Jugendzäit passéiert ass. Wéi mer et ewell wëssen, ass den Täter ganz oft an der Famill oder am enke Frëndeskrees vun der Famill ze fannen. A ganz oft gëtt et an der Famill Leit, déi Bescheed wëssen, déi et geschéie gelooss hunn; Mammen, déi wëssen, wat de Papp mat de Kanner mécht, mee wéinst dem Familljefridde respektiv wéinst der finanzieller Ofhängegkeet hu se näischt gesot.

Selwer hunn ech mech mat Leit iwwer hir Situatioun, wou si oder Geschwëster mëssbraucht goufen, kënnen austauschen, lauschteren, wat si gesot hunn. Als Kand, als Jonken traut ee sech oft jo net ze schwätzen. Gëtt mir gegleeft? Ass dat da wierklech sou schlëmm? Gëtt et elo Sträit an der Famill? Jo, sinn ech net souguer deen, deen d'Famill zerstéiert, wann ech schwätzen? A stinn ech dann net ganz eleng do? Verléieren ech meng Elteren alle béid? Gi si getrennt an ech si Schold dorunner?

Onerdrobar Suergen a Froe fir e jonke Mënsch, grad am Alter, wou hie seng Perséinlechkeet opbaut, Suergen, déi e Mënsch fir e Liewe laang fragiliséieren. An oft eréischt no laange Joren, nodeems de Mëssbrauch passéiert ass, gëtt den erwuessene Mënsch sech däers kloer a bewosst, wéi en Onrecht him passéiert ass.

D'Zuele vun enger Ëmfro zu Lëtzebuerg vun der Unicef vun 2014 soen, dass 13 % vun de jonke Fraen, deemools tëscht 18 an 29 Joer, Affer vu sexueller Gewalt waren, ier se 15 Joer haten. An eng Etüd vum Statec vun 2020 weist drop hin, dass vill Persounen, och wa se Affer vu Sexualgewalt sinn, sech net bei der Police melden. D'Orange Week am November all Joer ass dann och wichteg fir d'Sensibilisatioun vun eiser Gesellschaft, wat d'Problematik vun der sexueller Gewalt an dem Mëssbrauch vu Mannerjäregen ugeet.

D'Ministesch Sam Tanson huet de Gesetzesprojet 7949 de 17. Januar 2022 deposéiert an zwee Deeg drop an der Justizkommissioun presentéiert, zesumme mat der Proposition de loi 7850 vun der Kolleegin Nancy Kemp-Arendt vun der CSV zum selwechte Sujet. Ech gouf och dunn zum Rapporter bestëmmt. De Staatsrot gouf säin éischten Avis de 4. Juli dëst Joer, mer hunn en den 10. Juli analyséiert an eng Serie Amendementer ugeholl. Den Avis complémentaire krute mer e Freideg, de 14. Juli; domadder war déi lescht Hürd geholl, sou dass mer de Rapport konnten de 17. Juli unhuelen.

Ech wëll op dëser Plaz dem Nancy Kemp-Arendt ausdrécklech Merci soe fir hir Proposition de loi, déi mat an dëse Gesetzesprojet agefloss ass, de Gesetzesprojet vun haut, dee méi wäit geet, mir – also ech – droen hir Rechnung. D'Madamm Arendt ass au vu vun dësem Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo ofstëmmen, bereet, hir Proposition de loi zeréckzezéien – merci dofir –, dat ass mëttlerweil och scho formell geschitt.

Mir krute siwen Avise vum Gesetzesprojet niewent deenen dräi vum Staatsrot: d'Cour supérieure, d'Bezierksgeriichter aus der Stad a vun Dikrech, Parquet général, an déi aus der Stad a vun Dikrech, den OKaJu an d'kathoulesch Kierch. An den Avise gëtt d'Initiativ fir de Gesetzesprojet begréisst wéinst sengem Objektiv, den Abus sexuel an d'Ausnotzung vun de Mannerjäregen ze bekämpfen. D'Gesetzgeebung gëtt den haitegen Ëmstänn ugepasst, notamment un dat digitaalt Ëmfeld, a mer stellen d'Konformitéit hier am Code pénal mat der EU-Direktiv vun 2011 a mat der Konventioun vu Lanzarote. Begréisst ginn och d'Prezisioune vun enger Rei Notioune wéi „Consentement", „Penetratioun", „Atteinte à l'intégrité physique".

An den Avise vun de Juridictioune liese mer awer och Bedenken, wat d'Verlängerung respektiv d'Ofschafen a verschiddene Fäll vun der Verjärung ugeet. Och ginn do Iwwerleeunge geféiert, wat d'Erënnerung un d'Fakte laang Jore méi spéit ugeet. D'Porportionalitéit vun den neie Strofe par rapport zur Gravitéit vun den Infraktiounen gëtt och a verschiddene Fäll a Fro gestallt.

Genau zu deenen Iwwerleeungen ass et interessant, den Avis vun der kathoulescher Kierch ze liesen, well mat allem, wat an deene Kreesser geschitt ass, …

Une voix | Net nëmmen do!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | … baséiert hiren Avis op dem Opschaffen an hirem Centre d'accueil zënter 2010, also wäit méi wéi zéng Joer, hei zu Lëtzebuerg – d'Centres d'accueil vum Mëssbrauch duerch Kiercheleit. An deem Avis gëtt ausdrécklech begréisst, dass d'Verlängerung vun de Verjärungsfristen an d'Ofschafung dervu bei de schlëmmste Crimmen u Mannerjäregen agefouert gëtt.

Den OKaJu huet säin zweeten Avis den 13. Juli formuléiert. Hie begréisst d'Clause „Romeo a Julia", mee huet Bedenken, wat den Altersënnerscheed vu véier Joer ugeet. Dem OKaJu wär dräi Joer léiwer gewiescht an e wier frou gewiescht, wa se net iwwer 18 Joer gaange wier, dem Alter vun der Majoritéit. Weider ass déi Clause a sengen Ae schwiereg ze applizéiere bei schwéieren Infraktiounen, well se implizitt kann op e Consentement zu senger eegener Ausnotzung schléissen, deen e Mannerjäregen ënner 16 Joer per Gesetz awer net ka ginn.

Ëm wat geet et elo prezis am Gesetzesprojet? De But ass, e legale Kader ronderëm sexuell Gewalt a sexuellen Abus ze schafen, virun allem géigeniwwer Kanner, souwuel online wéi offline, fir dee Kader ze stäerken. Et ginn also eng Rei Modifikatioune vum Code pénal a vum Code de procédure pénale proposéiert, déi zu enger Konformitéit mat der Konventioun vu Lanzarote féiert an mat enger EU-Direktiv iwwer sexuell Abusen an Exploitatioun vu Kanner, wou mer déi garantéieren.

Och gëtt sech um rezente belsche Gesetz inspiréiert, wat d'Dispositiounen iwwer sexuell Gewalt am Code pénal grondleeënd ofännert. Dëse Projet de loi soll als éischt emol d'Notioun vum „Consentement zu engem sexuellen Akt" verdäitlechen, andeems en neien Artikel 371-2 de Consentement definéiert an déi Prinzippien, déi d'Jurisprudenz haut applizéiert, textuell festhält. Esou ass et zum Beispill virgesinn, dass de Consentement unhand vun den Ëmstänn vun der Affär appreciéiert gëtt an dass en net ka vun der Absence de résistance vum Affer ofgeleet ginn, nom Motto: „Du hues jo näischt gesot, also waars du d'accord."

Et ass preziséiert, dass de Consentement all Moment kann zréckgezu ginn, virdrun oder wärend dem Akt.

Den neien Artikel preziséiert och, dass e Mineur kee Consentement zu engem sexuellen Akt ka ginn, eebe grad well et e Mannerjäregen ass, dee kee Consentement éclairé ka ginn. Dat heescht, dass souguer, wann e Mineur géif soen, dass en averstanen ass, dat keng Inzidenz op d'Strofdot huet, vu dass et sech ëm en net gültege Consentement handelt. Hors contexte incestueux bezitt sech dëse Prinzipp op Mineure vu manner wéi 16 Joer, dat ass den Alter vun der Majorité sexuelle, deen et haut scho gëtt; am Contexte incestueux viséiert en all Mineur.

Mir schafen awer eng Ausnam zu dësem Prinzipp hors cadre incestueux, andeems mer déi sougenannte „Clause Romeo et Juliette", déi och a Frankräich an an der Belsch existéiert, aféieren. Dat heescht, datt mir virgesinn, dass e Jugendlechen tëscht 13 a manner wéi 16 Joer kann e valabele Consentement ginn, wann den Altersënnerscheed mat der anerer Persoun net véier Joer iwwerschreit.

Mat dëser Dispositioun droe mir net nëmmen der Konventioun vu Lanzarote an de Recommandatioune vun deem Kommitee Rechnung, mee och enger Observatioun vum Staatsrot, deen eng Inkohärenz opwerft, dass sech mam zukünftege Jugendstrofgesetz zwee Jugendlecher tëscht 13 a manner wéi 16 Joer, déi eng agewëllegt sexuell Relatioun hunn, sech alle béid kéinte strofbar oder géife strofbar maachen. Soumat ginn dës sexuell Relatiounen net méi automatesch als Strofdot ugesinn, wat natierlech awer net heescht, dass déi sexuell Relatioun, Handlung, erlaabt ass. Wann ee vun de Protagonisten net averstanen ass, kann deen aneren, den Täter, nach ëmmer bestrooft ginn. Et geet hei drëms, géigesäiteg agewëllegt sexuell Relatiounen tëschent Jugendlechen, déi e minimen Altersënnerscheed hunn, eeben net automatesch ze kriminaliséieren.

Da soll och den Term „Attentat à la pudeur", also eng sexuell Handlung, bei där keng Penetratioun wéi beim Viol virläit, duerch den Term „Atteinte à l'intégrité sexuelle" ersat ginn, vu dass de Wäert, deen et gëllt ze schützen, méi d'Recht op sexuell Autodeterminatioun an Integritéit ass wéi d'Pudeur, wéi se an der Ëffentlechkeet opgeholl gëtt. Den Term „Attentat à la pudeur" gëtt net méi an eisen Nopeschlänner benotzt; a Frankräich säit 1994 net méi, do gëtt vun enger Atteinte sexuelle an enger Aggression sexuelle geschwat; an der Belsch ass den Term och ofgeschaf.

De Viol vun engem Mineur, de Viol incestueux vun engem Mineur an d'Atteinte à l'intégrité sexuelle incestueuse géintiwwer engem Mannerjärege ginn och elo zu autonomen Infraktiounen, bei deenen och Strofen eropgesat ginn. Stand haut sinn dës Faiten nämlech – ënner Gänseféisercher – „nëmme" Circonstances aggravantes, a mat der Autonomisatioun vun dësen an dem Eropsetze vun de Strofe soll d'Gravitéit vun deene Strofdoten nach emol ervirgehuewe ginn.

Wann elo den Inzest am Kader vun enger sexueller Handlung géintiwwer engem erwuessenen Affer begaange gëtt, applizéiert sech den aktuellen Artikel 377 vum Code pénal, deen dann och au vu vun dësen autonomen Infraktiounen adaptéiert gëtt. De Champ d'application vun der Vergewaltegung, vum Viol a vun der Atteinte à l'intégrité sexuelle gëtt preziséiert an erweidert, fir dass et och kloer ass, dass déi Infraktioune souwuel offline wéi och online kënne begaange ginn an eng Panoplie vu Situatiounen ofgedeckt sinn, bei deenen d'Jurisprudenz sech net ëmmer eens ass.

Sou steet elo kloer an de relevanten Artikelen, dass de Viol an d'Atteinte à l'intégrité sexuelle net nëmme kënne bestrooft ginn, wann den Täter dem Affer eng sexuell Handlung imposéiert, mee och, wann den Täter d'Affer derzou brëngt, eng sexuell Handlung auszeüben, sief dat um Kierper vum Täter, um Kierper vum Affer selwer oder um Kierper vun enger Drëttpersoun.

Aner wichteg Prezisiounen: Bei den Artikelen iwwert de Viol gëtt preziséiert, datt den Acte de pénétration sexuelle net nëmmen d'Penetratioun vum oder mam Geschlechtsdeel ass, mee all Penetratioun à connotation sexuelle, wéi zum Beispill am Mond oder och rektal respektiv mat anere Kierperdeeler oder Objeten. Bei der Atteinte à l'intégrité sexuelle gëtt, wéi et haut scho beim Viol de Fall ass, preziséiert, dass se duerch egal wéi e Moyen ka begaange ginn. D'Element vun der Absence de consentement, wat aktuell net an der Incriminatioun vum Attentat à la pudeur steet, gëtt hei och agefüügt. D'Mentioun, dass d'Affer „de l'un ou de l'autre sexe" ka sinn, gëtt gestrach, fir dass kloer ass, dass intergeschlechtlech Persounen a Persounen, déi dem drëtte Sexe ugehéieren, och ënnert dës Dispositioune falen.

D'Strofdoten am Kader vum Inzest mat Männerjärege gesinn eng Lëscht vu Persoune vir, déi Täter vun esou enger Infraktioun kënne ginn. Dës Lëscht ass och en Novum an – wichteg an dësem Gesetz – gëtt large formuléiert. Et geet méi wäit wéi déi aktuell, fir dass net nëmmen d'Familljemembere sech

strofbar maache kënnen, mee och aner Bezuchs- a Vertrauenspersoune vu Mannerjäregen, zum Beispill déi Leit, déi vun hirem Beruff aus eng Autoritéit iwwer e Mineur hunn, wéi zum Beispill Enseignanten, Sportstrainer oder Leit, déi reegelméisseg op de Mineur oppassen, wann d'Elteren net do sinn.

Zum Schluss gëtt den Artikel 383bis vum Code pénal iwwert d'Fabrikatioun vum pedopornografesche Material preziséiert, fir eng konform Transpositioun vun der Direktiv 2011/93 ze garantéieren.

Am Code de procédure pénale – ech kommen zu deene leschte Punkten, Här President –: D'Verjärungsfriste vu verschiddene Strofdote géintiwwer Mannerjärege ginn eropgesat. Grond dovun ass, dass d'Affer vu sexuelle Strofdoten – virun allem mannerjäreg Affer – oft eréischt spéit realiséiere bezéiungsweis sech iwwerhaapt erënneren, wat hinne geschitt ass. De Phenomeen vun der Amnésie traumatique, deen och vun der WHO unerkannt ass an als Trouble de stress post-traumatique agestuuft ka ginn, mécht, dass dat traumatescht Erliefnis aus der Mémoire consciente vum Affer verschwënnt. D'Affer realiséieren also eréischt spéit, wat passéiert ass, ënner anerem duerch eng Therapie, a wa se eng Plainte wëlle maachen, ass et bis ewell oft ze spéit, well d'Verjärungsfrist ofgelaf ass. Generell muss een ervirhiewen, dass mir verschidde méi laang Verjärungsfristen op eng gestaffelt Aart a Weis virgesinn.

Wat d'Crimes ubelaangt, do schaaft eise Projet de loi eng Imprescriptibilitéit beim Viol vun engem Mineur a bei engem Viol incestueux vun engem Mineur. Do gëtt et keng Verjärung méi.

Bei anere Crimme gëtt d'Verjärungsfrist, déi ab der Majoritéit vum Mannerjärege leeft, vun 10 op 30 Joer eropgesat, an zwar bei der Atteinte à l'intégrité sexuelle mat Violence a Menace, am Kader vum Inzest souwéi och am Fall vun enger Genitalmutilatioun. D'Infractioune vu Coups et blessures a Privation d'aliments géint ee Mineur vu manner wéi 14 Joer ginn dann och elo op d'Lëscht vu Strofdoten agefüügt, fir déi d'Verjärungsfrist vun zéng Joer ab der Majoritéit vum Kand eréischt uleeft.

Bei den Delikter gëtt d'Verjärungsfrist vu fënnef op zéng Joer eropgesat fir Strofdoten, bei deenen den Delai och schonn haut ab der Majoritéit leeft. D'Verjärungsfrist gëtt dann op 20 Joer eropgesat am Fall vun enger Atteinte à l'intégrité sexuelle géigeniwwer Mannerjäregen. Et sief bemierkt, dass, conformement zu eisem legale Kader, dës nei Verjärungsfriste sech direkt – direkt! – ab dem Akraaftriede vum Gesetz applizéiere kënnen, soudass sexuell Strofdoten, déi virun dem Akraaftriede vum Gesetz begaange goufen, och ënnert dës nei Delaie falen.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem wichtege Gesetzesprojet, mat deem mer de Schutz vun de Kanner a Jugendleche viru sexueller Gewalt stäerken an e kloert Zeeche setzen, dass eis Gesellschaft op der Säit vun den Affer steet. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Richteg gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Charles Margue, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen, mee virun allem exzellente mëndleche Rapport. An et wier eigentlech gutt, wann déi lescht zéng, zwielef Minutten, wou hie geschwat huet, déi 650.000 Leit, déi am Land wunnen, dat matkritt hätten. Net, well et den Här Margue ass, mee well dat hei eppes ass, wat d'Leit am Alldag concernéiert an, ech mengen, 90 % vun de Leit guer net wëssen, wat dat Gesetz hei bedeit.

An erlaabt mer, Madamm Minister … Sou wichteg dat Gesetz hei och ass, et muss een och déi Wichtegkeet no baussen de Leit vermëttelen, fir dass se sech net an hirem Alldag, vläicht zum Deel ongewollt, a Situatioune befannen, wou se net wëssen, wat fir enge Strofdote si sech eventuell exposéiert hunn.

Well Dir sot richteg, Här Margue … an Dir hutt dat beschriwwe mat Ärer Weisheet aus Situatiounen, déi sech a verschiddenen Haiser – an ech mengen, ech kommen herno nach dorobber zréck, dat ass net nëmmen an eenzelen Haiser – am Alldag erëmspigelen. Well de sexuelle Mëssbrauch, dat ass eng schlëmm Strofdot, andeem d'Leit eigentlech wäit iwwert den Akt selwer laang an hirem Liewen dermat ze kämpfen hunn, an dat zielt besonnesch beim sexuelle Mëssbrauch vu Mannerjäregen.

An dass dat, wéi Dir dat richteg beschriwwen hutt, eigentlech vill méi dacks virkënnt, wéi d'Leit dat dobaussen am Kapp hunn, dat ënnersträichen d'Zuelen; Dir sidd op eenzelner agaangen. Ech hu gëschter Owend déi Ried hei virbereet, wou ech selwer – ech soe ganz éierlech – erféiert war. Nämlech ass dem Conseil de l'Europe no eent vu fënnef Kanner – eent vu fënnef Kanner, dat sinn 20 %! – an Europa Affer vu sexueller Gewalt. An an 80 % vun de Fäll – dat ass dat, wat u sech nach méi schlëmm ass – sinn d'Kanner sech souguer bewosst, wien den Täter ass. 80 %! Dat musst Der Iech virstellen! An déi Zuelen, déi sinn einfach erschreckend.

An da kënnt Der soen: „Jo, dat ass Europa", mee zu Lëtzebuerg selwer – den Här Margue ass agaangen op d'Zuele vun dem Statec –, do ass och eng vu fënnef Persounen – dat sinn 20 %! –, Affer vu physescher, sexueller an och psychologescher Gewalt. Dat ass dat, wat de Statec ermëttelt huet. An ech mengen, dass déi Donkelziffer nach vill, vill méi héich läit. Dofir ass dat hei e politescht Gesetz, wat eng enorm wäit Tragweit huet.

An d'Schwieregkeet, ech mengen, dat ass virun allem eng politesch; de Conseil d'État huet dat och ënnerstrach: Dat ass, en Equiliber ze fannen zwëschent dem Schutz vun dem Affer, Ofschreckung, an anererséits awer och, a ganz penibelen a schwierege Situatiounen, d'Ofweie vun elementare Rechtsprinzippie wéi der Onscholdsvermutung an dem Schutz vun der Privatsphär vun den eenzelne Leit. Ech soen dat ganz éierlech, och zwee Deeg virum leschte Chambersdag: Ech mengen, dass deen Equiliber hei richteg getraff gouf. Ech hat selwer d'Chance virun, mengen ech, iwwer zwielef Joer, Rapporter ze sinn vun deem viregte Gesetz vun dem Schutz géint sexuell Gewalt, wou eenzel Adaptatiounen an dem Code pénal gemaach goufen.

Ech sinn och frou – soen ech ganz éierlech –, dass ech selwer mat der Justizministesch viru ronn 14 Deeg iwwer eppes eens gouf, wat och eng politesch Fro ass, nämlech d'Aféierung vun der sougenannter – de Charles Margue ass drop agaangen – Clause „Roméo et Juliette". Dat heescht, wéi wäit ech kann agewëllegt sexuell Akten zwëschent Mannerjäregen oder zwëschent enger Persoun an engem Mannerjäregen – ech widderhuelen: agewëllegt sexuell Akten, well d'Welt geet och virun, se ass net 1945 stoe bliwwen – aus dem Strofrecht eraushuelen. Ech kommen herno nach dorobber zeréck.

Mir begréissen also, Dir Dammen an Dir Hären, ausdrécklech, dass d'Sexualstrofrecht moderniséiert gouf, dass et, wéi de Charles Margue et gesot huet, net nëmmen enger internationaler Konventioun vu Lanzarote Rechnung dréit, mee och enger europäescher Direktiv.

Erlaabt mer och, hei an dem Plenum nach eng Kéier Merci ze soen der Madamm Nancy Arendt épouse Kemp, well si och weesentlech zu der Ausriichtung vun dësem Gesetz bäigedroen huet, andeem se fréizäiteg eng Proposition de loi deposéiert huet. An déi Quintessenz vun hirer Proposition de loi, déi iwwert de Schutz vun den Affer vu Sexualstrofdote gaangen ass, déi fënnt sech awer an dësem Gesetzestext erëm, och wann d'Madamm Arendt op eenzelne Punkten méi wäit – net zu Onrecht – wollt goen.

Dass dat Theema hir wichteg ass, dat huet se och ënnerstrach, andeem se ënner anerem eng Interpellatioun viru ronn zwee Joer ugefrot hat hei an dem Plenum, wou ausdrécklech driwwer diskutéiert gouf a wou och eng ganz Rei vu Motioune vun hir presentéiert goufen. Erlaabt mer, hir dofir am Numm vun eiser Fraktioun – an ech huelen dann de Rapporter mat ran – ausdrécklech Merci ze soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Wichtegst ass eigentlech, dass d'Leit dobaussen d'Tragweit vun dësem Gesetz matkréien a wat dat och konkreet heescht. Ech weess, dass mer dat haut de Mëtten net onbedéngt hikréien, mee erlaabt mer just, an deenen nächsten zéng Minutten trotzdeem op eenzel – ech soen – Bestëmmungen anzegoen, déi d'Leit dobausse vläicht guer net esou matkréien.

Dat éischt ass: An dësem Gesetz kënnt eng kloer Bestëmmung vun deem, wat de „Consentement" heescht, also d'Awëllegung zu enger sexueller Handlung. An do muss eigentlech, mengen ech, wéi a verschiddene südeuropäesche Staaten, notamment a Spuenien, de Jo zur Awëllegung e klore Jo sinn. Dir hutt matkritt, dass sech op enger beléifter spuenescher Vakanzendestinatioun an der leschter Zäit gréisser Problemer gestallt hunn. „Sí" – ech si kee Spueneschlinguist, mee „sí", dat heescht e klore „Sí". Dat heescht, dat ass net e „Jo, et war awer keen Neen". Neen, de Jo muss e klore Jo sinn!

An d'Gesetz gesäit och kloer vir, dass, wann am Ufank vun enger sexueller Awëllegung de Jo do war an en ass wärend deem sexuellen Akt kee Jo méi, jo, dann ass et en Nee, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. An et kann een also net soen, dass, wann am Ufank keng „résistance physique", also eng physesch Resistenz, do war, da bis zum Schluss vun där sexueller Handlung de Jo nach ëmmer ginn ass, mat alle Konsequenzen, déi dat fir deen een a fir deen aneren Acteur mat sech bréngt.

En zweete Punkt ass deen, dass – de Rapporter huet et gesot – een net méi vun engem Ugréff op d'Schimmt schwätzt, engem Attentat à la pudeur, wéi dat bei ganz villen eelere Penalisten – an ech gesinn de Guy Arendt als Batonnier hei sëtzen, d'Madamm Simone Beissel – ëmmer gesot gouf, mee dat ass eng Atteinte à l'intégrité sexuelle. Och do gëtt den Akt vun der Vergewaltegung, also vun dem Viol, vill méi breet gefaasst. Also, et ass eigentlech „toute pénétration à connotation sexuelle", dat geet wäit. Do ass der Virstellungskraaft vun de Sexualtäter heiansdo keng Grenze gesat, a mir fannen et dofir richteg, dass och de Gesetzgeeber e Rigel virgesäit, fir alles ze ëmfaassen, fir dass net opgrond vun der strikter Applikatioun, déi d'Strofrecht huet …, well Dir wësst, dass just dat, wat ausdrécklech an dem Strofrecht verbueden an incriminéiert gëtt, ka poursuivéiert ginn. Hei gëtt déi Definitioun vun dem Viol méi breet gefaasst

an duerfir ass et och normal, dass, wann am Alldag déi Virstellungskraaft vu Sexualtäter méi breet gëtt, dann och d'Gesetz muss deementspriechend nozéien.

Mir hate länger Diskussiounen an der Kommissioun. Dat ass och esou, dass net nëmmen Akte sinn um Kierper vun dem Affer, mee dat kënnen och Akte sinn, déi gezwonge sinn um Kierper vun dem Täter oder souguer un Drëttpersounen, mat alle Méiglechkeeten, déi een do an dem Sexualstrofrechtsspektrum kann hunn.

Dann ass de Rapporter drop agaangen, dass e besonnesche Schutz do ass fir d'Mannerjäreg – woubäi ee bei der Ëmfaassung vu „Mannerjäreg" natierlech ënnerschiddlecher Meenunge ka sinn. An et gesäit een och, wann een … Et war en Artikel am Lëtzebuerger Wort virun zwee, dräi Deeg, wou ee gesäit, dass de Sexualstrofrechtsalter souguer an der Europäescher Unioun zwar net weesentlech, mee awer am Alter ganz staark variéiert, soudass een do keng honnertprozenteg Wëssenschaft huet. Ech mengen, mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg fir e Mëttelwee, e relativ strenge Mëttelwee, agesat a mir kënnen och do d'Justizministesch op deem Punkt ausdrécklech ënnerstëtzen.

Dat selwecht zielt, fir dass an Zukunft den Inzest – dat heescht, wa sexuell Akten, sexuell Handlunge bannent enger Famill bis zum drëtte Grad erfollegen – net méi als sougenannt „circonstance aggravante" gezielt gëtt, mee dass dat als eegestänneg Strofdot virgesinn ass. An do kommen ech zréck op dat, wat de Charles Margue eigentlech am Alldag beschriwwen huet: Woubäi dat och vläicht kulturell guer net esou schlëmm an den eenzelne Familljen ugesi gëtt, ech soen, vläicht zum Beispill als „normal" heiansdo, leider „normal" ugesi gëtt. Dat ass hei mat enger eegestänneger Bestëmmung an dem Code pénal elo ausdrécklech verbueden. An ech mengen, dat ass net nëmmen eng Ofschreckung, mee et ass kloer, dass de Legislateur an alleguerten déi Leit, déi dat Gesetz hei stëmmen, kloer soen: „Dat do geet am kulturelle Lëtzebuerg net! Dat do geet net bei eis an der Gesellschaft!" Well d'Strofrecht ass jo en Ausdrock vun där Moral a vun deene moralesche Wäerter, déi eng Gesellschaft sech setzt, an dësem Fall de Legislateur. Dat kënne mer also ausdrécklech ënnerstëtzen.

Gradewéi mer och kënnen ënnerstëtzen, dass et als erschweerenden Tatbestand ugesi gëtt, wann ech eng sexuell Handlung hunn net méi mat enger Persoun, déi manner wéi eelef Joer al ass – well dat ass de System, deen elo zënter zwielef Joer a Kraaft ass –, mee mat enger Persoun, déi manner wéi 13 Joer al ass.

Dann hu mer laang diskutéiert iwwert déi sougenannt „Preskriptioun", dat heescht d'Verjärungsfristen. Ech soe ganz éierlech: Mir selwer als Fraktioun hate meerheetlech op deem Punkt ëmmer eng aner Approche. Firwat? Mir sinn dervun ausgaangen, dass eng gewësse Proportionalitéit misst bestoen zwëschent Akten, déi um Niveau vu Sexualtäter bestinn, an zum Beispill anere Akten, wéi e Mord. Dat ass eppes, wat ee juristesch muss vläicht och ënnerschiddlech bewäerten.

Ech soen awer ganz kloer, dass mir derhannert stinn, dass déi Verjärungsfristen, éischtens, verlängert goufe fir eenzel Akten um Niveau vu Sexualstrofdoten an dass se och, och wann dat vläicht an engem klassesche juristesche Verständnis …, et si jo eng Rei vu eeleren Affekoten hei …, fir ze soen: „Hunn ech op eenzelnen Akten eng Impreskriptibilitéit? Dat heescht, hunn ech eng Verjärungsfrist, déi eigentlech ni kann erfalen?" Ech soe kloer: An eiser Fraktioun sti mir eent zu eent derhannert, dass, wann ee Sexualstrofdoten géint Mannerjäreger mécht vun enger gewëssener Gravitéit, do keng Preskriptioun méi ka spillen, dass déi och kann iwwer 30 Joer erausgoen. Mir stinn als CSV eent zu eent do derhannert. An dat ass jo och net bei eis en Eenzelfall. Ech mengen, et gëtt och en Ëmdenken a ganz villen Nopeschlänner – notamment a Frankräich ass dat komm. An ech mengen, duerfir wier et net richteg, wann ee sech hei géif klassesch Prinzippie vun der Strofrechtsprozedur zu eege maachen, fir ze soen: „Mee dat do kann net sinn!"

Well et ass jo esou, dass eng Sexualstrofhandlung – an dat ass eigentlech de sprangende Punkt – beim Affer eng extreem Blessur hannerléisst an d'Affer, besonnesch wann et mannerjäreg ass, dat vläicht a sengem mannerjäregen Alter guer net zu 100 % erfaasst an zweetens, dass et an de Joren no senger Majoritéit guer net de Courage huet – opgrond, zum Beispill, vu familiäre Lienen, zum Beispill opgrond vun engem Lien, deen et mat dem Täter huet; ech hu virdru gesot, dass 80 % vun de Mannerjäregen hiren Täter selwer kennen –, fir dat matzedeelen. An d'Madamm Arendt huet mat Recht dorobber higewisen, och vläicht aus hirer Kenntnis aus hirem fréiere grousse Sportlerliewen, dass …

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Net just am Sport, Här Roth, net just am Sport!

M. Gilles Roth (CSV) | Net just am Sport, mee och am Sport!

… et do kann ënner Leit, déi eigentlech – ech soen – e Verhältnis hunn, wou se enger Persoun ënnerstinn …, well déi net de Courage hunn, aus engem Leeschtungsdrock oder engem aneren Drock eraus, fir dat ze denoncéieren, an duerfir fanne mir dat richteg.

An dat hei geet extreem wäit, an ech mengen, dat muss ee ganz kloer soen: De Charles Margue huet drop higewisen, dass an eenzelne Situatiounen hei Leit bis zu hirem 48. Liewensalter kënnen Denonciatioune maachen. Jiddweree weess, natierlech mat alle Progrèsen, déi um Niveau vun ADN an aneren Investigatiounsmethode komm sinn, dass et, wat et méi laang dauert, ëmmer méi schwiereg ass, fir déi Strofdoten nozeweisen. Op jidde Fall, hei priméiert dann den Afferschutz virun der normaler Strofprozessuerdnung.

Ech kommen zum Schluss an op e leschte Punkt: dass d'CSV sech derfir agesat huet, dass déi sougenannte Clause „Roméo et Juliette" géif an dësem Text hiren Afloss kréien. Ech explizéiere mech och. D'Fro ass déi: Et ass eigentlech de Prinzipp mat deem neie Gesetz, dass, wann een eng Relation sexuelle huet mat enger Persoun, gläich welleche Geschlechts, déi manner wéi 16 Joer huet, dass dat presuméiert ass, also ugesi gëtt wéi eng Vergewaltegung.

Dat kann natierlech zu Situatioune féieren – dat musse mer soen –, dass – e klassescht Beispill an engem Lycée – „consentant", dat heescht mat der Awëllegung, eng Persoun vun 18 Joer – ech soen –, déi op 2e ass, mat enger Persoun vu 14 Joer eng Relatioun huet, well se einfach eng Léift ee vis-à-vis vun deem anere verspieren. Dat ass keen Eenzelfall. Stellt Iech elo mol just vir, dass e Professer oder eng Léierpersoun, déi an deem Lycée ass, dat gesäit. Déi weess, dass déi zweet Persoun manner wéi 18 Joer huet. Da misst déi eigentlech eiser Strofprozessuerdnung no opgrond vum Artikel 23 vum Code de procédure pénale dat dem Parquet matdeelen – woubäi déi zwee eng Léift vis-à-vis vunenee verspieren. Dir kënnt Iech jo virstellen, zu wat dat féiert: éischtens den Drock, deen op dem Corps enseignant läit, den Drock, deen op der Direktioun läit, den Drock, deen op den Eltere vun deem engen a vun deem anere läit, a virun allem den Drock, deen op deenen zwee jonke Leit läit.

An de franséische Justizminister, den Här Dupond-Moretti, den Homolog also vun der Madamm Tanson, deen huet gesot, dass se net wéilten den „amour consentant entre adolescents" penaliséieren. An ech mengen, dat ass och eppes, wou mer e gudde Kompromëss fonnt hunn. A Frankräich däerf deen Altersënnerscheed net iwwer fënnef Joer sinn. Mir sinn eis eens ginn, loosse mer soen, op véier Joer, an ech fannen, dass dat eng räsonabel Approche ass. Wichteg ass fir eis als CSV virun allem, dass déi Clause Agank an eis Gesetzgeebung fonnt huet. An et ass jo net, wéi mer dat einfach elo sou erfonnt hätten, mee de Charles Margue huet mat Recht dorobber higewisen, dass déi international Konventioun vu Lanzarote och d'Sensibilitéit vun deene Memberstaaten, déi dat ënnerschriwwen hunn, muss ënnersträichen.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e wichtegt Gesetz. Ech hoffe just, dass déi Tragweit op eng einfach a verständlech Aart a Weis de Leit bei eis am Land matgedeelt gëtt, well et ass och net gutt, wa mer hei an der Chamber Strofgesetzgeebunge stëmmen, wou d'Leit herno soen: „Merde, dat do, dat wousst ech net!" Dat muss een einfach esou soen, an ech mengen, et wier gutt, wann een, egal wien an enger nächster Regierung Verantwortung dréit, op eng einfach Aart a Weis de Leit déi Haaptbestëmmunge vun deem Gesetzesprojet hei géif matdeelen.

Op jidde Fall kënne mir dat hei eent zu eent ënnerstëtzen, an duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll och ech dem Rapporteur Charles Margue villmools Merci soe fir säi ganz ausféierleche schréftlechen, awer – an ech schléisse mech do mengem Virriedner un – och mëndleche Rapport. Villmools merci dofir. Sexuelle Mëssbrauch a Vergewaltegung kënnen iwwerall passéieren. Et ass net ëmmer de Friemen an der donkeler Gaass. Ganz oft ass en Täter eng Persoun, déi dem Affer nosteet, eng Vertrauenspersoun, jo, souguer e Member aus der eegener Famill.

Mam Text, dee mir haut wäerte stëmmen, stäerke mir eist Gesetz bei sexuellem Mëssbrauch, ganz besonnesch bei Mannerjäregen. Den aktuelle legale Kader gëtt mat de Modifikatioune vum proposéierten Text un dat europäescht Recht an un d'Konventioun vu Lanzarote souwuel technesch wéi och juristesch ugepasst.

Ugefaange mat enger Ännerung an der Teminologie, wou den Terme „attentat à la pudeur" duerch „atteinte à l'intégrité sexuelle" ersat gëtt. Op den éischte Bléck ass et just eng kleng semantesch Ännerung, mee et ass eng wichteg Ännerung, déi den Affer an deem, wat tatsächlech passéiert, Rechnung dréit. Wat attackéiert gëtt, ass net d'Pudeur, d'Sittlechkeet, déi als Moralbarometer an eiser Gesellschaft funktionéiert. Mam Terme „intégrité sexuelle" erfaasst den neien Text déi betraffe Persoun, den Individuum, deen duerch eng Atteinte vun engem aneren zum Affer gëtt.

Mir sinn och frou, dass de Consentement, also d'Awëllegung bei Geschlechtsverkéier, mat dësem neien Text kloer definéiert gëtt. Als ee

vun den Haaptfacteuren ass et d'Awëllegung, déi den Ënnerscheed mécht tëschent gewolltem Geschlechtsverkéier an engem Viol. Dofir si mir frou, dass dëse Projet dee Prinzipp elo detailléiert definéiert an d'Krittären an der Jurisprudenz zu dësem Sujet och berücksichtegt. D'Awëllegung muss aus fräie Stécker sinn an dierf net mat Hëllef vun Drock, Gewalt oder Menacen erzwonge ginn. An och: Näischt ze soen, ass kee Consentement!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch frou si mer, dass et elo méi kloer a méi schwéier Strofe gëtt fir déi eenzel Infraktiounen. E Viol ass net méi rigid definéiert just duerch en Akt, wou en Täter sech un enger Persoun vergräift. Och aner Doten – wéi beispillsweis, wann e Mënsch gezwonge gëtt, beim Auteur eppes ze maachen, bei enger Drëttpersoun, oder och déi oder sech selwer ze mëssbandelen – sinn elo am Code pénal als eegestänneg Infraktioun opgeholl. Alles dat sinn Atteinten op déi sexuell Integritéit a mussen och bestrooft ginn.

Grad Kanner lafen hei e besonnesch grousse Risiko. Besonnesch Kanner verstinn an esou engem Fall net ëmmer, wat mat hinne passéiert. Si verstinn net, dass dat, wat mat hinne geschitt, net richteg ass. Si verstinn net, dass si e Recht hunn, Nee ze soen. Si erliewen eventuell e Loyalitéitskonflikt, well déi Persoun, déi hinnen dat undeet, eng Persoun ass, déi hinnen nosteet a bei där si sech eigentlech wuel fillen.

A genau doweinst ass et och esou wichteg, dass de Viol an dësem Text ganz kloer definéiert ass an dass och d'Konditioune vun der physescher Resistenz, d'Tatsaach also, dass ee sech muss gewiert hunn, well et soss net géif zielen, elo mat dësem Text eliminéiert gëtt. Kleng Kanner wiere sech net! Kleng Kanner kënne sech och net wieren. Si fannen e Wee, fir mat deem, wat mat hinne passéiert, ëmzegoen, mee fréier oder spéider realiséiere si, wat geschitt ass a si bleiwe fir hiert Liewe gezeechent.

Wéi schonn e puermol ugedeit, kommen d'Täter och aus dem Krees vun der Famill oder aus dem noe Verwandtekrees. Et ass dofir nëmme richteg, dass, éischtens, d'Lëscht vun de Persoune bei Inzest erweidert ginn ass, well grad am enke Familljen- a Verwandtekrees d'Kanner besonnesch vulnerabel sinn, an zweetens, dass den Inzest elo net méi just als „circonstance aggravante", mee als eegestänneg Infraktioun definéiert ass.

Fir d'Gesetz der haiteger Zäit unzepassen, war et och wichteg, d'Altergrenze bei sexuelle Kontakter ze adaptéieren. 16 Joer soll hei kloer d'Grenz bleiwen, woubäi mir natierlech och wëssen, dass 16 Joer haut net méi de Realitéiten entsprécht. Fir eis Kanner trotzdeem ze schützen a fir och ze evitéieren, dass sech Jonker strofbar maachen, obwuel e Kontakt op fräiwëlleger Basis passéiert, erméiglecht déi sougenannt „Romeo-et-Juliette-Klausel" eng gewëssen Toleranz. Dës Klausel verhënnert, dass sech jonk Mënschen duerch e béidsäiteg gewollte sexuelle Kontakt automatesch zu Stroftäter maachen. De Rapporter hat et virdrun erkläert: 13 Joer soll dobäi déi absolutt Limitt bleiwen.

A verschiddene Länner wéi Frankräich oder Kanada gëtt dës Klausel schonn applizéiert. Si gouf och vill diskutéiert. Argumenter géint dës Klausel ware beispillsweis, dass een d'Victimme fragiliséiert an d'Täter protegéiert. Hei ass et wichteg, nach eemol ze rappeléieren, dass virop ëmmer de Consentement als Facteur muss mat abezu ginn. Argumenter fir dës Reegelung si fir d'éischt emol d'Realitéit vu Relatiounen tëschent Jugendlechen, zum Beispill zwee Jonker vu 16 an 18 Joer, wou de jonken 18-Järege Poursuitte riskéiert huet a wou et och zu Verurteelunge mat all senge Konsequenzen op de Casier an domat och op d'Zukunft vun de Concernéierte komm ass.

Zu Poursuitten ass et och emol komm, wann Eltere mat der Bezéiung vun hirem Teenager net averstane waren a wou da probéiert ginn ass, iwwer strofrechtlech Poursuitten dës Bezéiung ze ënnerbannen. Mat der Romeo-et-Juliette-Klausel droe mir dësen Deriven an a priori net fondéierte Poursuitte Rechnung an erlaben deemno och enger jonker Koppel, eng fräi an net strofverfollegbar sexuell Relatioun ze hunn.

Här President, ech komme bei d'Verjärungsfristen. Als DP war et ons nach ëmmer wichteg, d'Verjärungsfriste bei enger Vergewaltegung ze verschäerfen. Mir si frou, dass mat dësem Text éischt Adaptatiounen an déi Richtung gemaach ginn. Ze vill Affer verbleiwen aktuell ouni Mëttel, fir juristesch géint en Täter virzegoen, dat just, well si net direkt iwwert dat, wat passéiert ass, wollten oder konnte schwätzen. Dofir ass et elo mol an e puer prezise Fäll, a besonnesch bei Mineuren, wichteg, dass d'Verjärungsfrist ugepasst oder och ausgesat gëtt.

Och dass se eréischt ab der Volljäregkeet ufänkt mat lafe mécht e groussen Ënnerscheed. Ech géif gären d'Bezierksgeriicht aus der Stad zitéieren, dat gesot huet, dass et eng Form vu Justizverweigerung fir déi Affer ass, déi, just well en Delai ofgelaf ass, net méi kënne gehollef kréien.

An awer wëll ech drop hiweisen, dass och Joren no engem Virfall eng Strofdot weider muss erwise sinn, fir dass et zu enger Poursuite an och zu enger Verurteelung kënnt. Dëst ass e wichtege Rechtsprinzipp, deen och hei bei Viole muss agehale ginn. Sécherlech ass et 20 bis 30 Joer no engem Fait méi schwéier, fir dës Faiten och ze beweisen. Op d'mannst kënne mer hei assuréieren, dass d'Affer sech potenziell, well se net méi fréi wollten eppes soen, dann nach kënne bei de Justizautoritéite mellen.

Här President, sexuelle Mëssbrauch passéiert net méi just dobaussen, sexuelle Mëssbrauch an all senge Forme fänkt deels schonn an der digitaler Welt un, sief dat Mëssbrauch, vun deem Videoe gedeelt ginn, sief dat Netzwierker vu Pedophiller, déi sech d'Bild- a Videomaterial deelen, sief dat erwuesse Persounen, déi an Chatraim fir Kanner a Jugendlecher duerch de sougenannte „Grooming" déi Jonk ganz cibléiert approchéieren, se manipuléieren, se eventuell online ënner Drock setzen, oder, schlëmmer nach, se derzou beweegen, sech an der echter Welt mat hinnen ze treffen, fir si dann do ze mëssbandelen, ze mëssbrauchen oder ze vergewaltegen.

Wéinst all dësem begréisse mir als DP, dass den neien Text net an der reeller Welt ophält, mee dass säi Champ d'application sech och iwwert déi digital Welt erstreckt. Domat kënnen och d'Verschécken, de Verkaf, den Tosch an d'Konsultatioun vun aggressivem Material, wou Kanner mësshandelt, mëssbraucht oder vergewaltegt ginn, poursuivéiert a bestrooft ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, zu gudder Lescht bleift nach ze soen, dass nieft de méi strenge Gesetzer virun allem eppes wichteg bleift, an dat ass d'Preventioun an d'Sensibiliséierung. Wann eppes passéiert an den Täter gëtt poursuivéiert an da bestrooft, dann ass dat richteg esou. Wann awer vun Ufank un näischt passéiert, dann ass dat weesentlech besser. Dat gëllt fir eis Mannerjäreg, mee dat gëllt awer och fir alleguerten déi aner Affer.

Mee fänke mer bei de Kanner un. Si mussen haaptsächlech sensibiliséiert ginn. Si musse wëssen, dass si net eleng do stinn, wann esou eppes mat hinne geschitt, dass Mënschen do sinn, déi hinnen zur Säit stinn, dass si sech net brauchen ze schummen, mee datt si oppe kënne schwätzen. Dofir ass et och wichteg, op déi eenzel Servicer, déi aktuell am Land existéieren, hinzeweisen, ënner enerem d'Aide aux victimes, den UMEDO, natierlech d'Police, awer och de Kanner-Jugendtelefon. Alles dat, an et gëtt och nach eng Rei anerer, sinn Ulafstellen, wou een Hëllef ka kréien a wou een och net zécke soll, sech Hëllef ze froen, well genee dofir si se do.

An och fir d'Täter oder d'potenziell Täter gëtt et Plazen, wou si no Hëllef kënne froen, wa si mierken, datt si potenziell Strofdote kéinte begoen a sech am Virfeld dovunner Assistenz an Hëllef wëlle sichen, fir notamment Schlëmmeres ze vermeiden.

Dëst gesot, Här President, maache mir mam Projet, deen elo zur Ofstëmmung kënnt, eng wichteg Avancée am Beräich vun der Repressioun vum Abus sexuel. Als DP si mir frou, dëst Gesetz haut hei dierfe matzestëmmen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, de Projet de loi, iwwert dee mer haut hei befannen, dee gouf – an de Rapporter huet et virdrun och gesot, dofir soen ech och vun dëser Plaz aus nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport – am Januar 2022 vun der Ministesch presentéiert.

Sexuell Gewalt an der Form vun Ausbeutung, Mëssbrauch, Vergewaltegung, Mutilatioun, Versklavung, Inzest, och vis-à-vis vu Mineuren, si schrecklech Akten, déi de Mënsch scho säit Joerhonnerten u sengesgläiche begeet. An dat fënnt een och ëmmer méi a ganz oft, dat ass schonn e puermol ugeklongen, an engem ganz enke respektiv bekannte Kader, wou et stattfënnt.

Wat awer ass: Et si mënschenonwierdeg Doten, a wat se gemeinsam hunn, ass, dass se u Kanner begaange ginn, u Persounen, déi sech an enger Lag vu kompletter Vulnerabilitéit befannen. Kanner si sech net ëmmer bewosst, wat grad mat hinne geschitt, wa se an där Situatioun sinn, oder souguer wann, kënne si sech net ëmmer wieren, oder sinn net esou vertraut mat där Persoun; oder si sinn esou vertraut mat där Persoun, dass si net verstoe kënnen, firwat si iwwerhaapt dëse Schratt mécht, a kënne sech net wieren.

Iwwerall gëtt et Fäll vun erwuessene Persounen, déi sech u Mannerjäregen op déi eng oder aner Aart a Weis vergräifen, an der Famill, am Sport, a Veräiner, a Kricher, an Institutiounen – et ass virdru vun der Kierch geschwat ginn, mee awer och an Institutiounen, déi eng gewëssen Opsichtsflicht vis-à-vis vu Mineuren hunn, Foyeren –, um Internet an och an der digitaler Welt.

De Rapporter ass virdrun op verschidde Situatiounen agaangen, den Här Roth huet vum kulturelle Kontext geschwat. Et sinn awer ganz oft Situatiounen, wou Muecht ausgeüübt gëtt, Muecht vis-à-vis vu Jonken, Muecht, déi vis-à-vis vu Jonken zum Ausdrock bruecht gëtt, eng Muechtausübung an eng Stäerkt, déi een an enger Muechtpositioun huet als Erwuessene vis-à-vis vun enger Persoun, vun engem Mineur. A mannerjäreg Persoune ginn esou zum Zil, well se eng méi schwaach Positioun hu par rapport zum Erwuessenen an déi schwaach Positioun kann ausgenotzt ginn. An d'Grënn dofir sinn divers a jiddereen huet schonn esou Situatioune matkritt.

Wann een op d'Zuele kuckt, där sinn der och genannt ginn: Hei zu Lëtzebuerg sinn am Joer 2020 77 Fäll vu Belästegung u Mannerjärege festgestallt ginn, 2021 waren et 48 Fäll vun Abus sexuel u Persounen. Dës Zuelen, déi ginn aus dem Justizrapport ervir, an natierlech gëtt et och eng Donkelziffer, déi do ass. An dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, kann dozou hëllefen, dass déi Donkelziffer ofhëlt, wann deementspriechend Plaintë gemaach ginn. Dat nieft dem ganze Volet vun der Preventioun, dee wichteg ass, an engem institutionelle Kader, deen och muss gemaach ginn, ob dat an enger Maison relais ass, ob dat am Foyer ass, ob dat a soziale Servicer ass, ob dat an de Schoulen ass. Ech mengen, och do hunn d'Acteuren eng ganz wichteg Roll.

Wann een de Rapport kuckt, kann een awer och, mengen ech, liesen, datt d'Justiz agéiert. Et goufen och eng ganz Rei Leit, ëm déi 40, zu engem Sursis verurteelt, well se kannerpornografescht Material haten. Ech mengen, dat si Faiten, déi bestrooft ginn. Dat weist also, dass et insgesamt vill verschidde Forme vu sexueller Gewalt an Ausbeutung vu Mannerjärege gëtt. An natierlech, wat d'Zuelen ugeet, do kann een och noliesen, dass den ECPAT a sengem Rapport och seet, dass mer nach méi Statistike brauchen, respektiv den OKaJu fuerdert dat och, grad eeben, fir dass een dat och wëssenschaftlech nach méi kann opschaffen. Ech mengen, dat ass och e Volet nieft der Preventioun, der Repressioun, dass een déi Donnéeën huet, fir där Aarbecht den néidegen Terrain kënnen ze ginn.

Am Fong, wéi ech virdrun erwäänt hunn, gëtt et verschidde Forme vu sexueller Gewalt vis-à-vis vu Mënschen. Dat heescht, datt e Verbrieche ka geschéien – an deem droe mer effektiv hei och Rechnung – an der digitaler Welt, am Internet, ouni kierperleche Kontakt, oder awer mat kierperlechem Kontakt, wann et an der realer Welt ass. Sexuell Gewalt kann deemno och ouni kierperlech Beréierung stattfannen. Dat kann zum Beispill sinn, wann eng erwuesse Persoun engem Mannerjäregen obszön Messagë schreift, déi den Empfänger absolutt guer net wëllt hunn.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

An d'Cour supérieure huet och an hirem Avis op d'Realitéit an d'Geféierlechkeet vun den neien Technologië ganz kloer higewisen an ënnerstrach an och richteg fonnt, dass mer deem och deementspriechend hei Rechnung droen. An d'Konventioun vu Lanzarote ass e puermol genannt ginn iwwert de Schutz vun de Kanner géint déi sexuell Ausbeutung an de sexuelle Mëssbrauch, an och deem droe mer hei Rechnung.

D'Notioun vum Averständnis, Här President, dozou kommen ech, gëtt och ganz genee a prezis hei definéiert. D'Averständnis ass wuel eent vun de wichtegsten, wann net souguer dat wichtegst Element, fir en Akt als Abus sexuel ze qualifizéieren. An do ass och d'Jurisprudenz mat agefloss. Am aktuellen Text ass virgesinn, datt d'Averständnis net nëmmen implizitt, mee och explizitt muss sinn an deene verschiddene Situatiounen. Effektiv ass dat eng fundamental Änneerung, well een d'Averständnis elo muss kloer a komplett fräi äusseren.

Mee wat och nei ass a wat och gutt ass, ass, datt d'Averständnis zu all Moment kann entzu ginn. Et ka virun allem virun der sexueller Handlung an och wärend der sexueller Handlung entzu ginn. An dat bitt natierlech dem Mannerjäregen esou vill Schutz wéi méiglech. Den Nee ass wichteg a soll och zu all Moment geäussert ginn, wann et dem Mannerjäregen dono ass.

Wat hei och positiv ass an den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, ass, dass d'Klausel vum Romeo et Juliette matagefloss ass. An eisen Nopeschlänner, an der Belsch an a Frankräich, hu mer se, meng Virriedner sinn drop agaangen. Et mierkt een, dass mer eis do e bësse par rapport zu de Benelux-Länner gëeenegt hunn, wat d'Durée ugeet, véier Joer, dräi Joer, respektiv a Frankräich fënnef Joer.

Fir datt esou e Fall ka legal sinn, falls et an engem géigesäitegen Averständnis geschitt, ass dës Klausel agebaut ginn, dat heescht, dass et en Alterscheed vu bis zu véier Joer ass, an et versteet sech awer och vum selwen, dass dës Klausel sech just dann applizéiert, wann och en Averständnis tëschent deenen zwou Persoune virläit.

A wann ech den Titel hei zitéiere vun enger gréisserer Dageszeitung, do war och en Interview mat der Justizministesch, wou och kloer erauskënnt, dass een d'Léift tëschent Jugendlechen net soll kriminaliséieren. An ech mengen, deem droe mer ganz kloer hei Rechnung, well de festgehalenen Alter vun 13 Joer ass natierlech och deckungsgläich mam Projet de loi 7991 iwwert d'penal Responsabilitéit vun de Jugendlechen, déi och op 13 fixéiert gouf. Bon, dee Gesetzesprojet ass nach e Gesetzesprojet, e gëtt haut hei nach net ofgestëmmt, mee op alle Fall, mengen ech, ass et deen, un deem sech orientéiert gouf.

Ech hat virdru vun der partikularer Vulnerabilitéit, Verletzlechkeet vu Mannerjärege par rapport zu Erwuessene geschwat. An dofir ass och dee semantesche Switch, dee gemaach gëtt, vum „attentat à la pudeur" op en „attentat à l'intégrité physique" (veuillez lire: „atteinte à l'intégrité sexuelle"), wou dat am Fong méi breet ausgeluecht gëtt, mee fir effektiv méi prezis a kloer ze sinn; et soll elo jiddweree säi Recht op sexuell Integritéit an och op sexuell Selbstbestëmmung hunn. An dorëms geet et, well genee dës Integritéit gëtt jo verletzt, wann een als Affer sexuell belästegt gëtt. Ausserdeem ass dës sexuell Selbstbestëmmung fort, well d'Affer net selwer bestëmme kann, wat geschéie soll an esou am Fong dat verléiert, wat him am wäertvollsten ass: Selwer bestëmmen, wat et wëllt, awer virun allem och kënne bestëmmen, wat et net wëllt.

Déi ugeschwat Notioun vun dem „attentat à la pudeur" ass effektiv och an eisen Nopeschlänner ugepasst ginn. An ech mengen, hei geet et generell ëm den „intérêt supérieur" vum Kand, an dofir ass och déi méi breet Ausleeung ganz wichteg.

Här President, méi wäit wéi d'Gravitéit vun der Belästegung geet awer d'Vergewaltegung. An dës Form vu sexueller Gewalt ass u sech elo hei an dësem Gesetz méi kloer festgehale gi wéi bis elo, virun allem, wann et effektiv ënner Gewaltmenacë geschitt an och wéinst verschiddenen Interpretatiounen, wat d'Notioun vu sexueller Penetratioun ugeet, déi verschidde Forme kann hunn. Ech mengen, och deem ass hei am Gesetz Rechnung gedroe ginn.

Am nämmlechte Kontext gesäit den Text awer och déi inzestuéis Vergewaltegung vir. Den Inzest gëtt eng eegestänneg Infraktioun. Ech mengen, déi ganz Situatioun ronderëm deen Inzest ass och an d'Éffentlechkeet geroden 2021, mat der Publikatioun vum Buch „La familia grande" vum Camille Kouchner, dem Bernard sengem Meedchen, wat vu sengem Stéifpapp vergewaltegt gouf. Déi ganz Geschicht ass opkomm, an deementspriechend ass an deem dote Kontext och a Frankräich d'Diskussioun opkomm.

Ech hat och am Kader vun enger Question parlementaire d'Justizministesch gefrot, ob een net sollt op dee Wee goen hei zu Lëtzebuerg, dass den Inzest net nëmmen eng Circonstance aggravante ass an och bleiwe soll, mee wierklech eng Infraction à part entière soll ginn. An ech mengen, et ass och ganz gutt, dass mer deem haut hei am Haus kënne Rechnung droen.

An natierlech schreift dat hei sech och an an d'Konventioun respektiv an d'Recommandatioune vun der Konventioun vu Lanzarote. Dëst Verbriechen ass just fir Mineurë virgesinn an nëmmen, wann den Akt duerch en Elterendeel geschitt, en natierlechen Elterendeel oder awer en adoptiven, oder duerch all Persoun an direkter Linn, effektiv bis den drëtte Grad, wou en ofstaamt. Mee mir hunn, wéi gesot, dat méi breet opgemaach, well et och all Persoun betréfft, déi eng Vertrauenspositioun par rapport zum Mineur huet an déi Vertrauenspositioun dann och mëssbraucht.

De leschte Punkt, dat sinn d'Preskriptiounen, och deem droe mer hei Rechnung. Ech mengen, et sinn eng Rei Artikelen, wou d'Preskriptioun, d'Verjärungsfrist, op 30 Joer gesat gëtt, notamment, bon, d'Verstümmelung vu weibleche Genitalien – och dat ass nach eng Realitéit, och wann net vill driwwer geschwat gëtt – awer virun allem och beim Viol incestueux, mengen ech, wou d'Imprescriptibilitéit och ganz kloer bleift. Ech mengen, trotz den Avisen, déi virlouchen an zimmlech skeptesch waren – notamment och vun de Geriichter –, weise mer awer och hei politesche Courage, fir deem hei och ganz kloer kënne Rechnung ze droen, och wa sech bei där Diskussioun a bei deenen Avisen erausschielt, dass um Niveau vun der Echelle vun den Infractiounen dat effektiv deementspriechend sollt demesüréiert sinn.

Zum Ofschloss, léif Kolleeginnen a Kolleegen: En net agewëllegte sexuellen Iwwergréff an engem jonken Alter matzemaachen, jo, dat kann eng Persoun, dat kann e Mënsch veränneren. Dee mierkt dat vläicht net direkt, mee dee mierkt dat iwwer eng gewëssen Zäit. An ech mengen, et ass d'Obligatioun vun eis als Gesellschaft, als Erwuessener, och op d'Kanner opzepassen a si och ze schützen!

An ech mengen, dofir ass et, nieft dem Fait, dass eng ganz Rei Servicer ..., awer och wichteg, sou wéi d'Justiz et op hirem offizielle Site och schreift, dass een all sexuelle Mëssbrauch direkt soll signaliséieren, direkt soll denoncéieren. An ech mengen, et ass un eis – et ass un eis! –, ze hëllefen an Aen an Oueren ze sinn, déi weider och opzehalen, déi net, effektiv, zouzehalen, falls mer och eppes matkréien, an och Verständnis ze hu fir d'Affer, hinnen och mat Empathie ze begéinen, si och ze ënnerstëtzen, och wa se no Joren eréischt eng Plainte maachen, well se dann zu deem Moment realiséiert hunn, wat geschitt ass, an och prett sinn, wierklech dann och dee Schratt ze maachen, fir méi wäit ze goen an och hir Verletzung, déi se hunn an déi si a sech droen, deementspriechend zum Ausdrock ze bréngen – well si sinn net Schold un dem, wat mat hinnen als Mannerjäreg geschitt ass!

An aus all deene Observatiounen eraus, ginn ech zu där neier Reform, déi mer hei maachen, och den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Biancalana. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, et ass wierklech e Sujet, deen un ee geet, dat heien. Et ass en extreem, a priori, emotionale Sujet. Ech mengen, den Här Margue a senger Virstellung huet praktesch fënnef Minutte laang en emotionalen Discours gehal,

fir eeben och ze weisen, wéi et hien trëfft, mee dat trëfft eis och alleguer, well dat doen eppes ass, de Mëssbrauch vu Mannerjäregen, wat an eiser Gesellschaft an iwwerhaapt néierens eng Plaz huet. Ech mengen, dat ass ganz, ganz evident!

Wa mir eis also elo hei awer mat deem Projet auseneesetzen, maache mer dat ganz kloer och an engem Souci vun Objektivéierung a rationaler Approche, well ech mengen, wa mer am Strofrecht hei schwätzen, musse mer all déi Aspekter och matberücksichtegen. An et ass net onbedéngt politesche Courage, wéi mäi Virriedner et elo gesot huet, deen aleng hei soll zielen, mee och d'Urteeler, also den Avis vun de Geriichter, vun de Justizinstanzen a sou Rechtsprinzippie wéi d'Présomption d'innocence an d'Recht op e faire Prozess an engem normalen Delai. Alles dat si Prinzippien, déi trotz all deem, wat et emotional bei eis kann ausléisen, awer net sollen an net däerfe vergiess ginn. Et ass wichteg, datt mer déi Prinzippien, déi de Rechtstaat eeben ausmaachen, och an esou enger schwiereger Matière erhalen.

Elo sinn déi verschidden Aspekter hei … Ech probéieren, dat e bëssen ze schematiséieren, wat mer elo héieren hunn. D'Verschäerfung vun de Sanktiounen ass en éischt Element, wat jo hei ervirgehuewe gëtt, an do wëll ech soen, datt de Parquet, de Parquet général an de Parquet vu Lëtzebuerg an dee vun Dikrech, gesot hunn, „les [auteurs] estiment que l'augmentation drastique des peines proposée par le projet [de loi] est exagérée." Si vergläichen dat mat anere schlëmme Saachen, wéi dem Homicide volontaire, zum Beispill, a kommen zur Konklusioun: „Ils […] considèrent que la gravité des infractions sexuelles n'est pas proportionnelle aux peines proposées." Dat ass scho ganz wichteg, well, wéi gesot, hei mécht een den Ënnerscheed tëschent där emotionaler …, dem Entsat-sinn, wat mer alleguer deelen, an awer och dem Vergläich mat aneren extreem schlëmme Saache wéi dem Homicide, wou e Mënsch derbäi stierft, an do sollt dann awer eng Proportionalitéit respektéiert sinn.

D'Verjärungsfriste waren en aneren Delai, eng ganz komplizéiert Matière, well mer jo wëssen, datt d'Verjärungsfristen net ëmsoss do sinn. Dat ass einfach bedéngt, well d'Gediechtnis mat der Zäit noléisst, well einfach d'Beweisféierung ëmmer méi schwéier ass. An et ass och net vun ongeféier, datt d'Madamm Procureur, Première avocate générale vum Parquet, den 28. Januar gesot huet: „Wat d'Ophiewung, d'Verlängerung vun de Verjärungsfristen ugeet, däerf een eppes net vergiessen: Mir hunn d'Charge de la preuve no 30, 40 Joer – wat solle mir do maachen? D'Gediechtnis ass eppes, wat mat der Zäit noléisst. Fir zu enger Condamnatioun ze kommen, dat wäert fir eis ganz schwiereg ginn", an esou weider. Also, och do seet dann de Parquet, d'Cour supérieure de justice an anerer, datt dat esou einfach net geet. D'Cour supérieure de justice seet och nach: „Il s'y ajoute, pour ce qui est de l'imprescriptibilité de l'action publique proposée, qu'à l'heure actuelle, seuls les crimes les plus graves, à savoir les crimes contre l'humanité, bénéficient de ce principe." Mir géifen hei also e sexuelle Mëssbrauch vun engem Mënsch – wat ganz schlëmm ass! – awer u sech, wat d'Verjärungsfristen ubetrëfft, gläichstelle mat de Crimes contre l'humanité, wéi Krichsverbriechen an esou weider.

Dann ass de Parquet général …, an och d'Parquete soen, datt déi Theorie vun der Amnésie traumatique, déi och hei e Virriedner zitéiert hat, ganz contestéiert ass. Et ass sou – ech hat mech och an der Zäit do interesséiert fir déi Literatur an den USA, notamment no iwwert Therapien –, do gouf et grouss Poleemiken iwwert déi Mémoire fabriquée, datt Leit bei e Psycholog gaange sinn an dann ass herno gesot ginn: „Jo, déi Problemer aus dengem Liewe stamen aus engem verdrängte sexuelle Mëssbrauch", dann ass et zu Prozesser komm. Also, do muss ee ganz gutt oppassen, wat do alles geschitt.

An dann ass eng aner Observatioun an deem Kontext och gemaach ginn, wou de Ministère public … „Les membres soussignés du ministère public se demandent si l'imprescriptibilité ou l'allongement des délais de prescription", also déi praktesch onendlech Ausdeenung vun der Verjärungsfrist, „ne contreviennent pas l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme, qui garantit le droit à un procès équitable dans un délai raisonnable." Dat ass eng absolutt berechtegt Fro, well och dat ass e Grondprinzipp vun eisem Rechtstaat.

Da kommen ech zum Inzest. En Inzest, dat ass elo …, dat huet jo u sech eng biologesch Basis, datt dee verbueden ass, well eeben duerch inzestuös Relatiounen … Iwwert d'Moral, keen Zweiwel, dat ass absolutt net ze akzeptéieren, och wann et vläicht an eenzele Kulturen do anescht gesi gëtt. Mir schwätzen elo hei fir eist Land, fir eis Kultur, dat ass net ze akzeptéieren! Mee den Ursprung, firwat den Inzest net akzeptéiert ass, ass och biologesch motivéiert, well et einfach dann zu enger héijer Zuel vu geneeteschen Deformatiounen ka kommen.

An dofir ass et schonn ze hannerfroen – och wa mer da vollkommen d'accord sinn, datt den Inzest e Fait ass, deen als eegene Fait soll bestrooft ginn a consideréiert ginn –, wéi et am Rapport steet – am Rapport, net am Gesetz selwer –: „Le projet de loi prévoit d'élargir la liste des personnes pouvant être auteur d'un viol ou d'une atteinte à l'intégrité sexuelle incestueux aux personnes" … an da kommen déi, déi eeben e Rapport hu mat deem Kand, déi awer net zur Famill gehéieren. Dat heescht, do ass u sech eng Kontradiktioun: Dir hutt den Ursprong, firwat dat verbueden ass, dat ass e klore biologesche Räsonement, dee mer absolutt och matdroe kënnen, mee datt Traineren aus dem Sport oder Educateuren an de Foyeren an esou weider an esou virun gläich bestrooft ginn, ass awer eppes, wat u sech der Sënnhaftegkeet vun der ursprünglecher Dispositioun net onbedéngt entsprécht.

Dat heescht, sécher ass dat – a loosst mech do ganz kloer sinn: Och dat verurteele mer, wa sou Saache geschéien, wa Leit eng Vertrauenspositioun géintiwwer engem Mannerjärege mëssbrauchen! – absolutt ze verurteelen, mee fir dat als „incestueux" ze bezeechnen, ass an eisen Aen einfach faktuell falsch.

De Consentement mutuel ass en zentraalt Element elo. Jo, natierlech, soubal Mannerjäreger concernéiert sinn, selbstverständlech, mee dat weit sech aus an de Beräich vun den Erwuessenen. An do muss een awer soen, do hu mer awer och Deriven an den USA an esou weider, wou mer herno hikommen – ech hu mer dat erausgedréckt –, wou mer herno an eng Situatioun kommen, wou sou Verträg sollen ausgefëllt ginn: „Sexual consent (contract) form", …

(M. Fernand Kartheiser montre une documentation.)

… kritt een um Internet. Do sinn dann …, an 23 Schrëtt kann een dann ausfëllen, mat wat een d'accord ass. Et ass terribel romantesch, wann een owes zesummen iesse geet, an da soll eventuell den Owend e bësse verlängert ginn, da kann een da virdrun, dat ass da genau beschriwwen, hei e Vertrag ausfëlle mat de Rechter a Flichte vun deenen zwou Säiten, inklusiv „failure to perform" an esou weider, „early termination", dat ass bis an de leschten Detail, wéi eng Formen an esou weider … Dat ass op jidde Fall net dat, wat mir wëllen. Dat ass net déi Relatioun tëschent erwuessene Leit, déi mir eis virstellen, mee et ass awer schlussendlech d'Konsequenz vun esou Gesetzer, datt déi eng an déi aner sech musse versécheren iwwer hir Rechter – net, datt eng sexuell Begéignung op eemol viru Geriicht lant, mat alle méigleche Reprochen an esou weider! Mir sollen also oppassen, datt dat do net zu enger Iwwerjuridizéierung vun esou eroteschen oder anere Relatioune ka féieren.

Dann hu mer eppes, wat mer absolutt begréissen – dofir stëmme mer och net géint dat Gesetz, trotz alle Kriticken –, dat ass, datt hei d'Lutte contre la pédopornographie verstäerkt gëtt. Dat ass jo och, mengen ech, zum Deel d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, dat begréisse mer, dat ass absolutt gutt, datt mer dat maachen, well wéi bei anere Saachen ass natierlech och villes, wat sech justifiéiere léisst, an hei ganz besonnesch, datt déi Lutte contre la pédopornographie do verstäerkt gëtt.

Ech wëll vläicht nach e Wuert soen – ech hat mer dat erausgesicht –, et ass och vläicht ganz wichteg, ze ënnersträiche bei der Diskussioun ronderëm den Inzest, datt mer jo och Diskussiounen hunn iwwert d'Procréation médicalement assistée avec tiers donneurs. An do gouf et op den États généraux de la bioéthique viru Kuerzem och d'Constatatioun, datt u sech d'PMA avec tiers donneurs, well et nëmmen eng ganz kleng Zuel vun Donneure gëtt vu Sperma, och de Risk vun enger inzestuöser Relatioun erhéicht.

Erlaabt mer den Temoinage vun enger Koppel, déi erausfonnt hunn, wéi se hir Originne retracéiert hunn, datt se u sech Brudder a Schwëster waren, well se vum selwechten Donneur waren – oder Hallefbrudder, Hallefschwëster. Also, et ass schonn esou, datt een do och déi Komplexitéit, wat d'Lutte contre l'inceste …, dat ass sécher ganz gutt, mee si ka sech eeben och an Domäner ausbreeden, iwwert déi elo hei net sou vill diskutéiert gëtt, déi awer och tendenziell ëmmer méi Leit concernéieren, well eebe méi Leit op sou Techniken zréckgräifen.

Dann hu mer déi Situatioun mat där Clause „Roméo et Juliette" an esou. Dat ass natierlech och u sech eng gutt Saach. Et ass natierlech ëmmer arbiträr, eng Altersgrenz festzeleeën, et ass awer gutt, datt wéinstens doriwwer nogeduecht gëtt, datt do net eng allgemeng Penaliséierung kënnt. Ech weess net, wéi et haut ass, ech weess awer, datt nach virun 20 Joer oder sou, datt do …, mir sinn och selwer Fäll bekannt, datt eng Schülerin e Professer bestuet huet an déi och eng glécklech Koppel gi sinn. Ech weess net, ob dat haut alles strofbar wär, warscheinlech mat dësem Gesetz schonn. Et gëtt am Ausland eng bekannte Koppel an engem Nopeschland, mat enger héijer politescher Funktioun, do war de Jong 15 Joer al an d'Madamm 39 Joer al, wéi si sech kennegeléiert hunn an hir Relatioun ugefaangen hunn. Haut wär dat warscheinlech dann och e gréissere Fall fir d'Justiz.

Et ass elo sou, datt ee bei all deene Saachen, mengen ech, vill Wichteges a Richteges hei seet, nämlech, datt Mannerjäreger onbedéngt musse protegéiert ginn. Et ass awer an eisen Aen sou, datt dat sech muss afügen an e Kader vu rechtstaatleche Prinzippien an datt mer eis net vun eisen Emotiounen, déi awer berechtegt sinn, op e Wee leede loossen, deen d'Rechtstaatlechkeet an d'Proportionalitéit vun deene Moossnamen, déi mer huelen, a Fro stellt. Mir wäerten eis hei enthalen. Mir hunn eng Rei Kriticke vun de Geriichter, vun de Justizinstanzen, déi mir iwwerhuelen, dofir stëmme mir net derfir. Awer déi Lutte contre la pédopornographie an aner positiv Elementer wëlle mer ënnerstëtzen, dofir stëmme mer och net dergéint.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Kartheiser. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Wannechgelift, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir begréisse besonnesch, dass dëse Gesetzesprojet unerkennt, dass et par rapport zu der sexueller Gewalt am Fall vum Abus sexuel eng spezifesch Vulnerabilitéit vu Kanner a Mannerjärege gëtt an dass aus dësem Grond d'Gesetzeslag muss geännert ginn, fir dës Zilgrupp méi kategoresch kënnen ze schützen. Dat féiert derzou, dass eng Rei progessiv Dispositiounen an déi bestoend Gesetzeslag vum Code pénal agebaut ginn. Dat ass eng positiv Evolutioun an eisen Aen, déi mer brauchen, fir an Zukunft méi geziilt géint sexuell Gewalt virzegoen.

Dëse Gesetzesprojet gesäit zum Beispill méi streng Sanktioune fir Vergewaltegung vu Mannerjärege vir, domat gëtt eng eegestänneg Infractioun geschaf, déi der spezifescher Vulnerabilitéit vu Mannerjärege Rechnung dréit. Dofir geet dëst Gesetz och esou wäit, eng Imprescriptibilitéit fir dës Infractioun anzeféieren, déi mécht, dass och nach Jore méi spéit dës Strofdot kann um Geriicht verfollegt a bestrooft ginn. Dat, wat normalerweis – dat ass och elo haut scho gesot ginn – fir Krichsverbriechen oder Verbrieche géint d'Mënschlechkeet gëllt, gëtt agesat, fir géint sexuell Gewalt u Mannerjärege virzegoen. Dat ass e wichtege Schrëtt an et ass ze wënschen, dass en och am Fall vun genderspezifescher Gewalt ka gemaach ginn.

Och wichteg an dësem Kontext sinn d'Klarifikatioune vu philosophesch komplexe Begréffer am Code pénal, déi musse gemaach ginn, fir mat engem gewëssene Konservatismus ze briechen an ze verhënneren, dass se falsch interpretéiert kënne ginn. Sou gëtt zum Beispill de Begréff „Atteinte à l'intégrité sexuelle" agefouert als Ersatz fir de Begréff „Attentat à la pudeur". D'Intégrité sexuelle setzt e Recht op Selbstbstëmmung viraus, déi net dierf ugegraff ginn, wat bedeitend méi fortschrëttlech ass wéi de passiven a moralesche Begréff vun der „Pudeur".

Den anere Begréff, dee preziséiert gëtt, de „Consentement", huet eng joerhonnertenal Geschicht, souwuel am juristesche wéi am philosopheschen an am politesche Gebrauch. Zulescht gouf d'Fro vum Consentement mat der feministescher #MeToo-Beweegung erëm zu engem méi grousse Gesellschaftstheema. Dëse Projet de loi versicht, de Consentement aus engem reng juristesche Point de vue ze definéieren, fir dass méi kloer erauszeschielen ass, wéini ee vun engem Abus sexuel ka schwätzen. An dësem Fall wier alles, wat net an de Beräich vum Consentement fält, eng Form vun Abus.

Här President, eng Rei Kriticke goufen um Gesetz geäussert. Et ass schonn drop agaange ginn, et gouf notamment gesot, dass dem Consentement libre bei Mannerjäregen, déi scho sexuell aktiv sinn, net genuch Rechnung gedroe gëtt an dass verschidden Dispositiounen ze wäit ginn an der Reguléierung vum Sexualliewe vum Jugendlechen a Mannerjäregen. Dës Kriticke gëllen notamment fir den Artikel, dee virgesäit, dass sexuell Relatiounen tëscht Mannerjäregen ënner 16 a Volljäregen de facto strofbar gemaach kënne ginn, och dat ass schonn ugeschwat ginn. Dat entsprécht och an eisen Aen awer net méi onbedéngt der Realitéit.

Eng Koppel, wou e Meedchen – oder e Jong – 15 Joer huet an de Jong – oder d'Meedchen – 19 Joer, ass gang und gäbe, wat net heescht, dass dat keng Problemer vum Abus mat sech brénge kann, déi virun allem awer an eisen Aen doru leien, dass net genuch sexuell an affektiv Opklärungsaarbecht an eise Schoule an allgemeng an der Gesellschaft gemaach gëtt.

Här President, bei der Sexualitéit ass et schwiereg, eng Linn ze zéie vun der Alterslimitt, ab där ee ka soen, dass eng Persoun bewosst handelt a fäeg ass, hire Consentement fräi ze ginn. Firwat läit dës Limitt bei 16 Joer an net zum Beispill bei 15 Joer? An der Entwécklungsphas vun der Pubertéit gëtt et effektiv keng flagrant Ënnerscheeder tëscht 15- a 16-Järegen. Do ënnerscheeden d'Meedercher sech jo nach vun de Jongen. D'Alterslimitt ass deemno zum Deel arbiträr festgeluecht ginn. Deen ee Jugendlechen ass mat 15 scho sexuell méi bewosst an aktiv, deen aneren eréischt mat 17 oder 18. Et kann ee sech froen, ob dës philosophesch Froen esou einfach ze tranchéiere sinn.

Här President, leider ass et net gelongen, eng ganz eendeiteg Sprooch an dësem Projet de loi ze schwätzen, och dat ass schonn ugedeit ginn. D'Confusioun ass zum Deel entstan mat der Aféierung vun der ominéiser Romeo-a-Julia-Klausel. A wéi de leschten Avis vun dem OKaJu ganz richteg betount, kann een déi zousätzlech Klausel esou formuléiert net einfach stoe loossen. Dës Klausel ass, wéi gesot, agefouert ginn, well an der Realitéit festzestellen ass, dass vill Jugendlecher scho fréi sexuell aktiv sinn. D'Klausel autoriséiert a reglementéiert sexuell Relatiounen tëscht minimum 13- a maximum 17-Järegen. Och hei ass d'Alterslimitt net begrënnt, mee et ass esou ze interpretéieren, dass sexuell Relatiounen tëschent Mannerjäregen ënner gewëssene Konditioune méi toleréiert si wéi déi tëscht, wéi virdru gesot, engem 19-Järegen an engem 15-järege Jonken, als Beispill.

Här President, d'Interpretatioun vum Consentement ass am Fall vu Mannerjärege geprägt vun engem gewëssene Widdersproch, deen et an eiser Gesellschaft och sou gëtt. Selbstbestëmmung a Friembestëmmung, dat ass net esou einfach ze tranchéieren. Et ass schwéier, do rauszekommen. Am Kontext vum Abus sexuel misst dann eigentlech d'Definitioun vum Abus sexuel op de Leescht geholl ginn, wat géif bedeiten, dass d'Beweislaascht am Fall, wou en Akt als Abus sexuel ugeprangert gëtt, beim Täter vum Abus géif leien an net beim Affer, dat säi Consentement oder Netconsentement muss ënner Beweis stellen.

Ech ginn natierlech eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, deen definitiv Verbesserunge mat sech bréngt, och wa mir eis nach méi Verbesserungen erwaart hätten. Villmools Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir säi gudde schréftleche Rapport, mee awer och fir den detailräiche mëndleche Rapport, deen en haut virgedroen huet a dee sécherlech bei ville Leit zur Kloerheet bäidréit. Mat dësem Gesetz wäerte mer méi streng Reegele géint sexuell Gewalt opstellen. Dat ass e wichtegt Zeechen, eng ganz wichteg Moossnam, fir all Form vu Gewalt konsequent entgéintzetrieden. Eng perfekt Gesellschaft wier eng Gesellschaft ouni Gewalt, wou mer keng esou Reegele bräichten. Leider si mer dovunner nach wäit ewech an ëmmer erëm héiert ee vun traurege Fäll vu Leit, déi Affer vu sexueller Gewalt gi sinn. Esou Dote beschäftegen d'Affer e ganzt Liewe laang. Als Affer vun enger sexueller Handlung, déi ee selwer net wollt, ass et eng grauenhaft Erfarung, déi kee sollt duerchmaachen!

Et ass net einfach, ze verhënneren, dass esou Saachen an eiser Gesellschaft weiderhi virkommen, dat muss een och éierlech zouginn.

Et ass net einfach ze verhënneren, dass esou Saachen an eiser Gesellschaft weiderhi virkommen. Dat muss een och éierlech zouginn.

Deemno ass d'Bestrofung vu sexueller Gewalt e wichtegt Zeechen, a méi haart Strofe sinn en Zeechen, dass mer esou Handlungen an eiser Gesellschaft net akzeptéieren. Mee et dierf net eleng bei de Strofe bleiwen. Mir mussen eis och d'Froe stellen: Wie sinn déi Persounen, déi esou Gewalt uwenden? Wéi kënne mer derfir suergen, dass se hir Taten net ausliewen? Wéi kënne mer se fréizäiteg erkennen? Wéi kënne mer mat preventive Moossnamen derfir suergen, dass se net zum Täter ginn an dass keen zum Affer wäert ginn? Et gëtt sécherlech keng honnertprozenteg Äntwert op dës Froen.

Wat nach méi wichteg ass wéi d'Preventioun, ass d'Betreiung vun den Affer. Hei muss alles drugesat ginn, dass d'Affer déi Hëllef kritt, déi et brauch, an dat esou laang wéi néideg. Mir Piraten schwätzen eis kloer derfir aus, dass mer ëffentlech Ulafstelle fir Affer vu Forme vu sexueller Gewalt opbauen. Dës Ulafstelle sollen hei am Land opgebaut ginn an den Afferen d'Méiglechkeet ginn, e medezinneschen, psychologeschen a juristesche Suivi mat Spezialisten ze maachen, wa si Affer vu sexueller Gewalt gi sinn.

D'Anonymitéit vun den Affer steet heibäi ganz kloer am Virdergrond. Dofir si mer och der Meenung, dass een als Affer viru Geriicht net méi misst an Uwiesenheet vum Täter aussoen, mee an engem geschützten Ëmfeld, wéi dat bei de Mannerjärege schonn de Fall ass.

Zum Schluss: Am Gesetzestext ass een de Wee gaange vu Frankräich souwéi vun der Belsch, wat sexuell Relatiounen tëschent Jugendleche weiderhin erlaabt. An der Ufanksversioun vum Gesetz war dat méi streng gereegelt an esou sexuell Handlunge wären net méi méiglech gewiescht. Mir Piraten sinn awer der Meenung: Och Jonker hunn e Recht drop, hir sexuell Erfarungen ze maachen. Deementspriechend ass d'Léisung mat de véier Joer Altersënnerscheed an eisen Aen eng gutt an eng pragmatesch Léisung a mir wäerten den Text och haut matstëmmen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Goergen. Déi lescht ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nancy Arendt. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Jo, just ganz kuerz, Här President, wann Der erlaabt. Och als Netmember vun der Justizkommissioun war et mer awer wichteg, e grousse Merci ze soen un d'Madamm Justizministesch an alleguer d'Membere vun der Kommissioun, mee awer och un alleguer déi Leit, déi um Text matgeschafft hunn.

Fir mech ass dat hei perséinlech ee vun deene wichtegsten Deeg ...

(Mme Nancy Arendt épouse Kemp suspend son discours pour quelques instants.)

Entschëllegt.

... an der Chamber an dofir, et ass eng Thematik, wou ech mech scho laang agesat hunn. An ech mengen, ech hunn och alles gesot deen Dag vun der Interpellatioun bis an de leschten Detail, wat mer um Häerz loung. An ech mengen, datt ech mat där Interpellatioun a mat där Proposition de loi e Steen un d'Rulle bruecht hunn.

D'Partei, d'CSV, huet déi Proposition de loi deposéiert, an ech wollt just soen, datt ech se zréckgezunn hunn,

well der Madamm Ministesch hiren Text besser war. E war méi am Detail an en ass och méi wäit gaang. An dofir ass et mer wichteg gewiescht, dofir nach eng Kéier e grousse Merci ze soen. Dat ass, mengen ech, dat Allerwichtegst, datt den Text e besseren Text ass.

De wichtegste Message fir mech haut ass och deen, datt sexuelle Mëssbrauch eeben net just an der kathoulescher Kierch an am Sport stattfënnt. E fënnt iwwerall, iwwerall statt! An den Här Roth huet et jo och gesot, ech hat dat och an der Interpellatioun gesot: Eent vu fënnef Kanner, schätzt den Europarot, gëtt sexuell mëssbraucht. Wann een eng Klass kuckt vun 20 Kanner, da sinn dat véier Kanner! Dat muss ee sech wierklech virun Aen halen, wat fir eng Thematik mer hei hunn. An dofir ass et och, wéi den Här Biancalana gesot huet: Mir mussen d'Aen an d'Oueren ophalen, wann eis de Schutz vun eise Kanner wichteg ass an dat, wat nach vun hinnen iwwregbleift, wann een hiert Vertrauen, hire Geescht an hire Kierper mëssbraucht huet.

E grousse Merci vu menger Säit a merci och alleguer deenen Deputéierten, déi dëst Gesetz stëmmen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Arendt.

An domadder hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, dat hei ass effektiv en Text, deen extreem wichteg ass a wou ech wierklech frou sinn, dass mer, doduerch, dass mer all zesummen hei un engem Strang gezunn hunn, deen Text nach haut kënne stëmmen – Dir kënnt e stëmmen, ech proposéieren en.

Zuele si gefall: Et sinn extreem vill Kanner Affer vu sexueller Gewalt. Et sinn extreem vill Mënschen insgesamt Affer vu sexueller Gewalt. Ech hunn e Problem domat, eng Hitparad ze maache vun deene Strofdoten, déi dann elo am schlëmmste sinn. Natierlech kann een engem Mënsch net méi undoen, wéi em d'Liewen ewechzehuelen, mee wann een e Mënsch vu Kand un esou traumatiséiert hannerléisst mat deenen Agréffer, mat deem, wat de sexuelle Mëssbrauch alles duerstellt, och, wat eng Ënnerdréckung insgesamt ubelaangt … Et ass Gewalt, et ass esou eng Intrusioun an e Kierper – do gëtt et keen, deen dat einfach ewechstécht, et gëtt keen, dee säi Liewen do weiderféiert, wéi wann dat net passéiert wär.

An dat muss een am Hannerkapp halen, wann et drëms geet, driwwer ze diskutéieren, ob déi Strofdot do sech ka verjären. Mir schwätze jo bei der Verjärungsfrist, déi et dann net méi gëtt, just vun de Mineuren, vu Jonken, Kanner, déi sech net kënne wiere géint en Erwuessenen, ganz dacks aus dem familiäre Beräich, déi dat e Liewe laang mat sech ronderëm schleefen, wou dat hiert ganzt Liewe markéiert. An dat muss een do am Hannerkapp behalen, wa mer iwwert d'Verjärungsfriste schwätzen.

Et gëtt do e puer Schichten, wat dat ubelaangt. Fir d'éischt emol geet et drëm, dass mer wierklech deene Jonken, déi betraff sinn, deene Kanner, deene Mineuren, déi betraff sinn, Zäit loossen, sech domadder ausenanerzesetzen. Zäit loossen, och ze begräifen, datt si sécherlech net Schold dorunner waren, wat passéiert ass. Zäit loossen och, alles dat, wat dat vu Konsequenzen an der Famill ka mat sech bréngen, ze verschaffen. Dat heescht, déi Zäit ass noutwendeg, a wann et dann eebe méi wéi 20, 30 Joer muss daueren, dann dauert et dat. An d'Beispiller, déi mer aus dem Ausland kennen, weisen, datt et esou Fäll gëtt a se weisen och, datt sou Fäll kënnen opgeklärt ginn, a sief et nëmmen, well och en Täter ka geständeg ginn iwwert dat, wat e gemaach huet.

Dann ass et awer och e Message, deen ze vermëttelen ass. Ech si prinzipiell net der Meenung, dass d'Strofrecht do ass, fir Messagen ze ginn. Mee deen heite Message, deen ass wichteg. An et wëll heeschen: Wann ee sech un engem Kand sexuell vergräift, da muss een e Liewe laang fäerten, dass dat Konsequenze kritt. An dat ass e Message, dee soll jiddwereen am Kapp hunn, wann en esou en Akt wëlles huet ze maachen. Et kann een e Liewe laang verfollegt gi wéinst esou engem Akt, deen ee mécht, well deen Akt huet och e Liewe laang eng Konsequenz op dat Affer.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An dat ass wierklech eppes, dat muss een am Hannerkapp behalen, an dorëms geet et och bei der Vermëttlung vun deem, wat mer hei maachen.

Natierlech hu mer Rechtsprinzippien an natierlech gëllen déi an alle Cas-de-figuren. D'Présomption d'innocence ass sécherlech net a Fro gestallt. Et ass jo zitéiert ginn: Och d'Autorités judiciaires soen, et muss ëmmer bewise ginn, dass eng Strofdot virläit.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir wëssen, dass dat souwisou an deenen heite Fäll komplizéiert ass, dass et oft deem enge säi Wuert géint deem anere säi Wuert ass. Mir hunn do schonn op villen Niveaue geschafft, notamment eebe mat deem Service, wou ee kann higoen an och direkt eng Opnam maache loossen, fir Beweiser ze sammelen, mee oft – zumools wann ee vu Kanner oder Jonke schwätzt – ass et awer sou, datt et natierlech schwiereg ass. Dat soll awer net empêchéieren, dass mer eis all d'Moyene ginn, fir dat heiten ze poursuivéieren.

Eng Remark, wa mer elo bei der Semantik sinn oder bei den historeschen Originne vu verschiddene Wierder: Et stëmmt net, dass den Inzest à la base just wéinst biologesche Considératioune verbuede gouf, quitte dass dat wierklech en Nebenkriegsschauplatz ass. Mee et ass awer wichteg, déi och richtegzestellen. U sech ass et schonn deemools drëms gaangen, dass net eng Vertauschung vu Rolle soll geschéien, dass ee muss wëssen: Wien ass Schwëster? Wien ass Duechter? Dat ware ganz aner Considératiounen. Do ass et net primär drëms gaangen, wéi eng biologesch Konsequenzen dat kéint hunn. An ech notéieren, dass dann och erëm heivunner Gebrauch gemaach gëtt, fir iwwert d'PMAen ze schwätzen, wou ech wierklech net de Lien domadder ka gesinn.

(Interruptions)

Dat anert, wat awer och genausou wichteg ass – an dat ass och bei ville vun Ären Interventiounen ugeklongen –, dat ass de Consentement. Där Notioun vum Consentement gi mir elo e bessere Kader.

An ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, et misst een hei nach vermëttelen. Ech hoffen, dass déi Riede vun de Mëtten hire Public fannen, mee mir hunn dat hei awer och an eisem Budget vun den Informatiounscampagnen, déi solle gemaach ginn. Iwwert de Summer wäerte mer déi finaliséieren, soudass do am Hierscht och kann eng Campagne lancéiert ginn zu deem dote Sujet.

De Consentement ass net eppes, wat ginn ass. An de Consentement ass jo genau dat, wat d'Grenz duerstellt tëschent enger Relatioun, déi richteg ass, wou jiddweree sech dran erëmfënnt, an eeben dem Abus sexuel. Et si puer Saachen, déi hei an deem Text einfach wierklech wichteg ze ënnersträiche sinn, wat déi doten Definitioun ugeet. Dat eent ass déi, dass doduerch, dass een näischt seet, een net kann dervunner ausgoen, dass e Consentement do ass. Dat anert, wat awer genausou wichteg ass, dat ass: Och wann ee sech zu engem Moment vun deem Owend, deen da beschriwwe ginn ass virdrun, d'accord weist mat engem physesche Kontakt, wann een zu engem anere Moment duerno seet, dass een net méi domat d'accord ass, dann ass de Consentement och zréckgezunn. Och dat ass wierklech e wichtege Message: Den Nee kann zu all Moment vu sou engem Moment geschéien tëschent zwou Persounen.

Dann den aneren, genausou wichtege Punkt ass dee vum digitale Beräich. Mir hunn hei e Gesetz proposéiert, wat technologieneutral soll sinn, wou mer natierlech awer am Hannerkapp haten, dass mer an der digitaler Welt nach ganz neien Erausfuerderungen ausgesat sinn, dass déi Jonk nach méi vulnerabel sinn an där digitaler Welt wéi souwisou schonn an dass et extreem wichteg ass, dass och ënner Strof gestallt gëtt, wann ee gezwonge gëtt, en Akt u sech selwer ze maachen, oder gezwonge gëtt, en Akt un engem aneren ze maachen. Och dat sinn Elementer, déi och an der Vermëttlung, och am Kontakt mat de Jonke wichteg sinn a mussen an der Virdergrond gestallt ginn.

Ech wollt awer net ophalen, éier ech nach e puer Mercie lassgi sinn. Fir d'éischt allem virop dem Lisa Schuller am Justizministère, wat sech ëm deen Dossier hei bekëmmert, mee awer och all deenen anere Beamten aus dem Ministère, déi an de leschte Joren hei op deem Dossier matgeschafft hu fir eng ganz wichteg Cause. Dann och dem Staatsrot, well och hei an dësem Dossier hu se eis extreem gehollef, fir dass mer nach séier kéinten dee Gesetzestext zum Ofstëmme bréngen, nodeem mer eng e bësse méi laang Zäit op den Avis gewaart haten an dunn eeben am Konsens decidéiert haten, déi faméis Roméo-et-Juliette-Klausel nach materanzebréngen.

Dann natierlech der Chamber: Ech weess, dass mer vill intensiv Momenter elo déi lescht zwou, dräi Wochen haten. Hei ass awer wierklech en Text, wou ech extreem frou war, dass mer, nodeems mer d'Avisen all eranhaten, nach eng Kéier konnten iwwert déi faméis – ech hunn deen Numm net ganz gär – Roméo-et-Juliette-Klausel diskutéieren. Et ass gesot ginn: „All d'Argumenter leien um Dësch", firwat et wichteg war, dass mer nach eng Kéier géifen un den Text erugoen. Mir haten an enger éischter Mouture vum Text no Diskussiounen, no Echangë mat den Autorités judiciaires decidéiert, keng esou eng Klausel zréckzebehalen, fir dem Parquet dann d'Opportunité des poursuites ze iwwerloossen.

Ech muss awer soen: No Reflexioun a villen Echangë sinn ech och zur Konklusioun komm, dass de Message, dee mer de Jonke géife ginn, de falsche wier. Mir wëssen, datt et sexuell Relatioune gëtt tëschent Mineuren an och eebe Mineuren ënner 16 a Mineuren iwwer 16. An et geet jo net drëm, dass mer de Jonke virschreiwen, wat se däerfen oder net däerfen an deem dote Beräich. Et geet net drëm, dat ze kriminaliséieren, mee et geet drëm, se ze schützen.

An an der Tëschenzäit haten d'Belsch sech eeben och en Text ginn, deen och wierklech e gudden Text an eisen Ae war. Dunn hunn ech d'Propos gemaach, dass mer deen Text géifen iwwerhuelen. Mir hunn eis du gëeenegt op déi véier Joer Differenz, déi d'ailleurs och den 19-Järegen nach materanhuelen – fir zu enger Remark nach eppes ze soen. Ech war awer ganz frou – well et ass wierklech e wichtegen Text –, dass mer hei elo keng politesch Schlammschlacht iwwert déi doten

Dispositioun féieren, frou, dass mer hei kënnen e Konsens fannen, dass mer all zesumme kënnen de richtege Message do no baussen droen.

Hei an der Chamber wollt ech awer particulièrement menger Matstreiderin an dësem Dossier, dem Nancy Kemp-Arendt, Merci soe fir hiren onermiddlechen Asaz fir dës Cause. Ech weess, wéi wichteg et fir si ass, an ech sinn immens dankbar, dass och si sech ëmmer do derfir asetzt, dass mer hei e bessere Kader, e bessere Schutz schafen.

An dann, last but not least, léiwen Här President a Rapporter vum Dag a vun der Woch, merci och dir, éischtens fir de Rapport vun haut, mee awer och – well dat war jo elo de leschte Rapport – fir dës Legislaturperiod, deen s de gemaach hues, fir deng Aart a Weis, wéi s de déi Chamberskommissioun iwwert déi lescht fënnef Joer geleet hues, als Netjurist heiansdo en Defi, mee heiansdo vläicht och en Avantage. An duerfir merci dir fir däi groussen Asaz fir d'Cause an natierlech och fir dësen Dossier, vun deem ech weess, dass en dir och extreem um Häerz läit. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Justizministesch Sam Tanson Merci. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7949. Den Text steet am Document parlementaire 7949[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7949 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an 3 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7949 est adopté par 56 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 6539A – Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant :

1° le livre III du Code de commerce ;

2° le livre II, titre IX, chapitre II, section Ière du Code pénal ;

3° les articles 257 et 555 du Nouveau Code de procédure civile ;

4° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

5° la loi uniforme modifiée sur les lettres de change et billets à ordre, telle qu'elle a été introduite dans la législation nationale par la loi du 8 janvier 1962 ;

6° la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes, de conciliateurs d'entreprise et mandataires de justice assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;

7° la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

9° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

10° la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

Als nächste Punkt kënnt de Projet de loi 6539A iwwert d'Moderniséierung vum Faillitegesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. De Kolleeg Charles Margue sot de Moie bei der Presentatioun vun engem Projet de loi, e géif sech méi jonk spieren. Abee, Charel, ech muss soen, ech spiere mech eng 40 Joer méi jonk, well wéi ech 1980 op de Barreau koum, war ech bei enger Konferenz derbäi, wou en eminente Jurist eng kleng Konferenz iwwert d'Faillitegesetz gehalen huet a wou en dunn ofgeschloss a gesot huet: „D'Moral vun der Geschicht: D'Faillitegesetz muss geännert ginn." Abee, haut si mer sou wäit, méi wéi 40 Joer duerno. Voilà, an et war och keng einfach Saach.

Bon, wéi gesot, loosse mer awer elo zum Projet de loi kommen: De Sujet Faillite, wéi gesot, ass an de leschte Méint a Wochen nees zu engem méi aktuellen Theema ginn. Mir brauchen dofir nëmmen d'Zeitungen opzemaachen, fir festzestellen, dass vill Faillitten an de leschte Woche veréffentlecht gi sinn. D'Grënn si villfälteg a vu Faillite zu Faillite verschidden. Et gëtt net eng eenzeg richteg Äntwert. All Failite bréngt hir eege Komplexitéite mat sech an all Faillite ass anescht. Et gëtt ganz vill kleng Entreprisë mat wéinege Salariéen, mee awer och grouss Entreprisen, vläicht manner un der Zuel, mee wou méi Salariéen ugestallt sinn, déi duerch eng potenziell Faillite impaktéiert ginn.

An deem Sënn brauche mer och e flexibelt Gesetz an eent, dat sech de Gegeebenheete vun der jeeweileger Situatioun kann upassen an dat et erlaabt, dem Commerçant oder dem Betrib a senger Situatioun ze hëllefen.

Eist aktuellt Gesetz ass en alen Text, deen deelweis op d'19. Joerhonnert zréckgeet. Iwwert déi lescht Joren ass versicht ginn, ëmmer erëm Léisungsusätz auszeschaffen, an et goufen Initiative geholl, fir punktuell Upassunge virzehuelen an deem Sënn fir d'Preventioun vun de Faillitten, respektiv fir géint organiséiert Faillitte virzegoen.

Den 1. Februar 2013 – et sinn also elo 10 Joer – gouf de Projet de loi 6539 bei der Chamber deposéiert. Zënterhier ass den Text vill geännert ginn, well mëttlerweil och Direktiven hu misse mat integréiert ginn. Den 22. Juli 2021 ass den Originalprojet an zwee gespléckt ginn. De PL, also de Projet de loi, 6539B, deen d'Procédure de dissolution administrative sans liquidation organiséiert huet, ass mëttlerweil Gesetz.

Mam Gesetzesprojet 6539A stëmme mir haut en neien Text iwwert d'Faillitten, deen et erlabe soll, Faillitten an enger éischter Phas sou gutt et geet ze verhënneren oder awer integral duerch eng adequat Betreiung ze begleeden, fir esou déi beschtméiglech Léisunge fir souwuel d'Creancieren an d'Debiteuren auszeschaffen.

Dësen neien Text huet véier grouss Achsen. Ech wäert net op all eenzelnen Artikel agoen, Dir fannt wéi ëmmer all Detailer, Commentairen an Avisen am schréftleche Rapport. Trotzdeem wäert ech op d'Haaptaspekter agoen an déi och kuerz developpéieren.

De Projet de loi 6539A verfollegt, wéi gesot, verschidden Approchen an huet véier grouss Voleten: de Volet Preventioun, de Volet Reparatioun, e repressive Volet, also e repressiven Deel, a véiertens e soziale Volet.

Zum éischte Volet, der Preventioun: D'Preventioun ass en immens wichtege Volet. Eng Faillite propper ofzewéckelen, ass sécher eng gutt Saach, et net zu enger Faillite kommen ze loossen, ass den Optimalfall. Mam Volet préventif vun dësem neien Text siche mer, ze vermeiden, dass et automatesch zu enger Faillite an engem Betrib muss kommen, just well d'Entreprise a Schwieregkeete stécht. Sécher gëtt et an der aktueller Legislatioun scho Moyenen, mee déi sinn deels immens schwéierfälleg, deels kaschte se ëmmer nach weidert Geld, soudatt nëmmen déi Betriber op si kënnen zréckgräifen, déi finanziell nach genuch Sputt hunn, fir sech kënnen hëllefen ze loossen. Dass net all Betrib op dës Mëttele kann oder wëllt zréckgräifen, ass an deem Fall verständlech.

Mat deenen neien Dispositioune sollen d'Betriber kënne vermeiden, an eng Faillite ze falen. Et gëtt also e System agefouert, deen dës al Mesüre soll ersetzen. Elo soll scho vidrun, éier et ze spéit ass, eng Zort Alarmmechanismus, de sougenannte „système de clignotants", wéi en am Text genannt gëtt, agefouert ginn. Deen hëlleft, d'Entreprisen, déi an der Nout sinn, scho wäit am Viraus kënnen ze identifizéieren.

Fir dës Betriber ze identifizéieren, gesäit den Text zwee Weeër vir: Zum enge setzt den Text op déi fräiwëlleg Approche. De Commerçant oder d'Entreprise kréien eng ganz Rei Outilen zur Verfügung gestallt a sollen och incitéiert ginn, dës Mesures de soutien fréi genuch an Usproch ze huelen. Da spillt awer och de Wirtschaftsministère eng wichteg Roll. De Ministère soll Entreprisen, déi Schwieregkeeten hunn oder déi de Risiko lafen, an eng Faillite ze rutschen, kënnen identifizéieren, se opklären a beroden, wéi eng Mesüre kéinte geholl ginn, fir eeben eng Faillilte ze vermeiden.

Oft ginn haut d'Prozedure vun der Gestion contrôlée vum Commerçant vill ze spéit ugefrot, an zwar zu

engem Moment, wou d'Situatioun schonn immens verfuer ass an net méi vill ka gemaach ginn. Deemno féiert déi aktuell Gestion contrôlée nëmme sielen zu enger Reorganisatioun vum Betrib. An deem Sënn gëtt mat deem neien Text d'Cellule d'évaluation des entreprises en difficultés geschaf, déi ënner anerem den Optrag huet, eng Assignation en faillite ze appreciéieren. D'Commerçantë kënnen och scho fréizäiteg de Kontakt sichen, wa si mierken, dass Problemer bestinn, fir sech dann aus där Situatioun eraus hëllefen ze loossen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer zum zweete Volet vun dësem Text, dem Volet réparateur. Dëse Volet baséiert op der Iddi vun enger zweeter Chance. Commerçanten, déi aus enger ongläcklecher Situatioun eraus oder well si en éierleche Feeler gemaach hunn, an eng Faillite gefall sinn, sollen d'Geleeënheet kréien op eng zweet Chance an d'Recht op en neien Ufank. Deemno soll et och esou sinn, dass Eenzelpersounen, also Personnes physiques, déi Commerçant sinn, no der Clôture vun hirer Faillite net méi onbedéngt Debiteur vum Passif vun der Faillite solle sinn.

Am Kader vun der Prozedur vun enger Réorganisation judiciaire kann de Commerçant selwer e Conciliateur virschloen. Dëse kann awer och vum Wirtschaftsministère oder dem Ministère fir kleng a mëttelstännesch Betriber bestëmmt ginn. Dëse Conciliateur d'entreprise ass dann zoustänneg fir d'Reorganisatioun vun allen oder enger Partie vun den Aktiven an den Aktivitéiten, dëst am oder ausserhalb vum Kader vun der Réorganisation judiciaire.

D'Zilsetzung ass an dëse Fäll dann entweeder en Accord à l'amiable, also eng Eenegung am Gudden, oder awer en Accord tëschent dem Debiteur an de Creancieren iwwer e Plang fir d'Reorganisatioun.

Nieft engem Conciliateur gëtt am Fall vun enger Faillite natierlech, wéi och elo schonn, e Curateur vum Geriicht genannt, deen de Suivi vun der Faillite an déi néideg Demarchen ënnerhélt, bis hin zur Clôture vum Dossier.

Als drëtte Volet gesäit deen neien Text e Volet répressif vir. Wat ass elo heimadder gemengt? Et soll an Zukunft méi schwéier gemaach gi fir Acteuren, déi net aus engem Feeler eraus, mee aus purer Absicht a Berechnung, aus bewosstem Risikoverhalen oder souguer illegaler Aktivitéit, hire Commerce an d'Faillite gedriwwen hunn.

Wou Commerçanten, déi tatsächlech Pech haten oder déi eventuell onbeabsichtegt Feeler gemaach hunn, an Zukunft besser am Virfeld ënnerstëtzt an no enger Faillite gehollef solle kréien, do sollen déi Commerçanten, déi a vollem Bewosstsäin eng Faillite riskéieren, méi haart bestrooft ginn. Et soll och vermidde ginn, dass si vum System profitéiere kënnen a beispillsweis hire Commerce einfach esou fale loossen, fir da kuerz duerno erëm en neien op d'Been ze stellen an do esou virunzefueren, wéi si mat dem viregten opgehalen hunn.

Et ass net ëmmer evident, den Ënnerscheed ze maachen tëschent engem Betrib, dee leider an eng Faillite gefall ass, an engem, deen dës mat voller Absicht selwer erbäigefouert huet. Dofir sollen d'Faillitten och dekriminaliséiert ginn. Doduerch gi strofrechtlech Poursuitten – de Fall gesat – méi einfach gemaach, ouni systematesch op eng Instruktioun vum Untersuchungsriichter mussen zréckzegräifen. Dës Prozedure si laangwiereg a schwéierfälleg – also déi mat der Instruktioun mam Untersuchungsriichter. Mat den neie Prozedure kënnen déi zoustänneg Autoritéiten elo méi schnell a méi effikass poursuivéieren. Dëst gesot, gëtt d'Faillite an deem Kontext als en Delit am neien Text festgehalen.

Finalement, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sief nach gesot, dass de véierte Volet manner prozedural ass, mee méi eng Saach vun der Zilsetzung vun dësem neien Text. De véierten ass de soziale Volet. Wat ass domadder gemengt? Ma déi ganz Mesüren, an zwar d'Cellule d'évaluation des entreprises en difficultés, de Conciliateur, d'Réorganisation judiciaire, awer och de repressiven Deel, sollen hëllefen, d'Aktivitéit an domat och d'Aarbechtsplazen an de Betriber ze preservéieren. Gläichzäiteg kënnen esou och déi Käschten evitéiert ginn, déi eng Faillite fir de Staat mat sech bréngt.

Zu den Avisen, déi an dësem Fall gemaach gi sinn: De Staatsrot hat scho virun der Scissioun vum Projet de loi eng Koppel Avisen eragereecht. a vu dass de Projet duerno awer opgespléckt ginn ass, géif ech mech an dësem Deel op d'Avisen aus dem zweeten an drëtten Avis complémentaire fokusséieren.

Eng Fro, déi de Staatsrot sech gestallt huet, déi ënner anerem och de Barreau opgeworf hat, war iwwert d'Relatioun an d'Zesummenaarbecht tëschent dem Conciliateur d'entreprise, dee vun engem Member vun der Regierung, soi-disant vun dem zoustännege Ministère genannt gëtt, an dem Mandataire de justice, deen duerch d'Geriicht nominéiert gëtt. Hei war d'Fro, dass d'Interaktioun tëschent béide Parteie sollt am Text e Stéck méi wäit preziséiert ginn.

Weider Prezisiounen hu si sech och gewënscht bei der Lëscht vun de Creanciers, de sougenannte „créanciers sursitaires". Do sollt méi kloer festgehale ginn, wien a wat fir Donnéeën an esou engem Dossier kënne consultéiert ginn.

Eng Prezisioun sollt awer erausgeholl ginn. Am Kontext vun enger kompletter oder partieller Remise vun der Schold war een Ament virgesinn, dass d'Geriicht eng Remise kéint refuséieren, wann – an dat hei zu der Prezisioun – e reelle Broch am Equiliber tëschent de Rechter vum Debiteur an deene vun de Creancierë gi wär. Hei hat de Staatsrot d'Remark gemaach, dass esou e Motiv net virgesi wär an et och net ganz kloer wier. Doropshi gouf dësen Deel och aus dem Text gestrach.

De Barreau hat sech dann d'Fro gestallt, wisou net och d'Sociétés en commandite spéciale duerch dësen Text an der Lëscht vun den Debiteure couvréiert wieren. De Staatsrot hat notamment eng änlech Fro zu de Sociétés en commandite simple opgeworf. De Barreau gesäit dann och eng aner, manner grouss Opportunitéit an der geplangter Phase administrative, fir d'Betriber, déi a Schwieregkeete stiechen, ze identifizéieren, an en huet d'Iwwerleeung, dass dat och hätt kënnen duerch reegelméisseg Kontakter, eng gutt Kommunikatioun an eng organiséiert Koordinatioun couvréiert ginn.

Änlech wéi de Staatsrot gesäit de Barreau och bei deenen eenzelne Mesüren a Persounen, déi bei enger Reorganisatioun oder enger Faillite sollen asprangen, dass potenziell Konfusioun kéint entstoen, eeben duerch déi verschiddentlech Nomenclature vun deenen eenzelne Leit, an och, well Elementer, wéi beispillsweis d'Honorairen, net bis an den Detail definéiert gi wären.

D'Chambre des Métiers bedauert op hirer Säit, dass d'Pouvoire vun der Cellule d'évaluation des entreprises en difficultés net exakt preziséiert sinn a fënnt och, dass een der Cellule hätt kënne méi Pouvoiren a méi Moyene ginn, fir se net just op d'Ofstëmmung vun enger Faillite ze limitéieren. Allgemeng wier d'Prozedur och relativ schwéierfälleg an d'Exigencen, déi besonnesch och un déi ganz kleng, kleng a mëttelstännesch Betriber gestallt géifen, wieren net a Relatioun mat der Realitéit um Terrain a mat deem, wat fir si och machbar wier. An deem Sënn hätte si sech dann och eng gratis Assistenz gewënscht, fir notamment d'Betriber an d'Commerçanten ze betreien.

Da koum nach een Avis ganz spéit era vun der Association luxembourgeoise des mandataires de justice. Déi hat eng änlech Remark gemaach. Och si huet fonnt, dass dee villen administrativen Opwand kéint en negativen Impakt op d'Betriber an d'Ekonomie hunn, dass d'Prozedur ze komplex wier a sech nëmme schwéier um Terrain kéint ëmsetze loossen.

Finalement den Avis vun der Chambre de Commerce. Si gesäit den Text als eng Verstäerkung vum Faillitegesetz, besonnesch am Kader vun der Responsabilitéit vun den Dirigeantë vun de Betriber. D'Sécurité juridique géif gestäerkt ginn, ganz besonnesch och wier elo eng Ënnerscheedung méiglech tëschent éierlechen an onéierlechen Dirigeanten, also deenen, déi duerch Feeler an der Gestioun an hirem Betrib a Problemer falen, an deenen, déi manifestement mat voller Absicht sech net un d'Reegele géifen halen a wou da Feeler passéieren.

Och de Prinzipp vun der zweeter Chance gëtt vun der Chambre de Commerce begréisst. Hei hätt sech d'Chambre de Commerce gefreet, wann dës Dispositiounen ausserhalb vun de Personnes physiques och aner Dirigeantë géifen integréieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem neien Text brénge mir eng Rei gutt Mesüren op de Wee, déi hëllefe kënnen, eis Betriber an de Commerce à long terme ze schützen an ze preservéieren. D'Risike kënne schonn am Virfeld identifizéiert an analyséiert ginn an hinne ka cibléiert entgéintgewierkt ginn.

Duerch eng gutt Zesummenaarbecht tëschent de Commerçanten an den zoustännege Ministèrë kënne mir esou d'Commerçantë schützen an derfir suergen, dass eis Betriber op staarke Bee stinn an och d'Aarbechtsplazen domat zukunftssécher sinn. Als DP ënnerstëtze mir dësen Usaz, deen de Commerçanten an den Employeure méi eng grouss Sécherheet bitt fir elo a fir d'Zukunft. Dëst gesot, verweisen ech nach eemol op de schréftleche Rapport fir all Detailer a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Erlaabt mer allerdéngs nach e puer Schlussremarken, an zwar e puer Mercien: D'Souskommisioun Faillite ass elo zu Enn. Si huet hir Missioun erfëllt an ech géif do de Memberen, a virop och dem Léon Gloden, e grousse Merci soe fir déi gutt a flott Zesummenaarbecht, déi mer haten. Dann natierlech awer och de Mataarbechter am Ministère, dem Daniel Ruppert, dem Pascale Millim an dem Anne Klees. Si hunn och eng super, super Aarbecht geleescht, grad wéi de Christophe Li als Sekretär, a bei eis an der Fraktioun de Loris Meyer an d'Christine Fixmer. A selbstverständlech wëll ech awer och de Conseil d'État net vergiessen, deen hat och net ëmmer eng einfach Tâche.

Nach eng Kéier villmools merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Guy Arendt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Och vu menger Säit e ganz décke Merci dem Rapporter, dem Guy Arendt, net nëmme fir de schréftlechen a mëndleche Rapport, mee och fir déi gutt Féierung vun där Souskommissioun, an och e Merci all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn.

Här President, mir hu virun enger gudder Woch kënnen an der Press liesen, datt d'Faillitten an d'Luucht ginn. 560 Entreprisë sinn dat éischt Semester dëst Joer faillite gaangen, dat sinn 10 % méi wéi am Semester virdrun. Dofir ass et wichteg, datt mer haut e Gesetz stëmmen, wat am Fong e Paradigmewiessel bréngt. D'Originne vun dësem Gesetz waren an der Deklaratioun vun der Regierung vun 2009, a meng Kolleegin Octavie Modert huet den Text, wann ech dat richteg nogekuckt hunn, den 1. Februar 2013, deemools als Justizministesch, deponéiert (veuillez lire: a mäi Kolleeg François Biltgen huet den Text [...] deemols als Justizminister deponéiert).

Ech schwätze vun engem Paradigmewiessel, well mer am Fong haut mat dësem Gesetz nom Motto fueren „agir" amplaz „réagir". Mir wëllen, datt d'Leit dobausse sech trauen, e Betrib opzemaachen. A wann een e Betrib en faillite huet, dann ass et natierlech och ëmmer erëm e perséinlechen Echec. An d'Iddi, déi hannert dësem Projet de loi steet, ass e bëssen d'Iddi vum Chapter 11 – d'Spezialisten en matière de droit de faillite wëssen, vu wat ech schwätzen.

De Guy Arendt huet et gesot: Duerch dëse Projet de loi gëtt eebe probéiert, éier d'Kand am Pëtz läit, wann ech dat esou däerf ausdrécken, dem Betrib, dem Commerçant ze hëllefen. Jiddwereen huet am Liewen en Droit à l'erreur an et huet ee vläicht eng gutt Iddi, mee vläicht ass d'Iddi ze fréi fir e Marché oder d'Iddi ass gutt fir de Marché an déi Persoun, déi d'Iddi entwéckelt huet, ass net richteg gutt als Commerçant. Dat wëllt awer net heeschen, datt e keng zweet Chance kritt.

Als jonken Affekot hunn ech e puer Faillitte gemaach. Meng éischt Faillite war e Kamellebuttek, ech hunn do missen Tonnen Haribo-Kamellen un de Mann bréngen. Dat war eng flott Erfarung. Ech hunn der och e puer selwer herno dierfen iessen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Klein Leo.

M. Léon Gloden (CSV) | Jo, aber nicht dick Leo.

(Hilarité)

E Paradigmewiessel gëtt hei eebe gemaach mat dem Asaz, mat der Aféierung vun där Cellule d'évaluation. An hei ass et wichteg, datt déi verschidde staatlech Instanzen eeben zesummeschaffen, well nëmmen esou kann de System vun de Clignotanten, wéi de Guy Arendt et gesot huet, funktionéieren. Et muss fréi erkannt ginn, datt do e Risiko besteet, datt déi Entreprise oder dee Commerçant kann an d'Faillite falen, an et gëtt eeben da probéiert, deem betreffende Betrib ze hëllefen.

Dat geet iwwer verschidden Etappen. Déi éischt Etapp ass déi, wou d'Geriicht am Fong net intervenéiert. Duerno geet et iwwert d'Procédure judiciaire, wou eebe mat Experten, déi kënne villschichteg sinn, probéiert gëtt, de Betrib erëm opzeriichten, op d'Schinnen ze bréngen. Dat ka geschéien, andeem een en Deel vun der Aktivitéit verkeeft oder d'ganz Aktivitéit verkeeft. A wat de Fil rouge ass an dësem Projet de loi, fir datt et ka fonctionéieren, dat ass eeben de Sursis, de Rapporteur ass dorobber agaangen. Wärend der Period Sursis kann/däerf näischt bezuelt ginn, bis eeben déi definitiv Decisioune geholl ginn, wéi dee Betrib reorganiséiert gëtt.

Fir eis als CSV war et ganz wichteg, datt an deem Projet de loi an och an de verschiddenen Amendementer, an dat war och e Souci vun der Souskommissioun a vun der Commission juridique, d'Rechter vun den Arbeitnehmer zu all Moment garantéiert sinn. Ech erënneren drun: Am Kader vun enger Faillite hunn déi e Superprivileeg an e Privileeg, an eis war et wichteg, eeben déi Rechter vun den Arbeitnehmer ze garantéieren am Kader vun dësem Projet de loi, wat eis och gelongen ass.

Ech soen awer och grad esou däitlech: Wann op där enger Säit dëse Projet de loi dofir do ass, ze evitéieren, datt een duerch e perséinlechen Echec direkt an d'Faillite fält, ass et awer grad esou richteg a wouer, datt dëse Projet de loi och derzou bäidréit, datt verschidde Faillites frauduleuses wierklech kräfteg sanctionéiert ginn! Wann e Filou mengt, et geet duer, eng Gesellschaft opzemaachen, an als éischten Akt kafen ech mer en décken Auto a probéieren, deen nach ofzesetzen, an duerno geschitt näischt méi, ass et mat dësem Projet de loi e kloert Signal: Dat geet net! Déi wäerte poursuivéiert gi mat aller Häert.

An dofir hu mer – an dat ass wichteg, datt een dat hei och nach eng Kéier ënnersträicht – d'Banqueroute frauduleuse dekriminaliséiert. Dat wëllt net heeschen, datt se manner streng ugewannt gëtt, mee et ass elo en Delikt a si ka méi schnell ugewannt ginn, et kann ee méi schnell condamnéiert gi fir eng Banqueroute frauduleuse, wat wichteg ass, well all déi Leit, déi an där Matière schaffen, wëssen, datt dat sech iwwer Joren – iwwer Joren! – hinzitt an datt et mat der Zäit och ëmmer méi schwiereg gëtt, déi néideg Preuven ze bréngen.

Da war nach e wichtege Punkt, dee mer laang diskutéiert hunn, iwwert d'Responsabilitéit vun den Administrateuren. Ech mengen, et war elo gëschter e wichtege Statement komm vum Avocat général vum Europäesche Geriichtshaff iwwert d'TVA vun den Administrateuren.

(Interruption)

Mir wëssen, datt d'Administrateuren e wichtege Businessmodell fir Lëtzebuerg sinn an dofir war et eis och wichteg, dee Volet hei an dësem Projet de loi esou unzepassen, dass dëse Businessmodell och nach ka fonctionéieren. Well am Ufank war gesot ginn, datt bei deem klengste Feeler jiddweree mat zur Rechenschaft gezu gëtt. Dat schreckt natierlech vill Administrateuren of.

An do si mer eriwwergaangen op d'Faute caracterisée. Dat heescht, wann ech wierklech aktiv wëssend derzou bäigedroen hunn, datt et engem Betrib schlecht geet, da ginn ech matcondamnéiert. Wann zum Beispill – fir e Beispill ze soen – just eng Kéier vum Dirigeant vergiess gëtt, d'Konten ze deponéieren, da ginn ech als normalen Administrateur a priori net responsabel gemaach.

Dëst gesot, wëll ech dann eng Kéier hei jiddwerengem Merci soen, un der Spëtzt dem Guy Arendt, fir déi gutt Koordinatioun, a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, erlaabt mer am Ufank, wierklech dem Rapporter e grousse Merci ze soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, mee awer och an där selwechter Persoun dem President vun där Souskommissioun, dem Guy Arendt, fir déi exzellent Aarbecht, déi do am klenge Kommittee geleescht gouf.

Mir hate vill flott Gespréicher, mir haten awer och interessant Entrevuen an et war och ganz wichteg, fir ënner anerem op Best Practices vun eisen Nopeschlänner zréckzegräifen am Kader vun deene Gespréicher.

De Begréff „Faillitten" ass am Volleksmond ëmmer ganz negativ behaft, well et meeschtens mat enger frauduleuser Praktik gläichgestallt gëtt, wou et am Endeffekt jo de Patron wier, deen de grousse Gewënner ass. D'Employéen, d'Clienten a vill aner Creanciere bleiwen op der Streck.

Mee opgepasst, an et ass haut scho gesot ginn: Et gëtt en Ënnerscheed tëschent der „mauvaise foi" an der „bonne foi". An dat däerfe mer net vergiessen!

De Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, kënnt en aval vum Projet iwwert d'Prozedur vun der Dissolution administrative ouni Liquidatioun vun den Entreprisen. Do ass et virun allem drëms gaangen, de Geriichter den Aarbechtsopwand ewechzehuelen an och esou Zäit a Suen ze spueren. Mee och d'Betriber profitéiere vun enger méi séierer a méi effikasser Prozedur vun der Opléisung vun hirer juristescher Perséinlechkeet.

Stéchwuert Geld: D'Faillitte si Situatiounen, wou eng Entreprise net méi genuch Fongen huet, fir hir Echeancen an hir Scholde kënnen ze bezuelen, dat heescht, de Passif kann net méi mat hirem Actif gereegelt ginn. A genee dorëms geet et bei dësem Projet, an ëm villes, villes méi.

Wéinst dem Rapport, also wéinst dem gudden an dem explizitte Rapport limitéieren ech mech op d'Remise de dettes, op de Scholdenerlooss, vun de Personnes physiques, déi als Independant hire Betrib féieren. Et kann ee sech mat Liichtegkeet virstellen, dass jiddwereen, deen de Courage hat, fir sech selbstänneg ze maachen, et als eng perséinlech Néierlag erlieft, wa säi Betrib duerch eng Faillite muss opgeléist ginn. An och fir seng Famill ass esou eng Situatioun definitiv net schéin.

An der Coronapandemie konnte vill kleng Betriber an Independanten duerch generéis staatlech Hëllefen an notamment den Avancësystem vum Chômage partiel virun der Faillite gerett ginn, an den Taux vun de Faillitte war souguer par rapport zur Normalsituatioun signifikativ erofgaangen. Deemno goufe manner Faillitte registréiert wéi virun der Pandemie.

Mee och déi nei Situatioun mat engem Krich an Europa, enger staarker Inflatioun a Liwwerenkpäss stellt vill Entrepreneure viru Problemer, esou dass si et sech net leeschte kënnen, hiert Geschäft weiderzeféieren, an am schlëmmste Fall musse si Faillite erklären, ouni dass si souguer selwer eppes dofir kënnen.

Wéini ass eng Firma an Nout? Dat muss beschtefalls ganz séier erkannt ginn. Eist neit Gesetz huet esou Fréiwarnsystemer virgesinn, sougenannt „Clignotanten", fir direkt professionell Hëllef an duerno eng adequat Begleedung unzebidden.

Grad op dëser Plaz wëll ech drop hiweisen, dass e ganz gudden an iwwersiichtlechen Tablo mat liicht verständleche Grafiken dem Rapport vun dësem Gesetz bäigefüügt ass, wou och sämtlech Etappen illustréiert sinn an déi ganz genee weisen, mat wéi engen Instrumenter e Betrib zu wéi engem Moment kann ënnerstëtzt ginn. Hätte mer also dëst Gesetz mat all senge Prozedure scho gehat, dann hätt ee vläicht eng schwiereg Situatioun wéi déi bei Liberty Steel eventuell verhënnere kënnen.

Mir wëllen d'Prozedure vereinfachen, se vervillfältegen an eng zweet Chance fir d'Independantë virgesinn, wéi se och elo an der Reform vum Gesetz zum Droit d'établissement virgesinn ass. Eng Faillite huet vill Konsequenzen op perséinlechem Niveau, dat souwuel fir de Patron wéi och fir seng Ugestallten.

Well et e Problem ass, dass, wann en Independant Faillite deklaréiert, hie seng Ugestallten net méi bezuele kann an donieft och nach seng opstoend

Scholde bei senge Creanciere bezuele muss, huet dësen Text déi sougenannten „zweet Chance“ virgesinn. Dës funktionéiert duerch en Erloosse vun de Scholden, déi virum geriichtleche Failittenurteel existéieren. Dat heescht, all Schold, déi duerno gemaach gëtt, fält hei net eran. A wat de Conjoint ugeet, dee sech wärend dem Bestietnis perséinlech matverscholt huet, dee gëtt vun där Schold befreit.

Et ass och wichteg, ze betounen, dass d'Europäesch Direktiv 2019 iwwert d'Faillitten an d'Restrukturatiounen de Memberstaaten imposéiert huet, esou eng Remise de dettes fir d'Independantë virzegesinn. Andeems mir eist Gesetz deementspriechend upassen, schafe mir also eng zweet Chance fir déi Independanten, déi eng verdéngt hunn. Dat soll heeschen, dass déi ausgeschloss ginn, déi duerch hiert Feelverhalen oder duerch schlechte Wëllen eng Faillite muttwëlleg erbäigefouert hunn.

Am Prinzipp kann all Interesséierten, och de Staatsaffekot an och de Curateur, opgrond vun enger motivéierter Ufro d'Sträiche vum Scholdenerlooss beim Geriicht ufroen. Esou ee Mechanismus virzegesinn ass wichteg, sollt engem Riichter e wëllentleche Feeler oder e béise Wëllen net direkt opgefall sinn.

Well dëst neit Gesetz eiser Ekonomie guttdeet, andeems Independanten eng zweet Chance kréien an et net méi virkomme wäert, datt et zu Problemer oder Zweifel beim Iwwerhuele vun de Salairë vun den Ugestallte bei enger Faillite kënnt, kann ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Als LSAP-Vertriederin kann ech hei den Accord ginn zu allem, wat an dësem Gesetz steet. Ech wëll awer och soen, dass mir näischt dergéint hätten, wann an enger weiderer Reform vum Gesetz och nach eng Kéier d'Rechter vun de Salariéë géife gestäerkt ginn, an zwar an deem Sënn, dass d'Salariéen am Fall vun enger Faillite déi nämmlecht Rechter géifen zougesprach kréien, wéi dat schonn haut bei engem Plan social de Fall ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech schléisse mech de Mercien un un all déi, déi matgeschafft hunn, am Ministère den Daniel Ruppert, d'Pascale Millim an d'Madamm Klees, an de Guy Arendt, dass hien déi Charge hei iwwerholl huet, dee Rapport ze maachen. Dat war net ohne, mee dat war awer der Effikassitéit geschëlt. An als Kommissiounspresident sinn ech an deem do Beräich awer och net à même gewiescht, mech kuerzfristeg esou anzeschaffen, wéi dat fir eng Presidence néideg ass. Dofir en duebele Merci.

Ech soen och nach, wéi dat hei lassgaangen ass: De Franz Fayot war um Wackele fir an d'Regierung, an du koum hien, an do sot hien: „Hei, mir mussen eppes maachen!“ An hie wollt dat dee Moment an deene Méint, wou hien do war, ganz kuerzfristeg maachen, well hien an der leschter Legislatur quasi als Solist mam Ministère zesummen un deem Text geschafft huet, awer e wéineg allein auf weiter Flur. An dofir, voilà, ech si frou, dass mer him dann och kënne soen: Mission accomplie!

De Guy Arendt huet et gesot: net – wéi et hei op mengem Text steet – zéng Joer oder méi wéi zéng Joer, mee 40 Joer ass et noutwendeg, a méi wéi zéng Joer gouf dru geschafft un dëser Reform. Et gouf e Projet 2003 vum deemolege Justizminister, mee do ass awer näischt draus ginn. Et ass also elo haut definitiv e Grond, sech ze freeën. An et weist och op en Neits, entschëllegt, léif Oppositioun, Dir hutt hei gehollef, mee d'Majoritéit liwwert, wat mer eis virgeholl hunn. Hei ass och e Beispill dovun.

(Brouhaha)

Ech soen alle Memberen, déi effikass matgeschafft hunn an dëser Kommissioun, ënner anerem dem éierewäerte Léon Gloden, Merci.

Eis Gesetzgeebung ass oder war net méi „up to date“ bis haut an huet missen iwwerschafft ginn. International Gremie wéi d'OECD hu scho laang drop higwisen, dass eis Faillittegesetzgeebung misst iwwerschafft ginn.

Eng innovativ Ekonomie brauch och eng modern Faillittegesetzgeebung, déi e kloren an effikasse Kader bitt a Faillitte maachen net als Fatalitéit ugesäit, well Faillitte maachen, sou onschéin dat och ass wéinst dem Verloscht un Aarbechtsplazen an den domat verbonnene perséinleche Schicksaler, gehéiert nun emol zu enger dynamescher Ekonomie derzou. Net all Geschäftsiddi kann zum Erfolleg féieren an net all éischte Versuch ass direkt e Sechser am Lotto.

Eng modern Faillittegesetzgeebung ass dofir eng Konditioun fir e gudden Entrepreneursgeescht an eisem Land. Wa mer wëllen, dass d'Entreprisë sech mat innovativen Iddie lancéieren, dass Entrepreneuren an Entrepreneurinnen opstinn, fir eis Ekonomie méi klimafrëndlech, méi digital a méi ressourcëschounend opzestellen, da musse mer hinnen och d'Sécherheet ginn, dass am Fall, wou et net klappt, wou et schifgeet, keng éiweg a schwéierfälleg Prozeduren op si waarden an dass si net e Liewe laang stigmatiséiert ginn an eng zweet Chance duerno kréien.

Am beschten ass et natierlech, wann et iwwerhaapt net zur Faillite kënnt. Dofir begréisse mir ausdrécklech de preventive Volet vun dëser Reform, deen an Zukunft derfir suerge soll, dass duerch eng Zort Virwarnsystem mat verschiddenen Indicateuren déi betraffen Entreprisë fréi genuch déi néideg Hëllef kréien a Mesüren huele fir géigenzesteieren. Gradesou begréisse mir als Gréng, dass et an Zukunft eng zweet Chance wäert gi fir nei ze starten. Domat baue mer Barriäre fir sech ze lancéieren of a stäerken den Entrepreneursgeescht, wéi scho gesot, hei zu Lëtzebuerg, an dat an enger Zäit, wou mir et méi wéi jee brauchen.

Kreeslafwirtschaft, Klimaneutralitéit, Ressourceneffizienz, all dëst sinn Ziler, deene mer net just, awer och mat Innovatioun an Entrepreneursgeescht kënnen e gutt Stéck méi no kommen.

Ech soen Iech Merci a ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech mengen, ech kann et kuerz maachen, well den Här Arendt huet wierklech en éischtklassege Rapport gemaach an déi aner Riedner sinn och, mengen ech, op souwäit all Aspekter schonn agaangen, déi nach an dësem Gesetz ze fanne sinn.

Et ass eppes, wat mir begréissen. Ech wëll just een Aspekt uschwätzen, deen, mengen ech, bis elo an de Rieden net ernimmt gouf, dat ass de Standuertfacteur Lëtzebuerg. Well wann een déi Diskussiounen och am Ausland ëm méiglech Investitiounsstanduerter verfollegt, da gesäit een, datt déi aktuell Situatioun, wéi mir se bis elo zu Lëtzebuerg iwwert d'Faillitterecht haten, d'Leit decouragéiert huet, op Lëtzebuerg ze kommen an de Risiko vun enger Firmegrënnung hei op sech ze huelen.

Dofir ass dat hei ëmsou méi ze begréissen, well et de Standuert Lëtzebuerg stäerkt! An et kann een eigentlech nëmmen d'Regierung encouragéieren, fir dat dote Gesetz an eiser Baussepresentatioun zesumme mat der Chambre de Commerce an aneren interesséierten Acteuren och ze promouvéieren, well et ass schonn eppes Wichteges, wat hei geschitt, eppes Neits, wat eis an der internationaler Konkurrenz mat anere Standuerter awer e Virdeel verschaaft.

An deem Sënn si mir frou, fir dat heite matzedroen, soe jidderengem Merci, dee matgeschafft huet un dësem wichtege Gesetz an hoffen, datt et och déi Virdeeler elo bréngt kuerzfristeg, déi mir eis all erhoffen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Guy Arendt als Rapporter, mee nach méi e grousse Merci un hien als President vun der Kommissioun. Sou wéi et Iech vläicht gaangen ass virun e puer Joerzéngten, wéi Dir de Cours krut deemools, ass et mir gaangen als Member vun där spezieller Kommissioun, dass ech emol e Cours krut vun Iech, wéi iwwerhaapt déi ganz Faillitten am Moment zu Lëtzebuerg gereegelt sinn. Ech kann Iech soen, et ass bestëmmt eng vun de Kommissioune gewiescht mat där meeschter Matière a sécherlech och mat ganz ville Stonnen a ganz ville Verhandlungen, wéi een dat doten am beschte Sënn fir eis Ekonomie a fir d'Leit ka léisen.

Lëtzebuerg brauch e modernt Faillittegesetz. Dëst Gesetz ass scho ganz laang an der Maach, et gouf scho laang vum Terrain gefrot an et war jo och Deel vum éischte Koalitiounsaccord vun 2013. Dat heescht, mir brauchen dëst neit Gesetz, dat gesäit een och, leider, un den aktuellen Zuelen. An den éischten dräi Méint vum Joer 2023 hu mer iwwer 500 Firmen, déi hu missen eng Faillite umellen. Jo, dëst sollt eis ze denke ginn: Eleng am Bausecteur sinn 107 % méi Firmefaillitten an dësen éischten dräi Méint wéi an den Zäitraim virdrun.

Zéng Joer ass et hier, dass elo den éischten Text deposéiert ginn ass. Mir Piraten konnten dofir net am Ufank mat um Text schaffen. Ech wëll awer op dëser Plaz dem ganze Personal vun der Chamber souwéi jidderengem och am Ministère, deen dru geschafft huet, e grousse Merci soe fir dee gudde Suivi vun dësem schwieregen a laangjäregen Dossier.

Bis elo war d'Zil vum Faillittegesetz éischter, fir d'Firmen ze liquidéiere wéi dem Patron ze hëllefen, erëm op d'Féiss ze kommen. D'Curateuren hunn alles genau suivéiert an de Patron konnt just nach nokucken. Et huet eis zu Lëtzebuerg ganz kloer u Schutzprozedure fir Firmegrënner gefeelt. Auslännesch Prozedure ware méi séier a méi effikass. Dat war net am Interêt vun der Ekonomie vun eisem Land. Elo mat dësem Projet ass de frëndschaftlechen Accord tëschent de Firmen an de Creanciere méiglech an en ass d'Zil. Dat ass ze begréissen, dass d'Justiz entlaascht soll ginn an d'Prozedure méi einfach solle ginn, wa keen Accord fonnt konnt ginn.

Fir eis Piraten ass kloer, dass un de villen Hiewele muss geschafft ginn, déi een als Staat kann ubidden, fir de Firmen ze hëllefen, ier et zur Faillite kënnt. Well d'Zil muss et sinn, dass esou mann wéi méiglech

Faillitte musse geschwat ginn. Mir brauchen e vaste System vun Aiden, vun Evaluatiounsméiglechkeeten, fir de Firmegrënner ze hëllefen.

Här President, d'Grënne vun enger Entreprise erfuerdert Courage. Et muss ee sech trauen, jo, och trauen ze scheiteren. Mënschlech ass dat immens dramatesch zum Deel, dat hänkt awer och oft mat externe Facteuren zesummen, fir déi net ëmmer de Patron konnt. Dofir musse mir de Leit, déi eng Faillite hu missen umellen, hëllefen, fir dat ganz gutt a séier am Sënn vun alle Bedeelegten op en Enn ze bréngen an eeben déi berüümt zweet Chance nach eng Kéier ze ginn. Mir musse kucken, dass déi Leit aus där Situatioun erauskommen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir déi gutt Aarbecht zesummen an der Kommissioun. Mir wäerten dësen Text da matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, dann och vu menger Säit eng lescht Kéier e schéine gudde Mëtten, Här President an Dir léif Deputéiert, fir dee leschten Text da mat Debatt, deen a menger Attributioun elo dës Legislaturperiod gestëmmt gëtt.

Et ass elo schonn e bëssen op den Historique zréckgekuckt ginn. Do si verschidde Joerzéngten ernimmt ginn an ech ka confirméieren, dass effektiv déi Aarbechten extreem laang zréckginn. An den 90er-Joren ass eng Kommissioun am Justizministère an d'Liewe geruff ginn, fir heiriwwer nozedenken, wat ee kéint maachen. Et ass en éischte Projet de loi deposéiert ginn, et waren Debatten hei an der Chamber an dat Ganzt huet dunn zum Depot 2013 vun deem Text gefouert, dee mer elo haut diskutéieren, deen awer guer net méi dee selwechten Text ass wéi à la base.

Et ass och ernimmt gi vum Rapporter, dass dotëschent och nach Direktive komm sinn, déi hu missen agebaut ginn, soudass hei net manner wéi fënnef Justizministeren a -ministerinne mat deem Projet befaasst waren, an och ënnerschiddlech Rapporteren. De Franz Fayot ass virdrun ernimmt ginn – hie wär gäre komm, wann et muer gewiescht wier, haut konnt e leider net mat dobäi sinn. Mee e felicitéiert Iech awer alleguerten, dass Der dat doten elo och nach hikrut.

Jee, et si ganz vill Ressourcë gebraucht ginn elo déi lescht Joren, fir hei zu engem Resultat ze kommen. An et ass immens wichteg a gutt, dass mer elo dat Resultat hunn, well et ass wierklech en Ëmdenken, e Changement an der Mentalitéit an engem ganz schwierege Beräich, deem, wou eng Entreprise a finanziell Schwieregkeete kënnt, mat all den Implikatiounen, déi dat huet fir d'Proprietäre vun der Entreprise, fir d'Salariéen, déi an der Entreprise schaffen, awer och fir d'Cocontractantë vun där Entreprise, soudass mer als Gesellschaft natierlech en Interêt drun hunn, alles drunzesetzen am Beräich vum Méiglechen an am Beräich vun deem, wat och gutt ass fir jiddwereen, dass mer déi Faillitten evitéiert kréien. Mee natierlech muss weiderhin och alles gemaach ginn, dass en abusiivt Verhale bestrooft gëtt an dass een och net artificiel Entreprisen um Liewen hält, déi dat net kënne bleiwen. Dat ass jo och eng Suerg, déi vill genannt gouf.

Hei geet et haaptsächlech drëm, dass eng rechtzäiteg Identifikatioun vun den Entreprisen, déi Schwieregkeeten hunn, ka gemaach ginn, soulaang se nach ze rette sinn. Dat ass déi Detektioun duerch de Ministère de l'Économie an de Ministère des Classes moyennes, e proaktiivt Handelen, och vun der Säit vun de Commerçanten, an dann eeben déi Cellule d'évaluation des entreprises en difficultés mat fënnef Fonctionnairen, proposéiert vu verschiddenen Administratiounen a Ministèren, an déi appreciéieren dann eeben och d'Opportunitéit vun den Assignations en faillite.

Dir wësst, dass et dacks d'Steierverwaltung oder de Centre commun sinn, déi als Éischt wierklech mierken, wann e strukturelle Problem virläit, well dat dann déi Montante sinn, déi net bezuelt ginn. An et geet awer och drëm, dass mer hei eng ganz homogeen Approche hunn. Déi gëtt et schonn an der Praxis, hei gëtt se formaliséiert, fir ze evitéieren, dass op der enger Säit e Plan de remboursement proposéiert gëtt an op der anerer Säit dann eng Assignation en faillite gemaach gëtt.

Dann natierlech preventiv Mesüre mat verschiddene Prozeduren, déi elo hei agefouert ginn, déi och adaptéiert sinn un d'Gréisst an d'Situatioun vu verschiddenen Entreprisen: d'Procédure extrajudiciaire mam Conciliateur d'entreprise, deen hëlleft op Demande vum Debiteur bei der Reorganisatioun vum Commerce, eppes, wou mer wierklech hoffen, dass dat gräift, dass d'Entreprisen och dorobber zréckgräifen; an eeben och dann deen Accord amiable mat enger Homologatioun duerch d'Geriicht, wou den Debiteur versicht, en Accord mat op d'mannst zwee Creancieren ze fannen. Dann hu mer d'Prozedur vun der Réorganisation judiciaire mat engem Accord collectif, wou dann en Accord fonnt gëtt, dee sech un all d'Creancieren applizéiert. En Transfert par décision de justice: De Mandataire de justice organiséiert d'Cessioun vun den Aktiva vun der Entreprise, fir Kontinuitéit ze preservéieren an natierlech de Sursis, dem Debiteur Zäit ze ginn, fir säi Commerce ze reorganiséiere virum Recouvrement vun de Creancen.

Dës Reform ass och complementaire zu anere Mesüren, sief et vum Ministère des Classes moyennes: de Projet de loi iwwert den Droit d'établissement mat dem Volet „nouvelle chance", deen och nach, mengen ech, hei zum Vott steet dës Woch; dann d'Mesures économiques de soutien, déi vun der Covidpandemie an eeben och méi perenniséiert Mesüren; de Comité de conjoncture, dee jo reegelméisseg zesummekënnt an och eng Surveillance vun der Evolutioun vun der ekonomescher a konjunktureller Situatioun mécht, wou et drëms geet, den Erhalt vun den Aarbechtsplazen ze assuréieren, well dat steet jo wierklech am Virdergrond, an och d'Vermeide vu Licenciementer wéinst konjunkturelle Grënn.

Wann awer dann näischt aneres méi méiglech ass wéi am Beräich vun der Preventioun, da bleift déi eenzeg Méiglechkeet déi vun der Faillite. Hei gëtt e méi zäitgeméisse Kader geschaf, och wann et keng Revolutioun an deem Beräich ass.

Konklusioun: Wat bréngt dëst neit Gesetz? D'Mesures préventives hëllefen zum Deel deene Commerçanten, déi nach ze rette sinn an déi och nach Liquiditéite besëtzen. D'Gesetz behält en Equiliber tëscht dem Erhalt vum Commerce an de Rechter vun de Creancieren. Dat neit Gesetz verhënnert sécher net all d'Faillitten, mee et gëtt eng reell Chance, d'Faillitten ze evitéieren, wann ee rechtzäiteg d'Entreprisen, déi Schwieregkeeten hunn, identifizéiert an d'Problemer kënne geléist ginn an et passend Mechanismen an deem Sënn gëtt an d'Entreprise natierlech och wëll gehollef kréien. Et gëtt kee perfekte System, well mer ëmmer konfrontéiert si mat Entreprisen, déi a Schwieregkeete sinn. Dat war d'Konklusioun schonn deemools bei deem Debat 2011 an der Chamber.

Loosst mech awer nach e puer Mercie lassginn, natierlech allem virop e grousse Merci dem Guy Arendt, dee sech hei deem Rapport ugeholl huet a mat enger roueger, sachlecher Hand un dee Rapport erugaangen ass. Natierlech e ganz grousse Merci och un d'Mataarbechter aus dem Ministère, allem virop dem Daniel Ruppert, dem Pascale Millim an dem Anne Klees. Si hunn hei an där klenger Direktioun nach ee Gesetz fäerdeggestallt, wat scho ganz, ganz laang um Instanzewee war.

Ech profitéieren awer och, well et, mengen ech, elo meng lescht Interventioun ass – dat Nächst ass sans débat –, fir der ganzer Justizkommissioun e ganz grousse Merci ze soen. Dir hutt extreem vill geschafft iwwert déi lescht fënnef Joer. Ech hu mer elo eng Kéier d'Zuelen e bëssen ugekuckt: Et sinn 80 Gesetzer gestëmmt ginn an deene leschte fënnef Joer, déi aus dëser Kommissioun erauskomm sinn. Dat ass eng Verduebelung par rapport zu der leschter Legislaturperiod. Dat heescht, Dir wësst, Dir hutt vill geleescht, an ech wollt Iech dofir e ganz, ganz grousse Merci soen. Mir hate vill intensiv a spannend Diskussiounen, mee mir hunn eise Rechtsstaat iwwert déi lescht fënnef Joer nach eng Kéier e Stéck weiderbruecht.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6539A. Den Text steet am Document parlementaire 6539A[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6539A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8007 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

3° de la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ;

4° du Code civil

Mir kommen elo zum Projet de loi 8007 iwwert d'Sociétés commerciales. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, an dat ass keen anere wéi den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten am Fong schonn net méi dermat gerechent, mee de Staatsrot huet eis de 14. Juli och nach dësen Avis complémentaire ginn iwwert de Gesetzesprojet 8007, an domat war deen Text fäerdeg, fir gestëmmt ze ginn. Mir waren eis dunn och schnell an der Kommissioun eens, dass alles, wat kéint fäerdeg gemaach ginn, och sollt ofgeschloss ginn, an do si mer elo haut derbäi.

Op dëser Plaz e grousse Merci fir d'Reaktivitéit vun de Mataarbechter/innen an der Chamber an an der Fraktioun, dem Christophe Li an dem Marion Muller, déi de Rapport iwwert de Weekend, de leschte Weekend, du fäerdeg gemaach hunn.

De Projet 8007 gouf de 17. Mee 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert. Den 28. Juni huet de Staatsrot aviséiert. Den 29. Mäerz dëst Joer gouf de Gesetzesprojet an der Justizkommissioun presentéiert, ech gouf als Rapporter bestëmmt an den Avis vum Staatsrot gouf analyséiert. Den 19. Abrëll huet d'Kommissoun eng Serie Amendementer ugeholl, fir déi de Staatsrot, wéi gesot, de 14. Juli säin Accord ginn huet, soudass mer de 17. de Rapport konnten unhuelen. Mir hunn zwee Avise vum Staatsrot, zwee Avisen och vun der Chambre de Commerce an ee vun der Handwierkerkummer, all positiv.

Ëm wat geet et? Wéi ech den Text gekuckt hunn, ware mer bei 86 Artikelen. „Oi", hunn ech geduecht. Mee ech ginn elo net hei op den Detail an dovun. Et geet an dësem Gesetzesprojet drëms, eng Rei Feeler, déi allermeescht redaktioneller, ze verbesseren an dem Gesetz iwwert d'Sociétés commerciales vun der Loi dite „1915" – d'Gesetz vun 1915 –, deem vum 19. Dezember 2002 iwwert den RCS an deem vum 24. Mee 2011 iwwert d'Rechter vun den Aktionäre bei de Generalversammlungen. Dës Erreurs matérielles hu sech an déi genannte Gesetzer ageschlach mat der Entrée en vigueur vum Gesetz vum 10. August 2016, mat deem dës Gesetzer ofgeännert goufen. Och hu sech duerch d'Praxis an de follgende Joren e puer Inkohärenzen erausgeschielt, virun allem am Gesetz eebe vun 1915 iwwert d'Societéiten.

Mat dësem Gesetz korrigéiere mer dës Feeler an adaptéieren och nach eng Partie Referenzen a Renvoien, déi mussen ugepasst ginn. Eng haart Noss, déi vill Detailaarbecht an héchst Konzentratioun erfuerdert huet, déi awer hu missen eng Kéier gemaach ginn. Do hu vill Leit – en Aarbechtsgrupp, mengen ech – drop geschafft. Och hinnen, déi mir elo net mam Numm bekannt sinn, awer e grousse Merci.

Wann dat hei elo de leschte Rapport ass, deen ech an dëser Sessioun als President vun der Justizkommissioun gemaach hunn, dann erlaabt mer e puer Wierder. D'Ministesch huet et elo gesot: Ongeféier 80 Rapporten hu mer an der Justizkommissioun iwwert d'Bün bruecht. Mäin Numm stoung – hunn ech deslescht gekuckt, dat war dat Eenzegt, wat mer opgefall war – schnell bei 73 Gesetzrapporten. Et sinn der méi wéi 60, déi ech d'Éier hat, hei zum Vott ze presentéieren, déi allermeescht an der Justiz, mee och eng Rei als Corapporter vun der Verfassungsrevisioun an der Institutiounekommissioun.

Et war de Felix Braz, dee mer d'Charge vum Kommissiounspresident vun der Justiz uvertraut huet – komplett iwwerraschend. Ech weess nach ganz genee, wéi dat gaange war an dass ech am Fong och kee Choix hat, eppes anescht wéi Jo ze soen.

Bereit hunn ech dat awer kee Moment. An am Dezember 2018 ass et direkt ganz sportlech lassgaangen, an doru kann ech mech och hei erënneren, mat engem éischte Rapport – et war zu spéider Stonn. Ech hu mech an déi Roll erageschafft als „Netjurist", wéi meng Kolleegin et elo sot, wat net ëmmer en Nodeel war, mech dermat ugefrënnt an doduerch sou munches bäigeléiert a ganz vill interessant Leit an Thematike kenne geléiert.

E Merci hei un all Kolleeginnen an Kolleegen aus der Kommissioun, déi mech am Fong ëmmer respektéiert hunn. Doduerch hu mer e gutt an effikasst Aarbechtsklima gehat, an dat war och meng Ambitioun. Merci un de Christophe Li als Sekretär, dee mer ëmmer zur Säit stoung a mech ni am Ree stoe gelooss huet, mee proaktiv higewisen huet op dat, wat am Reglement steet, an duerch säi gudde Kontakt am Ministère a beim Staatsrot ass eis Aarbecht ni a Verzuch komm. A merci dem Louis Noah op der leschter Ligne droite fir säin Zouschaffen an de leschte Wochen.

An dann e Merci un d'Marion Muller, eis laangjäreg an erfuere Mataarbechterin aus der grénger Fraktioun, an dem Liz Reitz, och aus der Fraktioun. Hatt huet elo och ëmmer méi Dossieren aus der Justiz beaarbecht. Op déi zwou Damme konnt ech mech ëmmer verloossen, op hir ëmmer konstruktiv Kritick bei de mëndleche Rapporten. Et war eng ganz flott Zesummenaarbecht. Merci och un déi Leit aus der Fraktioun, déi d'Kommunikatioun maachen, fir ze soen, wat mer hei geschafft hunn.

An da merci un d'Sam Tanson, meng Parteikolleegin a Justizministesch, fir déi enk Zesummenaarbecht, an un all Beamten a Beamtinnen aus dem Justizministère fir all déi Aarbecht, déi si am legislative Prozess un deene ville Gesetzesprojete geleescht hunn, fir déi einfach Zesummenaarbecht an hiert frëndlecht a professionellt Optrieden an eise Sitzungen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue Merci.

D'Regierung huet d'Wuert.

(Interruptions)

Da kënne mer direkt zum Vott vum Projet de loi 8007 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8007[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8007 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.24 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 64
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8209 – Projet de loi autorisant l'État à accorder une dotation annuelle à l'Établissement public « Média de service public 100,7 » pour les exercices 2024 à 2030 inclus** p. 64
   Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Pim Knaff
   Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Josée Lorsché et Mme Djuna Bernard) | M. Sven Clement | M. Roy Reding
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias (intervention de Mme Myriam Cecchetti) | M. Yves Cruchten (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8209 et dispense du second vote constitutionnel
3. **7989 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales** p. 68
   Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
   Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Simone Beissel | Mme Tess Burton | Mme Semiray Ahmedova | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7989 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8009 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;
   2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;
   3° du Code de la sécurité sociale p. 74
   Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Carole Hartmann (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Michel Wolter, M. Roy Reding, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Léon Gloden et M. Claude Wiseler) | M. Dan Kersch (interventions de M. Michel Wolter, M. Claude Wiseler, M. Yves Cruchten, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert et M. Léon Gloden) | M. Claude Wiseler (parole pour fait personnel) | M. Dan Kersch | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Dan Kersch) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Roy Reding (intervention de M. Dan Kersch) | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Sven Clement)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Roy Reding) | M. Sven Clement (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) | Mme la Ministre Paulette Lenert
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8009 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
5. **8260 – Projet de de loi portant dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale en relation avec l'accord entre le Gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023** p. 92
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Dan Kersch
   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Dan Kersch | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8260 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Lex Delles et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre | Nee, Här President.

2. 8209 – Projet de loi autorisant l'État à accorder une dotation annuelle à l'Établissement public « Média de service public 100,7 » pour les exercices 2024 à 2030 inclus

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Moien u mam Projet de loi 8209 iwwer eng järlech Dotatioun un den 100,7. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den honorabelen Här Pim Knaff, dee Rapporter ass vun dësem Projet de loi.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Pim Knaff (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi gi mer der Konventioun tëscht dem Staat an dem Média de service public 100,7 e gesetzleche Kader.

Als ëffentlechen an neutrale Medieservice ass de Média de service public 100,7 eng onofhängeg Source, déi no festgeluechte Krittären an Normen eng gutt Balance vun der Informatioun an en héijen Niveau u Qualitéit fir de Public assuréiert. Mënscherechter, kulturell Diversitéit, politesche Pluralismus a sozial Kohäsioun ginn duerch de Service zu all Moment assuréiert.

Den „100,7", wéi en deemools gäre vun de Leit genannt gouf, besteet säit 1993. Mam Gesetz vum 12. August 2022 gouf de Radio nei als „Média de service public 100,7" opgestallt. Éischt Konventioune goufen et fir d'Joren 2015 bis 2018 an da fir d'Joren 2019 bis 2023.

Och an deem neien Text ass eng pluriannuel Konventioun tëschent dem Staat an dem Mediendéngscht virgesinn. Ugeleent un d'Konventioune mat der CLT-UFA an dem RTL Group soll dës nei Konventioun och iwwer eng méi laang Zäit goen, nämlech siwe Joer. Dëst erlaabt éischtens dem Service eng gréisser Previsibilitéit a gëtt och méi Zäit a Raum, fir Projeten a Missioune kënnen ze developpéieren an auszeschaffen, also ze realiséieren.

Mam neien Numm wäert de Média de service public nämlech net méi just de Radio assuréieren, mee och seng digital Offer a Servicer fir de Public developpéieren. Dës Konventioun an de Finanzement erlaben et dem Service also fir d'Zukunft, déi digital Transitioun nach besser ze suivéieren, ewech vum primäre Radioservice d'Offer nach auszebauen an de Service esou duerch eng gréisser Villfalt ze beräicheren a méi komplett ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, eng Kéier kuerz op déi dräi Artikelen aus deem Projet de loi anzegoen.

Den Artikel 1 hält, wéi gesot, fest, dass et eng Konventioun gëtt tëschent dem Staat an dem Média de service public 100,7.

Den Artikel 2 fixéiert de finanzielle Kader, an deem mer eis beweegen. Zum Finanzement sief gesot, dass hei baséierend um Budget 2024–2030 e komplette Finanzement vun 78.896.420 Euro festgehalen ass, hors TVA, dëst, wéi gesot, iwwert déi nächst siwe Joer. Dat sinn da pro Joer an der Moyenne eng ronn 11 Milliounen Euro, an deem enge Joer e bësse méi, an deem aneren e bësse manner. Als Beispill: Am éischte Joer sinn et ronn 9,5 Milliounen.

Finalement seet den Artikel 3 eis, datt d'Dotatioun vum Staat fir de Média de service public 100,7 an de

Staatsbudget ageschriwwe gëtt an deen deemno och belaascht.

Dëst gesot denken ech, ass et eng positiv Saach, datt de Service och an Zukunft weider a senger Missioun an a senger Aarbecht ënnerstëtzt gëtt. All weider Detailer an och d'Detailer iwwert d'Avise fannt Der am schrëftleche Rapport.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéilt ech dem Rapporter Pim Knaff villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass e kuerze Gesetzesprojet, dee mer haut stëmme wäerten. Et ass awer een, dee wichteg ass, well mir sinn der Meenung, dass staark an onofhängeg Medien äusserst wichteg si fir eis Demokratie, an dozou gehéiert eeben och e professionelle Journalismus.

En éischte Schrëtt an dës Richtung hu mer d'lescht Joer mam Vott iwwert d'Gesetz gemaach vum Média de service public 100,7. An an dësem Gesetz gouf eeben dem 100,7, wéi en dann, e bësse salopp gesot, ëmmer genannt gëtt, wéi gesot, seng Onofhängegkeet garantéiert. D'Missioune si preziséiert ginn a schlussendlech gouf d'Gouvernance dovunner och moderniséiert.

An dësem Kontext ass de Gesetzesprojet vun haut iwwert d'Dotatioun fir d'Joren 2024–2030 un de Média de service public déi logesch Fortsetzung vum Gesetz, dat mir d'lescht Joer gestëmmt hunn. Den 100,7 kritt eng finanziell Sécherheet fir déi nächst siwe Joer a ka sech domadder weiderentwéckelen, esouwuel wat seng Infrastrukturen ugeet wéi och seng personell Ressourcen.

Als CSV begréisse mir dëse Gesetzesprojet. An ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bal genee ee Joer ass et hier, datt mer heibannen dat neit Gesetz vum radio 100,7 gestëmmt hunn. De radio 100,7 krut domadder e Kader, deen den Ufuerderungen entsprécht, déi haut u Medie gestallt ginn. Mee e Gesetz ass ëmmer nëmmen esou gutt wéi seng Executioun. Wien A seet, muss och B soen. A wann een et eescht mengt mat deem Kader, da muss een dem Radio och déi finanziell Mëttele ginn.

Dat maache mer haut hei mat dësem Gesetz an dat op eng ambitiéis Aart a Weis, esou wéi de Rapporter, deem ech fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport e grousse Merci soen, et och schonn ënnerstrach huet. Ronn 80 Milliounen Euro bis 2030 inclus ginn hei zur Verfügung gestallt. Dat ass e Budget, dee sech weise léisst an deen et dem radio 100,7 erlaabt, seng nei Aufgaben optimal ze erfëllen.

Et ass fir eis selbstverständlech, datt mer dëse finanziellen Effort matdroen, vu datt jo och d'LSAP a besonnesch an der Persoun vum Robert Krieps wéi soss keen aneren derfir gekämpft huet, datt mer den ëffentlech-rechtleche Sender géife kréien. Am Ufank, wéi de soziokulturelle Radio 1993 fir d'éischte Kéier on air gaang ass, gouf et zum Deel nach ganz haarde Widderstand. De Radio huet jo och nëmmen nomëttes dierfe senden. Natierlech hat en et dowéinst besonnesch schwéier, sech ze behaapten. Duerfir si mer haut ëmsou méi frou, datt déi Zäiten eriwwer sinn an datt de Radio net just confirméiert ass, mee nei Missioune krut an dann elo och déi néideg finanziell Mëttelen.

Eng vu sengen Haaptmissioune bleift et, fir Noriichten ze senden. Et ass extreem wichteg, datt de Radio heifir d'Moyene kritt, fir dëser wichteger Flicht nozekommen, ouni datt et iergendwellech kommerziell, finanziell Zwäng géife ginn. Spéitstens d'Pandemie huet eis jo gewisen, wéi wichteg et ass, neutral Informatiounsquellen ze hunn, an elo weist eis den Ukrain-Krich all Dag, wéi wäit Desinformatioun ka goen.

De radio 100,7 ze stäerken heescht deemno, d'Pressefräiheet an de Pluralismus vun eiser Medielandschaft stäerken, well den 100,7 bis dato deen eenzegen ëffentlech-rechtleche Sender ass, dee mer nun emol zu Lëtzebuerg hunn.

Eng weider Missioun, déi e kritt, besteet doranner, seng Onlinepresenz auszebauen. Dat ass keng Optioun, dat ass an eiser digitaler Welt ganz einfach e Must. Se soll awer net als nerveg Oplag fir d'Journalisten ugesi ginn, mee als Chance, well och den 100,7 muss mat der Zäit goen a seng Reechwäit wa méiglech erweideren, well déi ass aktuell, dat muss een esou soen, dach awer nach ausbaufäeg. Dat soll geschéien, net andeems de Radio op Boulevardjournalismus setzt, mee, am Géigendeel, andeems en d'Schinn vum Qualitéitsjournalismus konsequent weiderfiert.

D'Konventioun leeft, wéi gesot, bis 2030, gradewéi eng aner Konventioun: déi mat der CLT-UFA, dat heescht mam RTL Group. Wéi mer heibannen doriwwer geschwat hunn, hat ech scho gesot, mir missten déi Zäit bis dohinner notzen, fir ze kucken, wéi mer en eegenen ëffentlech-rechtleche Medium op d'Bee setze kënnen. An ech soe bewosst net ëffentlech-rechtleche „Sender", mee „Medium", well bis 2030 wäert d'Aart a Weis sech weiderentwéckelen, wéi Noriichte gesent a consomméiert ginn. Wat awer bleiwe muss, ass onofhängege Journalismus. Duerfir ass et wichteg, e Konzept auszeschaffe vun engem eegene Lëtzebuerger Medium fir déi Zäit no 2030. Wéi dat Konzept ausgesäit, reste à voir.

Fir eis steet awer op alle Fall fest, datt de radio 100,7 an dës konzeptuell Aarbecht muss mat agebonne ginn. Do kënnen dann och d'Resultater vun der Etüd mat afléissen, déi elo de Radio mécht, fir ze kucken, ob et Sënn mécht, den ëffentlech-rechtleche Sender an enger anerer Sprooch ze bedreiwe wéi Lëtzebuergesch, absolutt iwwerleeënswäert, grad an eiser heterogeener Gesellschaft.

Mir si quasi um Enn vun dëser Legislaturperiod ukomm an am Medieberäich ass vill geschafft ginn. Mat der Reform vun der Pressehëllef sinn déi geschriwwe Press an d'Onlinemedie gestäerkt ginn. Duerch d'Konventioune mat RTL an elo mam 100,7 geschitt dat och fir déi audiovisuell Medien. Si kréie Previsibilitéit an engem Milieu, deen et net esou einfach huet aktuell. An och wann am Medieberäich nach net alles ëmgesat ginn ass, ech denken notamment un d'Aféierung vum DAB-System oder d'Reform vum Mediegesetz vun 1991, déi sech jo awer opdrängt, sou ass de Grondsteen awer geluecht, fir eng seriö Medienaarbecht och an den nächste Joren zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat si mer eis selwer als Gesellschaft schëlleg, well ouni eng fräi Press gëtt et nun emol keng Demokratie.

An duerfir ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An dann ass et un der Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Meng Virriednerin sot et ganz richteg: Wann een A seet, muss een och B soen. An d'lescht Joer hu mer dem radio 100,7, wéi mer en awer alleguerten nennen, en neie Kader ginn. An an deem Sënn ass et eng logesch Suite, dass mer haut och d'Finanzéierung iwwert déi nächst siwe Joer wäerte stëmmen.

Siwe Joer Previsibilitéit ass e ganz wichtegen Outil fir de Radio, fir sengen neien Aufgaben an och der Entwécklung vun der Zäit gerecht ze ginn. Et si grouss Changementer an der Aart a Weis, wéi mer Medie consomméieren, déi op eis duerkommen a wou sech d'Medien och mussen deemno adaptéieren. Ob dat iwwert d'App ass, iwwer Podcastform, iwwer Videoen, déi ee ka kucken, oder de klassesche Radio, dat sinn alles nei Tendenzen.

An ech mengen, dass, wann een do déi néideg finanziell Rumm zur Verfügung stellt, een einfach och do den Innovativgeescht ka förderen. Dat maache mer, andeems mer net nëmmen dem radio 100,7 eng finanziell Rumm ginn, mee em och d'Méiglechkeet ginn, d'Nolauschterinnen an d'Nolauschterer mat anzebannen, mam Nolauschtererrot. Och dat ass en Novum, deen natierlech och muss encadréiert ginn. Deementspriechend si mer ganz frou, dass mer do eng gutt finanziell Enveloppe kënnen zur Verfügung stellen.

Ech wëll dem Rapporter en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche Rapport an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, jo, dat hei ass effektiv fir Lëtzebuerg och e wichtege Projet, och wa mer hei relativ séier derduerchginn. Den Här Knaff huet eis e ganz gutt presentéiert. Villmools merci.

Mir ginn hei 79 Milliounen Euro un deen eenzegen ëffentlech-rechtleche Radio, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass natierlech vill Geld. Dofir loosst mech soen, datt d'ADR prinzipiell der Meenung ass, datt mer eng Pressehëllef hei zu Lëtzebuerg brauchen, well soss kéint eis Medielandschaft net iwwerliewen. Dat ass nun emol eng Tatsaach. Dat ënnerscheet eis och vun anere Staaten. Mir bekennen eis zu enger breeder Presselandschaft zu Lëtzebuerg, selbstverständlech enger fräier Presselandschaft an och esou wäit wéi méiglech enger Press a Lëtzebuerger Sprooch, wat jo um 100,7 och gemaach gëtt.

Mir begréissen et och ausdrécklech, datt se och innovativ sinn an datt se eigentlech elo zréckkommen e bëssen op déi Diskussioun, déi um Originn war vum 100,7, nämlech déi vun der klassescher Musek, datt och elo do e Schrëtt gemaach gëtt iwwert den opus 100,7, fir dat weider ze promouvéieren. Sou wäit, sou gutt.

Elo musse mer awer och soen, datt den ëffentlech-rechtleche Radio a ville Länner an hei och zu Lëtzebuerg e bëssen awer an der Kritick steet, well en

eeben éischter déi Erwaardunge vum Public net erfëllt am Sënn vun enger politescher Neutralitéit.

Och hei am Rapport, deen den Här Knaff eis gemaach huet, ass e bësse beschriwwen, wat dann elo d'Aufgabe wäre vun deem Radio, wéi en da seng Aufgabe soll erfëllen. Do gëtt geschwat vun eetheschen Normen, vu Qualité élevée, vun enger pluralistescher Kommunikatioun, vun enger sozialer Kohäsioun, vu Valeure promouvéieren, déi an enger demokratescher Gesellschaft modern sinn, vun enger kultureller Diversitéit a vun engem politesche Pluralismus. Dat sinn alles schéi Saachen, och wann ee sech heiansdo muss froen, wat do dermat gemengt ass. Mee eppes ganz Wichteges ass hei net genannt ginn an dat ass déi politesch Neutralitéit.

An et ass eigentlech dat, wat mir an och ganz vill Leit sech vun engem ëffentlech-rechtleche Radio erwaarden, dee mat de Steiersue vun de Steierzueler hei am Land bezuelt gëtt, vu jidderengem, ob se elo hei déi Lénk wielen oder d'ADR, mee jiddereе bezilt mat a jiddereen erwaart sech doduerch, datt esou en ëffentlech-rechtleche Radio strikt neutral ass. Dat ass d'Erwaardung. Am Ausland hu mer änlech Diskussiounen an de facto gesi mer, datt dat net de Fall ass.

Bei RTL ass d'Saach e bëssen änlech, mee deen ass net ëffentlech-rechtlech. Do drécke sech d'Ministeren am „Background" d'Klensch an de Grapp. Dat ass och net gutt. Mee dat ass elo nach e bëssen en anere Sujet.

Mee beim 100,7 hu mer emol eng Statistik gemaach vum 1. Januar 2021 bis den 29. November 2022, fir Iech ze soen, wien dann do zum Beispill den Invité war, op Parteien opgedeelt. Dat ass ganz interessant. Well mir erwaarden eis jo, an net zu Onrecht, géif ech mengen, als Lëtzebuerger Bierger eng politesch Neutralitéit. Elo hu mer dann … Déi Statistik ass och vläicht net perfekt. Mir haten eng gefrot vum 100,7, déi ass ni erstallt ginn – et pour cause, pour cause! Mir wieren awer frou, wa mer eng offiziell Statistik kréichen. Dofir ass déi hei elo vläicht op eng oder zwou Zuelen net 100%eg korrekt. Dofir bieden ech Iech, mech ze entschëllegen, mee et ass eeben artisanal a mir hu keng offiziell Zuelen.

An do stelle mer fest, datt: LSAP 37, déi gréng 30, DP 24, CSV 23, déi Lénk 7, Fokus 3, Piraten 7, ADR 5, KPL 1. Ech brauch Iech net ze soen, datt dat, wann Der et norechent, net proportional ass zum Beispill zu den elektorale Stëmmen oder der Verdeelung hei am Sall, wat awer heescht, konkreet, datt déi méi lénk Parteien …, an do hunn ech elo mol arbiträr, ech mengen, dat brauche mer elo net ze diskutéieren, komplett arbiträr …, mee éischter elo LSAP, déi Lénk an déi gréng, déi wären op 74. Wann een d'Piraten nach derbäirechent – wéi gesot, Kolleegen, entschëllegt, et ass arbiträr, mee Dir hutt eng Rei Fuerderungen, déi Iech tëschent déi Lénk an déi gréng setzen –, do wäre mer op 88, wärend d'DP, d'CSV an d'ADR, déi awer wéinstens emol an ekonomesche Beräicher éischter méi liberal denken, op 52 kommen.

Dat heescht, mir hunn also, wat elo déi ekonomesch, ekologesch an aner Themata ugeet, eng Divisioun vun 88 zu 52. Do ass kee Gläichgewiicht, mol net vun den eenzelne Parteien ze schwätzen. Dat schuet der Kredibilitéit vun engem ëffentlech-rechtleche Radio. Dat ass einfach esou!

Wat mir also soen als ADR, ass: Mir soe Jo zur Pressehëllef, mir soe Jo zum ëffentlech-rechtlechen 100,7 an encouragéiere si a wëllen hinnen alles Guddes wënschen, awer mir erwaarden, datt de Prinzipp vun der politescher Neutralitéit an Zukunft besser respektéiert gëtt. An ech mengen, mir hunn dat Recht, dat ze fuerderen. Mir hunn dat Recht, dat ze fuerderen, well jiddereen, dee Steiere bezilt, bezilt dee Radio mat. An all Meenunge sollen do vertruede ginn, esou wéi et eigentlech och geduecht ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President!

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Djuna Bernard freet nach d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech géif gären dem Här Kartheiser d'Fro stellen, ob hie grad reell hei op der politescher Tribün suggeréiert huet, dass den ëffentlech-rechtleche Radio 100,7 net politesch neutral wier. Ass dat esou?

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt komplett richteg verstan. Jo! Jo, ech soen: Den ëffentlech-rechtleche Radio 100,7 ass net politesch neutral. Ech hunn Iech Statistike virgelies. Zum Beispill ass d'ADR wäit ënnerrepresentéiert, mee mir net eleng.

(Interruptions)

A mir hätte gär, vu datt mer alleguer hei am Land – alleguer! – derzou bäidroen, datt dee Radio bezuelt gëtt, datt och all Meenungen do solle vertruede sinn op eng gerecht Manéier. Dat ass am Ableck net de Fall.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Wëllt nach een d'Wuert zu dësem Projet de loi ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och un de Rapporter, fir d'Zuelen nach eng Kéier schéin auszebreeden. Ech mengen, dat ass dat eent vun deem heite Gesetz. Dat anert ass, datt mer dem radio 100,7 eng Planungssécherheet ginn op déi nächst Joren, wou mer och garantéieren, datt déi Dotatioune verfassungskonform an e Gesetz geschriwwe ginn. Ech mengen, dat ass an deene leschte Méint, an ech géif soen, an deem leschte Joer, ëmmer eng Diskussioun gewiescht, ab wéi engem Montant, wéi laang mer dat mussen an d'Gesetzer schreiwen a wéi déi Gesetzer mussen ausgesinn. Ech begréissen also dofir ausdrécklech, datt mer hei de Wee gesicht hunn, fir dat esou rechtssécher wéi méiglech ze gestalten.

Ech hu mer elo grad bei der leschter Interventioun e bëssen d'Fro gestallt, ob een dann net an där Statistik och nach misst Liberté Chérie opzielen, well, ech mengen, déi waren déi lescht Deeg däitlech iwwerrepresentéiert. Mee dat ass eeben der Aktualitéit geschëlt. An ech géif mech hei hidden, op der Tribün engem Journalist wëlle virzeschreiwen, wéi en d'Aktualitéit ze couvréieren huet. Et ginn nun emol Momenter, wou déi eng Partei méi an der Aktualitéit steet an dann emol déi aner. A jiddweree vun eis heibannen, deen eng Invitatioun kritt, fir op de Radio ze goen, moies an den „Invité vun der Redaktioun" oder an den „Invité:e vum Dag", dee gesäit dat ëmmer als zweeschneidegt Schwäert. Als Éischt seet ee sech: „Jo, dat ass eng super Chance, fir mech an d'Liicht ze setzen." Op där anerer Säit freet ee sech direkt: „Wéi e Journalist wäert mer dann do wéi eng Froe stellen?"

An och dat muss ee sech natierlech an esou enger Statistik ëmmer bewosst sinn. Et ass natierlech einfach ze soen: „Jo, doduerjer ass eng Partei iwwerrepresentéiert." Dat ass awer net de Fall. Well wann een nëmme mat negative Schlagzeilen do ass, da wëllt ee keng 100 % erreechen. Da wëllt ee léiwer ënnerrepresentéiert sinn, wéi wann ee positiv couvréiert gëtt.

Dat gesot, mengen ech, ass politesch Neutralitéit eppes vill méi Komplexes wéi einfach nëmmen Zuelen erofzeratteren, wie wéi oft invitéiert gouf. An et muss ee sech bewosst sinn, datt den ëffentlech-rechtleche Radio hei zu Lëtzebuerg mat dem Ausbau och vun deenen neie Medien – ech denken do un d'Podcasten, ech denken do un hir Webpresenz an elo och iwwert de visuelle Radio, dee se jo säit Kuerzem och hunn – definitiv säi Bescht mécht, fir eeben eng breet Ofdeckung vun der Gesellschaft ze erreechen, och eng breet Ofdeckung vum politesche Spektrum ze erreechen an och vläicht heiansdo déi Leit ze invitéieren, déi soss net onbedéngt eng Plaz op der Antenn géife kréien. An dat ass, mengen ech, och derwäert, fir dat ëffentlech ze finanzéieren.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ginn ech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Merci, Här President. Well ech ernimmt gi sinn – ech wollt eigentlech net hei zu dësem Projet schwätzen –, erlaben ech mer awer, zwee Sätz ze soen; deen éischten un d'Francine Closener: D'Räichwäit vum 100,7 ass wäit méi grouss, wéi Der denkt. Wann ee kuckt, wéi vill Messagen datt ee kritt no engem Interview um 100,7, do si ganz, ganz vill Leit, déi dee Radio lauschteren, wat ee sech net onbedéngt géif erwaarden.

Als Zweet wollt ech awer de Fernand Kartheiser hei a Schutz huelen.

Plusieurs voix | O!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Jo, dach, absolutt, absolutt.

(Interruptions)

Politesch Neutralitéit léisst sech natierlech net qualitativ moossen. Ech muss soen, ech krut gëschter ganz fair – ganz kritesch, mee awer och ganz fair – Froe gestallt. Dat war impeccabel. Do ass guer näischt dergéint ze soen.

Mee déi Zuele schwätzen awer och eng kloer Sprooch. An et ass wouer – et ass wouer! –, datt gewësse Parteie méi oft, vill méi oft, Antennenzäit kréie wéi anerer. An anstatt doriwwer elo hierzefalen, soll ee sech dat einfach emol eng Kéier duerch de Kapp goe loossen a soen, ok, dat eent ass, wéi gesot, d'Qualitéit, mee dat anert ass awer och d'Quantitéit vun Antennenzäit. An déi ass jo och an anere Länner weesentlech méi streng gereegelt wéi bei eis. Voilà. Méi hätt ech soss net ze soen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staats- a Medieminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Merci, Här Chamberspresident. Fir d'éischt erlaabt mer, dem Här Knaff Merci ze soe fir de Rapport. Mir haten, d'Madamm Adehm ass och

scho just drop agaang, en Debat jo 2020, mir haten duerno och den Text, d'Reform, déi mer och als Konklusioun vun deem Debat hei gestëmmt hunn. An hei ass dann eeben d'Finanzéierungsgesetz och vun 2024–2030. Et ass nämlech wichteg, dass och e radio 100,7 Previsibilitéit kann hunn, fir sech kënnen ze organiséieren.

Ech wëll just drun erënneren, ech mengen, d'Madamm Closener huet och gutt beschriwwen am Fong, wéi d'Geschicht vun deem Radio war: Et war de „radio socio-culturelle" a „culturelle" war am Fong dat, wat am Ufank dat Wichtegst ginn ass. D'Missioun vum Radio ass haut och eng aner ginn. Et geet ëm Infoen; et geet ëm Divertissement, et geet och ëm Informatioun. An dofir ass et och wichteg, dass déi Moyenen dem Radio zur Verfügung gestallt gi sinn, wou an der Zäit méi am Fong Concerten opgeholl gi sinn an diffuséiert gi sinn an dertëschent heiansdo ee geschwat huet. Haut ass et e Radio ginn, deen och ganz fonctionéiert.

Fir eis ass et wichteg, mat hinnen deen Echange och gehat ze hunn an eeben och deen Accord fonnt ze hunn iwwert déi Moyenen, déi hinnen zur Verfügung gestallt ginn. Dir wësst, dass mer jo och eng Rëtsch vu Punkte scho geännert hunn. De Conseil d'administration si jo Memberen, déi vun hinne proposéiert ginn. Mir hunn och dee Conseil des auditeurs, deen op d'Bee gesat gëtt. An do wäert d'Enveloppe dann tëschent 9,6 an 12,1 Milliounen och sinn.

Et soll een och net vergiessen, dass Parrainagë méiglech sinn. Mir wollte jo net Publicitéit drop hunn, mee deen een oder anere kann och Pätter sinn oder Giedel si vun enger Emissioun. Do sinn ech och gespaant, ob dat fonctionéiert, wat dem Radio nach méi Moyene géif ginn, fir nach aner Saache kënnen ze maachen. Elo wäerte Podcaste kënnen organiséiert ginn, et kënnen eng Rëtsch vun neie Punkte gemaach ginn.

Wat fir mech ganz wichteg ass, dass hei och …, an dat ass unisono awer vun deene meeschten heibanne komm: De Radio 100,7 ass e complementairë Radio zu anere Radioen, déi et hei ginn. Et ass en ëffentlech finanzéierte Radio. En huet keen Drock vun Annonceuren, wou en dann och kéint Publicitéite gestrach kréien. Et ass wichteg och an engem fräie Staat, en onofhängege Radio vun tout but commercial och kënnen ze hunn. Dat ass den 100,7.

Ech ginn elo net op den Detail an, wien elo méi Antennenzäit oder manner Antennenzäit hat. Dofir gëtt et jo och an Zukunft deen Auditeurskommitee. Wann ee mengt, e misst do reklaméiere goen, da soll en dat do roueg kënne maachen.

Ech sinn awer frou an engem … Ech ka mech erënneren, wéi ech Deputéierte war, dass ech ëmmer gekuckt hunn, wéi oft een op de Radio gaang ass, wéi oft eng Foto vun deem engen a vun deem aneren an der Zeitung war, a mech driwwer opgereegt hunn. Ech kann Iech just soen: De Wieler wäert Iech net jugéieren, ob Är Foto op der éischter Säit, op der drëtter Säit ass, mee iwwert d'Aarbecht an d'Propositioun, déi deen een oder deen aneren och mécht.

(Interruptions)

Ech wëll just drun erënneren, dass et wichteg ass, Här President, …

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Naja!

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | … dass mer Radioen hunn an dass mer de Journalisten näischt virschreiwen. An dofir hu mir elo eng Campagne électorale. An der Campagne électorale hu mer och d'ALIA gefrot, fir eeben och déi Kontrollen ze maachen, fir dass do keen duerno ka soen: „Deen doten huet méi Zäit gehat wéi deen een oder wéi deen aneren" – mee ech schreiwe kengem Journalist vir, wien en ze invitéieren huet a fir wéi e Sujet och drop ze reagéieren –, an dass de Journalist och fräi ass, dat kënnen ze organiséieren.

Här President, ech wollt just, well et déi lescht Interventioun ass, déi ech och an dëser Legislaturperiod hei virun Iech hunn, der Chamber Merci soe fir déi Zesummenaarbecht. Déi eng oder déi aner wäerte mer jo dann, hoffen ech fir eis alleguerten, am Oktober erëmgesinn. Deen een oder deen aneren huet decidéiert, sech net méi ze presentéieren. Déi eng fräiwëlleg, déi aner manner fräiwëlleg.

(Hilarité)

Op jidde Fall ass et fir mech wichteg, dass d'Walcampagne, déi nächst fir den 8. Oktober, elo och fair leeft, dass mer mat den Argumenter probéieren, deen een oder deen anere Wieler och ze iwwerzeegen.

Ech wollt Iech just, Här President, Iech stellvertriedend fir Är ganz Administratioun, Merci soen. Mir hate keng einfach fënnef Joer. Ech wëll just un déi verschidde Krisen erënneren. Mir hunn net nëmmen eng Kris gehat, mir hu Polykrise gehat. An ech wëll der Chamber dofir am Numm vun der Regierung och e grousse Merci soen, well et war net einfach an Dir hutt et awer fäerdegbruecht, dass mer déi demokratesch Wäerter an d'Fonctionnement vun dëser Institutioun konnten héichhalen. Dofir a mengem perséinlechen Numm an als Premier e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premier- a Medieminister Xavier Bettel. Parole après ministre fir den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech sinn awer nach e bëssen ënnert deem Androck, wat virdrun hei vum Här Kartheiser gesot gouf. An ech konnt net direkt reagéieren, well ech war e bësse speechless. Well hei gëtt, an ech wollt dem Minister dozou eng Fro stellen, jo esou déi Taktik gefuer, déi mer jo och kennen an anere Länner an Europa, wou déi ëffentlech Press diskreditéiert gëtt, si wär net neutral, si wär beaflosst. Domadder gëtt d'Vertrauen an eppes ganz Wichteges ënnergruewen hei zu Lëtzebuerg, nämlech an déi fräi Press.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech hu wierklech bis elo gemengt gehat, dass mer hei zu Lëtzebuerg vun esou Discourse géife verschount bleiwen. Dat schéngt zënter haut net méi de Fall ze sinn. An dofir froen ech gären de Premier- a Medieminister, wat mir kënne maachen oder wat fir eng Ustrengunge kënnen ënnerholl ginn, fir dass mer d'Vertrauen an déi lëtzebuergesch Press, ob dat déi geschriwwe Press ass oder ob dat déi audiovisuell Press ass …, fir déi héichzehalen a fir déi ze garantéieren.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An d'Wuert geet zréck un de Premier- a Medieminister.

(Interruption)

Vläicht fir d'éischt den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech mengen, ech wollt dat als Fait personnel, vu datt den Här Cruchten a senger Observatioun, nodeem e säi Speech erëmfonnt huet, awer geduecht huet, e kéint mer dat dann hei reprochéieren, datt ech do eng Kritick, déi hie vläicht net als 100%eg berechtegt gesäit, datt ech déi awer hei formuléieren.

Ech wollt soen, et ass ganz normal an enger demokratescher Gesellschaft, datt och d'Medien, déi eng enorm Responsabilitéit an eiser Gesellschaft hunn, sech der demokratescher Kritick stellen. Et ass och vollkommen normal, datt mir hei an der Politick kucken, wéi sech d'Medie verhalen. Et ass ganz wichteg, datt mer dat maachen. Et ass eppes, wat mer an der Schoul och probéieren, de Kanner bäizebréngen, wéinstens war dat esou: e kriteschen Ëmgang mat de Medien, eng kritesch Consommatioun vun de Medien, datt se wëssen, wat se héieren, wien et eventuell bezilt, wéi et muss verschafft ginn. Alles dat ass vollkommen normal!

Mir maachen dat mat ëmsou méi Berechtegung, well mer hei en ëffentlech-rechtleche Radio hunn, deen also nach ganz anere Qualitéitskrittäre muss entsprieche wéi aner Medien. Dat ass vollkomme berechtegt!

Et ass esou, datt d'Medie selwer, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee eeben och a ganz villen anere Länner – ech kennen natier…, mee op jidde Fall déi wichtegst Nopeschlänner – ass et och esou, duerch déi Manéier, wéi se ëmmer méi eesäiteg gi sinn iwwert déi lescht Joren an och verschidden Theeme wierklech no vir bréngen, déi net onbedéngt konsensuell sinn, mee, an do ginn ech net an d'Detailer eran, mee doduerch hu se e Vertraue verspillt bei engem groussen Deel vun der Populatioun, wat mat derzou bäigedroen huet, datt déi sozial Medien en enormen Essor kritt huet.

Well et ass nun eemol esou, zu Recht oder zu Onrecht, datt méi Leit haut oder vill Leit haut d'Vertrauen an déi sozial Medien entwéckelt hunn, well se do méi fräi kënnen optriede wéi an deene klassesche Medien. Dat huet Nodeeler, dat ass ganz kloer. Et ass awer eng Tatsaach.

A mir sollten net an eng Zensurmentalitéit verfalen doduerch, datt mer elo zum Beispill higinn a wëllen déi sozial Medie méi reglementéieren. De Problem ass, datt déi klassesch Medien, déi Qualitéitsmedien, déi, op déi mer normalerweis bauen an déi e groussen Afloss an der Gesellschaft hunn, datt déi och mussen an engem introspektive Prozess kucken, datt se d'Vertraue vun de Leit erhalen an dat, wa se et verluer hunn, zréckgewannen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Elo geet d'Wuert un de Premier- a Medieminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Här President, ech widderhuelen, wat ech virdrun och gesot hunn: Dës Regierung huet esou vill Moyenen an d'Press och investéiert, fir dass se fräi hir Aarbecht ka maachen, fir dass se net tributaire ass och vun Annoncen. Mir hätten ouni déi Hëllef zu Lëtzebuerg bal keng Zeitunge méi. Dat soll ee sech just bewosst sinn, dass een ouni d'Aide à la presse bal keng Press méi hätt, well et och finanziell ganz schwéier ginn ass, an dass mer och e Paradigmewiessel gemaach hu vum Papier op den Online. Ech wëll dat och just ervirhiewen, well ganz vill Leit dat vergiess hunn, mee am Ufank mat ganz vill Blocagen … – also net Blocagen, awer éischter Ängschten. An ech mengen, dass dat och dee richtege Choix war.

Mir liewen an engem Land, wou d'Press fräi ass, deen ze invitéieren, dee si wëll. Ech soe just, dass an enger Campagne électorale, déi elo gläich ufänkt, dofir eng ALIA do ass, fir eeben och déi Temps-de-parollen equitablement kënnen ze distribuéieren. Dat ass e Contrôleur, deen extern ass vum Staat an deen och déi dote Missioun kritt huet. Dat ass eng Missioun, déi all fënnef Joer … – dann, wann eeben d'Chamberswalen och kommen, oder bei de Gemengewalen.

Mee ech si frou, an engem Land ze liewen, wou ech net de Journaliste soen, wat se ze maachen hunn – et ass meeschtens en Autocontrôle –, an all Organ selwer och fonctionéiert an an enger Période électorale, wéi gesot, en Externen, wéi eng ALIA, déi doten Aarbecht mécht.

Ech akzeptéieren net, dass hei gesot gëtt, dass d'Journalisten am Fong politesch net neutral sinn. D'Journalisten hunn déi Neutralitéit. A wann d'Aktualitéit mat sech bréngt, dass vläicht deen een oder deen anere méi geruff gëtt – an ech mengen, et huet schonn ee gesot, den Här Reding krut en Temps d'antenne déi lescht Deeg –, da proportionell gekuckt zu der Verdeelung vun de Sëtzer, da muss ee sech d'Fro stellen: „Ass dat da richteg oder net?" Dat ass, well en d'Aktualitéit gemaach huet! Et sinn anerer ... D'Madamm Cecchetti huet elo och eng Zäit d'Aktualitéit gemaach. Jiddwereen heibanne kann ech eenzel huelen.

(Hilarité)

Jiddwereen heibanne kann ech eenzel huele wéinst engem Fait, ob en elo politesch oder net politesch ass, deen dann eeben d'Aktualitéit och mécht. An dat ass esou! D'Press wëll eeben och op d'Aktualitéit kënne reagéieren. An dann ass eeben och, selon l'actualité, deen een oder deen anere vläicht méi am Fokus.

A gleeft mer et – ech weess, vu wat ech schwätzen! –: Vill vun eis hätten am léifsten, si wieren heiansdo manner am Fokus, selon deem, wat geschriwwe gëtt. Ma an enger Demokratie ass et esou! On ne choisit pas ce que l'on écrit sur l'un ou sur l'autre. De Fait soll eebe reportéiert ginn. An den Débat public erlaabt et dann, fir Saache kloerzestellen. Mee ech si frou, an engem Land ze liewen, wou ech net als Medieminister der Press soen, wat se ze maachen huet!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premier- a Medieminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8209. Den Text steet am Document parlementaire 8209[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8209 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7989 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Mir kommen dann zum Projet de loi 7989, eng Reform vum Etablissementsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapporter vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Text, deen ech Iech haut virstellen, modifizéiert d'Gesetz vum 2. September 2011 iwwert den Accès zu den Handwierks-, Handels- an industrielle respektiv verschiddene liberale Beruffer. Mir nennen dëst Gesetz ëmgangssproochlech „d'Droit-d'établissements-Gesetz". D'Gesetz definéiert d'Reegelen, déi eng Persoun respektéiere muss, déi an de virgenannte Beräicher aktiv wëll ginn.

Den 28. Abrëll 2022 huet de Minister vum Mëttelstand de Reformprojet vum Droit d'établissement presentéiert. D'Zil vun der Reform ass, d'Entwécklung vum Secteur vun de klengen a mëttlere Betriber ze dynamiséieren an de Grënnergeescht ze stimuléieren.

D'Reform schreift sech och an den europäesche Kader an. D'Europäesch Kommissioun huet den 12. Mäerz 2014 Recommandatioune gemaach an d'Memberstaaten encouragéiert, e Kader ze schafen, fir dass viabel Betriber mat finanzielle Schwieregkeeten effizient kënne restrukturéiert ginn. D'Kommissioun recommandéiert och, éierleche Grënner eng zweet Chance ze ginn an domat de Grënnergeescht ze promouvéieren.

Ech wëll op verschidden Haaptännerungen am neie Gesetz agoen.

Fir d'éischt emol gëtt de Prinzipp vun der Nouvelle Chance agefouert. Soumat kritt en Dirigeant d'Méiglechkeet, eng nei Nidderloossungsgeneemegung unzefroen no enger Faillite. D'Faillite ka komm sinn, nodeems e Betrib zum Beispill e wichtegen Haaptclient verluer huet oder den Dirigeant vum Betrib krank gouf. An dësem Kontext gëtt eng Commission de la nouvelle chance geschaf, fir d'Viabilitéit vun der neier Aktivitéit vum Antragsteller vun der Nidderloossungsgeneemegung ze bewäerten.

D'Lëschte vun den Handwierksberuffer ginn och ugepasst. Et kënnt eng nei Lëscht C derbäi. Den Zougang zu de Professiounen op der Lëscht C gëtt vereinfacht, andeems an Zukunft keng Qualifikatioune méi fir dës Lëscht gefrot ginn. Dat ass zum Beispill de Fall fir de Fotograf oder den Agent technique d'immeuble. D'Zil ass et, den Handwierkssecteur un d'technesch an d'technologesch Evolutioun unzepassen a méi Flexibilitéit fir en dynameschen Entrepreneriat ze schafen.

D'Transmissioun vun engem Betrib un e Salarié, deen an dem Betrib schafft, gëtt och vereinfacht. Am aktuelle Gesetz huet e Salarié missen zéng Joer laang am Betrib sinn, fir dierfen de Betrib ze iwwerhuelen. Am neie Gesetz dierf en e Betrib schonn iwwerhuelen, wann en dräi Joer do geschafft huet, mat der Konditioun, dass en déi néideg professionell Qualifikatioun innerhalb vu fënnef Joer kritt. D'Reform vereinfacht op déi Aart a Weis d'Transmissioun vun engem Betrib, wat ëmmer méi wichteg gëtt, well geschat gëtt, dass een Drëttel vun de Betriber an den nächsten zéng Joer wäert de Proprietär wiesselen.

D'administrativ Demarchë ginn da moderniséiert. D'Nidderloossungsgeneemegunge mussen a Form vun engem zweedimensionale Barcode am Betrib affichéiert ginn. Domadder huet de Konsument e besseren Zougang zu Informatiounen iwwert de Betrib.

D'Reform vum Droit d'établissement viséiert och eng verstäerkt Kontroll a Saache Geldwäsch a Finanzement vum Terrorismus. D'Reform gesäit en Austausch vun Informatiounen tëschent der Generaldirektioun vum Mëttelstandsministère an allen anere concernéierten Administratiounen an Autoritéite vir wéi zum Beispill dem Enregistrement an och dem Centre commun.

Et gëtt ee legale Kader geschaaft fir d'Verlounen op kuerz Dauer vun touristesch miwweléierte Logementer – Typ Airbnb – ab enger gewëssener Unzuel vun Iwwernuechtungen. Dobäi sollen d'Ufuerderungen, wat d'Hygiène an d'Securitéit ubelaangt, méi no erukommen un déi aner Secteure vun den Hotellen.

D'Reform wëll dobäi engersäits d'Fräiheet respektéiere vun deenen, déi just bei Geleeënheet e private Logement verlounen, an anerersäits awer Aktivitéite reguléieren, déi éischter der Aktivitéit vun der Exploitatioun vun engem Hotel no kommen. Dofir gëtt eng cumulativ Limitt vun dräi Méint an enger Zäit vun engem Joer zanter dem leschte Verlounen agefouert. Soubal dës Limitt erreecht gëtt, brauch de Bedreiwer vun der Ënnerkonft eng Nidderloossungsgeneemegung.

Dat heescht méi konkreet fir déi Exploitanten, déi de Seuil iwwerschratt hunn, dass si eng Formatioun iwwert d'allgemeng Hygiènesreegele vun de Liewensmëttel, d'Modalitéite vum Respektéiere vun deene genannte Reegelen, de Respekt vun de Mënscherechter an de Schutz vu Mannerjärege maache mussen. Dës Formatioun muss innerhalb vu sechs Méint nom Erreeche vum Seuil vun dräi Méint gemaach ginn.

Eng physesch Persoun kann héchstens als Dirigeant vun zwee Handeslbetriber vun der Lëscht A a B zougelooss ginn, ausser den Derogatiounen, déi d'Gesetz heizou virgesäit.

Wann en Dirigeant d'entreprise e Betrib verléisst, kann en eng provisoresch Nidderloossungsgeneemegung accordéiert kréie fir eng Dauer vu maximal sechs Méint, souguer wann déi besteeënd Geneemegung nach keng sechs Méint al war. Déi provisoresch Geneemegung kann eemol erneiert gi fir nach eng Kéier sechs Méint, ausser a verschiddene Fäll, déi och am Gesetz opgefouert ginn. Dëst ass fir ze verhënneren, dass d'Aktivitéit vum Betrib abrupt opgehale muss ginn.

No där provisorescher Phas gëtt gekuckt, ob de Betrib seng Verflichtunge wéi zum Beispill déi vis-à-vis vun der Steierverwaltung an de Sozialversécherungen erfëllt huet, éier en eng nei Betribsgeneemegung kritt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, niewent den Haaptadaptatiounen am Gesetz ginn ech op déi vill Avisen an, déi zu dësem Projet de loi virleien.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng ganz Rei vun Oppositions formelles gemaach – zwou Stéck dovunner erausgepickt: eng Opposition formelle am initialen Artikel 29 par rapport zur Limitatioun, fir eng provisoresch Autorisatioun ze ginn nom Depart vun engem Dirigeant un e Betrib, dee schonn zanter op d'mannst sechs Méint eng Nidderloossungsgeneemegung huet. De Staatsrot huet d'Fro opgeworf: Wat geschitt, wann den Dirigeant virzäiteg virum Enn vun deene sechs Méint de Betrib verléisst, aus Grënn, déi onverschëlt sinn? Fir de Staatsrot war d'Proportionalitéit bei dësem Artikel net ginn. Doropshin ass dëse Punkt am spéideren Artikel 15 gestrach ginn.

Eng weider Opposition formelle gouf et beim Artikel 7, wou et ëm d'nei Chance geet. Initial stoung am Projet, dass de Minister eng zweet Chance accordéiere „kann" – eng Fakultéit also. De Staatsrot war net averstane mam Pouvoir disciplinaire (veuillez lire: mam Pouvoir discrétionnaire), deen de Minister op dëser Plaz hat. Et ass dunn amendéiert ginn, dass de Minister eng nei Autorisation d'établissement accordéiert, ouni Pouvoir discrétionnaire.

D'Mëttelstandskommissioun huet zweemol eng Rei vu parlamentareschen Amendementer ugeholl, bis am zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot keng Opposition formelle méi opstoung.

D'Chambre des Salariés begréisst, dass d'Annexen 1 an 2 mat de Beruffslëschten A a B vum groussherzogleche Reglement vum 1. Dezember 2011 an dat neit Droit-d'établissements-Gesetz integréiert goufen. Dëst gëtt deenen Annexen eng legal Verankerung.

D'Chambre des Métiers begréisst den innovativen Text, dee favorabel ass fir d'Entrepreneursperspektiven am Handwierk.

De Konkurrenzrot sengersäits huet fonnt, dass dat neit Gesetz wäert derzou bäidroen, verschidden Aktivitéiten, virun allem am Handwierk, ze redynamiséieren, wat erméigleche wäert, d'Konkurrenz ze verbesseren.

D'Chambre des Métiers begréisst och d'Schafung vun der neier Lëscht C, ass awer der Meenung, dass verschidde Professiounen op der Lëscht B anstatt op der Lëscht C hätte solle fungéieren.

Änlech hunn d'Maîtres imprimeurs an hirem Avis gesot, dass d'Beruffer an der Grafik – Métiers de la chaîne graphique – sollen op der Lëscht A bleiwen an net op d'Lëscht B kommen.

An d'Chambre d'Agriculture war der Meenung, dass d'Professioun vum Fleurist op d'Lëscht B an net C gehéiert, wat och an der Kommissioun iwwerholl gouf an am Text mat agefloss ass.

D'„zweet Chance", déi zur „nouvelle chance" ginn ass, gëtt generell begréisst. D'Chambre des Métiers gradewéi d'Chambre de Commerce hätte sech awer e manner rigide Kader gewënscht, notamment wat d'Prise en compte vun der Dette publique ugeet, déi e Concernéierten awer kann hunn.

D'Cour supérieure de justice huet ënner anerem ënnerstrach, dass et künfteg duerch d'Aschränkung, dass ee just Dirigeant vun zwee Handwierksbetriber ka sinn, hëlleft, de Recours op Personne-interposéeën ze bremsen.

De Parquet général gradewéi de Parquet vun Dikrech approuvéieren doriwwer eraus d'Opféiere vum Dirigeant d'entreprise am Handels- a Gesellschaftsregëster. Domat gëtt assuréiert, dass bei enger Personne morale effektiv déi Persoun d'Geneemegung huet, déi sech am Alldeeglechen ëm d'Gestioun vum Betrib bekëmmert.

De Parquet vu Lëtzebuerg huet nach d'Fro opgeworf, ob d'Sous-traitance vun Aktivitéiten, zum Beispill am Beräich vum Handel an Handwierk, soll méi spezifesch am neie Gesetz, wat d'Nidderloossungsgeneemegung ubelaangt, definéiert a reglementéiert ginn.

D'Chambre de Commerce hätt sech trotz Verbesserungen a Vereinfachungen nach méi eng staark Reform vum Droit d'établissement gewënscht. Si gesäit eng Kontradiktioun doranner, datt Handwierksaktivitéite bis elo professionell Qualifikatioune gebraucht hunn an dass dëst deelweis ofgeschaaft gëtt mat der Introduktioun vun der neier Liste C am Handwierk.

D'Digitaliséierungsefforten, déi gemaach goufe mam neie Gesetz, gi positiv bewäert. D'Chambre de Commerce gesäit hei e wichtegen éischte Schratt.

An hirem Avis complémentaire huet si sech dann nach besuergt gewise beim Artikel 4, wou steet: „Le dirigeant […] assure effectivement et en permanence, par une présence physique dans l'établissement, la gestion journalière de l'entreprise." Dat heescht net, dass den Dirigeant all Dag physesch op der Aarbechtsplaz muss present sinn. Et geet éischter drëms, ze verhënneren, dass en Dirigeant aus dem Ausland kann e Betrib hei am Land féieren. E muss kënne beweisen, dass e reegelméisseg physesch a sengem Betrib present ass.

Den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils huet sech géint d'Dereglementatioun vum Ingénieur-paysagiste a vum Ingénieur indépendant ausgeschwat. Den OAI huet och gefrot, dass d'Professiounen notamment vum Ingénieur-conseil en génie civil a vum Ingénieur-conseil en génie technique klarifiéiert ginn. De Projet schwätzt an deem Kontext global gesi vum „ingénieur-conseil du secteur de la construction". Den OAI huet och nach gefrot, dass d'Konditioune vun der professioneller Qualifikatioun vun den Architekten erëm zréckgesat ginn op den ale System vu fënnef Joer Studium plus zwee Joer praktesch Erfarungen.

Fir de Rescht vun den Avisen an all Prezisiounen dozou géif ech op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Ech wëll op dëser Plaz nach e puer Mercie lassginn: der ganzer Ekipp aus dem Mëttelstandsministère, déi dës wichteg Reform preparéiert a suivéiert huet an eis an de Kommissioune Ried an Äntwert stoung, dem Här Schmit fir seng exemplaresch Aarbecht an der parlamentarescher Kommissioun an dem Olivia Welsch, dat de Projet bei eis an der Fraktioun suivéiert huet.

Meng Kolleegin a Presidentin vun der Mëttelstandskommissioun Simone Beissel geet duerno fir eis Fraktioun nach op e puer politesch Aspekter vun dësem Projet an. En attendant soen ech Iech elo mol Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Carole Hartmann.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen ageschriwwen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President. Als Éischt wéilt ech der Rapportrice e grousse Merci soe fir en ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. D'Reform vum Droit d'établissement war néideg a mir begréissen, dass se an Ugréff geholl ginn ass. Et ass effektiv wichteg, dass d'Ufuerderungen, fir sech a bestëmmte Beruffer ze etabléieren, de Realitéite vun eiser Zäit ugepasst ginn. Geneesou wichteg ass et, dass déi, déi dës Beruffer ausüben, och déi richteg an déi néideg Qualifikatioun matbréngen. De Meeschterbréif bleift a ville Beruffer d'Referenz an och dat fanne mir gutt. Dat stäerkt eist Handwierk an et bréngt eng zousätzlech Qualitéitsgarantie.

Mir stellen awer och fest, dass den Text, deen am Abrëll 2022 deposéiert ginn ass, alles anescht wéi perfekt war an zu enorm villen Oppositions formelles säitens dem Staatsrot gefouert huet. An der Chamberskommissioun hu mer duerfir vill Zäit an Energie investéiert, fir d'Gesetz nozebesseren, och fir de Remarke vun de Beruffschamberen an aneren Interessensvertrieder Rechnung ze droen.

Wat awer um Enn vun dësem Prozess derbäi erauskomm ass, ass scho gutt, bleift an eisen Aen awer och nach verbesserungsfäeg. Wann Der erlaabt, eng Rei Punkten, wou dës Feststellung zoutrëfft.

De Projet de loi hat virgesinn, dass de Patron vun engem Betrib kann iwwerall am Espace économique européen wunnen, esoulaang hie reegelméisseg zu Lëtzebuerg ass, fir säi Betrib och ze leeden. Dat ass an eisen Aen eng richteg an zäitgeméiss Approche. Dorauser gouf no enger Serie Amendementer awer, dass de Patron effektiv méi permanent a physesch a sengem Betrib muss present sinn.

Dës Akkumulatioun vu Konditioune bewierkt de Géigendeel oder riskéiert, de Géigendeel ze bewierken, a mécht d'Presenz am Betrib méi streng wéi sënnvoll a wéi ugeduecht. Ausserdeem geet se géint den technologesche Fortschrëtt, well se de moderne Kommunikatiounsmethoden net Rechnung dréit. De Gesetzgeeber hëlt och keng Rücksicht op déi Betriber, déi international täteg sinn, an der Groussregioun an doriwwer eraus. Esou eng streng Reegelung bewierkt oder riskéiert, ze bewierken, dass Lëtzebuerg als Standuert manner attraktiv ka ginn an dass Dirigeanten aus dem Ausland et sech wäerten zweemol iwwerleeën, éier se sech hei néierloossen.

De Projet de loi huet och eng zweet Chance virgesi fir Leit, déi faillite goungen an en neien Ulaf wëllen huelen. Mir als CSV begréissen esou eng Form vun „droit à l'échec" a mir sinn der Meenung, dass een d'Recht huet, aus senge Feeler léieren ze dierfen an eng nei Chance ze kréien. Wat am angelsächsesche Raum gang und gäbe ass, war an eiser Mentalitéit laang schwéier ëmzesetzen.

De Staatsrot huet eis gewisen, dass et och net einfach ass, dës zweet Chance gesetzlech festzehalen. Eraus koume Reegele vun enger neier Chance, bei deenen e puer wichteg Elementer awer op der Streck bliwwe sinn. Zum Beispill wär dëst virgesinn am Fall vu Faillite oder Liquidation judiciaire, leider ass nëmmen d'Faillite zréckbehale ginn.

Ausserdeem war virgesinn, dass e Rapport vum Curateur vun der Faillite sollt verlaangt ginn an dass de Minister als Konditioun fir eng nei Chance eng Formatioun an der Gestion d'entreprise ka verlaangen. Dës Ufuerderunge goufe ganz gestrach an dat bedauere mer. Et läit jo am Interêt vun der Saach, dass mir de Kandidate fir eng nei Chance och déi richteg Signaler an déi richteg Outile mat op de Wee ginn, fir datt et am neien Ulaf besser klappt. Rezent hu mir de Projet de loi zur Aide à la primo-création d'entreprise gestëmmt, an deem mir – zu Recht! – verlaangen, dass d'Leit, déi eng Hëllef vum Staat kréien, fir e Betrib ze grënnen, sollen adequat geschoult sinn. Dowéinst ass et fir eis ëmsou méi onverständlech, dass mir dës Ufuerderung hei sträichen.

An de Konditiounen, fir eng zweet Chance ze kréien, ass d'Malchance, also einfach de Pech, net opgezielt.

Et ass sécherlech net einfach, dësen objektiv ze beschreiwen a gesetzlech prezis ze definéieren. Trotzdeem ass et awer eng Realitéit, dass een och emol Pech am Liewe kann hunn an domadder och ka mat sengem Betrib faillite goen.

En anere Grond fir d'Faillite ass e substanzielle Réckgang vun der Aktivitéit aus Grënn, déi den Dirigeant net selwer kontrolléiere kann. Ee Beispill vun esou enger Situatioun hate mer leider an de leschte Jore mat der Covid-19-Pandemie, wärend där mir, komplett zu Recht a mat eiser Ënnerstëtzung, de Betriber duerch zeg Staatshëllefen ënnert d'Äerm gegraff hu mat deem Argument, dass dës Pandemie ausserhalb vun hirer Kontroll geschitt ass an datt si eng Ënnerstëtzung néideg a verdéngt hätten. Firwat hu mer et punktuell gemaach wärend der Pandemie an elo, wärend dësen Zäite vu Krich a Präisdeierecht, hale mir dës Realitéit net generell an dësem Gesetz fest? Dëst ass fir eis onverständlech an och schued!

Här President, an dësem Projet de loi gëtt och probéiert, iwwert den Droit d'établissement d'Verloune vu Wunnechten iwwer kuerz Zäit ze reegelen. Am Viséier vum Projet de loi ass hei virun allem d'Verlounen iwwert d'Internetplattform Airbnb. Dës Plattform war ursprünglech geduecht, fir et de Privatleit ze erméiglechen, hir Wunneng fir kuerz Zäit ze verlounen, zum Beispill un Touristen. De grousse Succès vun der Plattform huet awer derzou gefouert, datt, virun allem am Ausland, ëmmer méi Professioneller déi Plattform notzen an datt eng Concurrence déloyale zu der klassescher Hotellerie entstanen ass – „déloyale" well déi Locatioun weeder steierlech erfaasst gëtt nach gesetzlech encadréiert ass.

An dësem Projet de loi gëtt dann och probéiert, ze differenzéieren tëscht engem occasionelle Verlounen an enger kommerzieller Aktivitéit, an de Seuil vun 90 Iwwernuechtungen am Joer gëtt festgehalen, fir déi eng Aktivitéit vun där anerer ze ënnerscheeden. Ënner 90 Deeg brauch ee keng Autorisatioun, iwwer 90 Deeg schonn, an och eng Qualifikatioun. Esou verstinn et d'Auteure vun dësem Projet de loi. Mee de Staatsrot weist a sengem Avis en anert Verständnis vun dëser Reegelung, wéi wann een an alle Fäll eng Autorisatioun bräicht. Dat beweist, dass den Text, wéi en eis virläit, nach net ganz kloer ass an zu Problemer ka féieren.

Mir sinn der Meenung, dass et wuel soll erlaabt bleiwen, e Logement fir kuerz Zäit privat ze verlounen, ouni dass een eng Autorisatioun brauch. Wann deem net esou wier, géife mer dat eng ze grouss Brems fanne fir déi privat Locatioun op kuerz Dauer; an dësem Fall géife mir iwwert d'Zil erausschéissen. Mir ginn nämlech hei ze bedenken, dass een déi deloyal Konkurrenz tëscht dem klassesche Secteur vun der Hotellerie an dem Airbnb anescht kann upaken, zum Beispill iwwert d'Steieren. Mir kéinten eis zum Beispill virstellen, eng Taxe de séjour anzeféieren, déi de Client zum Beispill ab der drëtter Nuitée géif bezuelen. Dowéinst bedauere mer, dass dësen Aspekt net genuch beliicht gouf a sech nëmmen op den Droit d'établissement ageschoss gouf.

Ausserdeem riskéiere mir, hei ze séier geschoss ze hunn, well momentan op europäeschem Plang Consultatioune lafen, fir eng europäesch Handhab op dëse Problem ze huelen. An och wann hei nach keng Propos fir eng Direktiv oder en EU-Reglement am Tirang läit, hätt ee sech hei nach kënnen e bësse gedëllegen.

Här President, meng Fraktioun ass frou, dass eng Reform vum Droit d'établissement ugepaakt gouf, mee ass net ganz zefridde mam Ausgang vun dëser Reform. Mat der Reglementatioun vun der Locatioun vun Immobilien iwwer kuerz Zäit gouf eiser Meenung no ze séier an iwwert d'Zil eraus geschoss. Mir wäerten dëse Projet de loi awer matstëmme mam Wëssen, dass déi nächst Regierung wäert mussen op enger Rei Punkten nobesseren. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn awer mat enger Rëtsch Bedenken den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Eischen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, virop och mäin häerzleche Merci un d'Madamm Rapporteur Carole Hartmann fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem dach laangen a komplizéierte Projet de loi. Mir maachen an dësem Projet de loi e ganze Koup wichteg Ännerungen am Droit d'établissement. Dat Gesetz, dat datéiert vun 2011, huet zwar e puer Reforme kritt, mee et war néideg, et elo op de Metier ze huelen an eng Réforme de fond ze maachen.

Et ass elo schonn e puermol hei ugeklongen, mee et ass jo e richtege Paradigmewiessel, wat mer hei operéiere mat deem System, dass en Dirigeant no enger Faillite d'Méiglechkeet huet, relativ schnell erëm eng Autorisation d'établissement unzefroen. E Betrib – a mir wëssen dat alleguerten, et ass haut näischt méi einfach; dat ekonomescht Ëmfeld, mee och déi administrativ Hürden – ass net einfach ze féieren.

An et ass och schonn ugeklongen, ech weess net, Här Eischen, ass et Pech, ass et Schicksal – et kann alles kommen: eng Erkrankung, d'Perte vun engem vun den Haaptclienten –; wéi een dat soll qualifizéieren. De Fakt ass, dass domat e Betrib kann an d'Schleidere kommen an deemno wéi an eng Faillite rutschen, och wa kee charakteriséierte Feeler vun den Dirigeanten do ass. An dofir ass et extreem wichteg, dass elo déi seconde Chance, wierklech d'Possibilité de relance fir de Grënner vun engem Betrib, ka kommen, well elo kann een effektiv sech eng Iddi maachen, éischtens emol, wéi déi Faillite zustan komm ass, an zweetens … An dat gëtt jo da geprüüft, well et musse Konditiounen erfëllt ginn, fir dass een eeben erauskënnt an déi zweet Chance do kritt an eng nei Autorisation d'établissement.

Et ass u sech flott, dass mer haut dëse Projet de loi kucken, wou mer gëschter en neit Faillittegesetz gemaach hunn, wat, wann ech mech vagement erënneren, vun 1869 mat verschidde Reformen datéiert huet. Dat hei ass net grad esou al. Déi zwee hänken zesummen, well mir wëssen alleguerten, dass mir an engem Land sinn, dat relativ konservativ ass, a wann een eng Faillite gebaut huet, independamment, wéi se zustan komm ass, dann hat een ëmmer eng Zort Makel op der Stier, well ëmmer u sech gekuckt ginn ass, dass d'Creancieren …, an notamment d'Créanciers chirographaires, déi meeschtens schlecht ewechkommen an enger Faillite, da wierklech geplaimt gi sinn, an dofir muss dat och seriö gehandelt ginn. Hei gëtt dat elo ënner Konditiounen, déi ganz seriö sinn, d'Méiglechkeet, eng nei Chance ze ginn, an et ass e Paradigmewiessel an et ass absolutt gutt, dass mer dat maachen!

Eng zweet Remark, déi ech wollt maachen, dat ass eeben, dass mer e legale Kader schafe fir d'Verloune vun Taxien, Loueurs de voitures, Loueurs d'ambulances an esou weider; déi kréien e legale Kader.

Airbnb – dat heescht, mir nennen et einfach esou, et ass jo Hébergement de courte durée –, do ass et och extreem wichteg. Jo, et ass en éischte Schrëtt, well dat war e bësselche Wildwuchs déi lescht Zäit ginn, an elo gëtt e legale Kader dozou geschafe mat deem heite Gesetz, well et muss jo och eng Gerechtegkeet geschafe gi vis-à-vis vun den Hotellen. D'Hotelle musse ganz streng Konditiounen erfëllen, fir dass se kënne Clienten empfänken. A mat deem heiten Text gëtt elo Gerechtegkeet geschaaft. En plus ginn awer europäesch Standarde vun Hygiène a vu Sécherheet garantéiert an dat ass jo och am Interesse vum Client, am Interesse vum Konsument.

Et ass och schonn ugeklongen, dass et eng Méiglechkeet gëtt, dat ass och wichteg, dass elo …, well mir hu ganz oft e Problem an de Famillje vun eisen Handwierker, dass keng Nokommen do sinn, déi wëllen de Betrib viruféieren, an duerfir ass et extreem wichteg, dass mer elo eng Vereinfachung hunn, wou e Salarié kann e Betrib iwwerhuelen, zwar nach ëmmer no strenge Konditiounen, mee da kënnen op d'mannst d'Servicer am Handwierk, an deem do Secteur, bäibehale ginn a souguer verbessert ginn.

Dann hu mer och den Accès zu enger Serie vu Professiounen elo gereegelt. Normalerweis huet een ëmmer misse ganz prezis Qualifikatiounen hunn, wann een a bestëmmte Professiounen erakënnt. Elo hu mer dat hei méi einfach gemaach. Verschidde Professiounen – ech hat et scho gesot: Loueurs de taxis, Location de voitures, Location d'ambulances, den Tatoueur; dat war e grousst Theema an eiser Mëttelstandskommissioun –, déi kommen elo op d'Lëscht C. Dat heescht, bei der Ausübung vun deem Beruff brauch ee keng spezifesch Qualifikatioun. Mat deem System gëtt da garantéiert, dass och do wierklech genuch Leit do sinn. En anert Beispill, wat Der och kennt, dat ass e Grafiker, an der Chaîne vun de Grafiker. Déi ginn elo vun der Lëscht A op d'Lëscht B gesat.

Mir wëssen, dass am ganze Secteur – an dat ass net nëmmen am Handwierk, mee och am Handwierk –, en extreeme Manktum u Leit ass; ech weess net, ob et d'Personal deckt, mee iwwerhaapt d'Leit, d'Collaborateuren …, a mir mussen alles maachen, fir den Accès zu deene Professiounen ze erliichteren, well dat ass déi bescht Garantie, dass mer awer genuch Leit halen an deem Secteur.

Da wollt ech och nach eng Kéier ganz kuerz drop hiweisen, dass administrativ Demarchë vereinfacht gi sinn, wat och wichteg ass. Well et gëtt ëmmer geschwat vu Simplification administrative – hei gëtt dat gemaach. Den Droit d'établissement gëtt an dësem Projet esou reforméiert, dass en enger moderner Wirtschaft gerecht gëtt.

Fir eis, d'DP-Fraktioun, ass d'Entwécklung am Secteur extreem wichteg, well Dir wësst, dass all Efforte gemaach ginn, fir Kleng- a Mëttelbetriber ze stäerken, well si stellen 80 % vum Réckgrat vun eiser Ekonomie duer, brénge ganz ville Salariéen Aarbecht a loossen eis Wirtschaft dréien. An dofir ass et ganz wichteg, dass mer hinnen hei weise mat dësem Projet de loi, dass mer se aktiv ënnerstëtzen.

Wéi meng Virriedner, an haaptsächlech och d'Madamm Hartmann, wollt ech och hei e puer Mercie lassginn; fir d'éischt emol alleguerten de Chambres professionnelles. Et ass schonn ugeklongen: Dee Projet hei war net einfach. Mir hu vill hin- an hiergeschafft an der Kommissioun. Et sinn Amendemente gemaach ginn. Mir hu geäntwert op d'Oppositions formelles vum Staatsrot. Mee et waren och ganz vill Vertrieder vum Secteur, déi eis ganz konstruktiv Avise ginn hunn, wou mer eis konnten op seriö Informatiounen aus dem Secteur baséieren an et fäerdegbruecht hunn, de beschtméiglechen Text ze maachen. Dann natierlech och dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp aus dem Ministère e grousse Merci fir déi exzellent Zesummenaarbecht.

An ech mengen, no alleguerten deene Remarke bréngen ech hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufänken an der Rapportrice, der Madamm Hartmann, Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Si war ganz ausféierlech an huet scho villes gesot. Mir begréissen als LSAP dëst Gesetz, et wäert nämlech eisem Entrepreneursgeescht hei am Land eng nei Dynamik kënne ginn.

Ech wëll e puer Punkten aus dësem Gesetz ervirhiewen, déi eis als LSAP wichteg sinn. Mir vereinfache mat dësem Gesetz den Zougang zu verschiddene Beruffer, andeems keng Formatioun méi gebraucht gëtt, dat virun allem fir kreativ Beruffer a Beruffer, déi sech technesch weiderentwéckelt hunn, wéi zum Beispill dee vum Fotograf.

De Beruff vum Fotograf ass wuel ee vun de Beruffer, déi sech iwwert déi lescht Joren am meeschte verännert hunn. Sou huet ee fréier niewent dem Fotoe maachen och Fotoen entwéckele missen. Dat gëtt haut bal net méi gemaach. D'Fotoe ginn um Computer beaarbecht an herno mat enger Imprimante erausgedréckt.

Mee net nëmmen de Beruff vum Fotograf, och nach eng ganz Rëtsch aner Beruffer, wou den Zougang elo vereinfacht gëtt, stinn op der Lëscht C, wéi d'Rapportrice et schonn erklärt huet. Domat vereinfache mer et zukünftegen Entrepreneuren, méi schnell en eegent Geschäft kënnen opzemaachen.

Allerdéngs, d'Chambre des Salariés geet och an hirem Avis dodrop an, bréngt dës nei Lëscht C och eng Rei Nodeeler mat sech, wann een ouni berufflech Qualifikatioun Aktivitéiten nogoe kann, déi en Impakt op d'Gesondheet oder d'Sécherheet kënnen hunn.

Zum Beispill war am initiale Projet de Beruff vun de Fleuristen op der Lëscht C, obwuel et eng Ausbildung fir d'Fleuriste gëtt. D'Rapportrice ass schonn dodrop agaangen. Mee hei ass et gutt, dass d'Fédération horticole nach eemol duergeluecht huet, wisou et net gutt wär, keng Ausbildung als Fleurist ze hunn. Hei goung et eebe grad drëms, dass ee Blummen a Planzen net einfach zesummeleeë kann, ouni Knowhow an ouni hir Eegeschaften ze kennen, well d'Blummen an d'Planzen zum Beispill eng Gefor opweise kënnen, andeems Allergien oder Gëftstoffer ausgeléist kënne ginn, souwuel fir ee selwer oder och fir anerer. Dëse Beruff ass deemno erëm op d'Lëscht B gesat ginn.

Här President, nieft der Lëscht vun Aktivitéiten, fir déi keng berufflech Qualifikatioun néideg ass, ginn aner Aktivitéite reglementéiert respektiv encadréiert. D'Rapportrice ass och schonn dodrop agaangen: op Airbnb. Et handelt sech hei ëm eng Plattform, iwwert déi d'Leit hir Wunneng iwwer eng kuerz Zäit verloune kënnen. Dës Praxis stellt den Horeca-Secteur allerdéngs viru grouss Erausfuerderungen, well doduerch manner Leit en Zëmmer an engem Hotel buchen. 2018 hat Airbnb confirméiert, dass 36.000 Leit dëse Service genotzt hunn an am Duerchschnëtt souguer véier Nuechten am Land esou verbruecht hunn. Dat wieren also 150.000 Iwwernuechtungen aleng an engem Joer.

Do wéilt ech de Minister froen, ob en do aktuell Zuelen huet, well dat setzt net nëmmen eisen Horeca-Secteur ënner Drock, mee och de Logement ass dovunner betraff, well eng Partie Appartementer an Haiser esou vum Wunnengsmaart verschwannen. Dofir ass et gutt, dass mir mat dësem Gesetz dës Aktivitéit reegelen. Den Detail hu mer virdrun erklärt kritt.

Des Weideren erméigleche mer et mat dësem Gesetz, dat mer elo hei stëmmen, engem Entrepreneur, deen eng Faillite huet missen umellen, nach eemol eng zweet Chance kënnen ze ginn, andeems en nach eemol eng Autorisation d'établissement vum Ministère ka kréien. Well eng Faillite, déi ugemellt muss ginn, ka ganz ënnerschiddlech Grënn hunn a muss net zréckzeféiere sinn op eng Faillite frauduleuse.

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | Dës Méiglechkeet, eng zweet Kéier eng Autorisation d'établissement ze kréien, ass och eng laangjäreg Fuerderung vun der Fédération luxembourgeoise des startups. Aleng d'lescht Joer goufe ronn 1.000 Faillitten erfaasst. Dat sinn der vill, mee dorënner sinn oft awer ganz kompetent Leit, déi duerch Pech einfach net reussiert hunn an nach eemol en Ulaf brauchen.

Ech wëll drun erënneren, dass mer eréischt gëschter dat neit Faillittegesetz heibanne gestëmmt hunn. Mat dësem Gesetz gëtt virun allem och op Preventioun gesat, mee och op d'Méiglechkeet, gehollef ze kréien, wann et engem Betrib net gutt geet. Dat fanne mir als LSAP ganz wichteg, well mer esou Aarbechtsplazen, déi geschaf goufen, kënnen erhalen. Well bei enger Faillite ass et net nëmmen de Patron, deen drënner leit, mee och seng Mataarbechter, déi onsécher Zäite musse matmaache bis zu deem Moment, wou se keng Pai méi bezuelt kréie respektiv hir Aarbecht verléieren.

Här President, e weidere wichtege Punkt am Gesetz ass fir d'LSAP, dass mir engem Salarié an engem Betrib et erméiglechen, de Betrib ze iwwerhuelen, mat gewëssene Konditiounen, dat net wéi bis elo eréischt no zéng Joer, mee elo schonn no dräi Joer. Dës Dispositioun soll Entreprisen hëllefen, eng Nofolleg fir hire Betrib ze fannen. Mir droe mat dëser Dispositioun virun allem der Suerg och am Handwierk Rechnung, well grad aleng am Handwierk sinn et haut iwwer 1.000 Betriber, déi elo schonn eng Nofolleg fir hire Betrib sichen. Mir encouragéieren domat Leit, déi de Betrib gutt kennen, sech selbstänneg ze maachen an de Betrib, dee gutt leeft a stabill Aarbechtsplazen huet, ze iwwerhuelen an d'Aktivitéit vum Betrib weiderzeféieren.

Här President, mir fërdere mat dësem Gesetz den Entrepreneursgeescht hei bei eis am Land, andeems mer den Zougang zu verschiddene Beruffer vereinfachen, andeems mer d'Transmissioun vun enger Entreprise un e Salarié vereinfachen, andeems mer et erméiglechen, eng zweet Chance ze kréien, wann een eng Faillite gemaach huet, an andeems mir déi administrativ Demarchë vereinfachen.

Domadder ginn ech den Accord vun der LSAP fir dëse Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Tess Burton Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Carole Hartmann, déi wierklech e ganz, ganz detailléierten an ausféierleche mëndleche Rapport hei op dëser Tribün gemaach huet. Dëse Projet de loi moderniséiert eisen Droit d'établissement, esou wéi et och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, an domadder kënne mir als Koalitioun Rout-Blo-Gréng wierklech e ganz grousst an houfregt Kräiz op eiser To-do-Lëscht maachen.

E wichtegen Aspekt, dee mat dësem Projet de loi …

(Interruptions)

… séchergestallt gëtt, ass, datt e punktuellen Echec net gläichgestallt gëtt mat engem definitiven Echec. Domadder soe wëll ech, datt een ëmmer eng zweet Chance kritt. An dat huet d'Rapportrice och ganz explizitt erklärt. Déi zweet Chance ass immens wichteg, zemools an deem Beräich. Dat ass och de richtege Wee vum Legislateur, dat esou unzegoen, well den Echec gehéiert nun emol dozou.

D'Fro vun der Reglementéierung vun den handwierkleche Beruffer ass relativ delikat. Engersäits ass et kloer, datt mer dat mussen hunn, mee anerersäits ass et wichteg, déi Lat net ze héich ze hänken, well, wéi mer och schonn e puermol hei op dëser Tribün gesot hunn am Numm vun deene Gréngen, et ass allgemeng am Interêt vun de Leit wichteg, Leit ze encouragéieren a se ze motivéieren, sech ze lancéieren an en eegene Betrib opzemaachen. Natierlech soll awer e gewëssenen Accès dozou gefrot ginn, fir datt mer och kënnen eng gewësse Garantie zum Beruff ginn an natierlech och dobaussen d'Leit viru schlechten Aarbechten schützen. Mee e richtegen Equiliber ass hei eminent.

Mir sinn dofir dann och frou, datt beim Metier vum Fleurist oder der Fleuristin, wat och scho virdrun als Beispill vun der Rapportrice genannt gouf, wou u sech driwwer geschwat gouf, deen op eng Lëscht C ze setzen, wou keng Qualifikatioun gefrot gi wier, schlussendlech nom Gespréich mam Secteur sech erausgestallt huet, datt et awer trotzdeem besser wier, déi erëm zréck op d'Lëscht B ze setzen, wou eng gewësse Qualifikatioun gefrot gëtt. Fir eis Gréng ass dat natierlech och an deem Sënn eng Plus-value, well et setzt eng gewësse Viraussetzung, datt ee muss eng gewësse Qualifikatioun hunn an, wéi ech scho virdru gesot hunn, domadder och e qualitativ-gudde Service dobausse kann ubidden.

Wann ech soen, datt bei der Reglementatioun vu Fall zu Fall och muss gekuckt ginn, ass et wichteg, datt mer och dat fir déi verschidde Beruffer maachen an och am Sënn vun dësem Gesetz. Eis Ekonomie evoluéiert immens séier an déi Beruffer, déi do drënnerfalen, evoluéieren natierlech och domadder immens séier. Duerfir ass et an eisen Ae wichteg, bei deem Exercice, dee mat dësem Projet de loi elo hei gemaach gëtt, reegelméisseg nozekucken, wéi d'Effekter vum Gesetz sinn, an och déi Beruffer ze evaluéieren, déi ënnert dëst Gesetz gefall sinn.

Dat gesot soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vu menger grénger Fraktioun. Ech hu mech elo kuerz gehalen, well et ass bis elo wierklech alles ganz explizitt erklärt ginn. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt der Rapportrice e grousse Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. D'Zil vun dësem Projet de loi ass et, fir et de Leit méi einfach ze maachen, e Betrib ze grënnen, dat heescht, fir d'Entrepreneuriat ze stäerken. D'Reform vum Droit d'établissement war batter néideg. Mat dësem Projet de loi gëtt den Droit d'établissement elo méi kloer a méi kohärent.

Här President, heiansdo ass et batter noutwendeg, seng Prozeduren ze iwwerschaffen an nei Gesetzestexter en place ze setzen, déi dann hei an dësem héijen Haus och musse gestëmmt ginn, an zwar souwuel an der Hinsicht vun enger vereinfachter Prozedur wéi awer och op där anerer Säit zum Schutz vu verschiddenen Acteuren, wéi dat hei zum Beispill beim Airbnb och regléiert gëtt. Ze begréissen ass och, datt hei der Lutte anti-blanchissement Rechnung gedroe gëtt an datt d'Transparenz fir de Consommateur erhéicht gëtt.

Une voix | „Anti-blanchiment", net „anti-blanchissement".

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Antiblanchiment, pardon.

(Hilarité)

Merci, datt Der mech opmierksam gemaach hutt op dës Gaff.

(Interruption)

Här President, wann ech op d'Chiffere vun der Chambre des Métiers vun 2022 zréckgräifen, kann ech och soen, datt den Artisanat méi wéi 100.000 Emploien am Land schaaft, an dat mat bal 8.600 Entreprisen. Dëst ass e wichtege Volet fir d'Diversitéit am Beräich Ekonomie an och d'Resilienz an eisem Land oprechtzeerhalen. Den Artisanat schaaft eng Hellewull verschidden Aarbechtsplazen, an dës sinn net nëmme fir Lëtzebuerg ausschlaggeebend, mee och fir déi ganz Grenzregioun. Well wann ee weess, datt mir am Moment an all Secteur eng grouss Penurie u qualifizéierten Aarbechtskräften hunn, da weess een och, datt mir grenziwwergräifend den Aarbechtsmarché ofgrasen.

2022 ware 56 % vun de Salariéë Grenzgänger/innen. Ouni si géif hei am Land iwwerhaapt näischt méi funktionéieren. Nieft hinne waren am selwechte Joer 32 % auslännesch Matbierger/innen aus dem Land an dëse Secteure beschäftegt a „just", ënner Guillemeten, 14 % Lëtzebuerger. Mir sinn eigentlech komplett ofhängeg vun der auslännescher Main-d'oeuvre, fir datt de Business an eise PIB dréien, a sollten eis och dofir e bësse méi dankbar erweisen, anstatt géint dës Leit weider ze hetzen, wéi Verschiddener vum rietse Bord et gewinnt sinn ze maachen.

Här President, et ass och esou, datt mir vill kleng a mëttelstännesch Betriber hunn, wat mir als déi Lénk och nëmme begréisse kënnen. 41 % hunn zwëschent 1 an 9 Mataarbechter/innen an 19 % zwëschent 10 an 49 an nëmme 45 % zwëschent 50 an 249. D'Moyenne läit also hei bei 12 Leit. Bei deene klengen a mëttelstännesche Betriber handelt et sech meeschtens ëm Familljebetriber – an deene kënnt dëse Projet de loi mat verschiddenen Dispositiounen entgéint. Déi eeler Patronen a Salariéë sinn de Garant fir eng gutt Transmissioun vum Savoir-faire. Si kënne souwuel am Tutorat an am Mentoring hiert Wësse weiderginn.

Et ass och e Meilesteen, datt de Salarié aus enger Entreprise elo keng zéng Joer méi muss am Betrib geschafft hunn, fir dëse kënnen ze iwwerhuelen, mee just nach dräi Joer dofir néideg sinn. Dëst ass ee vun den Artikelen, wou e Spagat gemaach gouf, fir den Droit d'établissement ze vereinfachen. Deen, deen de Betrib iwwerhëlt, huet dann awer fënnef Joer Zäit, fir den Acquis vun alle Qualifikatiounen, déi e brauch, ze maachen.

Här President, eis läit besonnesch d'Handwierk um Häerz. Déi Beruffer musse valoriséiert ginn. Et muss een nees stolz drop kënne sinn, en Handwierker/eng Handwierkerin ze sinn. An dofir ass et och gutt, datt den Zougang zu gewëssene Beruffer heimadder erliichtert gëtt.

Fir datt dat natierlech méiglech ass, muss een erëm eng Kéier e Spagat maachen: Engersäits wëll ee kreative Mënschen, déi sech wëllen a kënnen am Handwierk etabléieren, keng Steng an de Wee leeën, anerersäits muss een awer och am Sënn vum Consommateur an der Consommatrice d'Qualitéit héichhalen. Duerfir sinn och bei bestëmmte Beruffer Viraussetzungen u Formatioun als Bedingung gesat, wat net méi wéi richteg ass. Dee Spagat ass an dësem Projet de loi am grousse Ganzen och gutt gelongen.

Iwwert d'Opdeelung an déi verschidde Lëschte kann een ëmmer nach diskutéieren. Si wierklech just Beruffer an der Lëscht C, déi keng Meeschterprüfung brauchen? Oder stinn der net awer nach vläicht dran, déi besser an enger vun deenen anere Lëschte gestanen hätten? D'Fleuriste sinn do e gutt Beispill. Si hunn et fäerdegbruecht, aus der Lëscht C erausgeholl ze ginn, wat och net méi wéi richteg ass, well een awer gewësse Fäegkeete brauch, déi een duerch dës Formatioune kritt, ...

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... fir kënnen eng uerdentlech Aarbecht ze leeschten an dem Consommateur oder der Consommatrice déi och unzebidden.

Mee wéi ass et mat Taxischauffeuren zum Beispill? Stinn déi wierklech richteg an der Lëscht C? Oder brauch een net awer vläicht verschidde Viraussetzungen, sou wéi d'CSL dat och an hirem Avis schreift? Vläicht muss een einfach déi Beruffer aus der Lëscht C am A behalen an, wann et noutwendeg ass, einfach do nobesseren. Et ass jo näischt a Stee gemeesselt!

Mir wäerten dësem Projet de loi net am Wee stoen an e matstëmmen, well en an eisen Ae wierklech e puer grondleeënd Verbesserungen opzeweisen huet.

Här President, mir fannen et och ganz richteg, datt een eng zweet Chance verdéngt, wann et déi éischt Kéier emol net esou gutt gaangen ass mat sengem Betrib. Schliisslech ass net jiddwereen, dee säi Betrib muss opginn, e Gauner. Heiansdo kënnt eng Pandemie, e Krich oder soss en Imprevu an da muss ee säi Betrib leider zoumaachen. An duerfir ass dëst och e Meilesteen an déi richteg Richtung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, mat dësem Projet soll last minute dann nach e Punkt aus dem Koalitiounsaccord vun 2018 ëmgesat ginn. Ech kann direkt virausschécken, dass mir Piraten vill Dispositioune begréissen, déi Deel vun dësem Gesetz sinn, dorënner fir d'alleréischt d'Recht op eng zweet Chance fir all déi, déi sech getraut hunn, sech selbstänneg ze maachen, a wou et awer wéinst allméigleche Grënn net geklappt huet: Et kënnt vir, dass ee Clientë verléiert, well e méi groussen Acteur op eemol Konkurrenz mécht, wéinst Präisdumping oder och, well ee politesch aktiv ginn ass, oder dass ee muss zoumaache wéinst Force majeure oder an engem Fall wéi der Covidkris.

Net alles ass beim éischten Ulaf perfekt, och net onbedéngt am zweeten. Mee dat ass alles mënschlech an dat bedeit net, dass dës Leit net kapabel wieren, eng Entreprise ze geréieren. Mir Piraten si frou, dass d'Recht op eng nei Chance elo endlech kënnt. Et bleift an deem Kontext nach ze soen, dass d'zweet Chance net automatesch kënnt, mee de Minister säin Accord oder Netaccord fir eng nei Autorisation d'établissement jo vum Avis vun der Commission de la seconde chance ofhängeg mécht.

Mir Piraten si jo der Meenung, dass den Accès zur Autorisation d'établissement misst weiderhi vereinfacht ginn, dëst zum Beispill duerch e Guichet unique. Heira spillt jo de verstäerkten Austausch tëscht den eenzelne Ministèren an de verschiddenen Administratiounen, déi mir och guttheeschen.

Här President, da begréisse mir Piraten och, dass mat dësem Gesetz d'Mini-Entreprisen e klore gesetzleche Kader kréien a mir elo kloer feststellen, dass ee fir d'Schafe vun enger Mini-Entreprise keng Autorisatioun brauch. Dat war jo an der Praxis schonn esou, mee e klore legale Kader ass ëmmer besser wéi eng Gewunnecht.

Da gëtt jo och nach eng Kéier kloer festgehalen, dass d'Verlounen duerch Plattforme wéi zum Beispill Airbnb – et gëtt och nach anerer – eng kommerziell Aktivitéit ass, dëst wann eng Wunneng oder en Haus méi wéi dräi Méint am Joer verlount gëtt. An anere Länner, déi e méi groussen Tourismussecteur hunn, hu scho Logementsproblemer wéinst esou Plattforme stattfonnt. An och wann dat hei zu Lëtzebuerg nach keen esou e grousse Problem ass, dann ass awer kloer: No dräi Méint Verlounen ass et net méi eng Ausnam, mee mir schwätze vun enger kommerzieller Aktivitéit.

Här President, eis Piraten ass et wichteg, eis PME ze ënnerstëtzen, wou et geet. 70 % vun de Betriber zu Lëtzebuerg si Familljebetriber an déi gëllt et méiglechst ze erhalen, fir dass och weider Generatioune kënnen zur Diversitéit vun eiser Wirtschaft an zum Schafe vun Aarbechtsplaze bäidroen. Dofir ass fir eis Piraten d'Erofsetze vun de Krittären, dass d'Aarbechter kënnen e Betrib iwwerhuelen, e gudde Schrëtt an déi richteg Richtung.

Leider kënnen d'Betriber net ëmmer vu Familljemembere weidergefouert ginn, dëst well d'Nofollger feelen oder well déi nächst Generatioun ganz einfach vun hirem Recht Gebrauch mécht, sech fir eng aner Zukunft ze entscheeden, wat och komplett legitimm ass. Ma wien iwwerhëlt de Betrib, wa keen aus der Famill kann oder well weidermaachen? Dat muss net d'Enn vun der Firma bedeiten. Verschidde Mataarbechter droen nämlech fundamental zum Succès vun engem Betrib bäi. Si bauen op a si suergen derfir, dass alles leeft. Wann eeben dës Mataarbechter de Betrib wëllen iwwerhuelen, da si mir Piraten der Meenung, dass se dat musse kënnen. Dofir begréisse mir, dass hinne sechs Méint Zäit gi gëtt, fir déi néideg Examen ze maachen, fir da selwer kënne Patron ze ginn.

Mir Piraten si generell fir d'Abannung vun treie Mataarbechter, dëst zum Beispill duerch den Actionnariat salarié, mat deem een als Mataarbechter ganz offiziell Deel vun der Entreprise gëtt a fir seng gutt Aarbecht belount gëtt. Dëst ass virun allem fir Startuppen interessant, awer net nëmmen. Mir Piraten wëllen esou Initiativen duerch steierlech Begënschtegunge förderen.

Här President, da wëll ech hei och nach op en anere Punkt ze schwätze kommen, dat ass d'Méiglechkeet, sech iwwer QR-Coden iwwert d'Entreprisen ze informéieren. Mir Piraten begréissen d'Iddi. Mir hunn an der Vergaangenheet scho parlamentaresch Froen gestallt, wéi een als Privatpersoun am beschte soll nokucken, ob déi Firma, där hire Flyer an der Boîte louch oder déi op Social Media ënnerwee ass, déi bei eng Persoun schelle komm ass, och wierklech legitimm ass. Well net jidderee weess vum LBR oder vun de Méiglechkeeten, fir d'TVA-Nummeren iwwert de Site vun der EU-Kommissioun oder dem

Wirtschaftsministère ze iwwerpréiwen. De Problem vu Pratiques commerciales trompeuses kéint duerch den obligatoresche QR-Code op d'mannst zum Deel geléist ginn a mir Piraten sinn da gespaant, wéi dat an der Praxis wäert ausgesinn.

Zum Schluss, Här President, wëlle mir Piraten och soen, dass mir als wichtege Schrëtt hei an der Moderniséierung vum Handwierk gesinn, dass elo nieft de Lëschten A a B, wou een, fir eng Autorisatioun ze kréien, eng Meeschter- oder Gesellepréifung muss gemaach hunn, och eng nei Lëscht C opgeet. Et ass wichteg, dass Beruffer wéi dee vum Fotograf elo e gudde legale Kader kréien, deen der Realitéit um Terrain gerecht gëtt.

Verschidden Handwierksberuffer waren am Originaltext jo nach fir d'Lëscht C virgesinn. Si verbleiwen elo op der Lëscht B, wou se eiser Meenung no och higehéieren. Mir si frou, dass duerch d'Amendementer an der Kommissioun hei konnten Ännerunge kommen an d'Beruffer net devaloriséiert gi sinn. Dat wier nämlech genau de Géigendeel vun deem gewiescht, wat mir eis als Politick zum Zil gesat hunn.

D'Valorisatioun vum Handwierk ass och d'Valorisatioun vun der Ausbildung. D'Ausbildung dierf net gekierzt ginn, mee muss éischter weider ausgebaut ginn, fir der Digitalisatioun gerecht ze ginn. Dat ass eng Erausfuerderung, där sech déi nächst Regierung hoffentlech unhëlt, an den nächsten Educatiounsminister oder déi nächst Educatiounsministesch – do gëtt et an der Press jo ewell e puer Kandidaten, déi sech schonn ugekënnegt hunn – hält dann och hoffentlech op, d'Ufuerderunge fir d'Beruffer ëmmer nëmmen erofzeschrauwen.

Merci dem Carole Hartmann fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir ginn den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Ech war nach net prett, Här President, entschëllegt mech. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, loosst mech fir unzefänken der Rapportrice Carole Hartmann e ganz grousse Merci soe fir dee ganz gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, et huet jiddwereen et gesot: Et ass e ganz wichtegt Gesetz hei, well – an d'Madamm Cecchetti hat en eng Kéier ernimmt – wa mer vun dem Droit d'établissement schwätzen, schwätze mer vu ronn 32.000 Betriber hei zu Lëtzebuerg, schwätze mer vun 210.000 Salariéen, déi an esou Betriber beschäftegt sinn.

Ganz grouss Changementer, déi mer hei maachen, si schonn ënnerstrach ginn. Loosst mech just nach eng Kéier op zwee Stéck ganz kuerz agoen. An zwar éischtens geet et ëm d'Simplification administrative. Et gëtt ëmmer erëm vun der Simplification administrative geschwat, ma hei am Text ass se reellement dran, déi mat sech bréngt, dass mer op där enger Säit digitaliséieren an op där anerer Säit awer och kucken, dass mer de Once-Only-System hei aféieren. Am Moment ass et esou: Wann een eng Modifikatioun mécht vun engem Gerant zum Beispill, muss een dat op zwou verschiddene Plazen ofginn an zwar um Register an dann och um Ministère Bescheed soen. An Zukunft geet et op enger Plaz duer an automatesch gëtt hannendrun d'Modifikatioun gemaach.

Dat bréngt och mat sech, dass mer en duebele QR-Code kënnen aféieren: op där enger Säit de QR-Code, fir ze kucken, ob d'Autorisatioun wierklech valabel ass, an op där anerer Säit e QR-Code, fir dass och de Client ëmmer erëm ka kontrolléieren, ob – an hei schwätze mer vun der Protection des consommateurs – déi Autorisatioun nach ëmmer valabel ass.

Bis elo war et esou, dass een eng Autorisatioun eng Kéier krut. Dee Pabeier hat een ëmmer am Grapp. Op där anerer Säit ass et elo mam QR-Code esou, dass à tout moment, wa Modifikatioune kommen, déi automatesch digital ofgespillt ginn. Et scannt een en an et gesäit ee mat engem System vum GouvCheck rout oder gréng – ass d'Autorisatioun valabel oder ass se et net? –, soudass een do direkt, an ech mengen, et war och ugeschwat gi vum Här Goergen, hei als Client gesäit: Gëtt et déi Entreprise oder gëtt et se net? Huet se zougemaach? Krut se d'Autorisatioun ewechgeholl oder besteet se nach? Dat ass e ganz wichtege Volet, fir och do de Konsument kënnen ze protegéieren.

Et geet also an deem ganzen Text hei drëm, den Entrepreneursgeescht nach weider ze stäerken. Mir hu vun der Transmission d'entreprise geschwat. En Drëttel vun den Entreprisë wäert an Zukunft kënne vun enger Transmissioun vun der Entreprise betraff sinn. Hei geet et och drëm, dass mer et dem Salarié an der Entreprise nach méi vereinfachen, fir dass en och kann d'Entreprise net méi no zéng Joer, mee no dräi Joer iwwerhuelen. Natierlech muss en déi néideg Qualifikatioune maachen, huet och duerno nach Zäit fir weiderzefueren.

D'Dynamiséiere vum Artisanat an et den neie Realitéiten unzepassen, well et mat der Introductioun vun der Lëscht C … D'Beispill vum Fotograf ass dat flagrantsten. Et huet ee missen eng Formatioun maache bis elo, wou ee mat de Chemikalie geschafft huet, fir kënne Fotograf ze ginn. Haut brauch een déi Chemikalien net méi, also ass d'Formatioun och eng aner. Si gëtt och net méi esou ugebueden, soudass de Fotograf elo e Metier C ass, fir do kënne weiderzefueren.

Et ass déi éischte Kéier an engem Text, wou d'Sharing Economy och definéiert gëtt. Bei der Sharing Economy – an ech mengen, och am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung steet ganz kloer dran, dass mer d'Sharing Economy wëlle stäerken – musse mer awer parallell dozou kucken, e Spagat ze maachen, dass op där enger Säit déi normal traditionell Activité commerciale, an dësem Fall d'Hotellerie, awer net eng Concurrence déloyale huet par rapport zu Sharing-Economy-Plattformen wéi zum Beispill d'Location à courte durée vu Wunnenge fir Touristen, déi op Lëtzebuerg kommen. Hei zéie mer e ganz klore Strëch, wou mer soen: No 90 Deeg fäls de aus der normaler Sharing Economy eraus an du gees an eng Activité commerciale.

Et gëtt oder et kann ee sech virstellen, am Ausland huet ee schonn dovun héieren, dass eng ganz Residenz mat eenzelen Appartementer iwwer eng Sharing-Economy-Plattform verlount gëtt a mer dann am Fong an engem Stil Hotel sinn, dee fonctionéiert, awer ouni Qualifikatiounen, ouni Kontroll, ouni Securitéit, ouni Hygiène, déi muss garantéiert ginn. Dat ass eng Concurrence déloyale an dofir soe mer hei ganz kloer: No 90 Deeg bass de an enger Activité commerciale, also brauchs de och dofir eng Autorisation d'établissement an déi néideg Qualifikatioune wéi och all aneren Hotelier, deen déi nämmlecht Aktivitéit mécht wéi ee selwer.

Et ass awer nach een Detail, deen net ugeschwat ginn ass, deen awer ganz wichteg ass: Et sinn eng Rëtsch Metieren, déi bäikomm sinn, déi och reglementéiert sinn. Een dovunner ass den Apporteur d'affaires am Logement. Bis elo ass et esou, dass den Immobilienagent definéiert ass. Dee muss eng Formatioun maachen, fir dass e kann duerno exercéieren. Den Apporteur d'affaires war eng Grozon bis elo. Dat ass déi Persoun, déi am Fong tëschent engem Privaten an engem Agent immobilier ass. Déi ass och hei reglementéiert, muss also och déi Formatioun maachen, kloer definéiert, muss also do kënnen déi nämmlecht Qualifikatiounen hu wéi en Agent immobilier.

Loosst mech just nach op dräi Punkten agoen. Éischtens war vum Här Eischen no der Taxe de séjour gefrot ginn. Déi hei Regierung huet sech ganz kloer, an ech hunn et och schonn op dëser Plaz gesot, géint eng national Taxe de séjour ausgeschwat. Dat wäert net kommen. Mir sinn och hei am Fall vun der Autonomie communale. Ech mengen, Mamer, d'Gemeng, déi Der vläicht och besser kennt, do kënnt Der vläicht och eng Kéier mat deene schwätzen, déi hunn eng eege Gemengentax agefouert. Dat kann ee selwer maachen, wann een dat wëll maachen. Mee d'Regierung wäert keng national Taxe de séjour aféieren, a scho guer net iwwert den Droit d'établissement, well dat definitiv déi falsch Plaz ass, fir esou eppes ze maachen.

Zweetens d'Kritick iwwert déi auslännesch Qualifikatiounen, fir zu Lëtzebuerg kënnen eng Entreprise ze geréieren. Et geet eis drëm, dass mer hei zu Lëtzebuerg Substanz hunn. Mir wëllen – an dat weise mer och ganz kloer mat deem Text hei – keng Bréifboîtten oder aner Entreprisen hei hunn. Mir mussen eng Substanz hei hunn. Mir wëlle keng Abusen hei zu Lëtzebuerg hunn.

Mir wëllen och net méi, an et gesäit een och mat den Autorisatiounen, déi ee muss hunn … Wa mer vun engem Metier A schwätzen zum Beispill an et ass een an der Pensioun, konnt ee bis elo seng Autorisatioun verschiddene Betriber einfach zur Verfügung stellen, wou een da konnt eng Zort Loyer fir seng Autorisatioun kréien. Och dat hu mer hei ganz kloer limitéiert, andeem mer dat op zwee limitéiert hunn, ausser Exceptiounen, dass een an engem Betrib ass, wou et méi Autorisatioune gëtt an esou weider an esou weider, mee och do ganz kloer e Kader gesat, dass mer wëllen d'Substanz hei zu Lëtzebuerg hunn an den Dirigeant vun der Entreprise, deen och weess, a wéi enger Entreprise en ass, an och an der Entreprise aktiv ass; dat, fir de Betrib an awer och d'Salariéen an d'Clientë kënnen ze protegéieren.

De Volet vun der Faillite: E ganz wichtegen Deel ass hei d'deuxième Chance, also d'nouvelle Chance. Am Ufank huet se „deuxième chance" geheescht. Duerno, nom Avis vum Staatsrot, ass jo gesot ginn: „Wat ass, wann eng drëtte Kéier kënnt?" Jo, et gëtt also eng nouvelle Chance, déi een hei ka kréien. Do hu mer extra am Commentaire och déi verschidde Cas-de-figurë beschriwwen, wou mer soen: Bei enger Pandemie, ma dat ass d'Regierung oder d'Chamber geet op de Wee, aus gesondheetleche Grënn e Betrib zouzemaachen. Ma da kann et jo net sinn, dass déi nämmlecht Administratioun duerno seet: „A nee, stopp! Du hues zougemaach, du bass faillite gaangen, mee bon, dofir kriss de awer elo keng Autorisatioun méi!"

Dofir, och déi Fäll sinn hei ganz kloer definéiert, fir ze soen: „Majo, wann esou eppes kënnt, da kriss de eng zweet Autorisatioun, fir kënne weiderzefueren." An och mat de Scholden, mat där neier Kommissioun, déi do gegrënnt ginn ass, gëtt da gekuckt. Well wéi ass et bis elo? Mir soen am Fong: „Trau Dech! Lancéier Dech! Mee wann s de faillite gees, da maache mer awer den Deckel drop!" Dat ass net d'Volontéit vun der Regierung. Mir wëlle gäre soen: „Trau Dech!" Mir kucken éischtens mat där Saach, wou mer déi nei Aide primo-créateur en place gesat hunn, fir ze

soen: „Trau Dech! Du kriss wärend sechs Méint nach eng Aide vun 2.000 Euro fir unzekommen. A wann et schifgeet, kucke mer, eng Léisung ze fannen, well et ka sinn, dass deng Iddi ganz gutt war, mee et war vläicht de falsche Moment oder du kanns vläicht keng Gestioun vun der Entreprise maachen. Da kriss de eng Formatioun an da kanns de weiderfueren.“ Mir wëlle gären d'Entrepreneriat stäerken, dat ass e ganz wichtege Volet.

Ech war gefrot ginn no Zuele vun Airbnb. Déi hu mer net, well et am Moment nach keng Base légale gëtt fir Zuelen. Et gi verschidden Zuelen, déi kursëieren. Mat deem heite Gesetz kréie mer déi Zuelen awer, well mer hei nämlech ganz genau gesinn: Ma dat do an dat do sinn déi verschidde Bienen, déi et gëtt hei zu Lëtzebuerg. Wéi een ass iwwer 90 Deeg erausgaangen? An domat hu mer dann och de Contrôle hannendrun a kréien dann och Zuelen.

Et ass awer eng europäesch Direktiv ënnerwee, fir eeben eng Identifikatiounsnummer op all eenzelne Logement ze setzen. Mir wëllen hei awer déi Sharing Economy ganz kloer definéieren, bevir dat dote kënnt, well et de Moment ass, fir heimat weiderzekommen, an net op d'Direktiv waarden, well hei an där Direktiv geet et am Moment just ëm déi Identifikatiounsnummer, wou een da kann de Contrôle maachen. Mat deem heiten Text kënne mer mat de Plattformen och de Contrôle maachen a mir gesinn, wéi et virugeet.

Ech sinn awer ganz frou, dass iwwert d'Blanchisserie geschwat ginn ass, well de Metier vum Blanchisseur ass an Zukunft och nach e Metier B – an natierlech ass de Blanchiment och an dësem Text e ganz wichtege Volet!

Ech soen Iech alleguerte villmools Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7989. Den Text steet am Document parlementaire 7989[23].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7989 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Nee-Stëmm ugeholl.

(Interruption)

Dat heescht, domadder ass elo awer de Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

(Interruptions diverses)

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8009 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° du Code de la sécurité sociale

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8009 iwwert de Virage ambulatoire. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. A bei dësem Projet wannechgelift dee richtege Knäppchen drécken!

(Brouhaha)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Hären, de Projet de loi 8009, besser ënnert dem Begréff „Virage ambulatoire“ bekannt, ass e ganz wichtege Projet. Opgrond vun deene Poleemiken, déi en ausgeléist huet, sinn ech méi wéi eng Kéier gefrot ginn, ëm wat et eigentlech geet. Dofir eng Rei vu Virbemierkungen:

Den éischten Objektiv vun dësem Gesetz ass et, d'Fundamenter vun eisem Gesondheetssystem ze confirméieren an ofzesécheren. Eise Gesondheetssystem zeechent sech jo aus duerch den universellen Zougang zu deene beschtméigleche Gesondheetsleeschtungen, egal wéi vill een a sengem Portmonni huet – a mir sinn amgaang, drun ze schaffen, déi kleng Lächer, déi et nach am Netz gëtt, definitiv ze stoppen –, e baséiert op dem solidaresche Finanzement an e séchert duerch den obligatoresche Konventionnement vun de Prestatairë fest Tariffer.

Zweetens schafe mer déi gesetzlech Basis fir nei Strukturen, déi ausserhalb vun de Spideeler a méi no bei de Leit entstoe sollen, dëst zesumme mat den an net géint d'Spideeler. Et geet awer och ëm d'Autorisatioun bezéiungsweis d'Netautorisatioun vu schwéieren Ekipementer wéi IRMen – awer net nëmmen déi –, déi bis elo de Spideeler reservéiert waren, och ausserhalb vun de Spideeler. Dëst ass noutwendeg ginn no enger Rei vu Geriichtsurteeler, déi zu engem gesetzleche respektiv reglementaresche Vide gefouert hunn.

De Virage ambulatoire bedeit also, datt de Patient fir eng Rei Behandlungen, déi keng Iwwernuechtunge verlaangen, net méi muss an d'Spidol goen. Selbstverständlech behalen awer och d'Spideeler hir ambulant Traitementer, déi an deene leschte Joren däitlech ausgebaut goufen.

Et muss ee wëssen, datt dat aktuellt Spidolsgesetz fir eis véier Centres hospitaliers, de CHL, d'Hôpitaux Robert Schuman, de CHEM an d'Nordspidol, jeeweils bis zu dräi Standuerter erlaabt. De CHL, d'Hôpitaux ..., allen dräi, déi dräi ausser dem Nordspidol, bedreiwen an der Zwëschenzäit déi dräi Sitten, an d'Nordspidol kritt deemnächst mat der Schlasskéier deen drëtte Site derbäi, mat engem IRM.

Zousätzlech Antenne vun eise Spideeler sinn deemno mam jëtzege Spidolsgesetz net méi méiglech. Well awer d'Populatioun weider wiisst an domadder och d'Besoinen u medezinnescher Fleeg, schaaft dëst Gesetz d'Méiglechkeet, datt Antenne vu Spidolsservicer op neie Sitte geschafe ginn. Dobäi gëtt d'Philosophie vum Spidolsgesetz awer respektéiert, déi Philosophie, déi seet, datt een net iwwerall alles ubidde soll. Betraff si follgend Servicer: d'Dialys, d'Dageschirurgie, d'Onkologie, d'Imagerie médicale, wouzou och ëmmer och déi schwéier Diagnosticekipementer IRM, Scanner, Mammograf an esou weider gehéieren.

D'Initiativ vun deenen neie Strukture kann esouwuel vun engem Grupp vun Doktere wéi och vun de Spideeler ausgoen. D'Zesummenaarbecht vun den Dokteren – an dat ass an dësem Text ganz wichteg – an de betraffene Spideeler gëtt iwwer Konventioune gereegelt a betrëfft déi Apparater an Ekipementer, déi an der Annex 3 vun dësem Gesetz stinn. Fir de Rescht sinn d'Doktere fräi, déi Zenteren esou ze organiséieren, wéi se et fir richteg halen.

Wat déi Apparater betrëfft, déi an der Annex 3 stinn, do gëtt duerch Konventioune mat de Spideeler e Lien mam Spidol geschafen. Dëst ass wichteg, fir eng Continuité des soins ze erméiglechen. Et erméiglecht och, datt d'Dokteren un de Services de garde bedeelegt ginn an natierlech och, datt fir d'Personal déi selwecht Konditioune gëlle wéi an engem Spidol, well duerch d'Penurie vum Personal si mer an esou enger Situatioun, datt mir eis keng Konkurrenzsituatiounen tësche Spideeler an neie Strukture kënnen erlaben.

Dës zousätzlech nei Sitte wäerten dann och mat ëffentleche Gelder kënne finanzéiert ginn, esou wéi et haut scho fir déi bestoend Spidolsinfrastrukturen de Fall ass a wou de Fonds spécial des investissements hospitaliers seng Roll spillt an 80 % kofinanzéiert. Esou ka séchergestallt ginn, datt den Zougang fir jiddweree garantéiert ka ginn.

Well esou Projeten awer erfarungsgeméiss relativ laang kënnen daueren, bis datt se geplangt, gebaut an a Betrib geholl ginn, besteet hei och d'Méiglechkeet, op existent Sitten zréckzegräifen. Dës kënnen dann als Sites ambulatoires fonctionéieren. Hei kann dann och eng Locatioun souwuel fir d'Gebailechkeete wéi fir d'Apparate bezuelt ginn. Fir dës Sitte gëtt dann och en neie Finanzéierungsmodell duerch Forfaiten agefouert. Dës Forfaite gi vun der CNS iwwerholl.

Wat elo d'Apparater betrëfft, déi net an der Annex 3 stinn, déi däerfe selbstverständlech an Dokteschpraxissen opgestallt a bedriwwe ginn. Och fir dës Apparate gesäit dëse Projet méi Flexibilitéit vir. Dofir gëtt mat dësem Gesetz och de Code vun der sozialer Sécherheet esou ëmgeännert, datt hei och e forfaitairë Finanzement pro Duerchgang méiglech ass.

Duerch dës Virgeeënsweis wäerten nei Zenteren do entstoen, wou se Sënn erginn, an net nëmmen do, wou se am meeschten erabréngen. Et geet deemno drëms, e Wildwuchs ze verhënneren, e Wildwuchs, deen et zum Beispill an engem vun eisen Nopeschlänner gëtt a wou se am Moment amgaang sinn, ganz zolidd zréckzerudderen.

Wat déi schwéier Geräter ugeet, huet dëse Projet eng laang Virgeschicht. Si huet 2017 mam Refus vun der Santé ugefaangen, en IRM-Gerät an e Scanner an enger Privatpraxis ze erlaben. D'Santésministesch hat d'Gefor vun enger Zwouklassemedezinn identifizéiert a sech deemools ënnert anerem op d'Gesetz vun 1983 beruff, dat d'Ausübung vum Dokteschberuff reegelt.

Op dësem Gesetz huet e groussherzoglecht Reglement baséiert, dat eng Lëscht vun Apparater festgehalen huet, déi net hunn dierfe vun Dokteren an Zänndokteren an hire Privatpraxissen installéiert ginn. Dës Dispositioun ass vun den Initiatore vum Projet viru Geriicht ugefecht ginn, wourobber schliisslech 2019 d'Verfassungsgeriicht en Urteel geholl huet. A sengem Arrêt mat der Nummer 148/19 huet d'Verfassungsgeriicht d'Basis vum Refus vun der Santé net akzeptéiert. D'Resultat war dee Vide juridique, vun deem ech virdru geschwat hunn. Dëse Vide juridique gëtt elo vun dësem Gesetzesprojet, deen eis haut virläit, erëm gefëllt.

Konkreet ass eng nei Lëscht vu schwéieren Apparater an Ekipementer erstallt ginn, déi engem vun de follgende Krittäre mussen entspriechen: éischtens musse se enger nationaler Planifikatioun ënnerleien, zweetens brauche se héich qualifizéiert Personal, fir kënne gebraucht ze ginn, oder drëttens, si kënnen nëmmen ënnert spezifeschen Uwendungsgebidder (veuillez lire: Uwendungsbedingungen) benotzt ginn. Dës Lëscht vun Apparater an Ekipementer gëtt an d'Spidolsgesetz vun 2018 integréiert, méi genau an d'Annex 3 vum Gesetz. Do fënnt een zum Beispill Apparater erëm wéi den IRM, awer och d'Mammografiegeräter oder nach Ekipement, dat noutwendeg ass, fir eng Anesthésie générale duerchzeféieren. Betraff sinn dann och d'Geräter, déi méi wéi 250.000 Euro kaschten. Mir schwätzen hei deemno net vu liichte Geräter, mee vu gréisseren Investitiounen, déi net einfach esou an enger Privatpraxis oder vun enger Privatpersoun ze stemme sinn. Esou Apparater dierfen net a private Praxissen installéiert ginn a si fir de Spidolssecteur reservéiert.

Wéi bei de Spidolsantennen erlaabt dës Virgeeënsweis eng Planifikatioun a gëtt de Grondprinzippie vun eisem Gesondheetssystem gerecht. Déi nei Spidolsantennen an eng zolidd Reglementéierung vun den Autorisatioune vun deene schwéieren Apparater sollen eng Kommerzialiséierung vun der Medezinn verhënneren, déi, wéi gesot, an eenzelne Länner zu enger Zwouklassemedezinn gefouert huet an net méi den universellen Accès garantéiert.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dann zu den Aarbechten an der Santéskommissioun: Dëse Gesetzesprojet ass den 23. Mee 2022 vun der Madamm Santésministesch deposéiert ginn. Den éischten Avis vum Staatsrot ass de 25. Abrëll komm. Niewent enger Rei vu méi techneschen Oppositions formelles huet de Staatsrot virun allem eng méi fundamental Fro gestallt. Et war déi, ob d'Restriktioune vun der Ausübung vum liberalen Dokteschberuff justifizéiert wieren. Hien huet virun allem de Fall vun enger Persoun oder Personne morale thematiséiert, déi selwer wéilt en Apparat vun iwwer 250.000 Euro finanzéieren a bedreiwen an huet weider Explikatioune gefrot. Ouni dës Explikatiounen hätt hien d'Dispens vum zweete Vott net ginn. D'Regierung huet dës Explikatiounen nogeliwwert. De Staatsrot huet a sengem zweeten Avis vum 13. Juli d'Oppositions formelles opginn, dat awer net, ouni nach gewësse Bedenken ze äusseren, wat d'Ufechtbarkeet vun eenzelnen Dispositiounen am Gesetz ugeet.

Niewent dem Avis vum Staatsrot hu mer nach eng Rei vun aneren Avise kritt, déi zum Deel ganz wäit auserneeleien. Op där enger Säit hu mer d'Chambre des Salariés an d'Spidolsfederatioun oder de Conseil supérieur de certaines professions de santé, déi dem Projet positiv géintiwwerstinn an e begréissen, wat natierlech net verhënnert, datt se eenzel Kriticken ausüben a weider Suggestioune maachen. Op där anerer Säit hu mer de Collège médical an d'AMMD souwéi d'Autorité de la concurrence, déi dëse Projet méi kritesch gesinn an zum Deel carrement ofleenen.

Ech wëll hei awer och ganz kloer soen, dass déi Behaaptung, dass ee vun deenen Avisen hätt sollen ënnerschloe ginn, absolutte Quatsch ass! Ech wëll dat elo mol esou soen: Et war ni d'Intentioun vun der Santéskommissioun an och net vun der Regierung, en Avis vun der AMMD ze ënnerschloen! Deen Avis ass just iwwert e falsche Wee erakomm a soubal mir e kruten, ass en iwwer Courrier électronique zougestallt ginn, och schonn, ier de Protest erakomm ass. Ech wëll also net alles am Raum stoeloossen, wat an der Lescht behaapt ginn ass – an hei schwätzen ech als Rapporter vun der Kommissioun, wou ech dee Reproche un d'Kommissioun net gëlle loossen!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Fir de Rescht bleiwen ech zen, ...

(Hilarité et brouhaha)

... op jidde Fall esou laang, wéi ech Rapporter sinn.

Woubäi – wat ech awer wëll soen – de Collège médical a sengem zweeten Avis méi nuancéiert ass. E weideren Avis ass dee vun der Handelskummer a vun der Chambre des Métiers, dee sech méi mat der finanzieller Situatioun vun der Gesondheetskeess auserneesetzt.

Dir fannt de Resümmee vun deene verschiddenen Avisen an eisem schréftleche Rapport a selbstverständlech déi ganz Avisen um Site vun der Chamber.

Dëst gemëschent Bild aus den Avisen huet een och an der Santéskommissioun erëmfonnt, wou de Rapport de 17. Juli 2023 mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn ass.

Ier ech zum Schluss kommen, erlaabt mir nach eng kleng méi perséinlech Reflexioun: Dëst Gesetz festegt eise Gesondheetssystem a setzt de Patient an de Mëttelpunkt an net eventuell kommerziell Interêten; e Gesondheetssystem, ëm dee mir am Ausland oft beneit ginn an dee sech an der Pandemie bewäert huet. An och hei am Land ass d'Satisfaktioun grouss, wann een déi rezent Sondagë kuckt.

(Interruption)

Dat wëllt net heeschen, dat wëllt net heeschen – an ech ënnersträichen dat! –, datt et keen Handlungsbedarf méi gëtt, well mer a verschiddene Beräicher, zum Beispill bei de Waardezäiten, en Handlungsbedarf hunn, awer och bei dem Gesondheetspersonal insgesamt, inklusiv de Medezinner. Dorop muss reagéiert ginn an et gëtt och reagéiert. Esou ass d'Zuel vun den IRMen – well do ass et jo am Ramen ..., ronderëm dat Gesetz zu deene meeschten Diskussioune komm – an deene leschten zwee Joer bal verduebelt ginn an de Fonctionnement op Weekender ausgedeent ginn. Aacht nei Mammografe ginn installéiert an och hei sollen d'Lafzäite verlängert ginn.

Well d'Medezinn keng Wuer wéi eng aner ass an net zum Spekulatiounsobjet däerf ginn, ass et immens wichteg, datt mir de Vide juridique, dee säit dem Urteel vum Verfassungsgeriicht bestanen huet, mat dësem Gesetz fëllen. A gläichzäiteg reagéiere mer a besseren do no, wou et noutwendeg ass, andeem nei Strukturen, nei Antenne geschafe ginn, awer eeben am Zesummespill zwëschent den Acteuren an net géinteneen. A wann d'Pandemie eis eppes gewisen huet, da wéi wichteg d'Gesondheet – an domat och de Gesondheetssystem – ass. An eise System hei zu Lëtzebuerg huet standgehalen, dëst dank dem groussen Asaz vun de Leit, déi am Secteur schaffen, mee och well mer e robuste System hunn, deen eeben net just op Profitt ausgeriicht ass. An dëst Gesetz wäert sécherstellen, dass dat och esou bleift.

Eng lescht Remark: Ech hoffen, datt d'Diskussioun vun haut kloer mécht, datt de sougenannte Virage ambulatoire méi ass wéi e Sträit iwwer IRMen. Den Ambulatoire begräift och – a wäitgeeënd – eis Basismedezinn, eis Hausdokteren, Kannerdokteren an anerer an, déi eng formidabel Aarbecht leeschten. An dëse Projet ass eng echt Plus-value, well en en Zesummen, e bessere Service fir de Patient, wäert bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Versteesdemech, dass ech dat mat groussem Engagement hei maachen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo villmools Merci soe fir säi Rapport a fir seng Stellungnam, déi en elo ofginn huet, well ech denken, datt dat jo elo béides war, zumindest zum Schluss, esou wéi mer e kennen.

Ech fänken un, andeem ech soen: Mir sinn elo dräi Méint virun de Walen, mir sinn déi lescht Woch hei an der Chamber, zweetleschten Dag. Laang Zäit ass an der Gesondheetspolitick villes vum Covid verdeckt ginn. A wann een haut de Bilan vun der Gesondheetspolitick mécht, da gesäit een awer, datt villes net fonctionéiert, wat elo zum Virschäi kënnt.

Ech wëll awer soen: Déi meeschte Problemer, déi mer elo gesinn, sinn net Problemer, déi elo urgent opgedaucht sinn oder déi a sech immediat elo einfach do sinn, mee et si Problemer, déi mer schonn eng ganz Rei Jore kannt hunn, méi wéi zéng Joer. Ech ka mech erënneren, datt mer scho virun zwou Walcampagnen iwwert déi selwecht Problemer geschwat hunn, déi nach ëmmer no zéng Joer net geléist sinn. Ech stelle fest, datt mer no zéng Joer Gesondheetspolitick vun dëser Regierung an zentrale Problemer vun der Gesondheetspolitick net weiderkomm sinn.

An elo kënnt an deem leschte Moment ..., an deene leschte puer Woche kommen hei op d'Chamber eng Rei Texter zou, déi eragereecht an deelweis probéiert ginn, duerchgedréckt ze ginn.

Ech ginn e puer Beispiller.

Dat Éischt, dat ass d'Gesetz iwwert d'Gesondheetsberuffer, wou mer de leschten Dag vum Juni – just virum 1. Juli – am Fong obligéiert waren, e Gesetz, dat ëmgekippt gi war vun de Geriichter, ze ersetzen. Do ass dee leschten Dag dann en Text komm, dee mer just a sech ageschriwwen hunn an d'Gesetz, wat sengerzäit am Règlement grand-ducal war, ouni am Fong déi wichteg Diskussioun iwwert d'Gesondheetsberuffer, iwwer hir Attributiounen, ze féieren. Dat huet misse gedréckt ginn, duerchgedréckt ginn, soss wäre mer och do ze spéit gewiescht.

Zweetens, dee virun e puer Wochen ugekënnegte groussen neie Projet zu der Informatik. Do schwätze mer och scho säit méi wéi zéng Joer am Fong driwwer! Dat huet – wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass – Milliioune kascht. Milliioune kascht! An elo kréie mer gesot: „Et muss alles frëschgemaach ginn“, wou mer och d'accord sinn, datt et muss frëschgemaach ginn, mee dat hätt scho längstens – längstens! – missen an Optrag gaange sinn – ob dat den DSP, d'Informatik an de Spideeler, ass, oder dat, wat mat Applikatioune bei Doktere fir de sougenannte „payement immédiat“ gemaach ginn ass. Alles dat ass längstens a Verspéidung. Do gesi mir och en totalen Echec dran.

Drëttens gëtt elo déi Centrale nationale d'achat ugekënnegt. Ech sinn och d'accord, datt dat muss gemaach ginn. Mee och dat hätt scho längstens kënnen op de Wee bruecht ginn.

Véiertens kréie mer elo virun e puer Deeg e Plan national santé, de Plan national santé, deen am Fong am Regierungsprogramm ugekënnegt war, fir a sech déi grondsätzlech Schrëtt vun enger neier Gesondheetspolitick unzekënnegen. Dee gëtt dann elo zum Schluss vun der Legislaturperiod, e puer Deeg éier d'Chamber zoumécht, hei virgeluecht, ouni datt awer déi eenzel Acteuren, déi do matgeschafft hunn, sech dran erëmfannen! Well wann ee mat deenen Eenzelne schwätzt, da soe se: „Mir haten zwar e Gesondheetsdësch, mee de Plan national santé bréngt awer net dat erëm, wat um Gesondheetsdësch an eisen Diskussioune gefouert ginn ass.“

Fënneftens, de Projet pilote iwwer Cannabis kréie mer hei an enger Pressekonferenz … An enger Santéskommissioun kréie mer dann e Projet pilote virgestallt, deen awer net an dëser Legislaturperiod soll kommen, mee dann elo emol a Grondprinzippie virgestallt gëtt, a wou déi nächst Regierung da gebiede gëtt, wannechgelift, dee Projet pilote ëmzesetzen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Alles iwwert de Knéi gebrach! Wichteg Texter wéi Dokteschpraxissen – déi mer elo net kréien!, wou ech awer gemengt hätt, déi wäre mindestens gradesou wichteg, wéi deen Text, iwwert dee mer haut schwätzen –, déi sinn net gepusht ginn. Déi si leiebliwwen. An da komme mer hei op en Text vum Ambulatoire, deen an eisen Aen och esou schnell an deene leschten Deeg gaangen ass, datt et relativ schwiereg ass, fir d'Iwwersiicht doranner ze behalen.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

An dee leschten Text, deen net komm ass, soen ech, dat sinn déi Pandemiesgesetzer, déi mer onbedéngt gär gehat hätten, an d'Evaluatioun vun der Covidpandemie, wou et awer weesentlech gewiescht wär, déi richteg Konklusiounen draus ze zéien a sech virzebereeden, op dat, wat hoffentlech net – mee eventuell – kann nach eng Kéier op eis zoukommen.

Am Fong beweist dës Situatioun just en Echec vun der Gesondheetspolitick vun dëser Regierung: nach eng Kéier fënnef Joer Stillstand, an elo an deene leschte Wochen en oniwwerluechten Aktionismus virun Torschlusspanik.

Mee ech kommen awer zum Dossier, deen haut um Ordre du jour steet. E steet am Regierungsprogramm: den Ambulatoire an d'Hospitalisation à domicile, an deem selwechte Saz. Hospitalisation à domicile hunn ech nach net vill gesinn. An elo hu mer hei en Text vum Ambulatoire virleien, nodeem datt am Fong jorelaang och do näischt geschitt ass.

Dir wësst, déi éischt Demande, fir den IRM opzestellen, hate mer 2017, ënnert der leschter Regierung nach. Duerno ass 2019 eng Question préjudicielle komm an en Urteel vun der Cour constitutionnelle, wou am Fong d'Reglement, wou eng Interdictioun vun deenen Apparaten drasteet, datt se net a Privatpraxisse kommen, als anticonstitutionell erkläert ginn ass.

Duerno ass véier Joer – véier Joer! – näischt geschitt! Dräi Gesondheetsministeren, déi näischt gemaach hunn an déi den Dossier am Fong eng ganz Zäit, an eisen Aen, einfach verfaule gelooss hunn.

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler (CSV) | Et ass eréischt, wéi um Terrain reagéiert ginn ass, et ass eréischt, wéi um Terrain Saachen en place gesat gi sinn – ënnert dem Drock vum Terrain, well déi net stallgehalen hu mat enger Regierung, déi am Fong näischt gemaach huet –, wou dunn d'Regierung reagéiert huet a wou d'Regierung alles gemaach huet, fir Initiative vun Dokteren ze ënnerdrécken. A wann ee se net ënnerdréckt krut, da se, wa méiglech, ënner Tutelle ze setzen. An dat ass dat, wat an eisen Ae mat dësem Text geschitt.

An eisen Aen ass et ganz kloer, datt een och hätt juristesch kënnen ënnert deem aktuellen Text eng Rei Saachen autoriséieren, well d'Gesetz vun 2018 iwwert den Hospitalier sech, an eisen Aen, haaptsächlech op den Hospitalier an net op d'Privatpraxisse bezitt.

En Text, deen an eisen Aen an der Panik entstanen ass, dee schnell fabrizéiert ginn ass, dee kenger rationeller Logik entsprécht an deen elo Norm zu Lëtzebuerg soll ginn, deen eng Mauer ronderëm d'Spidol baut, dee keng Entlaaschtung fir d'Spidol bedeit an haaptsächlech och keng Entlaaschtung fir de Patient bedeit.

A wann ech dann déi eenzel Avise liese vun deene Leit, déi sech awer dran auskennen, wéi zum Beispill dem Collège médical, deen a sengem éischten Avis seet, datt dat hei op kengem Fall deem entsprécht, wat am Gesondheetsdësch gesot ginn ass, datt et ouni Consultatioune gemaach ginn ass, datt et och, an de Collège médical gebraucht den Term, e „bâcléierten“ Text ass, deen absolutt hospitalozentréiert ass, dee keng Chance fir Privatmedezinn gëtt, dann ass den Avis zumindest kloer an däitlech. A mir sinn net déi Eenzeg, déi dat hei soen.

Wann ech den zweeten Avis liesen … An de Rapporter huet gesot, dee wär méi gedam. En ass vläicht am Toun méi gedam, mee wann ech Iech awer virliesen, wat en inhaltlech seet, dann ass d'Saach ganz kloer: „Il est ainsi coupé court à toute initiative ‚privée' d'élargissement de l'offre de soins dans le secteur extrahospitalier. Or comme déjà signalé dans l'avis du Collège médical, l'initiative privée est souvent plus dynamique et efficace et plus proche de l'environnement socio-culturel du patient que la lourdeur administrative des institutions hospitalières.“ Dann ass kloer an däitlech, wat d'Meenung vum Collège médical ass.

Wann ech den Text vun der Autorité de la concurrence kucken, déi sech autosaiséiert huet mat deem Text, dann ass et och kloer. D'Autorité de la concurrence seet, datt mer et hei kloer mat enger Mise sous tutelle ze dinn hunn. „Cette tutelle des centres hospitaliers constituerait une entrave injustifiée à la liberté du commerce et de l'industrie.“ A se erkläert da kloer an däitlech, wisou an a wat fir engen Texter dat juristesch festgeluecht ginn ass. Jo, et muss ee sech och un déi europäesch Legislatiounen halen, ansonste leeft ee juristesch an eng Mauer.

Den Avis vom Conseil d'État seet a sech genau dat selwecht. Den Avis vum Conseil d'État stellt fest, deen éischten, datt d'Ministesch un hirem Verbuetsprinzipp festhält an datt esou e Verbuet net justifiéiert ass, ausser mat der Ausso vun der Regierung, datt se en Outil de planification brauch, fir d'Protection de la santé ze garantéieren an den Accès égalitaire ze garantéieren.

De Conseil d'État huet a sengem éischtem Avis gesot, datt et aner Moyene géif ginn, fir déi Ziler ze erreechen, an huet dofir eng Rei zousätzlech Explikatioune gefrot.

Ech hunn och déi Justifikatioune gelies, déi de Ministère duerno an de Conseil d'État erabruecht huet. Et sinn am Fong zwou grouss Justifikatiounen: Déi éischt ass d'Urgence vun der Situatioun – do muss ech Iech awer soen, datt d'Regierung selwer responsabel ass fir eng Urgence, déi se geschaaft huet, nodeem se eng Rei Joren net reagéiert huet drop –; an d'Craines et dangers vun dem Système de santé, dee „mis en péril“ wär, wann deen Text hei net géif kommen, wéinst dem Personnel qualifié manquant respektiv dem Coût trop élevé an dem Gaspillage des finances.

Ech soen: All déi Argumenter sinn an deenen Texter, an deene Justifikatiounen, a mengen Aen net bewisen. Et sinn emol einfach Behaaptungen, datt dann alles a Gefor gesat wier. A wann et wouer wär, géif et just d'Fragilitéit vun eisem Gesondheetssystem beweisen, wat och dann eng politesch Responsabilitéit wär. A mir sinn der Meenung: Wann een dat uerdentlech en place géif setzen, géif een haaptsächlech eng besser Accessibilitéit fir de Patient domadder erreechen an en Degorgement oder e manner groussen Engorgement vun de Spideeler, wat absolutt sënnvoll gewiescht wier.

Den zweeten Avis vum Conseil d'État ass – an ech drécken et elo emol esou aus –, a mengen Aen, an eisen Aen, erstaunlech, well op dräi Säite mécht de Conseil d'État e Plädoyer géint dësen Text – ech kommen nach drop zréck –, fir dann awer net ganz kohärent mat sengem Plädoyer festzestellen, datt en awer elo seng Reserven ophieft.

Ech wëll awer dee Plädoyer, dee fir mech interessant ass, nach eng Kéier am Detail duerchhuelen.

D'Regierung seet … De Conseil d'État, dee plädéiert emol fir d'éischt a senge Justificatiounen, datt d'Regierung eng Marge d'appréciation hätt, wéi se nom Arrêt vun der Cour de justice européenne eng Santéspolitick géif kënnen en place setzen. Just do seet de Conseil d'État ganz kloer: „Dat ass zwar richteg, mee déi Marge d'appréciation, déi muss awer uerdentlech justifizéiert sinn an et muss haaptsächlech kloer an däitlech bewise ginn, datt déi Decisioune vun enger Regierung ‚les moins incisives possibles' sinn.“ An dat ass awer hei an eisen Ae manifestement net de Fall.

An da fiert de Conseil d'État weider mat senger Analys, wou e sech op d'Constitutioun berifft, iwwert d'„restriction d'exercer une profession libérale“, wou e sech op d'Charte des droits fondamentaux berifft, wou e sech op d'Jurisprudenze vun der Cour de justice de l'Union européenne berifft. An ech liesen Iech einfach déi Texter gär vir, well et muss kloer sinn, datt dat net eleng vun eis kënnt, mee datt och de Conseil d'État, och wann e seng Reserven ophieft, awer ganz staark Bedenken huet a kloer an däitlech seet: „Lorsqu'un choix s'offre entre plusieurs mesures appropriées, il convient de recourir à la moins contraignante et les inconvénients causés ne doivent pas être démesurés par rapport aux objectifs visés“, wat an eisen Aen hei kloer de Fall ass.

An de Conseil d'État fiert selwer weider: „Or, en continuant à réserver l'utilisation des appareils et équipements visés à l'annexe 3 au seul secteur

hospitalier, les auteurs optent certes pour une solution non incisive par rapport au système existant", dat ass jo evident, well et genau déi selwecht ass, déi am System existéiert, „mais", fiert e weider, „continuent à restreindre et contrôler l'accès à l'acquisition et à l'utilisation de ces appareils et équipements dans un souci de planification". Och dat ass an eisen Ae kloer an däitlech, wat d'Intentioun hei vum Conseil d'État ass a wat e juristesch domadder ausdréckt.

An da seet en nach hannendrun, datt d'Regierung och ni faktuell bewisen huet, firwat déi eenzel verbueden Apparater eng national Planifikatioun géife brauchen oder „personnel hautement qualifié" oder eng Planifikatioun wéinst dem Coût, a reprochéiert am Fong implizitt do der Regierung, datt déi Justifikatiounen zumindest an deem Detail net wäit genuch ginn.

De Conseil d'État seet dann, e géif seng Reserven ophiewe wéinst der „urgence" an de „craintes et dangers exprimés". Dat ass fir eis onverständlech. Mee wat de Conseil d'État gradesou verständlech hannendru seet, dat ass, datt, wann dësen Text haut gestëmmt gëtt, dann huet dat, da kann dat a wäert dat warscheinlech als Konsequenz hunn, datt dëst Gesetz sécherlech juristesch ufechtbar wär. A wann de Conseil d'État dat schonn an aller Däitlechkeet seet, dann heescht dat eppes. An eisen Aen hält dësen Text juristesch d'Strooss net. A wann en ugesicht gëtt, si mir der absolutter Iwwerzeegung, datt den Text wäert gekippt ginn.

An eisen Aen huet nämlech de Conseil d'État an deenen zwee Avisen – an dat ass dat, wat jo wichteg ass – eng perfekt Argumentatioun ginn, déi all Affekot ka gebrauchen, wann e virun en Tribunal oder eng Cour geet, fir a sech seng Plaidoirie ze maachen. Déi huet e scho fäerdeg geschriwwen, virbereet vum Conseil d'État do a brauch sech am Fong nëmmen drop ze beruffen. Dat ass fir all Affekot nu wierklech en einfacht Spill an dësem Fall.

An da seet d'Madamm Ministesch … Dorobber ugeschwat an enger Kommissioun äntwert se eis ganz cool, seet se: „Jo, jiddwer Text ka gechallenget ginn." Wat en Ausdrock! Jiddwer Text. Dat ass jo och richteg! Jiddwer Text ka gechallenget ginn, mee et ass awer kaum en Text, wou d'Argumentatioun vun deem Challenge, deen da kënnt respektiv deen usicht, wat da kënnt, deen esou kloer a plädoyersräif vum Conseil d'État scho geliwwert gëtt, mat der klorer an däitlecher Umierkung vum Conseil d'État, datt déi do Gefor besteet – mat alle Konsequenzen, déi dat huet. A wann et da just e Kippe vum Gesetz wär, wär dat jo nach net esou dramatesch. Mee dat, wat hannendrun ass, dat huet jo Konsequenzen. Wann elo Kontrakten ënnerschriwwe ginn, wa Saachen en place gesat ginn an d'Gesetz huet do keng Valeur juridique, jo mee da sinn evidenterweis Konsequenze fir de Gesondheetssystem do an dann hu mer e richtege Problem duerno! An dee wëlle mer evitéieren. An dee soe mer haut ganz kloer. Wa mer an zwee Joer nach eng Kéier doriwwer schwätzen, rappeléiere mer nach déi Ried, déi mer haut gemaach hunn.

Wat hätte mir gemaach? Well duerno gëtt jo gesot: „Mee Dir hutt keng Propositioun, Dir sidd just dergéint!" Wat hätte mir gemaach? Ma éischtens: dësen Text net! Zweetens, d'Privatinitiativ autoriséiert an ënnerstëtzt an enger ganz anerer Philosophie mat verschiddene Prinzippien, déi och musse kloer sinn: éischtens mam Prinzipp, fir d'Zwouklassemedezinn ze evitéieren – mir sinn der Meenung, datt de System haut, wéi en ass, schonn eng Zwouklassemedezinn ass, well vill Leit an d'Ausland ginn, mussen an d'Ausland goen, déi sech et kënne leeschten, fir Accès zu medezinnesche Soinen ze hunn –, fir d'Qualitéit ofzesécheren, e Prinzipp, dee mer festgehalen haten, fir de Käschtepunkt am Gréff ze behalen, fir a sech och dee selwechte Präis vun de Leit ze froen, ob se an d'Spidol ginn oder an eng Privatpraxis, a selbstverständlech dat Ganzt am Kader vum Conventionnement obligatoire, dee mat eis net wäert ugepaakt ginn. Och dat wëll ech eng Kéier kloer an däitlech soe fir all déi Leit, déi aner Saachen, eppes aneres behaapten.

Mir hätten d'Nomenklatur vun der CNS dohinner gedréckt, datt e Remboursement iwwert den Akt komm wär an iwwert d'Location du matériel, fir a sech kënnen de Risque financier, deen déi Privat droen, dann iwwert d'Zäit ze iwwerhuelen, wann et da fonctionéiert.

Mir hätten och eng Konventioun mam Spidol gemaach, mee dat wär awer keng Konventioun de mise sous tutelle, wéi se a sech hei an dësem Gesetz festgehalen ass, mee haaptsächlech eng Konventioun, fir d'Continuité des soins ze garantéieren.

Mir hätten e klore legale Kader geschaaft, fir a sech dat ze evitéieren, wat effektiv eng Gefor ass, dat heescht, datt do privat Miniklinicken opgebaut gi respektiv datt Financieren oder aner finanziell Gruppen an esou Projete mat eraklammen. Dat soll, dat muss reservéiert bleiwe fir Dokteren a fir Medezinn domat ze maachen, net fir finanziell Gainen domadder ze maachen. Dat ass kloer, dat kann een och an engem Text, wann een e klore legale Kader schaaft, festhalen, an och fir d'Qualifikatioun vum Personal ofzesécheren, dat an esou Zentere schafft.

Mir hätten och e klore Kontrollsystem agefouert, well natierlech – an dat ass eng Remark, déi ee ka maachen –, wann een an de Privatsystem mat erageet, da muss e Kontrollsystem kommen, fir selbstverständlech all Abusen ze ënnerbannen. Och dat ass méiglech.

A mir hätten de Gesetzesprojet iwwert d'Dokteschpraxissen zumindest gläichzäiteg zu dësem Text gemaach. Dat heescht, och do vun eiser Säit kloer Propositiounen an Alternativen.

D'CSV freet haut, datt dësen Text net soll gestëmmt ginn, net nëmmen, well mer der Meenung sinn, datt en inhaltlech falsch ass – där Meenung si mer och –, mee haaptsächlech, well mer der Meenung sinn, datt e juristesch absolutt problematesch ass an datt, wann e gekippt gëtt vun de Geriichter, dat da Konsequenzen op eise Gesondheetssystem huet a problematesch Konsequenzen op eise Gesondheetssystem huet. Well da sti mer virum Näischt a virun der onreglementéierter Situatioun, déi ech als extreem geféierlech empfannen.

Dofir hat ech och en Appell un aner Parteie geriicht, notamment un déi liberal Partei, fir am Fong dat, wat se säit Méint als Iddien ausdrécken, haut ënner Beweis ze stellen, fir haut och géint dësen Text ze stëmmen. Ech krut d'ailleurs schonn eng Äntwert, mengen ech, vum President vun der Fraktioun, dee mer gesot huet, dat hei géif hien als éischte Schrëtt an déi richteg Richtung consideréieren. Ma ech soen Iech: Ech consideréieren dat hei als zéngte Schrëtt an déi falsch Richtung …

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | … an ech froen Iech dann, wat deen zweete Schrëtt an Är richteg Richtung soll hannendru sinn! Elo sinn ech awer ganz gespaant, Är Explikatiounen ze héieren.

Ech mengen, datt dësen Text muss schnellstens ëmgeännert ginn, soubal wéi méiglech, well en eis a Riseproblemer wäert erafëieren, a riseg juristesch Problemer an a riseg Problemer an der Realitéit um Terrain!

An der Konklusioun soen ech: Mir stelle fest, datt de Ministère de la Santé, d'Ministesch, hei de Kurs vun der zentral gesteierter Gesondheetspolitick stuer weiderféiert, géint all juristesch Argumenter, géint d'Partner am Gesondheetsberäich a mat engem schlechten, bâcléierten an net diskutéierten Text!

Mir stelle fest, datt kee vun de Problemer an der Gesondheetspolitick, déi an deene leschte Joren ëmmer an ëmmer erëm diskutéiert gi sinn, geléist sinn, weder den Accès zur Medezinn, nach d'Digitalisatioun, nach de Mangel un Dokteren an u Personal!

Mir stelle fest, datt mer amgaang sinn, an der Medezinn Entwécklungen ze verpassen, wéi de richtegen Ambulatoire, wéi d'Telemedezinn, wéi d'Hospitalisation à domicile, datt mer duerch Netdecisiounen, deelweis duerch Blocagen, de System an Enkpäss an eisen Ae gedriwwen hunn.

Mir stelle fest, datt den Dialog mat de Partner net richteg fonctionéiert, ob dat elo d'Dokteren oder d'Gewerkschafte sinn. Dës Gesondheetspolitick an dësen Text ginn an eisen Ae laanscht déi Leit am Beruff, laanscht d'medezinnesch Fräiheet, laanscht de Patient, deen hei net am Mëttelpunkt vun dësem Gesetz steet, laanscht eng uerdentlech medezinnesch Versuergung zu Lëtzebuerg, an dofir wäerte mer mat Neen zu dësem Text stëmmen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ganz gutt! Alles op de Punkt bruecht!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Wiseler. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Lëtzebuerger Gesondheetssystem huet den Usproch, all Bierger en egalitären Zougang zu medezinnesche Soinen an héijer Qualitéit ze garantéieren. Leider gëtt et ëmmer méi schwiereg, dësem Usproch och gerecht ze ginn. Laang Waardezäiten a wäit Deplacementer gehéieren zum Alldag vu ville Patienten, déi op medezinnesch Hëllef ugewise sinn.

Dat läit engersäits um demografesche Wandel. Eis Gesellschaft wiisst net nëmmen, nee, se gëtt och ëmmer méi al. An domadder klëmmt och d'Zuel vun de gesondheetleche Problemer, virop de chroneschen Erkrankungen, wat Laangzäitbehandlunge mat sech bréngt.

Anerersäits feelt et un ëmmer méi Dokteren an anerem qualifizéierte Gesondheetspersonal. Déi Dokteren, Infirmieren, Aide-soignanten, Hiewannen an esou weider, déi nach do sinn, mussen also ëmmer méi Patiente behandelen. Den Drock op si wiisst, fir dëser Aarbechtslaascht an de Besoine vun hire Patiente gerecht ze ginn. Gëtt dësen Drock méi grouss, verstäerkt dat natierlech d'Onzefriddenheet. Manner jonk Leit sinn da bereet, e Beruff an dësem Secteur ze wielen. Domadder entsteet en Däiwelskrees.

De Rapport Lair huet 2019 kloergemaach, datt mir dréngend déi néideg Weiche musse stellen, jo, och nei Weeër goe mussen, fir dësen Trend ëmzedréinen. Mir mussen e Gesondheetssystem schafen, dee Jonker motivéiert, e Gesondheetsberuff ze wielen, a méi Dokteren a Gesondheetspersonal op Lëtzebuerg zitt.

Firwat muss de Gesondheetssecteur méi attraktiv ginn? Ganz einfach: Well et ëm de Patient geet an dem Patient seng Besoinen ëmmer am Mëttelpunkt stoe mussen. Ouni Dokteren a Gesondheetspersonal keng Gesondheetsversuergung!

Am Februar 2020 gouf de Gesondheetsdësch an d'Liewe geruff, fir zentral Sujete vun der Gesondheetspolitick zesumme mat de concernéierten Acteuren ze beschwätzen. Den Ausbroch vun der Pandemie huet d'Wichtegkeet vun esou enger Initiativ ënnerstrach.

Esou weidergoe, wéi bis elo, kann et nämlech net. Ech hunn déi laang Waardezäiten an d'Deplacementer schonn ugedeit. Jiddereen hei am Sall kennt mat Sécherheet op d'mannst eng Persoun, déi wochelaang op e Rendezvous fir en IRM, en CT-Scanner oder eng Mammografie oder och soss e medezinneschen Akt huet waarde missen. An ech schwätzen hei net vu Waardezäite vu just zwou Wochen. Dat ka jo ëmmer emol virkommen. Nee, et si Waardezäite vu 6, 12, jo souguer bis zu 18 Méint, déi virkomm sinn. Dat ass einfach inakzeptabel an dierf net esou weidergoen!

D'Konsequenz vun dëse Waardezäiten ass déi, dass déi Patienten, déi sech et leeschte kënnen, op déi selwecht medezinnesch Servicer a kierzter Zäit am noen Ausland zréckgräifen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, domat si mir aktuell mëtten an enger Zwouklassemedezinn.

Plusieurs voix | Richteg!

D'autres voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An do kann ee sech dréien a kéieren, wéi ee wëll, dat ass eng Realitéit. Wann een d'Suen huet, geet een an d'Ausland a bezilt sech do seng medezinnesch Soinen. Wann een d'Kontakter huet, da kritt een och hei am Land séier e Rendez-vous, a wann dat och heescht, sech virzedrécken.

(Interruption)

Huet ee weeder Suen nach Kontakter, jo dann heescht et waarden.

Et ass zanter Laangem evident, dass hei eppes ännere muss. Spéitstens nodeems en éischte Radiolog op eegen Initiativ en IRM fir säi Cabinet uschafe wollt, ass de Steen un d'Rulle komm. Dës Initiativ gouf ausgebremst mat der Begrënnung, datt schwéier medezinnesch Ekipementer, wéi zum Beispill en IRM, just de Spideeler virbehale sinn. De concernéierte Radiolog huet sech geriichtlech gewiert an de Règlement grand-ducal, deen eng Lëscht mat spidolsreservéierten Ekipementer definéiert, a Fro gestallt. Schlussendlech ass de Fall op d'Verfassungsgeriicht deferéiert ginn an de Radiolog krut Recht. D'Ausübung vun engem liberale Beruff ass verfassungsrechtlech geschützt. Aschränkunge mussen deemno an engem Gesetz festgeluecht ginn, an net an engem Règlement grand-ducal.

Dës Verfassungswiddregkeet ass am Juli 2019 festgestallt ginn. Trotz Gesondheetsdësch an Echangë mam Terrain, wéi dës kéint opgehuewe ginn, ass awer eréischt am Mee d'lescht Joer de Gesetzesprojet 8009 deposéiert ginn, deen dës juristesch Grozon behiewen an dem Virage ambulatoire méi Plaz araume soll.

D'Essenz vum Projet ass vum Rapporteur, deem ech op dëser Plaz Merci soen, erkläert ginn. Et kënne pro Centre hospitalier zwee zousätzlech Sitte pro Service bäikommen, wou déi genannte schwéier medezinnesch Ekipementer kënnen exploitéiert ginn. Véier Servicer, d'Dialys, d'Onkologie, d'Imagerie médicale an d'Dagesspidol, kënnen elo op weidere Sitten uechtert d'Land opgebaut ginn.

Et kënnt deemno zu enger Dezentraliséierung, eppes, wat mir laang als DP gefuerdert hunn an deem elo endlech Rechnung gedroe gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dat ass am Sënn vun de Patienten, virun allem deenen aus de ländleche Regiounen, déi sech fir hir Traitementer wäit hu missen deplacéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Fir d'DP ass dëse Gesetzesprojet duerfir een éischte Schratt ewech vun der Zwouklassemedezinn.

En anere Punkt, op dee mir an den Diskussiounen ëm dëse Projet de loi ëmmer nees gepocht hunn, ass d'Initiativrecht vun den Dokteren, fir déi zousätzlech Sitten ze schafen an ze exploitéieren. Am deposéierte Projet de loi ass deem Rechnung gedroe ginn, andeems explizitt eng Kollaboratioun tëschent den Dokteren an de Spideeler erméiglecht gouf, wou kloer war – an dat hat d'Madamm Minister och an enger Kommissiounssëtzung confirméiert –, dass d'Initiativ vun der Implantatioun och vun engem Dokter kéint kommen an net de Spideeler virbehalen ass.

No enger Opposition formelle vum Staatsrot op dësem Punkt ass dës Kollaboratioun an en, ech zitéieren, „contrat précisant les modalités de gestion et d'utilisation des équipements et appareils" ëmgewandelt ginn. D'Initiativrecht steet zwar net explizitt an engem Artikel vum Gesetzesprojet dran, mee am Commentaire des articles ass awer ganz eendeiteg virgesinn, dass d'Installatioun vun engem Site supplémentaire och vunn Dokteren initiéiert ka ginn. Och hei zitéieren ech: „Il est à préciser dans ce contexte que tant un centre hospitalier qu'un ou plusieurs médecins autorisés à exercer leur profession au Luxembourg peuvent être à l'origine d'un projet de création de site supplémentaire".

Dës Prezisioun war eng DP-Fuerderung. Well et awer nun emol just am Commentaire des articles steet, reechen ech op dëser Plaz eng Motioun an, déi d'Regierung ënner anerem opfuerdert, eng aktiv Promotioun vum Droit d'initiative vun den Dokteren am Secteur extrahospitalier ze maachen.

(Interruption)

Domat soll fir eis séchergestallt sinn, dass déi am Commentaire des articles affichéiert Intentioun am Gesetz keng eidel Wierder bleiwen.

Motion 1

« Promotion du secteur extrahospitalier »

La Chambre des Députés,

– considérant les valeurs fondamentales sur lesquelles repose notre système de santé, dont l'universalité, l'accès à des soins de qualité, l'équité et la solidarité ;

– consciente de la croissance démographique et du vieillissement de la population qui risquent de provoquer :
• une pénurie de ressources humaines,
• un engorgement des ressources infrastructurelles hospitalières,
• des besoins de ressources financières supplémentaires ;

– considérant le progrès médical qui permet d'assurer un nombre croissant de traitements médicaux dans le secteur hospitalier et extrahospitalier ;

– considérant la nécessité de promouvoir le secteur extrahospitalier dans son ensemble et surtout des soins primaires et de favoriser le virage ambulatoire dans notre système de santé ;

– consciente de l'importance cruciale de cette transformation pour assurer un accès aux soins optimal et une amélioration de la qualité des services médicaux ;

– notant que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit le développement d'un plan d'action « out of hospital » ;

– résolue à garantir une prise en charge médicale efficiente, adaptée aux besoins de notre population et en adéquation avec les évolutions de la médecine et l'intérêt du patient ;

– notant que dans un passé récent de grands efforts ont été réalisés pour raccourcir les délais d'attente dans le domaine du diagnostic, efforts qu'il s'agira de continuer et de renforcer pour répondre aux défis liés à la croissance démographique ;

– saluant que l'Observatoire de la santé nouvellement créé permettra un monitoring régulier des délais d'attente ;

– réaffirmant sa volonté de faire progresser notre système de santé vers une approche plus efficiente, accessible et centrée sur les besoins des patients,

invite le Gouvernement à

– analyser, dans un délai de deux ans après sa mise en vigueur, la réforme sur le secteur extrahospitalier en procédant à une évaluation portant sur l'impact de la réforme sur l'accès aux soins, la qualité des services, l'intérêt du patient ainsi que les implications financières et sur sa mission de santé publique en général ;

– soumettre les résultats de cette analyse à la Chambre des Députés pour un examen approfondi ;

– accorder une priorité absolue à la finalisation des travaux sur la réforme des sociétés de médecins ;

– mener une étude approfondie et sans préjugés sur la possibilité de permettre la réalisation de mammographies dans les cabinets des médecins, ainsi que son potentiel pour raccourcir les délais d'attente pour les femmes ayant besoin d'une mammographie tout en garantissant la qualité et la pertinence des examens, en vue d'un diagnostic précoce et d'une prise en charge plus rapide des pathologies, et à présenter les résultats à la Chambre des Députés ;

– à promouvoir activement le droit d'initiative des médecins dans le secteur extrahospitalier afin d'assurer, ensemble avec tous les acteurs du terrain, une adaptation adéquate des services aux besoins réels des patients, un meilleur accès aux soins et une amélioration globale de la qualité des soins.

(s.) Carole Hartmann, Gilles Baum, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Marc Hansen, Josée Lorsché.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dir musst ënnersträichen, dass et eng gemeinsam Motioun ass, Madamm Oratrice.

Plusieurs voix | Jo.

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech kommen nach dozou.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ok. Et wär vläicht gutt, wann een dat vun Ufank u géif soen.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannechgelift! Wannechgelift, d'Madamm Hartmann huet d'Wuert. Merci.

M. Michel Wolter (CSV) | En ass zimmlech nervös, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Nee, nee.

Mme Carole Hartmann (DP) | Dës Motioun ass vun alle Majoritéitsparteien ënnerschriwwe ginn …

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | ... a beinhalt och nach aner Punkten, op déi ech am weidere Verlaf vu menger Ried nach komme wäert. Et stoung just op där anerer Säit.

(Hilarité)

Leider, Här President, kënnt et doriwwer eraus an eisen Aen net zu engem wierkleche Paradigmewiessel, wou den Extrahospitalier méi an de Fokus geréckelt wier. Schlussendlech ass dëse Gesetzestext nämlech keng „loi extrahospitalière", wat an eisem Sënn gewiescht wär, mee eng Erweiderung vum Spidolsgesetz.

Am Exposé des motifs stoung esou beim Depot vum Projet de loi: „Le présent projet de loi apporte des réponses aux défis énoncés ci-avant, en favorisant davantage la prise en charge ambulatoire des soins de santé en instaurant des incitatifs pour encourager cette transformation par l'introduction de sites hospitaliers supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires". D'Terminologie ass hei alles anescht wéi anodine. Et gëtt net vu „site extrahospitaliers", mee vu „sites hospitaliers supplémentaires" geschwat. Dat ass e Statement géint eng wierklech Stäerkung vum Extrahospitalier an domat eng reell Entlaaschtung vun eise Spideeler. Dat bedauere mir als Demokratesch Partei.

Mir verdeelen zwar déi meeschte medezinnesch Soinen op méi Sitten, mee fundamental ännert sech net vill um System. D'Spideeler behalen d'Kontroll.

Wann ee sech elo d'Argumentatioun ukuckt, firwat déi zousätzlech Sitten u Spideeler gebonne ginn, ginn am Gesetzesprojet eng Rei Suergen opgeworf. D'Finanzéierung ass eng gréisser Suerg gewiescht. Wann een d'Uschafe vu medezinneschen Ekipementer am Extrahospitalier zouloosse géif, kéint dat der Gesondheetsministesch no dann zu enger finanzieller Iwwerbelaaschtung féieren. D'Demande, fir en IRM, eng Mammografie ze maachen, ass grouss. Wann ee seng Capacitéiten an d'Luucht setzt, fir méi Patienten an engem gewëssenen Zäitraum ënnersichen ze kënnen, da klammen d'Käschten. Dat ass esou, onofhängeg dovunner, ob d'Ekipementer am Spidol sinn oder am Extrahospitalier.

A wann een dee selwechten Tariff fir den Extrahospitalier virschreift wéi deen an de Spideeler, dann ännert sech un dëser Rechnung och näischt.

(Interruption)

Par contre hätt et e Virdeel kënne sinn, Ekipementer am Extrahospitalier zouzeloossen, wann d'Doktere selwer fir d'Uschafung, den Entretien an esou weider hätten opkomme missen. Dës Käschten hätten dann net misse vun eisem Gesondheetsbudget gedroe ginn.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Den Dokter oder e Grupp vun Dokteren hätt dann eng Käschten-Notze-Rechnung maache missen, ob sech dës Investitioun op kuerz oder laang rentéiere géif. E Wildwuchs wier dann éischter onwarscheinlech, well de Rendement net esou grouss gewiescht wär. Dat wier op d'mannst eng Pist gewiescht, déi een hätt diskutéiere kënnen.

Ausserdeem hätt ee fir d'Uschafe vu medezinneschen Ekipementer och weiderhin eng Autorisatioun vum Ministère verlaange kënnen. Op Basis vun der Carte sanitaire hätt sech jo kënne berechne loossen, wat eis reell national Besoine sinn an d'Autorisatioun vun der Installatioun hätt ee jo och vu weidere Krittären – geografesch, d'Densitéit vun der Populatioun et cetera – ofhängeg maache kënnen.

Eiser Meenung no hätt deemno d'Fro vum Finanzement méi an der Déift kënnen a sollen diskutéiert ginn. Elo gi mir nämlech op deen übleche Wee: 80 % vun de Käschte vun den Ekipementer an den zousätzleche Strukture gi vum Staat gedroen. Déi aner 20 % gi mat Cotisatioune bezuelt.

Ob dat zu enger finanzieller Entlaaschtung bäidroe wäert, woen ech ze bezweifelen, virun allem, well et bis haut un enger déifgräifender Analys vum Spidolsbudget feelt. 2019 hat d'Cour des comptes d'Intransparenz vun dësem Budget och kritiséiert. Mee wann een net weess, woufir d'Sue vun engem Budget am Detail gebraucht ginn, dann ass et och schwéier, Optimiséierunge virzehuelen.

(Interruption)

Eng weider Suerg virun engem richtege Cadre extrahospitalier war dee vum Personalmanktem. Virop d'Spideeler haten d'Befierchtung, datt d'Dokteren an anert spezialiséiert Personal léiwer am Extrahospitalier schaffe géifen, wann d'Ausübung vum eegene Beruff do vereinfacht géif ginn. Géif dat geschéien, ass gefaart ginn, dass de Fonctionnement vun de Spideeler eeschthaft a Gefor wär.

Als DP wëlle mir dës Suerg net erofspillen. Mee mir gesinn dëst awer net als Grond, den Ausbau vum Extrahospitalier, deen am Interêt vum Patient wär, auszebremsen. Ech géif et ongesond fannen, bei dësem Sujet an e renge Kompetitivitéits- oder Konkurrenzdebat ze falen. Eis geet et ëm Complementaritéit, ëm de séieren Accès zur beschtméiglecher Patienteversuergung an net ëm d'Konkurrenz.

Der DP war et och vun Ufank u wichteg, datt Strukturen am Extrahospitalier, och wa se vun Dokteren implementéiert a geréiert ginn, ëmmer e Lien mat engem Spidol sollten hunn, engersäits fir d'Continuité des soins vun hire Patienten ze garantéieren – et ka schliisslech ëmmer emol virkommen, dass de Gesondheetszoustand vun engem Patient sech zum Schlechtere verännert an eng Iwwerweisung an e Spidol néideg gëtt –, anerersäits war meng Fraktioun och ëmmer derfir, datt d'Dokteren hire Bäitrag zu eisem solidaresche Gesondheetssystem leeschte mussen, andeems si Garden an Astreinten an de Spideeler iwwerhuelen.

D'Finanzéierung an d'Konkurrenz beim Personal sinn déi zwee Haaptgrënn gewiescht, déi d'Gesondheetsministesch derzou beweegt hunn, de Gesetzesprojet op e spidolsorientéierte Virage ambulatoire ze beschränken. Dës Begrënnunge goufen och an der Proportionalitéitsanalys opgefouert, déi no der Demande vum Staatsrot nogereecht gouf.

Proportionalitéitsanalyse sinn no EU-Recht dann néideg, wann e Gesetz zum Beispill d'Aschränkung vun der Ausübung vun engem liberale Beruff virgesäit. An dat ass hei kloer de Fall.

Interessant ass, dass de Staatsrot zwar seng Opposition formelle, och wat d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel betrëfft, ophieft, mee a sengem Avis complémentaire awer eng Warnung ausschwätzt. De Conseil d'État weist nämlech drop hin, datt d'Begrënnunge fir d'Limitatioun vun de medezinneschen Ekipementer op Spideeler virum Verwaltungsgeriicht ugefecht kéinte ginn. Et wier also néideg, dës Limitatioun nach eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Här President, d'DP ass där selwechter Meenung. Mir gesinn dëse Projet, wéi scho gesot, als éischte Schratt, fir eng méi grouss Bandbreet u medezinnesche Soine méi no un de Bierger ze bréngen. Et muss deemno och weider un enger richteger Reform vum Extrahospitalier geschafft ginn.

An der Motioun, déi ech deposéiert hunn, gëtt d'Regierung dofir och opgefuerdert, zwee Joer no der Entrée en vigueur vum Text eng Analys an Evaluatioun ze maachen an dës och der Chamber ze presentéieren.

Wa mir eise Gesondheetssystem laangfristeg méi resilient wëlle maachen, da musse mir qualifizéiert Dokteren a Gesondheetsberuffler an d'Land zéien.

D'Ausbildung vun Dokteren, Infirmieren, Aide-soignanten, Hiewannen an esou weider, déi an dëser Legislaturperiod mat verschiddene Bachelor-studiegäng op der Uni Lëtzebuerg ergänzt gouf, kann nëmmen een Deel vum medezinnesche Personalmanktem opfëllen.

Eise Gesondheetssystem muss also och méi attraktiv ginn. Dozou gehéiere performant Spideeler, déi de Fokus op komplizéiert Agréffer leeën, awer och eng extrahospitalière Offer.

Wa mir dem Extrahospitalier elo méi Responsabilitéiten iwwerdroe géifen, wat aktuell leider net de Fall ass, da wier dat interessant fir d'Medezinner, déi méi Méiglechkeet hätten, hire Beruff auszeüben, an d'Soins primaires géifen allgemeng bei de Patiente méi u Visibilitéit gewannen, an dat géif d'Spideeler entlaaschten, déi ëmmer nees Patienten empfänken, déi eigentlech net an d'Spidol misste goen.

Zu engem attraktive Gesondheetssystem gehéiert awer och d'Promotioun vun der Fuerschung, wou och scho ganz interessant Projete lafen. Mat der Fuerschungsklinik Lëtzebuerg (ndlr: LCTR-Fuerschungsklinik Lëtzebuerg), enger Kollaboratioun vum LIH an dem CHL, ass hei schonn e wichtege Grondstee geluecht. An all Spidol sollt eng Antenn vun dëser Fuerschungsklinick installéiert ginn.

D'Digitaliséierung ass och Deel vun engem attraktive Gesondheetssystem. All déi concernéiert Acteure musse matenee vernetzt ginn an d'Telemedezinn an ePrescriptioun mussen zum medezinneschen Alldag gehéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat schonn erwäänt, datt ee Grond fir d'Limitatioun vu verschiddene medezinneschen Ekipementer op d'Spideeler op d'Angscht vum Personalmanktem zréckzeféieren ass. Am selwechte Kontext gouf och ëmmer nees ervirgestrach, datt d'Notzung vun dësen Ekipementer ze komplizéiert fir de Milieu extrahospitalier wär, besonnesch wat d'Sécherheetsbestëmmungen ugeet.

Dës Formulatioun fannen ech ganz onglécklech, well se am Fong beseet, dass d'Dokteren net kapabel sinn, selwer Responsabilitéit fir d'Sécherheet vun hire Patienten ze iwwerhuelen.

Als Begrënnung kann een dat wierklech net gëlle loossen. En Dokter huet jorelaang studéiert an als Assistenzdokter a Spideeler geschafft a léiert do a generell an der praktescher Ausübung vu sengem Beruff, wéi eng Gesten en ausféiere muss a wéi e bei enger Komplikatioun ze reagéieren huet.

Ob e medezinnescht Ekipement an engem Spidol oder an enger méi klenger Struktur am Extrahospitalier steet, huet domadder näischt ze dinn, soulaang d'Ufuerderunge fir d'Installatioun erfëllt sinn. Et kéint een an deem Fall jo och e Guide ausschaffen, wéi d'Prozeduren an d'Interventiounen am Extrahospitalier oflafe mussen.

Orientéiere kéint ee sech dobäi zum Beispill un der Prise de position vum Conseil scientifique du domaine de la santé, wat d'Chirurgie ambulatoire betrëfft. Do steet villes dran zur Eligibilitéit vum Patient, zu den organisationnelle Krittären, zum Suivi vum Patient an esou weider. An et kéint ee jo esou eng Prise de position och fir d'Imagerie médicale, d'Dialys an d'Onkologie am Extrahospitalier ufroen.

Virun allem d'Limitatioun vu Mammografieapparater ass fir mech schwéier ze verstoen. D'Mammografie

stoung bis elo weeder an der Lëscht vum Spidolsgesetz 2018 nach an der Lëscht vum Règlement grandducal, dat vum Verfassungsgeriicht gekippt gouf, a war domadder ni de Spideeler eleng virbehalen.

Firwat dat elo ännere soll, ass net novollzéibar. Wat huet geännert par rapport zu 2018, wou net d'Mammografie, mee just d'Biopsie mammaire explizitt an dem Gesetz stoung? Eng Fro, déi ech un d'Gesondheetsministesch weiderginn: Wou kënnt de Revirement bei der Mammografie säit 2018 hier?

(Interruption)

Wann ee bedenkt, datt verschidde Fraen 18 Méint op e Rendez-vous hu misse waarden ...

(Interruption)

... an den Alter fir den Depistage elo nach vu 50 op 45 Joer erofgesat gëtt, wat nach méi eng grouss Demande generéiert, dann ass d'Limitatioun vun de Mammografieapparater einfach net novollzéibar.

Do wier et dach vu Virdeel, wann d'Dokteren dat och an hirem Cabinet ubidde kéinten an esou e Bäitrag zum Depistage liwwere kéinten.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Voilà!

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | D'DP plädéiert doweinst ganz staark derfir, d'Mammografie esou séier wéi méiglech nees aus dëser Lëscht erauszehuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | A menger Motioun invitéiere mir d'Regierung dann och, eng Etüd maachen ze loossen zur Méiglechkeet, d'Mammografie och an den Dokteschcabinete realiséieren ze kënnen.

(Interruptions)

Zesummegefaasst ass et fir meng Fraktioun evident, datt mir d'Limitatioun vun den Ekipementer laangfristeg net esou kënne stoe loossen.

(Interruption)

Dat steet dem medezinnesche Progrès am Wee an ass net am Interêt vum Patient. Aner Länner si scho méi laang op dee Wee gaangen. Firwat solle mir dat net kënnen?

(Interruption)

An ech sinn iwwerzeegt, dass mir eng Loi hospitalière ausschaffe kënnen, déi keng reng kommerziell Aktivitéiten an eisem Gesondheetssecteur zouléisst.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Et muss just de Wëllen do sinn, dem Extrahospitalier och wierklech eng Plaz an der Lëtzebuerger Santéspolitick ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, och wann d'Initiativrecht vun den Dokteren op eis Demande an de Projet matagefloss ass, bleiwen d'Spideeler Haaptacteur an eisem Gesondheetssystem an d'Muechtverhältnis tëschent de Centres hospitaliers, déi grouss Unitéite sinn, an den Dokteren ass net equilibréiert.

Aus dësem Grond war zäitgläich mam Gesetzesprojet zum Virage ambulatoire och en Text deposéiert ginn, deen d'Kreatioun vun Dokteschsocietéite reegele soll.

Anescht wéi zum Beispill d'Affekote kënne sech d'Dokteren aktuell nach net a Gesellschaften zesummendoen. Dat géif hinnen awer virun allem juristesch gewësse Sécherheete brénge an hir Positioun bei Diskussioune mat Spideeler stäerken.

Als DP bedauere mir ganz staark, datt dësem Projet de loi net déi selwecht Prioritéit gegollt huet ...

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | ... an den Avis vum Staatsrot net matzäite koum, fir d'Gesetz nach virun der Summerpaus ze stëmmen.

M. Michel Wolter (CSV) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | De Gesetzesprojet iwwert d'Dokteschsocietéiten ass awer eng wichteg Ergänzung zum Virage ambulatoire a muss esou séier wéi méiglech finaliséiert ginn. Genee wéi d'Initiativrecht ass den Zesummeschloss a Gesellschaften e wichtege Gest en faveur vun den Dokteren an eng Valorisatioun vun hirem Beruff.

Une voix | Richteg!

Mme Carole Hartmann (DP) | A menger Motioun gëtt d'Regierung dofir och invitéiert, dësem parallelle Projet de loi eng absolutt Prioritéit ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, am Koalitiounsaccord vun 2018 sti follgend Passagen. Engersäits: „Des mesures favorisant et accompagnant le ‚virage ambulatoire' seront mises en place. Il s'agira d'assurer la promotion des alternatives à l'hospitalisation classique lorsque cela est possible sans perte de qualité, en accord et dans l'intérêt du patient." De Virage ambulatoire gëtt mat dësem Gesetz gefërdert an entsprécht op dësem Punkt och dem Koalitiounsaccord.

Am Accord stoung anerersäits awer och: „Tout en respectant une couverture géographique adéquate et en respectant les recommandations en matière de prescription des examens, une réflexion sera menée sur l'opportunité de l'installation en milieu extrahospitalier de plateaux techniques, diagnostiques et de traitement ambulatoire." Dës Intentioun aus dem Accord ass leider net erfëllt ginn. Eng wierklech oppen an déifgräifend Reflexioun zu engem richtegen Extrahospitalier huet net stattfonnt. Dat bedauere mir als DP, well mir am Extrahospitalier complementaire zu de Spideeler grouss Virdeeler fir eng nach besser opgestallte Gesondheetsversuergung vun de Patiente gesinn.

De Gesetzesprojet, deen haut zur Ofstëmmung steet, beschränkt sech op de Virage ambulatoire aus Siicht vun de Spideeler. D'Ignoréiere vun dem Extrahospitalier ass aus eiser Siicht eng verpasste Chance a mir hätten eis méi Courage an dësem Fall gewënscht.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Den Extrahospitalier, richteg encadréiert mat all den néidege Sécherheeten, fir eng Kommerzialiséierung vun eisem Gesondheetssystem ze verhënneren, wär absolutt am Interêt vum Patient, deen ëmmer am Mëttelpunkt muss stoen, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Madamm Hartmann, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Carole Hartmann (DP) | ... an e kann zur Attraktivitéit vun eisem Gesondheetssystem bäidroen, well d'Dokteren hei méi Méiglechkeeten hunn, hire Beruff fräi auszeüben.

Ech kommen, Här President, zum Schluss. Ech soen et nach eng Kéier mat Nodrock: Dëst Gesetz ass een éischte Schratt an déi richteg Richtung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV) | Et huet een awer net vill héieren.

M. Léon Gloden (CSV) | D'Madamm Hartmann hélt d'Kéier vun der Kéier.

Mme Carole Hartmann (DP) | Méi Dezentraliséierung bréngt d'Medezinn méi no bei de Patient, an dat ass dee richtege Wee.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Mee mir mussen dovunner ewechkommen, alles d'office un e Spidol ze bannen, an dem Extrahospitalier en eegene Kader ginn. Mir mussen nach méi no bei de Patient a méi Vertrauen an eis Dokteren a Gesondheetsberuffler setzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Domat soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a gi mat all de Remarken, déi ech gemaach hunn, den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

(Interruptions)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Mat allem dran.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Hartmann.

M. Claude Wiseler (CSV) | Also de Schluss ass dat, wat een e Virage ambulatoire nennt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Hartmann.

(Brouhaha)

Da wier ech frou, wann d'Gemidder sech erëm géife berouegen. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch.

M. Michel Wolter (CSV) | Dat war eng exzellent Oppositiounsried, Här President, an d'Argumenter sinn all dran.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Jo, an d'Konklusioun war déi richteg.

(Interruption)

M. Marc Spautz, Président de séance | Den Här Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. No deenen zwou Walrieden, déi mer elo héieren hunn, ...

M. Michel Wolter (CSV) | Maach och nach eng!

M. Dan Kersch (LSAP) | ... wäert och ech net derlaanschtkommen, nodeems dass mer de Rapporter an engem exzellente Rapport héieren hunn, dee ganz genau beschreift, wat an dësem Gesetz gereegelt gëtt a wat net, och e bëssen d'Vue vun der LSAP zu dëser Problematik duerzeleeën an notamment zu deem, wat mer engersäits haut de Moien hei op der Tribün héieren hunn, mee anerersäits awer och an deenen Deeg virdrun iwwert d'Press.

Fir mech ass dat heiten, an dat muss ech esou soen, schonn eppes gewëssenermoossen Historesches. Mir hunn haut vun der CSV e reegelrechten Offenbarungseed héieren an all eenzelt Wuert, wat hei op der Tribün gesot gouf, bestätegt dat, e reegelrechten Offenbarungseed fir d'Liberaliséierung vum Lëtzebuerger Gesondheetssystem.

An de Wierder vun der CSV heescht dat e bëssen eppes aneres. Do gëtt gesot: „Déi privat Medezinn gëtt gefërdert, den eenzelne Medezinner kritt méi Fräiheeten." Mee gemengt ass déi grouss Liberaliséierung vum Lëtzebuerger Medezinnwiesen.

M. Michel Wolter (CSV) | Dat ass iwwerhaapt net wouer!

(Interruptions)

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Wolter, wann Dir eng aner Meenung hutt, kommt erop a sot se!

(Interruption)

M. Michel Wolter (CSV) | Ech schléisse mech de Wierder vun der Madamm Hartmann un. Déi huet Iech scho widdersprach, ier Der op d'Tribün koumt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannechgelift, den Här Kersch huet d'Wuert a soss keen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech verstinn, dass den Här Wolter nervös gëtt, wann d'Wourecht gesot gëtt.

(Interruptions)

Une voix | En ass ganz relax.

M. Dan Kersch (LSAP) | D'CSV verléisst domadder e joerzéngtenale gedroene gesellschaftleche Kompromiss.

M. Michel Wolter (CSV) | Dat ass falsch!

M. Dan Kersch (LSAP) | E wierklech komplizéiert Gefüg vu Ginn a Kréien, dat dat Lëtzebuerger Gesondheetswiesen zu engem vun deene performantsten an Europa an doriwwer eraus gemaach huet.

Déi nei CSV-Doktrinn fir eist Gesondheetswiesen ass dann och weeder chrëschtlech nach sozial a si ass scho guer net fir d'Vollek.

(Interruptions)

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannechgelift, den Här Kersch huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Wien hält hei Walrieden? Wien hält hei Walrieden?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech huelen emol e Patt, Här President, da berouege se sech vläicht.

M. Michel Wolter (CSV) | Gitt Iech ganz séier sëtzen!

(Interruption)

M. Dan Kersch (LSAP) | Si ass C wéi charakteristesch fir all neoliberal Ugréffer op besteeënd Sozialsystemer. Si ass S wéi selektiv an elitär, well se à la longue grouss Deeler vun der Bevëlkerung vun enger héijer Qualitéit vu Gesondheetsversuergung wäert ausschléissen. A si ass V wéi verdammt deier fir de Steierzueler, fir all Salarié a fir all Patron, well et si schlussendlech si, déi déi erhoffte privat Gewënner mat méi héije Bäiträg musse bezuelen, ouni awer méi ze kréien.

M. Claude Wiseler (CSV) | Wien ass dann elo schonn ausgeschloss mat där aktueller Politick?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, mir hunn hei keen ënnerbrach, wéi e geschwat huet.

Plusieurs voix | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, ...

(Interruption)

... ech hat virdru gesot ...

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannechgelift, den Här Kersch huet d'Wuert a soss keen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ech mengen, Dir hat Stëpp an den Oueren, wéi ...

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Di Bartolomeo, Äre Parteikolleeg, den Här Kersch, huet d'Wuert a soss keen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Da sidd och esou streng mat deenen aneren, Här President.

(Brouhaha)

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat virdru gesot, mir hätten eent vun deene performantste Gesondheetssystemer an Europa. An ech soen dat hei haut ganz bewosst, wuel wëssend, dass mir wäit ewech si vu Perfektioun an dass a verschiddene Beräicher, an och dat ass virdrun hei scho gesot ginn, onzoumuttbar Retarden entstane sinn, déi mussen opgeschafft ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dat ëmsou méi, well eist Land rasant wiisst. An dat awer och ëmsou méi, well ëmmer méi Frontalieren an eisem Gesondheetssystem sinn oder vun eisem Gesondheetssystem Gebrauch maachen, an ech mengen, mir sinn eis och alleguerten eens: Si hunn e Recht drop, fir dovu Gebrauch ze maachen, well si finanzéieren e gläichberechtegt mat, eebe well se an hirem Heemechtsland kee vergläichbaren Zougang zu där Qualitéit hunn, déi se als einfache Kassepatient hei zu Lëtzebuerg hunn.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Och dat sollt eis emol ze denke ginn, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | ... wa mer virgegaukelt kréien, auslännesch Modeller wäre méi performant ewéi eisen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Anerersäits muss een awer och de Courage hunn ze soen, dass mir zu Lëtzebuerg net an alle Beräicher vun der Medezinn kënne Weltspëtz sinn an dass mer och weiderhin op eng gutt Kooperatioun mam Ausland ugewise sinn. Net alles kënne mer hei zu Lëtzebuerg leeschten. An et ass am Fong schued, dass mat deene Saachen, déi mer eis eeben net kënne leeschten oder och net kënne realiséieren, hei Politick gemaach gëtt.

Keen, awer wierklech kee bestreit, datt mir net dierfen am Status quo an der Medezinn hänke bleiwen, well Status quo heescht de facto Réckstand. Well awer keen, deen e puer Téitschen am Auto huet, dee ganzen Auto verschrott, ausser en hätt eng wierklech seriö mat der Ratsch, wëll ech hei awer och soen, dass da mussen aner Interêten am Spill sinn. An ech halen, Här President, d'CSV kengesweegs fir geckeg. Dat wëll ech hei gesot hunn. Der nette Herr Wiseler, dës Kéier am Optrag vun der CSV ënnerwee, huet sech a mengen Aen an deene leschten Deeg geout als Reesenden an Interessevertrieder vun deenen, déi dat solidarescht Lëtzebuerger Gesondheetswiesen als nei Spillwiss fir hir spekulativ Geschäfter entdecken.

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | Ech mengen, Dir hutt der Madamm Hartmann net nogelauschtert gehat.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, den Här Kersch huet Wuert a soss keen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wiem déi lescht Ëmschreiwung ze abstrakt ass, déi vun deenen, déi wëlle Geschäfter mat der Gesondheet maachen, deene sief gesot, dass dat zu Lëtzebuerg guer net abstrakt ass, mee ganz konkreet ass. Et sinn déi nämmlecht Leit – oder zum Deel déi nämmlecht Leit –, déi schonn zanter Joerzéngten de Lëtzebuerger Wunnengsmarché beherrschen a sech do gëllen Nuese verdéngt hunn. Fir kloer ze sinn: Et sinn déi mat de Luxusaueren.

(Interruption)

Mee opgepasst, och auslännesch, nach vill méi mächteg Acteuren, a Form vu private Fongen, stinn an de Startlächer, fir an dat grousst Geschäft eranzeklammen. Här President, ech behaapten, dass déi nei CSV-Linn fir eis Gesondheetsversuergung net einfach esou aus heiterem Himmel kënnt. Ech behaapten, dass den Här Wiseler aktiv ass am Optrag vu sengem hei net presente Spëtzekandidat, deen a mengen Aen eng evident neoliberal, ...

M. Léon Gloden (CSV) | Här Kersch, schwätzt Dir vum Här Lux?

M. Dan Kersch (LSAP) | ... eng neoliberal stramm Maartwirt... Ech weess net, ob den Här Lux Spëtzekandidat an der CSV wäert ginn, mee alles ass méiglech an dësen Zäiten.

(Interruption)

M. Léon Gloden (CSV) | Dir schwätzt vun Immobilienhändler mat Aueren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wëll just soen, dass ech hei vum Spëtzekandidat vun der CSV schwätzen – dat ass bekanntlech net den Här Lux – an ech der Meenung sinn, dass déi nei Linn, déi Der an der Gesondheetsversuergung wëllt fueren, genau eppes mat deem sengem neoliberale Weltbild ze dinn huet. Dat ass dat, wat ech wollt hei ausdrécken. An déi Leit, déi an der CSV sinn, déi en anert Weltbild hunn, wäre vläicht gutt beroden, wa se sech hei géifen zu Wuert mellen.

Wat mech interpelléiert bei der Haltung vun der CSV, fir net ze soen, schockéiert, ass awer d'Aggressivitéit an och d'Iwwerhieflechkeet, mat där Der déi nei Doktrinn hei wollt duerchsetzen. Dir attackéiert a mengen Aen op eng onappetitlech Aart a Weis mat ondifferenzéierten Ugréffer zum Deel haut op der Tribün, mee nach vill méi an der Press, eng Gesondheetsministesch, déi bis zur physescher Erschëpfung geschafft huet, fir dëst Land duerch d'Pandemie ze bréngen.

(Interruptions)

A well ech weess, dass d'Madamm Lenert vill ze vill bescheiden ass a vill ze vill fein ass, fir dat hei ze soen, soen ech et esou, wéi ech et denken: Ech fannen, dat ass e staarkt Stéck!

Wann een, Här Wiseler, an da ginn ech perséinlech, wann ee selwer zéng Joer Minister war, an deene meeschten am Land ass dat zwar net opgefall, mee wann ee selwer zéng ...

(Brouhaha)

... wann ee selwer, wann ee selwer ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann ee selwer zéng Joer Minister war an et probéiert een, op déi dote perséinlech Aart a Weis e Minister ze attackéieren, da fannen ech dat de mauvais goût.

Dir maacht esou, wéi wann et d'Pandemie net gi wär. Dir wësst ganz genau, dass et konkreet Grënn gëtt, firwat dass an deem engen an deem aneren Dossier Retarden opkomm sinn. An Dir kommt hei erop an Dir maacht, wéi wann hei net zwee an en halleft Joer dru geschafft gi wär, fir dëst Land erëm an eng gutt Situatioun ze bréngen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat fannen ech e ganz staarkt Stéck. Dat muss ech och esou soen.

Nach vill méi schlëmm awer, an ech soen dat hei esou, nach vill méi schlëmm awer fannen ech d'Opfuerderung un d'Kolleege vun der DP, fir dat Gesetz hei net ze stëmmen. Deen, deen dat gefrot huet, weess ganz genau, dass dat éischtens a mengen Aen eng grenzelos Frechheet vis-à-vis vun den Deputéierte vun der DP ass, esou wéi wa si net amstand

wären, sech selwer eng Meenung ze bilden an en Oberlehrer vun der CSV missten hunn, fir ze wëssen, wat se ze denken hunn.

Virun allem ass et awer en Opruff, eng Regierungskris ze provozéieren, an dat an engem Moment, wou d'Land onverscholt vun enger Kris an déi aner schlittert, an engem Moment, wou Europa an engem Krich ass. Méi onverantwortlech, Här President, geet et net. An dat beweist just fir mech, dass déi fréier staatstragend Partei vum séchere Wee bereet ass, den institutionelle Chaos ze akzeptéieren, nëmme fir erëm un d'Muecht ze kommen, an dat, ouni dass de Wieler hir dofir e Mandat ginn huet. Dat seet villes aus.

D'LSAP wäert, a lauschtert gutt no, d'LSAP wäert ni zouloossen, dass d'Volleksgesondheet zum Spillball vu Geschäftemacher gëtt, egal, wat aner Parteien dozou soen! Mat eis wäert ni de Profitt am Mëttelpunkt stoen, mee den Interêt vun deene Leit, déi krank sinn, an net ze vergiessen den Interêt vun deenen, déi eise Gesondheetssystem solidaresch finanzéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Dan Kersch (LSAP) | An dat sinn, wéi ech virdru scho gesot hunn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... engersäits d'Assuréen aus der Gesondheetskeess an d'Patrone vun de Betriber, déi mat hiren ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, hei am Haus soll en Echange stattfannen an net deen een deem aneren dauernd an d'Wuert falen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, Dir däerft elo weiderfueren, Dir eleng.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. An ech soen et nach eng Kéier, well et esou wichteg ass: Wien dréit dee Gesondheetssystem? Wie finanzéiert en? Dat ass engersäits, dat wësse mer, de Staat, mee et sinn och alleguerten d'Assuréen, d'Salariéen an et sinn natierlech och alleguerten d'Patronen. An iwwregens huet och nach kee mer kënnen erklären, och haut net, et huet nach kee mer kënnen erklären, wou dann d'Doktere sollen opgewäert ginn an engem System, wou, wéi et elo hei, mengen ech, awer insinuéiert gëtt, d'Dokteren ënner privatem Diktat zu 30 % zu den aktuellen Tariffer solle schaffen. Dat ass awer genau dee Modell, deen elo scho fäerdeg an de Startlächer steet a vun engem privaten auslännesche Fong, soll finanzéiert ginn.

An och kee vun de Rechekünstler vun der Féierung vun der AMMD – ech betounen, der Féierung vun der AMMD – nach ee vun de Wildwuchsstrateege vun der CSV ka mir erklären, wou den Interêt vun den Dokteren ass, fir dat matzemaachen. Ech weess och firwat dass se et net kënnen erklären. Ma ganz einfach, well et keng Erklärung gëtt. D'Dokteren hu keen Interêt un esou engem System. Deen dote System, deen hei soll méiglech gemaach ginn an engem éischten, engem zweeten an engem drëtte Schrëtt, ass e System, dee just den Interêt vun deene verteidegt, déi wëlle Goss mat der Gesondheet maachen.

Mir Sozialisten, mir stinn zu dësem Gesetz, well mer heimat sécherstellen, dass an Zukunft ganz legal, ganz legal dezentral privat organiséiert Antenne kënnen entstoen, wou eng Rei vu medezinneschen Akte kënne gemaach ginn, déi bis haut exklusiv vu Spideeler konnte gemaach ginn, anerersäits awer och verhënnert gëtt, dass eng deloyal Konkurrenz geschaaft gëtt zu eise Spideeler a privat organiséiert Zentere sech déi Beräicher sécheren, wou vill Suen ze verdénge sinn, an déi Beräicher, déi net käschtendeckend kënne schaffe respektiv wéineg Gewënn generéieren, dann natierlech fir déi ëffentlech Spideeler bleiwen.

Et brauch een net Ekonomist ze sinn, fir ze wëssen, wat do eraus kënnt, nämlech dass dann déi ëffentlech Spideeler méi Sue brauchen aus dem staatleche Budget, méi Sue brauchen aus der Gesondheetskeess, fir déi nämmlecht Servicer unzebidden, déi se haut ubidden, ouni vu Verbesserungen ze schwätzen.

A fir genau dat ze verhënneren, gesäit dat Gesetz vir, dass déi privat Antennen an enger konventioneller Kooperatioun mat de Spideeler sollen entstoen.

Dat dréit dann iwwregens och derzou bäi, dass déi Zenteren eebe just net do entstinn, wou méiglechst vill Leit wunnen a potenziell Clientë wunnen, mee dass se do entstinn, wou et landesplaneresch Sënn mécht.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | A wa mir schonns bei der Planung sinn, ech ka verstoen, dass d'CSV mat deem Wuert „Plang" net méi ganz frou ass. Mee ech bleiwen awer der Meenung, dass et extreemst wichteg ass, dass am Gesondheetswiesen zesumme mat allen Acteuren an der Zukunft geplangt gëtt. Et kann net sinn, dass mir d'Gesondheetswiesen dem totale maartorientéierte Liberalismus iwwerloossen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | A wann ech dann de Choix hunn tëschent deem, wat Dir sozialistesch Planwirtschaft nennt, ... do géif ech da soen, dat ass dann CSV-Wildwuchs, da weess ech, wou ech stinn, well ech nämlech weess, dass, wann een net plangt a wann een einfach dat entstoe léisst, wat aus maartwirtschaftlechen Iwwerleeungen entsteet, dass dat zu enger Ausreiberung vun eise Sozialkeese féiert. Da weess ech, wou ech stinn.

Ech wollt iwwregens nach e Wuert soen, dass d'LSAP mat hirer Meenung och net eleng steet. Et sinn eng ganz Rei vun Avisen erakomm, ënner anerem déi vun der Commission permanente du secteur hospitalier, awer och vun der FHL, déi ganz kloer Stellung huelen, engersäits fir d'Reguléierung vun deem ganze System, wat mir och wëllen, an anerersäits natierlech och derfir, fir dëst Gesetz kloer ze stëmmen. An dann, an der FHL ass komescherweis och de CHEM, souwäit wéi ech informéiert sinn. A souwäit wéi ech informéiert sinn, gëtt et och CSV-Deputéiert, déi do d'Amt vum Administrateur iwwerholl hunn, souguer d'Amt vum President iwwerholl hunn. Ech si gespaant, wéi si haut hei ofstëmmen, ob si da wierklech géint d'Linn a géint d'Interête vun hirem Spidol wäerte stëmmen an ob, wa se dat maachen, se dann de Courage hunn, dann och Konsequenzen dorauser ze zéien.

Loosst mech nach ee Wuert soen zum Avis vum Conseil d'État. Den Här Wiseler huet ganz genëisslech déi Passagen zitéiert, déi him an de Krom gepasst hunn. En huet awer vergiess ze erwänen, dass natierlech Äntwerte komm sinn op dat, wat de Conseil d'État gemaach huet, a pertinent Äntwerten, well soss hätt de Conseil d'État, a mir kennen dat allze gutt, mat Sécherheet seng Opposition-formellen net opgehuewen. Well en dat awer gemaach huet, seet den Här Wiseler, de Conseil d'État wär net kohärent. Dat heescht, op där enger Säit zitéiert een dat, wat een arrangéiert, an op där anerer Säit seet een dann, dat, wat een net arrangéiert, wär net kohärent. Bon, de deux choses l'une. Dat ass jiddefalls meng Aart a Weis, fir deen Text do ze interpretéieren.

Här Wiseler, ech hunn nach ni – nach ni! – en Deputéierten hei an der Chamber gesinn, dee praktesch drëms gebiedelt huet, dass en Affekot sech soll bereet maachen, fir dat Gesetz hei da juristesch unzefechten. Esou eppes ass eemoleg an der Geschicht vun der Chamber. Ech fannen, dass een, wann een an enger staatstragender Partei wëllt sinn, sech soll dräimol iwwerleeën, wat een hei op der Tribün seet a wat een net seet.

Ech wollt awer kloer soen, dass ech selbstverständlech och déi Motioun vun der Madamm Hartmann am Numm vun der LSAP kann ënnerstëtzen, fir no zwee Joer eng Evaluatioun ze maachen. Mir sinn net déi, déi soen, mir géifen alles besser wëssen. Mir sinn net déi, déi mengen, alles wär perfekt. Mir sinn net déi, déi soen, et wier alles virgezeechent an et géif ni méi eppes geännert ginn, am Géigendeel zu deem, wat mer haut de Moie vun der CSV haut héieren. Déi wëssen ëmmer alles besser. Just um Schluss geet et meeschtens anescht, wéi si gemengt haten. Dofir hu mir och kee Problem mat där Motioun do, ganz am Géigendeel.

Vläicht nach ee Wuert zu der Ausbildung vun Infirmieren, well och dat gesot ginn ass, a vun deenen anere Gesondheetsberuffler hei zu Lëtzebuerg. Ech perséinlech sinn der Meenung, dass ee sech muss Gedanken driwwer maachen, dass een d'Ausbildung vun deene Gesondheetsberuffer vläicht zu Lëtzebuerg sollt zentraliséieren, an zwar do, wou et higehéiert, nämlech an der Santé. Da géife vläicht net nëmme Considerationen a Betruecht geholl ginn, déi schlussendlech awer besser Léisunge verhënneren.

Nach eppes, wat och hei gesot ginn ass vun der Limitatioun vun den Instrumenter, respektiv et soll een esou vill Instrumenter zouloosse wéi nëmme méiglech, dat géif jiddwerengem hei zu Lëtzebuerg nëtzen.

(Interruption)

Ech hunn net gesot, Dir hätt dat esou gesot. Ech wëll just eppes zu där Thematik insgesamt soen, well jo vill Leit mengen, dat wier esou. Dir wësst, dass mer zum Beispill d'Zuel vun den IRMen drastesch an d'Luucht gesat hunn an deene leschte Méint a Joren. Dat féiert awer net derzou, dass mer automatesch all eis Problemer geléist kréien. Well et geet jo net duer, d'Apparater ze hunn, mir brauchen och déi Leit, déi déi Apparater bedreiwen, Dokteren notamment, mee och Infirmieren an anert Spidolspersonal. An dofir ass dat net esou einfach, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt.

Summa summarum wëll ech soen, Här President, dass ech d'Meenung deele vun deene Leit, déi gesot hunn, dass mer hei mat dësem Gesetz e ganz grousse Schrëtt maachen, fir eis Medezinn zu Lëtzebuerg ze verbesseren, an anerersäits derfir ze suergen, dass eise Gesondheetssystem esou staark bleift, wéi en et elo ass, an e souguer nach ka verbessert ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Den Här Gloden wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Léon Gloden (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll dem Här Kersch eng Fro stellen, well en huet de Kolleeg Georges Mischo ugegraff. Ech wëll den Här Kersch froen, ob en den Artikel 62 vun der Constitutioun kennt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn ...

M. Léon Gloden (CSV) | Wann net, da liesen ech Iech e vir: „Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que l'intérêt

général." Dir hutt haut bewisen, datt Dir just fir Äre Commettant wielt.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Also, do wéilt ech dem Här Gloden soen: Wann e mech virdru gefrot hätt, wat den Artikel 62 ass, dann hätt ech net gewosst, wéi een Artikel dass e gemengt huet, mee deen do Artikel, dee kennen ech natierlech selbstverständlech.

Ech wëll och soen, dass ech den Här Mischo hei absolutt net ugegraff hunn. Ech hu just gesot, dass, wann en als Deputéierten deen doten Text stëmmt, e misst konsequent sinn a seng Kap als President vum CHEM ofdoen. An dozou stinn ech.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

(Interruption)

Den Här Wiseler freet nach d'Wuert, fir dem Här Kersch eng Fro ze stellen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, Här President, ech wëll net eng Fro stellen. Als Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président | Fait personnel.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech ginn och bis erop dofir.

Also, wat den Här Kersch hei elo am Numm vun der LSAP gemaach huet, weist jo just, wéi wäit d'LSAP verletzt ass mat deem, wat mer soen, mat den Argumenter, déi mer bréngen, an de Wourechten, déi hei zum Virschäi kommen.

Ech wëll net op säi Stil agoen, deen ass esou, wéi hien ass, dofir wëll ech dat net kommentéieren. Ech verbidde mer awer eng Rei Suggestiounen zu Meenungen, déi ech hei zum Ausdrock bréngen, well déi Meenung, déi ech hei zum Ausdrock bréngen, an dat, wat ech inhaltlech hei soen, dat soen ech, well ech fundamental iwwerzeegt sinn, och aus eegener Erfarung, datt de Gesondheetssystem net esou fonctionéiert, wéi e misst fonctionéieren, fundamental net esou fonctionéiert, wéi e misst fonctionéieren. An dofir braucht Der och nëmmen de Plan national santé ze liesen.

Liest en eng Kéier! Ech hunn e gelies, zweemol hunn ech e gelies. Do steet alles dran, wat ech elo gesot hunn. Mir hunn extreem Schwieregkeeten, vill méi wéi an anere Länner, beim Accès zu eise medezinnesche Servicer, ob dat d'Urgencen ugeet – ech zielen Iech gäre meng Geschichten duerno, déi ech selwer materlieft hunn – oder den Accès zu Spezialisten, wéi deene vun der Imagerie médicale.

E Gesondheetssystem, dat steet och textuell an dem Plan national santé, deen déi sozial Schwaach benodeelegt. Liest de Plan national santé eng Kéier! E Gesondheetssystem, deen e Mangel un Dokteren an u personelle Gesondheetsberuffer produzéiert huet, wou mer och net wëssen, wéi mer deen an deenen nächste Jore geléist kréien. E Gesondheetssystem, dee selwer seet – de Plan national santé –, datt déi Iddi vum Médecin référant net fonctionéiert huet an datt mer do bei Wäitem net do sinn, wou mer misste sinn. E Gesondheetssystem, wou d'Digitalisatioun net fonctionéiert huet. Mir sinn, dat seet de Plan national santé, „avant-dernier de dix pays". E Gesondheetssystem, wou den DSP net fonctionéiert, wou de Finanzsystem vun de Spideeler net deen ass, deen e sollt sinn.

An ech kann nach weiderfueren, just fir Iech ze erklären, firwat ech der Meenung sinn, datt an dësem Parlament déi Fakten do kënne gesot ginn, ouni datt een dann Accusatioune gemaach kritt, et géif een et verhandelen ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... oder et géif een handelen op eppes, wat een net fundamental gleeft an deem Gesondheetssystem. Dofir hunn ech et gemaach.

Zu der Remark zu der DP, wat Dir als grenzelos Frechheet consideréiert par rapport zum Wieler. Also, serieusement, dat, wat ech froen – an ech hunn der Madamm Hartmann gutt nogelauschtert an ech ënnerschreiwen 90 % oder 95 % vun deem, wat se hei gesot huet –, wat ech am Fong just froen, dat wär d'Konsequenz dovunner, fir ze soen: Majo, wann Der dat do wierklech mengt, wat Der sot, an ech gleewen, datt se dat éierlech mengen, an ech mengen dat jo och, jo, dann huelt d'Konsequenzen doraus a stëmmt d'Gesetz net!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass awer net eng grenzelos Frechheet. Dat ass nëmme Logik!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ganz kuerz, Här Wiseler. Ech hunn d'Erklärungen nach eng Kéier héieren. Ech hunn am Fong näischt Neies héieren. Duerfir kann ech och näischt Neies dozou soen. Meng Meenung hutt Der héiere virdrun.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ma da kann ech d'Wuert weiderginn un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt e grousse Merci un de Rapporter Mars Di Bartolomeo fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi iwwert de Virage ambulatoire, dee vill diskutéiert ginn ass an, wéi mer mierken, och nach ëmmer vill diskutéiert gëtt.

Da wéilt ech kuerz rappeléieren, wat am Koalitiounsaccord 2018-2023 iwwert de Virage ambulatoire an d'Ekipementer an Apparater steet. Engersäits: „Des mesures favorisant et accompagnant le virage ambulatoire seront mises en place." An anerersäits: „Afin de réduire les délais d'attente pour les examens de résonance magnétique, il sera procédé à la mise en place des quatre IRM supplémentaires prévues répondant aux derniers standards de la technologie. Tout en respectant une couverture géographique adéquate et en respectant les recommandations en matière de prescription des examens, une réflexion sera menée sur l'opportunité de l'installation en milieu extrahospitalier de plateaux techniques, diagnostiques et de traitement ambulatoire."

D'Unzuel vun den IRMen, déi bäikomm sinn, ass elo scho méi héich wéi déi véier, déi virgesi waren, a si si geografesch sënnvoll verdeelt. Dëse Projet de loi erlaabt et ausserdeem, e grousse Schrëtt a Richtung Virage ambulatoire ze maachen a wäert och erlaben, am Extrahospitalier en IRM ze installéieren, och wann dat an der Kooperatioun mat de Spideeler wäert geschéien.

Da wéilt ech och nach, ier ech op de Projet de loi u sech aginn, op den Arrêt 148/19 vun der Cour constitutionnelle agoen. Am Geriichtsverfare géint de Gesondheetsministère ass et drëms gaangen, fir mat der Beschränkung op d'Spideeler vu verschiddenen Apparater a Verfaren ze briechen an dës och kënnen am Beräich vun der Privatmedezinn am Extrahospitalier ze notzen.

Den Arrêt, dee geholl ginn ass, seet net, datt eng Limitatioun op d'Spideeler vun deieren Apparater an Ekipementer net konform zu der Constitutioun ass, mee e seet, datt dat net däerf iwwer Règlement grand-ducal gereegelt sinn an datt et besser argumentéiert muss sinn, virun allem, wat d'Proportionalitéit vun der Limitatioun ugeet. Dat maache mer haut mat dësem Projet de loi.

Ausserdeem gëtt den Asaz vun IRMen ausserhalb vun de Spideeler kloer gereegelt, andeems de Conventionnement mat engem Spidol virgeschriwwe gëtt. An de Santésministère huet en Argumentaire geliwwert, wisou d'Ubannung un d'Spideeler vun de schwéieren Apparater net nëmme gerechtfertegt, mee noutwendeg ass, fir de Fonctionnement vun eisem Gesondheetssystem weiderhin ze garantéieren.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 25. Abrëll 2023 Bedenken, wat d'Limitatioun vun der Notzung vu verschiddenen Ekipementer an Apparater op d'Spideeler ugeet an huet duerfir weider Explikatioune gefrot, fir dës besser ze argumentéieren. Falls dat net de Fall wär, wollt en d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel net ginn.

D'Regierung ass an hiren Amendementer dorobber agaang an huet opgewisen, datt et am Lëtzebuerger Gesondheetssystem, esou wéi en opgestallt ass, kontraproduktiv wär, besonnesch wat de sënnvollen Asaz vun ëffentleche Suen ugeet, awer och den effizienten Asaz vun techneschen a besonnesch mënschleche Ressourcen.

De Staatsrot huet dëst a sengem Avis complémentaire als Argument ugeholl a wäert deemno d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ginn, och wann en der Meenung ass, datt de Risiko vun enger Insécurité juridique weider besteet an datt d'Geriichter sech eventuell wäerten domadder musse befaassen.

Dir Dammen an Hären, den Aspekt IRM ass u sech just eng Nieweschauplaz vun dësem Projet de loi, och wann en an de leschte Jore quasi als Synonym fir de Virage ambulatoire duergestallt gouf an ëmmer erëm emotional héichgekacht ginn ass.

Ëm wat geet et also haaptsächlech an dësem Projet de loi? De Projet de loi definéiert de Kader, an deem verschidden Aktivitéiten an Zukunft kënnen ausserhalb vum Spidol ugebuede ginn, fir déi een haut nach muss an d'Spidol goen, fir esou d'Prise en charge vun de Patienten ze verbesseren, ouni awer de Lëtzebuerger Gesondheetssystem a Fro ze stellen, deen op Universalitéit, Gläichheet, Solidaritéit a Qualitéit opgebaut ass.

D'Aktivitéiten, déi betraff sinn, sinn déi, déi keng Spidolsbetter brauchen a kënnen a sougenannten „Antennen" ugebuede ginn. Dës Antenne kann ee sech éischter virstelle wéi eng méi grouss Dokteschpraxis, wou zum Beispill d'Dialys, d'Imagerie médicale, d'Hospitalisation de jour non chirurgicale oder ambulant Kriibstraitementer ugebuede kënne ginn.

Dës Antenne kënnen op Initiativ vum Spidol oder vun engem oder méi Dokteren oder Dokteschen initiéiert ginn. Déi eenzeg Konditioun ass, dass d'Partner e gemeinsamen Nenner fannen, fir d'Aktivitéit am Kader vun enger Konventioun tëscht Spidol an Dokteren ze organiséieren.

D'Konventioun, déi muss ënnerschriwwe ginn, gëtt vu verschiddene Säiten als Tutelle vun de Spideeler iwwert d'Praxissen ugesinn. déi gréng gesinn dat net esou.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Wann e private Cabinet wëllt an der Kollaboratioun mam Spidol

en Apparat installéieren, da gëtt just fir d'Notzung vun dësem Apparat eng Konventioun ënnereneen ausgeschafft, eng Konventioun, déi absolutt keng Influenz op de Fonctionnement vum Rescht vun der Praxis huet. Dat wëllt soen, datt en Dokter, deen an dëser Praxis aktiv ass an näischt mam Apparat oder Ekipement ze dinn huet, deen iwwert d'Konventioun gereegelt ass, och net vun dëser Konventioun impaktéiert ass. Deen ass domat absolutt net un d'Spidol gebonnen an huet eng total Liberté d'exercice.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | D'Ekipp, déi mam Apparat schafft, ass och just un dat gebonnen, wat an der Konventioun steet an net un dat, wat e Spidol hinne seet. Do ka souwuel d'Spidol wéi de Cabinet médical d'Mise à disposition vun de Geräter oder der Infrastruktur maachen. Vun Tutelle vun de Spideeler kann also net geschwat ginn.

Wat fir déi gréng awer och wichteg ass, ass, datt d'Gesondheetspersonal aus den Antennen, déi ënnert der Konventioun schaffen, sech un de Garde vun de Spideeler solle bedeelegen. Dat ass fir eis en zentrale Punkt, well dëst spezialiséiert Personal immens rar ass. Mir bilden der aktuell net genuch aus, wat e Problem ass, a rekrutéiere bis wäit iwwer eis Grenzen ewech.

D'Multiplikatioun vun den IRMen an anere Sitten däerf net derzou féieren, dass rodéiert Ekippen zersplittert ginn an eng fundamental Mission de santé publique wéi d'Garden net méi kann assuréiert gi wéinst enger Ofwanderung vu Personal.

Esou vill zu enger méi sachlecher Betruechtung vun dësem Projet de loi. Mee d'Diskussioun op der Place publique, déi de Virage ambulatoire ervirbruecht huet, war alles anescht wéi sachlech. Emotional héichgekacht ass den Dossier, well d'Waardezäit, fir eng IRM gemaach ze kréien, deelweis extreem laang war an dofir Drock entstanen ass aus dem Privatsecteur, fir och ausserhalb vun de Spideeler IRMen oder aner Ënnersichunge kënnen ze maachen.

(Interruption)

Mir sinn eis hei all eens: Déi Waardezäite waren ze laang! Mee do ass dergéintgeschafft ginn. Dobäi ass och ëmmer erëm opgeworf ginn, datt déi Leit, déi sech et leeschte kënnen, an d'Ausland ginn an déi, déi sech et net leeschte kënnen, mussen hei zu Lëtzebuerg laang waarden.

Laut dem Rapport „La réalisation des examens de l'imagerie par résonance magnétique au Luxembourg en 2019", deen 2022 erauskoum, sinn 0,3 % bis 0,9 % vun den Awunner an d'Ausland gaangen, fir eng IRM ze maachen. Dat ännert a Fonctioun vun de Kantoner, wou d'Leit wunnen.

Dës Zuel kann ee schwéierlech als Argument huelen, fir d'Ausso ze ënnermaueren: „Mir hu schonn eng Zwouklassemedezinn!", ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | ... déi vun de Verfechter vu méi Privatiséierung am Lëtzebuerger Gesondheetssystem gären an de Raum gehäit gëtt.

Mir hu keng Zwouklassemedezinn, mee e Problem vun der Offer a bestëmmte Beräicher. Dat sinn Erausfuerderungen, déi mer léise kënnen, wa mer déi richteg Mesüren huelen. An dat ass jo deelweis scho geschitt. Esou ass d'Unzuel vun den IRMen an de leschte Jore quasi verduebelt ginn, an domat sinn och d'Waardezäiten erofgaangen.

Zousätzlech gëtt och elo an engem Pilotprojet gekuckt, ob een d'Apparater net ka méi effizient notzen, andeems se och owes méi spéit a weekends kënne genotzt ginn. Dat ass iwwregens och agefouert ginn, deelweis op d'Interventioun vum Josée Lorsché a mir an enger Question parlementaire.

Ergänzend dozou muss awer och d'Verschreiwungspraxis iwwerwaacht ginn a reegelméisseg Rapport ofgeluecht ginn iwwert d'Unzuel vun den IRMen, déi gemaach ginn, de Verschreiwungsgrond an eng Analys iwwert déi medezinnesch Validitéit vun de Verschreiwungen, och eng Missioun, déi vum Observatoire national de la santé kéint iwwerholl ginn.

Natierlech muss een op dëser Plaz och déi allgemeng Diskussioun féieren: Wéi liberal kann, soll oder muss eng liberal Medezinn sinn? An d'Fro, ob kann eng total Libertéit an engem Beräich existéieren, deen ëffentlech finanzéiert gëtt, muss och erlaabt sinn. Ass et net awer esou, datt de Staat an deem Fall soll kënnen definéieren, wou ënner welleche Konditioune besonnesch Apparater an Infrastrukture mat groussem finanziellem Opwand a mat Asaz vun extreem rare spezialiséierten Aarbechtskräfte kënnen opgebaut a genotzt ginn?

Fir déi gréng ass et evident, datt och an engem liberale System eng Planifikatioun muss méiglech sinn, wann dëst am Sënn vun der Santé publique ass, zum Beispill fir ze evitéieren, datt onkontrolléiert esou Apparater aus dem Buedem spriissen an een herno d'ëffentlech Ausgaben net méi ënner Kontroll huet, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | ... oder fir dat Personal, dat do ass a wou elo schonn eng Penurie besteet, effizient anzesetzen. Eng ongereegelt Multiplikatioun vun de Sitten erlaabt dëst net.

Am Kontext vum Exercice de la médecine vu Liberté de commerce et de l'industrie ze schwätzen, ...

Une voix | Genau!

M. Marc Hansen (déi gréng) | ... wéi d'Autorité de la concurrence dat mécht a wéi den Här Wiseler et och gesot huet, kënnen déi gréng just mat Erstaunen aktéieren. Mir hoffen awer, datt weeder d'Dokteren nach iergendeen heibannen der Meenung ass, datt den Exercice de la médecine e Commerce soll sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Genau dat gëllt et fir eis ze evitéieren. Kee wëllt eng total Liberalisatioun vum Gesondheetssecteur, wéi en zu Esch schonn an de Startbléck steet, ...

Une voix | Genausou!

M. Marc Hansen (déi gréng) | ... wou en Investmentfong wëllt an eng Praxis investéieren, wou een och kann IRMe maachen a wou d'Lokaler u verschidden Doktere verlount ginn, stonneweis, jo, Dir hutt richteg héieren, stonneweis. An dann? Jo, an da sinn déi Dokteren net méi am Land, well oft komme se aus dem Ausland an domat ass d'Continuité des soins vun de Patienten absolutt net méi garantéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Dat kléngt no Medezinn no ekonomesche Krittären an net no Aarbecht am Respekt vun der Santé publique. D'Renditt däerf net virun d'Gesondheet vun eiser Populatioun gestallt ginn. Duerfir sinn déi gréng der Meenung, datt beim Projet de loi 8013, wou et de Gesondheetsberuffer soll erméiglecht ginn, sech an enger Gesellschaft ze regruppéieren, onbedéngt muss evitéiert ginn, datt et a Richtung Finanzialiséierung vum Gesondheetssystem geet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Dir Dammen an Hären, fir déi gréng sinn dat alles fondéiert Grënn, fir am Beräich vun den Apparater an Ekipementer, déi iwwer 250.000 Euro kaschten an déi mat ëffentleche Gelder finanzéiert ginn, eng Planifikatioun a Fonctioun vun de Besoinen ze maachen. Dat wëllt soen, datt der sollen esou vill do sinn, datt et keng laang Waardezäite gëtt fir bäizekommen. Gläichzäiteg brauch et awer och net méi Apparater, wéi de Besoin et néideg mécht.

Duerfir si mer der Meenung, datt ee permanent soll de Besoin analyséieren an dann d'Unzuel vun den Apparater upassen. Wann der solle bäikommen, solle se dann och geografesch do implantéiert ginn, wou se am meeschte gebraucht ginn.

Mir hunn ëmmer erëm drop insistéiert, datt d'Besoinen um Terrain reegelméisseg iwwert de Wee vun enger Carte sanitaire extrahospitalière sollen analyséiert ginn, fir kontinuéierlech dës Apparater an Ekipementer unzepassen. An et ass jo och elo virgesinn, datt den Observatoire national de la santé dat soll maachen.

Et gëtt eng anstänneg Planifikatioun gebraucht. Dat ass net ze verwiessele mat Planwirtschaft, esou wéi dat vu ville Säiten ze héieren ass. Hei geet et drëm, Previsibilitéit ze schafen an ëffentlech Suen en bon père de famille respektiv en bonne mère de famille ze geréieren. Et geet och drëms, eng Dispersioun vun den techneschen Ekipementer ze evitéieren an domat keng effizient Notzung méi kënnen ze garantéieren, mee besonnesch awer och d'Dispersioun vum Personal ze evitéieren, wou mer schonn eng Penurie hunn, besonnesch beim spezialiséierte Personal, dat fir esou Apparater néideg ass.

Här President, mat dësem Projet de loi schafe mer Kloerheet an engem Beräich, dee wärend vill ze ville Jore fir vill Diskussiounen, Sträit an Onzefriddenheet am Secteur gesuergt huet. Endlech hu mer de Wee aus dem rechtlechen Niemandsland erausfonnt a beweegen eis elo erëm op engem reglementéierten Terrain.

Ausserdeem, och wann et vill ze laang gedauert huet, brénge mer domat awer eng méi flexibel Offer fir de Patient an Aklang mat de Wënsch vun den Dokteren um Terrain an den Imperative vun der Santé publique.

Et muss een awer och feststellen, datt dëse Projet de loi net all Problem um Terrain léist an och net jiddereen zefriddegestallt ass. Dat gesäit een un den Diskussiounen, déi weider gefouert ginn.

Och de Staatsrot seet, datt de Risiko besteet, datt d'Geriichter sech wäerte mat de Konsequenze vum Text, dee mer haut diskutéieren, befaassen, fir ze erklären, ob dësen Text d'Liberté d'exercice vun den Dokteren als Profession libérale aschränkt oder ob de Staat d'Recht huet, an engem mat ëffentleche Gelder finanzéierte System eng Planifikatioun op d'Been ze stellen, fir d'Ausgaben ze encadréieren. Do huet mat dësem Projet de loi e politesche Choix misse geholl ginn, hannert deem déi gréng Fraktioun steet.

D'Erausfuerderunge bleiwen awer och nom Vott vun dësem Projet de loi bestoen. Kuckt een d'Entwécklung zu Lëtzebuerg a besonnesch och am Ausland, besteet weiderhi Besoin, fir de Virage ambulatoire weiderzedreiwen. Fir déi gréng ass et kloer, datt de Finanzement vu Gemeinschaftspraxisse muss esou opgestallt ginn, datt de Spidolssecteur net defavoriséiert gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | D'Spideeler sinn d'Réckgrat vun der Santé publique a musse 24/24

Stonnen a 7/7 Deeg de Parcours du patient garantéieren.

De Patient däerf och net duerch méi Privatiséierung méi belaascht ginn. Et muss evitéiert ginn, datt e Patient mat Zousazversécherung méi schnell e Rendez-vous kritt wéi de Patient ouni.

Nieft dem Risiko vun enger wierklecher Zwouklassemedezinn besteet och de Risiko vu Konkurrenzkampf tëscht de verschiddenen Exploitantë vun Ekipementer an Apparater, wat zu engem finanziellen Drock, fir den Apparat ze rentabiliséieren, ka féieren. De Problem vun den net justifizéierten IRM-Verschreiwungen oder aneren Akte géif heiduerch an d'Luucht goen. Et mussen duerfir och kloer Krittären definéiert ginn, wat d'Utilisatioun an d'Kontroll vun den Apparater betrëfft a wat déi néideg Qualifikatioun, Unzuel a Remuneratioun vum Personal ugeet, dat dës Apparater handhaabt.

Kuckt een dëse Projet zesumme mam Projet de loi 8013 iwwert d'Gesellschafte fir d'Gesondheetsberuffer, gesäit een, datt u sech e grousse Schrëtt a Richtung Ambulatoire gemaach gëtt, och wa fir déi méi deier Apparater an Ekipementer eng Planifikatioun bestoe bleift, déi de Wildwuchs soll evitéieren an d'Kontroll vun den Depensë vun den ëffentleche Sue soll weider erméiglechen.

Fir eis ass et fundamental, dass déi nei Strukture sech an der Verantwortung gesinn, un der Mission de santé publique deelzehuelen. Mir brauchen an éischter Linn eng Stäerkung vun der Éischtversuergung, eng Qualité de service, déi an den ambulanten Antenne muss um Spidolsniveau leien, an e System vu Garden, dee funktiounsfäeg bleift, ouni dass d'Aarbechtsbedingunge vum Personal, datt dës Garden assuréiert, negativ impaktéiert ginn.

Eng aner wichteg Fro, déi fir eis nach net zefriddestellend gekläert ass, ass d'Fro vun de Kollektivverträg aus dem Spidolssecteur a wéi déi sech an den ambulanten Antenne wäerten applizéieren, net nëmmen an deem Beräich, deen iwwert d'Konventioune gereegelt gëtt.

D'Gewerkschafte wäerten hei och genau kucken, datt iwwert de Wee vum „out of hospital" de Spidolskollektivvertrag net wäert ënnergruewe ginn an esou eng Concurrence déloyale par rapport zum Spidolssecteur kéint entstoen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, a mir droe selbstverständlech och d'Motioun, déi vun der Madamm Hartmann deposéiert ginn ass, mat. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken e Merci dem Här Mars Di Bartolomeo fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

An deene leschte Joren ass eis nees bewosst ginn, wéi wichteg de Gesondheetssystem ass.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Wa mer eis awer haut besonnesch mat deem Secteur wëlle beschäftegen, dann ass et, well dee Secteur leider mat ville Problemer befaasst oder geplot ass, trotz der Qualitéit an dem onermiddlechen Asaz vu senge Leit, déi eng exzellent Aarbecht leeschten.

Mir hunn et hei mat Problemer ze dinn, déi net dem Gesondheetssecteur selwer seng Schold sinn, mee déi meeschtens vun der Politick verschëlt sinn, dat wëllt soen, vun uewen erof, vun enger Politick, déi net Schrack mat den Erausfuerderungen hält, vun enger Politick, déi keng oder falsch Decisiounen hëlt, a vun enger Politick, déi u vereelzte Rezepter festhält, amplaz sech Léisungen opzemaache fir muer.

D'Patiente kennen déi Problemer, d'Leit aus dem Secteur kenne se och. An awer geschitt näischt. Fir d'ADR ass deen Zoustand inakzeptabel.

D'Leit fäerten hautzedaags reegelrecht, fir krank ze ginn, speziell an Zäite wéi nuets oder de Weekend. Ech kéint elo meng Riedezäit notzen, fir all dës Erfarungen, déi ons matgedeelt goufen, hei duerzeleeën. Do gëtt et der leider vill ze vill. Mir maachen dat net. Mee datt eppes am Gesondheetswiesen net stëmmt, gesi mer och an deene véier Petitiounen, déi kierzlech hei an der Chamber diskutéiert goufen.

Dëse Gesetzesprojet bréngt eng Rei vun Inkohärenze mat sech. D'Approche vum Projet ass vu renger Planwirtschaft, déi näischt mat der Realitéit vum Marché, also vun der Offer an der Demande, ze dinn huet. Mir liesen am Projet ënner anerem, datt déi sougenannt „équipements lourds", déi an der Annex 3 opgelëscht sinn, zum Beispill IRM oder Mammografie, just fir de Milieu hospitalier reservéiert sinn. Dës Lëscht, also d'Annex 3, „sera opposable aux médecins qui ne peuvent donc pas installer et exploiter à leur compte les appareils réservés au milieu hospitalier". Do sinn och d'Apparater mat Prise en charge vun iwwer 250.000 Euro betraff.

Mir sinn also an enger Approche vun enger Planwirtschaft, déi d'Offer vum Gesondheetswiesen net ausbaut. D'Doktere si Fachleit am Zentrum vum Gesondheetssystem, déi eng Fräiheet brauchen, fir de Beruff kënne korrekt auszeüben. Déi sougenannt „liberté d'exercice" ass also essenziell, fir de Patienten eng Offer a Leeschtunge konform an am Aklang mam medezinnesche Fortschrëtt ze offréieren.

D'Ausübe vun engem liberale Beruff ass an der Verfassung garantéiert, ausser fir Restriktiounen, déi vum Gesetz virgesi sinn.

Eng Restriktioun vum liberale Beruff duerch e Gesetz muss ëmmer d'Krittäre vun der Proportionalitéit respekéieren a si muss och passend zu de proposéierten Zwecker sinn. Et gëtt aktuell vill Problemer am Gesondheetssystem. Trotz den Ukënnegunge gëtt d'ambulant Behandlung net favoriséiert, d'spezialiséiert Medezinn bleift weesentlech konzentréiert an de Spideeler, de Secteur extrahospitalier vun der allgemenger Medezinn an och d'Spezialmedezinn bleift ënnerfinanzéiert. D'Spidolsinfrastruktur ass gréisstendeels net adequat fir eng operationell ambulant Behandlung an der Medezinn.

D'Finanzéierung an d'Erneierung vun den Apparater sinn net méi de Besoine vun der moderner Medezinn ugepasst. Aus all deene Grënn ass een Zougang zu enger Qualitéitsversuergung net méi garantéiert bannent den Delaien, déi als akzeptabel ugesi kënne ginn.

De Gesetzesprojet a senger aktueller Form verhënnert net, datt d'Patiente sech kënnen an d'Ausland ofsetzen, well se do méi schnell hir Diagnos gemaach kréien. An domadder si mer dann, wéi virdru gesot, bei enger Zwouklassemedezinn.

D'AMMD weist zu Recht drop hin, datt si bei dësem Gesetzesprojet net mat agebonne gouf. Och dat bedauere mer. Domadder war dann och kee wierklechen Argumentenaustosch …

M. Fernand Etgen, Président | Här Engelen, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, ech hat dem Här Kersch schonn eng Kéier gesot: Meng Riedezäit ass begrenzt an ech hunn elo keng Loscht, fir dorobber ze äntweren.

(Interruptions)

Ech maachen elo mol mäint an duerno kënne mer dann driwwer diskutéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Da fuert emol weider.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. D'AMMD weist zu Recht drop hin, datt dëse Gesetzesprojet net mat hinnen diskutéiert ginn ass. Dowéinst gouf et och kee wierklechen Argumentenaustosch, fir déi bescht Léisung ze fannen. Dëse Gesetzesprojet ass de perfekte Beweis, datt den Dialog nach ëmmer kee Leitmotiv ass an der Gesondheetspolitick. D'Auteure setzen hir Iddien einfach duerch. Dat ass da warscheinlech fir si méi einfach. Déi initial Iddi vum Gesondheetsdësch gëtt dofir an eng Alibiorganisatioun ëmgewandelt.

D'Logik vun der Staatsplanung, déi versot huet, gëtt zu Onrecht erhale fir angeeblech Argumenter vu Käschtekontroll op där enger Säit an aus Grënn vu politescher Kontroll op där anerer Säit. Tatsächlech entscheet de Gesondheetsminister oder -ministerin schlussendlech aleng iwwert d'Allocatioun vu weesentleche finanzielle Ressourcen.

Zesummegefaasst muss ee feststellen, datt de Gesetzesprojet d'Zil huet, eng Politiséierung am Beräich vun der Gesondheet ze veréiwegen, datt d'Dokteren an och aner Gesondheetsspezialiste bewosst ausgegrenzt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Esou eng Politick ignoréiert déi séier verännert reell Bedierfnisser vun de Bierger, déi net gehéiert ginn an och keen Afloss op d'Decisiounen huele kënnen.

Als Nächst ass et absurd, datt de Gesetzesprojet virgesäit, datt dës zousätzlech Sitten eenzeg an aleng duerch d'Spideeler bedriwwe ginn. D'Fro ass och, firwat dës ambulant Strukture mat getrenntem Patientestroum a vereinfachter Organisatioun net kënne vun Doktere geréiert ginn. Dëst ass eng aner inakzeptabel Restriktioun vum liberale Beruff. Dëst ass wierklech e weidere Schued fir déi gesond Entwécklung vum Beruff an e weideren Nodeel fir d'Patienten.

Här President, dëse Gesetzesprojet féiert zu weidere Restriktioune vun de fundamentale Fräiheete vu bestëmmte medezinnesche Beruffer. Tatsächlech geet et drëms, fir weiderhin den Zougang an d'Notzung vun der Ausrüstung ze beschränken, fir d'Käschten ze plangen an ze kontrolléieren. D'Benotzung vun IRMen exklusiv op d'Spideeler oder Annexen ze beschränken, ass e Monopol an eng Aschränkung vum liberale Beruff, obwuel jo esou vill Patienten dréngend op dës Apparaturen ugewise sinn an d'Waardezäiten heiansdo méintelaang sinn. Eis Fro ass follgend: Wéi wëllt Dir dat mat enger Offer vu Qualitéitsfleeg an Aklang bréngen? D'Generaliste sinn alarméiert, datt si just limitéierten Zougang zu fristgerechte Rendez-vouse fir hir Patiente mat dréngende Problemer hunn.

Wat d'Finanzen ugeet, war d'Cour des comptes ganz kritesch an engem vun hire Berichter, speziell am Joer 2019, déi si publizéiert huet.

En anere Fakt, deen ëmmer bemierkbar gëtt, ass dee vum Spidolsmanagement, deen ëmmer méi bürokratesch an domadder och deels méi verschwenderesch gëtt.

Et gëtt vill juristesch Onkloerheeten. De Gesetzesprojet iwwert de sougenannte „Virage ambulatoire"

ass ënner Panik entstanen an e soll elo an der Urgence gestëmmt ginn. Déi juristesch Onkloerheete betreffe virun allem de Prinzipp, dass verschidden Apparater an Ekipementer just fir de Milieu hospitalier reservéiert sinn an esou net kënne vun Dokteren an hire Cabinete benotzt ginn. Dëst ass eng fundamental Aschränkung vun engem fräie Beruff.

An de Staatsrot seet et ausdrécklech a sengem Avis, an trotzdeem hält d'Regierung un deem Text fest, wëssend, datt en eigentlech net konform zur Verfassung ass. De Staatsrot gëtt déi ganz Argumentatioun a sengem Avis. D'Konsequenzen, déi dat fir de Gesondheetssystem a fir de Staat hätt, si valabel Grënn, fir den Text iwwert d'Dezentraliséierung vun de medezinnesche Servicer net ze stëmmen, wat mer och maachen.

Et muss een och feststellen, datt déi Gesondheetspolitick vun de leschte Joren ... an do muss ech den Här Wiseler korrigéieren, net nëmmen déi lescht zéng Joer, mee ech mengen, et ass scho méi wäit hier, wou dat ass.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | An ech mengen, en huet dat ..., mee do ware si warscheinlech mat an der Koalitioun, dofir huet en dat ausgeklamert. Mee wann een objektiv kuckt, muss een dat scho méi laangfristeg kucken.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Mir wäerten dëst Gesetz natierlech net stëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Elo kréie mer awer nach d'Geleeënheet, fir ze weisen, datt Dialog e Leitmotiv fir Iech an der Gesondheetspolitick ass, well den Här Kersch wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dialog, awer net Poleemik!

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, et ass och absolutt keng Poleemik. Am Géigendeel: Et ass wierklech eng seriö Fro. Et geet ëm d'Definitioun vun deem, wat d'Zwouklassemedezinn ass. Ech muss Iech soen, ech hu manner Problemer domadder, dass et Leit gëtt, déi mengen, si géifen am Ausland bezuelen a se géifen dofir e Service kréien, dee se vermeintlech hei zu Lëtzebuerg net kréien.

Mee fir mech – an ech mengen, dass mer eis do guer net esou wäit aus de Féiss sinn – besteet d'Zwouklassemedezinn éischter doranner, dass et Leit gëtt, déi mengen, se géife sech eng Zousazversécherung zur Lëtzebuerger Sozialversécherung bezuelen a se géifen doduerjer e privilegéierten Zougang kréien an enger liberaliséierter Lëtzebuerger Medezinn. An ech mengen, dat ass déi Zwouklassemedezinn, déi mir wëlle verhënneren. An ech ginn dervun aus, dass dat bei Iech net aneschters ass. Jiddefalls hunn ech Iech esou verstanen, wéi Der Iech virdrun ausgedréckt hutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dat ass Är Versioun. Mir gesinn et aus der Siicht vum Patient. An de Patient, wann e sech et ka leeschten, da geet en an d'Ausland. Ech wunne jo zu Tratten, dat wësst Der alleguerten. Mee mir kréie méi séier e Rendez-vous zu Sankt Vith oder och nach zu Tréier. Da fuere mir dohinner an da komme mir erëm. An ech mengen, do hu mer jo schonn den Zwouklassesystem. Wann ech mer dat ka leeschten, well ech muss jo déi Sue virstrecken, ech kréie se duerno erëm, dat ass an der Rei, mee am anere Fall ... Ech mengen, dat ass dat, wat mir mat Zwouklassesystem mengen an näischt aneres.

Här Kersch, merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Da komme mer elo ...

M. Dan Kersch (LSAP) | An d'Keessepatiente kommen op Lëtzebuerg!

M. Fernand Etgen, Président | ... bei den nächsten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, fir d'éischt emol dem Här Rapporter e grousse Merci fir säi komplette Rapport. Jo, an de leschte Méint a Wochen ass dëst Gesetz ëmmer erëm an der Ëffentlechkeet als „Virage ambulatoire" bezeechent ginn. Dat ass et awer net an eisen Aen. Dat hei ass kee Gesetz, dat e generelle Virage ambulatoire vum Spidolswiese reglementéiert. Et geet just ëm eng Verlagerung vu spezifesche Prestatiounen a supplementär Spidolssitten an Antennen ausserhalb vum zentrale Spidol, also de facto eng Dezentraliséierung vu verschiddene Spidolsaktivitéiten.

Här President, de Virage ambulatoire ass scho méi laang ënnerwee, an dat ouni weider gesetzlech Upassungen. Effektiv, spéitstens zënter 2019 an der Decisioun vum Verwaltungsgeriicht, spéitstens do hätt misse geschalt ginn an d'Reglementatioun verschäerft ginn, fir ze verhënneren, dass nach aner Leit vun dëser Jurisprudenz profitéieren. An natierlech huet et net laang gedauert, bis d'Affär um Dësch loung mam IRM an engem Centre médical um Potaschbierg, dee jo ouni Autorisatioun vum Ministère installéiert gouf a mat private Gelder finanzéiert war. Mir hunn deemools relativ vill an der Chamber doriwwer geschwat.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet ass zumindest emol eng gesetzlech Basis geschaf, déi kloer Limitatioune vun der Unzuel un Apparater pro Spidol a Spidolsstruktur ugëtt. Dës Apparater dierfen och just am Spidolskader exploitéiert ginn. Mir begréissen dat, well dem Business mat den IRMe musse Grenze gesat ginn.

Här President, mir hu vollt Verständnis dofir, dass ee gestresst a besuergt ass, wann een ze laang op e Rendez-vous bei engem IRM-Scan waarde muss. Mir wëssen och, dass den Osten net genuch couvréiert ass, wat Gesondheetsservicer ubelaangt. Mir wëllen awer och drun erënneren, dass Lëtzebuerg dat Land an Europa ass, dat déi meeschten IRMe pro Awunner huet. Am Verglach zu Däitschland huet Lëtzebuerg 50-mol méi IRM-Apparater pro ratio Awunner. Dat schreift d'CSL an hirem Avis. Dat ass eng zimmlech impressionant Zuel. Dat heescht an Zuelen ausgedréckt: Lëtzebuerg huet 12 IRMe fir 600.000 Awunner an Däitschland 35 IRMe fir 83 Milliounen Awunner. Esou hu mer et aus dem Avis vun der CSL erausgelies. Dat sinn awer impressionant Zuelen.

Här President, komescherweis si rezenten Donnéeën no trotz méi IRM-Apparater d'Waardezäiten net drastesch erofgaang, fir e Rendez-vous ze kréien – souwäit ech weess 20 %. Dat ass an eisen Aen awer elo net enorm, fir dass ech ... Mir hunn elo just virdrun héieren, datt hei an deene leschten zwee Joer duebel esou vill IRMen do sinn, soudass mir eis d'Fro stellen, wéi sënnvoll déi nei Acquisitioune sinn a wéi vill vun de Preskriptioune fir en IRM dann iwwerhaapt néideg sinn.

D'Remboursementer vun der Krankekeess baséiere jo um Prinzipp vum „utile et nécessaire". Fir ze verhënneren, dass déi sëlleg schwéier deier Apparater de Budget vun der Krankekeess sprengen, misst eventuell kontrolléiert ginn, ob d'Dokteren dëse Prinzipp dann och wierklech respektéieren oder ob net awer zum Deel eng reng Profittlogik priméiert, déi d'Onwësse vum Patient awer och zum Deel da vläicht ausnotzt.

Här President, et feelt eis un Informatiounen an un objektiven Donnéeën, déi kënne begrënnen, firwat da just véier prezis medezinnesch Beräicher ambulant am Kader vun neien dezentrale Spidolssitte sollen ugebuede ginn. Beim IRM hu mer jo schonn d'Froen opgeworf vun der Necessitéit par rapport zum eigentlechen eventuelle Besoin beim Patient. Fir eis ass och net ganz kloer, firwat genee d'Dialys, d'Onkologie an d'Hospitalisation de jour sollen ausserhalb vum zentrale Spidol ugebuede ginn.

Jo, mir wëssen, dass d'Zuel u Behandlungen an deene Beräicher effektiv steeteg wiisst. Déi Zuele stinn och am Exposé des motifs vum Gesetz a sinn och an der Carte sanitaire nozeliesen. Mee mir wëssen och, dass Ëmweltverschmotzung, Tabagismus, Alkoholismus an anert gesondheetsschiedlecht Konsumverhalen zu ëmmer méi Obesitéit bei der Populatioun an och zum Kriibsrisiko bäidréit. Mir wëssen, dass doduerch ëmmer méi Leit op eng Dialys an op Chimiotherapien an esou weider ugewise sinn. Dass Leit, déi an eng Dialys oder eng Chimio musse goen, net esou mobill sinn, dat wësse mer, an doduerjer mécht et och Sënn, dass dës Prestatiounen effektiv méi no bei de Leit ugesidelt ginn. Dat kann een novollzéien.

Trotzdeem fanne mir et bedenklech, dass grad wéinst der Entwécklung vun dëse Pathologien, déi ëmwelt- a konsumbedéngt sinn, net verstäerkt an d'Preventioun an den Zougang zu primäre Gesondheetsservicer zu Lëtzebuerg investéiert gëtt. Mir haten do déi eng oder aner Debatt och iwwer Ëmweltmedezinn, wou mer ganz vill iwwer Preventioun geschwat hunn. Do kann een u ganz aner Saachen denken, wéi zum Beispill Ernärung, méi biologesch Ernärung an de Kantinnen, Ëmweltbelaaschtung erofdrécken duerch en Erofdrécke vun den CO_2-Ausstéiss zum Beispill, duerch eng allgemeng Reduzéierung vun der Vitess an de Stied an Dierfer. Do si mer bei ganz aneren Theemen, mee voilà, do si mer an der Preventioun, an enger ..., wat mir wierklech Preventioun nennen, vun esou Krankheeten, déi awer wierklech immens wuessen an eise Länner.

Här President, et gëtt dann och en neie Finanzéierungssystem hei agefouert, dee forfaitaire ass. Mir sinn do ganz skeptesch a gesinn doran eng Ouverture fir déi faméis Tarification à l'activité, déi sech hannert der Ausso „instauration d'une modalité de collaboration et de financement plus flexibles à l'activité ciblée sur les soins ambulatoires" verstoppt. Esou eng Finanzéierungsmethod huet a Frankräich zu enger enormer Konkurrenz téscht de Spideeler an enger geckeger Kompetitioun gefouert. Wie méi Aktivitéiten do ubitt, méi Prestatioune brummt, dee kritt méi vum Staat. Dës Fließbandlogik huet an eisem Nopeschland zu enger Degradatioun vun der Qualitéit an dem Burnout vum Gesondheetspersonal gefouert. Et ass ze hoffen, dass mer zu Lëtzebuerg net op dee Wee wäerte goen.

Här President, d'Budgetiséierung vun den ambulatoirë Prestatiounen a Sitte verleeft dem Gesetz no ausserhalb vun der Enveloppe budgétaire vun de Spideeler. Dat geet an eisen Aen an déi falsch Richtung a féiert zu nach méi Intransparenz a Manktum u Kontroll vum Budget, dee fir de Fonctionnement vun de Spideeler virgesinn ass.

Mir bedaueren och e Manktum u Prezisiounen iwwert d'Personal an d'Aarbechtskonditiounen. D'Gesetz gesäit e spezielle Kontrakt mat de liberalen Doktere vir, e „contrat-type de collaboration", deen d'Kollaboratioun tëscht dem Spidol an de liberalen Dokteren an deenen ambulanten Zentere soll reegelen. Wéi genee dee soll ausgesinn, wësse mir awer net. Mir fäerten, dass dëse Flou am Gesetz ausgenotzt kéint ginn, fir komesch Arrangementer ze maachen, déi op d'Käschte vun de Salariéen ënnert dem Gesondheetspersonal kéinte goen.

Fir eis mussen d'Aarbechtskonditioune fir d'Personal an deenen ambulatoirë Sitten och op engem gemeinsamen Nenner ugepasst ginn, an dat geet an eisen Aen am beschten, wann d'Personal ausschliisslech aus Salariéë besteet. Dat ass awer net esou am Projet de loi virgesinn.

D'CSL weist dann och an hirem Avis op e gewaltege Widdersproch vun der Ausrichtung vun der Gesondheetspolitick hin, deen dëse Projet de loi ervirsträicht. Engersäits setzt dëst Gesetz jo kloer Limitten a Konditiounen, wat d'Acquisitioun vun den deieren, schwéieren, technesch komplexen Apparater an Ekipementer ubelaangt, wat mer, wéi gesot, begréissen. Dat mam Zil, dass verhënnert soll ginn, dass privat Cabineten a Gesondheetszentere Profitt aus der Exploitatioun vun dësen Apparater schloen, virun allem op d'Käschte vun eiser Gesondheetskeess. Esou eng Privatiséierung vun Apparater, déi bis elo just am Spidolskader kënne genotzt ginn, géif eng seriö Konkurrenz fir d'ëffentlecht Spidol bedeiten an zu enger Ausbluddung vun de Spidolsfinanze féiere kënne.

Opgrond dovunner ass et fir eis onverständlech, dass en anere Gesetzesprojet um Instanzewee ass, iwwert deen och haut scho geschwat ginn ass, deen d'Dier fir d'Grënnung vu privaten Dokteschgesellschaften opmécht, liberale Cabineten, déi mat private Gelder vun auslännesche Firme finanzéiert kënne ginn. Falls dat Gesetz vun den Dokteschgesellschafte sollt duerchgoen – dat ka jo dann awer no de Wale sinn –, da musse mer eis seriö Gedanke maachen, wéi eis Spideeler a Spidolsantennen dës Mise en concurrence déloyale kënnen iwwerliewen. Mir maachen eis also do Suergen driwwer.

Här President, bei dësem Projet de loi stellt sech och d'Fro, wouhi sech eise Gesondheetssystem orientéiere soll. Ganz éierlech gesot: Mir hunn zu Lëtzebuerg an eisen Ae kee kloert Konzept. Eise Gesondheetssystem ass e wéineg schizophreen – wann ech esou soen däerf. En ass weeder 100%eg ëffentlech nach 100%eg liberaliséiert. D'Gesondheetspolitick zeechent sech aus duerch net ëmmer glécklech Kompromësser mat liberalen Dokteschvertriedungen an d'Gouvernance vun eise Spideeler ass e bëssel-chen en Duerjerneen aus ëffentlecher Medezinn an Neomanagement. Jidderee kritt e bëssen, mee keen ass wierklech zefridden. D'Salariatsdoktere sinn et net wierklech, d'liberal Dokteren net, d'Infirmieren an d'Aide-soignanten och net, d'Hiewannen och net an d'Patienten och net.

De Personalschlëssel awer vum Gesondheetspersonal entsprécht absolutt net méi der Realitéit vum Ausmooss vun der Aarbecht an der Kadenz, déi hei muss assuréiert ginn, an do muss an eisen Ae wierklech nogebessert ginn.

(Brouhaha)

Här President, fir déi Lénk ass deen eenzegen …

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, et wier gutt, wann et e bësse méi roueg wier heibannen!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Fir déi Lénk ass den eenzegen Auswee aus dësem Widdersproch, dass mer en 100%eg ëffentleche Gesondheetssystem an d'Ausweite vun der Salariatsmedezinn behalen an eeben och hunn. déi Lénk wëllen net riskéieren, dass mat dësem Gesetzesprojet, zesumme mat deem zu den Dokteschgesellschaften, deen ënnerwee ass, awer op eemol Profitt iwwert dem Liewen an der Gesondheet an dem Wuelbefanne vum Patient géif stoen. Dofir enthale mir eis bei dësem Gesetz.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Piraten ass déi heite Gesetzespropos (veuillez lire: deen heite Gesetzesprojet) ganz kritesch ze gesinn – ganz zur Onzefriddenheet vun den Dokteren a wuel och vu ganz ville Patient/innen. D'Iddi, eng Rei Servicer ausserhalb vun engem Spidol unzebidden, dat ass jo eigentlech begréissenswäert an dat hu mer och schonn heibannen e puermol diskutéiert – an net nëmme begréissenswäert, souguer iwwerfälleg!

Am Moment gi vill Servicer just an de Spideeler ugebueden. Bei enger ganz héijer Demande, ze ville Patient/innen, déi op dës Servicer ugewise sinn, jo, da muss eppes geschéien. Ech géif soen, et muss souguer dréngend eppes geschéien, well mir kënnen net weider dobäi nokucken, wéi d'Waardelëschte fir Rendez-vousen ëmmer nëmme méi laang ginn, mer keen nationalen Tracking vun deene Rendez-vousen hunn. A jiddereen heibanne kennt deen een oder anere Fall aus eegener Erfarung, wou ganz laang op Rendezvouse fir Diagnosticken huet misse gewaart ginn.

Also esou wäit, wann een den Exposé des motifs liest, si mer mam Constat averstanen. Sou wäit si mer och domat averstanen, datt ee misst an den Extrahospitalier goen. Mee da si mer awer och schonn um Enn mat deene Punkten, wou mer averstane sinn, well hei gëtt fir eis de falsche Wee ageschloen. Et gëtt eng falsch Politick weidergefouert. Eng Politick aus deene leschte Joerzéngte gëtt net nëmme weidergefouert, se gëtt souguer fir d'Zukunft zementéiert, jo, et kéint ee bal soe promouvéiert, an an där blanner Torschlusspanik gëtt hei e Projet elo duerchgebeetscht, dee fir déi nächst Joren déi Politick fest verankert an et de Successeuren nach méi schwéier mécht, eng nei, jo, eng besser Santéspolitick ze maachen – de Fall gesat, et kënnt zu engem Wiessel vun der Partei, déi de Santésminister stellt.

Fänke mer bei den Antennen an der Lëscht vun de Geräter un. D'Unzuel vun Antennen, déi pro Spidol méiglech sinn, gëtt an dësem Gesetz festgeluecht, genau wéi d'Unzuel u spezifesche Geräter. Dat ass fir eis Piraten aus enger ganzer Rëtsch Grënn falsch.

Mat der Unzuel un Antenne pro Spidol oder de Geräter pro Antenn wäerten dës éischtens net magescherweis wéi Champignonen aus dem Buedem wuessen, och dann net, wann de Staat se mat 80 % vun de Käschten iwwerhélt. A mir setzen natierlech och fest Zuelen elo an e Gesetz a soen domadder explizitt: „Mir plange viraus." A virdrun ass allkéiers, wann hei ee vu menge Virriedner „Plangwirtschaft" gesot huet, eng gewëssen Energie op der Säit vun der LSAP hei opkomm. Mee mir plangen heimadder, wéi vill Antennen e Spidol däerf hunn, wéi vill Geräter däerfen zu Lëtzebuerg exercéiert sinn (veuillez lire: exploitéiert ginn). Wann dat net d'Definitioun vu Plangwirtschaft ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da weess ech net méi, wat méi plange soll sinn. Ben, mir kéinten nach soen, wou genau se mussen hikommen a wien herno nach déi genau Autorisatioun kritt. Ech mengen, da wäre mer net emol méi an der Plangwirtschaft, da wäre mer an eppes nach méi Radikalem.

E Punkt, op deen ech dann awer och nach wëll agoen, dat ass deen, datt am Text dovunner geschwat gëtt, datt d'Spideeler d'Land scho relativ gutt ofdecke géifen an datt een dat duerch d'Antenne verbessere géif.

Bon, ech mengen, wann ech do awer da mat de Leit aus dem Norden an aus dem Oste schwätzen, kritt een awer en anert Gefill. Déi soen: „Mir fillen eis elo net esou super ofgedeckt hei an eiser Regioun." An do huet een natierlech Diskussiounen, déi am Oste waren elo bekannt, mee och am Norden, wann een iwwert d'Maternité schwätzt, wann een iwwert d'Kardiologe schwätzt. Do goufen natierlech zwëschenzäitlech zum Deel Léisunge fonnt, mee ze behaapten am Gesetz, se wäre scho gutt ofgedeckt an et wär just nach ze verbesseren, dat, mengen ech, deelen d'Leit an deene Regiounen net. An dorunner dierften dann och d'Antennen, falls se da sollte kommen, sécher net vill änneren, well och do mussen d'Spideeler gezwongenermoossen no hire Moyene kucken an net als Eischt nom Interêt vun de Regiounen, mee se musse kucken: Wou fannen ech iwwerhaapt e Gebai? Wou kann ech dat opbauen? Wéi kann ech dat mat Leit och besetzen?

A vu datt dat heite jo an engem Gesetz geplangt ass, huele mer eis domadder d'Méiglechkeet, adequat a séier op de Wuesstum vun der Bevëlkerung ze reagéieren, well allkéiers, wa mer an Zukunft eppes heidru wëllen änneren, musse mer e Gesetz maachen, mat alle Prozeduren, déi dat mat sech bréngt. Och dat hätt een an eisen Ae kënnen anescht maachen, …

(Interruption)

… well wann een haut dann déi Plangwirtschaft, déi mer elo zementéieren, hélt, ma dann huet déi an deene leschte Joren awer derzou gefouert, datt d'Kapazitéiten net mat der Populatioun gewuess sinn, d'Offer vun de Servicen net mat der Populatioun gewuess ass a generell de Bevëlkerungswuesstum méi séier war wéi d'Croissance an eisem Santéswiesen. Hei hätt et also sécher gehollef, wa mer vill méi fréi schonn op den Extrahospitalier hätte kënne setzen. Da wäre méi Servicer disponibel – a vläicht souguer wa mer dat ausserhalb vun de Spideeler gemaach hätten an net nëmmen an Antenne vu Spideeler.

Datt d'Motivatioun do ass vun Dokteren, sech do aktiv a konstruktiv anzebréngen, dat gesi mer jo. Dat hu mer am Dossier IRM gesinn, wou direkt zwou Praxisse wollten aktiv ginn. Dat gesi mer awer och an enger ganzer Rëtsch aneren Dossieren, wou d'AMMD jo och an hirem Avis kloer eppes dozou seet.

Dann ass fir eis Piraten d'Lëscht – also d'Lëscht, wat fir eng Geräter dem Spidolssecteur virbehale sinn – net kohärent. Hei gëtt eis einfach eng Lëscht u Geräter presentéiert, bei deenen et sech entweeder ëm schwéier Geräter oder awer och zum Beispill ëm Geräter mat enger spezieller Ausbildung handelt (veuillez lire: Geräter, fir déi eng speziell Ausbildung néideg ass). Firwat de Fakt vun der Ausbildung hei als Argument zougelooss gëtt, ass fir eis nach ëmmer net ganz schlëssseg. Wëll een domadder ënnerstellen, datt et gutt ausgebilt Personal just am Spidol gëtt, een Dokter, dee säin eegene Cabinet huet, also manner gutt ausgebilt wär? Ënnerstelle mer domadder der liberaler Beruffsgrupp vun den Dokteren, datt se sech net géifen adequat formëieren, fir déi Geräter ze bedreiwen, wa se dann d'Recht dofir hätten? Ech mengen net, datt dat d'Intentioun vun den Auteure war. Ech mengen, datt hei d'Intentioun war, kloer an d'Gesetz ze schreiwen: „Déi dote Geräter sinn de

Spideeler virbehalen", an do gouf eng Excuse gesicht. Mir kënnen net novollzéien, wéi déi Ausbildungskrittären do anescht ze erkläre wären.

Oft gëtt dann an dësem Kontext och domadder argumentéiert, datt ee wëll verhënneren, datt privat Investisseuren a Cabineten investéieren an domat Profitt maachen. Ben, ech kann Iech versécheren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt och mir Piraten géint privat Investisseuren, déi dat reng aus Profittgrënn maachen, a Cabinete sinn, well am Ausland gesäit ee jo, wat da geschitt an zu wat fir enge Problemer an Abusen dat féiere kann.

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | Interessant fanne mir Piraten awer dann d'Äntwert vun der Santésministesch op eng Question parlementaire zu de Rëntgegeräter bei den Zänndokteren. Doran äntwert se ënner anerem dëst, an ech zitéieren: „Laut geltendem Recht ass et och deene Persounen, déi eng Autorisation d'exercer op Basis vum precitéierte Gesetz hunn, virbehal, e Cabinet médical ze exploitéieren. D'Gesetz verbitt awer net, fir Infrastrukturen an Ekipementer zur Verfügung ze stellen." Zitat Enn. A weider: „Déi juristesch Form vum Etablissement, dat d'Demande stellt, ass net definéiert am Straleschutzgesetz. Am Fall vun den Zänndoktercabinete muss de Chef vum Etablissement deemno net selwer Zänndokter sinn." Zitat Enn.

Fir eis gëtt hei also mat zweeërlee Mooss geschafft: Op där enger Säit däerf beim Zänndokter iergendeng kommerziell Entitéit e Rëntgegerät zur Verfügung stellen, dat natierlech dem Zänndokter ofrechnen. Just deen, deen den Akt prestéiert, muss dann Zänndokter sinn. Wéi vill deen da vu sengem Akt awer muss un e privaten Investisseur ofginn, dat ass dann dem Privatmarché iwwerlooss. Op där anerer Säit gëtt awer en enke rechtleche Kader gesat, fir dat dann am Spidolswiesen oder bei anere Geräter ze maachen.

(Interruption)

Dat ass konfus! Well et geet an allen zwee Fäll ëm d'Gesondheet vun der Populatioun. Wann Der elo gesot hätt: „Mir maache bei den Zänndokteren dat nämmlecht wéi bei de Rëntgegeräter", ma da géif ech Iech derbäi ënnerstëtzen, wann Der géift soen: „Et muss een eng Autorisation d'exercer hunn, fir kënnen esou e Gerät ze bedreiwen." Mee da sot awer net: „Et muss een zu engem Spidol gehéieren, fir et däerfen ze bedreiwen." Da sot: „Esou Geräter däerfe bedriwwe gi vu Leit, déi eng Autorisation d'exercer hunn, an net vu kommerziellen Entitéiten." An dat mécht dann d'Argumentatioun, firwat een e liberale Beruff muss aschränken, och net méi glafwierdeg. Well op där enger Säit schränke mer se an, op där anerer Säit maache mer genau de Contraire.

Dat ass awer net dat eenzegt Argument, dat géint dës Aschränkung schwätzt, an dat féiert mech dann och zu mengem nächsten Argument, well d'Avise vum Conseil d'État soe ganz kloer, datt dëst Gesetz juristesch d'Strooss net hält. De Conseil d'État warnt, datt d'Gesetz wäert viru Geriicht contestéiert ginn a liwwert dem Affekot, deen dat mécht, quasi schonn eng Marschroute vir, wéi een dat ka maachen. E kann et quasi mat Copy-Paste a säi Plädoyer schreiwen.

(Interruption)

E brauch sech emol net méi unzestrengen. Trotzdeem hält d'Regierung um Gesetz fest.

Den zweeten Avis liest sech dann och éischter esou wéi wann de Conseil d'État seng Opposition formelle just fale gelooss hätt, fir de Wee zu méi IRMen an anere Geräter fräi ze maachen. Datt e Gesetz ëmmer ka juristesch gekippt ginn, ass fir eis dann och keen Argument, fir einfach riicht weiderzefueren. Am Géigendeel: Hei misst am Interessi vun de Biergerinnen a Bierger gehandelt ginn, de Wee geännert ginn, Steiergelder gespuert ginn, och andeems een e Geriichtsprozess vu virera probéiert ze verhënneren. Ech ka mer virstellen, datt et schonn deen een oder aneren Affekot wäert ginn, deen hei an de Startlächer steet.

Ech kéint hei nach ganz laang esou weiderfueren an opzielen, firwat mer dëse Projet de loi fir e grousse Feeler halen. Ech mengen, ech hunn dat déi lescht zéng Minutte gemaach. An domadder ass kloer, datt et fir eis Piraten op kee Fall zu engem Accord fir dëse Projet ka kommen. An deementspriechend soen ech Iech awer Merci fir d'Nolauschteren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An de Startlächer als nächste Riedner steet den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleegen, ech probéieren, wäit ënnert mengen zéng Minutten ze bleiwen, et gëtt e laangen Dag haut. A mengen Aen an an den Ae vu menger Beweegung ass an enger fräier sozialer Maartwirtschaft ...

(Interruption)

... absolutt keng Plaz fir Planwirtschaft. A wéi de Vertrieder vun der Vereenegung vun den Dokteren an Zänndokteren et ganz richteg gesot huet op RTL: „Planwirtschaft féiert necessairement ëmmer zu Mangelwirtschaft." Dat ass esou.

De Kolleeg Hansen vun deene Gréngen huet gesot, den IRM wär komm op Drock aus dem Privatsecteur. Nee, deen ass komm op Drock vu Patienten. Wann eng Demande do ass vun engem Konsument – an och e Patient ass e Konsument, schlussendlech –, da reagéiert an enger fräier Maartwirtschaft deen, deen déi Demande ka satisfaiséieren, an da kënnt et zur Offer. An dat ass gutt esou. Dat fonctionéiert esou.

Ech hu mer eng eenzeg Fro gestallt, ech wëll wierklech elo net poleemesch ginn.

(Interruption)

Ech hu mer haut de Moien eng eenzeg wierklech grouss Fro gestallt: Firwat hale mer un engem System fest, vun deem mer gesinn, datt en net gutt funktionéiert? Ech hätt och kënne soen, „dee gescheitert ass", mee ech soen, „deen net gutt funktionéiert".

Et schéngt jo wierklech esou ze sinn, datt ausser de Kolleege vun déi Lénk, déi gréng an der LSAP all déi aner heibannen en anere Modell besser géife fannen. Dat ass jo awer nun emol eng large Majoritéit an da sollt een déi och entspriechend benotzen.

D'Madamm Hartmann huet eng exzellent Ried gehalen. Si huet just ee Feelschloss gemaach. Si sot: „Hei ass den éischte Schrëtt aus deem ale System. Hei ass deen éischte Schrëtt an déi richteg Richtung." An et deet mer leed: Neen, et ass alt nees eng Kéier e weidere Schrëtt an déi falsch Richtung, déi domadder zementéiert gëtt!

Den Här Kersch huet gemengt, mir hätten eng performant Medezinn. Nee, hu mer net! Wann d'Leit musse méintelaang waarden op e Rendez-vous an engem IRM, dee liewenswichteg ka sinn – kommt, mir soen dat och emol eng Kéier ganz klipp a kloer: liewenswichteg! –, oder op eng Mammografie, wa Leit, an dat liese mer jo awer alleguerten a Lieserbréiwer an op de soziale Medien, stonnelaang an Urgencë musse sëtzen, wa Leit musse Kilometeren a Kilometere fueren, Dosende vu Kilometere fueren, fir medezinnesch Soinen ze kréien, dann ass dat net eng gutt an net „eng performant Medezinn", et deet mer leed!

M. Dan Kersch (LSAP) | A kengem Land muss een esou wéineg fuere wéi zu Lëtzebuerg! A kengem Land!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Den Här Wiseler huet eppes gesot, wat ganz richteg war, an anerer sinn och an déi Richtung gaangen, och den Här Clement huet dat elo grad nach gesot: Deen Text hei ass anticonstitutionell – an eleng duerfir muss een hei am Haus dergéint stëmmen, well mir hunn en Eed geleescht op déi Verfassung! An dat seet net nëmmen de Staatsrot eigentlech explizitt, mee dat seet och d'Autorité de la concurrence. A grad d'LSAP hält jo an de leschten Deeg esou grouss Stécker op dat, wat d'Autorité de concurrence seet. Si soen: C'est une „restriction à l'exercice de la profession libérale [...] contraire au principe de la liberté de commerce et de l'industrie." Wuertwiertlech!

(Interruptions)

„L'autorité considère [...] que ces structures pourraient être gérées directement par un ou plusieurs médecins [...] sans [...] ‚mise sous tutelle' des hôpitaux".

Da soe se mat Recht – an och dat ass scho gesot ginn –: Wou ass de Problem fir d'Keess, wa jo déi Dokteren déi Uschafung selwer bezuelen a just hiren Akt normal bezuelt kréien? Dann ass dat dach eng Entlaaschtung vun der Krankekeess – entschëllegt: vun der kranker Gesondheetskeess. Fréier hate mer eng gesond Krankekeess.

An da seet d'Autoritéit och nach klipp a kloer: Et ass géint de Prinzipp vun der Proportionalitéit! „En effet, si l'on part du principe que l'achat du matériel d'imagerie médicale se fera exclusivement à la charge du médecin-radiologue, un tel investissement, bien que coûteux, ne pèsera nullement sur le budget de l'État." An eleng wéinst deem Argument hu mer also hei eng net constititutionell Situatioun.

Bref, mir musse keen Affekot biedelen, fir hei e Recours ze maachen. Dee Recours kënnt esou sécher wéi den Amen nom Gebiet, an dat ass gutt esou. An dat Gesetz hei wäert anticonstitutionell erkläert ginn, an dat ass gutt esou. An ech stëmme selbstverständlech dergéint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding. An dann ass nach den Här Mars Di Bartolomeo ageschriwwen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Ben, mer hu jo elo an deene leschten zwou Stonnen en Echange erlieft, wou mir mengen, dass mer dat Richtegt maachen, an anerer mengen, mir géifen hei Grujelegkeete maachen. Abee, ech weess net, wie vun Iech bis elo nogefrot huet, wéi deen Zentrum fonctionéiert, deen als Prefiguratioun déngt vun deem, wat mer hei an eisem Gesetz festhalen. Ech mengen den Zentrum vum Potaschbierg. Ech weess net, ob een am CHL nogefrot huet, wéi gutt déi Zesummenaarbecht ass, an ech weess net, ob een um Potaschbierg nogefrot huet, wéi gutt déi Zesummenaarbecht ass.

Abee, ech hunn et gemaach! Ech hunn et gemaach an ech krut gemellt vum CHL: „Déi Zesummenaarbecht ass gutt!" An ech hunn um Potaschbierg nogefrot, bei dem Responsabele fir de Potaschbierg, a rot emol, wat e mer gesot huet: „Déi Zesummenaarbecht ass gutt!" Vun Tutellegespier hunn ech an där doter Stellungnam näischt gespuert!

Also, Kolleeginnen a Kolleegen, mir betrieden hei Neiland. Mir maachen hei eppes Positives, a kommt, mer ginn deem Positiven eng Chance ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... a mer loossen den Extrahospitalier esou gutt wéi méiglech mam Hospitalier zesummeschaffen!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir sinn e klengt Land a mer hunn net all Méiglechkeeten, also solle mer déi Méiglechkeeten esou gutt wéi méiglech gebrauchen – an net géinteneen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A mer sollen dat unerkennen, wat de Gesondheetssystem, de Gesondheetssecteur, ass: Dat ass net e Commerce, dat ass net eng Industrie. Also kommt, mir schwätzen net vu „liberté de faire le commerce et liberté de faire l'industrie"! Et ass weeder e Commerce, nach ass et eng Industrie. Et ass eppes ganz Spezielles, et ass eppes ganz Wäertvolles, an dat solle mer unerkennen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ee Wuert just iwwert déi Behaaptungen, déi aus dem Secteur kommen, vun der offizieller Gewerkschaft vun den Dokteren. Do gëtt ëmmer behaapt, d'Leit géifen en masse iwwert d'Grenz lafen, well déi Servicer hei géifen ze wënschen iwwregloossen.

Une voix | De Contraire!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An dat selwecht gëtt behaapt vum offizielle Riedner vun der CSV. Dat ass Quatsch! D'Leit lafen net en masse iwwert d'Grenz! Jo, et sinn der e puer, déi dat maachen – a gleeft mer: Och déi, déi dat maachen, froen deen Tariff erëm, dee se kënne vun der Gesondheetskeess kréien! –, et sinn der vill, déi iwwerwise ginn an d'Ausland, fir Servicer ze kréien, déi mir net hunn oder nach net esou hunn an, well mer esou kleng sinn, net kënnen hunn. An dat ass eng gutt Saach, wann ee fir Saachen, déi ee selwer an deem Mooss, well ee kleng ass, net kann hunn, spezialiséiert, toppspezialiséiert ..., wann een d'Chance huet, wéi hei zu Lëtzebuerg, dass een dann an d'Ausland iwwerwise gëtt! Ech fannen, dat ass eng enorm Chance! Déi gëtt et zum Beispill op anere Plazen net.

Dann – an ech si frou, datt de Marc Hansen dorop higewisen huet –, et ass en Element, dat kaum hei zur Sprooch komm ass: Beim Extrahospitalier a beim Hospitalier wëlle mir, fuerdere mir, sti mir derfir – a mer wäerten och näischt aneres akzeptéieren! –, dass fir d'Personal – vum Personal ass ganz wéineg geschwat ginn – déi selwecht Konditiounen op deenen zwou Säite gëllen! An dass dat guer net esou normal ass, dofir brauche mer just iwwert d'Grenz an Däitschland kucken ze goen, wou am Moment d'Doktere souguer dergéint Stuerm lafen, dass Investisseuren en masse Dokteschpraxissen opkafen an dann och den Doktere soen, wat se ze maachen hunn, fir dass de Rendement, ...

(Interruption)

... esou grouss wéi nëmme méiglech ass!

Dofir, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass mer hei um richtege Wee sinn an dass dee Käil, deen zwëschent d'Koalitiounsparteien hei geschloe soll ginn, dass dat e Versuch um falschen Objet ass. Mir hunn zesummen déi Motioun hei ausgeschafft, an an där Motioun erkenne sech déi dräi Koalitiounsparteien erëm!

Une voix | Genau!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An d'Madamm Hartmann huet am Ufank esou gemaach, wéi wann et hir Motioun wär. Et ass eng gemeinsam ...,

(Brouhaha et exclamations)

... et ass eng gemeinsam Motioun, ...

Une voix | Et ass méi staark wéi hien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... déi mer gemeinsam geschriwwen hunn an zu där mer alleguer ...,

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd nach ëmmer Minister!

Une voix | Jo, jo.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... alleguer stinn an dat wäert Der ..., ech wette mat Iech fir e Piano, dass mer dat och wäerten herno bei der Ofstëmmung gesinn!

D'Konklusioun: Amplaz eppes schlechtzemaachen, wat am Moment amgaang ass ze entstoen, maacht Iech d'Méi, nozefroen, wéi deen éischten Zentrum, deen um Terrain fonctionéiert, wéi dee fonctionéiert, wéi gutt e fonctionéiert a wéi zefridden d'Leit sinn!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Ech si frou, an dëser leschter Chamberwoch vun dëser Legislatur kënnen dëse Projet op en Enn ze bréngen, hoffentlech. Et ass e Projet, deen am Mount Mee 2022 deposéiert ginn ass, dat heescht, virun engem gudde Joer. An ech géif virop gäre jiddwerengem e grousse Merci ausschwätzen, dee matgeschafft huet, och dem Staatsrot. Mir wëssen, wéi vill Aarbecht do um Leescht ass an dat war fir mech net evident, dass dat heite kéint esou schnell goen, mat Opposition-formellen, déi dach formuléiert gi sinn, déi alleguerte konnten opgehuewe ginn, soudass de Projet ka gestëmmt ginn.

De Projet ass 2022 zum Schluss vun der Pandemie deposéiert ginn, ass natierlech wärenddeem ausgeschafft ginn, an ech géif gären drun erënneren – et ass mer e bëssen ze kuerz komm an deene Rieden hei, et ass wuel opgezielt ginn –, wat mer alles elo nach gemaach hunn am leschte Joer. Jo, dat stëmmt, et ass villes gemaach ginn. Mee et gëtt ëmmer erëm vergiess, dass mer ënnerbrach waren an eiser Aarbecht, an dat net just e puer Méint, mee iwwer Joren duerch eng Pandemie.

(Interuption)

De Steen hei ass an d'Rulle komm – op alle Fall zu menger Amtszäit am Februar, wéi ech ugefaangen hunn – am am Februar 2018 (veuillez lire: am Februar 2020). Déi éischt Woch war en éischte Prozess, dee gefouert ginn ass, unhängeg. An ech hu mech mat deene Concernéierten zesummegesat an ech hu gesot: „Mir wäerte keen Appell dergéint maachen." Dat hätt ech kënne maachen, einfach op Zäit spillen. Ech hu geduecht: Ech gesinn de Besoin, et ass Handlungsbedarf a mir wäerte legiferéieren. Dat war Woch 1 vu menger Amtszäit.

Woch 2, do brauch ech keen drun ze erënneren, wat du vun Nouvelle op eist Land erakomm ass: Do ass d'Pandemie lassgaangen. Mir hunn trotzdeem all fräie Moment gekuckt ze schaffen, dat Ganzt am Dialog mat ville Partneren.

Et ginn ëmmer nëmmen déi zitéiert, déi net zefridde si mam Outcome. Vill Leit, déi um Gesondheetsdësch waren, begréissen d'Aarbechten, déi komm sinn. Et kann een natierlech bei verschiddene Sujete gedeelter Meenung sinn, mee jiddefalls kann ech net am Raum stoe loossen, dass geträntelt ginn ass, dass d'Saachen elo iwwert de Knéi gebrach ginn. Mir hunn en extreemen, en exzeptionelle Retard kritt, deen nach keng Regierung ze stäipen hat bis elo, vun iwwer zwee Joer Pandemie, wou jiddweree mobiliséiert war. An ech kann nëmmen e grousse Merci un all meng Leit soen. An ech profitéieren – et ass vläicht déi leschte Kéier, wou ech d'Geleeënheet hei hunn ze schwätzen –, fir hinnen alleguerten e Merci ze soe fir déi Efforten, déi grad am leschte Joer gemaach gi si fir vill Projet-de-loien. Dat hei ass een dovun. Den 8013 ass deen aneren, fir d'Gesellschaftsformen, en ass zum selwechten Zäitpunkt deposéiert ginn.

An et ass net richteg ze soen, dass deen ausgebremst ginn ass, wéi den Här Wiseler et hei duerstellt. Deen zweete Projet de loi, vun deem Dir hei behaapt, e wär ausgebremst ginn, ass genausou mat der Urgence ugefrot gi wéi dësen. An Dir wësst genausou gutt wéi jiddwereen heibannen, dass mer net méi Mainmise hunn iwwert de Staatsrot. Déi Urgence ass vu menge Leit ugefrot ginn, fir deen ee Projet esou gutt wéi fir deen aneren. An ech hu keng Maîtrise dodriwwer, wéini dass de Staatsrot mat sengen Avise kënnt. Hei ass et opgaangen, bei deem anere Projet hu mer den Avis net.

Mee et ass falsch ze behaapten, dass deen net weidergedréckt gi wär. Ganz genee de Géigendeel ass de Fall. Et ass e Projet, dee mir perséinlech vill um Häerz louch. En ass ausgeschafft ginn. E war och ganz kontrovers ënnerwee, mee en ass net ausgebremst ginn, wéi dat hei duergestallt gëtt. Et ass ganz genau de Géigendeel, Här Wiseler!

Da géif ech gären op d'Ambitioun vun dësem Projet agoen. Jo, et si Problemer. Dat Land hei huet sech eng grouss Ambitioun gi virun net allze laanger Zäit, vill ze wuessen, op 700.000 Awunner. Dat war d'Visioun, déi am Raum stoung. Déi ass vill méi schnell agetratt wéi geplangt, bal duebel esou séier wéi geplangt. An et ass richteg, dass eis Servicer mat Momenter net méi nokomm sinn. An dofir ass gehandelt ginn an et ass net gewaart ginn op eng Pandemie! Et si Suen an de Grapp beholl ginn an et ass investéiert ginn.

Sou ass 2018 decidéiert ginn, eis IRM-Geräter beispillsweis, wou effektiv laang Retarde waren, ze verstäerken. Do si mer eropgaange vun aacht IRMen, wou mer 2018 waren, op e Plus vu véier, déi ugeschaaft gi sinn. Op Enn dëses Joers 2023 wäerte mer nach eng Kéier – am besteeënde Cadre légal, do brauche mer deen heiten emol guer net – Zousazapparaten derbäi hunn. Dat ass dee vum Potaschbierg, deen iwwert de CHL leeft, dat ass nach een derbäi. Dann ass een zweeten, wou ech ganz frou sinn ze héieren, dass de CHL wäert interesséiert sinn, een zweeten zu Eech op sengem Site opzeriichten. Dee brauch net dëse Projet ofzewaarden. Dann ass nach een zu Wolz virgesi fir Enn des Joers an et ass och nach en zousätzlechen neie Mammograf, dee wäert an d'Rulle kommen.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dir hutt also bannent där Zäit 2018 bis elo, wou, ech géif et nach eng Kéier rappeléieren, eng Pandemie dertëschent war, déi fir zousätzleche Réckstau gesuergt huet, well d'Aktivitéiten alleguerte gestoppt gi sinn an nëmmen dat Néidegst gemaach ginn ass, eng quasi Verdueblung elo scho vun deem, wat mer ugebueden hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat bedeit, wa mer dat héichrechnen, e Plus vu 75 % un Aktivitéit, déi méiglech ass. Dann hu mer decidéiert – an dat kënnt net eréischt, mee dat ass decidéiert, dofir hu mer eis agesat an zesumme mam Claude Haagen e Plädoyer gemaach bei der Gesondheetskeess –, fir och samschdes a sonndes kënne Plagen opzemaachen, fir Rendez-vousen ze ginn. Dat alles, fir deem Backlog, dee mer hunn, deem Retard, dee sech accumuléiert huet, deen accumuléiert war virun 2018 an natierlech verstäerkt ginn ass duerch d'Pandemie, aus ganz verständleche Grënn, fir deem entgéintzewierken. Dat wäert nach eng Kéier e Plus vun 10 % un Aktivitéit bréngen.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Da muss ech awer och e Wuert dozou soen, et gëtt ëmmer erëm an de Raum gestallt: déi Zwouklassemedezinn. Jo, et gi Lëtzebuerger an d'Ausland. Awer net als Keessepatient! D'Keessepatienten am Ausland, an zwar an deenen dräi Länner, déi ronderëm eis sinn, komme verstäerkt op Lëtzebuerg. An ech géif gären déi Zuelen an de Raum ginn: Déi Leit, déi eriwwer gi fir IRMen, wa mer dobäi bleiwen, do leie mer tëschent 0,3 % an 0,9 %, wa mer déi lescht Jore kucken. Am Géigenzoch, wa mer d'Zuele kucken, wéi vill Leit fir hir IRMen heihinner kommen, wéi vill Leit bei eis kommen aus dem Grenzgebitt, aus deene Systemer, déi dann esou sinn, wéi d'Liberté Chérie sech et undenkt, wou mer eng Zwouklassemedezinn hunn – soll ech Iech déi Zuelen och ginn ...?

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Mee wou kommt Der un déi Zuelen? All déi Leit, déi net den IRM rembourséiert froen ...

(Interruptions diverses et brouhaha)

Dir hutt déi Zuele jo guer net!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Ech schwätzen hei zum Verglach, dee gemaach gëtt an engem Lëtzebuerger solidaresche System, wou jiddwereen dee selwechten Accès huet zur Medezinn. Dat vergläicht Dir mat engem Land, wou et eng Zwouklassemedezinn gëtt. Genau déi Zwouklassemedezinn wëlle mir hei an eisem Land net! Dofir wäerte mer déi Offer upassen. Dat ass Sënn an Zweck vun dësem Projet.

Mee trotzdeem ass et interessant, déi Zuelen awer mat deem ze vergläichen, wat an eist Land kënnt, well déi Zuele ginn och konstant erop. Mir hunn eise Wuesstum intern. Mir hu vill, vill méi Awunner, wéi dat nach virun 10, 15 Joer de Fall war, en extreeme Wuesstum, en acceleréierte Wuesstum. A mir hunn op där Säit doniewent Länner, wou d'Gesondheetssystemer eebe justement net esou performant sinn! An ech kann Iech déi Zuele ganz gäre ginn:

Mir hunn aus der Géigend Arel 19 % vun de Services hospitaliers ambulatoires, déi vun Assuréen aus der Belsch hei genotzt ginn. Mir hunn am Extrahospitalier 49 % vun deene Leit, déi hei d'Déngschtleeschtungen an Usproch huelen. Wa mer Lonkech huelen, leie mer bei 23 % an 43 % – loosst Iech mol eng Kéier déi Chifferen op der Zong zergoen! Dann hu mer insgesamt, wa mer d'IRMen huelen – déi interesséiere jo besonnesch –, 9 % aus dem Ausland. 9 % vun deem, wat hei geleescht gëtt, si Leit, déi ronderëm d'Grenz wunnen an déi heihinner kommen. A fir wat mengt Der, komme se eriwwer? Net, well et hei esou schéin ass! Si kommen hei eriwwer, well se besser bäikomme wéi do, wou si sinn.

(Interruptions)

Une voix | Déi schaffen hei!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Nee, net well se hei schaffen, soss wär dat net drastesch eropgaangen.

(Coups de cloche de la présidence)

Et läit a kenger Proportioun mat der Unzuel un Aarbechtsplazen, déi mer hunn. D'Leit kommen heihinner, an dat ass dat, wat den Terrain eis seet, well eeben d'Déngschtleeschtunge ronderëm net méi déi sinn, déi se waren. Dat ass ganz ausgeprägt am Süden: Am CHEM hu mer Zuelen, déi vill méi héich nach leien, wou effektiv an der Géigend Thionville d'Versuergung net méi déi selwecht ass.

D'Gebuerte brauche mer just eng Kéier ze kucken – ech hat Iech déi schonn eng Kéier ginn –, déi ginn extreem erof (veuillez lire: erop), de Prozentsaz u Leit, déi hei hir Gebuert maache kommen. An dat ass net, well se hei schaffen! Et kënnt een net säi Kand op d'Welt setzen, well ee grad hei geschafft huet. Do ass ee schonn am Congé an dat mécht een normalerweis bei sech, wou ee sech wuel spiert, wou een doheem ass. Do kënnt een iwwert d'Grenz, wann een déi Versuergung net méi virfënnt!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | An ech kann net akzeptéieren, dass Der déi Chifferen ëmmer verfälscht an esou tendenziéis duerstellt.

Ech maache mäi Plädoyer jiddefalls fir e Gesondheetssystem, deen net dem Commerce gläichgestallt ass. Gesondheet ass dat Wichtegst, wat mer hunn. A wa mer wëllen, dass jiddwereen e gudden Zougang zu der Gesondheet huet, da kann een dat net aleng dem Maart iwwerloossen, soss komme mer a Systemer, wou déi eng en exzellenten hunn an déi aner ausgespaart sinn.

D'Ambitioun zu Lëtzebuerg war et nach ëmmer, Suen an de Grapp ze huelen an derfir ze suergen, dass jiddwereen deen Zougang huet, deen em zoukënnt, an dass mer dat ausbauen. A wann dat net duergeet, duerch Wuesstum oder duerch Berechnungen, déi vläicht net esou performant waren, ma da muss een norüsten!

An ech géif gären e Wuert zum Plangen och hei verléieren. Mir hu mat der Loi hospitalière eis de Moyen ginn iwwert d'Documentation hospitalière, fir eebe justement vill méi prospektiv kënnen ze schaffen an Zukunft. Dat war net esou einfach an der Vergaangenheet, mee duerch déi Documentation hospitalière hu mer mëttlerweil säit e puer Joer ganz gutt Méiglechkeeten, fir genau ze verstoen, wat leeft. Dat kënne mer analyséieren a mir kënnen anticipéieren. A wann ee mat ëffentleche Gelder ëmgeet, wann ee mat Gelder vun den Assuréen ëmgeet, dann ass et dat Normaalst vun der Welt, dass ee sech Gedanke mécht, dës Sue beschtméiglech anzesetzen. Dat ass „wirtschaften"! An dat huet mat deem poleemesch besatene Wuert Planwirtschaft näischt ze dinn, wat Der alleguerte gäre gebraucht. Dat ass Politick, ech verstinn dat, mee et ass net dat selwecht.

Hei geet et drëm ze anticipéieren, ze kucken: Wéi vill Suen hu mer a wéi kënne mer déi beschtméiglech asetzen, fir dass et eise Leit hei zu Lëtzebuerg gutt geet, an zwar jiddwerengem, deen hei wunnt, egal wéi säi Portmonni ass?

Ech géif elo gären awer méi spezifesch op dëse Projet ze schwätze kommen. Wourëms geet et? Eebe justement, um Constat – an deem läit eng ganz detailléiert Analys vun der IGSS zugrond – hu mer festgestallt, dass mer méi Offer wëllen hunn, och méi no beim Patient wëllen déi Offer hunn an dass et am Sënn ass vum Patient, wa mer dee Lien mat eise Spideeler halen.

De Marc Hansen huet et ganz gutt illustréiert. Mir sinn e klengt Land, mir hunn, wéi mer alleguerte wëssen, genau wéi aner europäesch Länner ëmmer méi Méi, Leit ze fannen, grad an deem heite Beräich. Bei den ATMen (ndlr: assistant technique médical), déi, déi wierklech an der Radiologie sollen assistéieren, gi mer d'Leit bis hanner Nanzeg mëttlerweil scho sichen! Dat heescht, déi Ressourcë si begrenzt an dofir wëlle mer net riskéieren, eis Garden, eis Urgencen en péril ze setzen doduerjer, dass Leit ..., dass et Konkurrenz gëtt, wéi virdru gesot ginn ass, tëschent engem Hospitalier an engem Extrahospitalier.

Duerch de Lien, dee besteet ... An dat ass e Lien ganz beschränkt op de Platto. Dat ass och vum Marc Hansen ganz gutt gesot ginn, dat berouegt mech. Dann ass de Projet awer méi kloer, wéi en heiansdo duergestallt gëtt. Et ass net eng Tutelle, déi do iwwert d'Doktere géif gesat ginn. Et geet leedeglech drëm, deen Deel, de Plateau médical, ze reegelen iwwer eng Konventioun. Do soll gereegelt ginn, wéi d'Qualitéitskrittäre sinn, eent zu eent mam Hospitalier. Et soll de Finanzement gereegelt ginn, wann dat Privatinvestisseure waren. Wann d'Doktere selwer investéiert hunn, muss jo gereegelt ginn, wéi dat bezuelt gëtt, wann d'Partner zesummeschaffen. A virun allem – virun allem! – geet et drëm, d'Continuité des soins ze garantéieren a sécherzestellen, dass déi Dokteren, dass dat Personal, wat do schafft, och bereet ass a solidaresch ass a matmécht, wann et ëm d'Gardë geet an ëm d'Astreintë geet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat ass deen eenzege But vun deem Projet hei: déi Bréck ze schafen! An dat ass an eisen Aen am Sënn vun eisem Land, am Sënn vum Patient an am Sënn vun der Qualitéit hei am Gesondheetssystem.

Et kënnt awer doriwwer eraus derbäi, dass et och e finanziellen Aspekt ass. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer Suen an de Grapp geholl an an d'Spideeler, do wou deier Ekipementer sinn, investéiert. Domadder hëlt een den Drock ewech vum Dokter, deen, wann e muss selwer esou deier Investissementer maachen, natierlech e Rentabilitéitsdrock huet. E muss jo iwwert d'Ronne kommen. A wann ech muss liewe vun deem, wat ech do investéieren, a wann dat bis an d'Millioune geet, wann ech elo nei Apparater beispillsweis kafen, ben, da muss ech rechnen. Da muss dat fonctionéieren. An dat gëtt en Drock!

A mir gesinn et als e „Luxus" – wann ech esou ka soen – un, wann een deen Drock kann ewechhuele vun de Medezinner, dass se hir Medezinn kënne maachen a sech net musse Gedanke maachen, ob hir Apparater a Milliounenhéicht rentabiliséiert kënne ginn oder net. Dat ass heiduerjer assuréiert, dass mer och en neie Finanzéierungsschlëssel huelen, deen et erlaabt, vill méi flexibel ze sinn. Mir hu bis elo am Hospitalier ëmmer nëmme gebaut. Mir wëssen, dass dat Baue laang brauch, dass mer vill Retard doduerjer kritt hunn. An dat hei wäert et méiglech maachen, och eebe Lokalitéiten ze lounen. Doduerjer kënne mer vill méi schnell operationell ginn. Doduerjer kënnen och esou Antennen net eréischt Mokuchsdag, mee gegeebenefalls ganz schnell ze stoe kommen. A mir ginn och d'Méiglechkeet, iwwer Leasing ze fueren, wat esou net gaang ass, dat awer ëmmer mat engem generéisen, mat deem selwechte Finanzéierungsschlëssel vun den 80/20, wéi mer e kennen am Spidolswiesen, nach eng Kéier, an der fester Iwwerzeegung, dass dat e kommerziellen Drock eebe

justement aus dem System eraushält, dee mir als net gënschteg aschätzen.

Wa mer dee Projet hei huelen an de Staatsrot, nodeems e seng Opposition-formellen dann opgehuewen huet – ech hunn d'Gefill, zum Frust vu verschiddene Leit –, gëtt an de Raum gestallt …

(Interruption)

Jo, selbstverständlech kann et do Prozesser ginn. Hei si Leit, déi warscheinlech spekuléiert hunn a Milliounen investéiert hunn. An dass déi esou en Text ufechten, mee dat ass dat Normaalst vun der Welt an engem Rechtsstaat. Mee virzegräifen, orakelméisseg, dass déi Prozesser, déi da wäerte kommen, scho verluer wäerte sinn, ech fannen dat e staarkt Stéck. Loosst emol d'Leit gewäerden, vläicht gi se och eens mam System, wëll ech gären hei an de Raum setzen!

Dofir hunn ech iwwerhaapt kee Problem mat där Motioun, déi proposéiert ginn ass. Mir ënnerstëtzen natierlech d'Privatinitiativ. Genausou wéi mer als Santé Mëttelsmann gespillt hunn tëscht engem Potaschbierg an dem CHL sinn ech am Moment och a Gespréicher mat aneren Dokteren aus der Belsch, fir se ze iwwerzeegen, eeben an deem heite System matzemaachen, eng Demande ze stellen. Déi Privatinitiativ hunn ech och nach rezent virun e puer Deeg ausdrécklech ënnerstëtzt an och eeben déi Dokteren, déi an der Belsch an enger Gesellschaft zesumme sinn, encouragéiert, sech un de CHEM ze adresséieren oder un en anert Spidol, fir eeben an deem heite System matzemaachen. An ech kann Iech soen, dass do e groussen Interessi ass. An ech kann Iech och soen, dass meng Vertrieder am Verwaltungsrot dat wäerten ënnerstëtzen. Mir sinn absolut net géint déi Privatinitiativ, de Contraire ass de Fall! An ech hoffen, dass dat wäert kënne geschéien. Ech hunn déi selwecht Echoe wéi de Mars. Mir haten eis zwar net ofgeschwat, mee ech hu mer och soe gelooss, dass de Modell um Potaschbierg zu der Zefriddenheet vun den Doktere fonctionéiert.

Ech géif awer gären elo erëm eng Kéier op de konkreete Meerwäert vun dësem Projet fir d'Leit zréckkommen. Wat wäert e méiglech maachen? Ma niewent där Verdueblung, déi mer elo hu säit 2018 spezifesch u Radiologieinstrumenter, wäerten nach zousätzlech Zentere ganz kuerzfristeg kënnen opgoen. All déi Interessente si scho bei eis virstelleg ginn. Ech schwätzen do vu Jonglënster, déi zesumme mat den HRS e Projet hunn an déi op deen heite Projet mat Schmäerze gewaart hunn. Dat heescht, déi wäerte frou sinn, dass mer schnell gemaach hunn. Dat frustréiert also net jiddwereen. An ech hu mer och soe gelooss, déi nei Gemeng steet absolutt hannert deem Projet zu Jonglënster. Déi Leit waarden also just drop, dass dee Vott hei ka geschéien, fir do en zousätzlechen Zenter an Ugréff ze huelen. D'selwecht vusäite vum CHEM, do si mer och laang schonn a Virgespréicher. Do si ganz konstruktiv Echangë mam Domaine thermal zu Mondorf an och mat der Gemeng Mondorf, fir do esou en Zentrum kënne mat hiren Dokteren opzemaachen.

An ech géif gären ënnersträichen: Déi Dokteren, mat deenen do geschafft gëtt, dat sinn natierlech liberal schaffend Dokteren. D'Dokteren an deene meeschte Spideeler, dat si Gruppe vu fräischaffenden Dokteren, déi sech hei wäerte gutt kënnen erëmfannen an deem Projet.

Donieft sinn nach zwou aner Demanden unhängeg. Wéi gesot, d'Dokteren, déi zu Esch, wéi et ausgesäit, wäerten och eng Demande maachen a Richtung vum CHEM fir eng Zesummenaarbecht. Et sinn och Dokteren, déi op der Cloche d'Or waren, déi bei eis waren, déi hire Projet presentéiert hunn an déi sech och ganz zouversichtlech ginn, dass se de Wee mat engem Spidol fannen, fir eppes Gemeinsames ze maachen. Do kann ech keng Detailer haut ginn.

Mee Dir gesitt, do ass eng grouss Attente vun alle Säiten. D'Leit si prett, si waarden heirobber. An ech si frou, dass mer de Projet konnten duerchkréien, soss wäre mer wierklech, vu datt mer hei net méi zesumme wäerte kommen an deenen nächste Méint, vill méi spéit drun. Ech fannen dat eng gutt Saach. Mir sinn eis dem Besoin absolutt bewosst a mir hu vusäite vun der Santé alles gemaach, fir an der Tëschenzäit déi Delaien erofzekréien iwwert déi Zousazplagen samschdes a sonndes, wou op ass. A wann do kann zu Esch nach en zousätzleche Mammograf mat an d'Spill kommen iwwert deen heite Wee, ben, „on ne demande pas mieux". Dat ass eng ganz gutt Saach. A wann dat sech afüügt an de Kader, dee mer hei geschaaft hunn, denken ech, ass dat eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Fir de Rescht géif ech mer wënschen, dass een op dee sachlechen Niveau géif zréckkommen an der Gesondheetspolitick. Mir hunn e System, deen duerch eng ganz schwiereg Zäit gaangen ass, ouni zesummenzebriechen. Wann Der iwwert d'Grenze kuckt an Iech objektiv domadder auserneesetzt, gesitt Der, dass dat nach laang net iwwerall de Fall ass. D'Gesondheetssystemer sinn extreem geschiedegt ginn duerch déi Pandemie. Et ass mentionéiert ginn, an Däitschland ass eng ganz Diskussioun, wou effektiv elo Privatinvestisseure systematesch kucken, Praxissen opzekafen. Ben, meng Hoffnung a meng Ambitioun ass et, dat ze empêchéiere bis zu deem leschten Dag, wou ech wäert an deem Amt sinn. Ech setze mech dofir an, an dat an engem gudden Zesummespill.

Mir kënnen eis et hei net leeschten, géinteneen ze schaffen. Mir sinn e klengt Land. D'Stäerkt war nach ëmmer, zesummenzeschaffen, e Wee ze fannen. An esou soll dat a mengen Aen och an Zukunft sinn: eng konstruktiv Zesummenaarbecht tëscht dem Hospitalier an dem Extrahospitalier an net de Wee opmaachen, fir ee géint deen aneren an eng Konkurrenzsituatioun ze kommen, déi kengem wäert déngen, a scho guer net eisem System!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Ministesch fir nach eng Kéier déi Erklärungen. Ech mengen, et gëtt de politesche Volet, op deem ee sech net eens ka sinn, an da gëtt et awer dee vun den Zuelen. An d'Madamm Ministesch huet awer e puer Zuele genannt, déi mech interpelléiert hunn. Se huet gesot: „9 % vun den IRM-Consultatiounen hei zu Lëtzebuerg gi vu Residenten aus dem Ausland gemaach." Ech hu mer elo eng Kéier ganz séier d'Zuele vun eiser Sozialversécherung ugekuckt an do sinn, jee nodeem wéi eng Zuelen ee kuckt, zwëschent 25 an 30 % vun eisen Assuréé Residenten am Ausland. Dat heescht, wann all Assuré, deen d'Recht hätt, zu Lëtzebuerg soignéiert ze ginn, well en hei zu Lëtzebuerg cotiséiert, géif zu Lëtzebuerg soignéiert ginn an an den IRM goen, …

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dann hu mer e grousse Problem, jo.

M. Sven Clement (Piraten) | … da misste proportional u sech 30 % vun de Consultatioune vu Leit aus dem Ausland sinn. Dat heescht, ze soen, mir hätten en ëmgedréinten Zoch, datt Leit, déi am Ausland wunnen an déi näischt mat Lëtzebuerg ze dinn hätten, heihinner géife kommen, fir sech soignéieren ze loossen, dat kann ech net stoe loossen. Et si Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi hei zu Lëtzebuerg cotiséieren, déi also an eisem Solidarsystem dra sinn, déi sech dann och wëllen zu Lëtzebuerg soignéiere loossen, an dat net an deem Taux, wéi se u sech d'Recht hätten. Dat weist fir mech, datt u sech eise System net fonctionéiert, well en et net fäerdegbréngt, dee Besoin och ofzedecken.

(Interruption)

Well soss misste mer 30 % vun de Consultatiounen och vu Lëtzebuerger respektiv vu Residenten am Ausland hunn. An déi hu mer net. Dat heescht, iergendwou gëtt et e Bottleneck, well déi Leit loosse sech .., also 20 % loosse sech d'ailleurs och am Ausland soignéieren. Dat war just meng Interpretatioun vun deenen Zuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, ganz gären. Ech stellen dat jo och guer net a Fro, dass dat deene Leit hiert Recht ass. Ech hu gesot, et ass eng rezent Tendenz, et ass eng rezent Tendenz iwwert déi lescht Joren. A si ass ganz kloer steigend. Ech hu just vun enger Courbe geschwat a vun enger Realitéit, déi haut eng aner ass wéi virun nach enger längerer Zäit.

Et muss een och soen, dass an de Berechnunge bis elo hei am Gesondheetssystem effektiv deenen Assuréen, déi am Ausland wunnen, ni Rechnung gedroe ginn ass, well se an der Proximitéit hir Déngschtleeschtunge warscheinlech fonnt hunn. Dat ass e ganz rezente Phenomeen, dat doten. An dat ass dat Eenzegt, wat ech hei an de Raum ginn. Dat ass eng nei Tendenz. A selbstverständlech kann dat engem Suerge maachen, well wann dat nach méi ëmschléit, wann déi Tendenz sech nach stäerke wäert – an dat riskéiert, de Fall ze sinn, wann nach Klinicken zouginn am Grenzgebitt –, dann hu mer e Problem. An da musse mer nach méi schnell kënnen oprüsten. An ech denken, da musse mer dat och plangen. Well dat wäert sech natierlech net esou séier léisen, scho guer net um Niveau vun den Akutspideeler.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8009. Den Text steet am Document parlementaire 8009[15].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8009 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmme géint 27 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer nach zur Motioun, déi d'Madamm Hartmann deposéiert hat. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech hunn u sech a menger Ried effektiv alles zu der Motioun gesot. Ech wollt just nach eng Kéier, well et an der Motioun och explizitt ëm d'Mammografie gaangen ass, an dësem Kader nach eng Kéier déi Fro opwerfen, well – an ech preziséieren et nach eng Kéier kuerz – souwuel an der Loi hospitalière wéi och an dem Règlement grand-ducal, dee fir verfassungswiddreg erklärt ginn ass, war d'Mammografie nach net ënnert dem schwéiere Material opgeworf. Do war just rieds vun de Biopsie-mammairen. An duerfir d'Fro, firwat d'Mammografie elo nei an déi Lëscht mat opgeholl ginn ass.

M. Fernand Etgen, Président | Ech géif d'Wuert dann direkt un d'Madamm Ministesch ginn.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci. Ech hat dat effektiv vergiess. Et ass esou, dass an der Zäit déi Mammografen zweedimensional Biller gemaach hunn an doduerjer net ënnert d'Gesetzgeebung vun der Radioprotektioun gefall sinn. Haut schafft ee mat dräidimensionalen Apparaten. Frot mech net den techneschen Detail, mee déi falen ënnert d'Radioprotektioun an deemno eeben ënnert déi Bestëmmungen. Dat ass déi Erklärung, déi ech elo kritt hunn.

Mee mir hunn – an ech géif dat och nach gären ënnersträichen – en Aarbechtsgrupp lafe precisement zu der Mammografie. Dofir begréissen ech och déi Motioun. Mir sinn do amgaangen, am Detail ze kucken, wéi genau d'Delaie sinn, wéi mer dat kënnen optimiséieren.

D'selwecht hu mer deen Aarbechtsgrupp, fir generell d'Prise de rendez-vous ze vereinfachen a fir och eng harmoniséiert, standardiséiert Indicatioun ze kréien, wat urgent ass, wat net urgent ass. Eng Routineënnersichung kann ouni Problem all zwee Joer sinn, wéi et och am Programm de Fall ass. Mee d'Urgence ass eppes anescht. Do schaffe mer drop. An do wäerte mer och bis Enn des Joers Opschloss hunn. Do gëtt et effektiv eng technesch Erklärung zu de Mammografen, déi mat der Technologie ze dinn huet. Awer ganz gäre kann een dat analyséieren. Dat ass eppes, wou mir och als Haus guer net verschloss sinn, fir do en zousätzleche Schrëtt ze maachen, wann dat sech operleet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lenert. Da kritt d'Wuert den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech muss soen, datt mir den Effort vun der Madamm Hartmann hei begréissen, fir déi Motioun eranzebréngen, quitte datt se vun deenen anere Parteie mat ënnerschriwwen ass. Mee wann ech dat hei liesen, huet se awer éischter d'Handschrëft vun der Madamm Hartmann.

(Interruptions)

Dräi Saache sinn dozou ze soen. Ech soen dozou, …

(Hilarité)

… ech soen dozou, datt mir éischtens Problemer hunn, fir dat ze analyséieren „dans un délai de deux ans", well mir mengen, datt deen Text, esou wéi en ass, eis a Schwieregkeete wäert féieren, notamment wann en ugesicht gëtt, an datt déi zwee Joer, déi hei als Laps de temps dra stinn, aus juristesche Grënn eis kënnen a problematesch Situatioune bréngen, mat de Konsequenzen, déi eng Afrostellung vum Tribunal vun dësem Text kéint hunn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Ech gesinn net, firwat mer solle bei de Mammografien nach eng Étude approfondie maachen. Ech fannen, datt een dat direkt sollt an d'Realitéit ëmsetzen, datt déi a verschiddene Cabineten einfach esou kéinte kommen. Dat liicht mer an. Dofir, d'Étude approfondie fannen ech iwwerflësseg.

An dee leschte Punkt: „à promouvoir activement le droit d'initiative des médecins dans le secteur extra-hospitalier". Ech fanne just, deen Text, dee mer elo haut stëmmen, oder gestëmmt hunn, mécht genau de Contraire. An aus deem Grond kënne mer deen Text hei och net akzeptéieren.

Mee well ech awer den Effort gesinn, datt hei gewollt ginn ass, an déi richteg Richtung ze goen, wäerte mer net dergéint stëmmen. Dofir wäerte mer eis enthalen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Oberweis.

(Interruption)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir sinn natierlech mat de Considerant-en all averstanen. Déi éischt zwee Invitte kënne mer och deelen: eng Analys ze maachen an d'Resultat ze diskutéieren. Mee „accorder une priorité absolue à la finalisation des travaux sur la réforme des sociétés des médecins", ech hunn et virdrun a menger Ried gesot, dat ass fir eis en No-Go!

Mir gesinn do eng grouss oppen Dier fir dat, wat ech virdrun als Gefor beschriwwen hunn. Voilà, mir gesinn do wierklech den ëffentleche Gesondheetssystem a Gefor mat deem Gesetz, wat da wäert kommen. An den „droit d'initiative des médecins, ensemble avec tous les acteurs du terrain", wéi eng Acteure sinn dat? Voilà, wat kënnt do vu private Gelder mat an d'Spill? Mir stellen eis do ganz vill Froen, wou d'Dier do opgemaach gëtt. Fir wéi eng Acteuren? Also, fir eis kënnt dat net a Fro.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An d'Wuert geet un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Sou, wéi ech virdrun d'Gesetz fir e Feeler fonnt hunn, sou kann ech déi Motioun, déi u sech dat Ganzt staark nuancéiert, muss ee soen, unhuelen. Dofir wonnert et mech e bëssen, datt mer déi zwou Diskussiounen den nämmlechte Moment hei am Plenum hunn. Mee dat erklärt sech vläicht aus preelektorale Grënn an dem Besoin, sech an enger Regierungskoalitioun dann awer kënnen ze demarkéieren. Egal, ob de Mars Di Bartolomeo als fréiere Gesondheetsminister hei mengt, dat wär d'ganz Regierung, déi se geschriwwen huet, ech liesen hei awer eng aner Handschrëft eraus, muss ech elo mol vu mengem bescheidene Standpunkt aus soen.

(Interruptions et hilarité)

Dat gesot, mir kënne souwuel d'Considerante wéi och d'Invitten ënnerstëtzen. An dofir wäerte mir déi Motioun hei matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 33 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

M. Roy Reding.

5. 8260 – Projet de de loi portant dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale en relation avec l'accord entre le Gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023

Als leschte Punkt um Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8260 iwwert d'Derogatioun zu den Artikele 55 a 56 vum Code vun der Sozialversécherung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Rapporter, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzestext, deen ech elo vun dëser Plaz aus wäert virstellen, setze mir eent vun deene leschte

Puzzlestécker aus dem Tripartitt-Accord vum 3. Mäerz dëst Joer ëm. Dësen Tripartitt-Accord gesäit vir, datt eng drëtt Indextranche an dësem Joer – mir hunn déi vu Juli 2022 jo op Abrëll 2023 reportéiert – de Betriber géif kompenséiert ginn. Dës Kompensatioun géif vun deem Moment un, wou d'Indextranche erfält, bis Januar 2024 inclus gemaach ginn.

Am Accord ass och schonns de Prinzipp festgehale ginn, wéi dës Kompensatioun géif ofgewéckelt ginn, an zwar iwwert de Wee vun enger Adaptatioun vum Taux de cotisation moyen bei der Mutualité des employeurs. Am Accord ass och déi kleng Aschränkung gemaach ginn, dass déi Kompensatioun net néideg ass en faveur vun Employeuren, bei deenen iwwert de legalen oder reglementaresche Mechanismus der Indextranche souwisou scho Rechnung gedroe gëtt, beispillsweis bei enger ëffentlecher Budgetisatioun. Zu dësem leschte Punkt awer spéider méi.

Fir d'éischt emol muss ee feststellen, dass de Finanzement vun der Mutualitéit op engem duerchschnëttleche Cotisatiounstaux berout, mat enger Opdeelung a véier méiglech Klassen, jee no observéiertem Absenteismus.

Wann een also d'Kompensatioun vun enger Indextranche Mount fir Mount iwwert en Erofsetze vun dësen Tauxe mécht, da versteet een och, dass een den Taux natierlech méi staark erofsetze muss, wann et méi Méint ze kompenséiere gëtt. Et gëtt also en direkte Lien tëschent der Durée vun der Kompensatioun engersäits an der néideger Baisse vun den Tauxen anerersäits.

Mir mussen natierlech iergendeen Unhaltspunkt huelen, an dësen Unhaltspunkt sinn déi lescht Projektioune vum Statec. De Statec huet am Mee seng Projektiounen aktualiséiert a geet vun enger drëtter Indextranche um Enn vum drëtten Trimester aus. An dësem Gesetzesprojet gi mir dofir dervunner aus, dass déi drëtt Indextranche fir September wäert erfalen.

Natierlech sinn d'Méiglechkeete vun enger Kompensatioun iwwert d'Erofsetze vun den Tauxen net onendlech. Den Taux an deene véier Klasse muss op jidde Fall positiv bleiwen, fir de Prinzipp vun der „Couverture géint Cotisatioun" ze respektéieren. Wann den Taux jo géif negativ ginn, da géif de Patron jo nach Suen derfir kréien, fir ofgeséchert ze si virun enger Incapacité de travail vu senge Salariéen, an dat géif de ganze Geescht vun eisem Sozialsystem op d'Kopp geheien.

Wann een d'Baisse vun den Tauxe fir d'Kompensatioun net an engem Joer gemaach kritt, da muss een d'Baisse, déi néideg ass, op méi Exercicer verdeelen. Am Tripartitt-Accord ass déi Eventualitéit och scho festgehale ginn. Well awer entre-temps de Statec déi drëtt Indextranche schonn Enn vum drëtten Trimester virgesäit, muss déi drëtt Indextranche och méi laang kompenséiert ginn. Dofir wäert d'Kompensatioun sech net nëmmen op d'Exercicer 2024 an 2025, mee och op d'Joer 2026 erstrecken.

Natierlech hänken déi Tauxen och vun der Masse cotisable of, déi hirersäits jo vun der Unzuel u Salariéë gradewéi vun der Evolutioun vun de Paien ofhängeg ass. Kleng Ajustementer zu engem spéideren Zäitpunkt sinn also net onbedéngt ausgeschloss. Den duerchschnëttleche Cotisatiounstaux, op dee sech d'Tauxe vun deene véier Klasse baséieren, ass am Code de la sécurité sociale festgehalen. Fir d'Joren 2021 bis 2023 inclus läit den duerchschnëttlechen Taux bei 1,90 % amplaz vu virdrun 1,85 %.

Dës Derogatioun ass gemaach ginn, fir dass de Staat seng Avancen zréckkréie kann, déi en der Gesondheetskeess gemaach huet en faveur vun de Patronen, déi am Joer 2020 vum éischten Dag u géint d'Incapacité de travail vun hire Salariéen entschiedegt gi sinn.

Ech kommen zréck op dat, wat am Tripartitt-Accord festgehale ginn ass, dass d'Kompensatioun just bei deenen Employeure gemaach gëtt, bei deenen net schonn iwwert de legalen oder reglementaresche Mechanismus der Indextranche souwisou Rechnung gedroe gëtt. Dat ass vum Sënn hier nach ëmmer, wat mir maache wëllen, mee et muss just anescht ëmgesat ginn, an zwar an zwou Etappen, fir en ze héijen administrativen Opwand fir d'Mutualitéit ze verhënneren.

An der éischter Etapp ginn d'Tauxe fir all Patron, deen affiliéiert ass, erofgesat. An enger zweeter Etapp mussen d'Gesondheetskeess an déi verschidde staatlech Organismen deem Rechnung droen, dass d'Cotisatioune fir d'Patronen erofgaange sinn. Bei der Gesondheetskeess selwer wäert dat iwwert déi budgetär Dotatioun respektiv iwwert d'Valeur monétaire geschéien, wat de Volet vun der Assurance dépendance ubelaangt. D'Gesondheetskeess gëtt also d'Erspuernis un de Staat weider. Bei Entitéiten, déi direkt vum Staat subventionéiert ginn, wäert déi Prise en charge iwwert d'Mutualitéit um Niveau vum Staatsbudget erëmkompenséiert ginn. Mir schwätzen hei vun engem Montant vu ronn 8 Milliounen de Mount, also ënnert dem Strëch 40 Milliounen.

Déi generell Kompensatioun iwwert d'Tauxe wäert pro Mount ongeféier 72,5 Millioune kaschten. Dat mécht also vu September 2023 bis Januar 2024 inclus e globale Käschtepunkt vun 362,5 Milliounen.

Vun dësem Montant muss allerdéngs nach d'Augmentatioun vum Temps de remboursement vun der Mutualitéit ofgezu ginn. Deen Taux de remboursement ass wärend der Pandemie bei engem Isolement oder enger Quarantän vun 80 % op 100 % eropgesat ginn en faveur vum Patron. De Käschtepunkt vun dëser Entlaaschtung ass vum Staat iwwerholl ginn. Fir dass dës Méibelaaschtung awer gerecht tëschent de Parteien opgedeelt gëtt, sollt de Staat elo effektiv d'Hallschent vun dëser Méibelaaschtung, also zéng Prozentpunkten, erëm zréckkréien. De Montant, deen de Staat zegutt hätt oder huet, läit bei 29 Milliounen. Et ass aus deem Grond, datt den duerchschnëttleche Cotisatiounstaux fir dräi Joer vun 1,85 op 1,90 gehuewe ginn ass, wéi ech et virdru gesot hat.

Dëst Joer leeft dee méi héijen duerchschnëttleche Cotisatiounstaux aus. Hei kritt de Staat dann awer 7,1 Milliounen ze vill zréck. Dëst gëtt mat an d'Rechnung abezunn, soudass de Staat net méi 29 Milliounen, mee just nach 21,9 Milliounen zegutt huet duerch seng generéis Hëllef wärend der Pandemie. Et ergëtt sech also e Solde vun 362,5 Millioune weniger 21,9 Milliounen ass 340,6 Milliounen Euro.

De Staat kritt mam Artikel 2 vun dësem Gesetzestext méi Flexibilitéit accordéiert, fir déi beschriwwe Kompensatioun virzefinanzéieren, andeems se net méi duerch de Respekt vun der Reserv vun 10 % vun den Depensë vun der Mutualitéit ageschränkt gëtt.

De Staatsrot huet a sengem Avis den 13. Juli keng inhaltlech Remarke gemaach.

Här President, aussergewéinlech Zäiten erfuerderen aussergewéinlech Moossnamen. Dat ass an dësem Fall net anescht. Mat dësem Gesetzestext setze mir also e weideren Deel vum Accord tëschent de Sozialpartner am Sënn vu méi Zesummenhalt vun eisem Land ëm.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a wäert d'Positioun vun der LSAP duerno ganz kuerz erklären.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter, dem Här Dan Kersch, …

(Brouhaha)

… villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir d'Virstellung vum Projet. Ech mengen, bei dësem Projet muss een drun erënneren, dass e wärend der Tripartitt-Diskussioun entstan ass. Den Här Kersch huet och elo d'Donnéeë gesot, déi am Projet de loi stinn, wann et vu September bis Dezember geet oder bis Januar geet.

Déi éischt Fro, déi awer nach ëmmer fir mech ze kläre bleift, do weess d'Regierung vläicht scho méi: Wéini ass iwwerhaapt elo deen nächsten Erfall? Kënnt een Erfall? Gëtt et net en Erfall? A gëtt et deen den 1. September, den 1. Oktober, den 1. November oder eréischt den 1. Januar? Sinn do scho méi genau Zuele bei der Regierung bekannt? Well de Moment ass dat hei jo eng Annam, also wouvu mer ausgaange sinn, wann ech den Accord de tripartite liesen, deen de 7. Mäerz 2023 fonnt ginn ass. An deemools sinn och déi Berechnunge gemaach ginn, an déi Finanzsituatioun eran, esou wéi den Här Kersch se beschriwwen huet.

Ech mengen, dass et och wichteg ass ze ënnersträichen, dass dat do op en Accord zréckgeet. Dofir war ech awer och e bësse verwonnert, wéi ech Avise gelies hu vu Beruffschamberen. Déi eng Beruffschamber, déi ka sech un déi positiv Stellungnam erënneren. Et ass eng aner Beruffschamber, déi dat vill méi kritesch gesäit an déi do och aner an zousätzlech Froe gestallt huet, soudass dat awer eppes ass, wat mech e bësse gewonnert huet. Well bei engem Tripartitt-Accord sinn ech dervun ausgaangen, dass dann normalerweis och sämtlech Beruffschamberen, déi dervu betraff sinn, dat och positiv begutachten.

Ech mengen, et muss een ënnersträichen, bei deem ganzen Artikel 55, do geet et jo och drëm, dass ee jo och muss ënnerscheede bei deenen Entreprisen, deemno wat fir eng Kategorie se sinn, well mer do jo d'Kategorië Klass 1 bis Klass 4 kennen, déi all och mam Absenteismus ze dinn hunn, wéi do déi Belaaschtung an Zukunft ausgefouert gëtt. Et ass esou, dass mer mam Prinzipp kee Problem hunn, mee wou mer eis Froe stellen, ass elo bei der Ëmsetzung, ob d'Regierung scho méi weess a genau weess, wéini wat erfält an ob et och zu Verschibunge komm ass déi lescht Méint an de jeeweilege Klassen, an der Klass 1, Klass 2, Klass 3 a Klass 4 vun de Betriber, déi do drënner falen, well dat gëtt jo op den Absenteismus berechent. Dat sinn nach déi Froen, déi mer hunn. Fir de Rescht géife mer awer am Prinzipp zu deem stoen, dass et en Tripartitt-Accord ass a mir géifen dee matdroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e weidert Gesetz, dat aus der Tripartitt-Kommissioun kënnt an ech géif mengen, et wär e ganz gutt Gesetz. Et setzt e weidere Punkt aus dem Accord vum 3. Mäerz dëst Joer ëm, en Accord, dee fonnt gi war tëschent der Regierung, de Gewerkschaften OGBL, CGFP, LCGB an de Patronatsvertrieder UEL. Déi dräi Tripartitten, déi a manner wéi engem Joer stattfonnt hunn, hunn zu

engem Erfolleg gefouert, an ech mengen, dass ee roueg ka soen, dass de Sozialdialog zu Lëtzebuerg lieft.

Déi nächst Indextranche wäert ganz normal ausbezuelt ginn, an dofir kréien d'Betriber dës Kéier eng Ënnerstëtzung vu ronn – den Här Kersch huet eis d'Rechnung gemaach, déi war net ganz einfach – 340 Milliounen.

Déi dräi Tripartitten, ech mengen, déi hunn eis wierklech gutt duerch d'Kris gefouert, well duerch déi Mesüren, déi mer geholl hunn – och wann heiansdo déi eng oder aner heibanne kritiséiert ginn ass –, hu mer et awer fäerdegbruecht, éischtens emol de Chômage am Grëff ze halen an zweetens och d'Inflatioun am Grëff ze halen.

Déi dräi Tripartitten hunn derzou bäigedroen, d'Kafkraaft vun de Stéit ze erhalen an ze stäerken, fir Aarbechtsplazen ze erhalen a fir och eise Betriber Previsibilitéit ze ginn. An an dësen onsécheren Zäiten ass d'Previsibilitéit dat Allerwichtegst, well Previsibilitéit bedeit Stabilitéit, a Previsibilitéit bedeit och sécher Aarbechtsplazen, an dat läit ons als DP ganz besonnesch um Häerz.

Dem Kolleeg Dan Kersch géif ech Merci soe fir säi bal scho pedagogesche Rapport. Ech muss éierlech soen, ech hu bal alles verstanen.

(Hilarité)

Merci awer och vun dëser Plaz aus alleguerten de Kolleeginnen a Kolleegen, déi Member waren an der Tripartitt-Kommissioun. Ech hu fonnt, dass mer flott zesummegeschafft hunn. Mir hunn haaptsächlech séier zesummegeschafft. An ech weess net, ob Der schonn Zäit hat ze kucken, mee Dir krut de Moien nach e Mail vum Dan Schmit, eppes, wat nogefrot gi war. Wéi gesot also, déi Aarbechte si fortlafend, déi sinn nach net definitiv ofgeschloss.

Ech géif Iech Merci soen an den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert un de Rapporter.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, an dësem Fall de Vertrieder vun der LSAP. Fir d'éischt emol sinn ech frou, dass den Här Baum wierklech alles am Rapport verstanen huet.

(Interruption)

Da kann hie mir duerno an der Paus dat eent oder anert nach erklären.

(Hilarité)

Well ech muss éierlech soen, et war e ganz techneschen Dossier.

Ech wollt awer, fir e bëssen erëm op de Seriö zréckzekommen, soen, dass et fir mech kloer ass an och fir eis Fraktioun, dass dëst Gesetz u sech just gestëmmt gëtt, well mer 2022 eng Indextranche opgeschubst hunn, an ech huele ganz bewosst den Term „opgeschubst hunn" an net „manipuléiert hunn", och net „ewechgelooss hunn", mee „opgeschubst hunn", an dofir si mer an d'Situatioun komm, dass am Joer 2023 dräi Indextranchen erfalen.

Dofir ass et, mengen ech, och méi wéi gerechtfertegt, dass hei eng Kompensatioun fir d'Betriber gemaach gëtt, well et soss fir eenzel Betriber ganz schwéier géif ginn, iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dat ass awer och genau de Problem. Hei kréien elo u sech ondifferenzéiert alleguerten d'Betriber en Deel vun hire Gehaltskäschte vum Staat kompenséiert. An zu deene Betriber gehéieren der och, déi an deene leschten Zäiten, ech soen emol zum Beispill opgrond vun enger gewëssener Zënserhéijung, déi jiddweree matkritt huet, an opgrond vun hirer Situatioun iwwerhaapt keng staatlech Hëllefe bräichten. A fir d'LSAP ass et kloer, dass mer an aussergewéinlechen Zäiten aussergewéinlech Mesüren huelen an dass dat heiten eng absolutt Ausnam ass an dass, wa mer an Zukunft nei Mesüren huelen, fir d'Betriber ze stëtzen, déi esou selektiv wéi méiglech musse gestalt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Fir d'éischt wéilt ech dem Dan Kersch natierlech e grousse Merci ausdrécke fir seng Erklärungen zu dëser komplexer Matière, och wann hie se net selwer all verstanen huet. Ech mengen, et bleift nach Zäit, fir dat do 30-mol ze liesen, da versti mer och de leschten Detail. Wourops et awer ukënnt, ass d'Solidaritéit.

Ech géif mengen, wéi bei allen anere Gesetzer, déi mer hei an der Chamber gestëmmt hunn, geet et och hei drëms, Solidaritéit ze beweisen. Dat maache mer dës Kéier par rapport zu de Betriber, wou mer dann 341 Komma eng Grimmel Milliounen an de Grapp huelen, fir d'Betriber ze kompenséieren. Dat ass nach ëmmer de richtege Wee gewiescht, notamment fir d'Betriber um Dréien ze halen, fir d'Ekonomie um Dréien ze halen an domat Aarbechtsplazen ze schützen. Dat war d'Zil vu ville Gesetzer an dat ass et och haut. An dofir sti mir voll hannert dësem Gesetz.

Hannendru wéilt ech dann awer och nach dem Gilles Baum e grousse Merci ausdrécke fir d'Leedung vun der Tripartitt-Kommissioun, wou ech d'Chance hat, Member a Vizepresidentin ze sinn. Mir hu ganz gutt zesummegeschafft a mir hu gewisen, dass mer zesummenhale kënnen, wann et drop ukënnt. Dat mécht de Lëtzebuerger Sozialdialog aus an dat huet och den Dialog an der Tripartitt-Kommissioun beräichert. An deem Sënn e grousse Merci, Gilles, an ech hoffen, dass déi Zesummenaarbecht a schwieregen Zäiten esou wäert bestoe bleiwen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An elo ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech wëll mech ganz gär deene Wierder vun der Madamm Lorsché uschléissen an dem Här Baum Merci soen, souwuel fir seng Aarbecht als President vun der Tripartitt-Kommissioun, mee och fir all déi wäertvoll a vill Stonnen, déi mer do investéiert hunn, fir de Suivi ze maache vun deenen Accorden, déi getraff goufen. Och dem Här Kersch merci fir de Rapport.

Ech wëll elo net soen, wivill Prozent ech verstan hu vun deem, wat e gesot huet. Ech wëll hei menger Reputatioun net méi schueden, wéi et muss sinn.

(Hilarité)

Mee op jidde Fall, mengen ech, sollte mer awer kucken, datt mer e ganz kloert Bild hei vun der Situatioun hunn. Mir weisen hei eng Solidaritéit, déi eis, mengen ech, alleguer éiert. Dat ass en Deel vum Lëtzebuerger Modell. Mir setzen déi Accorden ëm, déi vun der Tripartitt getraff goufen. Mee mir mussen awer och wëssen, dass mer lues a lues un d'Enn vun eiser Finanzéierungskapazitéit kommen. Wa mer déi 30 % Verscholdungsquot wëllen anhalen, da kënne mer net ëmmer weidermaachen dermat, d'Käschte vun der Inflatioun eigentlech vun de Leit oder vun de Betriber op de Staat ze verlageren. Dat geet net éiweg. Oder mir verloossen den Terrain vun deenen 30 %, déi mer jo eigentlech fixéiert haten, mee wou Verschiddener jo scho mengen, dat misst net méi esou sinn.

Dat Zweet ass, datt mer réischt schwéieren Zäiten entgéintginn. Et ass jo net esou, datt de Problem verschwonne wär an der Tëschenzäit. Mir hunn also eng Situatioun, wou mer un d'Enn vun de Finanzéierungscapacitéite kommen, mir hunn awer keng Perspektiv dauerhaft op en Enn vun der Inflatioun oder op eng Reduzéierung vun der Inflatioun. Mir liewen nach ëmmer mat ganz héijen Energiekäschten, déi wäit méi héich si wéi a konkurréierenden Ekonomien.

Mir hunn eng Situatioun an engem groussen Nopeschland, nämlech Däitschland, dat eise wichtegsten Handelspartner ass, déi eis Suerge mécht. Mir hunn den Ufank vun enger Deindustrialiséierung an Europa, déi och nach vun eisem groussen Noper op där anerer Säit vum Ozean encouragéiert gëtt. A mir hunn domadder eng Situatioun, wou mer eventuell an eng grouss Instabilitéit an Imprevisibilitéit an den nächste Méint a Joren erakommen.

Ech mengen, et ass ganz kloer, datt eis alleguer domadder eng grouss Erausfuerderung gestallt ass, och un déi nächst Regierung, egal wéi se zesummegesat ass. Mee mir mussen déi strukturell Problemer, mat deene mer elo konfrontéiert sinn, als Europäer an als Lëtzebuerger, léisen. Mir kënnen net weider an enger Situatioun bleiwen, wou mer strukturell einfach net méi kompetitiv sinn, an och den Inflatiounsdrock kënne mer net ëmmer weider op de Staatsbudget verlageren. Ech mengen, dat sinn einfach Tatsaachen, wou déi meescht heibanne kéinten dermat d'accord sinn.

Dat gesot, mir hunn als ADR den Engagement geholl, dat hei matzedroen, selbstverständlech déi Solidaritéit ze weisen, déi eis bis elo gehollef huet, fir gutt duerch déi Kris ze kommen, awer mir mussen eis bewosst sinn, datt mer esou net kënne virumaachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'Regierung huet bis op den allerleschte Stëppel gewaart, an zwar bis den 29. Juni, bis se dat heite Gesetz deposéiert huet. Dat war viru genee dräi Wochen.

Den Avis vum Staatsrot, bestoend aus e puer Zeilen, koum just zurzäit, an zwar den 13. Juli. D'CSL huet e kriteschen Avis ofginn. Dësen ass an enger Procédure d'urgence nach ugeholl ginn. Wann Der awer elo op de Chamberssite op de Rôle des affaires kucke gitt, da fannt Der dësen Avis net. Och de Rapport vun der Kommissioun beinhalt keng Referenz op dësen Avis, wouduerch kritesch Froen a Remarken och guer net mat an dëse Rapport agefloss sinn. Dat war och genee esou ze erwaarden an ass eigentlech am Fong onméiglech.

Dëst Gesetz ass e risege Kaddo mat der Strenz fir all Betrib, deen de Staat am beschte Fall 300 Milliounen Euro wäert kaschten. D'Regierung huet der Patronatssäit dës Zouso am September vum leschte Joer tel quel esou ginn.

Ob Amazon oder déi kleng Librairie, ob Auchan oder d'Epicerie um Eck, ob McDonalds oder de Quartiersbistro, all Betrib kritt hei pro Mount iwwer fënnef Méint eng Indextranche vun all hire Salariéë vum Staat finanzéiert. De Staat finanzéiert sech awer gréisstendeels iwwert d'Steieren um Salaire a mat der TVA, woumat eigentlech primär emol déi schaffend Leit de Gros vun dësen 300 Milliounen Euro bezuelen.

Här President, mir si vum Prinzipp hier op enger ganz änlecher Plaz wéi d'lescht Joer, wou den Index manipuléiert, also pardon, „opgeschubst" ginn ass. Deemools gouf déi reportéiert Indextranche iwwer e Steierkreditt gréisstendeels kompenséiert, ech soe „gréisstendeels", well zum Deel Leit mat mëttlere Paien awer bei der Rechnung verluer hunn.

De gewerkschaftleche Widderstand war ganz grouss an huet derzou bäigedroen, dass et net zu enger zweeter Manipulatioun sollt kommen. Dass mir just e puer Méint viru Parlamentswale stinn, huet sécher och matgespillt. Dës Kéier wäerten d'Salariéen also näischt mierken, wann déi nächst Indextranche erfält. Si kréien hir 2,5 % méi op hirer Pai, an dat ass och nëmme richteg esou. De Käschtepunkt kréien d'Betriber integral vum Staat zréckbezuelt. Dobäi soll et ëm fënnefmol 60 Milliounen Euro Salairë goen, déi iwwer eng Reduktioun vum Cotisatiounstaux an d'Mutualitéit vun den Entreprisë kompenséiert ginn.

Wat bedeit dat konkreet? Als Éischt emol stelle mir fest, datt de Staat d'Indextranchë vu groussen Entreprise finanzéiert, déi deels enorm Gewënner erzilen. Den Index vu Salariéen, déi zéngmol de Mindestloun verdéngen, gëtt vun der Allgemengheet bezuelt, net vum Betrib, deen esou Salariéen astellt. E Betrib, dee Leit mat esou héije Salairë beschäftegt, kann dëse Salaire plus Index och bezuelen, soss géif e jo keng esou Paie bezuelen.

D'Patronat an zum Deel Vertrieder vu Regierung a Parteien hei an der Chamber hunn net gezéckt, fir bei der Manipulatioun d'lescht Joer eng Deckelung vum Index an d'Spill ze bréngen, andeem se d'Indexéierung vun héije Salairen de facto als ongerechtfertegt duergestallt hunn.

D'Spëtzekandidatin vun der LSAP denkt haart iwwer eng Deckelung vum Index no. Mat dësem Gesetz zéckt d'Regierung awer net, fir d'Kompensatioun vum Index fir all Betrib ze iwwerhuelen, egal wéi vill Gewënn erwirtschaft gëtt, egal wéi héich d'Paien do sinn.

(Interruption)

Mir stelle fest: D'Regierung passt besser op d'Sue vun den décke Betriber op wéi op d'Sue vun der Allgemengheet am Staatsbudget! Eis mëssfält och, dass bei der Kompensatioun op eng Indextranche tabléiert gëtt, déi am September ausbezuelt géif ginn. Ass deen Zenario nach ëmmer realistesch? Ech mengen, et ass jo och scho vun engem Virriedner gefrot ginn.

Wat geschitt, wa se méi spéit erfält? D'Chamber ka jo eigentlech net méi reagéiere bis dohinner. Dat heescht, dass d'Betriber alleguer ab September eng Indextranche kompenséiert kréien, egal ob eng erfall ass oder net.

Här President, mir hunn ëmmer gesot, dass kleng Betriber duerchaus mat allem Recht besuergt sinn, wann et oft zu Indextranchë kënnt an dass déi Betriber och kënnen a solle gehollef kréien. Mee an dësem Fall gëtt einfach ondifferenzéiert eng riseg Zomm Staatsgelder onproduktiv an d'Wirtschaft gepompelt, ouni iergendwellech Konditiounen, zum Beispill a puncto Aarbechtsplazsécherung.

D'CSL stellt sech an hirem Avis och déi berechtegt Fro, wéi engem Betrib bei engem sougenannten „Inflatiounsschock" am September 2023 gehollef ass, wann en Deeler vun de Käschten dann nach dräi Joer méi spéit kompenséiert kritt, esou wéi et elo virgesinn ass am Projet.

Doriwwer eraus huet d'CSL och virgerechent, dass de Betrag, deen zur Kompensatioun soll déngen, e gutt Stéck iwwert deem läit, wat d'Indextranche tatsächlech géif ausmaachen. Dat schéngt jo ze heeschen, datt d'Regierung hei vun enger gréisserer Augmentatioun bei der Masse salariale ausgeet iwwert déi nächst Joren a wat d'CSL dann och zur Konklusioun bréngt, dass de Käschtepunkt vun dëser Kompensatioun am Endeffekt nach eng Kéier däitlech méi héich kéint leie wéi haut scho virgerechent.

Här President, wéi aus menger Ried erauszehéieren ass, kënne mir dëst Gesetz net matstëmmen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och un de Rapporter fir de Rapport. Ech halen et do mam Gilles Baum, datt ech zumindest mengen, ech hätt de ganze Rapport verstanen. Mee et seet ee jo ëmmer esou schéin: „Wie mengt, dee weess näischt!" Deementspriechend, mir wäerten dann an nächster Zäit gesinn, ob dee Rapport da wierklech esou verstane gouf, wéi e geschriwwe gouf, ob mer tatsächlech hei dat esou ëmgesat kréien, wéi mer et elo stëmmen.

Et sinn 340,6 Milliounen Euro, an au contraire vu menger Virriednerin soen ech: Dat sinn 340,6 Milliounen Euro, déi direkt erëm benotzt kënne gi vun deene klenge Betriber, eebe fir och Salairen ze bezuelen. A jo, de Kritickpunkt, deen ech bei all de Kompensatiounsmoossnamen ubruecht hunn, datt et mat der Géisskan ass, muss ech natierlech hei, fir intellektuell éierlech ze sinn, och ubréngen.

Ech weess awer net, ob et gerecht gewiescht wär ze soen: Mir behandelen d'Betriber anescht! Independanten an och de Franchise-Entrepreneur si ganz heefeg eng kleng Entreprise, dat heescht, hei mat groussen internationalen Nimm erëmzewerfen, dat ass net dat, wat herno seet, ob déi Firma, déi derhannert steet, déi d'Salairë bezilt, tatsächlech eng grouss Multinationale ass oder eng kleng, ob et e klenge Patron ass, deen eeben nëmme seng fënnef oder sechs Employéen huet, fir emol eng Fastfood-Chaîne als Beispill ze zitéieren. Dat heescht, wär et fair gewiescht, déi anescht ze behandele wéi d'Stéit? An ech mengen, dat wär eeben net fair gewiescht. An dofir ass et richteg, datt mer dat hei dann esou maachen, och wann ech d'Géisskan per se net déi richteg Approche fannen.

Ech fannen et iwwregens och net déi richteg Approche, datt mer hei erëm an de System gi vu Suen avancéieren an da gestéckelt erëmkréien. Do hätt ee sécher aner Léisunge fonnt. Vu datt awer d'UEL an d'Gewerkschaften domadder averstane sinn, kann ech dat matdroen.

D'Fro vun der Indextranche, wéini se erfält, ech mengen, dat ass déi grouss Fro, jiddweree stellt sech déi Fro am Moment.

Do musse mer da wuel waarden, wat de Statec eis un neien Zuele liwwert. Fir mech ass op alle Fall ganz kloer: Dat Argument, dat elo meng Virriednerin avancéiert huet, ze soen, datt een, wann ee Leit mat engem gewëssene Salaire géif astellen, sech och den Index leeschte misst kënnen, dat Argument gëllt jo fir all d'Salairen. Mir wëssen, datt den Indexsystem do ass. Mir wëssen, vum klengste Salaire, vum Mindestloun bis zu engem Villfache vum Mindestloun, kann e Patron u sech domadder rechnen, wann d'Inflatioun eebe kee Schock huet. A mir sinn eeben elo an enger Situatioun vum Schock. A genau do ass et dann och néideg, datt mer de Leit, de Patronen, de klengen Independantë bis zu deene méi grousse Patronen, hëllefen, an dofir wäerte mir dat Gesetz hei och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Mat deem heite Projet de loi gëtt e weidere Punkt vum Tripartitt-Accord ëmgesat. An d'Virriedner sinn alleguerten drop agaang, ech wäert elo net méi op d'Zuelematerial agoen. Ech wäert awer op e puer Froen äntwerten.

Ech kann Iech soen, datt bei deenen 340,6 Milliounen, esou wéi de Rapporter et jo och gesot huet, herno gekuckt gëtt, a Fonctioun vun der CNS a vun de Ministèren, wou ee gesetzlechen Index komm ass, an och, wou Regularisatioune komm sinn. Dat mécht ronn 40 Milliounen aus, soudatt mer zum Schluss an där Constellatioun, wou mer hei sinn, bei ronn 300 Millioune leien. Dat just eng Kéier als Informatioun. Déi Zuelen hänken natierlech – an den Taux och, Här Spautz, wat Der gefrot hutt – vun der Masse salariale of, an domadder och den Taux.

Déi Verschibungen, déi elo komm sinn, déi gëlle vun 2024 un. A mir kucken, wéi dat ëmmer gemaach gëtt par rapport zu deene Jore virdrun, Enn 2024, fir den Taux esou ze ajustéieren, wéi mer en all Joer ajustéiere fir eng gewëssen Zäit, fir datt mer dat kënnen opfänken. Dat ass eng normal Prozedur, déi mer eis ginn hunn an, wéi gesot, déi hänkt vun der Masse salariale of an och vum Taux, an eeben och bei der Mutualitéit, wéi dat Ganzt komposéiert ass mat deene véier Klassen.

Wichteg ass an deem heite Projet de loi, an dat ass ugeklongen, datt mer, wat d'Verschibung ugeet, déi ugeschwat ginn ass, net ënner 0 % kommen, datt mer en Taux kréien, deen ënner null ass, well dann hätt de System sech ëmgedréit an de Staat hätt am Fong nach misse Suen un déi Betriber ginn an deene Klassen. An dofir ass och eng Streckung gemaach ginn. Dat ass net aus finanziellen Iwwerleeunge gemaach ginn, mee wa mer d'Demande en total erageholl hätten, dann hätte mer bei enger, voire zwou Klassen en negativen Taux gehat. An dat wier éischtens scho guer net am Sënn gewiescht vun der Mutualitéit an zweetens och net vun deene concernéierte Betriber. Well et muss een dann oppassen, wou den Absenteismus par rapport am gréissten ass, well soss hätte mer vläicht Suen an Entreprisen investéiert, déi dat néidegt finanziellt Kapital gehat hätten, wat d'Madamm Cecchetti elo gesot huet, an déi kleng Betriber wieren eidel ausgaang. Dat ass eebe just domadder net geschitt.

Wa mer eng Differenziatioun hei vun de Betriber gemaach hätten innerhalb vun der Tripartitt, dann hätt Dir mir d'Fro gestallt: „Wéi ass et dann do mat den Aide-publiquen?" Dat heescht, wéi komme mer dann do derlaanscht? Hei hu mer keng Aide-publiquen, hei hu mer keng Staatshëllefen. Déi sinn an d'Entreprisë gaang. Mir hunn eng Verdeelung iwwert d'Mutualitéit gemaach. An domat hu mer de System vun de Staatshëllefe par rapport zu Entreprisen – déi eng kréie se, déi aner kréie se net, déi eng däerfe se kréien, déi aner däerfe se net kréien –, ech wëll net soen ëmgaangen, mee an der Consideratioun an den Iwwerleeunge bei der Tripartitt mam Patronat a mat de Gewerkschaften ass deem natierlech och an der Diskussioun Rechnung gedroe ginn. Dat ass och wichteg ze wëssen.

Dee System hei ass e System, deen adaptabel ass a Fonctioun vun der Masse salariale, a Fonctioun vun

deem, wat an der Tripartitt ofgemaach ginn ass an a Fonctioun vum Index. Hei geet et jo drëms, fir déi drëtt Indextranche opzefänken. Dir hutt mech gefrot: Wéini erfält déi? Oder wéini ass se dû? Ech soen Iech: Haut ass den 20. Juli, ech perséinlech ginn net dervun aus, datt se nach am Juli declenchéiert gëtt. Muer de Moien ass Regierungsrot, ech wäert dat awer froen. Wann dat de Fall wier – wann dat de Fall wier! –, géift Der et direkt gewuer ginn, esou wéi ech d'Medie kennen. Wa se am September ausbezuelt gëtt, misst se am August fälleg ginn, declenchéiert ginn, fir datt se am September do ass. Bon, mir hunn dat hei gekuckt an der Tripartitt, d'lescht Trimester, ufanks lescht Trimester, oder zum Schluss vum drëtten Trimester, et ass evaluéiert gi laut deenen dräi Zenarioen, déi mer haten. Dofir hu mer och de Januar derbäigeholl, well mer wëssen, datt Wale sinn a mer der nächster Regierung jo och eng Chance solle ginn, fir sech net direkt mat där Problematik mussen ausernanerzesetzen. Dofir hu mer fënnef Méint hei geholl. A wann Der déi fënnef Méint rechent mol 60 – déi 60 Milliounë sinn ugeschwat ginn – mat all den Augmentatiounen an den Diminutiounen an de Contributiounen, déi nach fälleg sinn, si mer do op 60 Milliounen, op fënnef Méint – da komme mer erëm op déi 300 Milliounen, déi ech am Ufank genannt hunn.

Dofir, e Merci op jidde Fall deenen, déi dësen Accord matstëmmen. Dat schwätzt ganz einfach fir de Sozialdialog a fir d'Solidaritéit innerhalb vu Lëtzebuerg. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Sozialminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8260. Den Text steet am Document parlementaire 8260[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8260 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Max Hengel), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Jessie Thill), Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Chantal Gary) et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.57 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Droit d'accès de la police aux données des assureurs	7948	Fernand Kartheiser	96
Effectif de la Police grand-ducale	7971	Fernand Kartheiser	97
Potentiel conflit d'intérêt entre la fonction publique et la vie privée de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire	7991	Diane Adehm	97
Participation du Luxembourg au prochain « Eurovision Song Contest »	8034	Mars Di Bartolomeo	97
Parc des IRM actuellement en service	8037	Marc Hansen, Josée Lorsché	98
Fermeture de l'abattoir à Wecker	8038	Martine Hansen, Octavie Modert	98
Sport de haut niveau féminin	8041	Jeff Engelen	99
Application mobile afin de faciliter l'accès des personnes allergiques aux informations sur les concentrations de pollens dans l'air	8044	Carole Hartmann	99

Droit d'accès de la police aux données des assureurs | Question **7948** (28/04/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Hibléck op d'Parlamentswalen huet d'„Association des compagnies d'assurances et de réassurances" (ACA) eng Initiativ geholl, fir déi politesch Parteien op néng Prioritéiten opmierksam ze maachen. An enger vun dëse Prioritéite geet et ëm d'Autosversécherungen.

Am Fall vun engem onversécherten Auto muss d'Allgemengheet d'Laascht droen, fir d'Affer vun engem Accident iwwert de „Fonds de garantie automobile" ze entschiedegen. Dëse Fong huet an de leschten dräi Joer duerchschnëttlech honnert Fäll pro Joer beaarbecht. Wann een dovunner ausgeet, dass een zu Lëtzebuerg eng vergläichbar Situatioun wéi an den Nopeschlänner huet, da fueren tëschent 5.000 an 10.000 net verséchert Autoe mat enger Lëtzebuerger Plack op eise Stroossen. Fir dëse Problem ze bekämpfen, proposéiert d'ACA, dass d'Police op en digitale Versécherungsregëster zougräife kann, wou si mat Hëllef vum Nummereschëld iwwerpréiwe kann, ob en Auto verséchert ass oder net.

Och ass et zu Lëtzebuerg am Abléck esou, datt eng Persoun, déi der Police d'Versécherungsdokument vun hirem Auto net ka weisen, de Schlëssel vum Auto muss ofginn an den Auto immobiliséiert bleift, bis déi néideg Dokumenter kënne gewise ginn. Wann d'Police selwer Zougréff op e Fichier mat de Versécherungsdaten hätt, wären esou ëmständlech Prozeduren net méi néideg.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Police sollt en automateschen Zougréff op Dateie kréien, déi iwwer de Versécherungsstatus vun den Autoe mat Lëtzebuerger Plack renseignéieren? Wa jo, wéi a wéini wëll si esou e System aféieren?

Réponse (29/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen iwwert d'Aféierung vun engem automateschen Zougréff fir d'Police op en digitale Versécherungsregëster, deen iwwer de Versécherungsstatus vun den Autoe mat Lëtzebuerger Placke renseignéiert.

Well een op eng Digitalisatioun vun der Immatrikulatiounsprozedur hischafft, mee sech awer och op eng zukünfteg Kooperatioun um Niveau vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun wëll virbereeden, ass am Kader vum Projet de loi N° 7985 an engem Projet de règlement grand-ducal virgesinn, datt en Datenaustausch betreffend d'Versécherungsinformatioune soll stattfannen.

Dës zwee Projeten, déi sech aktuell um Instanzewee befannen, gesi vir, datt eng „banque de données relative à l'assurance automobile des véhicules routiers"

ugeluecht gëtt an datt Membere vun der Police kënnen, am Kader vun hire Missiounen, vun der SNCA elektronesch matgedeelt kréien, ob e Versécherungskontrakt fir e gewëssenen Auto ofgeschloss gouf an ob dësen nach valabel ass. Déi Informatioun aus der Datebank kann och, ënner verschiddenen Ëmstänn, un d'Agente vun der Administration des douanes et accises, d'entreprises d'assurances autorisées, de Fonds de garantie automobile an de Bureau luxembourgeois gi ginn.

Fir béid Projete goufen am Laf vum Mount Mee 2023 Amendementer virbereet an et gëtt de Moment op en zousätzlechen Avis vum Staatsrot an de verschiddene Chambres professionnelles gewaart.

Effectif de la Police grand-ducale | Question **7971** (08/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 28. Abrëll 2023 goufen 176 nei Poliziste vereedegt. Esou wéi um Site vun der Police ze liesen ass, huet et sech ëm déi éischt Vereedegung vun neie Beamten zënter dem Dezember 2021 gehandelt. Wärend deem Zäitraum sinn eng 120 Agenten aus ënnerschiddlechen Ursaachen aus dem Déngscht ausgescheet, sou datt um Enn e Saldo vu 56 zousätzlechen Agente steet.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, aus wéi engen ënnerschiddlechen Ursaachen (Pensionéierung, Versetzung an en anere Service, Burnout asw.) d'Beamten d'Police am Eenzele verlooss hunn? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi eng Ursaachenanalyse virgeholl goufen, falls Leit virum Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit ausgescheet sinn a wéi eng Conclusiounen zeréckbehale goufen?

2. Wa Leit hir Intentioun bekannt ginn, fir d'Police fréizäiteg ze verloossen, gëtt da probéiert, op hir eventuell Problemer anzegoen, fir datt si awer eventuell nach bleiwe wëllen?

Réponse (26/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. An deem vum honorabelen Deputéierte genannten Zäitraum sinn 78 Beamten an d'Pensioun gaangen a ronn 20 hunn d'Ausbildung net gepackt. 14 Beamten hunn demissionéiert, aner Beamten hunn ee Changement d'administration bei d'Inspection générale de la police oder aner Administratioune gemaach oder hunn aus gesondheetleche Grënn eng Plaz ausserhalb vun der Police kritt. De Grond, wisou Beamten d'Police verloossen, ass net ëmmer bekannt, dat kann déi verschiddenst Ursaachen hunn, zum Beispill eng berufflech Neiorientéierung.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aus den Zuele geet ervir, dass déi meeschte Beamten opgrond vun der Pensioun d'Police verloossen, nëmmen ee klengen Undeel vun den Departe besteet aus Beamten, déi virum Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit aus der Police ausgescheet sinn.

ad 2. D'Police huet e Service psychologique a säit 2018 och e Service santé et bien-être au travail, deen Deel vum Personalbüro ass. D'Membere vun der Police kënne sech u si wenden, wa si Rot brauchen. Si assuréieren och d'Prise en charge no potentiell traumatiséierenden Interventiounen an ënnerstëtzen d'Beamte bei physeschen a psycheschen Erausfuerderungen.

Potentiel conflit d'intérêt entre la fonction publique et la vie privée de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Question **7991** (16/05/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Dans un article publié récemment sur reporter.lu, « Die Spesen des Franz Fayot », il est question d'une ingérence financière et d'un potentiel conflit d'intérêt entre la fonction publique et la vie privée de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire lors de différents déplacements à l'étranger.

Le paragraphe (1) de l'article 24 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État précise que « Le contrôleur financier est chargé du contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses ainsi que du contrôle de la liquidation de toutes les recettes non fiscales relevant du ou des départements ministériels placés sous son contrôle ». En matière de dépenses, le contrôle a pour objet de constater e. a. la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales ou ministérielles afférentes ainsi que la régularité des pièces justificatives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Le contrôleur financier au sein de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes a-t-il contrôlé les frais de route et les frais de séjour de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire ?

– Ces dépenses sont-elles conformes à la législation en la matière ?

– Est-ce que le contrôleur financier a fait des observations en la matière ?

– Si oui, dans combien de cas ?

– Si oui, est-ce qu'il y a eu des passer-outre ? Si oui, combien ?

Réponse (15/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Les contrôles effectués par la Direction du contrôle financier (DCF) se font sur base de l'article 24 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État :

« (1) Le contrôleur financier est chargé du contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses ainsi que du contrôle de la liquidation et du recouvrement de toutes les recettes non fiscales relevant du ou des départements ministériels placés sous son contrôle.

(2) Il exerce son contrôle sur pièces et pour autant que de besoin sur place.

(3) En matière de dépenses le contrôle a pour objet de constater :

a) la disponibilité des crédits ;
b) l'exactitude de l'imputation budgétaire et comptable ;
c) la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales ou ministérielles afférentes ;
d) la régularité des pièces justificatives ;
e) l'exécution correcte des contrôles internes par l'administration et le respect des procédures. »

Toutes les dépenses sont contrôlées y compris les frais de route et de séjour de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.

L'article 10 du règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État, dispose que « les membres du Gouvernement ont droit au remboursement de leurs dépenses réelles pour frais de route et de séjour, sur production d'une déclaration motivée ». Quand les dépenses sont conformes à la législation en la matière, le contrôleur financier accorde son visa et le remboursement des frais concernés peut être exécuté par la Trésorerie de l'État. Le contrôle financier ne porte ni sur l'économicité, ni sur l'opportunité d'une dépense.

Pendant la période allant de 2021 à 2023, un seul dossier relatif aux demandes de remboursement de frais de route de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a été retourné. En l'occurrence, la saisie des émissions CO_2 avait été omise.

Aucun des dossiers contrôlés n'a donné lieu à un refus ou à un passer-outre de la part de la DCF.

Participation du Luxembourg au prochain « Eurovision Song Contest » | Question **8034** (26/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Gouvernement vient de confirmer son intention de soutenir la participation du Luxembourg au prochain « Eurovision Song Contest ». Rappelons que le Luxembourg avait remporté l'Eurovision à cinq reprises avant de se retirer après 1993 de ce concours.

Le Gouvernement entend confier le pilotage de cette participation à la CLT-UFA.

1) Comme le Gouvernement entend aligner « un représentant du Luxembourg en 2024 », j'aimerais savoir s'il est envisagé de sélectionner un représentant du secteur musical du Luxembourg ou un artiste international.

2) Concernant l'éventualité que le Luxembourg remporte ce concours, et étant donné que le Service des médias a fait savoir que le Gouvernement s'est préparé à cette « possibilité », j'aimerais savoir quelles sont les options concrètes du Gouvernement pour suffire à cette hypothèse, c'est-à-dire organiser ledit concours ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1) Dans le contexte de l'édition 2023 du Concours Eurovision de la chanson (Eurovision Song Contest), le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg a formellement annoncé son retour au concours en 2024. Selon le règlement du Concours Eurovision, les chansons qui participent au concours sont choisies lors de sélections nationales organisées par les diffuseurs participants. Le règlement précise encore que la sélection nationale est organisée sous la seule responsabilité du diffuseur participant concerné.

Des représentants du diffuseur participant luxembourgeois, CLT-UFA, sont en échange continu avec des représentants des ministères concernés dans le cadre d'un groupe de travail mis en place à cette fin. Dans ce contexte, sont également discutées les conditions qui devront être remplies par les candidat*es. Il est prévu que le ou la représentant*e du Luxembourg devra incarner le rayonnement musical du Luxembourg, et ce pour valoriser, sur le plan européen et international, non seulement les secteurs musical et créatif, mais également l'image du pays dans son ensemble. La CLT-UFA sera chargée d'élaborer un concept à cette fin permettant la sélection d'un ou d'une candidat*e ayant un ancrage culturel luxembourgeois.

Toutes les informations concernant le processus du choix du ou des candidat*es, ainsi que les modalités de candidature seront présentées début juillet 2023.

ad 2) Le Gouvernement a bien pris en compte les conséquences organisationnelles et financières d'une éventuelle victoire luxembourgeoise à l'Eurovision dans sa décision de soutenir la participation du Luxembourg dès l'édition de 2024. Ont été pris en compte, outre l'impact culturel et sociétal, l'influence positive sur la promotion de l'image de marque du Luxembourg ainsi que, comme on peut l'observer dans d'autres pays, le

fait qu'une participation, et le cas échéant une victoire, aurait des répercussions positives sur le développement de l'industrie créative, et plus particulièrement sur l'industrie musicale. De plus, la tenue éventuelle d'un tel spectacle d'envergure internationale et des évènements connexes se reflètera indéniablement sur l'hôtellerie locale et le tourisme de manière plus générale.

Parc des IRM actuellement en service | Question **8037** (26/05/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose actuellement de 12 appareils IRM opérationnels, dont 11 dans les centres hospitaliers du pays et un seul dans un cabinet médical, conventionné avec le Centre hospitalier de Luxembourg.

Concernant ces appareils, nous aimerions avoir les informations suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle nous fournir de plus amples détails sur le constructeur et le modèle de chaque l'IRM, l'année d'acquisition et de mise en service, et, pour les appareils d'occasion, l'année de leur première mise en service ?

2) Quels types d'images les différents appareils d'IRM peuvent-ils fournir ?

3) Y a-t-il des différences de qualité et de netteté d'image entre les différents appareils d'IRM ?

Selon nos informations, certains types d'images IRM nécessitent une infrastructure ou des produits spécifiques, voire du personnel spécialisé.

Ainsi, pour les IRM nécessitant l'injection d'un produit de contraste, la présence d'un anesthésiste est obligatoire à cause du risque d'un choc anaphylactique. L'injection du produit de contraste n'est pas toujours planifiable d'avance et peut s'avérer nécessaire en cours de route si les images obtenues dans un premier temps ne révèlent pas les informations souhaitées.

4) De quels infrastructures, produits médicaux ou personnels spécifiques les différents types d'images ont-ils besoin pour que la qualité puisse être assurée ?

5) Est-ce que tous les sites offrant des examens IRM disposent d'un anesthésiste ?

6) Dans la négative, combien de patients ont dû être redirigés sur un autre site afin qu'un examen IRM avec produit de contraste ait pu être réalisé ?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

En ce qui concerne l'IRM Potaschberg, (Siemens Somatome Definition 128 AS), il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'un appareil d'occasion, acquis auprès d'un fournisseur allemand et dont l'année de construction est 2005.

ad 2) Les spécificités techniques dépendent des modèles et configurations respectives installées et il est préférable de se référer à la documentation des équipements respectifs.

ad 3) En général, la qualité d'image dépend des paramètres suivants :

– l'intensité du champ magnétique (1,5 T ou d'un appareil haute performance avec une intensité de champ magnétique de 3 T) ;
– les paramètres d'acquisitions ;
– les antennes ;
– les types de séquences ;
– les méthodes de reconstructions, etc.

De plus, les séquences cliniques utilisées par les hôpitaux sont différentes. Ceci entraîne l'impossibilité de faire des intercomparaisons entre les différentes machines.

ad 4) Au niveau de l'infrastructure, il faut disposer d'une salle dédiée à l'IRM, conçue pour éliminer les interférences magnétiques, avec un blindage électromagnétique pour réduire les interférences radiofréquences. De plus, un système de refroidissement efficace est essentiel pour maintenir des conditions de fonctionnement optimales.

En ce qui concerne les produits médicaux, des injections de produits de contraste peuvent être nécessaires pour certains examens IRM, afin d'améliorer la visibilité des tissus ou des vaisseaux sanguins. Des produits de contraste adaptés à chaque type d'IRM peuvent être utilisés, tels que ceux utilisés pour l'imagerie vasculaire ou l'imagerie de la moelle épinière.

Quant au personnel, de nombreux professionnels qualifiés sont impliqués dans le processus. On peut notamment citer les radiologues, les assistants techniques médicaux, les physiciens médicaux et le personnel infirmier.

La Cellule physique médicale de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois réalise une assurance qualité conformément au règlement grand-ducal du 12 juin 2004 fixant les normes pour un service d'imagerie médicale travaillant avec un tomographe à résonance magnétique nucléaire selon une fréquence annuelle par un expert en physique médicale (EPM) agréé par le Ministère de la Santé. Cependant, ces tests sont uniquement relatifs par rapport aux performances mesurées lors de la réception pour une machine donnée. De ce fait une comparaison absolue entre les appareils n'est pas possible.

ad 5) En raison de l'article 2 du règlement grand-ducal du 12 juin 2004 précité, le tomographe à résonance magnétique est à installer dans un service d'imagerie médicale.

Selon la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, l'article 4 précise que « Tout centre hospitalier doit obligatoirement disposer d'une autorisation d'exploitation pour les services hospitaliers suivants [...] Soins intensifs et anesthésie »

Les sites mentionnés sous la question 1 disposent de la présence d'un anesthésiste. Seule l'antenne du service imagerie médicale du CHL, installée au centre médical, ne dispose pas d'une présence d'anesthésiste sur le même site. Toutefois, un lien fonctionnel avec un service de soins intensifs est assuré en raison de la collaboration avec un centre hospitalier.

ad 6) Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'informations au sujet de patients éventuellement redirigés sur d'autres sites.

Fermeture de l'abattoir à Wecker | Question **8038** (26/05/2023) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

De 17. Mee koum d'Nouvelle, datt d'Firma Cobolux de Schluechtbetrib zu Wecker zoumécht. No der Fermeture gëtt et hei zu Lëtzebuerg just nach ee Schluechthaus. Kuerz Weeër, virun allem vu liewegen Déieren, mussen eng Prioritéit sinn. No dësem Zoumaache gi mer an der Fleeschproduktioun souguer am Beräich vum Groussvéi nach méi vum Ausland ofhängeg. Mir mussen awer och no der Liewensmëttelversuergung an eisem Land kucken.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Huet den Här Minister Angaben zu der Entwécklung iwwer déi lescht 5 Joer vun der Unzuel vun Déieren, déi zu Wecker geschluecht gi sinn?

2. War de Minister am Virfeld iwwert d'Fermeture informéiert ginn an ass no anere Léisunge gesicht ginn?

3. Mat nëmme méi engem Schluechthaus besteet de Risiko, datt am Fall vum Ausbroch vun enger Krankheet, wéi z. B. BSE oder der Schwéngspescht, d'Schluechthaus – an dësem Fall dat eenzegt am Land – misst zougemaach ginn.
Wat wëll d'Regierung an esou engem Noutfall maachen?

4. Ass de Minister mam Ettelbrécker Schluechthaus a Kontakt?
– Wa jo, wéi gesäit do déi wirtschaftlech Situatioun aus?

5. Wëssend, dass mir wéinst der Liewensmëttelsouveränitéit an der Liewensmëttelversuergung e Schluechthaus zu Lëtzebuerg brauchen, wéi gedenkt d'Regierung den Erhalt vum leschte Schluechthaus zu Lëtzebuerg laangfristeg ofzesécheren?

6. Gesäit d'Regierung an dësem Kontext eng Méiglechkeet, fir finanziell Hëllefe fir d'Ettelbrécker Schluechthaus bereetzestellen?

Réponse (19/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. De Minister gouf kuerz virun der offizieller Annonce vun der Direktioun vum Schluechthaus informéiert an huet keng juristesch Méiglechkeet, fir sech an Decisioune vun enger privater Firma anzemëschen.

ad 3. Am Fall vum Ausbroch vun enger Krankheet besteet laut europäescher Legislatioun keng Obligatioun, e Schluechthaus zouzemaachen. Unhand vun der Legislatioun musse sougenannte Schutz- resp. Iwwerwaachungszonen ausgewise ginn an, falls e Schluechthaus an esou enger Zon läit, sinn d'Aktivitéite vun deem Schluechthaus u gewësse Konditioune gebonnen, mee d'Schluechtaktivitéit fir den nationale Marché kann oprecht gehale ginn.

ad 4. De Minister grad wéi och seng Verwaltunge stinn a permanentem Kontakt mat de Schluechthaiser, sou och mat deem vun Ettelbréck. De Bilan, deen d'Schluechthaus Ettelbréck all Joer op senger Generalversammlung mécht, ass duerchaus positiv an och deelweis bedéngt duerch de stännegen Ausbau vu sengen Aktivitéite grad wéi och d'Moderniséierung vun den Infrastrukturen.

ad 5. Wéi bei all Betrib hänkt d'Aktivitéit vun engem Schluechthaus vu verschiddene Facteuren of: der Disponibilitéit an dem Präis vun der Matière première (an deem hei Fall d'lieweg Déieren), den Exigenzen, wat d'Infrastruktur an d'Equipementer betrëfft, de Präisser vun der Energie (déi an engem Schluechthaus ee weesentleche Posten duerstellen), der Entsuergung vun den Offallproduiten a schlussendlech dem Ofsaz vun de fäerdege Produkter (Fleesch, sief et a Form vun enger Carcass oder vun Deelstécker aus der Decoupe). Op d'Majoritéit vun deene Facteuren huet d'Politick nëmmen en indirekten Afloss. Et ass awer kloer, dass d'Regierung beméit ass, d'Ramebedéngunge sou favorabel wéi méiglech ze gestalten, fir dass mir och nach an Zukunft ee Schluechthaus zu Lëtzebuerg hunn.

ad 6. Iwwert d'Agrargesetz huet de Ministère d'Méiglechkeet, fir verschidde Kofinanzementer beim Neibau, beim Ausbau oder der Moderniséierung vun de Schluechtinfrastrukture souwéi och deene vun der

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Decoupe zu Verfügung ze stellen. An der Vergaangenheet konnten déi verschidde Betriber heivu profitéieren, an dat wäert och weider esou beim Ettelbrécker Schluechthaus gehandhaabt ginn.

Sport de haut niveau féminin | Question **8041** (26/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Leeschtungssport erfuerdert vun den Athleeten en honnertprozentegen Engagement. Nodeems si hir wichtegst Ziler erreecht hunn, decidéiere si heiansdo, fir eng Paus an hirer Carrière ze maachen, z. B. fir eng Famill ze grënnen.

Dësen Zenario betrëfft haaptsächlech Fraen, déi sech entscheeden, e Kand ze kréien. Déi Fraen, déi dono nees wëllen zeréck an hire Sport, ginn awer dann dacks net méi genuch ënnerstëtzt. Rezent Beispiller am Ausland weisen, z. B. dat vun enger franséischer Judoka, datt et méiglech ass, fir och no enger Paus nach grouss sportlech Leeschtungen ze bréngen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Ginn zu Lëtzebuerg och Sportler no enger Familljepaus ënnerstëtzt a gefërdert?

2. Ewéi presentéiert sech déi Situatioun speziell fir Sportlerinnen, déi Mamm gi sinn?

Réponse (26/06/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

Am Leeschtungssport hu mir d'Section des sports d'élite de l'armée (SSEA), déi jo bekanntlech fir Spëtzesportler geduecht ass, déi der Arméi bäitrieden, fir sech ganzheetlech hirem Sport kënnen ze widmen. Doduerch, datt dës Spëtzesportler fest bei der Arméi agestallt sinn, falen si ënnert d'Aarbechtsgesetz, a fir si gëllen deemno déi selwecht Rechter a Pflichte wéi bei jidderengem aneren och. Op d'Fro, wéi Sportler no enger Familljepaus gefërdert ginn, bzw. Sportlerinnen, muss een, fir de Fall wou ee vu Spëtzesportler schwätzt, un de LIHPS (Luxembourg Institute for High Performance in Sports) verweisen, an hei spezifesch op hir Abteilung „Injury Prevention & Return-to-Sports". Déi Haaptmissioune vun dëser Abteilung sinn:

– fir eng effizient a sécher Leeschtung no enger Verletzung, enger Krankheet oder all aner Absence vum Sport ze garantéieren,
– fir sportspezifesch Präventiounsstrategien ëmzesetzen, fir de Risiko vun neien an/oder widderhuelende Verletzungen ze reduzéieren.

Fir dës Ziler ze erreechen, ginn d'Haaptschrëtt fir zeréck an de Sport geplangt a koordinéiert an enker Zesummenaarbecht mam Athleet a sengem Trainer souwéi all involvéierten Acteuren an Experten. Eng Critère-baséiert a progressiv Rehabilitatioun, dorënner Stäerktraining, reaktiv Entscheedungsprozesser a koordinativ Übungen, ginn am High Performance Training and Recovery Center (HPTRC) am Centre national sportif et culturel d'Coque oder um Spillfeld ugebueden, wann néideg. Gemeinsam Entscheedungsprozesser baséierend op funktionellen a sportspezifeschen Tester guidéieren den Athleet duerch de Prozess vum „Return to Sports".

Application mobile afin de faciliter l'accès des personnes allergiques aux informations sur les concentrations de pollens dans l'air | Question **8044** (31/05/2023) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0632 en avril 2019, l'ancien Ministre de la Santé avait annoncé qu'une application mobile gratuite serait développée début 2020 afin de faciliter l'accès des personnes allergiques aux informations sur les concentrations de pollens dans l'air.

Il est certain que la pandémie a eu un impact sur le calendrier de développement d'une telle application mobile. Néanmoins, trois ans se sont écoulés depuis le lancement prévu.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, le développement d'une application mobile est-il toujours en cours ?

2) Dans l'affirmative, quand les personnes allergiques peuvent-elles s'attendre à sa publication ?

3) Qui a été chargé pour développer cette application ?

Réponse (03/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Le développement de l'application dont parle l'honorable Députée et qui permettra à l'utilisateur de suivre les concentrations en pollen mesurées dans l'air ambiant au Luxembourg, est en cours de finalisation et devrait être prête pour la saison de 2024.

ad 2) L'application en question sera activée pour le public dès que les derniers tests de fonctionnalité et de sécurité qui sont actuellement en cours, ont pu démontrer la fiabilité de l'outil.

ad 3) Le Ministère de la Santé finance la station d'aérobiologie, positionnée sur le toit du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), qui permet de mesurer les concentrations en pollen présentes dans l'air. Les données générées ont, jusqu'à présent, été publiées sur le site www.pollen.lu, accessible au grand public. Sur ce site, la population est avertie par rapport aux taux de pollens importants qui peuvent générer des réactions allergiques.

Comme le CHL et les allergologues étaient impliqués dès le début dans la gestion de la station d'aérobiologie, ils ont également été chargés d'accompagner le développement de l'application qui permettra de faciliter aux personnes allergiques de suivre l'évolution des risques d'allergènes pendant la saison pollinique. Le CHL a chargé une société externe pour développer l'application. Le financement est assuré par le Ministre de la Santé.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 70 et 71	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-08	p. 09-93	p. 93-99

2022-2023

N° 25

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04-08

Séances ..... p. 09-93

70e séance du jeudi 20 juillet 2023 p. 09-43

71e séance du vendredi 21 juillet 2023 p. 43-93

Questions au Gouvernement ..... p. 93-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
01/12/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Deuxième Sommet parlementaire de la Plateforme internationale pour la Crimée

Les Parlements réaffirment leur soutien indéfectible à l'Ukraine

« Je vous suis reconnaissant pour votre soutien chaque jour, sans faille. » C'est avec ces mots que le Président de la Verkhovna Rada ukrainienne, M. Ruslan Stefanchuk, s'est adressé aux parlementaires réunis le 24 octobre 2023 à Prague pour le Deuxième Sommet parlementaire de la Plateforme internationale pour la Crimée.

L'objectif de la conférence, qui a réuni des représentants de haut niveau des parlements de plus de 40 États et des assemblées et organisations parlementaires internationales, est de réaffirmer le soutien international à l'Ukraine et d'attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur la situation dans la péninsule de Crimée, annexée par la Russie en 2014 en violation du droit international.

Le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, s'est adressé à l'assemblée dans un discours retransmis par vidéo et a exhorté les parlementaires de continuer à soutenir l'Ukraine par tous les moyens et à combattre la propagande russe. Le débat qui a suivi a permis aux participants d'exprimer leur solidarité avec le peuple ukrainien et de condamner à nouveau l'attaque injustifiée et illégale de la Russie contre l'Ukraine ainsi que la diffusion de la désinformation par les autorités russes. Les parlementaires ont par ailleurs souligné leur engagement actif pour faire condamner les crimes de guerre et les violations contre les droits humains et contribuer au redressement et à la reconstruction de l'Ukraine.

Le Président ukrainien s'est adressé à l'assemblée dans un discours retransmis par vidéo.

Dans une déclaration commune adoptée à la fin du sommet, les participants réaffirment leur attachement résolu au principe de la non-reconnaissance de la tentative d'annexion illégale de la Crimée, ainsi que des tentatives d'annexion illégale d'autres territoires ukrainiens. Ils réitèrent leur soutien de l'application et du renforcement des sanctions à l'encontre de la Fédération de Russie et exigent que celle-ci retire immédiatement, complètement et inconditionnellement toutes ses forces de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris la Crimée. Finalement, ils s'engagent à fournir à l'Ukraine toute l'assistance nécessaire pour lui permettre d'adhérer à l'Union européenne et soutenir l'ouverture de négociations.

Les représentants ukrainiens ont exprimé le vœu de pouvoir accueillir le prochain sommet dans leur pays libéré.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

« Les réponses ne peuvent pas être laissées aux seules instances technocratiques »

M. Sven Clement a représenté la Chambre des Députés à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG), qui a eu lieu à Madrid les 26 et 27 octobre 2023.

La première journée de la conférence était consacrée aux défis de la gouvernance et de la reprise économique de l'Union européenne dans le contexte international ainsi qu'à l'architecture de la nouvelle gouvernance économique au sein de l'Union européenne. Les discussions des parlementaires étaient directement liées à une communication émise par la Commission européenne et contenant des orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique de l'Union européenne, censée aboutir à une réglementation simplifiée.

Dans ce contexte, M. Clement a insisté sur la nécessité d'impliquer davantage les parlements nationaux dans les discussions et d'éviter de tomber dans le piège de la technocratie. Selon le député luxembourgeois, le support démocratique d'une réforme de la gouvernance économique de l'Union européenne ne peut être garanti qu'à travers la responsabilisation des parlements nationaux.

Les débats de la deuxième journée se sont concentrés sur l'autonomie stratégique ouverte. Lors de ces échanges, les députés ont évoqué de nouvelles règles de gouvernance qui donneraient, entre autres, aux États membres une plus grande marge de manœuvre pour définir leur propre trajectoire d'ajustement budgétaire. La dernière séance de la conférence a traité de l'intégration du pilier social. C'était l'occasion pour les parlementaires de discuter de la nécessité du maintien des standards européens élevés tout comme de la préparation de la population active et qualifiée à la double transition écologique et numérique.

M. Sven Clement a participé aux débats de la Conférence interparlementaire sur la SCEG à Madrid pour y représenter la Chambre des Députés.

La Conférence interparlementaire sur la SCEG est née à la suite de l'entrée en vigueur du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et trouve son origine dans l'article 13 de ce dernier. Les parlementaires membres se rencontrent deux fois par an, au premier semestre au Parlement européen et au deuxième semestre dans l'État membre exerçant la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.

Cadre légal pour le secteur des services pour personnes âgées

7524 – Projet de loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de : 1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ; 2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Le projet de loi sous rubrique vise à pourvoir le secteur des services pour personnes âgées d'un cadre légal adéquat et favorisant le bien-être des personnes âgées visées.

Dans ce contexte, la présente loi en projet vise à s'appliquer aux structures d'hébergement pour personnes âgées, aux services d'aides et de soins à domicile, aux centres de jour pour personnes âgées, aux clubs Aktiv plus, services repas sur roues, services activités seniors et services téléalarme. Ce cadre légal adapté qui permettra, d'un côté, d'établir des critères en matière de la qualité des services pour personnes âgées et, de l'autre côté, de se doter des moyens de contrôle appropriés afin de veiller à la mise en œuvre par les organismes gestionnaires des standards prescrits.

S'y ajoute que la présente loi en projet vise également à encadrer la vente et la location des logements vendus ou loués sous une dénomination visant des personnes âgées au vu d'offrir une protection accrue aux personnes ciblées.

Il est, en outre, visé de doter l'actuel Conseil supérieur des personnes âgées d'une base légale en l'incluant dans la présente loi en projet.

Finalement, sera instauré un Service national d'information et de médiation dans le domaine des services pour personnes âgées qui aura notamment pour mission la prévention de différends en relation avec les services pour personnes âgées, l'information des différents intervenants sur les thématiques relatives aux services pour personnes âgées ainsi que l'émission de recommandations aux organismes gestionnaires.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11/02/2020
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :

28/09/2021	Présentation d'une première série d'amendements gouvernementaux
17/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'une deuxième série d'amendements gouvernementaux
06/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07/07/2023	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/07/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
18/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 562, page 1

Police grand-ducale : traitement de données

7741 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ; 2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police ; 3° de loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ; 4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ; 5° du Code pénal

Le projet de loi sous rubrique présente un triple objet.

En premier lieu, il vise à encadrer les traitements des données à caractère personnel effectués dans les fichiers de la Police grand-ducale, et plus précisément dans le fichier central. Il vise à adresser les critiques en matière de protection des données qui ont été soulevées par rapport aux fichiers de la Police, et plus particulièrement par rapport au fichier central à l'été 2019.

En deuxième lieu, le projet de loi sous rubrique entend modifier l'article 43 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. Cette disposition prévoit un accès direct pour la Police à certains fichiers d'autres administrations. La modification envisagée a pour but d'adapter la liste des fichiers déjà accessibles à la Police et de mieux encadrer leur accès par la Police.

En troisième lieu, le projet de loi propose une modification des articles 509-1 et suivants du Code pénal, afin de tenir compte des détournements de finalités des droits d'accès dont une personne dispose dans le cadre de ses activités.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 30/12/2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

14/11/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17/11/2022	Suite de l'examen du projet de loi
21/11/2022	Suite de l'examen du projet de loi
28/11/2022	Suite de l'examen du projet de loi
06/03/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 561, page 1

Organisation de l'Armée luxembourgeoise

7880 – Projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant : 1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ; 2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ; 3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et service de l'État ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi a pour objet de

– renforcer l'opérationnalité et la réactivité de l'Armée,

– mettre à jour l'organisation de l'Armée,

– moderniser et d'étendre les carrières militaires.

Par ce biais, l'Armée entend relever les défis actuels et futurs, dont le plus important réside dans le recrutement d'un nombre suffisant de personnels militaires et civils afin de mener à bien un éventail croissant de missions dans son domaine d'action traditionnel (composante terrestre), mais également dans les domaines d'action plus récents, tels les domaines espace et cyber. La modernisation, l'extension et la diversification des carrières militaires devraient notamment contribuer à l'augmentation de l'attractivité de l'Armée.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 07/09/2021
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

08/07/2022	Présentation du projet de loi
10/07/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des amendements gouvernementaux
18/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 502, page 1

Logement abordable

7937 – Projet de loi relative au logement abordable et modifiant : 1° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ; 2° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; 3° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ; 4° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0 ; 5° la loi du [XXX] relative aux aides individuelles au logement

Le projet de loi sous avis s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la crise du logement qui représente aujourd'hui un des défis socio-économiques principaux au Luxembourg.

Le projet de loi n° 7937 relative au logement abordable sous rubrique constitue le premier des deux projets de loi en vue de la refonte complète de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après la « loi modifiée de 1979 ») qui a été annoncée dans l'accord de coalition 2018-2023.

Si la loi modifiée de 1979 a connu de nombreuses adaptations depuis son entrée en vigueur, elle manque aujourd'hui de cohérence et d'homogénéité. Dépassée par l'évolution de la société et des défis en matière du logement, il s'est avéré que la loi de 1979 ne répond pas à un certain nombre de questions de nature administrative et technique qui se posent lors de la construction respectivement l'octroi des logements à des ménages éligibles.

Le projet de loi sous rubrique, ensemble avec le projet de loi n° 7938, prévoit ainsi l'abrogation de la totalité des chapitres de la loi modifiée de 1979, à l'exception du chapitre 2sexies relatif à la certification de la durabilité des logements qui resterait en vigueur pour faire l'objet d'une réforme axée sur la durabilité à un moment ultérieur.

L'objectif principal du projet de loi sous rubrique est la promotion de l'accès au logement pour les ménages à revenu modeste qui éprouvent de plus en plus de difficultés pour se loger sur le marché privé.

Le projet de loi s'inscrit pleinement dans la lutte contre la pénurie de logements abordables et vise l'abrogation des anciennes dispositions du volet « aides à la pierre » – les chapitres relatifs aux aides à la construction d'ensembles et à la gestion locative sociale – de la loi de 1979 qui seront remplacées par un nouveau cadre légal.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 24/12/2021
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

06/01/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08/06/2023	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16/06/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19/06/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
30/06/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
03/07/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05/07/2023	Adoption d'un amendement parlementaire
17/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen d'une série d'avis relatifs au projet de loi
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 611, page 1

Aides individuelles au logement

7938 – Projet de loi relative aux aides individuelles au logement

Le projet de loi sous avis s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la crise du logement qui représente aujourd'hui un des défis socio-économiques principaux au Luxembourg.

Le projet de loi n° 7938 relative aux aides individuelles au logement sous rubrique constitue le deuxième des deux projets de loi en vue de la refonte complète de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après la « loi modifiée de 1979 ») qui a été annoncée dans l'accord de coalition 2018-2023.

Si la loi modifiée de 1979 a connu de nombreuses adaptations depuis son entrée en vigueur, elle manque aujourd'hui de cohérence et d'homogénéité. Dépassée par l'évolution de la société et des défis en matière du logement, il s'est avéré que la loi de 1979 ne répond pas à un certain nombre de questions de nature administrative et technique qui se posent lors de la construction respectivement l'octroi des logements à des ménages éligibles.

Le projet de loi sous rubrique et le projet de loi n° 7937 prévoient ainsi ensemble l'abrogation de la totalité des chapitres de la loi modifiée de 1979, à l'exception du chapitre 2sexies relatif à la certification de la durabilité des logements qui resterait en vigueur pour faire l'objet d'une réforme axée sur la durabilité à un moment ultérieur.

L'objectif principal du projet de loi sous avis est de faciliter, notamment aux ménages moins aisés, l'accès à un logement locatif ou en propriété et de promouvoir la création de logements durables et résilients face au changement climatique.

Le présent projet se limite donc à une réforme du volet concernant les aides individuelles au logement, les aides à la location et les aides à l'accession respectivement à l'amélioration d'un logement.

En raison des nombreuses adaptations consécutives de la loi de 1979, la règlementation en matière d'aides individuelles au logement manque aujourd'hui de cohérence et il est donc important d'homogénéiser autant que possible les différents régimes d'aides.

Par conséquent, les auteurs proposent une réforme en profondeur des conditions d'éligibilité et des formules de calcul des différentes garanties et subventions étatiques.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 24/12/2021
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

06/01/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
30/06/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
05/07/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Examen d'une série d'avis relatifs au projet de loi
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 554, page 1

Modification de la législation routière

7985 – Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
2° la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;
3° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;
4° la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;
5° la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;
6° la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules ;
7° la loi du 11 février 2022 portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans un ensemble de projets de textes normatifs, comprenant, outre le projet de loi, quatre projets de règlement grand-ducal.

Le projet de loi sous examen prévoit de modifier à trois égards la législation routière, telle qu'elle se dégage de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après la « loi de 1955 ».

Un premier train de modifications concerne en particulier :

– l'adaptation du tableau des infractions susceptibles de faire perdre aux titulaires d'un permis de conduire des points dans le cadre du permis à points ;

– l'augmentation du plafond des amendes applicables à certaines infractions routières ;

– l'institution d'une base légale à deux commissions qui émettent des avis au ministre en matière de permis de conduire actuellement prévues à l'article 90 de l'arrêté

grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après l'« arrêté de 1955 » ;

– l'adaptation des dispositions légales en matière de retrait du permis de conduire et en matière de confiscation obligatoire du véhicule en cas de récidive ;

– la simplification de la procédure de dépistage de drogues et de médicaments au volant.

Une deuxième série de modifications a notamment pour objet :

– d'introduire la notion de « titulaire du certificat d'immatriculation », tout en précisant à travers tout le texte du projet de loi que sont visés les « propriétaire, détenteur, gardien d'un véhicule ou titulaire du certificat d'immatriculation », « titulaire du certificat d'immatriculation d'un véhicule » ou encore « véhicule routier » ;

– de tenir compte du fait que la législation européenne qui règle la réception des véhicules routiers se compose à présent non seulement de directives européennes, mais également de règlements européens ;

– de remplacer la notion de « masse maximale autorisée » pour introduire une différenciation entre le dépassement de la « masse maximale réglementaire » et le dépassement de la masse maximale telle qu'augmentée par une autorisation de transport exceptionnel ou d'une autorisation de circuler délivrée par le ministre ;

– d'exempter des véhicules spéciaux de la Police grand-ducale du contrôle technique périodique ;

– de permettre une immobilisation du véhicule lorsque ce dernier comporte une « modification d'une composante technique essentielle qui présente une incidence négative sur l'environnement » ;

– de mettre en place un échange de données entre les entreprises d'assurances et la SNCA concernant la conclusion d'un contrat d'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Le troisième volet de modifications a pour objet de redresser certaines imperfections textuelles qui ont été révélées par la pratique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/03/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

16/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
23/03/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 21 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 679, page 1

Enseignement musical dans le secteur communal

8063 – Projet de loi portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal

Le projet de loi a pour objet de fixer les conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant relevant de l'enseignement musical du secteur communal. En exécution de l'article 14 de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal, le personnel enseignant peut être engagé soit sous le régime du fonctionnaire ou de l'employé communal, soit en qualité de salarié.

Le projet de loi comporte, pour chaque catégorie d'agents engagés comme personnel enseignant, distinctement les conditions de travail ainsi que les conditions et modalités relatives à la fixation de leur rémunération.

Le projet de loi comporte également une revalorisation des carrières des enseignants engagés comme employé communal respectivement en qualité de salarié et fixe, pour l'ensemble du personnel enseignant, la tâche ainsi que les vacances scolaires.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 12/08/2022
Rapportrice : Mme Simone Asselborn-Bintz

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

14/07/2023	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen des avis du Conseil d'État
	Présentation des amendements gouvernementaux
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 487, page 1

Contrôle technique de véhicules

8112 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi à article unique vise à compléter la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la règlementation de la circulation sur toutes les voies publiques en y insérant à l'article 4bis, paragraphe 1er – ayant trait au contrôle technique périodique des véhicules – sept nouveaux alinéas à la suite du troisième alinéa.

Ces modifications remplissent le double objectif d'introduire l'obligation d'utiliser, durant le contrôle technique, un dispositif permettant de se connecter à l'interface électronique du véhicule et de prévoir les dispositions nécessaires au recueil – lors du contrôle technique – des données relatives aux émissions de CO_2 ainsi que sur la consommation de carburant ou d'énergie dans des conditions d'utilisation réelle de certains véhicules. Le projet de loi assure ainsi à la fois :

– la transposition partielle de la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques ;

– l'adaptation du droit national au règlement d'exécution (UE) 2021/392 de la Commission du 4 mars 2021 concernant la surveillance et la communication des données relatives aux émissions de CO_2 des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers conformément au règlement (UE) 2019/631 du Parlement européen et du Conseil ;

– et la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/631 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des normes de performance en matière d'émissions de CO_2 pour les voitures particulières neuves et pour les véhicules utilitaires légers neufs.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 02/12/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

04/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17/05/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 21 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 678, page 1

Protection de la nature et des ressources naturelles

8142 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et plus particulièrement les

dispositions de l'article 7. Il vise à donner suite à une série d'arrêts de la Cour administrative rendus en 2022, et dans lesquels la Cour administrative jugeait la loi trop restrictive et, sur plusieurs points, inconstitutionnelle.

Outre ces modifications, le projet de loi vise également à apporter diverses adaptations rédactionnelles afin d'assurer une meilleure lisibilité et plus de clarté.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

19/12/2022	Présentation de l'avant-projet de loi
19/07/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
20/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 574, page 1

Concept du vivre-ensemble interculturel

8155 – Projet de loi relative au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi sous rubrique vise à opérer un changement de paradigme en matière d'accueil et d'intégration au Luxembourg en introduisant le concept du vivre-ensemble interculturel.

En effet, la notion de « vivre-ensemble interculturel » se substituera à celle d'« intégration » afin d'élargir tant le champ des personnes auxquelles la politique en la matière s'adresse que les objectifs poursuivis. Les instruments mis en place aux fins de la promotion du vivre-ensemble interculturel seront, par conséquent, plus largement accessibles.

La présente loi en projet s'appliquera ainsi aux personnes résidant ou ayant leur lieu d'emploi au Luxembourg et n'opèrera, de même, plus de distinction entre les demandeurs, voire bénéficiaires de protection internationale, les résidents luxembourgeois ou encore les travailleurs frontaliers. À cet effet, mêmes les personnes qui disposent de la nationalité luxembourgeoise seront visés.

Dans le cadre de la promotion du vivre-ensemble interculturel seront par conséquent instaurés les instruments et organes suivants :

– le Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel ;
– le Pacte citoyen du vivre-ensemble interculturel ;
– le Programme du vivre-ensemble interculturel ;
– le Pacte communal du vivre-ensemble interculturel ;
– le Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel ;
– les Commissions communales du vivre-ensemble interculturel.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20/02/2023
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :

09/02/2023	Présentation de l'avant-projet de loi
30/06/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
13/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 545, page 1

Mise en œuvre de certains points de l'accord salarial dans la Fonction publique

8165 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, en vue de la mise en œuvre des points 3, 4 et 11, de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022

Le projet de loi sous avis vise à mettre en œuvre les points 3, 4 et 11 de l'accord salarial conclu en date du 9 décembre 2022 entre le Ministre de la Fonction publique et la Confédération générale de la fonction publique, points qui prévoient ce qui suit :

« 3. Avec effet à partir du 1er juillet 2023, les majorations d'échelon pour postes à responsabilités particulières sont augmentées de 5 points indiciaires.

4. Avec effet à partir du 1er juillet 2023, le pourcentage limite de majorations d'échelon pour postes à responsabilités particulières est porté à 30 % de l'effectif des fonctionnaires défini pour chaque groupe de traitement et de l'effectif des employés défini pour chaque groupe d'indemnité au sein de chaque administration. Ce pourcentage ne constitue pas un but à atteindre, mais une limite maximale.

[...]

11. Dans les groupes de traitement et d'indemnité B1, une prime de brevet de maîtrise et une prime de brevet de technicien supérieur (BTS) sera introduite avec effet à partir du 1er juillet 2023. Elle sera attribuée, sous réserve qu'il est établi que la détention de ce diplôme constitue une qualification supplémentaire en relation directe avec les missions liées au poste occupé, selon les modalités suivantes :

• 10 points indiciaires au cours des cinq premières années de service ;

• 5 points indiciaires à partir de la sixième année de service. »

Le dernier alinéa du prédit accord prévoit en outre que « [t]outes les mesures énumérées ci-dessus seront appliquées mutatis mutandis aux employés de l'État, aux fonctionnaires stagiaires, aux volontaires de l'Armée ainsi qu'aux agents des établissements publics assimilés aux fonctionnaires ou employés de l'État ».

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 27/02/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :

05/07/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 479, page 1

Réforme de l'assistance parentale

8202 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

La promotion de la diversité des offres d'accueil pour enfants est une des priorités de la politique éducative du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Tout comme les autres types d'accueil pour enfants (crèches, maisons relais, ...), l'assistance parentale joue un rôle essentiel pour le développement global de l'enfant et ses chances de réussite. À l'instar des autres structures d'éducation et d'accueil, la prise en charge des enfants de 0 à 12 ans par un assistant parental présente des atouts qui lui sont propres, notamment l'accueil en petit groupe ou à des horaires atypiques.

Pour améliorer la qualité de l'accueil auprès des assistants parentaux et promouvoir davantage ce mode d'accueil, le présent projet de loi prévoit d'apporter des modifications à certains éléments clés de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale.

Les grandes lignes de la réforme de l'assistance parentale prévues par le présent projet de loi se présentent comme suit :

– l'augmentation de la participation financière maximale de l'État au titre du chèque-service accueil pour les services fournis par l'assistant parental dans le cadre de son activité : cette aide est portée de 3,75 euros à 5,40 euros par heure et par enfant. La majoration pour services fournis le weekend ou les jours ouvrables entre dix-neuf heures et sept heures est supprimée ;

– l'introduction d'une subvention unique s'élevant à un maximum de 3.000 euros qui est destinée à prendre en charge une partie des frais relatifs à l'acquisition du matériel nécessaire à l'exploitation de l'activité d'assistance parentale ;

– la reformulation des prestations que l'assistant parental doit fournir par rapport au cadre de référence national relatif à l'éducation non formelle des enfants et des jeunes ;

– le renforcement des exigences en matière de compétences linguistiques pour obtenir l'agrément comme assistant parental, dans l'objectif de permettre aux enfants d'évoluer dans un environnement linguistique propice à l'acquisition des langues : tout assistant parental demandeur d'un agrément devra avoir acquis le niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les langues dans au moins une des trois langues officielles du pays. Cette exigence concerne également l'assistant parental qui dispose d'ores et déjà d'un agrément et qui bénéficie d'une période transitoire de trois ans pour se conformer aux nouvelles dispositions en matière de compétences linguistiques ;

– le rehaussement du niveau de qualification : seuls les futurs assistants parentaux devront se prévaloir d'un niveau de qualification minimal correspondant à la réussite d'une classe de 3e de l'enseignement secondaire ;

– l'ancrage dans la loi de la condition de préformation que doivent accomplir l'ensemble des personnes souhaitant exercer l'activité d'assistance parentale.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/04/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

10/05/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
10/07/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 450, page 1

Nouvelles infrastructures pétrolières à l'Aéroport de Luxembourg

8221 – Projet de loi portant sur la construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'Aéroport de Luxembourg

Le projet de loi a comme objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder aux travaux liés à la construction de nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg et d'en financer la réalisation. Le coût total des travaux et prestations est estimé à 85.737.000,00 euros, qui comprend les travaux de construction, le raccordement au pipeline existant, les frais d'études – y compris ceux déjà engagés – et les mesures compensatoires afférentes.

Le projet de loi stipule que les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser 85.737.600,00 euros, montant correspondant à la valeur 924,32 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2021, à adapter semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction. Ces dépenses sont imputables à titre principal sur les crédits du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, mais aussi en partie sur ceux de la Direction de la Défense du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le projet vise à remplacer le dépôt de carburant actuel – vétuste et d'une capacité limitée à 8.000 m³ par six réservoirs de 5.000 m³ sur un site différent (Höhenhof). La multiplication des capacités de stockage par 3,75 et leur répartition sur six réservoirs permettra non seulement de mieux affronter d'éventuelles perturbations ou défaillances des conduites souterraines approvisionnant l'aéroport en kérosène, mais aussi de pouvoir stocker à l'avenir – outre le kérosène classique – plusieurs types de carburants dont ceux basés sur les énergies renouvelables.

Les coûts pour les travaux d'installation de la conduite reliant le dépôt de carburant projeté au pipeline de ravitaillement CEPS en provenance de Bitburg (Central Europe Pipeline System de l'OTAN) et l'intégration dans le dépôt de carburant d'installations liées à l'approvisionnement en carburant militaire sont estimés à approximativement 5 millions d'euros, respectivement d'environ 5,8 pour cent des coûts totaux. Cette dépense pourra être comptabilisée au titre de l'effort de défense. Compte tenu des composantes relevant de l'infrastructure militaire, il est proposé que l'État finance le projet et devienne propriétaire des nouvelles infrastructures pétrolières.

Les infrastructures actuelles datent des années 1970 et arrivent en fin de vie technique. Pour cette raison l'Inspection du Travail et des Mines et l'Administration de l'environnement ont accordé une ultime prolongation de l'autorisation d'exploitation des installations existantes jusqu'au 31 mars 2024. Compte tenu de l'expiration de cette autorisation, la réalisation de ce projet est donc urgente.

Ce projet de construction d'un dépôt de carburant aviation à l'Aéroport de Luxembourg figurait déjà sur la liste des projets soumise à l'approbation de la Chambre des Députés en vue d'obtenir l'autorisation d'engager des dépenses pour l'élaboration d'un avant-projet détaillé et fut approuvée par le vote d'une motion lors du débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État du 2 avril 2020. Par ailleurs, le projet avait initialement été évalué à un montant ne nécessitant pas de loi de financement, à savoir 35 millions d'euros, le raccordement au pipeline inclus. Or, les offres reçues dépassent largement le montant de 40 millions de sorte qu'ils nécessitent désormais l'élaboration et l'adoption d'une loi spéciale de financement, allongeant le délai pour la conclusion du marché et retardant le début des travaux.

L'écart entre l'estimation initiale et les offres s'explique principalement par l'explosion des prix des matières premières et de l'énergie, dont l'ampleur n'était pas envisageable au moment du lancement de la procédure négociée avec mise en concurrence préalable.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/05/2023
Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

12/07/2023	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 513, page 1

Accessibilité des produits et services au sein de l'UE

8265 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services

Le présent projet de loi vise à insérer les termes « à l'exception des services de transport urbains, suburbains et régionaux, » entre les termes « et de passagers » et ceux de « pour lesquels » à l'article 1er, paragraphe 2, point 3°, de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services afin de combler un oubli lors la rédaction de la loi précitée du 8 mars 2023 à modifier.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29/06/2023
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :

14/07/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
18/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 29 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 579, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Fernand Etgen, Président

2. **Ordre du jour** p. 10
M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Goergen

3. **8063 – Projet de loi portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal** p. 10
Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : Mme Simone Asselborn-Bintz
Discussion générale : M. Emile Eicher (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Claude Lamberty | Mme Jessie Thill | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prises de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8063 et dispense du second vote constitutionnel

4. **7524 – Projet de loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de :**
1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ;
2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique p. 13
Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty (dépôt de la motion 1)
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7524 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur la motion 1 (adoptée)

5. **8155 – Projet de loi relative au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise** p. 23
Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8155 et dispense du second vote constitutionnel

6. **8265 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services** p. 29
Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8265 et dispense du second vote constitutionnel

7. **8202 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale p. 29
Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Max Hengel | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8202 et dispense du second vote constitutionnel

8. **8271 – Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés** p. 33
M. Fernand Kartheiser
Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding
Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8271

9. **8165 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État,
en vue de la mise en œuvre des points 3, 4 et 11, de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 p. 33
Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas
Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8165 et dispense du second vote constitutionnel

10. **7741 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police ;
3° de la loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ;
4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
5° du Code pénal p. 35
Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Sven Clement et Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice)
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen (interventions de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice)
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson (intervention de M. Sven Clement)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7741 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Max Hahn, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre | Nee, Här President.

2. Ordre du jour

M. Fernand Etgen, Président | Et gëtt proposéiert, de Projet de loi 8142 op den Ordre du jour vun der Sëtzung vun e Freideg de Mëtten als leschte Punkt ze setzen. Et gëtt e Modell 1 fir dëse Projet proposéiert. Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum Ordre du jour averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Sëtzung vun ...

(Interruption)

Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also mir sinn net mam Changement averstan. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ma dann huele mer Kenntnis dovunner.

3. 8063 – Projet de loi portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal

D'Sëtzung vun haut de Mëtte fänke mer u mam Projet de loi 8063 iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Museksléierpersonal. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Pojet de loi, déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Elo hat ech gefaart, déi wier nach net hei.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Ech si scho prett.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Madamm Ministesch, déi Häre Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8063 huet zum Zil, d'Aarbechtskonditiounen, d'Congéen an d'Paie vun de Beamten, Employéen a Salariéë festzeleeën, déi fir eng Gemeng oder fir e Gemengesyndikat am Beräich vum Enseignement musical schaffen.

Dëse Projet muss een an de Kontext setze vum Gesetz iwwert de Museksunterrecht am Gemengesecteur, dat mer jo am Abrëll d'lescht Joer gestëmmt hunn. Mir hunn deemools och laang an ausféierlech doriwwer geschwat, wéi wichteg d'Musek fir d'Entwécklung vun de Kanner an awer och fir d'Wuelbefanne vun den Erwuessenen a fir de sozialen Zesummenhalt ass, an dofir géif ech elo och net méi nach eemol dorop agoen.

Mir hunn eng Reform gemaach, déi zum Zil huet, all Kand an och all Erwuessenen Accès zum Museksunterrecht ze bidden, onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun. Gläichzäiteg gouf eng Harmoniséierung vum Museksunterrecht an de Gemengen ugestrieft. Dat Gesetz enthält elo ënner anerem Dispositiounen zur Formatioun an de Karriäre vum Personal an de lokalen a regionale Musekksschoulen an och an den nationale Conservatoiren, déi do schaffen.

Et war jo am initiale Gesetzesprojet virgesinn, d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Personal iwwer e Règlement grand-ducal ze bestëmmen. De Staatsrot hat op deem Punkt awer eng Opposition formelle gemaach, well dat net konform zu eiser Verfassung ass. An och no der Reform vun der Verfassung ass et nach ëmmer sou, dass aarbechtsrechtlech Froe prinzipiell iwwer Gesetz gereegelt musse ginn. An doriwwer eraus mussen och all Ausgabe vum Staat, déi iwwer méi wéi een Exercice budgétaire ginn, iwwer e Gesetz festgeluecht ginn.

D'Kommissioun huet deemools dofir decidéiert, dëse Volet aus dem Projet de loi 7907 erauszehuelen an den Inneministère huet dunn de Remarke vum Staatsrot Rechnung gedroen an am August d'lescht Joer en entspriechende Gesetzesprojet deposéiert. Dat ass den Text, iwwert dee mer dann haut an enger liicht amendéierter Form ofstëmmen.

D'Museksgesetz gesäit jo dräi verschidde Regimmer vir. Dat wier zum engen de Fonctionnairesstatutt am Fall vun den Direkteren, den Adjointë vun den Direkteren, also de Sousdirekteren, an de Professere vun de Conservatoiren. D'Personal vun de regionalen a lokale Musekksschoule schafft normalerweis am Statutt vum Gemengenemployé, ausser d'Chargé-de-coursen, déi dann als Salarié agestallt ginn.

Am Groussen a Ganzen iwwerhëlt de Projet de loi d'Bestëmmungen zu den Aarbechtskonditiounen an der Remuneratioun aus de besteeënde Reglementer fir d'Gemengebeamten a Gemengenemployéen. Doriwwer eraus leet en och d'Tâche vum Enseignant fest a reegelt d'Congéen.

Eng wichteg Ännerung ass awer d'Revalorisatioun vun de Karriäre vun den Enseignanten. 2017 gouf et jo eng Reform, bei där d'Situatioun vum Gemengepersonal ugeglach ginn ass un d'Fonction publique beim Staat. Ee vun den Elementer vun der Reform war d'Unerkennung vu bestëmmten Unisdiplomer an eng entspriechend Revalorisatioun vun de Karriären, déi dem Ausbildungsniveau vum Personal Rechnung gedroen huet.

D'Remuneratioun vun de Gemengenemployéen an de Chargés de cours am Enseignement muscial gouf awer bis elo iwwer verschidde Règlements grand-ducaux bestëmmt. Dobäi waren d'Museksenseignanten u sech méi schlecht gestallt wéi d'Gemengebeamten an den administrativen an an den technesche Servicer, déi u sech dee selwecht Ausbildungsgrad hunn. D'Regierung hat dunn awer de 15. Juli 2021 en Accord ënnerschriwwe mat de Gewerkschaften a mam Syvicol, fir dës Ongläichbehandlungen ofzeschafen.

De Projet de loi setzt dann elo dësen Accord mat der Revaloriséierung vun de Karriäre vun de Museksenseignanten ëm, an dat wäert och réckwierkend op den 1. Januar vun dësem Joer gëllen. An ech kennen do eng ganz Partie vu Museksenseignanten, déi doriwwer méi wéi glécklech sinn. Erlaabt mer dës kleng Remark, well ech mengen, et sinn der och e puer hei uewen, déi ganz frou doriwwer sinn.

De Staatsrot huet dëse Projet de loi de 4. Juli dëst Joer eng éischte Kéier aviséiert. Hien huet dann doran och eng Inkoherenz bei der Beschreiwung vun der Tâche vum Enseignant festgestallt. Eng Opposition formelle gouf et och, well am initialen Text war virgesinn, dass och Leit, déi virun allem administrativ Aufgaben hunn, wéi d'Direkteren oder d'Chargés de direction, Schoulvakanzen hätten. De Staatsrot hat sech ausserdeem géint eng Dispositioun ausgeschwat, déi d'Wunnen an der Déngschtwunneng betrëfft an déi hei am Kontext vum Museksunterrecht u sech kee Sënn gemaach huet. D'Regierung huet dëse Remarke vum Staatsrot Rechnung gedroen an den 11. Juli entspriechend och Amendementer eraginn.

A sengem Avis complémentaire vum 14. Juli huet de Staatsrot du seng Opposition formelle opgehuewen a just nach e puer legistesch Remarke gemaach.

Weider Avise koume vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a vum Syvicol. Allebéid hu si de Projet de loi grondsätzlech gelueft a begréisst. Si maachen awer opmierksam op Inkoherenze bei der Beschreiwung vun der Tâche vun de Museksenseignanten a si fuerderen, dass fir d'Chargés de cours d'Konditioun och ewechfält, dass si EU-Bierger musse sinn. An d'Staatsbeamtegewerkschaft mécht ausserdeem nach eng Remark zu de Formatiounsbedingunge beim Reclassement.

De Syvicol huet a sengem Avis nach bedauert, dass et keng Informatiounen zum Impakt vum Projet de loi op d'Gemengefinanze gëtt. Hien erënnert u seng Fuerderung, dass generell bei all Gesetz oder Reglement, déi de Gemengesecteur betreffen, eng Fiche misst bäileien, déi de finanziellen Impakt an de Gemengen aschätzt.

D'Interieurskommissioun krut de Projet de loi leschte Freide presentéiert a konnt bei der selwechter Geleeënheet och d'Avise vum Staatsrot an d'Regierungsamendementer analyséieren. An där Reunioun sinn ech dann och zur Rapportrice genannt ginn. An dëse Méinden, an dëser Woch, ass d'Kommissioun nach eemol zesummekomm an huet de Rapport och ugeholl.

Domat wär ech u sech um Enn vu mengem mëndleche Rapport ukomm. De Rescht kënnt Der natierlech selbstverständlech och am schréftleche Rapport noliesen. An ech wäert natierlech och selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun ganz gären zu dësem Projet de loi ginn.

Ech wéilt awer och als Ofschloss nach, well ech mengen, et ass déi lescht Ried fir d'Interieurskommissioun an dëser Sessioun, der Ministesch an awer och dem Kommissiounspresident Dan Biancalana Merci soen – hien huet déi Kommissioun ganz gutt geleet, fir mäi Gefill emol, ech war ganz frou –, an och dem ... Ech mengen, déi aner waren och net sou onzefridde mat em, kommt, ech soen elo mol, ech schwätze mol vir. Mee och eisem Sekretär, dem Philippe Neven, an och eiser Sekretärin vun der Fraktioun, dem Brigitte Chillon, en décke Merci fir hir Aarbecht, déi si déi ganz Jore gemaach hunn. An Iech alleguerten och merci fir eng gutt Zesummenaarbecht.

An elo soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Simone Asselborn-Bintz, Merci fir de Rapport a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Emile Eicher.

Plusieurs voix | O!

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President.

(Interruptions et hilarité)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat ass däi Charme, Mulles!

M. Emile Eicher (CSV) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech der Madamm Simone Asselborn-Bintz e ganz grousse Merci soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport, e war ganz detailléiert an huet och quasi all Remark ëmfaasst.

D'CSV begréisst selbstverständlech, datt dëse Projet de loi geschaf gëtt, wou d'Aarbechtskonditiounen, d'Remuneratioun, d'Karriären an dem Enseignement musical am Gemengesecteur fir sämtlech Mataarbechter an och Mataarbechterinnen ëmfaasst ginn.

Soumat erfëlle mir och dem Conseil d'État seng Opfuerderung, dës Mesür net, wéi fir d'éischt virgesinn, an engem Règlement grand-ducal am Kader vun dem Museksschoulgesetz vum 27. Mee 2022 festzeleeën, mee esou wéi eis Constitutioun et da virgesäit, en eegent Gesetz ze schafen. Dat och, well d'Charge budgetaire sech jo och iwwer Joren erauszitt.

Ze betounen ass, datt dëse Projet de loi eng substanziell Revalorisatioun vun de Karriäre vun den Enseignantë mat sech zitt, déi am Statutt vun engem Employé communal oder als Salarié beschäftegt sinn. An dëst zu Recht, well d'Karriäre vun de Chargés de cours wierklech net besonnesch interessant waren.

Zesumme mat der CGFP a mat der ACEN souwéi och mam Syvicol ass dësen Text ausgeschafft ginn. Do wëll ech och alle Bedeelegten – a besonnesch wëll ech awer e puer Leit eraushuelen, dat sinn den Här Jean-Lou Hildgen vum Ministère de l'Intérieur an och den Här Gilles Lacour vum Ministère de l'Éducation nationale – e ganz grousse Merci fir hir gutt Zesummenaarbecht soen.

A wéi och schonn ugedeit, wat d'Madamm Asselborn scho gesot huet, bleift mir awer eng kleng Wermutsdrëps iwwreg, well de Syvicol jo a sengem Avis drop higewisen huet, datt an deem Projet de loi keng Evaluation financière fir d'Gemengen dran ass. Bei dësem jo awer wichtege Gesetz, dat d'Gemengen direkt betrëfft, well si jo e groussen Deel vun der Finanzéierung droen, wär dat net vu Muttwëll gewiescht. An an deem Sënn wënschen ech mer eng besser Transparenz an ech schléisse mech dann och dem Wonsch vun de Kolleegen aus de Gemengen un, datt an allen nächste Gesetzer, déi d'Gemenge betreffen, eng Fiche financière derbäi ass. Dat géif wierklech zu enger besserer Transparenz, mee awer och zu enger besserer Planifikatioun vun eise Finanzen à long terme féieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Emile Eicher (CSV) | Anere Fuerderunge vum Syvicol, wéi d'Zouloossen ënner klore Virgabe vun Auslänner bei der Astellung am Enseignement musical, sinn antëschent Rechnung gedroe ginn, an dat begréisse mir als CSV.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi schonn am Ufank ugekënnegt, gëtt d'CSV hiren Accord zu dësem Projet de loi, fir domadder enger laanger Fuerderung vun eisen Enseignanten an de Museksschoulen aus dem Gemengesecteur nozekommen. Si hunn et verdéngt an ech wëll och heimadder mäi ganz opriichtegen a grousse Merci fir hir wäertvoll Aarbecht ausdrécken.

An Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren a schléisse mech awer och nach de Wierder vun der Madamm Simone Asselborn un, soen eisem President aus der Interieurskommissioun och e grousse Merci fir déi flott Zesummenaarbecht an och all de Kolleegen, déi derbäi war, a soen Iech dann alleguer nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Eicher. An dann ass et um honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Wa mer scho bei de Mercie sinn, da fänken ech domadder un, da vergiess ech et herno net. Also ech schléisse mech dann natierlech deene Mercien un, dem President vun der Kommissioun, awer och ganz besonnesch hei der Rapportrice, dem Simone Asselborn-Bintz, fir hire mëndlechen an och schréftleche Rapport.

Mam Vott vum Projet de loi 8063 haut maache mer e weidere Schrëtt no vir. Mer schafe Kloerheet, wat d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Personal, dat an de Museksschoulen am kommunale Secteur involvéiert ass, ubelaangt. An dat ass och gutt esou.

Am Zesummenhang mat dësem Projet de loi ass et eis als DP wichteg ze betounen, dass iwwert déi lescht Joren eng Rei Mesüren ausgeschafft goufen, fir d'Qualitéit an d'Accessibilitéit vum Museksunterrecht allgemeng ze verbesseren, de Stellewäert vun der Musek awer och ze stäerken an d'Zesummenaarbecht tëscht de Museksschoulen, de Bildungs- an och Kannerbetreiungsstrukturen ze vereinfachen.

An deem Kontext wéilt ech op dëser Plaz nach eng Kéier op d'Gesetz iwwert den Enseignement musical ze schwätze kommen, wat mer d'lescht Joer am Abrëll gestëmmt hunn a wat zanter dem 1. September a Kraaft ass. E Gesetz, wat mat den Dispositiounen, déi mer haut stëmmen, ganz enk verzaant ass. Jo, de Kader vun dësem Projet de loi fënnt sech am neie Gesetz vum Enseignement musical erëm. Den Accès zum Museksunterrecht zu Lëtzebuerg gouf jo mam Gesetz iwwert den Enseignement musical, kommt, mir nennen et „vereinfacht". An dat ass och gutt esou.

Säit dem September gëllt eng Gratuitéit vun engem ganz groussen Deel vun de Museekscoursë fir Kanner a Jugendlecher bis 18 Joer. Als Demokratesch Partei war et eis wichteg, dass all Kand an all Jugendlechen d'Méiglechkeet huet, wann e Musek oder Danz oder Sange wëll maachen, dass en dat dann och ka maachen. Net ze vergiessen och, dass eng komplett iwwerschaffte Finanzéierung vum Staat un d'Gemenge betreffend de Museksunterrecht stattfonnt huet.

An des Weidere gouf och mam Vott vum neie Gesetz iwwert den Enseignement musical d'Reform vun den Enseignantskarriären agelaut. Et war wichteg, dass déi nei Karriären definéiert respektiv och Dispositions transitoires agefouert goufen, soudass all Enseignant valoriséiert ass.

Här President, et war mer wichteg, dës kuerz Explikatiounen nach eemol op dëser Plaz ze soen, well d'Gesetz iwwert den Enseignement musical an den haitege Projet de loi ganz enk matenee verbonne sinn. Anescht gesot, d'lescht Joer hu mer en éischte Schrëtt gemaach, fir de Museksunterrecht nach méi attraktiv ze maachen, haut maache mer mam Vott vun dësem Projet de loi e weidere Schrëtt. Mer schafe Kloerheet, wat d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Léierpersonal ugeet, et ginn Ongerechtegkeete fir ronn 800 Enseignanten aus der Welt geschaf.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et un der Madamm Jessie Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Och als Gréng soe mer natierlech der Madamm Simone Asselborn-Bintz villmools Merci fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir begréisse ganz kloer, datt d'Karriären an dem Museksecteur an de Gemengen ugepasst ginn. D'Gratuitéit vun de Museekscoursen ass elo natierlech wierklech eppes, wat immens flott ass. Et gesäit een, dass ëmmer méi Kanner sech och an d'Museekscoursen aschreiwen. Dir gesitt dat bestëmmt och an anere Gemengen. Am Uelzechtdall si mer bal Affer vum Succès vun där ganzer Campagne. Et ass wierklech esou, dass de ëmmer méi Kanner hues, déi sech aschreiwen.

Mee do wollt ech mech awer och uschléissen dem Avis vum Syvicol an deem, wat den Emile Eicher gesot huet, dass et effektiv awer interessant wier, och a sou engem Fall wéi deem hei, deen awer d'Gemengefinanze grouss impaktéiert, Fiche-financièren ze hunn och fir d'Gemengen, dass se kënne besser laangfristeg plangen, wou se landen.

An dann zum Schluss: Ech ginn natierlech och den Accord fir déi gréng Fraktioun, ouni ze vergiessen, dem Dan Biancalana e grousse Merci ze soe fir d'Féierung vun der Interieurs- a Chancëgläichheetskommissioun. Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Thill. An dann ass et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Asselborn-Bintz fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. A wa mer scho bei de Mercie sinn, da wëll ech och dem Här Dan Biancalana Merci soe fir d'Presidence déi fënnef Joer elo an dëser Kommissioun.

Ech wëll awer net ofschléissen … – den Accord gi mer zu dësem Gesetz –, ech wëll awer zwou Doleancen, wann ech sou dierf soen, mat op de Wee ginn. Engersäits ass d'Gefor ginn duerch dëst Gesetz, datt déi kleng Museksschoule riskéieren, den zweete Präis ze kréien. Ech mengen, do musse mer kucken, dann dat néidegt Fangerspëtzegefill ze hunn, datt och déi kleng Museksschoule genuch Personal an och qualifizéiert Personal behalen, fir deem Rechnung ze droen, well do kéint emol eng Gefor opkommen.

An dat anert ass, well et jo elo am Secteur communal ass, da misst jo och d'Astellungsprozedur an déi Richtung goen. An et wier eise Wonsch, och op déi Dräisproochegkeet opzepassen, besonnesch bei Kanner. Deemno wat fir eng Sprooch datt se hunn, wier et awer gutt, wa se an där Sprooch ënnerriicht ginn, wou se doheem sinn.

An ech mengen, an deem Sënn ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Als Alleréischt der Rapportrice emol e grousse Merci fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Dëse Projet de loi reglementéiert endlech d'Aarbechtsmodalitéite vun all deene Leit, déi am educative musikalesche Beräich schaffen. Dëst war och batter néideg a mir begréissen et, dass mir et fäerdegbruecht hunn, dëse Projet de loi nach virum Enn vun der Legislaturperiod ze stëmmen, wat net sou evident ass, wann ee kuckt, wat fir eng Aarbecht mer hunn a wéi vill Gesetzesprojete mer awer net kënne stëmmen, well mir et einfach net méi packen a well och de Staatsrot et net méi packt, wéi zum Beispill d'Dispositioune vum Congé politique am Gemengeberäich. Wann ee weess, wéi d'Charge de travail vun deenen eenzele Schäffen, Schäffinnen, Buergermeeschteren, Buergermeeschteschen an awer och Conseiller, Conseillèren an d'Luucht gaangen ass, wier dat och batter néideg gewiescht, datt mer dat hätte kënne regléieren. Mee ech weess, et louch net un Iech, et ass net sou einfach, mee et wier gutt, wann dat, soubal déi nei Regierung steet, awer ganz séier an Ugréff géif geholl ginn. Dofir Klammer op, Klammer zou. Mee heifir op alle Fall: Vun de Leit, déi all an dësem Beräich schaffen an der Museksschoul, héchstwarscheinlech e ganz, ganz grousse Merci.

Här President, dëse Projet de loi reegelt, sou wéi et och vun der Constitutioun eebe virgesinn ass, de ganze Volet Remuneratioun, wat d'Enseignantë vun de Musekssschoulen ugeet. Virdru si se jo einfach vun engem Règlement grand-ducal gereegelt ginn, se sinn also komplett laanscht d'Chamber gaangen, an dat ass mat deem heien elo net méi de Fall.

De Syvicol wéi och déi concernéiert Enseignanten hu sech grosso modo averstane gewise mat dësem Gesetz, well elo d'Enseignanten aus de Musekssschoule gläichgestallt sinn, wat d'Konditiounen an d'Remuneratiounen ugeet, mat de Salariéë respektiv den Employéë respektiv de Fonctionnairen op de Gemengen. Dëst revaloriséiert och déi ganz Branche, wat immens wichteg ass, well et ass e ganz wichtege Volet, wa Kanner kënnen a Musekssschoule goen a wa se deem kënnen nogoen, an och déi Gratuitéit ass ganz, ganz wichteg.

D'Rapportrice ass, mengen ech, am Detail op all déi verschidde Modalitéiten agaangen, soudass ech dat net méi brauch ze maachen. Meng Virriedner a Virriednerinne sinn och nach op déi eng oder aner Punkten agaang, ech brauch nach just op dëser Plaz den Accord vun der Lénker ze ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Simone Asselborn-Bintz fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport a merci dem Dan Biancalana fir déi flott fënnef Joer an der Kommissioun.

D'Musekssschoulen hunn – mir hunn eng grouss Musekssschoul zu Péiteng – am Moment éischter de Problem, dass een net genuch Leit fënnt, déi wëllen dohinner schaffe goen, well mir hunn, eeben och duerch de gratis Musekunterrecht, eng héich Demande. Ech muss dozou awer och soen: Mir hunn awer och doduerjer méi Kanner, déi op eemol einfach am Laf vum Joer ophalen, wéi virdrun, well et eebe gratis ass.

Dat ass e bëssen den Nodeel dobäi. Mir stinn awer ganz kloer hannert dem gratis Musekunterrecht. Mee et ass net ëmmer einfach, fir genuch Personal ze fannen, fir iwwerhaapt der Demande nach nozekommen. Dat hu mer elo als Gemengerot méi oft gemierkt, an ech hoffen, mat dësem Projet, dass och do d'Attraktivitéit elo wäert steigen an dass dann och méi Leit sech wäerten an Zukunft fir d'Musekssschoul mellen. Well bekanntlech ass dat, d'Kultur, awer mat déi Sprooch, déi jiddereen, a grad d'Musek, weltwäit versteet, an dat, wat och zur Integratioun an zum Zesummenhalt an eisem Land féiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prises de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Nun, Här President, fir d'éischt emol och e grousse Merci un d'Rapportrice an och alleguerten d'Virriedner, déi schonn op déi weesentlech Punkten agaange sinn, soudatt ech dat net muss maachen.

Ech wëll just, well och den Educatiounsminister hei ass, nach eng Kéier drun erënneren, dass mer jo am Juli 2021 eeben zesumme mat der Educatioun, awer och mam Syvicol d'Reform vum Enseignement musical virgestallt haten. An ech si frou, dass haut dann endlech och de leschten Deel kann dee Moment gestëmmt ginn an dass mer eeben derfir suergen, dass déi Jonk e qualitativ héichwäertege Museksunterrecht offréiert kréien.

Als Inneministesch sinn ech jo bei dëser Reform involvéiert, alles wat elo d'Fro ronderëm d'Revalorisatioun vun de Karriäre betrëfft, a fir mech ass et hei ganz essentiell, dass mer den Accord mat de Gewerkschaften, mat der FGFC an och der ACEN, déi och schonn hei begréisst gi sinn ..., dass mer eis eeben hei konnten op en Accord eenegen. En Accord, deen, wéi gesot, eng Opwäertung vun de Karriäre mat sech bréngt. A mir war et eebe wichteg, eis war et wichteg, dass mer dat eeben och mat de Concernéierten zesumme kucken, wéi déi Opwäertung da schlussendlech sollt ausgesinn.

An engem gutt fonctionéierende Sozialdialog kommen alleguerten d'Partner zesumme mat hiren eenzele Revendicatiounen – mir diskutéieren heiansdo och mol bësse méi kontrovers – an da verhandelt een an da gëtt ee sech herno eeben eens an engem Accord, en Ofkommes, wat da vun all de Säite gedroe gëtt. Dat ass – an dofir soen ech dat och ganz bewosst –, dat ass sou eis Lëtzebuerger Spezialitéit, dat ass eisen Erfollegsmodell nach ëmmer gewiescht an dat bleift en och, fir eebe grad sou wichteg Reforme kënnen unzegoen. An et ass och fir mech e ganz wichtegen Aspekt, alles, wat de Gemengesecteur betrëfft, dee jo sou villfälteg ass, fir eeben hei ëmmer kënnen zesummen, oder wéi mir et soen am Interieur, mateneen un deene Reformen ze schaffen.

D'Gesetz suergt elo derfir, dass déi aktuell Chargé-de-coursen no hirem Diplom bezuelt ginn. Éischtens ass et wichteg, dass eeben déi Ongerechtegkeet net méi besteet, dass mer keng Ongerechtegkeetsdifferenz tëschent den eenzele Karriären am Gemengesecteur hunn, an – an dat ass, mengen ech, och scho vun e puer Virriedner ugedeit ginn – et ass wichteg, dass mer eeben derfir suergen, dass de Beruff weiderhin attraktiv bleift a virun allem dass mer genuch qualifizéiert, gerecht bezuelt a virun allem och motivéiert Personal, wat gären den Unterrecht hält, gären de Museksunterrecht hält, rekrutéieren.

Ee Punkt wëll ech nach ervirsträichen, well dee mer och perséinlech ganz wichteg ass, dat ass de Punkt vun de Formatiounen, deen och elo ganz kloer Bestanddeel vun der Reform ass. Fir d'Personal am Museksunterrecht besteet eeben elo d'Méiglechkeet, eng 30 Deeg Formation continue an deene Fächer ze maachen, déi si jo och an hirem Alldag begleede respektiv déi och an hirem berufflechen Alldag nëtzlech sinn.

An hei hu mer eeben elo déi Formation spéciale, déi d'Conservatoiresprofesseren am Stage maachen, opgemaach och fir d'Formation continue. Domadder bidde mer hinnen eeben nach weider Méiglechkeeten, virun allem eng Ausbildung, déi un d'Gesetzgebung an un d'Organisatioun vum Museksunterrecht gebonnen ass, an zousätzlech ginn déi pedagogesch Aspekter vum Beruff, déi och net onweesentlech sinn, hei eeben och weider beliicht.

Dat ass, an dofir betounen ech et, eeben en Novum, wat mer hei maachen. An domadder droe mer och sécherlech derzou bäi, dass eeben de Museksunterrecht nach besser gëtt, wéi e scho war, respektiv dass mer eeben och nach eng nei Qualitéitsdimensioun mat erabréngen.

Nach ee Wuert zur Fiche financière, well dat hei och elo vun e puer Riedner ugeschwat ginn ass. Et ass sou, beim initiale Projet war eng Fiche financière derbäi, do ware schonn déi Estimatioune gemaach ginn, wat dee Surcoût eebe fir d'Gemenge géif mat sech bréngen. Mee et ass richteg, et misst een eigentlech sou de Reflex hunn, systematesch bei Gesetzer, déi hei am Haus gestëmmt ginn, dass mer dann och sou eng Fiche financière derbäi hunn, dass et och méi kloer ass, wat fir e finanziellen Impakt dat herno op d'Gemengen huet.

Voilà, dëst betount, Här President, sinn ech frou, dass mer, wéi gesot, haut deen Accord mat de Gewerkschafte kënnen ëmsetzen, dass mer dat elo alles konnten zesumme maachen, eebe mat eise Leit aus de Ministèren, zesumme mat de Gewerkschaften, an dann ass et elo un der Chamber, dëst positiivt Gesetz op en Enn ze bréngen.

An dofir soen ech Iech alleguerten e grousse Merci dofir, an dann nach eng Kéier e grousse Merci fir déi Zesummenaarbecht, déi mer an der Interieurskommissioun haten. Mir hu vill diskutéiert, mir waren eis net ëmmer ..., am Ufank ware mer net ëmmer der selwechter Meenung, mee dat mécht een eeben, dann diskutéiert een zesummen, ëmmer ganz konstruktiv. An am Endeffekt sinn awer déi grouss Reformen, déi och am Gemengesecteur elo ustoungen, ëmmer eigentlech unanime gestëmmt ginn. An ech fannen, dat ass och e ganz, ganz staarkt Zeechen no bausse fir eis Gemengen, an dofir wollt ech Iech nach eng Kéier e grousse Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. An den Educatiounsminister Claude Meisch iwwerhëlt elo de Relais fir d'Regierung.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, Här President, just ganz kuerz. Et ass flott ze gesinn, datt mer viru méi wéi engem Joer hei d'Gesetz iwwert den Enseignement musical gestëmmt hunn – an eenzel Riedner sinn dorobber agaangen –, dat war eng däitlech Opwäertung vum Enseignement musical.

An am Package dra war eigentlech och eng Opwäertung vun de Karriäre vun de Museksenseignantë virgesinn, well dat eent geet net ouni dat anert. A mir mussen och Jonker motivéieren, sech fir eng professionell Richtung an deem dote Beräich, am Museksunterrecht, ze engagéieren a selwer ze begeeschteren. An dofir sinn ech frou, datt mer haut hei och dann deen Deel vun der gesamter Reform vum Enseignement musical kënnen ëmsetzen.

Et ass alles gesot ginn, Här President. Vläicht een Aspekt, un deen ech nach wollt erënneren, dat ass, datt déi Karriäre jo schonn den 1. Januar 2023 sollten a Kraaft trieden, sou wéi de Gesetzestext et initialement virgesinn huet, an dat geschitt och elo hei retroaktiv, soudatt eigentlech déi Verzögerung, déi vum Wiessel vu Règlement grand-ducal op e Projet de loi komm ass, eigentlech net au détriment vun de Museksenseignantë komm ass. An ech denken, datt dat och wichteg ass, datt mer déi Engagementer, déi mer par rapport zu der FGFC an der ACEN geholl hunn, datt mer déi och voll a ganz hei kënnen honoréieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Da kucke mer lo, ob et wierklech keng Mësstéin ginn, a kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8063.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8063 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. D'Harmonie ass net perfekt. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et sou decidéiert.

4. 7524 – Projet de loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de :

1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ;
2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtte steet de Projet de loi 7524 iwwert d'Aféierung vun engem legale Kader fir d'Servicer fir eeler Leit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, genee wéi a ganz Europa geet den Undeel un eelere Bierger och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi an d'Luucht. De medezinnesche Fortschrëtt, besser Aarbechtskonditiounen an eng méi gesond Liewensaart a -weis suergen derfir, dass d'Liewenserwaardung vun de Mënschen allgemeng an d'Luucht geet.

E Bléck op d'Evolutioun vun der Alterspyramid weist, dass besonnesch den Undeel u ganz eelere Leit, Senioren iwwer 80 a méi, an de leschte Joren exponentiell geklomm ass. Wärend d'Liewenserwaardung vun de Fraen ufanks den 90er bei ronn 79 Joer louch, läit se de Moment bei 84,8. Bei den Häre ass se dergéint vun 72,6 op 80,3 geklomm. An der Moyenne ginn d'Fraen hautdesdaags also ronn sechs Joer an d'Männer ronn aacht Joer méi al wéi nach virun 30 Joer.

Zejoert hunn zu Lëtzebuerg ronn 95.000 Persounen iwwer 65 Joer gelieft, dat sinn zirka 15 % vun eiser gesamter Populatioun. An de leschte 40 Joer huet sech d'Unzuel u Seniore quasi verduebelt an d'Prognose weise ganz genau weider an déi do Richtung. Et gëtt sech erwaart, dass mir bis 2060 ronn 200.000 Senioren zu Lëtzebuerg liewen hunn.

Et ass also nëmme verständlech, dass sech de Secteur vun der Gesondheet, der Fleeg a besonnesch d'Strukturen an d'Servicer fir eeler Leit dem demografesche Wandel an der Entwécklung vun der Bevëlkerungspyramid mussen upassen.

De Profill vun de Residenten an den Alters- a Fleegeheemer huet sech iwwert d'Jore staark verännert. D'Altersmoyenne bei der Umeldung an de Strukturen ass däitlech an d'Luucht gaangen. Ee vun de Grënn, firwat d'Senioren haut ëmmer méi laang waarden, bis datt se an en Alters- oder Fleegeheem plënneren, ass sécherlech d'Entwécklung vun enger Panoplie u mobille Servicer, déi d'Leit doheem kënne begleeden. An dat ass och kloer am Sënn vun eiser Politique du troisième âge, déi sech fir de Maintien à domicile ausgeschwat huet. Mir sinn eis doriwwer bewosst, dass déi eeler Leit sech oft doheem am wuelste spieren, an dat musse mir als Politick och ënnerstëtzen.

Wann dann awer gesondheetlech, kierperlech oder geeschteg Aschränkungen optrieden, déi net méi eleng duerch Soins à domicile ze meeschtere sinn, ass et wichteg, dass mir héichwäerteg Dages- a Laangzäitstrukture fir fleegebedürfteg Leit hunn.

Mat der Alterung vun der Bevëlkerung wäert d'Nofro u Gesondheetsleeschtungen a Laangzäitfleeg an Zukunft weider klammen, dat weisen och d'Prognose vun der Inspection générale de la sécurité sociale. Wärend den Ament ronn 5.100 Persounen am Alter iwwer 65 Joer an enger Wunnstruktur liewen, kéint sech dës Zuel an den nächste 40 Joer, wéi gesot, verdräifachen. Och d'Unzuel u Persounen, déi vun de Soins à domicile profitéieren, kéint sech méi wéi verduebelen.

Als Politick musse mer derfir suergen, dass mir zu Lëtzebuerg prett sinn, fir dës gesellschaftlech Entwécklungen ze meeschteren. Mir musse weiderhin eng héich Qualitéit bei de Servicer garantéieren, sief dat bei de mobille Servicer doheem oder bei de Prestatioune vun den Alters- a Fleegeheemer. Dobäi ass et wichteg, datt mir den eelere Leit en héicht Mooss un Autonomie erlaben, fir datt se dignement kënnen al ginn an Acteur vun hirem eegene Liewe kënne bleiwen.

Fir d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit ze verbesseren, hat d'Regierung schonn am Koalitiounsaccord eng Reform vum Gesetz vum 8. September 1998 virgesinn, dat d'Relatiounen tëscht dem Staat an den Acteuren am sozialen, familiären an therapeutesche Beräich reegelt, dat sougenanntent „ASFT-Gesetz".

De virleiende Gesetzesprojet huet als Objet, genee dës Reform an d'Realitéit ëmzesetzen, andeems mir verschidde Servicer fir eeler Leit ëmorganiséieren, fir eng besser Transparenz bei der Offer suergen a prezis Qualitéitskrittäre festleeën, un déi sech d'Prestatairë vu Fleegeservicer zukünfteg och mussen halen.

Wat d'Servicer fir eeler Leit betrëfft, ginn Adaptatiounen u siwe verschiddene Prestatioune virgeholl, an zwar den Alters- a Fleegeheemer, de mobille Fleegedéngschter, de Centres psycho-gériatriques, de Clubs Seniors, den Activités seniors, dem Repas sur roues an dem Telealarm.

Dësen Text leet ganz kloer fest, wat déi jeeweileg Servicer mussen ubidden a wat d'Leeschtunge sinn, op déi d'Leit e Recht hunn. Bis ewell war dat net ëmmer ganz kloer gereegelt. Et gëtt dann och genau definéiert, wéi d'Infrastrukture mussen ausgesinn. An der Wunnstruktur gëtt zum Beispill e grousse Wäert op d'Parties communes geluecht, fir d'Zesummeliewen ze förderen an de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, aktiv um Liewen am Haus deelzehuelen. Mir wëllen evitéieren, dass déi eeler Leit de ganzen Dag eleng an hirer Kummer bleiwen, dofir schafe mir Plazen, wou d'Bewunner sech treffen a begéine kënnen, fir zesummen hiren Alldag ze gestalten.

De Projet de loi definéiert och kloer d'Aufgabe vum Chargé de direction an d'Qualifikatiounen, déi dës Persoun muss virweisen. De Chargé muss souwuel Kenntnisser an der Gestioun wéi an der Gerontologie hunn, op d'mannst e Bachelor oder BTS hunn, e muss kënne Lëtzebuergesch schwätzen an entweeder Däitsch oder Franséisch an e muss d'Konditioune vun der Honorabilitéit erfëllen. An Zukunft kann e Chargé dann och zwee oder méi Servicer geréieren.

Den Text schaaft dann och d'Notioun vum „Règlement général". All Gestionnaire vun enger Wunnstruktur muss e Règlement général adoptéieren, an deem de Projet d'établissement, den Organigramm vun der Struktur, de Sécherheetsplang an de Règlement d'ordre intérieur festgehale gi souwéi och e Concept de bientraitance oder e Konzept fir den Ëmgang mat demenzkranke Leit, fir nëmmen déi ze nennen. Eng ganz Oplëschtung heizou fënnt een natierlech am Gesetzesprojet.

Des Weidere gëtt kloer am Gesetz definéiert, wéi d'Kontrakter vun de Servicer fir eeler Leit mussen ausgesinn, souwuel wat d'Form wéi och wat de Contenu ubelaangt. De Kontrakt muss entweeder op Däitsch oder Franséisch geschriwwe sinn an de Gestionnaire gëtt derzou verflicht, dem Bewunner oder sengem Représentant légal de Contenu ze erklären. Op Demande mussen dës Erklärungen och op Lëtzebuergesch oder souguer an Zeechesprooch kënne gemaach ginn.

Fir d'Prise en charge vun den eelere Leit ze verbesseren, mussen d'Gestionnairen an Zukunft en Dossier individuel iwwer all d'Bewunner féieren. Dësen Dossier gëtt bei der Admissioun ugeluecht a reegelméisseg och à jour gehal. Nieft de perséinlechen Donnéeë vun der Persoun gëtt hei och de Kontakt vun der Vertrauenspersoun an eng Kopie vum Kontrakt hannerluecht.

Bis ewell hu mir am Gesetz ënnerscheet tëscht de sougenannte „Centres intégrés pour personnes âgées", also Altersheemer, an de „Maison de soins", also de Fleegeheemer. An Zukunft sollen dës Haiser ënnert engem eenzege Begréff zesummegeluecht ginn, deem vun de „Wunnstrukturen". An dëse Wunnstrukture soll d'Inklusioun an d'Zesummeliewe ganz groussgeschriwwe ginn. Et sollen oppen Haiser sinn, an deene jidderee sech wuel spiert an aktiv um Liewe bannent a baussent der Struktur kann deelhuelen.

Wat déi mobill Fleegedéngschter betrëfft, mussen d'Prestatairen an Zukunft souwuel eng Aide à domicile wéi verschidde Soins à domicile offréieren. Bis ewell hate se de Choix, just ee vun deene Beräicher ze couvréieren, ma an Zukunft soll all Prestataire eng ganzheetlech Prise en charge vun de Leit doheem kënnen assuréieren.

D'Centres psycho-gériatriques ginn ëmbenannt a „Centres de jour" a sollen den eelere Leit weiderhin d'Méiglechkeet bidden, wärend dem Dag an engem Grupp kënne betreit ze ginn. Och d'Clubs Seniors wiesselen den Numm an heeschen an Zukunft „Clubs Aktiv Plus". D'Servicer vum Telealarm, dem Repas sur roues souwéi d'Activités seniors ginn an dësem Gesetz einfach méi kloer definéiert.

An engem zweete Volet suergt dëse Projet de loi fir eng gréisser Transparenz bei de Servicer fir eeler Leit, andeems d'Präisser vu sämtlechen Aktivitéiten, Servicer a Prestatiounen an engem spezielle Regëster musse public gemaach ginn. D'Leit solle sech kënnen am Virfeld doriwwer informéieren, wat e Service kascht, fir e bewosste Choix kënnen ze treffen a béis Iwwerraschungen ze evitéieren. Wat d'Wunnstrukture betrëfft, solle se genee gesinn, wat am Pensiounspräis mat dran ass a wéi eng Supplemente eventuell kënnen ufalen. Sinn d'Käschte fir d'Wäsch am Basispräis mat dran? Muss ech extra fir eng Televisioun, den Telefon oder den Internet bezuelen? Wéi eng Fräizäitaktivitéite gi mat ugebueden a wéi vill kaschten déi extra? Dat sinn alles Froen, op déi souwuel déi aktuell wéi och déi zukünfteg Bewunner an Zukunft eng transparent Äntwert solle kréien.

De virleiende Gesetzesprojet féiert deemno e sougenannte „Regëster fir d'Servicer fir eeler Leit" an, an deem d'Präisser vu sämtlechen Déngschter kloer duergestallt ginn, an dat fir jidderee fräi accessibel. D'Gestionnairë vun de Wunnstrukture mussen hir Pensiounspräisser a Kontrakter also ganz kloer duerleeën. Mat dësem Regëster erméigleche mir de Leit, déi eenzel Haiser a Servicer ënnerteneen ze vergläichen a soumat déi Offer ze wielen, déi fir si och am beschte kléngt.

Dat wichtegst Zil vun dësem Gesetz betrëfft awer d'Kontroll vun der Qualitéit vun de Wunnstrukture fir eeler Leit. An Zukunft kritt de Ministère fir d'Famill an Integratioun nei Moyenen, fir an d'Strukturen eranzekucken an ze kontrolléieren, wéi d'Bewunner am Alldag betreit ginn a wéi d'Zesummeliewen an de sozialen Austausch gestalt sinn. An hei geet et drëms ze kucken, ob d'Leeschtungen, déi versprach ginn, och wierklech bei de Leit um Terrain ukommen, an och, ob d'Personal déi Prozedure lieft, déi um Pabeier stinn, an – net onwichteg! – ob d'Leit sech insgesamt wuel fillen.

Dat ass e wichtegt Element vun dësem Gesetzesprojet, fir Virfäll, wéi mer se aus dem Ausland héieren hunn, virzebeugen. Huet d'Struktur e Formatiounsplang fir säi Personal? Existéiert eng kloer Prozedur fir d'Dokteschvisitten? Hunn d'Bewunner de Choix tëscht méi wéi engem Menü am Restaurant? Gëtt den Animatiounsprogramm fir si och kloer affichéiert? Dat si Punkten, déi am Kader vun der neier Qualitéitskontroll iwwerpréift an och evaluéiert ginn.

Nieft de bestoenden Agrementskontrolle wäert de Ministère breet ugeluechte Qualitéitskontrolle bei de Prestatairen duerchféieren an hir Offer unhand vu spezifeschen Evaluatiounskrittäre bewäerten. All Prestataire soll op d'mannst eemol an engem Intervall vun dräi Joer kontrolléiert ginn, mee et kann awer och méi oft sinn. Am Fall vun de Wunnstrukture berout dëse Prozess zum Beispill op spontanen administrative Kontrollen engersäits oder op Interviewen tëscht den Agente vum Staat, de Bewunner an dem Personal anerersäits. An all Wunnstruktur mussen op d'mannst fënnef där Interviewen duerchgefouert ginn. Nieft der genereller Zefriddenheet vun de Bewunner ginn hei d'Ëmsetzung vum Règlement général, de Respekt an d'Sensibiliséierung iwwert déi verschidde Prozeduren, zum Beispill bei der Admissioun vun de Bewunner, an d'Mise en place vun de Servicer bewäert.

Am Fall, wou en Evaluatiounskrittär d'Erwaardungen net erfëllt an eng „ongenügend Nott" kritt, muss de Gestionnaire innerhalb vun dräi Méint e Plan de remédiation erstellen, mat engem Kalenner a Moossnamen, fir dës Lacunnen och kënnen opzeschaffen. Am Sënn vun der Transparenz gi souwuel d'Resultater vun der Evaluatioun wéi och de Plan de remédiation public gemaach.

Als Rapporter vun dësem Gesetz sinn ech frou iwwert d'Aféierung vun dësem Bewäertungssystem, well domadder d'Méiglechkeet gi gëtt, bei Problemer zäitno kënnen anzegräifen an d'Gestionnairen derzou ze verflichten, eng qualitativ héichwäerteg Betreiung ze offréieren. Den neien Outil erlaabt eis, en direkte Feedback vum Personal an de Bewunner ze kréien an zesummen no Léisunge fir d'Verbesserung vun der Qualitéit ze sichen.

Eng gutt an intensiv Betreiung setzt allerdéngs och viraus, datt mir genuch qualifizéiert Personal an de Wunnstrukturen hunn. De virleiende Gesetzesprojet gesäit dowéinst eng Hausse vum Personalschlëssel vir, fir datt ronderëm d'Auer eng méi staark Presenz vum Personal garantéiert ass.

Des Weidere ginn d'Dispositiounen iwwert déi zwou Formatioune vun der Hygiène an der Psychogeriatrie an de Gesetzestext iwwerholl. D'Formatioun vun der Psychogeriatrie riicht sech u sämtlech Membere vum Betreiungspersonal vun de Wunn- an Dagesstrukturen a vun de mobille Servicer.

D'Personal soll hei léieren, wéi een am beschte mat eelere Leit ëmgeet, déi un enger Demenzerkrankung leiden. D'Formatioun gëtt vum Familljeministère organiséiert an dauert fënnefmol aacht Stonnen. Pro Service mussen an Zukunft op d'mannst 40 % vum Personnel encadrant dës Formatioun beluecht hunn. D'Formation „Hygiène" dauert dräimol aacht Stonnen an ziilt drop of, d'Betreiungspersonal iwwert d'Infektiounsrisiken opzeklären a Bonnes pratiques am Beräich vun der Hygiène ze vermëttelen. Dës Formatioun geet iwwregens Hand an Hand mat der Aféierung vum neie Référent hygiène, deen als Aufgab huet, d'Infektiounsrisiken ze identifizéieren an dem Chargé de direction matzedeelen, ze kontrolléieren, datt d'Hygiènesprotokoller agehale ginn, an d'Personal an deem Beräich och ze beroden. Den neie Posten ass och als Äntwert op d'Lektioune vun der Covid-19-Pandemie ze gesinn. Pro Struktur muss op d'mannst eng Persoun vum Betreiungspersonal dëse Posten iwwerhuelen.

An engem weidere Punkt definéiert de Projet de loi, wéi eng Informatiounen am Projet d'établissement vun de Wunnstrukturen a vun den anere Servicer fir eeler Leit musse festgehale ginn. An Zukunft muss dann och all Wunn- an Dagesstruktur souwéi all mobille Fleegedéngscht e sougenannten „Eethikkommitee" hunn, deen d'Senioren an d'Personal bei schwierege moraleschen Entscheedungen ënnerstëtzt. Op Demande kann den Eethikkommitee och d'Personal an d'Chargés de direction bei eethesche Froe beroden, déi sech zum Beispill am Kader vu palliative Prestatioune stellen.

Ausserdeem muss eng kloer Prozedur fir d'Gestion des réclamations bei all Service opgestallt ginn, fir dass d'Leit wëssen, wou an u wie si sech kënne wenden. Esou stäerke mir d'Rechter vun den eelere Leit an hire Familljen.

An am Fall, wou keng Léisung tëscht de Leit an dem Prestataire fonnt gëtt, kënnt dann de Mediateur an d'Spill. En nationalen Informatiouns- a Mediatiounsservice wäert opgebaut ginn, fir ze beroden, ze hëllefen, ze schlichten, wann ëmmer et néideg ass. Och wäert d'Commission permanente pour le secteur des personnes âgées an dësem Text eng legal Basis kréien an hir Missioune wäerten erweidert ginn. Dës Kommissioun war am Juli 2021 schonn iwwer eng Motioun an der Chamber agefouert ginn a kritt dann och elo eng legal Basis. All d'Acteuren, déi mam Secteur vun den eelere Leit ze dinn hunn, sëtzen hei ronderëm den Dësch. D'Kommissioun ka Recommandatiounen zu de Projets d'établissement an den Evaluatiounskrittäre vun der neier Qualitéitskontroll maachen an och Etüden iwwert d'Situatioun vun den eelere Leit realiséiere loosse respektiv selwer realiséieren.

Do dernieft schaaft de Projet de loi eng legal Basis fir de Conseil supérieur des personnes âgées, dee bis ewell nach net am Gesetz festgehale gouf. D'Aufgab vun dësem Conseil ass et, de Minister bei sämtleche Froen iwwert de Secteur vun den eelere Leit ze beroden a Léisungvirschléi zu bestoende Problemer ze proposéieren. De Conseil setzt sech zesummen aus Vertrieder aus dem Aleberäich, de Syndikater, dem Staat, awer och aus Professionellen aus de Beräicher Medezinn, Droit, Gerontologie a Sozialaarbecht.

E leschte Punkt zu den Dispositioune vum Gesetzesprojet concernéiert déi nei Obligatioune fir dat sougenanntent „Betreit Wunnen", méi genee, wat d'Accessibilitéit vun de Gebaier an d'Wunnenge betrëfft.

Zu gudder Lescht wëll ech nach ganz kuerz op d'Avisen ze schwätze kommen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen. Wichteg dobäi ze erwänen ass, dass dësen Text säit dem Depot ufangs 2020 ganzer dräimol amendéiert gouf. An de leschten dräi Joer gouf intensiv un dësem Text geschafft a probéiert, esou gutt wéi méiglech op d'Avisen, d'Kriticken an d'Verbesserungsvirschléi vum Staatsrot, de Kummeren an den Associatiounen aus dem Secteur vum Drëtten Alter anzegoen an den Text och deementspriechend ze adaptéieren.

Schlussendlech ass de Projet vum Gesetz duerchaus haut anescht, ma ech denken, datt mir elo en Text hunn, mat deem jidderee gutt ka liewen an dee virun allem den Ziler vun enger qualitativ héichwäerteger an transparenter Offer u Servicer fir eeler Leit gerecht gëtt an deen d'Autonomie an d'Wuelbefanne vun de Seniore stäerkt.

Opgrond vum éischten Avis vum Staatsrot ass de Volet vun der Qualitéit komplett iwwerduecht ginn. War et am Ufank d'Iddi, de Gestionairë kee Qualitéitssystem virzeschreiwen an hinnen de fräie Choix ze loossen, dës Kontrolle selwer duerchzeféieren, sou gouf opgrond vun de Remarke vum Staatsrot entscheet, dës Kontroll an d'Hand vum Ministère ze ginn. De Skandal vun ORPEA a Frankräich huet sécherlech och derzou bäigedroen, datt mir dem Staat an Zukunft méi Moyene wollte ginn, fir d'Qualitéit an den Alters a Fleegeservicer ze iwwerpréiwen.

Mat den éischten Amendementer hu mir dunn och e Punktesystem agefouert, fir bestëmmte Qualitéitskrittären ze bewäerten. Hei dernieft hat de Staatsrot a sengem éischten Avis eng ganz Partie un Oppositions formelles ausgeschwat, op déi ech awer elo net wäert agoen. Ënner aneren hunn d'Amendementer doropshin de Service Telealarm adaptéiert an de Plan de procédure et de gestion des antibiotiques aus dem Gesetz erausgeholl.

Op Basis vun den Avise vun help, der CNPD, der Mënscherechtskommissioun an dem Conseil supérieur des personnes handicapées huet d'Regierung mat sengen éischten Amendementer ausserdeem d'Eethikkommiteeën an d'Commission permanente agefouert a verschidde Prezisiounen iwwer den Traitement vu perséinlechen Donnéeën an d'Gesetz geschriwwen.

An engem zweeten Avis huet de Staatsrot den neie System vun der staatlecher Qualitéitskontroll ausdrécklech begréisst, ma gefuerdert, datt déi eenzel Krittäre fir d'Evaluatioun prezis an d'Gesetz sollte geschriwwe ginn. Et géif net duergoen, d'Krittäre just an engem Règlement grand-ducal ze ernimmen. Finalement gouf dëser Remark Rechnung gedroen.

Verschidden Associatiounen hunn dunn och gefuerdert, datt de Personalschlëssel an de Wunnstrukture soll eropgesat ginn a méi Wäert op Formatioune

misst geluecht ginn. Och dëse Remarke gouf Rechnung gedroen.

Mam zweete Worf un Amendementer hu mir d'Presenz vun Infirmieren a Betreier verstäerkt, d'Formatiounen an der Psychogeriatrie a vum Référent hygiène am Gesetz preziséiert an nei Mesüre fir d'Preventioun vun Infektiounen definéiert.

D'COPAS huet an hiren Avise verschidde Bedenke geäussert, déi mir an de ganzen Aarbechte bei dësem Gesetzesprojet ganz eescht geholl hunn. Et muss een allerdéngs verstoen, datt d'Zil vun enger héichwäerteger an transparenter Offer un Alters- a Fleegeservicer net duerch dës Bedenken dierf ausgebremst ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all eelere Mënsch zu Lëtzebuerg soll selwer kënnen decidéieren a matschwätzen, wann et drëms geet, säi Liewen ze gestalten. E soll agebonne sinn, un der Gesellschaft kënnen deelhuelen an, sou laang et geet, Acteur vu sengem eegene Liewe sinn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | De Bewunner vun engem Alters- oder Fleegeheem soll Deel vun der Gesellschaft am Haus an och ausserhalb sinn. Et geet hei ëm Respekt an Dignitéit géigeniwwer eisen eelere Matbewunner a Matbierger. De virleiende Projet de loi, dee stellt de Mënsch kloer an de Mëttelpunkt a suergt mat senge sëllege Moossname fir eng besser Qualitéit an eng besser Transparenz am Secteur vun de Servicer fir eeler Leit.

Ech schwätzen och ganz séier zu der Motioun, déi mer hei hunn, well Dir wësst: Dat eent ass e Gesetz an en Text, an dat soll een um Terrain och kënne kontrolléieren. Dofir hu mer als Majoritéitsparteien zesummen eng Motioun verfaasst, wou et ëm déi Evaluatioun geet, an ech sinn iwwerzeegt, dass deen een oder aneren déi do och wäert mat ënnerschreiwen, wann ech hei op meng riets Säit kucken.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Dat alles gesot, wollt ech Iech Merci soen an ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun. An nach eng Kéier merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant le droit fondamental des personnes âgées de vivre dans la dignité, avec un accès adéquat aux services et aux soins qui répondent à leurs besoins spécifiques ;

– soulignant que la qualité des services pour les personnes âgées est essentielle pour assurer leur bien-être physique, mental et social ;

– considérant que la loi sous rubrique vise, d'une part, à améliorer la qualité des infrastructures, des prestations et des services en faveur des personnes âgées, en fixant les normes minimales requises pour les prestataires de soins, et d'autre part, à garantir une meilleure transparence de prix en matière de ces prestations et services ;

– saluant que le secteur des services pour personnes âgées est ainsi doté d'un mécanisme qui vise à améliorer le bien-être des personnes âgées visées ;

– considérant l'importance de garantir l'efficacité et l'impact de la réforme sur la qualité des services pour personnes âgées ;

– considérant l'utilité de procéder à une évaluation de ladite réforme dans un souci de transparence,

invite le Gouvernement à

– procéder à une évaluation de la réforme et de soumettre les résultats à la Chambre des Députés, dans un délai de trois ans maximum à compter de la mise en vigueur de la loi sous rubrique.

(s.) Claude Lamberty, Simone Asselborn-Bintz, Djuna Bernard, Tess Burton, Carole Hartmann, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Claude Lamberty villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun e puer Joerzéngten ass et mol eng Kéier e Lidd gi vun engem éisträichesche Chansonnier, deen huet gesongen: „Mit 66 Jahren, da fängt das Leben an!"

(Interruptions et brouhaha)

An dat war e Schlager ginn, deen ... Jo, deen huet och „Merci, Chérie" gesongen, mee dat ass eppes anescht.

(Hilarité et brouhaha)

D'Chérie ass net do, jo.

Mee firwat soen ech dat? „Mit 66 Jahren fängt das Leben an", dat huet net direkt eppes mam Projet ze dinn, mee et huet awer eppes mat deene Leit ze dinn, ëm déi et an dësem Projet geet. Mat 65 Joer – an et steet och haut nach ëmmer am Gesetz – bass de an d'Pensioun gaang, well de Pensiounsalter hei zu Lëtzebuerg ass 65 Joer. An da mat 66 Joer waars de an engem anere Regimm, waars de an engem anere Liewen. An de Rapporter huet et scho gesot: Den Alter huet sech awer duerno verschoben, wéi laang d'Leit nach konnten dervu profitéieren.

Si se soss mat 65 Joer an d'Pensioun gaangen, war am Duerchschnëtt fir d'Männer mat 72 a fir d'Frae mat 75 Joer d'Liewenserwaardung eriwwer a si hunn a) net sou laang kënne vun der Pensioun profitéieren a b) och net direkt vun de Strukturen, well si hunn doheem gewunnt. Duerno hate mer hei zu Lëtzebuerg Strukturen, déi eng ware beim Ministère de la Santé, déi aner ware beim Ministère de la Famille ugesiidelt: dat eent waren deemools Fleegeheimer, dat anert ware méi d'Altersstrukturen.

A mir haten och Anbieter, wou jiddwereen ëmmer iergendee kannt huet. Entweeder waren et kathoulesch Schwësteren oder et waren d'Croix-Rouge oder d'Caritas, déi an deem Beräich aktiv waren, an et waren net onbedéngt kommerziell Gesellschaften, wou dat am Mëttelpunkt stoung. Dat huet sech eréischt déi lescht Joren a Joerzéngten entwéckelt. A grad dofir ass et jo och wichteg ginn, an de Claude Lamberty, deem ech well Merci soe fir säi Rapport, huet schonn dodrun erënnert. Mee ouni dem Claude Lamberty wëllen ze no ze trieden, ech mengen, Äre Virgänger als Rapporter an als President vun der Familljekommissioun, deen huet bis virun zwee Méint déi ganz Saachen an déi Diskussioune matverfollegt – op engem anere Stull wéi en elo sëtzt –, dee weess direkt, op wat ech wëll kommen: Dass et och dofir wichteg ginn ass, Qualitéitskrittären ze hunn!

An dee franséische Betrib/Bedreiwer, dee jo a Frankräich ganz grouss an der Kritick war, wou Prozesser gefouert gi sinn an nach amgaange sinn ze lafen, deen och op Lëtzebuerg komm ass: och dat war en Diskussiounspunkt bei eis an der Kommissioun. An och dat war en Diskussiounspunkt: ob mer net amgaang sinn, an de Commerce eranzegeroden; de Commerce, dee gemaach gëtt mat deene Leit, déi den Opbau vu Lëtzebuerg gemaach hunn, déi eis dohinner bruecht hunn, wou mer haut sinn – nämlech eis drëtt a véiert Generatioun.

An dofir, och schonn ier dat war mat ORPEA hu mer gesot, mir missten eppes maache mat Qualitéitskrittären. Mir missten eppes aféieren, fir Qualitéit ze hunn a mir missten och gläichzäiteg eppes aféieren, fir kënnen eng Präispolitick ze diskutéieren an ze kontrolléieren.

Ech wëll dann net nëmmen zréckkommen op den Datum, deen den Här Rapporter genannt huet, nämlech 2020, mee ech wëll zréckkommen op den 23. Oktober 2019. Den 23. Oktober 2019 war heibannen eng Aktualitéitsdebatt. Eng Aktualitéitsdebatt, wou et drëm gaangen ass, wat mer kéinte maachen, fir de Besoine vun eisen eelere Generatioune méi nozekommen, dass et wichteg wier, dass mer nach méi Better géife kréien, dat och regional verdeelt.

Déizäit hu mer geschwat, dass mer 22 Maisons de soins offrant au total 2.379 Better an 29 Centres intégrés hätten, dass mer dann en Total hätte vun 3.871 Better. Dat war de Stand vun deemools, den 31. Dezember 2017. An dat hu mer den 23. Oktober 2019 heibannen diskutéiert am Kader vun enger Heure d'actualité.

Bei der Heure d'actualité hu mer och festgestallt, dass d'Leit méi spéit an déi Altersstrukturen eraginn, dass et duerch déi Entwécklung, déi komm ass – a) um gesondheetlechen Niveau, mee b) och, dass mer ëmmer méi Servicer, och Doheem, ubidden –, fir d'Leit méiglech ass, vill méi laang autonom ze bleiwen, an dass se méi spéit an déi jeeweileg Strukturen erakommen an dann och manner laang an deene Strukture sinn, well se eebe méi spéit kommen, dass et do vill méi e grousse Va-et-vient gëtt, wéi dat virdrun de Fall war.

Mir hunn och deemools driwwer diskutéiert: Wéi dat ugaangen ass mat den Honnertjäregen, du waren et der emol zwee bis dräi am Joer. Ech mengen, deen neie Familljeminister ass elo all ..., ech wëll net grad soen all Dag ënnerwee, mee all Woch ënnerwee, fir iergendwou och en Honnertjäregen ... – dat ass zwar nach méi rar –, eng Honnertjäreg auszezeechnen. Wat jo och weist, dass mer duerch déi Entwécklung vun der Medezinn an duerch dat Ganzt ronderëm – well ouni dat wier dat och net méiglech – och ëmmer méi eng Gesellschaft kréien, déi méi al gëtt, an dass mer eis och doru mussen orientéieren an dass mer och gläichzäiteg musse Servicer ubidden.

Mir schwätzen ëmmer vun deene Leit – an ech weess aus familären Ursaachen, wéi dat ass –, iwwer Alzheimer an esou weider an esou fort. Mir hunn awer och nach Leit, déi rüsteg sinn. A mir mussen och deenen eppes bidden! Mir mussen och deenen eppes bidden an där Struktur, mee mir mussen hinnen och nach gläichzäiteg eppes bidden, dass se kënnen um Gesellschaftsliewen deelhuelen.

„Um Gesellschaftsliewen deelhuelen", soen ech, „an d'Philharmonie goen", soen ech, „an den Theater goen". An dat ass, deemno wou déi Strukture stinn, fir déi eng méi einfach wéi fir déi aner. Well wann d'Strukturen hei an der Stad sinn, da bis op de Kierchbierg ze goen an d'Philharmonie, dat ass en anere Punkt, wéi wa se vun der Waassertrap vu Suessem kommen oder wa se vu Clierf kommen – fir eng aner Uertschaft mat méi wéi engem Haus ze zitéieren, wou hei dann och aner Gegeebenheete sinn, fir dohinner ze kommen.

Och dat gehéiert zu de Leeschtungen, déi mer de Leit musse bidden! An och dat gehéiert derzou, de Leit och ze soen: „Hei, Dir sidd net vergiess. Mir wëssen ze schätzen, wat Der fir Land a Leit hei gemaach hutt, a mir wëllen Iech och eppes erëmgi fir dat, wat Der gemaach hutt."

Mee bei där Debatt, déi mer deemools gefouert hunn, hu mer och scho vu Qualitéit geschwat. An do war vun enger Partei a vum deemolegen Auteur vu

menger Partei ... – an ech kennen dee ganz gutt, well ech gesinn en all Moie beim Baartmaachen –, do hu mer gesot: „Mir hätte gär eng neutral Ulafstell“ ...,

(Interruption)

... „eng neutral Ulafstell, fir dass d'Leit och d'Méiglechkeet hunn, eng Reklamatioun, déi se hunn, weiderzeginn, ouni dass een direkt weess: Et ass d'Madamm oder den Här sou a sou, oder et ass d'Famill vun der Madamm oder dem Här sou a sou.“

Dat war eng Motioun, déi mer den 23. Oktober 2019 erabruecht hunn, déi – a wie wonnert et? – mat 31 géint 29 Stëmmen ofgeleent ginn ass. Well mer och deemools schonn der Meenung waren, a) dass et wichteg ass, dass d'Qualitéit kontrolléiert gëtt, mee b) dass et och méiglech ass, fir dee Betraffene respektiv fir seng Famill – well déi kritt jo och heiansdo eppes mat – eng Reklamatioun kënne virunzeginn, ouni dass et direkt op déi Persoun zréckfält.

Well déi Leit – aneschters wéi bei eiser Generatioun oder bei där nach méi jonker Generatioun – net ëmmer déi sinn, déi reklaméieren, an heiansdo d'Fauscht an der Täsch maachen an dat vläicht soen, wann d'Kand – d'Meedchen oder de Jong – op Besuch kënnt, oder vläicht iwwerhaapt näischt soen, dass do dat eent oder anert net klappt, misst et dann awer méiglech sinn, déi Reklamatioun virunzeginn.

A firwat soen ech dat? Well och dat steet hei an engem Avis mat dran. En Avis zum Beispill vun der Mënscherechtskommissioun, déi och drop opmierksam gemaach huet, dass et wichteg ass, dass dat iergendwou anescht ugesidelt ass wéi direkt am Haus, wéi direkt beim Ministère. Mee dass et do och méiglech misst sinn, iergendwou anescht déi Reklamatioun virunzeginn, ouni dass een direkt weess: „Dat war de Pier, de Misch oder de Jang, deen do déi Reklamatioun viruginn huet“, well déi Leit jo awer eng gewëssen Ofhängegkeet hu vun deene Leit, déi do ronderëm sinn.

A wann Der da mat deem Falschen erwëscht gitt, da wëllen déi Leit déi Reklamatiounen net viruginn an hunn Angscht, dat ze soen. Dofir wëll ech dat nach eng Kéier ënnersträichen. Dat war schonn eng Diskussioun, déi mer heibanne gefouert hunn, ier de Projet deposéiert war, an dofir ... An den deemolege President vun der Kommissioun ka sech dorun erënneren, dass mer och an der Kommissioun laang doriwwer geschwat hunn, uschléissend, well dat eng vun eise Reklamatioune war an dat och an der Sitzung vum 27. November 2011 sou am Rapport festgehale gouf.

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Objektiv vun deem Gesetz si mir honnertprozenteg averstanen. Den Objektiv: eng héichwäerteg Qualitéit ze bidden, fir eiser eelerer Generatioun dat ze ginn, wat se brauch, dat, wat néideg ass, fir dass och si kënnen en ordentlecht an dignet Liewensenn verbréngen, an dat och a Strukturen, déi deem Wee würdeg sinn.

Mir sinn och averstane mat deem, wat den Här Rapporter gesot huet: mat all deenen Namensännerungen. Mee et geet net eleng duer mat den Namensännerungen, et muss een och dann eppes aneschters kënnen do bidden. An ech hat d'Chance, mam Minister iergend esou eppes kucken ze goen, wou eng Namensännerung och elo wäert stattfannen.

An déi Leit waren alleguerte begeeschtert – net onbedéngt vun der Namensännerung, mee dass de Minister se besiche komm ass. An déi hunn awer och hir Freed zum Ausdrock bruecht iwwert dat, wat do alles gebuede gëtt, ...

(Interruption)

... och scho gebuede ginn ass virdrun, an och de Leit hir Begeeschterung, wat se do alles kënnen erliewen, an dass si do all d'Méiglechkeet hunn, um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen.

Mee ech soen dat, well et net eleng duergeet, d'Nimm ze änneren, mee et muss een och plazeweis – net iwwerall – dann nach aner Saachen änneren. A wat ech och elo hei net verneinen, wat och am Gesetz steet, wou jo do och probéiert gëtt, déi néideg Akzenter e setzen, fir och do eng aner Politick oder eng besser Abannung vun de Leit kënnen ze maachen.

Mir hunn och deemools geschwat iwwer Dagesbetreiung. A mir hu geschwat vum Präis a vun der Qualitéit. An d'Qualitéit huet jo ëmmer mam Präis ze dinn; net nëmme mam Präis vun deem, wat de Client bezilt, mee och mam Präis, wat investéiert gëtt vun der ëffentlecher Hand – vum Staat, vun de Gemengen, vun der Fleegeversécherung –, wat se do alles bereet ass, och doriwwer ze bezuelen.

A genau do gesinn ech awer déi eng oder déi aner Schwieregkeet, wou ech der Meenung sinn, datt mer och nach aneschters hätte kënne virgoen. Et ass gutt a richteg, dass mer alles maachen, fir déi Qualitéit ze garantéieren, mee et hätt een awer och missen diskutéieren, ob déi Qualitéitskontrolle kéinte vum Ministère gemaach ginn, mee dass dann och en Drëtten, en aneren Uspriechpartner, gewiescht wier, deen herno déi Kontrollen och kéint duerchféieren. Ech denken zum Beispill un den Ombudsmann oder d'Ombudsfra – am Moment ass et eng Ombudsfra –, ob een do net hätt missen dee Service uglidderen. An déi Kolleegen, déi an enger anerer Kommissioun sinn, iwwert déi mer de Moie méi laang geschwat hunn, an der Santéskommissioun, do gëtt et jo e Commissaire an en Ombudsman vun der Santé – ob et net wichteg gewiescht wier, och do ze soen: „Mir schafen esou eppes, wat net direkt ënnert der Kontroll vum Ministère steet.“

Ech erkläre mech och. Firwat? Et ass jo de Ministère, deen och herno dat ausstellt, d'Autorisatiounen: ob s de kanns eng Autorisatioun hunn, fir en Alters- oder Fleegeheim ze bedreiwen, ob s de eng Autorisatioun hues, fir e Klub ze bedreiwen, oder net. Et ass deen, deen d'Autorisatioun gëtt an et ass deen, deen d'Kontroll mécht.

Op anere Plazen – et si Leit aus der Finanz- an der Wirtschaftswelt heibannen – wësse se, dass dat net ëmmer geet, dass do heiansdo muss ganz kloer en anere Service sinn, deen dat eent mécht, wéi deen, deen dat anert mécht. An dat ass ee vun eise Kritickpunkten, wou mir och léiwer gehat hätten, dat wier aneschters.

An dat ass ee vun eise Kritickpunkten, wou mir och léiwer gehat hätten, dat wier aneschters. An dat hu mer och nach eng Kéier ënnerstrach – an dat war nach ënnert dem Virsëtz vum President Max Hahn – an der Sitzung vum November 2022, wou mer dat nach eng Kéier ervirgestrach hunn, dass mer gären hätten, dass esou eppes géif geschafe ginn.

An dat war och an deem selwechte Punkt, wou mer do déi éischte Kéier alleguer déi Avise gekuckt hunn a wou – wéi et richteg ass, wat de Rapporter gesot huet – ganz vill Oppositioun komm war a wou ech gesot hat, dass et vläicht besser wier, mir géifen de Projet zréckzéien oder mir géifen en neie Projet bréngen, wou déi deemoleg Familljeministesch gesot huet: „Jo, wann déi Amendemente bis all komm sinn, dann ass et souwisou en anert Gesetz.“

Mee et wier vläicht – an do wëll ech nach eng Kéier drun erënneren – méi einfach gewiescht, de Projet zréckzezéien. Et wier op alle Fall méi iwwersiichtlech gewiescht, well ech hunn nach eng Kéier en Deel vun den Dokumenter erausgezunn, déi puer Honnert Säiten, déi et an Zwëschenzäit gi sinn. Wann Der alleguerten déi Avise liest, si schonn aleng zwou Säiten nëmme vun den Datumen, wéini déi eenzel Avise komm sinn. Et wier dann och méi einfach gewiescht fir déi eng oder déi aner Leit, fir dat alles ze kucken.

Ech erënneren och do un d'Positioune vun der Chambre des Salariés, un d'Positioun vun der Commission consultative des droits de l'homme an och d'Positioun vun der COPAS, déi och schonn den Här Rapporter erwäänt huet, déi allkéiers ëmmer e bësse méi kritesch ware mat deem, wat mer gemaach hunn. Net op alle Punkten, ech mengen, well an der Philosophie – dat muss ee fairnesshalber soen – si se alleguerten, ee wéi deen aneren, der Meenung, dass mer Qualitéitskrittäre brauchen an dass mer eiser eelerer Generatioun dat schëlleg sinn. Do si mer eis alleguerten eens. Et ass just d'Aart a Weis, op wat fir engem Wee mer dohinner kommen, dass een dat och deementspriechend hätt kënne maachen.

En anere Punkt, deen ech wëll ënnersträichen a soulevéieren, dat sinn och gläichzäiteg alleguerten déi aner Anbieter, déi awer nach bleiwen – ech soen: Anbieter, déi bleiwen. Dat eent sinn déi, déi an enger Struktur sinn. Déi gi betreit, do gëtt et e Personalschlëssel, wou awer och do e Problem sech stellt: Fanne mer genuch vun deem Personal? An da kommen ech op eppes zréck, wat mer de Moie scho gesot hunn: Fanne mer genuch Personal, fir deem Personalschlëssel gerecht ze ginn?

Virun allem do ... Ech schwätzen net vum Animatiounsberäich oder vun der Kichen, do ... An der Kichen ass et zwar och scho problematesch, mee an deem Beräich Animatioun a Kiche geet et nach. Mee am Gesondheetsberäich ass et heiansdo ganz schwiereg, well dee Client, deen do ass, deen huet vläicht eng méi héich Fleegestuf wéi deen, deen herno kënnt, an da geet dat heiansdo och net méi op mat de Ratioen, fir dat alles opzemaachen. An dat sinn déi Froen, déi mer eis stellen, ob een do net och nach aner Méiglechkeete gehat hätt fir virzegoen.

Da muss een och nach gläichzäiteg kucken – an och dat ass eppes, wat mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn –: Mir maachen elo déi Eethikkommissioun. Mir maachen elo déi Commission permanente. Mir wësse schonn, dass an de meeschten Haiser och Heemréit sinn, déi bei deenen enge fantastesch funktionéieren, bei deenen aneren och manner gutt, mee dat ass wéi am richtege Liewen: Och dat eent geet heiansdo besser wéi bei deem aneren. Mee och do ass et wichteg, dass déi Leit d'Méiglechkeet kréie matzeschwätzen an dass mer do och elo net nëmme soen: „Mir schafen dat“, mee dass mer deene Leit an deenen Eethikkommissiounen, an där Commission permanente och nolauschteren.

An och do ass ëmmer erëm d'Diskussioun – dat liest een och an deene verschiddenen Avisen –: Ass déi Kompositioun glécklech? Hätt een do net iwwer aner Kompositiounen kënnen nodenken? Wier et do net méiglech, aner Weeër ze goen, an et hëlt een och Leit aus deenen Altersstrukture mat bäi, an et hëlt een och gläichzäiteg méi Leit aus dem Familljen-, aus dem Frëndeskrees mat bäi, déi och do materakommen? Jo, et sinn der derbäi, mee hätt een do net och nach kënnen nei an aner Weeër goen an och déi dann erëm eng Kéier deem Ganze vu baussen ënnerstellen? Et ass net, dass ech de Beamten am Ministère de la Famille net géif trauen, well déi maachen eng tipptopp Aarbecht, mee et wier awer vläicht méi einfach gewiescht, wann déi Kontrollstellen alleguerten auswäerts ugesidelt wieren.

Da misst een och driwwer schwätzen: Wéi geet et weider mat der Beruffsausbildung vum Fleegepersonal? Et ass net direkt de Problem vum Familljeminister, mee et ass awer de Familljeministère, deen

herno déi Leit brauch, déi mussen an deenen Haiser schaffen.

Wéi ass et … Wat kënne mer maachen, fir d'Demenz nach méi an de Mëttelpunkt ze stellen, well mer awer wëssen, dass et eng vun den Haaptkrankheeten ass? Mir wëssen, dass mer Altersheimer hunn, déi sech dorop spezialiséiert hunn, vun der ALA, déi e super Match mécht. Mir wëssen och, dass aner Haiser geplangt sinn oder scho bal fäerdeg sinn, wou et nach just drëm geet, dass de Schlëssel op d'Dier kënnt an et kann opgespaart ginn. A mir wësse gläichzäiteg, dass et awer och wichteg ass, de Leit an deenen Haiser, wou se sinn, net op eemol ze soen: „Elo huet deen eng aner Krankheet, elo muss en eraus, elo muss en an esou e speziellt Haus", mee dass déi och kënnen an deenen Haiser bleiwen, wou se sinn.

An da geet et och drëm: Wat kënne mer maache fir déi Begleedung um Liewensenn? A wann ech soen, „d'Begleedung um Liewensenn", ass dat fir déi Leit, déi an deenen Haiser liewen, mee och fir deenen hir Famill. Wat kënne mer do nach alles maachen, fir och déi Leit materanzehuelen?

Da misst een och gläichzäiteg doriwwer diskutéieren – an och dat war eppes, wat mer an der Kommissioun gemaach hunn, ech wëll elo net méi op all déi Detailer agoen –, wat alles geschitt ass, aus wat fir enge Grënn och ëmmer, an den Alters- a Fleegeheimer, an deenen enge méi wéi an deenen aneren, wéi Covid-19 war. Wat kënne mer als Schlussfollgerungen doraus huelen an neien Haiser, déi elo gebaut ginn, déi geplangt ginn, fir dass esou verschidde Problemer, déi deemools entstane sinn, net méi virkommen? Och dat ass eppes, wou ech der Meenung sinn, dass een dat och kéint roueg mat an de Mëttelpunkt setzen.

An dann och ausser deene Leit an deene Qualitéiten, déi an den Haiser sinn, wou den Här Rapporter jo nach eng Kéier drop opmierksam gemaach huet iwwert de Regëster, deen elo kënnt, mat de Präisser a sou weider a sou fort, wat mer och ganz kloer ënnerstëtzen – mee wéi geet et och do mat deene Reseauen a mat deenen aneren Offeren, déi do bestinn? Wat kënne mer do maachen, fir déi Offeren och regionalméisseg vill méi grouss kënnen ze streeën? Mir wëssen, dass iwwerall queesch duerch d'Land ugebuede gëtt, Angeboter herrschen, mee an de Ballungszentere sinn déi Angeboter méi grouss wéi op anere Plazen. Do spille mer dann och erëm eng Kéier an d'Diskussioun mat eran, wat och net dem Familljeminister ënnersteet, mee dem Transportminister. Do komme mer nach eng Kéier zréck op den Adapto an op alleguerten déi Servicer. Wéi kënne mer och déi nach verbesseren am Kader vun eisen eelere Matbiergerinnen a Matbierger?

An och do spillen d'Gemenge mat eng Roll. Wat kënnen d'Gemengen alles mat ënnerhuelen, fir och do déi Offeren ze maachen, déi méi grouss ginn? An do wëll ech ënnersträchen, bei dësem Dokument a bei dësen Diskussiounen – wa meng Informatioune richteg sinn, mee den Här Minister ka mech vläicht verbessere respektiv de President vun där Institutioun –: Déi waren eng Kéier gefrot ginn, den Daachverband vun de Gemengen, beim Avant-projet de loi, mee duerno sinn déi guer net méi gefrot ginn, ob déi eppes dozou ze soen hätten, alles dat, wat dëse Beräich ubelaangt.

Wa mer awer wëssen, wat fir eng Roll a Wichtegkeet d'Gemenge spillen, och fir de Ministère – well de Ministère kéint och net iwwerall lénks a riets Haiser bauen, wann en d'Gemengen net hätt, déi och Terrainen hunn an déi do mam Staat zesummeschaffen –, ass et verwonnerlech – d'Madamm Asselborn huet et virdrun ënnerstrach –, wéi de Syvicol agebonne war bei de Musekschoulen. Hei am Altersberäich ware se am Avant-projet agebonnen an duerno beim Projet u sech si se guer net méi gefrot ginn, well déi hätten och nach vläicht nei an aner Iddie bruecht wéi déi, déi mir an der Kommissioun diskutéiert hunn, oder wéi déi, déi sech herno och am Projet erëmfonnt hunn. Et ass fir mech onverständlech gewiescht, bei esou vill Avisen, déi mer gefrot hunn, dass mer grad déi Institutioun, also de Syvicol, dobäi net gefrot hunn.

An dann e leschte Punkt, deen ech awer och nach wëll ënnersträichen, an do wollt ech och elo zum Schluss nach eng Kéier dorop zréckkommen: Et ass net, dass mir deem Projet hei net wéilten zoustëmmen, mee mir hunn ugefaangen am Februar 2020 an do ass eng laang Zäitche gewaart ginn, bis d'Avisen erëm do waren, d'Avise vum Conseil supérieur des personnes handicapées an der Commission consultative des droits de l'homme. Duerno ass déi Diskussioun komm mat alleguerten den Amendementer, an duerno huet et awer erëm eng laang Zäit gedauert, bis eppes um Dësch louch. An ech wëll dat ënnersträichen, an den Här Minister weess, op wat ech elo kommen, well ech war, ech wëll net soe „mat him uneneegeroden", mee ech hat direkt déi éischt Sitzung …

(Interruption par M. Max Hahn)

Uneneegerode ware mer net, mee déi éischt Sitzung, déi de Minister do hat, war dem President seng éischt Sitzung an et war dem Minister seng éischt Sitzung an där Qualitéit, wou mer gesot hunn: Et ass awer e bëssen eng komesch Aart a Weis. Elo wëllt Dir eis hei a 14 Deeg, ech wëll net soen „drécken", dat wier e schlecht Wuert, mee do géift Der a 14 Deeg probéieren, alles iwwert de Knéi ze briechen. Ech mengen, „iwwert de Knéi briechen", dat war de Wortlaut, wa mer géife kucke goen.

Ech hätt léiwer gehat, mir hätten éischter déi Amendemente gemaach, well do war eng Kéier … an dat liest Der op där Fiche, déi Der um Computer hutt, wou eng Kéier e risegt Lach war, wou mer eis e puer Méint laang mat näischt beschäftegt hunn. Mir hätten dann doriwwer kënnen diskutéieren, well an där Kommissioun – egal a wat fir enge Reie vun där Kommissioun a wat fir eng politesch Faarwen do sinn – louche mer oft a ganz interessanten Diskussiounen, wou ech awer ëmmer wëll ënnersträichen – an dat war fir jiddwereen, ob Oppositioun oder Majoritéit –, datt de Client, den Usager, am Mëttelpunkt stoung, wou mer jo awer och do alt heiansdo kontrovers Diskussiounen haten. A mir hätte léiwer gehat, mir hätten eis do nach 14 Deeg geholl, wuel wëssend, wat elo de Fall ass. Mee wa mer 14 Deeg éischter ugefaang hätten, hätte mer déi Méiglechkeete gehat. An och dat ass nach e Kritickpunkt, dee mir wollte virbréngen.

An dann e leschte Punkt, dat ass da mam Conseil supérieur des personnes âgées, och do d'Kompositioun. Dat steet och a verschiddenen Avisen. Déi eng sinn e bëssen zefridden, déi aner si manner zefridde mat der Kompositioun. A vu dass den Här Lamberty eis net gefrot huet, fir vläicht gegeebenefalls déi Motioun matzeënnerschreiwen, an ech awer der Meenung sinn, mir bräichten net nach eng Kéier eng Motioun hei ze stëmmen, wéi mer dat elo déi lescht sechs Méint andauernd gemaach hunn, mir missten no zwee oder dräi Joer e Bilan zéien a mir géifen da kucken, wat dobäi erauskomm ass, hu mer haut dorop verzicht.

Mee et ka jo awer vläicht sinn, dass dat am Här Lamberty senger Motioun steet – ech weess et net, d'Majoritéit huet sech jo gesinn, mat der Oppositioun ass net geschwat ginn –, dass et awer da wichteg wier, dass mer schnellstméiglech och dann dee Bilan maachen an dann och déi néideg Konsequenzen zéien an déi Adaptatioune maachen. Well mir sinn deene Leit et schëlleg. Déi Leit hu vill gemaach fir eist Land, déi hu vill gemaach fir eis Ekonomie. An dass mir alleguerten esou gutt hei kënne sëtzen, si mer där Generatioun schëlleg, fir deenen och alles ze maachen, dass hiert Liewensenn esou gutt an esou agreabel ass wéi méiglech.

Dat gesot, géif ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung gi vun der CSV zum Projet, wuel wëssend, dass mer awer bei verschiddene Punkten de Bauch wéi hunn. Villmools merci.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech natierlech dem Rapporter Claude Lamberty Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Rapport. D'Ursula Lehr – dat ass eng fréier däitsch CDU-Ministesch – huet emol follgend Ausso gemaach: „Es kommt nicht darauf an, wie alt man wird, sondern wie man alt wird." Dëst Zitat gefält mir immens gutt, well et och meng perséinlech Astellung zum Liewen an zum Alginn erëmspigelt. An Dignitéit al ginn, sech wuel fillen, positiv agestallt sinn an d'Liewe genéissen, dat ass a mengen Aen immens wichteg.

Et ass d'Aufgab vun eis als Gesellschaft, an awer och vun eis als Politiker, derfir ze suergen, dass d'Leit gären an eisem Land al ginn. Dass d'Leit ëmmer méi al kënne ginn, ass eng vun de Reussitte vun eiser moderner Zäit. Duerch besser Liewensbedingungen an de Fortschrëtt an der Medezinn an och an der medezinnescher Versuergung liewen d'Mënschen, op d'mannst an den Industrielänner, verhältnisméisseg ëmmer méi laang, an dat weist sech och hei zu Lëtzebuerg. Par rapport zum leschte Joerhonnert huet d'Liewenserwaardung vun de Leit sech hei bal verduebelt.

Den aktuelle Previsiounen no wäert d'Liewenserwaardung vun de Männer, déi aktuell jo bei 80,3 läit, an den nächste Joerzéngte weider klammen an am Joer 2070 …, also dat ass jo nach eng Zäitchen, dat wäerte mir vläicht net alleguer nach erliewen, mee déi wäert da bei de Männer bei 86,6 leien. A bei de Fraen, do gëtt eng Augmentatioun vun aktuell 85 Joer op 90,8 Joer virausgesot.

D'Leit iwwer 65 Joer maachen haut zu Lëtzebuerg 15,5 % vun eiser Gesellschaft aus, an dat si knapp 98.000 Persounen. Bis 2050 wäerte mir hei quasi eng Explosioun vun der Seniorepopulatioun kënne feststellen, déi laut offizielle Schätzungen da bis op iwwer 116.000 eropklëmmt. Dat bedeit, dass d'Senioren ee Véierel vun der Bevëlkerung an noer Zukunft ausmaachen.

Dëse Phenomeen wäert awer och als Konsequenz hunn, dass warscheinlech och d'Besoinen an der Fleeg klammen. An dësem Ëmstand, deem musse mer Rechnung droen. Engersäits solle mer weiderhin aktiv an den Active Ageing investéieren an anerersäits awer genuch alternativ Wunnformen a Strukture fir déi eeler Persoune schafen, déi un hir Besoinen ugepasst sinn. Ausserdeem musse mer och derfir suergen, dass iwwerall eng qualitativ héichwäerteg Offer garantéiert gëtt.

Mat dësem Gesetz gëtt d'Qualitéit vun eisen Infrastrukturen an iwwerhaapt och d'Servicer fir d'eeler Matbierger verbessert an alles an allem de Bien-être

vun de Leit garantéiert. D'Reform dréit sech also ëm dräi grouss Achsen, déi wären: d'Qualitéitssécherung, d'Transparenz an dann och d'Flexibilitéit an d'Simplificatioun.

Den éischten Aspect ... Ech ginn net op alles an, awer e puer Punkte si mer wichteg, fir déi awer nach emol ervirzehiewen. Den éischten Aspect, d'Qualitéitssécherung, gëtt net eleng duerch e Pensiounspräis definéiert, mee do zielen och aner Krittären dozou, an zwar d'Qualifikatioun vum Personal, d'Offer vun de Leeschtungen an d'Bauten an d'Infrastrukturen. Zum éischte Volet ass et wichteg ze erwänen, dass mat deem heiten Text eng gewëssen equivalent Prise en charge, onofhängeg vun de Gestionnairen, garantéiert gëtt. Dat heescht, unhand vun engem gemeinsame Sockel ginn eng Rei vu Leeschtungen, Ekipementer an Infrastrukturen, déi sech un déi eeler Leit riichten, definéiert a Mindeststandarde festgeluecht.

Donieft gëtt dann e ganz transparenten, obligatoresche Projet d'établissement agefouert, fir d'Zilbevëlkerung vun den Haiser ze definéieren, wou déi jeeweileg Leeschtungen a Servicer dann och festgehale sinn. Hei wäerten dann d'Awunner, d'Familljen an awer och soss jiddereen, deen dat interesséiert, an noer Zukunft iwwer en ëffentlech zougängleche Regëster en Ableck kënnen hunn an de Projet d'établissement souwéi och déi verschidden Typpe vu Kontrakter an déi järlech Statistiken a Rapporten iwwert d'Haiser, wat eng Plus-value ass fir jiddwereen.

Des Weidere fixéiert d'Gesetz dann och eng Mindestunzuel u Betreiungspersonal, dat an de Strukture muss engagéiert sinn. An ausserdeem ginn och d'Qualifikatiounen, déi dëst Personal muss hunn, festgeluecht. Eis ass et als LSAP immens wichteg, dass d'Leit, déi am sozialen an am Fleegeberäich schaffen, gutt ausgebilt sinn an och uerdentlech Kontrakter hunn.

Hei sinn och eng Rei vu Léieren aus der Covidpandemie gezu ginn an an Zukunft wäert d'Presenz vun engem Mataarbechter als Referenzpersoun zoustänneg fir d'Hygiène eng Mussesaach an de Strukture sinn, wat mir och ënnerstëtzen. Et kéint ee souguer vläicht an Zukunft nodenken iwwer en Infirmier hygiéniste. Dat ass dann un den Nächsten, fir doriwwer nozedenken.

D'Qualitéit vun de Strukture souwéi och déi am Gemengegesetz definéiert Krittären an Objektiver ginn unhand vun engem Bewäertungssystem gemooss a kontrolléiert. Dëst erméiglecht et ze iwwerpréiwen, ob de Prestataire adequat Moyenen asetzt, fir eng qualitativ gutt Prise en charge ze assuréieren, an domadder souwuel d'Sécherheet wéi och d'Integritéit vun der fleegebedierfteger Persoun garantéiert.

Mir haten an der Kommissioun Diskussiounen iwwert dës Qualitéitskrittären an och de Bewäertungssystem, an ech selwer war mer och net sou sécher, sou wéi dat elo besteet, dass dat de richtege Wee ass. An dofir hunn ech och gefrot, wéi eng Méiglechkeet besteet, fir eventuell Sanktioune kënnen ze huelen, wann d'Krittären net agehale ginn. De Minister huet mer bestätegt, dass – well et eeben eng Obligation légale ass, e Plan de remédiation opzestellen an, no der Approbatioun vum Minister, och dann ëmzesetzen – dat Ganzt natierlech um Agrement hänkt.

Wann déi Konditioun dann net erfëllt ass, also kee Plang gemaach gëtt, dann huet de Minister d'Méiglechkeet, anzegräife via dësen Agrement: Entweeder kritt een en u Konditioune gebonnenen Agrément provisoire oder et kann am schlëmmste Fall souguer sinn, dass een den Agrement ewechgeholl kritt. An dat huet mech dann och elo virun allem berouegt. Vu och, wéi den Här Spautz och virdru gesot huet, all déi Antecedenten, déi mer dann elo scho matkritt hunn, ass dat awer net schlecht, dass een esou eng Méiglechkeet huet.

Fir eis als LSAP ass et enorm wichteg, dass d'Qualitéit an de Strukture fir eeler Leit garantéiert ass an dobäi besonnesch Wäert op d'Dignitéit, d'Wuelbefannen, de Komfort an d'Sécherheet vun den Awunner geluecht gëtt. Eng gutt Saach fanne mer och zum Beispill, dass déi Haiser e Comité d'éthique sollen en place gesat kréien, dee ganz sécher och wäertvoll Avisen zu verschiddene méi delikaten Theeme ka ginn. Ech kennen en Haus, dat esou e Comité d'éthique schonn eng Zäitchen huet, an och geneesou wärend der Pandemie konnt deen do scho vill Hëllefstellung ginn, an dat ass wierklech ganz wäertvoll.

Et sief awer och gesot, dass d'Qualitéitssécherung vun dësem Gesetz sech net nëmmen op d'Struktur limitéiert, mee och bei verschiddene Servicer ausserhalb vun den Haiser, wéi dann de Repas sur roues, Telealarm, Soins à domicile, Club Senior, dee jo elo Aktiv Plus heescht, gewësse Krittäre fixéiert.

Erlaabt mer eng Remark zum Telealarm. De Service Telealarm ass vu grousser Wichtegkeet, besonnesch fir all déi Leit, déi nach bei sech doheem wunnen an am Fall vun enger Urgence oder bei Bedarf vun enger spezifescher Hëllef eng extern Interventioun ufroe kënnen. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass am Kader vun der konventioneller Zesummenaarbecht tëscht dem Gestionnaire an dem CGDIS, wéi dat am Gesetz virginn ass, ufalend Tâche kloer opgedeelt ginn. Aktuell intervenéiert de CGDIS bei Beneficiairë vum Telealarm, déi keng Famill hunn, ouni dass et a priori vum Gestionnaire iwwerpréift ass an eng reell Urgence besteet. Idealerweis misst et awer sou sinn, dass de Gestionnaire vum Telealarm selwer fir d'éischt kontrolléiert, ob eng reell Urgence bei sengem Client besteet, an dann eréischt a leschter Instanz eng Interventioun vusäite vum CGDIS gefuerdert gëtt.

Här President, d'Elengsinn, den Isolement, ass eng Problematik, mat där eeler Leit konfrontéiert sinn. Dofir ass et enorm wichteg, dass dës Problematik unerkannt an och eescht geholl gëtt. Hei spillen och d'Benevollen eng ganz wichteg Roll, fir dem Besoin nom perséinleche Kontakt nozekommen, andeems si eise Senioren Zäit schenken. Als LSAP si mer och frou doriwwer, dass et mat deem heite Projet och erméiglecht gëtt, dass Benevollen zum Betreiungspersonal kënne gehéieren a sech bei den Aktivitéite bei eelere Leit kënnen engagéieren. Mir géifen et och als LSAP begréissen, wann déi nächst Regierung Dispositiffe betreffend e Congé fir Benevolle géif aféieren, wouduerch sécherlech d'Unzuel vun de Leit, déi sech engagéieren, och klamme géife mat enger Zort „Congé de bénévolat". An de Strukturen an awer och ausserhalb, also um Terrain, an de Gemengen, do, wou d'Seniorepolitick och ganz wichteg ass, wäert dat ganz sécher och Friichten droen.

Fir ofzeschléisse wéilt ech och nach emol ganz kloer ënnersträichen, dass ech weess, dass elo schonns ganz vill Gestionnairë vu Betreiungsstrukture sech staarkmaache fir d'Qualitéit an hiren Haiser an och elo scho Prozeduren hunn. Ech weess awer och, dass si sech Gedanke maachen, wéi si dat elo alles gestemmt kréie mat dësem Gesetz, also finanziell an awer och personaltechnesch.

Et ass ganz kloer, dass Qualitéit kascht, an awer hoffen ech, dass et herno net un de Portmonni vun de Residentë geet. Do muss eis Regierung vigilent bleiwen an eventuell och Hëllefstellunge ginn, zum Beispill um Niveau vun der Personaldotatioun, also der finanzieller Personaldotatioun.

Erlaabt mer awer, och nach eng aner Remark ze maachen, déi vläicht elo net onbedéngt direkt hei mat dësem Text, dee mer ofstëmmen, ze dinn huet, mee mat de Strukture fir eeler Leit. No der Recommandatioun vum Waringo-Rapport an och nom Audit vun der OECD iwwert d'Covid-19-Pandemie, virun allem iwwert d'Verwaltung vun de Strukture fir eeler Leit an och fir Mënsche mat enger Behënnerung an och de ganze Reseau vun Aides et de soins ronderëm, misst d'Kompetenz vun dësem Secteur erëm an de Gesondheetsministère zréckgoen, sou wéi dat och an de meeschten europäesche Länner de Fall ass. Vu den Alter vun de Residenten, sou wéi ech dat am Ufank erwäänt hunn, souwéi och d'Multimorbiditéit an all déi néideg Soinen, déi gebraucht gi mat dem geschoulte Personal, wär et a mengen Aen och eng gutt Léisung fir d'Gestioun vum Infektiounsrisiko vun dëser dach ufälleger Populatioun. Déi nei Regierung ka sech dat jo mol duerch de Kapp goe loossen.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, no ganz villen Oppositions formelles vum Staatsrot, no villen Amendementer an no ganz sportleche Sitzungen, wou mer eis jo dach awer e bëssen duerch de Projet gehetzt hunn, si mer als LSAP awer iwwerzeegt, dass dëst Gesetz néideg a wichteg ass an dass mer elo mol sollten d'Haiser um Terrain schaffen a sech den neien Ufuerderungen upasse loossen. Dofir si mer frou, dass mer mat eiser Motioun d'Regierung kënnen opfuerderen, dëst Gesetz ze evaluéieren an da gegeebenefalls ze kucken, ob alles esou realiséiert konnt ginn, wéi mir eis dat haut virgestallt hunn, an dann eeben noutfalls unzepassen.

Zum Schluss da wéilt ech wierklech jiddwerengem, deen am Secteur schafft, e ganz décke Merci soe fir seng dagdeeglech Aarbecht. Et ass net ëmmer eng einfach Aarbecht, awer mir bewonneren Iech all, dass Der dat wierklech ëmmer maacht an ëmmer nach do sidd, an ech hoffen, dass Der ganz vill neit Personal bäikritt, dat och déi selwecht Energie huet wéi déi Leit, déi elo do sinn.

Ech géif dann natierlech am Numm vu menger Fraktioun den Accord fir dëst Gesetz ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci un de Claude Lamberty. E groussen Dag fir déi zwee wichteg Gesetzesprojeten, déi en haut ze rapportéieren huet, an dat a senger Qualitéit als neie Rapporter an als neie President vun der Familljen- an Integratiounskommissioun. Wéi gesot, de Rapporter ass op déi weesentlech Punkten agaangen an et ass néideg – et ass absolutt néideg! –, dass mer e Gesetz iwwert d'Qualitéit kréien. Déi aktuell Gesetzeslag ass iwwerholl, keen zweifelt dorunner.

Ech gräifen awer grad bei menger Virriednerin, der Simone Asselborn-Bintz, d'Bemierkungen op: Wou solle mer an Zukunft dee Secteur hei usidelen? Do, wou en elo ass, oder an der Santé? An duerno ass mer zur Erënnerung komm: Wéi ech op Lëtzebuerg zeréckkoum a meng Fra Generalistin war, war d'Fro vun de Maisons pour personnes âgées médicalisées mat engem medezinneschen Direkter. Dat ass awer an der Zwëschenzäit anescht gesi ginn, mee mat deenen Iwwerleeungen, déi gemaach gi sinn iwwert d'Zerbriechlechkeet vun de Leit, déi da spéit – Klammer: ze spéit – an d'Altersheim ginn, si mer an enger Situatioun, wou déi Erausfuerderunge medezinnescher Natur immens grouss sinn.

Bon, den Text ass, wéi de Rapporter et gesot huet, net esou erausgaangen aus dem gesetzgeeberesche Prozess, wéi en eragaangen ass. Wéi de Marc Spautz et gesot huet, wär ech och frou, wann déi Evolutioun och e wéineg méi an der Kommissioun stattfonnt hätt. Mir hätte gutt Zäit dozou gehat déi lescht Wochen a Méint. Dat hätt net onbedéngt elo Grondleeëndes geännert, mee mir géifen hei stoen a mir hätten déi eng oder aner Sitzung gehat, déi méi friddlech – och mengersäits – iwwert d'Bün gaange wär. Bon, ech ginn awer, ier ech et sollt vergiessen, den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mir hunn d'lescht Woch d'Gesetz iwwert d'Altersheem zu Rëmeleng ugeholl an ech hunn ervirgestrach, wéi d'Lëtzebuerger Bevëlkerung ëmmer méi al gëtt an – och am Zesummenhang mam Gesetz, dat mer herno stëmmen – dass et ëmmer méi Lëtzebuerger sinn, déi méi al ginn, an dass et ëmmer manner Lëtzebuerger gëtt, déi déi eeler Leit versuergen, wat hir Originnen ugeet. Dat ass och eng Fro vun Interkulturalitéit. An da kënnt nach derbäi, dass eng Partie Acteuren ewell am Secteur täteg sinn, déi och net onbedéngt vu Lëtzebuerg sinn, quitte dass de Responsabel vum Haus ëmmer der Lëtzebuerger Sprooch muss mächteg sinn – net nëmmen där, mee och där.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Wéi gesot, déi eeler Leit ginn ëmmer méi spéit an d'Betreiungsstrukturen a se gi méi gebriechlech a packen et aleng bei sech net méi. Follglech musse se méi encadréiert ginn. Dat heescht, glécklecherweis ass de Personalschlëssel am gesetzgeeberesche Prozess eropgesat ginn. D'Zuel fir allméiglech Strukturen, déi och vun dësem Gesetz ofgedeckt sinn, mee och nach vläicht anerer, déi wäert zouhuele respektiv net ofhuelen, wéi ech et hei geschriwwen hunn. An dat huet awer och e Käschtepunkt. Am Hibléck op d'Evolutioun vun de Sozialversécherungskeessen, sief et d'Gesondheetskeess, sief et d'Pensiounskeess, soll een do kucken, och de Käschtepunkt am Grëff ze halen.

Dofir profitéieren ech op dëser Plaz nach emol, fir d'Fuerderung vun déi gréng ze signaléieren, dass mer nieft stationäre Strukturen – Altersheemer a Foyeren, wou d'Leit ganz dra liewen; se sinn deier a personalintensiv – an op der anerer Säit dem Maintien à domicile mam Risiko vun der sozialer a psychescher Isolatioun Alternative brauche mat altersgerechte Wunnengen a WGen am Zentrum vun eisen Uertschaften an och Gemengeservicer, déi de Seniore kënnen Aktivitéiten ubidden, déi Beweegung, Kognitioun a sozial Interaktioun förderen. Esou Alternative bedeiten dann och wierklech Qualitéit an Autonomie am héijen Alter, eng Qualitéit, déi mer dann de Leit a priori ginn a bei där se herno net musse kucken, kontrolléieren, dass et assuréiert ass.

De strukturelle Wuesstum vu Servicer fir déi Eeler muss vun der ëffentlecher Hand begleet a kadréiert ginn an et däerf net de Risiko opkommen, wéi mer et grad am Gesondheetswiese gesinn an de Moien diskutéiert hunn, vun enger schläichender Privatiséierung mat Cherrypicking, fir lukrativ Déngschtleeschtunge privaten Hänn an net esou lukrativ oder potenziell defizitär Servicer der ëffentlecher Hand ze iwwerloossen.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass fir déi gréng en No-Go, dat ass fir eis keng Optioun!

Duerfir ass e Gesetz iwwert d'Qualitéitsofsécherung jo och esou wichteg. À la base mussen Infrastrukturen elo schonns mat dësem Gesetzesprojet de Besoine vun de Leit entsprieche respektiv deem, wat mir als Gesetzgeeber fir noutwendeg halen. An de Projet Rëmeleng ass an där Hisiicht erëm e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Meng Virriedner hu schonn drop higewisen: D'Qualitéitssécherung ass jo net eng A-posteriori-Kontroll. Mir soen ëmmer: No der Pandemie ass virun der nächster Pandemie. De Waringo-Rapport ass ugeschwat ginn, aner Momenter vun Debate sinn elo grad ugeschwat ginn. Mir mussen also an der Qualitéit preventiv schaffen, fir ze evitéieren, dass mer kal erwëscht ginn, wann déi nächst Pandemie kënnt.

A virun allem musse mer dorop oppassen, dass et eis net erëm geet, dass mer vläicht d'Leit physesch erhalen hunn, virun enger Mort physique bewaart hunn, mee et iwwert de Syndrome de glissement, wéi dann d'Gerontologe soen, zu enger Mort sociale kënnt, déi no an no provozéiert gëtt, wa kee Mënsch méi kann eragoen, keng Léifst méi bei een, dee schlecht drun ass, deen amgaang ass ze stierwen. Dat däerf net geschéien! An ech hoffen, dass déi nei Commission permanente, déi elo wäert aktiv ginn, sech zimmlech schnell wäert mat deem Theema befaassen.

Meng Fro och un Iech, Här Minister, ass – et ass mer vläicht entgaang am Text –: Ass esou e sanitäert Schutzkonzept an all Haus ewell virgesinn? Ass et schonn do? An eisen Aen ass et jiddefalls indispensabel.

De Skandal ORPEA – et war eng Kéier méindes moies, wou mer an der Kommissioun dervu geschwat haten; et war eng Visio – huet eis jo virun Ae geféiert, zu wéi enge mënscheveruechtende Praktike Korruptioun a mangelhaft Qualitéitskontrolle féieren. Mir hunn déi Wochen duerno mat de Reportagen a mat deem, wat d'franséisch Autoritéiten da festgestallt hunn, Konklusioune gewise kritt, wéi mer se am Fong och net fir méiglech gehalen haten an där Sitzung, wou mer fir d'éischt driwwer diskutéiert hunn. Asoufern ass dëst Gesetz e Schrëtt an déi richteg Richtung, et ass e richtege Fortschrëtt!

Erlaabt mer awer e puer Froen, Här Minister. An den Artikelen 13, 28 an 43, do ass beschriwwen, wéi d'Qualitéit gemooss soll ginn: „le ministre fait évaluer", „les agents chargés […] par le ministre". Ass hei schonns gewosst, wien déi Evaluatioun duerchféiere soll? Et ass gesot gi virdrun, dass opgrond vum Avis vum Staatsrot dat soll inhouse gemaach ginn an net ausgelagert ginn, mee dat ass jo awer personalintensiv. Ass do e Service ze kreéieren? Besteet dee schonn? Wéi ass d'Planung dofir?

Zweet Fro: Ass doru geduecht ginn, dass eventuell – Suggestioun – d'Verwaltung vun der Assurance dépendance vun der Sécurité sociale dat kéint maachen? Ech woen, hei eng Fro ze stellen, wou ech d'Méiglechkeet a kenger Kommissioun hat, well hir Missioun ass jo déi vun der Evaluatioun an der Kontroll a se huet jo schonn den Zougang och zu de Patientendossieren, dee mer elo iwwert dëse Gesetzesprojet reegelen, a se huet Erfarung. Et war net einfach, mee si hunn elo de gesetzleche Kader vun enger Verwaltung. À voir, ob een do net kéint awer och eng Partie Ressourcen zesummeschloe mat Erfarungswäerter an der Cellule, déi schonn do ass.

Kann – déi drëtt Fro – um Enn vum Dag den Agrement entzu ginn, wann de Prestataire d'Qualitéit vun de Servicer, zu där e sech kontraktuell engagéiert huet, net liwwert a wann de Programme de remédiation net gräift? Et gëtt am Gesetzesprojet vun deem Programm vun der Remediatioun geschwat. Wann et dann net esou wäit kënnt, wann dat net klappt, wéini geschitt esou en Entzuch in fine? A wien iwwerhëlt dann? Am Stroum hate mer zejoert en Ausfall. Do ass et kloer, dass den Opérateur public Encevo da muss agräifen, fir dass de Service awer assuréiert gëtt. A mir hunn et jo hei mat engem Service public délégué ze dinn.

Am Text steet dann – véiert Fro – an enger Rei Artikelen: „L'organisme […] veille à ce que le personnel d'encadrement puisse bénéficier de séances de formation continue." Wéisou ass d'Weiderbildung net als obligatoresch Konditioun vum Personnel d'encadrement am Gesetzesprojet festgeschriwwen? D'ANIL huet och an deem Sënn aviséiert.

D'Aféierung vun engem Eethikkommitee begréissen ech an ech si selwer Member an engem Eethikkommitee, deem vum CHNP. Et ass net evident, fir déi Gremien un d'Goen ze kréie respektiv dass beim Personal respektiv bei de Leit, déi do versuergt ginn, an hire Familljen de Message och ukënnt. Ech hat d'Fro gestallt an der Kommissioun an ech mengen, se war positiv beäntwert ginn, mee et war mer net ganz däitlech. Kann deen Eethikkommitee eng Autosaisine maache fir Saachen, déi him zougedroe ginn, och onformell?

Wéi gesot, am CHNP ass elo am Modell ugeduecht, dass dat iwwerall ausgehaange gëtt, dass eng Ulafstell do ass – dat ass e Wee, dee wäert Méint a Joren halen –, awer och, dass déi Responsabel vun de Servicer dat kënne maachen. Dat wär eng Empfeelung, déi ech do aus där Erfarung kéint maachen. Well an all Haus, wou Leit liewen, an haaptsächlech an deenen do stierwe vill Leit, an et wär wichteg, wann do och deen Eethikkommitee kéint de Soignanten zur Verfügung stoen, wann et drëm geet – mat de Famillje wuelverstan –: „Wéi gi mer mat deem léiwe Mënsch ëm? Hospitaliséiere mer en nach?", fir dass do eng Praxis, eng Kultur kënnt.

Mir hunn en Haus Omega, dat ganz gutt Erfarungen huet, wou mer nëmmen – oder haaptsächlech – positiv Echoe kréie vu Leit, déi jo an dramatesche Schwieregkeete sinn. Ech wär frou, wa mer och, wéi ech soen, eng Kultur an eisen Haiser hätten, wou déi do Fro kéint geléist sinn. E friddlecht Stierwen, dat wär am Sënn vun engem gudden Abschid an deenen Haiser fir d'Familljen alleguerten eng gutt Saach, well net all Famill ass ouni schlecht Gewëssen, wa se schlussendlech da versicht, hir Famill an en Altersheim ze bréngen, se ze iwwerrieden, dohinner ze goen, a sech da mam Gedanke plot, d'Famill am Stéch gelooss, déi eeler Leit ofgeschubst ze hunn.

An dësem Haus hu mer all Joer, souwuel an eise Kommissioune wéi hei an der an der Plenière, eng interessant a weesentlech Debatt iwwert de Fonctionnement vun eise Verwaltungen, déi national an déi lokal, an ech mengen, Dir wësst elo, wou ech wëll hikommen: Zënter Jore schwätzt sech den Ombudsman derfir aus – an et gëtt op ville Bänke begréisst –, dass och de Service public délégué, e Begréff, deen ech virdru gebraucht hunn – dozou gehéiert nämlech de ganze Beräich vum Drëtten Alter, dee mat ëffentleche Gelder finanzéiert gëtt, zwar net exklusiv, mee ganz substanziell –, him misst um Niveau vun der Mediatioun ënnerstallt ginn.

Juge et partie: D'CCDH, d'COPAS, de Conseil supérieur des personnes handicapées an ech vergiessen der warscheinlech hunn an hiren Avise wierklech d'Alarmklack gelaut zu dëser Problematik. Mir sollen dann och dëse Punkt aus dem Gesetz – et ass jo elo virgesinn – zimmlech schnell evaluéieren. D'Kapitel 12, erlaaben ech mer, zum Service national d'information et de médiation ass gutt geduecht a geschriwwen. An de Volet Information begréisse mir Gréng. En ass onbedéngt noutwenneg an och gutt ugesidelt ënnert der Autoritéit vum Minister, mee d'Artikelen zur Mediatioun gehéieren an där Logik, déi mer oft hei beschwat hunn, am Fong bei den Ombudsman.

An der Kommissioun krut ech als Äntwert an engem Saz op dës Kritick, wou ech gesot hunn, dass d'Exekutiv sech net selwer soll kontrolléieren, mam Verweis

op déi zitéiert Avisen: „An der Santé gëtt et och esou gehandhaabt." Hätt een dann net sollen awer op d'mannst dervu profitéieren, fir déi zwou Instanzen, also déi aus der Santé an déi nei aus dësem Gesetzesprojet, zu enger eenzeger ze verschmëlzen, wéi et am Avis complémentaire aus dem Secteur suggeréiert gouf?

Firwat soen ech dat? Ma eng méi grouss Distanz zu de Ministèren, zu der Exekutiv, an eng Spezialisatioun an de Beräicher Santé a Soziales au sens large a complementaire zu den Attributioune vum Ombudsman wär eng gutt Saach. Den Ombudsman ass haut net ënnerbeschäftegt. Entweeder hätt deen da missen en anere Service opbauen, mee vu dass déi Instanz an der Santé besteet an hei eng Spezialisatioun awer ubruecht wär, wär dat eng Suggestioun.

Well firwat soen ech dat och? D'Exekutiv – all, wéi soll ech soen, Meenungsfuerscher weess dat – ass vill méi am Kräizfeier an den Ombudsman huet e ganz grousse Vertrauensbonus an der Gesellschaft. An dat Vertraue baséiert op senger Onofhängegkeet an op senger Onparteilechkeet an op senger Capacitéit ze vermëttelen. An dat brauche mer am Beräich vum Drëtten Alter: eng onofhängeg Ulafstell fir Doleancë vun den Eeleren an hire Familljen. Déi Fro, déi Problematik, bleift och mam Unhuele vum Gesetzesprojekt haut aktuell fir eng nächst Regierung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Margue. An den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Mir stëmmen dëst Gesetz natierlech och mat. Effektiv, et ass elo vill doriwwer geschwat ginn, d'Alterung vun der Bevëlkerung, jo, dat ass richteg. Doduerch ergëtt sech dann natierlech ëmmer eng méi grouss Verantwortung fir eis alleguerten, fir da mat deenen eelere Leit eens ze ginn, wat mer dann ..., wéi se kënne qualitativ héichwäerteg awer nach liewen, versuergt sinn. Am beschten ass dat doheem a gudder Form, mee leider ass dat eebe fir vill Leit och net de Fall. Dee Moment musse si an en Heim, wéi mer soen, an do ass et wichteg, dass dëst Gesetz kënnt, well doduerch eng héich Qualitéit vun de Servicer garantéiert gëtt.

A mat dësem Gesetz ginn dann och Qualitéitsstandarde festgeluecht, déi wichteg sinn, an dass och kontrolléiert gëtt. Ech géif soen, dat ass nach bal méi wichteg. Et ass eeben esou: „Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser."

Dann ass et och esou, dass hei méi Transparenz erakënnt iwwert d'Präisser vun de Servicer, wat d'Struktur kaschten, wat d'Supplemente kaschten. Och alles dat fanne mer eng gutt Saach a mir kënnen eis do de Virriedner, déi dat positiv gesinn hunn, nëmmen uschléissen.

Interessant ass och fir eis, well mer eis ëmmer ganz vill fir d'Sprooch interesséieren, dass déi Leit, déi do schaffen, dat heescht d'Personal vun de Fleegeheemer a Altersheimer, musse qualifizéiert sinn. A wie vu Qualifikatioun schwätzt, dee schwätzt jo och vu Qualifikatioun bei de Sproochen. Hei mat dësem Gesetz gëtt festgeluecht, dass dat Personal muss op d'mannst zwou Sprooche vun eisen dräi administrativen, an dorënner och Lëtzebuergesch, um Niveau B1 vum europäesche Kader kënne beherrschen.

Bon, elo kann een driwwer streiden. De B1 ass jo elo awer nach net wierklech elo den Topp, mee trotzdeem ... Vu, wéi d'Situatioun ass, dass et ëmmer manner Leit gëtt, déi Lëtzebuergesch schwätzen, ass dat scho gutt. A mir hoffen och, dass dat dann esou agehale gëtt an och esou kontrolléiert gëtt, well am medezinnesche Beräich ass et nämlech och esou, dass per Gesetz virgesinn ass, dass déi Leit, déi an de Klinicke schaffen, d'Dokteren, d'Infirmièren, alleguerten, per Gesetz missten am Fong Lëtzebuergesch kënne schwätzen. Dat steet am Gesetz. Leider gëtt et do awer net agehal an och net esou kontrolléiert. Mir hoffen dann, dass et hei an dëse Strukture wäert kontrolléiert ginn an och agehale ginn.

Interessant ass och, wa mer vun de Sprooche schwätzen, dass e gewëssenen Niveau gefrot gëtt vum Direkter vun esou Strukturen, an zwar den Niveau B2 am Lëtzebuergeschen – et ass also déi drëtthéchst Stuf hannert dem C1 an dem C2 –, an dass d'Staatsbeamtekummer am Fong an hirem Avis gesot huet, dass den Niveau B2 am Lëtzebuergeschen net géif duergoen: „n'est pas suffisant pour assurer la gestion journalière des établissements". Dat ass en interessante Punkt, wéi een Niveau een am Fong misst hunn. A warscheinlech huet d'Staatsbeamtekummer hei net Onrecht. A mir hätten am Fong léiwer, dass hei méi en héijen Niveau ageschriwwe wier fir d'Membere vun der Direktioun.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat gesot, gi mir eisen Accord fir dëst Gesetz an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Keup. Déi nächst agedroe Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Madamm Presidentin, virewech wëll ech ënnersträichen, dass mir d'Zilsetzung vun dësem Gesetzesprojet ënnerstëtzen. D'Qualitéit vum Encadrement an der Fleeg vun eelere Leit oder generell vu Leit, déi en Encadrement brauchen, gëllt et, stänneg ze verbesseren an ze kontrolléieren, wuel wëssend, datt an de kommende Joren a Joerzéngte vill méi Leit op d'Servicer ugewise wäerte sinn.

D'Approche, fir d'Aktivitéite vun de Prestatairë vu Servicer fir eeler Leit an engem Gesetz ze regruppéieren an esou ze organiséieren, ënnerstëtze mir natierlech och. Et geet jo entre autres och ëm d'Rechter vun de Leit, déi hebergéiert a betreit ginn, a vun hiren Ugehéieregen. An dat gehéiert fir eis och an e Gesetz an net an e Reglement. D'Betreiung vun eeleren a bedürftege Leit ass fir eis och e Basis-Service-public, dee gesetzlech kloer gefaasst muss sinn.

Den Text huet vill evoluéiert iwwert déi lescht zwee Joren. Déi schlecht Erfarungen aus den Alters- a Fleegeheimer wärend der Covidpandemie an d'Konklusiounen aus dem Waringo-Rapport hu Schwaachstellen an dëse Strukturen opgedeckt, sief et bei der Andämmung vun den Infektiounen an dem Schutz vun de Leit an de Strukturen, mee och wat d'Rechter vun den hebergéierte Leit an hiren Ugehéieregen ugeet, wat puncto Informatioun an Transparenz souwéi Mediatioun wichteg ass.

Et ass awer och vläicht net ganz vun der Hand ze weisen, dass d'Reform vum ASFT-Gesetz, ëm dat et hei jo geet, no bausse vermëttele soll, dass de Staat nach méi kloer Krittärie bei der Betreiung vun eeleren a bedürftege Leit en place setzt, fir der Arrivée zu Lëtzebuerg vun enger Multinationale wéi zum Beispill wéi ORPEA entgéintzewierken.

Et ass net vu Muttwëll, datt d'Oplage fir d'Qualitéit vun der Betreiung kloer an e Gesetz geschriwwe ginn an d'staatlech Kontrollmechanismen och zum Droe kommen, e Punkt, dee jo och net vun Ufank un am Gesetz stoung, mee relativ spéit mat der zweeter Serie Amendementer an de Projet bäikomm ass. D'Zukunft wäert eis weisen, wéi de Stellewäert vun dëse Kontrolle wäert sinn a wéi d'Qualitéit sech esou verbessere léisst.

D'Modalitéite vun deem Contrôle werfen awer eng Partie Froen op, besonnesch well hei d'Meenung vun der Regierung sou oft gedréit huet wéi de Wiederhunn am Wand. War am Ufank guer keng Prezisioun am Text ze fannen, wéi dee Contrôle an der Praxis da soll oflafen, ass duerno eng Prozedur mat Krittären an engem Bewäertungsschlëssel an den Text stoe komm, op Grondlag vun deem d'Organisme sech selwer kontrolléiere sollten. Déi doraus ze zéiend Konklusiounen hätten da mat de betraffene Leit, mat dem Personal wéi och mat de betreite Leit, sollen diskutéiert ginn. An engem nächste Schratt huet dës Prozedur erëm komplett evoluéiert a sollt vum Ministère selwer duechgefouert ginn an doduerch och eng Verbindlechkeet kréien. Domat war d'COPAS awer net zefridden, woumat mer dann elo schlussendlech bei der leschter Fassung vum Gesetzestext ukomm sinn, wou dee ganze Katalog mat Krittären erëm verännert gouf.

Et ass schwéier, esou en Dispositif ze bewäerten. Do fënnt en Hond seng Jonker net méi erëm. An et ass schwéier novollzéibar, opgrond vu wéi enge politeschen Iwwerleeungen esou Ännerunge gemaach ginn a virun allem wat déi eigentlech politesch Absicht war. D'Zil schéngt hei an éischter Linn ze sinn, dat Gesetz, begruewen ënner engem décke Koup anere Gesetzer, nach iergendwéi duerchgeknätscht ze kréie virun der Vakanz a virum Enn vun der Legislaturperiod.

Här President, wat d'Transparenz an d'Informatioun ...

„Här President" ... Entschëllegt, Madamm Presidentin. Dat ass, wann ee sou am Tube ass. Ech entschëllege mech.

(Interruption)

Madamm Presidentin, wat d'Transparenz an d'Informatiounsverflichtungen ugeet, gesi mir verschidde Fortschrëtter, virewech d'Schafung vun den Eethikkommiteeën an all Struktur respektiv kooperativ tëschent e puer Strukturen. Dës Eethikkommiteeë sinn an d'Gesetz bäikomm no den Erfarungen aus der Pandemie an de Lockdowns, wou fundamental Rechter vun de Bewunner an de Strukturen zum Deel an oft natierlech ouni schlecht Absichten ageschränkt goufen.

D'Eethikkommiteeë sollen an Zukunft eng éischt Ulafstell sinn, wou d'Usageren op Problemer opmierksam maache kënnen. Si kënnen Avisen ausschaffen an d'Direktioun bei pertinente Froe beroden, mee dat, wat dës Kommiteeë maachen, bleift awer leider onverbindlech. Domadder riskéiere se, bedeitungslos ze bleiwen. En Eethikkommitee kann zwar déi nei geschafe Commission permanente saiséiere mat enger Thematik an déi kann dorauser ënner Émstänn eng Recommandatioun un den zoustännege Minister maachen, mee och dat kéint sech als e Pabeiertiger erausstellen.

Fir e Resident oder en Usager gëtt et nieft dem Eethikkommitee och nach déi nei Mediatiounsstell, un déi ee sech wende kann. Bei dëser Mediatioun ass ze soen, dass se iwwert de Code civil gereegelt ass a béid Säite schréftlech Engagementer aginn, déi dann och anzehale sinn. Domadder ass dësen Dispositif am Gesetz wuel och dee wierksamsten, iwwert dee sech d'Leit kënne Gehéier verschafen.

Als ganz wichteg bei dësem Gesetz gesi mir och d'Schafung vum Register mat den Informatiounen iwwer sämtlech Prestatairen an Organismen a wat se fir Servicer ubidden. Dëse Register ass public an

erméiglecht de Residenten an Usageren, un déi Informatiounen ze kommen, déi se brauchen, an dës dann och matenee kënnen ze vergläichen. Mir mengen awer och, wéi d'CSL an hirem Avis, datt d'Informatioun iwwer fräi Plazen a Strukturen – nieft de Präisser – mat dat Wichtegst ass, wat an esou engem Register misst ze fanne sinn.

Madamm Presidentin, eng gutt Qualitéit vun de Servicer fir eeler a soss bedürfteg Leit baséiert an eisen Aen an éischter Linn op der Qualitéit vun der Aarbecht vum Personal an de Strukturen a Servicer. Ouni déi néideg Wäertschätzung an déi adequat Bezuelung ass eng héichwäerteg Betreiung einfach net méi méiglech. D'Gesetz gesäit minimal Viraussetzunge vir, wat d'Presenz vum Personnel encadrant no verschiddene Bedürfnisser un de Betreiungsgrader bei de Residenten ugeet.

D'COPAS fäert hei eng gewësse Rigiditéit. Mir fäerten éischter, datt d'Zuelen, déi virgesi sinn, ze knapp berechent sinn, well mir wësse jo, datt d'Personal an de Strukturen oder déi, déi Soins à domicile maachen, haut schonn ënner permanentem Stress stinn. Aarbechtsaccidenter sinn an deene Beräicher immens staark verbreet, well et oft un der néideger Zäit an dem passenden ausgebilte Personal feelt, fir schwéier Aarbechten ze maache bezéiungsweis wann een eng Persoun muss hiewen oder dës och nach muss wäschen an enger Bidden a se erëm eraushiewen. Dat ass och de Grond, firwat vill Personal fréizäiteg am Beruff ophale muss.

Dofir ass hei och déi richteg Geleegenheet, fir d'Fuerderung no enger Opwäertung vum Fleegeberuff ze widderhuelen, déi jo vun de Leit am Secteur selwer och kënnt. D'Regierung geet leider hei awer op e ganz aneren an an eisen Ae komplett falsche Wee, andeems se d'Ausbildung fir verschidde Santés- a Sozialberuffer erofkompriméiert, fir d'Leit méiglechst séier an de Beruff ze kréien, voir de CCP Assistant d'accompagnement au quotidien.

Madamm Presidentin, d'Fro vun de Präisser vun der Ënnerbréngung vun de Leit an enger Struktur ass hei am Gesetz leider net d'Theema. D'Qualitéit vun dësem Service muss awer och dru gemooss ginn, ob jiddwereen, deen dëse brauch, sech dësen och leeschte kann, ouni all Su mussen auszeginn an ouni Fonds national de solidarité oder Remboursementer vun de Kanner a Kandskanner. Dat ass a bleift eisen Haaptkritickpunkt un der aktuell gefouerter Politick an dësem Beräich.

Dëse Gesetzestext gesäit sécherlech e puer gutt Neierunge vir, bei anere Punkte si mir éischter méi skeptesch. Fir eis wierkt et e bësse wéi iwwert de Knéi gebrach, an dat gouf och scho vu menge Virriedner/inne gesot. Zum Deel goufen Ännerungen esou séier virgeholl, huet sech d'Ausriichtung vum Projet de loi op esou wichtege Punkten déifgoend verännert, dass dat heite fir eis e bëssen en Iwwerraschungsee ass.

(Interruption)

Ech wëll op dëser Plaz och soen, datt an der Kommissioun souguer d'Majoritéitsparteien net frou iwwert d'Aart a Weis, wéi dëse Projet de loi duerchgebaatscht gouf, waren. Mee well si eeben an der Majoritéit sinn, huet et misse sinn: „Augen zu und durch." Schued! Schued fir vill Projeten, déi dës Woch esou duerchgebaatscht ginn. Schued fir eis alleguer, déi hei an der Chamber sëtzen, déi hir Aarbecht net esou maache kënnen, wéi si dat gäre géife maachen.

Nichtsdestotrotz droe mir dëse Projet de loi mat, och wa mir ganz liicht Bauchwéi dobäi hunn. Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Madamm Presidentin, wéi d'lescht Joer erauskoum, wéi et a verschiddene franséischen Altersheemer hiergaangen ass, war ech zudéifst schockéiert. Mir hunn héieren, wéi u Mënsche gespuert ginn ass, déi net reegelméisseg z'iessen an ze drénke kruten an deenen hir Hygiène net respektéiert gouf. Et huet eis all gewisen, wéi wichteg héichwäerteg staatlech Qualitéitskontrollen am Beräich vum Drëtten Alter sinn a wéi wichteg dofir och dëst virleiend Gesetz ass.

Mir Piraten haten dofir och virun iwwer engem Joer eng Demande un d'Cellule scientifique vun der Chamber gestallt. Mir wollten eng juristesch Anlays vun der Gesetzeslag an eisen Nopeschlänner kréien, fir besser aschätzen ze kënnen, ob d'Dispositiounen aus dem Projet vun haut duerginn: Wéi streng sinn d'Gesetzer am Ausland? A wéi en Effekt huet dat op d'Qualitéit vun den Altersheemer a Fleegereseauen? Gi streng Gesetzer iwwerhaapt duer oder fanne verschidde schwaarz Schof trotzdeem ëmmer nees e Wee, fir Profitt op d'Käschte vun den eelere Leit ze maachen?

Mir hätten d'Resultater gär fir haut virleie gehat, mee leider konnt d'Cellule hir Etüd nach net ofschléissen. Dat ass natierlech bedauerlech, mee mir wëssen, dass eis Wëssenschaftler hei an der Chamber ganz vill schaffen a si hunn alleguerten hiert Bescht ginn. Et hätt an eisen Aen definitiv Sënn gemaach, hinnen déi Zäit ze ginn, déi se brauchen, an ze waarden, bis hir Resultater virleien, amplaz dass de Projet elo hei muss ënner Zäitdrock iwwert de Knéi gebrach ginn.

Eeler Leit sollen déi lescht Jore vun hirem Liewen an engem Ëmfeld verbréngе kënnen, wou si sech doheem fillen an net d'Gefill kréien, dass hiert Liewen eriwwer ass an deem Moment, wou si den éischte Schrëtt an en Altersheem maachen oder op Hëllefstellung doheem ugewise sinn.

Dofir brauche mir Alters- a Fleegeheemer, déi sech fir hir Bewunner wéi e richtegt Doheem ufillen an net wéi en Openthalt an engem Spidol, a mir brauche qualitativ héichwäerteg Fleegeoffere fir doheem. An den Altersresidenze sinn Zëmmere mat natierlechem Liicht gefrot, mat eegenen Toiletten an Duschen, déi individuell kënnen ageriicht ginn, déi et och Koppelen erlaben, am Alter zesummenzebleiwen an niefteneen ze schlofen, wa si dat wëllen.

An natierlech brauche mir och Zëmmeren, déi bezuelbar sinn.

(Interruption)

Wunnen a Fleeg musse fir Persounen aus allen Akommesschichten zougänglech sinn, well eng gutt Prise en charge am Alter net dierf vum Portmonni ofhänken. All Mënsch soll e Recht hunn, um Enn vu sengem Liewe gutt versuergt ze sinn. Dofir brauch et fair Präisser an och eng gerecht Familljen- a Steierpolitick. Wittfraen a Wittmänner dierfen net weider duerch eng Réckstufung bei der Steierklass bestrooft ginn an d'Mindestrent muss un déi aktuell Wirtschaftssituatioun ugepasst ginn, fir ze verhënneren, dass Mënschen am Alter an d'Aarmut ofrëtschen an am schlëmmste Fall souguer op der Strooss landen.

Gläichzäiteg brauche mir engagéiert Personal mat Aarbechtskonditiounen, déi et dem Mataarbechter erlaaben, sech wierklech Zäit fir d'Bewunner ze huelen. Wann d'Betreiung net stëmmt, well d'Personal ënner Zäitdrock steet an d'Spuere vu Suen déi éischt Prioritéit huet virum Wuel vun den eelere Leit, dann ass et egal, wéi gutt d'Infrastruktur, de Bëtong ass. Da wäert d'Haus sech ni als richtegt Doheem ufillen an ni zum richtegen Doheem fir d'Bewunner ginn.

Fir all dës Punkten ofzedecken, brauch een eng ambitionéiert Politick an eng ëmfaassend Gesetzgeebung a keng iwwerstierzt Projeten. Dëse virleienden Text ass vläicht e Schrëtt an déi richteg Richung, mee et war nach net genuch Zäit, fir en am Detail tëscht dem ganze Marathon an der Chamber ze préiwen.

Eng déif Analys wär néideg gewiescht, wéi sech och an der Kommissioun aus alle Reien erausgestallt huet. A well mir Piraten déi Analys net konnte maachen an d'Cellule hiren Avis och nach net konnt virleeën, wäerte mir eis haut bei dësem Projet enthalen, well mir net gudde Gewëssens kënne fir d'Zukunft vun den eelere Leit an de Seniorië soen: „A 14 Deeg huet een e Gesetz esou geännert, dass et och e positiven Afloss herno fir d'Senioren an eise Residenze wäert sinn."

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Goergen.

An d'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Familljeminister Max Hahn. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci, Madamm Presidentin. Dëst Gesetz ass e Gesetz fir d'Leit. Et ass e Gesetz fir den eelere Mënsch. Et ass e Gesetz, dat d'Rechter vun den eelere Leit op där enger Säit stäerkt an dat se op där anerer Säit schützt an hiert Recht op e selbstbestëmmt Liewen, och am Alter, stäerkt. Et ass e Gesetz, dat zum Zil huet, dass déi eeler Leit hiert Liewen och am Alter aktiv mat Dignitéit a Freed liewe kënnen. Et ass e Gesetz, dat den eelere Mënsch an de Mëttelpunkt setzt.

Wéi maache mir dat?

Éischtens doduerch, dass deenen eelere Leit hir Rechter op där enger Säit kloer gereegelt ginn. Sou ginn déi Prestatiounen, op déi si en Urecht hunn, kloer definéiert, an op där anerer Säit ginn de Gestionnairen hir Flichten, hir Obligation-légallen also, vis-à-vis vun den eelere Leit kloer am Text festgehalen.

Zweetens gi mir eis en neien institutionelle Kader, deen den Dialog tëscht allen Acteuren – den eelere Leit, de concernéierte Ministèren, de Gestionnairen, der Dokterschaft, de Professionnels de santé – organiséiert, mat éischtens engem Conseil supérieur des personnes âgées, zweetens enger Commission permanente, drëttens mat engem Eethikrot fir all Struktur a véiertens mat engem Mediateur. De Rôle vum Minister a vun dem Ministère gëtt gestäerkt an hie kritt Instrumenter un d'Hand, fir säi Rôle och effizient an effikass kënnen auszeüben.

Drëttens gi mir eis kloer Krittären an nei Instrumenter, fir d'Qualitéit an den Haiser, bei de Reseauen an an den Dagesstrukturen ze moossen. Mee mir moossen net just, mir wëllen och, dass sech eppes verbessert. Dofir hu mir engersäits d'Instrument vum Plan de remédiation an op där anerer Säit déi virdru genannt institutionell Acteuren, déi sech zu all Moment kënnen abréngen.

Véiertens stäerke mir d'Personal a féieren Zousazformatioune fir d'Personal an an de Beräicher vun der Psychogeriatrie a vun der Hygiène bezéiungsweis der Lutte géint Infektiounen.

A fënneftens schafe mir Transparenz: Transparenz vis-à-vis vun de Leit hire Familljen, déi sech fir e Service interesséieren a wësse wëllen, wat si gebuede kréien, wat et kascht a wat eventuell Supplemente kënne sinn, Transparenz awer och iwwert d'Qualitéit vun de Leeschtungen, déi an engem Service ugebuede ginn, an Transparenz vis-à-vis vum Grand public.

Ech wëll elo net méi op déi eenzel Punkten agoen, déi de Rapporter Claude Lamberty schonn exposéiert huet, deem ech op dëser Plaz e grousse Merci wëll soen. Ech wëll op e puer méi allgemeng Punkten agoen, déi elo hei an der Debatt ugeklonge si respektiv an deene leschte Wochen a Méint Theema waren. An ech fänke mam Fundament vum Gesetz un, well ech mengen, dass et wichteg ass, dat ze verstoen, a well sech doraus och e puer Konklusiounen erginn.

D'Grondphilosophie, op där dëse Projet opbaut, ass nämlech déi, dass mir den eelere Mënsch an de Mëttelpunkt gestallt hunn an de Projet de loi vum eelere Mënsch aus geduecht hunn. Dat heescht konkreet, dass mir den eelere Mënsch ganzheetlech kucke wëllen. De Mënsch ganzheetlech ze kucken, heescht, net just seng gesondheetlech Problemer ze kucken, net just säi Bedarf u Fleeg ze kucken. De Mënsch ganzheetlech ze kucken, bedeit, hien als Mënsch, mat all senge Facetten, mat all senge Wënsch a mat senge Besoinen ze kucken.

Mir wëllen, dass hie säi Liewe ka selbstbestëmmt gestalten an dass hien en toute connaissance de cause Decisioune kann huelen, an zwar zu all Moment a wärend all Etapp: éier hien e Service an Usproch hélt, wann hie sech dann decidéiert, de Service an Usproch ze huelen, a schliisslech, wann hien de Service tatsächlech geleescht kritt.

A well dat esou ass, wëll ech hei och ganz kloer soen, dass et gutt a richteg ass, dass de Familljeministère an net en anere Ministère d'Kompetenz iwwert dëse Beräich huet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir schwätzen hei net vu Patienten, mir schwätzen net vu Fleegefäll oder Kranken, mir schwätze vu Mënschen, deene mir wëllen déi beschtméiglech Servicer och am Alter ubidden. Dat ass fir mech e wichtege Punkt, dee sech och hei am Projet de loi erëmspigelt.

De Rôle vum Minister a vum Ministère gëtt gestäerkt. E gëtt gestäerkt, fir dass déi eeler Leit, déi Servicer an Usproch huele wëllen, esou wäit et geet d'Garantie hunn, dass do, wou de Ministère en Agrement gëtt, och qualitativ gutt geschafft gëtt. A jo, ech hunn d'Kritick héieren, déi alt emol un der Commission permanente, déi mir hei am Text virgesinn hunn, gemaach gëtt. Mee ech äntwerten dorop, dass déi Commission permanente endlech all déi wichteg Acteuren aus dem Beräich vun den eelere Leit systematesch an institutionaliséiert zesumme ronderëm en Dësch bréngt – endlech!

Endlech, well dat ass a mengen Aen de Konstruktiounsfeeler vum System bis elo gewiescht. Famille, Santé, Sécurité sociale, Vertrieder vun der Fleegeversécherung, den Dokteren, de Gestionairen, dem Fleegepersonal an den eelere Leit kréien elo eng Plaz, wou si sech systematesch an net wéi bis elo ad hoc gesinn. Ech erwaarde mir dofir, dass aus där Commission permanente och weider Impulser kommen, fir d'Servicer fir déi eeler Leit kontinuéierlech besser ze maachen a fir d'Servicer mat de Besoine vun de Leit an eiser Gesellschaft evoluéieren ze loossen.

Här President, ech hunn och Kritick iwwert de Qualitéitscontrôle héieren. Fir d'éischt war en am Text net genuch definéiert, elo ass et munchem ze vill prezis. Mir ass et wichteg, dass mir ewechkomme vun där Situatioun, an där mir haut sinn. A mir hunn all zesummen heibanne gesinn, spéitstens wéi de Skandal ronderëm ORPEA a Frankräich opgeflunn ass, wéi wichteg et ass, net just Maueren an Dossieren ze kontrolléieren, mee och a virun allem ze kucken, ob dat, wat de Leit versprach ginn ass, och a Wierklechkeet esou geliwwert gëtt an tatsächlech bei de Leit ukënnt.

Dat war an ass mat den Texter, esou wéi se aktuell bestinn, einfach net méiglech. Ech weess, dass d'Gestionnairen an d'Personal hei am Land all Dag hiert Bescht maachen, fir dass et de Leit gutt geet. Mee mir wëssen alleguer, dass nëmmen ee schwaarzt Schof duergeet, fir den eelere Leit ze schueden an och e ganze Secteur a Verruff ze bréngen. Dofir hëlleft dëse Qualitéitscontrôle, dee mir hei am Gesetz stoen hunn, déi eeler Leit ze schützen an hire Rechter, mee de System hëlleft och, d'Gestionnairen an d'Personal ze schützen, déi all Dag eng gutt a seriö Aarbecht maachen, an en hëlleft och, dobaussen ze beleeën, dass si gutt schaffen.

Ech weess, dass dat heite Gesetz elo vill Aarbecht bei de Servicer an de Strukture mécht, mee et ass eng Aarbecht, wou mir dervunner iwwerzeegt sinn, dass se gutt fir d'Qualitéit vun de Servicer an domadder och gutt fir déi eeler Leit ass.

Mir kënnen eis gären iwwert deen een oder deen anere Krittär ënnerhalen, ob deen elo pertinent ass oder ob een net besser en anere geholl hätt. Ech verschléisse mech där Diskussioun och net. Mee mir sollen elo mol ufänke mat deem, wat mir hei am Text stoen hunn a wat sech och aus eisem Gesetzestext ergëtt.

An ech si frou, dass eng Motioun deposéiert ginn ass, déi eis beoptraagt, den Text ze evaluéieren an der Chamber dës Evaluatioun no spéitstens dräi Joer ze presentéieren. A jo, wa sech aus där Evaluatioun Verbesserungen opdrängen, da sollen déi selbstverständlech och gemaach ginn.

Wichteg ass awer, dass mir kloer Krittären definéiert hunn, déi all zum Zil hunn, d'Wuelbefanne vun den eelere Leit ze garantéieren. Dofir ass et eis wichteg, och Punkten ofzefroen, wou mir ënner anerem gesinn, ob d'Leit zefridde sinn, ob si mat Dignitéit behandelt ginn, ob hir Intimitéit respektéiert gëtt, ob ofwiesslungsräich Aktivitéiten ugebuede ginn, ob si eescht geholl ginn an hir Wënsch Gehéier fannen. An dofir ass et och nëmmen normal, dass d'Leit och selwer zu Wuert komme musse bei esou Evaluatiounen an dass dofir eng Enquête de satisfaction reegelméisseg gemaach gëtt.

De Ministère wëllt sech dofir och eege Moyene ginn – dat war eng Fro, déi opkomm ass – an eng Ekipp en place setzen, déi d'Evaluatioun hei um Terrain mécht, eng Evaluatioun, déi iwwregens och elo schon zesumme mat aneren Acteuren um Terrain gemaach gëtt, wéi zum Beispill mat der Dependance. Dofir hu mir och virgesinn, dass de Gestionnaire och déi Evaluatioun oder eenzel Punkten dovunner ka kommentéiere bezéiungsweis dass den Evaluateur dat ka maachen. D'Evaluatioun däerf näischt Steriles sinn. Mir brauchen den Echange, fir ze verstoen, ob a wou et Problemer gëtt. Et ass nëmmen esou, wéi mir et verbessere kënnen.

Ech hunn déi eng oder aner Kéier d'Fro héieren, firwat mir keng Sanktioune virgesi bezéiungsweis wat e Gestionnaire dann eigentlech misst fäerten, wa seng Evaluatioun net gutt ausfält. Mir sinn der Meenung, dass déi klassesch Sanktiounen an deem heite Secteur net gräifen. Wa mir eng Geldstrof verhänke géifen, da si mir net sécher, ob dofir sech iergendeppes fir d'Leit géif änneren.

Dofir sinn ech frou, dass mir elo op där enger Säit d'Obligatioun am Text stoen hunn, dass e Gestionnaire e Plan de remédiation muss virleeën, dee vum Minister muss approuvéiert ginn an dee schnellstens Remedur schaaft, wann eppes net esou ass, wéi et soll sinn. Op där anerer Säit huet de Minister dann d'Méiglechkeet, den Agrement zäitlech ze begrenzen an, wann dann nach ëmmer näischt géif geschéien, den Agrement carrement ze entzéien.

Doriwwer eraus ass awer a mengen Aen d'Sanktioun déi, dass déi Rapporte vun den Evaluateuren ëffentlech um Regëster zougänglech sinn. Ech mengen, dass kee Gestionnaire esou eng Publicitéit wëllt, an dofir sinn ech och ganz zouversiichtlech, dass mir mat dësem Mechanismus hëllefen, d'Qualitéit op engem héijen Niveau ze halen.

Ee Punkt, dee mir ganz wichteg ass, ass deen, dass d'Leit, hir Familljen an awer och d'Personal vun de Servicer konkreet Prozeduren an Ulafstellen iwwert dësen Text garantéiert kréien, wa si e Problem hunn, deen eethescher Natur ass, oder wa si Reklamatiounen hunn. D'Eethikréit, d'Reklamatiounsprozeduren, déi hei am Text virgesi sinn, souwéi awer och de künftege Mediateur stellen do en echte Fortschrëtt duer.

Ech sinn dofir och frou, Iech soen ze kënnen, dass de Mediateur och enk mam Médiateur santé zesummeschaffe soll, an dat och raimlech gesinn, well déi zwee Mediateure sollen an Zukunft op enger Adress ze fanne sinn. Déi Zesummenaarbecht erlaabt et, séier, onkomplizéiert a gutt Léisunge fir all Bedeelegt ze fannen, och wann et emol Punkte gëtt, déi sech iwwerlappe mat de Kompetenze vun deenen zwee Mediateuren.

Dann nach e Wuert zum Personal an de Chargéen. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens: Mir kënnen hinnen net oft genuch Merci soe fir déi vill a gutt Aarbecht, déi si all Dag fir déi eeler Leit leeschten. Och si ginn duerch dëst Gesetz gestäerkt. Net just doduerch, dass mir Personalschlësselen a Formatiounen a minimal noutwendeg Sproochekenntnisser festleeën, mee och doduerch, dass mir kloer Prozeduren hei am Text virschreiwen an och duerno kontrolléiere ginn. Si hunn dëst Gesetz op hirer Säit, wann et drëms geet, eng gutt Aarbecht fir de Bewunner kënnen ze maachen an hie gutt ze behandelen. D'Prestatiounen, déi d'Leit zegutt hunn, sinn definéiert an am Règlement général sinn Elementer dran, wéi zum Beispill de Concept de bientraitance oder de Concept de prise en charge fir demenzerkrankt Leit oder fir Leit, déi an enger Situation de fin de vie sinn, an awer och, Här Margue, de Plan de prévention et de lutte contre les infections et de respect des règles d'hygiène et sanitaires, déi eng konkreet Upak och fir d'Personal sinn.

A well mir déi Saachen hei all vun de Gestionnairë fuerderen, wäerten d'Gestionnairë keen Drock op d'Personal ausübe kënnen, fir gewësse Saachen zugonschte vun den eelere Leit net ze maachen, esou wéi mir dat am Skandal ronderëm ORPEA a Frankräich gesinn hunn, wou d'Personal vun uewen erof Drock gemaach kritt huet.

A wann e Gestionnaire dat dann awer wéilt maachen, dann huet d'Personal en Eethikkommitee, un deen et sech kéint wenden, wann et eethesch Bedenken hätt oder d'Mënscherechter vun de Leit a Gefor géif gesinn. Ech sinn doriwwer ganz frou, well dat derzou bäidréit, dass d'Leit an de Strukturen, bei de Reseauen an an de Centre-de-joure gestäerkt ginn.

Ech wëll awer och vun dëser Plaz aus eng Lanz brieche fir eis Club-Senioren, déi an Zukunft „Clubs Aktiv Plus" wäerten heeschen, déi Dag fir Dag eng formidabel Aarbecht maache fir déi eeler Leit. Si sinn aus eiser Gesellschaft net méi ewechzedenken an ech si frou, dass mir eis Landkaart lues a lues gefëllt kréien. An do, wou et nach kee Club Senior oder zukünfteg e Club Aktiv Plus gëtt, wëll ech Iech iwwregens soen, dass de Familljeministère selbstverständlech ganz gären eng Hand mat upaakt, fir dat ganzt Konzept op d'Been ze stellen. D'Club-Seniore sinn en immens wichtegen Acteur, fir engersäits géint den Isolement social – den Här Spautz huet et gesot – vun den eelere Leit ze kämpfen

an anerersäits den eelere Leit, déi dat wëllen, eebe flott an ofwiesslungsräich Aktivitéiten unzebidden.

Mäi Merci geet natierlech och un d'Leit, déi an de CPGe schaffen, dem Service Telealarm, dem Repas sur roues an den Activités seniors. Ech kann op dëser Plaz net op all Punkt agoen.

Ofschléissend wëll ech soen, dass et batter noutwendeg war, dëst Gesetz ze maachen, an dat no 25 Joer, wou de Beräich vun den eelere Leit just iwwert dat ganz allgemeng gehalent ASFT-Gesetz mat senge Reglementer organiséiert war. Et ass e richtege Fortschrëtt fir déi eeler Leit, well et en Text ass, dee fir si geschriwwe ginn ass an deen hir Rechter stäerkt a schützt. Et ass e Fortschrëtt fir de Secteur an all déi Leit, déi do schaffen, déi heimat kloer Prozeduren a Reegele mat op de Wee kréien an déi duerch de Regëster an duerch déi systematesch Evaluatioun no baussen och weise kënnen, dass si eng gutt Aarbecht am Sënn vun de Bewunner an den Usagerë maachen. Et ass e Fortschrëtt fir méi Qualitéit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Minister fir Famill an Integratioun, dem Här Max Hahn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7524. Den Text steet am Document parlementaire 7524[27].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7524 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 28 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Plusieurs voix | 58.

M. Fernand Etgen, Président | 58. Wéi vill hat ech gesot?

Une voix | 28.

M. Fernand Etgen, Président | O! De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Martine Hansen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun befannen, déi bei dësem Projet vum Här Lamberty deposéiert ginn ass. Wëllt nach een eppes zu dëser Motioun soen?

(Négation)

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

5. 8155 – Projet de loi relative au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8155 iwwert d'Aféiere vum Konzept Vivre-ensemble interculturel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht mat enger klenger Toleranzgrenz. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Merci, Här President. A merci och fir d'Toleranzgrenz. Ech mengen, mir haten dat an der Kommissioun och esou zesummen diskutéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Immigratioun ass enk verbonne mat der Geschicht vun eisem Land. Eis ekonomesch Entwécklung ass Hand an Hand gaange mam Fait, datt Leit aus dem Ausland bei eis schaffe komm sinn, well mer d'Main d'oeuvre gebraucht hunn, als Beispiller: Landwirtschaft, Eisena Stolindustrie, méi spéit awer och an der Finanzwelt, am Bau, am Handwierk. A säit der Stolkris an de 70er-Joren hunn déi successiv Regierunge probéiert, eist Land um ekonomesche Plang méi breet, méi diversifizéiert opzestellen.

Mat der Entwécklung vun eiser Finanz- a Bankeplaz koum vill Wëssen a Kompetenz vu Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg. Och déi europäesch Institutiounen um Kierchbierg hunn derzou bäigedroen, datt ëmmer méi Leit aus EU-Länner op Lëtzebuerg koumen. Mam Balkankrich Enn den 90er-Joren hu vill Familljen aus Ex-Jugoslawien de Wee an eist Land fonnt, an dat neit Joerdausend ass virun allem duerch en Aflux vu Leit aus Syrien, dem Irak, Afghanistan gezeechent, also aus Regiounen, wou Krich an deene Leit hirer Heemecht ass a wou d'Leit geflücht sinn. Déi rezentst Well un Immigratioun koum d'lescht Joer, an nach ëmmer, aus der Ukrain.

Iwwert déi lescht 50 Joer gezielt, si vill Leit op Lëtzebuerg immigréiert, déi meescht dovun aus Portugal, Italien, Frankräich, Däitschland an der Belsch. Natierlech huet och d'Emigratioun, also d'Unzuel vu Leit, déi aus Lëtzebuerg fortplënneren, iwwert d'Jore bäigeholl. Ma de Solde migratoire, also d'Differenz tëscht den Immigranten an den Emigranten, weist kloer, datt de Grand-Duché en attraktiivt Land ass. 80 % vun eisem Bevëlkerungswuesstem tëscht de Joren 2010 an 2020 sinn duerch de Fait vun der Immigratioun ze erklären.

Eise Grand-Duché huet sech iwwert d'Joren zu enger Plaz entwéckelt, wou d'Leit aus aller Häre Länner friddlech niefteneen a beienee wunnen. Aktuell liewe ronn 170 verschidden Nationalitéiten zu Lëtzebuerg. 53 % vun der gesamter Populatioun hunn d'Lëtzebuerger Nationalitéit, déi reschtlech 47 % deele sech op op 40 % Bierger aus europäesche Länner a 7 % aus net europäesche Länner.

Parallell zu der Immigratioun ass och d'Unzuel u Frontalieren an de leschte Joerzéngten exponentiell an d'Luucht gaangen. Iwwer 200.000 Leit kommen all Dag aus eisen Nopeschlänner op Lëtzebuerg schaffen. Wa mer kucken, a wéi enge Regioune vum Land sech d'Leit am meeschten néierloossen, gesi mer, datt virun allem d'Stad Lëtzebuerg an d'Randgemengen am Zentrum, mee natierlech och déi gréisser Gemengen a Ballungszentren déi Regioune sinn an déi Géigende sinn, déi immens populär sinn.

Dëst bréngt allerdéngs mat sech, datt ee vu Gemeng zu Gemeng ganz ënnerschiddlech mam Phenomeen vun der Immigratioun muss ëmgoen a Politicke brauch, déi zwar generell gesinn dat friddlecht a gutt Zesummeliewe vun den eenzelnen Natioune förderen, mee gläichzäiteg eng gewësse Flexibilitéit bei der Ëmsetzung vun den individuelle Mesüren erlaaben.

D'Diversitéit zu Lëtzebuerg ass ganz eenzegaarteg an Europa a beräichert eist Land souwuel um wirtschaftleche wéi och um sozialen a kulturellen Niveau. Ma dës Diversitéit stellt eis am Alldag awer och virun Erausfuerderungen, zumools well d'Besoine vun de Leit ganz ënnerschiddlech sinn. Et ass dofir immens wichteg, datt mir déi néideg Strukturen a Mesüren hei am Land hunn, fir jidderengem d'Gefill vum Sech-doheem-spieren ze erméiglechen.

Wéi wëlle mer an engem Land zesummeliewen, dat ronn 50 % vun den Awunner huet, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit net hunn? Wat kënne mer maachen, fir e bessert Zesummeliewen tëscht de Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger ze förderen an de Leit, déi nei an d'Land kommen, hëllefen, aktiv un eiser Gesellschaft deelzehuelen? Dat si wichteg Froen, op déi mir als Politick mussen eng Äntwert fannen.

De virleiende Projet de loi huet als Zil, genee dës Froen ze beäntwerten. Fir an Zukunft nach besser op déi individuell a villfälteg Besoine vun eisen auslännesche Matbierger kënnen ze reagéieren, brauche mer hei am Land e Paradigmewiessel. Mir musse fort vum Konzept vun Integratioun, wat nach ëmmer de gréisste Poids op d'Efforte vun den Auslänner leet, an hin zu enger Approche, déi den Akzent op dat géigesäitegt Engagement vun de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger leet.

Fir dëse Paradigmewiessel ze erreechen, gouf et breet Consultatiounen, vill Dialoger a Gespréicher mat Acteure vum Terrain am Virfeld vum Depot vum Projet de loi. Zréckbehale gouf d'Konzept vum interkulturellen Zesummeliewen, dat verschidden Dimensioune regruppéiert, wéi zum Beispill Solidaritéit, Egalitéit vun de Bierger, Toleranz an de géigesäitege Respekt, de sozialen Zesummenhalt, Diversitéit, déi aktiv Bedeelegung un der Gesellschaft an dat friddlecht Mateneeliewe vu verschiddene Kulturen.

D'Zil vun dësem Konzept ass, datt all eenzel Persoun, déi zu Lëtzebuerg wunnt oder schafft, d'Gefill huet, en aktiven Deel vun der Gesellschaft ze sinn, eng gutt Liewensqualitéit huet, sech hei wuel spiert a Loscht huet, fir d'Zukunft vun eisem Land kënne matzegestalten. D'Konzept vum interkulturellen Zesummeliewe baséiert deemno op engem interaktive Prozess, bei deem all eenzelne Bierger matagebonne gëtt.

De virleiende Gesetzesprojet huet als Zil, de Kader, d'Instrumenter an d'Strukturen en place ze setzen,

déi fir d'Ëmsetzung vum Konzept néideg sinn. D'Informatioun an d'Participatioun vun de Bierger sinn dobäi zwou strateegesch Achsen.

Mat dësem Projet de loi gëtt soumat dat aalt Integratiounsgesetz vun 2008 opgehuewen an duerch en neie Kader ersat.

An engem éischte Punkt definéiert dëse Projet véier Instrumenter fir d'Förderung vum interkulturellen Zesummeliewen: de Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel, de Pacte citoyen du vivre-ensemble interculturel, de Programme du vivre-ensemble interculturel an de Pacte communal du vivre-ensemble interculturel.

Den nationalen Aktiounsplang setzt de Kader fir d'Transitioun vum alen Integratiounskonzept eriwwer bei dat neit Leitmotiv vum interkulturellen Zesummeliewen. Dëse Plang definéiert konkreet Ziler a Moossname fir déi zwee Beräicher vun der Biergerbedeelegung an der Biergerinformatioun.

De Pacte citoyen ass en Engagement, bei deem all Persoun, déi zu Lëtzebuerg wunnt oder schafft, ka matmaachen, fir hiert Engagement am Beräich vum interkulturellen Zesummeliewen ze attestéieren. Mat dësem Engagement, dat natierlech op fräiwëlleger Basis geschitt, kritt d'Persoun dann Zougang op de Programm vum interkulturellen Zesummeliewen.

Dëse Programm bitt e breede Katalog u Léiermodulle an Informatiounen iwwert d'Funktiounsweis vum Grand-Duché an ersetzt den aktuelle Contrat d'accueil et d'intégration an de Parcours d'intégration accompagné. De Programm ass net just fir d'Residenten, mee och fir d'Frontalieren zougänglech a baséiert op enger interaktiver Approche, déi den Dialog tëscht de Participanten an de lokalen Acteure fërdert.

De Pacte communal soll d'Gemenge bei der Ëmsetzung vun hire lokale Mesüren a Strategië fir d'Zesummeliewen ënnerstëtzen an ersetzt den aktuelle Plan communal d'intégration. D'Adhesioun geschitt och hei nees op fräiwëlleger Basis, ma si bitt de Gemengen eng Rei finanziell Hëllefen. Konkreet subventionéiert de Staat hinnen d'Käschte fir de Rekrutement vun engem Coordinateur fir de Pacte communal a fir d'Ëmsetzung vu lokale Mesüren a stellt hinnen e Beroder fir Froen iwwert d'Zesummeliewen zur Verfügung.

Nieft de véier Instrumenter schaaft dëse Projet de loi op nationalem Niveau e Conseil supérieur, deen als Berodungsorgan un der Ëmsetzung vum interkulturellen Zesummeliewe soll matwierken. De Conseil supérieur soll aus Vertrieder vum Staat, der Zivillgesellschaft an de Gemenge bestoen an den aktuelle Conseil national pour étrangers ersetzen. Nieft der Berodung vum Minister soll de Conseil supérieur och Etüden, Ëmfroen a Rapporten iwwert d'Zesummeliewe realiséiere kënnen.

An engem weidere Punkt schaaft dëse Projet Kommissioune fir interkulturellt Zesummeliewen um Gemengenniveau, déi déi bestoend lokal Integratiounskommissiounen ersetzen. Zu den Aufgabe vun de Membere gehéiert d'Ermëttlung vun de lokale Prioritéiten a Barriären am Beräich vum Zesummeliewen, d'Ënnerstëtzung vun der Gemeng bei der Entwécklung vun neie Moossname souwéi d'Förderung vun der Biergerbedeelegung an der Informatioun. D'Kommissioune sollen déi gewielte Gemengepolitiker beroden a konkreet Solutioune fir e bessert Zesummeliewen an der Gemeng proposéieren.

Zu gudder Lescht definéiert dëse Projet nach eng Partie finanziell Hëllefe fir d'Förderung vum interkulturellen Zesummeliewen, déi a Form vu Subsiden oder enger Bedeelegung un de Betribs- an Investitiounskäschte kënne verdeelt ginn.

D'Avisen, déi mir zu dësem Projet erakruten, waren alleguerten zimmlech positiv. De Paradigmewiessel a besonnesch d'Matabezéie vun de Frontaliere beim Konzept vum interkulturellen Zesummeliewe gouf souwuel vun der ASTI wéi och vun der Chambre de Commerce a vum Conseil national pour étrangers staark begréisst.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis véier Oppositions formelles ausgeschwat, déi no den Amendementer vun der Familljen- an Integratiounskommissioun awer nees konnten opgehuewe ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, perséinlech sinn ech immens frou, an engem Land kënnen ze liewen, an deem d'Diversitéit, d'Participatioun vun de Bierger an de sozialen Zesummenhalt ganz groussgeschriwwe ginn. Ech sinn dervun iwwerzeegt, datt mir mat dësem Gesetzesprojet e weidere Schratt an d'Richtung vun engem nach méi friddlechen Zesummeliewe ginn an e kloren Akzent géint all Zorte vu Rassismus an Diskriminatioun setzen.

Jiddereen, deen zu Lëtzebuerg wunnt an/oder och schafft, kann an Zukunft selwer Acteur ginn an dat interkulturellt Zesummeliewe matgestalten. Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Claude Lamberty.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, wannechgelift.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Président-rapporteur, dem Här Lamberty, fir säi Rapport.

De Gesetzesprojet bréngt e Paradigmewiessel. An dat ass och gutt, well et dodrëm geet, nei Gesten ze maachen, nei Akten ze setzen, wat d'Zesummeliewen ubelaangt. Den Här Lamberty ass schonn drop agaangen, wat Lëtzebuerg déi lescht Joren erlieft huet; déi Zouwanderung, déi Lëtzebuerg hat, dass insgesamt an de leschte 50 Joer 630.000 Leit an de Grand-Duché immigréiert sinn. A wa mer déi Leit net gehat hätten, da wär Lëtzebuerg haut net do, wou Lëtzebuerg ass, well wa mer déi Leit net gehat hätten op eisem Aarbechtsmaart, wa mer déi Leit net gehat hätten och an eisem kulturelle Liewen, da wier Lëtzebuerg méi aarm. An dofir ass et och wichteg, dass mer do nei Akzenter setzen.

Déi lescht Statistik seet, dass 2022 53 % vun eiser Populatioun d'Lëtzebuerger Nationalitéit haten – wou een awer muss preziséieren, dass do d'Double nationalité och mat dran ass, well wann déi net mat dra wier, da wiere mer net op 53 %, mee da wiere mer drënner –, dass 40 % Netlëtzebuerger derbäi sinn a 7 % Neteuropäer. A wann een dann och nach eng Kéier kuckt, dat wëll ech awer och nach eng Kéier erwänen, wéi vill Leit all Dag doriwwer eraus nach op Lëtzebuerg kommen, fir dass eis Ekonomie dréit, fir dass eise Santés- a Fleegesecteur, iwwert dee mer virdru geschwat hunn, iwwerhaapt d'Méiglechkeet huet ze funktionéieren! Dat huet och domat ze dinn, dass all Dag 212.343 Leit eriwwer op Lëtzebuerg schaffe kommen. An do sinn der an dësem Joer héchstwarscheinlech och nach e puer bäikomm.

Wa mer elo schwätzen iwwert de Vivre-ensemble – den Här Lamberty huet elo schonn doriwwer geschwat –: Mäi Kollleeg Jean-Paul Schaaf huet do mol probéiert, eng Kéier e Plang opzestellen, well mer esou een net haten – en ass och elo relativ kleng, en as nëmmen op DIN A4, mee en ass awer scho mol do –, wéi et elo geet mat deem Plan de vivre-ensemble, wat a 60 Deeg muss geschéien, wat an 30 Deeg, wat a véier Méint a wéi dat elo alles geet mat den Delaien. Wann de Ministère e ka gebrauchen, also, den Här Schaaf ass bestëmmt bereet, Iech deen ze ginn, well dat hëlleft bei der Liesweis vun all deenen Delaien, déi do dra sinn, wie wéini wat ze maachen huet.

Ech wëll och soen, dass mir deem Projet duerchaus positiv géintiwwer stinn, wat de Prinzipp ubelaangt. Ech wëll awer soen, ech war do elo e bëssen iwwerrascht, wéi ech dem Här Rapporter säi Rapport gelies hunn. Hien huet erwäänt, dass d'ASTI en Avis eraginn huet, mee ech muss Iech awer soen: Den Avis vun der ASTI ass awer nawell zimmlech kritesch an e weist awer och op verschidde Punkten hin, déi bedauerlech sinn, wéi dass net probéiert ginn ass, verschidde Saachen awer mat anzebauen, déi méi wéi iwwerfälleg waren.

An déi Kolleeginnen a Kolleegen aus verschiddene Gemengen, déi heibanne sëtzen, déi mat involvet waren iwwert déi Aktiounen, déi vum Familljeministère gemaach gi ware fir d'Integratioun, déi Atelieren, déi stattfonnt hunn, déi Aktiounen, déi zesumme gemaach gi si mam Syvicol, déi Pilotgemengen – ech gesinn de Marc Lies hei, Hesper war eng vun de Pilotgemengen, Stroossen war eng, Schëffleng war eng –, wou Pilotprojete gemaach gi si mat Ëmfroen, wou gekuckt ginn ass: Wat ass dat, wat de Leit am meeschten ënnert den Neel brennt? Wat ass dat, wou d'Leit, déi auslännesch Populatioun am meeschten hir Prioritéiten huet?

Dann, mengen ech, wier et och wichteg gewiescht, dass mer net nëmmen den 20. Februar e Projet deposéiert hätten, mee dass mer och e groussen Debat public an deem Kader gefouert hätten, deen net stattfonnt huet. Mee pour cause, et waren déi Zäit Gemengewalen, déi Zäit ware mer alleguer dermat beschäftegt, fir ze kucken, dass mer méi Leit, méi auslännesch Matbierger géife kréien, déi sech aschreiwen. Mee doriwwer eraus hu mer awer keen Debat gefouert, an ech mengen, dass dat wichteg gewiescht wier, wann do en Debat gefouert gi wier, vill méi grouss, am Public, iwwert d'Integratioun an iwwert d'Zesummeliewen, wéi dat de Fall war.

Et gëtt och ënnerstrach an deem Avis, dass dat positiv ass, dass mer d'Integratioun elo Vivre-ensemble interculturel nennen, dass mer de Centre d'accueil elo Pacte citoyen du vivre-ensemble nennen. Dat sinn och positiv Punkten, déi ënnerstrach gi si vun de Kolleege vun der ASTI, mee ech mengen, et ass awer bedauerlech, dass mer et net fäerdegbruecht hunn, do vill méi eng grouss Diskussioun driwwer ze féieren.

Dat hätt och sécherlech der Diskussioun heibanne gutt gedoen, well dat do ass och elo erëm eng Kéier esou – an et war scho virdrun eng Kolleegin, déi dat gesot huet –, datt mir awer elo nach alles duerchgedréckt hunn, fir nëmme séier „vor Torschluss" nach eng Kéier alles duerchzekréien. Dat hei wier als Sujet derwäert gewiescht, dass mer eis méi Zäit geholl hätten, fir vill méi am Detail doriwwer ze diskutéieren an doriwwer ze verhandelen.

Dat selwecht gëlt – an do hate mer schonn eng Diskussioun heibannen – fir de Conseil national pour étrangers. Hei ware Leit, déi hate Propose gemaach, fir dat vläicht ze ersetzen duerch eng Beruffschamber, déi och de selwechte Status géif kréie wéi eng Beruffschamber, déi mer elo hunn, ob dat eng Chambre de Commerce oder eng Chambre des Salariés gewiescht wier, wou déi Leit automatesch ëmmer hätte kënnen hiren Avis zu de jeeweilege Projeten duerchginn.

Et ass gutt, dass elo eppes geschitt beim Conseil national pour étrangers. Déi meescht heibanne wëssen et, ech wëll elo net an den Detail goen: Wat do

déi lescht Joren heiansdo geschitt ass, war net ëmmer grad gutt! Et ass wichteg, dass do elo eng aner Roll kënnt, eng aner Aufgab kënnt. Mee och dat mat der Beruffschamber ..., fir ze soen, wann déi och op eng aner Basis komm wier, wier dat sécherlech och net schlecht gewiescht.

Ech mengen, dass et gutt ass, dass mer elo eppes änneren, mee ech bleiwen derbäi: Mir hunn d'Chance verpasst, eng Diskussioun ze féieren, an engem vill méi breede Kader doriwwer ze diskutéieren! Virun allem, well elo alleguer déi Gemengen, déi elo nei ufänken, net mat dra waren an deenen Diskussiounen.

An et wier och do wichteg gewiescht, fir d'Gemenge vill méi mat anzebauen, well et ass elo ganz oft esou: D'Gemeng mécht hei oder do, an et huet een e bëssen d'Gefill, de Ministère hätt en neie Kader geschaaft an d'Gemenge sollen elo kucken, dass en a Musek ëmgesat gëtt. Dass do och Hëllefe komme fir d'Gemengen ass richteg, dat streiden ech net of, mee d'Haaptlaascht bleift hei bei de Gemengen. An ech weess net, ob mer et fäerdegbréngen, 100 esou Kommissiounen an de Gemengen esou séier un d'Schaffen ze kréien, wéi déi Delaien am Gesetz et elo virgesinn.

An dofir, Här Minister, géif ech Iech opfuerderen – Iech respektiv Ären Nofollger oder wien och ëmmer –, dass mer awer och elo do hannendru bleiwen. Et geet elo net duer, virun de Walen eppes Neies ze schafen a grouss unzekënnegen an duerno brénge mer et net fäerdeg, et esou ëmzesetzen.

Et ass wichteg, dass mer esou eng Integratioun schafen. Et ass wichteg, dass mer an d'Integratioun investéieren, well d'Integratioun huet mat derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg do steet, wou et haut steet. A mir sinn deene Leit et schëlleg, fir si vill méi mat eranzehuelen. An dat geschitt a verschidde Secteuren, mee et sinn awer och nach aner Secteuren, wou mer wäit hannendra sinn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, Lëtzebuerg ass en Awanderungsland an dat ass och ganz gutt esou, well Diversitéit ass eng vun de grousse Stäerkte vun eisem Land.

Iwwert déi lescht Joerzéngte sinn Honnertdausende Leit aus anere Länner op Lëtzebuerg immigréiert, haaptsächlech aus eisen Nopeschlänner, och aus Portugal an Italien. Relativ gesi liewen zu Lëtzebuerg déi meescht Immigrante par rapport zu der Populatioun an der EU. Dobäi kommen déi ronn 200.000 Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffen, och nach derbäi. Dat ass eng eenzegaarteg Situatioun. Mir liewen hei am Land d'Diversitéit. An Diversitéit bedeit Räichtum fir eis Kultur, eis Ekonomie a fir eist Zesummeliewe generell.

Gläichzäiteg hu mer awer och d'Verantwortung, derfir ze suergen, dass jidderee sech hei am Land wuel fillt, egal, wou en hierkënnt. A fir dat ëmzesetzen, ass och jidderee gefuerdert, a jidderee muss och d'Méiglechkeet hunn, sech anzebréngen.

Dofir begréisse mir als LSAP ausdrécklech dëst Gesetz, wat jo dann, wéi schonn dacks gesot, e Paradigmewiessel ass. Mir entwéckelen eis Politick weider a gi vum Konzept vun der Integratioun op d'Konzept vum interkulturellen Zesummeliewen iwwer. Dat si keng eidel Wierder. Mir ginn haut e grousse Schrëtt an déi richteg Richtung, fir d'Wëllkommenskultur an d'Zesummeliewe vun de Leit hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Zentral ass bei dësem Paradigmewiessel, dass eebe jiddereen, deen hei am Land wunnt oder schafft, gefrot ass, fir eist interkulturellt Zesummeliewen ze verbesseren an net just déi Leit, déi nei an d'Land kommen. An deem Sënn ass et och un där ganzer Gesellschaft, fir en Effort ze maachen, Oppenheet ze weisen a sech anzebréngen.

Fir dat ëmzesetzen, sinn eng ganz Rei Outilen an deem Gesetz virgesinn, an ech erlabe mer, op e puer Punkten anzegoen, déi awer och vläicht scho gesot gi sinn. Mam Plan d'action national vum Zesummeliewe gëtt also de Plan d'action national d'intégration vun 2018 ersat. De PAN leet déi politesch Ziler a Strategien an Erwaardunge fest, fir och e gudden Iwwergang kënnen ze maache vun der Integratioun op d'Perspektiv vum Vivre-ensemble interculturel. Hei stinn den Accès zu Informatiounen an d'Participatioun am Mëttelpunkt.

Beim Pakt vum Zesummeliewen a beim Programm vum Zesummeliewen ass ze begréissen, datt si sech un déi ganz Bevëlkerung an eeben och, wéi scho gesot, un d'Frontaliere riichten. Och hei ass et nach eng Kéier d'Zil, d'Participatioun ze förderen an den Zougang zu der Informatioun ze verbesseren. Dat ass wichteg, fir dass d'Leit beispillsweis u Sproochecoursë kënnen deelhuelen, wëssen, wéi eng Ulafstellen eventuell fir si wichteg sinn, wéi eng Associatiounen oder Veräiner fir si a Fro kommen, déi d'Lëtzebuerger Kultur kënne léieren oder och, wéi eis Institutioune funktionéieren.

Ech géif och ganz gär kuerz op d'Gemengen agoen, well si spillen eng immens wichteg Roll an der Ëmsetzung vun enger positiver Wëllkommenskultur. D'Gemenge sinn déi éischt Ulafstell fir Leit, déi nei an d'Land kommen, awer och fir déi, déi innerhalb vum Land hin an hier plënneren. 23 Gemengen an ee Gemengesyndikat hunn de Pilotprojet vum Pakt vum Zesummeliewe jo schonns ënnerschriwwen. D'Gemenge kënnen hei hir Prioritéite setzen, fir d'Zesummeliewen an hirer Gemeng mat de Bierger zesummen ze verbesseren. Si kënnen och e Conseiller fir d'Zesummeliewen zur Säit gestallt kréien an eeben och eng Subventioun, notamment fir esou e Koordinator fir de Pakt an d'Ëmsetze vu konkreete Projeten ze kréien. Sou kënnen d'Gemengen, déi jo ganz no beim Bierger sinn, do usetzen, wou et néideg ass, an entspriechend Aktiounen oder Projeten organiséieren. Et ass also un de Gemengen, fir dës Geleeënheet ze notzen, fir d'Wëllkommenskultur ze förderen, fir datt jidderee sech do, wou hie lieft, och doheem spiere kann.

An der neier Logik vum Vivre-ensemble interculturel gi jo dann och déi Integratiounskommissiounen elo nei Commissions communales du vivre-ensemble interculturel ëmgenannt. Si spille weiderhin och eng wichteg Roll, fir an de Gemengen d'Suergen an d'Interessie vun de Bierger, déi an deene Gemenge wunnen oder och aktiv sinn, an der Gemengepolitick ze vertrieden.

Am Moment gi jo all déi Kommissiounen nei besat, dofir ass et wichteg, dass mer dat elo nach kënne stëmmen, fir dass déi dann en neien Numm kréien an eeben och kënne weiderschaffen.

Da kommer mer op dee Punkt, op dee vill Leit aus den Associatiounen, déi am Beräich vum Zesummeliewen aktiv sinn, laang gewaart hunn. Dat ass dat konsultatiivt Organ, dat de Conseil national pour étrangers ersetzt, dat heescht elo de Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel. Esou heescht et genee. Ech si perséinlech frou, dass de Conseil supérieur nei opgesat ginn ass an en neie rechtleche Kader e kloer definéiert, dass en nei Missioune kritt an an deem och de Minister fir d'Integratioun – oder soll ech da soen, de Minister fir de Vivre-ensemble interculturel? – säin Avis zu den entspriechenden Theemen elo ka ginn.

Zum Schluss wëll ech soen, dass déi Aart a Weis, wéi dëse Projet de loi ausgeschafft ginn ass, fir mech awer och positiv ze bewäerten ass. Mir hate vläicht net esou en Debat, wéi elo mäi Virriedner et gefrot huet, mee mir haten awer en Debat. Et war en Debat an der Chamber, deen d'Ministesch ugefrot hat. Et sinn och ganz vill Avise bei Associatioune gefrot ginn a si sinn och ganz dacks consideréiert ginn.

Wéi gesot, et kann een ëmmer nach méi maache wéi dat, wat gemaach ginn ass, mee och dofir ass nach ëmmer Zäit a Plaz. Ech mengen, dat kann een och nach weiderféieren. Och wann elo d'Gesetz a Kraaft ass, sinn ech der Meenung, dass mer ëmmer nach sollen um Terrain mat de Leit schwätzen, déi an dem Kader vun deem Gesetz schaffen a wierken, an och d'Associatiounen net vergiessen. Dat kënne mer nach ëmmer maachen. An ech mengen, dat soll och esou weidergefouert ginn, fir dat Gesetz dann ëmmer weider liewen ze loossen.

Op jidde Fall si mer frou, dass dat Gesetz elo nach haut gestëmmt gëtt. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a wënschen deem Gesetz, a virun allem de Leit, déi dat mussen en place setzen, bonne Chance a vill Energie. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Asselborn-Bintz Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Simone Asselborn-Bintz huet elo grad vun der Debatt geschwat, déi mer den 28. Januar 2021 haten iwwert d'Integratiounsproblematik zu Lëtzebuerg.

Ech hat geduecht, deemools wäre mer eis eens gewiescht, dass de Begréff „Integratioun" op Lëtzebuergesch eppes anescht géif heeschen, dass mer elo missten e Paradigmewiessel maachen. Deemools hu mer gesot: Integratioun heescht, alleguerten déi, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, wunnen, schaffen, integréiere sech an e Ganzt, déi eng an déi aner, déi, déi scho méi laang hei liewen, an déi, déi eréischt gëschter oder virgëschter komm sinn. Bon, hei ass elo eng aner Approche vum Integratiounsbegréff, mee dat war eppes, wat ech mer deemools verhalen hat.

Ob déi Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg sech permanent verännert oder net, doriwwer ass net ze diskutéieren, dat ass e Fakt. An ob een et gutt fënnt oder net, dat ass och net de Problem. Mir hunn iwwer 180 Nationalitéiten, déi hei liewen, an d'Vollekszielung seet eis, dass 50 % vun deene Leit, déi haut am Land liewen, net hei gebuer sinn. Net grad 20 % hu méi wéi eng Nationalitéit, also eng zousätzlech op d'mannst zu der Lëtzebuerger Nationalitéit, a manner wéi een Drëttel vun den Awunner hunn – ënner Gänseféisercher – „just" déi Lëtzebuerger Identitéitskaart oder e Pass.

Dës dräi Zuele sinn Indikatore vun enger Dynamik, déi net gestoppt ass. D'Veralterung an – ech hunn et virdru gesot – 2 bis 3 % Immigratioun pro Joer sinn d'Determinante vun där Dynamik. D'Leit kommen aus ëmmer méi verschiddene Länner hier, de Rapporter ass drop agaangen. Ech wëll him och direkt Merci soe fir dee flotten an däitleche Rapport, deen hie gemaach huet.

An den 90er-Jore koumen aner Länner derbäi, net just déi traditionell wéi Italien, Portugal a Frankräich, mee d'Leit vum Balkan, duerno koumen déi aus dem Mëttleren Orient, duerno och ëmmer méi Leit aus Eritrea,

a mëttlerweil sinn och vill Leit aus Asien hei, ech nennen d'Leit aus China an Indien zum Beispill.

All dës Mënschen, wa se bis zu Lëtzebuerg sinn, entdecken dann eréischt, wou se hikomm sinn. Si entdecken eréischt, wéi international et ass, well Lëtzebuerg ass e Land, wéi kaum ee sech et virgestallt huet, ier en heihikomm ass, y compris deen, deen zwou Stonne mam TGV gefuer ass, dee keng Anung hat, wéi Lëtzebuerg hei funktionéiert.

Si entdecke Lëtzebuerg via hir Noperschaft, d'Schoul, déi Jonk, de Foyer, wou se liewen, awer virun allem via d'Communautéit vun hire Landsleit, déi méi oder manner integréiert an eiser Gesellschaft si respektiv en Eegeliewen hunn. Jidderee brauch eng Plaz, wou ee kann ukommen, wou ee sech wuel fillt a verstane fillt, dat ass an der Rei, mee et dierf net zu enger systematescher Ofgrenzung kommen, engem kamouden „entre-soi", wéi et awer zum Deel de Fall ass mat eise communautairë Schoulen a Lycéeën.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Duerfir begréisse mir Gréng déi international Filièren an der ëffentlecher Schoul an déi ëffentlech Europaschoulen, déi zimmlech vill Erfolleg hunn a wou d'Schüler ganz gutt Leeschtungen opzeweisen hunn, wéi e leschte Bilan weist, deen de Minister Claude Meisch a seng Leit virgewisen hunn déi lescht Zäit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Mir hunn et mat enger enormer Diversitéit ze dinn un Hierkonftslänner, wéi Lëtzebuerg se soss ni kannt huet. Mir hunn dann och dës Kéier ... D'Auteure vum Text hunn et „Vivre-ensemble interculturel" genannt, héich ambitiéis, well Mënschen aus esou ville Kulturkreesser bei eis si wéi nach ni. Dat ass eng riseg Erausfuerderung, jo, déi ass et, an dofir brauche mer méi wéi jee en neit Gesetz.

Ech ginn, ier ech weiderfueren, dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

Mee zréck zum Vivre-ensemble interculturel: Munnech Kriticke si komm – vu ville Säiten –, well d'Interkulturalitéit wuel am Titel steet, awer net immens prezis definéiert war, wéi och de Staatsrot et monéiert huet. Dat ass schued an déi Kriticke si gerechtfäerdegt. Dobäi gëtt et am Conseil de l'Europe genuch Texter an Definitiounen zum Theema. „L'intégration interculturelle", ech zitéieren, „est le résultat d'un ensemble de politiques visant à soutenir la société pour qu'elle puisse tirer parti du potentiel de la diversité et gérer ses complexités", well d'Diversitéit ass keng Beräicherung per se, et ass eng Chance vun enger Beräicherung, mee se kënnt net vu sech aus zustanen. Da liesen ech weider: Et geet ëm „objectifs généraux de cohésion, de stabilité et de prospérité [...] pour qu'elle puisse créer les conditions permettant de garantir l'égalité d'accès aux opportunités aux personnes migrantes de s'intégrer aux contextes juridiques, sociaux, économiques et culturels de leur pays de résidence".

De Conseil de l'Europe mécht also en Opruff fir eng proaktiv Politick, eng transversal Dimensioun, well et geet ëm – an ech widderhuelen et –, et geet him drëms, d'Egalitéit an d'Zesummegehéieregkeetsgefill ze stäerken. Den Europarot leet d'Lat zimmlech héich preconiséiert eng volontaristesch Approche, wou et net ka sinn, dass an där enger Gemeng eppes ka geschéien oder an der anerer näischt, selon le bon vouloir vum Schäfferot – meng Virriedner sinn op déi Problematik agaangen.

Erlaabt mer, op dëser Plaz ze soen, dass mir Gréng et ausdrécklech begréissen, dass de CNE ofgeschaf gëtt an duerch en „neie Gremium" – ënner Gänsefëisercher – ersat gëtt. Mat dësem Gesetz gehéiert d'Kapitel CNE endlech der Vergaangenheet un. Mir ginn dem neie Conseil supérieur dann och mat op de Wee, aktiv ze ginn am Sënn vun deem Dialogue interculturel, deen de Conseil de l'Europe esou definéiert, ënner anerem: „La liberté et la capacité de s'exprimer, mais aussi la volonté et la faculté d'écouter ce que les autres ont à dire, en sont des éléments indispensables." An ech mengen, „la faculté d'écouter" war bis elo mat Zäiten de gréissere Problem an deene Gremien, déi mer haten, an do doriwwer ware Mëssverständnisser also virprogramméiert.

Eng Beräicherung gëtt d'Diversitéit, wa mer et fäerdegbréngen, d'Mënschen zesummenzebréngen, a wéi de Rapporter et gesot huet: Vum Niefteneeliewen, Beieneeliewe muss e Mateneeliewe kommen.

Just als Konklusioun, e puer Iwwerleeungen aus menger Siicht als Parlamentarier a Corapporter vun der Verfassungsrevisioun, wou mer ëmmer versicht hunn, d'Chamber als éischte Pouvoir ze stäerken an d'Zesummespill vun eisen Institutiounen ze equilibréieren: Dass de lokalen Niveau sou staark agebonnen ass, ass tipptopp, et ass eng gutt Saach. Mee et hätt dach misse kënnen driwwer geschwat ginn, dësen neie Gremium ronderëm d'Chamber, den éischte Pouvoir, unzesidelen. Sou wéi den Ombudsman, den OKaJu, d'CCDH an de CET hätt dëse Gremium a voller Onofhängegkeet kënne fonctionéieren an och dësem Haus direkt zur Säit stoen. Änlech wéi am nationale Justizrot hätt d'Chamber e puer Membere kënnen nennen, fir an dee Conseil supérieur ze schécken. Dëst Haus an hir Membere vertrieden dat ganzt Land an all déi Mënschen, déi hei liewen. A wa mer dann an direkter Noperschaft e Gremium gehat hätten, deen d'Diversitéit vum Land erëmspigelt, mat senger Legitimitéit, dann erlaben ech mer ze soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat wier eng Beräicherung fir eis Demokratie gewiescht!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Charles Margue. An da wär et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, et si vill Zuele genannt ginn, ech well och hei eng nennen, ech hunn déi beim Statec nogerechent: Mir haten an der Zäit vun 1890 bis 1960 eng Nettoimmigratioun vun 19 Awanderer pro Joer, also quasi ënnert dem Strëch näischt, an no 1960 bis haut eng Nettoimmigratioun vu 4.433 Awanderer pro Joer. Déi lescht Joren, am Fong zënter 2010, ass dat nach weider explodéiert mat iwwer 12.000 Nettoimmigratioun pro Joer.

Doduerch wiisst d'Bevëlkerung ganz staark an et stelle sech natierlech eng ganz Partie Froen eebe grad beim Zesummeliewen hei am Land. Bis elo ass dat gaange mam Wuert „Integratioun". An d'Integratioun huet och zu Lëtzebuerg bis dato gutt fonctionéiert. Allgemeng ass bekannt, dass déi éischt Generatioun normalerweis net sou gutt integréiert ass, déi zweet Generatioun dann awer normalerweis gutt. Integratioun ass also en iwwergenerationelle Prozess.

Et kann ee soen, dass Integratioun, wann ee Lëtzebuerg kuckt iwwert déi 100 Joer, wou mer Immigratioun kennen, gutt fonctionéiert huet, an ech géif dräi Haaptpilieren ervirhiewen, duerch déi dat méiglech war: éischtens, d'ëffentlech Schoul, wou d'Kanner gemeinsam – ech betounen dat –, zesummen an der Klass sinn an zesummen déi selwecht Erfarunge gemaach hunn; zweetens, d'Motivatioun vun de Concernéierten, also den Auslänner selwer, an drëttens, natierlech och d'Bereetschaft vun de Lëtzebuerger. An dat ass net selbstverständlech, mee zu Lëtzebuerg war et de Fall.

Integratioun ass an enger oppener Gesellschaft, wéi mir eng hunn, an där et quasi keng Ausgrenzung gëtt a wou jiddereen opgeholl gëtt, deen hei ass, ganz oft eng Fro och vum Wëllen eebe grad vum Ausländer. Ech hat virun zwee Joer all déi Avise gelies vun den Integratiounskommissiounen aus de Gemengen a ganz oft gouf geschriwwen, wéi hei eng Integratiounskommissioun iwwer d'Motore vun der Integratioun schreift: „Surtout la volonté de s'intégrer de la part des étrangers et l'autorisation de s'intégrer de notre part sont indispensables." Also: Engersäits erlaben, ech soen elo mol, d'Lëtzebuerger et, dass déi aner sech integréieren, awer déi aner mussen och de Schratt wëlle maachen.

An esou ass et jo och. Wou gi sou vill Auslänner gaaschtfrëndlech opgeholl wéi hei zu Lëtzebuerg? D'Zuele mat 50 % Auslänner beweisen et: Wa mir net korrekt wieren, da wiere si net hei. Zu Lëtzebuerg ginn Auslänner also exemplaresch gutt opgeholl!

Mir zwéngen och keen, heihin ze kommen, a mir zwéngen och keen heizebleiwen. Si komme fräiwëlleg an an deem Kontext kënne mir och roueg eppes verlaangen! An ech mengen, bei all Korrektheet a bei all Zuvorkommen, jo, Jovialitéit, déi mir den Auslänner an den neien Awunner weisen, kënne mir roueg drop pochen, dass och si e Schratt maachen, fir sech unzepassen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Elo wëllt Der hei Integratioun duech en neit Konzept vum sougenannten „interkulturellen Zesummeliewen" ersetzen, eng Iddi, déi och d'Handelskummer genau wéi mir, d'ADR, net kënnen novollzéien. „Interkulturell", et ass och grad gesot ginn: Et kann ee sech froen, wat dat Wuert heescht. Wann een d'Wuert auserneenhëlt, gesäit een eng Virsilb, déi „inter" heescht, an eng Virsilb mat „inter" gëtt am Fong ..., déi suggeréiert automatesch, dass et ëm eppes Trennbares geet, also ëm trennbar Kulturen. Wéi eng Kulture si gemengt? Wien definéiert déi Kulturen an u wat fir Krittäre mécht een dann déi Ofgrenzung vu Kulture fest? Mengt Der net éischter „internationaalt Zesummeliewen" amplaz „interkulturellt Zesummeliewen"?

Aleng schonn d'Wuert „interkulturell" suggeréiert, genausou wéi dat anert Wuert „multikulturell", wat elo net méi sou an der Moud ass, eng Trennung vun de Leit a verschidde Kulturen, a verschidde Gruppen, a verschidde Communautéiten. An dat ass eigentlech bedenklech, well dat wëlle mir jo och net. An dat kann ech och net novollzéien, datt mat sou engem Term d'Trennung eigentlech an engem Gesetz festgesat gëtt.

Dat anert Wuert ass dann de sougenannte „Vivre-ensemble", d'Zesummeliewen. Eigentlech eng relativ eidel Floskel, well wat heescht Vivre-ensemble? Eigentlech alles an näischt. An dëst Mateneeliewe bedeit eigentlech ganz oft näischt aneschters wéi en Niefteneeliewen an der Realitéit. Dat ass schued. Wéi soll ee matenee liewen, wann een net integréiert ass?

Och am Rapport geet et ëm d'Diversitéit, d'Heterogenitéit vun enger Gesellschaft, an do gëtt déi jo och als Problem duergestallt, net nëmmen als Beräicherung, an ech mengen, dass dëst Gesetz hei iwwerhaapt um Ordre du jour ass, seet jo och, dass dat Ganzt net sou einfach ass, wéi vläicht heiansdo geduecht gëtt: „diversité entraîne [...] de nouveaux défis", dat wëll jo awer dat heeschen, dass et net sou einfach ass. Aus deene Grënn wëlle mir am Fong och op esou eng – am Schäin esou attraktiv, am Sënn awer negativ – Terminologie wéi „interkulturellt Zesummeliewe" verzichten a mir si ganz staark verbonne mat der klorer a positiver Integratioun!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Integratioun ass fir eis eppes Geniales. Integratioun kann een am engem Saz resüméieren: „Du kanns Deel vun eis ginn!" Integratioun ass de Contraire vun Diskriminatioun, et ass en Zeeche vun enger Oppenheet, vun engem Entgéintkommen. Integratioun heescht zesummen. Interkulturell heescht, bon, laanschteneen.

Mir als ADR wëllen, dass d'Auslänner sech integréieren, well et positiv ass fir eis all. Integratioun heescht zesummeliewen, an ech wëll do e schéine Saz da vun der Integratiounskommissioun vu Käerch hei zitéieren: „Aider les nouveaux résidents à s'intégrer dans notre pays, afin que le Luxembourg devienne leur nouvelle patrie." Ech mengen, dat ass jo eigentlech e schéint Zil, en nobelt Zil, wat mer sollten hunn.

Här President, de wichtegste Faktor vun Integratioun zu Lëtzebuerg – an dat soen och d'Ëmfroen –, dat ass Lëtzebuergesch schwätzen. Dat ass e ganz nobele Faktor, well e schléisst am Fong keen aus. Egal wéi eng Hautfaarf, wéi eng Wuerzelen: Du kanns Lëtzebuergesch léieren! Et ass immens oppen an dofir soe mir och als ADR: Mir kënne roueg drop pochen, mir kënne verlaangen, dass Auslänner, déi de Choix maachen, fir bei eis ze kommen, dann, wa se bei eis sinn, och Lëtzebuergesch léieren a sech integréieren – natierlech ënnert der Konditioun, dass mir hinnen entgéintkommen an dass se och genuch Méiglechkeeten dofir gebuede kréien; mee mir kënnen et verlaangen! Eist Zil muss et sinn am Sënn vum Mateneen a vum sozialen Zesummenhalt, dass esou vill Awunner wéi méiglech Lëtzebuergesch schwätzen. Dofir sollte mer eng ganz positiv Astellung och zu eiser Sprooch hunn.

Här President, d'Zesummeliewe fonctionéiert besser, wann déi, déi zu Lëtzebuerg wunnen an déi, déi aus aller Häre Länner kommen, sech op Dauer an enger – an der selwechter – Sprooch verstännege kënnen. Lëtzebuerg däerf kee Land ginn, dat sprachlos gëtt, wann et mat sech selwer schwätze wëllt. Dofir: Ech géif mer wënschen – an ech soen dat net, well et keen anere Choix gëtt, ech soen dat, well et d'Sprooch vum Land ass –, datt all déi Leit, déi op Lëtzebuerg liewe kommen, an all déi, déi heihinner schaffe kommen, d'Lëtzebuerger Sprooch esou gutt beherrschen, datt se sech an eiser Gesellschaft an am Beruff kënne verstännegen.

Integratioun ass e ganz staarken, positive Wäert a si ass d'Viraussetzung, fir eng staark, zesummenhalend Gesellschaft an Natioun ze bleiwen.

Mir als ADR setzen eis dofir an, an dofir kënne mer dëst Gesetz och net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Interruptions et brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dëse Projet de loi gouf am Februar 2023 deposéiert a gëtt elo gestëmmt, wat scho bal rekordverdächteg ass bei engem esou wichtege Gesetz, dat, wéi et jo schonn esou schéin am Intitulé steet, eise „Vivre-ensemble interculturel" soll reegelen. Dëse Projet de loi hätt et verdéngt gehat, vill méi breet diskutéiert ze ginn – ech kéint elo hei eng änlech Kritick maache wéi am Projet de loi virdrun, mee ech hale mech kuerz, well ech hu manner Zäit –, an zwar mat all den Acteuren, déi an dësem Beräich ganz oft op benevoller Basis schaffen. Notamment ass jo aus den Avise vun dem CLAE an der ASTI erauszeliesen, datt si zwar begréissen, datt et sou e Gesetz gëtt. Si bewäerten et positiv, datt een elo ewechkënnt vun deem Konzept vun der Integratioun vun Auslänner/innen an datt een op dee Wee geet, datt jiddwer Mënsch als vollwäerteg/e Bierger/in an enger Gesellschaft, déi am Wandel ass, betruecht gëtt.

Här President, béid Associatioune bedaueren awer gläichzäiteg, dass dëse Projet de loi einfach net wäit genuch geet. Et bestinn zum Beispill keng Obligatiounen un d'Gemengen. Et kann ee bäitrieden, mee et muss een awer net – schliisslech gëtt et jo d'Autonomie communale!

Här President, ze begréissen ass, datt mat dësem Gesetz endlech d'Moyene virgesi sinn, fir d'interkulturellt Zesummeliewen an de Gemenge systematesch weiderzebréngen. D'Gemenge kréien net nëmme finanziell Ënnerstëtzung fir Projeten, fir spezialiséiert Personal a Form vu Chargéen, mee och eng Begleedung duerch konventionéiert Associatiounen a Beroder. Un de Moyene soll et dann also net méi leien, mee et kann een nach ëmmer um politesche Wëlle scheiteren, an do muss een elo all Schäfferot, vun all politesche Couleuren, dorunner moossen, wat se dann aus deene Moyene maachen – wa se dann eppes maachen.

Här President, well et muss awer emol ee mir hei erklären, wéi et ka sinn, datt e Projet de loi eist Zesummeliewe soll zum Deel reegelen, awer net bindend ass. Well entweeder ass eist Zesummeliewen am ganze Land, als Chamber, als Regierung, als Bierger/innen eis wichteg, an zwar esou wichteg, datt dowéinst och e Gesetz muss geschriwwe ginn … An da muss et och bindend si fir jiddwereen.

Här President, eng weider Kritick, déi déi zwou Associatiounen an hiren Avisen ze bedenke ginn, ass, datt et net duergeet, just d'Bierger/innen ze informéieren, wat et alles am Beräich gëtt, fir eis auslännesch Matbierger/innen oder iwwerhaapt alleguer eis Bierger/inne besser ze integréieren, mee datt eis Regierung gefuerdert ass, sech déi adequat Moyenen ze ginn, fir eng uerdentlech Accueilspolitick op d'Been ze setzen, an engem Land, wat vun Inegalitéiten nëmmen esou betraff ass.

Des Weidere gëtt och an dësen Avisen déi restriktiv Vue vun dësem Projet de loi, wat d'Participation citoyenne ugeet, ugeprangert. Et ka jo net sinn, datt dat doten deen eenzege Moyen ass, wéi eis auslännesch Matbierger/inne sech an d'Communautéit abanne kënnen. Et muss méiglech sinn, sech iwwert en Engagement citoyen nieft der institutionaliséierter Versioun kënnen ze engagéieren. Munch auslännesch Matbierger/inne kommen aus Länner, wou et geféierlech ass, sech politesch ze positionéieren, sech auszedrécken, sech ze manifestéieren, an déi wäerte sech op enger institutioneller Basis net direkt op alle Fall emol engagéieren, aus Angscht. Dës kéinten awer iwwer aner Weeër an d'Gesellschaft an an d'Politick agebonne ginn an esou kéint hinnen hir Angscht och geholl ginn.

Net méi vun Integratioum ze schwätzen, mee vun interkulturellem Zesummeliewen ass eiser Meenung no dee richtege Schratt; e Schratt an déi richteg Richtung. Ënner Integratioun gëtt oft verstanen, datt ee seng eege Kultur muss ofleeën, fir déi dominant komplett unzehuelen. Beim interkulturelle Léieren, dat am Zesummeliewe ka stattfannen, ass awer e vill méi spannenden a mënschleche Prozess amgaangen: Fir d'éischt geet et drëms, sech der eegener Kultur an deenen anere Kulture bewosst ze ginn an duerno dann ze decidéieren, wat een a) vu senger eegener Kultur wëll bäibehalen a wat ee b) wëll opginn a wat een c) zesumme wëll mat deenen aneren neigestalten. Dir mierkt, da kann een net méi sou einfach deen ee géint deen aneren opstëppelen, mee jiddweree kann a soll Acteur vum Zesummeliewe ginn, wann et da seriö gemengt ass. Et kann een net méi ee géint deen aneren ausspillen.

Här President, d'ASTI geet och nach dorobber an, datt eigentlech zwee wichteg Acteuren an dësem Projet de loi feelen, nämlech d'Europäesch Unioun an déi Benevoll, an zwar déi, déi sech als Bierger/innen engagéiere mat Aktiounen an den Associatiounen, déi sech scho joerzéngtelaang fir de Vivre-ensemble asetzen. Si monéieren, datt et falsch ass, an dësem Domän alles a staatlecher respektiv kommunaler Hand ze loossen. Si begréissen et awer och, datt den CNE opgeléist gouf. Dësen huet ni richteg fonctionéiert, well d'reglementaresch Basis an d'finanziell Moyenen hinnen et net erlaabt hunn, hir Missioun wierklech kënnen ze erfëllen.

Här President, eng allerlescht Bemierkung, souwuel vun den Associatiounen hier wéi awer och vun déi Lénk, gëllt dem Walrecht fir eis auslännesch Matbierger/inne bei den Nationalwalen. Et kann net sinn, datt e Referendum, dee ganz schlecht preparéiert gouf, deem zum Deel eng Ofstrofung vun der Regierung gegollt huet, et fäerdegbréngt, datt ni méi däerf iwwert dat Theema do geschwat ginn. Well an enger Demokratie ass et ganz, awer ganz bedenklech, datt gläich iwwer 50 % vun de Bierger/innen, déi awer fir d'Wuel vum Land suergen, all Dag schaffe ginn, ouni déi mer kéinten apaken, kee Walrecht hunn. Donieft kann et net sinn, datt manner wéi 50 % doriwwer decidéieren, datt dës net däerfe wiele goen! Dat ass alles aneschters wéi demokratesch an et ass esou, wéi wann dës Säit, dat heescht d'Oppositioun, ouni an der Majoritéit ze sëtzen, géif Gesetzer stëmmen, souguer wann d'Majoritéit zu méi ass.

Här President, mir géife souguer nach méi wäit goen a fuerderen, datt all eis Bierger/innen automatesch op d'Wallëschten ageschriwwe géife ginn, geneesou wéi d'Bierger/inne mat lëtzebuergeschem Pass. Dat wier e richtege Vivre-ensemble an dat wier och eng richteg Gläichheet an dësem Land!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A merci fir Är Toleranz!

M. Fernand Etgen, Président | An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kierzen et e bëssen of. Mir als oppe Partei kéinten eigentlech alles widderhuelen, wat déi véier grouss Parteien och gesot hunn. Deementspriechend wëll ech net einfach nach eng Replick dovunner maachen a mir wäerten deen Text haut matdroen. De Claude Lamberty huet do e gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport gemaach, deen och eis Meenung erëmspigelt, dofir wäerte mir och haut zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci, Här President. 53 %, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, 40 % mat enger anerer Nationalitéit aus der Europäescher Unioun a 7 % Awunner mat enger net europäescher Nationalitéit – dat ass

Lëtzebuerg. All Dag kommen iwwer 210.000 Mënschen aus eisen Nopeschlänner bei eis, fir bei eis ze schaffen. Och dat ass Lëtzebuerg!

Lëtzebuerg ass e Land vun Immigratioun a vun Emigratioun. Am Ufank vum leschte Joerhonnert sinn d'Lëtzebuerger ausgewandert a si waren Immigranten ënner anerem a Brasilien an an Nordamerika, meeschtens an der Hoffnung op e bessert Liewen. An der zweeter Hallschent vum leschte Joerhonnert sinn d'Aarbechter, déi an eiser Stolindustrie an um Bau geschafft hunn, aus Südeuropa an eist Land komm. An de leschte Joerzéngte waren et d'Kricher an Europa an an der Welt, déi gemaach hunn, dass vill Mënschen, déi aus hire Länner fortgelaf sinn, op Lëtzebuerg komm sinn.

All déi Mënschen, hir Nokommen an hir Famillje sinn en Deel vun där Gesellschaft, an där mir haut alleguerten zesumme liewen. Lëtzebuerg ass international. Mir hunn eng europäesch Haaptstad mat de Sëtzer vun enge sëllegen europäeschen Institutiounen, mir hunn eng international Finanzplaz a mir maachen eng geziilt Standuertpolitick, fir grouss international Betriber an eist Land ze kréien.

Europäesch Institutiounen, international Banken a Betriber – dat sinn och Mënschen, déi op Lëtzebuerg kommen. Dat si Famillje mat Kanner, déi hei an d'Schoul ginn. Dat si Leit, déi um ekonomeschen, sozialen, kulturellen a sportleche Liewen hei zu Lëtzebuerg deelhuelen. Dat si Leit, déi kommen, an dat si Leit, déi och alt emol erëm fortginn. Déi eng komme just fir e puer Méint, déi aner fir puer Joer an nach anerer, déi bleiwe ganz hei. An alleguer si se en Deel vun eiser Gesellschaft.

A wa mer vu Gesellschaft schwätzen, da schwätze mer vum Zesummeliewen, dem Vivre-ensemble interculturel, an iwwert d'Manéier, wéi mer ee mat deem aneren ëmginn. Hei geet et ëm Solidaritéit a Respekt, hei geet et ëm Netdiskriminéierung an Toleranz, et geet ëm de sozialen Zesummenhalt, d'Diversitéit, d'Oppenheet an den Interessi fir aner Kulturen, awer och ëm d'Akzeptanz vun den Ënnerscheeder an d'Méiglechkeet, déi jiddereen huet, seng eege kulturell Identitéit ze liewen a gläichzäiteg déi vun deem aneren ze respektéieren. Et geet ëm d'Wuelbefanne vun all Eenzelnem, ëm d'Liewensqualitéit, d'Gefill, derzouzegehéieren, an och de Wëllen, d'Zukunft vun eisem Lëtzebuerg matzegestalten.

Dofir schwätze mer net méi vun „Integratioun", mee vu „Vivre-ensemble", vum Zesummeliewen. D'Terminologie, déi mir hei gebrauchen, ass do och keen Detail. Et geet ëm vill méi, wéi d'Leit integréieren. Et geet eis drëms, dass déi Leit, déi an d'Land kommen, ons kenne léieren an dass mir si kenne léieren an esou zesumme Lëtzebuerg sinn.

Natierlech gëtt et och Erausfuerderungen. Gutt Zesummeliewen an enger Gesellschaft, an där Mënsche mat 180 verschiddenen Nationalitéiten a ganz ville Kulture liewen, geet sécher net vun eleng. Mir alleguer si gefuerdert, an net nëmmen déi nei Matbierger, déi an d'Land kommen. Dofir ass dëst Gesetz e Gesetz fir jiddereen: de Resident, deen hei gebuer ass, deen, dee scho méi laang hei wunnt, deen, deen nei am Land ass, an och fir de Grenzgänger, deen all Dag tëscht sengem Heemechtsland a Lëtzebuerg hin- an hierpendelt, fir hei zu Lëtzebuerg ze schaffen.

Wéi wëlle mer dat dann ugoen? De Rapporter a meng Virriedner si schonn op ganz vill Eenzelinstrumenter, déi am Projet de loi virgesi sinn, agaangen. Ech géif ganz gären op de Prinzipp, also op d'Gerüst vun dësem Projet de loi, agoen. De Vivre-ensemble interculturel geschitt nämlech op dräi Niveauen: national, lokal a regional an um Niveau vun der eenzelner Persoun.

Mir mussen eng national Strategie vum Vivre-ensemble interculturel definéieren. An dofir brauche mir en nationalen Aktiounsplang mat kloer definéierten Objektiver an natierlech den néidegen Evaluatiounskrittären an Evaluatiounsmethoden. Dëse „Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel" ass eis politesch Feuille de route, déi eis d'Richtung ugëtt an un där mir och gemooss wäerte ginn. A jo, déi wäert och ganz breet diskutéiert ginn, mat de Leit dobaussen, mat eise Gremien, déi mer an deem heite Gesetz nei schafen, a jo, och mat der Chamber.

Fir den zoustännege Minister ass et och wichteg, sech kënne vu Leit beroden ze loossen, déi Wëssen a Kompetenz am Beräich vum interkulturellen Zesummeliewen hunn. Dofir gëtt um nationalen Niveau de Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel geschaaft. Doduerch, dass de Conseil aus Vertrieder vum Staat, vun de Gemengen a vun Associatiounen, déi am Beräich vum Zesummeliewen aktiv sinn, zesummegesat ass, kritt den zoustännege Minister eng breet an esou komplett wéi méiglech Vue op dat interkulturellt Zesummeliewen hei am Land. D'Berodung duerch dëse Conseil an d'Avise wäerten derzou bäidroen, dass den zoustännege Minister d'Prioritéiten nach méi prezis definéiere kann an och déi regional a lokal Spezifissitéite mat kann a Betruecht huelen.

An domat wiere mir dann um lokalen a regionalen Niveau. Gutt Zesummeliewe kann nëmmen do geschéien, wou d'Leit och zesumme sinn, do, wou se liewen, do, wou se schaffen – an dat ass an de Gemengen. Do ginn d'Kanner an d'Schoul, do ass de Sportsveräin, wou een trainéiere geet, do ass d'Fanfare, wou ee prouwe geet, an do sinn d'Pompjeeën, wou ee sech als Fräiwëllegen engagéiert. Um Gemengenniveau sinn déi veschidden Acteuren esou no wéi méiglech bei de Leit an esou kënne se no de lokale Spezifissitéite kucken an déi an hiren Aktioune matabannen.

D'Gemenge spillen eng ganz wichteg Roll an dofir gi mir hinnen d'Instrumenter vum Pacte communal du vivre-ensemble interculturel an och vun der Commission communale du vivre-ensemble interculturel an d'Hand. All d'Gemengen an och d'Gemengekommissioune sinn iwwregens am Virfeld matagebonne ginn an ëm hiren Avis gefrot ginn, d'Kommissioune souguer zweemol: eng Kéier d'Analys iwwert d'Kommissioune selwer an eng Kéier iwwert d'Gesetz. Merci hinnen dofir fir de wichtegen Input, dee se am Virfeld liwwere konnten.

Och d'Gemenge wäerten zäitno no dem Vott vun dësem Gesetz en Timing matgedeelt kréien. Här Spautz, Dir hutt mer nach eng Kéier deen zougereecht, deen den Här Schaaf Iech opgestallt hat. Dat war och mat eng vun den éischte Saachen, déi ech am Ministère gemaach hat. Da kënnt Der kucken, Här Schaaf, ob mer vläicht nach Ënnerscheeder feststellen. Wa jo, géif ech Iech dat da confirméieren. Wann net, da merci och fir Är wäertvoll Aarbecht!

Den Timing ass ganz wichteg, besonnesch well mer wëssen, dass nei Schäfferéit en place gesat ginn, dass d'Kommissiounen nei besat ginn, an dofir geet et drëms, d'Gemengen elo nom Vott vun dësem Gesetz ze informéieren, wat dann elo ännert a wéi se wou kënne virgoen, an hinnen do och weiderhin zur Säit ze stoen, wann et drëms geet, sech hei an dësem wichtegen, wichtege Feld matanzebréngen.

An dann, nëmme wann déi lokal Bevëlkerung eebe matagebonne gëtt, kënne mer eis Ziler vum interkulturellen Zesummeliewen erreechen. Och wann ech elo just vu „lokaler Bevëlkerung" geschwat hunn, ass et mer ganz wichteg, ze betounen, dass hei och d'Grenzgänger matagebonne ginn, déi daagsiwwer um Territoire vun der Gemeng schaffen. Dofir wäerte mer bei der Ëmsetzung vun de Mesüren natierlech och a Kontakt mat de lokalen Entreprisen trieden, fir hir auslännesch Mataarbechter, Grenzgänger oder net, ze sensibiliséieren.

An da wiere mer um Niveau vun deem Eenzelnen. Mir alleguer hunn eng Verantwortung fir d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. All Eenzelne muss fir sech decidéieren, ob en en aktive Member vun där Gesellschaft wëll sinn oder net. An dësem Projet de loi gi mer de Leit d'Méiglechkeet, sech ze engagéieren, doduerch, dass se de Pacte citoyen du vivre-ensemble interculturel ënnerschreiwen. A mir ginn hinnen eng ganz Rëtsch u Méiglechkeeten, fir sech ze orientéieren, ze informéieren an ze formëieren.

De Programme du vivre-ensemble interculturel ass e Katalog vun Offeren, an deem jidderee sech dat kann eraussichen, wat en interesséiert, wat e brauch a wat bei hie passt a Fonctiouns vu sengen Interessien, senge Prioritéiten a senge Besoinen. An den Offere gëtt den Ënnerscheed gemaach tëscht Aféierungsmodüllen a fortgeschrattene Modüllen. De Programm deckt Beräicher of wéi zum Beispill den Accès zu den Informatiounen, d'Orientatioun am Alldag an d'Biergerbedeelegung zu Lëtzebuerg, d'Léiere vun enger Sprooch, d'Informatioun iwwert d'Institutiounen, déi mer hei am Land hunn, den Ëmgang mat administrative Prozeduren an Outilen, an de Programm erméiglech et, Lëtzebuerg a säi Patrimoine kennen ze léieren.

Wat mir hei besonnesch wichteg ass, dat ass de Choix. De grousse Choix un Offeren, soudass all Mënsch eppes fir sech ka fannen, mee och de fräie Choix vun der Persoun. Hei gëtt kee forcéiert, hei soll d'Offer esou sinn, dass et bal selbstverständlech gëtt, aus fräie Stécker an aus Interessi un deem engen oder anere Modüll vum Progamm ze participéieren.

Hei wäert vill Sensibiliséierungs- an Informatiounsaarbecht musse geleescht ginn a mir wäerten natierlech och d'Betriber matabannen, fir dass verschidde Modülle kënnen op der Aarbechtsplaz ugebuede ginn, wat besonnesch och fir d'Grenzgänger wäert vu Virdeel sinn.

Fir dëse Projet de loi kënnen ëmzesetzen, wäerte mer och déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung stellen, och fir d'Gemengen an d'Associatiounen ze ënnerstëtzen.

Här President, mat dësem Gesetz gëtt de generelle Kader geschaf, d'Instrumenter an d'Strukturen, déi en harmonescht Zesummeliewe vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen, erméiglechen. Dëst Gesetz dréit der Diversitéit vun eiser Gesellschaft Rechnung. Dëst Gesetz ass wichteg fir eist Zesummeliewen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an dem Rapporter Claude Lamberty géif ech ganz gär Merci soe fir seng zwee ganz explizitt a grëndlech, gutt Rapporten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8155. Den Text steet am Document parlementaire 8155[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8155 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par

M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8265 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services

Mir kommen elo zum Projet de loi 8265, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Fuerderungen a puncto Accessibilitéit fir d'Produkter an d'Servicer. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet och elo de Rapporter, den honorabelen Här Claude Lamberty.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President. Viru ronn véier Méint hu mer hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, dat d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv a Lëtzebuerger Recht iwwert d'Verbesserung an d'Accessibilitéit vu verschiddene Produiten a Servicer ubelaangt. No der Veréffentlechung vum Gesetz ass dunn awer festgestallt ginn, dass d'Bestëmmunge vun der Direktiv net korrekt iwwerholl goufen. Effektiv waren d'Definitioune „services de transport régionaux" a „services de transport urbains et suburbains" aus der EU-Direktiv ursprünglech net iwwerholl ginn, well dës Zorte vun Transportservicer och guer net zu Lëtzebuerg existéieren.

Fir op den Avis vum Staatsrot vum 25. Oktober 2022 ze reagéieren, goufen dës Definitiounen dunn awer bei der iwwerschaffter Versioun vum Gesetzesprojet bäigesat. Dee Moment allerdéngs gouf vergiess, och d'Ausnam, déi am Artikel 2 Paragraf 2 Buschtaf c) vun der Direktiv virgesinn ass, derbäizesetzen.

A fir dësen Oubli ze korrigéieren, proposéiert de virleiende Gesetzesprojet, d'Wierder „à l'exception des services de transport urbains, suburbains et régionaux" bei den Artikel 1 Paragraf 2 Punkt 3 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2023 derbäizesetzen. Soumat kréien d'Bestëmmungen nees hir initial Bedeitung zeréck a mir erméiglechen eng korrekt Iwwersetzung vun der Direktiv an d'Lëtzebuerger Recht.

A wéi den Här President gesot huet, ware mer eis an der Kommissioun eens, dass dëse ganz kuerze Projet de loi ouni Debat kéint stattfannen. A wann ech da scho bei der Kommissioun sinn, da wollt ech awer zum Ofschloss – well dat ass dann de leschte Projet – kuerz Merci soen. Och wann et just véier Woche waren, waren et véier intensiv Wochen, wou ech hunn dierfen d'Presidence vun dëser Familljekommissioun hunn. An ech wollt de Membere vun der Familljekommissioun e grousse Merci soen, dass mer déi wichteg a grouss Projets de loi fäerdegkruten.

Merci awer och mengem Virgänger a gudde Frënd Max Hahn fir seng Rotschléi an Zesummenaarbecht an deene véier Wochen. Och merci dem Noah Louis fir seng onermiddlech Hëllef a vill Aarbecht déi lescht Wochen. An zum Schluss merci dem Lynn Strasser aus der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Claude Lamberty.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8265. Den Text steet am Document parlementaire 8265[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8265 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8202 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8202 iwwert d'Reform vun der Assistance parentale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, déi nonformal Bildung spillt eng essentiel Roll fir déi gesond Entwécklung vum Kand. Déi villfälteg Erfarungen a Léierméiglechkeeten an de Betreiungsstrukture férderen net nëmmen déi sproochlech, motoresch a kreativ Entwécklung, mee och déi sozial Kompetenze vum Kand a leeë soumat de Grondstee fir seng schoulesch Reussite a säi Wuelbefannen.

Schonn éier déi kleng Kanner an d'Schoul ginn, ass et wichteg, hir Talenter, hir Interessien an hir Kompetenzen ze férderen, fir hinnen de beschte Start an d'Liewen an déi bescht Bildungschancen ze garantéieren. Besonnesch fir Kanner aus méi defavoriséierte Familljen ass et wichteg, dass mir Plaze schafen, wou si sech wuel fillen, wou se gutt encadréiert ginn an no hirem eegene Rhythmus léiere kënnen. Als Politick ass et deemno eis Flicht, derfir ze suergen, dass all Kand Zougang kritt zu enger héichwäerteger nonformaler Offer, déi sengen individuelle Besoine gerecht gëtt.

Zu Lëtzebuerg gëtt et am Moment dräi verschidden Typpe vu Strukturen, déi eng pedagogesch Betreiung ubidden: éischtens déi klassesch Bildungs- a Betreiungsstrukture wéi d'Crèchen an d'Maison-relaisen, zweetens déi sougenannt „Minicrèchen" an drëttens d'Assistants parentaux, d'Dagesmamme respektiv Dagespappen.

D'Elteren hunn dobäi de fräie Choix, sech tëschent enger Villfalt u Strukturen déi erauszesichen, déi am beschte bei hiert Kand, awer och bei hir berufflech a privat Situatioun passt an de spezifesche Besoine vum Kand ugepasst ass.

Wärend déi klassesch Crèchen a Maison-relaise scho méi laang hei am Land bestinn, gëtt et d'Assistants parentaux op gesetzlecher Basis eréischt säit 2017 an d'Minicrèchë säit 2019. Ma genee wéi mer d'Villfalt an eise Schoulen a Lycéeën iwwert d'Jore gefërdert hunn, ass et och wichteg, dass mir ënnerschiddlech Offeren an der nonformaler Bildung schafen. Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung sech kloer fir eng méi grouss Diversitéit u Bildungs- a Betreiungsstrukturen agesat.

Säit der Aféierung vun der Activité d'assistance parentale am Joer 2017 ass d'Nofro fir dësen Typ u Kannerbetreiung staark geklommen. D'Assistants parentaux sinn effektiv besonnesch interessant fir Kanner, déi eng pedagogesch Betreiung an engem klenge Krees sichen oder wou d'Eltere se zu irregulären Zäite musse bei d'Dageseltere bréngen. Anescht wéi an de Crèchen a Maison-relaise ginn d'Kanner hei nämlech net an esou grousse Gruppe betreit, mee an engem klengen a familiären Ëmfeld bei private Leit doheem.

De virleiende Gesetzesprojet huet zum Zil, d'Entwécklung vun der Assistance parentale zu Lëtzebuerg weiderzedreiwen an och d'Qualitéit vun dëser Form

vu Betreiung ze sécheren. De Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend proposéiert deemno eng Partie Änderungen um ale Gesetz vun 2017.

An engem éischte Punkt féiert dëse Projet de loi eng Subvention unique vun 3.000 Euro fir d'Assistants parentaux an, déi en Deel vum Material soll couvréieren, dat d'Prestatairë fir den Exercice vun hiren Aktivitéite brauchen. D'Zil vun dëser Subventioun ass et, an Zukunft nach méi Leit fir dëse Beruff ze begeeschteren, andeems mer hinne finanziell Barriären aus dem Wee schafen.

An engem zweete Punkt geet et am Beräich vun der Assistance parentale drëm, déi staatlech Participatioun um Chèque-service accueil eropzesetzen. De Montant vun 3,75 Euro pro Stonn a pro Kand soll an Zukunft op 5,40 Euro an d'Luucht gesat ginn. D'Majoratioun vu 50 Cent pro Stonn a pro Kand fir eng Betreiung de Weekend oder nuets fält allerdéngs ewech, fir dass all Betreiungsstonn op der selwechter Héicht subventionéiert gëtt. D'Käschte fir d'Iesse vun de Kanner wäerte weider mat 4,50 Euro pro Molzecht ënnerstëtzt ginn.

Fir eng besser Kohärenz tëschent den eenzelne Prestatairen ze erméiglechen a soumat d'Qualitéit vun der Assistance parentale ze garantéieren, fixéiert dëse Projet eng Rei Prestatiounen, déi alleguerten d'Assistants parentaux mussen ubidden. Konkreet geet et hei ëm Aktivitéiten, déi am nationale Referenzkader vun der nonformaler Bildung festgehale sinn.

An engem véierte Punkt adaptéiert dësen Text d'Krittären, déi eng Persoun muss erfëllen, fir en Agrement als Assistant parental ze kréien. Wat d'Sproochkompetenze betrëfft, gesäit d'Gesetz aktuell vir, dass d'Assistants parentaux op d'mannst zwou vun den dräi administrative Sprooche musse schwätzen, an dat op engem Niveau A2. An Zukunft brauche se nach just eng vun den dräi Sproochen ze schwätzen, awer dofir op engem vill méi héijen Niveau, nämlech dem Niveau B2. Persounen, déi op d'mannst siwe Joer zu Lëtzebuerg an der Schoul gemaach hunn, déi gi vun dësem Attest dispenséiert.

E weideren neie Krittär ass, dass een op d'mannst eng Troisième muss ofgeschloss hunn, fir en Agrement als Assistant parental kënnen unzefroen.

An engem leschte Punkt schaaft dëse Projet de loi eng gesetzlech Basis fir d'Preformatioun, déi all Persoun virum Lancement vun hiren Aktivitéite muss gepackt hunn.

Ënnert dem Motto „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner" hu mir fir méi Qualitéit a Bildungsgerechtegkeet an eise Schoule gesuergt. A genee dat selwecht Zil wëlle mir och an der nonformaler Bildung duerch eng villfälteg an héichwäerteg Offer u Bildungs- a Betreiungsstrukturen erreechen. Ech sinn dofir frou, dass mer d'Aktivitéit vum Assistant parental, vun den Dagesmammen an den Dagespappe mat dësem Gesetzesprojet nach eemol méi attraktiv maachen an d'Qualitéit vun der nonformaler Bildung verbesseren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir unzefänke merci dem Kolleeg Gilles Baum fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Vu datt jiddereen haut jidderengem Merci seet, soen ech dann och Merci fir déi lescht annerhallef Joer, wou ech konnt derbäi sinn an der Kommissioun. Et war ganz flott a léierräich.

Ech huelen d'Spannung awer direkt virewech, wann ech soen, datt mir dësen Text wäerte matstëmmen. Ech mengen, d'Dageseltere sinn e wichtege Pilier vun der Offer u Kannerbetreiung hei zu Lëtzebuerg. An den Text, dee souwuel d'Qualitéit vun der Offer wéi och d'Dageselteren a sech wäert ënnerstëtzen, hinnen entgéintkënnt, fënnt selbstverständlech och eis Zoustëmmung.

Well mir dës Woch genuch Programm hunn an den Här Baum jo op de Contenu vum Text ganz genau agaangen ass, brauch ech guer net weider drop anzegoen. Ech maache just e puer Remarken a Virschléi, soudatt mer dann domadder Zäit gewannen, a meng Zäit ass jo och net esou schrecklech laang.

Ech mengen, déi éischt Remark, op déi ech wëll agoen ..., ech hat se och schonn deemools an der Kommissioun gemaach, wéi mer iwwert den Text geschwat hunn, an et ass mer elo opgefall, datt et och nach eng Kéier am Rapport steet. Ech zitéieren do den Här Baum: „En effet, l'accueil auprès d'un assistant parental est surtout intéressant pour les enfants nécessitant soit un accueil en petit groupe, soit un accueil pendant des heures atypiques." Sou wäit, sou gutt an och richteg. Awer mat dësem Text hiewe mir zwar elo déi finanziell Participatioun vum Staat am Kader vum Chèque-service vun 3,75 Euro op 5,40 Euro pro Stonn a pro Kand. Gläichzäiteg fält awer d'Majoratioun vu 50 Cent fir déi Servicer tëschent 7 Auer owes a 7 Auer moies respektiv um Weekend ewech. D'Argument ass, datt domadder all Accueilstonn dee selwechte Wäert huet.

A mengen Aen ass dat awer e bëssen onlogesch, well wou ass dee Moment nach den Incentive fir d'Dageselteren, en Accueil zu deene Stonnen och unzebidden? Riskéiert do net eng Offer zu Auerzäiten ewechzefale fir Elteren, déi besonnesch eeben zu deenen Auerzäite vläicht schaffen an déi och weekends mussen op d'Offer zréckgräifen.

Eng weider Neierung ass, datt vum Chèque-service-accueil-System unerkannten Dageselteren eng eemoleg Primm vun 3.000 Euro fir Miwwelen a Material kréien. Dat ass ze begréissen. Gläichzäiteg stellen ech einfach emol d'Fro an de Raum: Misst een net vläicht no fënnef Joer nach eng Kéier esou eng Primm ginn? Well ech mengen, jiddereen, dee Kanner huet, weess, wéi dat ass. Dat Material, dat verschläisst deemno wéi relativ séier. Dofir geheien ech déi Propos einfach emol esou an de Raum.

Sou, vu datt den Här Baum esou vill gesot huet, kann ech elo direkt e puer Säite weiderbliederen. Ech mengen, wann ee mat Leit schwätzt, déi op de Service vun Dageselteren zréckgräife respektiv Dageseltere sinn, héiert een heiansdo follgend Remarken, déi wollt ech awer hei emol mat op de Wee ginn. Ee vun hire Problemer ass a war, datt am Fong hir Tariffer zënter 2017 net méi ugepasst gi ware mam Chèque-service an datt awer hir Onkäschten eropgaange sinn zënterhier. An dobäi kënnt och nach, datt duerch déi aktuell Präisdeierecht an de Verloscht u Kafkraaft och vill Eltere mat finanziellen Enkpäss ze kämpfen hunn an dass der scho ganz vill am Fong hir Kanner bei Dageselteren ofgemellt hunn a se dann an d'Maison relais ginn, well et jo do wärend der Schoulzäit gratis ass. Huet de Ministère dozou eventuell Zuelen, ëm wivill Kanner et sech hei handelt?

Mam alen Tariff war et fir Dageseltere bal onméiglech, fir e Stonneloun vu fënnef ..., also wann ech elo d'Beispill huelen, si hu maximum fënnef Kanner à 3,75 Euro d'Stonn, dat heescht, dat géifen dann 18,75 Euro ginn, brutto ze schaffen, wou dann awer jo och nach ... An ech mengen, dat weess ech, datt Dir och mat hinnen a Kontakt waart, datt och doriwwer geschwat ginn ass, do kënnt ..., hire Service fänkt jo net dee Moment un, wou d'Kanner bei hinnen zur Dier erakommen, mee si mussen dat jo nach virbereeden, si mussen d'Iesse virbereeden, och Paperasse maachen. Dat gëtt elo verbessert, soudatt se, wa se fënnef Kanner hunn, quasi op 27 Euro brutto d'Stonn géife kommen. Dat ass eng Verbesserung. Gläichzäiteg wollt ech awer proposéieren, datt ee vläicht awer no engem Joer nach eng Kéier mat dem Secteur schwätzt, fir ze kucken, ob dat dann elo wierklech hir Konditioune verbessert an ob se domadder besser eens ginn.

Wann Dageselteren Aktivitéite mat de Kanner ënnerhuelen, bezuele se dat an aller Reegel och aus hirer eegener Täsch. Dofir wär et da flott ..., dat ass och deelweis eng Demande vun hinnen, datt se soen, fir zum Beispill Accès op verschidden Ermässegungen ze kréien, wéi zum Beispill Kulturpass oder reduzéiert Entréeë fir Schwämmen, Kinoen oder esou. Dat wär näischt, wat schrecklech vill géif kaschten, wat hinnen awer géif vill weiderhëllefen.

An da kommen ech och schonn zum Schluss. E leschte Punkt, deen awer net onweesentlech ass, ass, datt si solle mat 4,50 Euro pro Kand e Repas sain et équilibré zauberen. Dat heescht, fir maximum 5 Kanner wären dat 22,50 Euro. Mat frëschem Geméis, Fleesch, Bäilag an Uebst ass et fir si awer schwéier, fir ënner 30 Euro ze kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dës Remarken a Punkte sinn, fir ze weisen, datt, och wa mir de System elo verbesseren, et awer nach genuch Hiewele gëtt, wou mir och an Zukunft kënnen usetzen, fir d'Dageseltere méi ze ënnerstëtzen an och domadder d'Offer u Kannerbetreiung ze verbesseren.

Ceci dit, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Fir eis ass déi nonformal Bildung natierlech och e Pilier vun eisem nationalen Educatiounssystem. Nieft der Famill an der Schoul spille verschidden Offere vu Kannerbetreiung eng ganz grouss Roll fir d'Entwécklung an d'Liewensqualitéit vu ville Kanner.

Vu dass de Rapporter-President ganz vill gesot huet, kann ech meng Ried och ganz kuerz halen, well fir eis net ze widderhuelen, wéilt ech einfach eemol Merci soen, Merci soe fir Är Ried, Äre Rapport, an awer och den Dageselteren, all deenen, déi dat maachen, Merci soen. Si si wierklech e Bestanddeel vun der Kannerbetreiungsoffer vu Lëtzebuerg.

An ech wéilt ofschléissend natierlech den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun an awer och dem President an der ganzer Kommissioun Merci soen. Ech mengen, et ass och do dee leschte Rapport vun där Kommissioun, dee mer maachen an dëser Sessioun. Dat war ganz flott an där Kommissioun. De President huet ëmmer matzäit ugefaangen an huet och opgehalen, wann Zäit war.

Mme Francine Closener (LSAP) | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | An dat huet een ëmmer appreciéiert. Merci do derfir a merci Iech fir d'Nolauschteren.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da geet d'Wuert un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och virop e grousse Merci un de Rapporter fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Bon, et gouf scho villes gesot. Nieft de Crèchen a Maison-relaisen d'Dageselteren an d'Minicrèchen, en Trio, deen iergendwou sollt op verschidde Besoine vu Familljemodeller a Besoine vun de Kanner agoen. Ech mengen, dass e ganz wichtege Schrëtt hei gemaach gëtt mat der Reform vun den Dageselteren. Ee Chantier, deen, mengen ech, fir déi nächst Legislaturperiod bleift, ass dee vun de Minicrèchen. Do bleift sécher nach en To-do ze maachen. Och musse mer kucken, wéi elo dës Ännerunge fruchten. Ech deelen deelweis d'Reflexioun vum Här Max Hengel ronderëm den Tariff vun de Weekender an d'Nuetstariffer, dass et do vläicht kéint un Incentivë feelen. Ech mengen, dass een do muss där ganzer Saach elo e bëssen Zäit ginn, fir ze kucken och do, wéi d'Zuelen an och d'Demande wäerten evoluéieren.

Nichtsdestotrotz ass dat heiten e ganz grousse Fortschrëtt an ech mengen, wa mer um Niveau vum Restopolis-Gesetz an der gesonder Ernärung bei de Kanner a Jugendlechen e Fortschrëtt gemaach hunn, dass een d'Tarifikatioun vum Iessen och bei den Dageseltere muss am Bléck halen, well natierlech och do d'Präisser méi deier sinn. A wa mer wëllen, dass och an dëse Strukturen, op dëse Plazen d'Kanner gesond an héichqualitatiivt Iesse kréien, dass een do och de Präis muss am Bléck halen.

Fir de Rescht schléissen ech mech de Mercien un. Et war eng ganz flott a léierräich Zäit an der Bildungs- a Betreiungskommissioun. Ech soen Iech alleguerte Merci an ech ginn heimadder ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, vu mir aus och fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporter-President Gilles Baum. A wat ech virdru vergiess hat bei deenen dräi Gesetzesprojeten: och e grousse Merci un den Här Lamberty vu virdrun.

Deen heite Gesetzesprojet ass sécherlech eng gutt Saach, well endlech déi Tariffer eropgesat gi fir d'Dageselteren. An d'Dageseltere sinn eng ganz interessant Alternativ fir Elteren, déi sech net ëm hir Kanner kënne këmmeren, well se schaffe ginn.

Mir sinn allgemeng als ADR fir de Choix. Mir hunn de Choix fir Crèchen, mir hunn de Choix fir d'Dageselteren. Et ass vun de Minicrèchë geschwat ginn. Ech wëll awer och drun erënneren, dass et nach en anere Choix gëtt an dat ass de Choix, fir sech och doheem selwer ëm d'Kanner ze këmmeren. A mir bleiwen och hei bei eiser Fuerderung, dass och déi Elteren, déi de Choix maachen, fir sech gär selwer doheem ëm hir Kanner ze këmmeren an hir Kanner net an eng Struktur ze ginn, och solle vum Staat ënnerstëtzt ginn, sou wéi och déi Kanner ënnerstëtzt ginn, déi an eng Struktur ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass eis ganz wichteg.

Zu deem Gesetzesprojet hei gëtt et vläicht eng Partie Saachen ze soen. Et si ganz vill Saache gesot ginn. Ech géif nach vläicht zwou Saachen derbäifügen, déi ech interessant fonnt hunn. Dat eent, dat ass: Wann ech mech net ieren, steet am Rapport, dass ee muss eng Troisième hunn, also den Equivalent vun enger Troisième hunn, fir kënnen esou ze schaffen als Dageselteren, wou ech mer am Fong dobäi geduecht hunn: Ass wierklech e schouleschen Niveau, eng Troisième, wou een elo keng speziell Qualifikatioun huet, fir mat Kanner ze schaffen, ass déi wierklech ausschlaggeebend, fir sech gutt ëm d'Kanner ze këmmeren? Also ech ka mer einfach, riicht eraus gesot, virstellen, dass Leit, déi guer keng Schoul gemaach hunn, sech trotzdeem och ganz gutt ëm Kanner kënne këmmeren. Dat emol einfach esou an de Raum gehäit.

An dann déi aner Saach ass och interessant, dat ass, dass d'Sproochen, déi déi Persoune musse kënnen, déi als Dageseltere schaffen, dass et do eng Ännerung gëtt an dass do gesot gëtt, dass dat am Fong eng Verbesserung wier. An et ass interessant, well mir sinn ... Am Moment ass et esou, dass ee muss op d'mannst zwou vun den dräi administrative Sprooche kënnen am Niveau A2. Dat ass relativ schwaach. An elo gëtt da gesot, dass een eng Sprooch vun deenen dräi nach soll kënnen, just nach eng am Niveau B2. Bon, et ass natierlech ..., pragmatesch gesinn ass d'Situatioun esou, dass mer natierlech vill Auslänner, wéi mer virdru geschwat hunn, och hei am Land hunn an dass et ganz sécherlech esou ass, dass ganz oft Leit och hir Kanner da bei eng Dagesmamm ginn, déi eeben déi selwecht Nationalitéit huet an d'Sprooch da schwätzt, déi och d'Eltere schwätzen. Dat heescht, pragmatesch gesinn, ass dat och alles sécherlech iergendwéi ze rechtfertegen, fir derduerchzekommen.

Nach ee klengen i-Tüpfelchen awer, dat ass, am Rapport gëtt geschwat vun den „trois langues officielles". Ech hunn et hei schonn eng Kéier gesot, ech wëll et widderhuelen: Lëtzebuerg huet offiziell keng Langue officielle. Lëtzebuerg huet dräi administrativ Sproochen. Lëtzebuerg huet eng Sprooch vum Land, esou steet et an der Verfassung. A Lëtzebuerg huet eng Nationalsprooch vun de Lëtzebuerger. Esou steet et am Gesetz vun 1984. Lëtzebuerg huet keng offiziell Sproochen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt dem Rapporter e grousse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dëst ass dann elo dee leschte Projet de loi an der Educatioun. An ech wëll jiddwerengem e grousse Merci soe vun dëser Plaz aus, dem President aus der Kommissioun, deen dat ëmmer ganz souverän gemaach huet, an all de Memberen, dem Sekretariat, jee dem ganze Staff.

Et war fir mech eng immens intensiv, awer och ganz interessant Zäit déi lescht zwee Joer an zwee Méint. Ech hu vill bäigeléiert, wat d'Kommissiounsaarbecht ugeet, an och, wat hei am Parlament lass ass, do hunn ech vill bäigeléiert.

Op dëser Plaz wëll ech awer dann och stellvertriedend all de Presidenten aus all de Kommissiounen a Memberen a Sekretären e grousse Merci soen, wéi och eise parlamentaresche Mataarbechter, eisen Attaché-parlementaires.

Här President, elo kommen ech awer un de Vif du sujet, de Projet de loi Dageselteren. D'Dageseltere sinn e ganz wichtege Maillon nieft de Crèchen, de Minicrèchen an dem SEA. Wann et ëm d'nonformal Bildung bei de Kanner geet, wann een elengerzéiend ass, wann d'Elteren zu zwee schaffen a wa se dann och nach aner Aarbechtszäiten hu wéi bei engem Nine-to-five-Job, da musse si kënnen op Dageselteren zréckgräifen, well ganz oft an deem Segment d'Auerzäiten net openee klappen. Awer och wann et keng Plaze méi gëtt an deenen normale Crèchen an/oder dem SEA. Dowéinst ass et ëmsou méi wichteg, fir souwuel den Dageselteren an awer och deene Familljen, déi op dës Hëllef zréckgräife mussen – an ech soen hei „mussen", well et sinn der vill, déi kënnen net doheem bleiwen –, e gudde legale Kader ze setzen.

Här President, mat dësem Projet de loi gëtt dat da gemaach. Et gëtt e Kader gesat, wat d'Viraussetzunge sinn, déi ee matbrénge muss, fir Dageselteren ze sinn an ze ginn. Den Objektiv ass jo ganz kloer, dass si d'Kanner zwëschen null an zwielef Joer sollen an hirem Developpement ënnerstëtzen. Si solle souwuel déi sproochlech Kompetenzen, d'Kreativitéit an awer och déi sozial Kompetenze förderen. Dowéinst gëtt och direkt op d'Aktivitéiten am Kader vun der nationaler Referenz vun der nonformaler Bildung verwisen. Dëst ass ëmsou méi wichteg, well et sech jo ëm ee Maillon vun der nonformaler Bildung handelt, ergo een Deel dovunner ass a sech dowéinst och net an engem loftleere Raum beweege kann.

Här President, an dësem Projet de loi gëtt och ganz kloer festgehalen, datt d'Dageselteren eng Subventiun unique et non récurrente kréien, fir datt si sech Material kënnen uschafen, wat si an deem Kader och brauchen. Dat ass eng ganz gutt Saach an eng ganz wichteg Saach. Mee wat den honorabele Max Hengel gesot huet, fannen ech awer gradesou wichteg, datt se och eventuell subventionéiert ginn, wa se mat de Kanner enzwousch ginn, respektiv vu méi gënschtegen Tariffer kéinte profitéieren. Well och dat ass wichteg, fir datt d'Leit net doheem hänke mat hire Kanner, mee datt se och eppes maachen.

Hei gëtt och ganz kloer festgehalen, wat d'Remuneratioune betrëfft, datt déi staatlech Finanzéierunge soumat och liicht an d'Luucht gesat ginn, fir dëse Modell méi attraktiv ze maache fir d'Zukunft, mee op där anerer Säit gëtt awer de Supplement fir weekends an owes dann nees ewechgeholl, wat an eisen Aen awer och liicht kontraproduktiv a problematesch kéint sinn. A ganz éierlech, vun deem, wat d'Dageselteren do kréien, ass kee grousse Staat ze maachen. Si maachen dëst sécherlech net wéinst der décker Pai.

Här President, d'Dageseltere mussen awer och, ier se en Agrement kréien, hir sproochlech Kompetenzen ënner Beweis stellen, an zwar mat engem Certificat um Niveau B2, deen esou am europäesche Kader an der Référence des langues ze fannen ass, an zwar an enger vun den dräi Landessproochen, ausser d'Dageseltere sinn op d'mannst siwe Joer zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaangen. Mir froen eis awer hei, ob de B2 wierklech duergeet, fir déi sproochlech Kompetenzen ze hunn, déi ee brauch bei klenge Kanner.

Mee bon, d'Agence Dageselteren ass grosso modo ganz zefridde mat dësem Projet de loi.

Här President, fir eis ass et wichteg, datt déi Kanner, déi bei den Dageseltere versuergt ginn, och ganz gutt encadréiert ginn. Et ass ëmsou méi wichteg, datt si dowéinst emol hir Mammesprooch richteg schwätze léieren. Well nëmme wann een eng korrekt Mammesprooch huet, kann een och aner Sproochen dropsetzen. Et ass och gradesou wichteg, datt d'Dageseltere sech mat de Kanner ofginn a se op allen Niveaue förderen.

Mat dësem Projet de loi probéiert een, e Kader ze setzen, wat mir begréissen. An dowéinst stëmme mir dësen och mat. Mir mussen awer oppassen, datt un deene Schrauwen, wou et néideg ass, nogebessert ka ginn an dowéinst misste mir och dëse Projet de loi am A behalen an och ëmmer erëm am reegen Austausch mat den Dageseltere sinn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, da fir déi zweetleschte Kéier an dëser Legislaturperiod, wann alles esou weidergeet, wéi et um Ordre du jour steet. Et weess ee jo ni hei. Merci als Éischt dem Rapporter fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir liewen an enger Zäit, wou et grad aus finanzielle Grënn normal ass, seng Kanner friembetreien ze loossen. An et ginn dofir verschidde Méiglechkeete wéi zum Beispill d'Crèchen oder d'Dageselteren.

Eng Rei Eltere wëllen oder kënnen hir Kanner net an eng traditionell Crèche ginn. De Problem ass, datt vill Crèchen dacks iwwerfëllt sinn an ze vill Kanner op een Educateur kommen. Dat si jo keng nei Problemer.

Dacks ass et awer esou, datt, wa se iwwerfëllt sinn, och guer keng Plaz do ass oder d'Waardelëschten ze grouss sinn. An da muss een no enger Alternativ sichen. An déi Alternativ heescht da bei enger Rëtsch vun Elteren Dageselteren.

Vill Eltere gesi bei den Dageselteren och de Virdeel, datt et méi kleng Gruppe gëtt an datt dat Ganzt an engem méi privaten, jo, familiären Ëmfeld ass. Dofir heescht dat Ganzt jo dann och „Dageselteren", quasi Eltere fir den Dag.

An da ginn et natierlech och nach Familllen, wou een oder béid Elterendeeler op Schichte schaffen. Jo, eng normal Crèche ass do seele méiglech. A wann et dann net grad eng Betribscrèche gëtt, dann ass een drop ugewisen, datt een aner Méiglechkeete fënnt. Dat däerft dann och deene méi jonken Elteren hei an der Chamber bekannt sinn, déi warscheinlech an 20 Minutte soss missten hir Kanner an der Crèche ofhuelen.

Egal wat d'Argumenter sinn, fir seng Kanner bei Dageseltere betreien ze loossen, d'Politick muss hei derfir suergen, datt d'Qualitéit stëmmt. Dat soll da mat dësem Gesetz geschéien. An dat, kann ech Iech soen, begréisse mir Piraten och grondsätzlech.

De Mindeststandard fir eng Treizième ..., eng Troisième ze hunn, pardon, et ass ..., et soll mir net besser goe wéi Iech alleguerten haut, ...

(Interruption)

... ass zwar net extreem héich, mee et ass en Ufank. Déi eng fannen et ze héich, déi aner fannen et net héich genuch. Ech mengen, datt een do och d'Erfarung elo muss e bësse kucken, wat sech dorauser entwéckelt. D'Praxis wäert dat da weisen an da musse mer diskutéieren, ob mer den Niveau upasse mussen oder net.

D'Méisproochegkeet ass e grousse Virdeel vu Lëtzebuerg, an deem muss och bei der Kannerbetreiung Rechnung gedroe ginn. Och wann hei den neie Sproochenniveau just fir eng vun den dräi offizielle Sprooche gëllt, dann ass et awer wichteg, datt mer e gewëssene Sproochenniveau hunn.

An dann, datt de Montant gehéicht gëtt, doriwwer hate mer schonn e puermol heibanne geschwat. Och dat ass eis Piraten wichteg. An ech mengen, et war u sech, an eisen Aen zumindest, iwwerfälleg.

Et kann net sinn, datt een als Regierung duerch déi ënnerschiddlech finanziell Aiden d'Eltere scho bal dozou néidegt, fir d'Kanner an d'Crèche ze ginn, falls een net de Budget huet, fir de Reschtbetrag bei anere Betreiungsofferen aus der eegener Täsch ze bezuelen. Da kann ech Iech och soen, datt mer begréissen, datt d'Dageselteren eng eemoleg Subventioun kréien, fir sech ze lancéieren, fir Material ze kafen. Dee premier Équipement ass definitiv eppes, wat sënnvoll ass a wat, mengen ech, an där heite Form mat ganz wéinegen Ausname ganz seelen a Gesetzer steet. An dofir war et mer wichteg, dat nach eng Kéier erauszesträichen.

An dann zum Schluss wëll ech awer nach op ee ganz klenge leschte Punkt agoen, an dat ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg an de Betreiungsstrukturen, souwuel an de Crèchë wéi och bei den Dageselteren, u sech méi streng Kontrolle brauchen, well, datt dës de Moment nach net duerginn, weisen ëmmer nees Fäll, déi mer an der Press liesen. Elo ganz rezent keng, déi si jo am Moment alleguerten um Geriicht. Mee et besteet nach Handlungsbedarf an ech kennen aus dem perséinleche familiären Ëmfeld Leit, déi an deem Secteur geschafft hu mat de Kontrollen an déi sech och ëmmer erëm doriwwer beschwéiert hunn, datt u sech méi Personal gebraucht géif ginn, fir déi Kontroll wierklech am Fong kënnen ze maachen, fir am Fong dann och déi Betreiungsstrukturen ze begleeden, fir déi Mängel ze behiewen.

Et geet jo net drëm, fir engem eng Nott ze ginn an dann ze soen: „Du bass duerchgefall, mir maachen dech elo zou!" Et geet och net drëm, fir engem ze soen: „Du bass super, maach einfach weider!" Et geet virun allem drëm, déi derzwëschent ze begleeden, wann een nach net super ass, datt ee super gëtt. A genau fir dat, mengen ech, bräichte mer méi Ressourcen, fir dat kënnen ze maachen.

Dat gesot, fir eis Piraten ass et wichteg, datt mer eis hei Qualitéitskrittäre ginn, datt mer d'Dageselteren ënnerstëtzen an och déi Form vu Betreiung zu enger reeller Alternativ maachen. Mir ginn also eis Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och alle Riednerinnen a Riedner hei. Merci awer natierlech och dem Rapporter, dem Gilles Baum, fir seng Explikatiounen.

Ech mengen, et ass vu jidderengem begréisst ginn, datt mer op där enger Säit Efforte maachen an Terme vu Remuneratioun vun den Dageselteren, fir datt net nëmmen déi Dammen an Häre, déi déi Professioun do ausüben, kënne gutt dovunner liewen, mee datt awer och se d'Méiglechkeet hunn, eng gutt Prestatioun kënnen ze assuréieren. An op där anerer Säit awer och ganz kloer, datt mer weiderhin eng Qualitéitsentwécklung och an de Secteur vun den Dageselteren erabréngen, déi wichteg ass. Et ass wichteg, datt d'Dageselteren net stoebleiwen, net just eng Betreiungsfonctioun hunn, mee datt se eeben och en Deel vun der nonformaler Bildung sinn. An dat war eis wichteg an där Diskussioun, déi mer mat dem Secteur vun den Dageselteren och haten. Ech si frou, datt mer hei e gudde Kompromëss konnten diskutéieren, aushandelen, dee sécherlech och nach muss weiderentwéckelt ginn iwwert déi nächst Joren.

Och ze soen, et brauch een dat u Sproochekompetenzen, dat ass vläicht méi einfach gesot, wéi herno gemaach. Dat muss am A behale ginn. Och ze soen op där anerer Säit, mat deem dote Geld kann een déi Qualitéit och assuréieren, och dat ass vläicht einfach gesot. Och dat muss am A behale ginn iwwert déi nächste Joren.

Mee et muss een awer hei zougestoen, datt et e considerabelen Effort ass, deen hei gemaach gëtt, wat d'Remuneratioun vun den Dageselteren ubelaangt. An et ass jo och opgrond vun enger Diskussioun, déi mer mat deem Secteur do haten. Dofir sinn ech frou och iwwert déi breet Zoustëmmung hei, soudatt dee Secteur, wou d'Eltere ganz dacks awer och Confiance dran hunn a grad och eng Betreiungsform fannen, déi hiren Usprëch gerecht gëtt, sief et – an dat ass hei gesot ginn –, well méi Flexibilitéit, wat d'Auerzäiten ubelaangt, kann assuréiert ginn oder op där anerer Säit eeben och méi e familiäre Kontext ass, wéi dat a munche Strukturen, Maison-relaisen oder Crèchen, déi méi grouss sinn, de Fall ass. Duerfir fannen ech, datt mer onbedéngt musse kucken, datt deen dote Secteur vun den Dageseltere sech ka weiderentwéckelen. An déi Basis leeë mer hei mat dësem Gesetz.

Ech wëll mech dann awer och, Här President, all deenen anere flotte Wierder uschléissen, déi de Mëtteg hei gefall sinn. Ech wëll dem Gilles Baum Merci soe fir d'Presidence fënnef Joer laang vun der Kommissioun Educatioun, Kanner, Jugend, Héichschoul a Recherche. Mir hate meeschtens ganz passionéiert Diskussiounen, mee wann et net esou de Fall wär, géif dat mech éischter opreegen, well mer sollen och diskutéieren, och emol kontrovers diskutéieren a passionéiert diskutéieren, wann et ëm d'Wuel vun de Kanner an deene Jonken an ëm hir Zukunftschancen a Perspektive geet. An de Gilles huet dat ëmmer mat ganz majestréiser Hand gemaach a gekuckt, datt mer finalement awer zu Konklusioune konnte kommen.

(Interruption)

An ech wëll awer och soen, datt d'Membere vun der Kommissioun em et net allze schwéier gemaach hunn. An ech denken, duerfir hate mer och ëmmer fruchtbar Diskussiounen an där Kommissioun. Duerfir e grousse Merci. Et war flott bei Iech a mat Iech zesummenzeschaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech wëll dem Här Educatiounsminister Claude Meisch Merci soen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8202. Den Text steet am Document parlementaire 8202[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8202 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8271 – Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8271, eng Ofännerung vun den Annexe 4 a 5. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert déi Reglementsofännerung ofgestëmmt. An d'Wuert ...

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass an der Reglementskommissioun, wou mir awer elo net méi Member sinn, vläicht esou decidéiert ginn. Ech géif awer froen, fir e Modell hei festzeleeën, op jidde Fall mer erlaben, e puer Bemierkungen dozou ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | De Riedemodell ass dann de Basismodell.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Jo genau. Et ass u sech eng Decisioun vun der Conférence des Présidents, wou Dir ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... kee Stëmmrecht hunn!

M. Fernand Etgen, Président | ... och awer present waart. An Dir hutt dat och net signaléiert. An u sech maache mer et esou, wéi d'Conference et beschloss huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert huet elo de Rapporter vun der Propositioun zur Ofännerung vum Chambersreglement, den honorabelen Här Roy Reding.

Une voix | Très bien, Här President!

Une autre voix | Très bien!

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding (Liberté Chérie), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech mengen, ech kann et wierklech extreem kuerz maachen. Op Initiativ vum Bureau vum 7. Juli ass dës Propositioun den 10. vun eisem President, dem honorabelen Här Etgen, deposéiert ginn. Den 18. hu mer an der Reglementskommissioun dësen Text diskutéiert an ech gouf do als Rapporteur genannt an deen Dag drop, also gëschter, hu mer de Projet de rapport eestëmmeg ugeholl.

Wourëmmer geet et? Et geet ëm eng Upassung souwuel vum Statut wéi och vum Traitement vun eise Fonctionnairë vun der Administration parlementaire op dee generelle Statut an Traitement vun de Staatsbeamten.

Nieft reng techneschen Upassungen – do verweisen ech op mäi schréftleche Rapport – gëtt d'Méiglechkeet geschaf, no siwe Joer vum Privatbeamtestatut an de Fonctionnairestatut kënnen ze wiesselen am Rame vun eiser Administration parlementaire.

Och déi nächst Legislatur wäert nach eng Rei Upassungen ze maachen hunn, well et sinn e puer Projeten um Wee, déi awer nach net Gesetz sinn, notamment och zwee Stéck, wou leider Gottes eng Opposition formelle vum Staatsrot virläit. Dat wäert also dann d'Aufgab si vun der neier Reglementskommissioun, déi aus den nächste Walen ervirgeet.

Dat war da mäi leschte Rapport als President vun der Règlementskommissioun. Ech soen Iech häerzlech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Roy Reding villmools Merci.

An da komme mer elo direkt zur Ofstëmmung vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8271. Den Text steet am Document parlementaire 8271[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8271

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Ännerungsvirschlag ass mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

9. 8165 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État,

en vue de la mise en œuvre des points 3, 4 et 11, de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022

Mir kommen elo zum Projet de loi 8165, enger Ofännerung vum Beamtestatut am Kader vum Accord salarial vum 9. Dezember 2022. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. De leschten 9. Dezember war jo en Accord salarial mat der CGFP ënnerschriwwe ginn. Déi zwee éischt Punkten, déi hate mer schonn hei den 22. Mäerz gestëmmt. Haut geet et ëm d'Punkten 3, 4 an 11, op déi ech selbstverständlech nach e bëssen am Detail zréckkommen.

Fir d'éischt mol gëtt geännert dat modifizéiert Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert d'Gehälter an d'Avancementer vun de Staatsbeamte wéi och dat modifizéiert Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert de Regimm an d'Indemnitéite vun de Staatsemployéen.

Dëse Gesetzesprojet gouf de leschte 27. Februar vum Minister Marc Hansen deposéiert. An enger Sitzung vum leschte 6. Juli gouf de President vun der Kommissioun zum Rapporter genannt an de Rapport gouf dann och virgëschter unanime ugeholl.

Et geet hei ëm dräi Haaptpunkten. Éischtens gëtt et eng Majoratioun an den Echelone vu fënnef Indexpunkte fir d'Postes à responsabilités particulières, dann zweetens eng Erhéijung vu 15 op 30 % vun de Postes à responsabilités particulières, an dann drëttens gëtt an der Karriär B1 eng Primm vun der Meeschterprüfung an eng Primm fir de BTS, also de Brevet de technicien supérieur, agefouert.

Wat elo déi verschidden Avisen ubelaangt, kommen ech fir d'éischt op dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Déi haten de Projet u sech begréisst, och datt d'Secrétaires de direction an dann déi perséinlech Sekretäre vun de Regierungsmembere géife vun der Majoratioun vun deene fënnef Indexpunkte profitéieren, wat iwwregens net direkt an dësem Accord salarial virgesi war.

Da ware se och der Meenung, datt d'Suppressioun vun der Meeschterprimm an der D1-Karriär kéint d'Valeur vun der Meeschterprüfung an der Fonction publique erofsetzen.

Dann zum Avis vum Conseil d'État. Deen éischten, dat war de 27. Juni 2023. Do ware sechs Oppositions formelles dran. Doropshin hu mer an der Sitzung vum leschte 5. Juli an der Kommissioun véier parlementaresch Amendementer zréckbehalen.

Am éischten Amendement hu mer dann drop verzicht, fir d'Zuel vun de Majoratioune vun den Echelone mat der Zuel vun de Postes à responsabilités particulières ze trennen; dat heescht, mir sinn erëm op dee fréieren an och aktuelle System zréckkomm. Dat heescht also, datt d'Postes à responsabilités particulières an enger éischter Etapp am Organigramm vun der Verwaltung definéiert ginn, an dee muss awer da vum zoustännege Minister approuvéiert ginn. An an enger zweeter Etapp ginn dann déi Agente genannt, déi an de Genoss vun esou enger Majoratioun kommen. An dem véierten Amendement ass zréckbehale ginn, datt d'Dispositioune fir d'Fonctionnairen och fir d'Employés de l'État solle gëllen.

Da krute mer dee leschte 14. Juli en Avis complémentaire vum Conseil d'État. Do waren nach zwou Opposition-formellen dran. Mee well de Conseil d'État awer Textpropose gemaach huet, konnte mer déi esou iwwerhuelen an och deementspriechend de Rapport presentéieren, respektiv och haut dann zur Ofstëmmung kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Praxis fonctionéiert dee System follgendermoossen:

De Verwaltungschef leet dem Ressortminister pour avis dräi Punkte vir. Éischtens, d'Poste mat spezieller Responsabilitéit vu senger Verwaltung; zweetens, déi maximal Zuel vun dëse Posten, déi an de Genoss vun der Majoration d'échelon kommen an dann drëttens, d'Nimm vun deene Leit, déi an de Genoss vun dëser Majoratioun solle kommen.

An deem Kontext muss klarifiéiert ginn, no wéi enge Krittären déi Leit dann an de Genoss vun deene Majoratioune kommen. Zréckbehale goufen déi berufflech Experienz wéi och hir perséinlech Meritten, dat heescht, Kompetenzen, Fläiss a Qualitéit vun der Aarbecht. A mir leenen eis dann hei och un d'Magistratur un.

Nach ze bemierken ass, dass all déi Fonctionnairen a Fro kommen, déi an engem Gehälter-Sousgroupe sinn, déi net der Administration générale, Arméi, Police an Inspection générale de la police an Douane ugehéieren. Si mussen an engem …

Jo, ech muss elo eng Schlupp huelen, soss geet et net.

(Brouhaha)

Sou, elo misst et besser goen.

Dann nach zu der Magistratur: Do sinn et d'Karriären M2, M3 an M4, wou d'Postes à responsabilités particulières vun enger Majoration d'échelon profitéieren, mee do bedréit se awer 30 Punkten.

Ech wëll och nach ervirhiewen, datt an der Magistratur, an do schwätze mer vum Siège de l'ordre judiciaire, dem Parquet an dem Ordre administratif, maximal 30 % vum Effektiv an de Karriären M2, M3 an M4 mat engem Poste à responsabilité particulière besat kënne ginn.

Nach ze soen ass, datt an der Magistratur nom Akraaftriede vun dësem Gesetz déi Leit, déi elo an deene Subsititiounsgraden do dra sinn, also och ziele fir de Kontigent vun 30 % Postes à responsabilités particulières, mee si kommen awer net an de Genoss vun der Majoratioun vun den Echelonen. Dës Dispositioun entsprécht dann och dem drëtten Amendement vun eiser Kommissioun. An dofir ginn dann och an der Magistratur d'Graden M2bis, M3bis an M4bis elo ofgeschaaft.

Wat een awer hei och nach muss ënnersträichen, dat ass de Rôle vum Conseil national de la justice, dee jo nach net esou laang besteet. Do gëtt dann definéiert, wie vun de Magistraten eng Majoration d'échelon ka kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann awer och nach e Wuert zu den neie Primmen an der Karriär B1. Wann een eng Meeschterprüfung respektiv e BTS huet, kritt een déi direkt, wann een am Stage ugeholl ginn ass, oder wann een am Laf vu senger Karriär déi Breveten nomécht, vum éischten Dag u vun deem Mount, wou een de Brevet krut. Dee Brevet muss allerdéngs direkt eng Relatioun mat engem senger Fonctioun hunn. Déi Primm ass och net pensionabel. Déi éischt fënnef Joer kritt een dann 10 Indexpunkten a vum sechste Joer u sinn dat da 15 Punkten.

Déi Brevete mussen am Registre des titres de formation agedroe sinn a mindestens dem Niveau 5 vum Lëtzebuerger Kader vun der Qualifikatioun entspriechen.

Déi Prozedur vun der Attributioun vun dëser Primm gëtt dann duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht.

Dat Gesetz hei trëtt réckwierkend op den 1. Juli a Kraaft.

Zum Schluss wëll ech dann awer nach alle Membere vun der Kommissioun e grousse Merci ausspriechen. Ech weess, et war net esou evident, well mer eeben och ënner engem gewëssenen Zäitdrock stoungen. Mee mir hunn awer zumindest den Delai respektéiert, och wann aner Leit virun Deeg dat net esou gesinn hunn. An dowéinst awer fir d'éischt emol e Merci un d'Membere vun der Kommissioun, datt se dat awer och esou gesinn hunn.

Da wëll ech awer och nach profitéiere vun der Geleeënheet hei, fir awer den Dammen Tania Sonnetti an Olivia Welsch Merci ze soen, déi hu misse ganz sportlech déi lescht Deeg schaffen. Awer och e Merci de Beamten aus dem zoustännege Ministère, virun allem awer dem Här Bob Gengler.

An dann, well et eeben och elo dee leschte Projet ass, dee mer als Fonction publique wäerten an dëser Legislaturperiod stëmmen, soen ech dann als President vun der Kommissioun alle Mataarbechter respektiv virun allem awer de Memberen e ganz grousse Merci. Et war wierklech flott, an där Kommissioun do zesummenzeschaffen. Et ass ni e Mësstoun ginn an ech mengen, mir hunn och net déi schlechtsten Aarbecht gemaach.

An an deem Sënn bieden ech Iech, dësem Gesetzesprojet och Är Zoustëmmung ze ginn, a bréngen och direkt d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech wëll dem Här Rapporter Gusty Graas villmools Merci soen an him eng gutt Besserung wënschen …

(Hilarité)

… an d'Wuert un den éischen ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Diane Adehm ginn.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Ech géif dem Här Gusty Graas och villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech hoffen, en huet sech net verausgaabt bei sengem leschte Rapport, deen en elo gemaach huet. Mee bon, op jidde Fall, et geet scho besser mam Houschten.

Mir stëmmen haut den zweeten Deel vum Accord salarial, deen den 9. Dezember 2022 mat der Fonction publique ënnerschriwwe ginn ass. Den éischten Deel hate mir jo schonn am Mäerz vun dësem Joer gestëmmt. Et war u sech e bësse sportlech, wéi de Rapporter et richteg gesot huet, well mir haten en zimmlech laangen Avis vum Staatsrot kritt an et huet esou munches missen nogebessert ginn. An och d'Chambre des Fonctionnaires hat eng ganz Rëtsch Beanstandungen, deene mir awer gréisstendeels Rechnung gedroen hunn.

Schlussendlech kënne mir also haut de Gesetzesprojet endlech stëmmen an ech si frou, heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun ze ginn. An ier ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren, wéilt ech awer eisem Minister d'Dauerfro stellen, ob en zoufälleg weess, wou mer dru si mat der Harmonisatioun vun den ënneschte Karriäre beim Staat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. Da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas fir säi gudde Rapport. Ech kann d'Zoustëmmung vun der LSAP ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Nodeems mer schonn am Mäerz vun dësem Joer déi éischt Punkte vum Gehälteraccord ëmgesat hunn, setze mer haut dräi weider Punkten ën, wéi de Rapporter Gusty Graas dat am Detail erkläert huet, woufir ech him och e grousse Merci ausdrécken. Et ass wierklech eng komplex Matière. Ech wéilt awer op déi dräi Punkten e bëssen agoen, well se awer fir d'Fonction publique eng wichteg Roll spillen.

Éischtens geet et jo ëm d'Erhéijung vun der Majoration d'échelon bei de Postes à responsabilités particulières an dat jeeweils ëm fënnef Punkten an alle Gehältergruppen. Dës Erhéijung huet an eisen Aen de grousse Virdeel, datt d'Motivatioun, fir e Poste à responsabilité particulière an enger Verwaltung ze iwwerhuelen, méi grouss gëtt. Gläichzäiteg stellt se eng Belounung fir déijéineg duer, déi dat dann och maachen, woubäi ee jo muss wëssen, datt verschidde Verwaltungscheffen net ëmmer genuch interesséiert Leit fannen, fir d'Poste mat besonnescher Responsabilitéit alleguer ze besetzen, esou wichteg wéi se och sinn.

Den zweete Punkt, ëm deen et geet, dat ass jo deen, dass de maximale Prozentsaz, déi sougenannt Limitt vun de Postes à responsabilités particulières, vu 15 % op 30 % vum Effektiv eropgesat gëtt, an dat an alle Gehältergruppen. Dës Postes à responsabilités particulières si jo grad wéi d'Majoration d'échelon mat der Reform vun 2015 am ëffentlechen Déngscht agefouert ginn. Bekanntlech hunn dës Posten déi viregt Bis-Graden ersat, déi och pro Karriär an deenen eenzelne Verwaltungen zueleméisseg limitéiert waren an déi an der Zäit meeschtens an der Reiefolleg vum Déngschtalter besat gi sinn.

Haut besteet d'Prozedur vun der Postebesetzung doran, datt déi eenzel Verwaltungscheffen d'Postes à responsabilités particulières am Organigramm vun hire Verwaltunge kloer definéieren, dëst am Respekt vun der Limitt vum festgeluechte Prozentsaz. Um zoustännege Minister ass et dann, wéi den Här Graas et och erkläert huet, den Organigramm mat den Nimm vun de Beschäftegten, déi fir esou Posten a Fro kommen, guttzeheeschen. Doduerch, datt d'Limitt vu 15 op 30 % eropgesat gëtt, kënnen an Zukunft also méi Postes à responsabilités particulières geschafen an deemno och besat ginn.

Hei wëll ech betounen, an ech mengen, dat muss och dobaussen esou vermëttelt ginn, dass dat keng Obligatioun ass an dass et och net drëms geet, d'Zuel vun de besser bezuelte Poste mordikus eropzesetzen. Et ass villméi d'Recht, wat hei geschafe gëtt, d'Recht, wat d'Marge de manoeuvre vun de Verwaltungscheffen erhéicht a wat besonnesch dann zum Droe ka kommen, wann den Taux vu 15 % net méi duergeet, fir déi vill Responsabilitéiten ofzedecken, déi a munche Verwaltungen ofgedeckt musse ginn.

Wéi gesot, ginn déi verschidde Postes à responsabilités particulières am Organigramm vun der jeeweileger Verwaltung verankert, woumat kloer Verhältnisser an der Aarbechtsorganisatioun an an der Gestioun vum Personal geschafe ginn. Fir eis ass dat e ganz wichtege Punkt an eng Grondviraussetzung fir eng Verwaltung, déi gutt fonctionéiert.

Datt dës Poste vu Personal besat musse ginn, dat den Ufuerderunge gerecht gëtt an déi passend Kompetenzen opweist, läit fir eis op der Hand. An dowéinst däerf den Déngschtalter eiser Meenung no net wéi fréier prioritär ausschlaggeebend sinn, mee de Kompetenzprofill vum Kandidat oder vun der Kandidatin.

D'Erhéijung vun der Limitt fir dës Posten, verbonne mat der Majoratioun, schaaft doriwwer eraus nei Perspektive fir d'Karriären am ëffentlechen Déngscht

an dréit schlussendlech zum gudde Fonctionnement vum Staat als Service publique bäi.

Déi drëtt Dispositioun vun dësem Projet de loi besteet jo dann aus der Aféierung vun der Primm vun 10 respektiv 15 Punkte fir d'Inhaber vun engem Brevet de maîtrise oder engem BTS an der Karriär B1 am Fall, wou hir Qualifikatioun direkt un hir berufflech Aktivitéit gebonnen ass.

Dir Dammen an Dir Häre, d'Opwäertung vun deene Breveten ass eng laangjäreg Fuerderung, där d'Regierung mat der Aféierung vun der Primm wëllt Rechnung droen, quitte datt méiglecherweis e gewësse Flou wäert bestoe bleiwen, wéi eng Persoune ganz sécher an de Genoss vun esou enger Primm wäerte kommen a wéi eng net.

Generell géife mer mat Bléck op déi vill verschidde Brevete begréissen, Här Minister, wann d'Éducation nationale, déi d'BTSen an d'Breveten ausstellt, sech reegelméisseg mat der Fonction publique géif concertéieren, dëst fir d'Evolutioun vun de Besoinen um Terrain geziilt ze analyséieren an ze kucken, wéi eng Ausbildunge genee gebraucht ginn, fir d'Besoinen ofzedecken a fir duerch eng gutt Orientéierung ze verhënneren, datt Inhaber vu verschiddene BTSen a Brevets de maîtrise keng Beschäftegung fannen an domat och net vun dësem Projet de loi kënne profitéieren.

Dat gesot, ginn ech ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun a soen nach eng Kéier Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun. An da wäert dat wuel déi lescht Ried sinn, déi ech virum Summer hei halen.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An d'Wuert ass elo fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President, an och merci dem Rapporter, dem Gusty Graas, deen och President ass. Villmools merci. An ech ginn den Accord vun der ADR fir dëse Projet. Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas. Och ech kann eisen Accord ginn.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, de Minister fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Jo, Här President, ech mengen, ech si bekannt derfir, dass, wann een Accorden enzwousch ageet, ee sech och dorunner hält an dat esou séier wéi méiglech ëmsetzt. Dat huet d'Chamber och esou gesinn.

Den Accord salarial ass elo op ganz ville Punkten ëmgesat: éischtens an dem Text, dee scho gestëmmt ginn ass, haut kënnt deen zweeten Deel derbäi. Et ass nach e ganz wichtege Volet dran, dat ass d'Ofschafe vum Bewäertungssystem. Do steet an dem Text vun dem Accord salarial dran, dass deen ze iwwermëttelen ass un d'CGFP virun dem 1. Juli. Déi hunn och vu mir esou en Text kritt, dee se dann an dësem Moment wäerte kucken an och wäerten natierlech da soen, wat se vun deem Text vläicht nach wëllen adaptéieren oder net. An da sinn natierlech och vill Aarbechtsgruppen doranner virgesinn an déi sinn och amgaang ze tagen, fir och dorauser Konklusiounen ze zéie fir d'Fonction publique.

Vläicht eppes erausgegraff, wat awer net onwichteg ass a wou och d'Chamber natierlech hiren Deel dorunner gespillt huet: Wa mer an engem Land Diplomer selwer ausstellen, dann ass et net schlecht, wann de Staat déi och honoréiert. Mat der Meeschterkaart, déi elo an der Karriär B1 hei Punkte bäikritt, ass dat geschitt, an zweetens awer och mat dem BTS. An Dir erënnert Iech, et ass am Fong och der Chamber an der Petitionärin an dem Petitionär, déi eng Kéier esou eng Petitioun hei presentéiert hunn, ze verdanken, dass dee Punkt an deen Accord salarial koum. Déi souzen eng Kéier hei, haten eng Kéier eng Propos gemaach, dat war nach am Cercel, fir vläicht eng nei Karriär ze schafen. Dat wär e bësse méi komplex ginn. Mee op jidde Fall ass awer hei deem Rechnung gedroe ginn, soudass deem BTS-Diplom, deen hei am Land och ewell op ville Plazen, a ville Lycéeën a Schoulen, ausgestallt gëtt, och beim Staat Rechnung gedroe gëtt. An do sitt Dir natierlech als Chamber och net onwichteg gewiescht, fir dass dat eebe géif an deen doten Text kommen.

Nach ee prakteschen Detail, deen och ganz wichteg ass: Wann dat heiten haut gestëmmt gëtt, da ginn déi nei Punkten, déi an deem Text hei sinn, honoréiert mat dem Ausbezuele vun der Septemberpai, dat heescht, Enn August wäert dat dann op de Paiziedele bei deene Leit optauchen, an natierlech réckwierkend op den 1. Juli.

An dann ass d'Fro gestallt ginn, d'Dauerfro, wou mer da mat de Carrière-inférieuren dru sinn. Ma déi Fro géif ech am Fong gär weiderginn, Madamm Adehm, well ech genee déi selwecht ganz dacks stellen. De 4. Juli 2022 hunn ech deen Text deposéiert, et ass also méi wéi ee Joer hier. Et ass en Text, dee mir och wichteg ass, well dat och en Accord ass an déi Harmonisatioun et awer wäert erlaben, dass et och fir vill Metieren an deenen ënneschte Karriäre méiglech gëtt, fir méi Mobilitéit ze kréien, och fir d'Administratiounen ze wiesselen. Dee läit am Moment beim Staatsrot, dat ass d'Äntwert op d'Fro, déi hei gestallt ginn ass an och schonn an der Kommissioun. An ech hoffen, dass deen dann awer och an deenen nächste Méint wäert eng Kéier aviséiert ginn, fir dass eng nächst Regierung deem Accord ka Rechnung droen, well ech mengen, dat brëngt och d'Fonction publique weider.

Ech profitéieren dann och haut de Mëtteg éischtens dovun, dass ech net muss an d'Technicitéit vun dem Text agoen, well de Rapporter a President vun der Kommissioun dat perfekt gemaach huet, de Gusty Graas, a fir awer och alleguerten de Membere vun der Kommissioun Merci ze soen, déi hei matgeschafft hunn, an och hirem President, deen déi Texter ëmmer ganz gutt analyséiert huet a verstan huet, an d'Memberen och. Dat huet natierlech och dem Ministère et einfach gemaach. Et si meeschtens Diskussioune gewiescht ëm Accorden, dat heescht, dass de Sozialdialog och an der Fonction publique fonctionéiert huet. An ech mengen, mat dem Gusty Graas, deen déi Kommissioun geleet huet, koum een och ëmmer gutt weider, fir déi Accorden ze presentéieren an hirer Komplexitéit. Dat ass eppes, wat net evident ass.

Alleguerten de Memberen dofir e Merci, an och hirem President, fir déi gutt Zesummenaarbecht. Och do gouf et konstruktiv Echangen. A wann ech kann e klenge Pronostic woen, da gëtt et jo haut warscheinlech hei och 60 Stëmmen, déi dat heite wäerten droen. Dat war, mengen ech, och de Geescht vun der Zesummenaarbecht an där Kommissioun vun der Fonction publique. Dofir Iech alleguerte merci, an och dem President, dem Gusty Graas.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Fonction-publiques-Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8165. Den Text steet am Document parlementaire 8165[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8165 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7741 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police ;

3° de loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ;

4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

5° du Code pénal

Als leschte Punkt vum Ordre du jour kënnt de Projet de loi 7741, eng Ofännerung vum Policegesetz a puncto Dateschutz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir

Hären, Madamm Ministesch, merci, dass Der konnt esou séier asprangen, fir d'Regierungsbänk ze besetzen. Ech mengen, Dir sidd all au courant: Den Här Minister Kox wär natierlech ganz gären haut derbäi gewiescht, fir dëse grousse Projet och mat eis zesummen ofzeschléissen. Leider ass en op engem Deplacement gewiescht an en ass ënnerwee hänkebliwwen. Also nee, dat doten … Nach eng Kéier: …

(Hilarité)

Den Här Minister ass op engem Deplacement gewiescht a säin Deplacementsmëttel ass kapottgaangen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Wou hänkt en dann?

(Hilarité)

Une voix | E Vëlo.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat wësse mer och net, mee e sëtzt op alle Fall net do, wou e wollt sinn.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Voilà!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | E lauschtert awer no, Madamm Rapportrice.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Entschëllegt, Här Minister.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Mir haten de Mëtten net de Projet „Boire-ensemble".

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Entschëllegt, leeft meng Zäit schonn hei?

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass „Rire-ensemble" haut de Mëtten.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Gutt! Allez, nach eng Kéier vu vir. Merci alleguerten, dass Der Iech elo hei fokusséiere kënnt fir dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut.

Bon, mir hu gëschter iwwert de Projet de loi iwwert de JU-CHA ofgestëmmt. Dat ass jo dann de Pendant zu dësem Projet de loi, awer dann eeben an der Justiz. A gëscht ass och schonn alles gesot ginn iwwert den Ursprong vun den Diskussioune ronderëm déi sougenannte „Fichiersaffär", dofir wäert ech mer dat elo och alles kënne spueren.

Den Här Margue huet gëschter gesot, en hätt d'Gefill gehat, e wär gëschter fënnef Joer méi jonk ginn, an en huet sech un, wéi hie sot, „heroesch Ausernanersetzungen" aus dem Ufank vun dëser Legislaturperiod erënnert, wou déi ganz Diskussioune ronderëm d'Fichieren ugefaangen hunn. Bon, ob een dat elo wierklech als „Affär" ka bezeechnen, dat sief elo dohigestallt, mee wat wouer ass, dat ass, dass dës Diskussiounen zu enger wichteger Debatt gefouert hunn, wéi mir mam Schutz vun eisen Daten ëmginn a wéi dës bei Police a Justiz gehandhaabt ginn.

An duerfir erlaabt mer, Här Roth, Här Mosar, Iech ze soen: Mir gestinn Iech natierlech och gären zou, dass Dir et waart, déi, wéi den Här Roth et gëschter formuléiert huet, fir eng Kéier ouni Schimmt konnte soen, dass Der hei déi éischt Schrëtt ënnerholl hutt.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Dobäi ass et awer vläicht wichteg, drun ze erënneren, dass mer effektiv 2018 en neit Dateschutzgesetz kritt hunn. Dat huet sech an dësem Fall certes als net ganz vollkommen entpuppt, mee mir sinn net ganz vun null gestart a mir waren och net an engem komplette Vide juridique, wéi een dat ab und zu hätt kënnen am Ufank vun den Diskussioune mengen.

Déi ganz Diskussioun huet op alle Fall och de positiven Aspekt gehat, dass se eis gedoen huet opzeschaffen, wat et zënter Jore wou u Fichiere gëtt, fir dëst alles ze reglementéieren. An ech si wierklech frou, dass mer deen Exercice haut dann och domadder ofschléissen. Well et geet jo net drëm, d'Erhiewen oder d'Späichere vun Date komplett ze verhënneren – dat wär an der Welt vun haut guer net denkbar –, mee et geet drëm, dës Datenerhiewung, d'Späicherung, den Accès drop an den Traçage, wie wat wéini kucke war, kënnen ze reegelen.

Den Här Margue huet sech, wéi gesot, gëscht un heroesch Ausernanersetzungen erënnert an huet eebe gesot, e wär esou vill méi jonk ginn. Am Géigesaz zu him muss ech soen, dass ech éischter d'Gefill hat, ech wär hei ëm 20 Joer gealtert. Ech hunn och duerch dësen Dossier villes am Schnellverfare geléiert: wéi ee Jointen aberifft, wéi ee mat Demandes urgentes de mise à l'ordre du jour ëmgeet, an et war och dësen Dossier, am Kader vun deem ech mat menger éischter Demande fir e Verbatim konfrontéiert gi sinn.

Haut sinn ech frou, dass mer trotz allen Divergenzen, déi mer am Ufank haten, en Text virleien hunn, mat deem mer all zumindest an de groussen Zich gutt kënne liewen.

Ee vun de Schlësselen, mengen ech, fir hei weiderzekommen, war, dass mer d'Chamberskommissioun vun Ufank u matagebonnen hunn. An dofir loosst mech elo hei awer e bësselche Vergaangenheetsbewältegung bedreiwen, well et war effektiv, mengen ech, och d'Aart a Weis, wéi mer hei gekuckt hunn, zesummen um Dossier ze schaffen, déi derzou gefouert huet, dass mer gutt weiderkomm sinn zesummen.

Mir haten eng ganz Partie Sëtzungen – ech mengen, et waren der minimum dräi – am Stadium vum Avant-projet de loi, wou mer reng um Niveau vun der Kommissioun vun der Sécurité intérieure zesummen duerch den Text, deen um Dësch louch, gaange sinn, ier en deposéiert ginn ass. Mee deem waren och vill Sëtzungen am Jointe-Format mat der Justizkommissioun virausgaangen, wou mer zesumme mat där Kommissioun no Äntwerten op all déi Froe gesicht hunn, déi zu deem Zäitpunkt nach op waren, wou mer d'Analys gemaach hunn, fir iwwerhaapt mol en État des lieux ze kréien.

Fir Kloerheet ze schafen, huet de Ministère vun der Sécurité intérieure duerfir och en Avis ugefrot gehat bei der CNPD a bei der IGP. An et war och mat enger externer Firma zesummegeschafft ginn, fir eng Étude comparative ze maache mat eisen Nopeschlänner, déi eis och gehollef huet, déi grouss Linne vum Gesetz ze definéieren.

Ech géif kuerz zréckkommen op d'Aarbechten, déi mer an der Kommissioun haten. Wéi gesot, mir haten do eng ganz Partie Sëtzungen, ier de Projet de loi iwwerhaapt deposéiert ginn ass. De Projet ass dunn den 30. Dezember 2020 deposéiert ginn.

Avisen hu mer kritt vum Syvicol, vun der Chambre des Salariés, vun de verschiddenen Autorités judiciaires, vun der CNPD, vun der Chambre de Commerce a vun der Autorité de contrôle judiciaire.

De 14. November sinn ech als Rapportrice designéiert ginn an dee Moment hu mer och den Avis vum Conseil d'État analyséiert. Duerno hu mer eis am November erëm direkt dräimol an der Kommissioun gesinn, fir duerch d'Amendementer ze goen, déi nom Avis vum Staatsrot ausgeschafft gi sinn. Den Avis complémentaire vum Staatsrot koum dunn den 11. Juli, an och vun der CNPD gouf et nach en Avis complémentaire. Voilà, de 14. Juli hu mer dunn e leschten Tour iwwert den Avis vum Staatsrot gemaach, soudass mer de Rapport de 17. Juli elo konnten unhuelen.

An ech mengen, vun all den Dossieren, déi ech dës Legislatur konnt begleeden, ass et fir mech wierklech de Constat, dass et kaum en aneren Dossier gëtt, deen esou enk an esou vill an a mat den zoustännege Kommissiounen ausgeschafft ginn ass.

Fir op d'Aarbechten zréckzekommen: Ech mengen, mir haten e politesche Konsens, fir d'Finalitéite vun de Fichiere festzehalen, fir d'Accèse vun de Beamten ze reglementéieren, fir d'Délais de conservation festzehalen an och spezifesch Dispositioune fir Mineure mat eranzebréngen.

Déi dräi grouss Prinzippien, déi mer dobäi hu missen iergendwéi ënner een Hutt bréngen, ware follgend: éischtens d'Recht op Dateschutz an d'Vie privée, zweetens, d'international Engagementer weiderhi kënnen ze respektéieren, an drëttens, weiderhin eng effikass Policeaarbecht kënnen ze garantéieren.

Dëse Projet de loi stécht also e gemeinsame Kader fir all d'Policefichieren a gesäit och spezifesch Dispositioune fir de Fichier central vir.

Wat hu mer elo konkreet festgehalen? Mir hunn d'Veraarbechte vu perséinlechen Daten an de Fichiere vun der Police encadréiert, notamment am Fichier central. Engersäits ginn also dës Fichiere méi kloer reglementéiert an zousätzlech si mer mat dësem Projet de loi higaangen an hunn zousätzlech Garantië geschaaft, fir déi aktuell Legislatioun iwwert den Dateschutz ze schäerfen. Mir hu Reegelen a Krittären opgestallt fir d'Accèsrechter op all d'Policefichieren. Mir hunn d'Finalitéite vum Fichier central opgezielt, Délais de conservation festgeluecht, d'Kategorië vu Persounen an Donnéeën, déi kënne gesammelt ginn, sinn elo opgelëscht an de Code pénal gouf och nach eemol ofgeännert, fir ze preziséieren, dass en illegalen Accès strofbar ass.

Bon, d'Zäit erlaabt mer elo net, op all d'Detailer anzegoen, dofir picken ech just e puer vun den Dispositiounen eraus. Ugefaangen domadder, dass den Text reegelt, wéi eng Polizisten op wéi eng Fichiere kënnen Accès hunn, zum Beispill de Registre général des personnes physiques, de Fichier vun den Autorisations d'établissement, vun de Fürerschäiner an esou weider. Et ass vläicht just wichteg ze soen, dass et nach eng Rëtsch aner Fichiere gëtt, déi net an dësem Gesetz opgelëscht sinn. Dat war notamment eng Demande vun der CSV gewiescht. Déi sinn awer allesamt iwwer hir eege Loi spéciale gereegelt an de Conseil d'État hat sech dofir dem Prinzipp widdersat, déi alleguerte mat an dësen Text eranzehuelen.

Mir hunn och en neien Artikel 43quinquies geschafen, deen de Fichier central vun der Police reegelt. D'Haaptvokatioun vum Fichier central ass et jo, all persounebezunn Daten, déi bei der Police traitéiert ginn, ze regruppéieren. Am Fichier central ginn all d'Dokumenter, Rapporten a PVen zentraliséiert, déi vun der Police traitéiert oder redigéiert ginn.

Wichteg ass hei och, dass et eng Ënnerscheedung gëtt tëschent enger Partie active an enger Partie passive vum Fichier central. An der Partie active befanne sech all d'Informatiounen, déi d'Police brauch, fir hire Missioune kënnen nozekommen. Dat kënnen Informatioune sinn, déi d'Agenten um Terrain brauchen, fir eng Situatioun kënnen anzeschätzen, an déi dofir och wichteg sinn, fir hir eege Sécherheet um Terrain kënnen ze garantéieren. Dat kënnen awer och Informatioune sinn, déi am Kader vun enger Enquête judiciaire gebraucht ginn, zum Beispill fir verschidde Fäll

opzeklären oder fir Operatiounsmodussen ze analyséieren. An natierlech ass och den Accès heirobber streng gereegelt.

D'Partie passive op hirer Säit fonctionéiert e bësselche wéi d'Archiv vum Fichier central, an dat all déi Daten transferéiert ginn, déi laut den Délais de conservation, déi festgehale gi sinn, net méi am Fichier central dierfen erëmzefanne sinn. Den Accès op dëst Archiv ass ganz strikt reglementéiert a limitéiert ginn. An hei huet just e Minimum vun Agenten nach en Accès drop. Dat sinn zum Beispill Agenten, déi op Dossiere wéi dem Terrorismus oder dem Crime organisé schaffen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An et kënne just nach déijéineg en Accès froen, déi hir Demande justifizéiere kënne mat enger vun den Zilsetzungen, déi dann och am Projet de loi determinéiert gi sinn, zum Beispill wann een Informatioune kritt am Laf vun enger Enquête, déi sech op e Crime referéieren a wou et néideg géif ginn, kënnen e Bléck an d'Vergaangenheet ze werfen. Dës Demandë mussen dann och vum Procureur accordéiert ginn.

Deemno stellt d'Partie passive vum Fichier central déi néideg Balance an déi néideg technesch Léisung duer, déi mer gesicht hunn, fir op där enger Säit den Dateschutz an eis Grondrechter ze schützen an awer op där anerer Säit den Afferschutz net ze vergiessen.

Um Niveau vum Schutz vu Mineure sinn och Dispositioune matagefloss. Zum Beispill kënne just de Procureur général oder den territorial zoustännege Procureur hir Donnéeën an de Fichier androen.

Da ginn och d'Modalitéite fir den Accès zum Fichier central säitens der Administration des douanes et accises oder dem Geheimdéngscht am Detail gereegelt.

An och d'Délais de conservation sinn natierlech gereegelt ginn. An och domadder hu mer eis, mengen ech, stonnelaang beschäftegt, well sech do och enorm Froen opgedoen hunn iwwert den Handling an der Praxis, zum Beispill d'Fro, wéi e Polizist eng Dot ze qualifizéieren huet, fir ze determinéieren, wéi laang d'Informatioune musse gehale ginn. Dës Qualifikatioune kënnen ze maachen, géif nämlech presupposéieren, dass d'Qualifikatioun bekannt wier, ier d'Justiz sech iwwerhaapt iwwer e Fall ka prononcéieren. Voilà, Dir gesitt, mir si relativ an den Detail gaange vun eisen Iwwerleeungen.

Och muss hei ënnerscheet ginn – dat war e wichtege Punkt an eisen Diskussiounen – tëscht Donnéeën, déi zum Beispill an engem Rapport oder an engem Procès-verbal ze fanne sinn, an Donnéeën, op Basis vun deenen ee reell eng Recherche ka maachen am Fichier central.

Des Weidere sinn d'Delaie festgehale ginn, wéi eng Donnéeë wéini an d'Partie passive transferéiert oder geläscht ginn, wéi eng Donnéeë wéini aus der Partie passive geläscht ginn, ma och d'Conservatioun vun den Donnéeë vun der Journalisatioun ass festgehale ginn. Dat sinn also déi Donnéeën, unhand vun deenen ee kann nokucken, wéi een Agent wéini wat a fir wéi e Motiv nokucke gaangen ass. An do hu mer en Délai minimal vu fënnef Joer festgehalen, wat d'Journalisatioun ubelaangt.

Fir vläicht nach eemol op déi méi grondsätzlech Froen zréckzekommen, déi mer beschwat hunn: Bon, mir sinn eis net op all Punkt 100%eg eens, mee et geet ëm déi grouss Prinzippien, déi mer eigentlech alleguerten héichhalen, déi sech awer géigesäiteg och heiansdo bäissen: den Afferschutz versus den Dateschutz an den Droit à l'oubli respektiv den Dateschutz versus effikasst Schaffe bei der Police.

Hei hu mer natierlech misse verschidden Aspekter ënner een Hutt kréien: der Police weiderhin ze erlaben, effikass schaffen ze kënnen; de Prinzipp vum Droit à l'oubli héichzehalen, well effektiv ass et eng Baseline, dass jiddereen eng zweet Chance verdéngt huet. Mir däerfen awer och net vergiessen, dass de Prinzipp vum Droit à l'oubli ëmmer och riskéiert, d'Affer ze defavoriséieren an d'Täter ze privilegéieren, also muss och den Afferschutz héichgehale ginn.

Mir hunn och misse sécherstellen, dass de Contrôle des antécédents weiderhi méiglech ass, zum Beispill bei Demandë fir de Port d'armes. Mir wëlle jo och net jidderengem einfach esou e Waffeschäin ginn. Do wëlle mer seriö Kontrolle kënne weider maachen.

Dann hate mer méi grondsätzlech Diskussiounen iwwert den Handling vum Classement sans suites oder der Décision de non-lieu. Do ginn ech elo net an den Detail, well dofir leeft mer d'Zäit elo e bësselche fort.

Voilà, dofir loosst mech ofschléissend nach eng Kéier drop zréckkommen: Mir stëmmen haut en Text, op deem mer wierklech laang geschafft hunn an op deem mer versicht hunn, e Konsens zesummen ze fannen. Deenen enge geet e vläicht en Tick ze wäit, deenen anere vläicht net grad wäit genuch, ma mir hu wierklech versicht, hei en Equiliber eranzekréien.

Fir déijéineg, déi elo nach ëmmer der Meenung sinn, dass den Text vläicht net wäit genuch géif goen, do bleift ze soen, dass den Text awer eng Rei Garde-foue virgesäit. An d'Police huet jo och e Code de déontologie, an deem den Dateschutz och spezifesch an engem Passus traitéiert gëtt.

D'Police muss effizient schaffe kënnen. Mir hunn e gudde Kader hei geschafen, bei deem – dat muss een och soen – e Polizist sech à la base awer an Zukunft wäert dräimol froen, ob en eng Donnée kann nokucke goen oder net. An ech mengen, domadder gëtt de Risiko fir Abusen och relativ kleng gehalen.

Wéi gesot, fir déi vill technesch Detailer vum Gesetz verweisen ech op de schréftleche Rapport a ganz besonnesch och op de Commentaire des articles, deen hei op déi eenzel Dispositiounen ageet an déi och mat Beispiller illustréiert.

Schlussendlech ass nach ze preziséieren, dass am Gesetz festgehale gëtt, dass d'Gesetz sechs Méint no der Publikatioun am Journal officiel a Kraaft triede wäert.

Voilà, ech soen Iech alleguerten nach eng Kéier Merci fir déi ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an dëser Kommissioun. Et ass dee leschte Rapport an der Sécurité intérieure. Ech wäert muer nach eng Kéier fir d'Defense hei stoen, mee voilà, dofir wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, och nach eng Kéier alleguerten de Mataarbechter a Mataarbechterinnen aus dem MSI villmools Merci ze soen an och de Memberen aus der Police, déi ëmmer an eiser Kommissioun disponibel waren, fir eis driwwer opzeklären, wat déi Dispositiounen, déi mir huelen, fir en Impakt herno um Terrain hunn, fir dass dat alles reiwungslos ofleeft.

Domadder soen ech Iech all villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, gëschter hu mer hei op dëser Plaz iwwert de Projet de loi zum JU-CHA diskutéiert an och dee Projet mat grousser Majoritéit guttgeheescht. An haut diskutéiere mer dann iwwert de Projet de loi zu de Polizeifichieren.

An ech muss Iech soen: Et entbeert net enger gewëssener Symbolik, datt mer haut eigentlech en Dossier zu Enn féieren, deen den Ufank vun der Mandatsperiod awer substanziell beréiert huet an dee fir ganz vill Wellen net nëmmen an dësem Haus, mee och ausserhalb vun dësem Haus gesuergt huet. An duerfir ass et trotzdeem, mengen ech, eng Satisfaktioun fir eis alleguerten, datt mer ganz zum Schluss vun enger Mandatsperiod awer eng jorelaang Aarbecht domadder zum Enn bréngen.

A fir mech selwer huet et dann och eng gewësse Symbolik, well et wéi fir vill anerer aus dësem Haus och déi lescht Ried, zumindest an dëser Mandatsperiod, ass. An ech si frou, datt déi Ried dann och justement iwwert d'Polizeifichiere geet.

Ufänke wëll ech awer fir d'alleréischt mat enger Rei vu Mercien, och eppes, wat ech net ëmmer maachen, mee hei ass dat awer absolutt noutwendeg. Ufänke wëll ech natierlech fir d'éischt mat engem grousse Merci un eis Présidente-rapportrice, déi – an dat muss een hir ganz héich urechnen – awer an deene leschte Joren an dëser Kommissioun mat enger gewëssener Autoritéit déi Debatte gefouert huet.

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

Mir waren net ëmmer mat der Madamm Presidentin eens, awer ech mengen – mir kommen elo zum Schluss –, et ware gutt Debatten, si ware lieweg. Heiansdo ass et och e bësselche méi héich hiergaangen. Trotzdeem, si huet e ganz gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport gemaach. Si huet déi Debatte gutt gefouert. A wa mer haut zu engem positive Schluss kommen, mengen ech, ass dat och hire Meritt.

Ech wëll awer och an déi Mercien alleguerten d'Membere vun de Kommissiounen aschléissen, well mir si jo alleguerte villbeschäftegt Leit. Mir maachen alleguerten eis Aarbecht an diverse Kommissiounen, mee ech muss trotzdeem soen, datt déi Aarbechten, déi souwuel an der Commission de la Justice wéi awer och an der Commission de la Sécurité intérieure iwwert déi Fichiere gefeiert gi sinn, trotzdeem beispillhaft waren, net nëmmen duerch d'Zuel vun deene Kommissiounen, mee och duerch d'Intensitéit vun deenen Diskussiounen, déi mer do haten. An duerfir, mengen ech, kann een och do e grousse Merci un all déi Kolleeginnen a Kolleege riichten, déi do ganz aktiv matgeschafft hunn.

An dee selwechte Merci wëll ech awer bei där Geleeënheet och un d'Mataarbechter vun der Chamber an d'Mataarbechter vun deene verschiddene Ministèrë riichten, déi hei och ganz vill Asaz an Engagement haten. Ech wëll och an déi Mercien expressement d'Mataarbechter vun der CSV-Fraktioun aschléissen, déi ganz besonnesch de Kolleeg Gilles Roth a mech hei iwwer laang Méint a Jore begleet hunn an ouni deenen hiren Engagement mir sécherlech och net hätte kënnen déi ganz vill Question-parlementairë stellen, déi mer gestallt hunn. Duerfir och vun dëser Plaz aus hinnen all e ganz, ganz grousse Merci.

Här President – an domadder kommen ech dann awer e bësselchen zum Dossier selwer –, d'Aart a Weis, wéi hei vun héije Riichter a Polizisten awer op Privatdate vu Bierger zréckgegraff ginn ass an der Vergaangenheet, an dat ouni deene Bierger hiert Wëssen, ass och véier Joer nom Ufank – wann een dat dann esou kann nennen – vun dëser Dateschutzaffär

weeder – an dat soen ech ganz kloer an däitlech – e Rumesblat fir eis Justiz nach fir eis Police.

Dës Dateschutzaffär huet dann och sécherlech d'Vertraue vu ville Bierger an d'Justiz an an d'Police net verbessert. An dëst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet manner mat de Fakte selwer ze di wéi mat der Aart a Weis, wéi hei Vertrieder vun deenen héchsten Institutiounen am Staat mat dëser Affär ëmgaange sinn. An ech wäert och nach méi spéit op dëse Punkt agoen.

Här President, wéi ech meng Ried fir haut preparéiert hunn, sinn ech net nëmme wéi de Kolleeg Charles Margue véier Joer méi jonk ginn, hunn awer e puer gro Hoer dofir bäikritt, mee ech hunn dunn och e bëssëlchen an der Vergaangenheet zréckgebliedert an do sinn ech awer erëm eng Kéier op eng Rei vu Fakte gestouss, déi een awer dann an deene véier Joer schonn erëm bal ganz vergiess hat.

A wat mech haut eigentlech nach am meeschten un dëser ganzer Saach schockéiert, ass, wéi vun Ufank un hei versicht ginn ass, méi wéi berechtegt Froe vun Deputéierten an d'Lächerlecht ze zéien an Evidenzen ënnert den Teppech ze kieren. An ech schwätze sécherlech hei och am Numm vum Kolleeg Gilles Roth: Dat war besonnesch am Ufank keng einfach Zäit fir eis zwee. An et wär och munches nach doriwwer ze soen, wat mir ganz besonnesch och un Ufeindungen hu missen am Ufank vun dëser Affär iwwer eis ergoe loossen. Ech wëll haut an hei keng Vergangenheitsbewältegung méi maachen, mee et ass awer wichteg, datt een dat nach eng Kéier betount.

Trotzdeem – an Dir kennt mech, ech sinn éischter en Optimist – wëll ech virun allem eppes zréckbehalen, an dat ass, datt dëst Haus, d'Chamber, déi éischt Institutiounen an eisem Land, eigentlech an dësem Dossier hir voll Verantwortung iwwerholl huet, an dat vum éischten Dag un. An et gëtt jo oft behaapt, Här President, datt d'Chamber hirer Kontrollfunktioun vun der Regierung nëmmen ongenügend géif nokommen. Abee, an dësem Fall ass dat net esou gewiescht an déi Chamber huet, wéi gesot, vum éischten Dag u voll hir Roll gespillt. An et soll ee sech net selwer op d'Schëller klappen, Här President, an dach, mengen ech, kënne mer hei stolz op déi Reaktivitéit vun eis alleguerten oder zumindest vun deene Kolleegen a Kolleeginne sinn, déi an deene Kommissiounen aktiv matgeschafft hunn.

Net vergiesse wëll ech awer och am Kontext vun dëser Affär den Engagement vun enger ganzer Rei vu Persounen aus der Zivillgesellschaft. A stellvertriedend fir déi Leit wëll ech der just hei zwee zitéieren, den Här Fürst an den Här François Georges, ouni deenen hire Courage gewësse Faiten iwwerhaapt net un d'Ëffentlechkeet gedronge wieren.

Doniewent wëll ech awer och deene villen aneren engagéierte Mënschen, Affekoten, Journalisten, awer och Juriste Merci soen, déi och an dësem Dossier ëmmer erëm à charge komm sinn. Ouni hir wäertvoll Contributioun wär et warscheinlech ni zu dëse Projet-de-loie komm an duerfir hätt ech warscheinlech dann och haut net virun Iech hei gestanen, fir dës Interventioun ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech den Owend net méi ze vill laang ophalen, kommen trotzdeem awer net derlaanscht, op eng Rei Schlësselmomenter vun dësem Dossier nach eng Kéier kuerz anzegoen. Den Ufank huet eng éischt Question parlementaire vum Kolleeg Gilles Roth a mir vum 17. Abrëll 2019 gemaach, wou mir deemools d'Fro opgeworf hunn, ob et beim Staat casieränlech Datebanke géif ginn.

D'Äntwert – a lauschtert Iech déi trotzdeem nach eng Kéier un, ech zitéiere se – hu mer Enn Mee 2019 krut. An do stoung dran, an ech zitéieren hei op Lëtzebuergesch, et géife keng casieränlech Datebanken iwwer prononcéiert Strofe bedriwwe ginn. Et géif just eng Datebank bedriwwe ginn, de Fichier central, wou sämtlech Protokollen a Rapporte vun OPJen an APJe géifen drastoen. Enn vun der Äntwert vun dem Här Minister.

Haut wësse mir, Dir Dammen an Dir Häre, datt et deemools am Ganzen 62 Fichiere bei der Police ginn huet.

Ufanks Juni 2019 gëtt d'Affär Fürst public, op déi de Kolleeg Gilles Roth gëschter schonn in extenso agaangen ass. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, datt et hei ëm e Virstellungsgespréich gaangen ass, wärend deem dëse Mann mat Fakte konfrontéiert ginn ass, fir déi hien ni condamnéiert gi war a wou et sech och zum Deel ëm e puer Lappalie gehandelt huet.

Op eis Froe betounen deemools d'Justizautoritéiten, zumindest an enger éischter Etapp, datt si 100%eg konform zu de Gesetzer gehandelt hätten.

Op eng aner Fro nom Benotze vu Policeinformatiounen an diverse konkreete Fäll ass eis geäntwert ginn, datt alles am Lot wier, datt d'Police sech géif 100%eg un all Reegelen halen an datt d'Bierger jo Rechter opgrond vun de Gesetzer hätten.

No all deenen Äntwerten op déi Question-parlementairen ass awer deemools schonn en éischten Avis vun der Dateschutzkommissioun komm, déi zu total anere Konklusioune komm ass, wéi aus den Äntwerte vun deene Ministeren ervirgaangen ass.

Ech kéint elo esou virufueren, Här President, an Iech alleguerten d'Froen an d'Äntwerten hei opzielen, déi mir an dësem Dossier gestallt hunn. Tëschent dem 17. Abrëll 2019 an dem 10. September 2019 hu mir eleng 25 Question-parlementairë gestallt an am Ganze waren et der iwwer 50.

An der Zäitperiod zwëschent dem 19. Juni an dem 14. September 2019 waren eleng – an d'Madamm Empain huet et virdrun och hei schonn ervirgestrach – 11 Kommissiounsreuniounen, wou et meeschtens eng Commission jointe war zwëschent der Commission de la Justice an der Commission de la Sécurité intérieure.

Den trauregen Héichpunkt an dësem Dossier war awer den 9. Juli 2019, wou d'Oppositioun sech deemools gezwonge gesinn huet, geschlossen d'Plenarsitzung ze verloossen, nodeems d'Majoritéit refuséiert hat, de Punkt zum Vott ze stellen. An net ze vergiessen den 9. Oktober 2019, wou d'Resolutioun fir d'Asetze vun enger Spezialkommissioun, déi vun der gesamter Oppositioun gefuerdert ginn ass, vun der Majoritéit einfach ënnert den Dësch gestëmmt ginn ass.

Bis zu dësem Zäitpunkt ass souwuel vun de Justiz- wéi vun de Policeautoritéiten einfach nëmme gebunkert ginn. Fakten, déi evident waren, sinn einfach ignoréiert ginn an de Kapp ass an de Sand gestach ginn. Dat gëllt souwuel fir déi deemoleg Regierungvertrieder wéi awer och fir d'Justiz- an d'Polizeiautoritéiten.

Eréischt vun Oktober, November 2019 un hu lues a lues déi Ministeren, déi dee Moment am Amt waren, agesinn, datt déi Aart a Weis, fir einfach an engem Dossier nëmmen ze blockéieren, de falsche Wee wier, an hunn och agesinn, datt et misst zu enger grondleeënder Reform vun de Policefichieren op där enger an dem JU-CHA op där anerer Säit kommen.

Ech wëll och hei preziséieren, datt vun Ufank un a wärend all deene Méint, besonnesch och am Ufank an och duerno, eigentlech d'Dateschutzkommissioun ëmmer eis Kritike quasiment integral gedeelt huet an eigentlech och net midd ginn ass, souwuel d'Justiz- wéi d'Policeautoritéiten op d'Netkonformitéit vun deene verschiddene Fichiere par rapport zum RGPD hinzeweisen.

Här President, hätt d'CSV niewent villen anere Kolleegen och hei an der Chamber, awer och haaptsächlech niewent villen Acteuren aus der Zivillgesellschaft den Drock net oprechterhalen, géif ech, wéi gesot, warscheinlech haut net virun Iech stoen a mir géife kee Projet de loi iwwert d'Policefichiere kommentéieren.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, dass et dem Här Roth a mir absolutt net drëm geet, eis Nimm an der Geschichtsschreiwung vum Dateschutz an dësem Land ze veréiwegen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Mee mir hätte just gär, datt awer géif unerkannt ginn, datt et ouni eisen Drock, dee mir wärend all deene Méint a Jore gemaach hunn ënnert deelweis schwierege Bedengungen, ni zu dëse Projete komm wier. An dofir soen ech och expressement der Madamm Tanson Merci, déi dat gëschter an hirer Interventioun och däitlech ervirgestrach huet.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Elo awer zum Projet de loi selwer: Mir wäerten dëse Projet stëmmen, och wa fir eis eng Rei weider Defiziter dra sinn. Firwat? Well mir éischtens frou sinn, datt et iwwerhaapt e Gesetz haut zur Ofstëmmung gëtt, dat de Polizeifichieren eng kloer Base légale gëtt, wat bis elo net de Fall war. An dat ass fir eis natierlech eng ganz kloer Verbesserung par rapport zu der Situatioun vun haut. Zweetens fanne mir an deem Projet de loi eng ganz Rei vu laangjärege Fuerderungen, awer och vu Propositioune vun eis erëm. An dofir si mir och dankbar, datt déi an de Projet matagefloss sinn.

Wa mir eis vläicht op deem engen oder anere Punkt nach méi politesche Courage gewënscht hätten, wësse mir och – an d'Madamm Rapportrice huet et virdru gesot –, datt de Gruef zwëschent dem Schutz vum Privatliewen, an domadder de perséinlechen Date vun all Mënsch, an op där anerer Säit de berechtegte Suerge souwuel vun der Justiz wéi och vun der Police, hir Enquêtë kënnen ze instruiéieren a Stroftäter kënne weider ze verfollegen, awer net ze vill déif dierf ginn.

A mir verstinn och, Här President, d'Suergen, ganz besonnesch vun der Police, fir weider kënnen ënner korrekte Bedéngungen hir Aarbecht ze maachen, a mir wëssen, datt dat awer duerch d'Dateschutzgesetzgeebung net onbedéngt méi einfach ginn ass an dat och an den nächste Joren net méi einfach wäert ginn.

Mir hunn och festgestallt, datt de Staatsrot op deem engen oder anere Punkt net bereet war, op de Wee vun der Regierung ze goen, wat mir och bedaueren. Mee mir verstinn awer och, datt et hei kee Sënn gemaach hätt, sech géint Opposition-formellë vum Staatsrot duerchzesetzen.

Wat sinn elo fir eis déi weesentlech Punkten, op deenen een hätt vläicht nach kënne méi wäit goen? Dat ass fir d'alleréischt d'Durée vun der Conservatioun vun enger ganzer Rei vun Donnéeën, wou mir eis e méi grousse Parallellismus mam JU-CHA gewënscht hätten a vläicht op deem engen oder anere Punkt och fir e méi kuerzen Delai géife plädéieren.

Deen zweete Punkt ass deen, wat den Accès op déi spezialiséiert Fichiere vun der Police ugeet. Do hätte mir eis och gewënscht, datt d'Konditiounen, ënnert deenen esou en Accès op déi spezialiséiert Fichiere méiglech wier, am Gesetz hätt kënne vläicht zousätzlech preziséiert ginn, fir och nach méi all Zorte vun Abus ze vermeiden.

Schlussendlech hätte mir eis och bei der Journalisatioun vun den Operatiounen nach méi kloer Profiller an awer och Zougangsmodalitéite gewënscht wéi déi, déi am Moment am Text verankert sinn.

Ech kéint, Här President, elo nach laang virufuere mat punktuelle Kriticken, déi mir hunn, mee vu datt d'Perfektioun net vun dëser Welt ass, wäerte mir trotz dëse punktuelle Bedenken dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech kommen domadder och zum Schluss vu mengen Ausféierungen an ech wëll hei mat enger méi grondsätzlecher Iwwerleeung ophalen: Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rechtsstaat vum 21. Joerhonnert ass ëmmer méi och en digitalen Datestaat. Iwwerall ginn Date vu Bierger gesammelt an och zum Deel fir allméiglech Zwecker gebraucht – fir net ze soe mëssbraucht. Grad hei brauchen d'Bierger méi Rechtsschutz an also méi Rechtsstaat.

Et ass allerdéngs nach e wäite Wee, fir eisen analoge Rechtsstaat an dat digitaalt Datenzäitalter ze féieren. Mee op kee Fall dierf en digitale Rechtsstaat manner Schutz fir d'Mënschen an hir perséinlech Date bedeiten – ganz am Géigendeel! Soss verléieren d'Bierger nämlech dat essentielt Grondvertrauen an eise Rechtsstaat, vun deem ech elo scho grad geschwat hunn, iwwregens och an d'Vereenbarkeet vun der Rechtsstaatlechkeet mat der noutwendeger Digitalisiérung.

An ech géif gär mat engem Zitat vun deem eis gutt bekannten Universitéitsprofesser Stefan Braum ophalen, dee justement am Kader vum Dateschutz a vun der Dateschutzdiskussioun follgend Iwwerleeung gemaach huet, an ech zitéieren: „Am Umgang mit Daten und Informationen [...] entscheidet sich, wie es um unsere Freiheit im 21. Jahrhundert bestellt sein wird. [...] Unsere Daten sind Teil von uns, Teil unserer Würde, wesentliches Element unserer Identität. Das Recht auf den Schutz der persönlichen Daten ist das Mittel, um politische Selbstbestimmung angesichts der Wucht der Digitalisierung überhaupt noch zu ermöglichen."

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Ëmgang mat eise perséinlechen Daten entscheet sech och, wéi et mat eiser Fräiheet an eiser Demokratie weidergeet. Gradewéi eis Demokratie an eis Fräiheet muss och de Rechtsstaat – an zu dësem Rechtsstaat gehéiert de Schutz vun eisen Daten – permanent erkämpft a verteidegt ginn. Och dofir ass dat Gesetz, dat mer haut stëmmen, méi wéi nëmmen e Gesetz iwwer Polizeifichieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Mosar. An ech géif dann d'Wuert direkt weiderginn un den Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Mam Vott vum Projet de loi 7741 maache mer haut e wichtege Schratt, wat d'Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën ugeet, déi an den Dossiere vun der Police grand-ducale duerchgefouert gëtt. Mir schafen e klore Kader, dee kee Spill fir ënnerschiddlech Interpretatioune léisst.

Ech wëll op dëser Plaz direkt am Ufank der Rapportrice fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen. A béide Rapporte gouf de Projet de loi am Detail erkläert an et ass och op déi grouss Unzuel vun Avisen agaange ginn. Dëst erlaabt mer, net méi mussen op déi verschidden Aspekter vun dem Projet am Detail anzegoen, an ech ka mech also méi kuerz halen.

Här President, ënnert der lëtzebuergescher EU-Rotspresidence huet sech d'EU am Dezember 2015 op e Mesürepak mat verschiddenen Dateschutzmesüre gëeenegt, déi nieft de bekannten RGPD-Reegelen och nei Virgabe fir Police a Justiz ëmfaasst hunn. An deem Kontext hu mer am Juli 2018 op dëser Plaz dat concernéiert RGPD-Gesetz gestëmmt.

Haut, mam Vott vum Projet de loi 7741, gi mer e Schratt méi wäit a ginn der Police an der Justiz e klore Kader mat op de Wee, wat déi genau praktesch Ëmsetzung vum Dateschutz am Fichier central vun der Police ugeet.

Jo, mir besseren haut no, well déi entspriechend EU-Direktiv dës Ëmsetzung scho bis Mee 2018 virgesinn hat, zum nämmlechten Zäitpunkt, zënter deem all d'Entreprisen d'Virgabe vum RGPD mussen anhalen.

Net ze vergiessen natierlech sinn an dësem Kontext d'Affäre betreffend den Dateschutz vu perséinlechen Donnéeë vum Fichier central vun der Police am Summer 2019.

De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, reegelt, wat fir Donnéeën d'Police bei hirer Aarbecht duerf agesinn, wéi laang d'Informatiounen dofir gespäichert ginn a wéi den Zougréff op d'Donnéeë gespäichert gëtt.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et drëms, e Mëttelwee ze fannen, deen et engersäits der Police erlaabt, hirer Aarbecht nozegoen, an anerersäits dem Dateschutz an der Privatsphär vun de Leit gerecht gëtt. Dëst huet awer virausgesat, dass d'Justiz hir Base de données, d'Chaîne pénale, och géif iwwerschaffen, wat mer mat eisem Vott gëschter gemaach hunn.

Jo, dëst Fichiersgesetz steet a fält mat der Dateschutzreform. Et ass wichteg ze ernimmen, dass d'Police bei dëser Thematik ofhängeg vun der Justiz ass. Et ass d'Justiz, déi decidéiert, ob a wéini en Dossier am Fichier central vun der Police archivéiert gëtt.

Wat den aktiven a passive Beräich am Fichier central ugeet, gouf sech souwuel um belsche wéi och um franséische Gesetz orientéiert. Dës Opdeelung gëtt et scho länger, gouf awer ugepasst, fir den Dateschutzufuerderunge besser gerecht ze ginn.

Am aktive Beräich fënnt een all déi Donnéeën, mat deenen d'Police dagdeeglech schafft, awer nëmmen esou laang, bis d'Justiz dee Fall ofschléisst an archivéiert, wéi, beispillsweis, wann et zu engem Fräisproch kënnt oder wann en Non-lieu geschwat gëtt. Wann d'Donnéeë bis archivéiert ginn, setzt den Automatismus an: Dee Moment gëtt dës Informatioun automatesch un d'Police iwwermëttelt a gëtt da vum aktive Beräich an de passive Beräich deplacéiert.

D'Donnéeën am passive Beräich kënnen net opgeruff, gekuckt, ginn, ausser d'Justiz gëtt den Zougang fräi. Wien net dermadder averstanen ass, dass seng Donnéeën am passive Beräich ofgespäichert ginn, kann zu all Moment Recours bei der Justiz areechen. Soulaang déi digital Ëmstellung, Reform bei der Justiz nach net ganz ofgeschloss ass, klappt et mam Automatismus, de Synergien tëscht Justiz a Police net wéi gewënscht.

Här President, am Kontext vun dësem Gesetzesprojet ass et mir wichteg, als liberal Partei d'Eegeverantwortung an déi individuell Fräiheet vun all Eenzelnem ze ernimmen. Jidderee soll sech kënne fräi a sécher beweegen, an awer ... Fakt ass och, dass kee Mënsch seng Fräiheet dierf mëssbrauchen. Anescht gesot: D'Fräiheet vun deem Eenzelnen hält do op, wou deem anere seng ufänkt. Als DP si mir der Meenung, datt d'Sécherheet essentiel ass, fir d'Fräiheet an d'individuell Rechter vun all Eenzelnem ze garantéieren an ze förderen.

Jo, fir eis als DP ass de Schutz vum Rechtsstaat essentiel. Eng staark Justiz souwéi och d'Anhale vun de Grond- a Fräiheetsrechter sinn heibäi vu besonnescher Bedeitung. Jidderee muss d'Recht op Sécherheet an Integritéit hunn a viru Gewalt a Kriminalitéit geschützt ginn. Jo, d'Balance zwëschent Sécherheet a Fräiheet ass entscheedend fir e gesond Zesummeliewen, an eisen Dierfer, an de Stied, an de Gemengen, am ganze Land! An dëser Balance zwëschent Sécherheet a Fräiheet spillt den Dateschutz eng wichteg Roll – eng wichteg Roll, déi ganz kloer an net ze negligéieren ass!

An enger idealer Gesellschaft bräichte mer vläicht keng Police. Wa mer awer an d'Ae faassen, wou d'Police de Moment iwwerall gefuerdert ass, dann, mengen ech, si mer vun enger idealer Gesellschaft wäit ewech. D'Policeaarbecht ass a bleift kee Selbstzweck. D'Police dréit derzou bäi, dass Lëtzebuerg e séchert a liewenswäert Land ass. Fakt ass awer, datt d'Police eleng net all déi Gesellschaftsproblemer ka léisen. D'Police ass am Endeffekt genau déi, déi d'Gesellschaft gäre wëll hunn, mat deene Mëttel, déi d'Politick hir zur Verfügung stellt, an dat am Gläichgewiicht tëschent de Bierger hirem Recht op Sécherheet a perséinlecher Fräiheet. Als Politick hu mer d'Aufgab, der Police déi Moyene souwuel legal wéi och materiell zur Verfügung ze stellen, fir dass si hirer Aarbecht beschtméiglech kann nogoen.

Nieft dem Vott haut vun engem méi strenge gesetzleche Kader, besonnesch wat d'Zougangsrechter, d'Ofspeicherungsfristen an d'Finalitéite vum zentralen Dossier ugeet, hu mer a rezenter Vergaangenheet verschidden aner Moyenen en place gesat, déi et eiser Police erlaben, besser ze schaffen an deementspriechend d'Sécherheet vun eis alleguer ze verbesseren. Ech denken do un d'rezent Aféiere vun de Bodycams, wat eng laangjäreg DP-Iddi ass, fir déi mer eis laang staarkgemaach hunn. Mee och do, bei de Bodycams, ass d'Datesécherung an den Accès op déi gespäichert Donnéeë vu grousser Bedeitung.

Här President, mam haitege Vott bessere mir beim Dateschutz bei der Police no. Mir reagéieren op d'Affären aus dem Summer 2019, wat den Dateschutz vu perséinlechen Donnéeën am Fichier central vun der Police ugeet. Jo, mir féieren zousätzlech Garantien zum aktuellen Dateschutz an. Mam Vott vun haut suerge mer fir méi Transparenz, Rechtsstaatlechkeet, Gläichbehandlung, Gerechtegkeet an och Effizienz. Als DP begréisse mir dofir dee Gesetzesprojet. Ech wëll awer och bemierken, dass mir eis als DP derfir asetzen, déi aktuell Gesetzgeebung konsequent ze analyséieren an ze evaluéieren a bei Bedarf och déi néideg Upassungen ze maachen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, jo, mir wëssen alleguerten, ech mengen, dass mer haut hei sinn an iwwer e Gesetz ofstëmmen, dat säin Ursprong – et ass virdru schonn ugeklongen – am Summer 2019 huet, wou eng Rei Kriticke geüübt goufe par rapport zu de Polizeifichieren, awer och eng Rei Lacunne bemängelt goufen. Virop wéilt ech och der Rapportrice hei Merci soe fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir begréissen als LSAP, dass hei d'Volontéit ganz kloer besteet, Kloerheet ze schafen. Dat maache mer och haut mat deem Gesetz, dat mer hei stëmmen, fir dass d'Veraarbechtung vu persounebezunnen

Donnéeën a Polizeifichiere beser encadréiert gëtt, notamment am Fichier central. An ech mengen, eng Richtlinn ass jo natierlech och d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Protection des données.

Ech muss ganz éierlech soen: Wéi déi ganz Diskussioun ugefaangen huet ronderëm d'Fichieren, siefen dat engersäits d'Policefichiere respektiv awer och déi vum JU-CHA, huet een natierlech ëmmer erëm nei Elementer entdeckt, Schratt fir Schratt. An dësem Dossier war et och gutt, dass een d'Avisen hat vun der nationaler Dateschutzkommissioun, och d'Avisen hat vun der Generalinspektioun vun der Police, vun der IGP, och eng extern Etüd. Dat huet engem d'Méiglechkeet ginn, dach déi Komplexitéit besser ze faassen. A wann een emol gemengt huet, et hätt ee se gefaasst, sinn erëm weider Elementer bäikomm, déi erëm eng gewëssen Nebuleuse bruecht hu par rapport zu den Elementer, déi stringent solle si par rapport zu deenen Donnéeën, déi gesammelt gi respektiv dann och verschafft ginn.

A grad eebe si mer haut och an enger Situatioun, wou mer wëssen … an ech mengen, et ass och elo wichteg, de Message no baussen ze ginn, fir dass och d'Biergerinnen an d'Bierger dobausse wëssen, wéi eng Donnéeën elo schlussendlech gesammelt ginn an och wéi se deementspriechend genotzt ginn, dass och d'Biergerinnen an d'Bierger esou wéi mir elo a Kenntnis doriwwer sinn, wéi gesot, zu wéi engem Notze se kënne gebraucht ginn am Kader vun de Missiounen, déi d'Police huet an déi se och weider muss deementspriechend kënnen ëmsetzen.

An dat heite reit sech och e bëssen an … A cinematografesch erënnert dat mech e bëssen un en italieenesche Regisseur, deen eng Trilogie erausbruecht huet, „Il était une fois". Dat war e bëssen engersäits d'Gesetz ronderëm de JU-CHA, d'Honorabilitéit an haut hei d'Policefichieren, wou mer effektiv dann och méi Transparenz a méi juristesch Kloerheet erabréngen a virun allem awer de Volet vun der Necessitéit a vun der Proportionalitéit och ganz kloer hei statuéieren.

Et ginn eng Rei Upassunge gemaach. An ech mengen, wat och wichteg ass – a fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass et och ëmmer gutt, an dat maache mer jo rezent och am Kader vum Droit comparé –, ass, dass mer och kucken, wéi eis Nopeschlänner effektiv verschidden Donnéeën uginn a wéi eng spezifesch Gesetzgeebunge se hunn. An ech mengen, hei hu mer eis jo och ganz staark u Frankräich an och un der Belsch orientéiert, fir engersäits dann ze kucken, wat soll am Zentralfichier festgehale ginn, wéi laang persounebezunnen Donnéeë kënne conservéiert ginn, a mir preziséieren och, wéi effektiv mat deenen Donnéeë soll ëmgaange ginn a wat am Fong och d'Konditioune sinn, déi effektiv virgi ginn, fir Accès op déi Fichieren deementspriechend ze hunn.

Jo, et ass scho ganz konsequent, wann een erausliese kann hei am Gesetzestext, dass et am Fong eelef där Elementer, eelef Accèsen op Fichiere gëtt, op déi engersäits d'Police respektiv awer och fënnef aner Administratiounen kënnen zréckgräifen, fir effektiv hire Missiounen an hiren Enquêtë kënnen nozegoen.

Hei ass et och wichteg ze wëssen – an d'Rapportrice ass drop agaangen –, dass et am Zentralfichier souwuel en aktiven Deel gëtt, deen d'Police an hirem Alldag och brauch an deen och wichteg ass, an awer och e passiven Deel effektiv am Kader vun deene verschiddene Mechanismen, awer och vum Traitement vun deenen Donnéeën. An et ass och am aktiven, an deem natierlech och d'Police kann op Rapporten a Procès-verballen zréckgräifen, wa se effektiv Informatioune brauch, fir hirer Aarbecht kënnen och nozegoen. A bei deem passiven Deel, deen effektiv méi als Archiv genotzt gëtt, gëtt et awer och ganz kloer Konditiounen, ab wéini an zu wéi enge Konditiounen een deementspriechend och däerf Accès hunn. Ech mengen, et ass wichteg, dass am Kader vu lafenden Enquêten, am Kader effektiv och vu Verbriechen hei eng kloer Necessitéit ass, dass d'Police, wéi gesot, déi Fichieren notze kann.

Positiv ass awer och, mengen ech, ervirzesträichen, dass och elo kloer definéiert ass, ab wéini Donéeë vum aktiven Deel an dee passiven Deel deementspriechend och gemaach ginn, grad wann et persounebezunnen Donnéeë sinn, an – ech mengen, mir hunn et och gëschter ugeschwat am Kader vum JU-CHA – datt och d'Police elo matgedeelt kritt, wann Decisioune getraff ginn um Niveau vun der Justiz, majo, fir dass se och wëssen, dass se deene Fichiere consequemment och effektiv en anert Traitement reservéieren am Kader vun der Policeaarbecht. Ech mengen, dass dat e ganz, ganz wichtege Moment ass, fir dass och dann d'Police weess beim Traitement vun den Affären: „Ass et zu enger Verurteelung komm? Ass et zu engem Fräisproch komm? Ass et zu enger Astellung komm vun de Poursuitten?", fir och dat am Zentralfichier kënnen ze vermierken.

Ech mengen, dass dat am aktuelle System net de Fall ass an datt mat deem heite Gesetz och do déi Lacune deementspriechend zougemaach gëtt. An ech mengen, dass déi Kommunikatioun béidsäiteg vun deenen zwou Institutiounen, der Police an der Justiz och wichteg ass. A wat gradesou gutt wichteg ass, ass, mengen ech, de Biergerinnen a Bierger och Recoursméiglechkeeten ze ginn. Och dat ass de Moment net de Fall – ech mengen, och hei erëm en Element vun der Rechtsstaatlechkeet.

Här President, et gi jo och, wéi gesot, Krittäre festgehale fir d'Traitement vun deenen doten Donnéeën. An ursprünglech war am Text och virgesinn, dass d'Policebeamtinnen a -beamten automatesch Accès hätten op all Donnéeën. Effektiv, am Kader vun den Diskussiounen ass dat och deementspriechend méi limitativ gehandhaabt ginn an et goufen och déi néideg Upassunge gemaach. Och hei ass erëm gekuckt ginn: Wat ass d'Necessitéit vun den Donnéeën, op déi ee soll zréckgräifen? D'Agentinnen an d'Agenten, ech mengen, dierfen op déi Donnéeën zréckgräifen, sinn awer och gehalen, de Grond vun hire Recherchen unzeginn. Ech mengen, och dat ass e wichtegt Element vun der Retraçabilitéit vun deem Moment, wou een op Donnéeën deementspriechend zréckgräift. An och dat begréisse mer als LSAP, well een d'Grënn vun enger Consultatioun och zu engem spéideren Zäitpunkt kann novollzéien.

Ech mengen, wat och wichteg ass – an dat ass e puermol hei ugeklongen, dofir wëll ech net nach eng Kéier drop agoen –, dat ass, dass och d'Dauer vun der Späicherung deementspriechend ganz kloer ervirzesträichen ass.

Här President, mir begréissen och, dass hei och den Zäitkader definéiert gëtt, wéini effektiv déi al Zentralfichieren och an deen neien Zentralfichier migréiert ginn. Ech mengen, och iwwert Amendementer ass dat festgehale ginn.

Wat awer och ze begréissen ass, ass am Fong, dass dëse Gesetzesprojet och Strofe virgesäit am Zesummenhang mam Zougang op sensibel Donnéeën. Wann e Feelverhale virläit oder en Abus virläit, ech mengen, da gëllt et, dat ze ënnerbannen. Eng Sanktioun huet och e preventive Charakter an ass och, mengen ech, e klore Message par rapport zur Necessitéit an der Proportionalitéit, wann een Accès op déi Donnéeën huet respektiv wéini een et soll maachen a virun allem wéini een et net soll maachen. Well ech mengen, d'Erausfuerderung vun dësem Projet ass och, eng Balance ze fannen tëschent der Privatsphär vum Bierger an och enger gewëssener Flexibilitéit an der Policeaarbecht, grad am Ëmgang mat sensibelen Donnéeën an och dat am Respekt vum Dateschutz, andeem een och deementspriechend agéiert an nëmmen Zougréff huet op Donnéeën, déi effektiv noutwendeg an deementspriechend och verhältnismëisseg zu der Situatioun sinn.

Wat awer och – an et ass och haut, gëschter, iwwert d'Mineure geschwat ginn –, mengen ech, positiv ervirzesträichen ass, dat ass, dass och déi Donnéeë vun deene Jugendlechen, déi zum Beispill effektiv a schwierege Situatioune sinn, wann déi zum Beispill eng Fugue gemaach hunn …, dass effektiv, wa se bis groussjäreg sinn, och do keng Retraçabilitéit méi ass an de Policefichieren iwwer Momenter, déi se an hirem Liewen och deementspriechend haten.

Här President, ech kommen zum Ofschloss. Ech mengen, dat heiten ass e Projet, dee ganz kloer Kloerheet bréngt par rapport zu Daten, déi gesammelt ginn, par rapport zu Daten, déi genotzt ginn, an dat, mengen ech, am Respekt vun der Finalitéit, vun der Necessitéit a vun der Proportionalitéit, par rapport eeben zu der Trilogie vun deene Gesetzer, iwwert déi haut a gëschter hei am Haus effektiv befonnt gouf.

An ech mengen, bei Faiten, déi an der Vergaangenheet leien, do hänkt et och ëmmer dervunner of, wéi déi ausgeluecht ginn a Fonctioun vun neie Situatiounen, déi sech och deementspriechend erundroen. Et ginn och Interpretatioune vun deenen Donnéeë gemaach, ob een en Auteur huet, ob een Zeien och deementspriechend huet, ob een Affer deementspriechend ass. An ech mengen, och hei soll et dann en Zougréff ginn, net op onnéideg Informatiounen, mee just op déi Informatiounen, déi, wéi gesot, néideg si par rapport zu den Aarbechten, déi och gebraucht ginn.

An ofschléissend wéilt ech dann och den Accord hei gi vu der LSAP-Fraktioun, well mat dësem Gesetz stäerke mer engersäits de Rechtsstaat, mir bréngen awer och hei d'Balance tëschent Sécherheet a Fräiheet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den Här Kartheiser ass scho prett. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Merci un d'Madamm Empain fir dee Rapport, dee se eis gemaach huet. Deen huet, genausou wéi d'Kommentare vun den Häre Mosar a gëschter Roth, mech och zréckversat an déi Zäit, wou mer hei relativ intensiv iwwert déi Dossieren hei diskutéiert hunn. Den Här Mosar hat jo rappeléiert, datt dat mat engem Fall, mat engem Partikularfall, ugefaang huet, déi ganz Diskussioun.

An et muss ee soen: Et ass ganz gutt! Et ass vill Guddes an dëser Diskussioun. Et ass ganz gutt, datt déi Diskussioun et erméiglecht huet, datt mer en Iwwerbléck kruten, datt d'Polizei vläicht selwer huet missen iwwerleeën, wéi déi Fichieren existéieren – am Ufank, mengen ech, waren et der 74 an esou –, wéi dat strukturéiert ass, wéi d'Zougréffsrechter bestinn. Ech mengen, an enger Administratioun, déi et scho ganz laang gëtt, déi hir Gewunnechten huet, déi hir Strukturen huet, déi och eng Fusioun hannert sech huet, ass et vläicht heiansdo ganz gutt, eng Kéier ze iwwerpréiwen, wéi dat alles fonctionéiert, wou staark Punkte sinn, wat gutt fonctionéiert a wat muss eng Kéier iwwerduecht ginn a reforméiert ginn, och am Liicht vun

der Entwécklung vum rechtleche Kontext, inklusiv dem Dateschutz. An deem Sënn war dat eng ganz positiv Diskussioun, déi mer hei haten, déi och eng opklärend Wierkung hat, och méi zur Transparenz bäigedroen huet. An dat war an deem Sënn e positiven Exercice.

Et muss een allerdéngs soen – an ech mengen, dat ass hei ugeklongen; all meng Virriedner hu gesot, dat wär elo ganz gutt fir den Dateschutz –: Ech mengen, esou einfach däerf een et sech net maachen! Ech hu ganz dacks bei ville Froen, déi gestallt goufen an deene Reuniounen, geduecht: U sech gëtt mat deem doten Usazpunkt, fir Froen ze stellen, eigentlech den Aspekt vun der Sécherheet a vun der Lutte contre la criminalité, déi awer Haaptaufgabe vun der Police sinn, net genuch berücksichtegt. Et ass nämlech nun eemol ganz dacks eng Konkurrenzsituatioun an e Gläichgewiicht, wat ze fannen ass, tëschent dem Dateschutz an dem Schutz vun den Eenzelnen an awer der Aufgab vun der Police, nämlech eis Sécherheet ze garantéieren.

Et war och dacks eng Naivitéit derbäi. Et huet mer dacks leedgedoen, wann ech den Dateschutzbeoptraagte vun der Police an aner Offizéier do sëtze gesinn hunn, déi eigentlech mussen erklären, firwat et wichteg ass, datt een Donnéeë muss laang kënne behalen, datt, och wann eng Affär klasséiert gëtt fir en Ugekloten, awer vläicht am Dossier Elementer sinn, déi vill méi spéit bei engem anere Fall hir Relevanz hunn an déi een dowéinst net soll läschen an déi een dowéinst net soll einfach iergendwou an e passiven Dossier maachen, well se nach kënnen an anere Kontexter relevant sinn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Eigentlech huet et dacks gefeelt un engem gewéinleche Versteesdemech fir d'Natur vun der Polizeiaarbecht. An dat ass eigentlech dat, wat an eisen Aen op jidde Fall ze kuerz kënnt, dat ass, fir ze verstoen, wéi eng Police fonctionéiert. An och wa se Saache wëll méi laang halen, ass dat net, fir den Dateschutz vun de Leit a Fro ze stellen, mee et ass, fir kënne laangfristeg och Elementer erëmzefannen an enger ganzer Panoplie vu Kriminalitéitsfäll, déi awer nach ëmmer relevant sinn.

Elo si mer awer – an ech wëll hei just meng Virriedner zitéieren – op eng aner Schinn gaang. D'Madamm Empain selwer hat gesot zum Schluss vun hiren Ausféierungen, de Polizist géif sech, ech zitéieren, „dräimol froen, ob en eng Donnée kann nokucke goen oder net". Jo, dat ass net esou, wéi mir wëllen d'Polizei gesinn. De Polizist soll wëssen, datt e ka kucke goen ouni Risiko, wann en dat muss maachen! Et ass net, fir d'Leit ze veronsécheren, et ass, fir e rechtleche Kader och fir d'Polizisten ze fixéieren, fir datt se wëssen, a wéi engem Kader si dat däerfen. A selbstverständlech gëtt et Kontrollmechanismen, dat ass evident, mee et ass net d'Veronsécherung vun der Police, déi mer wëllen, mee hir gutt Aarbechtskonditiounen.

Genausou d'Kolleege vun der CSV, wann ech mer dann esou ukucken, wat proposéiert ginn ass, wou ee kéint nach méi wäit goen: D'Durée de conservation, déi sollt méi kuerz sinn. Dat widdersprécht a ville Punkten der Noutwendegkeet vun der Polizeiaarbecht! D'Accèsen op verschidde spezialiséiert Fichiere solle méi schwéier ginn. Ass dat onbedéngt sënnvoll? D'Journalisatioun méi kloer, wat d'Zougangsmodalitéiten ugeet: also och do méi Bürokratie, méi Aschränkungen.

De Rechtsstaat besteet effektiv zu engem groussen Deel aus Dateschutz, an dat wëlle mir op kee Fall niéieren oder relativéieren, mee hei geet et eigentlech drëm, datt an esou Reformen, wéi mer et hei maachen, de Risiko besteet, datt d'Operationalitéit vun der Police, hire „Corebusiness", wéi dat heescht, a Fro gestallt ass. An dowéinst musse mer dat heiten och am A behalen a kritesch begleeden, fir ze kucken, ob mer hei dat Gläichgewiicht, wat mer alleguer gär hätten, tëschent den individuelle Rechter an den Noutwendegkeete vun der Polizeiaarbecht awer geroden hunn, richteg geroden hunn. An do hu mir Zweifel.

Mir hunn hei eng extreem Kompartimentaliséierung vun de Fichieren a vun den Zougangsrechter. Mir hunn e ganz bürokratescht Gerüst hei opgeriicht a mir hunn et schwéierfälleg gemaach, an dat ass eigentlech schued! Mir hätten eis eng einfach Modalitéit virgestallt mat gudde Kontrollmechanismen, selbstverständlech och e Rôle fir d'IGP an eng Verantwortung natierlech fir de Polizist. Et soll jo net esou sinn, datt een Date kucke geet aus Grënn, déi näischt mat den déngschtlechen Aufgaben ze dinn hunn.

Mee et muss een och e Vertrauen hunn an d'Police. Et muss een e Vertrauen hunn an d'Seriositéit vun de Beamten, déi mer jo rekrutéieren, déi mer och gutt ausbilde wëllen. An do ass heiansdo, mengen ech, déi Notioun vum Vertrauen an d'Police an deenen Diskussiounen awer ze kuerz komm.

Ech wëll just e puer Beispiller do nennen, déi engem spontan afalen, wann een dat kuckt, de Kontext. De Virriedner hat d'Bodycams genannt. Do hate mer jo dës Woch driwwer geschwat an och do hu mer gesot: „Déi Mechanisme si ganz schwéierfälleg, fir se kënnen anzesetzen. Se entspriechen net den takteschen Noutwendegkeeten am Polizeialldag. Ëffentleche Raum, private Raum, Signal sonore an esou weider." An dat ass och esou eng Saach, wou mir eis hei ganz staark – net zu Onrecht selbstverständlech – mam Schutz vun dem Eenzelne beschäftegen an awer déi taktesch Realitéite vum Polizeiasaz net genuch consideréieren, net genuch wierdegen, eis net kënne genuch an d'Haut vun deene Poliziste versetzen, déi Risiken op sech huelen, fir op eng Plaz ze goen, wou se geruff gi sinn, a sech dann awer musse mat bürokrateschen Obstakele confrontéiert gesinn, amplaz sech kënnen op den takteschen Asaz ze konzentréieren.

Eng aner Saach ass d'Jugend. Do ass en extreeme Schutz, wou mer awer haut wëssen, datt dat net méi de Realitéiten entsprécht. Genau dat, wat hei kritiséiert ginn ass vu Poliziste beim Happy Slapping, wéi mer hei iwwert déi Jugendkriminalitéit geschwat hunn, gëtt hei nach eng Kéier confirméiert: Et ass extreem schwiereg fir Polizisten, den Zougang zu deenen néidege Fichieren ze kréien, ausser fir d'Section protection de la jeunesse an den Agent de police judiciaire chargé d'une enquête sur le mineur concerné. Bon, déi hunn natierlech Zougang, all déi aner net. An dat ass och dat, wat deenen aneren d'Liewen esou schwéier mécht: Wa se mat engem Jugendleche befaasst sinn, hu se dacks net den Zougréff op déi Fichieren, déi géifen erlaben, eng Vue d'ensemble ze hunn.

A mir hunn dee Problem vum Läsche vun Donnéeë bei der Majoritéit vun deene Leit, wou ganz dacks wichteg Donnéeën, ganz wichteg Donnéeën, déi och herno an hirem Liewe wichteg sinn, eng Roll spillen an déi dann awer geläscht ginn. Dat si Saachen, wou den Dateschutz bal absurd gëtt, well en dann net méi den eigentleche Sënn erfëllt, mee ufänkt, der Gesellschaft ze schueden, an och dem betreffende Jugendleche vläicht schuet, well en net méi kann esou a sengem Liewe weider begleet ginn, wéi et misst sinn.

D'selwecht mat der Autorité nationale de sécurité. Mir haten dat schonn ernimmt beim JU-CHA. Do ass et eebe fir de SREL aktuell, wann dee soll Kontrolle maachen, och ganz, ganz schwiereg. An deene Virdiskussiounen, déi mer haten iwwert dat Gesetz, iwwert d'Autorité nationale de sécurité, do sinn déi betreffend Beamten ëmmer erëm intervenéiert – a vollkommen zu Recht! –, fir eis ze soen: „Wéi solle mer eis Aufgab erfëllen? Wéi solle mer kontrolléieren, ob eng Persoun würdeg ass, Geheimnisser vun eisem Staat ze kréien, wa mer op déi dofir noutwendeg Informatioune keen Zougréff hunn?" An och dat ass eng Absurditéit, déi mir kritiséieren, well mir musse jo awer wéinstens déi international Obligatiounen, déi mer dann hunn, fir och d'Sécherheet vun eisen Alliéierte matzegarantéieren, kënnen effikass erfëllen. Och do geet den Dateschutz ze wäit.

Eng aner Diskussioun ass déi iwwert déi automatesch Nummereschëldererkennung, och e Beispill. An anere Länner gëtt et déi. Mir kéinten dat och hei maachen. Dat ass an Holland, ech mengen, an der Belsch gëtt dat och genotzt. Dat wär ganz gutt als Mëttel géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an och dat gëtt ëmmer erëm da refuséiert, och aus Dateschutzgrënn. Mee wat hätte mer gär? Wëlle mer effikass géint d'grenziwwerschreidend Kriminalitéit virgoen? Oder och kënne Fugitiffe méi liicht erkennen op den Autobunnen? Oder setze mer den Dateschutz alt nees iwwert de Schutz vum Eenzelnen?

Eisen Androck ass deen, datt mer hei sécher probéiert hunn, no beschtem Wëssen a Gewëssen e Gläichgewiicht ze fannen tëschent deenen Exigenze vun engem effikassen Dateschutz, der Protektioun vum Bierger an den Noutwendegkeeten, fir der Police ze erlaben, eng gutt Aarbecht ze maachen. An dee staarke Verdacht ass awer deen, datt mer dat Gläichgewiicht net fonnt hunn!

Mir wäerten eis hei enthalen. Mir soen och, datt mer an deenen nächste Jore musse ganz genee am Dialog mat der Police, och mat der Justiz – och mat der Justiz – kucken, wéi sech dat heite bewäert an dann eventuell och bereet sinn, fir ze soen: Mir mussen dat esou korrigéieren, datt d'Police awer kann hir Aarbecht maachen, op eng Manéier, déi et erlaabt, hiren Optrag am Déngscht vun eise Leit, am Déngscht vun eise Bierger, optimal ze erfëllen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Virriedner si schonn op d'Geschicht vum Fichier agaangen, soudass ech dat net méi brauch ze maachen. Ech wëll awer op ee Moment agoen an der Geschicht vum Fichier, dee mer haten, an dat ass drop zréckzeféieren, dass ech déi deemools verréckten Iddi hat, emol iwwerhaapt an d'Policedirektioun dee Fichier kucken ze goen, fir dass mer als Deputéiert eis och emol eng Iddi kënne maachen, wéi dat iwwerhaapt fonctionéiert. An déi puer aus der Kommissioun, déi deemools mat waren, kënne sech nach gutt un de Konferenzraum erënneren. An ech wäert och dee Witz ni vergiessen, wéi do de Beamte sot: „Wëllt Der nach eng Taass Kaffi?" Do hu mir gesot: „Jo, mee mir hate schonn eng." Du sot en: „Jo, mee bis de Fichier elo op ass, dat dauert esou laang."

(Hilarité)

An ech mengen, dat ass e bëssen de Problem, deen eis Police deemools hat an och nach haut huet, well och haut ass se do op deene Punkten net besser opgestallt, wat dat Digitaalt ugeet. An ech weess och nach genau, dass ech mech deemools als Eenzege getraut hat, fir dass mäi Fichier do konnt gewise ginn a gekuckt ginn. Bon, ech wousst jo och, dass näischt Spezielles dra wär.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, jo, e war ganz clean, e war ganz clean, an dat kënnen alleguerten déi, déi deemools an der Kommissiounssëtzung do bei der Policedirektioun waren, bezeien. Mee ech war awer iwwerrascht, dass do Informatiounen dra waren, un déi ech zum Beispill ni geduecht hätt. Ech hunn zum Beispill menger Mamm eng Kéier en Handyabo kaf, wéi dat mat de Smartphones ugefaangen huet. Sou, d'Fra hat awer eng Kéier owes op der Collectrice e Wëllschwäin gesinn op der rietser Säit – déi, déi an der Kommissioun derbäi waren, wëssen dat nach – leien. Do huet déi d'Police ugeruff, fir ze warnen, dass d'Police soll laanschtfueren. Dat ass ganz normal. Dat war a mengem Fichier herno opgetaucht. Dat heescht, do war direkt eng Relatioun gemaach: „Hei, kuckt, do ass d'Nummer, dat ass awer déi …", an dann och nach bei hir opgetaucht an esou weider.

Wësst Der, deemools war et nämlech wichteg, dass mer dat kucke waren, fir e bëssen ze verstoen, wéi déi Lienen ënnerteneen iwwerhaapt fonctionéieren. Ech mengen, de Bierger konnt sech jo emol net denken, dass, wann en urifft, well e Wëllschwäin – oder et ka jo iergendeppes anescht sinn – op der Autobunn läit, dat herno a sengem Policefichier ass. Dat huet de Bierger sech jo net virgestallt. De Bierger huet sech ëmmer virgestallt: „Jo, an deem Policefichier ass vläicht, wann ech eng komme gelooss hunn, wann ech eppes Béises gemaach hunn." Nee, och esou Hiweiser sinn erfaasst ginn.

An dofir ass et immens gutt, dass mer deemools dat Theema opgeworf hunn, fir eeben och do fir Transparenz ze suergen an eeben och déi Problematik opzewerfen, well, jo, kloer, eis Police muss informatesch gutt opgestallt sinn an eis Police muss méiglechst vill Informatiounen iwwert d'Bierger sammelen. Dat soen ech als Dateschützer och net gären, mee dat gehéiert awer nun emol derzou, fir herno d'Gangsteren ze fänken an d'Fäll ze léisen. Et muss ee just ëmmer drop oppassen, wann alleguerten déi Daten erhuewe ginn, wien dann den Zougang huet. An dat ass mat dee wichtegste Moment an deem ganze Fichier: dass ganz kloer gereegelt ass, wien an Zukunft wäert kënne wat kucken.

Am Moment ass et bei der Police jo leider nach esou, dass déi meescht Daten, wa se ënnerwee op enger Patrull sinn, via Funk ofgefrot ginn. Leider sinn déi Tablets, déi mer scho laang versprach kritt hunn, nach ëmmer net bei de Beamten ukomm, déi Handyen, déi se sollte kréien, sinn och nach nëmmen op ganz eenzelne Kommissariater an nach nëmmen an enger Testphas ukomm, soudass se dat meescht nach iwwer Funk maachen, wat awer dann de Problem ass fir deen, deen an der Operatiounszentral sëtzt, dass ëmmer deem säi Code bis elo do stoung, wann Date gekuckt gi sinn, dass guer keen Tracing, guer keng Logfiles herno do waren.

An domadder hu mir Piraten e Problem, well mir sinn der Meenung, dass eis Police wuel dierf Daten erhiewen, well si brauche se jo och fir ze schaffen, dat och international, sief et mat enger Europol oder enger Interpol, mee da muss awer och op där anerer Säit dem Bierger garantéiert sinn, dass e ka kucken, wie wéini déi Date kucke war. An domadder mengen ech net den Drogendealer oder de Gangster, dass deen direkt gewarnt gëtt! Nee, et geet dorëms, dass de Bierger, dee sech näischt zuscholde komme gelooss huet, no enger gewëssener Zäit ka kucke goen, wie wou a sengem Dossier war. Dat ass eppes ganz Normales, wat Der zum Beispill och um MyGuichet, bei all Gemeng, Gesondheetskeess an esou weider fannt, an dat ass och de Prinzipp, dee mir bei engem – sief et elo Justiz oder Police – Fichier wëlle gesinn.

Dofir fanne mer et och net gutt, dass hei alt nees gewielt ginn ass, dass d'Logfiles géife geläscht ginn no fënnef Joer. Ech kann awer hei eng aner Ried huele wéi gëschter zur Justiz, well de Staatsrot huet jo opgeworf, dass d'Justiz eng aner Formule gewielt huet. Do ass et op déi fënnef Joer genau an hei ass et no laangen Diskussiounen op „au moins cinq ans", woumat mir eis och méi kënnen ufrënnen, well – ech weess, ech hunn dat an der Kommissioun jo och als Äntwert krut – am Moment de politesche Wëllen net do ass vun der Majoritéit, fir d'Logfiles méi laang wéi fënnef Joer ze halen. Mee aus technesche Grënn hu se „au moins" gesot.

Mee eis politesch Hoffnung ass awer do, dass deem neie Minister vläicht den Dateschutz méi um Häerz läit an deementspriechend dat „au moins fënnef Joer" emol net am Gesetz misst geännert ginn. Dat kéint een einfach informatesch iwwer e Knäppche léisen. A wann en neie Policeminister sollt d'Chance hunn nom 8. Oktober, kéint een automatesch direkt méi Dateschutz ëmsetzen. Mir wäerten dëst Gesetz och haut matstëmmen, well hei e klore Kader geschaf gëtt. Dat ass e Problem gewiescht, wéi mer d'Diskussioune mam Fichier ugefaangen hunn, dass de Kader gefeelt huet, den Dateschutz huet gefeelt.

Ass dee Kader elo, wéi mir eis e genau virgestallt hunn? Nee, mee et kritt een ni zu 100 %, wat ee gären an engem Text hätt. Mee mir kënnen awer mat dësem Text ganz gutt liewen. Et ass eeben elo just d'Fro … Ech kann elo der Madamm Tanson déi schlecht stellen, mee d'Fro ass jo eigentlech, wéi d'Police et herno ëmsetzt. Well dat ass déi grouss Erausfuerderung, déi d'Police wäert hu mat deenen Tabletten, mat deene moderne Statiounen, déi d'Poliziste solle kréien, wou dat iwwerhaapt alles am Moment drun ass. Well mir kréien ëmmer gesot … Et war jo e Consultant bei der Police elo virun zwee Joer, mengen ech, fir ee Joer agestallt, deen dat Ganzt sollt iwwert d'Bün bréngen. Mir kréien ëmmer esou schéin an der Kommissioun gesot: „Dat kënnt iergend eng Kéier", mee den „iergend eng Kéier" ass elo och scho fënnef Joer erëm ëm!

Mir waren dee Fichier kucken. Dee leeft, wéi wann Der e Computer hätt vu virun 10, 15 Joer! Eis Beamte brauchen awer … Wa se wëllen effikass all Dag am Déngscht schaffen, ass dee Policefichier hei deen éischten Outil, mee si mussen dat awer och elo iergendzwousch – fir et mat deem Gesetz vu virdrun ze soen – „a Musek ëmzesetzen", well déi mussen dat jo um Terrain kënnen uwenden. Wat bréngt eis e Fichier, wann de Polizist net déi néideg Outilen huet, fir dat ze maachen?

Ech weess, Madamm Tanson, Dir kënnt mer elo do schwéierlech drop äntweren. Ech wäert dann an der nächster Legislaturperiod, wien och ëmmer …

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, mee mir kënne jo och dat, wat proposéiert war, maachen, dass Der muer nach d'Diskussioun weiderféiert, wann den Här Kox erëm do ass.

M. Marc Goergen (Piraten) | Oder dat, oder dat. Ech wollt elo proposéieren, dass ech deem nächste Policeminister dann déi Froen nach eng Kéier stellen …

(Interruption)

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dat ass jo och vläicht den Här Kox.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat loossen ech elo ganz oppen.

(Hilarité)

Do huet jidderee säi Wonschkandidat, Dir vläicht en anere wéi ech.

(Interruptions)

… mee dass ech dann deem nächste Policeminister déi Froe ka stellen an da vläicht den Tablet an alleguerten déi informatesch Outilen endlech ëmgesat ginn, elo wou mer haut den éischte Schratt gemaach hunn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

Ech wëll d'Madamm Justizministesch froen, ob se eppes wëll soen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Also, ech hat jo och gesot, ech kéint elo hei net Positioun huelen, well et net mäin Dossier wär. Dat heescht, wann elo de Wonsch ass, nach op Froe muer Äntwerten ze kréien, dann … Den Här Kox hat jo gesot, e wier disponibel, fir dann um 14.00 Auer ze kommen, fir dass Der kéint déi Diskussioun do nach am Detail weiderféieren.

Fir de Rescht huet e mer gesot – en hat elo nach keng Zäit, mer dann ze äntweren op dem Här Goergen seng Fro; esou séier geet dat jo net –, dass en Iech alleguerte Merci seet fir déi konstruktiv Aarbecht, déi hei an deem Dossier geschitt ass, an dann och déi breet Zoustëmmung, déi elo de Mëtten hei koum fir deen Text, deen en däitlech bessere Kader fir den Dateschutz gëtt, esou wéi gëschter och schonn am JU-CHA-Text, soudass ech déi lescht spatz Bemierkunge vum Här Goergen a puncto Policeminister, dee sech da méi fir den Dateschutz géif interesséieren, awer e bëssen … Ech muss soen, dass ech dat wierklech net suivéiere kann, well den Här Kox huet sech extreem agesat, fir hei dee Kader ze schafen, dee bedeitend méi dateschutzfrëndlech ass wéi dat, wat viru fënnef Joer de Fall war.

A voilà, dofir merci vu senger Säit fir Är konstruktiv Diskussioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, ech wollt just kuerz dorobber reagéieren. Dir wësst, ech schätzen den Här Kox, mee als Pirat huet een nun emol aner Visiounen an Iddien, wat den Dateschutz ubelaangt. Dat heiten ass e gudde Kompromëss – nenne mer et esou –, mee mir hunn aner Standarden, wat den Dateschutz ubelaangt. Merci.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo, et ass effektiv gutt, dass een an deem Dossier weess, wou Der stitt.

(Hilarité)

Wat den Här Kox … Den Här Kox huet mer awer elo …

M. Sven Clement (Piraten) | Wann Der Iech Zäit geholl hätt, de Programm ze liesen, wéisst Der et och an deenen aneren Dossieren!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Den Här Kox huet mer … O, ech hunn am Moment aner Lektüren. Den Här Kox huet mer awer nach geschriwwen, dass alles an der Ëmsetzung wier – fir op Är Fro ze äntwerten –, an et si jo och sechs Méint,

souwäit ech informéiert sinn, bis de Projet a Kraaft trëtt, an da misst dat och alles lafen. Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech mengen, da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7741 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7741[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7741 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes (par M. Marc Lies), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.27 heures.)

71e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 44**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7741 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
   2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police ;
   3° de la loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ;
   4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
   5° du Code pénal (suite) **p. 44**
   Prise de position du Gouvernement (suite) : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure
3. **7937 – Projet de loi relative au logement abordable et modifiant :**
   1° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
   2° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
   3° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
   4° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0 ;
   5° la loi du [XXX] relative aux aides individuelles au logement **p. 45**
   Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova (intervention de M. Sven Clement)
   Discussion générale : M. Marc Lies (interventions de M. François Benoy, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et Mme Octavie Modert) (dépôt des motions 1 et 2) | Mme Barbara Agostino | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de Yves Cruchten et M. Gilles Baum) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Roy Reding
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7937 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Semiray Ahmedova | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Lies
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : Mme Semiray Ahmedova | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Lies | M. Sven Clement | M. Henri Kox, Ministre du Logement
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
4. **7938 – Projet de loi relative aux aides individuelles au logement** **p. 59**
   Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
   Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Barbara Agostino | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement et Mme Stéphanie Empain) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Henri Kox, Ministre du Logement) | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7938 et dispense du second vote constitutionnel
5. **7880 – Projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :**
   1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;
   2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;
   3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
   4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 64**
   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Fernand Kartheiser) (dépôt de la motion 1)
   Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la motion 2) (dépôt de la demande de vote séparé sur l'article 32 du projet de loi 7880) (interventions de M. François Bausch, Ministre de la Défense, et M. Dan Kersch) | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense | Mme Diane Adehm (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Gilles Roth) | Mme Diane Adehm (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch | Mme Stéphanie Empain (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Marc Goergen et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Marc Goergen (parole pour fait personnel) | M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Sven Clement)

Vote séparé sur l'article 32 du projet de loi 7880 (intervention de M. Sven Clement) (adopté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7880 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Gilles Roth | M. François Bausch, Ministre de la Défense | M. Gilles Roth | M. le Ministre François Bausch | M. Gilles Roth

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : Mme Stéphanie Empain | Mme Diane Adehm

Vote sur la motion 2 (rejetée)

6. **8221 – Projet de loi portant sur la construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg** **p. 78**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Jessie Thill

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Barbara Agostino | M. Carlo Weber | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8221 et dispense du second vote constitutionnel

7. **7985 – Projet de loi modifiant :**
1° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
2° la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;
3° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;
4° la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;
5° la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;
6° la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules ;
7° la loi du 11 février 2022 portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées **p. 79**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

Discussion générale : M. Marc Spautz (intervention de Mme Josée Lorsché) | Mme Barbara Agostino | M. Carlo Weber | M. Marc Goergen (intervention de M. Dan Kersch)

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7985 et dispense du second vote constitutionnel

8. **8112 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques** **p. 82**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Barbara Agostino | M. Carlo Weber | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Sven Clement

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8112 et dispense du second vote constitutionnel

9. **8142 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles** **p. 84**

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Sven Clement)

Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des amendements 1 et 2) (intervention de M. François Benoy) | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Amendement 1 : M. François Benoy

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Amendement 2 : Mme Martine Hansen

Vote sur l'amendement 2 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8142 et dispense du second vote constitutionnel

10. **Discours de fin de législature de M. le Président** **p. 91**

M. Fernand Etgen, Président | M. Jean-Marie Halsdorf | Mme Nathalie Oberweis | M. Gilles Roth | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Henri Kox et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. 7741 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police ;
3° de la loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ;
4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
5° du Code pénal (suite)

Da géif ech direkt d'Wuert un den Här Minister Kox ginn, deen nach eng Äntwert – oder e puer Äntwerten – schëlleg war op zwou Froe vum Här Marc Goergen gëschter beim leschte Punkt vum Ordre du jour iwwert d'Policegesetz. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement (suite)

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Majo, merci, Här President. Ech wollt awer nach eng Kéier drop agoen, dass ech gëschter leider verhënnert war an net méi konnt op Lëtzebuerg kommen, well de Fliger ausgefall war. Dofir wollt ech mech awer hei nach eng Kéier entschëllegen, awer och Merci soen alleguerten deenen, déi un deem Gesetz matgeschafft hunn. Ech weess, heiansdo hu mer ganz vill a kontrovers diskutéiert, mee et ass esou, wéi gëschter an der Debatt gesot ginn ass, dass mer hei zesummen e gudden, en equilibréierte Projet elo ausgeschafft hunn – zesumme wierklech! Et war exceptionnel an dofir soen ech alleguerten deene Leit, déi hei wierklech konstruktiv, cibléiert, jo, kontrovers doriwwer diskutéiert hunn, en décke Merci.

An do war nach eng Fro – oder zwou – iwwert d'Ëmsetzung a sech vun deem Projet selwer, well den Här Goergen huet gesot: „Mir waren deemools – 2019 – och do kucken." Jo, 2019, dat war effektiv déi al Generatioun, mee säitdeem ass direkt dru geschafft ginn an et ass ab dem 1. Juli 2020 de ganze Fichier schonn ëmgesat ginn an den 01.01.2021 ass deen neie Programm mat deem neie Fichier och – also mat där aler Architektur – ëmgesat ginn.

Dann zu der Ëmsetzung vun deem Gesetz: Dat ass de Projet POLIS. Dat wëllt bedeiten, dass de Budget huet missen extreem an d'Luucht gesat ginn, fir dat alles ëmzesetzen. Ech wëll Iech just de Chiffer nennen: An deenen dräi Joer huet de Budget – ass nozeliesen an, jo, eisem järleche Budget – am Ganzen 19 Milliounen ausgemaach. POLIS beinhalt dann all déi Technicitéiten, fir dat ëmzesetzen. Dofir ass dat amgaang. Dat wäert elo am Hierscht kënnen ëmgesat ginn, well d'Soumissioune konnten elo eréischt fäerdeg gemaach ginn, well mer d'Gesetz dann och hunn. An do gëtt direkt probéiert, mat deenen, déi dann dee Projet hunn an ëmsetzen, dat dann a Musek ëmzesetzen.

Dann zu de Laptoppen: Dat féiert een net einfach esou an. Dofir ass d'Policeschoul mat 1.300 Laptoppen ausgerüst; all neie Policeschüler ass do all Dag

schonn dermat implizéiert an déi Laptoppe wäerten dann no an no an den Alldag mat integréiert ginn.

Et sinn aner Projeten nach ugelaf. A gëschter wollt ech awer och nach drop äntwerten, wat d'Handyen ubelaangt. Jo, et sinn am Ganzen elo 2.300 Handyen ugeschaaft ginn an déi ginn elo no an no un all – sämtlech – Polizisten, sief et am Zivill, sief et uniforméiert, ausgedeelt. Mee dat mécht een net einfach esou aus dem Handgrëff, well do muss natierlech och déi Architektur hannendru passen, de Luxchat zum Beispill. Well et hätt wéineg Sënn gemaach, eis Poliziste mat engem Handy auszerüsten, wa mer duerno op WhatsApp gaange wären! Dofir ass et wichteg, dass d'Securiséierung hannendru steet. Dat heescht, d'Police ass mam POLIS gutt opgestallt, fir dat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Dat ass nach déi Äntwert, déi ech da wollt ginn. An dofir nach eng Kéier villmools merci fir d'Debatt vu gëschter. Ech hu se ënnerwee gelauschtert. An nach eng Kéier: Entschëllegt, dass ech net konnt derbäi sinn!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Kox fir déi do Prezisiounen.

3. 7937 – Projet de loi relative au logement abordable et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

2° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

3° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;

4° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0 ;

5° la loi du [XXX] relative aux aides individuelles au logement

Da kënne mer elo bei den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen, de Projet de loi 7937 iwwert d'bezuelbar Wunnengen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen Iech haut e relativ technesche Projet vir, mee et ass e ganz wichtege Projet. Ech hu 15 Minutten, fir eng ronn 100 Artikelen ze resüméieren. Mir schwätze scho méi laang vun abordabele Logementer, mee Abordabilitéit war esou am Gesetz nach net verankert. Bei dësem Gesetz begréisse mir och eng Rëtsch weider nei Definitiounen, déi eng Dynamik am Secteur Logement wäerte mat sech bréngen. All Acteuren, ob staatlech, kommunal oder ASBLen, kréien hei e kloren an och en eenheetleche Kader. An domadder séchere mir och déi staatlech Hëllefen am Bau oder och fir d'Verdeelung vun deene Wunnengen of. Well just, wa mir e kloert Reglement hei zu Lëtzebuerg vun eisem Lëtzebuerger Modell hunn, kënne mer dat och esou zu Bréissel justifizéieren an argumentéieren.

D'Zil vum Gesetz ass et, de Grondsteen ze leeë fir eng méi ambitiéis Entwécklung vu Wunnengen, déi an d'Abordabilitéit wäerte falen, an domadder d'Gerechtegkeet an der Gesellschaft och ze stäerken. Fir dëst ze erreechen, féiert de Projet zu enger Revisioun an enger Ännerung vum Gesetz vum 25. Februar 1979. Dir gesitt, wéi laang et schonn hier ass, dass fir d'lescht dëst Gesetz ugepak gouf.

Ech zielen Iech puer Schlësselelementer vum Gesetz op, fir datt et och méi kloer ass: eng Modernisatioun an Upassung vum finanzielle Bäitrag, deen „aides à la pierre" heescht; d'Aféierung vun de Konzepter vum „bailleur social" a vum „bail abordable"; d'Aféierung vun engem kloren an eenheetleche Prozess a Krittäre fir d'Verdeelung vun de subventionéierte Mietwunnengen; d'Definitioun vum bezuelbare Loyer an d'Mise en place vun engem „registre national des logements abordables", vläicht besser bekannt ënnert der Ofkierzung RENLA.

Et si sechs grouss Kapitelen an ech wäert se een nom aneren opféieren. Dat éischt grousst Kapitel ass dat iwwert de Promoteur social. D'Notioun vun engem „soziale Promoteur" gëtt elo schonn am Gesetz definéiert, am 1979er Gesetz, mee elo schwätze mir vun „ëffentleche Promoteuren" an och „promoteurs sans but de lucre". Ëffentlech Promoteure sinn eligibel, fir kënne bezuelbar Wunnengen ze verkafen an an d'Locatioun ze setzen an dofir Subventiounen ze kréien. Par konter däerfe Promoteuren, déi sans but de lucre sinn, exklusiv Mietwunnenge bauen an zur Verfügung stellen an dofir Subventioune kréien. D'Verdeelungskonditioune vu béide sinn natierlech déi selwecht. Et ass awer och virgesinn, datt sozial Promoteuren oder staatlech Entwécklungsgesellschaften – zum Beispill de FUAK, dee vläicht besser bekannt ass –, déi elo scho Wunnengen hunn, déi nach net an der Abordabilitéit verlount sinn, dat och elo kënne maachen, an dat fir eng minimal Dauer vun néng Joer.

De „régime des aides à la pierre" ass vereinfacht a standardiséiert ginn. All Promoteur social profitéiert elo vum selwechte maximalen Taux vu 75 % Subventiounen, déi vum Staat ausbezuelt ginn. Eng Ausnam sinn hei Wunnenge fir Demandeurs de protection internationale a fir Flüchtlingen. Hei si mer bei ganzer 100 %.

Wunnengen, déi vu Subventioune profitéieren, mussen och op d'mannst 40 Joer an der Abordabilitéit bleiwen. Dat dréit natierlech derzou bäi, datt déi konsequent Ausgabe vum Staat och justifizéiert sinn. Wärend dëser Period kann och déi Wunneng renovéiert ginn an de Promoteur kritt dee Moment och eng zousätzlech Subventioun dofir.

Et muss een hei bemierken, datt déi Vente vun abordabele Wunnenge just ënnert der Form vun enger Emphyteos geschitt. D'Réckkafrecht läit bei der ëffentlecher Hand an dofir kann den Terrain eben net un de fräie Marché verluer goen. Esou stäerke mir natierlech eise Park vun abordabele Wunnengen a mir ginn eng gewësse Garantie fir déi zukünfteg Generatiounen, e Logement ze kréien.

„Un cahier des charges technique et architectural pour les logements abordables": Mat der Iddi, eng gewëssen Homogenitéit an der Qualitéit vu bezuelbare Wunnengen an an der Effizienz vun den ëffentlechen Invester ze garantéieren, ass et gesetzlech elo festgehalen, datt mer e Kader setze fir déi urban Entwécklung vun de Quartieren. Eng Kommissioun – natierlech ënnert der Tutelle vum Logementsministère oder eben deem Ministère, deen de Logement a sengen Attributiounen huet – gëtt opgebaut, fir natierlech e Conseil fir déi Promoteur-sociallen ze maachen, awer och fir de Minister.

An dësem Cahier des charges ginn déi verschidden technesch an urbanistesch Krittäre festgehalen. Just fir Iech e Beispill ze nennen: Parkplazen, Garagen, Carporten an esou weider hunn e Käschtepunkt, deen net negligeabel ass. An hei ass et wichteg, datt mer ëmmer déi reell Zuel, déi reell Besoine vum Quartier, kennen an net kënschtlech dat Ganzt opwäerten. Dat ass och d'Zil vum Cahier des charges. An natierlech, e weidert Zil ass et och, zentral Léisungen an Alternativen ze fannen, wéi zum Beispill e Carsharing.

Domadder kommen ech zum Punkt 2 vun dësem Gesetz: „bailleur social". Mir féieren den neie Begrëff vun engem „bailleur social" an. De Bailleur social ass déi Instanz, déi d'Gestioun vun den abordabele Mietwunnenge vermëttelt. Dës Mietverwaltung – kann ee soen – huet och verschidde Facetten, engersäits natierlech déi Subventioune vun den Aides à la pierre an anersäits natierlech déi mënschlech Komponent.

Opgrond vun der Wichtegkeet vum Rôle vun dësem Bailleur social muss deen och natierlech en Agrement vum Ministère kréien. Dat ass virun allem wichteg, well mer hei wëllen e qualitative Service ubidden. Et gëtt och hei Ausnamen an dat wier fir Logementer fir Bénéficiaires de la protection subsidiaire, „logements dédiés aux étudiants", „logements dédiés aux membres d'une société coopérative" a „logements dédiés aux salariés".

Da kommen ech zu der Kompensatioun vum Promoteur social an dem Bailleur social – kuerz: zu de finanzielle Fluxen. Hei hunn ech misse wierklech dräimol ufänken, well et ass zimmlech komplex, déi ganz Prozedur. Also, de Promoteur social kritt jo engersäits Sue vun den Aides à la pierre vum Staat, déi a senger Konventioun virgeschriwwe sinn an déi beim Fäerdegstelle vun der Wunneng ausbezuelt ginn. Anerersäits kritt de Promoteur social vum Bailleur social, deem, deen d'Wunnenge geréiert, eng „rémunération du capital investi". Dëse Montant gëtt natierlech och alljoers un d'Inflatioun ugepasst. Ausserdeem bezilt de Bailleur social dann och Frais-d'exploitationen.

Dës Ausgabe bezilt de Bailleur social iwwert d'Recetten, déi en iwwert de Bail abordable vum Locataire kritt. Natierlech kann et och zu Defizienze kommen, Defizienz...

(Interruption)

Defiziter, voilà. Dat ass méi einfach, merci.

... zu Defiziter kommen, an do ass et natierlech och esou virgesinn, datt de Staat hei aspréngt, well schlussendlech schwätze mer vun enger Déngschtleeschtung, déi vun der ëffentlecher Hand gedroe gëtt.

Den drëtte Punkt ass: „gestion locative sociale". De Konzept vun der Gestion locative sociale, GLS – net den Auto –, bekannt schonn ënnert dem Gesetz vun 1979, ...

(Hilarité)

... ass hei iwwerholl mam Zil, eidel Wunnengen eeben ze mobiliséieren. Jo, well ech wollt soen: „GLS" ass vläicht besser bekannt wéi „Gestion locative sociale" – mee net den Auto eeben.

(Brouhaha)

Wat nei derbäikënnt, sinn e puer Reegelen, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ech denken do ëmmer un de Livreur.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | ... déi eeben d'Mise à disposition besser encadréieren. Als Erënnerung: Mir hunn hei am Joer 2022 eleng duerch de Mechanismus 1.200 Wunnenge mobiliséiert a konnte se esou de Leit zur Verfügung stellen, déi eeben näischt um fräie Marché konnte fannen.

D'Virdeeler vun der GLS si fir de Proprietär u sech multipel: eng Garantie vum Loyer, e steierfräie Loyer, Encadrement vun de Locataires, Disponibilitéit vun der Wunneng an Ënnerhalt vum Gebai.

Domadder kommen ech zum Punkt 4, de Methoden a Krittäre fir d'Attributioun vun de bezuelbare Mietwunnengen. Wat elo d'Zoudeelung vun den abordabele Wunnengen ugeet, also deene Wunnengen, déi mat den Aides à la pierre gebaut goufen, hu mer zwou verschidden Distributiounsaart a -weisen. Déi eng ass d'Attribution universelle an déi aner ass eng Attribution libre vu Logements dédiés.

Ier ech ob déi zwee Mechanismen aginn, wëll ech awer kuerz rappeléieren, firwat mer dës Methode missten esou festhalen. Mir befannen eis hei an engem Kontext vun den Aides d'État, also wou mer mat Sue vum Staat schaffen. Déi Bréisseler Reegelen – notamment den Arrêt Altmark, awer och déi Decisioun vun der Kommissioun 21 aus dem Joer 2012 – hale fest, datt öffentlech Gelder natierlech fir den Intérêt général däerfen agesat ginn. Mee natierlech muss een hei oppassen, datt keen Abus gedriwwe gëtt, a mir mussen och am Konkurrenzrecht bleiwen.

Natierlech huet dee Punkt fir e puer Diskussiounen an der Logementskommissioun gesuergt, mee ech mengen, schlussendlech, no e puer Textännerungen an e puer Upassungen, si mer zu engem klore Kader komm an zu engem Kompromëss komm, wou de Bailleur genuch Autonomie huet a gläichzäiteg d'Attributioun och e klore Kader kritt.

(Interruption)

Domadder kommen ech zu der universeller Attributioun. Déi gëtt iwwert de Bailleur social gemaach, deen de RENLA, de Registre national, wäert consultéieren an eng sozial Enquête wäert maachen. Hei gi verschidde Krittären, déi natierlech explizitt a mengem schréftleche Rapport definéiert sinn, gekuckt wéi zum Beispill d'Urgence, d'Composition du ménage, déi geografesch Lag, wou déi Leit momentan wunnen et cetera. De Bailleur muss an deem Fall déi sozioekonomesch Allokatiounskrittäre berücksichtegen. Déi Decisioun vun der Attributioun ass dem Bailleur iwwerlooss, deen natierlech vu Fall zu Fall muss kucken, an dofir gëtt och eng Consultatiounskommissioun op d'Bee gestallt, fir dat nach besser ze kadréieren.

D'Attribution libre ass virgesi fir d'Logements dédiés an de Contingent libre. Ech kommen nach eng Kéier dozou, fir dat méi explizitt ze erklären. Dat ass awer fir déi Leit, déi am Prinzipp en Accompagnement oder Ausstattunge brauchen, déi extra sinn.

Ech zielen Iech déi aacht verschidde Kategorië vu Logements dédiés op: „logements dédiés aux demandeurs de protection internationale, aux réfugiés et personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire"; zweetens Studentewunnengen; drëttens „logements dédiés aux personnes bénéficiant d'un accompagnement social rapproché par le bailleur social"; Wunnenge fir Jonker; Wunnenge fir méi eeler Leit ab 60; Wunnenge fir Membere vun enger Gesellschaft/Kooperativ; Wunnraum fir Mataarbechter vun de soziale Promoteuren; an den aachte Punkt wieren d'„logements dédiés dits de réserve".

De Contingent libre ass par konter virgesinn, wann e Bailleur social wierklech vill Wunnengen zur Verfügung huet. Ab 200 Wunnengen huet en e Recht, 10 % vu senge Wunnengen no eegene Krittären auszedeelen, a wann e bis bei 500 Wunnenge läit, huet e 25 % zegutt.

Hei gëtt och de RENLA natierlech consultéiert, mee dat sinn net déi primär Krittären, déi gekuckt ginn, well hei schwätze mer wierklech e ganz aneren Zilgrupp un.

An domadder kommen ech zum Punkt 5: „bail abordable". Dësen Deel definéiert d'Spezifissitéite vun der bezuelbarer Locatioun. D'Method fir d'Berechnung vum Loyer ass esou festgeluecht, datt eng gläichberechtegt Behandlung méiglech ass fir Celibatairen, Monoparentallen, Groussfamilljen et cetera. Do hu mer wierklech eng gemeinsam Basis – an eng gerecht Basis – ausgeschafft. De bezuelbare Loyer gëtt berechent, andeems den Taux d'effort par rapport zum Akommes vum gesamte Stot applizéiert gëtt. Dat heescht, fir eng Rechnung ze soen: De Loyer abordable brut ass den Taux d'effort mol de Revenu net disponible mensuel vum Stot.

D'Zil ass et, datt d'Communauté domestique e würdegt Liewe ka féieren. Et gëtt also fir all Situatioun e Loyer determinéiert, deen der konkreeter Situatioun vum Stot Rechnung dréit an an engems och dräi Krittäre weider berücksichtegt, déi ech Iech wäert elo opzielen.

(Brouhaha)

Den éischte Krittär ass: Wann ee méi wéi de REVIS kritt, dann ass de Loyersmontant op 1.200 Euro plafonéiert „par unité de consommation" …

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wann déi bilateral Gespréicher virun der Dier géife gefouert ginn!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Jo, well effektiv, dat bréngt mech duercherneen.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass ustrengend, an den Nomëtteg ass nach zimmlech laang, wa mer eis d'Liewen alleguer selwer e bësse méi schwéier maachen! Merci villmools.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President.

(Interruptions)

Wa mer hei ënnert dem REVIS sinn, kucke mer natierlech, datt déi Leit just 10 % vun hirem Revenu fir de Loyer ausginn.

Den zweete Punkt ass, datt den Taux d'effort op 35 % vum Akommes plafonéiert ass.

An den drëtte Punkt ass – dat ass e Rechebeispill am Fong –: Fir eng Persoun – eng Persoun, déi eleng wunnt –, déi 4.000 Euro verdéngt, ass hei de Loyer plafonéiert op 1.400 Euro. E Menage mat engem Kand, deen zesumme 7.350 Euro verdéngt – wat scho pas mal ass, mee dat ass d'Zil vun dësem Gesetz, dass mer eeben d'Abordabilitéit méi grouss opmaachen –, dee géif e Plaffong vum Loyer vu ronn 2.500 Euro gesat kréien.

Am Gesetz ass och festgehalen, datt de Bail abordable à durée indéterminée ass. Dëst huet zu gëwessenen Diskussiounen och an der Logementskommissioun gefouert, well mir hu gekuckt, ob e Bail à durée déterminée net vläicht besser wier. Dat wier awer en Drockmëttel, an dat ass definitiv net d'Zil vun dësem Gesetz. An et ass och elo schonn am Bail à loyer esou definéiert, datt, wa mer eng Kéier e Bail à durée déterminée hunn, deen duerno ab der éischter Verlängerung automatesch e Bail à durée indéterminée gëtt. Alles aneschters ass illegal. D'Zil ass et justement, datt mir déi Leit aus der Prekaritéit eraushuelen an hinnen net vu Mount zu Mount eng Onsécherheet ginn, ob si de Bail verlängert kréien oder och net.

An der Praxis ass et och esou, datt all Acteur gesot huet, datt et natierlech kontraproduktiv wier, wann de Bail net à durée indéterminée wier.

Domadder kommen ech zu der Eligibilitéit vun dësem Gesetz fir déi Leit, déi da géifen ënner …, wéi eng Leit da géifen eligibel ginn, fir vun enger abordabeler Wunneng kënnen ze profitéieren. Bezuelbar Mietwunnenge si fir Menagë virgesinn – also, mir sinn net beim Verkaf, mee wierklech bei der Locatioun –, déi ënnert der nationaler Mediane leien. Ech soen Iech och, wou déi Mediane läit: Bei enger Eenzelpersoun si mer hei bei ronn 3.100 Euro a bei enger Koppel oder engem Monoparental mat engem Kand si mer bei ronn 5.700 Euro. Bis zu dësem Seuil ass een eligibel, fir eebe bezuelbar Mietwunnenge kënnen ze kréien.

Et stelle sech natierlech Froen: Wat geschitt, wann déi Leit méi verdéngen? Gi se dann direkt op d'Strooss gehäit? Firwat ass dann de Plaffong vum Loyer bei 35 %? Dat waren och Diskussiounen, déi mer an der Logementskommissioun esou gefouert hunn. An et kann ee soen: Aus Erfarung ass et esou – also, all déi Acteuren hunn eis dat bestätegt –, datt bei deene Leit, déi an der Abordabilitéit am Moment Wunnenge kréien, e Gehaltssprong éischter eppes ganz Seelenes ass. An eigentlech solle mer hei éischter akadeemesch virgoen, pedagogesch virgoen, wéi wierklech d'Leit ze penaliséieren.

Eng weider Konditioun ass et och, datt déi Leit natierlech net däerfe Proprietär si vun iergendenger anerer Wunneng. An oft ass et och esou: Wann déi Leit sollte méi verdéngen, da gi se vu sech aus och eraus, sief et, fir da méi Plaz ze kréien oder well se vläicht a méi engem héije Standard wëlle wunnen.

Domadder kommen ech zum sechste Punkt, dat ass och de leschte Punkt. Ech probéieren, Iech deen ze resüméieren. Hei geet et nämlech ëm de Registre national des logements abordables. De RENLA, deen elo geschafe gëtt, wäert et dem Minister, deen de Logement a sengen Attributiounen huet, endlech am Fong erméiglechen, en Instrument ze hunn, dat eis den Iwwerbléck gëtt, wivill Wunnengen iwwerhaapt gebraucht ginn a wivill Wunnenge mir iwwerhaapt hunn. Dat ass wichteg, well dat regruppéiert souwuel d'Demandë wéi och d'Disponibilitéite vun de Wunnengen.

D'Zil vun dësem Regëster ass et och, den Iwwerbléck ze kréien iwwert d'Unzuel vun de Wunnengen, mee – opgepasst! – ouni datt mer hei en Doublant hunn. Sou hu mer och eng eenzeg Ulafstell, well bis elo war et immens mühsam fir déi Leit, déi eng Demande gemaach hunn, datt se misste wierklech bei sämtlech öffentlech Promoteure lafen, fir do ëmmer erëm eng Demande ofzeginn. Hei ass alles zentraliséiert, dat heescht, et gëtt eng eenzeg Demande gemaach an da gëtt gekuckt no Krittären, wou déi Leit kënnen eng Wunneng kréien. Vläicht entre parenthèses: Natierlech entsprécht de RENLA och dem Dateschutzreglement.

Domadder wier ech duerch mat deenen honnert Artikelen an ech kommen da kuerz zu den Avisen. Also, mir krute wierklech immens vill Avisen eran zu dësem Gesetzesprojet. Et ass och e wichtege Gesetzesprojet, dofir war dat ganz interessant, déi all duerchzekucken. Natierlech de Staatsrot, mat deem mer am permanenten Echange waren, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, de Syvicol, d'national Dateschutzkommissioun, d'Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg, den OAI, den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, d'Entente des offices sociaux an d'Chambre des Notaires hunn eis en Avis ginn.

Ech resüméiere ganz grob: Allgemeng waren d'Avise positiv. Natierlech gëtt begréisst, datt mer abordabel Wunnenge wäerte schafen, well jiddereen huet op déi katastrophal Logementssituatioun higewisen. Et ass och ganz wichteg ze betounen – an dat hu si och gesot, also déi meescht –, datt mer elo déi Schéier esou grouss opmaachen, datt 70 % vun der Gesellschaft elo eligibel sinn, fir eng abordabel, dat heescht bezuelbar, Wunneng hei ze kréien.

Dir gesitt: Mir si ganz wäit ewech vu soziale Krittären. Also, mir hu bis elo wierklech vu Sozialwunnenge geschwat. Dat ass net méi de Fall, mir schwätze vun abordabele Wunnengen.

Beim Staatsrot hate mer och ganz oft ganz vill Remarken, mee duerch Amendement-gouvernementallen an och Amendement-parlementairen, déi vun der Logementskommissioun ausgaange sinn, goufen och d'Opposition-formellen opgehuewen.

De Syvicol hat als Remark, dat kann ee vläicht soen: Si hu gefaart, datt déi Prozedur esou standardiséiert gëtt, datt d'Gemengen do manner Spillraum hunn, fir dat esou ze verdeelen – also fir hir Wunnengen esou ze verdeelen –, wéi si et fir richteg halen.

An den OAI begréisst natierlech ausdrécklech de RENLA, vu datt mer hei endlech eng Vue globale an eng Transparenz doriwwer wäerte kréien, wivill Wunnenge mir an der Abordabilitéit hunn.

Ech schléissen of mat den Aarbechte vun der Logementskommissioun. Dat sinn Datumer, mee dat gëtt Iech eng Iddi, wéi laang mer un deem Projet geschafft hunn. Den Depot ass de 24. Dezember 2021 vum Logementsminister gemaach ginn. D'Logementskommissioun gouf dann am Januar 2022 mat dësem Projet saiséiert. D'Presentatioun krute mer de 6. Januar 2022 an ech sinn och do zur Rapportrice vum Projet ernannt ginn. Amendement-gouvernementalle sinn de 6. Abrëll vun dësem Joer, dat heescht 2023, eragereecht ginn. Amendement-parlementairë sinn den 3. Juli 2023 eragereecht ginn a weider Amendementer hate mer och de 5. Juli. A schlussendlech konnte mer de 17. Juli dëst Joer, dat heescht d'lescht Woch, de Rapport an der Kommissioun unhuelen.

Domadder sinn ech fäerdeg mat mengem Rapport an ech wëll wierklech, wierklech op dëser Plaz jidderengem e ganz, ganz grousse Merci soen, well mir hu wierklech immens vill geschafft déi lescht Deeg, déi lescht Wochen, fir iwwerhaapt kënnen dëse wichtege Projet haut hei an der Chamber ze presentéieren. An ech schwätzen hei natierlech vun der Chambersekipp, vum Här Tun Loutsch – en extra grousse Merci! –, deen iwwert de ganze Weekend geschafft huet, de Mataarbechter natierlech vum Ministère, de Mataarbechter vun de Fraktiounen, ënner anerem dem Nico Fehlen, an all den honorabelen Deputéierten, déi natierlech och ganz dynamesch an engagéiert an der Kommissioun matdiskutéiert hunn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an natierlech ginn ech e ganz waarmen Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner an dee steet scho prett an ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt och hei direkt der Rapportrice e ganz, ganz décke Merci soe fir d'Presentatioun vun dësem Gesetz. Bon, ech mengen, an deene puer Minutten, wou d'Semiray dat virgedroen huet, hutt Dir et matkritt, datt et sech ëm en extreem technescht Gesetz handelt, bon, ech mengen, mat sëllegen Artikelen. Duerfir, e Gesetz, wat extreem komplex ass a wat, mengen ech, awer och … Natierlech, wann et ëm de Wunnengsbau geet, wat mer alleguerte wëssen a wat eis, mengen ech, och alleguerten um Häerz läit: datt mer kucken, datt mer méi Offer schafen, wann et ëm erschwénglech Wunnenge geet. An ech mengen, d'Semiray huet sech och do an deene leschte Woche mat der Logementskommissioun …, och wann d'Usetze vun de Kommissiounen heiansdo e bësse méi holterdiepolter war, mee bon, ech mengen, dat ass effektiv alles ze verstoen, an duerfir, mengen ech, ware mer och alleguerten nosiichteg do, wat d'Usetze vun dëse Kommissiounen ugeet.

Bon, ech mengen, et ass en Text, dee lo effektiv op der leschter Ligne droite hei vun der Chambersessioun no fënnef Joer ass. Ech mengen, et ass awer e wichtegt Gesetz, wann et ëm de Wunnengsbau geet. Bon, et hätt ee sech kënne wënschen, datt et e bësse méi séier gaange wär. Mee bon, kommt, mir soen elo: Et ass Freidennomëtten, 21. Juli, a mir sinn alleguerte frou, wann effektiv dësen Dag eriwwer ass. Dofir nach eng Kéier, Semiray, dir ee ganz, ganz décke Merci fir dëse Rapport. Ech wéilt awer och dem…

M. François Benoy (déi gréng) | Madamm Ahmedova!

M. Marc Lies (CSV) | Wat hunn ech gesot, pardon?

(Brouhaha)

Une voix | Dat do ass awer e bësse pingeleg!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ech mengen, him … Fir hatt ass dat …

Mme Octavie Modert (CSV) | Entschëllegt déi Häerzlechkeet!

M. Marc Lies (CSV) | Bon, mir maachen et ganz formell: Madamm Ahmedova. Voilà. Alles an der Rei. Mir behalen elo effektiv eise Sang-froid. An duerfir nach eng Kéier: Madamm Ahmedova, e ganz, ganz décke Merci fir dëse Rapport!

Ech wéilt awer och dem Tun Loutsch e ganz, ganz décke Merci soen, deen iwwert de Weekend do ganz äifreg nach heiru geschafft huet. Awer net ze vergiessen och alleguerten d'Mataarbechter vum Staatsrot, mengen ech, déi an deene leschten Deeg och de Kopplabunz geschloen hunn, wann et ëm d'Texter gaangen ass, déi nach hei an d'Plenière komm sinn.

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz Nummer 7937, wat dann elo haut hei soll gestëmmt ginn, iwwert de Logement abordable ass näischt anescht wéi dann d'1979er Gesetz iwwert d'Aide au logement. Bon, wat dëst Gesetz ugeet, hätte mir eis gewënscht als CSV, datt eng Partie punktuell Ännerungen un dësem Gesetz gemaach gi wären. Sou ass dat ganzt Gesetz iwwerschafft ginn. Dat huet natierlech dann dee Moment och déi Zäit erfuerdert, déi et elo erfuerdert huet. Et wier awer besser gewiescht, mengen ech – alleguerten heibannen däerfte mer eis doriwwer eens sinn –, wa mer méi séier virukomm wäre bei gesetzlechen Upassungen, datt eeben dat eent oder dat anert hätt kënne méi séier ëmgesat ginn, fir eeben dann och déi legislativ Prozeduren en place ze setzen, fir datt mer am erschwéngleche Wunnengsbau méi séier kéinte virukommen.

Bon, ech widderhuelen et nach eng Kéier: An deene leschte Joren, mengen ech, hate mir eng gutt Zesummenaarbecht an der Logementskommissioun, wëll ech effektiv hei ganz kloer ervirsträichen. Bon, ech mengen, mir hate kontrovers Diskussiounen. Dat bleift net aus. Bon, ech hunn och an deene leschte Joren am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Rëtsch Froe gestallt, souwuel eng Rëtsch Motiounen hei an der Plenière wéi dann dee Moment awer och Gesetzesproposen an deene leschte Joren erabruecht, well, ech mengen, et ass eis alleguerte wichteg, datt mer méi séier virukommen an datt och méi erschwénglech Wunnenge geschaf ginn. Well mécht een de Bilan oder de Constat vun deene leschte Joren, dann ass dat sécherlech evident, datt méi séier hätt missen agéiert ginn.

Ech soen et och am Viraus: Dëst Gesetz huet eng ganz Partie positiv Elementer. Fir dat kloerzestellen: Et huet awer och eng ganz Partie Schéinheetsfeeler! An dës Schéinheetsfeeler, déi hunn awer natierlech eng gewëssen negativ Inzidenz a Konsequenz, an et ass eis Meenung – an och eis fest Meenung –, datt eeben déi legislativ Prozeduren oder administrativ Prozeduren, déi heimat nees geschaf ginn …, datt an Zukunft manner erschwénglech Wunnenge gebaut ginn. An ech wäert herno nach och dorop zréckkommen.

Als CSV hätte mir dëst anescht ugepak. Mir hätte gekuckt, fir verschidden Dispositiounen innerhalb vum 1979er Gesetz ëmzeänneren oder unzepassen, …

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | … fir méi séier virunzekommen. D'Proposition de loi hu mer gemaach, 2019 – ech kommen nach eng Kéier drop zréck –, iwwert de Mietkauf. Mir hunn och eng Proposition de loi gemaach, wou et beispillsweis beim Fonds du logement drëm gaangen ass, änlech och wéi beim Staat oder de Gemengen, datt ee seet, datt e Vendeur vun engem Terrain un de Fonds du logement och dann exempt wär vun der Plus-value, wat dem Fonds du logement och d'Méiglechkeet ginn hätt, fir méi séier Terraine kënnen opzekafen an déi dann och natierlech herno kënnen ze valoriséieren.

Eng aner Propositioun, déi mer am Juli 2021 gemaach haten, dat war, fir de privaten Investisseur mat an dat Erschwénglech-Miet-Boot ze huelen – ech kommen herno och nach eng Kéier dorop zréck –, an och ufangs vun dësem Joer eng ganz Rëtsch Proposen, wou et dann drëm gaangen ass, um steierleche Plang Ännerungen ze maachen, fir eeben den Acquereuren bei de Wunnengen, déi sech iwwert déi lescht zéng Joer awer am Präis verduebelt hunn, och kënnen entgéintzekommen, fir datt se gehollef kréien, beispillsweis beim Fräibetrag vun der TVA, deen ze doubléieren, respektiv aner Dispositiounen, déi um steierleche Plang dann och ufangs vun dësem Joer vun der CSV proposéiert gi sinn.

Bon, ech brauch Iech net ze soen, wat de jeeweilege Verdikt iwwert déi lescht Joren ëmmer war. Ech kommen och drop zréck, op eng sëllege Motiounen – néng Motiounen! –, déi mer am Kader vum Pacte Logement 2.0 eragereecht haten. Ech erënnere mech ganz gutt drun: Mir souzen nach doiwwer am Cercle, wéi – bon, et war scho relativ spéit owes, ech mengen, do hat och kee méi Loscht – iwwert déi néng Motiounen praktesch guer net diskutéiert ginn ass. E Sujet, deen hei am Land de Problem Nummer eent ass, datt net driwwer diskutéiert ginn ass … An ech brauch Iech net ze soen, mat wat fir engem Verdikt déi néng Motiounen an och Amendementer beluecht gi sinn, déi gemaach gi sinn am Kader vum Artikel 29bis vum Pacte Logement 2.0 – ech mengen, ech kommen herno och nach dorop zréck –, wou mer haut gesinn, datt dat awer en essentielle Problem ass, fir méi séier virunzekommen, wann et ëm PAP „nouveau quartier" geet.

Déi Proposen, déi ech elo just hei virgelies hunn – ech hunn et d'lescht Woch scho gesot –: Et ass een e bëssen erstaunt, datt déi elo a verschiddene Walprogrammer nees eng Kéier zréckzefanne sinn! Ech ginn elo net weider drop an. Bon, ech mengen, de privaten Investisseur ass och vun deem engen oder vun deem anere mat iwwerholl ginn, wat e richtegen Usaz ass, datt mer eeben an Zukunft de privaten Investisseur mat an dat Erschwénglech-Miet-Boot eranhuelen, datt eeben och dat privat Kapital genotzt gëtt, fir méi séier virunzekommen.

Ech stellen awer fest, Här Minister, wat eng Propositioun vun 2019 ugeet, de Mietkauf, datt déi elo en Nidderschlag an dësem Gesetz fonnt huet. Et ass e bëssen anescht definéiert, wéi mir et deemools an eiser Proposition de loi gemaach haten, mee trotzdeem ass et awer elo esou, datt de Mietkauf – obwuel virun enger Rei vu Jore gesot ginn ass: „Ass näischt, bréngt näischt!" – awer säin Nidderschlag elo dee Moment fonnt huet.

Mir hätten och beispillsweis den Artikel 24 vun der Aide au logement ugepasst. Ech erkläre kuerz, ëm wat et do geet: Wann eeben eng Gemeng ..., an ech mengen, dat heiten ass jo och e Gesetz, wou et drëm geet, datt d'Gemenge verstäerkt solle beim Schafe vun erschwéngleche Mietwunnenge mat an d'Boot geholl ginn. Den Artikel 24 vum 1979er Gesetz beseet, datt eeben, wann eng Wunneng verkaaft gëtt an eng Gemeng déi gebaut huet, och d'Gemeng dann dee Moment bei der Hëllef vun der Primm nach soll een Drëttel dropleeën. Dat heescht, wann eng Gemeng Wunnenge baut, sollt dat eigentlech och nom käschtendeckende Prinzipp stattfannen, wéi e Promoteur public oder eng ASBL dat och mécht. An hei däerf d'Gemeng eebe bei deem, wat u staatlechen Hëllefen do bezuelt gëtt, dann och nach een Drëttel dropleeën – dat hätt effektiv direkt missen ugepasst ginn!

An ech mengen, ech brauch Iech net ze soen, wivill Missiounen d'Gemengen am Groussen a Ganzen hunn. A wann et dann ëm d'Waasser, d'Ofwaasser oder d'Müllabfuhr geet, da soll et nom käschtendeckende Prinzipp sinn. A wann awer eng Wunneng gebaut gëtt, da soll eng Gemeng nach dropleeën. An dat heescht, datt et definitiv net méi zu engem käschtendeckende Prinzipp wäert kommen! Duerfir, deen Artikel 24 hätte mir scho längst an dësem Gesetz geännert, fir dann dee Moment och d'Gemenge méi als gläichwäertege Partner mat an d'Boot ze huelen, well, wann et ëm Hëllefe geet, si mir der Meenung, datt effektiv de Staat déi soll droen an net och nach d'Gemengen d'office.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz hätt ee gutt Gesetz kënne ginn. Ech paraphraséieren hei de Minister Kox, deen am Joer 2008 dann, wéi et an d'Diskussioun gaangen ass ëm den éischte Pacte Logement, gesot huet, dëst Gesetz hätt kënnen e gutt Gesetz ginn, wann eeben d'Gemengen als gläichwäertege Partner mat an dat Gesetz hei mat agebonne gi wären. Ech soen dat net eleng! Ech kucken hei Vertrieder, déi och am Syvicol siegéieren – ech mengen, Dir kennt de Syvicol, de President sëtzt och hei –, dem Syndikat vun de Gemengen, deen en Avis ofginn huet zu dësem Gesetz, deen awer alles anescht wéi schmeichelhaft war. Ma ech mengen, schonn am Kader vum zweete Pacte Logement war eeben den Avis vum Syvicol net onbedéngt deen allerbeschten, an ech mengen, hei war en nach méi katastrophal, wéi et beim Avis iwwert de Pacte Logement 2.0 de Fall war.

Dëst Gesetz hätt kënnen e gutt Gesetz ginn, wann eebe verschidde Parameteren anescht ugepak gi wären. Ech huelen hei beispillsweis den Artikel 64 vum Gesetz, wou et dann drëm geet, datt d'Gemenge bei allem, wat d'Locatioun ugeet, herno keng Loyersrecettë méi däerfe generéieren. Dat ass effektiv schonn eng ganz gelungen Approche dozou. Et geet jo drëm – an ech hunn et virdru gesot –, datt ee soll kucken, datt d'Gemengen och käschtendeckend zuwee kommen. Dat seet och de Syvicol. Wa beispillsweis d'Gemenge wierklech als reelle Partner an net nëmmen als Sous-traitant ze consideréiere gewiescht wären, dann hätt dëst Gesetz definitiv e gutt Gesetz kënne ginn. Ech appelléieren un déi 44 Deputéiert, déi hei an der Chamber sëtzen, déi och Missiounen an de Gemengen hunn, déi och dann dee Moment deels mat am Kommitee vum Syvicol siegéieren: Wann den Avis vum Syvicol effektiv nach iergendwéi eng Gültegkeet sollt hunn, dann däerf dat Gesetz de Mëtten net matgestëmmt ginn, wann et dann ëm d'Interesse vun de Gemenge geet!

Dir Dammen an Dir Hären, et geet drëm, d'Gemenge verstäerkt mat an dat Sozial-Miet-Boot oder vum Bau vun erschwéngleche Wunnenge mat eranzehuelen, dat ass absolutt richteg. Natierlech brauchen d'Gemengen awer och dee jeeweilegen Outil dozou. Kleng Gemengen – besonnesch kleng Gemengen! –, déi hunn einfach de Personalschlëssel net, fir deem kënne Rechnung ze droen. Si hunn och déi finanziell Moyenen net. A wann dann effektiv nach muss dropgeluecht ginn, jo, wat fir eng Gemeng mécht dat dann iwwerhaapt an Zukunft nach? Mir solle kucken, d'Gemengen als gläichwäertege Partner mat an d'Boot ze huelen, an ech mengen, da wäre mer och um richtege Wee.

Ech hunn et och gesot: mat der Implikatioun vu privaten Investisseuren. Mir sinn der Meenung, datt eng reell Joint Venture zwëschent Staat, Gemeng a Privatwirtschaft misst gemaach ginn, fir eeben dee Problem bei dem erschwéngleche Wunnengsbau wierklech kënnen unzepaken. Mir missten och dohinnergoen, datt um lokalen, kommunale Plang Acteuren do sinn, déi de Gemengen zur Hand ginn, respektiv och den Offices sociaux, fir dann eng Plattform ze schafen, änlech, wéi dat bei der Klima-Agence de Fall ass, wou verschidde Strukturen um kommunalen, lokale Plang sinn, wann et dann ëm d'Nohaltegkeet geet, fir do kënne Conseilen ze kréien. Firwat gi mer net hin a mir schafen eng Struktur? Mir hu se virun enger Zäit schonn emol „myLogement" genannt. Déi kann och anescht heeschen, mee eng Wunnengsbaufërdergesellschaft, déi genau dat soll um kommunale, lokale Plang maachen.

Eng Persoun, déi haut freet, fir eng erschwénglech Wunneng ze kréien ... Kuckt et am Prakteschen: U wie went se sech? Vläicht went se sech un d'Aides au logement, un d'Gemengen. Ech kréie reegelméisseg Froen: „Wou kann ech eng erschwénglech Wunneng hierkréien, ob dat fir d'Locatioun oder fir d'Vente ass?" Bon, ech mengen, dann ass et ëmmer: „Went Iech un e Promoteur public!", oder: „Went Iech un de Ministère!" Mee firwat net eng Struktur, déi wierklech och um lokale Plang do ass, wou d'Leit kënnen higoen a soen: „Wou fannen ech eng Wunneng, déi ech effektiv ka bezuelen?"? An dat wär e Bindeglied zwëschent eeben de Gemengen an den Offices sociaux, wou et dann drëm geet, och de Leit weiderzehëllefen.

Bon, dëst Gesetz ..., mengen ech, nodeems ech elo eng ganz Partie Consultatiounen an deene leschte Wochen a Méint konnt maache mat ASBLen, déi mer soen: „Wa verschidden Elementer vun deem Gesetz a Kraaft trieden, dann hale mir op, da leeë mer muer de Schlëssel ënnert den Teppech!", da maache se déi sozial Aarbecht net méi, déi se bis haut gemaach hunn, ob dat Leit à besoins spécifiques respektiv Toxikomane sinn, déi vu Benevollen um Terrain gehollef kréien.

Déi soen: „Wa beispillsweis deen Artikel 64 iwwert den CDI", Contrat à durée indéterminée, „a Kraaft trëtt, dann hu mer e Probleem, a mir wëssen net, ob mer dann no enger gewëssener Zäitchen, no engem Joer oder esou, nach iwwerhaapt kënnen an eiser Funktioun virufueren." An ech kommen nach herno eng Kéier kuerz drop zréck, wann et dann drëm geet, wat d'Applikatioun respektiv d'Terminologie vun deem CDI ugeet am Kader vum Bail. Duerfir, an deem Sënn wëll ech och hei, Här President, eng Motioun erareechen, fir dann eng Evaluatioun vun dësem Gesetz no engem Joer ze maachen, och wat dësen Artikel 64 iwwert de Contrat à durée indéterminée ugeet.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le projet de loi 7937 introduit le concept du bail abordable ;

– constatant que le bail abordable est conclu à durée indéterminée ;

– constatant que les services offerts par certains bailleurs sociaux vont au-delà d'une simple mise à disposition d'un logement abordable ;

– constatant que ces organismes prennent en charge des individus et familles socialement très défavorisés et en assurent l'encadrement et le suivi social afin de les accompagner à travers des périodes difficiles ;

– constatant que ces organismes offrent un accès temporaire ou à long terme à un logement à prix abordable ;

– constatant que les bailleurs sociaux spécialisés avec des clients très défavorisés ont besoin de maintenir un parc de logements adapté à leurs besoins ;

– concluant qu'un bail à durée indéterminée n'est pas adapté au fonctionnement de ces organismes qui doivent à tout moment disposer d'un nombre suffisant de logements abordables afin de satisfaire aux besoins de leurs clients et de ne pas hypothéquer la réintégration sociale de personnes souvent en marge de la société ;

– craignant que la situation de ces bailleurs sociaux risque de se détériorer après l'entrée en vigueur de la loi relative au logement abordable,

invite le Gouvernement

– à faire une évaluation de l'article 64 de la nouvelle loi relative au logement abordable une année après la mise en vigueur de la loi ;

– à modifier l'article en question en cas de problèmes substantiels rencontrés par les bailleurs sociaux.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Max Hengel, Elisabeth Margue.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz hei ass en ideologescht Gesetz. An deene leschten Deeg ass des Éfteren heibanne vu „staatlecher Planwirtschaft" geschwat ginn. Wann een dat doten op seng jeeweileg Artikelen eng Kéier erofdeklinéiert, da kënnt een zu där Konklusioun, datt dat heiten eng Bevormundung vum Staat respektiv dann awer och eng Tutelle ass, net nëmme fir d'Gemengen, mee datt ganz kloer vu staatlecher Säit herno – oder spéider – soll decidéiert ginn, wéi eeben dee ganzen erschwéngleche Wunnengsbau soll fonctionéieren, wéi e soll ëmgesat ginn a wéi en och kontrolléiert a gereegelt gëtt.

Den Artikel 64, ech hat elo just dovunner rieds, wat de Contrat à durée indéterminée ugeet, wie Responsabilitéit an de Gemengen huet an och déi eng oder déi aner sozial Mietwunneng à disposition stellt, zesummen, a Kollaboratioun – an ech betounen et! –, mat dem Office social ... Ech mengen, eis alleguerte läit déi sozial Aarbecht um Häerz a mir wëllen alleguerte kucken, datt all Mënsch dignement – dignement! – an engem Logement ka liewen. Datt e Suivi social an e Suivi financier vusäite vun engem Office social gemaach gëtt, steet, mengen ech, ausser Fro. Da muss een awer och herno ..., well d'Kontrakter, déi haut erstallt ginn, vun deem engen oder vun deem aneren, déi fale jo net en tant que tel ënnert d'Gesetzgeebung vum Contrat de bail. Do si Contrats de mise à disposition, déi gemaach gi sinn, wou dann och klipp a kloer drasteet, datt e Suivi financier an e Suivi social sollen a musse gemaach ginn.

Wann awer herno e Contrat de bail erstallt gëtt, wou keng Durée méi dran ass, dann hëlt een d'Leit jo aus hirer eegener Responsabilitéit, aus hirer eegener Verantwortung, eraus a seet: „De Staat ass do fir Iech, an Dir braucht effektiv no näischt méi ze kucken. Dir braucht net méi ze kucken, fir eng Aarbecht ze fannen. Dir braucht net méi ze kucken, datt Der effektiv Äre Menage an Zukunft kënnt selwer op stabill Féiss setzen, fir herno eng Kéier kënnen op een anere Marché ze kommen, ob dat elo deen iwwert d'Gestion

locative sociale ass, ob dat op de Privatmarché ass." Dat ass e reelle Problem an ech soen: Hei geet et och ëm d'Psychologie vun de Leit, wéi een effektiv mat de Leit ëmgeet, an et muss een adequatement mat deene Leit ëmgoen a si dann och dee Moment dozou bréngen, datt se eeben déi Hëllef unhuelen an datt de Staat oder d'Gemeng respektiv all Prestataire, deen um Sozialen hei hëlleft, dann dee Moment och deem Rechnung dréit.

Ech hunn et elo just gesot: D'Gestion locative sociale ass en excellenten Outil. Eis feelt awer, datt d'Gestion locative sociale net virugedriwwe ginn ass an dësem Gesetz hei, datt d'Gestion locative sociale nach méi interessant duergestallt gi wär. Ech hu virun … Ech soen et praktesch all Joer am Kader vum Budget: Am Budget sti fir d'GLS 2 Milliounen. D'GLS ass en fin de compte awer dee beschten Outil, fir géint de Leerstand virzegoen, fir dohinnerzegoen an ze kucken, Wunnengen, déi am Leerstand sinn, kënnen ënner erschwéngleche Konditiounen da virunzeverlounen. Duerfir hätt hei d'GLS méi en évidence misse gesat ginn awer och méi Fërdermëttel missen agesat ginn, fir deem dee Moment Rechnung ze droen. A mir hunn et och d'lescht Joer schonn iwwert eng Proposition de loi gemaach – net d'lescht Joer, dat war am Juli 2021 –, wou mer gesot hunn: „Kuckt, de privaten Investisseur mat an d'Boot vun der Gestion locative sociale ze huelen an och deem déi néideg Moyenen ze ginn, fir dat dann och kënnen ze realiséieren!"

D'Iddi vun enger SIS, Société d'impact sociétal, ass sécherlech eng gutt Iddi an ass och dee richtege Wee, fir ze kucken, datt Privatkapital eebe mat an dës Ëmsetzung vun erschwéngleche Wunnengen oder Mietwunnenge ka gestach ginn. Besonnesch am Beräich vun der GLS ass dat dee richtegen Usaz, fir dat ze maachen.

Fir dann op d'TVA logement ze kommen, wou an deene leschten Deeg eng ganz Partie Diskussioune waren, vu datt och d'CSV do eng Rei vu Propose gemaach huet ufangs vun dësem Joer, wou och dann nees eng Kéier d'Applikatioun vum Taux super-réduit an deene leschten Deeg zu Wuert komm ass. Et gëtt eng europäesch Direktiv, dat ass richteg, d'Direktiv 2022/542, déi am Abrëll 2022 a Kraaft getrueden ass, wou drasteet, datt den Taux réduit inférieur zum Seuil vu 5 % machbar ass, wann een effektiv ënner verschiddene Konditiounen dat och applizéiert.

Den Artikel 105bis Punkt 10 (veuillez lire: De Punkt 10 vun der Annex III), ech liesen Iech et vir, wat do drasteet: „La livraison et la construction de logements, dans le cadre de la politique sociale, telle qu'elle est définie par les États membres; la rénovation et la transformation, y compris la démolition et la reconstruction, et la réparation de logements et de logements privés; la location de biens immobiliers à usage résidentiel." „Livraison et construction de logements", ass dat net kloer genuch, wann et dann drëm geet, fir effektiv déi 5 % oder, wann een negociéiert hätt, och nach déi 3 % kënnen ze applizéieren? Et war 2014 e Risefeeler, datt déi 3 % ofgeschaaft gi sinn, e Risefeeler!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | An ech mengen, deem lafe mer lo haut hannendrun. Mir hunn dat deemools scho gesot gehat a mir wäerten dat och viru soen, well et wär méiglech gewiescht, et virunzeféieren. Här Minister, et steet kloer an der Direktiv 2022/542, ech hunn Iech et elo just virgelies. Dat ass leider net applizéiert ginn. Et hätt och an dësem Gesetz kënnen applizéiert ginn, datt een eeben iwwer beispillsweis d'Gestion locative sociale deem hätt kënne Rechnung droen. Wat eeben d'Notze vun deene 5 % respektiv deenen 3 % ugeet, wann ee se hätt wëllen huele respektiv wann et um europäesche Plang och verhandelt gi wär …, déi 3 % si jo applikabel op allem, wat Fotovoltaik ass. Firwat soll et dann net bei deem gréisste Probleem, dee mer hei am Land hunn, beim Logement, firwat soll et do net goen? Bon, dat sief elo mol einfach dohinnergestallt.

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn an deene leschte Joren eng ganz Rei handwierklech Feeler gemaach ginn, dat, mengen ech, hunn ech elo an deene leschte puer Minutten hei dokumentéiert. Dëst Gesetz ass e Paradigmewiessel, jo, et ass en ideologesch gepräägt Gesetz, wat sécherlech net zur Kultur an och net zum Fonctionnement vun eisem Land bäidréit. Den nationale Regëster, bon, ech mengen, de Regëster en tant que tel ass eng gutt Saach, Här Minister, dat hu mer och ëmmer an der Chamber gesot, datt et wichteg ass, datt een e Fichier huet, wou effektiv alleguerten déi erschwénglech Wunnengen, ob dat Mietwunnenge respektiv fir d'Vente sinn, zréckfënnt, datt se iergendzwousch repertoriéiert sinn. Awer just de RENLA en tant que tel, wat d'Ëmsetzung dovunner ass …

A bon, ech mengen, ech war op zwou Assisen derbäi. Op der drëtter Assise du logement, do sot dann och de Beamte vun den Aides au logement: „Jo, mir mussen oppassen, datt dëse Regëster net zu enger Usine à gaz gëtt." Dat hunn net ech gesot, dat huet dee Beamte gesot. A wa schonn e Beamten dovu schwätzt … An ech hunn et virdru gesot: Mir sollen haut kucken, fir eng Simplification administrative en place ze setzen. Dëst Gesetz hei ass alles anescht wéi eng Simplification administrative!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Et gëtt nees eng Kéier méi komplex, méi komplizéiert an ech froe mech haut nach ëmmer, obwuel bei den Attributiounen do an deene leschte Woche Verbesserunge gemaach gi sinn – wat och richteg ass, dat ass dee richtege Wee –, mee awer d'Ëmsetzung herno dovun um Terrain fir de ganze Regëster, fir deen ze speisen, fir en ze kontrolléieren … Bon, beim beschte Wëllen, also, et gëtt administrativ nees vill méi komplex, vill méi komplizéiert. An duerfir, aus deem Grond, Här President, reechen ech eng zweet Motioun eran, fir datt dëse RENLA, dëse Regëster, wéi gesot, vun der Essenz hier sécherlech eng gutt Saach …, mee fir datt kontrolléiert gëtt no engem Joer, wéi d'Applikatioun vun dësem Regëster ass. Net datt en zu méi Problemer féiert an datt een do effektiv muss nobesseren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant que le projet de loi 7937 prévoit la mise en place d'un registre national des logements abordables (RENLA) ;

– considérant que le RENLA regroupe les données relatives aux logements abordables, aux acquéreurs et aux occupants de ces logements, aux demandeurs-locataires, aux candidats-locataires, aux locataires ainsi qu'aux bailleurs sociaux ;

– constatant que les promoteurs sociaux et les bailleurs sociaux devront alimenter ce registre respectivement actualiser de manière permanente les données des renseignements y repris ;

– estimant que la mise en place de cet outil représentera un travail considérable pour les communes et leurs offices sociaux ainsi que pour tous les acteurs sociaux,

invite le Gouvernement

– à faire en concertation avec les communes et leurs offices sociaux ainsi qu'avec tous les acteurs sociaux une évaluation de la nouvelle procédure réglant l'attribution des logements abordables une année après la mise en vigueur de la loi.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Max Hengel, Elisabeth Margue.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | De Bailleur social, wéi virdru scho vun der Madamm Ahmedova gesot ginn ass, ass sécherlech eng gutt Saach. Bon, ech mengen, e Bailleur social ass awer do, fir d'Gestioun vun de Wunnengen ze maachen an net de Bau. An ech kommen nach eng Kéier drop zréck: E Promoteur social oder e Promoteur public zesumme mat engem Bailleur social, déi hätten och an enger Struktur kënne fonctionéieren – ech hunn et virdru gesot: „myLogement", oder wéi se ëmmer bezeechent gëtt –, datt een eng Ulafstell huet an net zwou, dräi oder véier. Mir wësse jo: Wann ee verschidden Acteuren huet, da gëtt dat alles vill méi komplizéiert. Wann een awer een Acteur hätt, da wär dat alles vill méi einfach a géif sécherlech och zur Vitess bäidroen.

Mäi Liblingssujet ass den Artikel 29bis vum Pacte Logement, vum zweete Pacte Logement. Bon, ech menge, mir gesinn haut, an zumools déi Leit, déi Responsabilitéit an de Gemengen hunn, wann et ëm PAP „nouveau quartier" geet, dat ass eng nächst Usine à gaz. Well et gi keng PAP „nouveau quartier" méi erstallt, well eebe sech d'Fro stellt mat de Cessiounen, wéi dat mat deenen 10 %, 15 % oder 20 % soll goen. Och de Syvicol seet, et misst ee kucken, datt am Gesetz d'Regionalitéit, wat d'Valeur vum Bauterrain ugeet, dann och soll applizéiert ginn. An eisem Amendement zu dësem Artikel am Kader vum zweete Pacte Logement hu mir dat och gesot: Mir brauchen eng Evaluatioun, wann et ëm d'Regionalitéit geet. En Terrain huet eng aner Valeur hei an der Stad wéi zu Wolz. Dat, mengen ech, schéngt eis alleguerten evident. An duerfir: Et ass e Riseproblem, wann et dann ëm d'Cessiounen geet oder ënnert wat fir enger Modalitéit – ënnert wat fir enge Konditiounen – eeben déi Cessioune solle gemaach ginn.

Här Minister, ech hunn nächste Méinden eng Entrevue mat Ärem éischte Beamten aus dem Ministère, fir genau dat, dee Sujet, ze diskutéieren, wou mir als Gemeng zanter engem Joer hannendru sinn. Mir kréie leider keng Äntwert. Hei geet et ëm 7.000 m² Logement abordable! An als Gemeng kréie mir keng Äntwert, wou et awer ëm dësen Artikel 29bis geet. An duerfir, do hätt d'Gesetz vill méi kloer misse sinn an dann dee Moment och kloer beschreiwen, wéi d'Gemeng sech unzeleeën huet, wéi awer och de Proprietär oder de Promoteur sech unzeleeën hunn.

Well ëm wat geet et bei engem PAP „nouveau Quartier", zemools bei gréissere Flächen? Et geet ëm Valeur! A wann een effektiv keng Bewäertung dovunner huet, wéi wëllt een dann effektiv mat deem engen oder mat deem aneren negociéieren, fir eebe Wunnengen oder Commerce, fir déi dann och kënnen ze erstellen?

Bon, dat ass ee Problem, awer net nëmmen dat: D'Naturschutzgesetz an den Denkmalschutz, déi iwwerall dann dee Moment, wann et ëm d'Ëmsetzung geet, ëmmer nees mat awierken; dat ass en toxesche Cocktail, deen net derzou féiert, datt et méi séier virugeet. De Cahier des charges, deen 2021 en place gesat ginn ass, dréit och net derzou bäi, datt et méi séier geet. En ass technesch gutt gemaach, dëse Cahier des charges. Dee setzt awer viraus, datt d'Architekten dat alleguerten implementéieren an hir Pläng. Dat ass net esou evident an dréit och derzou bäi, datt d'Prozeduren nach eng Kéier méi laang ginn. Duerfir, et ass ganz, ganz schwiereg, fir méi séier virunzekommen.

Bon, ech mengen, déi nächst Regierung huet e Screening ze maache vun all Zort vu Gesetzgeebung. Bon, ech mengen, se misst mat dësem Gesetz als Éischt

dann och direkt ufänken, well et si gutt Elementer dran, awer och eng ganz Partie Elementer, déi net derzou bäidroen, datt et soll besser ginn. Ech hunn et virdru gesot, just als Beispill: d'Indemniséierung vun de Gemengen am Bezuch op de Loyer. De RENLA hätt vill méi userfriendly missen erstallt ginn. An dann awer och d'Friste beim Bail à loyer mat engem CDI si sécherlech net dat Allerbescht, fir datt och deen een oder aneren Acteur am Sozialen effektiv dann och nach virun mat eeben deem Modell, deen e momentan huet ..., fir virunzeféieren. An ech fäerte ganz, datt, wann dëst Gesetz a Kraaft trëtt, eng ganz Partie Acteuren – och sozial Acteuren – net méi wäerten derbäi sinn!

D'Entente vun den Offices sociaux seet och: Mat deem dote Gesetz – vu datt se d'Gemengen am beschte kennen – hätt méi op d'Gemenge missen duergaange ginn. Bon, d'Konklusioun vun deem Ganzen ass déi, datt herno nach vläicht zwee Promoteurs publics Rescht bleiwen. De Fonds du logement, d'SNHBM, datt déi net genuch Wunnenge liwweren, wësse mer alleguerten. Dofir hätt dëst Gesetz méi Kloerheet misse schafen, fir ze kucken, datt déi ganz Zivillgesellschaft beim erschwéngleche Wunnengsbau oder Mietwunnengsbau sollt mathëllefen. Dëst ass leider net de Fall.

Här Minister, duerfir wäerte mir als CSV dëst Gesetz och net kënne matdroen. Ech hätt nach méi detailléiert kënnen op d'Gesetz agoen, mee ech mengen, dann hätte mer de Mëtten zwou, dräi Stonnen hei gestan. Dat mécht och elo kee Sënn.

Duerfir, ech wéilt alleguerten deene Leit Merci soen, déi nogelauschtert hunn. Ech wéilt awer och nach eng Kéier eiser Presidentin Merci soe fir hir Aarbecht, och hir kollegial Aarbecht an deene leschte Wochen a Méint. Ech wéilt jiddwerengem Merci soen, deen hei derzou mat bäigedroen huet.

Ech wéilt dem Minister awer och Merci soen. Et kann ee vum Minister Kox net soen, datt en iwwert déi lescht Joren net geschafft hätt. Dat ganz sécherlech net! Et sinn nach eng ganz Partie Texter, déi dann hei an d'Chamber komm sinn. Wéi gesot, mir hätte vläicht – oder net nëmme vläicht –, mir hätten déi anescht ugepaakt, fir méi séier virunzekommen. Mee datt net geschafft gi wär, dat kann een definitiv net soen.

Duerfir, an deem Sënn jiddwerengem heibannen elo schonn eng schéi Vakanz gewënscht, ...

Plusieurs voix | Merci!

M. Marc Lies (CSV) | ... well ech mengen, déi brauche mer alleguerten.

Une voix | Ganz gutt!

M. Marc Lies (CSV) | An deem Sënn: Merci fir d'Nolauschteren an, wéi gesot, mir wäerten dëst Gesetz net matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

Mme Barbara Agostino (DP) | Vu datt jidderee mat Remerciementen ugefaangen huet, wollt ech och vu menger Säit jidderengem Merci soen. Ech war leider just nëmmen an dräi Kommissioune derbäi. Et war ëmmer ganz animéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Här Lies, wannechgelift, Dir hutt net méi d'Wuert.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Barbara Agostino (DP) | Ech wollt awer dofir soen, jo, et war ëmmer schéin animéiert, a wann ech nach eng Kéier d'Chance hätt, heihinnerzekommen, misste mer vläicht all zesummen un der Sträitkultur schaffen. Bon, ech hu jo selwer vill Sträitkultur doheem. Et ass och net einfach doheem.

(Hilarité)

Mee et kann ee jo net där selwechter Meenung sinn, mee ech fannen, et gëtt ëmmer Limitten, déi een awer muss respektéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 1. Juli ass déi nei Verfassung a Kraaft getrueden. Fir d'éischte Kéier iwwerhaapt huet sech eist Land a sengem wichtegsten Text „objectifs à valeur constitutionnelle" ginn, grondleeënd Ziler gesat, déi ze erreechen eng vun den Haaptaufgabe vum Staat duerstellt. Dozou gehéieren am Artikel 40 den Zougang zu engem anstännege Logement an d'Méiglechkeet, e wierdegt Liewen kënnen ze féieren.

Dës Unerkennung, dass de Staat eng wichteg Roll am Logement ze spillen huet, ass zimmlech nei. Dat gesäit een aleng un der Unzuel un abordabele Wunnengen an ëffentlecher Hand. Do leie mer hei am Land am nidderegen eestellege Prozentberäich, wärend aner Stied oder Länner do däitlech méi wäit sinn. Holland a Schwede si gutt Beispiller vu Länner, déi eng laang Traditioun an deem Beräich hunn. Mir hunn zu Lëtzebuerg net déi selwecht Traditioun vum ëffentleche Wunnengsbau, scho guer net vun ëffentleche Wunnengslocatiounen. Ma iwwert déi lescht Joren ass e reegelrechte Paradigmewiessel an der Logementspolitick vollzu ginn.

An der Vergaangenheet war d'Politick virun allem drop ausgeluecht, de Leit Zougang zu engem Eegenheem ze verschafen. Dat ass per se och gutt an et sollen an den Ae vun der DP och weiderhin Efforten an déi Richtung gemaach ginn. Mir schwätzen duerno jo nach iwwert d'Aides individuelles.

D'Fro ass méi, wéi een dat mécht. Wéi mécht een dat? Wärend laanger Zäit huet de Staat Wunnenge gebaut, fir en abordabele Präis verkaf, an duerno waren se fort. Den neie Proprietär huet sech gefreet, well en no enger gewëssener Zäit seng Wunneng zum Marchéspräis weiderverkafen an d'Plus-value astieche konnt. Sou huet de Staat de Leit zwar zimmlech generéis Kaddoe gemaach, mee awer keen dauerhafte Stock um ëffentleche Wunnengsmarché op- respektiv ausgebaut.

An Zäiten, wou ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, sech eng passend Wunneng um Privatmarché ze leeschten, muss déi ëffentlech Hand selwer eng vill méi aktiv Roll spillen, fir eebe sécherzestellen, dass jiddereen zu Lëtzebuerg ënner anstännege Bedéngunge liewe kann an Accès zu enger Wunneng huet.

Et sinn dowéinst iwwert déi lescht Joren eng ganz Rei un Instrumenter geschafe ginn, fir den ëffentleche Wunnengsbau virunzedreiwen. Denke mer nëmmen un de Fonds spécial, iwwert dee mer déi lescht Woch op dëser Plaz diskutéiert hunn an iwwert deen de Staat massiv an den ëffentleche Wunnengsbau investéiert. Louchen d'Depensen fir de Logement abordable ugangs der Legislaturperiod nach bei knapps 70 Milliounen, sou sinn dës mat der Zäit konsequent eropgeschrauft ginn – fir déi nächst Jore souguer op iwwer 300 Milliounen! Denke mer un de Pacte Logement 2.0, duerch deen d'Schafe vun abordabele Wunnengen zur Reegel bei neie PAPe gëtt amplaz d'Ausnam, wéi et bis elo de Fall war. Denke mer och un déi sëlleg Projets d'envergure zu Diddeleng, Mamer, Kielen, Wolz, Dikrech a Biwer.

Aner Instrumenter sinn nach an der legislativer Prozedur, an et ass effektiv bedauerlech, dass Projete wéi de Baulandvertrag, de Remembrement ministériel oder – nach méi rezent – d'Reform vun der Grondsteier an d'Aféierung vun enger Mobiliséierungs- a Leerstandssteier nach weider op sech waarde loossen.

Et sinn dëst weesentlech Hiewelen, fir d'Logementspolitick fundamental nei auszeriichten an notamment déi Leit, déi Hektaren u Bauterrain broochleie loossen, an d'Verantwortung ze huelen. Eng nächst Regierung muss derfir suergen, dass dës Projete prioritär ëmgesat ginn. D'Gesetzesprojeten iwwert de Logement abordable wéi och iwwert d'Aides individuelles sinn an dësem Kader weider wichteg Instrumenter, fir d'Arsenal ze komplettéieren.

D'Schafe vun abordabelem Wunnraum kann de Staat mat sengen ëffentleche Bauträger net eleng stemmen, dat ass an eisen Ae ganz evident. Mir kënnen nëmme genuch bezuelbar Wunnenge schafen, wann net just d'Gemengen hir Verantwortung iwwerhuelen, mee virun allem och vill méi konsequent Synergië mam Privatsecteur geschaf ginn. Mir mussen iwwert déi nächst Joren eis Efforten drastesch an d'Luucht schrauwen an eng reegelrecht Wunnengsbauoffensiv starten; kuerzfristeg, fir de Bau ze stäipen an de Manque u privaten Investoren ze kompenséieren, sou gutt et geet; a strukturell, fir deene Leit en Zougang zu bezuelbarem Wunnraum ze garantéieren, déi näischt um reguläre Marché fannen. Dat geet nëmmen, wann all d'Acteuren zesummeschaffen: de Staat, d'Gemengen, mee och de Privatsecteur.

Mat dësem Text gëtt en eenheetlechen, kohärente Kader fir d'Schafe vun abordabelem Wunnraum agefouert, an eleng dat ass e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Sou kënne mir als DP nëmme begréissen, dass déi verschidde Waardelëschte fir eng bezuelbar Wunneng an Zukunft op enger Plaz versammelt ginn, am sougenannte RENLA.

Bis elo hat jo all Bauträger seng eege Lëscht, d'SNHBM, de Fonds du logement, déi sech natierlech dunn och an Deeler iwwerschnidden hunn, well d'Leit sech eeben op zwou Plazen ugemellt hunn. Dat heescht, an Zukunft hu mer eng eenzeg Lëscht, op där alleguer d'Leit stinn, déi Demandeur, Acquereur oder einfach Locataire sinn.

Gläichzäiteg hu mer awer och eng eenzeg Lëscht, wou all déi abordabel Wunnengen, sief et fir de Verkaf oder d'Locatioun, zentraliséiert sinn. Dat ass schonn eleng sënnvoll, fir e kloren Iwwerbléck iwwert d'Situatioun ze kréien: Wéi vill Wunnenge gëtt et iwwerhaapt? Wéi si se geografesch verdeelt a wéi si se besat? Op där anerer Säit: Wéi ass d'Demande? Wéi vill Leit sichen no enger Wunneng? An och: Wéi ass d'Composition de ménage? Dat heescht: Wéi eng Zort Wunnenge gi gebraucht? Sou ass et vill méi einfach, Offer an Demande méi no beieneenzebréngen an zukünfteg Projeten ze plangen.

An deem Kader ass jo och explizitt virgesinn, dass d'Centres de recherche Accès zu Datebanke kréien, fir eeben och d'Recherche an deem Beräich virunzebréngen, an dat kënne mir als DP nëmme begréissen – natierlech ënnert der Bedéngung, dass den Dateschutz garantéiert ass!

Insgesamt dréit de RENLA also derzou bäi, déi ganz Prozedur däitlech méi einfach a méi effizient ze gestalten. D'Leit melle sech, wéi gesot, just op enger eenzeger Plaz un a mussen net méi bei dräi verschidden Organisatioune goen. Op där anerer Säit kréien och d'Bailleuren all direkt Accès op déi ganz Lëscht vu Leit am ganze Land a kënne sech dann déi eraussichen, déi hire spezifesche Krittären entspriechen.

Eng Saach, déi mer allerdéngs vun Ufank un net gutt fonnt hunn – a mir sinn dowéinst och immens frou,

datt dat en cours de route geännert gouf –, ass d'Attributioun vun den abordabele Wunnengen. An enger éischter Versioun war virgesinn, dass u sech iwwert de RENLA d'Bailleuren hir Locatairen zougedeelt kréien, ouni dass si do vill matzeschwätzen hätten. Do muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wéi eng Gemeng géif bei deem Modell do nach abordabele Wunnraum schafen, wa si mol net kann decidéieren, wien dora wunne geet? Wéi wëllen d'Gemengemammen a -pappen dann hire Bierger erklären, dass se e grousse Logementsprojet uginn, deen och nach deier kascht, an dann ass emol nach guer net sécher, dass och Leit aus där Gemeng drakommen? Déi Bedenke kann all Lokalpolitiker novollzéien. An dofir ass et absolutt ze begréissen, dass elo an dësem Text de Bailleur eng vill méi grouss Flexibilitéit huet, fir ze entscheeden, wee wéi eng Wunneng kritt.

Mir hätte jo gären, dass méi gebaut gëtt, dass mer méi iwwert dëse Wee, nieft der SNHBM an dem Fonds du logement, grad och d'Gemengen encouragéieren, selwer méi aktiv an hirer Verantwortung gerecht ze ginn. Als DP si mer dowéinst der Meenung, dass mer et esou einfach, mee och esou attraktiv wéi méiglech maache sollen, dass zum Beispill Gemenge Wunnengsbauprojete starten.

Do hu mer engersäits de finanzielle Volet. Als DP si mer der Meenung, dass d'Schafe vun abordabelem Wunnraum och duerch déi ëffentlech Hand ugemooss ënnerstëtzt soll ginn. Bei abordabele Locatiounswunnenge sinn dann och 75 % finanziell Participatioun vusäite vum Staat virgesinn, wärend et bei de Wunnengen, déi verkaf solle ginn, nëmme 50 % sinn. Dat fanne mir absolutt begréissenswäert, well mir sinn als DP der Meenung, dass virop op d'Locatioun soll gesat ginn a wäit manner op d'Vente. Bei der Locatioun bleiwen d'Wunnengen nämlech och an der ëffentlecher Hand an de Staat ka säi Stock esou lues a lues opbauen, wärend bei enger Vente de Logement awer fir 99 Joer fort ass.

Wa mer vun Aides à la pierre schwätzen, da komme mer net laanscht de Montant maximum éligible. Et ass ouni Zweifel eng gutt Saach, dass de Staat 75 % – deemno wéi souguer 100 % – Subside gëtt. Mee da muss awer och an engems séchergestallt sinn, dass déi Tauxen och erreecht kënne ginn. Déi maximal eligibel Montante mussen dowéinst no un der Realitéit sinn an de reelle Präisser um Terrain entspriechen. Haut schonn hu mer d'Situatioun, dass verschidde Projeten an der Praxis just nach zu 50 % oder manner vum Ministère finanzéiert kënne ginn, well mer eeben déi lescht Joren eng därmoosse Präissteigerung erlieft hunn.

Dobäi kommen déi regional Ënnerscheeder, déi deemno och méi oder manner staark an d'Gewiicht falen. E Projet an engem ländleche Raum, an der Peripherie vum Land, ass also aus enger reng finanzieller Perspektiv méi interessant wéi e Projet am urbane Raum, am Zentrum. Dobäi ass et jo grad a schonn urbaniséierte Gebidder, wou mer weider wuesse wëllen, sou wéi de PDAT dat jo och a senger „armature urbaine" virgesäit. Dat muss ee bedenken, an dowéinst ass et wichteg, iwwert déi nächst Jore genee am A ze behalen, ob déi Subsiden attraktiv sinn an hir Wierkung entfalen, wéi a wou se sollen, oder net.

Als DP hu mir eng ganz kloer Meenung zu dësem Punkt: Wann ee wëll der Logementsproblematik bäikommen, dann dierf een net fäerten, Geld an de Grapp ze huelen a massiv ze investéieren – well et ass schlussendlech genee dat: eng Investitioun! Eng Investitioun an d'Zukunft vun eisem Land, eng Investitioun an eis Jugend, fir dass déi sech och nach en Dag iwwert dem Kapp ka leeschten, an och eng Investitioun an d'Attraktivitéit vun eiser Wirtschaft an eise Betriber.

Fir d'DP ass et dowéinst wichteg, déi néideg Moyenen ze mobiliséieren, fir all déi Wunnengen ze bauen, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen. Do sollt och iwwer nei Finanzéierungsweeër nogeduecht ginn, wéi zum Beispill de Biergerfong, dee mir scho virun e puer Méint an d'Spill bruecht hunn.

Donieft hu mer och de Volet vum administrativen Opwand. Wärend dësen op där enger Säit reduzéiert a vereinfacht gëtt, andeems mer eng zentral Base de données schafen, riskéiert en, op enger anerer Säit zouzehuelen. Huele mer just d'Beispill vun enger Gemeng, déi effektiv abordabele Wunnraum fir hir Bierger wëll schafen an och selwer geréieren – déi selwecht Gemeng, also souwuel Promoteur public wéi och Bailleur social –: Forcement muss déi Gemeng also zwou getrennt Kontabilitéite féieren, wat natierlech zu engem zousätzlechen administrativen Opwand féiert.

Insgesamt hu mer et dach awer mat engem net grad onkomplizéierten Text ze dinn, mat villen eenzelnen Dispositiounen, Ufuerderungen a Prozeduren, deen och net onbedéngt a sengem leschten Detail esou einfach ze verstoen ass. Et ass dowéinst ëmsou méi wichteg, d'Ëmsetzung um Terrain genee ze suivéieren an déi verschidden Acteuren ze begleeden, ze informéieren a virun allem ze ënnerstëtzen.

Här President, als DP hu mer ëmmer gesot: Wa mer wëlle virukommen am Logement, da musse mer de Privatsecteur mat an d'Boot huelen. Et si schliisslech déi Privat, déi bauen, déi och baue kënnen an déi dowéinst baue gelooss solle ginn, fir d'Schafe vu Wunnraum ze beschleunegen. Mir sinn aus deem Grond frou iwwert d'Aféierung vun enger spezieller Kategorie vun abordabelem Wunnraum, nämlech de Logements dédiés fir d'Salariéen.

De Logement ass och ëmmer méi e Problem, fir qualifizéiert Aarbechtskräft unzezéien. Wee wëll schonn op Lëtzebuerg schaffe kommen, wann en zwar méi verdéngt wéi op enger anerer Plaz, mee de Gros awer fir de Logement dropgeet? Wann eis Betriber Schwieregkeeten hunn, Leit ze fannen, läit dat och un de Wunnengspräisser. Lëtzebuerg huet vill Atouten a Stäerkten, de Logement riskéiert awer ganz kloer, en negativen Impakt op eis Attraktivitéit ze hunn.

Mat dësem Text kréie Betriber an Zukunft d'Méiglechkeet, iwwert eng SIS abordabele Wunnraum fir hir Salariéen ze schafen. Als DP begréisse mer déi Ouverture natierlech an hoffen, dass et och den erwënschten Effekt um Terrain wäert hunn. Et gëllt op alle Fall och hei, d'Effikassitéit vun dëser Mesür ze suivéieren an, wann néideg, nozebesseren. Als DP kënne mir eis duerchaus virstellen, an dëser Hinsicht an Zukunft nach méi wäit ze goen, mee fir den Ufank ass dëst ouni Zweifel e gudden éischte Schrëtt.

Här President, et wier nach vill zu dësem gradesou wichtege wéi komplexen Dossier ze soen. Wann ech op all déi eenzel Facetten agoe wéilt, wär ech nach eng Zäit amgaang. Dofir hunn ech mech op dat fir d'DP Weesentlecht limitéiert.

Fir d'DP ass et en éischte Schratt an déi richteg Richtung. Allerdéngs ass et och wichteg bei enger Reform wéi dëser, ëmmer no um Terrain ze sinn a genee ze suivéieren, wéi d'Ëmsetzung ofleeft, wéi eng eventuell Schwieregkeeten et gëtt, an ze kucken, ob d'Ziler vun dësem Text tatsächlech erreecht ginn.

Den Ausbau vu bezuelbarem Wunnraum muss grad an dësen Zäiten eng absolutt Prioritéit duerstellen. Déi ëffentlech Hand huet eng wichteg Roll um Marché ze spillen a soll däitlech méi aktiv ginn, wéi et an der Vergaangenheet de Fall war. Mir dierfen dowéinst net zécken, grouss ze denken a massiv an den ëffentleche Wunnengsbau ze investéieren! Dozou gehéiert och, dass de Staat an d'Gemengen hir eegen Terraine prioritär mobiliséieren. Déi ëffentlech Hand gehéiert effektiv och zu de gréisste Proprietäre vu Bauland zu Lëtzebuerg.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Amplaz dës broochleien ze loossen, sollen de Staat an d'Gemengen an eisen Ae mam gudde Beispill virgoen an hir eegen Terraine bebauen a méi abordabele Wunnraum schafen.

Als DP si mir awer och iwwerzeegt, dass de Staat dat net eleng ka maachen. Mir brauchen e Kader, deen d'Gemengen, mee och privat Betriber incitéiert, nach méi aktiv ze ginn a méi abordabele Wunnraum ze schafen. Et ass wichteg, all d'Acteuren an d'Boot ze huelen an zesummen drun ze schaffen, wann net, fir de Logementsproblem a senger Globalitéit an de Gréff ze kréien, dann op d'mannst, fir eng adequat Offer fir déi ze schafen, déi op eng ëffentlech Wunneng ugewise sinn – an dat sinn zu Lëtzebuerg, wéi mer wëssen, leider ëmmer méi Leit.

Här President, dat gesot, well ech awer net vergiessen, der Rapportrice e grousse Merci ze soe fir hire ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech kann dann och am Numm vun der DP-Fraktioun eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Fir dass ech et net vergiessen, fänken ech dann och mat de Mercien un. Virop natierlech merci der Madamm Ahmedova, der Rapportrice, fir hire Rapport, mee awer och fir hir Presidence déi lescht véier Joer. Si huet eis et net ëmmer einfach gemaach, zumools an der Lescht mat de Kommissiounssitzungen, mee mir hunn hir et och net ëmmer einfach gemaach. Mee am Endeffekt hu mer awer alleguerte gutt zesummegeschafft, an dat ass och ee vun hire Verdéngschter.

Da géif ech awer och gären dem Minister Merci soen. Ech mengen, dass mer ... Den Här Lies hat vollkomme Recht, wéi en drop higewisen huet, dass vill geschafft ginn ass an deene leschte Joren. An eng Partie wichteg Gesetzer konnten och an dëser Legislaturperiod gestëmmt ginn, notamment denken ech un de Pacte Logement 2.0, awer och – besonnesch wichteg a mengen Aen – de Fonds spécial fir de Logement. Haut stëmme mer iwwert d'Gesetz vum Logement abordable of, och dat ass e wichtegt Gesetz.

Ech hunn awer och ee Regret, dat ass, dass eng ganz Partie Gesetzer net méi kënnen an dëser Legislaturperiod gestëmmt ginn. Ganz besonnesch regrettéieren ech, dass mer betreffend de Remembrement ministériel respektiv de Baulandvertrag, déi, wann ech mech net ieren, nach vun de Virvirgänger vum Här Kox, nämlech dem Här Kersch an dem Här Hansen, ausgeschafft goufen, nach ëmmer net prett sinn, fir déi hei an der Chamber ze stëmmen. Dat sinn awer zwee ganz wichteg Gesetzer, déi eis an der Logementsproblematik géifen e gutt Stéck virubréngen.

Gradesou regrettéieren ech och e bëssen, dass mer eng ganz Partie Proposition-de-loien – den Här Lies hat der e puer opgezielt, hien hat der ganz vill erageréecht am Numm vun der CSV; awer och d'Kolleege vun de Piraten oder vun déi Lénk haten déi eng oder aner Proposition de loi gemaach – leider net méi konnten an der Logementskommissioun traitéieren. Ech mengen, Dir gesitt alleguerten, et wär awer derwäert gewiescht, fir verschidde Saachen do

ze diskutéieren. Op alle Fall mengen ech, dass där nächster Logementskommissioun d'Aarbecht soubal net wäert ausgoen, an déi kann direkt ufänke mat schaffen, wa se da bis en place ass.

Ech kommen awer elo zu deem Text vun haut, ëm deen et geet. Dat fundamentaalt Recht, en Daach iwwert dem Kapp ze hunn an ënner dezente Konditioune kënnen ze wunnen, ass zanter dem 1. Juli als Staatszil an eiser neier Verfassung verankert. Dat an enger Zäit, wou dëst Zil fir awer ëmmer méi Leit onerreechbar gëtt. Nëmme mat engem staarken Agräife vum Staat kënne mir verhënneren, dass aus der aktueller Immobiliekris iergendwann eng sozial Kris gëtt. De Logementsminister, den Här Kox, huet an deem Sënn eng national Strategie vum abordabele Wunnraum virgeluecht, mat ganz ambitiéisen Ziler. De Budget heifir gouf och eropgesat. A loosst mech soen: D'LSAP steet voll a ganz hannert dësen ambitiéisen Ziler!

Mir sinn awer iwwerzeegt, dass dee Budget, deen elo virgesinn ass, nach net duergeet, a fuerderen, dass dës Enveloppe no uewen ugepasst gëtt, fir dass déi Strategie och mëttelfristeg kann ëmgesat ginn. Dat dréit och zur Stabiliséierung vum Bausecteur bäi, dee besonnesch ënnert der aktueller Kris ze leiden huet.

Net nëmmen de Budget, mee och de legale Kader muss adaptéiert ginn, fir der Situatioun vun haut kënne gerecht ze ginn. D'LSAP begréisst dofir d'Refonte vum Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Aide au logement. Ech wéilt drun erënneren, dass den Auteur vun deemools de Benny Berg war, deen eenzege sozialistesche Logementsminister, dee Lëtzebuerg bis elo hat. Op hie geet iwwregens och d'Schafe vum Fonds du logement zréck – also zwee vun deene wichtegste Gesetzer, déi mer am Logement iwwerhaapt hunn!

Och deemools war fir d'LSAP kloer, dass et nëmme mat staatlecher Ënnerstëtzung méiglech ass, derfir ze suergen, dass méiglechst vill Leit d'Chance kréien, iergendwann an den eegene véier Wänn kënnen ze liewen. An et ass geneesou kloer, dass besonnesch déi, déi loune mussen, ëffentlech Hëllef a Schutz brauchen, well se trotz Hëllefen net d'Moyene kréien, fir Proprietär ze ginn. D'LSAP fënnt et ganz richteg, dass an Zukunft den Undeel u Locatiounswunnenge beim Logement abordable gehéicht gëtt.

Mir wëllen awer och weiderhin den Accès zur Proprietéit erliichteren, mat Wunnengen, déi zum Beispill op Basis vun engem Bail emphytéotique verkaf ginn. Eng eege Wunneng ze hunn, fir déi een am Laf vun der Zäit de Kreditt lues a lues ofbezilt, ass ëmmer besser, wéi engem aneren e Loyer mussen ze bezuelen. Dovun ofgesi schützt déi eege Wunneng virun Altersaarmut. Mir hunn haut vill eeler Leit, déi och mat enger relativ klenger Pensioun komfortabel kënne liewen, well si eeben hir eege Wunneng hunn an déi dann och nach scholdefräi ass. Et ass wichteg, dass méiglechst vill Jonker vun haut déi selwecht Chance kënne kréien. Dat ass net zulescht och eng Fro vu Generatiounegerechtegkeet!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Zilsetzung vun dësem Projet de loi ass am grousse Ganzen déi selwecht bliwwe wéi déi vum 1979er Gesetz. An dat gëllt natierlech och fir de Projet de loi iwwert d'Aides individuelles, iwwert dee mer nach herno wäerte schwätzen. E brëngt awer eng Rei nei Elementer mat, déi der Situatioun vun haut besser ugepasst sinn. D'LSAP begréisst, dass mat deem reforméierte Gesetz d'Aides à la pierre nei gereegelt ginn. Et gëtt eng kloer Rolleverdeelung tëscht deene ville verschiddenen Acteure gemaach. D'Gesetz bitt e gudden Iwwerbléck iwwert déi verschidde Forme vu sozialem Wunnengsbau. D'Konditiounen, déi déi verschidden Acteure mussen erfëllen, ginn harmoniséiert an och transparent duergestallt.

Nawell bleift eng gewësse Flexibilitéit, déi och néideg ass. Dat gëllt virun allem fir d'Logements dédiés. Et bleift weiderhi méiglech, Wunnenge fir eng bestëmmt Zilgrupp zur Verfügung ze stellen, sief dat fir jonk Leit, also Studenten, oder sief dat fir Leit iwwer 60 oder fir Leit, déi e spezielle sozialen Accompagnement brauchen.

Ganz positiv ass et an den Ae vun der LSAP, dass an deem Kontext Ouverturë gemaach gi fir esou nei Modeller, zum enge fir Wunnkooperativen, déi an anere Länner e weesentlechen Undeel um soziale Wunnengsbau hunn, zum aneren awer och fir Betriber, déi bereet sinn, an eng Gesellschaft ouni Gewënnzweck ze investéieren a Wunnraum ze schafe fir hir Salariéen. Dat ass och herno eng Fro vum Standuert Lëtzebuerg, vun der Kompetitivitéit a vun der Attraktivitéit vun eisem Land. An d'LSAP ass der Meenung, dass dat e ganz interessante Modell ka sinn.

Mir hu jo an der Vergaangenheet duerchaus positiv Erfarungen domadder gemaach, zum Beispill an enger Zäit, wéi d'ARBED, also d'Schmelz, zesumme mat der ëffentlecher Hand ganz Quartiere mat Wunnenge fir hir Aarbechter gebaut huet. Allerdéngs muss ee ganz genee am A behalen, wéi dat herno ëmgesat gëtt. D'Ofhängegkeet vum Salarié vis-à-vis vu sengem Patron gëtt jo doduerjer méi grouss, wann d'Recht op eng Sozialwunneng un d'Aarbechtsplaz gebonnen ass. Dofir duerf esou eng Wunneng keen Avantage en nature ginn, deen et dem Patron herno géif erlaben, méi kleng Paien auszebezuelen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nawell wëllen a musse mir all privat Initiative förderen, déi eis hëllefen, méi erschwéngleche Wunnraum ze schafen, well de Staat an d'Gemengen aleng – dat hu mer elo alleguerte festgestallt – packen dat net. Dat gëllt iwwregens net nëmme fir den Neibau, mee och fir d'Renovatioun vu Wunnengen, déi elo hei bestinn an op deem Wee kënne mobiliséiert ginn. D'Agence immobilière sociale ass hei e wichtege Partner an enger Zäit, wou de Staat einfach net nokënnt mat bauen an et laang, laang Waardelëschte gëtt, fir eng abordabel Wunneng ze kréien. Bei allen Efforten, déi mer ënnerhuelen a wäerten ënnerhuelen, wäert dat och an de kommende Jore leider nach esou bleiwen.

Här President, de Gemenge kënnt hei eng Schlëssellroll zou, wann et drëms geet, abordabele Wunnraum ze schafen. Si bestëmmen net nëmmen iwwert hir PAGen, wou wat ka gebaut ginn, si sinn och verantwortlech dofir, dass all lokal Infrastrukturen ugepasst sinn un hir Bevëlkerungszuel. De Beitrag vun de Gemengen zum Logement abordable ass en Akt vun nationaler Solidaritéit, well bei allen Hëllefe musse si eng substanziell Eegeleeschtung mat erabréngen. Fir eng Gemeng ass et ganz komfortabel, deen Effort net matzemaachen. Dofir wéilt ech hei vun der Geleeënheet profitéieren – an et sinn der jo eng Partie heibannen –, fir all deene Buergermeeschteren an deene Gemengeréit e ganz décke Luef auszeschwätzen, déi sech wierklech am Beräich vum Logement abréngen. An dat sinn der och net wéineg!

Souwuel de Pacte Logement 2.0 wéi och dëst neit Gesetz bidden eng zolidd Ënnerstëtzung fir d'Gemengen, déi Logement abordable wëlle schafen. En Taux vu 50 %, 75 % a souguer 100 % u finanzieller Bäihëllef, dat kléngt jo wierklech gutt. Mee hei halen ech et mat der Madamm Agostino, wat si virdru festgestallt huet, well dëst muss een ëmmer am Zesummenhang mat de Plaffonge kucken, déi bei dësen Aidë festgesat sinn. Et héiert een ëmmer erëm d'Kritick, dass dës Plaffongen et net méiglech maachen, déi affichéiert Tauxen och effektiv ze erreechen. An elo ass d'LSAP der Meenung, dass déi Plaffongen esou mussen definéiert sinn, dass et bei engem Standardbau realistesch ass, den Taux vu 50 %, 75 % oder 100 % u finanzieller Ënnerstëtzung och tatsächlech ausbezuelt ze kréien. Dat ass sécher en Aspekt, deen op Basis vun den Erfarungen an der Praxis vun Zäit zu Zäit muss evaluéiert ginn a wou d'Plaffonge dann eventuell och mussen ugepasst ginn.

Ganz positiv fanne mir et, dass et en Topup vu 15 % gëtt fir Projeten, déi besonnesch innovativ sinn oder zur Resilienz am Kader vum Klimawandel bäidroen an doduerch dacks leider méi deier ginn. Abordabele Wunnengsbau ass net gläichzesetze mat qualitativ mannerwäertege Wunnengen. Et soll zwar op onnéidege Luxus verzicht ginn, fir dass de Präis och kann niddereg gehale ginn, mee grad beim ëffentleche Wunnengsbau soll awer duerchaus kënnen d'Innovatioun gefërdert ginn. Innovatioun kann awer och dozou féieren, dass se gläichbleiwend Qualitéit fir manner Sue bitt. An Zukunft kann ee vläicht doriwwer nodenken, ob een net och heifir e klengen Incentive virgesäit.

Vu Gemengesäit gëtt et nach de Wonsch, den Awunner aus der eegener Gemeng kënnen eng gewësse Prioritéit ze schafen. Trotz allem Versteesdemech fir dëst Uleies muss een awer och soen, dass dat aus der Siicht vun deem, deen eng Wunneng sicht, net onbedéngt am meeschte Sënn mécht. Aner Krittären – wéi zum Beispill d'Méiglechkeet, no bei senger Aarbecht ze wunnen – sinn do vläicht nach méi wichteg.

Eng grouss Ännerung an deem neie Gesetz ass d'Schafe vun dem sougenannte RENLA. Et ass virdrun erkläert ginn, wat dat ass. D'LSAP ass ganz frou, dass mir op dësem Wee endlech e richtegen Iwwerbléck kréie souwuel iwwert de Bestand un abordabele Wunnenge wéi och iwwert déi reell Zuel vun Demandeuren an – ganz wichteg – iwwert de Profill vun dëse Leit. Déi national Dateschutzkommissioun hat Bedenken, wat den Accès op d'Donnéeë vun deem Fichier ugeet. An der Praxis muss een hei iwwerwaachen, dass et net zu Feelentwécklunge kënnt.

Här President, d'LSAP bewäert déi zwee Logementsprojeten, déi mer de Mëtte stëmmen, ganz positiv. Nawell si mir eis bewosst, dass déi Kris, déi mir am Moment um Immobiliemarché hunn, domadder net geléist gëtt. Déi eenzeg Méiglechkeet fir d'ëffentlech Hand, fir eng gewësse Kontroll driwwer ze kréien, besteet doranner, den ëffentlechen Immobiliepark esou staark ewéi méiglech an d'Luucht ze setzen, soudass tatsächlech e substanziellen Undeel vun der Bevëlkerung a Wunnenge ka liewen, wou de Staat de Präis bestëmmt. Bei aller Urgence wäert dat weeder kuerznach mëttelfristeg kënnen erreecht ginn. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mir elo alles drusetzen, dass dat Zil op d'mannst laangfristeg kann erreecht ginn.

Här President, gëschter huet de Konkurrenzrot eng Analys presentéiert, déi feststellt, datt déi privat Promoteuren an Immobilienagencen déi lescht Jore weesentlech zur Präisexplosioun um Wunnengsmaart bäigedroen hunn. Dat ass fir vill vun eis keng grouss Iwwerraschung – an dach ass dat bis elo ëmmer vum Secteur zréckgewise ginn. Fir mech ass kloer, datt een net jiddereen aus dem Secteur kann an duerf an dat selwecht Dëppe geheien. Et gëtt sécherlech och Acteuren, déi hei ganz responsabel un hiert Geschäft eruginn, an hei muss een och kënnen differenzéieren.

Mee wann d'Bruttomargë vun alle Promoteuren zesumme sech an zéng Joer veraachtfachen, wann Terrainen nëmmen drëppchesweis op de Maart

kommen, fir d'Präisser héichzehalen, wann de Gros vum Bauland an de privaten Hänn vun e puer Eenzelne läit an op der anerer Säit Familljе sech d'Wunnen net méi leeschte kënnen, da misst dach spéitstens elo deen Allerleschten hei am Land kapéiert hunn, datt dee fräie Maart iwwerhaapt näischt reegelt!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi berüümt „onsiichtbar Hand", déi anscheinend an engem komplett liberaliséierte Maart soll Exzesser verhënneren, déi gëtt et net!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nee, et gëtt just eng onsiichtbar Hand: Dat ass déi, déi de Leit an d'Täsch respektiv an de Portmonni gräift. Déi Analys vum Konkurrenzrot huet dës onsiichtbar Hand elo fir jidderee siichtbar gemaach. An dofir hunn d'Gesetzer, wéi mer se haut stëmmen, hir absolutt Noutwendegkeet, well si hëllefen eis, ëffentleche Wunnraum ze schafen an net alles der Profittmaximéierung um private Marché ënnerzeuerdnen.

Ech ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Wann ech dem Virriedner hei nogelauschtert hunn an och der Madamm Ahmedova, där ech villmools Merci soe fir hire Rapport, dann hunn ech bal ee Regret: Dat ass, dass ech net zu der Logementskommissioun gehéiert hunn, déi anscheinend ganz animéiert heiansdo diskutéiert huet. An et ass ëmmer schued als Politiker, dann esou flott Debatten ze verpassen! Vläicht, wann de Wieler mer nach d'Méiglechkeet gëtt, kann ech dann an der nächster Legislaturperiod – vläicht nach zesumme mat Iech, Madamm Ahmedova – esou Diskussioune materliewen.

Et ass op jidde Fall e ganz, ganz flotten a wichtegen Dossier, dee mer elo hei diskutéieren. Ech wär scho bal versicht, dem Här Cruchten do, wou hien opgehal huet, ze äntwerten. „Dass déi onsiichtbar Hand de Leit an d'Täsch gräift", mengen ech, esou hat en et gesot. Ech soen Iech: Et ass och de Staat, deen de Leit an d'Täsch gräift, well ech erënnere mech u verschidden TVA-Erhéijunge vun 3 % op 17 %, déi dës Regierung gemaach huet als eng vun den éischten Initiativen. A wann et eng Regierung gëtt, déi gewinnt ass, de Leit an d'Täsch ze gräifen – CO_2-Steier a villes aneres –, dann ass et déi, déi Dir matdrot, Här Cruchten! Mee ech wëll awer …

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi Hand ass awer alles anescht wéi onsiichtbar, well all déi Saache ginn hei am Parlament diskutéiert an …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo, jo.

(Brouhaha)

Et ass wouer: Dir klaut wéinstens am helle Liicht, dat ass richteg. Jo, dat ass richteg!

Also, ech wollt awer elo hei vläicht e puer Wuert och zum Projet soen. Dat ass, datt mer emol éischtens hei … Et ass gesot gi vun der Aide au logement vun 1979, dat Gesetz wär u sech e bëssen elo hei nei gemaach ginn. An d'Rhetorik ass u sech déi selwecht, mee mir hunn awer erausgesicht: 1979 hate mer 362.000 Leit am Land an elo hu mer der 660.000. Also et ass eng enorm Croissance démographique, dat wësse mer alleguer. Mee et ass awer schonn och en Echec vun der Politick, tous Gouvernements confondus, datt mer elo u sech änlech Argumenter produzéiere wéi 1979 a mat änleche Problemer konfrontéiert sinn!

An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hat dat och gesot. Si huet eigentlech kloer eng Grondfro gestallt, well se jo och weess, datt d'Promoteurs publics praktesch net vill kënnen un der Situatioun änneren. Mir wëssen, datt d'SNHBM an och de Fonds du logement net vill Logementen op de Marché bréngen. An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet da gesot: „Elle craint que les promoteurs publics ne parviennent jamais à subvenir aux besoins en logements abordables sur le territoire national."

Also och mat all där Rhetorik géint déi Privatpromoteuren an esou weider, déi mer elo héieren hunn: Et geet net ouni si! De Staat selwer ass kee gudden Entrepreneur: E baut lues, e baut net vill. An dat muss een awer och wëssen! Dofir muss ee sécher Problemer analyséieren, selbstverständlech, mee et kann een elo net allgemeng e Feldzuch géint déi privat Hand hei lancéieren, well de Staat weist einfach, datt en net vill an deem Beräich ka bréngen.

Dann ass gesot ginn – ech wëll och kuerz dorobber agoen, well déi Problematik vun de Gemengen an de Responsabelen an de Gemengen ëmmer erëm hei ugeschwat gëtt –: Jo, et ass awer sou, an de Syvicol huet dat och gesot, datt u sech d'Rechter vun de Gemengen an dësem Text ageschränkt gi par rapport zum Beispill zum Artikel 13 vum Gesetz vum 16. November 1998, wou d'Gemengen als Promoteur nach vill méi konnten decidéieren, ween da kéint bei hinnen op dem Territoire vun hirer Gemeng dovunner profitéieren, par rapport zu elo, wou dat eigentlech nach fir d'Logements tous publics gëllt, awer net méi fir d'Logements dédiés – op jidde Fall net méi vill.

A wéi d'Virriedner et gesot hunn, ass et jo awer sou, datt d'Gemengen op de Konsequenze vum Wunnengsbau dacks sëtze bleiwen, wat Schoulen ugeet, Betreiungsstrukturen, Kläranlagen, ëffentlechen Transport, Dreckseemeren an esou weider an esou virun. Also, d'Gemengen hunn eng enorm Kontributioun, déi se souwisou leeschten, an eigentlech ëmmer manner matzedecidéieren, an dat ass en Ongläichgewiicht, dat mir net richteg fannen. Et ass e ganz bürokratescht Gesetz. Et ass schonn e bëssen eng Verstaatlechung, déi mer hei materliewen. „Planwirtschaft" ass gesot ginn, och dat deele mer.

Ech war och verwonnert, datt d'Madamm Agostino sou geschwäermt huet am Numm vun der DP. Gëschter huet d'DP e ganz illiberaalt Gesetz am Beräich vun der Gesondheet gelueft, haut am Beräich vum Logement. Wann Der nach eng Kéier sollt an enger Gambia-Regierung sinn, da bleift vun deene liberale Gedanken näischt méi, well vu Regierungsperiod zu Regierungsperiod passt Der Iech ëmmer méi de sozialisteschen an deene grénge Kolleegen un.

(Interruption par M. Gilles Baum)

An Dir kënnt wierklech eng Kéier d'Fusioun do envisagéieren, mee eng liberal Partei ass d'DP net méi!

(Interruption par M. Gilles Baum, brouhaha et coups de cloche par la présidence)

Mir op jidde Fall, mir vertrieden och d'Interessie vun de privaten Investisseuren. Här Baum, ech si begeeschtert iwwert deen Interessi, deen Der mengen Ausféierungen entgéintbréngt.

M. Gilles Baum (DP) | Ëmmer, ëmmer!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Well mir, mir vertrieden och weider hei d'Interessie vun …

Une voix | Et héiert ee bal näischt méi.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | … de privaten Investisseuren. An dobäi ass et jo esou – ech hat dat och d'lescht Woch eng Kéier hei gesot –, datt déi Konditiounen, déi mer deene Private setzen, sech däitlech verschlechtert hunn duerch déi Konventiounen, déi fréier op 20 Joer gelaf sinn an elo op 40 Joer. Dat ass ee vu ville Feeler, déi gemaach goufen.

Et hätt een och kënnen aner Modellen envisagéieren, zum Beispill en degressive Modell no 20 Joer oder datt verschidde Subventioune mussen zréckbezuelt ginn. Alles dat hätt ee kënnen diskutéieren, mee déi Radikalitéit, déi do erëm eng Kéier gewise gouf, déi féiert awer derzou, datt privat Investisseuren dacks decouragéiert ginn. Genausou wéi dat Festhalen un der Emphyteos, wou mir der Meenung sinn, datt dat kee gudde Wee ass, deen op jidde Fall eng Verméigensbildung net erlaabt, a mir hunn eng däitlech Preferenz fir de Mietkauf.

D'Madamm Ahmedova hat an hirem Rapport och gesot, datt ee muss dann e bëssen do matdenken, wat Parkplazen a Garagen ugeet. An eisen Aen ass dat reng Ideologie, well do gëtt dann de Kampf géint den Auto weidergeféiert, de Carsharing gëtt promouvéiert, deen awer net jidderee kann oder wëll maachen. Dofir feelt et dann herno u Parkplazen oder u Garagen a verschiddene Bauprojeten. E bëssen erënnert eis dat un den Elektroauto. Dir hutt alleguer gesinn an Däitschland, wéi elo VW an aner grouss Firmen ëmmer méi a Problemer kommen duerch eng Ideologie, …

(Interruption)

… an do weist et sech eeben zum Beispill um Autosmaart, datt eeben de Privatinvestisseur dacks besser weess wéi de Staat, wat d'Leit wierklech wëllen a wat se brauchen. Et ass esou, …

M. Yves Cruchten (LSAP) | Soulaang Dir ëmmer den Auto huelt fir heihinner …

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | … datt mer déi … Et ass esou, datt mer am Logement wéi a kaum engem aneren Dossier eigentlech iwwert déi lescht Joren … Et ass gesot ginn: „Den Här Kox huet vill geschafft." Ech géif soen: Leider huet dës Regierung vill geschafft, well se huet eng Feeldecisioun no där anerer geholl am Beräich vum Logement a mir si mat de Konsequenzen haut konfrontéiert!

Mir hu keng Flexibilitéit an de Mietverträg. Dofir hate mir eng Proposition de loi gemaach, déi och wierklech e Contrat à durée déterminée erlaabt. Mir hu beim Investissement eng Verdeierung vun der TVA vun 3 % op 17 % gehat. Den Amortissement fiscal accéléré gouf onnéideg ageschränkt, wat natierlech zu enger Reduzéierung vum Investissement am Logement féiert. D'staatlech Taxe sinn zu Lëtzebuerg méi héich wéi am Ausland, och dat ass hei scho vun der ADR gesot ginn, zum Beispill am Beräich vum Enregistrement an esou weider. Déi kéint een erofsetzen.

Haut ass gesot ginn zu deem neie Projet, dass déi CDIen eventuell zu neie sozialen Ongerechtegkeete féieren. Dat ass absolutt richteg. Et ass gesot ginn, datt keng PAPen „nouveau quartier" méi gemaach ginn, well dat alles ze vill schwéierfälleg ass. D'Naturschutzgesetz ass en Obstakel, notamment an ausgewisene Bauzonen.

De Staat an d'Gemenge si schlecht Promoteuren – ech hat dat selwer virdru gesot –: Si hu vill Terrainen a baue wéineg. Dat ass d'Realitéit vun der Saach. Mir hunn also hei e Staat, deen net effizient ass am

Logement, deen éischter hënnert, dee vill ze deier ass, deen anere Käschten opdréckt, selwer net vill mécht an elo och nach verstaatlecht an nach méi Initiativ u sech rappt, amplaz endlech op de Wee vun der Flexibiliséierung, vun der Liberaliséierung, vu méi Méiglechkeete vum Privaten ze goen, fir endlech um Logement kënnen déi Bürokratie ofzebauen an eng nei Dynamik ze entwéckelen.

Ech wëll emol net iwwert de grondleeënde Problem schwätzen, Dir kennt eis Attitüd: Soulaang mer net vun engem onkontrolléierte Wuesstum an e méi gesonden, méi kontrolléierbare Wuesstum erakommen – mir si jo Europameeschter am Wuesstum, am onkontrolléierte Wuesstum –, kréie mer de Problem per se och net geléist.

Déi Gestion locative sociale, déi ënnerstëtze mer selbstverständlech. Dat ass ganz kloer.

An ech wëll nach e Wuert iwwert de RENLA, déi Lëscht do, soen, déi mer elo hei hunn, also, eng al Fuerderung vun der ADR, datt mer eng national Lëscht hu mat kloren an transparente Krittären, asouwäit kënne mer dat begréissen. Mir mussen awer och soen, datt mer de Gemengen net wëllen d'Méiglechkeet ewechhuelen – bien au contraire! –, fir op hirer Gemeng kënne matanzewierken, wien dat kritt, wéi et 1998 am Gesetz do beschriwwe war.

Mir hätte gär, datt déi Leit, déi e Lien mat enger Gemeng hunn, quitte datt se do gebuer sinn, datt se do an d'Schoul gaang sinn, datt se do schaffen, datt se Famill do hunn an esou weider, eng Prioritéit kënne kréie bei Gemengen, déi Promoteure sinn oder Bailleurs sociaux. Dat schéngt eis ganz selbstverständlech ze sinn, datt mer dat Liewen – dat Zesummeliewen – an enger Gemeng net do zerstéieren, mee datt mer éischter dat favoriséieren, vu datt et do awer eng Kontinuitéit an engem Gemengeliewen, a Veräiner an esou weider ka ginn – selbstverständlech.

A mir hätte gären, vu datt mer elo eng national Lëscht awer kréien, vun där mir mengen ..., datt déi Gemengen awer, déi do investéieren, wéi gesot, sollten e Matsproocherecht iwwert d'Verdeelung souwuel bei de Logements dédiés wéi bei deenen tous publics hunn. Mir hätten awer dann och gär, datt mer da periodesch Lëschte maachen, fir datt mer emol gesinn, wéi dann d'Attributioun ass, ob et tous publics ass oder wivill Studenten do wierklech kënnen eng Wunneng kréien oder Leit, déi iergendwellech Besoins particuliers hunn, oder eeler Leit an esou weider, datt mer déi Opdeelung och wierklech kënne verfollegen deen Ableck, wa mer dann esou eng national Lëscht hu mat transparente Krittären, an datt mer kënnen diskutéieren, ob eiser Meenung no déi Attributioun dann och déi richteg ass. Wa mer da schonn déi Méiglechkeeten hunn, da musse mer se och sënnvoll notzen.

Dat gesot, mat all deene Kriticken, Dir verstitt, mat eisen anere Prioritéiten an Usiichten iwwert de Wäert vum privaten Engagement am Logement wäerte mir och dëse Projet net kënne matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och fir d'éischt der Rapportrice fir hiren ausféierleche Rapport an och fir d'Presidence an de Kommissiounen, déi si, ech fannen, ganz gutt gemaach huet. Kolleeginnen a Kolleegen, änlech wéi beim individuellen Aidëgesetz, wat duerno um Orde du jour steet, huet dëse Gesetzesprojet schonn e puer Joer um Bockel an ass scho méi oft ugepasst ginn an dëser Zäit. Anescht wéi beim Aidëgesetz fir Privatleit awer, wou éischter méi cibléiert Ännerunge gemaach gi sinn, huet dëse Projet iwwert de Logement abordable awer a senge Grondfesten evoluéiert. Mir hunn hei deelweis en anert Gesetz leie wéi dat, wat viru knapp zwee Joer deposéiert gi war.

Dëst Gesetz huet jo zum Zweck, de staatleche Finanzement vun abordabele Wunnenge fir de Kaf an d'Locatioun esouwéi fir Logements à coût modéré nei ze reegelen an engem harmoniséierten Text. Donieft ass d'Attributiounsprozedur vun den abordabele Locatiounswunnengen e weidere wichtege Baustee vun dësem Gesetz, also d'Fro, wie prioritär Recht op eng abordabel Wunneng huet a wéi eng Krittären an der Prozedur spillen. Zentral Punkte vum Gesetz si vun Ufank u stoe bliwwen a mir begréissen déi:

Éischtens: déi nei Definitioun vun den eenzelne Kategorië vu Logementer an hei och d'Recht op esou eng Wunneng, déi no neie Krittären a puncto Akommes an Zesummesetzung vum Stot sollt erfaasst ginn.

Zweetens: déi däitlech méi breet Populatiounsschichten, déi duerch d'Upassung vun den Akommeskrittären zukünfteg zumindest d'Chance op eng Wunneng hunn, vu 50 % bei der Bevëlkerung bei Locatiounswunnengen, iwwer 60 % bei der abordabeler Vente, bis hin zu 70 % bei de Logements à coût modéré.

Drëttens: d'Entscheedung, dass zukünfteg nëmmen ëffentlech Promoteure Wunnenge fir de Verkaf dierfe bauen.

Véiertens: déi nei Konditioun, dass staatlech kofinanzéiert Locatiounswunnenge 40 Joer amplaz vun haut 20 Joer an der Abordabilitéit musse bleiwen.

A fënneftens: dass dës Wunnengen an en zentrale Regëster, de RENLA, sollen opgeholl ginn a soumat och méi effikass solle geréiert ginn.

Wéi gesot, mir begréissen all dës Punkten. Déi Punkten am Gesetz hunn – wéi natierlech och anerer – den Amendementsprozess iwwerlieft.

Wat awer in extremis nach ofgeännert ginn ass am Gesetzestext, ass d'Attributiounsprozedur fir ëffentlech Locatiounswunnengen. Huet déi urspréngleche Prozedur op enger gewëssener Transparenz an Equitéit bei der Vergab vu Wunnenge berout, sou gouf dës Prozedur awer kuerzfristeg an och ouni eng seriö Begrënnung an den Amendementer einfach gekippt. Dat ass erstaunlech, well dat jo eigentlech e wichtegt Element am Text war, dat och de Logementsminister vun Ufank un no vir gestallt huet, fir dës Reform ze begrënnen.

D'Ënnerscheedung tëscht de Logements tous publics an de Logements dédiés menge mir domadder net, well eis dës Ënnerscheedung och sënnvoll erschéngt, fir bei der Attributioun och op verschidden Urgencen oder Besoine vu bestëmmte Gruppen a Secteuren anzegoen, déi een net all an eng eenzeg Prozedur erandrécke kann. Et geet hei villméi ëm d'Attributioun vun de Logements tous publics selwer, déi elo a Fro steet.

De Regëster, deen all d'Kandidate fir eng Wunneng an engem Ordre de priorité sollt oplëschten, fir op dësem Wee méi Novollzéibarkeet an Objektivitéit bei der Vergab vun de Wunnengen ze assuréieren, ass komplett entwäert ginn. E steet zwar nach dran, mee en ass eigentlech just nach e Relikt vun der urspréngleche Volontéit vun den Auteure vun dësem Gesetz. D'Fro nom Sënn an Zweck vum Regëster a vun der Datenerhiewung, fir dëse Regëster à jour ze halen, steet elo am Raum.

Well wat ass dann elo passéiert? De Regëster déngt just nach, fir ze iwwerpréiwen, ob eng Persoun eng Locatiounswunneng zegutt huet oder net. De Verweis op d'Liste prioritaire, wat fir eis wierklech d'Essenz och war, wou dann déi Kandidate mat besonnesch schwierege finanzielle Viraussetzunge Virrang gehat hätten, ass gestrach ginn. Fir gréisser ëffentlech Promoteure wéi d'Stad Lëtzebuerg gëlle souguer ganz labber Reegelen. Fir e gewëssenen Undeel vun de Leit, déi eng ëffentlech Locatiounswunneng solle kënne kréien, ass emol keng Enquête sociale méi néideg.

Mir gënne jidderengem natierlech eng ëffentlech Locatiounswunneng, och Leit, déi ënnen op enger Prioritéitslëscht stinn. Mir wëssen, wéi deier de Privatmarché ass. Mee andeem elo hei déi ganz urspréngleche Prozedur esou op de Kapp gestallt ginn ass, riskéieren d'Kredibilitéit an d'Vertrauen an d'Attributioun vun ëffentleche Wunnengen u sech, Schued ze huelen, an donieft stellt sech dann och d'Fro, ob et bei esou engem eklatante Manktum un ëffentleche Wunnenge verantwortlech ass, net all Euro un ëffentlecher Subventioun fir déi Leit mam gréisste Besoin virzegesinn.

Mir gesinn dës Ofännerung vun der Prozedur mat der paralleller Ausweitung vum Recht op eng ëffentlech Wunneng op 50 % vun der Bevëlkerung – eppes, wat eigentlech positiv ze gesinn ass – op alle Fall awer kritesch. Et kann ee sécher driwwer schwätzen, ob ze vill laangwiereg Prozeduren an eng Enquête sociale bei all fräier Wunneng net och derzou féiere kéinten, dass Wunnengen ze laang eidel stinn an dat mat méi Flexibilitéit bei de Bailleurs sociaux kéint verbessert ginn. Mee hei gëtt net diskutéiert; d'Regierung huet et einfach geännert, ouni et wierklech politesch ze begrënnen. Mir hunn domadder e Problem.

Här President, en aneren Aspekt, deen eis en Dar am A ass, ass d'Ouverture op Privatacteuren, déi fir eis net méi eendeiteg an d'Kategorie „sans but de lucre" falen. Dës Ouverture gouf am Abrëll gefillt och als Schnellschoss am Kontext vun de Problemer am Bausecteur op eemol an d'Gesetz gesat. Nom Wonsch vun der Regierung sollen zukünfteg Sociétés d'impact sociétal, Fondatiounen oder ASBLen als Promoteurs sociaux Logements dédiés fir hir Salariéen – oder Salariéë vun der Mammenentreprise – kënne bauen. Domat kënne Privatfirmen, egal wéi eng, zukünfteg esou Organisme schafen an iwwert dee Wee och un ëffentlech Finanzementer am Kader vun dësem Gesetz kommen. Zumindest versti mir et esou.

D'CSL huet zu Recht kritiséiert, dass iwwert dee Wee d'Salariéë kéinten „en nature" bezuelt ginn, wat Drock op hir Salairë kéint ausüben.

D'Fro stellt sech natierlech: Op wéi engem Terrain ginn déi Wunnengen do gebaut? Mee och do huet de Projet eng Äntwert: Den Terrain vun enger Entreprise, déi zum Beispill iwwert e Promoteur social Wunnenge baut, soll kënnen iwwer Emphyteos iwwer 50 Joer dem Promoteur social zur Verfügung gestallt ginn. De Staat assuréiert also der Privatentreprise iwwert déi Zäit de Rendement um Terrain, e finanzéiert der SIS de Bau vun de Wunnengen an um Enn vun der 40-Joer-Period, wann d'Logementen aus der Abordabilitéit erausfalen, gehéieren d'Logementen an natierlech och nach ëmmer den Terrain der Privatentreprise hannendrun. Dat ass an eisen Aen eng Win-win-win-Konstellatioun fir dës Betriber an eng zolidd Rechnung fir de Staat. Dëse Choix ass fir eis net novollzéibar a geet géint déi urspréngleche Ausriichtung vum Gesetz!

Här President, verschidden aner Neierungen am Gesetz sinn natierlech ze begréissen, zum Beispill d'Schafe vun der Notioun vun de „logements de réserve" fir urgent Besoinen, e Konzept, wat nach ëmmer relativ flou ass fir eis, och wa mer déi absolutt Urgence bei de Reservewunnenge gesinn. Handelt et sech dobäi ëm eng Pist, fir déi feelend Logement-d'urgencen

an de Gemengen opzefänken? Wéi gëtt assuréiert, datt se tatsächlech ëmmer disponibel bleiwen? Do stelle sech fir eis nach eng Rei Froe bei där Kategorie.

Och begréisse mer, dass de Minister den Acteuren am soziale Wunnengsberäich entgéintkomm ass an en Dialogue structuré en place gesat gouf. Dat ass sécher ganz sënnvoll an hëlleft bestëmmt, fir méi fréi op Entwécklunge kënnen ze reagéieren. Geneesou ass et richteg, dass de Forfait fir d'Bailleur-socialle pro verlounter Wunneng eropgesat ginn ass. Och dat begréisse mir, awer mir hoffen, dass dëst och bei der Gestion locative sociale zäitno geschitt.

Här President, d'Reviremente, déi ech virdrun ugeschwat hunn, nämlech de Regëster an och d'Ouverture am Gesetz fir gewënnorientéiert Betriber – wann och iwwert eng Hannerdier – maachen et schwéier, dësen Text nach als Ganzt ze bewäerten. De Logementsminister huet d'Talent, seng eegen deelweis gutt Initiative selwer erëm ze demontéieren. Oder et demontéieren anerer se fir hien, well et gëtt een den Androck net lass, dass am Logementsministère vill verschidden Interessien d'Strëppe matzéien. Dass een d'Gefill kritt, dass dës Gesetzer op de leschte Stëppel nach op wichtege Punkten ofgeännert ginn an duerch d'Chamber gepusht ginn, wierkt och net immens iwwerzeegend.

Wéinst dëse fundamentale Bedenken iwwert dës Reviremente musse mir eis leider beim Vott enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Rieder ass schonn do, den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt der Rapportrice fir dee ganz gudden an ausféierleche Rapport. Et war sécherlech net einfach, an där kuerzer Zäit mat all deenen Ännerungen, déi nach a leschter Minutt och nach intervenéiert sinn, dee Rapport do fäerdegzestellen, an dofir e grousse Merci.

Wann ech soen: „Et war net einfach", da muss ech schonn direkt op dat Éischt agoen. Ech mengen, et ass déi éischte Kéier, datt ech hei op der Tribün stinn an iwwert e Gesetz schwätzen, wat e Gesetz ofännert, wat mer eréischt um nächste Punkt vum Ordre du jour stëmmen. Dat war bis virun dräi Deeg net de Fall. A virun dräi Deeg mat der leschter Ronn mam Staatsrot ass dunn erauskomm, datt mer tatsächlech elo mussen hei iwwert e Gesetz diskutéieren, wat da schonn dat Gesetz, wat mer herno stëmmen, ofännert; och dat, mengen ech, eng Première op engem leschte Sëtzungsdag vun enger Chamber, vun enger Legislaturperiod.

D'lescht Woch hate mer schonns driwwer diskutéiert, an zwar och ausféierlech, datt de Staat vill méi an de Wunnmarché misst agräifen, an dat gouf och duerch e Rapport vum Konkurrenzrot jo elo nach eng Kéier méi däitlech. Ech kommen herno nach kuerz drop zréck. De Staat, d'ëffentlech Bauträger an d'Gemenge musse méi Suen an d'Hand huelen, fir e Wunne méiglech ze maachen, wat net nëmme vum Portmonni ofhänkt.

Dëst Gesetz hei ass eng Upassung un déi aktuell Logementsproblematik, déi mer haut hunn. Et geet nämlech net méi duer, datt de Staat just nokuckt an hofft. De Prinzipp Hoffnung ass eriwwer! Mir mussen derfir suergen, datt jiddwereen hei am Land en Daach iwwert dem Kapp huet an net nëmmen déi, déi et eebe gutt getraff huet. Ech muss kee laangen Exposé iwwert all déi Zuele maachen, déi jidderee vun eis kennt an zënter Joren um Wunnengsmarché gesäit. Ech muss och kengem méi erklären, wat et fir vill Leit am Portmonni ausmécht, wa se um Ufank vum Mount hire Loyer oder hire Prêt vun hirem Bankkonto bezuelen.

D'Léieren aus deene leschte Joerzéngte Wunnengspolitick sinn u sech kloer: De Privatmarché aleng huet versot! En huet doranner versot, datt jidderee sech hei am Land eng Wunneng leeschte kann. An dat soen ech hei net einfach esou, dat seet de Konkurrenzrot. De Konkurrenzrot schwätzt vun enger „Konzentratioun", e schwätzt dovunner, datt de Promoteuren hir Margen, obwuel manner gebaut gouf, dramatesch an d'Luucht gaange sinn, vill méi staark wéi d'Croissance um Wunnengsmaart, vill méi staark och wéi d'Wunnengspräisser. Do muss ee sech da schonn d'Fro stellen, wéi se dat fäerdegbruecht hunn!

Ech wëll awer gläichzäiteg soen: Et däerf een hei net de Feeler maachen, d'Firmen an déi Leit, déi tatsächlech um Enn vum Dag bauen, domadder ze vergläichen, wat e Promoteur u Margë mécht. Et soll een och net eng Marge brute mat enger Marge nette herno vergläichen. Och dat ass, mengen ech, e bësse méi komplizéiert. Mee nichtsdestotrotz gëtt et am Immobiliesecteur Leit, déi sech déi lescht Joren op d'Käschte vun der breeder Populatioun eng gëllen Nues verdéngt hunn. An ech mengen, däers musse mer eis alleguerte bewosst sinn – an dat huet de Konkurrenzrot glécklecherweis jo och schwaarz op wäiss publizéiert.

Wann ech also soen, datt de Privatmarché versot huet, da mengen ech awer domadder net, datt mer zréck an de Kommunismus misste goen an de gesamte Wunnengsmarché sollte verstaatlechen, ëm Gottes wëllen net! Nee, de Privatmarché bleift e Puzzlesték, warscheinlech souguer dat wichtegst Puzzlesték, well ouni Privatinitiativ géif guer näischt gebaut ginn. Zumindest hätte mer keng Firmen, déi um Enn vum Dag reell baue géifen.

De Privatmarché soll also weiderhi bauen, mee de Staat muss d'Jalone setzen, d'Jalonen, fir datt esou vill Leit wéi méiglech och weiderhin d'Méiglechkeet hunn, sech hir éischt Wunneng um Privatmarché kënnen ze kafen. An do gëtt et vill Méiglechkeeten, fir d'Éischtkeefer ze ënnerstëtzen: keng Nottärskäschte beim Kaf vun enger éischter Wunneng, Staatsgarantië méi an d'Luucht setzen, fir de Leit hire Bankprêt ze vereinfachen. Bref, trotz Hëllefen, déi et jo scho gëtt, kann aktuell net jiddereen um Privatmarché eppes kafen. De Privatmarché léisst vill Leit am Ree stoen. Mir sinn um Punkt ukomm, wou déi meescht dat och verstanen hunn, an zwar esou verstanen hunn, datt de Staat an der Wunnengskris – an et ass eng Kris – muss mat upaken.

Jo, dat kascht Steiergelder. Mee et bréngt dem Staat laangfristeg awer och erëm Geld eran, well déi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen, hei Steiere bezuelen an hei erëm hiert Geld ausginn. An d'Terraine gi jo och net verluer: Se sinn eppes wäert a bleiwen am Besëtz vum ëffentleche Promoteur. Des Weidere gi mer all deene Leit, déi hei opgewuess sinn, hei an d'Schoul gaange sinn an hei schaffen, eng Chance, fir iwwerhaapt kënnen hei am Land ze bleiwen. Dat Gesetz ass deemno e wichtege Schrëtt, wou mer dem Staat d'Mëttele ginn, fir sengen Aufgabe kënne gerecht ze ginn.

Als Éischt muss ee luewen, datt duerch de ganze Gesetzestext endlech méi Kloerheet geschafe gëtt an och eng Kloerheet kënnt, wéi eng Wunnmodeller de Staat ubitt. D'Kategorië fir d'Wunne ginn opgelëscht, ob d'Location abordable, d'GLS – an domadder ass net de Livreur gemengt –, d'Vente abordable an d'Vente à coût modéré, wouvunner – an dat ass och wichteg – ausschliisslech déi ëffentlech Promoteure profitéieren.

Et kënnt och emol Kloerheet eran, wie fir wat responsabel ass. D'Ënnerscheedung gëtt gemaach tëscht dem Promoteur publique, dee fir d'Bauen zoustänneg ass, an dem Bailleur social, dee sech drëm këmmert, datt d'ëffentlech Wunnenge bei deene richtege Leit ukommen. Och hei ass wichteg, datt mer endlech Kloerheet schafen an och Rechtssécherheet schafen, wéi déi eenzel Acteure mateneen zesummeschaffen.

Eng weider gutt Neierung ass – an och dat hu scho verschidde Virriednerinnen a Virriedner gesot –, datt endlech d'Waardelëschten alleguerten an engem Regëster, dem RENLA, zentraliséiert ginn. Dat verbessert als Éischt emol fir d'Leit déi ganz Prozedur, well et erméiglecht hinnen, datt se eng eenzeg Ulafstell hunn. Ganz heefeg soe mer: „Mir brauchen e Guichet unique." Ma hei schafe mer e Guichet unique fir Leit, déi op der Sich no enger Wunneng sinn. Dat wäert dann nämlech och derfir suergen – an dofir fanne mer dat eng gutt Saach am Respekt vum Dateschutz –, datt héchstwarscheinlech méi Leit sech wäerte fir Wunnenge mellen. Dovunner ass auszegoen.

Mir hate virun e puer Joren hei schonn ... A mir erënneren eis alleguerten un déi Diskussioun, déi mer heibannen haten, wéi e Projet an d'Vente goung an der Gemeng vun engem vun de Virriedner, wou d'Leit virun dem Promoteur public campéiert hunn, fir eng Chance ze hunn op eng Plaz op där Waardelëscht. An dunn hate mer eng gréisser Diskussioun hei an der Chamber. Mir hunn u sech alleguerte gesot: Et gëtt eng Schwaarzzuel. Et gëtt eng Zuel vu Leit, déi guer net méi erfaasst gi vun där ganzer Prozedur, well warscheinlech d'Zuel vun de Leit, déi eng Wunneng sichen, méi héich ass wéi déi, déi op den offizielle Waardelëschte stinn, well et eeben dee Moment och nach e „first come, first served"-Prinzipp gëtt.

Wann de RENLA also richteg no bausse kommunizéiert gëtt – an dovu ginn ech aus –, wäerte mer warscheinlech erféieren, well vill méi Leit sech fir dee Regëster wäerte mellen, wéi dat aktuell bei deene ville verschiddenen eenzelne Waardelëschte cumuléiert de Fall wär. Mee dat wier op jidde Fall awer e gutt Zeechen, well domadder op d'mannst d'Zuelen iwwert d'Demande no Logement méi richteg a méi éierlech ginn.

Wat mer beim Gesetz awer e bësse vermëssen – an dat hate mer an der leschter Woch och schonn eng Kéier gesot –, dat ass de Mangel ..., oder déi verklausuléiert Approche, déi elo zu engem Mietkauf hei festgeschriwwe gëtt; mir hätten eis hei eng méi kloer Approche gewënscht. Dat hätt kënnen iwwert d'Proposition de loi vum Kolleeg Marc Lies goen, dat hätt kënnen hei am Gesetz verankert ginn – natierlech e Mietkauf, wou een herno e Virréckkafsrecht fir d'ëffentlech Hand huet! Op déi verklausuléiert Approche, déi elo am Gesetz steet, mengen ech, wäerte mer nach eng Kéier mussen zréckkommen a mir wäerte se nach eng Kéier mussen nobesseren. Den Outil ass ... Ech mengen, d'Pist stëmmt, mir hätten eis awer do eng aner Approche gewënscht.

E weidere Punkt, wou een dann driwwer diskutéiere kann, ass dee vun der Héicht vun der Subventioun, déi de Staat beim Bau fir ëffentlech Wunnenge gëtt. De Syvicol hat a sengem Avis do bedauert, datt d'Gemengen zum groussen Deel awer nach op de Käschte sëtze bleiwen. Aus där enger Täsch an déi aner Täsch, ech si mer däers bewosst. Mee mir wëssen och, wéi d'Finanzsituatioun vu verschiddene Gemengen ass. A wa mer wierklech eng national Wunnengskris wëllen ugoen, musse mer dat och mat nationale Gelder ugoen.

An och am Avis vun der FEDAS hunn ech mat e puer Suergen awer gelies, datt mat deem Gesetz u sech

de Bau vun erschwénglechem Wunnraum kéint gebremst ginn, well Bankkredittter hei net mat a Betruecht gezu ginn. Och dorop, mengen ech, muss een nach eng Kéier agoen.

Wéi dat mam Privatsecteur herno och zesummespillt, ass, mengen ech, eng aner Fro. Do huet d'Madamm Oberweis virdru jo eppes Richteges gesot: Mir mussen eis iwwerleeën, ob et richteg ass, eppes zu 100 % ze finanzéieren, wat herno zu 100 % engem Privatinvestor erëm zeguttkënnt. Ob een do déi richteg Balance elo fonnt huet mat 40 Joer, ob een do vläicht nach eng Kéier nojustéiere muss, dat ass eng Diskussioun, déi mer sécherlech hei haut net wäerte beäntwerten, mee déi mer awer nach eng Kéier féiere mussen.

An dann, wa Firme kënnen erschwéngleche Wunnraum plangen a bauen, firwat solle se dat net maachen, natierlech ënner strenge Krittären a klore Konventiounen? An do si mer eebe grad bei där Fro no de Kaddoen. An ech hätt mer gewënscht, datt mer hei vläicht eng méi flexibel Léisung fonnt hätten – dat vläicht nach um Rand gesot. Wéi gesot, de Privatsecteur ass ee Puzzlesték am Wunnengsbau, am Wunnengsmaart, a mir sollten deementspriechend dat och mat a Betruecht zéien.

A fir zum Schluss ze kommen, Här President: Et gëtt wéi bei all Gesetz Punkten, déi mir anescht gemaach hätten. De Staat muss agräifen, jo. Dat hunn ech developpéiert, do gi mer Iech Recht. Privat Initiativen, déi net vum Logementsministère ausginn, missten awer weiderhi méiglech bleiwen. D'Gesetz hei ass e wichtege Schrëtt, dat hunn ech gesot, fir all deene Leit erëm eng Hoffnung ze maachen, déi zënter Joren op Waardelëschten hänken oder d'Land wéinst den héije Wunnpräisser verlooss hunn, eng Hoffnung, sech endlech erëm zu Lëtzebuerg eppes leeschten ze kënnen an hir Kanner hei opwuessen ze gesinn, zréck bei hir Wuerzele vläicht ze kommen. Dofir wäerte mir Piraten dëst Gesetz och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Merci, Här President. Merci dem Semiray Ahmedova fir dee super Rapport an och fir déi Fassong, wéi et déi Kommissioun souverän geleet huet. All Respekt! Dësen Text ass warscheinlech de beschten, dee bis elo vun dëser Regierung en matière vu Logement koum. Ech soe guer net, datt e perfekt ass, an ech wäert och dorobber zréckkommen, mee et ass emol eng Kéier wierklech e positive Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech muss dem Virriedner absolutt Onrecht ginn, wann e seet: „De Staat muss vill méi agräifen, de private Wunnengsmarché huet versot." Nee, mir hu versot! D'Administratioun huet versot, de Staat huet versot, well en dem private Wunnengsbau ëmmer erëm Steng an de Wee geluecht huet, ëmmer erëm Prozedure méi laang gemaach huet, ëmmer erëm Mesüren ergraff huet, déi et – kommt, mir soen einfach – manner lukrativ gemaach hunn, an de Wunnengsbau ze investéieren. Ech erënneren hei un déi onsäglech Mesüren, déi dës Regierung geholl huet, wéi se zum Beispill d'TVA op Mietwunnenge vun 3 % op 17 % eropgesat huet. Jo, dat huet kuerzfristeg d'Madamm Backes – oder war dat nach den Här Gramegna? – frou gemaach, well se haten esou op eemol vill méi Suen am Beidel vum Staat. Mee et huet awer d'Investisseuren ofgeschreckt …

Une voix | Dat ass guer net wouer!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | … an et huet d'Loyere méi deier gemaach. Den Amortissement fiscal accéléré manner interessant ze maachen, erofzesetzen, war eng Topegkeet a mir hu schonn driwwer diskutéiert.

(Interruption)

Dach, mir hu schonn driwwer diskutéiert an et war eng Topegkeet, well privat Investisseuren haut feelen, wann et drëm geet, an der Vente en l'état futur d'achèvement Wunnengen ze kafen, fir se op de Maart ze bréngen.

A wéi d'Madamm Agostino ganz richteg gesot huet an hirer leschter Interventioun – war et virgëscht? –: Mir sti virun enger onwarscheinlecher Kris am Bausecteur. Mir wäerte Faillitten erliewen an Honnerten an Honnerte vu Leit wäerten an de Chômage kommen, well net méi gebaut gëtt, wëll d'Ventes en l'état futur d'achèvement agebrach sinn. Mir leie bei engem Minus vu wäit iwwer 70 %. Mir leie bei engem Minus vun den Nottärsakten en matière de vente en l'état futur d'achèvement vu wäit iwwer 70 %. An déi Chifferen hu mer jo duerch den Enregistrement, déi si jo staatlech geséchert, dat do si jo keng Chifferen, déi ee kann erfannen! Alles dat si Resultater vun enger verfeeltener Politick – et deet mer leed – vun dëser Regierung!

Une voix | Très bien!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Kee baut méi séier a méi bëlleg wéi de Privatsecteur, wann een en emol gewäerde léisst!

(Interruption par M. Henri Kox)

Jo, nee, nee! Nee, nee, Här Kox, nee! Wann ech muss Land kafen an ech muss zéng Joer laang waarden, bis ech eng Autorisatioun kréien, fir e PAP ze maachen, dann ass et net mäi Feeler, wann dann entre-temps d'Präisser geklomme sinn, wann d'Zënsen opgelaf sinn an esou weider an esou weider. Et ass, wat de Staat méi agräift an de Wunnengsbau, wat e méi rar gëtt a wat e méi deier gëtt!

Elo ass dëst Gesetz awer gutt – datt mer eis richteg verstinn! –, well natierlech wëll ee jo erschwéngleche Wunnraum fir all Mënsch. An ech sinn ëmmer agetruede fir sozial – abordabel – Mietwunnenge fir all Mënsch. An ech sinn och ëmmer derfir agetrueden, datt d'Leit solle kënne Verméigen opbauen, datt se solle kënnen eppes kafen, eppes dovun hunn. Ech sinn awer och ëmmer agetruede géint déi sozialistesch Politick vu Bail-emphytéotiquen. A mir hunn et gesinn an der Stad Lëtzebuerg mam Baulückeprogramm, wou Geschäftsleit – Leit, déi net schlecht dru sinn, Leit, déi wierklech net ënnert déi 70 % falen, deenen et schlecht oder net sou gutt geet, am Contraire, déi an den Topp 10 sinn – sech hei an der Stad Lëtzebuerg konnte Baulücke kafe fir 800.000 Euro, zéng Joer dra wunnen a se da fir de selwechte Präis der Gemeng zréckverkafen. Dat heescht, se hu gratis gewunnt. Dat ass weeder sozial, nach ass et richteg!

Trotzdeem droen ech deen Text hei mat, well et ass deen éischte positiven Text am Wunnengsbau. Besonnesch begréissenswäert ass, datt mer endlech en zentrale Regëster kréie vun all deene Leit, déi eng Sozialwunneng brauchen, datt mer net méi musse siche goen a verschidde Regëstere mat Dateschutz, wou kee mat deem anere geschwat huet. Dee RENLA ass wierklech eng onwarscheinlech gutt Saach an eleng schonn duerfir misst een dësen Text matstëmmen, souguer wann ee fir näischt aneschters wier!

An da wollt ech just op ee klenge Punkt agoen – et deet mer leed, elo gëtt et juristesch –: Ech verstinn déi Diskussioun net iwwert d'Contrats à durée déterminée oder d'Contrats à durée indéterminée vun de Bailleurs sociaux. Well de deux choses l'une: Entweeder se hunn e Spezialgesetz, wat reegelt, datt si contrairement zu deem normale Proprietär kënnen engem eppes verloune mat engem Contrat à durée determinée, deen dann awer och muss deen Dag, wou deen ofleeft, erausgoen. An dat ass jo am normale Bail à loyer am Droit commun net de Fall, well do hu mer eng Prorogation légale. Also: E Contrat à durée déterminée ass automatesch e Contrat à durée indéterminée, well du kriss de Locataire net eraus duerch den Oflaf vum Term am Droit commun.

Voilà, also de deux choses l'une: Entweeder mir maachen e Spezialgesetz, wou mer soen, verschidde Bailleurs sociaux kënnen eebe mat engem Contrat à durée déterminée verlounen, an da mécht déi ganz Diskussioun e Sënn, Här Lies, oder mir maachen dat net an et ass den Droit commun an da mécht déi ganz Diskussioun kee Sënn, well dann ass de Bailleur social a genau deem selwechte Fall wéi all Bailleur „normal".

Ech perséinlech war nach ëmmer der Meenung, datt mer sollten eist Gesetz änneren a Contrats à durée déterminée, déi bindend sinn a wou et keng Prorogation légale méi gëtt, sollten zouloossen, fir datt d'Leit kënne soen: „Ma ech verlounen en Appartement, wou ech weess, datt meng Enkelin an zwee Joer erëmkënnt vun der Uni, mee ech verlounen déi zwee Joer." Dann hätte mer manner Leerstänn hei am Land an et géif de Staat kee Su kaschten. Et wär ganz einfach d'Modifikatioun vum Droit civil.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci alleguerten deenen, déi haut Stellung zu dësem wichtege Gesetz geholl hunn. An ech wëll och direkt am Ufank éischtens e Merci un alleguerten déi soen, déi heiru matgeschafft hunn, an natierlech och merci der Rapportrice, net nëmme fir d'Féierung vun der Logementskommissioun, mee och bei dësem Gesetz, engem wichtege Gesetz, fir dat och entspriechend ëmzesetzen an haut och gestëmmt ze kréien. Et ass virdru gesot ginn: D'Gesetz, op dat mer opbauen, geet 44 Joer zréck. Den Numm ass gefall: Benny Berg. En huet deemools déi éischte Kéier de „Logement social", wéi en deemools gesot huet, 1979, definéiert a Jalone gesat, fir dass de Staat Verantwortung sollt iwwerhuelen. Leider huet et awer 44 Joer gedauert, bis mer och déi Reegelen ugepaakt hunn, no deene mer, wann de Staat Suen an de Grapp hëlt, equitabel, gerecht an och novollzéibar kënne kucken.

D'1979er Gesetz wär haut net méi an där Form méiglech. Wann Der nämlech eist Gesetz – de Prozess – gekuckt hutt, dann hate mer eng sëllegen Oppositions formelles dertëschent vum Staatsrot kritt, eleng aus deem Grond, well villes, wat mer haut a Gesetzer schreiwen, well et ëffentlech Gelder sinn – immens vill ëffentlech Gelder, well d'lescht Joer hu mer der bal 200 Milliounen ausgi fir de Wunnengsbau –, Matière réservée à la loi ass. Mir mussen nämlech e ganz klore Cadre clair definéieren, hu se eis gesot. Se hu gesot, dass Transparenz muss erakommen. Se hu gesot, dass et, wa mer finanzéieren, novollzéibar muss sinn: Wie kritt déi Suen? A se hunn ëmmer erëm gesot: „Den Intérêt général priméiert bei all eisen Ausgabe vum Staat."

An d'autant plus wësse mer – an et ass och scho vun der Rapportrice gesot ginn –: D'EU, also d'Europäesch Kommissioun, kuckt bei den Aide-d'État ganz genau dorobber, wéi mer déi Suen dann och ausginn. Dofir war et eng Conditio sine qua non, fir dat Gesetz grondleeëend unzepaken, well mir hätten et net op Basis vun deem 1979er Gesetz kënnen opbauen, well bei enger klengster Adaptatioun haut vis-à-vis vum Staatsrot hätte mer Opposition-formellë kritt.

Dofir ass et e Paradigmewiessel ginn, fir aus deem 1979er Gesetz éischtens zwee Gesetzer ze maachen. A mir komme jo haut nach drop zréck, no dësem Gesetz kënnt d'Aide individuelle. An dëst Gesetz reegelt alles, wat de Staat vu Suen an de Grapp hëlt, wéi se verdeelt ginn, wie Beneficiaire ass vun deenen Aiden a wien dat da wéi verdeelt. An dofir ass an dësem Gesetz alles, wat staatlech Gelder beinhalt, definéiert ginn. D'Aide individuelle ass fir alles, wat um Privatmarché ass, an dofir ass et wichteg, dass mer dat losgelöst hunn an déi Bindung opgeschnürt hunn.

An do kommen ech dann – den Här Clement ass de Moment net heibannen – zur Fro, firwat mer dann duerno d'Gesetz direkt erëm änneren. Well et hätt jo kënne sinn, dass eent vun deene Gesetzer net gestëmmt gi wär an dann hätte mer Schwieregkeete gehat, well mer nach ëmmer déi Bindung am 1979er Gesetz hunn tëschent: Wat ass Logement abordable a wat ass Aide individuelle? Et huet ee virdrun ëmmer vum „Primmenempfänger" geschwat, fir kënnen e Logement abordable ze kréien. Dofir hu mer déi Bindung opgemaach an dofir ass déi Transparenz ganz wichteg.

Zweetens wollt ech op de Prozess agoen. Jo, mir hu fënnef Joer gebraucht an et ass de leschten Dag, wou mer elo dat Gesetz hei da stëmmen, hoffentlech och stëmme kënnen, mat breeder Majoritéit. A mir hunn d'Gesetz deposéiert am Dezember 2021. Mir hunn d'Avisen, déi zwee Avise vum Staatsrot, awer eréischt viru Kuerzem kritt. Awer mir hunn net ofgewaart, mir hunn eis nämlech net grad einfach zréckgezunn, mee mir hunn Assisen organiséiert, Assisen, wou mer sämtlech Acteuren zesummegeruff hunn.

An och de Syvicol – an ech kucken op de President, den nach jëtzege President, vum Syvicol – war matassociéiert, fir stänneg um Gesetz kënnen ze schaffen. An ech sinn och frou, dass mer eng ganz Rei vun Adaptatiounen am Laf vum Prozess konnte maachen. Déi sinn net einfach vun uewen erof diktéiert ginn, nee, déi sinn am Dialogue structuré ..., an dat hu mer jo elo esou genannt, an d'Gesetz ageschriwwe souguer, déi Assisen, déi mer annerhalleft Joer elo haten, wou mer der dräi haten, wou mer ganz flott a konstruktiv an zilorientéiert diskutéiert hunn. Dat ass Bestanddeel vum Gesetz ginn.

An dofir brauche mer a sech och keng Motioun. Bon, Dir sidd natierlech souverän, fir eng Motioun ze stëmmen. Ech wëll just soen, dass mer d'office an dësem Gesetz matageschriwwen hunn, dass mer stänneg eng Evaluatioun duerchféieren, dass mer stänneg mat de Leit am Secteur diskutéieren, dass mer d'Gemenge matassociéieren. An de Syvicol ass jo d'office Member vun deem Dialogue structuré. A mir haten elo schonn, obscho mer d'Gesetzer net haten, deen Dialogue structuré – ech mengen, de President war selwer an där Reunioun mat derbäi –, fir eebe genau ze kucken: Wéi kënne mer dann déi eenzel Etappen elo ëmsetzen? Wéi komme mer herno op déi eenzel Etappen, déi mer hei festgeschriwwen hunn?

Vill gouf och diskutéiert: Wien ass d'Zil vun dësem Gesetz? Ëm wie geet et? Et geet wierklech ëm déi Persounen, déi a Wunnenge vun der ëffentlecher Hand oder Associatiounen, ASBLen dra sinn. Et geet ëm de Mënsch. A wann ech héieren – an dat war jo och an deem Dialogue structuré, dee mer haten, oder an deenen Assisen –: „Mäi Geschäftsmodell passt elo net op dat Gesetz", dann ass d'Froestellung scho falsch. Wann ech vu „Geschäftsmodell" schwätzen ..., par rapport zu weem? Mee et geet ëm de Mënsch! De Mënsch ass am Mëttelpunkt vun dësem Gesetz. De Mënsch bezilt herno nëmmen esou vill fir säi Loyer, wéi en och ka bezuelen.

Dofir, dee Loyer abordable ass ee vun de wichtegste Krittären, an dee kennt Der alleguerten, dee Loyer abordable. De Loyer abordable ass de Règlement grand-ducal vun 1998, un dee sech all ëffentlech Hand, déi eng ëffentlech Wunneng verlount, muss halen. Mir kucken nämlech nom Revenu disponible vun där Communautéit, déi an där Wunneng wunnt, a mir passen dat Gesetz un déi Bedürftegkeet vun deemjéinegen oder vun där Communauté domestique un. An dat ass d'Zilsetzung. An all dem Rescht musse mer eis doranner fügen an de Modell esou opbauen, dass en opgeet. E muss opgoen. E muss fir d'ASBLen opgoen. Et muss fir d'Gemengen opgoen. Et muss fir jiddereen opgoen, an dat ass dat, wat mer probéiert hunn, an dësem Gesetz ze erreechen.

Dofir kommen ech dann op déi eenzel Etappe vun deem Gesetz, déi wichtegst Elementer dovun. Do ass dat éischt: Ma wee baut a sech? An dat hu mer jo genannt, dass mer dat och ënnerscheeden. Wien ass de Promoteur social? Dee kritt 75 %. Déi 75 %, déi mussen den Intérêt général widderspigelen. Et ass fir d'Allgemengheet, wou mer ëffentlech Gelder an de Grapp huelen, an do mussen déi och esou distribuéiert ginn, well soss ... Ech mengen, Dir wësst, dass mer jo des Ëfteren hei Diskussiounen hunn iwwer Suen, déi mer als Staat ausginn, wann déi Transparenz net ginn ass. An dofir ass et wichteg, dass mer dat hei erageholl hunn.

An dofir ass dee Cahier des charges esou wichteg. Dee gëtt och lafend adaptéiert. En ass souguer indexéiert: Mam Bauindex geet en an d'Luucht, wann d'Präisser eropginn. Et wëll awer och heeschen – an dat ass déi Tendenz, déi de Moment jo elo kënnt –, dass d'Präisser och fale kënnen. Da musse mer de Cahier des charges awer entspriechend och upassen, fir dass mer keng Iwwerförderung maachen, well den Intérêt général ass deen, dee priméiert, an all Suen, déi mer an dee Logement abordable erafügen, déi mussen och do ukommen.

Dat Zweet ass de Bailleur social, e ganz wichtegt Element. De Bailleur social ass deen, dee kuckt, dass déi Leit éischtens eng gutt Wunneng kréien, eng adaptéiert Wunneng, an e mécht jee nodeem e Suivi social. Dofir ass et jo wichteg, dass mer elo déi Lëscht endlech kréien. Säit 2004 sinn ech hei an där Chamber a säit 2004 diskutéiere mer iwwert eng national Lëscht. Also, ech hunn dës Ëfteren an der Kommissioun elo doriwwer diskutéiert a mir hunn et elo endlech fäerdegbruecht. Jo, et ass e Guichet unique, dee mer agefouert hunn – et ass ee vun de Virriedner, deen dat gesot huet –, an dat ass ganz wichteg. Mir ginn Transparenz. Administrativ entlaaschte mer ganz vill Leit domadder. An et gëtt nëmmen eng Kéier en Enregistrement gemaach. A mir hunn herno eng Iwwersiicht iwwert d'Distributioun vun deene Wunnengen.

Eng Klammer: Jo, mir hu gelauschtert. Mir hunn adaptéiert. Mir haten Diskussioune mat der Gemeng, well de Wonsch ass vun de Gemenge komm: „Wéi kann ech wat verdeelen?" Et geet drëms, dass mer éischtens d'Bedürftegkeet vun de Leit an de Mëttelpunkt stellen an no deene Krittäre kucken. Dofir ass all Bailleur social – an dat ass am Gesetz definéiert – fräi ze entscheeden, natierlech no Krittären, déi si sech musse ginn. An déi Krittären, déi sinn am Gesetz definéiert, well de Staatsrot huet eis obligéiert, d'Krittäre festzeschreiwen. An dat ass och richteg a wichteg, dass mer déi Krittäre ganz kloer festgeschriwwen hunn, no deenen e Bailleur social déi Wunnenge verdeelt, well soss maache mer dat à la tête du client – an dat däerfe mer net méi, dat kënne mer net méi! Nach eng Kéier de Rappell: Den Intérêt général priméiert an et sinn ëffentlech Gelder, déi domadder kommen.

De Loyer abordable – dat hunn ech virdru scho gesot: 1998er Reglement – ass generaliséiert ginn. D'ASBLen hunn ënnerschiddlech Loyere gefrot. De Loyer abordable huet net onbedéngt duerno gekuckt, wat dee sech ka leeschten, mee well de Modell net anescht opgaangen ass, huet e missen iwwert de Loyer fueren, fir dass et opgeet. Mir maachen de Paradigmewiessel, andeem mer d'Bedürftegkeet fir d'éischt an de Mëttelpunkt stellen. An dofir muss jo eng Ofrechnung geliwwert ginn a wann déi negativ ass fir de Bailleur social – an dat gëllt iwwregens jo och fir d'Gemengen –, da fléisse Gelder, fir dass deen net an den Defizit kënnt, mat engem – et gëtt iwwerall gesot, d'europäesch Texter soen et – „bénéfice raisonnable". Net méi däerf aus deem erauskommen. Et geet jo net drëm, Quersubventiounen ze maachen. Dofir war och déi länger Diskussioun vun 20 op 40 Joer. An dofir sinn ech frou, dass mer dat generaliséiert hunn an och dat fäerdeggemaach hunn.

Une voix | Très bien!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Vläicht nach e puer Punkten zu deenen eenzelne Froen, déi komm sinn. Wichteg fir mech ass d'Fro no CDI/CDD: Ëm wat geet et? Wéini ass e Mënsch am stabillsten? Wéini kréie mer Stabilitéit? Wéini kréie mer d'Integratioun? Wéini kréie mer déi Cohésion sociale? Ma dat ass, wann een en Daach iwwert dem Kapp huet. Et ass dat, wa mer deem entspriechen, wat an d'Verfassung geschriwwe ginn ass. An dofir kënne mer se net dauernd förderen a förderen aus Prinzipp. Dat ass fir mech Ideologie. Nee, mir musse se opfänken! Um Housing First kënne mer nach vill méi ausbauen. An dofir musse mer deene Leit awer eng Stabilitéit ginn an net hinnen no zwee Joer soen: „Wann s de net déi Krittären erfëlls", an dat kann een net maachen, „da muss de déi Wunneng hei verloossen!" Nee, mir sinn do als Staat a mir mussen déi Garantie maachen – an d'Gemenge mat –, dass déi Leit e sécheren Daach iwwert de Kapp kréien an net Spillball si vun iergendenger Virschréft, déi mer hinne virginn.

Une voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Henri Kox, Ministre du Logement | D'Gemengen, jo, d'Gemenge mussen an d'Verantwortung geholl ginn. D'Gemenge kréie 75 % hei. D'Gemengen hunn awer och eegen Taxe kënnen aféiere. D'Gemengen hunn och „Steierhoheit" – entre guillemets – iwwert d'Grondsteier an dofir sinn ech, jo, e bëssen onglécklech, dass déi Grondsteier nach net komm ass, well déi gëtt awer och de Gemengen nach eng Kéier Moyenen. A wann Der vergläicht mat deem, wat am Ausland leeft, da kann nëmmen iwwert dee Moyen awer och e Wunnengsbau ausgebaut ginn. Ass et normal, dass ech 46 Euro fir meng Grondsteier bezuelen? Ass et normal, dass mer, wa Wunnengsbau an ëffentlecher Hand muss gefërdert ginn, de Gemenge keng Einname ginn? An dofir, mengen ech, ass dat e Punkt, deen nach muss diskutéiert ginn.

D'GLS, jo, d'GLS ass fir mech eng Mise à disposition. Esou ass se och definéiert am Gesetz. Mir hu se mat 75 % elo nach exoneréiert, andeem mer d'Steierofschreiwung kënnen an d'Luucht maachen. Dofir ass dat e Kontinuum, dee mer musse kucken. Mir hunn Housing First. Dat läit elo net direkt hei an der

Diskussioun, mee de Logement abordable hu mer. An duerno kënnt natierlech d'GLS, wat den Iwwergang op de fräie Marché mécht. An dat musse mer an der Kontinuitéit kënne maachen an dofir hu mer dat och an dësem Gesetz ganz kloer gemaach.

Zum Bauland selwer nach – d'Fro vun der Madamm Agostino –: Et ass net esou, dass de Staat alles hätt. Deen huet nëmme ganz wéineg Bauland. Deen huet iwwregens nëmmen 2,2 % Disponibilitéit, d'Gemenge 7,1 %, d'Personnes physiques hunn der 64 % an d'Societéiten 19 %. Wa mer iwwert d'Mobiliséierung schwätzen, da musse mer iwwer eppes aneres schwätzen. Da musse mer iwwert déi Mobiliséierungssteier schwätzen, ganz kloer. Mir mussen och iwwert d'Konzentratioun vun dem Bauland diskutéieren. Da kënne mer natierlech och hei an dësem Moment weiderkommen.

Den Här Cruchten huet et nach eng Kéier widderholl: Déi Gesetzer, déi mer gebraucht hätten oder onbedéngt brauchen, déi betreffen dee Remembrement ministériel. Ech hunn des Ëfteren hei schonn dervu geschwat. 1964 hu mer dat op der Musel agefouert, fir Terrainen ze remembréieren. Dat musse mer och am Bauland fäerdegbréngen, soss wäerte mer hei aus där Kris och net erauskommen.

Une voix | Très bien!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Ech hu meng 16 Minutten hei diskutéiert. Ech hoffen, dass der eng breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz bréngt. Et ass e wichtegt. Et ass e Paradigmewiessel. Et ass endlech eng Struktur, déi virweist, wéi mer d'Suen ausginn, wie Beneficiaire vun de Suen ass. An et geet ëm d'Bedürftegkeet vun deenen, déi et am meeschte brauchen, an déi kréien eng abordabel Wunneng, abordabel zu hirem Akommes. An dofir sinn ech ganz frou, dass mer dat fäerdegbruecht hunn, eng Reform vun engem Gesetz, wat 44 Joer al war.

An dofir soen ech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7937. Den Text steet am Document parlementaire 7937[23].

Ech wëll Iech drop hiweisen, datt sech zwou Erreurs matérielles an den Text vum Projet de loi ageschlach hunn: Am Artikel 29 huet e Komma hanner „paragraphe 4" gefeelt an am Artikel 76 Paragraf 2 Punkt 7 ass „le historique" duerch „l'historique" ersat ginn. De Staatsrot ass iwwert dës Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7937 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 34 Jo-Stëmme géint 24 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Octavie Modert), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da komme mer nach bei déi zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi eng Evaluatioun vum Artikel 64 freet. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech mengen, den Här Minister ass virdrun drop agaangen an et ass effektiv esou, datt et schonn am Gesetz virgesinn ass. Nichtsdestotrotz mengen ech – ech wënschen och dem Här Lies, datt en och an der nächster Legislaturperiod hei an der Chamber sëtzt –, dat wäert sécherlech an der Chamberskommissioun och diskutéiert ginn. A wann der net satisfait sidd mat dem Bilan, deen de Ministère wäert zéien, kënnt der dee Moment natierlech och eng nei Motioun erareechen – oder selwer dat geréieren, deemno wéi.

(Hilarité)

Mee voilà, mir wäerten … Also, ech proposéiere menger Fraktioun, dat net matzedroen, vu datt et am Moment am Gesetz awer esou virgesinn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. D'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Fir eis ass dat doten esou eigentlech ok. Mir froen eis just, firwat et nëmmen ee Joer ass an net méi, well ee Joer schéngt eis zimmlech knapp ze sinn, fir déi Evaluatioun ze maachen. Mee a priori, voilà …

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert direkt un den Auteur vun der Motioun, den Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt der Madamm Oberweis dann dorop äntwerten. Also, dat heiten ass elo eng Demande, déi aus dem Secteur kënnt a vun ASBLen, déi soen, datt se effektiv … Ech hunn et virdrun och a menger Ried gesot, datt et, wat d'Contrats de bail à durée indéterminée ugeet, och e bëssen ëm d'Psychologie vun deene Leit geet, mat deenen ee schafft. An et sinn ASBLen, déi wierklech aktiv um Terrain schaffen a soen: „Wa mir dat doten eise Locataire soen, si bräichten …" Well et geet jo dorëm, Efforten ze maachen, fir dann och aktiv um Terrain matzeschaffen, fir datt déi Situatioun sech ännert, verbessert.

An ech mengen, dat ass jo och d'Sozialaarbecht, déi dohinner féiert an dohinner soll steieren, datt eeben eng Verbesserung bewierkt gëtt fir déi Leit, déi temporaire dann an eng Wunneng kommen. An duerfir sollt dat kuerz gemaach ginn, fir schnellstméiglech eng Evaluatioun ze maachen. An ech hunn et – pardon fir den Ausdrock – virdrun net aus Dommheet gesot, datt effektiv Leit soen: „Wann dat doten esou kënnt a mir effektiv déi Mainmise net méi drop hunn, dann hale mer no enger gewëssener Zäitchen op." A wa mer do zwee, dräi Joer waarden, da schéngt et mer e bëssen ze laang ze sinn, fir déi Evaluatioun kënnen ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 26 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Jo, merci nach eng Kéier fir d'Wuert, Här President. Un den Här Lies: Hei kann een och soen, datt et och am Gesetz virgesinn ass. Natierlech ass et och esou, datt mer engersäits eng Evaluatioun an en Dialogue structuré wëllen, an dat hat d'Madamm Oberweis virdru méi explizitt gesot wéi ech, well ech hat wierklech net déi néideg Zäit, fir op all Detail anzegoen, mee et ass vun der Madamm Oberweis gesot ginn, datt en Dialogue structuré muss gefouert ginn. Dee wäert och gefouert ginn. Et wäert och e Suivi vun de Kandidate gemaach ginn. An dofir fanne mir och, datt dës Motioun net direkt en Impakt op d'Gesetz hätt,

an dofir géif ech proposéieren, datt mer déi och net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Nathalie Oberweis gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci nach eng Kéier. Mir kënnen dat hei net matdroen, well fir eis de RENLA e gudden Outil ass. Mir hätten eis gewënscht, et wär méi wäit gaangen, eeben déi Priorisiérung, déi elo net méi do ass, wär nach dra gewiescht. Also, fir eis ass dat heiten elo net matzedroen. Mir wësse wuel, dass een, wann ee géint d'Wunnengsnout wëll virgoen, méi Moyene brauch. Dat ass méi Aarbecht. Mir mengen, dofir soll een de Gemengen dann och effektiv méi Moyene ginn, fir géint déi Kris virzegoen, mee awer net manner Outilen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motion, den Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President fir d'Wuert. Bon, ech mengen, et ass elo just och rieds gaang vum Dialogue structuré. Ech hat virdrun nach kuerz mam Kolleeg Emile Eicher geschwat, dee President ass vum Syvicol, dem Syndicat vun de Gemengen, wou natierlech en Dialogue structuré an de leschte Méint a Jore gefouert ginn ass. Mir sinn eis just effektiv net eens iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Ëmsetzung vum RENLA gemaach ginn ass. Et stellt keen de Regëster en tant que tel a Fro. Ech hunn dat och virdru gesot, datt et wichteg ass, datt e Fichier do entsteet, op dee jiddweree kann zréckgräifen. Et hätt een dat Ganzt och nach anescht kënnen en place setzen, strukturéieren, ëmsetzen um regionale Plang, um lokale Plang, fir datt eeben déi Leit, déi à besoins spécifiques sinn, eng Ulafstell fannen, fir dann och kënnen ze froen: „Wou fannen ech eng erschwénglech Wunneng?"

Dofir mengen ech, dee Regëster, deen awer an ... Wa Beamten aus dem Ministère vun den Aides au logement soen, datt eeben dee Fichier zu enger Usine à gaz ka ginn, mengen ech, ass et awer wichteg, datt schnellstméiglech eng Evaluatioun um Terrain gemaach gëtt, fir ze kucken, ob déi Usine à gaz net definitiv entstan ass duerch dat Ganzt. An ech mengen, dat ass den A an den O vun deem Ganzen. An ech hu virdrun der DP-Kolleegin och ganz gutt nogelauschtert, déi och vun esou enger Evaluatioun geschwat huet, also da ginn ech dervun aus, datt dëst dann awer trotzdeem eng Zoustëmmung fënnt, well, ech mengen, et geet eis drëm, eng Evaluatioun vun deem Ganzen ze maachen, an déi soll dann och schnellstméiglech gemaach ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech soen et ganz kuerz. Mir wäerten eis bei där heiter Motioun enthalen, aus engem ganz einfache Grond: Dës Chamber huet, Stand den 18. Juli, eng 86 Säite laang Lëscht u genau esou Fuerderungen un dës Chamber: Fuerderungen, fir eppes ze evaluéieren, Fuerderungen, fir e Rapport ze kréien, Fuerderungen, fir datt mer eis mat eppes eng Kéier méi spéit befaassen. Dat ass net nëmmen dës Legislatur, do stinn deelweis Saachen drop, déi schonn e puer Legislaturen zréckleien.

An ech sot dat elo schonn eng Kéier ëffentlech: Ech sinn der Meenung, datt d'Chamber eng speziell Kommissioun u sech iergendwann brauch, fir dee Suivi vun där Politick ze maachen, well mir bréngen et net méi fäerdeg. Mir stëmme Motiounen drop an derwidder, wou mer eis d'Wuert ginn, mir géifen eppes evaluéieren, an herno geschitt et net. Ech verstinn d'Intentioun hannert der Motioun, ech fannen et och ganz sympathesch, eng Evaluatioun ze maachen, mee mir sollten eis endlech d'Moyene ginn, dann och déi Evaluatiounen ze maachen. A soulaang mir déi Moyenen net gesinn, wäerte mer op alle Fall net derzou bäidroen, datt déi Lëscht nach méi laang gëtt – well 86 Säiten opzeschaffen, ech mengen, domadder si mer schonn zwou Legislaturen amgaang!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet de Logementsminister, den Här Henri Kox, d'Wuert gefrot.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Also, ech mësche mech jo net gär ze vill hei an. Ech wollt awer just op déi „Usine à gaz" reagéieren. Et ass alles alles anescht wéi eng Usine à gaz, eebe well mer endlech Transparenz erabruecht hunn! A mir hate just de Contraire virdrun, well et à la tête du client gaangen ass.

Wat de RENLA selwer ugeet: Éischtens steet am Gesetz, dass deen eréischt an zwee Joer en place ass, an zweetens steet awer am Gesetz och selwer nach dran, dass de LISER op d'Donnéeën zréckgräife kann. A wéi der wësst, bréngt de LISER sechs bis siwen Etüde pro Joer eraus. An de LISER wäert als éischt d'Aufgab kréien, nämlech, soubal dat heiten en place ass, och déi Evaluatioun stänneg ze begleeden an natierlech deen Dialogue structuré ze animéieren, fir Decisiounen ze treffen. Mee dat geet am demokrateschen a kloer ausgeschwate Prozess an dat, mengen ech, hu mer awer iwwert déi ganz Zäit vun annerhallef Joer, wou mer hei un deem Gesetz zesummen Adaptatioune gemaach hunn, och realiséiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 24 Jo-Stëmme géint 34 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Laurent Mosar), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

4. 7938 – Projet de loi relative aux aides individuelles au logement

Den nächste Punkt um Orde du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7938 iwwert d'Logementsbäihëllefen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapportrice ass nach eng Kéier d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet gesäit d'Reform vun den Aide-individuellë vir, déi am Beräich Logement wäerten ausbezuelt ginn an déi geziilt un d'Locataire a Proprietäre wäerte goen. Zousätzlech kënnt eng Panoplie u Verännerungen a Vereinfachungen an domadder och Transparenz an dësem Gesetz, wat d'Aiden ugeet. D'Reform vum Gesetz vun 1979 schaaft méi Kloerheet an ass der haiteger Situatioun vum Logementsmarché natierlech vill besser ugepasst. Dëse Projet enthält och weider Moossnamen, déi dem Bausecteur hëllefen an deen och ënnerstëtze wäerten.

Den Zougang zu den Hëllefe fir d'Locatairë gëtt erweidert, dat heescht, datt méi Leit Urecht hunn op eng Aide, an natierlech vereinfacht, wat d'Prozeduren ugeet. Fir Iech e konkreet Beispill hei ze nennen: Zum Beispill geet d'Garantie locative vu 40 % op ganzer 50 % erop. A fir déi kënnen ze kréien, brauch een och keng dräi Méint Garantie locative virleien ze hunn.

Bis elo war et och esou, datt ee misst, wann ee vun deenen Aidë profitéiert huet, zéng Joer an der selwechter Wunneng wunne bleiwen. An elo ass et esou, datt mer vun deenen zéng Joer op zwee Joer erofgaange sinn, fir och deene Leit méi Flexibilitéit kënnen ze ginn.

Schlussendlech beräichert de Gesetzesprojet de Bouquet vun den Hëllefe mat zwee neien Hëllefsmëttelen, andeems mer e Bonus fir d'Schafe vun integréierte Logementer a e Verbesserungsbonus, wat d'energeetesch Sanéierung ugeet, afëieren. Ech wäert natierlech méi explizitt am Detail dorop agoen. Den Topup Klimabonus ass fir Stéit geduecht mat engem nidderegen Akommes a wäert nach zousätzlech zu enger PRIMe House ausbezuelt ginn.

D'Mesüre betreffend haaptsächlech de Soutien vum Bausecteur sinn d'Erhéijung vum Plaffong vun der staatlecher Garantie beim Kaf vun enger Wunneng, d'Erhéijung vum Plaffong vun den Zënssubventiounen, wann een een oder méi Kanner huet, an eng extra Primm fir d'Kreatioun vun enger integréierter Wunneng.

Ausserdeem gëtt et eng nei Subventioun, déi an der Zäit limitéiert ass. Dat ass eng „prime compensatoire conjoncturelle" vu ganzer 20.000 Euro an déi gëtt ausbezuelt, wann een eng Wunneng bis Enn 2024 kaaft huet.

D'„garantie de l'État": Am Fall, wou de Finanzement vun engem Prêt hypothécaire schwéier ze kréien ass, kann de Staat natierlech hei als Garant, Bierg, asprangen. An deem Sënn hëlt de Gesetzesprojet notamment déi follgend Ännerunge vir: Erhéijung vum maximale Betrag vun der Garantie vu ronn 18.000 Euro op ganzer 26.000 Euro. Zweete Punkt: D'Spuerkonditiounen – wat ee vu Sue soll op d'Säit leeën – leien elo bei 1.000 Euro

am Joer anstatt 290, an dozou kënnt nach e Bonus vun 10 %, dee vum Staat ausbezuelt gëtt. Hei muss awer 3 Joer gespuert ginn, bevir den Akt, de Kafakt, ënnerschriwwe gëtt. Den drëtte Punkt ass, datt d'Akommeslimitt dee Moment och de ganze Menage betruecht.

D'Prime d'épargne, d'Spuerprimm, gouf komplett iwwerschafft, fir d'Leit ze motivéieren an ze encouragéieren, e weesentleche Spuereffort ze maachen, fir en néidegt initiaalt Kapital opzebauen. A wéi ech scho virdru gesot hunn, kënnt heizou natierlech e Bonus vun 10 %. Wann een dat Ganzt iwwer 10 Joer kuckt, schwätze mer hei vun engem Bonus, dee bei 5.000 Euro ka leien.

D'„prime pour aménagements spéciaux de logements répondant aux besoins de personnes en situation de handicap": Hei hate mir bis elo Hëllefe fir Leit, déi eng kierperlech Behënnerung hunn. Dat ännert sech an ab elo ginn all déi Leit consideréiert, déi eng sensoriell, eng mental, eng kognitiv oder eng physesch Behënnerung hunn. An hei geet de gesamte Montant, also de gesamte Betrag, vu 15.000 op ganzer 20.000 Euro erop.

D'„prime d'amélioration pour rénovations énergétiques" ass en zousätzleche Bonus vu bis zu 100 % vum Subsid, dee vun der Ëmweltverwaltung, also dem Ëmweltministère, ausbezuelt gëtt. Virdrun hunn ech d'PRIMe House, mengen ech, genannt – oder net? –, mee op jidde Fall kritt ee par rapport zu der PRIMe House nach en zousätzleche Bonus fir déi energeetesch Verbesserung vu sengem Haus. An hei schwätze mer awer vu Stéit mat engem niddregen Akommes, déi et méi einfach wäerte gemaach kréien, fir energeetesch Subventiounen och kënnen ze kréien an energeetesch Aarbechte kënnen ze ënnerhuelen.

D'„conditions générales relatives aux aides individuelles au logement": Ab elo gëtt de Revenu net gekuckt an net méi de Revenu brut. D'Detailer – natierlech zu all Revenu – stinn explizitt a mengem schréftleche Rapport. Weider Konditioune sinn: Et muss ee selwer an der Wunneng wärend zwee Joer wunne bleiwen. Drëtt Konditioun – e wichtegen a ganz pertinente Punkt –: Déi minimal Surface fält ewech. Also, dat war eng „surface utile d'habitation", déi virgeschriwwe war, an déi ass elo ewechgefall, well et geet ee jo dervunner aus, datt all déi Saachen an engem Bautereglement op kommunalem Niveau festgeluecht sinn. Dëst erliichtert och déi Prozedur, wat d'Demande ugeet, well da mussen déi Leit natierlech net ufänken, ëmmer erëm bei all Projet all Quadratzentimeter nozerechnen, fir ze kucken, ob een eligibel ass, fir eng Primm ze kréien oder net.

De véierte Punkt ass e Phenomeen, dee mer hei zu Lëtzebuerg kennen. Net ganz oft, wëll ech elo net soen, mee et huet een awer trotzdeem oft wierklech grouss Haiser, wou schlussendlech vläicht eng oder zwou Persounen dra wunnen an déi natierlech net ganz optimal ausgenotzt sinn. Do hu mer am Fong eng Neierung am Gesetz agefouert: Mir erméiglechen, datt en Deel vum Logement, also vum Haus, ka verlount ginn. An domadder verankere mer dat Ganzt natierlech engersäits juristesch a mir erlaben deene Leit iwwerhaapt, datt dat méiglech ass. An dat ass och méiglech duerch déi Einliegerwohnung – also op Däitsch ass et „Einliegerwohnung" an op Fransëisch ass et „logement ..."

Plusieurs voix | ... „intégré".

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | ... „intégré". Merci villmools!

Une voix | ... „inclusif et intégré".

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | ... „inclusif et intégré". An et kritt een och Subventiounen, fir déi kënnen ze maachen. Merci villmools. Jo, et war e laangen Debat virdrun.

Ech kommen och, wéi et sech gehéiert, zu deene verschiddenen Avisen. Mir haten natierlech Avise vum Staatsrot, déi u sech ... Ech wäert elo net am Detail drop agoen, well et steet wierklech alles a mengem schréftleche Rapport, mee eng Remark, déi interessant war, ass: Am Gesetz war keng Limitt vum Pouvoir vum Minister dragesat ginn. An natierlech hu mer dat duerch Rektifikatiounen – Amendementer – geännert, soudatt de Minister säi legale Kader gesat krut. Duerch Amendementer an Textännerungen hu mer natierlech och dem Staatsrot Rechnung gedroen an all d'Opposition-formellë sinn an deem Sënn och opgehuewe ginn.

Mir kruten och weider Avise vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, der Chambre des Salariés, der Commission nationale pour la protection des données, vum Syvicol an dem OAI, dem Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils.

Allgemeng gëtt natierlech begréisst, datt d'Aiden erhéicht ginn. Et gëtt och begréisst, datt vill méi Leit dovunner kënne profitéieren. D'Kritick war, datt d'Zënssubventioun hätt kënnen och e bësse méi héich ugesat ginn. Positiv war natierlech, datt mer méi Menagë wäerten an d'Eligibilitéit kréien, fir vun deene Subside kënnen ze profitéieren – also vun den Aiden –, an datt och natierlech e kloren a méi strukturéierten Opbau vun den Hëllefen endlech am Gesetz verankert gëtt a kënnt.

D'Aarbechte vun der Logementskommissioun: Den Depot vun dësem Gesetz ass de 24. Dezember 2021 vum Minister gemaach ginn. Den 13. Januar 2022 ass dat Gesetz un d'Logementskommissioun verwise ginn. D'Presentatioun vum Gesetz krute mir vum Minister de 6. Januar 2022 an do sinn ech och als Rapportrice vum Projet genannt ginn. Den 20. Mee 2022 huet d'Regierung eng éischt Rei vun Amendementer deposéiert. De 26. September 2022 huet d'Regierung eng zweet an den 21. Juni 2023 eng drëtt Rei vun Amendementer deposéiert. De 5. Juli vun dësem Joer huet d'Logementskommissioun op Basis vun den Avise vum Staatsrot eng Rei parlamentaresch Amendementer och ugeholl. De Rapport ass da schlussendlech d'lescht Woch, de 17. Juli, an der Kommissioun ugeholl ginn – also unanime ugeholl gi souguer.

Dëst ass mäi leschte Rapport zum Logement an ech wëll nach eng Kéier, och wann ech et scho virdru gemaach hunn, wierklech jidderengem e grousse Merci soen. Ech wëll wierklech all de Membere vun der Logementskommissioun Merci soen. Fir mech war et ëmmer wierklech egal, ob een en Oppositiounsmember oder Majoritéitsmember war, Haaptsaach, mir hu gestridden, mir hu geschwat, mir hunn dat Ganzt weidergefouert!

De Logement ass sécherlech e Sujet, dee fir vill Kritick suergt, an et mécht ee sech sécherlech net beléift mat dësem Sujet. Ech hunn et jo selwer gemierkt: Egal, wat ech zum Logement gesot hunn, ass ganz séier zréckgeschoss ginn. Mee ech kann Iech soen: A mengem Häerze weess ech, datt mir dat Ganzt, déi ganz Problematik, virugedriwwen hunn, datt mer richteg Jalone gesat hunn, vläicht net déi perfekt, mee et ass wichteg, datt mer dat Ganzt natierlech esou weiderdreiwen. Et sinn nach ni esou vill Gesetzer am Logement gestëmmt ginn an ech kann Iech soen: Wierklech all eenzelt Gesetz, dat vun Noem oder vu Wäitem eppes mam Logement ze dinn hat, ass iwwerschafft ginn oder et ass op d'mannst driwwer diskutéiert ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Dat gesot, soen ech Iech natierlech e grousse Merci fir d'Opmierksamkeet an ech ginn de leschten Accord zum Logement vu menger Fraktioun. Merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et hei vum Pult aus. Ech wéilt och natierlech der Madamm Ahmedova e ganz, ganz décke Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, dee se gemaach huet. Léift Semiray, dir nach eng Kéier merci fir déi kollegial Aarbecht an deene leschte Wochen! Wéi gesot, och wéi s de gesot hues: Et waren heiansdo Diskussiounen, mee ech mengen, déi gehéieren derzou. Mee et soll een dat wierklech och op eng Aart a Weis maachen, déi am Respekt ass – an ech betounen: am Respekt! An dofir dir nach eng Kéier e ganz, ganz décke Merci fir dës Aarbecht!

Ech mengen, dëst Gesetz wäert och den Accord vun der CSV fannen. Et ass, wéi de Minister virdru gesot huet: Ech mengen, dat ass aus dem 1979er Gesetz erausgekoppelt ginn. Déi Primmen, déi hei ugehuewe ginn, déi si sécherlech wichteg a richteg. Ech mengen, mir wëssen et alleguerten, datt de Wunnengsmaart ëmmer méi onerschwénglech gëtt. An et sinn nach eng ganz Partie Leit dobaussen, déi Hëllef brauchen, an aus deem Grond ass dat sécherlech och ze ënnerstëtzen, wat hei drasteet.

Ech picke just een Element eraus, dat vun der Einliegerwohnung, wéi virdru gesot ginn ass, datt een e grousst Haus beispillsweis an zwee splécke kann. Datt och do eng Primm dann dofir ausbezuelt gëtt bei der Kreatioun vun esou enger Einliegerwohnung, ass sécherlech déi richteg Saach, fir dat dann och ze erméiglechen an Zukunft, datt dat dann och weider oder zousätzlech ënnerstëtzt gëtt, fir deem Rechnung ze droen.

Ech hunn elo just eng Remark ze maachen, vu datt elo ... Dëser Deeg konnt een och an der Press liesen, datt ee Geriichtsurteel erfollegt ass, wou eng Persoun geplot huet ... geklot huet, pardon. En ass och geplot domat, jo, mee wou e geklot huet, wou en aus dräi Wunnengen der wollt zwielef maachen. Bon, ech mengen, et ass jo d'Iddi, fir méi Wunnraum ze schafen. Den Enregistrement huet dat allerdéngs anescht gesi beim Taux super-réduit, datt et sech hei net ëm eng Kreatioun vu Wunnengen handelt. An duerfir, mengen ech, wär et wichteg, déi Gesetzgeebung – Här Minister, ech kucken dann op Iech – do am Regierungsrot eng Kéier, wat d'TVA-Gesetzgeebung ugeet, op de Leescht ze huelen, wann eeben den Enregistrement et op déi eng Aart a Weis interpretéiert an dann d'Geriicht et op déi aner Aart a Weis interpretéiert.

En fin de compte ass d'Zil vun eis alleguerten, datt jo méi Wunnenge geschaf ginn, ergo sollt dat dann dee Moment och kënnen ënnerstëtzt ginn. An duerfir, bei der Interpretatioun schéngt awer den Enregistrement do eng aner Vue ze hunn wéi elo d'Geriicht. An aus deem Grond wär et wichteg, do Kloerheet ze schafen, well eiser aller Zil ass jo, datt an Zukunft méi Wunnenge geschaf ginn. An duerfir dat vläicht just nach als Remark gemaach.

A pour le reste ginn ech den Accord am Numm vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, enges Daags Proprietär vun deenen eegene véier Wänn ze ginn, ass en Dram, dee fir déi allermeescht nach ëmmer geneesou aktuell ass wéi virun 20 Joer. Allerdéngs ass et iwwert d'Joren ëmmer méi schwéier ginn, dësen Dram och an d'Realitéit ëmzesetzen. Grad déi Jonk musse sech oft d'Fro stellen, wéi se sech hiren eegenen Ënnerdaach ouni Hëllef vun den Elteren oder Grousseltere leeschte kënnen.

Besonnesch an dësem Moment ass d'Situatioun am Logement ganz komplizéiert. Et gëtt ëmmer méi schwiereg, eppes um normale Marché ze fannen. Laang Zäit sinn d'Präisser ongebremst ëmmer weider geklomm. Mam Krich an der Ukrain, de Liwwerengpäss an der héijer Inflatioun hunn d'Baukäschten nach eemol zolidd ugezunn. Mee och wann d'Präisser amgaang sinn, liicht zréckzegoen, féieren déi héich Zënsen dozou, dass vill Leit net de Prêt kréien, dee se bräichten. D'Resultat ass a béide Fäll dat selwecht: Den Accès zur Proprietéit gëtt ëmmer méi schwiereg.

Als Konsequenz dovu geet den Trend kloer a Richtung Locatioun. Wann d'Leit net kafe kënnen, musse se loune goen. Fir eis ass awer kloer, dass den Zougang zum eegenen Doheem och an Zukunft méiglech bleiwen an d'Politick dobäi och ënnerstëtze soll.

De Projet iwwert d'Aides individuelles ass de Complement zu deem iwwert de Logement abordable, well et hei ëm Subside geet, déi de Staat de Biergerinnen a Bierger gëtt, fir den Accès zu enger Wunneng ze erliichteren. Dat betrëfft souwuel d'Proprietéit wéi d'Locatioun, woubäi de Fokus awer op der Proprietéit läit.

Mat dësem Text gëtt de ganze Regimm un Hëllefe vu Grond op reforméiert, méi transparent an accessibel gemaach. Och de Krees vun de méigleche Beneficiairë gëtt erweidert an d'Montante vun den Aidë ginn adaptéiert.

Fir eis ass et nëmme richteg, dass déi Aiden ugepasst ginn. Wann d'Logementspräisser vu Joer zu Joer am zweestellege Prozentberäich evoluéieren, da verléieren d'Subside vum Staat forcement och vu Joer zu Joer deementspriechend un Impakt. Mir begréissen dowéinst ausdrécklech, dass hei en Ajustement gemaach gëtt an d'Leit zousätzlech ënnerstëtzt ginn.

Zousätzlech zu den Adaptatiounen, déi vun Ufank u virgesi waren, sinn och weider Mesüren an den Text agefloss, déi iwwert déi lescht Méint a Wochen decidéiert goufen. D'Eropsetze vum Wunngeld ass, wéi gesot, scho leschte Summer geschitt. A wa mer gesinn, wéi d'Loyeren och an der leschter Zäit geklomm sinn, ass dës Adaptatioun och méi wéi noutwendeg gewiescht. Dobäi kënnt nach de Moossnamepak, deen d'Regierung Enn Juni proposéiert huet an deen d'Leit zousätzlech entlaaschten an de Logementsmarché dynamiséiere soll. Dozou gehéieren notamment d'Garantie de l'État an d'Subventions d'intérêt, déi nach eemol zousätzlech ugepasst ginn, gradewéi d'Schafe vun enger Prime conjoncturelle beim Kaf vun enger neier Wunneng.

All dës Mesüren droen derzou bäi, d'Kafkraaft vun de Leit grad an dësen Zäite weider ze stäerken an d'Demande um Logementsmarché ze stäipen. Als DP fanne mer dat immens wichteg a kënnen dat deemno nëmme begréissen, och wa mer der Meenung sinn – an dat hu mer scho gesot –, dass mat Sécherheet weider Efforten ze maache bleiwen.

An eisen Aen ass et donieft geneesou wichteg, derfir ze suergen, dass déi Subsiden och do ukommen, wou se gebraucht ginn. Mir wëssen, dass d'Subvention de loyer vun nëmme knapp 20 % vun den eligibele Beneficiairen ugefrot gëtt. Et ass dowéinst wichteg, d'Leit weider ze informéieren a se opzeklären iwwert déi verschidden Hëllefen, déi et gëtt. Et kann een déi bescht Aiden hunn; wann d'Leit se net ufroen, dann hëlleft dat alles näischt!

Här President, als leschte Punkt wëll ech nach kuerz op d'Aféierung vun enger Subvention fir d'Schafe vun Einliegerwunnengen, och Logements intégrés genannt, ze schwätze kommen. Als DP si mer der Meenung, dass dëst effektiv eng intelligent Manéier ass, fir séier zousätzlech Unitéiten ze schafen. De Wunnraum existéiert am Prinzipp jo schonn, e gëtt just anescht agedeelt a genotzt. Et ass natierlech net déi Wonnerléisung a mir erwaarden eis och net, dass doduerch elo Dausenden nei Wunnenge mobiliséiert kënne ginn, mee et ass de Cumul vu ville verschiddenen eenzele Mesüren, duerch déi mer lues a lues d'Logementsproblematik an de Grëff kënne kréien.

Den Zougang zum eegenen Doheem bleift fir d'DP weider eng Prioritéit. Grad a méi schwieregen Zäite musse mer d'Leit weider entlaaschten an zousätzlech ënnerstëtzen. Et ass fir eis keen Zweifel, dass den abordabele Wunnraum massiv ausgebaut soll ginn, wéi ech dat virdrun och scho gesot hunn. Mee gläichzäiteg dierfe mer net vergiessen, och weider Efforten um primäre Marché ze maachen, fir datt hei méi a virun allem méi séier ka gebaut ginn.

Wat allerdéngs aktuell virun allem feelt, dat ass déi privat Demande, vu dass d'Ëmstänn einfach esou sinn, wéi se sinn. Mat dësem Projet ënnerstëtze mer d'Leit konkreet an hirem Wonsch no den eegene véier Wänn – an iwwert dee Wee och de Bausecteur.

Här President, dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir et direkt ze soen: D'LSAP begréisst d'Reform vum Gesetz vun 1979 iwwert d'Wunnengsbauhëllefen. Dat Gesetz, dat vum Benny Berg abruecht gi war – an den Yves Cruchten huet dat ënnerstrach –, huet laang iwwerlieft. Mir hu jo an der Zwëschenzäit och schonn am Kader vum Solidaritéitspak, deen d'lescht Joer beschloss gouf, de Mietzuschuss erhéicht a fir méi Leit accessibel gemaach a mir hunn de bëllegen Akt vun 20.000 op 30.000 Euro eropgesat.

All dës Hëllefen, déi jo och elo verbessert ginn, si sécher eng Erliichterung fir d'Beneficiairen, mee an der Kris, an där mir haut sinn, ass et awer nëmmen ee vu ville Schrëtt, déi néideg sinn. D'Inflatioun, d'Erhéijung vun den Zënstauxen, déi enorm Präisdeierecht am Immobilier vun deene leschte Joren a virun allem elo op de Loyere stelle vill Leit virun existenziell Problemer. De Staat an d'Gemenge kënnen d'Auswierkunge vun der Kris offiederen, mee et muss ee gläichzäiteg all Acteuren, déi e Bäitrag kënne leeschten, mat an d'Verantwortung huelen. Dat gëllt fir de ganzen Immobiliesecteur, awer och fir d'Banken an d'Assurancen. Dat ass an enger Kris wéi där, déi mer haut erliewen, net nëmme wënschenswäert, mee carrement eng Flicht, wann een a Betruecht zitt, dass d'Recht op Wunnen zanter Ufank vun dësem Mount als Staatszil – also absolutt Prioritéit – an eiser Verfassung verankert ass.

D'Banke spillen an dëser Kris eng ganz weesentlech Roll. Gläichzäiteg mat der Zënshausse sinn hir Krittären, fir Immobilieprêten ze verginn, méi restriktiv ginn an d'Spuerzënse bleiwen ze niddereg. Dat ass kee generelle Virworf un d'Banken, déi jo kloer Reegele musse suivéieren, fir ze verhënneren, dass sech eng Immobilieblos bilt. Och huet keen Interêt dorun, d'Leit an d'Iwwerscholdung ze dreiwen. Am Moment huet een awer d'Gefill, dass et en Deel vu Leit gëtt, déi finanziell duerchaus an der Lag sinn, reegelméisseg e Prêt zréckzebezuelen, an déi awer e Refus kréien. Déi Kris, déi mer haut duerchliewen, verlaangt méi flexibel Léisungen.

Ech sinn definitiv der Meenung, datt d'Capacité de remboursement méi staark muss berücksichtegt ginn an och progressiv Remboursementer méiglech misste sinn, déi der Evolutioun vum Revenu vun de Leit Rechnung doen.

Mat dësem Projet de loi ginn elo eng Rei vun Hëllefen ugepasst. Dat ass ganz gutt esou. Fir d'LSAP ass et wichteg, dass net nëmmen d'Konditioune vun den Aiden ugepasst ginn, mee och derfir gesuergt gëtt, dass déi Aidë bei deenen, déi se zegutt hunn, ukommen. Déi administrativ Hürde mussen esou niddereg wéi méiglech sinn. Déi Leit, déi Hëllefen zegutt hunn, musse sech drop kënne verloossen, dass dës Hëllefe schnell ausbezuelt ginn. Et geet hei jo majoritär ëm Leit, déi keng grouss Reserven hunn a mat deene Sue rechnen an drop ugewise sinn.

Wichteg ass et an eisen Aen och, dass een all eenzel Mesür reegelméisseg evaluéiert, fir ze gesinn, ob se gräifen. Et muss gekuckt ginn, wéi vill vun de potenzielle Beneficiairen déi Hëllefen tatsächlech kréien. Wann dat net de Fall ass, muss analyséiert ginn, firwat dat esou ass, an d'Konditioune vun den Aidë mussen ugepasst ginn.

Als Beispill wéilt ech d'Staatsgarantie fir den Immobilieprêt nennen. D'LSAP begréisst, dass hei de Montant no uewen ugepasst gëtt. Grondsätzlech ass dat eng ganz gutt an effikass Moossnam, mee et hätt een och méi wäit kënne goen. Et muss een nämlech feststellen, dass se an der Vergaangenheet ganz wéineg genotzt ginn ass. U sech misst déi Garantie et jo erméiglechen, dass een, deen an der Lag war, reegelméisseg e Loyer ze bezuelen, och misst kënnen en Immobilieprêt ophuelen an och zréckbezuelen, dat och, wann e wéineg Eegekapital huet. Dës Garantie ass awer 2021 ganzer 124-mol accordéiert ginn.

Här President, ech probéieren elo, esou kuerz wéi méiglech ze sinn. D'Demande ass a bleift ganz héich an trotzdeem geet d'Zuel vun den Transaktiounen erof, an och déi vun den accordéierten Hëllefen ass en chute libre. D'Präisser sinn einfach ze héich an d'Konditioune fir d'Hëllefe waren ze restriktiv an d'Hëllefen net héich genuch. Déi laang Phas mat niddregen Zënsen huet sécher derzou bäigedroen, dass d'Präisser esou enorm konnten an d'Luucht goen. An et muss een däitlech soen, datt et Leit gëtt, déi dovu profitéiert hunn a sech eng gëllen Nues verdéngt hunn. Hei muss een den Hiewel usetzen, fir datt et um Immobiliemarché erëm zu enger méi grousser Normalitéit kënnt.

Et ass gutt, dass de Staat souwuel Locatairë wéi och Leit, déi eng Wunneng kafen, an där se selwer wunnen, ënnerstëtzt. D'Logementskris kann awer nëmme wierksam bekämpft ginn, wann d'ëffentlech Hand tatsächlech iwwert e Parc immobilier verfüügt, dee grouss genuch ass, fir en Impakt op d'Marchéspräisser ze hunn a wann d'Wunnengspräisser a

Loyeren erëm an eng normal Proportioun zu de Salairë vun de Leit solle kommen.

Ech ginn zum Ofschloss den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci an dem President Merci fir seng Indulgence.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eigentlech op der Plaz schwätzen, mee wéinst deene puer Kommentaren, déi mer elo hei héieren hunn, hunn ech mech awer decidéiert, bis heihinnerzekommen an éischtens emol der Madamm Ahmedova nach eng Kéier villmools Merci ze soen fir hire Rapport. Ech mengen, si huet eis dat ganz kloer duergestallt, an ech wëll ganz direkt och soen, datt d'ADR dat hei matstëmmt. Et ass eng sozial Moossnam. Dat ass selbstverständlech eppes, wat mir deen Ableck och matdroen.

Ech wéilt awer e puer Kommentare maachen och opgrond vun de Bemierkunge vum Virriedner. Et ass fir eis net ganz kloer … Dat steet jo elo an der Verfassung, dat Staatszil, wat ee vum Prinzipp hier ka begréissen, mee et ass ëmmer eng Fro, déi an de Raum gestallt gëtt, wa gesot gëtt: „Jo, d'Recht op Wunnen ass e Staatszil elo an der neier Verfassung an dofir mussen d'Banke méi an d'Flicht geholl ginn." Dat ass eng interessant Observatioun an et freet ee sech ëmmer: Wéi ass deen …?

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech hunn et esou awer opgeschriwwen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass awer net esou gesot ginn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass gesot ginn, dass et eng absolutt Prioritéit wier …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee, nee, nee! Da musse mer d'Band nolauschteren, mee ech hunn … Dir hutt gesot: „d'Banke méi an d'Flicht huelen", an dat ass …

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat hunn ech och …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, voilà! Gesitt Der! Dir hutt et gesot. An do ass eeben déi Fro, déi mir eis stellen …

M. Fernand Etgen, Président | Da gesellt Der Iech herno beieneen, da lauschtert Der dat zesummen no!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dir hutt elo dräi Méint, fir Iech dat unzelauschteren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wat gesot ass, ass gesot. An déi Fro, déi mir eis stellen an och scho bei der Verfassungsdebatt gestallt hunn, ass: Wat sinn eigentlech d'Konsequenze vun esou politesche Staatsziler? An ech mengen, wann ech elo e Banquier wär – wat ech natierlech net sinn –, da géif ech ufänken, mer Froen ze stellen. Mee gutt!

Eis Approche ass ganz kloer, datt mer dat hei matdroen, datt een op verschiddene Punkten hätt kënnen effektiv méi wäit goen. Do si mer d'accord mat Iech, Här Mars Di Bartolomeo, well d'Garantien zum Beispill kéint een och op 100 % setzen ënner gewëssene Konditiounen. Domadder hätte mir kee Problem.

Et kann een och duerchaus higoen an, wéi Dir et och gemaach hutt, d'Capacité de remboursement als Kritär méi berücksichtegen, datt ee seet: Wie kapabel ass, e Loyer vu 1.600 Euro zum Beispill de Mount ze bezuelen, deen ass och kapabel, e Kreditt vu 1.600 Euro de Mount zréckzebezuelen an domadder eng eege Proprietéit ze hunn. Also, dat wär schonn eppes, wat ee kéint ënnerstëtzen, datt déi Krittären do vläicht kéinte manner streng sinn. Selbstverständlech, bei eis hunn d'Banken … Dat ass hiert Geld, déi kënnen dat decidéieren, mee politesch kann een dat awer ënnerstëtzen.

D'Zënsen, dat ass eppes, do hu mer net vill driwwer geschwat. Op jidde Fall hunn ech dat … Ech si jo och net an der Logementskommissioun, mee dat ass awer eppes, wat ganz ville Leit extreem Suerge mécht, déi bis elo en Taux flexible haten, eeben och wéinst deene ganz niddregen Zënsen, déi mer an deene leschte Joren haten, an déi eigentlech elo frou wären, wa se en Taux fixe hätten.

An dat kascht ganz vill, fir vun deem enge Regimm an deen aneren ze wiesselen. Do, mengen ech, kéint een och eventuell … Do si ganz vill Leit, déi a Problemer geroden, déi sech da vill Suerge maachen, wéi se dat solle weider finanzéieren. An an deem Beräich kéint ee wierklech en Dialog mat de Banke féieren oder och Hëllefen envisagéieren, wa Leit wéilten dee Schrëtt maachen, fir vun engem Taux mobile op en Taux fixe ze goen. Op jidde Fall, ech hunn och elo net d'Léisung, mee et ass en akute Problem fir vill Leit an ech denken, datt een dat awer vläicht wéinstens muss diskutéieren an ausloten, ob et do Méiglechkeete gëtt oder net.

D'Subvention de loyer: Do si wuel Méiglechkeeten hei an deem Gesetz virgesinn. Dat ass eng gutt Saach, mee vum drëtte Kand un oder nom … Bis dat drëtt Kand sinn d'Hëllefen interessant an der Progressioun. Ech mengen, et war d'Chambre des Salariés, déi gesot huet, datt dat nom drëtte Kand dann net méi esou ass. Dat gesi mir net esou, well wann eng Famill och véier oder fënnef Kanner huet, ass jo ganz kloer, datt se doduerch méi Wunnraum brauch an datt déi Hëllefe missten da proportional och weider wuessen.

D'Mindestwunndauer ass ganz niddreg ugesat mat zwee Joer. Et waren zéng Joer, elo sinn et der zwee. Dat ass vläicht e bëssen déif gegraff. Mee wat och méi kontrolléiert soll ginn – an dat ass relativ heefeg de Fall –, dat ass, wa Leit Wunnengen am Ausland hunn, datt och probéiert gëtt, dat besser erauszefannen, well dat ass heefeg de Fall. An da muss een awer och do eng Kéier d'Hëllefen iwwerpréiwen.

Datt d'Hëllefen dem Index sollen ugepasst ginn, dat ass och eng Fuerderung, déi mir scho méi laang hunn. Datt mer einfach net déi fest Tauxen hunn, mee dat och reegelméisseg indexéieren an upassen.

An da schlussendlech wëll ech nach eng Bemierkung maachen iwwert déi energeetesch Reformen. Do kann een net nëmmen op erneierbar Energië setzen. Ech weess, dat ass eng grouss Virléift vun där Regierungspartei, déi elo eeben hei e grousst Wuert matzeschwätzen huet.

(Interruption)

Gelift?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et ass eng Necessitéit, keng Virléift!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, et ass eng … Dat sot Dir, Madamm. Ech soen elo emol, et ass eng Virléift. Mee et gëtt einfach aleng scho faktuell ganz vill Haiser, déi net kënne bautechnesch op esou Techniken ëmswitchen, sief et an enger Iwwerschwemmungszon an esou weider an esou virun. Dat heescht, et muss een och ëmmer do … Souguer wann een eng Virléift huet fir erneierbar Energien, mussen och ëmmer aner Energieforme kënne vun Hëllefe beneficiéieren.

Dat gesot, wéi gesot, d'ADR dréit dat hei mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och direkt e grousse Merci un d'Madamm Rapportrice an ech ginn och virop eisen Accord zu dësem Gesetz. Wéi och d'Gesetz iwwert de Logement abordable, dat mer virdru gestëmmt hunn, huet och dat heite Gesetz mëttlerweil e laange Wee hannert sech. De Kontext, an deem den urspréngleche Projet geschriwwe ginn ass, war een, an deem d'Präisser an d'Loyeren um private Marché scho säit ville Jore wäit iwwert engem fir déi meeschte Leit zoumuttbaren Niveau louchen a mer et mat enger grousser Knappheet bei gënschtegem Wunnraum ze dinn haten. Dës Situatioun ass bis haut net besser ginn.

Am Contraire: Mir kruten et duerno mat staarker Inflatioun ze dinn an Zentralbanken, déi d'Zënssätz doropshin eropgesat hunn, wat fir vill Leit bis wäit eran an d'Mëttelschicht de Kaf oder de Bau vun enger Wunneng oder engem Haus ze deier gemaach huet. Déi Leit ginn elo op de Locatiounsmarché gedréckt, wou se mat all deene Leit, déi souwisou loune mussen oder wëllen, op der Sich sinn no enger hallefweegs bezuelbarer Locatiounswunneng. Dës klammend Nofro bei enger klenger Offer dreift elo d'Loyerspräisser vill méi séier an d'Luucht a mécht d'Situatioun fir déi allermeeschte Leit nach méi schlëmm, wéi se elo schonn ass.

Virun engem méi konsequente gesetzlechen Agréff um Locatiounsmarché schreckt d'Regierung zréck, nodeem se ursprénglech e Projet virgeluecht hat, deen der Explosioun bei de Loyeren och nach d'Dier opgemaach hätt, andeem e staark Loyerserhéijunge legaliséiert hätt. Säit e puer Méint verfollegt d'Regierung awer elo do d'Straussentaktik nom Motto: „Kommt, mir schwätzen net méi driwwer! Vläicht vergiessen d'Leit jo, dass mer eigentlech ugetruede waren, fir d'Logementskris an de Gréff ze kréien." Et ass ondankbar, Logementsminister ze sinn!

Här President, …

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Frot de Staatsrot, wou de Projet drun ass – ech hätt e gär gestëmmt!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, d'Reform vun den individuellen Hëllefen am Wunnberäich füügt sech natierlech an dëse Kontext an a se gouf jo och e puermol ugepasst en cours de route, fir ëmmer neie Realitéite Rechnung ze droen. Et ass e bësse wéi e Flächebrand, wou bei all Brandherd ee mat engem Eemer Waasser hileeft, ouni awer de Brand op der gesamter Fläch anzedämmen. Dobäi ass et net falsch, op all eenzelne Brandherd ze kucken – mee d'Feier kréie mer esou awer net aus!

Den Observatoire de l'habitat huet am Virfeld vun dëser Reform a senger Note 30 gewisen, dass d'Hëllefen am Wunnberäich, sief et déi direkt, wéi se hei am Gesetz stinn, sief et déi steierlech Hëllefen, an der Tendenz méi staark d'Proprietéit finanzéiere wéi d'Locatioun an dobäi vill Hëllefe bei Stéit landen, déi u sech guer keng Hëllef bréichte fir en Hauskaf oder eng Renovatioun. A mir deelen dës Analys vum Observatoire de l'habitat.

Den urspréngleche Projet hat d'Vocatioun, dësen Desequiliber fortzekréien. Engersäits ass déi virgezunne Reform vun der Loyerssubventioun schonn

eng däitlech Verbesserung vun dëser Hëllef, déi elo zumindest emol der reeller Loyersentwécklung Rechnung dréit an net engem fiktive Loyer de référence. Donieft ass d'Garantie locative och verbessert ginn, och wa mer weiderhin der Meenung sinn, dass de maximalen Taux d'effort vu 50 % u sech keng Raison d'être an dësem Gesetz huet. Et gëtt jo eng Rei Leit, déi méi wéi 50 % vun hirem Revenu an de Loyer musse stiechen. Firwat ginn déi elo ausgeschloss? Mir fannen dat net richteg.

Anerersäits gëtt bei der Reform bei den Hëllefe fir Kaf a Renovatioun elo de Krittär vum Revenu harmoniséiert an esou an d'Gesetz ageschriwwen, dass d'Hëllefe Stéit mat klenge wéi mëttlere Revenue cibléieren. De Krittär vun der Zuel vun de Kanner am Stot, fir d'Limitt vum Revenu ze berechnen, fanne mir och richteg.

Wa mer bei den Hëllefe fir Kaf oder Renovatioun bleiwen: Hei ass jo d'Schafe vun deem Dëppe fir d'Hëllefen déi gréissten Innovatioun am Gesetz. De Choix, dat esou ze maachen, fanne mir à la base och richteg, mee hei weist sech awer och nach eng Kéier, wéi anekdotesch déi Hëllefe sinn. Engersäits ass de maximale Montant vun dem Pot net indexéiert oder un d'Entwécklung vun den Immobiliepräisser gekoppelt, e verléiert also séier u Wäert. De maximale Montant ass zwar elo méi héich, mee souguer déi Hausse ass der Realitéit vum Marché net ugepasst. An da gëtt de sozialen Topup bei der PRIMe House och nach do matagerechent, wat jo contraire leeft zu der eigentlecher Absicht hannert dësem sozialen Topup.

Déi staark Hausse bei den Zënse fir Immobiliekreditter werft och d'Fro op, wat d'Subvention d'intérêt, wéi se elo virgesinn ass, nach bréngt. D'Eropsetze vum Montant op 200.000 Euro bis maximal 240.000 Euro Prêt, deen als Grondlag gekuckt gëtt, ass jo hautzudaags kengem Prêt immobilier méi ugepasst. Déi klammend Zënse wäerten d'Hëllef donieft och nach of. Dës Mesür, déi natierlech déi breet Mëttelschicht soll viséieren, déi traditionell och Wunnenge fir den Eegegebrauch keeft, riskéiert, no an no hir eigentlech Zilgrupp net méi ze erreechen, wann d'Situatioun laang esou bleift.

Här President, elo, um Enn vum legislative Prozess, koum nach eng weider Prime conjoncturelle an der Héicht vun 20.000 Euro derbäi, déi Stéit zousätzlech kënne kréien, wa se en neie Logement kafen, also e Logement, dee frësch gebaut gouf oder gëtt. Dës Primm wierkt Hals iwwer Kapp decidéiert. D'Bild vum Logementsminister mam Eemer Waasser kënnt engem erëm an de Kapp.

Bei dëser Primm mengt een och ze gesinn, dass de primären Zweck hei net deen ass, de Leit ze hëllefen, eng Wunneng ze kréien, mee éischter fir d'Entreprisen am Immobilieberäich ze ënnerstëtzen, déi – esou hu mir et ëmmer, och scho gëschter erëm, vun der Regierung selwer confirméiert kritt – sech jo zum Deel op onanstänneg Aart a Weise beräicheren un der Logementskris, andeem se mat der Retentioun an Ofsproochen zu der Knappheet vum Wunnraum bäidroen.

An da sinn ech erëm beim Ufank vu menger Ried ukomm. Déi Mesüren am Gesetz wierken deelweis aus der Zäit gefall, si gi laanscht d'Realitéit. De Flächebrand gëtt vu grousse Promoteuren a Spekulanten ugefacht. Si musse gestoppt ginn, wa mer de Brand gär läschen. An da kënne mer déi individuell Hëllefe fir Stéit um privaten Immobiliemarché och nei a méi realistesch bewäerten.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och fir de Rapport. Ech mengen, och dat heite war en Text, wou et vill ëm Detailaarbecht goung. Mir hunn awer eng ganz Rëtsch Aiden, déi hei zesummefléissen, déi ofgeschaaft gi respektiv nei geschafe ginn, an ech mengen, do wär et wichteg, ganz am Ufank eng Kéier eng Mise à niveau vu jidderengem ze maachen. An och fir déi Leit, déi dat interesséiert, ginn ech elo net nach eng Kéier op d'Zuelen an. Ech mengen, Dir kennt se.

Grondsätzlech kann ech soen, datt eng Rëtsch Saachen eis immens gutt gefalen an deem heiten Text. Éischtens emol, datt et gestreamlinet gëtt. Datt et vereinfacht gëtt, datt eenzel Aiden zesummegefaasst ginn, ass generell ze begréissen. Dat mécht et fir déi meescht Leit wierklech méi einfach. Da geet de Maximum, grad wann een a Familljesituatiounen ass, jo nach eng Kéier an d'Luucht. Och dat kënne mer begréissen.

Bon, ob d'Architekten elo ganz frou sinn, datt hire Complément de prime ofgeschaaft gëtt, dat loossen ech dann d'Architekte beäntwerten. Ech hunn do esou e Gefill am klenge Fanger, datt dat vläicht net de Fall ass.

Generell, och wat d'Subvention d'intérêt an d'Bonification d'interêt ugeet: D'Intentioun ass richteg. Mir gi méi. De Problem ass: D'Zënse lafen eis am Moment fort. Dat heescht, d'Prête gi méi grouss, d'Zënse gi méi héich. Dat heescht, déi Montante lafen eis fort, an ech weess net, wou mer do elo wierklech herno erauskomme fir déi meeschte Stéit. An dat ass, mengen ech, déi Suerg, déi mer eis alleguerte sollte maachen: Wou komme mer hei eraus? Musse mer net vläicht direkt an där nächster Legislatur hei nach eng Kéier usetzen?

En negative Punkt ass dofir och déi Loyerssubventioun. Déi muss an eisen Aen nach eng Kéier gekuckt ginn, fir an d'Luucht gesat ze ginn. Mir gesinn, datt d'Loyere grad och explodéieren, eeben och wéinst där Zënssituatioun um Marché.

Dann d'Staatsgarantie fir de Bankeprêt: Do deet et mer e bësse leed, datt mer deen Ausschlusskrittär hunn, datt ee muss zu Lëtzebuerg wunnen – also datt ee keen Haus däerf am Ausland hunn – dee Moment, wou een déi Saach ufreet. Stelle mer eis vir, et huet een e klengt Appartement iwwert d'Grenz kaf – et gouf ee forcéiert, iwwert d'Grenz wunnen ze goen, well ee sech zu Lëtzebuerg näischt leeschte konnt – an da kann een dee Moment, wou een nach Proprietär ass, déi Garantie net zéien.

Wann een awer d'Appartement verkeeft, da kann ee se zéien, mee heefeg mécht een dat jo eréischt, wann een de Prêt ënnerschriwwen huet, fir hei zu Lëtzebuerg eppes ze kafen. Hei hätt ee vläicht eng Klausel kënne fannen, datt een, sous condition, datt een dat innerhalb vu sechs Méint nom Octroi vun der Aide verkeeft, dann awer eligibel bliwwe wär. Dat hätt et op alle Fall Leit, déi e klengt Appartement am Ausland kaf hunn, erméiglecht, deementspriechend vläicht erëm zréck op Lëtzebuerg ze kommen.

An dann iwwert d'Prime d'accession à la propriété: Do musse mer kucken, wat déi grad elo mat der Prime de conjoncture bréngt. Dat wäerte mer spéitstens Enn nächst Joer wëssen.

Alles an allem: De Projet gefält eis. Mir wäerten e matstëmmen, och wann et deen een oder anere klenge Bemoll gëtt. Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Ech kann et och relativ kuerz maachen. Ech sinn éischtens emol frou, dass mer, sou wéi et ausgesäit, eng ganz breet Ënnerstëtzung hei fir dat Gesetz kréien. Zweetens sinn ech immens houfreg, dass mer et fäerdegbruecht hunn, dëst Gesetz och nach haut kënnen ze stëmmen an awer och e wichtegt Signal ze maachen no baussen, fir, jo, d'Proprietéit och deels ze ënnerstëtzen, awer déi Proprietéit, déi an den Individuel geet an net onbedéngt un, jo, den Investor, mee dass deem, dee Primo-acquéreur ass, hei mat dësem Gesetz wierklech ënnert d'Äerm gegraff gëtt.

Wann een d'Zuele kuckt, déi an de leschte Jore benotzt gi sinn, sief et vun deenen, déi gefrot hunn ..., d'Demande ass stänneg méi kleng ginn. Awer och de Montant, dee mer ausbezuelt hunn, ass, jo, vun 10 Milliounen op 4 Milliounen erofgaang. Dat heescht, dat ass net méi vill gewiescht, wat mer konnten ausbezuelen, an dofir sinn ech ganz houfreg, dass mer dat elo breet ugepaakt hunn.

Wat awer ganz wichteg ass, ass, dass déi Moossnamen, déi mer hei agefüügt hunn, cibléiert sinn. Dofir hu mer et um Akommes vun de Stéit orientéiert. A mir ginn decillméisseg vir, also nom Akommes vun der Gesellschaft, fir dass mer wierklech net mat der Strenz iwwert déi ganz Akommestabell ginn, mee do d'Individualiséierung eraushuelen, déi ënnerstëtzen, déi et am meeschte brauchen, an dofir sinn all déi Aidë par rapport zum Akommes och gestaffelt. An de Plaffong ka flexibel ugepasst ginn – dat, wat mer virdrun net haten –, soudass dee Plaffong mam Akommes ka wuessen. An dofir ass d'Eligibilitéit e wichtegen Accord, deen hei kënnt.

D'Zënse si genannt ginn. Jo, d'Zënsen, bon, déi falen net direkt an dem Logementsministère seng Kompetenz. Do misste mer mat de Banken – an net nëmme mat de Banken, mee och mat der Zentralbank vun Europa – schwätzen, deenen, déi d'Politick gemaach hunn. Et muss een awer och soen, dass se viru Joren eng Nullzënspolitick gemaach hunn, déi och deels den Ausléiser war vun deem massiven Invest an de Steen. An dat huet, jo, wierklech zu engem Selbstläufer gefouert, wat d'Präisser par rapport zum Akommes wierklech an d'Luucht goe gelooss huet, soudass d'Akommes einfach net nokomm ass, fir sech iwwerhaapt nach eng Wunneng kënnen ze leeschten.

Dofir sinn ech awer frou, dass mer d'Zënssubventioun massiv an d'Luucht gesat hunn. Mir hunn d'Eligibilitéit ëm 30 % méi breet gemaach. Dat heescht, och mam Montant wäerte mer dann hei kënnen eropgoe bis op 65 Milliounen, hu mer geschätzt, soudass dat awer bei deenen ukënnt, déi et am meeschte brauchen. Dofir hu mer et hei och nach limitéiert: Just fir den Decill 4; dat heescht, 40 % vun der Gesellschaft kënne vun dëser Subventioun profitéieren.

E puer Wuert zur Subvention de loyer: Jo, éischtens, mir sinn och do vill méi cibléiert virgaang. Mir haten dat jo virgezu mat där ganzer Diskussioun ëm de Krise-Konjunkturpak vum leschte Joer, wou mer gesot hunn: „Hei, mir mussen do méi séier ginn." An ech muss Iech awer soen, dass mer mëttlerweil – an der Zäit waren et der 4.400 – beim Duebele sinn. Mir si bei 8.000 bis 9.000 Leit oder Stéit, déi dat mëttlerweil ufroen, an de Montant war bei 5 Milliounen. Mir haten d'lescht Joer cibléiert op 10 Milliounen. Enn des Joers ware mer op 19 Milliounen a mir wäerten deemnächst op d'Héicht vun 29 Millioune kommen.

Dat ass eng cibléiert Aide, déi do ukënnt, wou se am meeschte gebraucht gëtt. Natierlech musse mer den Encadrement vum Loyer ..., et wier am beschte gewiescht, wa mer dat nach duerchkritt hätten.

E Wuert dann zum Bail à loyer: Jo, do hätte mer wierklech dann deen Deckel kënnen aféieren, soudass dee Schutz och vill méi breet gewiescht wär. An dann huelen ech och dat Urteel, wat den Här Lies virdru genannt huet: Dat geet guer net fir Einliegerwohnungen, dat huet nämlech grad d'Cafészëmmere betraff. An dat hätte mer kënne reegelen iwwert de Bail à loyer, woumat mer och aner Wunnforme ënnerstëtzen, insbesondere och d'Colocatioun.

Vläicht zu den Hëllefen, déi mer ganz kloer maachen, véier Punkten: Éischtens, Transparenz ass erakomm. D'Vereinfachung vun de Proceduren, dass och d'Mindestoccupatiounsdauer derbäikënnt, dat ass eng Vereinfachung, wat do déi zéng Joer, d'Quadratmeterzuel ... Doduerch, dass mer déi zwee Joer nach kucken, gëtt dat fir déi eenzel an, wann Der éierlech sidd, déi Stéit, déi ausenanerginn, obschonn se schonn eppes kaf hunn ..., beweegt sech och bei zwee, dräi, véier, fënnef Joer. An déi zéng Joer hunn e ganz grousse Problem fir eis Verwaltung duergestallt, fir dann déi dräi Suen nach zréckzefroen, déi mer hätte sollen zréckfroen. An do ass den administrativen Opwand vill méi grouss wéi deen Notzen, dee mer kréien.

Mir hunn awer och eppes agefouert, wat ganz wichteg ass: Et gëtt en Dëppen. All Bierger hei am Land huet 35.000 Euro zegutt, an déi sinn individualiséiert. A mir wëssen, grad fir déi Leit, fir déi Stéit ..., oder alleinerziehend Mütter, déi jo am Endeffekt déi sinn, déi herno am meeschten dorënner leiden, wann eng Scheedung ass. Déi Suen an deem Dëppe sinn individuell deene Persounen zougeordnet, soudass jiddereen Zougang zu deenen Aiden huet an dann ëmmer erëm kann dorop zréckgräifen.

Energeetesch Sanéierung: ganz wichteg! D'Energieaarmut gi mer heimadder un, well mer maachen en Topup vun 100 %. Déi, déi sech ganz ënnen an der Akommestabell zréckfannen an déi Proprietär sinn, kënne bis 100 % vun deem, wat d'Ëmwelt scho vu Subventioune gëtt, nach eng Kéier dropgeluecht kréien, soudass déi Renovatiounen och da kënne realiséiert ginn, well gläichzäiteg Instrumenter gesicht ginn, fir déi Virfinanzéierung ze garantéieren, well dat ass jo dat, wat schwiereg ass, dass ee Suen an de Grapp hëlt, éier een herno eréischt Subventioune kritt. Dofir ass dat ganz wichteg, dass dat gemaach gëtt.

Jo, mir hunn e puermol nogebessert. Jo, d'Krisen hunn och e puermol nogebessert – awer vun der negativer Säit hier! Also hu mer missen Upassunge maachen. An déi lescht Upassungen, déi mer gemaach hunn, hu mer jo mat deem Konjunkturpak gemaach, dee mer elo viru Kuerzem nach festgehalen hunn. Dat sinn dräi wichteger, an déi wëll ech nach eng Kéier ernimmen:

Jo, d'Einliegerwohnung ass fir mech e wonnerbaart Instrument, fir d'Villfalt vun de Wunnenge kënnen ze förderen. An mir sinn eropgaang vun 10.000 op 20.000.

D'Subvention d'intérêt hu mer och nach eng Kéier an d'Luucht gesat.

An dann, ech mengen, awer och déi Prime compensatoire conjoncturelle ... Déi Jonk vun de véier grousse Parteien hu gefrot: „Jo, de bëllegen Akt, mir hätten dee gär vun 30.000 ...“ Mir si jo an d'Luucht gaang vun 20.000 ëm 10.000. Dat hate mer jo och diskutéiert an den Assisen. Hei gi mer nach eng Kéier 20.000 drop, dat heescht, déi Demande, déi do gefrot ginn ass vun deene Jonke vu véier grousse Parteien, de bëllegen Akt op 50.000 ze erhéijen, ass heimat realiséiert.

Mee just: Wat hätte mer de Moment? Dass déi Suen natierlech an d'Aktivitéit ginn, dass sech déi Jonk direkt engagéieren an enger VEFA – well d'Präisser fale jo elo – an dass de Primo-acquéreur dann och am meeschte ka profitéieren. Dofir sinn ech ganz frou, dass mer dat konnten esou festleeën an dass mer dat och kënnen esou ënnert d'Leit bréngen.

Mir wäerte probéieren, ab dem 1. September, wann dat en vigeur geet, eng cibléiert Promotioun ze maachen, fir dass et bei de Leit ukënnt, dass wierklech dann och déi Aarbechtsplaze garantéiert sinn, wann d'Aktivitéit am Bausecteur kann heimadder deels ënnerstëtzt ginn. Et ass een Instrument vu villen an dofir sinn ech ganz houfreg, dass Dir mathëlleft, zumindest bei dësem Gesetz.

A wann et mäi lescht Gesetz elo ass, da soen ech en décken, fette Merci fir éischtens déi Zesummenaarbecht. A wann ech elo, jo, wéi gesot, e lescht Gesetz unanime och nach gestëmmt kréien, da sinn ech ëmsou méi frou. An dofir soen ech schonn elo en décken, fette Merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7938. Den Text steet am Document parlementaire 7938[17].

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt sech dräi Erreurs matérielles an den Text ageschlach hunn. Am Artikel 45 huet een „i“ beim Wuert „bénéficier“ gefeelt an am Artikel 48 Paragraf 2 Alinea 2 a Paragraf 8 Alinea 2 sinn d'Wierder „Ministère du logement“ duerch „ministre“ ersat ginn. De Staatsrot ass iwwert dës Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den Text mat dësen Ännerungen of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7938 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Marc Lies), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Octavie Modert), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7880 – Projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :

1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;

2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;

3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Mir kommen elo zum Projet de loi 7880 iwwert d'Arméisgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, eis Arméi ass e wichtegen Deel vun eiser Gesellschaft.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Duerch déi rezent geopolitesch Reviramenter, allem virop de Krich an der Ukrain, ass d'Bewosstsinn an eiser Gesellschaft, dass et wichteg ass, eng Arméi ze hunn, geklommen an de Stellewäert vun der Arméi an eiser Gesellschaft konnt dovunner och profitéieren.

Dat aktuellt Gesetz iwwert d'Organisation militaire staamt awer aus dem Joer 1952, quitte dass et entre-temps schonn oft ofgeännert ginn ass. Déi lescht gréisser Reform huet am Joer 2007 stattfonnt. Ma zënterhier huet sech awer esou munches gedoen an eis Arméi muss deementspriechend op nei Féiss gestallt ginn, fir hire Missiounen am haitege Kontext kënne gerecht ze ginn, sief dat op nationalem Plang, wou ëmmer méi op d'Arméi zréckgegraff gëtt – rezent Beispiller heifir wieren d'Hëllef vun der Arméi bei den Iwwerschwemmungen am Oste vum Land oder och logistesche Support wärend der Pandemie –, mee virun allem um internationale Plang hu sech d'Tâchë multiplizéiert. Hei muss eis Arméi, grad wann ee sech eis Effectiver ukuckt, en ëmmer méi breede Spektrum u Missiounen ofdecken.

Mir mussen eis awer och virun Aen halen, dass zënter 2014 eisen Effort de défense quasi verduebelt ginn ass. Mee um Niveau vum Personal si mer relativ stabel bliwwen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mir wëssen awer all: Wa mer den Effort de défense eropschrauwen – oder eropschrauwe mussen –, dann ass eng Prekonditioun heifir, dass mer beim Rekrutement eng Schëpp bäileeën, well soss kritt eis Arméi deen Effort capacitaire op laang Siicht net

gestemmt. Deementspriechend musse mir der Arméi och d'Méiglechkeet ginn, verstäerkt kënne qualifizéiert an héich spezialiséiert Personal unzezéien an anzestellen.

Haut stëmme mir e wichtegt Gesetz, dat en neie Kader stécht, deen et eiser Arméi soll erlaben, sech fir d'Zukunft anstänneg opzestellen. D'Mesüren, déi an dësem Gesetz virgesi sinn, betreffen d'Moderniséierung vum legale Kader vun der Arméi, eng Mise à jour vum Rôle a vun der Organisatioun vun der Arméi – ënner anerem ginn elo och d'Missiounen an den Domäne Cyber a Space preziséiert –, eng Restrukturatioun vum État-major a vum Centre militaire an och eng Ofännerung vun den Dispositiounen, déi dat militärescht an dat zivillt Personal vun der Arméi betreffen.

Mat dësem Gesetz verfollege mer also d'Zil, d'Karriären an der Arméi méi attraktiv ze maachen, d'Dauer vum Engagement bei de Soldats volontaires ze erhéijen, d'Organisatioun vun der Arméi ze updaten an d'Sécurité juridique ze stäerken.

Wat d'Attraktivitéit vun de Karriären ubelaangt, do ass et de Constat gewiescht, dass eis aktuell Militärkarriären net all Schoulofschloss couvréieren, dee mer aktuell hunn, keng Première zum Beispill, kee Bachelor. An deen anere Constat, dee mer maachen, ass, dass den Undeel vu Fraen an der Arméi nach ganz geréng ass, well anscheinend fillt sech d'Hallschent vun eiser Bevëlkerung bis elo relativ wéineg ugesprach vu Karriärsperspektiven an der Arméi.

Wat mer also mat dësem Gesetz maachen, ass, um Niveau vun de Karriären nei Militärkarriären ze schafen an de Karriäre B1, also de Premièren, an A2, de Bacheloren. Domat gëtt déi aktuell Kluft, déi mer hunn, zougemaach.

Allerdéngs ass et esou, dass dës Introduktioun vun zwou neie Karriären et onerlässlech gemaach huet, d'Grades militaires vun de Grades de traitement ze entkoppelen, schonn eleng well dat jo ëmgedréit bedeit hätt, dass mer soss hätte missen zwee nei militäresch Graden erfannen. An ech mengen, do hätten eis NATO-Partner och e bësselche gestaunt, wa mir als klengt Land op eemol mat neie Militärgraden an enger Missioun opgetaucht wieren.

An da geet et och drëm … O, esou roueg war et scho laang net méi!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir si voll konzentréiert.

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Da geet et och drëm, d'Moderniséierung vum Statut vun de Militärkarriären an d'Weeër ze leeden. Hei gëtt sech dem Statut général vun de Fonctionnairë rapprochéiert, ouni awer ze vergiessen, dass et sech bei der Arméi awer trotzdeem ëm eng spezifesch Administratioun handelt, déi Missiounen ze erfëllen huet, déi et an anere Ministèren oder Administratiounen esou net gëtt.

Dëst justifizéiert deemno och, dass et hei spezifesch Reegele muss kënne ginn, notamment fir am Grade militaire weiderzekommen. Hei si mer dann och erëm beim Punkt vun der Dissociatioun, déi gemaach ginn ass tëscht de militäresche Graden an dem Grade de traitement. A genee dëst ass e Punkt, dee jo elo déi Deeg erëm staark an de Fokus geréckelt ass. Ech wäert herno och nach eng Kéier kuerz drop agoen.

Des Weidere gëtt e Contrôle d'honorabilité fir all d'Karriären agefouert. An alles an allem hoffe mer heimadder also, de Grondsteen ze leeën, fir d'Karriäre bei der Arméi méi attraktiv ze maachen an drop ze bauen, dass eng méi grouss Professionaliséierung an Expertis och den Image vun der Arméi als Employeur wäert kënne verstäerken.

Da gëtt et och nach Ännerungen um Niveau vun der Durée d'engagement vun de Soldats volontaires. An do ass et de Constat, dass d'Ausriichtung vun eiser Arméi jo amgaangen ass, sech ze wenden. Mir hunn eis laang Zäit op OMP-Missioune konzentréiert, mee mat dem Opkomme vun traditionelle Menacen erëm an Europa ginn d'Exigenze säitens der NATO och erëm méi wäit. Esou ginn déi sougenannte VJTFs – dat si Very High Readiness Joint Task Forces – opgestockt, an och do muss Lëtzebuerg natierlech säin Deel derzou bäidroen.

Mat Bléck an d'Zukunft ass et dann och nach den ugekënnegte belsch-lëtzebuergesche Bataillon, deen eis e puer Efforte wäert ofréngen, fir och do genuch Leit à disposition ze hunn.

Am aktuelle Regimm, do ass et esou, dass déi fräiwëlleg Zaldoten en Engagement op dräi Joer hunn, mat der Méiglechkeet, ëm dräimol ee Joer ze verlängeren. Dat ass net ideal, well d'Instruktioun eleng elo scho méi laang dauert wéi nach virun enger Zäitchen an och méi exigent ginn ass. Bis een d'Leit ausgewielt huet a se dann op d'Missioune virbereet huet, bleift am Fong geholl net méi vill Zäit, fir se reell nach an den Asaz ze bréngen.

Och musse mer eis virun Aen halen, dass OMP-Missiounen, op déi mer eis bis elo eeben ausgeriicht haten, ëmmer en Asaz vu véier Méint virgesinn hunn, mat engem Training virdru vu 15 Méint, wann ech mech net ieren. A wa mer haut kucken, wat déi grad ugeschwate VJTF-Missioune bedeiten, da gesi mer awer, dass mer do vun enger Period vu ganzer dräi Joer schwätzen, wou een d'Leit engagéiere muss. An do gesäit een dann, dass schonn eleng duerfir déi dräi Joer, déi mer aktuell hunn, net méi duerginn.

Wa mer eis haut mam Vott vun dësem Projet de loi d'Méiglechkeet ginn, dës Durée op véier Joer ze héijen, plus der Méiglechkeet, op bis zu fënnef weidere Joren ze verlängeren, da schwätze mer elo vu bis zu néng Joer, wou een déi Leit effektiv kann halen. Dat bedeit dann och, dass mer eis net nëmmen d'Méiglechkeet ginn, Leit auszebilden a se da vläicht an eng Missioun ze schécken, mee dass mer vun deem Invest an déi Leit och méi laang eppes hunn. Et gëtt jo kaum soss en anere Beräich, wou ee vill Ressourcen an d'Ausbildung vun de Mënsche stécht, fir se da genee dee Moment erëm zéien ze loossen, wou se am Fong geholl op engem gudden Niveau sinn a géifen zur Verfügung stoen.

Mat dëser Ännerung hu mer dann och manner Drock um Niveau vum zukünftege Rekrutement. Wann een zum Beispill muss 360 Persounen op dräi Joer recrutéieren, da sinn dat 120 Leit pro Joer. Wa mer op véier Joer eropginn, da sinn et elo just nach 90 Persounen, an domadder gëtt de Rendement also besser an de Rekrutement gëtt domadder och vereinfacht.

Ech géif kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun ze schwätze kommen. De Projet de loi ass de 7. September 2021 deposéiert ginn. Mir hunn Avise kritt vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics am Dezember 2021, vum SPAL, vun der APOL (ndlr: Association professionnelle des officiers luxembourgeois) a vum Syvicol, allen dräi Ufank 2022, a vun der CNPD den 21. Juli 2022.

Ufank Juli 2022 hu mer de Projet de loi an der Kommissioun virgestallt kritt a beschwat. An den 21. Juni 2022 – dat war, ier de Conseil d'État säin Avis ofginn huet – sinn nach eng Rëtsch Amendements gouvernementaux un de Conseil d'État geriicht ginn. Et huet dunn awer leider nach bis de 6. Juni 2023 gedauert, bis mer nach esou just in time fir dës Legislaturperiod en Avis vum Conseil d'État virleien haten. De 14. Juli hu mer den Avis complémentaire vum Staatsrot kritt, an de Rapport hu mer dunn den 18. Juli, also de leschten Dënschden, ugeholl.

Ech géif dann hei och kuerz versichen, op den Avis vum Staatsrot anzegoen. Dësen huet jo am ganzen eng 30 Oppositions formelles beinhalt. Dat war op den éischte Bléck jo alt relativ vill, mee et muss een dozou soen, dass e gudden Deel vun deenen Oppositions formelles rekurrent Geschichten zu statutaresche Froe waren an domadder och eenheetlech konnten ecartéiert ginn.

Nom Avis vum Staatsrot ass d'Notioun vun der Hierarchie aus dem Text erausgestrach ginn a mer hunn och mussen derzou iwwergoen, déi detailléiert Organisatioun vun der Arméi an de Gesetzestext ze schreiwen, an net méi, esou wéi dat bis ewell de Fall war, dat iwwer Règlement grand-ducal ze reegelen, well et sech laut eiser Verfassung ëm eng Matière réservée à la loi handelt. An dëst war effektiv elo keen esou en einfachen Exercice. A mir waren eis an der Kommissioun och eens, dass dat keng optimal Léisung ass, well mer esou bei all Ofännerung, bei all zukünfteger Ofännerung, zum Beispill, wann d'NATO eis nei Targets géif definéieren, gezwongen wären – a mer wäerte gezwonge sinn –, d'Gesetz ofzeänneren. Mir hunn also hei missen e Wee fannen, dem Avis vum Staatsrot Rechnung ze droen, ouni awer domadder der Arméi hir Flexibilitéit a virun allem och hir Reaktivitéit op d'Spill ze setzen.

Änleches gëllt fir d'Opposition formelle vum Staatsrot bezüglech der Ausbildung vun de Militären, wou gefrot ginn ass, dass dës och méi detailléiert misst am Gesetzestext festgehale ginn. Och dëst ass keen einfachen Exercice gewiescht, well mir als Lëtzebuerg net Här a Meeschter sinn iwwert de Contenu an d'Dauer vun der Ausbildung, déi eis Leit jo integral am Ausland maachen. An deementspriechend goufe weider Indicatiounen iwwert de Volume an iwwert d'Dauer vun der Ausbildung an den Text integréiert, ouni awer exhaustiv an de leschten Detail ze goen.

Da gouf et och Opposition-formellen zum Sujet vun der Honorabilitéit an um Niveau vun de Froen zum Avancement an de Graden, déi elo och hu misse vum Règlement grand-ducal eriwwer an d'Gesetz agedroe ginn. An do si mer da bei de Froe ronderëm d'Konditioune fir en Avancement. An hei geet et notamment ëm d'Evaluatioun vun de beruffleche Kompetenzen, den eethesche Valeuren an der physescher Konditioun. An et ass jo besonnesch dat, wat elo relativ haart säitens der CGFP an och dem SPAL ugeprangert gëtt, dass esou Evaluatiounen iwwerhaapt stattfannen, well am Rescht vun der Fonction publique esou Evaluatioune mam neie Gehälteraccord eigentlech ofgeschaaft gi sinn. Si drécken och d'Suerg aus, dass dëst en Impakt op d'Karriäre vun de concernéierte Leit kéint hunn, a fannen et net gerecht, dass just an der Arméi nach Evaluatioune solle stattfannen.

Wéi de Minister eis an der Kommissioun informéiert huet, ass doropshi versicht ginn, de Gewerkschaften all Sécherheeten op dësem Punkt ze ginn, fir kloerzemaachen, dass heimadder de Gehälteraccord net a Fro gestallt gëtt, well, wéi ugangs erläutert, den Avancement an de militäresche Karriären, fir deen dës Evaluatiounen eebe stattfannen, entkoppelt ass vum Avancement op der Gehaltsskala.

An deem Sënn hunn ech och a mengem schréftleche Rapport e Passus zu deem Punkt ergänzt, fir dëst och am Rapport néiergeschriwwen ze hunn. Doran ass och preziséiert, dass sech d'Regierung un hiert Versprieche wäert halen, heizou Prezisiounen an den Exposé des motifs vum Projet de loi iwwert de Punkt 10 vum Accord salarial an der Fonction publique ze

setzen. An dëse Projet de loi wäert dann och deemnächst deposéiert ginn.

An deem selwechten Esprit hunn ech der Kommissioun eng Motioun virgeluecht gehat, déi d'Regierung genee zu deem Punkt och soll an d'Flicht huelen, hirem Verspriechen op deem Punkt nozekommen. Dat heescht, hei ass déi Motioun, déi eebe seet, dass den aktuelle Système d'appréciation en „dispositif spécifique au régime militaire et exclusivement applicable au sein de l'Armée" ass an dass dee System net kéint interpretéiert ginn als entgéintgesat zum Accord salarial an der Fonction publique an dass de Minister sech sollt engagéieren, e „bilan annuel" ze maache vum „dispositif d'avancement en grades militaires tel que prévu par le projet de loi 7880 pendant une durée de cinq ans".

Voilà, an dann hunn ënnerschriwwen dës Motioun d'Kolleege vun der DP, vun der LSAP an d'Madamm Oberweis fir déi Lénk an den Här Roy Reding huet déi och matënnerschriwwen. Ech wär natierlech frou, wann anerer se och nach kéinte matdroen.

Ech deposéieren Iech dann d'Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP le 9 décembre 2022 qui prévoit l'abolition du système d'appréciation, sauf à l'égard des fonctionnaires stagiaires ainsi que des employés de l'État en période d'initiation, avec effet au 1er janvier 2023 ;

– vu le projet de loi 7880 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :
1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;
2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;
3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État qui lie l'avancement en grades militaires aux trois (3) critères suivants : délais d'ancienneté (1), conditions de formation continue (2) et qualités professionnelles, éthiques et physiques qui feront l'objet d'une appréciation (3) ;

– considérant que les grades militaires sont dissociés des grades de traitement et que cette appréciation des qualités précitées n'a aucune incidence sur les avancements en traitement et ne permet pas de déclencher la procédure d'amélioration des performances professionnelles ;

– considérant par conséquent que l'accord salarial n'est aucunement affecté par le dispositif décrit ci-dessus ;

– considérant par ailleurs qu'il s'agit d'un système exclusivement applicable aux militaires de carrière (officiers, sous-officiers et caporaux) au sein de l'Armée luxembourgeoise, qui existe dans toutes les autres forces armées au sein de l'Union européenne et de l'OTAN et vise à préparer au mieux les militaires aux responsabilités inhérentes aux prochains grades militaires,

invite le Gouvernement

– à considérer ce système d'appréciation comme un dispositif spécifique au régime militaire et exclusivement applicable au sein de l'Armée ;

– à retenir que ce système ne saurait être interprété comme allant à l'encontre de l'accord salarial et du régime général en vigueur au sein de la Fonction publique ;

– à insérer les précisions indiquées aux deux tirets ci-avant dans l'exposé des motifs du futur projet de loi qui sera déposé en vue de la mise en œuvre du point 10 de l'accord salarial du 9 décembre 2022 ;

– à s'engager à ce que le Ministre de la Défense dresse un bilan annuel du dispositif d'avancement en grades militaires tel que prévu par le projet de loi 7880 pendant une durée de 5 ans ;

– à mandater le Ministre de la Défense à analyser la faisabilité de transférer le dispositif instauré par l'article 32 dans un instrument juridique distinct du projet de loi 7880.

(s.) Stéphanie Empain, Gilles Baum, Gusty Graas, Lydia Mutsch, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Trotz all den Zousécherungen, wéi gesot, an de Gespréicher mat der Regierung, mat der Motioun, déi mer ugekënnegt haten, dem Fait, dass mer e Passus an de Rapport geschriwwen hunn, konnten d'Partner aus der CGFP an dem SPAL leider net iwwerzeegt ginn, a mir mussen dat esou zur Kenntnis huelen. Säitens der Regierung an och der Majoritéit vun der Kommissioun bleift awer de Constat, dass eng Arméi net gläichzestellen ass mam Rescht vun der Fonction publique.

Et gëtt gutt Grënn, wisou an enger Arméi en Evaluatiounssystem wichteg, jo souguer iwwerliewenswichteg ass. Eng Arméi muss Kompetenze kënnen evaluéieren. Et ass net egal, wiem een d'Responsabilitéit gëtt, Leit ze kommandéieren. Do muss ee sech scho sécher sinn, dass deen- oder datjéinegt där Tâche gerecht gëtt, souwuel wat seng eethesch Valeuren, seng berufflech Kompetenze wéi och seng kierperlech Fitness ubelaangt. De Generol Thull huet an engem rezenten Interview relativ däitlech gemaach, wisou et enorm wichteg ass, dass och eethesch Valeure gekuckt ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Wann ee Cheffen huet, déi keng Eethik hunn, da sinn dat Leit, déi een net kann als Chef de file an den Asaz schécken. Hien huet d'Beispill vu Butscha genannt, wou direkt eng ganz Rei vu Krichsverbrieche stattfonnt hunn, eebe just well do Cheffen ënnerwee waren, déi keng eethesch Valeuren hunn. Mee och méi allgemeng sinn eis Militären déi Leit, déi hei mat Waffen ekipéiert sinn. Do ass et, mengen ech, net ze vill verlaangt, wann een am Virfeld alles mécht, fir sécherzestellen, dass do keng Derapagë geschéien. Och de Volet physique ass wichteg. Et muss een an enger gudder physescher Konditioun sinn, fir och ënner schwierege Konditiounen a Situatiounen duerzehalen.

Déi Krittären déngen also als Garantie, fir esou gutt wéi méiglech d'Liewen an d'Sécherheet vun eise Leit ze schützen. An ech si ganz frou, dass sech hei awer och nach aner Stëmme vun zwou anere Gewerkschaften zu Wuert gemellt hunn. Mir hunn all als Deputéiert an de leschten Deeg d'Stellungname vun der Gewerkschaft vun den Offizéier wéi och vun der Gewerkschaft vun den Ënneroffizéier geschéckt kritt, an ech wéilt och hinne Merci soen, dass si hire Point de vue matabruecht hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Béid hunn eis de Message mat op de Wee ginn, dass dëse Projet de loi wichteg a primordial ass, fir eiser Arméi d'Méiglechkeet ze ginn, sech der haiteger Realitéit unzepassen. Wat d'Appreciatiounen ubelaangt, soen alle béid, dass e Bewäertungssystem an der Arméi näischt Neies ass an dass dëst och an allen aneren NATO-Arméien esou gehandhaabt gëtt.

Esou seet eis d'Offizéieschgewerkschaft, dass d'Offizéier hannert dem militäresche Bewäertungssystem stinn an dass deen näischt mam Système d'appréciation vun der Fonction publique ze dinn huet, mee spezifesch op de Besoin vun enger Arméi ugepasst ass, mat der Aschränkung – an dat contraire zu anere Länner –, dass d'Bewäertung keen Impakt op d'Traitementsgesetz an domat op de Salaire vum Militär huet.

D'Gewerkschaft vun den Ënneroffizéier bekräftegt dëst och a weist drop hin, dass dës Bewäertung e reng operationellen Hannergrond huet. An dëser Gewerkschaft kann ee jo, mengen ech, net ënnerstellen, se géif just d'Stëmme vun „deenen douewe" reflektéieren. Si representéiert ëmmerhin och iwwert d'Hallschent vun den Ënneroffizéier.

Als Rapportrice vun dësem Gesetz kann ech just soen, dass mir zënter Méint a Joren och an der Kommissioun de Message mat op de Wee kréien, dass déi ganz grouss Majoritéit vun de Männer a Fraen an der Arméi scho laang drop waarden, endlech dësen neie Kader kënnen ze kréien an dass dësen Text am Interessi vun allen an der Arméi ass.

Dësen Text ass dat, wat eis Arméi brauch, fir strukturell weiderzekommen. Elo kann een et natierlech schued fannen, dass op der leschter Ligne droite elo nach versicht gëtt, e schlecht Liicht op all déi Bestriewungen ze werfen, mee et bleift de Fait, dass d'Majoritéit vun der Defensekommissioun der Meenung ass, dass mer hei e gudden Text virleien hunn, deen am Interessi vun de Leit an der Arméi ass, net just, well en en anstännege Kader schaaft, fir operativ ze sinn, mee och, well den Text alles drusetzt, d'Sécherheet vun deene Leit ze garantéieren, déi mir a Missioune schécken.

Och mir heibannen hunn eng Responsabilitéit fir déi Leit, déi eis Sécherheet zu hirem Beruff gemaach hunn, an et wier net verantwortlech, wa mer op Evaluatioune géife verzichten.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Géife mir der Demande no engem Ofschafe vun den Evaluatiounen nokommen, da géif dat bedeiten, dass an Zukunft just nach den Alter géif doriwwer entscheeden, ob een Ofzeeche bäikritt oder net, an dat wier verantwortungslos.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | An domadder ginn ech natierlech ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ech géif allerdéngs dervunner profitéieren, wann Der mer nach 20 Sekonnen zougestitt, Här President, vu dass et déi lescht Sëtzung ass vun dëser Kommissioun, fir jidderengem Merci ze soen an der Kommissioun, deen de près ou de loin matgeschafft huet, an de Ministèren, an der Arméi. Dir waart ëmmer hëllefsbereet, ëmmer à disposition. An un Iech, Här Minister: Dir hutt mat vill Courage an Tatendrang an enger turbulenter Zäit fënnef Schëppe bäigeluecht. Ech mengen, Dir hutt dësem Ressort en neien, grénge Stempel opgedréckt, an et war mer eng Freed an eng Éier, dës Kommissioun mat Iech als Minister kënnen ze presidéieren.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, mir diskutéieren haut iwwer e Gesetzesprojet, deen der

Lëtzebuerger Arméi e komplett neit Kadergesetz gëtt. Dëst ass wichteg, well dat Arméigesetz, dat bis elo en vigueur war, staamt aus dem Joer 1952 a gouf iwwert déi lescht 70 Joer eng 60-mol ugepasst, an dat ass net näischt.

Haut ass d'Welt eng aner wéi 1952. Deemools ware mir no engem Weltkrich, an dëst Gesetz huet en Arrêté grand-ducal aus dem Joer 1944 ofgeléist.

An der Regierungserklärung vun 2013 vun der aktueller Regierung war virgesinn, dass d'Arméigesetz sollt iwwerschafft ginn. Schlussendlech gouf d'Gesetz komplett nei geschriwwen op der leschter Ligne droite vun der aktueller Regierung an haut diskutéieren a stëmme mer iwwert dëse Gesetzesprojet of.

Virun zwee Joer gouf de Gesetzesprojet deposéiert, am September 2021. Deemools gouf nach net vum Ukrain-Krich geschwat, engem Krich, dee bal virun eiser Hausdier ass. An awer hat Russland schonn d'Krim annexéiert. Et gouf Zivillkricher a Libyen a Syrien. An hei an Europa hu mir terroristesch Attentater an England huet decidéiert, d'Europäesch Unioun ze verloossen.

Et koumen awer och ëmmer nei Geforen, och am Cyberberäich. Déi sougenannte „Big Data" kënne geklaut oder manipuléiert ginn. Et gëtt och ëmmer méi ëm Ressourcë gekämpft, ëm landwirtschaftlech Flächen, ëm den Zougang zum Waasser respektiv ëm Waasser tel quel. Hei spillt de Klimawandel eng net onwichteg Roll.

An der internationaler Politick hu mir mat ëmmer méi protektionistesche Politiker ze dinn. An och an der NATO ass net alles am Botter, wéi een esou schéi seet. A mir als Lëtzebuerg mussen an dësem schwieregen internationalen Ëmfeld kucken, ze bestoen an net op d'Säit gedréckt ze ginn. A mir haten zu gudder Lescht och nach de Coronavirus, géint dee weltwäit ugekämpft ginn ass.

An d'Lëtzebuerger Arméi muss all dës Erausfuerderunge meeschteren. A mir brauche keng Kristallkugel, fir ze wëssen, dass dës Erausfuerderungen an Zukunft net wäerten ofhuelen. Dofir ass et wichteg, dass eis Arméi de richtege Kader gesat kritt. An dat maache mir mam Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme wäerten.

Här President, eis Arméi ass an de leschte Joren net stoe bliwwen. Si huet sech weiderentwéckelt a stellt sech all Dag neien Erausfuerderungen an engem ëmmer méi schwieregen Ëmfeld. Si soll laut dem Gesetzesprojet an de Beräicher Terre, Air, Cyberespace an Espace täteg sinn. Op nationalem Plang sinn hir Missioune kloer ëmrass: Si soll eist Land verteidegen. Si soll vital Beräicher a kritesch Infrastrukture schützen. Si soll am Fall vu Katastrophen oder och anere wichtege Missiounen de Staat ënnerstëtzen. Si soll Munitiounen, déi op eisem Territoire fonnt ginn, ewechhuelen an zerstéieren. A si soll déi fräiwëlleg Zaldoten op Aarbechtsplazen am ëffentlechen a private Secteur virbereeden.

Op internationalem Plang huet d'Arméi och wichteg Missiounen ze erfëllen: Si soll am Kader vun all den internationalen Organisatiounen, vun deenen eist Land Member ass, hëllefen, d'Sécherheet an d'Verdeedegung ze garantéieren. Si soll u multilateralen a bilateralen Operatiounen deelhuelen. Si soll un de sougenannten „Opérations de maintien de la paix" an der Gestion de crise deelhuelen, esou wéi se am Gesetz vun 1992 virgesi sinn. A si soll hëllefe bei der Kontroll vun den internationalen Traitéen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet.

Fir all dës Missioune kënnen ze erfëllen, brauch d'Lëtzebuerger Arméi net nëmme genuch Personal, mee dëst Personal muss och gutt ausgebilt sinn. A fir dat néidegt Personal ze kréien, muss d'Arméi attraktiv sinn.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit verschidde Punkte vir, fir dass eis Lëtzebuerger Arméi méi attraktiv gëtt. D'Schafe vun neie Karriären an der Arméi ass een dovunner. Mat dem Gesetzesprojet ginn elo endlech zwou nei Karriären an der Arméi ageféiert, nämlech d'B1-Karriär, also fir d'Leit mat engem Bac oder enger Première, respektiv d'A2-Karriär fir Leit mat engem Bachelor.

Als CSV begréisse mir, dass dës nei Karriären och elo bei der Arméi agefouert ginn. Bis elo goufe Leit, déi eng Première haten, just an enger C-Karriär agestallt. Dës Leit hu sech also gutt iwwerluecht, ob si solle bei d'Arméi goen oder net awer en anere professionelle Wee aschloe sollen, wou se hir Diplomer bezuelt kréien.

Des Weidere sollen an Zukunft och Leit mat engem Bachelor agestallt ginn, déi duerno hire Master an der Arméi maache kënnen an esou an d'A1-Karriär kommen. Dëst soll dann de Recrutement semi-direct ginn.

Och Leit mat engem Bac ginn agestallt a si kënnen dann eng Formatioun maachen, déi vun der Arméi gebraucht gëtt.

Als CSV begréisse mir, dass d'Karriären A2 a B elo an der Arméi ageféiert ginn.

E weidere Punkt sinn déi besteeënd Karriären, déi ugepasst a moderniséiert ginn. De Gesetzesprojet gesäit vir, dass de Statut vum Fonctionnaire méi no soll un d'Arméi erubruecht ginn. Ee vun de Punkten an dësem Kontext ass, dass d'Militärgrade solle separat gekuckt gi par rapport zu de Gehältergraden. Am Gesetzesprojet ass am Artikel 24 Paragraf 4 virgesinn, dass d'Avancementer an de Militärgrade sollen un eng Appreciatioun vun de „qualités professionnelles, éthiques et physiques" gebonne ginn. Den Artikel 32 detailléiert dës Appreciatioun. Den Artikel 32 ass am Kader vun de Regierungsamendementer an de Gesetzesprojet erakomm. E war net am urspréngleche Text dran.

Mee den Artikel 32 seet awer och, dass d'Modalitéite wéi eeben d'Qualités professionnelles, éthiques et sportives sollen a groussherzogleche Reglementer festgehale ginn. Duerfir wéilt ech vum Minister wëssen, ob dës Reglementer scho virleien oder nach net. Wie gëtt oder gouf an d'Ausaarbechtung vun dëse Reglementer agebonnen?

Dësen Artikel 32 huet an de leschten Deeg fir ganz vill Diskussiounen an Opreegung bei eis am Land gesuergt. D'lescht Woch huet d'CGFP e Communiqué gemaach, an deem si der Regierung virgehäit, hiert Wuert net ze halen. De Bewäertungssystem wier am Accord salarial vum leschten Dezember ofgeschaf ginn an elo kéim e mat dem neien Arméisgesetz duerch d'Hannerdier erëm eran.

En Dënschdeg de Moie war de President vum SPAL um 10 op 8 um Radio. A laut him stéisst de SPAL sech um Artikel 32 mam Bewäertungssystem a si hätte gären dëse Bewäertungssystem ganz aus dem Gesetzestext eraus.

Als Parlamentarier si mir de leschten Dënschdeg vun der Associatioun vun den Offizéiere kontaktéiert ginn, déi eis gesot hunn, dass si hannert dësem Artikel stinn. Interessanterweis steet ënnert dem Mail vun der Associatioun vun den Offizéieren awer och, dass si bei der CGFP affiliéiert sinn. Si weisen och nach eng Kéier drop hin, dass dës Bewäertung keen Afloss op d'Gehalt vun engem Militär huet.

Den Dag drop si mir vun de Lëtzebuerger Ënneroffizéier kontaktéiert ginn. Si sinn, wéi gesot, d'Personalvertriedung vun den Ënneroffizéier an der Arméi. Och si sti fir de Bewäertungssystem, well deen an hiren Ae wichteg ass, fir déi richteg Leit fir dat militärescht Fonctionnement ze fannen. Si weisen och drop hin, dass an der Lëtzebuerger Arméi zënter de 70er-Joren e Bewäertungssystem fonctionéiert an dass dee kee finanziellen Impakt huet, mee just en operationellen Hannergrond.

Och de Minister Bausch huet reagéiert an hien huet selbstverständlech säi Gesetzesprojet verteidegt.

A schlussendlech war dann haut de Moien och nach eng Kéier de Generol Steve Thull um 100,7, fir sech nach eng Kéier zum Gesetzesprojet ze äusseren an en och ze verteidegen.

Als CSV fanne mir et schued, dass d'Regierung hei probéiert, esou séier wéi méiglech e Gesetzesprojet duerchzedrécken, ouni vill doriwwer ze diskutéieren, och net an der Chamber. Mee zu dësem Punkt kommen ech nach méi zum Schluss vu menger Ried.

Mir hunn als Chamber eng Motioun vun der Majoritéit virgeluecht kritt, déi d'Madamm Empain deposéiert huet mam Hiweis, dass alles, wat an der Motioun stéing, esou mat der CGFP ofgeklärt wier. Mir ware bei dëse Gespréicher net derbäi, mee mir hunn awer eng aner Klack héieren.

Här President, fir eis als CSV gëtt et an dësen Diskussiounen ee wichtege Punkt, an deen ass: „pacta sunt servanda". Fir eis Positioun ze ënnermaueren, froe mir e Vote séparé iwwert den Artikel 32. An ech deposéieren och eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, den Accord salarial vum 9. Dezember 2022 an haaptsächlech de Punkt 10 dovunner ze respektéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant l'accord salarial entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) du 9 décembre 2022 ainsi que son point 10 libellé comme suit : « Le système d'appréciation sera aboli avec effet au 1er janvier 2023. Toutefois, ce système sera maintenu pour les fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation. (...) » ;

– considérant le projet de loi N. 7880 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise,

invite le Gouvernement

– à respecter rigoureusement l'esprit et la lettre de l'accord salarial du 9 décembre 2022 en général et de son point 10 en particulier.

(s.) Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo.

(Mme Diane Adehm dépose une demande de vote séparé sur l'article 32 du projet de loi 7880.)

Här President, ech wéilt da weiderfuere mat mengen Iwwerleeungen an ech kommen zum Kommissionement. Dëse besteet doranner, dass Spezialisten aus dem ziville Secteur kënne bei d'Militär bäigesat ginn an dass dës Leit keng komplett militäresch Ausbildung mussen hunn. Dëst kënnen och Leit aus engem EU-Staat sinn, déi de Statut vum Employé de l'État hunn. Dëst ass awer just fir eng spezifesch Missioun an eng beschränkten Dauer. Als CSV begréisse mir och dëse Punkt.

De Service volontaire gëtt vun dräi op véier Joer eropgesat. D'Arméi brauch fräiwëlleg Zaldoten. D'Missioune vum Maintien de la paix ginn net manner. D'Arméi muss ëmmer méi oft bei Krisen oder Naturkatastrophen intervenéieren an och um Niveau vun der NATO gëtt ëmmer méi vun eis verlaangt. Esou

muss d'Arméi am Kader vum Reconnaissancebataillon, dee gemeinsam mat der Belsch soll opgestallt ginn, bis 2030 375 Zaldoten zur Verfügung stellen. Duerfir brauch d'Arméi iwwerall gutt ausgebilte Leit. Och d'Basisformatioun vun den Zaldote gëtt ëmmer méi laang a méi komplex, wat erkläert, dass et Sënn mécht, dass, wann d'fräiwëlleg Zaldoten dann endlech ausgebilt sinn, si och eng gewëssen Zäit bei der Arméi bleiwen. En revanche gëtt d'Phase de reconversion verlängert vun 12 op 18 Méint.

Wann ee weess, dass d'Dauer vun engem Engagement an engem taktesche Gruppement vun der NATO 36 Méint dauert, da mécht et an eisen Aen absolutt Sënn, d'Dauer vum fräiwëllegen Engagement bei der Arméi op véier Joer eropzesetzen. Duerno kann den Zaldot sech nach eng Kéier fräiwëlleg fir maximal fënnef Joer engagéieren. Mir begréissen als CSV dës Neierung.

D'Organisatioun vun der Arméi gëtt och ugepasst. De Gesetzesprojet definéiert kloer, dass d'Arméi aus dem État-major mat sengen Divisioune besteet an aus dem Corps, den Truppen. Et ass kloer definéiert, wat a wéi enger Divisioun dran ass a vu wiem dës Divisiounen dirigéiert ginn. An et gëtt definéiert, wéi eng Unitéiten a Servicer et bei den Truppe gëtt a wie se leet. An deem Kontext gëtt och d'Sportssektioun entweeder un eng Unitéit oder wéi de Service déminage un en anere Service ganz kloer am Organigramm rattachéiert. Als CSV begréisse mir, dass d'Organisatioun vun der Arméi elo kloer definéiert ass.

D'Honorabilitéit vun de Kandidaten, déi bei d'Arméi goe wëllen, gëtt och kontrolléiert a kritt mat dësem Text eng legal Basis. Als CSV si mir frou, dass dat kloer am Gesetz gereegelt gëtt an och, wéi eng Recoursméiglechkeeten e Kandidat huet, falls e sollt op dëser Basis refuséiert ginn.

Mir begréissen och als CSV, dass an Zukunft Tester kënne gemaach ginn, fir psychoaktiv Substanze bei de Leit ze depistéieren. D'Arméi huet eng ganz besonnesch Missioun an den eenzelnen Zaldot huet eng grouss Verantwortung. Duerfir ass dësen Test an eisen Ae gerechtfertegt – fir net ze soen en absolutte Muss.

Komme mer bei d'Prime d'opérationnalité militaire. Dës Primm gëtt mam Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut diskutéieren, agefouert. Et ass eng Prime non pensionnable vun 20 Punkten. Si geet awer just un d'Leit vun der Arméi aus de Gehälterkategorien A a B an de Graden F16 an F17.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Déi aner hu se schonn, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, si gëtt agefouert ... Waart, Här Bausch, ech sinn nach net fäerdeg. Net esou ongedëlleg!

(Hilarité)

Si gëtt agefouert just fir dës Karriären, well 2007 d'Prime militaire vun de betraffene Leit vu 35 op 15 Punkten erofgaange war. D'Leit aus de Karriären C1 an C2 kréien awer nach ëmmer eng Prime militaire vu 35 Punkten.

Fir dës Prime d'opérationnalité militaire ze kréien, mussen d'Leit awer physesch, medezinnesch a professionell Tester bestoen. Vu dass ech kee Spezialist am Sujet sinn, erlaben ech mer awer d'Fro un de Minister, firwat net einfach d'Prime militaire vun dëse Karriären erëm op 35 Punkten eropgesat ginn ass, esou wéi dat och de Fall fir déi aner Karriären ass. Firwat musse mer hei eng nei Primm aféieren?

En anere Punkt, op deen ech och wéilt agoen, ass den Artikel 109 vum Gesetzesprojet. Dësen Artikel gesäit vir, dass d'Militaires de carrière an Zukunft kënne Member vun engem Gemengerot ginn. Kann den Här Minister eis erklären, wat d'Grënn sinn, fir dës Inkompatibilitéit opzehiewen? A firwat gëtt dat am Arméisgesetz gereegelt an net, esou wéi de Syvicol et a sengem Avis, iwwert dee mer iwwregens och net an der Kommissioun geschwat hunn, freet, am Kader vun der Revisioun vun der Loi communale? Ass an Zukunft, Här Minister, virgesinn, dass d'Militaires de carrière och eventuell kënnen en nationaalt Mandat unhuelen?

Här President, Dir héiert, mir hunn awer nach déi eng oder aner Fro zu dësem Gesetzesprojet. Mir stëmmen de Gesetzesprojet awer mat, well e fir eis an déi richteg Richtung geet. D'Arméi brauch en anstännege gesetzleche Kader, mee ech wéilt awer nach e puer Wuert zur Aart a Weis soen, wéi bei dësem Gesetzesprojet geschafft ginn ass.

De Gesetzesprojet ass am Dezember 2021 deposéiert ginn. Et sinn eng ganz Rëtsch Avise komm. Am Juni 2022 huet d'Regierung Amendements gouvernementaux bei de Staatsrot ginn. Als CSV hu mir gefrot, fir de Gesetzesprojet zumindest emol eng Kéier virgestallt ze kréien.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Diane Adehm (CSV) | Dat war dunn den 8. Juli 2022 de Fall. Bis haut läit eis awer nach ëmmer kee Procès-verbal vun dëser Reunioun vir. Mir si frou ... Dat ass net Är Schold, Här Minister, dat ass d'Verwaltung vun der Chamber, déi do net nokomm ass. Mir sinn awer frou, dass mer dank der Madamm Empain awer zumindest d'PowerPoint-Presentatioun kritt hunn, déi Är Leit eis deemools an der Kommissioun virgestallt hunn.

De 6. Juni dëst Joer, also virun engem gudde Mount, koum dann den Avis vum Staatsrot. De 26. Juni mécht d'Regierung weider Amendementer. Bis dohinner ass d'Chamberkommissioun nach ëmmer net matagebonne ginn. Mir hu keng Erklärung kritt, mir hu keen Avis gekuckt, näischt! An dunn huet et op eemol misse séier goen.

Den 10. Juli kréie mir an der zoustänneger Chamberkommissioun den Avis vum Staatsrot virgestallt an déi zweet Serie un Amendementer vun der Regierung. De 14. Juli kënnt den zweeten Avis vum Staatsrot, deen den 18. Juli gekuckt gëtt, an de Rapport iwwert dëse Gesetzesprojet gëtt an der selwechter Sitzung ugeholl.

Mir hunn nach ëmmer keng PVe vun der Kommissioun virleien. Mir hunn och keen Avis an der Kommissioun gekuckt, ausser déi vum Staatsrot. Ech froe mech mëttlerweil, firwat iwwerhaapt nach Avisen zu Gesetzesprojeten ugefrot ginn, wa se systematesch an de Kommissiounen ignoréiert ginn, et sief, d'Oppositioun stellt Froen derzou.

Eng Lecture article par article vun de Gesetzesprojeten, wéi et an der Vergaangenheet hei am Haus Usus war, gëtt et net méi. Hei hunn d'Deputéiert sech alleguerten an d'Texter abruecht an et gouf am Interêt vum Bierger zesummegeschafft, fir déi beschtméiglech Texter ze kréien. A jo, dann huet et eeben heiansdo e bësse méi laang gedauert. Mee d'Texter waren awer wéinstens duerchdiskutéiert, iwwerschafft ginn a mir haten d'Avisen alleguerte gekuckt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Fréier war alles besser!

Mme Diane Adehm (CSV) | Mëttlerweil ... Jo, Här Kersch, fréier war munches besser! Net alles, mee munches.

(Interruption)

Mee mëttlerweil gëtt hei am Haus jo just nach alles duerchgedréckt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift, adresséiert Iech un d'Chamber!

Mme Diane Adehm (CSV) | Stéchwuert 31:29.

Mir hunn hei am Haus alt dräi Kommissioune gläichzäiteg. Bis haut hunn ech et nach net erauskritt, fir mech ze klonen, fir kënne gläichzäiteg an dräi verschiddene Kommissiounen ze sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | An da schwätze mer nach net vun enger seriöser Virbereedung. Och en Oppositiounsdeputéierten huet nëmmen Deeg vu 24 Stonnen, fir Dokumenter ze liesen. A bei dësem Gesetzesprojet waren et vill Dokumenter ze liesen, ganz vill. Den Avis vum Staatsrot hat iwwer 90 Säiten an en ass ganz séier duerch d'Kommissioun gedréckt ginn, ganz séier! Eis Fraktioun ass zu 21, fir sech d'Dossieren opzedeelen, a mir keimen heiansdo. Ech wëll guer net wëssen, wéi aner Fraktiounen heibannen dat maachen, déi zu vill manner sinn, wat déi iwwerhaapt nach Zäit hu fir ze liesen. Voilà, dat huet och emol erëm eng Kéier misse gesot ginn!

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Mee ech weess awer och, dass et d'Majoritéit heibanne wéineg stéiert – fir net ze soen, dass et der Majoritéit esou laang wéi breet ass. Voilà!

(Interruption)

Eis als CSV ass et op jidde Fall net egal a mir sti fir eng seriös Politick!

M. Dan Kersch (LSAP) | Da musst Der Äert Duebelmandat opginn!

(Brouhaha)

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, Europa an domadder och Lëtzebuerg muss aus sengem geopoliteschen Dornröschen-Schlof erwächen. D'Defense kritt eng nei Bedeitung, wéi se se zanter dem Kale Krich net méi kannt huet. Strateegesch gesi si mir e klengt Land mat enger klenger Arméi. Mee mir mussen aus eisem vermeintlechen Desavantage en Avantage maachen an op Flexibilitéit a Spezialiséierung setzen, an dat haaptsächlech am Hightechberäich. Duerfir ass dëse Kader esou wichteg: E stäerkt eis Arméi, e mécht eist Land méi sécher an e stäerkt och d'Sécherheet vun den eenzelnen Zaldoten.

Ofschléissend wéilt ech am Numm vu menger Fraktioun all de Leit vun der Arméi e grousse Merci soe fir hir wäertvoll Aarbecht am Déngscht vun eisem Land a senge Leit. Et gëtt leider net dacks genuch gemaach a gesot, mee ouni d'Zaldote gëtt et keng Sécherheet fir Land a Leit!

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Wann een hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Arméi diskutéiert, da muss ee sech natierlech emol direkt d'Fro stellen: Brauche mer iwwerhaapt eng Arméi? Brauch e Land vu 630.000 Awunner eng Arméi? An am Numm vun der DP kann ech ganz kloer soen: Jo, Lëtzebuerg brauch eng Arméi! Natierlech net, fir Kricher ze féieren, natierlech net, fir säin Territoire ze verteidegen, mee virun allem, fir op internationalem Niveau säin Obolus ze leeschten a fir kënnen humanitär Asätz ze

maachen, besonnesch natierlech um Niveau vun Naturkatastrophen. Dat hu mer leider jo virun net allze laanger Zäit och an dësem Land erlieft.

An eiser Geschicht war d'Militär natierlech nach ni e bestëmmend Element fir de Fortbestand vun eisem Staat. Mir hunn och kee Grënnungsmythos, deen op militäreschen Aktioune baséiert. Mee trotzdeem ass dee klenge Staat hei awer ëmmer op Hëllef vu baussen ugewisen, an dat erkläert jo och, firwat mer am Laf vun deene Joren och ëmmer no Allianze gesicht hunn.

Wann ee vun Allianze schwätzt, da muss een natierlech awer och derfir suergen, datt déi Allianze kënnen ofgesécher ginn. Mir kënnen net als klenge Staat eis ëmmer nëmmen ënner e Prabbeli stellen, ouni awer och eng Géigeleeschtung ze bréngen. An duerfir ass dat wichtegt Gemeinschaftsdenken, dat an dësem Land awer scho Joerzéngte verwuerzelt ass, immens vu Virdeel, an dat muss ouni Zweifel och an Zukunft esou bleiwen.

Dat erkläert u sech och, firwat Lëtzebuerg a ganz villen internationale Gremie ganz aktiv ass, sief dat an der NATO, sief dat an der Europäescher Unioun, sief dat an der OSZE an esou weider. An et war och ouni Zweifel richteg vun eise Virgänger, datt se fréizäiteg erkannt hunn, datt ee sech op deem Niveau muss ganz staark engagéieren.

Jiddefalls, fir d'DP läit op alle Fall eng ganz grouss Erausfuerderung um Niveau vun der Defensepolitick. A spéitstens – spéitstens! – zënter dem Februar vum leschte Joer weess een och, wat et heescht, wann een an enger Verteidegungsorganisatioun ass, déi sech fir Fridden asetzt. An ech ginn dervun aus, datt och de leschte Pazifist elo awer erkannt huet, datt mer méi wéi jee eng staark NATO brauchen. An do muss och e klengt Land wéi Lëtzebuerg säi Bäitrag leeschten.

Mir hu jo an deene leschte Joren ouni Zweifel ganz grouss Efforte gemaach. Ech denken hei un de LuxGovSat, ech denken u LUXEOSys, MRTT oder den A400M. Dann hu mer eng Rei wichteg Missiounen op internationalem Niveau schonn hannert eis, och nach virun eis. An dowéinst muss d'Arméi hei och gutt preparéiert si fir d'Zukunft.

Datt d'Arméi huet misse reforméiert ginn, dat louch op der Hand. Dat ass eng Diskussioun, déi net vu gëscht an net vu virgëscht ass. Déi ass scho méi laang Zäit gefouert ginn. Dat aktuellt Gesetz ass jo ronn 60-mol ofgeännert ginn. Dofir war den Zäitpunkt awer elo komm, fir sech enger méi grondleeënder Reform zouzewennen. An dofir huet och missen en neien a modernen Text ausgeschafft ginn.

Bon, de Projet de loi hei, dee gouf jo schonn 2021 op den Instanzewee bruecht. Natierlech ass et ze bedaueren, datt dat elo eng Zäitche gedauert huet. Mir hunn och missen op eng Rei vun Avise waarden. Jo, sécher, zum Schluss ass et e bësselche méi séier gaang, wéi dat vläicht an normalen Zäiten de Fall ass, mee d'Resultat – dat kann een elo scho soen – léisst sech awer trotzdeem weisen.

Eis Arméi bleift selbstverständlech an éischter Linn nach ëmmer e Corps vu Fräiwëllegen. Ech gleewe kaum, datt nach een der Meenung ass, d'Arméiflicht misst erëm agefouert ginn. Déi ass 1967, ënner anerem mat der Hëllef vun engem Deputéierte sengem Papp, deemools ofgeschaaft ginn. An haut ass et eeben esou, datt d'Arméi awer trotzdeem eng ganz wichteg Fonctioun an eiser Gesellschaft huet an datt se eeben och net kann esou direkt mat der klassescher Fonction publique verglach ginn. Duerfir wäert ech och herno natierlech nach op deen een oder anere Punkt zréckkommen. Datt se och gewëssen zousätzlech „Privileegien" – Privileegien zwëschent Guillemeten – vis-à-vis vun anere Staatsbeamten oder aneren Ugestallten am Staat huet, fannen ech awer net méi wéi normal. Et kann een einfach, wéi gesot, d'Arméi net gläichsetze mat enger anerer staatlecher Verwaltung.

Ech denken zum Beispill drun, datt se zousätzlech aacht Deeg Congé hunn oder datt virun allem awer och déi Leit aus dem Deminage zousätzlech 20 net pensionabel Punkten hunn. Dat ass net méi wéi normal. An dat bréngt ee leider erëm derzou, eng Kéier zréckzedenken un dee grausamen Accident, deen de 14. Februar 2019 war, wou jo och zwee Zaldoten am Asaz ëm d'Liewe komm sinn.

Eent vun deene wichtegsten Ziler vun dësem Gesetz ass jo dann elo ouni Zweifel d'Reform vun de Karriären. Déi Veränneruge bréngen natierlech eng Rei nei Fonctioune mat sech innerhalb vum Militär. Dofir mussen och nei Weeër um Niveau vum Rekrutement gaange ginn. Leit aus der Zivillgesellschaft kënne jo elo zum Beispill och ouni klassesch militäresch Formatioun an d'Arméi integréiert ginn. Dat ass e bëssen eng ongewinnte Mesür. Déi hunn awer trotzdeem um Niveau vum Staatsbetrib – doru wëll ech och nach eng Kéier hei erënneren – schonn hir Spore verdéngt. Dat kléngt, wéi gesot, den éischte Moment liicht revolutionär, mee an deenen Zäiten, wou mer eis elo hin entwéckelt hunn, ass dat awer mat Sécherheet ganz kloer esou ze akzeptéieren.

Ënnert der DP war iwwregens Ufank den 2000er-Jore jo schonn eng Ouverture gemaach ginn, fir Netlëtzebuerger an d'Arméi eranzehuelen. Ech weess och, dass mer um Niveau vun der Offizéieschkarriär Problemer hunn, fir nei Leit ze rekrutéieren. Do sinn och schonn Diskussioune gelaf, fir gegeebenefalls dann eebe Leit ze huelen, déi net d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Natierlech missten do gewësse Viraussetzunge geschafe ginn, wann een eng Kéier op dee Wee géif goen. An et weess ee jo, wéi gesot, datt et net esou evident ass, fir do Leit ze rekrutéieren.

Eng positiv Entwécklung hunn ouni Zweifel d'Sportzaldote fonnt. Ech mengen, do gëtt et ganz flott Beispiller an deene leschte Joren, déi ënnersträichen, datt dat eng ganz gutt Decisioun war.

Mat dësem Gesetz maache mer u sech elo eng zousätzlech Ouverture, an zwar am Beräich vun enger spezialiséierter Tâche, wou een dann och ka fir eng begrenzten Zäit esou eng Fonctioun an der Arméi kréien. Dat beweist och déi Flexibilitéit, déi mer elo duerch dat Gesetz hei um Niveau vun der Arméi aféieren.

Ech hunn et virdru scho kuerz erwäänt: D'Arméi huet e spezielle Status. Et kann een deen net eent zu eent mat der klassescher Fonction publique vergläichen. Duerfir gëtt et jo och eng Rei Differenzen zum Virdeel vun der Arméi, wat awer ganz sécher justifiéiert ass.

Zu Diskussioune féiert jo och ëmmer erëm d'Tatsaach, datt d'Leit aus der Arméi Prioritéit bei der Astellung hunn an der D- an an der C-Karriär. Ech mengen, all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi um Niveau vun der Gemeng eng Fonctioun hunn, wëssen dat. Deemno, wat fir eng Poste mer ausschreiwen, wa sech ee mellt, dee Militärdéngscht hannert sech huet, huet deen natierlech Prioritéit. Dat féiert munchmol – do muss een éierlech sinn – zu gewësse kontradiktoreschen Diskussiounen.

Perséinlech sinn ech allerdéngs der Meenung, datt dat och an Zukunft soll esou bestoe bleiwen, well trotz allem déi Leit awer eng Missioun erfëllt hu fir d'Sécherheet vum Land, an da soll dat och ouni Zweifel verbonne si mat deem engen oder aneren Avantage.

Et ginn och iwwert dee Wee hei elo nei Primmen agefouert. Stéchwuert Primmen: Och do muss ee vläicht drun erënneren, datt eng Etüd gemaach ginn ass, wéi vill Primmen et beim Staat insgesamt gëtt. Wa meng Memoire mech net täuscht, da sinn dat der iwwer 300. Dat sinn der jo alt net wéineg. An och do ass den Zäitpunkt komm, fir emol eng Kéier méi grondleeënd op Basis vun där Etüd ze kucken: Wat brauche mer vu Primmen? Wéi solle se an Zukunft ausgesinn? Domadder wëll ech awer op kee Fall hei soen, datt déi Primmen, déi de Moment accordéiert ginn um Niveau vun der Arméi, net justifiéiert wären!

Eng vun deene wichtegen Neierungen ass natierlech – et ass schonn hei gesot ginn – déi Aféierung vun der A2-Karriär respektiv vun der B1. Déi sollen d'Arméi méi attraktiv maachen. Domadder kënne mer op alle Fall de Reservoir vill méi grouss maachen. Mir kënnen d'Chance schafen, fir zousätzlech Leit an d'Arméi ze kréien. An datt elo keng Altersgrenz méi besteet, ass u sech och e positiivt Element, fir eeben, wéi gesot, eis manner Problemer ze schafe beim Rekrutement.

Dann ass jo och d'Méiglechkeet do, datt ee wiessele ka vun der C1- an d'B1-Karriär. De Moment, hunn ech mer soe gelooss, sinn et plus ou moins 60 Zaldoten, déi kënne vun där Voie express do profitéieren. 40 Leit wieren actuellement an der Arméi an der C1-Karriär, déi eng Première hunn. Do denkt een natierlech direkt un déi Problematik, déi de Moment bei der Police besteet. Et kann ee jo nëmmen hoffen, datt dat sech dann elo net och esou entwéckelt an der Arméi. Mee mir hunn eis jo soe gelooss, datt dat awer net de Fall wäert sinn.

Richteg a gutt ass och, datt déi Carrière ouverte nach wie vor besteet an datt dat och kann derzou bäidroen, d'Motivatioun ënnert de Leit selwer eropzesetzen. Well wann een awer aner Perspektiven huet, fir sech kënnen a senger Karriär ze entwéckelen, dann dréit dat ouni Zweifel derzou bäi, datt ee gären an der Arméi ass respektiv säi Beruff mécht.

Ech wëll och an deem Kontext, wat d'Karriären ubelaangt, zum Beispill d'Association professionnelle des officiers hei zitéieren an hirem Avis vum 16. Februar 2022: „L'introduction de nouvelles carrières devra garantir les ressources humaines nécessaires et qualifiées à l'accomplissement des nombreuses tâches de l'Armée." Ech mengen, dat kann een esou och nëmme matënnerstëtzen.

En anert wichtegt Element ass natierlech d'Eropsetze vum fräiwëllegen Déngscht vun dräi op véier Joer. Ursprénglech hate mer souguer vu fënnef Joer geschwat. Dat ass awer no enger Rei vun Iwwerleeungen dunn zréckgestallt ginn. Och dat bréngt am Fong geholl méi Professionaliséierung vun der Arméi mat sech. Dat bréngt och als Konsequenz, datt mer och zousätzleche Rekrutte kënne méi eng geséchert Perspektiv fir d'Zukunft bei der Arméi ginn.

D'Formatioun ass natierlech eppes Elementares. Formatioun ass an all Beräich wichteg, mee um Niveau vun der Arméi mat Sécherheet ganz besonnesch. An deem Gesetz hei si jo ganz vill Detailer opgezeechent, wéi eng Formatioun soll ausgesinn. Mir sinn och do natierlech erëm tributaire vum Ausland. Och do musse mer vill op auslännesch Méiglechkeeten zréckgräifen, fir eis Leit ze forméieren. Ech fannen et och richteg, datt een zum Beispill, wann een eng Formatioun ofbrécht – an ech denken hei virun allem u Piloten –, awer proportionell zu dem Joer, wou ee se ofgebrach huet, muss Suen zréckbezuelen. Dat kënne jo bis zu 100.000 Euro sinn. Dat ass also net méi wéi normal.

Da muss een och op déi gutt Zesummenaarbecht hiweisen, déi mir souwisou mat auslännesche Partner hunn, virun allem natierlech mat der Belsch, sief dat um Niveau vum Militärfliger, vum A400M, oder et ass

jo elo virgesinn, en Opklärungsbatailloun vu 600 bis 800 Leit mat der Belsch ab 2030 ze maachen. An do bezéien ech mech dann och op eng Ausso, déi den Här Christian Schleck elo där Deeg op RTL gemaach huet. Dee seet, do bräichte mer 375 Lëtzebuerger Zaldoten. An do ass awer an deem Kontext och meng Fro un den Här Minister, och wann e mer de Moment net nolauschtert … Här Minister, ech hunn eng Fro un Iech.

(Interruption)

Et ass net schlëmm.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, nee, just … Et ass net schlëmm. Et ass guer net schlëmm. Ech hunn nämlech elo geschwat vun den …

(Interruption)

D'Madamm Modert ass nach net fäerdeg.

(Hilarité)

Ech hunn an dem Kontext vun deenen 375 Zaldoten, déi elo solle gebraucht ginn, fir mat de Belsch den Opklärungsbatailloun ab 2030 ze maachen, d'Fro, ob mer gewappnet sinn, fir bis dohinner déi Leit och kënnen ze rekrutéieren. Dat war u sech meng Fro.

Bon, da kommen natierlech eng Rei nei Aspekter an der Arméi derbäi, déi eis elo vill méi beschäftegen, wéi dat fréier de Fall war. Ech denken zum Beispill un d'Cyberkriminalitéit. Ech mengen, eist Land setzt jo zu Recht och scho méi laang op d'Digitaliséierung, op d'Informatik. Mir hu jo och do ënner anerem e gewëssenen Knowhow entwéckelt. Mir sinn amgaangen, eis do zu engem performanten Datenzenter ze entwéckelen. Mir haten hei och eréischt de leschte 27. Juni e Gesetz gestëmmt iwwer Luxembourg Cyber Defense Cloud, a mat deem Gesetz hu mer jo och bewisen, datt mer an deem Beräich – an deem sensibele Beräich, muss ee soen – esou Erausfuerderungen ouni Zweifel awer och gewuess sinn, well mer awer schonn eng gewëssen Experienz hunn.

Da komme jo och elo zwee Directeurs de division derbäi an ee Caporal de corps. Och dat beweist jo, datt ee sech am Fong geholl wëllt a soll méi breet kënnen opstellen an Zukunft. Jiddefalls, et gëtt keng aner staatlech Struktur, wou d'Hierarchie – an ech betounen awer wierklech dat Wuert „Hierarchie" hei, och wann Eenzelner dat net ëmmer gär héieren – esou eng grouss Roll soll spillen. Ech mengen, an der Arméi ass en Uerder eppes aneschters wéi an enger normaler klassescher Verwaltung. Dat ass evident. Hei ass Disziplinn, hei ass Uerdnung dat, wat muss herrschen, soss kann een eng Arméi net gutt féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een déi lescht Deeg elo Revue passéiere léisst, da sinn et natierlech eng Rei kritesch Stëmmen zu dësem Gesetz ginn, wat och mat Sécherheet ganz ubruecht ass. Och d'Gewerkschaften hunn hire Rôle ze spillen. Och d'Gewerkschafte solle Positioun bezéien zu engem Gesetzesprojet. Schlussendlech si si jo déi, déi am Fong geholl spéider um Terrain dann och dovu concernéiert sinn.

An da si mer natierlech bei deem berüümt-berüchtegten Artikel 32 iwwert de Bewäertungssystem. Jo, do sinn déi lescht Deeg gewëssen Aussoe gemaach ginn, déi awer trotzdeem zum Nodenken ureegen, déi och vläicht awer deelweis iwwert d'Zil erausgeschoss sinn. An et däerf ee jo net vergiessen, et ass schonn hei gesot ginn: Dee Bewäertungssystem, dee besteet schonn zanter 1954! Hei gëtt jo elo gefaart, datt e bëssen duerch d'Hannerdier géint déi Ofmaachung an dem Accord salarial mat der CGFP vum 9. Dezember 2022 dee Bewäertungssystem net soll ofgeschaaft ginn, mee zumindest op deem Niveau weider Bestand hätt respektiv agefouert géif ginn. Natierlech, wann een dat alles elo e bësse méi am Detail analyséiert, da kann ee behaapten, datt déi Befierchtungen awer elo net onbedéngt begrénnt sinn an datt déi och kënnen entschäerft ginn.

Éischtens muss ee jo mol eng Differenz maachen tëschent Grad a Karriär. Et gëtt also u sech keen Zesummenhang tëscht dem Bewäertungssystem, wéi en am Moment an der Fonction publique besteet, an deem, deen um Niveau vun der Arméi ass.

An da muss een awer och hei soen: Wa mer kee Bewäertungssystem méi um Niveau vun der Arméi hunn, da riskéiert dat awer och, zu enger Rei vu Problemer ze féieren. Ech denke virun allem och un Auslandsasätz. An da maachen ech mech hei zum Interpret vum Generol Thull, deen d'leschte Kéier an engem ganz interessanten Interview d'Beispill vum Kapitän mat den dräi Stäre gesot huet, deen 130 Leit dirigéiert. Jo, et ass awer evident, datt deem seng Kompetenzen am Virfeld musse bekannt sinn. Dee ka jo awer a ganz kritesch Situatiounen erageroden. An da muss ee beweisen, ob ee wierklech d'Kompetenz huet, fir esou vill Leit och kënnen dee Moment ze dirigéieren. An dowéinst menge mir, datt dee Bewäertungssystem, esou wéi en elo de Moment um Niveau vun der Arméi besteet, och soll an Zukunft seng Bedeitung behalen.

Et geet dann doriwwer eraus jo och ëm déi physesch Konditioun. Och dat muss jo awer ëmmer erëm ënner Kontroll gehale ginn. An ech wëll an deem Kontext dann och hei e Communiqué vum Verband vun den Offizéier kuerz zitéieren: „D'Bewäertung vun de Kompetenze soll et dem Chef erlaben, sech e Bild vun de Fäegkeete vu senge Mataarbechter ze maachen, an esou ënner anerem derzou bäidroen, déi richteg Persoun op de richtege Posten an der Arméi ze orientéieren, jee no Kompetenzen."

An dann huet sech jo och – wat jo och interessant ass, et ass schonn hei ugeschnidde ginn – d'Gewerkschaft vun den Ënneroffizéier L-E-O zu Wuert gemellt. An ech zitéieren dann och aus hirem Communiqué: „Eng Arméi brauch e Bewäertungssystem; dëst, fir an hirer militärescher Struktur déi optimal Leit fir dat militärescht Fonctionnement ze fannen." Dat sinn awer nu Leit, déi wierklech d'Situatioun kennen. Wann dann esou Aussoe gemaach ginn, ech mengen, da muss een déi awer och méi wéi zur Kenntnis huelen.

Da verweisen ech och op déi Motioun, déi elo hei vun der Madamm Empain, där ech iwwregens en passant villmools Merci soe fir hir Rapporten, deposéiert ginn ass a wou jo awer ganz kloer och déi zwee Ministeren eng Aufgab kritt hunn. Ech nenne se elo net mam Numm, well se kënne jo gegeebenefalls an e puer Méint aneschters heeschen, mee zumindest hunn déi zwee Ministeren, also dee vun der Fonction publique an dee vun der Defense, d'Aufgab kritt, fir eeben och eng Garantie ze ginn, datt dee Bewäertungssystem, esou wéi en an der Fonction publique de Moment nach besteet, soll – wéi et am Accord salarial virgesinn ass – ofgeschaaft ginn, also datt dat selbstverständlech och soll esou geschéien.

Ech perséinlech – an och meng Partei – géif et awer bedaueren, wann elo déi Diskussioun iwwert dat Gesetz hei – e gutt Gesetz, muss ee soen – op eemol awer géif an eng aner Richtung verlafe just wéinst engem Artikel, woubäi ech natierlech déi Gewerkschafte verstinn. Sécher, et ass hire Rôle, nach eng Kéier, mee mir solle vläicht awer oppassen, datt net déi aner enorm wichteg Saachen hei op eemol elo an den Hannergrond gerode just wéinst där kritescher Ausernanersetzung mat dem Bewäertungssystem.

Zum Schluss wëll ech vläicht nach op e puer net onwichteg Punkten aus deem Gesetz hei agoen, zum Beispill d'Militärmusek. Dat ass fir eis awer och e ganz wichtege Volet. D'Militärmusek huet eng wichteg Roll ze spillen, net nëmmen innerhalb vun der Arméi u sech, net nëmmen innerhalb vun enger Rei Manifestatiounen, mee hire kulturelle Beitrag queesch duerch d'Land an iwwert d'Grenzen eraus ass vun engem ganz héijen Niveau. An dowéinst soll dat och hei nach eng Kéier ënnerstrach ginn.

An da kommen ech awer och op d'Ëmännerung vum Artikel 11ter aus dem Gemengegesetz ze schwätzen. Do ass u sech, ausser vun der Madamm Adehm, net drop agaange ginn. Et ass elo kee Reproche un d'Madamm Empain, mee ech mengen, an Ärem Rapport kënnt dat net zur Diskussioun. A wann een d'Gesetz esou liest, da fält engem dat guer net op. An heibanne sëtze jo 44 Leit, déi och a Gemengeréit sinn. Also effektiv, wann dat Gesetz hei elo a Kraaft trëtt, an dat wäert jo dann déi nächst Deeg sinn, dann däerf e Militaire de carrière dann an Zukunft och Member vun engem Gemengerot ginn. Jo, ech fannen dat u sech positiv. Et schwätzt u sech näischt direkt dergéint, datt déi net dierfen an engem Gemengerot siegéieren.

Mee – an da maachen ech mech awer zum Interpret hei vum Syvicol, an dat ass richteg – da musse mer awer elo emol eng Kéier … Dat geet elo vläicht e bëssen iwwert de Ramen hei eraus, mee da musse mer awer och eng méi global Diskussioun féieren iwwert déi Inkompatibilitéiten. An da kommen ech awer op ee Fall ze spriechen, dee mer jo net onbekannt ass. Do war en Här aus der Carrière supérieure bei der Police, deen awer zwee an en halleft Joer an engem Gemengerot souz. Deen Här ass erëmgewielt ginn, souguer ganz gutt, an da kritt en den Dag drop den Telefon vun der Police, en dierft d'Mandat net méi unhuelen. Esou kënne mer awer och net fonctionéieren! Dat heescht, hei mussen also ganz kloer Krittären an Zukunft sinn. Mir mussen eis also onbedéngt esou séier wéi méiglech Gedanke maachen iwwert déi Inkompatibilitéiten. An zwar solle mer dat och iwwert de Wee vum Gemengegesetz maachen. Bon, dat ass da fir muer, mee et ass awer keng onwichteg Diskussioun, déi ouni Zweifel muss gefouert ginn.

Vläicht dann och, d'Association professionnelle vun den Offizéier huet och op e ganz wichtegen Aspekt higewisen, dat ass d'Radikalisatioun. Ech wëll domadder elo net hei soen, datt mer do e gréissere Problem an der Arméi hunn, zumindest emol net no bausse bekannt. Mee am Ausland ass et jo awer net entgaangen, datt sech do grad an esou Kreesser gäre Leit radikaliséieren. An do fannen ech et ganz interessant, datt si dat opgeworf hunn. Dofir soll een awer och ëmmer selbstverständlech do hellhöreg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Arméi gëtt jo u sech ëmmer zu Onrecht mat Krich associéiert. Si huet a sech dowéinst a gewëssene Kreesser, awer zu Onrecht mat Sécherheet, en negativen Image. An et däerf een awer net vergiessen: Zu engem Rechtsstaat gehéiert ganz kloer eng gutt fonctionéierend Arméi. An dowéinst muss an Zukunft nach wie vor eng gutt Promotiounsaarbecht geleescht ginn. Mir mussen nach wie vor d'Arméi dobaussen attraktiv maachen. Mir mussen nach wie vor kucken, datt mer jonk Leit an d'Arméi kréien. D'Presentatioun an de Medien dobaussen ass enorm wichteg. D'Presenz op Foiren, de Büro an esou weider musse weiderhin och an Zukunft héichgehale ginn, an dat ass och richteg. Et muss een och kucken, fir nach méi Fraen an d'Arméi ze kréien.

Bon, wa mer natierlech eis Gedanke maachen iwwert d'Arméi, da muss een och kucken: Wéi soll se vläicht an Zukunft nach kënne besser fonctionéieren? An d'Demokratesch Partei wäert, falls se sollt dann d'Chance hunn, an zukünfteg Koalitiounsverhandlunge mat eranzekommen, och eng Rei Punkten do

dann dee Moment kloer thematiséieren. Zum Beispill muss ee sech awer d'Fro stellen: Brauche mer net elo emol eng Kéier en eegene Verdeedegungsministère? Brauche mer net och vläicht e „Wehrbeauftragten", wéi dat an Däitschland heescht? Dat ass eng neutral Stell zwëschent der Chamber an dem Ministère. Dat sinn also net onweesentlech Punkten.

An dann natierlech ganz kloer, wa mer vun eiser Participatioun um internationalen Niveau schwätzen, da musse mer och iwwer eis Participatioun um Niveau vun der NATO nodenken. Déi Diskussioun féiere mer reegelméisseg. De Minister huet eis interessant Erklärunge ginn, wou en elo versicht huet, datt eeben eise Bäitrag net méi soll um Niveau vum PIB gemooss ginn. An dat ass och nozevollzéien, vu datt eng ganz Rei Leit hei zu Lëtzebuerg zum PIB bäidroen, déi hire Wunnsëtz iwwerhaapt net hei zu Lëtzebuerg hunn. Tatsaach ass, datt mer awer, mengen ech, nach Sputt no uewen hunn an datt mer do och sollen an den nächste Joren Efforte maachen, fir, wéi gesot, eise Bäitrag fir d'NATO nach ze erhéijen.

Da muss een och vläicht emol eng Kéier iwwer eng Reservarméi nodenken, wuel wëssend, datt dat e méi schwieregen Dossier ass.

Mee dat sollen awer Punkte sinn, déi net solle vergiess ginn. Jiddefalls eppes ass ganz kloer: D'Lëtzebuerger Arméi muss hir staark Positioun an der Gesellschaft hei behalen. D'Demokratesch Partei steet ganz kloer dohannert. Mir stinn och ganz kloer hannert där Reform hei, déi d'Basis leet, fir datt d'Lëtzebuerger Arméi gutt gewappnet ass fir d'Zukunft, och wann an Zukunft eng Rei Adaptatiounen nach musse gemaach ginn.

Ech wëll dofir ofschléissen an deem Sënn, datt selbstverständlech d'Demokratesch Partei hannert deem Gesetz hei steet. An dofir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der DP. An der Madamm Empain hat ech jo scho Merci gesot, ...

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

... mee well se esou gutt war, soen ech et nach eng Kéier. Voilà, merci hir!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma dann, merci, merci.

(Hilarité)

Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Et ass hei schonn ugeklongen an et stëmmt, Här President: Et ass héich Zäit, de gesetzleche Kader fir d'Arméi unzepassen an ze moderniséieren. Eis Arméi brauch dat a si huet dat och verdéngt!

Eis Arméi, Kolleeginnen a Kolleegen, iwwerhëlt essentiel Missioune fir eis Gesellschaft. Am Kader vun eiser nationaler Sécherheets- a Verdeedegungspolitick spillt d'Lëtzebuerger Arméi eng weesentlech Roll fir d'Sécherheet an och fir d'Fräiheet vun eisem Land a fir de Schutz vun eiser Populatioun.

Et ass eis Arméi, déi zu engem groussen Deel d'Engagementer vun der Lëtzebuerger Aussepolitick begleet an och ausféiert. D'Verdeedegung ass a bleift en zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Aussepolitick an dofir muss natierlech och eis Arméi prett sinn. Nëmme mat enger moderner a gutt ekipéierter Arméi kënne mer eis national an international Missiounen ugoen an eis als glafwierdege Partner ausginn an och agéieren. Ausserdeem dréit d'Verdeedegungspolitick zum Erhalen an zu der Stäerkung vu grad deenen Institutioune bäi, déi Fridden, Stabilitéit a Sécherheet förderen. An deem Sënn sinn d'Defense an d'Arméi och essentiel, fir eis demokratesch Wäerter ze verdeedegen an d'Vertraue vun de Bierger an eisen demokratesche System oprechtzeerhalen.

Aus all deene Grënn ass et eng Grondviraussetzung, dass eis Arméi gutt opgestallt ass an operationell ass. Genuch Capacitéiten an och eng gewësse Flexibilitéit sinn natierlech gefrot. Dofir muss een de Gesamtzoustand vun eiser Arméi permanent am A behalen an zum richtegen Zäitpunkt noutwendeg Upassunge virhuelen. An deen Zäitpunkt ass elo komm.

Wéi wichteg militäresch Capacitéite sinn, ass haut esou kloer wéi scho laang net méi. Dat éischt Zil vun der Defense ass, déi vital Interêten an déi territorial Integritéit vun engem Land ze schützen. De Krich an der Ukrain, e Krich matten an Europa, erënnert eis drun, dass Fridden an national Souveränitéit keng Selbstverständlechkeet sinn. Eis Sécherheetsarchitektur ass haut eng ganz aner, an dorop musse mir reagéieren.

Dass hei keng Mëssverständnisser opkommen: Als LSAP hu mir ëmmer ënnerstrach, dass fir eis Lëtzebuerger den net militäresche Wee zur Konfliktbewältegung an d'Konfliktpreventioun am Mëttelpunkt musse stoen. Nee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn net amgaang, e Paradigmewiessel virzehuelen. Dee Paradigmewiessel ass duerch den aggressiven Ugréffskrich vu Russland op d'Ukrain entstanen. Eis Welt huet geännert a mir mussen eis dorobber astellen, och a Saache Sécherheet a Verdeedegung. Dat ännert natierlech näischt drun, dass d'Verdeedegung vun den demokratesche Wäerter a vun der Rechtsstaatlechkeet weiderhin dat iwwergeuerdent Zil vun eiser Defensepolitick muss bleiwen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Här President, d'Sécherheet huet ganz vill Dimensiounen. Nieft der sozialer Sécherheet, der Versuergungssécherheet an natierlech der physescher Sécherheet dierfe mir och den digitale Raum net vernoléissegen. Déi nei Informatiounstechnologien hu vill Avantagen a sinn onerlässlech fir de Fonctionnement vun eiser haiteger Welt. Mee déi verstäerkten Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft biergt och Risike fir eis Sécherheet. De Mëssbrauch an d'Manipulatioun vun Donnéeë gradewéi d'Desinformatioun, Cyberkriminalitéit a Cyberattacke si fir eis Gesellschaft a grad och fir eis Arméi eng grouss Erausfuerderung. Dofir verfollegt eis Verdeedegungspolitick am Kader vun eiser nationaler Cyberdefensestrategie konkreet Ziler, fir eis Cybercapacitéiten ze verbesseren a fir d'Kontroll ze verstäerken. Och fir déi Ziler ze erreechen, ass eng Reform vun der Lëtzebuerger Arméi dréngend noutwendeg.

Eng weider grouss Erausfuerderung ass de Klimawandel an déi zivill an humanitär Krisen, déi en esou oft mat sech bréngt. D'Klimakris huet och direkt Implikatioune fir d'Ernärungssécherheet – ech kéint och d'Energiesécherheet hei nennen – a stellt domat eng zousätzlech Gefor fir déi global Sécherheet duer.

Problemer beim Accès a bei der Gestioun vun natierleche Ressourcë gradewéi Naturkatastrophe wäerten eis an deenen nächste Joerzéngte leider nach ganz vill schwiereg Momenter bréngen. An deem Beräich war déi lescht Joren och bei eis am Land d'Lëtzebuerger Arméi verstäerkt gefuerdert. Wärend den Iwwerschwemmungen an och bei der Gestioun vun der Covidpandemie konnt eist Land zu 100 % op den Asaz vun de Fraen a Männer vun eiser Arméi zielen.

Une voix | Bravo!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Dat weist, wéi villfälteg d'Missiounen an d'Erausfuerderunge sinn, deenen d'Arméi muss gerecht ginn. Och fir all dës Erausfuerderunge musse mer op eng modern a gutt ekipéiert Arméi zréckgräife kënnen.

Ech widderhuele mech vläicht, Här President, mee och op dëser Plaz wëll ech nach eng Kéier betounen, wéi wichteg et ass, dass eis Arméi en neie gesetzleche Kader kritt. Dat aktuellt Gesetz, dat op 1952 zréckgeet, och wann Adaptatiounen en cours de route virgeholl gi sinn, ass wierklech net méi up to date. D'Lëtzebuerger Arméi huet sech iwwert déi lescht Joerzéngten enorm weiderentwéckelt. Dobäi huet sech ëmmer méi erausgeschielt, dass déi aktuell Gesetzgeebung net méi duergeet, fir dass d'Arméi hir Missioune beschtméiglech a souverän ausféiere kann. Mir brauchen d'Adaptatioune vum neie Gesetz, net zulescht, fir weiderhin als fiabelen NATO- an EU-Member kënne matzehalen an als klengen, mee dynamesche Partner och eise Bäitrag ze leeschten.

Kolleeginnen a Kolleegen, et geet mat dësem Gesetz wierklech net drëm, eis Arméi e bëssen opzepäppelen. Et geet villméi drëm, eis Arméi fit fir d'Zukunft ze maachen, se ze professionaliséieren an esou opzestellen, dass se déi grouss Erausfuerderunge meeschtere kann. Betraff si souwuel d'Organisatioun vun eiser Arméi, hir Attributioun, hir Ekippen an hire Fonctionnement wéi och hir Infrastrukturen a Missiounen. An net ze vergiessen all déi Elementer vum Gesetz, déi derzou bäidroen, fir eis Arméi méi attraktiv ze maachen. Et ass jo awer eist erklärtent Zil – a mir hunn et oft genuch gesot –, verstäerkt jonk Männer a Fraen ze motivéieren an ze encouragéieren, de Wee vun enger Beruffsausbildung oder Karriär bei der Arméi anzeschloen. Déi zwou nei geschafe B1- an A2-Karriären, eng Voie express fir d'C1-Karriären an d'Transparenz bei de Formatiounen a bei de Graden an Avancementer wäerten e wichtegen Deel vun dëser Opwäertung sinn.

Et ass ganz evident an normal, dass d'Zäite sech geännert hunn, an zwar an allen Hisiichten. D'Technologien hu sech geännert an natierlech och d'Bedeitung an d'Dimensioun vun der Sécherheet. Mee och d'Besoinen an d'Interête vum Personal an der Arméi hu sech geännert. Dat gëllt souwuel fir déi fräiwëlleg Zaldote wéi och fir dat méi spezialiséiert Personal.

Mat dësem Gesetz, Här President, gëtt d'Arméi däitlech méi attraktiv fir de Public, och als Employeur. Dat gëllt souwuel fir déi militäresch an déi zivill Karriäre wéi och fir d'Spezialisten am Beräich vun der Aviatioun, vun der Cyberdefense, op déi ech elo grad kuerz agaange sinn, an am Beräich vun de Satellitten- a Kommunikatiounstechnologien, wou mir eis als Land an deene leschte Jore wierklech spezialiséiert hunn. Heiduerch kënne mer héich spezialiséiert Beruffsprofiller entwéckelen, déi mat derzou bäidroen, fir eis Arméi ze moderniséieren an ze stäerken.

Duerch d'Aféierung vun den zwou neie Karriäre gëtt och eng Restrukturatioun vun de militäresche Graden néideg. Heibäi wäert den Avancement an de militäresche Grade vun der Entwécklung vum Salaire lassgekoppelt ginn – et ass hei scho gesot ginn –, wat Spannungen tëscht deene verschiddene Karriäre verhënnert. E weidere Virdeel vun dëser Opdeelung ass, dass de sougenannte „Bewäertungssystem" keen Afloss op d'Pai vun engem Arméismember kann hunn. An dat ass an den Ae vun der LSAP ganz wichteg.

Här President, d'Arméi kann een an den Ae vun der LSAP net zu 100 % mat der Fonction publique alignéieren. D'Arméi huet wierklech hir Partikularitéiten a si ënnerscheet sech vun anere Verwaltungen. Si huet ganz spezifesch Missiounen, déi entspriechend Formatiounen an eng kloer Hierarchie mat viraussetzen. D'Arméi huet och e ganz eegenen Aarbechtsregimm: Déi militäresch Disziplinn an déi militäresch Justiz a vill weider Dispositioune gëtt et just bei der Arméi.

An deem Zesummenhang gesäit de Gesetzesprojet e Congé supplémentaire vun aacht Deeg d'Joer fir d'Militärpersonal vir. Dëse Congé ass eng Zort – soe mer – Géigeleeschtung fir déi Sacrificer, déi de Militäralldag oft verlaangt. D'Militärpersonal huet zum Deel ganz onreegelméisseg Aarbechtszäiten, déi eng gewësse Flexibilitéit an Disponibilitéit verlaangen. Am Hibléck op eng besser Work-Life-Balance, déi och bei der Arméi en Theema ass an dierf sinn, fanne mir dës Mesür dofir besonnesch wichteg a richteg. Zousätzlech setzt sech d'Militärpersonal am Déngscht vu senger Aarbecht heefeg perséinleche Risiken aus, vun deenen d'Mataarbechter aus anere Verwaltunge sécher net am nämmlechte Mooss betraff sinn.

Mam Gesetz gëtt och eng nei Prime d'opérationnalité militaire vun 20 Punkten agefouert, déi fir déi iewescht Leedungspositiounen a fir d'Agentinnen an d'Agenten aus de Karriären A a B virgesinn ass. Well d'Rapportrice, där ech e ganz grousse Merci fir hire gudde Rapport wëll soen, am Detail op all d'Primmen agaangen ass, wëll ech mech dorobber limitéieren, déi Neierungen, déi am Interêt vun de Betraffene sinn, ze begréissen, genee wéi och d'Prime de démobilisation, d'Prime de vol an d'Prime d'astreinte fir d'Permanencë vum Zivillpersonal.

Et ass nëmme richteg, dass zousätzlech Belaaschtungen a Risiken entspriechend gewürdegt ginn. Dat fanne mir ganz wichteg a richteg. Och déi nei Struktur an den neien Organigramm si positiv ze bewäerten. Mat dëser Opstellung kuckt d'Arméi an d'Zukunft a mir erméiglechen, dass hir Capacitéite kënnen ausgebaut ginn. Dobäi bleift genee déi Flexibilitéit, déi noutwendeg ass, fir d'Resilienz vun eiser Arméi ze garantéieren.

Mir huelen zur Kenntnis, Här President, dass souwuel d'Offizéiergewerkschaft wéi och d'Ënneroffizéiergewerkschaft iwwert déi lescht Deeg – an et ass hei schonn ausgefouert ginn – op der leschter Ligne droite vum Gesetzesprojet hir Zoustëmmung ausgedréckt hunn. Och si confirméieren, dass de Bewäertungssystem, dee just fir d'Arméi gëllt, net mam Appreciatiounssystem vun der Fonction publique ze verwiesselen ass.

D'Arméi huet eeben eng Partie Spezifissitéiten, zu deenen och d'Iwwerpréiwe vun der Aptitude an de Fäegkeete vum Personal gehéiert. Dat ass onerlässlech, fir sécherzestellen, dass d'Arméi operationnell ass. Dee System ass scho säit Joerzéngten an der Lëtzebuerger Arméi en place an huet sech bewäert, genee wéi och a villen anere Länner, wat natierlech d'Zesummenaarbecht mat NATO an EU facilitéiert. Am Contraire zu enger Rei vun anere Länner wäert dëse System awer hei zu Lëtzebuerg keng Auswierkungen op den Traitement an d'Indemnitéiten hunn, well et sech, wéi gesot, ëm e separate System handelt, an dat ass och richteg esou.

Dofir begréisse mir als LSAP ausdrécklech, dass an enger gemeinsamer Motioun, déi vun der Rapportrice hei presentéiert gouf, d'Modalitéiten an d'Hannergrënn vun deem sougenannte „Bewäertungssystem" preziséiert ginn, fir dass et kloer ass, dass dësen Appreciatiounssystem net contraire zum Accord salarial ass a keng Inzidenzen op d'Avancements en traitement vun den individuelle Karriären huet. An awer wier et gutt a wichteg, dass an der Zukunft probéiert gëtt, d'Dispositioune vum Artikel 32 an eng separat Reglementatioun ze transferéieren. Dofir, Här President, wëll ech elo schonn den Accord vun der LSAP zu dëser Motioun ukënnegen.

Dëst Gesetz, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e Gesetz, dat mer wierklech brauchen. Et ass jo net denkbar, Här President, dass mer am Beräich vun der Defense an den nächste Joren eise Budget op 2 % vun eisem RNB eropschrauwen, e gemeinsame Bataillon mat der Belsch plangen, eng ambitiéis national Strategie am Beräich vun der Cybersecuritéit ëmsetzen, eisen Knowhow am Spaceberäich kontinuéierlech ausbauen, aktiv derzou bäidroen, déi international Sécherheet mat ze verdeedegen, an eis fir Demokratie a Rechtsstaatlechkeet asetzen a villes méi, wann e weesentlecht Fundament vun eiser Defense, eis Arméi, hannendrunhippt an net déi Attentioun, Moyenen an Aarbechtskonditioune kritt, déi si brauch.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Och eis international Partnerschaften, déi fir bal all eis Aktivitéiten eng onerlässlech Grondlag sinn, verlaangen e professionelle Kader, eng kloer Strategie a sinn d'Grondlag fir eng solidaresch Zesummenaarbecht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz gëtt der Lëtzebuerger Arméi deen néidegen an dee richtegen Appui, fir hir aktuell an zukünfteg Erausfuerderungen a Missioune kënnen ze meeschteren. Eis Arméi ass en zentrale Pilier vun eiser nationaler Sécherheet a si huet et verdéngt, dee Kader an déi Moyenen ze kréien, déi si brauch, fir hir wichteg Aarbecht am Interêt vun eis all ausféieren ze kënnen.

An dofir wäerte mir als LSAP-Fraktioun dësem Projet eis Zoustëmmung ginn. An ech soe Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A vu dass de Fernand Kartheiser sech huet missen entschëllegen, ass d'Wuert elo direkt fir d'Madamm Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. E grousse Merci der Rapportrice fir hire Rapport. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech mengen, all d'Acteure si sech eens, datt d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Arméi muss moderniséiert ginn an datt et och mat e puer klengen Ännerungen net méi duergeet. Deementspriechend war et och déi richteg Decisioun, hei e komplett neit Gesetz ze schreiwen, quitte dass et e bësselche méi laang gedauert huet.

Déi Reform ass jo och dowéinst néideg ginn, well d'Gesetzgeebung nach ëmmer net un d'Reform vun der Fonction publique vun 2015 ugepasst gouf. Heimadder gi virun allem nei Karriäre geschaf mat och neie Méiglechkeeten, fir d'Remuneratioun ze verbesseren. Allerdéngs ass et kee kompletten Alignement op de Régime général, well jo dach eng Partie Ausname gemaach ginn, déi mat de Spezifissitéite vun der Arméi justifizéiert ginn.

Mir stellen och fest, datt d'Gewerkschaften an hiren Avisen eng ganz Rei vu konstruktiven, an eisen Aen och ganz gudde Verbesserungsvirschléi gemaach haten, vun deenen awer just e puer de Wee an den Text fonnt hunn. An natierlech kënne mer och ganz gutt verstoen, datt der CGFP déi Saach mam Bewäertungssystem sauer opstéisst, well déi Aart a Weis, fir dräi Woche virum Vott via Amendement nach esou nei Elementer an de Projet ze schreiwen, déi net ofgeschwat sinn an dann och nach engem Accord vum Dezember widderspriechen, dat ass zumindest onglécklech. Datt hei an engem Communiqué vun „Affront" geschwat gëtt, kënne mir do awer iergendwéi och novollzéien.

Den anere grousse Manktum ass, datt an dësem Projet just ganz wéineg Verbesserunge fir déi fräiwëlleg Zaldoten dra sinn. Mir hu wierklech Schwieregkeeten ze verstoen, firwat een net zumindest iwwert d'Remuneratioun wëllt nodenken, fir déi konsequent eropzesetzen. Et ass jo net, wéi wann et an der Defense am Moment u Sue géif feelen, grad am Contraire.

D'Rekrutéierungsprobleemer vun der Arméi kënnen duerch dëse Projet de loi vläicht verbessert ginn, mee et sollt ee sech do net ze vill Illusioune maachen. Dat eleng wäert net duergoen. Et musse besser Perspektive geschaaft gi fir d'Zaldoten an et muss méi gemaach gi fir d'Vereebarkeet mat der Famill an der Fräizäit.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee egal wéi kann ee bezweifelen, datt déi projezéiert Zuele jeemools wäerte kënnen erreecht ginn.

Här President, de Budget vun der Lëtzebuerger Defense ass an de leschte Joren extreem geklomm, wéi keen anere Budget an dësem Land. Mir waren a bleiwen do dergéint. Och d'Tatsaach, datt de verbriecheresche Regimm ronderëm de Putin d'Ukrain iwwerfall huet an do e brutale Krich féiert, geet fir eis als Justifikatioun fir esou eng radikal Militariséierung, militäresch Oprüstung, net duer. Well dat neit NATO-Zil vu mindestens 2 % vum RNB heescht jo ganz einfach, datt mer an Zukunft duebel esou vill Suen ausgi fir d'Militär wéi fir d'Entwécklungshëllef. Dat geet net an déi Richtung, déi fir eis a fir d'Mënschheet am Endeffekt ze wënschen ass.

Mee mir musse soen, datt d'Membere vun der Lëtzebuerger Arméi mussen déi beschtméiglech Aarbechts- a Liewenskonditiounen hunn, an dofir muss hiren Asaz ganz kloer gewürdegt ginn. Deen heite Gesetzesprojet leescht zumindest e klenge Beitrag an déi Richtung, och wa mer net mat allem averstane sinn.

Här President, erlaabt mer, well et meng lescht Ried ass, nach e puer Wuert ze soen. Ech géif fir d'éischt gäre ganz schnell all de Kolleegen heibanne Merci soen, natierlech virun allem och dem Personal an der Chamber, de Ministeren a Ministerinnen an natierlech och menge Mataarbechterinnen a Mataarbechter an der Fraktioun a menger Kolleegin, dem Myriam Cecchetti.

Ech muss soen, et war politesch eng gutt Erfarung – och wann een net ëmmer enger Meenung ass – a mënschlech och eng gutt Erfarung, hei ze sinn.

Ech muss och soen – ech versichen, mech kuerz ze halen –, dass et awer natierlech frustrant ass, zu zwee dës Aarbecht ze maachen, well et natierlech immens, immens vill ass. Et ass esou eng wichteg Institutioun an esou eng wichteg Missioun, et huet een ëmmer d'Gefill, et géif een där Missioun net würdeg an et géif een der Aarbecht am Endeffekt net würdeg, well een, voilà, zum Deel awer och net ëmmer nokënnt. An dat deet mer och leed. Mee voilà, dat sinn d'Limitte vun där Aarbecht, wann een nëmmen zu zwee ass.

Ech géif awer och nach gären eppes soen zu der Opwäertung vun der Chamber. Mir hunn e puermol gefuerdert, dass d'Chamber soll opgewäert ginn. Ech si jo och eng „députée-mère", wéi meng Kolleegin d'lescht Kéier zu mer gesot huet – mee „mère" am Sënn vu „Mamm" –, an ech muss soen, et ass schued, dass dëst Mandat, virun allem an enger klenger Fraktioun, quasi inkompatibel ass, wann ee kleng Kanner huet an eeben Elteren ass. Dofir proposéiere mir och ëmmer erëm, dass dëst Mandat eigentlech sollt als Vollzäit ugesi ginn an dass Duebelmandater definitiv sollen ofgeschaaft ginn, fir dass mer déi Aarbecht och an de Schoulzäite kënne maachen.

E lescht Wuert: Ech wéilt eis, Iech, eis alleguerten drun erënneren, dass mer net fir eis hei sëtzen, mee fir d'Leit dobaussen, net just fir déi, déi fir eis gewielt hunn, mee fir se alleguerten, och déi ouni Droit de vote, a virun allem fir déi, deenen et net esou gutt geet. Ech denken natierlech un déi Leit zu Lëtzebuerg,

déi 20 %, déi quasi vum Aarmutsrisiko betraff sinn am Endeffekt, all déi, deenen et net gutt geet an déi op der Strooss sinn an esou weider. An natierlech och eis Äerd däerfe mer net vergiessen, déi betraff ass vun Urgencen, mir wëssen et, d'Klimaurgencen, Biodiversitéitsurgencen. Mir sinn net fir eis hei, mir si fir dës Urgencen hei.

Ech muss och soen, dass ech och zum Deel enttäuscht sinn, well déi Urgencen hei menger Meenung no net ëmmer genuch gespiert ginn, mee d'Hoffnung bleift bestoen. Vläicht gesäit ee sech erëm!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, mat deem heiten Text gëtt dat aalt Arméigesetz duerch eng komplett nei Versioun ersat. Des Weidere gesäit déi nei Verfassung vir, dass am Gesetz mussen d'Organisatioun an d'Kompetenze vun der Arméi prezis festgehale ginn.

Souwäit hu mer mat dësem Gesetz u sech och keng Problemer, well dee groussen Deel vum Gesetz eeben transparent oplëscht, wie wat an der Arméi mécht. Et sinn also elo méi juristesch Erklärunge wéi grouss Neierungen. Deen Deel vum Gesetz kënne mer och ouni Kappzerbrieches matdroen. Et ass jo logesch, dass e Generol iwwer engem Kaperol steet an dass d'Uerdere vun uewen no ënne ginn. Dat ass och an all Betrib oder Ministère net anescht.

D'Arméi a generell d'Force publique sinn eng speziell Abteilung an eisem Staat. Dat erkläert de Minister jo och esou am Gesetz souwéi an enger Äntwert op meng parlamentaresch Fro. Och de Staatsrot seet a sengem Avis zu dësem Gesetzesprojet, dass déi fräiwëlleg Zaldoten e Sonderstatut hunn, deen net mam Staatsbeamte gläichzesetzen ass. Dat gesäit een och um Terrain an der Realitéit: Den Zaldot ass méi laang am Déngscht, schafft och a méi inkomfortabele Konditiounen, wou Middegkeet a Stress herrschen a wou se trainéiert ginn, fir standhaft ze bleiwen.

Dat alles maachen dës Leit fir e Brochdeel vun engem Salaire, dee se op anere Plaze kéinte verdéngen. Dat gëtt et esou a kenger Verwaltung vum Staat. An dës Konditiounen an Differenzen hëllefen och net der Attraktivitéit vum Beruff, engem Beruff, deen essenziell ass fir eis Gesellschaft, well et geet ëm de Schutz an ëm d'Souveränitéit vun eisem Land a vun Europa. A mir Piraten sti ganz kloer positiv zur NATO.

Dass ee vusäite vum Ministère mengt, dass een esou Konditioune mat just aacht Congésdeeg méi pro Joer kompenséiert géif kréien, dat ass net d'Realitéit vum Terrain. Dat ass net, wéi mir eis et virstellen.

Ech fannen et och schued, dass mir eis bei der Fro vun der Attraktivitéit vun de Militärkarriären net méi Zäit huelen, fir eis mat alle Sozialpartner eens ze ginn, an dëst Gesetz elo haut scho stëmmen. Esou goufe mer d'lescht Woch eréischt gewuer, dass d'Majoritéit probéiert, dëst Gesetz an aller Vitess nach duerch d'Legislatur ze bréngen, nodeems eng grouss Unzuel vun Amendementer eréischt Enn Juni deposéiert goufen an d'Kommissiounen ufangs Juli waren. Dëse Gesetzesprojet ass alt nees e Beispill dofir, dass d'Chamber – an hei mengen ech d'Regierungsparteien – eis éischter als Fabrick gesäit, ouni déi néideg Suergfalt.

En Haaptzil am Gesetz ass et, de Personalmangel an der Arméi ze behiewen an d'Attraktivitéit vun den Zaldoteberuffer ze erhéijen. Jo, d'Arméi huet Problemer, fir déi néideg Leit erbäizekréien an och fir se ze halen. D'Aarbechtskonditiounen, déi ech uewe genannt hunn, erklären, firwat dat esou schwéier ass. E grousse Personalbedarf kënnt dann nach derbäi mam gemeinsame Bataillon mat der Belsch. Fir dëse Bataillon soll Lëtzebuerg ronn 400 Männer a Frae bereetstellen. Grad mat deem Hannergrond hätte verschidde Punkte vun dësem Gesetz, déi d'Karriären, d'Selektioun an d'Formatioun an der Arméi betreffen, et verdéngt, méi breet am Detail beschwat ze ginn.

Wann ech den Avis vun der Arméigewerkschaft liesen, dass emol net si iwwert d'Modifikatioune Bescheed woussten an datt se schnell en Avis fir dat ganzt Gesetz hu missen ausschaffen, dann denken ech mir, dass ee sech fir de Vott vun dësem Gesetz haut hätt solle méi Zäit loossen. A wann ech den Avis vun der Arméigewerkschaft liesen, deen ëmmerhi vun deene Leit geschriwwe gouf, déi all Dag um Terrain stinn an och d'Problemer gesinn, da kann ech dat net einfach esou op déi liicht Schëller huelen, dass mer haut iwwer e Gesetz ofstëmmen, wou si selwer soen, dass d'Konditioune vun den Zaldotekarriäre sech verschlechteren.

Och wann d'Arméi eng besonnesch Verwaltung beim Staat ass, wou vill Wäert op Hierarchie a Gehorsam geluecht gëtt, hätt ee kënnen an enger Kommissioun zesumme mat all de Gewerkschafte schwätzen, fir de Problem vun der Attraktivitéit vun eiser Arméi richteg unzegoen.

Wat d'Karriär vum Zaldot betrëfft – an do schwätze mer virun allem vun den Zaldotekarriären, also C1 an C2 –, do sinn an dësem Gesetz nach zimmlech Lächer dran, wou et derwäert gewiescht wär, fir Léisungen ze fannen, esou zum Beispill dat vum Fräiwëllegestatut oder och de Punkt vum neie Bewäertungssystem an der Arméi, deen net op vill Géigeléift vusäite vun de Gewerkschafte stéisst.

Dat heite wier och eng gutt Occasioun gewiescht, fir de Primmekatalog fir déi fräiwëlleg Zaldoten ze harmoniséieren. De SPAL warnt, dass d'Zaldoten elo duerch dëst Gesetz manner Primme kréie wéi de Rescht vum Arméipersonal. Fir eis Piraten gëllt kloer de Prinzipp „gläich Leeschtung, gläich Primm".

Här President, och wann ech frou sinn, dass u sech mat dësem Gesetz eis Motioun ëmgesat gëtt, wou mer deemools gefrot haten, dass d'Alterslimitt beim Rekrutement bei der Arméi ofgeschaaft soll ginn, kënne mir dësem Projet haut net zoustëmmen, well mir der Meenung sinn, dass een nach weiderhin hätt sollen den Dialog sichen, fir gemeinsam Léisungen ze sichen, anstatt hei mat der Briechstaang derduerchzefueren.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Merci allen Deputéierte fir hir Beiträg. A merci virun allem der Madamm Rapportrice fir hire gudde schréftlechen a virun allem och mëndleche Rapport. E war zimmlech komplett.

Här President, ech géif nawell gär behaapten, och wann net jiddweree mat mir d'accord ass, datt dat heite schonn en historesche Moment ass mat deem Gesetz, dat mer hei ofstëmmen. Et ass virdru gesot ginn: Dat Gesetz, dat mer haut en vigueur hunn, dat datéiert vun 1952. Mee ech wëll drop hiweisen: Dat Gesetz vun 1952, deem säi Virgängergesetz, dat war vun 1881! A mir sinn elo 2023. Dat heescht, mir hunn en Zyklus bei der Ëmännerung oder kompletter Reform vum Arméikadergesetz vun 71 Joer!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Legislaturperiod hunn ech et mat menger Ekipp – an ech wëll duerfir och menger Ekipp stellvertriedend e grousse Merci soen an och der Arméi fir déi enorm Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass – hikritt, fir dat Gesetz hei ze kréien.

Mee ech hoffen, datt et net nach eng Kéier 71 Joer dauert, bis mer de Kader upassen, well dat zeugt fir mech, wann dat esou laang dauert, och fir de Stellewäert, deen een der Arméi an der Defense gëtt, wann een 71 Joer näischt ännert! Well Dir sidd jo mat mir d'accord, datt déi geopolitesch Positioun op eiser Welt net nëmmen all 71 Joer ännert an datt et donc absolutt noutwendeg wier, fannen ech, fir dat méi seriö ze huelen.

Ech kommen och nach drop ze schwätzen, datt net vill diskutéiert gi wär, net vill dialogéiert gi wär. An ech soen Iech och e puer Zuelen, fir datt Der emol gesidd, wéi laang mer heidru geschafft hunn.

Mee vläicht fir d'éischt emol de Kontext zum Gesetz, och fir dann awer hei ze soen, datt mer eng immens Schwächt, déi an deem Gesetz hei dra war, haut mat behiewen, nämlech déi, datt mer 2016 en Arrêt kritt hu vun der Cour, déi eis drop higewisen huet, datt mer am Fong mam bestoende Gesetz op ganz wackelege Féiss géife stoen, well villes, wat hei iwwer Règlement grand-ducal am Fong och virdru scho gereegelt ginn ass, „matière réservée à la loi" wär. An dofir sinn ech frou, datt mer mat deem, wat mer elo haut wäerte stëmmen, déi Situatioun elo definitiv aus der Welt schafen. An ech sinn och dankbar, well wéi ech dat jo eraushéieren hunn, kréie mer jo eng grouss Majoritéit fir dat Gesetz. Dat freet mech. An ech mengen, dat ass och gutt fir d'Arméi, fir datt d'Arméi weess, datt se vum Parlament esou de Réck gestäipt kritt.

Et sinn am Fong dräi grouss Neierungen, dräi grouss Richtlinnen, déi an deem Gesetz hei dra sinn. Dat Éischt ass natierlech den Ausbau vun de Ressourcen, d'Modernisatioun vun de Karriären, d'Schafe vun den neie Graden A2 a B1; ech kommen duerno méi am Detail op déi ze schwätzen. An dann natierlech och e puer Saachen, déi do ronderëm sinn, och déi nei Prime militaire fir d'Offizéier an d'Ënneroffizéier, do kommen ech och nach eng Kéier drop ze schwätzen herno.

An deen zweete grousse Punkt ass d'Adaptatioun vun der Durée vum Engagement vun de Volontairë vun dräi op véier Joer. An et ass gesot ginn hei: „Geet dat duer?" Mir hätte léiwer fënnef Joer gehat, sougutt d'Arméi wéi och ech selwer als Minister an och d'Defense. Mee dat ass ënner anerem ee vun de Krompromësser, dee mer gemaach hu mat de Gewerkschaften, wou mer vill verhandelt hunn; ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck. Duerfir ass et elo véier Joer. Dat war de Kompromëss, op dee mer eis gëeenegt hunn no laangen Diskussiounen.

An dann deen drëtte Punkt, dat ass d'Mise à jour vun der Organisatioun vun der Arméi, dat heescht, datt mer wierklech déi ganz Struktur nei opgebaut hunn. Dat heescht, mir hunn elo mat deem Gesetz hei – an dat ass schonn oft betount ginn – e Kadergesetz, dat deenen neien Erausfuerderungen och gerecht gëtt, déi op d'Arméi duerkommen.

Da wëll ech eppes soen zu deene Graden A2 a B1, fir datt Der och emol wësst, wat dat elo genau bedeit. Et gëtt jo elo e bëssen hei duergestallt, wéi wann dat bal

näischt wär. Mee wann Der elo emol d'Zuelen héiert, déi ech Iech virliesen, da kann ee wierklech net dervunner schwätzen, datt mer hei eppes Klenges maache fir d'Arméi – loin de là!

Mir ginn dervunner aus, datt schonn an deenen éischten dräi Joer vun deene 70 Ënneroffizéier, déi eng Première hunn, op d'mannst en Drëttel iwwert d'Voie express an de B1 wiessele wäert. Fir déi méi jonk Ënneroffizéier mat enger Première, déi nach net genuch Déngschtjoren hunn, fir d'Carrière ouverte oder d'Voie express ze maachen, besteet awer natierlech d'Méiglechkeet, den Examen-concours fir de B1 bei der Arméi ze maachen. Dat ass de sougenannten „Out-in", deen Der och bei der Police jo scho kennt. A wa se dee packen, kënne se natierlech ouni Stage direkt an de B1 genannt ginn.

Niewebäi bemierkt – dat hu mer festgestallt bei der Police an dat wäert an der Arméi och esou goen – ass déi Schafung vun der B1-Karriär an der A2-Karriär net nëmmen immens wichteg, well mer natierlech extreem vill méi héich technologesch Beruffer, déi mer an der Arméi an der nächster Zukunft wäerte brauchen, kënnen esou rekrutéieren, mee dat wäert och en Impakt hunn op d'Feminisatioun an der Arméi. Mir hunn e groussen Nodeel: Mir hunn ze mann Fraen an der Arméi! Mir hätte gär méi Fraen an der Arméi. Et gi vill Efforte gemaach. An Dir wäert gesinn, duerch d'B-Karriär an A2-Karriär ass et esou, datt méi Frae wäerte rekrutéiert ginn, well – an dat musse mir Männer eis agestoen – et ass esou, datt d'Fraen an eiser Gesellschaft haut meeschtens méi qualifizéiert si wéi d'Fraen, an dat wäert duerfir e groussen Impakt dorobber hunn.

Plusieurs voix | Wéi d'Männer!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Den aktuellen Ënneroffizéier, dee bis elo an der Karriär C1 war, dee wäert am Fall vun engem Changement de carrière an enger éischter Phas direkt ongeféier 20 Punkte méi verdéngen. Dat variéiert natierlech e bëssen a Fonctioun vum Echelon, wou e grad ass an der Anciennetéit, a vu senge Primmen, mee dat sinn ongeféier 400 Euro de Mount. Dat heescht, 400 Euro de Mount kréien déi 70 Ënneroffizéier, wa se elo relativ séier an de B1 wiesselen, direkt méi an der Pai. Um Endgehalt vun der B1-Karriär gerechent ass dat en zousätzleche Verdéngscht vun 114 Punkten. Dat sinn 2.540 Euro de Mount méi wéi am Endgehalt C1, dat se haut hunn. 2.540 Euro, dat ass net näischt!

Wann hei gemaach gëtt, wéi wa mer géifen hei eng Klengegkeet decidéieren, da soll ee sech déi Zuelen awer emol eng Kéier ukucken. Mee da gesäit een awer och schonn, firwat et esou wichteg ass, datt mer dat dote kréien, a wat dat an der Zukunft fir en effektiven Impakt wäert hunn op d'Karriären an der Arméi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | An dann zu der Fro vun der Ausbildung. Mir hätten natierlech léiwer fënnef Joer gehat. Firwat? Ma well natierlech souwisou dräi Joer net duerginn, dat ass relativ kloer. Esou wéi d'Missiounen haut opgebaut sinn a wat vun de Leit verlaangt gëtt, ass et kloer, datt dat vun dem Asaz hier ze kleng ass, well d'Ausbildungszäit da schonn esou laang dauert, datt se meeschtens iwwerhaapt net méi kënnen an den Asaz goen, a Missioune goen. An dofir ass den Engagement op véier Joer zumindest emol eng Verbesserung. Déi zwielef Méint hëllefen eis vill. An da muss ee kucken – dat hu mer och deemools esou ofgemaach mat de Gewerkschaften –, datt mer dat dann iergendwann eng Kéier evaluéieren. A wann dat an enger spéiderer Phas da méiglech ass, kann een dat nach ëmmer maachen.

Da wollt ech natierlech agoen op déi Fro vun där sougenannter „Evaluatioun", well dat jo fir vill Opreegung gesuergt huet. Da wollt ech emol éischtens hiweisen – ech hunn e matbruecht hei, dat war nach deemools de Ministère de la Force publique – op den Arrêté ministériel vum 30. November 1954. Dat heescht, zënter 1954 gëtt et déi Bewäertungen do an der Arméi. An dat huet och e gudde Grond. Ech mengen, et sinn eng Rei Saache schonn opgezielt gi fir déi, déi intensiv nogelauschtert hunn, wat de Generol Thull op der Tëlee an um Radio gesot huet oder wat och anerer vu verschiddene Gewerkschafte gesot hunn. Déi kënnen dat och gären nach eng Kéier nolauschteren, dofir wëll ech dat net nach eng Kéier widderhuelen.

An dann ass gesot ginn an engem Communiqué vun der CGFP, dat wär jo emol guer net beluecht, datt dat iwwerhaapt esou wär, datt dat iwwerall an den aneren Arméien esou wär, mir géifen dat einfach esou behaapten. Ma ech hunn Iech hei dräi Dokumenter matbruecht. Zwee dovunner wäert ech och hei deposéieren, Här President. Da kënnen d'Deputéiert déi selwer eng Kéier noliesen. Dat sinn déi dräi Nopeschlänner, dat ass d'Belsch, dat ass Frankräich an dat ass Däitschland. An natierlech hunn déi esou e Bewäertungssystem. An ech kann Iech och verroden: En ass zimmlech voluminéis an zimmlech detailléiert.

An ech huelen hei e Beispill eraus, dat ass de belschen. Do steet ganz kloer am But dran, wou d'Zilsetzung dovunner definéiert ginn ass: „L'évaluation professionnelle entre dans le cadre du développement d'une politique de carrière efficace caractérisée par notre spécificité militaire et un développement individuel au cours de la carrière. Dans son ensemble, l'évaluation professionnelle rend possible la gestion des compétences présentes au sein de la défense de manière à rechercher la meilleure combinaison entre les besoins et les capacités en personnel." An da steet op Englesch hannendrun: „The right person at the right place at the right time at the right cost."

Et ass kloer dat, wat ëmmer beschriwwe gëtt: Et geet hei ëm d'Effikassitéit vu Leit, virun allem a Fürungspositiounen, déi zum Beispill mussen 120 Leit commandéieren, datt een do muss préiwen, ob déi dofir och fäeg sinn, well et geet ëm Liewen an Doud jee nodeem, wat hei geschitt um Terrain. An duerfir ass dat esou wichteg. Här President, ech ginn Iech dat Reglement of.

(M. François Bausch dépose un document.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Da kënnt Der den Deputéierte gär Kopië maachen. Dat ass dat belscht.

Da komme mer bei dat franséischt. Dat ass jo eng aner grouss Nopeschnatioun. Och do steet: „Objet de la notation. La notation consiste, conformément à la définition donnée par l'article", sou an esou vill, „du code de la défense, en l'évaluation par l'autorité hiérarchique des qualités morales, intellectuelles et professionnelles du militaire, de son aptitude physique, de sa manière de servir pendant une période déterminée et de son aptitude à tenir dans l'immédiat et ultérieurement des emplois de niveau plus élevé." Also kloer och dat nämmlecht Zil. Här President, och d'franséischt Dokument kann ech Iech iwwerreechen.

(M. François Bausch dépose un document.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | An dann huelen ech nach dat anert, dat ass dat däitscht. Dat kann ech Iech net deposéieren, well dat ass net ëffentlech, mee ech hunn awer d'Méiglechkeet, Iech de But dovu virzeliesen, dee se hunn an engem vun hiren éischten Artikelen: „Beurteilen ist eine herausgehobene Führungsaufgabe. Die beurteilenden Vorgesetzten aller Ebenen tragen durch die besondere Bedeutung der dienstlichen Beurteilung eine erhebliche Verantwortung sowohl hinsichtlich der Einsatzbereitschaft der Bundeswehr als auch der beruflichen und sozialen Entwicklung der ihnen unterstellten Soldatinnen und Soldaten. Die beurteilenden Vorgesetzten sollen über ausreichende Kenntnis von Eignung, Befähigung und Leistung zu den beurteilten Personen verfügen." Also och kloer den nämmlechten Objektiv. An och dat ass e voluminéisen Text. Mee wéi gesot, deen ass net ëffentlech, duerfir kann ech Iech dee leider net deposéieren. Mee et geet awer alles an déi nämmlecht Richtung.

An duerfir ass et fir mech kloer – an dat hunn ech och an der Kommissioun gesot, an dat hunn ech och an den Diskussioune gesot mat der CGFP –: Dat huet iwwerhaapt näicht ze di mat deem, wat am Dezember decidéiert ginn ass, wou de Bewäertungssystem fir d'Karriären insgesamt beim Staat a vun der Aarbecht vun de Staatsbeamten ofgeschaaft ginn ass.

An et ass och esou, datt dat, wat an d'Gesetz drakomm ass, virdrun an engem Règlement grand-ducal stoung. Dat hu mer net a leschter Minutt, wéi dat hei duergestallt gëtt, esou express quasi dragefléckt, mee dat hu mer dragesat, well am Avis vum Staatsrot, dee jo awer relativ spéit komm ass – dat muss een awer ëmmerhi soen, mir hunn d'Gesetz am September 2021 deposéiert a mir hunn am Juli 2023 den Avis kritt; dat ass jo awer schonn eng länger Zäit –, drastoung, datt de Staatsrot eis eng Opposition formelle gemaach hätt, wa mer net explizitt éischtens géifen d'ganz Hierarchie an d'Gesetz schreiwen an zweetens och da bei de Grade-militairen déi Krittären do an d'Gesetz géife schreiwen. Dat ass de Grond, firwat et drakomm ass.

Mee virdrun huet et Joerzéngten iwwer e Règlement grand-ducal fonctionéiert. Et ass applizéiert ginn a war ëmmer eng Spezifissitéit vun der Arméi a vun dem Militär. An déi brauchen dat och. Dat hunn ech gesot. Du sinn ech gefrot ginn: „Ma dann huelt dat einfach erëm eraus!" Emol onofhängeg vum Fait, datt et zäitlech gesinn, wa mer d'Gesetz wëlle stëmmen, net méi méiglech gewiescht wär, sinn ech dergéint, fir dat net unzewennen. Ech sinn net onbedéngt Demandeur, datt dat an deem hei Gesetz steet. Wa mer eng aner Méiglechkeet fannen, fir et juristesch ze reegelen, da kënne mer dat ganz gär maachen. Mee awer ze maachen, wéi wann een d'Arméi kéint féieren an déi militäresch Grade kéint vergi just op Basis vun der Anciennetéit, also et deet mer leed, dat ass total onseriö an net responsabel par rapport zu den Aufgaben, déi do hannendrustinn. An dat hunn ech gesot, do sinn ech net bereet, als Minister déi Verantwortung ze iwwerhuelen.

An ech si frou, datt an der Chamber de Gros dat jo och esou gesäit. An do wéilt ech Iech froen, Madamm Adehm: Dir hutt eng Motioun hei deposéiert, déi eigentlech e bësselche komesch formuléiert ass, well ech weess net, wat Der gär hei hätt. Hätt Dir gär, datt et keng Bewäertungskrittäre méi gëtt bei der Arméi fir d'Grade-militairen? Oder hätt Der just gär, datt den Artikel 10 respektéiert gëtt vum Accord salarial? Wann et just dat ass, dat steet an där anerer Motioun och dran, déi deposéiert ginn ass. Da kann een déi zwou verschmëlzen an eng maachen. Mee ech wëll awer gär vun Iech kloer wëssen – oder vun der CSV kloer wëssen –: Ass d'CSV der Meenung, datt et an der Arméi, fir d'militäresch Graden ze verdeelen, Bewäertungskrittäre muss ginn, jo oder nee? Ech froen Iech dat.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Eis geet et drëm, dass den Accord salarial vum 9. Dezember 2022 soll respektéiert ginn, wéi mer et an eiser Motioun beschriwwen hunn, eeben den Artikel 10, dass de Système d'appréciation soll ofgeschaaft ginn. A fir eis ass et hei eng Saach vu „pacta sunt servanda" vis-à-vis vun der CGFP, net méi an net manner!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Sidd Dir fir Bewäertungskrittäre bei militäresche Graden, jo oder nee?

M. Gilles Roth (CSV) | Mir sinn hei net an engem Interrogatoire!

(Brouhaha général)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, Här Roth, Dir sidd net an engem Interrogatoire, ma tiens, ma tiens, dat ass awer emol nei. Dat heescht, Dir kënnt mir Froe stellen, mee ech kann Iech net Prezisioune froen zu Ärer Fro?!

M. Gilles Roth (CSV) | Stitt Dir zum Accord salarial an der Fonction publique, jo oder nee?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Do sti mir derzou! Dat steet an där anerer Motioun dran. Mee ech froen Iech dann: Stitt Dir zu Bewäertungskrittäre fir militäresch Graden an der Arméi, jo oder nee, als CSV? Ech hätt gär do eng Äntwert. Wann Der keng gitt, dann hutt Der alles gesot!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir stinn zum Accord salarial.

(Exclamations)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, gutt. Dir gitt also keng Äntwert, also ass et kloer, datt dat, wat an eiser Motioun steet, richteg ass an Dir Iech just derlaanscht wëllt drécken, fir eppes ze soen zu engem prezise Punkt. Dat ass de Punkt.

Här President, ech wëll awer dann nach um Schluss op e puer Saachen agoen, déi nach hei gesot gi sinn. Éischtens: Hei gëtt gesot, dat hei wär iwwert de Knéi gebrach ginn. Ech hu gesot, mir diskutéieren zënter véier Joer heiriwwer! Ech wëll Iech just soen, well dat och vum Här Goergen opgeworf ginn ass: Et ware ganzer 25 Verhandlungsronne mat de Gewerkschaften, 7 dovunner mam Minister, fir deen Text hei – 25 zu 7! A wann een da fënnt, et wär net genuch verhandelt ginn ... Mee bon, et kann een natierlech verhandele bis zum Sankt-Nimmerleins-Tag an dann ni eng Decisioun huelen. Dat ass net mäi Stil. 25 Verhandlungen, 7 mam Minister! Mir hunn eng ganz Rei Saachen iwwerholl, mir hunn och Saachen, wou mer eis net eens gi sinn. Dat kënnt vir am Liewen, datt ee sech net eens gëtt. Mee ech mengen, et ass awer dann un der Regierung an um Minister, fir seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen a wann ee sech net eens gëtt, well een dat falsch fënnt, wat vun deenen anere verlaangt gëtt, ze soen: D'Gesetz gëtt elo esou geschriwwen!

2021 am September ass d'Gesetz an der Chamber deposéiert ginn. Wann d'Gesetz bis deposéiert ass an déi Avise kommen, kritt all Deputéierten déi. Ech war dee Minister, deen an deene leschte Joren awer nawell zimmlech vill an der Chamberskommissioun present war. Ech si fir alles an déi Kommissioun komm. Ech mengen, Dir hutt nach ni esou vill Informatioune kritt aus der Defense wéi déi lescht fënnef Joer, an ech war ëmmer disponibel fir ze kommen.

Ma wann Dir mech geruff hätt am Oktober oder November 2021, wier ech selbstverständlech direkt komm. Dann hätte mer diskutéiert iwwert den Avis X, iwwert den Avis Y. Et ass ni geschitt. Et huet kee mech geruff. Et ass eréischt herno driwwer diskutéiert ginn, wéi mer dunn an d'Schlussphas gaange sinn, wéi den Avis vum Staatsrot komm ass, an natierlech déi Kéier virdrun, dat war, wéi et jo och gesot ginn ass, wéi déi eenzeg Demande komm ass effektiv vun der CSV. Dat war e Joer virdrun, wéi mer d'Gesetz an der Chamber presentéiert hunn.

Firwat hu mer decidéiert, Amendements gouvernementaux ze maachen, wéi den éischten Avis vum Staatsrot komm ass, an net iwwer Amendements parlementaires ze fueren? Mee well dat déi eenzeg Chance war – dat hunn ech an der Kommissioun och gesot –, datt mer d'Gesetz iwwerhaapt nach duerchkreien. Well déi Amendements gouvernementaux konnt ech direkt bei de Staatsrot schécken. A meng Ekipp stoung dräi Woche prett do fir ze waarden op den Avis, fir ze kucken, wat nach ze maache wier, fir datt mer dat Gesetz – wat awer e wichtegt Gesetz ass, an anscheinend ass jo awer jiddwereen der Meenung, datt dat Gesetz hei essenziell wichteg ass fir d'Arméi – effektiv onbedéngt gestëmmt kréien. Mee dat hat awer näischt mat Hauruckverfaren ze dinn, well d'Gesetz war zwee Joer deposéiert an et hätt zwee Joer kënnen in extenso an der Kommissioun op Demande vun all Deputéierten diskutéiert ginn.

Wann awer kee mech freet, fir an d'Kommissioun ze kommen ... Gutt, ech ka mech natierlech selwer elo andauernd alueden an d'Kommissioun vun der Chamber. Wann ech geruff ginn, sinn ech do. An allkéiers, wann dat de Fall war, sinn ech och komm. Mee et huet awer leider kee mech geruff.

Dann zu den Avisen, déi komm sinn: Déi Avise sinn alleguerte gekuckt ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madamm Adehm Iech nach eng Fro stellt?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Selbstverständlech.

Mme Diane Adehm (CSV) | Här Minister, mir hunn och eng Presidentin vun der Chamberskommissioun, déi dat doten hätt kënnen op den Ordre du jour huelen an ufänken, eng Lecture article par article ze maachen.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, gutt.

Mme Diane Adehm (CSV) | Dat ass awer notamment an deem heite Gesetz net geschitt.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo.

Mme Diane Adehm (CSV) | Mir hunn et just eng Kéier virgestallt kritt, well mer et gefrot hunn.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Madamm Adehm, ech mësche mech net an an d'Organisatioun vun der Chamber. Dir hutt Iech och beklot, well d'Rapporten, d'PVen net gemaach gi sinn. Domat hunn ech näischt ze dinn. Dat geet mech näischt un. Dat ass der Chamber ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Bausch, erlaabt Der, datt d'Madamm Empain dozou Positioun bezitt?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Selbstverständlech, Här President.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech mengen, et kann een och éierlech sinn. Effektiv, dat kann ee maachen. Et muss een dozou soen, dass mer ... Ech si jo elo awer eng Zäitchen derbäi, an d'Praxis ass eigentlech déi, dass mer normalerweis bei Gesetzestexter waarden, bis mer den Avis vum Staatsrot hunn, éier mer dat maachen. Et gëtt Ausnamen, mee normalerweis gëtt et esou gehandhaabt. A bei esou engem groussen Text wéi deem do wär et e bësselche Peine ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, Här Roth, dann hëlleft elo ... Gitt hir hir Speakings an dann ...

(Interruptions)

Also, et huet een d'Méiglechkeet, dat ze maachen. Mee dat wär awer och e bësselche Peine perdue, wann ee grad just bei esou engem Text, deen esou komplizéiert ass, net den Avis vum Staatsrot ofwaart, fir deen ze wëssen. Dat hu mer och beim Fichiersgesetz esou gemaach, dass mer herno d'Artikelen duerchgaange si mam Tableau comparatif. Gutt, dat hätt ee kënnen aneschters maachen. Très bien! Mir hunn et awer an dësem Fall aneschters gemaach an et huet och kee virausgesinn, dass mer géife kuerz viru knapp, eng Woch virum Delai quasi, den Avis vum Staatsrot dann nach kréien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Erlaabt mer nach ... Bon, meng Zäit ass elo scho bal ofgelaf, mee ech mengen, et war e bëssen en Intermezzo ...

M. Fernand Etgen, Président | Et war e bëssen en Hin an Hier. Dir däerft nach e bëssen.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech kommen och zum Schluss, maacht Iech keng Suergen.

Ech wollt awer nach eppes soen, well et gefrot gi war, zu de Reglementer am Zesummenhang mat de Bewäertungen. Déi Reglementer – an dat wëll ech och hei betounen – louchen am Januar vir. Dat heescht, den Inhalt vun deem, wat mer wëllen an déi Bewäertung dramaachen, ass och zweemol mat de Gewerkschaften diskutéiert ginn. Dat ass guer näischt Neits. Et ass net, wéi wa mer déi Reglementer net diskutéiert hätten. Mee wéi gesot, nach eng Kéier, si hu jo du missen erausgeholl ginn aus dem Gesetz. A well mer elo Saachen an d'Gesetz geschriwwen hunn, musse mer déi Reglementer natierlech nei schreiwen. Den Deel Sport ass eigentlech fäerdeg an de Rescht ass an der Ausaarbechtung. An et ass natierlech virgesinn, datt fir de September, Oktober, wann d'Gesetz en application geet, dann och déi Reglementer komplett fäerdeg sinn.

Mee wéi gesot, déi waren och schonn am Januar pour avis un d'Gewerkschafte gaangen. An ech weess, et gouf just ee Punkt, deen deemools e bësse „Stein des Anstoßes" war, dat war de Sportstest. Dee war nämlech kritiséiert gi virun allem vun enger Gewerkschaft. An et war och net esou, datt deemools, wéi mer eis déi Reglementer ginn hunn, déi am Fong vum Inhalt hier dat nämmlecht soe wéi dat, wat am Gesetz hei stoung, dat alles esou ëmstridde gewiescht wär, wéi mer dat deemools an de Reglementer stoen haten.

Et ass souwisou absurd, wann ech héieren, datt gesot gëtt: „Am Fong si mir net esou géint Bewäertunge bei militäresche Graden. Mir si just dergéint, datt et am Gesetz steet." Also, entweeder ass ee géint dee Prinzipp generell an dann ass ee generell dergéint oder et seet een: „Mir sinn d'accord, mee et stéiert eis e bëssen, wéi et hei formuléiert gëtt." Mee wéi gesot, déi Reglementer si gläich fäerdeg an déi wäerten dann natierlech och eng Kéier mat deenen Zoustännege consultéiert ginn.

Da war nach geschwat gi vum Avis vum Syvicol. Jo, gutt, do geet et natierlech nëmmen ëm d'Gemengewalen, natierlech geet et net ëm Nationalwalen. Dat ass eng Diskussioun. De Syvicol huet geschriwwen a sengem Avis, datt si léiwer eng generell Reform

hätten. Dat hätt een och kënne maachen a waarden a soen: Et si jo nach aner Beruffskategorië beim Staat, wou d'Fro sech stellt, ob dat Sënn mécht, datt een deene verbitt, zum Beispill e kommunaalt Mandat ze hunn. Mee et geet hei just ëm kommunal Mandater.

(Interruption)

Dann ass och virdru vum Här Graas gefrot ginn zum Bataillioun, mat de Leit: „Kréie mer déi Leit?" Jo, ech si sécher, wa mir dat Gesetz hei haut stëmmen, da kréie mir vill méi Méiglechkeeten, fir Leit ze rekrutéieren. A mir hunn och schonn Tester gemaach mat der Educatioun zesumme bei verschiddenen Ofschlëss, fir ze kucken, wann déi Graden do wieren, wéi grouss den Interessi wär fir d'Leit, fir Jonker, fir an d'Arméi ze kommen. Et ass enorm, wivill méi grouss den Interessi ass. Et geet net aneschters, menger Meenung no, wéi et gaang ass bei der Police: Soubal mer déi B1-Karriär hunn zum Beispill, virun allem déi, da wäerte mer och ganz sécher d'Leit fannen. An dee Bataillioun, do brauche mer, eleng wéinst dem Bataillioun, 125 Leit méi. Dat si souwuel fräiwëlleg Zaldote wéi och Militaires de carrière, gemëscht par rapport zu dem Effectif, dee mer haut hunn.

An dann zu der Fro oder zu der Ausso vum Här Graas: „Brauche mer en eegene Verdeedegungsministère?" Jo, ech sinn där Meenung. An d'Viraussetzunge sinn och all geschafen, kann ech Iech soen, mat deem, esou wéi dat haut opgebaut ass, datt duerchweegs déi nächst Regierung, wa se dat da wëllt, dat ka maachen. Mee ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat brauchen, vu d'Bedeitung vun haut vum Verdeedegungsministère a well mer och dat eenzegt Land sinn ... De Ministère de la Défense ass an deene meeschte Länner dat, wat een a Frankräich e „ministère régalien" nennt. Et ass keen onwichtege Ministère. A mir sinn eent vun deenen eenzegen, ech mengen, souguer dat eenzegt Land an Europa, wou dat net en eegestännege Ministère ass. Et ass op alle Fall meng Iwwerzeegung, datt een dat brauch. A souwäit ech mech erënneren, huet meng Partei dat och an hire Walprogramm geschriwwen.

Da wollt ech nach der Madamm Oberweis soen zu der Fro vun den normalen Zaldoten, dat ass jo och deelweis vun aneren opgeworf ginn: Wéi kënne mer nach méi d'Attraktivitéit steigeren, fir méi fräiwëlleg Zaldoten ze kréien? Eng Rei Saache sinn hei schonn am Text mat dran. Mee mir hunn awer och en Aarbechtsgrupp agesat virun dräi Méint mat de Gewerkschaften, fir ze kucken, wéi mer de Statut vum Zaldot an Zukunft nach kënnen opwäerte respektiv verbesseren, fir datt mer méi fräiwëlleg Zaldoten an Zukunft fannen.

Här President, ech sinn op alle Fall frou, datt mer dat Gesetz haut hei mat enger grousser Majoritéit stëmmen. Et ass fir d'Arméi wichteg. Et ass fir d'Land wichteg. Duerfir e grousse Merci vu menger Säit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. Dann awer nach Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Well den Här Bausch jo nach eng Kéier explizitt mech ugeschwat hat zu deem Theema: Mir hu Pro a Kontra analyséiert a mir si souguer, wéi ech dat a menger Ried gesot hunn, mat villem averstane bei deem Gesetz. Mee et muss een awer och nun emol soen, dass elo am Juli dat Ganzt eréischt vum Staatsrot koum, d'Amendementer eréischt koumen. An dat Eenzegt, wat mir eebe gär gehat hätten, ass, dass ee mat enger CGFP schwätzt an net just iwwer Communiquéen. Dat ass eis eenzeg Demande.

(Interruption)

Anstatt dass een ëmmer nëmmen iwwerenee schwätzt, soll een eng Kéier matenee schwätzen. Ech mengen, wann esou e Problem do ass, hätt et der Kommissioun gutt gestane fir ze soen: ...

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat ass geschitt.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... „Mir invitéieren d'CGFP, de SPAL an", vu mir aus, „och nach d'Offizéieschgewerkschaft, fir dass si den Deputéierten dat kënnen erklären." Am Moment mussen d'Deputéiert eng Aarbecht maachen, wou se aus der Press matkréien oder aus E-Mailen, wat d'Gewerkschaften denken. Da gitt Dir eng aner Positioun, an dat ass fir d'Deputéierten, grad bei deem Marathon, dee mir grad hunn, ganz schwéier ze bewäerten. A mir wären och nach d'nächst Woch komm, fir dat Gesetz hei ze stëmmen, wann et esou wichteg ass, an och nach eng Kéier am September.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här President, ech wëll dem Här Goergen soen, datt et zu där Fro vun de Bewäertungen zwee Avise gëtt, déi Der och kritt hutt als Deputéierten. Dat eent ass dee vun der APOL an dat anert ass dee vu L-E-O, déi huet Iech och nach eppes geschéckt. De SPAL huet Iech emol kee geschéckt um Schluss. Just nëmme souvill dozou. Firwat hu se kee geschéckt? Keng Anung. Ech weess dat net. Dat ass mer och elo zimmlech egal.

Da wollt ech Iech soen: Ech hunn d'CGFP gesinn, zesumme mam Minister vun der Fonction publique. Jo, dat ass net d'Chamber. D'Chamber gesäit jo bekanntlech net ëmmer dauernd d'Gewerkschaften, och net bei anere Projeten. Mee mir hu se gesinn an ech hunn Iech och doriwwer bericht. An där Kommissioun waart Dir leider net do, wou ech dee Bericht gemaach hunn. Dir waart iwwerhaapt an deenen zwou leschte Kommissiounen net do, Här Goergen, wéi mer iwwert de Gesetzesprojet diskutéiert hunn.

(Interruptions)

Jo, elo sot Der erëm, Dir hätt aner Kommissioune gehat.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma dat ass esou!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, mee gutt. Mee et ass awer esou, Dir waart awer net do!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dir hutt véier Kommissiounen op déi nämmlecht Zäit geluecht. Dat hate mir nach ni an der Chamberskommissioun, nach ni virdrun! Esou e Kuddelmuddel!

(Interruption par M. Sven Clement)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Wann dee Gesetzesprojet Iech esou wichteg gewiescht wier, wéi Der dat hei erklärt, dann hätt Der e kënne vill éischter kucken. Op alle Fall, déi Consultatioune sinn ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Déi Consultatioune sinn all gelaf, Här President. A wéi gesot, nach eng Kéier: Mir haten am Virfeld heivunner 25 Verhandlungssëtzunge mat de Gewerkschaften, 7 dovunner mam Minister selwer, an och déi Fro vun der Bewäertung ass nach am Januar zweemol diskutéiert gi mat hinnen.

Mee, Här Goergen, dat ass esou. Wann een an der Verantwortung ass, da verhandelt een an et verhandelt een an et verhandelt een, mee iergendwann eng Kéier muss een zur Konklusioun kommen, an dat ass dat, wat mer gemaach hunn. Ech hunn iergendwann eng Kéier meng Konklusioun gezunn an der Regierung déi ënnerbreet.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. Nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Goergen – oder fir Fait personnel.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech mengen, iwwer meng Presenze brauch ech net mat Iech ze streiden, well ech hu mat déi meeschte Presenzen, a sécherlech och an där Kommissioun. Mee wann ech awer elo d'Demande géif lancéieren – ech weess, dat geet net un Iech, mee éischter un d'Presidentin vun der Kommissioun –, géif dann eng Majoritéit zoustëmmen, fir eis vun der CGFP erklären ze loossen, wou de Problem ass? Dir hutt gesot, Dir hutt se gesinn. Dat bedeit nach ëmmer net, dass d'Chamber, déi haut d'Entscheedung hëlt, se gesinn huet. Wou wär dann e Problem, wa mir se géife gesinn a mir géife se dann d'nächst Woch oder ufangs September invitéieren?

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här Goergen, just fir Iech ze froen: Hutt Dir bei de Gehälterverhandlungen – de Gehälteraccord vun der CGFP hutt Der jo matgestëmmt hei, huelen ech un – virdrun nach eng Kéier d'CGFP gesinn, ier Der hei de Gehälteraccord gestëmmt hutt?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ...

(Exclamations et brouhaha)

... an do war den ... dergéint.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech géif se gäre méi oft an der Chamber gesinn, jo.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ech wollt d'Chamber drop opmierksam maachen, datt sech dräi Erreurs matérielles an den Text vum Projet de loi ageschlach hunn.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass, wann een ze séier schafft!

M. Fernand Etgen, Président | Am éischten Artikel vum éischte Paragraf vum Artikel 32 ass een „e" beim Wuert „prévu" derbäizesetzen an d'Wierder „de la présente loi" sinn ze sträichen. Zum Schluss vum Saz ass och nach d'Wuert „militaire" derbäizesetzen. De Staatsrot ass iwwert d'Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir wäerten iwwert deen esou ofgeännerten Text ofstëmmen.

Et ass vun der CSV-Fraktioun gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé ze maachen. De Vote séparé gëtt iwwert den Artikel 32 gefrot. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

Da stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 32 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 32 du projet de loi 7880

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Et feelen der nach e puer.

M. Sven Clement (Piraten) | D'ADR kann net ofstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Ma dann ass de Vott elo ofgeschloss.

D'Resultat ass dat Follgend: 31 Jo-Stëmmen, 22 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Den Artikel 32 ass domadder ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Gilles Roth), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 7880[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7880 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 52 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Stéphanie Empain deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, ech wollt d'Auteure vun der Motioun froen, wat dee leschten Dispositif heescht: „à mandater le Ministre de la Défense à analyser la faisabilité de transférer le dispositif instauré par l'article 32 dans un instrument juridique distinct du projet de loi". Wat heescht dat? Oder wat ass domadder gemengt? Dat heescht, Dir …

(Interruption par M. François Bausch)

Dat heescht, Dir hätt haut gären, dass de Bewäertungssystem dran ass, an da sot Der: „Mir huelen en awer eraus, fir en an e separaten …"

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Nee! Nee, et steet just do, datt soll analyséiert ginn, ob dat méiglech ass.

(Interruptions)

Dat war d'Demande ënner anerem, wéi ech mat de Gewerkschaften diskutéiert hunn. Ech sinn zwar der Meenung, datt dat net wäert goen. Duerfir steet et jo elo richteg hei am Gesetz an duerfir soll gekuckt ginn, ob et méiglech ass. Et kann een ëmmer alles duerno analyséieren.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat heescht, d'Majoritéitsparteie froen eigentlech d'Regierung, fir bei engem Gesetzestext, deen elo just gestëmmt ginn ass, eng Dispositioun erauszehuelen a se dann an en anere Projet de loi ze schreiwen. Wat ass dann de Sënn do dervun?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Et ass just, well d'Gewerkschaften, Här Roth … Wësst Der, wann Der gutt nogelauschtert hätt, wéi ech dat virdrun erkläert hunn …

(Exclamations et brouhaha)

Ma nee! Ma nee, ech wëll Iech just soen, firwat ech mengen, datt et drasteet, wann Der erlaabt. Wann Der dat erlaabt?

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, ech hat mech u sech adresséiert un d'Auteure vun der Motioun. Mee wann ech dat richteg verstinn, huet d'CGFP den 18. Juli e Communiqué gemaach. Hat Dir dann d'CGFP gesi virun deem Communiqué?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | D'CGFP huet e Communiqué gemaach, Här Roth, an doropshin hunn ech se gesinn. An dunn huet d'CGFP mer matgedeelt, datt dat, wat si virun allem géif stéieren, wier, datt dat doten an deem heite Gesetz géif stoen. Do hunn ech hinne gesot, ech wär der Meenung, esou wéi de Staatsrot dat och gesot huet, datt dat net aneschters géif goen. An no all deenen Diskussiounen hu mer herno proposéiert, ob een herno kéint eng Analys maachen, ob een net iwwer en anere Wee kéint zum nämmlechte Resultat kommen, awer datt eng Bewäertung misst do sinn. Bon, d'CGFP war och domadder net zefridden, mee mir hunn awer dunn decidéiert, datt et awer derwäert wär, dat awer zumindest ze kucken. Kucke kann een alles, mee ob et machbar ass, dat gesäit een dann duerno.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, mir stinn als CSV zu dem Gehälteraccord, dee mat der CGFP ofgemaach ass.

(Interruption)

A mir stinn och zu dem Prinzipp vum „pacta sunt servanda" an duerfir stëmme mer déi dote Motioun vun der Majoritéit net mat.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da kënne mer elo iwwert d'Motioun Nummer 1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 1 ass mat 32 Jo-Stëmme bei 20 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Gilles Roth), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), MM. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der Madamm Adehm deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Jo, wourëm geet et? Et geet jo am Endeffekt och ëm de Bewäertungssystem. Ech hu mech gefrot, wéi ech Är Motioun gelies hunn: Wat genau hätte se gären? Hätte se gären dat selwecht wéi dat, wat mir an eiser Motioun hunn? An deem Sënn ass se iwwerflësseg. Oder hätte se gären, dass mer all Bewäertungssystem aus der Arméi eraushuelen?

(Interruption)

Ech hu jo matkritt, dass Der net wollt op déi Fro kloer äntwerten. Dir kënnt Är Äntwert nach eng Kéier widderhuelen, dann hutt Der nach ëmmer net mat Jo oder Nee op déi Fro geäntwert. Ech verstinn natierlech och, dass Der e Bewäertungssystem an der Arméi warscheinlech fir gutt haalt an et elo net hei wëllt haart soen. Mee soulaang ech net weess, wat Dir mat

Ärer Motioun wierklech mengt, wäert ech natierlech net engem recommandéieren, derfir ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert un den Auteur vun der Motioun zréck – oder och net. Mir kënnen och direkt ofstëmmen.

Mme Diane Adehm (CSV) | Ech mengen, et ass alles gesot. Eis geet et drëm, dass den Accord salarial soll respektéiert ginn. Punkt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Ma da komme mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass mat 25 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Diane Adehm), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

6. 8221 – Projet de loi portant sur la construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg

Mir kommen elo zum Projet de loi 8221 iwwert de Bau vun neie Pëtrolsinfrastrukturen um Flughafen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Jessie Thill. An déi ass prett fir hire Rapport. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeg/innen, haut presentéieren ech Iech e Finanzéierungsgesetz, wou et ëm de Bau vun neie Pëtrolsinfrastrukturen um Lëtzebuerger Flughafe geet. Vun dësem Gesetz ofgedeckt sinn an dësem Fall d'Käschte vun de Bauaarbechte vun den neien Tankanlagen, vum Uschloss un déi bestoend Pipeline, vun den Etüden, inklusiv de schonn engagéierte Käschten an den domadder verbonnene Kompensatiounsmoossnamen.

D'Gesamtkäschte vun dësem Projet ginn op 85,7 Milliounen Euro geschat an de virleiende Gesetzesprojet geneemegt dëse Montant als maximal Finanzenveloppe, woubäi dëse Montant nach dem Baukäschtenindex vun Oktober 2021 entsprécht a wéi üblech semestriell un d'Evolutioun vun dësem Index ugepasst gëtt. Dës Ausgabe si virun allem fir de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, awer och deelweis fir d'Direction de la défense.

Mat dësem Projet soll den aktuelle Carburantsdepot, deen aus den 1970er-Jore staamt, ersat ginn, deen en fin de vie technique ass. D'ITM an d'Emweltverwaltung hunn eng allerlescht Verlängerung vun den Exploitatiounsgeneemegunge bis den 31. Mäerz 2024 ginn. Dofir ass d'Realisatioun vun dësem neie Projet elo urgent.

Den aktuelle Carburantsdepot, deen a senger Capacitéit op 8.000 m^3 limitéiert ass, gëtt duerch sechs Reservoire vu jee 5.000 m^3 ersat. Domadder ginn d'Späichercapacitéiten also 3,75-mol méi grouss an esou op 30.000 m^3 erhéicht. An doduerch, datt de Volumen op sechs Tanken opgedeelt gëtt, gëtt d'Infrastruktur net nëmme méi resilient par rapport zu eventuelle Perturbatiounen oder Defaillancë vun den ënnerierdesche Conduitten, mee gëtt och prett gemaach, fir aner Brennstoffer wéi just de klassesche Kerosinn ze stockéieren, zum Beispill déi, déi op erneierbaren Energië baséieren.

5 Milliounen, an esou 5,8 % vum Kuch, gi gebraucht fir d'Raccordementsaarbechte vum geplangte Carburantsdepot mat dem CEPS, dem Central Europe Pipeline System, der Kerosinnpipeline vun der NATO, déi iwwer Bitburg op de Findel kënnt. Dës Ausgabe kënnen och als Deel vum Verdeedegungseffort gezielt ginn.

Well dëse Projet eebe verschidde militäresch Composanten enthält, gëtt och proposéiert, datt de Staat selwer de Projet finanzéiert an duerno Proprietär vun der Pëtrolsinfrastruktur gëtt.

Éischt Etüde waren ugelaf nom Vott vun enger Motioun am Kader vum Débat d'orientation zum Finanzement vun de Grands projets d'infrastructure den 2. Abrëll 2020 an der Chamber. Zu deem Moment war awer nach geschat ginn, datt de Projet ënner 40 Millioune géif kaschten an datt kee Finanzéierungsgesetz géif gebraucht ginn. D'Offeren, déi duerno erakomm sinn, hunn awer kloer gewisen, datt dee Montant wäert däitlech iwwerschratt ginn, an dofir haut elo d'Finanzéierungsgesetz vun iwwer 85 Milliounen Euro. Den Ënnerscheed tëschent der initialer Käschteschätzung an den Offere gëtt haaptsächlech duerch d'Explosioun vun de Präisser vu Matières premières an Energie erkläert, déi zum Zäitpunkt vum Lancement vum Marché net virauszegesi war.

Zu den Avisen: Den 11. Juli 2023 ass den Avis vum Staatsrot erakomm, wou keng substanziell Bemierkungen dra waren, mee awer véier legistesch Observatiounen, deenen natierlech Rechnung gedroe gouf. Soss war keen zousätzlechen Avis erakomm.

An zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift mer ze soen, datt de Projet de loi den 22. Mee 2023 vum Minister François Bausch an der Chamber deposéiert an den 11. Juli vum Staatsrot aviséiert gouf. Den 12. Juli huet d'Chamberskommissioun de Gesetzesprojet souwéi den Avis vum Staatsrot analyséiert an ech selwer gouf zur Rapportrice ernannt. D'Chamberskommissioun huet duerno mäi schréftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 17. Juli 2023 ugeholl. Fir weider Detailer verweisen ech och nach op mäi schréftleche Rapport.

An da bleift mir just nach, den Accord ze gi fir déi gréng Fraktioun an Iech villmools Merci ze soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV), en remplacement de M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. A Vertriedung vu mengem Kolleeg Serge Wilmes wollt ech soen, dass d'CSV dee Projet hei wäert matstëmmen. Déi eenzeg Fro, déi mer eis nach gestallt hunn, ass: Déi Steigerung vun 8.000 m^3 op 30.000 m^3, wéi laang géif dat eis Autonomie brëngen? Well dat ass jo och eng Steigerung, well et ware jo emol an der Zäit – elo déi lescht Zäit gottseidank net – Problemer mam Nofëllen. Wat bedeit dat fir d'Autonomie vum Flughafen, selbstverständlech ënner normale Gegeebenheeten, well et ass jo och saisonal dovun ofhängeg?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci der Rapportrice fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech denken, dass alles gesot ginn ass, an dofir faassen ech mech ganz kuerz. Déi Pëtrolinfrastruktur ass aus de 70er-Joren an d'Autorisation d'exploitation leeft och elo Enn 2024 aus. Déi aktuell Installatiounen hu schonn e puer Joer um Bockel an dofir musse se dréngend ersat ginn. Fir Accidenter ze evitéieren, déi duerno fir d'Land, d'Leit an d'Natur kënne schwéier Konsequenzen hunn, droe mir natierlech dëse Projet och mat a soumat vu menger Säit den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, ech ginn heizou den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe villmools Merci der Rapportrice, dem Jessie Thill. An awer och villmools merci, wärend eiser kuerzer Legislaturperiod war et eng ganz angeneem Noperschaft. Villmools merci och dofir.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Jessie Thill fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech ka mer awer trotzdeem eng spatz Bemierkung net verknäifen. An et ass awer e bëssen d'Geschicht no zéng Joer déi gréng an der Regierung am Klimaschutz, dass ee vun hire leschte Projeten en neit grousst Kerosinnlager mat – wéi hutt Der grad gesot? – 3,75-mol méi Kerosinn ass. Dat ass nun emol awer e bëssen an der Geschicht vun deenen zéng Joer Klimaschutz.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Infrastrukturminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President, fir dann direkt op dee leschte Punkt anzegoen: Déi Pipeline, iwwert déi jo d'Alimentatioun vum Flughafen haaptsächlech

stattfënnt, wou elo natierlech nach Kerosinn dra fléisst, do wäerten elo no an no syntheetesch Kraaftstoffer derduerchgeschoss ginn, dat heescht Kraaftstoffer, déi null Emissiounen hunn. Et ass virgesinn – dat huet den Här Goergen sécherlech nach net esou richteg matkritt –, datt scho bis 2030 Minimum 5 % vu SAFe (ndlr: Sustainable Aviation Fuel) musse bäigemëscht ginn am Fluchverkéier. An dat soll graduell eropgoen, fir op 100 % ze kommen. Dat heescht, datt dann eng Kéier de Fluchverkéier komplett dekarboniséiert ass. Duerch déi Pipeline do ka selbstverständlech esou gutt e syntheetesche Kraaftstoff geschoss gi wéi och haut de Kerosinn. An an deenen Tanklageren ass et natierlech genau dat nämmlecht. Mir sinn an enger Transitiounsphas vun der Aviatioun. Ouni Fliger geet et net an der Gesellschaft, dovu sinn ech iwwerzeegt. An de Fluchverkéier muss dekarboniséiert gi wéi de Rescht vun der Mobilitéit. An dat ass och machbar. D'Technike sinn alleguer do. Dofir, ech kann den Här Goergen berouegen: Do si mir déi Éischt, déi eis derfir asetzen.

Dat Zweet ass, den Här Spautz hat nach eng Fro gestallt zu de Capacitéiten. Mir sinn de Moment bei plus ou moins enger Woch a mir kënnen dat elo op véier bis fënnef Wochen eropschrauwen. Dat Wichtegst ass, datt mer net bei deem geréngste Problem ... Mir hate jo eng Kéier d'Pipeline, déi dann dräi, véier, fënnef Deeg emol net gaangen ass, well net zu Lëtzebuerg, mee am Ausland en technesche Problem war. An dann ass et ëmmer relativ séier enk ginn an da misst massiv mat Camionen ugeliwwert ginn. Dat wär zimmlech desastréis. An hei hu mer awer elo e Sputt vu véier bis fënnef Wochen. Dat gëtt eis ... Dat ass vill besser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8221. Den Text steet am Document parlementaire 8221[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8221 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Gilles Roth), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), MM. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7985 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;

3° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

4° la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

5° la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;

6° la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules ;

7° la loi du 11 février 2022 portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées

Mir kommen elo zum Projet de loi 7985, enger Ofännerung vun der Verkéiersreglementatioun op de Stroossen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, eng ronn 2.200 Avertissements taxés gouf et dëst Joer schonns fir Chauffeuren, déi wärend dem Autofueren um Handy waren. A ronn 4.000 esou Infraktioune ginn duerchschnëttlech all Joer constatéiert.

Virun enger Woch war an de Medien ze liesen, datt d'Strofe fir d'Benotze vum Handy um Steier dësen Hierscht géife souwuel bei de Punkte wéi bei der Geldstrof an d'Luucht goen. An domadder si mer dann och bei engem Punkt vum Projet de loi 7985, vun deem mer haut schwätzen, engem zimmlech voluminéise Projet, bei deem et prioritär ëm d'Upassungen am Code de la route geet respektiv méi generell ëm d'Verkéiersgesetzgeebung, well dëse Projet de loi nieft dem bekannte Code-de-la-route-Gesetz vun 1955 och nach sechs weider Gesetzer ofännert.

Als vereinfacht Kategorisatioun vun de villen deelweis minimen an deelweis gréisseren Ännerunge kann ee soen, datt de Projet de loi dräi ënnerschiddlech Serië vun Ännerunge virgesäit:

Engersäits sollen am Beräich Verkéierssécherheet an eeben och bei der Kontroll respektiv den Infraktioune follgend Punkte modifiéiert ginn: eng Adaptatioun vun der Lëscht vun den Infraktiounen, wou et ëm Punkteverloscht respektiv ëm d'Verléiere vum Fürerschäi geet; d'Erhéijung vun de Strofe bei bestëmmte Verkéiersinfraktiounen; d'Adaptatioun vun de legalen Dispositiounen, wat de Retrait vum Fürerschäin ugeet oder d'Confiscatioun vum Gefier am Fall vun enger Recidive; eng Upassung vun de Prozedure fir den Depistage vun Drogen a Medikamenter um Steier; d'Schafe vun enger neier Base légale vun zwou Kommissiounen, déi dem Minister en Avis kënne gi bezüglech dem Fürerschäin. Dat sinn d'„Commission spéciale des permis de conduire" an d'„Commission médicale", déi och hei bei der Attributioun vun de Parkingskaarte fir Mënsche mat Behënnerung eng Roll spillen.

Eng zweet Serie u Modifikatiounen ass virgesinn: d'Aféierung vun der Notion „titulaire du certificat d'immatriculation"; d'Befreiung vun de Spezialgefierer vun der Police grand-ducale vum reegelméissege Contrôle technique; d'Méiglechkeet vun der Immobilisatioun vun engem Gefier, wann dëst eng Modifikatioun vun engem weesentlechen technesche Baudeel, déi sech negativ op d'Ëmwelt auswierkt, opweist; d'Aféiere vun engem Datenaustausch tëscht de Versécherungsentreprisen an der SNCA hisiichtlech dem Ofschloss vun obligatoreschen Haftflichtversécherunge fir d'Gefierer.

An eng drëtt Serie u Modifikatiounen huet als But, bestëmmt textuell Imperfektiounen ze korrigéieren, op déi ech elo net weider wäert agoen.

Datt dëse Gesetzesprojet insgesamt siwe Gesetzer modifizéiert, läit haaptsächlech un der Aféierung vun der Notion vum Titulaire vum Certificat d'immatriculation, déi a sämtleche betraffene Gesetzer muss ugepasst ginn, woubäi et der eigentlech nach méi wären, mee eng Rëtsch vun dësen Upassunge wäerte separat am Kader vu méi breede sektorielle Reforme gemaach ginn, esou zum Beispill beim Taxisgesetz oder nach beim Transport vu gefäierleche Wueren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, vu d'Gesamtzuel vun den Ännerunge kann ech den Owend evidenterweis net op all eenzel Modifikatioun agoen a wäert mech deementspriechend op déi wichtegst beschränken a ganz speziell op de Volet vun der Verkéierssécherheet an de Changementer bei verschiddene Sanktiounen. Déi weider Detailer sinn awer natierlech, wéi gewinnt, a mengem schréftleche Rapport am Commentaire des articles an och am deposéierten Dossier vum Ministère nozeliesen.

En éischte Punkt betrëfft d'Digitaliséierung vu verschiddene Prozeduren, wéi zum Beispill bei der Immatrikulatiounsprozedur. Hei gëtt proposéiert, eng elektronesch Kommunikatioun tëscht der Administratioun vun der Douane an der SNCA en place ze setzen, fir den Dedouanement vu Gefierer ze beleeën, woumadder eng zousätzlech Demarche vum Proprietär entfält.

Et soll an dësem Kontext och en elektroneschen Informatiounsaustausch tëscht der SNCA an den Assurancen erméiglecht ginn, wat d'Virleien an d'Validitéit vun der obligatorescher Assurance vum Auto ugeet. D'Mise en place vun enger spezifescher Banque de données erlaabt der SNCA dann en direkten Zougang zu den aktuellsten Informatiounen iwwert d'Couverture vun enger Haftflichtversécherung. An de Gesetzesprojet gesäit och, esou wéi et a puncto Dateschutzreegelen noutwendeg ass, vir, wéi eng Persoun fir wéi eng Zwecker an iwwer wéi e Wee op dës Donéeën zougräifen dierf, a preziséiert och d'maximal Späicherdauer.

En nächsten, méi wichtege Punkt betrëfft d'Umeldung vun de Gefierer respektiv méi prezis de System vun de Plackennummeren. Momentan fonctionéiere bei de Plackennummeren zwee separat Systemer, déi an der Praxis munchmol zu Konfusioune féieren: engersäits d'Attributioun vun de fortlafenden Nummeren an anerersäits d'Reservatioun vu personaliséierten Nummeren. D'Propos ass, domadder opzehalen a ganz op eng personaliséiert Attributioun vun den Nummeren eriwwerzegoen.

Mat Bléck op d'Aféierung vun der neier Notioun vum Titulaire vum Certificat d'immatriculation heescht dat, datt d'Plackennummer an Zukunft d'office dësem Titulaire perséinlech attribuéiert gëtt an och no enger Mise hors circulation vum betreffende Gefier dësem Titulaire wärend engem ganze Joer reservéiert bleift, fir d'Gestioun fir all Säit ze vereinfachen. Dobäi kommen och nach weider kleng Mesüren, déi de Reservatiounssystem vun den Nummere soll rationaliséieren.

Här President, d'Haaptursaache vu schlëmmen Accidenter bei eis, mee och am Ausland waren a sinn an der Reegel den Alkohol oder d'Vitess oder béides kombinéiert. Allerdéngs huet sech an de leschte Joren eng weider Ursaach manifestéiert, an zwar d'Oflenkung: d'Oflenkung duerch den Handy oder soss e Bildschierm. D'Benotze vum Handy um Steier ass haut e reelle Problem fir d'Sécurité routière. A just als kleng Klammer a perséinlech Remark: Ech sinn iwwerzeegt, datt mer net just manner Accidenter, mee och manner Stau op de Stroossen hätten, wa mer alleguerten e bësse méi konzentréiert géife fueren.

Op jidde Fall gi mat dësem Projet de loi, esou wéi a menger Intro schonn erwäänt, d'Infraktiounen a Relatioun mam Benotze vum Handy oder engem anere Bildschierm verschäerft, esou wéi et och schonn an eisen Nopeschlänner de Fall ass. All Utilisatioun vun engem Handy oder Bildschierm gëtt an Zukunft mat véier Punkten amplaz vun zwee Punkten a mat 250 Euro amplaz vun 145 Euro bestrooft. A wat nei ass: dat och bei enger Rouder Luucht.

Erlaabt ass d'Utilisatioun vum Tableau de bord oder awer, wann den Handy oder den Navi zum Beispill an enger Fixatioun befestegt ass, déi dofir virgesinn ass. Konkreet viséiert de proposéierte Gesetzestext also elo all Situatioun, wou den Handy net en stationnement oder en parcage benotzt gëtt, wat op enger Kräizung oder bei enger Rouder Luucht also net de Fall ass. An et geet och net just ëm den Handy, mee ëm d'Oflenkung duerch de Gebrauch vun alle méigleche mobille Geräter mat engem Ecran.

Eng weider Modifikatioun am Beräich vun der Verkéierssécherheet gëtt et beim Retrait immédiat vum Fürerschäin. Momentan gëtt et d'Méiglechkeet vum Retrait immédiat vum Fürerschäi just bei enger Infraktioun duerch Alkohol oder Vitess. Mat dësem Projet schafe mer déi selwecht Méiglechkeet och beim Abus vu Medikamenter oder méi generell vun aneren toxesche Substanzen.

Här President, am Beräich vun Autofueren ënner Drogen- oder Medikamentenafloss kënnt et nach zu weideren Upassungen. Engersäits proposéiert de Projet, d'Depistageprozedur am Fall vun engem Geständnis vum Chauffeur vun esou Situatioune prozedural ze vereinfachen. An anerersäits gëtt am Fall vu Medikamentenafloss och eng Lacune behuewen, well déi aktuell Prozedur just eng medezinnesch Ënnersichung vun engem Dokter virgesäit. Hei gëtt elo proposéiert, als Éischt eng Blutt- an Urinprouf ze maachen, sou wéi et och beim Depistage vun Alkohol oder Droge gemaach gëtt. A just am Fall, wou esou eng Prouf net méiglech ass, muss déi concernéiert Persoun sech engem Examen médical ënnerzéien.

Fir an der nämmlechter Thematik ze bleiwen: Bis elo goufe „les signes manifestes de consommation", wann een also ënner engem sougenannte „Rausch" Auto gefuer ass, just op Alkohol an Droge reduzéiert, awer aner toxesch Substanzen, wéi zum Beispill munch Medikamenter oder och aner toxesch, aschléiferend oder psychotrope Substanzen, déi eng Gefor fir d'Circulatioun am Stroosseverkéier duerstellen, si bis elo net consideréiert ginn. De Projet de loi proposéiert also, d'Notioun vun de Signes manifestes ze erweideren op d'Consommatioun vun „toute autre substance à caractère toxique, soporifique ou psychotrope", duerch déi d'Capacitéite vum Chauffeur ageschränkt kënne ginn an esou geféierlech fir de Stroosseverkéier kéinte ginn.

Weider gesäit dëse Projet de loi vir, d'Sanktiounen ze aggravéiere bei Leit, déi kee gëltege Fürerschäin hunn an um Steier erwëscht ginn, an doriwwer eraus och nach eng Verschäerfung vun der Legislatioun am Fall vu gefälschte Fürerschäiner. Autofueren ouni valabele Fürerschäin ass eng Infraktioun, déi och zu Lëtzebuerg ëmmer méi constatéiert gëtt. Wann een also elo widderholl ouni gëltege Fürerschäi beim Autofueren erwëscht gëtt, esou wéi et och bei der Recidive vum Fueren ënner Alkoholafloss de Fall ass, gëtt den Auto confisquéiert. Dobäi kënnt, datt net just de Chauffeur sech strofbar mécht, mee och den Titulaire vum Certificat d'immatriculation, wann en d'Mise en circulation vu sengem Vehicule duerch eng Persoun ouni gëltege Fürerschäin toleréiert.

Da wollt ech nach op e leschte Punkt agoen. Dëse Projet de loi féiert des Weideren eng nei Infraktioun am Bezuch op d'Radaranlagen an. Rezent gouf et de Fall, dass eng Persoun säi Gefier volontairement virun e Radar gestallt huet. A bis dato gouf et fir dëst Comportement keng gesetzlech Sanctioun. Mat dësem Projet de loi gëtt och elo dëse Gest vu Fonctionnementsbehënnerung esouwéi d'Destruktioun oder den Endommagement vun esou Apparater sanktionéiert.

(Interruption)

Här President, komme mer zu den Avisen. Insgesamt gouf et bei dësem Projet de loi dräi Avise vum Staatsrot respektiv zwou Navettë mat am Ganze 24 Amendement-parlementairen. Op Basis vun dësen Avisen, mee och deenen aneren, speziell deem vun der CNPD, gouf zanter dem Depot intensiv un dësem Projet geschafft. De Remarken an Oppositions formelles vum Staatsrot, déi sech zum gréissten Deel a puncto Dateschutz mat de Remarke vun der CNPD gedeckt hunn, konnt op alle Punkte Rechnung gedroe ginn an dësen Text domadder op rechtlech a legistesch propper Bee gestallt ginn.

Weider Avise koume vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis och drop higewisen, datt dëse Projet de loi „volumineux" géif „des dispositions tellement éparses" virgesinn, datt se de Mobilitéitsminister froen, fir eng gréisser Informatiounscampagne zu dësen Ännerungen ze organiséieren. D'Chambre de Commerce hirersäits ass an hirem Avis méi spezifesch op d'Contrainte vun den Assurancefirmen agaangen an huet drop higewisen, datt de Projet de loi wéinst verschiddenen Dateschutzoplage mat Bléck op d'Kollekt an den Austausch vun Assurancen-informatiounen d'Standardaktivitéit vun den Assurancefirme kéint negativ beaflossen.

Här President, de Projet de loi 7985 gouf den 30. Mäerz 2022, viru bal 16 Méint, vum Minister Bausch deposéiert. De 16. Mäerz 2023 sinn ech als Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt ginn an de 17. Juli dëst Joer hu mer de Rapport eestëmmeg an der zoustänneger Kommissioun ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech géif bei dësem Rapport awer nach ganz gären dovu profitéieren, fir virun allem dem Dan Michels, eisem Fraktiounsmataarbechter, e grousse Merci auszeschwätze fir seng enorm Ënnerstëtzung déi lescht Joren, an ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Chantal Gary villmools Merci a ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Gary fir deen detailléierte Rapport. Dëse Gesetzesprojet dréit sech ëm eng Rei vun Ännerungen am Code de la route. A wann ee seet „eng Rei", da sinn et effektiv eng Hellewull Ännerungen, déi gemaach gi sinn. D'Madamm Gary ass schonn am Detail drop agaang.

Eng, déi natierlech ervirstécht, ass den Avertissement vum Handy, dee vun 145 op 250 Euro eropgesat gëtt an an Zukunft sinn et véier Punkten. Domadder ka jiddwereen eng Kéier ausrechnen, wat en elo nach vu Punktereserv hätt, wann en elo scho bei véier Punkte gewiescht wier.

An dann ass et och natierlech dat – d'Madamm Gary ass och drop agaangen – vum Drogenafloss. Beim Drogenafloss muss ech mer awer erlaben, eng kleng Remark ze maachen. Mir hunn hei d'lescht Woch e Projet gestëmmt ... oder net d'lescht Woch, mee virun e puer Wochen, do huet et geheescht, mir wieren elo ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

Mir net, mee d'Majoritéit heibannen. Do ass et ëm d'Entkriminaliséierung vum Cannabis gaangen. Dofir ass et dach awer elo op eemol e bësse komesch, wa mer dann hei eng aner Strof maachen. Ech wollt mer just erlaben, déi Remark ze maachen.

(Interruption)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dann däerft der och keen Alkohol drénken.

M. Marc Spautz (CSV) | Nee, nee, ech wëll just drop hiweisen, Madamm ...

M. Fernand Etgen, Président | Loosst Iech net stéieren, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Nee, mee d'Madamm Lorsché huet mech elo ënnerbrach, dofir ...

(Interruption)

Also, op alle Fall gesäit een, et muss een heiansdo och oppassen, wat een da mécht a wat ee schreift. Mir hu kee Problem dermat. Ech wëll awer just op déi komesch Paradoxen hiweisen.

Dann an enger zweeter Instanz ass et och drëm gaangen, ëm e Projet vum Aféiere vun der Notion „titulaire du certificat d'immatriculation". Dat ass natierlech eppes, wat mer och kënne matdroen. A mir begréissen och an deem anere Kader alleguerten déi Erliichterungen, déi do kommen.

Dat Eenzegt, wat eis och net gefall huet, d'Madamm Gary hat dat vergiess: Mir haten et eréischt am zweeten Ulaf fäerdegbruecht, alleguerten den Oppositionformellë vum Staatsrot kënne Rechnung ze droen, well no deem éischten Ulaf, dee gemaach gi war, mat all deenen Ännerungen, déi komm sinn, hat de Staatsrot awer nach eng Kéier Opposition-formellë gemaach. An et ass eréischt beim zweeten Avis do och derzou komm, dass et méiglech war, well et ass notamment do ëm d'Strofbestëmmunge gaangen, wou de Staatsrot d'Strofbestëmmungen a Fro gestallt hat, ob déi richteg wieren, esou wéi mer se formuléiert haten, dass duerno eréischt den Accord komm ass, fir de Projet kënnen ze stëmmen.

Déi ganz Remarke waren och déi, déi nach vun der CNPD komm sinn, an nodeem dat elo alles geklärt ass an och duerno justifiéiert ginn ass, kann ech dann

am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass mir den Accord zu dësem Projet ginn, a mir wëllen nach eng Kéier der Rapportrice Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da wier et un där honorabeler Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech hat zwar elo eng Ried virbereet, mee ech loossen da mäin Altruismus spillen, vu datt ech Iech all ganz gären hunn, a loossen dës Ried op der Säit a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An da wier et um honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, dat hei sinn eng Rei wichteg Mesüren, fir d'Verkéierssécherheet hei am Land ze erhéijen an d'Gesetzgeebung der Aktualitéit unzepassen. Ech ginn natierlech heizou den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen der Rapportrice Chantal Gary e grousse Merci fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Och zu spéider Stonn: Dir wësst, déi Kommissioun läit mir um Häerz. Dofir wollt ech awer do e puer Bemierkungen derzou maachen. Jo, déi Verbesserungen, do sinn der vill, déi mer kënne matdroen. Mir haten an der Kommissioun jo länger Gespréicher, och e bëssen hin an hier, wéi d'Texter ze interpretéiere sinn. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

Virun allem begréisse mer, dass d'Assurancë sech elo musse mat mellen, well et ass vill méi einfach bei enger Kontroll. Wie kennt et net? Dann huet ee vläicht déi falsch Assurance derbäi oder déi ofgelafen an déi aner läit nach doheem. Fréier war et e gréngen Ziedel, elo ass et e gielen Ziedel.

Une voix | E wäissen.

M. Marc Goergen (Piraten) | E wäissen Ziedel.

Mir stellen eis dat eigentlech esou vir, dass een an Zukunft einfach per App alleguerte seng Dokumenter digital – déi vum Staat, Assurance, Steieren an alles – an enger App huet an dass de Polizist dat dann einfach iwwer e QR-Code kéint verifizéieren. Als kleng Suggestioun fir déi nächst Regierung.

Bei de Placke si mer frou, dass et weiderhi méiglech ass. Ech sinn och ee vun deenen, deen eng personaliséiert Plack huet. Ech si frou, dass dat weiderhi bestoe bleift an dass een déi och kann – leider nëmmen op ee Joer; do wäre mir gäre méi héich gaangen – do weider reservéieren.

Ech hunn awer zwee Punkten, firwat ech eropkomm sinn. Den éischte Punkt ass natierlech zu de Radaren. Mir ënnerstëtzen, dass déi do sinn. Dat suergt fir Verkéierssécherheet. Mir kënnen awer net all eenzelne Punkt ënnerstëtzen, deen Der heiansdo esou eraussicht. Ech mengen, ganz rezent, deen zu Hollerech ass ee vun Äre Bestseller ginn. An ob deen do ëmmer berechtegt ass, ass eng aner Fro, wann ee grad herno d'Schëld gesäit, wann ee scho bei der rouder Luucht steet, fir op 70 erop. Mir ënnerstëtzen d'Strategie vun de Radare fir méi Verkéierssécherheet. Dat heescht awer net, dass een iwwerall ee muss setzen an dass se am Moment alleguerte gutt gelonge sinn.

Zu deem méi groussen Theema, dat mer am Text fonnt hunn: Also, mir wäerten den Text matstëmmen. Ech deelen och komplett, dass mer bei den Handyen, Smartphones, eppes musse maachen. Ech gesinn eenzel Leit, déi fuere souguer mam Tablet duerch d'Géigend. Mir mussen eppes maachen, well dat fir d'Verkéierssécherheet ganz schlecht ass.

Mee firwat sinn ech eropkomm? Ma, fir drop opmierksam ze maachen, dass Ären Text vläicht net ganz gutt gewielt ass, wéi Der et erausgesicht hutt. Well do stelle sech awer herno Froen. Am a) sot Der jo emol fir d'éischt: „un appareil électronique mobile doté d'un écran". Ech weess jo net, wien alles vun Iech elo eng digital Auer huet oder net. Ech sinn zum Beispill een, deen huet esou eng. Laut deem neien Text dierft een déi Auer net méi benotzen am Auto an et dierft een net kucken, wivill Auer et ass, well dat ass en „appareil électronique mobile doté d'un écran".

(Interruption)

Dat hutt Der esou am Text festgehalen. Ech hat et an der Kommissioun jo e puermol erwäänt fir déi, wou ...

(Interruption)

Jo, Dir kritt do e Message. Richteg, Dir kritt Messagen drop. Verschiddenen ass et jo och ze donkel an Dir tippt eng Kéier drop, fir dass se méi hell gëtt, dass Der dann d'Auer gesitt. Dat wäre véier Punkten.

(Interruption)

Véier Punkte radikal fort!

(Interruption)

M. Dan Kersch (LSAP) | Da rufft Der mir un. Ech soen Iech, wivill Auer et ass.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee dat ass deen anere Punkt, Här Kersch! D'Fro, déi sech jo hei stellt, ass déi mam Uruffen. Ech si vollkomme mat Iech averstanen, dass mer dat sollten e Maximum op de Kit mains libres maachen. An hautzudaags hutt Der jo an den Autoen den Android bezéiungsweis den Apple CarPlay, wou Der dat alles ganz genau gespigelt kritt. An Dir kritt och do Är SMSen a WhatsAppen an dat gëtt da virgelies. Dat ass fir eis jo ok.

Dir hutt awer drageschriwwen, et misst een dat herno mat enger besonnescher Virriichtung festmaachen. An dat ass eeben och dat, wat ech an der Kommissioun opgeworf hunn: Wéi soll de Polizist herno um Terrain kontrolléieren, ob déi Fixatioun dann elo esou ass, wéi se hei am Text steet? Dat wäert nämlech ee vun de kruziale Problemer herno sinn: d'Kontroll.

An dann erlaabt Der nämlech op deem selwechten Apparat zum Beispill d'Navigatioun. Ech stelle mer dat awer elo schwiereg vir, well bei deene meeschte Kontrolle vum Handy, déi ee gesäit, do muss de Polizist mat enger Spektiv do stoen a kucken: „Wat mécht en?" Jo, wann deen awer elo gesot huet: „Ech wëll eng aner Destinatioun", dat ass explizitt hei erlaabt, well Dir schreift, d'Navigatioun, also d'„aide à la conduite ou à la navigation d'un tel appareil", dat ass erlaabt.

Mee wéi soll de Polizist da vu bausse gesinn, ob Dir elo en Zil agitt op deem Handy? Wuelverstanen, mir sinn nach ëmmer bei deem Handy an där Fixatioun, déi hoffentlech esou ass, wéi de Polizist sech dat virstellt. Well stellt Iech vir, Dir hutt eng magnéitesch gewielt. Dir kennt dat alleguerten an deene Loftdüsen, magnéitesch. Fir mech ass dat keng Fixatioun. Bei engem Accident flitt deen direkt duerch d'Géigend. A laut Gesetz wär dat awer deementspriechend erlaabt.

An et ass eeben einfach hei déi Remark, déi ech wollt maachen, datt Der hei eng Inkohärenz an Ärem Text hutt – wou mir de Wëlle mat ënnerstëtzen, mee mir stellen eis dat heiten awer herno immens schwiereg vir, grad well de Polizist net ... Dir schreift: „un support spécialement conçu". Puh, do ass natierlech herno ganz vill Interpretatiounsspillraum. An dofir si mir jo och der Meenung, dass déi Radaren eigentlech sollte kommen, wou ee vun der Bréck kann erofkucken, ob en Handy do benotzt gëtt. Do si mir direkt derfir. Mee wa se dee géifen hei erauszéien an dee seet herno: „Ech hunn d'Navigatioun gedréckt", oder: „Ech hunn iergendeng Aide à la conduite benotzt", dann huet dee kee Protokoll zegutt! Ech weess net, wéi de Polizist dat herno um Terrain soll feststellen, wann Dir am Stau stitt an Dir dat esou maacht.

Et ass nämlech déi Fro, wéi den Terrain et herno mécht. Mir sinn averstane mat Ärer Analys, mee ech mengen, hei wäert awer deen nächste Minister nach e bëssen nobesseren. An Dir wësst, Dir krut elo schonn heiansdo Plainten, well d'Leit mengen, d'Radare géife falsch blëtzen. Da wëll ech net wëssen, wéi et hei herno ass.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President, ech wëll vläicht mat deem leschte Punkt ufänken, fir dem Här Goergen ze soen, datt och haut d'Polizisten et natierlech net einfach hu fir ze kontrolléieren, well den Handy ze notzen am Auto ouni Fräispriechanlag ass och haut verbueden. Onofhängeg dovun, ob Der eppes kuckt oder net kuckt, Dir dierft en net notzen. Dir dierft just iwwert d'Fräispriechanlag fueren. Or, Dir wësst jo, dass dat awer net esou einfach ass, och fir dat haut ze kontrolléieren, well jiddweree seet dann: „O nee, ech hunn net gekuckt." Dat heescht, déi Diskussiounen do, déi hutt Der och haut – éischtens.

(Interruption)

Dat Zweet ass: An den digitalen Techniken – dat misst den Här Goergen jo awer wëssen –, do wäerten nach kolossal Ännerunge kommen. Dir hutt haut op Ären Tableau-de-borden – dat ass jo scho bal wéi e Kino, wat Der haut hutt an Ären neien Autoen – alles digital. Dir kënnt all Méigleches kucken dorobber. Do sinn natierlech verschidde Fonctionalitéiten, déi scho gespaart sinn. Anerer sinn nach net gespaart.

Dat wäerten nach Risendiskussioune ginn, och bei der Reglementatioun europäesch, wat d'office muss blockéiert si wärend der Faart a wat net. Dat heescht, do ginn ech Iech elo schonn d'Garantie, datt an deem dote Punkt vun den digitalen Techniken an den Autoen souwisou nach méi wéi eng Ännerung am Code de la route an der nächster Zukunft wäert kommen an datt et natierlech net ëmmer einfach ass, fir dat ze reegelen.

Mat der Auer wëll ech Iech awer soen: Et gëtt awer en Ënnerscheed, ob Der ... D'Auerzäit, déi kënnt Der haut och op Ärem Auto vir kucken. Do braucht Der emol guer net op Är Auer ze kucken. Mee et ass jo awer e reelle Problem: Wann Dir op dem Handy schonn en Text liest, ass dat jo schonn net einfach. Iwwert dem Fueren ass dat schonn eng Katastroph. Mee dat op der Auer ze liesen ... Also, ouni Brëll, soen ech Iech, da misst ech do schonn – ech weess net – esou do fueren, fir dat ze maachen.

(M. François Bausch lève son bras droit au-dessus de sa tête et regarde sa montre.)

(Hilarité)

Also, dat ass jo awer abenteuerlech! An datt dat awer mat hei drakënnt, schéngt mir awer zimmlech logesch ze sinn, dass een net … Op der Auer misst een nach dréien um Riedchen, fir datt den Text weidergeet. Stellt Iech emol esou eppes vir! Dat ass ass jo awer … Also, esou eppes, datt dat …

(Interruption)

… verbuede gëtt, schéngt mir awer logesch ze sinn.

A fir op d'Auer ze kucken: Ech mengen net, datt e Polizist ee protokolléiert, dee grad op d'Auer gekuckt huet. Ech ka mer dat net richteg virstellen. Op alle Fall ass mir bis elo keen esou e Fall bekannt an et wäert och keen esou ginn.

Da wollt ech eppes soen zu där Fro vun de Radaren zu Hollerech, déi jo fir vill Diskussioune gesuergt hunn. Déi Radaren zu Hollerech si gesat ginn op Basis vun der Demande vum fréieren Direkter vum Kolléisch a vun anere Lycéeën, déi do sinn, déi gesot hunn: „Et ass extreem problematesch, do méi séier wéi 50 ze fueren." An dofir ass laanscht déi ganz Säit, wou d'Schoul ass, 50. Bon, an duerno geet et op 70 erop. Dat ass och gekennzeechent. Et wäerten och elo nach e puer Schëlder bäigesat ginn, fir datt jiddwereen et besser gesäit. Mee dat ännert awer näischt drun: …

(Interruption)

… 50 ass 50, a 70 ass 70!

An ech ka mech ëmmer nëmme wonneren, wann ech d'Programmer liesen. Dat ass jo net meng Meenung, bekannterweis. Et gëtt Der, déi si jo der Meenung an hire Walprogrammer, datt ee generell an de Stied an an den Uertschaften 30 zur Reegel soll maachen a 50 nach just zur Ausnam. Dat ass net meng Meenung. Dat heescht, wa mer dat zum Beispill géife maachen, da wär do 30. A wa mer 30 maachen, da kënne mer net soen, mir maachen eng Toleranzschwell vun ech weess net wivill Prozent. Well 30, wann Der do 10 % Toleranzschwell maacht, dat ass dat, wat Der haut hutt: Dat ass dann 33, well 3 Kilometer hutt Der haut schonn Toleranzschwell.

(Interruption)

Dir gitt mer awer Recht: Wa mer op 30 géifen iergendwou erofgoen a mir géifen dann d'Toleranzschwell op eemol bei 15 oder bei 20 % leeën, jo, dann hätt et kee Wäert méi! Duerfir, mir mussen awer och heiansdo konsequent si bei deem, wat mer fuerderen.

Mee ech kann Iech awer berouegen: Zu Hollerech wäerte mir nach e bësse méi Schëlder opstellen. Da kucke mer, ob dat dann duerno besser gëtt. Mee op alle Fall, wéi gesot: Dat ass net vun ongefëier do gemaach ginn. Do ass eng gefëierlech Plaz. Do waren och scho schwéier Accidenter. An et ass haaptsächlech wéinst de Schoule gemaach ginn, well do sinn immens vill Schüler, déi do mat de Bussen ukommen op där anerer Säit an déi do iwwert d'Strooss lafen. Mir hunn och extra Foussgängerstréifen nach do gemaach, schonn zousätzlech Iwwergäng a Passagen. An do wäerten net manner Schüler an Zukunft kommen. Duerfir mengen ech schonn, datt dat wichteg ass.

An dann dee leschte Saz ass zu den Drogen. Drogen hannert dem Steier, et deet mer leed, dat ass tabu! Mee dat wëllt awer net heeschen, datt Drogen an der Gesellschaft … Här Spautz, Dir hutt elo de Cannabis ugeschwat. Jo, Dir dierft och méi wéi ee Patt Wäin drénken am Bistro. Mee Dir dierft awer net mam Auto fueren, wann Der méi wéi – ech weess net, loosse mer soen – annerhallwe Patt Wäi gedronk hutt.

(Interruption et hilarité)

Dat ass en Ënnerscheed. Ech weess net …

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Bei him ass den Taux méi héich wéi bei mir, Här Bausch.

(Hilarité)

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech kennen dem Här Spautz seng Konstitutioun och net esou gutt, wéi vill e verdréit, wéini hien op 0,5 ‰ ass. Mee just fir ze soen: Do gëtt et jo awer eng Differenz. Mee ech fannen et awer wichteg, datt mer hannert dem Steier bei enger Null-Droge-Politick bleiwen. Ech mengen, dat schéngt mer scho sënnvoll ze sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7985. Den Text steet am Document parlementaire 7985[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7985 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Frank Colabianchi), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8112 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 8112 iwwert de Contrôle technique. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet de loi mat der Nummer 8112 mat just engem Artikel – allerdéngs engem vun zwou an enger hallwer Säit – proposéiert d'Ännerung vum modifiéierte Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Reglementatioun vun der Circulatioun op alle Voiepubliquë respektiv um Code-de-la-routes-Gesetz.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Méi prezis geet et drëms, am éischte Paragraf vum Artikel 4bis, dee sech op de Contrôle technique vun de Gefierer bezitt, nom drëtten Alinea zéng nei Textabschnitter derbäizesetzen. Dës Modifikatiounen erfëllen en duebelen Objektiv, an zwar geet et engersäits drëm, d'Obligatioun anzeféieren, fir wärend dem Contrôle technique en Dispositif ze benotzen, deen et erlaabt, eng Verbindung zur elektronescher Schnëttstell vum Gefier hierzestellen an Donnéeën auszeliesen, déi et erlaben, eng Serie vu Feelerursaache kënnen ze detektéieren, woubäi d'Detailer vun dëser Prozedur per Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. An anerersäits ass den zweeten Objectif vum Projet de loi, déi néideg Bestëmmunge virzegesi fir d'Erhiewen an d'Gestioun vun Daten iwwert d'CO_2-Emissiounen an den Energieverbrauch ënner reellen Notzungskonditioune vu bestëmmte Gefierer.

Här President, dëse Projet de loi garantéiert iwwert dës Modifikatiounen dann och gläichzäiteg d'Ëmsetzung vun EU-Dispositiounen aus enger Direktiv an d'Upassung vun eiser nationaler Gesetzgeebung un direkt gülteg EU-Dispositioune vu verschiddenen EU-Reglementer.

Fir d'éischt geet et deemno ëm d'punktuell Transpositioun vun der Direktiv 2014/45 vum Europaparlament a vum Conseil vum 3. Abrëll 2014 iwwert de reegelméissege Contrôle technique vu motoriséierte Gefierer an hire Remorken. Hei geet et also drëms, iwwert déi erwäänte Schnëttstell an e sougenannten „outil d'analyse OBD" – „on-board diagnostics" – eng Rëtsch Sécherheets- an Ëmweltschutzkomponente vu Gefierer wärend dem Contrôle technique ze préiwen. An deem Kontext definéiert de Projet de loi eebefalls d'Conditions d'équipement an d'Conditions d'utilisation vun dësem Prüfsystem, déi Organismes de contrôle technique respektéiere mussen.

Zweetens geet et ëm d'Ëmsetzung vum Reglement 2019/621 vum Europaparlament a vum Conseil vum 17. Abrëll 2019 iwwert d'CO_2-Emissiounsnorme fir nei Gefierer a „véhicules utilitaires légers neufs". Mat Bléck op d'Iwwerpréiwung vun de verschiddene Gefiersystemer, fir en effikasst elektronescht Ausliese vun den Donnéeë vu Gefierer ze garantéieren, huet d'EU-Kommissioun mam Règlement d'exécution 2019/621 d'Produzente vun de Gefierer obligéiert, de Contrôle-technique-Organismen oder den zoustännegen Autoritéiten op Grondlag vun der Identifikatiounsnummer vum Gefier eng Rëtsch Mindestinformatiounen zur Verfügung ze stellen, déi fir d'Duerchféiere vun der technescher Kontroll noutwenneg sinn. Dës Bereetstellung vun den Informatiounen duerch d'Hiersteller muss entweeder gratis oder géint eng ugemiesse Gebür gemaach ginn.

Fir d'Gefor vun enger finanzieller Ongläichheet op Basis vun dëse Gebüren tëscht de Contrôle-technique-Organismen ze vermeiden, gesäit dëse Projet de loi dofir vir, datt fir Lëtzebuerg een externe Prestataire – an zwar just een eenzegen – soll beoptraagt ginn. Dee soll all déi noutwenneg Informatioune vun den Hiersteller sammelen a se gebündelt un d'Contrôle-technique-Organisme weiderginn, inklusiv engem passenden

OBD-Analystool, fir déi vun hinnen ausgeliesen Donnéeën net just propper kënnen auszeliesen, mee se och richteg kënnen ze interpretéieren.

Drëttens garantéiert dëse Projet de loi och d'Upassung vum nationale Recht un de Règlement d'exécution 2021/392 vun der EU-Kommissioun iwwert d'Iwwerwaachung an d'Kommunikatioun vun Daten iwwert d'CO_2-Emissioune vun de Voitures particulières an de Voitures utilitaires légers, an dat och a Konformitéit mam EU-Reglement 2019/631 vum Europäesche Parlament a vum Conseil. Dës Date sollen un d'Europäesch Kommissioun iwwermëttelt ginn, fir d'Anhale vun den europäesche Virschrëften an d'Automobillhiersteller ze iwwerwaachen.

De Projet gesäit nieft dëser Kollekt vun Donnéeë fir d'EU-Kommissioun des Weideren och d'Méiglechkeet fir de Staat vir, déi erhuewen Donnéeën ënner anonymiséierter Form fir Fuerschungs- a Statistikszwecker kënnen ze notzen. Heibäi sief awer nach erwäänt, datt d'EU-Legislatioun fir d'Datenerfaassung iwwert de Contrôle technique och e Widdersprochsrecht virgesäit. Fir Lëtzebuerg ass preziséiert, datt et mat dësem Projet deemno och de Proprietär vun engem Gefier ass, deen dës Datenerfaassung explizitt refuséiere kann.

Här President, divers Avise sinn zu dësem Projet de loi erakomm: vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Métiers, zwee Avise vun der CNPD an och zwee Avise vum Staatsrot. An hirem éischten Avis huet d'CNPD op eng Rëtsch Mängel higewisen, déi awer opgrond vun dëse Remarken an och vun deem vum Staatsrot konnte wäitestgeeënd behuewe ginn, esou datt den Article unique vun dësem Projet de loi am Laf vun der Prozedur och vun urspréinglech siwen op elo zéng Alineas ugewuess ass. An och deene véier Oppositions fomelles am Avis vum Staatsrot vum 25. Abrëll 2023 konnte per Amendement an op engem Punkt duerch zousätzlech Preziséiounen an engem Echange mat der EU-Kommissioun Rechnung gedroe ginn. De Rapport ass de 17. Juli dëst Joer eestëmmeg an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn.

Ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech géif natierlech och dervu profitéieren, fir de Kommissiounsmemberen e grousse Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht auszedrécken an e grousse Merci un d'Tania Sonnetti. An da sinn ech immens houfreg, d'Éier ze hunn, déi Persoun ze sinn, déi dem François Bausch, Vizepremier, Defenseminister, Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten, vun dëser Plaz Merci soe kann. Merci fir deng Experienz. Merci fir deng Erfarung an däin Engagement. Merci fir deng Wäitsiicht an deng Visiounen. A merci fir däi Courage, Courage fir d'Veränneerung! Merci, Fränz, fir däin onermiddlechen Asaz!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | An ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, wa mer fir all Merci den Owend fënnef Euro am Spuerschwäin hätten, da wäre mer gutt drun.

Une voix | Da kéinte mer een huele goen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot och der Rapportrice.

An ech géif dann d'Wuert weiderginn un deen éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV), en remplacement de M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President, och merci der Madamm Gary fir de Rapport. Si huet et schonn ënnerstrach: Hei geet et ënner anerem ëm Änneerunge vum Code de la route vum 14. Februar 1955, wou et och ëm de Contrôle technique geet, wat ee vun de prioritäre Punkten ass. An dat vum CO_2 huet se schonn eng Kéier ënnerstrach. Mee et ass net nëmmen den CO_2 an eisem nationale Kader, mee och, fir déi dräi Direktive vun 2014, 2021 an 2019 kënnen ëmzesetzen, wat och eng ganz gutt Saach ass a wat mer och ausdrécklech begréissen.

Och den neien Zougang zum Liese vun den technneschen Donnéeën ass eng gutt Saach. Et vereinfacht och d'Kontroll vun de Gefierer. Dass een elo kann den On-Board-Diagnostic ausliesen an direkt kucken, ob alles am Auto an der Rei ass oder och net, och dat erliichtert et. An et gesäit een och, ob bei de Motoren alles esou ass, wéi et muss sinn. Et ass e Besoin do, fir dat ze maachen. Et ass och gutt, dass mer elo esou eng national Méiglechkeet hunn, fir dodrop hinzegoen. Et ass jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee et ass en europäesche Kader.

An dofir kann ech am Numm vum Serge Wilmes soen, dass d'CSV-Fraktioun hir Zoustëmmung zu dësem Projet gëtt. Villmools merci.

Une voix | Här President, et geet weider!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ech hu mer elo just iwwerluecht, ob ech sollt Merci soen oder net. Merci, Här Spautz. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci, Här President. Meng Virriedner hunn u sech alles gesot, soudass ech der Rapportrice Merci wollt soe fir de komplette Rapport. An ech wollt mech derfir entschëllegen, dass ech virdrun net explizitt Merci gesot hat, a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An dann den Här Carlo Weber.

Plusieurs voix | O!

M. Carlo Weber (LSAP) | Här President, keng Angscht, et dauert net laang, keng Angscht, keng Angscht! Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, villmools merci der Rapportrice, dem Chantal Gary, fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Dofir kann ech mech kuerzfaassen. Et geet hei drëms, datt wärend dem Contrôle technique och den elektronesche System vum Auto kontrolléiert gëtt, fir datt och déi gewësse Mindestfuerderunge respektéiert ginn. Mat deem sougenannten „on-board diagnostics", kuerz OBD, sollen d'Donnéeën am elektronesche System vum Auto analyséiert ginn.

Domadder ka gekuckt ginn, ob d'Sécherheetskomponenten am Auto esou funktionéieren, wéi se sollen. Dat wiere beispillsweis den ABS, den EPS-System, d'Airbaggen an d'Kontrollluuchten. Dës zousätzlech Kontroll speziell an de Sécherheetssystemer ass absolutt ze begréissen, wohl wissend, datt an der Vergaangenheet oft dës Warnungen iwwert de Computerprogramm kuerzfristeg ausgeschalt goufen. Oder bei méi eelere Modelle gouf einfach d'Ampoule vun der Kontroll ausgebaut. An deen, deen hei beim Mikro steet, krut dat och heiansdo fäerdeg, dat muss ech den Owend hei zouginn.

Dës Kontroll duerch den OBD-System bedeit natierlech och fir e Keefer zum Beispill elo vun engem Occasiounsauto eng zousätzlech Sécherheet an och natierlech, wat d'Informatiounen zum Kilometerstand betréfft. Dernieft gesäit de Projet Bestëmmunge vir, fir Donnéeën iwwert den CO_2-Verbrauch vun den Autoen an iwwer hire Sprittverbrauch ze sammelen. De Proprietär kann awer och refuséieren, datt CO_2-Donnéeë gesammelt ginn. Och dëst Gesetz dréit zur Verkéierssécherheet bäi an et passt sech der moderner Technik an eise Kontrollstatiounen un.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An ech ginn heizou natierlech den Accord vu menger LSAP-Fraktioun a soe jiddwerengem villmools Merci, deen un dësem Projet matgeschafft huet, an awer och villmools Merci un d'ganz Ekipp aus eiser Kommissioun. Merci un all eis Memberen. Merci dann och un den Här Minister. E spezielle Merci geet dann och un eis Presidentin. Der Madamm Chantal Gary, déi eis Versammlungen dann natierlech ganz korrekt a ganz kollegial gefouert huet, muss ech nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci soen. Eisen Dauertheema, dat war den Tunnel Schieburg. Do gëtt et jo dann och elo e Liichtbléck. Ab e Méindeg geet den Tunnel erëm op. Dorop freeë mer eis dann am Éislek.

Une voix | A!

M. Carlo Weber (LSAP) | Deemno hate mer alles am Gréff och an där Kommissioun. Villmools merci.

(Interruption)

Awer nach e Merci: Meng Legislaturperiod war ganz kuerz hei, 18 Méint. Villmools merci fir dat Ophuelen hei vun alle Parteien. Villmools merci och un d'Personal hei riets hannendrun, dem Laurent mat senger ganzer Ekipp, an awer och merci hei de Kolleegen aus menger LSAP-Fraktioun an eisem Generalsekretär. An deem Sënn: All Guddes fir déi nächst Zäit!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | Sou, an elo ginn ech en Euro an d'Spuerschwäin!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | A merci dem Här Carlo Weber. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary, och merci fir d'Kommissiounsaarbecht. Mir hu just vun do un, wéi Dir Presidentin gi sidd, bis elo eppes vergiess gehat, an dat war, mam Carlo Back de Flughafe kucken ze goen, wéi mer em deemools gesot hunn. Vläicht kënne mer dat déi nächst Legislaturperiod nohuelen, dass mer d'Projeten nach eng Kéier kucke ginn, wéi mer dat dem Carlo Back deemools versprach haten.

Bei deem heite Projet hat ech am Ufank Bauchwéi, well eeben Daten ausgelies ginn aus den Autoen. Do hat ech Récksprooch mat de Beamten. Do hunn déi mer gesot, déi wären awer anonym. Domadder kënne mir als Piraten liewen, well et weess een, dass d'Autosfirmen net ëmmer ganz éierlech si bei hirem CO_2-Verbrauch, wat se uginn, wann een en Auto keeft. An dofir ass et gutt, dass mer elo eng Kontroll kréien, wéi et wierklech um Terrain ass. Duerfir kënne mer dëse Projet och matdroen, soulaang déi Daten anonym bleiwen – dat ass mat eise wichtegste Punkt bei esou eppes – an och, wann déi Daten ausgelies ginn aus dem Auto, dass do déi Daten, déi erfaasst ginn, op kee Fall zréckzeféiere sinn, wou iergendee gefuer ass oder wat en iergendeng Kéier mat sengem Auto gemaach huet.

Och dem Minister e grousse Merci, well ech mengen, dat ass dee Minister, mat deem ech am meeschten ze dinn hat, sief et Defense, am Ufank d'Police, elo Mobilitéit. Et ass dee Minister, mat deem ech déi meeschte Stonne verbruecht hunn. Et ass och deen, mat deem ech bestëmmt am meeschten Diskussiounen hat, och heiansdo kontrovers. Iech e grousse Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech wollt fir d'éischt emol der Madamm Gary Merci soe fir hire Rapport an dann natierlech och hir Merci soe fir déi léif Wierder, déi se u mech adresséiert huet. Dat deet natierlech och emol gutt, wann een heiansdo gelueft gëtt. Dat kënnt de Ministeren net ëmmer esou vir.

Ech wollt awer och alle Kolleegen hei an der Chamber Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer déi lescht Joren haten. Mir hu vill Projeten hei duerch d'Chamber bruecht am Beräich Mobilitéit an Travaux publics. Dat ass en décke Pensum, duerfir e grousse Merci fir all déi Zesummenaarbecht! An natierlech och dofir, déi lescht Woch elo, wou vill Deputéiert vill Stress haten, wou et net esou einfach war, ëmmer déi Projeten hei alleguerten esou duerchzekréien. Duerfir e grousse Merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här François Bausch. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, u sech net Parole après ministre, Här President, éischter eppes zum Behuelen hei an der Chamber. Mir haten ... an ech weess, datt den Här Goergen an ech déi éischt waren, déi heibannen eng Kéier der op den Deckel kruten, well mer eis getraut haten, eng Foto ze maache vun engem eidele Stull.

(Interruption)

Ech gesinn déi lescht Deeg, Wochen ëmmer méi Deputéiert, déi wärend Debaten opstinn, Fotoe maache ginn, deelweis sech erausleeën, fir Fotoen ze maachen. Mir hunn de Leit op der Tribün gesot, datt se keng Fotoen däerfe maachen. Ech géif einfach nëmmen un eis alleguerten appelléieren – et ass elo nach eng déck annerhallef Stonn Chamber –, datt mer eis e bëssen un den Dekorum awer hei vum héijen Haus géifen halen!

(Brouhaha)

Une voix | Dat doten ass penibel!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat och packen.

La même voix | Et ass einfach nëmme penibel!

M. Fernand Etgen, Président | D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung ...

La même voix | Dir maacht der selwer ...

M. Sven Clement (Piraten) | Virun allem fir Leit, déi ëmmer hei op den Internet ...

M. Fernand Etgen, Président | ... iwwert de Projet de loi 8112. Den Text steet am Document parlementaire 8112[9].

Ech wëll Iech drop hiweisen, datt am zéngten Alinea vum Article unique nach en Trackchange huet missen ewechgeholl ginn. Do war beim Wuert „doté" en „e", deen nach duerchgestrach war. Ech wollt Iech och nach drop opmierksam maachen, datt sech eng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlach huet. Am zéngten Alinea vum Article unique huet d'Wuert „les" virun „numéros d'identification" gefeelt. De Staatsrot ass iwwert dës Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den Text ouni dësen Trackchange a mat dëser Ännerung of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8112 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8142 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Als leschte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtteg steet als Nächst de Projet de loi 8142, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Naturschutz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Häre, Madamm Ministesch, gradewéi eng Partie aner Projeten, déi mer dës Woch ofgeschloss hunn, ass och d'Theema vun dësem leschte Projet fir haut eent, wat ons déi lescht Jore beschäftegt huet. Ech sinn dofir frou, Iech de Gesetzesprojet 8142 elo presentéieren ze kënnen.

Mat dësem Text ännere mer d'Naturschutzgesetz vun 2018, an dat aus dräi Grënn: Éischtens, fir d'Texter no de Jurisprudenze vun der Cour administrative zu de Bauten an der Gréngzon unzepassen; zweetens, fir d'Renovéieren an d'Upasse vun de Bauten an der Gréngzon no den aktuelle Standarde méi einfach ze maachen; an drëttens, fir d'Simplification administrative weiderzedreiwen – dat Ganzt natierlech, ouni den Naturschutz zu Lëtzebuerg ze schwächen. D'Änerungen, déi mer haut maachen, sinn also am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger, déi an der Gréngzon schaffen oder wunnen, mee och am Sënn vum Klima an der Natur.

(Brouhaha)

Entschëllegt, kënnt der e bësse méi lues sinn?

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wann do net méi haart géif geschwat gi wéi do!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Mir entschëllegen eis!

M. Fernand Etgen, Président | Dat sinn nëmmen dräi Meter vuneneen, mee dat stéiert awer immens.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir entschëllegen eis beim honorabelen Här Benoy.

Une voix | Här Clement, Respekt virun de Kolleegen!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ass de Message ukomm? Ok, da sinn ech zefridden. An dann däerf den Här Benoy weiderfueren.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President.

Dir Dammen an Häre, fir den Urteeler vum héchste Verwaltungsgeriicht vum Summer zejoert Rechnung ze droen, féiere mer mat dësem Gesetz déi nei Notioun vu „constructions assimilées" an, déi der aler Notioun vun de „constructions légalement existantes" bäigefüügt gëtt.

Pour rappel: D'Constructions légalement existantes sinn d'Constructiounen, déi an der Gréngzon gebaut goufen an déi vum Minister autoriséiert goufe respektiv déi gebaut goufen, ier eng Autorisatioun néideg war. D'Constructions assimilées, déi mer mat dësem Projet aféieren, si Constructiounen, déi betruecht ginn, wéi wa se „légalement existantes" wären. Et handelt sech heibäi ëm Constructiounen an der Gréngzon, déi gebaut gi sinn, ouni dass eng Autorisatioun vum Minister dofir virläit, mee fir déi den Délai de prescription, wéi en am Code de procédure pénale virgesinn ass, ofgelaf ass. Dat heescht, den Delai vu fënnef Joer ass ofgelaf, an deem de Riichter oder d'Riichterin kann ordonéieren, dass d'onautoriséiert Constructioun sollt ofgerappt ginn.

Mat dëser Ännerung behiewe mir e Blocage fir eng Partie Leit, zum Beispill Leit, déi net déi néideg Autorisatioune virweise konnten, notamment well se se net gehalen haten an esou zwar an hirem Gebai hunn däerfe wunnen, awer keng Aarbechten dra konnte maachen. Si kënnen elo hiert Gebai a Stand setzen, a Stand halen, esou wéi et fir legal existéierend Gebaier de Fall ass, wann innerhalb vu fënnef Joer nom Achèvement vun der Constructioun keng Poursuite gemaach gouf. Et handelt sech ëm eng kloer a praktikabel Bestëmmung. Dëst hunn och d'Agente vun der Natur- an der Bëschverwaltung, déi vill um Terrain ënnerwee sinn, ons confirméiert.

Här President, Dir Dammen an Häre, och fir den Ëmbau, d'energeetesch Sanéierung, d'Sécherung an d'Reconstructioun vu Bauten an der Gréngzon mécht dëse Gesetzesprojet eng Partie Ännerungen. D'thermesch Sanéierung ass elo fir all Construction légalement existante oder assimilée méiglech. Et wäert och an Zukunft méiglech sinn, fir d'Dallen oder d'Diecher ze héijen, fir sech un déi aktuell gängeg urbanistesch Standarden unzepassen. Ech wëll hei bemierken, dass ee ka besteeënd Stäck unhiewen. Et kann een awer keng zousätzlech Stäck bauen, déi et virdrun net gouf. Och Securisatiounsbaute respektiv -aarbechte si fir legal Bauten an der Gréngzon méiglech.

Da maache mir och Ännerunge par rapport zu Reconstructioune vu legal existéierende Bauten an der

Gréngzon. Esou kënnen all d'Gebaier, déi duerch en Evenement vu méi héijer Gewalt zerstéiert goufen, erëm identesch opgeriicht ginn. Dat war bis elo just fir Éischtwunnengen an innerhalb vun zwee Joer méiglech. Am Normalfall ass d'Reconstructioun och méiglech, soulaang wéi d'Majoritéit vun de Mauere bis zur Héicht vun der Corniche nach steet.

Et ginn dann, wéi gesot, och nach eng Partie administrativ Vereinfachunge mat dësem Gesetz agefouert. Fir Ännerungen an den Haiser brauch een an Zukunft keng Autorisatioun vum Minister méi, wuelverstan, wa se näischt um äusseren Erscheinungsbild oder den Dimensiounen änneren. Dat gëllt souwuel fir Constructions légales wéi och fir déi nei geschafen assimiléiert.

Da brauch een och an Zukunft keng Autorisatioun méi, fir eng Partie Elementer an der Gréngzon opzeriichten. Et handelt sech heibäi ëm Installatiounen, wou den Impakt op d'Ëmwelt previsibel a minimal ass, zum Beispill fir verschidden Zorte vu Clôturen, Fotovoltaiksanlagen op den Diecher, Beiestäck an Zärentunnellen ausserhalb vun Naturschutzzonen, Iwwerdiecher fir Béischte wärend den Hëtzewellen, Nistkästen, mobill Hochsitzer. Dat gëllt souwuel fir déi privat Leit wéi och zum Beispill fir d'Baueren. Eng weider däitlech administrativ Vereinfachung, ouni awer dass et op d'Käschte vum Naturschutz geet. Evidenterweis muss een, och wann ee keng Autorisatioun brauch, fir esou Elementer opzestellen, dat trotzdeem am Respekt mat de Bestëmmungen am Naturschutzgesetz maachen.

Här President, Dir Dammen an Häre, den 19. Dezember zejoert krute mir den Avant-projet de loi vun der Ministesch Joëlle Welfring an der Ëmweltkommissioun presentéiert. De Gesetzesprojet gouf e Mount drop, de 27. Januar, deposéiert.

Mir kruten dem Staatsrot säin Avis en Dënschden, wouranner e Regularisatioune vun de Bauten an der Gréngzon nom Gläichheets- a Proportionalitéitsprinzipp vum Gesetz ënnersträicht. Dofir ass déi héich Kierperschaft och net dermat d'accord, déi Propositioun am deposéierte Gesetzesprojet unzehuelen, fir den 1. Juli 1995 als Stéchdatum ze huelen, wou virdrun alleguerten d'Baute géifen als legal existéierend consideréiert ginn. De Ministère hat déi Approche virgeschlo, well si ab deem Moment eng anstänneg elektronesch Datebasis hunn. De Staatsrot proposéiert a sengem Avis dofir, dëse Stéchdatum ze sträichen an op de Wee vun de Constructions assimilées ze goen. Dës dynamesch Approche gouf dann och vun der Kommissioun zréckbehalen.

Eng zweet Opposition formelle mécht de Staatsrot wéinst dem Notze vum Verb „pouvoir" bei den Autorisatioune vum Minister bei der Konditioun am Sënn dovun, dass de Minister eng Autorisatioun „gëtt" an net „ka ginn", wann d'Krittäre vum Gesetz agehale sinn, dat am Sënn vun dem Prinzipp vun der Matière réservée à la loi.

E Mëttwoch hu mir an der Kommissioun iwwert de Gesetzesprojet an den Avis vum Staatsrot geschwat a waren ons eens, dass d'Propositioun vum Staatsrot eng gutt Solutioun wär, fir d'Gesetz no den Arrêtéë vun der Cour administrative unzepassen a gläichzäiteg weider Vereinfachungen op de Wee ze brénge am Interessi vun de betraffene Leit, dat am Kader vun engem staarken Naturschutzgesetz.

D'CSV huet an där Kommissioun iwwregens och zwee Amendemente proposéiert zum Naturschutzgesetz, déi awer aner Punkte concernéieren ewéi déi, iwwert déi mir elo hei debattéieren. D'Ëmweltministesch huet ënnerstrach, datt si mat dësem Text wollt séier nom Arrêt en Text deposéiere mat nach e puer weidere Vereinfachungen, wat awer net heescht, dass net och un aneren Iddien, notamment der sougenannter „Natur auf Zeit", géif geschafft ginn.

Mir kruten iwwregens och nach aner Avisen, dat vun der Handels- a vun der Agrarkummer, dem OAI an dem Mouvement écologique, déi unisono dëse Gesetzesprojet begréissen, fir déi ech zum Deel, gradewéi fir aner Detailer, op mäi schréftleche Rapport verweisen, dee gëschter an der Chamberskommissioun ugeholl gouf.

Erlaabt mir nach e puer Wuert zum séiere Virgoe bei dësem Gesetz, dat natierlech acceleréiert war an dofir och net optimal. Mee mir kruten den Avis vum Staatsrot nun emol eréischt en Dënschdeg no 17.00 Auer an haten deemno och just de Choix, d'Gesetz einfach leien ze loossen an deemno d'Naturschutzgesetz no den Arrêten net unzepassen an och keng Vereinfachungen ze maachen oder eebe méi séier virzegoen, wéi mir et by the way och bei anere Gesetzer an de leschte Woche gemaach hunn.

Dëst ass nun emol déi leschte Chamberwoch an dofir bieden ech Iech alleguerten ëm Verständnis.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, mam Gesetzesprojet 8142 droe mir also de rezente Jurisprudenze Rechnung, ginn eng kloer gesetzlech Basis, wat d'Bauten an der Gréngzon ugeet, an dreiwen d'Simplification administrative weider, an dat ouni awer den Naturschutz hei am Land, deen immens wichteg ass, ze schwächen. Dës Ännerunge sinn also am Interessi vun de Leit, déi an der Gréngzon liewen a schaffen, mee och am Interessi vun der Natur an dem Klima.

An dofir ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. An och direkt e grousse Merci un de Rapporter fir säin ausféierleche Rapport, soss hunn ech dat op eemol vergiess. Also, ech hat u sech net wëlles, zum leschte Projet de loi hei ze schwätzen, mee ech wosst awer och net, datt dat d'Naturschutzgesetz wär. Dofir, et ass en extreem wichtegt Gesetz an et ass natierlech schued, datt mer dat elo zu spéider Zäit maachen.

Opgrond vun engem Arrêt vum Verwaltungsgeriicht, ech mengen, de Rapporter huet et gesot, gëtt dëst Naturschutzgesetz ugepasst. D'Verwaltungsgeriicht huet sech ënner anerem opgereegt, datt den Ëmweltministère souguer minimal Vergréisserunge refuséiert huet, obwuel déi Vergréisserungen absolutt keen Afloss op d'Natur haten. Dat heescht, d'Regierung passt elo un, wéi gesot, opgrond vun deem Arrêt respektiv si musse bal upassen.

A genau dat ass typesch: Et gëtt nämlech net aus Iwwerzeegung ugepasst. An dat ass extreem schued. A genau do läit de Problem: déi gréng, et deet mer leed, beweege sech bei dësem Gesetz just dann, wa se gedréckt ginn. Déi éischt Upassunge si komm no der Affär Gaardenhaischen. Déi zweet Upassunge kommen dann elo no dësem Arrêt vum Verwaltungsgeriicht. An dat ass einfach déi falsch Philosophie.

Als CSV hu mer zanter 2018 Amendementer gemaach. Mir hunn andauernd gefuerdert: manner Willkür, méi Gläichbehandlung, méi Transparenz, manner bürokrateschen Opwand. Naturschutz op Zäit hu mer gefrot. Mir hunn elo grad héieren, eventuell kéint een nach dru schaffen. Mee ech soen Iech: Wann Der zënter 2018 dru geschafft hätt, wéi mer et gefrot hunn, da wär dat scho längst do! Mee Dir hutt net dru geschafft. Méi Rechter fir de Bierger, allgemeng Naturschutz mat méi gesondem Mënscheverstand! An tëschenduerch a verschiddenen Debatten hu souguer DP-Vertrieder oder och LSAP-Vertrieder, zum Beispill bei der Debatt iwwert de ländleche Raum, iwwert de Wäibau, eis Fuerderunge widderholl. Mee allkéiers, wann et zum Vott kënnt, da gëtt awer an der Majoritéit dergéint gestëmmt.

Mee fir d'éischt kommen ech awer nach eng Kéier op d'Form, well ech kann déi Explikatioune vum Här Benoy net einfach esou akzeptéieren. Wéi gesot, den 19. Dezember krute mer den Avant-projet de loi virgestallt. Mir haten awer keen Text. Zu deem Zäitpunkt hunn ech gesot: „Et geet an déi richteg Richtung." An dat soen ech och elo nach ëmmer. Zu deem Zäitpunkt hunn ech och gesot: „Et geet net wäit genuch!" An och dat soen ech elo nach ëmmer.

De Projet de loi ass am Januar deposéiert ginn. E stoung definitiv ni um Ordre du jour vun der Kommissioun. Mir hate bis dee leschte Mëttwoch keng Geleeënheet, fir eis Froen ze stellen. An dat ass an eisen Aen definitiv onseriö, virun allem bei dësem Gesetz, well et en extreem wichtegt Gesetz ass. An dofir hunn ech mech och en Dënschdeg hei beim Ordre du jour, wéi den Här President gefrot huet, ob nach een eppes zum Ordre du jour ze soen hätt, e bëssen opgereegt. Ech hu gesot: „Dat do geet net!" Mir hunn eng Kommissioun, déi ass aberuff. Mir woussten nach guer net, datt en Avis vum Staatsrot kéim. Um Ordre du jour vun der Kommissioun stoung, datt den Avis soll u sech gekuckt ginn, datt de Rapport soll virgestallt ginn an och scho sollt ugeholl ginn. Dat ass awer definitiv kee seriöt Schaffen!

Ech weess, datt mir Iech heiansdo ploen, wa mer gäre wëlle seriö schaffen. Mee u sech si mer awer net gewielt ginn, fir elo ze vill Rücksicht op Iech ze huelen, mee mir si gewielt ginn, fir eis Aarbecht ze maachen, an dat wëlle mer och gäre maachen.

Mir hätte kënne blockéieren, fir datt dat Gesetz net hei géif gestëmmt ginn, well et ass keng eenzeg Reegel hei vun der Chamber u sech applizéiert ginn. Mir wollten d'Gesetz awer net … oder de Vott net blockéieren, well mer wëssen, datt eng Partie Leit op d'Erliichterunge waarden. Dofir hu mer et net verhënnert. U sech hätte mer et misse verhënneren, mee mir hunn et net verhënnert.

De Rapporter sot och sënngeméiss an der Kommissiounssitzung, et stéing eis alleguer gutt zu Gesiicht, duerno ze kucken, datt dëst Gesetz nach gestëmmt gëtt. Ech soen elo näischt zu där Ausso, ech fannen et awer scho relativ speziell. An ech soen: Et hätt och Iech alleguerte gutt zu Gesiicht gestan, fir d'Gesetz éischter op den Ordre du jour ze setzen a virun allem och fir méi Upassungen ze maachen, méi Upassungen an dësem Naturschutzgesetz, déi wierklech fir d'Leit noutwendeg gewiescht wären. A sot elo net, mir kéimen ze spéit mat eise Fuerderungen, well, wéi gesot, mir hunn 2018 27 Amendementer gemaach, 2022 17 Amendementer an elo nach eng Kéier 2! Si sinn allkéiers refuséiert ginn.

A wann Dir u sech déi Ännerunge matzäit gemaach hätt, schonn 2018 oder 2021, dann hätte mer elo e vill bessert Naturschutzgesetz. A wa mer eppes, wéi gesot, wa mer eppes ze soen hunn, da maache mer …

oder Dir dréckt et u sech op déi nächst Regierung oder Dir sot: „Mir maachen dat an enger zweeter Etapp." Mee Dir hutt elo schonn zwou Etappe gemaach an Dir hutt Iech nach ëmmer net méi beweegt wéi dat, wouzou Der gezwonge gouft!

An och d'Avisen hu mer net gekuckt. An och dat fannen ech definitiv eng Frechheet vis-à-vis vun deene Leit, déi Avise schreiwen! Ech hunn e puer Froe gestallt zu Problemer, op déi d'Landwirtschaftskammer higewisen huet. D'Madamm Minister sot, dat wären evident, konkreet Punkten an déi kéinten, wéi gesot, an enger zweeter Etapp gekuckt ginn. Mee, Madamm Minister, déi Leit hunn en Avis zu dësem Gesetz ginn, net zu engem Gesetz, dat Dir vläicht iergendwann an enger nächster Etapp bréngt. Si hunn et zu dësem Gesetz ginn. A wann een e Gesetz huet a wann déi Avisen do sinn, da muss een déi Avise kucken. Ech fannen, dat anert ass definitiv eng richteg Arroganz, déi net ze akzeptéieren ass! An Dir schwätzt ëmmer vu méi Participatioun. Mee hei hunn d'Leit probéiert ze participéieren, mee d'Participatioun ass net gewënscht. Et ass u sech definitiv fir ze kräischen!

D'Madamm Minister sot och – an dat huet, mengen ech, och den Här Rapporter elo nach eng Kéier widderholl –, si hätten an der Kommissioun d'Aarbechten net kënnen éischter ufänken, well den Avis vum Staatsrot net éischter do war. Dat ass falsch! Ech erënneren zum Beispill un alleguer déi Covidgesetzer. Wa mer do allkéiers fir d'éischt op den Avis vum Staatsrot gewaart hätten, ier mer iwwert den Text geschwat hätten, da wäre mer definitiv ëmmer hannendra gewiescht. A wann ee weess, datt een en Text zum Schluss nach gäre wëll stëmmen, da wësst Der jo, datt Der warscheinlech ënner Zäitdrock sidd. Mee da kuckt et fir d'éischt eng Kéier duerch an der Kommissioun an dann diskutéiert och iwwert d'Avisen an iwwerleet, wat Der nach kënnt iwwerhuelen. Mee Dir wollt keng zousätzlech Amendementer maachen. Dofir, déi Verantwortung kënnt Der definitiv net op de Staatsrot verschiben!

Ech kommen dann zum Inhalt. Mir begréissen am Allge-mengen, datt Vereinfachunge komme bei de Bauten an der Gréngzon. Mir haten dat 2018 scho gefuerdert. Zum Beispill hunn ech 2018 gesot: „Et ka kee Mënsch mer mat iergendengem normale Mënscheverstand erklären, firwat ech, wann ech en Haus an der Gréngzon hunn, wann ech do d'Toilette méi grouss maachen an d'Kiche méi kleng maachen, dann den Ëmweltministère muss froen." Well et konnt kee mer erklären, wat do den Afloss op d'Natur wär. Wat sot d'Majoritéit? „O, dat loosse mer awer sinn. Mir hätten dat gär esou." 2021 hu mer et nach eng Kéier gefrot. An du krute mer erëm eng Kéier déi selwecht Äntwert: „Dat bleift esou. Do muss den Ëmweltministère matschwätzen." Elo sidd Der gedréckt ginn, elo ännert Der et.

Mir begréissen och, datt dee sougenannte „Gaardenhaischenartikel" verschwënnt. Och dat hu mer 2018 gefrot gehat. Dat ass den Artikel, dee beseet: Wann eppes net richteg an d'Landschaft passt, da kann de Minister u sech verschidde Saache virschreiwe fir ze änneren. Mir kruten erkläert, datt deen Artikel nach ni ugewannt gi wär. Dofir hu mer gesot: „Ma da kommt, mir sträichen et! Dat do ass absolutt Willkür." Mir hunn et 2018 gefrot. „Nee!" Mir hunn et 2021 gefrot. „Nee!" An ech weess och, wann Der du Jo gesot hätt, da wär en net méi do gewiescht, fir aus dem Tirang ze zéien, fir dem Här Traversini verschidde Geneemegungen ze ginn. Ben, elo gëtt e gestrach. Dat akzeptéiere mer natierlech, mee et beweist awer erëm eng Kéier d'Philosophie: Dir maacht just eppes, wann Der dozou gezwonge gitt.

Mir begréissen och, datt Bauten, déi duerch héijer Gewalt zerstéiert ginn, elo alleguer kënnen nees opgeriicht ginn. Och dat hu mer gefrot. Ech widderhuele mech net, mee och do hutt Der andauernd Nee gesot.

Mir begréissen, datt verschidden Installatioune wéi zum Beispill d'Folientunnellen an der Gréngzon keng Autorisatioun méi brauchen. Well wa mer gären Alternativen hätten an der Landwirtschaft, da musse mer déi och erméiglechen.

Mir begréissen och, datt elo kloer festgehale gëtt, wat als legal oder als legal assimiléiert zum Legalen an der Gréngzon ka bezeechent ginn. Dës Ännerungen um Gesetz, déi dierften dann och elo fir verschidde Gaardenhaisercher oder Weekendhaiser, egal wou se dann och ëmmer stinn, ganz favorabel sinn.

Mee den Däiwel läit wéi esou dacks am Detail. De Règlement grand-ducal, deen déi Detailer soll beschreiwen, dee schonn zanter 2018 misst do sinn, deen ass nach ëmmer net do. An dat, wat am Avant-projet de règlement grand-ducal – oder ass et e Projet de règlement grand-ducal? – drasteet, dat bedeit net onbedéngt Vereinfachungen.

Zweetens: Déi Upassungen, déi elo virgeschloen an och elo festgehale ginn, déi hätte missen opgrond vun der Praxis ugepasst ginn. An dat hätt kënnen a misse geschéien, wann een d'Avise gekuckt hätt. An ech si wierklech dovunner iwwerzeegt, Madamm Minister, datt déi net gekuckt gi sinn, well ech hunn Iech Froe gestallt an dunn hutt Der gesot: „Dat sinn effektiv gutt Punkte fir eng nächst Etapp." Wéi gesot, hätt Der se matzäit gekuckt, dann hätt een dat hei kënnen abauen. Dat ass eng Erweiderung vun der Annex 9. Do hätt de Staatsrot sécherlech näischt dergéint gehat. Do hätt ee just missen e puer Punkten derbäischreiwen. Well d'Annex 9, wat seet déi? Do sinn d'Installatiounen dran, déi an Zukunft net méi als Constructioun zielen, dat heescht, wou ee keng Geneemegung muss ufroen an der Gréngzon.

Wat feelt awer, soen zum Beispill d'Baueren? D'Tränke fir d'Béischten. Dat ass awer eppes, wat ee brauch. Firwat huet een dat net einfach ergänzt? E klenge Verkafsstand, där hu mer vill dorëmmer stoen, hätte mer och gären. Firwat net Clôturë laanscht d'Wisen? Déi si mat dëser Annex 9 just fir d'Haapterwerbsbaueren ouni Geneemegung, well et e Verweis op dat aalt Agrargesetz ass. Sënnvoll ass et net. Clôturë ronderëm d'Geméis, déi mussen esou groussmascheg sinn, datt se am Prinzipp näischt bréngen. Also, hätt een op d'Praxis gelauschtert, dann hätt een do kënnen déi sënnvoll Upassunge maachen. A wéi gesot, de Staatsrot hätt sécherlech näischt dergéint gehat.

Dann den Ordre des architectes, dee freet, firwat bei deenen Haiser, déi renovéiert ginn, muss d'Majoritéit vun de baussegste Mauere stoe bleiwen. Si soen: „Firwat sot Der net einfach, d'Gréisst vum Haus muss déi selwecht bleiwen?" Well wann ech gäre wëll anstänneg sanéieren, dann ass et vläicht sënnvoll, wann ech d'Maueren ofrappen an eng frësch Mauer dohinnersetzen. A wann d'Fundament vun der Mauer net anstänneg ass, da wär et och sënnvoll, wann ech d'Mauere géif ofrappen a frëscher dohinnersetzen. A wann ech d'Haus an där selwechter Gréisst herno erëm do stoen hunn, dann hunn ech jo keen Afloss op d'Natur. Also firwat ass hei net e bësse méi wäit geduecht ginn oder op den OAI gelauschtert ginn?

Dann ass den Text och nach net kloer. Wéi Der wësst, däerf een d'Affektatioun vun de Gebaier, dat heescht, fir wat d'Gebaier genotzt ginn, an enger Gréngzon net einfach esou änneren, ausser déi nei Affektatioun entsprécht dem Artikel 6 – dat ass am Prinzipp Landwirtschaft, Gaardebau an esou wieder – oder d'Constructioun ass denkmalgeschützt oder wann et an enger nationaler Schutzzon läit. Ech soen elo mol einfach d'Beispill vum Denkmalschutz. An da steet dran: Da kann d'Affektatioun geännert ginn. An da wéisste mir gären, an ech mengen, d'Bierger dobaussen och: Wat heescht dat, „kann"? Wéini gëtt dee „peut" e „oui" a wéini gëtt et en „non"? Och dat hunn ech an der Kommissioun gefrot.

Ech hunn d'Beispill vun engem ale Bauerenhaff ginn. Ech hu gesot: Vill al Bauerenhäff hunn al Ställ, déi sinn als Stall fir d'Déieren net méi ze gebrauchen, wann ech se gär wëll aartgerecht halen. Déi sinn awer och als Scheier net ze gebrauchen. Wann ech se awer gär wëll erhalen, da kascht dat e richteg gudde Batz Suen. Wann ech awer soss näischt kann domadder maachen an dann hunn ech net onbedéngt déi Suen, da loossen ech et verfalen. Wann ech dat elo als Denkmal géif schützen, wat kéint ech dann doraus maachen? Ech hu gefrot: Kéint een dann zum Beispill do 10 Appartementer dra maachen? Da kéimen zumindest Suen eran an et géif sech vläicht rentabiliséieren, fir dat Haus oder dee Stall ze renovéieren.

D'Äntwert, déi ech kritt hunn, d'Madamm Minister sot mer: „Esou wéi ech dat elo héieren hunn, wär dat eventuell geneemegbar." Sou, dat ass fir mech net kloer: „wär dat eventuell geneemegbar." Dat hunn ech dunn och gefrot an dunn hutt Der gesot, Madamm Minister: „Et muss konform zu den Ziler vum Gesetz sinn." Éischtens steet dat net esou an deem Artikel dran. Mee wann ech awer dann d'Ziler vum Gesetz kucken, da froen ech mech awer, wat Der Iech dann do eraus-pléckt. Ass et da „restauration des paysages et des espaces naturels"? Dann ass et warscheinlech net duerchzezéien. Oder ass et „restauration des biotopes, des espèces"? Oder „restauration des services écosystémiques"? Wat pléckt Der Iech do bei den Ziler eraus? An da sinn ech erëm eng Kéier bei der Willkür, déi awer nach an deem Gesetz hei dran ass.

An en drëtte Punkt: D'Upassunge ginn net wäit genuch. An do riskéieren ech, mech ze widderhuelen. Ech widderhuelen elo net alles, wat mer 2018 gesot hunn, och net alles, wat mer 2021 gesot hunn. Ech soe just dräi Punkten. Den Artikel 6 – dat ass deen, deen d'landwirtschaftlech Aktivitéiten, déi erlaabt ginn an der Gréngzon, definéiert –, dee misst ugepasst ginn. Mir kënnen net ëmmer vun Alternative schwätzen an de Sonndesrieden: D'Bauere musse sech diversifizéieren, si mussen do eppes Neies maachen, do eppes Neies maachen. An der Wäibaudebatt ass geschwat ginn: „Ma firwat maache mer net kleng Zëmmeren do, déi d'Wënzer och kënnen an der Gréngzon verlounen?" Dat kann een och um Bauerenhaff maachen. Mee dat ass alles net machbar mat dësem Gesetz.

Firwat maache mer dann net hei déi Upassungen, datt mer déi Alternativen an der Landwirtschaft och méiglech maachen? Eng Ferme pédagogique, reng theoreetesch ass dat net als Activité agricole definéiert. Wann ech also an engem Bauerenhaff an der Gréngzon eppes géif komplett ëmänneren, de Stall géif ëmänneren an e bëssen e Klassesall an esou weider, mee da krit ech et reng theoreetesch emol net autoriséiert. Dat ka jo net sinn! Déierepensiounen, ech soen allkéiers, well dat ass extra drageschriwwe ginn, datt dat net do erlaabt wär. Ech mengen nach ëmmer, datt eng Hondspensioun genausou gutt op engem Bauerenhaff an der Gréngzon wär wéi matzen am Duerf. A mir brauchen der ëmmer méi.

Dann den Artikel 17. Dat ass deen Artikel, dee virgesäit, wat alles net däerf gemaach gi respektiv muss kompenséiert ginn. Och do hu mer deen Amendement schonn dräimol gemaach oder hei ass e fir d'drëtt. Mir hunn e Logementsproblem. Mir sollen och am Bauperimeter séier virukomme mat bauen. Mir sollen do d'Prozeduren net an d'Längt zéien. Mir sollen net och nach d'Baue méi deier maachen. An

duerfir hu mir hei en Amendement gemaach, fir eeben ze soen: Innerhalb vum Bauperimeter wëlle mer keng Kompenséierung, mee mir wëllen en Naturschutz op Zäit.

A wann ech dann hei héieren: „Doriwwer si mer amgaang nozedenken." „Doriwwer si mer amgaang nozedenken!" Mee ech hu gesot, 2018 hu mer et scho gefrot. Wéi laang musst Der dann nodenken, ier eppes kënnt?

An ech liesen elo mol eppes vir: „Mee wann een awer seet, datt hei Bauland ass, hei dierft gebaut ginn, ma da soll een do och baue kënnen. [...] Haut ass et esou, dass, wann een en Terrain am Perimeter huet, een all Interêt huet, reegelméisseg ze kucken, dass näischt do wiisst, sech keng Fliedermais a keng Maus do nidderloossen a kee Biotop entsteet. Well wann een dann enges Daags baue wëllt, da muss net just nach eng Etüd gemaach ginn, mee da kritt ee virun allem och d'Rechnung presentéiert vun de Kompensatiounsmesüren. Domadder ass kengem e Gefale gemaach, weeder der Natur nach dem Logement!" An dat ass net dat, wat ech soen, mee ech ginn där Madamm hei vollkomme Recht, déi dat gesot huet. Dat war nämlech d'Madamm Agostino déi lescht Woch hei op der Tribün.

An ech wäert dofir och dee selwechten Amendement hei nach eng Kéier deposéieren. Dat ass da fir d'drëtt. Ech ginn Iech Der direkt zwee, Dir kritt herno nach een.

Amendement 1

Un nouvel paragraphe 6 est inséré à l'article 17 :

« (6) Ne sont pas visés par les dispositions ci-avant après l'entrée en vigueur de la présente loi, les biotopes protégés générés par un abandon de gestion ou bien par une gestion extensive, sous condition qu'ils se situent à l'extérieur de la zone de verte. »

Commentaire

La loi du 18 juillet 2018 amène beaucoup de propriétaires de terrains constructibles à « nettoyer » leurs terrains régulièrement pour éviter que la nature s'installe et qu'il faudrait compenser d'éventuels biotopes nouvellement créés. Pourtant, ces zones pourraient servir d'habitat pour certaines espèces pendant de nombreuses années jusqu'à ce qu'un jour ces parcelles soient utilisées pour des constructions. Ainsi cette proposition demande de créer des biotopes temporaires et que ces biotopes devraient être exemptés de l'obligation de compensation, aussi dans un but de simplification administrative et d'accélération de la construction de logements. Comme il existe déjà une telle disposition dans l'article 17 (5) de la loi, de donner du temps à la nature, nous proposons d'étendre cette disposition dans un nouveau paragraphe 6 pour inclure les terrains constructibles. Les paragraphes subséquents sont renumérotés en conséquence.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Marc Lies, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

Amendement 2

L'article 68 de la loi est modifié comme suit :

« Contre les décisions prises en vertu de la présente loi un recours en annulation en réformation est ouvert devant le Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. »

Commentaire

Étant donné que le recours mis en place par la loi antérieure à la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature a fait ses preuves, il convient de le consacrer à nouveau. En plus, un recours en réformation donne plus de garanties aux justiciables.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Marc Lies, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Sou, da kommen ech bei dee leschte Punkt vun deem, wat mer froen, dat ass méi Rechter fir d'Bierger. Mam Naturschutzgesetz vun 2018 huet nämlech Blo, Rout a Gréng de Bierger Rechter ofgeholl. Si hunn de Recours en réformation ofgeschaaft a just nach e Recours en annulation zougelooss.

Wat heescht dat konkreet? Mee d'Geriichter kënnen elo just nach d'Decisioun huelen, datt d'Decisioun entweeder annuléiert gëtt oder net. A wann een dann net mat där Decisioun averstan ass, da muss een am Prinzipp erëm eng Kéier e frëschen Tour dréien. Dat kascht erëm eng Kéier vill Suen an do si meeschtens déi Leit mat manner Suen definitiv benodeelegt. Also hu mer de Bierger hei ... oder hutt Dir de Bierger hei Rechter ofgeholl, well beim Recours en réformation kann u sech d'Geriicht d'Decisioun ëmänneren an doduerch deen zweeten Tour um Geriicht verhënneren.

déi gréng hunn hei dem Bierger Rechter fortgeholl. Och dat ass awer e bëssen typesch, well Rechter kréien d'Bierger da just do bäi, wou et grad gefält. An do hunn ech dann deen zweeten Amendement, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung huet nach ëmmer net erkannt, datt een den Naturschutz muss mat gesondem Mënscheverstand maachen an datt en dann akzeptéiert gëtt an datt en da gutt fir d'Natur ass.

Dës Regierung geet esou vir, datt d'Participatioun u sech an der Chamber heiansdo onméiglech gemaach gëtt. Si huet d'Avisen hei ignoréiert. Dat ass net akzeptabel. Dës Upassunge vum Gesetz ginn an déi richteg Richtung, mee ginn nach ëmmer net wäit genuch. „Well keng Zäit do war", kréie mer heiansdo gesot. Mee do soen ech, wéi gesot: Nee! Dir hat Zäit vun 2018 un an Dir sidd vun 2018 un opgefuerdert ginn, Upassungen ze maachen!

U sech misste mer géint dëse Projet de loi stëmmen. Mee well mer awer wëssen, datt vill Leit op déi Vereinfachunge waarden, déi elo kommen – si ginn net wäit genuch, mee et kommen der –, wäerte mer eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Den Här François Benoy freet d'Wuert direkt.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President. Erlaabt mer just, a mengem Rôle als President kuerz op zwou, dräi Saachen nach eng Kéier ze reagéieren, déi d'Madamm Hansen gesot huet, wat d'Organisatioun vun der Kommissioun ugeet.

Also, éischtens wollt ech nach eng Kéier preziséieren, dass den Avant-projet de loi zu deem Moment ... Also, d'Ministesch ass fir d'alleréischt emol an eis Kommissioun komm, kuerz nodeem déi Arrête public waren. Dat war am Hierscht. An dunn huet se gesot: „Ech maachen elo ganz séier Upassungen dodrun." A voilà, si huet zousätzlech och aner Vereinfachunge gemaach, déi se séier konnt maachen, a si huet och du Wuert gehalen an ass, soubal et gaangen ass, nämlech am Dezember, bei ons komm an huet den Avant-projet de loi du presentéiert.

Da wëll ech soen, dass ech duerno effektiv keng weider Demande méi hat, fir iwwert dee Projet an der Kommissioun ze schwätzen. An ëmmer, wann ech eng Demande hat, hunn ech gekuckt, esou séier wéi méiglech d'Kommissioun eeben zesummenzeruffen, fir dass mer dat kéinte maachen.

Ech wëll dozou dann och nach eng Kéier preziséieren – an ech mengen, dat wësse mer jo awer alleguerten aus dëser Legislaturperiod –, wéi schwéier et ass, tëscht alleguerten deene Plenièren, tëscht alleguerten de Kommissiounen, tëscht Plagen, déi verréckelt ginn, an hei an do ëmmer Kommissiounen ze maachen. A mir ware wierklech méi wéi beschäftegt och an der Ëmweltkommissioun. Bon, do muss ee vläicht an enger nächster Legislaturperiod kucken, wéi ee sech do besser organiséiert. Op alle Fall, also mir hate wierklech Méi, de Programm duerchzekréien an Timeslotten ze fannen, fir do weiderzekommen.

Da wëll ech just soen, dass ech effektiv fir de leschte Freiden a fir de Méinden och Kommissioune convoquéiert hat. Dat war, wéi ech dat och scho gesot hunn an der Kommissioun, well mer woussten, dass op diversen Ordre-du-joure vum Staatsrot dräi Projeten dropstoungen. Dat war net just deen heite Projet, mee et waren och zwee Projeten aus dem Beräich vun der Energie, soudass et fir mech als President och net kloer war: Wat kënne mer do nach maachen a wat net? Mee dofir hat ech souwuel freides wéi méindes eng Kommissioun aberuff.

A voilà, deen heiten Avis ass, wéi gesot, dënschdes komm. A wéi mer du kloer war, dass mer dee géifen thematiséieren, hunn ech dat och direkt op den Ordre du jour gesat zu engem Zäitpunkt, wou mer och den Avis vum Staatsrot nach net haten. Dat heescht, ech hat natierlech keng Anung, wat do géif drastoen, nach manner, wat mer do géife maachen. Mee ech hunn a weiser Viraussiicht och dohinner geschriwwen, dass een eventuell de Rapport och kéint da stëmmen, wou ech natierlech net wousst, ob e Rapport prett wär, mee einfach och am Interêt dovun, dass ech d'Zäit vun de Kolleegen net nach méi géif strapazéieren.

Voilà, an deem Sënn sinn ech natierlech d'accord mat der Madamm Hansen, dass dat net optimal gelaf ass. Mee ech mengen awer trotzdeem, dass et och elo keng Frechheet ass, wann ee behaapt, dass dat heiten e Gesetz ass, wou mer wierklech ville Leit erméiglechen, fir am nächsten hallwe Joer ... Bis fréistens deen heite Projet vun enger nächster Chamber géif gestëmmt ginn, mengen ech, dass et awer net schlecht ass, dass mer déi Aarbecht elo haut trotzdeem nach maachen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An d'Madamm Hansen wëllt net méi dorobber reagéieren. Da kritt deen nächsten ageschriwwene Riedner d'Wuert, dat ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vum Naturschutz ze legiferéieren, dat ass natierlech ni eng ganz einfach Aufgab. Ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst, dass eis Natur a kengem gudden Zoustand ass – fir net méi ze soen. An datt do mussen eng Rei restriktiv Moossname geholl ginn, dat läit jo och op der Hand.

Et kënnt och ëmmer erëm zu Spannungen an zu Interpretatiounsdivergenzen, wat eeben d'Applikatioun an d'Ausleeung vu verschiddene Gesetzgeebungen ubelaangt. Mee et muss een awer versichen, ëmmer e wäitméiglechst gudden Equiliber zwëschent dem räsonabelen Naturschutz an eeben och der Warung vun der Natur u sech hierzestellen. Et mussen natierlech dofir och esou wäit wéi méiglech kloer Norme geschafe ginn. Mee d'Praxis beweist – an d'Geriichter gi jo reegelméisseg ëmmer mat Fäll befaasst –, datt dat net ëmmer esou evident ass. A mir mussen hei trotzdeem versichen, esou wäit wéi méiglech Insécurité-juridiquen aus der Welt ze schafen.

D'lescht Joer koum et jo, kann ee bal soen, zu engem liichten, klengen Äerdbiewen, wéi dunn eeben déi Jurisprudenz vun der Cour administrative bekannt gouf. Et koum jo dunn och zu verfassungsrechtleche Punkten, déi vun der Cour constitutionnelle opgeworf

goufen. An du koum ee jo e bëssen ënner Drock, fir dann eeben d'Naturschutzgesetz unzepassen.

Ech mengen, am Fokus stoung dann effektiv jo den Artikel 7 vum Naturschutzgesetz. Hei geet et jo ëm Constructiounen an der Zone verte, déi jo schonn éiweg am Fong geholl ëmmer zu Diskussiounen Ulass ginn. An et ass evident, datt een och an Zukunft muss awer virsiichteg bleiwe mat geplangte Constructiounen an der Zone verte. Mir wëssen, datt d'Natur eppes ganz Sensibeles ass.

Mee op där anerer Säit muss een awer och räsonabel bleiwen. An dat ass och elo schonn hei deelweis jo ugeklongen, haaptsächlech wann et sech ëm Ëmbauaarbechten an der Naturschutzzon vu minimaler Gréisst handelt. Selbstverständlech schwätze mer hei net vu weideren Extensiounen. An da muss awer virun allem an deene Fäll de gesonde Mënscheverstand matspillen.

Kloertext: Wann en Haus an enger Zone verte autoriséiert gi war oder nodréiglech regulariséiert gëtt an do sollte minimal Ännerunge virgeholl ginn – ech schwätzen zum Beispill vun neie Fënsteren, ech schwätzen dovun, den Daach nei ze amenagéieren –, ech mengen, da muss een awer esou vill Verstand hunn an och Fangerspëtzegefill, datt een esou minimal Aarbechte muss kënnen erlaben.

Dee Projet de loi hei bréngt jo elo méi Kloerheet an och Verbesserungen. Ursprünglech war jo e Stéchdatum vum 1. Juli 1995 virgesinn. De Conseil d'État huet dat jo op d'Kopp geworf aus enger Rei Ursaache, virun allem, wéi gesot, datt e gemengt huet, do géif keng Equitéit herno méi bestoen. Mir passen eis deem dee Moment dann och un. Elo schwätze mer da vu Constructions assimilées aux constructions légalement existantes. Och déi Léisung ass fir eis als Demokratesch Partei akzeptabel. Wat mer besonnesch begréissen, ass, datt eeben och elo kënnen energeetesch Adaptatiounen ouni gréisser Problemer duerchgefouert ginn, well och an der Zone verte muss dat selbstverständlech matspillen.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen: Et muss een awer och elo oppassen, datt keng Abuse gemaach ginn, net datt mer elo net op eemol d'Gefill vermëttelen, datt an der Zone verte awer géif praktesch eng gewëssen Narrefräiheet entstoen an et kéint een awer do zimmlech sengem Gutdünken no Adaptatioune maachen. Dat däerf et och an Zukunft jiddefalls net ginn. Duerfir ass den Artikel 7 (2) do. Dee seet jo och ganz däitlech, wat fir Konstruktiounen an der Zone verte mussen autoriséiert ginn.

Mir sollen eis natierlech och kengen Illusiounen higinn: Mir wäerten eis ëmmer nach munchmol e bëssen a Grenzfäll beweegen an d'Geriichter, fäerten ech, wäerten och an Zukunft nach genuch Aarbecht kréien.

Dann ass et natierlech och heiansdo schwéier ofzeweien: Wat ass eng Ausso am Fong geholl a wéi ass se ze verstoen? Zum Beispill: „des constructions qui ne sont pas encore en état de ruine avancé", wat heescht dat? Ech sinn iwwerzeegt, wa mer heibanne géifen e Sondage doriwwer maachen, kéimen do warscheinlech 30 verschidde Meenungen eraus. Also, och do muss een awer virsiichteg si bei der Interpretatioun herno. An och do muss awer wa méiglech e gewëssene Mënscheverstand, dee mer jo alleguer normalerweis hunn, matspillen.

Dann och de Volet vun de Clôturen: Do geet jo zum Beispill och rieds iwwert de Privatbësch. Mir hunn d'lescht Woch en neit Gesetz iwwert de Bësch hei gestëmmt, wou ganz kloer de Geescht am Fong geholl war, datt d'Bëscher musse maximal zougänglech sinn, also kënne se net iwwer en anert Gesetz erëm méi schwéier accessibel gemaach ginn.

Selbstverständlech musse mer, wa mer iwwert d'Naturschutzgesetz hei schwätzen, och iwwert d'Landwirtschaft schwätzen, well et awer en direkte Lien gëtt. Wann et ee Beruffsstand gëtt, dee virun allem vu restriktive Moossnamen am Naturschutz direkt betraff ass, dann ass et d'Landwirtschaft. Do muss een och ganz vill Fangerspëtzegefill weisen. Ech verweisen awer zum Beispill an dësem Kontext op d'Artikelen 59 an 61 vum neien Agrargesetz. Do geet et ëm Aarbechte ronderëm eis Gewässer. Wa mer déi Artikele méi genee kucken, dann ass do eng gewësse Flexibilitéit ze erkennen. Duerfir ass d'Fro ze stellen, ob net elo d'Naturschutzgesetz dat erëm zum Deel neutraliséiert. Mat Sécherheet wäert dat op anere Plazen och nach de Fall sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn op alle Fall mat deem Gesetz hei zefridden. Et kommen elo méi flexibel Interpretatiounen. Allerdéngs ass et jo och esou, datt fir verschidden Aarbechte keng ministeriell Autorisatioune méi verlaangt ginn, contrairement dann zu fréier. Wat awer wichteg ass, ass, datt awer musse sporadesch Kontrolle gemaach ginn. Et ass net esou, datt vu moies bis owes déi Konstruktiounen am Naturschutz iwwerwaacht musse ginn, mee et kann awer och net sinn, datt mer do net awer eng gewësse Kontroll ausféieren. Natierlech si ganz vill Detailer hei opgelëscht, wat Héichten, Wénkelen an Entfernungen ubelaangt. Ech mengen, et huet kee Wäert, elo hei an den Detail ze goen. Mee grad dat ass awer de Beweis, datt an Zukunft dat och muss um Terrain gutt kontrolléiert ginn.

Da vläicht awer trotzdeem och eng Remark iwwert d'Prozedur. Also, ech gi ganz gären zou – et ass ee jo och alt schonn e bësselchen hei derbäi –: Et war keng Meeschterleeschtung vu parlamentarescher Aarbecht! Dat soen ech ganz éierlech. A mir sollen eis och do éierlech an d'A kucken: Et ass net alles ganz glécklech gelaf an deem Dossier hei.

Bon, elo muss ee sech d'Fro stellen: Wat iwwerweit? Den Inhalt vum Gesetz, ganz kloer. Ech mengen, do si mer eis jo och dann eens. Op där anerer Säit, bei där Aart a Weis, wéi et zustane komm ass, hunn ech zum Deel Verständnis, datt gewësse Kriticke komm sinn. Ech soen dat och riichteraus: Mir waren och net esou schrecklech begeeschtert.

Mir sinn awer zumindest frou gewiescht – an do wëll ech och de President hei luewen an em och Merci soe fir seng Rapporten, déi e gemaach huet –, datt mer awer zum Schluss dunn e Modus vivendi fonnt hunn, deen et erlaabt huet, zumindest en Dag Zäit ze hunn, fir iwwert de Rapport ze kucken. Dat huet am Fong déi Saach awer e bësselche méi schmackhaft gemaach.

Onofhängeg dann, wéi gesot, vun där liichter Kritick, déi awer muss gemaach ginn, egal wou ee sëtzt, bréngen ech awer am Numm vun der Demokratescher Partei selbstverständlech d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, ech ginn dervun aus, dass Der mer wierklech net béis sidd zu dëser spéider Stonn, dass ech net an den Detail gi vun all deem, wat dat Gesetz hei beinhalt. Dat huet eise President vun der Kommissioun a Rapporter haut den Owend ganz, ganz gutt gemaach.

Och fir eis Partei hu mer festgestallt, dass et wierklech Verbesserunge sinn, dass Kloerheet geschaaft gëtt a ganz ville verschiddene Punkten. An erlaabt mer awer och op dëser Plaz, der Ministesch e Kompliment auszedrécke fir hir Reaktivitéit op den Arrêt. An zwar ass séier geschafft ginn. Et ass och gutt geschafft ginn. Et kéint natierlech vill méi nokommen. Dat ass jo och nach geplangt. Ech mengen, dat Gesetz ass nach net esou, wéi et soll sinn, mee mir sinn awer e gutt Stéck virukomm. A mir stëmmen haut den Owend eppes, wourop vill concernéiert Bierger waarden. Et ass deemno e Gesetz am Interessi vum Bierger, dat mer elo ofstëmmen. An duerfir gi mer selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol dem Rapporter merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir stëmmen dëst Gesetz mat, well et wichteg ass, datt dëse Kader gesat gëtt, fir enger gewëssener Iwwerreguléierung a verschiddene Beräicher en Enn ze setzen, obwuel mir d'Dokumenter wierklech esou kuerzfristeg kritt hunn, datt ee sech net konnt adequat domadder beschäftege bei dëser chargéierter Chamberswoch.

E Mëttwoch, den 19. Juli um 11.14 Auer hu mir den Avis vum Staatsrot geschéckt kritt. Dee selwechten Dag um 13.15 Auer Kommissiounssëtzung, wou et net méiglech war, seriö duerch den Text ze goen; wou et net méiglech war, all seng Froen ze stellen; wou et net méiglech war, d'Avise vun deene verschiddene Kummeren ze consideréieren, wat géigeniwwer vun deene respektlos ass wéinst där viller Aarbecht, déi si sech eigentlech fir näischt gemaach hunn; wou et net méiglech war, Amendementer dozou unzehuelen, well dëse Projet de loi dann net méi hätt kënne gestëmmt ginn. Mëttwoch, 17.00 Auer de Rapport kritt. Donneschdes, 13.45 Auer Kommissiounssëtzung, fir dëse Rapport ofzestëmmen, an dat an enger Woch bei ganze Chambersdeeg! An och goufen d'Ordre-du-jouren dauernd an dëser Chamber ofgeännert, Projet-de-loie sinn ewechkomm, mee anerer sinn nach derbäikomm, Kommissiounssëtzunge sinn dertëschtgequëtscht ginn.

Här President, et deet mir leed, datt ech dat grad elo bei dësem Projet de loi soe muss, well et war bei ville Projets de loi dës lescht Woch net méi méiglech, seriö ze schaffen. Mee dësen ass awer elo am flagrantsten. Dat ass alles net seriö an ech hunn dat och scho bei anere Projet-de-loie bemierkt, notamment bei der Tripartitt, wat d'Sécurité sociale ubelaangt huet ënnert der LSAP an d'Famille ënnert der DP. Déi ganz Majoritéit ass also vun dëser Kritick betraff. Dëst ass follglech keen „déi-gréng-Bashing", wéi ech mir dat an an no der Kommissioun hu misse virwerfe loossen, absolutt net! Et geet hei ëm eng Kritick vun eiser parlamentarescher Aarbecht, déi esou net ze maachen ass.

Ech hoffen instänneg, dass déi Neigewielt sech dëse Problemer unhuelen an definitiv Ännerungen aleeden, souwuel wéi an och wéini Kommissiounssitzunge sinn. Mir haten do emol urspréinglech Plagen, déi festgesat goufen an der Theorie, awer an der Praxis ass et driwwer an drënner gaangen, wéi d'Dokumenter virgeluecht ginn, op deene mir schaffe mussen. Dee Courrier interne ass e Fourre-tout, do fënnt en Hond seng Jonger net méi erëm! A wéi vill Deeg virdrun, well am Moment kréie mir dat eent kuerz virdrun, dat anert den Dag selwer, dat anert den Dag drop. Och wéini a wéi oft Chamberssitzunge sinn, an zwar am Virfeld. Da ka jiddweree sech riichten, och d'Ministeren, déi musse kommen, well och fir si ass dat heite kee Geschaffs!

Hei spillen d'Duebelmandater natierlech eng Roll. Ech erënneren drun, datt viru Kuerzem eréischt

Gemengewale waren an datt vill Leit do am Walkampf waren an datt se net onbedéngt déi néideg Zäit fir d'Chamber haten, datt se am Zäitdrock waren.

(Brouhaha)

Mee do géif et jo endlech Zäit ginn, dat heiten ze änneren, well anscheinend si sech jo all d'Parteien eens. Ech froe mech da just, u wat dat nach läit.

Ech kommen elo awer zréck op dëse Projet de loi.

Plusieurs voix | A!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Pardon, et sinn och aner Leit, déi hei Kritick gemaach hunn, an ech hätt gär deen nämmlechte Respekt!

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An ech hätt och gär Rou!

(Exclamations et brouhaha)

Wann d'CSV hei eppes seet, da gëtt nogelauschtert. A wann ech et soen, gëtt hei gegrommelt. Dat ka jo net sinn!

M. Sven Clement (Piraten) | Nëmme richteg esou!

M. Fernand Etgen, Président | Ech hätt och gären, datt d'Madamm Cecchetti Rou kritt!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | D'Madamm Ministesch huet op alle Fall vill versprach an der Kommissiounssëtzung, datt déi Adaptatiounen, déi musse gemaach ginn, och wäerte gemaach ginn. A mir gleewen hir dat dann och, och wa mer net wëssen, wien d'nächst Kéier do sëtzt. Si weess et jo selwer och net, well et si Walen den 8. Oktober an da musse mer kucken, wéi et an Zukunft weidergeet.

Beispiller heifir gëtt et der vill – de Mouvement écologique huet och nach en Avis geschéckt, och eréischt virun zwee Deeg –, wéi d'Wärmepompelen, déi an d'Spill koumen, oder Trockemaueren, Nisthëllefen, kleng Konstruktioune wéi Bänken an esou weider an esou fort.

(Brouhaha)

Plusieurs voix | Pscht!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hunn Zäit, et ass e Modell 1!

(Hilarité)

Une voix | Zéng Minutten.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, dat geet gutt duer.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass elo roueg heibannen. Dir kënnt elo weiderfueren, Madamm Cecchetti. Loosst Iech elo net duerch déi Rou stéieren.

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass einfach schued, datt een e Gesetz stëmmt, wou ee vu virera weess, datt et nach besser hätt kënne sinn an datt et scho verbessert misst ginn, ier et iwwerhaapt a Kraaft trëtt.

Här President, dës Gesetzgeebung ass a viller Hisiicht representativ fir Debatten an Opfaassungen an der ganzer Gesellschaft iwwert dat, wat ee soll dierfen an net dierfe virum Hannergrond vun Natur- a Klimaschutz a wat verschidde Verbueter bréngen oder eeben net bréngen. D'Richtung, an déi d'Ministesch elo hei weidergeet, fanne mir richteg, fir méi genee ze kucken, wat fir Virschrëften an administrativ Weeër wierklech néideg sinn an am Sënn vum Naturschutz, esou wéi dat och als Zil am Gesetz festgeschriwwen ass.

Dat kann natierlech e Spagat sinn, mee hei menge mir net, datt eppes Fundamentales am Naturschutzgesetz verluergeet. Mee dës Richtlinne sinn einfach wichteg, wuel wëssend, dass een ni all d'Aspekter vun enger Situatioun virewech huele kann, mee se bidden awer eng Rumm souwuel fir deen, dee gären eppes hätt, deen eng Demande mécht, wéi awer och fir den Ëmweltministère.

Den OAI huet a sengem Avis eppes gesot, wat mir och esou ënnerstëtzen. De Schutz vun der Aartevillfalt an den natierleche Ressourcen ass eng grouss Thematik, déi vill Liewensberäicher betrëfft. Déi meescht Leit huelen dat och esou wouer. Deementspriechend reagéiere se och warscheinlech zu Recht immens sensibel, wa si selwer vu ganz strikten an aschränkende Virschrëfte betraff sinn, wärend ausserhalb vun der Gréngzon alles oder bal alles geet, egal wéi natur- a klimaschiedlech et ass.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech wäert och keng grouss Ried halen, well gëschter koum de Rapport an als kleng Sensibilitéit, mat deem ganze Marathon, war et eis natierlech net méiglech, déi Texter nach eng Kéier duerchzegoen. An eis Seriositéit verlaangt et, elo net einfach eppes ofzestëmmen. Deementspriechend wäerte mir eis enthalen.

Meng Virriedner hunn et alleguerte gesot: Et ass keng seriö Aarbecht gewiescht! Ech verstinn awer de President vun der Ëmweltkommissioun, dass seng Partei e bëssen Torschlusspanik elo huet an dat nach schnell wollt duerchkréien. Et weess ee jo net, ob dat herno nach méiglech gewiescht wär.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gouf elo schonn e puermol hei op déi Jurisprudenz verwisen, duerch déi mer de leschte Summer gesot kruten, dass d'Dispositioune vum Text vum Naturschutzgesetz ze streng géifen applizéiert ginn an och anticonstitutionnel wieren. Ënner anerem koum d'Geriicht zum Schluss, dass e Gebai, dat scho laang steet, seng Durabilitéit gewisen hätt an dofir och sollt kënnen adaptéiert ginn, soulaang d'Schutzziler vum Naturschutzgesetz respektéiert wieren.

Déi Jurisprudenze gi selbstverständlech säit den Urteeler an der Praxis och schonn applizéiert. Trotzdeem musse mer der Kloerheet an der Rechtssécherheet halber den Text upassen. Implizitt gouf mat de Jurisprudenzen och déi Dispositioun kritiséiert, déi seet, dass eng Konstruktioun nëmmen da ka verännert ginn, wa se och an aller Legalitéit opgeriicht ginn ass, an dat betrëfft dee sougenannte „légalement existant", deen och schonn hei ugeschwat ginn ass.

Eng Adaptatioun vun deem Gesetz huet sech also imposéiert, fir dëse Jurisprudenze Rechnung ze droen. An dëst hat ech am fréien Hierscht versprach an heimat kommen ech och dësem Verspriechen no.

Dëst mécht awer nëmmen e klengen Deel vun dësem Projet de loi aus, well mir hunn dervu profitéiert, fir vill méi wäit ze goen, an dat am Sënn vun der Vereinfachung. Et huet also keen eis hei gedréckt, dat ass wierklech op eis Initiativ geschitt.

D'Zil vun dësem Projet de loi ass et also, d'Reegele fir d'Bauten an der Gréngzon éischtens ze preziséieren an zweetens ze vereinfachen. Et geet bei dësem Projet ëm eng substanziell Simplification administrative, éischtens fir déi bestoend Konstruktiounen, awer och fir déi nei. A gleeft mer, dat maache mir mat ganz vill Asaz a mat vill Iwwerzeegung.

Fir d'éischt zu de bestoende Bauten: Hei gi follgend Reegelen ofgeännert an domat de Proprietäre vill méi Fräiheeten ageraumt an net manner. An Zukunft soll net nëmmen d'Erhéije vun engem Daach, fir eng Isoléierung kënnen unzebréngen, méiglech sinn, wat jo bekanntlech den Objet vun de Jurisprudenze war, mee mir wollten de Proprietären och d'Méiglechkeet ginn, d'Stäck op eng convenabel Wunnhéicht ze héijen, soudass och en Erwuessene kann do stoen.

Des Weidere preziséiert d'Gesetz och kloer, dass all Zorte vun Aarbechte fir eng energeetesch Sanéierung solle méiglech sinn. Et ass och elo kloer festgeluecht, dass Sécherungsaarbechte kënne gemaach ginn, ouni déi eng Konstruktioun, en aneren Objet oder eng Persoun zu Schued kéinte kommen.

An Zukunft brauch keng Naturschutzgeneemegung méi gefrot ze ginn, fir säin Haus just bannen ëmzebauen. Am Kloertext heescht dat, dass dierf banne renovéiert ginn, egal ob dat heescht, eng Mauer erauszerappen oder carrement dat ganzt Gebai ze entkären an nei ze restrukturéieren, soulaang d'Emprise au sol net verännert gëtt. Och dat war net esou prezis an deene Jurisprudenzen dran.

Eng weider wichteg Ännerung ass et, dass ee mat deem neien Text och Gebaier, wou een nach dee gréissten Deel vun hire Maueren huet dierfen ofrappen, an deene selwechten Dimensiounen erëm dierf nei opriichten.

Zousätzlech ass et déi wichteg Ännerung, wat den Zäitpunkt ugeet, wéini eng Konstruktion als „légalement existante" ugesi gëtt an also och Verännerungen dru méiglech wieren. Och dat ass hei schonn erkläert ginn, ech ginn net méi op dësen Detail an. Mee wéi gesot, bis ewell war et esou, dass d'Gebaier, déi virun deem éischten Naturschutzgesetz gebaut gi waren, unerkannt waren. Dat waren also déi vu virun 1965 oder déi duerno, déi da geneemegt gi waren.

An der Praxis ass et awer net ëmmer esou einfach, deen Datum ze respektéieren, fir kënne „légalement existant" ze beweisen, well eeben oft Piècen zum Beispill net disponibel waren oder well se aus der virdigitaler Zäit sinn oder well e Proprietärswiessel war an déi net matkoumen.

Dës grouss Vereinfachung ass an dësem Gesetz esou, dass de „légalement existant" un déi strofrechtlech Verjärungsfrist gekoppelt gëtt, an déi ass eebe fënnef Joer. Eng Konstruktioun, déi bis ewell net geneemegt war, mee scho méi laang wéi fënnef Joer färdeggestallt ass, ouni datt strofrechtlech Poursuitte géint den Auteur gestart gi waren, gëtt elo assimiléiert als „légalement existante". An domat dierfen dës Bauten och no deenen neien, méi largë Reegelen adaptéiert ginn.

Mir iwwerhuelen heimat, opgrond vun enger Propositioun vum Staatsrot, eng strofrechtlech Verjärungsfrist, an dat kënnt elo an d'administrativt Recht a mir suergen domat fir Kloerheet.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Dofir wëll

ech nach eng Kéier resüméieren: Mat dësem neien Text dierfen an Zukunft „constructions légalement existantes" oder assimiléiert Konstruktiounen éischtens ouni Geneemegung banne renovéiert ginn an ëmgebaut ginn, och substanziell, mat Geneemegung energeetesch sanéiert ginn och vu baussen. Och raimlech Héichten däerfen ugepasst ginn, och wann dat heescht, dass d'Gebai méi héich gëtt. D'Fassad dierf geännert ginn, notamment duerch Fënsteren, a souguer d'Ofrappen an d'Neiopriichten ass erlaabt, dat alles ënnert der Konditioun, dass déi Saachen am Aklang si mat den Objektiver vum Gesetz. A mir picken eis hei net eent eraus, mir musse se alle siwen ëmmer consideréieren.

Et kann een also elo net nëmmen energeetesch sanéieren, wat dem Klima an dem mënschleche Wuelbefannen entgéintkënnt, mee och aner Aarbechten u sengem Besëtz maachen. An zu dësen Ännerunge kommen och nei Elementer, well de Projet eeben eng ganz Rëtsch vun neien Elementer elo opzielt a senger neier Annex 9, woufir een an Zukunft keng Geneemegung méi brauch. An och déi Beispiller si scho genannt ginn. Et geet jo do ëm Fotovoltaikanlagen op bestoende Gebaier, Konstruktioune fir Vullen a Fliedermais, awer och temporär Ënnerstänn fir d'Déiere bei Hëtzewellen. An dat ass tatsächlech eppes, wat aus eiser eegener Initiativ komm ass. An och wann elo verschidde Saachen nach net op dëser Lëscht stinn, ass et net esou, dass een déi net ka bauen. Et muss een eeben dofir nach ëmmer eng Autorisatioun ufroen an déi kann natierlech dann och geneemegt ginn, wann dat den Ziler vum Gesetz entsprécht.

Dëst ass eng substanziell administrativ Erliichterung souwuel fir de Bierger wéi och fir déi staatlech Instanzen. Kloer Reegele profitéieren de Leit, awer och de staatlechen Instanzen a sinn en Deel vun enger genereller Vereinfachungsstrategie a mengem Kompetenzberäich, an dat ëmmer mat engem weiderhin héijen Usproch un den Ëmweltschutz.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Mir hunn eis bei dësem Avant-projet de loi op Konstruktioune beschränkt, einfach well déi rezent Jurisprudenze séier an den Text hu missen iwwerholl ginn. An dat war eis wichteg, fir dass déi Leit dobaussen och esou séier wéi méiglech kënne vun deene Vereinfachunge profitéieren, déi mir nach zousätzlech an d'Gesetz geschriwwen hunn. Dat heescht awer net, dass mir net och aner Saachen op de Leescht wäerten huelen, a mir hunn och scho weider Vereinfachungspotenzialer identifizéiert a wäerten doriwwer an der nächster Zäit informéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech wëll awer op dëser Plaz op alle Fall e grousse Merci lassginn, och fir déi Leit dobaussen, déi eis hir Avisen zoukomme gelooss hunn. Déi sinn net ignoréiert ginn. Mir hunn déi ganz genau gekuckt a mir wäerten och a kuerzer Zäit dës berücksichtegen an och nei Propositioune virleeën. Hätte mir deen Avis vum Staatsrot éischter kritt, hätte mer natierlech dat doten och an der Kommissioun méi am Detail kënnen diskutéieren.

Ech hunn nach vläicht e puer Replicken op déi Saachen, déi hei opgeworf ginn zu de Constructions en zone verte. Dat ass och eppes, wou mer intensiv dru schaffen, an zwar am Echange mat zum Beispill de Wënzer an och mat Bauerebetriber. Déi brauchen eng Planungssécherheet fir hir Betriber, mee déi brauchen och Flexibilitéit. An do ass e Règlement grand-ducal net ëmmer déi beschten Äntwert drop. Och hei si mer amgaangen, no enger Léisung ze sichen, déi souwuel Planungssécherheet awer och Flexibilitéit bitt.

Zum Recours en annulation: Wann esou een ausgeschwat gëtt, da gëtt d'Geneemegung ëmmer am Sënn vum Urteel ofgeännert. Dat heescht, mir huelen de Leit dobausse kee Recht ewech. Mir sinn awer amgaangen, och dee Punkt ze iwwerdenken, a kucken och do, wéi mer dës Gesetzgeebung mat anere Gesetzgeebungen, déi mer am Autorisatiounsberäich hunn, kënne besser alignéieren. Voilà.

Zu den Ziler hunn ech mech scho geäussert.

Firwat si mir déi Vereinfachungen hei wichteg? Et ass wichteg, dass mer en effikassen Ëmweltschutz kënne maachen, well d'Natur ass eis Liewensgrondlag an et ass besser, dass mer eisen Effort kënnen op déi weesentlech Saache konzentréieren am Sënn vum Schutz vun der Natur. An dann ass et mer och ganz wichteg, dass mer eng besser Ëmsetzbarkeet vun dësem Text kréien, fir och d'Akzeptanz dobausse vun den Dispositioune vun dësem Text kënnen ze erhéijen. Dat ass mer ganz besonnesch wichteg. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer mat deem heiten Text do dat Richtegt maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Amendements

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8142 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert déi verschidden Amendementer of.

Amendement 1

Fir d'éischt den Amendement Nummer 1 vun der CSV, deen als Objet huet, en neien Paragraf 6 an den Artikel 17 bäizefügen. Den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President, fir d'Wuert. Jo, déi zwee Amendementer hei sinn am Fong Amendementer, déi d'Madamm Hansen an d'CSV zum Deel och schonn am Kader vum Gesetz 7477, mengen ech, deposéiert haten. Och do hate mer an der Kommissioun deemools scho vill Diskussiounen driwwer. Mir wëssen also, dass d'Matière net einfach ass an dass ee sech do wierklech genau muss dermat beschäftegen.

Beim éischten Amendement ass et jo éischter „Natur auf Zeit", beim zweeten Amendement geet et ëm d'Fro vum Recours. Also, mir haten dee Moment schonn Amendementen, mir hu se och bei deem heite Gesetz gehat. D'Ministesch huet och elo selwer nach eng Kéier gesot, dass dat och Froe sinn, déi si wierklech ganz seriö analyséiert, mee dass et eeben och net einfach ass. Dat war och schonn d'Äntwert, déi mer deemools haten, engersäits an der Diskussioun bei deem heite Gesetz, awer och bei deem virdrun. Duerfir géif ech menger Fraktioun roden, déi heiten zwee Amendementer ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy.

Mir kënnen dann zum Vott vum Amendement Nummer 1 kommen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement Nummer 1 ass bei 20 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Marc Spautz), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Diane Adehm), MM. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Laurent Mosar (par M. Marc Lies), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Den Artikel 17 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 2

Mir kommen dann elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 2 vun der CSV, deen als Objet huet, den Artikel 68 ofzeänneren. Da kënne mer och elo … D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, also wann ech bei deem éischten Amendement nach vläicht kéint denken, datt een an zéng Joer nach keng Léisung huet, wou ech dat awer och net kann denken, mee wann ech e Recours en annulation ëmänneren an e Recours en réformation, ech mengen, dat ass keng komplizéiert Saach, an déi wär definitiv méiglech gewiescht. Dofir wollt ech déi Explikatioun do awer net akzeptéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da komme mer awer elo zum Vott vun dem Amendement Nummer 2.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement Nummer 2 ass bei 22 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Gilles Roth), M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim

Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Den Artikel 68 vum Projet de loi bleift dann och ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8142. Den Text steet am Document parlementaire 8142[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8142 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 33 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Diane Adehm), MM. Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Discours de fin de législature de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Mataarbechterinnen a Mataarbechter, Dir Dammen an Dir Hären, et war eng intensiv Woch, et waren intensiv Deeg, Méint a Joren. D'Legislaturperiod 2018–2023 ass nach net eriwwer, mee se geet mat grousse Schrëtt hirem Enn entgéint. Och wann d'Chamber ni zoumécht a permanent operationell ass, si mir haut am Prinzipp fir d'lescht an dësem Sall an dëser Zesummesetzung beieneen.

Déi nächst Chamber, déi de 24. Oktober 2023 zesummekënnt, wäert op d'mannst zu engem Deel anescht ausgesinn. Mir wëssen net, wien nom 8. Oktober heibanne wäert sëtzen. Dat läit an den Hänn vun de Wielerinnen a Wieler. An dofir ass haut fir eis all e besonnesche Moment.

Nach méi speziell an emouvant ass et sécher fir dräi vun eise Kolleegen, well si scho wëssen, datt et elo mol fir si déi lescht ëffentlech Sitzung ass, egal wéi d'Walen den 8. Oktober ausginn, well si am Oktober net méi mat an d'Wale ginn. Et sinn dat den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Aly Kaes an d'Madamm Nathalie Oberweis.

Den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf wëllt sech an Zukunft ganz op säi Mandat als Buergermeeschter vun der Gemeng Péiteng konzentréieren.

Une voix | Bravo!

M. Fernand Etgen, Président | De geléierten Apdikter ass 1994 fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn. No zéng Joer an der Chamber ass hien an d'Regierung komm. Tëscht 2004 an 2013 war hien Inneminister respektiv Verdeedegungsminister.

Zanter 2013 ass de Jean-Marie Halsdorf erëm an der Chamber. An der aktueller Legislatur ass den CSV-Deputéierten aus dem Süde Vizepresident vun der Santés- a Sportskommissioun a Vizepresident vun der Lëtzebuerger Delegatioun vun der Assemblée parlementaire vun der OSZE gewiescht. Arméi an Infrastrukture si weider Theemen, déi den Deputéierte méi speziell an der Chamber interesséiert hunn.

De Jean-Marie Halsdorf kann op eng laang politesch Karriär zréckkucken, mee si ass nach net fäerdeg. Zanter de Gemengewale vun dësem Joer ass hien, wéi schonn tëschent 2000 an 2004, Buergermeeschter vun der Gemeng Péiteng. An deem Kader ass hien och Member am Exekutivkommitee vum regionale Syndikat PRO-SUD a war och emol Generalsekretär vum Syvicol.

Mir soen dem Jean-Marie Halsdorf fir seng geleeschten Aarbecht am Parlament Merci a wënschen dem honorabelen Deputéierten alles Guddes fir seng weider kommunalpolitesch Zukunft.

(Applaudissements)

E weideren CSV-Deputéierten, deen am Hierscht net méi mat an d'Wale geet, ass den honorabelen Aly Kaes. Den Aly Kaes ass zënter 2004 ouni Ënnerbriechung an der Chamber a wäert och am Oktober net méi mat an d'Wale goen.

Dem Aly Kaes seng politesch Karriär war eng Suite vu sengem jorelaangen Engagement beim LCGB, wou hien 30 Joer aktiv war, ënner anerem als Generalsekretär. Säin Engagement fir d'Leit wollt hien an der Politick weiderféieren, fir d'éischt um lokalen an dunn um nationale Plang.

1994 ass den Aly Kaes Buergermeeschter vu Baastenduerf respektiv der Fusiounsgemeng Tandel ginn, an dat war hie bis viru Kuerzem. 2004 ass den Aly Kaes an d'Chamber gewielt ginn an do konnt hien op seng wäertvoll Erfarungen an der Gewerkschaft an an der Gemengepolitick zréckgräifen. Bei de Chamberwalen duerno ass den Aly Kaes ëmmer erëmgewielt ginn.

Den Aly Kaes huet nieft senger sozialer och eng ekologesch Oder an ass zanter 2020 Vizepresident vun der Ëmweltkommissioun. Den CSV-Deputéierten aus dem Norden ass biergerno mat engem grousse „B". Den Aly Kaes sicht de Kontakt mat de Leit, geet op den Terrain, lauschtert no a probéiert, konkreet ze hëllefen.

D'Suerge vun de Leit aus dem Norde leien him um Häerz. Hien huet déi Suergen och mat an d'Chamber bruecht a probéiert, Léisungen ze fannen, ob dat elo den Ausbau vun der N7 ass oder en eenheetleche Präis vum Waasser.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Eng aner Plaz, wou den Aly Kaes sech vill a gär engagéiert huet, ass den Ofwaassersyndikat SIDEN, wou hien zanter 2006 President war an ech selwer d'Éier hat, säi Vizepresident ze sinn, eng Zäit, déi ech a beschter Erënnerung behalen. An deem Kader huet den Aly Kaes vill Meritten a Saachen Ofwaasser an der Nordregioun.

Am Häerz awer war den Aly Kaes e Gewerkschaftler. Eemol Gewerkschaftler, ëmmer Gewerkschaftler. De Forum pour l'emploi, dem Aly säi Bëbee, ass eng Häerzensugeleeënheet fir hien. Hien huet d'Beschäftegungsinitiativ opgebaut a konnt do vill Iddie konkreet um Terrain ëmsetzen.

A wa mir scho beim Terrain sinn: De fréiere Buergermeeschter stoung jo och jorelaang am Gol vun enger Partie Veräiner, wou d'Spiller, ouni vill Succès, probéiert hunn, e Wee laanscht den Aly Kaes ze fannen.

(Hilarité)

Géint den Aly an der géignerescher Ekipp ze sinn, war net einfach. Dem Aly Kaes, deen haut net konnt hei sinn, wënsche mir vun hei aus alles Guddes a mir hoffen, datt hien a senger politescher Pensioun um Bauerenhaff näischt iwwert de Knéi brécht!

(Hilarité et applaudissements)

Och eis honorabel Kolleegin Nathalie Oberweis geet am Oktober net méi mat an d'Walen. Virun hirem politeschen Engagement huet d'Madamm Oberweis sech jorelaang fir Mënscherechter am Noen Osten an Entwécklungshëllef an Afrika engagéiert. 2017 hat si bei déi Lénk eng Partei fonnt, wou si sech fir hir Iddie konnt asetzen.

2018 ass si fir d'éischte Kéier mat an d'Chamberwale gaang. Virun iwwer zwee Joer ass d'Madamm Oberweis an der Chamber vereedegt ginn, well si nom Rotatiounsprinzipp vun déi Lénk an d'Chamber nogeréckelt ass.

Als fréier Freelancejournalistin ass d'Nathalie Oberweis gewinnt, nozelauschteren an déi richteg Froen ze stellen. An der Chamber huet d'Deputéiert aus dem Zentrum sech virun allem an de Beräicher Logement, Steieren a Gesondheet abruecht, mee och fir Kultur an Institutiounen. Eng méi gerecht Gesellschaft läit dem Nathalie Oberweis um Häerz.

Bei de Gemengewalen am Juni dëst Joer ass d'Madamm Oberweis an der Stad Lëtzebuerg an de Gemengerot gewielt ginn. Eis Kolleegin huet sech dofir decidéiert, net bei de Chamberwalen am Hierscht unzetrieden, fir sech ganz op hiert Mandat am Stater Gemengerot an op hir Famill ze konzentréieren. An am Stater Gemengerot ass si déi eenzeg Vertriederin vun déi Lénk, wou vill Aarbecht op si wäert duerkommen. Mee ech si sécher, datt d'Madamm Oberweis dat mat hirem Fläiss an hirer Ausdauer, déi se schonn an der Chamber bewisen huet, gutt wäert meeschteren.

Alles Guddes, Nathalie!

(Applaudissements)

Mir wënschen eisen dräi Kolleegen nëmmen dat Bescht op hirem weidere Wee, vill Freed an der Famill a vill Zäit, fir déi Saachen ze maachen, fir déi se virdru keng Zäit haten. A vläicht gesi mer se erëm, vläicht souguer heibannen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Legislatur geet an dräi Méint op en Enn. De

Bilan vun de leschte fënnef Joer kann net an e puer Minutte gezu ginn. Et war eng ganz aarbechtsintensiv Legislatur. Ouni elo op d'Zuelen anzegoen, kann ech Iech awer elo scho verroden, datt et eng Rekordlegislatur ass. Dës Zuele wäerten an den nächste Wochen a Méint publizéiert ginn. Loosst mech just op e puer Evenementer agoen, déi a mengen Ae ganz wichteg waren.

Mir sinn zesummen duerch eng Pandemie gaangen, eng Pandemie, wou d'Chamber den demokratesche Mëttelpunkt vun allen Decisioune war. Mir sinn an en anert Gebai geplënnert, de Cercel, fir do déi néideg Distanze kënnen anzehalen. Mir hunn un enger schéiner Marberskulptur gefeilt a geformt, eiser Constitutioun, mat véier Revisiounen an deenen néidegen Upassungen duerch Gesetzer a Reglementer, déi dat mat sech bruecht huet. A parallell hu mer den 175. Gebuertsdag vum Revolutiounsjoer 1848 an där éischter fräiheetlecher Verfassung gefeiert – historesch Momenter!

Mir hunn um legislative Plang wichteg Weiche fir d'Zukunft vun eisem Land gestallt, an och de Lëtzebuerger Sozialmodell funktionéiert nach ëmmer gutt. Dat hunn d'Tripartitte bewisen.

Mir erliewen, wéi erëm Krich um europäesche Kontinent ass an ënnerstëtzen d'Ukrain, wou mer kënnen.

Mir hate grouss international Momenter an der Chamber: d'Session annuelle vun der Assemblée parlementaire vun der OSZE, d'Visitte vun der Speaker aus den USA Nancy Pelosi a vun der Presidentin vum Europaparlament Roberta Metsola, eng Visiokonferenz mam ukrainesche President Wolodymyr Selenskyj, d'Fréijoerssessioun vun der Parlamentarescher Assemblée vun der NATO an d'Konferenz vun de Presidente vun de Parlamenter vun deene klengen europäesche Länner.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber vun 2023 ass net méi déi selwecht wéi déi vun 2018. Si ass méi staark, méi oppen a méi transparent ginn. Och eis Demokratie ass méi staark ginn, an do hutt Dir all e Verdéngscht drun.

An deene leschte fënnef Joer hu mir alleguer eis Aarbecht gemaach nom beschte Wëssen a Gewëssen. Eng gesond Demokratie lieft vun der Diskussioun, vum politesche Sträit. An och wa mir net ëmmer eens heibanne sinn, och wa mir verschidden Iddien hunn an aus verschiddenen Deeler vum Land kommen, esou hu mir awer eppes gemeinsam: Mir sinn en Deel vun dëser héijer Institutioun, an dat ass eng Éier. Mir sinn eis eiser Responsabilitéit bewosst. Mir wëssen, datt mir all Dag eis Demokratie musse verdeedegen a beschütze géint Attacken, géint Extremismen, géint Fakenews. Jidderee vun eis huet eng Verantwortung. Eis Ënnerscheeder si beräicherend fir dës Institutioun a wichteg fir de Pluralismus am Land.

Doriwwer eraus hunn ech awer och am Gefill, datt all déi héich politesch Momenter, Krisen an opwullend Kontexter wärend dëser Legislaturperiod eis alleguer a villen Hisiichten enk zesummegeschweesst hunn.

Ech wëll Iech haut Merci soen, datt ech déi lescht fënnef Joer duerft Äre President sinn. Ech géif dat direkt weidermaachen.

(Hilarité)

Merci fir Äert Vertrauen, merci fir Äre Respekt. Ech hunn ëmmer probéiert, heibanne fir Uerdnung an Disziplinn ze suerge mat enger roueger, mee fermer Hand. Mäin Zil war ëmmer, eng onparteiesch Leedung vun de Sitzungen ze garantéieren, fir datt déi verschidde politesch Stréimunge sech op eng korrekt a respektvoll Aart a Weis artikuléiere kënnen, fir datt mir dem Pluralismus vun eiser Gesellschaft gerecht ginn.

Ech hat an hu grousse Respekt virun dësem héijen Haus, an deem ech viru 16 Joer eng éischte Kéier vereedegt gi sinn. Ech hat am Dezember 2018 a menger Untrëttsried als Chamberspresident gesot, datt dës nobel Aufgab keen Happy End vu menger politescher Karriär wär an och keng Plaz, wou een et méi roueg hätt. Et wär en neien Ufank, eng nei Erausfuerderung.

Als President hunn ech déi Institutioun nach eemol besser an anescht kennegeléiert, an dat war mir eng grouss Éier. Mäi Parcours duerch déi verschidden Institutioune war villfälteg, interessant a léierräich. Souwuel als Gemengeconseiller wéi als Buergermeeschter, als Deputéierten, als Minister oder elo als Chamberspresident hunn ech ëmmer probéiert, den Norden net aus den Aen ze verléieren, …

(Hilarité)

… an ech hunn all Poste mat Begeeschterung gemaach. Ech hunn nach ëmmer Politick fir d'Leit a mat de Leit wëlle maachen. Wie mech kennt, weess, datt ech gären a vill ënnert de Leit sinn a gäre mat hinne schwätzen. Politick mécht sech net eleng um Schreifdësch, mee dobausse bei de Leit a mat de Leit.

Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, Kollegialitéit an Ënnerstëtzung hei am Haus an och mat deenen aneren Institutiounen.

Merci och dem Conseil d'État, der Regierung, de Chambres professionnelles an eise Partner Ombudsman, OKaJu a CET. Dir sidd alleguer e wichtegt Puzzlesteck am legislative Prozess.

Merci dem Generalsekretär Laurent Scheeck, ouni deen hei villes net esou gutt gelaf wier, wéi et leeft.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci och sengen Adjointen Isabelle Barra a Benoît Reiter. Merci alle Mataarbechter vun der Chamber an de Fraktiounen, déi alleguer am Hannergrond schaffen an eis ënnerstëtzen, fir datt mir eis Aarbecht kënne gutt maachen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci och der Press, déi derzou bäidréit, d'Aarbechte vun der Chamber no baussen ze vermëttelen, an déi eis nawell gär e Spigel virun Aen hält, wann eppes net klappt.

Fir déi nächst Wochen a Méint wënschen ech eiser Demokratie an eisem Land e faire Walkampf an déi beschtméiglech Chamber nom 8. Oktober. Iech alleguer wënschen ech eng schéi Summervakanz. Ech si frou, Iech erëmzegesinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An elo géif ech dem Jean-Marie Halsdorf d'Wuert ginn.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Ganz kuerz: Ech mengen, et ass en emotionale Moment, wann een 30 Joer derbäi ass. A wann een dem President seng Karriär elo gelauschtert huet, ass en e bëssen dee selwechte Wee gaangen. Ech hat am Fong geholl eng Chance oder e Privileeg oder eng Éier, schonn 1987 däerfen an de Gemengerot gewielt ze ginn, 1994 an d'Chamber ze kommen – dat si bal 30 Joer –, 2000 fir d'éischt Buergermeeschter ze ginn, 2004 Minister, duerno nees an d'Chamber zréck an nees an d'Gemeng zréck an elo Buergermeeschter.

Wat ass d'Lektioun dovun? D'Lektioun ass déi, dass ech am Fong geholl geléiert hunn, eis Legislativ mat dräi Brëller ze kucken: eng Kéier an der Proximitéit – ech sinn ee Mann vun der Proximitéit –, eng Kéier als Member vun der Regierung – duerfir verstinn ech heiansdo ganz gutt d'Regierung, heiansdo och manner gutt – an dann natierlech och eist Parlament, fir de Stellewäert vun deem ze kucken. An ech weess, wéi wichteg déi dräi Partner sinn, fir dass eist Land gutt gefëiert gëtt. An dat ass, mengen ech, eng Lektioun, déi ech kritt hunn. Dat ass am Fong geholl, eis Gesellschaft besser ze verstoen an dat och ze vermëttelen. Dat ass och dat, wat ech gär wëll maachen. An ech weess, wéi wichteg mir alleguerte sinn, an duerfir, mengen ech, ass dat e wichtege Volet.

Mee gradesou wichteg ware fir mech déi vill Mënschen, déi ech kenne geléiert hunn, déi vill Frëndschaften, déi ee kritt huet, iwwerparteilech. Et léiert ee Leit kennen, déi ee gär huet. An dat ass och eng schéi Säit vun der Politick. Déi gëtt oft vergiess, well heiansdo hei ze vill matenee gestridde gëtt. Mee definitiv ass dat Mënschlecht an de Mateneen awer och ganz wichteg. An dee gëtt et awer hei an der Chamber, och wann dat net ëmmer esou eriwwerkënnt. Dat ass fir mech och ganz wichteg.

An ech hoffen och, dass ech an Zukunft nach kann op déi Frëndschaften zielen, op déi Relatiounen zielen, wann ech mech elo op meng Gemeng konzentréieren a mech eebe fir d'Wuel vun eise Bierger vun der Gemeng Péiteng asetzen. Ech mengen, dat ass dat Zil, wat ech mer gesat hunn.

Ech weess, d'Gesellschaft ännert, eis Chamber huet geännert, de President huet et gesot. Mir waren elo eng Kéier am Cercle Cité, viru Jore ware mer um Knuedler, du si mer heihinner komm. Do hate mer hei alles ëmgeännert, alles anescht gemaach. Eis Verwaltung ass och enorm ginn, wann ech kucken, wéi déi 1994 war an elo. An all Joer komme jonk Leit bäi, an dat ass och gutt esou.

An dofir sollen déi Al wëssen – déi méi Eeler –, wann et duergeet. Ech hunn elo gemengt, dass et géif duergoen. An ech si frou, dass mer vill Jonker hei gesinn, an ech hoffen, dass déi nächst Chamber och eng Verjéngung kritt an dass vill gutt jonk Leit hei erakommen. An ech wënschen Iech och alleguerte weider vill Chance bei de Walen!

Ech hoffen an ech weess, Dir gitt ëmmer Äre Maximum, ech kenne jo déi meescht heibanne ganz gutt. Et war mer eng Éier, mat Iech hei ze sinn.

Villmools merci!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | An da géif ech nach d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis ginn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci fir déi léif Wierder. Jo, voilà, et ass wierklech immens beréierend, perséinlech Wierder ze héieren. Ech di mech schwéier mat Changementer. Ech hu virdrun e puer Leit dat gesot. Duerfir, et ass ëmmer e bëssen emouvant, wann een dann awer e Changement huet, obwuel ech aus fräie Stécker gewielt hunn, net mat an d'Walen ze goen.

Voilà, ech mengen, ech sinn net irremplaçabel. Een anere wäert déi Aarbecht geneesou gutt maache wéi ech. Mee wie weess, et ka sinn, datt ech eng aner Kéier erëm mat an d'Wale ginn an da gesäit ee sech erëm. Mee et gesäit ee sech egal wéi erëm. Mir sinn zu Lëtzebuerg, dat heescht, mir gesinn eis erëm. A voilà, mir si souwisou weiderhin aktiv. Ech si jo och am Gemengerot an der Stad.

Merci nach eng Kéier fir déi léif Wierder. Ech hu virdru scho geschwat, duerfir, ech hunn elo näischt méi dozou ze soen. Villmools merci nach eng Kéier Iech all! Et war eng ganz schéi Begéinung an, voilà, mir gesinn eis.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Et ass 21.40 Auer freides owes. Ech wéilt Iech am Numm vun eis all och Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun, déi mer mat Iech haten. Et waren emol heiansdo méi hëtzeg Diskussiounen, mee dat, wat hannen erauskomm ass, war ëmmer am Interessi vum Land.

Ech wëll mech virun allem Äre Mercien uschléisse géintiwwer vun deenen, déi net méi an der Chamber sinn. Dat ass fir eis den Aly Kaes, dat ass och de Jean-Marie Halsdorf an och d'Madamm Nathalie Oberweis, déi indirekt iwwer hir Famill dann awer nach e puer Bezéiungen zur CSV huet, well hire Papp och an der Chamber war.

Jiddwerengem heibannen dat Bescht fir den Oktober. Ech géif soen, jiddwereen huet eppes an zesummen hu mer vill. Op e faire Walkampf! An ech hoffen, dass der vill vun eis am Oktober dann derbäi sinn an dass déi Chamber gradewéi d'Regierung d'Land wäert ab dem Oktober och erëm gutt féieren.

Dat gesot, merci an e schéinen Owend.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Wëllt d'Regierung och nach ...? Nee. Bon, domat si mer dann um Enn vun der Sitzung ukomm.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Dach, ganz kuerz.

M. Fernand Etgen, Président | Déi nächst Sitzung ass fir no de Walen ...

(Brouhaha)

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci. Ganz kuerz: Här President, léif Dammen an Häre Deputéiert, am Numm vun der Regierung wéilt ech Iech einfach e grousse Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht fir déi lescht fënnef Joer, och wann ech net fënnef Joer derbäi war. Ech wëll Iech e besonnesche Merci soe fir Är Disponibilitéit an deene leschte Méint, Wochen, Stonnen, déi mer zesummen haten. An ech wënschen Iech all, eis alleguer, eng wuelverdéngte Summerpaus an eis alleguerten e faire Walkampf an eis alleguerten e gutt Resultat am Oktober.

Voilà, merci alleguer.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Domat si mer dann um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir no de Walen de 24. Oktober virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen. An ech invitéieren Iech alleguer op Cremant an der Chamber, gudde Lëtzebuerger Cremant.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech wënschen Iech all eng schéi Summervakanz gradesou gutt wéi och deene Leit, déi eis ëmmer ganz trei iwwer Chamber TV nokucken. Merci villmools. An och hinnen eng schéi Vakanz.

(La séance publique est levée à 21.42 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Formation de l'enseignant	8039	Martine Hansen	93
Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports	8040	Jeff Engelen	93
Expulsions en matière de bail à usage d'habitation	8042	Nathalie Oberweis	94
Problèmes du tiers payant chez le kinésithérapeute	8043	Nancy Arendt épouse Kemp	94
Antoniushaff	8045	Martine Hansen	95
Effets secondaires des vaccins	8046	Jeff Engelen	95
Désaffiliation de la sécurité sociale	8047	Jeff Engelen	95
Législation de l'avortement	8048	Jeff Engelen	96
Aides énergétiques	8049	Martine Hansen	96
Organisation mondiale de la santé	8050	Jeff Engelen	96
Faillite de la firme Virgin Orbit	8051	Fernand Kartheiser	97
Clinique Pédiatrique KannerKlinik	8052	Martine Hansen	98
Remboursement de la taxe sur véhicules	8053	Myriam Cecchetti	98
Formulaires en relation avec le permis de conduire	8054	Myriam Cecchetti	98
Achat de projets privés par l'État	8055	Marc Goergen	98
Déclaration du Secrétaire général de l'OTAN	8057	Fernand Kartheiser	99
Achat de projets privés par l'État	8058	Marc Lies, Elisabeth Margue	99

Formation de l'enseignant | Question **8039** (26/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Fir Enseignant an der Grondschoul ze ginn, gëtt et zwee Ausbildungsweeër: de klassesche „Bachelor en sciences de l'éducation" (BScE) an deen elo neie „Bachelor en formation pédagogique" (BFP) als Successeur vum sougenannte „Quereinsteiger-Modell". Laut der entspriechender Broschür vun der Uni.lu ass den Delai, fir eng Demande d'admission ze maachen, den 19. Mee ofgelaf.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Wéi vill Studenten hu fir dat kommend Studiejoer eng Demande d'admission fir de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) gemaach?

– Wéi vill Studenten hu fir dat kommend Studiejoer eng Demande d'admission fir de Bachelor en formation pédagogique (BFP) gemaach?

Réponse (19/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

D'Universitéit Lëtzebuerg krut fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 eng 369 Demandes d'admission fir d'éischt Semester vum Bachelor en sciences de l'éducation. D'Zuel vun den zougeloossene Kandidaten zum Examen-concours kann eréischt festgehale ginn, wann d'Resultater vum Premièresexame virleien.

Fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 krut d'Université Lëtzebuerg eng 110 Demandes d'admission fir d'éischt Semester vum Bachelor en formation pédagogique. D'Zuel vun de kompletten a recevabelen Dossieren ass nach net gewosst.

Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports | Question **8040** (26/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 7819 vum 24. Mäerz 2023 schreift den Här Minister iwwer d'Remuneratioun vun de Chargé-de-coursë vun der ENEPS:

„D'Tariffer ginn aktuell iwwert eng Decisioun vum Regierungsrot festgeluecht, sou wéi et am Kadergesetz vun der ENEPS virgesinn ass. De Regierungsrot huet sech a senger Decisioun vum 21. Dezember 2001 un där deemools applizéierter Formel vun der Éducation nationale fir Iwwerstonnen inspiréiert, fir se fir d'ENEPS fir d'Sportsproffen an d'Dokteren ze iwwerhuelen."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sportsminister:

1. Stëmmt et, datt besote Regierungsbeschloss vun 2001 souwuel 2015 wéi och 2022 ofgeännert gouf?

2. Wa jo, kann den Här Minister déi betreffend Beschlëss a senger Äntwert afügen?

3. Stëmmt et, datt sech an dëse Beschlëss op déi am Enseignement secondaire gëllend Formel betreffend d'Iwwerstonnereegelung beruff gëtt?

4. Firwat gouf dann, wéi et schéngt, weeder 2015 nach 2022 déi säit 2007 duerch Règlement grand-ducal bestoend Formel applizéiert?

5. Am Hibléck op d'Formel bestinn am Sportsmilieu, eisen Informatiounen no, verschidde Meenungen. Kann den Här Minister, fir dëst kloerzestellen, déi aktuell applizéiert Formel mat engem Punktwäert vu 560 wéi och Index Abrëll 2023 detailléiert duerleeën?

6. Stëmmt et, datt laut allgemenger Rechtslag an dësem Dossier eng legal Basis wéi och e Règlement grand-ducal erfuerderlech ass?

7. Wa jo: wat ass dann déi gesetzlech bzw. déi reglementaresch Basis fir d'Ausbezuele vun de 60 Euro pro Stonn un déi extern Mataarbechter vun der ENEPS?

8. Eisen Informatiounen no ginn dës Mataarbechter allerdéngs pauschal remuneréiert. Kann den Här Minister dat confirméieren?

9. Anscheinend déngt de Regierungsbeschloss vun 2001 och der Remuneratioun vun Traineren, déi am Beräich vun der ENEPS aktiv sinn. Kann den Här Minister dat confirméieren an, wa jo, déi betreffend gesetzlech a reglementaresch Basis uginn?

Réponse (30/06/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. Jo, dat stëmmt.

ad 2. D'Regierungsbeschlëss sinn intern Dokumenter a kënnen der Äntwert net bäigeluecht ginn. Déi relevant Informatiounen hu mir an den Äntwerte verschafft.

ad 3. De Regierungsrot huet sech a senger Decisioun vum 21. Dezember 2001 un där deemools applizéierter Formel vun der Éducation nationale fir Iwwerstonnen inspiréiert, fir se am Kontext vun der ENEPS fir d'Sportsproffen an d'Dokteren ze iwwerhuelen.

ad 4. Wéi gesot huet de Sportminister sech 2001 un der Formel, déi deemools fir de Secteur vun der Éducation nationale ugewannt ginn ass, inspiréiert, ouni sech ze engagéieren, dass d'Tariffer vun der ENEPS laangfristeg sollten Hand an Hand mat den Tariffer bezüglech Iwwerstonnen an der Éducation nationale goen. Entspriechend si weeder 2015 nach 2022 hei Adaptatioune gemaach ginn.

ad 5. D'Formel, déi zënter 2001 ugewannt gëtt, ass follgend:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice :100) x (1:22) x (1:52).

Dëst entsprécht mat engem Punktwäert vu 560 a mam Index Stand Abrëll 2023 engem Tariff vun 123,89 Euro brutto.

ad 6. Déi applikabel legal Basis ass bis dato d'Gesetz vum 29. November 1988 „portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports", dat Follgendes virgesäit: „L'indemnisation du personnel visé par le présent article est fixée par le Gouvernement en conseil" (Art. 13 leschten Alinea). Dat viséiert Personal setzt sech zesummen aus Sportsproffen, Dokteren an anere Chargé-de-coursen, déi iwwer spezifesch Kompetenze verfügen (Artikel 13, a) – c)).

Déi legal Basis ass duerch dat neit INAPS Gesetz (Projet de loi n° 8090, deen den Institut national de l'activité physique et des sports schaaft), dat de 27.6 an der Chamber gestëmmt gouf, moderniséiert ginn. Dësen Text leet déi méiglech maximal Montante fest, wärend e Règlement grand-ducal déi applikabel Tariffer wäert festleeën. Besote Projet de règlement grand-ducal ass den 22. Mäerz 2023 am Regierungsrot ugeholl ginn. Hei gëtt den Text am Moment op Basis vum Avis vum Staatsrot vum 20. Juni 2023 analyséiert a gegeebenefalls nach ugepasst.

ad 7. Wéi an der Äntwert zu der Fro 6 schonn uginn, ass déi legal Basis d'Gesetz vum 29. November 1988 an de Beschloss vum Regierungsrot. Een neie Gesetzesprojet souwuel wéi e Reglementsprojet sinn aktuell an der Prozedur.

ad 8. Nee, dëst kann net pauschal confirméiert ginn. D'Chargé-de-coursen, déi iwwer Arrêté ministériel vum Minister genannt ginn, deklaréieren all Mount hir geleeschte Stonnen a ginn deemno op Stonnebasis bezuelt.

Aner extern Mataarbechter, déi zum Beispill Coursen oder anert didaktescht Material ausschaffen, gi via eng Convention de prestation de services bezuelt. Den Tariff, deen hei applizéiert gëtt, ass 60 Euro brutto pro Stonn. De Gesamtmontant, iwwert déi besote Konventioun am Virfeld gemaach gëtt, baséiert op enger Aschätzung wéi laang den Expert brauch, fir de „Livrable", deen an der Konventioun definéiert ass, ze produzéieren. Zukünfteg wäert dësen Tariff vu 60 Euro brutto och am uewe genannte Règlement grand-ducal fixéiert ginn.

ad 9. Et si keng Traineren an hirer Funktioun als Trainer fir d'ENEPS aktiv. Et sinn awer Traineren als Chargé de cours fir d'ENEPS a sportaartspezifesche Formatiounen aktiv – dëst well si an deem Beräich iwwert dat néidegt Fachwësse verfügen. Deemno gi si, wéi all aner Chargé de cours, op Stonnebasis fir hir geleeschten Aarbecht bezuelt.

Expulsions en matière de bail à usage d'habitation | Question **8042** (26/05/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Après deux suspensions justifiées par les effets de la pandémie de Covid-19 en 2020 et 2021, et une suspension de fin 2022 au 31 mars 2023 en raison des pressions inflationnistes qui continuent de peser sur les personnes et ménages à faibles revenus, l'exécution des décisions de déguerpissement a entre-temps repris.

En plus de la hausse des loyers, qui se poursuit et qui représente donc une charge financière souvent insupportable pour de nombreux ménages, l'augmentation générale du coût de la vie s'est ajoutée depuis plusieurs mois et constitue une charge supplémentaire.

Les ménages-locataires sont les premières victimes de cette évolution et il est dans ce contexte que je voudrais demander à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Logement une mise à jour des nombres concernant les décisions de déguerpissement ordonnées en matière de bail à usage d'habitation.

1) Dans le cadre de la loi du 23 décembre 2022 portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation, combien de locataires ont déposé une requête au greffe de la justice de paix afin de demander au juge de paix siégeant en matière de bail à loyer de suspendre toute exécution d'une décision de déguerpissement rendue à son encontre ?

2) Combien de ces requêtes ont été accordées ?

3) Combien de ces requêtes ont été refusées pour des motifs de dégradation des lieux loués ou d'incompatibilité avec le besoin personnel du bailleur ?

4) Combien de procédures pour demander l'autorisation du juge de paix de pouvoir faire expulser une personne sont actuellement en cours ?

5) Combien de procédures pour demander l'autorisation du juge de paix de pouvoir faire expulser une personne ont été traitées depuis juin 2022 ?

6) Combien de ces demandes ont été accordées depuis juin 2022 ?

7) Combien d'expulsions autorisées par le juge de paix ont été exécutées depuis juin 2022 ?

8) Dans combien de cas depuis juin 2022 le juge de paix a-t-il accordé un sursis à l'exécution de la décision ?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

La question parlementaire n° 8042 concerne les expulsions en matière de bail à usage d'habitation.

ad 1) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 5) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 6) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 7) Depuis le 1er juin 2022, 215 expulsions ont été exécutées.

ad 8) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Problèmes du tiers payant chez le kinésithérapeute | Question **8043** (30/05/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Laut mengen Informatioune gëtt et Problemer beim Tiers payant an der Kinesitherapie. Do wou déi Professionell soss hiert Geld bannent e puer Schaffdeeg vun der CNS kruten, dauert et elo méi laang, an op Nofro gëtt vun der CNS gesot, dës Verzögerung wier duerch ee Surplus un Aarbecht ze erklären. Dës Situatioun féiert zu Problemer, well de Remboursement duerch den Tiers payant de Gros vum Akommes vun deene Leit ausmécht, mat deem si och d'Paie vun hire Salariéë bezuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Ass den Här Minister iwwert dëse Mëssstand informéiert?

– Wat gedenkt hien dogéint ze ënnerhuelen?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass d'CNS richteg outilléiert ass, fir de System vum Tiers payant ze erweideren?

Réponse (04/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Wéi den Tableau hei ënnendrënner weist, sinn am Moment kleng Ännerungen ze gesinn, wat d'Duerchschnëttszäit tëscht dem Empfang vun de Relevéë vun de Kinesitherapeuten an dem Paiement vun der Gesondheetskeess (CNS) ugeet fir déi Partië vun de Rechnungen, déi der Krankeversécherung opposabel sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Artikel 25 Alinea 7 vun der Konventioun tëschent der CNS an der ALK gesäit Follgendes vir:

„Au plus tard le dernier jour du mois qui suit la date de réception du fichier de facturation la CNS procède au paiement des prestations non contestées. [...]"

Sou wéi och schonn déi lescht Joren ass an deene meeschte Fäll den Delai vum Paiement vun der CNS e gutt Stéck méi kuerz wéi den Delai, deen an der Konventioun virgesinn ass.

Wat d'Grënn ugeet, déi den aktuellen Delai vum Paiement erklären, deen awer trotzdeem nach de konventionelle Bestëmmungen entsprécht, sollt bemierkt sinn, datt en neie Logiciel a Produktioun gaangen ass, deen der Equipe, déi fir d'Ausbezuele vun de Rechnunge vun de Kinesitherapeuten zoustänneg ass, nei Missiounen abruecht huet. D'CNS war sech bewosst, datt dëst kéint e klengen Impakt op den Delai vum Paiement hunn, mä et huet kee Risiko bestanen, datt de konventionellen Delai net géif agehale ginn.

Obwuel déi konventionell Bestëmmunge respektéiert sinn, ass d'Bestriewung vun der CNS, déi finanziell Prise en charge, an dësem Fall de Remboursement vun de Leeschtungen un d'Kinesitherapeuten, ënnert de beschtméiglechen Delaien ze assuréieren. Dofir wäerten déi intern Prozeduren optimiséiert ginn.

Wat d'Erweiderung vum System vum Tiers payant ubelaangt, esou muss ee soen, datt un enger neier Generatioun geschafft gëtt: de Paiement immédiat direct (PID). Dëse wäert dofir suergen, datt déi finanziell Prise en charge kann direkt stattfannen. De PID ass elo an der finaler Programmatiounsphas a soll am Oktober 2023 operationell sinn. Et ass net ausgeschloss, datt dësen neie System méi spéit kéint déi aktuell Tierspayant-Systemer ersetzen. Dëst misst awer dann an de jeeweilege Konventiounen ëmgeännert ginn a bräicht och vill Investissementer vun de betraffene Servicer, well dat alles muss informatesch programméiert ginn. Dat kann awer eréischt an Ugrëff geholl ginn, wann de PID bei den Doktere bis voll operationell ass, dat heescht, fir déi verschidden Dokterspezialitéite programméiert gouf.

Antoniushaff | Question **8045** (31/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der parlamentarescher Fro N° 3770 hat ech am Mäerz 2021 den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte gefrot, wéi et mam Antoniushaff an der Gemeng Wëntger géif weidergoen, deen 2 Joer virdru vum Staat opkaf gouf. An der Äntwert op dës Fro krut ech matgedeelt, dass d'Naturverwaltung (Administration de la nature et des forêts, ANF) dës Gebaier soll notzen, an dass ee regionalen Zenter vun der ANF op deem Site soll entstoen. Des Weidere gouf mer matgedeelt, dass domat gerechent géif ginn, dass mam Bau an den nächsten 1 bis 2 Joer géif ugefaange ginn. Stand haut si méi ewéi 2 Joer vergaangen, an um Site ass nach näischt geschitt, ausser dass den Zoustand vun de Gebaier vum Haff sech verschlechtert huet.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten an un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung riichten:

1. Hält den Ëmweltministère um Projet fest, fir aus dem Antoniushaff ee regionalen Zenter vun der ANF ze maachen?

2. Falls jo, wou ass dëse Projet drun a wisou gëtt et Verspéidungen?

Réponse (10/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Jo, dëse Projet ass weiderhi vu Wichtegkeet fir déi regional Servicer vun der Naturverwaltung (ANF). D'Zesummeleeë vun den Infrastrukture vun den Triagë vun der ANF ass ee landeswäite Projet, deen och am Programme de travail vun der Verwaltung fir d'Period 2022–2024 verankert ass.

ad 2. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung analyséiert am Moment, wat fir eng Form ee regionalen Zenter vun der ANF um Site vum Antoniushaff kann unhuelen, fir dass dësen sech beschtméiglech un déi lokal Gegeebenheeten upasst.

Effets secondaires des vaccins | Question **8046** (31/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Coronaviruspandemie huet an de leschte Jore vill Diskussioune verursaacht an och Irritatiounen hannerlooss. D'Impfungen an hir Niewewierkunge bleiwen e ganz wichtegen Theema an deem Kontext. An engem Bréif vum 11. Mee 2023 freet de Collectif „Fräi Liewen" verschidde statistesch Donnéeën iwwert d'Impfstoffer a méiglech Korrelatiounen tëschent eenzele Lote vun deene Stoffer mat onerwënschten Niewewierkungen. Weider soll an Dänemark rezent eng Etüd zu deem Sujet gemaach gi sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Huet déi Lëtzebuerger Regierung oder de CDC (Center for Disease Control) zu iergendengem Zäitpunkt statistesch Donnéeën iwwer d'Nieweneffekter vun deenen Impfstoffer geläscht oder läsche gelooss? Wa jo, ass dat op Basis vun enger Interventioun vun engem europäesche Regulateur geschitt? Wa jo, op wéi enger rechtlecher Basis ass dat geschitt?

2. Ass d'Regierung bereet, fir dës Statistiken ëffentlech zougänglech ze maachen:
– D'Lëscht vun den Nummeroe vun de Lote vun Impfstoffer géint de Covid-19, déi zu Lëtzebuerg benotzt goufen, zesumme mat der Zuel vu benotzten Dose pro Lot;
– Fir déi offiziell Rapporten iwwer onerwënschten Niewewierkungen: d'Zuel vun de Rapporten, d'Nummer respektiv d'Nummere vun de Loten, aus deenen d'Impfdose geholl goufe mat dem Grad vu Schiedlechkeet vun deenen onerwënschten Niewewierkungen (schlëmm/net schlëmm, medezinnesch vu Bedeitung, Hospitaliséierung, potentiell liewensgeféierlech, Stierffall).

3. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt et eng Korrelatioun tëschent verschiddene Lote vun Impfstoffer an onerwënschten Niewewierkunge gëtt? Wa jo, wéi erkläert sech d'Regierung dee Fakt a firwat ass en nach net publizéiert ginn?

Réponse (04/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. All Niewewierkungen am Zesummenhang mat Impfstoffer, déi un d'Lëtzebuerger Gesondheetsautoritéiten, a méi spezifesch un d'Division pharmacie et médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun, déi kompetent am Beräich vun der Pharmacovigilance ass, notifiéiert ginn, ginn op europäeschem Niveau bei der EMA (European Medicines Agency) ënnert anonymiséierter Form ofgespäichert. All Notifikatioun gëtt a Betruecht gezunn a keng dovu gëtt geläscht.

ad 2. D'Nummeroe vun de Lote vun Impfstoffer, déi zu Lëtzebuerg benotzt goufen, sinn der Gesondheetsdirektioun bekannt a ginn och mat den Niewewierkunge bei der EMA gemellt, falls déi gemellten Niewewierkung eventuell op eng Impfung zu Lëtzebuerg zréckgeet. Fir Leit, déi am Ausland geimpft goufen, awer hei zu Lëtzebuerg eng Niewewierkung deklaréiert hunn, ass den Nummer vum Lot der Gesondheetsdirektioun net ëmmer bekannt.

– Fir Lëtzebuerg sinn déi Donnéeë publizéiert a kënnen an de Rapporte vun der Pharmacovigilance ënnert follgendem Link consultéiert ginn: https://covid19.public.lu/fr/vaccination/infovaxx.html.

Déi europäesch Donnéeë sinn och publizéiert a kënnen iwwert follgende Link consultéiert ginn: https://www.ema.europa.eu/en/human-regulatory/overview/public-health-threats/coronavirus-disease-covid-19/covid-19-medicines/safety-covid-19-vaccines.

Dës publizéiert Donnéeë betreffen d'Unzuel vun Deklaratiounen, de Gravitéitscritère an den Typ vun Niewewierkung, mee net d'Nummer vum Lot. Eng Analys iwwert d'Heefegkeet vun Niewewierkunge pro Lot mécht nëmmen op groussen Zuelen e Sënn a gëtt dofir op Niveau vun der EU gemaach. Et ass effektiv esou, dass e selwechte Produktiounslot normalerweis iwwert vill EU-Länner verdeelt gouf, an dofir muss eng korrekt Analys och op EU-Niveau gemaach ginn, an net national.

ad 3. D'Deklaratioune vun Niewewierkungen, déi zu Lëtzebuerg opgetruede sinn, an déi a voller Transparenz an den Infovaxx-Berichter virgestallt goufen, beinhalten all eventuell Niewewierkungen, déi aus zäitlecher Siicht net ausgeschloss kënne ginn. Déi kausal Verbindung mat enger eventueller Impfung gëtt vu Fall zu Fall evaluéiert an ënnerscheet sech staark vun engem Dossier zum aneren. Dës Fäll ginn dofir vun de Gesondheetsautoritéite souwuel individuell analyséiert, wéi och am Zesummenhang mat Fäll aus anere Länner, déi an der europäescher Pharmacovigilance Datebank (EudraVigilance) enregistréiert sinn. Op dës Manéier dréit Lëtzebuerg zu der kontinuéierlecher Iwwerwaachung vum Benefice-Risiko-Gläichgewiicht vun den Impfunge bäi.

Wa bei der Analys vun dëse Fäll e seriöe Sécherheetsproblem erauskënnt an d'EMA et fir néideg fënnt, reglementaresch Moossnamen ze huelen, da gëtt dat selbstverständlech gemaach.

All Informatioune betreffend Niewewierkungen, déi à jour sinn am Hibléck op klinesch a reell Daten an déi op Beweiser baséieren, sinn ëffentlech. Si ginn an der Impfungsproduktinformatioun erëmginn (Patientennotiz a Resumé vun de Produkteegenschafte fir d'Gesondheetsspezialisten). Bis haut goufe keng Niewewierkungen opgeholl, déi am Zesummenhang mat engem Qualitéitsproblem vun engem bestëmmte Lot stinn.

Désaffiliation de la sécurité sociale | Question **8047** (01/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Eis ass zu Ouere komm, datt eng Persoun, déi an hirer Apdikt Medikamenter ofhuele wollt an dobäi hir Sécurité-sociale-Kaart huet misse weisen, gesot krut, si wier net méi am CCSS affiliéiert, an dat säit 3 Méint. Dës Persoun war also dräi Méint laang, ouni et ze wëssen, net krankeverséchert. Si war vum CCSS awer net doriwwer informéiert ginn.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Fro un den Här Minister vun der sozialer Sécherheet:

– Gëtt et Bestëmmungen, déi festleeën, datt e Versécherten, deen aus dem System vun der Krankekeess fält, doriwwer vum CCSS informéiert muss ginn? Wa jo, wéini an a wéi enger Form muss déi betreffend Persoun doriwwer informéiert ginn? Wann nee, ass den Här Minister net der Meenung, datt esou eng Bestëmmung misst agefouert ginn, verbonne mat Informatiounen doriwwer, wéi déi betreffend Persoun erëm an de System erakomme kann?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

De Code vun der sozialer Sécherheet gesäit allgemeng vir, fir all Persoun, déi agestallt ass, datt wann d'Aarbechtsrelatioun op en Enn geet, d'Persoun ofgemellt muss ginn. Dee Moment kritt déi betraffe Persoun en Austrëttszertifikat vum Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) geschéckt. Den Datum vum

Envoi vun dësen Dokumenter hänkt awer dovunner of, wéini d'Persoun vum Employeur ugemellt respektiv ofgemellt gouf.

Jee nodeem an eléi enger Situatioun d'Persoun ass, ka si ufroen, fir iwwer eng Coassurance versécherte ze ginn, oder si ka sech fräiwëlleg weider versécheren. Beim Courrier vum CCSS läit e Begleetschreiwes dobäi, an deem d'Persoun dorop higewise gëtt. Wann d'Persoun sech innerhalb vun den dräi Méint no der Desaffiliatioun fräiwëlleg versécht, leeft d'Versécherung weider (Assurance volontaire continuée).

Allerdéngs gesäit den Artikel 18 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet vir, datt no enger obligatorescher Affiliatiounsperiod, d'Persoun d'Gesondheetsleeschtunge vun der Krankeversécherung wärend enger Zäit nach zegutt huet. D'Statute vun der Gesondheetskeess (CNS) gesinn an dësem Fall dräi Méint vir, wat och e Lien mat der Weiderversécherung duerstellt. Esouguer wann d'Persoun net méi krankeversécht wär, ka si also nach wärend dësen dräi Méint d'Gesondheetsleeschtungen an Usproch huelen.

Et ginn awer no a no ëmmer méi Demarchë respektiv Informatiounen op de Portal MyGuichet.lu gesat. Dës Demarchen oder d'Consultatioun vum Status vun der Affiliatioun, sollen och iwwer dëse Portal accessibel ginn, respektiv sinn et deelweis schonn.

Législation de l'avortement | Question **8048** (01/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zënter e puer Méint ginn nees Fuerderungen erhuewen, fir d'Legislatioun iwwer d'Ofdreiwung ze veränneren. Déi gefrote Modifikatioune géingen et, de Gynekologen no, méi liicht maachen, fir geschlechtsspezifesch Ofdreiwunge virzehuelen a géingen d'Risike fir d'Onfruchtbarkeet vun de Fraen, déi spéit ofgedriwwen hunn, erhéijen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi stellt d'Regierung sech zu där Fro vun der Verlängerung vum Delai vun 12 op 14 Wochen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Legislatioun geschlechtsspezifesch Ofdreiwungen, déi a ville Kulturen haaptsächlech Meedercher betreffen, net soll erliichteren?

3. Wéi stellt d'Regierung sech zu där Fuerderung, méi präzis Statistiken zu den Ofdreiwungen anzeféieren, z. B. iwwer e präzise Code an der Nomenclature?

4. Wéi stellt d'Regierung sech zu där Fuerderung, den „délai de réflexion" ofzeschafen?

Réponse (04/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Verschidden europäesch Länner hu schonns rezent den Delai fir d'Ofdreiwung eropgesat (z. B. Frankräich 14. Woch oder Holland 22. Woch) oder sinn dobäi, dëst ze plangen (z. B. Belsch). Dëst ass motivéiert doduerch, dass, och wann déi meescht Schwangerschafte ganz fréi ënnerbrach ginn (ëm déi 5.–6. Woch), leider nach eng kleng Zuel vu Fraen ze spéit mat hirem Wonsch op Schwangerschaftsënnerbriechung bei den Dokter kommen. Dës Frae mussen dann hir Schwangerschaft weiderféieren, oder, falls si d'finanziell Méiglechkeet hunn, ginn dann an d'Ausland, fir d'Schwangerschaft ze ënnerbriechen. D'Fuerderung ass dofir och zu Lëtzebuerg opkomm, fir den Delai vun 12 op 14 Woche Postconceptioun eropzesetzen.

De Gesondheetsministère steet dëser Fuerderung am Prinzipp positiv géintiwwer, baséiert ënner anerem op engem rezente Rapport vun engem akadeemeschen Aarbechtsgrupp, dee vun der belscher Regierung beoptraagt gouf, d'Situatioun vum Avortement an der Belsch kritesch ze analyséieren. Dësen Aarbechtsgrupp bestoung aus Vertrieder vun de 7 Universitéiten (d. h. representativ vun de grousse politeschen, philosophesche a reliéisen Orientéierungen) an aus weideren 28 Experten aus ganz verschiddene Beräicher, déi der belscher Regierung 25 Recommandatiounen iwwert d'Ofdreiwung gemaach hunn.[1]

Wat den Delai betrëfft, koum den Aarbechtsgrupp zur Konklusioun, dass den Delai bis maximal d'18. Woch kéint eropgesat ginn, an zwar op Basis vun i) dem Recht vun der Fra, een Accès ze hunn op eng sécher an efficace Ofdreiwung, ouni limitéiert ze sinn, ob si sech dat finanziell leeschte kann oder net, an ii) vum Entwécklungsstadium vum Foetus a Relatioun mat enger Rei medezinneschen a moralesche Krittären.

De Gesondheetsministère rappeléiert, dass den aktuelle gesetzleche Kader et der Fra erméiglecht, an engem Zäitraum, dee legal festgeluecht ass, eng IVG virzehuelen, dat am strikte Respekt vu gesetzleche Konditiounen.

De Gesondheetsministère ass favorabel, fir eng Obligatioun anzeféieren, dass all Ofdreiwung muss anonym deklaréiert ginn, mat enger Rei soziodemographeschen a medezinneschen Informatiounen, wéi dëst z. B. och an der Belsch oder an Däitschland de Fall ass. Dëst géif erlaben, eng Analys ze maachen, firwat Ofdreiwunge gemaach ginn an domat erlaben, eng besser geziilt Präventioun ze plangen. Dëst kann awer net iwwert d'Nomenclature gemaach ginn, well där hir primär Finalitéit ass dem Gesetz no d'Ofrechnung vu medezinneschen Akten, a si ass net informativ genuch fir statistesch Zwecker an dësem Gebitt. D'Detailer vun esou engem Deklaratiounssystem missten natierlech zesumme mat de Gynekologen ausgeschafft ginn.

Wat den Délai de réflexion betrëfft, notéiert de belschen Aarbechtsgrupp „[…] ce délai est aujourd'hui vécu comme humiliant, suggérant une immaturité des femmes auxquelles il faudrait imposer un délai de réflexion obligatoire, supposant qu'elles ne seraient pas aptes à le prévoir elles-mêmes". Aus dësem Gronn ass och d'Lëtzebuerger Regierung favorabel, den Delai op ee strikte Minimum erofzesetzen, d. h. praktesch kéint dann den Ofbroch den Dag no der éischter Consultatioun gemaach ginn.

Enn Mee 2023 ass den Aarbechtsgrupp fir d'éischt zesummekomm, dee beoptraagt ginn ass, eng Bestandsopnam vum aktuelle gesetzleche Kader ze maachen.

Eng Verlängerung vum „délai d'avortement" an eng Verkierzung vum „délai de réflexion" gi momentan vun dësem Aarbechtsgrupp evaluéiert.

Ausserdeem analyséiert den Aarbechtsgrupp, wéi eng Outile kéinten agesat ginn, fir an Zukunft op aussokräfteg Statistiken zu den Ofdreiwunge kënnen zeréckzegräifen.

De Gesondheetsministère ass favorabel, fir eng Upassung vum aktuellen Ofdreiwungsgesetz duerchzeféieren.

Aides énergétiques | Question **8049** (01/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéinst den héijen Energiepräisser war am Tripartitt-Accord vum September 2022 eng staatlech Ënnerstëtzung festgehale ginn, fir d'Leit bei de Stroumkäschten ze entlaaschten. Zanter dem 1. Januar 2023 kréie Stéit, déi manner eléi 25.000 kWh Stroum am Joer verbrauchen, eng staatlech Bäihëllef. Eng Rei vu Bauerebetriber hunn awer just e Compteur fir d'Wunnhaus a fir d'Ställ zesummen. Doduerch läit hire Gesamtstroumverbrauch meeschtens iwwert der Grenz vu 25.000 kWh am Joer. Well eng getrennten Ofrechnung net méiglech ass, kréie si keng Energieprimm.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Energieminister an un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Ass sech d'Regierung bewosst, datt eenzel, virun allem eeler Bauerebetriber just ee Stroumzieler hunn an dowéinst net an de Genoss vun der Energieprimm kommen, och wann de private Verbrauch am Haus ënnert der Limitt vu 25.000 kWh am Joer läit?
• Wa jo, ass d'Regierung bereet, eng Léisung ze sichen, fir datt och dës Betriber eng Energieprimm kréien, fir déi héich Stroumkäschten ofzefiederen?
• Wéi kéint esou eng Reegelung ausgesinn?

Réponse (04/07/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Den integréierte Stroumpräis setzt sech aus de follgenden Elementer zesummen:

– Käschte fir déi elektresch Energie;
– Käschte fir d'Benotzung vum Stroumnetz;
– Contributioun an de Mécanisme de compensation;
– Stroumsteier an TVA.

D'Stabiliséierung vum Stroumpräis, sou wéi en am Tripartitt-Accord festgehale gouf, ass eng Moossnam, fir de Privatleit am Kader vun der Energiekris, déi duerch d'russesch Aggressioun géint d'Ukrain ausgeléist ginn ass, ënnert d'Äerm ze gräifen, andeem d'Stroumpräisser fir 2023 op dem Niveau vun 2022 stabiliséiert ginn. Dës Mesure gëtt iwwert d'Contributiounen an de Mécanisme de compensation (MDC), konform zum ëmgeännerte Règlement grand-ducal vum 31. Mäerz 2010 iwwert de Mécanisme de compensation am Kader vum Stroummarché gereegelt. An dësen Deeg soll d'Verlängerung vun dëser Mesure bis Enn 2024 an der Chamber gestëmmt ginn, fir d'Inflatioun weiderhin ze bremsen an eise Bierger weiderhi beim Stroumpräis eng stabill Situatioun an dësen onsécheren Zäiten ze garantéieren.

D'Mesure aus dem Tripartitt-Accord gouf duerch eng méi héich staatlech Contributioun an den MDC ëmgesat. Konkreet heescht dat, dass Kategorie A Clienten, also déi, déi manner wéi 25.000 kWh am Joer verbrauchen, eng negativ Contributioun beim MDC kréien. Amplaz also an den MDC anzebezuelen, kréie Kategorie A Clienten duerch déi staatlech Contributioun eng Reduktioun op hirer Rechnung.

Déi vast Majoritéit vun den 270.000 Haushaltsclientë falen an dës Kategorie a kruten an der Energiekris domat onbürokratesch an effektiv gehollef.

Duerch historesch Ëmstänn si bei eenzele Bauerebetriber souwuel de privaten Haushalt wéi och de Betrib un engem gemeinsame Compteur ugeschloss. Doduerch falen dës Häff oft iwwert de Seuil vun der Kategorie A a kënnen net vum negativen MDC-Tariff profitéieren.

Et muss een heibäi awer preziséieren, datt den Tariff B längerfristeg dee méi gënschtegen Tariff ass.

Den Energie- an de Landwirtschaftsministère hunn dës Problematik zesummen analyséiert a béid Ministèrë sinn och zesumme mat der Klima-Agence am Austausch mat den Acteuren, fir de Baueren et ze erlaben, fir optimal vun der Energietransitioun ze profitéieren.

Organisation mondiale de la santé | Question **8050** (01/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wärend der Coronakris goufen déi Moossnamen, déi vun deene verschiddene Länner geholl goufen, staark

[1] Referenz:
Étude et évaluation de la loi et de la pratique de l'avortement en Belgique. Evaluatie-van-abortuswetgeving-enpraktijk_FR_versie.pdf (vlir.be)

vun der WHO an der EU respektiv vun europäeschen Organisme beaflosst. D'Roll vun der WHO wor besonnesch wichteg a mat groussem Interessi ginn déi Diskussiounen observéiert, déi dozou solle féieren, der WHO eventuell méi Kompetenzen zouzegestoen.

Am Kader vun der Weltgesondheetsorganisatioun gëtt aktuell un zwee internationalen, juristeschen Instrumenter geschafft (de Weltpandemievertrag an dat internationaalt Reglement iwwer sanitär Froen), déi d'Pouvoire vun der WHO bei gesondheetlechen Noutfäll, wéi z. B. enger Pandemie, sollen nei reegelen. Verschiddene Publikatiounen no sollen déi Aarbechte bis de Mee 2024 ofgeschloss ginn. Eng Rei vun deenen aktuell méiglechen Neierunge ginn awer och kritesch gesinn, well si, an den Ae vun hire Kritiker, zu engem Ofbau vun demokratesche Fräiheeten a Souveränitéitsrechter kéinte féieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi ass den aktuelle Stand vun den Aarbechten? Bis wéini sollen déi Dokumenter fäerdeg verhandelt ginn? Handelt et sech ëm Konventiounen, déi vun deenen nationale Parlamenter solle ratifizéiert ginn? Wie verhandelt fir Lëtzebuerg: Ass dat eng national Delegatioun oder probéiert d'EU-Kommissioun, am Numm vun de Memberstaaten ze verhandelen? Wa jo, opgrond vu wéi enger rechtlecher Basis?

2. Ass d'Regierung prinzipiell domat d'accord, datt Souveränitéitsrechter sollen un d'WHO delegéiert ginn, esou datt si kéint de Staate politesch oder aner Moossnamen, besonnesch am sanitäre Beräich, virschreiwen? Gëtt et Dispositiounen an deenen aktuelle Verhandlungen, déi esou eng Méiglechkeet virgesinn, an, wa jo, wéi steet d'Regierung dozou? Kéint d'Regierung sech virstellen, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun an d'Budgetsrechter vun der Chamber géing agräifen, z. B. doduerch, datt d'Staate géingen opgefuerdert ginn, e bestëmmte Prozentsaz vun hirem Bruttoinlandprodukt fir d'Bekämpfung vun enger Pandemie auszeginn?

3. Wéi steet d'Regierung zu enger méiglecher Erweiderung vum Geltungsberäich vun den internationale Gesondheetsreglementer an deem Sënn, datt si an Zukunft och kéinte bei Zenarien applikabel ginn, déi nëmmen e „potenzielle" Risiko fir déi ëffentlech Gesondheet kéinten duerstellen, ouni datt esou e Risiko awer schonn agetratt wär? Wär esou eng Kompetenzerweiderung net gläichbedeitend mat enger bal permanenter Internationaliséierung vun der Gesondheetspolitick, well wuel zu all Zäitpunkt iergendwellech gesondheetlech Risike kënne bestoen?

4. Wéi steet d'Regierung zu där Iddi, der WHO d'Kompetenz fir d'Allocatioun vu gesondheetspolitesch relevante Produkter un d'Staaten ze ginn? Wär dat net eng Aushiewelung vun der nationaler Souveränitéit vun de Staaten an e Broch mat demokratesche Prinzippien, well, anescht wéi eng national Regierung, d'WHO net direkt demokratesch kontrolléiert ass?

5. Besteet de Risiko, datt d'WHO Kompetenze kritt, déi an d'Fräiheetsrechter vun deenen Eenzelen agräifen? Soll si z. B. dat Recht kréien, eng Impfung, Contacttracing, Isolatiounen asw. vun de Staaten ze verlaangen an ze kontrolléieren? Wa jo, wat ass d'Positioun vun der Regierung? Ass si bereet, esou Agréffer an déi verfassungsméisseg garantéiert Grondrechter vun de Bierger duerch eng international Organisatioun ze akzeptéieren?

6. Wéi steet d'Regierung zu där Iddi, der WHO Kompetenzen am Beräich vun der Reesfräiheet ze ginn, z. B. iwwert de Wee vun der Aféierung vun elektroneschen Impfzertifikater? Gesäit si e Spannungsverhältnis mam Dateschutz?

7. Ass d'Regierung der Meenung, datt eleng déi lëtzebuergesch Regierung, am Accord mat der Chamber, iwwer Moossnamen hei zu Lëtzebuerg kann decidéieren, ewéi z. B. e Lockdown, Agréffer an d'Ekonomie, Ausgangsspären, d'Organisatioun vum Gesondheetsa vum Schoulwiesen, an datt all Beaflossung duerch auslännesch Staaten, europäesch an international Organisatiounen zeréckzeweisen ass?

8. Wéi steet d'Regierung zu där Iddi, datt e Gremium vun der WHO kéint engem Staat eenzel Moossname virschreiwen, respektiv Moossnamen annuléieren, déi dat Land geholl hätt?

9. Wéi steet d'Regierung zu der Finanzéierung vun der WHO?
– Ass si prinzipiell der Meenung, datt ee vun enger privater Finanzéierung misst ewechkommen, fir d'WHO exklusiv duerch Staate finanzéieren ze loossen, z. B. nom Schlëssel, dee schonn an aneren Organer vun der UN-Famill applikabel ass?
– Ass si der Meenung, datt d'WHO net soll vu sech aus d'Autoritéit kréien, Verträg mat der Pharmaindustrie ofzeschléissen, mee datt all Staat muss kënnen decidéieren, u wéi enge Verhandlungen e sech wëll associéieren? (D'Iddi wär hei also kloer, datt näischt enger internationaler Zesummenaarbecht soll am Wee stoen, natierlech och net iwwert oder mat der WHO, mee datt d'Souveränitéit vun de Staaten net däerf a Fro gezu ginn.)

10. Wéi steet d'Regierung zu där Iddi, der WHO en Zensurrecht ze ginn, z. B. fir sougenannten „Desinformatiounen" iwwer Impfstoffer an hir Niewewierkungen ze ënnerbannen? Ass si bereet, zu all Ableck fir eng pluralistesch Meenungsfräiheet anzestoen, och am Fall vun enger Pandemie? Ass d'Regierung der Meenung, datt zu all Ableck déi wëssenschaftlech Diskussioun muss erlaabt sinn, inklusiv engem argumentéierten Hannerfroe vun Impfstoffer oder Medikamenter an hiren Niewewierkungen? Ass si där Meenung, datt zu all Ableck Kritick un der WHO an hirer Politick, inklusiv am Kader vun enger Pandemiebekämpfung, muss erlaabt sinn, speziell och an alle Medien?

Réponse (04/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

D'Verhandlungen, déi den honorabelen Deputéierten a senge Froen uschwätzt, sinn amgaang a solle bis Mee 2024 ofgeschloss sinn. Den Traité Pandémie gëtt am Moment verhandelt an et besteet nach keen Accord um Text. Dofir ass et fir de Moment net méiglech, den Inhalt vun deem Text am Detail ze kommentéieren.

D'Memberstaten an d'EU-Kommissioun hu reegelméisseg Reuniounen, fir gemeinsam Positiounen auszeschaffen, déi d'EU-Kommissioun am Numm vun de Memberstaten dem Negociatiounsteam vum Traité a vum Règlement sanitaire international (RSI) presentéiert – dëst baséiert op der „Council Decision (EU) 2022/451 authorising the opening of negotiations on behalf of the European Union for an international agreement on pandemic prevention, preparedness and response, as well as complementary amendments to the International Health Regulations (2005)". Memberstate kënnen och eenzel wärend den Negociatiounen intervenéieren.

Eng Equipe vum Gesondheetsministère suivéiert a participéiert un dësen Diskussiounen a concertéiert sech am Virfeld mat anere concernéierte Ministèren.

D'Verhandlunge lafen ënnert dem Prinzipp „nothing is agreed until everything is agreed" – et sinn also am Moment nach keng Elementer aus dem Dokument, wat de Verhandlungen als Basis déngt, beschloss.

Et ass virgesinn, dass den Traité Pandémie ënnert dem Artikel 19 vun der WHO-Constitutioun adoptéiert gëtt, an deem Fall muss e vun den nationale Parlamenter ratifizéiert ginn.

Déi zwee Verträg betreffe Prinzippie vun nationaler Souveränitéit vun de Staten. Et ass net virgesinn, dass d'Länner en Deel vun hirer nationaler Souveränitéit un d'WHO sollen delegéieren. D'WHO däerf sech net an d'Staatsugeleeënheeten amëschen an däerf de Memberstate keng Moossname virschreiwen. Am Fall vun enger gesondheetlecher Urgence, wéi zum Beispill enger Pandemie, kann d'WHO Recommandatioune maachen – dës kënnen da vun de Staten approuvéiert ginn no hire jeeweilegen, demokratesche Prozeduren.

Zousätzlech ass festzehalen, dass den RSI der WHO net erlaabt, Mesuren ze huelen, déi individuell Persoune betreffen, wéi z. B. en Isolement oder eng Quarantän. Dëst bleift e Recht vum Stat.

D'europäesch Positioun ass, dass et keng Erweiderung vum Geltungsberäich vum internationale Reglement iwwer sanitär Froe brauch.

D'WHO kritt hire Finanzement aus zwou Haaptquellen: obligatoresch Contributioune vun de Länner a fräiwëlleg Contributioune vun de Memberstaten an anere Partner, dorënner de Privatsecteur. D'Participatioun vum Privatsecteur ka potentiell d'Fro vun der Transparenz an Interessekonflikter opwerfen. Dofir gouf 2020 d'Fondatioun vun der WHO geschaf, fir Fongen aus dem Privatsecteur ze geréieren. Dës Stëftung ass och zoustänneg fir d'Kontroll vun der Konformitéit mat de Prinzippie vun „Due Diligence" an Ethik. Et ass wichteg, dass an Zäite vu knappe Finanzementer d'Diversifikatioun vun den Donateure fir eng international Agence, wéi d'WHO, stattfënnt, mee gläichzäiteg muss garantéiert sinn, dass privat Acteuren d'Prioritéite vun der ëffentlecher Gesondheet net beaflosse kënnen. Dëst bleift am Kompetenzberäich vun de WHO Memberstaten.

Faillite de la firme Virgin Orbit | Question **8051** (01/06/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 4. Abrëll huet déi amerikanesch Satellittentransportfirma „Virgin Orbit" Faillite ugemellt. De 17. Oktober 2022 hat Lëtzebuerg eng Kooperatioun am Beräich vun der Verdeedegung mat der Firma ënnerschriwwen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Arméiminister an dem Här Wirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung, ënnert dem Respekt vum kommerziellen a sécherheetsrelevanten Dateschutz matdeelen, ewéi eng Konsequenzen déi Faillite op déi Lëtzebuerger Verdeedegungspolitick kann hunn? Wéi eng Servicer huet Lëtzebuerg bei der Firma akaf an ewéi vill Sue si bis ewell an deem Kader iwwert wéi eng Administratioun gefloss? Sinn déi entspriechend Leeschtunge scho bereetgestallt ginn, respektiv ka Lëtzebuerg indemniséiert ginn an änlech Leeschtunge bei engem anere Fournisseur kréien?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, ob deen zitéierte Vertragsausfall weider Repercussiounen op déi allgemeng ëffentlech a privat Lëtzebuerger Raumfaartaktivitéite mat sech bréngt, besonnesch am Kader vum „Space Cluster", a falls jo, wéi eng?

Réponse (30/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. D'Faillite huet keen direkten Afloss op d'Lëtzebuerger Verdeedegungspolitik.

D'Direction de la défense hat bei Virgin Orbit eng Etüd ugefrot fir ze kucken, ob gemeinsam Projeten zesumme mat europäesche Partner méiglech sinn. Et

gouf awer nach keng formell Zesummenaarbecht. Am Kader vun der Etüd gouf sech op de Ground Support Equipment fokusséiert. D'Etüd war an dräi Phase virgesinn. Virgin Orbit huet déi éischt Phas fir e Montant vu 50.000 Euro (ouni TVA) realiséiert, deen och bezuelt gouf. D'Phasen 2 an 3 goufen net realiséiert an och net bezuelt.

ad 2. De Lëtzebuerger Ekosystem vun de Weltraumaktivitéite besteet zu méi wéi 50 % aus Betriber, déi Uwendungen an Technologien entwéckelen a Servicer offréieren. Et gëtt hei just e puer Betriber, déi eventuell Servicer vun engem Fournisseur wéi Virgin Orbit géinge gebrauchen. Eiser Kenntnis no gëtt et zu Lëtzebuerg just eng Firma, déi op Virgin Orbit wollt zeréckgräife fir Lancementer; déi Firma huet och schonn eng gutt aner Alternativ fonnt.

Och wann et nach keng aner funktionéierend Solutioun gëtt, fir Satellitte via Fliger op Orbit ze bréngen, gëtt et am Moment weltwäit vill Initiative fir aner Lancementservicer. Den Impakt op de Lëtzebuerger Space Ekosystem ass also marginal.

Clinique Pédiatrique KannerKlinik | Question **8052** (02/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'KannerKlinik ass déi zentral Ulafstell fir pediatresch Urgencen. Och Kanner aus dem Norde vum Land ginn am Noutfall vun der Ambulanz an d'KannerKlinik gefouert, an dat onofhängeg vun der Auerzäit an der Gravitéit vum jeeweilege Fall. Den Transport kascht vill Zäit a fir d'Elteren ass de Wee dacks wäit. Ausserdeem sinn d'Waardezäiten an der KannerKlinik meeschtens laang.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Stëmmt et, datt d'Ambulanzen d'Kanner am Fall vun enger Urgence nëmmen dierfen an d'KannerKlinik féieren?
– Wa jo, ass sech d'Regierung bewosst, datt fir Elteren aus dem Norde vum Land déi grouss Distanz an déi vill Zäit, déi si fir de Wee brauchen, e Problem duerstellt?
– Wa jo, wier et net sënnvoll, wa Kanner mat méi einfache Pathologien, wéi z. B. Platzwonnen, vun der Ambulanz kéinten an d'Urgence an de Centre Hospitalier du Nord gefouert an och do behandelt ginn?

2. Huet d'Regierung Zuelen, ob, a wa jo wéi vill Leit an der KannerKlinik fortginn an an eng aner Klinick fueren, well d'Waardezäiten an der Urgence vun der KannerKlinik ze laang sinn?

Réponse (04/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Prinzipp féieren d'Ambulanze vum SAMU d'Kanner am Fall vun enger Urgence an d'KannerKlinik. Laut den Dispositioune vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Mäerz 2018[2] ass de Service d'urgence pédiatrique een nationale Service a soumat déi national Ulafplaz, wou eng Prise en charge 24h/24 a 7j/7 garantéiert ass.

Et bleift awer dem Coordinateur SAMU an Zesummenaarbecht mat dem Service d'urgence vun de Centres hospitaliers méiglech, fir an direkter Ofsprooch mam Urgentiste am Spidol ofzeschwätzen, dass d'Kand net an d'KannerKlinik brauch gefouert ze ginn.

– Dat ofgeännert Gesetz vum 8. Mäerz 2018[3] gesäit vir, dass d'Services pédiatriques ronderëm de Service national an den dezentraliséierte Service de pédiatrie de proximité organiséiert sinn. Och wann déi national Servicer, wéi ënnert anerem d'Pédiatrie spécialisée an d'Chirurgie pédiatrique an der KannerKlinik vum CHL organiséiert ginn, esou verfügen déi aner Spidolszentren iwwert ee Service de pédiatrie de proximité.

D'Kanner ginn an den Urgencë vun deenen eenzelne Spidolszentre betreit. Dës assuréieren eng Prise en charge vu 24h/24 a 7j/7. De Règlement grand-ducal vum 25. Januar 2019 bestëmmt d'Usprech an d'Norme vun deenen Urgencëservicer. Et gëtt virgesinn, dass Kanner, déi an dëse Service kommen, vun enger Infirmière evalueiert ginn an esou den Tri gemaach ka ginn. Eng europäesch Échelle de tri[4] gesäit vir, dass Kanner mat engem Krankheetsbild vun 3 bis 1 un déi national Services pédiatriques weidergeleet solle ginn no enger Éischtbetreiung a Stabilisatioun an den Urgencen.

Bei enger schwéierer Urgence, déi vum SAMU gefouert gëtt, mécht et allerdéngs Sënn, keng Zäit ze verléieren an d'Kand direkt an de Service spécialisé ze bréngen, wou och aner Servicer ronderëm d'Auer disponibel sinn, déi am Noutfall gebraucht ginn, ewéi de Service national de chirurgie pédiatrique an de Service national de soins intensifs pédiatriques.

– Wéi ënnert der Fro 1 beschriwwen, ass eng gewësse Flexibilitéit méiglech an ass ëmgesat gi mat engem Ofkommes tëschent der Direktioun vum CHdN an dem CGDIS betreffend Kanner tëschent 4 a 16 Joer mat einfache Pathologien inklusiv liicht Traumae vun den Extremitéiten, wou keng spezifesch Ënnersichung vum Pediater noutwenneg ass.

ad 2. Et leie keng Zuelen dozou vir, wéi vill Patienten an engem anere Spidol en charge geholl ginn opgrond vun de laange Waardezäiten.

Remboursement de la taxe sur véhicules | Question **8053** (02/06/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La taxe sur les véhicules routiers payée en trop peut être remboursée lors de la mise hors circulation provisoire ou définitive d'un véhicule soumis à la taxe. Pour cela, la vignette fiscale doit être remise ou renvoyée au receveur des douanes et accises compétent au plus tard 60 jours après la fin de sa validité, avec indication d'un numéro IBAN d'un compte bancaire d'un institut financier agréé au Luxembourg.

Étant donné que l'Administration des douanes et accises reçoit les informations sur les immatriculations directement de la SNCA et que le numéro de compte bancaire est révélé lors du payement initial, on peut se demander pourquoi ce remboursement n'est pas effectué automatiquement depuis l'Administration des douanes et accises et nécessite un renvoi de la vignette fiscale au préalable.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Pouvez-vous m'expliquer pourquoi le remboursement de la taxe sur les véhicules routiers n'est pas effectué automatiquement depuis l'Administration des douanes et accises et nécessite un renvoi de la vignette fiscale au préalable ?

2) Est-ce qu'un changement de cette pratique administrative est prévu de la part de l'Administration des douanes et accises ?

3) Pourquoi cette démarche administrative ne peut-elle pas être effectuée par myguichet.lu ? Est-ce qu'il est prévu de pouvoir l'effectuer par myguichet.lu à l'avenir ?

Réponse (03/07/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Lors du paiement initial de ladite taxe, l'Administration des douanes et accises reçoit, via l'application SAP, un certain nombre de données relatives au paiement, notamment la modalité de paiement, un numéro de référence, le nom et l'adresse du client, le montant payé et le code BIC de la banque ayant procédé le virement. Cependant, le numéro du compte bancaire à partir duquel le virement a été effectué n'est pas inclus. Par conséquent, l'administration se trouve dans l'impossibilité matérielle de procéder à un remboursement automatique et demande donc que la vignette soit renvoyée avec l'indication du compte bancaire du client.

De plus, la vignette fiscale papier sert de preuve de paiement de la taxe sur les véhicules routiers lors des contrôles des agents de l'Administration des douanes et accises et de la police. Ce document ne peut plus être utilisé une fois que le remboursement de ladite taxe a été effectué.

Des réflexions sont en cours pour créer une démarche administrative permettant aux clients de demander le remboursement de la taxe via myguichet.lu.

Formulaires en relation avec le permis de conduire | Question **8054** (02/06/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Les formulaires en relation avec le permis de conduire sont disponibles uniquement en langue française.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Est-ce qu'il est prévu de mettre ces formulaires à disposition du public dans d'autres langues que le français ? Dans la négative, pouvez-vous m'en expliquer les raisons ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me dire dans quels délais cela pourra être réalisé ?

Réponse (05/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Effectivement, les formulaires relatifs au permis de conduire sont actuellement uniquement disponible en langue française. Cependant, rien ne s'oppose de traduire lesdits formulaires en allemand et en luxembourgeois. Je vais aviser les services concernés de procéder à cette traduction dans les meilleurs délais.

Achat de projets privés par l'État | Question **8055** (02/06/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Interview mat RTL huet de Wunnengsbauminister wësse gedoen, dass de Staat wäert 2 Projeten an der Stad an am Süde vum Land vu Promoteuren ofkafen. Fir dës Wunnenge leet de Staat 55 Milliounen Euro op den Dësch.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Op RTL heescht et „bei zwee Projete vun ëm 90 Wunnengen an der Stad Lëtzebuerg an am Süde vum Land". Wéi vill Wunnenge wäerten et genau sinn?

2. Wéi vill m² wäerten déi eenzel Wunnengen hunn?

3. Wéi vill kaschten déi jeeweileg Projeten eenzel gekuckt?

4. Vu wéi enge Firme wäerten dës Wunnengen ofkaaft ginn?

5. Wou genau läit de Projet am Süde vum Land, dee soll opkaaft ginn?

Réponse (28/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

[2] Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

[3] Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

[4] 5 = manner urgent – 1 = liewenswichteg

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Et ass richteg, datt de Staat an Diskussiounen ass, fir verschidde Wunnengsbauprojeten an der Vefa opzekafen. Et handelt sech dobäi ëmmer ëm Projeten, déi konform sinn zum Cahier des charges fir erschwénglech Wunnenge vum Wunnengsbauministère.

Esoulaang awer keen definitive Kafvertrag ënnerschriwwe gouf, kann d'Regierung keng weider Detailer zu den eenzele Projete matdeelen. Alles anescht géing géint déi géigesäiteg Confidentialitéitsklausel verstoussen.

Natierlech wäert d'Regierung no der Ënnerschréft ënnert déi Akten d'Chamber iwwert all Detail informéieren.

Déclaration du Secrétaire général de l'OTAN | Question **8057** (05/06/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den NATO-Generalsekretär, den Här Jens Stoltenberg, huet rezent am Kader vun engem Besuch zu Kiew gesot, datt all Membere vun der NATO hiren Accord fir en NATO-Bäitrëtt vun der Ukrain ginn hätten.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Berout dës Ausso vum Här Stoltenberg op enger Decisioun vum NATO-Ministerrot? Wa jo, wéini a wou gouf dës Decisioun geholl?

2. Huet Lëtzebuerg an engem NATO-Ministerrot zougestëmmt, datt d'Ukrain e Member vun der NATO soll ginn? Wa jo, wéini an ënnert wéi enge Konditiounen?

3. Wéi een Impakt huet dem Här Stoltenberg seng Ausso an den Ae vun der Regierung op d'Sécherheetsarchitektur an Europa an op d'Friddensperspektive fir d'Ukrain an deem aktuelle Konflikt?

4. Fir de Fall, wou esou eng Decisioun iwwer en NATO-Bäitrëtt net virlouch, misst d'Regierung d'Ausso vum Här Stoltenberg dann net dementéieren oder op d'mannst relativéieren?

5. Wëll d'Regierung dës Ausso vum Här Stoltenberg am Kader vum nächsten NATO-Rot uschwätzen?

Réponse (05/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Sou wéi de Minister Asselborn haut, 5. Juni, an der zoustänneger Chamberskommissioun gesot huet, wéi hien d'Kommissioun informéiert huet iwwert d'Ministerielle vun der NATO zu Oslo den 1. Juni, sinn all d'Membere vun der NATO d'accord, dass d'Ukrain net ka Member vun der NATO ginn, soulaang de Krich net eriwwer ass. Dat ass och d'Positioun, déi de President Selensky ëffentlech ausgedréckt huet.

Achat de projets privés par l'État | Question **8058** (05/06/2023) de **M. Marc Lies** | **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Virum Hannergrond vun der ugespaanter Situatioun um Wunnengsmaart huet den Här Logementsminister den 1. Juni an der Press annoncéiert, datt de Staat zwee privat Immobiliëprojete mat 90 Wunnenge wëllt kafen. Domat soll d'Demande ugekuerbelt gi fir esou ze verhënneren, datt Mataarbechter am Bau an de Chômage rutschen.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un de Logementsminister stellen:

– Sinn d'Wunnengen integral fir d'Locatioun geduecht oder och fir de Verkaf?

– Wie mécht d'Gestioun, wann d'Wunnengen an d'Locatioun ginn?

– Wat fir Krittäre mussen d'Locatairë respektiv d'Proprietäre genee erfëllen, fir an de Genoss vun enger vun de genannte Wunnengen ze kommen?

– Sinn dës Wunnengen am Bau oder wéini soll Baufank sinn?

– Wéini sollen d'Wunnenge fäerdeg sinn?

– Wat ass d'Opdeelung vu Wunnenge mat 1, 2, 3 oder 4 Schlofkummeren?

– Wat ass de Präis pro m^2 Surface construite brute?

– Wat ass de Präis pro m^2 Wunnraum?

– Falen déi normal Frais d'enregistrement bei dësen Transaktiounen un oder ginn hei Ausname gemaach?

Réponse (28/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Et ass richteg, datt de Staat an Diskussiounen ass, fir verschidde Wunnengsbauprojeten an der Vefa opzekafen. Et handelt sech dobäi ëmmer ëm Projeten, déi konform sinn zum Cahier des charges fir erschwénglech Wunnenge vum Wunnengsbauministère.

Esoulaang awer keen definitive Kafvertrag ënnerschriwwe gouf, kann d'Regierung keng weider Detailer zu den eenzele Projete matdeelen. Alles anescht géing géint déi géigesäiteg Confidentialitéitsklausel verstoussen.

Natierlech wäert d'Regierung no der Ënnerschréft ënnert déi Akten d'Chamber iwwert all Detail informéieren.

Doriwwer eraus ginn all dës Wunnengen entweeder vum Fonds du logement oder vun der SNHBM am Optrag vum Staat geréiert. Déi zwee ëffentlech Promoteuren applizéieren dofir dann och d'Reegele vum 1998er Reglement an de Regimm vun der Location abordable ewéi am Gesetzesprojet 7937 virgesinn, wann dëse bis a Kraaft getrueden ass.

Bei de Frais d'enregistrement gi keng Ausname gemaach zu dem normale Regimm, deen applikabel ass, wann de Staat Immobilië keeft.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1848

Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799